Chamberblietchen

2020-2021

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2020-2021

Document	Contenu	Page
CR n°1	Séances n°1, 2	3
CR n°2	Séances n°3, 4	67
CR n°3	Séances n°5, 6, 7	131
CR n°4	Séances n°8, 9	195
CR n°5	Séances n°10, 11, 12	259
CR n°6	Séances n°13	323
CR n°7	Séances n°14, 15	387
CR n°7	Séances n°15	451
CR n°7	Séances n°15	463
CR n°8	Séances n°16, 17, 18	475
CR n°9	Séances n°19, 20, 21, 22	539
CR n°10	Séances n°23, 24, 25	603
CR n°11	Séances n°26, 27	667
CR n°12	Séances n°28, 29	731
CR n°13	Séances n°30, 31, 32	795
CR n°14	Séances n°33, 34	859
CR n°15	Séances n°35, 36	923
CR n°16	Séances n°37, 38	987
CR n°17	Séances n°39, 40, 41	1051
CR n°18	Séances n°42, 43, 44	1115
CR n°19	Séances n°45	1179
CR n°20	Séances n°46, 47, 48	1243
CR n°21	Séances n°49, 50	1307
CR n°22	Séances n°51, 52	1371
CR n°23	Séances n°53, 54	1435
CR n°24	Séances n°55, 56	1499
CR n°25	Séances n°57, 58	1563
CR n°26	Séances n°59, 60, 61	1627
CR n°27	Séances n°62, 63	1691
CR n°28	Séances n°64, 65, 66	1755
CR n°29	Séances n°67, 68	1819
CR n°30	Séances n°69, 70	1883
CR n°31	Séances n°71, 72, 73	1947

N°01
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 01 | Session ordinaire 2020-2021

Politique générale sur l'état de la nation :		**Sommaire des séances publiques nos 1 et 2**	**p. 27**	**1re séance**	**Mardi 13 octobre 2020**
– déclaration	**p. 1**	**Sommaire des questions parlementaires**	**p. Q1**	**2e séance**	**Mercredi 14 octobre 2020**
– débat	**p. 9**				

Visite officielle du Président du Parlement ukrainien

« Des relations actives et étroites »



Le Président du Parlement ukrainien, M. Dmytro Razumkov (à droite), accueilli par le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen.

« Le soutien de nos amis européens nous inspire beaucoup ». C'est avec ces mots que M. le Président du Parlement ukrainien Dmytro Razumkov a remercié son homologue luxembourgeois, M. Fernand Etgen, de la position officielle du Luxembourg soutenue dans le contexte du conflit à l'Est de l'Ukraine. Lors de sa visite officielle au Luxembourg le 23 mars 2021, le Président du Parlement ukrainien a été accueilli à l'Hôtel de la Chambre des Députés.

À plusieurs reprises, M. Dmytro Razumkov a remercié le Luxembourg de son « geste de solidarité » en ce qui concerne les sanctions économiques imposées par l'Union européenne à la Russie dans le cadre de ce conflit.

« Déjà en 2014, lorsque le Grand-Duché siégeait en tant que membre non permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Luxembourg avait attiré l'attention du monde entier sur le conflit en Ukraine », a constaté M. Dmytro Razumkov. En outre, il a souligné que l'Ukraine soutient la candidature luxembourgeoise au Conseil des droits de l'homme pour la période 2022-2024. Lors de l'entretien des deux Présidents de Parlement, M. Fernand Etgen a qualifié les relations entre leurs pays respectifs d'« actives et étroites ».

Ainsi, il a rappelé qu'en février plusieurs membres du Gouvernement ukrainien s'étaient rendus en visite de travail au Luxembourg et avaient rencontré plusieurs membres du Gouvernement, dont M. le Premier Ministre Xavier Bettel.

Dans le cadre de sa visite officielle au Luxembourg, le Président du Parlement ukrainien a également eu un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile au Cercle municipal.

« Se rapprocher au plus près des institutions européennes »

Les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne ainsi que les efforts entamés par l'Ukraine dans le cadre du processus d'intégration européenne étaient au cœur des discussions présidées par M. Fernand Etgen. En tant que Vice-Président de la Chambre et Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Claude Wiseler a coprésidé la réunion.

« Les efforts de l'Ukraine pour faire avancer le processus d'intégration européenne sont toujours d'actualité », a répondu M. Dmytro Razumkov à la question d'un député. Nombre de députés ont encouragé la délégation ukrainienne à poursuivre les réformes en cours depuis 2018, notamment pour lutter contre la corruption dans le pays et renforcer l'état de droit. Un autre point sensible, mais crucial pour le Président du Parlement ukrainien, consiste à faire avancer la réforme judiciaire du pays, au sujet de laquelle M. Dmytro Razumkov reconnaît qu'il y a encore un long chemin à suivre.

Comment le Parlement ukrainien gère-t-il la crise de la Covid-19 ?

Autre sujet évoqué au cours de l'échange de vues était la manière dont le Parlement ukrainien est impliqué dans la gestion de la crise de la Covid-19. Tout comme la Chambre des Députés, le Parlement ukrainien reste pleinement opérationnel pendant la pandémie.

« Les commissions parlementaires se tiennent par visioconférence, mais les séances publiques sont en présentiel, même si l'accès au public est restreint à cause des mesures sanitaires en place », a expliqué M. Dmytro Razumkov. « L'Ukraine est actuellement confrontée à une troisième vague et le nombre d'infections est en train d'augmenter », a-t-il déploré face aux députés luxembourgeois.

« Une nouvelle prison pour des standards plus humains »

La prison d'Uerschterhaff dans la commune de Sanem devrait ouvrir ses portes en janvier 2023. Les députés membres de la Commission de la Justice ont visité les lieux le 31 mars 2021 afin d'avoir un aperçu de l'avancée du chantier, mais également pour recevoir des informations sur le fonctionnement de la future infrastructure pénitentiaire.

Avec l'ouverture de la nouvelle prison pour des prévenus, donc des personnes qui se trouvent en détention préventive, la situation à la prison de Schrassig devrait s'alléger. Jusqu'à présent une séparation spatiale entre les condamnés et les prévenus y fait défaut. La nouvelle infrastructure pénitentiaire met l'accent entre autres sur des techniques modernes et sur un régime pénitentiaire plus humain. Ce dernier point a notamment été soulevé par le Président de la Commission de la Justice, M. Charles Margue.

Les membres de cette commission parlementaire font régulièrement le suivi de l'évolution des pratiques et problématiques pénitentiaires et de la mise en pratique de la réforme des prisons de 2018.



Les membres de la Commission de la Justice ont visité la future prison à Sanem qui sera destinée aux personnes en détention préventive.

Les cas d'euthanasie en hausse

En 2019 et 2020, 41 personnes ont eu recours à l'euthanasie et à l'assistance au suicide. C'est ce qui ressort du nouveau rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi du 16 mars 2009.

Le 29 mars 2021, Mme la Présidente sortante Lotty Prussen a remis le 6e rapport au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, ainsi qu'au Président de la Commission de la Santé et des Sports, M. Mars Di Bartolomeo.

Dix ans après l'entrée en vigueur de la loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, la Commission nationale de contrôle et d'évaluation constate une certaine acceptation de la loi parmi la population luxembourgeoise.

« En effet, une étude réalisée en 2019 avec TNS ILReS démontre que 85 % des résidents luxembourgeois sont favorables à l'euthanasie et à l'assistance au suicide. Par contre, l'étude a également montré qu'il existe un manque d'information quant à la législation existante », a expliqué Mme Lotty Prussen. Dans son rapport, la Commission suggère l'instauration d'une consultation médico-éthique, prestée par des médecins formés à cet effet. Ceci permettrait aux patients et/ou à leurs proches de se renseigner sur les différentes possibilités pour concrétiser un souhait d'euthanasie ou d'assistance au suicide.



Mme Lotty Prussen a remis le 6e rapport sur l'euthanasie et l'assistance au suicide au Président de la Chambre des Députés.

La Présidente a encore félicité le Parlement d'avoir pris en compte une recommandation émise par sa Commission à plusieurs reprises, à savoir de compléter la composition de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation en prévoyant la possibilité de nommer des membres suppléants. Le projet de loi 7480 y relatif a été adopté en début février et propose également d'assimiler la mort d'une personne décédée à la suite d'une euthanasie ou d'une assistance au suicide à une mort naturelle.

Quelques chiffres

La Commission nationale de contrôle et d'évaluation a reçu 16 déclarations d'euthanasie en 2019 et 25 en 2020, deux fois plus que les années précédentes, à savoir 11 en 2017 et 8 en 2018. D'après Mme Lotty Prussen, le nombre d'euthanasies pratiquées en 2020 a augmenté à cause d'une prise de conscience plus accrue tant de l'existence même de la loi que de l'acceptation de la loi par la population. L'âge des patients se situe majoritairement entre 60 et 79 ans. Parmi les différentes maladies, le cancer et les maladies neurodégénératives sont les raisons pour lesquelles les patients décident d'avoir recours à l'euthanasie ou à l'assistance au suicide. Contrairement aux années précédentes, les euthanasies pratiquées dans les établissements hospitaliers ont augmenté de 3 en 2019 à 12 en 2020.

Le rapport sera analysé en détail par la Commission de la Santé et des Sports.

Visite du Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders

« Instaurer une culture de l'état de droit »



M. Didier Reynders accueilli au Cercle municipal par M. Fernand Etgen.

« Instaurer une culture de l'état de droit dans l'Union européenne. » C'est avec ces mots que le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, s'est adressé aux membres de plusieurs commissions parlementaires au Cercle municipal le 29 mars 2021.

Le but de cette rencontre était un échange de vues sur le rapport 2020 de la Commission européenne sur l'état de droit qui suit la situation de chaque État membre et passe en revue les développements tant positifs que négatifs observés dans l'ensemble de l'Union européenne. Le rapport est composé de quatre parties : le système de justice, le cadre juridique de lutte contre la corruption, la liberté et le pluralisme des médias ainsi que l'équilibre des pouvoirs entre les institutions.

Lors de son allocution, M. le Commissaire à la Justice a estimé à plusieurs reprises que le respect de l'état de droit est essentiel pour le bon fonctionnement de l'Union européenne. « Ce respect ne peut pas être tenu pour acquis », a-t-il encore relevé face aux députés luxembourgeois. Dans ce sens, M. Didier Reynders a souligné qu'il faut mener un travail de prévention et de promotion de l'état de droit au sein des États membres de l'Union, l'objectif étant de promouvoir un dialogue ouvert et régulier sur l'état de droit, tant au niveau national qu'au sein de l'UE dans son ensemble.

L'état de droit : « le fondement de notre système politique »

Dans son allocution, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a observé que « l'état de droit est le fondement de notre système politique ; il n'est pas une notion abstraite, mais a une influence sur le quotidien de nos citoyens ». « D'où la nécessité de se battre pour protéger l'état de droit, tant au niveau national qu'au niveau européen », a-t-il encore ajouté. Selon le Président de la Chambre, le mécanisme européen de protection de l'état de droit instauré en 2020 renforcera la boîte à outils dont les Européens disposent pour mieux contrer des tentatives de violation du droit de l'Union.

Lors de leur échange de vues avec le Commissaire européen à la Justice, la majorité des députés ont salué l'initiative de M. Didier Reynders de faire le tour des parlements nationaux pour discuter du rapport de la Commission sur l'état de droit. En effet, la Chambre des Députés est le 18e Parlement qu'il a « visité » - la plupart des échanges ayant eu lieu par visioconférence - depuis la publication du rapport en septembre dernier. La Commission européenne compte élaborer annuellement un rapport sur la situation de l'état de droit dans les 27 États membres de l'UE. Le deuxième rapport devrait être publié en juillet 2021.

Garantir un pluralisme des médias

« Dans quelques États membres de l'Union européenne, les médias critiques ne peuvent pas remplir leur fonction et couvrir tous les sujets de manière indépendante », a constaté un député. Dans ce contexte, il a demandé de plus amples informations sur la réaction de la Commission européenne face à cette problématique des « médias muselés ». M. Didier Reynders a répondu que la Commission ne pouvait intervenir que de manière limitée, mais que la discussion pourrait être approfondie dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Parquet européen

D'autres députés se sont intéressés au Parquet européen récemment installé au Luxembourg. Suite à la nomination du représentant luxembourgeois auprès du Parquet européen, M. Didier Reynders a pressé le Luxembourg de désigner au plus vite les procureurs européens délégués.

Les députés ont rappelé que le Conseil d'État était en train d'aviser le projet de loi 7759 visant à transposer en droit national le règlement européen instituant le Parquet européen.

Pandémie et libertés fondamentales

Un autre sujet évoqué était celui des libertés fondamentales dans le cadre de la pandémie qui a engendré maintes discussions au niveau européen. « La Commission européenne a mis en place un monitoring analysant les différents systèmes nationaux », a expliqué M. Didier Reynders. Dans le contexte de la pandémie, des transferts de pouvoirs vers les gouvernements (instauration de l'état d'urgence) ont eu lieu afin de pouvoir réagir de manière vite et efficace. Un « travail de leçons » à en tirer restera à faire à son avis. En outre, un député s'est renseigné sur l'idée de normes minimales pour la détention provisoire que le Commissaire européen envisagerait afin d'améliorer les conditions de détention. M. Didier Reynders a fait remarquer qu'il s'agissait d'un sujet très sensible à étudier de façon approfondie.

Dans le rapport de la Commission européenne, le système judiciaire luxembourgeois est décrit comme présentant un niveau élevé d'indépendance judiciaire perçue et un bon niveau global d'efficience. M. Didier Reynders a salué les efforts du Parlement luxembourgeois de renforcer l'indépendance de la justice grâce à son ancrage dans la Constitution et à la création d'un Conseil national de la justice. Le Président de la Commission de la Justice, M. Charles Margue, a précisé que les travaux avancent bien dans ce domaine, mais que la Commission européenne ne pourra les évaluer que dans son troisième rapport prévu pour 2022.



Échange de vues avec les députés : intervention du Président de la Commission de la Justice, M. Charles Margue (photo à droite)

Remise du rapport 2020 du CET

Le rapport d'activité 2020 du Centre pour l'égalité de traitement (CET) a été remis en main propre au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Le Président du CET, M. Patrick Hurst, et la Directrice, Mme Nathalie Morgenthaler, ont été reçus le 1er avril 2021 à l'Hôtel de la Chambre pour cet acte officiel annuel.

Le CET est un organe rattaché à la Chambre des Députés dont la mission consiste à lutter contre les différentes formes de discrimination.

Le CET en bref

Les missions du CET consistent entre autres à publier des rapports, émettre des avis ainsi que des recommandations et conduire des études sur toutes les questions liées aux discriminations. Le CET est également chargé d'apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination en mettant à leur disposition un service de conseil et d'orientation visant à informer les victimes sur leurs droits individuels, la législation, la jurisprudence et les moyens de faire valoir leurs droits.



Les représentants du Centre pour l'égalité de traitement, M. Patrick Hurst et Mme Nathalie Morgenthaler, ont transmis leur rapport au Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, en présence du Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter.

Austausch iwwert d'NATO



D'Lëtzebuerger parlamentaresch NATO-Delegatioun hat eng Entrevue mam Chargé d'affaires vun der amerikanescher Ambassade, dem Här Casey Mace (an der Mëtt). Am Gespréich goung et ëm d'Wichtegkeet an d'Zukunft vun der NATO. Béid Säiten hu vun enger „konstruktiver Diskussioun" geschwat, an där vill gemeinsam Iddien ausgetosch goufen.

Un dësem Echange hunn deelgeholl : d'Madamm Nancy Arendt (CSV), den Här Sven Clement (Piraten), d'Madamm Lydia Mutsch (LSAP), Presidentin vun der Delegatioun (1., 2. an 3. vu lénks), grad eweí d'Madamm Semiray Ahmedova (déi gréng) an den Här Jean-Marie Halsdorf (CSV) (3. an 2. vu riets).

Séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux sous présidence belge

Coopération internationale contre la Covid-19

En sa réunion du 19 mars 2021, tenue de façon hybride, le Parlement Benelux s'est focalisé sur la coopération internationale en matière de lutte contre la Covid-19. Dans ce contexte, les membres du Parlement Benelux ont eu un échange de vues avec M. Jan Bertels, représentant du Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique belge, sur la stratégie de vaccination dans le domaine de la gestion des stocks, M. Marc Noppen, CEO de Hôpital universitaire de Bruxelles, sur la stratégie de vaccination sur le terrain et dans les hôpitaux, et avec Mme Anne Calteux, Premier Conseiller au Ministère de la Santé qui a livré un aperçu sur la stratégie de vaccination au Luxembourg. Le Parlement Benelux a par la suite adopté une recommandation sur la coopération transfrontalière dans la lutte contre les pandémies.

Dans le cadre de l'adoption d'une recommandation au sujet des violences intrafamiliales, Mme Marit Peeters, représentante du Ministre de la Justice belge, a expliqué que la lutte contre la violence intrafamiliale s'inscrit dans l'approche générale du Ministre : la justice doit être plus rapide, plus humaine et plus sévère. Mme Peeters a souligné qu'une coopération étendue entre les différents services au niveau fédéral et des entités fédérées, mais aussi avec les pays partenaires du Benelux, était nécessaire.

Mme Sophie Wilmès, Ministre des Affaires étrangères belge et Présidente du Comité des Ministres de l'Union Benelux, s'est adressée aux parlementaires par le biais d'un message vidéo dans lequel elle a dégagé les trois grandes priorités de la présidence belge de l'Union Benelux : le renforcement du marché intérieur, la durabilité de la société et la sécurité.

En outre, les membres du Parlement Benelux ont adopté une recommandation concernant la sécurité du football international et la lutte contre le racisme. Cette recommandation invite les différents gouvernements à travailler à l'amélioration de l'échange d'informations, à ratifier le traité de police Benelux et à développer une approche commune pour combattre le racisme et la discrimination sur les médias sociaux.

M. Pierre-Yves Dermagne, Ministre de l'Économie et du Travail belge, s'est adressé par message vidéo aux députés au sujet du télétravail, dont il a rappelé l'importance pendant la crise aussi bien pour les employés que pour les entreprises. Son constat était que le télétravail a ses avantages et ses inconvénients et qu'il convient de créer un cadre clair et efficace. Le Ministre a salué les propositions incluses dans la recommandation sur le télétravail des travailleurs frontaliers du Parlement Benelux. La recommandation concernant l'amélioration de la situation des travailleurs frontaliers sur le plan de la mobilité, de la fiscalité et de la sécurité sociale, en particulier par l'octroi d'un statut spécifique aux bureaux à distance, a été approuvée par la session plénière.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Cécile Hemmen (LSAP), Présidente de la délégation, Mme Diane Adehm (CSV), M. Jeff Engelen (ADR), M. Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng), Mme Lydia Mutsch (LSAP) et M. Gilles Roth (CSV).

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Thomas Lambert, Ambassadeur du Royaume de Belgique



... S. E. M. Santosh Jha, Ambassadeur de la République de l'Inde

WWF-Initiativ #EarthHour2021



D'Fassad vun der Chamber ass owes ni beliicht. An trotzdeem huet d'Chamber bei der WWF-Initiativ #EarthHour2021 matgemaach.

D'Zil war et, symbolesch fir eng Stonn d'Luuchten auszemaachen, fir op de Klimawandel opmierksam ze maachen.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Clôture de la session ordinaire 2019-2020 et ouverture de la session ordinaire 2020-2021**
   - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
3. **Discours de M. le Président à l'occasion des 20 ans de règne de S.A.R. le Grand-Duc**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Composition des organes de la Chambre des Députés**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
6. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
7. **Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**
   - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
8. **Hommage à M. Claude Frieseisen**
   - M. Fernand Etgen, Président
9. **Hommage à M. Marco Schank**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Marco Schank
10. **Hommage à M. Gast Gibéryen**
    - M. Fernand Etgen, Président - M. Gast Gibéryen

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Pierre Gramegna, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Clôture de la session ordinaire 2019-2020 et ouverture de la session ordinaire 2020-2021

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech Merci. Duerch Arrêté grand-ducal vum 28. August huet de Grand-Duc mech nominéiert, fir d'Sessioun 2019/2020 zouzemaachen an, duerch dee selwechten Arrêté grand-ducal, och d'Sessioun 2020/2021 opzemaachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

D'Session ordinaire 2019/2020 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2020/2021 ass op.

3. Discours de M. le Président à l'occasion des 20 ans de règne de S.A.R. le Grand-Duc

Erlaabt mir virewech, vun dëser Plaz aus am Numm vun der ganzer Chamber dem Grand-Duc häerzlech ze felicitéiere fir den 20. Gebuertsdag vu sengem Règne. De 7. Oktober 2000 huet de Grand-Duc an der Chamber säin Eed ofgeluecht. De Grand-Duc ass zesumme mat senger Famill een Haaptpilier vun eise stabele Strukturen. Hien hëlt mat vill Dignitéit an op eng sympathesch Manéier Undeel um ekonomeschen, sozialen a kulturelle Liewen zu Lëtzebuerg. Mir wënschen him weider eng glécklech Hand un der Spëtzt vum Land.

4. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtte kommen, hu mir fir d'éischt eng Rei administrativ Ugeleeënheeten ze reegelen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Den éischte Paragraf vum Artikel 9 aus dem Chambersreglement gesäit Follgendes vir: « Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et neuf membres au plus ainsi que neuf membres suppléants permanents au plus. » Et gëtt proposéiert, de President an déi dräi Vizepresidenten esou bäizebehalen, wéi se an der viregter Sessioun waren. Dat selwecht gëllt fir déi Membere vum Bureau, déi an der leschter Sessioun schonns Member vum Bureau waren. Well den Här Gast Gibéryen muer d'Chamber wäert verloossen, gëtt proposéiert, datt den Här Fernand Kartheiser Member vum Bureau gëtt.

An der Conférence des Présidents waren déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite sech eens, provisoresch eng Léisung ze sichen, fir eng equilibréiert Representativitéit vun alle politesche Kräften am Bureau vun der Chamber sécherzestellen. Dofir gëtt proposéiert, d'Kompositioun bei de Membres suppléants permanents bäizebehalen, esou wéi se an der leschter Sessioun war, mee awer och, datt den Här Marc Baum neie Membre suppléant permanent vum Bureau gëtt. D'Chambersreglement erlaabt eis, bis zu néng permanent Suppleantë vum Bureau ze hunn. Bis ewell hu mer just fënnef permanent Suppleanten am Bureau gehat. Et gëtt an deem Sënn proposéiert, d'Unzuel op sechs eropzesetzen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Et gëtt och bei de permanente Suppleantë vum Bureau proposéiert, déi, déi an där viregter Sessioun schonns am Bureau waren, bäizebehalen. Des Weidere gëtt proposéiert, datt den Här Marc Baum Membre suppléant permanent vum Bureau gëtt. Ech stelle fest, datt et esou vill Kandidate wéi Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber dermat averstanen, den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

De Bureau ass deemno follgendermoossen zesummegesat: ech selwer als President; d'Vizepresidenten: den éischten den Här Mars Di Bartolomeo, den zweeten den Här Claude Wiseler an den drëtten d'Madamm Djuna Bernard; d'Memberen: den Här Georges Engel, d'Madamm Josée Lorsché, d'Madamm Martine Hansen, den Här Laurent Mosar, d'Madamm Lydia Mutsch, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Marc Spautz, d'Madamm Simone Beissel an den Här Fernand Kartheiser. Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

Déi permanent Suppleantë vum Bureau sinn: den Här Gilles Baum, den Här Léon Gloden, den Här Claude Haagen, den Här François Benoy, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum.

Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

D'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents huet säit der leschter Sessioun net geännert a si ass deemno zesummegestallt aus mir selwer als President an aus de Fraktiounspresidenten, der Madamm Martine Hansen, dem Här Gilles Baum, dem Här Georges Engel an der Madamm Josée Lorsché.

5. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 13 octobre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7676** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.09.2020

***7677** - Projet de loi portant :*

- 1° mise en application du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005 ;

- 2° organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au, transitant par le ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg ;

- 3° abrogation de la loi du 27 octobre 2010 portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par le ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2020

***7678** - Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due au SARS-CoV-2 (COVID-19) et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 12.10.2020

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1684** - Demande de pétition publique : Dréngend Verstäerkung fir de Linien- a Schülertransport, domat verbonne Schoulzäite variéieren*

Dépôt : Alain Gales, le 22.09.2020

***1685** - Demande de pétition publique : Nomination du Président de la Fédération de Russie, Monsieur Vladimir Poutine, au Prix Nobel de la Paix*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 24.09.2020

***1686** - Demande de pétition publique : Trennung um (sichenden) Aarbechtsmarché*

Dépôt : Sven Lutgen, le 25.09.2020

***1687** - Demande de pétition publique : Rücktritt oder Entlassung von Jean Asselborn, Außenminister von Luxemburg*

Dépôt : Maurice Muller, le 29.09.2020

***1634** - Demande de pétition ordinaire : La lutte contre la pollution par des mégots de cigarettes*

Dépôt : Jean-Pierre Santer, au nom de Pickitup Luxembourg ASBL, le 30.09.2020

***1622** - Demande de pétition ordinaire : Renforcement des mesures à l'aide à l'emploi dans le cadre de la crise sanitaire et économique*

Dépôt : Jerry Paul Antoine Le Vaillant, le 30.09.2020

***1586** - Demande de pétition ordinaire : Soutenir les familles souhaitant réaliser le droit à l'instruction de manière alternative au système scolaire traditionnel afin de promouvoir l'égalité des chances et de garantir le respect des valeurs éducatives des parents et des besoins des apprenants conformément aux droits humains*

Dépôt : Simon Schmitz, le 30.09.2020

***1571** - Demande de pétition ordinaire : Gegen übertriebenen Gebietsschutz für Fledermäuse!*

Dépôt : André Schmit, le 30.09.2020

***1553** - Demande de pétition ordinaire : Chômage partiel aussi pour les petits indépendants (p. ex. : formateurs de langues/professeurs cours d'appui, etc.)*

Dépôt : Maggy Lamesch, le 30.09.2020

***1548** - Demande de pétition ordinaire : Mesures urgentes complémentaires contre le coronavirus. Pandémie globale*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 30.09.2020

***1546** - Demande de pétition ordinaire : Encourager les entreprises à pratiquer le télétravail par des incitants fiscaux afin de réduire significativement le trafic et la pollution atmosphérique aux heures de pointes au Luxembourg et d'augmenter la qualité de vie globale des salariés*

Dépôt : Jean-Christophe Wozninski, le 30.09.2020

***1530** - Demande de pétition ordinaire : Bénéficier d'une demi-journée de congé afin d'effectuer un don de sang/plasma*

Dépôt : Alain Cossalter, le 30.09.2020

***1512** - Demande de pétition ordinaire : Rupture des relations diplomatiques, commerciales et consulaires avec la Turquie. Agression de la Turquie contre l'UE*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 30.09.2020

***1510** - Demande de pétition ordinaire : Stop tabac*

Dépôt : Irene López Arranz, le 30.09.2020

***1498** - Demande de pétition ordinaire : All Petitioun misst an déi 3 offiziell Landessproochen iwwersat a veröffentlecht ginn*

Dépôt : Ronny Lommel, le 30.09.2020

***1689** - Demande de pétition publique : Nomination du Président de la Fédération de Russie, Monsieur Vladimir Poutine, au Prix Nobel de la Paix*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 02.10.2020

***1690** - Demande de pétition publique : Mesures Covid dans les écoles en hiver*

Dépôt : Regina Da Costa, le 05.10.2020

***1688** - Demande de pétition publique : Interdiction de fumer aux arrêts de bus, de tram et de train, également dans les passages couverts ou souterrains*

Dépôt : Ruslan Baidan, le 05.10.2020

***1692** - Demande de pétition publique : Baisse des prix immobiliers*

Dépôt : Catia De Almeida Fernandes, le 06.10.2020

***1691** - Demande de pétition publique : Pétition pour l'accès au logement abordable*

Dépôt : Jan Golan, le 06.10.2020

***1693** - Demande de pétition publique : Demande de modification de la loi du 23 mai 2018. Infraction de dissimulation du visage. Voile islamique*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 08.10.2020

***1694** - Demande de pétition publique : Centre de loisirs pour conducteurs de voitures et de motos*

Dépôt : Charles Ries, le 11.10.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

6. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premier- a Staatsminister Xavier Bettel zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Madamm Hofmarschall, mir sinn och haut erëm hei am Cercel op der Plëss beieneen an net um Krautmaart. Mir sinn an engem Kader, wou déi sanitär Reegele kënne respektéiert ginn a gläichzäiteg e Fonctionnement vun der Chamber och ka garantéiert ginn. Et ass ëmmer nach eng ongewinnte Situatioun. An et ass och, trotz groussen Efforten, nach ëmmer net den ideale Kader, fir zesumme kënnen déi parlamentaresch Aarbecht ze maachen.

Et ass awer grad elo, wou et zielt! Wa mer elo noginn an d'Reegelen net respektéieren, da waren all déi Méint fir näischt, wou mer zesummen derfir geschafft hunn, de Virus an der Gitt ze halen. Et heescht also weidermaachen! Et heescht also duerchhalen! Et heescht also oppassen an et heescht och solidaresch ee mat deem aneren ze sinn!

An awer wëlle mir esou vill Normalitéit ewéi et nëmme méiglech ass. Normalitéit, fir déi mer geschafft hunn, an Normalitéit, fir déi mer och weider schaffen. Zu dëser Normalitéit gehéiert et och, dass mer eis haut an och déi nächst Deeg hei zesummen austauschen iwwert déi aktuell finanziell, sozial an ekonomesch Situatioun vum Grand-Duché.

Do hu mer ganz bestëmmt am Detail ënnerschiddlech Vuen, mee eis Ziler leie ganz no beieneen. Et geet dorëms, dass mer Lëtzebuerg grad elo kënne stäerken, dass mer Chancen notzen an de Leit Perspektive fir d'Zukunft opweisen. Dobäi geet et och haut nees ëm Zuelen. Et geet déi lescht Méint am Fong ganz vill a virun allem ëm Zuelen. Zuelen interesséieren an Zuelen dominéieren. Mir suivéieren alleguerte ganz enk d'Entwécklung vun der Pandemie heiheem an och am Rescht vun der Welt. Mir orientéieren eis dobäi u verschiddene Parameteren, déi eng enorm Bedeitung kritt hunn, Zuelen, vun deene mer gëschter net geschwat hunn: D'Zuel vun den Neiinfektiounen. D'Zuel vun den Hospitalisatiounen. D'Zuel vun de Covidpatienten op Intensivstatiounen. An och d'Zuel vun den Doudesaffer.

Zu Lëtzebuerg am Besonneschen hu mer doraus och geléiert, dass mer nei Relatioune mussen hierstellen, ewéi notamment déi vun der Zuel vun den Infektioune par rapport zu der Zuel vun den Tester, déi och gemaach ginn.

Bei Limitatioune vu Rassemblementer si mer och mat Zuele virgaangen. Et gouf festgehalen, wivill Leit dierfen am ëffentlechen an am private Beräich beieneekommen, wivill Leit op engem Dësch dierfe sëtzen, op wivill Distanz ee vum Nopeschdësch muss sëtzen.

Et ass nach ni, Här President, esou laang, nach ni esou intensiv iwwer Zuelen diskutéiert ginn. An och den Impakt vun dëser Pandemie op eis Wirtschaft, op eis Gesellschaft an op déi ëffentlech Finanze resuméiert sech haaptsächlech op Zuelen a Prozenter. Och haut a muer schwätze mer erëm ganz vill iwwert déi plakeg Zuelen, well se der Saach dengen an eeben hëllefen ze vergläichen an ze illustréieren am Fong, mat wat mer direkt konfrontéiert sinn.

Ier mer awer iwwert d'Zuele schwätzen, Här President, solle mer eis awer och Zäit huelen an eis net ze schued sinn, fir iwwert d'Mënschen ze schwätzen.

Ech hunn, esou wéi mir alleguerten, och an de leschte Méint Allméigleches gelies. Ech hunn Allméigleches gesinn an ech hunn och Allméigleches héieren. Ech sot am Juli hei op dëser Plaz, an ech widderhuelen et: „Ech stinn zu der Strategie, déi mir als Regierung, gréisstendeels och zesumme mat der Chamber, an der Lutte géint de Virus och gewielt hunn." Natierlech hu mer vill geléiert. An et sinn och vereenzelt Decisiounen, déi am Réckbléck haut aneschters kënne bewäert ginn, mee déi all Kéiers zu deem Zäitpunkt an och op deem deemolege Wëssensstand, dee mer haten, déi richteg an déi adaptéiert Decisiounen a Mesurë waren. An do gi justement d'Zuelen eis och a posteriori Recht!

Et steet ausser Fro, dass Mënscheliewe konnte gerett ginn a vill Leit eeben net schwéier krank goufen, well séier, konsequent an effikass reagéiert gouf. Et steet och ausser Fro, an dat gouf och ni aneschters gesot, dass de Covid-19 fir déi ganz grouss Majoritéit vun der Populatioun kee gréissere Risk duerstellt. Fir eng Minoritéit ass en awer gefäierlech an och ganz oft déidlech. An op déi Minoritéit kënnt et un. Et ass un eis als Politik, et ass un eis als Gesellschaft, och déi Minoritéiten ze schützen, an et dierf eis net egal sinn, wann Dausende vu Mënscheliewen a Gefor sinn, déi ee schütze kann!

Ech hat déi lescht Woch en Här bei mir am Büro, deen am Summer positiv op Covid-19 getest gouf. An en huet ganz uerg gelidden! Dës Persoun ass Mëtt 40, sportlech, sechs Stonne Sport d'Woch, lieft gesond an null Virerkrankungen. Hien ass awer ganz séier ganz schwéier krank ginn. De Sauerstoffwäert a sengem Blutt ass zäitweis op no u 70 % erofgaangen an hien huet mer illustréiert, wéi e fir d'äischt en enorme Kappwéi krut, Féiwer, schliisslech Problemer mam Ootmen. E koum mat der Ambulanz an d'Spidol, huet missen op d'Intensivstatioun goen an do betreit ginn.

Hien huet mer och beschriwwen, wat grad dee Moment och an him virgaangen ass, u wat e geduecht huet. Dass e sech notamment gefrot huet, ob fir seng Famill gesuergt wier, wann hien net méi aus dem Spidol kéint kommen. E wollt hinnen Äddi soen, well en net iwwerzeegt war, déi Lutte géint de Covid-19 kënnen ze gewannen. Wat him immens vill gehollef huet, war d'Gefill, dass e sech gutt opgehuewe gespuert huet. D'Personal am Spidol, Här President, huet net just eng Aarbecht gemaach, mee si haten eng Missioun! An déi Missioun huet de Patient och gespuert: dass si fest zu him géife stoen, fir zesummen dat ze iwwerstoen.

Hien huet et iwwerstanen, mee e seet och elo nach, dass et net ass wéi virdrun. Ech widderhuelen et: Mëtt 40, keng Virerkrankungen, sportlech!

Et ass fir mech onverständlech, dass zum gewëssenen Deel vu verschiddene Leit nach ëmmer esou gemaach gëtt, wéi wa mer et hei mat enger ganz normaler Gripp ze dinn hätten. Dat ass am Prinzip wouer fir kleng Kanner. An doriwwer solle mer och frou sinn, dass dat de Fall ass. Mee fir Erwuessener ass de Covid-19 awer 3- bis 13-mol méi gefäierlech wéi eng saisonal Gripp. Dat ass e wëssenschaftleche Fakt, deen empiresch beluecht ass.

Et muss een neutral un d'Fakten erugoen. An et hëlleft net ze dramatiséieren. Mee et ass eeben och irresponsabel, d'Gefor erofzespillen an et ze verharmlosen! Ech si frou, dass mer net dee Wee ageschloen hunn, dee verschidden aner Länner decidéiert hunn a wou d'Zuel vun den Doudegen, proportional gesinn, ëm dat Duebelt, dat Dräi- oder souguer dat Véierfacht méi héich ass ewéi bei eis. Net ze schwätze vun de ville Leit mat schwéieren Niewenerkrankungen, déi déi Betraffen nach ganz laang och op hirem Liewenswee begleeden.

Et ass och schwéier auszehalen, wann ee vu Leit, déi sech fir Experten halen, virgerechent kritt, wivill vun den Doudesaffer an engem gewëssenen héijen Alter waren a wat hir Liewenserwaardung ouni dës Longekrankheet gewiescht wär. Mir hunn d'Aufgab, Mënschen ze schützen an alles ze maachen, fir Mënscheliewen ze retten, wat mer kënne maachen. A Punkt! Et gëtt keng aner Diskussioun! Et ass näischt méi wäert ewéi d'Liewen an näischt méi schlëmm wéi een ze verléieren, deen engem vill bedeit.

Ech hunn an de leschte Woche vill Visitte gemaach, eng 50 Visitten, grouss Betriber besicht, méi kleng Betriber besicht, Leit, déi sech eréischt rezent selbststänneg gemaach hunn, Traditiounsbetriber, Leit, déi scho wollten an d'Pensioun goen, mee déi et elo nach net gemaach hunn. Ech war a soziale Strukturen, ech war a Schoulen, Alters-, Fleegeheemer, Spideeler, ech hu mat Responsabele vun ONGen, Associatiounen, Federatiounen, Gewerkschaften, Patronatsvertrieder, Buergermeeschteren, Police, Pompjeeën oder Arméi geschwat, ech hunn Dosende Gespréicher gefouert mat Leit, déi an dëser Kris direkt an indirekt betraff waren oder nach ëmmer betraff sinn. Ech hu Mënsche begéint, déi e Familljemember verluer hunn. Ech hu Mënsche begéint, deenen hir Existenz um Spill steet, a Mënschen, déi och keen Auswee méi gesinn.

An ech hu Mënsche gesinn, déi vun Hoffnung stralen, déi sech net ënnerkréie loossen an déi d'Äerm eropstréppen, fir weider unzepaken. Et ass kee komplett Bild, an ech si mer och bewosst, dass mir als Politiker net ëmmer déi ganz Wourecht gewuer ginn, wa mer éierens opdauchen an eis e Bild vun der Situatioun wëlle maachen. Et sinn awer eng Rei Andréck an och eng Rei Messagen, déi sech resuméiere loossen:

Éischtens: Mir hunn et bis elo fäerdegbruecht, zesummen hu mer et bis elo fäerdegbruecht - zesummen, j'insiste -, aus sanitärer Siicht gutt duerch dës Kris ze kommen. Lëtzebuerg huet zu deene Länner gehéiert, a gehéiert och haut zu deene Länner, wou de Gesondheetssystem zu kengem Ament iwwerlaascht war, wou net an de Couloire Choixe getraff gi sinn. D'Zuel vun den Infektiounen huet variéiert, mee den Drock op eis Spideeler ass zanter Méint konstant niddreg. Dat ass wichteg, well et och Zouversiicht gëtt fir d'Zukunft.

Zweetens: Mir hunn et och fäerdegbruecht, d'Betriber esou gutt et iergendwéi méiglech war ze stabiliséieren. Duerch de Chômage partiel, de Congé pour raisons familiales, direkt an indirekt finanziell Hëllefe konnt dat Schlëmmst evitéiert ginn. An et koum och net zu där Explosioun vum Chômage, déi mer awer wierklech am Ufank vun der Kris och gefaart hunn.

Drëttens: Déi sougenannten Nieweneffekter vun der Kris a besonnesch vum Lockdown, déi awer net Niewesaach sinn, esou wéi verschidde Leit et och wëlle gleewen dinn, bloufe relativ iwwersiichtlech. Sou krut ech beispillsweis vun de Servicer, déi mat Familljen a Kanner schaffen, gesot, dass et ganz wichteg war, dass et en Encadrement gouf och wärend dem Héichpunkt vun der Kris am Abrëll. An et si ganz wéineg Kanner, déi an engem méi schwieregen Ëmfeld liewen, ouni Suivi duerch den Office national de l'enfance an aner Servicer gewiescht. Dat huet villes u méigleche laangfristege Konsequenzen och evitéiert.

Véiertens: Et gëtt trotz allem och e Gefill vun Onsécherheet. Dat gëllt fir allméiglech Beräicher, sief et an der Wirtschaft, sief et am soziale Secteur, sief et an der Schoul oder ganz einfach bei onse Bierger. Dat dierf een net ënnerschätzen an dat dierf een och net klengrieden. D'Leit froe sech: Wéi geet et weider a wéi sinn d'Perspektive fir déi nächst Méint? Wat kënnt an deenen nächste Méint op eis duer? A mir hunn d'Aufgab, Äntwerten dorobber ze ginn an och weider voll engagéiert ze bleiwen.

Wat eleng den ekonomesche Volet betrëfft, hu mer direkt an enger éischter Phas e Stabilisatiounspak decidéiert an enger Héicht vun 10,4 Milliarden Euro. Fir d'Relance mëttel- a laangfristeg ze ënnerstëtzen, koum an enger zweeter Phas mam „Neistart Lëtzebuerg" nach eng Kéier e Pak u Mesurë vun 800 Milliounen Euro derbäi. Dat wichtegst a stäerkst Instrument, wat de Staat a vollem Ëmfang zur Verfügung gestallt huet, war ouni Zweifel de Chômage partiel. Bis haut sinn do Demandë vu 14.810 Entreprisen zu Lëtzebuerg akzeptéiert ginn. Dat huet 375.196 Paien assuréiert. An et goufe ganz séier 807 Milliounen ausbezuelt.

Mir hunn och derfir gesuergt, dass kee vun de Beschäftegten, déi am Chômage partiel sinn, ënnert de Seuil vum Mindestloun soll falen. Dat war e kloert Zeechen och vun nationaler Solidaritéit mat deene finanziell méi Schwaachen an onser Gesellschaft.

Et sinn awer och schnell direkt finanziell Hëllefe vun ongeféier 200 Milliounen Euro ausbezuelt ginn. Et sinn awer och Direkthëllefen ausbezuelt ginn: 2.500 Euro fir Selbststänneger an duerno nach eemol tëschent 3.000 a 4.000 Euro fir d'Independanten. Fir Kleng- a Mëttelbetriber waren an enger éischter Phas 5.000 Euro ausbezuelt ginn an duerno nach eemol tëschent 5.000 bis zu 12.500 Euro pro Entreprise. Et si Méiglechkeeten och geschafe ginn, fir Perten um Loyer steierlech ofzesetzen. Et sinn Avancen ausbezuelt ginn, Moratoiren op Kreditter bei Banken an der SNCI. Et sinn Hëllefe gi fir Startups, fir Kënschtler, fir d'Press.

An eng ganz zentral Mesure war ganz sécher och de Congé pour raisons familiales, deen et de Leit eeben erlaabt huet, bei hire Kanner kënnen ze sinn, ouni dass dat op d'Käschte vum Patron oder op d'Käschte vum Beschäftegten dann och selwer gaange wier.

An der zweeter Phas hu mir fir d'Relance ekonomesch besonnesch vulnerabel Secteure weider ënnerstëtzt mat enger direkter Hëllef fir den Eenzelhandel an Deeler vum Artisanat an dem Fonds de relance et de solidarité notamment fir d'Beräicher Horeca, Evenementiel an Tourismus. Eng Initiativ, déi Verschiddener als „Gadget" bezeechent hunn, ass zu engem grousse Succès ginn. Et si bis haut iwwer 60.000 Bongen an Hoteller a Campingen zu Lëtzebuerg ageléist ginn. Dat sinn iwwer 60.000 Leit, déi dëst Joer hei am Land vun der lokaler Offer profitéiert hunn an domadder och de Betriber aus deem Secteur gehollef hunn, déi schwiereg Zäiten ze iwwerstoen, an och potenziell nei Clientë fir déi Joren drop, hu mer selwer vun den Exploitantë matgedeelt kritt. Déi eenzel Mesuren hunn nämlech gehollef, Aarbechtsplazen ze erhalen an d'Land an ons Ekonomie ze stabiliséieren.

D'Fro, déi sech elo stellt, ass: Wéi geet et weider op deem Plang? Mir sinn der Meenung, dass ee ganz spezifesch weider Hëllefe brauch, och nom 31. Dezember vun dësem Joer. Mir hunn eis dofir och um europäeschen Niveau agesat, dass mir deene Secteuren, an deenen d'Reprise nëmme ganz lues oder souguer, an deene se guer net richteg komm ass, nach eemol iwwert dëst Joer eraus kënnen Aidë bezuelen. A mir hunn net méi spéit wéi virun zwou Stonne vu Bréissel gréng Luucht kritt, fir nach eemol ganz spezifesch deene kritesche Secteuren ënnert d'Äerm kënnen ze gräifen. An Dir verstitt, wann ech virun zwou Stonnen eng Nouvelle kritt hunn, dass déi Decisioun nach net konnt geholl ginn an dat dann eeben och an den nächste Regierungsréit muss decidéiert ginn.

Den Accord vun der EU, nämlech der Kommissioun, ass méi ewéi just eng Modalitéit, well d'Konkurrenzreegelen an déi vun de Staatshëllefe sinn en zentraalt Instrument, wou et gëllt, sech legal ofzesécheren. Et sinn awer exzeptionell Zäiten, a mir si mat aneren europäesche Partner der Meenung, dass och exzeptionell op déi exzeptionell Situatioun muss geäntwert ginn! Mir maachen dat, well mer wëssen, dass déi Branchen - a mir schwätzen hei vun der Hotellerie, vun der ganzer Event- an Tourismusbranche, schwätzen awer och vun den Traiteuren an esou weider - e Businessmodell hunn, deen no Corona nees normal wäert kënne fonctionéieren. Et ass eiser aller Verantwortung, deene Betriber, déi u sech gesond sinn a virun der Kris och gesond waren, iwwert dës schwéier Zäit ewechzehëllefen, fir dass si prett sinn, wann erëm eng normal Aktivitéit ka stattfannen. Dës Secteuren hunn nämlech allgemeng keng strukturell Problemer, mee sinn Affer vun dëser spezieller sanitärer Situatioun.

An deem Sënn plange mer ënner anerem, de Fonds de relance et de solidarité nach eemol ënnert deene selwechte Konditioune fir déi selwecht Betriber ewéi elo am Fong virgesinn, dat heescht déi besonnesch staark touchéiert Branchen, bis an d'nächst Joer eran ze verlängeren. Dernieft wäerte mir och eng Direkthëllef en place setzen, mat där d'Betriber aus vulnerabele Branchen en Deel vun hire Käschte kënne kompenséiert kréien. Mir hunn och wëlles, nach zousätzlech e Regimm fir Primocreateuren en place ze setzen, dat heescht e Regimm fir Leit, déi eng Entreprise wëlle starten, well grad a Krisenzäite muss een de Courage vun deene Leit, déi bereet sinn, sech elo an d'Entrepreneuriat wëllen ze lancéieren, och honoréieren an eeben och hir Demarche fir an d'Selbststännegkeet ënnerstëtzen. Dës Initiative schafen Aarbechtsplazen, och fir d'Zukunft.

De Chômage partiel wäert och iwwert den 31. Dezember 2020 weiderbestoen, haaptsächlech fir d'Betriber aus deene vulnerabele Secteuren, awer och fir aner Betriber, déi duerch d'Pandemie a Schwieregkeete komm sinn. All Persoun, déi mer doduerch manner an de Chômage kréien, wäert de Staat op laang Siicht manner deier ginn! Virun allem awer steet och déi sozial Kohäsioun am Vierdergrond vun dëser Moossnam. Dobäi muss awer och opgepasst ginn, dass keng Situatioun vun deloyaler Konkurrenz entsteet. An déi genau Modalitéite ginn, wéi bis elo, mat de Sozialpartner diskutéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung ass also fest decidéiert an determinéiert, fir alles ze maachen, wat néideg ass, fir engersäits de Virus ze bekämpfen, Mënscheliewen ze schützen an anerersäits eis Gesellschaft ze stäerken, eis Ekonomie ze stabiliséieren an de sozialen Zesummenhalt vun onsem Land ze garantéieren. Et ass net de Moment, fir Politique politicienne, fir ideologesch geprääagten Onsécherheeten ze provozéieren! An et ass net de Moment, fir d'Fundament vum Lëtzebuerger Modell wëllen a Fro ze stellen!

Eise Sozialstaat huet sech grad an dëser Kris bewäert. Eise Wirtschaftsmodell huet seng Virdeeler kënnen notzen. An duerch déi stabel finanziell Situatioun vum Land konnten a kënne mir och déi ekonomesch Konsequenze vun dëser Kris iwwerstoen.

Eng vun de Froen, déi am Raum steet an zum Deel och scho vill diskutéiert gouf, ass déi vun de politeschen Orientatiounen: Wat ass de Plang fir déi nächst Joren? Déi einfach Äntwert op dës komplex Fro ass: De Koalitiounsprogramm fir dës Legislaturperiod ass valid. E gëllt. An d'Majoritéitsparteie sti weider geschlossen hannert deem Programm, zu allem, wat do drasteet, an och dozou, dass eebe justement verschidde Saachen net drastinn. Et gi keng Experimenter, et gi keng Spekulatiounen an Diskussiounen zu deem Grondsazprogramm, dee mir eis fir déi nächst Jore ginn hunn.

Dat bedeit, dass mer och keng nei Steieren aféieren, déi net Deel vun dësem Accord sinn. Et ass awer geneesou kloer an evident, dass Mesuren, déi de Staatsbudget staark géife belaaschten, elo net direkt uewen op der Agenda stinn. Esou wéi et zu dësem Moment falsch wier, d'Kafkraaft duerch nei Steieren oder duerch Steiererhéijungen ze schwächen, wier et och dat falscht Signal, wann de Staatsbudget iwwert dat imminent Wichtegt géif belaascht ginn.

Am Kloertext heescht dat, dass mer un deem festhalen, wat mer eis virgeholl hunn, mee eis fir dat nächst Joer drop konzentréieren, eise Sozialsystem ze erhalen an d'Auswierkunge vun der Kris beschtméiglech am Grëff ze halen. Et bedeit och, dass mir fir d'Budgetsjoer 2020/2021 keng generell Steierreform plangen.

Et besteet allerdéngs Handlungsbedarf op eenzelne Punkten, déi net kënne waarden, bis d'Situatioun eng méi déifgräifend Steierreform erlaabt. An dofir agéiere mer op deene Punkten och gären direkt. Et geet dobäi ëm Gerechtegkeet. Et geet dobäi ëm d'Moral, ëm Anstand an ëm de Sënn, firwat eppes geduecht ass, an d'Realitéit, wat duerno domadder gemaach gëtt.

Dat betrëfft notamment dee vill an dacks zitéierte Steierregimm op de FIS immobiliers um Lëtzebuerger Marché. Haut ass et de verschiddenen Acteure méiglech, quasi steierfräi um Lëtzebuerger Immobiliemarché ze agéieren. Dat ass net méi akzeptabel. Esou wéi dat am Regierungsprogramm virgesinn ass, gëtt op den 1. Januar 2021 den aktuelle Steierregimm vun de FISen an anere Fongen op deem Punkt grondleeënd reforméiert. Direkt oder indirekt Revenuen aus Lëtzebuerger Immobilie wäerten zu engem Taux vun 20 % besteiert ginn.

Et geet hei, an dat ass wichteg ze preziséieren, ëm e ganz spezifesche Problem bei de FISen. Mir hunn eng 1.450 Fonds d'investissement spécialisés. Nëmme ronn 10 % dovunner sinn am Immobiliesecteur täteg an nëmme ganz wéineg en plus um Lëtzebuerger Marché. Mee do gëtt et awer Abusen, an déi wäerte mer behiewen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Praxis vun de „share deals", bei där et drëm geet, Gebaier net direkt, mee steierbegënschtegt iwwer Gesellschaften ze kafen an och ze verkafen, gëtt och vill méi onattraktiv gemaach. De Sociétés de gestion de patrimoine familial, den SPFen, gëtt explizitt verbueden, iwwer aner Gesellschaften indirekt Immobilien ze halen. De spezielle Regimm vun de Stockoptions a Warrants, deen 2002 iwwer eng Circulaire agefouert gi war, gëtt op den 1. Januar 2021 ofgeschaaft, esou wéi dat iwwregens och am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

Gläichzäiteg gëtt de Regimm vun den Impatriés adaptéiert. Dëse Regimm, dee bis elo iwwer eng Circulaire gereegelt war, kritt eng gesetzlech Basis. An deem Kontext gëtt eng steierlech begënschtegt Prime d'impatriation geschaaft, déi en Impatrié wäert maximal aacht Joer vu sengem Employeur kréien. Dëse Regimm ass e wichtegt Element, fir d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft ze stäerken, well en erlaabt, Talenter, déi schwéier - déi schwéier! - um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart oder an der Groussregioun ze fanne sinn, op Lëtzebuerg unzezéien.

Doriwwer eraus gëtt am Budget 2021 eng Prime participative agefouert, iwwert déi e Salarié steierbegënschtegt um Benefiss vun der Entreprise, an där e schafft, ka bedeelegt ginn. Dës Primm, déi fir den Employé zu 50 % steierfräi ass, ass awer limitéiert: Engersäits däerf eng Firma net méi wéi 5 % vun hirem Benefiss iwwert dee Wee ausbezuelen - d'Firma muss also e Benefiss maachen an deemno da Steiere bezuelen -, an anerersäits däerf se fir de Salarié net méi ewéi 25 % vu sengem Joresgehalt ausmaachen.

Och dat hei ass also eng Mesure, déi transparent ass an och gutt ass fir d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Mir brauche ganz kloer Talenter. Mir brauchen eng staark Ekonomie. A mir brauchen och eng attraktiv Finanzplaz.

Mir si virun e puer Wochen am Global Financial Centres Index sechs Plaze geklommen a leien elo op der 12. Plaz weltwäit. Mir hu Paräis a Frankfurt iwwerholl als Nummer 1 an der EU. Dëst ass net de Verdéngscht vun iergendwellechen „niches souveraines", där et keng méi ginn, mee eleng d'Resultat vun der Expertis an der Effikassitéit vun onser Finanzplaz, déi international unerkannt an déi och geschätzt gëtt. Lëtzebuerg ass grouss ginn als Finanzplaz, net well et no anere Reegele spillt wéi de Rescht vun Europa, mee grad well et den euro-

päesche Kader strikt respektéiert, an dacks virun eisen Noperen, wéi mer dat zum Beispill an der Fongenindustrie zanter 1980, an den 80er-Jore bewisen hunn, oder méi rezent am Beräich vun de Paiementer.

Lëtzebuerg huet an de leschte Joren all international an europäesch Reegelen a Standarden ëmgesat, dacks virun aneren, souwuel wat d'Steiertransparenz ugeet, de Kampf géint international Steiervermeidung, mee och am Kampf géint d'Geldwäsch. Eis Finanzplaz ass doduerch och gestäerkt ginn. An ech wëll just drun erënneren, dass verschidde Leit geduecht hunn, dat wier d'Enn vun der Finanzplaz, wa mer déi Mesuren, déi deemools geholl gi sinn, géifen ëmsetzen. An et huet eis gestäerkt! Dat ass dat, wat dès le départ och gesot ginn ass.

A mir konnten doduerjer, duerch dës Reforme nämlech och als Land déi lescht Joren nei Acteuren a vill méi international Aktivitéiten op Lëtzebuerg unzéien, wat soss net de Fall gewiescht wär.

Brexit ass dee beschte Bewäis, dass Lëtzebuerg weider attraktiv als Finanzplaz ass a bleift. Méi wéi 60 Entreprisen aus dem Finanzsecteur - Banken, Assureuren, Assetmanager - hu bis elo hir Aktivitéiten op Lëtzebuerg verlagert oder bestoend Aktivitéiten eeben ausgebaut. Dës Acteure sinn net aus steierleche Grënn op Lëtzebuerg komm an d'Regierung huet keng nei Mesurë missen afëieren, fir si eeben och op Lëtzebuerg unzezéien. Si si komm, well Lëtzebuerg am meeschte Sënn gemaach huet fir hir Aktivitéit a fir se um europäesche Kontinent auszebauen, well Lëtzebuerg hinnen e stabille Kader bidde konnt, eng Previsibilitéit, eng Opsiicht, déi international unerkannt an och respektéiert gëtt, an en internationalen Ekosystem, dee sengesgläiche sicht.

Eng weider Stäerkt vu Lëtzebuerg ass, dass eis Finanzplaz haut net nëmmen héich spezialiséiert ass, mee och ganz diversifiéiert ass: vu Fongenindustrie an all deenen Acteuren, déi dëse risege Secteur bedéngen, iwwer Liewensversécherung, Reassurance, Gestion de fortune, Corporate Banking, Marchés des capitaux bis hin zum FinTech. Dëst dréit zur Stabilitéit vun der Finanzplaz bäi an erméiglecht och nei Opportunitéiten. D'Entwécklung an d'Diversifiéierung vun der Finanzplaz ass dofir weiderhin eng Prioritéit och vun dëser Regierung.

Ee Secteur, dee besonnesch vill Zukunftspotenzial huet an deem Kontext, sinn natierlech déi nohalteg Finanzen. Lëtzebuerg huet sech iwwert déi lescht Joren als eng vun de wichtegsten internationale Finanzplaze fir gréng an nohalteg Investissementer entwéckelt. Mat der rezenter nohalteger Staatsobligatioun an der Aféierung vun engem entspriechende Kader huet Lëtzebuerg alt erëm eng Kéier och e Pionéiergeescht bewisen a gëtt dofir och international unerkannt. Nohalteg Finanze sinn d'Zukunft vum Finanzsecteur! A Lëtzebuerg ass gutt opgestallt, fir eng féierend Roll och an deem Beräich ze spillen.

Iwwer 50.000 Leit, Här President, schaffen op der Finanzplaz an iwwer 30 % vun onsem Räichtum ginn do geschaaft. An der Kris huet ee gutt gesinn, wéi wäertvoll d'Finanzplaz och fir de Rescht vun onser Ekonomie ass. D'Banken hunn aktiv hiren Deel bäigedroen an den Entreprisen heiheem Kreditter a Moratoiren accordéiert. D'Finanzplaz hëlleft och, Lëtzebuerg international op d'Weltkaart ze setzen an esou fir Entreprisen an och fir Investisseure baussent dem Finanzsecteur interessant ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Situatioun zu Lëtzebuerg ass am Verglach mat villen anere Länner op der Welt och ekonomesch a finanzpolitesch gesinn éischter favorabel. Mir profitéieren nämlech dervun, dass e groussen Deel vun den Aktivitéiten, déi eng direkt Inzidenz op Steierrecetten hunn, et relativ gutt duerch dës Kris awer gepackt hunn, ënner anerem eeben och duerch dat séiert Ëmstellen op Teletravail och wärend dem Lockdown, fir net total am Fong immobiliséiert ze sinn. Mir mierken och, an elo ganz kloer, dass déi wirtschaftlech Aktivitéiten nees gutt demarréiert hunn.

De Chômage louch virun der Kris am Februar dëst Joer bei engem Taux vu 5,5 %. An de Statec hat fir dëst Joer ursprénglech e Wäert vu 5,4 % virgesinn, wat mer deemools och fir duerchaus realistesch gehalen haten. Vum Mäerz un huet d'Situatioun sech allerdéngs séier verännert, vun am Mäerz 6,1 % op am Abrëll schliisslech 7 %. Dee Moment waren 20.209 Persoune bei der ADEM ageschriwwen. Dat ass eng Hausse vun 31 % an engem Joer! Den Taux huet dunn allerdéngs och nees ugefaangen, kontinuéierlech erofzegoen op am August 6,4 %. Et gouf an et gëtt also effektiv eng liicht Reprise, déi dem Statec no virun allem op den Horeca-Secteur zréckzeféieren ass.

Wat eis allerdéngs Suerge mécht, ass de Chômage bei deene Jonken, déi besonnesch vun dëser Kris betraff sinn. Dat läit virun allem dorun, dass déi grad an dëser Zäit, also virum, wärend an nom Summer, nei op den Aarbechtsmarché kommen an elo méi Problemer hunn, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen. Op den 31. August 2020 si vun de ronn 18.500 verfügbaren Aarbechtskräften heiheem der bal 4.000 méi jonk ewéi 30 Joer. Dat ass e Plus vu 34,5 % op ee Joer. Dat gëtt ze bedenken! An dofir sinn och speziell Mesurë geholl ginn, fir deem entgéintzewierken. D'Aide à l'embauche gouf reforméiert an ausgeweit op d'Demandeurs d'emploi ënner 45 Joer, de Stage à l'embauche gëtt opgemaach fir Jonker ënner 30 Joer an och beim Contrat de réinsertion gëtt de Mindestalter vu 45 op 30 Joer erofgesat. De Stage de professionnalisation ass elo op fir Jonker ënner 30 Joer.

Dës Moossname sinn eng wichteg Stäip an der Lutte géint de Chômage bei deene Jonken. Sollt sech awer erausstellen, dass dës Mesuren net duerginn, wäerte mir energesch duerchgräifen. Perspektivlosegkeet bei de Jonken, mat all de Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt, wäerte mir net zouloossen.

D'Regierung kuckt net no, mee iwwerhëlt hir Responsabilitéit an erfëllt och hire Rôle, fir de soziale Fridden zu Lëtzebuerg ze erhalen. Et gëtt Leit, déi an dësen Zäiten an hire Betriber och ëm hir Aarbechtsplaz sech Suerge maachen a fäerten. Dat gëllt och fir grouss Traditiounsbetriber vun nationaler Envergure wéi ArcelorMittal oder och d'Luxair, wou d'Regierung am Kader vu sektoriellen Tripartitë bereet ass, sozial Verantwortung ze iwwerhuelen an Entloossungen ze evitéieren, ënnert der Bedéngung, dass och de Management responsabel matagéiert. Mee och de Plan de maintien dans l'emploi bei Luxguard wäert laangfristeg finanziell Belaaschtunge fir de Fonds pour l'emploi mat sech bréngen. An trotzdeem ass dee Wee mat Sécherheet dee richtegen! Et gëtt keen aneren!

Mir hunn awer och Ursaachen, fir zouversiichtlech ze sinn:

D'wirtschaftlech Aktivitéit geet lues a lues erëm erop. D'Vertraue kënnt erëm, souwuel bei de Consommateure wéi och bei den Entreprisen an och bei den Investisseuren. D'Finanzmäert hu sech stabiliséiert. Eise Finanzsecteur, de Pilier vun onser Wirtschaft, fonctionéiert trotz de Contraintë vum Social Distancing. D'Aussiichte fir d'Staatsfinanze sinn haut scho liicht manner schlëmm wéi se am Abrëll waren, wéi mer de Stabilitéitsprogramm fir d'Joer 2020 op Bréissel gemellt hunn. Deemools si mer jo nach dovunner ausgaangen, dass mer dëst Joer iwwer fënnef Milliarden Defizit maache géife beim Gesamtstaat. Am Moment gesäit et esou aus, wéi wa mer méi no bei 4,4 Milliarde géifen erukommen.

Dat läit virun allem dorunner, dass d'Situatioun um Aarbechtsmaart besonnesch dank de massive Mesuren ewéi dem Chômage partiel haut net méi ganz esou däischter ausgesäit, wéi een dat wärend dem Confinement hätt kënne fäerten.

Trotz dëse liichte Verbesserunge bleift et bei engem historeschen Defizit fir Lëtzebuerg. En Defizit, dee sech eenzeg an eleng duerch d'Kris erkläert. Zum enge goufe Rekordmontanten investéiert, fir de Leit an den Entreprisen iwwert déi lescht Méint ze hëllefen, zum anere sinn, wéi iwwerall an Europa an an der Welt, d'Recettë vum Staat staark agebrach.

Wärend an engem normale Joer bis Enn August ongefëier 69 % vun de Steierrecettë vum Joer sollten erakomm sinn, waren et der dëst Joer nëmmen 58 %, wat zwar nach ëmmer e respektabelt Resultat ass, awer manner wéi d'lescht Joer. Op den 31. August hunn domadder par rapport zur selwechter Zäit d'lescht Joer Recetten an der Héicht vu bal enger Milliard an der Keess gefeelt. Austeritéit ass awer net déi richteg Äntwert an och net déi Äntwert, déi mer wëllen. D'Investissementer héich halen a souguer weider eropsetzen, am Interêt vun där haiteger an zukünfteger Generatioun, ass déi Äntwert, déi adequat ass. An dowéinst, nodeems den Invest scho virun 2020 jorelaang ronderëm 3,7 % vum PIB louch, wäert en 2021 op 4,3 % vum PIB oder op iwwer 2,7 Milliarden eropklammen.

Zum Gléck huet Lëtzebuerg de finanzielle Spillraum, fir mat dëser Situatioun och eens ze ginn, well mer d'Staatsfinanzen iwwert déi lescht Joren nohalteg sanéiert hunn. 2018 konnte mer mat engem Iwwerschoss vu 528 Milliounen Euro ofschléissen, 2019 mat engem Plus vu 60 Milliounen Euro. Lëtzebuerg ass mat gesonde Staatsfinanzen an déi Kris hei eragaangen. A Lëtzebuerg krut nach an der Kris vun alle grousse Ratingagencen den Triple-A confirméiert, eebe grad wéinst senger gesonder Ausgangssituatioun an dem Vertrauensvirschoss, dee mer eis erschafft hunn duerch e konsequent Agéieren an der Budgetspolitik iwwert déi lescht Joren.

Jo, mir brauchen et net ze verstoppen: Dës Kris wäert och en Impakt op ons Schold hunn. Eleng fir dëst Joer huet d'Chamber nei Emprunten iwwer dräi Milliarden Euro autoriséiert, fir d'Käschte vun der Kris ze decken, nieft enger Autorisatioun, déi schonn am Budget 2020 stoung fir e sougenannten „emprunt soutenable". Domadder kéime mer Enn dëses Joers, reng mechanesch, op eng Schold vu 16 Milliarden Euro oder op 27,4 % vum PIB. Och dat ass nach ëmmer ee vun deenen niddregsten Niveauen an der EU an och weltwäit.

Ech erënnere mech awer nach gutt, wéi ech schonns 2013 an der „Note au formateur" gelies hunn, dass, wa mer keng Mesurë géifen huelen, wa mer d'Staatsfinanzen net géife sanéieren, mer dee Prozentsaz schonns 2015 géifen depasséieren. An dat krute mer zesumme verhënnert! Virun der Kris stounge mer bei ronn 22 % vum PIB, also esouguer ënnert dem Niveau vun 2013.

Dofir ass elo net de Moment fir ze spueren. Elo ass net de Moment, fir Steieren eropzesetzen. Elo ass de Moment fir ze investéieren an eis Wirtschaft erëm op d'Schinnen ze setzen. Villes, fir net ze soen alles hänkt dovunner of, wéi déi sanitär Situatioun haut ass a wéi se sech weiderentwéckelt.

Fir den Ament ass déi Situatioun zu Lëtzebuerg am Gréff. D'Zuel vun den Neiinfektioune geet an d'Luucht, an dat ass bestëmmt net gutt a mir mussen déi Entwécklung nees gebremst kréien. Mee mir profitéieren an der Gestioun vun der Situatioun elo awer och vu Mesuren an Decisiounen, déi mer geholl hunn.

Dat ass notamment wouer fir déi ganz breet a grouss ugeluechten Teststrategie. Et ass immens vill driwwer geschwat a geschriwwe ginn. Mir goufe kritiséiert. An et ass och a Fro gestallt ginn, ob mer net besser gehat hätten, manner ze testen an doduerjer och manner Fäll dann ze identifizéieren an duerno dann eeben och manner an den internationale Fokus ze kommen. Mir waren ni där Meenung. Mir waren ni där Meenung! Mir hunn op d'Experte gelauschtert, déi gesot hunn, dass de Schlëssel fir de Succès an der Lutte géint de Virus bei engem konsequenten Teste läit.

Bis elo hu mir zu Lëtzebuerg iwwer 540.000 Leit op d'mannst eemol getest. Et sinn zënter dem Opkomme vum Virus hei am Land iwwer eng Millioun Tester gemaach ginn, dovunner 60 % iwwert de Large-Scale-Testing. Dat si 600.000 Tester, déi gemaach goufen, eleng fir dat arbiträert Verbreede vum Virus ze kontrolléieren an och ze limitéieren.

Et goufen doriwwer eraus awer och geziilt eenzel Gruppe viséiert, déi zu engem gewëssenen Ament besonnesch an de Fokus geréckelt sinn. Dat gëllt zum Beispill fir besonnesch vulnerabel Leit, mee och fir verschidde Wirtschaftssecteuren. Um Flughafe sinn iwwer 50.000 Tester duerchgefouert ginn. Doduerjer konnte mir am August an am September Leit identifizéieren, déi de Virus an der Vakanz erwëscht hunn an anescht vläicht net direkt an den Test gaange wieren an duerno de Virus och nach verbreet hätten, ouni et selwer ze wëssen! Dorëms geet et jo an deem Kampf géint de Virus: esou fréi wéi méiglech positiv Leit ze isoléieren!

Eng wichteg Informatioun ass och, dass zu Lëtzebuerg, iwwert déi ganz Kriseperiod gekuckt, praktesch d'selwecht vill Leit mat Symptomer getest ginn ewéi ouni. Dat bedeit, dass e groussen Deel Leit, sief et duerch de Retraçage iwwer e Kontakt, sief et duerch de Large-Scale-Testing, konnte souzesoen aus dem Circuit geholl ginn. D'Verbreede vum Virus ass op eng maximal effikass Aart a Weis limitéiert ginn. Ronn een Drëttel vun de Leit, déi positiv getest gi sinn, konnten duerch d'Aarbecht vum Contacttracing identifizéiert ginn. Dee System fonctionéiert also. A mir hunn eis och esou opgestallt, dass mer d'Zuel vun de Leit, déi do schaffen, punktuell kënnen an d'Luucht setzen. Déi Ekipp, déi do schafft an Dag fir Dag Kontakt mat Leit ophëlt, leescht eng immens wäertvoll Aarbecht, déi am Hannergrond geschitt, ouni dass se dofir eng grouss Opmierksamkeet kritt.

Et huet sech vill verännert zanter dem Ufank vun der Pandemie. Ech kéint och soen: „Et huet sech och vill ‚verbessert' ", woubäi ech awer wëll virsiichteg si mat deem Term. Fakt ass awer, dass d'Zuel vun de Mënschen, déi hospitaliséiert musse ginn oder souguer an eng Intensivbetreiung musse goen, eng Kéier ganz héich war, du konstant erofgaangen an duerno konstant niddreg bliwwen ass. Och zu deem Ament virum Summer, wéi och elo nees, wou d'Infektiounen an d'Luucht ginn, huet dat net eng identesch Repercussioun op d'Hospitalisatiounen.

Haut ass d'Situatioun aneschters wéi virum Summer. D'Ursaachen dofir sinn och verschiddener. Eng ass ganz sécher, dass d'Altersstruktur vun de Leit, déi sech mam Virus infizéiert hunn, weesentlech méi niddreg ass ewéi nach am Ufank vun der Pandemie. Aktuell si vu positiv geteste Persoune 5,5 % Kanner ënner 10 Joer. An der Alterskategorie 10 bis 19 Joer läit den Taux scho bei knapp 17 % a bei deene Jonken tëschent 20 an 29 bei 21 %. Duerno geet den Taux nees kontinuéierlech erof a just 7 % sinn iwwer 70 Joer al an 3,3 % sinn iwwer 80 Joer.

Enn Mäerz louch d'Altersmoyenne vun de Residenten, déi positiv getest goufen, bei ronn 47 Joer, Enn Abrëll bei 48 an haut, am Mee bei 37 Joer an Enn September bei ronn 35 Joer. Et kann een deemno soen, dass besonnesch déi eeler Leit sech haut weesentlech manner dacks mam Virus infizéieren, wéi dat am Ufank de Fall war. Et gëtt do generell ganz einfach besser opgepasst. An dat huet och eng ganz grouss Wierkung.

D'Informatiounen, souwäit mer se virleien hunn, weisen, dass d'Leit sech do ustiechen, wou d'Geste-barrièren net ëmzesetze sinn, nämlech an der Famill doheem, oder op deene Plazen, wou se negligéiert ginn. Déi Mesuren, déi mer geholl hunn, also virun allem, dass een eng Mask muss undoen an déi virgeschriwwen Distanzen anhalen, hunn eng ganz grouss Wierkung, wou se och agehale ginn. An dat ass dee kruziale Punkt: D'Mesuren hunn e ganz staarken Effet, wa se agehale ginn! De Gros vun de Leit hält se och an, mee verschidde Leit mengen, et wier net néideg.

Mir brauchen och zu dësem Moment keng fundamental nei Mesuren. D'Regierung huet festgehalen, dass mir den Ament nach keng Ursaach gesi fir nei Restriktiounen. Mir sinn amgaang, déi Situatioun genee ze ënnersichen, a mir wäerten eenzel Punkten nach vläicht preziséiere mussen an Onkloerheeten och behiewen. Mee wierklech nei legal Mesuren imposéiere sech zu dësem Moment net.

Komplett ausschléisse kann a wëll ech ganz sécher net, dass et och nees eng Situatioun kéint ginn, wou dat aneschters wär. Mir sinn net der Meenung, dass e generelle Lockdown nach eng Kéier géif néideg ginn. Mir sinn haut en immense Schrack méi wäit wéi nach virun e puer Méint. Mir sinn och komplett aneschters opgestallt a wësse weesentlech méi iwwert d'Propagatioun vun deem Virus, soudass mer och weesentlech méi cibléiert kënne virgoen. Mir sinn haut virbereet. Mir sinn haut gutt virbereet. Mir hunn eis déi néideg Moyene ginn, fir de Gesondheetssystem am Generellen an de Spidolssecteur am Speziellen ze stäerken.

Mir hunn d'Moyenen deblockéiert, déi mer gebraucht hunn, fir dat Material ze kafen, wat och néideg war: ronn 90 Millioune Masken, 34 Milliounen Händschen, 2,5 Millioune Schutzwesten an eng Abberzuel u klengem Material, anere Produiten a Medikamenter, déi an eise Spideeler benotzt goufen. D'Regierung huet praktesch iwwer Nuecht véier Scanneren an eise véier grousse Spideeler opgeriicht, fir den Diagnostic vum Covid bei Patienten ze beschleunegen.

D'Spideeler hunn deemools hir Aktivitéiten esou ëmorganiséiert, datt Plaz fir 180 Covidpatienten an der intensiver Fleeg war. Um Héichpunkt vun der Pandemie waren dovunner 45 Better beluecht.

Nieft Better a Material ware mir awer virun allem op eis Matbierger aus Nopeschlänner, op ons Frontalieren och ugewisen. Déi solle mer net vergiessen. Si sinn eng wichteg Stäip fir onse Gesondheets- a Fleegesecteur.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ronn 13.000 Iwwernuechtunge si fir d'Personal aus dëse Secteure kuerzfristeg organiséiert ginn, dat nodeems eis Nopeschlänner Grenzkontrollen agefouert haten. Si konnten och op eng speziell Offer an de Crèchen zréckgräifen.

Mir sinn, wat d'Personal an d'Organisatioun vum Personal betrëfft, weesentlech besser preparéiert wéi nach viru Méint. Mir hunn eng Réserve sanitaire opgesat, fir genuch Infirmièren an Dokteren iwwerall ze hunn, wou se gebraucht ginn. Mir hunn eis an de leschte Wochen a Méint logistesch besser opgestallt. Zënter dem Enn vum Confinement am Abrëll konnten 72 weider Respirateuren un eis véier grouss Spideeler verdeelt ginn: Hate mer am Ufank vun der Kris ronn 223 Respirateuren an deene verschiddene Spidolsberäicher, hu mer der elo 295. Ronn 80 weider Respirateuren hu mer fir den Noutfall an onsem nationale Stock. Haut hu mer dat néidegt Material an eise Stocken, wann et an den nächste Méint nach eemol eng Kéier méi enk géif ginn.

Mir hunn d'Léier aus där schwiereger Situatioun an der éischter Hallschent vum Joer gezunn an eis och eng strateegesch Reserv ugeluecht, sief et fir eise Spidolssecteur, sief et fir d'Beräicher vun der Fleeg an den Altersheemer, dem CGDIS, de kriteschen Infrastrukturen oder och de Servicer beim Staat, déi ënner allen Ëmstänn musse fonctionéieren. An enger solidarescher a kollektiver Ustrengung hu mir 87 Millioune chirurgesch an 3 Milliounen FFP2-Masken op Lëtzebuerg ageflunn. Bal 60 Millioune Maske sinn an der Tëschenzäit verdeelt ginn. Ronn 27 Millioune chirurgesch Masken hu mir an onser Reserv. Déi véier grouss Spideeler aus dem Land hu sech bereeterkläert, fir sech an enger Associatioun zesummenzeschléissen, fir déi strateegesch Reserve vun dem Spidols- a Fleegesecteur ze geréieren. D'Regierung wäert dësen Zesummeschloss och finanziell ënnerstëtzen.

Eis Spideeler hunn déi lescht Méint genotzt, fir sech ënnerenee besser ze organiséieren an och ofzeschwätzen, fir d'Coronapatienten optimal kënnen opzedeelen. Et ass e Plang mat véier Stufen ausgeschafft ginn. A fir all eenzel Stuf ass och eng Unzuel vu Patiente festgehale ginn, déi e Spidol an der normaler oder intensiver Fleeg kann ophuelen. D'Zil dovunner ass ze assuréieren, datt mir zu all Moment eng equilibréiert Verdeelung vun de Covidpatienten tëschent de Spideeler hunn, dat en fonction vun de Capacitéite vun de jeeweilegen Haiser. Et geet dorëms och, datt d'Spideeler esou laang wéi

méiglech hir normal Aktivitéite kënne weiderféieren. Dat ass e Message, dee ganz wichteg ass: Normal Aktivitéite musse kënne weidergoen!

Sollt d'Zuel vun den Neiinfektioune sech esou entwéckelen, datt mir Enkpäss an den Dokteschpraxisse kriten, kënne mir och séier reagéieren. Dofir hu mer och op zwou Plazen hei am Land, eemol an der Stad um Kierchbierg an eemol och zu Esch, fäerdeg Infrastrukturen ageriicht, fir zu all Moment Covidpatienten och kënnen ze behandelen. Déi néideg Konventioune konnte viru Kuerzem mat der AMMD ënnerschriwwe ginn. Mëttelfristeg gëtt dru geschafft, fir de Maisons médicales an deem Beräich eng nach méi grouss Bedeitung zoukommen ze loossen.

Wann d'Situatioun awer changéiert, musse mir och séier reagéieren. Dat hu mir an der Vergaangenheet gemaach a maachen dat och an Zukunft. Dofir musse mir zu all Moment e Bild vun der Situatioun hunn. Dat maache mir mat engem permanente Monitoring, dee mer an de jeeweilege Ministèren, Verwaltungen a Servicer op d'Bee gestallt hunn. D'Dokteren hëllefen eis beim Monitoring. Mat der AMMD ass eng Konventioun ënnerschriwwe ginn, fir e Reseau vun Dokteren uechtert d'ganzt Land op d'Been ze stellen, fir d'Entwécklung vun der Gripp an der Epidemie am ganze Land ze iwwerwaachen. All Erkrankunge vun den Otemweeër solle gemellt ginn. Dëst ass besonnesch an de Grippeméint och ganz wichteg.

Monitoring maache mir och mat Hëllef vun der Waasserverwaltung an dem Luxembourg Institute of Science and Technology, also dem LIST. All Woch analyséiere si d'Ofwaasser an eise Kläranlage fir ze kucken, wéi d'Presenz eeben och vun de Coronavire sech duerch d'Land an eise Gemengen entwéckelt. Do sinn d'Donnéeën den Ament iwwregens schwiereg ze interpretéieren, well dee ville Reen, dee mer déi lescht Deeg haten, awer och en Impakt huet op d'Waasser an d'Presenz vum Virus am Waasser, wat sech dann och diluéiert bei esou vill Quantitéite vu Reen.

Dat muss weidergefouert ginn. An de Monitoring wäert och nach weider kënnen do gemaach ginn. Mee et ass elo schonns esou, dass déi nei Phas vum Large-Scale-Testing, deen och esou wichteg ass, weesentlech méi geziilt duerchgefouert ka ginn, ewéi dat an der éischter Phas méiglech war. D'Strategie gesäit nämlech vir, dass besonnesch Gruppen an der Populatioun getest ginn, déi vill exposéiert oder déi besonnesch vulnerabel sinn. Dernieft gëtt awer och weider generell getest. Allerdéngs ginn déi Informatioune verschafft, fir eventuell Clusteren a verschiddene Secteuren, Regiounen, Alterskategorien an zum Beispill Beruffsgruppe kënnen ze identifizéieren.

Et gëtt weider um Flughafe getest. An et gëtt och den Ament un enger Solutioun vu Schnelltester geschafft. Mir préiwen och ëmmer nees nei, nach méi fiabel Testkits. A vun dësem Mount u ginn och verstäerkt nees Antikierpertester gemaach fir ze monitoren, wéi verbreet de Virus am Fong iwwer eng länger Zäit war a wou et vläicht zu engem gewëssenen Ament och verstäerkt Immunitéit kéint ginn. Dovunner si mer allerdéngs nach e gutt Stéck ewech.

Immunitéit hierstelle wëlle mir virun allem iwwert de Wee vun enger Impfung. Et ass dat, wou déi ganz Welt drop waart a wou an all Eck vun onsem Planéit gefuerscht gëtt. Lëtzebuerg ass do fest integréiert a bedeelegt un de Beméiungen op europäeschem Niveau. D'EU-Kommissioun negociéiert den Ament am Numm vun de Memberlänner mat zéng méigleche Produzenten. D'Prozedur mat engem méigleche Fournisseur ass ofgeschloss an et gëtt Hoffnung, dass éischt Vaccine schonn am Dezember kéinten disponibel sinn, dat wuel nach a limitéierte Stéckzuelen. Dat wier dann den Ufank vun enger laanger Phas, wou d'Populatioun ka geimpft ginn a besonnesch déi méi vulnerabel Persounen e Schutz virun deem Virus kënne kréien.

Deen Zäitplang ass ambitiéis. A mir hunn och geléiert an dëser Pandemie, dass et Entwécklunge gëtt, déi net virauszegesi waren an déi och changéiert hunn. Dat gëllt fir d'Recherche am Allgemengen an et gëllt notamment bei der Sich no engem Medikament, wou et wuel Wierkstoffer gëtt, déi e gewëssenen Effet hunn, notamment de Produit Remdesivir, mee deen awer och net bei jiddwerengem kann agesat ginn an och Niewewierkungen huet, déi nach ënnersicht ginn. D'EU-Kommissioun keeft dës Medikamenter fir dee ganzen europäesche Marché. A Lëtzebuerg ass den Ament gutt versuergt, wann et sollt verstäerkt mussen agesat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn esou gutt opgestallt, wéi mer et och nëmme kënne sinn, fir deem Virus weider d'Stier ze bidden. Mir sinn awer och alleguerte weider een op deen aneren ugewisen, fir dass mer et och elo an deenen nächste Méint packen, déi besonnesch schwiereg wäerte ginn. Dann, wann et kal an naass ass dobaussen an d'Leit nees méi dobanne wëlle sinn an och méi no beieneen. Dat gëtt eng Erausfuerderung fir ons alleguerten. A mir mussen do weider déi Solidaritéit weisen, déi eis iwwert déi ganz Zäit vun dëser Kris begleet huet. Et geet ëmmer nach dorëms, een op deen aneren opzepassen an dobäi besonnesch no deene méi vulnerabele Persounen ze kucken.

Mir schwätzen natierlech vun deene gesondheetlech méi schwaache Matmënschen, mee mir wëssen haut och, dass de Virus eng besonnesch Gefor duerstellt fir Leit, déi a méi prekäre Verhältnisser liewen. An deem Sënn hu mir eng medezinnesch Permanence op d'Bee gesat, wou eng Partie Doktere vun Associatioune sech ofléisen. Do kënne Leit sech gratis ënnersiche loossen, och wa si keng Krankeversécherung hunn. Do kréie se beim Verdacht op Covid-19 eng Ordonnance fir en Test verschriwwen. A fir elengerzéiend Mamme steet all Mëttwochmëtteg en Dokter zur Verfügung, dee si an hir Kanner och kann ënnersichen.

Et ass och e System agefouert gi fir Associatiounen, déi a Kontakt sti mat Leit aus prekäre Verhältnisser. Si kréien Ordonnancë vun der Santé zur Verfügung gestallt, fir dass d'Leit séier an effikass kënne getest ginn, wa si Symptomer hunn. Esou kann déi Ustiechungsketten esou séier wéi méiglech ënnerbrach ginn. Op dës Manéier kënne mer och matzäit gesinn, wa Situatioune sech zouspëtzen, soudass een nei Mesurë kann huelen, fir Leit, déi keen Doheem hunn, ënnerdaach ze bréngen an hinnen och deen néidege Schutz ze ginn.

Stand haut sinn dräi Hebergementsstrukturen, déi schonn zënter Méint fir dës Populatioun bereet stinn, nach net ganz ausgelaascht. Mee mir bleiwen alertéiert, fir séier nei Léisunge parat ze halen, falls d'Zuel vu Coronakranken aus de prekäre Milieue sollt an d'Luucht goen. Deen Ament ass och virgesinn, fir mat eisem Large-Scale-Testbus op d'Plazen ze fueren, fir d'Situatioun méi no a méi breet kënnen ze analyséieren. Do dernieft wäert am Dezember eng grouss ugeluecht Vaccinatioun géint déi normal Gripp duerchgefouert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zuel vun den Neiinfektiounen ass an de leschten Deeg nees an d'Luucht gaangen. Mir sinn alertéiert an awer net schockéiert. Et war ze erwaarden, a mir hunn et och gesot, dass d'Zuelen am Hierscht nees riskéieren an d'Luucht ze goen. Et ass wichteg, dass ee sech am Detail awer domadder auserneesetzt an net just déi brute Zuele kuckt.

D'Altersmoyenne spillt, wéi gesot, eng zentral Roll. Dobäi ass et och elo esou, dass et sech confirméiert, dass et virun allem déi méi jonk Leit sinn, déi positiv getest ginn, an dass d'Zuel vun den eelere Leit ëmmer nach extreem niddreg ass. Mir leie bei ronn 4 % Positiver an der kritescher Alterskategorie vu Leit iwwer 80 Joer. Déi viregt Woch louch den Taux bei 3,3 % an déi Woch virdru bei 5,5 %. Et ass also stabel op engem relativ niddregen Niveau. D'Altersmoyenne vun deene Leit, déi positiv getest gi sinn, louch dës Woch elo bei genee 36,8 Joer. Et gëllt, dat weider ze assuréieren, well et en direkten Impakt huet op d'Zuel vun de Krankheetsverleef, déi méi grav sinn. Mir hunn, wann déi Zuelen, déi ech elo matgedeelt kritt hunn, richteg sinn, 46 Patiente mat Covid-19, déi hospitaliséiert sinn, 2 Persoune sinn op der Intensivstatioun. Et gouf awer allerdéngs d'lescht Woch 6 Doudeger a gëschter koum nach ee weideren derbäi.

D'Situatioun ass seriö, mee et gëtt keng Ursaach, fir iwwerstierzt elo wëllen ze handelen. Mir wëllen absolutt evitéieren, dass et zu dramatesche Situatioune kënnt. An dat heescht net just, dass mer e Lockdown oder sektoriell Fermeturë mussen a wëllen evitéieren. Eng héich Zuel nämlech vun Neiinfektioune bréngt et och ouni virgeschriwwe Fermeturë mat sech, dass et fir vill Secteuren, Betriber a Beräicher vun onsem Alldag schwiereg gëtt, fir iwwerhaapt kënne weiderzefonctionéieren, wann d'Leit net do sinn. Ech widderhuele mech: Mir mussen nees méi Rigueur kréien an een op deen aneren oppassen!

De Virus an déi aktuell Situatioun dominéieren eis Aktualitéit, mee d'Regierung huet déi lescht Méint a wäert déi nächst Méint awer net exklusiv un der Lutte géint déi Pandemie schaffen. Mir hunn e Projet, fir Lëtzebuerg weiderzeentwéckelen, fir eis Liewensqualitéit ze erhalen an de groussen Erausfuerderunge fir onst Land, fir ons Wirtschaft, fir ons Ëmwelt och gerecht ze ginn. A mir halen un deem Projet fest.

Dozou gehéiert, dass ee Volet, deen eis virun dëser aktueller Kris ganz vill beschäftegt huet, net an de Vergiess geroden ass. Ech hunn zejoert op dëser Plaz däitlech ënnerstrach, an et ass zanterhier net manner akut ginn: De Klimawiessel ass déi grouss Erausfuerderung vun onser Zäit. Mir sinn et net just de Generatiounen, déi no eis kommen, schëlleg, dass mer handelen. Et geet och scho laang net méi just ëm déi Mënschen, déi an der südlecher (veuillez lire: déi an der südlecher Regioun vun eisem Planéit liewen) - dass et just „bei deenen aneren" e Problem kéint ginn. Egoismus ass kee schéine Charakterzuch!

Mee souguer wa mer egoistesch wéilte sinn, misste mer nawell handelen, an zwar séier a konsequent! D'Dréchente gi vu Joer zu Joer méi akut, Naturkatastrophen, Iwwerschwemmungen, schwéier Stierm a Bëschfeiere méi reegelméisseg. Et ass also héich Zäit, dass mer e Krack an d'Luucht gi bei eise Beméiungen, deem entgéintzewierken.

Mir hunn déi éischt Mesuren dofir an d'Weeër geleet an Ufank dëses Joers de PNEC, also de Klima- an Energieplang ugeholl. Dëse Plang ass e kruziaalt Instrument, fir eis ambitiéis Ziler ze erreechen. Mir wëlle bis 2030 d'Emissioun vun Zäregasen ëm 55 % reduzéieren, déi erneierbar Energien op 25 % vum nationalen Energiemix eropsetzen an d'Energieeffizienz vu 40 % op 44 % eropkréien. Dat sinn, wéi gesot, ambitiéis Ziler. Mee et sinn net just theroeetesch Wäerter, et ass e reellt a fir eis och e realistescht Zil. A mir hu keng Zäit ze verléieren!

Dofir gi mer och kee Schrack zréck an halen dru fest, fir steierlech a finanziell Ureizer ze schafen, déi eng Transitioun op méi klimafrëndlech Technologien ënnerstëtzen. Engersäits suivéiere mer de Prinzip vum Pollueur-payeur a besteieren d'CO_2-Emissiounen, fir dann dës Fongen ze benotzen, déi dem Klima zeguttkommen. Et ass e Prinzip vun der ökologescher Solidaritéit. Dëse Bäitrag wäert 2021 bei 20 Euro pro Tonn CO_2 leien an dann op 25 Euro pro Tonn CO_2 am Joer 2022 an op 30 Euro pro Tonn 2023 klammen. Konkreet heescht dat fir d'Joer 2021 op der Pompel eng Hausse vun ongeféier 5 Cent um Liter Diesel a Bensinn. Et geet mat dësem Bäitrag net drëm, nei Recetten ze schafen. Et ass och keng nei Steier, déi decidéiert gouf, mee e System, deen europäesch negociéiert an och ofgemaach ginn ass. Et geet drëm, e kloert Signal ze setzen, dass Lëtzebuerg et mam Anhale vu senge Klimaziler och eescht mengt.

Klimapolitik geet fir eis Hand an Hand mat sozialer Gerechtegkeet. An dofir sinn och geziilt Kompensatiounsmesurë virgesi fir déi méi Schwaach an onser Gesellschaft, déi soss géife riskéieren, speziell vun esou enger Besteierung betraff ze ginn. Mir entlaaschten also déi, déi et brauchen, an zwar iwwer zwee Weeër:

Éischtens gëtt parallell zum Aféiere vun der CO_2-Steier och e Crédit d'impôt fir d'Salariéen, fir d'Independanten a fir d'Pensionnairen ëm 96 Euro d'Joer erhéicht. An zweetens setze mer d'Allocation de vie chère nohalteg ëm 10 % an d'Luucht. Domadder fiedere mer den Impakt of fir déi Leit, déi sech et net kënne leeschten, mat där nämmlechter Vitess ewéi anerer méi klimafrëndlech ze liewen oder sech ze deplacéieren. Mat de Suen, déi iwwert de Wee vun enger Besteierung op den CO_2-Emissiounen erakommen, ginn op där anerer Säit d'Primme matfinanzéiert, déi jiddwerengem a gläichem Mooss zeguttkommen. Déi Primmen, déi jo och elo schonn existéieren, haten an de leschte Méint en enorme Succès.

Besonnesch bei de Primmen, déi mer haten an der Mobilitéit, gouf et e Boom bei de Vëloen, den elektresche Vëloen, mee och bei den elektreschen Autoen. Bannent engem Joer gouf et iwwer 13.500 Demandë fir normal a bal 10.000 Demandë fir elektresch Vëloen. Ronn d'Hallschent vun den Dossiere sinn an der Tëscht och traitéiert ginn. Zanter dem zousätzlechen Incentive am Kader vun eise Mesurë fir d'Relance économique huet sech d'Zuel vun den Demandë quasi verzéngfacht. Och bei den elektreschen Autoe sinn an de leschten dräi Méint méi Demanden erakomm wéi an deem ganze Joer virdrun an et leien elo eppes iwwer 1.100 Demandë vir, wouvunner dee gréissten Deel och schonn traitéiert an ausbezuelt ass.

Nach ni virdrun hu sech och esou vill Leit interesséiert, fir hiert Haus energeetesch ze sanéieren, eng Fotovoltaikanlag ze installéieren oder op eng méi effizient Heizung ëmzeklammen. Et geet awer och iwwert dat eegent Doheem eraus an d'Leit investéieren och zum Beispill a Solaranlagen, déi méi grouss sinn an esou och als eng Zort Kooperativ kënne fonctionéieren. Esou goufen zejoert dräimol méi Solaranlagen installéiert, wéi dat an de Jore virdrun de Fall war. Iwwer 200.000 Leit zu Lëtzebuerg ginn haut mat Wandenergie vun heiheem versuergt.

Mir mussen oppassen op dat, wat mer hunn, well et eis och net eleng gehéiert. Et ass eise gemeinsamen Effort, wou jiddwereen eng zentral Roll ze spillen huet. An een Acteur, deen een net dierf vergiessen an deen net dierf och a Vergiessenheet geroden, ass de Secteur vun der Landwirtschaft. Virun e puer Méint hu vill Leit ugefaangen, sech Froen ze stellen, déi mer eis zanter Joerzéngten net méi gestallt hunn: Produzéiere mir genuch Liewensmëttel zu Lëtzebuerg, fir ons Populatioun ze versuergen, wann den internationale Wuerentransport am Stëllstand ass? Et ass op ee Coup nees méi lokal geduecht an et ass och méi lokal agéiert ginn.

Et ass ee vun de positiven Aspekter vun där schwéierer Zäit, dass mer geléiert hunn, eis méi op dat ze besënnen, wat och no bei eis ass. D'Regierung ënnerstëtzt déi Entwécklung a wa mir dëse Mount de Landwirtschaftsdësch organiséieren, gëtt dat och en zentrale Sujet. Mir wëllen déi lokal Produkter stäerken an och hëllefen, den Iwwergang op eng méi biologesch Produktioun unzedreiwen. Den Aktiounsplang PAN-Bio 2025 ass en place gesat gi mam Zil, bis 2025 ee Fënneftel vun der landwirtschaftlecher Fläch ënner biologesche Krittären ze bewirtschaften an derfir ze suergen, dass déi Produkter och bei eis lokal op de Marché kommen.

Mir hunn eis engem responsabelen Ëmgang mat de Ressourcë verschriwwen. Dat gëllt fir all Beräicher: fir eisen Alldag, fir ëffentlech Investissementer, an et gëllt och fir déi wirtschaftlech Diversifikatioun. Mir sinn eis honnertprozenteg eens an der Regierung, dass den ökologesche Kontext, den Impakt vun onser Ekonomie op eis Ëmwelt eng zentral Roll muss spillen. Et ass evident, a mir komme guer net derlaanscht, dass mer net iwwer eis Verhältnisser kënne liewen. Mir hunn och net eréischt gëschter ugefaangen, d'Ekonomie an deem Sënn ze diversifizéieren a besonnesch op Elementer wéi Kreeslafwirtschaft an Innovatioun an der Industrie ze setzen.

Zum Beispill den Automotive Campus zu Biissen ass ganz no de Reegele vun der Économie circulaire geplangt, developpéiert a gebaut ginn. An déi Philosophie gëtt konsequent weider suivéiert. D'Regierung schafft den Ament un enger Strategie, fir d'Ekonomie duerch weider konkreet Projeten ze stäerken an ze etabléieren.

Gläichzäiteg musse mer d'Innovatioun undreiwen an de Betriber, déi hei sinn, hëllefen, sech weiderzeentwéckelen a sech op nei Erausfuerderungen anzestellen. Wichteg ass d'Previsibilitéit, an dat gëllt esouwuel fir déi Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg sinn, wéi och fir déi, déi interesséiert sinn oder schonn engagéiert sinn, fir bei eis ze investéieren.

Mir sinn derfir responsabel, e legale Kader ze schafen a Virgaben ze ginn, déi dat erëmspigelen, wat mer eis virgeholl hunn, also e responsabelen Ëmgang mat onse Ressourcen an d'Erhale vun onser Liewensqualitéit.

Dat steet awer net am Widdersproch zu enger industrieller Entwécklung!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Deen Ament, wou e Betrib sech wëllt zu Lëtzebuerg installéieren an de Kader respektéiert, ass et wichteg, dass ee sech och zu deem bekennt, wat gëllt. Mir brauchen eng positiv Astellung vis-à-vis vun Investissementer an onsem Land an dem Schafe vun Aarbechtsplazen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Fir Mëssverständnisser an Ënnerscheeder an der Interpretatioun an Zukunft ze evitéieren, gëtt e Mechanismus agesat, fir ganz am Ufanksstadium eng Evaluatioun vun engem industrielle Projet ze maachen an ze préiwen, ob dee kompatibel ass mat de Krittären, déi mer eis ginn hunn. Gëtt déi Fro mat Jo beäntwert, bleift se mat Jo beäntwert!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir hunn e begrenzten Territoire mat begrenzte Ressourcen a Limitte vun deem, wat mer eis selwer an der Ëmwelt kënnen zoumudden. Et ass dofir och essenziell, dass mer eng kohärent an duerchduechte Landesplanung maachen, déi participativ mam Bierger zesummegestallt gëtt an am Dialog mat de Gemengen ëmgesat gëtt.

Dat ass d'Zil vum neie Prozess „Luxembourg in Transition", deen dëst Joer och lancéiert gouf. D'Applikatioun vun de véier Plans sectoriels ass nach fir dëst Joer virgesinn a mir schaffen och un engem Schema, fir den Aménagement du territoire iwwer eis Landesgrenzen eraus ze koordinéieren, deen och nach dëst Joer soll konkretiséiert ginn. Mir mussen a mir wäerten iwwer eisen Tellerrand eraus denken an och agéieren.

Och dat huet déi aktuell Kris eis geléiert!

Mir sinn net eleng an eleng si mer net staark genuch, fir Krisen ze meeschteren. Mee net just a Krisenzäiten, och an onsem Alldag si mer drop ugewisen, dass Leit vu bausse bei eis schaffe kommen, bei eis wunnen, liewen an Deel vun onser Gesellschaft sinn. Et ass eng Beräicherung, en Atout an eng Noutwendegkeet!

Mir valoriséieren dat net genuch a mussen eis do och verbesseren. Dat betrëfft notamment d'Accorde mat eisen Nopeschlänner am Beräich vun der Besteierung a vun der Sozialversécherung vun de Grenzgänger, wou mer an der Kris onkomplizéiert Léisunge fonnt hunn, fir den Teletravail iwwer eng länger Durée ze erméiglechen. Do wore ganz vill Suergen, wou op eng onkomplizéiert Aart a Weis a mat deene gudde Kontakter, déi mer mat deem engen a mat deem anere Regierungsmember aus dem Ausland haten, direkt konkreet Äntwerte konnte fonnt ginn, fir dat ze verbesseren.

Et betrëfft awer natierlech och zum Beispill d'Mobilitéit, wou mer weider staark investéiere mussen, fir d'Situatioun ze verbesseren. Den Ausbau vum Schinnereseau ass dofir net a Fro gestallt. Déi nei Streck tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg souwéi d'Extensioun vun der Stater Gare vun 9 op 13 Quaien an d'Commande fir 34 nei Automotricë si Schlësselelementer, fir d'Situatioun am Zuchverkéier weider ze verbesseren. D'Capacitéit geet an den nächste Jore bis 2024 vu 25.500 op 38.000

Passagéier erop. Dat wäert en Ënnerscheed maachen, deen d'Leit och wäerte mierken!

A mir investéieren an denken och iwwert déi aktuell geplangte Projeten nach eraus. Dat gëllt notamment fir den Ausbau vum Tram an Direktioun Märel an Zéisseng respektiv Stroossen. Et gëtt weider a Vëlosweeër investéiert. Et sinn den Ament iwwer 285 km nei Vëlosweeër geplangt an et ginn Etüde gemaach, fir weider 148 km nach ze bauen.

Den Invest an de Stroossebau gëtt konsequent weidergefouert, notamment den Ausbau op dräi Spueren op der A3 vum Gaasperecher Kräiz bis op d'Grenz. Et besteet e groussen Drock op den ëffentlechen Transport an och op d'Stroossennetz. Et ass eng Fro vu Liewensqualitéit, mee och vu Kompetitivitéit. Dat soll een net vergiessen! Et ass méi schwéier, Leit ze iwwerzeegen, op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, wa se e groussen Deel vun hirer Zäit gebrauchen, fir am Auto ze sëtzen oder am Stau.

Et besteet awer och ëmmer nach en immens staarken Drock um Wunnengsmaart. Dat ass aus ville Grënn e Problem, deen eis zanter Joren, fir net ze soe Joerzéngte beschäftegt. Et gëtt keng einfach Léisung an et gëtt och keng eenzeg Léisung, mee et ass en Zesummespill vun enger ganzer Rei Mesuren, déi mussen agesat ginn, fir och den Drock erauszehuelen.

Ee Schlësselelement ass a bleift et awer ganz sécher, d'Offer an d'Luucht ze setzen an duerch déi ëffentlech Hand - duerch de Staat, mee och duerch d'Gemengen - abordabele Wunnraum ze schafen. De Staat gëtt sech dofir déi noutwendeg finanziell Moyenen, an dat net just zanter haut. Eleng iwwert déi staatlech Wunnengsbaugesellschaft SNHBM sinn an de leschte sechs Joer ronn 1.000 Wunnengen op de Marché komm an iwwert de Fonds du logement waren et an deem selwechten Zäitraum ronn 650 Wunnengen.

Et si weider ganz grouss Projeten an der Maach, ewéi notamment dee ganz innovativen a moderne Projet Elmen an der Gemeng Kielen, wou 750 Wunnenge wäerten entstoen, oder déi zwee grouss Projeten op den alen Industriefrichen zu Wolz an zu Diddeleng.

Mir investéiere weider a mir investéiere konsequent. Esou ass am Budget vum Wunnengsbauministère fir 2021 eng Hausse vun 11 % virgesi par rapport zu dësem Joer. Hannergrond ass notamment och d'Schafen dëst Joer vum Spezialfong fir d'Entwécklung am Logement, wou viru Kuerzem schonn en éischten Tëscherapport virgestallt ginn ass. Hei si fir d'nächst Joer ronn 150 Milliounen Euro virgesi fir ze bauen, awer och fir d'Ziler vum Pacte logement 2.0 ëmzesetzen.

D'Gemenge ginn hei ganz geziilt incitéiert, och weider beim Schafe vun abordabele Wunnenge matzeschaffen an ze investéieren. De Logementspak 2.0, deen d'Regierung zesumme mat de Gemengen ausgeschafft huet, wäert dësen déi dofir néideg Moyene ginn: duerch méi Suen, duerch besser Berodung an duerch eng qualifizéiert Begleedung duerch deen nei geschafene Logementsberoder.

Zil vun dësem groussen Effort ass et, fir bezuelbare Wunnraum an ëffentlecher Hand ze schafen, deen och op Dauer bezuelbar bleift! Dëse groussen Effort dréit dann och dozou bäi, den Drock fir déi Leit ze reduzéieren, déi um private Marché net méi zu verstännege Präisser iwwerhaapt en Ënnerdaach fannen!

Mir mussen d'Investissementer an d'Depensen am Logement awer och aus engem steierleche Bléckwénkel bewäerten an hannerfroen. D'Regierung huet dat gemaach an notamment decidéiert, d'Steiervirdeeler op deene speziellen Immobiliefongen ofzeschafen, wéi ech virdru gesot hunn.

Et gëtt e weidere Mechanismus, deen net deen Zweck erfëllt, deen urspréinglech ugeduecht war an dofir muss reforméiert ginn, dee vum „amortissement accéléré". Et ass hei drëms gaangen, grad d'Offer an d'Luucht ze setzen, also privat Leit ze incitéieren, an de Logement ze investéieren an zousätzlech Wunnengen ze schafen. Dat ass zu enger Zäit agefouert ginn, wéi d'Situatioun eng aner war. An ech brauch do nëmmen d'Beispill vun den Zënsen ze huelen, déi een deemools op der Bank bezuelt huet fir e Prêt immobilier, am Verglach zu deem, wat een haut muss bezuelen.

Mir stellen haut fest, dass et éischter d'Demande an d'Luucht dreift, well Investisseure mat um Marché sinn, fir existent Wunnengen ze kafen, déi se da weiderverlounen. Et huet sech also zu engem Facteur vun der Spekulatioun entwéckelt. Do musse mer ausbremsen an dofir gëtt och den Taux d'amortissement d'nächst Joer vu 6 % op 5 % erofgesat an och d'Zäit vum Amortissement geet vu 6 op 5 Joer erof.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Fir Investisseuren, déi Immeuble mat enger Valeur iwwer eng Million Euro hunn, geet den Taux op 4 % erof. Dës nei Reegele gëlle fir all Objet, deen nom 1. Januar 2021 kaaft gëtt.

Et ass wichteg, dass weider och vu privater Säit an de Wunnengsbau a besonnesch och an de Logement locatif investéiert gëtt. Et soll och attraktiv sinn an et brauch Planungssécherheet. Gläichzäiteg muss een d'Entwécklung awer eeben och am A behalen an de Courage hunn - an de Courage hunn! -, fir Mesuren, déi kontraproduktiv sinn an net dat bruecht hunn, wat ee geduecht huet, ze iwwerdenken an och ze iwwerschaffen.

E weidere wichtegen Acteur am Logement sinn do och d'Gemengen. Déi sollen och weider investéieren an d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum wéi awer och an Infrastrukturen an och a Personal.

Et ass der Regierung bewosst, dass d'Auswierkunge vun der Covidkris och en Impakt op d'Gemengefinanzen hunn. Mir hate kierzlech en Echange mam Syvicol, wou et nieft Politik am Allgemengen och ëm d'Gemengefinanze gaangen ass. Am Projet vum Budget fir d'nächst Joer gëtt gerechent, dass bei de Gemengen e Minus ass vun 213 Milliounen Euro fir dëst Joer, deen direkt oder indirekt op déi aktuell Kris zréckzeféieren ass. Dës Berechnunge sinn zu engem Deel nach theoreetesch an och Estimatiounen, well et nach un Donnéeë feelt an d'Joer jo och nach net ofgeschloss ass. Et ass also nach ze fréi, fir definitiv kënnen ze gesinn, wat den tatsächlechen Impakt vum Covid op dat Ganzt do ass.

Et ass awer essenziell, dass d'Gemengen handlungsfäeg bleiwen an och hir Obligatioune kënnen erfëllen. Mir ënnerstëtze si dobäi. D'Subside gi bäibehalen an et gouf och punktuell Erhéijungen.

Mir wäerten doriwwer eraus préiwen, wat ubruecht an och wat néideg ass. Net zulescht ass e Bilan vun der Gemengefinanzreform an der Maach, dee vun der Zentralbank duerchgefouert gëtt. Mir wëllen dee Bilan hei an der Chamber ganz oppe mat lech debattéieren an zesummen och ënnert Lupp huelen, wou eventuell Nobesserungen dann néideg sinn. Et ass fir eis nämlech evident, dass den direkte Kontakt tëschent der ëffentlecher Hand an dem Bierger bei de Gemenge läit a si eng zentral Roll am Fonctionnement vun onsem Land hunn. Si musse weider kënnen investéieren.

Genau ewéi de Staat selwer. An de Finanzminister wäert muer méi am Detail op déi verschidde Volete vum Budget fir dat nächst Joer agoen.

Ech hu schonn ënnerstrach, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass den Niveau vun den Investissementer weider ganz héich wäert sinn a wéinst de Covidmesuren och méi héich ewéi dëst Joer. Mir investéieren an d'Zukunft vum Land. Och dat ass eng Politik, déi een am Sënn vun den nächste Generatioune mécht an Hypothéiken op d'Zukunft evitéiert. Mir investéieren an Infrastrukturen a mir investéieren och an d'Mënschen. De Sozialstaat gëtt weider gestäerkt, d'Zukunftschancë vun de Kanner gi confirméiert, d'Kafkraaft gëtt erhalen a mir investéieren och weider an e staarke Staat.

Wat d'Personal an der Fonction publique betrëfft, gëtt d'nächst Joer, wéi an der Tripartite ofgemaach, net gespuert. Mir hunn eis engagéiert, déi Posten, déi opstinn, och ze besetzen. A mir hunn och festgehalen, dass mer an enger Rei Beräicher och weider Personal opstocken, well et néideg ass. Dat betrëfft notamment de Beräich vun der Educatioun, wou ëmmer et néideg ass, weider Leit anzestellen, fir eng Penurie vun Enseignanten ze evitéieren. Et gëllt awer och fir eng ganz Rei Beräicher, déi de Bierger an och de Betriber direkt zeguttkommen.

Mir brauchen eng staark Fonction publique. Et ass en Atout vun onsem Land, dass d'Weeër kuerz sinn. Et ass en Atout vun onsem Land, dass se séier an direkt sinn, an de Schlëssel dofir läit an engem staarke Staat! Mir hunn an der Kris gesinn, dass et derwäert ass, Administratiounen ze hunn, Servicer, d'Forces de l'ordre, d'Schoul, de Gesondheetssecteur, déi gutt opgestallt sinn. An dofir wäert och weider doranner investéiert ginn.

D'Regierung huet an deem Sënn och festgehalen, d'nächst Joer eng ronn 1.000 nei Posten ze schafen. Derbäi kommen natierlech och d'Remplacementer vu Leit, déi an d'Pensioun ginn, an d'Regularisatioune vu besteeënden Aarbechtsverhältnisser, déi dës Zuel nobäi wäerte verduebelen.

Et gëtt och weiderhin e groussen Accent op d'Digitalisatioun geluecht, fir esou op eng effikass Manéier dem Bierger déi beschtméiglech Servicer ze bidden.

Den Déngscht um Bierger ass scho laang net just physesch, mee en ass och digital. Tëschent Januar a September sinn iwwer 1,3 Milliounen Demarchen iwwer MyGuichet gemaach ginn. Dat ass dräimol esou vill méi wéi d'lescht Joer an deem selwechten Zäitraum. Et sinn och eleng dëst Joer 27 nei méiglech Demarchen op de MyGuichet derbäigesat ginn, an am Digitaliséierungsministère schaffe mir intensiv un engem weideren Ausbau. Et wäert an den nächste Méint eng nei App presentéiert ginn, fir dass een iwwert den Handy am Fong bal all Demarche ka maachen, just mam Handy. Mir schaffen derniewent un engem spezielle Site, deen et de Leit erlaabt, Gemengeprozeduren (veuillez lire: Geneemegungsprozeduren) digital ze maachen an ze suivéiere respektiv Remarken dozou ze maachen.

Net jiddweree kann oder net jiddweree wëllt awer digital virgoen, an dat ass och ze respektéieren. De Plan national d'inclusion numérique wäert eng Rei vu Mesurë festhalen, déi derfir suergen, dass kee Mënsch an enger digitaler Welt am Stach gelooss gëtt. D'Digitaliséierung soll d'Liewe méi einfach maachen an eng Plus-value duerstellen. Op kee Fall soll et eng Hürd méi si fir d'Bierger.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gesäit een, mir sinn net mam an och net beim Covid-19 stoe bliwwen. Et sinn eng ganz Rei Projete vu grousser Wichtegkeet, déi mer virundreiwen an déi och ëmgesat ginn. Dat gëllt fir Beräicher, déi eis Ekonomie stäerken, eisen Alldag vereinfachen oder eis Gesellschaft moderniséieren, ewéi zum Beispill de Projet de loi iwwert d'Recht vun all Kand ze wëssen, wie seng Eltere sinn, dee kierzlech deposéiert gouf.

Mir hu Reformbedarf an enger ganzer Rei vu Beräicher, an ech kéint do och d'Legislatioun iwwert de Jugendschutz zitéieren, wou aktuell de Schutz vu Jonken an d'Repressioun matenee vermëscht a verwiesselt ginn. Et ass dofir envisagéiert, zwee verschidde Projeten ze deposéieren, eemol iwwert d'Protektioun vun de Rechter vu Kanner a Jonken an en zweeten Text iwwer restriktiv Mesurë respektiv Strofen am Fall, wou Mannerjäreger stroffälleg ginn.

Déi aktuell Kris, Här President, huet awer och de Spot op eng ganz Rei Problemer geriicht, déi eis och scho virdru bewosst waren, déi awer elo duerch déi Kris nach méi visibel gi sinn.

Et ass mer ganz bewosst ginn, wéi ech och en Echange hat mam Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, dass déi Kris hei generell net laansicht déi Jonk respektiv laansicht d'Kanner gaangen ass. Besonnesch awer bei Familljen, wou et aus verschiddene Grënn an normalen Zäite méi schwiereg ass, goufen d'Problemer verstäerkt. Dat Schlëmmst konnt verhënnert ginn duerch e konsequente Suivi an och en Encadrement, mee et gouf e ganz, ganz groussen Drock op vill Familljen an deen ass net ëmmer gutt ausgaangen. Et muss ee sech do och keng Illusioune maachen.

Déi Kris an alles, wat se ausgeléist huet, hat eng Inzidenz op déi psychosozial Gesondheet vu ville Mënschen an huet och existent Schwieregkeete verschäerft a Pathologien, wéi Psychosen an och Depressiounen, ausgeléist oder erëm ausgeléist, wa se eigentlech bis dunn ënner Kontroll waren. Den Encadrement huet esou gutt fonctionéiert, wéi et nëmme méiglech war. Dat gëllt fir d'stationär an d'ambulant Behandlung, mee och zum Beispill fir d'Affer vun häuslecher Gewalt. Et si speziell Zëmmere gelount ginn an eng dediéiert Hotline gouf ageriicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dëse leschte Wochen a besonnesch an der schwiereger Zäit vum Lockdown hu vill Mënschen Aussergewéinleches geleescht, fir no anere Leit ze kucken, fir de Fonctionnement vun onsem Land a vun de Servicer ze garantéieren, a si verdéngen eis Dankbarkeet an och onse Respekt.

Dat gëllt natierlech fir d'Personal am Gesondheetssecteur, mee och an der Alimentatioun, d'Servicer beim Staat a bei de Gemengen. An ech denken och speziell do un d'Léierpersonal, déi e ganz groussen Effort gemaach hunn a sech fir hir Schüler agesat, si net eleng gelooss hunn. Duerch den Effort vun den Enseignanten an duerch eng onkomplizéiert Aart a Weis, fir sech ëmzestellen op digital Supporten, mee och Telefonsgespréicher a vereenzelt Visitten doheem hunn d'Kanner a Jonker e Kader kritt, dee soss verluer gaange wär. An et ass och e Schouljoer gerett ginn, d'Zukunftschancë sinn erhale bliwwen.

Et gouf an der Schoul och geléiert aus den Experienzen aus dem Fréijoer an d'Rentrée ass den Ëmstänn entspriechend gelongen.

Mir hunn de Schoulbetrib wärend der Kris gutt gemeeschtert an eeben och besser ewéi aner Länner, well mer an de leschte Jore vill investéiert hunn, sief et a Personal, mee och a Material. Mir hunn an d'Bildung investéiert an dat huet sech bezuelt gemaach an dofir gëtt och do weider investéiert.

Am Budget fir d'nächst Joer stinn trotz ganz héijen Investissementer an de leschte Joren nach emol 169 Milliounen Euro méi ewéi dëst Joer, also eng Progressioun no uewe vu 6,4 %. Insgesamt läit de Budget bei der Educatioun, dem Encadrement, der Kannerbetreiung bei iwwer 2,8 Milliarden Euro. Dat ass proportional gesinn d'Spëtzt an der EU, an och weltwäit ass kaum e Land, wat méi Suen an d'Bildung an an d'Zukunftschancë vu senge Kanner a vu senge Jonken, senge jonke Leit investéiert. An dat ass och gutt esou!

En Deel vun der Schoul, dee wärend dëser Kris och gelidden huet, ass de Sport an der Schoul. Jo, d'Doktere si sech eens, dass awer grad de Sport an der Schoul och eng grouss Wichtegkeet huet, an dofir gouf och vill Energie drop verwennt, fir dee Volet och elo fir d'Rentrée nees ënner gewëssene Konditioune kënnen ze relancéieren.

Mee de Sport huet net nëmmen eng Bedeitung an der Schoul, en ass och ganz wichteg fir ons Gesondheet an och fir ons Entwécklung. Dofir hu mer och relativ kuerzfristeg en Zousazbudget vu fënnef Milliounen Euro deblockéiert, déi direkt de Sportsbeweegungen zeguttkommen.

Am nächste Joer steet elo d'Ëmsetzung vun enger Reform vum Congé sportif op der Dagesuerdnung, genau ewéi d'Schafe vun engem professionelle Statut fir Spëtzenathleeten, déi net wëllen oder kënnen d'Konditioune vun der Lëtzebuerger Arméi an U-sproch huelen.

Mir denken un déi Kleng an déi méi Jonk, esou wéi mer an de leschte Méint an och an Zukunft speziell un déi eeler Matmënschen denken.

Mir hu besonnesch um Héichpunkt vun der Kris dacks op eng haart an onbaarmhäerzeg Aart a Weis missen erliewen, wéi wichteg et ass, dass eeler Leit e Liewen an Dignitéit kënne féieren. Dat gëllt fir déi Mënschen, déi doheem sinn, an et gëllt och fir déi Leit, déi an enger Struktur, an engem Alters- oder an engem Fleegeheem liewen. Mir hunn eng héich Qualitéit. Mir kënnen eis nach op villen Niveaue verbesseren, notamment bei der Transparenz, notamment bei der Ausbildung vum Personal oder och bei der medezinnescher Betreiung.

Do gëtt den Ament intensiv dru geschafft an et ass notamment rezent eng Konventioun tëschent der Regierung, der COPAS an der Dokteschassociatioun ënnerschriwwe ginn, fir e Pilotprojet vun enger Ligne de garde an den Alters- a Fleegeheemer anzeféieren. Den Zougang zu de Soinen, mee och zu dem medezinnesche Material a Medikamenter gëtt och ausgebaut a verbessert.

Mir hunn d'Responsabilitéit, no deene méi Schwaachen ze kucken, dat gëllt fir eeler Leit, mee och fir eng vulnerabel Populatioun, an do geet et net just ëm de Risiko vun enger Covidinfektioun. Vulnerabel ass een net just an enger Pandemie. An ech si frou, dass mer eis et och éischtens leeschte kënnen an zweetens awer och e breede Konsens hei am Land hunn, dass mer kee fale loossen.

An dëser Kris hu Leit mat engem Handicap och dacks méi missen aushalen ewéi déi meescht aner vun eis. Fir Mënschen, déi an enger Struktur liewen, ass de Kontakt mat Leit vu baussen, mat der Famill a Frënn dacks iwwerliewenswichteg. Mënsche mat engem Handicap sinn dacks justement op Kontakt mat aneren ugewisen, fir den Alldag kënnen ze meeschteren, an et huet och villes an dëser Kris wéinst dem Zäitdrock net méi esou fonctionéiert, wéi et hätt missen.

Dat gëllt zum Beispill fir d'Kommunikatioun an och déi offiziell Messagen, déi am Ufank net ëmmer esou accessibel fir jiddweree waren, wéi dat och misst sinn. Dorauser musse mer léieren an do kënnen a wäerte mir eis och verbesseren.

Et sinn awer och aner Deeler vun der Populatioun ganz vulnerabel, an dat 365 Deeg am Joer.

Wann ee sech en Androck mécht vun Initiative wéi der Wanteraktioun oder mat de Leit schwätzt, déi an den Offices sociaux schaffen, sech an enger ONG engagéieren a mat Leit schaffen, déi et méi schwéier hunn, an onser Gesellschaft Fouss ze faassen, da mierkt een, dass déi kleng Suerge fir anerer ganz grouss kënne sinn an dass déi eege grouss Suergen eigentlech dacks ganz kleng sinn.

Eng vun de Léiere vun dëser Kris ass fir mech och, dass et extreem wichteg ass ze thematiséieren, Luucht dohinner ze bréngen, wou et däischter ass, wou een heiansdo och net wëllt onbedéngt drop kucken. Et ass wichteg!

Dat ass eng Aufgab, déi d'Press zu Lëtzebuerg an de leschte Méint op eng exemplaresch Aart a Weis erfëllt huet. Et ass ëmmer e wéineg speziell, wann e Politiker d'Press lueft; da wäert d'Press sech schonn d'Fro stellen: Wat hu mer falsch gemaach?

(Hilarité)

Mee als Premier an als Medieminister ass et mer awer wichteg, dass mer eng staark professionell Press hei zu Lëtzebuerg hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass net gutt, wa Medie schwaach si respektiv nëmmen op den Annoncëmarché ugewise sinn. Dat huet een net nëmmen an de leschte Méint zu Lëtzebuerg gemierkt, mee et mierkt een et och, wann ee sech d'Situatioun an anere Länner ukuckt, wou et dann iergendwa just nach eenzeg an eleng dorëms geet, e Produit ze verkafen - e Produit ze verkafen! - an net méi eng objektiv Bewäertung, eng Analys oder och eng méi déifgräifend Recherche ze maachen, fir ze hannerfroen an eebe kritesch ze si mat der Politik, der Gesellschaft an och als Medie mat sech selwer.

Mir hunn och an de leschte Méint eng Rei Reforme presentéiert, déi d'Medien zu Lëtzebuerg an hirer Onofhängegkeet confirméieren a stäerke sollen. Dozou gehéiert d'Reform vun der Pressehëllef, wou et net méi d'Quantitéit elo ass, mee d'Qualitéit, déi zielt. Déi journalistesch Aarbecht gëtt an de Vierdergrond gestallt an et ginn zousätzlech Incentiver fir Editeuren, déi an d'Formation continue investéieren an och an d'Ausbildung an an d'Innovatioun. Et

ass och an deem Text virgesinn, dass mer Initiativen ënnerstëtze kënnen am Medieberäich, déi als Startup fonctionéieren, an doriwwer eraus och déi sougenannt Communitymedien.

Et war eist Zil, hei fir d'alleréischte Kéier eng legal Basis fir staatlech Hëllefen ze schafen, also Sécherheet a Previsibilitéit ze assuréieren. Duerch verschidden Ëmstänn féiert dat awer elo derzou, dass grad ee Medium - an ech zitéieren hei de Radio Ara - net an deem Sënn dovunner ka profitéieren, wéi et ugeduecht war. Dat ass net de But vun der Reform vun der Pressehëllef. Mir sinn der Meenung, dass dee wäertvolle Bäitrag, deen dës Medie fir ons Gesellschaft leeschten, adequat soll unerkannt an och ënnerstëtzt ginn. Aus deem Grond si mir amgaang, no konkrete Méiglechkeeten ze sichen, fir deem Rechnung ze droen, esou wéi et och geduecht war. An ech sinn zouversiichtlech, dass mir och do eng Léisung fannen, notamment am Austausch mat der zoustänneger Kommissioun an der Chamber, déi sech nom Avis vum Staatsrot mat deem Text befaasst. D'Krittäre musse mer diskutéieren, wéi mer et fannen. Mee, wéi gesot, mir wëllen do och oppe sinn.

Mir sinn och amgaang, un engem gesetzleche Kader fir den ëffentlech-rechtleche Radio ze schaffen. Et gouf en Debat hei an der Chamber, an ech wëll nach eng Kéier Merci soe fir déi Qualitéit och vun deem Debat, dee mer hei haten. An ech widderhuelen, dass ech déi Proposen, déi vun der Chamber geäussert goufen, mee och vum Europäesche Verband vun den ëffentlech-rechtleche Medien, duerchaus kann novollzéien. Mir wëllen dee Radio a senger Onofhängegkeet stäerken, nach méi Previsibilitéit hierstellen an och zemools an der Gouvernance fir méi Transparenz suergen. Den entspriechenden Text wäert nach dëst Joer an der zoustänneger Kommissioun presentéiert an och hoffentlech deposéiert ginn.

Parallell gouf et och eng Verhandlungsronn mat der CLT iwwert d'Weiderféiere vun der Konventioun am audiovisuelle Beräich. A mir sinn och do amgaang, um Text vun där Konventioun ze schaffen. A mir wäerten och deen Text an der zoustänneger Kommissioun presentéiere kommen, ier mer zu engem Accord kënne kommen.

D'Medien hunn en Informatiouns- an e Bildungsoptrag, an déi ëffentlech-rechtlech Medien och am Speziellen. Et ass awer net just dat. Mir sinn der Meenung, dass si och de gesellschaftlechen Debat iwwert d'Theemen, déi d'Leit beschäftegen, animéieren an déi kulturell Landschaft beräichere kënnen.

Et gëtt keng Gesellschaft ouni d'Kultur a keng Kultur ouni d'Gesellschaft. D'Kultur ass dee Lien, deen eis matenee verbënnt an och matenee vernetzt. Si gëtt Halt, Orientatioun an Dozougehéieren an enger Gesellschaft, déi awer vu ville Facteuren auserneegerappt ka ginn.

Den Impakt vun der aktueller Kris op de Kultursecteur ass enorm. Et war mat deen éischte Beräich, dee seng Dieren zougemaach huet, an ass och ee vun deene leschten, dee seng Dieren normal nees kann opmaachen. Wärend dem Confinement sinn iwwer 1.000 Manifestatiounen an iwwer 100 Ausstellungen ofgesot ginn an insgesamt waren iwwer eng Millioun Spectateure concernéiert.

D'Kultur representéiert ronn 5 % vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. De kulturelle Secteur beschäftegt dobäi insgesamt méi wéi 12.200 Leit, mat enger Iwwerrepresentatioun vun de Selbststännegen - bal eng vu fënnef aktive Persounen ass kee Salarié - am Verglach zu anere Wirtschaftssecteuren.

De wirtschaftlechen a finanziellen Impakt am Ganzen ass gravéierend, well de weesentleche Réckgang vun de Recettë vun de kulturellen Organisateure sech och op d'Akommes vun den onofhängege professionelle Kënschtler an den Intermittents du spectacle auswierkt. D'Recettë vun de kulturellen Infrastrukture weisen een däitleche Réckgang op, well tëschent 15 % an 30 % vum Ëmsaz direkt vun hiren Aktivitéite kommen.

Et gouf aktiv den Austausch mat de Federatiounen opgeholl, déi déi onofhängeg professionell Kënschtler an och Intermittents du spectacle zu Lëtzebuerg representéieren. Opgrond vun engem Katalog vu Reklamatiounen, dee vun der Federatioun opgestallt gouf, an Ëmfroen, déi ënner hire Memberen duerchgefouert gi sinn, konnt ee sech ee bessert Bild vun den Erausfuerderungen a Gefore fir Kulturacteuren am Kontext vun der Kris maachen.

Och no der Reouverture vun de kulturellen Institutioune wäerten déi dauerhaft Konsequenze vun der Krisenzäit an de kommende Méint nach ze spiere sinn. Zanter der Reprise elo am Hierscht fannen d'Manifestatiounen ënner strenge Konditioune statt, soudass d'Capacitéiten och nëmmen zur Hallschecht kënnen ausgenotzt ginn. Manifestatioune wéi gréisser Concerten an der Rockhal kënnen nach bis op Weideres net organiséiert ginn. De Museksecteur ass domadder ganz schwéier getraff. An d'Regierung huet de Kultursecteur dofir fir 2020 mat zousätzleche Mesuren an Héicht vu fënnef Milliounen Euro ënnerstëtzt, dëst besonnesch, fir d'Kreatioun vun neie kulturelle Formater unzereegen.

Och déi drëtt Assises culturelles Enn Oktober stinn ënner engem spezielle Liicht. Zesumme mat den Acteurs culturels versiche mir, d'Konsequenzen aus der Kris ze zéien a festzehalen, wéi eng Zukunftsperspektiven ee gemeinsam justement opzeechne kann. Sécher ass, dass d'Gesetz iwwert de Statut vum fräischaffende Kënschtler an dem Intermittent du spectacle un déi aktuell Situatioun ugepasst muss ginn, fir eng gréisser Flexibilitéit vun dëse Statuten och kënnen ze garantéieren.

Eng aner Prioritéit ass den Denkmalschutz. D'Regierung huet de Gesetzesentworf iwwert den Denkmalschutz op den Instanzewee ginn. Den Avis vum Staatsrot läit vir an d'Kulturkommissioun vun der Chamber huet och d'Aarbechten ugefaangen. Dëse wichtege Projet bitt e moderne legale Kader fir de Schutz an den Erhalt vum ganze kulturellen Ierwen, dat heescht de Patrimoine archéologique, architectural, mobilier an immatériel. Gläichzäiteg ginn iwwert dëse Projet international Reegelen aus de Kulturkonventiounen, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, ëmgesat.

De Patrimoine vu muer entsteet mat de Kënschtler vun haut. Wéi och vum Kulturentwécklungsplang 2018-2028 virgesinn, soll d'Aarbecht vun de Konschtschafende respektéiert, ënnerstëtzt a gefërdert ginn. An dofir wäerte mir an Zukunft méi Wäert op accessibel Aarbechtsplaze fir Kënschtler a Kreativer leeën. Dësen Effort wäert verbonne gi mat der néideger finanzieller Ënnerstëtzung, awer och mam Export.

Dofir hu mer de „Kultur:LX", de sougenannten „Arts Council" virum Summer gegrënnt. Dës nei Infrastruktur erlaabt et, onse Kënschtler méi konsequent ënnert d'Äerm ze gräifen, si ze begleede beim Opbau vun hirer professioneller Karriär an dass si besser am Ausland kënne Fouss faassen a bekannt ginn. D'Mobilitéit vun de Kënschtler ass eng vun de Prioritéiten. Och wier eng Homogenitéit vun de Moossnamen an Europa wichteg, fir d'Mobilitéit vun de Kënschtler ze encouragéieren an ze vereinfachen, déi de Moment Restriktiounen ënnerleien.

Oft hëlleft d'Kultur, d'Ekonomie ze relancéieren. Do wou si ka stattfannen, hänken eng ganz Rei Servicer drun, déi de Rescht vun der Ekonomie nozéien. Dofir ass et wichteg, net als Lescht un d'Kultur ze denken an duerch hir Unzéiungskraaft a Vitalitéit d'Sozialliewen am Respekt vun den néidege sanitäre Moossnamen erëm unzekuerbelen. A mir sollen alleguerten och alles maachen, fir dass Esch2022 e Succès gëtt a vläicht no dëser Coronakris e Moment nees vum Zesummekommen, deen dann och eng nei Bedeitung kann hu vis-à-vis vun deem, wat mer virun der Coronakris kannt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kënnt de Moment, wou mer zréckkucken op déi Kris, déi dat Joer 2020 zentral geprägt huet a weider och wäert prägen. Mir kucken dann op alles, wat gutt fonctionéiert huet, an op dat, wat manner gutt fonctionéiert huet. Ech fäerten, an déi lescht Kategorie fält déi europäesch Solidaritéit an d'Zesummenaarbecht op EU-Niveau.

Um 25. Anniversaire vum Accord vu Schengen hu mer missen erliewen, wéi fragill déi Accorde sinn, déi d'Basis vun der europäescher Zesummenaarbecht sinn: oppe Grenzen, Beweegungsfräiheet a Solidaritéit. Och wann dës Wäerter an eiser Regioun net méi aus dem Alldag ewechzedenke sinn, ware se vun deem engen Dag op deen aneren a Fro gestallt.

Déi éischt Reflexer vun enger Partie Memberstaaten, fir sech ofzeschotten, waren de Contraire vun deem, wat eis eigentlech ausmécht. Et hat natierlech domadder ze dinn, dass d'Europäesch Unioun op déi Situatioun, wéi se sech presentéiert huet, net preparéiert war an zum Deel och net konnt sinn, well de Gesondheetsberäich quasi eng exklusiv Kompetenz vun den eenzelne Memberstaaten ass! Et hat awer och domadder ze dinn, dass déi Kris sech op ganz ënnerschiddlech Manéieren an deene verschiddene Länner entwéckelt huet, a jo och innerhalb vun de Länner gouf et grouss Differenzen tëschent eenzelne Regiounen. Wa mer haut gesinn, wéi eenzel Regioune sech ofschotte vis-à-vis vun aneren an deem selwechte Land, da gesäit een, dass d'Solidaritéit net just op europäeschem Niveau hir Grenzen huet - am wierkleche Sënn vum Wuert.

Mee et soll een net alles schlechtrieden. Et muss een nämlech och feststellen, dass no engem éischte Schock d'Zesummenaarbecht nees séier fonctionéiert huet, notamment hei an der Groussregioun. Et goufe Patiente grenziwwerschreidend behandelt, wou mir jo och eisen Deel konnte bäidroen. Et sinn awer och pragmatesch Léisunge fonnt ginn, wat notamment d'Frontaliere betrëfft. Mir waren a stännegem Kontakt mat onsen Nopeschlänner an et war séier en Accord do, dass keen dierft dru gehënnert ginn, op d'Aarbecht an erëm heem ze kommen.

Et ass och op europäeschem Niveau relativ séier nees enk matenee geschafft ginn. Déi europäesch Institutiounen hu verschidde Programmer op d'Bee gestallt. Sou si gemeinsam Commandë fir Schutzmaterial an aner Ekipementer gemaach ginn. Et sinn och a kuerzer Zäit EU-Programmer en place gesat ginn, fir d'Fuerschung un Impfstoffer géint de Covidvirus finanziell ze ënnerstëtzen.

Doriwwer eraus si Mechanisme geschafe ginn, fir den Emploi, d'Entreprisë souwéi d'Staatsfongen ze ënnerstëtzen, an dee gréisste Succès ass ganz sécher, dass mir eis am Juli konnten drop eenegen, fir den neie Cadre financier pluriannuel 2021-2027 am Kontext Covid punktuell ze renforcéieren. 750 Milliarden Euro sollen op dësem Wee investéiert ginn, parallell zum „klasseschen" EU-Budget.

D'„Next-Generation-EU"-Instrument ass historesch, well et fir d'éischt der Europäescher Kommissioun erlaabt, Suen op de Finanzmäert ze léinen. Dëst neit Instrument soll virun allem hëllefen, ëffentlech Investitioune vun de Memberstaaten ze ënnerstëtze souwéi och parallell strukturell Reformen ze encouragéieren. Et soll besonnesch deene Länner hëllefen, déi am stäerkste vun der Pandemie betraff sinn.

Et gëtt also haut nees eng europäesch Solidaritéit, esou wéi et och eng global Solidaritéit gëtt. Mir hunn och als e Land mat enger historesch exzeptionell staarker Kooperatiounspolitik an de leschte Méint op villen Niveaue gehollef. Mir hunn dobäi an der Haaptsaach zu internationale Fonge bäigedroen, déi am Kader vun UN-Initiative geholl goufen, mee och am Kader vu bilaterale Bezéiunge mat de „Partnerlänner", wéi mer se nennen, de Pays partenaires, mat deene mer jo privilegiéiert Relatiounen hunn, fir och an dem Kader vun dëser Kris effikass a geziilt kënnen ze hëllefen.

Mir hunn eleng do 23,5 Milliounen Euro verfügbar Fonge kënnen ëmleeden, fir dréngend Bedierfnisser vun nationale Covidpläng an deene Länner ze ënnerstëtzen. D'Reajustéiere vun dësen Aktivitéiten, déi ongeféier 2 bis 3 Milliounen Euro pro Partnerland entspriechen, gëtt gréisstendeels vun der LuxDev, eiser Agence fir d'Ausféierung vu bilaterale Programmer, souwéi vun nationalen an internationalen ONGen ëmgesat.

Mir sinn do mat eise Partner och direkt um Terrain aktiv. Am Burkina Faso ënnerstëtze mir de Waasser- a Sanitärberäich. Am Niger ass et e Projet, fir vulnerabel Populatioune virun Honger a Krisesituatiounen ze schützen. Am Laos ënnerstëtze mer d'Versuergung vun Ootmungssystemer, intensiv Betreiung, Identifikatioun a Planifikatioun vun Ariichtungen am Kader vun der Lutte géint de Covid-19.

Et gëtt do eng immens wichteg Aarbecht geleescht, wou och Lëtzebuerger ONGe staark implizéiert an aktiv sinn. Et ass nämlech enorm wichteg, dass déi international Solidaritéit och a Krisenzäite fonctionéiert. An ech wëll drun erënneren, dass och mir an de leschte Méint solidaresch waren an awer och vu Solidaritéit profitéiert hunn, notamment wéi et dorëms gaangen ass, medezinnescht Material an eist Land ze kréien. Mir hunn och an deene Méint um Héichpunkt vun der Kris iwwer eis konsularesch Vertriedungen iwwer 1.000 Lëtzebuerger a Residenten erëm zréck an d'Land bruecht a waren och natierlech op d'Hëllef vun de lokalen Autoritéiten ugewisen. Eleng hätte mer et net fäerdegbruecht!

Lëtzebuerg brauch eng multilateral Zesummenaarbecht, déi esou staark ass, wéi se nëmme ka sinn. Mir brauchen oppe Grenzen a mir brauchen och eng staark Europäesch Union. Net „och" elo, mee „grad" elo!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir sti virun Erausfuerderungen an der Europäescher Unioun, déi net kleng sinn: déi méiglech wirtschaftlech Repercussioune vun der Kris, de Klimawiessel, d'Migratioun an d'aussepolitesch Brennpunkten ewéi Belarus an eis Relatioune mat Russland.

Ee vun den aktuellen an eminent groussen Defien ass awer elo och déi lescht Phas vum Brexit. Et muss een do ganz éierlech sinn: Trotz grousse Beméiungen an enger intensiver Aarbecht vum Chefnegociateur Michel Barnier sinn d'Verhandlungen iwwert déi zukünfteg Relatioun tëschent der EU an dem Vereenegte Kinnekräich net gutt virukomm. Déi rezent Decisioune vun der brittescher Regierung, fir sech zum Deel net un d'Terme vum Accord de retrait ze halen, hu sécher net zu enger konstruktiver Atmosphär bäigedroen.

Och haut bleiwen d'Positiounen a wichtege Beräicher wäit auserneen, virun allem an der Fëscherei, an awer och wat dee sougenannte Level-Playingfield ubelaangt. Fir Accès op den EU-Marché ze hunn, muss ee sech un e Minimum vu Reegelen a Standarden halen, esouwuel am soziale Beräich, am Ëmwelt- a Klimaschutz souwéi an der Fiskalitéit a bei de Staatsbäihëllefen.

D'Vereenegt Kinnekräich huet d'EU leider verlooss. Mir bedaueren et, mee mir akzeptéieren et. Si bleiwen awer e wichtege Partner fir Lëtzebuerg a ville Beräicher. Een dovunner ass ganz sécher dee vun de Finanzservicer. Eis Finanzplaz huet sech am Stuerm vum Brexit gutt iwwer Waasser gehale kritt an a verschiddene Beräicher konnte mer souguer eis Positioun och ausbauen.

Vum 1. Januar 2021 u sinn d'Relatiounen tëschent der Finanzplaz Lëtzebuerg an der City of London déi tëschent eis an engem Drëttstaat an dat onofhängeg vum Ausgang vun den Negociatioune vun engem Fräihandelsaccord mam Vereenegte Kinnekräich. D'Finanzplaz huet laangjäreg Erfarung mat deem Regimm, ënnert deem notamment schonn zanter Joerzéngten d'Relatioune mat den Acteuren aus den USA lafen. Mir wäerten also och dësen Iwwergang meeschteren an eis op nei Erausfuerderungen astellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an de leschte Méint ëmmer nees misse widderhuelen, dass et gëllt, de Social Distancing ze respektéieren. Den Term ass an eise Sproochgebrauch integréiert ginn a mir schwätze vu „sozialer Distanz" an engem Sënn, wou et dorëms geet, een op deen aneren am Fong opzepassen. Et kéint méi widderspréchlech net sinn!

A Wierklechkeet si mer an onsem Land an eisem Denken an Handele méi no uneneen erugeréckelt an et gouf Amenter an de leschte Méint, wou een dat ganz däitlech konnt spieren. Et konnt ee spieren a gesinn, wéi grouss an déif d'Solidaritéit tëschent de Mënsche wierklech ass, wann et drop ukënnt.

Et gouf keen Ënnerscheed gemaach tëschent deenen, déi hei liewen, an deenen, déi aus den Nopeschlänner bei eis schaffe kommen. Et gouf spontan Initiative vu Privatleit, déi no hiren Nopere gekuckt hunn, vun Associatiounen, vun ONGen, vu Gruppen, déi sech op de soziale Reseaue formiéiert hunn, sief et, fir akafen ze goen oder nach, fir Masken ze produzéieren, fir een deem aneren ze hëllefen. D'Famill als Plaz vun der mënschlecher Proximitéit, Léift a Gebuergenheet huet eng nei Bedeitung kritt.

Gläichzäiteg gouf et awer och déi däischter Säit vun Angscht an Hëlleflosegkeet, vu mentalem Drock, vu Krankheet, vun Trauer a vu Perspektivlosegkeet.

Mir sollen dat Gutt aus de leschte Wochen erhalen an dat Schlecht versichen an Zukunft ze evitéieren.

Et ass dofir vun zentraler Wichtegkeet, vun Iwwerliewenswichtegkeet, dass mer solidaresch sinn, dass mer et aushalen an eis nees drop besënnen, virsiichteg ze sinn. An den nächste Woche kënnt et drop un. Et kënnt drop un, dass mer Uecht ginn. Et kënnt op eis selwer un. Mir selwer bestëmmen zu engem groussen Deel, wéi mer eisen Alldag gestalten, wat mer als wichteg empfannen an op wat mer kënne verzichten. Et ass also wichteg, nach méi dacks ze verzichten, fir spéider kënnen ze genéissen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen, Ausféierungen, déi mer muer de Mëtteg ab 13.30 Auer an der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

8. Hommage à M. Claude Frieseisen

Ier mir zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, wëll ech den Här Claude Frieseisen bieden, fir an de Sall ze kommen an eng leschte Kéier op menger rietser Säit Plaz ze huelen.

(Applaudissements)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zanter dem 1. Mäerz ass de Generalsekretär vun der Chamber Claude Frieseisen am Congé. An nom Congé geet hien a seng wuelverdéngte Pensioun no iwwer 20 Joer an der Chamber, dovunner 18 un der Spëtzt vun eiser Verwaltung. An duerfir soe mir him haut vun dëser Plaz aus ganz offiziell Merci.

De Claude Frieseisen huet d'Chamber dagan, dagaus begleet, fir d'éischt als Greffier adjoint an duerno als Secrétaire général. Hien huet d'Geschicht an d'Entwécklung vun der Chamber matgeprägt, huet schéin a manner schéi Momenter hei am Haus materlieft.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Schonn ier hien an d'Chamber koum, hat de Claude Frieseisen eng ofwiesslungsräich berufflech Karriär. Op sengem CV stinn do zum Beispill: Jurist bei enger grousser Bank, Postverwaltung, de Ministère vum Logement, Distriktskommissär am Zentrum a Premier Conseiller de Gouvernement am Inneministère, wou hie fir déi generell Koordinatioun zoustänneg war an an deem Kontext e wichtege Rapport iwwert d'Réforme administrative geschriwwen hat.

Den 1. November 2000 gouf de Claude Frieseisen Greffier adjoint vun der Chamber an den 8. Oktober 2002 den éischte vun der ganzer Chamber gewielte Generalsekretär. De Claude Frieseisen kennt d'Chamber wéi soss keen. Hie war déi gutt Séil vun dësem Haus, all senge Presidenten, an et waren der fënnef, eng Stäip, der Presidentekonferenz, dem Chambersbureau an allen Deputéierten eng Hëllef, mee och Aarbechtskolleeg vu jiddwerengem hei am Haus. Ëmmer héiflech an diskreet, fläisseg an engagéiert, kompetent a flexibel, neutral an onparteiesch, loyal a kollegial, de Claude Frieseisen war ëmmer do.

Hien ass kenger Aarbecht aus dem Wee gaangen, huet de Stress net gefaart. Hien huet gewierkt, geplangt, redigéiert, approuvéiert, decidéiert, reglementéiert, dekretéiert, kommandéiert, ordonnéiert a concertéiert vu moies fréi bis owes spéit.

Wann d'Chamber an d'Chambersverwaltung haut esou gutt dostinn, dann ass dat och säi Verdéngscht. Et ass dem Claude Frieseisen ëmmer ëm d'Saach gaangen, ëm d'Institutioun, ëm de Fonctionnement vun der Chamber an der Verwaltung. Säin Engagement ass awer net nëmmen der Chamber, den Deputéierten an dem Personal, mee och allgemeng dem Parlamentarismus zu Lëtzebuerg zeguttkomm.

Eng vu senge leschte groussen Aktioune fir d'Chamber war sécherlech d'Organisatioun vun der Ausstellung iwwer „100 Joer allgemengt Walrecht zu Lëtzebuerg" an Zesummenaarbecht mam Musée national d'histoire et d'art gradesou wéi déi zwee Bicher, déi an deem Kontext erauskomm sinn.

Awer och bei villen anere Publikatiounen, Rieden, Messagen, Rapporten an Notte war dem Claude Frieseisen säin ëmmer gespëtzte Bläistëft an deene leschten 20 Joer am Spill. An net ze vergiessen och säi Matwierke bei der Chaire de recherche en études parlementaires op der Uni Lëtzebuerg, der interner Expertis an der Evaluatioun vun der Politique publique, fir just déi ze nennen.

Fir säi Congé an duerno seng wuelverdéngte Pensioun wënsche mir him vill Freed. Mam Schaffen ass et sécher net ganz gedoen. Ech sinn iwwerzeegt, datt de Claude Frieseisen sech net wäert langweilen, duerch seng nei Tâchen op der Uni Lëtzebuerg, seng Projete ronderëm Institutiounen an Demokratie a säin Engagement bei de lokale Geschichtsfrënn vun Nidderaanwen. Derniewent bleift seng Freed, fir Muséeë besichen ze goen, besonnesch ronderëm den techneschen Deel vu Pompjeeën, Police a Post. An net ze vergiessen, de Claude Frieseisen ass jo och e grousse Futtballsfan.

(Hilarité)

Déi ganz Chamber, d'Deputéiert, d'Mataarbechter aus dësem Haus an aus de Fraktioune schléisse sech mir un, wann ech vun hei aus en häerzleche Merci soe fir all dat, wat de Claude Frieseisen fir eist Haus geleescht huet.

Här Frieseisen, léiwe Claude, et war eng Freed fir eis, mat Dir zesummenzeschaffen. Maach et gutt! Merci villmools, Claude!

(Applaudissements)

9. Hommage à M. Marco Schank

Haut ass och déi lescht Sitzung fir eise Kolleeg Marco Schank, deen no am Ganze 17 Joer d'Chamber verléisst. 1999 ass den deemolege Buergermeeschter vun der Gemeng Heischent fir d'CSV Norden an d'Chamber nogeréckelt, nom Doud vum Deputéierten Édouard Juncker. Bis 2009 an erëm zënter 2013 ass de Marco Schank am Parlament. Vun 2009 bis 2013 war hie Member vun der Regierung.

A senger Zäit an der Chamber war den CSV-Deputéierten e ganz engagéierte Vizepresident vun der Ëmweltkommissioun. Hie war jorelaang bei Reunioune vun der Kaderkonventioun vun de Vereenten Natiounen iwwert de Klimawandel derbäi. Ëmwelt an Nohaltegkeet waren a sinn him wichteg.

De Marco Schank war do dernieft Member, mee och fënnef Joer laang President vun der Petitiounskommissioun. Do hat hie sech als iewescht Aufgab den Asaz fir de Petitionär mat sengem Uleies gesat. Hien huet grousse Wäert drop geluecht, datt d'Regierung zefriddestellend Äntwerte ginn huet, an derfir gesuergt, datt all Petitionär déi néideg Hëllefstellung vun der Chamber krut.

De Marco Schank war och zéng Joer laang President vun der Kommissioun fir d'Affaires intérieures. An deem Kontext war hien ënner anerem Rapporteur vum Waassergesetz vun 2008. An dëser Legislatur war de Marco Schank och nach Member an de Kommissioune fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, Famill an Integratioun.

Säin Zil an der Politik war et ëmmer, mat de Leit zesummen eist Liewensëmfeld esou ze gestalten, datt jiddweree sech wuelfille kann. Jiddweree soll seng Iddie kënnen abréngen. Transparenz ass dobäi och ganz wichteg. Hie war ni e Frënd vun der Politik vun uewen erof. Fir hie soll d'Politik et méiglech maachen, datt d'Leit kënne matmaachen.

De Marco Schank huet an der Chamber ëmmer probéiert, seng Iddien a seng Iwwerzeegunge mat an d'Debatten afléissen ze loossen. Ëmwelt, Nohaltegkeet, Entwécklung vum ländleche Raum an d'Nordregioun leien dem Éierebuergermeeschter vun Heischent an aktuelle Buergermeeschter vun Esch-Sauer um Häerz.

Ass hien elo a sengem Häerz ee schwaarze Grëngen oder ee grénge Schwaarzen?

(Hilarité)

Ech perséinlech hunn de Marco Schank als Nopeschbuergermeeschter kenne geléiert an ech kucken do op eng exzellent Zesummenaarbecht zréck.

De Marco Schank hat nach ëmmer déi néideg Sensibilitéit, fir déi regional Problemer unzegoen. Hien ass déif mat sengem Duerf a senger Regioun verwuerzelt a setzt sech vill fir seng Gemeng, seng Regioun an den Tourismus am Norden an.

Marco, du hues dech nach ni gelangweilt, an ech si sécher, datt s du dat och an deenen nächste Joren net wäers maachen. Elo kanns du dech ganz op däi Poste vum Buergermeeschter vun der Fusiounsgemeng Esch-Sauer konzentréieren. Entspanung fënns du sécher an der Famill, am schéinen Éislek oder dem Naturpark Öewersauer, an dengem Gaart a bei dengem Hobby, dem Schreiwen. An ech sinn elo scho gespaant op däin nächste Krimi.

Alles Guddes, Marco!

(Applaudissements)

Ech géif dann dem Marco d'Wuert ginn.

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Alleguerten, keng Suerg, ech sinn net esou laang wéi de Premier!

(Hilarité)

Ech wollt awer e puer Saache soen, eppes soen, wat een am stressegen Alldag vun der Chamber ni ze soe kritt, dat sinn d'Mercien: d'Mercien un Iech, un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen, ech soen emol vun dësem Haus, vun deene Sessioune virdrun - dat waren der dann eng Partie -, wou ee jo probéiert huet, konstruktiv zesummenzeschaffen. An an deene meeschte Fäll ass et och gelongen, well Politik, ech hunn et scho méi dacks gesot, fonctionéiert net am Individualsport. Et fonctionéiert nëmmen, wann een dat zesumme mécht als Teamplayer. An dat war och ëmmer mäin Uleies. An duerfir e Merci un Iech alleguerte fir déi sëlleche Joren, 21 Joer mat deene puer Regierungsjoren.

Dann awer och ee Merci - och déi Leit ginn dacks vergiess - un d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vun der Chamber, déi eng enorm wäertvoll Aarbecht maachen an ouni déi mir vläicht och ganz Klenger wieren. An duerfir ass et esou wichteg, datt een och eng Kéier hinne Merci seet.

Merci och un d'Press. Do war een alt net ëmmer gradesou begeeschtert iwwert d'Berichterstattung. Mee ech muss awer soen, datt ech gutt Erënnerungen hunn un déi Zesummenaarbecht, an dat ass, mengen ech, dat Wichtegst.

E Merci och, deen, mengen ech, engem muss wichteg sinn, dat ass e Merci un eis Wielerinnen a Wieler, u meng Wielerinnen a Wieler an och un déi, déi ee vläicht net gewielt hunn, mee fir déi een awer mat Momenter do war, Leit, déi engem Vertraue geschenkt hunn, fir datt een esou dacks konnt zréck an dëst Haus kommen.

Här President, vläicht eng Saach zum Schluss. Dir wësst, datt, wann ech hei stoung oder an der Chamber stoung, da war ee Sujet mer ganz dacks besonnesch wichteg. Dat ass deen, datt ech probéiert hunn, dem Naturschutz, dem Ëmweltschutz an dem Klimaschutz eng Stëmm ze ginn. An ech muss soen, et ass ee schéinen Zoufall, datt op mengem leschte Schaffdag dobaussen déi jonk Leit vu Fridays for Future manifestéiert hunn. Well wann ech engem zoutrauen, d'Politik, eis, d'Politikerinnen an d'Politiker ze beweegen, méi séier ze handelen, da sinn et warscheinlech déi jonk Leit.

An ech wëll mat engem Appell ophalen, deen net vu mir kënnt. E kéint awer och vu mir kommen oder och vläicht vu verschiddene vun Iech. Eng jonk Aktivistin vu Fridays for Future hunn ech viru Kuerzem op der Televisioun héiere mat engem ganz kuerzen, kloren, einfache Message, an déi jonk Fra huet gesot: „Maacht endlech d'Aen op!" Wéi vill Katastrophe mussen dann nach geschéien, ier mer d'Aen opmaachen? Wéi vill Stierm, wéi vill Bëschbränn, wéi vill Iwwerschwemmunge mussen nach geschéien? Wéi vill Gletscher mussen nach schmëlzen?

A mat deem Opruff - an ech huele mech do mat eran - wollt ech hei menger Wee goen. Merci!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Marco Schank. Mir gesinn eis!

10. Hommage à M. Gast Gibéryen

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, haut soe mer och eisem déngschteelsten Deputéierten, dem Gast Gibéryen, Äddi. Hie verléisst d'Chamber fräiwëlleg no 31 Joer, déi hien ouni Ënnerbriechung am Parlament op de Bänke vun der Oppositioun verbruecht huet. Ee „politeschen Dinosaurier", wéi d'Lëtzebuerger Press hie bezeechent huet, geet a Pensioun.

De Gast Gibéryen ka wierklech op eng ganz laang politesch Karriär zréckkucken, déi sech souwuel um gewerkschaftlechen, kommunale wéi och um nationale Plang ofgespillt huet. Hie war NGL-Gewerkschaftler, du President, Grënnungsmember vum „Aktiounskomitee 5/6-Pensioun fir jiddereen", haut „Alternativ Demokratesch Reformpartei" (ADR), Schäffen a Buergermeeschter vun der Gemeng Fréiseng, Parteipresident an zënter 1989 Deputéierten, Fraktiounschef respektiv President vum Groupe technique oder der Sensibilitéit respektiv vum ...

A souguer war hie wärend fënnef Wochen als déngschteelsten Deputéierten och Chamberspresident, vun Enn Oktober bis Ufank Dezember 2018, eng Missioun, déi hie mat ganz vill Dignitéit erfëllt huet!

Wärend senger Zäit an der Chamber huet den ADR-Politiker sech virun allem an der Reglementskommissioun engagéiert, wou hie vun 2004 bis 2018 President war. Do dernieft huet de Gast Gibéryen sech fir gesellschaftspolitesch a sozial Froen a Sujeten interesséiert.

An dëser Legislatur war den Deputéierten aus dem Süde Member an der Finanz- a Budgetskommissioun, der Kommissioun fir Petitiounen, fir Ëmwelt, fir Institutiounen a Member an der Budgetskontrollkommissioun.

De Gast Gibéryen war och iwwert d'Jore Member a ville Spezialenquêten a Souskommissiounen, vun 2012 bis 2013 iwwert de Service de renseignement. 2006 war de Gast Gibéryen och Vizepresident vun der Spezialkommissioun Tripartite.

Och international war de Gast Gibéryen fir d'Chamber am Asaz, esou zum Beispill als Member vun der Delegatioun bei der Union interparlementaire, bei der COSAC oder an der Lëtzebuerger Delegatioun bei der interparlamentarescher Assemblée vum Benelux.

Bei deenen 31 Joer an der Chamber si sécher vill - méi oder manner - turbulent an animéiert Episoden an Debatten derbäi. Ech erënnere mech do zum Beispill un eng Manifestatioun 1989 op der Trap baussent der Chamber.

(Brouhaha et interruption)

Duerch déi Aktioun waren de Gast Gibéryen an nach e puer aner Deputéiert vun zéng ëffentleche Sitzungen ausgeschloss ginn. Mee och vill aner Debatten, wou et emol héich hiergaangen ass, bleiwen an eiser Erënnerung.

De Gast Gibéryen hannerléisst ouni Zweifel vill Spueren hei am Haus. Hien huet ëmmer probéiert ze iwwerzeegen an ass optimistesch bliwwen. Seng ofwiesslungsräich Interventiounen hei am Plenum wäerten eis sécher feelen. Si wore munchmol de Peffer an d'Salz an den Debatten.

Ee bequeeme politesche Géigner ass de Gast Gibéryen net! Hien huet sécher méi wéi eng Kéier de Fanger op politesch Wonne geluecht an Debatte lancéiert. Hien huet keng Ausenanersetzung gescheit. Als schlagfäerdege Riedner ass hie senge politesche Géigner net oft eng Äntwert schëlleg bliwwen. Op seng Manéier huet hie vill zur pluralistescher Meenungsbildung bäigedroen.

Mat senger laanger Erfarung huet de Gast Gibéryen och an der Presidentekonferenz ëmmer erëm gär gehollef, wann et drëm gaangen ass, fir Kompromisser ze fannen. Seng gutt Memoire a seng zolidd Experienz ware bei villen Decisioune wichteg. Och säin Engagement a seng Mënschlechkeet wäerten eis feelen!

Gast, mir wënschen dir vill Freed an der nächster Etapp vun dengem Liewen, an dat bei beschter Gesondheet. Merci villmools, Gast Gibéryen!

(Applaudissements)

Da géif ech dem Här Gibéryen och d'Wuert ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass ëmmer schéin als Politiker, wann ee selwer kann decidéieren, datt een ophält.

De President huet elo grad geschwat vun der Trapebesetzung. Dat war bei der Rentrée parlementaire virun 31 Joer. A wéi ech elo eropkomm sinn, sot ech elo grad zum Bausche Fränz: „Fränz, elo bass du nach deen Eenzege vun deenen néng, déi politesch aktiv sinn, vun deemools vun …"

Une voix.- D'Spectateuren ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Spectateure sinn nach do, mee vun deenen, déi an den Trape souzen, ass de Fränz elo dee Leschten.

Ech mengen, meng Decisioun hunn ech kënnen, wéi elo grad gesot, selwer huelen. Net well ech Doyen sinn - wou ech elo ophalen dann als Doyen an den Zepter weiderginn un de Michel Wolter; de Mich ass elo deen Nächsten, deen Eelsten, Déngschteelsten heibannen, fir déi Roll ze iwwerhuelen -, mee och well ech gemengt hunn, datt et gutt fir meng Partei a mäin Nofollger wier, wa se dräi Joer Zäit hätte virun den nächste Walen, fir sech ouni mech ëmzestellen an anzestellen.

Et ass esou, wéi de Marco Schank gesot huet: Mir zwee haten eis e bëssen ofgeschwat, wéi mer deen Datum vun haut dohannen am Eck fixéiert haten, datt mer kee Réckbléck géife maachen. Dat wier ze vill, et wéisst een net, wou ee sollt ufänken an ophalen. An de President huet dat jo magistral scho gemaach och.

A mir hunn och gesot: „Mir ginn awer och keng gutt Rotschléi fir d'Zukunft", ...

(Hilarité)

... well mer einfach der Meenung an der Iwwerzeegung sinn, datt dat Parlament keng gutt Rotschléi brauch. Dat Parlament hei huet ëmmer - a gudden, a schlechten an a ganz schlechten Zäite - gewosst, wat et ze maachen huet. A wann et ganz schlecht gaangen ass, dann ass d'Parlament ganz no zesummegeréckelt, esou wéi mer dat och an de leschte Méint erlieft hunn.

An ech sinn och iwwerzeegt, datt an deenen nächste Joren, Joerzéngten ëmmer erëm Leit wäerten am Parlament sëtzen, déi dee Geescht hunn, fir dat ze decidéieren, wat zu deem Zäitpunkt richteg ass am Interessi vun de Bierger hei am Land, déi hei wunnen, liewen a schaffen, fir ëmmer dat Bescht fir si a fir d'Land an engem vereenten Europa ze realiséieren.

Duerfir hu mer drop verzicht, de Marco an ech, fir zréckzekucken an no vir ze kucken. An esou wéi hie wëll ech mech och beschränken op d'Mercien, Mercien, där et der genuch gëtt, déi ech awer elo kuerz resuméieren:

- menge Wieler. Ech mengen, ech si siwemol erëmgewielt ginn. Et sinn der nach hei, déi scho bal esou dacks erëmgewielt si ginn, déi vläicht an der Regierung zwëschenduerch waren, d'Lydie oder esou virun. Ech mengen, d'Lydie war souguer nach eng Period viru mir politesch aktiv. Dat heescht, menge Wieler, déi mer d'Chance ginn hunn, ëmmer erëm heihin zréckgewielt ze ginn;

- menger Partei, déi et erméiglecht huet, well wa mer alleguer hei sëtzen: Kee sëtzt hei, well en eleng ass. Jiddweree sëtzt hei, well en op enger Lëscht war, wou e Kandidaten derbäi hat, wou och d'Stëmm vun deem leschten esou vill wäert war wéi eng Stëmm vun deem éischten, well d'Stëmmen alleguer zesumme sinn d'Resultat, fir Mandater ze kréien.

Ech soe Merci de Parteien, de Leit an de Parteien, de Leit hei an der Chamber. Mir hunn eng formidabel Verwaltung hei. De Claude Frieseisen huet laang Joren dru geschafft, mee och déi Generalsekretäre virdrun, an dat wäert och an Zukunft sou sinn. Et ass wichteg, datt mer gutt entouréiert sinn.

An da Merci wëll ech awer och soen un d'Press, un déi Leit, déi ëmmer fir eis do waren. Ech hunn ni bei der Press fir eppes reklaméiert. Ech hu geduecht: „Dat bréngt et net, well vläicht trëppels de engem op de Schlips, da gëtt et nach schlëmmer."

(Hilarité)

Et weess ee jo ni. Mee ech hu se einfach respektéiert an ech hu gesot: „D'Press mécht hir Aarbecht, a mir sollen eis Aarbecht maachen, da fuere mer gutt zesummen."

Ech wëll awer och Merci soen u meng Famill, u meng Fra, déi leider de Mëtten net kann hei sinn - d'Nicole ass am Spidol, awer net schlëmm -, a meng Kanner, d'Tania sëtzt douewen, eise Christian, dee schafft. Hinne wëll ech Merci soen, datt si haut hei sinn an datt ech esou konnt all déi Joren op si zielen. Si hunn op villes verzicht, an dat brauch ech kengem heibannen ze zielen, hu verzicht op de Papp oder op d'Mamm - mir wëssen alleguer, wéi et als Politiker ass. An ech hoffen och elo, wann ech an der Pensioun sinn, datt ech e bësse kann dovunner zréckginn, wat ech vläicht am Liewen net konnt ginn duerch meng politesch Aktivitéiten.

Wa mer elo haut hei erausginn, de Marco an ech, da si mer erëm Bierger wéi jiddwereen hei am Land a villes ass aneschters, alles dat, wat um Mandat vum Deputéierten hänkt. Mee eppes iwwerlieft deen Datum: Dat ass eis Frëndschaft! Dat war eppes fir mech immens Wichteges, datt mer heibannen, entgéint alle Géigesätz a politeschen Ausenanersetzungen, Streidereien, déi een heiansdo hat ... Ne, Xavier? Wann et huet misse sinn, dann huet et eebe misse sinn. Mir hunn hei gekämpft, mee mir

sinn ëmmer erëm als Frënn zur Dier erausgaangen! An dat ass enorm wichteg. A virun allem an engem klenge Parlament ass et enorm wichteg, datt déi Frëndschaft besteet. Wa méi schwéier Zäite kommen, ass et vill méi liicht, fir no beieneenzeréckelen, wéi mer dat och elo an deene leschte Méint gesinn hunn. An déi Frëndschaft, déi ech hei vun lech kritt hunn, déi hält haut net op! Fir déi soen ech lech Merci. An ech si frou, datt mer eis Frënn, de Fernand a Frënn alleguer heibannen, an Zukunft nach ëmmer wäerte weider als Frënn begéinen, e Patt huelen, zesumme schwätzen a weiderfueren.

Iech alleguer wënschen ech alles, alles Guddes, datt Der och d'Chance kritt, eng Kéier selwer ze decidéieren fir ofzetrieden, …

(Hilarité)

… datt d'Wieler de Message héieren hunn. Well et ass schéin, wann ee ka selwer decidéieren ofzetrieden. An ech wënschen lech alleguer eng glécklech Hand, vill Succès a Satisfaktioun fir dat, wat Der hei maacht. Dir wäert schonn alleguer zesummen déi richteg Jalonen an Decisiounen huelen. Dat gesot, nach eng Kéier merci, bonne Chance a bleift gesond!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Gast Gibéryen. Gast, op jidde Fall, ech kann der versécheren, du bass ëmmer wëllkomm an der Chamber an och an der Chambersverwaltung. Ech mengen ze spieren, datt mer dech haut scho vermëssen.

(Hilarité)

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 13.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.54 heures.)

SÉANCE 02

M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mercredi 14 octobre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Fred Keup - M. Fernand Etgen, Président
   - Discours de début de mandat : M. Fred Keup
3. **Changements de composition des commissions parlementaires**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation**
   - Débat : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. le Ministre Claude Turmes)
6. **Ordre du jour**
   - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Martine Hansen - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - Mme Martine Hansen
7. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)**
   - Débat (suite) : M. Gilles Baum (interventions de Mme Martine Hansen, M. le Ministre Dan Kersch, Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. Laurent Mosar) - M. Georges Engel (interventions de M. Michel Wolter, Mme Octavie Modert, Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, M. Yves Cruchten, Mme Martine Hansen, Mme Octavie Modert, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Josée Lorsché, Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, M. Marc Goergen, M. Claude Wiseler, M. Sven Clement et M. Gilles Roth) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. le Ministre Dan Kersch) - M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Georges Engel et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum - M. André Bauler - Mme Francine Closener

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 13.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Haut sollt d'Chamber zwee nei Memberen ophuelen, den Här Fred Keup an den Här Jean-Paul Schaaf. Mee leider ass den Här Jean-Paul Schaaf a Quarantän an doweinst assermentéiere mir hien normalerweis eréischt d'nächst Woch.

Mir kommen elo zur Assermentatioun vum Här Fred Keup.

A sengem Bréif vum 6. Juli 2020 huet den Här Gast Gibéryen matgedeelt, datt hie vum 14. Oktober dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss ee Suppleant op der Lëscht vun der ADR aus dem Walbezierk Süden dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Fred Keup, deen d'Mandat ugeholl huet.

Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gëltegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Fred Keup virum 10. Oktober 2020 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, follgend Piècen ofginn huet:

- eng Kopie vu senger Carte d'identité fir ze beweisen, datt hie Lëtzebuerger ass an och 18 Joer huet,

- ee Certificat de résidence fir ze beweisen, datt hien am Grand-Duché lieft, souwéi

- eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert hien, datt hien net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwer Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vum Här Fred Keup huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt den Här Fred Keup seng zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung säi Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung seng Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt:

a) den Här Fred Keup d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn,

b) den Här Fred Keup vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vum Här Fred Keup sinn deemno gëlteg.

Ass d'Chamber mat dëse Konklusiounen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst wannechgelift den Här Fred Keup erakommen!

Här Keup, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft, wannechgelift, déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

M. Fred Keup *(ADR).*- Je le jure. Ech schwieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Fred Keup. Här Keup, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

Et ass Usus, datt all nei gewielten Deputéierten eng Untrëttsried halen däerf. Domadder géif ech lech dann d'Wuert ginn. An ech wënschen Iech bonne Chance an Ärem neien Amt.

Discours de début de mandat

M. Fred Keup *(ADR).*- Här President, léif Dammen, léif Hären, ech sinn immens houfreg drop, haut hei fir d'ADR stoen ze kënnen an Nofollger vum Gast Gibéryen ze sinn. Ech hunn iwwregens quasi elo dee selwechten Alter, wéi de Gast Gibéryen hat, wéi hien an d'Chamber koum 1989. De Gast war während 31 Joer eng vun de prägendste Figuren hei am Parlament, an ech wëll him hei Merci soe fir dat, wat hie geleescht huet fir d'Natioun, fir d'Land, fir d'Leit, an ech wëll em awer och Merci soen, dass hien engem méi Jonken d'Chance gëtt, matzäiten nozeréckelen an d'Chamber.

Et éiert mech, dass eng Perséinlechkeet, wéi de Gast Gibéryen eng ass, mir säi Vertraue schenkt a mech voll a ganz ënnerstëtzt.

Firwat sinn ech dann elo hei?

Ech mengen, soen ze kënnen, dass besonnesch zwee Engagementer vu mir dozou gefouert hunn. Dat eent, dat ass mäin Engagement am Referendum 2015 an dat anert ass mäin Engagement fir eis Sprooch. Ech sinn eigentlech keen, dee wollt an d'Politik goen. Ech war ganz zefridde mat mengem Liewen. Ech hunn eng Famill, ech hu vill Interessen, ech hu vill Hobbyen. Ech si President vun engem Fussballsveräin, wat mer ganz vill Freed mécht. Awer, et huet mech gestéiert an opgewullt, wéi ech an der Referendumscampagne 2015 gesinn hunn, dass de Wëllen, dass d'Meenung vu ville Leit net respektéiert gouf an och deelweis ignoréiert gouf.

Doraus hunn ech mäin Engagement hiergezunn, fir mech mat vill Ausdauer an Asaz hei anzesetzen, fir och eng aner Meenung zur Geltung ze bréngen. Mat engem Kolleeg, dem Steve Kodesch, hunn ech dunn den „Nee2015" gegrënnt. Et sinn ëmmer méi Leit bäikomm, déi gehollef hunn: den Tom Weidig, och Leit vun alle Parteien, déi eis gehollef hunn, an zesumme si mir agetrueden, fir dem Nee eng Stëmm ze ginn.

Ech ka soen, dass dat vill Courage kascht huet, well et ass net ëmmer einfach, wann een eng Meenung vertrëtt, déi net déi selwecht Meenung ass wéi déi, déi vun all de Medie vertruede gëtt. Ech hu mech awer do net vu mengem Wee ofbrénge gelooss. An ech wëll duerfir hei elo besonnesch Merci soe menger Famill, menger Fra, menge Kanner, déi mech op deem Wee begleet hunn a mech weider begleeden. Wann een als Famill zesummenhält, da kann ee villes erreechen.

Ech sinn och e groussen Naturfrënd an ech hat ëmmer d'Inspiratioun, déi komplex Zesummenhäng an eiser Welt ze verstoen. An dat huet mech dann och derzou verleet, fir Geografie ze studéieren. Geografie betrëfft vill verschidde Beräicher, engersäits d'Natiounen, d'Kulturen, d'Populatiounen an hir strateegesch Interessen, dann awer och Geologie, Klimatologie, an dann awer och Saache wéi Landesplanung, Urbanismus, Mobilitéit, Soziologie, Demografie, Bevëlkerungswuesstum. Ech wäert probéieren, hei meng Expertis an deene Beräicher mat an d'Chamber ze bréngen.

Mäi Studium an der Geografie huet mer awer och fréi erméiglecht, fir den extreeme Bevëlkerungswuesstum hei zu Lëtzebuerg als ee vun den Haaptgrënn vu ville vun eise Problemer ze identifizéieren. Mir mussen eis d'Fro stellen, wéi e Lëtzebuerg mir gäre wëllen hunn an 30 oder a 50 Joer. Wëlle mir wierklech en Ee-Milliounen-Awunnerstaat? Ech si jiddefalls iwwerzeegt, dass dat just nach méi Problemer bréngt.

Ech hunn och bal 17 Joer Schoul gehalen an ech hat an där Zäit iwwer 3.000 Schüler am Unterrecht. Ech hunn an där Zäit ganz vill engagéiert a gutt Professere gesinn an och vill gutt Schüler. Ech hunn awer och vill Problemer gesinn. Problemer, déi ee gesäit, wann een um Terrain ass, bei de Leit. An ech konnt esou prägend a wichteg Erfarunge maachen.

Vill Jonker an hir Familljen hunn et schwéier, Fouss ze faassen am Liewen, an dat duerch en héije Konkurrenzdrock um Aarbechtsmaart an um Wunnengsmaart. Mir musse besonnesch de Jonken eng valabel Perspektiv ubidden. Eng Perspektiv, dat ass e Fundament an dat heescht, eng adequat Aarbecht ze fannen, sech eng Wunneng ze leeschten an eng Famill ze grënnen. Déi Perspektiv musse mir all eise Jonken ubidden. Esou kënne mir och d'Famill an hirer Roll an der Gesellschaft erëm stäerken. Ech wäert mech hei fir déi Leit asetzen, déi et méi schwéier hunn, an ech wäert u si denken, wann ech hei meng Entscheedungen treffen.

Ganz vill Erausfuerderunge kommen op eis duer. Mir sinn eng kleng Natioun, e klengt Land, e klengt Vollek. A mir hunn dëst Land geierft vun eisen Elteren, eise Grousselteren oder vun deene Generatiounen, déi virun eis hei waren, an engem ganz gudden Zoustand. A mir mussen derfir dankbar sinn. A mir dierfen déi Affer an déi Sacrificen, déi si fir eis bruecht hunn an och fir d'Fräiheet vun eiser Natioun, net vergiessen a mir sollen eis verflicht fillen, fir eise Kanner a Kandskanner an deene Generatiounen no eis d'Land an deem beschtméiglechen Zoustand weiderzeginn, esou wéi mir et och kruten.

Här President, léif Dammen, léif Hären, ech freeë mech, hei ze sinn. An ech freeë mech, fir mat lech zesummenzeschaffen, fir Är jeeweileg Perspektive kennen ze léieren an och verstoen ze léieren. An ech wënsche mer, dass mer matenee positiv zu eiser Natioun bäidroen.

Villmools merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. A mir freeën eis op e konstruktiivt Zesummeschaffe mat lech.

3. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Pétitions ersetzt den Här Emile Eicher den Här Marco Schank. Den Här Fernand Kartheiser ersetzt den Här Gast Gibéryen

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser fir de Volet Kooperatioun.

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de la Fonction publique ersetzt den Här Aly Kaes den Här Georges Mischo. Den Här Fred Keup ersetzt den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzt den Här Fred Keup den Här Gast Gibéryen fir de Volet Amenagement vum Territoire an den Här Fernand Kartheiser fir déi aner Voleten.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt den Här Fernand Kartheiser den Här Gast Gibéryen.

An der Commission de la Culture ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Fernand Kartheiser den Här Gast Gibéryen, ausser fir de Volet Place financière.

A schliisslech an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ersetzt den Här Fernand Kartheiser den Här Gast Gibéryen.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Déi gesamt Lëscht vun de parlamentaresche Kommissioune gëtt am Compte rendu veröffentlecht *(cf. pages introductives du compte rendu n° 18 de la session 2019-2020)*.

4. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, si follgend Ännerungen agaangen:

An der Délégation luxembourgeoise vun der Assemblée parlementaire vun der OSCE ersetzt den Här Roy Reding den Här Fernand Kartheiser als Membre suppléant.

An der Délégation auprès de la COSAC ersetzt den Här Fernand Kartheiser den Här Gast Gibéryen.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch d'Madamm Francine Closener. Den Här Jeff Engelen ersetzt den Här Gast Gibéryen als effektive Member an den Här Fred Keup ersetzt den Här Jeff Engelen als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise beim CPI ersetzt den Här Fred Keup den Här Jeff Engelen als Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Déi gesamt Lëscht gëtt och am Compte rendu veröffentlecht *(cf. pages introductives du compte rendu n° 18 de la session 2019-2020)*.

5. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation

Mir kommen elo zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Et war e schwéiert Coronajoer fir vill Leit an et ass et u sech nach ëmmer. An ëmsou méi wichteg ass et, datt d'Politik, d'Regierung, den Här Staatsminister, dee leider nach net hei ass, hir Verantwortung iwwerhuelen, fir éischtens emol Zukunftsperspektiven opzeweisen, fir fir Planungssécherheet ze suerge fir d'Leit a fir d'Betriber, fir Léisungen a Weeër opzeweisen, fir d'Problemer unzepaken, an domadder och fir Ängschten ze huelen.

An ech muss wierklech soen, an dat bestätegt sech leider: Mir hunn de Premier dacks vermësst, just net physesch, mee haut vermësse mer en dann och nach physesch, mee mir hunn e politesch dacks vermësst. Well u sech hätte mer d'Ried zur Lag vun der Natioun scho gären am Summer gehat. Dat wollt de Premier dunn net. An ëmsou méi héich waren dann awer eis Erwaardungen un d'Ried vu gëschter. Do muss ech soen, si war laang! Jo!

Wat hu mer héieren? Mir hunn éischtens emol eng Bestandsopnam héieren, mir hunn eng Widderhuelung vum Koalitiounsprogramm héieren, mir hunn och eenzel Mesuren héieren, dat ginn ech zou, an ech wäert herno nach op déi eenzel Mesuren och ze schwätze kommen. Also kann ee scho soen, si war e bësse besser wéi déi Jore virdrun, well do ware keng Mesuren dran. D'Lat louch net extreem héich. Mee ech muss awer soen: Mir hunn nach ëmmer keng konkreet Strategie gesinn, kee Konzept fir en Neiufank. An dat an alle grousse Beräicher, vum Logement iwwert d'Ëmwelt bis hin zu de Finanzen. U sech wéi mer d'Zukunft vun eisem Land, vun de Betriber, vun de Leit nohalteg kënne gestalten. A genau dës Nohaltegkeet ass wichteg an der Politik. An et ass net de Carpe diem.

De Premier hat och dräi Ziler gëschter genannt. Een éischt Zil: Lëtzebuerg stäerken. Do muss ech soen: Okay, dat ass e gudde Virsaz. Mee fir eng richteg Stäerkung ass dat, wat gëschter geliwwert ginn ass, awer vläicht just eng Amuse-bouche, méi net.

Zweet Zil war: Chancen notzen. Och do soen ech: Jo, mir mussen eis Chancen notzen. Mee mir musse se fir d'éischt emol erausspillen! An och do hunn ech nach net gesinn, wéi dat soll funktionéieren.

An drëttens: Jo, d'Leit brauche Perspektiven. Mee wann eppes dës Ried net war, da war et en Opweise vu Perspektiven!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis als CSV ass d'Richtung kloer: Et muss d'Richtung vun der Nohaltegkeet sinn. Eng nohalteg Natioun fir en nohaltegen Alldag fir d'Leit. An Nohaltegkeet, Dir wësst et vläicht, kënnt aus der Forstwirtschaft. Et heescht u sech, net méi Beem aus dem Bësch eraushuelen, wéi de Bësch packt. Nohaltegkeet huet dräi Sailen: En ekologescht Gläichgewiicht brauche mer op där enger Säit, mee awer sécher och, an dat ass gläichberechtegt, wirtschaftlech Sécherheet an déi sozial Gerechtegkeet op deenen zwou anere Säiten. An ëmmer steet an der Mëtt de Mënsch am Mëttelpunkt.

Nohaltegkeet ëmfaasst also ganz vill Politikberäicher. A méi wéi dat, wat den Här Gramegna de Moie gesot huet, well hien huet d'Nohaltegkeet u sech just op de Klima an op d'Ëmwelt bezunn. A souguer am Koalitiounsaccord - do si mer jo gëschter gewuer ginn, et gëtt strikt un deem festgehalen -, souguer am Koalitiounsaccord steet an den Ziler: „ambitieux, équitable et durable". Da muss ech soen: Ëmmerhi steet et dran! Mee bis elo hunn ech do nach net ganz vill Inhalt dovunner gesinn.

Well mer virop nach ëmmer an enger sanitärer Kris sinn a well mer mat der Gesondheet dee wichtegste Facteur vun eisem Liewen u sech hunn, wëll ech mat der Gesondheet, mat der Gesondheetslag vun eiser Natioun ufänken. A leider, Här President, ass de Virus nach ëmmer omnipresent an en ass amgaangen, sech richteg fatzeg ze verbreeden. A siwen Deeg hate mer méi wéi 800 Neiinfektiounen! Dat ass eng Zounam vu 47 % an enger Woch. An, leider, och sechs zousätzlech Doudeger. D'Zuele ginn also erop wéi a bal alle Länner. Op ville Plaze gëtt erëm verschäerft. An dat gëtt och do kloer kommunizéiert.

Ben, d'Madamm Lenert sot eis, dat hunn ech an der Press gelies, dat heite wär u sech deen erwaarten Zenario. Et misst een elo analyséieren an dann déi Strategie ëmsetzen, déi ee sech am Summer ginn huet. Mir wëssen awer net vill méi vun där Strategie. An dës Onkloerheet, eng Ongewëssheet, d'Feele vu Planungssécherheet, dat ass u sech Gëft fir eng Ekonomie. Dat ass Gëft fir eis alleguer. An et ass awer leider Gottes e roude Fuedem, dee sech duerch d'Politik vun dëser Regierung zitt!

Fir eis ass et kloer: Mir kënne kee weidere Lockdown gebrauchen! Mir wëlle kee weidere Lockdown! Dat musse mer onbedéngt verhënneren! Mir musse kucken, datt d'Leit an d'Ekonomie dës Kris iwwerstinn. A genau duerfir musse mer eis awer elo Gedanke maachen: Wéi kënne mer dat verhënneren?

Mir hunn e Covidgesetz, mat allen Onzoulänglechkeeten, déi dra sinn, wat am Prinzip gëlteg ass bis den 31. Dezember. D'Madamm Minister sot de Moien, datt d'Indicateuren am Moment nach net géifen drop hiweisen, datt een elo eppes misst maachen. A vun Indicateuren huet se der opgezielt: d'Hospitalisatiounen, d'Occupatioun vun de Better, d'Urgencen. Am Moment schéngt also bei all deenen Indicateuren d'Luucht nach op Gréng ze stoen. Ech weess awer net, wéini datt déi Luucht, ënner wéi enge Krittären datt déi Luucht op Orange oder souguer op Rout spréngt. A genau dat misste mer awer wëssen! Da wäre mer net méi am Onkloren!

Et kéint een op där anerer Säit och froen: Kéinte mer net Situatiounen, wéi se elo zu Paräis sinn, wou d'Caféen erëm mussen zougemaach ginn, wou Existenzen erëm op d'Spill gesat ginn, kéinte mer dat net verhënneren, andeems datt mer fréi genuch reagéieren? Datt mer éischtens emol all déi Inkohärenzen an Onkloerheeten, déi am Gesetz sinn, eraushuelen? De Claude an de Jean-Marie hunn an all Ried dorop higewisen. Mir sinn de Moie gewuer ginn, et géif eppes erausgeholl ginn, et géifen ënner anerem nei Definitioune gemaach ginn. Ech weess awer nach net, wéi déi Definitiounen ausgesinn. Et ass ze begréissen, datt soll dorunner geschafft ginn.

Ech wëll awer nach op véier Punkten agoen.

Éischtens: De Virus, dee mécht definitiv keen Ënnerscheed, ob een organiséiert oder net organiséiert zesummesteet. Ech weess net, ob dat elo an dësem Gesetz soll geännert ginn. Ech soen awer, et misst geännert ginn, well mir sinn der Meenung, datt, wa Leit dobausse beieneestinn ouni Ofstand, ma da misst eng Maskeflicht gëllen! Mir kënnen eis souguer eng allgemeng Maskeflicht dobausse virstellen, esou wéi dat och an anere Stied de Fall ass, natierlech mat Ausname wéi Sport an esou weider. Mee d'Reegel wär am Prinzip: Wa keen Ofstand do ass, dann, wannechgelift, eng Mask! Dat muss an de Kapp vun de Leit eragoen.

Op d'Beispiller vun der Schoul, wat do gereegelt ass, do wäert ech nach agoe spéiderhin.

Zweetens, nach eemol: Mir brauche wierklech déi detailléiert Analys vun den Infektiounsketten. Mir hu Statistiken. Ech weess net, wéi detailléiert se sinn. An eréischt wa mer dat richteg hunn a richteg ausgewäert hunn, kënne mer u sech soen: „Mir mussen do oder do upaken."

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Da wëll ech awer nach, drëttens, eng Bemierkung zum Tracing maachen. Dee funktionéiert laut der Regierung am Prinzip perfekt. Abee, mir hunn e bëssen eng aner Definitioun vun deem, wat „perfekt" ass. Ech ginn lech ee Beispill: Eng Bekannte war dëser Deeg mat enger Persoun iessen. Déi Persoun ass positiv getest ginn. Gott sei Dank huet déi Persoun selwer den Tracing gemaach, well déi Bekannten ass eréischt fënnef Deeg duerno vun der Covid-Taskforce ugeruff ginn oder vum Tracing ugeruff ginn. Dat kann net sinn! Fënnef Deeg e potenziell Positiven! Dat ass u sech net perfekt, dat ass scho bal dramatesch!

An duerfir stelle sech wierklech Froen. Well den Tracing ass nieft den Tester ... A bei den Tester begréisse mer, datt elo déi Schnelltester kommen, stellen awer och nach Froen, wou déi Tester gemaach ginn. Et gëtt wierklech Plazen, wou d'Leit an der Schlaang stinn, se si krank, se stinn dobaussen a musse waarden, fir an de Labo ze kommen; an dann op där anerer Säit sinn déi, wou een de Large-Scale-Testing ka maachen, do stinn esou vill Leit, fir am Prinzip den Test ze maachen, mee et steet keng Schlaang do ze waarden. Also do musse mer eng besser Koordinéierung kréien.

Mee den Traçage ass nieft den Tester dat kruziaalt Element, fir dës Kris an de Griff ze kréien, soulaang wéi mer kee Vaccin hunn. An duerfir hätt ech wierklech gäre kloer an éierlech Äntwerten: Wéi gutt funktionéiert den Tracing? Wéi séier funktionéiert den Tracing? Well e muss séier funktionéieren, fir datt e funktionéiert. An: Si mer gutt opgestallt beim Tracing oder si mer éischter vir bäi an hanne widder?

An an deem Kontext, an da kommen ech op mäi véierte Punkt, stellen ech nach eng Kéier d'Fro vun der Tracingapp: Gëtt et hei eppes Neies?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da bei eise Gesondheetssystem u sech. An direkt virop: Wa Corona eppes gewisen huet, dann ass et wierklech, datt eis Politik d'Prioritéite muss anescht setzen. An d'Gesondheet ass eng vun den Haaptprioritéiten, déi mer eis alleguer musse setzen. Mir brauchen en dynamescht an och en nohaltegt Gesondheetsnetzwierk, dat ronderëm de Patient opgebaut ass a mat dem Zil, fir wierklech jiddwerengem eng flächendeckend medezinnesch a fleegeresch Versuergung ze garantéieren, wierklech egal wou e wunnt an egal wivill datt e verdéngt! En nohaltege Gesondheetsplang an net nëmmen e Spidolsplang. An dat, wéi gesot, mam Mënsch, mam Patient am Mëttelpunkt.

D'Coronakris, an do war ech schonn am Juli drop agaangen, huet awer och eng ganz Partie aner Schwaachstellen opgewisen. An ech wäert der hei nëmme fënnef nach eng Kéier opzielen.

Dat Éischt ass: Déi medezinnesch Versuergung vun alle Kranken, déi muss och wärend der Pandemie garantéiert ginn. De Problem ass, wéi gesot, datt mer alles op d'Klinicken zentréiert hunn. Do geet de Patient vläicht net gären dohinner aus Angscht oder e gëtt iergendwann eng Kéier net méi ugeholl. Dat kann net sinn! D'Laangzäitfollgen heivunner, déi sinn net ofzeschätzen! A mir brauchen hei eng kloer aner Organisatioun. An och dat muss elo nohalteg geplangt ginn!

De Claude Wiseler huet an deem Sënn een Débat d'orientation ugefrot. Dat war scho laang viru Corona. Mir hunn en e bëssen ëmgeännert an op Corona ugepasst, mee mir hätten deen Débat d'orientation gären elo nach virun de Budgetsrieden. An e bësse méi laang virun de Budgetsrieden. Wierklech, e soll déi Plaz kréien, déi e verdéngt, well d'Gesondheet ass dat Wichtegst nach eng Kéier, an e soll net esou behandelt gi wéi d'lescht Joer eis Interpellatioun zum Klima, déi just bei d'Budgetsdebatten derbäigeklaakt ginn ass.

Zweete Punkt: d'Beruffer am Krankheets- an am Fleegesecteur. Si musse méi attraktiv ginn. De Marc Spautz hat hei eng Heure d'actualité ugefrot. Et war och eng Petitioun hei am Sall. Als Konklusioun war festgehale ginn, datt mer am Hierscht géifen Hearingen hei an der Chamber organiséieren. Mir sinn elo Hierscht. Ech hunn nach näischt héiere vun deenen Hearingen. Do maachen ech den Appell un de President vun der Santéskommissioun: Mir hätten och déi Hearinge gären elo!

Drëttens: Et ass erwisen, datt de Krankheetsverlaf vu Covid-19 bei aktiven, bei fitte Leit an der Reegel manner schwéier verleeft. An och dat misst e bëssen ee Weckruff fir eis sinn, och fir d'Beweegung ze förderen. Ech denken, de Georges Mischo an d'Nänz, si wackele mam Kapp, si sinn domadder komplett averstanen. Awer allgemeng wëll ech soen, an eiser Gesondheet musse mer d'Gesondheetspreventioun weesentlech besser förderen! An hei hu mer nach ganz vill Sputt no uewen. An och do muss d'Regierung elo handelen! D'Regierung däerf sech hei net nëmme vu Covid lenke loossen. Mir mussen hei upaken!

An ech soen lech ee Beispill vun engem ganz wichtege Preventiounsprogramm, d'Mammografie. Ass et an Äre Ae wierklech iwwerhaapt akzeptabel, datt, wann een e Rendez-vous kritt oder net, et kritt ee keen, datt ee muss véier, fënnef Méint waarden, fir e Rendez-vous ze kréien? Dat ass net akzeptabel! An dat ass een extreem wichtege Preventiounsprogramm. An hei hu mer nach riseg Chantieren. An déi mussen ugepaakt ginn och am Sënn vun der Nohaltegkeet. An ech soen och am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet, well een, dee sech et erëm ka leeschten, dee geet an d'Ausland; een, dee sech et net ka leeschten, dee muss fënnef Méint waarden. Dat kann net sinn!

Véiertens dann, an dat widderhuelen ech elo schonns fir d'x-te Kéier. Ech hunn awer mëttlerweil Ënnerstëtzung vun de Jonke Sozialiste kritt. Duerfir sinn ech elo ganz optimistesch, datt et elo vläicht virugeet. Dat ass nämlech eis Nomenclature. Déi muss ugepasst ginn. Dat hei ass eng Never-ending-Story. Hei hänke mer nach ëmmer an de 50er-Joren.

Ech ginn d'Beispill nach eng Kéier vum Remboursement vun de Psychotherapeuten. Dobäi ass awer grad déi mental Gesondheet, an ech mengen, mir wëssen dat alleguer heibannen, extreem wichteg. An och a Coronazäite sinn der hei vill un hir Limitte gestouss. 2015 hu mer d'Gesetz hei gestëmmt. 2015! Fënnef Joer nom Vott huet nach keen ee Patient seng Psychotherapie vun der CNS remboursséiert kritt! Och erëm eng Kéier hei muss ech soen: Chancëgerechtegkeet ass Feelanzeige, well een, dee sech et ka leeschten, bezilt et; een, dee sech et net ka leeschten, muss vläicht op trotzdeem ganz wichteg Soine verzichten. Och dat geet net, ass net akzeptabel.

An da soen ech lech ganz einfach: Wann de System net funktionéiert, da brauch een och net laang Etüden ze maachen, well dat schéngt manifestement de Fall ze sinn hei bei der CNS a bei der Nomenclature, mee da muss de System verbessert ginn, da muss en ëmgeännert ginn. An dat muss och elo gemaach ginn!

A wann ech beim Gesondheetssystem sinn, da gehéiert och dee ganze Fleegeberäich derbäi. Do gehéiert an dësen Zäite vu Corona och de Schutz vun de vulnerabele Persounen derbäi. An dat ass mäi fënneften a leschte Punkt vum Gesondheetsdeel. Ech hat dat och schonns am Juli gefrot. Ech hat am Juli gefrot, datt mer eng Strategie, oder d'Regierung misst eng Strategie ausschaffe vum Material iwwer kloer Richtlinnen, eventuell eng App - et gëtt villes am Ausland -, iwwer aner Ëffnungszäite fir déi vulnerabel Leit an esou weider, Tester, fir eebe konkreet déi vulnerabel Leit ze schützen. Well mir mussen, soulaang wéi mer kee Vaccin hunn, mat dësem Virus liewen. A mir musse wierklech mat alle Mëttele verhënneren, datt dat, wat am Ufank vun der Kris geschitt war, datt déi Leit nämlech u sech ewechgespaart gi sinn, datt dat nach eng Kéier geschitt! Hei muss d'Regierung Verantwortung huelen an et net einfach un den Träger viruginn. Well am Moment ass et e bëssen esou: De Schwaarze Péiter läit beim Träger oder bei de Strukturen.

Et ass emol net vum Ministère kloer organiséiert, an dat hunn ech gëschter nach eng Kéier nogefrot, datt dat Personal, wat do schafft, datt dat schéi reegelméisseg, a reegelméissegem Ofstand getest gëtt. Dat wär extreem wichteg! Dat hu mir schonn am Ufank vum État de crise gefrot, well mer musse jo do déi Leit, déi positiv wären an déi jo a Kontakt mat deene vulnerabele Leit sinn, esou séier wéi

méiglech ofzéien. Dat muss den Träger selwer organiséieren. Deen ee mécht et dann esou, deen anere mécht et aneschters. De Marc Spautz an ech, mir haten eng Question parlementaire heizou gestallt, mir hu bis elo leider nach keng Äntwert kritt. Ech hoffen, datt mer dann d'Äntwert haut kréien, well et wär extreem wichteg.

An dann nach eppes, Här President. An enger parlamentarescher Ufro zu Deelquarantänen an de Schoulen hat ech gefrot, ob där Deelquarantänen och soss méiglech wären. Ob also och aner Leit, obschonns datt se a Quarantän wären, kéinten oder misste schaffe goen. An ech krut eng Äntwert. Dat ass net ëmmer de Fall, mee hei krut ech eng Äntwert: „Esou Autorisatioune goufe bis elo net ausgestallt fir aner Beruffer. D'Direktioun vun der Santé huet awer eng Prozedur virgesinn an deem Sënn fir d'Gesondheetsberuffler an de Spideeler an an de Maisons de soins, falls et do zu Enkpäss beim Personal géif kommen. Et wär duerchaus méiglech, da Personal an der Quarantän schaffen ze loossen, natierlech ënner ganz konkreeten (veuillez lire: strengen) Oplagen."

Sou, kënnt Der eis wannechgelift erklären, wéi déi Prozedur konkreet ausgesäit? Ech verstinn nämlech net, oder ech si mer net sécher, ob dat medezinnesch tragbar ass, een, dee potenziell coronapositiv ass, explizitt bei vulnerabele Leit eventuell schaffen ze loossen. D'Logik verstinn ech hei net.

Wéi gesot, eis feelt déi global Strategie, déi mer am Juli gefrot hunn. An hei muss de Ministère seng Verantwortung huelen. An duerfir fuerdere mer een Aktiounsplang, fir eis eeler, eis vulnerabel Leit ze schützen, ouni datt si nach eemol mussen agespaart ginn. An deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie de la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) constitue un défi énorme pour notre société ;

- constatant que les résidents de structures d'hébergement pour personnes âgées ainsi que leurs familles ont souffert énormément de la distanciation physique et sociale due à la pandémie ;

- estimant de manière générale que les conséquences négatives de la pandémie sur les personnes âgées fragiles, les personnes handicapées, leurs familles et leurs aidants sont préoccupantes ;

- constatant que le confinement mène à l'isolement ou même à l'exclusion sociale pour certaines catégories de personnes vulnérables ;

- rappelant que ces groupes de personnes éprouvent également un besoin de contact humain et de support par leurs proches afin d'éviter des traumatismes psychiques ;

- estimant que les semaines et mois à venir constitueront, en fonction de l'évolution de la pandémie, un énorme défi pour toutes les structures hébergeant des personnes vulnérables ;

- considérant qu'il est essentiel que les pouvoirs publics prennent des dispositions déterminées pour répondre aux besoins immédiats de ces personnes lors d'une prochaine vague de la pandémie,

invite le Gouvernement

- à élaborer un plan d'action national qui permettra de protéger au mieux les personnes vulnérables tout en évitant une isolation physique et sociale.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Marc Spautz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen awer dann zu engem weideren, u sech engem ganz weesentlechen Deel vun der nohalteger Politik, nämlech de Staatsfinanzen. A well et esou e weesentlechen Deel ass, wäert de Gilles Roth sech muer nach eemol am Detail domadder beschäftegen.

Et muss net direkt sinn, dat kanns de muer maachen.

(Hilarité)

Hie wäert sech am Detail mat de Finanze beschäftegen, well ouni nohalteg Finanzen ass definitiv keng wirtschaftlech Sécherheet, keng sozial Gerechtegkeet an och keen ekologescht Gläichgewiicht méiglech.

An ech behaapten hei emol, datt de Finanzminister de Moien d'Staatsfinanzen zimmlech schéigeschwat huet. Well Fakt ass, an absolutten Zuelen huet d'Staatsschold souguer och wärend der Zäit viru Corona zougeholl. Dat ass also kee Coronaeffekt, mee dat ass e Carpe-diem-Effekt. Déi Zäit ass net genotzt ginn, an dat hu mer nach bal bei all État de la nation a bei all Budget gesot, fir en Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën. Am Géigendeel!

Dir Dammen an Dir Hären, datt mer dëst Joer en Defizit hunn, dat ass okay. Ech mengen, dat versteet jiddwereen. Mee déi weesentlech Froe fir d'Land, déi krute mer net beäntwert: Wéi kréie mer de Staatsbudget iergendwann eng Kéier an de Grëff? Wéi kréie mer d'Ekonomie un d'Rullen, fir datt am Prinzip erëm genuch Finanzen do sinn, a wat huet dat fir Inzidenzen? Wivill kënne mer iwwerhaapt nach léine goen?

Op Dauer riskéiere mer, dës Politik net ze packen. An duerfir bräichte mer onbedéngt e Pluriannuel - an dat ass mäin éischte Punkt bei de Finanzen, wou ech wëll drop agoen -, dee wierklech eppes daacht, an net e Pluriannuel, deen u sech, wéi de Finanzminister selwer de Moie sot, „e bësse just eng technesch Saach ass". Mir bräichten e Pluriannuel, deen déi geplangte Politik chiffréiert an deen opweist, wéi een och de järlechen Defizit lues a lues kéint eroffueren.

Mäin zweete Punkt: Mir sinn als CSV dovunner iwwerzeegt, datt an dësen Zäite mussen d'Investitiounen héich gehale ginn, eventuell och eng Prioriséierung, wann et noutwendeg ass, well mir mussen d'Wirtschaft um Lafen halen. A mir däerfen op kee Fall Austeritéit maachen.

Drëtte Punkt: D'Covid-19-Pandemie huet e massiivt Agräife vum Staat noutwendeg gemaach. Dat hu mer als CSV op deene meeschte Plazen ënnerstëtzt. Mee mir soen awer gläichzäiteg, an dat soe mer genausou haart: D'Regierung huet a gudden Zäiten hir Verantwortung net iwwerholl an huet et verpasst, wéi gesot, en Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën. D'Regierung huet just Schéiwiederpolitik gemaach a sech domadder kuerzfristeg de schéine Männche gemaach.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ass dat verantwortungsvoll? Nee! Et ass u sech Carpe diem. An och dat hu mer nach bal all Joers hei widderholl.

A genau dëst sollt d'Regierung awer emol der Jugend an de kommende Generatiounen erklären! Well iergendwann eng Kéier muss d'Schold zréckbezuelt ginn. A gläichzäiteg ass genau dës Jugend awer vun der Jugendaarbechtslosegkeet bedrot, der Logementskris a vläicht och nach vun enger Sozialkris.

Véiertens: Fir eis kënnt et net a Fro, datt d'Leit duerch Steierhaussen déi blo-rout-gréng Zopp mussen ausläffelen, déi hinnen d'Regierung agebrockt huet, well se keng Reserve fir eng antizyklesch Politik gemaach huet. Ech soen lech et: Den normale Bierger, dee bezilt schonns genuch Steieren! Mir hunn e progressive Steiersystem mat 45 % maximalem Steiersaz, mat 3 % Solidaritéitssteier. Dat sinn 48 %. Déi bezuele genuch Steieren! Et misst u sech jiddwereen dësen Taux dann och bezuelen.

An duerfir hu mer och gesot, an dat ass mäi fënnefte Punkt: Mir mussen d'Steierschlupflächer stoppen. An dat ass net nei. Dat hu mer net elo eréischt gesot an der Kris. Virun zwee Joer hate mer schonn eng Motioun deposéiert! De Gilles Roth an de Laurent Mosar hunn der elo nach eng Kéier deposéiert, fir eeben op d'FISen ze reagéieren, fir d'Stockoptions ofzeschafen. Dat ass vun der Majoritéit refuséiert ginn. Ben, gëschter krute mer elo e puer Saachen erkläert.

(Interruption)

D'FISen, hei sollen déi direkt an déi indirekt Revenuen elo eeben op 20 % besteiert ginn. Fir eis ass dat awer nach keng Steiergerechtegkeet, well e Loyer ass e Loyer. A firwat sollen déi ënnerschiddlech besteiert ginn?

Dann d'Stockoptions, si ginn ofgeschaaft. Dat ass jo schonn emol gutt. Dir hätt also och kënnen eis Motioun matënnerstëtzen.

Eis schéngt awer elo, datt aner Schlupflächer hei opgemaach ginn. A mir wäerten déi sécherlech am Detail ukucken.

Sechstens: A wat fir eis sécher ass, mir fannen, datt mer d'Familljen, d'Elteren, déi verantwortlech vis-à-vis vun hire Kanner agéieren an déi spueren, ouni alles auszeginn, déi also keng Carpe-diem-Politik maachen, datt mer dës Leit net däerfe bestrofen. Duerfir si mer kloer géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn.

Dann, siwentens, eis Betribssteieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Den Här Engel awer net!

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Hei heescht et, op d'Nohaltegkeet oppassen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Den Här Engel oder d'Madamm Hansen? Ech weess just net ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Hei ass d'CSV kloer géint eng ...

Plusieurs voix.- Aa!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... Ierfschaftssteier an direkter Linn!

(Exclamations)

(Interruption par M. le Premier Ministre Xavier Bettel)

O, Här Premier, ech kommen herno nach op lech zréck!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- D'Madamm Hansen schwätzt, net den Här Engel.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech kommen elo bei d'Betribssteieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass just fir ze wëssen, a wéi engem Numm Der schwätzt. Et weess ee jo ni!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Hei heescht, Nohaltegkeet ...

(Interruptions)

Ech soe just ganz kuerz, Här President, ech hunn nach eng kleng Pointe fir d'DP an dann denken ech, datt se da roueg ass mat hire Bemierkungen. Sou!

(Exclamations)

Dann awer zu de Betribssteieren. An och déi géhéieren zur Nohaltegkeet! A bei deene leie mer am Moment scho relativ héich, vill méi héich wéi an der OECD-Moyenne an och an der EU. An duerfir, och do kënne mer net zousätzlech d'Steieren an d'Luucht setzen. Wat awer sécher ass a wichteg ass: Mir brauchen hei Stabilitéit. An duerfir bräichte mer Kloerheet. Mir bräichte Kloerheet: Wat kënnt bei der Steierreform? Wou bleift déi grouss ugekënnegt Steierreform? „Kee verléiert a jiddweree gewënnt." Wéi dat gesot ginn ass, hate mir schonns eis Zweifel. Mee ...

Ben, de Vizepremier, den Här Kersch, hie sëtzt do, ech hunn d'Zeitung gelies vum 24. September, do sot hien, datt „spéitstens 2023 am Walkampf sech all d'Parteie missten zur Steierfro positionéieren". Da froen ech mech: Heescht dat, datt déi faméis kopernikanesch Steierreform guer net méi kënnt? Dat wär en zimmlech staarkt Stéck. De Finanzminister huet eenzel kleng Mesurë virgesinn. Awer en huet och net gesot, wéini datt de Rescht vun der Steierreform kéim. Wéi gesot, mir hätte gäre Kloerheet: Wéini kënnt dee Gesamtpackage vun der Steierreform? Kënnt déi iwwerhaapt nach dës Legislaturperiod? Wa se d'nächst Joer net kënnt, da bezweifelen ech, datt se iwwerhaapt nach kënnt.

Mäin néngte Punkt: Et ass net akzeptabel, an dat ass dat Gespills mat de Steiersuen, wat d'Regierung awer gemaach huet. Honnerte Milliounen sinn an de Sand gesat ginn! Honnerte Milliounen! Mat deene Suen hätte mer ganz vill kënne fir d'Betriber an och fir d'Leit maachen! Ech maache just e klenge Rappel. Planetary Resources: 12 Milliounen, Join: ronn 100 Milliounen, Militärsatellitt: ronn 130 Milliounen méi deier. A wat soss nach alles op d'Tapéit kënnt, dat steet an de Stären. Dat weess ech net alles. Awer dat dote geet net!

Zéngtens: Stéchwuert sozial Selektivitéit. Dat ass inexistent bei dëser Regierung!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, a Saache Finanzpolitik a Staatsfinanzen ass villes net nohalteg. An duerfir wäert de Gilles Roth dat muer am Detail nach eng Kéier behandelen.

Dann, Här President, wëll ech op ee weideren zentrale Beräich vum Nohaltegkeetsdräieck ze schwätze kommen, nämlech op eng stabill, sécher an eeben och nohalteg wuessend Wirtschaft, Ekonomie. An d'Wirtschaft ass kee Selbstzweck, si déngt jo de Leit. Si hëlleft awer och, eis néideg Finanzen eranzebréngen, fir ënner anerem och eise Sozialsystem ze finanzéieren. A wa mer d'Wirtschaftskris net séier an de Grëff kréien, da komme mer definitiv alleguer an eng Kris a mir riskéieren, an eng richteg grouss Sozialkris ze rutschen, mat ville Faillitten an héijem Chômage. An ech soen dat net, fir Angscht ze maachen, mee ech soen et, well mer déi Sozialkris musse verhënneren, well mer alles musse maachen, fir se eeben ze verhënneren.

An d'Fakte sinn awer, datt d'Lag vun eiser Wirtschaft u sech duerchwuess ass. A Gott sei Dank, muss ech soen, sinn eis Banke resilient an hu bis elo d'Staang riicht gehalen. Mee leider gesäit et an anere Secteuren net esou gutt aus. A verschiddene Secteuren ass d'Kris richteg dramatesch.

Den Eenzelhandel, zum Beispill. An ech erënnere just nach eng Kéier hei drun, wéi mer beim Lockdown gesot hunn, mir missten den Eenzelhandel d'selwecht behandele wéi déi Grande-surfacen. Wann dat gemaach gi wär, da wär d'Situatioun vläicht net gradesou dramatesch! D'Reesbranche, den Horeca, den Evenementiel an all dat, wat mat hannendrunhänkt - mir hunn d'Depositairen, mir hunn d'Traiteuren, mir hunn d'Fotografen an esou weider -, dës Betriber packen et net méi laang! Mir hu verschidde Sozialpläng, déi mat ville ganz schwierege Schicksaler verbonne sinn, déi verdäitlechen, wéi dramatesch d'Situatioun ass.

An ech zielen hei just Arcelor op, déi fréier ARBED, déi trotzdeem fir de Wuelstand vun eisem Land gesuergt huet. Ech denken un d'Luxair, ee vun eise grousse Labele vum Land. Ech denken awer och u Saint-Paul, den Editeur vum „Lëtzebuerger Wort", der eelster Zeitung vum Land. An dat sinn u sech just déi grouss Nimm. Do gëtt et awer ganz vill där klenger, wou mer d'Identitéit net kennen an déi op d'mannst an esou enge schwierege Situatioune sinn. De Romain Schmit, de Generalsekretär vun der Handwierkerfederatioun, sot d'leschte Kéier op RTL, et war, mengen ech, déi lescht Woch: „Dat, wat sech hei ugedeit huet, wäert sech Enn des Joers confirméieren." Da géifen der vill den Noutstopp zéien.

Duerfir, Här President, mir mussen eise Betriber hëllefen! De Premier hat gëschter eng Partie Mesurë virgestallt. Den Detail war nach net dran. Do waarde mer dann nach. Wat d'Betriber op jidde Fall brauchen: D'Betriber brauche Planungssécherheet. Mir haten och eng Partie Visitten. Mir waren elo net op 50 Plaze gereest, mee mir haten eng Partie Visitte gemaach, an do hu mer ëmmer erëm gesot kritt, datt hinnen d'Planungssécherheet feelt. An dat ass Gëft fir eis Ekonomie.

Fir eis ass et evident, datt éischtens déi Secteuren, déi nach staark betraff si vun der Kris, déi awer duerchaus no der Kris kënnen iwwerliewen an déi och virdru finanziell gutt dostoungen, datt mer deene spezifesche Secteuren och nach nom 31. Dezember mussen hëllefen. An an deem Kontext wär et eeben, wéi gesot, och wichteg: Wéi laang ginn déi Bäihëllefen nach ausbezuelt? Wéi laang gi se verlängert? An ënner wéi enge Konditiounen?

Mir mussen, zweetens, de Betriber hëllefen an och de Leit hëllefen, sech nei ze orientéieren, eng geziilt Berodung, Weiderbildung.

Drëttens: De Chômage partiel, dee gëtt verlängert. Et ass gutt, datt do nogeluecht gëtt. Do hu mer nach eng Partie Froen. An op déi Froe wäert sécherlech muer de Marc Spautz nach agoen.

Véiertens: Bei der Steierreform - an do, fannen ech, muss een och hei d'Betriber an déi richteg Richtung steieren, guidéieren - misste mer u sech, am Sënn vun der Nohaltegkeet vun eiser Wirtschaft, steierlech Mesurë virgesinn, fir d'Betribsinvestitiounen an d'Digitalisatioun an d'Kompetenzen an d'Nohaltegkeet an d'Energieeffizienz ze förderen.

Une voix.- Dat maache mer schonn alles.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech hat et schonns gesot, Här President: Et ass wichteg, datt mer d'Investitiounen héich halen.

An da kommen ech bei mäi fënnefte Punkt: Dat musse mer nämlech och op Gemengenniveau hikréien. Well un de Gemengen hänken och ganz vill Existenzen. An och si däerf dës Regierung net am Ree stoe loossen. An ech kann lech just soen: D'Gemenge kréie jo manner Einnamen opgrond vu Corona. Ech kann lech soen: D'Finanze sinn net iwwerall gutt an de Gemengen! Si hunn net alleguer zolidd Reserven. Grad déi kleng Gemengen am ländleche Raum, déi awer scho bei der Gemengefinanzreform gebeidelt gi sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An et kann net sinn, datt d'Inneministesch, an ech mengen, de Premier hat dat gëschter esou zimmlech d'selwecht gesot, d'Inneministesch huet um Radio sënngeméiss gesot: „Dat ass alles net esou schlëmm." Dat kann net sinn! Déi Gemengen, déi definitiv an enger schwiereger finanzieller Situatioun sinn, déi awer och sollen d'Investitiounen héich halen, déi sinn an enger schwiereger Situatioun an déi brauchen Ënnerstëtzung. Et soll elo e Bilan vun der Gemengefinanzreform gemaach ginn. Ech hoffen dann, datt dee Bilan ganz séier gemaach gëtt. An ech hoffen awer och, datt da ganz séier déi noutwendeg Upassunge gemaach ginn!

An da kommen ech bei mäi sechste Punkt, nach eng Kéier bei den Investitiounen. Investitiounen héich halen, jo, an dat geet och, ouni datt et de Staat iwwerhaapt ee Su kascht, nämlech andeems datt ee kuckt, datt déi privat Investissementer, déi geplangt sinn, kéinte séier gemaach ginn, datt déi vläicht kéinte méi séier gemaach ginn, fir geplangt ze ginn. An duerfir musse mer eis Prozeduren emol endlech entmëschten!

Mir hu gëschter hei geschwat, ech mengen, de President huet gesot, datt de Rapport Frieseisen viru 26 Joer iwwert déi administrativ Vereinfachung gaangen ass, mee ech denken, da wär et elo un der Zäit, dëse Rapport aus dem Tirang ze huelen a wierklech elo emol eng Kéier hei Neel mat Käpp ze maachen an déi Prozeduren ze entmëschten! An duerfir wënschen ech hei och nach eng Kéier dem Claude Frieseisen wierklech eng gutt Pensioun. An dat selwecht natierlech och fir de Marco Schank a fir de Gast Gibéryen.

Da kommen ech bei mäi siwente Punkt: d'Industriepolitik, déi jo duerch den Dossier Fage a leschter Zäit vill am Gespréich war. An ech soen och, eis Industrie muss een Deel vun enger nohalteger an zukunftsorientéierter Wirtschaftspolitik sinn. An duerfir muss Lëtzebuerg och en Industrie- an och e Stolstanduert bleiwen. Wat awer elo Fage ugeet, esou ass et kloer, datt dësen Dossier eisem Image net allze vill gehollef huet am Ausland. An dorun ass ganz eleng d'Regierung schold. Si huet enger Firma, déi net Rifkin-konform ass, déi massiv Ressourcë géif verbrauchen, déi net vill Steierrecettë

bréngt, dat sot se selwer, de rouden Tapis ausgerullt an hinnen een Terrain verkaaft. Ech verstinn do d'Kohärenz net.

D'Ëmweltministesch sot, am Prinzip direkt oder indirekt, dat ass mer och egal, datt si net fir de Projet wär, mee datt dat eeben elo esou wär. Den neie Wirtschaftsminister sot, wéi en dat nach net war, den Dossier Fage géif d'Fro opwerfen, wat wierklech zoumuttbar wär. Also, Dir Dammen an Dir Häre, ech fannen et wierklech schonns erstaunlech: D'Regierung mécht, wéi wa si näischt heimadder ze dinn hätt, wéi wann iergendeen aneren hinnen dat Ee an d'Nascht geluecht hätt! Also, et ass bal net ze gleewen! Ech weess net, ob si net méi wëssen, datt si d'lescht Joer, déi lescht Legislaturperiod och an der Regierung waren an datt d'Ëmweltministesch, déi elo Ëmweltministesch ass, datt déi och an der leschter Legislaturperiod Ëmweltministesch war!

Sou, wat kënnt elo, fir d'Saach ze retten? Elo kënnt den Nohaltegkeetscheck, dee gëtt elo op eemol ausgebuddelt. An do muss ech lech awer soen: Am Mee 2013 stoung deen am Koalitiounsaccord!

Am August 2019, sechs Joer duerno, huet de Paul Galles eng parlamentaresch Fro gestallt. A wat ass him geäntwert ginn? Also sechs Joer, nodeem et am Koalitiounsaccord stoung, ass geäntwert ginn, 2019 géifen d'Efforten doubléiert ginn. Ee Joer méi spéit ass nach ëmmer näischt do! Ma da kann ech nëmmen ausgoe vun null Efforten: Wann ech null Efforten doubléieren, da bleift nach ëmmer null Effort iwwreg. Also et ass näischt geschitt an dat ass traureg!

Als CSV soe mer: Mir begréissen de Prinzip vun engem Nohaltegkeetscheck. Mee, dee besteet aus dräi gläichwäertege Sailen: der Ekonomie, der Ekologie an dem soziale Beräich. A genau dës dräi Beräicher musse bei der Definitioun vun den Nohaltegkeetskrittären - déi net sollen am Hannerstübche vun engem Ministère ausgeschafft ginn, mee déi solle mat alle concernéierte Partner ausgeschafft ginn -, genau dës dräi Krittäre musse berücksichtegt ginn. A gläichzäiteg soen ech awer och: Dat hei däerf keen zousätzlecht administratiivt Monster ginn, fir datt d'Projeten nach méi an d'Längt gezu ginn. Et muss hëllefen, datt et méi séier geet.

Da soen ech awer: Eis besteeënd Industrie, déi musse mer awer och erhalen an ënnerstëtzen. An dat geet nëmmen duerch eng resolutt Weiderentwécklung. Do ass de Green Deal gutt. Mee nach muss d'Regierung wierklech d'Konkurrenzfäegkeet am A behalen an och d'Innovatioune geziilt ënnerstëtzen. Op all dës Aspekter vun eiser Ekonomie, op eis PMEen a besonnesch och op d'Finanzplaz wäert de Laurent Mosar muer nach agoen.

Mäin aachte Punkt dann awer hei, an dat ass: Wie Wirtschaft seet, dee seet och Aarbecht. An do steet eppes fest, wat de Marc Spautz gesot huet: „Et ass besser, an iwwregens ass et och méi nohalteg, fir an d'Aarbecht ze investéiere wéi an de Chômage." Well grad de Chômage, de Jugendchômage an d'Perspektivlosegkeet vun eise jonke Leit wäerten nieft der neier Aarmut dee grousse Problem vun der Sozialkris ginn. A mir sinn hei um schlechte Wee, well d'Schéier tëschent Aarm a Räich ass och an deene gudde Joren elo nach ëmmer méi wäit auserneegaangen.

An elo hu mer et an der Kris mëttlerweil mat enger neier sozialer Form vun Aarmut ze dinn, déi nämlech ëmmer méi an d'Mëttelschicht erarutscht. D'Caritas war och bei eis. Déi hunn eis d'Beispill gesot vun engem elengerzéiende Papp, dee sech ee Brëll wollt kafen, deen awer keng Suen hat fir ee Brëll. Dee war nach ni Hëllef siche gaang. Deen huet awer elo missen Hëllef siche goen. An ech soen lech: Dat heiten ass ee ganz grousse Problem, dee mer mussen an den Ae behalen, dee fir eis extreem wichteg ass! An duerfir wäert de Marc Spautz muer op dës ganz Problematik, d'Sozialkris, de Chômage, awer och de Sozialdialog, nach agoen.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt duerch dës Sozialkris, déi mer hunn ..., oder dës Sozialkris, déi mer hunn, gëtt am Prinzip duerch d'Logementskris, déi mer scho laang hunn, nach verstäerkt. Mir hunn eng total verréckte Präisexplosioun! Ech mengen, de Marc Lies wäert dat muer nach am Detail erklären. An de Logement ass wierklech ee vun deene gréisste Problemer. D'lescht Joer hat de Premier de Logement iwwerhaapt net behandelt. Dëst Joer huet en eng Mesure virgestallt, den Amortissement accéléré. Ech soen lech just, Dir Dammen an Dir Hären: Domadder rette mer de Logement net! Domadder komme mer net aus der Logementskris eraus! An och net mat deem Pacte 2.0, wat an eisen Ae wierklech eng Mogelpackung 2.0 ass.

Här President, hei ass d'Handelen an d'Verantwortungiwwerhuelen iwwerfälleg, well d'Situatioun ass dramatesch. All Joers kommen 10.000 bis 12.000 nei Leit op Lëtzebuerg. Mir missten also op d'mannst 7.000 Wunnenge pro Joer bauen. Mir bauen awer nëmmen d'Hallschent. A soulaang wéi dann d'Nofro, déi jo dann extreem an d'Luucht geet, méi séier steigt wéi d'Ugebuet, wäert de Präis weider steigen. An duerfir hu mir gesot: Mir mussen um Ugebuet schaffen! Mir musse méi bauen. Mir musse méi séier bauen - d'Prozeduren erëm eng Kéier - a mer musse méi bëlleg bauen. Mir hunn 23 Mesurë virgestallt gehat. An als CSV soe mer och: Jo, mir brauchen nach méi Ënnerstëtzung vum Locatif. Mee als CSV hale mer zumindest nach dru fest, datt och jonk Leit nach eng Chance hunn, fir sech eventuell en Eegenheem kënnen ze leeschten. Dat soll net vun Ufank un akzeptéiert ginn, datt dat just nach eng Méiglechkeet ass fir déi puer „happy few".

Mir si wierklech der Meenung, datt déi jonk Leit dës Méiglechkeet solle behalen. An ee Moyen wär zum Beispill dat, wat de Marc Lies virgestallt hat, de Mietkauf. Mee leider ass dës Propositioun, déi mer gemaach hunn, einfach an der Loft zerrappt ginn.

An da muss ech awer soen, an do hunn d'Majoritéitsparteien awer vill driwwer diskutéiert: Mir soe jo, mir mussen natierlech méi bauen, mee mir sollen awer gläichzäiteg d'Spekulatioun probéieren an de Grëff ze kréien. Ben, ech hunn zumindest gëschter an ech hunn och de Moien näischt héieren iwwer eng Spekulatiounstax. Ech hat awer, wann ech den Här Kox richteg verstanen hat, ech mengen, et war um 100,7, ech weess et awer net, hat hien awer virun zwou Wochen annoncéiert, datt an zwou Wochen eng Annonce kéim. Dat wär also elo gëschter gewiescht oder haut. Ass dat hei vläicht iergendee Blocage, wou nach keng eenheetlech Meenung fonnt ginn ass? Mir soe just, et wär dréngend. Eis Positioun kennt Der hei. An och, an dat soe mer och kloer, brauche mer e politesche Wëllen, fir d'Perimeteren ze erweideren. Mir mussen natierlech bannent dem Perimeter bauen, mee dat geet net duer! Do komme mer jo net no!

(Interruption)

A mir musse méi héich bauen. Dat geet och net duer. Mir mussen och d'Perimeteren erweideren. An och hei kéint ee mengen, et wär eng Ideologie, déi dacks an de Féiss stéing. A mir mussen eis och Gedanke maachen iwwert d'Nofro. Dat ass kloer.

An da sinn ech bei der Wuesstumsfro. Déi kënne mer leider haut net am Detail duerchdiskutéieren. An ech soen och, wann opgrond vun der Coronakris vläicht en anert Liicht op dës Fro geworf gëtt, esou muss se awer gestallt an och diskutéiert ginn, an dat virun allem am Sënn vun der Nohaltegkeet mat den dräi Sailen. Här President, mir erwaarden eis wierklech fir d'Leit dobaussen, datt Perspektiven opgewise ginn. De Logement ass de Leit hir éischt Prioritéit. Ech muss just feststellen: Dat ass net de Fall bei dëser Regierung!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen da bei ee vu mengen Dadaen, nämlech d'Educatioun. Eng nohalteg Educatioun ass wichteg fir d'Nohaltegkeet vun eiser Natioun. An domadder mengen ech ënner anerem och een nohaltegt Léieren. Ier ech awer op deen Deel kommen, muss ech awer, leider Gottes, op dee selwer gemaachte Chaos an de Schoulen am Kader vu Corona ze schwätze kommen. A fir eis stellt sech wierklech déi kruzial Fro, an dat ass eng Fro, déi all Enseignant dacks bei de Schüler stellt, an ech stelle se hei un de Minister: Firwat huet de Minister d'Schoulrentrée net anstänneg virbereet?

Pardon, ech drénken eng Schlupp.

Ech weess et wierklech net. Mee am Juli war et schonn zimmlech sécher, datt mer am September nach e Virus hätten. An ech hunn dann nach eng Kéier d'Madamm Lenert gelies an der Zeitung. Si huet gesot, déi Situatioun, wou mer elo dra wären, dat wär den Zenario, mat deem gerechent gi wär. Et gëtt also keng Entschëllegung, datt näischt gemaach ginn ass. Ech hat am Juli eng Drénglechkeetsfro heizou gestallt. D'Drénglechkeet ass net ugeholl ginn, well de Ministère ënner anerem gesot huet, et wär elo net dréngend. Ech ginn elo net drop an, well a mengen Aen ass et net um Ministère ze soen, ob eppes dréngend ass oder net, mee ech wëll just soen: Wa wierklech de Minister mengt, datt am Juli eng Schoulorganisatioun net dréngend ass, da soll de Minister eng Kéier selwer an d'Schoul goen an d'Schoul organiséieren, well da géif en et mierken. Hei wär Terrainsaarbecht vläicht hëllefräich.

Et wär nämlech absolutt dréngend gewiescht! An an eisen Aen hätten du missen e Plang A an e Plang B ausgeschafft ginn. Mengetweegen och e Plang B a Stufen, awer a konkreet definéierte Stufen an dat mat de Leit vum Terrain zesummen. Da wären nämlech ganz sécher verschidde Saachen net passéiert. An et wär kee Cas par cas erausgaangen. Well dat ass kee Plang, dat ass u sech programméierte Chaos!

A well et net bis zum Schluss duerchduecht war, wat ass du geschitt oder wat ass gemaach ginn? Mee du kruten d'Direktiounen eeben d'Verantwortung, déi konnte jo nach zousätzlech Mesuren huelen. Och hei soen ech: Dat geet net! Hei muss de Ministère d'Verantwortung iwwerhuelen an déi net einfach op een aneren drécken.

Dem Minister seng éischt Stuf mat der Deelquarantän, déi hat jo Gott sei Dank net laang d'Strooss gehalen, well vill méi e Quatsch wier et wierklech net ginn. Wéi d'Deelquarantän bis opgehuewe war, wat war dat Éischt, wat gemaach ginn ass? Natierlech eng Pressekonferenz! Warscheinlech och mat Livestreaming, well dat ass jo modern. Ech ka just soen: D'Informatiounen - well d'Enseignantë musse jo och nach Schoul halen an d'Direktere ware warscheinlech och net alleguer beim Livestreaming derbäi -, déi ware guer net um Terrain ukomm. Et war also erëm eng Kéier eppes annoncéiert ginn, ouni mat de Leit ofzeschwätzen.

Ech soen lech e Beispill: Owes schreift e Schüler an engem WhatsApp-Grupp - well déi Klassen hu jo schonn alleguer WhatsApp -, hie wär positiv. Hien hat probéiert, un e Regent ze kommen. Et hat dunn net geklappt. Ech fannen, dat ass och net schlëmm. Hien ass doheembliwwen. Den Dag duerno kënnt den Direkter an d'Klass, dee seet dann: „Ben, dir sidd elo an enger Isolatiounsklass. Dir bleift elo vun 8 bis 15 Auer hei sëtzen. Dir haalt är Mask un. An an der Mëttesstonn kritt der eng Frupstut." Ech mengen, mir wieren alleguer net ganz frou, wa mer vun 8 bis 15 Auer misste mat Mask dosëtzen, mee et ass egal. Awer no dräi Auer ass et egal, well da fuere se erëm mam Bus mat deenen aneren heem. Do froen ech mech schonn: Wou ass d'Logik? Well am Bus si se méi no zesummegedruddelt wéi am Klassesall.

Déi éischt Fro, déi ech wierklech hei hunn: D'Regierung huet jo schonn agesinn, datt och Leit sech kënnen an der Schoul ustiechen. Dat war jo virun der Summervakanz net gradesou. Mee wann dës Reegelen esou an der Schoul solle funktionéieren, da kéinten déi jo am Prinzip och iwwerdroe ginn op d'Betriber, déi a Gruppe schaffen. Entweeder et klappt op där enger Plaz, da misst et op där anerer Plaz och klappen. Oder et klappt och net an der Schoul, da soll een et ofschafen.

Ech kann awer och nach soen, wéi gutt den Direkter informéiert war, well den Direkter sot zu de Schüler: „Ma dir kritt am Laf vum Dag ee Mail. Ech weess net, vu wiem der dee Mail kritt. Ech weess och net, wat drasteet. Gitt mir en emol virun!" Esou gutt war also d'Kommunikatioun mam Terrain! Erëm eng Kéier ee Beispill, wéi onméiglech virbereet dat Ganzt war.

(Interruption)

Ech kann lech och nach soen, datt een aneren Direkter gesot huet: „Wësst Dir, wou ech mierken, wann eng Klass a Quarantän ass? Dat mierken ech eréischt, wann ech wëll an d'Klass goen an ech sti virun der Dier an et ass kee Schüler méi do." Och dat ass eng Kommunikatioun, wéi se net sollt funktionéieren.

Ech froen also hei wierklech nach eng Kéier: Firwat ass dat Ganzt net am Juli duerchgespillt ginn, mat de Leit um Terrain, an dunn anstänneg preparéiert an och kommunizéiert ginn?

Ech hunn awer nach aner Froen: Wat geschitt zum Beispill mat deene Kanner a Studenten aus deenen Isolatiounsklassen, déi sech net teste loossen? D'Enseignantë wëssen et nämlech net. Ech weess et och net. Ech hoffen, datt d'Ministeren et wëssen.

Wéi onkloer d'Richtlinne si respektiv wat d'Konsequenz dovunner ass, datt de Ministère keng Verantwortung iwwerhëlt, ass an deene leschte Wochen och dacks op Social Media kommentéiert ginn. Do ware Beispiller vum Sportunterrecht, wou deen een no der Schwämm d'Hoer net däerf fönen, déi aner däerfe se fönen. Déi eng däerfe schwamme goen, déi aner däerfen net schwamme goen.

D'Fënsteren an d'Diere mussen opbleiwen - do hate mer souguer eng Powerpoint hei kritt -, soulaang wéi d'Konditiounen et erlaben. Da froen ech: Wéi laang ass dat? An ass et noutwendeg, och wann d'Schüler mat der Mask dosëtzen? Fir mech ass dat net ganz novollzéibar. Wann dat esou wär, da soen ech, da missten hei och d'Fënsteren opstoen, well mir sëtzen hei dee ganzen Dag! Wann et also esou medezinnesch erklärbar ass, datt d'Fënsteren ëmmer mussen op sinn, datt ëmmer muss gelëft ginn, da wannechgelift dee Message iwwerall higinn! Wéi wär et zum Beispill hei? Wéi gesäit et hei mam Loftaustausch aus?

Ech kéint elo weiderfueren, mee ech mengen, dat brauch ech net. Et misst jiddwerengem kloer sinn, datt d'Rentrée, puncto Corona, schlecht virbereet war, an dat obwuel, an dat widderhuelen ech hei nach eng Kéier, d'Madamm Lenert huet dat déi lescht Woch gesot, „den Zenario u sech deen ass, mat deem d'Regierung gerechent huet".

Duerfir nach eemol als Fuerderung: Suergt wannechgelift fir kloer, kohärent an transparent Reegelen an och fir eng kloer, kohärent an transparent Kommunikatioun!

Da wëll ech awer zur Nohaltegkeet vun eisem Educatiounssystem kommen. An aus Zäitgrënn ginn ech hei och just op sechs Punkten an.

Awer deen éischten, deen, fannen ech, ass extreem, extreem wichteg, an dat ass nämlech d'Bildungsschéier tëschent sozial méi schwaachen a méi räiche Familljen. Well zu enger nohalteger Educatioun gehéiert dat, datt déi esou mann wéi méiglech auserneegeet, esou no wéi méiglech beieneekënnt. Dat ass awer bei eis net de Fall! Mir si Spëtzereider hei an deene groussen Ënnerscheeder. An dës Bildungsschéier ass nach méi auserneegaangen opgrond vu Corona.

Mir hate gefrot, fir standardiséiert Tester ze maachen, fir wierklech festzestellen, wou déi eenzel Kanner dru sinn, wou et hapert, a fir da geziilt d'Schwaachstelle bei deenen eenzelne Kanner opzeschaffen. Dat ass net geschitt. Wat ass komm? Eng Summer School. Summer School héiert sech och gutt un. Ech froe mech just: Wéi vill vun de Schüler, déi tatsächlech hätte missen an de Cours d'appui goen, si wierklech dohinnergaangen?

Hei gëtt villes schéigeschwat. Ech hunn déi richteg Zuelen net. Ech hunn et nogefrot an enger Question parlementaire. Ech hunn d'Äntwert nach net kritt. Ech soe just: Hei muss gehandelt ginn. An hei sollen d'Enseignanten déi Moyene kréien, fir geziilt dës Kanner elo nach ze ënnerstëtzen, fir hinnen Nohëllef ze ginn.

Zweete Punkt: De Mangel u Léierpersonal. Trotz Corona däerfe mer dëse Problem net vergiessen. D'Léierpersonal, gutt Léierpersonal ass den A an O vun enger nohalteger Educatioun. Ben, de Premier mengt, hien hätt d'Educatioun gerett, wann hie méi Posten an de Budget setzt. Ech soe just: Sou einfach geet et net! Ee gudden Enseignant kann een net aus dem Stee schloen, ech géif mengen, soss wären der schonns méi do.

An ech widderhuele mech hei: De Beruff muss erëm méi attraktiv ginn! Den administrativen Opwand muss op e Minimum reduzéiert ginn. Dat hu mer schonn, ech mengen, d'lescht Joer waren Debatten hei, dat hu mer gesot, hu mer gefuerdert. Wat ass geschitt? Den Enseignant muss sech kënnen op seng Käraufgab, d'Schoulhalen, konzentréieren. An hie muss gläichzäiteg de Réck gestäipt kréien.

Ben, de Minister, hien huet elo, soulaang wéi en do ass, ganz vill Gremie geschaaft, hien huet ganz vill spezialiséiert Enseignantë geschaaft, déi dann awer zum Deel net méi um Terrain sinn. Mir fuerderen hei vun all dëse Saachen en Evaluatiounsbilan. Well fir eis ass et kloer: Et ass virun allem emol wichteg, genuch a gutt Enseignanten um Terrain beim Schoulhalen ze hunn.

Mäin drëtte Punkt: d'Éischtausbildung. Et bräicht een 350 Enseignantë pro Joer. D'Uni hëlt der nëmmen 80 un. Hei ass de Minister gefuerdert. Virun allem well an der Belsch eng Reform kënnt a well dann do d'Ausbildung net méi onbedéngt op Lëtzebuerg ze iwwerdroen ass.

An ech wéilt och nach iwwert d'Ausbildung u sech diskutéieren, mee dat geet net duer mat der Zäit. Mee mir haten awer d'lescht Joer hei eng Motioun deposéiert, an déi Motioun war och ugeholl ginn, Här President, wou mer gefrot hunn, fir eng Analys ze maache vun der besteeënder Ausbildung a fir méiglech Adaptatiounen ze proposéieren. Ech hunn nach näischt héieren an och nach näischt gesi vun där Analys a vun deenen Adaptatiounen, déi solle proposéiert gi sinn.

Här President, wann dat nach net geschitt ass, da kéint Der vläicht d'Regierung nach eng Kéier drun erënneren, datt, wann eng Motioun hei ugeholl gëtt, dann d'Regierung och eppes misst liwweren.

Da kommen ech bei mäi véierte Punkt: d'Digitalisatioun. Extreem wichteg. Gëtt scho gefërdert an de Schoulen. Et geet awer net duer. Mir brauchen hei ee kohärente Konzept. Wierklech ee Konzept vun der Grondschoul bis op d'Première, mat engem klore roude Fuedem.

De fënnefte Punkt: Dialog/Kommunikatioun. An hei si wierklech déi zwee Stéchwierder, déi sech wéi e roude Fuedem duerch d'Educatiounspolitik zéien. Awer zwar nëmmen esou, datt se net funktionéieren! Kommunikatioun an Dialog funktionéieren net mam Terrain, an dat ass extreem, extreem schlecht, virun allem an dësem wichtege Beräich!

An dann, sechstens: Nohaltegkeet beim Léieren. Nohaltegt Léieren heescht u sech, dat ass zwar en dommen Ausdrock, mee dat heescht awer Léiere fir d'Liewen an net fir déi nächst Prüfung. An duerfir heescht et och, datt ee muss mat Verstand léieren. An duerfir muss een och d'Methodik esou upassen, datt ee muss mat Verstand léieren! Well et muss een dat, wat ee léiert, kënnen uwenden. Et muss ee kënne Problemer erkennen a Problemer léisen domadder. Et muss ee kënne kreativ domadder ëmgoen. Well mir brauchen u sech innovativ, kreativ Leit an eiser Gesellschaft fir eis Industrie, fir eis Betriber vu muer. Et muss ee léieren, Verantwortung ze iwwerhuelen.

A fir dat fäerdegzebréngen, brauch een, nieft engem gudden Allgemengwëssen, wierklech vill Kompetenzen. An déi kann ee just duerch déi gëeegent Methodik an der Schoul förderen. Mir brauche méi fächeriwwergräifend Schaffen. Mir brauchen aner Evaluatiounsmethoden. Mir brauchen eng Léierplangentrümpelung. Mir brauche Programmupassungen an esou weider. An dëst ass ee grousse

Chantier, dee muss ugepaakt ginn. Ech weess, dat ass méi schwéier, wéi Gremie schafen, mee et ass awer dee Chantier, deen extreem wichteg ass fir d'Nohaltegkeet vum Léieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Nohaltegkeet heescht natierlech och déi ekologesch Sail: Klima an Ëmwelt. D'Ziler si gesat. De Premier huet se gëschter nach eemol widderholl. No laangem Hin an Hier ass jo d'lescht Joer de Klimaplang dann och op …, oder dëst Joer war et, op Bréissel gaangen. Et ass mëttlerweil och e Klimagesetz do. Awer et ass nach ëmmer net kloer, wéi déi gesaten Ziler konkreet sollen erreecht ginn. En däitlechen, novollzéibare Wee ass net direkt ze erkennen. Et ass awer dat, wat mer bräichten.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Ech verstinn dat net!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An dann, Här President, d'EU fuerdert nach méi Asaz. Et wär interessant ze wëssen, wat d'Regierung dozou seet an och wéi d'Regierung wëlles huet, do an d'Verhandlunge mam EU-Parlament ze goen.

D'lescht Joer hate mer hei zweemol en Ulaf geholl, fir d'Regierung dozou ze drängen, datt se sech selwer géif Gedanke maachen: Wéi kréien ech de Staatsapparat klimaneutral? Mir haten eng Motioun, wou mer fir 2040 gefrot hunn, datt se solle konkreet Mesuren oplëschten, wéi een dat kéint erreechen. Ben, déi war ofgeleent ginn. Dunn hu mer gemengt, d'Zil wär net ambitiéis genuch. Dunn hate mer als neien Datum 2030 gesat. Och déi ass ofgeleent ginn. Déi ass vu Rout, Blo an awer och vu Gréng refuséiert ginn! Do denken ech dann erëm un dem Gilles seng Ausso, „groussen Ënnerscheed ëmmer tëschent Usproch a Wierklechkeet". Also wann ee sech Ziler setzt, da soll och de Staat probéieren, mam gudde Beispill virzegoen. An da misst och de Staat et fäerdegbréngen, e konkreete Plang opzestelle mat Moossnamen, wéi en dohinnerkënnt.

Tatsaach ass, an dat och wärend der Coronakris: Mir mussen de Klimawandel an de Grëff kréien. An och beim Klima geet et drëm, fir eise Wirtschaftswuesstum esou ëmzetässelen, datt mer u sech eisen Energie- an awer och eise Ressourcëverbrauch däitlech reduzéieren an awer gläichzäiteg d'Liewensqualitéit vun de Leit grouss maachen.

An zu gudder Lescht däerf dat Ganzt net op d'Käschte vun den nächste Generatioune goen. An dat heescht jo, nohalteg ginn. A wann ech dem Marco Schank seng Wierder huelen, dee sot: „Mir kréien eng Klimapolitik, Klimaschutz just an der Realitéit ëmgesat, wa mer wierklech d'Leit alleguer mat an d'Klimaboot kréien a wann et eng positiv Politik ass a keng Verbuetspolitik, keng elitär, keng besserwësseresch Klimapolitik." An de Marco huet Recht! Och wann en elo net dosëtzt.

An dann hu mer d'Diskussioun iwwert d'CO_2-Bepräisung. De Claude huet et schonns an der Diskussioun zum Klimaplang gesot. Mir soe Jo zu enger CO_2-Bepräisung. Mir hu just dräi Konditiounen:

Mir brauchen eng kloer Zilsetzung: Wat soll et bréngen? Net nëmmen einfach méi Suen an d'Keess.

Zweetens: Et muss mat eisem Steiersystem ofgestëmmt sinn. Et kann net einfach esou eng zousätzlech Steier sinn.

A mir brauchen e sozialen Ausgläich.

Hei gëtt elo vun engem Crédit d'impôt geschwat. An d'Allocation de vie chère gëtt ëm 10 % gehéicht. Dat ass u sech gutt a Coronazäiten, mee et ass awer keen Ausgläich vun dëser Steier.

Une voix.- Ma dach!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Well wann ee kuckt, wien dës Steier jo awer betrëfft virun allem, sinn et awer déi Leit, déi am ländleche Raum wunnen, déi Leit, déi vläicht mussen op Schichte schaffe goen, déi Leit, déi elo nach en Diesel- oder e Bensinnsauto hunn. Et ka jo aus Ressourcëgrënn och net d'Zil sinn, datt mer déi elo alleguer verschrotten. Dat heescht, déi Leit, déi vill Kilometere musse fueren, sinn awer déi, déi hei u sech bestrooft ginn. An et ass kee sozialen Ausgläich fir déi doten.

Une voix.- Dach!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Bräichte mer awer fir déi doten.

La même voix.- Falsch!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et däerf net zu neie sozialen Ongerechtegkeete kommen!

Mir mussen d'CO_2-Emissioune konsequent reduzéieren, jo! De Weltklimarot ass och ganz formell dobäi. An hie seet, fir d'Paräisser Ziler ze erreechen, zwou Saachen. Hie seet éischtens, d'CO_2-Emissioune staark reduzéieren, mee e seet awer och, an dat muss ee sech wierklech eng Kéier duerch de Kapp goe loossen, hie seet: „Dat geet net méi duer! Eleng duerch d'Reduzéiere vun CO_2-Ofgasen oder vun Treibgase kréie mer déi Ziler ni erreecht." An duerfir seet en och: „Zweetens brauche mer nieft de konventionelle Klimaschutzmoossnamen" - an ech betounen, dat mussen déi wichtegst sinn! -, „mee brauche mer och onkonventioneller, wéi zum Beispill d'Entnam vum CO_2 aus der Atmosphär." Si soen, a mir waren och, ech mengen d'lescht Joer, an engem Klimainstitut zu Potsdam, déi hunn eis dat och gesot: „Nëmme wa mer béides maachen, hu mer nach eng Chance, eis Ziler ze erreechen."

Och hei zu Lëtzebuerg musse mer also béides am A behalen a virun allem deen zweeten Deel och bei der Fuerschung pushen an do ënnerstëtzen. Ech ginn elo net hei op den Detail an, mee ech wäert eng Heure d'actualité zu dësem Sujet ufroen, well d'Regierung huet ..., oder zumindest hunn ech hei nach näischt vun der Regierung an dësem Beräich héieren.

Dann, Här President, kommen ech bei d'Landwirtschaft. Och hei hu mer an der Kris erkannt, wéi wichteg datt se ass, wéi systeemrelevant datt se ass. Si ass wichteg am Sënn vum Klimaschutz, mee si ass awer och wichteg am Sënn vun der Produktioun vu gesonde Liewensmëttel, well Liewensmëttelsécherheet ass fir eis all extreem wichteg. Dir kënnt Iech nach drun erënneren, wéi d'Leit am Ufank, oder wéi de Confinement nach net do war, wéi se geduecht hunn, e kéim geschwënn, wéi se d'Hamsterkeef gemaach hunn. Ech soen Iech: D'Leit hate Recht. Net wéinst den Hamsterkeef, mee wéinst der Bedeitung vun der Liewensmëttelproduktioun. An duerfir ass et extreem wichteg, datt mer hei zu Lëtzebuerg eng nohalteg Landwirtschaft, eng nohalteg Liewensmëttelproduktioun, eng nohalteg Liewensmëttelveraarbechtung erhalen, behalen. An dat geet nëmmen, wa se och rentabel ass.

An deem Sënn hate mir d'lescht Joer hei eng Partie Fuerderunge gestallt, och Motiounen ofstëmme gelooss. Eng Partie sinn der souguer ugeholl ginn! Ech weess awer net, wat geschitt ass.

Duerfir eng éischt Fro: Wéi gesäit et aus mat engem gratis Nohaltegkeetscheck, Klimacheck, Monitoring vun de Betriber? D'Motioun war ugeholl ginn. Genau dëst wär wichteg, fir d'Betriber mat op de Wee ze huelen.

Zweetens: Firwat gesäit d'Regierung net vir, fir all d'Investitiounen an d'Ëmwelt, an de Klimaschutz aus dem betribleche Plaffong erauszehuelen an esou den Ureiz ze erhéijen, fir där ze maachen?

Wéi gesäit et mat enger konkreeter Ëmsetzung fir all technesch Moossnam - ech hat gesot, „Big Data auf dem Acker" - aus, fir d'Emissiounen ze reduzéieren? All dës Froe kéinte bei der Upassung vum Agrargesetz gekläert ginn. An duerfir soen ech hei am Numm vun der CSV ganz kloer: Mir brauchen eng anstänneg, nohalteg Upassung vum Agrargesetz an net nëmme Gepiddels.

An zur Nohaltegkeet gehéiert och d'Previsibilitéit. An och do muss ech erëm soen: A puncto Klimaschutz ass keng Previsibilitéit do fir d'Landwirtschaft. D'Baueren, d'Landwirtschaft, dee ganze Secteur weess net, wat d'Regierung wëlles huet, fir déi Ziler ze erreechen. Dat ass Gëft fir e Betrib. E Betrib muss plangen. Also mussen hei endlech eng Kéier d'Kaarten op den Dësch kommen. A mir hunn och näischt géint déi Assise-agricollen, déi sinn och extreem wichteg. Mee och do wéisste mer emol gären, dat kann net nëmmen eng Poterronn sinn. Do misst jo dann emol all Kéiers e Bilan gezu ginn a gekuckt ginn: Wat sinn d'Konsequenzen, déi festgehale gi sinn? A wat ass och draus geschitt?

Ech erënnere just nach eng Kéier: Waasserdësch. Jiddweree fuerdert méi Geméis. Ech soen et, ech mengen, ech hunn dat och schonns fir d'x-te Kéier gesot, leider hunn d'Jongsozialiste mech nach net ënnerstëtzt, vläicht maache se dat elo: Mir kréie Geméis nëmmen hin, wa mer genuch a bezuelbaart Waasser hu fir dës Leit.

Wann ech Nohaltegkeet a Landwirtschaft soen, da muss ech dee wichtegste Produktiounsfacteur och hei ernimmen. An dat ass de Buedem! De Buedem ass dee wichtegste Produktiounsfacteur. Mee den Drock ass extreem héich drop, duerch eise Wuesstum, duerch d'Spekulatioun an awer och duerch d'Kompensatiounsmoossnamen. An ech erënneren hei just un d'Zone agricole protégée, déi den aktuelle Landwirtschaftsminister mam deemolegen Ëmweltminister, dat heescht de Romain Schneider mam Marco Schank, an d'Liewe geruff hunn. A mir fannen et wierklech extreem schued, datt dat duerch dës Regierung gekippt ginn ass. Mee vläicht mengt de Romain Schneider awer nach, et wär eng gutt Iddi, an e ka sech vläicht duerchsetzen.

Här President, zur Nohaltegkeet vun eiser Natioun gehéiert och d'Nohaltegkeet vun eiser Europapolitik. An dozou gehéiert och d'Nohaltegkeet bei der Finanzéierung. Mir sinn eis vollkomme bewosst, datt Europa och méi Eegemëttel brauch. Eis Positioun bei de leschte Votten heizou war kloer. Et géif mech awer interesséieren, wat d'Regierung respektiv wat d'DP - déi hat jo gemengt, d'CSV hätt net ëmmer déi selwecht Meenung; ech ka just soen: D'DP ass net besser! -, wat d'DP hei fir eng Meenung huet. Well eis Europaparlamentarier, de Christophe Hansen an d'Isabel Wiseler, hu géint eng Finanztransaktiounssteier a géint eng Digitalsteier gestëmmt, well kee Verweis op d'OECD do war. An ouni eenheetlecht Virgoen um Niveau vun der OECD schuede mer extreem eiser Konkurrenzfäegkeet. An déi ass virun allem awer an der Kris wichteg.

Duerfir froen ech hei: Wéi ass d'Positioun vun der Regierung respektiv vun der DP? Well d'Madamm Semedo ass eiser Meenung, huet also Recht an huet géint d'Finanztransaktiounssteier a géint d'Digitaltax gestëmmt, esou wéi se elo virgesinn ass. Den Här Goerens, Här Premier, huet awer derfir gestëmmt! Also froen ech hei: Wat ass d'Positioun vun der Regierung a wat ass d'Positioun vun der DP?

(Interruptions)

An dann - ech waarden dann op eng Äntwert herno - wëll ech awer och nach soen, als CSV hu mer eng CO_2-Importsteier gefrot, fir eis Wirtschaft ze schützen. Dës CO_2-Importsteier soll opgehuewe ginn op Importer, déi am Prinzip ënner weesentlech manner strengen Emissiounsoplage produzéiert gi sinn. An och hei, Här President, wär et wichteg ze héieren, wéi d'Meenung vun der Regierung ass.

Une voix.- Do si mir derfir.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Am November ass déi aussepolitesch Debatt. Duerfir wäert ech elo hei net méi virufuere bei der Europapolitik. Ech wëll awer just nach ee Saz soen, well dat awer an der Kris urgent ass. Eis Grenze mat der Belsch, mat Däitschland, mat Frankräich, déi mussen opbleiwen. Mir kënnen eis et net nach eemol leeschten, datt mer Europa hei zoumaachen. An hei erwaarde mer eis wierklech d'Presenz an déi richteg Prioritéite vum Ausseminister an och vum Här Staatsminister.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premier sot gëschter zum Schluss: „Et ass elo wichteg, nach méi dacks ze verzichten [...]." Op wat solle mer da verzichten? Op d'Tatsaachen, déi hien am Wunnengsbau scho viru Joren annoncéiert hat? Op eng Klimaschutzpolitik, déi hiren Numm verdéngt? Op eng Steierpolitik, déi Land a Leit weiderbréngt? Op all deene Punkten hu mer eis nämlech richtungsweisend Annoncen erwaart. Mee mir verzichten dann emol drop, well Äntwerten, richteg richtungsweisender, krute mer keng.

Une voix.- Oo!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, d'Zukunft ass keng Fatalitéit. Et ass ni eng Fatalitéit. Mee d'Zukunft, eng nohalteg Zukunft ass och keen Automatismus, deen einfach esou kënnt, ouni datt een eppes derfir muss maachen. An duerfir brauche mer elo Leadership an der Politik, keng Politik vum Carpe diem, vu Schéiwieder, mee eng vun der Nohaltegkeet, vum Opweise vu Perspektiven, eng vu Planungssécherheet, eng vu Solutiounen. An egal ob mer elo en Nohaltegkeetsdräieck oder -véiereck hunn, an der Mëtt steet ëmmer de Mënsch, dem Mënsch seng Famill a seng tëschemënschlech Relatiounen. Dat ass essenziell.

An nach eemol, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Als CSV huele mer eis Verantwortung a mir wäerten och weider konstruktiv Proposen erabréngen.

Une voix.- Wou dann?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hoffe just, datt d'Arroganz vun der Muecht net weider dozou féiert, datt dës Propose weiderhin ëmmer nëmmen an der Loft zerrappt ginn. Mir ginn d'Hoffnung, wéi gesot, net op. A virun allem, soen ech awer, däerfen d'Leit hir Hoffnung grad elo an dëser Kris net opginn, well, wéi gesot, d'Zukunft ass keng Fatalitéit, mee et muss een der Zukunft entgéintgoen an net just op si waarden.

An ech soen och do, den Triple-A ass dacks genannt ginn: Triple-A jo, mee mir bräichten och en Triple-N fir Nohaltegkeet an en Triple-M fir Mënschlechkeet. Well wa mer u sech zesumme mat de Leit eng Politik vun der Verantwortung maachen, dann, denken ech, kënne mer zesummen dës Kris packen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Premierminister freet d'Wuert.

6. Ordre du jour

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech hunn eng technesch Fro: Ech hat Iech matgedeelt, dass ech muer Conseil européen zu Bréissel hunn. Ech weess, dass den État de la nation ganz wichteg ass. An dowéinster hunn ech och schonn zu Bréissel Bescheed gesot, dass ech an der Réunion préparatoire an der Mëttesstonn net kann derbäi sinn. Ech kréien elo just, wann ech der Madamm Hansen nogelauschtert hunn, matgedeelt, dass nach op d'mannst dräi Riedner vun der CSV muer schwätzen.

(Brouhaha)

Kënne mir haut den Owend net méi laang siegéieren, Här President, fir dass ech awer muer kann zu Bréissel onst Land vertrieden an och déi Aarbecht maachen, fir déi Sujeten, déi do sinn, déi wichteg sinn, och kënnen ze vertrieden? Ech mengen, dass et wichteg wier, dass mer haut den Owend dann net just siwe Riedner hunn, wann et der muer op d'mannst - op d'mannst! - nach eng Kéier sou vill sinn. Ausser ech hunn d'Garantie ...

Ech wëll muer, aus Respekt vis-à-vis vun der Chamber, nämlech och kënnen äntweren op déi Positiounen, déi geholl gi sinn. An ech mengen, dowéinster wier et vläicht besser, dass et haut den Owend da méi laang géif goen, wéi muer net an de Conseil ze goen.

Ech weess, dass d'Madamm Hansen gesot huet, dass den État de la nation méi wichteg wär wéi de Conseil européen an der Conférence des Présidents. Fir mech kann et awer net sinn, dass een, och wann den Owend dann deen een oder deen anere vläicht en Engagement huet, dann op eng Kéier alles ofbrécht. Ech mengen, an der Dignitéit vun der Aarbecht, déi mer hunn, Här President, wier et opportun, dass et vläicht haut den Owend méi laang geet a mer sécher d'Garantie hunn, dass muer onst Land och zu Bréissel ka vertruede sinn, wann do och e wichtegen Agenda um Ordre du jour steet fir onst Land.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Premierminister. D'Madamm Hansen freet direkt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Mir haten an der Conférence des Présidents dat hei genau sou festgehal. Mir hunn och gesot gehat, well den Här President hat eis virgewarnt, datt Dir misst op Bréissel goen, do hu mir just gesot: „Mee Dir hutt den Datum festgehal vum État de la nation, vun dëser Debatt!" Mir hate se jo och schonn am Juli gefrot. Mir hu se net festgeluecht. A mir hunn ofgemaach, dass mir déi éischt Riedner elo fäerdeg maachen, a mir fänken da muer de Moien un. Mir hunn och duerfir elo schonn extra um hallwer Zwou ugefaangen. Mir fänke muer de Moien och extra um 8 Auer un. Fir eis, zumindest fir eis Spriecher, ass et elo net esou, mir wäerten elo net den Owend nach mat engem zweeten ufänken.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech huelen dat zur Kenntnis, Här President, dass et méi wichteg ass, op der Tëlee ze sinn, wéi zu Bréissel present ze sinn.

Plusieurs voix.- O!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir hutt de Planning festgehal!

(Brouhaha)

Dir hutt de Planning ...

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech sinn hei direkt ugeschwat ginn. An ech fannen dat do definitiv eng richteg Frechheet!

Mir kéinten ...

(Brouhaha)

Mir ginn den Owend bei RTL. Mee onofhängeg dovunner hätte mir gesot: Nee! D'Riedner kënne schwätzen, och wann ech net hei sinn. Mee onofhängeg dovunner wëlle mir an hu mir festgehal, dass mir ee Riedner duerchhuele bei all Fraktioun, bei all Sensibilité politique, a mir wäerten eis dorunner halen!

A wéi gesot, ech widderhuelen et nach eng Kéier: Mir hunn et an der Conférence des Présidents esou gesot a mir hunn och do festgehal, datt Dir den Datum festgehal hutt vun dësen Debatten, an deen hätt Dir jo och kënnen am Virfeld änneren!

Une voix.- Gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Mir wäerte mol probéieren, wéi wäit datt mer haut kommen. An da gesi mer am Laf vum Dag weider. An ech géif elo d'Wuert ginn un den honorabelen Här Baum.

(Brouhaha)

Den Här Baum huet d'Wuert.

7. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

Débat (suite)

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss Iech éierlech soen - dat

wäert lech awer net iwwerraschen -, dass ech erstaunt sinn a mech wonneren iwwer verschidden Aussoen, déi elo grad hei vun de Kolleege vun der CSV gemaach gi sinn, mat deenen ech natierlech net averstane sinn. An ech profitéieren elo vun der Geleeënheet, fir dorobber ze reagéieren, well et si virun allem d'Vertrieder vun enger Partei, déi säit Wochen an Deeg net fäerdeg ginn, quasi ëmmer dee selwechte Message an de Mikro ze ginn, an zwar soe se, dass dës Regierung géif vill ze vill Scholde maachen an dass mer d'Staatsfinanzen net am Grëff hätten.

An de President vun där Partei ...

(Brouhaha)

De President vun där Partei huet d'Regierungsaarbecht souguer als Larifari-Politik bezeechent!

Jo, et stëmmt, ...

(Brouhaha)

... mir hu Scholde gemaach. Mir hu Scholde gemaach!

(Brouhaha)

Maacht lech keng Suergen. Maacht lech keng Suergen dohannen am Eck!

Une voix.- Loosst den Här Baum schwätzen.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Maacht lech keng Suergen. Mir hu Scholde gemaach. An ech géif de Vertrieder vu genau där doter Partei e puer Froe stellen: Hätt d'CSV net mat alle Mëttelen derfir gesuergt, dass d'Leit hir Aarbechtsplaz behalen an net an de Chômage falen?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Hätt d'CSV net mat alle Mëttelen derfir gesuergt, dass eis Betriber iwwerliewen an net an d'Faillite falen?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Hätt d'CSV net mat alle Mëttelen derfir gesuergt, dass dat soziaalt Netz nach méi enk gestréckt gëtt, fir grad deenen ze hëllefen, déi et am battersten néideg hunn?

An ass et fir d'CSV Larifari-Politik, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat do hu mer net gesot!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... wa mer haut scho Weiche stellen, wa mer haut scho Weiche stelle fir e bessert Lëtzebuerg, andeems mer Joer fir Joer Rekordzommen an eis Infrastrukturen investéieren?

Duerfir froen ech lech: Sot de Leit dobausse kloer an däitlech, wat Der anescht gemaach hätt! Mir stinn op alle Fall zu all deene Mesuren, déi mer geholl hunn, zu all deem, wat bis elo geleescht ginn ass, fir dës Kris ze iwwerstoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, zanter dem Zweete Weltkrich ...

(Brouhaha)

... hu mir hei zu Lëtzebuerg keng esou eng Kris méi matgemaach, wéi mer se grad erliewen. Fir an esou enger Zäit eng Regierung ze kritiséieren, well se Scholde mécht, fir Aarbechtsplazen ze retten, fir d'Ekonomie erëm unzekuerbelen a fir de Mënschen a sanitärer a sozialer Nout ze hëllefen, dat ass Äert demokratescht Recht.

Mee fir et nach eng Kéier kloer ze soen: Dës Kris ass net eriwwer! An de Virus wäert och net iwwer Nuecht verschwannen. An d'Auswierkunge vun där Pandemie op eis Ekonomie, déi hu grad eréischt ugefaangen, a mir si grad eréischt amgaangen, déi ganz Auswierkunge kënnen anzeschätzen.

De Coronavirus stoung net am Koalitiounsaccord. D'Pandemie an hir Repercussiounen, déi huet kee virausgesinn, keen heibannen an, ech mengen, och keen am Rescht vun der Welt. Covid-19 huet all Land kal erwëscht. Mee déi eng si mat der Situatioun besser eens gi wéi déi aner. An och wa mer matzen dra sinn an d'Kris net eriwwer ass, mengen ech, dass mer kënnen en Tëschebilan zéien. An ech mengen, dass mer zu Lëtzebuerg souwuel an der Lutte géint déi sanitär Kris wéi och an der Lutte géint déi ekonomesch Kris als Musterschüler kënnen dohigestallt ginn.

Kee Land op der Welt test esou vill wéi Lëtzebuerg. An duerch de Large-Scale-Testing si mir absolutte Virreider am fréien Detektéieren, besonnesch bei asymptomatesche Coronaerkrankungen. An elo kënnen nach esou vill Länner eis wéinst eisen Efforten op rout Lëschte setzen, dat wäert eis net dervunner ofhalen, dat ze maachen, fir esou vill Leit wéi méiglech ze testen, well nëmmen esou kënne mir onkontrolléierbar Infektiounsketten duerchbriechen a Mënscheliewe retten.

Jo, de Large-Scale-Testing kascht och Suen, dee wäert 95 Milliounen Euro kaschte bis de Mäerz 2021. Mee ech froen nach eng Kéier hei an d'Ronn: Wien hätt dat refuséiert, fir déi Suen ze investéieren an doduerch Mënscheliewen op d'Spill ze setzen?

Nieft dem Large-Scale-Testing hu mer och d'Réserve sanitaire massiv verstäerkt mat 1.500 Reservisten, déi sech aus Dokteren, Infirmièren, Kinéen, Podologen, Osteopaten, Psychiateren, Apdikter an och Medezinnstudenten zesummesetzen.

Nom Confinement huet d'Regierung séier reagéiert an EU-wäit den ëmfangräichste Stabiliséierungsprogramm fir d'Wirtschaft op d'Bee gestallt. Iwwer 10 Milliarden Euro goufen deblockéiert. A jo, si goufen och zum Deel iwwer Scholde finanzéiert. An ech kommen dann nach eng Kéier zréck op deen Apel fir den Duuscht, dee meng Virriednerin virdrun ernimmt huet. Abee, wa mir en Apel fir den Duuscht gehat hätte vun iwwer 10 Milliarden an eise Keesen, da géif ech nawell ganz gäre wëssen, wou d'CSV an deene leschte siwe Joer, wou si net an der Regierung war, gespuert hätt, fir déi 10 Milliarden hei zesummenzebréngen.

Et ass gesot ginn, et wär näischt do gewiescht. Dat ass falsch. 2018 ware Reserven do. 2019 ware Reserven do. An ech däerf d'CSV un déi dräi Amendementer erënneren, déi se am Kader vum Budget d'lescht Joer presentéiert huet, déi hätte Milliounen a Millioune kascht. An déi géifen eis haut och nach weider feelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Eleng 870 Millioune si bis elo an de Chômage partiel gefloss, dee batter néideg war, fir Dausenden Aarbechtsplazen ze retten.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ma och de Betriber an den Independanten hu mer séier ënnert d'Äerm gegraff mat Hëllefe vun 200 Milliounen Euro.

De Stabiliséierungsprogramm war awer just en éischte Pak, fir eis Ekonomie erëm unzekuerbelen. A mam Plan de relance „Neistart Lëtzebuerg" hu mer nach eng Kéier ronn 800 Milliounen Euro virgesinn, fir d'Leit an der Aarbecht ze halen, fir de lokale Commerce, den Tourismus an déi lokal Gastronomie ze ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A Krisenzäite leide virun allem déi ënnert den negative Konsequenzen, deenen et scho virdrun net ganz gutt gaangen ass. An duerfir huet d'Regierung alles gemaach, fir dat soziaalt Netz nach méi enk ze spanen. „Mir loosse keen am Ree stoen!", huet de Premier Xavier Bettel am Ufank vun der Kris versprach. An en huet Wuert gehalen. Mir hunn d'Allocation de vie chère fir dëst Joer verduebelt. Mir hunn d'Loyere bis un d'Enn vum Joer agefruer a mir hunn de CEDIES fir d'Studenten erweidert.

Mir hunn och derfir gesuergt, dass keen an dëse schwéieren Zäite muss tëschent sengem Beruff a senger Famill wielen. A mir hu massiv investéiert an de Congé pour raisons familiales a mir hunn de Congé pour soutien familial agefouert.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wëllt d'CSV de Leit soen, dass si dës Mesuren net ëmgesat hätten, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir hunn déi jo ënnerstëtzt!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... well mir zu dësem Moment schonn ze vill Scholden hunn?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech mengen, Dir hutt net nogelauschtert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech hunn lech ganz gutt nogelauschtert!

Ech kommen nach, maacht lech keng Suergen, ech kommen nach op lech zréck.

(Brouhaha)

D'Kris huet ...

(Interruption)

Jojo, ech freeë mech drop!

D'Kris huet och besonnesch déi Jonk getraff, déi dëst Joer hir Formatioun an hire Studium ofgeschloss hunn. An dësen onsécheren Zäiten zécke vill Betriber, fir nei Leit anzestellen. D'Regierung ënnerstëtzt déi Jonk mat enger ganzer Rei Mesuren, fir dass si dës Zäit esou gutt wéi méiglech iwwerbrécke kënnen. Esou gouf zum Beispill de Stage de professionnalisation temporaire och op déi ënner 30-Järeg ausgebaut, de Contrat de réinsertion emploi fir déi 30- bis 45-Järeg opgemaach an de Staat rembourséiert hei d'Part patronale.

Mir hunn och alles derfir gemaach, dass déi Jonk och dëst Joer kënnen eng Léierplaz fannen, ënner anerem mat enger Prime unique fir d'Betriber mat Ausbildungsplazen. De Bildungsminister Claude Meisch huet iwwerdeems den Diplom + agefouert. An d'Zil vun där Formatioun ass et, fir jonke Leit eng Perspektiv um Aarbechtsmaart respektiv e Studium unzebidden. Mat enger Première aus dem Classique, aus dem General oder enger Formation du technicien kann ee sech vu Mëtt Oktober u weiderbilde loossen.

Fir d'DP ass a bleift et eng absolutt Prioritéit, dass eis jonk Leit déi beschtméiglech Qualifikatioun kréien, fir gutt an hiert Beruffsliewe starten ze kënnen. A mat der Initiativ Future Skills maache mir, dass all Demandeur d'emploi mat enger zilgeriichter Formatioun an engem praktesche Stage vu sechs Méint seng Kompetenze stäerken an nei Kompetenzen entwéckele kann. A fir dass déi Schüler, déi souwisou scho schoulesch Problemer hunn a mat deene kämpfen, duerch d'Pandemie net nach méi hannendra geroden, huet den Educatiounsminister virun der Rentrée gratis Nohëllefsstonnen ugebueden.

(Brouhaha)

Une voix.- Sch!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo just déi Mesuren opgezielt, déi an de leschte Wochen a Méint am Kader vun der Coronapandemie ëmgesat gi sinn. Mee selbstverständlech sti mir och weiderhin zu där Politik, déi mir an deene Jore virum Virus gemaach hunn. Mir stinn zu eise Rekordinvestitiounen, déi mir an deene leschte Joren an eis Infrastrukture gestach hunn. Mir stinn zu eiser Sozialpolitik, mat där mir ville Leit an Nout déi néideg Ënnerstëtzung kënne ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir stinn zu eiser Familljepolitik, mat där mir et de Leit erméiglechen, hire Beruff an hir Famill besser ënner een Hutt ze kréien, a mir stinn zu eiser Educatiounspolitik, mat där mir deene Jéngste vun Ufank un déi bescht Startchancë ginn, fir an d'Liewen eranzekommen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A jo, dës Politik huet Sue kascht an deene leschte Joren, an dozou sti mir. Mir stinn derzou, dass mer an d'Mënschen zu Lëtzebuerg investéiert hunn. Mir stinn derzou, dass mer Dag fir Dag an d'Liewensqualitéit investéieren, a mir wäerten eis sécher net fir dës Mesuren entschëllegen!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A jiddwereen, deen d'Regierungsaarbecht aus de leschte Joren als Larifari-Politik bezeechent, soll riichteraus soen, wéi eng vun deene Mesuren net ëmgesat hätt a wéi eng Mesuren dass e géif zréckhuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Elo geet et net nëmmen duer, de Mëndchen ze spëtzen, elo gëtt et och Zäit fir ze päifen.

Une voix.- Bravo!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Sot eis kloer an däitlech, ...

(Brouhaha)

Sot eis kloer an däitlech, ob Dir géint d'Erhéijung vum Mindestloun ëm 100 Euro netto sidd an ob Der dergéint sidd, dass déi Leit, déi déi mannste Congésdeeg hunn, e weidere Congésdag derbäi kritt hunn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech weess net, wat dat do mam État de la nation ze dinn huet.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ma ganz vill!

Une voix.- Ma ganz vill.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ma ganz vill huet dat mam État de la nation ze dinn.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Ma ganz vill! Dat ass d'Politik vun der Regierung, ...

M. Gilles Baum *(DP)*.- Also, et kann een awer net ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- ... déi mer hei diskutéieren.

(Brouhaha)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Et kann een net de Parteipresident op de Fernsee ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat heescht, et dréit sech alles ëm d'CSV?

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... schécken an da mengen, déi aner Leit géifen net drop reagéieren.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dir schwätzt eis hei vun der DP an der CSV a mir schwätzen iwwert d'Realitéite vum Land!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Voilà!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dat ass den Ënnerscheed!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Sidd Der géint d'Erhéijung vun der Subvention loyer? Sidd Der géint déi sozial gerecht Steierreform virun allem fir déi Leit mat klengen a mëttlere Revenuen?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wësst Der net, wéi mer gestëmmt hunn?

M. Gilles Baum *(DP)*.- Sidd Der géint dee méi flexibelen a besser bezuelte Congé parental? Et ass eng Steierreform komm, ech weess net, ob Der dat matkritt hutt, am Joer 2017.

Sidd Der dergéint, dass d'Pappen direkt kënnen zéng Deeg no der Gebuert bei hirem Puppelche bleiwen? Sidd Der géint 20 Stonne gratis Kannerbetreiung a géint gratis Schoulbicher?

Une voix.- Jo.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Sidd Der géint den Ausbau vum Tram, géint de Bau vu Contournementen? Sidd Der géint den Ausbau vu Schoulinfrastrukturen? Sidd Der géint de gratis ëffentlechen Transport ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Sidd Dir derfir, fir 100 Millioune fir Join an de Sand ze setzen?

Une voix.- D'DP, d'Dergéint-Partei.

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... an den Ausbau vum Transport am ländleche Raum?

(Brouhaha)

Jo, jo, et gëtt nach ..., ech kommen och nach zu lech, Här Lies, maacht lech keng Suergen.

Wann d'CSV all déi Mesuren, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, als Larifari-Politik bezeechent, da soll se och esou éierlech mat dem Wieler sinn an deem genau soen, wat se no den nächste Wale géif réckgängeg maachen oder wat se net gemaach hätt.

Här President, ech ginn elo just ganz kuerz op d'Situatioun vun der Staatsschold an, well mäi Kolleeg André Bauler, de President vun der Finanzkommissioun, dat wäert méi am Detail beliichten.

Wat mech un der aktueller Situatioun an haaptsächlech un der Diskussioun stéiert, dat ass déi onnéideg Angschtmaacherei an och déi onnéideg Panikmaacherei op Basis vu falschen Zuelen a vu falschen Aussoen.

Ech wëll duerfir ganz kuerz op e Commentaire um 100,7 verweisen. Ech zitéieren: „Et gëtt net gezéckt, fir emol e wéineg un den Zuelen ze dréien, wann d'Situatioun vun de Staatsfinanzen net schlecht genuch ass, fir Panik ze verbreeden."

Ech fannen et scho spektakulär, wann op eemol probéiert gëtt, d'Meritte vum Finanzminister Pierre Gramegna ënnert den Dësch ze kieren. Ëmmerhi war et dës Regierung, déi d'Staatsfinanze sanéiert huet. A wann déi Coronakris net komm wär, an déi huet keen heibanne sech erausgesicht an och keen dobaussen, dann hätte mir d'Budgetsjoer 2020 mat engem décke Plus ofgeschloss.

D'Confiance vun de Ratingagencen a vun de Finanzmäert an eist Land ass esou grouss, dass net nëmmen eisen Triple-A weider garantéiert ass, mee dass mer mëttlerweil souguer kënne Suen zu negativen Zënse léinen. Dir braucht lech just d'Situatioun an eisen Nopeschlänner unzekucke fir ze gesinn, dass d'Situatioun zu Lëtzebuerg, notamment duerch déi exzellent Aarbecht vum Finanzminister Pierre Gramegna, nach ëmmer aussergewéinlech gutt ass, och wann d'Staatsschold klëmmt. Jo, Enn vum Joer wäert d'Staatsschold dach un déi 27,4 % par rapport zum PIB kommen an am Ufank vum Joer louche mer bei 22 %.

Vergläicht een dës Zuele mat Däitschland, engem Land, wat jo awer traditionell als Antischoldeland gëllt, da muss ee feststellen, dass deenen hir Staatsschold am Ufank vum Joer knapps ënner 60 % louch an haut si si bei 75 % vum PIB. A si hunn nach 96 Milliarden nei Scholde fir dat nächst Joer ugekënnegt.

Här President, mir maachen net Scholden, fir Scholden ze maachen. Mir maache Scholden, well mer déi Suen dréngend brauchen, fir Schlëmmeres ze verhënneren. An all Euro, dee mir haut spueren, dee musse mir muer duebel an dräifach zréckbezuelen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ganz richteg!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ënnerhëlt een näischt, da riskéiert een, dass Deeler vun eiser Gesellschaft um Enn als grouss Verléierer vun der sanitärer Kris dostinn. Dat si virop déi Jonk, déi keng berufflech Perspektiven hunn. Et si Leit, déi hir Aarbecht verléieren a vun haut op muer ëm hir Existenz musse fäerten. An et betrëfft an éischter Linn déi sozial méi schwaach gestallte Leit, déi scho Krämpes hunn, um Enn vum Mount déi zwee Enner zesummenzekréien.

A genau dat, genau dat, Kolleeginnen a Kolleegen, däerfe mer net zouloossen. Mir däerfen de sozialen Zesummenhalt hei am Land an hei an eiser Gesellschaft net op d'Spill setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dat kënne mir eis net erlaben, a scho guer net an Zäiten, wou et op jiddwereen ukënnt, fir dës Kris ze bewältegen. An et kann een der Regierung net oft genuch Merci soen, dass si vun Ufank un derfir gesuergt huet, fir déi sozial Konsequenze vun dëser Kris, esou gutt wéi et geet, ofzefiederen, fir dass d'Leit kënnen an engem Aarbechtsverhältnis bleiwen an dass se net den Teppech ënnert de Féiss ewechgezu kréien.

Jo, dat huet Sue kascht, mee dat war noutwendeg! D'Striewen no sozialer Gerechtegkeet ass awer net eng Begleeterscheinung eleng vun der Coronakris. Nee, scho laang virdrun hat dës Regierung sech déi sozial Gerechtegkeet op de Fändel geschriwwen. An ech hu virdrun eenzel Mesuren opgezielt. An dës Regierung brauch sech wierklech net ze verstoppen, wann et ëm all déi Moossname geet, déi geholl gi sinn, fir dat soziaalt Opfänknetz nach méi enk ze strécken. E Bléck an de Koalitiounsaccord geet duer fir ze gesinn, dass d'Regierung an deem Beräich nach weider wëllt noleeën. An déi sozial Gerechtegkeet wäert sech och weider wéi e bloe Fuedem duerch d'Regierungspolitik zéien.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, de leschte Samschdeg war de Weltdag vun der mentaler Gesondheet. Et ass en Dag, wou et drëms geet, fir d'Leit ze sensibiliséieren an de Stigma vu psychesche Krankheeten a Problemer ze bekämpfen. Dës wichteg Aktioun huet dëst Joer un neier Bedeitung gewonnen. D'Coronakris huet nämlech aussergewéinlech Moossname vun eis verlaangt, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren. Mir hunn eis musse physesch vuneneen distanzéieren, fir eis Matmënschen ze schützen. Dat huet bis haut en déifgräifenden Impakt op eis sozial Kontakter an op eisen Ëmgang ënnerteneen.

Vill Erwuessener a Kanner kämpfen elo net nëmme géint de Virus, mee si kämpfen och mat hiren Ängschten, hirer Veronsécherung an hiren Zweifel. D'mental Gesondheet muss eis an den nächste Méint eng gesondheetlech Prioritéit sinn. Mir mussen den Tabu briechen an och d'mental Gesondheet vun eiser Gesellschaft offen uschwätzen an thematiséieren.

Ech sinn och der Meenung, dass d'Fro vun der sozialer Gerechtegkeet e permanenten Theema am politeschen Debat muss sinn. A wann et nëmmen ass fir ze iwwerpréiwen, ob all déi Mesuren, déi mer geholl hunn, nach ugepasst an zilféierend sinn.

A vläicht war ech aus deem Grond manner iwwerrascht wéi vläicht verschidden anerer, wéi ech iwwert de Summer eng Pushnoriicht kritt hunn, wou de President vun der CSV sech bekannt huet zur Verméigenssteier an zur Ierfschaftssteier.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech muss soen, ech fannen dat absolutt ...

(Brouhaha)

Ech fannen dat absolutt ...

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

Nee, mir brauchen eis net mat eis selwer ze beschäftegen, mir halen zesummen, Madamm Hetto. Mir brauchen eis net mat eis selwer ze beschäftegen. Ech wëll lech soen: Ech fannen et absolutt legitimm, dass e Politiker seng Iddien a seng Usichten op den Dësch leet! Dat fërdert de politeschen Debat a soll an enger Demokratie och dat Normaalst vun der Welt sinn.

Wann een als President vun der CSV fir d'Aféierung vun enger Verméigenssteier ass, da soll een dat och soen!

(Brouhaha)

Wann een och nach fir d'Ierfschaftssteier an éischter Linn ass, an direkter Linn, da soll een dat och kënne soen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech mengen, ech hunn lech d'Meenung vun der CSV gesot.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech muss lech awer soen, dass ech ëmsou méi iwwerrascht war, wéi ech e puer Stonnen drop déi zweet Noriicht op mengem Handy gelies hunn, an ech hu mech gefrot, wéi déi gréisste Vollekspartei hir Positioun esou séier kann änneren, ëm 180 Grad. Mëttes derfir an am spéiden Nomëtten dergéint. Ech mengen awer op alle Fall, dass d'Leit d'Recht hunn ze wëssen, firwat ee steet, a grad an dësen Zäiten. An d'Madamm Hansen huet eis virdrun hei gesot, firwat dass si steet. Ma ech waarden dann elo op déi drëtt Pushnoriicht op mengem Handy.

(Interruption)

Ech kann lech awer am Numm vu menger Partei, am Numm vun der Demokratescher Partei, kloer an däitlech soen, dass et mat der DP weeder wäert zur Aféierung vun enger Verméigenssteier nach zur Aféierung vun enger Ierfschaftssteier an direkter Linn kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dat sinn an dësem Moment ...

(Brouhaha)

Dat sinn am Moment déi falsch Instrumenter, fir d'Ekonomie ze relancéieren. Nei Steiererhéijungen, dat wär Gëft fir eis Wirtschaft! De Premier huet dat gëschter gesot. An d'Regierung huet et ënnerstrach. A virun allem riskéiert een ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech si frou, dass der eis Meenung ënnerstëtzt.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Virun allem riskéiert ee mat enger ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir hutt eis awer nach net gesot, wéi et mat der Transaktiounssteier ass bei lech.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ëmmer cool bleiwen, Madamm Hansen, ëmmer cool bleiwen!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech wollt just Froe stellen!

(Brouhaha)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Virun allem riskéiert een, ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat war op alle Fall eng cool Äntwert!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... mat enger Ierfschaftssteier an direkter Linn net déi ze treffen, déi een eigentlech viséiert.

(Brouhaha et interruptions)

Dat wär jo, ...

Majo eis och!

(Interruption)

Dat wär jo anscheinend net d'Bomi, déi hire Kanner eppes iwwerloosse wëllt, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Probéiert net ofzelenken.

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... mee dat wieren déi richteg Déck. Ma ech kann lech soen: Wann d'Bomi an de 60er Joren en Haus op der Cap gebaut huet an ofbezuelt huet, ech kennen do Leit, dann ass si haut eng Millionärin. Jo, si ass Millionärin. Et stellt sech just wierklech d'Fro, wéi een de Räichtum da kann definéiere respektiv wéi héich den Abattement misst sinn, fir ze ënnerscheeden tëschent deenen Décken an deene manner Décken.

Wéi gesot, fir d'DP kënnt et net a Fro, fir zu dësem Zäitpunkt nei Steiererhéijungen anzeféieren, fir d'Staatskeesen ze fëllen, weeder fir d'Betriber nach fir d'Privatleit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- D'DP steet par contre nach ëmmer zu hirem Verspriechen, fir eise Steiersystem zu Lëtzebuerg méi modern ze maachen. An elo, wou mer nach laang net dat definitiivt Ausmooss vun de Wirtschaftsschied kennen, ass et an eisen Ae mat Sécherheet net dee richtege Moment, fir vun enger grousser Steierreform ze schwätzen. An ech brauch lech net ze verstoppen, dass duerch d'Coronakris den Handlungsspillraum vill, vill, vill méi kleng ginn ass.

Mir bleiwen awer derbäi, dass mir e Steiersystem brauchen, dee kee wéinst sengem Liewensmodell benodeelegt. Et muss dem Staat egal sinn, ob ee bestuet ass, gescheet, gepacst, alengerzéiend, Wittmann oder Wittfra. Als DP sti mir och weiderhin zu deem Prinzip. An ech begréissen d'Annoncen, déi de Premier gëschter an de Finanzminister haut gemaach hunn, fir méi Steiergerechtegkeet.

Sou wéi et am Regierungsaccord festgehale ginn ass, ginn éischtens d'FISen, déi ominéis Fonds d'investissement spécialisés, reforméiert, fir d'Deriven am Wunnengsbau ofzeschafen. Zweetens gëtt och de Regimm vun de Stockoptions an de Warranten auslafe gelooss. Dozou e puer Remarken.

D'Stockoptions goufen 2002 agefouert a si ware geduecht, fir den Entreprisen en Outil ze ginn, fir Talenter op Lëtzebuerg unzezéien. Déi avantagéis Besteierung vun de Stockoptions huet de System attraktiv gemaach. Well et awer hei zu enger ganzer Rei Abuse komm ass, gesäit de Koalitiounsaccord vir, dass se sollen ofgeschaaft ginn. Mir zéien elo eng Noutbrems bei engem System, deen am Laf vun der Zäit ëmmer méi mëssbraucht ginn ass.

Als DP si mer der Meenung, dass de Standuert Lëtzebuerg muss attraktiv bleiwen, fir Talenter, fir Kompetenzen, fir Knowhow, fir Startuppen, fir Kaderen a fir Manager heihinner unzezéien. Dat war jo och u sech de Kärgedanken, wéi d'Stockoptions agefouert gi sinn. A mir däerfen net vergiessen, dass mir dës Leit alleguer brauchen an eiser Wirtschaft, Leit, déi mat hirer Firma heihinner kommen an Aarbechtsplaze schafen, an déi Leit kommen net nëmme wéinst dem schéine Wieder.

Duerfir ass et gutt, dass d'Stockoptions net ersatzlos gestrach ginn, mee duerch e méi gerechte Kader, duerch méi gerecht Mesuren ersat ginn, wéi d'Participatioun um Benefiss am Betrib, an deem ee schafft, wéi et jo de Moien hei erklärt ginn ass.

Ech mengen, ech drénke mol nach eppes.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Coronavirus a säi wirtschaftlechen Impakt hu wärend de leschte Méint d'Aktualitéit dominéiert. Mee hannert deene groussen Erausfuerderunge verstoppt sech eng vill méi grouss Kris, eng aner Kris, där hir Dimensiounen an hir Auswierkungen nach vill méi gewalteg wäerte si wéi dat, wat mer bis elo erlieft hunn. De Premier huet beim leschten État de la nation vun Urgence an der Lutte géint de Klimawandel geschwat. An engems huet en ënnerstrach, dass et eng absolutt Prioritéit ass vun der Regierung, fir d'Zil vu maximal annerhallwem Grad vum Paräisser Ofkommes ze erfëllen.

Haut, ee Joer méi spéit, huet sech un dësem Zil näischt geännert. Ech hu gesot: Eng aner Kris verstoppt sech hannert der Coronapandemie! Mee dat ass eigentlech net dat richtegt Wuert, well de Klimawandel ass scho laang amgaangen, direkt virun eisen Aen, a jiddweree vun eis erlieft dëse Changement hautno.

2020 war, no 2018 an 2019, erëm en aussergewéinlech dréchent a waarmt Joer. A wärend d'Hëtzt d'Mënschen dobausse geplot huet, huet d'Natur besonnesch mat deenen Dréchenten ze kämpfe gehat. Vläicht ass et lech d'selwecht gaange wéi mir, mee ech hu schonn am Juni festgestallt, wéi dier verschidde Beem an eise Bëscher dobausse waren. Et huet mer op en Neits virun Ae gefouert, wéi staark d'Natur, an dësem Fall eis Bëscher, vun der Äerderwiermung betraff sinn. Dat ass just ee Beispill, dat weist, wéi schlecht dass et eise Bëscher geet. De Borkenkäfer verbreet sech säit Joren ëmmer méi staark, soudass d'Biologe soen, dass d'Fichte keng Zukunft méi a Mëtteleuropa hunn.

An d'Zuele schwätzen och eng ganz kloer Sprooch. Just nach 13 % vum Lëtzebuerger Bësch ginn als gesond ugesinn. Déi grouss Majoritéit vun de Beem si liicht, mëttel oder schwéier beschiedegt. Dat ass en Trend, dee riskéiert, sech an Zukunft zouzespëtzen. An duerfir sollte mir alles maachen, fir nei Beem an nei Hecken unzeplanzen an eis Bëscher erëm mat gesonde Beem opzeforsten.

De Reebësch, dat wësst Der, de Reebësch am Amazonas brennt. A Schwede gëtt et eng Campagne 3 fir 1. Ech schloe vir, fir all déi Beem, déi futti sinn, erauszehaen an dräi neier ze planzen. Déi futtis Beem aus de Bëscher eraushuelen, dräi neier planzen. Dat wär eng konkreet Mesure fir Klimaschutz a fir méi Nohaltegkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Awer eis Bëscher si just ...

Une voix.- Vergiesst se just net ze netzen!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... en Deel vum Bild. An awer gesi mer un hirem Zoustand, dass de Klimawandel näischt Abstraktes wäit ewech an der Zukunft ass. Nee, mir si mattendran.

Elo ass et awer bei Wäitem net esou, wéi wann dës Regierung misst dorunner erënnert ginn, fir konkreet Klimapolitik ze maachen. Mam Klimaplang huet Lëtzebuerg sech ambitiéis Ziler ginn. An och do virdru si scho wichteg Akzenter gesat ginn, fir d'Transitioun zu engem méi nohaltege Gesellschaftsmodell virunzedreiwen, ze beschleunegen.

An trotz allen Erausfuerderungen, déi op eis duerkommen, bitt d'Coronakris fir eis als DP och nei Méiglechkeeten. Mir hunn zum Beispill erlieft, wéi séier sech den Teletravail am Confinement duerchgesat huet. Vill Leit hunn op eemol mussen am Teletravail sinn, a mir hu gesinn, wéi séier dass dat konnt funktionéieren.

D'DP war scho laang dervun iwwerzeegt, dass een oder zwee Deeg Homeoffice d'Woch net nëmme gutt si fir de Klima, mee och fir d'Mobilitéit a fir de lokale Commerce.

Déi effikassten Approche ass per se, fir den onnéidege Stroosseverkéier ze ënnerbannen. An duerfir hätte mer gären e gereegelte Kader fir méi e breet Notze vum Teletravail grad ewéi déi nei néideg Ureizer, dass d'Firme méi dervunner profitéieren.

Och d'Stäerke vu Coworkingstrukturen, virun allem an der Grenzregioun, an eng méi staark Dezentraliséierung vun de Verwaltungen an Entreprisë sinn essenziell fir d'DP. D'Regierung huet och an hirem Relancepak „Neistart Lëtzebuerg" genee déi richteg Decisioune geholl, andeems si d'Ënnerstëtzung fir d'Entreprisë mat nohaltegen Akzenter kombinéiert huet.

Dobäi wëll ech preziséieren: Net nëmmen d'Subventioun fir Vëloen ass gehéicht ginn, mee och fir emissiounsfräi Autoen, Camionnetten, fir déi energeetesch Sanéierung an déi erneierbar Energien. An et ass eng nei Subventioun fir Luedstatiounen agefouert ginn. Staark Ureizer fir eng ëmweltbewosst Politik, dat ass fir d'DP pragmatesch Klimapolitik. Mat de Leit a fir d'Leit. A Klimapolitik kann nëmme fonctionéieren, wa mer d'Leit alleguerte mat u Bord huelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An deem Kader sinn der DP besonnesch dräi Saache wichteg. Éischtens: D'Klimapolitik muss sozial sinn. Et kann net sinn, dass besonnesch déi Leit, déi méi e klenge Portmonni hunn, vun der Präisdeierecht zousätzlech getraff sinn, wa se kee Spillraum hunn, fir op Alternativen ëmzeklammen. Vum nächste Joer u wäert eng Tonn CO_2 20 Euro kaschten. An ech wëll direkt ënnersträichen, dass et hei net drëms geet, fir d'Leit ze schikanéieren oder de Staatsbeidel ze fëllen. Nee, et geet drëms, fir Verantwortung am Kampf géint de Klimawandel ze iwwerhuelen. Wien an Zukunft méi consomméiert, dee muss och méi bäileeën, fir d'Schied un der Natur ze decken. Et ass de klassesche Prinzip vum Pollueur-payeur.

Mir hunn eis derfir agesat, dass déi Recetten nees direkt un d'Allgemengheet ginn. D'Hallschent lant direkt bei deenen, déi et am meeschte brauchen, deene Stéit mat de klenge Portmonnien. Si sollen also duerch d'CO_2-Tax keng Kafkraaft verléieren. Dat geschitt duerch d'Aféierung vun engem neie Steierkreditt, engem Crédit d'impôt, an och iwwert d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère. Mir hëllefen also deenen, déi et am meeschte brauchen. Déi aner Hallschent vun de Recettë gëtt a konkreet Klimaschutzmesuren investéiert. E groussen Deel dovu geet indirekt un d'Leit zréck, an zwar a Form vu Subside fir energeetesch Sanéierung, fir Autoe mat niddregen Emissiounswäerter respektiv fir Fotovoltaik.

Zweetens: D'Klimapolitik muss pragmatesch sinn. Do ass keng Plaz fir Ideologien. Et huet kee Wäert, d'Leit wéinst eppes ze bestrofen, wa se keng Alternativen hunn. Dowéinst, wa Bensinn an Diesel manner attraktiv ginn, da gi gläichzäiteg d'Investitiounen an den ëffentlechen Transport héich gehalen, de Chargy-Reseau gëtt ausgebaut an de Kaf vun emissiounsfräie Gefierer gëtt ënnerstëtzt, fir nëmmen dës Beispiller ze nennen, nom Prinzip: Jidderee soll sech kënne fir en nohaltegt Verhalen decidéieren.

Drëttens: D'Klimapolitik muss effikass sinn. Et bréngt näischt, Subventiounen anzeféieren, wa se net gräifen. An duerfir sollen all d'Aiden no enger gewëssener Zäit op hir Effikassitéit iwwerpréift an, wann néideg, ugepasst ginn.

Generell si mer dervunner iwwerzeegt, dass d'Politik hei am Land um richtege Wee ass. Mir hu scho vill erreecht. Mir wäerten an Zukunft nach eng Schëpp dropleeën. Et geet op alle Fall an déi richteg Richtung. An d'Entwécklung an deene Beräicher, déi ech ugeschwat hunn, wäert sech an Zukunft nach bestëmmt verbesseren. Sief dat bei den erneierbaren Energien, déi dank der Regierung ëmmer méi ausgebaut ginn, sief et am Logement, wou d'Haiser lues a lues vum Energieverbraucher zum Energieproduzent ëmfonctionéiert ginn, déi och autonom kënne schaffen, sief et an der Mobilitéit, wou lues awer sécher ëmmer méi Elektroautoe verkaaft ginn, eng Entwécklung, déi an den nächste Joren nach wäert e weideren Elan huelen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéinst dem Coronavirus ass d'Klimakris zwar net méi gradesou present an eise Käpp, an awer huet d'Pandemie eis drun erënnert, wat eis derbäi hëllefe kann, géint d'Äerderwiermung ze wierken, nämlech lokaalt Denken a lokaalt Handelen. A wéi wichteg lokal Produktiounskette sinn, dat hu mer vun engem Dag op deen anere gemierkt, wéi an Europa d'Grenzen zougemaach gi sinn. A mir mussen erëm de Courage hunn, fir vill méi lokal ze denken, an dat a villen Hisiichten.

Mir Lëtzebuerger hu jo d'Tendenz, fir wäit ze fueren, fir dat ze fannen, wat mer brauchen, an dobäi huet eist Land esou vill ze bidden. Ech schwätzen net nëmme vun den touristeschen Attraktiounen, den Hoteller, de Restauranten, nee, ech schwätzen och vun eise lokalen Handwierker, eise Baueren, eise Wënzer, eise Miwwelhaiser. A ganz vill Lëtzebuerger hu vum Tourismusbong profitéiert, fir Lëtzebuerg nei ze entdecken a sech och erëm op eis Produite „Made in Luxembourg" ze konzentréieren, ze besënnen. Lokaalt Consomméiere bedeit net nëmme kuerz Transportweeër, déi esou d'Klima schounen, mee mir schafen och domat Aarbechtsplazen a Wuelstand fir eis alleguerten.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wärend der Coronakris hu mer och gemierkt, wéi wichteg dass d'Landwirtschaft ass. D'Majoritéit vun de Leit war doheem, entweeder am Teletravail oder am Chômage partiel, mee eis Baueren, déi hu riicht weider geschafft, fir dass mir eppes op den Teller kritt hunn. Duerfir ass och séier e Stabiliséierungspak lancéiert ginn, fir eise landwirtschaftleche Betriber zu all Moment genuch Liquiditéiten ze garantéieren. Esou goufen zum Beispill Paiementer vum Staat virgezunn, a 25 Milliounen Euro sinn un eis Baueriebetriber iwwerwise ginn. Weider 5 Millioune goufen deblockéiert, fir de Fermes pédagogiques an de Wäistuffen ze hëllefen, déi hu mussen zoumaachen.

Et war wierklech wichteg, dass eis Bauere konnte weiderschaffen. D'Regierung huet derfir gesuergt, dass si nach duerften iwwert d'Grenze fueren, fir hir Felder ze bewirtschaften. D'Regierung huet och bei de Saisonsaarbechter gehollef. Ouni déi leeft nämlech bei de saisonale Recolten net ganz vill.

A mir däerfen natierlech och eis Wënzer net vergiessen. Well d'Restauranten an d'Caféë laang Zäit zou waren, well d'Foiren ofgesot waren, well déi sëlleche Wäifester op der Musel hu mussen annuléiert ginn, ass vill manner Wäi verkaaft gi wéi soss.

Jo, d'Coronakris huet eis gewisen, wéi wichteg d'Landwirtschaft ass an och wéi fragill dass se ass. Si steet um Ufank vun eiser Narungsketten a si ass essenziell fir d'Produktioun vu liewenswichtege Grondnarungsmëttelen.

Eist Land ass sech och bewosst ginn, dass et eng ze grouss Ofhängegkeet vu Liewensmëttelimporter gëtt an dass dat ka fatal sinn. Vill Leit hunn am Confinement gesinn, wéi gutt verschidde Produite vun heiheem sinn, direkt virun der Hausdier, mat kuerzen Transportweeër. A mir musse verschidde Secteure weider geziilt ënnerstëtzen, fir eis Ofhängegkeet vis-à-vis vum Ausland ze reduzéieren.

Lokal ass Tromp. An duerfir ass d'DP och frou, dass de Bioaktiounsplang virgesäit, dass bis 2025 d'Hallschent vun de Produiten an de staatlech subventionéierte Kantinne muss vun heiheem kommen. Mir wäerten och d'Agrargesetz, dat Enn dëses Joers ausleeft, verlängeren a verbesseren. Zousätzlech 4,3 Milliioune sollen hei investéiert ginn. D'Plaffonge wäerten an d'Luucht goen, besonnesch bei innovativen an ëmweltfrëndlechen Investissementer. An et wäert och méi op d'Qualitéit wéi op d'Quantitéit gesat ginn. Mir ënnerstëtzen déi Demarche.

Ech freeë mech besonnesch, dass an Zukunft och kleng Bauerebetriber aus der solidarer Landwirtschaft ënnerstëtzt ginn. Dës nei Form vu Landwirtschaft fousst op enger enker Zesummenaarbecht tëschent dem Konsument an dem Produzent. Si vermëttelen also Wäerter, déi mir eis fir eis Landwirtschaft wënschen: Lokal a saisonal Produite mat kuerze Weeër vum Feld bis op eisen Teller.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, ech wëll awer net ofschléissen, ouni och op déi drëtt Kris ze schwätzen ze kommen, déi eis zanter Joerzéngte Suerge mécht. Ech schwätze vun der Präisdeierecht am Logement. Jo, de Logement ass a bleift eng vun de gréissten Erausfuerderungen zu Lëtzebuerg. Dorunner hu weeder d'Deklaratioun zur Chefsaach duerch de fréiere Premierminister am Joer 2002 nach d'Efforten aus deene leschte Joren eppes geännert. Souguer eng Pandemie kann d'Wunndeierecht zu Lëtzebuerg net ausbremsen. Mir sinn Affer vun eisem eegene Succès. Ëmmer méi Leit wëllen zu Lëtzebuerg wunnen, well et de Mënschen am Verglach mam Ausland hei besser geet: Well mir eng staark Ekonomie hunn, well mer vill Aarbechtsplazen hunn a well et sech zu Lëtzebuerg gutt liewe léisst. Kuerz gesot: Et gëtt méi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunne wëllen, wéi Plazen, wou se wunne kënnen.

Ech wëll net nach eng Kéier op d'Mesuren agoen, déi déi lescht Joren am Logement realiséiert gi sinn. Et ass vill geleescht ginn. Mee et geet nawell net duer, fir de Problem ze léisen. An duerfir konzentréieren ech mech elo op déi Punkten, déi eiser Meenung no nach mussen ëmgesat ginn, fir erëm méi bezuelbare Wunnraum ze schafen.

Eng Kritik um Lëtzebuerger Logementsmarché ass d'Spekulatioun mam Bauland. Eng berechtegt Kritik. An duerfir begréisse mir als DP, dass der Spekulatioun am grousse Stil, an dat dacks mat auslänneschem Kapital, duerch déi nei Reglementatioune vun de FISen am Immobilieberäich, de Wand aus de Seegele geholl gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A fir dass an Zukunft keng Spekulatioun méi mat neiem Bauland méiglech ass, hale mir nach ëmmer op eng séier Ëmsetzung vum Baulandvertrag. A mir sinn zouversiichtlech, dass dee Projet, dee schonn zanter enger Zäit um Instanzewee ass, geschwë ka realiséiert ginn.

De Logementsproblem kréie mer just an de Gréff, wa mer alleguerten zesummen un engem Strang zéien. A mäi Kolleeg, de Max Hahn, vergläicht et oft mat engem Puzzle. D'Logementsproblematik ass e grousse Puzzle. Et gëtt ganz kleng Stécker, an et si ganz vill där klenger Stécker, déi mer mussen upaken an zesummesetzen, fir an deem grousse Bild vun der Logementsproblematik eppes Grousses kënnen ze erreechen.

An een Acteur, deen a mengen Aen an der Vergaangenheet vläicht net genuch gemaach huet, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen, dat sinn d'Gemengen. Elo gëllt et, d'Saach mam Pacte Logement 2.0 besser ze maachen. D'Gemenge sollen déi Suen, déi hinnen zur Verfügung gestallt ginn, och wierklech fir de Wunnengsraum notzen, an de Wunnengsraum investéieren an net an nei Centre-culturellen an an nei Sportshalen. Si solle mat Hëllef vum Staat a vun de staatleche Bauträger Terraine kafen, Wunnenge bauen an zu bezuelbare Präisser un hir Bierger verkafen a verlounen.

(Brouhaha)

Ech si ganz fein de Mëtten.

(Brouhaha)

Ech bleiwen och ganz fein de Mëtten.

Wéi mam Klimawandel huet eis de Coronavirus och beim Logement nei Léisunge gewisen. Den Teletravail, d'Schafe vu Coworkingspaces an traliséierung vun Aarbechtsplaze wäerten hëllefen, den Drock op d'Ballungsgebitt an a ronderëm d'Stad ze entlaaschten.

Här President, mir diskutéieren haut iwwert d'Lag vun der Natioun. Eist Land steet viru groussen Erausfuerderungen, virun esou groussen Erausfuerderungen, wéi mer eis et d'lescht Joer net hätte kënne virstellen. Mir sinn an enger Kris, vun där mer net wëssen, wéini dass se eriwwer ass. An awer sinn ech gudder Déng, wat d'Zukunft ubelaangt. Ech sinn optimistesch, well mir mat der Regierung, a mam Premier Xavier Bettel un der Spëtzt, eng Ekipp um Rudder hunn, déi bewisen huet, dass se dat Land hei gutt kann duerch schwéier Zäite bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech sinn optimistesch, well d'Regierung zu kengem Moment gezéckt huet, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an déi richteg Entscheedungen ze huelen, an dat och wann et net ëmmer einfach war. An ech sinn optimistesch, well d'Koalitioun och fir déi nächst Méint an déi nächst Jore Prioritéite setzt: nieft dem Kampf géint de Virus ass et virun allem d'Ofséchere vun den Aarbechtsplazen, d'Ukuerbele vun eiser Ekonomie an eise Wuelstand ofzesécheren.

Duerfir begréisse mir, dass de Staatsminister gëschter ugekënnegt huet, dass de Chômage partiel iwwert d'Enn vum Joer eraus verlängert gëtt an nei Hëllefe fir d'Betriber kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An ech sinn optimistesch, well ech weess, dass eis Regierung déi richteg Léieren aus dëser Kris zitt.

D'DP kuckt mat Courage a mat Optimismus no vir. En Zréck an déi al Normalitéit kënnt net a Fro. A fir eis muss Lëtzebuerg nom Virus besser dostoe wéi Lëtzebuerg virum Virus. An ech sinn optimistesch, well mir Lëtzebuerger grad a schwéieren Zäiten nach ëmmer d'Äerm eropgestréppt hunn an zur Beschtform opgelaf sinn. An dat maache mir och dës Kéier.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Den Här Mosar huet eng Fro.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech géif nach eng Kéier gär dem Här Baum eng Fro stellen, ier e sech sëtzt. Ech hunn dem Här Baum ganz opmierksam nogelauschtert an ech hu besonnesch zur Kenntnis geholl, datt den Här Baum fir kloer Positioune vun deenen eenzelne Fraktiounen an der Steierpolitik plädéiert huet.

Virdrun huet d'Madamm Hansen op engem ganz wichtege Punkt, besonnesch fir d'Finanzplaz, nach eng Kéier drop opmierksam gemaach, datt zu Bréissel am EU-Parlament eng ganz wichteg Decisioun gefall ass zu der Finanztransaktiounssteier. Do waren zwou Positiounen. Déi eng, dat ass eigentlech och d'Positioun vun der CSV, déi Finanztransaktiounssteier nëmmen ze akzeptéieren, wa se op OECD-Niveau akzeptéiert gëtt, also do keen Alleingang ze maachen. An déi aner ass déi, fir trotzdeem virunzefuere mat der Finanztransaktiounssteier, ouni datt se op OECD-Niveau géif agefouert ginn.

Do sinn dräi Leit, déi hu sech ganz kloer fir déi éischt Optioun entscheet, entre autres och d'Madamm Semedo. Ech hunn an e puer Interviewe gelies, datt och den Här Finanzminister Gramegna, deen elo leider net heibannen ass, sech ëmmer fir dee Modell ausgeschwat huet.

Ech hunn awer och gelies, datt den Här Goerens sech fir eng aner Positioun entscheet huet. An haaptsächlech d'Madamm Tilly Metz, eminente Member vun deene Gréngen, an den Här Angel, déi hu sech och duerfir ausgeschwat. Hei geet et awer, Dir Dammen an Dir Hären, ëm eng weesentlech Fro. An ech wéisst elo gär vum Här Baum: Wat ass do d'Positioun vun der DP? Ass et éischter d'Positioun Semedo oder d'Positioun Goerens? A wéi ass d'Positioun vun der Regierung? Merci, Här Baum, wann Der mer do eng Äntwert wëllt drop ginn.

Une voix.- Kloer.

Une autre voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Baum.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech soen Iech Merci fir d'Fro. Ech mengen, dass Der eng ganz kloer Äntwert kritt. Ech wäert mech awer natierlech nach mam Finanzminister a mat menge Leit concertéieren, an da kritt Der am Laf vum Nomëtten eng Äntwert, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech hu gemengt, Här Baum, déi Iddi, déi Dir hätt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här Mosar, dat muss ech net.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Mosar, Dir kritt eng Äntwert.

(Interruption)

An ech ginn elo d'Wuert un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. D'Ried iwwert d'Lag vun der Natioun ass ëmmer e gudde Moment, fir déi aktuell Situatioun am Land ze beliichten an och eng Aussiicht op d'Zukunft ze maachen. An ech wëll dem Premier hei felicitéiere fir seng Ried vu gëschter, fir déi gutt Analys vun der Situatioun an och fir déi gutt Ried, déi e gehalen huet. En huet eng gutt Analys vun der aktueller Situatioun gemaach an en huet och zukunftsweisend Projeten an Aussiicht gestallt, déi och wäerten eist Land weiderbréngen.

Virun engem Joer, Dir Dammen an Dir Hären, am Oktober hate mer hei dee leschten Debat iwwert d'Lag vun der Natioun. A wien hätt zu deem Moment geduecht, dass mer esou e Joer virun eis hätten? All Previsiounen, déi een zu deem Moment konnt maachen, sinn op d'Kopp gehäit ginn. Esou, wéi d'Joer komm ass, an dat besonnesch säit Mäerz 2020, konnt keen et virausgesinn. An dach si Problemer bliwwen, jo, déi eis scho säit Jore beschäftegen an déi duerch déi sanitär Kris hei aus deene leschte Méint net manner, mee souguer nach méi schlëmm gi sinn.

An ech si frou, dass d'Oppositioun heibannen ass elo ...

(Interruption)

... - a si beweege sech och, dat heescht, si si physesch heibannen -, well ech hu gëschter d'Reaktioune vun der Oppositioun héieren, gëschter Owend am Fernsee an haut de Moien um Radio. Iwwregens just vun der Oppositioun, keng vun der Majoritéit, dat ass komesch!

(Brouhaha)

Duerfir kënnt Dir net, dat ass richteg! A si hunn do dem Premier jo haut an och gëschter virgeworf, keng Strategie ze hunn, kee Konzept ze hunn, ...

(Interruption)

... wierklech hei Saachen ze zielen, déi keng Substanz hunn, net an d'Déift gaange sinn, an ëmmer dat selwecht ze zielen. Ma ech ginn der Oppositioun e gudden Tipp: Vinylsplacke sinn erëm in. An ech mengen, Dir hutt nach eng ganz al Vinylsplack vu viru ganz ville Joren, well Dir zielt all Joer, awer wierklech all Joer wierklech bal ëmmer hoergenee dat selwecht.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Sot Ärem Premier dat!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Kaaft lech eng nei Plack! Well dat, wat Der bis elo gezielt hutt, an där doter ...

(Brouhaha)

... wat Der bis elo gezielt hutt, dat ass wierklech net déck! Dat ass ouni Proposen ...

(Brouhaha)

... an dat ass wierklech ouni Substanz.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Glécklecherweis hu mer hei eng Regierung, déi dëst Land gutt féiert, soss wiere mer hei vill méi schlecht drun.

Ech wëll awer hei kuerz de Kontext nach eng Kéier soen, an deem mer eis befannen, kuerz am Resümmee: Mir hunn e Minus vu 4,4 Milliarden am Budget dëst Joer. A mir hu fir d'nächst Joer e prognostizéierte Budget vu minus 1,7 Milliarden. A mir hunn awer ganz ville Betriber a ganz ville Leit kënnen hëllefen an dëser Kris. Mir hunn de Chômage partiel gehat, dee ronn 160.000 Salariéë gehollef huet fir ze iwwerliewen. Mir hunn déi sanitär Kris hei esou gutt am Gréff wéi bal keen. Mir hunn awer keng Steiererhéijunge gemaach. Mir hunn awer keng Verschlechterunge vun eise Sozialleeschtunge gemaach. 48 % vun deem Budget vum nächste Joer sinn de soziale Budget. Mir suerge fir méi Steiergerechtegkeet. A mir hunn awer d'Investissementer héich gehalen.

Also, wann Der als Oppositioun wëllt seriö geholl ginn, da kuckt e bëssen d'Realitéit, wéi se ass, a vläicht manner - deen ee méi an deen anere manner - „Märchenonkel" a „Märchentante" ze spillen. Dat géif Iech gutt zu Gesiicht stoen.

(Brouhaha)

Wann Der wëllt, Dir Dammen an Dir Hären, ...

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Schwätzt Der vun Iech selwer?

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... géif ech hei gäre mat der Santé ufänken. Déi sanitär Kris, an där mer eis säit Méint befannen, déi bleift eis leider erhalen. De Risiko vun enger weiderer Well besteet weiderhin. Mir hunn d'Kontroll iwwert d'Situatioun a mir mussen déi och behalen, d'Kontroll iwwer eise Gesondheetssystem, iwwert d'Intensivbetter an iwwert d'Belaaschtung vun eise Spideeler.

Déi sanitär Kris ass eng Situatioun an der Evolutioun. Mir wëssen haut méi ëm dem Virus seng Eegeschaften. Mir wëssen nach net alles, awer ëmmer méi. Mir hunn eng Teststrategie, déi richteg ass, déi hiresgläichen an Europa a quasi an der Welt sicht. D'Ustiechungsweeër an -eegeschafte si genau analyséiert oder ëmmer méi analyséiert, ginn ëmmer méi bekannt. An doropshi sinn och d'Preventiounsmoossnamen adaptéiert ginn.

D'Behandlung an d'Traitementer entwéckele sech stänneg virun. Dat ass wichteg. Mir hunn a kréien ëmmer weider wëssenschaftlech gepréiften an zouverlässeg Erkenntnisser.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dat erlaabt eis stänneg, eis Mesuren a Fro ze stellen a gegeebenefalls och nei Mesuren ze huelen. An déi Mesurë sinn adaptéiert, déi sinn net ze streng, mee streng genuch, fir e Klima vu Sécherheet ze verbreeden, ouni alles, wat mer opgebaut hunn an dësem Land, a Fro ze stellen oder futtizemaachen.

Mir mussen op alle Fall en zweete Lockdown verhënneren. An dat kréie mer och hin, wa mer eis alleguerten um Rimm rappen an eis un d'Reegelen halen. An déi Mesuren, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi si justifiéiert. A si sinn och just fir dës Kris hei geduecht. Mir hunn iwwerhaapt guer keen Interêt, dass eis Restauranten net gutt fonctionéieren, dass d'Caféen éischter zoumaachen, dass manner Leit een drénke ginn, dass de ganze Secteur vum Evenementiel quasi op null ass, dass Kultur a Sport nëmmen nach mat der Handbrems kënne gefuer ginn an dass eis Ekonomie zum Deel am Ralenti leeft. Dorun huet jo guer keen en Interêt!

An ech verstinn duerfir och net, wat a verschiddene Kreesser dobaussen diskutéiert gëtt, wa se mengen, mir heibannen, mir sollten dach ophalen, d'Leit ze schikanéieren an all déi Mesuren hei iwwer Bord geheien. Ma wou wier dann eisen Interêt heibannen, dass et esou, wéi et elo ass, soll bleiwen? Wou wier dann den Interêt vun eis heibannen, dass d'Leit a mir selwer jo och eis mussen aschränken? Wien hätt dann eppes do dervunner? Wou ass den Interêt, dass mer 4,4 Milliarde Schold maachen, 1,7 Milliarde fir d'nächst Joer prognostizéieren? Dat konnt nach kee vun deenen, déi déi Mesuren hei alleguer fir iwwerzunn halen, mir erklären. An et ass och just eng Minoritéit, déi déi Mesuren hei fir iwwerzunn hält.

Oft spillt hei de Phenomeen vum Preventiounsparadox: Du gesäis, dass e Problem besteet. Du handels, d'Gefor geet zréck an du kriss d'Gefor an de Gréff. Well manner Gefor ass, gëtt gemengt, dass mer déi Mesurë vu Preventioun net méi brauchen, an d'Fuerderunge fir Lockerunge gi méi haart. Wann s de deenen nokënns, geet d'Gefor erëm an d'Luucht an de Circuit geet erëm vu vir un. An dat wëlle mer net. An duerfir bleiwen déi Mesuren en place, well se richteg sinn. A mir sti par rapport zum Ausland exzellent do. A mir maachen duerfir, wéi d'Ministesch haut och ugekënnegt huet, am Moment emol nach keng méi streng Mesuren, well dat nach net noutwendeg ass, well mer bis elo d'Situatioun nach am Gréff hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Brouhaha)

... hei ass bis elo vun allen Acteuren eng exzellent Aarbecht geleescht ginn, vun allen Acteuren: Dokteren, Fleegepersonal, Gesondheetspersonal, Spideeler, vun de Leit aus dem Tracing. An ech kann lech soen, ech hunn dat um eegene Leif erlieft, dass déi eng ganz gutt Aarbecht maachen. An ech wéilt och net vun engem Beispill - wéi dat elo hei gemaach ginn ass - ausgoen, vun engem Beispill ausgoen, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech hunn elo grad nach eent gesinn!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... dass dee ganzen Tracing elo net gutt wär. Well déi Leit, déi um Tracing sinn, déi maachen eng exzellent Aarbecht. An ech wëll dat hei nach eng Kéier ganz kloer soen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mee och eng ganz Rei vu Benevollen a jidder Eenzelnen, deen derzou bäidréit, dass d'Situatioun esou gutt konnt geréiert ginn! An net zulescht huet eis Gesondheetsministesch an hir ganz Ekipp e ganz grousse Luef verdéngt. De Lëtzebuerger solidaresche Santéssystem huet sech an dëser sanitärer Kris bewäert. En huet manner Faillë gewise wéi munch aneren. Duerfir heescht et och, dee Modell weider ze stäerken, auszebauen an do ze adaptéieren, wou et néideg ass. An d'Iddi vun engem Gesondheetsdësch ass sécherlech richteg, fir all d'Acteuren un en Dësch ze kréien an zesummen déi richteg Analys an och déi richteg Schrëtt ze ënnerhuelen. Et ass sécher eng gutt participativ Approche, dëse Gesondheetsdësch, e Gesondheetsdësch, deen och

an der Chamber soll suivéiert ginn an och reegelméisseg an der Chamberskommissioun soll en Theema sinn.

An Zukunft heescht et duerfir och, eise Gesondheetssystem ze stäerken. Ee vun deene wichtegsten, wann net souguer dee wichtegsten Acteur do bannent deem System ass d'Personal. Mir mussen onbedéngt d'Attraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer erhéijen. D'Formatioun muss méi interessant ginn an a Richtung Bachelor goen. Dat erhéicht och d'Attraktivitéit. D'Formatioun fir Quereinsteiger, d'Formatioun „passerelle" fir zum Beispill Aide-soignanten en cours d'emploi, muss och méi attraktiv sinn a gefërdert ginn, d'Berufsprofiller an d'Aufgabeberäicher mussen ugepasst ginn. Den Infirmier an d'Infirmière, déi sinn, an dat ass glécklecherweis och op ville Plaze sou, net méi d'Bonne du médecin, an de Kompetenzberäich hei muss definitiv erweidert ginn.

Mir sollen eis och dem eenheetleche Kollektivvertrag unhuelen. An ech weess, dass ech hei beim Sozialminister op oppen Ouere stoussen. Mir mussen d'Vir- an d'Nodeeler vun deenen zwee grousse Kollektivverträg niefteneeleeën an da kucken, wou ee sech eenege kann. Dat ass eis Flicht dësem Secteur géintiwwer. An ech sinn zouversiichtlech, dass mer och hei eng Eenegung kënne fannen.

D'Infrastrukturen an d'Organisatioun vum Santéswiese mussen ugepasst ginn. Déi hu mer eis jo och mat eisem neie Spidolsplang ginn. Mir mussen eis Soins primaires stäerken, eis Preventiounspolitik ausbauen, weider op eng Dezentralisatioun vun den ëffentlechen, an ech betounen „ëffentleche" Strukture setzen. Dat ass sécher ee groussen Defi. D'Planifikatioun ass duerfir ëmsou méi wichteg am Sënn vun enger nohalteger Finanzéierbarkeet a fir d'Versuergung an d'Presenz vun den Dokteren am Hospitalier ze garantéieren. Hei mussen alleguer d'Acteuren un engem Strang zéien an d'Allgemengwuel dierf een net aus dem A verléieren.

Eng gutt Organisatioun ass natierlech d'Basis vun enger gudder Aarbecht. Och hei hu mer an der Kris vill nei Erkenntnisser gemaach. Mir hu gutt a wichteg Fortschrëtter wärend der Kris kënne maachen, wéi zum Beispill den Iwwerbléck vu Capacitéiten an Occupatioun vu Better an Intensivbetter, d'Réserve sanitaire, d'Strukturen, déi mer bei Bedarf kënne séier funktionéieren dinn.

Esou wéi den Teletravail e Boom hat, esou huet och d'Telemedezinn e Boost kritt, wat sécherlech och der Verbesserung vun de Méiglechkeete fir d'Patienten zeguttkënnt.

Mir brauchen awer och eng Stäerkten- a Schwächtenanalys. Wat ass eis Preventioun wäert, wat musse mer verbesseren? Ech sinn iwwerzeegt, dass mer hei nach ganz vill kënne maachen. Wéi kënne mer déi Modes de vie sains, déi et jo awer glécklecherweis nach gëtt, promouvéieren, d'Médecine primaire ausbauen, eis Aktiounspläng bilanzéieren a weiderentwéckelen?

D'Diskussioun iwwer eise Gesondheetssystem muss zu enger reegelméisseger Aktualitéit an eiser Chamber ginn, fir kënnen unzepassen, wat geschitt ass, a fir eise Ministere Geleeënheet ze ginn, och dat ze weisen, wat alles schonn en place ass a wat alles gemaach gëtt.

An ech sinn och net der Meenung, dass een esou eng Pandemie hei hätt vill besser kënne preparéieren. Eis lescht Gesondheetsministeren hunn ëmmer mat grousser Wäitsiicht gehandelt, de System net futti gespuert an dat en place gesat, wat räsonabel ass, fir enger Pandemie och raisonnablement ze begéinen. An ech hunn heibannen an der Diskussioun iwwert den nationale Spidolsplang viru Joren och keen héieren, dee sech opgereegt huet, dass mer bei enger Pandemie net gutt virbereet wären an dass do Propose vun där Säit komm wieren, fir dat anescht ze maachen.

Haut ass et einfach ze soen, dass een dat hätt misse besser preparéieren. Mënschen, déi mengen, alles besser ze wëssen, sollen einfach mol wëssen, dass se alles nëmme mengen. Nee, et kann een net e ganzen Dispositif en permanence disponibel hunn, fir esou enger Pandemie entgéintzewierken. Hei ass et evident, dass een de System muss upassen.

(Interruption)

An dat esou, wéi d'Situatioun et och verlaangt. An dës Kris huet eis erlaabt, dës Systemer ze adaptéieren an auszebauen. Do ass richteg gehandelt ginn, séier, mat grousser Energie a vill Kompetenz.

Glécklecherweis, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer een effikasst soziaalt Netz. De Premier huet et gëschter gesot, et ass duerch dëst gutt funktionéierend soziaalt Netz, wou mer esou gutt duerch d'Kris komm sinn.

Dëse System huet gutt fonctionéiert an et erlaabt, d'Propagatioun vum Virus anzegrenzen. De Congé de maladie an de Congé pour raisons familiales hunn et erlaabt, dass Persounen esou ouni ze grouss Akommesverloschter - pardon, de Chômage partiel, wollt ech soen - konnten d'Quarantän respektiv den Isolement respektéieren a sech och ëm hir Kanner bekëmmeren, soulaang d'Schoulen an déi informal Bildung net fonctionéiert hunn, mee och a virun allem bei der Quarantän, dem Isolement vun dem Kand selwer, wou et ëm d'Gard gaangen ass, déi konnten assuréieren. D'selwecht ass et fir fleege- an hëllefsbedierfteg Persounen. Dat war net näischt. Dat huet eis all e groussen Effort kascht, mee et war deen Effort allemol wäert.

Richteg ass och, dass e Kassensturz gemaach gëtt an dass d'Finanzéierung vun all deene Mesuren iwwert de Staatsbudget bezuelt ginn ass, nodeems se iwwert d'CNS virgestreckt gouf, well dat déi finanziell Handlungsfäegkeet vun der Sécurité sociale weider erhält an och déi Leeschtungsverbesserungen, déi virgesi sinn, weider erméiglecht.

Generell muss ee soen, dass wärend dëser sanitärer Kris eis Bierger vun enger gudder Gesondheetsversuergung profitéiere konnten, dass weider u Verbesserunge geschafft gëtt an dass mer den Accès universel un d'Soins de santé erhale konnten an och weider erhale mussen.

Ofschléissend zum Theema Soziales a Gesondheet kann ee soen: De lëtzebuergesche Gesondheets- a Sozialsystem ass gutt opgestallt, dank allen Acteuren. Am Géigesaz zu anere Länner huet Lëtzebuerg säi System net doutgespuert. D'LSAP-Gesondheets- a Sozialministeren hu sech duerfir ëmmer staark gemaach a si woussten dat ze verhënneren.

Lëtzebuerg ass gutt duerch déi Kris hei komm, well mer en exzellente solidaresche Sozialsystem hunn. E staarke Sozialstaat, Dir Dammen an Dir Hären, deen eis et erlaabt huet, gutt duerch déi Kris hei ze kommen, ass net vu Muttwëll. An och wann een d'Impressioun huet, dass et a besseren Zäiten ouni Kris méi schwéier dobaussen ze erklären ass, firwat een dëse Sozialstaat ënnerstëtze muss, esou misst elo awer wierklech jidderee gesinn hunn a jidderengem kloer sinn, dass et absolutt noutwendeg ass, dass Solidaritéit a Sozialstaat Deel vun engem Gesellschaftssystem sinn, dee mir ënnerstëtzen a vun deem mer och wëllen, dass e soll bleiwen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- D'LSAP ass a bleift och de Garant fir esou e gudden, effikasse System. Dat ware mer an der Vergaangenheet, dat si mer haut an dat wäerte mer och an Zukunft sinn.

An dat hu mer ëmmer am Sozialdialog gemaach. Dat hu mer mat alle Partner zesumme gemaach, an esou hätte mer och gär, dass dat an Zukunft soll geschéien. Dës sanitär Kris huet gewisen, dass d'LSAP an hir Valeure méi wéi jee richteg a wichteg sinn: fräien Accès zu qualitativ héichwäertege Soins de santé a Soins de longue durée, e solidaresche System, adequat Ressourcë fir eeler Leit an adaptéiert Revenus de remplacement am Fall vu Krankheet, Aarbechtsonfäegkeet, vun engem Accident oder vun Invaliditéit. Kommerzialisatioun oder Kommerzialiséierung, Privatiséierung, Zwouklassemedezinn wäert d'LSAP weider mat alle Mëttele bekämpfen. Dat ass net an eiser DNA.

D'LSAP huet sech wéi keng aner Partei fir dëse Sozialstaat hei zu Lëtzebuerg an der Majoritéit, mee och an der Oppositioun agesat a wäert sech weider fir e staarken, héichwäertege Sozial- a Gesondheetssystem staarkmaachen, deen all Mënsch e fräien Accès zu gudde Leeschtunge garantéiert. Mir wäerte weider déi néideg sozial Mëttelen zur Verfügung stelle fir eng éischtklasseg Medezinn fir jiddereen. De Sozialstaat à la LSAP ass kee Luxus, mee eng absolutt Noutwendegkeet, an net nëmmen a Krisenzäiten. An ech kann Iech dat och beweisen, well 2018 hate mer schonn eise Slogan vun „Zesummen!".

(M. Georges Engel montre un masque.)

Zesummen duerch eng Kris kommen an zesummen och derfir suergen, dass mer dëse Sozialsystem erhalen.

An nach e Wuert zur CSV: Wann ech virdrun hei héieren hunn, dass dës Regierung keen Apel fir den Duuscht huet, da wëll ech just drun erënneren, dass grad dës CSV virun e puer Joer am Kader vun de Budgetsverhandlungen oder vun de Budgetsdiskussiounen, wéi d'Situatioun am Land nach weesentlech besser war, d'Solidaritéitssteier wollt ofschafen. D'Solidaritéitssteier wollt ofschafen! Wat den Haaptaascht ass vum Fonds pour l'emploi, ...

(Brouhaha)

... wat grad den Haaptaascht ass vum Fonds pour l'emploi, also deem Fonds pour l'emploi, deen haut esou ville Leit gehollef huet duerch dës Kris.

(Interruption)

Also wann een esou Saache seet, dass se keen Apel fir den Duuscht hei méi hätten, dann dierf een och net den Aascht ofseeën, op deem ee sëtzt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Här Engel, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vum Här Roth?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Also, Här Engel, mat allem Respekt, mee zitéiert d'CSV net falsch! Mir hu proposéiert, a gudden Zäiten, dass d'Solidaritéitssteier fir physesch Persoune géif no ënnen ugepasst ginn, well mir der Meenung waren ...

Jo, Dir kënnt elo laachen, Här Cruchten! ... well mir der Meenung waren ...

(Brouhaha)

Une voix.- Wat heescht dat do dann?

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Dir bestätegt jo dat, wat den Här Engel elo gesot huet.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Den Här Engel huet, den Här Engel huet behaapt, ...

(Brouhaha)

Une voix.- Elo lauschtert!

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Sorry. Den Här Engel huet ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här Roth, Dir sidd ganz a menger Linn. Fuert roueg weider, Dir ënnerstëtzt mech ...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, jo, den Här Engel huet behaapt, d'CSV hätt d'Fuerderung gestallt, fir d'Solidaritéitssteier ofzeschafen. Dat hu mer net gemaach! Mir hu gesot, d'Solidaritéitssteier, ...

Une voix.- Soll erofgoen.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... a gudde Joren, fir physesch Persounen, soll erofgoen.

La même voix.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An dat och aus engem ganz gudde Grond - well dat sot Der net! -: fir dass en Equiliber soll sinn zwëschent der Solidaritéitssteier, déi duerch d'Betriber géif bezuelt ginn, an där, déi duerch physesch Persoune géif bezuelt ginn. A fir eppes ze verhënneren: Nämlech, dass, contrairement zu deenen 20, 25 Jore virdrun, de Staatsbudget net nëmme fënnef Milliounen, mee wéi virdrun Honnerten a méi Millioune géif an de Solidaritéitsfong speisen. An ech soen lech och ganz kloer, firwat: Well fannt Dir et normal, dass d'Fongen, op déi Der jo ëmmer gär klappt, keng Kontributioun zu der Solidaritéit, zu dem Beschäftegungsfong brëngen?

An duerfir soen ech lech nach eng Kéier: Wann Der d'CSV wëllt zitéieren, dann zitéiert se richteg! A mir stinn nach wie vor derzou, dass een a Krisenzäiten eng méi héich Solidaritéitssteier soll hunn. A mir soe gradesou däitlech, dass een a gudde Joren - an Dir hutt selwer gesot, dass et fett Jore waren deemools - hätt sollen d'Solidaritéitssteier erofféieren, well dann hätt een haut Sputt gehat, fir se erëm eropzeféieren.

A wann Der haut d'Positioun vun der CSV frot, da soen ech lech ganz kloer: Mir sinn dergéint, d'CSV, mir sinn dergéint, dass d'Solidaritéitssteier och an dësen Zäiten eropgeet! Well mir fanne ganz kloer, dass ee mat 45,68 % genuch Bäitrag zu dem Staatsbudget leescht als eenzel Persoun, a mir fanne gradesou däitlech, dass et net normal ass, dass eng Persoun, déi e Bruttoakommes huet vu 4.000 Euro de Mount, e Bruttoakommes vu 4.000 Euro de Mount, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Här Roth, ...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... dass déi mat 45,68 plus ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- ... kommt zur Konklusioun, wannechgelift!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech weess, dass Der dat net gär ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Dir wollt eng Berichtegung maachen, ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Virdrun hutt Der gesot, Dir wollt net haut schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- ... Dir wollt net eng Ried halen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mee haalt Der awer elo Är Ried hei, Här Roth?

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... gitt Der nervös?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Mee da loosst ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech sinn iwwerhaapt net nervös!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Ech soen zum Här Roth, e wollt eng Berichtegung maachen, e wollt net scho seng Ried halen.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Nee, nee, nee, meng Ried ...

Ech hunn déi Berichtegung gemaach, nach eng Kéier: ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Voilà!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... Mir loossen net zou, dass ee seet, d'CSV hätt wëlle viru Joren d'Solidaritéitssteier ofschafen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci fir d'Berichtegung!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mee Dir hutt net nëmmen eng Berichtegung elo vun där doter Situatioun gemaach, mee Dir hutt och eng Berichtegung gemaach vun Ärer Fraktiounspresidentin. Déi huet virdru gesot, den Héchststeiersaz, dat wären 48 %. Dir hutt also elo grad gesot, dee wär nëmme 45 %. Also ass dat emol gutt, dass Der Ärer Fraktiounspresidentin gesot hutt, dass den Héchststeiersaz 45 ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Och 45 Komma eppes, pardon, ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir hutt awer 48 % gesot, ech wëll dat just hei ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... dat ass awer och héich genuch!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... ech wëll dat just hei berichtegen. An Dir hutt jo elo och kloer gesot, dass Der d'Solidaritéitssteier wollt erofsetzen! Also manner Suen an de Fonds pour l'emploi, also manner Hëllef fir d'Leit.

(Brouhaha)

Also ass dat u sech dat, wat ech ...

(Interruption)

... virdru gesot hunn.

Jo, Dir hutt se vläicht net wëllen ofschafen, mee Dir hutt se wëlle konsequent erofsetzen! Et ass dann eeben dat, wat manner Suen an dee Fonds pour l'emploi bruecht hätt, a vill manner Leit hätt haut kënne gehollef ginn.

Gutt. D'Kris ass, wéi gesot, ...

Une voix.- Dat do ass einfach falsch!

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Dat ass net richteg!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... nach net eriwwer, d'Wirtschaft ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... huet sech nach net erholl an dëst wäert weiderhin Impakter op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart hunn. Bis elo si mer, wéi ech et virdru gesot hunn, scho gutt duerch déi Kris hei komm. Ee wichtegt, wann net dat wichtegst Instrument, wat mer do agesat hunn, dat war dat vun der Kuerzaarbecht. Dës Mesure huet verhënnert, dass et net och nach zu enger sozialer Kris oder zu enger méi grousser sozialer Kris komm ass, oder dass se eis op d'mannst net mat där Heftegkeet getraff huet, wéi wa mer déi Mesuren net en place gesat hätten.

D'Kafkraaft konnt esou erhale bleiwen. 14.800 Entreprisen hunn dovunner profitéiert, méi wéi 375.000 Salairë si bezuelt ginn. An am Ganze goufen iwwer 880 Milliounen Euro hei virgestreckt oder investéiert.

D'Zuel vun de Betriber, déi indemniséiert ginn, déi ass héich. An awer bleift de Chômage och héich: Am August hu mer 20 % méi wéi am August vum Joer virdrun. An och wann d'Zuelen Ulass zur Hoffnung ginn - Abrëll 7 %, August 6,4 % -, esou ass d'Situatioun awer ugespaant an et weess een net, wat um Schluss vum Joer nach kënnt. An et kann ee sech wierklech berechtegt Suerge maachen.

D'Recht op Kuerzaarbecht war jo scho bis den 31. Dezember verlängert ginn. An ech war frou, gëschter ze héieren, dass dat och iwwer 2020 erausgeet.

E ganz beonrouegende Constat ass awer, dass déi Jonk, an dat ass virdrun och schonn e puermol gesot gi vun der Madamm Hansen an och vun dem Här Baum, verstäerkt Affer vun dëser Kris um Aarbechtsmaart kéinte sinn. Dës Generatioun huet Angscht virun der Zukunft. An dat ass net schéin an dat ass och net gutt. D'Jugendaarbechtslosegkeet ass rasant geklommen. Wann ee gesäit, dass d'Wirtschaft sech nach net erholl huet a vill Betriber elo eréischt am Hierscht d'wirtschaftlech Konsequenze wäerte spieren, da muss d'Jugendaarbechtslosegkeet eng vun eise Prioritéite sinn. An duerfir ass et fir d'LSAP evident, dass mer zesummen een Zil mussen hunn: Ausbildungs- an Aarbechtsplazen erhalen an och neier schafen.

D'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet musse mer ugoen, andeems mer ënner anerem och d'Weiderbildung staark ënnerstëtzen. Mir wäerten eis duerfir fir d'Ausschaffe vu spezifesche Weiderbildungsméiglechkeeten, fir Subventioune fir Ausbildungs- oder Aarbechtsplazen a fir eng Verstäerkung vun den Aktioune vun der Jugendgarantie asetzen.

An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mer Suen. Déi musse mer engagéiere fir ze verhënneren, dass mer eng verluere Generatioun hei kréien. De Fonds pour l'emploi muss déi néideg Mëttele kréien, fir hei entgéintzewierken. Mir musse mat alle Mëttelen de Risiko vun enger verluerener Generatioun vermeiden. Do si schonn eng ganz Rei vu Mesurë geholl ginn. An ech erënneren nëmmen drun, dass mer a Rekordzäit, ganz kuerz no der Tri-

partite, e puer Deeg duerno schonn hei Gesetzer gestëmmt hunn.

Als LSAP ënnerstëtze mer och den Teletravail, dank deem d'Betriber och wärend der Kris konnte weider funktionéieren an dank deem och eng ganz Partie Infektioune konnte verhënnert ginn. Hei hunn d'Sozialpartner vum Comité économique et social eng gutt Aarbecht geleescht mam Ausschaffe vun enger Konventioun. A mir mussen eis mat deenen néidegen Outilen ausstafféieren, fir de legale Kader vum Teletravail weider auszebauen an och hei Failen ze iwwergoen.

Den Teletravail soll och no der Kris weider ausgebaut ginn. Mir denken do un ee bis zwee Deeg Teletravail an der Woch, déi musse machbar sinn. An da muss een dat esou gereegelt kréien, dass et eng Win-win-Situatioun gëtt fir d'Mataarbechter a fir de Patron. Dat ass och eng Mesure fir Vereenbarkeet vu Famill a Beruff. An en plus huet en och nach positiv Auswierkungen op d'Ëmwelt. A mat allem Respekt wierklech fir all Sandwicherie hei an der Stad, déi sécher och vill schaffen: Et dierf net sinn, dass mer, well hei een dräi Sandwiche manner verkeeft, déi ganz Diskussioun iwwert den Teletravail hei net dierfe féieren. Dat, menger Meenung no, dierf net sinn.

An no eiser Diskussioun an der Aarbechtskommissioun sinn ech och zouversiichtlech, dass mer déi richteg Mesuren huelen, mat eisem Aarbechtsminister, fir d'Aarbechtsbedéngungen an d'sozial Rechter vun de Mataarbechter weider ze verstäerken, an dass mer do och iwwert den Droit à la déconnexion musse schwätzen an et och ganz seriö huelen, fir deen och ze reegelen.

Dir Dammen an Dir Hären, et wäert lech och net wonneren, dass ech d'Kultur hei zimmlech fréi a menger Ried erwänen. 5,3 % vum Emploi zu Lëtzebuerg schaffen am Kulturberäich. Eng 12.200 Leit schaffen direkt am Kulturberäich, dovun ee Fënneftel Independanten, déi a Coronazäiten natierlech ekonomesch direkt am betraffste sinn.

Ech wëll hei op fënnef Punkten agoen. E kloert Bekenntnis vun der LSAP zur Importance vum Kultursecteur an dëser schwéierer Zäit! Et sinn d'Wierker vu Kënschtler, déi dës schwéier Zäit méi spannend, méi interessant, méi schéin, méi emotional maachen an eis ee Moment d'Suerge vergiesse loossen. Mee dës gesellschaftlech Beräicherung muss och eng finanziell Beräicherung fir de Kulturschaffende sinn. Den Androck muss vermidde ginn, dass an der lokaler Kultur alles gratis soll a muss sinn.

2020 ass, sou wéi d'Queen et eng Kéier gesot huet - dat war net fir 2020, dat war fir en anert Joer - en „Annus horribilis" fir d'Kulturzeen. An de Kultursecteur ass enorm betraff: manner Opféierungen, a wann iwwerhaapt Opféierungen, da mat ganz vill manner Leit. De Premier huet et gëschter gesot: Vum 14. Mäerz bis den 11. Mee goufen iwwer 100 Expositiounen zougemaach an iwwer 1.000 Manifestatioune goufen ofgesot.

Den Atelier, fir nëmmen een ze nennen, huet amplaz vun 130 Concerten an Evenementer an engem Joer der nëmmen 38 am Joer 2020 gehat. Am Groussen Theater an der Stad hu mat zwee Meter Social Distancing, wa meng Rechnung richteg ass, amplaz vun 1.000 Leit nach just 150 Leit Plaz. Dat ass eng Katastroph. An do musse mer entgéintwierken. An dobäi wëll ech déi sëlleche Leit, Firmen a Veräiner net vergiessen, déi net direkt de Statut vum Kulturschafenden hunn: d'Bünebauer, d'Dekorateuren, d'Luuchtentechniker, de Catering, de lokale Gesangs- a Museksveräin, déi en elementaren Deel vun der Kulturzeen sinn an déi elo och schlecht dru sinn an déi mer net dierfe vergiessen, mee déi mer och mussen ënnerstëtzen.

Drëttens: Déi kulturell Diversitéit, dat ass déi, déi am bedrotsten ass. Et besteet e reelle Risk, dass virun allem déi kleng Playeren, wéi dat jo haut genannt gëtt, verschwannen an dass déi international grouss Ënnerhalungsindustrie gestäerkt gëtt. De klengen Duerftheater, fir nëmmen ee Beispill ze bréngen, de klengen Duerftheater, dee verschwënnt, mee de Chiffre d'affaires vun Netflix, deen explodéiert. Dat huet en enormen Impakt op déi kulturell Diversifikatioun. An do musse mer eis d'Fro stellen, ob mer dat wierklech wëllen an ob mer net grad hei mussen intervenéieren.

An ech muss soen, dass eis Kulturministesch hei net chômëiert huet. Si huet hei eng ganz Rei vu Saachen en place gesat. Ech erënneren un d'Upassung vum Gesetz vun den Intermittents du spectacle et artistes professionnels indépendants am Abrëll; Am Mee eng Verlängerung vun dësen Hëllefe bis den 30. Juni 2020. A mir schwätzen hei menge leschte Chifferen no vun 287 Intermittents du spectacle et artistes inscrits.

Ofgesoten Evenementer vu konventionéierten Acteure kruten eng Hëllef am Gesamtwäert vun 1,5 Milliounen. A fir aner Artisten ass gekuckt ginn, eng Residence ze kréien. Op engem Logementsmaart, dee sou schwéier ass wéi dee bei eis, ass dat och net evident. An déi regional Muséeën, déi kruten eng Ënnerstëtzung vun enger Millioun Euro.

Mäi leschte Punkt ënnert dem Kapitel Kultur ass den Ëmgang mat der Kultur: Dat ass e Spigelbild vum gesellschaftlechen Zoustand a vum Zesummenhalt. Egal wéi schlecht oder wéi gutt et eis geet, eng Gesellschaft brauch eng kritesch a kreativ Kultur. An dat solle mer eis och eppes kaschte loossen. A wou muss nogebessert ginn, fir eenzel Kulturinstitutiounen oder Kulturschafend ze ënnerstëtzen an dësen Zäiten, do solle mer dat och maachen. Trei nom Robert Krieps, deen 1984 geschriwwen huet: „Kultur fördern heißt den Menschen ehren. Kultur gestalten heißt mehr Mensch sein."

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An duerfir solle mer d'Ënnerstëtzung fir d'Kënschtler kontinuéierlech iwwerpréiwen a par rapport zu de Liewenskäschte reevaluéieren a gegeebenefalls dann och adaptéieren. An ech si frou iwwert déi Ausso vum Premier vu gëschter, wou en un déi zousätzlech fënnef Millioune fir 2020 erënnert huet, déi zur Verfügung sti fir nei kulturell Formater.

Jo, an da komme mer zum Logement. Dat ass ee vun deene grousse Problemer vun eiser Géigewaart. An ech wäert hei net ze laang drop agoen, well dat wäert mäi Kolleeg, den Yves Cruchten, haut oder muer, dat musse mer jo dann nach gesinn, maachen. Vill Mesurë mussen hei zesumme gräifen. Et gëtt och hei keng Solution miracle. Keen huet heibannen d'Weisheet gepacht. Et gëtt Sujeten, do musse mer parteiiwwergräifend no Solutioune sichen an eis eens ginn. Hei huet jidderee seng Laascht ze droen. An et huet och jidderee säin Deel Schold heirun. Hei ka kee soen, dass en alles richteg gemaach huet, an et soll een hei och net soen, dass déi aner alles falsch gemaach hunn. A mir kréien hei just e gudden Accord, wa mer parteiiwwergräifend eis zesummesetzen, fir eng uerdentlech Solutioun ze fannen.

An et ass esou einfach, déi aner, an och esou schwéier, sech selwer ze beléieren. Hei ass kee méi wäit vun der Wourecht ewech wéi deen, dee mengt, alleguer d'Äntwerten ze wëssen.

De Pacte Logement, dat ass zum Deel e richtegt Instrument, fir déi richteg Weichen ze setzen, well d'Gemengen hei elo gehale sinn, och abordabele Wunnraum ze schafen. Mee muer wäert mäi Kolleeg, den Yves Cruchten, nach méi am Detail dorobber agoen.

Nieft dem Logement ass d'Schoul och ee vun deene Sujeten, wou nieft den ideologeschen Differenzen, déi mer sécherlech heibannen hunn, d'Wuel vun der Allgemengheet an d'Suerg virun dem Echec eis heibanne musse vereenen.

Fir eis bleift d'ëffentlech Schoul de Gradmiesser vun enger ausgeräifter Bildungspolitik, eng Schoul fir jiddereen, eng Schoul, déi sech awer och upasse muss un déi, déi et méi schwéier hunn. An ech wëll och hei op dee wonnerbaren Asaz vun deene villen, déi an der Schoul am formalen an am nonformale Beräich schaffen, hiweisen, déi eis mat ganz groussem Asaz gutt duerch dës Kris bruecht hunn. An och hei wäert meng Kolleegin, d'Francine Closener, muer méi am Detail drop agoen.

An der Kris huet ee gesinn, wéi wichteg d'Mesurë waren, déi mir glécklecherweis schonn an eisem soziale System haten an déi et erlaabt hunn, weiderzefonctionéieren, wann och ënner aneren Ëmstänn. Niewent der Kuerzaarbecht, dem Congé pour raisons familiales, war och de Congé de soutien familial e wichtegen Outil, deen dank engem gudde Sozialstaat och séier konnt ëmgesat ginn. An Zukunft muss een och hei déi richteg Léieren aus der Kris zéien.

Déi, déi sécherlech mat am meeschten an dëser Kris gelidden hunn, waren eis eeler Generatiounen, déi an Institutioune liewen. Hir Situatioun war net einfach an d'Alengsinn ass net ze ënnerschätzen. An de Manque d'affection, deen een dann huet, wann een aleng ass, dee kann een och quasi als eng Aart vu Folter ugesinn. Hei ass et also ëmsou méi wichteg, dass mer d'Qualitéit an eisen Altersheimer, an eise CIPAen héich halen an novollzéibar Krittären uniform fir jidderee festleeën. Dat si mer der Jugend vu fréier onbedéngt schëlleg.

Jo, mir soen och weiderhin: „Mir brauchen eng nohalteg Entwécklung hei zu Lëtzebuerg." Et ass esou oft „Nohaltegkeet" hei gefall, ech komme mer es bal net méi zou, dass mer alleguerten esou nohalteg hei denken! Dat ass awer och gutt esou, ech fannen dat ganz gutt, da si mer jo och alleguer op enger Linn. Mee dës nohalteg Entwécklung, déi muss fir eis alleguerte sinn. Mir dierfen hei keen am Ree stoe loossen. D'Land besteet och aus Leit, déi manner verdénge an déi zemools an dëser Zäit sécherlech d'Geld net hunn, fir an Energie an a Klima ze investéieren. A fir eis ass et kloer, dass mir just Moossnamen am Klimaschutz kéinten a géifen zoustëmmen, wann e soziale staarken Ausgläich hei geschitt. A mir ënnerstëtzen déi, déi et brauchen, déi mer net ausse vir dierfe loosse beim Klimawandel. Et ass dat fir eis en Akt vun elementarer Solidaritéit.

Do ass de Steierkreditt en ideaalt Instrument. Et ass zwar schwéier ze erklären, dee Steierkreditt, well allkéiers, wann ee Steier héiert, da soe vill Leit: „Da musse mer eppes bezuelen." Mee hei ass et e Steierkreditt. An et ass sécherlech e ganz effikasse Moyen, fir de Leit konkreet ze hëllefen.

Cash an d'Täsch kréien d'Leit also hei Suen, fir déi Mesurë vun der CO_2-Steier ofzefiederen. Eng CO_2-Steier, zu där mir stinn, soulaang se eebe sozial ofgefiedert ass. Ouni sozial Komponent ginn d'Mesurë fir de Klima nämlech net vu jidderengem akzeptéiert. An et dierfen net déi, déi am mannsten hunn, zur Keess gebiede ginn, mee et muss een deene Leit hëllefen, dass se och un de Mesurë kënnen deelhuelen an och aktiv mathëllefen, eppes fir hir Kanner a fir hir Kandskanner an och fir sech selwer ze maachen.

De Crédit d'impôt ass also, fir et eng Kéier ze erklären, eng Steier, déi een iwwerwise kritt vun der Steierverwaltung. Suen also, déi een direkt op dem Kont huet. Ech soen et nach eng Kéier: „Cash an d'Täsch". A wat ee manner huet, wat ee méi kréie kann. Mir hunn also drop gehalen, dass net nëmmen de Mindestlounbezéier eppes vun dësem Steierkreditt huet, mee bis 40.000 Euro Akommes spillt de Steierkreditt ganz an da vu 40.000 bis 80.000 Euro geet en degressiv erof. Och haut hu mer schonn där Steierkreditter. Dat hu mer jo mat der Steierreform vun 2017 agefouert.

E puer Beispiller, fir de Steierkreditt, wéi mer en elo schonn hunn, wëll ech lech ginn, fir dass een dat besser kann illustréieren. Deen ass onofhängeg vun der familiärer Situatioun. An e Beispill 1: Haut, ouni déi Mesuren, déi elo nach derbäikommen, haut, bei engem Salaire brut vun 3.000 Euro, kritt ee scho 50 Euro all Mount u Steierkreditt. Bei engem Salaire vu 5.000 Euro sinn et ëmmerhin nach 25 Euro de Mount. A genau bei dëse Steierkreditt, do kommen dann elo och nach 96 Euro d'Joer maximal derbäi, natierlech ofhängeg vum Akommes. An et geet hei drëms, d'CO_2-Steier, wéi ech et virdru gesot hunn, ofzefiederen.

An zur Erhéijung vun der CO_2-Steier wëll ech lech och e klengt Rechebeispill hei ginn. Bei enger Erhéijung vu 5 Cent um Sprit mécht dat bei engem Tank vu 50 Liter ganzer 2,5 Euro aus. Wann een elo rechent, dass een 20.000 Kilometer am Joer mécht, dass een en Auto huet, dee 7 Liter pro 100 Kilometer verbraucht, da mécht dat eng Dépense supplémentaire - am Joer! -, mécht dat eng Dépense supplémentaire am Joer vu 70 Euro aus, vu 5,8 Euro de Mount, déi, wann een e Steierkreditt kritt, also an der Akommesspart bis 80.000 Euro läit, zum Deel jo kompenséiert ginn. An alleguer déi, déi driwwerleien, do si mer der Meenung, dass déi 5,8 Euro de Mount fir eng besser Ëmwelt fir eis alleguerte kënnen investéieren.

A mir ënnerstëtzen och voll a ganz, dass d'Allocation de vie chère ëm 10 %, also ronn 130 Euro, gehéicht gëtt, fir dass déi, déi wierklech net vill hunn, hei net op der Säit gelooss ginn an och hei substanziell gehollef kënne kréien.

Bei de Renovatioune vu Gebaier vum Staat, do muss de Staat och mam gudde Beispill virgoen. Et muss och an d'Formatioun vun den Handwierker méi investéiert ginn. An déi ëffentlech Gebaier, déi sollen dann och als Éischt renovéiert ginn. Aus dëser Kris musse mir kënne profitéieren an eis Wirtschaft méi nohalteg gestalten, méi regional an op d'Kreeslafwirtschaft baséierende Circuite gestalten, ouni dobäi, wéi gesot, déi sozial Komponent ze vergiessen.

Mir mussen eis Beméiunge fir eng nohalteg Industriepolitik intensivéieren; ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck. A mir mussen elo fir eis nächst Generatioune suergen, fir eng gerecht Verdeelung vun de materielle Ressourcen, Liewenschancen a Liewensqualitéit ënnert de Generatiounen ze fërderen. De Premier huet et gëschter gesot, en huet vun Egoismus geschwat. Ech fannen, an dësem Domän weist et sech am beschten, wéi egoistesch ee ka sinn, well mer hei fir eis elo a virun allem fir eis kommend Generatiounen Akzenter kënne setzen. An ech fannen, do dierfe mer op kee Fall egoistesch sinn.

Wa mer vun Ëmwelt- a Klimaschutz schwätzen a vun enger nohalteger lokaler Produktioun vu liewensnoutwendege Gidder, da musse mer och hei iwwert d'Landwirtschaft schwätzen. Engersäits gëtt et wéineg Produkter, déi existenziell esou wichteg si wéi d'Liewensmëttel, déi d'Landwirtschaft eis liwwert. An anerersäits maachen d'Flächen zu Lëtzebuerg, déi landwirtschaftlech genotzt ginn, esou e groussen Deel am Land aus, dass d'Produktiounsmethoden en aussergewéinlech héijen Impakt op den Ëmweltschutz a ganz besonnesch op d'Biodiversitéit an op d'Qualitéit vun eise Gewässer hunn. An der Landwirtschaft mussen duerfir besonnesch grouss Efforte gemaach ginn, fir méiglechst nohalteg ze produzéieren an d'Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft ze integréieren.

Als LSAP begréisse mer duerfir dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider säi Bioaktiounsplang, deen et soll erméiglechen, dass bis d'Joer 2025 20 % vun den Agrarflächen zu Lëtzebuerg no de Krittäre vun der Biolandwirtschaft genotzt ginn. Dës Standarde si vläicht net ëmmer perfekt, jo. An dach si se eisen Ëmwelt- an Déiereschutzziler e Stéck méi no wéi d'Minimalstandarde vun der konventioneller Landwirtschaft.

An dobäi muss een ënnersträichen, dass e ganz groussen Deel vun de Lëtzebuerger Baueren am konventionelle Secteur wäitaus méi nohalteg produzéieren, wéi dës Mindeststandarden dat virgesinn. 906 Bauerebetriber huelen u mindestens engem Ëmweltprogramm deel. 547 maache bei engem Biodiversitéitsprogramm mat. Ee gudden Deel vun de Fläche läit haut schonn an Zonen, fir déi besonnesch Ëmweltoplage gëllen.

Lëtzebuerg ass doriwwer eraus Virreider, wann et ëm de Glyphosatverbuet geet a mécht och esou grouss Efforten, fir den Asaz vu Pestiziden ze reduzéieren. All dës Leeschtungen am Biolandbau, mee virun allem och am konventionelle Secteur, musse besser visibel gemaach ginn, fir dass d'Konsumenten, déi net nëmmen op de Präis kucken, déi héich Qualitéit vun de Lëtzebuerger Produite besser kënnen aschätzen.

Ganz positiv bewäerte mir als LSAP duerfir d'Initiativ vum Landwirtschaftsminister, fir en neie Label anzeféieren, e Label, dee genau dës Krittären an dës Qualitéiten ervirsträicht. Mir kënnen déi landwirtschaftlech Produktioun net nëmmen aus der Vue vum Ëmweltschutz kucken. Et ass näischt gewonnen, wann d'Efforte vun eise Bauere vun de Konsumenten net wouergeholl ginn a si net duerfir belount ginn. Dat hëlleft hinnen och näischt.

A wann um Enn méi auslännesch Konkurrenzproduite kaaft ginn, déi manner héich Ëmweltstandarde respektéieren a virun allem méi bëlleg sinn, dann ass domat eiser Landwirtschaft net gehollef. Eis Landwirtschaft brauch Clienten, déi bereet sinn, e bësse méi Sue fir Liewensmëttel auszeginn, déi vu garantéiert gudder Qualitéit sinn. An ech sinn och iwwerzeegt, dass sech där Leit do fannen.

Als Sozialist sinn ech mer ganz bewosst, dass et zu Lëtzebuerg vill Leit gëtt, déi all Euro mussen ëmdréien, fir kënnen iwwert d'Ronnen ze kommen. Mee wann all déi Leit, déi e bësse besser dru sinn, konsequent regional a Bioproduite kafen, hei vu Lëtzebuerg, da brauche mer eis manner Suergen ëm d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft ze maachen. An der sanitärer Kris gouf et jo schonn e positiven Trend an déi Richtung. Ech sinn optimistesch, dass déi Promotiounsefforten, déi vum Landwirtschaftsministère gemaach ginn, kënnen hëllefen, dass dësen Trend och no der Kris kann oprechterhale ginn.

Mir wëssen natierlech alleguer, dass d'Landwirtschaft leider net un éischter Stell hire Revenu iwwert de Präis vun hire Produkter erakritt, mee zu engem weesentlechen Deel vun de Subside lieft. De Staat muss fir d'Baueren e verlässleche Partner sinn a seng Subsidepolitik muss et de Baueren erlaben, laangfristeg ze plangen. Et ass deemno wichteg ze soen, dass déi Lëtzebuerger Strategie, fir eis Landwirtschaft méi nohalteg ze maachen, sech areit an den New Green Deal vun der EU-Kommissioun an dass e Gesetzesprojet virläit, fir d'Agrargesetz unzepassen, soudass engersäits d'Kontinuitéit garantéiert ass an anerersäits d'Weiche schonn an déi richteg Richtung gestallt ginn, déi mer an de kommende Jore wäerten aschloen.

Zil ass et, fir héichwäerteg Liewensmëttel nohalteg ze produzéieren an eng gutt Kontroll iwwert déi ganz Produktiounschaîne ze hunn, esou wéi haut gesot gëtt: „from farm to fork" oder „de la fourche à la fourchette". Voilà.

Wéi vill aner Betriber gouf d'Landwirtschaft vun de Konsequenze vun der Coronakris getraff. Mee de Secteur wäert sécherlech ee vun deene sinn, déi laangfristeg am schwéiersten ënnert de Follge vum Klimawandel wäerten ze leiden hunn. De Paquet de relance fir d'Landwirtschaft war wichteg, mee mindestens esou wichteg wäert an Zukunft eng konsequent Ënnerstëtzung fir dëse Secteur sinn am Beräich vun der Innovatioun. Nëmmen esou wäert et fir dës Betriber méiglech sinn, sech net nëmmen un d'Erwaardunge vun de Konsumenten, mee och u verännert Klimabedéngungen unzepassen.

Ech hunn et virdru gesot, mir maache weider grouss Investissementer, déi an de Jore virun der Kris esou ëm 3,7 % vum PIB louchen. 2019 hate mer am Zentralstaat fir d'éischte Kéier de symbolesche Seuil vun 2,5 Milliarden Euro iwwerschratt. Dëst si 4 % vum PIB gewiescht. An 2020 hu mir méi wéi 2,8 Milliarden Euro investéiert. Déi 2,8 Milliarden - do ass de Militärfliger inclus - entsprieche 4,3 % vum PIB.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An enger Kris assuréieren d'Investissementer an eis Infrastrukture vu Staat a Gemengen net nëmmen eis Liewensqualitéit, mee droen och zur Erhuelung vun der Wirtschaft bäi. Duerch eng räsonabel Budgetspolitik vun der Regierung an deene leschte Joren hu mer och de Spillraum, d'Kafkraaft vun de Menagen erhalen an och déi am stäerkste betraffe Secteure vun eiser Wirtschaft ënnerstëtzt. An d'Land brauch Investissementer! An de Staat muss d'Leit an deene verschiddenen Transitioune beglee-

den, fir derfir ze suergen, dass se och sozial gerecht sinn.

Sécherlech sinn d'Investissementer an d'Prioritéit fir den ëffentlechen Transport richteg. An déi fannen och weider eis vollst Ënnerstëtzung.

An ech kommen zu engem Punkt, wou mer haut och scho vill driwwer geschwat hunn, zu de Finanzen. Mir hunn dës Kéier, an och an de leschte Krisen, hei zu Lëtzebuerg keng Austeritéitspolitik gemaach. Deen dat seet, deen huet net gesinn, wivill Suen dass investéiert goufen, an huet och net gesinn, dass weider vill u Sozialleeschtungen transféréiert ginn. Dat war eng richteg Entscheedung a mir hunn d'Prioritéite richteg gesat an d'Investissementer och weider héich gehalen.

Eis Scholdelaascht, déi ass geklommen duerch dës aussergewéinlech Situatioun, an där mir eis befannen. Eis Finanzpolitik vun de leschte Jore war also absolutt richteg. Mir haten nämlech Enn 2019 glécklecherweis eng ganz gesond Situatioun: mat 12,5 Milliarden an absolutten Zuelen ass d'ëffentlech Schold vum Gesamtstaat ganz limitéiert gewiescht. A wa keng Pandemie dertëschentkomm wär - ech soen et nach eng Kéier: Dee Moment, wou de Pluriannuel erstallt ginn ass, konnt jo och keen dat wëssen -, da wier eis ëffentlech Schold virausiichtlech bei 17,5 % vum PIB 2023 gelant.

Den 22. Abrëll huet Lëtzebuerg en Emprunt obligatoire an Héicht vun 2,5 Milliarden opgeholl, fir d'Konsequenze vun dëser Pandemie op d'Ekonomie ofzefiederen. Den Taux moyen, dee läit bei minus 0,035 %. Mir kréien also méi Suen, wéi mer der u sech wëlle léinen. Dat ënnersträicht, dass Lëtzebuerg um Marché als e Land ugesi gëtt, an deem seng Gestioun ee Vertraue kann hunn; dem Triple-A sei Dank. Haut hu mer da 16 Milliarde Schold a mir leie bei 27,4 % vun eisem PIB a leien domadder nach ëmmer op engem vun den niddregsten Niveauen an der EU.

A souguer an esou enger schwiereger Situatioun wéi déi, déi mer elo alleguerten hei hunn, huet Lëtzebuerg säin innovative Geescht net verluer an huet mat der rezenter nohalteger Staatsobligatioun en neie Wee opgemaach, wou mer elo schonn ee vun de Leaderen an deem Secteur vun den nohaltege Finanze sinn, woumat sozial an ekologesch Projeten ënnerstëtzt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, de Staatsminister huet et gesot an de Finanzminister huet et de Moien och nach eemol erkläert: Am Koalitiounsaccord huet dës Regierung sech verflicht, de System vun de Stockoptions a vun de Warranten ze iwwerschaffen; esou stoung et dran. A si huet Wuert gehalen: Si huet d'Stockoptions an d'Warranten ofgeschaaft. Duerch dëst Ofschafe kommen eng Rei Sue méi an d'Staatskeess. Et gëtt mat 100 bis 105 Milliounе gerechent.

A well mer awer och nach wëllen attraktiv bleiwen an och héichwäertegt Personal weider wëllen hei zu Lëtzebuerg unzéien, ass d'Prime participative dann agefouert ginn, mat engem Déchet fiscal, dee vill manner grouss ass, well mer och nach wëllen en Atout fir eng Rei vu Leit sinn, déi hei op Lëtzebuerg wëlle schaffe kommen. Den Déchet fiscal ass ronn 20 Milliounen an ass, wéi gesot, sécherlech hei manner wéi dee bei de Warranten a bei de Stockoptions. An déi Suen, déi mer elo méi an der Staatskeess hunn, déi kënne mer och da méi verdeelen un déi, déi manner hunn.

Mir ënnerstëtzen och ausdrécklech, dass den aktuelle Steierregimm vun de FISe reforméiert gëtt an dass d'Schlupflächer, fir manner Steieren ze bezuelen, hei zougemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, beim Opstelle vum Koalitiounsaccord huet keen dës Covidkris fir méiglech gehalen. An et huet och kee kënne virausgesinn, wat fir Repercussiounen esou eng Kris op eis Finanzen huet. Ëmmerhi schwätze mer hei vun engem Minus vu 4,4 Milliarde fir dëst Joer. A selbstverständlech, a selbstverständlech steet eis Partei zu deem Accord, dee mer 2018 ënnerschriwwen hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et muss awer och erlaabt sinn, jo, et ass souguer eis Flicht, doriwwer nozedenken, wéi mer d'Recettë vum Staat mëttelfristeg kéinten erhéijen, fir dass de Staat déi villfälteg Aufgaben, déi him zoufalen, och an Zukunft nach kann erfëllen. D'Diskussioun reduzéiert sech net op d'Fro, ob et nei Steiere gëtt oder net, mee virun allem dorop, dass mer d'Steierrecetten dohinner musse siche goen, wou d'Suen och sinn.

Dat ass net nëmmen eng Fro vum einfachen Iwwerliewe vun eisem Sozialstaat, mee doriwwer eraus ass et virun allem eng Fro vu Gerechtegkeet. An do hu mir gëschter vum Premier héieren, dass d'Moossname jo kommen. Déi zukünfteg Besteierung vun de FISen, d'Ofschafung vun de Stockoptions, déi spulle Suen an d'Staatskeess. An déi Suen, déi brauche mer, fir sozial Mesurë kënnen ze finanzéieren, wéi deen neien erhéichte Steierkreditt, dee fir d'Beneficiairen - ech soen et nach eng Kéier - méi Cash an d'Täsch bedeit, genau wéi d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère.

An déi Diskussioun, an dat wëll ech hei awer och eng Kéier ganz kloer soen, ass fir d'Sozialisten net eriwwer! Si wäert konsequent an der Gesellschaft weidergefouert ginn, ob mer dat wëllen oder net. An dorunner wëlle mer eis och bedeelegen an dat ass och gutt esou.

Mir sinn eis bewosst, dass een duerfir an enger Koalitioun zu dräi och zu dräi muss d'accord sinn, fir nei Weeër ze goen. Mee fir iwwer eppes kënnen d'accord ze sinn, do muss een och driwwer diskutéieren. An dass dat an dëser Koalitioun nach ëmmer geet, dass dat dëser Koalitioun nach ëmmer geléngt, iwwer Saachen ze diskutéieren, dat huet de Premier mat sengen Ukënnegunge vu Steiermesuren a Sozialentlaaschtunge bewisen. An dat ass och gutt esou. Dat fanne mer eng gutt Attitüd, dat muss och weider esou bleiwen. Et sinn och weider Accorde mat de Sozialisten ze fannen, soulaang se an déi richteg Richtung ginn an net déi belaaschten, déi souwisou schonn net vill hunn.

An duerfir soen ech och ganz kloer, dass et TVA-Erhéijungen oder Erhéijunge vun der Lounsteier genausou wéi den Ofbau vu Sozialleeschtunge mat der LSAP net wäert ginn. Et gëtt keng TVA-Erhéijung mat eis, et gëtt keng Erhéijung vun der Lounsteier an et gëtt och keen Ofbau vu Sozialleeschtungen. Dat sinn eis rout Linnen, déi mir zéien.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mat mir och net.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mat eis och net.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- A wann ech de Premier héieren an d'Fraktiounsspriecherin vun deene Gréngen, mat hinnen och net, da sinn ech ganz frou doriwwer.

E weidert Element vun enger méi gerechter Steierpolitik ass, dass d'Grondsteier reforméiert gëtt an nächster Zäit. A mir sécheren eiser Inneministerin an der ganzer Regierung hei och eis voll Ënnerstëtzung zou, fir dass se hei Gas gëtt, fir dës Reform esou séier wéi méiglech weiderzeféieren. D'Gemenge sollen hei näischt verléieren. Mee et kann ee sech virstellen, dass een op déi Abgab vun de Gemengen eng Nationalsteier kann dropleeën, déi ee kann erhiewen, déi da Suen an d'Staatskeess ka bréngen, ouni dass d'Gemengen eppes solle verléieren. Hei ginn et Modeller, déi ee sech ka virstellen a wou warscheinlech kee méi, warscheinlech souguer deen een oder anere manner belaascht wäert kënne ginn.

Eis finanziell Situatioun ass natierlech net déi, déi mer virun engem Joer virausgesinn hunn. Mee glécklecherweis hu mer an de leschte Joren eng virsiichteg, awer keng ängschtlech Finanzpolitik gemaach, déi eis et elo erlaabt, dass mer op gudde finanzielle Bee stinn, dass eis Staatsschold nach ëmmer an de Limitten ass, wou mer se geréiere kënnen, dass mer, jo, mat 4,4 Milliarden Defizit haut rechnen, woubäi et am Mäerz nach 5 Milliarde waren, mee dass mer och domadder keng Loftsprény eis kënnen erlaben.

Mir kommen awer esou duerch d'Kris, ouni dass d'Situatioun vun de Finanzen desastréis wier, an dat obwuel mer Milliarden an de Grapp geholl hunn, fir den Impakt vun dëser Kris ofzefiederen, fir eise Betriber esou vill wéi méiglech ze hëllefen an den Aarbechtsmaart net zum Abroch kommen ze loossen.

Den Impakt vun all dëse Mesuren op d'Betriber, dat huet och gegraff. Et waren déi richteg Entscheedungen, a mir duerfen elo net noloossen a mussen och weider eis Ënnerstëtzung fir déi Betriber a Secteuren, déi am meeschte betraff sinn, oprechterhalen. Mir mussen och weider Aarbechtsplaze schafen op allen Niveauen an och hei d'Dezentraliséierung weiderdreiwen, an - och dat wëll ech eng Kéier kloer gesot hunn - net all Aarbechtsplaz muss an der Stad sinn.

Lëtzebuerg muss och weiderhin e Land mat enger aktiver Industriepolitik bleiwen. Mir musse weider op Prospektioun vun neie Wirtschaftssecteure goen. An déi fënnt een net einfach esou, dat ass haart Aarbecht. An do huet de Rifkin-Prozess eis eng ganz Rei vu Pisten opgezeechent, mat dem Prinzip vun der Nohaltegkeet mat deenen dräi gläichberechtegte Sailen, ech wëll et nach eng Kéier hei betounen, deenen dräi gläichberechtegte Saile vun Ekonomie, Ekologie an deem Sozialen.

A mir kënnen eis wierklech keng weider Episod wéi dat mat FAGE hei zu Lëtzebuerg erlaben. Et muss vu virera kloer sinn, wann de politesche Wëllen do ass, eng Industrie hei op Lëtzebuerg ze huelen, wat mer als Staat froen, wat d'Konditioune vun der Stee sinn, an da solle mer och proaktiv un neien Aarbechtsplaze fir jidderee schaffen. Och dat si mer eisen zukünftege Generatioune schëlleg.

An ech wëll hei de Premier vu gëschter paraphraséieren: „Gëtt déi Fro, ob een industrielle Projet kompatibel ass, mat Jo beäntwert, da bleift se mat Jo beäntwert." Dat kënne mir mat zwou Hänn ënnerschreiwen!

Ech wëll duerfir och hei ganz kloer soen, dass fir eis als LSAP d'Diversifikatioun vun der Industriepolitik weider e wichtegt Element ass a bleift an dass den Dossier Google hei e wichtegt Bausteck dovunner ass. Deen duerfe mer net an de Sand setzen!

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wa mer eis als e Leader an der Digitalisatioun wëlle profiléieren, wa mer mam Supercomputer MeluXina schonn e richtege Schratt an déi richteg Richtung gemaach hunn, wa mer viru Joren den Ausbau vun dem Glasfaserreseau massiv gefërdert hunn, da musse mer och den Dossier Google als e Puzzlesteck vun dëser Strategie gesinn. An dee muss dat och bleiwen a mir mussen dësen Dossier och op e gutt Enn féieren.

Mir als LSAP stinn dozou! An ech wier och frou, hei e klore Statement vun deenen anere Parteien ze héieren, wéi se dann zum Dossier Google stinn. Hei, déi eng sinn emol eng Kéier derfir an erëm eng Kéier dergéint. Sot de Leit dobaussen, fir wat Der stitt! Sot de Leit dobaussen an och heibannen, wat Der vun dësem Dossier wierklech wëllt!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Bis elo hu mer just Transparenz gefrot gehat.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Bis elo, jo, mee Dir hutt lech op alle Fall nach net derzou geäussert. Dir hutt lech iwwerhaapt nach net dozou geäussert!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... Mir hu gesot, Google passt op Lëtzebuerg a FAGE net.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Eng Kéier hutt Der derfir geschwat, Dir sidd fir eng Diversifizéierung, an eng Kéier sidd Der dergéint. Also ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech weess net, ob dat schwéier ze verstoen ass.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Nee, nee, dat ass net schwéier ze verstoen. Also normalerweis sidd Dir net schwéier ze verstoen, well ... Mee op alle Fall ass et esou, dass Der eng Kéier Jo sot an eng Kéier Nee sot. Mee déi zwee zesummen, dat geet an dësem Dossier net. Dir musst lech eng Kéier kloer positionéieren.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Är Vinylsplack ass och hänke bliwwen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Bei der CSV ass dat net esou einfach. Eng Kéier si se fir eng Ierfschaftssteier an eng Kéier sinn déi aner dergéint. Eng Kéier si se fir Google an eng Kéier si se dergéint. Nee, Dir musst lech eng Kéier kloer positionéieren. Dat schéngt lech wierklech schwéierzefalen.

D'Gemengen, fir bei mäi leschte Sujet ze kommen, waren a sinn nach ëmmer fundamental wichteg Acteuren, fir dës Pandemie ze meeschteren. Dat hu mer virun allem och bei der Schoulrentrée gesinn. D'Gemenge konnten hir essenziell Aktivitéiten oprechterhalen, eegen Initiativen entwéckelen an nach weiderhin no beim Bierger sinn.

D'Gemenge sinn e wichtegen Acteur bei der Relance fir d'Wirtschaft. Et ass duerfir wichteg, dass d'Gemengen hir Infrastrukturprojeten och kënnen duerchzéien, engersäits fir d'Liewensqualitéit vun deenen zukünftege Generatiounen ze assuréieren, mee eeben och, fir d'Wirtschaft unzekuerbelen an d'PMEen ze ënnerstëtzen.

D'Ministesch gräift de Gemengen hei jo finanziell ënnert d'Äerm, zum Beispill mat der Erhéijung vun de Subside fir essenziell Ekipementer.

An Zukunft brauche mer resilient Gemengen. Duerfir ënnerstëtze mer d'Plateforme nationale sur la réduction de risques de catastrophe, déi zäitno och wäert lancéiert ginn.

Zu der Aussepolitik, der Immigratioun an der Kooperatioun verweisen ech op déi aussepolitesch Debatt am November an op den Debat iwwert d'Kooperatioun am Oktober.

Ee Wuert awer zu Europa. An dëse leschte Méint huet Europa net dat gehalen, wat mer eis vun Europa gewënscht hunn. Zoue Grenzen, nationaalt Denken ouni Rücksicht op den Noper, jidderee fir sech a keng konzertéiert gemeinschaftlech Aktiounen hu bei ville Leit de Glawen un Europa un d'Zweifele bruecht. An hei musse mer elo ganz vill schaffen, fir dass mer dat Vertrauen erëmgewannen.

De Stabilitéitspak, de Cadre financier pluriannuel fir d'Joren 2021 bis 2027 mat 750 Milliarden ass schonn emol e richtege Schratt an déi richteg Richtung. Mir gleewen awer weider un Europa a mir wäerten eis och weider fir méi Mateneen a manner Géinteneen asetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eisem Land geet et den Ëmstänn entspriechend gutt. Nee, net blendend, an et sinn och nach vill Saachen ze verbesseren, mee et geet dem Land den Ëmstänn entspriechend gutt, well mer gutt duerch déi Kris hei komm sinn. Mir sinn um Wee vun der Besserung no enger schwéierer Krankheet, déi awer nach net eriwwer ass. Wa mer weider op eis an op déi aner oppassen, da packe mer dat. Mir als LSAP, mir këmmeren eis ëm lech. Mir huelen Är Problemer eescht a mir pake se och un.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Bravo!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Roth huet nach eng Fro fir den Här Engel.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, den Här Engel hat mir op dem Pult eng Fro gestallt, déi iwwert d'Solidaritéitssteier. Hien huet d'CSV zitéiert, et war falsch. An hien ass jo dann de Mann vun de klore Positiounen. Also ech kann lech versécheren, d'CSV ass géint eng Ierfschaftssteier an éischter Linn, an d'CSV ass och gradesou kloer géint eng Neesaféierung vun der Verméigenssteier fir physesch Persounen.

An ech hätt an där selwechter Kloerheet vun dem Fraktiounspresident vun der LSAP, vum Här Georges Engel, da gären eng Äntwert: Ass d'LSAP fir oder géint eng Neesaféierung vun der Verméigenssteier fir Privatpersounen? Ass d'LSAP fir oder géint en Ofschafe vun dem Bankgeheimnis fir Lëtzebuerger Residenten?

(Brouhaha)

Gitt dem Land eng kloer Äntwert vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, den Här Roth bräicht nëmmen eis Positiounen ze liesen, déi mer scho laang ginn hunn! An da bräicht en déi ...

(Brouhaha général)

An da brauch en nëmmen den nächste Walprogramm vun der LSAP ze liesen! An dee wäert ...

(Protestations)

... ganz genau soen, wat mer wëllen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Nee, d'Positioun haut! Wat ass dann d'LSAP-Positioun?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Den iwwernächsten och vläicht!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Den Här Cruchten huet och schonn eppes anescht gesot.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- A mir hunn eis zu dësem Koalitiounsprogramm, dee mer hei hunn, bekannt a mir wäerten deen och weider hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel.

(Brouhaha)

An elo huet d'Wuert d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, wannechgelift.

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Kloer ass d'LSAP!

Une voix.- D'CSV huet eng Koalitioun an der Partei, do ass et méi schwéier.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, d'Madamm Lorsché huet d'Wuert a soss keen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech waarden, bis déi Häre sech ausgetosch hunn.

Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Gank vun der Chamber läit esou e klengt Dokument vun der OCDE mam Numm „Coronavirus : Vivre avec l'incertitude". Et ass den Titel vun engem Tëscherapport vun der OCDE, wou déi ekonomesch Situatioun vun de 37 Staaten am Kontext vun der Covidkris analyséiert gëtt. A schonn eleng den Ausdrock „vivre avec l'incertitude", den Titel vum Dokument, dréckt an e puer Wierder dat aus, wat d'Gesellschaft a wat d'Ekonomie hautdesdaags beweegt a wat och eis hei an der Chamber muss beweegen. An zwar d'Onsécherheet vun der Zukunft an enger Zäit vu Pandemie, wou d'Politik net nëmmen déi sanitär Kris a Schach muss halen, mee och hir ekonomesch, gesellschaftlech, mental a sozial Konsequenzen, a wou mer doriwwer eraus awer och mat enger Klimakris konfrontéiert sinn, déi mer scho laang kennen, an dernieft mat enger Logementskris, déi sech wärend Joerzéngten zu Lëtzebuerg opgebaut huet. Zwou Krisen, déi bei d'Sanitärkris derbäikommen.

Fir déi ze meeschteren, brauche mer natierlech Energie. An dat alles zesummen ass och keen einfachen Defi. Et gi keng fäerdeg Rezepter an e Management vu Krisen ass och keng applizéiert Wëssenschaft. Un der Politik ass et, dee Prozess jee no Entwécklung ze gestalten. An duerfir ginn et eng ganz Rei Pisten, wou ech d'Pisten, déi d'Regierung ageschloen huet, déi Weeër, déi an de leschte Méint ageschloe gi sinn, explizitt wëll begréissen am Numm vun der grénger Fraktioun.

Ech wéilt awer och zesumme mam François Benoy, mengem Fraktiounskolleeg, e puer Punkte méi ge-

nee ënnert d'Lupp huelen, wat déi laangfristeg Objektiver ugeet, fir datt mer weider Krise kënne verhënneren, dëst an enger konstruktiver Approche, well mir sinn der Meenung, datt eng restriktiv Approche eis haut net ganz vill virubréngt. Besser, mir halen zesummen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wa mer an der sanitärer Kris vu Solidaritéit schwätzen, da misst dat eigentlech och fir d'Chamber gëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, anescht wéi an den Debatte vum État de la nation, wéi et üblech ass normalerweis, fänken ech haut net mat der ekonomescher Situatioun vum Land un, mee am Numm vun der grénger Fraktioun wéilt ech och wéi aner Spriecher mam Gesondheetssecteur ufänken, dee jo schonn zanter Méint am Mëttelpunkt steet, wann et ëm d'Gestioun vun der Kris geet.

Ech maachen dat haut awer emol eng Kéier net, fir de Krisemanagement vun der Regierung nach eng Kéier ze luewen, obschonn se e Luef verdéngt huet, mee ech mengen, domat geet et net duer. Ech maachen dat, fir op eng Rei strukturell Schwaachpunkte vun eisem Gesondheets- a Sozialsecteur anzegoen, déi an der Lescht eigentlech nach méi offensichtlech gi sinn a behuewe musse ginn, fir datt eise Gesondheetssystem méi krisefest gëtt.

An ech si ganz besonnesch frou, datt mer ofgemaach hunn, déi Schwaachpunkten an der Santéskommissioun méi geziilt ënnert d'Lupp ze huelen, an datt mer eis och dozou bekennen, de Gesondheetsdësch konstruktiv ze begleeden.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Datt dëse Secteur bei den Debatte ronderëm d'Lag vun der Natioun an der Vergaangenheet meeschtens ze kuerz koum, wärend d'Wirtschaft an d'Finanze reegelméisseg bei deenen Debatten am Mëttelpunkt stoungen, ass eigentlech net verwonnerlech. Et kënnt zu engem gudden Deel dohier, datt de Gesondheetssecteur net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och generell an Europa net als droende Pilier vun eiser fräier Maartwirtschaft ugesi gëtt, mee just als „pilier d'appui", als „secteur d'appui".

Et ass dat, wat och de Premier gëschter a senger Deklaratioun bedauert huet a wouriwwer ech e puer Wierder wéilt verléieren.

Här President, spéitstens an der Kris si mer eis jo bewosst ginn, datt d'Santé an d'Wirtschaft Hand an Hand musse goen. An deem Sënn war et e Feeler - an ech sinn elo bei Europa -, datt déi Europäesch Unioun eenzeg an eleng op wirtschaftlechen Objektiver opgebaut ginn ass an net och op Objektiver vu Gesondheet a Gesondheetsschutz.

Wat déi europäesch Gesondheetspolitik ugeet, esou huet déi Europäesch Kommissioun zwar e ganz grousse Rettungspak mat enger ganzer Rei Moossnamen op den Dësch geluecht. Allerdéngs war de Gros vun dëse Suen net geduecht, fir d'Santéssystemer vun de Memberstaaten ze stäerken a Liewen ze retten, e war zum gréissten Deel geduecht, fir den ekonomeschen a sozialen Impakt vun der sanitärer Kris an deenen eenzelne Länner ofzefiederen.

Déi Moossname stelle mer net a Fro. Si ware gutt a wichteg, well se gréisser Schied verhënnert hunn, nodeems d'Covidkris der fräier Maartwirtschaft vun haut op muer hir Limitten opgewisen huet. De Problem, dee sech awer derhannert verstoppt, ass deen, datt d'Gesondheet an der EU net dee Stellewäert huet, dee se verdéngt. An dorënner leiden och mir. An obwuel de Virus scho bal zéng Méint an Europa ënnerwee ass, gëtt et haut nach ëmmer keng Perspektiv op en Europa vun der Gesondheet, mat enger gemeinsamer Strategie, déi vill politesch Spannungen tëschent de Memberstaate géif verhënneren.

Aus deem Grond plädéiere mir als Gréng haut eng weider Kéier derfir, Dir Dammen an Dir Hären, datt op EU-Niveau endlech Neel mat Käpp gemaach ginn, a mir begréissen, datt d'Regierung op dee selwechte Wee wëllt goen a sech derfir asetzt. Konkreet gehéiert dozou net nëmmen d'Entwécklung vun enger harmoniséierter Covidstrategie mat gemeinsame Reegelen. Dozou gehéiert méi wäit gekuckt och, datt mëttel- a laangfristeg eng europäesch Produktioun vu Medikamenter a medezinneschem Material op d'Bee gestallt gëtt, fir eis Ofhängegkeet ze reduzéiere vun anere Länner, datt gemeinsam Stocken ugeluecht ginn, datt gemeinsam Katastropheschutzpläng entwéckelt ginn.

Esou positiv wéi et och ass, datt Lëtzebuerg séier a gutt op déi éischt Well reagéiert huet a gutt op déi zweet Well virbereet ass, esou bedauerlech ass awer d'Trägheet vun der EU, wann et ëm d'Zesummenaarbecht an ëm den Zesummenhalt geet.

De Finanzminister huet de Moie vun „Duerchlächerung vum Schengen-Traité" geschwat. Eleng de Fait, datt joerzéngtelaang mat eisen Nopeschlänner muss verhandelt ginn, bis datt eng Ambulanz iwwerhaapt emol iwwert d'Grenz däerf fueren, ass am sougenannten „Europa ouni Grenzen" schonn e staarkt Stéck! Et steet am Fong symbolesch fir d'Trägheet, déi ech genannt hu vun der europäescher Gesondheetspolitik aus de leschte Joerzéngten.

An ech mengen, et ass onëmgänglech, datt an Zukunft och de Secteur vun der Santé net méi just als „compétence d'appui" ugesi gëtt, mee als „compétence partagée", wou d'EU méi eng zentral Verantwortung operluecht kritt. Datt all Memberstaat doriwwer eraus och seng eege Verantwortung muss iwwerhuelen, wann et ëm den Opbau vu qualitativen ëffentleche Gesondheetssystemer a -servicer geet an ëm de gläichberechtegten Zougang dozou, ass evident. Allerdéngs däerf de Verweis op d'Eegeverantwortung vun all Memberstaat net ausaarten, esou wéi dat am Moment gäre geschitt.

Hei kënnt et wierklech zu Absurditéiten, zum Beispill wa Länner mat héijen Infektiounszuelen aner Länner zum Risikogebitt erklären, obwuel et do verhältnisméisseg manner Infektiounszuele gëtt. De Reflex, mam Fanger op anerer ze weisen, dréit jiddefalls net zum Schutz vun der europäescher Bevëlkerung bäi, villméi muss d'Solidaritéit, déi ech scho virdrun ernimmt hunn, déi op nationalem Plang vu jiddwerengem gefuerdert gëtt, och op internationalem Plang tëschent de Länner gëllen. Dat heescht, national Egoisme genau wéi déi individuell Egoisme bréngen eis am Kampf géint d'Pandemie a géint aner Krisen net weider, si bewierke just de Géigendeel.

An deem Sënn soen ech der Regierung e grousse Merci, datt se sech net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an der EU vun Ufank un zu enger Politik vun der Solidaritéit bekannt huet. Ech mengen, den Här Gramegna huet eis dat direkt déi éischt Woch nom Ausruffe vum État de crise esou matgedeelt.

Domat sinn ech zu Lëtzebuerg. Wat eist Land betrëfft, esou si mer eis heibanne jo hoffentlech emol eens, datt mer de Stresstest vun der Pandemie besser gemeeschtert hu wéi vill aner Länner. Et muss een ëmmer alles a Relatioun setzen. Allerdéngs hu sech och eng Rei Schwächten an eisem nationale Gesondheetssystem erausgeschielt, déi iwwert d'Covidpandemie eraus mussen thematiséiert a behuewe ginn. Ech hu gesot, mir huelen eis där Saach un, mam Zil natierlech, fir eise System op Dauer krisefest ze maachen am Hibléck op weider Pandemien. An ech sinn iwwerzeegt, déi wäerten net ausbleiwen an déi wäerten och ëmmer gefäierlech sinn, wann net méi gefäierlech wéi déi vum Covid-19. Et geet awer och drëm, Feelentwécklunge fréizäiteg ze verhënneren.

Domat kommen ech bei fënnef Punkten, déi eis als Gréng prioritär schéngen.

Éischtens, de legale Kader. Dat heescht, mir brauchen onbedéngt en neit Pandemiegesetz, wat juristesch Sécherheet schaaft an dernieft d'Zoustännegkeeten an d'Prozedure beim Ëmgang mat enger Pandemie kloer definéiert. Ënner anerem huet d'Schwäiz esou e Gesetz. Eist ass komplett iwwerlieft a staamt aus dem Joer 1885, wat ee vun den Haaptgrënn awer och ass, firwat mer bei der Gestioun vun der akuter Phas op den État de crise hu missen zréckgräifen. Dat kann ee mat engem Pandemiegesetz verhënneren.

Zweetens, d'Penurie u Medezinner. De Chantier ass bekannt an e muss ugepaakt ginn. E betrëfft déi schläichend Penurie u Medezinner a Spezialisten, e Problem, deen am Rapport Lair gutt analyséiert ginn ass. Dee Rapport ënnersträicht ganz kloer, datt déi héichwäerteg a flächendeckend medezinnesch Versuergung zu Lëtzebuerg a Gefor geréit, wann net méi Medezinner sech an Zukunft zu Lëtzebuerg nidderloossen. A mir mengen, fir d'Usidlung vun de Medezinner zu Lëtzebuerg ze förderе respektiv ze verhënneren, datt lëtzebuergesch Medezinner nom Studium net méi zréck op Lëtzebuerg kommen, datt de Beruff duerfir méi attraktiv muss ginn. Mee wéi geet dat?

D'Kooperatioun mat der Medical School gesi mer als eng vun de Pisten un. Do gëtt jo ab September eng medezinnesch Grondausbildung mat Bachelor méiglech gemaach. Mir mengen, datt dat eng gewëssen Attraktivitéit wäert bréngen.

Wichteg ass awer och, datt d'Tariffer zum Deel eng aner Gewiichtung kréien, wou ech net pauschal wëll soen, datt d'Dokteren net genuch verdéngen. Ech wëll just soen, datt d'Tariffer eng aner Gewiichtung kréien an deem Sënn, datt beispillsweis de Facteur Zäit, deen en Dokter sech fir seng Patienten hëlt, och d'Preventioun, déi mental Ënnerstëtzung an d'Orientéierung vun de Patienten, mee och d'Disponibilitéit an d'Garde méi an d'Gewiicht musse falen, ...

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- … an net zulescht d'Mise en place vun enger zäitgemëisser, transparenter Nomenclature, déi scho laang an der Diskussioun ass. Leider ass se nach net finaliséiert. An ech mengen, do sinn ech mer ausnamsweis emol eng Kéier eens mat der Madamm Hansen.

Ech wëll och un d'Psychotherapie erënneren, wou mer viru Joren e Gesetz geschafen hunn, fir dee Beruff an ee legale Kader ze setzen, a mir waarden nach ëmmer drop, datt dann och e Remboursement stattfënnt. Zemools a Krisenzäite wär dat e wichtegt Zeechen.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dat ass d'Quadripartite.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat kënnt, jo, et ass ënnerwee.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- D'Quadripartite.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, ech hunn net gesot, et wär Är Responsabilitéit. Mir maachen en Appell ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Et ass richteg, dass Der dat net gesot hutt. Mee et ass awer wichteg, dass et eng Kéier gesot gëtt! Fir d'Nomenclature ass net e Minister oder e Ministère oder eng Regierung zoustänneg, mee d'Quadripartite. Dat ass einfach eng Zousazinformatioun, déi ech wollt ginn.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Da merci fir d'Informatioun. Ech hat geduecht, dat wär jiddwerengem bekannt. Natierlech sidd Dir net derfir zoustänneg an och net e Santésminister an och net e Sécurité-sociales-Minister, mee et ass eng Saach vun der Quadripartite, wou mer awer schonn eng Rei Informatiounen dozou kritt hunn.

En drëtte Chantier gesi mer dann an der Penurie vu Fleegepersonal, déi ech awer och nach eng Kéier wéilt opwerfen. Och dovun ass virdru geschwat ginn. Den Här Bettel huet deene ville Persounen zu Recht Merci gesot, well si hunn et verdéngt! Dës Unerkennung ännert awer näischt un eiser Ofhängegkeet vum Ausland.

Schonn eleng wann eent oder zwee vun eisen Nopeschlänner hiert Fleegepersonal besser géife bezuelen an hir Servicer géifen ausbauen, géif eise ganze Fleegesecteur wéinst Personalmangel praktesch zesummebriechen, trotz gudden Dokteren an héichwäertegen Apparater, an déi vill investéiert gëtt. An deem Sënn hänkt eise Fleegesecteur, deen eist Land bis elo virum Chaos gerett huet, kann ee bal soen, an deen eis och eng grouss Sécherheet gebueden huet, personalméisseg un engem seidene Fuedem.

Fir dësem Problem entgéintzesteieren, mussen d'Studiegäng - déi jo elo e BTS sinn - vun den Infirmièren an Infirmieren zu Lëtzebuerg an d'Richtung vun engem Bachelor goen. Mir sinn iwwerzeegt, datt dee Studium de Beruff méi attraktiv mécht. An duerfir begréisse mer och, datt d'Regierung sech där Diskussioun net verschléisst.

Dir Dammen an Dir Hären, wichteg ass an deem Kontext awer virun allem och, d'Sproochbarriären aus dem Wee ze schafe bei der Ausbildung. Momentan ass et esou, datt vill motivéiert an talentéiert jonk Leit wéinst hirer kultureller Hierkonft am Studium scheiteren, mee och souguer Stacklëtzebuerger di sech schwéier an där enger oder anerer Sprooch, mam Resultat, datt nëmmen 10 % vun de Beruffstätegen zu Lëtzebuerg ausgebilt ginn. Ironescherweis ginn d'Plazen an de Spideeler a Fleegeariichtungen da mat Fleegepersonal aus der Grenzregioun besat, déi dës Sproochenufuerderungen och net erfëllen.

Prinzipiell si mir als Gréng jiddefalls der Meenung, datt d'Qualitéit vun der Fleeg méi wichteg ass wéi d'Sprooch, wann et drëms geet, kranken oder ofhängege Mënschen déi Soinen zoukommen ze loossen, déi se verdéngen.

Véierte Punkt, de „virage ambulatoire" a multidisziplinär Zentren. Et ass de véierten Usaz, dee mer gesinn, fir d'Gesondheetsversuergung virun allem an deene méi ländleche Regiounen ze verbesseren, virun allem och, fir d'Urgencë méi séier an Empfang ze huelen, dëst eeben och am Kontext vun der Diskussioun ronderëm de „virage ambulatoire", dee mer jo deemnächst hei wäerten diskutéieren.

Esou Zentre géifen d'Poliklinicken an d'Noutfallservicer an de Spideeler entlaaschten an de Patiente laang Weeër a Waardezäiten erspueren. Virun allem a Pandemiezäite muss derfir gesuergt ginn, datt all déi aner Krankheetsbiller, déi et jo och nach ëmmer gëtt, net vernoléissegt ginn. A mir mussen all awer zouginn, datt dat e Problem duergestallt huet. Mir mengen, datt esou effikass Ulafstellen dee Problem kéinte léisen, natierlech ënnert der Konditioun, datt mer och genuch Medezinner derfir hunn an datt mer keng Schlupflächer schafen a Richtung Zwouklassemedezinn.

Fënneften a leschte Punkt, deen eis och als Gréng um Häerz läit, d'Fleegeversécherung. An ech sinn net fir näischt a menger leschter Ried schonn dorop agaangen, besonnesch zanter dem Ausbroch vum Virus hu sech eng Rei Schwaachstellen hei bemierkbar gemaach, a mir hoffen, datt déi gläich eng Kéier och thematiséiert ginn.

Ech hunn et gesot, an och d'COPAS ass drop agaangen an hirer Pressekonferenz. Allerdéngs huet d'COPAS méi de Fokus op d'Alters- a Fleegeheimer geluecht, wou jo vill Leit dra liewen an déi an de leschte Méint och Ulass ginn hunn zu Diskussiounen, virun allem um Niveau vum Besuchsrecht fir Familljen.

Wouvun awer manner geschwat ginn ass an och generell manner geschwat gëtt, ass, datt déi grouss Prioritéit vun der Fleegeversécherung beim „maintien à domicile" läit, also bei der Fleeg doheem, wou momentan zwee Drëttel vun de Fleegebedierftegen en charge geholl ginn, also net an enger Institutioun. Dat heescht, just een Drëttel vun den ofhängegen an äusserst vulnerabele Mënsche liewen an enger Institutioun, wärend all déi aner, ongefäier 9.500, net vun de Servicer vun deenen Haiser kënne profitéieren an deemno och net do geschützt kënne ginn.

Domat stelle mer ganz sécher net a Fro, an dat ass och éischter begréissenswäert oder souguer ganz begréissenswäert, datt d'Gesondheetsministesch zesumme mat der Familljeministesch eng Konventioun mat der COPAS an der AMMD ofgeschloss hunn, fir eng kontinuéierlech allgemengmedezinnesch Versuergung an de Seniorenheemer ze garantéieren. Och den Här Bettel huet dat positiv ervirgestrach, wann ech mech gutt erënneren.

Allerdéngs ännert dat natierlech näischt un der Tatsaach, datt mer nëmmen 90 Generalisten op 100.000 Awunner hunn, wat kee grousse Schlëssel ass. Et sinn déi, déi dës Aarbecht mussen zousätzlech leeschten. Derbäi kënnt, datt d'Hallschent vun hinnen iwwer 55 Joer al ass, wat nach keen Alter ass, wat awer trotzdeem de schläichende Mangel un Nowuess nach eemol ënnersträicht.

Dësen neie Service an den Institutiounen ännert dann awer och näischt drun, wéi gesot, datt déi 9.500 Fleegebedierfteg, déi doheem en charge geholl ginn, net dovu kënne profitéieren, an dat obwuel eng grouss Zuel vu Fleegestonnen duerch de Switch vun de Gardes en groupe op Gardes individuelles verluer gaange sinn. Konkreet ass dat e Minus vun 33 Gardstonne pro Woch fir all Persoun, ouni datt dës Stonne kënne kompenséiert ginn.

Derbäi kënnt dann de wuessende Problem vun der Altersdemenz an enger Populatioun mat ëmmer méi enger héijer Liewenserwaardung. An ech mengen, och dat Theema musse mer eng Kéier méi genau analyséieren. Dir wësst, datt dement Leit a ganz gefäierlech Situatioune kënne geroden, wa se eleng sinn. An déi Krankheet setzt am Fong viraus, datt dës Persoune praktesch ronderëm d'Auer eent zu eent encadréiert musse ginn, besonnesch dann, wa se nom Prinzip „maintien à domicile" bis an den héijen Alter doheem liewen. Derbäi kënnt dann och d'Fro vum Handicap, deen och thematiséiert ginn ass, wou ech awer elo net weider drop aginn, well nach aner Theemen ustinn.

Op alle Fall begréisse mer, datt mer zu där doter Thematik wäerten eng grouss Debatt och hei an der Chamber féieren, wa mer dann eis Aarbecht an der Santéskommissioun ofgeschloss hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, souvill zum Gesondheets- a Fleegesecteur, deen ech an de Vierdergrond gestallt hunn eebe grad fir ze ënnersträichen, datt mer e krisefeste Gesondheetssystem brauchen, fir d'Wirtschaft um Dréien ze halen. Op där anerer Säit brauche mer natierlech och eng staark Wirtschaft, fir den ëffentleche Gesondheets- a Sozialsystem ze finanzéieren.

Domat kommen ech bei d'Wirtschaft, bei d'Ekonomie an den Travail als zweete grousse Pilier an den Aarbechtsmaart mat senge Perspektiven, deen och muss thematiséiert ginn an enger Kris.

Wann een eis national Ekonomie mat der internationaler Situatioun vergläicht, da muss ee fir d'éischt emol unerkennen, datt Lëtzebuerg bis elo dat Schlëmmst verhënnert huet an datt eis Perspektive besser si wéi déi vu villen anere Länner.

D'Investissementer erreeche weiderhi Rekordzommen - meng Virriedner si mat den Zuele komm: Mir leie bei 4,3 % vum PIB d'nächst Joer -, grad wéi och d'Depensen, déi héich sinn am Kader vum Rettungspak fir Betriber, Salariéen a Familljen. A wann een da weess, datt e Pak vun insgesamt 11 Milliarden Euro mobiliséiert ginn ass, dovun eleng 800.000 Euro (veuillez lire: 800 Milliounen Euro), fir de Chômage partiel ze finanzéieren, da kann een net just vun engem „Amuse-bouche" op där Bün hei schwätzen, da weess een, datt Lëtzebuerg de Kapp net an de Sand stécht, mee proaktiv an zukunftsweisend mat der Kris ëmgeet, mam Bléck op déi ekonomesch Relance, déi sech scho liicht um Horizont undeit.

Dir Dammen an Dir Hären, déi virsiichteg Finanzpolitik aus de leschte Joren an déi niddreg Verschëldung vun eisem Land hu sech also an der Kris bezuelt gemaach. An et ass dorop, wou mer haut kënne bauen. Et kann een also net alles schlechtrieden, well et ginn duerfir keng Argumenter.

Sou ass laut den Zuele vum Statec „just" - entre guillemets, nach ëmmer - e Réckgang vum PIB vu 7,2 % am zweeten Trimester 2020 ze verzeechne gewiescht, mat positiver Tendenz eigentlech, wat de Mueren och ënnerstrach ginn ass, wärend d'Eu-

rozon an der Moyenne mat engem Minus vun 11,8 % ze kämpfen hat. An awer, wéi gesot, besteet kee Grond zur Euphorie zu Lëtzebuerg, ganz sécher net, well och eist Land ass haart getraff, virun allem d'Secteure vum Horeca an dem Evenementiel mat der Kultur och an dem Tourismus, deenen hir Zukunft nach ëmmer staark vun der Entwécklung vun der Pandemie ofhänkt.

Am stäerkste betraff sinn eebe grad déi Secteuren a Servicer, an deenen d'Proximitéit vun de Mënschen eng weesentlech Roll spillt a wou den Teletravail net denkbar ass. Duerfir begréisse mer als gréng Fraktioun, datt dës Secteure weiderhi vu staatlechen Hëllefe kënne profitéieren, fir datt aus der Incertitude, déi am OCDE-Rapport dosteet, lues a lues nees eng Certitude gëtt.

Zum Aarbechtsmaart: Och do muss ee vun Onsécherheet oder vu Veronsécherung schwätzen. Natierlech ass d'Situatioun net einfach. Mee och scho virum Ausbroch vum Virus hu sech vill Leit Suergen ëm d'Zukunft vun hirer Aarbechtsplaz gemaach, well den technesche Fortschrëtt an d'Digitaliséierung an eenzelne Secteuren d'Enn vun der „Aarbechtskraaft" - am Sënn vum Wuert - mat sech bréngen, och scho virdrun.

Staark betraff sinn hei de Finanz- a Bankesecteur an den Assurancësecteur och, wou déi wuessend Digitaliséierung an Automatiséierung vun den Aktivitéiten a Geschäfter scho virun der Kris e groussen Onsécherheetsfacteur fir déi Beschäftegt duergestallt hunn. Mir hate Vertrieder vun der CSSF an der Cofibu op Besuch a wat se eis do erzielt hunn, war ganz interessant, awer och net nëmme positiv.

Den Abroch gesäit ee schonn eleng un der Zuel vun de Bankfilialen, déi zu Lëtzebuerg kontinuéierlech ofhëlt, vun 222 am Joer 2005 op 126 Filialen am Joer 2020, dëst ouni datt de globale Geschäftsvolumen erofgaangen ass. Dat heescht, d'Salariéen, d'Employéen, d'Zuel ass reduzéiert ginn, mee d'Geschäfter hunn net ofgeholl. D'Konklusioun, déi een doraus muss zéien, ass déi, datt d'Diversifizéierung vun der Ekonomie ganz wichteg ass, fir Aarbechtsplazen op aneren Eebenen ze schafen, nun emol wéinst der Digitaliséierung an deene Secteuren, wou se verluer ginn.

Haut erliewe mer nieft dem éischter technesch bedéngte Réckgang vun Aarbechtsplazen an eenzelne Secteuren awer dann och eng weider Well vun Aarbechtslosegkeet, dat ass bekannt. Si ass net duerch d'Technik bedéngt, mee duerch en onsiichtbare Virus. D'Resultat war eng Aarbechtslosegkeet vu 7 % am Mount Mee, also no beim Pic vu 7,2 %, deen am Mee 2014 eng Zäit no der Finanzkris erreecht gi war. Am August louch en awer scho méi déif, bei 6,4 %, wat schonn op eng liicht Reprise schléisse léisst. Mee dat muss een och virsiichteg soen.

Virun allem ass d'Moossnam vum Chômage partiel, déi mat engem Pak vun 800 Milliounen Euro jo dozou bäigedroen huet, datt Lëtzebuerg besser dosteet wéi anerer, eng wichteg Moossnam. En huet éischtens dozou gefouert, datt de Kafkraaftverloscht zu Lëtzebuerg wäit ënnert der europäescher Moyenne bliwwen ass. En huet awer zweetens och dozou gefouert, d'Betriber ze entlaaschten a vill Salariéen an der Aarbecht ze halen. Et si ganzer 160.000 Mënschen, déi op déi Manéier virun der wierklecher Kris geschützt gi sinn, der individueller Kris och an hirem Liewen.

Allerdéngs sinn déi aktuell Reegelen un e spezielle Kontext gebonnen a kënnen net éiweg bestoe bleiwen. Op där anerer Säit géif en ze vill abrupte Retour an den normale Regimm natierlech och zu Verwerfungen um Aarbechtsmaart féieren. An deem Sënn ënnerstëtze mer d'Decisioun vun der Regierung voll a ganz, dës Moossname weiderzeféiere bis an d'Joer 2021 eran an deene staark betraffene Betriber domat méi Sécherheet ze ginn.

Wat dann déi Betriber betrëfft, an deene strukturell Verännerungen ustinn, menge mer, datt d'Zäit vum Chômage partiel schonn haut konstruktiv genotzt sollt ginn. Dat heescht, dës Zäit soll genotzt ginn, fir d'Salariéen esou wäit wéi méiglech mat deene Kompetenzen auszestatten, déi se fir d'Veränderunge vu muer brauchen. Dat heescht, als Gréng fanne mer et wichteg, de Chômage partiel un d'Formation continue ze koppelen. Prinzipiell ass dat scho méiglech, mee eise Recherchen no gëtt dat net ganz vill gemaach. Doweinst muss déi Approche encouragéiert ginn, zumindest do, wou se Sënn mécht a wou se méiglech ass.

Zum Jugendchômage muss een natierlech soen, datt et problematesch ass, wa vill Jonker net an d'Aarbecht kommen. Wärend déi ugekënnegt Sozialpläng fir méi eeler Salariéen zumindest nach derfir suergen, datt se net komplett duerch dat soziaalt Netz falen, esou ass de Jugendchômage wierklech eng Katastroph, déi muss verhënnert ginn an Zukunft. E féiert dozou, datt déi betraffe jonk Leit sech vu virera keng Existenz kënnen opbauen, mat alle Konsequenzen, déi dat op d'Liewen huet.

An dobäi sinn et grad si, déi am beschten eigentlech op déi digital an ekologesch Transitioun virbereet sinn. Souguer Akadeemiker hunn ëmmer méi Problemer, eng Aarbecht ze fannen, wou derbäikënnt, datt et ouni éischt Aarbechtserfarung ëmmer méi schwéier gëtt, eng Plaz ze fannen. Mee ouni Plaz kritt een och keng Aarbechtserfarung. Dat ass en Däiwelskrees, dee mer musse versichen ze duerchbriechen.

Potenzial gesi mer an der Jugendgarantie, déi jo schonn eng Zäitchen en place ass an ergänzt muss ginn, doduerch zum Beispill - wat och da gemaach gëtt, dat ass begréissenswäert -, datt d'ADEM méi Leit kritt, méi Agenten zur Verfügung gestallt kritt, fir Jonker en charge ze huelen, an net nëmme si, natierlech mat den néidege pedagogesche Kompetenzen, déi hinnen och erlaben, adequat mat Jonken ëmzegoen. Och dat muss ee fäerdegbréngen.

Doduerch awer och, datt d'Offer am Kader vun der Jugendgarantie am Dialog mat de Jugendorganisatioune kritesch evaluéiert gëtt, an doduerch, datt nei Ausbildungsoffere geschafe gi fir déi Jonk, déi net direkt eng Léierplaz fannen, esou wéi dat scho mam „Diplom +" gemaach gëtt. Dat ass fir eis e ganz gudde Wee.

An dësem Kader begréisse mer och d'Initiativ, Primmen anzeféiere fir déi Betriber, déi och weiderhin Ausbildungsplazen ubidden. Besonnesch zielt dat fir de Fall, wou ee sougenannte Léierbouf oder Léiermeedchen - et ass e bëssen e veralten Term - no der Ausbildung vum Betrib iwwerholl gëtt an dauerhaft do eng Aarbecht wäert kréien.

Virun allem musse mer awer derfir suergen, Dir Dammen an Dir Hären, datt kee Jonken zum Sozialfall gëtt doduerch, datt en d'Schoul fréizäiteg ofbrécht. Ech schwätze vum Décrochage scolaire, dee viru Joren ëm déi 10 % vun de Lëtzebuerger Schülerinnen a Schüler betraff huet, jee no Berechnung. Dëse Phenomeen, ganz éierlech, ass am deierste Bildungssystem vun der Welt eigentlech net akzeptabel. Eise Bildungssystem kascht 2,8 Milliarden Euro am Joer, an da mussen och Mëttel genuch lassgekappt ginn, fir deen do Problem nach méi an de Gréff ze kréien.

Duerfir begréisse mer ausdrécklech, datt den Educatiounsminister sech an Zukunft nees méi geziilt wäert mam Décrochage scolaire beschäftegen, esou wéi e mir dat op eng entspriechend Question parlementaire geäntwert huet. Den Ausbau vum zweete Bildungswee spillt an deem Kontext eng grouss Roll. Och eeler Semester kënnen natierlech nach op d'Uni goen an eng Ausbildung maachen. Déi Uni ass net just do fir déi Allerjéngst.

Allerdéngs däerf een net vergiessen, datt eng Rei Betriber onofhängeg vun der aktueller Wirtschaftskris eng déifgräifend Transitioun musse vollzéien, fir iwwerhaapt emol zukunftsfäeg ze bleiwen, esou wéi ech et schonn illustréiert hu bei der Digitaliséierung vum Finanz- a Bankesecteur.

Transitioun heescht awer fir eis nach vill méi, an ech mengen, net nëmme fir eis. Transitioun heescht och, déi nohalteg Relance weiderhin ze ënnerstëtzen an en Incentive ze schafen, fir datt d'Betriber méi geziilt an d'Nohaltegkeet investéieren. A wann ech vun nohaltegen Investitioune schwätzen, da mengen ech domat Investitiounen an innovativ an energiespuerend Techniken, mee net nëmmen. Ech mengen och Investitiounen a sozial responsabel Matières premières, a sozial responsabel Aarbechtsbedéngungen an natierlech an eng klimaschounend Produktioun. Zil muss et jo sinn, d'Transitioun a Richtung Kreeslafwirtschaft a Solidarwirtschaft konkreet unzegoen.

Längst gëtt an internationale Foren an Etüden nämlech eppes ënnerstrach, an zwar: Wat d'Betriber sech méi onofhängeg vun natierleche Ressourcen a wäiten Zouliwwerungen opstellen, wat se méi krisefest ginn.

Positiv ass an deem Kontext, datt mir duerch eng Rei Gesetzer an Aktiounspläng am Beräich vum Ëmweltschutz, mee och um Niveau vum Energie- a Klimaschutz schonn e Paradigmewiessel agelaut hunn. An et ass de François Benoy, dee muer méi op déi do Thematik wäert agoen.

Dëse Paradigmewiessel muss natierlech och fir d'Betriber gëllen. Dat heescht, d'Ëmwelt- an d'Klimapolitik däerfen net laanscht d'Wirtschaft lafen, mee se mussen zesumme mat der Wirtschaft ëmgesat ginn. An ech sinn iwwerzeegt, datt et grad déi nohalteg Betriber a Produktiounsweise sinn, déi d'Nues laangfristeg vir hunn, och wirtschaftlech, a sécher Aarbechtsplaze kënne garantéieren.

Un der Politik ass et natierlech, fir deen néidege Kader ze schafen. Engersäits muss d'Politik d'Betriber um Wee an d'Nohaltegkeet ënnerstëtzen, esou wéi mer dat zum Beispill schonn am Summer mam Gesetz gemaach hunn, wat nohalteg Investissementer an innovativ Projete mat bis zu 800.000 Euro pro Betrib subventionéiert.

Anerersäits muss d'Politik och déi néideg Lenkungsinstrumenter schafen an d'Betriber engem Nohaltegkeetscheck ënnerzéien, éier iwwerhaapt emol vun Usiidlung a vu Prozedure ka geschwat ginn. Datt dat elo da virgesinn ass, stéisst bei eis scho bal op Applaus, well mir hu ganz laang drop gewaart!

Verantwortung mussen awer och d'Betriber selwer iwwerhuelen, an dat ass nach net gesot ginn. Dat heescht, datt e Betrib, dee sech gären zu Lëtzebuerg nidderléisst, komplett a kohärent Dossiere muss deposéieren, déi den europäesche Reegelen entspriechen an den Direktiven an net just e Wësch si mat vage Pläng. Maache se dat net, da geet natierlech vill Zäit verluer fir déi néideg Upassungen. Deen Zäitverloscht ass dann net d'Schold vun enger Regierung, de Verwaltungen oder de Gemengen. Ech denke schonn, wann e Betrib net kapabel ass, vun Ufank u seriö a kohärent Pläng op den Dësch ze leeën, dann ass dat just seng eege Schold, woubäi ech déi kleng Remark wëll lassginn, datt d'Prozeduren, déi mat der Implantatioun vun engem Betrib ze dinn hunn, urspréinglech net geschafe gi sinn, fir d'Betriber ze ploen oder ze verstoussen, mee fir d'Bevëlkerung, d'Salariéen um Niveau vun der Sécherheet an d'Ëmwelt viru Schied a Geforen ze schützen.

D'Prozeduren ze vereinfachen oder ze acceleréieren däerf also net heeschen, datt keng Rücksicht méi op de Mënsch an op seng Ëmwelt soll geholl ginn. Ganz am Contraire! De Schutz vum Mënsch a senger Ëmwelt ass am Fong den A an O vun enger verantwortungsvoller Wirtschafts- a Klimapolitik. Déi zwee gehéieren zesummen a sollen net géinteneen ausgespillt ginn. Dat ass eise grousse Wonsch.

Mam Paräisser Klimaaccord hu mir eis iwwregens och rechtlech dozou verflicht, eis Gesellschaft an awer och eis Wirtschaft an eng klimaneutral Zukunft ze féieren.

All dës Beméiungen, Dir wësst et, nenne sech „Green New Deal", dat ass am Fong den Term, dee se zesummefaasst, wat och ee Grond méi ass, firwat mer den Emprunt soutenable vun 1,5 Milliarden Euro als Gréng explizitt begréissen. En ass eebe grad geduecht, fir als ëffentlech Hand méi nohalteg ze investéieren, woumat ech net just Investitiounen an eng CO_2-fräi Mobilitéit an Infrastrukture mengen, mee och Investitiounen an de sozialen Zesummenhalt, an d'Educatioun an an d'Santé, esou wéi dat vun der Regierung virgesinn ass.

Här President, zu der ekologescher Transitioun gehéiert awer och déi sozial Gerechtegkeet queesch duerch d'Gesellschaft, well d'Klimafro ass och eng Gerechtegkeetsfro. Als Gréng si mir frou, datt dës Koalitioun sech an där Fro total eens ass. Esou wéi déi sozial Schwaach nämlech riskéieren, zu den éischten Affer ze ginn, wann näischt am Klimaschutz geschitt, esou musse mer op där anerer Säit awer och derfir suergen, datt et net si sinn, déi dann d'Haaptlaascht vum Klimaschutz mussen droen. Stéchwuert Energieaarmut oder Autoen, Occasiounen, déi vill Sprit verbrauchen, well déi Leit sech keng aner Autoe kënne leeschten.

Fir dat hinzekréien, brauche mer éischtens e massiven Ausbau vun ëmweltfrëndlechen a käschtefräien Alternativen, virun allem och um Niveau vum Transport, wou de Privatauto e grousse Käschtefacteur fir d'Menagen duerstellt, wärend den ëffentlechen Transport bekanntlech gratis ginn ass.

Zweetens brauche mer Subventiounen, fir d'Biergerinnen an d'Bierger bei ëmweltfrëndlechen Investitiounen ze encouragéieren an ze ënnerstëtzen. An et ass kloer, datt déi Subventiounen an der Sanéierung an an der Renovatioun och den Handwierksbetriber zeguttkommen, de PME.

An drëttens brauche mer eng sozial Offiederung bei steierleche Moossnamen, déi geduecht sinn, fir en ëmweltfrëndlecht Verhalen ze favoriséieren an en ëmweltschiedlecht Verhale manner attraktiv ze maachen. Ech schwätze vun der CO_2-Bepräisung oder -Steier, déi de Premier gëschter ugekënnegt huet. Dës Tax heescht am Fong näischt anescht, wéi datt de Pollueur nom Prinzip vum Pollueur-payeur fir seng Pollutioun un CO_2 bezilt, esou wéi dat och bei der Offalltax fir den Offall de Fall ass. Déi ass op alle Fall fir jiddweree selbstverständlech; dës nach net, mee dat wäert nach kommen.

Beim Offall muss den Inhalt vun de Poubellen entsuergt ginn, am beschte Fall recycléiert ginn, wat seng Käschten huet. Bei den CO_2-Emissioune geet et drëms, als Géigepart zu der Loftverschmotzung un CO_2 an den Ëmwelt- a Klimaschutz ze investéieren, fir d'Emissiounen ze neutraliséieren. Och dat misst eng Selbstverständlechkeet sinn.

Ouni op d'Detailer vun der wichteger sozialer Ëmverdeelung um Niveau vun de Steierkreditter anzegoen, ass et mir awer wichteg ze ënnersträichen, datt keen eenzegen Cent vun deene Recettë wäert geholl ginn, fir Lächer am Budget ze stoppen, esou wéi dat séier gefaart gëtt oder gemengt gëtt oder ënnerstallt gëtt oder wat och ëmmer. D'Recettë ginn eenzeg an eleng genotzt, fir engersäits déi sozial Offiederung bei Niddregverdénger duerch Steierkreditter sécherzestellen, dëst mat ongefeier 50 % vun de Recetten - wat ze gesinn ass, wivill se erakommen -, an anerersäits, fir konsequent a Klimaschutzmoossnamen ze investéieren.

En Deel vun der sozialer Kompenséierung leeft awer och iwwert d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère. Dës Moossnam gesi mer als ganz wichteg un, well se geduecht ass, fir déi Persounen ze ënnerstëtzen, déi net an de Genoss vun de Steierkreditter kënne kommen, ganz einfach well se wéinst hirem niddrege Revenu net besteiert ginn. Dës Moossnam erlaabt deemno nach méi e breede sozialen Ausgläich a kënnt deenen Äermsten an eiser Gesellschaft zegutt.

Et gëtt also kee Grond, fir d'CO_2-Steier schlechtzerieden, mee vill Grënn, fir se ze verteidegen. Si dréit zum Klimaschutz bäi, ouni negativ sozial Auswierkungen ze hunn. Dat ass fir eis de sprangende Punkt. An déijéineg, déi dës Moossnam fir de Schutz vun dem Klima nach ëmmer als gréng Ideologie verdäiwelen, solle sech dann awer net bekloen, wa mer weiderhin zu deene Länner gehéieren, déi pro Kapp am meeschten CO_2 ausstoussen an en ekologesche Foussofdrock hu wéi kaum en anert Land op der Welt. Jiddefalls hëlt dës Regierung hir Verantwortung souwuel politesch wéi och moralesch.

Ech kommen dann zum Logement, dee souwuel eng sozial wéi awer och eng ekologesch an eng landesplaneresch Komponent huet.

Als Gréng si mer eis der akuter Situatioun um Wunnengsmaart natierlech bewosst - dat si mer eis alleguer - a mir molen och näischt schéin, och net, wa mir elo e Logementsminister hunn. Net jiddweree kann eng Wunneng ierwen, wat zu Lëtzebuerg de Kinnekswee ass, fir zu Wunnraum ze kommen. Dee Wee kann awer nëmmen eng Minoritéit goen, wärend déi grouss Majoritéit sech keng Wunneng méi ka leeschten, ouni ze riskéieren, an der Iwwerverschëldung ze landen. Et ass bekannt.

Här President, datt sämtlech Regierungen et an der Vergaangenheet verpasst hunn, de Wunnengsmaart fir jiddwereen zougänglech ze maachen, war e groussen Titel am „Tageblatt" an e war richteg. E weist net nëmmen op d'Komplexitéit vun der Wunnproblematik hei zu Lëtzebuerg hin, mee och dorop, datt do eng Rei Interessen hannendrustinn, un deene kee sech de Kapp wollt astoussen.

An engem Land mat ganz limitéiertem Territoire wéi eisem, wou d'Propriété privée nach ëmmer eppes ass dach awer wéi eng helleg Kou, kann ee bal soen - awer gutt gemengt -, ass et natierlech schwéier, mat Terme wéi „bien commun", déi awer international Fouss faassen, oder mat Terme wéi „Allgemenginteresse" ze argumentéieren, ouni ënnerstallt ze kréien, et wéilt een alle Proprietären hiert Hab a Gutt ewechhuelen. Dat ass ganz sécher net de Fall! Et muss awer erlaabt sinn, iwwer Feelentwécklungen um Niveau vun der Besteierung vu Grondstécker an Immobilien ze schwätzen, ouni direkt als Kommunist, wéi dat da fréier genannt ginn ass, dohigestallt ze ginn.

Iwwregens weist d'OCDE, wat jo kee revolutionäre Klippchen ass, Lëtzebuerg och an deem Kontext de béise Fanger. Fakt ass jiddefalls, datt et deene fréiere Regierungen um néidege Courage gefeelt huet oder un der néideger Energie, fir d'Rudder ëmzeleeën, esou zum Beispill och um Niveau vun der Spekulatioun. Woubäi ech mat Spekulatioun net déi kleng Leit mengen, och dat wëll ech da betounen, déi hire Kanner e klengen, bescheidenen Terrain wëlle reservéieren, fir hiert Haischen drop ze bauen.

Spekulatioun fënnt an aneren Etagë vun der Gesellschaft statt an op aneren Terrainen. An et ass do, wou mer mussen usetzen. Ech denken och beispillsweis un d'Baulandverträg, déi mer schonn hunn. Duerfir begréisse mer awer och, datt d'FISen, d'Fonds immobiliers spécialisés, ofgeschaaft ginn an den Amortissement accéléré en éischte groussen Dämpfer opgesat kritt, nodeems dëse Mechanismus sech als kontraproduktiv erausgestallt huet. En huet säin Zil net erreecht.

En aneren Hiewel, deen och am Koalitiounsaccord festgehalen ass an un deem momentan nach geschafft gëtt, bis datt d'Gemengen hir PAGen da fäerdeg hunn, ass d'Upassung vun der Grondsteier. Dës Steier staamt aus dem Zweete Weltkrich an huet bal 80 Joer um Bockel. Mee bis haut huet keng Regierung de Courage opbruecht, fir den Eenheetswäert vun den Terrainen un déi real Präisentwécklung unzepassen. An Däitschland huet d'Verwaltungsgeriicht eng Regierung duerfir verklot. Duerno ass dann d'Upassung komm.

Mat esou Schrëtt mécht ee sech als Politiker natierlech keng Frënn. An ech woen ze behaapten, datt mer eng ganz Rei Finanz-, Innen- a Logementsministeren hei am Land haten, déi sech et net wollte mat hire Frënn verdierwen.

Haut si mer jiddefalls mat enorme Retarde konfrontéiert an der Logementspolitik, déi schwéier opzehuele sinn. Mee et kann ee soen, an der Politik ass et wéi an engem Marathon, och vun der leschter Plaz aus kann een nach munches guttmaachen.

An deem Sënn ass d'Logementspolitik vum Henri Kox ze verstoen. Onofhängeg vun deene véier ganz sënnvolle Moossnamen, op déi ech elo net aginn,

déi mer schonn an der Covidkris decidéiert hunn, fir ënner anerem och d'Locataire ze schützen, gëtt de Fokus an Zukunft net méi just op d'Privatproprietéit geluecht. De Fokus gëtt op eng sozial gerecht Locatioun vu Wunnengen ënnert der Regie vun der ëffentlecher Hand geluecht.

Iwwert d'Urgence eraus wäert de Problem vum Logement och méi grondsätzlech ugepaakt ginn. Duerfir ginn et zwee grouss Hiewelen: Engersäits wäert de Staat zesumme mat de Gemengen an anere Partner selwer fir abordabele Wunnraum suergen. Ech schwätze vum Pacte Logement 2, deen e gutt Instrument ass. An ech ginn deenen net Recht, déi soen, dee Pacte Logement wär just eng Kopie vum éischten; dat ass net wouer.

Anerersäits wäert de Wunnengsmarché besser gereegelt ginn. Ech erkläre mech: Mam Pacte Logement 2 leede mer e Paradigmewiessel och um Niveau vun der Landesplanung an, dee längst iwwerfälleg ass. Anescht eebe grad wéi beim Pacte Logement 1 gëtt den Akzent net méi op blanne Wuesstum vun de Gemenge geluecht, mee op déi konsequent Schafung vun ëffentlechem, nohaltegem a bezuelbarem Wunnraum, fir déi d'Gemenge logistesch a finanziell ënnerstëtzt ginn.

An ech denken och un de Plan sectoriel « Logement », dee geziilt déi Plazen ausweist, wou Wunnen néideg ass a wou et och sënnvoll ass. Dës Wunnenge bleiwen an der ëffentlecher Hand a stäerken esou d'Resilienz vum Wunnengsmaart. Derbäi kënnt den ufangs 2020 geschafene Spezialfong fir d'Ënnerstëtzung vum Wunnengsbau, deen derfir suergt, datt d'Previsibilitéit an d'Transparenz an der Wunnengsbaupolitik gestäerkt ginn. Do muss ee wëssen, datt ab 2021 ronn 1.000 abordabel Wunnengen am Joer fäerdeg ginn.

Déi éischt Tëschebilanz vum neie Fonds spécial de soutien au développement du logement ergëtt, datt 554 Millioune fir méi wéi 3.600 Wunnengen dann nach mobiliséiert ginn. Och dat ass keen Amusebouche! Mat groussen ëffentleche Bauprojete wéi zu Elmen, Wolz, Diddeleng oder um Kierchbierg setze mer doriwwer eraus op e modernen, nohaltegen Urbanismus. Och dat ass wichteg fir eis Liewensqualitéit. D'Liewensqualitéit, d'duuss Mobilitéit, „aktiv Mobilitéit", wéi mer et op eiser Pressekonferenz genannt hunn, erneierbar Energien an Energieeffizienz stinn hei am Mëttelpunkt.

A schlussendlech ginn d'Rechter vun de Locataire iwwert d'Reform vum Bail à loyer gestäerkt, wärend d'Wunngemeinschaften e klore legale Kader kréien. A wann ech vu Wunngemeinschafte schwätzen, denken ech virun allem un déi Jonk, déi hei am Land ganz vill Problemer hunn, esou eng Gemeinschaft opzebauen, well se kee legale Kader hat bis elo.

All dës Projeten, Dir Dammen an Dir Hären, bedeiten natierlech keng grouss Revolutioun. Ech froe mech och, wien hei zu Lëtzebuerg eng Revolutioun wëllt. Mee si bedeiten e courageierte Paradigmewiessel an der Logementspolitik, deen eist Land dréngend néideg huet.

Ech kommen zum leschte Volet, zu der Kultur. Do geet et och ëm Haiser a Gebaier, allerdéngs net aus dem Bléckwénkel vum Wunnen a vun de Wunnpräisser, mee aus deem vum Schutz vu wäertvollem Patrimoine, wou awer och nach aner Aspekter ze soe sinn.

Als Gréng si mir frou, datt dee laang erwaarte Projet de loi vum Denkmalschutz no 20 Joer erfollegiosen Diskussiounen endlech op der leschter Ligne droite ukomm ass an datt mer eis domat kloer Reegele ginn, fir eist kulturellt lerwen an domat och eis Identitéit ze stäerken.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ëm eis Identitéit …

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Um Ordre du jour steet am Moment d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. An do huet een d'Wuert, an dat ass d'Madamm Lorsché. A mir brauche keng parallell Assembléeën nach nieft dëser.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Ech kommen zum Schluss.

Ëm eis Identitéit geet et och an allen anere Beräicher vun der Kultur, déi ënnert der Kulturministesch Sam Tanson, géif ech scho mengen, e grousse Schrëtt no vir maachen: no vir am Sënn vu méi Participatioun a Matbestëmmung vum Secteur, no vir am Sënn vun engem verstäerkte soziale Schutz vun de Kulturschafenden a vun den Aarbechtsbedéngungen. Et mengt een heiansdo, Kultur, dat wär just Spaass an dat wär keng Aarbecht, mee dat ass falsch. No vir och am Sënn vun enger méi gerechter Verdeelung vun de staatleche Bäihëllefen, no vir am Sënn vun der Ënnerstëtzung vun der Kreativitéit, no vir am Sënn vum internationalen Austausch a vun der Diversitéit.

A grad well d'Kultur an d'Konschtzeen zu deene Secteure gehéieren - wien huet elo vun „Annus horribilis" geschwat? -, déi duerch d'Kris nach ëmmer op wackelege Bee stinn, ass et wichteg, déi iwwer 12.200 Leit, déi iwwregens 5,3 % vun den Aarbechtsplazen ausmaachen an och keen onweesentlechen Impakt op konnex Secteure vun der Ekonomie hunn, fir déi net am Ree stoen ze loossen. Dowéinst si mer frou, datt d'Kulturministesch alles drusetzt, fir dëse Secteur nees an dréchen Dicher ze brëngen a se gutt ënnerstëtzt.

A wann de Premier a senger Ried richteg behaapt huet, et géif keng Gesellschaft ouni Kultur a keng Kultur ouni Gesellschaft ginn, da wëll ech de schweedeschen Auteur August Strindberg zitéieren, dee richtegerweis behaapt huet, d'Kultur wär e permanente Kampf géint de Réckschrëtt. Dat war Enn vum 19. Joerhonnert.

De Kampf géint de Réckschrëtt, Dir Dammen an Dir Hären, huet eis Gesellschaft och haut nach néideg. An ech sinn iwwerzeegt, datt et mat der Politik vun dëser Regierung kee Réckschrëtt gëtt, mee weiderhi vill Schrëtt no vir, net nëmmen an der Gesellschaftspolitik, mee op alle Pläng, well den Nohuelbedarf war grouss.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. D'Auer leeft schonn, wollt ech just soen. Ech huelen un awer, datt se elo ufänkt, wann ech ufänke mat schwätzen?!

Voilà! Ech wollt dem Här Bettel, dem Här Staatsminister, Merci soe fir seng Ried. Si huet eis beandrockt an deem Sënn, datt se eigentlech net der Situatioun ugepasst war, wéi et haut ass. Si ass e bëssen op d'Covidkris agaangen, ganz laang souguer. Se huet och e puer Perspektiven opgezeechent iwwer steierlech Initiativen, déi dës Regierung hëlt. Mee am grousse Ganze wor et eng Paraphras vum Regierungsprogramm, eppes, wat laang bekannt war. An et ass u sech och eng Verharmlosung, déi mer gëschter héieren hu vum Här Bettel an haut och vum Här Gramegna, vun der Gravitéit vun der finanzieller Situatioun.

Et wëllt een de Problem net gesinn. A wann een de Problem net gesäit, da brauch een e sécher och net ze léisen. Et ass och e Bewäis, datt et dëser Regierung u Kraaft an u Flexibilitéit feelt, fir op déi aktuell Erausfuerderungen anzegoen. Mir hunn eng relativ dramatesch Situatioun.

Awer et sinn och, an dat wëll ech och soen, e puer positiv Punkte gewiescht an der Regierungserklärung.

Dat Éischt war, datt elo dovu geschwat gëtt, eng Prozedur anzeféieren, wann e Betrib sech wëllt am Land nidderloossen, ganz am Ufank vun der Prozedur. Mee do froe mer eis: Wat sinn d'Krittären? Sou frou mer sinn, datt dat soll ageféiert ginn - et ass awer eng laang Fuerderung, déi mir haten, a Form vun engem Guichet unique, wou dat kann traitéiert ginn -, mee mir mussen awer kucken, no wéi enge Krittären. Ass et esou, wéi mir fäerten, datt eigentlech hei déi gréng Partei vun Ufank u probéiert, eeben och Krittären eranzehuelen, fir den Developpement vun enger Industriepolitik hei zu Lëtzebuerg ze behënneren?

Mir hunn och eng Rei vu Moossnamen, fir Steierlächer, Ongerechtegkeeten am Steiersystem ze stoppen. Och dat ass eng Fuerderung vun der ADR. Wat d'Fonds d'investissement spécialisés ugeet, wat d'Stockoptions ugeet, hate mir och Propositioune virgeluecht. Mir gesinn elo, datt d'Regierung an deenen Domäne wëllt aktiv ginn. Mir wäerte genau préiwen, wat do virgeschloe gëtt. Ech soen awer och derbäi, déi Moossnam, déi elo proposéiert gëtt fir den Amortissement accéléré, dat ass eng, déi an eisen Ae warscheinlech net gräift. Mee mir kucken eis den Detail un.

Ech wéilt awer net nëmmen op dem Här Bettel seng Ried äntwerten, well do wor net esou vill dran, mee allgemeng och e puer Bemierkunge maachen iwwert de Fonctionnement vun der Regierung. An dat ass och, wéi eis Demokratie fonctionéiert.

Mir hunn hei - an ech sinn awer frou, datt wéinstens zwee Ministeren hei sinn, och wann den Här Staatsminister elo net hei ass -, mee mir hunn e gewëssene Mepris vum Parlament. Mir hunn e Mepris vum Parlament, an ech wëll dat och um Beispill vun de parlamentaresche Froen hei illustréieren. An d'Demokratesch Partei, déi jo déi ass vun der Transparenz a vum Dialog, wéi se ëmmer seet, déi huet sech zur Gewunnecht gemaach, fir op parlamentaresch Froen, déi hir net passen, iwwerhaapt net méi ze äntwerten!

Ech hat zum Beispill, ech wëll lech dat soen, den 11. Februar 2019 - elo si mer Oktober 2020! - der Madamm Cahen eng Question parlementaire gestallt, déi hir offensichtlech net gepasst huet, iwwert de CLAE, an de CLAE hat sengerzäit gefuerdert: « Tous discours anxiogènes, que ce soit concernant la langue ou la nationalité, doivent être bannis des discours publics », wat d'Regierung dovunner géif halen. Et ass jo eng Zensurfuerderung. Ni eng Äntwert vun der Madamm Minister!

Ech hat den Här Minister Marc Hansen, och en DP-Minister, gefrot den 30. September 2019, a well keng Äntwert koum, nach eng Kéier de 24. Februar 2020, fir wéi eng Funktiounen een hei an der Fonction publique d'Lëtzebuerger Sprooch net méi muss kënne schwätzen oder schreiwen, iwwerhaapt kee Lëtzebuergesch muss kënnen. Bis haut hunn ech keng Äntwert kritt. Dat ass also och elo schonn iwwer e Joer!

Mir hunn also Ministeren, déi dëst Parlament esou consideréieren, datt se et iwwerhaapt emol net méi fir néideg fannen, op Froen ze äntwerten!

Et ka jo net dru leien, datt dës Regierung net genuch politesch Beamten hätt, fir op d'Froen ze äntwerten, well mir gesi jo, an dat hu jo Statistike bewisen, datt hei nei Rekorden opgestallt ginn, wat d'politesch Beamten ugeet. Da wäerte jo och Leit do sinn, déi kënne parlamentaresch Froe beäntwerten.

En zweete Punkt ass d'Deontologie vun dëser Regierung. Mir haten eng Rei Problemer: Pantouflage vu Ministeren, déi dann an d'Privatekonomie eriwerwiesselen; mir hate Ministeren, déi sech speziell ëm verschidde Geschäfter beméien an E-Maile schécken. Mir hätte gär, datt d'Deontologie vun der Regierung net méi vun der Regierung oder vun enger Kommissioun vun der Regierung kontrolléiert gëtt, mee hei vum Parlament. Mir wäerten och an deem Sënn eng Motioun hei abréngen an nächster Zukunft, wou mer genee fuerderen, datt d'Regierung wéi et sech gehéiert vum Parlament kontrolléiert gëtt, inklusiv d'Deontologie vun der Regierung. An da wëll ech wëssen, wéi si sech dozou stellt.

Mir hunn och déi Gewunnecht, déi mer a leschter Zäit gesinn, datt laanscht d'Parlamenter regéiert gëtt. Dat ass hei zu Lëtzebuerg besonnesch de Fall, mee awer net nëmmen hei. An ee rezent Beispill ass den Arrêté grand-ducal, dee geholl ginn ass, fir d'Maison du Grand-Duc anzeféieren. Deen normale Wee wär e Gesetz gewiescht. Och dorobber komme mer an nächster Zukunft zréck. An ech freeë mech doriwwer, datt och d'Kolleege vun der CSV dat héchstwarscheinlech wäerte mat ënnerstëtzen an och déi Lénk an d'Piraten, datt mer hei am Parlament déi Fro diskutéieren.

Mir hunn nach ëmmer de Problem vun der Netratifizéierung vun internationalen Accorden duerch d'Parlament, wéi et awer misst sinn, also déi Mémoires d'entente. Mir hunn europäesch Reglementer a wichtege Froen, déi geholl ginn: Obschonn do normalerweis misst eng Direktiv geholl ginn, gëtt e Reglement geholl, fir datt een net muss duerch d'Parlament. Mir hunn eng Devaloriséierung vun de Parlamenter bei internationalen Handelsofkommessen. Dat hu mer elo beim CETA gesi gehat. Mir hunn eng Conférence pour l'avenir de l'Europe, déi bewosst esou organiséiert gëtt, datt se laanscht d'Parlamenter geet, duerch Biergerinitiativen an duerch esou Saachen, fir eeben ze verhënneren, datt et zu enger parlamentarescher Debatt kënnt.

Besonnesch an der Europapolitik ass et jo haut esou, datt gewosst ass am Conseil européen, an de Ministerréit, datt et warscheinlech keng parlamentaresch Majoritéite méi an Europa gëtt fir Traitéännerungen, déi méi Kompetenzen un d'Europäesch Unioun géifen oftrieden. A well dat gewosst ass, gëtt dee Wee verhënnert!

An der Covidkris huet den Här Staatsminister jo vill iwwert déi sanitär Moossname geschwat, iwwert déi Situatioun, déi mer kennen. An ech kann lech soen, Här Staatsminister - ech si frou, datt Der och elo hei sidd -, datt mir bei lech sinn an enger ganzer Rei vu Moossnamen, déi Dir geholl hutt. Déi sanitär Kris muss een eescht huelen a mir si selbstverständlech bei lech, wann et heescht Solidaritéit hunn: Solidaritéit mat deenen eelere Leit, Solidaritéit mat vulnerabele Leit, Solidaritéit mat sozial schwaache Leit, mat der Situatioun vun de Leit an den Heemer, obschonn dat vun der Regierung net ëmmer gutt gehandhaabt gouf, Solidaritéit mat de Leit, déi op der Strooss sinn an déi besonnesch vill Asaz vun eiser Säit brauchen.

Bei all deene Saache si mir kloer bei lech. A mir hunn dat vun Ufank un an dëser Kris och gewisen, déi ganz Oppositioun. Mir hunn eestëmmeg den État de crise geholl, obscho mer haut villes anescht géife maache mam Wëssensstand, dee mer haut hunn. Mee deemools hu mer eeben esou agéiert, wéi mer et fir richteg fonnt hunn.

Awer! Awer - an do ënnerscheede mir eis als ADR ganz kloer vun der Regierungspolitik: Mir ginn ni op de Wee, datt mer d'Grondfräiheeten an de Schutz vun de Grondfräiheeten an dësem Kontext géifen negligéieren! Mir hunn eng Tendenz hei an der Regierung gehat nom État de crise, deen dräi Méint gedauert huet, do sinn déi Moossname fir d'éischt emol ee Mount verlängert ginn, Moossnamen, déi d'Grondfräiheete vun de Bierger aschränken, mat enger parlamentarescher Majoritéit, där klengstméiglecher, vun 31 Leit.

Do sinn da Fräiheete wéi d'Liberté de commerce, d'Liberté de manifester ses opinions, d'Protection de la vie privée, konstitutionell garantéiert Grondfräiheeten, déi awer ageschränkt ginn. Fir d'éischt wor et fir ee Mount, du wor et fir zwee Méint iwwert de Summer. Elo ass et déi leschte Kéier fir dräi Méint an eng Woch verlängert ginn. Dat heescht, mir hunn déi verlängert méi laang, wéi den État de crise gedauert huet!

An elo soe mir: Dat geet net mat 31 Deputéierten, wa mer d'Grondrechter vun de Leit aschränken! Do hätte mir gär aner Moossnamen!

An am État de crise, do hätte mer och gär méi Kontroll. An dofir huele mir als ADR Initiativen. A mir hu schonn eng vun deenen zwou geholl: Mäi Kolleeg, den Deputéierte Roy Reding, deen huet schonn eng Proposition de révision de la constitution virgeluecht, fir datt mer eng Méiglechkeet hunn, an engem État de crise Moossname vun der Regierung engem Contrôle vun der Cour constitutionnelle virzeleeën.

A mir wäerten eng zweet Initiativ geschwënn hei proposéieren, déi dorobber erausgeet, datt, wann e Gesetz hei an d'Chamber kënnt, wou d'Grondrechter vun de Leit ageschränkt ginn - do wäerte mer eng Prozedur virgesinn -, da muss dat duerch eng Zweedrëttelmajoritéit hei am Parlament ugeholl ginn. Et kann net méi sinn, datt eng einfach Regierungsmajoritéit ënner 40 higeet an d'Grondrechter vun de Leit iwwer e Gesetz einfach kann aschränken. Dat geet net!

Och wat d'Gesondheet ugeet, musse mir constatéieren, datt d'Land einfach schlecht preparéiert war. An et ass net wouer, wéi hei virdru gesot ginn ass, datt ni een dorop opmierksam gemaach hätt oder datt mer net protestéiert hätten, zum Beispill wéi bei der LSAP-Reform Mutsch am Gesondheetswiesen d'Zuel vun de Spidolsbetter reduzéiert a plafonéiert gouf. D'AMMD, d'Dokteschassociatioun, war och dergéint. Mir als ADR haten dee Punkt opgeworf a mir hunn dergéint gestëmmt, well mer gesot hunn: „Dat hält emol net Schrëtt mam Bevëlkerungswuesstum vun der Populatioun!" Wéi kann een higoen an d'Spidolsbetter plafonéieren a reduzéieren - well gesot gëtt: „Et ass méi ambulant", an esou weider -, mee wann ee weess, wéi eis Populatioun wiisst? A mir hunn dat och schonn deemools gesot: „Wat ass, wann eng Kris ass?"

Et ass also esou, datt mir ëmmer contestéiert hunn, datt net genuch Reserven do sinn. Mir hunn et och iwwer Question-parlementairë gemaach. An et ass eng staatlech Aufgab - an dorobber hale mir och -, datt elo déi Reservcapacitéiten, déi sollen opgeriicht ginn, vum Staat kontrolléiert ginn.

Den Här Staatsminister huet hei gëschter gesot: „Jo, d'Klinicke gi sech schonn eens, déi maachen dat elo!" Nee, et ass um Staat fir ze kucken, datt mer Reserven hunn. An net nëmmen am Spidolswiesen, net nëmmen am Gesondheetswiesen. Mee loosse mer dach net vergiessen, datt och bei liewenswichtege Gidder, bei Liewensmëttel an esou Saachen, och musse Reserven existéieren. Et ass dach net normal, datt mer an eng Situatioun hei am Land kommen, wou d'Leit esou beonrouegt sinn, datt se op eemol Hamsterkeef maachen. An dat ass nach net laang hier an et sinn och keng Zeenen aus dem leschte Krich, et sinn Zeenen, déi hei am Land virun e puer Méint existéiert hunn.

Mir hunn och déi Fro: Wat ass dann elo mam Militärspidol, wou solle gewësse Reservcapacitéiten opgebaut ginn? Mir kommen och ëmmer erëm dorobber zréck. Mir hätte gär, datt deen Dossier virugeet an datt en eis hei an der Chamber endlech virgestallt gëtt.

Mir hätten och gär weider Hëllefe fir d'Secteuren. An ech mengen, do si mer eis awer méi eens, et gëtt einfach Secteuren, déi onbedéngt weider Hëllef brauchen: Horeca, Tourismus, Evenementiel, Kultur. An do muss weider gehollef ginn. Dat ass evident. Ech mengen, do si mer eis awer all eens. Doriwwer freeë mer eis.

De Chômage muss reduzéiert ginn. Och do si Moossnamen, déi vun der Regierungssäit ugekënnegt gi sinn. Do ënnerstëtze mer lech. Mir mussen onbedéngt kucken, datt mer dee Chômage esou séier wéi méiglech reduzéiert kréien, besonnesch natierlech och de Chômage vun deene Jonken.

E Wuert iwwert d'Finanzen. Do leien eis Positiounen, géif ech mengen, awer erëm ganz wäit auserneen. D'Regierung huet gesot, an Dir, Här Staatsminister, an den Här Finanzminister, Dir hutt gesot am Ufank vun der Kris: „D'Staatsfinanze sinn an der Rei. Et ass eise Meritt. Et kascht, wat et kascht."

An Dir hutt och gesot: „Keng Steiererhéijungen", dat wär Gëft fir d'Entreprisen an d'Kafkraaft vun de Leit misst erhale bleiwen. An deem Punkt si mir mat lech als ADR komplett d'accord. Mir sinn och géint Steiererhéijungen a mir sinn och der Meenung, datt d'Kafkraaft vun de Bierger muss erhale bleiwen.

Aner Parteien oder Presidente vun anere Parteie si mat aneren Iddien do komm. Awer mir stinn dozou. Mir wëlle keng Steiererhéijungen.

An och wat d'Terminologie ugeet, ech hunn elo zum Beispill gemierkt, datt de Vertrieder vun der LSAP heihinnerkomm ass an am Ufank vun der Ried gesot huet: „Et gëtt keng Steiererhéijungen", an herno huet en iwwert d'Kuelendioxidsteier geschwat an d'Akzisen an esou weider. Dat sinn och Steiererhéijungen! En huet eng national Steier bei der Grondsteier nach envisagéiert. Och dat ass eng Steiererhéijung. An e war net kapabel, fir herno der CSV ze äntwerten, wéi si e gefrot huet: „Wéi et ass mat der Ierfschaftssteier? Wéi et ass mat enger Verméigenssteier?", an esou weider an esou virun. Fir mech ass eng vun de Konklusioune vun dëser Debatt, datt d'LSAP sech als Partei vun de Steiererhéijungen hei awer däitlech profiléiert huet!

(Brouhaha)

Mir hunn och - wat déi Scholden ugeet an de Budget - déi héich Scholden, dat ass keng Bagatell! Déi héich Scholden, wou den Här Gramegna de Moie gesot huet: „Jo, dat wäert ëm 30 % oscilléieren." Jo, wann et ëm 30 % oscilléiert, dann ass et och emol driwwer. A mir mussen einfach wëssen, datt bei de Ratingagencen 30 % Verscholdung par rapport zum PIB e Krittär ass, wou den Triple-A a Fro gestallt ass. A wann den Triple-A verluer geet, ass dat e Problem fir d'Finanzplaz an och fir de Rescht vun eiser Ekonomie.

Et geet net, fir hei ze soen: „Jo, dat oscilléiert!", an esou weider. Nee, et muss ee kapabel sinn als Regierung, sech an esou enger Kris zesummenzerafen an ze soen: „Wat maache mer, fir d'Schold ënner 30 % vum Bruttoinlandsprodukt ze halen?" Dat ass den Defi. An et ass do, wou dës Regierung verseet, wou se net kapabel ass, Decisiounen ze huelen, wou jiddereng vun deenen dräi Parteien einfach wëllt hire Programm viruféieren. An et ass dat, wat ech virdru gesot hunn: Dir sidd net méi kapabel, Decisiounen ze huelen an lech zesummenzesetzen! Et ass de „Weider esou wéi bis elo" an enger Situatioun, déi dat net erlaabt.

Déi héich Scholde sinn och eng Laascht fir déi nächst Generatiounen. An et sinn déi Leit, déi ëmmer hei vun nohalteger Politik schwätzen. „Nohalteg" Politik, et ass esou e Wuert, wou een och muss kucken, wat dat genee heescht. Mee et ass net nohalteg, Scholden ze maache fir d'Leit, well mir iwwer eis Verhältnisser haut liewen, a fir deenen nächste Generatioune politeschen Handlungsspillraum ewechzehuelen, well eeben déi Scholdelaascht déi aschränkt.

Mir hunn iwwert d'Steierreform Verschiddenes héieren. Mir hunn héieren, déi Steierreform - dat sollt jo awer eng vun de Paraden, politesche Prouessë vun dëser Regierung sinn! -, déi sollt da kommen an dëser Legislaturperiod. Mir si gewuer ginn: 2021 kënnt se bestëmmt net! Kënnt se 2022? Kënnt se iwwerhaapt nach virun de Walen? Mir wëssen et elo net, d'Regierung vläicht och net. Mee mir wëllen awer och soen, datt mer déi grouss ideologesch Trame vun där Steierreform, déi Individualiséierung, och einfach net richteg fannen.

An et war schonn eng Ironie gëschter an der Ried vum Här Staatsminister, deen op eemol d'Famill entdeckt huet. Op senger leschter oder zweetleschter Säit vun der Ried hu mer op eemol héieren: „D'Famill, dat ass dach d'Plaz vun der Gebuergenheet", an dat huet een an dëser Kris entdeckt.

Ma mir sinn domat komplett d'accord als ADR. Mir wëllen d'Famill absolutt stäerken, en ADR-Elteregeld aféieren an esou weider. Dat ass bekannt. Awer datt eng Regierung dat seet, déi da gläichzäiteg seet, an den Här Baum huet dat a senger Ried gesot, si hätte gär d'Individualiséierung, d'Individualiséierung vun der Steierlandschaft! Dat ass d'Ofschafung, d'steierlech Ofschafung vun der Famill! Et ass d'Atomiséierung vum Mënsch, d'Fragmentéierung vun de Strukturen an der Gesellschaft. Et ass d'Individualiséierung zulaaschte vun der Famill. Et ass deen aneren ideologesche Modell.

Wat hätt Der gär? Wëllt Der gär d'Famill stäerken? Hutt Der se nei entdeckt? Jo, da stäerkt se! Oder loosst Der se falen? Da kommt mat Ärer Steierreform an der Individualiséierung vun der Steier, wann et jo egal ass, mat wiem een zesummelieft. Et ass net egal!

A mir als ADR wäerten eis ëmmer als Affekot hei vun der Famill wierklech fillen a mir wäerten dat och duerchzéien. Mir brauche sécher eng Steierreform, awer mir brauche keng Steierreform géint d'Famill.

Den Här Staatsminister huet och vum Brexit geschwat. Och do ass eng gewëssen, loosst mech et soen, scho Contradictioun. Eis Relatioune mam Vereenegte Kinnekräich si genausou wichteg wéi se leider net gutt sinn. Mir hunn als ADR ëmmer wëllen d'Revendicatioune vun de Britten a vum David Cameron ënnerstëtzen, fir de Brexit ze verhënneren. Dat war eis Linn. Mir hu jo gesinn, wou et higeet, viru Joren, wéi dat ugefaangen huet. Mir hätten de Britte solle ginn, wat se gefrot hunn. An dat huet awer dës Regierung net gewollt an déi Regierung virdrun och net. An dat war e Feeler. Haut ass London e Konkurrent fir eis amplaz en Alliéierten an der Europäescher Unioun, dee mer batter néideg ëmmer gebraucht hunn an dee mer wierklech wäerte vermëssen.

An da versti mir net, wéi Dir kënnt higoen, Här Staatsminister, an dann och nach de brittesche Premier, den Här Boris Johnson, hei virun enger Pressekonferenz bloussstellen am Haff vun Ärem Ministère. Dat war alles net néideg. Mir hätte gär, datt eis Relatioune mam Vereenegte Kinnekräich besser sinn, datt se konstruktiv sinn.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- De Conseil européen am Juli, do sidd Dir erëmkomm, Dir hutt eis erzielt, datt Der lech fir d'Mënscherechter a Polen agesat hutt. Ganz gutt! Et ass awer kee vitalen Interessi elo speziell vu Lëtzebuerg.

Mee Dir hutt manner driwwer geschwat, datt Dir akzeptéiert hutt, datt an de Konklusioune vum Conseil européen am Juli eng Finanztransaktiounssteier drasteet ouni Referenz op méi e grousse Kader, d'OECD. Dat ass en terribele Feeler, Här Staatsminister, deen Dir lech musst zourechne loossen. Mir mussen d'Interesse vun eiser Finanzplaz am konkurrenziellen Ëmfeld zu deenen anere Finanzplaze konsequent verdeedegen. Datt dat do konnt geschéien, dat ass warscheinlech dee finanzpolitesch bis elo gravéierendste Feeler, deen lech geschitt ass. An et däerf net nach eng Kéier virkommen!

Et geet net duer, datt den Här Gramegna dann dorëmmer seet: „Am Kader vun der OECD". Dir hutt dat an de Konklusioune vum Conseil européen eraschreiwe gelooss, an dat ass e Feeler! A mir hunn och leider misse feststellen, datt den Emissions Trading System och op d'Aviatioun an de Pavillon maritime ausgedeent gëtt. An do wësse mer och nach net, wat dat fir eis Ekonomie, wou mer jo awer och wierklech grouss Interessien an deem do Domän hunn, dann herno heescht.

Gréng Steieren, där komme massiv. Ech hunn och d'Madamm Lorsché do héieren. Déi hutt och e bëssen en net ganz kloert Verhältnis - wéinstens a mengem Versteesdemech - gewisen zur Propriété privé, déi si „eng helleg Kou" genannt huet. Majo, Madamm Lorsché, Privateegentum, Privateegentum ass e Mënscherecht! Dat steet an de Mënscherechtskonventiounen. Also, fir eis ass dat dofir net diskutabel. Mee Dir wëllt aféieren, an Dir maacht dat jo elo: eng Kuelendioxidsteier, Akzisenerhéijungen. A well mir als ADR konsequent gesot hunn: „Mir si géint Steiererhéijungen!", si mer selbstverständlech och géint Är CO_2-Steier a mir si selbstverständlech och géint déi Akzisenerhéijungen.

Wësst Der, Dir sot ëmmer: „Jo, do gëtt et sozialen Ausgläich." Mee et si ganz vill Leit, zemools am ländleche Raum, déi dovunner méi getraff si wéi déi an de Stied, well do keng ëffentlech Verkéiersmëttel et erlaben, vun enger Plaz op déi aner ze goen, oder et ass extreem komplizéiert. Esou gutt ass den ëffentlechen Transport bei eis am Land net, wann Der iergendwou am Éislek oder soss op enger Plaz sidd, wou Der all Stonn oder all zwou Stonnen e Bus hutt. Déi Leit mussen den Auto huelen an déi Leit musse méi Kilometere fueren, wéi Dir eis virrechent. An déi wäerte bezuelen.

Ech huelen un, datt Ären Elektorat éischter an de Stied ass oder sech dat ka leeschten. Mee Dir trefft d'Leit och am ländleche Raum mat Äre Moossnamen.

Mir wëssen och net, dat huet keen eis gesot, mir hunn en defizitäre Staatsbudget an da gi mer net gewuer: Wat ass dann elo d'Implikatioun op den Tanktourismus? Dat ass nach ëmmer eng vun deenen Haaptquellen, -recetten am Staatsbudget. Elo ginn hei Akzisenerhéijungen ageféiert. Wat kascht dat eis pro Joer? Wat bréngt et eran an de Staatsbudget, wann een déi sozial Ausgläichsleeschtungen dann erausrechent? A wat kascht et eis am Tanktourismus? Wat sinn d'Konsequenzen?

Et gëtt och nei Laaschte fir d'Entreprisen. Jo, Dir wëllt fir physesch Persounen e gewëssenen Ausgläich aféieren. Mee wéi ass et mam Transportsecteur? Dat ass e ganz wichtege Secteur. An der Kris ware mer dach all frou, datt d'Camione gefuer sinn. Mir hunn e gebraucht, batter néideg, den Transportsecteur. Ass de Merci un den Transportsecteur elo deen, datt mer et onméiglech oder op jidde Fall vill méi schwéier fir déi maachen, déi scho vill Problemer hunn an hirem Beruff, fir och an der Konkurrenz géintiwwer dem Ausland kënnen ze bestoen?

Wësst Der, déi gréng Steieren, déi Akzisenerhéijungen, déi sinn net harmlos, déi kaschten eis Aarbechtsplazen. Ech wëll just drun erënneren, datt mer viru Kuerzem ArcelorMittal haten. ArcelorMittal huet gesot: „Mir musse bis zu 570 Aarbechtsplazen ofbauen." An an hirem Communiqué stoungen extreem wichteg Saachen, déi muss ee sech mierken. Et stoung dran: „Mir mussen dat maache wéinst dem Emissions Trading System. Europa ass ze deier. Mir hunn och dann net méi den Zougang zu der Konkurrenz. Mir sinn net méi konkurrenzfäeg um Weltmaart." An dat si 570 Aarbechtsplazen aleng an engem Betrib. An da gitt Dir hin an Dir maacht dat nach méi schlëmm! Et ass jo dat, wat Der maacht.

Dir wësst, datt d'Entreprisen hei am Land scho Problemer hunn, Lëtzebuerg als Standuert - oder Europa, mee speziell Lëtzebuerg - erauszesichen. An da maacht Der eis nach méi deier. Dat ass net vernënfteg. Well wësst Der, nohalteg Politik, dat ass och Aarbechtsplaze fir déi jonk Leit sécheren. Dat sinn och Perspektive fir déi jonk Leit. An et geet net nëmmen ëm Klima, et geet och ëm Aarbechtsplazen an et geet ëm eng Verantwortung géintiwwer eise jonke Leit. Dir sot op där enger Säit, Dir sidd géint de Jugendchômage, an op där anerer Säit maacht Der alles, fir datt en an d'Luucht geet.

Och mat der Industriepolitik an der Wirtschaftspolitik musse mer awer eng Bemierkung maachen. Déi ass theoreetesch an der Verantwortung vun der LSAP, dem Här Fayot. Den Här Fayot ass an deem Debat praktesch komplett absent. Ech kann lech net soen, wéini den Här Fayot hei an d'Chamber komm wär a gesot hätt: „Dat do, dat ass meng Visioun, d'Visioun vun der Regierung, vun der LSAP, fir eng Lëtzebuerger Industriepolitik." Esou eppes gëtt et net!

Et gëtt awer beim Här Kersch den Usaz, fir em d'Rudder aus der Hand ze huelen iwwert d'Aarbechtsrecht. An et gëtt bei deene Gréngen den Usaz, fir d'Industriepolitik an d'Hand ze huelen iwwert d'Ëmweltrecht. Mee wat bleift als Industriepolitik, als Standuert Lëtzebuerg fir d'Industrie, dat wësse mer net! An dat ass einfach der Situatioun net ugepasst.

Mir brauchen eng Diversifizéierung vun eiser Ekonomie. Mir kënnen net aleng ofhängeg si vum Finanzsecteur oder vun Déngschtleeschtungen. Dat ass wichteg, mee aleng geet et net duer.

Mir hunn och eng Léier aus der Covidkris gezunn, an dat ass, datt mer musse relokaliséieren, wat mer a China oder op aner Plazen ausgelagert haten. Mir mussen als Europa an och als Lëtzebuerg e Stéck méi onofhängeg ginn, e Stéck méi resilient, e Stéck méi sécher fir eng Krisesituatioun. Dat heescht, datt mer hei am Land an op anere Plazen an Europa méi cheemesch Industrie, méi pharmazeutesch Industrie, méi Elektronikindustrie brauchen, an och aner Secteuren, datt mer eis Onofhängegkeet musse stäerken. An dat wär och d'Quintessenz schlussendlech vun enger Industriepolitik an enger Standuertpolitik. Mee wou ass den Här Fayot? Wéini kënnt en dann heihinner a seet eis, wéi eng Perspektiven hie wëllt opzeechnen? En ass einfach net present an engem vun deene wichtegste Secteure vu senger Amtsféierung.

Dir hutt mer bal leedgedoen, muss ech lech och soen, Här Staatsminister, gëschter, wéi Der lech huet missen heihinnerstellen an de grénge Katechismus bieden. Dat ass sécher och fir lech net ëmmer einfach gewiescht. Mee gutt, dat ass Är Aarbecht.

Une voix.- Och dee rouden!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Mee ech wëll awer hei ganz kloer - well dat gëtt net dacks genuch gemaach an der Gesellschaft - mech kritesch auserneesetze mat der Politik vun deene Gréngen.

Si kommen ëmmer als Weltretter, als Guttmënschen, als Besserwësser. Nee, dat si se net. Si sinn emol éischtens eng Partei, déi systematesch Politik mat der Angscht vun de Leit mécht: „D'Welt verbrennt!" Jo! Elauter ..., et ass ee Katastrophenzenario nom aneren. Dat ass d'Politik vun de Gréngen: ee Katastrophenzenario nom aneren. Amplaz de Leit Vertrauen ze ginn an d'Politik, eppes Positives ze soen, rational Politik ze féieren, gëtt se total emotionaliséiert, bewosst fir ze manipuléieren. Bewosst fir ze manipuléieren! Mir gesinn dat jo all Dag.

Wësst Der, ech wëll lech ganz kloer soen, an dat baséiert sech op eng ganz Rei Etüden, déi och hei am Land vu Lëtzebuerger gemaach gi sinn: Eng Dekarboniséierung vun der Ekonomie oder vum Land allgemeng, och vun den net ekonomesche Secteuren, eng Dekarboniséierung ass nëmme ganz lues méiglech, wa mer d'Land net wëlle futtimaachen, well mir sinn och do a Konkurrenz zu anere Staaten.

Wësst Der, fir Är Ziler ze erreechen, déi massiv Reduzéierung bis 2050 - am Europaparlament seet jiddereen: « Qui dit mieux? », déi eng 55, déi aner dann direkt 60, minus 60! -, wann Der dat wëllt maachen, da misst d'Ekonomie pro Joer ëm ongeféier 3 % schrumpfen. A wat dat heescht, dat gesi mer elo bei der Covidkris. Et heescht Aarbechtslosegkeet, et heescht schrecklech sozial Ëmwälzungen. Äre Modell geet net, e fonctionéiert net! En ass och moralesch net vertrietbar.

Wësst Der, Dir schéckt d'Leit op d'Strooss, déi jonk Leit, fir ze demonstréiere fir Fridays for Future, déi och déi beschten Absichten hunn. Et ass fantastesch fir ze gesinn, wéi se sech asetzen. Mee mat Ärer Politik ass et net „Fridays for Future", mee dat sinn Demonstratioune fir „No Future" fir déi jonk Leit. An do soe mir, domat si mir net d'accord. Mir hätte gär, datt déi jonk Leit vu muer eng ekonomesch Perspektiv hunn. An dofir denke mir konsequent bei der ADR d'Ëmweltpolitik „mat" der Ekonomie, d'Ëmweltpolitik „mat" der Industrie, fir datt mer eeben déi Secteuren net futtimaachen, vun deenen d'Zukunft vun deene jonke Leit vu muer ofhänkt.

Mir hunn och eng Zensur hei fir de Minister Turmes. Et ass schued, d'Madamm Dieschbourg ass elo do, virdru war de Minister Turmes do. Ech hat een Ableck gehofft, e géif heibleiwen, fir em kënnen ze soen, wat ech vu senger Energiepolitik halen.

Wësst Der, Dir hutt einfach keng Sécherheet, déi Der eis kënnt an der Energieversuergung offréieren. Déi Politik vun deene Grénge gëtt an der Energiepolitik keng Sécherheet, an dat ass eng vun deene wichtegste Saachen, déi mer an der Ekonomie an an der Gesellschaft brauchen.

Déi erneierbar Energie - an hei zitéieren ech lech erëm, Här Staatsminister, net direkt, awer gläich -, déi erneierbar Energie ass deier, si ass volatill, dat heescht net zouverlässeg par essence, si ass staark subventionéiert a si deckt, an dat ass elo ee wichtege Punkt, an dat gëtt an den Diskussiounen ni gesot, de Lëtzebuerger Stroumbedarf - Stroumbedarf, emol net aner Forme vun Energie - nëmmen zu e puer Prozent.

Dir hutt gëschter an Ärer Ried gesot: „200.000 Leit gi mat Wand- a Solarenergie versuergt." Wësst Der, wa kee Wand bléist, da sinn et net 200.000 Leit, da sinn et der null. Wann d'Sonn net schéngt, da sinn et net 200.000 Leit, da sinn et der null. An dat ass einfach den Ënnerscheed, wësst Der! An dofir soe mir, an dat ass einfach d'Wourecht, an do ass keen heibannen, keen, deen éierlech ass, deen eis jeemools kéint de Contraire beweisen, datt mer, soulaang mir volatill alternativ Energië wëlle propagéieren, net gläichzäiteg kënnen op fossill Energien an op nuklear Energië verzichten, well et einfach net geet. Dat ass d'Wourecht! An do hätte mer och gär, datt mer déi an déi politesch Diskussioun erabréngen. Well déi ännert einfach och d'Mentalitéit a si gëtt eis Realismus. Är Rechnung geet net op.

An da gëtt sech ëmmer op Däitschland bezunn. Do si jo och Gesetzer an der Maach, déi e bëssen ëmmer no däitschem Virbild sinn. An Däitschland ass d'Energie ëmmer méi deier ginn, besonnesch fir déi privat Stéit. Dat ass och eng Saach, déi ee muss soen. Déi privat Stéit bezuelen an Däitschland ganz héich Stroumpräisser. D'Energie ass onzouverlässeg an dee Risiko vum Blackout, dee wiisst. D'Netzer sinn dacks iwwerlaascht. A Spëtzestonnen, wou alternativ Energië staark produzéiert ginn, do muss ee se och nach zu engem Negativpräis an d'Ausland verkafen. Dat heescht, et bezilt een och nach, fir d'Energie lasszeginn, déi een a Spëtzestonnen huet, an et gëtt keng Méiglechkeet, fir se ze lageren.

Den „tout électrique", dee Programm ass vun dëser Regierung. Et si jo och net nëmmen d'privat Stéit, mee d'Mobilitéit, d'Heizung, d'Industrie, alles soll elektresch ginn, dat mécht de Problem ëmmer méi schlëmm. Deen Dilemma, an deen Der eis eramanövréiert, gëtt ëmmer méi schlëmm.

A mir hunn et nogerechent, de Rifkin-Modell, mir hunn dat gekuckt mat Experten, et ass einfach esou: Mat Honnerte vu Wandrieder am Land, mat Honnerte vu Quadratkilometere vu Solarzellen, mat Honnerte vu Quadratkilometere fir Biokraaftstoffer - dat si Flächen, déi déi normal Agrikultur dann net méi zur Verfügung huet, fir Liewensmëttel ze produzéieren -, wäert et eis nimools, nimools geléngen, fir d'Rifkin-Ziler och nëmmen iergendwéi kënnen ëmzesetzen. Dat ass d'Realitéit!

Är Elektromobilitéit, déi Der jo hei mat décke Subsiden an esou weider da wëllt promouvéieren, ass weeder realistesch - dat kréie mer ni hin, fir an der Zäit bis 2030 49 % Elektromobilitéit ze hunn, d'Reseaue ginn et net hier, d'Batterië ginn et net hier, d'Matière-premièrë sinn net do, se si fir wäit Strecken net gëeegent -, a virun allem, an dat ass eppes, wat mir an all Ried wäerte soen als ADR, bis dee Problem geléist ass, a mir kommen ëmmer erëm drop zréck hei an der Chamber: Et ass mënscheveruechtend!

Dir als Gréng, déi jo dann optrieden als Guttmënschen op der Welt, Dir wësst, wou de Kobalt am Kongo hierkënnt, ënner wéi enge mënscheveruechtenden Ëmstänn en do gewonne gëtt, mat Kanneraarbecht an ongesécherte Minnen. An et ass lech komplett egal! Nee, Dir subventionéiert et nach, Dir bezuelt et nach, Dir begënschtegt et! Kommt mer net méi mat Äre mënscherechtsveruechtenden Theorien an esou weider! Dir hutt iwwerhaapt keng Legitimitéit méi, guer keng! Soulaang Dir dat do toleréiert, soulaang Dir d'Kanneraarbecht toleréiert an och bezuelt, kommt mir net méi mat Äre Guttmënschenattitüden hei am Parlament! Dir verdéngt et net! Bleift ewech!

Da mat Ären Holzheizungen, och déi sinn ekologesch ganz schwiereg. Ech ginn do net an den Detail.

Mee ech wëll nach ee Wuert iwwert d'Atompolitik soen. Wësst Der, d'Atompolitik ..., wéi ech Iech grad gesot hunn, brauche mer nach eng ganz Rei Joren nuklear a fossill Energie. Da versti mir net, datt Dir higitt an Dir refuséiert souguer, iwwert d'Sécherheet - d'Sécherheet! - vun Atomkraaftwierker ze fuerschen oder déi matzefinanzéieren. Dat heescht, Dir huelt och nach a Kaf, datt Atomkraaftwierker eventuell méi Risike weise wéi se der schonn hunn, nëmme well Är blann Ideologie Iech verbitt, souguer an d'Sécherheet vun engem Atomkraaftwierk ze investéieren. Och dat muss ee fäerdegbréngen!

Är Agrarpolitik. Bio heescht net onbedéngt méi Qualitéit - dat gëtt hei och dacks gesot, dat ass och eng Diskussioun, déi mer eng Kéier kënne féieren -, mee si ass op jidde Fall méi extensiv. An an der Covidkris ass ëmmer erëm gesot ginn: „Wéi gutt, datt mer wéinstens genuch Liewensmëttel haten." Wann Der elo higitt an Dir maacht 20 % vun den Agrarflächen am Land bio, dann hu mer hei am Land manner Liewensmëttelproduktioun. Dat ass einfach esou nach Adam Riese. Da muss een dat och wëssen. Mir froen eis, wéi vill, a mir hätte gär als ADR, datt keen Drock besteet. Wie wëllt Bio maachen, dee soll Bio maachen. Dogéint hu mir absolutt näischt. Awer mir wëllen absolutt deene Leit, déi konventionell Methode wëllen hunn, et och méiglech maachen, betribswirtschaftlech weiderzefonctionéieren, Ofsazmäert ze hunn, och an eise Schoulen, och an de Schoulkantinnen. Firwat muss een déi Leit da wëllen do ausschléissen, well se eng betribswirtschaftlech Approche hunn, déi Ärer Ideologie net entsprécht?

Är Gesellschaftspolitik. Do ass esou eng gréng Linn. An do schwätzen ech iwwert d'Madamm Tanson, déi och elo leider net do ass, mat dem Gesetz, an dat huet den Här Bettel och gëschter ernimmt, vum „accès aux origines". Am Prinzip ass dat eng gutt Saach. Mee wësst Der - an do adresséieren ech mech och un déi Leit, déi dobaussen nolauschteren, déi déi Debatten an der Chamber net esou dacks matkréien -, wësst Der, datt Dir verbal a vläicht och anescht de Papp ofschaaft?

Wësst Der, wéi de Papp heescht bei der Madamm Tanson, bei deene Gréngen? Et gëtt d'Mamm - nach! Well do kann een och driwwer diskutéieren, wat genee eng Mamm ass, mee an déi Diskussioun ginn ech elo net an. Mee de Papp ass net méi de Papp, „le père". Dee gëtt et net méi! Et gëtt den „autre parent de naissance". Un all déi Männer, un all déi Pappen, déi eis dobaussen nolauschteren: Déi solle wëssen, datt mat där grénger Ideologie si net méi Papp sinn, mee si sinn „autre parent de naissance". Et ass eng Diskriminéierung vun de Männer an Ärer komescher Ideologie, déi mir net akzeptéieren!

Genausou mat der Gewalt doheem. Et ass einfach esou, datt och ganz vill Männer Affer vu Gewalt sinn. Si hunn awer keng Plazen a Foyeren. Eelef Plaze ginn et am Land a Foyere fir Männer.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- D'Täter sinn awer ëmmer Männer (veuillez lire: D'Täter sinn awer och do bal ëmmer Männer).

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- A fir Männer mat Kanner gëtt et a Foyere vläicht zwou Plazen, déi iwwerhaapt gëeegent sinn, bei 40 % männleche Victimmen. Wësst Der, mir hunn näischt géint Chancëgläichheet. Awer Chancëgläichheet geet an déi zwou Richtungen. Se geet fir Fraen, se geet och fir Männer.

Mat der Eethik, wann ech scho bei deem Sujet sinn, wëll ech Iech awer och ganz kloer soen, wat eis ënnerscheet. An ech sinn immens houfreg drop, dat als ADR hei kënnen ze soen: Et ass fir eis ganz wichteg, datt mir och eng Partei sinn, déi sech zum Schutz vum Liewe bekennt. Och dat muss et nach ginn an der Politik, a mir maachen dat. Mir si fir de Schutz vum Liewen. Mir wëllen och de Leit, déi virun engem Choix stinn, datt se vläicht e behënnert Kand kréien, deene wëlle mir soen, wa se sech fir d'Kand decidéieren, datt de Staat soll d'Garantie iwwerhuelen, datt och wa si eng Kéier al sinn, och wa si eng Kéier net méi do sinn, een do ass, dee sech ëm dat Kand anstänneg këmmert.

Mir wëlle wierklech kucken, datt déi Mënschlechkeet an der Politik eng Prioritéit gëtt. Mir waren och ëmmer géint eng Kommerzialiséierung vum Kand. E Kand däerf net kaaft a verkaaft ginn, wéi Dir et an Ärer „Leihmutterschaftsideologie" awer wëllt maachen. An eng Mamm, eng Fra, däerf nimools ausgebeut ginn, eng aarm Fra, fir fir eng méi räich e Kand auszedroen. Alles dat sinn absolutt onmoralesch Deriven, déi een an Ärem politesche Lager fënnt, op där heiter Säit vum Parlament, net op där doter Säit.

Mir hunn eng Rei Iwwerleeungen zu den Institutiounen am Staat. An ech fänken u mat der Cour grand-ducale. Den Arrêté grand-ducal, deen elo geholl ginn ass, fir d'Maison du Grand-Duc do ze organiséieren … Ech fannen d'Wuert iwwregens schlecht gewielt: „Maison du Grand-Duc". Fir mech ass d'Maison du Grand-Duc de Palais oder Colmer-Bierg, dat ass d'Maison du Grand-Duc. Fir mech ass et d'„Cour grand-ducale".

Mee ech wëll awer och kloer soen, datt fir eis als ADR kloer ass, datt mir keng Politiséierung vun der Funktioun vum Grand-Duc wëllen. Dat gëllt och fir Rieden Nationalfeierdag, Chrëschtdag, do ass eng Tendenz. De Grand-Duc steet iwwert der Politik, iwwert der Politik! Ech hätt gär, datt eis Kolleege vun der Lénker, déi jo net fir d'Monarchie sinn, sech genausou kënnen erëmerkenne wéi mir an deene Rieden, déi gehale ginn. De Grand-Duc steet iwwert der Politik. An dat soll och net änneren.

Mir wëllen och keng Banaliséierung vu senger Funktioun. Et ass net normal, datt de Staatschef matgeholl gëtt op technesch Konferenzen iergendwou, wou den Niveau vum Staatschef net appropriéiert ass.

A mir wëllen iwwerhaapt, wa mer scho schwätze vun eise Feierdeeg, Nationalfeierdag, mir wëllen och keng Europäiséierung do, wou se net higehéiert. An Ären Europafeierdag, Här Staatsminister, do hätt ech léiwer, oder mir hätte léiwer, dat wär e mobille Feierdag, da kéinten déi Leit, déi wéilten op d'Sprangpressessioun goen, en dofir huelen.

Déi nei Verfassung, dat ass och e ganz interessant Kapitel, déi nei Verfassung, déi do soll „modern" sinn. Ech hunn dat geléiert, zënter datt ech an déi Reunioune gi vun der Institutiounekommissioun. Hiren Haaptkrittär ass: Eng Verfassung soll modern sinn. Ech weess net genau, wat dat soll heeschen, mee ëmmerhin. Fir mech ass nach ëmmer d'Qualitéit vum Text de primordiale Facteur.

(Interruption)

Jo. Mee ech kann Iech soen, datt do eng ganz Rei Tendenze bestinn, fir datt Lëtzebuerg eigentlech en Deel vu senger Souveränitéit verléiert, datt mer als e Genre Bundesland vun enger Europäescher Union consideréiert ginn, an datt mir net matginn op e Wee, wou déi nei modern Verfassung vu Lëtzebuerg soll doranner bestoen, fir eis Staatlechkeet an eis Souveränitéit ofzebauen. Dee Wee gi mir net mat! A mir wäerten et och esou an der Ëffentlechkeet duerstellen, datt déi Aarbechten, déi hei gemaach gi fir eng modern Verfassung, fir eng Verfassung sinn, déi eist Land fundamental erofsetzt. Dat maache mir net mat!

Da wéilt ech och soen, datt et eng verpasste Chance ass. Mir hunn als ADR eng Rei Propositioune gemaach - an do ass mäi Kolleeg Roy Reding ganz wichteg gewiescht an där Diskussioun -, fir wa mer scho Verfassungstexter wëllen änneren, datt mer da wéinstens higinn a mir kucken, datt mer Verbesserungen erakréien, fir d'Rechtsméiglechkeete vun de Lëtzebuerger ze stäerken. Mir hunn zum Beispill proposéiert, wa mer scho Verfassungstexter maachen, da sollte mer dach de Leit erlaben, en direkten Zougang zu der Cour constitutionnelle ze hunn, wéi dat an Däitschland oder an anere Länner de Fall ass. Dat gouf direkt refuséiert.

Wann et am Interessi vum Bierger ass, da sidd Der net esou séier do. Wann et drëm geet, fir Europa géintiwwer Lëtzebuerg méi wichteg ze maachen an eis méi kleng, da sidd Der do! Och dee Wee gi mer net mat.

Mir hu Propositioune gemaach iwwert d'Reform vum Walsystem, Här Staatsminister. Mir hunn näischt méi héieren. Wou ass dat drun? All d'Parteien heibannen, mengen ech, hunn Iech Propositioune gemaach, fir de Walsystem ze reforméieren. Wéini gi mer dann do gewuer, wat d'Regierung eis proposéiert? Kënnt dat nach an dëser Legislaturperiod? Kënnt et net méi? Dir kënnt eis dat soen.

Integratioun vun den Auslänner, dat ass och e Sujet, deen eis ganz staark interesséiert. Zoustänneg ass d'Madamm Cahen. An ech hat scho virdru gesot, datt, wann do Froe gestallt ginn, se net gär op déi Froen äntwert. Awer ech wëll Iech ganz kloer soen, datt mir als ADR fir eng ganz volontaristesch Integratioun vun den Auslänner hei am Land sinn. Mir wëlle keng Parallellgesellschaften, wéi mer et ëmmer méi hunn. Dat wëlle mir net.

An déi Integratioun vun den Auslänner, déi geschitt iwwer eis Nationalsprooch, an dat ass Lëtzebuergesch. Et gëtt ewell ëmmer méi eng Konfusioun, wou Leit, déi d'Sproochegesetz vun 1984 net méi esou genau kennen, da schwätze vun „dräi Nationalsproochen". Nee, mir hunn eng Nationalsprooch, dräi administrativ Sproochen. A wa mir vun Integratioun schwätzen, fir datt d'Leit kënne komplett un eiser Gesellschaft deelhuelen, ass dat op Basis vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Mir hätten och gär, datt Lëtzebuergesch am Schoulsystem verstäerkt gëtt. A wat eigentlech den Här Meisch - och e liberale Minister, Här Staatsminister, och ee vun Äre Kolleegen - seet, …

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... hie seet: „All Kand brauch eng Schoul, déi bei et passt." A wat da geschitt, dat ass, datt d'Kanner an der Praxis, an der Praxis opgedeelt ginn no Nationalitéit an no Sprooch. Dës Regierung mécht eng Politik vun der Segregatioun an net vun der Integratioun. Och dat muss eng Kéier kloer gesot ginn! Dir maacht de Contraire vun deem, wat mir géife maachen. Mir wëllen d'Leit ophuele bei eis a mir wëlle se an eng Gesellschaft integréieren. Dir dividéiert se auserneen. Dir maacht Parallellgesellschaften an Dir férdert dat nach.

D'Fonction publique - e weidere liberale Minister, Här Staatsminister -, mir hätte gär eng effikass Fonction publique. A mir gesinn et mat Suerg, datt d'Ufuerderunge bei der Fonction publique an den Examen a bei der Rekrutéierung an der Fonction publique iwwert déi lescht Jore systematesch Schrëtt fir Schrëtt erofgesat goufen! Dat wëlle mir net! Als ADR wëlle mir eng Fonction publique mat héijer Qualitéit, eng Fonction publique, déi Lëtzebuergesch ass a Lëtzebuergesch schwätzt. Mir wëllen dat och bei der Police, dat ass jo och eng aktuell Diskussioun. Mir hätte gär eng Police, déi Lëtzebuergesch schwätzt.

Mir hätte gär, datt de Staat, an do sidd Der bestëmmt, wann Dir nach liberal sidd, Här Premierminister - ech zweifelen heiansdo drun, datt Der nach liberal sidd -, mee wann e Kär vu Liberalitéit nach an lech ass, da sidd Der do mat mir d'accord: Mir hätte gär e Staat, dee sech op seng Kärfunktioune konzentréiert! Mir hunn zënter 2013, dat geet aus enger Question parlementaire ervir, 20 Administratioune bäikritt: 4.304 Persounen, Beamten, an 3.975 Équivalents temps plein, esou steet et an der Äntwert op d'Fro. A mir soen als ADR: Mir hätte gär, datt de Staat an d'Entreprisen, och d'Entreprisen hei am Land nach eng Chance hunn, fir Leit ze fannen.

Mir wëlle kee plethoresche Staat, aus Käschtegrënn. Mir brauche keng Administratiounen, déi haaptsächlech Ideologie maachen. Mir hätte gär e Staat, dee sech op seng wierklech Aufgabe konzentréiert an deen dem private Secteur net déi beschte Leit konsequent ewechhëlt, well och eis petites et moyennes Entreprises, och eis Industrie an aner Secteure brauchen ausgezeechent Leit, fir dëst Land no vir ze bréngen.

Wa mer vun der Zukunft vum Land schwätzen, musse mer natierlech iwwert d'Schoul schwätzen. A fir eis ass déi gratis ëffentlech Schoul ee vun deene gréissten Acquisen, dee mer an der Sozialgeschicht vun dësem Land hunn. Mir haten eng ëffentlech Schoul, déi de Leit gratis en unerkannten Diplom ginn huet, en Diplom mat engem Wäert. Dat ass a Gefor, well d'Vertrauen an d'Schoul fortgeet. An der Stad Lëtzebuerg, hate mer elo gelies, sinn nëmmen nach 50 % vun de Kanner an der ëffentlecher Schoul, an der ëffentlecher Primärschoul.

Dat ass natierlech e Vertrauensverloscht, an dat däerf net sinn! Mir verstinn natierlech, datt d'Leit sech Suerge maachen. Mir hunn den Nivellement vers le bas vun der Lëtzebuerger Schoul. Dat gëtt net thematiséiert. Mee all Pisa-Etüd, all internationale Vergläich säit Joren a Jore weist eis dat selwecht Bild! Eis Schoul gëtt devaloriséiert. Desto méi vu Qualitéit an der Schoul geschwat gëtt, desto manner schéngt se do ze sinn.

Mir hunn eng Zersplitterung vum Schoulsystem: ëmmer méi verschidde Schoulen an ëmmer méi ënnerschiddlech Approchen, mat deem Resultat, wéi ech et gesot hunn, datt mer Parallellgesellschafte kréien.

Mir hunn och ëmmer méi Gewalt an de Schoulen. Mir mussen och do dergéint virgoen!

Mir wëllen als ADR besser ëffentlech Schoulen, wou erëm den Diplom unerkannt ass. Mir hätte gär méi Niveau. Mir hätte gär eng Schoul ouni Ideologie, wou sech wierklech op d'Léiere konzentréiert gëtt, ouni politesch Propaganda, ouni Zentrum fir politesch Bildung mat senge komeschen Iddien.

(Brouhaha)

Mir hätte gär méi Homogenitéit. Mir hätte gär Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch. Mir hätte gär Wëssensvermëttlung amplaz kompetenzorientéierten Unterrecht. Dir misst Iech dat emol „uliesen", wat do zum Deel drasteet! Mir hätte gär eng Objektivéierung vun den Orientéierungsprozeduren, eng Opwäertung vun den Enseignanten an e Retablissement vun hirer Autoritéit. An natierlech och eng Opwäertung vun alle Formatiounen a Richtung Handwierk.

Den Här Staatsminister huet net iwwert d'Sécherheet hei am Land geschwat. An dat ass awer e Sujet, dee ganz vill Leit hei am Land mat Recht beonrouegt. D'Situatioun op der Gare, zu Ettelbréck, zu Esch an op anere Plazen am Land, an net nëmme méi do si Problemer. Mee déi ëffentlech Sécherheet ass e grave Problem hei am Land. Mir hätte gär, datt mer dogéint uginn. Mir soen als ADR kloer, datt mir hei der Kriminalitéit de Krich erklären, datt mir d'Sécherheetsdéngschter hei am Land wäerte stäipen, datt mer hinnen d'Kompetenzen, d'Méiglechkeeten, d'Personal, d'Material ginn, wat se brauchen, fir hir Missiounen effikass ze erfëllen. Mir kucken och an deem Kontext de Statut an d'Gréisst vun der Douane, dat gëtt iwwerpréift. A mir wäerten all deene Verwaltungen optimal Aarbechtsbedingunge ginn.

Et ass ganz kloer, datt dat och heescht, datt mer am Beräich vun der administrativer Polizei wäerten déi Schrëtt setzen, soubal mer d'Méiglechkeet hunn, déi mer scho laang verspriechen, inklusiv de Plazverweis, d'Persounekontrollen an esou virun, wou mer géintiwwer dem Ausland wäit hannendrunhänken. Mir ginn och an der administrativer Police der Police endlech déi Méiglechkeeten, déi se brauch. A mir schafen eng komplett Transparenz bei den Täterbeschreiwungen. Et geet bei eis net méi, datt souguer wann ee gesicht gëtt, een emol net weess, wie gesicht gëtt, well en net méi beschriwwe gëtt.

De Logement. De Logement ass e ganz interessante Sujet, well eigentlech och an deem Punkt den Här Staatsminister hei als Member vun der Demokratescher Partei sech huet missen histellen an e sozialistesche Programm virgelies huet.

E liberale Minister, dee misst dach soen: „De fräie Maart soll zoustänneg si fir de Logement!" An en huet eis hei gesot: „De Staat an d'Gemenge këmmere sech drëm!" Jo, wat ass dat fir eng Approche? De Staat an d'Gemenge sinn iwwerhaapt net outilléiert, fir dat ze maachen. Staat a Gemeng si schlecht Promoteuren.

Mir hunn um ADR-Nationalkongress de leschte Sonndeg e Pabeier virbereet, deen hei och vum Kolleeg Roy Reding presentéiert gouf, a mir hunn eng ganz Rei exzellent Propositioune gemaach, déi wierklech d'Situatioun um Logementsmaart géife verbesseren, urfräi liberal Positiounen. An dat sinn déi, déi wierken. Dat sinn déi, déi hëllefen: méi Fräiheet fir de Bauhär, keen Zwang zum Passivhaus zum Beispill, séier Prozeduren, nei Wunnforme förderen amplaz se ze behënneren. Och d'Verloune vun Zëmmere muss méiglech sinn.

Mir hätte gär eng eenzeg, transparent national Waardelëscht fir Sozialwunnengen. Mir wëlle méi Méiglechkeete fir privat Bauhären, fir ze intervenéieren um Marché. Mir wëllen d'Ofschafung vun der Prorogation légale. Eleng déi Méiglechkeet géif Honnerte vu Wunnenge ganz séier op de Maart bréngen. Mir wëllen de bëllegen Akt eropsetze vun 20.000 op 50.000, d'TVA Logement vu 17 % op 3 % nees erofsetzen - och eng Steiererhéijung, déi Gambia sech zouzeschreiwen huet.

Mir wëllen de Mietkauf erméiglechen. De Loyer soll kënnen op de Verkafspräis ugerechent ginn. Mir wëllen eng Staatsgarantie, eng Eegekapitalgarantie, fir et de Leit ze erméiglechen, de Start ze hunn, wa se net esou vill Sue kënnen uspueren, fir datt se iwwerhaapt kënnen e Kreditt kréien an eppes kafen. Mir hätte gär de Portage foncier, datt fir d'éischt d'Haus bezuelt gëtt an eréischt duerno den Terrain, en Terrain, deen dacks méi deier ass wéi d'Haus.

Mir hunn esou vill gutt Iddien, urliberal Iddien. An da stellt sech de Premier Bettel dohinner a liest de sozialistesche Programm vir, vun deem mer elo scho wëssen, datt en nimools ka fonctionéieren. Also, Dir wiesselt vläicht d'Partei, Här Staatsminister, dat weess ech net, mee wat Der hei virgelies hutt am Beräich Logement, dat fonctionéiert net. Gitt op eng liberal Politik, mir wäerten Iech ënnerstëtzen, wann Der dat maacht!

Dir hutt och vun der Press geschwat, e Sujet, deen och fir eis ganz wichteg ass, well mir als ADR eis kloer engagéiere fir eng demokratesch a pluralistesch Gesellschaft. An, an dat ass vläicht och, wat eis ënnerscheet vun deenen aneren: Mir si konsequent géint all Form - géint all Form! - vun Zensur, déi awer ëmmer méi an eiser Gesellschaft ëm sech gräift, wou d'Leit ëmmer méi fäerte fir ze soen, wat se denken. Ass dat normal an enger demokratescher Gesellschaft? Mir mengen net.

A mir soen: All déi Méiglechkeete vun der Zensur, mir schafen dat of! Mir wëllen et net. Mir hätte gär eng staark an onofhängeg Press, eng staark an onofhängeg Press, an dat heescht och Zeitungen a gedréckter Form. A mir si fir Pluralismus vun der Press a fir Pluralismus an der Press, fir eng Meenungsvillfalt, fir wierklech déi Méiglechkeet, Fräiheet ze liewen, Fräiheet ze ootmen, fir wierklech dat kënnen ze maachen, vun deem mer jo soen, et wär de Grondwäert vun eiser Gesellschaft: d'Fräiheet. Ma da loosse mer dat maachen!

Déi gëtt hei am Land leider net ëmmer respektéiert, Här Staatsminister. Ech muss Iech soen, an der Covidphas huet Är Regierung d'Pressefräiheet net respektéiert. De Lëtzebuerger Journalisteverband hat protestéiert dergéint. Dir hutt all Informatiounen zentraliséiert. Den Accès vun der Press op d'Informatioun war limitéiert, kontrolléiert - hei zu Lëtzebuerg! An et ass e Lëtzebuerger Journalisteverband, deen do dergéint protestéiert huet, och dat muss ee soen. Och hei am Land ass déi Tendenz zur Zensur, zur Kontroll vun der Informatioun. Dat ass eng Realitéit. A mir soe kloer als ADR: Bei eis gëtt et dat net! Mir wëllen et net. Mir wëllen déi Fräiheet ootmen, och an de Medien.

Mir si fir Meenungsfräiheet, mir si géint d'Zensur, géint eng Penaliséierung vu Gefiller, wéi dat och elo ass, keen „de-platforming", keng „cancel culture". An eng „politesch Korrektheet", dee Begréff, dat ass fir eis héchstens e Begréff vun Héiflechkeet, awer nimools e Begréff, deen eng Opportunitéit soll

beschreiwen oder aschränken, fir eng Meenung ze hunn. Genausou wéi Fakenews: Fakenews ass hautdesdaags déi Meenung, déi een net selwer vertrëtt. An de Faktencheck, deen een heiansdo op Internet huet, dat ass eng Tarnorganisatioun, fir eng Meenung ze diskreditéieren, déi een net selwer huet. Och dat brauche mer alles net.

Eng Demokratie lieft vun der Konfrontatioun vun den Iddien! Och wann ech heiansdo d'Gefill hunn, wann ech lech kucken, datt mir d'Iddien hunn an Dir konfrontéiert just, ouni Iddien!

(Brouhaha)

Sou, e lescht Wuert zu der Migratioun.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir gitt net besser, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- E lescht Wuert zu der Migratioun - dat freet lech och, well et ass jo e Minister vun der LSAP, Här Engel, deen dofir zoustänneg ass. Ech wëll lech just hei kloer soen, mir wäerten dat an der baussepolitescher Debatt soen, an ech mengen, muer de Mëtten hu mer och eng kuerz Debatt iwwert den europäesche Migratiounspak.

Mee ech wëll lech ganz kloer soen, well dat ass och wichteg, och dat gehéiert zu der Situatioun vum Land: Mir als ADR, mir bekennen eis ouni Aschränkung, ouni Aschränkung, zur Asylrechtskonventioun vun 1951 an zu der Genfer Konventioun iwwert de Schutz vun Zivillpersounen a Konfliktsituatioune vun 1949. Punkt.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Alleguer? Och Är Fraen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Punkt! Dozou bekenne mer eis. Mir sinn awer grad esou decidéiert géint all Mëssbrauch vum Asyl a mir si grad esou decidéiert géint eng illegal Immigratioun an Europa aus ekonomesche Grënn. Dat ass Är Politik, dat ass net eis!

Mir refuséieren all Quotesystem fir d'Verdeelung vu Migranten tëschent europäesche Staaten. Dat ass eng Fro vun der nationaler Souveränitéit. Wéi ee Land wëllt ënner wéi enge Konditioune wéi eng Persounen ënner wéi engem Statut a fir wéi laang bei sech ophuelen, dat ass eng Fro vun der nationaler Souveränitéit, an déi vertriede mir a mir verdeedege se! Eis Positioun ass a vollem Aklang mat internationalem Recht. An dofir soe mir och, datt déi Leit, déi kee Schutz méi brauchen - déi kee Schutz méi brauchen -, och mussen zréckgoen an hir Länner.

Ech hunn elo d'Geleeënheet gehat, fir lech op e puer Punkten ze äntwerten an e puer Saachen ze soen, e puer Saache kloerzestellen hei am Numm vun der ADR. Mee ech wëll zesummefaassend soen, datt dat, wat Dir proposéiert an Ärer Regierungserklärung, ganz einfach der Gravitéit vun der Situatioun net ugepasst ass, datt dës Regierung weist, datt se net handlungsfäeg ass an datt mer mat lech an deenen nächste Joren net um Wee sinn, wou ech kéint vertrauensvoll soen, datt dëst Land a gudden Hänn geféiert gëtt.

Ech soen lech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech hätt eigentlech ni geduecht, dass den Här Gibéryen mer géif feelen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hunn elo grad héieren, datt mer anscheinend hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi a Parallellgesellschafte liewen. Wësst Der, an deene leschte 40 Minutten hat ech éischter den Androck, datt mer a Parallelluniverse liewen, op jidde Fall den Här Kartheiser an ech.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, wéi mer virun engem hallwe Joer hei stoungen, kuerz nom Ausruffe vum État de crise, huet et geschéngt, wéi wa sech d'Riedner vun alle Parteien eens wieren, datt déi Kris eist Land verännere wäert. „Mir kënnen net einfach esou virumaache wéi virdrun", huet et geheescht. „Mir kënnen net esou maachen, wéi wann näischt gewiescht wier a mir kënnen net einfach d'Blat dréien an zréckkommen zum Alldag. Et muss sech eppes änneren." Dat war den allgemengen a grousse Konsens.

A wann een aktuell Sondagë liest an och de Leit dobaussen nolauschtert, da schéngt et mir, wéi wann dat nach ëmmer dee ganz grousse Wonsch bei de Leit ass: „Et muss sech eppes änneren." Mir kënnen net esou virumaache wéi bis elo.

Wann een dann awer gëschter dem Premier nogelauschtert huet, da schéngt dat alles vergiess. De Premier seet, et wier keng Zäit fir Experimenter. „Keng Zäit fir Politik, keng Zäit fir Verännerung", huet et gëschter geheescht. Duerfir huet dës Regierung als eenzeg Orientéierung, als eenzege Kompass, dee se nach zesummenhält, de Koalitiounsaccord vun 2018. A vun deem Accord géif si och net ofréckelen, och dann net, wa mer wéi elo matten an enger Kris sinn, enger ekonomescher, enger sanitärer, enger sozialer. Dat ass déi politesch Essenz vum Premier senger Ried gëschter.

Fir de Rescht huet e virun allem op déi lescht sechs Méint zréckgekuckt, sech selwer dobäi nawell ganz vill op d'Schëller geklappt. An ëmmer, wann et ëm Perspektive gaangen ass, also wann et drëm gaangen ass, no vir ze kucken, huet en effektiv wéi aus der Bibel de Koalitiounsaccord zitéiert.

De Premier huet zréckgekuckt, an dat ass och duerchaus legitimm, wann een iwwert d'Lag vun der Natioun schwätze wëllt. Mee en huet awer häerzlech wéineg analyséiert. En huet net gekuckt, wat d'Stäerkten an d'Schwächte vun eiser Gesellschaft waren a sinn. En huet sech virun allem op dat konzentréiert, wat gutt fonctionéiert huet an där exceptionneller Situatioun. A jo, et hunn och ganz vill Saache gutt fonctionéiert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Mee dat geet awer net duer, Här Premier. Well et muss een och kucken, wat net esou gutt fonctionéiert huet, net fir sech selwer ze gäisselen, mee fir ze léieren, fir ze kucken, wat anescht muss ginn, wat besser muss ginn, fir ze verstoen, wat verännert muss ginn. An dat huet de Premier net gemaach.

Duerfir kann hien och net soen, wat dann elo misst verännert a verbessert ginn duerch déi nei Erkenntnisser. An dat ass mäi gréisste Virworf un de Premier a seng Ried: incapabel ze léieren, incapabel, Léieren ze zéien aus deem, wat geschitt ass, an de manifesten Onwëllen, Konsequenzen aus deene Léieren ze zéien. Eigentlech ass dat eleng schonn eng Bankrotterklärung vun der Regierungserklärung!

Virun e puer Joer huet dee selwechte Premier nach gesot als Formel, datt, wann et dem Land gutt géif goen, et de Leit och géif gutt goen. An dat konnt een dann austauschen a vice versa. An duerfir géif een, mengen ech, haut déi banaalst vun alle Froe stelle kënnen: Mee geet et haut dann dem Land an de Leit besser wéi virun engem Joer? An ech mengen, et ass eis alleguer kloer, datt et just eng Äntwert gëtt dorobber: Nee. Weeder dem Land nach de Leit geet et besser wéi virun engem Joer, well d'Leit hu gelidden, physesch, psychesch, ekonomesch a sozial.

Dat ass net nëmmen dem Premier seng Schold. Mee als Premierminister muss een awer d'Éierlechkeet an d'Deemut hunn, dat unzeerkennen an Äntwerten ze proposéieren an enger Ried zur Lag vun der Natioun, am Numm vun enger Regierung, déi sech där Tatsaach bewosst ass an deementspriechend handelt. Mee dat ass net geschitt gëschter.

Näischt war ze héieren iwwert d'Bekämpfe vun de sozialen Inegalitéiten, déi scho virun der Coronakris Joer fir Joer ëmmer méi grouss gi sinn an déi an der Kris nach eng Kéier méi visibel gi sinn. Näischt war ze héieren iwwert d'Stäerkung vun der Kafkraaft, déi an deene leschte Méint elle gelidden huet. Näischt war ze héieren iwwer eng Strategie, fir d'Wirtschaft wierklech ze relancéieren. An och näischt ze héiere war iwwer nei Weeër zur Bekämpfung vum Chômage, vun deem ëmmer méi Leit bedrot sinn.

Wann een awer zu all deem näischt seet, da schaaft ee keng Perspektiven an et notzt een och keng Chancen, well et huet ee keng Visioun, wou d'Rees da soll higoen, an et kann een net zumindest eng Ambitioun definéieren, wou eist Land an zwee, dräi Joer stoe soll. Natierlech ka kee wëssen, wéi et an zwee, dräi Joer ausgesäit, mee eng Ambitioun muss een awer definéiere kënnen!

Här President, ech wëll an deenen nächste Minutten opweisen, wéi eng Léieren hätte misse gezu ginn, a weisen, wou dréngend Verännerungen néideg wieren, ugefaange bei der Santé:

Wa mer eng Chance haten an der sanitärer Kris, da war et déi, datt eisen ëffentleche Gesondheetssystem nach net esou wäit privatiséiert gouf wéi an anere Länner. Italien a Spuenien haten notamment esou vill Doudeger, well se scho méi laang d'ëffentlech Gesondheet dem private Marché iwwerlooss hunn. Dat ass déi allerallerëischt grouss Léier aus dëser Kris. An ech hat mer zumindest e kloert Bekenntnis zu eisem solidareschen ëffentleche Gesondheetssystem erwaart, an och domadder verbonnen eng kloer Ofso zu all deenen Tentative vun Auslagerung vu weesentlechen Aktivitéiten aus de Spideeler.

Mee och eise Gesondheetssystem ass u seng . Limitte gestouss. De Premier huet zwar zu Recht drop higewisen, wéi séier d'Regierung all méiglech Zorte vu medezinneschem Material erbäigeschaaft huet. Mee den eigentleche Problem huet hien ëmschëfft, an dat ass de Personalmangel. Eiser Santé feele Leit, Mënschen, déi déi Aarbecht maachen, net Maschinnen - déi kënne mer kafen -, Mënschen an alle Beräicher, vir an hannen. An et geet net duer, deene Leit heiansdo op d'Schëller ze klappen, mee mir mussen dee Beruff opwäerten, hir Formatioun grondleeënd veränneren. An heifir brauche mer eng Strategie fir eist Land.

Dat selwecht gëllt fir d'Santé mentale vun de Leit, déi vill gelidden huet am Confinement a vläicht souguer nach méi am Deconfinement, dee jo och nach ëmmer net ofgeschloss ass.

Een Drëttel vun der Populatioun huet deklaréiert, datt hire mentalen Zoustand sech verschlechtert huet an deene leschte Méint. Besonnesch déi Jonk sinn dovunner betraff, mee awer och iwwerduerchschnëttlech vill Fraen. D'Psychiateren hu sech elo viru Kuerzem nach zu Wuert gemellt an deklaréiert, datt si komplett um Limitt wieren. An och nach ëmmer gëtt et keng Nomenklatur fir d'Psychotherapeuten.

Dat ass den Istzoustand, wou eise Gesondheetssystem un de Limitten ukomm ass. A wat maache mer elo? An der Regierungserklärung hu mer näischt dozou héieren.

An eppes Weideres huet de Coronavirus gewisen, nämlech d'Verluerenheet vun deenen, déi duerch all Raster falen. D'ONG Médecins du monde schätzt, datt ronn 1.500 Mënschen hei am Land keng Sozialversécherung hunn an doduerch keen Zougang zu elementare Gesondheetsservicer. An der Kris ass dat nach eng Kéier visibel ginn. Wéi schütze mer déi Leit? An et huet Wochen a Woche gedauert, bis d'Regierung Weeër fonnt huet, fir déi Leit ze schützen - an dann nach, muss ee soen!

An ech hätt mer vun där Regierungserklärung zumindest dat Element vu Léier erwaart, déi een doraus zéie misst, datt no deenen Erfarunge mer zu Lëtzebuerg versichen, änlech wéi an eisen Nopeschlänner eng Couverture médicale universelle anzeféieren, och wann déi net am Regierungsprogramm stoung, well dat ass net nëmmen eng Fro vun Humanismus, d'ADR géif soe „Gutmenschentum", mee et ass e wichtegt Element vu Santé publique, vun där déi ganz Gesellschaft profitéiere géif.

Här President, d'Santé publique ass net just eng Fro vu medezinneschem, klineschem an technologeschem Fortschrëtt. Sozial Gerechtegkeet, eng gesond Ëmwelt, besser Bedingungen an de Beräicher Aarbecht, Logement an Educatioun droe laangfristeg dee wichtegsten Deel zum Gesondheetszoustand vun der Populatioun bäi.

An d'Leit maache sech Suergen haut, an zu Recht, iwwert d'Konsequenze vun enger ekonomescher Kris, déi amgaang ass sech ze manifestéieren. Verschidde Betriber hei am Land hu schonn ugefaange mam Plazenofbau. Dat, wat d'Leit am Confinement am meeschte gefaart hunn a bedréckt huet, nämlech d'Angscht, hir Aarbecht ze verléieren, ass elo scho fir Verschiddener traureg Realitéit ginn.

Här President, mir hunn an deene leschte Méint gesinn an erlieft, wéi fundamental wichteg an deelweis iwwerliewenswichteg verschidde Beruffer sinn an déi Zéngdausende Leit, déi se all Dag ausüben, ganz dacks Leit mat niddrege Paien. Mir hu gesinn an erlieft, wéi wichteg d'Aarbecht ass fir de Fortbestand vun eiser Gesellschaft. A mir hu gesinn an der Zäit vum Confinement, wéi wichteg d'Aarbecht fir vill Leit och fir si selwer ass a wéi eng schwéier Amenter optauchen, wa se op eemol déi Aarbecht net méi maache kënne respektiv wa se ënner erschwéierte Bedingungen am Teletravail muss gemaach ginn.

Iwwerhaapt Teletravail, do ass dach eppes Fundamentales an deene leschte Méint an eiser Gesellschaft geschitt. Hätt dat net e Moment Reflexioun zumindest bedeit? Ech hunn net vill dovunner héieren.

Mir mussen eis däers alles bewosst ginn, wa mer déi nächst Méint uginn. D'Annoncë vu Plazenofbau a grousse Betriber wéi ArcelorMittal, Guardian, Luxair, Saint-Paul - an, an, an - sinn an eisen Aen e „Vorbote" vun enger méi schwéierer Wirtschaftskris, déi séier zu enger sozialer Kris ka ginn, wann net déi richteg Mëttelen agesat ginn, fir dat ze verhënneren. Mir mussen also déi Kris, déi sech elo esou däitlech ukënnegt, anticipéieren.

De Chômage ass am Fréijoer spronghaft eropgaangen als kuerzfristeg Konsequenz vum Confinement a vum Stopp vu villen Aktivitéiten. Dat konnt deelweis ofgefiedert ginn, virop mam Chômage partiel. De Chômage stabiliséiert sech elo op engem ëmmer nach ze héijen Niveau. Mee mir fäerten, datt dat just d'Rou virum Stuerm ass, deen dann ausbrécht, wann ëmmer weider Entreprisen ofbauen an Enn des Joers d'Faillitten an d'Haus stinn.

Mir gesinn et jo elo schonn. Et ass scho visibel un den eidele Geschäftslokaler, déi ëmmer méi zu de Stadbiller uechtert d'Land gehéieren. An d'Faillitten, déi sech ukënnegen oder déi amgaang sinn deklaréiert ze ginn, déi beinhalte Leit, déi do geschafft hunn an deene Betriber, a Leit, déi sech och nach ëmmer net an deenen Zuele vum Chômage erëmspigelen. Dorobber misste mer eis dach preparéieren. An d'Leit spieren dat. Ech hu virdru vun Existenzängscht geschwat. Vill Leit fäerten ëm hir Aarbecht, fäerten de sozialen Ofstig.

Nom Confinement, dee bei ville Leit seng Spueren hannerlooss huet, kommen elo nei Belaaschtungen. An déi kann een de Leit net huelen, andeem ee prophezeit, datt et séier a quasi automatesch eng Reprise vun der Wirtschaft wäert ginn. Näischt ass méi ongewëss wéi dat an d'Leit wëssen dat och.

Wat misst also an eisen Aen elo gemaach ginn? Als Éischt stelle mer fest, datt Leit, déi virum Mäerz schonn am Chômage waren, deelweis schonn e puer Méint, och haut nach am Chômage sinn. Dës Leit riskéiere komplett onverscholt zu Laangzäitchômeuren ze ginn. No an no rëtsche se dann aus dem Chômage a falen an de REVIS. Doduerch verléiere se net nëmme vill Revenu, mee och Hoffnung a Perspektiven. Eng Spiral no ënnen! Dat muss onbedéngt verhënnert ginn, well mir wëssen, wéi schwéier et ass, fir no esou engem Coup erëm op d'Féiss ze kommen.

Duerfir plädéiere mir ganz staark derfir, fir d'Allocation de chômage vun engem Joer op zwee Joer ze verlängeren, zumindest esou laang, wéi dës Kris undauert. Donieft sinn déi Plazen, déi nei geschafe ginn, an där ginn et der, ëmmer méi Zäitverträg. D'Aarbecht gëtt flexibiliséiert a vun de Leit gëtt erwaart, datt si hiert Liewe quasi esou béien, fir domadder eens ze ginn. An domadder riskéiert d'Aarbecht an d'Aarbechtsplaz och ëmmer méi prekariséiert ze ginn.

Donieft muss verhënnert ginn, datt Leit abusiv an de Chômage gesat ginn. Et muss een iwwerhaapt probéieren, Chômage ze verhënneren, mat alle Mëttelen, wéi mir dat och schonn an enger Proposition de loi proposéiert hunn, an och déi Betriber, déi profitabel sinn, dorunner hënneren, déi d'Kris dozou ze notzen, fir Aarbechtsplazen a Kollektivverträg a Fro ze stellen. Well dorëms geet et nämlech och, Beispill Eurofoil. Do geet et net direkt drëms, fir Aarbechtsplazen ofzeschafen, mee all déi sozial Acquisen, déi iwwer Jorzéngten opgebaut gi sinn, si quasi iwwer Nuecht a Fro gestallt. An domadder verbonnen ass natierlech och d'Fro vun der Kafkraaft vun deenen, déi nach an Aarbecht sinn.

Mir brauchen d'Aféierung vun enger Jobgarantie, also dem Recht op eng bezuelten Aarbecht fir jiddwereen, dee schaffe wëllt a schaffe kann. Besonnesch am Bléck hu mir hei déi Jonk, déi riskéieren, no der Schoul mat engem Echec no deem anere konfrontéiert ze sinn an esou schonn den Uschloss ze verléieren, éier se d'Chance haten, sech ze beweisen. Et gëllt also, eng Covidgeneratioun ze verhënneren. Dat misst dach déi allerallerëischt Prioritéit vun der Regierung sinn. Mee a puncto Beschäftegungspolitik hu mer keng nei Mesure héieren, just datt d'Regierung dat observéiere géif an, am Fall wou, eventuell géif reagéieren! Virausschauend Denken ass dat op jidde Fall fir mech net!

Esou eng Jobgarantie ass näischt aneres wéi eng ekonomesch sënnvoll a sozial nohalteg Investitioun an d'Zukunft. An enger vun deenen ILO-Konventiounen, déi mer warscheinlech hei an der Chamber an den nächste Woche ratifizéiere wäerten, steet dran, datt de Staat sech verflicht, derfir ze suergen, datt genuch Aarbecht do ass, fir datt jiddwereen no senge Kompetenze ka schaffe goen. Ma kommt, mir setzen dat an d'Realitéit ëm!

Déi Aarbecht, déi ech hei mengen, déi existéiert schonn. Do brauch een net vill Fantasie ze hunn. Et brauch ee sech just déi enorm Erausfuerderungen unzekucken, virun deenen eis Gesellschaft steet, a sief et och nëmmen déi ekologesch Transformatioun vun hir.

Ech géif souguer soen, datt déi Aarbecht, vun där ech schwätzen, souguer am Regierungsprogramm schlummert. Géif deen dach emol eng Kéier ëmgesat ginn! Ech mengen hei den Ëmbau vun der Landwirtschaft, den Ëmbau vun der Industriepolitik a Richtung Kreeslafwirtschaft mat Recyclage, Repair an Upcycle-Aarbechten, den Ausbau vum ëffentlechen Transport an den Infrastrukture fir duuss Mobilitéit an, an, an. Alles dat geet nëmme mat méi, net mat manner Leit, déi dës Aarbechte maachen.

Mir wëssen, datt domadder net vun haut op muer de Chômage wäert eliminéiert ginn. Mee eleng de Versuch, op esou ee Wee ze goen, géif Pespektiven a Chancen opmaachen. Gemengen, Sozialverbänn a ganz vill Associatioune kéinten dat opgräifen, fir esou e Programm mat Liewen ze fëllen an engem Mënsch nom aneren ze garantéieren, wat em zousteet, nämlech e Recht op Aarbecht an e Recht op e Liewen an Dignitéit.

Här President, iwwert d'Aarbecht an iwwert d'sozial Sécherheet zum Ëmwelt- a Klimaschutz: Dat ass och déi Approche, déi mir fir sënnvoll an zukunftsfäeg halen. Mat der Jobgarantie hunn ech dee Gedanke kuerz ugerass, mee et ginn natierlech aner Elementer, op déi ech nach zréckkomme wäert.

Beim Premier awer ass Klima- an Ëmweltschutz Synonym vu steierlechen Ureizer an technologe-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
44, rue du Canal
L-4050 Esch-sur-Alzette

schen Innovatiounen. Mir sinn net der Meenung, datt dës Elementer guer keng Roll spille kënnen, mee mir mengen awer, datt esou eng passiv an ofwaardend Haltung an der Urgence, déi de Premier jo op en Neits selwer beschriwwen huet, engem onverantwortleche Laisser-faire gläichkënnt.

D'Ziler vum Energie- a Klimaplang sinn ambitionéiert a mir begréissen dat. Mee d'Iddi vun der Regierung, déi dora besteet, d'Verantwortung, fir dës Ziler ze erreechen, de facto op d'Stéit ofzelageren, ass fir eis falsch, besonnesch an enger Zäit, wou déi Stéit duerch eng Wirtschaftskris an eng onsécher Zukunft blécken.

De Budgetsentworf fir 2021 gesäit esouguer e Réckgang vun den Depensen am Ëmweltministère vun 8 % vir par rapport zu 2020. De staarke Staat, vun deem den Här Bettel geschwat huet, schéngt also keng rigouréis Ëmweltpolitik ze beinhalten, obwuel de Klimaschutz laut Premierminister déi gréisst Erausfuerderung ass, mat där d'Mënschheet konfrontéiert ass.

Déi eenzeg Mesure am Beräich vum Klimaschutz - an eng aner Ëmweltmesure hu mer net héieren, zum Beispill wat d'Aartevillfalt oder de Schutz vu Gewässer a Bëscher ugeet, iwwerhaapt den dramatesche Verloscht vu Biodiversitéit schéngt nach ëmmer net beim Premier ukomm ze sinn -, déi eenzeg Mesure am Beräich vum Klimaschutz ass d'Aféiere vun enger CO_2-Steier.

Bon, mëttlerweil ass déi CO_2-Steier a liberale Kreesser déi eenzeg méiglech Mesure. D'Debatt ronderëm déi Steier ass mëttlerweil komplett lassgeléist vun der eigentlecher Fro, nämlech där vum Klimaschutz. Den Här Bettel huet gëschter och Sënn an Zweck net wierklech erklärt. Hien huet just gemengt, et wier keng Steier, déi als Zilsetzung hätt, Recetten an d'Staatskeess ze spullen. Warscheinlech sot en dat, well e kuerz virdru gesot huet, datt et keng nei Steiere géif ginn, déi d'Kafkraaft géife belaaschten. Mee ech froe mech: Wat ass dat dann, amplaz eng Steier? Well eng indirekt Steier, déi op dem Konsum opgehuewe gëtt, belaascht jo natierlech d'Kafkraaft.

An nach méi erstaunlech fannen ech, datt den Här Turmes sengersäits d'lescht Joer net midd ginn ass, genau de Contraire ze erzielen, nämlech datt déi Steier net vill um Konsumverhale géif änneren, mee datt se do wier, fir mat de Recetten de Klimaschutz ze finanzéieren.

Also d'Fro ass: Wat bréngt dës Steier? Ass sech d'Regierung iwwerhaapt eens iwwert d'Finalitéit vun dëser Steier? Oder kënne mer elo nach eng drëtt Variant bei der LSAP nofroen, wat si mengt, wat d'Finalitéit vun där Steier wier?

Mir mengen, datt et nu wierklech net glécklech ass, datt eng Tax agefouert gëtt, ouni datt Kloerheet doriwwer besteet, wat se brénge soll, well soss ass et en Experiment. An den Här Bettel sot jo gëschter, e wéilt net experimentéieren.

Déi éischt Fro, déi sech fir eis stellt, ass déi nom Impakt vun der Steier op d'Zäregasemissioune vu Lëtzebuerg iwwert déi nächst Joren. Ginn et dann do iwwerhaapt Berechnungen? A wa jo, wier et natierlech interessant, dat gewuer ze ginn. Wann net, da gëtt et nämlech eng Finalitéit: nämlech Recetten duer siche goen, wou se am einfachsten ze kréie sinn, awer wou se natierlech och am meeschte wéidinn.

Am meeschte wéi deet dës Tax bei deene Stéit, déi op den Auto mussen zréckgräifen, eventuell well op Schichte geschafft gëtt oder well se entleeë wunnen. Mee nach méi wéi deet se, wann ee mat Masutt oder Gas heizt. Do geet jee no der Energieeffikassitéit vum Haus oder der Wunneng de Crédit d'impôt bei Wäitem net duer, fir d'Méikäschten ze decken. D'Hëtzen huet den Här Bettel gëschter vergiess, mee just vu Präisser op der Pompel geschwat, grad wéi wann d'Leit an hirem Auto wunne géifen.

An do si mer da beim eigentleche Problem. Getraff vun der Tax ginn déi Akommesschwaach, besonnesch déi dräi ënnescht Akommesdecilen. Déi kréien elo eng kleng Kompensatioun, déi no an no awer u Wäert verléiere wäert, wat d'Tax weider an d'Luucht geet. Mee eng nei Heizung, eng energeetesch Sanéierung oder en Elektroauto kënnen déi sech net uschafen, ob mat oder ouni Primmen. Et sinn awer grad dës Stéit, déi besonnesch beim Hëtzen déi schlechst Viraussetzungen hunn, fir iwwerhaapt Aspuerungen ze maachen.

An do kënnt bei déi éischt Fro vun der Wierksamkeet vun der Tax déi zweet derbäi, nämlech déi vun der Gerechtegkeet. Net nëmme ginn akommesschwaach Stéit am stäerkste getraff, mee si hunn och nach am mannste Méiglechkeet, fir nohalteg Uschafungen ze maachen. D'Locatairen hunn et hei nach méi schwéier, well déi guer keen Afloss hunn op d'Energieeffikassitéit vun hirer Wunneng. A meeschtens kënne si och keen Elektroauto an d'Strooss stellen, well wou ass do e Stecker? A wann de Vermieter en Invest mécht, stellt en deen dem Locataire iwwert de Loyer a Rechnung.

Also fir zesummenzefaassen: D'Sue gi bei de schaffende Leit geholl an ënnert de schaffende Leit erëm verdeelt. Mat de Primme fir Elektroautoen oder eng nei Heizung ginn d'Suen awer an éischter Linn u Leit verdeelt mat Haus, mat Garage an déi och dee Budget hunn, fir dat ze finanzéieren. Klimaschutz bleift also leider e Luxus, oder wéi ee soss kéint soen: e Klasseprivileeg.

Dat misst net sinn. Mir hu virun e puer Wochen als Lénk en detailléierte Projet presentéiert, wéi ee méi gerecht déi ganz Fro kéint ugoen an akommesschwaach Stéit et erméigleche kéint, d'Wunneng méi ekologesch ze gestalten duerch sozial gestaffelt Hëllefen a Prêten.

Här President, déi selwecht Leit, déi ech elo beim Chômage an den ekologeschen Ongläichheeten ugeschwat hunn, sinn och déi éischt Betraffe vun der Wunnengsknappheet an den onméigleche Präisser a Loyeren.

D'Covidkris huet déi Situatioun sécher net besser gemaach, mee en aneren, vläicht méi e schaarfe Bléck fräiginn op dat, wat et bedeit, sech net anstänneg doheem kënnen zréckzezéien, an an engem Doheem, wat fir vill Leit elo och nach zur Aarbechtsplaz gëtt duerch den Teletravail.

Mir hunn och keng Covidkris gebraucht, fir an eng Logementskris ze kommen, well déi gëtt et scho laang. De Pëtz, deen hei zu Lëtzebuerg beim Logement ausgehuewe gouf, ass mëttlerweil esou déif, datt een d'Steng, déi een eragehäit, schonn net méi héiere kann, wa se ënnen opschloen. Déi Steng, domadder mengen ech all déi hallefhäerzeg an deelweis kontraproduktiv Mesurë vun dëser an de Virgängerregierungen. Och bei deenen ass keen Impakt ze héieren oder ze verspieren, zumindest keen, deen iergendeppes fir Leit mat manner, oder entretemps muss ee souguer soe mëttlerem Revenu bruecht hätt.

Wat een awer elo héiert, dat sinn d'Leit, déi ufänken op d'Strooss ze goen, well se es genuch hunn an oft ganz einfach net méi kënnen. An de Logementsproblem ass och grad fir déi Jonk, fir d'Covidgeneratioun, entre-temps wéi gesot och aus der Mëttelschicht, en imminente Problem.

Ech nennen emol eng Zuel: 51,8 %. Dat ass deen Undeel, deen déi 20 % vun de Stéit mat deene klengste Revenuen de Mount fir de Loyer bezuele mussen. Déi Stéit si komplett blockéiert a kommen an deene seelenste Fäll ouni Verzicht bei essenzielle Besoinen iwwert d'Ronnen. Och dat ass d'Lag vun der Natioun, och wann een déi net gär héiert an och wann déi net op Cocktailsoiréeë vun de Big Four ugeschwat ginn.

Ech géif gär soen, datt ech mer méi vun der Ried vum Premier erwaart hätt, wat de Logement ugeet. Mee Kolleegen, dat wär gelunn! D'Situatioun ass säit 5, 10, jo souguer 20 Joer schlëmm a si gëtt vu Joer zu Joer schlëmmer. Wann eng Regierung hätt wëllen dergéint virgoen, hätt se Joren, jo Joerzéngten Zäit gehat, egal ob ënner enger DP- oder enger CSV-Féierung.

Mee geschitt ass sougutt wéi näischt. An dat huet jo och seng Grënn, well net jiddwereen ass Verléierer vun der Logementskris. An et ginn och déi puer glécklech Gewënner: zum Beispill déi 159 Persounen, déi zu Lëtzebuerg eleng 20 % vum Bauland horten, déi puer déck Promoteuren, déi scho laang verstanen hunn, datt een zu Lëtzebuerg vill Geld mat Immobilie verdénge kann.

An da si mer bei der „helleger Kou", dem Privateegentum. Mir hu virdrun nach eng Ried héieren, wou ee sech zum Apostel vum fräie Maart gemaach huet. Mee dat Experiment hu mer elo 20, 30 Joer gehat, wou de Staat inaktiv war an näischt gemaach huet an alles dem fräie Maart iwwerlooss ginn ass.

Déi Kris, déi mer hunn, ass d'Resultat dovunner. An et ass ganz bedenklech, datt et nach ëmmer Parteie ginn hei an der Chamber, zumindest eng Partei, déi nach ëmmer deem selwechte fräie Maart nohechelt an net verstanen huet, datt de Staat voluntaristesch agéiere muss.

Här President, dës Kris wäerte mer nach esoubal net hannert eis hunn. An da stellt sech natierlech och d'Fro, wéi mer mat de Staatsfinanzen ëmginn.

Als Lénk begréisse mer, datt d'Regierung net wëllt gréisser Kierzunge virhuelen, virun allem och bei den Investitiounen. Dat wier e katastrophaalt a fataalt Signal gewiescht. Mir sinn och frou, datt d'Regierung wëllt gewëssen Hëllefsmesuren iwwer 2020 eraus verlängeren a se net einfach nom Dezember auslafe léisst. Déi Krisemesurë sinn awer, esou war dat och schonn am Summer, wéi mer all déi Mesuren och matgedroen a matgestëmmt hunn, den absolutte Minimum vun deem, wat een huet misse maachen. Et ass drëm gaangen, fir d'Ekonomie ze stabiliséieren an e komplett Ofrutschen ze verhënneren.

Dat wat awer feelt, an dat huet och am Premier senger Deklaratioun gëschter gefeelt, dat ass eng Strategie, wéi mer d'Ekonomie relancéieren, e wierkleche Relancepak. Et kënnt ëmmer nees erëm, an och an de Virriede vun der Majoritéit gëtt ëmmer nees opgezielt, wat fir Mesuren d'Regierung scho geholl huet, fir d'Ekonomie ze stabiliséieren an der Vergaangenheet, an deene leschte Méint. Mee ech gesinn awer kaum Elementer, fir d'Wirtschaft ze relancéieren, zumindest keng, déi en transformatoresche Charakter hätten an deenen Erausfuerderunge vun eiser Gesellschaft gerecht géife ginn.

An dann nach ee Wuert zum Budget, deen eis haut de Moie presentéiert gouf. Mir konnten en natierlech nach net am Detail analyséieren, mee ech muss awer scho soen, datt et mech absolutt schockéiert huet a fassungslos gemaach huet, datt d'Regierung wëlles huet, de Budget vun der Entwécklungshëllef an de Koup ze sträichen: minus 61 Milliounen! Dat heescht e Minus vu 17,4 % par rapport zu 2020. D'Aide d'urgence fir anere Länner bei Katastrophen ze hëllefe gëtt komplett gestrach. Mir fannen dat vëlleg inakzeptabel a wäerten do an deenen nächste Wochen och massive Widderstand leeschten. Déi 60 Millioune retten d'Staatsfinanzen net, si hätten awer vill Mënscheliewen an anere Länner rette kënnen.

Insgesamt verléiere véier Ministèrë beim Budgetsvirschlag. Dat sinn nieft der Kooperatioun, déi mer schonn ugeschwat hunn, dem Ëmweltministère, deen ech och schonn ernimmt hunn, d'Landwirtschaft an den Interieur, also d'Gemengen. Dräi LSAP-Ressorte verléieren an ee grénge Ressort verléiert. Ech weess, et ass och vill vu Solidaritéit geschwat ginn, mee déi betraffe Ministere solle sech dann awer emol d'Fro stellen, ob se net eventuell Solidaritéit verwiessele mat „sech vun der DP iwwert den Dësch zéie loossen".

Här President, och an der Fro vun der Finanzéierung vun der Kris huet d'Regierung sech op dee klengste gemeinsamen Nenner gëeenegt, nämlech alles iwwer nei Scholden ze finanzéieren. Mir sinn domadder averstanen, datt een a Krisenzäite soll Scholden ophuelen, fir Schlëmmeres ze verhënneren a sech net soll selwer futtispueren. Mir waren där Meenung och schonn 2014. Mir hunn net 2014 de Scholdestand als Däiwelswierk un d'Mauer gemoolt, fir de Leit e Spuerpak opzezwéngen. Et muss ee Scholde maachen. Datt ee Scholde maache muss, verhënnert awer net, datt een donieft iwwer nei Recetten nodenkt, well Scholde sinn ëmmer déi zweet Optioun.

Mir mengen, datt et elo justement de Moment ass, fir Steieren eropzesetzen: net d'Steiere fir déi normal Leit, net d'Steieren um Konsum, op Salairen oder op de Pensiounen, nee, d'Steieren op de grousse Fortunnen, op der Spekulatioun an op de Kapitalrevenuen. Deen obszöne Räichtum, deen net produktiv zur Wirtschaftsentwécklung bäidréit, deen net an déi lokal oder regional Ekonomie investéiert gëtt, mee op den internationale Finanzmäert oder a Villaen op der Côte d'Azur ugeluecht gëtt oder awer a Konschtwierker, déi um Freeport um Findel gebunkert ginn.

Hei am Land gëtt et eng Minoritéit, déi vun der Politik säit Joerzéngten de rouden Teppech ausgerullt kritt. Dës fortunéiert Schichten elo méi héich ze besteieren heescht emol net, hinnen eppes extra ewechzehuelen, mee just e klengen Deel vun deem zréckzefuerderen, wat se déi lescht Joerzéngten agesäckelt hunn.

Mir bleiwe bei eiser Meenung, datt genau elo an deenen Zäite misst kënnen iwwer Verméigens- an Ierfschaftssteier geschwat ginn. Well déi grouss Fortunne méi besteieren, ass net nëmmen eng Fro vu méi Recetten, mee och vu Steiergerechtegkeet. De Räichtum an d'Kapital genéissen elo scho säit 40 Joer enorm Steierprivileegien. An dat ass mat Ofstand den Haaptgrond, firwat d'Schéier tëschent Aarm a Räich ëmmer weider auserneegeet. An dat ass och den Haaptgrond, firwat datt dem Staat, de Staaten insgesamt haut d'Moyene feelen, fir mat dëser Kris eens ze ginn.

An deene véier Méint tëschent Abrëll a Juli dëst Joer, wärend an Italien an a Spuenien d'Gesondheetssystemer kollabéiert sinn an d'Staate riseg Prêten hu missen ophuelen, fir d'Wirtschaft ze stäipen, och déi lëtzebuergesch d'ailleurs, hunn d'Milliardären op dëser Welt laut der Schwäizer UBS-Bank - an déi schéngt et jo ze wëssen -, hunn dës Milliardären hir Fortunne vu 7.800 Milliarden op 10.200 Milliarden erhéicht. Si hu wärend der Kris, innerhalb vun nëmme véier Méint, hire Räichtum ëm 27 % erhéicht. Dat ass obszön!

An et ass elo endlech Zäit, datt d'Multimillionären erëm hire gerechten Undeel zum Allgemengwiese bezuelen, speziell och hei zu Lëtzebuerg.

A wann de Premier zum Schluss vu senger Ried vu „verzichte" schwätzt, da menge mir: Et ass elo mol un der Zäit, datt déi Superräich verzichten, an net déi Leit, déi vun hirer Aarbecht liewen!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Elo ass et dann um honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mäi Fraktiounschef eng méi breet ugeluechte Ried gehalen huet de Mëtten, wollt ech mech hei fir mäi Grupp méi mat der Finanzplaz a mat der Entwécklung vun den ëffentleche Finanze befaassen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Europäesch Unioun gëtt de Moment op eng haart Prouf gestallt. Politesch Spannungen tëscht Ost a West, méiglech Handelskricher, klimatesch Veränneurungen, politesch Spannungen, regional Konflikter a Kricher wéi zum Beispill am Kaukasus, d'Flüchtlingsstréim, awer och déi feelend Solidaritéit tëscht verschiddene Memberstaaten a bestëmmte Froen, denke mer nëmmen un de Respekt vun elementare rechtsstaatleche Prinzippien, all dës Erausfuerderunge sinn eng Gefor fir den Zesummenhalt an der Europäescher Unioun, souwuel kuerz- wéi mëttelfristeg.

Déi gréisst Erausfuerderung läit awer den Ament an der Bewältegung vun der sanitärer Kris - ech denken, do si mer eis all heibannen eens -, déi zanter Mëtt Mäerz dauert, an hire fatale Konsequenze fir eis Wirtschaft a fir eise Sozialstaat an doriwwer eraus fir eis gesellschaftlech Kohäsioun. Duerch d'Coronapandemie si strukturell Problemer, déi sech och schonn, dat muss een éierlecherweis soen, virun der Kris ofgezeechent haten, ganz séier an de Fokus vum ëffentlechen Interesse geroden.

Déi ugekënnegt Sozialpläng an der Industrie an am Mëttelstand schéngen hei am Land an an Europa awer nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg ze sinn. Eréischt am éischte Semester vum nächste Joer wäerte mer dat reellt Ausmooss vun de Follgeschied fir eis Wirtschaft, fir eis sozial Systemer a fir déi ëffentlech Finanze kënnen evaluéieren.

Déi stiermesch Zäiten, déi mer de Moment erliewen, hunn awer gewisen, dass eis Finanzplaz net nëmmen a gudden Zäiten eng wichteg Stäip fir eist Land ass. Ech wëll op dëser Plaz un e puer Zuelen erënneren:

Eis Finanzplaz dréit all Joer mat bis zu véier Milliarden Euro u Steieren an Taxen zu eisem Staatsbudget bäi. D'Gewiicht vun dësem Secteur zur järlecher Wirtschaftsleeschtung beleeft sech op iwwer 30 %.

D'Finanzplaz beschäftegt méi wéi 50.000 Mënschen, dorënner eleng ëm déi 27.000 an de klassesche Bankhaiser. D'steierlech Recetten, déi aus dem Finanzsecteur kommen, sinn duerch d'Kris stabill bliwwen, eng gutt, jo, berouegend Nouvelle, wann ee sech virun Ae féiere muss, dass dat fir aner Branchë vun eiser nationaler Ekonomie, déi méi oder manner schwéier getraff sinn, alles mee net de Fall ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll beileiwen hei op dëser Plaz keng Glorifizéierung vun eiser Finanzplaz maachen. Ma Dir gesitt awer eemol méi, dass eis héich Liewensqualitéit an eis wirtschaftlech Stäerkt och enk mat dësem Secteur verbonne sinn.

D'Finanzplaz ass haut, contrairement zu der leschter Kris, e staarke Partner ginn, besonnesch an der Bewältegung vun deene leschte Méint. Si ass haut méi wéi jee diversifizéiert opgestallt mat deenen ënnerschiddlechsten Aktivitéiten. Dat mécht se natierlech méi widderstandsfäeg, méi widderstandsfäeg, wéi dat zum Beispill nach de Fall 2008 war. Zanter der Finanzkris also vun 2008 ass eis

Plaz méi resilient ginn, well et eeben zu enger Diversifizéierung innerhalb vun der Spezialiséierung komm ass. Dat mécht se also méi robust an hëlleft, extern Schocke wéi déi, déi mer erlieft hunn an nach ëmmer erliewen, besser ofzefiederen.

Nieft all de Moossnamen, déi vun eiser Regierung an der direkter Lutte géint d'wirtschaftlech Follge vun der Coronakris geholl goufen, hunn och d'Banken de Betriber kuerzfristeg ënnert d'Äerm gegraff an derfir gesuergt, dass si finanzielle Sauerstoff kruten, dëst notamment mat Moratoiren a Milliardenhéicht op Betribskreditter. Dës Moratoirë waren natierlech vu grousser Wichtegkeet fir vill Entreprisen, déi esou iwwert d'Duuschtstreck vum Lockdown komm sinn. D'Banken hunn dee ganze Kredittrisiko an hire Bicher gehalen, wat nëmmen dank der Resilienz, also der Widderstandsfäegkeet vun dësem Secteur méiglech war.

Bei de Banke fält op, dass se sech bis ewell gutt duerch d'Kris geschloen hunn. Dat krute mer och nach vum Claude Marx, dem Generaldirekter vun der nationaler Finanzopsiicht, der CSSF, an der Finanz- a Budgetskommissioun ufangs September confirméiert. Déi zolidd Kapitaliséierung vun de Banken erlaabt et och, fir verschidden Ausfäll vu Kreditter ze stemmen. All Ustrengungen, déi zanter der leschter Finanzkris um Niveau vun der Kapitaliséierung vun de Banke gemaach goufen, droen haut hir Friichten. Eis Banken hu ganz héich Liquiditéits- a Solvabilitéitsratioen. Dat gëtt eis vill méi Sputt wéi an anere Länner.

D'Coronakris huet och gewisen, dass eis Fongenindustrie resilient ass. No enger Chute vun ongeféier 10 % vun de Valeurs nettes d'investissements vun de Fongen am Mäerz - an och am Abrëll, denken ech - ass et nees relativ séier biergop gaangen, fir haut erëm bal de „Precoronaniveau", wann een dat esou salopp däerf formuléieren, ze erreechen.

Doduerch ass et bei den Einnamen um Niveau vun der Taxe d'abonnement, mir hunn dat elo kierzlech nach an der Cofibu gesinn, net zu engem gréissere Réckgang komm. Ganz au Contraire, am Verglach zum leschte Joer sinn dës Recetten esouguer nach liicht geklommen.

Den exogene Schock, also den externe Schock vum Corona hat natierlech och en déifgräifenden Impakt op de Fonctionnement vun den Acteure vun der Finanzplaz. Iwwer 90 % vun de Beschäftegten aus dësem Secteur hunn am strikte Lockdown am Teletravail geschafft. Déi zouhuelend Digitalisatioun vun der Aarbechtswelt ass relativ reiwungslos ofgelaf, wéi mer et och an der Cofibu gewuer goufen, wat eigentlech eng gutt Noriicht ass fir d'Acteure selwer, déi hir Aktivitéit héich hale konnten a soumat zefriddestellend Resultater fir dat éischt Semester 2020 presentéiere konnten.

Trotz dem spierbaren, jo, exceptionnelle Réckgang vun de Staatsrecettë vu ronn 950 Milliounen Euro ass dat zumindest e klengen Trouscht. Vergiesse mer nämlech net, dass d'Recettë vum Staat weesentlech méi agebrach wieren, wa mer net op eng zolidd an diversifizéiert Finanzplaz hätten zréckgräife kënnen. Dat ass en Trouscht am Misär. An ech wëll do näischt schéirieden, ma ech wëll eis awer bewosst maachen, dass déi budgetär Situatioun nach weesentlech méi schlëmm kéint sinn, wéi se de Moment ass. An dësem Fall huet d'Finanzplaz gehollef, fir dat Schlëmmst ze vermeiden an e brutalen Abroch ofzewenden, well eeben dëse Secteur bis ewell net weesentlech betraff war.

Doriwwer eraus muss een awer och feststellen, dass d'Digitalisatioun am Finanzsecteur an de leschte Mäerzwoche méi Fortschrëtter gemaach huet wéi an deene leschte Joren. Méi Digitalisatioun heescht awer och méi eng grouss Verletzlechkeet fir informatesch Systemer. Vill Fachleit hate mat gréissere Cyberattacke gerechent, déi eng Gefor fir d'Acteure vum Finanzsecteur hätte kënnen duerstellen. Deem war awer net esou, wéi eis vum Här Marx ënner anerem och confirméiert gouf.

De Constat ass, dass de Secteur relativ gutt virbereet war an dass de Sécherheetsniveau vun der Informatik gutt ass. E gudde Schutz viru Cyberattacken ass net nëmme wichteg fir d'Reputatioun vun den eenzelnen Entitéiten oder Acteure vun der Plaz, mee awer och fir de Finanzstanduert Lëtzebuerg u sech als Ganzt.

Mam Finanzminister Pierre Gramegna hu mer e gudden Ambassadeur, fir eis Plaz weider ze stäerken. Trotz den dach net einfachen Zäite fir eis Staatsfinanze krute mer eisen Triple-A-Rating, dee beschtméigleche Rating, vun deene gréisste Ratingagencë weltwäit nach eemol an de leschte Woche bestätegt. Dat bréngt Vertraue bei de Parties prenantes a besonnesch den Investisseuren, déi op eiser Plaz aktiv sinn.

Et sief och drun erënnert, dass Lëtzebuerg aktuell am Kader vum Brexit méi wéi 60 Entreprisen aus dem Finanzsecteur, notamment Banken an Assurancen, ugezunn huet. Fir lech nëmmen de Verglach ze ginn: Mir hunn duebel esou vill Acteuren ugezu wéi Frankräich, Holland an Däitschland a si mat Irland Spëtzereider.

Fir weider eis Leaderroll als Finanzplaz ze verdeedegen, gëllt et och, d'Innovatioun an den Aen ze behalen, sief dat bei der Digitalisatioun vun den aktuellen Acteuren an Aktivitéiten, wéi awer och doduerch, oppen ze sinn, fir déi nei Opportunitéiten ze ergräifen, déi zum Beispill bei de FinTechen entstinn oder sech och nach aus de sougenannten „nohaltege Finanzen" erginn.

Ech sinn dowéinst houfreg op d'Aarbecht an d'Beméiunge vun der Regierung am Beräich vun den Emprunts durables. Lëtzebuerg huet hei eendeiteg e Meilestee bei Staatsobligatioune gesat. Mir sinn dat éischt Land an der Europäescher Unioun, dat ee sougenannte Sustainability Bond Framework virgestallt huet, also e klore Kader, dee genee definéiert, wat mer iwwerhaapt ënner nohaltege Staatsfinanzen, Finanzen, pardon - vläicht och Staatsfinanzen, mee hei awer Finanzen -, verstinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Heimat hu mer ouni Zweifel eng Virreiderroll, jo eng sougenannt First-Mover-Roll ageholl bei der Applikatioun vun der europäescher Taxonomie an deem Beräich, wat och e grousse Bäitrag zum Positionnement vun der Lëtzebuerger Bourse ass a besonnesch der grénger Bourse, dem Luxembourg Green Exchange hëllefe wäert, sech als Bourse de prédilection fir nohalteg Finanzen ze positionéieren.

D'Nohaltegkeet - ech weess, et ass en iwwerstrapazéierte Begrëff -, mee d'Durabilitéit vun eise Staatsfinanzen, oder hir Widderstandsfäegkeet, kéint een an dësem Fall och soen, huet a leschter Zäit fir vill Diskussioune gesuergt. Ech wëll awer heizou e puer Saache soen:

Jo, d'Staatsschold ass eropgaangen. Jo, d'Regierung huet misse Scholde maachen. Mee mir sinn awer och an enger aussergewéinlecher Situatioun, fir déi kee kann. Ech wëll awer och ënnersträichen, dass dës Scholden zu negativen Zënsen opgeholl goufen, dass mer also hei méi Sue geléint kréien, wéi mer der finalement mussen zréckbezuelen.

D'Covid-19-Kris ass nun eemol en externe Schock, fir dee kee Mënsch kann. Keen huet dee verschëlt. Och wann et zwar virun der Kris a bestëmmte Branchë vun der Ekonomie strukturell Schwieregkeete gouf, wéi zum Beispill am Stolsecteur oder am Medieberäich oder a gewëssenen industrielle Sparten, sou hate mer dach mat enger gréisstendeels gesonder Wirtschaft ze dinn. D'Schold, déi gemaach ginn ass, hat als Zil, Aarbechtsplazen, Existenzen a gesond Betriber ze retten. All Länner an der Europäescher Unioun hunn dës Ustrengunge gemaach, déi eng méi, déi aner manner. Lëtzebuerg ass do keng Ausnam.

Ech stellen duerfir nach eemol d'Fro, déi och eise Fraktiounschef haut de Mëtteg gestallt huet: Wat wier dann d'Alternativ zu dëser Rettungsaktioun gewiescht? Hätte mer da sollen, oder Dir, Här Staatsminister, mat Ärer Regierung, hätt Der da sollen d'Hänn an de Schouss leeën? Oder mir als Parlament? Ech denken, dass mir als Parlament hei jo och eng grouss Verantwortung iwwer all parteipolitesch Grenze geholl hunn. Hätte mer sollen e stramme Spuerkurs fueren an nokucken, wéi d'Demande erofgeet an Existenzen zerstéiert ginn? Wéi vill Schued hätt dann esou eng Strategie hannerlooss? Wéi vill méi hätt et kascht, fir eng komplett krank Ekonomie nees fit ze maachen? Wier dat net méi deier ginn ...

Une voix.- Dach.

M. André Bauler *(DP)*.- … ewéi dat, wat et eis elo finalement wäert kaschten? An et kascht. Hätt dat net méi Scholde mat sech bruecht, wéi mer der elo schonn hu misse maachen? Déi Fro ass mat engem eendeitege Jo ze beäntwerten: Jo, et hätt nach méi kascht. An dee Feeler huet misse vermidde ginn. An en ass evitéiert ginn, glécklecherweis!

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass mer dank eiser Budgetspolitik an de leschte Joren d'Schold konnten ofbauen an dass d'Joren - dat soll net hei vergiess sinn -, d'Joren 2018 an 2019 mat Iwwerschëss hu kënnen ofschléissen, an dat trotz Rekordinvestissementer. Et kann een och net ëmmer soen, et sollt een engersäits investéieren an anererséits dann awer och keen Defizit maachen. Wann een investéiert, muss een och heiansdo Defizit kënnen akasséieren, wann ech dat esou salopp däerf soen. Mir hu jo och alt fäerdegbruecht, zumindest déi Joren 2018 an 2019, Iwwerschëss ze maachen. Mee wann déi Investissementer an d'Moderniséierung vun der Ekonomie ginn an domat fir d'Zukunft vun deene kommende Generatioune geduecht sinn, da loune se sech an dann huet een och e „return" dovunner, fir e bësse méi e fachtechnesche Jargon ze gebrauchen; pardon duerfir.

Dëst Joer hätt d'Verscholdung am Verglach zum PIB nach fale sollen, an zwar ënner 20 %, esou déif, wéi dat säit 2011 net méi de Fall war. Mir haten also e gewëssene Sputt, fir am Fall vun enger Kris kënnen ze reagéieren a soumat de Leit, de Betriber an deene selbststänneg schaffende Leit zur Säit ze stoen, hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Contrairement zu enger gewëssener Schwaarzmolerei, déi dann awer vu verschiddene Säite mol bedriwwe gëtt, sinn eis Staatsfinanzen am Verglach mat aneren nach ëmmer vill besser opgestallt. Ech referéiere mech hei weeder op d'Aussoe vun eisem Staatsminister nach vun eisem Finanzminister, mee op d'Bewäertung vun onofhängegen internationalen Agencen. Net méi spéit wéi virun e puer Wochen, also nondeems mer weider Scholden an dëser Kris hu misse maachen, krute mer eebe vu groussen Agencen dee berüümten Triple-A-Rating.

Fir all déi, déi reegelrecht dozou tendéieren, den Däiwel un d'Mauer ze molen, wëll ech nach e ganz klengen Tierchen duerch Europa maachen: Viraussiichtlech wäerte mir, jo, bei enger Schold vun eppes iwwer 16 Milliarden Euro oder 27,4 % vum PIB landen. Déi europäesch Reegelen, d'Maastricht-Kritären, gesinn eng Verscholdungslimitt, dat wësse mer all heibannen, vu bis zu 60 % vum PIB vir. D'Regierung hat sech effektiv d'Limitt vun 30 % gesat. Mir sinn also elo mol nach net bei der Hallschent vun dëser Maastricht-Limitt vu 60 % ukomm.

Däitschland, e Land, wat sécherlech net fir säin onverantwortlechen Ëmgang mat Staatsscholde bekannt ass - denke mer nëmmen un den Här Schäuble -, läit den Ament bei enger Verscholdung vu 75 % vum PIB, also engem Taux, dee bal dräimol méi héich ass wéi bei eis.

A Frankräich sinn et 114 % vum PIB, an der Belsch si se bei 120 % an an Italie gëtt bis Enn des Joers mat bis zu 160 % gerechent. Ech loossen Iech awer léiwer do an deem Fall de Multipel selwer rechnen.

Dëst heescht natierlech net, dass mir onvirsiichteg mat eise Staatsfinanzen ëmgoe sollen, mee et soll een hei keng Angscht maachen. Et soll een de Leit keng Angscht maachen ëm hir Zukunft an och net, wat d'Zukunft vun hire Kanner betrëfft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech virun engem Joer Rapporter vum Budget hunn dierfe sinn, hunn ech op dëser Tribün gesot: „De Staatsbudget soll Schwéierpunkte setzen, fir dass et méi gerecht am Land zougeet. E soll awer och derfir suergen, dass d'Ekonomie attraktiv bleift, well nëmmen e Land, dat attraktiv ass, huet d'Mëttelen, fir de gesellschaftlechen Zesummenhalt finanziell ze begleeden an eis Gesellschaft méi nohalteg opzestellen."

Zu dëser Ausso stinn ech och weiderhin. Dee Saz brauch ech net nei ze schreiwen. Dee Saz trëfft haut méi wéi jee zou. Well ouni gesond an attraktiv Ekonomie - ech hunn dat Wuert Attraktivitéit d'ailleurs léiwer wéi dat Wuert vun der Kompetitivitéit, well Attraktivitéit nach vill méi ëmfaassend ass wéi Kompetitivitéit -, also ouni gesond an attraktiv Ekonomie hu mer iwwerhaapt kee Kuch fir ze verdeelen a fir déi ze suergen, deenen et manner oder guer net gutt geet. Ouni gesond an attraktiv Ekonomie hu mer net déi Recetten, déi mer bluttnéideg brauchen, fir aus der Kris etappeweis erauszeklammen.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Et riicht een eebe kee Sozialstaat op engem wirtschaftleche Kierfecht op.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Duerfir heescht et alles drunzesetzen, fir eis Ekonomie nees an déi Lag ze bréngen, dass se sech erhëlt an dass se kapabel ass, nei Recetten ze schafen, Recetten, op déi mer ugewise sinn, fir Aarbechtsplazen ze schafen an anerer ze retten. A mir brauchen dës Recetten, och fir eis Ekonomie an eis Gesellschaft esou opzestellen, dass mer kapabel sinn, deem wuel gréissten Defi, deem mer am 21. Joerhonnert entgéintzéien an deen eis am 21. Joerhonnert, haut a muer an iwwermuer, erwaart, nämlech dee vun de klimatesche Veränneurungen, mat den erfuerderte Mëttelen entgéintzewierken. Well mir hunn nëmmen eng Äerd an eng Natur. A grad op dësem Feld däerfe mer keng weider Feeler méi maachen oder strateegesch wichteg Entscheedunge verpassen ze huelen, well soss setze mer d'Zukunft vun deene kommende Generatiounen, deene mer awer hei verflicht sinn, op d'Spill.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. An da wier et un der honorabeler Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Lag vun der Natioun, d'Lag vum Land, dat ass implizitt d'Lag vun de Kanner a Jugendlechen, déi och vun der Politik an de Prioritéite vun dëser Regierung an dësem Parlament betraff sinn.

Der LSAP ass et wichteg, d'Educatioun an den Encadrement vun de Jonken hei ze thematiséieren, well d'Entwécklung vun eise Kanner a Jugendlechen d'Entwécklung vun eisem Land bestëmmt. Eng gutt, eng exzellent Bildung, an zwar fir jidderee, ass also net just en „nice to have", mee kruzial fir eis Zukunft.

A ville Secteuren a Beräicher si mer op Leit aus dem noen an och méi wäiten Ausland ugewisen. An dat geet vu bis: vun Handwierker iwwer Finanzexperte bis bei Infirmièren an Dokteren, fir nëmmen déi ze nennen. An do maachen ech direkt eng Klammer. Ech begréissen et ausdrécklech, datt grad d'Fro vun der Formatioun vum Fleegepersonal vum Gesondheetsdësch behandelt gëtt. A wéi ech d'Ministere Lenert a Schneider kennen, an ech kenne se gutt, kënnt do ganz sécher ganz geschwënn eng Strategie, Här Baum. Do hunn ech vollt Vertrauen.

Mir wäerten egal wéi wuel ni autosuffisant ginn, wat eis Main-d'œuvre ugeet, an dat ass och net wënschenswäert, well Leit vun anerwäerts mat hire Kompetenzen, hiren Talenter a Kulture jo eng Beräicherung si fir eis. Mee déi grouss Dependance vum Ausland ass, wéi d'Kris et jo nach eemol gewisen huet, awer och geféierlech. An och dat ass eng Ursaach, firwat mer alles mussen drusetzen, fir de Potenzial vun all de Kanner a Jugendlechen, déi hei am Land liewen, ze erkennen, ze förderen an ze notzen.

An deem Sënn sinn déi 2,8 Milliarden Euro, déi am Staatsbudget fir Educatioun an Encadrement vu Kanner a Jonke virgesi sinn, fir eis mat dee wichtegsten Investissement.

Här President, mir wëssen, datt nach ëmmer de soziale Background, d'Elterenhaus, determinant ass fir de schoulesche Parcours vum Kand. Grad emol 8 % - 8 %! - vun de Kanner aus engem sozial defavoriséierte Milieu packen et an de Classique. Bei hire Kolleege par contre, deenen hir Eltere gutt gestallt sinn, sinn et 58 %. Dat ass en Ecart vu 50 Prozentpunkten.

Nee, net jidderee muss an de Classique, net jidderee muss Akadeemiker ginn, ganz bestëmmt net. Mee jidderee muss duerch d'Schoul déi selwecht Chance kréien, fir säi Wee ze maachen, onofhängeg dovun, wat de Papp schafft, onofhängeg dovun, wéi vill d'Mamm oder d'Nanny oder soss een doheem ass, fir bei den Hausaufgaben ze hëllefen, onofhängeg dovun, ob doheem Lëtzebuergesch geschwat gëtt oder net. An déi Chancëgerechtegkeet hu mer leider net, nach ëmmer net! Trotz ville gudden Usätz, ville Reformen hu mer se net.

D'Pandemie huet déi Chancenongerechtegkeet souguer nach verschäerft. Den Educatiounsminister ass sech däers bewosst. Et ass dowéinst gutt, datt bei den Épreuves standardisées, déi elo am November gemaach ginn, spezifesch Froe gestallt ginn, fir e kloert Bild ze kréien, wat wärend dem Lockdown wierklech geléiert oder eebe vläicht och net geléiert gouf. Dat ass besonnesch wichteg, fir déi Kanner, déi elo am Fréijoer hir Tester fir an de Lycée maachen, net ze benodeelegen.

An et ass virun allem ganz gutt, datt d'Schoulen nees op sinn a fonctionéieren, quitte datt d'Bedingunge covidbedéngt weeder normal nach optimal sinn.

Här President, déi Kris hei kennt kee Prezedenzfall. A compte tenu dovunner huet d'Regierung eis all gutt duerch d'Kris bruecht, vill besser wéi vill aner Regierunge weltwäit. An dat gëllt och fir d'Schoul. Wann ech kucken, wat zum Beispill an Däitschland an de Schoule leeft, oder éischter net leeft wärend dem Lockdown an och haut, da soen ech: Et ass eise Kanner gutt ergaangen, dank dem Engagement vu ganz villen, dat wësse mer. An och vu mir aus nach eng Kéier en décke Merci!

Och de Stufemodell war eng gutt Optioun, vläicht souguer déi eenzeg, fir datt d'Kanner zu hirem Recht op Bildung kommen. Eng verluere Generatioun dierf et net ginn. Dowéinst musse mer mat alle Mëttelen dogéint virgoen.

Jo, et goufen zanter der Rentrée Neiinfektiounen an der Schoul. An et wier jo och naiv gewiescht ze mengen, datt et dat net géif ginn. Mee et gëtt awer duerfir keng Ursaach fir ze panikéieren, ganz am Géigendeel. Mir brauchen elo an der Schoul Rou a Vertrauen, Sécherheet an Zouversiicht. Duerfir ass et wichteg, fir déi nächst Méint kloer Richtlinne festzeleeën, Direktiven, déi verständlech sinn, fir datt all d'Acteuren, Gemengen, Direktiounen, Enseignanten, Educateuren, Schüler an Elteren, fir datt jidderee weess, wat gëllt an u wat ee sech genee muss halen.

Et ass net gutt, wann den Interpretatiounsspillraum beim Ëmsetze vu Covidmoossnamen ze grouss ass. Dat féiert onweigerlech just zu Onsécherheet. Déi lescht Méint hu gewisen, wéi wichteg eng gutt Kommunikatioun ass an der Kris. Si hunn och gewisen, datt d'Leit sech am grousse Ganzen un d'Reegelen halen, wa se se kënnen novollzéien a se verstinn.

Här President, Vertraue kritt een, wann een d'Leit um Terrain an d'Diskussioune matabënnt. Am Beräich vun der Educatioun hu mer ganz staark Gewerkschaften, am Fondamental, am Secondaire, am Beräich vun der nonformaler Bildung an och am Beräich vun de Kanner mat spezielle Besoinen. D'Syndikater kennen d'Problemer vun de Leit, déi um Terrain aktiv sinn. Si kënnen op vill Erfarung zréckgräifen. Op dat Wëssen an och dat Kënne solle mer

beim Ausschaffe vu weideren Etappen an der Schoul grad a Krisenzäiten net verzichten. Als LSAP bekenne mer eis duerfir kloer zum Sozialdialog, och a grad an der Educatioun.

Här President, léif Kolleegen, den Dag war laang an ech wëll mech duerfir elo hei op véier kuerz Messagë konzentréieren, déi eis als LSAP speziell wichteg sinn:

Éischtens, d'Digitaliséierung, déi gouf duerch d'Kris acceleréiert, och an der Schoul, dat ass positiv. D'Aufgab vun der Schoul muss et sinn, d'Kanner vun haut op d'Erausfuerderunge vu muer virzebereeden. An d'Welt gëtt ëmmer méi digital, ob mer dat elo gutt fannen oder net. Duerfir muss all Schüler, egal mat wéi engem Background, Accès zu dëser digitaler Welt kréien. Haut hu via de Programm „one-2one" vum Educatiounsministère een Drëttel vun de Secondairesschüler en Tablet. An zwee Joer soll jiddereen een hunn. Mir stinn hannert dësem Konzept an hoffe souguer, datt dat vläicht nach kéint acceleréiert ginn.

Och de Projet, fir de Coding lues awer sécher an eis Schoulen anzeféieren, kënne mer ënnerstëtzen. An engems insistéiere mer awer drop, datt och méi Wäert op Mediekompetenz a Medienerzéiung geluecht gëtt. Mat den digitale Medie léieren, awer och iwwer si léieren, dat ass zentral wichteg, wann d'Kanner net just blann Konsumente solle ginn, mee och hannerfroen, wat se op TikTok a YouTube gesi respektiv ier se selwer posten a produzéieren. An dat bedéngt natierlech och, datt d'Enseignantë sech domadder auskennen, déi néideg Formatioune maachen a kënne maachen.

Zweetens: den Encadrement vun de Schüler. Virun der grousser Vakanz ass de Modell vun de Schoulhorairë vu villen, ech menge souguer vun allen Acteuren als positiv bewäert ginn. Et wär an deem Sënn Zäit, eng Etüd ze maache fir erauszefannen, ob dat net tout court dee bessere Modell ass.

Zesumme Schoul bis zum Beispill 13.00 Auer, fir duerno zesummen z'iessen an nomëttes kënnen an Ateliere senger Kreativitéit nozegoen, sech a Veräiner ze engagéieren oder Sport ze maachen. Ech hunn et scho gesot an ech soen et haut hei nach eemol: Als LSAP si mir der Iwwerzeegung, datt et sech géif lounen, iwwer esou ee Modell vun enger moderner Ganzdaagsschoul intensiv nozedenken.

Zu deem Modell géifen dann och Optiounen op Appui an Nohëllef zielen. Mir begréissen et an deem Kontext, datt et eng Verlängerung vun der Summerschool gouf. Do brauche mer awer och eng Analys: Wéi ass eigentlech déi Offer ukomm? A ware wierklech déi Schüler ageschriwwen, déi d'Hëllef och gebraucht hunn? D'Nohëllef ass jiddefalls awer net nëmme fir déi Grouss, mee och fir déi Kleng wichteg, eebe just elo, fir Lacunnen, déi duerch de Lockdown entstane sinn, opzeschaffen. De Cycle 4 kritt bis an de Februar eran eng extra Nohëllefoffer ugebueden. Et wär gutt, elo eng qualifizéiert a gratis Nohëllef, wéi se am Koalitiounsaccord steet, fest an eisem Schoulsystem ze verankeren.

Drëttens, de Sproochenunterrecht muss weider op de Leescht geholl ginn. D'Sprooche sinn eisen Houfert an an engems fir ganz vill Kanner eng fatal Barriär op hirem schoulesche Parcours. Et ass gutt, datt am Franséischunterrecht am Fondamental elo nei Methoden an neit Material agefouert gi sinn. Et ass och richteg, de Modell vun den internationale Schoulen ze förderen. An awer geet et net duer. Ech weess, datt de Ministère an och d'Uni vill dru schaffen, fir Léisungen ze fannen, ouni datt et en Nivellement vers le bas gëtt. Differenzéierung ass hei d'Schlësselwuert.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, mäi leschte Message läit am Fong op der Hand: Mir mussen, mir sollen deene Jonken nolauschteren! Déi lescht Woch hate mer hei héich interessant Diskussioune mam Jugendparlament, zum Beispill iwwert d'Educatioun, wou ënner anerem méi Matsproocherecht beim Choix vun den Optiounsfächer gefrot gouf oder och am Secondaire um Enn vun all Trimester perséinlech Gespréicher tëscht Proff a Schüler.

Virun allem awer huet mech och interpelléiert, wéi vill Suergen déi Jonk sech maachen iwwer Leeschtungsdrock, Depressiounen a Suiciden. Mir mussen op si lauschteren, zemools well d'Pandemie nach ee weideren Defi duerstellt fir d'Santé mentale.

Une voix.- Très bien!

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, de Jugendchômage ass geklommen, d'Angscht virun der Zukunft ass bei villen Erwuessene grouss, an dat fierft op d'Kanner of, och wann déi dat net kënne soen. Et ass eis Flicht, de Kanner a Jonke grad an dëser schwiereger Zäit Perspektiven an Orientéierungen ze bidden, se resilient ze maachen. D'Schoul muss sech méi de Besoine vun de Schüler upassen an och méi innovativ ginn. Bildung ass méi wéi jee de Schlëssel fir d'Zukunft. An dee Schlëssel muss jiddereen an eisem Land kréien, onofhängeg vum Portmonni vu sengen Elteren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. Mir sinn domadder um Schluss vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber fiert muer de Moien um 8.00 Auer mat den Diskussiounen iwwert den État de la nation virun.

Ech wëll drop opmierksam maachen, datt de Premierminister spéitstens muer de Moie virun 12.00 Auer fortfiert op de Conseil européen op Bréissel, wou eng ganz Rei relevant Sujete fir eist Land op der Agenda stinn. Mir wäerten awer dem Premierminister, och wann d'Riedner nach net all bis zu deem Moment passéiert sinn, virdrun nach d'Wuert ginn, fir op dat, wat bis dohi geschwat ass ginn, ze reagéieren. Ech mengen, duerno wäerte jiddefalls dann déi aner Riedner och un d'Rei kommen.

An och nach: Wann haut e puermol gesot ginn ass: „De Minister ass net hei", wëll ech drop opmierksam maachen, datt mer wéinst de Covidreegelen, déi mer eis selwer ginn hunn, nëmmen eng beschränkten Zuel vu Plaze fir d'Membere vun der Regierung zur Verfügung hunn an datt awer sécherlech d'Regierungsmemberen iwwer Livestream op Internet oder iwwer Chamber TV dës Diskussioun wäerte suivéieren.

Domat ass d'Sitzung fir haut opgehuewen. Merci villmools.

(La séance publique est levée à 19.28 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 1 et 2

1re séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 1
Clôture de la session ordinaire 2019-2020 et ouverture de la session ordinaire 2020-202 ..... p. 1
Discours de M. le Président à l'occasion des 20 ans de règne de S.A.R. le Grand-Duc ..... p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés ..... p. 1
Communications ..... p. 1
Ordre du jour ..... p. 1
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ..... p. 1-6
Hommage à M. Claude Frieseisen ..... p. 6-7
Hommage à M. Marco Schank ..... p. 7
Hommage à M. Gast Gibéryen ..... p. 7-8

2e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 8
Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés ..... p. 8
Changements de composition des commissions parlementaires ..... p. 8-9
Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales ..... p. 9
Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ..... p. 9-12
Ordre du jour ..... p. 12
Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) ..... p. 12-27

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
2432	Fernand Kartheiser	Fin des classes séparées
2466	Francine Closener	Extension du « homeschooling »
2470	Martine Hansen, Paul Galles	École internationale à Mersch
2480	Mars Di Bartolomeo	Déclaration d'incapacité de travail en ligne
2486	Mars Di Bartolomeo	Construction d'un pipeline pour l'approvisionnement en hydrogène de la Grande Région
2513	Josée Lorsché	Décrochage scolaire
2514	Nancy Arendt épouse Kemp	Abus sexuels
2516	Francine Closener	Rattrapage scolaire pendant les vacances d'été
2531	Fernand Kartheiser	Autorisation d'exercer la profession d'éducateur
2538	David Wagner	Gestion des services et prestations dans les cantines scolaires
2544	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Tâches du personnel socio-éducatif
2556	Marc Goergen	Arbres remarquables
2563	Mars Di Bartolomeo	Accès universel aux contraceptifs
2565	Sven Clement, Marc Goergen	Reprise dans les crèches
2566	Francine Closener, Claude Haagen	Lycée de proximité
2575	Semiray Ahmedova, Carlo Back	Réseaux de chaleur
2578	Fernand Kartheiser	Distance de sécurité dans les écoles dans le contexte de la pandémie de la Covid-19
2585	Jeff Engelen	Communication dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2589	Simone Asselborn-Bintz	Orchestre philharmonique du Luxembourg
2605	Sven Clement	Enquête du Statec sur l'application de traçage
2619	Marc Baum	Convention entre les communes et le CGDIS pour le transfert des biens meubles
2623	David Wagner	Mise en œuvre du contournement de Bascharage
2629	Jeff Engelen	Installation de radars fixes dans les tunnels
2630	André Bauler	Réaménagement de la route nationale (N10) entre Dasbourg-Pont et Marnach
2631	Marc Spautz	Profession de sage-femme
2632	Marc Goergen	Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN)
2634	Françoise Hetto-Gaasch, Michel Wolter	Organisation scolaire 2020-2021
2635	Marc Goergen	Consultations dans les maisons de retraite et de soins par des médecins externes
2637	Marc Baum	Accès universel aux tests Covid-19 à grande échelle
2638	Gusty Graas	Audit des entreprises Seveso disposant de stocks de nitrate d'ammonium
2639	Djuna Bernard, Stéphanie Empain	Procédure d'inscription dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire
2646	Claude Wiseler	Dépistage à grande échelle (large scale testing)
2647	Marc Goergen	Faillites dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2656	Gusty Graas	Insectes porteurs de maladies exotiques
2657	Sven Clement	Commission nationale pour la protection des données (CNPD)
2660	Roy Reding	Problèmes au niveau de la distribution du courrier postal
2663	Martine Hansen, Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf	Forfait pour matériel d'incontinence
2664	Fernand Kartheiser	Fermeture d'un chantier dans la commune de Beckerich
2665	Laurent Mosar, Gilles Roth	Transactions « CumEx »
2666	Marc Goergen	Subventions communales dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2670	Fernand Kartheiser	Situation en Arménie
2671	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Légalisation du cannabis
2672	André Bauler	Embouteillages sur la A7 à l'entrée de Colmar-Berg en venant de Luxembourg
2673	Sven Clement	Campagnes de sensibilisation en matière de sécurité de l'information numérique
2674	Martine Hansen, Marc Spautz	Remboursement de traitements
2675	Georges Mischo	Fermeture de la fourrière de la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette
2676	Gilles Baum, André Bauler	Offre de formation du Lycée du Nord
2677	Sven Clement	Coopération militaire avec l'Estonie
2678	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Communication avec le « Robert Koch-Institut »
2679	Laurent Mosar, Gilles Roth	Avis de l'autorité de contrôle judiciaire au sujet de l'application JUCHA
2680	Marc Spautz	Hospitalisations à l'étranger lors de la pandémie de la Covid-19
2682	Marc Spautz	Cours de natation organisés dans l'enseignement fondamental
2685	Sven Clement	Pérennité du système de retraite
2686	Jeff Engelen	Reprise du championnat de football dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2687	Marc Goergen	Utilisation du logo du CGDIS
2688	Marc Spautz	Produits biocides
2690	Laurent Mosar	Implantation d'une usine de production de yaourt au Luxembourg
2693	Gusty Graas	Enquêtes publiques commodo-incommodo
2695	Sven Clement	Changements dans le monde du travail
2696	Fernand Kartheiser	Situation en Biélorussie
2697	Diane Adehm	Parc immobilier de l'État
2698	André Bauler, Gusty Graas	Impact de la sécheresse sur les agriculteurs
2701	Fernand Kartheiser	Situation au Mali
2702	Gusty Graas	Revalorisation des déchets plastiques
2703	Gilles Baum, Gusty Graas	Utilisation de drones dans la viticulture
2705	Marc Hansen	Nouvelle méthode pour recueillir les échantillons nécessaires au dépistage de la Covid-19
2707	Sven Clement, Marc Goergen	Situation des demandeurs de protection internationale en Grèce
2708	Yves Cruchten	Restriction des déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+
2709	Georges Mischo	Services proposés dans les gares
2710	Nancy Arendt épouse Kemp	Tabagisme
2711	Sven Clement	Vaccin contre la Covid-19
2715	Jeff Engelen	Trafic de poids lourds dans le nord du pays
2716	Marc Goergen	Esplanade de Remich
2717	Léon Gloden	Enquête auprès de l'Unité spéciale de la police
2718	Jeff Engelen	Matériel de radioprotection
2720	Sven Clement	Frais liés à l'inscription au registre des bénéficiaires effectifs
2721	Gusty Graas	Accord commercial entre l'UE et les pays sud-américains du Mercosur
2724	Fernand Kartheiser	Mendicité organisée
2726	Carole Hartmann	Délais de versements de l'allocation de chômage
2728	Marc Goergen	Ambulances privées
2730	André Bauler	Conséquences d'un Brexit sans accord
2734	Martine Hansen	Admission d'accompagnants lors du suivi prénatal dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2735	Gilles Baum, Gusty Graas	Dégâts d'échaudage dans les vignes
2736	Marco Schank, Martine Hansen	Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer
2737	André Bauler, Max Hahn	Service de bus de substitution pendant les travaux sur la ligne ferroviaire 10 entre Luxembourg et Ettelbruck
2738	Josée Lorsché	Soutien du Ministère de l'Économie aux entreprises qui veulent s'implanter au Luxembourg
2739	Laurent Mosar	Utilisation des données des dossiers passagers dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2741	Sven Clement	Cours de premier secours dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2744	Fernand Kartheiser	Hélicoptère militaire
2746	André Bauler, Gusty Graas	Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer
2747	Laurent Mosar, Martine Hansen	Évaluation des mesures de confinement dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2748	Simone Asselborn-Bintz, Francine Closener	Tests de dépistage de la Covid-19 dans l'éducation non formelle
2750	Gusty Graas	Réutilisation d'eaux usées dans une fabrique de yaourts
2752	Max Hahn	Prime pour le remplacement d'une batterie d'un pédélec
2759	Djuna Bernard	Aides au profit des artistes professionnels et intermittents du spectacle
2762	Gusty Graas	Restriction des déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+
2763	Max Hahn	Chenilles processionnaires
2765	Marc Goergen	Impact environnemental de l'exploration spatiale
2767	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	Paiement tardif des rémunérations des agents de l'État
2769	Marc Goergen	Transport public dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2772	Sven Clement	Zones d'activités économiques
2775	Gusty Graas	Gestion des boues d'épuration
2778	David Wagner	Exploitation de panneaux publicitaires aux gares ferroviaires
2785	Jeff Engelen	Comité de la CNS
2787	Sven Clement	Pension des personnes ayant droit au revenu pour personnes gravement handicapées

2798	Max Hahn	Prolongation de la prime pour pédélec
	Session ordinaire 2020-2021	
3886 urgente	Jeff Engelen	Démolition du pont Patton à Ettelbruck
3887 urgente	Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen	Commande de tests rapides de dépistage de la Covid-19
3894 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp, M. Marc Lies	Vaccination prioritaire des détenus
3914 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Utilisation de seringues efficaces pour la vaccination contre la Covid-19
3926 urgente	Sven Clement	Utilisation de vaccins produits dans une usine non autorisée
3932 urgente cf. 3966	Marc Spautz	Couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises
3957 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans les écoles
3966 cf. 3932 urgente	Jeff Engelen	Couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises
3967 urgente	Jeff Engelen	Tests PCR dans le cadre des voyages à l'étranger
3970 urgente	Georges Mischo	Vaccination des professionnels de la santé
3974 urgente	Michel Wolter	Clusters dans les structures pour personnes âgées
3981 urgente	Marc Baum	Vaccination des personnes résidentes non affiliées à la CNS
3995 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Utilisation de seringues efficaces pour la vaccination contre la Covid-19

Question 2432 (22.06.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fin des classes séparées :**

An de leschten Deeg huet d'Regierung eng Rei Ukënnegungen iwwert d'Schoulorganisatioun bis zur Grousser Vakanz gemaach. Déi markantst Ausso ass warscheinlech déi, datt d'Klassen nees solle raimlech zesummegeféiert ginn. Vill vun den aktuellen Entwécklunge sinn och am Hibléck op d'Rentrée am September scho vun Intressi.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat d'sanitär Risiken ugeet, muss ee feststellen, datt et tendenziell ëmmer méi Warnungen aus der Wëssenschaft virun Aerosolle gëtt. Et wär doweinst vu grousser Wichtegkeet, zoue Raim dacks ze lëften. Et gëtt awer hei am Land nach ëmmer keng Garantien, datt an all Klasseraum d'Fënsteren iwwerall kënne ganz opgemaach ginn. Ass den Här Minister der Meenung, datt iwwerall d'Fënstere musse kënne vum Léierpersonal opgemaach ginn? Vertrëtt hien déi Meenung och géintiwwer de Gemengen, fir datt d'Membere vum Léierpersonal déi néideg Schlëssele kréien?

2. Wéi eng Dispositioune si virgesi fir de gesondheetleche Suivi vum Léier- a Schoulpersonal a fir dee vun de Schüler? Bedéngt déi méi grouss raimlech Proximitéit iwwer méi laang Zäit, datt nei sanitär Kontrolle gemaach ginn? Wa jo, wéi eng sinn dat?

3. Et gëtt am Schoulberäich meeschtens keng Méiglechkeet, fir déi selwecht sanitär Sécherheetsofstänn anzehalen ewéi an anere Beräicher vum gesellschaftleche Liewen. Gesäit d'Regierung do e Widdersproch tëscht hire sanitären Dispositiounen an de Schoulen an deenen, déi op anere Plaze gëllen? Ass d'Regierung sech de Kriticke bewosst, déi hir virgeheien, d'Sécherheet vun de Kanner net eescht genuch ze huelen? Wéi beurteelt si d'Problematik vun de Sécherheetsofstänn am Schoulberäich?

4. Op ville Plaze sinn déi sanitär Sécherheetsmoossnamen esou spezifizéiert, datt ënner engem gewëssenen Ofstand (1,5 respektiv 2 Meter) d'Droe vun engem Mask obligatoresch ass. Wéi eng Implikatiounen huet dat op d'Schoulen, wou déi Ofstänn net kënne garantéiert ginn? D'Kanner ënner 13 Joer sollen zum Beispill dobausse vun enger „Maskeflicht" dispenséiert sinn. Op där enger Säit gëtt vun enger „Flicht" geschwat, op där anerer vu „Recommandatiounen", fir e Mask ze droen, ausser an de Klassesäll. Bis elo huet den Här Minister argumentéiert, eng Maskeflicht wär net néideg, well d'Gruppe kleng wären, wat sech jo awer elo ännert. Kéint den Här Minister d'Reglementatioun iwwert d'Masken an aner Schutzmoossname kohärent duerstellen? Wéi eng Reegele gëlle fir wéi eng Membere vun der Schoulcommunautéit?

5. Wann déi A- a B-Gruppen nees zesummegeféiert ginn, reduzéiert sech a priori de Besoin un zousätzleche Raimlechkeeten. Wat geschitt elo mat deene Raimlechkeeten, déi mat vill Opwand fir de Schoulgebrauch amenagéiert goufen? Musse si a Bereetschaft gehale gi fir de Fall, wou d'sanitär Situatioun sech nees géing veränneren?

6. Wéi eng sanitär Moossname gëllen am Beräich vum Schoultransport nom Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppen?

7. Och d'Personal ass natierlech betraff. Iwwer 1.000 Leit goufen zousätzlech rekrutéiert a krute Kontrakter vum Staat. Wéi ginn déi Leit elo agesat? Ass dat kontraktuellt Verhältnes tëscht hinnen an dem Staat vun där geplangter Reorganisatioun betraff?

8. Wéi eng pedagogesch Implikatiounen huet d'Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppen? Am Prinzip ass jo de Schoulbesuch vun de B-Gruppen nach ëmmer fakultativ. Soll dat esou bleiwen? Denkt den Här Minister, datt och déi pedagogesch Differenzéierung tëscht A- a B-Gruppen duerch déi raimlech Zesummeféierung kéint verwëscht ginn?

9. Kann et sinn, datt dann déi Kanner, déi doheem bleiwen, zum Beispill well si e vulnerabele Familljemember hunn, géintiwwer deenen, déi kontinuéierlech physesch an d'Schoul ginn, pedagogesch benodeelegt ginn? Déi eng Kanner schaffe jo dann déi ganz Zäit ënnert der Uleedung vun engem qualifizéierten Enseignant an déi aner nëmmen eng Woch op zwou.

10. Wéi eng Pläng huet den Här Minister fir den Appui/d'Nohëllef/den Accueil a sou weider an der Grousser Vakanz? Wéi eng Gruppe vu Schüler kënnen esou eng Hëllef kréien? Wéi eng Kategorië vun Enseignanten oder Intervenanten am Schoulsystem wäre mat deene Coursë beoptraagt?

11. Denkt d'Regierung drun, fir déi sanitär Risiken ze reduzéieren, d'Zuel vun de Kanner pro Klass ze reduzéieren? Ass esou eng Moossnam fir d'Rentrée am September ugeduecht? Wéi eng Reegele gëllen am September fir déi maximal Schülerzuele pro Klass?

12. Mussen och bei der Rentrée am September nach zousätzlech Raimlechkeeten a Reserv gehale ginn?

13. Wéi eng Schoulhorairë solle vu September u gëllen?

14. Wéi eng Moossname gi bei der Rentrée am September geholl, fir den Niveau vun de Schüler no der Kris méiglechst objektiv anzeschätzen?

15. Wéi wëll den Här Minister d'Representatioune vun den Enseignanten, den Elteren an de Schüler an d'Decisiounen, déi fir d'Rentrée am September musse geholl ginn, mat abezéien? Ginn d'Enseignanten, d'Elteren an d'Schüler vun allen Decisiounen esou gutt a séier ewéi méiglech vum Ministère informéiert?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wat déi ëffentlech Grondschoul betrëfft, sou behandelt d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 1737 vum 20. Januar 2020 am Detail d'Thematik vum Lëften; d'Erklärungen aus der betreffender Äntwert sinn och am Kontext vum Covid-19 nach ëmmer aktuell.

D'Lycéeë sinn op d'Wichtegkeet vun enger reegelméisseger Aeratioun vun de Schoulgebailechkeeten opmierksam gemaach ginn; et ass och op e gudde Fonctionnement vun de Ventilatiounssystemer higewise ginn. Et besteet ëmmer d'Méiglechkeet, d'Fënstere vun de Klassesäll grouss opzemaachen, ënner Ëmstänn mat engem Schlëssel, deen d'Léierpersonal oder dat techneschte Personal soll kréien.

Vu datt d'Wichtegkeet vum Lëften am Kader vun der Preventioun géint eng Verbreedung vum Covid-19 menge Servicer duerchaus bewosst ass, ass d'Virgoensweis fir eng gelongen Aeratioun vun de Klassesäll am Detail an enger Circulaire, déi d'Léierpersonal fir d'Rentrée zougeschéckt krut, erkläert ginn.

ad 2. Fir ze evitéieren, datt d'Kanner an och d'Léierpersonal de Virus onbemierkt mat an d'Klasse konnte bréngen, gouf nom Zesummeleeë vun de Léier- an Übungsgruppen am Kader vum Large-Scale-Covid-19-Testing all Woch all fënnefte Schüler aus enger Klass getest. Bestoung d'Klass zum Beispill aus 15 Schüler, esou sinn der all Woch mindestens 3 invitéiert ginn, sech testen ze loossen, fir esou festzestellen, ob keent vun de Kanner mat Covid-19 infizéiert war. D'Enseignanten aus der Grondschoul an dem Enseignement secondaire wéi och d'Schüler aus dem Enseignement secondaire goufe virun der Reprise vun de Coursen ugeschriwwen, fir sech testen ze loossen.

Am Schouljoer 2020/2021 ass weiderhi virgesinn, d'Membere vun der Schoulpopulatioun op de Covid-19 ze testen. Esou krut d'Léierpersonal d'Méiglechkeet, fir sech scho virun der Rentrée op de Covid-19 testen ze loossen. Wärend dem neie Schouljoer gëtt op eng nei Teststrategie gesat, déi virgesäit, datt am Fall vun enger Infektioun Deeler oder déi ganz Schoulpopulatioun getest ka ginn. D'Unzuel vun den Tester kann dobäi jee no Situatioun kuerzfristeg ugepasst ginn, wat eng méiglechst grouss Flexibilitéit erlaabt. Doriwwer eraus wäert sech am systeemateschen Depistage an éischter Linn op Familljе mat Kanner konzentréiert ginn.

ad 3. Et gëtt kee Widdersproch tëschent de sanitären Dispositiounen an de Schoulen an deenen, déi op anere Plaze gëllen. D'Schoul ass eng Aktivitéit, déi no strenge Reegelen organiséiert ass, soudatt se net direkt mat aneren Aktivitéiten ze vergläichen ass. D'Kanner sinn ënnert der permanenter Opsiicht vum Léierpersonal, dat derfir suergt, datt am Klassesall keng Onuerdnung herrscht, d'Kanner op hire Plaze sëtze bleiwen an sech nëmme mat der néideger Virsiicht deplacéieren.

Och nom Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppen hunn zum Beispill d'Hygiènesmesurë weiderhi missen agehale ginn an d'Schoulen hunn dat néidegt Material (z. B.: Desinfectant, ënnerschiddlech Zorte vu Protektioune fir Nues a Mond, Plexiglaspanneauen) zur Verfügung gestallt kritt, fir der Ausbreedung vum Virus entgéintzewierken. Weiderhi sinn d'Fluxen an de Schoulgebaier esou organiséiert bliwwe wéi virdrun.

All Decisiounen, déi am Beräich vun der Schoul geholl ginn, si mat der Direktioun vun der Santé ofgestëmmt; dobäi steet ëmmer d'Sécherheet vun de Kanner am Mëttelpunkt.

ad 4. Am Virfeld vum Zesummeleeë vun de Klassegruppe goufen déi temporaire sanitär Recommandatiounen an Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère am Kader vum Covid-19 iwwerschafft an den eenzelne Membere vun der Schoulcommunautéit zoukomme gelooss. Des Weidere sinn dës Recommandatiounen och um Internetsite vum Educatiounsministère fir de grand Public fräi zougänglech. Aus dësem Dokument geet kloer ervir, datt:

- d'Membere vun der Schoulcommunautéit solle probéieren, e Sécherheetsofstand vun 2 Meter ze respektéieren;

- am Fall, wou den Ofstand vun den 2 Meter net kann agehale ginn, d'Droe vun enger Mask fir d'Kanner ab 6 Joer staark recommandéiert ass, ausser d'Kanner sëtze bei hirem Pult an der Klass;

- d'Droe vun engem Mondschutz um Wee fir an d'Schoul an och an der Enceinte vun der Schoul bis an de Klassesall staark recommandéiert ass, och wann d'Kanner un der frëscher Loft vum Droe vun engem Mondschutz dispenséiert sinn.

Wärend der Preparatioun vun der Emsetzung vum Enseignement en alternance an dem Zesummeleeë vun de Klassegruppe goufen déi ënnerschiddlech Besoine vun de Kanner aus den eenzelne Klasse berücksichtegt a vill kreativ Iddien, dorënner ënnerschiddlech Duerstellungsmethoden (Piktogrammer, Videoen, Sketcher etc.) vun de Sécherheetsconsignen, hunn d'Verständnes vun de Kanner renforcéiert. Meng Servicer hu spezifesch fir de Cycle 1 an d'Cyclen 2-4 Affichen, Videoen a pedagogesch Recommandatiounen ausgeschafft, déi d'Schüler fir d'Anhale vun de Mesurë solle sensibiliséieren. Ech krut rapportéiert, datt d'Kanner dës Mesurë wärend dem Enseignement en alternance esou verënnerlecht hunn, datt et hinnen am Klassegrupp net schwéiergefall ass, fir sech weiderhin drun ze halen.

ad 5. Vu datt weiderhin déi fakultativ a gratis Offer vun der Prise en charge vun de Kanner vun 13.00 Auer mëttes bis 18.00 Auer owes an der Structure d'éducation et d'accueil bestoe bliwwen ass, goufen d'Raimlechkeeten nom Zesummeleeë vun de Klassegruppe weiderhin alleguer genotzt.

ad 6. Am Schoultransport gëllen déi selwecht sanitär Moossname wéi virum Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppen, dat heescht, et besteet Maskepflicht.

ad 7. Déi 1.012 Agenten, déi agestallt goufen, fir den Enseignement en alternance am Fondamental mat ze assuréieren, si bis zum Schluss vun dësem Schouljoer an de Klassen intervenéiert, fir zesumme mat de Membere vun der pedagogescher Ekipp een optimalen Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen ze ënnerstëtzen. Wärend eenzel Agenten ee vulnerabelen Enseignant ersat hunn, hunn anerer d'Léierpersonal an der Klass ënnerstëtzt a bei der Ëmsetzung vun differenzéierten Aktivitéite matgewierkt. Auswierkungen op déi kontraktuell Engagementer vu béide Partien hat d'Zesummeféiere vun de Klassegruppen deemno net.

ad 8. D'Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppen huet dozou gefouert, datt d'Klassegruppen direkt vu méi Enseignantë begleet goufen, wat sécherlech d'Ëmsetzung vun den Differenzéierungsmesuren nach weider ënnerstëtzt huet. D'Elteren, déi hir Kanner virum Zesummeleeë vun de Klassegruppen an der Übungswoch doheem betreit hunn, kruten d'Méiglechkeet, se nodréiglech fir d'Übungswoch an der Schoul anzeschreiwen, esoudatt se dee Moment nees en continu an d'Schoul gaange sinn an esouwuel vun den Aktivitéiten aus der Léier- wéi och aus der Übungswoch konnte profitéieren.

Am Kader vun der Prise en charge vun de Schüler nom Zesummeleeë vum Klassegrupp stounge weiderhin déi essenziell Contenuen am Vierdergrond. Deemno goufe vun den Enseignanten déi néideg Aktivitéiten en place gesat, fir een optimalen Developpement vun de Kanner hire Kompetenzen ze assuréieren. Heibäi gouf natierlech Uecht drop ginn, deenen eenzelne Schüler differenzéiert Aktivitéiten unzebidden, fir esou sécherzestellen, datt jidderee sech an den eenzelnen Domäner sengem Rhythmus entspriechend weiderentwéckelt. Dobäi gouf, wéi och virum Confinement, tëschent de Phasen, wärend deenen d'Kanner nei Konzepter entdecken, an den Übungsphasen alternéiert. D'Frequenz vun dëser Alternance gouf dobäi vun den Enseignanten, déi d'Kanner duerch d'Léiersequenze guidéieren a se no Consideratioun vun de Fortschrëtter vun de Kanner upassen, decidéiert a variéiert deemno a Funktioun vun den eenzelne Klassen.

ad 9. Déi Kanner, déi weiderhin, bedéngt duerch hir eege Vulnerabilitéit oder duerch déi vun engem Familljemember, net konnte physesch um Unterrecht deelhuelen, hunn trotzdeem weiderhi vun enger cibléierter Förderung duerch een Enseignant profitéiert. A ville Fäll waren et déi vulnerabel Enseignanten, déi dës Kanner à distance en charge geholl hunn, fir geziilt den Developpement vun hire Kompetenzen ze ënnerstëtzen. Dobäi intervenéiert den Enseignant net ausschliisslech wärend de Léieraktivitéiten, mee en hält sech och wärend den Übungsphasen zur Verfügung, fir de Schüler, wann néideg, ze hëllefen.

ad 10. Enseignement fondamental

De „cours de rattrapage Covid-19" gouf fir d'Kanner vun de Cyclen 2.1 bis 4.1 an de Woche vum 31. August 2020 bis den 11. September 2020 offréiert an huet spezifesch den Developpement vun de Kompetenzen am Beräich vun den essenzielle Contenue viséiert. An enger éischter Phas vun den Inscriptiounen haten d'Titulairen d'Méiglechkeet, Schüler aus den eenzelne Klassen an een Nohëllefscours anzeschreiwen. Wärend enger zweeter Phas vum 20. bis de 26. Juli 2020 konnten d'Elteren, deenen hir Kanner nach net vum Enseignant an ee Cours ageschriwwe goufen, eng Inscriptiouun via Online-Formulaire maachen. Dobäi goufe follgend Coursen an den eenzelne Wochen ugebueden an d'Kanner konnte jeeweils nëmmen an ee Cours ageschriwwe ginn, fir datt si och nach am September vun hirer Vakanz profitéiere konnten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Coursë goufe vun Agenten assuréiert, déi bis ewell schonn an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen intervenéiert sinn. Dorënner falen déi bretvetéiert Enseignanten, d'Chargéen an d'Memberen aus dem Pool national études surveillées.

Am Kader vun den Nohëllefscoursë goufe spezifesch fir déi eenzel Offere vum Service de coordina-

tion de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) geziilt Aktivitéiten ausgeschafft, déi den Developpement vun den essenzielle Contenue viséieren. D'Léierpersonal, dat am Kader vun den Nohëllefscoursen intervenéiert ass, konnt sech ënner anerem op dës Aktivitéiten, déi um Internetsite www.schouldoheem.lu zougänglech sinn, baséieren, fir esou een optimalen Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen ze assuréieren.

Enseignement secondaire

Och am Enseignement secondaire goufen um Enn vun der Summervakanz gratis Nohëllefscoursen ugebueden, fir datt Retarden am Léiere konnten opgeholl ginn an no de Schüler hiren eventuelle Schwächten oder Lacunne konnt gekuckt ginn.

Am Enseignement secondaire kann een ënnerscheeden tëschent de Cours de remise à niveau, déi geduecht sinn, fir Lacunnen ze combléieren, an de Cours de rattrapage, déi sech u Schüler adresséieren, déi een Noexamen hunn. De Gros vun de Coursë gouf vum Educatiounsministère an dräi regionalen Zentren organiséiert (Lycée Michel-Rodange, Lycée classique Diekirch, Lycée Guillaume Kroll). Donieft hunn och Nohëllefscoursë stattfonnt, déi op Initiativ vun aacht Lycéeën organiséiert goufen.

Grad wéi am Enseignement fondamental hunn och am Secondaire d'Coursë vum 31. August bis den 11. September 2020 stattfonnt.

Am Enseignement secondaire goufen d'Schüler vun am Ganzen 18 Enseignanten an 69 Studenten encadréiert.

ad 11. Am Kader vum Enseignement fondamental gouf d'Rentrée 2020/2021, wéi an de legalen Dispositioune virgesinn, an enker Zesummenaarbecht tëschent den eenzelne Partner vun der Schoulcommunautéit, dorënner d'Gemengenautoritéiten, d'Schouldirektiounen, d'Elterevertrieder an d'Schoulcomitéen, organiséiert. Fir d'Organisatioun vun de Schoulklassen ze garantéieren, kruten déi eenzel Gemengen ee Kontingent vu Stonnen attribuéiert, deen am Respekt vun de bestoende Reglementatiounen ausgerechent gouf.

Wéi am Artikel 8 vum Règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental virgesinn, hunn d'Gemengenautoritéiten d'Méiglechkeet, zousätzlech Ressourcë par rapport zum Kontingent u Schoulstonnen, déi si vu mengem Ministère attribuéiert kruten, unzefroen. Dëst gëtt de Gemengen och ausserhalb vun der sanitärer Kris am Kontext vum Covid-19 d'Méiglechkeet, op lokal a spezifesch Besoinen a punkto Encadrement vun de Schüler anzegoen a gegeebenefalls d'Klasseneffektiver ze reduzéieren.

Fir den Enseignement secondaire bleiwen d'Dispositioune vun der Instruction ministérielle en vigueur, déi ënnert anerem d'Zesummesetzung vun de Klasse bestëmmen. An Ausnamefäll hu meng Servicer d'Organisatioun vun zousätzleche Klassen erlaabt, wann déi geplangten Effektiver ganz héich waren.

ad 12. Zousätzlech Raimlechkeete stelle keng vun de Mesuren duer, déi fir d'Rentrée 2020/2021 virgesi waren.

ad 13. Zanter September gëllt den normale Schoulhoraire, sou wéi e virun der sanitärer Kris en vigueur war.

ad 14. Am Kader vun den Aktivitéiten, déi an de Grondschoulen ëmgesat ginn, evaluéiert den Enseignant reegelméisseg den Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen, fir esou de Léierprozess geziilt duerch individuell Adaptatiounen ze steieren an d'Réussite scolaire vun all Eenzelnem ze favoriséieren. Déi Erfarungswäerter, déi esou scho vum Enseignant virun der Summervakanz wärend de Coursë gesammelt goufen, notzt hien als Basis fir d'Aktivitéiten am neie Schouljoer, wann hien nees Schoul hält, oder gëtt se virun un déi nei Equipe pédagogique am Fall vun engem Passage vum Schüler an deen nächste Cycle.

Nieft der alldeeglecher Aschätzung vun de Schüler hirer Kompetenzentwécklung setzen notamment déi Enseignanten, déi nei Schüler an hirer Klass empfänken, dacks an den éischte Wochen no der Rentrée formativ Evaluatiounsmomenter ëm, fir esou den Niveau vun den eenzelne Schüler anzeschätzen an differenzéiert Léieraktivitéiten unzebidden, déi hire Besoinen ugepasst sinn. D'Objektivitéit vun dësen Evaluatiounsmomenter gëtt dobäi duerch déi fir all Cycle definéiert Sockelen assuréiert.

Am Enseignement secondaire ass eng Phas vun dräi Woche virgesinn, fir de Bilan ze maachen; dobäi kann den Niveau vun de Schüler ageschat ginn a méiglech Retarde kënnen opgeschafft ginn. Donieft goufen eng Rei vu Moossname virgesinn, déi d'Transitioun vun engem Schouljoer zum anere solle vereinfachen: Sou ass zum Beispill gekuckt ginn, datt déi pedagogesch Ekippen esou mann wéi méiglech geännert hunn.

ad 15. Virun der Rentrée vum neie Schouljoer goufe sämtlech Schoulpartner consultéiert, d'Enseignantsgewerkschaften esouwuel wéi d'Vertriedunge vun den Elteren an de Schüler. Sämtlech concernéiert Partner goufen esou gutt an esou séier wéi méiglech iwwer all Dispositiounen informéiert, déi fir dat neit Schouljoer a Kraaft trieden.

Question 2466 (02.07.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**extension du « homeschooling » :**

Wärend der Coronakris an dem Confinement goufen am Enseignement vill Erfarunge mat dem sougenannten „Homeschooling" gesammelt, deen een direkten Unterrecht an der Schoul net ersetzen, awer ergänze kann. Esou wëlle verschidde Lycéeën e Kader schafen, fir de Schüler een Dag an der Woch „Schoul doheem" kënnen unzebidden. Dësen Dag kann zum Beispill genotzt ginn, fir eegestänneg u Projeten ze schaffen. Et gëtt och driwwer nogeduecht, fir systeematesch op „virtuell Spriechstonnen" ze setzen; hei sollen Enseignanten de Schüler bei individuelle Froe weiderhëllefe kënnen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Weess de Minister Bescheed iwwer sou Projeten an eenzele Lycéeën?

2. Ënnerstëtzt den Educatiounsministère dës Initiativ? Gëtt eventuell schonn un enger Guideline geschafft, fir dësem Projet en nationale Kader ze ginn?

3. Ginn d'Schüler verstäerkt mat deem néidegen digitale Material ekipéiert, fir grad Kanner a Jugendlech mat engem méi schwaache sozioekonomesche Background net opgrond vun der Technologie ze benodeelegen?

4. Gouf de Programm „one2one" (one laptop per child), dee virgesäit, Lycéesschüler mat engem Laptop ze ekipéieren, duerch d'Coronakris adaptéiert a vläicht acceleréiert? Enn Dezember hu 649 Klassen un deem Programm deelgeholl; wéi huet sech dës Zuel iwwert d'Kris entwéckelt? Wéi vill Klasse wäerte fir d'Rentrée 2020/2021 un dësem Programm deelhuelen?

5. Awéiwäit huet den Ëmgang mat den digitale Medien an dem respektive Material am Enseignement fondamental duerch de Lockdown geännert? Gëtt och op dësem Niveau iwwert e Konzept „one2one" nogeduecht?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Minister ass a Kenntnis iwwert dës Projeten: Verschidde Lycéeën hunn hiren Interêt manifestéiert, den Enseignement op den ieweschte Klassen no engem System vun Alternance ze organiséieren. D'Concertatiounen doriwwer sinn amgaang.

ad 2. Am Moment ginn esou Projeten als Pilotprojeten a verschiddene Schoulen an zum Deel a Kooperatioun mam SCRIPT entwéckelt; d'Modalitéite variéieren an der Pilotphas. Dës Projete wäerte begleet an evaluéiert ginn. Richtlinne stinn um Enn vun dësem Prozess. Nieft Konzepter, fir doheem ze léieren, sollen och Projeten am Kader vum „blended learning" ënnerstëtzt ginn.

ad 3. et 4. De one2one-Projet gëtt dëst Joer nach eemol acceleréiert, fir datt bannent den nächsten zwee Joer all Jonken, egal mat wéi engem sozioekonomeschen Hannergrond, an engem Lycée Zougang zu engem iPad oder Laptop huet.

Fir 2020/2021 ass virgesinn, d'Zuel vu Geräter ze verduebelen, vun 8.000 op 16.000.

ad 5. De Confinement an domat verbonnen d'Zoumaache vun de Schoulen huet sécherlech de Gebrauch vun den digitale Medien acceleréiert. Et wäert sech no der Kris weisen, wéi nohalteg dës Entwécklung wor. D'Zuele vun de Formatiounen an dësem Beräich sinn enorm geklommen, och d'Notzung vun den Applikatiounen, déi de MENJE de Schüler an Enseignantë gratis zur Verfügung stellt, ass staark an d'Luucht gaangen.

Wat d'Infrastrukturen ugeet, sou sinn am Enseignement fondamental d'Gemengen zoustänneg. Opgrond vun der Gesetzeslag an der domat verbonnener Autonomie vun de Gemengen ass am Moment keen nationale one2one-Projet geplangt.

Question 2470 (02.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**École internationale à Mersch :**

Im Neubau des LCD-Mersch wird eine internationale Schule entstehen, die für Kinder im Grundschulalter bis hin zum Sekundarschulabschluss gedacht sei. Eine Arbeitsgruppe des LCD hat diesbezüglich ein Konzept ausgearbeitet, wie man sich die Zukunft des Unterrichts darin vorstellt. Unseren Informationen nach hat weder die Schule selbst noch die Gemeinde Mersch bislang Informationen erhalten seitens des Bildungsministeriums bezüglich eines Schulkonzepts.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen stellen:

- Wie sieht das ausgearbeitete Konzept der Arbeitsgruppe des LCD aus?

- Wurde diesem Konzept bei der Planung vom Ministerium Rechnung getragen?

- Wenn ja, was wurde übernommen? Wenn nein, warum wurde dieses Konzept nicht berücksichtigt?

- Kann der Minister uns zur geplanten Schule das detaillierte Schulkonzept vorlegen?

- In welchen Sprachen soll unterrichtet werden?

- Wie viele Schüler werden sich für die Grundschule beziehungsweise für die Sekundarschule einschreiben können?

- Wann soll die Schule operational sein?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Der Neu- und Umbau des Schulgebäudes des Lycée classique de Diekirch in Mersch bietet die Gelegenheit einer Neugestaltung der zukünftigen Ausrichtung der Merscher Schule. In diesem Zusammenhang fanden eine Reihe von Arbeitssitzungen zwischen den Verantwortlichen des Lycée classique de Diekirch und den Mitarbeitern meines Ministeriums statt, zuletzt am 7. Juli 2020. Dabei sind in enger Zusammenarbeit zwei grundlegende Entscheidungen getroffen worden:

- In Mersch wird eine anerkannte Europäische Schule entstehen, dies aufgrund der starken Nachfrage nach dieser Art des schulischen Angebots in Luxemburg; die Schule wird einen Kindergarten, eine Grundschule und eine Sekundarschule umfassen und durch ein Internat ergänzt werden.

- Die internationale Schule, die in Mersch entsteht, soll eine eigenständige Schule werden und unabhängig vom Lycée classique de Diekirch funktionieren.

Bevor das Anerkennungsverfahren abgeschlossen ist, ist es nicht angebracht, Einzelheiten des Schulkonzepts vorzulegen. Folgendes sei allerdings schon vorweggesagt:

- Es wird drei Sprachsektionen geben: Deutsch, Französisch und Englisch; Luxemburgisch ist von P1 bis S3 obligatorisch.

- Insgesamt können 1.050 Schüler an dieser Schule eingeschrieben werden: 240 Schüler in der Grundschule, 110 Schüler in den Vorbereitungsklassen (VP: voie préparatoire) und 700 Schüler in der Sekundarschule.

- Die Sekundarschule wird im September 2021 in Beringen eröffnet, bis das Gebäude am Square Marie-Astrid fertiggestellt ist. Ab September 2022 wird die Sekundarschule dann am Square Marie-Astrid und die Primarschule in Beringen funktionieren.

Question 2480 (06.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **déclaration d'incapacité de travail en ligne :**

La Caisse nationale de santé a fait de gros efforts en vue d'améliorer ses services en ligne et a annoncé d'autres mesures allant dans ce sens.

Dans ce cadre, la création de la déclaration d'incapacité de travail en ligne pourrait être une offre présentant de vrais avantages au quotidien :

Pour la personne protégée

• La convocation auprès du contrôle médical (CMSS) se ferait en adéquation avec l'état clinique respectivement la prise en charge thérapeutique de la personne protégée. Ceci serait réalisé moyennant la saisine par le médecin traitant et de la pathologie à l'origine du certificat d'incapacité de travail (CIT) et de la prise en charge thérapeutique en choisissant un ou plusieurs items dans une liste proposée. Ceci éviterait de convoquer des personnes protégées se trouvant par exemple en pleine chimiothérapie ou dans les décours immédiats d'une intervention chirurgicale.

• Une transmission facilitée du CIT assurant la réception quasiment en temps réel par la CNS et par l'employeur. Les conséquences fâcheuses inhérentes à une transmission tardive (cf. droit du travail et la sécurité sociale) appartiendraient ainsi au passé.

Pour le médecin

• Une simplification administrative considérable. Il suffirait ainsi de se connecter sur la page web sécurisée dédiée à la déclaration en ligne des CIT de la CNS et d'y saisir le matricule national de la personne protégée ; les données administratives seraient ainsi préremplies.

• La possibilité de consulter les « fiches repères » renseignant une durée indicative d'arrêt de travail. Ce type d'aide à la prescription du CIT a par exemple fait l'objet d'un avis par la Haute Autorité de santé en France. Des repères similaires existent également en Allemagne.

Pour la CNS

• Une simplification administrative considérable étant donné que la saisine manuelle des CIT ne serait plus nécessaire. Ceci libérerait des ressources humaines pouvant se consacrer à des tâches moins monotones et nettement plus productives au sein de la CNS.

• La standardisation des CIT qui mettrait fin à la panoplie de formules provenant des pays limitrophes et autres.

Pour le contrôle médical

• Une amélioration notable en termes de convocation. Les personnes protégées ne seraient plus convoquées avec des retards.

• La standardisation des CIT qui mettrait fin à la panoplie de formules provenant des pays limitrophes et autres. L'exploitation médicale des CIT serait beaucoup plus efficace.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelle est l'attitude du Gouvernement face au CIT en ligne.

Réponse (21.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Dans le cadre de la crise Covid-19, la Caisse nationale de santé (CNS) a mis en place, en étroite collaboration avec l'Agence eSanté et le Centre informatique de la sécurité sociale (CISS), des solutions digitales pour les mémoires d'honoraires, les ordonnances médicales et les certificats d'incapacité de travail. Actuellement, les services et prestations liés au traitement digital de ces documents se limitent aux logiciels de téléconsultation qui sont directement reliés à la plateforme eSanté. La gestion des documents digitaux est donc assurée exclusivement par l'Agence eSanté en raison du volume restreint.

Bien que globalement cette initiative puisse être évaluée comme très positive, il est indispensable de faire en premier lieu évoluer l'environnement digital et de créer ainsi les conditions nécessaires pour faire bénéficier chacune des parties prenantes (personne protégée, médecin, administrations/institutions) du potentiel de la digitalisation des trois documents prémentionnés.

Les volumes de ces documents sont comme suit : presque 6 millions de mémoires d'honoraires, 1 million d'ordonnances et 1 million de certificats d'incapacité de travail par an, donc à terme presque 8 millions de documents digitalisés. L'impact de la simplification administrative sera donc conséquent.

C'est pourquoi un plan de montée en charge est en cours d'élaboration qui permettra d'accélérer la transformation numérique des échanges entre les différents acteurs du secteur de la santé.

La mise en production d'un environnement informatique intégré et sécurisé est prévue à partir de janvier 2021 qui proposera aux médecins les fonctionnalités nécessaires pour :

• envoyer, à partir de leur logiciel de cabinet, des documents digitaux sur la plateforme eSanté ;

• donner aux personnes protégées la possibilité d'accéder à ces documents ou habiliter des professionnels de santé d'y accéder ;

• permettre à des professionnels de santé habilités d'exécuter les prescriptions numériques.

Ensemble avec le mémoire d'honoraires et l'ordonnance médicale, le certificat d'incapacité de travail (CIT) est le document prioritaire dans ce processus de digitalisation. Pour répondre aux nombreux besoins de toutes les parties prenantes, il sera élaboré en étroite collaboration entre la CNS, le Centre commun de la sécurité sociale, le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), l'Agence eSanté, les médecins ainsi que les éditeurs des logiciels de cabinets médicaux et d'applications mobiles pour patients et employeurs.

Vu la sensibilité des documents de santé en général et celle du CIT en particulier, une priorité est de sécuriser un environnement digital qui, par nature, est plus complexe que celui mis en production pour des outils de téléconsultation.

Pour assurer un niveau de sécurité de très haut niveau, une identification forte sera requise pour sécuriser les accès aux informations. Celle-ci permettra également de donner une valeur légale aux documents numérisés (sous forme de signature électronique). Aussi, des solutions adaptées sont

exigées pour assurer que la personne protégée envoie la bonne information au bon destinataire.

Le CIT digital doit également intégrer de nombreuses fonctionnalités pour répondre aux besoins des différentes parties prenantes. Ainsi, le médecin pourra sélectionner facilement le code diagnostic sur la liste y relative et les personnes protégées devront bénéficier d'un moyen simple, par exemple une application mobile, qui facilite l'envoi de leur CIT à leur(s) employeur(s).

Concernant plus précisément le CMSS, la digitalisation des CIT apportera une plus-value considérable pour les assurés eux-mêmes, notamment lorsque ces derniers sont hospitalisés ou dans un traitement prolongé, par exemple en oncologie. En effet, en disposant des données de manière structurée, il sera possible d'éviter de convoquer les assurés visés à un contrôle auprès du CMSS. Ceci leur évitera de devoir se justifier pour leur impossibilité de présence suite à une convocation qui, jusqu'à présent, est automatiquement envoyée à tous les assurés en incapacité de travail faute d'avoir les informations requises sous forme structurée pour pouvoir ainsi faire un tri des assurés qui n'ont pas besoin de se présenter au contrôle pour des raisons médicales évidentes.

Globalement, le transfert d'informations sous forme structurée aboutira aussi à une meilleure efficacité administrative pour toutes les parties prenantes, y compris par rendant les doubles encodages inutiles qui sont par ailleurs des sources d'erreurs.

La mise en production du CIT digital devrait pouvoir être lancée courant de l'année 2021 et l'Agence eSanté travaille actuellement avec les différents éditeurs pour que la majorité des médecins disposera d'une nouvelle version de leur logiciel de cabinet avec les interfaces et connecteurs nécessaires pour l'échange digital avec la plateforme eSanté.

Question 2486 (06.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **construction d'un pipeline pour l'approvisionnement en hydrogène de la Grande Région :**

Creos-Allemagne, en coopération avec GRTgaz-France, vient d'annoncer ses projets de construction d'un pipeline de 70 km de longueur pour l'approvisionnement en hydrogène de la Grande Région dont fait partie le Grand-Duché de Luxembourg.

Selon Creos, cette infrastructure est destinée à promouvoir l'hydrogène comme énergie alternative dans les domaines de l'industrie, du transport et du chauffage.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie si le Grand-Duché de Luxembourg entend s'associer directement ou indirectement à ce projet et le cas échéant de quelle façon.

Réponse (16.09.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Le groupe Encevo m'a informé que sa filiale, Creos Deutschland GmbH, a en effet récemment signé un accord de collaboration avec GRTgaz SA concernant la réaffectation d'un réseau de gaz naturel existant en réseau de transport transfrontalier d'hydrogène. GRTgaz est le plus important gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel en France, interconnecté avec l'Allemagne, la Belgique et la Suisse. Avec son réseau de gaz naturel à haute pression d'environ 1.650 km et son réseau électrique à haute et moyenne tension d'environ 450 km, Creos Deutschland GmbH approvisionne plus de deux millions de personnes dans 340 villes et communes de la Sarre et de Rhénanie-Palatinat.

Ce projet commun, dénommé mosaHYc (Mosel Saar HYdrogen Conversion) poursuit comme objectif principal la création d'une infrastructure de 70 km, permettant aux producteurs et aux consommateurs d'hydrogène de la Grande Région de développer des modèles commerciaux concernant l'industrie et le secteur des transports par le recours à l'hydrogène.

Les partenaires du projet examineront dans un premier temps dans quelle mesure les gazoducs existants dans la région de Völklingen (Allemagne), Carling (France), Bouzonville (France) et Perl (Allemagne) sont adaptés au transport de l'hydrogène. Ces premières analyses sur la faisabilité technique et économique du projet sont engagées en 2020 et poursuivies en 2021. Les partenaires espèrent pouvoir prendre, sur base des analyses engagées, une décision d'investissement définitive en 2022. En ce qui concerne la faisabilité d'une éventuelle interconnexion avec le territoire luxembourgeois, il est à ce stade prématuré d'en parler.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient dans son plan national intégré en matière d'énergie et de climat, dans les enceintes du Forum pentalatéral et des différents groupes de travail de l'Union européenne à Bruxelles, la promotion de l'hydrogène produit à partir de sources renouvelables et à fortiori l'origine renouvelable de l'hydrogène. Le Gouvernement se positionne contre la promotion de l'hydrogène produit à base d'énergies fossiles ou nucléaires.

À moyen terme, l'hydrogène jouera un rôle croissant dans la décarbonisation de l'économie nationale et ceci surtout dans le domaine de l'industrie, de l'aviation et du transport maritime. Les services du ministère travaillent, en collaboration avec les acteurs nationaux intéressés en la matière, sur la finalisation des éléments à intégrer dans une stratégie d'hydrogène renouvelable pour le Luxembourg. Les questions tournant autour des réseaux futurs pouvant acheminer l'hydrogène à base d'énergies renouvelables y occuperont une place importante, de même que les plans de nos voisins d'avancer dans le déploiement de tels réseaux acheminant de l'hydrogène renouvelable, afin d'assurer leur interconnectivité.

Question 2513 (09.07.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **décrochage scolaire :**

Dans les débats tant parlementaire que public, il est désormais reconnu que les jeunes font partie des groupes sociaux particulièrement affectés par les suites économiques de la pandémie du Covid-19. Dans ce contexte, la problématique du chômage des jeunes ainsi que leur situation d'emploi souvent temporaire voire précaire ont particulièrement retenu l'attention. Par contre, le phénomène du décrochage scolaire a souvent échappé à la discussion. Pourtant, dans les biographies des personnes concernées, il fait souvent figure d'étape décisive vers le chômage ou la précarité.

Entre 2003 et 2016, le décrochage scolaire a fait l'objet d'études régulières de la part du Ministère de l'Éducation. En 2015, dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, la problématique fut à l'ordre du jour d'une journée d'étude sur le maintien scolaire. Depuis lors, la nomination d'un Médiateur scolaire en 2018 a témoigné de la volonté de Monsieur le Ministre de continuer cet engagement. Or, en l'absence de la présentation de nouveaux chiffres, la prévalence du décrochage dans le débat public et dans la communication du Ministère s'est vue réduite.

Dans un monde du travail qui déjà avant la crise actuelle offrait de moins en moins de perspectives professionnelles aux personnes peu ou non qualifiées, le décrochage scolaire avait déjà en 2015 été identifié comme l'un des principaux défis de notre système éducatif. Avec les tendances actuelles d'une hausse menaçante du chômage et d'une détérioration de la situation sanitaire, psychologique et économique d'un nombre important de jeunes, il risque de se répandre et d'exacerber ainsi la précarité et le chômage des jeunes jusque dans le long terme.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres plus récents sur le décrochage que ceux présentés en 2016 ? Dans l'affirmative, une analyse approfondie et portant notamment sur des critères comme l'âge, le sexe ou la situation socio-économique des jeunes concernés a-t-elle été effectuée ? Le suivi systématique des décrocheurs est-il toujours pratiqué ?

2) Monsieur le Ministre peut-il dresser un bilan intermédiaire de la réalisation des mesures envisagées en 2015 dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne ? Qu'en est-il notamment des réflexions sur le système du redoublement et l'influence de l'échec scolaire sur le décrochage ?

3) Monsieur le Ministre est-il d'accord que dans le contexte des suites économiques de la pandémie sur l'éducation et sur la situation économique des jeunes, le phénomène du décrochage scolaire doit être suivi de près ? En ce sens, est-il disposé à revenir à une publication annuelle de statistiques comme par le passé ?

4) Par quels moyens concrets le Service de médiation scolaire contribue-t-il à la lutte contre le décrochage scolaire ? Dans quelle mesure la coopération avec l'Ombudsman et l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher peut-elle contribuer à l'efficacité de son action ? Est-ce que la création récente de l'OKaJu constitue un nouveau moment dans ce contexte et quelle est désormais la « division du travail » entre les deux entités ?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le nombre d'élèves ayant prématurément quitté l'enseignement scolaire est évalué en continu par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). Sur la base des listes établies mensuellement par le MENJE, les Antennes locales pour jeunes (ALJ) du Service national de la jeunesse (SNJ) assurent, en étroite collaboration avec le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et en partenariat avec des acteurs du monde scolaire et extrascolaire, un suivi individuel systématique et proactif des jeunes en décrochage scolaire. En 2019-2020, les agents socio-éducatifs des ALJ ont contacté quelque 1.400 jeunes en décrochage scolaire et leur ont proposé un encadrement individuel.

Par ailleurs, le MENJE a mis en place des mesures de prévention du décrochage des élèves potentiellement à risque qui se trouvent dans une situation transitoire vers un apprentissage ou une nouvelle filière scolaire. En 2018-2019, les agents des ALJ ont analysé la situation de 1.913 élèves identifiés par les coordinateurs ALJ (enseignants bénéficiant d'une décharge spécifique pour ce travail)[1].

En complément aux données ainsi recueillies, le MENJE consulte les données Eurostat qui relèvent annuellement le taux de jeunes ni en emploi ni en formation (NEET) par sexe, âge et niveau d'études accomplies dans le cadre du Labour Force Survey.

ad 2) La lutte contre le décrochage scolaire fait partie des priorités de l'éducation nationale depuis 2003.

En ligne avec les politiques européennes en la matière, les mesures envisagées lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en 2015 mettent l'accent sur la coordination des stratégies nationales, qui est reflétée par une stratégie compréhensive de qualité et de diversification de l'offre scolaire.

Les recommandations du Conseil de l'Union européenne du 28 juin 2011 visant à pallier le décrochage des jeunes sont basées sur trois piliers : la prévention, l'intervention et la compensation du décrochage scolaire.[2]

Les mesures de prévention implémentées au niveau national comprennent notamment : la promotion de l'éducation non formelle afin de favoriser l'apprentissage multilingue dès la prime enfance ; un renforcement de l'autonomie des établissements scolaires permettant de mieux répondre aux besoins des élèves (« ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner ») ; la diversification du régime linguistique de l'enseignement par la création de classes francophones et anglophones répondant à l'hétérogénéité linguistique du pays.

Les mesures d'intervention comprennent, entre autres, un soutien ciblé aux élèves à risque de décrochage, notamment par l'identification et l'offre de suivi personnalisé de la part des ALJ ainsi que des services du Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS).

Les mesures de compensation, visant à faciliter la reprise des études et l'accomplissement d'une formation professionnelle initiale ou d'un diplôme de l'enseignement secondaire, comprennent entre autres un élargissement de l'offre de l'enseignement national destiné aux adultes et une extension de l'offre de formation professionnelle initiale pour adultes (offres d'apprentissage adultes au sein des CNFPC) ainsi que des Cours d'orientation et d'initiation professionnelles (COIP) dans le cadre de la Garantie jeunesse.

L'implémentation des recommandations de l'Union européenne a fait l'objet d'un rapport d'évaluation publié par la Commission européenne en 2019.[3]

Le MENJE a réalisé en coopération avec l'Université du Luxembourg, en 2020, un catalogue de mesures en faveur des jeunes confrontés à des transitions difficiles et en faveur des jeunes NEET.

ad 3) Un rapport se basant sur des chiffres actualisés est actuellement en voie de finalisation et sera publié au cours des mois à venir.

ad 4) a) Moyens concrets dans la lutte contre le décrochage scolaire

Le Service de médiation scolaire (SMS) a été créé par la loi du 18 juin 2018 portant institution d'un service au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'éducation nationale. C'est dès lors dans ces trois domaines, souvent indissociables dans la lutte contre le décrochage scolaire, que le SMS intervient.

Depuis son institution, le SMS a pu constater, dans le cadre de ses saisines, que les élèves en phase de décrochage scolaire sont malaisés à être maintenus dans le système éducatif. La loi précitée de 2018 impose l'accomplissement des démarches administratives appropriées auprès de la commu-

[1] MENJE (2020) : Rapport d'activité 2019.

[2] Council of the European Union, Council recommendation of 28 June 2011 on policies to reduce early school leaving, 2011/C 191/01, https://eurlex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2011:191:0001:0006:en:PDF.

[3] https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/72f0303e-cf8e-11e9-b4bf-01aa75ed71a1

nauté scolaire au préalable de la saisine du SMS. Or, le facteur temps semble dans certains cas jouer en défaveur de ces élèves, lesquels auront déjà, lorsqu'ils arrivent finalement auprès du Médiateur scolaire, décroché mentalement. Trop souvent, le SMS constate que malgré l'intervention de différents programmes et structures mis en place pour lutter entre autres contre le décrochage scolaire, certains d'entre eux restent inaccessibles mentalement.

Ainsi, et au-delà des outils légaux dont le Médiateur scolaire dispose pour contribuer à la lutte contre le décrochage scolaire (voir b)) le SMS s'applique, au cas par cas, à mettre l'accent sur le volet préventif - parfois même au niveau de l'enseignement fondamental - en débloquant des situations conflictuelles ou en accompagnant les parents et les élèves dans différentes démarches administratives souvent ressenties par ces derniers comme compliquées. Intervenir déjà au niveau de l'enseignement fondamental, notamment dans la mise en place de besoins éducatifs spécifiques ou de l'orientation, contribue, aux yeux du SMS, à préserver la motivation de l'élève et à rétablir la confiance en lui et par ricochet dans le système éducatif.

Conscient que la prise en charge adéquate des enfants à besoins spécifiques ou particuliers joue un rôle primordial dans la prévention du décrochage scolaire, le SMS s'affaire notamment, d'une part, à accompagner l'élève et ses parents dans les démarches visant la mise en place des mesures spécifiques/particulières, et, d'autre part, à veiller au respect desdites mesures. Ce qui précède prend d'ailleurs toute son importance lors du passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire.

La communication entre l'école, l'élève et ses parents constitue la pierre angulaire d'une scolarité paisible et réussie. Or, souvent cette communication s'avère faible, voire inexistante. Les élèves ainsi que leurs parents, se sentant souvent incompris et laissés pour compte finissent par abandonner, l'obligation scolaire une fois révolue. Rétablir cette communication entre tous les acteurs est un des moyens mis en œuvre par le SMS dans le cadre de la prévention du décrochage scolaire.

Par ailleurs, à travers ses recommandations générales adressées au Ministre, qui trouvent leur source dans les réclamations individuelles reçues, le SMS met en exergue notamment des incohérences éventuelles de textes de loi ou autres normes, d'éventuels obstacles de nature structurelle ou d'autres difficultés que rencontrent les parents et les élèves le long de leur parcours scolaire. Ces situations, souvent éprouvées comme insurmontables, peuvent également, aux yeux du SMS, être à l'origine d'un abandon scolaire.

b) Coopération avec l'Ombudsman et l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et division du travail entre le Service de médiation scolaire et l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher tel qu'institué depuis l'entrée en vigueur de la loi du 1er avril 2020

Depuis l'institution du SMS, l'Ombudsman ainsi que l'ORK, et désormais l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), renvoient systématiquement les parents d'élèves mineurs ou les élèves majeurs vers le SMS dès que leurs doléances/réclamations sont en relation avec l'éducation nationale, conscients que ce dernier a été doté par le législateur de différents outils lui permettant d'agir de manière directe, c'est-à-dire bien au-delà de la médiation laquelle suppose, pour qu'il y ait résolution de conflit, que les parties en litige parviennent à un accord.

Ainsi, et contrairement aux moyens légaux de l'Ombudsman ou de l'OKaJu, le Médiateur scolaire a pour mission explicite de soutenir les élèves majeurs et les parents d'élèves mineurs dans leurs démarches. Il peut, lors de son enquête, requérir auprès du service ou de l'école visés toutes les informations qu'il juge utiles ; il peut, lorsqu'il conclut que l'école ou le service de l'Éducation nationale n'ont notamment pas fonctionné conformément à la mission qui leur a été confiée par le législateur, notamment adresser des recommandations écrites à leur encontre ou directement à l'attention du Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ou encore proposer, dans le respect des dispositions légales et réglementaires, une solution au service de l'Éducation nationale ou à l'école visés dans le dossier mis en cause.

Tous ces moyens sont mis à disposition exclusive du Médiateur scolaire dans le but de maintenir les élèves mineurs et majeurs dans le système éducatif jusqu'à obtention d'une qualification.

Question 2514 (09.07.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **abus sexuels :**

Laut Informatiounen aus dem Aktivitéitsrapport vum Planning Familial hu sech d'lescht Joer beim

Planning 90 Persoune gemellt wéinst sexuellem Mëssbrauch, 85 ware Fraen oder Meedercher. Nëmme 14 % hunn eng Plainte gemaach. 50 % vun den Affer goufen awer scho mëssbraucht, éier se zéng Joer al waren, bal 99 % hate manner wéi 18 Joer.

Den Delai de prescription vun zéng Joer, déi een Zäit huet, fir viru Geriicht ze goen, leeft un ab dem 18. Liewensjoer vum Affer. Laut Planning Familial wier dësen Delai awer vill ze vill kuerz.

An dësem Kontext well ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi vill Affer (souwuel groussjäreg wéi mannerjäreg) vu sexuellem Mëssbrauch hu sech d'lescht Joer bei den eenzelen Ulafplazen hei am Land gemellt? Huet d'Madamm Ministesch do konkreet Chifferen?

2. Laut Aussoe vum Koalitiounsvertrag 2018-2023 solle verschidden Délais de prescription analyseiert a reevaluéiert ginn: « L'ensemble des délais de prescription devront être évalués et redéfinis dans un cadre cohérent. L'opportunité de supprimer certains délais de prescription sera étudiée dans ce contexte. Il sera introduit une procédure d'information à l'attention des victimes et/ou auteurs d'une infraction en cas de prescription de l'affaire les concernant. »

Ass dës Analys schonn ofgeschloss? Wa jo, wéi eng Konklusiounen a Mesurë si virgesinn?

3. Soll et Ännerunge gi beim Delai de prescriptioun am Fall vu sexuellem Mëssbrauch vu Mannerjäregen? Wa jo, wéi eng?

4. Wéi eng Sensibilisatiounsaarbecht gëtt um Terrain geleescht, datt méi Affer Plaintë géint den Täter maachen?

Réponse (04.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Section „Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel" vun der Police huet am Joer 2019 882 Affären traitéiert. Säit dem 1. August 2018 ass dës Sectioun vun der Police och zoustänneg fir den Traitement vun Dossiere bei Gewalt ënner Groussjäregen.[4]

ad 2. D'Analys zu dëser Reform ass nach net ofgeschloss, wäert awer warscheinlech drop erauslafen, datt eng Rei Verjärungsfristen, besonnesch bei Strofdote vu physescher a sexueller Gewalt, substanziell musse verlängert ginn.

ad 3. Wann d'Verjärungsfristen nei ugepasst ginn, dann hätt dëst och en Afloss op d'Fristen an de Fäll vu sexuellem Mëssbrauch géintiwwer Mannerjäregen.

Niewt dem Projet, deen d'Verjärungsfriste reviséiert, wäert deemnächst en Avant-projet de loi deposéiert ginn, woubäi den Artikel 638 vum Code de procédure pénale ausgebaut gëtt, dee fir déi Strofdote gëllt, wou d'Verjärungsfrist eréischt ab der Volljäregkeet vum Mannerjärege leeft, dëst an der Konformitéit mat der Directive 2011/93 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie.

ad 4. Bei der Sensibiliséierungsaarbecht fir eng méi securiséiert Benotzung vun den neien Technologien (zumools am Beräich Cyberkriminalitéit, Sexting, Grooming etc.) ass Bee Secure e wichtegen Akteur.

A Kollaboratioun mat de staatlechen Acteuren, mee och mam Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, mat der Association luxembourgeoise de pédiatrie sociale, mam Service médico-scolaire vun der Stad Lëtzebuerg, goufe Guidelines fir déi Professionell ausgeschafft, zumools wat d'Mësshandlung vu Mannerjäregen ubelaangt.

Zesumme mat ECPAT organiséiert de Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse Aktioune fir d'Kanner an de grand Public, wéi zum Beispill d'Journée des droits de l'enfant am Mee. Ausserdeem gi Formatiounen ofgehalen, fir deene Professionellen, déi am Kontakt mat de Kanner stinn, d'Prozeduren ze erklären am Fall vun der Detektioun vu sexueller Mësshandlung.

Question 2516 (10.07.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **rattrapage scolaire pendant les vacances d'été :**

Kuerz virun der Rentrée 2020/2021 soll vum 31. August un eng Covid-19-Nohëllef an eise Grondschoulen organiséiert ginn. Dës gratis Nohëllefscoursë sollen de Schüler dobäi hëllefen, Lacunnen aus de leschte Méint opzeschaffen. D'Zuel vun de Schüler ass op véier pro Klass limitéiert, den Enseignant soll den Tri maachen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Op wéi enge Krittäre berout dës Auswiel vun de Kanner?

2. Kann am Fall, wou den Enseignant der Meenung ass, dass méi Schüler sollte vun dëser Nohëllef profitéieren, déi maximal Unzuel vu véier Kanner pro Klass iwwerschratt ginn?

3. Wat gëtt fir e Kand gemaach, wat un engem bestëmmte Cours wëllt deelhuelen, awer net vum Enseignant zréckbehale ginn ass?

4. Wéi vill Enseignantë gi gebraucht, fir dës Coursen ze organiséieren? Och dat zousätzlecht Personal, dat am Kader vun de Covid-19-Mesuren agestallt gouf, soll zum Asaz kommen. Soll dëst Personal dem Léierpersonal bei de verschiddene Coursen zur Säit gestallt ginn oder eegestänneg Nohëllef organiséieren an ofhalen?

5. An engem Videomessage sot Dir: „D'Schoule kréie Moyenen, fir dës (Nohëllef) ze organiséieren." Wéi eng Moyene sinn dat? Kritt d'Léierpersonal dës zousätzlech Stonnen als normal Iwwerstonne verrechent?

6. Ass dësen Nohëllefsprojet d'Basis fir d'„Aide aux devoirs", sou wéi se am Koalitiounsprogramm virgesinn ass? Ass d'Analys vun den Appui-Méiglechkeeten, déi den Här Minister de 4. Mäerz 2020 an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro annoncéiert huet, ofgeschloss? Wa jo, wat sinn d'Konklusioune vun där Analys?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Déi eenzel Titulairen hunn zesumme mat den anere Membere vun der pedagogescher Ekipp eng Analys vum Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen an den eenzelne Kompetenzberäicher gemaach an doropshin d'Eltere vun de Schüler, bei deene si eng Inscriptioun an ee vun de proposéierte Coursë fir néideg empfonnt hunn, kontaktéiert. An deem Fall war et un den Eltere vun de Kanner, enger Inscriptioun an ee Cours de rattrapage Covid-19 zouzestëmmen.

ad 2. + 3. D'Inscriptioun vun de Schüler an de Cours de rattrapage war an zwou Phasen agedeelt. An enger éischter Phas konnten d'Titulairë maximal véier Schüler aus hirer Klass a jeeweils ee Cours aschreiwen. Deemno waren d'Inscriptioune fir d'Klassen an de Cyclen 2 an 3 op jeeweils aacht Schüler pro Klass limitéiert an am Cycle 4.1 op zwielef Schüler. An enger zweeter Phas kruten d'Elteren d'Méiglechkeet, am Fall, wou den Titulaire hiert Kand net ugemellt huet, dëst nodréiglech unzemellen. Esou konnt séchergestallt ginn, datt d'Inscriptiounen de Virstellunge vun den eenzelne Partner vun der Schoulcommunautéit entspriechend realiséiert ginn.

ad 4. Fir déi verschidden Nohëllefscoursen an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen ze assuréieren, gëtt op follgend Agenten zréckgegraff:

Enseignanten	80
Temporaire Remplaçanten	165
Membere vum Pool national études surveillées	99

Et ass virgesinn, datt d'Agenten, déi am Kader vun den Nohëllefscoursen intervenéieren, eegestänneg Nohëllef ofhalen an heibäi ënner anerem op déi Aktivitéiten zréckgräifen, déi hinne vum „Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques" (SCRIPT) zur Verfügung gestallt ginn.

ad 5. Am Kader vun den Nohëllefscoursë gi spezifesch fir déi eenzel Offere vum SCRIPT geziilt Aktivitéiten ausgeschafft, déi den Developpement vun den essenzielle Contenue viséieren. D'Léierpersonal, dat am Kader vun den Nohëllefscoursen intervenéiert, wäert sech op dës Aktivitéiten, déi och wäerte fir de grand Public um Internetsite www.schouldoheem.lu zougänglech sinn, baséieren, fir esou een optimalen Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen ze assuréieren. Natierlech kritt dat Léierpersonal, dat aktuell scho fest agestallt ass, seng Interventioun am Kader vun den Nohëllefscoursen als Iwwerstonne verrechent, wärend déi temporaire Remplaçanten an d'Membere vum Pool national études surveillées hir Prestatioune via ee Kontrakt iwwer zwou Wochen indemniséiert kréien.

ad 6. D'Ëmsetzung vun den Nohëllefscoursen ass notamment bedéngt duerch eng Motioun, déi am Kader vum Gesetzesprojet 7590 eragereecht an an der Chamber eestëmmeg ugeholl gouf.

Am Kader vun der aktueller sanitärer Kris am Kontext vum Covid-19 läit de Fokus op der Organisatioun an der Ëmsetzung vun de Preventiouns- an Hygiènesmesuren, déi de Kanner ee séchere Schoulalldag garantéieren. Deemno konnt déi an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro ugeschwaten Analys vun den Appui-Méiglechkeeten nach net ofgeschloss ginn. Derbäi kënnt, datt et sënnvoll schéngt, an dës Analys d'Erkenntnisser aus den Aktivitéiten, déi an der Summerschoul ugebuede goufen, afléissen ze loossen. Et wäert deemno nach Zäit an Usprooch huelen, éier d'Analys vun den Appui-Méiglechkeete kann ofgeschloss ginn.

Question 2531 (14.07.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**autorisation d'exercer la profession d'éducateur :**

En Educateur, deen zu Lëtzebuerg seng Schoule gemaach huet, muss eng Beruffszouloossung beim Schoulministère ufroen.

Ech hunn e puer Froen zu dëser Prozedur, déi ech dem Här Schoulminister heimat wéilt stellen:

1. Ass en Diplom vun enger Lëtzebuerger Schoul, respektiv en auslänneschen Diplom, deen hei am Land unerkannt ass, bei sozialpedagogesche Beruffer net Beruffszouloossung genuch? Wéi justifiéiert sech déi zousätzlech Prozedur?

2. Fënnt den Här Minister et normal, datt e jonken Educateur, deen op den Aarbechtsmaart kënnt, muss 75 Euro bezuelen, fir duerfen ze schaffen? Ass et net denkbar, déi Zouloossung als Deel a logesch Konsequenz vum Lëtzebuerger Diplom gratis ze maachen?

3. Wéi eng aner Beruffskategorië sinn enger änlecher Prozedur ënnerworf?

4. Wéi eng Informatiounen aus dem Casier judiciaire ginn an dëser Zouloossungsprozedur berücksichtegt an op wéi eng Manéier?

5. D'Delaien, déi d'Verwaltung sech virbehält, fir d'Beruffszouloossung auszestellen, leien tëscht zwou Wochen an dräi Méint. Ass dësen Delai vun dräi Méint net iwwerdriwwe laang, well en eventuell kann deene Betraffene Schwieregkeete bei der Sich no enger Aarbecht maachen? Wéi laang dauert fir gewéinlech dës Prozedur?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Well d'Sozialberuffer haaptsächlech bei Kanner oder vulnerabele Leit intervenéieren, kann eleng d'Virleeë vun engem Diplom als Beruffszouloossung net duergoen. Duerfir muss de Kandidat bei der Demande fir d'Beruffszouloossung ë. a. nach de Casier judiciaire niewent dem Diplom virleeën. Et wier zousätzlech nach méiglech, en Dokteschzertifikat ze froen. Dorop gëtt am Ament verzicht, well d'Patronen dee bei der Astellung souwéisou nach eemol froen.

ad 2. Am Kader vum Zukunftspakgesetz vum 19. Dezember 2014 (2015) gouf dës zousätzlech Prozedur agefouert, wou den Diplom vun der Beruffszouloossung getrennt gouf. Bis dohi war déi effektiv am Diplom mat dran a wor och drop notifizéiert.

Déi Trennung huet awer och misse gemaach ginn, fir enger ongläicher Behandlung en Enn ze setzen, déi bis dato stattfonnt huet, well déi Diploméiert säit jeehier hu misse beim Gesondheetsminister ufroen, fir d'Beruffszouloossung ze kréien, an och déi entspriechend Tax bezuelen. D'Logik besteet eben dodran, fir déi Diskriminatioun vun de Gesondheetsberuffer vis-à-vis vun de Sozialberuffer aus der Welt ze schafen, déi eleng dorobber berout huet, datt d'Gesondheetsberuffer d'Beruffszouloossung bei engem anere Ministère hu missen ufroen.

ad 3. Déi zwee reglementéiert Beruffer aus dem sozio-edukative Beräich sinn den Educateur an den Auxiliaire de vie. Déi selwecht Prozedur ass och fir d'Gesondheetsberuffer virgesinn, mam Ënnerscheed, datt fir d'Beruffszouloossung eben de Gesondheetsminister zoustänneg ass.

ad 4. An der Prozedur fir eng Beruffszouloossung am sozio-edukative Beräich gi systeematesch d'Bulletinen 3 a 5 vum Casier judiciaire gefrot. Am Bulletin 3 duerf maximal eng Strof vun engem Joer mat Sursis stoen, an de Bulletin 5 muss „néant" sinn.

ad 5. Den Delai gëtt vun der europäescher Richtlinn iwwert d'Berufsqualifikatioun virginn an ass maximal dräi Méint. Déi effektiv Dauer fir d'Ausstelle vun der Beruffszouloosung fir de sozio-edukative Beräich läit zu Lëtzebuerg awer nëmme bei ronn zwou Wochen, ënnert der Konditioun, datt den Dossier komplett ass.

Question 2538 (14.07.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **gestion des services et prestations dans les cantines scolaires :**

Par des informations qui m'ont été transmises, j'ai pu apprendre que certains établissements scolaires ont l'intention de sous-traiter ou auraient déjà sous-traité certaines prestations de leur service de restauration à des entreprises privés. Or, en me référant à la communication officielle du Ministère de l'Éducation nationale, la gestion de l'ensemble des cantines scolaires au Luxembourg est opérée par Restopolis, sous la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. D'après le rapport d'activités du MENJE de 2019, Restopolis gère« 80 restaurants et 52 cafétérias: la grande majorité des restaurants et cafétérias des établissements de l'enseignement secondaire, les restaurants de l'Université du Luxembourg, le restaurant de l'École de la Police grand-ducale et le restaurant de l'école fondamentale étatique « Eis Schoul ». Restopolis se charge en outre de la restauration de cinq services d'éducation et d'accueil et de quatre internats. L'administration se compose de 16 collaborateurs, le nombre du personnel de cuisine s'élève à 540. Le service sert en moyenne 15.200 plats par jour. Le nombre de clients du service de restauration scolaire et universitaire est de 70.000. Restopolis a cuisiné 2.682.531 repas dans les restaurants et vendu 3.840.495 produits cafétéria. Le taux de fréquentation a augmenté de 10 % entre 2018 et 2019. » De même, Restopolis s'inscrit dans une approche d'alimentation saine et équilibrée promue par le ministère et contrôlé par un comité de restauration scolaire présent dans chaque établissement scolaire, composé d'élèves, de parents d'élèves, d'enseignants et du directeur de l'école. Le service Restopolis participe également au programme anti-gaspillage du Ministère du Développement durable et a cessé la vente de bouteilles d'eau en PET.

Si ces informations quant à d'éventuelles sous-traitances à des entreprises privées de services de la restauration scolaire gérée par le Ministère de l'Éducation nationale s'avèrent véridiques, de nombreuses questions se posent quant au sort du personnel aussi bien que des normes établies en matière de sélection des aliments et de constitution des menus scolaires, ainsi qu'en matière de détermination des frais de cantine assurés par les parents des élèves. Je vous prie donc de bien vouloir m'éclairer sur ces points en répondant aux questions suivantes :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si certains services ou prestations de la restauration scolaire ont été sous-traités à des entreprises privées et si d'autres sous-traitances dans le domaine de la restauration scolaire s'annoncent à l'avenir ?

2) Dans l'affirmative, cette décision est-elle de la responsabilité entière du MENJE ou bien les directions respectives des établissements scolaires concernés par une sous-traitance de leurs services de restauration ont-elles sollicité cette démarche ? Dans les deux cas, qu'est-ce qui a pu motiver une telle décision ?

3) Sur l'ensemble des cantines scolaires et universitaires au Luxembourg, quels sont finalement les services/prestations gérés respectivement par Restopolis et le cas échéant par d'autres entreprises ?

4) Dans la mesure où des entreprises privées sont responsables de certaines prestations/services de la restauration scolaire, est-il prévu que ces entreprises suivent les instructions du ministère en matière de critères de sélection de produits alimentaires et de composition des menus ? Le ministère est-il en mesure d'imposer un cadre de normes à respecter à ces entreprises ?

5) Toujours dans l'affirmative à la première question, peut-il m'indiquer quels établissements sont concernés par la sous-traitance de leurs services de restauration scolaire à des entreprises privées ? De quelles entreprises s'agit-il ?

6) Dans la mesure où des services/prestations de restauration scolaire auraient été sous-traités, qu'advient-il du personnel initial de ces services/prestations ? Est-il remplacé par un personnel attaché à l'entreprise sous-traitante ? Est-il transféré vers d'autres sites de la restauration scolaires ? Est-il repris par l'entreprise sous-traitante, et si oui, selon les mêmes conditions de salaire et de contrat ?

7) De manière générale, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une cession même partielle des activités de restauration scolaire vers le marché privé porte atteinte au contrôle de qualité et aux conditions de travail et d'emploi dans ce domaine que seul peut assurer un service géré par les pouvoirs publics?

Réponse (02.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Depuis son début, la restauration scolaire et universitaire du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) est opérée en mode mixte, c'est-à-dire une partie des sites est gérée en « régie directe » avec du personnel de l'État et l'autre partie en « régie privée » avec du personnel privé. Les deux régies fonctionnent sous la tutelle du service Restopolis et sont strictement soumises aux consignes, standards et procédures de ce dernier.

ad 2) La gestion des restaurants est de la responsabilité entière de Restopolis. Les établissements scolaires ne sont pas impliqués dans la gestion de leurs restaurants et cafétérias. La forte croissance des fréquentations et l'élargissement rapide du réseau de restaurants scolaires exigeait de recourir à

[4] Rapport Police 2019, page 26

du personnel privé pour pouvoir réagir rapidement face aux besoins d'exploitation.

ad 3) Restopolis gère de manière centralisée aussi bien les restaurants de la régie directe que ceux de la régie privée. Dix restaurants scolaires et universitaires sont exploités en régie directe et 66 restaurants scolaires et universitaires sont exploités en régie privée.

ad 4) Le MENJE, par le biais de son service Restopolis, a élaboré une politique de restauration scolaire et universitaire de qualité, équilibrée et durable. Restopolis définit toutes les procédures, règles, normes et standards y relatifs et assure quotidiennement le respect de ceux-ci aussi bien par la régie privée que par la régie directe. Ainsi, la qualité et l'offre des plats sont similaires dans tous les restaurants scolaires et universitaires exploités par Restopolis, indépendamment du fait qu'il s'agisse d'un site de la régie directe ou de la régie privée.

ad 5) Je prie l'honorable Député de trouver les informations concernant la régie des restaurants scolaires et universitaires dans l'annexe 1 « Annuaire des sites de Restopolis ». Restopolis travaille actuellement avec les sociétés « Dussmann Catering », « äResto » et « Les Internats Jacques Brocquart ».

ad 6) De nombreux nouveaux sites sont nés de l'urgence de mettre en place à court terme une infrastructure de restauration scolaire ou universitaire. Afin d'être en mesure de répondre au plus vite à ces demandes, Restopolis a recours à des sociétés privées pour la mise à disposition de personnel de cuisine par le biais de soumissions publiques. Le nombre de personnel de la régie directe n'a baissé à aucun moment. Dans aucun cas une personne de la régie directe et donc embauchée par l'État n'a été réorientée vers le secteur privée. Par contre, il est déjà arrivé que certaines personnes ayant travaillé pour une société privée aient été embauchées par l'État.

ad 7) Le recours à des prestataires privés n'impacte aucunement la qualité des plats et des prestations dans les restaurants scolaires et universitaires, étant donné qu'ils sont soumis aux mêmes critères et standards que la régie directe. Les coordinateurs de site de Restopolis veillent particulièrement à ce que le personnel étatique et privé mette en application les décisions prises par le Gouvernement en matière d'alimentation.

(*Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Question 2544 (15.07.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **tâches du personnel socio-éducatif :**

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0219 vum Deputéierte Sven Clement, ënnersträicht den Här Educatiounsminister:

« Pour ce qui est des agents du sous-groupe éducatif et psychosocial, il sera procédé à une analyse profonde des cadres légaux et réglementaires en matière des tâches de l'ensemble du personnel socio-éducatif œuvrant dans nos écoles. Suite à cette analyse, des pourparlers ayant pour objectif une clarification de ces tâches seront menés avec les syndicats concernés afin de pouvoir légiférer aussitôt que possible en la matière. En attendant, on applique pour ces agents les dispositions en vigueur avant la rentrée 2018 pour les services auxquels ils étaient affectés préalablement. »

Säit dem 3. Juli zirkuléiert an deem Kontext eng Nott vum MENJE mam Titel « Envergure de la tâche du personnel éducatif et psychosocial intervenant auprès d'élèves à besoins spécifiques ».

Laut den Dispositiounen an dëser Nott, wäerten d´Aarbechtskonditioune vum gesamte Personnel éducatif et psychosocial en charge vu Schüler mat spezifesche Besoine méi schlecht ausfalen (40 bis 44 Stonnen pro Woch mam Schüler schaffen) ewéi déi Konditiounen, déi laut dem Règlement grand-ducal vun 2009 iwwert d'Tâche vun den Éducateurs an Éducateurs gradués aus dem Enseignement fondamental gëllen.

An dësem Kontext wëlle mir follgend Froen un den Här Minister stellen:

1. Op wéi eng legal Basis huet sech de Minister referéiert fir dës Tâchen ze fixéieren?

2. Eisen Informatiounen no reechen d'Gewerkschaften nach eng detailléiert Propos era fir eng Stonnenopdeelung an dem virgestallte Kader. Kann de Minister eis dëst confirméieren?

3. Gedenkt de Minister an dësem Kontext nach ze legiferéieren, esou wéi de Minister dat a senger Äntwert op eng Question parlementaire vum 18. Mäerz 2019 explizitt ugekënnegt hat an domadder eng legal Basis ze schafe fir d'Tâche vun de concernéierte Leit?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Dat vun den honorabelen Deputéierten erwäänten Dokument bezüglech der Tâche vum edukativen a psychosoziale Personal am Déngscht vun de Schüler mat spezifesche Besoine verweist nach eemol op déi gängeg Gesetzestexter a Reglementer, déi allgemeng bei der Fonction publique unzewenne sinn:

- Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

- Loi du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique;

- Règlement grand-ducal modifié du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'État.

ad 2. Et steet deene verschiddene Gewerkschafte selbstverständlech fräi, eis hir Observatiounen zoukommen ze loossen.

ad 3. Duerch d'Akraafttriede vum Gesetz vum 1. August 2018 an d'Aféiere vum Compte épargne-temps an der Fonction publique ass et haut de Verwaltungen an dem Agent méiglech, hir jeeweileg Besoine besser openeen ofzestëmmen. D'Gesetz hat zum Zil, d'Erausfuederunge vun der Personalgestioun op Säite vun der Verwaltung mat den Usprëch vum Privatliewe vum Agent an Aklang ze bréngen. Duerch déi gewonne Méiglechkeeten a Flexibitéit op béide Säiten ass et zurzäit deemno net néideg, am hei viséierte Kontext ze legiféréieren.

Question 2556 (16.07.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **arbres remarquables :**

Um Internetsite vun der Naturverwaltung ass betreffend d'Arbres remarquables Follgendes ze liesen:

« Les arbres remarquables constituent un patrimoine naturel, culturel et historique à part entière. Afin d'en promouvoir la conservation, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures peut allouer des subsides pour les travaux d'entretien et de restauration. »

Déi sougenannt „Molbeem" sinn zwar net onbedéngt alleguer ënner „arbres remarquables" ze klassifizéieren, ma et sinn oft ganz al Beem, déi deelweis iwwer e puer honnert Joer al sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Beem sinn den Ament als Arbres remarquables klassifizéiert? Wéi vill Arbres remarquables sinn an de leschten zéng Joer, opgelëscht no Joer, offiziell als solch unerkannt ginn?

2. Wat ass säitens dem Ministère virgesinn, fir déi sougenannt Molbeem ze schützen?

3. Wéi vill Molbeem sinn, Informatioune vum Ministère no, an de leschten zéng Joer verschwonnen?

4. Wat sinn d'Strofen, déi virgesi sinn, wann een onerlaabt ee Molbam fortmécht?

5. Ass virgesinn, d'Uplanze vun traditionelle Louhecke staatlech ze förderen? Wa jo, ënner wéi enger Form, a ginn et do ewell Pilotprojeten?

6. Sinn Hëllefe virgesinn, fir Bëschbesëtzer finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, wa se ofgestuerwe Molbeem ersetzen?

Réponse commune (14.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture :*

ad 1. 64 Beem respektiv Gruppéierunge vu Beem sinn den Ament am Kader vun der aktueller an der viregter Denkmalschutzgesetzgeebung protegéiert. Follgend Beem sinn an de leschten zéng Joer am Kader vum Denkmalschutzgesetz ënner Schutz gestallt ginn:

2010 : Commune de Rosport-Mompach : Osweiler

Les deux marronniers sis sur la parcelle inscrite au cadastre de la commune de Rosport, section F d'Osweiler-Est, sous le numéro 563/2461. Arrêté ministériel du 25 janvier 2010. Coordonnées E99739/N94921 ; E99748/N94921.

2013 : Commune de Weiler-la-Tour : Weiler-la-Tour

La partie du sentier vicinal « Stater Pad » avec les arbres et buissons qui le bordent, délimitée par les parcelles cadastrales 81/3098, 81/3097, 87/3275, 85, 84/3676 et 84/3677, inscrites au cadastre de la commune de Weiler-la-Tour, section C de Weiler-la-Tour. Arrêté ministériel du 24 avril 2013.

2015 : Commune de Redange/Attert : Redange

Le parvis de l'église de Redange, avec son kiosque et les tilleuls remarquables, inscrit au cadastre de la commune de Redange/Attert, section D de Redange, sous le numéro 97/4734. Arrêté ministériel du 2 février 2015.

2016 : Commune de Tuntange : Ansembourg

Le chêne situé sur la parcelle cadastrale numéro 696/2933, inscrit au cadastre de la commune de Tuntange, section A de Tuntange (n° 11, rue de Brouch). Arrêté ministériel du 16 décembre 2016.

2017 : Commune de Grosbous

La chapelle de Dellen et la place qui l'entoure avec le vieux tilleul qui y pousse, inscrites au cadastre de la commune de Grosbous, section B de Dellen, sous les numéros 666/2370 et 666/2371. Arrêté ministériel du 30 novembre 2017.

Commune de Käerjeng : Hautcharage

Le chêne avec un périmètre de protection aux dimensions du houppier, situé sur la limite des parcelles 108/2596 et 381/3316, inscrites au cadastre de la commune de Käerjeng, section BB de Hautcharage. Arrêté ministériel du 6 avril 2017.

2018 : Commune de Differdange : Differdange

La ferme sise 117, avenue Grande-Duchesse Charlotte, y inclus la cour avec les deux arbres qui marquent l'entrée, inscrite au cadastre de la commune de Differdange, section B de Differdange, sous le numéro 1032/3991. Arrêté du Conseil de Gouvernement du 6 septembre 2018.

Commune d'Echternach : Echternach

L'allée d'arbres allant du numéro 1, rue Rabatt jusqu'à l'entrée du parc située rue des Romains. Arrêté ministériel du 2 mai 2018.

Commune de Flaxweiler : Buchholz

La tombe gallo-romaine au lieu-dit « bei der Tonn » avec le tumulus planté de chênes, inscrites au cadastre de la commune de Flaxweiler, section F de Buchholz, sous le numéro 8/995. Arrêté ministériel du 11 avril 2018.

Commune de Luxembourg : Limpertsberg

L'ancien pensionnat St Joseph ainsi que l'allée d'arbres situées à l'arrière du bâtiment principal, repris sur la partie graphique en rouge pointillé et sis 188, avenue de la Faïencerie, inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, section RA de Rollingergrund, sous le numéro 706/4574. Arrêté ministériel du 26 juin 2018.

Commune de Parc Hosingen : Obereisenbach

La chapelle d'Obereisenbach, y compris le tilleul se trouvant près de la chapelle, inscrite au cadastre de la commune du Parc Hosingen, section HnB d'Obereisenbach, sous le numéro 1/127. Arrêté du Conseil de Gouvernement du 2 mars 2018.

2019 : Commune d'Echternach : Echternach

L'allée de tilleuls commençant du côté latéral de la maison sise 1, route de Wasserbillig à Echternach et suivant la rue des Bénédictins jusqu'au numéro 32. La protection exclut 15 arbres. - Arrêté ministériel du 2 août 2019.

ad 2. „Molbeem" si Beem, déi d'Grenz maachen zwëschen zwou Proprietéiten. Si sinn iwwert den Artikel 14 Paragraf 1 Punkt 3 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 geschützt. Wann ee wëllt ee Molbam ewechmaachen, muss een eng Autorisatioun vum Minister dofir hunn. De Minister kann dës Autorisatioun refuséieren, wann et Grënn gëtt, déi derfir spriechen, dass d'Ewechmaache vum Bam signifikant Inzidenzen op de Site oder de Milieu naturel huet.

ad 3. Den MECDD huet keng Donnéeën, wéi vill Molbeem an deene leschten zéng Joer verschwonne sinn. D'Ursaache vum Verschwanne vun de Molbeem sinn divers:

1) natierlecht Ofstierwen: Déi meescht Molbeem si ganz al a stinn oft a Bëschbestänn, wou si vun den Nopeschbeem iwwerwuess ginn an no a no ofstierwen;

2) legaalt Ewechmaachen: D'Molbeem kënne legal mat enger Autorisatioun vum MECDD ewechgemaach gi sinn. Sou Autorisatiounsdemandë sinn allerdéngs éischter seelen;

3) illegaalt Ewechmaachen: Souguer wann et zu enger Poursuite vun dëser Infraktioun komm ass, gëtt de MECDD dat duerch de Secret de l'instruction net gewuer.

ad 4. Fir d'onerlaabt Ewechmaache vu Molbeem ass nom Artikel 75 Paragraf 1 vum Naturschutzgesetz follgend Strof virgesinn: eng Prisonsstrof tëschent aacht Deeg a sechs Méint an eng Geldstrof tëschent 251 a 750.000 Euro oder nëmmen eng vun deenen zwou Strofen.

ad 5. Louhecken entstinn duerch Uplanzung vun Eechen an duerch eng bestëmmte Bewirtschaftungsweis. Louhecke sinn also Eechebëscher, an deenen d'Eechen zirka all 25 Joer op de Stack gesat ginn. Doropshi schloen dës Eechen dann erëm mat méi Driff um Stack aus.

D'Uplanze vun Eeche kann iwwert den Artikel 6 vum Règlement grand-ducal du 12 mai 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers gefërdert ginn. Wann ee wëllt bis zu 50 Ar vun enger Louheck op de Stack setzen, kann een ausserdeem op der Basis vum Artikel 19 vun deem Règlement ee Subsid ufroen.

ad 6. Jo, et kann een op den Artikel 3 Punkt 2 aus dem Règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel zreckgräifen.

Question 2563 (17.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**accès universel aux contraceptifs :**

Dans son programme pour les années 2018 à 2023, le Gouvernement a annoncé que « l'accès universel aux moyens de contraception ainsi que leur remboursement sur ordonnance médicale serait introduit sans limite d'âge ou de méthodes, en incluant également le remboursement de la contraception d'urgence à condition qu'elles soient sûres et fiables ».

Depuis la fin de 2019, un projet de convention élaboré par le Ministère de la Santé et la Caisse nationale de santé ouvrant l'accès universel aux contraceptifs est disponible.

- J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement endéans quels délais cette convention pourra être validée et mise en vigueur.

- Quelle a été la portée du programme de médecine préventive pour la contraception ayant fait, en 2011, l'objet d'une convention conclue entre la CNS et l'État du Grand-Duché de Luxembourg tant en ce qui concerne le nombre de bénéficiaires que les moyens budgétaires engagés ?

- Quel sera l'impact budgétaire estimé par an de la nouvelle convention ?

Réponse commune (01.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

La convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de médecine préventive pour la contraception chez la femme a été publiée en sa première version au Journal officiel, Mémorial A n° 275 du 27 décembre 2011, page 4.918 avec une mise en vigueur au 1er janvier 2012.

Un premier avenant a été publié au Journal officiel, Mémorial A n° 636 du 1er août 2018 avec une entrée en vigueur au 1er août 2018.

Pour que la modification de la convention à laquelle fait référence l'honorable Député puisse sortir ses effets, la nomenclature actuellement applicable devra être enrichie de certains actes techniques nécessaires à la pose de certains moyens de contraception. Une saisine de la commission de nomenclature est prévue après la période des vacances.

Le conseil d'administration de la Caisse nationale de santé avait approuvé le projet de modification de la nouvelle convention le 29 janvier 2020. Cette version pourra être publiée une fois la nomenclature modifiée.

(Tableau et graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le coût moyen par bénéficiaire, oscillant autour de 60 euros, restant relativement stable depuis l'entrée en vigueur du premier programme, la croissance des dépenses entre 2017 et 2019 s'explique par l'ouverture du champ de bénéficiaires aux femmes de moins de 30 ans.

À ce stade il n'est pas encore possible de mesurer en détail l'impact budgétaire de ces nouvelles mesures. Il y a en effet lieu d'attendre la saisine de la commission de nomenclature par le Ministère de la Santé et la finalisation du projet de convention. Il est prévu que les frais seront répartis entre la Caisse nationale de santé et le Ministère de la Santé par le budget de l'État.

Question 2565 (20.07.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **reprise dans les crèches :**

Den Educatiounsminister huet mir de 15. Juli op meng parlamentaresch Fro N° 2540 geäntwert, datt d'Crèchen hir Agewinnungsphas scho virum 15. Juli kënnen ufänken. Den Educatiounsminister verweist hei op d'Responsabilitéit vum Gestionnaire, fir mat den Elteren ze kucken, wéi d'Agewinnungsphas am beschte kann organiséiert ginn.

Elo ass et awer esou, datt verschidde Gestionnairen den Eltere matgedeelt hunn, datt hir Crèche d'Agewinnungsphas net virum 27. Juli ufänkt.

D'Eltere sëtzen, wéi schonns a menger vireger Fro ugemierkt, an enger Zwéckmillchen, well se weider zwou Wochen op de gudde Wëlle vum Patron ugewise sinn, wann d'Crèche hir Kanner net betreie wëllt.

Ausserdeem hat den Educatiounsminister a senger Äntwert geschriwwen, datt zwee Communiquéen (ee vum 13. Mee 2020 an ee vum 1. Juli 2020) rausgeschéckt gi sinn, fir d'Gestionnairen ze informéieren. Wien op der Website vum MEN sicht, dee fënnt zwar ee Communiqué vum 15. Mee, mee net dee vum 1. Juli.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Kann den Educatiounsminister eis de Communiqué vum 1. Juli 2020 an der Äntwert un dës Fro annexéieren?

2. Falls de Communiqué nëmmen un d'Gestionnairë verschéckt gouf, wéi eng Mëttelen haten d'Elteren an deem Fall, fir d'Informatioun, déi d'Gestionnairen hinne ginn, ze iwwerpréiwen an erauszefannen, wat Tatsaach ass?

3. Verschidden Elteren hunn dem Educatiounsministère scho viru Woche geschriwwen, ma confirméieren, se hätten ni eng Äntwert vum Ministère krut. Kann de Minister erklären, firwat d'Elteren hei net informéiert goufen?

4. Wéi loosse sech d'Mëssverständnesser tëschent dem Ministère, de Gestionnairen an den Elteren erklären an evaluéiert de Minister d'Informatiounsketten an dem Ableck als gutt?

5. Wat fir Méiglechkeeten op Congé hunn Elteren, déi trotz der Reouverture vun de Crèchen nach ëmmer vun de Gestionnairë verweigert kréien, hir Kanner an d'Crèche ze schécken?

6. Wäert de Minister, an dëser Situatioun vu kontradiktoreschen Informatiounen, korrektiv Moossnamen huelen, fir d'Elteren duerch eng Verlängerung vum Congé pour raisons familiales Covid-19 ze schützen?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Communiqué vum 1. Juli 2020 ass um Site covid19.men.lu disponibel.

ad 2. D'Informatiounen an dësem Communiqué adresséiere sech un déi Professionell a goufen aus dësem Grond just un d'Gestionnairë verschéckt.

Am Géigesaz zu der Schoul ginn d'Bildungs- a Betreiungsstrukture fir Kanner ausschliisslech vun externen Träger bedriwwen. Dës Träger geréieren hir Aschreiwunge selwer an hunn esou en direkte Lien mat den Elteren, deen iwwer e Kontrakt gereegelt ass. Duerch d'Ënnerschreiwe vum „contrat d'éducation et d'accueil" entsteet eng kontraktuell Relatioun tëschent Elteren an Träger. Et ënnersteet dem Träger senger Kompetenz, awer och senger Verantwortung, fir d'Elteren iwwert d'Modalitéite vun der Offer, also och déi vun der Agewinnung, ze informéieren.

D'Agewinnunge sinn an Ofsprooch mat den Elteren ze organiséieren. Wéi och virum 16. Mäerz 2020 muss de Gestionnaire zu all Moment d'Konditioune vu sengem Agrement respektéieren an doropshin déi nei Aschreiwunge plangen. De Gestionnaire kann also just der Demande nokommen, déi den Agrement erlaabt.

D'Elteren hunn d'Méiglechkeet, bei Froen oder Onkloerheeten den zoustännege Service vum Ministère, d'Direction générale du secteur de l'enfance, per Mail (DG Enfance) oder Telefon ze kontaktéieren.

ad 3. All schréftlech an telefonesch Ufro gëtt vum responsabele Service esou séier wéi méiglech traitéiert, dëst mam Zil, e qualitativ héichwäertegen a clientorientéierte Service fir d'Leit unzebidden. Eleng d'DG Enfance huet an der Zäit vum 12. Mäerz 2020 (virum Confinement) bis den 23. Juli 2020 eng 708 Ufroe kritt a beäntwert.

ad 4. D'Entscheedung, fir d'Kanner, déi d'Agewinnung maachen, net am Grupp matzezielen, ass de 22. Juni am Kader vun engem Aarbechtsgrupp mat de Federatiounen (Fedas, Syvicol a Felsea) an op Demande vun de Gestionnairë geholl ginn. Dëst, fir de Crèchen ze erméiglechen, d'Agewinnunge virum 15. Juli 2020 ze organiséieren am Hibléck op d'Reprise an och op d'Auslafe vum Congé pour raisons familiales ënnert der aktueller Form.

D'Informatioune si vum Educatiounsministère schréftlech un d'Gestionnairë verschéckt ginn. Bei Onkloerheeten oder Froen huet all Gestionnaire d'Méiglechkeet, de responsabele Service vum Educatiounsministère ze kontaktéieren.

ad 5. Am Moment ass d'Situatioun erëm esou, wéi se virum Confinement war, dat heescht, beruffstäteg Elteren, déi mat hire Kanner eng Agewinnung maachen, loossen dat iwwer hiren normale Congé lafen.

ad 6. Mir kommen aus enger Situatioun, an där mir hu missen extreem flexibel reagéieren, fir den Elteren an de Kanner an och den non-formale Bildungsstrukturen ze erlaben, dës Kris esou gutt ewéi méiglech ze iwwerstoen. Et schéngt mir awer genausou wichteg an ubruecht, nees e Wee zréckzefannen zu enger Normalitéit, déi am non-formale Beräich de 15. Juli ugesat huet, wéi d'Modifikatiounen ausgelaf sinn, déi am Kontext vun der Kris geholl gi sinn.

Question 2566 (20.07.2020) de **Mme Francine Closener** et **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **lycée de proximité :**

Le concept de « lycée de proximité », tel que défini dans le Plan directeur sectoriel « Lycées », prévoit que pour les niveaux inférieurs de l'enseignement secondaire, « tout élève désirant s'inscrire dans le lycée de proximité est admis d'office ». Néanmoins, le plan prévoit aussi qu'« au cas où la demande dépasse la capacité optimisée du lycée de proximité, l'élève a le droit de fréquenter un lycée du centre du pôle d'enseignement auquel appartient le lycée de proximité ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Vu le développement de la diversification de l'offre scolaire et ainsi la spécialisation des lycées, Monsieur le Ministre défend-il encore toujours le concept de « lycée de proximité » ?

- Chaque année, il y a des cas où des enfants ne peuvent pas commencer leur parcours de l'enseignement secondaire dans le lycée leur étant le plus proche. Ceci provoque des sentiments d'incompréhension et d'injustice. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une procédure de sélection plus transparente pourrait rassurer les familles concernées, dont notamment les enfants ?

- Selon quels critères un lycée est-il jugé de proximité pour les différents enfants ? Est-ce que la notion de proximité se base sur le nombre de kilomètres entre le domicile d'un enfant et le lycée, ou y a-t-il d'autres aspects à considérer, tels que le temps de route ou la présence d'un lycée sur le territoire de la commune respective ?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du nombre d'enfants ne pouvant pas fréquenter leur premier choix de lycée, voire leur lycée de proximité ?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Concernant le sujet des inscriptions aux classes inférieures de l'enseignement secondaire, les dispositions du Plan directeur sectoriel « Lycées » sont remplacées depuis le 29 août 2017 par l'article 37 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées qui dispose que « Dans les limites des capacités d'accueil, l'élève admis à une classe inférieure de l'enseignement secondaire est inscrit en priorité à un lycée situé à proximité du lieu de résidence. L'élève bénéficie d'une priorité d'inscription dans un lycée où un autre enfant faisant partie du même ménage est inscrit. »

Il est vrai qu'à l'heure actuelle, en raison de la diversification de l'offre scolaire, le concept de « lycée de proximité » ne saurait être appliqué de manière stricte sous peine de priver les parents d'élèves du choix de la voie de formation la plus appropriée pour leurs enfants.

Quant aux demandes d'inscription, il s'avère que leur nombre peut varier de manière considérable d'un lycée à l'autre ; c'est pourquoi l'admission des élèves aux classes inférieures ne peut se faire que dans la limite des capacités d'accueil des différents lycées. En dehors du profil pédagogique des différents lycées, les raisons qui sont à la base du choix des parents peuvent être liées tant à l'attractivité des infrastructures qu'à celle de l'offre d'encadrement d'un lycée par exemple.

Au cas où la capacité d'accueil d'un lycée ne permet pas de satisfaire toutes les demandes d'inscription, mes services, en étroite collaboration avec les établissements concernés, procèdent à une nouvelle répartition des élèves en tenant compte du critère de proximité, d'une part, et du respect des fratries, de l'autre. Il est entendu que la nouvelle répartition ne constitue qu'une proposition faite aux parents ; c'est à eux qu'appartient le choix final d'un lycée.

Les zones d'inscription prioritaires définies par le Plan directeur sectoriel « Lycées » répondent aux deux critères énoncés par les honorables Députés, à savoir l'éloignement géographique et le « temps de route » entre les différentes communes et le lycée « de proximité ». Mes services n'ont pas reçu pour mission de comptabiliser le nombre d'élèves ne pouvant fréquenter le lycée de leur « premier choix », de sorte qu'il ne m'est pas possible d'apporter une réponse à la dernière question.

Question 2575 (23.07.2020) de **Mme Semiray Ahmedova** et **M. Carlo Back** *(déi gréng)* concernant les **réseaux de chaleur :**

Un réseau de chaleur peut fournir des quartiers, des lotissements ou des localités entières avec de la chaleur qui est produite à partir d'une chaufferie centrale.

Les consommateurs qui sont raccordés à un tel réseau de chaleur profitent de plusieurs avantages : de manière générale, la production centralisée de la chaleur est plus rationnelle et écologique qu'une production décentralisée. Par ailleurs, la chaleur utilisée dans un réseau de chaleur peut être produite sur base d'énergies renouvelables.

Notons que le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit que la production de chaleur sur base de sources d'énergies renouvelables sera substantiellement étendue.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quel pourcentage du besoin de chaleur au niveau national est actuellement couvert par un réseau de chaleur sur base d'énergies renouvelables ?

2) De quelle manière les consommateurs de chaleur sont-ils informés sur la présence d'un réseau de chaleur dans leur localité et la possibilité de raccordement ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en place d'autres campagnes ou outils de sensibilisation à cet égard ?

3) Quelles mesures ont été prises ou sont envisagées pour étendre l'utilisation d'énergies renouvelables dans les réseaux de chaleur ?

Réponse (15.09.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'après les dernières données recueillies auprès du Statec et de l'ILR pour 2018 (les chiffres de 2019 étant encore en cours d'être analysés et évalués), les réseaux de chaleur, tant urbains qu'industriels, alimentés en énergies renouvelables, ont distribué 447 GWh, ce qui représente environ 3,5 % de la consommation nationale en chaleur (SHARES-Eurostat 2018 - 12.830 GWh par an).

La chaleur distribuée par les réseaux de chaleur se compose comme suit : 420 GWh par an étaient issus des centrales de chauffage au bois et 27 GWh par an provenaient des centrales à biogaz.

En ce qui concerne la présence de réseaux de chaleur, cette information est habituellement communiquée par les communes à leurs habitants, ainsi que les modalités de raccordement. La mise en place de réseaux de chaleur est également promue par la présence d'aides à l'investissement permettant leur développement. Les services du ministère travaillent sur la mise en place d'un cadastre de chaleur visant - à l'instar du cadastre solaire - à informer les citoyens sur la présence d'un réseau de chaleur dans leur commune. Ce cadastre devrait également permettre aux communes d'avoir une image plus précise des possibilités de développer des réseaux de chaleur sur leur territoire. La mise en place subséquente de réseaux de chaleur sera ensuite davantage promue par le nouveau pacte climat entre l'État et les communes. Les réseaux de chaleur basés sur les énergies renouvelables sont des solutions décentralisées et efficaces au plan énergétique qui peuvent jouer un rôle important dans la stratégie nationale de remplacement des chauffages au mazout des particuliers.

Le règlement grand-ducal modifié du 26 décembre 2012 relatif à la production d'électricité basée sur la cogénération à haut rendement prévoit la fin de la rémunération de ces centrales alimentées en énergies fossiles. Ainsi, à partir de l'année 2014, aucune nouvelle installation de cogénération alimentée par des combustibles fossiles n'a été soutenue. En raison de cette disposition, des opérateurs privés ont commencé à remplacer leurs centrales de cogénération à gaz sortant de ce régime de tarification par des centrales alimentées par des sources d'énergie renouvelables, de sorte qu'au fil des années, la part d'énergie renouvelable devrait augmenter.

D'après les estimations de l'ILR pour 2019, 190 GWh produits par les centrales de cogénération alimentées en énergies fossiles demeurent dans le mécanisme de compensation et pourraient donc potentiellement être remplacés par des installations ayant recours aux énergies renouvelables.

Les mesures pour promouvoir le recours à des installations basées sur les énergies renouvelables sont constituées d'un côté par des aides à l'investissement, régies par la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement, et des aides au fonctionnement, régies par le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables, instaurant notamment une prime pour la production de chaleur renouvelable.

Question 2578 (23.07.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **distance de sécurité dans les écoles dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 :**

An engem Reportage um 100,7 de 14. Juli 2020 seet den Här Alexander Skupin, Fuerscher vun der Covid-Taskforce, datt an de Grondschoulen de sanitäre Sécherheetsofstand kéint garantéiert ginn. Well awer vum Terrain ganz aner Informatiounen ze héiere sinn, wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Informatiounen iwwert d'Infrastrukturen an de Schoule berifft sech d'Covid-Taskforce? Wéi eng Norme ginn där Appreciatioun zugronn geluecht?

2. Ass der Taskforce an dem Ministère bekannt, datt aus de Schoule ganz aner Informatioune kommen, nämlech datt an der Praxis keen Ofstand kann an de Klasse garantéiert ginn?

3. Wéi gedenkt de Ministère mat deene widderspréchlechen Informatiounen ëmzegoen? Gëtt eng Appreciatioun pro Schoulgebai envisagéiert, fir d'Gesondheet vun de Kanner, den Enseignanten an dem Schoulpersonal beschtméiglech ze protegéieren?

4. D'Madamm Gesondheetsminister huet viru Kuerzem op enger Pressekonferenz zouginn, datt eng ganz Rei vun Infektiounen an de Schoule geschitt sinn. Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung doraus?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Virfeld vun der Ausso vum Här Alexander Skupin huet sech d'Covid-19-Taskforce mat der Problematik vum Anhale vum sanitäre Sécherheetsofstand auserneegesat an d'Situatioun an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen am Fong analyséiert. Heifir gouf déi duerchschnëttlech Unzuel vu Schüler aus enger Grondschoulklass mëttels den Informatiounen, déi am Kader vum Calcul vum Contingent consideréiert ginn, berechent a mat der minimaler Klassegréisst, déi an den „Directives en matière de constructions scolaires destinées à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et complémentaire" definéiert ass, a Relatioun gesat. Dorauser huet sech erginn, dass a ville Klasse reng rechneresch déi néideg Distanze kënnen agehale ginn.

ad 2. D'Gemengenautoritéiten, déi laut dem Artikel 58 vum Gesetzestext „loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental" verantwortlech fir den Entretien vun de Schoulgebaier an de schouleschen Equipementer sinn, waren zesumme mat de Schoulkommiteeën am Spezifeschen an dem Schoulpersonal am Generellen déi Partner um lokalen Niveau, déi derfir gesuergt hunn, dass déi sanitär Recommandatioune konnten ëmgesat ginn. De Fait, dass déi lokal Partner enk a sämtlech Mesuren agebonne waren, huet zu enger realistescher Aschätzung vun de Particularitéiten, déi am Kader vun der effikasser Ëmsetzung vun den Hygiènes- a Preventiounsmesuren hu misse beuecht ginn, bäigedroen.

ad 3. Fir d'Situatioun vun den Infektiounen am Schoulmilieu no der Reprise vun de Courë kënnen anzeschätzen an dorauser Réckschlëss fir dat lafend Schouljoer kënnen ze zéien, gouf eng wëssenschaftlech Analys vun enger multidisziplinärer Ekipp vu Fuerscher a Wëssenschaftler aus dem Gesondheetsministère, der Uni.lu an dem Educatiounsministère erstallt. Aus der Etüd zum Covid-19 an der Schoul geet kloer ervir, dass d'Schoul kee Milieu war, an deem sech de Virus staark verbreet huet. Ee méi spezifeschen Haaptconstat ass, dass trotz der Presenz vun ustiechende Persounen de Risiko vun enger Transmissioun bannent der Schoul bis ewell begrenzt war. Deemno hunn d'Hygiènes- a Preventiounsmesuren, déi an den eenzelne Schoulen, gegeebenefalls mat den néidegen Adaptatiounen, ëmgesat goufen, hir Friichte gedroen an derfir gesuergt, dass d'Schoul kee bedeitende Milieu vun der Propagatioun vum Covid-19 ass.

ad 4. Sur base vun der wëssenschaftlecher Analys goufen dräi Zenarien ausgeschafft, mat deenen d'Schoulen eng Demarche kruten, fir op eventuell Covid-19-Infektiounen ze reagéieren:

Zenario 1: Et läit just ee Covid-19-Fall an enger Klass vir

Am Fall, wou een isoléierte Covid-19-Fall an der Klass virläit, kann een dovunner ausgoen, dass d'Source vun der Infektioun ausserhalb vun der Schoul läit. Deementspriechend gëtt de Rescht vun der Klass net automatesch mat a Quarantän gesat,

allerdéngs trëtt d'Mesure vum Isolement a Kraaft. D'Matschüler souwéi d'Enseignanten, déi an direktem Kontakt mam Kand stoungen, ginn am Kader vum Backtracing opgefuerdert, sech testen ze loossen. Wärend si op d'Resultater vum Test waarden, musse si follgend Consignen, déi an der Circulaire „Informations au personnel enseignant éducatif de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2020-2021" op der Säit 7 erkläert ginn, befollegen:

- Falls si keng Symptomer virweisen, ginn d'Schüler an d'Léierpersonal weider an d'Schoul.

- D'Enseignanten an d'Schüler ab dem Cycle 2 mussen um Terrain vun der Schoul (am Schoulhaff), innerhalb vum Schoulgebai an am Klassesall eng Mask unhunn, an dëst wärend fënnef Deeg nom leschte Kontakt mat der infizéierter Persoun a wärend si op d'Resultat vun hirem Test waarden.

- D'Schüler aus der betraffener Klass esouwéi hiert Léierpersonal evitéieren all Kontakt mam Rescht vun der Schoulcommunautéit. Dat heescht:

• D'Schüler ginn net an de Schoulhaff, wann aner Klassen do sinn.

• D'Schüler ginn net méi an den Turn- a Schwammunterrecht.

• D'Schüler ginn den éischten Dag vun hirem Isolement separat um Niveau vum SEA (Service d'éducation et d'accueil) betreit. Ab dem follgenden Dag ginn dës Kanner net méi ausserhalb vun de Schoulstonne betreit a mussen nom Unterrecht heemgoen.

Ausserdeem dierfen d'Kanner net méi un ausserschouleschen Aktivitéiten (z. B. Hobbyen, kulturell Evenementer etc.) deelhuelen.

Zenario 2: Et leie méi Covid-19-Fäll an enger Klass vir

Och hei kann een net direkt dovunner ausgoen, dass eng Infektiounsketten innerhalb vun der Schoul virläit. D'Schüler kënne sech beispillsweis och ausserhalb vun der Schoul bei gemeinsamen Aktivitéiten ugestach hunn. Trotzdem ass d'Infektiounsgefor an dësem Fall natierlech méi héich an dofir gëtt als Precautiounsmoossnam een oder méi Enseignanten souwéi déi ganz Klass a Quarantän gesat. Ausserdeem gëtt eng Identifikatioun vun all Kontaktpersoun an der Schoul duerchgefouert (Backtracing).

Zenario 3: Et gëtt eng Infektiounsketten an enger Schoul

Wa méi Persoune sech innerhalb vun der Schoul ugestach hunn, dann trëfft de Comité de pilotage „Covid-19 and Education" zousätzlech Protektiounsmoossnamen. Dës Mesurë kënnen esouwuel vum Gesondheetsministère wéi och vum Educatiounsministère geholl ginn. Och hei gëtt nees e Backtracing vun de Kontakter gemaach an déi betraffe Klasse ginn a Quarantän gesat.

Deemno goufen d'Hygiènes- a Preventiounsmesuren, déi sech scho wärend der Phas vum Deconfinement zum Schluss vum leschte Schouljoer als effikass erwisen hunn an och weiderhin an de Lëtzebuerger Grondschoulen ëmgesat ginn, duerch de Stufemodell ergänzt, fir esou eng Verbreedung vum Covid-19 am schoulesche Milieu nach méi effikass ze ënnerbannen.

Question 2585 (27.07.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **communication dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Den onsachgemässe synonyme Gebrauch vun de Wierder „Cluster" an „Infektiounsherd" am Kader vun der Coronakris bis op Ministeschniveau huet fir Confusioun gesuergt. Den Educatiounsministère seet zesumme mam Gesondheetsministère an engem Pressecommuniqué (RTL, 23. August), datt wuel „Clusteren" a Schoule waren, mee datt den „Infektiounsherd" en anere gewiescht wär, a behaapt, datt keng Schüler sech an der Schoul ugestach hätten. Dofir wëll ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Har Schoulminister dës Froe stellen:

1. Hu Gesondheets- a Schoulministère déi nämmlecht Definitioun vu „Cluster" an „Infektiounsherd" an ass dat déi, déi de Schoulministère a sengem Communiqué gëtt?

2. Huet déi permanent Confusioun tëscht deenen zwee Begréffer sech vläicht negativ och op eis Coronastrategie ausgewierkt?

3. Wa kee Schüler sech trotz der Presenz vu „Clusteren" an der Schoul ugestach huet, ass d'Infektiounsgefor dann net manner grouss, wéi allgemeng duergestallt?

4. Ass et verantwortlech, eleng Familljefester an engem Beispill d'Schold ze ginn?

5. Ass de manuellen „Tracing" eng Wëssenschaft, datt ee mat Sécherheet ka soen, wou den „Infektiounsherd" louch?

6. Firwat soll eng Persoun oder e „Cluster" vu Persounen, déi infizéiert sinn, vill Leit op engem Familljefest ustiechen, wann d'Presenz vu „Clusteren" an der Schoul no de Wierder vum Schoulminister net zu Infektioune gefouert huet?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Definitioun vu „Cluster" ass eng international a gëtt esou iwwerall an der Epidemiologie benotzt. Et handelt sech ëm een Optriede vun dräi oder méi Fäll vun enger Krankheet op enger Plaz an engem Zäitraum vu maximal 14 Deeg, ouni dass zwëschen de Fäll e kausale Lien muss bestoen. Et ass also eng reng deskriptiv Notioun, ouni eppes auszesoen iwwer eventuell Ustiechungsketten.

Den Term „Infektiounsherd" gëtt esou net vun der Direktioun vun der Santé benotzt. Mir schwätzen typescherweis iwwer „source d'infection". Dës Notioun supposéiert eng Kontaminatiounsketten, dat heescht, eng Persoun huet eng aner ugestach.

D'Sources d'infection kënnen an ongefeier 40 % net fonnt ginn. Dëst ass och esou an anere Länner, déi dës Statistike publizéieren. Dono kommen effektiv Infektiounen am private Beräich, op der Aarbechtsplaz oder am Fräizäitberäich. Wärend dem Summer waren och bis iwwer 50 % vun den Infektiounen op Reesen zréckzefeieren. Den „Tracing" ass sécher keng prezis Wëssenschaft, well do ëmmer eng Appreciatioun an Evaluatioun vun der individueller Situatioun muss gemaach ginn duerch een Epidemiolog. Et ass awer déi beschten Approximatioun vun der Realitéit, déi een an enger Epidemie kann hunn.

Fir d'Diskussioun iwwert den Infektiounsrisiko an de Schoule verweise mir op de Rapport „L'école face à la Covid-19 au Luxembourg, rapport d'analyse". Dëse Bericht kann op der Websäit vum Ministère de l'Éducation nationale erofgeluede ginn.

D'Differenz zwëschen der Schoul an engem private Fest ass, dass an der Schoul noweislech an ënner Kontroll vum Léierpersonal gewëssen Hygiènes- a Preventiounsmoossnamen agehale ginn, dat ass net ëmmer de Fall op Familljefester. Déi aner Differenz ass biologesch: D'Kanner hu manner Rezepteren (Eewäisser op den Iwwerfläche vun den Zellen) fir de Sars-CoV-2 an de Loftweeër wéi déi erwuesse Leit. Dat heescht, zwësche Kanner zirkuléiert de Virus manner schnell wéi an der allgemenger Populatioun.

Question 2589 (27.07.2020) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant l'**Orchestre philharmonique du Luxembourg :**

L'Orchestre philharmonique du Luxembourg (ci-après l'« OPL ») a été fondé en 1933 par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion. En 1996, l'OPL a été repris par l'État sous forme d'une fondation d'utilité publique, portant le nom du premier directeur musical de l'orchestre de radio, Henri Pensis. Par la loi du 16 décembre 2011, l'OPL ainsi que la Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, communément appelée « Philharmonie », ont été intégrés dans une structure juridique unique, reprenant le nom officiel « Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte ».

Cet établissement public a comme mission, parmi d'autres, « de maintenir et de développer le niveau et la renommée internationale de l'OPL et de renforcer ainsi l'image culturelle du Grand-Duché à l'étranger »[5]. Une mission que l'établissement public accomplit avec succès, vu notamment le succès de la production d'« Angélique Kidjo sings with the Orchestre philharmonique du Luxembourg », sortie en mars 2015, née de la proposition de Gast Waltzing et récompensée en 2016 avec un Grammy dans la catégorie « Best World Music Album » ; bien sûr sans oublier les divers concerts à l'étranger, comme par exemple au théâtre Colón à Buenos Aires, à l'occasion de la tournée en Amérique du Sud en septembre dernier.

Actuellement, selon le site web philharmonie.lu, l'OPL se compose de 98 musiciens issus d'une vingtaine de nations. Pour cette année-ci, la loi budgétaire prévoit une dotation de 22.273.490 € pour l'établissement public Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, regroupant la Philharmonie ainsi que l'OPL.

De ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur le montant de la dotation du budget global de 22.273.490 € qui revient à l'OPL ?

- À part de ces contributions financières allouées à charge du budget de l'État, l'OPL dispose-t-il d'autres ressources financières ? Si oui, de quelle nature et de quel montant sont-elles ?

- Madame la Ministre peut-elle m'éclaircir sur la composition exacte de l'OPL par ancienneté ainsi que par nationalité ?

- Finalement je voudrais savoir sur base de quels critères les musiciens de l'OPL sont sélectionnés ?

Réponse (04.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Alors que la dotation de 22.273.490 EUR, dédiée à l'établissement public Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte (Philharmonie) dans le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ne distingue pas entre l'Orchestre philharmonique du Luxembourg et la salle de concerts en soi, le budget 2020 de la Philharmonie prévoit, quant à lui, des dépenses à hauteur de 15.423.365 EUR qui sont directement attribuables à l'orchestre et dont les frais de personnel (musiciens et personnel dont les tâches sont exclusivement ou principalement assignées à l'orchestre) constituent la part du lion.

Le budget 2020 de la Philharmonie prévoit des recettes complémentaires à hauteur de 2.572.000 EUR qui sont directement attribuables aux projets ou activités de l'OPL. Ces recettes se déclinent comme suit :

- 980.000 EUR : Billetterie des concerts de l'OPL

- 707.000 EUR : Recettes provenant des tournées de l'OPL

- 150.000 EUR : Convention avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- 585.000 EUR : Partenariat avec la Ville de Luxembourg pour la mise à disposition de l'OPL pour le Grand Théâtre, pour des activités pédagogiques de l'OPL et divers projets de la capitale

- 150.000 EUR : Sponsoring de concerts

Dans les annexes 1 et 2, je prie l'honorable Députée de bien vouloir trouver les informations relatives à l'ancienneté et à la nationalité des musiciens de l'OPL.

En ce qui concerne les critères de sélection des musiciens de l'OPL, j'invite l'honorable Députée à bien vouloir trouver, dans l'annexe 3, le règlement de concours de recrutement et de titularisation de musiciens de la Philharmonie.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2605 (03.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**enquête du Statec sur l'application de traçage :**

An deene leschten Deeg sinn E-Mailen zirkuléiert mam Absender „Enquête App Statec <noreply@qemailserver.com>" mam Sujet „Statec Enquête/Ëmfro/Umfrage/Survey Covid-19-App".

Mat dësem Mail goufen déi Betraffen opgefuerdert, fir un enger Ëmfro betreffend d'Aféiere vun enger Covid-19-App matzemaachen.

Wien un der Enquête deelgeholl huet, krut um Enn eng E-Mail mat ënner anerem follgendem Wuertlaut:

„Derzeit wird von den luxemburgischen Gesundheitsbehörden keine Rückverfolgungs-App empfohlen. Wenn Sie die App des Robert Koch-Instituts installieren möchten, die auch in Luxemburg verfügbar ist, benutzen Sie bitte die folgenden Links:

Corona-Warn-App für iOS

Corona-Warn-App für Android

Falls Sie Bedenken in Bezug auf irgendeinen Aspekt der Studie zur Covid-19-Rückverfolgungs-App haben, wenden Sie sich bitte an enquete.app@statec.etat.lu".

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2541 huet de Minister d'Echtheet vun dëser Enquête confirméiert an op d'wëssenschaftlech Onofhängegkeet vum Statec higewisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Wien huet d'Texter vun den E-Maile validéiert? Wéi kënnt et, datt de Statec als ëffentlech Verwaltung Leit indirekt op eng spezifesch App hiweist?

2. Denkt de Minister net, datt den Hiweis op eng spezifesch App, ouni virdrun déi an der Motioun vum 7. Mee gefuerdert an ugeholle legal Basis ze schafen, géint dës Motioun verstéisst?

Réponse (22.09.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Wärend dem Lockdown am Mäerz an am Abrëll schonn huet d'Recherche-Entitéit vum Statec der Covid-19-Taskforce zougeschafft, déi vu Research Luxembourg lancéiert gouf an déi vum Fonds national de la recherche (FNR) ënnerstëtzt gëtt. Um Niveau vun där Taskforce ass ënner anerem erkannt ginn, dass d'Politicke géint d'Pandemie nëmme gräifen, wann d'Ëffentlechkeet déi envisagéiert Mesuren och unhëlt an applizéiert.

An deem Zesummenhang hunn d'Fuerscher vun der Recherche-Entitéit vum Statec de Constat gemaach, dass et international ganz wéineg a speziell zu Lëtzebuerg guer keng wëssenschaftlech Literatur oder soss Dokumentatioun iwwert déi jeeweileg soziodemografesch an ekonomesch Krittäre ginn, déi entscheedend sinn, fir datt d'Populatioun eng Tracingapp akzeptéieren an deemno och benotze géif.

D'Recherche-Entitéit vum Statec huet du bei engem Appel à projet vum FNR matgemaach, fir eng Enquête an deem Kontext ze lancéieren. De Projet gouf vum Statec den 29. Abrëll 2020 eragereecht, en ass duerno zréckbehale ginn an deemno och vum FNR finanzéiert ginn.

D'Recherche-Entitéit vum Statec huet de Questionnaire vun enger änlecher Studie vun der University of Oxford analyséiert an an d'Texter vun hirer eegener Ëmfro afléisse gelooss. Fir dass déi Leit, déi gefrot goufen, sech kënnen eng ongefeier Iddi maachen, wéi esou eng App kéint ausgesinn, huet d'Recherche-Entitéit vum Statec onverbindlech op d'App vum Robert Koch-Institut higewisen.

De Statec a seng Recherche-Entitéit schaffen onofhängeg. Wéi bei aneren Enquêten och ass de Wirtschaftsministère iwwert dës Studie och net am Virfeld informéiert oder ëm säin Avis dozou gefrot ginn.

D'Motioun vum 7. Mee 2020 fuerdert d'Regierung op, eng legal Basis ze schafen, déi d'Konditiounen definéiert, wat d'Entwécklung an d'Notze vun enger Tracingapp ugeet. D'Recherche-Entitéit vum Statec huet d'Participantë vun der Ëmfro invitéiert, an dëser Ëmfro hir Meenung zu enger eventueller App ze äusseren. De Statec këmmert sech esou also weeder ëm d'Schafe vun enger legaler Basis fir eng national App nach ëm déi technesch Entwécklung dovunner.

Question 2619 (05.08.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **convention entre les communes et le CGDIS pour le transfert des biens meubles :**

L'article 9 de la loi 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) stipule que le transfert des biens meubles entre les communes et le CGDIS se ferait par convention à établir dans un délai de deux ans à partir de la prise d'effet de ladite loi (1er avril 2018). Dès lors, j'aimerais m'informer de l'état actuel des choses :

1. Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle m'informer sur le nombre de communes qui ont effectivement signé une telle convention jusqu'au 1er août 2020 ?

2. Combien de communes n'ont pas encore signé une telle convention ? Lesquelles et pour quelles raisons ?

3. Quelle conséquence aura la non-signature d'une telle convention dans le délai prévu par la loi respectivement pour le CGDIS et les communes concernées ?

Réponse (04.09.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Tout d'abord, je souhaite rappeler à l'honorable Député que j'avais présenté le 27 février dernier un premier bilan aux membres de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Depuis la mise en vigueur de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, les services du CGDIS ont mis en place un descriptif détaillé des espaces fonctionnels nécessaires au bon fonctionnement des centres d'incendie et de secours (CIS) de toutes catégories (I, II, IIbis, III, IV et IVbis), dont l'inventaire des biens meubles.

Afin d'informer en détail les autorités communales, le CGDIS a pris l'initiative de présenter à chacune le cadre législatif ainsi que les projets de conventions de transfert de biens meubles et projets de contrats de louage de mise à disposition de biens immeubles. Ceci engendre une charge de travail exceptionnelle et fait appel à une étroite coopération entre les autorités communales et le CGDIS.

Jusqu'au 1er août 2020, 90 conventions de transfert des biens meubles ont été votées et signées par le conseil d'administration du CGDIS. Parmi ces dernières, 52 conventions ont été signées par les autorités communales, les restantes sont actuellement pendantes auprès des autorités communales respectives pour approbation et signature.

[5] Article 2 de la loi du 16 décembre 2011 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte » et de la Fondation Henri Pensis

Dix conventions se trouvent actuellement en phase finale, dont la majorité des autorités communales se trouvent en préparation des décomptes financiers. Il s'agit des communes d'Esch-sur-Alzette, de Schifflange, de Bissen, de Larochette, de Nommern, de Grevenmacher, de Remich, de Dalheim, de Walferdange et de Waldbredimus. Il est à préciser que les retards éventuels ont essentiellement été provoqués par la crise sanitaire, suite à laquelle plusieurs entrevues avec les autorités communales ont dû être reportées.

Il n'est en outre pas sans importance de préciser que les communes de Bech et Reckange-sur-Mess sont dispensées de la procédure de transfert de biens, puisqu'elles n'hébergent pas de CIS sur leur territoire.

Finalement, comme le soulève le député, l'article 10 de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile prévoit un délai de deux ans à compter à partir de l'entrée en vigueur de la loi précitée (1er juillet 2018) pour procéder au transfert des biens meubles et immeubles. Toutefois, en cas de dépassement dudit délai, le législateur n'a pas prévu de sanctions, ni à l'égard des communes ni du CGDIS.

Question 2623 (05.08.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **mise en œuvre du contournement de Bascharage :**

D'une réponse du 9 juin 2020 de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, en tant que représentant du maître de l'ouvrage, l'Administration des ponts et chaussées, à une question du 5 février 2020 de l'honorable Député Yves Cruchten concernant le contournement de Bascharage, il ressort notamment que « le dossier de l'avant-projet détaillé de l'ensemble du projet vient d'être présenté » et que « les travaux du contournement pourront démarrer au plus tôt en automne 2021 ». D'autres précisions ont été données sur des aspects particuliers.

Comme Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable intervient dans le déroulement des procédures relatives au projet de contournement, j'aimerais lui poser un certain nombre de questions précises concernant les sujets relevant de sa compétence :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'il est envisagé d'intégrer au moins huit hectares de forêt adjacente dans le réseau européen Natura 2000 et que les procédures y relatives seront entamées dans les meilleurs délais ? S'agit-il de tout ou partie (dans ce cas laquelle ?) du « Bobësch » attenant à la zone spéciale de conservation LU0001027 Sanem-Groussebësch/Schouweiler-Bitchenheck ?

2) Comme la directive 92/43/CEE concernant les habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages prévoit dans son article 6 (4) alinéa 1er qu'en cas d'autorisation du projet « l'État membre prend toute mesure compensatoire nécessaire pour assurer que la cohérence globale de Natura 2000 est protégée », Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que la désignation prévue du Bobësch, dont les qualités de zone Natura 2000 ont été expressément reconnues par l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement naturel et humain établie lors de la procédure publique APS en 2016, n'aurait pas dû se faire préalablement à ce projet routier qui va forcément toucher également la zone nouvellement désignée ? Quelle est maintenant la procédure prévue ?

3) Dans le même ordre d'idées, je me permets de rappeler à Madame la Ministre la lettre de réclamation du 20 août 2010 de la Commission européenne adressée au Ministère du Développement durable et des Infrastructures de l'époque, précisant : « Nous avons été interpellé au sujet du site LU0001027 „Sanem-Groussebësch/Schouweiler-Bitchenheck" qui aurait été réduit de plusieurs hectares à l'occasion de sa désignation comme zone spéciale de conservation (ZSC) par règlement grand-ducal du 6.11.2009 », ainsi que la réponse du 20.9.2010 du Ministre en fonction Marco Schank, promettant à ce sujet que « le règlement grand-ducal précité sera amendé » afin de « rétablir » les délimitations originaires communiquées à Bruxelles. Je me permets de vous rappeler que cet « oubli », comptait alors priver le tracé du contournement prévu à travers la zone Natura 2000 de toute protection européenne. Comme le règlement grand-ducal n'a toujours pas été modifié, ne pensez-vous pas que ce rétablissement de la protection n'aurait pas dû précéder tout projet ? Un État n'ayant pas le droit de réduire la surface d'un site d'intérêt communautaire, un tel fait ne vicie-t-il pas dès l'origine la procédure d'autorisation du contournement ? Comment Madame la Ministre compte-t-elle régler cette question sachant aussi que ce règlement grand-ducal risquera de toute façon d'être déclaré inapplicable pour n'avoir pas respecté la convention d'Aarhus, alors que les intérêts des particuliers resteront protégés par l'effet direct de la directive européenne ?

4) Pouvez-vous confirmer que les modifications du règlement grand-ducal du 22 mars 2002 concernant la zone protégée nationale « Dreckswiss » afin d'y rendre possible le contournement ont été discutées avec des représentants du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et qu'il est prévu de faire débuter la procédure à courte échéance ? Quand est-ce que ce changement de réglementation sera-t-il soumis à la procédure de consultation publique, dite consultation d'Aarhus ? Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il faudra, avant de procéder au changement de ce règlement grand-ducal, attendre d'abord l'avant-projet détaillé du contournement qui touchera également une zone Natura 2000 et l'issue d'un recours éventuel dirigé contre cet APD ?

5) Étant donné que d'après la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, la Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement « précise les mesures compensatoires », je voudrais savoir quand une telle décision de précision sera prise ? Quelles sont les principales mesures qu'une telle décision contiendrait ? Sur le terrain de quelles communes vont-elles être prises ? Seront-elles éventuellement prises au niveau national, sachant que la région du sud-ouest est particulièrement touchée par le développement économique et une urbanisation tentaculaire et que la densité de la population à Sanem est trois fois supérieure à la moyenne nationale (245 habitants/km^2 en 2017), ce qui souligne l'importance de cette forêt comme lieu de récréation, située également à proximité de la localité de Bascharage (Source : La forêt luxembourgeoise en chiffres, Résultats de l'inventaire forestier national au Grand-Duché de Luxembourg, 2009-2011 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'Environnement).

6) La directive qualité de l'air 2008/50/CE, transposée par la loi du 29 avril 2011 et par un règlement grand-ducal du même jour, prévoit, concernant le dioxyde d'azote (NO_2), une limite annuelle moyenne à ne pas dépasser de 40 µg/m^3 au 1er janvier 2010. À l'article 23 paragraphe 1, la même directive impose la nécessité d'établir, en cas de dépassement, des plans relatifs à la qualité de l'air qui « prévoient des mesures appropriées pour que la période de dépassement soit la plus courte possible » et impose aussi que ces plans soient « transmis à la Commission sans délai, et au plus tard deux ans après la fin de l'année au cours de laquelle le premier dépassement a été constaté ».

Comme les valeurs limites, mesurées pendant les quatre dernières années de façon systématique et scientifiquement correcte, ont une seule fois, en 2018, dépassé la valeur limite de 2 µg/m^3 (42 µg/m^3 ayant été mesurés), et qu'un plan relatif à la qualité de l'air devrait donc être transmis à la Commission européenne fin 2020, Madame la Ministre pourra-t-elle présenter le contenu d'un tel plan ? Quel éventail de mesures y sont prévues, étant donné que les mesures en NO_2 sont depuis 2018 en dessous des valeurs limites européennes et ceci sans la mise en place de mesures d'apaisement/réglementation de trafic à ce jour et qu'il faut partir de l'hypothèse que ces valeurs baisseront encore de façon substantielle jusqu'en 2030 (votre réponse du 7 octobre 2019 à ma question n° 0969) ? Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que des mesures locales/régionales supplémentaires d'apaisement/réglementation du trafic, sans le contournement prévu, suffiraient non seulement à garantir pour l'avenir la qualité de l'air à l'endroit en question, mais contribueraient même largement à accélérer la réduction des gaz nocifs NO_2 vers le bas ?

Réponse (22.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'évaluation des incidences sur l'environnement établie dans le cadre de la procédure prévue par la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires a fait ressortir, que la construction d'un contournement routier à Bascharage aura des répercussions négatives sur différents éléments de l'environnement naturel et humain.

En vue d'assurer la cohérence globale du réseau Natura 2000 il y a lieu de compenser non seulement la perte en surface forestière, mais encore faut-il étendre le statut « Natura 2000 » à une forêt existante pouvant remplir la même fonction écologique que celle remplie par la forêt destinée à disparaître dans le cadre du projet de contournement routier.

En date du 29 juillet 2016 le Gouvernement en conseil a décidé sur l'envergure des mesures compensatoires en relation avec la variante de tracé retenue. Il s'agit notamment d'étendre la zone Habitat LU0001027 en incluant un minimum de 8 ha de forêt du type Stellario Carpinetum.

Il appartiendra au maître d'ouvrage de mener à bien les pourparlers avec les propriétaires forestiers concernés avant qu'un défrichement ne pourra avoir lieu.

Outre le classement en zone Habitat d'une chênaie-charmaie existante il y aura lieu de reboiser un minimum de 5,2 ha pour compenser la surface forestière perdue en faveur du projet routier.

ad 2) Le dossier relatif aux mesures compensatoires à introduire par le maître d'ouvrage devra contenir une pièce attestant que le propriétaire concerné accepte le classement de sa forêt en tant que zone spéciale de conservation en application de la directive « Habitats ». Sans l'accord préalable du propriétaire la condition de la faisabilité du classement n'est pas assurée et l'autorisation pour le défrichement sur le tracé du contournement ne pourra pas être accordée.

Les services du MECDD sont à disposition du maître d'ouvrage pour accompagner et participer à l'élaboration du dossier qui sera à la base de l'arrêté ministériel prévu par l'article 9 de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires.

Sur base d'un dossier complété incluant des mesures compensatoires de haute qualité écologique, les procédures de l'arrêté ministériel visant l'autorisation du contournement de Bascharage d'une part et de l'introduction du classement « Natura 2000 » d'autre part, pourraient être entamées en parallèle.

Le MECDD reste dans l'attente du dossier de compensation élaboré par le maître d'ouvrage.

ad 3) L´évaluation des incidences sur l´environnement ainsi que l´autorisation proprement dite tombent sous le champ d´application de la loi modifiée du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires.

Les délimitations originaires communiquées en 2006 à la Commission européenne restent toujours opposables à l´État, qui est le maître d'ouvrage du projet de contournement. Ce sont d´ailleurs ces délimitations originaires sur lesquelles le maître d'ouvrage s'est basé dans son rapport d´évaluation des incidences du futur contournement de Bascharage.

ad 4) De premières discussions ont été menées entre le MECDD et le MMTP, qui est le maître d'ouvrage du contournement routier, au sujet des conditions cadres réglant la modification de la réserve naturelle et du règlement grand-ducal du 22 mars 2002 y afférent. Étant donné que le tracé du contournement retenu par le Gouvernement en conseil trépide essentiellement sur la zone tampon de la réserve naturelle, il est concevable de substituer d'autres surfaces à celles qui seront nécessaires à la construction de la route.

Il appartiendra au maître d'ouvrage de mandater un expert agréé en la matière pour préparer un dossier de modification de classement qui sera soumis pour accord au MECDD. Rien n'empêche cependant de démarrer l'élaboration de ce dossier parallèlement à la procédure E.I.E. Étant donné que le texte actuel du règlement grand-ducal précité interdit la construction d'ouvrages à l'exception d'abris légers pour le bétail, il est évident que les travaux à l'intérieur de la réserve naturelle ne pourront débuter qu'une fois le règlement grand-ducal dûment modifié.

ad 5) Comme déjà évoqué sous le point 2) de la réponse à la question parlementaire, la décision sur les mesures compensatoires est tributaire d'un dossier complet et adéquat de la part du maître d'ouvrage. Étant donné que le MECDD ne dispose pas encore d'un tel dossier, il ne peut dès lors pas se prononcer sur une date quelconque de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

Pour la même raison aucune indication précise sur la nature et l'emplacement des mesures compensatoires ne peut être donnée. Toutefois on peut signaler que l'État a acquis, à des fins de compensation écologique, des terrains adjacents au « Bobësch » et situés sur le territoire de la commune de Sanem.

Comme les mesures compensatoires devront obligatoirement assurer la cohérence du réseau Natura 2000, il est évident qu'il devra exister un lien fonctionnel entre les surfaces détruites et les surfaces compensées. L'essentiel des mesures compensatoires devra donc nécessairement se situer dans un rayon proche autour des forêts « Héierchen », « Groussebësch » et « Bobësch ».

ad 6) À la suite du constat du dépassement de la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote (NO_2) à plusieurs emplacements ponctuels situés le long de routes à circulation intense et répartis sur l'ensemble du Grand-Duché de Luxembourg, l'élaboration d'un plan de qualité de l'air a été entamée, conformément à la directive 2008/50/CE relative à la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe. Le projet de plan, qui est actuellement en phase de finalisation, se base sur le programme national de qualité de l'air de 2017 : https://environnement.public.lu/fr/loft/air/plans-air/PNQA.html.

Le contenu du projet de plan sera présenté lors d'une consultation publique avant la fin de l'année 2020.

Les mesures au niveau européen et national concernant les émissions des véhicules contribueront à une baisse des émissions de dioxyde d'azote en provenance du trafic routier. Ainsi, les dernières projections des émissions indiquent que ces mesures européennes et nationales pourraient suffire à respecter les valeurs limites de la qualité de l'air à l'endroit du dépassement en question.

En outre, les mesures locales prévues à Bascharage dans le cadre du projet du contournement permettront une réduction supplémentaire des concentrations de dioxyde d'azote au niveau local, ce qui contribuera au respect des valeurs limites. Il s'agit notamment de la mise en place d'un système de gestion du trafic avec priorisation des bus et l'augmentation des capacités de P&R aux gares de Rodange, Pétange et Bascharage au niveau de la N5.

Question 2629 (06.018.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**installation de radars fixes dans les tunnels :**

No engem rezenten, trageschen Onfall am Tunnel Gousselerbierg an nodeems ee Gefier mat massiv iwwerhéichter Vitess am Stafelter Tunnel konnt registréiert ginn, huet den Här Mobilitéitsminister op en Neits déi a sengen Ae sënnvoll Iddi vun der Installatioun vu Streckeradaren am Tunnel opgeworf.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Wéi definéiert den Här Minister d'Krittären, déi en Opstelle vun engem Streckeradar noutwendeg respektiv sënnvoll erschénge loossen?

2. Firwat ass an den Ae vum Här Minister d'Opstelle vun engem Streckeradar grad an engem Tunnel sënnvoll?

3. Firwat gouf an deem Kontext dann net en Tunnel als éischte Standuert vun engem Streckeradar prioriséiert, mee d'Streck tëscht Gonnereng an dem Waldhaff?

Réponse (22.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité" analyséiert op Demande vum Minister déi eenzel Plazen a mécht Recommandatioune vu Sitten, fir Radaren opzestellen. E Streckeradar ass sënnvoll fir länger Ofschnëtter, op deenen eng konstant Vitesslimitatioun besteet a wou op der ganzer Streck en erhéichte Risiko fir Accidenter existéiert.

ad 2. D'Konsequenze vun engem Verkéiersaccident an den Tunnelle riskéiere vill méi grouss ze si wéi op der fräier Streck. Dëst hunn zum Beispill e puer schwéier Accidenter an Tunnellen am Ausland Enn den 1990er Jore gewisen, wouropshin d'Standarde fir d'Sécherheetsekipementer an Tunnellen international verschäerft gi sinn.

De Bedreiwer vun engem Tunnel ass an der Obligatioun, fir entspriechend Mesuren ze huelen, fir d'Sécherheet vun den Usageren, mee och vun de Rettungsdéngschter an dem Personal, wat den Entretien mécht, sécherzestellen.

Well de Risiko méi grouss gëtt bei méi héijer Vitess, ass d'Vitess an all den Tunnellen op maximal 90 Stonnekilometer reglementéiert. Well am Fall vun engem Accident am Verglach zur fräier Streck zousätzlech Problemer vun Tunnelspär, Deviatiounen an Accès fir d'Interventioun vun de Rettungs- an Hëllefsdéngschter derbäikommen, an och eventuell Reparaturaarbechten un den Tunnelsekipementer noutwendeg sinn, mécht et absolutt Sënn, fir duerch Streckeradaren dofir ze suergen, dass déi reglementéiert Vitessen agehale ginn.

ad 3. Fir de Pilotprojet vum éischte Streckeradar gouf keen Tunnel erausgesicht, well bei engem Pilotprojet ëmmer méi Interventioune musse gemaach ginn, fir sécherzestellen, dass d'Installatioun richteg funktionéiert an och fir déi éischt Erfarungen ze sammele bei der Maintenance vun esou enger Installatioun. Am Fall vun engem Tunnel hätten dës zousätzlech Interventiounen, déi e Pilotprojet erfuerdert, zu Perturbatiounen am Trafick kënne féieren.

Des Weidere sinn d'Vitessen an den Tunnellen an um Lëtzebuerger Autobunnsreseau durch de CITA ëmstellbar, esoudass dëst e weideren Opwand par rapport zu engem Ofschnëtt op der fräier Streck bedeit. De Programm vun de Streckeradare gesäit vir, den Tunnel Markusbierg, deen an enger staarker Pente läit a scho vill Accidenter ze verzeechnen huet, als nächst mat engem Streckeradar ze ekipéieren.

Déi entspriechend Etüde sinn ugelaf; en Timing kann awer wéinst deem uewendriwwer beschriwwene komplizéierten Zesummespill zwëschent

reglementéierter Vitess duerch de CITA an der Radaranlag nach net annoncéiert ginn.

Question 2630 (06.08.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réaménagement de la route nationale (N10) entre Dasbourg-Pont et Marnach :**

Le chantier concernant le réaménagement de la route nationale (N10) entre Dasbourg-Pont et Marnach est terminé, la route en question ayant été entièrement réaménagée. Hélas, la date de réouverture de cette voie routière n'a pas encore été annoncée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Pour quelles raisons la route entre Marnach et Dasbourg-Pont n'est-elle pas encore accessible alors que les travaux sont achevés depuis des semaines ?

- Monsieur le Ministre peut-il avancer une date à partir de laquelle le tronçon de la N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach sera de nouveau carrossable ?

Réponse (22.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 2426 du 21 juin 2020 de l'honorable Député Monsieur Jeff Engelen, l'ouverture au trafic automobile du tronçon de route en question devrait pouvoir avoir lieu au cours du mois d'octobre de cette année, après la finalisation des derniers travaux.

En effet, avant de pouvoir planifier les derniers travaux, il était nécessaire de trouver un moyen permettant de réduire davantage le nombre d'arbres à abattre, chiffré à 30.

Après une entrevue sur place en juillet 2020 avec les responsables de l'Administration de la nature et des forêts, des solutions techniques retenues d'un commun accord ont permis de sauvegarder 23 des 30 arbres, le tout dans le respect de l'audit de sécurité et des recommandations techniques en la matière.

Après l'abattage inévitable des sept arbres restants, les travaux seront achevés fin septembre 2020.

Question 2631 (06.08.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **profession de sage-femme :**

Il me revient que des personnes ayant eu un diplôme de fin d'études secondaires et s'étant inscrites au Lycée technique pour professions de santé (LTPS) aux cours du brevet de technicien supérieur (BTS) de sage-femme auraient eu l'information par voie postale qu'elles seraient mises sur une liste d'attente avant de pouvoir commencer leur formation.

Au vu de la pénurie de sages-femmes à Luxembourg annoncée à la fin de l'année 2019 par la vice-présidente de l'Association luxembourgeoise des sages-femmes (ALSF) dans le « Luxemburger Wort » et du fait que de nombreux délais d'inscriptions pour un bachelor de sage-femme auprès des universités étrangères (France, Belgique et Allemagne) soient déjà dépassés, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) À l'égard du manque de sages-femmes à Luxembourg de plus en plus aggravé par la croissance de la population et des naissances, le Gouvernement pourrait-il m'informer pourquoi il ne considère pas de former davantage de sages-femmes ?

2) Est-ce que le LTPS n'a pas la possibilité de composer plus de classes formant des sages-femmes ?

3) Serait-il possible d'organiser de plus amples formations dans les quatre maternités à Luxembourg, à savoir la clinique Bohler, la Maternité Grande-Duchesse Charlotte, la maternité du Centre Hospitalier régional Emile Mayrisch et la maternité du Centre Hospitalier régional du Nord ?

4) Pour quelle raison les inscrits ne sont informés que maintenant du fait d'être mis sur une liste d'attente si de nombreux délais d'inscription auprès des universités étrangères sont déjà dépassés ?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1) Comme il ressort de la récente étude sur l'état des lieux des professions de santé commanditée par le Ministère de la Santé[6], il n'existe actuellement pas de pénurie de sages-femmes au Luxembourg. Les postes à pourvoir sont occupés par des sages-femmes de formation luxembourgeoise ou étrangère, la France et la Belgique apportant plus de 56 % des sages-femmes au Luxembourg.

Cette même étude fait état de 231 sages-femmes en exercice en 2019.

Il y a cependant lieu de souligner qu'il s'avère que des sages-femmes formées au Lycée technique pour professions de santé (LTPS) ne trouvent parfois pas tout de suite un poste dans les maternités luxembourgeoises.

En comparaison avec la France et l'Allemagne voisines, la densité de sages-femmes au Luxembourg est légèrement supérieure. Elle est cependant inférieure à la densité observée en Belgique, selon les données publiées en ligne par l'OCDE.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Comparée à d'autres pays, la densité de sages-femmes au Luxembourg se situe dans la bonne moyenne, comme l'illustrent les deux graphiques ci-dessous, établis sur base des données de l'OCDE[7].

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) + 3) Le LTPS est accrédité par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) pour dispenser le programme de formation menant au brevet de technicien (BTS) « Sage-femme ». Il s'agit d'une formation de trois ans dont la capacité d'accueil s'élève à un maximum de 18 candidats par année d'études.

Comme les quatre maternités du pays ne proposent qu'un nombre de places de stage limité, le LTPS se trouve dans l'impossibilité d'offrir des classes supplémentaires de sages-femmes. Actuellement déjà, les responsables de la formation éprouvent de plus en plus de difficultés à organiser les stages pratiques par manque de places et de possibilités d'encadrement.

ad 4) Lorsque les demandes d'inscription dépassent le nombre de places disponibles, l'admission se fait sur dossier. La préférence est accordée aux candidats en mesure de se prévaloir d'un diplôme de fin d'études secondaires sanctionnant les études d'une section scientifique ; de même, sont pris en compte les résultats obtenus par les candidats à l'examen de fin d'études secondaires. La sélection est effectuée par une commission ad hoc prévue par la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur et les candidats sont ensuite immédiatement avertis par courrier de la décision prise en ce qui les concerne.

En parallèle, les futures sages-femmes peuvent soumettre leur candidature à des établissements de formation dans un autre État membre de l'Union européenne. En effet, vu que la formation de sage-femme est harmonisée au niveau de l'Union européenne, les titulaires d'un tel diplôme étranger bénéficieront d'une reconnaissance automatique de leurs qualifications professionnelles au moment de leur retour au Luxembourg.

Question 2632 (07.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) :**

De 6. August gouf zu Lëtzebuerg eng Commemoratiounsfeier gehalen, fir deem Dag ze gedenken, un deem viru 75 Joer d'USA zwou Atombommen op déi japanesch Stied Nagasaki an Hiroshima geworf hunn. Honnertdausende Mënsche ware bei dësem Ugréff an u senge Follege gestuerwen.

Obwuel d'Mënschheet sech den desastréise Konsequenze bewosst ass, déi den Asaz vun Atombomme beinhalt, sou besëtzen hautzedaags nach ëmmer eng Rei Länner Atomwaffen. Viru Jorzéngte gouf dofir den Atomwaffesperrvertrag opgestallt, deen och Lëtzebuerg mat ënnerzeechent huet.

Des Weideren existéiert awer och de sougenannten Atomwaffeverbuetsvertrag (ICAN), deen ee komplett Verbuet vun Atomwaffe virgesäit:

"It prohibits nations from developing, testing, producing, manufacturing, transferring, possessing, stockpiling, using or threatening to use nuclear weapons, or allowing nuclear weapons to be stationed on their territory. It also prohibits them from assisting, encouraging or inducing anyone to engage in any of these activities." (Source: https://www.icanw.org/the_treaty)

Mee dësen Traité huet eist Land bis ewell net ënnerschriwwen, obwuel de Wëllen an der Zivillgesellschaft wéi och um politeschen Niveau do ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Premierminister an den Häre Ministere fir Aussenu- geleeënheeten an Europa a fir Verdeedegung dës Fro stellen:

- Wäert d'Regierung den ICAN-Vertrag an dëser Legislatur ënnerschreiwen? Falls jo, bis wéini? Falls nee, firwat net?

Réponse commune (03.09.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre délégué à la Défense :*

D'Bombardementer mat Atomwaffe vun de japanesche Stied Hiroshima a Nagasaki de 6. an 9. August 1945 hunn der Mënschheet déi erschreckend Zerstéierungskraaft vun dëse Waffe virun Ae geféiert. Dat Leed, wat den Asaz vun deene Waffe fir déi betraffe Mënsche mat sech bréngt, ass onvirstellbar. Et ass och aus deem Gronn, dass 1968 den Atomwaffesperrvertrag (oder Netverbreedungsvertrag, op Englesch: Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, NPT) ausgehandelt ginn ass, deen 1970 a Kraaft getrueden ass.

D'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt d'Zil vun enger Welt ouni Atomwaffen. De Premierminister huet dëst Engagement vun der Regierung a senger Ried wärend der „Hiroshima Peace Memorial Ceremony" de 6. August dëst Joer bestätegt.

Lëtzebuerg huet den NPT ënnerschriwwen a ratifizéiert. Dësen Traité ass säit 50 Joer den Haaptpilier vun der globaler Architektur fir d'Ofrëschtung an d'Netverbreedung vu Massevernichtungswaffen. Den NPT ass quasi-universell unerkannt (nëmme véier Staate weltwäit sinn net Deel vum NPT) a seng Ëmsetzung gëtt iwwerwaacht duerch d'International Agence fir Atomenergie (IAEA). Dëse staarken institutionelle Kader ass néierens soss virzefannen an huet d'Ofrëschtung vun Dausende vun nukleare Sprengkäpp an de leschte Jore mat bewierkt. Aus dëse Grënn ass den NPT aus Lëtzebuerger Siicht onëmgänglech an déi bescht Chance fir eng zukünfteg Welt ouni Atomwaffen.

Wärend d'Lëtzebuerger Regierung d'Zil vun enger Welt ouni Atomwaffe vun der „International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN)" ënnerstëtzt, sou ass e grousse Manko vum Atomwaffeverbuetsvertrag (op Englesch: Treaty on the prohibition of nuclear weapons), dass keen eenzegen offiziellen Nuklearwaffestaat bei senger Adoptioun an der UNO-Generalversammlung fir den Traité gestëmmt huet. Dat ass e groussen Ënnerscheed zum NPT a léisst grouss Zweifel opkommen iwwert d'Effikassitéit vum Atomwaffeverbuetsvertrag. Et besteet weiderhin de Risiko, dass den Atomwaffeverbuetsvertrag den Acquis vum Atomwaffesperrvertrag ënnergrueft an eng juristesch Onsécherheet um internationalen Niveau schaaft. Dobäi kënnt schlussendlech, dass den Atomwaffeverbuetsvertrag riskéiert, déi entgéintgesate Positioune weider ze verhäerten tëschent deene Länner, déi Atomwaffen hunn, an deene Länner, déi strikt dogéint sinn.

Question 2634 (07.08.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant l'**organisation scolaire 2020-2021 :**

Vill Gemenge sinn amgaangen, déi lescht Virbereedunge fir d'Schoulrentrée 2020/2021 ze treffen.

Ee vun de Punkten, deen an deem Kontext diskutéiert gëtt, sinn déi jeeweileg Stonnepläng. Wärend dem Deconfinement goufen d'Stonnepläng duerch d'Land op eng Plage vun 08.00 bis 13.00 Auer reduzéiert. Ee Modell, dee fir verschidde Gemengen och no der Pandemie duerchaus eng valabel Optioun kéint duerstellen, virausgesat, d'Léierpersonal an och d'Eltere wieren domadder averstanen.

An diverse Gemenge wäicht haut schonn de Stonneplang vum „klassesche" Modell of.

Sou fënnt de Cours an der Gemeng Housen fënnef Deeg d'Woch vu 07.40 bis 12.35 Auer statt, woubäi d'Klassen aus de Cyclen 2 bis 4 all zweete Samschden och nach Schoul hunn, fir op de Contingent vun 28 Stonnen ze kommen.

D'Cyclen 2 bis 4 an der Gemeng Recken op der Mess hunn en änleche Stonneplang: vu méindes bis freides vu 07.55 bis 12.30 Auer a samschdes vu 07.55 bis 11.45 Auer.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wier et méiglech, eng Iwwersiicht ze kréien iwwer bestoend Stonnepläng an de Gemengen uechtert d'Land?

2. Wéi bewäert de Minister déi vum „klassesche" Modell ofwäichend Stonnepläng?

3. Géif de Minister e Stonneplang, deen (i) vun der Gemeng zesumme mam Schoulpresident, dem Schoulpersonal an den Elteren ausgeschafft gouf, (ii) déi 28 Stonne respektéiert, (iii) awer vum gewinnten Horaire staark ofwäicht, guttheeschen?

- Wann nee, firwat net? Gesäit de Minister an deem Fall keen Agréff an déi kommunal Autonomie?

- Wa jo, ënner wéi enge Viraussetzunge géif de Minister sou engem Stonneplang zoustëmmen?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Kader vun der Schoulorganisatioun, déi vun de Gemengen zesumme mat deenen anere Membere vun der Schoulcommunautéit erstallt gëtt, ginn, wéi am Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 virgesinn, och d'Horairen, no deenen déi eenzel Schoule wëlle funktionéieren, festgeluecht.

Am Kader vun der Definitioun vun den eenzelnen Horairë muss sech op där enger Säit un déi gesetzlech Virgabe gehale ginn, wat d'Unzuel vun de Schoulstonne pro Woch fir déi eenzel Cyclen ugeet, esou wéi se an der Annex 3 vum Règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental festgehale sinn. Am Cycle 1 beleeft sech d'Unzuel vun de Schoulstonne pro Woch op 26, wärend et der 28 an de Cyclen 2 bis 4 sinn.

Op där anerer Säit mussen d'Virgaben iwwert d'Dauer vun den eenzelne Schoulstonnen, esou wéi se am Artikel 3 vum Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental preziséiert sinn, agehale ginn. Onofhängeg vum Cycle beleeft sech d'Dauer vun enger Schoulstonn op 55 Minutten. Fir organisatoresch Zwecker kann d'Dauer vun zwee Fënneftel vun de Schoulstonnen op 50 Minutte reduzéiert ginn.

Déi ministeriell Circulaire un d'Gemengenautoritéiten iwwert d'Organisatioun vun den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen, déi all Joer publizéiert gëtt, geet zousätzlech op déi besteeënd legal Dispositiounen an, déi et bei der Definitioun vun den Horairen ze respektéiere gëllt a leet fest, datt d'Schoul moies um 08.00 Auer a mëttes um 14.00 Auer soll ufänken. Liicht Adaptatiounen, wat den Ufank vum Schouldag ugeet, kënne vun de Gemengenautoritéiten decidéiert ginn, virausgesat, si hunn den Avis vum zoustännegen Direkter ageholl.

Et schéngt an dësem Kader sënnvoll, sech op zwee Beispiller vun Horairen ze beschränken, déi am gängegsten an de Grondschoulen ëmgesat ginn:

- Am Cycle 1 ass den Horaire mat 16 Plagen à 55 Minutten an 10 Plagen à 50 Minutten, verdeelt iwwer fënnef Deeg, am wäitste verbreet. Dobäi ginn d'Schüler jeeweils méindes mëttes, mëttwochs mëttes a freides mëttes zwou Unitéiten à 55 Minutten an d'Schoul.

- An de Cyclen 2 bis 4 gräife vill Gemengen op den Horaire zréck, dee 17 Plagen à 55 Minutten an 11 Plagen à 50 Minutten, verdeelt iwwer fënnef Deeg, virgesäit. Dobäi ginn d'Schüler jeeweils méindes mëttes, mëttwochs mëttes a freides mëttes zwou Unitéiten à 55 Minutten an d'Schoul.

Aner Gemenge gesinn ënner anerem eng méi héich Unzuel u Plagen à 55 Minutten vir, respektiv behale sech d'Recht vir, fir zwou Unitéiten à jeeweils 50 Minutten a fënnef Unitéiten à 20 Minutten opzedeelen an dës duerno jeeweils moies an den Horaire ze integréieren.

ad 2. Fir datt ee Stonneplang ka guttgeheescht ginn, mussen déi legal Dispositiounen iwwert d'Unzuel vun de Schoulstonnen an hir Dauer agehale ginn. Jee no de lokale Besoine ginn haut schonn eenzel Modeller approuvéiert, déi vun de „klassesche Modeller" ofwäichen.

Deemno sinn et net nëmmen d'Beispiller vun Housen a Reckeng op der Mess, déi weisen, datt ee gäre bereet ass, op déi lokal Besoine vun der Schoulpopulatioun anzegoen an esou den ënnerschiddleche Gegeebenheeten an de Gemenge Rechnung ze droen. Eng Partie Gemenge kruten d'Méiglechkeet, zwou Unitéiten ze regruppéieren an duerno a fënnef nei Unitéiten ze morceléieren, fir esou all Moien op een Total vu 4,4 Schoulstonnen ze kommen.

ad 3. Déi gesetzlech Dispositioune gesinn nieft der Unzuel vun de Schoulstonnen, déi pro Woch an den eenzelne Cyclë musse prestéiert ginn, och nach d'Contrainte a puncto Dauer vun den eenzelne Schoulstonne vir.

Wärend den Artikel 39bis vum Schoulgesetz wärend der Phas vum Deconfinement temporaire d'Unzuel vun de Schoulstonne fir all d'Cyclen op 25 begrenzt huet, well sech dee Moment an der Schoul op den Developpement vun den essenzielle Contenue begrenzt gouf, esou zielt fir d'Schouljoer 2020/2021 den Horaire am Cycle 1 erëm 26 Schoulstonnen an 28 Schoulstonnen an de Cyclen 2 bis 4. Vu déi zousätzlech Stonnen, déi néideg sinn, fir den Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen an all den Domainer ze garantéieren, schéngt een Horaire, deen deem wärend dem Deconfinement entsprécht, reng rechneresch a legal net méiglech.

[6] https://sante.public.lu/fr/publications/r/rapport-etat-des-lieux-professions-de-sante-version-complete-2019/rapport-etat-des-lieux-professions-medicales-et-professions-de-sante-complet.pdf

[7] https://stats.oecd.org/Index.aspx?ThemeTreeId=9#

Am Fall vun dezenten Ofwäichungen zu de besteeënde legalen Dispositioune gëtt gepréift, ob déi geplangten Upassunge vum Horaire op d'Besoine vun der Schoulpopulatioun aginn. Dëst setzt viraus, datt nieft dem Horaire ee Projet mat an d'Schoulorganisatioun bäigeluecht gëtt, deen erkläert, a wéi engem Sënn d'Upassungen am lokale schoulesche Kontext sënnvoll sinn. Deemno muss, an Zesummenaarbecht mat de lokalen a regionale Partner, jeeweils ee Prozess, deen nieft enger detailléierter Analys vum Projet och d'Adaptatioune virgesäit, enger eventueller Validatioun vun engem neien Horaire, dee vun de gängegen Horairë staark ofwäicht, virausgoen.

Question 2635 (07.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **consultations dans les maisons de retraite et de soins par des médecins externes :**

Op de soziale Medie si momentan Kopië vu Rechnunge vu Patientinnen a Patienten am Ëmlaf, déi an engem Alters- oder Fleegeheem wunnen an de Service vun engem externen Dokter an Usproch geholl hunn. Een externen Dokter ass deemno an een eenzegt Alters- a Fleegeheem komm an huet seng Soinen direkt e puer Patientinnen a Patienten am gläichen Zoch ugebueden. Sou wäit sou gutt. Ma wat an d'A fält ass, datt den Deplacement vum Dokter fir all Patientin oder Patient eenzel an an der selwechter Héicht verrechent ginn ass. Dat obwuel den Dokter den Deplacement just eng Kéier huet misse maachen.

No dëser Logik géif en Dokter, dee sech eemoleg an en Alters- oder Fleegeheem deplacéiert, fir sech ëm fënnef Patiente gläichzäiteg ze këmmeren, alle fënnef Patienten déi selwecht Indemnité horo-kilométrique verrechnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, datt et schonn zu esou Fäll komm ass, bei deene méi Patientinnen oder Patienten de selwechten Trajet, dee jo just eemol gemaach ginn ass, an der selwechter Héicht a Rechnung gestallt kruten? Wa jo, wéi oft ass dat virkomm?

2. Kann d'Madamm Ministesch garantéieren, datt dëst net virkënnt?

3. Wat ass déi üblech Prozedur an dësem Fall? Wéi gëtt esou ee Fall normalerweis, konform zum Gesetz, gehandhaabt?

Réponse (03.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Den Artikel 5 Alinea 12 vun der Nomenclature vun den Doktere gesäit Follgendes vir:

« Si lors du même déplacement, le médecin examine plusieurs personnes faisant partie de la même communauté domestique ou du même établissement, le tarif de la visite est remplacé par celui de la consultation pour la deuxième personne et les suivantes. »

Den Artikel 6 Alinea 1 vun der Nomenclature vun den Doktere gesäit Follgendes vir:

« L'indemnité horo-kilométrique ne peut être mise en compte que pour une visite en milieu extra-hospitalier et pour l'acte technique 1F11. […] »

Et dierft also am Fong net virkommen, datt en Dokter, dee just een Deplacement mécht an da méi Patienten ënnersicht an dem selwechten Etablissement, dësen Deplacement fir all Patient verrechent.

An der Praxis ass et awer schwéier nozeweisen, ob den Dokter effektiv just eng Kéier op d'Plaz gefuer ass oder ob hien e puermol de Wee dohin an zréck gefuer ass, well an deem Fall kéint den Dokter den Deplacement erëm facturéieren.

D'Patienten hunn awer d'Méiglechkeet, géint eng Rechnung virzegoen, wa se mengen, dass den Dokter sech net un d'Gesetz gehalen huet bei der Facturatioun. D'Commission de surveillance tranchéiert esou Fäll. Den Artikel 47 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« Tout litige au sujet d'un tarif en application des nomenclatures ou des conventions ou au sujet d'un dépassement des tarifs visés à l'article 66, alinéa 3 fait l'objet d'une décision du président du conseil d'administration ou de son délégué. Cette décision est notifiée à l'assuré et au prestataire de soins en cause. L'assuré ou le prestataire de soins peuvent porter le litige dans les quarante jours de la notification devant la Commission de surveillance prévue à l'article 72. »

Question 2637 (07.08.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**accès universel aux tests Covid-19 à grande échelle :**

Depuis quelque temps, le Luxembourg s'est engagé à tester sa population et sa main d'œuvre frontalière le plus largement possible et sur base volontaire. Cependant, l'accès au test ne semble pas garanti à toutes les personnes concernées. L'accès au test se fait sur invitation, envoyée par voie postale, supposant que la possession d'une adresse fixe ou du moins de référence est nécessaire pour obtenir une telle invitation de la part du Gouvernement. Ensuite, d'après les indications que l'on peut lire sur le site Internet du Ministère de la Santé, la prise de rendez-vous et l'accès au test présuppose l'affiliation à la sécurité sociale. Pendant la période du confinement et même après la sortie de l'état de crise sanitaire, Madame la Ministre, lors de ses prises de parole officielles a plusieurs fois affirmé : « Mir loosse keen am Ree stoen », stipulant par-là que chacun devrait pouvoir accéder aux soins et services de santé dont il a besoin. C'est dans cette optique, que le 2 avril 2020, déi Lénk avait posé une question parlementaire à la ministre responsable au sujet de la couverture médicale universelle lui demandant si une telle garantie d'accès universel aux soins de santé sera mise en place prochainement ou du moins envisagée. Dans sa réponse commune avec Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, Madame la Ministre de la Santé s'est prononcée en principe favorable au principe de la couverture médicale universelle. Mais la question de sa réalisation est toujours ouverte et reste pertinente dans le contexte de la campagne de tests à large échelle dont j'aimerais m'assurer qu'elle n'exclut pas les personnes sans domicile fixe et/ou les sans-papiers et/ou les non-affilié(e)s à la sécurité sociale luxembourgeoise.

Partant, je vous prie, Madame la Ministre, de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1) Madame la Ministre peut-elle me confirmer s'il faut être affilié à la sécurité sociale pour bénéficier d'un test Covid-19 ?

2) Madame la Ministre peut-elle me dire de quelle manière les personnes sans domicile fixe et/ou sans-papiers ont pu être informées de leur possibilité de se faire tester et des démarches pour prendre rendez-vous ?

3) Madame la Ministre peut-elle nous dire ce qui est prévu dans les cas où une personne sans domicile fixe ou sans-papiers a été testée positive ? De quelle manière ces personnes seront-elles mises en quarantaine et comment le suivi de l'évolution de leur maladie sera-t-il mis en place ?

4) Madame la Ministre est-elle au courant d'éventuelles demandes de la part d'organisations œuvrant pour le soutien social et l'hébergement de personnes sans domicile fixe et/ou sans-papiers quant à des possibilités de procuration de tests à leur usage ?

5) Indépendamment d'une demande directement adressée à Madame la Ministre par les organisations susmentionnées, pourriez-vous me renseigner sur les dispositifs mis en place pour tester la population exclue de la sécurité sociale au Luxembourg ?

Réponse commune (21.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

En principe, il faut effectivement être affilié à la sécurité sociale pour bénéficier d'un test Covid-19. Toutefois, pour ne pas exclure les personnes qui ne sont pas affiliées, ni celles ne disposant pas d'un domicile fixe ou des personnes sans-papiers, lesquelles souffrent souvent, en plus de leur fragilité socio-économique, d'une vulnérabilité médicale à l'infection, le Ministère de la Santé a rapidement mis en place un système de vouchers afin d'offrir la possibilité d'un test gratuit à ces personnes en précarité.

Après concertation avec les acteurs du terrain qui suivent régulièrement ces personnes, il a été convenu que les vouchers allaient être distribués aux associations non gouvernementales (ONG) qui sont déjà en contact régulier avec cette population et familières avec leurs besoins spécifiques. De par leur travail d'aide, de soutien et d'orientation au bénéfice de la population précaire, particulièrement fragilisée par des situations de vie extrêmement difficiles, les associations médico-socio-thérapeutiques, respectivement les professionnels en contact direct avec la population concernée, détiennent en effet un rôle primordial de confiance et d'acteur intermédiaire pour la Direction de la santé, indispensable à la réalisation efficace des mesures d'isolement et de mise en quarantaine des personnes concernées et de leur suivi médico-social.

C'est également par l'intermédiaire des ONG que les personnes sont informées de la disponibilité des tests. Les ONG aident aussi, au besoin, les personnes à prendre leur rendez-vous pour le test et à récupérer les résultats. Par ailleurs, elles font le lien avec le nouveau système de permanence médicale qui a été mis en place et qui permet à la personne en précarité de bénéficier ou bien d'une consultation médicale ou bien d'une téléconsultation. Le médecin assurant cette permanence médicale peut juger nécessaire ou bien d'envoyer une ordonnance, ou bien d'orienter le patient vers un centre de consultation Covid ou vers un service d'urgence. Un modèle d'ordonnance médicale spécifique a été élaboré afin d'adapter la procédure aux besoins spécifiques des personnes sans domicile fixe ou sans-papiers qui ont été testées positives.

Grâce à cette ordonnance, la personne visée peut bénéficier d'un prélèvement dans le laboratoire de son choix. Les frais seront pris en charge par la CNS si le patient est affilié. Si tel n'est pas le cas, un mémoire d'honoraire sera adressé par le laboratoire au Ministère de la Santé. En cas de test positif, l'Inspection sanitaire contactera le patient ou l'association grâce aux coordonnées de contact inscrites sur l'ordonnance. Une fiche de liaison spécifiquement élaborée servira au contacttracing.

En cas de test positif, le Gouvernement dispose d'un certain nombre de bâtiments où des personnes peuvent être logées pendant la durée de l'isolement ou de la quarantaine. Ces structures sont gérées par la Croix-Rouge.

L'approche décrite ci-dessus, fondée sur une collaboration avec les ONG, s'avère la plus efficace pour atteindre les personnes visées et pour garantir le bon déroulement des tests et le rendu des résultats, de sorte qu'il n'a pas été jugé utile de mettre en place des dispositifs supplémentaires.

Question 2638 (12.08.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**audit des entreprises Seveso disposant de stocks de nitrate d'ammonium :**

La double explosion meurtrière du 5 août dernier ayant frappé Beyrouth au Liban a été causée par des stocks de nitrate d'ammonium. Suite à cette catastrophe, la Ministre wallonne de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être a demandé de réaliser un audit des entreprises Seveso utilisant ce type de produits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Madame et Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il est opportun d'effectuer un tel audit ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que Madame et Messieurs les Ministres le jugent nécessaire qu'un tel audit sera également ordonné au Luxembourg afin de vérifier qu'un accident de ce type ne puisse pas se produire au Luxembourg ?

Réponse commune (21.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Remarques préliminaires dans le contexte de l'accident à Beyrouth :

Il faut préciser que les circonstances exactes de l'accident et la composition exacte des produits chimiques impliqués qui ont mené à l'explosion meurtrière du 5 août 2020 à Beyrouth au Liban ne sont pas encore connues.

Le nitrate d'ammonium peut être présent sous forme pure et en tant que composant d'un produit chimique. Il est un composant des engrais chimiques, principalement utilisés dans l'agriculture. Il est utilisé dans le monde entier pour obtenir un meilleur rendement agricole. Dans une moindre mesure, il peut être utilisé dans la fabrication d'explosifs.

ad 1) + 2) Les législations luxembourgeoises actuellement en vigueur sont celles régies sous la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et la loi Seveso III.

À partir de seuils définis dans les différentes législations, le stockage et l'utilisation de nitrate d'ammonium ou des produits chimiques contenant ce composant sont soumis à une autorisation. Le stockage ne dépassant pas 50 tonnes ne donne pas lieu à une demande d'autorisation d'exploitation (commodo). Les autorisations fixent les conditions spécifiques de sécurité et santé à respecter pour l'utilisation et le stockage des produits précités, y compris les contrôles à effectuer.

Au Grand-Duché de Luxembourg, aucun établissement dépassant les quantités seuils du nitrate d'ammonium prévues par la législation dite « Seveso III » n'a été notifié auprès de l'ITM et de l'Administration de l'environnement (AEV). L'utilité d'un tel audit n'est donc pas donnée.

Notons que dans toutes les entreprises classées « Seveso » des inspections régulières sont menées - conjointement par l'ITM et l'AEV - afin de vérifier la conformité de leur exploitation par rapport aux exigences formulées dans la loi du 28 avril 2017 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. Les non-conformités éventuelles relevées lors de ces inspections font l'objet d'un suivi attentionné.

Pour être complet, on peut signaler encore que le nitrate d'ammonium (à une concentration de 16 % en poids d'azote provenant du nitrate d'ammonium ou plus) fait partie des substances classées dans l'annexe 2 du règlement (UE) 98/2013, de sorte que toute transaction suspecte y relative doit être signalée aux autorités.

Question 2639 (10.08.2020) de **Mmes Djuna Bernard** et **Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **procédure d'inscription dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire :**

Par la réforme de l'enseignement secondaire en 2017, les lycées se sont vu accorder une plus grande autonomie pédagogique. Comme il a été relevé en 2018 par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

« Que ce soit en proposant des cours à options spécifiques, en adaptant les sections existantes ou en créant des projets innovants, les lycées se sont 'spécialisés' dans des domaines clé pour l'avenir. Les lycées peuvent ainsi se développer en véritables pôles de compétences, correspondant aux aspirations de leurs élèves. »[8]

Or, en parallèle à cette logique de spécialisation, la procédure d'inscription dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire prévoit toujours le principe de proximité au lieu de résidence, ce dont témoigne l'obligation de remettre un certificat de résidence avec la demande d'inscription au lycée.

Alors que les élèves peuvent orienter leur parcours scolaire selon leurs intérêts et capacités, la logique du choix inhérente à la spécialisation entraîne des fluctuations potentielles des inscriptions dans les différents lycées. Il est tout à fait envisageable qu'une nouvelle spécialisation ou tout simplement de nouvelles infrastructures physiques puissent provoquer une hausse considérable et difficilement prévisible des demandes d'inscription au lycée concerné. De même, l'assouplissement du critère de la proximité au lieu de résidence peut encourager la multiplication des demandes d'inscription d'un seul élève.

Dès lors, il convient de s'interroger sur les procédures d'inscription dans les lycées, notamment dans l'hypothèse qu'un lycée atteint la limite de sa capacité d'accueil. Dans ce cas, il y a potentiellement conflit entre la proximité de résidence d'un(e) élève et le désir de spécialisation d'un(e) autre.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre d'inscriptions au cycle inférieur de l'enseignement secondaire effectuées par dérogation au principe de proximité depuis la rentrée 2018 ?

2) Quelle est la procédure de sélection des demandes d'inscription lorsqu'un lycée arrive à la limite de sa capacité d'accueil ? Est-ce correct que dans ce cas, c'est le Ministère de l'Éducation nationale qui effectue le choix ? Dans l'affirmative, quels sont les critères appliqués ?

3) Monsieur le Ministre juge-t-il la logique du choix du lycée et le critère de la proximité au lieu de résidence compatibles ? Le critère de résidence est-il toujours contraignant dans la pratique ?

4) Monsieur le Ministre est-il d'accord qu'une distribution équitable des élèves constitue un critère important pour la prévisibilité de l'organisation des lycées ? Dans l'affirmative, par quels moyens peut-il suivre voire influencer cette distribution ?

5) Plus concrètement au sujet des lycées dans le nord du Luxembourg :

a) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Ly-

[8] Dossier de presse au sujet du portail « mengschoul.lu », p. 5. https://tinyurl.com/y47ju6c2

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

cée Edward Steichen à Clervaux (LESC) a atteint la limite de ses capacités d'accueil au début de l'année scolaire 2019-2020 ? Y a-t-il eu des refus d'inscriptions d'élèves dont le LESC aurait été le lycée le plus proche à leur résidence ?

b) Quelle a été l'incidence du succès du LESC sur les autres lycées dans la région (Wiltz, Nordstad) ? Est-ce que les inscriptions y ont baissé au cours des deux dernières années ? Dans l'affirmative, de combien ?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Concernant le sujet des inscriptions aux classes inférieures de l'enseignement secondaire, les dispositions du Plan directeur sectoriel « Lycées » sont remplacées depuis le 29 août 2017 par l'article 37 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées qui dispose que : « Dans les limites des capacités d'accueil, l'élève admis à une classe inférieure de l'enseignement secondaire est inscrit en priorité à un lycée situé à proximité du lieu de résidence. L'élève bénéficie d'une priorité d'inscription dans un lycée où un autre enfant faisant partie du même ménage est inscrit. »

ad 1) Mes services n'ont pas reçu pour mission de comptabiliser le nombre d'inscriptions aux classes inférieures de l'enseignement secondaire effectuées par dérogation au principe de proximité depuis la rentrée 2018, de sorte qu'il ne m'est pas possible d'apporter une réponse à la première question des honorables Députées.

ad 2) Au cas où la capacité d'accueil d'un lycée ne permet pas de satisfaire toutes les demandes d'inscription, mes services, en étroite collaboration avec les établissements concernés, procèdent à une nouvelle répartition des élèves en tenant compte du critère de proximité, d'une part, e tdu respect des fratries, de l'autre. Il est entendu que la nouvelle répartition ne constitue qu'une proposition faite aux parents ; c'est à eux qu'appartient le choix final d'un lycée.

ad 3) À l'heure actuelle, en raison de la diversification de l'offre scolaire, le concept de « lycée de proximité » ne saurait être appliqué de manière stricte sous peine de priver les parents d'élèves du choix de la voie de formation la plus appropriée pour leurs enfants. Partant, le critère de résidence n'est pas considéré comme contraignant.

ad 4) En ce qui concerne le nombre d'inscriptions aux classes inférieures de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement secondaire général, il s'avère qu'une certaine stabilité constitue un atout majeur dans toutes les questions liées à l'organisation scolaire des lycées : tributaires du nombre d'inscriptions, les besoins en personnel enseignant et les besoins en infrastructures ne supportent que difficilement des variations brusques. Toutefois, en raison de l'évolution démographique marquée notamment par un solde migratoire positif depuis de longues années, il n'est pas nécessaire de procéder à des interventions lourdes concernant la distribution des élèves.

Il s'agit en outre de garantir, dans tous les pôles d'enseignement du pays, une offre scolaire complète évitant aux élèves de devoir effectuer des trajets d'une longueur exagérée depuis leur lieu de résidence à leur lycée. Ce souci contribue également à la « prévisibilité de l'organisation des lycées » souhaitée par les honorables Députées.

ad 5) a) Le Lycée Edward Steichen a été conçu pour accueillir environ 650 élèves. Actuellement, au début de l'année scolaire 2020-2021, 630 élèves y sont inscrits.

Quant aux refus d'inscriptions, ils se limitent à quelques élèves domiciliés dans les communes de Kiischpelt et de Wincrange qui ont été orientés vers le Lycée du Nord, étant donné que la distance géographique de leur domicile au Lycée du Nord était plus courte.

b) Le succès connu par le Lycée Edward Steichen n'est pas resté sans incidence sur les autres lycées de la région, en particulier sur le Lycée du Nord, dont le nombre d'élèves a connu une baisse de quelque 170 unités au cours des deux dernières années. Conformément aux indications que j'ai déjà pu fournir dans la réponse à une autre question parlementaire (n° 2676), je tiens à souligner que toutes les offres de formation du Lycée du Nord seront maintenues à l'avenir.

Question 2646 (10.08.2020) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **dépistage à grande échelle (large scale testing) :**

Après son lancement le 11 juin 2020, le Gouvernement et le Luxembourg Institute of Health (LIH) ont mis fin à la première phase du dépistage à grande échelle du Covid-19 le lundi, 27 juillet 2020. Comme également communiqué par ces derniers, une seconde phase du dépistage à grande échelle sera initiée en septembre et sera cette fois-ci coordonnée par la Direction de la santé.

Il ressort d'une interview du directeur général du LIH, publiée sur radio 100,7 le 29 juillet 2020, qu'une phase transitoire est organisée avec des stations de tests drive-in non pas fermées mais « mises en veille » pour le mois d'août avant d'être à nouveau intégralement réactivées pour la seconde phase en septembre.

le cahier des charges relatif au marché public de fournitures et services pour la réalisation de la seconde phase du large scale testing, la Direction de la santé a mentionné vouloir sélectionner un ou plusieurs prestataires qui exécutera(ront) le dépistage à grande échelle de la seconde phase. Il me revient cependant que l'appel d'offre initialement lancé pour la seconde phase du dépistage à grande échelle a été arrêté et qu'une deuxième procédure a été lancée, avec une échéance de soumission mi-août au lieu de fin juillet comme initialement annoncé. En effet, il est marqué comme suit dans l'avis de marché publié le 29 juillet 2020 :

« L'ouverture des offres a été initialement prévue pour le lundi 27.7.2020. Suite à des décisions politiques, il est devenu indispensable d'apporter certaines modifications au dossier de soumission avant l'expiration du délai de soumission. En même temps certaines ambiguïtés du dossier de soumission ont été redressées. Ainsi, conformément à l'article 38 du règlement grand-ducal du 8.4.2018 portant exécution de la loi du 8.4.2018 sur les marchés publics, le marché et le cahier des charges initiaux ont été rectifiés et remplacés par une nouvelle version (réf. 2001258). Parallèlement un avis rectificatif a été publié et le délai de soumission prolongé de façon adéquate, en l'occurrence jusqu'au 12.8.2020. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Le Gouvernement pourrait-il fournir le coût exact et complet de la première phase de tests à grande échelle ?

2) Le Gouvernement pourrait-il fournir le coût complémentaire prévu de la phase transitoire du mois d'août ?

3) Constatant que cette première phase de dépistage n'était pas soumise à un appel d'offre public, le Gouvernement pourrait-il m'informer sur base de quels critères les tests ainsi que le laboratoire concerné ont été retenus pour cette première phase de dépistage à grande échelle, au-delà du critère d'urgence ?

4) La phase transitoire de prolongation du dépistage à grande échelle jusqu'à fin août n'a pas fait l'objet d'un appel d'offre public. Lors de l'attribution de la première phase, la Commission des soumissions avait donné son accord suite à l'explication du Gouvernement qu'il y avait urgence d'agir et que toute prolongation se ferait par voie de soumission publique. Est-ce que le Gouvernement a eu l'accord écrit de la Commission des soumissions quant à cette prolongation non couverte par un appel d'offre ?

5) Comme le Gouvernement avait depuis longtemps dans l'intention de continuer le large scale testing au-delà du mois de juillet, pourrait-il m'expliquer pour quelle raison le marché public lié à la seconde phase de dépistage à grande échelle n'a pas été mis en adjudication plus tôt ?

6) Initialement un avis de marché avait été publié qui prévoyait une ouverture des offres pour le 27 juillet. Cet avis de marché a été retiré avec l'argument officiel que suite à des décisions politiques, il était devenu indispensable d'apporter certaines modifications au dossier de soumission. Étant donné l'extrême urgence du dossier, j'aimerais connaître les « décisions politiques » nouvelles inconnues lors de la publication du premier avis qui ont amené à la nécessité de modifier le dossier de soumission et à retarder par ce fait l'ouverture des offres d'au moins 2 semaines.

7) Compte tenu de l'attribution du marché public de la seconde phase du dépistage à grande échelle prévue pour la deuxième moitié d'août, et du début des tests couverts par la seconde phase prévu pour début septembre, le Gouvernement ne pense-t-il pas que le report de date d'échéance de soumission à mi-août au lieu de fin juillet comme initialement prévu représente un désavantage supplémentaire pour d'éventuels nouveaux candidats-soumissionnaires ?

8) Les critères d'attribution du marché définis dans le cahier des charges, soumis par la Direction de la santé, prévoient que : « C'est aux soumissionnaires de proposer le nombre et la localisation des centres de tests dont le maillage devra couvrir le territoire […] ». Selon les informations fournies par le directeur du LIH lors de l'interview précitée, les stations de tests de la phase initiale et transitoire ne seront pas démantelées mais poursuivies de manière réduite pour le mois d'août avant d'être réactivées en septembre. Comment le Gouvernement explique-t-il cette contradiction entre deux approches différentes ?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le coût de la première phase de test (jusqu'au 27 juillet 2020) s'élève à quelque 21,5 millions d'euros HT (21.532.060 euros).

ad 2) Le coût prévu de la phase transitoire du 28 juillet au 15 septembre s'élèvera à un maximum de 13 millions d'euros HT.

ad 3) Le choix des tests PCR retenus s'appuie (i) sur les tests de qualité et de sensibilité menés par le département d'immunologie du Luxembourg Institute of Health (LIH) et (ii) sur la disponibilité des volumes nécessaires au pays au moment de l'acquisition par le Gouvernement.

Au-delà du critère d'urgence impérieuse, le prestataire principal a été retenu pour sa capacité à mettre en œuvre un dispositif préanalytique et analytique robuste et fiable dans un délai très court.

ad 4) Le conseil d'administration du LIH a considéré, en s'appuyant sur deux avis juridiques, que les conditions prévues à l'article 43 (1) b) de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics étaient remplies lors de la première puis de la seconde extension, à savoir : (i) une prolongation est devenue nécessaire, (ii) un changement de contractant aurait représenté un inconvénient majeur et (iii) respect de la limite de 50 % de la valeur du marché initial devra être assuré.

L'avis de la Commission des soumissions n'est d'ailleurs pas spécifiquement requis par la loi dans le cas d'une prolongation.

ad 5) Eu égard à la nouveauté du large scale testing et au manque d'expériences national et international dans ce domaine spécifique, il avait été prévu d'analyser la première partie du LST avant de lancer un nouvel appel d'offre. Une analyse interne sur la situation actuelle et future, ainsi que sur l'impact et la plus-value pour la population et le pays a aidé à adapter le programme pour la phase 2 et à en faire un instrument à part entière du dispositif de lutte contre le virus.

ad 6) Le marché public initial ne tenait pas compte de certains développements de l'évolution récente de la pandémie. Ainsi, des adaptations et des clarifications ont dû être apportées à l'avis de marché.

ad 7) Le report de la date de soumission du marché a permis aux prestataires de consacrer plus de temps à la préparation de leurs propositions, ce qui est dans l'intérêt de la qualité du projet. Par ailleurs, le marché n'a pas été fondamentalement changé, mais seulement précisé sur certains points.

ad 8) La fermeture transitoire de certaines stations pendant l'été relevait de la responsabilité du LIH et des autres prestataires de la première phase de large scale testing. De cette manière, la réactivation de certaines stations en septembre, telle qu'annoncée par le directeur du LIH, a pu être assurée dans le contexte de l'extension de la première phase du large scale testing qui s'est poursuivie jusqu'au 15 septembre 2020. Les fermetures étaient nécessaires vu le nombre réduit de tests et prélèvements journaliers lors des premières semaines d'août. Ainsi, le prestataire a demandé une fermeture transitoire afin de démanteler toutes les stations ensemble après la fin du contrat.

Afin de faciliter le choix des stations de tests pour les futurs prestataires, les différents endroits ont été inclus dans la publication du marché à titre indicatif, mais le prestataire futur est libre de profiter de ces emplacements ou d'en proposer d'autres.

Question 2647 (11.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **faillites dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Nodeems d'Joer 2019 méi Faillitte wéi d'Virjoer opzeweisen hat (ee „Wort"-Artikel vum 13. Januar 2020 hat doriwwer bericht), huet d'Coronapandemie dëst Joer sécherlech hiren Deel dozou bäigedroen, dass d'Unzuel vun de Faillitte par rapport zu de Virjore sech verännert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand, der Ministesch fir Justiz an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Firmen hunn zënter dem Ufank vun der Sars-CoV-2-Pandemie eng Faillite deklaréiert a géint wéi vill Firme gouf zënter dem Ufank vun der Pandemie eng Faillite vum zoustännege Geriicht ausgesprach?

2. Wéi eng Secteure sinn dëst Joer, am Verglach zu anere Joren, am meeschte vu Faillitte betraff?

3. Wéi vill nei Societéite goufe säit dem Ufank vun der Pandemie gegrënnt? A wéi enge Secteure goufen dës Firme gegrënnt?

Réponse commune (14.09.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. D'Zuele vun de Faillitten, déi wärend dem État de crise gesprach gi sinn, si wéi follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir déi nämmlecht Period 2019 sinn d'Zuele wéi follgend opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

(D'Donnéeë vum LBR maachen net den Ënnerscheed zwësche Faillite sur aveu a Faillite sur assignation. An Zukunft gi Statistike publizéiert, wou den Ënnerscheed gemaach gëtt. D'Zuel vun de Faillites sur aveu war wärend der Period vum État de crise ganz niddreg, well d'Obligatioun, fir den Aveu ze maachen, suspendéiert ginn ass am Kader vum Reglement vum 25. Mäerz 2020[9], eng Mesure, déi verlängert ginn ass fir sechs Méint am Gesetz vum 20. Juni 2020[10].)

ad 2. D'Zuele vun de Faillitte pro Secteur si fir 2020 a fir déi nämmlecht Period 2019 wéi follgend opgedeelt:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. D'Zuele vun der Grënnung pro Secteur si fir 2020 a fir déi nämmlecht Period 2019 wéi follgend opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Vum 15. Mäerz 2020 bis den 31. August 2020 sinn insgesamt 4.308 Handelsermächtegungen ausgestallt ginn, mat follgender Opdeelung:

- 3.433 Handelsermächtegunge fir Gesellschaften,

- 875 Handelsermächtegunge fir physesch Persounen.

Mat 47,8 % ass knapp d'Hallschent vun dësen Handelsermächtegungen un nei gegrënnten Entreprisen ausgestallt ginn.

Den Tableau hei drënner weist d'Oplëschtung pro Secteur:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 2656 (11.08.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **insectes porteurs de maladies exotiques :**

Suite au changement climatique, les phlébotomes, originaires des tropiques, se répandent toujours plus vers le nord, de façon à ce que ces insectes sont observés depuis certaines années également dans nos latitudes, notamment en Allemagne et en Belgique.

À noter que les phlébotomes sont porteurs de maladies exotiques, comme par exemple la leishmaniose qui peut causer de sévères dommages aux organes vitaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Est-ce que des phlébotomes ont déjà été détectés sur le territoire luxembourgeois ?

- Dans l'affirmative, combien de cas d'une transmission de la leishmaniose par phlébotome ont été recensés au Luxembourg jusqu'à présent ?

- Est-ce que l'apparition d'autres insectes exotiques, potentiellement porteurs de maladies tropi-

[9] Règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales, Mémorial A n° 185 du 25 mars 2020

[10] Loi du 20 juin 2020 portant 1° prorogation de mesures concernant - la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite, - certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales, - la suspension des délais en matière juridictionnelle, et - d'autres modalités procédurales, 2° dérogation temporaire aux articles 74, 75, 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat, 3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et 4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, Mémorial A 523 du 24 juin 2020

ques, a été constatée au Luxembourg au fil des dernières années ?

- Madame la Ministre de la Santé est-elle d'avis que ces insectes représentent un risque pour la santé publique qui pourrait s'aggraver dans les prochaines années ?

- Quelles mesures de précaution pourraient être prises à cet égard par les autorités publiques ?

- Madame la Ministre estime-t-elle qu'il serait opportun de sensibiliser davantage la population par rapport au risque lié à la propagation de ces insectes ?

Réponse commune (14.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

À ce jour, aucune observation de phlébotomes n'a été documentée au Luxembourg. Selon l'European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC), deux espèces de phlébotomes sont présentes dans la Grande Région, à savoir Phlebotomus perniciosus et Phlebotomus mascittii (https://www.ecdc.europa.eu/en/disease-vectors/surveillance-and-disease-data/phlebotomine-maps). Puisque le vecteur n'existe pas dans notre pays, aucun cas de transmission locale de leishmaniose n'a été documenté.

Comme la plupart des pays européens, des insectes exotiques potentiellement vecteurs de maladies e. a. tropicales font leur apparition au Luxembourg et parfois s'y implantent et y deviennent invasives. Leur arrivée est essentiellement en raison des échanges commerciaux intercontinentaux et du trafic autoroutier, aérien et ferroviaire.

Il faudra notamment citer ici les moustiques (Culicidae) exotiques (https://mosquitoes.lu). En coopération avec la Direction de la santé et le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD), le Musée national d'histoire naturelle (MNHNL) réalise le projet de recherche MosquitoLUX (2019-2021) visant à compiler et à compléter les connaissances sur les moustiques au Luxembourg. Dans un contexte de changement climatique et environnemental, ce premier atlas des moustiques devrait permettre de dresser un inventaire de la faune des Culicidae, en termes de biodiversité d'abord, mais aussi en termes de santé publique et de risques liés aux vecteurs. Ce dernier nécessite non seulement la collecte de données de présence ou absence, mais aussi d'abondance et de saisonnalité selon les différents environnements. Cet inventaire devrait également permettre de détecter les espèces exotiques envahissantes introduites et les changements dans les zones de distribution des espèces indigènes. En plus particulier, les moustiques suivants retiennent notre intérêt :

Aedes japonicus (Moustique-tigre japonais)

L'espèce de moustique envahissante Aedes japonicus (Theobald, 1901) a été signalée pour la première fois au Luxembourg le 4 juillet 2018 à Stolzembourg, dans la vallée de l'Our, à la frontière allemande. Au cours de trois missions de terrain consécutives en 2018, 106 sites ont été inspectés, dont 91 au Luxembourg, 12 en Allemagne, 2 en Belgique et 1 en France. Aedes japonicus a été détecté sur 16 sites, la zone colonisée étant estimée à au moins 550 km^2, situés à l'est du Grand-Duché, du milieu de la vallée de l'Our au nord, à Ernster au sud, et jusqu'à Kautenbach et Ettelbruck à l'ouest. En considérant une vitesse de colonisation de 10-20 km/an, l'espèce pourrait coloniser l'ensemble du territoire du Grand-Duché d'ici la fin de l'année 2020. Même si l'espèce n'est pas considérée comme un vecteur important d'agents pathogènes dans son aire de répartition d'origine, on s'inquiète des menaces qu'elle pourrait faire peser sur la santé publique ainsi que sur la santé animale en tant que vecteur potentiel du virus du Nil occidental et d'autres types de virus d'encéphalite. [Source : Schaffner, F. & C. Ries, 2019. First evidence and distribution of the invasive alien mosquito Aedes japonicus (Theobald, 1901) in Luxembourg. Bull. Soc. Nat. luxemb. 121 : 169-183]

Aedes albopictus (Moustique-tigre asiatique)

Aedes albopictus est présent dans tous les pays voisins du Luxembourg, sa station la plus proche de notre pays étant une aire d'autoroute près d'Arlon. Nous nous attendons à ce que l'espèce arrive prochainement au Luxembourg.

Dans le cadre d'un projet coordonné au niveau européen par l'action COST AIM (https://www.aedes-cost.eu/) auquel participe le Luxembourg, le MNHNL a installé une surveillance sur deux aires d'autoroute au Luxembourg : l'aire de Berchem et l'aire de Capellen, dans les deux cas du côté du trafic en direction nord, car nous nous attendons à ce que le moustique-tigre asiatique entre dans le pays par le sud ou l'est. Cette surveillance consiste en cinq pièges à œufs (ovitraps) relevés tous les 15 jours jusqu'à fin octobre. Cette surveillance permettra de gagner en expérience en vue d'une extension à moyen terme de cette surveillance à tous les points d'entrée potentiels majeurs du Luxembourg (Hub de bus internationaux à Luxembourg-ville, CFL multimodal, grandes gares, aéroport, aires d'autoroute) sous la coordination de la Direction de la santé.

Autres espèces de moustiques

À côté de ces espèces exotiques, plusieurs espèces autochtones peuvent servir de vecteur dans la transmission de maladies, comme p. ex. Culex pipiens (le moustique le plus répandu au Luxembourg), Culex modestus, Aedes vexans ou Anopheles claviger.

D'autre part, plusieurs espèces exotiques sont en route en Europe et parviendront à moyen ou long terme au Luxembourg : p. ex. Aedes aegypti, Aedes atropalpus, Aedes koreicus.

Outre les moustiques, d'autres insectes envahisseurs peuvent constituer des risques de santé, notamment les tiques (ordre : Ixodida), et plus particulier :

Hyalomma marginatum

Cette tique est très répandue dans la région méditerranéenne (originaire d'Asie) et tend à se propager vers le nord au XXI^e siècle. Elle est un vecteur de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo. L'espèce a probablement survécu aux derniers hivers en Allemagne. Depuis lors, les découvertes se multiplient. Une autre espèce, Hyalomma rufipes (originaire d'Afrique) est également présente en Allemagne et dans le sud de la France, mais n'a pas encore été détectée au Luxembourg.

Actuellement (août 2020), Hyalomma a été observé à trois reprises au Luxembourg : en 2018 à Dudelange (H. marginatum), en 2020 à Beaufort et Aspelt (H. marginatum et Hyalomma sp.). Les spécimens n'ont pas été analysés pour détecter des agents pathogènes.

Dermacentor reticulatus

Elle est vectrice de plusieurs maladies zoonotiques graves dont la maladie de Lyme (en pleine expansion dans le monde), rickettsioses, fièvre hémorragique d'Omsk ou encéphalite à tiques et d'autres maladies vectorielles, pouvant infester plus de 60 hôtes sauvages et domestiques différents connus (pour les trois stades de développement). Considérée comme très résistante (par exemple très résistante au froid et capable de survivre plusieurs mois sous l'eau), cette tique est considérée comme posant des risques éco-épidémiologiques et de santé vétérinaire et de santé publique particuliers pour l'Homme. L'espèce est connue depuis longtemps dans le sud de l'Europe, mais elle est encore nouvelle au Luxembourg. Dermacentor se retrouve principalement dans le sud du Luxembourg. Les agents pathogènes peuvent être transmis d'une espèce de tique indigène (par exemple Ixodes ricinus) à une espèce immigrée - et vice versa. Dans les travaux de Reye et al (2011), la prévalence d'I. ricinus au Luxembourg a été étudiée. (Source : https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/20228110/)

Le risque pour la santé publique de ces insectes dépend de deux conditions qui doivent exister simultanément :

1) la présence des vecteurs (espèces) : plusieurs vecteurs sont déjà présents et d'autres sont en route en Europe ;

2) la présence d'une maladie pouvant être transmise par les vecteurs : pour le moment, ces maladies sont ramenées de voyages à l'étranger. Si, dans le temps, il s'agissait surtout de maladies ramenées de régions tropicales, depuis quelque temps, certaines maladies se sont implantées dans le bassin méditerranéen et sont en expansion (p. ex. Virus du Nil occidental, Dengue, Chikungunya). Ces maladies sont occasionnellement ramenées par des touristes luxembourgeois ou de passage au Luxembourg et pourraient être transmises par les vecteurs présents, quoique le risque peut être actuellement considéré comme minime. On peut cependant s'attendre à un aggravement du risque dans les prochaines années.

Les mesures de précaution à mettre en place consistent essentiellement en un système de surveillance et une sensibilisation de la population au risque éventuel.

En ce qui concerne les moustiques, nous disposons depuis 2018 d'un dépliant en cinq langues afin de sensibiliser la population : https://mosquitoes.lu/dealing-with-mosquitoes (élaboré par le MNHNL, la Direction de la santé et le MECDD).

Question 2657 (12.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **Commission nationale pour la protection des données (CNPD) :**

Mam Gesetz vum 1. August 2018 gouf d'CNPD an d'Liewe geruff, déi am Kader vum EU-Dateschutzreglement (GDPR) dofir zoustänneg ass, dass d'Dateschutzgesetz zu Lëtzebuerg agehale gëtt. D'CNPD ass deemno als d'Police vum Dateschutz ze begräifen an huet dofir och laut Gesetz déi néideg Kompetenzen, fir kënnen ze enquêtéieren, Decisiounen ze huelen an am Fall vun Infraktiounen ze sanktionéieren. Fir dës Aufgaben ze erfëllen, kritt d'CNPD genuch finanziell Moyenen aus dem Budget bereetgestallt. Tëschent 2016 an 2020 gouf de Budget verdräifacht (aktuell 6,6 Milliounen Euro).

Den Artikel 37 vum Gesetz am Zesummenhang mam Artikel 44 vum Dateschutzgesetz vun 2018 leeë fest, dass souwuel d'CNPD wéi och all d'Biergerinnen a Bierger d'CNPD aschalte kënnen, fir bei der CNPD eng Reklamatioun anzereechen, fir eng Violatioun vum Dateschutzgesetz ze iwwerpréiwen. D'CNPD kann dann op Basis vum Artikel 38 vum si betreffende Gesetz eng Enquête duerchféieren. Op Basis vun dëser Enquête gëtt dann nom Artikel 41 eng Decisioun ausgeschwat, déi ënner anerem och Strofe mat sech zéie kënnen (Artikelen 48 an 49). Dës Decisioun muss motivéiert, ënnerschriwwen an nummeréiert sinn (Artikel 12 vum Règlement d'ordre intérieur vun der CNPD).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Am ROI vun der Dateschutzkommissioun maachen d'Artikelen 12 an 13 den Ënnerscheed tëscht Decisiounen, déi no enger Enquête gemaach ginn (1) a sougenannten „aneren" Decisiounen (2). Am Gesetz ass net vun „aneren Decisioune" rieds. Wéi eng Artikelen aus dem Gesetz bilden d'Base légale vun dësen „aneren Decisiounen", déi am ROI ze fanne sinn, an no wéi enge Krittären entscheet d'CNPD, ob eng Reklamatioun eng Enquête mat sech féiert oder net?

2. Wéi vill Reklamatioune vu Persoune sinn zënter 2018, opgelëscht no Joer, bei der CNPD agaangen?

1) Wéi vill dovunner hunn eng Decisioun nom Artikel 41 vum Gesetz betreffend d'CNPD mat sech bruecht?

2) Wéi vill dovunner hunn eng Decisioun op Basis vum Artikel 12, Alinea 3 vum Règlement d'ordre intérieur vun der CNPD no sech gezunn?

3. Wéi vill Reklamatiounen a wéi vill Enquêtë sinn aktuell nach en cours de traitement?

4. Wéi laang sinn d'Delaien (Moyenne a Medianwäert) tëschent dem Arreeche vun enger Reklamatioun an:

1) der Decisioun, déi op Basis vum Artikel 41 vum Gesetz betreffend der CNPD getraff ginn?

2) der Decisioun, déi op Basis vum Artikel 12, Alinea 3 vum Règlement d'ordre intérieur vun der CNPD getraff ginn (sougenannt „aner Decisiounen")?

5. Wéi vill Decisioune goufen:

- bannent 3 Méint nom Arreeche vun der Reklamatioun geholl?

- no méi wéi 3 Méint nom Arreeche vun der Reklamatioun geholl?

- no méi wéi 6 Méint nom Arreeche vun der Reklamatioun geholl?

- no méi wéi 12 Méint nom Arreeche vun der Reklamatioun geholl? Falls Leschteres zoutrëfft, wéi erkläert de Minister, dass Reklamatioune méi wéi 12 Méint opstinn?

6. Wéivillmol zënter 2018, opgeschlësselt no Joer, hu Persounen der CNPD een Data Breach gemellt? Wéi oft goufen déi Betraffen iwwert dësen informéiert?

7. Wéi vill Sanktioune goufen zënter 2018, opgeschlësselt no Joer an no Héicht vun der Strof, vun der CNPD ausgesprach?

8. Existéiere Fäll, an deenen d'CNPD de Plaignante prinzipiell Recht gëtt an awer keng Aktioun ënnerhëlt, fir géint ee Verstouss vum Dateschutzgesetz virzegoen? A wéi enge Fäll trëfft dëst zou?

9. Ass de Minister der Meenung, datt d'CNPD méi Moyene brauch, fir effektiv schaffen ze kënnen?

Réponse (14.09.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation :*

D'Regierung schléisst sech de follgenden Äntwerte vun der CNPD un.

ad 1. D'Artikele 37 bis 41 vum Gesetz vum 1. August 2018 (Section VIII - Enquête et décision sur l'issue de l'enquête) gesi speziell Dispositioune vir, déi d'CNPD muss respektéieren, fir eng Enquête opzemaachen an no enger Enquête eng Decisioun (sur l'issue de l'enquête) ze huelen. Doduerch, dass dës Zort vun Decisioune laut dem Gesetz e spezifesche Formalismus musse respektéieren, sinn dës separat an den Artikelen 12 an 13 vum ROI virgesinn.

D'Opmaache vun enger Enquête ka vun engem vun de véier Memberen (Commissaire) vum Collège proposéiert ginn. Wann de Collège decidéiert, eng Enquête opzemaachen, wéi et am Artikel 38 vum Gesetz vum 1. August 2018 virgesinn ass, kann eng Reklamatioun den Ausléiser, fir eng Enquête opzemaachen, sinn. D'CNPD huet och de Pouvoir, eng Enquête aus eegener Initiativ opzemaachen. Wei schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0842 vum 28 Juni 2019 preziséiert gouf, huet d'CNPD eng duebel Approche - mat engem Volet „proactif" an engem Volet „réactif" - fir ze kontrolléieren, ob sech un d'Dateschutzreegele gehale gëtt. Déi „proactif" Enquêtë gi bei Organisatiounen duerchgefouert op Basis vun engem Echantillonnage, dee verschiddene Risikokrittäre consideréiert, wéi zum Beispill d'Gréisst oder de Secteur, an deem d'Organisatioun aktiv ass, de Volume vun Donnéeën, déi traitéiert ginn, d'Unzuel vu Persounen, déi betraff sinn, d'Sensibilitéit vun den Donnéeën, asw. Dës Enquêtë ginn entweeder net annoncéiert (enquêtes sur place) oder annoncéiert (enquêtes sous forme d'audit sur la protection des données) duerchgefouert. Déi „réactif" Enquêtë baséiere sech gréisstendeels op Reklamatiounen.

Net all Reklamatioun féiert eng Enquête mat sech. Wann eng Reklamatioun agereecht gëtt, versicht d'CNPD fir d'éischt, de Problem ze léisen, ouni eng formell Enquête, am Sënn vun den Artikele 37 bis 41 vum Gesetz, opzemaachen. De gréissten Deel vun de Reklamatioune kann op dësem Wee geléist an zougemaach ginn, nodeems d'CNPD beim Responsabele vum Traitement intervenéiert ass. Wa sech erausstellt, dass den Dossier vun enger Reklamatioun op dësem Wee net kann instruéiert ginn, da kann de Collège decidéieren, eng Enquête opzemaachen.

Et gi keng legislativ Krittären, déi virgesinn, wéini d'CNPD eng Enquête opmécht oder net. D'CNPD ass eng onofhängeg Kontrollautoritéit a beneficiéiert vum Prinzip vun der Opportunité d'action (cf. Avis vum Staatsrot vum 26. Juni 2018, Doc. parl. n° 7184/28).

D'CNPD entscheet also vu Fall zu Fall, wéini op Basis vun enger Reklamatioun eng Enquête néideg ass an opgemaach gëtt. Hei bezitt d'CNPD sech ënner anerem, ouni dass dës Lescht exhaustiv ass, op follgend Elementer: den Degré de coopération vum Responsabele vum Traitement am Kader vun der Instruktioun vun der Reklamatioun, d'Gravitéit vun dem Verstouss géint den Dateschutz, déi dem Responsabele vum Traitement virgeworf gëtt, den Impakt op déi fundamental Rechter a Fräiheete vum Bierger, d'Unzuel vun de betraffene Persounen, d'Sensibilitéit an de Volume vun de betraffenen Donnéeën, Prioritéit par rapport zu der Unzuel vun de Reklamatiounen an de Ressourcen, déi zur Verfügung stinn.

Des Weidere gesäit den Artikel 57 Paragraf 4 vum RGPD vir, dass d'CNPD och ka refuséieren, eng Reklamatioun ze traitéieren, wann dës manifestement net fondéiert ass oder exzessiv ass.

Fir seng Missioune kënnen ze erfëllen, muss d'CNPD och nach eng Rei „aner Decisiounen" huelen (Artikel 12, Alinea 3 vum ROI). Ouni exhaustiv ze sinn, sinn domadder zum Beispill d'Adoptioun vum ROI (op Basis vum Artikel 32 vum Gesetz vum 1. August 2018), d'Adoptioun vum „règlement relatif à la procédure d'enquête de la CNPD" (op Basis vum Artikel 40 vum Gesetz vum 1. August 2018), d'Avisen zu Gesetzestexter (op Basis vum Artikel 57 Paragraf 1, Buschtaf c) vum RGPD an den Artikelen 7 an 8, Punkt 3° vum Gesetz vum 1. August 2018), d'Adoptioun vun engem Reglement „fixant le montant et les modalités de paiement des redevances dans le cadre de ses pouvoirs d'autorisation et de consultation" (op Basis vum Artikel 47 vum Gesetz vum 1. August 2018), d'Decisiounen am Kader vun de Certificatiounen (op Basis vum Artikel 57, Buschtawe p) a q) vum RGPD an dem Artikel 7 vum Gesetz vum 1. August 2018) oder nach d'Autorisatioune vun de sougenannte „clauses contractuelles ad hoc" (op Basis vum Artikel 57, Buschtaf r) vum RGPD an dem Artikel 7 vum Gesetz vum 1. August 2018) viséiert.

Dobäi kënnt och nach, dass d'CNPD eng Rei Decisiounen zum Fonctionnement vun der Administratioun muss huelen, wéi zum Beispill d'Nominatioun vu Fonctionnairen, d'Zesummestelle vun Examenskommissiounen, asw.

Et sief bemierkt, dass dës Zort vun „aneren Decisiounen" net zwangsleefeg als Decisiounen am Sënn vum Verwaltungsrecht ze verstoe sinn.

ad 2. Säit dem Akraafttriede vum RGPD de 25. Mee 2018 bis zum 12. August 2020, si bei der CNPD 911 Reklamatiounen agaangen:

- 25/05/2018 - 31/12/2018: 303 Reklamatiounen,

- 2019: 381 Reklamatiounen,

- 01/01/2020 - 12/08/2020: 227 Reklamatiounen.

ad 2. 1) Säit der Adoptioun vum ROI an dem „règlement relatif à la procédure d'enquête" (RE) den 22. Januar 2020 huet d'CNPD nach keng Decisioun „sur l'issue de l'enquête", wéi se am Artikel 41 vum Gesetz vum 1. August 2018 an dem Artikel 12, Alinea 2 vum ROI virgesinn ass, geholl.

Déi éischt Decisiounen dozou wäerte viraussiichtlech am Laf vum leschten Trimester 2020 vum „collège siégeant en formation restreinte“ geholl ginn.

ad 2. 2) D'CNPD huet säit der Adoptioun vum ROI den 22. Januar 2020 am Ganze 37 sougenannt „aner Decisiounen“, wéi ënnert der Fro 1 erkläert a wéi am Artikel 12, Alinea 3, vum ROI detailléiert, geholl.

ad 3. En cours de traitement sinn aktuell nach 286 Reklamatiounen an 82 Enquêten.

ad 4. Wéi ënnert der Fro 2. 1) erkläert, huet d'CNPD nach keng Decisioun „suite à une enquête“ geholl.

Wat déi aner Decisiounen ugeet, ass dës Fro wéinst der grousser Unzuel souwéi och der Diversitéit vun den Decisiounen, déi geholl ginn, an déi näischt mat Reklamatiounen an Enquêten ze dinn hunn, net ze beäntweren. Hei gëtt keen Delai erfaasst.

Wéi aus der Äntwert zu der Fro 5 am Detail ervirgeet, gi Reklamatiounen an der Moyenne innerhalb vun 3 bis 4 Méint traitéiert an ofgeschloss.

ad 5. 625 Reklamatioune goufen tëscht dem 25. Mee 2018 an dem 12. August 2020 instruéiert an ofgeschloss. All dës Reklamatioune goufen innerhalb vun de follgenden Delaie beaarbecht:

- manner wéi 3 Méint: 397 Reklamatiounen, also 65 % vun de Reklamatiounen,

- tëscht 3 a 6 Méint: 122 Reklamatiounen, also 19 % vun de Reklamatiounen,

- tëscht 6 Méint an 1 Joer: 85 Reklamatiounen, also 13 % vun de Reklamatiounen,

- méi wéi 1 Joer: 21 Reklamatiounen, oder 3 % vun de Reklamatiounen.

Bei e puer Reklamatioune kann et aus verschiddene Grënn méi wéi ee Joer daueren. Dëse méi laangen Delai kann, ënner anerem, follgend Grënn hunn:

- d'Komplexitéit vum Dossier, déi oft méi laangwiereg Akten a Mesuren am Kader vun der Enquête mat sech bréngen (z. B. Enquêten op der Plaz, Enquêten an der Form vun Auditen),

- de Respekt vum Prinzip vum Contradictoire,

- méi laang Beaarbechtungszäiten duerch den obligatoreschen europäesche Kooperatiounsmechanismus (Artikele 60 bis 66 vum RGPD), am Fall vu grenziwwerschreidende Fäll oder am Fall vu Prinzippiefroen, déi all Bierger an der EU kënne betreffen (an deene Fäll kënnen all aner europäesch Kontrollautoritéite mat entscheeden, och wann et just eng Reklamatioun betrëfft),

- Reaktivitéit vum Reclamant oder vum Responsabele vun der Dateveraarbechtung.

ad 6. Geméiss dem Artikel 33 vum RGPD mussen d'Responsabel vum Traitement ënner verschiddene Konditiounen en Data Breach bei der CNPD mellen. Am Fall, wou déi betraffe Persoun eng Reklamatioun bei der CNPD rareecht, wéinst enger Violatioun vu senge perséinlechen Donnéeën, iwwerpréiwen d'Servicer vun der CNPD fir d'éischt, ob de Responsabele vum Traitement der CNPD dës Violatioun huet musse matdeelen, well net all Data Breach der CNPD muss matgedeelt ginn. Am Fall, wou keng Notifikatioun gemaach gouf, kontaktéiert d'CNPD séier de d'Responsabele vum Traitement, fir ze iwwerpréiwen, ob eng Notifikatioun noutwendeg war oder net. Wann et noutwendeg war, eng Notifikatioun ze kréien, obligéiert d'CNPD de Responsabele vum Traitement, dës Notifikatioun anzereechen a mécht gegeebenefalls eng Enquête op.

Zënter 2018 goufen der CNPD 748 Data Breaches gemellt. Opgeschlësselt no Joer goufen et:

- 25/05/2018 - 31/12/2018: 172 Notifikatiounen am Joer 2018,

- 2019: 354 Notifikatiounen,

- 01/01/2020 - 12/08/2020: 222 Notifikatiounen.

A méi wéi 50 % vun de Fäll vun den Data Breaches goufen déi betraffe Leit doriwwer informéiert. Et sief bemierkt, dass net an alle Fäll déi betraffe Leit mussen informéiert ginn (Artikel 34 vum RGPD).

ad 7. Am Fall vun engem Verstouss géint den RGPD a géint d'Dateschutzgesetzer huet d'CNPD d'Méiglechkeet (Artikel 58.2 vum RGPD), fir korrigéierend Moossnamen (mesures correctrices) ze huelen, wéi z. B. en Avertissement, e Rappel à l'ordre, eng temporaire oder definitiv Limitatioun oder e Verbuet vun enger Dateveraarbechtung, asw.) an/oder finanziell Sanktiounen (amendes administratives) auszespriechen.

Tëscht dem 25. Mee 2018 an dem 12. August 2020 hunn 235 national Reklamatiounen zur Adoptioun vu korrigéierende Moossname gefouert. Dëst si Fäll, wou d'CNPD de Responsabele vum Traitement dozou opgefuerdert huet, Moossnamen ze huelen, fir den RGPD ze respektéieren (z. B. Ufroe vu Bierger fir Zougang zu hiren Donnéeën, Läsche vun Donnéeën oder Ausübe vum Oppositiounsrecht, Unuerdnung, fir zousätzlech Sécherheetsmoossnamen ëmzesetzen, asw.). Opgeschlësselt no Joer goufen et hei:

- 25/05/2018 - 31/12/2018: 76,

- 2019: 64,

- 01/01/2020 - 12/08/2020: 95 korrigéierend Moossnamen.

Nieft de Reklamatiounen op nationalem Niveau goufen et zousätzlech 168 Reklamatiounen, déi d'CNPD duerch den europäesche Kooperatiounsmechanismus krut an déi mat korrigéierende Moossnamen ofgeschloss goufen. Opgeschlësselt no Joer goufen et hei:

- 25/05/2018 - 31/12/2018: 32,

- 2019: 129,

- 01/01/2020 - 12/08/2020: 7 korrigéierend Moossnamen.

Wéi ënnert der Fro 2. 1) erkläert, huet d'CNPD nach keng Decisioun „suite à une enquête“ geholl, déi eng Geldstrof mat sech bruecht hätt. Wéi uewen erkläert, wäerten déi éischt Decisiounen am Laf vum leschten Trimester 2020 geholl ginn.

ad 8. Dëst kann de Fall si bei Verstéiss géint Dateschutzreegelen duerch Firmen, déi hire Sëtz an engem aneren EU-Land hunn oder an engem Drëttland.

Bei Verstéiss duerch Firmen, déi an engem aneren EU-Land etabléiert sinn, muss d'CNPD, opgrond vum europäesche Kooperatiounsmechanismus, d'Reklamatioun un d'Kontrollautoritéit aus deem EU-Land weiderginn. An esou Fäll ass déi Kontrollautoritéit „autorité chef de file“ a muss d'Reklamatioun beaarbechten an eng Decisioun a Concertatioun mat der CNPD huelen. Am Fall, wou d'CNPD net mat der Decisioun vun dëser Kontrollautoritéit averstane wier, kann d'CNPD froen, dass de European Data Protection Board (EDPB) (deen all europäesch Kontrollautoritéite regruppéiert) eng definitiv Decisioun hëlt. Well dës Decisiounen an der Majoritéit vun de Stëmme geholl ginn, kéint et also virkommen, dass déi initial Meenung vun der CNPD um Enn net berücksichtegt gëtt.

Bei Verstéiss duerch Firmen aus engem Drëttland, déi kee Sëtz an der EU hunn oder kee Representant an der EU genannt hunn, kann d'CNPD d'Reegele vum RGPD net duerchsetzen.

ad 9. D'Roll vun der CNPD huet säit dem Akraaftriede vum RGPD, der Transpositioun vun der Direktiv (UE) 2016/680 „Police-justice“ an den deementspriechende Gesetzer vum 1. August 2018 bedeitend evoluéiert. D'Moyenen, déi der CNPD zur Verfügung stinn, goufen adaptéiert, fir déi nei Missiounen a Pouvoire vun der CNPD ze considéréieren. Zu deem Sujet gëtt den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2479 (Premier bilan de l'application du RGPD) verwisen.

Question 2660 (13.08.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **problèmes au niveau de la distribution du courrier postal :**

D'Post ass dru gehalen, fir Bréiwer bannent dräi Deeg zouzestellen. De Moment ass et awer esou, datt et hei am Land deels massiv Problemer bei der Zoustellung vun der Bréifpost gëtt an et zu ville Retarde kënnt.

Leit aus dem Stater Quartier Hamm hu sech souguer beschwéiert, datt bei hinne schonn deeglaang kee Bréifdréier méi passéiert ass a si deemno iwwerhaapt keng Post an d'Boîte kruten.

Op Nofro hi beim Service vun de Reklamatioune war et effektiv d'Confirmatioun, datt aktuell Problemer bei der Distributioun vum Courrier bestinn. Dat géif dorunner leien, datt vill Bréifdréier am Congé sinn a vu Studenten ersat ginn, déi manner routinéiert wieren. Esou huet de Mann um Telefon dat erkläert.

Wann een da via Telefon e spezifescht Renseignement iwwer „POST Finance“ freet, leeft do e Band, wou d'Post sech entschëllegt, datt et zu Verspéidunge beim Heemschécke vun de Kontoextraite kënnt.

D'Bréifpost ass a bleift e wichtegen Zerwiss, a vill Leit si grad bei offizielle Schreiwen, un déi dacks Delaie geknäppt sinn, drop ugewisen.

Doweinst wéilt ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister riichten:

1. Wéi ass et méiglech, datt esou e wichtegen Zerwiss wéi d'Zoustellung vun der Bréifpost net zefriddestellend fonctionéiert?

2. Wat sinn déi genee Ëmstänn, firwat d'Post déi normal Bréifverdeelung net méi geréiert kritt? Och fréier wore jo mol Bréifdréier am Congé ...

3. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir déi aktuell inakzeptabel Mëssstänn bei der Bréifverdeelung ze eliminéiren an eng verlässlech Zoustellung vun der Bréifpost, déi primordial wichteg ass, fir datt e Land gutt fonctionéiere kann, sécherzestellen?

Réponse commune (16.09.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Post hält déi Qualitéitskrittären, zu deene se am Kader vum Service universel verflicht ass, an. Dëst gëtt och vun onofhängeger Säit vum ILR permanent kontrolléiert. Dëse krut keng Reklamatioun zur Distributioun vum Postcourrier.

D'Post weist op Nofro drop hin, dass de Volume vum Bréifverkéier an de Summerméint weesentlech méi kleng ass, well ënner anerem och d'Aktivitéit bei de Produzente vum Courrier (Banken, Gemengen, etc.) vill méi kleng ass. D'Post bestätegt awer, dass se an de Summerméint kee reduzéierten Zerwiss ubitt.

D'Post ënnersträicht, dass am Joer 2020 bis elo sämtlech Tournéeën, wéi geplangt, verdeelt goufen. Am Summercongé, stellt d' Post säit Joer an Dag Studenten an, fir engersäits der héijer Demande vu Congé säitens de Bréifdréier an dëser Saison kënnen nozekommen, an anerersäits Studenten d'Méiglechkeet ze ginn, an der Vakanz enger sënnvoller Aarbecht nozegoen a sech en Akommes ze verdéngen. Obwuel d'Studenten ugeléiert ginn, hu se evidenterweis net déi selwecht Routine wéi e gestanene Bréifdréier a brauchen ënner Ëmstänn méi laang, fir hir Tournée ze maachen. D'Post bestätegt awer, dass séchergestallt ass, dass de Courrier komplett verdeelt gëtt, sou wéi am normale Betrib.

Question 2663 (13.08.2020) de **Mme Martine Hansen, MM. Marc Spautz** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **forfait pour matériel d'incontinence :**

Leit, déi mat Inkontinenz geplot sinn, sinn op speziell Wëndelen ugewisen. Esou wéi den Här Minister et a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2257 confirméiert, kann eng fleegebedierfteg Persoun, déi op de Seuil vun 3,5 Stonne Fleeg am Beräich vun den „actes essentiels de la vie“ kënnt, laut dem Artikel 349, 1. Alinea vum Code vun der sozialer Sécherheet, vun engem „forfait pour matériel d'incontinence“ profitéieren. An där selwechter Äntwert huet den Här Minister och ënnerstrach, datt d'Krankeversécherung ënner bestëmmte Konditioune Fraise fir d'Wëndele bei Kanner iwwer zwee Joer an ënner 18 Joer, déi ënner enger Inkontinenz leiden, iwwerhëlt. Fir Leit iwwer 18 Joer géingen d'Wëndele rembourséiert gi vun der Krankeversécherung fir all Persounen, déi vum Spina bifida betraff sinn an inkontinent sinn.

Et ass awer allgemeng bekannt, datt et och Leit ginn, déi ënner enger Inkontinenz leiden an net vum Spina bifida betraff sinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Wat sinn d'Grënn, fir datt Leit, déi un Inkontinenz leiden an déi iwwer 18 Joer al sinn an net u Spina bifida leiden, d'Käschte fir hir Wëndelen, op déi si am Alldag ugewise sinn, net rembourséiert kréien?

- Am Fall vun enger schréftlech konstatéierter Inkontinenz vum Dokter, wier et do net ubruecht, och deene Leit, déi iwwer 18 Joer al sinn an net u Spina bifida leiden, d'Fraise vun de Wëndelen ze rembourséieren?

- Bei Spina bifida kënnt et zu neurologeschen Ausfäll. Mam Zil, keen auszegrenzen, mengt den Här Minister net, datt een och aner (neurologesch) Krankheeten oder Feelbildungen, déi zu Inkontinenz féieren, misst considéréieren?

- Deelt de Minister d'Meenung, datt et sënnvoll wier, dës Fraise fir déi betraffe Leit, bei deenen eng Inkontinenz festgestallt ginn ass, ze iwwerhuelen?

Réponse (11.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Am Kader vun enger Fleegeversécherung ass et net méiglech, eng Inkontinenz eenzel ze iwwerhuele fir déi Leit, déi dorënner leiden, well an der Fleegeversécherung eng Persoun ëmmer eng Evaluatioun vun hirem allgemenge Gesondheetszoustand gemaach kritt. Et kënnen och net punktuell eenzel Prestatiounen iwwerholl ginn, well eng Persoun méi laang wéi sechs Méint muss fleegebedierfteg sinn, fir datt d'Fleegeversécherung ka fir Leeschtungen opkommen.

Am Kader vun enger Krankeversécherung ass et am Moment just zu deene Konditioune virgesinn, déi an der parlamentarescher Fro N° 2257 beschriwwe sinn. De Ministère vun der sozialer Sécherheet huet awer den zoustännege Servicer den Optrag ginn, fir eng Analys ze maachen, ob et am Respekt vun den Dispositioune vum Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet méiglech ass, eng Erweiderung vun der Prise en charge duerch d'Krankeversécherung ze maachen, woubäi och muss considéréiert ginn, ob eng Inkontinenz nëmmen temporär oder irreversibel ass.

Question 2664 (13.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fermeture d'un chantier dans la commune de Beckerich :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 2624 vum 6. August si mer eenzel Punkten net ganz kloer, soudatt ech wéilt e puer zousätzlech Froen un d'Madamm Ëmweltminister stellen:

1. An der Äntwert schreift d'Madamm Minister: „Et geet an dësem Fall net ëm eng Geneemegung ‚fir Beem ewechzemaachen', mee ‚fir eng Biotopzerstéierung op enger Bauplaz am Bauperimeter'. Den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 reegelt dëse Fall am Paragraph 3.“ A weider: „Des Weideren hiewen ech nach eng Kéier ervir, datt et sech am konkreete Fall ëm e Bauterrain am Bauperimeter vum PAG handelt a net ëm en Terrain an der Gréngzon.“ Méi wäit ënne schreift d'Madamm Minister: „Zu der Demande de destruction de biotope protégé selwer ass nach keng Decisioun geholl, well den Dossier jo nach net komplett ass.“ An och: „De Bilan ass nach net fäerdeg, well nach wichteg Informatiounen iwwert de Verlaf vun der Limitt vum Bauperimeter feelen.“

Wann also nach Donnéeën zu der Limitt vum Bauperimeter feelen, wéi konnt d'Madamm Minister dann dovun ausgoen, datt den Artikel 17 (3) applikabel ass? A wouhier wousst d'Madamm Minister dann, datt den Terrain net géif ganz oder zum Deel an enger Gréngzon leien?

2. Wat fir Befugnisser huet en Agent vun der ANF bannent dem Bauperimeter vun enger Gemeng (Fro Nr. 2624, Punkt 1) a wat sinn an esou engem Fall d'Aufgabe vun der Gemeng?

3. Wat den Ament vum Ecobilan, de 6. Juli, ugeet (Fro Nr. 2624, Punkte 5 a 6), ass d'Madamm Minister der Meenung, datt weeder d'Aarbechten ouni Geneemegung nach den offizielle Baustopp d'Enn vun enger initialer, feelerhafter Geneemegungsprozedur bedeiten, datt also d'Intervenéiere vun der ANF nom Baustopp weider Deel vun enger initialer Geneemegungsprozedur ass?

Wa jo, heescht dat, datt d'Aarbechten ouni Geneemegung keng Konsequenzen a keen Afloss op d'Resultat vun dëser Prozedur hunn? Oder ass nom Baustopp eng nei Demande agereecht ginn? Wéi eng Konsequenzen hätten déi illegal Aarbechten op dës nei Demande? Fir den allgemenge Versteesdemech wär et ganz transparent, den Datum vun der Demande, den Datum, wou d'illegal Aarbechten ugefaangen hunn, an den Datum vum Bréif, deen de Requerant op den onkompletten Dossier higewisen huet, ze kennen. Kann d'Madamm Minister eng genee Chronologie opstellen?

4. D'Madamm Minister schreift an hirer Äntwert op meng Fro: „Allgemeng mécht d'ANF en Ecobilan wann: - d'Demande kee kommerziellen Zweck huet, also keng Sue mam Ecobilan selwer verdéngt ginn (keng Tëschepersounen).“ Elo ginn hei jo keng Suen op direktem Wee mam Ecobilan gemaach, awer op indirektem Wee dach, well d'Finalitéit jo d'Opriichte vun enger kommerzieller Crèche ass. Wéi gëtt also hei de „kommerziellen Zweck“ definéiert? Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt e gratis Service, deen engem kommerzielle Projet zeguttkënnt, kann als eng direkt staatlech Subventionéierung ugesi ginn?

Réponse (18.08.2020) de **M. Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Problem vun der Materialiséierung vun der Grenz vun enger Bauzon fënnt seng Originn an der Natur vun dem Kadasterplang. Et ass esou, datt de PAG vun enger Lokalitéit sech laut dem groussherzogleche Reglement iwwert den Inhalt vum PAG muss op den digitale Kadasterplang bezéien. Nun ass et esou, datt zu Lëtzebuerg den aktuelle Kadasterplang (plan cadastral numérisé) op engem Regroupement vun de sougenannten „feuilles cadastrales“ berout. Dës „feuilles cadastrales“, och „Inselpläng“ genannt, stamen aus der Zäit vum Napoleon an hunn eng relativ Prezisioun (keng absolutt), dat heescht, datt d'Parzellegrenzen um Plang net einfach kënnen op den Terrain iwwerdroe ginn, mee si mussen iwwer Referenzpunkten duerch e Geometer prezis agepasst ginn (méi detailléiert Informatiounen dozou fënnt een op der Internetsäit vun der Kadasterverwaltung).

Ech erënneren den honorabelen Deputéierten drun, datt zu der Demande, fir e Bongert ze zerstéieren, nach keng Decisioun geholl ginn ass an datt aktuell d'Analys um Terrain leeft, fir genee festzestellen, wat innerhalb vum Bauperimeter zerstéiert a wat gegeebenefalls an der Gréngzon zerstéiert ginn ass.

Am konkreete Fall wäert den Ecobilan dofir eventuell aus zwee Deeler bestoen: een Deel innerhalb vum Bauperimeter an, wéi gesot, eventuell een Deel ausserhalb vum Bauperimeter.

Eng Biotopzerstéierung fir e private Projet ka laut Gesetz nëmmen innerhalb vum Bauperimeter ge-

neemegt ginn. Fir de Fall, datt och en Deel vun engem geschützte Biotop an der Gréngzon zerstéiert gi wär, géif dësen Deel och weiderhin als Verstouss zum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz behandelt ginn. Den Ëmweltministère géif de Verursaacher opfuerderen, e „rétablissement des lieux" ze maachen, an de Volet vun enger eventueller Sanction pénale (Artikel 75 vum Naturschutzgesetz) géif dann de Parquet général concernéieren.

ad 2. D'Befugnisser vun den Agente vun der ANF ergi sech aus dem Kadergesetz vun der Natur- a Bëschverwaltung an aus dem Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018, net aus dem Bauperimeter vun enger Gemeng.

Wat d'Kompetenz am Beräich vun der Biotopzerstéierung ugeet, sief op den Artikel 74 „Constat des infractions" aus dem Naturschutzgesetz verwisen.

ad 3. Fir eng besser Liesbarkeet sinn d'Froen aus dem Punkt 3 vun der parlamentarescher Fro N° 2664 a véier Äntwerten opgedeelt:

a) Net d'Geneemegungsprozedur ass feelerhaft, mee d'Aktioun vum responsabele Bauhär war an ass konträr zum Gesetz. D'Fro vum honorabelen Deputéierten nom „Enn vun enger initialer, feelerhafter Geneemegungsprozedur" ass domadder hifälleg.

b) De Baustopp ass eng éischt Konsequenz op déi illegal Aarbechten. Ob nach weider Konsequenze kommen, hänkt vun de Resultater vun der Terrainsanalys of (cf. Äntwert op Froen zum Punkt 1.), dat heescht, falls e Biotop an der Gréngzon zerstéiert gi wier, sou kéint keng nodréiglech Geneemegung fir dësen Deel erdeelt ginn an et wier e Fall, dee weider als Infraktioun am Sënn vum Artikel 74 vum Naturschutzgesetz ze behandele wier.

c) Et ass keng nei Demande mat Bezuch op d'Beem nom Baustopp agereecht ginn.

d) Historique:

- 25. Mäerz 2020: Receptioun an Encodage vun der Demande d'abattage d'arbres an Transmis un d'ANF fir Avis

- 30. Abrëll 2020: Avis nuancé vum Chef d'arrondissement vun der ANF

- 16. Juni 2020: Decisioun vum Ministère, datt den Dossier muss duerch en Ecobilan ergänzt ginn

- 16. Juni 2020: ANF konstatéiert, datt Beem ouni Geneemegung gefällt gi sinn

- 25. Juni 2020 : Arrêté de fermeture du chantier („Baustopp")

ad 4. D'Äntwert op déi ursprénglech Fro vum honorabelen Deputéierten (QP 2624) ass esou ze liesen, datt d'ANF keen Ecobilan mécht fir eng Persoun oder eng Societéit, déi dësen Ecobilan géif un een Drëtte weiderverkafen oder a Rechnung stellen an doduerch géif e Benefiss generéieren.

Am Regierungsprogramm gëtt keng Distinctioun gemaach, wéi eng Persounen oder Societéite sech däerfen un den Helpdesk wenden: « Afin de garantir l'efficacité du nouveau système compensatoire écologique, l'ANF sera dotée d'un service spécialisé qui sera chargé de l'application du système et fonctionnera comme "help desk" en matière de compensation pour les citoyens, les bureaux d'études, les promoteurs de projet et les agriculteurs. » (extrait de l'Accord de coalition 2018-2023, page 179)

All staatlech Interventioun, déi engem Bierger oder enger Societéit zeguttkënnt, kann an enger allgemenger, theoreetescher Optik als „staatlech Subventionéierung" ugesi ginn. Legal gesinn handelt et sech allerdéngs net ëm eng Subventionéierung, mee vill méi ëm ee Service.

Question 2665 (14.08.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **transactions « CumEx » :**

Im Zusammenhang mit den Cum-Ex-Verfahren, die wir schon in mehreren parlamentarischen Anfragen erörtert haben, hat die Staatsanwaltschaft Köln nun Durchsuchungen in Büros des Bundesverbandes deutscher Banken durchgeführt. Laut Presseberichten kann nicht ausgeschlossen werden, dass die Finanzlobby Einfluss auf die gesetzlichen Bestimmungen in Deutschland genommen hat und dadurch solche Geschäftspraktiken aus dem Ausland weitergeführt werden konnten. Dem deutschen Staat, so die Schätzungen der Steuerfahnder, könnten über 10 Milliarden Euro verloren gegangen sein.

Nach Angaben des Bundesfinanzministeriums konnten bisher 51 Verfahren abgeschlossen und 1,1 Milliarden Euro gerettet werden. 391 Verfahren stünden noch aus.

Mehrere Banken in Deutschland haben bereits Steuern zurückerstattet:

- HypoVereinsbank: rund 200 Millionen Euro

- Crédit Agricole: 312 Millionen Euro (unter Protest)

In den Skandal um die Cum-Ex-Geschäfte sind Banken auf der ganzen Welt verwickelt. Mehrere Länder standen in der Vergangenheit dabei im Fokus: Dänemark, Österreich, Belgien, Norwegen, aber auch Luxemburg.

Wie reporter.lu berichtete, sollen dem Luxemburger Staat wegen dieser Steuertricks Steuergelder in Millionenhöhe abhandengekommen sein. Die Luxemburger Steuerverwaltung soll eventuell auch Cum-Ex-Geschäfte vorab genehmigt haben.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Finanzminister und an die Frau Justizministerin stellen:

- Können die Minister ausschließen, dass Cum-Ex-Geschäfte über luxemburgische Banken und andere Finanzdienstleister getätigt und von der Steuerverwaltung vorab abgesegnet wurden?

- Könnten nach Einschätzung der Minister die geschilderten Fälle dem Straftatbestand einer Vortat (infraction primaire) der Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung gleichkommen? Teilt der Minister diese Einschätzung?

- Wurden Rechtshilfegesuche seitens der deutschen Behörden an die luxemburgischen Behörden gestellt?

- Hat die Steuerverwaltung etwaige Verdachtsfälle auf Steuerbetrug u. ä. Straftatbestände an die luxemburgische Staatsanwaltschaft weitergeleitet?

- Welche Konsequenzen hat die luxemburgische Regierung aus diesen Geschäftspraktiken gezogen? Wurden eventuelle Steuerschlupflöcher in diesem Zusammenhang geschlossen? Falls ja, über welche gesetzlichen Regelungen?

- Kann der Minister abschätzen, wieviel Steuergelder dem luxemburgischen Fiskus durch solche Praktiken verloren gingen?

- Gibt es auf europäischer Ebene Diskussionen, wie solchen Praktiken ein Riegel vorgeschoben werden kann?

Réponse commune (17.09.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Wie bereits in den Antworten auf die parlamentarischen Anfragen N° 0247 vom 22. Januar 2019 und N° 1282 vom 3. Oktober 2019 dargelegt, ist eine öffentliche Auskunft zu den von den ehrenwerten Abgeordneten hervorgehobenen Tatbeständen sowie deren steuerlicher Behandlung durch das Steuergeheimnis nach § 22 der Abgabenordnung nicht erlaubt.

Aufgrund des verfassungsrechtlichen Prinzips der Gewaltentrennung steht es den Mitgliedern der Regierung nicht zu, Einschätzungen vorzunehmen, ob Situationen, Verträge, Taten oder andere Fakten einem vom Gesetz vorgesehenen Straftatbestand entsprechen oder nicht.

Rechtshilfeersuchen sind Teil einer strafrechtlichen Ermittlung und unterliegen dadurch ebenfalls dem Ermittlungsgeheimnis („secret de l'instruction") gemäß Artikel 8 der Strafprozessordnung. Dementsprechend haben die Mitglieder der Regierung in keinem Fall Kenntnis darüber, ob Rechtshilfeersuchen gestellt werden oder nicht.

Wie bereits in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 1282 vom 3. Oktober 2019 dargelegt, hat die Steuerverwaltung verschiedene Steuerstrafverdachtsfälle durch Cum-Ex-Geschäfte an die für die Ermittlung allein zuständige luxemburgische Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

Durch das Offenbarungsverbot ist eine öffentliche Auskunft über etwaige Steuergeldausfälle, wie von den ehrenwerten Abgeordneten als Schätzungen beantragt, nicht möglich.

Question 2666 (14.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **subventions communales dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Verschidde Gemengen hunn am Kader vun der Covid-19-Pandemie ee Programm opgestallt, fir iwwert d'Hëllefe vum Staat eraus weider Subventiounen un déi lokal Betriber ze verdeelen. Als Beispill: D'Gemeng Lëtzebuerg huet an hirem Gemengereglement ee „subside unique forfaitaire en faveur des commerces établis sur le territoire de la Ville de Luxembourg" agefouert.

Wärenddeem hunn aner Gemengen decidéiert, punktuell Hëllefe fir eenzel Betriber opzestellen. Verschidde Gemengen hunn esou zum Beispill deenen Entreprisen, déi Lokalitéite vun der Gemeng lounen, eng Reduktioun, voire een Erlooss vum Loyer accordéiert.

An der Circulaire N° 3847 vum Inneministère un d'Gemenge schreift d'Inneministesch:

« La législation communale ne s'oppose pas à des mesures pareilles qui s'inscrivent dans les compétences du conseil communal auquel il appartient de régler tout ce qui est d'intérêt communal en vertu de l'article 28 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. L'intérêt communal se définit communément comme comportant le nécessaire, l'utile et l'agréable de la collectivité locale. Il appartient dès lors au conseil communal de vérifier si les mesures de soutien financier qu'il envisage, rentrent dans sa compétence et comportent un intérêt pour la collectivité. Le cas échéant le conseil tiendra compte de ces critères pour déterminer les commerces, les entreprises ou les activités économiques éligibles. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Intérieur dës Froe stellen:

1. Ass d'Approche vu selektiven Hëllefen un eng limitéiert Zuel vu Betriber konform mam Prinzip, deen d'Ministesch an der Circulaire nennt (« L'intérêt communal se définit communément comme comportant le nécessaire, l'utile et l'agréable de la collectivité locale. »), wann ee weess, datt d'Hëllef nëmme verschiddenen Entreprisen zeguttkënnt an net der Allgemengheet?

2. Wéi eng Krittäre sinn entscheedend, fir datt d'Hëllefen dem Prinzip vum Intérêt communal entspriechen?

3. Missten d'Gemengeresponsabel virum Accord vu selektiven Hëllefen net och d'Situatioun vun der Entreprise op Basis vum Bilan, der Finanzsituatioun an dem Maartundeel evaluéieren?

4. Däerf d'Gemeng no Loscht a Laun d'Montante fir d'Hëllefe festleeën?

5. Stelle selektiv Hëllefen (wéi zum Beispill eng Reduktioun vum Loyer fir eenzel Entreprisen) eng Verzerrung vun der Konkurrenz duer, wëssend, datt aner Entreprisen eidel aus esou enger Decisioun erausginn?

Réponse commune (17.09.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Hëllefen, déi verschidde Gemengen agefëiert hunn, fir Betriber am Kontext vun der Pandemie vum Covid-19 finanziell ze ënnerstëtzen.

Mir begréissen et, dass d'Gemenge sech am Kader vun hire Méiglechkeeten asetzen, fir d'Geschäftsleit an der Zäit vun der Covid-19-Kris finanziell ze ënnerstëtzen.

De Prinzip vum Intérêt communal verhënnert net, dass eng Gemeng selektiv Hëllefen entscheede kann.

D'Fro, déi den Deputéierten opwerft, stellt sech par rapport zum Gläichheetsprinzip virum Gesetz, deen am Artikel 10bis vun der Verfassung verankert ass. Dee Prinzip huet keng absolutt Valeur, mee verlaangt, dass jiddereen, dee rechtlech gesinn an där selwechter Situatioun ass, och d'selwecht vum Staat an de Gemengen (autorité publique) behandelt gëtt. Wann dëst net de Fall wier, kéim et zu enger Verzerrung vun der Konkurrenz.

Eng Gemeng dierf awer ënnerschiddlech Mesuren treffen, wann d'Ënnerscheeder, déi doduerch entstinn, op objektive Krittäre berouen a sech rationell justifiéiere loossen. Dës Ënnerscheeder mussen aus deem Grond och adequat sinn an am richtege Verhältnis zu der Finalitéit stoen.

Wéi an der Circulaire N° 3847 preziséiert, muss de Gemengerot seng Decisioun, fir finanziell Hëllefen ze geneemegen, sou wéi all aner Decisioun, am Respekt vum Intérêt communal huelen, dee breet definéiert ass a mat de Joren och ëmmer nees evoluéiert. De Gemengerot muss vu Fall zu Fall aschätzen, ob finanziell Hëllefen am Interêt vu der Gemeng sinn. Fir dës Aschätzung ginn et keng speziell Krittären, ausser déi, déi sech aus der allgemenger Definitioun vun „Intérêt communal" erginn (le nécessaire, l'utile et l'agréable).

D'Allocatioun vu Subventiounen u Betriber, wéi iwwregens all Decisioun vum Gemengerot, muss evidenterweis konform zu de Gesetzer sinn. D'Circulaire N° 3847 ass un d'Gemenge verschéckt ginn, fir si a Kenntnis vun de Reegelen ze setzen, déi agehale musse ginn.

Question 2670 (17.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation en Arménie :**

Wann d'Situatioun an Armenien dach a muncher Hisiicht besser ass wéi an anere Staate vun der fréierer Sowjetunioun, da stelle sech awer Froen iwwert d'Demokratie an d'Mënscherechter an deem Land.

D'Meenungs- an d'Pressefräiheet sinn net ganz respektéiert, et gëtt e staatlecht Virgoe géint Demonstratiounen an et gëtt nach ëmmer eng héich Korruptioun an deem Land.

Viru Kuerzem krut de Chef vun där gréisster Oppositiounspartei „Prosperous Armenia" seng parlamentaresch Immunitéit ofgeholl, nodeems hien d'Regierung am Kontext vun der Covidkris kritiséiert hat. Déi Manéier, ewéi dat gemaach gouf, ouni Bedeelegung vun der Oppositioun, stellt d'Fro vun der Rechtsstaatlechkeet an deem Land.

Dowéinst wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Situatioun an Armenien an, besonnesch am Hibléck op d'Demokratie, d'Rechtsstaatlechkeet an d'Mënscherechter?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Rechter vun der Oppositioun an Armenien respektéiert ginn?

3. Wat mécht d'Regierung, inklusiv am Kader vun der Europäescher Unioun, fir déi demokratesch Transitioun an Armenien ze begleeden?

Réponse (14.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Armenien befënnt sech säit zwee Joer an enger politescher Transitiounsphas, ausgeléist duerch déi sougenannte „samette Revolutioun" am Abrëll 2018. Säitdeem sinn eng ganz Rei positiv Developpementer an deem Land ze verzeechnen, besonnesch mat Bléck op institutionell Reforme souwéi wat d'Lutte géint d'Korruptioun ubelaangt. Et gëllt elo, dës positiv Dynamik dozou ze notzen, d'Demokratie, d'Rechtsstaatlechkeet an de Respekt vun de Mënscherechter an Armenien ze konsolidéieren.

ad 2. Lëtzebuerg setzt sech derfir an, dass elementar Prinzippie vun der Rechtsstaatlechkeet an onofhängege juristesche Prozeduren iwwerall agehale ginn, wat de Respekt vun de Rechter vun der Oppositioun kloer mat abezitt.

ad 3. D'Relatiounen tëschent der EU an Armenien gi regéiert vum „Armenia-EU Comprehensive and Enhanced Partnership Agreement", deen 2017 ënnerschriwwen a säitdeem vu bal allen EU-Staaten, dorënner Lëtzebuerg, ratifizéiert ginn ass. Dëst Ofkommes beinhalt och Klauselen iwwert d'Rechtsstaatlechkeet an de Respekt vun de Mënscherechter. Och fënnt säit 2009 all Joer en Dialog iwwert d'Mënscherechter tëschent der EU an Armenien statt. Déi 10. a bis elo lescht Editioun vun deem Dialog gouf den 8. Abrëll 2019 ofgehalen.

Am Kader vum „Partenariat oriental" bitt d'EU Armenien op der Basis vum Prinzip „méi fir méi" am Géigenzuch zu rechtsstaatleche Verbesserungen d'Perspektiv op eng méi enk Kooperatioun. Beim nächste Sommet vum „Partenariat oriental", dee viraussiichtlech am Mäerz 2021 ofgehale gi soll, wäerten d'Prioritéiten an d'Ambitioune vun der Partnerschaft fir déi nächst Joren definéiert ginn. Lëtzebuerg wäert sech wéi an der Vergaangenheet derfir asetzen, dass ambitiéis Erwaardungen un d'Adresse vun de Partnerstaate formuléiert ginn, grad och am Beräich Demokratie a Rechtsstaatlechkeet.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt och d'Programmer vun der EU, fir Armenien, zum Beispill den „EU-Armenia justice policy dialogue" oder d'Ënnerstëtzung fir d'Integritéit an d'Transparenz vun de Walen, ze förderen.

Question 2671 (17.08.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **légalisation du cannabis :**

D'Regierung wëllt bekanntlech de Cannabis als sougenannten0 „Genossmëttel" legaliséieren, ma et stelle sech awer Froe mat der Konformitéit vun eisem Land zu sengen internationalen Obligatiounen. Am internationalen, ëffentleche Recht gëtt et eng Rei vu Konventiounen, déi Droge betreffen an an deenen de Cannabis och explizitt genannt a verbuede gëtt.

Am Kader vun der UNO z. B. zielen zu deene wichtegste Rechtsinstrumenter an dësem Beräich:

- Ofkommes vun de Vereenten Natioune géint den onerlaabte Verkéier mat Suchtstoffer a psychotrope Substanze vum 20. Dezember 1988 (vu Lëtzebuerg ratifizéiert den 28. Juli 1992);

- Ofkommes iwwer psychotrop Substanze vum 21. Februar 1971 (vu Lëtzebuerg ratifizéiert) (Lëtzebuerg ass de 7. Februar 1991 bäigetratt);

- Eenheetsofkommes iwwer Suchtstoffer vum 30.Mäerz 1961 (vu Lëtzebuerg den 13. Oktober 1976 ugeholl).

An deem Kontext wollte mir der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Sinn d'Pläng vun der Regierung, fir eng Cannabislegaliséierung mat dësen internationale Rechtsinstrumenter kompatibel?

2. Wou gesäit d'Regierung méiglech Spannungsfelder tëschent eisen internationalen Obligatiounen an hire Pläng, de Cannabis zu rekreativen Zwecker ze legaliséieren?

3. Wëllt d'Regierung dës Accorden eventuell kënnegen?

4. Wéi eng Resultater hat den Dialog mat eisen Nopeschlänner; d'Regierung hat jo scho verlaude gelooss, datt de Kontakt gesicht ginn ass?

Réponse commune (16.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

D'Regierung wëllt de bestoende Konsum vu Cannabis fir net medezinnesch Zwecker zu Lëtzebuerg reglementéieren.

D'Haaptzil vu sou enger Reglementéierung ass et, fir d'Gesondheet vun de Mënschen, déi mat Cannabis a Kontakt kommen, beschtméiglech ze schützen. Déi vun den honorabelen Deputéierte genannten UNO-Konventioune verfollegen, ënner anerem, och dëst Zil. Dofir steet d'Reglementatioun vum Zougang zu net medezinneschem Cannabis prinzipiell, wéi och vum allgemengen Usaz hier, net per se am Géigesaz zu de Konventiounen. Et ass an deem Sënn och net envisagéiert, fir aus deene genannte Konventiounen auszetrieden.

D'Regierung wäert sech och weiderhi fir de Respekt vum internationalen ëffentleche Recht a fir multilateral Kooperatioun asetzen.

An deem Kontext ass eng grouss Zuel vun nationalen an internationalen Aarbechtsvisitten, Echangen a Kontakter gemaach an developpéiert ginn, fir engersäits deen nationalen Usaz kënnen duerzeleeën, an anerersäits fir souvill Erfarungswäerter an Nuancë wéi méiglech an dat nationaalt Konzept kënne mat afléissen ze loossen. Och mat eisen direkten Nopeschlänner ass et zu intensiven Echangë komm. Déi respektiv Entrevuen hunn der Regierung hire Wëllen zum Ausdrock bruecht, fir op eng transparent a kooperativ Manéier den Dialog ze sichen. Dës Approche gouf och ausdrécklech vun de Gespréichspartner wëllkomm geheescht an appreciéiert.

Dat nationaalt Konzept, wat aktuell nach an Ausaarbechtung ass, konnt iwwert dee Wee komplettéiert an optimiséiert ginn. D'Echangen um internationale Plang a mat deenen zoustännegen UNO-Organer ginn och kontinuéierlech weidergefouert.

Question 2672 (17.08.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **embouteillages sur la A7 à l'entrée de Colmar-Berg en venant de Luxembourg :**

Des automobilistes inquiets ont attiré mon attention sur une situation très dangereuse sur la A7 à l'entrée de Colmar-Berg en venant de Luxembourg, direction Ettelbruck (B7). Presque tous les jours ouvrables des embouteillages s'y produisent. Ils peuvent prendre une longueur de plus de deux kilomètres, les premières automobiles devant s'arrêter près du mur de soutènement (A7) à l'entrée de Colmar-Berg, juste après la zone d'activités du Roost.

Or, il se trouve que les automobilistes qui approchent les autres ne voient pas nécessairement se produire un embouteillage, faute de visibilité dans le virage à l'entrée de Colmar (A7). Au cas où des camionneurs ou automobilistes arrivent qui ne connaissent pas bien la route en question, ils peuvent facilement ne pas voir l'embouteillage en train de se former.

À noter que la signalisation actuelle ne s'avère guère être efficace et devrait être complétée par des panneaux de signalisation supplémentaires indiquant la zone de danger.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette problématique ?

2) Le Ministère des Travaux publics fait-il compter le nombre et l'intensité des embouteillages journaliers en cet endroit au fil de l'année ? Quels sont les résultats obtenus depuis 2017 ?

3) Monsieur le Ministre est-il disposé à analyser le plus vite possible les risques d'accident potentiels dans ce contexte et de faire renforcer la signalisation y relative ?

Réponse (22.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Les embouteillages qui font l'objet de la question parlementaire de l'honorable Député, qui se produisent lors des heures de pointe vespérales, sont en effet connus. Cette problématique a d'ailleurs été prise en considération dans un audit de sécurité réalisé en 2010. Des panneaux d'avertissement avaient été installés à l'issue de cet audit.

ad 2) Un comptage des embouteillages n'est pas effectué.

ad 3) Deux panneaux d'avertissement « embouteillage » ont été installés en aval de l'échangeur Colmar-Berg, un sur l'A7 et un sur la B7, suite aux conclusions de l'audit de sécurité.

Un renforcement de cette signalisation est prévu à très court terme.

En outre, le projet de loi pour la mise à 2x2 voies de la B7 entre les échangeurs de Colmar-Berg et d'Ettelbruck est en préparation et pourra être présenté encore cette année.

Question 2673 (17.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **campagnes de sensibilisation en matière de sécurité de l'information numérique :**

D'Regierung hat op d'parlamentaresch Fro N° 2246 iwwert d'Benotze vu Messenger-Déngschter an den ëffentleche Verwaltunge geäntwert, datt si de Beamten net recommandéiert, Messenger-Déngschter wéi Facebook oder WhatsApp fir de professionnelle Gebrauch ze benotzen a rifft zur Zréckhalung op, fir online Uwennunge vu kommerziellen Ubidder ze benotzen a réit léiwer op d'Léisungen zréckzegräifen, déi vum CTIE ugebuede ginn.

Elo ass et awer esou, datt a ville Verwaltungen trotzdeem vun deene kommerzielle Léisunge Gebrauch gemaach ginn. A ville Schoule benotzen Enseignanten zum Beispill WhatsApp, fir mat hire Kolleegen, de Schüler an den Elteren ze kommunizéieren. Evidenterweis muss ee sech bewosst sinn, datt dës Messenger-Déngschter d'Donnéeë vun dëse Persoune sammelen an auswäerten.

Et existéieren eng Panoplie vu Rapporten, déi op d'Risike vum Gebrauch vu kommerzielle Plattformen an Uwendungen opmierksam maachen. Esou zum Beispill am Rapport „Les géants de la surveillance" vun Amnesty International aus dem Joer 2019, wou déi systeemesch Käschte vun de grousse kommerzielle Plattformen an Uwendunge genannt ginn. Déi dominant Positioun vu verschiddenen Entreprisen, wéi Google oder Facebook, féieren nom Rapport zu engem déiwen Agréff an d'Privatsphär a bedroe mëttelfristeg eis fräiheetlech Wäerter, dorënner d'Meenungsfräiheet oder d'Recht op Netdiskriminéierung.

An deem Ableck ass et sécherlech sënnvoll, datt virun allem an de Schoule - ma net nëmmen - d'Persounen op d'Risike vun der Benotzung vun esou Applikatiounen opmierksam gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, fir Digitalisatioun a fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Sensibiliséierungsmoossname goufen an deene leschten dräi Joer an de Schoulen duerchgefouert, fir d'Schüler iwwert d'Risike vum Gebrauch vu Plattformen an Uwendungen, wéi WhatsApp, Facebook oder Google, opzeklären?

2. Wéi eng Sensibiliséierungsmoossname goufen an deene leschten dräi Joer fir Erwuessener duerchgefouert, fir si iwwert d'Risike vum Gebrauch vu Plattformen an Uwendungen, wéi WhatsApp, Facebook oder Google, opzeklären?

3. Wéi eng Sensibiliséierungsmoossname goufen an deene leschten dräi Joer fir d'Educateuren an d'Léierpersonal an de Schoulen, Maison-relaisen a Crèchen duerchgefouert, fir si iwwert d'Risike vum Gebrauch vu Plattformen an Uwendungen, wéi WhatsApp, Facebook oder Google, opzeklären?

4. D'Ministeren hunn an der Äntwert jo geschriwwen, datt si d'Verwenne vu Messenger-Déngschter, wéi WhatsApp, net recommandéieren. Ass virgesinn, wéi et a verschiddene Bundeslänner an Däitschland de Fall ass, d'Benotze vu kommerzielle Plattformen an Uwendungen a Schoulen ze reglementéieren oder souguer ze verbidden?

5. Am Rapport vun Amnesty International ass des Weideren ze liesen:

« Les gouvernements ont l'obligation de protéger les personnes contre les atteintes aux droits humains commises par les sociétés. »

Deelt d'Regierung dës Aschätzung aus dem Rapport an, falls jo, wat fir eng Mesurë goufen a ginn ënnerholl, fir d'Bierger virun der Datesammlung vu grousse Firmen ze schützen?

Réponse commune (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

ad 1. Plattformen an Uwennunge wéi WhatsApp, Facebook a Google sinn an der haiteger Internetlandschaft omnipresent a verbonnen. Deemno gehéiere Risike beim Ëmgang mat de genannte Plattformen an Uwennungen zu all Sensibiliséierung fir eng sécherheetsorientéiert Benotzung vum Internet.

Bee Secure ass eng Initiativ vun der Lëtzebuerger Regierung, déi vum Service national de la jeunesse (SNJ) an dem Kanner-Jugendtelefon (KJT) duerchgefouert gëtt. D'Zil ass et, e séchert, verantwortungsvollt a positiivt Benotze vun der neier Informatiounstechnologie, besonnesch bei Kanner a Jugendlecher, Elteren, Enseignanten an Erzéier ze promovéieren. Well WhatsApp, Facebook a Google zu all Sensibiliséierung gehéieren, gi se an de Formatiounen, a järleche Campagnen an an all aneren Dokumenter oder Aktioune vu Bee Secure permanent thematiséiert.

Bee Secure-Formatioune ginn u Primär- a Secondairesschoule wéi och un d'Eltere vu Schüler, un Enseignanten oder all aner Gruppen (zum Beispill: Jugendhaiser, Senioreveräiner a lokal Initiativen) op Ufro ugebueden. Dës Formatioune sinn obligatoresch fir all Septièmesklassen aus dem Enseignement secondaire vum Land. Insgesamt sinn an de leschten dräi Joer (2017-2019) 2.694 Formatiounen duerchgefouert ginn, dovun 1.359 a Lycéeën, 1.127 an der Primärschoul, 19 an der Éducation différenciée, 67 a Maison-relaisen, 122 Sessiounen am non-formale Kader fir Jugendlecher, 188 Informatiounsowender fir Elteren, 63 Fortbildunge fir Enseignanten an Erzéier.

ad 2. D'Bee Secure-Helpline bitt eng gratis, anonym a vertraulech telefonesch Berodung fir Kanner, Jugendlecher, Elteren, Erwuessener, Senioren, Enseignanten an Erzéier (8002-1234). Bei den Ufroe geet et vill ëm d'Benotze vu WhatsApp, Facebook a Google.

An de leschten dräi Joer huet Bee Secure Sensibiliséierungscampagnen iwwer Desinformatioun (#checkyourfacts), Léift a Bezéiungsliewen am digitalen Zäitalter (Lovestories 4.0) an Dateschutz (Big Data - Wer macht was mit meinen Daten?) duerchgefouert. Do ginn déi genannte Plattformen natierlech thematiséiert.

D'Internetportal bee-secure.lu bitt Informatiounen an Empfielungen un a Bezuch op e verantwortungsvollen Ëmgang mam Internet a mat den domat verbonnene Risike bei der Benotzung. Zum Beispill fënnt een zum Theema Dateschutz, an der Rubrik „Meine Daten und ich", eng breet Palett vun Informatiounen iwwert d'Theema Privatsphär an Dateschutz am Internet. Um Internetportal fënnt een och Newsartikelen a Publikatiounen, wéi Guiden, déi sech un Elteren, Léierpersonal an Erzéier wéi och am Allgemengen un Erwuessener riichten.

D'Websäit silver-surfer.lu, déi vu Bee Secure bedriwwe gëtt, riicht sech mat geziilten Informatiounen u Senioren, déi och d'Méiglechkeet hunn, bei spezifesche Formatiounen deelzehuelen, déi sech u si riichten. Bee Secure ass elo zënter zéng Joer aktiv an erméiglecht duerch seng Offeren an Aktiounen den Notzer, méi sécherheetsorientéiert an informéiert Benotzungsentscheedungen ze treffen.

Bee Secure ënnerstëtzt zanter 2015 de PrivacySalon (privacysalon.lu), deen all Mount stattfënnt. Bei dësem Treffen, dee fir jiddereen op ass, gi praktesch Froen an Äntwerten (z. B. Tools, konkreet technesch Astellungen) fir de Schutz vu Privatsphär an déi domat verbonne Risiken um Internet an op de soziale Medien ugeschwat. D'Konferenz-Serie Digital Privacy Apéro (fréier CryptoApéro genannt) befaasst sech speziell dësem Theemeberäich un a gëtt vu Bee Secure ënnerstëtzt. Béid Offere riichte sech un Erwuessener, sinn awer och fir interesséiert jonk Leit op.

Am Kader vu Formatiounen, Eventer an der ëffentlecher Kommunikatioun vu Bee Secure op de soziale Medien an der Press, gëtt de Portal bee-secure.lu reegelméisseg als Referenz geholl, wou aktuell Artikelen a Publikatiounen, wéi z. B. Guiden, oppen zougänglech sinn. Wat een aus den dräi leschte Joer betoune kann, sinn de Guide Data Detox Kit, dee praktesch Rotschléi iwwer Privatsphär a Sécherheet am Internet enthält, de Guide „Big Data - Wer macht was mit meinen Daten?" wéi och thematesch Artikelen iwwer Dateschutz als Deel vun der Big Data-Campagne.

ad 3. Réckbléckend op déi dräi lescht Joer, si besonnesch dës Publikatiounen ze beliichten: de Guide „Internet in der Maison-Relais" fir Responsabel an Erzéier an de Maison-relaisen, de Guide fir Enseignant an Erzéier „Auch digital ein Vorbild sein" fir den Ëmgang mat soziale Medien, souwéi pedagogescht Material fir Enseignant an Erzéier. Zousätzlech hunn 2017-2019 am Ganzen 63 Weiderbildunge vu Bee Secure fir Enseignanten an Erzéier stattfonnt.

ad 4. Den Educatiounsministère stellt, via de CGIE, all Enseignant an all Schüler e gratis Accès op Microsoft Teams zur Verfügung. Dës Plattform gëtt recommandéiert fir d'Kommunikatioun tëscht Enseignanten a Schüler a bitt nieft der Méiglechkeet vu Videocall a Messagen och den Echange vun Dokumenter a soss wichtegen Informatiounen am Kontext vun der Schoul. Donieft bitt de MENJE via Webuntis en elektronescht Klassebuch am Secondaire un, wat d'Organisatioun vum Schoulbetrib organiséiert a vereinfacht.

ad 5. D'Regierung deelt d'Aschätzung, datt d'Grondrecht vum Dateschutz muss geschützt ginn an datt dozou d'Datesammlunge vu Firmaen dobäi gehéieren. D'Mesuren, déi an deem Kader geholl goufen, baséieren um europäesche Reglement iwwert den Datenschutz (RGPD). Konkreet goufen d'Aufgaben an d'Moyene vun der Dateschutzkommissioun (CNPD) erweidert, fir datt d'CNPD efficace op nationalem, souwéi och op europäischem Niveau am Kader vum „Méchanisme de coopération", kann agéieren.

Question 2674 (18.08.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **remboursement de traitements :**

Eisen Informatiounen no refuséiert d'Gesondheetskeess de Remboursement vu verschiddenen Therapien, och wann dës fir déi concernéiert Patienten noutwendeg sinn. Esou sinn zum Beispill bei verschiddene rare Krankheete ganz héich doséiert Vitaminnpreparater noutwendeg fir e bessere Krankheetsverlaf. D'CNS géif dës Therapie awer net iwwerhuele mam Argument, datt Vitaminnen lessergänzungsmëttele wieren a keng Medikamenter.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, deelen d'Ministeren d'Meenung, datt et sënnvoll wier, an esou spezifesche Fäll och Therapien ze rembourséieren, déi wichteg fir e bessere Krankheetsverlaf sinn?

Réponse commune (03.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesondheetskeess hëlt Medikamententraitementer op Basis vu Vitaminnen en charge, wa se an der positiver Lëscht stinn. Dës Lëscht gesäit vir, wéi eng Medikamenter vun der Krankeversécherung rembourséiert ginn. Hei nach e puer Dispositiounen aus dem Artikel 22 vum Code vun der sozialer Sécherheet:

« La prise en charge des médicaments dispensés dans les pharmacies ouvertes au public et dans le cadre de la délivrance hospitalière se fait selon une liste positive à publier au Mémorial.

Les décisions d'inscrire ou non un médicament sur la liste ou d'en exclure une catégorie ou un produit déterminé doivent être basées sur les critères découlant des articles 17, alinéas 1 et 23, alinéa 1. […]

Ne peuvent être inscrits sur la liste positive que des médicaments disposant d'une autorisation de mise sur le marché, d'un prix au public et pour lesquels le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché a introduit une demande auprès de la Caisse nationale de santé en vue de l'inscription du médicament sur la liste positive. […] »

Dës Prestatiounen zu Laaschte vun der Krankeversécherung mussen d'Konditioune vum Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet respektéieren, déi wéi follegt sinn:

« Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Elles ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale. »

Dës Konditioune sinn erfëllt vir d'Vitaminn A, Vitaminn D, Vitaminn K an d'Vitaminne vum Komplex B, als Eenzelsubstanzen souwéi och hir fix Associatiounen. D'Prescriptioun vun esou engem Traitement muss en „dosage thérapeutique" hunn, dee vun der aktueller literarescher Wëssenschaft confirméiert ass. Fir datt e Medikament en therapeuteschen Effekt huet, muss bewise sinn, datt et onschiedlech ass a seng Niewewierkunge musse wärend der gesamter Kommerzialisatioun studéiert a suivéiert ginn. D'GMP (Good Manufacturing Practices) applizéiere sech un d'Fabrikatioun vun de Medikamenter a garantéieren d'Qualitéit vun engem Medikament. D'Medikament muss ausserdeem seng Effikassitéit géint eng oder méi Pathologië bewisen hunn. De Remboursement vun der Krankeversécherung ass nëmme virgesinn, wann d'Medikament am Kader vun enger vun deene Pathologië verschriwwe gëtt.

Fir d'lessergänzungsmëttele ginn déi GMP net exigéiert. D'lessergänzungsmëttele ginn also net op hir Effikassitéit oder hir Onschiedlechkeet getest. Dëst sinn also keng Medikamenter a si falen net ënnert de Remboursement vun der Krankeversécherung.

Question 2675 (18.08.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **fermeture de la fourrière de la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette :**

Am Mee d'lescht Joer hat ech de Minister op méiglech Sécherheetsproblemer an der Fourrière vun der Police zu Esch/Belval ugeschwat. Dat (i) nodeems d'Kulturministerin matgedeelt hat, dass d'Gebléishal aus Sécherheetsgrënn net fir Esch

2022 zur Verfügung stéing an (ii) well an deem selwechte Gebai och d'Fourrière vun der Police ënnerbruecht ass.

De Minister huet deemools gemengt:

„Generell ass et esou, datt d'Poliziste respektiv d'Mataarbechter vun Ofschleefdéngschter, d'Proprietäre vun deenen ofgeschleeften Autoen an d'Visiteure vun Autosteeën an dëser Hal just déi Zäit present sinn, déi néideg ass."

Mengen Informatiounen no ass d'Fourrière elo duerch Decisioun vum 14. August 2020 aus Sécherheetsgrënn a mat Effet immédiat zougemaach ginn. D'Police wier iwwerdeems op der Sich no enger provisorescher Léisung.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune bestätegen?

2. Besëtzt de Staat respektiv de Fonds Belval Terrainen/Gebailechkeeten am Süde vum Land, déi als Provisorium kéinten déngen?

- Wa jo, wou befanne sech dës „Immobilien"?

- Wann net, firwat gouf net schonn 2019 mat der Sich no enger provisorescher Léisung ugefaangen (en vue vun enger definitiver Léisung am Beräich vum Rond-Point Raemerich zu Esch/Belval?

Réponse (22.09.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Jo dës Informatioun ass korrekt, d'Generaldirektioun vun der Police huet mat Effet immédiat de 14. August entscheet, aus Sécherheetsgrënn d'Gebléishal net méi als Fourrière ze benotzen.

ad 2. D'Gebléishal war dës provisoresch Léisung. Zesumme mat der Administration des bâtiments publics sicht d'Police schonn zanter Joren no enger Alternativ. Schonns 2019 war de Beräich beim Rond-Point Raemerich zu Esch-Belval als laangfristeg Léisung an d'A gefaasst ginn.

Eng temporaire Léisung fir déi ganz Regioun Sud-ouest vum Land ass schwéier ze fannen, well se grouss, ofgeséchert, iwwerwaacht an no genuch beim concernéierte Service misst sinn. De Fonds Belval huet keng alternativ Léisung um Site Belval fir d'Fourrière. Och op kommunalem Niveau hu sech bis elo wéineg lokal Léisungen ugebueden, déi och d'Sécherheet vun den ofgeschleeften Autoe garantéiere kënnen. D'Police kuckt dofir nach mam Domaine de l'État, fir eng Léisung ze fannen.

Question 2676 (18.08.2020) de **MM. Gilles Baum** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**offre de formation du Lycée du Nord :**

Depuis plus de cinquante ans, le Lycée du Nord joue un rôle de poids dans la région septentrionale du pays en tant qu'établissement scolaire. Or, depuis le début du siècle le paysage scolaire est en train de se transformer et de se diversifier, chaque établissement s'efforçant à développer son propre profil de formation et donc sa propre identité.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance :

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre d'élèves du Lycée du Nord depuis 2009 ?

2) Comment son offre de formation a-t-elle évolué ?

3) Dans quelles filières le Lycée du Nord éprouve-t-il actuellement un recul du nombre d'élèves ? Dans quelles autres observe-t-il un accroissement du nombre d'enseignés ?

4) Est-il prévu de redéfinir le profil de cet établissement scolaire ? Dans l'affirmative, quels en pourraient être les accents ou priorités ?

5) Ne serait-il pas opportun de créer, à titre d'essai, une filière préparatoire aux examens d'entrée à la fonction publique luxembourgeoise destinée à celles et ceux qui souhaitent accéder aux carrières moyennes et inférieures, sachant bien que tous les ans un certain nombre d'élèves ne parviennent pas à réussir les examens et interviews en question dès la première tentative ?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1), 2) et 3) Les tableaux ci-dessous retracent l'évolution du nombre total d'élèves du Lycée du Nord (LN) ainsi que celle de l'offre de formation de l'établissement.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'offre scolaire du Lycée du Nord est particulièrement vaste puisqu'elle couvre l'enseignement secondaire classique, l'enseignement secondaire général ainsi que la formation professionnelle ; dans chacun des trois ordres d'enseignement, des cycles complets d'études sanctionnés par les diplômes correspondants sont offerts, ce qui représente une singularité dans le paysage éducatif luxembourgeois.

L'offre de formation a récemment encore été élargie par l'organisation du Brevet de technicien supérieur (BTS) « Technologie Bois » et l'introduction de la section des sciences sociales (SO). En 2021 suivra le BTS « Commerce en alternance ».

Le Lycée du Nord accuse depuis plusieurs années un recul du nombre d'élèves. Ce recul, particulièrement visible à l'enseignement secondaire classique, est dû à deux facteurs : la baisse du nombre d'orientations des élèves issus du cycle 4.2 vers l'enseignement secondaire classique, d'une part, et la création d'une offre scolaire nouvelle à Clervaux, d'autre part. Toutefois, au vu de la croissance démographique qui se poursuit, une poursuite de la baisse des inscriptions n'est pas à craindre.

Quant aux nouvelles voies de formation, elles rencontrent un succès évident, de même que la section des auxiliaires de vie par exemple.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Le Lycée du Nord est un lycée à vocation régionale dont la zone de recrutement est étendue. Afin d'assurer une offre scolaire complète dans tous les pôles d'enseignement du pays, toutes les formations actuellement offertes au LN seront maintenues ; il n'est pas prévu de modifier à court ou à moyen terme le profil du lycée.

ad 5) Les modalités des examens d'entrée à la fonction publique ont connu des changements suite à la réforme de l'examen-concours en 2018. Il me semble difficilement envisageable de créer, à titre d'essai, une filière préparatoire aux examens d'entrée à la fonction publique, alors que l'accès aux différentes carrières est soumis à la réussite de cycles d'études définis de manière précise.

Question 2677 (18.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **coopération militaire avec l'Estonie :**

De Verdeedegungsministère an Estland huet an engem Communiqué den 28. Juli 2020 annoncéiert, datt Lëtzebuerg mat Estland eng Kooperatioun am Beräich vun onbemannte Fluchkierperen, also Dronen, agoe wäert:

„Kusti Salm, Director of the Estonian Centre for Defence Investments, noted that with the agreement Estonia will allow for the training of unmanned aerial vehicles belonging to the Luxembourg Armed Forces in Estonian airspace, and a training centre building will be built at Koigi Airport for this purpose. […] The building will include classrooms, storage, equipment maintenance, accommodation and the necessary leisure and sanitary facilities. According to the agreement, the building will be used jointly by units from Luxembourg, the Estonian Defence Forces and the Defence League. The infrastructure is being built by the Estonian Centre for Defence Investments and funded by Luxembourg's Directorate of Defence. Design work will begin this year, with construction set to begin in the first half of 2021."

Op der Website vun der Direktioun vun der Defense zu Lëtzebuerg ass bis ewell awer nach näischt doriwwer ze liesen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Huet de Minister een Dokument, dat d'Kooperatioun mat dem estnesche Verdeedegungsministère bestätegt? Ëm wéi een Dokument handelt et sech a wäert d'Chamber dëst zur Ratifizéierung an engem Gesetzesprojet virgeluecht kréien?

2. Wéi héich ass de Bäitrag, dee Lëtzebuerg fir dës militäresch Kooperatioun wäert bezuelen?

3. Wéi vill Unitéite wäerten un dëser Kooperatioun mat Estland deelhuelen a wat wäerten hir Aufgabe sinn?

4. Wéi een Typ Drone wäerten do an där Kooperatioun operéieren?

5. Gëtt an den Trainingen och vermëttelt, wéi een Ziler mat Effektoren zerstéiert?

6. Wéi eng Positioun vertrëtt d'Regierung vis-à-vis vum Asaz vun onbemannte Fluchkierpere fir militäresch Zwecker?

7. Wéi eng militäresch a geopolitesch Faktoren hunn de Verdeedegungsminister derzou beweegt, dës Kooperatioun mat Estland am Beräich vun onbemannte Fluchkierperen anzegoen?

8. Gëtt dës Kooperatioun mat Estland als Bäitrag zu der NATO consideréiert?

9. Ass d'Regierung der Meenung, datt dëse Programm vu Russland als Bedroung kéint wouergeholl ginn?

Réponse (16.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. D'Kooperatiounsofkommes mat Estland begräift dräi Domänen:

1) Training vun der Lëtzebuerger Arméi an onsen invitéierte Partner am estnesche Loftraum mat Dronen, déi an der Arméi agesat ginn,

2) Zur-Verfügung-Stelle vu Satellittekommunikatiounsmoyene fir d'estnesch Arméi am Kader vun hirem Deploiement am Mali, souwéi

3) eng méiglech Kooperatioun am Beräich vun der Recherche, déi awer nach net entwéckelt ginn ass.

Mat Verweis op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0681 vum 8. Mee 2019 handelt et sech beim Kooperatiounsofkommes mat Estland net ëm en Accord, dee vun der Chamber ratifizéiert muss ginn.

ad 2. De Lëtzebuerger Bäitrag zum Bau vun der Infrastruktur op engem estnesche Fluchfeld beleeft sech op 2,4 Milliounen Euro. Dofir kann dann d'Lëtzebuerger Arméi fir näischt vum estnesche Loftraum souwéi vun den dozou néidegen aeronautesche Servicer profitéieren.

Wat d'Satellittekommunikatiounsmoyenen ugeet, esou gëtt Material an der Héicht vun 1,4 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt, mee dëst Material bleift am Besëtz vun der Arméi. Dozou liwwert Lëtzebuerg och nach Satellittecapacitéite vu LuxGovSat fir initial zwee Joer. D'Lëtzebuerger Arméi bilt déi estnesch Spezialisten am Gebrauch vum Material aus. Esou kann ons Arméi hir opgebauten Expertise am Beräich Satellittekommunikatioun valoriséieren.

ad 3. Engersäits huelen Unitéite vun der Arméi, déi mat Drone fléien, un dëser Kooperatioun deel. Anersäits bilt eng Unitéit vun der Lëtzebuerger Arméi déi estnesch Spezialisten aus. Dozou kommen nach Fachleit vun der Arméi, déi de logistesche Volet vun den Deploiementer an Estland organiséieren.

ad 4. Et wäerte Mini- bis Small-UAVen (Unmanned Aerial Vehicles = Dronen), déi an der Arméi agesat ginn, geflu ginn. Et handelt sech dobäi ëm follgend Typpe vun Dronen: Atlas Pro, Raven, Puma an Insitu Integrator. Informatiounen iwwert dës onbewaffebar Systemer fënnt ee liicht um Internet.

ad 5. Nee, dat gëtt net gemaach. D'Drone vun der Arméi sinn net bewaffnet.

ad 6. D'Äntwert op dës Fro huet e puer Dimensiounen: Als Éischt muss sech d'Fro gestallt ginn, a wat fir enger Zort vu Konflikt onbemannt Fluchkierperen agesat ginn. Do ass fir d'Regierung d'Legalitéit an d'Legitimitéit vun der Participatioun vu Sträitkräften an engem Konflikt, sief dat tëschestaatlech wéi innerstaatlech, vun zentraler Wichtegkeet. Da stellt sech d'Fro vun der Form vum Asaz a vun den eventuellen Ziler. Béid Aspekter ënnerstinn de Reegele vum internationalen humanitäre Recht, wat z. B. d'Froe vun der Proportionalitéit vum Asaz vu Waffe reegelt, a fir europäesch Arméien der Europäescher Mënscherechtskonventioun. De Respekt vum internationalen humanitäre Recht a vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun si fir d'Regierung vu kruzialer Wichtegkeet. Beim Asaz vun onbemannte Fluchkierpere fir letal Zwecker stellt sech ganz besonnesch d'Fro vum Schutz vun den Zivilisten. Fir d'Regierung sinn Zivilisten ni legitimm Ziler vun onbemannte Fluchkierperen a fir ganz spezifesch Situatiounen, wou Zivilisten direkt u militäreschen Operatiounen deelhuelen ass äusserst Virsiicht ubruecht.

ad 7. Engersäits geet et drëm, de Partner Estland ze ënnerstëtzen, anerersäits geet et drëms, fir ons Trainingsméiglechkeeten, duerch Zougang zu verschiddene Fluchraim, ze diversifiéieren. An onse Géigenden ass et ganz schwéier méiglech, fir déi komplett Capacitéite vun onsen Dronen trainéieren ze kënnen.

Zudeem hunn Evenementer wéi Covid-19, an och déi rezent Schwéngspescht an der Belsch z. B., gewisen, dass Trainingsméiglechkeete ganz séier kënnen ausfalen an esou och déi néideg Operationalitéit vu Lëtzebuerger Unitéiten, fir a Krisegebidder kënnen ze operéieren, net méi garantéiert ka ginn.

ad 8. Jo, dëst gëtt als NATO-Bäitrag consideréiert.

ad 9. D'Regierung ass der Meenung, dass weeder déi Lëtzebuerger nach déi estnesch Arméi fir Russland eng Bedroung duerstellt an also och dëse bilaterale Programm net, deen eng absolutt legitimm Kooperatioun tëschent zwee souveräne Staate betrëfft.

Question 2678 (18.08.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **communication avec le « Robert Koch-Institut » :**

Déi däitsch Restriktioune wéinst der héijer Zuel un Neiinfektiounen zu Lëtzebuerg hunn hei am Land vill Reaktioune mat sech bruecht. Mee anscheinend war et net méiglech, déi streng Handhabung, déi de Robert Koch-Institut (RKI) ausgeschafft huet, fir eist Land e bësse méi large ze interpretéieren. Duerfir wéilte mir dem Här Bausseminister an der Madamm Gesondheetsminister dës Froen zu deem Theema stellen:

1. Huet d'Regierung, am Kader vun der Plangung vum Large-Scale-Testing oder nodeems kloer ginn ass, datt mir d'Krittäre vum RKI net méi géingen erfëllen a géinge vun eisem wichtegste Wirtschaftspartner als Risikogebitt agestuuft ginn, Kontakt mat dem RKI opgeholl, fir eis Siicht op déi héich Zuel vun Neiinfektiounen ze erklären a wëssenschaftlech duerzeleeën?

2. Ass probéiert ginn, an dauerndem an direktem Kontakt mam RKI de Suivi vun der Entwécklung vun de Lëtzebuerger Zuele vun Neiinfektiounen ze maachen?

3. Ass probéiert ginn, e permanente Kontakt mam RKI op wëssenschaftlechem Niveau, sief et duerch de Ministère oder zum Beispill den LIH oder d'Universitéit, hierzestellen?

4. Ass vläicht offréiert ginn, fir eng Lëtzebuerger Delegatioun mat Wëssenschaftler bei den RKI ze schécken?

5. Ass dem RKI proposéiert ginn, sech un enger weltwäiter Raritéit, wéi dës landeswäit Testaktioun zu Lëtzebuerg eng ass, ze bedeelegen, oder huet den däitschen Institut eng Invitatioun kritt, fir sech zu Lëtzebuerg iwwert de Large-Scale-Testing ze informéieren?

6. Ass den RKI am Virfeld gefrot ginn, wat seng Positioun par rapport zu esou ëmfaassenden Tester ass, sief et fir Verbesserungsvirschléi ze maachen oder Kritik unzebréngen?

7. Sinn de President vum RKI oder eng Delegatioun vum RKI op Lëtzebuerg invitéiert ginn?

Réponse (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Robert Koch-Institut (RKI) beréit déi däitsch Regierung am Beräich vun den Infektiounskrankheeten. An deem Kader berechent den RKI och beim Covid-19 d'Inzidenzfallzuele pro 100.000 Awunner iwwer siwen Deeg. Dëse Parameter gëtt dono vun dem Auswärtigen Amt an dem Bundesministerium des Innern benotzt, fir zesummen eventuell Restriktiounen am Reesverkéier auszeschwätzen.

Et ass dobäi wichteg ze verstoen, dass den RKI selwer keng Decisiounen hëlt a just d'Viraarbecht mécht an d'Zuelen opbereet en vue vu politeschen Decisiounen. Dobäi muss een ënnersträichen, dass d'Reegelen, wéi dës Zuele gerechent ginn, an Däitschland kloer definéiert sinn an den RKI keng Flexibilitéit huet, selwer dës Reegelen ze adaptéieren. D'Reegele sinn iwwregens déi selwecht fir déi divers Bundeslänner an hir Landeskreesser.

Bei aneren EU-Länner baséiert den RKI sech do op d'Meldung vun neie Fäll beim ECDC (European Centre for Disease Prevention and Control). Et ass dofir mam ECDC, wou Lëtzebuerg säit dem Ufank vun der Epidemie an enkem Kontakt steet. Eist Land huet reegelméisseg seng Teststrategie, déi jo iwwert déi lescht Méint adaptéiert gouf en fonction vun der Progressioun vun der Epidemie, kommunizéiert an erkläert, fir eis Fallzuelen an de Lëtzebuerger Kontext ze setzen. Dëst betrëfft och de Large-Scale-Testing, deen zu engem héijen Testratio féiert, mee och de Fait, dass Lëtzebuerg vill Fronta-

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

lieren huet, déi hei getest ginn a soumat an eisen Zuele mat abegraff woren. Lëtzebuerg erkläert seng Strategie och konstant am Health Security Committee, wou och Däitschland vertrueden ass.

En parallèle hunn d'Gesondheetsministesch an de Minister vun den Affaires étrangères och op EU-Niveau zu Bréissel eis speziell Situatioun erkläert an diversen Aarbechtsgruppen oder bei Ministertreffen. Och gouf et direkt Kontakter iwwert den diplomatesche Wee zwësche Lëtzebuerg an Däitschland.

Question 2679 (19.08.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**avis de l'autorité de contrôle judiciaire au sujet de l'application JUCHA :**

Dans ses conclusions, l'autorité de contrôle judiciaire en vient à la conclusion que « les conditions et modalités desdits traitements devraient être définies dans une base légale spécifiquement dédiée ». (…)

Les dispositions en question devraient préciser (i) les finalités poursuivies, (ii) les durées de conservation, les durées d'accès, ainsi que les procédures afférentes, (iii) les critères d'accès et les procédures afférentes et (iv) la journalisation et les délais de conservation des logs.

Il faudrait par ailleurs faire en sorte que les dispositions en question soient confectionnées sous une forme technologiquement neutre, i. e. « afin de permettre, à terme, d'inclure des traitements de données dans le cadre du projet de la digitalisation des dossiers des juridictions répressives ».

À cet égard, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Madame la Ministre partage-t-elle les conclusions de l'autorité de contrôle judiciaire ?

• Dans l'affirmative, endéans quel délai entend-elle saisir la Chambre des Députés du projet de loi afférent ?

• Dans la négative, sur quels points Madame la Ministre entend-elle passer outre les conclusions et recommandations de l'autorité de contrôle judiciaire ?

• Existe-t-il éventuellement d'autres données traitées par les autorités judiciaires qui mériteraient une attention particulière ?

Dans sa prise de position vis-à-vis de la radio 100,7, Madame la Ministre précise :

« An och eng grondleeënd Diskussioun, déi mer an der Chamber jo och scho gefouert hunn, ass déi vun de Sanktiounen am Fall, wou een Accès op Donnéeën huet, déi een net däerf hunn, dat heescht wann ee sech en Accès verschaaft op Donnéeën, ouni dat ze däerfen. Dat war och eng Demande vun den Deputéierten, dass do géife Sanktiounen agefouert ginn. Dat ass a mengen Aen awer net eppes, dat just ka fir d'Justice a fir d'Police gëllen, mee wat een natierlech och muss dann an all deenen änleche Cas-de-figuren d'selwecht traitéieren. »

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que ses services tablent actuellement sur une disposition pénale visant à sanctionner le fait d'accéder de manière non autorisée aux données à caractère personnel ?

- Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que tous les traitements de données effectués par les autorités, administrations et services étatiques, etc. devraient reposer sur une base légale solide, notamment eu égard aux exigences de l'article 11, paragraphe 3 et l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution, respectivement de l'article 8, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme, de l'article 52, paragraphes 1 et 2 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de la jurisprudence y afférente ?

· Dans l'affirmative, comment l'État entend se mettre en conformité avec lesdites exigences ? Quels seraient, d'après Madame la Ministre, les acteurs concernés en premier lieu au-delà des autorités judiciaires et des services de police ?

· Dans la négative, pour quelles raisons Madame la Ministre ne le voit-elle pas de cet œil ?

Réponse (18.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Je partage les conclusions retenues par l'Autorité de contrôle judiciaire dans son avis[11], particulièrement la nécessité d'introduire un cadre légal spécifique pour le traitement des données effectué par les autorités judiciaires.

Dans ce sens, j'envisage de finaliser un projet de loi d'ici la fin de l'année en cours, voire au début de l'année prochaine.

J'ai également déjà informé les honorables députés que le traitement des données par les autorités judiciaires pour une finalité autre que celle de la prévention et de la poursuite des infractions, par exemple dans le cadre du recrutement du personnel judiciaire, serait également encadré par une loi spécifique modifiant les procédures de vérification des antécédents (« conditions d'honorabilité ») dont question.

Dans le cadre des modifications législatives en cours portant sur les traitements de données effectués par la police et les autorités judiciaires, il est également prévu d'introduire des sanctions pénales en cas d'accès ou de maintien abusifs, qu'il s'agisse d'un traitement automatisé ou non.

Il est évident que tous les traitements de données effectués par les administrations étatiques doivent reposer sur une base légale. Or, le Règlement général sur la protection des données et la directive (UE) 2016/680[12], transposée en droit luxembourgeois par la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, posent le cadre réglementaire auquel les responsables de traitements de données ne peuvent pas déroger.

Dans son avis sur le fichier « JUCHA », l'Autorité de contrôle judiciaire ne remet d'ailleurs pas en cause la licéité des traitements effectués par les autorités judiciaires, mais relève que bien que les procédures régissant le fonctionnement de l'application « JUCHA » semblent adéquates par rapport aux exigences de la législation en matière de protection des données, certains points mériteraient d'être précisés dans une disposition légale spécifiquement dédiée.

Dans son avis relatif au fichier central de la Police grand-ducale, la CNPD souligne également la licéité du traitement des données à caractère personnel effectué par la police, au vu de son encadrement par la loi du 1er août 2018 susmentionnée et la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale : « Ensemble, ces deux lois confèrent un fondement légal et rendent licite le traitement de données relatif au fichier central. »[13] La CNPD conclut que : « Si de l'avis de la CNPD, il ne s'agit pas de palier à une absence de base légale quant à la licéité du fichier central, il n'en reste pas moins qu'une précision législative plus spécifique quant aux finalités précises et quant aux conditions et modalités de gestion et d'exploitation du fichier central contribuerait indiscutablement à améliorer la qualité de la loi. »

Une telle faculté est d'ailleurs expressément laissée aux États membres par la directive (UE) 2016/680 en son article 1.3 qui dispose que : « La présente directive n'empêche pas les États membres de prévoir des garanties plus étendues que celles établies dans la présente directive pour la protection des droits et libertés de personnes concernées à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes. »

C'est justement par souci d'amélioration de la qualité de la loi et par respect du principe de légalité, principe fondamentale en matière pénale, que le Gouvernement a pris la décision de préciser lesdits traitements dans des textes législatifs spécifiquement dédiés et ce en raison de l'ingérence particulièrement importante au droit au respect à la vie privée que ces traitements opèrent.

Au vu de la diversité des traitements effectués au sein de l'État, de leurs finalités propres et de l'ingérence plus ou moins importante qu'ils sont susceptibles d'entraîner, je ne suis pas en mesure de préjuger de toutes les modifications législatives qui pourraient éventuellement s'avérer nécessaires au-delà du ressort pour lequel je suis compétente. Cependant, il ne peut être exclu que pour les raisons évoquées plus haut, d'autres changements législatifs s'imposent.

Question 2680 (19.08.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **hospitalisations à l'étranger lors de la pandémie de la Covid-19 :**

An de leschte Woche war jo e puermol gewuer ze ginn, datt Patienten aus Lëtzebuerg wéinst der Covid-19-Pandemie an auslännesche Spideeler d'Behandlung refuséiert kritt hunn. Heibäi handelt et sech jo a verschiddene Fäll ëm Spezialklinicken an dës Patiente kënnen net am Grand-Duché behandelt ginn.

Aus dëse Grënn géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt Patienten aus Lëtzebuerg wéinst der Covid-19-Pandemie an auslännesche Spideeler refuséiert gi sinn?

2. Wéi gedenkt d'Regierung bei de jeeweilegen Nopeschlänner ze intervenéieren?

3. Wéi handhaabt d'CNS dës Situatiounen, wann déi concernéiert Patienten duerch de Refus vun der Behandlung méi laang wéi eventuell néideg am Krankeschäi sinn?

Réponse commune (04.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. D'Regierung gouf vu verschiddene Patienten informéiert, dass se an auslännesche Spideeler refuséiert goufen. Dëst gouf an der Ännert op d'parlamentaresch Fro N° 2644 vum 7. August 2020 erkläert. Fir déi Assuréen, déi eng S2-Autorisatioun haten a vun engem auslännesche Spidol refuséiert goufen, huet d'Gesondheetskeess, op Ufro vun der betraffener Persoun, fir en anert Spidol, dat déi betraffe Persoun ugeholl huet, en S2 ausgestallt, fir datt d'Leeschtunge kënnen duerch d'Krankeversécherung iwwerholl ginn. Laut den Informatioune vun den zoustännege Servicer waren dat awer just ganz vereenzelt Fäll.

ad 2. Mir verweisen den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert vum Gesondheetsministère op d'parlamentaresch Fro N° 2644.

ad 3. E Krankeschäi gëtt vum engem Dokter ausgestallt a zertifiéiert. Et läit also am Ermoosse vum behandelnden Dokter, ob eng Persoun musst wéinst hirem Gesondheetszoustand krankgeschriwwe ginn oder net. Wann de Krankeschäin a Konformitéit mat de Statute vun der Gesondheetskeess ausgestallt gëtt, dann ass dëse Krankeschäin der Gesondheetskeess opposabel. Deen Eenzegen, dee sech iwwert d'Dauer vun engem Krankeschäi kéint prononcéieren, ass de Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet.

Question 2682 (19.08.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **cours de natation organisés dans l'enseignement fondamental :**

Il est bien connu que la natation présente de nombreux avantages pour la santé physique et morale et ce, dès le plus jeune âge. Idéalement, la natation scolaire doit se dérouler dans un environnement très cadré assumée par des personnes possédant des brevets et expériences adaptés afin d'assurer la sécurité des enfants et de favoriser l'apprentissage de la natation dans les meilleures conditions.

Dans un article publié par le journal « Tageblatt », le président de l'ALIN (l'Association luxembourgeois des instructeurs de natation) révèle des inquiétudes quant à la sécurité de la natation scolaire et regrette ainsi que les maîtres-nageurs ne participent plus de manière permanente à la direction des cours de natation à l'école fondamentale.

Dans ce même article de presse, le président de l'ALIN souligne également le manque d'expérience pratique de certains enseignants d'écoles fondamentales. De plus, il existerait un manque de places d'apprentissage pour maîtres-nageurs au Luxembourg, engendrant une pénurie de ces derniers.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Sports :

- Le Gouvernement est-il d'accord avec les inquiétudes exprimées par le président de l'ALIN qui estime que la sécurité dans les cours de natation est mise en péril par la réduction du nombre d'instructeurs de natation titulaires d'un DAP (trois années de formation), entraînant ainsi une baisse des standards de sécurité développés au long des dernières décennies dans l'enseignement de la natation dans le fondamental ?

- Si cela s'avère être le cas, qu'est-ce que le Gouvernement prévoit d'entreprendre ?

- Dans la négative, le Gouvernement pourrait-il fournir des raisons ?

- Le Gouvernement partage-t-il les inquiétudes énoncées par l'ALIN quant au manque d'expérience pratique des enseignants d'écoles fondamentales dirigeant les cours de natation dans l'école fondamentale ?

- Le Gouvernement estime-t-il que les enseignants remplaçants ont eu recours à un seuil adapté de pratique quotidienne pour être apte à diriger un cours de natation en toute sécurité ?

- Le Gouvernement est-il conscient du manque de places d'apprentissage pour les maîtres-nageurs, entrainant une pénurie de maîtres-nageurs formés ?

- À noter que la qualité des cours de natation varie selon les mairies et que l'article 45 bis de la loi du 18 juillet 2013 concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental : « Dans le cadre de l'organisation des cours de natation, la commune siège d'une piscine peut recourir aux services d'instructeurs de natation pour assister des titulaires de classe ou leurs remplaçants lors de l'instruction d'élèves non nageurs. », le Gouvernement pourrait-il me communiquer combien de mairies ont fait recours aux services d'un maitre-nageur, au vue de la non-obligation exprimée par cette loi ? Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il fallait obliger les communes de recourir aux services d'instructeurs de natation pour assister des titulaires de classes ou remplaçants lors de l'instruction de natation ?

- Existe-t-il des statistiques quant aux compétences de natation acquises par les élèves après avoir terminé l'enseignement fondamental ? Combien d'enfants ne savent pas nager à la fin de l'enseignement fondamental ? Comment ce taux a-t-il évolué au fil du temps ?

Réponse commune (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Le Gouvernement suit de près l'évolution du nombre d'instructeurs de natation qui terminent leur formation professionnelle initiale, sachant que bon nombre de titulaires se voient accéder à la fonction d'instructeur de natation par le biais de la reconnaissance de leurs diplômes, le cas échéant, étrangers. Des réflexions sont actuellement menées pour remettre sur le métier la formation professionnelle des instructeurs de natation.

Dans le cadre de la formation menant au Bachelor en Sciences de l'Éducation (BScE) à l'Université du Luxembourg, les futurs enseignants intervenant dans les écoles fondamentales publiques participent à des cours dédiés à l'enseignement de la natation. Ainsi, la formation initiale des futurs enseignants comprend un module qui vise non seulement à apprendre aux étudiants à organiser et à mettre en œuvre un cours de natation efficace axé sur les besoins et les prérequis des élèves, mais encore de familiariser les étudiants aux précautions à mettre en place pour assurer la sécurité des élèves participant au cours de natation (comportement dans la piscine et dans l'eau, apprentissage d'un comportement adéquat en cas d'urgence, etc.).

Dans le cadre des stages pratiques qui font partie intégrante de leur formation, les enseignants participent dès leur première année de stage aux cours de natation ce qui leur permet d'acquérir les compétences nécessaires pour assurer un cours de natation de qualité.

Conformément à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, les candidats admis au stage préparant à la fonction d'instituteur doivent disposer « d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de 28 heures, accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, reconnue équivalente par le ministre ayant les services de secours dans ses attributions, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une administration des services de secours » et « d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (…) ».

Cette obligation souligne la priorité accordée par le Gouvernement à un déroulement en toute sécurité des activités proposées par le personnel enseignant. Complémentairement, la participation à la formation menant à l'obtention du brevet élémentaire de sauvetage aquatique favorise un échange enrichissant entre le personnel enseignant et des spécialistes en matière de la natation scolaire ce qui permet aux enseignants d'optimiser leurs pratiques quotidiennes dans le cadre des cours de natation dispensés par leurs soins.

Dans la même logique, il est vivement recommandé dans la circulaire de printemps 2020 aux enseignants intervenant dans les écoles fondamentales publiques et assurant le cours de natation de suivre des formations continues qui les préparent aux défis qui se posent dans le cadre de l'organisation et la mise en œuvre d'activités d'éducation physique et sportive.

Dans le cadre de leur formation initiale de quatre semaines, les remplaçants ayant obtenu l'attestation à effectuer des remplacements dans l'enseignement fondamental participent à toutes les activités scolaires de leurs classes de stage. Dans le cadre des activités s'inscrivant dans le domaine de développement « l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé », les futurs remplaçants assistent au cours de natation ce qui leur permet de découvrir les objectifs à atteindre par les élèves des différents cycles, de se familiariser avec les caractéristiques spécifiques à ce type d'activités (p. ex. :

[11] Avis de l'Autorité de contrôle judiciaire du 31 juillet 2020 sur l'application JUCHA

[12] Directive (UE) numéro 2016/680 du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physique à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil (ci-après désignée « la Directive »)

[13] Délibération numéro 45/2019 du 13 septembre 2019 de la Commission nationale pour la protection des données relatif au fichier central de la Police grand-ducale au regard de la législation sur la protection des données

trajet entre l'école et la piscine, la surveillance dans le vestiaire, la mise en œuvre d'activités adaptées, etc.) et d'organiser des premières activités sous la guidance du maître de stage et, le cas échéant, de l'instructeur de natation.

En complément, le personnel enseignant intervenant dans les écoles fondamentales luxembourgeoises a la possibilité de participer, en vue de l'obtention du brevet de sauvetage aquatique, à des formations organisées par l'IFEN. Pour les enseignants qui désirent dispenser le cours de natation, la participation à cette formation s'avère, tel que précisé à la page 44 de la circulaire de printemps d'avril 2020, obligatoire.

La sécurité représentant un élément fondamental des cours de natation, la surveillance générale dans la piscine est assurée, conformément au règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant les mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire, en permanence par l'instructeur de natation chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur et aux abords de la piscine. Ainsi, le titulaire de classe peut compter, en situation d'urgence, sur le soutien d'un instructeur de natation.

Pour le soutien des élèves non nageurs, les équipes pédagogiques peuvent s'appuyer dans de nombreuses piscines sur l'expérience des instructeurs de natation. Pendant l'année scolaire 2018-2019, ce recours ponctuel aux services des instructeurs de natation a été initié par 64 communes. Conformément au règlement grand-ducal du 24 mars 2014 fixant le taux de participation de l'État aux frais des prestations de services fournies par les instructeurs de natation dans le cadre de l'assistance aux titulaires de classe de l'enseignement fondamental ou à leurs remplaçants ainsi que les modalités de remboursement des frais par l'État aux communes ou syndicats de communes, l'État favorise la participation des instructeurs de natation dans la prise en charge des élèves non nageurs par une indemnisation fixée à deux tiers de 50 euros par heure d'instruction de natation pour les élèves fréquentant une classe des cycles 1 à 4 de l'enseignement fondamental.

Dans le souci d'une organisation fructueuse des cours de natation, il se révèle propice de tenir compte des besoins locaux de la population scolaire. Grâce à un échange régulier entre les différents acteurs de la communauté scolaire impliqués dans l'organisation du cours de natation, les situations dans lesquelles une intervention d'un instructeur de natation est bénéfique sont identifiées en considérant principalement le nombre d'élèves non nageurs, mais également d'autres éléments tels que l'hétérogénéité du groupe ou l'organisation simultanée de plusieurs cours de natation dans un même bassin.

Pour ce qui est des statistiques, il y a lieu de préciser que le bilan intermédiaire prévoit une évaluation trimestrielle des performances de l'élève dans le domaine de la natation. Ainsi, les parents d'élèves sont régulièrement informés sur les progrès de leur enfant et des mesures mises en place pour favoriser le bon développement des compétences de ce dernier. En fonction des besoins des élèves, l'équipe pédagogique peut décider des mesures (comme par exemple la constitution temporaire de groupes de besoin) à mettre en place pour optimiser l'encadrement de leurs élèves pendant le cours de natation.

Dans le cadre de l'évaluation certificative au bilan de fin de cycle, les compétences de natation des élèves font partie de l'évaluation du domaine de compétence « expression corporelle, psychomotricité, sports et santé ». La natation ne constituant donc pas un élément à part dans cette évaluation, il n'existe pas de statistiques séparées quant aux compétences de natation acquises par les élèves à la fin d'un cycle respectivement au passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire.

Afin de permettre une évolution continue de la qualité des cours de natation dispensés dans les écoles fondamentales publiques, l'offre de formation continue dans ce domaine est régulièrement adaptée par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) en collaboration avec la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (FLNS), l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) et l'Université du Luxembourg.

Par ailleurs, des associations comme par exemple la Ligue des associations sportives de l'enseignement primaire (LASEP) proposent des activités et des jeux aquatiques qui peuvent être mises en œuvre par le personnel enseignant dans le cours de natation. Ces initiatives contribuent sans aucun doute au bon développement des compétences des élèves dans le domaine de la natation.

Question 2685 (19.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **pérennité du système de retraite :**

Den 10. Juni 2020 huet McKinsey zesumme mat Google en Diskussiounspabéier publizéiert mam Titel „The future of work in Europe", deen op Basis vun den NUTS-3-Regiounen den Aarbechtsmaart analyséiert. Lëtzebuerg gouf am Kader vun dësem Rapport als e „superstar hub" klassifizéiert a kéint vun engem Wuesstemspotenzial vun 13,7 % neien Aarbechtsplazen tëscht 2018 an 2030 ausgoen.

Am Gesetzesprojet N° 6387 hat d'Regierung deemools virausgesot, datt, fir eise Pensiounssystem ze stabiliséieren, den Emploi all Joer ëm 1,5 % misst klammen. De Rapport vu McKinsey geet elo awer just vun 1,14 % pro Joer aus an dat ouni den Impakt vun der Coronakris ze bezifferen. Trotzdeem soe seng Auteuren, datt op den Horizont 2030 d'Projektiounen trotz der Kris misste stëmmen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi een Impakt op de Pensiounssystem hätt eng Croissance moyenne vun 1,14 % amplaz 1,5 % wärend deenen nächsten zéng Joer?

2. Am Rapport vum Groupe de travail Pensions vum 16. Mee 2018 gouf geschriwwen, datt, fir en Equiliber vun der Pensiounskeess ze erreechen, den Emploi bis 2046 tëscht 2,28 % an 2,64 % pro Joer misst wuessen. Wat sinn d'Pläng vum Minister, fir och den zukünftege Generatiounen eng Pensioun ze garantéieren, wëssend, datt d'Projektioune vu McKinsey drop hiweisen, datt de Wuesstem vum Emploi bis 2030 net de Seuil vun 2,28 % erreeche wäert?

Réponse (18.09.2020) **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Den Artikel 238 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir, datt d'Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet (IGSS) en technesche Bilan an aktuariell Previsioune fir all Deckungsperiod (vun zéng Joer) muss maachen. Dee selwechten Artikel gesäit vir, datt d'IGSS zur Mëtt vun der jeeweileger Period eng Aktualisatioun vum technesche Bilan muss maachen. Dës Aktualisatioun ass 2016 gemaach ginn an den nächste Bilan muss virun 2023, wat den Ufank vun der nächster Zéngjoresperiod ass, gemaach ginn. Déi technesch Detailer stinn am Bilan vun der IGSS, deen den 2. Dezember 2016 virgestallt gouf[14].

Et muss een den nächste Bilan vun der IGSS ofwaarden, bevir ee sech kann iwwert den zukünftegen Equiliber vun der Pensiounskeess prononcéieren.

Et ass awer ervirzehiewen, datt d'Pensiounsreform vun 2012 mam Zil gemaach gouf, fir souwuel déi aktuell Pensiounen ofzeséchere wéi déi vun den zukünftege Generatiounen.

Question 2686 (19.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **reprise du championnat de football dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

An der BGL-Liga hunn no de rezente positiven Tester bei Spiller an och Membere vu Futtballclibb eenzel Matcher misse verréckelt ginn, well déi Infizéiert a Quarantän gesat gi sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Sportsminister:

1. Gedenkt d'Regierung, fir e Covid-19-Test 48 Stonne virun all Match obligatoresch ze maachen?

2. No wéi ville positive Fäll an enger Ekipp muss dës in globo a Quarantän?

3. Gouf et dozou Gespréicher mat der FLF?

Réponse commune (21.09.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Weeder am Kader vun der Reprise vum Fussballchampionat, deen den 23. August 2020 an der héchster Divisioun ugaangen ass, nach an enger anerer Sportaart gedenkt d'Regierung am Moment, e Covid-19-Test 48 Stonne virun all Match obligatoresch ze maachen.

ad 2. Dëst gëtt am Austausch mat de Servicer vum Gesondheetsministère, der Federatioun an deem jeeweilege Veräin, jee no Situatioun, decidéiert.

ad 3. Souwuel de Gesondheetsministère ewéi och de Sportsministère sinn, am Kader vun hire jeeweilegen Attributiounen, a permanentem Kontakt mat der FLF souwéi och mat anere Verbänn. D'Direktioun vun der Santé bleift weiderhin disponibel, fir d'FLF an dësem Dossier mat Rotschléi ze begleeden, zousätzlech zu de sanitäre Recommandatiounen, déi schonns ausgeschafft goufen.

Question 2687 (19.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**utilisation du logo du CGDIS :**

Mam Gesetz vum 27. Mäerz 2018 gouf d'Rettungswiesen zu Lëtzebuerg ëmformëiert an de CGDIS gouf an d'Liewe geruff. Mat der Ëmstrukturéierung krut den neie CGDIS deemools och eng nei visuell Identitéit an een neie Logo.

D'Verbreede vum Logo misst deemno dem ofgeännerte Gesetz vum 23. Juni 1972 ënnerleien an all Verbreedung vum Logo fir kommerziell Zwecker ass nom Artikel 232bis vum Strofgesetzbuch strofbar, ausser d'Verbreedung gouf duerch e Gesetz, Reglement oder Autorisatioun erlaabt.

Elo ass et esou, datt zum Beispill am CGDIS verschidde Gadgeten a Merchandisingartikele mam Logo un d'Membere verkaf ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi eng Firmen oder Persounen hunn aktuell d'Erlabnis, de Logo vum CGDIS ze benotzen, fir Gadgeten a Merchandisingartikelen ze produzéieren an/oder ze verkafen?

2. Wéi eng Autorisatiounen erlaben dësen Entreprisen a Persounen, de Logo vum CGDIS fir kommerziell Zwecker ze benotzen?

3. Falls am Virfeld keng Firmen oder Persounen eng Autorisatioun kritt hunn, wéi erklärt d'Regierung et sech, dass ënnerhalb vum CGDIS Artikele géint Bezuelung mam CGDIS-Logo verkaf ginn?

Réponse commune (21.09.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De CGDIS huet säit Mäerz 2018 eng eege visuell Identitéit, déi op verschiddenen Elementer vun de Fraen a Männer Pompjeeën hirer Uniform/Schutzausrüstung ze fannen ass. De Logo vum CGDIS ass och landeswäit op d'Asazgefierer deklinéiert ginn, dat mat enger pregnanter Visibilitéit, déi d'Sécherheet vum Pompjee a vun der Bevëlkerung souwuel am Dag wéi an der Nuecht garantéiert.

Eng visuell Identitéit ënnerstëtzt de Corpsgeescht an engem Établissement public, dee vun engem Dag op deen anere fënnef Entitéite regruppéiert huet an ongefeier 7.000 Membere vereent.

Déi dräi verschidde Versioune vum Logo goufe beim Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle deposéiert a sinn deementspriechend geschützt.

Et muss virun allem betount ginn, datt kee Member vum CGDIS, also kee fräiwëllegen oder beruffleche Pompjee, kee Veteran an och kee Jugendpompjee fir seng Ausrüstung/Material oder seng Formatioune muss bezuelen. Et ass och esou, datt de CGDIS näischt u seng eege Membere verkeeft.

Des Weidere verkeeft de CGDIS och keng Gadgeten oder Merchandisingartikelen un extern Leit.

Fir op déi spezifesch Froe vum Deputéierten zréckzekommen:

ad 1. De CGDIS huet säit senger Schafung eng Rei Gadgete produzéiere gelooss, wéi zum Beispill Buffen, Reanimatiounsmasken, USB-Sticken oder Schlësselunhänger. De CGDIS huet dës fir Promotiounszwecker benotzt, zum Beispill op Foiren oder Portes ouvertes, respektiv direkt u seng Membere CGDIS? verdeelt. Et kann een hei d'Stoffmasken erwänen, déi un all Pompjee a Jugendpompjee souwéi un de Pompjeeën hir Kanner gratis verdeelt gi sinn.

Bis elo hunn zwou Firmen déi schréftlech Erlabnis kritt, Gefierer am CGDIS-Design als Spiller oder Maquetten ze reproduzéieren an ze verkafen. Dat sinn:

- déi däitsch Firma Rietze GmbH & Co. KG, déi héichwäerteg Modeller vun enger Camionnette an engem Tankwon produzéieren a verkafen,

- déi Lëtzebuerger Firma Cactus, déi eng Ambulanz, eng Dréileeder an zukënfteg e SAMU als Spill fir Kanner ubitt.

Nieft dem Sammlerwäert ass d'Haaptiddi, potenziell Vokatioune bei der jonker Generatioun ze erwächen, sou wéi aner staatlech Acteuren dat och säit Jore maachen.

ad 2) Béid Firmae kruten op Ufro fir all eenzelen Artikel eng Autorisatioun. Virdrun ass den Entworf vum Service communication vum CGDIS kontrolléiert a validéiert ginn. De CGDIS ass hei natierlech net um Benefice bedeelegt. Et handelt sech reng ëm e Branding, fir den Établissement public ze promouvéieren.

ad 3) Esouwuel de CGDIS wéi den Inneministère sinn net a Kenntnis iwwer Firmaen oder privat Persoune gesat ginn, déi ouni Autorisatioun (innerhalb oder ausserhalb vum Établissement public) Artikele mam CGDIS-Logo verkafen oder verkaf sollen hunn.

Question 2688 (19.08.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **produits biocides :**

Il ressort d'un article du 17 août 2020 sur paperjam.lu que six sur dix produits de désinfection des mains achetés au hasard au Luxembourg contenaient des informations vagues ou inexistantes sur leur efficacité à arrêter la propagation du coronavirus. De plus, seulement deux d'entre eux s'avéraient enregistrés dans le registre des produits biocides.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2203 le Gouvernement a déclaré que l'Administration de l'environnement (AEV) effectue des contrôles afin de veiller à ce que les produits biocides sur le marché respectent les dispositions légales en vigueur.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer le manque d'informations précises sur l'efficacité de certains produits de désinfection des mains vendus au Luxembourg ?

2) Est-il vrai que de nombreux produits désinfectants vendus au Luxembourg ne sont pas enregistrés dans le registre des produits biocides ?

3) Combien des produits biocides vendus au Luxembourg sont enregistrés dans le registre des produits biocides ?

4) Combien de contrôles de conformité aux spécifications et exigences relatives aux produits biocides tels que défini dans l'article 55 (1) du règlement (UE) n° 528/2012 le Gouvernement a-t-il effectué en vue notamment d'assurer leur efficacité ?

5) Quelles étaient les conclusions de ces contrôles ?

Réponse commune (21.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) a) Les produits biocides désinfectants des mains peuvent, en fonction de la substance active contenue dans ces produits, être mis sur le marché luxembourgeois sous deux régimes : le régime transitoire national (« notification de mise sur le marché ») ou bien le régime des autorisations de mise sur le marché de produits biocides prévus par le règlement (EU) 528/2012.

Ce dernier régime, qui s'applique par exemple aux désinfectants contenant comme unique substance active l'isopropanol ou l'hypochlorite de sodium, énonce des règles précises concernant les revendications d'efficacité par rapport à des organismes cibles précis, et les tests à réaliser en vue de valider ces revendications.

Sous le régime transitoire national, qui s'applique par exemple aux désinfectants contenant comme substance active l'éthanol ou certains ammoniums quaternaires, ces tests doivent également être fournis dans la mesure où les normes d'efficacité désinfectante sont revendiquées sur l'étiquetage. Toutefois, en absence de ces revendications, c'est-à-dire lorsque le produit est présenté pour une « désinfection hygiénique des mains » (sans référence aux organismes cibles), des tests ne sont pas exigés sous ce régime lorsque la/les substance(s) active(s) y contenue(s) est/sont présente(s) dans une teneur communément acceptée comme efficace.

b) En raison de la pandémie due au Sars-CoV-2, la demande pour des produits désinfectants des mains a connu une augmentation inouïe, demande à laquelle la capacité de production européenne courante de ces produits n'a pas su répondre au pied levé. Dans le cas où « un danger menaçant la santé publique, la santé animale ou l'environnement qui ne peut être maîtrisé par d'autres moyens » apparaît dans un État membre, l'article 55 (1) de règlement (EU) précité permet à l'autorité compétente nationale de permettre temporairement la mise sur le marché de produits biocides qui ne répondent pas totalement aux critères de conformité énoncés par le règlement (EU) 528/2012.

Ainsi, l'Allemagne et la France ont formulé des dérogations temporaires générales, permettant la fabrication de certaines formulations désinfectantes prédéterminées à l'industrie chimique nationale, y compris celle qui à cette date n'était pas active dans la fabrication de produits biocides.

Au Luxembourg, comme dans d'autres État membres de l'UE, cet article a cependant été appliqué individuellement à chaque formulation désinfectante biocide, et a été utilisé notamment pour autoriser la production de deux formules désinfectantes par les pharmacies, ou à l'achat des désinfectants par la « cellule de crise » mise en place pour la gestion de la crise, et pour certains opérateurs économiques ayant formulé une telle demande par rapport à un produit biocide précis.

Ces produits étant acceptés à court terme dans l'unique optique d'une action sur Sars-CoV-2, les produits ainsi fabriqués ne disposent logiquement pas de (tous les) tests d'efficacité désinfectante concevables, et ne doivent en conséquence pas revendiquer une action plus vaste : Au Luxembourg,

[14] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2016/12-decembre/02-bilan-assurance-pension.html

l'unique revendication acceptée pour ces produits était celle liée à une action contre Sars-CoV-2.

c) L'efficacité de tout produit biocide est fonction de l'ensemble de la formule chimique de ce produit, et il n'est normalement pas permis d'extrapoler une efficacité désinfectante sur base d'une teneur similaire en substances actives. Par le passé, l'investigation de l'efficacité microbicide de désinfectants courants n'insistait souvent pas sur la virucide.

Si les désinfectants ayant une teneur de 60-80 % v/v en éthanol sont communément acceptés comme efficaces sur les virus enveloppés, des produits d'efficacité validée ayant une teneur plus faible en alcools ou contenant d'autres substances actives existent toutefois aussi.

Dans ce sens « le manque d'informations précises sur l'efficacité de certains produits de désinfection des mains » perçu est quelque peu simpliste et doit être nuancée par rapport aux critères techniques sous les différentes procédures règlementaires de la mise sur le marché de produits biocides. En cas de doute, toute considération d'efficacité microbicide doit être limitée au seul profil d'efficacité documenté.

ad 2) Un « enregistrement » (autorisation ou notification de mise sur le marché) d'un produit biocide est requis dès que le produit est mis sur le marché luxembourgeois, et ceci requiert un échange avec l'autorité compétente.

Compte tenu de l'indéniable intérêt commercial qui revient en ce moment à la vente/fabrication de désinfectants bon marché, couplé à l'implication d'acteurs souvent néophytes dans la distribution de produits biocides, la présence de désinfectants sans enregistrement a sans doute augmenté. L'Administration de l'environnement a également constaté à de maintes reprises que la commercialisation de désinfectants sous des législations offrant un accès plus facile au marché, comme celle applicable aux produits cosmétiques, est devenu une pratique préoccupante.

Il est dès lors difficile de quantifier le nombre de produits concernés étant donné que les produits qui ne disposent pas d'un enregistrement au Luxembourg ne sont pas connus.

ad 3) La situation au 20 août 2020 se présentait comme suit :

a) Nombre de produits biocides notifiés sous le régime transitoire national :

· nombre total de produits biocides : 2.062, parmi lesquels

· nombre de désinfectants pour mains/peau : 281 (contre env. 100 en début mars 2020)

· nombre de désinfectants pour surfaces : 1.067.

b) Nombre d'autorisations de produits biocides sous le règlement (EU) 528/2012 :

(N.B. : une autorisation peut couvrir plusieurs produits individuels, qui chacun peuvent être commercialisés sous plusieurs noms commerciaux)

· autorisations lux. de désinfectants pour mains/peau : 6 autorisations (6 produits)

· autorisations lux. de désinfectants pour surfaces : 3 autorisations (61 produits)

· autorisations européennes de désinfectants pour surfaces : 5 autorisations (15 produits).

ad 4) L'article 55 (1) ne contient pas de disposition spécifique qui exige un contrôle « in market » particulier de la conformité/efficacité des produits ainsi autorisés. D'ailleurs, une telle autorisation n'est délivrée que s'il est établi sur base des éléments fournis en vue de la délivrance d'autorisations selon l'article 55 (1) que les produits à autoriser offrent bien une efficacité contre Sars-CoV-2.

ad 5) Un contrôle desdits produits intervient dans le contexte de la surveillance de routine du marché. Cependant l'Administration de l'environnement est d'avis que celle-ci devait prioritairement viser les produits clairement douteux présentant des non-conformités flagrantes et ceux n'ayant pas observé les démarches légales avant mise sur le marché, et l'Administration de l'environnement n'opère ainsi pas de distinction sur base de la procédure qui a ou aurait permis une mise sur le marché.

Question 2690 (19.08.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**implantation d'une usine de production de yaourt au Luxembourg :**

Dans sa réponse à une question parlementaire n° 3884 du 20 juin 2018, Monsieur le Ministre de l'Économie de l'époque précisait que « dans des cas isolés, et suite à des négociations avec les entreprises industrielles, les ministres compétents, à savoir les ministres ayant dans leurs attributions l'économie et les finances, ont consenti à la vente de terrains. »

Il me revient maintenant que le groupe industriel projetant l'implantation de cette usine bénéficierait au Luxembourg d'avantages fiscaux.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il a été au courant du projet de vente de terrains au groupe industriel susmentionné avant que la vente ne devienne effective ?

• De quelle manière Monsieur le Ministre voire ses services ont-ils approuvé ladite vente ?

• Monsieur le Ministre et ses services ont-ils émis d'éventuelles réserves par rapport à ladite vente avant que celle-ci ne devienne effective ?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que le groupe industriel profite d'un « ruling »/rescrit fiscal ou d'un autre régime fiscal avantageux au Luxembourg ?

Réponse (22.09.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les discussions avec l'entreprise concernée ont été menées à l'époque par le Ministère de l'Économie.

S'agissant d'une opération ayant un impact sur les domaines de l'État, le Ministre des Finances a approuvé l'acte de vente au même titre que tous les autres actes administratifs établis par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA en tant que notaire de l'État.

En vertu du secret fiscal, le Ministre des Finances n'a pas connaissance des dossiers de contribuables particuliers.

Question 2693 (20.08.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **enquêtes publiques commodo-incommodo :**

Conformément à l'article 9 de la loi modifiée du 10 juin 1999 sur les établissements classés, l'Administration de l'environnement fait parvenir le dossier de demande d'un établissement de la classe 1 à la commune concernée aux fins d'enquête publique. Durant une période de 15 jours après l'affichage, des observations écrites peuvent être introduites. Il s'avère que régulièrement la phase de l'enquête publique est située dans la saison estivale lors de laquelle un grand nombre de citoyens sont absents, dû à des congés annuels. Ainsi, la consultation publique des dossiers relatifs à l'implantation de la laiterie FAGE à Bettembourg se situait entre le 25 juillet et le 10 août derniers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Est-ce qu'il ne serait pas opportun de prévoir la phase de consultation publique hors des grandes vacances scolaires de l'été, permettant ainsi à un plus grand nombre de citoyens de consulter les dossiers et aux administrations communales de garantir à ce que leur personnel concerné soit disponible pour préparer adéquatement les dossiers afférents ?

2) Pour quelle raison l'enquête publique commodo-incommodo du dossier très complexe FAGE a été fixée durant les vacances scolaires estivales ?

3) En outre, toujours dans l'intérêt d'une participation active des citoyens et communes concernés, est-ce qu'il ne serait pas utile d'imposer aux demandeurs d'un établissement de la classe 1 une réunion publique et une réunion de concertation avec les communes concernées avant le début de la procédure commodo-incommodo ?

Réponse commune (21.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Tout d'abord nous tenons à préciser que nos services ont l'obligation d'assurer un fonctionnement normal indépendamment du calendrier scolaire et donc également en période de vacances scolaires.

La loi ne prévoit aucun délai supplémentaire en cas de vacances scolaires estivales ou autres. Tout gel des délais relatifs à la transmission des dossiers pour procéder aux enquêtes publiques lors des vacances scolaires estivales nécessiterait une modification de loi relative aux établissements classés et aurait comme conséquence une augmentation des délais quant à la délivrance des autorisations.

Prévoir la phase de consultation publique en dehors des « grandes vacances scolaires », aurait comme conséquence pour un exploitant que son projet d'établissement soumis à enquête publique serait reporté de presque neuf semaines, puisque celui-ci doit disposer e. a. de l'autorisation « commodo » avant de pouvoir débuter les travaux de construction.

ad 2) En effet, toutes les procédures « commodo » sont fixées dans la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, dite loi « commodo ».

D'après les termes de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il n'appartient ni aux ministres compétents, ni aux administrations en charge du traitement du dossier de décider à quelle date les demandes sont à soumettre à l'enquête publique. Ces délais sont définis à l'article 9 qui décrit la procédure des demandes d'autorisation et les délais de prise de décision.

Pour les dossiers de demande des classes 1, 1A et 1B, c'est l'avancement des travaux d'instruction des demandes d'autorisation par les administrations compétentes, à savoir l'Administration de l'environnement (AEV) ou l'Inspection du travail et des mines (ITM) qui détermine le moment de transmission d'une demande d'autorisation pour enquête publique aux communes concernées. Plus précisément, la date de transmission dépend du constat, par l'AEV ou l'ITM, que le dossier de demande est complet. Pour les dossiers de la classe 1, c'est le 2e « complet » qui détermine l'envoi du dossier aux communes. Ce moment dépend donc soit de la décision administrative de l'AEV soit de celle de l'ITM.

À la suite de cette décision, la demande est envoyée à la commune dans les huit jours à compter de ce dernier constat. Un retardement ou décalage pour des raisons de calendrier n'est pas prévu par la loi.

Aussi, la procédure d'enquête publique définie dans cette loi ne distingue pas entre des dossiers « complexes » et moins « complexes ». Il n'est d'ailleurs pas possible de juger, de par la simple attribution du point de nomenclature, quels dossiers sont à considérer comme « complexe » et lesquels ne le sont pas. Chaque dossier est différent et l'impact de l'établissement est jugé en fonction de son emplacement et de ses alentours. Ceci est un des principes fondamentaux de la loi « commodo ».

ad 3) Le but d'une enquête publique est de permettre aux communes et au public de consulter un dossier de demande en quiétude et en détail. Ces conditions n'étant pas données lors de réunions et au vu des chiffres qui précèdent, il n'est pas indiqué de rajouter d'autres étapes à la procédure d'instruction pour des centaines d'établissements, étapes qui ralentiraient d'avantage la procédure d'instruction.

Pendant la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2019, des observations ont été introduites pour environ 4 % de cas de classes 1 et 1B. Les raisons pour ce faible taux d'observations ne sont pas entièrement connues.

Nous tenons à ajouter que le projet de la nouvelle loi « commodo » prévoit une enquête publique à 100 % électronique. L'avantage sera que le public ne sera plus obligé de se rendre auprès de sa commune pour lire le dossier et éventuellement présenter des observations, mais pourra le faire électroniquement sur Internet et ce 24h/24. Une meilleure participation du public sera ainsi garantie et ne sera plus limitée aux heures d'ouvertures des communes.

Question 2695 (20.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **changements dans le monde du travail :**

Den 10. Juni 2020 huet McKinsey zesumme mat Google en Diskussiounspabeier publizéiert mam Titel „The future of work in Europe", deen op Basis vun den NUTS-3-Regiounen den Aarbechtsmaart analyséiert. Fir Lëtzebuerg goufen 13,7 % neien Emploi tëscht 2018 an 2030 virausgesot.

An dësem Dokument maachen d'Auteuren e puer Constaten:

"Beyond Covid-19, automation, migration, and shrinking labour supply are shifting the geography of employment."

"Job growth in all regions has been stronger in occupations requiring a higher level of skills."

"As Europe ages, mobility has become the primary driver of growth in the working-age population in most clusters."

"There is a large overlap between jobs at risk due to Covid-19 in the short term and jobs displaced by automation in the longer term."

"The strongest job growth is projected in professional, scientific and technical services as well as human health and social work, while the biggest decline could occur in manufacturing."

All dës Constaten hunn eppes gemeinsam, an zwar, datt d'Majoritéit vun den neien Jobs wäert a Beräicher entstoen, an deenen d'Leit eng méi héich Ausbildung brauchen, an datt duerch d'Automatisatioun och Aarbechtsplaze wäerte verluer goen, wou ee manner formal Bildung brauch.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Pläng huet d'Regierung, fir dësem groussen Challenge u „reskilling" entgéintzetrieden?

2. Wéi plangt d'Regierung, d'Employéen, deenen hire Bildungsprofill net op déi nei Opportunitéite passt, op dës Ännerungen ze preparéieren?

Réponse commune (21.09.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

D'Regierung ass sech der Erausfuerderung vum Rean Upskilling vollkomme bewosst. Am Mee 2018 ass e Pilotprojet vum Aarbechtsministère zesumme mat der ADEM lancéiert ginn (Luxembourg Digital Skills Bridge), an deem et drëm gaangen ass, den Entreprisen ze hëllefen, hiert Personal besser fir d'Zukunft opzestellen an Entloossungen ze vermeiden. Dëse Projet ass bis November 2019 gelaf an et konnte méi wéi 300 Salariéen an deem Kader vu Formatioune profitéieren an déi Kompetenze kréien, déi an hirem Betrib oder engem anere gebraucht ginn, an esou hir Aarbechtsplaz behalen.

Aktuell sinn den Aarbechtsministère an d'ADEM amgaang, eng nei „Future Skills Initiative" virzebereeden, déi dräi verschidden Aspekter huet:

1. De „Future Skills Programm" ass en neien Formatiounsprogramm vun der ADEM, dee souwuel eng theoreetesch Partie (Formatioun vun dräi Méint am Domän vun den digitalen an den horizontale Kompetenzen) wéi och eng praktesch Partie (sechs Méint „occupation temporaire indemnisée") beinhalt. Dëse Programm gëtt zesumme mat de Formatiounsinstituter vun de Sozialpartner ugebueden (Chambre de Commerce a Chambre des Salariés) a fänkt ufanks Oktober un.

2. Sektoriell Etuden, fir besser ze verstoen, wéi den Aarbechtsmaart sech zu Lëtzebuerg verännert an d'Ännerunge kënnen ze anticipéieren: Wat fir eng Beruffer verschwannen, wat fir eng nei Beruffer kommen a wat fir Kompetenze mussen d'Salariéen hunn?

3. Ënnerstëtzung fir Betriber am Beräich vun der „gestion prévisionnelle des compétences" („workforce planning") fir ze kucken, wat fir eng Ressourcen a Kompetenzen an der Zukunft am Betrib gebraucht ginn an d'Mataarbechter da kënnen ze formëieren.

Am Kontext vun der Tripartite huet d'Regierung ee sougenannte „Skills-Dësch" aberuff, ënnert der Presidence vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Dëse Skills-Dësch wäert justement déi Problematik diskutéieren, déi hei ugeschwat gëtt. D'Regierung huet vir, an Zesummenaarbecht mat allen implizéierten Acteure Modeller auszeschaffen, déi et an Zukunft sollen erméiglechen, souwuel aus aarbechtsrechtlecher wéi och aus pedagogescher Siicht esou ee „reskilling" duerchzeféieren. Dobäi wäert och berücksichtegt ginn, wat fir eng Opportunitéite vu „reskilling" jee no dem aktuelle Kompetenzprofill vun engem Employé kënnen envisagéiert ginn.

Question 2696 (20.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation en Biélorussie :**

Am Kontext vun den Entwécklungen a Wäissrussland no de rezente Walen huet den Här Bausseminister Asselborn de 17. August 2020 am Deutschlandfunk gemengt: „Was sich in Belarus abspielt, ist Staatsterrorismus."

Elo besteet d'Konscht vun der Diplomatie jo ënner anerem doran, mat grousser Virsiicht, Ponderatioun an Nuance ze formuléieren. Dowéinst wollt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi definéiert den Här Bausseminister de Begréff „Staatsterrorismus" a wéi eng Elementer vun där aktueller Situatioun a Wäissrussland si konstitutiv fir déi Qualifikatioun?

2. No deene selwechte Krittäre wéi a Belarus, wéi eng aner Staaten, Subjekter oder Quasisubjekter vum internationalen ëffentleche Recht sinn dem Här Asselborn senger Meenung no also als „staatsterroristesch" ze bezeechnen? Kann den Här Minister der Chamber d'Lëscht vun deenen Entitéite mat der Äntwert op dës Fro zoukomme loossen?

3. Ass den Här Minister der Meenung, datt déi Manéier, wéi hien d'Situatioun an anere Länner beschreift, an déi dacks en éischter kategoresche Charakter huet, de Lëtzebuerger Interessen déngt?

Réponse (16.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. De Begréff vum Staatsterrorismus bezitt sech op déi exzessiv Gewalt, mat där dem Här Lukaschenko säi Regimm géigeniwwer senger eegener Bevëlkerung virgeet. Säit der Annonce vum gefälschte Walresultat, den 9. August, huet dës Gewalt scho mindestens véier Mënscheliewe kascht. D'Aktioune vu vermummte Polizisten a Membere vum staatleche Sécherheetspersonal, déi mat aller Häert Fraen a Männer aus allen Alterskategorië brutal néierschloen, hunn eleng als Zil, der Bevëlkerung Angscht an Terror anzejoen. Et leie kredibel Berichter vir vu schwéiere Fäll vu Mënscherechtsverletzungen a Folter a Prisongen a Belarus. Dat ass schockéierend, inakzeptabel a muss op d'Schäerfst verurteelt ginn. Eng sëlleche Persoune si verschleeft ginn a kee weess fir de Moment, wou se sinn an ob se nach liewen. Dës „disproportionate and unacceptable state violence against peaceful protesters", fir et an de Wierder vum héije Vertrieder vun der Europäescher Unioun Josep Borrell auszedrécken, ass ëmsou méi veruechtenswäert, wéi d'Mënschen op de Stroossen a Belarus friddlech hir legitimm demokratesch Rechter afuerderen. An engem Rechtsstaat ass dem Staat säi Gewaltmonopol gesetzlech ageschränkt an déngt net derzou, eng friddlech Bevëlkerung ze terroriséieren.

ad 2. Et gi leider vill Staaten op der Welt, déi hire Sécherheetsapparat asetzen, fir déi eege Bevëlkerung massiv anzeschüchteren an ze ënnerdrécken. Do, wou sou Situatioune virherrschen oder sech méiglecherweis an Zukunft erginn, intervenéiert Lëtzebuerg op verschiddenen Niveauen, fir seng Besuergnis auszedrécken an no senge Méiglechkeeten zur Verbesserung vun der Lag bäizedroen.

ad 3. Eng Lëtzebuerger Aussepolitik, déi op fundamentale Wäerter wéi Demokratie an d'Erhale vun de Mënscherechter baséiert, ass et sech selwer schëlleg, Virgäng wéi déi, déi sech am Moment a Belarus ofspillen, an aller Däitlechkeet ze denoncéieren. Gläichzäiteg setzt sech Lëtzebuerg derfir an, dass e konstruktiven Dialog tëschent dem Regimm a Belarus an de verschiddenen oppositionelle Kräften zustane kënnt. Nëmmen op dës Manéier ass eng dauerhaft politesch Léisung méiglech, déi am Interessi souwuel vu Belarus wéi och vun der EU ass.

Question 2697 (20.08.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **parc immobilier de l'État :**

Il ressort d'un article paru hier sur paperjam.lu que le Ministère des Finances aurait pris en location les anciens bureaux de Deloitte à Kalchesbréck.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le loyer annuel à payer dans ce cadre ?

- L'État dispose-t-il d'un droit de préemption conventionnel au cas où les locaux pris en location venaient à être cédés ? Dans l'affirmative, le prix de vente a-t-il d'ores et déjà été acté, respectivement est-il déterminable et dans l'affirmative, sur base de quels critères ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les informations suivantes concernant le parc immobilier pris en location par l'État au sens large :

• la surface exprimée en m^2,

• le prix moyen payé par m^2 ?

Comment cette surface et le prix par m^2 ont-ils évolué au cours des dix dernières années ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les informations suivantes concernant le parc immobilier acheté par l'État au sens large depuis 2013 pour servir de bureaux aux administrations, services, etc. étatiques (mis à part l'acquisition de la Cité policière) :

• la surface exprimée en m^2,

• le prix moyen payé par m^2 ?

Comment cette surface et le prix par m^2 ont-ils évolué au cours des dix dernières années ?

Dans le programme gouvernemental de 2013, on pouvait lire : « Le Gouvernement fera une analyse des domaines de l'État et de son parc immobilier afin d'identifier des pistes pour une utilisation plus efficiente et une meilleure valorisation, tenant compte des priorités politiques. (…)

Dans l'intérêt d'une optimisation de la gestion du patrimoine immobilier de l'État, l'opportunité de la création d'une entité de gestion des immeubles de l'État sera étudiée. Sa principale mission consisterait à s'occuper activement du parc immobilier de l'État. Dans un souci d'efficience des ressources et pour autant que financièrement possible, le parc immobilier sera assaini énergétiquement et sa gestion soumise à des critères tant économiques que sociaux et environnementaux. »

- En quoi Monsieur le Ministre considère-t-il que ces objectifs ont pu être atteints ?

- Quelles sont les réflexions menées au sein de l'administration gouvernementale pour assurer une gestion active et valoriser le parc immobilier, tout en assurant son entretien préventif ?

Réponse (21.09.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Deux immeubles ont été pris en location à Kalchesbréck, à savoir l'immeuble Apollo pour le CTIE et l'immeuble Artemis pour des services de l'Administration des contributions directes. Étant donné que le prix de location est toujours le résultat d'une négociation, il n'est pas d'usage de le publier. Il convient toutefois de préciser que le prix de location par m^2 est en dessous des moyennes publiées par les acteurs du marché. Une négociation relative à une éventuelle option d'achat pour ces deux immeubles n'a pas eu lieu.

La surface au sens large (bureaux, archives, parkings…) prise en location actuellement par l'État est d'environ 300.000 m^2 pour un prix moyen payé de 17,78 € par m^2.

Au courant des dix dernières années, les surfaces prises en location ont connu une augmentation de 18,59 % alors que les loyers correspondants ont augmenté de 16,59 %.

Depuis 2013, l'État a acheté, mis à part le complexe de la Cité policière, dix immeubles avec une surface bureaux de 46.800 m^2, avec une surface archives de 8.700 m^2 ainsi que 589 emplacements de stationnement. Ces immeubles ont été acquis pour un prix global de 228,5 millions d'euros.

En ce qui concerne l'étude à laquelle se réfère l'honorable Députée, il convient de noter que celle-ci a débuté et vise actuellement à dresser un état des lieux avec les intervenants nombreux dans cette matière.

Question 2698 (20.08.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**impact de la sécheresse sur les agriculteurs :**

Après un mois de juillet extrêmement sec consécutif à un printemps très doux, la récente canicule a aggravé la sécheresse qui touche tout le pays. Une sécheresse est constatée au Luxembourg depuis quatre années consécutives. Cette situation devient alarmante pour nos agriculteurs, car le manque de pluie persistant risque de diminuer fortement les rendements des exploitations céréalières et les élevages.

Il est fort probable que certains agriculteurs devront bientôt commencer à utiliser leurs stocks de fourrage prévus pour l'hiver. D'autres devront probablement acheter de la paille et du foin car leurs prairies, grillées par la sécheresse, ne permettent plus à leurs bêtes d'y pâturer normalement.

À en croire certains experts, la sécheresse devient donc structurelle au Luxembourg et l'agriculture n'aura d'autre choix que de s'adapter à ce défi.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- La sécheresse actuelle est-elle comparable à celles des années 2017, 2018 et 2019 ?

- Quelle est la capacité fourragère actuelle de nos agriculteurs compte tenu de ces conditions climatiques ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant d'agriculteurs qui doivent d'ores et déjà utiliser leurs stocks de fourrage prévus pour l'hiver ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que nos agriculteurs devront racheter du fourrage pour pouvoir satisfaire aux besoins en nourriture du bétail durant l'hiver à venir ?

- Vu que nos pays voisins sont confrontés aux mêmes problèmes, n'existe-t-il pas un risque qu'il n'y ait pas assez de fourrage disponible sur les marchés ?

- Si les sécheresses estivales s'avèrent structurelles au Luxembourg, par quels moyens l'agriculture pourra-t-elle s'adapter pour faire face au changement climatique ?

Réponse (08.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

- Le service météorologique étatique de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) exploite un réseau de mesure de 32 stations météorologiques automatiques recouvrant toutes les régions du Luxembourg. Afin de comparer la situation de cette année aux années précédentes, les anomalies pluviométriques par rapport à la période de référence de 1981-2010 pour les quatre stations représentatives d'Asselborn (nord), de Clemency (sud-ouest), de Remich (vallée de la Moselle) et Grevenmacher (vallée de la Moselle) ont été évaluées pour la période du 1er mars au 31 août (printemps et été météorologiques), qui est déterminante pour le développement des cultures.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

Il ressort de cette analyse que le printemps et l'été météorologiques ont présenté un déficit par rapport à la période de référence pour les quatre dernières années dans tout le pays. Dans le sud du pays et dans la vallée de la Moselle, ce déficit a été nettement plus prononcé en 2020 (plus que le double) que les trois années précédentes. Seulement dans le nord du pays, le déficit pluviométrique a été du même ordre de grandeur en 2018 qu'en 2020 et plus prononcé en 2017.

Cette analyse montre l'exceptionnalité de la sécheresse en 2020, dans une grande partie du pays.

- Les réserves en fourrages 2020 sont très variables selon les différentes exploitations agricoles et sont difficiles à chiffrer. Sur les champs d'essais de l'ASTA, les rendements des prairies ont diminué de 10 % par rapport aux années précédentes pour les trois premières coupes, sachant que les rendements des années antérieures en 2019 n'étaient déjà pas très élevés. Les rendements de la première et de la deuxième coupe étaient, pour ce qui concerne les essais de graminées de l'ASTA, comparables aux années précédentes. Par contre, la récolte de la troisième coupe en 2020 était très faible et ne représente que 20 % de la moyenne des années précédentes dans ces essais. Vu que les conditions de sécheresse sévère continuent à perdurer, il faut également s'attendre à ce que la quatrième coupe soit insignifiante, de sorte que le bilan de la récolte totale de fourrages sur les champs d'essais de l'ASTA diminuera sans aucun doute significativement par rapport aux années précédentes. Il convient également de noter que les rendements fourragers sur les prairies et pâturages, dans de nombreuses régions de notre pays, sont beaucoup plus faibles que dans les essais de graminées de l'ASTA. L'été sec n'a pas permis d'agrandir les stocks de fourrage d'hiver, avec toutefois des exceptions régionales.

Par ailleurs, à cause de la sécheresse, la récolte du maïs d'ensilage a par endroits déjà commencé au milieu du mois d'août en avance de deux à quatre semaines sur le calendrier, mais les données exactes sur le rendement ne sont pas encore disponibles pour l'instant.

- Sans avoir de données représentatives, on peut cependant affirmer que plusieurs exploitations agricoles doivent déjà maintenant affourager leurs animaux avec les stocks de fourrages prévus pour l'hiver.

- Il faut savoir que certaines exploitations agricoles achètent chaque année du fourrage pour nourrir leurs bêtes en hiver parce qu'elles n'ont pas assez de surface pour produire des aliments pour tous leurs animaux. Cette année, le nombre d'exploitations qui devront se fournir en fourrages supplémentaires est sûrement plus élevé que d'habitude. En cas de pénurie de fourrages, les exploitations agricoles s'approvisionnent surtout avec des aliments concentrés à base de céréales.

Par le semis et la récolte de cultures intermédiaires, les exploitations agricoles ont une autre possibilité pour satisfaire aux besoins de nourriture du bétail, il faudrait cependant des précipitations assez conséquentes cet automne, pour que ces semis réussissent.

- On constate plus ou moins des situations comparables dans les pays limitrophes. Il existe donc effectivement un certain risque de manque de fourrage en 2020 dans la Grande Région, comme les années précédentes.

Mais pour augmenter les réserves hivernales, il existe d'autres possibilités. Au lieu d'acheter du fourrage, les exploitations agricoles peuvent soit changer la ration alimentaire en utilisant plus de paille au lieu de foin ou d'ensilages d'herbes et de maïs, il faut cependant savoir que la paille est rare et chère cette année, soit semer des mélanges fourragers après la récolte des céréales. Cette mesure dépendra cependant fortement des précipitations en septembre et octobre.

- En 2018, le Gouvernement a adapté une stratégie et un plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg pour la période 2018-2023. Cette stratégie a identifié les sécheresses comme un des impacts majeurs pour le secteur agricole.

Dans le cadre des mesures prévues dans cette stratégie l'ASTA teste déjà depuis plusieurs années sur ses champs d'essais des mélanges fourragers afin de trouver des espèces et variétés d'espèces mieux adaptées au changement climatique et à la sécheresse. Il en est de même du Lycée technique agricole et de l'Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg (IBLA), qui ont également mis en place des essais à cet égard.

En effet, la mise en culture d'espèces et de variétés fourragères plus résistantes à la sécheresse, telles que la luzerne, le dactyle, les fétuques, le sorgho, mais aussi le soja ou le tournesol constitue le meilleur moyen pour l'agriculture de s'adapter au changement climatique.

Les agriculteurs devront élargir la gamme des espèces cultivées et changer leurs rotations ainsi que leur façon de travailler le sol.

Produire davantage de fourrages au printemps constitue également un moyen pour faire face à la sécheresse estivale.

Toutes ces mesures atténuent les effets du changement climatique et la sécheresse subséquente, mais ne permettent cependant pas d'atteindre les niveaux de récolte que l'on obtiendrait s'il n'y avait pas de déficit hydrique.

Question 2701 (20.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation au Mali :**

De rezente Militärputsch am Mali werft vill Froen op, virun allem wat déi Lëtzebuerger an och méi allgemeng déi europäesch Implikatiounen an deem Land betreffen.

An deem Kontext géif ech dem Här Bausseminister, dem Här Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten an dem Här Verdeedegungsminister gär dës Froe stellen:

1. Den „Accord général entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Mali" vum 26. November 1998 berifft sech op „les droits et libertés fondamentales de l'homme". Wëllt d'Lëtzebuerger Regierung dësen Accord elo suspendéieren oder kënnegen? Gëtt et Analogien zu anere Partnerstaate vun der Kooperatioun, wou Accorde wéinst der Mënscherechtssituatioun suspendéiert goufen?

2. Eng Rei vun de Lëtzebuerger Projeten am Mali betreffen de „retour de la paix et de la stabilité" an d'bonne Gouvernance. Wéi evaluéiert déi Lëtzebuerger Regierung an där aktueller Situatioun de Succès an d'Opportunitéit vun esou Projeten?

3. Wéi gesäit d'Lëtzebuerger Regierung d'Zukunft vun der bilateraler Kooperatioun mam Mali?

4. Wéi gesäit d'Lëtzebuerger Regierung d'Zukunft vun de Friddensverhandlunge bannent dem Mali?

5. Wéi eng diplomatesch Konsequenzen zitt déi Lëtzebuerger Regierung um Niveau vun der EU an der UNO, besonnesch am Hibléck op d'EUCAP, d'EUTM an d'MINUSMA? Wéi eng Positioune wëllt Lëtzebuerg am Hibléck op d'Zukunft, d'Aufgaben an d'Opstellung vun deene Missioune vertrieden?

6. Wéi eng Implikatioune vun den Entwécklungen am Mali gesäit d'Regierung fir de Sahel?

Réponse commune (16.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Franz Fayot**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Déi soziopolitesch Situatioun am Mali war an ass komplex. Se ass duerch déi sanitär Kris vum Covid nach méi komplizéiert ginn a se fluktuéiert. Mam Appui vun onser Representatioun zu Bamako, onser Ambassade zu Dakar an onse Partner an der EU, souwéi och iwwert d'UNO, suivéiert d'Regierung d'Evolutioun vun der Situatioun op der Plaz op enger deeglecher Basis. Am Moment ass net virgesinn, de mentionéierten Accord général ze suspendéieren oder ze kënnegen. Sou wéi aner Länner, déi am Mali aktiv sinn, dat och gemaach hunn, huet d'Regierung all direkt Ënnerstëtzung un déi malesch Regierung am Kontext vun der bilateraler Entwécklungszesummenaarbecht suspendéiert a féiert am Moment just déi Aktioune weider, déi der malescher Bevëlkerung an der Zivillgesellschaft onmëttelbar zegutt kommen.

Déi selwecht Approche ass 2012 vu Lëtzebuerg, souwéi och vun aneren EU-Staaten, am Mali adoptéiert ginn an och 2010 am Niger bei den deemolege Putschen. Am Nicaragua ass et no enger schwéierer soziopolitescher Kris 2018 och fir d'éischt zu engem Afréiere vun de Finanzementer un d'Regierung komm. Nodeems sech d'Situatioun net verbessert huet, ass an engem zweete Schratt dunn zréckbehale ginn, déi verschidde Programmer, déi an Zesummenaarbecht mat der Regierung gefouert gi sinn, definitiv op en Enn ze bréngen a méi verstäerkt d'Zivillgesellschaft ze ënnerstëtzen, déi en direkten Appui un d'Bevëlkerung gëtt.

ad 2. De „retour de la paix et de la stabilité" an d'bonne Gouvernance sinn Objektiver, déi sech nëmmen iwwer e längeren Zäitraum hin erreeche loossen, an un deenen d'Lëtzebuerger Kooperatioun säit Laangem zesumme mat lokalen an internationale Partner schafft. Fridden a Stabilitéit fir d'lokal Bevëlkerung wäerte weiderhi wichteg Objek-

tiver vun eiser Kooperatioun och mam Mali bleiwen, an déi ënnert den aktuellen Ëmstänn ëmsou méi relevant sinn.

ad 3. De Mali ass e laangjärege Partner vu Lëtzebuerg, e wichtegen Acteur op regionalem Niveau a Westafrika, a soumat bleift d'Sécherheet an d'Stabilitéit vum Mali eng laangfristeg Prioritéit an eiser bilateraler Zesummenaarbecht.

Den aktuelle bilaterale Kader fir eis Entwécklungszesummenaarbecht mam Mali leeft Mëtt 2021 aus. Déi grouss Orientatioune vum nächsten a véierte Programme indicatif de coopération (PIC IV, 2021-2025) sinn identifizéiert. D'bonne Gouvernance an d'Mënscherechter bleiwe wichteg Sujeten, op déi mir weider mat eise Partner wëllen hischaffen an déi mir an all eis Projete wäerten transversal integréieren. An dësem Kontext wëlle mir och nach méi mat Acteure vun der Zivillgesellschaft schaffen, wéi mir et bis elo scho gemaach hunn. Déi grouss Linne vun eiser Kooperatioun wäerte weiderhin d'Formation professionelle an d'Employabilité vun de Fraen an de Jonke bleiwen, mat engem Fokus op de Secteur agricole. Ënnert den aktuellen Ëmstänn ass d'Ënnerschreiwe vum neie PIC IV awer am Moment net envisageabel.

ad 4. Antikonstitutionell Mesurë kënnen op kee Fall eng Äntwert sinn op déi déif gesellschaftspolitesch Kris, déi de Mali säit Méint duerchlieft. D'Militär muss d'Muecht un d'Zivilisten zréckginn an dëse sozialpoliteschen Transitiounsprozess muss zu demokratesche Wale féieren. D'Membere vum nei gegrënnte Comité national pour le salut du peuple (CNSP) hunn ugekënnegt, hir Kooperatioun mat de Missioune vun de Vereenten Natiounen a vun der Europäescher Unioun weiderféieren ze wëllen an hunn den Dialog mat der Union africaine, der CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) souwéi mat anere politeschen, sozialen a reliéisen Acteuren opgeholl. Dësen Dialog ass bis elo friddlech verlaf.

Mir ruffen an dësem Sënn weiderhin zu inklusive Consultatiounen am Mali op, fir e Konsens ze erreechen, deen déi demokratesch Verfassungsprinzippien, dat internationaalt Recht an d'Mënscherechter respektéiert a sech op d'Wuelbefanne vun der Bevëlkerung konzentréiert.

Den Accord pour la paix et la réconciliation au Mali vun 2015, deen aus dem Prozess d'Alger ofstaamt, gëtt oprecht erhalen an de CNSP huet seng Bereetschaft erkläert, sech weiderhin un dëst Ofkommen ze halen.

Lëtzebuerg huet a wäert weiderhin de Fortschrëtt vun de Consultatiounen am Mali ganz no verfollegen.

ad 5. Opgrond vun der komplexer politescher Situatioun nom Coup d'État am Mali huet d'EU decidéiert, hir Missiounen EUTM an EUCAP Sahel Mali fir de Moment ze suspendéieren, well d'Ëmstänn et dem Personal vun de Missiounen net erlaben, hir normal Aktivitéiten duerchzeféieren. D'Ziler vun de Missioune bleiwen awer pertinent an esou wäert dat bestoend Personal zu Bamako a Koulikoro bleiwen. D'Aktivitéite vun de Missioune lafen nees u soubal d'Situatioun et erlaabt. D'UNO-Missioun MINUSMA op hirer Säit fiert mat hirer Aarbecht virun.

Et bleift wichteg, déi laangfristeg Investitioun vun der internationaler Communautéit fir d'Sécherheet an d'Stabilitéit vum Mali a vum Sahel oprechtzeerhalen. D'Konditioune mussen awer stëmmen. Et wier zum Beispill problematesch, eng Kooperatioun mat den aktuellen Autoritéiten am Mali weiderzeféieren, ouni dass e kloren Transitiounsplang a Richtung vun enger demokratesch legitiméierter Regierung besteet. D'Zukunft, d'Aufgaben an d'Opstellung vun deene verschiddene Missioune wäerte weiderhin an den zoustännege Gremien zesumme mat onse Partner diskutéiert an um Terrain ëmgesat ginn.

ad 6. D'Sécherheetslag an der Sahel-Regioun ass scho säit Längerem volatill. D'Experte schwätzen haut vun enger „kompletter Kris", an där d'Degradatioune vun der Sécherheet, der Wirtschaft, de politesche Fundamenter, der Gesellschaft souwéi och der humanitärer Situatioun sech géigesäiteg verstäerken. Dobäi kënnt, datt duerch déi demografesch Entwécklung, d'Klimaveränneru ng an d'Desertifikatioun den Drock op natierlech Ressourcen (wéi Agrarland, Weed fir Véi a Waasser) extreem zougeholl huet, wat bei enger Quasi-Absence vu staatlechen Institutiounen a gudder Gouvernance am ländleche Raum zu ëmmer méi Konflikter tësche Communautéite féiert. Déi sozial an ekonomesch Konsequenze vun der Covid-19-Pandemie erhéijen den Drock op déi besonnesch vulnerabel Bevëlkerungsgruppen, an dat virun allem, wat hir Liewensmëttelsécherheet ugeet. Duerch rezent dschihadistesch Attacken an der Regioun, souwuel wéi de Putsch am Mali, spëtzt sech déi allgemeng Sécherheetslag an der Regioun weiderhin zou.

An dësem Sënn bleift et pertinent, datt Lëtzebuerg zesumme mat sengen EU-Partner a sengen internationale Partner an der Regioun engagéiert bleift an d'Rechtsstaatlechkeet, d'Mënscherechter an en demokratesche Prozess weider fërdert, fir datt d'Stabilitéit an d'Sécherheet gestäerkt kënne ginn.

Question 2702 (21.08.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **revalorisation des déchets plastiques :**

Selon un article paru en date du 14 août dernier dans « Le Figaro Magazine », une association française a inventé un système de cuve pour chauffer le plastique à 450 ° qui est transformé ensuite en un gasoil normé. Il s'agit d'utiliser la pyrolyse qui casse la chaîne des polymères du plastique pour transformer la matière en vapeur de différents poids (65 % de diesel, 15 % d'essence, 15 % de gaz, 5 % de charbon). La machine, dénommée Chrysalis, est capable de traiter jusqu'à 350 kg de plastique par jour.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce que Madame la Ministre est au courant de ce nouveau système ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que ce système constitue une vraie revalorisation des déchets plastiques ?

3) Est-ce que, le cas échéant, cette machine pourrait-être utilisée au Luxembourg ?

Réponse (21.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Il existe un grand nombre d'initiatives qui se lancent dans la valorisation des déchets plastiques. Dans le cas mentionné par l'honorable Député, il s'agit d'une machine dénommée Chrysalis qui a été mise au point par l'association française Earthwake et qui permet, par pyrolyse, de transformer les déchets plastiques en carburant.

ad 2) Conformément à la hiérarchie dans la gestion des déchets et à la stratégie « Null Offall Lëtzebuerg », la priorité est toujours donnée à la prévention des déchets, suivie, par ordre de priorité, de la préparation à la réutilisation, du recyclage, de la valorisation, notamment énergétique et, enfin, de l'élimination. Ainsi, les campagnes de prévention et d'incitation à une utilisation consciente des objets en plastique et des ressources en général doivent être poursuivies.

L'association Earthwake est encore très jeune, leur machine n'a qu'un peu plus d'un an et se trouve toujours au stade expérimental. Le système français Chrysalis intervient au moment où le déchet a été produit et propose une valorisation des déchets plastiques.

Au Luxembourg, de nombreuses initiatives ont déjà été prises dans le passé pour procéder à une collecte séparée des déchets plastiques en vue de les soumettre à un recyclage matière, niveau supérieur dans la hiérarchie des déchets. Le plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) prévoit un certain nombre de mesures visant à renforcer la collecte séparée des différentes fractions de déchets recyclables, dont également les déchets plastiques. Un principe général qui guide la mise en place des structures de collecte séparée est celui du maintien de la qualité des différents matériaux. Ce principe est en ligne avec une des orientations de la stratégie sur les plastiques de la Commission européenne qui consiste à améliorer l'économie et la qualité du recyclage des déchets plastiques en Europe. Dans le même contexte et afin de renforcer la collecte séparée des déchets plastiques, il est notamment prévu d'étendre le réseau des centres de recyclage. En effet, une densification de ce réseau permet d'atteindre un public plus nombreux et plus particulièrement les citoyens qui, pour des raisons de disponibilité et de proximité ne peuvent que difficilement bénéficier des infrastructures existantes.

ad 3) L'objectif du projet de l'association française Earthwake est de trouver une solution pour les pays émergents qui ne disposent pas de système organisé de collecte des déchets plastiques et qui sont encore très dépendants du diesel comme source d'électricité à travers les générateurs.

Utiliser les déchets plastiques pour produire du carburant et plus particulièrement du diesel au lieu de procéder à un recyclage matière va à l'encontre des objectifs du Gouvernement et de sa stratégie « Null Offall Lëtzebuerg ». Il s'agit plutôt de prendre des mesures pour prévenir définitivement la production des déchets plastiques et des déchets en général.

En plus des éléments mentionnés à la deuxième question, dans le plan intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021-2030, le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon 2030 par rapport à l'année de référence 2005. Le secteur du transport étant responsable pour environ deux tiers des émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg, il est essentiel de se concentrer sur ce secteur pour faire baisser les émissions. Le Gouvernement est résolu à poursuivre ses efforts en matière de décarbonisation des transports. Ainsi, le Gouvernement ambitionne de continuer à promouvoir une mobilité durable dans tous les domaines, avec une promotion renforcée des transports en commun, de la mobilité douce et de l'électromobilité.

Question 2703 (21.08.2020) de **MM. Gilles Baum** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**utilisation de drones dans la viticulture :**

Dans l'accord de coalition 2018-2023, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts afin de développer la viticulture durable, notamment la filière biologique. Il veut ainsi accompagner les viticulteurs envers une transition viticole plus respectueuse de l'environnement ainsi qu'aux défis du changement climatique.

Dans ce contexte, la pulvérisation de fongicides sur les vignes à l'aide d'un drone peut s'avérer plus précise et régulière qu'un épandage par hélicoptère et a comme autre avantage de ne pas tasser la terre. De plus, elle permet d'éviter que le vigneron soit en contact avec les produits, ce qui est bénéfique pour sa santé. L'hélicoptère est plus rapide et permet de traiter de plus grandes surfaces, mais il suscite des interrogations d'un point de vue écologique dans la population. Finalement, sur les vignobles à forte pente, le drone diminue le risque d'accident.

Au Luxembourg, l'Institut viti-vinicole ainsi que certains vignerons biologiques ont déjà testé l'épandage de fongicides par drone avec succès. Les alternatives à l'épandage par drone sont, hormis l'épandage par hélicoptère qui est moins cher que l'épandage avec un drone, l'épandage avec un tracteur de vigne ou l'utilisation de chenillettes pour les vignes en forte pente. Dans le cadre de la loi agraire ces machines sont subventionnées par l'État.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Combien de demandes pour une pulvérisation aérienne par hélicoptère l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) a-t-elle reçues pour les années 2019 et 2020 ? Combien de ces demandes ont été autorisées ?

- Est-ce que les pulvérisations aériennes par drone nécessitent également une demande d'autorisation de cette administration ? Dans l'affirmative, combien de demandes ont été accordées pour une pulvérisation avec un drone ?

- Dans la négative, quelles sont les autorisations nécessaires et conditions afin de pouvoir pulvériser des vignobles à l'aide d'un drone ?

- Quelle est la position du ministre face à l'épandage de fongicides par drone ? Est-ce que le ministère compte encourager davantage les vignerons à épandre leurs vignobles à l'aide d'un drone ? Est-ce que Monsieur le Ministre estime que les vignerons feront davantage recours à un prestataire de service pour épandre leurs vignobles avec des drones ou est-ce que les vignerons sont obligés à acheter eux-mêmes un drone ? Dans la deuxième hypothèse, une subvention pour l'achat d'un drone, comme pour les autres machines d'épandage subventionnées (tracteur de vigne, chenillette) serait-elle envisageable ? Est-ce qu'une aide pour le recours à un service (p. ex épandage par drone) pourrait-elle également être envisageable ? Sachant que le recours à un service va dans le sens de la « sharing economy », vu qu'une machine est utilisée par plusieurs vignerons ou agriculteurs, la subvention en général de tels services ne devrait-elle pas être accordée davantage ?

Réponse (31.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

- En 2019 et 2020, douze respectivement dix demandes ont été reçues. Toutes les demandes ont été autorisées. À noter que seul le Ministre ayant l'Agriculture et la Viticulture dans ses attributions et non pas l'Administration des services techniques de l'agriculture peut accorder des autorisations de pulvérisation aérienne.

- La directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable définit le terme « pulvérisation aérienne ». Cette définition, reprise à l'article 1er de la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques, ne couvre pas les pulvérisations par drones. Ainsi, celles-ci ne nécessitent pas d'autorisation de la part du Ministre ayant l'Agriculture et la Viticulture dans ses attributions.

- L'épandage de produits phytopharmaceutiques par drones est soumis à une autorisation de la part de l'Administration de la navigation aérienne.

- Le Ministère de l'Agriculture a financé une étude de faisabilité concernant l'épandage de fongicides en viticulture par drones en 2016, 2017 et 2018. Cette étude a été réalisée par l'Institut viti-vinicole (IVV) en coopération avec le Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum (DLR) Mosel. Comme les résultats de cette étude étaient prometteurs, je suis favorable à l'utilisation de cette nouvelle technologie. Afin de promouvoir leur utilisation auprès de la profession viticole, les résultats de l'étude ont été présentés aux vignerons à l'occasion du « Lëtzebuerger Wäibaudaag 2019 ». Une séance de démonstration a également été organisée par l'Institut viti-vinicole. Étant donné que la manipulation d'un drone reste encore compliquée, notamment en cas de perte du signal de géo-positionnement, l'IVV recommande dans un premier temps de recourir à un prestataire de service spécialisé.

À noter que le chapitre 1er de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit des aides aux investissements dans les exploitations agricoles. Les équipements de techniques innovantes ou de precisionfarming sont considérés comme des biens meubles éligibles au régime d'aides aux investissements réalisés par les exploitations agricoles. Un drone agricole est défini comme un équipement de technique innovante ou de precisionfarming. L'aide est de 20 % du coût éligible pour les biens meubles. Jusqu'à ce jour, une seule exploitation viticole a introduit une demande d'aide pour un drone.

Question 2705 (21.08.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **nouvelle méthode pour recueillir les échantillons nécessaires au dépistage de la Covid-19 :**

En date du 17 août, le Ministre de l'Éducation autrichien a présenté la stratégie de prévention et de dépistage du Sars-CoV-2 dans les écoles autrichiennes à partir de la rentrée scolaire 2020. L'approche, qui n'est pas sans rappeler le « Large Scale Testing » (LST) mis en place chez nous, consistera à tester 15.000 jeunes et 1.200 enseignants toutes les trois semaines afin de détecter le virus dans la population scolaire.

Pour effectuer ces tests, l'Autriche compte faire appel à une méthode novatrice consistant à effectuer un gargarisme avec une solution saline pendant 60 secondes qui est ensuite récoltée dans un tube. La méthode, qui ne provoque ni douleurs ni autres inconforts physiques, se prête particulièrement à être utilisée auprès des enfants. Afin d'optimiser l'utilisation des ressources, un pooling de dix échantillons sera effectué. Seulement en cas de résultat positif, les échantillons seront testés individuellement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelle est, suivant l'état des connaissances actuelles, la fiabilité de la méthode qui sera employée en Autriche ?

2) Cette méthode pourrait-elle être appliquée à la partie du LST qui a trait en milieu scolaire ?

3) Hormis les avantages au niveau du confort de la personne testée, la méthode susmentionnée ainsi que le pooling par 10, au lieu de 4 actuellement en usage chez nous, pourrait-elle permettre des économies en ressources (temps, personnel, matériel) ?

Réponse commune (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le monde médical cherche en effet activement des moyens de prélèvements pour le Sars-CoV-2 qui sont mieux acceptés par les patients que les frottis nasopharyngés ou oropharyngés à l'origine de désagréments voire parfois de douleurs. Le gargarisme avec une solution saline est une de ces alternatives, comme le sont les prélèvements salivaires, par crachats ou frottis buccaux. En dehors des articles de presse générale sur la méthode des gargarismes, nous n'avons pas trouvé de publication scientifique validant cette technique d'un point de vue sensibilité et spécificité. Nous ne pouvons donc pas nous prononcer à ce stade sur la fiabilité de cette méthode.

La Haute Autorité de santé (HAS) en France vient de publier une évaluation des tests salivaires par crachats ou frottis buccaux et les recommande pour le diagnostic chez des patients symptomatiques. Elle n'a pas émis de recommandations, à ce stade, pour le dépistage chez les personnes asymptomatiques parce que ce type de prélèvement perd en sensibilité, ce qui pourrait être un problème chez des personnes avec une charge virale moins importante, comme on peut le voir chez les personnes sans symptômes. Basés sur cette évaluation, les prélèvements salivaires ne seraient donc pas indiqués dans des programmes de dépistage comme le large scale testing.

Toutes les méthodes de prélèvements permettent du pooling à un niveau plus élevé que le pooling de quatre échantillons, utilisé actuellement au Luxembourg. Ceci n'est pas spécifique aux prélèvements par gargarisme. Il faut cependant se rappeler que plus le pooling est élevé, plus le test perd en sensibilité.

La Direction de la santé continuera à suivre attentivement la littérature médicale à la recherche d'évaluations scientifiques sur le prélèvement par gargarisme publiées, et en parallèle, elle suivra l'évolution des recommandations de la HAS (ou d'autres autorités sanitaires) concernant les tests salivaires.

Question 2707 (21.08.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **situation des demandeurs de protection internationale en Grèce :**

An engem Artikel an der „New York Times" vum 14. August 2020 ass vun enger immens repressiver Approche vun der griichescher Flüchtlingspolitik ze liesen. Zeieberichter no goufen an de leschte Méint eng Dausende Flüchtlinge vun de griicheschen Uerdnungskräften aus dem Land Richtung Türkei zréckbruecht an dat deelweis op oppenem Mier an iwwerfëllte Booter. Schonn de Human Rights Watch hat de 16. Juli 2020 vu mënschenonwierdege Prozedure bericht, déi d'Flüchtlingen a Griicheland iwwer sech ergoe loosse mussen: Zerstéierung vu perséinlechem Eegentum, wéineg bis keng Precautiounsmesuren, fir d'Leit géint de Covid-19 ze schützen, an d'Zwangsexpulsiounen, déi ganz a guer net am Aklang mam Asylrecht sinn. Bref, d'Mënscherechtssituatioun vun de Flüchtlingen a Griicheland, sou wéi se vun der onofhängeger Organisatioun beschriwwe gëtt, wierkt katastrophal an indigne. Dofir ass awer net nëmme Griicheland eleng responsabel, mee all d'EU-Staaten an och Lëtzebuerg.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Ass den Ausseminister um Courant vun esou schwéiere Mënscherechtsverletzungen a Griicheland a kann hien d'Veracitéit vun de Berichter bestätegen? Wéi eng weider Konsequenze wäert den Ausseminister zesumme mat der Regierung an deem Abléck zéien?

2. Sinn d'Praxissen, wéi Griicheland se no de Berichter duerchféiert, konform mam europäeschen Asylrecht a mat de Mënscherechter? Däerf ee Staat Asylbewerber (DPIen) einfach esou op oppenem Mier aussetzen?

3. Op EU-Niveau ass ëmmer erëm vun der Sécherung vun de Baussegrenze rieds, ma wéineg iwwert den Accueil an d'Wuelergoe vun de Flüchtlingen. Och d'Reform vum Asylrecht schéngt op Äis ze leien. Ass den Ausseminister der Meenung, dass Lëtzebuerg an dësen Zäite Griicheland a senger Aufgab, Flüchtlingen ze empfänken, besser hëllefe muss, andeems méi Ressourcen aus eisem Budget fir d'Flüchtlingspolitik prett gemaach ginn a kontrolléiert gëtt, datt d'Suen am Nachhinein och fir d'Flüchtlinge benotzt ginn?

Réponse (15.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Den Ausseministère ass net an enger Positioun, fir d'Veracitéit vun deenen erwäänte Berichter kënnen ze evaluéieren.

ad 2. D'Europäesch Kommissioun ass zoustänneg, fir d'Anhale vum EU-Recht ze kontrolléieren.

Laut der Deklaratioun EU-Türkei vun 2015, kënne Migranten aus der Türkei, déi net déi türkesch Nationalitéit hunn, an deenen hir Asyldemande irrecevabel oder net fondéiert ass, vu Griicheland an d'Türkei zréckgeschéckt ginn. E Refoulement op oppenem Mier ass laut EU-Recht net erlaabt.

ad 3. Lëtzebuerg huet säit dem Ufank eng wichteg Roll gespillt, wat d'Relocalisatioun vu Flüchtlingen ubelaangt, an huet sech ëmmer bereet erkläert, Leit an der Nout opzehuelen, an dat och aus Griicheland. Am Kontext vun der Katastroph vu Moria, huet Lëtzebuerg sech och nees direkt bereet erkläert, fir ze hëllefen a betraffe Persounen zu Lëtzebuerg opzehuelen.

D'Reform vum EU-Asylrecht misst en neien Impuls kréien duerch de Migratiounspakt, deen Enn September soll presentéiert ginn.

D'Europäesch Kommissioun an den Europäesche Rechnungshaff hunn als Aufgab, de Gebrauch vun den europäesche Ressourcen ze kontrolléieren.

Question 2708 (21.08.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **restriction des déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+ :**

En date du 17 mars 2020, les États membres de l'espace Schengen et les pays y associés ont décidé, sur proposition de la Commission européenne, de mettre en place de manière coordonnée des mesures visant à appliquer une restriction temporaire, à l'exception de certains cas précis, aux déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+ dans l'objectif d'endiguer la pandémie liée au Covid-19.

Initialement prévu pour une durée de 30 jours, ce délai a par la suite été prorogé à plusieurs reprises jusqu'au 30 juin 2020. Si les États membres ont, depuis le 1er juillet, commencé à lever les restrictions de déplacement aux frontières extérieures pour les résidents de certains pays tiers, arrêtés dans une recommandation concernant la levée progressive de la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE adoptée par le Conseil le 30 juin, les déplacements vers l'espace Schengen depuis de pays tiers demeurent ainsi limités.

Ces mesures continuent à toucher des couples non mariés et de différentes nationalités qui ne sont pas visés par les exceptions et se trouvent ainsi dans l'impossibilité de se rencontrer depuis plusieurs mois.

Dans ce contexte, plusieurs pétitions et des campagnes ont été lancées pour mettre en évidence le sort de ces couples.

Récemment, Ylva Johansson, Commissaire des Affaires intérieures, a exprimé son soutien à une telle campagne, connue notamment pour ses hashtags #loveisnottourism et #loveisessential, qui demande aux États membres d'adopter une approche flexible par rapport à la situation de ces couples.

Plusieurs membres du Parlement européen ont fait écho de cette demande et ont, entre autres, adressé une lettre au Ministre de l'Intérieur allemand pour l'exhorter à soulever le sujet au sein du Conseil de l'UE.

En juillet, la Commission européenne a recommandé aux États membres de lever les restrictions pour les ressortissants de pays tiers qui sont en relation durable avec un citoyen de l'UE.

À l'heure actuelle, le Danemark est le seul pays à prévoir la possibilité pour des partenaires, des fiancés ou d'autres membres de famille d'entrer sur son territoire, même si cette personne est un ressortissant d'un pays qui ne figure pas dans la recommandation mentionnée ci-dessous.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette campagne ?

2) Quelle est l'approche actuelle du Luxembourg face à cette situation ?

3) Le cas échéant, Monsieur le Ministre prévoit-il d'appliquer une approche similaire à celle du Danemark ?

Réponse (15.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Le Ministre est au courant des campagnes visant à permettre les visites de court séjour aux partenaires non mariés par dérogation aux restrictions de voyage visant les ressortissants de pays tiers.

ad 2) Sensibilisé à cette situation, le Gouvernement a décidé d'autoriser, sous certaines conditions, les visites de court séjour aux ressortissants de pays tiers, qui sont en relation durable avec un résident du Luxembourg.

ad 3) Comme indiqué, le Gouvernement applique désormais une approche similaire à celle du Danemark et d'autres États membres de l'Union européenne, comme l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France, la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas et la République tchèque.

Question 2709 (21.08.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **services proposés dans les gares :**

An der geschriwwener Press vun haut war an engem Editorial ze liesen, datt d'Personal op de Garë wuel net ëmmer ganz clients- a passagéierorientéiert schafft, wat natierlech net dozou bäidréit, datt méi Leit op den ëffentlechen Transport ëmklammen. Des Weidere gouf am selwechten Artikel drop higewisen, datt op der Escher Gare keng Ecranen installéiert sinn, déi Informatiounen zu den Zich am „real time" weiderginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi eng Formatioune kritt d'CFL-Personal ugebueden, fir besser op d'Besoine vun de Passagéier anzegoen?

2. Gëtt d'Personal systeematesch drop higewisen, zum Beispill Passagéier mat reduzéierter Mobilitéit oder Famille mat Kanner, do wou kee Lift ass, unzepaken?

3. Wann nee, deelt de Minister d'Meenung, datt dëst sënnvoll an néideg wier?

4. Ass geplangt, déi gréisser Garen no an no all mat Ecranen ze ekipéieren, déi de Passagéier all Informatiounen zu den Zich direkt weiderginn?

Réponse (21.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Als Eisebunnsbetrib a Réckgrat vum ëffentlechen Transport läit d'Haaptuleies vun der CFL am dagdeegleche Service um Client. Schonns bei den Astellungsgespréicher vun den neie Mataarbechter ass dofir ee vun den Haaptkrittären d'„Orientation client".

An dësem Sënn gëtt och am Beräich Formatioun grousse Wäert op de Volet Service an Orientatioun Client geluecht, besonnesch fir dat Personal, wat am direkte Kontakt mam Client steet.

Esou gëtt d'Personal vun den Zuchbegleeder reegelméisseg zu follgenden Theeme fir de Kontakt mam Client geschoult:

- „Fit für Exzellenz - Optimierung der professionellen Kommunikation zwischen Zugführern und Reisenden"

• 11 Agenten 2019

• 6 Agente bis elo 2020

- „Amélioration de son bien-être et renforcement de la relation client"

• 4 Agenten 2019

• 7 Agente bis elo 2020

- „Besser zesumme schaffe fir de Client"

• 34 Agenten 2019

• 20 Agente bis elo 2020

- „Contact Client - Approche proactive du PAT" (nei Formatioun)

• 20 Agente bis elo 2020

- „Kommunikation Zugbegleiter - Stimm- und Sprachtraining für mehr Servicequalität"

• 22 Agenten 2019

• 27 Agente bis elo 2020

- „Kommunikative Deeskalation"

• 17 Agenten 2019

• 22 Agente bis elo 2020

D'Personal vum „Chef de surveillance" op de Garë gëtt eebefalls zu follgenden Theemen an der Relatioun mam Client geschoult:

- „Professionelle Kundenkommunikation und Kundenorientierung"

• 74 Agenten 2019

- „Gérer les conflits avec la clientèle"

· 98 Agenten 2019

Am Kader vun de Formatioune fir déi nei Mataarbechter (311 fir d'Joer 2019 a bis elo 154 fir d'Joer 2020) gëtt d'Personal op d'Wichtegkeet vun dësem Sujet sensibiliséiert.

Ab 2020 huet d'CFL déi Formatioune virun allem fir d'Agenten um Quai spezifizéiert. D'Zil ass et heibäi, d'Agenten um Ufank vun hirer Karriär bei der CFL op d'Wichtegkeet vun der Qualitéit vum Service um Client ze sensibiliséieren, dëst gëtt zum Beispill mat Hëllef vun Übungen a Gruppendiskussiounen ëmgesat.

Ab nächstem Joer ginn zousätzlech Formatioune fir d'Agenten um Quai lancéiert, mam Zil, se mat deenen neien technesche Méiglechkeete vertraut ze maachen, déi hinnen et erméigleche wäerten, d'Voyageure besser ze informéieren a méi present ze sinn. Doriwwer eraus wäerte si kontinuéierlech sensibiliséiert ginn, wéi wichteg hir Roll beim Service um Client ass.

ad 2. D'Personal vun den Zuchbegleeder souwéi d'Personal, dat als „Agent d'accueil" oder „Chef de surveillance" op de Garen d'Cliente vun der Bunn betreit, gëtt an enger Formatioun vun der Asbl Info-Handicap spezifesch op d'Besoine vun de Passagéier, déi Hëllef brauchen, geschoult.

Dëse Cours hunn 2019 insgesamt 32 Agente beluecht, an 2020 bis elo 48 Agenten.

ad 4. Wat den Ekipement vun de Garë mat Informatiounsschiermer betrëfft, sinn am Ganzen 68 Garen an Halten domat ekipéiert - 40 dovu si komplett ofgeschloss an 28 ginn nach bis Enn 2020 fäerdeggestallt.

Fir d'Zefriddenheet vum CFL-Service ze moossen, gi reegelméisseg Ëmfroe bei de Clientë realiséiert. Déi lescht Ëmfro, un där 1.800 Persounen deelgeholl hunn, huet aus professioneller Siicht virun allem een exzellent Resultat erginn am Beräich vun der Frëndlechkeet an der Bereetschaft fir ze informéieren, esouwuel u Bord vum Zuch ewéi och um Quai.

Ech wëll awer och drop opmierksam maachen, datt déi sanitär Kris den Alldag a soumat den Ëmgang mam Client verännert huet. Den Eisebunnsbetrib a säi Personal hu sech schnellstméiglech ugepasst, fir d'Restriktiounen ëmzesetzen a fir den alldeegleche Transport vun den CFL-Clienten och a schwieregen Zäiten ze garantéieren.

Question 2710 (21.08.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **tabagisme :**

Il ressort d'une enquête mandatée par la Fondation Cancer et réalisée par TNS ILReS que le taux de fumeurs au Luxembourg a augmenté pour certaines tranches d'âge les dernières années. En effet, le pourcentage de fumeurs de l'année 2017 à 2018 pour la tranche d'âge 18 à 24 ans est passé de 22 % à 26 % et de 20 % à 24 % pour la tranche d'âge 45 à 54 ans. Le plus grand pourcentage de fumeurs est observé chez les 25 à 34 ans, représentant 27 % de la tranche pour l'année 2017 et 2018, comparé à 25 % pour l'année 2016. Le nombre de jeunes femmes fumeuses ne cesse de croître depuis 2016, et représente l'augmentation la plus frappante passant de 21 % en 2017 à 27 % en 2018. Comme le Ministère de la Santé a communiqué, le Luxembourg compte à l'heure actuelle 1.000 morts par an suite à des maladies liées au tabac, dont 80 personnes suite au tabagisme passif.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelles conclusions le Gouvernement a-t-il tirées du Plan national de lutte contre le tabagisme ?

Quel en est le bilan sachant que le taux de jeunes fumeurs, et particulièrement de jeunes fumeuses augmente de manière frappante ?

2) Le Gouvernement planifie-t-il de prendre davantage de mesures afin de cesser l'augmentation du taux de fumeurs, notamment celui des jeunes, à Luxembourg ?

3) Si cela s'avère être le cas, quelles mesures le Gouvernement souhaite-t-il entreprendre ?

4) À noter que le Gouvernement espagnol a mis en place une nouvelle restriction en interdisant le 14 août 2020 de fumer dans la rue si la distance de sécurité de deux mètres n'est pas respectée afin d'endiguer la résurgence du Covid-19, une mesure qui suit les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, le Gouvernement envisage-t-il d'imiter cette nouvelle restriction mise en place par le Gouvernement espagnol ? Au vu de l'augmentation drastique chez les jeunes, notamment chez les jeunes femmes et se retrouvant dans une crise sanitaire, le Gouvernement ne pense-t-il pas que cette initiative pourrait avoir un impact positif sur le tabagisme actif ainsi que passif et sur la propagation du coronavirus ?

Réponse (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT) 2016-2020 viendra à échéance fin 2020.

Une évaluation finale, telle que prévue dans le plan, permettra de faire le point sur les objectifs atteints et les objectifs restés en souffrance, ainsi que sur les points critiques à intégrer dans un prochain plan. Les travaux en lien avec le nouveau PNLT ont été fortement perturbés en raison des impératifs liés à la crise sanitaire actuelle et il est fort probable qu'une prolongation du plan actuel devra être demandée pour couvrir la période de transition jusqu'à ce que le nouveau plan soit approuvé.

Un certain nombre de mesures visant à protéger les jeunes contre les méfaits du tabagisme ont été mises en place dans le cadre du plan PNLT et suite à la transposition de la directive « tabac » 2014/40/UE en droit national. Il s'agit notamment des mesures suivantes :

- l'interdiction de vente de produits de tabac aux mineurs ;

- l'interdiction de fumer sur les aires de jeux, l'interdiction de fumer dans tout véhicule si un enfant de moins de douze ans est à bord ;

- l'interdiction de fumer dans les enceintes sportives, même ouvertes, si des enfants de moins de 16 ans y pratiquent un sport.

Notons que ces interdictions s'appliquent également aux produits de vapotage.

D'autres mesures fortes visant à faire baisser la prévalence du tabagisme sont prévues dans l'actuel PNLT ; leur mise en œuvre devra faire l'objet de concertations supplémentaires. Il s'agit notamment de l'introduction du paquet neutre comme cela est déjà le cas en France, Angleterre, Norvège, Australie, Belgique, Hongrie et en Slovénie, de l'intégration des programmes de prévention du tabagisme dans les curriculums scolaires et universitaires et de l'évaluation des dispositions pour rendre les produits de tabac non visibles. Enfin, une autre mesure qui a déjà fait ses preuves dans de nombreux pays (figurant dans le PNLT), est l'augmentation signifi-

cative et régulière du prix des produits de tabac. De nombreuses associations luttant contre le tabac, dont la Fondation Cancer, soutenues par l'OMS demandent régulièrement une augmentation des prix du tabac. Selon l'OMS une augmentation significative et régulière du prix du tabac est corrélée avec une baisse significative de la prévalence du tabagisme, surtout chez les jeunes, qui sont plus sensibles à une hausse du prix.

ad 2) Pour le moment, il n'est pas prévu de prendre d'autres mesures que celles prévues au PNLT 2016-2020.

ad 3) Les autorités espagnoles expliquent cette interdiction par le fait que les fumeurs asymptomatiques positifs au Covid-19 peuvent émettre des gouttelettes contenant le virus et faire ainsi courir des risques de contamination aux personnes se trouvant à proximité. Le Ministère de la Santé entend suivre de près ces nouvelles restrictions et leurs conséquences éventuelles sur la propagation du virus, pour autant qu'elles soient scientifiquement fondées, avant de se prononcer quant à l'opportunité d'une éventuelle mise en place d'une mesure semblable au Luxembourg. À ce stade, aucun autre pays européen n'a pris de mesure semblable.

ad 4) L'article 6 de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac définit de nombreux endroits publics où il est interdit de fumer. Dans de nombreux endroits fréquentés par les jeunes, comme les cinémas, les restaurants, les discothèques, les salles de spectacles et les débits de boissons, l'interdiction de fumer est applicable. Il n'est actuellement pas envisagé de modifier la loi pour inclure l'interdiction de fumer sur la voie publique dans l'article 6.

Concernant la propagation du virus par la fumée de cigarettes, le Ministère de la Santé souhaite attendre les conclusions d'études scientifiques.

Question 2711 (24.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **vaccin contre la Covid-19 :**

„The Brussels Times" bericht an engem Artikel vum 21. August 2020 doriwwer, datt AstraZeneca, eng Firma an der Pharmaindustrie mat Sëtz a Groussbritannien, drop an drun ass, een éischte Vaccin géint de Sars-Cov-2 op de Maart ze bréngen. D'EU-Kommissioun hat an engem Communiqué vum 14. August 2020 bericht, datt mat besotener Firma een Accord ofgeschloss gouf, deen ee Virkafsrecht fir 300 Milliounen Dosissen - an eventuell weider 100 Millioune Dosissen - vum Coronavirus-Impfstoff virgesäit, ënnert der Konditioun, datt den Impfstoff noweislech sécher ass.

Wéi „The Brussels Times" weider schreift, wéilt d'Firma awer zu deem Moment, wou den Impfstoff op de Marché kënnt, fir véier Joer keng Responsabilitéit iwwer méiglech Nieweneffekter iwwerhuelen. Dës Method wär zwar gängeg an den USA, ma net an der EU, wou mer u sech d'Reegel hunn, datt Firme fir d'Nieweneffekter vun defekte Produkter haften. Déi belsch Gesondheetsministesch huet géint esou eng „Net-Haftungsklausel" schonn hire Widderstand op europäeschem Niveau ugekënnegt, wéi d'Zeitung weider schreift.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Dosisse vum Impfstoff géint de Coronavirus kritt Lëtzebuerg vun der EU-Kommissioun zougesprach?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt déi uewe beschriwwen „Net-Haftungsklausel" keen Deel vum Accord ass?

3. Wéi gesinn déi generell Konditioune vum Accord tëschent der EU, Lëtzebuerg an AstraZeneca aus? Wéi eng Obligatiounen hunn déi jeeweileg Vertragspartner?

Réponse (29.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Europäesch Kommissioun, zesumme mat den eenzelne Memberstaaten, ass amgaange mat verschiddenen Impfstoffproduzente sougenannte „contrats d'achats anticipés" auszehandelen, déi et erméiglechen, eng gewëssen Unzuel vun Impfstoffdosissen ze reservéieren an anzekafen, wann en Impfstoff bis disponibel ass.

Bis elo huet d'EU-Kommissioun een Accord d'achat anticipé mat der Firma AstraZeneca ënnerschriwwe fir d'Bereetstellung vun 300 Milliounen Impfstoffdosissen an 100 Milliounen zousätzlech Dosissen, wann néideg. Parallell lafen och Diskussioune mat anere Firmen.

D'Verdeelung vun den Impfstoffdosissen, wa se bis disponibel sinn, wäert nom Prinzip vun engem Prorata vun der Awunnerzuel vun de verschiddene Memberstaate gemaach ginn. Soumat wäert fir Lëtzebuerg automatesch e Prorata vun 0,14 % vun der globaler Commande séchergestallt ginn. Wann dat néideg ass, ka Lëtzebuerg nach ëmmer zousätzlech Dosissen iwwert d'EU-Kommissioun bestellen.

ad 2. De Kontrakt, deen d'EU-Kommissioun mat AstraZeneca ausgehandelt huet, gesäit d'Confidentialitéitsklausel vir. Och wa rezent diesbezüglech Informatiounen an der internationaler Press divulgéiert gi sinn, ass et eis zu dësem Zäitpunkt net méiglech, méi Informatiounen zu den Dispositiounen, déi am Kontrakt festgehale gi sinn, ze divulgéieren.

D'Indemnisatioun vun eventuelle Schied, déi duerch eng Impfung kënnen optrieden, sinn duerch d'Gesetz vum 4. Juli 2000 ofgedeckt (relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccination).

Déi uewe genannte legal Dispositioune bleiwen applikabel a sinn net impaktéiert duerch eventuell Klauselen am Kontrakt mat AstraZeneca.

ad 3. Och hei ass et eis duerch d'Confidentialitéitsklausel, déi de Kontrakt mat AstraZeneca virgesäit, zu dësem Zäitpunkt net méiglech, weider Detailer zum Kontrakt, deen d'EU-Kommissioun mat AstraZeneca ofgeschloss huet, ze ginn.

Question 2715 (24.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **trafic de poids lourds dans le nord du pays :**

Scho säit geraumer Zäit ginn et am Kanton Cliärref massiv Schwieregkeete mam Schwéierlaaschtverkéier. Camionen aus ganz Europa viséieren d'Industriezon vu Lenzweiler un an dobäi ergi sech konkreet déi follgend Problemer:

Quasi all déi Camionschaufferen, déi net kënneg an der Regioun sinn, fuere strikt hirem Navi no a beuechten an der Reegel net déi séllegen Hiweisschëlder, wéi si am einfachsten d'Lenzweiler Industriezon erreechen. D'Camione kommen dobäi entweeder aus dem Süden iwwer Maarnech an Hengescht gefuer oder awer iwwer Ëlwen.

Kommen d'Camione vun Ëlwen, solle si idealerweis - an esou wéi d'Hiweisschëlder et virginn - follgendermoosse fueren:

• Ëlwen–Éimeschbaach–Antoniushaff–Lenzweiler

Den Navigatiounssystem leet si awer follgendermoossen:

• Ëlwen–Aasselbuer–Boxer.

Kommen d'Camione vum Süden iwwer Maarnech an Hengescht, solle si idealerweis - an esou wéi d'Hiweisschëlder et virginn - follgendermoosse fueren:

• Maarnech–Hengescht–Rossmillen–Maulesmillen–Cliärref–Lenzweiler.

Den Navigatiounssystem leet si awer anescht, nämlech an deenen zwou follgende Varianten:

• entweeder: Maarnech–Hengescht–Rossmillen–Maulesmillen–Saassel–Boxerbréck–Boxer–Lenzweiler;

• oder: Maarnech–Hengescht–Rossmillen–Maulesmillen–Boxer (hei ass eng ganz enk a geféierlech 180-Grad-Kéier, wou d'Camionen an der Reegel hänkebleiwen, respektiv d'Leitplanke beschiedegen) – Lenzweiler.

Fueren d'Camionen dem Navigatiounssystem no, ergi sech massiv Problemer:

- D'Camionschauffere setze sech an dem Verkéier duerch ganz enk Kéieren enger grousser Gefor aus an et ass mir scho vu ville Säiten zougedroe ginn, datt et just eng Fro vun der Zäit ass, bis et eng Kéier zu engem Accident kënnt. Déi genannte Stroosse si fir déi massiv Belaaschtung duerch Schwéierlaaschttransport einfach net ausgeluecht.

- De Camionschauffer huet duerch dës Streck e groussen Zäitverloscht; d'Streck vum Navi ass zwar méi kuerz, dauert awer méi laang. De Verschläiss um Camion ass definitiv och méi héich.

- D'Duerfliewen - besonnesch a klengen Dierfer ewéi Boxer an Aasselbuer - ass duerch dee permanente Camionstrafic massiv gestéiert. D'Awunner, besonnesch Kanner, sinn duerch de Schwéierlaaschttransport enger permanenter Gefor ausgesat an och déi onnéideg Belaaschtung duerch de Kaméidi ass héich.

All dëst wär net néideg, wann een z. B. bedenkt, datt Cliärref deem Problem ganz aus dem Wee gaangen ass, andeems si Camionsverbuetsschëlder opgestallt hunn. Géif een dëst och op de genannte Strecke maachen, géifen d'Camionschauffere vill Zäit spueren a geféierlech Situatiounen evitéieren an och d'Leit an den Dierfer géifen, wat d'Sécherheet an d'Liewensqualitéit ugeet, massiv vun esou enger Léisung profitéieren.

An deem Kontext géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär dës Froe stellen:

1. Ass den Här Mobilitéitsminister net och der Meenung, datt déi genannte Strecken elo dréngend fir de Schwéierlaaschtverkéier misste gespaart ginn?

2. Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader kënnen d'Leit domat rechnen, datt déi genannte Strecke fir de Schwéierlaaschtverkéier gespaart ginn, esou datt si doduerch erëm an der néideger Sécherheet a mat der néideger Liewensqualitéit liewe kënnen?

Réponse (24.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Et ass richteg, dass verschidde Camionen, déi op Lenzweiler wëlle fueren, d'Streck huelen, déi vun hirem Navigatiounssystem virgeschloe gëtt, an dass doduerch hire Wee dann een aneren ass, wéi wa se der Stroossebeschëlderung géifen nofueren. Obwuel d'Stroossebauverwaltung a Kontakt mat Navigatiounshiersteller steet, huet si awer keen Afloss op d'Aktualiséierunge vun deene verschiddenen Navigatiounssystemer an de Gefierer a wat do ugewise gëtt. Et ass allerdéngs sécherlech keng Léisung, all déi Strecken, op déi eventuell eemol e Camion vu sengem Navi geschéckt gëtt, fir de Schwéierverkéier wëllen ze spären.

Als méiglech Direktmoossnam, fir d'Problemer mam Schwéierlaaschtverkéier op den net gewënschte Strecken ze entschäerfen, ass d'Stroossebauverwaltung amgaangen ze kucken, fir virun de Kräizunge Maulesmillen–Sassel an Aasselbuer–Boxer, wou d'Camionen duerch hiren Navi op déi Alternativstroosse geleet ginn, eng „direction obglitatoire"-Beschëlderung fir den Aller-retour zur Lenzweiler Industriezon ze maachen, esou wéi dat och anerwäerts schonns gemaach gouf. Camionschaufferen, déi sech net un de virgeschriwwene Wee halen, mussen da mat Strofe rechnen.

Wann d'Transversale vu Clierf bis fäerdeg ass (geplangt am Joer 2023), kann de Schwéierlaaschtverkéier vun der N7 direkt iwwert d'Transversale a Richtung Lenzweiler fueren, wat fir all déi méi kleng Stroosse ronderëm eng Entlaaschtung bedeit.

Question 2716 (24.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**esplanade de Remich :**

„Die Esplanade wird endlich neu gestaltet. Der alte Kai wird angehoben und vergrößert. Zudem werden ein neuer Anlegesteg und ein neuer Radweg gebaut." Dëst war am Joer 2016 an engem „Wort"-Artikel ze liesen, deen iwwert d'Instandsetzung vun der Esplanade zu Réimech bericht. No véier Joer feelt vun der Realiséierung vum Projet all Spuer, d'Gemengeresponsabel wësse selwer net, wéi et weidergeet an de Buergermeeschter vu Réimech hat den 23. Juni ugekënnegt, datt de Projet wuel och dëst Joer net ugefaange wäert ginn. Eenzeg an eleng 2019 goufen op Decisioun vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten 49 Beem op der Esplanade gefällt mat der Begrënnung, dass dës an engem schlechten Zoustand wären. Nei Beem goufe keng geplanzt an zanterdeem wierkt d'Esplanade zu Réimech net nëmmen al, mee och plakeg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann de Minister fir ëffentlech Aarbechten iwwert den aktuelle Stand vum Projet Esplanade Réimech informéieren? Wou ass een dru mat der Realiséierung a wéi gesäit d'Zäitfënster fir déi nächst Joren aus?

2. Wéini ginn erëm nei Beem op der Esplanade geplanzt?

3. Firwat kréie weeder d'Gemengeresponsabel zu Réimech nach de Public Informatiounen iwwert de Fortschrëtt vum Projet?

4. An deem Zesummenhang: sinn zu Réimech an den nächste Joren eng Ëmgeeungsstrooss an/oder alternativ Mobilitéitskonzepter geplangt, fir den Trafick am Stadkär ze entlaaschten, den Zentrum touristesch opzewäerten an d'Loftqualitéit[15] an de Spëtzenzäiten ze verbesseren?

Réponse (22.09.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. De Projet vum Reamenagement vun der Esplanade vu Réimech ass an zwou Phasen opgedeelt ginn.

Den Avant-projet vum zweeten Deel vum Volet Génie civil (Wueswee bis Caves St. Martin) ass den 19. September 2019 approuvéiert ginn. De Bureau d'études ass amgaangen, den Dossier de soumission vun dësem Stéck ze finaliséieren.

No der Approbatioun vum Dossier de soumission kéint d'nächst Joer d'Soumissioun lancéiert ginn. D'Aarbechte vum Génie civil vun dësem Tronçon kéinten an dësem Fall dann nom Kollektivcongé vun 2021 ufänken.

Deen éischten Deel vun der Grenzbréck bis bei de Wueswee gëtt zu engem spéideren Zäitpunkt realiséiert.

[15] (laut dem Rapport „Réseaux de mesure de la qualité de l'air au Luxembourg" vum Ëmweltministère leien d'NO_2-Wäerter zu Réimech fir d'Joren 2016-2017 am Duerchschnëtt bei 56 Mikrogramm/m³. De järleche Grenzwert gouf an EU-Direktiven iwwert d'Loftqualitéit op 40 Mikrogramm/m³ fixéiert.)

ad 2. Déi Beem, déi wéinst engem schlechten Zoustand gefällt goufen, ginn erëm duerch nei Beem ersat. Hei gëtt nach zesumme mat der Gemeng geklärt, wéi eng Beem solle geplanzt ginn.

ad 3. De Projet vun der Esplanade zu Réimech ass e gemeinsame Projet vun der Gemeng Réimech an der Stroossebauverwaltung. All déi néideg Informatioune betreffend dëse Projet ginn der Gemeng natierlech matgedeelt. Et besteet an dësem Kontext eng gutt Zesummenaarbecht tëscht der Gemeng an der Stroossebauverwaltung.

ad 4. Fir d'ëffentlech Verkéiersmëttelen ze prioriséieren, plangt d'Stroossebauverwaltung momentan eng Busspuer a Richtung Däitschland: Déi Busspuer fiert op der Nationalstrooss N2 duerch Réimech tëschent der Rue op der Kopp an dem Chemin repris CR152. Et gëtt aktuell op engem detailléierte Virprojet geschafft.

Eng Étude de faisabilité gouf viru Kuerzem och ofgeschloss, fir de motoriséierten Trafick zu Réimech an d'Loftqualitéit am Hotspotberäich tëschent dem CR152 an dem CR152c ze verbesseren. Am Kader vun dëser Etüd gouf virgeschloen, zousätzlech Verkéiersluuchten op den Haaptkräizunge vun der N2 ze installéieren. Dank dëser Moossnam mussen d'Gefierer vill manner oft stoe bleiwen, besonnesch owes wärend de Spëtzestonnen (d'Unzuel vum Stoebleiwe geet ëm 65 % am Verglach mat der haiteger Situatioun erof) an d'kommerziell Vitess gëtt erhéicht (36 km/St. amplaz 20 km/St.). Duerch d'Installatioun vu Verkéiersluuchten an den Amenagement vun enger Busspuer kéinten d'Busfaartzäite reduzéiert ginn, dëst mat engem Zäitgewënn vu 27 % bis 35 %. D'Stroossebauverwaltung ass amgaangen, e Virprojet auszeschaffen.

Question 2717 (24.08.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**enquête auprès de l'Unité spéciale de la police :**

Opgrond vun engem rezenten Artikel am „Luxemburger Wort", titeléiert „Wenn die Zeit verrinnt", gëtt ugekënnegt, dass et an der Affär vun der Unité spéciale de la police („USP") vum Juni 2015, wou et zu eetheschen Erniddregunge vu Mataarbechter komm ass, eng Ongewëssheet vun Transparenz gëtt.

Ech wëll an deem Kontext follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

- Kann den Här Minister dës Informatioune bestätegen?

- Aus wéi engem Grond sinn déi jeeweileg Prozeduren am Kader vun den dräi Joren vun der respektiver Verjärungsfrist vum Diszplinarverfaren net agehalen ginn?

- Wat fir Moossname wäert den Här Minister souwuel um prozeduralen Niveau a wann néideg och um Personalniveau huelen?

Réponse (16.09.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Ëmstänn, wéi de Kommandant vun den USP an d'Generaldirektioun vun der Police iwwert d'Faiten a Kenntnis gesat goufen, ginn aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2447 ervir.

Déi inkriminéiert Faiten hunn am Juni 2015 stattfonnt an de Kommandant vun den USP an d'Generaldirektioun sinn Ufank 2019 doriwwer informéiert ginn. D'Faite waren zu deem Zäitpunkt vun engem disziplinaresche Standpunkt verjäert an en Disziplinarverfaren opgrond vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert den disziplinaresche Statut vum Personal vum Policekader vun der Police grandducale huet sech deemno eriwweregt.

Am Moment gëtt eng judiciaire Enquête vun der Inspection générale de la police (IGP) ënnert der Leedung vun engem Untersuchungsriichter gefouert.

Question 2718 (25.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **matériel de radioprotection :**

Beim däitsche BBK (Bundesamt für Bevölkerungsschutz und Katastrophenhilfe) kann een, wat de Schutz viru radioaktiver Stralung ugeet, Follgendes noliesen:

„Für Einsatzkräfte können je nach vorliegender Kontamination einige Schutzvorkehrungen getroffen werden. Von besonderer Bedeutung ist es, die Aufnahme von Radioaktivität in den Körper (Inkorporation durch Ingestion oder Inhalation) zu vermeiden. Dies bewirken einfache Atemmasken, Filtermasken oder umluftunabhängige Systeme.

Die Kontamination der Haut beziehungsweise Kleidung kann durch einfache Schutz- oder Spritzschutzanzüge verhindert werden. Es ist zu beachten, dass diese Schutzanzüge eine Kontamination

der Haut verhindern, aber nicht die Person vor Gammastrahlung schützen (nahezu keine Abschirmung durch das Material). Neueste Materialentwicklungen ermöglichen Abschirmungen vergleichbar mit einigen Zentimetern Blei, diese Anzüge sind derzeit aber noch nicht kommerziell erhältlich."

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Inneministesch:

1. Huet Lëtzebuerg - virun allem och d'Police, de CGDIS an d'Arméi - déi uewe genannte Schutzkleedung a Schutzmasken am Fall vun engem Accident oder enger terroristescher Attack mat ABC-Technologie (atomar, biologesch, cheemesch)?

2. Wa jo, geet dëse Stock u Material duer, gëtt e reegelméisseg à jour gehalen an op d'Qualitéit an d'Haltbarkeet gepréift? Gëtt dëse Stock och reegelméisseg un d'Bevëlkerungszuel ugepasst?

3. Wann nee, wär et an den Ae vun der Regierung net elo dréngend néideg, esou ee Stock opzebauen?

Réponse commune (08.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De CGDIS stellt de Membere vum Groupe de protection contre les risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC) speziellt Schutzekipement (équipement de protection individuelle, EPI) zur Verfügung, dat den aktuellen europäeschen Normen entsprécht an dat se wärend Asätz bei engem Accident oder enger terroristescher Attack mat ABC-Substanzen (A : atomar, B : biologesch, C : cheemesch) protegéiert.

De bestoende Stock geet duer, fir esou speziell Asätz kënnen duerchzeféieren. Wann en Asaz iwwer eng ganz laang Zäit dauert, zum Beispill bei engem nuklearen Accident an enger Atomzentral, muss am Laf vun de Jore Material nokaaft ginn. D'Qualitéitskontroll gëtt am Centre de soutien logistique vum CGDIS duerchgefouert. D'Material gëtt a reegelméissegen Ofstänn opgestockt an ersat.

Well de CGDIS keen EPI un d'Bevëlkerung verdeelt, brauch keng reegelméisseg Upassung un d'Bevëlkerungszuel gemaach ze ginn.

Question 2720 (25.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **frais liés à l'inscription au registre des bénéficiaires effectifs :**

Ausgoend vun der EU-Direktiv 2015/849 an duerch d'Gesetz vum 13. Januar 2019 gouf de Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) zu Lëtzebuerg opgestallt mam Zil, fir méi Transparenz ze suergen an esou d'Geldwäsch an d'Finanzéierung vun illegalen Aktivitéiten ze ënnerbannen. Den RBE gëtt vum Luxembourg Business Register (LBR) verwalt, engem Groupement d'intérêt économique, an deem de Staat, d'Chambre de Commerce an och d'Chambre des Métiers vertruede sinn. All Societéit hei am Land muss an dësem Register deklaréieren, wien den Eegentemer vun der Societéit ass, fir ze weisen, wien d'Kontroll iwwert d'Societéit ausüübt.

Fir sech an de Register anzeschreiwen, muss all Societéit - ob ASBL, SARL oder SA - online eng Demande beim RBE maachen a fir déi administrativ Käschte vu 15 € opkommen. Persounen, déi d'Demarche net kënnen oder wëllen iwwert den Internet maachen, kréien d'Méiglechkeet - fir 20 € Supplement - , d'Deklaratioun an engem Guichet d'assistance ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi ass et ze begrënnen, datt eng Prozedur, där d'Leit an Entreprisë sech mussen ënnerzéien, facturéiert gëtt?

2. Wéi eng Käschte gi mat de 15 € Aschreiwungsfraise gedeckt?

3. Wéi eng Käschte gi mat den 20 € Supplement gedeckt?

4. Wéi vill Recetten huet den RBE bis ewell mat den Aschreiwunge generéiert?

5. Wéi vill Aschreiwunge goufen insgesamt iwwert de Guichet d'assistance gemaach?

Réponse (28.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. De Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) ass duerch d'Gesetz vum 13. Januar 2019 iwwert de Registre des bénéficiaires effectifs entstanen, wat den Artikel 30 vun der ofgeännerter Direktiv (UE) 2015/849 am Lëtzebuerger Recht transposéiert huet.

De Registre des bénéficiaires effectifs ass e Regëster, dee getrennt vum Registre de commerce ass an deem seng Gestioun duerch den Artikel 5 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 un de Luxembourg Business Registers (LBR) delegéiert ginn ass.

Fir d'Käschten, déi duerch den RBE entstinn, ofzedecken, huet d'Gesetz vum 13. Januar 2019 am Artikel 16 Follgendes virgesinn: « la rémunération du gestionnaire pour les coûts de fonctionnement et d'utilisation du registre des bénéficiaires effectifs est fixée par règlement grand-ducal dans la limite des coûts de fonctionnement et d'utilisation encourus », wat konform ass zum Artikel 30 (5bis) vun der ofgeännerter Direktiv 2015/849.

Den Artikel 11 vum Règlement grand-ducal vum 15. Februar 2019 gesäit an deem Zesummenhang vir, dass bei der Aschreiwung vun de Bénéficiaires effectifs d'Fraisen, wéi se an der Annex vum Règlement grand-ducal detailléiert sinn, ze bezuele sinn.

Et soll awer hei rappeléiert ginn, dass wärend de sechs éischte Méint d'Inscriptioune gratis waren (Artikel 27 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 an Artikel 13 vum Règlement grand-gucal vum 15. Februar 2019) an dass dës Mesure vum LBR verlängert ginn ass, wärend den zousätzlechen Délai administratif vun zwee Méint, deen, nodeems den éischten Délai ofgelaf war, accordéiert ginn ass.

ad 2. D'Fraise vu 15 Euro sinn do, fir d'Fonktionementskäschte vum LBR ze droen. Dat deckt souwuel déi informatesch Infrastruktur- an Developpementskäschten wéi d'Personal- an d'Büroskäschten.

ad 3. De Guichet d'assistance ass am Artikel 4 (2) vum Règlement grand-ducal vum 15. Februar 2019 virgesinn. D'Zil ass, dass d'Leit, déi net d'informatescht Material hunn oder den Onlinedéngscht vum LBR net wëlle benotzen, vun engem Employé vum LBR kënnen assistéiert ginn, fir d'Aschreiwung ze maachen.

D'Fraise vun 20 € si geduecht fir d'Personalkäschten an d'Fraisen, déi am Zesummenhang mam Bedreiwe vun engem physesche Büro entstinn.

ad 4. Zwëschent dem 1. Mäerz 2019 an dem 30 Juni 2020 sinn 330.375 € als Recettë fir Aschreiwungen am RBE generéiert ginn.

ad 5. Zwëschent dem 1. Mäerz 2019 an dem 30 Juni 2020 sinn 327 Aschreiwungen iwwert de Guichet d'assistance gemaach ginn. D'Hallschent vun den Aschreiwungen hunn ASBLe concernéiert.

Question 2721 (25.08.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**accord commercial entre l'UE et les pays sud-américains du Mercosur :**

Face à la menace écologique pesant sur la forêt amazonienne au Brésil, la chancelière allemande Angela Merkel a pour la première fois émis vendredi de « sérieux doutes » sur l'avenir du vaste accord commercial entre l'UE et les pays sud-américains du Mercosur.

Le Parlement autrichien et très récemment le Parlement néerlandais ont rejeté l'accord sous sa forme actuelle. D'autres pays comme la Belgique, la France et l'Irlande se sont montrés récalcitrants.

En réponse à la question parlementaire n° 0857 du 24 juillet 2019, Messieurs les Ministres avaient annoncé concernant l'étude d'impact des différents accords de l'Union européenne que « (…) les services de la Commission allaient commencer à travailler à une mise à jour de cette étude datant de fin 2016 afin de tenir compte notamment de l'accord avec le Mercosur du 28 juin 2019. Cette étude est attendue pour l'année prochaine ».

De plus, les ministres avaient annoncé que : « Au cours des prochains mois, les autorités luxembourgeoises analyseront, entre autres, l'impact que les concessions faites auront pour l'agriculture luxembourgeoise et s'assureront que les mesures prises pour mitiger les effets de l'ouverture seront suffisantes. Il conviendra notamment de voir sous quelles conditions la clause de sauvegarde pourra être activée et dans quelle mesure les agriculteurs luxembourgeois pourront profiter de l'aide annoncée par la Commission. Par ailleurs, le Luxembourg veillera à une mise en œuvre sans faille des contrôles, afin qu'aucun produit ne soit importé dans l'Union qui ne respecte pas les normes européennes. »

Finalement, les ministres avaient conclu en annonçant que « Ce n'est sans doute que vers la deuxième moitié de 2020 que les gouvernements des États membres devront formellement prendre position en vue de la signature et de la conclusion de l'accord. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) La mise à jour de l'étude d'impact citée par Messieurs les Ministres a-t-elle déjà été communiquée aux États membres ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions ? Dans la négative, pour quand cette étude peut-elle être attendue ?

2) L'analyse des autorités luxembourgeoises annoncée dans la réponse à la question parlementaire n° 0857, notamment sur l'impact des concessions faites pour l'agriculture luxembourgeoise, a-t-elle déjà été finalisée ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions essentielles ? Dans la négative, pour quand cette analyse peut-elle être attendue ?

3) Quand les États membres se prononceront-ils formellement en vue de la signature et de la conclusion de l'accord ? Vu les réticences actuelles de plusieurs États membres, Messieurs les Ministres estiment-ils que l'accord dans sa teneur actuelle soit rejeté par les États membres ? Dans l'affirmative, est-ce que cela signifiera la fin pour cet accord ou des renégociations devront-elles être entamées ? Dans la deuxième hypothèse, quelles seront les exigences de la part de l'Union européenne ?

Réponse commune (25.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) L'étude d'impact de durabilité de l'accord UE-Mercosur a été publiée en juillet 2020. Comme toute étude d'impact, elle se base sur deux scénarios hypothétiques - un plus ambitieux et un plus conservateur. Ce qui a été conclu dans l'accord négocié se rapproche le plus du scénario conservateur dans le domaine de production agricole.

S'agissant de l'impact économique de l'accord, dans le scénario le plus conservateur, où le tarif actuellement appliqué dans le modèle est réduit de 15 %, les importations de bœuf de l'UE en provenance du Mercosur augmenteront de 26 % à 37 % selon les États membres. Dans ce scénario, la production du Mercosur augmenterait entre 0,2 % et 2,1 % et la production totale de l'UE se contracterait de 0,7 %. En général, les effets de l'accord tendent à être moins importants. L'étude d'impact montre de plus que l'effet sur la production totale de la viande bovine et, par conséquent, sur l'emploi dans le secteur agricole, tend à être limité, étant donné que les importations de viande bovine en provenance du Mercosur ne représenteront qu'une faible part des volumes consommés par l'UE. Tout cela laisse à penser qu'en raison de la faible part du Mercosur dans la consommation de l'UE avant et après l'accord et de la possibilité de reconversion des exploitations, l'effet en termes d'emploi dans la production de viande bovine de l'UE devrait être limité.

ad 2) Les concessions agricoles faites par l'UE aux pays du Mercosur sont relativement limitées notamment en ce qui concerne la viande bovine, où le contingent tarifaire accordé de 99.000 tonnes avec un droit de douane de 7,5 %, correspond à 1,2 % de la consommation annuelle de l'UE. Néanmoins, il ne peut pas être exclu que les producteurs du Mercosur tentent d'utiliser ces contingents afin d'exporter des produits pouvant concurrencer les produits européens dans des segments de qualité supérieure et donc exercer une pression sur les prix dans ces segments. L'impact précis de cette ouverture dépendra donc primairement de la réponse des consommateurs européens. Dans ce contexte, il importe de souligner que pour les segments de marché de viande de qualité, les critères tel que la production locale, le bien-être animal, l'environnement, la traçabilité ainsi que la responsabilité sociale des entreprises sont devenus des éléments essentiels dans le choix des consommateurs luxembourgeois. C'est pour favoriser cette nouvelle approche que le projet de loi relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles a été adopté récemment par le Conseil de Gouvernement. Par ailleurs les initiatives législatives dans le cadre de la stratégie européenne « De la ferme à la table » devraient renforcer le caractère régional, résilient et durable de la production alimentaire de l'UE dans les années à venir, et inciter le consommateur à choisir de préférence des produits européens. Sans qu'il ne soit donc possible de déterminer précisément à ce stade quel sera l'impact de cette ouverture pour le Luxembourg, le Gouvernement luxembourgeois poursuivra ces efforts pour renforcer l'agriculture luxembourgeoise et le lien entre agriculteurs et consommateurs luxembourgeois, notamment afin que ces derniers soient en mesure de faire des choix parfaitement informés.

ad 3) Le 28 juin 2019, l'Union européenne et les pays membres du Mercosur ont finalisé les négociations commerciales. Depuis, le texte est soumis à une révision juridique et est traduit dans toutes les langues officielles de l'UE afin de pouvoir être soumis aux États membres.

Plusieurs États membres ont d'ores et déjà annoncé qu'ils ne pouvaient pas soutenir l'accord en l'état. Le ministre Asselborn a ainsi rappelé la position du Gouvernement luxembourgeois à l'occasion de la récente réunion informelle des ministres du commerce de l'Union européenne à Berlin, en précisant que le Luxembourg ne pourra apporter son soutien à la signature de cet accord en l'absence d'engagements complémentaires de la part des pays du Mercosur en matière de lutte contre le changement climatique et contre la déforestation.

La Commission avait fait part de son intention de présenter en principe avant la fin de l'année la proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord susmentionné. Vu les prises de position critiques de plusieurs États membres, un report de la présentation de ce texte ne peut plus être exclu.

Question 2724 (25.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **mendicité organisée :**

Et schéngt, ewéi wann nom Lockdown och déi organiséiert Heescherei nees zougeholl hätt. An deem Kontext stellt sech d'Fro, wéi eng Mesuren der Justiz an der Police am Hibléck op déi organiséiert Heescherei zur Verfügung stinn a wéi dës genee kënnen applizéiert ginn, fir esou all Méiglechkeet vun Interpretatiounsspillraum ze verhënneren.

An dësem Zesummenhank géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit déi aktuell legislativ Situatioun am Hibléck op déi organiséiert Heescherei aus? Wéi eng Méiglechkeet hunn d'Police an d'Justiz, fir géint dëse Phenomeen virzegoen?

2. Wéi eng Mesuren hëlt d'Regierung opgrond vun der aktueller legislativer Situatioun, fir géint déi organiséiert Heescherei virzegoen?

Réponse commune (24.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre délégué à la Sécurité intérieure :*

Den Artikel 342 vum Code pénal gesäit Strofe vun 8 Deeg bis 1 Mount Prisong vir fir Persounen, déi zesummen „en réunion" heeschen, ausser wann et sech dobäi ëm de Partner, d'Elteren oder déi eege Kanner handelt, respektiv ëm eng blann oder invalid Persoun mat hirer Begleedung.

Et sief vermierkt, datt, laut konstanter Jurisprudenz, dës Strofdot nëmmen dann zréckbehale ka ginn, wann een noweise kann, datt op d'mannst zwou Persounen aktiv zesumme collaboréiert hunn zwecks Heescherei. Op dësem Punkt verweise mir lech op d'Äntwert vum 18. Juni 2019 op déi parlamentaresch Ufro N° 0693, déi sech mat deem selwechte Sujet beschäftegt huet.

Et ass aktuell nach ëmmer schwéier fir d'Police- a Justizautoritéiten, fir dës Zort vun Heescherei festzestellen an ze beweisen. Um gesetzleche Kader huet sech säit leschtem Joer näischt geännert, d'Police setzt natierlech weiderhin op Sensibiliséierung vun den Bierger.

Question 2726 (26.08.2020) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **délais de versements de l'allocation de chômage :**

Il paraît que le dispositif du chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du coronavirus avait non seulement connu des problèmes de démarrage en mois de mars, mais qu'il présente même encore aujourd'hui des faiblesses, notamment en ce qui concerne les délais de versements.

Apparemment, les entreprises recevaient leur premier versement qu'au mois de mai, accumulant les montants des trois premiers mois de la crise. Depuis ce jour, aucun versement consécutif n'aurait été perçu, posant problème à la trésorerie des entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations relatées ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ces retards ?

- Quel délai a été initialement prévu pour le versement de l'indemnité de compensation et quelle en est la régularité ?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils de prendre des mesures en vue d'accélérer le versement des indemnités de compensation payées aux entreprises ?

Réponse commune (25.09.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Dès le début de la pandémie Covid-19, le Gouvernement a décidé d'adapter la procédure du chômage partiel pour cas de force majeure à la crise afin, d'une part, de faire face à un nombre massif de demandes et, d'autre part, de mettre rapidement à la disposition des entreprises des liquidités leur permettant de payer les salaires. Ainsi des avances, basées sur le nombre prévisionnel de salariés ne pouvant pas exercer leur activité normalement, ont été versées aux entreprises.

Les premières avances ont été payées début avril (l'ordre de paiement afférent a été effectué le 1er avril 2020). Depuis lors, les avances ont été liquidées au fur et à mesure et il n'y a pas de retard pour les dossiers qui ont été jugés complets.

Il est à noter qu'entre mars et mai 2020, toutes les entreprises éligibles au chômage partiel pour cas de force majeure pouvaient bénéficier du paiement d'avances. Pour le mois de juin, ce système d'avances a été réservé aux entreprises issues de secteurs n'ayant pas encore pu reprendre leurs activités.

Après la fin de chaque mois, les entreprises doivent faire un relevé de leurs salariés qui ont été au chômage partiel afin de permettre à l'ADEM d'établir un décompte mensuel. Pour ce faire, l'ADEM se base sur les déclarations d'heures chômées au Centre commun de la sécurité sociale.

Les décomptes pour les mois de mars et d'avril ont été envoyés aux entreprises concernées début septembre. Les avances versées ayant été souvent supérieures aux montants réellement dus, les entreprises ont été invitées à rembourser le trop-perçu. Les décomptes pour les mois de mai et de juin parviendront aux entreprises à la fin du mois de septembre.

À partir du mois de juillet, le régime de chômage partiel pour cas de force majeure n'est plus applicable et il n'y a plus de paiement d'avances. Les entreprises dont la demande de chômage partiel a été acceptée doivent faire leur déclaration de créance à la fin du mois et demander le remboursement de l'indemnité de compensation versée aux salariés. Ce remboursement est mis en suspens pour les entreprises n'ayant pas encore remboursé le trop-perçu en matière d'avances des mois de mars à juin.

Question 2728 (26.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **ambulances privées :**

Eis Rettungsdéngschter zu Lëtzebuerg si ronderëm d'Auer ënnerwee, fir Mënschen an Nout ze hëllefen. Dëse Service huet natierlech säi Präis, well vill Käschtepunkten hei zesummekommen: medezinnesch geschoult Personal, dat ronderëm d'Auer prett muss sinn, technesch usprochsvollt Material fir den Transport an d'Kommunikatioun ze assuréieren an ee Stock un iwwerliewenswichtege Medikamenter.

Déi zoustänneg Ministeren hunn op d'parlamentaresch Fro n° 1347 geäntwert, datt d'CNS keng Handhabung op d'Beträg huet, déi vun Transportfirmen a Rechnung gestalt ginn an och confirméiert, datt d'Qualitéitsnorme fir d'Transporter net gesetzlech verankert sinn.

Dëst féiert dozou, datt d'Taxisambulanzen hir Leeschtunge fir e puer honnerten Euro un d'Patiente weiderverrechnen an trotz dëser héijer Rechnung d'Sécherheet an d'Gesondheet vum Patient wärend dem Transport net garantéiert ass.

No den Aussoe vun de Ministere wär een awer (Stand November 2019) amgaangen, sämtlech Dispositiounen iwwert de Krankentransport ze analyséieren an unzepassen. Änlech Zilsetzunge sinn am Koalitiounsaccord erauszeliesen, wou d'Regierung geschriwwen huet:

« Un cadre légal sera fixé afin de pouvoir garantir la prise en charge et le transport de malades ou de blessés en-dehors des situations d'urgence, dans des conditions optimales de confort, de sécurité et d'hygiène. Il sera veillé à conventionner le secteur des ambulances privées. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet an der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Den Aussoen aus dem Koalitiounsaccord no ze urteelen, sinn déi zoustänneg Ministeren der Meenung, dass d'Patienten am Fall vun engem Transport an enger Ambulanz een Deel vun der Rechnung bezuele sollen oder net?

2. Wäerten d'Ministeren dofir suergen, datt d'Taxislizenz u strikt Sécherheets- a Gesondheetskonditioune gebonne gëtt? Falls jo, wat ass geplangt?

3. Kënnen d'Patienten nach an dëser Legislaturperiod domadder rechnen, dass Ännerunge bei den Tariffer an der Qualitéit vum Transport a Kraaft trieden?

Réponse commune (29.09.2020) de **M Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé:*

Esou wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Froen N° 1347, 1348 an 1349 vun 2019 preziséiert gouf, ginn d'Ambulanzdéngschter, wou keng Urgence ass, vu private Leit, déi dëst berufflech maachen, vu Societéiten, vun Etablissementer fir d'ëffentlech Nëtzlechkeet oder vun Associatiounen ouni lukrativen Zweck organiséiert.

D'Statute vun der Gesondheetskeess gesinn aktuell vir, dat de Patient 70 % erëmkritt vum Betrag, dee fir den Transport virgesinn ass.

Den Artikel 136, 3. Paragraf, Alinea 3 vun de Statute gesäit vir:

« Les transports en ambulance simples visés à l'article 132, paragraphe 4, sous b) et c) sont pris en charge à raison de soixante-dix pour cent (70 %) des factures établies soit sur la base d'un minimum de trente-huit euros (38,00 euros) par déplacement, soit sur la base d'un montant d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 euros) par kilomètre, à l'exclusion de tous autres éléments pouvant être légalement mis en compte par le transporteur, à moins que la prise en charge de ces éléments ne résulte de dispositions statutaires expresses. »

De Forfait vun 38 Euro ass unzegesinn als e minimale Forfait fir d'Deplacementer fir kuerz Strecken. D'Finalitéit vun dem Forfait ass et, de Patienten an dëser Situatioun en Transport an enger Ambulanz ze garantéieren.

D'Gesondheetskeess huet awer keng Handhabung op d'Beträg, déi vun den Transportfirmaen dierfen a Rechnung gestallt ginn. Eng Erhéijung vum Remboursement vun der Gesondheetskeess bedeit also net, datt d'Käschte vum Patient erofginn. Dëst ka sech awer änneren, wann de legale Kader mat de Norme bis steet.

Esou wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, gëtt vum Gesondheetsministère nach an dëser Legislaturperiod e gesetzleche Kader geschafe fir d'Prise en charge an den Transport vu Kranken oder Blessëierten an optimale Konditiounen ze garantéieren; dëst wat esouwuel de Confort, d'Sécherheet an d'Hygiène ubelaangt.

Question 2730 (26.08.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **conséquences d'un Brexit sans accord :**

Les négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni concernant un accord commercial post-Brexit patinent à l'heure qu'il est. Le risque d'un Brexit dur aura plus que probablement un impact négatif sensible pour l'Union et plus particulièrement pour la Grande-Bretagne.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des échanges commerciaux entre le Luxembourg et le Royaume-Uni depuis 2010 ? Quelles branches de notre industrie manufacturière seraient les plus touchées par un Brexit dur ?

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé sur les anticipations de nos milieux industriels indigènes en termes de diminution d'emplois et de production en cas d'un Brexit sans accord ?

- Monsieur le Ministre est-il au courant des stratégies éventuelles déployées par les responsables des entreprises concernées afin d'atténuer le choc déclenché par un éventuel Brexit dur ? Autrement dit, sont-ils préparés à s'orienter vers d'autres marchés ?

La promotion y relative a-t-elle déjà été lancée ? Des voyages et démarches de prospection ont-ils été entamés ces derniers temps ?

Réponse (29.09.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

L'issue précise du Brexit reste à l'heure actuelle difficile à prédire. L'honorable Député soulève la question spécifique de l'impact du Brexit sur l'industrie luxembourgeoise.

Comme indiqué le 27 février 2018 par le Ministre de l'Économie de l'époque à la Chambre des Députés dans sa réponse à la question orale de l'honorable Député, les échanges économiques du Luxembourg avec le Royaume-Uni relèvent essentiellement du secteur financier. Les exports et imports du secteur de l'industrie luxembourgeois avec le Royaume-Uni sont limités et le marché du Royaume-Uni n'est pas un débouché particulièrement important de l'industrie luxembourgeoise et inversement.

Il existe quelques exemples d'entreprises industrielles luxembourgeoises qui sont des filiales de groupes industriels originaires du Royaume-Uni, cependant leur activité de production au Luxembourg est essentiellement destinée à servir le marché du Benelux. L'impact du Brexit sur l'industrie luxembourgeoise, même s'il ne peut pas être prédit en détail, devrait donc être limité.

Ci-dessous les chiffres relatifs aux exportations et importations vers et depuis le Royaume-Uni qui sont disponibles auprès du Statec.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les informations et conseils nécessaires aux entreprises luxembourgeoises dans le contexte du Brexit sont assurés puisqu'une rubrique de Question-Réponse dédiée au sujet a été mise en place sur guichet.lu (https://guichet.public.lu/fr/entreprises/brexit.html) et que la Chambre de Commerce a mis en place à destination des entreprises une helpline dédiée qu'il est possible de joindre au numéro de téléphone 42 39 39 - 372 et par le biais de l'adresse e-mail brexit@cc.lu. De plus, un guide publié par la Commission européenne a récemment été mis à disposition des entreprises : https://www.cc.lu/uploads/media/Brexit-guide-for-businesses_FR.pdf.

En outre, dans le contexte du Brexit, la Chambre de Commerce a annoncé la mise en place d'un attaché économique à Londres pour guider et assister les entreprises luxembourgeoises dans leurs échanges commerciaux avec le Royaume-Uni.

Quant à la dernière question de l'honorable Député, relative à d'éventuels voyages de prospection, il reste à préciser que le contexte actuel de la crise sanitaire du Covd-19 limite les possibilités et l'opportunité de réaliser des déplacements à l'étranger. Cependant, le département du commerce extérieur au sein du Ministère de l'Économie et ses LTIO (Luxembourg Trade and Investment Office) ainsi que la Chambre de Commerce accompagnent et guident évidemment toutes les entreprises luxembourgeoises dans leurs démarches d'internationalisation.

Question 2734 (27.08.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**admission d'accompagnants lors du suivi prénatal dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Op de soziale Medie war kierzlech ze liesen, datt zukünfteg Pappe wéinst Covidmesuren net bei den Ënnersichunge vun hirer schwangerer Fra beim Gynekolog an och beim sougenannte „groussen Ultraschall" dierften dobäi sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Kann d'Madamm Minister dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, baséiert dëse Verbuet op enger Consigne vum Ministère oder ass et de jeeweilege Spideeler an Dokteschpraxissen iwwerlooss, wéi si et handhaben?

- Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt et am Respekt vun den néidege sanitäre Mesurë sollt méiglech sinn, datt zukünfteg Elteren all Ënnersichunge kënnen zesummen erliewen?

Réponse (28.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- Wann d'hygieenesch Reegelen net kënne respektéiert ginn an duerfir Risike fir de Patient oder d'medezinnescht an d'Fleegepersonal bestinn, kann d'Presenz vun enger Begleedungspersoun wärend enger Consultatioun oder enger Ënnersichung verweigert ginn. D'Méiglechkeet vun der Presenz vun enger Begleedungspersoun ënnerläit der Aschätzung vum medezinneschen a Fleegepersonal, déi tëschent dem Benefiss an dem Risiko vun dëser Presenz mussen ofweien.

- Et handelt sech ëm d'Applikatioun vun der Ordonnance vun der Gesondheetsdirektioun vum 28. Abrëll 2020 betreffend d'Aktivitéiten, déi an enger privater Praxis laut dem geännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwert d'Ausübung vun de Beruffer vum Dokter, Zänndokter a Veterinär wéi och laut dem geännerte Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert d'Ausübung an d'Unerkennung vun de Gesondheetsberuffer respektiv vum geännerte Gesetz vum 14. Juli 2015 iwwert d'Kreéiere vum Beruff vum Psychotherapeut. (cf. https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/000-covid-19/000-covid-191-annexes/ordonnance-reprise-activite-medicale.pdf)

- De Gesondheetsministère ass sech der Wichtegkeet vun der Begleedung vu Patienten a spezielle Situatioune bewosst, besonnesch wat d'Perinatalité ugeet. D'Gesondheetsdirektioun iwwerschafft de Moment déi ënnert dem Punkt 2 erwäänten Ordonnance, mat Berücksichtigung vum aktuelle Wëssensstand, der Entwécklung vun der Pandemie an den Erfarungen aus der éischter Covidwell.

Question 2735 (27.08.2020) de **MM. Gilles Baum** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **dégâts d'échaudage dans les vignes :**

La récente canicule a aggravé la sécheresse qui touche actuellement tout le pays. Cette situation ne reste pas sans conséquence pour le secteur viticole luxembourgeois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Est-ce que les fortes chaleurs de cet été ont provoqué des dégâts d'échaudage, c'est-à-dire des dessèchements et des flétrissements des feuilles et des grappes ?

- Dans l'affirmative, quelle est l'étendue des dégâts ? Combien de parcelles viticoles sont touchées ?

- La situation est-elle comparable à celle de l'été 2019 ?

- Que peuvent entreprendre les viticulteurs pour éviter à ce que leurs vignes soient touchées par des coups de soleil ?

- Sachant que les vignerons peuvent utiliser l'eau de la Moselle en cas de fortes chaleurs, combien de demandes l'Administration de la gestion des eaux a-t-elle reçues cette année à ce sujet ?

Réponse commune (29.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- La forte chaleur et la sécheresse ont provoqué des dessèchements et des flétrissements des feuilles et des grappes surtout dans les jeunes vignes.

- L'étendue précise des dégâts est difficile à estimer. Les dégâts dépendent non seulement de l'âge de la parcelle mais aussi de la capacité de rétention d'eau du sol et de la charge de raisins par cep de vigne. On peut quand même affirmer que toutes les vignes dont l'âge est inférieur à six ans ont souffert soit de l'échaudage soit d'un stress hydrique important. Ceci correspond à une superficie d'environ 120 hectares de vignes sur une totalité de 1.272 hectares.

- En ce qui concerne l'effet de la sécheresse, la situation est comparable à celle de l'été 2019. On a toutefois constaté qu'il y a moins d'échaudage qu'en 2019.

- Pour limiter l'échaudage, il est possible de protéger les raisins avec des produits naturels basés sur des extraits minéraux. Les essais menés à l'Institut viti-vinicole avec de tels produits ont toutefois montré une faible efficacité en 2020. D'autre part, les exploitants évitent d'effeuiller le côté exposé plein sud afin de laisser les feuilles sur la zone des grappes comme protection naturelle contre le soleil.

L'effet d'échaudage n'est pas seulement lié à l'ensoleillement mais également au stress hydrique. Afin de diminuer le stress hydrique, certaines exploitations ont recours à l'irrigation. Toutefois, les possibilités d'irrigation sont assez limitées.

- Actuellement, la législation luxembourgeoise ne prévoit pas une utilisation de l'eau de la Moselle en cas de forte chaleur par les vignerons ou par d'autres personnes physiques ou morales sans autorisation préalable. Chaque prélèvement d'eau de surface nécessite une autorisation suivant l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. En aucun cas, ces prélèvements ne doivent avoir des impacts négatifs sur l'état ou le potentiel écologique des masses d'eau de surface naturelles ou fortement modifiées. Toute demande d'autorisation est évaluée selon son impact sur l'état de la masse d'eau sollicitée. Une autorisation suivant la loi précitée précise les conditions de prélèvement afin de permettre l'atteinte des objectifs environnementaux décrits dans l'article 5 de la loi relative à l'eau.

L'Administration de la gestion de l'eau n'a pas reçu de demandes d'autorisation de prélèvement d'eau de la Moselle par des vignerons en 2020. Néanmoins, tenant compte de la problématique énoncée et suite à une prise de contact récente de l'Institut viti-vinicole et de la Fédération viticole, une solution concrète respectant les contraintes de la législation sur l'eau sera recherchée et élaborée avec les acteurs concernés en cas de besoin.

Question 2736 (27.08.2020) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer :**

D'Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer LAKU ass eng Kooperatioun tëschent dem Naturpark Uewersauer, dem Drénkwaasserversuerger SEBES a verschiddene Bauerebetriber aus der Regioun Uewersauer.

Zil ass et, d'Qualitéit vum Drénkwaasser effektiv ze verbesseren, andeems een déi landwirtschaftlech Bewirtschaftung vun de Flächen esou opstellt, dass se souwuel engem effikasse Waasserschutz wéi och den Interesse vun de landwirtschaftleche Betriber aus der Regioun Uewersauer Rechnung dréit.

Laut eisen Informatiounen hu kierzlech all véier Baueren aus dem Kommitee vum LAKU mat Effet immédiat demissionéiert.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eis déi Informatioun confirméieren?

2. Wat sinn d'Grënn, firwat déi véier Baueren aus dem Kommitee demissionéiert hunn?

3. Wéi vill Betriber sinn aktuell an der LAKU aktiv?

Réponse (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer (LAKU) ass ee Kooperatiounsaccord tëschent dräi Partner: dem Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), dem Naturpark Uewersauer an de landwirtschaftleche Betriber aus der Uewersauer-Regioun. De 27. Oktober 2015 ass de Kooperatiounsaccord zu Esch-Sauer ënnerschriwwe ginn an huet als Zil „eng gewässerverträglech, landwirtschaftlech Flächebenotzung ouni wirtschaftlech Nodeeler ze erreechen". Wärend der Generalversammlung vun der LAKU gi véier Baueren an de LAKU-Virstand gewielt a vertrieden déi aner landwirtschaftlech Betriber. De LAKU-Virstand schafft de järleche Moossnameprogramm aus a besteet aus aacht Memberen: 2-mol SEBES, 2-mol Naturpark Uewersauer a 4-mol regional Baueren.

D'Kooperatioun ass op regional Initiativ entstanen. Den Ëmwelt-, Klima- an Nohaltegkeetsministère an d'Waasserverwaltung sinn net Member vun der LAKU. D'Roll vum Ëmwelt-, Klima- an Nohaltegkeetsministère ass ze decidéieren, ob fräiwëlleg Moossnaamen, déi am Kader vun dëser Kooperatioun gemaach ginn, kënnen duerch de Waasserfong (Fonds pour la gestion de l'eau, FGE) finanziell ënnerstëtzt ginn. D'Konditioun fir eng Ënnerstëtzung ass, datt d'Moossnamen zur Verbesserung vun der Waasserqualitéit bäidroen. Duerch de fräiwëllege Moossnameprogramm sollen d'Bauere fir den Opwand entschiedegt ginn, deen iwwert déi obligatoresch Verflichtunge vum Waasserschutz erausgeet. Fir den Ëmwelt-, Klima- an Nohaltegkeetsministère ass et wichteg, datt d'Sue gerecht verdeelt ginn, soudatt och kleng a mëttelgrouss Betriber um Moossnameprogramm deelhuele kënnen an all Forme vu nohalteger Bewirtschaftung ënnerstëtzt ginn, och am Beräich extensiv a Biolandwirtschaft.

Den 18. August 2020 ass den Ëmwelt-, Klima- an Nohaltegkeetsministère souwuel vum Naturpark Uewersauer wéi vum SEBES iwwert d'Demissioun vun de véier Baueren aus dem LAKU-Virstand informéiert ginn.

ad 2. Déi véier Bauere sinn aus perséinleche Grënn zréckgetrueden an dës Decisioun gëtt selbstverständlech respektéiert.

ad 3. Insgesamt zielt d'LAKU 88 Memberen, déi ronn 4.650 Hektar am Anzuchsgebitt vum Uewersauer-Stauséi bewirtschaften. Dëst entsprécht zu ongeféier 68 % vun der landwirtschaftlecher Notzfläch am lëtzebuergeschen Deel vum Anzuchsgebitt.

D'Käschte fir d'Moossnamen, déi zur Verbesserung vun der Waasserqualitéit bäidroen, kënne laut Artikel 65 vum Waassergesetz bis zu 75 % aus dem Waasserfong finanziell ënnerstëtzt ginn. Dobäi mussen och finanziell Konditioune respektéiert ginn, déi am Kader vun der europäescher Agrarpolitik definéiert sinn. D'Eligibilitéit vun deene Moossname gëtt duerch de Comité de gestion du fonds pour la gestion de l'eau decidéiert.

Fir d'Joren 2016-2020 huet de Waasserfonds eng staatlech Finanzéierung an Héicht vun 2.651.681 € accordéiert.

Question 2737 (27.08.2020) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **service de bus de substitution pendant les travaux sur la ligne ferroviaire 10 entre Luxembourg et Ettelbruck :**

Opgrond vu Bau- a Maintenanceaarbechten um Tronçon vun der Ligne 10 gëtt den Zuchverkéier tëschent Ettelbréck an der Stad zurzäit duerch ee Busdéngscht ersat. D'Aarbechte sollen nach bis den 11. September 2020 daueren.

An deem Kontext wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Déi lescht Jore gouf wärend de Summerméint ëmmer nees um Tronçon vun der Ligne 10 geschafft an een Ersatzbusdéngscht en place gesat. Wéi laang zéie sech d'Aarbechten nach, bis d'Zuchstreck L10 komplett renovéiert a moderniséiert ass? Wäert et ab deem Zäitpunkt nach all Joer noutwendeg sinn, fir den Zuchverkéier wärend de Summerméint fir dräi Wochen ze ënnerbriechen?

2. Gouf op d'Erfarung vun deene leschte Joren zréckgegraff, fir de System vum Ersatzbusdéngscht ze performéieren? Wa jo, wéi eng Adaptatioune si virgeholl ginn?

3. Eis ass zu Ouere komm, datt dës Ersatzbusser zu Stousszäiten deelweis staark iwwerfëllt sinn. Kann de Minister eis dat confirméieren an eis Zuelen nennen, wéi vill Passagéier de Moment op dee Busdéngscht zréckgräifen?

4. Wier et net ubruecht an Zäite vun der Coronakris, d'Transportcapacitéiten zu de Stousszäiten deementspriechend no uewen unzepassen a soumat den Ustiechungsrisiko am ëffentlechen Transport ze miniméieren?

5. Aus wéi engem Grond bleift den Ersatzbus net op der neier Busgare Kierchbierg/Luxexpo stoen?

Réponse (28.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Op enger Eisebunnslinn vu ronn 77 Kilometer Längt falen niewent de grousse Moderniséierungen, ewéi aktuell an de Garë vu Miersch an Ettelbréck, lafend grouss a kleng Aarbechten un, déi nëmme wärend enger Gleisspär kënne gemaach ginn.

Niewent de Gleis- an de Weichenerneierunge sinn dat Aarbechten un de Brécken, den Tunnellen, der Signalisatioun an un den Héichspannungsanlagen. Och de Bau oder d'Erneierung vu Stroossebrécken iwwert d'Gleiser kann oft nëmmen esou gemaach ginn.

Fir den Impakt op den Eisebunnsverkéier op een absolutte Minimum ze reduzéieren, ginn ëmmer verschidden Aarbechten an enger Period kombinéiert an am Fall vun der zitéierter Streckespär waren dat 24 verschidde Chantieren. Och gëtt gekuckt, fir dës Aarbechten esou wäit wéi méiglech wärend der Vakanzenzäit oder de Weekender duerchzeféieren, wou de Passagéieropkommes an den Zich méi geréng ass.

Wärend dëse Perioden organiséieren d'CFL een ëmfangräiche Schinnenersatzverkéier, fir eise Clientë weiderhin d'Méiglechkeet ze bidden, sech mam ëffentlechen Transport ze deplacéieren.

Et ass awer kaum domat ze rechnen, datt ee Joer guer keng Spär wäert noutwendeg sinn.

ad 2. Bei der Planung an der Duerchféierung vum Ersatzbusdéngscht gëtt natierlech op d'Erfarung vun de leschte Joren zréckgegraff an esou ginn ënner anerem déi jeeweils ugebueden Transportcapacitéiten ugepasst, respektiv ginn d'Fuerpläng an d'Horairë vun den Ersatzbusser un d'Evolutioun vum Trafick op de Stroossen ugepasst.

An dësem Kontext setze sech déi Responsabel vun den CFL reegelméisseg mat de Responsabele vun der Administration des ponts et chaussées zesummen, fir déi jeeweileg Chantiere beschtméiglech ofzestëmmen.

ad 3. + 4. Am Kader vun de Bau- a Maintenanceaarbechte vun der Linn 10 offréiert den Ersatzbusdéngscht eng deeglech Transportcapacitéit vun iwwer 21.000 Sëtzplazen.

Esou ginn ënner anerem eleng tëschent 16.00 Auer mëttes an 20.00 Auer owes iwwer 100 Busser agesat, fir d'Clienten ze transportéieren. Esouwuel d'Auswäertung vun den Zielunge wéi och d'Observatiounen um Terrain weise kloer, datt dës Capacitéiten ausräichend sinn, woubäi d'Auslaaschtung vun den eenzelne Busser iwwert den Dag effektiv staark variéiere kann. Wann et noutwendeg a méiglech ass, kënne meng Servicer reagéieren a punktuell och verschidde Faarte verstäerken.

Ech wëll och drop hiweisen, datt am Kontext vum Ersatzbusdéngscht exklusiv op Sëtzplazen an de Busser zréckgegraff gëtt, wat d'Ustiechungsgefor miniméiert.

ad 5. Et ass decidéiert ginn, den Arrêt Kierchbierg/Luxexpo am Fall vu Schinnenersatzverkéier net méi ze bedéngen.

Dëst ass drop zréckzeféieren, datt et zu Verspéidungen a Perturbatiounen am Reegelbusverkéier kéint kommen, wann d'Ersatzbusser vun den CFL och nach géifen do stoe bleiwen.

Question 2738 (28.08.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **soutien du Ministère de l'Économie aux entreprises qui veulent s'implanter au Luxembourg :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 20 juin 2018 (n° 3884), le Gouvernement a affirmé que dans des cas isolés, et suite à des négociations avec les entreprises industrielles, les ministres compétents ont consenti à la vente de terrains à des entreprises.

D'après la réponse gouvernementale à ma deuxième question parlementaire y relative et datant du 2 août 2018 (n° 3969), de telles ventes n'ont au total eu lieu que dans cinq cas : en 1979 pour la société Worldrubber SA, en 1980 pour la société Unitrans SA, en 2001 pour la société GE Fanuc Automation Europe SA, en 2011 pour la société Procap Wiltz SA et en 2017 pour la société FAGE International SA qui, quant à elle, avait déjà établi son quartier général au Luxembourg en 2012.

Alors que la mise à disposition de terrains moyennant un droit de superficie est pratique courante, cinq sociétés ont donc exceptionnellement pu bénéficier de l'acquisition d'un terrain industriel.

Quant aux raisons de la vente d'un terrain par l'État à la société FAGE Luxembourg SA en 2017, il a été souligné dans ladite réponse que la production de yaourt grec serait une activité économique « à haute valeur ajoutée » et « à forte intensité capitalistique » qui « s'intègre parfaitement dans le champ des activités visées par la politique de prospection économique déployée par le Ministère de l'Économie » et qui « mérite d'être soutenue de manière proactive ».

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Le soutien proactif, mentionné ci-dessus, s'est-il limité à la vente de quelque 15 hectares de terrain industriel en 2017 ou a-t-il consisté à soutenir la société FAGE également à d'autres niveaux dès l'établissement de son siège principal au Luxembourg ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il s'est engagé à financer la planification technique et la construction du canal d'eaux résiduaires d'une longueur d'environ 1,3 km qui est prévu sur le site afin de conduire jusqu'à 3,1 millions de litres d'eaux usées par jour de la station d'épuration vers le cours d'eau de l'Alzette ? Dans l'affirmative, quel sera le coût approximatif de cette infrastructure, y inclus les frais d'études et d'experts ?

3) Les études d'impact environnemental (UVU) qui ont été réalisées lors des dernières années et finalisées en date du 30 septembre 2019 ont-elles été financées par la société FAGE ou par le Ministère de l'Économie ?

4) Les mesures de compensation qui s'imposent à partir des études environnementales, ont-elles déjà été entamées ? Monsieur le Ministre peut-il dans ce contexte m'informer si la société FAGE est obligée de porter les frais de ces mesures ou si elles sont/seront financées par le Ministère de l'Économie ? Quel est le cas échéant le montant que le Ministère de l'Économie a déjà investi ou envisage investir à cet effet ?

5) Les terrains prévus à des fins de compensation se trouvent-ils dans la propriété de l'État, d'une des deux communes dont le territoire est concerné par le projet ou dans les mains d'un acteur privé ? Dans ce dernier cas, à qui incomberaient les coûts résultant du contrat de bail du terrain en question, respectivement la rémunération d'un particulier qui se prêterait à réaliser les mesures en question sur sa propriété ou sur un terrain labourable par contrat de fermage ?

6) De quelle manière proactive les quatre autres sociétés énumérées ci-dessus et devenues propriétaires d'un terrain industriel au cours des dernières 41 années ont-elles dans le temps été soutenues par le Ministère de l'Économie ?

Réponse (04.09.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Les zones d'activités économiques (ZAE) nationales sont des structures d'accueil qui sont équipées d'une infrastructure complète et, pour autant que possible, adaptée aux besoins spécifiques des entreprises de production industrielle qui, en règle générale, ne sont pas encore établies au Luxembourg. Ces sites sont ainsi dédiés aux entreprises dont l'implantation entraîne la création d'activités nouvelles. Le programme gouvernemental plaide pour le maintien d'une base industrielle forte au Luxembourg et les ZAE nationales constituent un instrument important de la politique de développement et diversification économiques dont le Ministère de l'Économie est en charge.

Concrètement, les ZAE nationales mettent à la disposition des porteurs de projets industriels des terrains aménagés et constructibles pour y implanter des activités nouvelles. La mise à disposition de parcelles sur ces sites peut se faire moyennant un droit de superficie (cas les plus fréquents) et, suite à des négociations avec les entreprises concernées, les ministres compétents, à savoir les ministres ayant dans leurs attributions l'Économie et les Finances, peuvent consentir à la vente de terrains. Dans le cas de FAGE, l'État et l'entreprise ont prévu un droit de préemption dans le chef de l'État, au cas où la société souhaiterait un jour céder son terrain industriel situé dans la ZAE nationale Wolser.

Un autre instrument de la politique de développement et diversification économiques sont les aides à l'investissement dont ont bénéficié, au titre des régimes en vigueur à l'époque, les entreprises citées dans la question parlementaire, à savoir Worldrubber, Unitrans, GE Fanuc Automation Europe et Procap Wiltz.

Lorsqu'une entreprise investit dans un projet industriel au sein d'une ZAE nationale, le Ministère de l'Économie suit de près les démarches administratives liées au projet. Dans le cas de FAGE, le ministère a mis la société en relation avec les administrations nationales et communales compétentes dès 2016. Le Ministère de l'Économie n'a pas supporté les frais liés aux études d'impact environnemental portant sur la construction de l'usine FAGE.

Toujours dans le cadre de la politique de développement et diversification économiques dont il est en charge, le Ministère de l'Économie gère et aménage les ZAE nationales en supportant les coûts de la viabilisation afin de rendre les terrains constructibles pour les mettre ensuite à la disposition des entreprises. La viabilisation comprend la mise en place d'infrastructures telles les routes, les conduites d'approvisionnement en eau, électricité et gaz, les réseaux d'évacuation et les réseaux de télécommunications. Partant, dans l'exemple de FAGE, et comme cela aurait été fait pour toute entreprise qui se trouve dans une situation similaire, le ministère construit à ses frais, pour un montant approximatif de 1,2 mio EUR TTC, un canal d'évacuation des eaux résiduaires allant de la limite du terrain jusqu'à l'Alzette.

Dans le même ordre d'idées, le Ministère de l'Économie est en charge des études d'impact environnemental et de la mise en œuvre des mesures de compensation et d'atténuation qui en découlent pour l'ensemble de la surface d'une ZAE nationale, le tout afin de garantir la conformité globale de la zone avec les dispositions des lois et réglementations applicables en matière de protection de la nature. D'ailleurs dans les ZAE régionales, les PME y établies ne prennent pas non plus en charge les mesures de compensation liées à l'aménagement de la zone.

En d'autres termes, les mesures de compensation à prévoir pour la ZAE nationale Wolser ne sont pas dues spécifiquement à l'implantation projetée de la société FAGE, mais portent sur l'intervention sur l'ensemble des terrains de la zone en question. Dans le cas de la ZAE Wolser, l'ébauche finale des mesures proposées a été soumise au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable pour autorisation. Dans l'attente d'une réponse, des démarches préparatoires en vue de la réalisation des mesures compensatoires ont déjà été entreprises par le Ministère de l'Économie. Les coûts pour la réalisation de l'ensemble des mesures pourront être chiffrés dès que l'autorisation sera accordée.

Les terrains devant accueillir ces mesures se trouvent soit en la propriété foncière du pouvoir public, ou lui sont attribués à très long terme à travers des droits d'emphytéose. Les contrats de fermage à conclure avec les cultivateurs sur les terrains concernés ne prévoient pas de clause rémunératoire au bénéfice de l'exploitant. Cependant, ces contrats contiennent des clauses de dédommagement pour certains préjudices subis.

Question 2739 (28.08.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**utilisation des données des dossiers passagers dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Wéi aus engem rezenten Artikel aus dem „Spiegel" ervirgeet, huet d'Bundesverwaltungsamt (BVA) an Däitschland Date vu Fluchpassagéier aus der sougenannter „Passenger Name Record"-Datebank (PNR-Datebank) u Gesondheetsbehörde weidergeleet. Niewent dem Numm an den Adresse ginn och d'Sëtzplaze vu Passagéier gespäichert a vum Bundesamt bei enger entspriechender Ufro weidergeleet, fir sou Infektiounsketten, falls néideg, kënnen nozevollzéien. Weider huet d'Gesondheetsamt an Däitschland och direkt Date vu Fluchlinnen ugefrot a recuperéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Sammelt de Gesondheetsministère oder aner zoustänneg Ämter perséinlech Date vu Fluchpassagéier aus bestëmmte Länner vun der Luxair, bzw. aner Fluchlinnen oder aus enger Passagéierdatenzentralstell, fir domadder eventuell Infektiounskette vu Covid-19-Erkrankunge kënnen nozevollzéien?

2. Wa jo, a wéi engem Ëmfang ginn dës Date vu Passagéier ausgewäert a verschafft?

3. Ass dës Prozedur konform mam Lëtzebuerger Dateschutz?

4. Ass d'Ministesch der Meenung, datt een dofir e speziellt Gesetz misst op de Wee bréngen, fir den Zougréff vu sou Daten ze reegelen?

5. Falls nee, gedenkt d'Regierung an Zukunft sou Daten ze notzen, fir, falls néideg, Quarantän- oder Meldeflichten duerchzesetzen?

Réponse (14.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Direktioun vun der Santé kritt op Ufro, falls e Verdacht op eng ustiechend Krankheet u Bord vun engem Vol besteet, vun der betraffener Fluchgesell-

schaft déi sougenannt „Passenger Locator Card" (PLC). Dës PLC gëtt vun de Passagéier selwer ausgefëllt op engem Pabeierformulaire (autodéclaration), an huet absolutt guer näischt mat dem „Passenger Name Record" (PNR) ze dinn, deen digital vum Transporteur verwalt gëtt. D'PLC ass virgesinn am Règlement sanitaire international (RSI 2005) vun der Weltgesondheetsorganisatioun, deen och am Journal officiel zu Lëtzebuerg publizéiert gouf.

D'ofgeännert Gesetz vum 17. Juli 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, gesäit a sengem Artikel 5 (2), 10, och vir, dass d'Informatioune vum PLC kënnen op Ufro un d'Direktioun vun der Santé weidergeleet ginn, a gëtt domat déi néideg legal Basis fir dës Dateniwwermëttlung. Dëse System ass konform mat dem europäesche Règlement général de protection des données (RGPD) an domat och mam Lëtzebuerger Gesetz.

Et ass essenziell fir een effikasse Contacttracing, Isolement a Quarantän, dass d'Direktioun vun der Santé méiglechst schnell un d'PLCe kënnt, am Fall vun enger ustiechender Krankheet u Bord vun engem Fliger. Wann dat net de Fall ass, kënne weider Ustiechunge bei de Passagéier oder hire Kontaker net verhënnert ginn.

Net ze verwiessele mam PLC ass de PNR, eng Base de données, déi et dem Transporteur erméiglecht, seng Reservatiounen ze geréieren. Déi meescht Transporteure schaffen do mat zentraliséierten internationale Reservatiounssystemer, wou och aner Acteuren aus der Transport- an Tourismusbranch (Hotellen, Locatioun vun Autoen, Schëffsgesellschaften, etc.) matmaachen. Dës Systemer beinhalten heiansdo nieft de renge Reservatiounsdonnéeën eng ganz Rei aner perséinlech Informatiounen (z. B. iwwert de Gesondheetszoustand, een Handicap, alimentär Preferenzen, etc.). A verschiddene Länner kënne staatlech Instanzen op dës Reservatiounsystemer zréckgréife bei Reesender, déi an hiert Land areese wëllen, mam Argument, datt dëst nëtzlech ass bei der Bekämpfung vun Terrorismus (sécurité nationale) oder illegaler Awanderung. D'Autorité sanitaire zu Lëtzebuerg huet nach ni gefrot, op de PNR zréckzegräifen an huet och net d'Absicht, dat an Zukunft ze maachen.

Duerch déi grouss Zuel vu Reesender, déi aktuell um Findel positiv getest ginn, muss d'Direktioun vun der Santé ganz reegelméisseg, e puermol pro Dag, bei den diverse Fluchgesellschafte PLCen ufroen. Dëst ass e groussen administrativen Aarbechtsopwand a beschäftegt eng ganz Rei vu Mataarbechter. Et ass och heiansdo schwiereg, dës PLCen zäitno ze kréien, wat dann negativ Konsequenzen op méiglech Verhënnerunge vu neien Ustiechungen huet. Dofir gesäit een Avant-projet de loi, dee kierzlech vum Regierungsrot approuvéiert gouf, vir, dass d'Fluchgesellschafte systeematesch dës PLCen un d'Direktioun vun der Santé weidergi sollen. Änlech Systemer gëtt et schonns an aneren EU-Länner, z. B. an der Belsch oder a Spuenien, wou d'Leit eng Autodeklaratioun iwwer Internet maache mussen iert si areesen. Dëst géif den Aarbechtsopwand souwuel fir d'Fluchgesellschafte wéi fir d'Direktioun vun de Santé bedeitend reduzéieren.

D'IATA (International Air Transport Association), déi international d'Fluchgesellschafte regruppéiert, huet och rezent un d'EU-Gesondheetsminister geschriwwen a sech en faveur vun esou enger digitaler Solutioun ausgeschwat. Wann déi uewegenannt Gesetzesännerung vun der Chamber ugeholl gëtt, wier d'legal Basis geschaaft, fir zesumme mat den Acteure vum Terrain ee System auszeschaffen, deen eng elektronesch Iwwermëttelung vun de PLFen erméigleche wäert.

Question 2741 (28.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **cours de premier secours dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Dëst Joer goufen d'Éischt-Hëllef-Coursen, déi normalerweis vun de Gemengen iwwert de CGDIS organiséiert ginn, wéinst de sanitäre Mesurë géint d'Covid-19-Pandemie suspendéiert. Bis ewell ass nach keen Datum fir de Relancement vun de Coursen ugekënnegt ginn. De Leit, déi sech als Secouriste wëllen ausbilde loossen, bleift aktuell nëmmen d'Méiglechkeet, sech op déi deier Formatioune bei privaten Trainingszenteren unzemellen, déi sech haaptsächlech un d'Entreprisë riichten. Et ass wichteg, dass an eiser Gesellschaft gutt informéiert an ausgebilt Secouristen ënnerwee sinn, well d'Éischt Hëllef am Eeschtfall Liewe ka retten. Op d'Fro N° 1998 hat d'Regierung schonns geäntwert, datt si eng Refonte vum Fürerschäi virgesäit an iwwert d'Obligatioun fir een Éischt-Hëllef-Cours nodenkt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister an der Madamm Inneminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Inneministesch schonns preziséieren, fir wéini déi nächst Éischt-Hëllef-Coursë beim CGDIS geplangt sinn?

2. Wéi vill Prozent vun der Bevëlkerung hunn aktuell ee validen Éischt-Hëllef-Diplom? Wéi huet sech dëse Prozentsaz an de leschte fënnef Joer entwéckelt?

Réponse (08.09.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De CGDIS huet den 28. Juni 2020 Recommandatioune publizéiert, déi d'Konditioune beschreiwen, ënnert deenen d'Éischt-Hëllef-Coursen am Respekt vun de Preventiounsmoossname wärend der Covid-19-Pandemie kënnen ofgehale ginn. Dëst Dokument ass um Internetsite vum CGDIS verfügbar: https://112.public.lu/fr/publications/formations/recommandationsof.html.

Zu deem Zäitpunkt war d'Reprise vun de Coursë fir September 2020 geplangt. Bedéngt duerch d'Entwécklung vun der Pandemie an de leschte Wochen huet de CGDIS entscheet, d'Schoulrentrée ofzewaarden an d'Stabilisatioun vun den Neiinfektiounen als Indicateur ze notzen. Aktuell ass geplangt, d'Coursë Mëtt Oktober nees ulafen ze loossen, am Respekt vun de Recommandatiounen a virausgesat, d'Unzuel vun den Infizéierte bleift stabel.

De CGDIS verfüügt eréischt zënter senger Entsteeung Mëtt 2018 iwwer Instrumenter, déi et erméiglechen, detailléiert Statistiken iwwert d'Unzuel vun de Biergerinnen a Bierger, déi e gültegen Éischt-Hëllef-Diplom hunn, ze erfaassen. Dat éischt komplett Joer war 2019, wärend deem zu Lëtzebuerg 1.516 Coursë mat 16.383 Participanten ofgehal goufen.

Question 2744 (31.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant **l'hélicoptère militaire :**

Fir hir NATO-Verflichtungen ze erfëllen, gëtt Lëtzebuerg vill Sue fir Projeten aus. An Zesummenaarbecht mat der belscher Arméi gehéiert dozou och de Kaf vun engem Militärtransporter A400M an och de Kaf vun Helikopteren. Déi belsch Arméi huet schonn aacht NH90-Helikopteren, dovu véier an der maritimer Variant, déi ronn en Drëttel méi deier ass wéi déi terrestresch Versioun a 45 Milliounë soll kaschten (www.european-military-aircrafts.net). An der „Air Forces Monthly Revue" an och bei de Militärspezialiste vun Jane's sinn elo belsch Pläng public gemaach ginn, fir déi véier Iwwerland-Helikopteren ze deklasséieren, respektiv méi begrenzt anzesetzen. Als Grond ginn déi héich Bedreiwerkäschten, de reduzéierte Support vum Hiersteller fir dee Modell, deen 1995 fir d'éischt geflunn ass, a Personalmangel bei der Maintenance an am Fluchbetrib genannt.

Dozou wéilt ech dem Här Arméiminister dës Froe stellen:

1. Kennt den Här Minister déi belsch Pläng, fir den Asaz vun NH90-Helikopteren an der belscher Arméi ze reduzéieren? Wéi wäit ass dee Lëtzebuerger Acquisitiounsprogramm fir Helikoptere vun deenen Entwécklungen eventuell betraff?

2. Wéi ass den aktuelle Stadium vum Lëtzebuerger Helikopterprogramm? Si schonn Helikoptere bestallt ginn, a wa jo, gëtt et eng Méiglechkeet, d'Bestellung nach ouni kontraktuell Strofen ze änneren?

3. Kann den Här Minister soen, wéi héich de Kafpräis vun deenen dräi Maschinnen ass, déi laut eise Quelle fir d'Lëtzebuerger Arméi envisagéiert sinn? Ass de Präis vun am Ganze ronn 105 Milliounen Euro richteg?

4. Wéi sinn déi genee Modalitéite vun der belsch-lëtzebuergescher Kooperatioun am Helikopterprogramm?

5. Gi Lëtzebuerger Mecanicienen a Militärpilote fir dës Maschinnen ausgebilt?

6. Wéi kommentéiert den Här Minister de Fait, datt den europäeschen Helikopterprojet NH90 15 Joer nom Ufank vu senger Fabrikatioun schon um Enn ze si schéngt an datt de Support duerch den europäesche Konsortium, deen den Helikopter entwéckelt a gebaut huet, reduzéiert gëtt?

Réponse (29.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

D'belsch Defense huet de 24. Juni 2020 an engem Pressecommuniqué selwer iwwert d'Reduktioun vun hire Fluchstonne kommunizéiert.

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

Aktuell envisagéiert d'Lëtzebuerger Defense net, Helikoptere vum Typ NH90 ze kafen. Et goufe keng kontraktuell Engagementer geholl an et gëtt och dofir kee Lëtzebuerger Personal ausgebilt.

Virun der Tatsaach, dass Lëtzebuerg net Member vum europäeschen Helikopterprojet NH90 ass, si mer net am Besëtz vun den néidegen Informatiounen, fir e fondéierten Avis iwwert dëse Programm ofzeginn.

Question 2746 (01.09.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer :**

D'Waasserschutzzonekonzept ëm de Stauséi vun Esch/Sauer sollt den 22. Dezember 2018 a Kraaft trieden. D'Baueren aus der Regioun hunn 2015 mat hire Partner, der SEBES an dem Naturpark, eng „Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer" (LAKU) gegrënnt mam gemeinsamen Zil, eng gewässerverträglech Landwirtschaft ze bedreiwen, ouni dobäi wirtschaftlech Nodeeler ze kréien.

An deem Zesummenhang wollte mir folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung stellen:

1. Wou ass de Projet vum Règlement grand-ducal vum Schutzzonekonzept ëm de Stauséi vun Esch/Sauer de Moment drun?

2. Kënnen d'Madamm Ministesch an den Här Minister bestätegen, datt véier Baueren aus dem Kommitee vun der LAKU demissionéiert hunn, mam Argument, si hätte kee Gehéier bei de jeeweilegen Administratioune fonnt?

3. Wéi vill Sue sinn iwwert de Waasserfong déi lescht Joren an d'Regioun gefloss, fir z. B. landwirtschaftlech Déngschtleeschtungen ze ënnerstëtzen?

4. A leschter Zäit goufe massiv Terrainen an der Stauséiregioun vum Staat opkaaft, déi dann elo u Bauere verlount ginn, déi net aus der direkter Regioun sinn, wärend bestoend Betriber net berücksichtegt goufen, déi hir Exploitatiounen an den Dierfer um Stau hunn. Kann den Här Minister dëst bestätegen? Wa jo, firwat ass dat sou decidéiert ginn?

5. Verschidden Agrar-Ëmwelt-Klimaprogrammer, wéi z. B. den M12 Art. 30, si speziell fir Waasserschutzzone virgesinn. Vu wéini u kënnen dës speziell Primmen ausbezuelt ginn?

6. Eng Rei Oplagen an Obligatioune sinn am Waasserschutzzonereglement opgelëscht. Z. B. dierf iwwert d'Wanterméint keng Mëscht méi um Feld stockéiert ginn. Wat fir eng Aidë si virgesinn, fir datt d'Baueren z. B. eng „Mistplatte" mat Sickergrouf baue kënnen?

7. Kann e Bauer dobäi och eng Derogatioun kréien, wann hie keng sou eng Investitioune wëllt maachen, well hie vläicht an e puer Joer drun denkt, fir seng landwirtschaftlech Aktivitéiten anzestellen?

Réponse commune (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. No der Consultation du public, déi no de Virschrëfte vum Artikel 44 vum Waassergesetz stattfonnt huet, gouf de Projet fir ee groussherzoglecht Reglement de 7. Juni 2019 vum Regierungsrot approuvéiert an ass un de Staatsrot geschéckt ginn, fir vun der héijer Kierperschaft aviséiert ze ginn.

ad 2. D'Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer (LAKU) ass ee Kooperatiounsaccord tëschent dräi Partner: dem Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), dem Naturpark Uewersauer an de landwirtschaftleche Betriber aus der Uewersauer-Regioun. De 27. Oktober 2015 ass de Kooperatiounsaccord zu Esch/Sauer ënnerschriwwe ginn an huet als Zil, „eng gewässerverträglech, landwirtschaftlech Flächebenotzung ouni wirtschaftlech Nodeeler ze erreechen". Wärend de Generalversammlunge vun der LAKU gi 4 Baueren an de LAKU-Kommitee gewielt a vertrieden déi aner landwirtschaftlech Betriber. De LAKU-Kommitee schafft de järleche Moossnameprogramm aus a besteet aus 8 Memberen: 2-mol SEBES, 2-mol Naturpark Uewersauer a 4-mol Baueren.

D'Kooperatioun ass op regional Initiativ entstanen. Souwuel de Landwirtschaftministère (LWM) respektiv seng Verwaltungen an de Ministère fir Ëmwelt, Klima a Nohaltegkeet (MECDD) an d'Waasserverwaltung (AGE) sinn net Member vun der LAKU. D'Roll vum MECDD a LWM ass et ze decidéieren, ob fräiwëlleg Moossnamen, déi am Kader vun dëser Kooperatioun gemaach ginn, kënnen duerch de Waasserfong (Fonds pour la gestion de l'eau, FGE) oder d'Agrargesetz finanziell ënnerstëtzt ginn. D'Konditioun fir eng Ënnerstëtzung ass, datt d'Moossnamen zur Verbesserung vun der Waasserqualitéit bäidroen. Duerch de fräiwëllege Moossnameprogramm sollen d'Bauere fir den Opwand am Sënn vum Waasserschutz entschiedegt ginn, deen iwwert déi obligatoresch Verflichtunge vun der Waasserschutzgesetzgeebung erausgeet. Dobäi mussen och finanziell Oplage respektéiert ginn, déi am Kader vun der europäescher Agrarpolitik definéiert sinn. Fir de MECDD ass et wichteg, datt d'Sue gerecht verdeelt ginn, soudatt och kleng a mëttelgrouss Betriber um Moossnamenprogramm deelhuele kënnen an all Forme vun nohalteger Bewirtschaftung ënnerstëtzt ginn.

Den 18. August 2020 ass de MECDD souwuel vum Naturpark Uewersauer wéi vum SEBES iwwert d'Demissioun vun de 4 Baueren aus dem LAKU-Kommitee informéiert ginn. Déi 4 Bauere sinn aus perséinleche Grënn, déi an hirem Schreiwes net weider preziséiert goufen, zréckgetrueden an dës Decisioun gëtt selbstverständlech respektéiert.

ad 3. Insgesamt zielt d'LAKU 88 Memberen, déi ronn 4.650 Hektar am Anzuchsgebitt vum Uewersauer-Stauséi bewirtschaften. Dëst entsprécht ongefeier 68 % vun der landwirtschaftlecher Notzfläch am lëtzebuergeschen Deel vum Anzuchsgebitt.

D'Käschte fir Moossnamen, déi zur Verbesserung vun der Waasserqualitéit bäidroen, kënne finanziell bis zu 75 % vum FGE ënnerstëtzt ginn. Dobäi mussen och finanziell Oplage respektéiert ginn, déi am Kader vun der europäescher Agrarpolitik definéiert sinn. D'Eligibilitéit vun deene Moossname gëtt duerch de Comité de gestion vum FGE decidéiert. Am Virfeld fannen Ofstëmmungen ënner anerem mat de Vertrieder vun der AGE an der Ackerbauverwaltung (ASTA) statt.

Fir d'Joren 2016-2020 huet den FGE eng staatlech Finanzéierung an Héicht vun 2.651.681 € accordéiert.

ad 4. Dëst kann net bestätegt ginn. Och wann Terrainen opkaaft goufen, sou gouf nach keen neie Kontrakt gemaach. Déi Gesamtfläch ass also nach ëmmer ënner Bewirtschaftung vun deene Baueren, déi mat de viregte Proprietäre Kontrakter haten.

ad 5. D'Waasserschutzentschiedegung M12 Art. 30 kann eréischt ausbezuelt ginn, wann d'Waasserschutzzon definitiv ausgewisen ass an am Journal officiel publizéiert gouf. An der Reegel muss d'Waasserschutzgebitt virum 1. November definitiv ausgewise sinn, fir dass d'Primme fir dat follgend Kulturjoer kënnen ausbezuelt ginn. All Parzell, déi am ausgewisene Gebitt läit, ass eligibel fir dës Primm.

ad 6. No der allgemenger Reegel ass e Mëschtekoup um Feld op zwou Vegetatiounsperiode begrenzt. Eng temporaire Lagerung um Feld op där selwechter Plaz däerf all fënnef Joer gemaach ginn.

Fir eng befestegt Mëschteplaz gëllt d'Bedéngung vum Uschloss un eng Zettär. Dat ass eng sougenannten „norme minimale", déi vun all Betrib muss agehale ginn an déi eng Bedingung ass, fir iwwerhaapt eng Aide fir eng Investitioun ze kréien.

Am aktuellen Agrargesetz ginn d'Mëschtplazen als immobill Infrastruktur subventionéiert. Den Taux vun der Aide ass fir den haaptberuffleche Betrib 40 % a fir den nieweberuffleche Betrib 25 %.

D'Agrargesetz gëtt geännert, fir ab 2021 virun applikabel ze sinn. Et komme verschidden Ännerunge/Verbesserungen, déi dem Waasserschutz déngen. Et ass virgesinn, dass fir d'Investitioun an eng Mëschtplaz, dat selwecht gëllt fir eng Wäschplaz fir d'Sprëtz, den Taux vun der Aide ëm 20 % gehuewe gëtt. Den Taux vun der Aide wier dann ab 2021 fir den haaptberuffleche Betrib bei 60 % (40 % + 20 %) a fir den nieweberuffleche Betrib bei 45 % (25 % + 20 %). Dës Majoratioun hëlleft de Betriber, fir sou Investitiounen am Sënn vum Waasserschutz ze realiséieren.

ad 7. D'Zil vun den Drénkwaasserschutzzone ronderëm de Stauséi ass et, fir de Pollutiounsrisiko ronderëm déi gréissten Drénkwaasserressource vu Lëtzebuerg ze minimiséieren an doduerch eng sécher Drénkwaasserproduktioun ze erméiglechen. Aus dësem Grond gesäit de Projet vum groussherzogleche Reglement verschidde Restriktioune fir déi eenzel Aktivitéiten am Anzuchsgebitt vum Stauséi vir.

De Projet vum groussherzogleche Reglement gëtt bei verschiddene Punkten d'Méiglechkeet, eng Derogatioun ze kréien, wann duerch alternativ Moossnamen an ënner spezielle Konditiounen de Schutz vum Stauséi garantéiert ka ginn. Eng Derogatioun kann also nëmmen ausgestallt ginn, wann dës Aktivitéit kee Pollutiounsrisiko generéiert oder d'Drénkwaasseropbereedung net a Gefor bréngt.

Wat d'Lagerung vun der Mëscht ugeet, gesäit de Projet vum groussherzogleche Reglement vir, datt keng Mëscht soll iwwert de ganze Wanter um Feld leie bleiwen, fir d'Auswäschung ze verhënneren. De Projet vum groussherzogleche Reglement imposéiert net, de Bau vun enger „Mistplatte", verschidde Betriber schaffen zum Beispill mat engem „Abnahmevertrag".

Des Weideren ass ze bemierken, datt dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 24. November 2000 iwwert den Ëmgang mat Stéckstoffdünger zanter dem 30. Juni 2015 virschreift, datt « tous les exploitants agricoles doivent disposer de cuves permettant le stockage des effluents d'élevage pendant six mois, soit sur l'exploitation même, soit auprès de tiers ».

Question 2747 (01.09.2020) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**évaluation des mesures de confinement dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Der deutsche Gesundheitsminister Jens Spahn ließ gestern verlauten, dass mit dem Wissen von heute verschiedene Lockdown-Maßnahmen im Nachhinein überzogen waren. So müssten „keine Friseure mehr schließen und kein Einzelhandel mehr schließen. Das wird nicht noch mal passieren. Wir werden nicht noch mal Besuchsverbote brauchen in den Pflegeeinrichtungen."

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an die Gesundheitsministerin stellen:

1. Hat die Regierung im Nachhinein die Notwendigkeit der einzelnen Lockdown-Maßnahmen kritisch evaluiert?

2. Wenn nicht, aus welchem Grund wurde keine solche Evaluation vorgenommen?

3. Wenn ja, teilt die Gesundheitsministerin die Aussagen ihres deutschen Homologen und zieht die Regierung ähnliche Schlussfolgerungen für eventuelle zukünftige Maßnahmen im Kampf gegen die Covid-19-Pandemie?

Réponse (04.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Bundesgesundheitsminister Jens Spahn hat tatsächlich über Twitter wissen lassen, dass er mit dem Wissen von heute, verschiedene Lockdown-Maßnahmen im Nachhinein nicht mehr treffen würde. Es ist uns aber nicht mit Sicherheit bekannt, ob die Bundesregierung dabei eine formelle Evaluation ihrer Maßnahmen vorgenommen hat oder ob der Bundesgesundheitsminister hier nur eine persönliche Einschätzung zum Ausdruck gebracht hat. Es scheint sich aber eher um das Letztere zu handeln. Der Minister hat auch in einem ZDF-Interview (Nachrichtensendung „Heute" vom 1. September) klargemacht, dass diese Lockdown-Maßnahmen immer nach bestem Wissen und Gewissen und basierend auf der jeweiligen Tagesinformation getroffen wurden, und dies bei einer sehr dynamischen Epidemie mit vielen sich schnell verändernden Erkenntnissen.

Die Luxemburger Regierung hat bis jetzt keine Gesamtevaluation aller Covid-19-Maßnahmen vorgenommen, setzt sich aber regelmäßig kritisch auseinander mit verschiedenen Entscheidungen und deren Konsequenzen, sowohl im Bereich Gesundheit wie auch in anderen Bereichen (Wirtschaft, Kultur, Bildung usw.). Im Besonderen möchte ich hier auf die gemeinsam mit dem Bildungsministerium erstellte Analyse der Covid-19-Fälle bei Schülern und Lehrpersonal hinweisen oder auf die vielen Publikationen vom Statec über Covid-19-bedingte Themen, zum Beispiel in der Wirtschaft, der mentalen Gesundheit oder dem Drogenkonsum.

Auch wenn ich im Allgemeinen meinem deutschen Kollegen zustimme, dass wir möglichst versuchen sollten, erneute Geschäftsschließungen oder Besuchsverbote in Pflegeeinrichtungen zu vermeiden, wäre ich aber sehr vorsichtig und würde mich ungerne definitiv festlegen in Anbetracht der Tatsache, dass das weitere Fortschreiten der Epidemie kaum mit genügender Sicherheit vorherzusehen ist. Die aktuelle Lage ist sicher eher beruhigend mit wenigen Krankenhausaufenthalten und fast keinen Einlieferungen auf die Intensivstationen, könnte sich aber über die Wintermonate schnell verschlechtern. In diesem Sinne bin ich gegen pauschale Aussagen, die vielleicht jetzt beruhigend wirken, aber einer zukünftigen Lage nicht Rechnung tragen würden. Entscheidungen müssen immer getroffen werden auf dem aktuellsten Stand des Wissens und je nach epidemiologischer Lage.

Question 2748 (01.09.2020) de **Mmes Simone Asselborn-Bintz** et **Francine Closener** *(LSAP)* concernant les **tests de dépistage de la Covid-19 dans l'éducation non formelle :**

Ënnert dem Titel „Covid-19 Tester fir all Schüler an Enseignanten: e Garant fir eng méi sécher Rentrée" goufe kierzlech d'Schüler an d'Enseignantë vum Educationsminister dozou opgefuerdert, sech op fräiwelleger Basis op de Covid-19 testen ze loossen. Eng breet Teststrategie ënner Schüler an Enseignantë soll esou zu enger „gréisstméiglecher Normalitéit" an eise Schoule féieren.

An deem Zesummenhang wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch an dem Här Educationsminister dës Froe stellen:

- Sinn esou Tester och am non-formale Beräich virgesinn? An eise Crèchen, dem Précoce souwéi dem ganze Beräich vun dem SEA kommen d'Educateuren/Educatricen an dat respektiivt Personal mat änlech ville Kanner a Kontakt wéi an der Grondschoul oder dem Lycée. Dacks kënne bei deene klenge Kanner d'Hygiènesmesuren (d'Droe vun engem Mask bezéiungweis d'Sécherheetsofstänn) net agehale ginn. Denkt d'Regierung dofir och drun, d'Personal aus der non formaler Bildung gratis a reegelméisseg testen ze loossen?

Réponse commune (08.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Fir eng méi kontrolléiert Reprise vun den Aktivitéiten am Hierscht ze garantéieren, sinn Enn August an Ufank September verschidde Gruppe vu Leit fir een Test invitéiert ginn. Dorënner ass zum Beispill de Bausecteur gefall, well do iwwer 60.000 Leit zesumme mat Schaffen ugefangen hunn, déi dräi Wochen am Congé oder an der Vakanz waren. Änlech gesäit et an der Educatioun aus, wou no iwwer aacht Woche Vakanz erëm eng 120.000 Schüler a Léierpersonal zréck an een normalen Alldag komm sinn. Hei ass et dorëms gaangen, fir e genaue Monitoring vu Gruppen ze maachen, zu engem Zäitpunkt, wou et duerch den Iwwergang vu Vakanz op Schoulbetrieb zu engem grousse Changement komm ass. An dësem Sënn ware Crèchen an änlech Accueilstrukturen net direkt betraff, well déi och iwwert de Summer op waren an een Accueil vu Kanner assuréiert hunn. Donieft hunn d'Zuele vun de leschte Méint och net op eng méi héich Prevalenz an dëser Populatioun higewisen, a Kanner gi jo och net als méi betraff oder méi vulnerabel ugesinn.

Am Kader vum Large-Scale-Testing ass all eenzelnen Awunner oder Frontalier a Gruppen agedeelt, déi progressiv invitéiert ginn, fir sech testen ze loossen. An deem Sënn wäerten och d'Leit an d'Kanner aus dem non-formale Bildungsberäich iwwert d'Zäit getest ginn.

Question 2750 (02.09.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **réutilisation d'eaux usées dans une fabrique de yaourts :**

L'implantation d'une fabrique de yaourts à Bettembourg a été critiquée à de maintes reprises tant par des organisations environnementales que par des acteurs politiques, notamment en raison de la forte consommation en eau potable ainsi que du rejet important d'eaux usées qu'engendrerait celle-ci.

Or, comme il a été relayé dans un article de presse récent, une entreprise au Luxembourg serait la première au monde à avoir développé un procédé technique purement mécanique capable d'épurer des eaux usées à un niveau de pureté très élevé de sorte que 80 % de l'eau peuvent être réutilisés comme eau potable.

Ainsi, en ce qui concerne l'usine en question, d'importantes économies en eau potable pourraient être réalisées ce qui diminuerait également la pression sur les réserves en eau potable publiques.

Au vu de ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant des développements techniques de l'entreprise en question ?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement envisage-t-il de soutenir cette entreprise encore plutôt jeune à développer son activité davantage ?

- Sachant que les solutions techniques sont disponibles, serait-il envisageable de contraindre l'usine susmentionnée, au cas où elle s'implanterait à Bettembourg, à traiter ses eaux usées selon les plus hauts critères pour pouvoir réutiliser un maximum d'eau potable tirée du réseau et à minimiser ainsi l'impact de son activité sur les réserves en eau potable nationales ?

Réponse commune (08.10.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le Ministère de l'Économie suit de près le développement de la société Ama Mundu Technologies qui conçoit, développe, construit et opère des équipements innovants d'extraction d'eau et d'engrais à partir des effluents d'élevage (lisier, fumier) ou de méthanisation (boues de méthanisation, digestats).

La société a notamment bénéficié en 2015 d'une aide à la recherche et au développement du Ministère de l'Économie pour un projet de recherche concernant l'extraction de l'eau des lisiers, ce projet de R&D ayant été réalisé en collaboration avec le LIST. En juillet de cette année, Ama Mundu Technologies a soumis une demande d'aide à l'investissement pour les PME dans le cadre du projet d'acquisition d'un bâtiment de production, cette demande étant actuellement traitée. Le Ministère de l'Économie a également proposé à l'entreprise le terrain en zone d'activités économiques nationale sur lequel se situe ce bâtiment industriel à l'entreprise par le biais d'une convention de droit de superficie.

Le Ministère de l'Économie est tout à fait disposé à appliquer également pour des projets à venir de la société les instruments d'aides à l'investissement ou à la R&D existants en fonction des demandes d'aides éligibles de la part la société.

Le Ministère de l'Économie avait favorisé des entrevues entre Fage, qui a entre-temps abandonné son projet de construction d'une usine de yaourts, et Ama Mundu Technologies, qui avait eu l'occasion de présenter sa technologie d'épuration des eaux aux responsables de Fage.

Étant donné la décision de la part de la société de ne pas réaliser le projet d'usine de yaourts au Luxembourg, la question d'une collaboration entre Fage et Ama Mundu Technologies ne se pose plus. Néanmoins, il est à signaler qu'il n'appartient pas aux ministres d'intervenir dans les négociations commerciales entre deux entreprises.

Question 2752 (02.09.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **prime pour le remplacement d'une batterie d'un pédélec :**

Mat der Primm fir de Kaf vun engem neie Vëlo oder Pedelec, déi am Kader vun der nohalteger Relance vun eiser Wirtschaft rezent och nach verduebelt gouf, wëllt d'Regierung ëmweltfrëndlech Alternativen an der Mobilitéit férderen.

Allerdéngs kann duerch dës Primm och e falschen Ureiz entstoen, en neien elektresche Vëlo ze kafen, wa bei deem ale just d'Batterie misst gewiesselt ginn. Effektiv ass et a verschiddene Situatioune finanziell méi intressant, direkt e komplett neie Pedelec ze kafen, amplaz nëmmen eng nei Batterie, wann dës net méi funktionéiert, wat natierlech net am Sënn vun der Ressourcëschounung an der Kreeslafwirtschaft ass.

Dowéinst wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

- Ass et virgesinn, eng zousätzlech Primm ze schafen, wa Leit hir al Vëlosbatterie, déi net méi funktionéiert, wëllen ersetzen?

- Wa jo, wéi géif dës nei Primm ausgesinn? Fir wéini kéint se agefouert ginn?

- Wier et denkbar, eng änlech Primm, fir déi futtis Batterie vun engem elektreschen Auto ze wiesselen, anzeféieren?

- Wat wieren d'Grënn, déi géint sou Primme géife schwätzen?

Réponse commune (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'Primm déi ugangs 2019 agefouert, a rezent am Kader vum Programm „Neistart Lëtzebuerg" fir eng bestëmmten Zäit verduebelt gouf, zielt un éischter Stell dorop hin, de Bierger ze encouragéieren, fir en neie Vëlo oder Pedelec ze kafen a sech esou méi ëmweltfrëndlech fortzebeweegen. Déi lafend Käschte vum Entretien vum Vëlo oder Pedelec, zu deenen och en eventuellt Ersetze vun der Batterie gehéiert, sinn net vun der staatlecher Primm visé-iert. Dat selwecht gëllt bei der Primm fir elektresch Autoen.

Et ass kloer datt am Sënn vun der Ressourcëschounung de Vëlo oder Pedelec soulaang wéi méiglech genotzt a bei Bedarf reparéiert soll ginn, amplaz en neien ze kafen. Et sief och nach bemierkt, datt vill Batterien, besonnesch wa se fachgerecht benotzt ginn, eng laang Liewensdauer hunn. Déi meescht Hiersteller garantéieren och eng Mindestliewensdauer respektiv eng Mindestzuel vu Luedzykle vun der Batterie.

Question 2759 (02.09.2020) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **aides au profit des artistes professionnels et intermittents du spectacle :**

Les secteurs de la culture et de l'événementiel font partie des branches économiques particulièrement affectées par la pandémie de Covid-19. Ainsi est-il que depuis le mois de mars, le Gouvernement et la Chambre des Députés ont à plusieurs reprises amendé la loi modifiée du 5 décembre 2014 relative entre autres aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels et des intermittents du spectacle, instituant un régime d'aides spécifique dont ont pu profiter les artistes indépendants admis au bénéfice des aides à caractère social ainsi que les intermittents du spectacle admis au bénéfice de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire.

Par règlement grand-ducal du 18 juin 2020, le Gouvernement a prolongé la période du régime spécifique de ces aides supplémentaires jusqu'au 31 août 2020. Or, personne n'est en ce moment en mesure de dire quand les secteurs culturel et événementiel retrouveront leur niveau d'activité d'avant-pandémie. Alors qu'une certaine reprise a pu avoir lieu suite au déconfinement progressif depuis le mois de mai, elle s'avère nécessairement graduelle et partielle en raison des normes sanitaires à respecter. Dans cet ordre d'idées, il convient de s'interroger sur la situation économique des artistes professionnels et intermittents du spectacle de façon générale.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Culture :

1) Combien d'artistes professionnels indépendants respectivement d'intermittents du spectacle ont pu bénéficier des aides susmentionnées pendant les mois de mars à août 2020 ? Quel est le montant d'aides versées ?

2) Comment ces chiffres se comparent-ils aux octrois d'aides en temps « normaux » et notamment à la même période de l'année passée ?

Réponse (24.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1) Notons en premier lieu que ces aides supplémentaires s'adressaient à tous les intermittents du spectacle qui sont admis au régime habituel de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire, soit 202 personnes, ainsi qu'à tous les artistes professionnels indépendants admis au régime habituel des aides à caractère social, soit 83 personnes.

Sur la période de mars à juillet 2020, 177 des intermittents du spectacle, ainsi que 68 des artistes professionnels indépendants ont introduit des demandes en obtention des aides supplémentaires mises en place pendant la période déterminée par le règlement grand-ducal modifié du 3 avril 2020. Pour cette même période, 851.624 EUR d'aides supplémentaires ont été accordés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

(Étant donné que l'aide pour un mois déterminé ne peut être demandée qu'au fil du mois subséquent, le montant exact correspondant au mois d'août n'a pas encore pu être évalué, mais devrait se situer aux alentours des chiffres atteints les mois précédents, soit environ 150.000 EUR.)

ad 2) Le graphique suivant juxtapose les aides aux artistes professionnels indépendants et aux intermittents du spectacle versées en 2020 (y inclus les aides supplémentaires) à celles de 2019 et 2018. L'augmentation conséquente des montants pendant ces derniers mois souligne non seulement la nécessité des mesures d'urgence introduites, mais illustre de surcroît l'échelle de l'impact subi par le secteur culturel face aux conséquences de la pandémie.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

(Notons que ce tableau reprend les engagements financiers effectivement liquidés par mois. Étant donné que les opérations financières relatives aux aides sollicitées s'effectuent généralement le mois après celui pour lequel l'aide est demandée, la lecture de ce tableau exige la prise en compte de ce décalage d'au moins un mois.)

Question 2762 (03.09.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **restriction des déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+ :**

Depuis quelques semaines, un mouvement appelé « Love Is Not Tourism » milite pour autoriser les couples binationaux, non mariés et non pacsés à se rencontrer.

En effet, depuis mars 2020, ces couples, qui ne peuvent pas juridiquement prouver leur liaison, se trouvent dans l'impossibilité de se rencontrer. Par exemple, si un Luxembourgeois est en couple avec une personne qui ne ressort pas d'un pays de l'Union européenne, les restrictions dues au Covid-19 leur interdisent d'être ensemble.

La Commission européenne a elle aussi demandé aux États membres de créer un cadre légal pour rendre possible ces rencontres.

Après les appels du mouvement « Love Is Not Tourism » et de la Commission européenne, plusieurs pays, dont la France, ont déjà introduit un tel cadre, permettant aux couples non mariés et non pacsés de se voir sous certaines conditions, comme la preuve de résidence d'une des deux personnes, une preuve d'activités communes et le billet retour d'un des deux.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Est-ce que le Gouvernement est au courant de cette situation ?

2) Que compte-t-il faire pour soutenir les couples non pacsés et non mariés ?

3) Quelles conditions devront être accomplies pour que ces couples puissent se rencontrer à l'avenir ?

Réponse (24.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Gouvernement est au courant des campagnes visant à permettre les visites de court séjour aux partenaires non mariés par dérogation aux restrictions de voyage visant les ressortissants de pays tiers.

ad 2) Sensibilisé à cette situation, le Gouvernement a décidé d'autoriser, sous certaines conditions, les visites de court séjour aux ressortissants de pays tiers, qui sont en relation durable avec un résident du Luxembourg.

ad 3) Les personnes concernées devront, d'une part, souscrire un engagement de prise en charge auprès du Bureau des passeports, visas et légalisations et, d'autre part, fournir des preuves de l'existence d'une relation de longue durée et contacts réguliers. Les preuves devront attester d'activités communes pouvant notamment revêtir la forme de :

- cachets d'entrées/sorties apposés sur le passeport ;

- billets d'avion/cartes d'embarquement ;

- preuves de résidence commune à l'étranger.

L'autorisation d'entrée au Luxembourg sera soumise aux conditions habituelles applicables dans le cadre des visites de court séjour.

Question 2763 (03.09.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **chenilles processionnaires :**

Den Eichenprozessionsspinner verbreet sech ëmmer méi vun engem lokal begrenzten Opkommen zu enger landeswäiter Gefor fir déi ëffentlech Gesondheet.

An der Reegel gi bei der Bekämpfung vun dëse Raupe spezialiséiert Firmen agesat, déi dës op verschidde mechanesch Manéieren, wéi Verbrennen an Ofsuckelen, ewechmaachen.

An Däitschland an an Holland ginn et allerdéngs villverspriechend Versich, bei deene Brutkäste fir Schiel- a Blomeesen an der onmëttelbarer Géigend vu befallene Beem opgehaange ginn. Vu dass dës Villercher déi natierlech Feinde vum Eichenprozessionsspinner sinn, ginn dës sou op natierlech Manéier eliminéiert.

Well dës Method méi Zäit brauch wéi eng mechanesch Eliminatioun, wier u sech dësen Hierscht de richtege Moment sou Brutkästen opzehänken, wa fir dat nächst Joer Resultater sollen erziilt ginn.

Virum Hannergrond, dass aktuell en nationalen Aktiounsplang zum Eichenprozessionsspinner an der Maach ass, wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Sinn der Madamm Ministesch dës Versich bekannt?

2. Ginn et eventuell änlech Versich hei zu Lëtzebuerg?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass déi beschriwwen Approche zu Lëtzebuerg flächendeckend agesat kéint ginn?

4. Ass virgesinn, dës Method als Recommandatioun fir d'Gemengen an den Aktiounsplang opzehuelen?

Réponse (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Jo, et ass bekannt, datt Sangvullen, wéi z. B. d'Schielmees, natierlech Géigner vum Eichenprozessionsspinner sinn. Sangvullen droen derzou bäi, den natierlechen Equiliber an engem Bësch ze erhalen. Si brénge n et awer net fäerdeg, eng ganz Eichenprozessionsspinner-Populatioun ze eliminéieren. Nistkästercher ophänken, ass ëmmer nëmmen als Zousaz zu anere Bekämpfungsmoossnamen ze gesinn.

ad 2. Nee, et gëtt keng Versich, bei deenen Sangvulle-Brutkästercher opgehaange ginn, fir den Eichenprozessionsspinner anzedämmen. Am Kader vun der normaler Gestioun vun de Bëscher vun der „forêt soumise" ginn awer op ville Plaze souwisou Brutkästercher opgehaangen.

ad 3. Wéi schonns gesot, dës Mesure kann ëmmer nëmmen zousätzlech zu anere Mesuren agesat ginn. Et bréngt näischt, dës Mesure flächendeckend iwwert dat ganzt Land ze implementéieren.

ad 4. Jo, dëst als Zousazmesure zu anere Mesuren.

Question 2765 (03.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**impact environnemental de l'exploration spatiale :**

Wéi rtl.lu an engem Artikel vun haut bericht, gouf den éischten a Lëtzebuerg hiergestallte Satellitt an de Weltall geschoss. Dësen Exploit ass fir d'Wirtschaftsplaz Lëtzebuerg sécherlech een Erfolleg a fir d'Regierung sécherlech erfreelech, well d'Regierung sech am Koalitiounsaccord d'Förderung vum „secteur spatial luxembourgeois" virgeholl huet. Allerdéngs sollt een dëse Wirtschaftszweig och aus dem Bléckwénkel vum Klimaschutz betruechten. Wann ee verschidden Ziffere vergläicht, da sinn d'Zäregaser, déi esou eng Rakéit beim Start ausstéisst, beträchtlech. D'Firma SpaceX gëtt zum Beispill un, datt eleng beim Start vun enger Rakéit ronn 336.500 Kilogramm CO_2 ausgestouss ginn. Am Verglach: Een Dieselauto, dee 6 Liter op 100 Kilometer verbraucht, stéisst op 15.000 Kilometer - also a ronn engem Joer fueren - ronn 3.000 Kilogramm aus.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, Wirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Gëtt den CO_2-Ausstouss, dee beim Start vu Rakéiten, déi zu Lëtzebuerg entwéckelt an zesummegebaut ginn, an déi lëtzebuergesch CO_2-Bilanz matagerechent?

2. Wéi gedenken d'Ministeren d'Förderung vu Weltraumprojeten, déi aktuell ouni fossill Energien net machbar sinn, mat engem effikasse Klimaschutz an der Reduzéierung vun den CO_2-Emissiounen ze verbannen?

Réponse commune (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Betreffend déi éischt Fro vum honorabelen Deputéierte sief drop higewisen, dass zu Lëtzebuerg keng Rakéiten entwéckelt an zesummegebaut ginn.

De Rakéitebau a -lancement ass keng Aktivitéit, déi fir de Lëtzebuerger Space-Secteur vu prioritärem Interessi ass. Effektiv ass de Lancement vu Rakéiten de Moment exklusiv mat fossillen Energië méiglech. Et ass awer esou, dass am Weltall selwer generell Solarenergie benotz gëtt fir d'Satellitten, d'ISS oder d'Explorationsuns-Roveren.

D'Initiativ spaceresources.lu positionéiert Lëtzebuerg als e Pionéier an der Notzung an der Exploratioun vu Weltallressourcen, andeems se déi relevant Technologien a Betriber fërdert.

D'Notze vu Ressourcen aus dem Weltall ass ënner anerem dorop ausgeriicht, fir Waasser, dat sech op Asteroiden oder Planéite befënnt, als Energiequell ze notzen. De Waasserstoff, dee sech an dësem Waasser befënnt, kéint an der Zukunft als Energiequell benotzt ginn, fir am Weltall Ekipementer ze bedreiwen.

Vill vun den Déngschter vun de Weltraumtechnologië sinn aus eiser Gesellschaft net méi ewechzedenken. Niewent villen anere Funktiounen hëllefe se och, fir Naturkatastrophe méi prezis virauszesoen a fir d'Auswierkunge vum Klimawandel besser ze iwwerwaachen an ze verstoen.

Den CO_2-Ausstouss, dee beim Lancement vun engem zu Lëtzebuerg entwéckelte Satellitt entsteet, fléisst net an déi lëtzebuergesch CO_2-Bilanz an. D'Emissiounen aus dem „secteur spatial" sinn net vun de Richtlinne vum Weltklimarot erfaasst. Se si weeder vum Kyoto-Protokoll nach vum Paräisser Klimaaccord couvréiert.

Allerdéngs mussen d'Efforten an der Fuerschung, fir den Ausstouss vu Kuelendioxid, Rouschtpartikel an anere Schuedstoffer beim Start vun de Rakéiten ze minimiséieren, an den nächste Jore weidergefouert ginn.

Question 2767 (04.09.2020) de **MM. Yves Cruchten** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **paiement tardif des rémunérations des agents de l'État :**

En juin 2020, Messieurs les Ministres ont annoncé que la mise en place d'un nouveau système informatique qui permettra aux agents de l'État de choisir le compte bancaire sur lequel sera viré chaque mois leur rémunération. Effectivement, depuis ce mois de juillet, chaque fonctionnaire a maintenant le libre choix de compte bancaire pour la réception de son salaire ou sa pension.

Toutefois, selon nos informations, la rémunération ne serait virée qu'avec un jour ouvrable bancaire de retard et avec date-valeur rétroactive. À noter qu'un jour ouvrable bancaire n'est pas forcément un seul jour calendrier, mais peut être jusqu'à quatre jours calendrier en cas de week-end ou de jour férié précédant ou suivant un week-end.

Ceci peut poser problème si le bénéficiaire n'a pas laissé une réserve d'argent suffisante sur son compte courant. Dans pareil cas, la banque exécute les ordres de paiement de son client bénéficiant d'un salaire ou d'une pension étatique également avec un à quatre jours de retard, même si le virement créditeur de la part de la Trésorerie de l'État est bonifié avec effet rétroactif. Les distributeurs ne sortent pas non plus de billets, tant que la comptabilisation du côté de la banque n'a pas été effectuée. Finalement, si des paiements sur des comptes prêts sont exécutés avec retard, les intérêts débiteurs courent à partir du premier jour.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances et de la Fonction publique :

- Quelles sont les raisons pour le paiement tardif des rémunérations des agents de l'État ?

- Est-ce que les concernés ont été informés d'avance qu'un tel retard pourrait se produire ?

- Messieurs les Ministres entendent-ils prendre des mesures afin de pallier à de telles contrariétés ?

Réponse commune (21.09.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Contrairement à ce que semblent insinuer les honorables Députés, il n'y a pas eu de retard dans le paiement des rémunérations des agents de l'État suite à l'ouverture de la possibilité pour eux de choisir librement leur compte bancaire pour le versement de leur salaire ou pension.

Si la Trésorerie de l'État initie tous les virements des rémunérations au même moment avec la même date-valeur, elle n'a pas de contrôle sur le moment où ceux-ci sont effectivement crédités sur les comptes destinataires respectifs. L'expérience montre que les transferts correspondants sont quasiment instantanés pour les CCP, alors qu'ils peuvent prendre plus de temps auprès d'autres institutions.

Les agents ont d'ailleurs été rendus attentifs à ce fait au travers d'une mise en garde explicite au moment où ils ont demandé le changement de leur numéro de compte.

Pour les agents en activité, la communication du nouveau numéro de compte se fait de manière entièrement électronique, sur base d'une authentification forte (LuxTrust), via le portail « myRH ». Pour les agents en retraite, elle se fait par l'intermédiaire d'un formulaire dédié. Dans les deux cas de figure, les agents sont tenus de marquer leur accord exprès avec la disposition suivante :

« Bien que ma rémunération continue à être payée le 3e dernier jour ouvrable du mois, le virement sur mon nouveau compte bancaire peut néanmoins causer un délai de réception supplémentaire d'un ou de plusieurs jours ouvrables en fonction de la banque destinataire. »

Il est d'ailleurs invraisemblable qu'un agent puisse en subir un véritable préjudice. En effet, il suffit qu'il ajuste la date d'exécution de ses ordres permanents ou domiciliations en tenant compte de la nouvelle date du crédit de sa rémunération sur son compte bancaire.

Enfin, il convient de rappeler que POST Luxembourg n'a jamais offert de prêts, de manière à ce que le paiement sur un compte prêt a toujours requis un transfert complémentaire vers une banque, suite au crédit de la rémunération sur le CCP.

Question 2769 (04.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **transport public dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Wéi am Reportage „Touristen am ëffentlechen Transport: Wéi Sardinnen an der Béchs?" op RTL de 25. Juli 2020 geschriwwe gouf, ginn et Capacitéitsproblemer beim ëffentlechen Transport. Dat war zu enger Zäit, wou ee Groussdeel vun de Leit op den ëffentlechen Transport verzicht hat an deen an der Summerpaus generell manner Passagéier ze transportéieren hat. Enn August mierkt een allerdéngs erëm, wéi d'Densitéit op de Stroossen an am ëffentlechen Transport zouhëlt an d'Gestes barrières am Bus oder am Zuch net ëmmer agehale kënne ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi héich gëtt d'Ustiechungsgefor am ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg evaluéiert?

2. Wéi gëtt geplangt, fir de Schülertransport am September esou ze organiséieren, datt en a korrekte sanitäre Konditioune stattfanne kann? Falls dëst net méiglech ass, firwat ass en Decalage vun de Schoulstonnen, zum Beispill fir eeler Schüler, net als Optioun zréckbehale ginn?

Réponse commune (07.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Reportage op RTL vum 25. Juli 2020 iwwer sougenannte Capacitéitsproblemer beim ëffentlechen Transport war schonn e Sujet vun der parlamentarescher Fro N° 2593, wou de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a senger Äntwert drop higewisen huet, dass et sech bei deem beschriwwene Passagéierundrang op enger Buslinn haaptsächlech ëm Clientë vun enger eenzelner kommerzieller Aktivitéit gehandelt huet.

Et kënnt an de Busse vum Schoultransport onbedéngt drop un, datt déi néideg sanitär Moossname vun all eenzelnem Schüler befollegt ginn an datt jiddereen, och fir sech selwer ze schützen, d'Gestebarrièren anhält. Et ass fir all Schüler obligatoresch, wärend der gesamter Dauer vum Transport, e sougenannte Mond- an Nueseschutz unzehunn.

Beim Schoultransport handelt et sech meeschtens ëm reng Schülerfaarten, et sinn also ausser dem Chauffer keng erwuesse Persoune mat am Bus. De Rapport d'analyse „L'école face à la Covid-19 au Luxembourg", deen am August 2020 publizéiert gouf, huet gewisen, datt eng Transmissioun vu Kand zu Kand an de Schoule rar ass. Deemno kënnen och net vill krank Schüler an de Schoulbusse sëtzen. Wat den Transport am Zuch ugeet, sou ass et do eppes méi einfach, fir e gewëssenen Ofstand anzehale wéi an engem Bus.

Den Educatiounsministère hänkt vum Mobilitéitsministère of, wat d'Organisatioun vun de Schülerfaarten ugeet. Well nëmmen eng bestëmmten Zuel vu Bussen zur Verfügung steet, ass et kaum méiglech, en Decalage vun de Schoulstonne virzehuelen.

Beim Opdeele vun de Schüler misste vill Faarte verduebelt ginn, wouduerch d'Zuel vun de Faarte géif staark an d'Luucht goen. Esou vill Reserven, souwuel vu Bussen ewéi vu Chaufferen, ass leider net disponibel. De Mobilitéitsministère kann héchstens punktuell, dat heescht wann et noutwendeg a méiglech ass, vereenzelt Faarte verstäerken. Dat selwecht gëllt och fir den Zuchverkéier, wou am Beräich vu materiellen a personelle Méiglechkeete reagéiert gëtt, sou wéi et an der Äntwert op déi virdru genannte parlamentaresch Fro scho stoung.

Bei d'Organisatioun vun de Schülerfaarte kënnt och nach de Schoulhoraire vun 30 oder méi Wochestonnen, dee muss assuréiert ginn. Mir hunn elo e ganzt Schouljoer virun eis, an et muss garantéiert ginn, datt all Schüler säin normale Schoulparcours ka suivéieren. Am Enseignement général, awer besonnesch an der Formation professionnelle, sinn d'Schouldeeg schonns esou laang, datt net un en Decalage vun den Unterrechtsstonnen ze denken ass.

Opgrond vun dësen Erläuterunge gëtt d'Planung vum Schülertransport also net anescht gemaach wéi déi Jore virdrun, also ass keng Verdueblung vun de Faarte virgesinn oder aner Mesuren ausser de Geste-barrièren. Wann et punktuell néideg ass, muss den Transportdepartement „le moment venu" reagéieren.

Question 2772 (04.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **zones d'activités économiques :**

Et existéiere Reegele fir d'Viabiliséierung vun Terrainen duerch Promoteuren (Stroossebau, Leitungen asw) déi dono un d'ëffentlech Hand ofgetruede ginn. An Industrie- an Aktivitéitszone sollt dat vum Prinzip hier net anescht sinn. An den Diskussioune ronderëm d'Jugurtsfabrick vu FAGE gouf vill iwwer Terrainen an Infrastrukturaarbechte geschwat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Terrainen (Parzellen) existéieren an den nationalen Industrie- an Aktivitéitszonen?

2. Wéi vill vun deenen Terraine goufe vum Staat verkaaft a wéi vill goufe verlount oder iwwer Bail emphytéotique oder Änleches zur Verfügung gestallt?

3. Wéi vill Industrie- an Aktivitéitszone ginn et, an deenen de Wirtschaftsministère nach keng Kanalaarbechten duerchgefouert huet respektiv wou d'Entreprisë fir d'Kanalaarbechte selwer opkomm sinn?

4. Wéi vill Industrie- an Aktivitéitszonen hu kee globale Kommodo-Inkommodo?

Réponse (09.10.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Et besti 708 Hektar brutto an nationalen Aktivitéitszonen, déi och mat Akraafttriede vum Plan directeur sectoriel „Zones d'activités économiques" bestätegt ginn. D'Gréisst an also d'Unzuel vun de Parzellen ännere jeeweils a Funktioun vun der Gréisst vun de Projeten an der Modulabilitéit vun de PAPen, déi déi jeeweileg Zone bestëmmen.

Dem honorabelen Deputéierte seng Froen zu den Terrainen, déi verkaaft oder zur Verfügung gestallt goufen, si schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 3969 vum 2. August 2018, Nr. 3884 vum 10. Juni 2018 an Nr. 3966 vum 1. August 2018 beäntwert ginn.

An den nationalen Aktivitéitszone realiséiert de Staat d'Infrastrukturen als Promoteur vun der Zon am Sënn vun enger Viabiliséierung vun den Terrainen, an dëst entweeder direkt fir déi ganz Zon oder a Phasen, jee no Demande fir d'Terrainen.

Vun den aktuell 16 nationalen Aktivitéitszonen hunn der néng e Kommodo. Bei siwen Zonen ass respektiv war den Dossier bei den zoustännegen Autoritéiten agereecht ginn oder en ass an der Virbereedung fir agereecht ze ginn, woubäi bei dräi vun deenen Zonen opgrond vun Ännerungen am Gesetz den Dossier nees aus der Prozedur geholl ginn ass fir frësch agereecht ze ginn.

Question 2775 (04.09.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **gestion des boues d'épuration :**

L'implantation envisagée d'une fabrique de yaourts à Bettembourg ayant provoqué de nombreuses critiques, notamment en raison de la forte consommation en eau douce ainsi que du rejet important d'eaux usées dans l'Alzette, le sujet du traitement des boues d'épuration n'est guère abordé.

En effet, il est estimé que l'usine en question produira environ 16.000 t de boues d'épuration asséchées par an, tandis que selon des experts du secteur les filières nationales seraient d'ores et déjà saturées. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1523 du 25 novembre 2019, Madame la Ministre indique que 25 % des boues ont été exportées à l'étranger en 2017.

Selon le plan de gestion global des boues d'épuration pour l'usine en question, il serait prévu d'exporter une certaine quantité des boues en France sur des sites de compostage.

Or, la nouvelle loi antigaspillage pour une économie circulaire en France interdit toute importation de boues d'épuration à partir du 1er juillet 2021.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatées ci-dessus concernant la saturation des filières nationales ? Les filières nationales pourront-elles absorber les boues d'épuration produites par l'usine en question ?

2) La nouvelle loi française aura-t-elle un impact sur la gestion des boues d'épuration au Luxembourg ?

3) L'entreprise de yaourts devra-t-elle présenter un nouveau plan de gestion des boues d'épuration ?

4) Quel est l'état d'avancement de l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des boues d'épuration, telle que prévue par l'accord de coalition actuel ?

5) Combien de tonnes de boues d'épuration ont été produites au Luxembourg par an au fil des cinq dernières années ?

6) Au Luxembourg, combien de tonnes ont été utilisées en agriculture, traitées dans une installation de compostage et soumises à un traitement thermique par an au fil des cinq dernières années ?

7) Combien de tonnes ont été exportées à l'étranger par an au fil des cinq dernières années ?

Réponse (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les boues épuratoires urbaines sont le principal produit secondaire valorisable, généré par une station d'épuration et sont surtout constituées de matière organique. Une station d'épuration produit environ un excès de 50 g de matière sèche par jour et par habitant. En actant que le nombre de stations d'épuration au Grand-Duché est croissant et que les rendements épuratoires ne cessent de croître, les volumes de boues sont constamment en augmentation au Luxembourg.

En 2018, les stations d'épuration communales luxembourgeoises ont produit environ 9.000 t de matières sèches de boues épuratoires. Une partie de ces boues épuratoires ont en effet été traitées à l'étranger. Afin de proposer des solutions durables de valorisation voire d'élimination des boues épuratoires à l'échelle nationale, une étude est actuellement en cours afin de proposer des solutions pour assurer à long terme le traitement et la valorisation durable des boues d'épuration au Luxembourg.

En ce qui concerne les entreprises privées, celles-ci procèdent elles-mêmes au traitement de leurs boues d'épuration et sont obligées de trouver une filière adéquate de valorisation.

ad 2) La nouvelle loi française du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire interdira l'importation des boues épuratoires en France à partir du 1er janvier 2021. Cette loi aura en effet un impact sur la gestion des boues d'épuration au Luxembourg, étant donné que certaines stations d'épurations traitent actuellement les boues épuratoires en France.

ad 3) En application des dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, toute entreprise doit disposer d'un plan de prévention et de gestion des déchets. Si l'entreprise produit des boues d'épuration, elle doit prouver dans ce contexte la valorisation correcte de ces boues. Tout changement dans la gestion des déchets doit donner lieu à une mise à jour du plan de prévention et de gestion des déchets.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'entreprise de yaourt, la question est devenue sans objet, étant donné que la société vient de retirer son projet.

ad 4) Afin de proposer des solutions durables de valorisation voire d'élimination des boues épuratoires à l'échelle nationale, une étude est actuellement en cours et devrait être finalisée début 2021. Cette étude devra dresser un état des lieux et une expectative des quantités et des qualités des boues épuratoires issues des différentes stations d'épuration communales. À partir de ces informations et en se basant sur une évaluation technique et financière, l'étude proposera différentes solutions pour le traitement durable des boues épuratoires à l'échelle nationale.

ad 5) - 7) *(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Question 2778 (08.09.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**exploitation de panneaux publicitaires aux gares ferroviaires :**

La rénovation, voire la modernisation des gares ferroviaires luxembourgeoises, a été accompagnée par la mise en place de panneaux publicitaires sur les quais et, pour les gares plus grandes comme à Luxembourg-ville ou à Esch-sur-Alzette, dans les halls d'entrée et les passages pour piétons dans l'ensemble des infrastructures de la gare. Sur ces panneaux publicitaires, exploités par une seule et même entreprise privée, une panoplie de produits et services sont promus, allant d'un voyage en avion en passant par une assurance de pension privée jusqu'à la dernière création culinaire d'une chaine de restauration rapide. Aux gares de Luxembourg-ville et d'Esch-sur-Alzette, ces panneaux sont en partie digitalisés et illuminés pendant la nuit, générant ainsi une consommation d'énergie importante.

Au vu des nombreux panneaux publicitaires souvent digitalisés déjà présents dans des espaces privés (commerces et galeries commerciales, agences bancaires, etc.), les panneaux publicitaires supplémentaires mis en place à des endroits publics comme aux gares peuvent contribuer à une pollution visuelle et lumineuse de plus en plus importante. Ces publicités ne vantent souvent pas les qualités du commerce local, régional et/ou durable, mais sont pour la plupart focalisées sur un même produit que l'on peut consommer partout dans le monde et dont l'impact social et écologique est plus que douteux. De fait, l'usage publicitaire dans les gares ne semble apporter aucune plus-value pour la mise en valeur des attractions locales ou régionales.

Vu que l'État a la pleine propriété des infrastructures ferroviaires je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et des Infrastructures publiques :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de panneaux et de bornes publicitaires exploités par des entreprises privées actuellement présents dans l'enceinte des gares ferroviaires au Luxembourg ? Peut-il me renseigner sur le nombre de panneaux publicitaires digitalisés actuellement présents dans les gares ?

2) Quel organisme est chargé de la commercialisation des panneaux publicitaires dans les gares ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer les recettes générées par les CFL, voire l'État, par la commercialisation des panneaux publicitaires susmentionnés ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer la consommation d'énergie annuelle de l'ensemble des panneaux publicitaires actuellement présents aux gares au Luxembourg ?

5) L'organisme en charge de la commercialisation des panneaux publicitaires dispose-t-il d'un cahier de charges qu'il peut imposer aux sociétés exploitantes des panneaux ?

6) Dans l'affirmative, ce cahier de charges prévoit-il des prescriptions et/ou restrictions concernant les services et produits ainsi que les entreprises promus sur les panneaux ?

7) Dans la négative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les panneaux publicitaires dans des espaces publics comme les gares devraient être soumis à certaines conditions et conçus dans l'intérêt de la promotion du commerce local et durable ou des attractions du coin ?

Réponse (08.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) 88 dispositifs publicitaires sont répartis sur 24 sites du domaine ferroviaire luxembourgeois appartenant à l'État :

50 panneaux fixes et 21 déroulants et 17 panneaux digitaux, à savoir :

- 11 panneaux digitaux de 75 pouces,

- 6 panneaux-bandeaux digitaux rétroéclairés.

ad 2) L'État a confié la gestion administrative des immeubles ferroviaires aux CFL en vertu de l'article 7 de la loi du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire et en application de l'article 5 du contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire approuvé par règlement grand-ducal du 6 novembre 2009.

Les CFL de leur côté ont donné mandat à CFL-Immo SA pour assurer la gestion administrative des immeubles ferroviaires et dont une des missions concerne la gestion locative, voire l'établissement et la gestion de contrats de concession sur/dans les immeubles.

Un appel d'offres a été lancé en date du 28 juin 2017 pour attribuer la concession de régie publicitaire sur le domaine ferroviaire dont l'adjudicataire a été la société JC Decaux Luxembourg. Cette société commercialise les panneaux publicitaires qu'elle a fournis et mis en place.

ad 3) Les redevances de concession perçues par l'État sont :

- phase de mise en place (de 01/2018 à 05/2018) : 31.000 euros,

- en année 1 de la concession (de 06/2018 à 05/2019) : 479.000 euros,

- en année 2 de la concession (de 06/2019 à 05/2020) : 410.000 euros.

ad 4) La consommation annuelle totale des dispositifs publicitaires sur le réseau ferroviaire est de l'ordre de 145.000 kWh/an d'énergie électrique.

ad 5) La concession de régie publicitaire sur le domaine ferroviaire a été attribuée suivant soumission publique référencée ATC1607051 « RÉGIE PUBLICITAIRE SUR LE DOMAINE FERROVIAIRE LUXEMBOURGEOIS : CONCESSION D'EXPLOITATION D'EMPLACEMENTS À USAGE D'AFFICHAGE PUBLICITAIRE ».

Suivant les conclusions de cet appel d'offres, le contrat de concession a été établi entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et le concessionnaire JC Decaux Luxembourg SA.

Les dispositions du dossier de soumission, du cahier des charges et en particulier du contrat de soumission, sont applicables.

ad 6) + 7) Le concessionnaire s'impose une charte éthique, portant en particulier sur le respect des lois, des réglementations applicables et des bonnes mœurs. À cette fin, le concessionnaire a mis en place une procédure de contrôle de conformité.

Question 2785 (08.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **comité de la CNS :**

Am Comité vun der CNS sinn nieft dem President ee Vertrieder vum Staat, fënnef Vertrieder vum private Salariat, dräi Vertrieder vum ëffentleche Salariat, dräi Vertrieder vun de Patronen a fënnef Vertrieder vun de Beamte vertrueden. Et fält op, datt hei keng Medezinner vertruede sinn, wat menger Meenung no awer wichteg wär, well grad si sécherlech duerch hir fachlech Expertis zum gudde Fonctionnement vun der CNS kéinte bäidroen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir déi sozial Sécherheet :

1. Wéi erkläert sech d'Regierung, datt am Comité vun der CNS keng Medezinner vertruede sinn?

2. Ass et an den Ae vun der Regierung net zwéngend noutwendeg a sënnvoll, grad och dëse Gremium mat Medezinner ze besetzen?

3. Wa jo, wéini soll dëst konkreet geschéien?

Réponse (09.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Ee vun de Grondprinzippie vum lëtzebuergesche System vun der sozialer Sécherheet ass, datt d'Acteuren, déi d'Sozialcotistatioune bezuelen, am Verwaltungsrot vum jeeweilege Gestiounsorganismus vertruede sinn. Fir d'Gesondheetskeess bedeit dëst, datt de Verwaltungsrot aus Vertrieder vum Staat, Assuréen an Employeuren, inklusiv d'Fräiberuffler, zesummegesat ass. D'Zesummesetzung vum Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess ass am Artikel 46 vum Code vun der sozialer Sécherheet definéiert a seng Missiounen am Artikel 45.

Fir seng Missiounen ze erfëllen, kann de Verwaltungsrot op extern Experten zréckgräifen an esouguer mat enger consultativer Stëmm a seng Sessiounen alueden. Wat déi medezinnesch Expertis ubelaangt, kann de Verwaltungsrot, bezéiungsweis d'Verwaltung vun der Gesondheetskeess, op de medezinnesche Kontroll vun der sozialer Sécherheet (Contrôle médical de la sécurité sociale) zréckgräifen, wat am Artikel 419 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet, explizitt virgesinn ass:

« Le Contrôle médical de la sécurité sociale conseille la Caisse nationale de santé afin que les prestations de sécurité sociale soient prises en charge conformément aux critères des articles 17, alinéa 1 et 23, alinéa 1. Il lui fournit à sa demande des avis dans les cas prévus par le Code et au sujet de toute autre question qui se pose dans le cadre de la détermination des règles de prise en charge des prestations de soins de santé ainsi que dans le cadre des négociations avec les prestataires de soins de santé. »

Et ass also net esou, datt keng Dokteren an de Sessioune vum Verwaltungsrot present sinn, bezéiungsweis net op eng medezinnesch Expertis zréckgegraff gëtt, éier eng Decisioun geholl gëtt.

Doriwwer eraus besteet en dedizéierte Gremium, deen d'Akte vun den Dokteren diskutéiert an d'Ännerunge vun der medezinnescher Nomenklatur aviséiert. Dës Nomenklatur baséiert iwwregens net op enger Decisioun vum Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess, mee ass an engem groussherzogleche Reglement definéiert. An dëser Nomenklaturskommissioun sinn d'Vertrieder vun der Associatioun vun den Dokteren an Zänndoktere Membere mat Stëmmrecht. An der Nomenklaturskomissioun sinn och ëmmer déi jeeweileg Prestatairë vertrueden, deenen hir Nomenklatur betraff ass.

Et ass also net néideg, datt de Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess Membere mat Stëmmrecht muss hunn, déi Dokteren oder Zänndoktere musse sinn. Eng medezinnesch Expertis ass duerch aner Mechanisme garantéiert.

Question 2787 (08.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **pension des personnes ayant droit au revenu pour personnes gravement handicapées :**

Laut dem Aktivitéitsrapport 2019 vum FNS goufen Enn 2019 3.090 Persounen duerch den FNS mam Revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) indemniséiert.

Den RPGH bedréit aktuell 1.502,91 € (n. i. 834,76) an ass domadder méi niddreg wéi d'Mindestpensioun no 480 Cotisatiounsméint ass. Dës bedréit aktuell 1.892,77 €.

Wann eng Persoun, déi den RPGH krut, an d'Pensioun antrëtt, da kann et virkommen, datt se ee Bescheed kritt, datt d'Pensioun wärend dräi Méint abehale gëtt, fir eventuell Réckfuerderunge vum FNS auszegläichen. Dëst, well net garantéiert ass, datt den FNS d'Paiementer matzäite stoppt, wat dozou féiere kéint, datt d'Pensiounskeess (CNAP) eventuell kéint „duebel" ausbezuelen.

Wëssend, datt den RPGH mindestens 389,86 € méi niddreg ass wéi d'Mindestpensioun no 40 Déngschtjoren, reduzéiert dës Prozedur also wärend dräi Méint d'Akommes vu Leit, déi esou schonns mat engem klengen Akommes liewe mussen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Sozialversécherung an der Madamm Minister fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen, déi den RPGH kruten, sinn an deene leschte fënnef Joer (opgelëscht pro Joer) no 40 Cotisatiounsjoren an d'Pensioun gaangen?

2. A wéi ville Fäll huet d'CNAP eng Entscheedung getraff, fir d'Pensioun anzehalen?

3. Géif et dem Ministère sënnvoll erschéngen, wéinstens den Differenzbetrag tëscht der Pensioun, déi zousteet, an dem RPGH (respektiv der Mindestpensioun an dem RPGH) direkt auszebezuelen amplaz déi ganz Pensioun anzebehalen?

Réponse commune (08.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Zënter Januar 2015 si 27 fréier Beneficiairë vum RPGH mat op mannst 40 Cotisatiounsjoer am

Régime général an d'Pensioun gaangen (pension de vieillesse vun der CNAP).

Joer	Unzuel
2015	2
2016	5
2017	5
2018	6
2019	6
2020	3

Derbäi kommen nach dräi Fäll, déi an deem Zäitraum verstuerwe sinn. Persounen, déi am Moment vun hirer éischter Pensioun scho keen Urecht méi op den RPGH haten, sinn net mat abegraff. Dëst ass de Stand am September 2020.

ad 2. A 15 Fäll huet d'CNAP d'Pensioun agehalen, bis den Dekont vum FNS disponibel war.

ad 3. D'Instruktioun vun enger Pensioun dauert ab der Demande an der Reegel tëschent zwee a sechs Méint. Fir dem Assuré wärend dëser Zäit e Revenu ze garantéieren, gëtt de Paiement vum FNS net gestoppt. Soubal d'CNAP d'Pensioun ofschléissend berechent huet, gëtt mat der Decisioun un den Assuré dem FNS seng Réckfuerderung gefrot. D'Äntwert vum FNS an den Dekont vun der CNAP gi bannent kuerzer Zäit, am Prinzip manner wéi e Mount, erleedegt.

Question 2798 (11.09.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **prolongation de la prime pour pédélec :**

D'Coronakris huet derzou gefouert, dass dëst Joer vill Leit de Vëlo nei entdecken, mat der Konsequenz, dass et a ville Vëlosbutteker zu Enkpäss komm ass an och nach ëmmer kënnt. Wéinst der héijer Demande kann dofir net jiddereen, dee wëllt, en neie Vëlo kafen a vun der Regierung hirer Primm „Clever fueren" profitéieren, déi just bis den 31. Mäerz 2021 geet.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Fro stellen:

- Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass et ubruecht wier, d'Primm fir en neie Vëlo oder Pedelec iwwert den 31. Mäerz 2021 eraus weiderzeféieren, fir dass jiddereen, dee wëllt, vun där Primm profitéiere kann?

Réponse (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Primm fir ee neie Vëlo oder Pedelec huet rezent ee groussen Zousproch kannt. Sou goufen zanter Ufank 2019 méi wéi 23.000 Ufroe fir e Subsid gestallt. Zwee Drëttel dovu goufen an de leschte fënnef Méint eragereecht.

Encouragéiert duerch dësen Erfolleg, ass d'Regierung gewëllt, déi finanziell Bäihëllefen iwwert den 31. Mäerz 2021 eraus weiderzeféieren. Déi aktuell Héicht vum Subsid, déi am Kader vum Programm „Neistart Lëtzebuerg" festgeluecht gouf, gëllt fir Vëloen a Pedelecen, déi tëschent dem 11. Mee 2020 an dem 31. Mäerz 2021 kaaft ginn (Datum vun der Rechnung gëllt). D'Modalitéite vun der Primm, déi sech ab dem 1. Abrëll 2021 applizéieren, ginn an den nächste Méint ausgeschafft.

Question urgente 3886 (18.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **démolition du pont Patton à Ettelbruck:**

De 15. Mäerz konnt een am Artikel „Abschied von einem Wahrzeichen" op wort.lu liesen, datt déi historesch Sauerbréck, och „Pattonbréck" genannt, zwëschent dem 22. a 27. Mäerz soll ofgerappt ginn.

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un den Här Infrastrukturminister:

1. Gouf de Service des sites et monuments nationaux no engem Avis zum Denkmalwäert vun dëser Bréck gefrot?

2. 2001 gouf d'Bréck fir ëmgerechent 3,7 Millioune grondsanéiert. Ass et net eng Verschwendung vun ëffentleche Gelder, fir d'Bréck lo ofzerappen?

3. Kann d'Bréck net anescht genotzt ginn, zum Beispill fir d'Mobilité douce?

Réponse (25.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Nodeems déi deemoleg Bréck iwwert d'Sauer um östleche Stadrand vun Ettelbréck am Krich wärend der Wanteroffensiv 1944/45 zerstéiert ginn ass, gouf duerno eng nei Sauerbréck am Joer 1951 opgeriicht, an am Summer 1952 a Betrib geholl. Menge Servicer ass net bekannt, dass dës Bréck een Denkmalwäert sollt hunn a sou ass och vun hinnen aus keng deementspriechend Ufro un d'Servicer vu Sites et monuments nationaux gaangen. De viregte Widerlagerdamm déngt haut als Standuert vum Patton-Monument, doduerch krut d'Sauerbréck dann och haut de méi geleefegen Numm „Pattonbréck".

Et ass richteg, dass d'Pattonbréck fir ëmgerechent 3,7 Milliounen Euro am Joer 2001 huet misse grondsanéiert ginn. Zu deem Zäitpunkt gouf et awer nach kee Projet fir Kreatioun vun engem Pôle d'échange multimodal zu Ettelbréck. Et ass am Kader vun deem Projet, deen zéng Joer no der Sanéierung vun der Bréck entstanen ass, wou och de Besoin vun enger drëtter Spuer op der Pattonbréck festgehale gouf. Vu dass déi al Bréck net déi néideg Breet hat an och net dee néidege Fräiraum vu 6,50 Meter iwwert de Gleiser respektéiert hat, war decidéiert ginn dës Bréck ze ersetzen. Deen neie Pont Patton respektéiert elo natierlech de Fräiraum vu 6,50 Meter iwwert de Gleiser, wat dem Betrib vun der hei ënnendrënner vill frequentéierter Eisebunnslinn N° 10 duerch d'CFL an och der Sécherheet vum Schinneverkéier, entgéintkënnt.

Des Weideren erlaabt d'Konzeptioun vun der neier Pattonbréck, am Fall vun Iwwerschwemmungen, eng besser Gestioun vum Héichwaasser.

D'Besoine vun der aktiver Mobilitéit sinn a Form vun engem zäitgemëissen an adequat breede kombinéierte Vëlos- a Foussgängerwee an der neier Bréck integréiert.

Den Ofbau vun der aler Pattonbréck ass iwwregens tëschent dem 29. Mäerz an dem 3. Mee 2021 geplangt.

Question urgente 3887 (19.03.2021) de **M. Jean-Marie Halsdorf** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **commande de tests rapides de dépistage de la Covid-19 :**

Eisen Informatiounen no huet den Educatiounsministère ronn 500.000 nasal Schnelltester kaf, ouni sech allerdéngs mat den Experte vun der Covid-taskforce an dem Gesondheetsministère ofzeschwätzen. Anscheinend wier dono am Laboratoire national de santé (LNS) rausfonnt ginn, datt d'Qualitéit an d'Zouverlässegkeet vun dësen Tester net ganz gutt wier.

Et ass wichteg, esou séier wéi méiglech flächendeckend Schnelltester an de Schoul- a Betreiungsstrukturen anzesetzen, dëst mécht awer just Sënn, wann déi Tester och eng méiglech grouss Zouverlässegkeet hunn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, firwat sinn déi Tester laanscht all Experten aus dem Santésberäich bestallt ginn an ouni datt sech iwwer national Qualitéitskrittäre berode gi wier?

3. Iwwer wie sinn dës Tester zu wéi enge Konditiounen an zu wéi engem Präis bestallt ginn?

Réponse commune (26.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Educatiounsministère ass an enkem Kontakt mat der Direktioun vun der Santé, fir hire Pilotprojet mat Schnelltester an de Schoule virzebereeden. Déi 500.000 Tester, déi d'honorabel Deputéierte mentionéieren, déi ënner anerem och an der Schoul sollen agesat ginn, sinn och iwwert d'Direktioun vun der Santé bestallt ginn, an zwar bei engem däitsche Liwwerant zum Stéckpräis vun 2,39 Euro.

Et ginn aktuell zwou Zorte vun Antigen-Schnelltester, déi och am Nationale Gesondheetslaboratoire evaluéiert ginn, an zwar Tester, déi an der Nues gemaach ginn an Tester déi um Spaut gemaach ginn.

Am Allgemenge stellt ee fest, dat ass och international esou vu groussen Instituter (z. B. Paul-Ehrlich-Institut, Däitschland, d'Haute Autorité de santé a Frankräich) konstatéiert ginn, dass Spaut-Antigentester an enger Duerchschnëttspopulatioun liicht manner sensitiv si wéi Tester duerch d'Nues. Dofir huet d'Direktioun vun der Santé sech aktuell fir Nuesentester decidéiert.

D'Evaluatioun vum Nationale Gesondheetslaboratoire ass nach net ofgeschloss well een d'Tester op enger gewësser Zuel vun Echantillone muss testen, fir eng valabel Ausso ze maachen.

D'Decisioun, fir e bestëmmten Test ze kafen, baséiert op:

- de preliminäre Resultater vum Nationale Gesondheetslaboratoire;

- onofhängegen Etuden an Evaluatioune vun Testkitten, ewéi vum Paul-Ehrlich-Institut an Däitschland, deen eng Lëscht mat evaluéierten Tester publizéiert. De Paul-Ehrlich-Institut verlaangt, am Aklang mat der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO), dass all Test eng Sensibilitéit vun op d'mannst 80 % noweist[16]. Fir d'Haute Autorité de santé a Frankräich geet eng Sensibilitéit vu 50 % duer fir ee Programme de dépistage organisé (wat jo de Fall an de Schoule wär);

- Recommandatioune vu Gesondheetsautoritéiten an anere Länner[17] oder vun Europäeschen Instanzen[18];

- Pilotprojete mat dësen Tester, déi schonn amgaange sinn (wéi zum Beispill an Éisträich, déi dee selwechten Test schonn an de Schoule benotzen);

- der Disponibilitéit vun enger gewësser Quantitéit vun Tester lo an de nächste Méint;

- dem Präis pro Test.

Et muss een och drop hiweisen, dass all Antigen-Schnelltest, deen an Europa kommerzialiséiert gëtt, en CE-Label muss hunn. Dëst implizéiert, dass de Produzent eng Autodeklaratioun iwwert d'Konformitéit an d'Performance (sensibilité, spécificité...) vun sengem Test muss maachen, ouni dass awer eng Evaluatioun vun engem onofhängege Laboratoire muss virleien. Wann een esou e Schnelltest dann als Autotest wëllt benotzen, muss den Test - laut EU-Directive 98/79/EC - weider vun engem „Organisme notifié" (notifed body) analyséiert ginn, fir sécherzestellen, dass den „Test Design" compatibel ass mat enger Benotzung duerch e Laien. Och an där Etapp gëtt eng extern Evaluatioun vun der Performance vum Test gemaach. Well aktuell keen eenzegen Test a ganz Europa vun engem Organisme notifié évalueiert gouf, mussen am Moment d'Autotester duerch eng national Prozedur autoriséiert ginn. Dëst ass geschitt mam Règlement grand-ducal vum 5. Mäerz 2021 „modifiant le règlement grand-ducal du 10 février 2021 fixant les conditions de réalisation des tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2".

Question urgente 3894 (22.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **vaccination prioritaire des détenus :**

Rezent war an der Press ze liesen, datt d'Regierung decidéiert hätt d'Prisongspopulatioun prioritär géint de Covid-19 ze impfen, dat well eng Majoritéit vun de Prisonéier vulnerabel wieren.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung d'Informatiounen aus der Press bestätegen?

2. Wéi eng Grënn ginn et fir dës rezent Decisioun, wëssend, datt d'Santé nach Ufank Februar deklaréiert hat, Prisonéier géife genausou de virgesinne Phasen no geimpft gi wéi de Rescht vun der Populatioun?

3. Wéi vill Prozent vun de Prisonéier sinn als vulnerabel anzestufen?

4. Aus wéi enge Grënn gëtt hei net tëscht vulnerabel an net vulnerabel ënnerscheet?

5. Gëtt d'Prisongspersonal och geimpft?

Réponse commune (29.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Effektiv ass decidéiert ginn, dass d'Detenus als Kontingent sollen eng prioritär Impfung proposéiert kréien. Dëst aus follgende Grënn:

Aus enger logistescher Perspektiv wier et schwiereg, d'Detenus individuell ze kontaktéieren an ze impfen. D'Detenus kënne selbstverständlech net aus dem Prisong eraus, fir sech impfen ze loossen, esou dass all individuell Impfung eng gréisser logistesch Demarche duerstelle géif, déi och fir d'Équipe mobile, déi d'Impfung iwwerhëlt, en termes vun den applikable Sécherheetsmesuren en Defi wier. Et ass och aus där Perspektiv sënnvoll, d'Detenus zesummen als Kontingent ze impfen. Dëst och fir d'Ustiechungsgefor an engem geschlossene Milieu, dee vu Promiskuitéit marquéiert ass, ze verréngeren. Dat vum Prinzip a vun der Obligatioun eng Prise en charge médicale ze garantéieren hir, mee och fir Tensiounen tëscht geimpften an ongeimpften Detenus ze evitéieren.

D'Problematik huet och e Sécherheetsaspekt, deen ee bei aneren Impfprioritéiten esou net kennt. E Staat, deen e Regimm vum Fräiheetsentzuch schaaft, muss natierlech wäitméiglechst garantéiere kënnen, dass d'Detenus net krank ginn. De rapprochéierte Kontakt am Prisong kéint am anere Fall eng Infektiounschaîne mat sech bréngen, ewéi dat zum Beispill am Prisong vu Fleury a Frankräich de Fall war. De Staat muss grad esou garantéieren, dass d'Tensiounen am Prisong net esou wäit féieren, dass d'allgemeng Sécherheet duerch de Risk vun engem seriöen Incident oder enger Emeute vun den Detenus a Fro gestallt ass. Dëse Risk ass net theoreetesch, mee huet sech wärend der Pandemie an enger Partie Länner, esou notamment Italien, realiséiert an eng Serie vun Ausbrëch aus dem Prisong mat sech bruecht. Och wann et am CPL keen Incident vun där Gravitéit gouf, sief drun erënnert, dass et schonn de 25. Mäerz 2020 am CPL zu engem Incident koum, bei deem et allerdéngs bei Materialschued bliwwen ass.

Wat d'Prisongspersonal ugeet ass et esou, datt tatsächlech all sozioprofessionell Kategorien, mat Ausnam vun de Gesondheetsberuffler a vun de Mataarbechter vu Gesondheets- a Fleegestrukturen (Phas 1), opgrond vun hirem Beruff an hirer Funktioun, dem selwechten Risiko ausgesat sinn, wéi déi allgemeng Populatioun. Dofir huet d'CNE sech dofir ausgeschwat, datt Leit net opgrond vun hirer sozioprofessioneller Kategorie vun enger Impfpriorisiérung solle profitéieren.

D'Regierung ass dem Avis vun der CNE nogaangen. Soumat ass also net geplangt, datt d'Prisongspersonal e prioritären Zougang zur Impfung soll kréien. D'Prisongspersonal wäert opgrond vun sengem Alter an enger eventueller Vulnerabilitéit an enge vun den Phasen 2 bis 6 eng Invitatioun fir d'Impfung kréien.

Question urgente 3914 (23.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**utilisation de seringues efficaces pour la vaccination contre la Covid-19 :**

Et ass allgemeng bekannt, datt et eng Penurie un Impfstoff gëtt an datt Lëtzebuerg eent vun den EU-Länner ass, dat am lueste mam Impfe virukënnt. Laut engem Bericht (zeroresidual.com) ginn et Sprëtzen, mat deenen een eng bis zwou Dosisse pro Sprëtz kéint aspueren. Déi agespuerten Dosisse kéinten am deem Fall méi verimpft ginn. Dës Sprëtze géifen esou net nëmmen de Reschtvolume reduzéieren, ma et kéinten och bis zu 40 % méi Impfunge gemaach ginn mat der selwechter Quantitéit un Impfstoff. Dës Sprëtzen, déi initialement fir Injektiounen an den Aen entwéckelt gi sinn, wiere patentéiert an och CE approuvéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wëssend datt mir op all Dosis ziele mussen, huet d'Regierung vun dëse spezifesche Sprëtzen héieren, mat deenen een de Reschtvolume reduzéiere kann an een esou mat enger Sprëtz eng bis zwou Dosisse méi versprëtze kann?

- Wa jo, sinn dës Sprëtze bis elo zu Lëtzebuerg benotzt ginn?

- Falls net, huet d'Regierung vir der ze bestellen?

- Wéi vill Dosisse pro Sprëtz vun eisen dräi Impfstoffer (Pfizer, Moderna, AstraZeneca) gi gesprëtzt?

- Wéi vill Dosisse si bis dato am Generelle gesprëtzt ginn?

- Wéi vill Impfstoff ass bis elo ewechgeheit ginn, am Fall wou en net vun esou spezielle Sprëtze konnt genotzt ginn?

- Am Fall wou d'Regierung déi uewe mentionéiert Sprëtzen net benotzt, wéi vill Impfunge kéinte mat deene Sprëtzen agespuert ginn? Wéi vill Leit kéinte mat dëse Sprëtze méi geimpft ginn?

Réponse (29.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Der Regierung ass bekannt, dass et Sprëtzen an Nole ginn, déi e sougenannte niddrege „volume mort" opweisen. Dës Technologie erméiglecht zousätzlech Quantitéiten un Impfstoff aus de Flaconen erauszezéien, an deene jo bekanntlecherweis méi Dosissen Impfstoff sinn. Dëse „volume mort" ass den Deel vum Impfstoff, deen no enger Injektioun an der Sprëtz oder an der Nol iwwreg bleift. Medezinnescht Material mat engem niddrege „volume mort", wat entwéckelt ginn ass, fir eng eventuell Vergeudung vun Impfstoff ze reduzéieren, gëtt am Kader vun der nationaler Covid-19-Impfcampagne zu Lëtzebuerg benotzt. Zënter dem Gebrauch vun dësem Material am Januar 2021 konnt en zousätzleche Volume vun zirka 20 % vun der Comirnaty Impfung zu Lëtzebuerg aus all Fläsch extrahéiert ginn.

Aktuell ginn zu Lëtzebuerg aus all Fläsch respektiv 6 Dosisse Comirnaty, 10 Dosisse Covid-19-Impfung Moderna an 10 Dosisse Covid-19-Impfung AstraZeneca extrahéiert, wat konsequent de Produktcharakteristike vun de jeeweilegen Impfstoffen entsprécht.

[16] World Health Organisation (WHO). Antigen detection in the diagnosis of Sars-CoV-2 infection using rapid immunoassays, interim guidance, 11 September 2020 (link: Antigen-detection in the diagnosis of Sars-CoV-2 infection using rapid immunoassays (who.int)).

[17] Avis N°2020.0059/AC/SEAP du 8 octobre 2020 du collège de la Haute Autorité de santé relatif à l'utilisation de la détection antigénique du virus Sars-CoV-2 sur prélèvement nasopharyngé en contexte ambulatoire.

[18] European Centre for Disease Prevention and Control. Technical Report: Considerations on the use of self-tests for Covid-19 in the EU/EEA. 17 March 2021. ECDC: Stockholm; 2021.

D'Administratioun vun der Impfung muss d'Prozedure respektéieren, déi an der Zouloossung vum Impfstoff virgesi sinn.

Bis elo goufen 60.447 Dosisse vum Comirnaty-Impfstoff, 5.478 Dosisse vum Moderna-Impfstoff an 12.457 Dosisse vum AstraZeneca-Impfstoff am Grand-Duché administréiert.

Question urgente 3926 (24.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**utilisation de vaccins produits dans une usine non autorisée :**

Am hollänneschen Halix-Wierk gëtt AstraZeneca-Impfstoff hiergestallt, deen duerno an Italien a Flacone gefëllt gëtt. Dat hollännescht Wierk ass nach net vun der EMA als Produzent vun AstraZeneca an der EU zougelooss. Dat, well de Pharmakonzern, anscheinend och no Nofroe vun der EMA, nach ëmmer net all déi néideg Dokumenter fir eng Zouloossung agereecht huet. Esou sinn, laut Medieberichter, am Moment ronn 30 Milliounen Impfdosissen an Italie blockéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass Impfstoff vun engem zougeloossenen Hiersteller aus enger net zougeloossener Fabrick zu Lëtzebuerg genotzt sollt ginn?

2. Wäert d'Regierung sech op EU-Niveau dofir asetzen, dass den Impfstoff aus dem Wierk aus Holland an der EU verimpft gi wäert?

3. Wat kéint Lëtzebuerg rechtlech gesinn ënnerhuelen, fir dës Dosissen zu Lëtzebuerg notzbar ze maachen (op legislativem oder reglementareschem Plang)?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De 26. Mäerz 2021 gouf de Produktiounssite vun dësem Sous-traitant vun AstraZeneca vun den hollänneschen Autoritéite kontrolléiert a guttgeheescht am Aklang mat de „bonnes pratiques de fabrication des substances actives des médicaments à usage humain" an de „bonnes pratiques de distribution des substances actives des médicaments à usage humain".

AstraZeneca huet bei der Europäescher Agence fir Medicamenter ugefrot, dass de Site Halix zertifiéiert gëtt, fir hiren Impfstoff ze produzéieren am Aklang mat de Reegele fir d'Médicaments à usage humain.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt all Bestriewung, fir d'EU als Produktiounssite vu Medikamenter an Impfstoffer ze stäerken a soumat ze verhënneren, dass Europa ofhängeg ass vun de Produktiounskapazitéite vun anere Länner, virun allem Net-EU-Länner. Dëst ass am Sënn vun enger effikasser Impfcampagne am Interêt vun all den EU-Bierger a vun enger effizienter Strategie am Kampf géint de Virus.

Fir dass d'Dosissen, déi um Site vun der Firma Halix produzéiert wäerte ginn, hei am Land an an deenen anere Länner benotzt dierfe ginn, muss den Site wéi gesot op EU-Niveau zougelooss sinn. Op dës Prozedur hunn d'États membres keen Afloss.

Soubal déi néideg Zouloossung virläit, kënnen dës Dosissen, en Accord mat de Kontrakter, déi d'Europäesch Kommissioun mat AstraZeneca ofgeschloss huet, an de Contingents vun den Dosissen, déi au prorata un d'EU-Länner verdeelt ginn, mat afléissen.

Question urgente 3932 (24.03.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises :**

An engem Communiqué vum LCGB vun haut, heescht et:

„Der LCGB, Mehrheitsgewerkschaft im Transportsektor im Großherzogtum, prangert den katastrophalen Sozialversicherungsschutz für grenzüberschreitend tätige Berufskraftfahrer an, die für luxemburgische Unternehmen arbeiten. Obwohl der LCGB die Folgen der Durchführungsverordnung EG 987/2009 sowie der Grundverordnung EG 883/2004 zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit seit April 2020 anprangert, hält die Zentralstelle der Sozialversicherungen (CCSS) weiterhin an einer strikten Anwendung der Bestimmungen fest, ohne Rücksicht auf die Auswirkungen auf die betroffenen Fahrer.

Bis zum 1. Mai 2020 wurden etwa 800 Fahrer entsprechend dieser Regelung übergangsweise der Sozialversicherung in Luxemburg angeschlossen. Doch mit diesem Tag, mitten in der Gesundheitskrise, änderte sich für diese Fahrer dies in dramatischer Art und Weise. Denn im Falle einer Tätigkeit des Arbeitnehmers in 2 oder mehr Ländern muss der Arbeitgeber, die zuständige Behörde des Wohnsitzlandes des Arbeitnehmers, so schnell wie möglich informieren, die dann die anwendbare Sozialgesetzgebung bestimmt. Da die vorgeschriebene Zweimonatsfrist nicht immer eingehalten wird, befinden sich die Fahrer in einem Rechtsvakuum.

Aus diesem Grund wurde vielen grenzüberschreitend tätigen Berufskraftfahrern von der CCSS mitgeteilt, dass ihre Sozialversicherungszugehörigkeit aufgehoben wurde. Sie behalten zwar noch 3 Monate lang das Recht auf Gesundheitsleistungen, aber der sonstige Sozialversicherungsschutz (Rente, Unfall, Familienleistungen) wird nicht mehr gewährt. Da ein Antrag auf Wiedereingliederung mindestens 2 Monate dauert, können diese administrativen Hindernisse dem Grenzgänger im schlimmsten Fall nicht nur den Sozialversicherungsschutz, sondern auch den Arbeitsplatz kosten."

Schonn am Oktober 2020 hat den LCGB de Minister opgefuerdert, fir bilateral Accorde mat den Nopeschlänner ofzeschléissen.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Hält den Här Minister déi aktuell Situatioun vu ville Beruffschauffere fir drobar?

- Deelt hien d'Virgoensaart a -weis vun der CCSS an dëse Fäll?

- Ass den Här Minister net der Meenung, dass dës Mataarbechter weiderhi musse geschützt ginn?

- Ass den Här Minister a Gespréicher mat sengen Homologen aus den Nopeschlänner?

- Wa jo, zeechnen sech hei kuerzfristeg Accorden of? Wa jo, wéi gesinn dës aus?

- Wann nee, firwat net?

- Wéi wëll den Här Minister sécherstellen, dass dës Mataarbechter weiderhi sozial verséchert sinn?

Question 3966 (29.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises :**

Wéi um offizielle Site vum LCGB ze liese steet, hu vill Frontalieren, déi am Transportsecteur aktiv sinn, vum Centre commun de la sécurité sociale matgedeelt krut, datt si net méi bei dem CCSS affiliéiert sinn. Bei professionellen Aktivitéiten an zwee oder méi Länner gesäit d'EU-Reglement 978/2009 nämlech vir, datt de Patron déi zoustänneg Verwaltung am Wunnsëtzland vum Salarié informéiert, fir datt déi bestëmmt, wat fir Sozialgesetzgebung ze applizéieren ass. Well d'Patronen awer d'Frist vun zwee Méint net ëmmer anhalen, fale vill Salariéen aus der Sozialversécherung a verléieren oft och hir Aarbechtsplaz. Am Moment si vill Frontalieren aus dem Transportsecteur an dëser Situatioun. Si behalen zwar nach dräi Méint laang d'Recht op Gesondheetsleeschtungen, mee déi aner Servicer vun hirer Sozialversécherung ginn hinnen entzunn. Eng Demande, fir erëm an d'CCSS opgeholl ze ginn, dauert op d'mannst zwee Méint, wat fir dës Mënschen inakzeptabel ass.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

1. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir d'Existenzgrondlag vun de betraffene Chauffeuren, déi bei Lëtzebuerger Firmen ugestallt sinn, weiderhin ze sécheren?

2. D'Gesondheetskris huet gewisen a weist weiderhin, wéi wichteg d'Aarbechtskräften aus de Grenzregioune fir eist Land sinn. Gëtt dru geduecht, fir bilateral Léisungen tëscht Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner am Dossier Beruffschaufferen ze fannen?

3. Firwat ass sou eng bilateral Léisung bis elo net fonnt ginn, obwuel se schonns am Oktober 2020 vun enger grousser Gewerkschaft hei am Land gefuerdert gouf?

Réponse (31.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Als éischt muss een déi aktuell Situatioun wat d'sozial Versécherung vun de Frontaliersaarbechter am Transportsecteur ugeet preziséieren an och kloerstellen.

Dat europäescht Reglement (CE) 883/2004 a säin Exekutiounsreglement (CE) 987/2009 hunn als Objet, déi verschidde Systemer vun der sozialer Sécherheet vun de Memberstaaten ze koordinéieren.

Dës Reglementer leeën d'Reegele fest, déi sech applizéiere wann ee Salarié e Lien mat verschiddene Memberstaaten huet. E fundamentale Prinzip vun dëser Koordinatioun ass, datt eng Persoun ëmmer nëmme kann ënner eng Legislatioun vun der sozialer Sécherheet falen, also nëmme kann an engem Memberstaat affiliéiert sinn. Am Normalfall ass dat de Memberstaat, an deem de Salarié senger Aarbecht nogeet, bezéiungsweis seng Aktivitéit ausüübt.

Wann awer eng Persoun seng Aktivitéiten a verschiddene Memberstaaten huet, da ginn et spezifesch Dispositiounen, déi festleeën a wéi engem Memberstaat dës Persoun muss affiliéiert ginn. Dës Dispositiounen applizéieren sech och op d'Aarbechter am internationalen Transport, déi a verschiddene Memberstaate schaffen, grad ewéi och an deenen anere Secteuren.

Laut dësen Dispositioune fält de Salarié ënnert d'Legislatioun vu sengem Wunnstaat wann en eng substanziell Partie vu senger Aktivitéit do ausféiert (25 %-Reegel). Wann dëst net de Fall ass, fält de Salarié ënnert d'Legislatioun vum Memberstaat wou de Sëtz vu sengem Employeur ass.

De Salarié ass ab deem Moment verséchert, wou eng Decisioun geholl gouf betreffend d'Legislatioun, déi ze applizéieren ass.

Dat uewegenanntent europäescht Reglement gëtt dem Wunnstaat vun der Persoun an dësem Fall eng wichteg Roll. Et ass un dësem ze analyséieren, ënner wéi eng Legislatioun de Salarié fält. Déi zoustänneg Instanz am Wunnstaat vum Salarié informéiert dann déi aner Memberstaaten, wéi eng Legislatioun ze applizéieren ass. Wann de Salarié also net zu Lëtzebuerg wunnt, kënnen also déi Lëtzebuerger Autoritéiten iwwerhaapt net decidéieren ënner wéi eng Legislatioun d'Persoun fält.

- Kuerz nodeems d'Reglement 883 a Kraaft getrueden ass, hat de CCSS verschidden Informatiounsreuniounen, wou déi spezifesch Dispositioune presentéiert goufen.

Am Abrëll 2020 huet de CCSS d'Employeure vum Transportsecteur drun erënnert datt d'Iwwergangsdispositiounen, déi schonn zënter 2010 a Kraaft sinn, den 1. Mee 2020 géifen auslafen an datt se, falls nach net gemaach, séier missten déi néideg Demarchen ënnerhuelen, fir d'Situatioun vun hire Salariéen ze regulariséieren.

Dës Iwwergaangsdispositiounen hu virgesinn, datt déi Persounen, déi virum Akraafttriede vum Reglement 883 am Transportsecteur täteg waren, nach konnten zéng Joer laang iwwert der Limitt vu 25 % verbleiwen. Et sinn dës Transitiounsdispositiounen, déi op en Enn komm sinn. Fir all Salarié, deen nom Akraafttriede vum Reglement 883 agestallt ginn ass, oder deem seng Situatioun geännert huet, hunn direkt déi nei Dispositioune gegollt, also och déi Limitt vu 25 %.

De 17. Oktober 2020 huet de CCSS e Rappell vun der Prozedur, déi muss agehale ginn, un déi concernéiert Employeure geschéckt. Fir esouwuel den Employeure wéi och de Salariéen déi néideg Zäit ze ginn, fir dës Demarchen ze ënnerhuelen, huet de CCSS d'Affiliatiounen an déi néideg Zertifikaen (A1), déi d'Persoune brauchen, déi eng Salariésaktivitéit um Territoire vu verschiddene Memberstaaten hunn, bis den 31. Dezember 2020 verlängert. Esou haten déi concernéiert Betriber nach eng Kéier siwen zousätzlech Méint fir hir Situatioun ze reegelen.

Wéinst dem Ulafe vum informatesche System „EESSI", deen den elektroneschen Austausch vun den Informatioune vun der sozialer Sécherheet téschent de verschiddene Länner encadréiert, an och de Fakt, datt déi aner Memberstaate sech strikt un déi obligatoresch Dispositioune vun den europäesche Reglementer halen, konnt de CCSS d'Affiliatiounen net méi oprechterhale fir déi Persounen, wou de Wunnstaat nach net decidéiert hat wéi eng Legislatioun applikabel ass. Et sief awer ze bemierken, datt eng Persoun weiderhin nach dräi Méint d'Leeschtunge vun der Krankeversécherung kann an Usproch huelen.

Déi grouss Unzuel vun Dossieren ass dorop zréckzefiéieren, datt vill Zertifikaen (A1) den 31. Dezember 2020 ausgelaf sinn. Et sief ze bemierken, datt dës Situatioun sech an den nächste Méint awer normaliséiere wäert an datt eng grouss Partie vun den Dossieren entre-temps schonn traitéiert gouf vun de verschiddene Wunnstaaten. D'Affiliatioune respektiv déi néideg d'Desaffiliatiounen, goufen direkt gemaach esoubal d'Decisioun vun der zoustänneger Institutioun geholl gouf. Hei ass och ze preziséieren, datt wann déi Decisioun geholl ass, d'Persoun keng Lück a senger Affiliatiounskarriär huet.

- Déi concernéiert Employeure wäerten hir intern Prozeduren upasse mussen, wat Demandë vun der Legislatioun, déi muss applizéiert ginn, betrëfft an déi zoustänneg Verwaltunge wäerten an den nächste Méint déi aktuell Dossieren traitéiert hunn.

Am deem Kontext huet de CCSS och Diskussioune gehat mat sengen Homologen aus anere Memberstaaten, déi awer drop insistéieren, datt d'Prozeduren esou ze applizéiere sinn, wéi et an der europäescher Legislatioun virgesinn ass.

Déi Lëtzebuerger Autoritéiten hunn also iwwerhaapt keen anere Choix, ewéi déi Reegelen och ze applizéieren.

- Am Géigesaz zu deem, wat déi lescht Deeg kommunizéiert gouf, haten déi Lëtzebuerger Autoritéite scho beim Akraafttriede vum Reglement 883, also viru ronn 11 Joer, Kontakt mat de Nopeschlänner opgeholl, fir en Accord ze fannen, deen eng dauerhaft Léisung fir den Transportsecteur wär. Dës gouf awer vun de verschiddene Länner refuséiert. Zënterhier huet sech d'Positioun vun deene Länner och net grondleeënd geännert eméi d'Echangen op verschiddenen Niveauen iwwert déi lescht Joren erginn hunn.

Trotzdeem wäerten déi Lëtzebuerger Autoritéite weiderhi probéieren, zu engem Accord ze kommen. Aktuell sinn nei Echangen nach an der Virbereedungsphas, fir déi kënnen ze formaliséieren, also méi offiziell ze féieren. Dëst gëllt iwwregens net nëmme fir den Transportsecteur vu Wueren, mee och den Transportsecteur vu Persounen, an deem ëmmer méi grenziwwerschreidend Buslinne gefuer ginn.

Dëst setzt awer viraus, datt d'Autoritéite vun de Nopeschlänner gewëllt sinn, mat op de Wee vun engem bilateralen oder esouguer multilateralen Accord ze goen.

- Ewéi scho preziséiert, huet eng Persoun weiderhin nach dräi Méint Urecht op d'Leeschtunge vun der Krankeversécherung. Esoubal d'Decisioun vun den auslänneschen Autoritéite geholl ass, gëtt d'Persoun dann nees an deem Land affiliéiert, wat zoustänneg ass, esoudatt och keng Lück a senger Affiliatiounskarriär entsteet.

Question urgente 3957 (26.03.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans les écoles :**

Zanter e Mëttwoch a bis den 2. Abrëll leeft eng Pilotphas mat Schnelltester an ausgewielten ëffentleche Schoulen - mam Argument, et misst ee fir d'éischt analyséieren, wéi d'Duerchféiere vun dësen Tester sech op de schouleschen Alldag repercutéiert. No der Ouschtervakanz sollen dann déi 120.000 Schüler an Enseignantë per Schnelltest op de Covid-19-Virus getest ginn.

Am Kontext vun dëser Approche wéilte mir follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wéi vill Schnelltester huet d'Regierung spezifesch fir den Asaz am Enseignement fondamental a secondaire bestallt?

2. Wëssend, dass an aneren EU-Länner Schnelltester schonn zanter Wochen am Asaz sinn, firwat gëtt hei zu Lëtzebuerg fir d'éischt e Pilotprojet gemaach, amplaz se direkt flächendeckend anzesetzen?

3. Wéi ginn déi Tester no der Ouschtervakanz an der Praxis agesat? Wie féiert den Test duerch? Mécht de Schüler dat selwer oder muss den Enseignant dem Schüler den Test maachen?

4. Wéi vill Tester si pro Woch pro Enseignant respektiv pro Schüler virgesinn? A wéi engem Ofstand sollen déi Tester gemaach ginn?

5. Sinn d'Regionaldirektiounen an d'Schoulcomitéë vum Fondamental respektiv d'Direktioune vun de Lycéeën an och d'Léierpersonal am Allgemengen iwwert d'Schnelltester an de Schoule vun no der Ouschtervakanz un a Kenntnis gesat ginn? Wa jo, wat gouf hinnen am Detail matgedeelt?

ad 6. Wat huet de Ministère fir de Fall virgesinn, wou Elteren net averstane sinn, datt hiert Kand oder hir Kanner sech soll(en) engem Schnelltest ënnerzéien? Wat bedeit dat konkreet fir d'Kand, d'Klass an d'Schoul?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3887 vum 18. Mäerz 2021 erwäänt, sinn an enger éischter Phas 500.000 Schnelltester vun der Direktioun vun der Santé bestallt ginn, déi och an de Schoulen agesat ginn. No der Auswäertung vun der Pilotphas gëtt dës Commande nach eemol un de Besoin ugepasst.

ad 2. Den Educatiounsministère huet sech dofir entscheet, fir den Asaz vun de Schnelltester fir d'éischt an enger Pilotphas ze testen, fir kënnen den Impakt op de schouleschen Alldag ze ermëttelen. An der Pilotphas gëtt zum Beispill analyséiert, wéi d'Schnelltester sech op déi alldeeglech Schoulorganisatioun auswierken, wéi de prozeduralen Oflaf vun de Schnelltester ass a wéi d'Logistik vun dësem Dispositif ze assuréieren ass. E flächendeckenden Asaz vu Schnelltester, déi d'Kanner selwer maachen, gëtt et an Europa nëmmen an Éisträich. Well den éisträichesche Schoulsystem an d'Schoulorganisatioun sech vun dem Lëtzebuerger Modell op ville Punkten ënnerscheeden, kann dësen Dispositif net identesch ëmgesat ginn.

ad 3. An der Pilotphas ginn dës Erkenntnisser ermëttelt, an den Educatiounsministère informéiert no dëser Pilotphas d'Chamber iwwert d'Konklusiounen an déi konkreet Ëmsetzung.

ad 4. D'Regionaldirektiounen an d'Direktioune vun de Lycéeë sinn iwwert den Asaz vun de Schnelltes-

ter a Kenntnis gesat ginn. D'Konklusioune vun der Pilotphas an domat d'Modalitéiten zu der praktescher Ëmsetzung vun de Schnelltester no der Ouschtervakanz kréien all Acteuren nom Ofschloss vun der Pilotphas matgedeelt.

ad 5. Den Dispositif vun de Schnelltester baséiert op der Fräiwëllegkeet, soudatt kee Schüler obligéiert ass, un dësen Tester deelzehuelen.

Question urgente 3967 (29.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests PCR dans le cadre des voyages à l'étranger :**

D'Santé huet d'Dokteren am Land ugehalen, keng PCR-Tester méi ze verschreiwe fir Leit, déi reese wëllen. Dëst gëllt och fir Reesen aus familiäre Grënn. Wann d'Leit also op eng Destinatioun wëllen, wou en negat0iven Test gefrot gëtt, musse si den Test selwer bezuelen.

Am Laboratoire bezilt ee 60 Euro fir esou en Test. Kritt een do net an den néidegen Delaien e Rendez-vous, kann ee sech och um Flughafen teste loosse fir 169 Euro oder 119 Euro den Test, fir d'Resultat respektiv bannent zwielef oder 24 Stonnen ze kréien.

Fir e Stot mat fënnef Persoune mécht dat e PCR-Test-Opschlag vu wéinstens 300 Euro am Labo oder awer 595 Euro bezéiungsweis 845 Euro um Flughafen. Dozou kommen dann nach d'Käschte fir e valabelen Test, deen een am Ausland fir d'Réckrees maache muss, wat jee no Land och ka richteg deier ginn.

Vill Leit kënne sech esou en Oppräis fir déi PCR-Tester, weeder am Labo nach um Flughafen, leeschten.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt dës Entscheedung eng Diskriminéierung vu sozial méi schwaache Leit ka mat sech bréngen?

2. Ass d'Regierung gewëllt, hir Entscheedung ze reconsideréieren an déi staatlech Méiglechkeeten hei logistesch a finanziell ze héijen?

Réponse (31.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

An enger Lettre circulaire vum Direkter vun der Santé vum 25. Mäerz 2021 sinn d'Dokteren drun erënnert ginn, dass d'Verschreiwung vu Covid-19-Tester prioritär medezinnesche Krittäre soll entspriechen, dat heescht z. B. bei symptomatesche Patienten. An esou Fäll ass et jo och normal, dass d'Gesondheetskees da fir d'Käschte vum Test opkënnt, an dës Tester sinn ëmmer prioritär an de Laboratoiren ze behandelen.

Den Direkter vun der Santé huet schonns an enger Lettre circulaire vum 19. Oktober 2020 drop higewisen, deemools an enger Situatioun wou d'Capacitéite vun de Laboratoiren un hir Limitte komm sinn, dass d'Dokteren d'Leit net solle mat enger Ordonnance an d'Laboratoirë schécke virun enger Rees, an dass déi medezinnesch Indikatiounen, fir een Test ze maachen, ëmmer prioritär wären.

Entre-temps huet d'Situatioun sech verbessert an d'Laboratoiren hunn aktuell genügend Capacitéit, fir och Tester fir d'Reesen unzebidden, falls da fir eng Rees een negativen Test obligatoresch ass. Et ginn awer ëmmer nach zwee Grënn firwat dës Tester net op Prescription médicale solle gemaach ginn:

1. Fir ze vermeiden, dass d'Leit sech massiv an den Dokteschpraxe presentéieren, nëmme fir eng Ordonnance ze kréien, an domat den normale Fonctionnement vun der Praxis, a soumat d'Prise en charge vu Patiente mat gesondheetleche Problemer, behënneren. Dës Situatioun, mat heiansdo laange Waardeschlaangen an de Consultatioune, gouf et leider an de leschte Schoulvakanzen.

2. Et ass net d'Roll vun der Gesondheetskees Ausgaben, fir privat Reesen ze iwwerhuelen, genausou wéi d'Gesondheetskees och net z. B. d'Käschte fir Impfungen am Kader vu Reese bezilt.

Wéi an der Vergaangenheet, stellt de Staat nach ëmmer limitéiert Testcapacitéiten zur Verfügung fir dréngend Geschäftsreesen (via d'Chambre de Commerce) a fir Reesen am Kontext vun Universitéitsstudien (via d'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois, ACEL).

Question urgente 3970 (29.03.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **vaccination des professionnels de la santé :**

Déi éischt Impfphas, an där d'Gesondheetspersonal geimpft gëtt, ass elo ofgeschloss. D'Personal aus de Spideeler, dat sech net direkt impfe gelooss huet, an dat sech awer elo retrospektiv dozou entscheet huet sech impfen ze loossen, géif elo net prioritär drukommen, mee misst sech elo „hannen ustellen" a waarde bis et erëm geruff gëtt, idem fir déi nei Agestallten an de Spideeler.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Aus wéi engem Grond kritt d'Personal aus de Spideeler, dat sech retrospektiv elo awer wëll impfe loossen, respektiv dat rezent réischt agestallt ginn ass, e Refus direkt geimpft ze ginn a muss waarde bis et erëm un den Tour kënnt?

- Ass d'Regierung net och der Meenung, datt Spidolspersonal och an deem Fall prioritär ass, fir d'Impfung direkt ze kréien, vu datt dës Leit dagdeeglech mat vulnerabele Leit a Kontakt sinn?

- Mengt d'Madamm Ministesch net, datt et méiglech misst sinn, de Spideeler déi néideg Dosissen ze liwweren, respektiv deene Leit, déi solle geimpft ginn, ee prioritäre Rendez-vous ze ginn?

- Gesäit d'Regierung vir dës Leit prioritär ze impfen, fir eist Spidolspersonal, op dat mir ugewise sinn an dëser Kris, an och déi vulnerabel Persoune ronderëm et ze schützen?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Personal, wat nach net geimpft ginn ass oder wat an enger éischter Phas d'Impfung refuséiert huet an elo awer geimpft wëll ginn, aus all Spidol, Struktur fir eeler Leit (CIPA a Maisons de soins), all Betreiungsstruktur fir handicapéiert Leit an all aner encadréierte Logement, dee mam Familljeministère konventionéiert ass, kritt nach eemol d'Méiglechkeet geimpft ze ginn.

Dëst gëllt fir all Salariéen aus den uewegenannte Strukturen, all Gesondheetsberuffler, déi kontraktuell mat der Struktur gebonnen sinn an all Salariée vun Sous-traitanten, déi an der Struktur schaffen oder reegelméisseg eng Prestatioun an de Strukturen erfëllen.

Wat d'Prozedur weider ubelaangt, ass d'Regierung amgaange mam Secteur a mat de Spideeler Prozeduren auszeschaffen, fir sécherzestellen, dass déi vulnerabel Leit maximal geschützt kënne ginn. Et ass ugeduecht, mat de Responsabele vun de Strukture prezis Lëschten opzestelle mat Leit, déi op festgeluechte Krittäre baséieren, wat de Kontakt mat vulnerabele Persoune betrëfft.

Question urgente 3974 (30.03.2021) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **clusters dans les structures pour personnes âgées :**

Depuis le début de l'année 2021, les centres et foyers pour personnes âgées témoignent d'un nombre élevé de personnes testées positives à la Covid-19, voire une augmentation du nombre de décès liés au Covid-19.

En date du 18 mars 2021, notre groupe parlementaire a déposé une motion par laquelle nous avons invité le Gouvernement à réaliser une étude indépendante sur ce qui est survenu dans la maison de retraite à Niederkorn où pas moins de 28 personnes sont décédées depuis le début de l'année.

Sachant que cette motion sera bientôt discutée et votée en séance publique, nous demandons des informations supplémentaires à Madame la Ministre de la Famille et à Madame la Ministre de la Santé sur le point suivant :

- Mesdames les Ministres peuvent-elles me fournir un relevé détaillé de tous les clusters survenus depuis le début de la pandémie en mars 2020 dans 1) les centres intégrés pour personnes âgées, 2) dans les maisons de soins et dans les 3) logements encadrés pour personnes âgées, et où desdits clusters ont causé au moins deux décès qui peuvent être attribués à une infection du Covid-19 ?

Réponse commune (01.04.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Selon les données établies par le Ministère de la Santé, il y a 40 établissements de long séjour avec au moins deux décès liés à la Covid-19 depuis mars 2020. Ces 40 établissements hébergent 5.220 résidents, dont 1.775 (36,3 %) sont devenus positifs au Sars-CoV-2. La moyenne des résidents devenus positifs par établissement (parmi ces 40) est de 44,4 résidents.

Le graphique 1 reprend le nombre de clusters (cinq cas positifs minimum de Covid-19 endéans une période de deux semaines) dans les établissements de long séjour. On observe que le nombre d'établissements touchés par des clusters Covid-19 suit la courbe des cas positifs dans le reste de la population avec un pic en octobre-novembre 2020. Jusqu'à présent 53 clusters avec 1.660 résidents positifs ont été mis en évidence, ce qui correspond à une moyenne de 31,3 résidents par clusters. La taille des clusters varie entre cinq et 101 résidents positifs.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

328 résidents de ces 40 établissements sont décédés de la Covid-19, ce qui représente 6,2 % de tous les résidents et un taux de mortalité lié à la Covid-19 de 18,5 %. Des taux de mortalité similaires et mêmes supérieurs dans ce contexte ont aussi été observés dans d'autres pays. Le taux de mortalité constaté entre les différents établissements varie entre 5,3 % et 36,7 %.

L'évolution des décès dans les établissements est représentée dans le graphique 2. On observe que la mortalité suit de très près la courbe des clusters.

En moyenne, au cours de la dernière année, il y a 8,2 résidents décédés lié à la Covid-19 par établissement de long séjour.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Une représentation des établissements de long séjour avec deux décès (nombre de lits, nombre de cas positifs et pourcentage de résidents positifs décédés) sont repris sur la page suivante dans le graphique 3.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question urgente 3981 (30.03.2021) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **vaccination des personnes résidentes non affiliées à la CNS :**

J'ai pris connaissance du cas d'une personne retraitée âgée de 83 ans qui réside au Grand-Duché de Luxembourg et qui n'a toujours pas reçu d'invitation pour une vaccination contre le Covid-19 à la date de ce jour. Sans exclure une simple erreur administrative ou une raison aléatoire, il est possible que cela soit dû au fait que la personne concernée, de par son passé professionnel, ne soit pas affiliée à la Caisse nationale de santé. En effet, les ancien(ne)s employé(e)s de certaines institutions internationales, comme les institutions de l'Union européenne ou de l'OTAN, ne sont pas nécessairement affilié(e)s à la CNS.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce qu'il existe une différence de traitement entre les personnes résidentes affiliées à la CNS et les personnes résidentes non affiliées à la CNS en ce qui concerne la campagne de vaccination Covid-19 ?

2) Dans l'affirmative, n'êtes-vous pas d'avis que cela est contraire aux objectifs de santé publique et qu'il faudrait remédier à la situation au plus vite ?

Réponse (31.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

L'invitation à la vaccination Covid-19 se fait sur base de la résidence au Luxembourg telle que documentée dans le Registre national des personnes physiques (RNPP) et en application des priorités définies par la stratégie nationale de vaccination.

Il n'y a dès lors pas de différence entre les personnes affiliées ou non à la sécurité sociale luxembourgeoise.

Si une personne n'a pas été invitée alors qu'elle aurait dû l'être par rapport aux priorités, il faudrait qu'elle se fasse connaître des services en charge de la vaccination à la Direction de la santé (p. ex. via la hotline 247-65533).

Question urgente 3995 (31.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**utilisation de seringues efficaces pour la vaccination contre la Covid-19 :**

Laut der Madamm Gesondheetsministesch hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3914 betreffend déi effizient Impfsprëtzen, ginn aktuell „zu Lëtzebuerg aus all Fläsch respektiv 6 Dosisse Comirnaty, 10 Dosisse Covid-19-Impfung Moderna an 10 Dosisse Covid-19-Impfung AstraZeneca extrahéiert". Mengen Informatiounen no wieren 0,45 ml an engem Vaccinsflacon mam BioNTech/Pfizer-Impfstoff, bei déi 1,8 ml Verdënnungsmëttel derbäikommen, déi preparéiert Solutioun géif soumat 2,25 ml bedroen, vun där 6 Sprëtze vun 0,3 ml administréiert ginn. Esou géifen also 0,45 ml (2,25 ml minus 1,8 ml) vun der preparéierter Solutioun pro Flacon iwwregbleiwen an ewechgeheit ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi eng Informatioun kritt eist Gesondheetspersonal, wat am Kader vun der Réserve sanitaire d'Formatioun mécht, fir d'Leit kënnen ze impfen? Kréie se gesot se sollen nëmme 6 Sprëtze maachen an de Rescht ewechgeheien?

- Gesäit d'Prozedur bei der Formatioun effektiv nëmme 6 Dosisse vir?

- Wa jo, aus wéi engem Grond, wëssend datt een, wann nach 0,45 ml pro Flacon iwwregbleiwen, an een 0,3 ml brauch pro Sprëtz, locker kann op d'mannst eng Injektioun pro Flacon méi maachen?

- Wann net, aus wéi engem Grond ginn déi 0,45 ml dann ewechgehäit, wëssend datt mir e Mangel un Impfdosissen hunn?

- Wien huet dës Prozedur vu 6 Sprëtze festgeluecht? Am Fall, wou dës nëmme 6 Dosisse per Sprëtz virgesäit, kann een d'Quantitéit op 7 eropsetzen, mam But all Vaccinsflacon méi effizient ze gebrauchen?

- Wéi vill Impfstoff ass bis elo ewechgeheit ginn?

- D'Madamm Ministesch huet an hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3914 uginn, datt zënter dem Gebrauch vun dësen effiziente Sprëtzen am Januar 2021 en zousätzleche Volume vun zirka 20 % vun der Comirnaty-(BioNTech/Pfizer)-Impfung zu Lëtzebuerg aus all Fläsch extraheiert konnt ginn. Kann d'Regierung mech am Detail doriwwer informéieren, wéi se zur Konklusioun kënnt, datt een unhand vun deenen uewegenannte Sprëtze mat der BioNTech/Pfizer-Impfung 20 % méi konnt impfen?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- D'Informatiounen, déi d'Gesondheetsberuffler, déi d'Impfstoffer preparéieren, matgedeelt kréien, sinn déi wéi se an de „résumés des caractéristiques produits (RCP)" vun den Impfstoffer figuréieren, a wéi se vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA) guttgeheescht goufen.

- D'Prozedur gesäit effektiv vir, datt nëmme 6 Dosissen aus engem Flacon vum Pfizer-Comirnaty-Impfstoff erausgezu kënne ginn. Dës Prozedur ass konform mam RCP vun dësem Impfstoff a mat de Recommandatioune vun der EMA (https://www.ema.europa.eu/de/news/extra-dose-vials-comirnaty-covid-19-Impfung).

Den initialen RCP fir de Pfizer-Comirnaty-Impfstoff (Autorisation de mise sur le marché conditionnelle vum 21. Dezember 2020) huet an enger éischter Phas eng Extraktioun vu 5 Dosisse pro Fläsch virgesinn an ass awer zanterhier aktualiséiert ginn. Zënter dem 8. Januar, dem Datum vun der Veröffentlechung vun der offizieller EMA-Recommandatioun fir 6 Dosisse pro Flacon ze prelevéieren, goufen déi Leit, déi d'Impfunge virhuelen, alleguerten doriwwer a Kenntnis gesat, datt 6 Dosisse pro Flacon ze prelevéiere sinn.

Doriwwer eraus ass d'Berechnung vun 0,45 ml Reschtvolumen eng theoreetesch Berechnung. Dëse Reschtvolumen ass e Sécherheetsvolumen fir ze garantéieren, datt déi 6 Dosissen, déi virbereet ginn, alleguerten 0,3 ml vum Produit enthalen. Doduerch, datt de Produit eng ueleg Konsistenz huet, kann et virkommen, dass ëmmer e bëssen Impstoff an der Fläsch peche bleift, soudatt net ëmmer de ganze Produit aus der Fläsch erausgezu ka ginn.

- Déi 6 Dosissen, déi pro Fläsch vum Pfizer-Comirnaty-Impfstoff prelevéiert kënne ginn, entspriechen dem RCP fir dëse Vaccin a si konform mat de Recommandatiounen déi d'EMA eraus ginn huet. (https://www.ema.europa.eu/de/news/extra-dose-vials-comirnaty-covid-19-Impfung)

- D'Organisatioun vun den Impfungen ass esou festgeluecht, dass u sech keen Impfstoff ewechgehäit muss ginn. Duerch verschidden Ëmstänn, wéi z. B. ee Rendez-vous deen net wouergeholl gëtt…, kann et awer virkommen, dass um Enn vum Dag déi eng oder aner Dosis iwwreg bleift. Fir déi Fäll ass eng speziell Prozedur mat Implikatioun vum CGDIS virgesinn, fir déi Dosissen dann trotz allem ze administréieren.

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°02
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 02 | Session ordinaire 2020-2021

Politique générale sur l'état de la nation : – débat (suite)	p. 28	Sommaire des séances publiques nos 3 et 4	p. 57	3e séance	Jeudi 15 octobre 2020
Nouveau pacte sur la migration et l'asile	p. 53	Sommaire des questions parlementaires	p. Q35	4e séance	Jeudi 15 octobre 2020

L'Ombudsman Claudia Monti a présenté le rapport annuel 2019 aux députés

Résolution de litiges entre citoyens et administrations



Mme Claudia Monti lors de la présentation de son rapport



Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, la Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, et l'Ombudsman, Mme Claudia Monti (de gauche à droite)

Faciliter le dialogue entre les citoyens et les administrations publiques de l'État et des communes, améliorer la communication et renforcer la confiance : ce sont les objectifs de l'action de l'Ombudsman Claudia Monti. Le 19 avril 2021, Mme Monti a présenté les chiffres clés de l'année 2019 aux députés réunis au Cercle municipal.

975 réclamations ont été introduites par des citoyens qui ont estimé que leur dossier n'a pas été traité convenablement par les administrations publiques de l'État et des communes. Ce sentiment d'injustice peut être provoqué, selon Mme Claudia Monti, par des réponses standardisées de la part des administrations, par un jargon incompréhensible, par un manque d'informations, par une application stricte de la réglementation et donc un manque de flexibilité, etc.

Quelques cas de figure

Lors de la présentation, Mme Claudia Monti a donné des exemples concrets auxquels son service a dû faire face en 2019, dont entre autres la révocation d'aides financières émises par le Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES), s'expliquant en fin de compte par une erreur informatique.

Un autre cas de figure concerne la reconnaissance des diplômes. En effet, des instituts de formation font de la publicité pour leurs filières, sans que le diplôme en question réponde aux conditions fixées par la loi. Pour éviter que la reconnaissance d'un titre ne pose problème, les personnes concernées devraient s'informer au préalable. Selon Mme Monti, des clarifications s'imposent au niveau européen.

Une autre réclamation se rapporte au Ministère de la Mobilité. Celui-ci refusait de délivrer une carte de stationnement pour personnes handicapées à une réclamante.

Selon Mme le Médiateur, la situation individuelle de la personne sollicitant la délivrance du document n'a pas été analysée. L'administration en question a uniquement examiné les conditions réglementaires et les a appliquées à la lettre. D'autres exemples ont pour objet des procédures de reclassement ou encore l'allocation d'indemnités de chômage.

Recommandations de l'Ombudsman

Les recommandations de Mme Caudia Monti sont aussi variées que les cas soumis aux services de l'Ombudsman. Ainsi, elle s'est exprimée par exemple en faveur d'un deuxième type de carte de stationnement destinée aux personnes qui ne sont pas atteintes d'un handicap tel qu'il est défini par règlement grand-ducal, mais qui présentent certains troubles de la santé. Un tel système d'émission d'une carte spéciale est déjà instauré en Allemagne.

En ce qui concerne la solidarité entre époux face à une dette fiscale ou la demande conjointe d'assimilation fiscale, Mme Claudia Monti a souligné les difficultés que des conjoints peuvent rencontrer si une séparation ou un divorce a lieu. Pour ces cas, la procédure de demande conjointe devrait être revue. Une autre piste pour améliorer le dialogue entre citoyens et administrations consiste à mieux informer les citoyens sur les moyens de contestation d'une décision administrative. Les administrations devraient par exemple informer sur la possibilité de bénéficier d'un recours gracieux.

En matière de litiges avec certaines communes, Mme Monti a expliqué que le rôle de l'Ombudsman en tant qu'instance neutre n'est pas toujours bien compris.

Le rapport 2020 présenté prochainement

Le rapport 2020 sera publié en juillet 2021, selon Mme Claudia Monti. Le suivi des recommandations faites ces dernières années ainsi qu'une analyse des statistiques feront partie de ce rapport. À cause de la crise sanitaire, le rapport 2019 a été présenté avec retard.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... le nouveau Président du Conseil d'État, M. Christophe Schiltz.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Collaboration CE-UE : sauvegarder les droits et libertés fondamentaux



M. Gusty Graas lors de son intervention par visioconférence

La session plénière de printemps 2021 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est déroulée du 19 au 22 avril de manière hybride.

À l'occasion de la présidence allemande du Comité des Ministres, la Chancelière Angela Merkel s'est adressée à l'APCE pour défendre « un ordre fondé sur des règles », qui « est la base essentielle des relations pacifiques entre les États ». Dans une Europe où « la paix et la sécurité, la stabilité et le bien-être ne peuvent être tenus pour acquis », le Conseil de l'Europe peut, selon la Chancelière allemande, jouer un rôle décisif en matière de promotion de l'état de droit et relever des défis tels que la pandémie mondiale ou le changement climatique. À ses yeux, la collaboration entre le Conseil de l'Europe et l'UE est essentielle pour sauvegarder les droits et libertés fondamentaux. Cette collaboration est facilitée par la relance des négociations sur l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme.

« Nous avons besoin d'une Union européenne plus efficace, plus flexible, plus résiliente et plus démocratique. »

David Sassoli,
Président du Parlement européen

Lors de la session du 19 avril 2021, le Président du Parlement européen, M. David Sassoli, a pour sa part aussi mis en avant l'approfondissement des liens entre l'UE et le Conseil de l'Europe. M. Sassoli a annoncé que « nous avons besoin d'une Union européenne plus efficace, plus flexible, plus résiliente et plus démocratique » pour lutter efficacement contre les défis de cette époque. Cette session de printemps a également accueilli le Secrétaire général de l'OCDE, M. Ángel Gurría, qui a signalé que « l'OCDE continuera à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales internationales » et qu'elle poursuivra la promotion d'une croissance durable.

« Promouvoir la pleine jouissance de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales par les personnes handicapées. »

M. Gusty Graas,
Président de la délégation luxembourgeoise

M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, qui est intervenu lors de la session sur la discrimination des personnes atteintes de maladies chroniques et de longue durée a appelé à « promouvoir la pleine jouissance de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales par les personnes handicapées ».

Plusieurs sujets d'actualité ont été abordés par l'Assemblée, dont notamment la question des « passeports Covid » et le respect des droits fondamentaux. En outre, l'APCE a invité le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à « utiliser tous les outils à sa disposition » pour libérer le militant politique russe Alexeï Navalny.

L'APCE appelle à « mettre fin aux lois et pratiques contraires aux normes démocratiques. »

Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie et au Bélarus a également été débattu, l'APCE appelant les autorités turques à mettre fin aux « lois et pratiques contraires aux normes démocratiques » et exhortant les États membres du Conseil de l'Europe à traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme au Bélarus. wLa situation des prisonniers de guerre arméniens après le conflit du Nagorno-Karabakh, le danger d'un conflit armé entre la Russie et l'Ukraine et la protection des droits de l'homme en Pologne figuraient également à l'ordre du jour.

Enfin, l'Assemblée a également exposé sa vision des priorités stratégiques du Conseil de l'Europe qui vise à rester « le pilier de la sécurité démocratique, le garant des droits de l'homme et de l'état de droit, ainsi que la plate-forme d'un véritable multilatéralisme en Europe ».

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng), M. Claude Wiseler (CSV), M. Claude Haagen (LSAP) et M. Spautz Marc (CSV).

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

Échange sur la reprise économique

M. Yves Cruchten, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC, a participé, le 7 avril 2021, à un échange informel avec le Vice-Président de la Commission européenne, M. Valdis Dombrovskis. L'échange avec les représentants des parlements nationaux de l'Union européenne portait sur la reprise économique après la crise sanitaire et sur la future politique économique de l'Union.

Après la ratification de la décision du Conseil sur les ressources propres par tous les États membres, la mise en œuvre du plan de relance de l'UE sera à l'ordre du jour. Dès le début de la crise, l'Union européenne a mis l'accent sur la protection de l'emploi. Les plans nationaux d'investissements sont à soumettre à la Commission européenne jusqu'à la fin du mois d'avril. Certaines conditions doivent être remplies pour qu'ils puissent être approuvés : assurer l'équilibre entre réformes et investissements et prévoir pour chaque plan un aspect durable incluant le volet social.

L'implémentation des plans nationaux se fera par les parlements, mais la société civile devra également être associée tout au long du processus.

La Commission européenne s'engage à procéder aux versements des fonds le plus vite possible. Quant à la stratégie économique, il importe avant tout d'intensifier les échanges commerciaux internationaux pour créer de nouvelles opportunités aux PME, en tirant un maximum de profit des accords signés avec des pays tiers.



Échange virtuel des représentants de la COSAC avec le Vice-Président de la Commission européenne, M. Valdis Dombrovskis

Transports et services aériens (accords divers)

7476 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord relatif au transport aérien entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso, fait à Luxembourg, le 4 mai 2018 ;

2° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République orientale de l'Uruguay, fait à New York, le 24 septembre 2018 ;

3° de l'"Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka on air services", fait à New York, le 25 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative du Brésil relatif à des services aériens, fait à Brasilia, le 22 novembre 2018

Le présent projet de loi porte approbation des quatre accords aériens bilatéraux qui ont été signés avec le Burkina Faso, l'Uruguay, le Sri Lanka et le Brésil en 2018. Les accords ont été conclus en suivant les recommandations respectives de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et de la Conférence européenne de l'aviation civile (CEAC), tout en s'inspirant d'un modèle d'accord type en la matière, utilisé par les membres de l'OACI. Après ratification, les accords seront enregistrés auprès de l'OACI. Les États avec lesquels ces accords ont été conclus sont membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Les accords aériens sous rubrique sont tous identiques dans une large mesure quant au fond, s'inspirant d'un modèle d'accord type de l'OACI en la matière. Ils diffèrent au point de vue rédactionnel pour répondre aux souhaits particuliers exprimés par les partenaires respectifs.

Les principaux éléments contenus dans les accords sont les suivants :

- les définitions terminologiques arrêtées par la Convention de Chicago, signée à Chicago, le 7 décembre 1944 ;

- l'indication des droits octroyés pour l'exploitation des services c.-à-d. le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;

- la désignation des compagnies aériennes respectives : les accords prévoient la désignation multiple de transporteurs aériens, une pratique qui répond déjà à la politique aéronautique communautaire de ne pas limiter la possibilité de désignation au seul transporteur national ;

- la stipulation qu'une autorisation peut être limitée et retirée si l'entreprise ne se conforme pas aux termes de l'accord, ni aux lois et règlements de la partie contractante ayant délivré l'autorisation ;

- l'exonération, sous certaines conditions, de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes similaires des avions utilisés, y compris les équipements normaux, le carburant, les pièces de rechange, les provisions de bord, etc. ;

- les principes déterminant la capacité mise en œuvre (donc la charge payante disponible) et son adaptation à la demande de trafic ;

- la procédure d'établissement des tarifs ;

- l'application des lois et règlements internes ;

- l'engagement des parties contractantes de faire respecter les Conventions internationales existantes en matière de sûreté de l'aviation civile ;

- le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie contractante ;

- le principe de la consultation périodique entre les autorités aéronautiques ;

- la procédure de règlement des différends ;

- l'engagement d'adapter l'accord à toute convention multilatérale ultérieure, liant les parties en matière aéronautique ;

- l'égalité des chances des entreprises désignées, la sauvegarde de leurs intérêts mutuels ainsi que la primauté de l'intérêt du public.

Les accords sous objet prévoient en outre des dispositions relatives aux possibilités d'amendement ou de dénonciation à la demande d'une partie contractante, la production de statistiques sur le trafic aérien, la non-discrimination dans l'application des taxes aéroportuaires et la procédure d'entrée en vigueur. Tous les accords comportent une annexe qui définit le tableau des routes classiques, entre le Luxembourg et des destinations situées sur le territoire des autres parties contractantes, avec possibilité d'escales intermédiaires et/ou d'escales au-delà dans des pays tiers. Les points d'escale seront fixés ultérieurement d'un commun accord par les autorités aéronautiques concernées en fonction des besoins formulés par la ou les compagnies aériennes intéressées.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.09.2019
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

18.11.2019	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.09.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.10.2020
Loi du 17 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 926, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)**
   - Débat (suite) : M. Sven Clement (dépôt des motions 2, 3 et 4) (interventions de M. le Ministre Dan Kersch) - M. Gilles Roth (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, M. Georges Engel et M. le Ministre François Bausch) - M. François Benoy (intervention de M. Marc Goergen) - M. Marc Spautz (interventions de M. Georges Engel, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. le Ministre Dan Kersch) - M. Marc Lies (interventions de M. Georges Engel et M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 5) - M. Yves Cruchten (interventions de M. Marc Goergen) - M. Laurent Mosar (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Lydie Polfer, M. André Bauler, Mme Josée Lorsché et M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt des motions 6, 7, 8 et 9) - M. Gusty Graas (parole pour fait personnel) - M. Laurent Mosar (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. André Bauler et M. Marc Baum) - M. Roy Reding (interventions de M. Georges Engel et M. Mars Di Bartolomeo)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Laurent Mosar - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. Gilles Baum - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - M. Laurent Mosar - Mme Josée Lorsché (parole pour fait personnel) - M. Laurent Mosar
3. **Dépôt de trois motions par M. Claude Wiseler**
   - M. Claude Wiseler
4. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)**
   - Motion 1 : M. Max Hahn - Mme Martine Hansen
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
   - Motion 2 : M. Roy Reding - M. le Ministre Dan Kersch - M. Marc Lies - M. Marc Baum - M. Sven Clement - M. Roy Reding (parole pour fait personnel) - M. Gilles Baum - M. Michel Wolter
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : Mme Josée Lorsché - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen - M. le Ministre Dan Kersch - M. Sven Clement (parole pour fait personnel) - M. le Ministre Dan Kersch - M. Mars Di Bartolomeo
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : M. Roy Reding - Mme Martine Hansen - M. le Ministre Dan Kersch - M. Sven Clement
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Motion 5 : M. Marc Lies - M. le Ministre Dan Kersch - Mme Josée Lorsché
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
   - Motion 6 : M. Gilles Baum - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Dan Kersch
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)
   - Motion 7 : M. Laurent Mosar - M. le Ministre Dan Kersch
   - Vote sur la motion 7 (rejetée)
   - Motion 8 : M. Laurent Mosar - M. le Ministre Dan Kersch
   - Vote sur la motion 8 (rejetée)
   - Motion 9 : M. le Ministre Dan Kersch - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Dan Kersch - M. Claude Wiseler
   - Vote sur la motion 9 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat maache mer spéider, Här President.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fueren de Moie viru mat der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. An ech géif dem éischten ageschriwwene Riedner fir haut, dem Här Sven Clement, d'Wuert ginn. Här Clement, wannechgelift!

Débat (suite)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Lag vun der Natioun ass mat déi wichtegst Analys hei am héijen Haus, fir d'Erausfuerderunge vun eiser Natioun unzegoen, fir dem Bierger eng Perspektiv op déi nächst Méint a Joren ze ginn, an dëst mat verschiddene politesche Standpunkten a Visiounen. Wa mer iwwert d'Lag vun der Natioun schwätzen, kënne mer d'Lag vun der EU, vun Europa a vun deenen anere Länner awer net ausklameren. Mir wëssen et alleguerten: Mir kënnen an eisem Land ouni internationalen Austausch net fonctionéieren. Lëtzebuerg feelt et ouni seng Partner un Energie, Matière-premièren an, wéi mer besonnesch an deene leschte Méint nach eemol gesinn hunn, un Aarbechtskräften.

Déi vergaange Méint waren, wat d'international Kooperatioun betrëfft, awer leider keng Stärestonn, weeder fir Europa a scho guer net fir d'Groussregioun. Wéi wichteg a gläichzäiteg fragill eis Bezéiungen zu den Nopeschlänner sinn, huet eis d'Covidpandemie onmëssverständlech nach eemol virun Ae gefouert. Op eemol war sech jiddweree just nach selwer am nächsten an national Alenggäng waren erëm onerwaart den Alldag.

Vun engem Moment op deen anere ware mer eis net méi sécher, ob mer genuch Personal am Gesondheetssecteur géife behalen, falls eis Nopeschlänner hir Grenze géifen zoumaachen oder hiert Personal selwer géife requisitionéieren. Esou international Interdependenzen an déi domat verbonnen Ofhängegkeete kënne veronsécheren. Jo, si kënnen engem souguer Angscht maachen a kënnen ee souguer gleewe loossen, datt eist Land besser dru wär ouni déi aner, datt et besser wär, wa mer alles géife selwer hierstellen, all d'Servicer géife selwer assuréieren a just no de Leit aus eisem Land géife kucken. Mee dat ass eng gefëierlech nationalistesch Illusioun!

Lëtzebuerg ass just Lëtzebuerg, wann et en oppent Land ass. E Land, wat Mënschen aus de verschiddensten Hierkonftslänner empfänkt, den internationalen Dialog sicht a länneriwwergräifend kooperéiert. Ech sinn houfreg drop, an engem Land ze liewen, wat och a Krisenzäiten ëmmer erëm säin Engagement fir international Solidaritéit a Kooperatioun ervirhieft, obwuel gläichzäiteg nationalistesch Narrativer weltwäit Buedem gewannen.

Mee och zu Lëtzebuerg gëtt et ëmmer méi Stëmmen, déi duerch Friemefeindlechkeet an Nationalismus um rietse Bord opfalen an zu deene sech Mënschen, déi sech vum aktuelle System am Stach gelooss fillen, leider nëmmen allze oft higezu fillen. Wa mer de Wäert vun der Demokratie an der Stabilitéit héichhale wëllen, geet et dofir net duer, just op e puer wéinegen internationale Konferenzen eppes iwwert d'Virdeeler vun der Kooperatioun a Solidaritéit ze soen, da geet et net duer, sech selwer op d'Schëller ze klappen, datt ee wärend der Covidkris Solidaritéit mat de vulnerabele Persoune bewisen huet. Da musse mer dës Solidaritéit och an eisem Land liewen! An d'Mënsche mussen d'Virdeeler vum Echange op internationalem Niveau selwer an hirem Alldag ze spiere kréien.

Wat mer dofir brauchen, ass eng éierlech, solidaresch Reform. Mir dierfen dem rietse Bord d'Iddi vun enger déifgräifender Verännerung vum System net eleng iwwerloossen. Mir mussen de Leit eng reell Alternativ bidden, eng Alternativ, déi amplaz op Ausgrenzung op Zesummenhalt a Solidaritéit baséiert. Einfach esou weidermaache wéi bis elo, ass do keng Optioun.

Mir bedaueren dowéinst och, datt de Premier virgëschter ugekënnegt huet, keng gréisser Projete wëllen unzegoen an an der kommender Sessioun de Sozialsystem just wëllen esou ze erhalen, wéi en elo ass. Den aktuelle Sozialsystem ze erhalen, bedeit nämlech och, Ongerechtegkeeten an Inegalitéiten ze erhalen. Et ass wichteg, datt mer eis elo drop konzentréieren, beschtméiglech duerch déi aktuell Pandemie ze kommen, mee dat däerf awer keng Excuse sinn, fir wichteg Dossieren net unzepaken!

Jo, eist Land stécht aktuell an enger schwéierer sanitärer Kris, a mir soen dem Premier och ausdrécklech nach eemol Merci derfir, datt e virgëschter nach eemol drop opmierksam gemaach huet, datt et dësen neie Virus ëmmer nach gëtt an datt en och ëmmer nach geféierlech ass. Mee dës sanitär Kris ass leider net eisen eenzege Problem. Mir stinn zousätzlech enger Klimakris, enger Logementskris an, jo, enger sozialer Kris géintiwwer. D'Ongläichheete wuessen an eisem Land vu Joer zu Joer un. Do kënne mer elo net einfach ewechkucken. Dat ze maachen, géif de Rietsextremisten, de Rietspopulisten a generell dem rietse Bord just an d'Kaarte spillen.

Mir brauche méi effikass Ëmverdeelungsmechanismen an eng besser Grondsécherung, an dat esou séier wéi méiglech. Mir brauchen elo eng Steierreform, an net eng, déi nach Joren op sech waarde léisst. All Mount bezuele Jonggesellen, Wittfraen a Wittmänner hir ongerecht méi héich Steieren un de Staat. Mir kënnen net nach méi laang akzeptéieren, all dës Leit weiderhin ongerecht ze behandelen a méi héich ze besteiere wéi Leit, déi d'Chance hunn, an enger Koppel ze liewen. Mir brauchen eng éierlech Solidaritéit an net just e Sozialstaat um Pabeier.

Wéi de Premier virgëschter dovu geschwat huet, datt an deene leschte sechs Joer 1.650 nei Wunnunitéiten am soziale Wunnengsbau geschaaft gi sinn, konnt ech nëmme staunen! Et huet sech wierklech esou unhéieren, wéi wann de Minister houfreg drop wier, datt duerchschnëttlech 275 Wunnenge pro Joer geschaaft gi wieren, obwuel sämtlech Etüden aus de leschten 20 Joer eis ëmmer erëm drop hiweisen, datt mer vill méi abordabele Wunnraum misste schafen, wéi dat bis elo de Fall war.

An da schwätze mer nach guer net dovun, datt d'Präisser vun deene Wunnengen an Haiser, déi dës Regierung als „abordabel" bezeechent, oft alles anescht wéi wierklech abordabel sinn! En Appartement fir 400.000 Euro ze verkafen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass keng sozial Mesure! A lauschtert do op eist Jugendparlament, dat a senger Resolutioun de leschte Freideg genau hei op dëser Plaz genau dee Punkt vun „abordabel" nach eng Kéier kritiséiert huet. Wann d'Präisser um reguläre Marché explodéieren a gläichzäiteg d'Bevëlkerungszuelen ëmmer weider an d'Luucht ginn, muss de Staat d'Offer vill méi drastesch an d'Luucht setzen a soziale Wunnraum schafen, dee wierklech bezuelbar ass!

Wa mir de Wonsch vun der Regierung, datt se elo am Beräich vum Logement gutt Aarbecht geleescht hätt, obwuel d'ëffentlech Zuele weisen, datt et net déi ganz Wourecht ass, och net deelen, da freeë mer eis awer driwwer, datt gëschter ugekënnegt ginn ass, an Zukunft weider an dëst Politikfeld ze investéieren. Grad an Zäite vun negativen Zënsen, a wou d'Regierung jo manifestement kee Problem domadder huet, fir Scholden opzehuelen am Interêt vum Land, misst ee sech froen, ob een net hei dat als Staat och kéint maachen, wat d'Biergerinnen an d'Bierger dobausse säit Jore musse maachen, nämlech Schold ophuelen, fir a Steng ze investéiere fir déi zukünfteg Generatioune vun eisem Land. Et ass nämlech méiglech an néideg. De Staat kann ouni finanziell Pertë fir zéng Euro de Meterkaree an deelweis souguer drënner Wunnenge bauen an ubidden. Wat feelt, ass de politesche Wëllen!

Dofir reeche mir, Här President, haut och eng Motioun an, mat där mer d'Regierung invitéiere wëllen, de Projet, abordabele Wunnraum ze schafen an de kommende Joren, endlech an d'Realitéit ëmzesetzen. Wannechgelift, Här President!

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass Wunnen ee Recht ass, dat am Artikel 31 vun der Europäescher Sozialcharta wéi follgt festgehalen ass: „Um die wirksame Ausübung des Rechts auf Wohnung zu gewährleisten, verpflichten sich die Vertragsparteien, Maßnahmen zu ergreifen, die darauf gerichtet sind: 1) den Zugang zu Wohnraum mit ausreichendem Standard zu fördern; 2) der Obdachlosigkeit vorzubeugen und sie mit dem Ziel der schrittweisen Beseitigung abzubauen; 3) die Wohnkosten für Personen, die nicht über ausreichende Mittel verfügen, so zu gestalten, dass sie tragbar sind.";

- dass d'Regierung am Koalitiounsaccord 2018 festgehalen huet: « Un nombre préoccupant de ménages n'est plus en mesure d'acquérir un logement par la voie d'achat, voire de payer les loyers du libre marché. C'est avant tout le prix du foncier qui est à la base de l'évolution rapide des prix du logement. »;

- dass Etüde vum Observatoire du logement weisen, dass den duerchschnëttleche Quadratmeterpräis vun engem Appartement zu Lëtzebuerg an der éischter Legislaturperiod vun der Regierung bei 4.192,00 € louch an elo am Joer 2020 bei 6.826,00 € läit, wat enger Präiserhéijung vu ronn 63 % entsprécht;

- dass déi zwee grouss ëffentlech Bauträger, d'SNHBM an de Fonds du logement, zesummen tëschent 2013 an 2019 ronn 1.600 Wunnengen op de Maart bruecht hunn, wéi de Minister fir Logement op d'parlamentaresch Fro N° 2869 erkläert. Am Verglach: D'Bevëlkerung zu Lëtzebuerg ass tëschent 2013 (549.700) an 2019 (626.108) ëm 76.408 Persounen an d'Luucht gaangen;

- dass d'Bruttoinlandprodukt pro Kapp tëschent 2013 (85.270,00 €) an 2019 (102.200,00 €) ëm 16.930,00 € (+ 19 %) eropgaangen ass a gläichzäiteg d'Indicateurs d'inégalité vum Statec weisen, dass zënter 2013 d'Schéier tëschent deene Räichsten an deenen Äermsten hei am Land ëmmer méi auserneegeet: Gini-Koeffizient 2013: 0,30 vs 2018: 0,33 Rapport interdécile 2013: 7,3 vs 2018 10,1 Rapport intervingtile 2013: 12,8 vs 2018: 21,1;

- dass gläichzäiteg déi „rezentsten" Zuele vum Statec aus dem Joer 2017 weisen, dass d'Depensë fir Wunnen (Logement, Waasser, Heizung, Elektrizitéit) 36,5 % vun den Depensë vun den Haushalten ausmaachen;

- dass de Präis vun enger Wunneng sech aus de Käschtefacteuren Terrainspräis a Konstruktiounspräis zesummesetzt;

- dass den Terrainspräis, jee no Gréisst vun enger Residence an am Fall, wou keng Profittorientéierung virhanden ass, sech kann degressiv op déi eenzel Wunnenge verdeelen, soudass bei gréisseren Immobilien d'Käschte vun engem Appartement méi duerch de Konstruktiounspräis ewéi den Terrainspräis beaflosst ginn;

- dass als Schlussfollgerung de Käschtepunkt vun engem Appartement vun 82 Quadratmeter jee no Unzuel vun Etagen an der Notzung vun der Terrainsfläch op manner wéi 300.000,00 € minimiséiert ka ginn an ergo eng Wunneng, ouni Gewënnofsiicht vun engem private Promoteur, fir manner wéi 300.000,00 € um Marché, also fir manner wéi 10 €/m²/Mount, ugebuede ka ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. der allgemenger Spekulatioun um Wunnmarché en Enn ze setzen, andeems Mesurë geholl ginn, déi derfir suergen, dass de Wunnraum fir d'Wunnen an net fir d'Spekulatioun benotzt gëtt,

2. d'Konstruktioun vun neie Wunnenge selwer an d'Hand ze huele mam Zil, dass Wunnengen a Proportioun zu de reelle Käschten (+/- 10 €/m²/Mount) um Marché ugebuede ginn,

3. ee Véierel vun de Reserve vum Pensiounsfong als Startkapital ze mobiliséieren, fir esou selwer massiv Wunnengen ze bauen, an dësen Investment iwwer fix Hypothéikeprête vu maximal 2 % erëm an de Pensiounsfong zréckfléissen ze loossen.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Logementskris ass awer net nëmme fir déi Äermsten an eiser Gesellschaft e Problem, mee och fir de Mëttelstand, deen a ville Fäll net vum soziale Wunnengsbau profitéiere kann. An dofir geet d'staatlecht Bauen eleng natierlech net duer. Mir brauchen doriwwer eraus eng Steierpolitik, déi et méi onattraktiv mécht, eng héich Unzuel un Immobilien ze besëtzen a mat Immobilien ze spekuléieren.

D'Erofsetze vum Taux d'amortissement vu 6 % op 5 % respektiv 4 % wäert an deem Kontext, fäerten ech, awer net wierklech deen Impakt hunn, deen d'Regierung eis hei versprécht. Wann ee sech ukuckt, wéi niddreg d'Zënssätz aktuell um Finanzmaart sinn a wéi staark d'Präisser um Logement vu Joer zu Joer steigen, ass en Investissement an eng Immobilie ëmmer nach eng extreem attraktiv Léisung. Ech denken net, datt d'Reform vum Amortissement accéléré do iergendee bedeitenden Afloss op d'Investitiounsverhale wäert hunn.

A wann ech liesen an der Press, datt et Leit gëtt, déi 96 Unitéite privat besëtzen a miwweléiert verlounen, an dat och nach ënner Exklusiounskrittären, wou se soen: „A nee, also keng Studenten, keng Koppelen, keng Leit mat deem an deem Akommes, u sech just Young Professionals, déi de préférence dräi bis sechs Méint hei am Land sinn", da gi mer d'Schudderen aus! Wéi kënne mer an engem soziale Staat akzeptéieren, datt esou Eefamilljenhaiser reieweis vum Marché geholl ginn, fir dorauser e Saucissonnage ze maachen a kleng Zëmmeren ze offréieren zu exorbitante Präisser?! Mir hunn, zu Recht, eis an der Vergaangenheet hei iwwer Cafészëmmeren opgereegt, iwwert déi desolat Situatioun an de Cafészëmmeren. Ma genausou musse mer eis doriwwer opreegen, wann et Leit betrëfft, déi méi Geld hunn, déi et sech u sech leeschte kënnen, an deene Wunnengen ze wunnen, mee déi domadder direkt dozou bäidroen, datt de Wunnengsmaart sech weider uspaant an net entspaant.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech froe mech generell, ob déi puer Mesuren, déi d'Regierung trotz hirer allgemenger Status-quo-Politik an hannert dem Koalitiounsaccord verstoppt ëmsetze wëllt, tat-

sächlech déifgräifend Veränneruge mat sech brénge wäerten. Mir schéngt et hei éischter, wéi wann e puer kleng Adaptatiounen, e puer kleng Plooschteren hei an do géife gemaach ginn, fir sech net musse virwerfen ze loossen, näischt gemaach ze hunn, ouni wierklech de politesche Wëllen ze hunn, eppes ze änneren. Datt et mat der Géisskan a Krisenzäiten eriwwer ass, ass eis, mengen ech, alleguerte kloer. Mee e wéineg méi politesche Gestaltungswëlle géif awer sécher net schueden!

Et wär elo net d'Zäit fir eng „Politique politicienne", huet de Minister virgëschter gemengt. An ech muss him do Recht ginn. Mee wat ass eng Reform vun de FISen zesumme mat der Aféierung vun enger Prime participative aneres? Mir maachen déi eng Säit eng Dier fir Ongerechtegkeeten zou an déi aner Säit direkt erëm eng op, fir et de Groussverdénger am Land nëmmen net ze schwéier ze maachen. A wat ass et aneres wéi Politique politicienne, wann d'Majoritéitsparteien hei am Haus virun engem Mount nach géint eng Motioun fir d'Ofschafe vun de FISe gestëmmt hunn, fir et elo als eegen Iddi ze verkafen?

(Interruption)

Do musse mer eis net wonneren, wann d'Leit ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Et stoung am Koalitiounsprogramm, Här Clement. Just zur Informatioun!

M. Sven Clement, *(Piraten).*- Do musse mer eis net wonneren ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- An zur intellektueller Éierlechkeet, och moies um 8.00 Auer!

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Do musse mer eis net wonneren, wann d'Leit duerch esou Saache skeptesch ginn an dann éischter gewëllt sinn ze gleewen, datt eng global organiséiert, béisaarteg politesch Elitt probéiert, si auszebeuten, wéi drop ze vertrauen, datt hir Stëmm am demokratesche Prozess zu Lëtzebuerg nach e Gewiicht huet.

Wann et dem Premier, wéi hie sot, ëm Gerechtegkeet, Moral an Anstand geet, da gräifen dës Mesuren, déi un den Ongläichheeten an Ongerechtegkeeten an eisem Land wéineg bis guer näischt ännere wäerten, ze kuerz.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer iwwer Gerechtegkeet schwätzen, da musse mer och déi intergenerationell Gerechtegkeet uschwätzen. An dann däerfe mer och eis Responsabilitéit vis-à-vis vun eise Kanner an de Generatiounen, déi no hinne kommen, net aus den Ae verléieren.

An da si mer séier bei deem ganz wichtegen Theema vum Ëmwelt- a Klimaschutz. E Sujet, dee mir an deem Kontext besonnesch wichteg ass, ass dee vun der Transparenz, wann et drëm geet, eis Klimabilanz ze evaluéieren. Et hëlleft wierklech kengem, wann een hei Zuele schéirechent oder nëmmen déi Zuele matdeelt, déi engem an de Krom passen! Eis Loft gëtt net méi propper a mir consomméieren och net manner, wa mer just anescht rechnen oder eppes ëmformuléieren.

Wann een zum Beispill héiert, datt 200.000 Leit zu Lëtzebuerg mat Wandenergie versuergt ginn, wéi de Premier gëschter sot, héiert sech dat exzellent un. Dat héiert sech fir Leit, déi sech mam Sujet net auskennen, esou un, wéi wann d'Energieconsommatioun vun ongeféier engem Drëttel vum Land duerch Wandkraaft assuréiert kéint ginn. Mee esou ass et net! Wäit ewech vun engem Taux vun 33 % un erneierbaren Energien, kämpfe mer am Moment jo schonn, fir vläicht an zéng Joer en Taux vun nëmme 25 % realiséiert ze kréien! Firwat probéiere mer hei, Saache schéinzerieden? Soe mer dach, wéi et ass: miserabel!

Mir liewen iwwer eise Verhältnisser. Wa mer eis Klimaziler erreeche wëllen, musse mer nach vill méi Efforte maachen. Mir brauchen nei Pisten a musse bestoend Mesuren evaluéieren.

Eng vun dëse Mesuren, déi dréngend evaluéiert misst ginn, ass zum Beispill déi aktuell „Clever-fueren"-Primm, déi Persoune kënnen ufroen, wa se e Vëlo, en Elektroauto, en Hybridauto kafen. De Premier huet sech do virgëschter gefreet, datt seng Mesure grad bei Vëloen, wou d'Verkafszuelen am leschte Joer duerch de Plaffong gaange sinn, e risegen Erfolleg gewiescht wär. Mee fairerweis muss een dann awer och zouginn, datt de Covid säin Deel dozou bäigedroen huet. Schliisslech gouf et weltwäit en Ustuerm op Vëloen, wéi d'Leit bis ugefaangen hunn, iwwerfëllt Bussen an Zich ze meiden, an eng Alternativ gesicht hunn. An dat och a Länner, wou et keng Primme gouf! Mee aus wéi enge Grënn d'Leit elo och ëmmer decidéiert hunn, sech e Vëlo ze kafen, ass jo eigentlech guer net esou wichteg. All Vëlo méi op eise Stroossen ass schliisslech e Gewënn.

Et stellt sech awer d'Fro, ob dat bei den Elektroautoen och ëmmer esou ass. Stellt en héich motoriséierten an extreem deieren Elektroauto wierklech esou e Gewënn fir d'Allgemengheet duer, datt en och duerch eng vun dëser Allgemengheet finanzéiert Primm muss gefërdert ginn? Sécher net! Mir brauche sozial gerecht Primme fir eng klimafrëndlech Mobilitéit. Eng Primm vun 8.000 Euro fir en 100.000 Euro deieren Elektroauto mat 350 PS ass en Hon!

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat ass e finanziellen Zouschoss fir eng staatlech gefërdert Energieverschwendung an eng Frechheet vis-à-vis vun eisem Sozialstaat! Doduerch, datt déi aktuell Primm fir Elektromobilitéit net sozial gestaffelt ass an och de Präis vum Auto kee Krittär ass, fir d'Héicht vun der Primm ze definéieren, kënnt et aktuell zu Situatiounen, an deenen d'Allgemengheet de Luxus vun deene finanzéiert, déi och ouni eng staatlech Primm méi wéi genuch Suen hätten, fir sech hiren Elektroauto als Zweet- oder Drëttauto ze kafen.

Fir dat an Zukunft ze ënnerbannen, reeche mir dofir dës Motioun an, Här President, an där mer d'Regierung bieden, d'„Clever-fueren"-Primm nom Schluss vun hirer éischter Phas am kommende Fréijoer ze evaluéieren an no soziale Krittären ze adaptéieren. Mir proposéieren dofir, d'Héicht vun der Primm nom Akommes vun de Keefer ze staffelen an eng netto Kafpräislimitt vum Auto festzesetzen.

Motion 3

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass den europäesche Klima- an Energiepak fir 2020 an den europäesche klima- an energiepolitesche Kader fir 2030 virgesinn, den Energieverbrauch an de Memberstaaten ze senken;

- dass d'Regierung eegenen Aussoen no eng ambitiéis, innovativ a sozial gerecht Kllmapolitik bedreiwe wëll;

- dass d'Regierung sech zum Zil gesat huet, bis 2030 d'Emissiounen un Dreifhausgasen ëm 55 % ze reduzéieren;

- dass d'Majoritéit vun der zu Lëtzebuerg verbrauchter Energie ëmmer nach duerch Kärkraaft, Kuel a Gas gewonne gëtt;

- dass sech bei enger Primm wéi der „Clever-fueren"-Primm, bei där Persoune mat héijem Akommes geneesou vill Suen zousti wéi Persoune mat gerénge Akommes, ëmmer d'Fro vun der sozialer Gerechtegkeet stellt, well sozial Ënnerscheeder esou net reduzéiert ginn;

- dass eng Primm wéi d'„Clever-fueren"-Primm dozou bäidroe kann, sozial Ënnerscheeder ze verfestegen an am schlëmmste Fall auszebauen, well Persounen, déi net genuch Suen hunn, fir sech en neien Auto ze leeschten, och net vun der staatlecher Primm profitéiere kënnen, wärend déi Persounen, déi genuch Suen hätten, fir sech och ouni Primm en neien Auto ze kafen, trotzdeem zousätzlech vun der Primm profitéiere kënnen an esou schlussendlech finanziell par rapport zu den ënneschten Akommesschichten nach emol besser gestallt si wéi virdru schonns.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. nom Auslafe vun der „Clever-fueren"-Initiativ den 31.03.2021 eng nei, sozial gerecht Primm fir nohalteg Mobilitéit an d'Liewen ze ruffen, déi no soziale Krittäre gestaffelt ass a fir Elektroautoen a -camionnettë just bei engem Nettokafpräis ënner 75.000 € ugefrot ka ginn.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wa mer d'Elektromobilitéit doriwwer eraus an Zukunft ausbaue wëllen, ass et wichteg, dorop opzepassen, datt wärend der Transitiounsphas sozial benodeelegt Haushalter net zousätzlech belaascht ginn oder faktesch vu gewëssene Mesuren ausgeschloss ginn, well hinnen déi finanziell Mëttele feelen, fir iwwerhaapt vu gewëssene Primme profitéieren ze kënnen.

An deem Kader ass et definitiv ze begréissen, datt d'Regierung decidéiert huet, gläichzäiteg mat der Erhéijung vun de Bensinns- an Dieselpräisser eng Augmentatioun vum Crédit d'impôt virzegesinn, esou wéi mer dat hei oft scho betount hunn. Et ass awer vläicht e bëssen ze kuerz gegraff, wann ee bedenkt, datt dat just op der Berechnung vum gefuerene Kilometer baséiert a mer ganz vergiessen, datt grad déi Leit, déi et am néidegsten hunn, heefeg net d'Geld hu fir eng energeetesch Sanéierung an domadder och nach Brennes verheizen, an domadder mat 96 Euro d'Joer sécher net erauskomme wäerten.

Wa mer dovu schwätzen, wéi mer den CO_2-Ausstouss an Zukunft reduzéiere wëllen, da betrëfft dat awer net just den Eenzelne mat sengem Auto un der Pompel, mee virun allem och d'Industrie. Eng individuell nohalteg Aart a Weis ze liewe muss begleet ginn duerch eng nohalteg Produktiounsketten. Nohaltegkeet a wirtschaftlech Entwécklung musse sech géigesäiteg net am Wee stoen. Mat klore Krittären an Nohaltegkeetschartae fir Entreprisë kënne mer zu Lëtzebuerg e betribsfrëndlecht Klima schafen, ouni eis natierlech Ressourcen ze verschwenden.

Dofir, Här President, reeche mer och haut nach eng weider Motioun an, an där mer fuerderen, datt all Entreprise, déi sech an Zukunft fir de lëtzebuergesche Wirtschaftsstanduert entscheet, eng ëffentlech zougänglech Nohaltegkeetscharta beim Ëmweltministère areeche muss, aus där ervirgeet, wéi eng Ressourcë verbraucht wäerte ginn a wéi séchergestallt soll ginn, datt de Verbrauch net iwwer gewësse Grenzwäerter, déi d'Regierung verbindlech festleeë soll, erausgeet.

Et ass wichteg, datt se ëffentlech zougänglech ass, fir datt mer Diskussioune wéi ronderëm FAGE oder Google, wou verschidden elementar Donnéeë geheim gehale ginn, vermidde ginn, a gläichzäiteg, datt e Krittärekatalog en amont definéiert ass, fir datt eng Entreprise net op e Jo muss waarden, mee éier si iwwerhaapt eng Ufro zu Lëtzebuerg stellt scho selwer kann evaluéieren: Kéint ech e Jo kréien oder net? Well, jo, an eppes huet de Premier Recht: „E Jo muss e Jo bleiwen." Mee nach besser wär et, wann dat net eleng op de Schëllere vun der Regierung an ontransparente Prozesser géif leien, mee transparent am Viraus vun de betraffenen Entreprisen nozevollzéie wär.

Motion 4

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Regierung sech mam Koalitiounsaccord vun 2018 d'Zil gesat huet, eng Politik ze maachen, déi „à la pointe des défis écologiques" soll sinn an en „développement économique dynamique et durable" promouvéiere soll;

- dass vis-à-vis vun enger ganzer Rei grousse Wirtschaftsprojeten zu Lëtzebuerg an de vergaangene Méint a Jore kritesch Stëmme Bedenken iwwert de Ressourcëverbrauch an d'Nohaltegkeet geäussert hunn;

- dass d'Wirtschaftspolitik sech zu Lëtzebuerg méi op eng nohalteg Ekonomie a manner op industrielle Wuesstum konzentréiere muss, wann de wirtschaftlechen Erfolleg vun haut net d'Klima- an Ëmweltschied vu muer soll sinn;

- dass et fir Entrepreneuren an Investisseure wichteg ass, duerch kloer Krittären eng méiglechst héich Planungssécherheet gebueden ze kréien;

- dass et an enger Demokratie wichteg ass, d'Zivillgesellschaft fréi iwwer grouss nei Wirtschaftsprojeten ze informéieren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. e kloren an ambitiéise Krittärekatalog opzestelle mat Grenzwäerter fir de Verbrauch vu Waasser, Stroum a fossille Brennstoffer,

2. festzeleeën, dass all Entreprise, déi sech zu Lëtzebuerg nidderloosse wëll, beim Ministère eng ëffentlech zougänglech Nohaltegkeetscharta areeche muss, aus där ervirgeet, wéi déi staatlech Grenzwäerter agehale kënne ginn a wéi d'Firma envisagéiert, hir wirtschaftlech Aktivitéit nohalteg ze gestalten.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen déi wirtschaftlech Entwécklung zu Lëtzebuerg nohalteg gestalten, wa mer de Mënschen hei och nach an Zukunft en Doheem wëlle bidden, an deem ee gesond liewe kann. D'Loftverschmotzung, d'Qualitéit vun eise Gewässer an den Zoustand vun eise Bëscher sinn e grousse Problem. Mënschen an Déiere gi krank. Mir bréngen dat empfindlecht Gläichgewiicht vum Ökosystem duerjerneen a stinn engem rasante Verloscht vun der Aartevillfalt géintiwwer. Mee mir kënnen dorunner nach eppes änneren, wa mer op dësem Sujet zesummeschaffen.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wéi aus engem rezente Rapport vun der Europäescher Ëmweltagence ervirgeet, stierwen an Europa 400.000 Leit virzäiteg wéinst Loftverschmotzung. Dat ass en enorme Chiffer! Obwuel, an eigentlech grad well eise wirtschaftleche Wuelstand steigt, verschlechtert sech eis Liewensqualitéit. Dat zeechent sech och a steigenden Zuele vu Persoune mat Depressiounen an engem héijen Taux u Suiciden of. Wann de BIP an d'Luucht geet, dann heescht dat leider net, datt och d'Wuelbefanne vun de Leit an d'Luucht geet. Geneesou wéineg heescht et awer, datt wann de BIP erofgeet, d'Wuelbefanne vun de Leit sollt erofgoen.

Wärend der Covidkris hu vill Mënschen ënner Existenzängschte gelidden. A leider ass de Leidenswee fir vill Leit nach net erlaanscht. Mir freeën eis dofir, datt decidéiert gouf, d'Mesuren aus dem Stabilitéitspak weiderzeféieren, a sinn och der Meenung, datt et richteg a wichteg war, de Leit duerch spezifesch Hotlinen Ulafstellen ze bidden, wou se no Hëllef froe konnten.

De Covid huet d'Theema vun der Santé mentale, dat laang Zäit net genuch Opmierksamkeet geschenkt krut, méi an de Fokus geréckelt. A mir hoffen, datt vun dëser Opmierksamkeet wäert profitéiert ginn, fir dréngend noutwendeg Mesuren unzestoussen. Et gëtt aktuell an der Bevëlkerung eng ganz Rei Leit, déi probéieren deen Tabu, deen ëmmer nach mam Theema vu psycheschen Erkrankunge verbonne gëtt, ze briechen. Sief et op Social Media oder elo rezent am Jugendparlament, eis Gesellschaft huet de Wonsch, méi oppe mat deem Theema ëmzegoen a vill méi Preventiounsaarbecht ze maachen.

Mir gesinn also, datt an der Gesellschaft Beweegung an déi Saach kënnt. An d'Politik muss dee Prozess, dee Wonsch, hei en Tabu ze briechen, elo duerch konkreet Mesuren encadréieren, zum Beispill mat engem Gesetz, wat géif festhalen, wéi an a wéi engen Zäitofstänn Entreprisen, Schoulen an Universitéite Gesondheetschecks ubidde missten, déi och d'mental Gesondheet ofdecke géifen.

Grad wat esou Preventiounsaarbecht ugeet, musse mer elo oppassen, datt mer eis Aarbechterinnen an Aarbechter an den essenzielle Beruffer net iwwerlaaschten. Am Beräich vun der Santé a vun de Soine war de Summer alles anescht wéi eng gemittlech Zäit. Et konnt ee sech net wierklech erhuelen. Et huet ee sech preparéiert op deen nächste Stuerm. Vill Leit hunn am Kader vun der Kris iwwer hir perséinlech Limitten eraus hiert Bescht ginn, fir jiddwerengem ze hëllefen, deen Hëllef gebraucht huet, och wann dat bedeit huet, fräiwëlleg eng ganz Rei Iwwerstonnen op sech ze huelen. Dësen Asaz verdéngt Unerkennung. An et ass eis Flicht, dëse Leit, nodeems se esou vill geleescht hunn, och selwer Hëllef zoukommen ze loossen, falls se der brauchen. D'Ariichtung vun enger spezieller Hotline fir Professioneller aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur ass dofir och e richtegen a ganz wichtege Schrëtt gewiescht! An Zukunft misst een awer och duerch obligatoresch preventiv medezinnesch Kontrollen, déi och d'Santé mentale betreffen, dat Ganzt ergänzen.

Doriwwer eraus musse mer eis awer och iwwerleeën, wéi d'Persounen aus den essenzielle Beruffssparten allgemeng méi Unerkennung kënne kréien. Ech denken do beispillsweis och un dee ganzen Hygiènessecteur, an deem d'Leit ganz geréng Salairen hunn an awer en essenziell wichtege Bäitrag fir eis Gesellschaft leeschten. Et ass einfach net gerecht. Essenziell Beruffer mussen déi Unerkennung kréien, déi hinnen zousteet! An enger gerechter Gesellschaft soll de Salaire och de Verdéngscht fir d'Gemeinschaft representéieren.

An et ass schéin a gutt, international Talenter mat spezifesche Qualifikatioune wëllen duerch speziell Vergënschtegungen op Lëtzebuerg ze bréngen. Mee dat schléisst net aus, datt mer och manner seelen a manner héich qualifizéiert Beruffsgruppen duerch spezifesch Vergënschtegunge valoriséiere géifen. E Land brauch net nëmme Satellitteningenieuren, an eng Regierung däerf hire Bléck net ëmmer nëmmen a Richtung vun de Stäre riichten. Ëmmer méi héich, ëmmer méi wäit an ëmmer méi grouss ...

(Interruption)

... ass net ëmmer besser. Jiddwereen an eiser Gesellschaft huet eppes zur Gemeinschaft bäizedroen. An ass et och just e klenge Bäitrag, kann e vu ganz grousser Bedeitung sinn.

Mir hätten eis gewënscht, datt d'Regierung de Wäert vun deene ville klenge Bäiträg, déi déi grouss Mass u Leit all Dag leescht, unerkannt a valoriséiert hätt. Et ass wichteg, datt d'Politik de Bléck nees op d'Leit riicht, hir Potenzialer erkennt an och unerkennt an net just dohi kuckt, wou de Räichtum direkt ze fannen ass. Wann dat net geschitt, muss ee sech net wonneren, wann Enttäuschung a Frustratioun sech breetmaachen. An da muss ee sech och net wonneren, wann de rietse Bord dës negativ Emotioune bedéngt, fir Wieler fir seng mënschefeindlech Politik ze begeeschteren.

Wa mer dat verhënnere wëllen, brauche mer dat, wat ech am Ufank eng „éierlech Solidaritéit" genannt hunn: eng Politik vun der Mënschlechkeet.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Exzellent!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci. Här President, Här Staatsminister, Dir Häre Vizepremier, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn de leschten Dënschdeg, also virun zwéin Deeg, eng Ried héiere vun dem Staatsminister zur Lag vun der Natioun. Ech muss soen, et war eng laang Ried, et war eng Ried mat villen Zuelen, ouni dass ech dat wéilt negativ gesinn, well wann een Zuelen an eng Ried abaut, dann heescht dat, dass ee sech am Virfeld mat de Sujete beschäftegt huet, an et versicht een, dat ze ënnerleeën, wat ee gesot huet.

Et war eng Ried, déi eng Rei vu konkreete Moossnamen ugekënnegt huet, déi och schonns an dem Koalitiounsaccord stoungen. Et war och eng Ried, déi, mengen ech, an d'Situatioun obligéiert et, d'Covidkris an all hire Facetten an och virun allem an all hiren Domäne vun der Lëtzebuerger Politik beliicht huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Do wou Luef ubruecht ass, Här Bettel, do wäert es och kommen.

(Hilarité)

Ech muss lech awer gradesou däitlech soen, ...

Plusieurs voix.- Aa!

(Interruptions et hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- … Här Staatsminister, dass mer verpasst hunn, vun lech ze héieren, dass et eng politesch Gestaltungsried sollt sinn. Eng Ried, déi eigentlech mat där finanzieller, ekonomescher a virun allem budgetärer Situatioun, wou eist Land nun eemol dran ass, ëmhiergeet.

Ech muss soen, mir hu ganz wéineg Akzenter héieren, wéi mer sollen eng wirtschaftlech Relance an den nächste Méint, an den nächste Joren hei am Land kréien. Ech muss lech soen, mir hu ganz wéineg héieren, wat Der ënnert dem sozialen Zesummenhalt vun der Natioun, grad an dësen Zäiten, verstitt. Mir hu wéineg héieren, wat dee gréisste Problem, deen eist Land de Moment ze bekämpfen huet, nämlech de Logement, de Wunnengsbau ugeet, wéi Der dee wëllt ugoen. An ech muss awer soen, mat allem Respekt, fir ze soen: „Mir féieren elo eng Limitt beim Amortissement accéléré a fir deen, dee véier, fënnef Appartementer huet", dat ass awer op deem Punkt e bëssen dürfteg.

An ech muss souguer soen, dass ech mer méi erwaart hat am Kontext vun engem gesamte Konzept vun Ekologie, Klima a virun allem och eppes, wat eisem Land wichteg ass, nämlech d'Integratioun: d'Integratioun zwëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger. Ech hunn do an där Ried relativ wéineg héieren.

Här Staatsminister, Dir hutt Är Ried iwwerschriwwen: „Lëtzebuerg stäerken, Chancen notzen a Perspektive schafen". Ech menge ganz éierlech, an ech soen dat och ganz kloer an däitlech, dass den Inhalt vun Ärer Ried net mat deem ambitiéisen Titel iwwereneestëmmt. An ech maachen dat eigentlech un zwee Beispiller fest, déi mech iwwert déi lescht Woch awer vill gepréägt hunn.

De leschte Samschdeg, et ass e bëssen an der Aktualitéit ënnergaangen, do sinn eng ganz Rei Leit op d'Strooss gaangen. Si sinn op d'Strooss gaangen, fir ze demonstréiere fir eng dezent Wunneng zu abordabele Präisser. Dir wësst gradesou gutt wéi mir, dass et zu Lëtzebuerg net Usus ass - an dat ass och gutt esou -, dass d'Leit op d'Strooss ginn, contrairement zu eenzelnen Nopeschlänner, contrairement zu enger Rei vu Länner op dëser Welt. An ech mengen, grad dann, wa Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger op d'Strooss ginn, fir géint eppes ze demonstréieren, fir eng Meenung zum Ausdrock ze bréngen, dann ass dat ee grave Problem! An dee Problem, dee muss een un der Wuerzel ugoen.

An ech ka verstoen, dass eng ganz Rei Leit hei am Land, an ech kommen herno och dorobber zréck, ganz onzefridde si mat där grousser Diskrepanz, wéi déi eng Leit kënnen am Luxus liewen an déi aner Leit sech musse ganz vill ofspueren, fir um Enn vum Mount d'Enner zesummenzekréien an dezent selwer oder mat hirer Famill ze liewen. Dat ass eng Form vun neier Aarmut. Et ass eng Form vun neier Aarmut, déi mer bis elo an deem Ausmooss, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens heibannen, net kannt hunn!

En zweete Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, ass deen, dee mech och gepréägt huet an dee mer eigentlech gëschter ganz kloer gesot kruten, nämlech deen: 5 Milliarden Euro! 5 Milliarden Euro Staatsdefizit an engem Joer! Déi Zuel, déi steet net eleng! An déi Zuel, wann een déi Dokumenter - et sinn zwou esou Pillen! - vun dem Finanzminister vu gëschter kuckt, da schreift dat sech nach monter virun! Well et sinn der nach eng Kéier 2,5 Milliarden dat Joer duerno, 2,3 Milliarden dat Joer nach eng Kéier duerno. An et geet esou weider. An da muss ech lech soen, da si mer lues a lues awer op engem ganz dënne Fuedem!

An ech muss lech och ganz éierlech soen, dass ech déi Explikatioun, déi ëmmer gebraucht gëtt a wou ee sech selwer a Regierungskreesser op d'Schëller klappt, dass ech déi net méi kann novollzéien. Dës Regierung, déi ass ugetrueden 2013 an dunn huet se gesot: „Mir hunn eng katastrophal Finanzsituatioun virfonnt!" Dës Regierung ass weidergefuer, si huet gesot: „Well mir gutt gewirtschaft hunn, hu mer e Polster ugeluecht, woumat mer dës Kris ...", an, Här Staatsminister, Dir hutt dat och nach am Summer hei an der Chamber gesot, „... kënnen ouni Problemer meeschteren." Jo, bon. Elo kann een dat huelen, wéi een et wëllt. An ech widderleeën lech dat, Punkt fir Punkt!

2013 goung et wuel éischter drëms, fir den Här Juncker an den Här Frieden nach eng Kéier nozetrëppelen. Mee ech muss lech ganz éierlech soen: Den Här Juncker huet deemools de Lëtzebuerger Staat gefouert an en huet zousätzlech och nach als President den Eurogroup gefouert. An den Här Juncker huet sech derfir agesat, dass eenzel Länner an Europa, sief dat Griicheland, sief dat Portugal, dass déi haut erëm kënne gutt dostoen, well se ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Frot déi emol, wat déi vun deene Mesuren halen!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... an der Kris gehollef krute vun der Europäescher Unioun. 2013, Dir Dammen an Dir Hären, contrairement zu deem, wat een ëmmer wëllt soe vun enger katastrophaler Finanzsituatioun, do waren déi ëffentlech, déi gesamtëffentlech Finanzen am Equiliber! Si waren am Equiliber!

Den zweete Punkt, do ass gesot ginn: „Mir hunn derfir gesuergt, dass mer en zolidd Polster hunn." Abee, den Här Bauler huet gëschter Owend en Ëmschlag gemaach an en huet d'Situatioun zu Lëtzebuerg verglach mat eenzelnen aneren europäesche Memberstaaten. Jo, ech hunn dat och gemaach!

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

An op dësem Tablo, Dir Dammen an Dir Hären, do ass eng Indikatioun awer ganz kloer - „Mir hu gutt gewirtschaft a mir hunn e Polster fir d'Zukunft ugeluecht" -, abee, hei ass eng Statistik vun Eurostat an déi mécht de Verglach vu sämtlechen europäesche Memberstaaten. A wat stellt een do fest? Dass um Enn vun 2019, dat heescht viru ronn zéng Méint, Lëtzebuerg, zesumme mat Litauen a Rumänien, dat eenzegt vun dräi europäesche Länner war (veuillez lire: zesumme mat Litauen a Rumänien, eent vun dräi europäesche Länner war), wat an deem ganze Joer et net fäerdegbruecht huet, seng gesamtëffentlech Schold erofzesetzen! 25 aner europäesch Memberstaaten haten dat fäerdegbruecht!

(Interruptions)

An duerfir gëtt et och eng Explikatioun. Duerfir gëtt et och eng Explikatioun! Dës Regierung, déi ass, nodeems et erëm gutt gaangen ass wirtschaftlech bei eis, grad ewéi an anere Länner, weidergefuer mat der Politik vun de Steiergranaten! An ech zitéieren do keen anere wéi den deemolege finanzpolitesche Spriecher vun der DP! Si hunn déi selwecht Steieren, déi an der Kris eropgesat goufen, 2010/2011, weidergefouert an hunn natierlech doduerch vill Suen an d'Staatskeess erakritt.

Si hunn den Apel fir den Duuscht vum Här Juncker gebraucht a si hunn et net fäerdegbruecht, en Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën. An do gëtt et eng kloer Explikatioun! Et hätt ee jo kënnen an deene Joren 2016/2017 d'Kafkraaft vun de Leit stäerken, andeem ee gesot hätt: „Majo, mir ginn de Leit en Deel zréck. Mir kucken, dass mer mat manner auskommen." Mat manner auskommen, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass gemaach ginn, 2001/2002! Do ass ënner enger schwaarz-bloer Koalitioun de Spëtzesteiersaz deemools vu 46 % op 38 % erofgesat ginn. Iwwregens huet d'LSAP dat matgestëmmt. déi gréng haten dat deemools net matgestëmmt, well se éierlech waren a gesot hunn: „Mir fannen, dass dat ze vill eng grouss Baisse vun de Steieren ass." Dat ass hei net geschitt! Do sinn natierlech enorm Steiersuen iwwert déi lescht Joren eragefloss. An amplaz dat de Bierger fir méi Kafkraaft zoukommen ze loossen, wat ass geschitt? Ma et huet ee viru Wale gekuckt, fir jiddwerengem seng Clientèle ze bedéngen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass virdru schonn ugeklongen: Ech sinn net iwwerzeegt, ob et richteg ass, dass eng Persoun - an ech sinn hei op der Chamberstribün, duerfir soen ech dat ganz kloer an däitlech -, déi mat engem Elektroporsche vun 150.000 Euro fiert - wou se muss kucken, dass se bei fiichtem Wieder net de Buttek an d'Leitplanke setzt -, dass déi nach 8.000 Euro Primm vun dem Staat kritt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat fannen ech net normal!

Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen et gradesou gutt net normal, dass eng Famill mat zwee Kanner an zwee Spëtzeverdénger, dass déi kënne véier Elektrovëloe sech kafen. De Präis dovunner, Dir kënnt dat kucken, dee läit no bei iwwer 15.000 Euro insgesamt. 15.000 Euro! Déijéineg Famill kritt véiermol 600 Euro dofir, dat sinn 2.400 Euro Subsid vum Staat! Dat ass méi netto wéi e gesamte Mindestloun de Mount! Ech fannen dat net normal! Mat aller Éier fir de Vëlo, mee de Mindestlounbezéier, deen dréckt selwer, ouni Pedelec!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Drëtt Beispill, Dir Dammen an Dir Hären: Ech fannen et net normal, dass mer op ville Plazen eigentlech d'Ham an der Mëllech kache mat ëffentleche Bauprojeten! Muss dat iwwerall geschéien? Kuckt emol eng Kéier, wat alles vun eenzelne Servicer a Ministèren, wat alles do opgelëscht gëtt! Wat alles opgelëscht gëtt vun Ufuerderungen, zulescht nach vun der Securitéit an der Fonction publique! Et ass jo kee Buergermeeschter, dee sech nach traut, fir e Projet ze ënnerschreiwen, wou en negativen Avis vun der Sécurité de la fonction publique géif doleien. Mee kuckt emol eng Kéier, wat dat kascht! Dat gëtt herno, eleng dat gëtt e Surcoût vun iwwer 10 %!

Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn eng Rei vu Beispiller, wou een, mengen ech, awer aneschters hätt kënne reagéieren. Ass et ubruecht, dass ee fir all Moossnam alles muss gratis kréien, onofhängeg vun enger sozialer Selektivitéit? Mir jiddefalls als CSV sinn der Meenung, dass dat net muss de Fall sinn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, duerfir fannen ech et eigentlech ëmsou méi onverständlech - ech fannen et ëmsou méi onverständlech! -, dass dann eng Regierung higaangen ass, wou se engersäits de Leit e Maximum vu Steiersuen ofgefuerdert huet, se net entlaascht huet, an anerersäits e puer Happy Few profitéiere gelooss huet in extremis vu Steierschlupflächer!

An ech fannen et net normal, dass 2016, 2017, 2018, 2019 an net zulescht 2020, den 22. September, vun der CSV Motiounen eragereecht goufen, fir de Regimm vun de sougenannte Stockoptions ofzeschafen. Ech fannen et net normal, dass wärend all deene Joren dee Steierspuerregimm vun de sougenannte Fonds d'investissement immobilier, deen enger Rei vu Familljen hei zu Lëtzebuerg zegutt-kënnt, dass deen, trotz ville Kriticken dobaussen, einfach weidergefuer gëtt.

Wann ech dat Beispill huelen, wat den Här Roy Reding hei viru 14 Deeg gesot huet, wat largement iwwert d'Ondë vun RTL an anere Medie gaangen ass, wivill dass eleng bei engem Projet, dem Ban de Gasperich, wivill Déchet fiscal do fir d'Lëtzebuerger ugefall ass, wann ech nach zesummenhuelen, dass pro Joer, wou ech elo opgezielt hunn, fënnef Joer laang iwwert d'Stockoptions minimum 200 bis 300 Milliounen Euro - well et ass nämlech dat, déi Donkelziffer - vun Déchet fiscal ugefall sinn, dann hu mer eleng mat de FISen, eleng mat de Stockoptions iwwert déi lescht fënnef Joer iwwer eng Milliard Steieren net agedriwwen! Dir Dammen an Dir Hären, iwwer eng Milliard Euro Steieren net erakomm, dat entsprécht dem duebele Volume vun der Steierreform, déi 2017 gemaach ginn ass! Mat deene Suen hätt een de Leit kënne méi Kafkraaft an deene fette Jore ginn. An duerfir bedauere mer dat ausdrécklech.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- An Dir sidd zesumme mat eis zefridden, dass mer dat, wat Dir geschafen hutt, elo ofschafen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Kersch, Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech begréisse mer - selbstverständlech begréisse mer! -, dass d'Regierung elo endlech, wou se awer praktesch mam Réck zur Mauer steet … Well ech muss lech ganz éierlech soen, an de Sven Clement huet et gesot, et sinn aner Riedner, den Här Kartheiser huet et gesot: Ech fannen et awer e bësse kokass, dass hei 31 Leit praktesch als Kopfnicker sëtzen an den 22. September, also virun net genau dräi Wochen, soen: „Mir stëmme géint eng Motioun vun Ofschafung vu Stockoptions", an elo fanne se dat alleguerten eng super Saach! Mee dann hätt Der jo kënne soen, a wann Der d'Oppositioun géift eescht huelen, dann hätt Der deemools kënne soen: „Maja, mir stëmmen dat mat a mir fuerderen d'Regierung op, a mir ginn och dervun aus, dass d'Regierung am Kontext vum État de la nation do eng Léisung virschléit."

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Nach eng Kéier: ...

(Interruption)

... Selbstverständlech begréisse mer - selbstverständlech begréisse mer! -, dass de Regimm vun de Stockoptions ofgeschaaft gëtt. Ech soen lech awer gradesou däitlech, dass mer mat äusserster Virsiicht dee sougenannte Regimm vun der Prime participative fir Betriber kucken, déi elo soll agefouert ginn. Mir hoffen, dass net dat eent Schlupflach doduerch zougemaach gëtt an en anert Schlupflach, wat weider Inegalitéite ka schafen, an ech kommen elo dorobber, erëm opgemaach gëtt!

Well wann ech dat richteg verstinn, Dir Dammen an Dir Hären, mat där sougenannter Prime participative kann e Betrib 5 % vun deem Benefiss, deen en erwirtschaft, ënner engem steiervergënschtegte Regimm u seng Salariéë weiderginn, woubäi doduerch dann awer net méi wéi 25 % vun hirem Gehalt kënnen als Avantage fiscal consideréiert ginn. Elo stellen ech lech awer ganz kloer, a mir selwer, eng Fro, an ech mengen, ech sinn domat net eleng! Dat heescht, de Betrib kritt gesot, dass hien decidéiert, ob den Här Schmit 25 % vu sengem Gehalt zu engem Taux vun 20 % besteiert kritt an den Här Weber fir dat selwecht Gehalt muss op déi selwecht Zomm 42 % respektiv, mat der Solidaritéitssteier, 45 % Steiere bezuelen?

Also do muss ech lech soen, do stéiert dat awer iergendwéi bei mir mäi Gerechtegkeetssënn! An zweetens, soen ech awer riicht eraus: Dat ass nach net beim Conseil d'État duerch! Well hei decidéiert jo eigentlech e Chef d'entreprise, e Conseil d'administration oder e Comité de rémunération, wéi Der et och ëmmer wëllt nennen, wien hei vun engem exorbitante Steiervirdeel par rapport zu anere Salariéen an deem selwechte Betrib profitéiert. Duerfir hu mir, zumindest à ce stade, gréisser Zweifel mat deem dote Regimm, dee riskéiert, a munchem Betrib zu groussem Buttek ze féieren.

Dann héiere mer och, dass mer elo bei deene FISe kucken, dass mer do géint Abuse virginn. An da liesen ech dann an der Deklaratioun vun dem Staatsminister, dass an Zukunft sollen direkt oder indirekt Revenuen op Lëtzebuerger Immobilien an deene sougenannte Fonds d'investissement spécialisés, mat Vocation immobilière, dass déi sollen dann nach zu 20 % besteiert ginn. 20 %! Jo, dat fannen ech net normal!

Et ass net normal, Dir Dammen an Dir Hären, dass ech, wann ech mer et ka leeschten, fir meng Immobilie meng Loyeren ze kasséieren am Kontext vun engem Fonds d'investissement spécialisé, dass ech dann 20 % op de Loyer bezuelen, a wann ech mer als Famill d'Suen ofgespuert hunn an ech leeschte mer en Appartement, mat Schold, do bezuelen ech op de Loyeren, déi ech do kasséieren, keng 20 %, mee 45 %! Dir Dammen an Dir Hären, och do stelle mer eis schliisslech d'Fro, ob een net iwwert d'Hannerdier erëm versicht, weider Avantagë fir déi richteg Räich hei am Land ze schafen, an dat am Kontext vun enger grousser wirtschaftlecher a finanzieller Kris.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, aus all deene Grënn si mir der Meenung, dass zu Lëtzebuerg, a besonnesch am Hannergrond vun dëser Kris, jiddweree muss duerch den normale Steiertariff goen. Ee Steiertariff, bon, dee seng Vir- a seng Nodeeler huet, mee et ass e Steiertariff, deen eng Progressivitéit virgesäit - méi schmuel Schëlleren droe manner, méi breet Schëlleren droe méi - an deen ëmmerhin a senger Ausriichtung schonns awer iwwer 25 Joer an eiser Steiergesetzgeebung, mat ganz wéinegen Upassungen, Bestand huet. An esou schlecht kann dat jo awer net sinn, well an deene 25 Joer waren awer trotzdeem eng Rei vu Regierungen do mat ënnerschiddlecher Couleur. Mir sinn also der Meenung, dass jiddwereen duerch dee Steiertariff sollt lafen.

De Punkt ass awer och deen, an dat soll ee gradesou däitlech soen, an ech kommen do op mäi Beispill vun där sougenannter „neier Aarmut": Dee Steiertariff, an dat ass bedauerlech, ech hunn och gesot, aus wat fir enge Grënn: Et kann net sinn, dass iwwert déi lescht fënnef Joer iwwer eng Milliard un Avantage-fiscallen u FISe gaange sinn, un Avantage-fiscallen u Stockoptions, an dass dee Steiertariff net méi adaptéiert ginn ass! Souguer d'Inflatioun ass iwwert déi lescht fënnef Joer net berengegt ginn.

An dat huet och zu ganz dramatesche Konsequenze gefouert! An ech ginn lech e konkreet Beispill: Eng Persoun, déi hei am Land 4.000 Euro brutto de Mount verdéngt, do sot Der: „Okay, dat ass en appreciabele Loun, wa mer dat besonnesch a Verglach stelle mat dem noen Ausland." Et ass och eng Ursaach, firwat dass ganz vill Frontalieren op Lëtzebuerg kommen! Wa mer dann awer kucken, wat déi Fra oder deen Här, ob en elo vun déi Säit der Grenz kënnt oder zu Lëtzebuerg ass, mat deene 4.000 Euro um Enn vum Mount nach Rescht behält: Mee dat si fir e Celibataire, also fir e Jonggesell, 3.000 Euro, 3.000 Euro netto. Fir eng elengerzéiend Fra, en elengerzéiende Mann - och där gëtt et -: 3.100 Euro netto.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer déi 3.000 oder 3.100 Euro netto kucken a mir kucken, wat déi Famill als elengerzéiend mat zwee Kanner - mir kënnen déi jo net an een Zëmmer perchen - u Loyer muss de Mount bezuelen: An der Stad fënnt se do net ganz vill. Am Groussraum Stad bis zum Groussraum Miersch, do lieft déi net ënner 1.500 Euro Loyer, wa se Kanner huet am Alter vun 10 an 12 Joer, well déi kënnen net zesummen, och gesetzlech gesinn, an engem Zëmmer schlofen. Dann huet déi Famill - well dat ass och eng Famill, en Elengerzéier mat zwee Kanner, dat ass och eng Famill! -, dann hunn déi nach genau 1.500 oder 1.600 Euro netto de Mount fir ze liewen. Netto de Mount, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn 30 Deeg. Déi Famill, elengerzéiend mat zwee Kanner, huet nach genau 50 Euro den Dag! 50 Euro den

Dag, woumat se alles muss bezuelen: Kleedung fir d'Kanner, woumat se muss bezuelen hiert Iessen, woumat se muss bezuelen hir Fortbeweegungsmëttel, woumat se muss de Virschoss gi fir dat, wat se brauch, wann ee krank gëtt, a fir all aner Dépense imprévue, déi an deem Stot ufält. An dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eng Form vun neier Aarmut!

An ech hätt mer erwaart, a mir hätten eis als CSV, als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei hätte mer eis erwaart, dass de Staatsminister am Numm vun der Regierung och op déi dote Problemer géif agoen. Et ass nämlech dat déi Kärfro, déi sech stellt och am Hannergrond vun där budgetärer Situatioun, an där de Staat ass. Well wann Der op dem Staat, dem eigentleche Staat - am Fachjargon, Här Bauler, nennt een dat d'Administration centrale -, wann een do fënnef Milliarden Defizit huet, an an deenen anere Jore geet et net besser, jo, dann ass de Sputt, fir do ze reagéieren, relativ kleng. An dat ass dat, wat dramatesch ass: Et huet een net d'Méiglechkeet, fir direkt do géigenzesteieren!

An dat fanne mer bedauerlech. A mir sinn och der Meenung, dass, wann et net hei ugeschwat gouf am Kader vum État de la nation, d'Chamber, als Vertriedung vun der Lëtzebuerger Natioun, als Vertriedung vum Land, sech deem Kärproblem muss, an zwar dréngend, unhuelen. Dréngend, dat heescht net aux calendes grecques, dat heescht an den nächsten Deeg a virun allem an den nächste Wochen.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer bei der Steiergerechtegkeet sinn, eng Saach, iwwert déi vill Leit sech iwwert déi lescht Wochen a Méint Gedanke gemaach hunn, da komme mer och zu der - de Sven Clement huet virdru seng Ried domadder ugefaangen - Steiergerechtegkeet um Niveau vun de Celibataires, um Niveau vun den Elengerzéier an um Niveau vun de bestueten a gepacste Koppelen. Et ass eent vun de Kärtheeme gewiescht vun dëser Regierung.

Dës Regierung ass ugetrueden an huet gesot, dat huet och gutt geklongen: „Mir wäerten nach just eng Steierkategorie hunn a kee wäert verléieren." Dat ass en ambitiéise Saz! A mir hu vun Ufank un dorop higewisen. Dat heescht nämlech de facto, dass jiddwereen, an der jëtzeger Konstellatioun, ob e Jonggesell ass, ob e bestuet ass, ob e gepacst ass, ob e getrennt ass, misst an der Steierklass 2 no deem Tariff besteiert ginn. Wéi ee bei fënnef Milliarden Euro, an deem wat hannendrun nach nokënnt, dat do wëllt hikréien, dat ass fir mech en enigmatesche Problem, wou ech net weess, wéi dës Regierung dee wëllt léisen.

An dann hunn ech och gëschter ganz gutt nogelauschtert. Ech hunn dat och normal fonnt, wéi de Fraktiounssprecher vun der DP, obschonns guer näischt iwwert déi sougenannt Steiergerechtegkeet zwëschent den eenzelne Familljesituatiounen an der Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun ugefouert ass, gesot huet: „Als DP muss et dem Staat egal sinn, wéi e steierlech belaascht: eng Famill, ob ech bestuet sinn, gepacst sinn oder getrennt sinn." Dat war sensiblement, mengen ech, dat, wat den Här Baum - en néckt och - gesot huet.

Abee, Här Baum, dat kléngt gutt. Ech soen Iech awer gradesou däitlech, dass et Situatioune gëtt elo, an ech mengen net, dass Dir oder en aneren dat hei an der Chamber wëllt änneren, wou den État civil - ob ech bestuet sinn, getrennt sinn oder eleng wunnen - eng grouss Inzidenz huet, zum Beispill am Fall vun der Sécurité sociale. Wann ech bestuet sinn, ech hunn eng Fra, ech hunn zwee Kanner, déi net schaffen, dat ass enger Famill hire Choix. Jo, duerch déi Contributioun vun der Krankekeess, déi ech bezuelen, sinn déi véier Memberen an där Famill matverséchert. Mir fannen, dass dat richteg ass an dass dat och gutt esou ass. Duerfir muss een oppassen, wann een do seet: „Fir eis soll de Staat sech net amëschen, ob ee bestuet, net bestuet, gepacst oder net gepacst ass." Dat sinn also Saachen, wou ee muss, an eisen Aen zumindest, äusserst virsiichteg sinn.

Ech ginn Iech awer an eppes Recht, an dat hu mer vun Ufank un ëmmer gesot ... Mee da muss een och, an zwar schnell, eng Léisung dofir fannen, Här Baum, an et kann een net nëmme mat grousse Sprëch do kommen an herno huet een net emol eng Iddi, déi ee presentéiert an engem État de la nation - an et ass no der Regierungserklärung den zweeten État de la nation -, wéi een dee Problem wëllt ugoen!

Kuckt emol: Wann een hei am Land méi wéi 4.000 Euro brutto verdéngt, dann ass d'Differenz zwëschent der Steierklass 1 an der Steierklass 1A genau 66 Euro. Wann ee 4.000 Euro brutto verdéngt, da bezilt een an der Steierklass 1 - sensiblement, et hänkt vun der Situatioun of, wou ee wunnt, also sensiblement, soen ech, no der Tabell - 3.105 Euro, déi huet een dann netto an der Steierklass 1, also als Jonggesell. An der Steierklass 1A huet een 3.171 Euro. Dat heescht, dat si 66 Euro méi. Bon, do soen ech Iech ganz éierlech, wat se virun 20 oder 30 Joer gesot hunn: „Im Handumdrehen haben Sie Witwen zu Junggesellen gemacht." An dat spillt hei voll duerch!

An dat, wat awer kokass ass: dass sech déi 60 Euro duerch déi ganz Steiertabell duerchzéien! An dat geet souguer bis zu engem Stot, deen eng Milliioun Euro brutto Revenue pro Joer huet. Och där ginn et! Wësst Der, wat do den Netto ass vun där enger Millioun brutto, dem Brut annuel? Dat si 40.000 Euro, de Salaire net pro Mount, 40.506, a bei der 1A 40.569. Och do sinn et nëmme 60 Euro Ënnerscheed.

Dat, wat ech wëll domadder soen: Amplaz dass een hei grouss Theorië wëllt dohistellen, hätte mir léiwer gesinn als CSV, dass ee kloer de Problem mat der Wuerzel geholl hätt an dass een net de Problem opgeschiibt hätt, bis dass een iergendwéi sollt eng Kéier eng Léisung fannen, mee dass ee kuerzfristeg agéiert hätt an eng vun eise Proposen opgeholl hätt, dass een déi Progressivitéit, déi am Steierregimm vun der 1A, der Klass fir déi getrennte Leit, dass een déi aneschters gestréckt hätt. Mir hate Proposen, mir hu souguer Amendementer proposéiert gehat ënner fréiere Budgetsdiskussiounen. An dass ee virun allem den Iwwergangsregimm vun deenen dräi Joer, wou ee vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A oder 1 fält, wann ee gescheet oder getrennt gëtt respektiv wann ee Wittmann oder Wittfra gëtt, vun dräi op fënnef Joer eropgesat hätt, en attendant, dass ee mëttelfristeg eng aner Léisung huet.

Mee fir nëmmen Theorien ze soen an domadder de Problem weider a weider opzeschiben, domat ass alleguerten deene Leit, déi dat als grouss Ongerechtegkeet empfannen, mat Sécherheet net geholl ef! Op jidde Fall, wann et drëms geet, fir déi doten Ongerechtegkeet aus dem Wee ze schafen, an zwar schnell, mat Berechnunge vun der Steierverwaltung, da si mir als CSV sécher mat u Bord.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zur CO_2-Steier. Bon, déi war ugekënnegt ginn. Et huet mech e bësse verwonnert, dass se awer elo esou kuerzfristeg den 1. Januar 2021 sollt ufalen. Dat ass eng progressiv CO_2-Steier. Mat, mengen ech, 20 Euro pro Tonn geet se un an da geet se iwwert déi Joren duerno an d'Luucht.

Wat ech e bësse verfälscht gesinn hu vun dem Staatsminister, dat ass Follgendes: Hien huet dat reduzéiert op 5 Cent um Liter, soudass d'Leit alleguerte soen: „Majo, de Bensinn an den Diesel si jo de Moment relativ niddreg; déi 5 Cent, dat fält net an d'Gewiicht." Jo! Et muss een awer dann och déi Éierlechkeet hunn a soen, dass déi 5 Cent um Liter, dass dat net nëmme beim Tanken zielt, mee dat zielt och bei der Heizung, an dat zielt net nëmme beim Masutt, mee dat zielt och beim Gas! An dat zielt bei ganz ville Servicer, déi prestéiert ginn!

Ech ginn Iech just ee Beispill; d'Madamm Polfer ass leider net hei. Mir sinn an dem Büro vun der SIDOR-Verbrennungsanlag, dem Syndikat, do ass d'Berechnung ugestallt ginn: Wat mécht dat aus, wann ech elo eng CO_2-Steier aféiere vun 20 Euro d'Tonn? Duerno geet se jo nach an d'Luucht. Mee dat mécht eleng bei der SIDOR-Verbrennungsanlag, Dir Dammen an Dir Hären, 4 Milliounen Euro pro Joer aus! 4 Milliounen Euro pro Joer! Dat ass den Equivalent, deen de SIDOR all Joers muss op d'Säit setze fir de Renouvellement vun där ganzer Verbrennungsanlag. Dir musst jo awer net mengen, dass de SIDOR als Syndikat - an e kann et guer net, rechtlech gesinn - op deene 4 Milliioune sëtze bleift! Nee, e muss et weiderginn un d'Gemengen. An d'Gemenge mussen et weiderginn un den Ennverbraucher. Also schléit sech och déi dote Steier op dem Präis vun dem Müll nidder.

Ech kommen dann op mäi Beispill zréck. Och dat belaascht, Dir Dammen an Dir Hären, déi getrennte Koppel, déi mat zwee Kanner dosëtzt; d'Fra eleng, wou se net weess, ob d'Pension alimentaire vun hirem Mann iwwerwise gëtt, wa se dann iwwerhaapt eng zegutt huet. Och déi belaascht déi. An déi kréien duerfir keng weider Kompensatiounen.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dat richteg gelies hunn, ...

(Interruption)

... wann ech dat richteg gelies hunn, da steet am Artikel 8 - et ass e bësse séier gaange gëschter - vun der Loi budgétaire, an Dir kënnt mech berichtegen, wann et net esou sollt sinn, dass déi CO_2-Steier indexneutral ass. Dass déi indexneutral ass! Den Här Bausch seet Jo. Da muss ech Iech awer soen, ech froe mech dann, firwat dass dës Kéier net d'Sozialistesch Aarbechterpartei e Mutferter Kongress organiséiert huet an donidde scho mat Pancartë géif stoen: „Fanger ewech vum Index!"! Well et ass dach net normal, wann d'Leit iwwert deen heite Wee an iwwert d'Hannerdier belaascht ginn, a wou dach fréier den Index déi helleg Kou war vun de Sozialisten, dass se hei dat alles stillschweigend matdroen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat kënnt Dir net verquëssen, dass den Index nach do ass!?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den Index ass eng gutt Saach an e soll weider bestoen. Dir Dammen an Dir Hären, ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Och do huet d'CSV awer dann evoluéiert ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... oder gedeckelt?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Net gedeckelt.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- ... mir si frou, dass Der ëmmer bäiléiert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, mir hätten duerfir als CSV, an ier mer eis definitiv zu där CO_2-Steier, wou mer mat dem Prinzip - ech soen dat nach eng Kéier kloer, mir hunn och Resolutiounen als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei an deem Sënn gestëmmt -, wou mer mat dem Prinzip net eng ofleenend Haltung hunn ... Mir sinn awer der Meenung, dass een, ier een doriwwer befënnt, de Gesamtimpakt vun esou enger Steier muss erkläert kréien, mat all deene Facetten, esou wéi dat elo ass.

Mir hätten, an dat soen ech och, dat ass d'Positioun vun der CSV: Jo zu enger genereller CO_2-Bepreisung, mee mir hätten dat gären agebett gesinn an engem generelle Kontext vun enger Steierreform, wou ee gesinn hätt: Wat ass den Impakt fir den eenzelne Bierger? Wou sinn déi eenzel Entlaaschtungen? A mir hätten och gär gesinn, wat dat als Impakt notamment zum Beispill op den Tanktourismus huet.

(Brouhaha)

Well et muss ee sech jo d'Fro stellen, an dat ass eng Fro, déi fir eis de Moment och onbeäntwert ass, ech ka mer virstellen, dass den Här Staatsminister awer herno nach op déi Fro ageet, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Roth, den Här Bausch wëllt direkt dorobber reagéieren.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Jo, Här Roth, ech verstinn, datt Der déi dote Saache frot. An déi Äntwerte wäert Der och kréien! Et ass esou, datt ganz sécher d'Madamm Dieschbourg an den Här Turmes an d'Kommissioun wäerte kommen. Et kann ee vläicht eng Jointe maachen, Finanze mat Environnement, wou mer Iech genau kënnen duerleeën, wivill den Impakt dovu fir den eenzelnen Haushalt ausmécht.

An et ass richteg, wat Der sot: Et huet net nëmmen en Impakt op de Bensinn, mee och op de Gas an op den Heizueleg. De Finanzminister huet och, an och de Staatsminister, a senger Ried just dat vum Bensinn als Beispill erausgeholl, well dat dat ass, wat am communautärsten ass. Mee ech kann Iech awer elo scho soen, de Statec huet dat ausgerechent: An der Moyenne mécht et fir en Haushalt, an der Moyenne, alles zesummegerechent, 200 Euro d'Joer Méibelaaschtung aus par rapport zu deem, wéi et haut ass. Mee wéi gesot, ech ginn dovun aus, datt d'Madamm Dieschbourg an den Här Turmes selbstverständlech gären an d'Kommissioun kommen, fir Iech d'Detailer dozou ze ginn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Okay. Här Bausch, ech soen Iech an dësem Fall Merci fir déi Explikatioun. Mee et ass mer dru geleeën, fir dann awer direkt à chaud - mir kruten dat en Dënschdeg gesot, lo sot Der: „Wat ass d'Positioun vun der CSV dozou?" - eis éischt Appreciatioun dovunner ze ginn.

An eppes, wou ech mer eigentlech, soen ech ganz éierlech, gären erspuert hätt, dass ech dozou Positioun hätt missen oder sollen huelen - ech maachen et awer, och opgrond vun deenen Debatten, déi déi lescht Wochen a virun allem gëschter dann nach eng Kéier opkomm sinn, fir eng Kloerheet vun der CSV notamment an enger fundamentaler oder zwou fundamentale Froen ze ginn an och eis Positioun hei op der Chamberstribün de vive voix ze soen -, dat ass déi sougenannt Ierfschaftssteier an direkter Linn an et ass och déi sougenannt Verméigenssteier fir physesch Persounen.

Fänke mer emol bei der Ierfschaftssteier an direkter Linn un. Et ass kloer, an ech soen et hei am Numm vun der CSV, net nëmme vun der CSV-Fraktioun, am Numm vun der CSV, well mir sinn hei d'Vertrieder vun der CSV-Partei, an ech soen dat virum Land: Mir stinn als CSV ganz kloer géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn. Mir si géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn! Dat ass keng dogmatesch Approche, et ass eng pragmatesch Approche. An ech wëll dat och erklären.

Ech wëll et erklären: Well mir der Meenung sinn, dass, wann ee Verantwortung an enger Famill iwwerhëlt, wann een dat materiell kann, an et kuckt een, fir vu versteierte Suen - et geet jo dorëms -, déi een huet, sech eppes, Immobilien unzeschafen an et verierft een dat Verméigen duerno, dass dann déi Kanner oder déi Kandskanner, déi Ierwen, dass déi domadder net sollen nach eng Kéier zousätzlech vum Staat belaascht ginn. Dat ass eis Positioun.

Une voix.- Eis och!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An ech soen Iech och an engem konkreete Beispill, Dir Dammen an Dir Hären, firwat. Ech soen Iech firwat, well kuckt emol, eng Ierfschaftssteier, contrairement zu anere Steieren, déi fält relativ séier un. Wann, leider, eng Persoun stierft, da muss bannent sechs Méint an der Reegel eng Ierfschaftssteiererklärung gemaach ginn. Dat geet bei den Enregistrement. An den Enregistrement, dee schéckt engem da spéitstens no sechs bis aacht Wochen e Bescheed iwwert d'Ierfschaftssteier, den Droit de succession, deen ee muss bezuelen.

Huele mer dann emol eng Persoun, déi oflieft. Si huet zwee Kanner. Deen een, dee steet sech vläicht opgrond vu senger finanzieller Situatioun gutt, deen anere steet sech manner gutt. Jo, wat geschitt dann? Deen ee kann déi Ierfschaftssteier bezuelen. Deen anere seet: „Ech sinn net liquid. Ech hunn net déi flësseg Suen, fir dat ze bezuelen."

A wat geschitt? Et sinn eng ganz Rei Juristen hei - d'Madamm Beissel, déi seet do: „Den Artikel 815 aus dem Code civil, dee seet: « Nul n'est censé rester dans l'indivision. »" Bon, da seet en: „Majo, entweeder bezils du meng Ierfschaftssteier mat oder de Buttek, dee gëtt verkaaft." A wann de Buttek verkaaft gëtt - am iwwerdroene Sënn, ob et elo en Appartement oder soss eng Wunneng ass -, jo, da gëtt verkaaft! An da fält an der Reegel awer zu Lëtzebuerg eng méi oder manner zolidd Plus-value, e Méiwäert un. An dee Méiwäert, Dir Dammen an Dir Hären, dee gëtt dann nach mat 20 % an der Reegel, dat heescht der Hallschent vun dem normale Steiersaz, nach eng Kéier gezunn, soudass déi Leit Ierfschaftssteier bezuelen a si bezuelen nach eng Kéier Plus-values-Steieren.

Ech kann awer nach weiderfueren. Wa mir soen: „Mir féieren eng Ierfschaftssteier an direkter Linn an", jo, wat geschitt dann? Da soen d'Leit: „Majo, ech kann awer net déi Ierfschaftssteier do bezuelen!" Wat soe se? Si soen zur Bom oder zum Bop: „Ech mengen, elo gees de an d'Altersheim, a mir bezuelen dir de Loyer vum Altersheim an da schenks du eis dat do." Well da komme se nämlech vill besser ewech, well da bezuele se zwëschent 1,8 % an 2,4 %, jee nodeem wéi d'Familljesituatioun ass, nëmme Schenkungssteier.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen awer net d'Leit an d'Familljen herno derzou drécken, dass se sech zu Liefzäite vun hiren Immobilien de facto enteegnen, fir dann de Kanner déi zu engem steierbegënschtegten Tariff ze ginn, eleng well mer eng Ierfschaftssteier an direkter Linn hunn! An dat sinn zwee pragmatesch Argumenter, firwat dass d'CSV, an ech soen et nach eng Kéier ganz kloer hei, géint eng Ierfschaftssteier an éischter Linn ass.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, et ass och vill vu Verméigenssteier geschwat ginn, vun der Verméigenssteier fir physesch Persounen. Et sinn der eng Rei heibannen, den Här Bausch, mengen ech, dee weess dat. Jo, et gëtt elo e bësse méi dënn hei mat deenen - den Här Bettel och nach -, et gëtt e bësse méi dënn hei mat deenen, déi schonns ab 2000 an dem Parlament waren, no den Departe vum Marco Schank, dem Gast Gibéryen. Bei der Verméigenssteier, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer och eng kloer Linn. D'CSV, an ech soen et „haut et fort", ass géint eng Neesaféierung vun der Verméigenssteier fir physesch Persounen. An och do hu mer eng kloer Argumentatioun a mir soen och kloer, firwat.

D'Verméigenssteier fir physesch Persounen, déi ass 2005, iwwregens an enger Koalitioun mat de Sozialisten, ofgeschaaft ginn. D'DP huet sengerzäit dat matgestëmmt. D'Ursaach war Follgendes: Éischtens ass d'Verméigenssteier ofgeschaaft gi fir physesch Persounen an et ass an der Konterpartie eng sougenannt Quellesteier fir Lëtzebuerger Residenten op Privatpersounen agefouert ginn. Dat heescht am Kloertext, eng Quellesteier op Zënserträg. Deemools krut een nach Zënserträg ...

(Interruption)

... vu Suen, déi een op engem Kont oder op Spuerkonte stoen hat.

Et gouf awer e weidert Argument. Dat ass net esou gesot ginn, mee dat gouf et awer. Dir wësst, dass eis Verméigenssteier 1941 agefouert gouf duerch den däitschen Okkupant. An dat war u sech dat selwecht ewéi dat, wat d'Preisen dann och bei hinnen nach haten. 1995 huet awer d'Bundesverfassungsgericht decidéiert, dass déi Steier an Däitschland net verfassungskonform ass. Abee, ech mengen, dat selwecht, wat an Däitschland zielt, dat zielt och zu Lëtzebuerg!

An de grousse Problem war, a keen aneren, den 23. Dezember 2005, wéi de Ben Fayot als deemolege Spriecher vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, de Ben Fayot, deen ech als héich intelligente Mann aschätzen, Gebuertsjoer 1937, wéi Paul-Henri Meyers, Gaston Thorn, Jacques Santer, Colette Flesch, und viele andere Promi-

nente mehr, deen huet ganz kloer gesot, wou de Schong dréckt: nämlech bei der Bewäertung vun den Immobilien, déi zu engem absolutt niddrege Punkt bewäert waren! An Dir gesitt dat selwer all Joers, wann Der de Bescheed kritt vun der Gemeng, wat Der vu Grondsteier ze bezuelen hutt. Do ass d'Valeur unitaire, op där dat baséiert, ridiculement basse! Mee déi selwecht Bewäertung, Dir Dammen an Dir Hären, déi fir d'Grondsteier zielt, dat ass d'Bewäertungsgesetz, déi huet och gezielt fir d'Verméigenssteier fir Privatpersounen.

An da muss ech lech awer ganz éierlech soen, wann een déi Fuerderung wëllt stellen, fir d'Verméigenssteier fir Privatleit nees anzeféieren, jo, da kann een awer net komme wéi d'Madamm Bofferding, mat vill Schall und Rauch … Jo, well dat Eenzegt, wat ech bis elo vun hir gesinn hunn, dat ass, dass se e Gesetz deposéiert huet a gestëmmt krut iwwert d'Rauchmelderen, an dat anert, dat war dat, dass d'Mariagë - wat mer och eng gutt Saach fannen, well mir hunn zweemol matgestëmmt -, kënnen op enger anerer Plaz wéi der Gemeng wärend der Covidkris gefouert ginn. Da geet et awer net duer, da geet et wierklech net duer mat: „Jo, mir schaffen intensiv dodrun." Well dat „Geschaffs intensiv" ..., a wann d'Ambitioun sollt sinn, fir bis um Enn vun der Legislatur nëmmen e Gesetzesprojet ze deposéieren, dann ass de Projet phare vun dem Inneministère iwwert déi lescht fënnef Joer awer kläglech gescheitert! Also do muss ech lech soen, da fuerdere mer op ... A mir gesinn, dass an där ganzer Regierungserklärung an an där ganzer Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun keen ee Piipcheswuert iwwert d'Grondsteier opgelëscht ass!

Dir Dammen an Dir Hären, deen zweete Punkt ass dee vun der Bewäertung vun den „Net"-Immobilien. Et ass also alles dat, wat een huet, Bijouen, wann een der dann huet, Suen, dat alles, wat een an de Coffre-fortë vun de Banke leien huet, oder net leien huet, jo, wat ee soss nach op de Konte stoen huet. Do hu mer e Bankgeheimnis, d'Bankgeheimnis fir d'Residenten. Deen, deen also seet: „Ech wëll eng Neesaféierung vun der Verméigenssteier", an dee wëllt, dass se gerecht gräift, dee muss och ipso facto soen: „Mir hätte gären, dass zu Lëtzebuerg fir d'Lëtzebuerger de gliesene Bankclient zielt." Dat heescht, dass jiddwereen, d'Steierverwaltung - an absënns! - gewuer gëtt, wat een op de Konten huet.

Ech soe ganz kloer als CSV: Mir si géint en Ofschafe vun dem Bankgeheimnis fir Privatpersounen! Mir wëllen net, dass et de gliesene Bierger an deem Sënn gëtt, well dat ass fir eis en Deel vun dem Schutz vun der Privatsphär!

Plusieurs voix.- Très bien!!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, „Lëtzebuerg stäerken, Chancen notzen a Perspektive schafen"; ech muss lech soen, den Titel vun där Ried, Dir Dammen an Dir Hären, deen entsprécht net dem Inhalt. Ech sinn op eng Rei vu konkreete Punkten agaange mat de Positioune vun der CSV. Dat, wat mer äusserst bedaueren, dat ass, dass de Problem vun der neier Aarmut net ugaange ginn ass. Wat mer nach bedaueren: dass keng Perspektive geschafe goufe fir déi sougenannt Relance économique. Mir wëssen net, wéi dëse Staat et wëllt gestréckt hunn, fir an deenen nächste Joren dee budgetären Equiliber erëm hierzestellen.

An do muss ech lech ganz kloer soen, dee Slogan, deen da koum, mengen ech, vun de Vertrieder vun déi gréng, ech hunn dat iergendwou um 100,7-Internetsite gelies: „Et muss ee sech trauen, Schold ze maachen." Also, jo, „et muss ee sech trauen, Schold ze maachen", wann dat de Motto ass vun enger moderner Staatsféierung, dat ass op jidde Fall net dee vun der CSV! Well et kann een net engersäits soen: „Et muss ee sech trauen, als Staat Schold ze maachen", an als dee selwechte Staat mécht een de Leit Virschréften, wat se iwwerhaapt nach däerfe léinen. Wat se iwwerhaapt nach däerfe léinen! Dat heescht, mir soen: „De Staat, dee ka léinen a léinen a léinen", an deen eenzelne Client, well deen da misst viru sech selwer geschützt ginn - an et geet guer net dorëms, well et geet drëms, dass d'Banken net ze vill Expositiounen hunn -, dee kritt da Krittären operluecht, vun der Chamber gestëmmt - jiddefalls net vun der CSV! -, dee kritt Krittären operluecht, wivill dass e sech nach däerf verschëlden!

An et muss och d'Recht sinn an d'Flicht si vun enger Oppositiounspartei, fir déi budgetär a finanziell Situatioun vun engem Land däerfen ze hannerfroen, ouni dass een ënnerstallt kritt, dat wier ideologesch Austeritéitspolitik. Ganz kloer: D'CSV ass géint jeegleche Versuch vun Austeritéitspolitik, mee ass awer gradesou gutt fir eng realistesch a pragmatesch Féierung vun de Staatsfinanzen!

An eppes stelle mer dann an deem Kontext fest, dass déi vill geprise „kopernikanesch Finanzrevolutioun", déi ëmmer nees wéi e Mantra dohinnergestallt gouf, fir fréier Leit wéi e Jean-Claude Juncker, wéi e Luc Frieden schlechtzemaachen, dass déi op Sand gebaut war an dass se spéitstens no de Rieden, déi gëschter a virgëschter hei gehale gi sinn, wierklech zu engem grousse bloe Flopp ginn ass!

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, d'Covidkris ass eng déifgräifend Kris. Si betrëfft déi ganz Gesellschaft, ons Gesondheet, d'Zesummeliewen an och d'Ekonomie. Mee och aner Krise si gradesou déifgräifend a ginn och nach weider, och wärend der Covidkris, nämlech déi ökologesch Kris.

Déi Kris huet sech vläicht net an der nämmlechter Wucht gewisen, op alle Fall hei net, op anere Plaze vun der Welt vläicht schonn, an awer. D'Belaaschtungsgrenze vun onsem Planéit sinn erreecht a souguer iwwerschratt, mat zum Deel irreparabele Schied. An ons Liewensgrondlag ass domadder a Gefor. An och hei, änlech wéi bei der Coronakris, wäerten déi Jonk, déi nächst Generatiounen et richteg spieren, wa mer d'Kéier net kréien.

Mee och zu Lëtzebuerg spillt d'Klima zum Beispill scho verréckt. Mir haten elo déi dräi dréchenst Summeren hannereneen. De September war dee wäermste weltwäit, an Europa an och zu Lëtzebuerg. Dat Ganzt huet negativ Effekter, zum Beispill op d'Recolte an der Landwirtschaft oder op den Zoustand vun de Bëscher.

Bei der Biodiversitéit gesäit et net besser aus. Weltwäit sinn eng Millioun Aarte vum Ausstierwe bedrot. An och zu Lëtzebuerg sinn zwee Drëttel vun den Habitater an engem schlechten Zoustand, dräi Véierel vun den Aarten a Gefor, laut dem Reporting, dee gemaach gouf am Kader vun den Naturschutzdirektiven.

An och beim Buedem ass de Stéckstoffkreeslaf aus dem Rudder gelaf. Mir sinn also elo hei an engem kruziale Moment, wou et drëms geet, aus deene verschiddenste Krisen, der Covidkris, awer och deene Krisen, déi ech elo genannt hunn, déi richteg Konsequenzen ze zéien an ons esou opzestellen, fir déi nächst Krisen ze vermeiden an esou méi Liewensqualitéit fir alleguerten d'Leit ze schafen.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Covidkris huet d'Gesellschaft zum Stëllstand bruecht. Fir e kuerze Moment hate mer manner CO_2-Ausstouss, manner Waasserverschmotzung an esou weider. E kuerzen Effekt awer just. Stëllstand ass eeben och net d'Léisung, fir déi grouss Problemer vun der Zäit, déi mer hunn, unzegoen.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Stëllstand bréngt ons Gesellschaft net weider a léist ons Problemer net. En ass och net gutt fir d'Ekonomie, ons mental Verfassung an och net fir ons Liewensqualitéit. Mee de Stëllstand huet gewisen, dass d'Natur sech a kuerzer Zäit vum Mënsch erhuele kann, well en eebe Verbesserunge vun der Loft- an der Waasserqualitéit zum Beispill bruecht huet. An dat muss ons eeben uspornen, fir eng nach méi ambitiéis Ëmweltpolitik ze maachen.

A mir däerfen och net vergiessen, dass d'Covidkris eng zoonotesch Pandemie ass. Duerch d'Veränneerung vun den Ökosystemer, déi gréisstendeels vum Mënsch gemaach sinn, hëlt d'Potenzial vun esou Zoonosen zou. De Mënsch an d'Natur stinn am Zesummenhang a sinn eng Schicksalsgemeinschaft. Et geet just zesummen an net géinteneen.

A mir wëssen och, wat ze maachen ass! D'Wëssenschaft seet ons et. An dofir musse mer ons elo trauen, déi néideg Léieren aus de verschiddene Krisen ze zéien, an ons méi staark fir d'Zukunft opstellen an esou d'Liewensqualitéit vun haut a muer zu Lëtzebuerg an op der Welt garantéieren. Mir däerfen net zréck an al Scheemae falen, zum Beispill manner Ëmweltschutz oder eng Spuerpolitik, mee grad elo musse mer d'Weiche stellen, déi richteg Signaler setzen an d'Investissementer maachen.

An deem Sënn ass elo en historesche Moment. Et geet drëms, fir no der Pandemie méi staark dozestoe wéi virdrun, um gesondheetleche Plang, um gesellschaftleche Plang, um ekonomesche Plang an och um ökologesche Plang. An doriwwer wëll ech elo an deenen nächste Minutte schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Leit si prett a gesinn den Ëmwelt- an de Klimaschutz, trotz Pandemie, oder souguer grad wéinst der Pandemie, als absolutt prioritär un. D'ATOZ-Ëmfro iwwert d'Defie vun der Gesellschaft an de Rôle vum Staat an der Covidzäit, déi eréischt de leschte Mount gemaach ginn ass, huet eng ganz Rei, virun allem awer zwee pertinent Resultater bruecht, nämlech, dass 90 % vun de Leit averstane si mat der Ausso, dass d'Covidkris eng Opportunitéit ass, fir eis Gesellschaft an hire Fonctionnement nei ze denken.

Wat muss prioritär diskutéiert ginn an nei erfonnt ginn?

Op der éischter Plaz, sote 56 % vun de Befroten, „eisen Impakt op d'Ëmwelt an d'Klima", 49 % soen, „onst Konsumverhalen". Dat confirméiert och d'Ëmfro vum Mouvement écologique aus dem Juli vun dësem Joer, wou 71 % vun de Befrote gemengt hunn, et wär de Moment fir Changementer an der Politik. Op éischter Plaz kommen den Naturschutz an d'Nohaltegkeet an och op zweeter Plaz méi Promotioun vun der lokaler Produktioun.

D'Gesellschaft ass prett fir d'ökologesch Transitioun a fuerdert Changementer vun der Politik. An an der Pandemie sinn Dynamiken entstanen! Doraus musse mer d'Léieren zéien an de Kader fir d'Entwécklung setzen. Stéchwierder: Solidaritéit an Digitalisatioun, Wichtegkeet vun der Regionalitéit, lokalem Iessen, der Wäertschätzung vun der Landwirtschaft, Wichtegkeet vun der aktiver Mobilitéit. D'Leit hunn de Vëlo entdeckt wéi nach ni, iwwerall an der Welt an och zu Lëtzebuerg. De Vëlosummer iwwer Land war e grousse Succès, mat 40.000 Leit, déi vun den neie Strecke profitéiert hunn. An och an der Festungsstad Lëtzebuerg hu méi Leit de Vëlo geholl.

D'Wichtegkeet vun enger lieweger Gesellschaft, kënnen op d'Terrassen ze goen, Kolleegen ze gesinn. Ech erënnere mech zum Beispill ganz gutt drun, an Dir bestëmmt och, wéi Der fir d'éischte Kéier richteg erëm konnt op enger Terrass sëtzen oder wéi Der fir d'éischte Kéier erëm eng Kéier op enger Konferenz waart. Dat war wierklech e Moment, wou ee genau gemierkt huet, dass een dat dote brauch.

A vill vun ons hunn och gemierkt, dass et och gutt-deet, wann een emol eng Kéier e bësse méi kuerztrëtt, wëssend natierlech, dass net jiddwereen an dëser Kris d'Chance hat, fir dat ze maachen. An dofir muss och eng vun de Léieren aus dëser Kris sinn, dass mer Lëtzebuerg méi gerecht opstellen an och d'Welt méi gerecht opstellen.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Erausfuerderungen am Klima- an am Ëmweltschutz si gewalteg. A mir si gefuerdert, mir alleguerten. D'Regierung ass gefuerdert, hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Mir hunn déi néideg Zilsetzungen a mir hunn och de Plang derfir. An dofir hunn ech lech deen awer kuerz eng Kéier matbruecht, well gëschter huet een esou héiere bei der Ried vun der Madamm Hansen, déi grad net do ass, wéi wa mer kee Plang hätten. Hei ass de Plang, dee mer hunn, fir dat unzegoen!

(M. François Benoy montre une documentation.)

Dat ass nämlech den nationalen, den integréierten nationalen Energie- a Klimaplang fir Lëtzebuerg. Ech hunn extra dofir gëschter nach eng nei Versioun erausgeprint. Ech wäert lech déi och ginn duerno, dass Der dann alles nach eng Kéier ganz genau kënnt noliesen. An ech wëll just kuerz op e puer Saachen, déi do dra sinn, agoen.

Engersäits, ech schwätzen iwwert d'Dekarboniséierung, also d'Klimaneutralitéit, d'Aféierung vun engem Klimaramegesetz: Do hu mer elo déi lescht Avise vum Staatsrot. Mir kënnen dat also séier duerchzéien. An do si mir alleguerte gefuerdert.

D'Weiderféierung vum Klimapakt mat de Gemengen: Och do hu mer e Gesetz doleien. Also si mir gefuerdert, dat ëmzesetzen.

D'Aféierung vun engem CO_2-Präis: Och dat ass mat deem heiten État de la nation ugewisen, dat gouf ugeschwat a wäert och elo kommen.

D'Stäerkung vu Finanzéierungsméiglechkeeten a geziilte Klimabonusprogrammer: och dat, souwuel iwwer Ëmweltfongen, d'PRIMe House, am Beräich vun der Mobilitéit an esou weider.

Eng Ëmsetzung an eng Weiderféierung vun der Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit, och dat.

An en Heizölausstiegsprogramm, also e Masuttausstigsprogramm: Och dat ass an deem heite virgesinn a gouf gesot.

Also kann een elo wierklech net soen, dass mer hei kee Plang hätten. Wat ech akzeptéieren natierlech, ass, dass een net d'accord ass mat deene Saachen. Mee da muss een natierlech och eege Propose maachen. Mee kommt, mir halen op ze soen, dass kee Plang do wär! Dat stëmmt nämlech net. An ech géif einfach soen, ech iwwerginn dann dem Här Roth dat heiten, stellvertriedend als Vizefraktiounspresident vun der gréisster Oppositiounspartei, well d'Madamm Hansen jo net do ass grad.

(M. François Benoy remet la documentation à M. Gilles Roth.)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Et geet also elo drëm, d'Weichen ze stellen an de Kader ze schafen, fir esou séier wéi méiglech d'Klimaneutralitéit ze erreechen. An de Premier huet am État de la nation gëschter d'Mesurë genannt. De Finanzminister, deen huet Prezisioune gi bei der Presentatioun vum Budget. Mir däerfe selbstverständlech net op dësem Punkt stoe bleiwen, mee mir mussen eis weider maximal engagéieren, fir esou séier wéi méiglech klimaneutral ze ginn.

An et ass och dat, wat erwaart gëtt vun eis a wat déi Jonk, déi virun zwee Deeg hei virun der Chamber stoungen, vun ons erwaarden; a wou vill Leit hei aus dem Haus och duerch déi Installatioun derduerchgaange sinn, déi se eis hei installéiert haten, fir eis ze soen, dass mer séier, dass mer schonn 2030 sollte klimaneutral sinn, wat eng Fuerderung ass, déi dobaussen och vun eis zum Deel erwaart gëtt. Also sollte mer se eescht huelen.

Onst Zil, wéi gesot, klimaneutral, minus 55 % vun den CO_2-Emissioune bis 2030. An ech wëll just soen: Dat ass an néng Joer, dat ass iwwermuer! A mir mussen ons dofir maximal ustrengen. Als Politik si mer gefuerdert, Instrumenter a Finanzementer ze liwweren, fir dass och all Mënsch un där Transitioun kann deelhuelen: d'Bierger, d'Gemengen, d'Ekonomie. A mir brauche jiddweree bei dëser ökologescher Transitioun, déi am Interêt vun der Liewensqualitéit vun ons alleguerten an der Zukunftsfäegkeet vum Planéit ass.

Här President, Dir Dammen an Hären, e grondleeënd Instrument ass hei d'Klimaschutzgesetz, wat ons eeben en Instrument gëtt an eng Trajectoire, fir déi CO_2-Emissiounen ze reduzéieren. An alleguerten déi klimarelevant Secteuren, d'Industrie, de Verkéier, d'Gebaier, d'Landwirtschaft an den Offall, kréien domadder verbindlech Ziler. Et gi Gremië geschaaft fir d'Wëssenschaft a fir d'Zivillgesellschaft, fir dass eeben ons Klimapolitik evaluéiert a suivéiert gëtt an dass mer se gegeebenefalls nobessere kënnen, wa mer net op der Trajectoire sinn. Et ass dat Instrument fir ze wëssen, wou mer stinn a wéi mer eis Ambitiounen eropschrauwen.

A genau dat, dorunner schaffe mer jo och, fir dat ze maachen an den nächste Joren. An och do hu mer en Avis vum Staatsrot doleien. Also appelléieren ech un lech alleguerten an ech zielen op Är Ënnerstëtzung, dass mer esou séier wéi méiglech dat Klimaschutzgesetz och hei duerch dat heiten Haus kréien.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- D'Klimaschutzgesetz gëtt domadder also gesat, an domadder setze mer de Kader fir e Land mat enger méi propperer Loft, fir d'Erhale vun der Natur an e Land mat engem intakte Klima. A fir dat zesummen ze erreechen, musse mer op alleguerten deene verschiddenen Niveaue schaffen, sief et mat de Betriber, de Gemengen, an déi richteg Weiche stellen. A genau dat maache mer.

Här President, Dir Dammen an Hären, spéitstens zanter dem Depot vum Budget gëschter ass kloer, dass mer weider massiv an d'Zukunft investéieren, an eng ökologesch Transitioun, eebe fir ons Ziler ze erreechen. Just e puer Beispiller erausgeholl:

An der Period 2020-2024 sinn 1,3 Milliarde fir d'Schinn virgesinn, iwwert de Klimafong 900 Milliioune fir de Klimaschutz, an dat just fir déi zwee Posten ze nennen, well duerch d'Bänk sollen d'Poste Joer fir Joer an d'Luucht goen. Den Transport ass hei dee wichtegste Secteur, well e fir zwee Drëttel vun den CO_2-Emissioune responsabel ass. Dofir musse mer weider massiv an den ëffentlechen Transport investéieren an dee prioriséieren, souwuel de Reseau wéi d'Material: Zuch, Bus, Tram, Vëlo an esou weider. A Lëtzebuerg ass elo schonn e Musterschüler, wat dat ugeet, mat engem Invest a Bus an Zuch, deen 2019 bei 448 Euro pro Awunner an d'Schinn war. Domadder leie mer un der Spëtzt vun der Europäescher Unioun. An dat musse mer och an Zukunft esou maachen.

Déi Rekordinvestitioune fänken och esou lues un ze gräifen. D'Capacitéit an den Takt vun den Zich goufe massiv erhéicht, de Busreseau iwwer Land komplett reforméiert a verbessert, den Tram fiert gläich bis op d'Gare. Un deem Beispill gesäit een och, dass mer Investissementer net däerfe vernoléissegen. Joerzéngtelaang gouf dat nämlech gemaach a verschleeft. An elo mierke mer, dass mer eng hallef Dose Jore gebraucht hunn, fir bis dohinner ze kommen, wou mer elo stinn, wou déi Saachen ufänken ze gräifen. Also musse mer domadder weidermaachen an eng couragéiert Investitiounspolitik maachen.

Stéchwuert: den Ausbau vum Tram, d'Offer vum Zuch weider verbesseren an déi vum Bus. An do ass et de ländleche Raum, deen och dovunner virun allem wäert profitéieren, wa mer de Bus weider verbesseren. An de Bus muss natierlech esou séier wéi méiglech och seng Verantwortung iwwerhuelen an emissiounsfräi ginn.

De schnellen Tram mam multimodale Couloir an de Süden: Hei gëtt d'Mobilitéit ganz nei geduecht, wou nämlech och eng Vëlospist derbäikënnt a multimodal Plattformen entstinn. Awer och den Ausbau vum Vëlosreseau däerfe mer net vergiessen. An hei sinn och d'Gemenge gefuerdert, fir hir Verantwortung ze iwwerhuelen. Hei gëtt et iwwregens och e grousst Potenzial am Tourismus, wéi mer dat dëse Summer gesinn hunn.

An all dat si wichteg Investitioune fir d'Zukunft vun onsem Land.

Här President, Dir Dammen an Hären, nieft den Investitioune brauche mer awer och konkreet Incentiven an Instrumenter, déi et eis erlaben, eis ambitiéis Ziler ze erreechen. An domadder wär ech bei der CO_2-Bepräisung, wat en elementaart Instrument ass, well mer domadder e Paradigmewiessel alauden, andeems mer der Klimaverschmotzung e Präis ginn. Domat ginn d'Käschte vun der Pollutioun net einfach op d'Allgemengheet an déi nächst Generatiounen ofgewälzt, mee deen, dee polluéiert, kënnt och finanziell fir d'Schied vu senger Pollutioun op. An d'Sue ginn an de Finanzement eebe vun enger Investitiounsoffensiv fir d'ökologesch Transitioun investéiert. Si verschwannen net einfach esou am Staatsbudget, mee si gi geziilt agesat.

Gläichzäiteg domadder schafe mer duerch de Steierkreditt e Mechanismus, deen d'Efforten an der Gesellschaft verdeelt. Konkreet heescht dat, dass déi kleng an déi mëttel Salairen entlaascht gi mat dem degressive Steierkreditt vu 96 Euro a mat der Erhéijung vun der Allocation de vie chère ëm 10 %, wat 132 Euro d'Joer ausmécht. Domadder fiedere mer den Impakt vun der Bepräisung of fir déi, déi manner verdéngen. An dat ass e wichtegen Deel vun enger sozial gerechter Klimapolitik. Si ass sozial gerecht an also ginn d'sozial Gerechtegkeet an de Klimaschutz eeben zesummen.

A wann ech just kuerz kann op dat zréckgoen, wat de Gilles Roth virdru gesot huet, wéi e mam Beispill vum SIDOR komm ass: Menger Lektür no ass de SIDOR net vun der CO_2-Bepräisung concernéiert. Well wat gëtt jo hei genau gemaach? De Bensinn an den Diesel, de Masutt an de Gas gi jo duerch d'CO_2-Bepräisung besteiert. A beim SIDOR gëtt jo Dreck verbrannt, respektiv et leeft warscheinlech mat e bëssen zousätzlechem Stroum. Dofir ginn ech perséinlech net dervun aus, mee dat kann natierlech sinn, dass ech do och falschleien, dass de SIDOR elo duerch massiv Méikäschten duerch d'CO_2-Bepräisung betraff wär. Mee dat kënne mer jo och an enger zousätzlecher Kommissiounssëtzung mat den zoustännege Ministere klären.

Europawäit gëtt d'CO_2-Bepräisung agefouert. An och gëschter an haut hu mer schonn driwwer geschwat. Ech sinn och der Meenung, Här Roth, dass d'CO_2-Bepräisung deene Krittären, déi Dir hei genannt hutt, entsprécht, och de Krittären, déi d'Madamm Hansen gëschter genannt huet. Just fir nach eng Kéier eise Kolleeg, de Marco Schank, ze nennen, deen och am „Wort" gesot hat schonn, dass d'CO_2-Bepräisung a sengen Aen iwwerfälleg wär an dass hien och derfir géif plädéieren, dass se géif kommen an an d'Steierlandschaft agebett ginn an och sozial gerecht sollt sinn. Abee, et ass genau dat, wat mer maachen!

Wat och gëschter nach gesot ginn ass, ass d'Fro vum ländleche Raum. De ländleche Raum wäert genausou gutt wéi d'ganzt Land och profitéiere vun der Erhéijung vum Crédit d'impôt respektiv der Hausse vun der Allocation de vie chère. E wäert och profitéiere vun de Masuttersatzprogrammer, oder grad de ländleche Raum wäert dovu profitéieren, well do nach méi Masuttersatzprogrammer sinn, vun de Primme fir d'Autoen, vun der Reform vum RGTR an esou weider.

Dofir, kommt, mir halen op, déi eng géint déi aner auszespillen! Mir maachen net dat, wéi mer et och am Logement heiansdo gäre maachen. Kommt, mir halen domadder op, dass mer zum Beispill och de Logement géint den Naturschutz ausspillen! Kommt, mir maachen dat zesummen! Kommt, mir denken et zesummen an halen op, een deen anere géinteneen auszespillen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng)*.- A wann deen heite Modell net soll gutt sinn, da leet d'Kaarten op den Dësch a sot eis, wéi mer en nach kënne besser maachen!

Lëtzebuerg kritt also elo e wichtegt Instrument, fir Klimaschutz ze maachen, well de klimaschiedlechen CO_2 e Präis kritt an doduerjer klimafrëndlech Ressourcë favoriséiert ginn.

Ech wëll och nach eng Kéier rappeléieren, dass mer ons am Kader vum Klimagesetz Gremië ginn, fir eeben déi klimapolitesch Mesuren ze analyséieren an ze evaluéieren an ze kucken, ob a wéi se gräifen, an dann och zum Deel nei Impulser ze ginn. Wann d'Mesuren nämlech net duerginn, fir eis national Klimaziler an déi zukünfteg sektoriell Ziler ze erreechen, da sinn d'Regierung an d'Chamber selbstverständlech gefuerdert nozebesseren, fir d'Klimapolitik kontinuéierlech ze verstäerken an nei Weeër ze fannen, fir eis Klimacourbe no ënnen ze drécken; well dozou gëtt et keng Alternativ.

Här President, Dir Dammen an Hären, och fir d'Ekonomie ass d'Aféierung vun engem Präis fir d'CO_2-Emissiounen e wichtegen Incentive, fir se a Richtung Nohaltegkeet ëmzebauen. Domat leeë mer de Grondstee fir eng Green Economy, an där d'Käschte vun der Klimaverschmotzung vu virera musse consideréiert a mat ageplangt ginn. Doduerch dass d'Klimaverschmotzung e Präis kritt an andeems mer kloer kommunizéieren, wou d'Rees higeet, ginn och d'Entreprisen derzou encouragéiert, op manner CO_2-intensiv Alternativen ëmzeklammen an doran ze investéieren.

Grad dowéinst ass et och wichteg, dass mer eis an den nächste Joren iwwerleeën, wéi sech den CO_2-Präis och no 2023 weiderentwéckele soll. D'Entreprisë brauchen nämlech déi néideg Planungssécherheet. An eng Méiglechkeet kéint zum Beispill sinn, dass mer d'Entwécklung vum CO_2-Präis à terme géifen un d'Erreeche vun de Klimaziler koppelen. Sou gëtt dat zum Beispill an der Schwäiz gemaach, e Beispill, wat och gäre genannt gëtt.

A fir déi energeetesch Transitioun hinzekréien, brauche mer natierlech och eng nohalteg an eng modern Industrie. Dëse Secteur ass hei ganz speziell gefuerdert, an och a sengem eegenen Interêt. Wann ech nämlech iwwert d'Industrie schwätzen, da schwätzen ech vu 50 % vun dem Stroumverbrauch a 44 % vun dem Gasverbrauch. D'Rifkin-Etüd huet virginn, wéi esou eng Industrie an Zukunft sollt ausgesinn, a mir sollte genau un dëser Visioun weiderschaffen: aus Lëtzebuerg en Exzellenzzentrum maache fir klimaneutral an innovativ Industrie.

Mir si jo zum Beispill e Land mat enger grousser Geschicht an der Stolproduktioun, op déi mer och stolz sinn. D'Stolproduktioun huet zu Lëtzebuerg a weltwäit awer e considerabelen Undeel un CO_2-Emissiounen: 6 % bis 7 % weltwäit. Also geet et drëm, dass ons Industrie d'Chance notzt an zum Beispill Pionéier gëtt an der Produktioun vu „gréngem Stol", also klimaneutral produzéiertem Stol. An iwwert dat Beispill eraus heescht dat, dass op där enger Säit d'Betriber, déi mir schonn zu Lëtzebuerg hunn, op hirem Wee a Richtung méi Nohaltegkeet musse begleet ginn an ënnerstëtzt ginn, an op där anerer Säit, dass mer eis kloer Krittäre ginn, fir Betriber ze definéieren, déi mir op Lëtzebuerg wëllen unzéien.

An hei musse mer selbstverständlech d'Léieren aus dem Projet FAGE zéien an nei Betriber engem Nohaltegkeetscheck ënnerzéien: Passe se an ons Strategie fir eng nohalteg Ekonomie? Wéi gesäit et mam Ressourcëverbrauch aus? A wann ech „Nohaltegkeetscheck" soen, da soen ech „Nohaltegkeetscheck fir d'Ekonomie". Well ganz gären, an dat war och gëschter an der Ried vun der Madamm Hansen de Fall, gëtt den Nohaltegkeetscheck fir Entreprisë mat dem Nohaltegkeetscheck verwiesselt. An dobäi gouf sech op eng Question parlementaire vum Paul Galles beruff. Den Nohaltegkeetscheck fir Entreprisen ass net den Nohaltegkeetscheck, deen am Koalitiounsaccord steet an dee virgesinn ass fir d'Evaluatioun vu Projet-deloien, dee mer och onbedéngt brauchen. Dat sinn zwee verschidden Instrumenter an zwee néideg Instrumenter.

Duerch eeben dat Instrument vun dem Nohaltegkeetscheck schafe mer eng Planungssécherheet fir d'Entreprisen, genau wéi bei der CO_2-Bepräisung an dem Klimagesetz respektiv dem ETS op europäeschem Niveau. Wann d'Entreprisë wëssen, wat an den nächste Joren op se zoukënnt, hu se Zäit, sech drop anzestellen a sech Strategien ze ginn, fir hire Businessmodell ëmzestellen.

A wa mer iwwert d'Zukunftsfäegkeet schwätzen, da musse mer och iwwert d'Moderniséierung vun onsem Stroumnetz schwätzen. D'Elektrifizéierung an d'Klimaneutralitéit ginn nämlech Hand an Hand. Fort vun der fossiller Energie a Richtung Solar a Wand, dat geet just mat engem gudde Stroumnetz, wat d'Réckgrat ass vun der Klimaneutralitéit.

Gradesou essenziell ass dat och fir d'Industrie an d'Zukunft vun der Industrie an d'Digitalisatioun. D'Moderniséierung vum Stroumreseau ass essenziell fir d'Transitioun an d'Klimaneutralitéit. Et ass also grad wichteg fir d'Industrie an de Standuert Lëtzebuerg, déi op Stroum ugewise sinn, an nach méi an Zukunft wéi elo!

Mir mussen d'Entreprisen also bei der Transitioun ënnerstëtzen. Am Kader vun der Relance vun der Ekonomie hu mer hei eng grouss Chance, déi mer notze sollten. A mam éischten „Neistart"-Pak hu mer wichteg Akzenter gesat, ënner anerem mat den Hëllefe fir d'Entreprisen, déi an d'Kreeslafwirtschaft oder an d'Energieeffizienz investéieren. An dëse Wee sollte mer weidergoen an d'Ekonomie ënnerstëtzen, wou et nëmme geet a wou et ökologesch an och ekonomesch sënnvoll ass.

D'Hëllefe fir d'Ekonomie däerfen awer net just drop ausgeluecht sinn, fir de Status quo ze retabléieren. Si mussen zukunftsfäeg sinn, déi nohalteg Transitioun virubréngen an domadder der Ekonomie eng Perspektiv a Stabilitéit gi fir déi nächst Joren a Jorzéngten.

Här President, Dir Dammen an Hären, mat der Strategie vun dem „Null Offall Lëtzebuerg" an den neien Offallgesetzer, déi deposéiert gi sinn an un deene mer elo schaffen hei am Haus, gi mer och genau an déi Richtung vu méi klore Virgabe fir d'Ekonomie a förderen domadder d'Transitioun a Richtung Économie circulaire. D'Devise ass hei: Maximal Offall vermeiden, erëm notzen a recycléieren.

(Interruption)

Dat sinn och d'Äntwerten op d'Motioun, déi mer hei à l'unanimité virun iwwer engem Joer an der Chamber gestëmmt hunn: méi héich Ziler fir Recyclage a Reutilisatioun am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft, kloer Mesuren, zum Beispill keng Decharge méi zu Lëtzebuerg ab 2030, Strofe fir de Littering, de Verbuet vun onnëtze Reklammen an och de Verbuet vu Mikroplastik an der Kosmetik. D'Produzenten an d'Commerçantë ginn an d'Responsabilitéit geholl, fir dass mer à la source onnëtz Verpackungen a Produite vermeiden, déi just eemol benotzt ginn. An déi Produiten an onnëtz Verpackungen, déi nëmmen eemol benotzt ginn, huele mer och an den nächste Joren, an den nächsten dräi Joer lues a lues aus dem Circuit a mir ersetze se duerch Produiten, déi ee méi oft ka benotzen, sief et bei de Verpackungen, zum Beispill vun de Friichten an dem Geméis, sief et bei de Becheren, dem Besteck, Tuten, Telleren, bei Fester, Restauratioun, Takeaway an esou weider. Mir ginn ons do, wéi gesot, kloer Delaien, fir vum Einweg op de Mehrweg ze kommen an den nächsten dräi Joer. An och do brauche mer an den nächste Joren iergendwann och méi e Switch op e Pfandsystem.

Awer och d'Gemenge kréien hei méi kloer Obligatiounen, dass se dem Bierger nach eng besser Offer u Recyclage offréieren an och eng méi attraktiv Offer offréieren. An eeben andeems mir de Gemengen an der Ekonomie dës kloer zäitlech Virgabe ginn, verschafe mer de Betriber an de Gemengen d'Zäit, déi se brauchen, fir op Alternativen ëmzeklammen.

Här President, Dir Dammen an Hären, och d'Landwirtschaft huet eng wichteg Roll an der Transitioun ze spillen. An och hei geet et drëms, lokal Kreesleef ze schafen an esou am Aklang mat de Ressourcen ze wirtschaften. Wéi mer konsuméieren a wou mir eist Iessen hierkréien, ass an der Coronakris erëm ville Leit an d'Bewosstsäi gerutscht. Méi lokal, méi regional, méi saisonal ass gefrot. Dat soen och d'Émfroen, déi ech am Ufank genannt hunn. Et geet elo drëm, onsen Ernärungssystem, ons Landwirtschaft och esou opzestellen, also buedemgebonnen, dass mer mat där landwirtschaftlecher Fläch, déi mer hunn, déi mer zur Verfügung hunn, Liewensmëttel produzéieren.

A wann ech soe „mat där landwirtschaftlecher Fläch, déi ons zur Verfügung steet", heescht dat och, dass mir onse Buedem net iwwerstrapazéieren, mee eeben dat produzéieren, wat en hiergëtt. Dat heescht nämlech Kreeslafwirtschaft. Am Moment ass dat net de Fall, well ons Biedem an ons Gewässer sinn zum Beispill mat Nitrater iwwerbelaascht, mat de bekannte Konsequenze fir d'Ëmwelt, fir just ee Beispill ze nennen.

Ons Bauere mussen dofir vun der Politik e Kader geschafe kréien, dass si mat deem Buedem, deen hinnen zur Verfügung steet, schaffe kënnen an dass si dovunner gutt liewe kënnen. An an deem Sënn musse mer ons Landwirtschaftspolitik och weider ëmkrempelen, wat mer schonn ugefaangen hunn, zum Beispill mam Bioaktiounsplang, wou et eeben drëm geet, fir eng méi buedemgebonnen an nohalteg Landwirtschaft ze förderen. An d'Demande vum Client ass do: 12 % vun de Menagen zu Lëtzebuerg kafe Bio, esou de Statec. Et sinn also nach vill Ofsazméiglechkeeten do fir ons Landwirtschaft an och d'Landwirtschaft an der Groussregioun.

Ech wëll awer kuerz op eppes zréckkommen, wat gëschter hei gesot ginn ass, och vun engem anere Riedner, deen awer elo grad leider net am Sall ass. Selbstverständlech kann ee mat der biologescher Landwirtschaft d'Leit ernären. Selbstverständlech! Esou gouf dat och an de leschte Jorhonnerten, jo, Jordausende gemaach, dat huet mäi Kolleeg, den David Wagner, eréischt virun e puer Wochen hei op der Tribün gesot.

Mee natierlech muss een dofir de System änneren. Zum Beispill musse mer ophale mat dem Gaspillage alimentaire. 25 % vun der weltwäit produzéierter Liewensmëttelproduktioun fléien einfach esou an d'Poubelle. An natierlech musse mer och en Deel vun der déierescher Ernärung erofschrauwen an ons an där Hisiicht ëmstellen, wat jo och aus gesondheetlecher an ëmwelttechnescher Siicht Sënn mécht a souwisou noutwendeg ass.

Mir brauchen eng Landwirtschaft, déi vun A bis Z funktionéiert, vum réie Produit iwwert d'Veraarbechtung an d'Vermaartung bis bei de Client, an zwar regional hei am Land. Wat bréngt et eis, wa mer ze vill Mëllech oder Fleesch produzéieren, wat dann erëm exportéiert gëtt, an op där anerer Säit importéiere mer Kéis a Jugurt oder Geméis? Mir hu geléiert, dass d'Leit d'Lëtzebuerger Produite wëllen. Da solle mer och Filièren opbauen, richteg Filièren, déi gutt funktionéieren, fir dat méiglech ze maachen.

An deem Sënn kann ech just un d'Regierung appelléieren, dass se engagéiert un der Ëmsetzung vun dem Bioaktiounsplang schafft. An am Moment misst och op Regierungssäit un enger nationaler Strategie fir d'Landwirtschaft geschafft ginn, déi op Bréissel muss geschéckt ginn. Dat muss och eng zukunftsorientéiert Strategie sinn, déi am Aklang mat onser Visioun vun enger nohalteger Landwirtschaft an dem Green New Deal steet an esou och de Baueren eng reell Zukunftsperspektiv bitt, déi am Aklang mat den Erausfuerderunge vun der Zäit ass.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Finanzplaz ass en zentralen Acteur, wa mer iwwer eng ökologesch Transitioun vun der Ekonomie schwätzen. De positiven Impakt wär gewalteg, wann alleguerten d'Suen, déi zu Lëtzebuerg placéiert sinn, SDG- (ndlr: Sustainable Development Goals) respektiv Paräis-konform wären. A genau dat muss och onst Zil sinn.

D'Finanzplaz war dës Kéier net direkt vun dëser Kris betraff. An awer musse mer d'Finanzplaz méi resilient an nohalteg maachen, well bei der nächster Kris kéint dat erëm anescht ausgesinn. An et war jo och bei der leschter Kris anescht. Et geet drëm, dass och d'Finanzplaz aus dëser Kris léiert an am Kader vun der Relance net derzou bäidréit, nees zréck an de Business as usual ze falen.

De Finanzsecteur huet nämlech e grousse Bäitrag zur nohalteger Transitioun an dem Erreeche vun eisen Ziler ze leeschten. An dofir muss een d'Klimarisike vun de Placementer analyséieren an och oppeleeën, d'Nohaltegkeet vun den Investissementer kloer kennzeechnen an Transparenz fir d'Investisseure schafen. Net nohalteg an net Paräis-konform Investissementer musse mer ofbauen, well och reng finanziell si se net nohalteg an zukunftsfäeg.

E wichtege Schrëtt ass an dësem Kontext och mat dësem Budget virgesinn duerch steierlech Begënschtegunge fir Fongen, déi taxonomiekonform nohalteg investéieren. Domat schafe mer en Incentive, fir dass d'Fonge méi nohalteg ginn a mer d'Investissementer aus de brongen Investissementer ofbauen.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Hären, och d'Gemenge sinn zentral Acteure vun der ökologescher Transitioun. A mir kënnen den Ausbau vun der Natur an der Energietransitioun zesumme mat de Bierger an de lokalen Entreprisen um Terrain esou ëmsetzen. An och do si mer als Chamber gefuerdert, well mer zwee Gesetzer deposéiert kruten, un deene mer elo schaffe mussen, éischtens emol de Klimapakt 2.0.

No dem Succès vun dem éischte Klimapakt, dee weist, dass d'Gemengen och Loscht hunn, hei méi aktiv ze ginn, ass et wichteg, dass mer elo do net stoe bleiwen an ons dorobber ausrouen, mee dass mer eng Schëpp noleeën. An dofir gëtt de Klimapakt eebe bis 2030 verlängert a verbessert. D'Gemenge kréien zum Beispill méi Expertis un d'Säit gestallt, wat grad fir méi kleng Gemenge wichteg ass, an et ginn nei Primme geschaf.

Mee déi grouss aner Kris, d'Biodiversitéitskris, däerfe mer och hei net vergiessen. An d'Gemenge kréien endlech och do en Outil, Expertis an nach méi finanziell Hëllef un d'Säit gestallt, dat mat dem Naturpakt. D'Gemenge ginn hei motivéiert, fir méi aktiv ze ginn, fir géint de Biodiversitéitsverloscht virzegoen. Si sinn nämlech e wichtege Partner am Erhalt vun der Aartevillfalt an den Dierfer, an de Bëscher, am oppene Land an an de Gewässer. An heimadder kréie se elo en Tool, fir eng richteg kommunal Naturschutzstrategie opzestellen an ëmzesetzen, fir dass mir méi Natur an d'Gemenge kréien. A wann ee seet „méi Natur", heescht dat och méi Liewensqualitéit a méi Klimaadaptatioun.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng)*.- An et ass gutt, dass den Naturschutz net einfach an de Klimapakt integréiert ginn ass, mee dass e gradesou e vollwäertegt Instrument kritt, well d'Erausfuerderungen an dësem Beräich si genausou grouss.

A mir mussen, Här President, Dir Dammen an Hären, och weider Instrumenter fir d'Bierger schafen, sprëch Primmen, d'Elektromobilitéit, eise Fuerpark zu Lëtzebuerg engersäits natierlech reduzéieren, well wann nëmmen Elektroautoen am Stau stinn, hu mer och net gutt geschafft. Mee de Fuerpark, deen do ass, musse mer reduzéieren an och dekarboniséieren. An do mierke mer och, dass d'Primme gräifen. Dëst Joer schonn hu mer iwwer 1.100 Demandë gehat fir Elektroautoen, wat bedeitend méi ass wéi d'lescht Joer. Derbäi kommen nei Subside fir d'Wallboxen, Luedstatiounen doheem an esou weider.

Mir mussen och weider un der Erhéijung an der Verlängerung vun de Primme fir d'Haiser, fir d'energeetesch Sanéierung schaffen. Méi Subside fir d'Energieberodung, fir dass bei den Heizunge kann ëmgeklomme ginn op erneierbar Energien an esou weider, fir dass d'Leit einfach hir Masuttsheizung kënnen ersetzen, hir Diech besser isoléieren. Dofir ginn d'Primme jo och verlängert.

An onsen Aen ass et och wichteg, dass mer d'Primme genau am A behalen an Upassunge maachen, fir méi Selektivitéit an d'Regimmen eranzekréien, well et ass wichteg, dass mer kucken, dass d'Primme bei der Breet vun der Populatioun ukommen, a virun allem och bei deenen, déi e manner décke Portmonni hunn. Och si mussen un der Energietransitioun deelhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng)*.- En anert Beispill: Attraktiv Aspeisetariffer fir Fotovoltaikanlage vun 30 bis 200 kW, déi elo fir jiddereen opginn an net nëmme fir Kooperativen. Domat kënne Kleng- a Mëttelbetriber, Baueren an esou weider, mat méi groussen Diech och elo endlech vun engem extreem attraktive Präis profitéieren. Dat ass eng richteg Opportunitéit fir eng nohalteg Stroumproduktioun, fir doranner ze investéieren. An alleguerten déi Primme si gutt fir d'Klima, gutt fir d'Bierger, gutt fir d'Entreprisen an also och gutt fir onst Land.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Coronakris huet ons an eng déif Kris geworf, mat Suitten op sanitärem, mënschlechem an ekonomeschem Plang. Mee duerch d'Coronakris gouf et och eng grouss Solidaritéit. Vill Leit hunn d'Wichtegkeet vun der Regionalitéit, der Landwirtschaft, der intakter Natur erëmentdeckt.

Déi aner Krisen däerfen awer net an den Hannergrond geroden, well d'Klima- an d'Aartekris si grad esou urgent. Lëtzebuerg huet sech net just ambitiéis Klimaziler ginn, mee och eng ganz Rei Instrumenter. Mir mussen elo weider an d'Zukunft investéieren. Mir mussen eis Incentivë ginn a gesetzlech Virgabe schafen, fir d'Ekonomie ëmzebauen an ons esou ze stäerken an och d'Gemengen an d'Bierger bei der ökologescher Transitioun ze ënnerstëtzen. A mir däerfe selbstverständlech net op dësem Punkt stoe bleiwen, mee mir mussen ons weider maximal engagéieren, weiderschaffen, nobesseren, fir esou séier wéi méiglech klimaneutral ze ginn.

A mir mussen d'Weiche konsequent an d'Direktioun vun engem zukunftsfäegen, klimaneutralen an ëmweltfrëndleche Lëtzebuerg stellen an esou méi staark aus dëser Kris erausgoen a méi Liewensqualitéit fir haut a fir muer schafen.

An an deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Benoy, bleift nach ee Moment hei, well den Här Goergen wëllt lech eng Fro stellen.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo. Selbstverständlech.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här Benoy, fir déi wierklech gutt Ried. Dir hutt e Constat gemaach vun der Klimakris, vum Klimanoutstand, deen ech och esou mat Iech deelen. An Dir hutt och déi Jonk vu Fridays for Future ugeschwat, déi en Dënschdeg hei virun der Chamber demonstréiert hunn, an déi hu jo och gewësse Fuerderungen opgestallt. Zum Beispill wär eng Moossnam, ...

(Interruption)

... de Kerosinn ze besteiere mat enger CO_2-Tax oder déi Kuerzstreckevollen, wéi mer se och zu Lëtzebuerg hunn, Saarbrécken–Lëtzebuerg, Lëtzebuerg–Paräis, Lëtzebuerg–Frankfurt, ofzeschafe souwéi Lowcost oder verschidde militäresch Projeten, déi och net ëmweltfrëndlech sinn, anzestellen.

Dofir ass meng Fro: Sinn déi Pläng, déi elo um Dësch leien, bezéiungsweis déi Dir nach elo wëllt ëmsetzen an dëser Period, ambitiéis genuch fir dee Constat, deen Dir virdrun am Ufank vun Ärer Ried gemaach hutt? A gitt Der genuch op déi Jonk vu Fridays for Future an, Ärer Meenung no, als grénge Spriecher haut?

Merci.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo, merci, Här Goergen, fir déi Froen. Wann ech de Klima- an Energieplang kucken an alles dat kucken, wat ech elo genannt hunn, da gëtt et eis sécher net langweileg. Mee genausou gutt hunn ech och gesot, dass mer permanent mussen eis Politicken evaluéieren - dat maache mer och mat deenen Instrumenter, déi mer eis ginn - an dass mer och permanent, mengen ech, mussen nobesseren an eis Ambitiounen eropschrauwen. Mir däerfen eis op kee Fall elo zréckleenen. Mir mussen eis Politik evaluéieren. An ech denken och, dass mer net derlaanschtkommen, an den nächste Joren zum Deel Upassungen ze maachen a méi ambitiéis ze ginn. Dat ass iwwerhaapt keng Fro.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Benoy. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ...

(Brouhaha)

... ech wëll awer, ier ech zu menger eigentlecher Ried kommen, nach op eppes zréckkomme vu gëschter, virun allem vu gëschter Owend, wou mer eng Diskussioun heibannen haten a wou ech der Meenung sinn, an d'ganz Chamber war emol op alle Fall déi lescht Joren ëmmer där Meenung, dass mer eng Opwäertung vum Parlament brauchen. An dofir war ech net frou iwwert dat, wat gëschter hei geschitt ass betreffend d'Riednerlëscht, betreffend d'Aart a Weis, wéi et duerno geheescht huet ... Ech respektéieren, dass de Premier muss op de Sommet goen. Hie leet de Sommet net fest. Mee den Datum, wéini hei iwwert den État de la nation geschwat gëtt, deen ass awer zwëschent der Chamber an dem Premier festgeluecht ginn, an zwëschent hir an der Majoritéit. Well mir als Oppositioun, mir wollten déi Debatt iwwert den État de la nation net haut, net gëschter, mee scho virun der Vakanz, scho vill méi laang. An dofir war ech awer e bëssen iwwerrascht iwwert d'Aart a Weis, wéi eis gëschter ënnerstallt ginn ass, mir wéilten do net demokratesch a propper matspillen. Et steet och haut nach eng Kéier änlech an der Press.

Ech ka mer net virstellen, dass d'Madamm Merkel géif bei den Här Schäuble goen an zum Här Schäuble soen am Däitsche Bundestag: „Elo ännere mir dee ganze Programm ëm, well ech muss op Bréissel." Mee dann hätte se dat berücksichtegt, ier et ugaangen ass!

An ech muss soen, dass ech déi Aart a Weis net gutt fannen, wéi mam Parlament verfuer gëtt, an dass ech et och net gutt fannen, wéi och scho probéiert ginn ass, nodeem vill Question-urgenteë komm si virun der Vakanz, dass d'Reglement sollt geännert ginn, fir dass d'Question-urgenteë sollten aneschters behandelt ginn.

(Brouhaha)

Ech fannen dat net gutt. D'Chamber ass dofir do, fir d'Regierung ze kontrolléieren. An ech sinn an ech bleiwen där Meenung, dass dat muss esou sinn. An dofir sinn ech och frou, dass am Artikel 70 vun der Verfassung steet, dass d'Chamber hiert eegent Reglement huet a fir sech selwer definéiert, a wat fir enger Form se schafft, well soss géif nach op eemol e Gesetz vun uewen eroffalen an da géif och nach do d'Chamber virgeschriwwe kréie vun der Regierung a vum Staatsrot, wéi d'Chamber ze fonctionéieren huet. Bon, dass mer kee Gesetz hunn, mee am Reglement steet, dass et net d'Regierung ass an dass et och net de Staatsrot ass, deen eis virschreift, a wat fir enger Aart a Weis d'Parlament ze tagen huet. Well wéi steet et esou schéin an der Verfassung, an den Artikele 50 bis 75: d'Aufgaben an d'Neutralitéit vun der Chamber als éischte Pouvoir! An ech wëll doru just nach eng Kéier erënneren!

Ech weess, dass dat e wichtege Sommet ass, wou de Premier himuss. Mee ech muss soen: Et war net d'CSV! An dofir war dat net fair, wéi gëschter op déi Aart a Weis mat der CSV-Fraktioun heibannen ëmgaange ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir wäert et iwwerliewen!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- O, Här Engel, ech hoffen, dass ech et iwwerliewen. Ech ginn och dervun aus, dass dat wäert klappen.

(Brouhaha)

Mee et ass mer awer wichteg, dass et eng Kéier gesot gëtt, well soss gëtt dat dohinnergestallt wéi: „D'CSV ass géint alles!", an 31:29, dee Motto, dat hu mer jo déi lescht Wochen a Méint vill erlieft.

Une voix.- 26.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Gusty, ech kann och dat vun haut de Moie weisen. Du weis dat vu gëschter Owend, ech dat vun haut de Moien.

(Brouhaha)

Dir Dammen an Dir Hären, am Mëttelalter konnt d'Pescht net mam Schléisse vun de Staddiere gestoppt ginn. D'Pescht konnt net opgehale ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut, e puer Jorhonnerte méi spéit, hu Länner probéiert, mat Grenzschléissungen de Covid ze bekämpfen. An esou wéi et hinnen net gelongen ass virun e puer Honnert Joer, d'Pescht domadder ze stoppen, esou ass et och net gelongen, de Covid domadder ze stoppen. An eis Nopeschlänner hu mam Fanger op eis gewise virun e puer Méint, déi vu lénks, déi vu riets, déi vun ënnen an déi vun uewen - et ass zweemol eng Kéier dee selwechten -, se hu mam Fanger op eis gewisen!

A wann een haut kuckt an der Press an an der internationaler Statistik, da si si et, déi ganz vir bäi si mat den neie Covidfäll. Well ech wousst net, dass Berlin, München a Stuttgart direkt déisäit der Musel leien. Ech weess, dass et déisäit der Musel ass, awer ech hat geduecht, dat wier Tréier, dat wier Bitburg, dat wier Nenneg. Mee wann ech awer elo kucken, wou déi meeschte Fäll sinn an Däitschland, esou wéi dat gesot ginn ass, ass dat op enger anerer Plaz. Dat selwecht gëllt fir Frankräich, wou déi Regiounen, déi elo zougemaach ginn oder wou nei Mesurë geholl ginn, net Thionville, Lonkech a Metz sinn, mee dat ass Paräis an aner Ballungsgebidder. An dat selwecht gëllt bei eise belsche Frënn.

Mat Grenzschléissunge bekämpft ee kee Virus. Eng effektiv Léisung gëtt et just duerch eng gemeinsam Virgeeënsweis an Europa, an de Länner vun der OMS. Klima, Gesondheet, Migratioun, do hëllefe keng national Léisungen, mee do gëtt et just eng europäesch, eng global Léisung. An dat gëllt och fir de Covid. Dofir ass et wichteg, dass och do op europäeschem Niveau mat enger an där selwechter Aart a Weis geschwat gëtt an dass och do gekuckt gëtt, dass mer gemeinsam an eenheetlech Covidreegele kréien.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nom Lockdown am Mäerz stoung d'Ekonomie bal stëll an de Sozialstaat ass agesprongen. De Chômage partiel huet do gegraff. 158.000 Salariéen - à peu près, den Här Kersch huet d'Ziffere bestëmmt am leschten Detail - hunn dovunner kënne profitéieren. Dat war eng Hëllef fir d'Personal a fir d'Betriber. Awer mir sollen eis näischt virmaachen, net all Betrib wäert dës Kris iwwerliewen, an dat trotz dem Hëllefspak oder den Hëllefspäck, déi am Parlament gestëmmt goufe respektiv déi nach wäerte kommen.

Dank deenen Hëllefe fir d'Betriber an dank dem Chômage partiel ass de Motor vun der Ekonomie um Lafe bliwwen. Wärend der Kris huet de Gesondheets- a Sozialsecteur eng primordial Roll gespillt, genau wéi d'Post, awer och den Déngschtleeschtungsberäich, d'Sécherheets- a Botzfirmaen, de Commerce, d'Liewensmëttelbranche, den Transport. Déi Secteuren, déi net grad derfir bekannt sinn, dass se am Héichlounsegment géife figuréieren, hu mat derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg weidergedréit huet, dass Lëtzebuerg keng Longenentzündung kritt huet an dass Lëtzebuerg net un der Häerz-Longe-Maschinn, ekonomesch gekuckt, houng. An dofir gëllt de grousse Respekt deene Leit, déi an deene Secteure geschafft hunn, an deene Leit, déi mat derzou bäigedroen hunn, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie an d'Liewen zu Lëtzebuerg konnte virugoen.

Déi Pandemie huet eng schwéier Lag op den Aarbechtsmaart bruecht déi lescht Wochen a Méint. Luxair, Guardian, Arcelor, Saint-Paul, besser bekannt ënnert dem Numm vum „Lëtzebuerger Wort", stinn de Moment am Mëttelpunkt. Awer dat si just déi grouss Betriber, déi do am Mëttelpunkt stinn. Och vill kleng Betriber, mat 5, mat 10, 15, 20 oder 25 Leit hu ganz vill Problemer a maache sech Gedanken, ob et nach iwwert den 31. Dezember eraus ka virugoen. Mäi Kolleeg Laurent Mosar wäert herno nach méi am Detail dorop agoen.

Mir haten eng Tripartite Luxair, en Duerchbroch! Et ass déi éischte Kéier, wa meng Informatiounen a meng Memoire richteg sinn, dass ausserhalb dem Stolsecteur respektiv konnexe Betriber vum Stolsecteur 600 Aarbechtsplazen ouni Entloossunge kënnen ofgebaut ginn, an dat dank engem Tripartite-Accord. D'Hallschent geet a Pensioun oder Preretraite an d'Hallschent gëtt aneschters beschäftegt, op änlech Weis wéi bei der Division anti-crise, fir déi eng, aus de 70er Joren, oder duerno der CDR aus den 90er an den 2000er Joren, fir dass déi Leit kënnen a Beschäftegung bleiwen. An ech mengen, dass dat e Meilesteen ass an dass et do genausou ass wéi an der Siderurgie: All Aarbechtsplaz, déi kann ofgebaut ginn ouni Entloossung, ass eng gutt Léisung. Et ass besser, an d'Leit ze investéieren, wéi an de Chômage ze investéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Mir hoffe just, dass bei der Arcelor, bei Guardian a beim „Wort" an deenen, déi nach nokommen - ech hoffen net ze vill, mee ech fäerten, et wäerten der awer nach e puer kommen! -, dass mer och do déi selwecht Aart a Weis wäerte fannen, fir kënnen ze hëllefen, sief et iwwert de Fonds pour l'emploi, sief et iwwer aner Hëllefsmethoden, fir dass och do keng Leit doduerch, dass Aarbechtsplaze mussen ofgebaut ginn, am Chômage landen.

Fir Aarbechtsplazen an deem Kader ofzeséchere respektiv neier ze schafen, musse mer och verschidde Saachen op de Leescht huelen: Travaux d'utilité publique, de Prêt temporaire, d'Preretraite, de Reemploi, deen ënner Initiativ vum Nicolas Schmit erofgesat ginn ass, wat och dréngend noutwendeg war. Mee et muss ee sech awer elo d'Fro stellen, opgrond vun där Kris, déi elo erëm do ass, ob net erëm zäitweis déi Plaffongen - an den Här Minister weess, wat ech mengen - erëm eng Kéier missten an d'Luucht gesat ginn an och do aner Méiglechkeete geschafe ginn.

Dat selwecht gëllt bei der ADEM a bei der ITM, mee ech mengen, do si mer eis all eens, dass déi dréngend musse verstäerkt ginn, fir déi Kontrolle respektiv déi Hëllefen, déi d'Leit am Chômage brauchen, och kënnen unzebréngen.

Dat alles ass och en Erfolleg vum Sozialdialog. An do wëll ech dem CES, oder besser gesot de Sozialpartner felicitéieren, dass se am Sozialdialog en Accord fonnt hunn iwwert den Teletravail. Et ass gëschter an och schonn haut a Riede gesot ginn: Den Teletravail ass duerch de Plaffong gaangen! De Finanzminister huet gëschter ënnerstrach, dass se mat deenen dräi Länner Arrangementer fonnt hunn, wat d'Besteierung ubelaangt. Den Här Schneider hat eis ugedeit virun engem Mount, dass den 883 - dat ass d'Directive européenne - de Moment vum Dësch wier.

Den Aarbechtsminister huet eis awer d'lescht Woch d'Hoffnung an d'Freed geholl. Hien huet eis ugekënnegt, dass se awer erëm amgaange sinn, um 883 europawäit ze schaffen, wat och Konsequenzen huet, souwuel op den Teletravail wéi op de Chômage an domat automatesch och op de Staatsbudget, op all déi Ausgaben, déi domadder generéiert ginn.

Ech wëll awer de Sozialpartner felicitéiere fir den Accord vum Teletravail, dee se fonnt hunn am Kader vum CES. Och wann do nach verschidden Upassunge musse gemaach ginn, souwuel legislativ wéi och administrativ, sou ass dat awer e gutt Zeechen, dass an där ugespaanter Situatioun et hei zu Lëtzebuerg nach méiglech ass, Accorden ze fannen.

(Interruption)

Änlech war et an de 70er Joren, wéi och do an der Krisenzäit d'Sozialpartner Arrangementer fonnt hunn, déi ee sech virun der Kris net onbedéngt ëmmer konnt virstellen.

Mee et sinn awer nach aner Problemer, déi op eis zoukommen. Mir hunn e Problem an der Sécurité sociale. D'CNS huet déi Chifferen, déi mer an enger Kommissioun gesot kritt haten, 386 Milliounen, virgestreckt. Gëschter huet de Finanzminister vun 247 Millioune geschwat. Elo weess ech nach net esou richteg - leider ass kee vun deenen zwee hei -, ob et elo déi 386 sinn oder déi 247, oder ob déi 247 just fir de Privatsecteur waren, ob et do an der Terminologie geklemmt huet. Mee dat wier awer wichteg, well dat ass awer en Ënnerscheed vun 140 Milliounen, wou do Ausgabe gaange sinn. An et ass jo kloer, dass, wann d'Krankeversécherung aus dem Privatsecteur déi Sue virgestreckt huet, déi Sue jo och eng Kéier vum Staat respektiv vum Staatsbudget zréckbezuelt ginn.

Et ass déi Diskussioun ëm déi 78-Woche-Reegelung, déi eis nach besser bekannt war ënnert dem Term vun den 52 Wochen. Bei den 52 Woche war elo laang Rou, jo, well et vun 52 op 78 an d'Luucht gaangen ass. Elo sinn déi 26 Wochen och erëm, elo geet d'Diskussioun och do erëm lass.

An ech kommen nach eng Kéier op eppes zréck, wat mer deemools heibanne geschwat hunn: ob een net misst eng Ausnameméiglechkeet a bestëmmte Fäll maachen. Wann nämlech ee fir d'éischt eng Kriibszort hat a sech da knapps erholl huet an e kritt eng Rechute mat engem anere Kribs, da kënnt en awer iwwert déi 78 Wochen. Ech weess, et si keng Honnerten, et si keng Dausenden, mee et muss een do d'Méiglechkeet schafen, och Ausnamebestëmmunge kënnen ze erlaben, fir dass och déi Leit net einfach duerch de Filet vun eiser sozialer Sécherheet falen.

Vill Leit waren an deem Covid isoléiert. Vill Leit hu psychesch a mental Schwieregkeeten. Een Tabu. An dofir wëll ech dem Jugendparlament extra felicitéieren, deene Kolleegen, déi de leschte Freideg mat hei waren, wéi se dat nach eng Kéier duergestallt hunn, souwuel bei deene Jonken, mee si waren awer och mat eis averstanen, dass dat sech och bei anere Generatiounen ofspillt.

Alleguerten déi Problemer, ob dat Depressioun ass, all déi mental Saachen, deen Tabu muss gebrach ginn a mir mussen oppen heibanne schwätzen. An dofir hoffen ech och - et ass jo eng Heure d'actualité ugefrot vun der liberaler Partei -, dass mer do och déi richteg Konklusioune wäerten zéien, well dat ganz wichteg ass, dass mer do zu Léisunge kommen. Dat däerf net einfach sinn: „Schwamm drüber und weiter!" Dat kann net sinn! Mir mussen eis domat beschäftegen a mir mussen och déi néideg Konklusiounen dozou zéien. An ech mengen, d'Jugendparlament huet eis do schonn a senger Resolutioun villes virgemaach, wou mer och sollen drop agoen an dat och an Ugréff huelen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- A wa mer dat soen, da musse mer bei dem Covid och vum Gesondheetspersonal schwätzen, dem Gesondheetspersonal, wou mer schonn heibannen eng Heure d'actualité haten, wou mer och wëssen, dass si soen, an dat contestéiert jo och kee méi: „Mir hunn net méi genuch Leit, fir an deem Secteur ze schaffen!" Op eis dräi Nopeschlänner ze hoffen, dat ass jo schéin a gutt, wann ee weess, dass iwwer 50 % vun deene Leit, déi an deem Secteur schaffen, vun do kommen, mee mir mussen et do onbedéngt och zesumme mat eisem Educatiounssystem awer fäerdegbréngen, hei zu Lëtzebuerg erëm méi Schülerinnen a Schüler auszebilden, déi dee Beruff wëlle léieren.

An ëmfrot Iech emol: Alleguerten déi, oder vill vun deenen, déi ugefaangen hunn de 15. September a bestëmmte Klassen, hunn an Zwëschenzäit, emol nach keng zwee Méint drop, schonn erëm opgehalen! An och dat ass e Problem, ob een do keng Méiglechkeet fënnt, fir dass déi reegelméisseg kënne bäikommen. Ob dat am Infirmiersberuff ass, bei den Aide-soignanten, bei den Hiewammen, et ass do wichteg, dass mer déi Effectiver vun deene Schoulen an d'Luucht setzen an dass mer do méi Leit materanhuelen.

A mir mussen och de Programm iwwerdenken, ob alles richteg ass, wat mer do froen a wat mer do maachen. Déi Lëtzebuerger Infirmièren, oder déi, déi am Lëtzebuerger Schoulsystem sinn, soe mer esou, déi mussen an deenen dräi Sprooche perfekt sinn. Ech weess net, ob mer déi, déi vun Tréier kënnt, froen, ob se weess, wat am Victor Hugo senger Sprooch - déi dem Här Wiseler ganz no läit - alles drasteet. An ech weess och net, ob se déi vu Metz froen, wat am Goethe senger Sprooch am Mëttelpunkt steet. An dofir misst een dat hannerfroen. Wann een eng Noutsituatioun huet, da muss een och déi Mesuren huelen, déi noutwendeg sinn, fir dass dee Secteur ka weidergoen.

Dat selwecht ass, an déi Diskussioun hate mer och, an ech erënneren nach eng Kéier drun, dass mer als CSV der Meenung sinn, dass mer e Covidspidol missten hunn a bräichten, fir dass déi aner Saache vun der Santé net einfach gestoppt ginn an op d'Säit geluecht ginn. Ech denken un déi Preventiounsprogrammer wéi d'Mammografie, déi ausgesat si ginn, fir dass déi Leit net alleguerte mat deenen aneren a Kontakt kommen. Dofir nach eng Kéier mäin Appell, huelt e mat virun: Wier et net noutwendeg, dass mer als Lëtzebuerg géifen e Covidspidol maachen?

Wa mer déi aner Säit kucken, ech kann Iech soen, zu Tréier, do ass e Spidol, déi hunn extra ee Gebai nëmme fir Covidpatienten, fir dass deen anere Regimm ka virugoen. Dat gëtt et och op anere Plazen an Däitschland. An do solle mir och driwwer nodenken, ob et net noutwendeg wier, dass mir och ee Gebai, ee Spidol, géifen huelen an dat als Covidspidol deklaréieren, fir dass mer domadder sécher sinn, dass déi aner Grondversuergung, déi eis Leit brauchen, och kann oprechterhale ginn.

D'Diskussioun wäert sech eng Kéier stellen, wivill Leit, déi krank waren, déi net konnte bei hiren Dokter goen, déi vun hirem Dokter gesot kritt hunn: „Bleift doheem", haut méi schwéier krank sinn a wivill Leit un deene Saache gestuerwe sinn, wéi déi, déi mer elo duerch Covid kennen. Dat ass schwéier herno nozevollzéien an nozekucken. Mee wann Der mat deene jeeweilege Spidolsdirektioune schwätzt a mat de jeeweilegen Dokteren, da kritt Der dat nämlech gesot, dass och do e Problem war, dass déi Leit net konnten esou behandelt ginn, wéi et misst sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, da gëtt et awer och nach aner Secteuren, déi ganz staark betraff sinn. Ech wëll do verschiddener nach eng Kéier opzielen - mee wéi gesot, de Laurent Mosar wäert nach eng Kéier drop agoen -: den Eventsecteur, dee jo elo mol weess, dass bis 2021, bis den 31. Dezember 2020 näischt wäert geschéien. Wéi et doriwwer eraus virugeet, do huet keen d'Glaskugel, fir et ze wëssen. Vläicht fannen d'Staats- an d'Regierungscheffen d'Léisung haut a muer zu Bréissel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wann ech dohinnerkommen!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dann hätte mer en aneren Dag sollen hei schwätzen!

Dann ass d'Fro: Wéi geet et weider bei de Caféen? Wéi huelen d'Coiffeurssalonen, Beautéssalonen et, déi Schwieregkeeten hunn, well d'Clienten net méi zréckkommen? Firwat kommen d'Clienten net erëm? Net aleng wéinst dem Covid. Mee et ass weider keng grouss Hochzäit, et ass keng grouss Manifestatioun, déi hunn och vun deene Recettë profitéiert. Dat selwecht gëllt fir d'Restauranten. An dofir hoffen ech, dass deen Hëllefspak, deen ugekënnegt ginn ass vun der Regierung - leider kenne mer en nach net -, och deene Secteuren do wäert Rechnung droen.

Ech hat déi lescht Méint vill Gespréicher mat Dokteren, Fleegepersonal an och nach mat anere Leit, ech hunn och verschidde Betriber besicht an och verschidde Saache gezielt kritt. An eppes, wat mer awer staark ueweläit, dat ass vun engem Betrib, deen an d'Faillite gaangen ass kuerz virum Covid a wou déi Leit elo duerch all Sift falen. Et ass e Sträit zwëschent der Ekonomie an der ADEM, ob déi Leit solle Chômage kréien oder net, an dat ass weidergaangen op de Fonds national de solidarité. An do kréien d'Leit och net gehollef, well deen aneren Dossier nach ëmmer net gekläert ass.

An do ass eng Famill, e Mann an eng Fra mat zwee Kanner, déi kréien näischt vum Office social, si kréien näischt vum Chômage a si kréien iwwerhaapt näischt! Ech hu probéiert, mat verschiddene Ministërë Récksprooch ze huelen. Déi eng hu mer eng Erklärung ginn, déi aner hu mer geäntwert, opgrond vun der Dateschutzreegelung wiere se net an der Méiglechkeet, fir mer eng Äntwert ze ginn. Mee Fakt ass, dass déi Famill an Zwëschenzäit säit siwe Méint kee Loyer bezuelt huet an och neierdéngs kee Bong méi kritt huet, fir an d'Épicerie sociale ze goen. Ech hunn dat, opgrond vun engem private Gespréich mat engem vun den Träger vun der Épicerie sociale, op d'mannst fir d'Épicerie sociale an de Grëff kritt, mee fir deen anere Punkt net.

An dat ass eppes, wat ech net verstinn. An do maachen ech kengem heibannen e Virworf, mee do musse mer eis d'Fro stellen: Wéi ass esou eppes an engem Land wéi Lëtzebuerg am Joer 2020 respektiv 2021, wou mer gläich sinn, méiglech? Well dat si Leit, deen do Fall, deen ech elo hunn! Ech wëll net soen, dass et der honnert ginn, mee jiddweree vun lech huet nach esou een oder en änleche Fall an der Täsch, an dofir musse mer dat och duerno op de Leescht huelen, fir deene Leit kënnen ze hëllefen, fir dass déi Leit net duerch de Kuerf falen.

Ech hu mat enger Koppel geschwat, déi wéi laang elo schonn am Chômage partiel ass, a si ass frou, dass se alt do Hëllefe kritt. Mee déi verléieren all Mount - et sinn net déi schlechtste Verdénger, dat ass richteg - 4.500 Euro! De Mann kritt 80 % am Privatsecteur an d'Fra kritt 80 %. A 4.500 Euro, dat ass vill, wat se verléieren. Et kann een och soen: „Déi verdéngen och net schlecht." Mee déi hunn de Liewensniveau op dee Verdéngscht opgebaut, a virun allem hire Prêt, hir finanziell Engagementer sinn an d'Héicht dovu gesat ginn. An och do muss ee kucken, och mat deene muss ee schwätzen. An ech hat do probéiert, mat verschiddene Leit op Banken ze schwätzen. An do sinn déi eng Banke méi flexibel wéi déi aner. Déi eng soen einfach: „Mir hänken déi Méint hannendrun. Da bezuelt Der elo de Moment net. An déi Méint, wou Der net kënnt bezuelen, ginn hannendrugehaangen." Mee et sinn anerer, déi soen: „Eis interesséiert dat am Fong net a mir hätte gären déi Suen, déi mer zegutt hunn."

Och do musse mer eis Froe stellen. Ech weess, dass déi do elo net muer de Moien d'Tapéit iessen. Mee déi Leit hunn awer Schwieregkeeten. An déi hunn och Schwieregkeete fir duerno, well et ass jo elo net nëmmen, fir dat eng Kéier erauszezéien. Mee et geet jo och duerno drëm, fir dee Retard awer erëm opzehuelen, well si musse jo awer eng Kéier déi Rechnungen an déi Engagementer bezuelen.

An änlech ass et a Betriber. Et si Betriber, déi hu vill gehollef kritt an der Sécurité sociale, si hunn Hëllefe kritt. Et sinn och anerer, déi hu manner kritt. An elo op eemol kréie se alles zréckgefrot - net alles, mee en Deel. Och do muss ee sech d'Fro stellen: Misst dat net aneschters gestreckt ginn? Missten do d'Delaien, fir dat alles zréckzebezuelen, net méi an d'Längt gestreckt ginn? An enger Entrevue, déi mer elo leschtens hate mat engem grousse Lëtzebuerger Patronatsverband, hu mer gesot kritt, dass och nach Betriber Schwieregkeeten hunn, well dat mam Chômage partiel net méi esou viruleeft wéi bis elo, an dass se déi Suen net méi esou séier kréie wéi bis elo. Ech huelen un, den Här Minister wäert eis duerno kënnen äntwerte respektiv si wäerten och selwer scho vläicht bei him intervenéiert hunn.

An op déi aner Zort vu Betriber wäert mäi Kolleeg, de Laurent Mosar, duerno nach agoen.

Dann hu mer och e Problem bei der Jugend. Mir hunn e Problem bei der Jugend. D'Jugendaarbechtslosegkeet ass esou héich wéi nach ni. An do wier et och wichteg, dass mer doran investéieren, dass mer investéieren a mat deene Leit schwätzen: mat deene Leit schwätzen iwwer hiren Niveau de qualification a gläichzäiteg och mat hinne schwätzen iwwer hir konkreet Beruffswënsch. Ech hunn dat gemaach mat verschiddenen, wéi ech d'Chance hat, mat eisem Jugendhaus zesummen, esouer ze gesinn, an do ass mer eppes opgefall: Et ass net nëmmen d'Qualifikatioun, mee et ass och esou, dass se heiansdo net wëssen, wat sech hannert dem Beruff x oder dem Beruff y verstoppt.

Ech ka mech erënneren, wéi mir an d'Primärschoul gaange sinn, oder ech op alle Fall, meng Generatioun, do hues de e Film gewise kritt eemol de Mount: „Ein Haus wird gebaut", „Ein Schreiner", „Ein Maurer", „Ein Elektriker". Ech weess net, ob et déi Saachen haut nach gëtt. Mee déi Jugendlech, mat deenen ech do geschwat hunn, déi wëssen net, wat de Beruffswonsch ass an déi hunn och kee Beruffsplang.

Ech mengen, dass mer do misste kucken, zesumme mat der Administration de l'emploi a mam Aarbechtsministère, fir mat deene Leit ze schwätzen an do e Wee ze fannen. De Moment läit dat an der Educatioun. Ech zweifelen net un dem „good will" vun der Educatioun, mee ech sinn der Meenung, dass, wat den Aarbechtsmaart ubelaangt, den Aarbechtsminister an d'ADEM do dem Maart méi no si wéi d'Educatioun. An och do misst ee kucken, fir déi néideg Initiativen ze huelen, wéi de CNFPC dat schonn deelweis mécht, mee déi och nach massiv auszebauen an do och nach massiv Hëllefen ze ginn.

De Budgetsminister huet eis gëschter gesot, oder de Finanzminister, pardon, dass de Staat iwwer 1.000 nei Aarbechtsplaze schaaft. Meng Fro ass: Wa mer Problemer hunn an der Beruffsausbildung, misste mer net och driwwer nodenken, dass de Staat méi massiv misst ausbilden? Ee vun dem Här Kersch senge Virgänger huet viru Jore mat de Gemengen en Accord fonnt, dass d'Gemenge solle virun allem am administrative Beräich Formatiounen ubidden, dass déi Schüler déi zwee Joer, déi se mussen an engem Betrib schaffen, kënnen do maachen. Do sinn deemools Hëllefe gemaach ginn. Do ass meng Fro: Misst dat net ausgeweit ginn? Misst net och méi massiv beim Staat ausgebilt ginn? Och beim Staat si jo Leit mat engem Brevet de maîtrise. Och beim Staat si jo Leit, déi déi Ausbildung hunn, fir däerfen auszebilden. Soudass och am ëffentleche Secteur, op d'mannst esou laang, wéi mer an där Situatioun sinn, wou mer elo sinn, misst ausgebilt ginn. Well wa mer net ausbilden, huele mer deene Leit do all Chance an all Méiglechkeet!

Do sinn der jo vill, déi soen, wa se elo d'Ausbildung ofbriechen: „Da ginn ech normal schaffen an da maachen ech dat an Owescoursen no." Ech kann lech just soen: Vun honnert, déi ufänken, do kommen der dräi bis zum Schluss, well déi aner ënnerwee d'Flemm kréien an d'Loscht verléieren. Well wa se mat 17 Joer keng Loscht hunn, weess ech net onbedéngt, ob se duerno, mat 21 oder 22 Joer, Loscht hu fir weiderzefueren. An et ass dofir wichteg, fir déi Leit vill méi detailléiert kënnen ze encadréieren. Et huet jo kee Wäert, dass mer Chômeuren ausbilden, dass déi Leit herno soen: „Ech fanne jo souwisou näischt." Well dat gëtt jo och herno en anere Problem: Déi falen an d'Aarmut, déi kréie Problemer an der Sécurité sociale, déi kréie Problemer mat der Pensioun an da musse mer déi esou mat duerchschleefen. Ass et net besser, do déi néideg Invester ze maachen, fir deenen do kënnen ze hëllefen?

Kënne mer do net och eng Mise au travail maachen? Eng Mise au travail fir Demandeurs d'emploi bei staatleche Verwaltungen, an Administratiounen? A firwat solle mer net - ech soen dat och elo, ech weess, dass ech do net iwwerall gutt dermat ukommen -, och dat selwecht maache mat eise Flüchtlingen, dass och déi d'Méiglechkeet kréien, sech anzebréngen an esou temporäre Méiglechkeeten, fir och do kënne matzeschaffen? Dat sollte mer op de Leescht huelen an dat zesumme maachen.

Ech kéint elo nach weiderfueren, mee dann huelen ech mer alles ewech fir d'nächst Woch, wou mam Här Kersch, oder net mam Här Kersch, mee an der Chamber eng Heure d'actualité geplangt ass iwwer Chômage an d'Hëllefe vum Mëttelstand. Do wëll ech dann nach eng Kéier drop zréckkommen.

Ech wëll awer soen, dass mer hei all zesumme mussen déi Attack ugoen, fir dass aus där Gesondheetskris an aus där Wirtschaftskris net och nach eng sozial Kris hannendru gëtt an dass den Aarmutsrisiko, deen zu Lëtzebuerg scho relativ héich ass, net nach méi wäert an d'Luucht goen - „relativ héich" am internationale Vergläich.

Ech erlabe mer awer nach, op zwou Saachen, déi gëschter diskutéiert gi sinn, anzegoen. Et sinn eemol déi leideg - oder net déi leideg, mäi Kolleeg Gilles Roth huet dat de Moie fantastesch nach eng Kéier erkläert - Stockoptions. Ech wëll d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei drun erënneren, dass schonn 2012/2013 an deem Pak, deen nach ugeschaaft ginn ass, wou et awer net méi zu der Ëmsetzung komm ass, well Neiwale komm sinn, et en Accord ginn ass zwëschent zwee Leit bei der LSAP, déi an Zwëschenzäit am Staatsrot sëtzen, nämlech dem Här Bodry an dem Här Lux, an zwee Leit op CSV-Säit, nämlech dem Michel Wolter a mir, dat waren déi zwee Parteipresidenten an déi zwee Fraktiounspresidenten, fir dass am Kader vun dem Sanéierungspak, deen 2012/2013 no deene Budgetsdebatte stattfonnt huet, et mat de Stockoptions sollt eriwwer sinn.

Ech wëll just dorun erënneren, well haut de Moie verschidde sozialistesch Kolleege fonnt hunn, mir hätten awer relativ laang gebraucht. An ech wëll just soen: Mir waren eis 2012 eens, déi zwou Parteien, fir et ze maachen! Duerch d'Walen ass et net méi dozou komm. Dofir sinn ech awer iwwerrascht, dass et elo ganzer néng Joer gedauert huet, bis dann endlech eppes kënnt! Mee ech felicitéieren lech awer, dass elo, no deenen néng Joer, dann och endlech dat leidegt Theema, ech wëll net soe vum Dësch ass, mee dass dat leidegt Theema ugegraff gëtt.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Den Här Juncker an den Här Frieden haten dat awer e bëssen aneschters ageschat wéi den Här Spautz an den Här Wolter an der Zäit.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- O, Här Kersch, an den Här Lux an den Här Bodry, jo.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Jo, richteg.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- An duerno ware Walen, Här Kersch.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Jo, richteg, genau, dat ass richteg. Den Här Lux an den Här Bodry waren nach ëmmer der Iwwerzeegung, dass een dat misst ofschafen. Den Här Spautz an den Här Wolter sinn et no enger gewëssener Zäit ginn. An den Här Juncker an den Här Frieden waren ni där Meenung.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Da wëll ech och soen, dass et wichteg ass, wa mer vum Chômage schwätzen, dass mer och eng Kéier iwwer all déi Diskussioune schwätzen, déi sech beim REVIS beim ONIS, bei all deene Verwaltungen undichten. Och do stelle mer ëmmer erëm fest - mir hunn dat Gesetz zwar nach net ganz laang, Dir wësst och, dass mir deemools net vu Freed an d'Luucht gespronge sinn -, dass et awer och wichteg ass, dass mer dat Gesetz schnellstméiglech erëm eng Kéier op de Leescht huelen, e Bilan maachen.

Mir haten ofgemaach, mir géifen no e puer Joer e Bilan maachen, mee mir hate jo deemools net ofgemaach, dass eng Covidkris géif kommen! Mee et ass wichteg, dass schnellstméiglech och déi Mesuren op den Dësch geholl ginn, fir dass se elo vläicht net direkt, mee spéitstens a sechs Méint do sinn, well wann dat alles geschitt, ouni wëllen den Däiwel un d'Mauer ze molen, dass Enn des Joers de Chômage an alleguerten déi Geschichten nach wäerte massiv an d'Luucht goen, dass mer da gewappnet sinn, fir deene Leit kënnen ze hëllefen a fir dass kee Mënsch do wäert duerch de Sift falen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech kéint nach laang weiderfueren, mee wann ech elo op d'Auer kucken, an ech muss nach zwee Kolleegen Zäit iwwerloossen, da wëll ech lech Merci soen.

An nach eng Kéier mäin Appell, dass mer all zesumme sollen un enger Opwäertung vum Parlament schaffen an dass mer net elo op eemol einfach eis als Parlament vun der Regierung iwwerrenne loossen, well et ass nach ëmmer d'Chamber, déi den éischte Pouvoir ass. D'Chamber soll d'Regierung kontrolléieren an net d'Regierung d'Chamber!

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn en Dënschdeg mat Satisfaktioun festgestallt, datt de Wunnengsbau dëst Joer nees eng Kéier an der Ried wor beim État de la nation - d'lescht Joer leider kee Wuert iwwert de Wunnengsbau.

Mir sinn awer net zefridde mat deem, wat den Inhalt vun den Aussoen an deene leschten Deeg iwwert de Wunnengsbau ass. Ech brauch kengem heibannen ze soen, wéi wichteg d'Problematik ronderëm de Wunnengsbau hei am Lëtzebuerger Land ass. Duerfir geet et net eleng duer mat Annoncen. Annoncen, déi an deene leschte Joren ëmmer nees komm sinn. De Wunnengsmaart ass ee kruziaalt Element fir d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft. De Wunnengsmaart ass ee kruziaalt Element fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Duerfir ass et wichteg, datt de Logement genau déi Wichtegkeet an awer och déi Prioritéit kritt, wéi et zanter Joren ëmmer gesot respektiv annoncéiert ginn ass.

Datt de Wunnengsbau keen einfacht Unterfangen ass, ass eis alleguerten heibanne kloer. Et gëtt keng Zauberformel, fir de Problem vun haut op muer ze léisen. Duerfir ass et wichteg, datt mer awer och hei am Haus zesummeschaffen, an ech kommen dorop zréck: D'Joer 2019 huet d'CSV-Fraktioun am Ganzen 23 Propose gemaach, dovu véier Propositions de loi an néng Motiounen. D'Resultat dovu brauch ech kengem hei kloerzemaachen. Duerfir ass et wichteg, datt mir eis eens sinn, datt mer och e Konsens hei am Parlament fannen, wat dës Problematik ugeet.

Wann een de Constat mécht: déi gréng hunn an deene leschten zwee Joer elo d'Responsabilitéit, si ginn d'Saach méi pragmatesch un, dat muss een effektiv constatéieren. Si si leider awer och an deene leschte Woche méi a méi dem Annoncëféiwer verfall, wat an deene leschte fënnef Joer schonn de Fall wor.

D'Wuesstumsdebatt am Kader vun der Wunnengsbauproblematik däerf een net ausschléissen. D'Wuesstumsdebatt muss an deenen nächste Jore gefouert ginn, well dat ee kruziaalt Element ass, wann et ëm de Wunnengsbau geet.

Zréck awer elo op den État de la nation. Wéi scho gesot ginn ass, och vun enger Rei vun CSV-Virriedner, wat de Steierregimm, deen ongerechte Steierregimm vun de FISen ugeet, dee soll ugepasst ginn. Dat gouf scho virun enger Rei vu Joren ëmmer vum Gilles Roth vun der CSV-Fraktioun gesot, datt eeben dëse Regimm misst ugepasst respektiv ofgeschaaft ginn. Mee datt heiduerch,

duerch dës Upassung, awer keng Wunneng an deenen nächste Jore méi bëlleg wäert ginn, ech mengen, dat misst eis och alleguerte kloer sinn.

Wat d'Upassung vum Amortissement accéléré ugeet, vu 6 % op 5 % erof respektiv vu sechs Joer op fënnef Joer erof, wann dat eng grouss Errungenschaft soll sinn, ben, ech mengen, do ka jidd-weree sech seng Äntwerte selwer drop ginn. Fir eis ass dat éischter Makulatur!

De Logementsminister Henri Kox huet viru 14 Deeg op der Antenn vun RTL gesot, datt am Kader vum État de la nation wäerte grouss Annoncë kommen, wat d'Spekulatioun ugeet. Wa wierklech déi Annoncë ronderëm d'FISe respektiv den Amortissement accéléré, wann dat déi grouss Errungenschaft ronderëm eng Spekulatioun ass, respektiv eng Spekulatiounstax, iwwert déi iwwerhaapt kee Wuert rieds gaangen ass, da muss een dat effektiv esou constatéieren, mee op jidde Fall ee grousse Worf ass dat net! Doduerch ginn d'Locatiounspräisser awer och kee Cent erof, duerch dës zwou Mesure vum Steierregimm vun de FISe respektiv vun der Upassung vum Amortissement accéléré.

(Interruptions par M. Georges Engel et M. Mars Di Bartolomeo)

Op der Spekulatioun vum Grond a Buedem, wat eisen Haaptproblem ass, Här Engel, kee Wuert - kee Wuert! - an deene leschten Deeg.

Wat d'Präisgestaltung vum Logement à coût modéré ass, wat eisen Haaptproblem ass, fir iwwerhaapt ze definéieren, wéi abordabele Wunnraum soll geschaf ginn: kee Wuert!

Wann dat effektiv d'Prioritéite vun dëser Regierung sinn a Bezuch op de Wunnengsbau, bon, da stelle mer dat och esou fest.

De Premier Bettel sot a senger Ried: „Elo ass de Moment!" Jo, de Moment ass elo do, fir d'Saach wierklech unzepaken, well d'Präisser lafen eis fort.

(Interruptions)

Ech komme lo drop zréck, Dir Hären.

Dir wëllt de Budget fir d'nächst Joer ëm 11,13 % an d'Luucht setzen, op 212 Milliounen, wat d'Dépenses en capital ugeet. Kuckt een awer d'Dépenses effectives aus deene leschte Joren: 2018 sinn amplaz vun 172 Milliounen, déi am Budget stoungen, der 122 consommëiert ginn. Dat si 70 %. 2019: amplaz vun 180 Milliounen just 128 Milliioune consommëiert, 70 %. Eleng mat Annoncen a Rieden, datt effektiv eppes geschitt, domat geet et net duer.

Wann een de Constat lo mécht vun der Aide au logement, vun den Hëllefen, fir effektiv deene Bedürftege weiderzehëllefen, wann et ëm de Wunnengsbau geet: Budget 2020: 32 Milliounen, Budget 2021: 30 Milliounen. Sinn dat Prioritéiten?

D'Subvention loyer: Budget 2020: 10 Milliounen, Budget 2021: 9 Milliounen! Sinn dat d'Prioritéiten, wann et wierklech drëm geet, fir beim Wunnengsbau respektiv den Hëllefe fir d'Leit virunzekommen? Ech mengen net.

Ass Blo-Rout-Gréng viru siwe Joer net ugetrueden: „Mir rappen d'Fënsteren op! Mir maachen alles anescht. Mir wëllen och alles besser maachen!"? Ufank 2014 Annoncen, grouss Annoncen, wat de Wunnengsbau ugeet. D'Madamm Nagel, den Här Bettel: „Mir wäerten an deenen nächste Joren 10.000 abordabel Wunnenge bauen, am Eilverfahren. De Bagger rullt a mir kucken, datt dat schnellstméiglech gemaach gëtt."

De Premier Bettel huet sech ni op en Datum festgeluecht. Just d'Madamm Nagel, déi deemoleg Wunnengsbauministesch, huet sech awer iergendwann eng Kéier zu enger Ausso hiräisse gelooss, datt se gesot huet: „Déi 10.000 Wunnenge wäerte bis 2023 gebaut sinn. Wann dat net de Fall ass, dann ass et de Promoteurs publics hir Schold." Ben, lo sinn et d'Promoteurs publics, déi aarm Promoteurs publics, déi dann effektiv déi ganz Responsabilitéit kréien.

10.000 Wunnengen Op eng Question parlementaire vum Kolleeg Roy Reding, wat an deene leschte sechs respektiv siwe Joer un abordabele Wunnenge gebaut ginn ass: 1.594. De Premier Bettel huet nach mat vill Houfert gesot: „1.000 Wunnengen huet d'SNHBM gebaut a 650 de Fonds du logement." Dat gi 1.600 Wunnengen.

Wou bleift dann d'Wunnengsbauoffensiv, déi d'DP 2014 mat vill Inbrunst deklaréiert huet, am Eilverfahren 10.000 Wunnengen ze bauen?! Här Bettel, et sinn der 1.600 an deene leschte Joren. An de Promoteur public, de Fonds du logement, baut knapps 100 Wunnengen d'Joer. D'SNHBM ka maximal mat deem, wéi se momentan opgestallt ass, 300 Wunnenge bauen. Dat heescht, bis 2023 si maximal, wann et gutt geet, 3.600 vun deenen 10.000 ugekënnegte Wunnenge gebaut. Dat ass een Drëttel vun deem, wat viru sechs, siwe Joer mat groussem Tammtamm annoncéiert ginn ass.

Kuckt een dann awer d'Präisser, wéi déi evoluéiert sinn an deene leschte sechs Joer, wou dës Regierung respektiv dës Koalitioun d'Responsabilitéit huet: 64 % an der VEFA, der Vente en l'état futur d'achèvement an der Stad, Prix moyen annoncé: 10.548 Euro de Meterkaree.

D'Locatiounspräisser sinn an der Moyenne an deene leschte sechs Joer ëm 65,9 % an d'Luucht gaangen.

Dann awer d'Salairen. Wann ee kuckt, wéi d'Salairen an deene leschte Joren an d'Luucht gaange sinn, an deene leschten zéng Joer: knapps ëm 10 %. Wann een do déi Diskrepanz kuckt, déi an deene leschte Joren entstanen ass: Dat ass enorm!

Wie soll dat nach bezuelen? Wou bleift d'Wunnengsbauoffensiv vu Blo-Rout-a- Gréng?

2008, am Kader vum Pacte Logement, wéi deen éischte Pacte Logement gestëmmt ginn ass, sot ee gewëssenen Deputéierten, de Xavier Bettel: „Wann et keng Penurie am Logement géif ginn, da missten d'Leit och net op e Logement wéi op waarm Bréidercher waarden. Ee Jonken, haut, geet iwwert d'Grenz wunnen. Dee geet op Thionville, op Tréier an an d'Belsch wunnen."

Här Bettel, haut wunne méi wéi 60.000 Lëtzebuerger net méi zu Lëtzebuerg. 12.000 dovu sinn zu Lëtzebuerg sozialverséchert. An deene leschte véier Joer huet déi Zuel sech verduebelt, Tendenz steigend.

Praktesch virun engem Joer, owes géint sechs Auer virum Siège vun der SNHBM hu 50 bis 60 Leit iwwert d'Nuecht campéiert, fir eng vun de Wunnengen ze kréien, déi owes an enger Gemeng, déi ech besser kennen, presentéiert gi sinn. 35 Wunnengen, iwwer 400 Leit, déi deen Owend do woren, déi herno d'Bün gestiermt hunn, fir hire Formulaire ze kréien, fir sech kënnen anzeschreiwen, fir eng Wunneng ze kréien. Hei waarden d'Leit wierklech op eng Wunneng wéi op waarm Bréidercher!

Mëttes drop, nodeems datt déi 50, 60 Leit do campéiert hunn: Bis mëttes zwielef Auer woren am Ganzen 100 Dossieren eran, 100 komplett Dossieren, fir 35 Wunnengen!

Här Bettel, d'Präisser sinn ëm 65 % an d'Luucht gaangen, wat d'Vente ugeet, zanterdeem datt Dir Regierungschef sidd. Wat sot Dir deene Lëtzebuerger? Wat sot Dir deene Jonken, déi sech haut definitiv keng Wunneng méi leeschte kënnen? Wie kann haut 10.000 Euro fir de Meterkaree bezuelen? Fir eng Wunneng vun 100 Meterkaree 1 Milliioun? Wien huet déi Finanzmëttel, fir dat ze bezuelen?- Erkläert der Jugend dat!

De leschte Freideg wor d'Jugendparlament hei, wou och eng eenegermoossen hëtzeg Debatt entstanen ass, genau iwwert de Sujet Nummer eent, iwwert de Problem Nummer eent, wat de Wunnengsbau dann ugeet.

Siwe Joer: näischt geschitt! Dach! Siwe Joer - den Här Baum, Fraktiounschef, ass elo net do -: d'TVA vun 3 % op 17 % an d'Luucht gesat. Wie wor dat? D'DP! De Fonds du logement zerschloen. Wie wor dat? D'DP! Näischt géint d'Spekulatioun um Grond a Buedem ënnerholl. Wie bremst hei? D'DP!

Dach, et gouf eppes gemaach: De Mietzuschuss gouf agefouert an den Habitat durable. Dat woren awer Gesetzer, déi nach vum Marco Schank preparéiert woren.

(Interruption)

An déi goufen an där leschter Legislaturperiod ëmgesat.

Wat elo déi gréng ugeet, vun de Koalitionären, ben, an deene leschte Joer: Duerch eng Rei vun Hürden, déi souwuel iwwert d'Naturschutzgesetz - och am Perimeter! -dann en place gesat gi sinn, kënnt een haut och am Perimeter net méi virun, wann een eng Wunneng wëllt bauen. Wann ee Villchen driwwerflitt, wann eng Hieselmaus driwwerspréngt, da mussen effektiv onmoosseg Prozeduren entaméiert ginn, fir deem Rechnung ze droen, mat engem Punktesystem, deen onméiglech ass, fir virunzekomme mam Bauen. Dat dréckt och op d'Präisser respektiv doduerch ginn d'Präisser weider an d'Luucht.

An an dësem Sënn géif ech och gär eng Motioun deposéieren, fir genau déi Prozeduren op de Leescht ze huelen, fir datt mer an Zukunft méi séier virukommen. Mir sollen dat pragmatesch ugoen, zesumme kucken, fir Léisungen ze fannen, datt mer méi séier kënne bauen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- constatant l'insuffisance de l'offre de terrains pour satisfaire la demande qui a provoqué une flambée exorbitante des prix de l'immobilier au cours des dernières années ;

- considérant que la lourdeur de certaines procédures administratives cause des retards entre la planification et la réalisation de logements ;

- constatant que la durée excessive de certaines procédures administratives a des répercussions sur les prix des constructions ;

- rappelant la motion du 1er mars 2018 qui prévoit des mesures visant à réduire les lourdeurs administratives pour raccourcir le temps entre la planification et la réalisation de logements ;

- rappelant les objectifs de cette motion au niveau de la simplification et de l'accélération des procédures administratives, à savoir :

• mettre en place une stratégie coordonnée en matière de la politique du logement au niveau national, à travers une clarification et une harmonisation des objectifs et des procédures entre les différents ministères impliqués ;

• instaurer un « monitoring » systématique et permanent du dispositif légal et réglementaire avec le concours des acteurs sur le terrain pour assurer l'efficacité et surtout l'utilité des procédures en place ;

• instaurer un code de la construction, assurant la cohérence et la lisibilité de tous les textes légaux en la matière ;

• promouvoir davantage la stratégie « paperless » en matière de procédures d'autorisation déjà mise en place pour d'autres actes administratifs ;

• renforcer le rôle et les moyens de la plateforme de concertation PAP ;

• introduire une procédure allégée pour toute modification ponctuelle du PAP et du PAG ;

- constatant que cette motion est jusqu'à présent, en majeure partie, restée sans suites,

invite le Gouvernement

- à présenter d'ici la fin de l'année aux membres de la Commission du Logement les suites données à la motion du 1er mars 2018 et particulièrement en ce qui concerne les mesures prises au niveau de l'allègement de la procédure d'adoption des plans d'aménagements particuliers (PAP) et des plans d'aménagements généraux ;

- à imposer des délais impératifs à respecter par toutes les autorités à tous les stades de la procédure ;

- à simplifier le régime d'autorisation pour la destruction de biotopes à l'intérieur du périmètre d'agglomération ;

- à revoir les critères de compensation pour la destruction de biotopes à l'intérieur du périmètre d'agglomération ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier et préciser les textes en question au niveau de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

- à revoir toutes les procédures environnementales dans le domaine du logement.

(s.) Marc Lies, Diane Adehm, Emile Eicher, Martine Hansen, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- Fir drop zréckzekommen, wat d'Perimetererweiderung ugeet, wat och vun der CSV an deene leschte Méint a Joren ëmmer gefrot ginn ass. Ech soen lech awer och firwat. Et geet net drëm, wéi den Här Benoy seet, de Logement géint d'Natur auszespillen. Ëm Gottes Wëllen! Mir sinn eis alleguerte bewosst, datt mer Ëmwelt- an Naturschutz mussen eescht huelen an dat och praktizéieren an ëmsetzen.

Wéi erkläre mer dat awer dëser Generatioun an der nächster Generatioun, déi kee Moyen méi hunn, fir sech eng Wunneng ze kafen? Also musse mer kucken, fir Alternativen ze fannen. Am Perimeter soll gebaut ginn. Natierlech! Mee mir kënnen am Perimeter keng abordabel Wunneng méi schafe mat deene Präisser, wéi se um Grond a Buedem à ce stade sinn.

Ergo musse mer dohinner goen, op déi Plaze goen, wou et Sënn mécht, wou e gudden Uschloss un all d'Reseauen, den ëffentlechen Transport, d'Commercen a sou virun ass, fir sech dann dee Moment do kënnen auszeweiten an dann do sou vill wéi méiglech abordabele Wunnraum ze schafen.

Duerfir: Perimetererweiderung op deene Plazen, wou et Sënn mécht. An hei geet et net drëm, de Logement géint d'Natur auszespillen. Ëm Gottes Wëllen, dat ganz sécherlech net! Mee mir sollen deenen nächste Generatiounen awer hëllefen, datt se och nach zu enger Wunneng kommen!

Am vergaangene Joer sinn d'Präisser vum Foncier carrement explodéiert. Ech hunn et virdru scho gesot: Um Grond a Buedem, do gëtt leider näischt gemaach. An ech mengen, do si sech d'Koalitionären och net eens. Wat eng Spekulatiounssteier um Grond a Buedem ugeet, do ass keen Accord ze fannen. Dat hu mer jo och an der Ried vum État de la nation héieren.

Déi sozialistesch Partei, wou ass déi sozialistesch Partei? Dat ass eng gutt Fro.

Une voix.- Hei!

Plusieurs voix.- Mir sinn hei.

M. Marc Lies *(CSV).*- Dir sidd do, jo. Mee just, wann et ëm de Wunnengsbau geet, da sidd Der net do!

(Interruptions)

Respektiv, wa Motiounen agereecht ginn, wou et ëm genau dat geet, ëm d'Spekulatiounssteier, da stëmmt Der hei dergéint.

(Interruption)

14 Deeg drop ... Ech kucken de Kolleeg Yves Cruchten, e schmunzelt, e weess elo schonn, wat kënnt. 14 Deeg drop, an enger Chamberskommissioun hutt Der de Mikro vun RTL virun d'Nues gehale kritt, do fuerdert de President vun der sozialistescher Partei eng Spekulatiounssteier. 14 Deeg virdrun hei dergéint gestëmmt - 14 Deeg drop dann effektiv derfir. Mir sinn eis eens, Här Cruchten.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Virun zéng Minutten hutt Der gesot, datt d'FISen, datt dat näischt géif bréngen!

M. Marc Lies *(CSV).*- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Also wann ech am Wunnengsbau esou eng Geschicht hätt wéi Dir, da wär ech roueg!

M. Marc Lies *(CSV).*- Eng Extensioun vum Perimeter, mengen ech, ass wichteg, datt se kënnt, respektiv op deene Plazen, wou et och Sënn an Zweck mécht.

Dräi Debatten an deene leschte siwe Joer: 2015 déi, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass, 2018 déi vum deemolege Wunnengsbauminister Marc Hansen. Hie wousst sech kee Rot méi, dunn huet en alt nach eng Wunnengsbaudebatt lancéiert. 2019, d'lescht Joer, dann d'Debatt iwwert de Pacte Logement.

Voilà, ech mengen, et ass an deene leschte Jore vill diskutéiert ginn, mee et muss elo och agéiert ginn.

Am Joer 2019 huet d'CSV-Fraktioun, ech hunn et virdru scho gesot, véier Propositions de loi an néng Motiounen eragereecht. Ech wéilt just zwou Moossnamen eraushuelen, well et awer wichteg ass, zemools fir dës Generatioun, fir déi jonk Generatioun.

Eng Proposition de loi, dat wor de Miet- an den Optiounskaf. De Miet- an Optiounskaf ass ee flotten Outil fir och jonk Menagë respektiv jonk Leit, wa se hir Studie fäerdeg hunn, déi net méi onbedéngt wëllen heemgoen, datt se effektiv eng Wunneng da kënnen uloune goen ënner abordabele Konditiounen, manner wéi 10 Euro de Meterkaree, dat heescht, ënner Form vu Gestion locative sociale. Nach een Deel vun deene Sue géif ugespuert ginn, datt se sech effektiv déi Wunneng no fënnef oder zéng Joer dann och kënnen ënner abordabele Konditioune kafen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wat an der Chamberskommissioun zéng Minutte respektiv eng Véirelstonn vu mir presentéiert ginn ass: Den zoustännege Minister ass praktesch net drop agaangen. En huet gesot, dat wär näischt, et géif näischt bréngen. Fäerdeg! Keng Diskussioun! An da soen ech: Firwat ass eng Chamber do? Si mer net do, fir iwwer Sujeten an iwwer Theemen, iwwer Propositiounen ze schwätzen? Wann eng Regierung dann dohinnergeet an einfach seet: „Bréngt näischt, ass näischt, fäerdeg!"!

Eng nächst Motioun, déi agereecht ginn ass, war fir den Taux, fir abordabele Wunnraum ze schafen, vun 10 % op 30 % an d'Luucht ze setzen, fir de „coût modéré" och ze definéieren. Ben, wéi gesot, am Kader vun enger Perimetererweiderung schéngt jo am Kader vum Pacte Logement dann op d'mannst deem Usaz (veuillez lire: deem Usaz sollen entsprach ze ginn), fir et vun 10 % op 30 % an d'Luucht ze setzen, wat de Logement à coût modéré ugeet. D'Definitioun vum Logement à coût modéré hu mer nach ëmmer net. Duerfir gëtt et och schwiereg, fir déi Moossnam ëmzesetzen.

Wat awer och wichteg ass am Locatiounsmaart: Et musse méi privat Investisseure mat an d'Boot geholl ginn, fir ënner Form vun der Gestion locative sociale dann och do kënnen um Locatiounsmaart ze agéieren. Dat feelt eis och an alleguerten deenen Annoncë respektiv Net-Annoncen, déi gemaach gi sinn.

Wat den Aarmutsrisiko ugeet, dorop wëll ech elo net weider agoen. Ech mengen, an deenen nächste Jore musse mer eis vollends domat beschäftegen. Wann ee kuckt, opgrond vun enger Etüd vum LISER, wat fir een Taux d'effort effektiv déi ënnescht Schichte momentan musse leeschten - de Marc Baum vun déi Lénk huet et och gëschter gesot gehat -, dat ass enorm. An dat kann definitiv net esou virugoen. Wa mer do net hëllefen, da gëtt et iergendwann eng Kéier zu enger Sozialkris. An déi Sozialkris musse mer mat alle Moyene verhënneren.

Ech gi lo net op de Pacte Logement 2.0 an, well ech mengen, do wäerte mer nach genuch Diskus-

siounen an deenen nächste Wochen a Méint kréien, wann et dorëm geet.

Ech wëll just een Zitat vum Henri Kox hei bréngen. 2008, och am Kader vum éischte Pacte Logement: „Mir gesi mam Pakt mat de Gemengen net d'Léisung, mee éischter een zousätzleche Problem. Dëst Gesetz kann och fir déi gréng nach e gutt Gesetz ginn, wa mer de Pakt mat de Gemengen ewechloossen. Mat dem Pacte Logement versicht de Staat, de Gemengen déi gesamt Responsabilitéit vum Wunnengsbau zouzeschousteren."

Dann ass d'Fro: Wat ass de Pacte Logement 2.0? Et geet net duer, fir d'Gemengen ze bevormunden. Et soll een hei kucken, mat Staat a Gemengen eng partnerschaftlech Relatioun opzebauen, an da kucken, fir effektiv deen Challenge Wunnengsbau zesummen unzegoen.

Ech hunn et virdru gesot: Et huet keen e Wonnermëttel, fir dee Problem vun haut op muer ze veränneren. Mir sollen dat awer gemeinschaftlech - wat ech och elo just gesot hunn - an Ugrëff huelen, fraktiounsiwwergräifend, an ee wéi deen aneren un dësem Challenge schaffen.

Duerfir biede mer och d'Majoritéit, an deenen nächste Joren déi Propositiounen, wa se och nëmme vun der Oppositioun kommen, vun enger CSV, déi Lénk ... Déi hunn zeg Proposition-de-loien agereecht, wou vill Aarbecht hannendrustouch, déi leider awer net déi Retombée fonnt hunn, wéi et effektiv dann hätt kënnen oder solle sinn.

Mir bréngen eis an Zukunft virun an dësen Debat mat an a schaffe pragmatesch an och konstruktiv mat virun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Den nächste Riedner, an do kréie mer dann e richtegen Dialog, ass den Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Effektiv, ech kann direkt do uknäppen, wou de Marc Lies opgehalen huet. Ech mengen, en huet jo a senger Ried och vill Zäit drop verluer, fir de Problem ze beschreiwen. An ech mengen, dass seng Beschreiwung vum Problem vun deene meeschten heibanne gedeelt gëtt. Well dee wuel gréissten an och dréngendste soziale Problem an eisem Land ass sécherlech de Manktem un erschwénglechem Wunnraum.

Iwwert d'Ongläichheeten, déi besonnesch hei wuessen, hat ech mech zejoert beim Budget scho laang a breet ausgelooss, mee et bleift richteg: Et ass ze fäerten, dass e Rass duerch eis Gesellschaft geet, e Rass tëschent deenen, déi haut besëtzen, an deenen, déi vläicht ni wäerten an de Genoss vun enger eegener Wunneng kommen, wann d'Logementspräisser weider méi staark unzéie wéi d'Akommes vun de Leit. Doriwwer wäerte sech, bei allen Differenzen heibannen, warscheinlech all d'Parteien eens sinn.

A mir sinn zu Lëtzebuerg och net eleng mat deem Problem. Uechtert déi ganz Europäesch Unioun wuessen d'Logementspräisser an d'Wunnenge gi knapps. Besonnesch an de Groussstied an an de Ballungsraim ass dat richteg. Bei eis ass de Problem allerdéngs nach méi grouss an d'Äntwerte sinn nach méi dréngend wéi bei eisen europäesche Partner. D'Bevëlkerung wiisst zu Lëtzebuerg an derbäi kënnt och nach, datt d'Stéit ëmmer méi kleng ginn. D'Demande no Wunnraum gëtt also vun Dag zu Dag méi grouss.

Ënnert dëser Regierung an och deene Regierunge virdru goufe scho vill Moossname geholl, fir de Problem tant soit peu an de Grëff ze kréien. An deene sëllechen Debatten, déi mer ewell heiriwwer gefouert hunn, hu mer och ëmmer festgehalen, datt mer mussen d'Offer an d'Luucht schrauwen an am beschte Fall d'Demande drécken.

Eens si mer eis eigentlech och, datt besonnesch déi ëffentlech Hand muss méi aktiv ginn um Wunnengsmaart a selwer méi bezuelbare Wunnraum schafen, deen och an ëffentlecher Hand bleift. An dat ass wichteg. Dass dat funktionéiert, dat beweisen eis Stied eréi Wien, Rennes oder Münster, an deenen déi ëffentlech Hand de Marché steiert, agräift a selwer zum wichtegste Promoteur gëtt.

Mat deem Fong, dee mer zejoert op Initiativ vun der LSAP geschaaft hunn, gëtt sech de Staat och endlech d'Moyenen, fir u Bauland ze kommen an nei Wunnengsprojeten ze finanzéieren. Ze begréisse si grouss Projete wéi de Projet „Wunne mat der Wooltz", deen op den Diddelenger Industriefrichen oder nach de Projet Elmen.

Dës Projete schafe méi Offer um Wunnengsmaart, besonnesch wat de subventionéierte Logement ugeet. Mee domat dierfe mer eis net zefridde ginn. Et ass dofir ze begréissen, dass de Premierminister an de Finanzminister annoncéiert hunn, dass d'nächst Joer de Budget fir de Logement ëm 11 % wuesse wäert. Dat ass déi richteg Trajectoire, och fir déi Joren duerno.

Well de Staat awer net eleng alles ka stäipen, brauche mer eis Gemengen. Mam Pacte Logement 2.0, deen eis d'Inneministesch an de Logementsminister viru Kuerzem virgestallt hunn, schafe mer en neit Instrument fir d'Gemengen.

An Zukunft ginn d'Subventiounen un d'Schafe vun neien, bezuelbare Wunnenge gebonnen. Derbäi kënnt och nach, dass Staat a Gemenge méi liicht u Bauland kommen, den Undeel u subventionéiertem Wunnengsbau geet erop a bei gréisseren Terrainen, déi frësch an de Bauperimeter geholl ginn, ginn 30 % fir d'ëffentlech Hand reservéiert.

Rappeléieren dierf ech roueg, dass de Staat 75 % vun de Gemengen hire Projete rembourséiert. An anere Wierder: Wann eng Gemeng eng Wunneng baut, kritt se der dräi fir näischt derbäi. An deem Kader sollt een awer och nach eemol kucken, ob déi Plaffongen, déi haut gëllen, nach ëmmer ugepasst sinn.

Et ass ze hoffen, dass vill Gemengen, fir net ze soen all d'Gemenge bei dësem Pakt matmaachen an hëllefen, dass neien, erschwéngleche Wunnraum entsteet an abordabel Locatiounswunnengen dem iwwerhëtzte Privatmarché eppes entgéintsetzen.

Op alle Fall kréien d'Gemengen elo d'Instrumenter, fir eppes ze maachen. Als President vun der LSAP wäert ech eis Gemengeresponsabel dozou beweegen, dës nei Instrumenter och ze notzen, obwuel ech iwwerzeegt sinn, dass dat mer kee groussen Effort wäert ofverlaangen, well ech iwwerzeegt sinn, dass déi alleguerten do matmaachen. Op alle Fall sinn ech der Meenung, dass et haut, wa mer dat doten Instrument geschaaft hunn, keng Excuse méi fir d'Gemenge gëtt, fir net matzemaachen.

All dës Ustrengungen déngen derzou, d'Offer konsequent an d'Luucht ze schrauwen. Op der Säit vun der Demande ass awer och nach Sputt. An där Situatioun, an där mer sinn, ass et falsch, fir d'Demande spéculative zäitgläich ze stäerken. Dëst maache mer awer ënner anerem duerch steierlech Virdeeler. Instrumenter wéi d'Fonds d'investissement spécialisés, an deene Wunnenge geparkt ginn, déi schafe keen neie Wunnraum, mee suergen derfir, dass nach méi Drock op de Wunnengsmaart kënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Hei maachen eenzel Leit Millioune Gewënner mat der Wunnengsnout vun der Majoritéit vun de Leit a brauche bis elo quasi näischt un d'Allgemengheet ofzetrieden! Et ass dofir nëmme richteg, dass dës Instrumenter elo besteiert ginn.

Als LSAP hale mir d'Recht op Wunne fir e Grondrecht. Dofir musse mer awer der Demande no Haiser, Appartementer an Terrainen, just an eleng fir ze spekuléieren, en Enn setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Wunnengen an Terraine verkommen nämlech op dës Manéier zu renge Finanzprodukter. An eisen Ae sollt eng Wunneng awer fir d'éischt emol do si fir ze wunnen.

E gutt Beispill dofir liwwert eis den aktuellen amerikanesche President. 2008, kuerz virun dem Héichpunkt vun der US-Immobilien- a Finanzkris, déi Dausenden an Dausende vu Leit net nëmmen hir Wunnengen, mee virun allem hiert Doheem an hir Existenz geholl huet, huet den Här Trump zur Immobiliekris gemengt: „I sort of hope that happens because then people like me would go in and buy." Mam Misär vun de Leit Geld ze maachen, dat war schonn dem Här Trump sengem Papp säi Businessmodell. An deen ass elo a puncto Wunnengsnout zu engem weltwäite Phenomeen ginn.

Dat ass e Saz, deen erféiert an iwwert dee mir zu Recht de Kapp rëselen. En ass awer zur batterer Realitéit ginn. De Wunnengsmarché ass kee Wunnengsmarché méi, mee ass elo zu engem richtege Finanzmarché ginn. Dat riskéiere mir och hei. Et ass dofir richteg, dass d'Regierung déi onnéideg a kontraproduktiv Steiervirdeeler ofschaaft.

En anert Instrument, dat just d'Demande spéculative ufeiert, ass dee berüümten Amortissement accéléré. Wann et vertrietbar war virun 20 Joer, wéi d'Zënsen op Scholden héich waren, en Incentive ze schafen, fir Investisseuren dozou ze kréien, an de Logement ze investéieren, sou ass dës Moossnam haut awer vill méi kritesch ze gesinn. Niddreg Scholdzënsen, héich Loyersrevenuen an déi iwwerdriwwe Wäertsteigerung gi méi wéi duer! An et brauch een net nach steierlech Virdeeler dropzeleeën.

D'Regierung reduzéiert dës Steiervirdeeler an dat ass richteg esou. Meng Partei an ech gesinn dëst awer nëmmen als eng Tëschenetapp a mëttelfristeg soll dat Instrument vum Amortissement accéléré ganz ofgeschaaft ginn an deen normalen Amortissement soll spillen.

Ech widderhuele mech: Den Invest an de Logement respektiv an d'Bauland ass esou attraktiv, dass mer keng Steieravantagë brauchen. Déi Sue si vill besser investéiert an nei Bauprojete vum Staat a vun de Gemengen.

Wéi interessant déi Investissementer sinn, gesäit een dorun, dass ëmmer méi auslännesch Investisseuren op Lëtzebuerg kommen, fir hei quasi ganz Quartieren opzekafen oder ze developpéieren. An de Gilles Baum hat et gëschter scho kuerz ugerass: Déi Leit, zum Beispill aus Länner wéi dem Katar oder aus Abu Dhabi, déi hu meeschtens näischt mat eisem Land ze dinn. Do geet et reng an eleng drëms, Plus-valuen ze realiséieren a Profitt ze maximiséieren.

Eng Famill, déi sech no enger Wunneng ëmkuckt, huet absolutt keng Chance géint déi dote Leit um fräie Maart! D'Agräifen op eisen Immobiliemarché, d'Spekulatioun besonnesch aus Drëttstaate misst limitéiert ginn. An der Schwäiz gëtt et déi faméis Lex Koller. Doru sollte mer eis eigentlech inspiréieren.

Eng Wunneng ass fir mech eng Plaz, wou eng Famill schléift, zesumme lieft, sech doheem fillt. Mee et ass keng Schlofplaz, fir iwwerschëssegt Kapital ze parken an der Hoffnung, dass et sech iwwer Nuecht vervillfacht.

Virum Summer huet de Logementsminister dat neit Bail-à-loyers-Gesetz virgestallt. Dëst Gesetz ass an enger ganzer Rei Punkten eng Verbesserung. Heimat gëtt ënner anerem d'Colocatioun nei gereegelt, wat dréngend noutwendeg ass. Virgëschter wor nach e Reportage op der Télee, dee gewisen huet, wéi déi sougenannt „Schlofhändler" mam Misär vun de Leit Sue maachen, andeems se net méi ganz Wunnengen, mee just nach eenzel Zëmmere verlounen, fir 800, 900, 1.000 Euro a méi de Mount.

Dëst neit Gesetz misst och deene Gemengen hëllefen, déi eppes géint déi dote Praktike wëllen ënnerhuelen. An et ka vermeiden, dass op de PAG zréckgegraff gëtt, dee wierklech net dat richtegt Instrument dofir ass. Mat deem neie Gesetz verschwënnt och endlech déi Notioun vum „logement de luxe", déi jo wierklech d'Dier opgemaach huet fir all méiglech Zorte vun Abusen.

Bei alle positiven Elementer an deem Gesetz musse mer eis awer och nach eemol Gedanke maachen iwwert déi ominéis 5 %-Loyersdeckelung. Wéi gesot, an enger Zäit, wou d'Zënsen op de Prêten héich waren, wor dat vläicht nach iergendwéi okay. Haut, wou d'Plus-valuen op den Immobilien an de Plaffong schéissen an d'Banke kaum nach Zënse froen, sollt een déi dach héich Deckelung nach eemol iwwerpréiwen.

Ech ginn awer och zou, dass et keng Wonnermëttel gëtt bei der Präisdeckelung, och net am Ausland. Mir hunn an der Kommissioun ugefaangen doriwwer ze diskutéieren. An ech géif mer wënschen, dass mer déi Aarbechte geschwë kéinte verdéiwen.

E puer Wuert awer nach zur Logementspolitik insgesamt. Fir de Locatairen ënnert d'Äerm ze gräifen, hu mer virun e puer Joer d'Loyerssubventioun agefouert. Zanterhier hu mer dës souguer scho reforméiert, fir dass méi Leit sollen an de Genoss vun dëser Hëllef kommen. Nawell leie mer haut nach ëmmer just bei ongeféier engem Drëttel vun de Beneficiairen, déi mer eigentlech deemools viséiert haten: eng 6.000 Beneficiairen, obwuel mer uganks vun 20.000 ausgaange sinn.

Ech mengen, mir missten eis nach eemol mat den Ursaachen dovunner ofginn. Eng lddi kéint och eng administrativ Vereinfachung sinn. Wisou muss ech vergläichbar Demarchë maache bei ënnerschiddleche Verwaltungen, wann ech verschidde staatlech oder kommunal Hëllefe froen? Allkéiers eng Demande, dräi Paiziedelen, ee Certificat de composition de ménage a sou weider, wann ech eng Allocation de vie chère ufroen, ob kommunal oder national - an dann dat selwecht nach eemol fir d'Subvention loyer. Dat geet méi einfach, do sinn ech sécher.

D'Regierung gehéiert gelueft, dass se an der Zäit vum Confinement séier reagéiert huet an zum Beispill d'Loyeren agefruer huet an och derfir gesuergt huet, dass kee konnt an där schwéierer Zäit op d'Strooss gesat ginn. Ganz anescht allerdéngs déi éischt Reaktioun vun der Union des propriétaires, déi am Fréijoer en Appell un hir Membere geriicht huet, op kee Loyer ze verzichten. Do muss een de Kapp rëselen! A glécklecherweis si vill Proprietären deem Appell net nokomm a sinn hire Locatairen op déi eng oder aner Manéier entgéintkomm.

D'Lobby vun de Proprietären a Promoteuren ass zanter Jore gutt organiséiert, awer op där anerer Säit gouf et bis haut keng Stëmm, fir d'Interesse vun de Locatairen ze verdeedegen. Dofir begréisse mir ausdrécklech, dass sech eng Associatioun fir de Mieterschutz zesummefonnt huet. Dass dëse Schratt immens wichteg war, gesäit een och un den ëffentleche Manifestatiounen, souwuel zu Esch wéi och viru Kuerzem hei an der Stad. Hei gouf op eng androcksvoll Manéier, fannen ech, de Problem vun den héije Loyeren ervirgehuewen.

Dee selwechte Luef wéilt ech och dem Jugendparlament ausdrécken. Viru Kuerzem hu si eis hir Resolutioune presentéiert, ënner anerem zum Theema Logement. Grad déi Jonk si jo dacks déi, déi am meeschten ënnert de Logementspräisser ze leiden hunn. An d'Jugendparlament huet hinnen, fannen ech, eng staark Stëmm ginn. An d'Politik - mir alleguer - ass gutt beroden, d'Oueren ze spëtzen an hir Stëmm eescht ze huelen.

Der Spekulatioun entgéintwierken an eng gerecht Besteierung vu Grond a Buedem, dat erwaarde mer eis vun dem Baulandvertrag an där reforméierter Grondsteier, Instrumenter, déi mer hoffe geschwë kënnen ëmzesetzen, grad eréi de Remembrement ministériel, un deem geschafft gëtt.

An den Här Lies huet virdru gesot, mir géifen net genuch maache géint d'Spekulatioun. Ech mengen, dass mer un deenen Dossieren do schaffen. Ech wéilt en awer och drun erënneren, dass d'Gemengen och haut scho kënnen eppes géint d'Spekulatioun maachen. Dir kënnt muer oder d'nächst Woch Äre Gemengerot aruffen an de B6, den Impôt foncier, deen op onbebauten Terraine bei Iech an der Gemeng ass, verzéngfachen. Et si Gemengen hei am Land, déi dat gemaach hunn.

Et géif nach esou villes ze soen, mee ech mengen, mir kréien nach vill Geleeënheeten.

Eng aner Saach: Fir den Drock aus dem Marché ze huelen, sollt een an eisen Aen och roueg iwwer punktuell Perimetererweiderungen nodenken, do wou et Sënn mécht.

Ech erlabe mer, um Enn haut nach zwou Iwwerleeunge mat Iech ze deelen:

Éischtens, de Logement ass eng Prioritéit fir d'Regierung an dat ass absolutt ze begréissen. Nieft engem engagéierte Logementsminister an enger, fannen ech, determinéierter Inneministesch muss déi ganz Regierung dann hei an d'Verantwortung geholl ginn. Da brauche mer an der Regierung 17 Logementsministeren. Dat heescht, och de Landesplanungsminister ass Logementsminister, och den Ëmweltminister ass Logementsminister, och de Finanzminister ass Logementsminister an och de Kulturminister ass Logementsminister! Dat heescht, dass si sech bei all hiren Entscheedungen ëmmer d'Fro musse stellen, ob se de Logement förderen oder net.

Mir sinn eis, zweetens, eens, dass de Staat an d'Gemenge méi aktiv musse ginn um Wunnengsmaart. Dobäi dierfe mer déi privat Initiativ net vergiessen. Mir brauchen och d'privat Initiativ, d'privat Entreprisen, well eleng kréie mer déi Erausfuerderung, méi Wunnraum ze schafen, net gestemmt.

Mir brauchen nieft dem Pacte Logement mat de Gemengen deemno och e Pacte mat allen aneren Acteuren. Ech denken do un de Fonds de compensation, un den OAI, awer och un d'Promoteuren. Ech denken un d'Union des entreprises, awer och un d'Beruffsverbänn. Et brauch en nationale kollektiven Effort.

An ech ginn och dem Här Lies Recht, dass e fir d'éischt emol e politesche Konsens viraussetzt. Et feelt net um gudde Wëlle vun dëser Regierung nach um gudde Wëlle vun deene Regierunge virdrun. Et feelt a mengen Aen un engem méi konzertéierte Virgoen an enger méi transversaler Approche. All Moossnamen eenzel si gutt. Wa mer awer eis Aktiounen zesumme plangen an ausféieren, nëmmen dann hu mer eng Chance, den Trend ze briechen a jidderengem eng Chance ze ginn, no senge Méiglechkeeten hei am Land en Doheem ze fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, ech hätt nach eng Fro un den Här Cruchten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Cruchten. Jo?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hätt nach eng Fro un den Här Cruchten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Wann den Här Cruchten domat d'accord ass?

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Selbstverständlech.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här Cruchten. Är Analys, virun allem beim Logement, do deele mir och Är Meenung. Dofir ass et och ganz interessant, dass Der nach d'Lex Koller ugeschwat hutt, well de 4. Februar dëst Joer hate mir Piraten déi Motioun hei an der Chamber deposéiert fir ze kucken, ob d'Lex Koller méiglech wär hei zu Lëtzebuerg. An do hutt Dir, souguer mat Procuratioun, zweemol mat Nee gestëmmt. Wär dann Är Meenung haut, wann dee Vott nach eng Kéier wär, hätt Der dann haut eng aner Meenung, wa mer déi Motioun nach eng Kéier géifen deposéieren?

An dann eng Bemierkung, och eng Fro: De B6, ech hoffen, dass Der dat schnell maacht, well dat war och schonn zu Péiteng am Gemengerot Theema. An du war et och leider d'LSAP, déi net matgezunn ass, fir de B6 eropzesetzen.

An déi aner Fro ass: Dir hutt virdru vum Katar geschwat, dass déi hei Immobilien opkafen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Goergen, mir sinn net an enger Froestonn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Nee, ech wollt déi Fro stellen - et ass jo eng Reaktioun op dat -, wéi et da lo mat der Stäreplaz ass, ob dann d'LSAP do bei deem Vott och dat wäert ausdrécken.

Merci.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech kennen den Dossier vun der Stäreplaz net, muss ech soen. Ech kennen dee just aus der Zeitung. Et géif mech awer schon - Dir hutt Recht - interesséieren, do méi e geneeë Bléck drop ze geheien.

Wat de B6 ugeet, wëll ech lech awer ... Dir hutt elo d'Beispill vun der Péitenger Gemeng genannt. Ech kann lech och d'Beispill vun der Dikrecher Gemeng ginn, wou de B6 verzwanzegfacht gouf. Ech verstinn allerdéngs och déi Gemengen, déi soen: „Mir kréien eng Reform vun der Grondsteier an et huet elo wéineg Wäert, fir eisen Impôt foncier ze strecken, wa mer wëssen, dass d'nächst oder d'iwwernächst Joer ..." Gëschter huet de Finanzminister op der Tëlee gemengt, dass mer schonn 2022 kéinte mat där neier Grondsteier rechnen, falls d'Gemengen och wierklech all hir nei PAGen agereecht hunn. Dann, mengen ech, ass et ganz verständlech.

Wat d'Lex Koller ugeet, do sinn ech effektiv der Meenung, dass mer dat sollten als Politik insgesamt diskutéieren. Et geet net drëms, fir hei eng Motioun anzereechen an ze soen: „Mir iwwerhuelen elo d'Gesetz aus der Schwäiz." Kommt, mer diskutéieren eng Kéier doriwwer! Ech si gäre bereet, mat lech ...

(Interruption)

An de Kommissioune sinn ech och gäre bereet, dat doten op den Ordre du jour ze huelen, well ech wierklech fannen, dass dat eng ... Bis elo, muss ech lech och soen, dass mir och d'Donnéeë feelen: Wivill där auslännescher Investisseuren hu mer? A vu wat schwätze mer?

Mee Dir hutt d'Beispill vun der Stäreplaz genannt. Ech héieren och nach aner Beispiller aus dem Zentrum vun der Stad. Ech mengen, dass et derwäert ass, dass mer eis eng Kéier Zäit huelen an der Kommissioun, fir a Rou doriwwer ze diskutéieren. Do sinn ech mat lech.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dofir hate mer dragéschriwwen: „à évaluer". Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een esou als Leschte schwätzt, huet een den Avantage, datt scho vill gesot ginn ass. Dat brauch een also net méi alles ze widderhuelen. Et huet een awer och heiansdo Saachen héieren, déi een e bëssen interpelléiert hunn. An ech wäert och herno op déi eenzel Punkten agoen.

Här President, d'Erklärung zur Lag vun der Natioun ass a sech een, wann net dee wichtegste Moment am politesche Liewen hei zu Lëtzebuerg. An dëst Joer, mengen ech, ass déi Deklaratioun nach vill méi wichteg gewiescht, well mer matzen an enger Pandemie sinn. Mir si matzen an enger Wirtschaftskris a ganz vill Leit dobausse maache sech Suergen, stelle sech Froen.

Mir hunn also dëst Joer, Här Premier, ganz besonnesch op Är Ried gewaart, mat Spannung. An ech muss lech soen, ech sinn net enttäuscht iwwer Är Ried, well ech mer net ganz vill erwaart hat. An Dir hutt, leider, meng Erwaardungen erfëllt. Wat ech eigentlech schued fannen, Här Premier, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass all Joers dat selwecht.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... well ech weess, et ass wéi bei de Schüler: Dir kënnt méi. Dir kënnt méi an ech froe mech heiansdo, firwat datt Der net méi bréngt. Dir sidd op ganz vill Sujeten e bëssen agaangen; op eenzeler net ganz vill. Ech wëll elo net alleguerten déi opzielen, op déi Der net agaange sidd, well dat géif meng Zäit ze vill an Usproch huelen.

Ech wollt awer just op ee Punkt ganz kuerz agoen, well ech och Är Sensibilitéit als fréiere Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg kennen. Mir hunn an dësem Land, an eenzel Virriedner hunn dat och schonn an hiren Interventioune gesot, am Moment e ganz seriöe Problem um Niveau vun der Sécherheet, an der Sécherheet a ganz ville Gemengen - an hei sëtzen eng Rei vu Buergermeeschteren.

Virun e puer Woche sinn eng ganz Rei Bankomater, duerch d'Land, gesprengt ginn. Et sinn extreem vill Iwwerfäll. A wann ech dann do e bëssen elo d'Kap vum Stater Schäffen undinn, an duerfir wollt ech lech dat och elo perséinlech soen: Mir hunn hei an der Stad, an Dir wësst dat, e ganz seriöe Problem um Niveau vun der Gare, wat d'Drogeproblematik, d'Sécherheet ubetrëfft! An ech adresséiere mech direkt un lech, well Dir hutt 2013 mat groussem Asaz, an deen Asaz erkennen ech un, deemools déi deemoleg Regierung opgefuerdert, endlech eppes um Niveau vun der Securitéit vun der Gare ze maachen, déi Drogeproblematik ze bekämpfen.

Abee, ech stelle fest, Dir sidd elo siwe Joer an der Regierung a siwe Joer ass näischt geschitt! An d'Situatioun ass deelweis méi dramatesch wéi se deemools war, wéi Dir Buergermeeschter waart. An ech hätt mer gewënscht, Här Bettel - Dir sidd op vill Plaze gaangen, wat ech appreciéieren -, an et hätten awer och ganz vill Leit appreciéiert, wann Dir als Stater, als Bouneweeger, als Noper vum Garer Quartier, vläicht och emol eng Kéier op d'Gare gaange wiert ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech ginn do akafen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... an lech déi Situatioun och do ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- All Dag.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... selwer eng Kéier ugekuckt hätt.

Ech si frou, datt d'Madamm Buergermeeschter elo grad an deem wichtege Moment erakënnt.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech hu mol geduecht, et wier néideg.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Madamm Buergermeeschter. Ech war grad op der Gare ukomm.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dofir sinn ech direkt komm.

M. André Bauler *(DP).*- Den Här Bettel geet do akafen, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wousst dat, well wann Dir bis „Gare" héiert, da sidd Dir direkt do. Ech géif mer just wënschen, den Här Premier wär och esou schnell do, wa mer vun der Gare schwätzen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech gi méi oft duer akafe wéi Dir.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Premier, ech wollt eigentlech soen, datt Dir an Ärer Ried ganz vill Saache gesot hutt. An ech hat eigentlech éischter d'Impressioun, Dir hätt en État des lieux gemaach, e ganz kompletten État des lieux. Mee Dir hutt hei éischter e bëssen agéiert als Kontabel. Dir hutt alles opgezielt, wat Är Regierung sou an deene leschte Méint gemaach huet.

(Interruption)

Et huet mer awer einfach gefeelt u Perspektiven, Här Staatsminister. Mir sinn, wéi gesot, ech hunn et virdru gesot, an enger Wirtschaftskris. Mir si matzen an enger Pandemie. Mir sinn an enger Klimakris. An ech hat erwaart vun engem Staatsminister, datt deen hei op d'Riednerbün géif kommen an och do kloer Aussoe géif maachen, wat dës Regierung an deenen nächste Joren an deenen dote wichtegen Theemeberäicher wëlles hätt. Dat ass net geschitt an dat regrettéieren ech.

Ech wollt mech awer elo de Moien haaptsächlech mam Theema vun der Wirtschaft beschäftegen, respektiv mat der Finanzplaz, wat ganz, ganz wichteg Sujete sinn. An ech wollt do mat deene Mesuren ufänken, déi d'Regierung geholl huet am Kader vun der Pandemiekris.

An ech géif direkt do wëlle soen: Do si ganz vill gutt Mesurë geholl ginn. Ech mengen, d'Regierung muss ee luewen, wa se ze luewen ass. Do sinn och ganz vill Mesuren, déi hunn eis Ënnerstëtzung fonnt, wäerten och weider eis Ënnerstëtzung fannen, dat souwuel wat d'Montanten ubetrëfft, déi do investéiert gi sinn, wéi och d'Prozeduren. Ech fannen eigentlech, datt do eng ganz korrekt Aarbecht gemaach gëtt.

Leider Gottes, an da sinn ech och schonn e bësse bei der Zukunft, ass gesot ginn, datt eng Rei vun deene Mesurë géife verlängert ginn. Mir sinn am Prinzip, Här Staatsminister, d'accord, datt déi Mesurë verlängert ginn, a wäerten dat och matdroen. Et gëtt allerdéngs eng Rei vu Problemer. An ech wollt lech nach eng Kéier op déi Problemer wierklech opmierksam maachen.

Fir d'alleréischt falen nach ëmmer eng ganz Rei vu Betriber duerch de Raster vun deene Mesuren. An ech hunn och d'Gefill, datt déi, déi Der elo ugekënnegt hutt oder déi verlängert ginn, nach ëmmer wäerten déi selwecht Problemer mat sech bréngen. Ech denken zum Beispill do u ganz vill Entreprisen, déi méi wéi 20 Leit ustellen, déi zum Deel net an de Genoss vun deene Mesurë kommen. Ech denken awer och un eng ganz Rei vu Secteuren, déi am Moment nach net schrecklech profitéiert hunn an déi schwiereg sinn. Den Horeca-Secteur ass ugeschwat ginn, och dee klenge Commerce an der Stad.

An ech schwätzen hei nach eng Kéier an der Presenz vun der Madamm Buergermeeschter: Et sinn elo an de leschten Deeg Annoncë komm, datt dräi, véier, fënnef Traditiounsbetriber an der Stad wäerten an deenen nächste Méint hir Dieren zoumaachen. Dat soll een also net ignoréieren! An dat ass eng Suerg, déi ee weider muss hunn. An ech fäerten, och mat deene Mesuren, déi kommen, geet dat erëm net duer, fir deenen dote Betriber alleguerten ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech wollt dofir och soen, datt ech mengen, datt mer missten op enger Rei vun Niveaue méi wäit goen. A wat fir eng Mesuren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hu wierklech gezunn?

Déi éischt Mesure ass déi vum Moratoire gewiescht vun de Banken. An déi zweet Mesure, dat sinn all déi net remboursable Aiden, wou ech iwwregens och eng Kéier, an net nëmmen, well d'Stad Lëtzebuerg do och e wichtege Rôle gespillt huet ... Hei hu ganz vill Gemengen och hir Responsabilitéit geholl, fir den Entreprisen a schwieregen Zäiten ënnert d'Äerm ze gräifen, an ech mengen, dat verdéngt och emol eng Kéier hei ervirgehuewen ze ginn. Mee nach eng Kéier: Déi Aidë ginn net duer!

Mir proposéieren, an ech wäert dozou och hei eng Rei vu Motiounen deposéieren:

Fir d'alleréischt wëlle mer d'Regierung opfuerderen, datt se soll bei de Banken intervenéieren, datt dee Moratoire fir de Remboursement vun de Kreditter soll, wa méiglech, verlängert ginn. Dat ass eng wichteg Mesure. Et sinn eng ganz Rei vu Betriber, déi do Problemer nach ëmmer hunn. Mir froen also, datt do déi Mesurë verlängert ginn.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- rappelant qu'en concertation avec le Gouvernement, six banques de la place financière du Luxembourg s'étaient engagées à accorder un moratoire de six mois sur le remboursement de prêts fournis aux entreprises avant le 18 mars 2020 ;

- saluant l'effort ainsi consenti par les établissements de crédit en question afin de permettre aux entreprises requérantes une reprise progressive de leurs activités dès la fin de la crise ;

- notant que le moratoire prend fin au plus tard à la fin de l'année ;

- qu'il est pourtant plus que probable que la crise perdurera au-delà,

invite le Gouvernement

- à sensibiliser les établissements financiers aux enjeux en question avec comme but ultime de faire bénéficier aux entreprises qui en font la demande un nouveau moratoire, limité dans le temps, sur le remboursement des mensualités échues ou à échoir.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Eng zweet Mesure, an déi ass ganz wichteg, Här Staatsminister, an ech géif lech wierklech bieden do och mat Ärem Asaz als Staatsminister bäizehëllefen: Et geet hei drëm, datt elo op eemol - an ech mengen, eenzel Kolleegen hunn dat och scho gëschter gesot - verschidden Administratiounen, d'ADEM, awer och d'Steierverwaltung, den Enregistrement, d'Sécurité sociale, de Leit Rappeller erausgeschéckt hunn, Rappeller, fir direkt ze bezuelen.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, wann Der an där Kris do sidd, déi jo nach haut a muer net eriwwer ass, fir da Rappeller ze kréien, dat kann een dach net akzeptéieren! An ech wëll lech just hei ganz kuerz aus enger SMS zitéieren, déi ech kritt hunn - an där kritt Der alleguerte ganz vill - vun enger Famill, déi schreift, wéi schwéier datt dat am Moment ass. Dat si kleng Geschäftsleit, Här Staatsminister. Déi schreiwen also: „Ech si keen Eenzelfall. Et sinn der ganz vill, déi net wëssen, wéi se dat packe sollen. Ech hu privat alles wat méiglech war dragestach, mer Sue bei der Famill geléint, fir et iergendwéi ze packen, mee et kënnt ëmmer erëm eppes, wat engem et schwéier mécht, nach weider positiv virunzemaachen."

Här Staatsminister, et gëtt haut trotz alle Mesuren nach ëmmer ganz vill Betriber, déi net wëssen, wéi se bis zum Enn vum Mount kommen. Et gëtt ganz vill Independanten, déi fäerten, datt se mussen an deenen nächste Wochen a Méint d'Schlësselen ënnert d'Dier leeën. An déi Independanten, wéi déi heite Leit, schreiwen och nach, datt se zu zwee 2.600 Euro géife verdéngen. Ganz vill Independanten a ganz vill Betriber fueren net mat engem Ferrari, Här Premier! An déi wäre frou, wa se hei wierklech nach méi an deenen nächste Méint géifen ënnert d'Äerm gegraff kréien.

Mir wäerten also froen, datt och déi Mesuren do verlängert ginn. An ech deposéieren hei och eng zweet Motioun, wou mer froen, datt soll e Plang ausgeschafft ginn, wéi déi Betriber, déi am Moment a Schwieregkeete sinn, och e Remboursement échelonné vun de staatlechen Administratioune kënne kréien. Well et ka jo net sinn, datt hei Leit dräi, véier Rappeller kréien a muer mussen e Betrag do vun e puer dausend Euro innerhalb vun 8 oder 14 Deeg bezuelen. Dat geet net! An do sidd Dir och an der Responsabilitéit.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- rappelant les mesures de stabilisation et de relance économique adoptées par le Gouvernement et la Chambre des Députés ;

- considérant que la crise actuelle nous invite à rester vigilants pour ne pas étouffer les efforts entrepris et les premiers signes positifs pour le redémarrage de l'économie ;

- prenant note de la décision du Gouvernement de mettre fin aux reports de paiement des impôts et de cotisations sociales échus ;

- considérant qu'il ne saurait toutefois pas être exclu qu'un recouvrement et paiement immédiat de ces dettes peut mettre en difficulté une partie des entreprises concernées, respectivement leur ôter les liquidités dont elles ont pourtant impérativement besoin ;

- considérant qu'il est dès lors indiqué de trouver des solutions ensemble avec les entreprises concernées ;

- considérant que dans ce contexte une concertation étroite entre les créanciers publics est de rigueur,

invite le Gouvernement

- à fournir les directives appropriées aux administrations et services concernés ;

- à accorder de manière ciblée des plans de remboursement des dettes échues aux entreprises.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Här President, ech wollt awer och iwwert déi Mesuren, déi elo am Kader vun der Kris geholl ginn, déi an déi richteg Richtung ginn, awer fir eis net duerginn, awer och nach eng Kéier op de Plan de relance kommen. An do muss ech lech awer einfach soen, datt dat, wat annoncéiert ginn ass, awer manifestement net duergeet!

Mir hunn net héieren, zum Beispill, wéi dës Regierung wëllt d'Relatioun zwëschen Ekonomie an Ekologie op de Wee bréngen. Dat hu mir net verstanen. Ech hunn net vill Mesuren héieren, ausser datt gesot gëtt: „Déi Betriber kréie gehollef."

Wéi geet et mat der Digitaliséierung virun?

An erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären: Wuer ass den Här Rifkin verschwonnen? Ech ka mech erënneren, et sinn Zäiten hei ginn, nach ënnert dem Vizepremier Étienne Schneider, do hate mer eng richteg Rifkin-Mania an deem Land. Alles huet musse Rifkin-konform sinn. Mir sinn invitéiert gi mat dausend Leit, fir virgestallt ze kréien, wéi elo déi Wirtschaft an deem Land géif nei opgestallt ginn. Leider Gottes ass mam Här Schneider och den Här Rifkin am Tirang verschwonnen.

(Interruption)

Mir froen eis: Wéi wëllt d'Regierung an Zukunft mat der Digitaliséierung a mam Här Rifkin virugoen? Mir hunn net ganz vill dozou héieren.

Ech kommen zum Spacemining; och ee vun deene ganz grousse Projete vum Här Schneider. Säitdeem den Här Schneider fort ass ... Vum Här Fayot héiert ee souwisou net vill, mee wat de Spacemining ubelaangt, quasiment guer näischt. Wéi geet et mam Spacemining virun? Bis elo, dat Eenzegt, Dir Dammen an Dir Hären, wat erauskomm ass, dat ass eng Perte vun 11 Milliounen Euro an der Société Planetary Resources. Dat ass bis elo dat eenzegt Konkreet, wat erauskomm ass.

An iwwregens, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech beim Här Schneider sinn, ech soen ëmmer: „Den Här Schneider geet eng Kéier an d'Geschicht an, fir deen deierste Minister an iergend enger Regierung gewiescht ze sinn." Planetary Resources: 11 Milliounen. Join: 120 Milliounen. An elo kënnt nach de Satellitt derbäi, fir dat Ganzt ze kréinen. Dat wäerten och nach eng Kéier 140 Millioune sinn. Dat heescht, den Här Schneider huet eis praktesch 300 Millioune kascht! Ech hätt och emol gär eng Kéier eppes, Här Staatsminister, vun lech doriwwer héieren. Do ass bis elo net ganz vill geschitt.

Ech wollt dann op en anere weesentleche Punkt agoen, wa mer vu Wirtschaft schwätzen, dat ass d'Industriepolitik. Ech froe mech, an ech sinn no Ärer Ried net méi gescheit ginn: Huet dës Regierung iwwerhaapt nach eng Industriepolitik? Huet déi nach eng oder ass et net, wéi verschidde Leit och an de Medie gesot hunn, datt eigentlech dës Regierung iwwerhaapt keng Industrialiséierungspolitik méi wëllt?

An ech kommen trotzdeem do net derlaanscht, nach eng Kéier op deen Dossier FAGE anzegoen. Deen Dossier FAGE, léif Kolleegen, dat ass eng Blamage fir Lëtzebuerg! Och dobaussen! Et ass

awer och en Trauerspill, wann ech kucken, wat do iwwert déi lescht Méint gelaf ass.

An Dir hutt gëschter - eenzel Riedner, den Här Baum - gesot, d'CSV wär sech net ëmmer eens. Abee, wann Der deen Dossier FAGE kuckt, wéi et do war, do war iwwerhaapt kee sech eens. D'Madamm Lorsché, eng sympathesch Persoun, déi huet hei an der Chamber fir FAGE plädéiert. Dann ass se mam Vëlo op Beetebuerg gefuer, an da war d'Josée op eemol dergéint.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Här ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Här Graas, e Liberale vu Schrot und Korn, wéi een der net méi vill fënnt, dee sech permanent hei ëmmer fir d'Betriber asetzt ...

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, d'Madamm Lorsché freet d'Wuert fir Fait personnel.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Loosst mech awer dat mam Här Graas nach fäerdeg maachen. Loosst mech nach den Här Graas fäerdeg maachen, wannechgelift.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Net „fäerdegmaachen". Den Här Graas ass mer ganz sympathesch.

(Hilarité)

Mee wann den Här Graas zu Beetebuerg ukomm ass mam Zuch, da war de Gusty op eemol dergéint.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech muss lech einfach soen, ech weess net: Wat ass eigentlech d'Positioun vun der Regierung gewiescht? Mäi gudde Frënd, den Här Biancalana, dee war fir FAGE. Den Här Graas hei an der Stad derfir, zu Beetebuerg dergéint. D'Madamm Lorsché hei derfir, zu Beetebuerg dergéint. Ech weess nach ëmmer net, wat d'Positioun ass.

An da wëll ech guer net, Dir Dammen an Dir Hären ...

(Interruptions)

Loosst mech awer vläicht ausschwätzen!

Da weess ech nach ëmmer net, wat d'Positioun vun der Regierung ass. Ech hunn d'Madamm Dieschbourg héieren, ech hunn den Här Schneider héieren. Ech hunn den Här Schneider eng Kéier gesinn an engem Video, wou e sech iwwert d'Carole opgereegt huet.

Wou, léif Kolleegen, och vun der Regierung, war Är Positioun am Dossier FAGE? Wou, léif Kolleegen, war hei eng unitär Positioun vun dëser Regierung? Hei ass eng Blamage.

An den Hummer, Här President, ass, wann ech dann elo liesen, an zumindest hu jo dann eng Rei vu Kolleegen hei e gewëssent Agesinn, si soen: „Do ass vill falschgelaf, mir mussen dat besser maachen, mir mussen elo eng nei Prozedur do opsetzen."

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, kënne mer eis Sëtzungen net an de Groussen Theater verleeën?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir sinn am Cercle an d'Chamber bleift am Cercle. Hei, d'Wuert kritt d'Madamm Lorsché, wéinst Fait personnel.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- D'Zäit kréien ech jo awer all guttgerechent, Här President?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, fir ..., ech kréien ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, wa lo jiddweree mer hei wëllt Froe stellen, dann ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech froe mer d'Wuert ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Nee, et war keng Fro, dat war just eng Suggestioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass et wéinst Fait personnel?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech kréien d'Wuert, wannechgelift, fir Fait personnel. Ech sinn awer frou gewuer ze ginn, wien déi Ligen erzielt. Dat sidd Dir, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- O!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hu schonn oft gelies an der Press an am Radio héieren, dass ech iergendwéi an der Chamber fir FAGE geschwat hätt. Ech hätt vun lech gär den Datum a meng Aussoen. Well déi ginn et net! Da sinn ech elo mol op d'mannst informéiert, dass Dir déi Persoun sidd, a wien net nach, deen déi Ligen hei am Land verbreet.

(Brouhaha)

An et ass elo fir d'zweet, dass ech lech erwëschen an der Chamber bei enger Ligen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da wier et um Här Graas fir Fait personnel.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, entschëllegt, ech muss jo awer der Madamm ...

(Interruptions)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Sot mir, wéini ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech muss jo awer kënnen der Madamm Lorsché äntweren. Madamm Lorsché, ech huelen dann zur Kenntnis, ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Sot mir, wéini ech fir FAGE hei geschwat hunn!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... datt Dir ëmmer géint de Projet FAGE waart.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Nee!

Une voix.- Wéini?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Sot mir - ech hunn eng Fro gestallt -: Wéini hunn ech zu wéi engem Moment ee Wuert fir FAGE an der Chamber gesot? Dir hutt dat virdru behaapt. Bréngt Beweiser oder Dir sidd e Ligener!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Hei, Madamm Lorsché, da sot elo der Chamber kloer, de Projet ass jo fort ...

(Interruptions)

Hätt Dir fir dee Projet gestëmmt: Jo oder Neen?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hunn lech ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Sot et elo!

Une voix.- Wéini huet d'Madamm Lorsché eppes dozou hei an der ...?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech mengen, ech fueren ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hunn lech d'Fro gestallt: Wéini? Wou kommt Der un déi Ausso?!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Graas hat nach d'Wuert gefrot fir Fait personnel.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

M. Gusty Graas *(DP).*- Nee, nee, esou einfach geet et awer net hei!

(Brouhaha)

Also, fir d'éischt muss ech emol feststellen, Här Mosar, wou Dir de Courage hierhuelt, fir hei Leit eppes virzewerfen, datt si géife mat zwou verschiddenen Zonge schwätzen. Ech ka mech nach ganz gutt erënneren ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ja?

M. Gusty Graas *(DP).*- ... un eng vun deenen éischte Sitzungen, wéi mer an der Ëmweltkommissioun iwwert den Dossier FAGE geschwat hunn. Do war e gewëssene Vertrieder vun der CSV, deen Dir gutt kennt, well en heescht Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Hm?

M. Gusty Graas *(DP).*- Déi Zäit hutt Dir lech fir FAGE ausgesat. Fir FAGE hutt Dir ...

(M. Laurent Mosar fait non de la tête.)

Dach! Nee, sot net Nee, well soss gi mer de Compte rendu sichen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, dat kënne mer maachen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Bon! An da kommen ech och op dat zréck, ech soen lech genau dat selwecht, wat d'Madamm Lorsché hei gesot huet: Mir haten de leschte Freideg Gemengerot zu Beetebuerg. An do war dann e Vertrieder vun der ADR - eng Partei, naja, iwwert déi ech mech elo net wëll hei weider ausloossen -, déi haten esou e klenge Filmche produzéiert. An an deem Filmchen hu se dann och steif a fest behaapt, d'Madamm Lorsché an ech géife mat zwou Zonge schwätzen.

Wësst Der, wat ech deem gudden Här am Gemengerot gesot hunn? „Ech ginn lech elo 30 Sekonnen - 30 Sekonnen! -, da bréngt Dir mir de Beweis, wou d'Madamm Lorsché a wou ech an der Chamber fir de Projet FAGE geschwat hunn an zu Beetebuerg dergéint!" Déi 30 Sekonne waren ëm an et koum näischt!

An ech ginn lech och elo 30 Sekonnen. Dir sidd jo sou fest iwwerzeegt, datt mir zwee hei an der Chamber eis jeemools eng Kéier fir FAGE ausgeschwat hätten. Da bréngt och mir de Beweis! 30 Sekonnen, Här Mosar!

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech ginn lech elo d'Geleeënheet, Här Graas. Sot klipp a kloer, wann dee Projet FAGE hei zur Ofstëmmung komm wär, ...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

... hätt Der derfir gestëmmt: Jo oder Nee? Et ass jo awer einfach. Et ass awer einfach.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Also, Dir maacht lech et awer elo hei ganz einfach!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, nee. Mee dat ass eng kloer Fro.

M. Gusty Graas *(DP).*- Nee, nee! Dir maacht hei Accusatioune vis-à-vis vun zwou ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee!

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP).*- Dir maacht Accusatioune vis-à-vis vun zwou Persounen. A grad Dir als Jurist: Wann Der een accuséiert, musst Der awer och Beweiser hunn! Da bréngt de Beweis a fänkt elo net un, schonn eng hypotheetesch Fro hei ze stellen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee, Här ... Ma nee, Här ...

M. Gusty Graas *(DP).*- Nee, nee, nee! Här Mosar, Dir hutt klipp a kloer hei zwou Persounen accuséiert, si géife mat zwou verschiddenen Zonge schwätzen. Ech hunn nëmmen eng. Dir braucht nëmmen ze kucken.

An dann äntwert mir klipp a kloer op déi Fro, déi ech lech elo gestallt hunn. Der ADR hat ech 30 Sekonne ginn, lech ginn ech dann eng Minutt, well Der mer méi sympathesch sidd. Mee wannechgelift ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, merci.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Mee wannechgelift, bréngt klipp a kloer elo hei eng Äntwert op meng Fro an de Beweis fir dat, wat Dir elo hei gesot hutt!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mee, Här Graas, Dir kënnt dat nach eng Kéier ganz einfach hei dementéieren, andeem Der elo klipp a kloer sot, wat Är Positioun ass.

Ech géif awer wëlle virufueren, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo!

(Exclamations et brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, nee, mir kënnen ...

M. Gusty Graas *(DP).*- Et ass och besser, Dir fuert virun!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir kënne gär nach iwwer FAGE ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Här Mosar, stëmmt dat dann, dass Dir derfir ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Loosst eis lo virufueren!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir kënne gären nach FAGE ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat nennt een e Schoss an den Uewen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Décke Ligener!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir kënne gär ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert huet den Här Mosar, a soss keen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir kënne gär ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wéi e sech blaméiert huet!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir kënne gär nach iwwer FAGE viruschwätzen. Ech wollt just ...

M. Gusty Graas *(DP).*- Da bleift awer elo bei der Wourecht!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wollt just elo eigentlech ...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Här President, ech hoffen, datt ech all déi Zäit ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mee, Här Mosar, Dir verschwent Är Zäit!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma neen! Ech verschwenden net meng Zäit, ech versichen hei dem Här Graas ...

(Brouhaha)

Ech wollt elo nach eng Kéier soen, Här President, ...

(Interruptions et brouhaha)

... d'Regierung ass elo op engem gudde Wee, och d'Majoritéit. Ech hu gesinn, datt ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Auf frischer Tat ertappt!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... se wëllen elo eng Prozedur asetzen, déi mir natierlech begréissen, fir datt an Zukunft déi Prozeduren elo kloer sinn. Ech stelle just d'Fro, an dat ass eng Fro, déi ech och wollt un de Staatsminister stellen: Firwat hu mir - d'Regierung - siwe Joer gewaart, fir esou eng Prozedur en place ze setzen? Dat musst Dir mir awer emol erklären! Dat hätte mer scho vill méi laang kënne maachen.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance des PME dans l'économie nationale ;

- considérant la lourdeur de certaines démarches administratives à effectuer par les entreprises voulant s'installer au Luxembourg ;

- rappelant les projets d'implantation d'une usine de production de laine de roche à Sanem et d'une usine de production de yaourts à Bettembourg ;

- considérant que ces entreprises ont in fine préféré ne pas s'installer au Luxembourg mais plutôt dans la Grande Région ;

- constatant qu'en France les autorités envisagent de mettre à disposition des entreprises des « sites industriels clés en main » où elles peuvent concrétiser des projets complexes en moins de six mois ;

- constatant qu'en Province du Luxembourg, selon les informations des responsables du guichet unique IDELUX, une entreprise peut obtenir les permis nécessaires et démarrer les travaux en seulement six mois,

invite le Gouvernement

- à créer un environnement administratif favorable à l'activité économique ;

- à veiller à ce que dans ses initiatives législatives et réglementaires toute charge administrative supplémentaire pour les entreprises soit évitée ;

- à revoir et dans la mesure du possible alléger et simplifier les procédures en matière d'établissements classés, de protection de la nature et des ressources naturelles, d'aménagement communal et de développement urbain respectivement revoir la législation relative à l'eau et celle concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement de certains projets ;

- à procéder à une analyse détaillée de la nécessité des systèmes d'autorisations existants ;

- à coordonner davantage les délais et procédures prévus dans les différents textes législatifs, afin d'accélérer ces dernières et d'éviter tout double emploi ;

- à réaliser une étude ayant pour objectif de comparer les délais et démarches administratifs en rapport avec les procédures d'autorisation luxembourgeoises dans les domaines de l'urbanisme et de l'environnement aux régimes d'autorisations français, allemands et belges.

(s.) Laurent Mosar, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Ech wollt awer, well d'Zäit mer soss fortleeft, nach eng Kéier verschidde Froen hei stellen, déi, wéi gesot, net beäntwert gi sinn.

An ech wollt do nach eng Motioun deposéieren. Zum Beispill d'Recherche an d'Innovatioun si weesentlech, och am Kontext vun der Ekologie, vun der Ekonomie. An ech muss lech einfach soen: Ech gesinn do wierklech net genuch Efforten, déi vun der Regierung gemaach ginn. Do misst déi Recherche an déi Innovatioun vill méi ënnerstëtzt ginn.

Do gëtt et eng sougenannt „Patentbox". Déi Leit, déi sech dofir interesséieren, déi wëssen, datt eng Kéier 2016 e Gesetz gestëmmt ginn ass. Deemools huet d'Regierung eis versprach, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt déi Patentbox géif reforméiert ginn. Bis elo ass näischt geschitt!

Firwat ass Lëtzebuerg zum Beispill net bei deem europäesche Projet derbäi iwwer Batterien, iwwer Waasserstoff? Den Här Turmes, dee lo leider net hei ass, huet sech wärend Méint a Jore gewiert, datt och Waasserstoff hei an deem Land soll eng Matière ginn, déi ënnerstëtzt gëtt. Ech wär frou, fir och doriwwer vum Staatsminister herno eng Rei Äntwerten ze kréien.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant qu'en automne 2015, le régime d'exonération sur les droits de propriété intellectuelle a été déclaré incompatible avec les règles de l'OCDE sur la substance ;

- considérant qu'après l'abrogation du régime de l'article 50bis de la loi de l'impôt sur le revenu, avec une période de transition jusqu'au 30 juin 2021 pour les bénéficiaires existants, il n'y a plus de dispositif fiscal pour la promotion de la recherche et du développement ;

- considérant toutefois que la Commission européenne propose des déductions importantes pour

ceux qui investissent dans la recherche et l'innovation dans le cadre du projet de l'assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place de régimes fiscaux incitant l'investissement dans la recherche et l'innovation et tenant compte du critère du lien entre le bénéfice de mesures incitatives et l'activité réelle de recherche et du développement.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Här President, ech kommen zu der Finanzplaz, wou ech frou sinn, Här Staatsminister, datt Der lech och laang mat der Finanzplaz beschäftegt hutt. D'Finanzplaz ass wichteg. Ech sinn och frou iwwert déi Wierder vum Här Bauler gëschter.

Ouni Finanzplaz, an, ech mengen, dat ass e puermol gesot ginn, géife mir warscheinlech nach vill méi schlecht dostoen, wéi dat elo de Fall ass. Ech wëll dat och eng Kéier soen, net à l'attention vun deene Kolleegen, déi hei riets an hei an der Mëtt sëtzen, mee éischter vun deene Kolleegen, déi e bësse méi dohanne sëtzen, well ech heiansdo d'Impressioun hunn, datt versicht gëtt, d'Finanzplaz permanent schlechtzerieden.

Ech wëll lech just soen, léif Kolleegen: Wou géif dat Land am Moment stoen, wa mir net déi Finanzplaz hätten? Wou géifen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Revenuen hierkommen, déi Recette-fiscallen, wann net - an ech wëll do eng Kéier op d'Vergaangenheet och kucken, op Regierungen, déi vun der CSV - vum Jean-Claude Juncker, vum Luc Frieden do alles iwwer Jore gemaach gi wär, fir déi Finanzplaz ze consolidéieren? Dat ass extrêmement wichteg. An ech begréissen dofir och déi Aussoen, déi gemaach gi sinn.

Ech maache mer awer e bësse Suergen, Här Staatsminister ...

M. André Bauler *(DP).*- A wat den Här Gramegna och gemaach huet, fir d'Reputatioun vun der Finanzplaz ze verbesseren.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Alles Moossnamen iwwregens, déi mir matgedroen hunn. Well den Här Gramegna hat gëschter eng Allusioun gemaach, ech weess awer elo net, ob déi à l'attention vun der CSV war, datt mir do net alles matgedroen hätten. Mir hunn all déi Mesurë matgedroen a mir wäerte se och weider matdroen.

Ech wëll awer do op e Punkt zréckkommen, dee mer ufänkt e bësse Suergen ze maachen. An ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen, deem dee Problem Suerge mécht.

Wann ee wëllt eng Finanzplaz hunn, déi fonctionéiert, ass et natierlech wichteg, datt een och eng Regulatioun huet, déi iergendwéi nach vun de Banken a vun den Instituter ze geréieren ass. Wann ech awer elo kucken, wat mir an de leschte Wochen do vun Direktive kritt hunn ... An déi Kolleegen aus der Finanzkommissioun wëssen, datt mer elo d'leschte Kéier eng Direktiv haten, do war de Projet de loi esou déck, datt ech emol keng Mapp fonnt hunn, fir dee Projet do dranzekréien. Do stellt ee sech awer wierklech d'Fro, ob mer net amgaange sinn, och um europäeschen Niveau, komplett ze iwwerdreiwen.

An ech mengen, iergendwéi, mat allem Respekt fir Mesuren, déi do geholl ginn an déi och richteg sinn, notamment déi vun der Bankenunioun, musse mer awer oppassen, ganz besonnesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an enger Zäit, wou mer mat eisen englesche Frënn wäerten eng grouss Konkurrenz kréien, wann et zu engem haarde Brexit kënnt, wéi et do mat där Finanzplaz virugeet. An dann dierfe mir eis net selwer Prozedure ginn, wou mer herno net méi erauskommen.

Da wëll ech och eppes soen iwwer eng Rei vun Ëmsetzunge vun Direktiven. Bis elo war et ëmmer esou, an dat war eng generell Politik, datt ëmmer d'Direktiv, rien que la directive ëmgesat ginn ass. An de leschte Méint huet dat geännert. An do gëtt e sougenannte „gold-plating" gemaach. Dat heescht, déi Regierung leet nach esou vill drop, wa se déi Direktiven do transposéiert.

Dat huet derzou gefouert - an dat dréit näischt, Här Baum, zu der gudder Reputatioun vun där Finanzplaz bäi -, datt mir an eenzelnen Affäre virun der Cour verklot gi sinn. Ech soen Arrêt Berlioz, ech soen elo Arrêt „Shakira". Mir si verklot ginn, well mer déi Direktiven net richteg ëmgesat hunn a well mer iwwert déi Direktiven ewech gaange sinn. An dat ass alles net gutt.

An ech géif duerfir och un den Här Premier den Appell riichten, datt mer vläicht erëm do op méi en nuancéierte Standpunkt zréckkommen an déi Direktiven esou ëmsetzen, wéi mer se virgeluecht kréien, an net nach eppes dropleeën.

Ech wëll dann och nach dozou e Wuert soen, well ech jo dann natierlech, wann de Finanzminister hei wär, géif geäntwert kréien: „Majo, mir mussen oppassen, well mir hunn e Contrôle vum GAFI." Abee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir maachen eis och Suergen iwwert dee Contrôle vum GAFI.

Ech soen lech just: De Problem vum GAFI wäert net sinn, datt mir hei international Reegelen net richteg transposéiert hunn. De Problem vum GAFI wäert sinn, datt mer déi net implementéiert hunn. Dat heescht, datt et leider Gottes, an ech hunn dat schonn e puermol op dëser Tribün gesot, emol nach net zu enger Condamnatioun wéinst Blanchiment an enger gréisserer Affär an deem Land komm ass.

Ech gi just dat Beispill vun deem malaysesche Fong, wou och eng Bank hei zu Lëtzebuerg voll mat drahänkt. Do sinn et iwwerall Condamnatioune ginn, op der ganzer Welt. Just zu Lëtzebuerg weess ech emol net, ob do schonn eng Inculpatioun lancéiert ginn ass. Dat ass elo net e Reproche un eis, un eng Regierung. Ech soe just: Dat sinn déi Saachen, déi eis wäerte wéidoen, och am Contrôle vum GAFI.

An do wëll ech och nach eng Kéier d'Opfuerderung un de Premier maachen, datt en do um Niveau vun der PJ, vum Parquet économique och déi Leit zur Verfügung stellt, fir datt déi Dossiere kënnen an Zukunft anstänneg instruéiert ginn, fir datt mir eng gutt Zensur och do wäerte kréien.

Här President, et bleift also nach munches ze maachen. Et ass villes hei gesot ginn. Mir wären allerdéngs och frou, wa mer heiansdo géife méi vum Staatsminister héieren. Ech hu virdrun iwwert den Dossier FAGE geschwat, dee wierklech net gutt fir dëst Land ass. Ech hätt mer vum Kapitän vun enger Ekipp erwaart - an ech gesinn lech, Här Premier, als eng Aart Kapitän -, wann d'Spiller sech um Terrain net eens sinn, datt dann och eng Kéier de Kapitän agräift a seet, wou et laanggeet.

An ech géif wierklech de Mëtte wëllen hei een Appell un lech riichten. Mir hu lo nach eng Kugel am Gewier: Dat ass Google! Mir solle wierklech alles maachen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer deen Dossier net an de Sand setzen. Well wa mer deen och derniewentsetzen, dat wär eng Katastroph fir dëst Land a fir d'Wirtschaft vun dësem Land!

(Brouhaha)

Dat soen ech hei kloer an däitlech. An duerfir géif ech vläicht en Appell wëlle maachen, Här Staatsminister, vu datt ech lech jo staark appreciéieren an Är Kompetenze kennen: Ech sinn der Meenung, esou e wichtegen Dossier, dee muss de Staatsminister „zur Chefsache" maachen. Deen dierf en net anere Ministeren iwwerloossen, well hei hu mir ... on n'a plus droit à l'erreur.

Ech soen dat, well ech och iwwerall héieren, wéi am Moment d'Stëmmung dobaussen ass. Duerfir nach eng Kéier: Wannechgelift, am Interessi vum Land, këmmert lech selwer ëm deen Dossier, datt mer dee wéinstens mat Succès ofschléissen. Well ech soen lech, soss gëtt et zappenduster hei an deem Land um Niveau vun der Wirtschaft. An ënnerschätzt dat wannechgelift net!

Ech wollt dann awer och ganz zum Schluss e puer perséinlech Wierder nach eng Kéier un de Staatsminister riichten. Här Staatsminister, Dir hutt, wéi gesot, ganz vill gesot. Ech hunn awer eppes nach ëmmer net verstanen an Dir kënnt mer dat da vläicht herno erklären:

Fir wat steet eigentlech dës Regierung nach? Ausser fir de Koalitiounsprogramm!?

(Interruptions)

Et géif mech wierklech, an ech mengen, och aner Kolleegen, eng Kéier interesséieren. An ech hunn et virdrun och gesot, och bei der Finanzplaz: Ech hu gëschter zum Beispill ganz divergent Meenungen héieren iwwer Sujeten, déi extreem wichteg sinn, och fir d'Finanzplaz. Gëschter ass d'Finanztransaktiounssteier ugeschwat ginn.

(Interruption par M. Marc Baum)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, erlaabt Der, datt den Här Baum lech eng Fro stellt?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Här Baum ka mer ëmmer eng stellen.

Plusieurs voix.- A!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ma, Här Mosar, da sinn ech ganz frou. Ech wollt lech elo net am Riedefloss ënnerbriechen, mee ech wollt lech froen, ob Dir wierklech mengt, no deenen apokalyptesche Biller, déi Der elo gemoolt hutt vun de Luuchten, déi géifen ausgoen, wa Google net heihinner géif kommen, dass d'Zukunft vu Lëtzebuerg wierklech ausschliisslech u Google hänkt. Dat ass meng Fro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee! Wann Der mer gutt nogelauschtert hätt, Här Baum, hätt Der héieren, wat ech virdrun alles hei developpéiert hunn, wou ech mengen, datt Defiziter sinn a wou mer onbedéngt eppes misste maachen.

Ech wollt awer elo, wann Der mech ausschwätze loosst, nach eng Kéier op meng Konklusioun a sech zréckkommen an eigentlech nach eng Kéier froen, fir wat dës Regierung steet. An déi grouss Prioritéit, déi jo eigentlech dës Regierung schonn 2013 an och nach eng Kéier 2018 gesot huet, dat war déi vun der Transparenz: „Mir loossen d'Rollueden erop!" - „Et gëtt gelëft." - „Et gëtt gestëbst."

Ech gesinn! An ech hunn do wierklech e Beispill, wat mer elo nach ëmmer um Mo läit: dat vun den MoU (ndlr: Memorandum of Understanding), wou, an ech huelen do souguer eng Rei vu Kolleege vun der Majoritéit mat dran, dëst Haus méintlaang - méintlaang! - gekämpft huet, fir do eng Transparenz endlech ze kréien, datt zumindest den éischte Pouvoir am Land do Informatioune kritt. Dat ass eis schlussendlech gelongen.

Ech soen lech awer och: Ech fannen et net normal, datt déi Transparenz net och par rapport zu der Société civile muss spillen. Ech mengen, mir liewen haut an enger Gesellschaft, do hunn d'Bierger d'Recht, ...

(Interruption)

... gewuer ze ginn, wat geplangt ass. A wann d'Regierung e Projet huet, da soll se och soen, wat se do wëlles huet. Duerfir, ech si wierklech op deem dote Punkt extreem enttäuscht, Här Kersch, datt do vun dëser Regierung net méi komm ass.

Ech hunn et virdru gesot, ech fannen et och wierklech net gutt, wéi mir am Moment um Niveau vun der Digitaliséierung virukommen. Do verdéngt Der eng déck Datz! Um Niveau Klimapolitik, et ass scho gesot ginn: Ech fannen, datt do wierklech net vill geschitt ass.

An ech hunn heiansdo esou d'Impressioun, Här Staatsminister, wann ech lech an Är Ekipp kucken, et ass esou e bësse wéi op der Titanic. D'Titanic huet ee Moment den Äisbierg gesinn. Ech géif einfach soen, den Äisbierg hei, dat ass de Logement, dat ass d'Klima natierlech, dat ass och d'Finanzpolitik an deenen nächste Joren. Deen Äisbierg, deen ass virun lech, Dir sëtzt um Steier vun der Titanic, Dir feiert virun, Dir klappt een deem aneren op d'Schëller, Dir sidd selwer zefridden iwwert dat, wat Der maacht. An Dir vergiesst, léiwen Här Bettel, déi grouss Erausfuerderunge vun dësem Land, vun dëser Zäit!

Ech géif lech einfach soen, an nach eng Kéier: Här Staatsminister, kommt eraus aus Ärer Confortzon! Kommt eraus! Mir hu wichteg Erausfuerderungen, déi mer musse gemeinsam stemmen. An dat geet nëmmen, wa mer e Premier hunn, dee permanent u Bord vum Schëff ass.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. De leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wäert mech kuerzfaassen an am Numm vun der ADR zu e puer Steierpunkte Stellung huelen.

De Kolleeg Marc Lies huet ganz Recht, wann e seet, datt mat der Ofschafung vun den Abuse vun de FISen d'Präisser net erofginn. Dat ass awer och net wichteg. Well et ass keng wunnengsbaupolitesch Mesure, et ass eng Fro vu steierlecher Gerechtegkeet.

De Kolleeg Gilles Roth huet mat Recht drop higewisen, datt d'Majoritéit hei am Haus géint d'Motioun vun der Oppositioun gestëmmt huet, wéi mer déi Abuse scho wollten éischter ofschafen.

Et muss een awer éierlechkeetshalber soen: Fakt ass, datt och en etlech Majoritéitspolitiker an der Vergaangenheet déi Fuerderung opgestallt hunn, virun zwee Joer zum Beispill de Georges Engel an de Fränz Fayot. An hinne gebüürt dofir och eng gewëssen Unerkennung. Et muss een awer soen: Si kruten dat net duerchgesat! Duerchgesat krut dës Reform, dëse Schluss vun deenen Abusen, duerchgesat krut dat d'Oppositioun. An zwar eréischt wéi mer hei chiffréiert hunn, wivill Milliarde Steiereinnamen hei verluer ginn.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir iwwerschätzt lech.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech felicitéieren der Regierung fir dës Reform, datt se déi elo duerchzéien, mee ech felicitéieren awer och der Oppositioun, datt mir et bewierkt hunn, datt dat elo geschitt. Wéi soen déi Däitsch esou schéin: „Halb zog sie ihn, halb sank er hin"!

Dann e Wuert zum Amortissement fiscal accéléré. D'Josée Lorsché huet gëschter a senger Interventioun gemengt, deen Amortissement fiscal accéléré hätt säin Zil net erreecht. Dat ass faktesch ganz einfach falsch! D'Zil vun deem Amortissement war et ëmmer, vill neien, héichwäertege Mietwunnraum ze schafen. An dat Zil gouf honnert Prozent erfëllt. De private Wunnengsbau huet ëmmer hei am Land bei Wäitem de Gros vun de Wunnechte geschaf.

Et muss ee wëssen, esou een Immobilieprojet, do mussen an der Reegel 60 % verkaaft sinn, éier ka gebaut ginn, éier d'Sue fir de Bau vun der Bank deblockéiert sinn. An haut ass et faktesch esou, datt déi 60 % vun Investisseuren ofgedeckt ginn. Wann elo eis Regierung mengt, et soll een dës Investisseuren ausbremsen, fir Wunnechten, déi jo fir ze verlounе sinn, en faveur vun de Primo-occupants, déi fir sech selwer kafen, dann hätt dat als Konsequenz - wann déi Reform géif gräifen, mee Gott sei Dank gräift se warscheinlech net -, datt:

- éischtens, et manner Mietwunnechte géif ginn, ergo déi besteeënd Mietwunnechte méi deier géife ginn. An do ginn ech dem Kolleeg Lies Onrecht: Et hätt eng Inzidenz op de Mietpräis! Wa manner um Maart ass, gëtt dat, wat um Maart ass méi deier, dat ass eng ekonomesch Selbstverständlechkeet;

- an et gëtt vill méi lues gebaut, well et da vill méi laang dauert, bis datt een déi 60 % beieneenhuet.

Et ass also an eisen Aen alt nees erëm eng Kéier, wéi sou oft, eng kontraproduktiv Mesure, déi d'Loyere méi deier mécht a finalement d'Offer vu Wunnraum um Maart erofsetzt.

Ech hunn an dësem Kontext eng technesch Fro, well mer haut jo de 15. Oktober sinn an dat heite soll den 1. Januar a Kraaft trieden.

Dat Éischt ass: Wann ech haut d'Acquisitioun vun engem Terrain maachen, fir ee Wunnhaus ze bauen, wou d'Geneemegungsprozedur jo dann etlech Zäit dauert, profitéieren ech da vu 6 % Amortissement fiscal accléléré oder nëmme vu 5 % respektiv 4 %?

An déi zweet, wou ech gären eng kloer Äntwert hätt: Wann ech meng VEFA, meng Vente en l'état futur d'achèvement, nach dëst Joer virum Nottär ënnerschreiwen, bleiwen ech da sechs Joer laang am Genoss vun deem ale Regimm?

D'ADR ass frou, datt souwuel d'DP wéi d'CSV sech heibannen esou kloer an eendeiteg géint all Verméigenssteier a géint all Ierfschaftssteier ausgeschwat hunn. Dat ass wichteg fir eist Land. An dat ass och wichteg fir fiskal Gerechtegkeet.

(Interruption)

Ech ginn awer elo e Schrëtt méi wäit. Ech hunn dem Här Finanzminister eng Question parlementaire gestallt, wivill Ierfschaftssteier d'lescht Joer erakoum a wien déi bezuelt huet. An dobäi ass erauskomm, datt 3,6 % vun deenen 116 Milliounen, déi erakoumen, vu Partner, vun Elteren a vu Kanner bezuelt gi sinn. Kënne mer net elo e Schratt méi wäit goen an dës total onmoralesch Besteierung ofschafen? Onmoralesch, well et ganz kloer d'Besteierung vu scho besteiertem Geld ass.

Wéini mussen iwwerhaapt e Partner, e Kand oder Elteren Ierfschaftssteier bezuelen, dat heescht, Leit an direkter Linn? Si bezuelen dat an deem Fall, wou se méi kréie wéi de legalen Deel. Beispill: Zwee Kanner hunn eng Réserve héréditaire vun zwee Drëttel an et ass een Drëttel eng Quotité disponible. Wann ech elo befannen, datt eent vu mengen zwee Kanner soll déi Quotité disponible kréien, dat heescht zwee Drëttel anstatt een Drëttel, da bezilt et op deem Drëttel Ierfschaftssteier. Dat ass a mengen Aen total inexplikabel, firwat datt dat esou ass! An et ass och fir eis total inakzeptabel.

Da wollt ech en allerlescht Wuert soen op mengem Liblings-fréiere-Chamberspresident seng gehässeg Remark gëschter no der Ried vum Fernand Kartheiser, en hätt ni geduecht, datt en eng Kéier géif de Gast Gibéryen vermëssen. Dozou wollt ech klipp a kloer soen: Alles wat de Fernand Kartheiser gëschter am Numm vun der ADR hei gesot huet, ass genau esou net méi spéit wéi de leschte Sonndeg op eisem Nationalkongress gestëmmt ginn. Alles wat e gesot huet zum Klima, zum Logement, zur Flüchtlingspolitik, ass déi gemeinsam Positioun vun eiser Partei. An et gouf esou gestëmmt, y inclus mat der Stëmm vum Gast Gibéryen.

Ech sinn houfreg, hei fir eng Partei däerfen ze schwätzen, déi klipp a kloer seet, woufir datt se steet!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass net fir sech ze mengen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech vermëssen den Här Gibéryen ëmmer méi.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Als Ofschloss vun dësen Debatte kritt d'Regierung d'Wuert. Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel, et ass un lech.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Villmools merci, Här President. Ech soen lech och Merci, dass et zäitlech wäert opgoen, an dofir och dem Här Bauler an der Madamm Closener Merci fir hir Disponibilitéit, fir gëschter Owend schonn ze intervenéieren.

Ech hunn eng 30 bis 40 Froen hei gestallt kritt, Här President, vu verschiddenen Deputéierten, déi gesot hunn: „Ech géif gären hei ..., ech géif gären

hei ..., an dat misst haut ..., an dat misst do ..."! Mir hu Kommissiounen, ech géif wierklech bieden, fir déi spezifesch Froen, thematesch Froen, och an de Kommissiounen d'Ministeren dann ze froen, wann dat d'nächst Woch sollt sinn, fir dann och op all deene verschiddene Punkte kënnen eng Äntwert ze ginn.

Ech si wierklech frou, Här President, dass mer um Niveau vun der Santé hei awer e Konsensus hunn, dass déi Decisiounen, déi geholl gi sinn - an ech hunn et och schonn a menger Ried gesot: déi meeschtens och zesumme mat der Chamber geholl gi sinn - awer och d'Zoustëmmung hei an dësem Haus fannen. Et wor eng Situatioun, an dat soen ech vun eis, an deen, deen et hei besser weess, soll dann opstoen a soen, dass hie wousst, wéi et géif ausgoen, mat ganz villen Inconnuen. Et war eng Situatioun, wou ganz vill Saachen inconnu waren. Dat heescht, et wousst een net, wat op ee géif duerkommen. An dat heescht, et huet ee sech och musse fir all Eventualitéit preparéieren.

Mir si wierklech och frou, dass een déi Efforten zesumme gepackt huet, dat heescht, dass d'Solidaritéit wierklech groussgeschriwwe war. An et ass hei och vun enger Rëtsch vu Leit gesot ginn: Mir hunn - verschidde Leit hunn et kritiséiert - gutt staatlech Servicer gehat, op déi ee wierklech konnt zielen, dofir och e staarke Staat, dee wierklech wichteg ass a sou Situatiounen. An awer och e Privatsecteur: Leit, déi moies opgestane sinn, fir dass mir och iwwerhaapt konnten duerch déi Situatioun kommen! An dofir soll een och deen Effort ënnersträichen.

Gëschter huet d'Gesondheetsministesch eng Pressekonferenz gemaach, fir eeben och d'Analys vun den Zuelen ze maachen. Jo, d'Zuelen am Moment sinn net rassurant. An da verstinn ech verschidde Saachen net, well op där enger Säit kréien ech vun der Madamm Hansen virgeworf, mir géifen hei net reagéiere mat der Hausse vun den Zuelen. Op där anerer Säit kréien ech selwer an engem Otemzuch gesot, zu Paräis géifen d'Caféeën zougemaach ginn an hei zu Lëtzebuerg géife mer näischt maachen, mee op där anerer Säit géife mer den Horesca futtimaachen, wa mer géifen d'Caféeën zoumaachen.

Dowéinst, et ass net ëmmer esou evident ze verstoen, wat do soll déi richteg Léisung sinn. Ech kann lech just soen, dass am Moment déi verschidde Facteuren, sou wéi d'Gesondheetsministesch et och gesot huet, déi sinn, déi ee muss am A behalen. Dat ass selbstverständlech och den Taux de positivité, d'Zuel vun den Infizéierten, awer och d'Zuel vun de Leit, déi an d'Spideeler ginn, an d'Zuel vun de Leit, déi och op Intensivstatioune sinn, an den Taux de mortalité.

Dat sinn déi Zuelen, déi ee muss hunn! Dowéinsder: Keng Panik maachen an deem elo, wann d'Zuelen eropginn, fir ze soen, dass alles schifgeet! Mee op där anerer Säit awer och déi aner Krittären zesummen am A behalen, fir wann d'Situatioun op eng Kéier op deene Krittären, déi vun de Spideeler, déi mer dès le départ ëmmer am A haten, géif aus dem Rudder lafen, sou séier wéi méiglech kënnen ze reagéieren.

Jo, dat sinn Eventualitéiten. Da kréien ech gesot: „Jo, mee da misst ee genau wësse wivill." Et sinn déi verschidde Punkten, déi zesummekommen! Dat heescht, et ass net e Cliquet, wou ee seet: „Wa lo 110 Kranker den Dag sinn, da muss een déi Initiativ huelen", well selbstverständlech dat eent mat deem aneren do muss zesummegesat ginn. Et ass net eleng déi eng oder déi aner Zuel, et ass en Ensembel vun Zuelen, dee muss maachen, dass een do Decisiounen hëlt.

An ech wëll hei net op déi Surenchërë kommen, well hei gëtt gesot: „Do si verschidde Mesuren, déi méi néideg sinn oder net néideg sinn." Ech wëll drun erënneren, dass mer déi lescht sechs Méint hei Diskussiounen haten, Här President, a bal e Skandal haten, well d'Spillplazen net fréi genuch op waren, well d'Caféeën ze fréi géifen zoumaachen an d'Geschäfter ze spéit géifen opmaachen, well hei d'Supermarchéen op waren an da kleng Butteker net hunn dierfen opmaachen!

Déi Surenchère hei! Fir ze probéieren hei - an ech muss bal soen, ça frôle le populisme -, fir ze soen: „Hei hu se extra eppes gemaach fir déi Grouss vis-à-vis vun deene Klengen"! Wou ee pertinemment weess, dass d'Superficie, d'Capacité d'accueil an engem grousse Supermarché, wou een alles fënnt, méi einfach war - an ech brauch elo net an d'Detailer ze goen -, dass bestëmmt net ee géint deen anere war! Wou awer hei probéiert ginn ass, wierklech ze maachen, wéi wann dës Regierung probéiert hätt, d'Land auserneenzedreiwen, wou et virun allem d'Mesure-sanitairë waren. Dat fannen ech net korrekt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, et ware keng einfach Decisiounen, ech hunn lech et gesot, et ware guer keng einfach Decisiounen, fir keen! An et war schwéier fir d'Politik, et war virun allem schwéier fir de Gesondheetssystem, mee et war schwéier fir all ons Bierger. All ons Bierger!

An erlaabt mer, ech hunn et a menger Ried scho gesot, et je le ferai en français: de remercier tous ces frontaliers qui viennent travailler tous les jours au Luxembourg et sans lesquels, au niveau hospitalier, au niveau du commerce, on n'aurait pas pu travailler tel qu'on l'a fait. De tout cœur, au nom de nous tous, un grand merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass hei elo ganz vill vum Logement geschwat ginn. Jo, tatsächlech, ech hunn et nach ni zur Chefsaach deklaréiert. Nach ni! Ech muss soen, mäi Virgänger huet et gemaach. Dat huet jo och vill bewierkt!

(Hilarité)

Dat huet jo och vill bewierkt. Dat heescht, dass een eppes deklaréiert, dat mécht vill! An ech wëll hei net drop agoe fir ze soen: „Et ass de Problem, well d'CSV esou laang de Logementsminister hat." Ech wëll dat net. Ech wëll och net drop agoen, wie wou wéi gestëmmt huet, well et sinn aner CSV-Gemengeconseilleren, déi och scho géint PAPe gestëmmt hunn, well se fonnt hunn, et wier ze dense. Ech fänken net un, hei ze soen, wie wat wéini gestëmmt huet. Ech wëll dat net!

Déi Leit, déi haut Problemer hunn, déi d'Annoncë liesen an der Zeitung, déi net wëssen, wéi et muer kann ausgesinn, fir en Daach iwwert dem Kapp ze hunn, deenen ass et egal, wéi eng Partei heibanne gestëmmt huet oder an iergendengem Gemengerot. Déi hätte gären, dass mer zesummen deen dote Problem upaken, dass mer zesummen, d'Gemengen, d'privat Proprietären, d'staatlech Acteuren, zesummen et fäerdegbrénge fir weiderzekommen, an net, dass mer hei probéieren, een deem aneren d'Schold ze ginn. Et ass en Challenge, dee mer alleguerten hunn. An et ass net iwwert d'Zuel, ob elo méi oder manner gebaut ginn ass. Dir wësst alleguer ganz genau, dass heiansdo - an Dir, d'Oppositioun, géift jo och gäre méi bauen -, d'Prozedure laang sinn an dass ee sech do muss zesummesetze fir ze kucken, mat de Gemengen - well ouni Gemenge baue mer näischt! -, wéi mer kënnen zesumme méi effikass do drop agoen.

Et ass vun Industrie geschwat ginn. Ech wëll lech soen - hei ass och vun der CSV, also dem Virriedner, dem Här Mosar, ganz laang iwwer FAGE geschwat ginn -, ech kann lech just soen: Als Premierminister hat ech vu kengem Majoritéitsdeputéierte gefuerdert, vu kengem hei an där Chamber, fir e Projet FAGE mussen ze stëmmen oder eng Satisfaktioun zum Ausdrock ze bréngen, wann d'Krittären net erfëllt sinn an den Dossier net komplett ass. Vu kengem! Duerfir akzeptéieren ech net, wann hei gemaach gëtt, wéi wann all Mënsch an der Majoritéit souwisou gesot hätt: „Egal, wat FAGE eis op den Dësch leet, musse mir mam Kapp wénken." Nee, dat ass net de Fall! Et gëtt Krittären, an déi Krittäre mussen och erfëllt ginn.

Et ass net, dass mer alles wëlle verbidden! Mee et ass esou, dass mer wëllen d'Leit incitéieren an hinnen ze verstoe ginn, dass all Eenzelne mat sengen Habituden och en Deel vun der Léisung ass.

An duerfir wierklech: Jonk Leit, déi manifestéieren a sech engagéiere fir hir Zukunft, an am Fong fir ons gemeinsam Zukunft, dat fannen ech wierklech luewenswäert!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass net, dass mer alles wëlle verbidden! Mee et ass esou, dass mer wëllen d'Leit incitéieren an hinnen ze verstoe ginn, dass all Eenzelne mat sengen Habituden och en Deel vun der Léisung ass.

An duerfir wierklech: Jonk Leit, déi manifestéieren a sech engagéiere fir hir Zukunft, an am Fong fir ons gemeinsam Zukunft, dat fannen ech wierklech luewenswäert!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass hei elo ganz vill vum Logement geschwat ginn. Jo, tatsächlech, ech hunn et nach ni zur Chefsaach deklaréiert. Nach ni! Ech muss soen, mäi Virgänger huet et gemaach. Dat huet jo och vill bewierkt!

(Hilarité)

Dat huet jo och vill bewierkt. Dat heescht, dass een eppes deklaréiert, dat mécht vill! An ech wëll hei net drop agoe fir ze soen: „Et ass de Problem, well d'CSV esou laang de Logementsminister hat." Ech wëll dat net. Ech wëll och net drop agoen, wie wou wéi gestëmmt huet, well et sinn aner CSV-Gemengeconseilleren, déi och scho géint PAPe gestëmmt hunn, well se fonnt hunn, et wier ze dense. Ech fänken net un, hei ze soen, wie wat wéini gestëmmt huet. Ech wëll dat net!

Déi Leit, déi haut Problemer hunn, déi d'Annoncë liesen an der Zeitung, déi net wëssen, wéi et muer kann ausgesinn, fir en Daach iwwert dem Kapp ze hunn, deenen ass et egal, wéi eng Partei heibanne gestëmmt huet oder an iergendengem Gemengerot. Déi hätte gären, dass mer zesummen deen dote Problem upaken, dass mer zesummen, d'Gemengen, d'privat Proprietären, d'staatlech Acteuren, zesummen et fäerdegbrénge fir weiderzekommen, an net, dass mer hei probéieren, een deem aneren d'Schold ze ginn. Et ass en Challenge, dee mer alleguerten hunn. An et ass net iwwert d'Zuel, ob elo méi oder manner gebaut ginn ass. Dir wësst alleguer ganz genau, dass heiansdo - an Dir, d'Oppositioun, géift jo och gäre méi bauen -, d'Prozedure laang sinn an dass ee sech do muss zesummesetze fir ze kucken, mat de Gemengen - well ouni Gemenge baue mer näischt! -, wéi mer kënnen zesumme méi effikass do drop agoen.

Et ass vun Industrie geschwat ginn. Ech wëll lech soen - hei ass och vun der CSV, also dem Virriedner, dem Här Mosar, ganz laang iwwer FAGE geschwat ginn -, ech kann lech just soen: Als Premierminister hat ech vu kengem Majoritéitsdeputéierte gefuerdert, vu kengem hei an där Chamber, fir e Projet FAGE mussen ze stëmmen oder eng Satisfaktioun zum Ausdrock ze bréngen, wann d'Krittären net erfëllt sinn an den Dossier net komplett ass. Vu kengem! Duerfir akzeptéieren ech net, wann hei gemaach gëtt, wéi wann all Mënsch an der Majoritéit souwisou gesot hätt: „Egal, wat FAGE eis op den Dësch leet, musse mir mam Kapp wénken." Nee, dat ass net de Fall! Et gëtt Krittären, an déi Krittäre mussen och erfëllt ginn.

Mee ech wëll just d'CSV drun erënneren: Déi Decisioun vu FAGE, fir sech zréckzezéie vun deem Projet, grad nodeem Är Fraktiounspresidentin, Här Mosar, ugekënnegt huet, si géifen op de Parquet eng Plainte maache goen, ech mengen, dass dat de Coup de grâce war, wou FAGE gesot huet: „Et geet elo duer!"

(Brouhaha)

Den Dossier ass elo do, wou en ass.

(Brouhaha)

Ech wëll just soen, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... mer do awer richteg gehandelt hunn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... dowéinst kommt, mir sichen elo net fir ze probéieren, een deem aneren d'Schold ze ginn. Ech wëll lech just soen, dass dat just e puer Deeg duerno war, wou nach eng Kéier vun engem Dossier geschwat gi war.

Dat, wat mer musse fäerdegbrénge, Här President ... An am Dossier Google ass et d'selwecht! Am Dossier Google mécht den Här Mosar hei an enger ganzer Dramaturgie de Fall, wéi wa Google esou wichteg wär. D'Leit, déi gäre Suen op Lëtzebuerg investéieren, Här President, déi géife gär ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Premierminister, den Här Mosar wëllt lech eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, ech maachen dat just fäerdeg.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, ech géif gär ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Google oder FAGE oder nach aner Leit ...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dat do geet jo awer net, Här President, gitt mir d'Wuert!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... wiere frou, Här President, ...

(Interruption)

... wiere frou, Här President, wa se kéinten en Echange hunn, Informatiounen hunn, ouni dass se op der Place publique misste schonn au préalable - au préalable! - Saache justifiéieren, wou se mol nach net wëssen, wat se wëlle maachen.

A bei Google ass et d'selwecht. Wann ech Google gesinn, da soen déi zu mir: „Jo, wat d'Oppositioun freet" - an dann ass et meeschtens vun der CSV -, „wat solle mer do soen?" Google hätt och léiwer gäre gehat, si hätte kënne Saachen diskutéieren - ech soen elo net „ausmaachen", mee diskutéieren - mat enger Regierung, ier se op der Place publique scho grouss debattéiert géife ginn. Dowéinst, déi Suergen, fir ze soen: „Et muss onbedéngt eppes kommen. Et ass wichteg!", an hei sech als Defenseur vun der Industrie ze maachen!

An et ass d'selwecht fir d'Bankeplaz. D'Stäerkt vu Lëtzebuerg wor, dass ee probéiert huet, op eng diskreet, transparent Aart a Weis Reegelen anzehalen an do eeben och e vertrauensvolle Partner ze ginn. A mir verléieren op eng Kéier d'Reputatioun vun engem vertrauensvolle Partner, wann eesäiteg op eng Kéier alles scho seet, wat en anere wëllt, ouni dass deen iwwerhaapt decidéiert huet, ob en et wëllt maachen. Voilà!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Also, ech wollt awer hei eppes richtegstellen, wat ech iwwerhaapt net kann akzeptéieren, wat FAGE ubelaangt. An ech muss dann do e bësse méi wäit aushuelen, well ech d'Impressioun hunn, datt den Här Premier dee ganzen Dossier net kennt.

Déi Gesellschaft FAGE ass 2012 op Lëtzebuerg komm, huet hei eng SA gemaach, eng SA, déi duerch zwou SOPARFI-Holdinge gehale gëtt. Do sinn, Här Staatsminister, zwëschent 2012 an 2020 53 Milliounen Euro, ech soen et haart, 53 Milliounen Euro, dat heescht 300.000 Dollar - dat ass anscheinend an Dollar bezuelt ginn, frot mech net firwat - all Mount vun där Firma an déi zwou SOPARFIe gefloss. Déi zwou SOPARFIen, an dat kënnt Der gär nokucken, dat si Boîte-à-lettres-Gesellschafte gewiescht, do huet net ee fir déi Gesellschafte geschafft, do ass keng Sécurité sociale bezuelt ginn. Déi Informatioune sinn ee Moment vun engem exzellenten investigative Journalist an enger Zeitung publizéiert ginn.

Mir hunn doropshin, an ech mengen, dat ass eis Flicht, Här Staatsminister, mir hunn doropshi Froe gestallt an der zoustänneger Kommissioun. Den Här Fayot, deen deemools do war, huet praktesch refuséiert, fir dorobber ze äntwerten. Elo soen ech lech, an Dir sidd Jurist: Eng Societéit, déi wärend aacht Joer 53 Milliounen Euro u „consultant fees" bezilt, dat huet näischt méi mat enger Structuration fiscale ze dinn. Dat ass Blanchiment. Dat ass Blanchiment au sens le plus large!

An da wëll ech lech nach eng Kéier soen, Här Staatsminister, an Dir sidd do awer e bësse speziell placéiert: Dir wësst, mir hunn eng Flicht als Deputéierten, wéi Dir iwwregens och als Staatsminister, a wa mir vu Faite Connaissance kréien, déi och nëmmen en Element vu Penal hunn, musse mir déi denoncéieren, soss maache mir eis strofbar. An ech wëll lech elo net hei nach eng Kéier déi ganz Affär Gast Gibéryen an Erënnerung ruffen, do kënne mer awer ganz gär eng Kéier driwwer schwätzen. Duerfir kann ech net akzeptéieren, datt Dir mech a meng Partei elo hei accuséiert, ...

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- ... mir hätten eng Denonciatioun gemaach vu Faiten, déi zumindest een Élément pénal beinhalten! An dat bescht Zeechen ass jo, datt de Parquet dorobber ugekënnegt huet, e géif eng Instruction préliminaire maachen. An da kommt Dir elo an Dir reprochéiert eis dat an Dir sot nach, mir wäre schëlleg! Mir wäre schëlleg, datt déi Gesellschaft elo net méi géif op Lëtzebuerg kommen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, et muss een en Ënnerscheed maachen, ech ...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee, Här Bettel, da loosst mech, ech hunn lech och ausschwätze gelooss, loosst mech wannechgelift ausschwätzen.

Ech mengen, ech kéint lech nach ganz vill soen, well ech mech och entre-temps e bëssen iwwert déi Firma do dokumentéiert hunn. Nach eng Kéier, ech mengen, dat war a sech eng Societéit, déi sinn heihinnerkomm, well se wollte gewëssen Operation-fiscalle maachen. Duerno wollte se Substanz heihinnerbréngen, dat ginn ech jo gär zou. Mee wat mir net kënnen akzeptéieren, dat ass, datt mir elo sollen déi Schëlleg sinn, datt déi Firma net op Lëtzebuerg kënnt. Mir hunn hei net méi gemaach wéi eis verdammte Flicht als Deputéiert!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech wëll just drun erënneren, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un de Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... also ech wëll just drun erënneren, dass hei jo de Parquet eng Enquête mécht. De Secret vun der Instruktioun bréngt dat mat sech. Den Här Mosar seet schonn, et wier Blanchiment. Ech sinn e bëssen iwwerrascht, dass scho virgezu gëtt, wat de Parquet iwwerhaapt decidéiert, vun engem Jurist och, do muss ech awer soen, dat ass scho speziell.

An déi zweet Saach ass: Wann een eppes mécht, kann een et och diskreet maachen. Wann ech all Kéiers eppes, wat ech beim Parquet muss denoncéieren, iwwert d'Press muss matdeelen, dat seet och eppes aus.

(Brouhaha)

Voilà, Merci!

(Brouhaha)

Här President, zu dem Budget ass hei och matgedeelt ginn, wat mer elo géife maachen oder wat mer net géife maachen. Jo, et si verschidde Saachen, déi am Koalitiounsaccord stinn, Här President, déi mer awer net maachen. Elo. Elo! Well mer wëssen, dass d'Budgetssituatioun déi ass, déi se ass.

Dir wësst, zum Beispill d'Individualiséierung, an et ass virdrun zum Beispill zitéiert gi vum honorabelen Här Roth: „déi aarm alengerzéiend Mamm"! Jo, mir sinn der Meenung: Ass et normal, dass no enger Scheedung oder no engem Doud vun engem een da méi héich besteiert gëtt wéi virdrun? Dat sinn déi Froen, déi mer eis als Regierung, als Majoritéit ausgeschafft hunn a wou mer ausgemaach hunn, dass mer och wéilten iwwert d'Individualiséierung an dëser Legislaturperiod legiferéieren. Mee mir wëssen awer, dass den Impakt vun der Individualiséierung riskéiert, e Coût ze hunn, dee mer am Moment net kënne packen. An dowéinst hu mer zesummen decidéiert, dass deen dote Punkt elo net kéint ëmgesat ginn. Dat wëllt awer net heeschen, dass mer et net maachen.

Iwwert d'Steieren: Jo, ech kann net reprochéieren, dass d'LSAP eng aner ADN huet wéi eng DP oder déi gréng eng aner ADN hu wéi eng LSAP oder wéi eng DP, an dass déi dräi Parteie verschidde Meenungen hunn. Ech muss lech soen, dass ech awer méi verstinn, dass dräi Parteien eng verschidde Meenung hunn, wéi dräi verschidde Meenungen an enger Partei!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An dat ass am Moment awer e bëssen d'Situatioun.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dowéinst, Här President, ...

(Brouhaha)

... mir hu verschidde Meenungen, mee mir hunn eis awer gëeenegt. Mir hunn eis awer gëeenegt, wat mer géife maachen!

(Interruption)

Mir hunn eis gëeenegt, wat mer géife maachen. A wat mer eeben, an dat ass och normal, 2023 maachen, deen een oder deen aneren: Et ass net, well mer eng Koalitioun hunn, dass mer fusionéiert sinn, an tant mieux fir deen een oder fir deen aneren. Mee mir hunn eis gemeinsam Ziler gesat a mir wäerten déi jo och ëmsetzen. An dat, wat net am Koalitiounsaccord steet, ass net verbueden ze diskutéieren, mee mir wëssen, dass et net an dëser Legislaturperiod gemaach gëtt. Dat heescht, déi Engagementer, déi ech hei gesot hunn, dat ass net, fir deem engen oder deem anere Wäerter ze rappeléieren, well se et selwer, deen een an deen aneren, och soen! Mee dowéinst, wéi gesot: Et ass net, well mer zesummen eng Koalitioun gemaach hunn, dass mer net méi dierfen eis ADN hunn.

Ech muss lech och soen, Här President, hei ass gesot ginn: „de Kapitän u Bord" ... An ech muss lech soen, ech, de Kapitän: D'Boot geet an déi Richtung, déi mer eis ginn hunn. Mir hunn eis bis 2023 eng Richtung ginn. An dee Kapitän, mat senger Ekipp, an dat ass eeben dat, wat heiansdo deen een oder deen anere stéiert, huet eebe säi Stil als Kapitän, fir mat enger Mannschaft zesummenzeschaffen, well e weess, dass jiddwereen à bord gebraucht gëtt, fir och mam Boot unzekommen. An dat ass en Ënnerscheed, och mat där gréisster Oppositiounspartei: Déi hunn e Boot, mee de Kapitän ass aleng drop an déi aner 21 si schonn op Rettungsbooter. Dowéinst, Här President, ...

(Hilarité et brouhaha)

... verstitt Der, dass am Moment dat Boot, dee Programm, dee mer eis ginn hunn, dat ass, wat mer wëlle maachen. A mir wäerten dat och weidermaachen.

(Brouhaha)

A mir kréie reprochéiert, an dat ass och do, wou ech awer muss soen, dass ech e bësse Kontradiktioune fannen, mir géifen de Budget, ...

(Brouhaha)

... mir géifen de Budget hei ze vill mat Schold bombardéieren. Mee mir maachen Investissementer! Här President, d'Investissementer ginn erop. An hei ze maachen, wéi wann en Investissement eng Schold op déi nächst Generatioun wier, ass falsch. Et ass kee vun dëser Majoritéit en Austeritéitsfetischist. Loin de là, au contraire! Mir verstinn och net déi, déi wëllen Austeritéitsfetischiste sinn am Moment. Am Moment ass investéieren, d'Relance, de Leit nees Perspektive ginn, d'Leit net an de Chômage fale loossen dee beschten Investissement, dee mer kënne maachen. Duerfir, Här President, sinn ech frou iwwert d'Zoustëmmung, déi ech op ville Punkte vu Majoritéitsdeputéierte kritt hunn.

Ech hätt och kënnen ..., ech géif bal mengen, Här President - ech ka mech ieren -, wann ech hei de Walprogramm vun der CSV virgelies hätt virgëschter, hätt ech de selwechten O-Toun och gëschter an haut um Radio héiere vun der Madamm Hansen. Mee et ass de Prinzip, et ass de Prinzip hei, dass mer den Echange sollten hunn, den Échange démocratique sollten hunn. Ech kann lech just soen, dass dës Majoritéit eng Majoritéit ass, déi an déi selwecht Richtung kuckt, mee déi virun allem eng Prioritéit huet: An dat ass net deem enge säi Parteiprogramm oder deem enge säi Wonsch, mee dat ass onst Land mat senge Bierger! An dat hält eis méi wéi zesummen. Dat ass dat, wat mer eis als Prioritéit ginn hu bis 2023.

Mir hoffen, dass mer esou séier wéi méiglech aus där Situatioun vum Covid erauskommen, fir dass nees Rou kënnt a virun allem net méi déi Onrou, déi deen een oder deen anere Bierger huet, zum Alldagsprogramm gehéiert. A virun allem, dass mer Liewe preservéiert kréien. An et ass just zesummen, wou mer staark sinn. Mee dat gëllt net nëmmen dobaussen, dat zielt och heibannen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci. Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President. Also, ech hunn nach eng Partie Froen, mee ech verstinn, datt déi elo net kënne beäntwert ginn. Ech hunn awer eng konkreet, well do hate mer d'Äntwert gëschter versprach kritt an déi ass net komm gewiescht. An zwar ass et déi iwwert d'Finanztransaktiounssteier ouni Verweis op d'OECD. Do hunn déi zwee EU-Parlamentarier vun der DP ënnerschiddlech gestëmmt. D'Madamm Semedo ass u sech eiser Meenung gewiescht an huet esou gestëmmt wéi eis Parlamentarier, den Här Goerens awer u sech fir déi Finanztransaktiounssteier ouni Verweis op d'OECD an domadder awer mat engem grousse Risiko verbonne fir eis Kompetitivitéit. Duerfir wollt ech gäre wëssen, wann ee schonn hei vun ënnerschiddlechen Zonge schwätzt an ënnerschiddleche Booter a Rettungsbooter, da wollt ech awer gäre wëssen, wéi hei déi kloer Positioun wär vun der DP a vun der Regierung.

(Brouhaha)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech kann lech dorobber eng kloer Äntwert ginn, obschonns et onüblech ass, dass mer d'Votte vum Europaparlament hei thematiséieren. Mee ech kann lech ganz kloer soen, dass d'Demokratesch Partei op der Linn vun der Madamm Semedo ass a ...

Une voix.- A!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... géint eng Finanztransaktiounssteier.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools fir déi Prezisiounen. An ech wëll dem Premier- a Staatsminister villmools Merci soe fir seng Ausféierungen an him eng glécklech Hand um Conseil européen wënsche bei der Verdeedegung vun de Lëtzebuerger Interessen. Här Premierminister, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Villmools merci, Här President. Ech wëll och wierklech - de Vizepremier bleift elo hei fir d'Motiounen -, ech muss wierklech fortgoen, well et si wichteg Punkten haut um Ordre du jour: Et geet ëm d'Ëmwelt, et geet ëm de Brexit, et geet och ëm international Politik. An ech wäert dann d'nächst Woch bei den Här Cruchten an d'Commission des Affaires étrangères de Bilan maache komme vun deenen Diskussiounen.

Mee ech soen awer wierklech insgesamt den Deputéierte Merci fir déi konstruktiv Debatten. Dass mer eis net alleguerten eens sinn, wousst ech souguer, ier ech komm sinn. Mee ech mengen, wichteg ass, dass mer en Echange hunn a virun allem de Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Premierminister. Ier mer elo zum ...

(Interruption)

Den Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci dem Här Premier, deem ech bonne Chance zu Bréissel wënschen. Et huet näischt méi mat him ze dinn, ech wëll just nach eng Kéier op d'Madamm Lorsché agoen, déi mech virdru jo praktesch hei ugeklot huet, ech hätt d'Onwourecht gesot. Ech hunn dat elo e bësse recherchéiert an där kuerzer Zäit, déi mer bliwwen ass. An ech hunn do elo einfach nëmme gelies, wat deemools d'Press vun där Kommissiounssitzung rapportéiert huet. Ech si leider ...

Jo, Madamm Lorsché, da loosst mech wannechgelift awer mol hei eng Positioun soen! Dir weist schonn de Fanger, Dir hutt emol net gelauschtert, wat ech gesot hunn.

(Hilarité)

Ech liesen hei an ...

(Brouhaha)

Une voix.- Fuert virun!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Mee loosst Der mech schwätzen, Madamm Lorsché? Dir wësst mol net, wat ech soen, da weist Der schonn de Fanger.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech hunn dat ...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ma ech liesen hei, an Dir verstitt, ech sinn net Member vun der Environnementskommissioun, ech liesen elo hei bei engem Medium, mee déi Informatioun steet awer och op aneren, ech liesen lech elo vir, net wat ech soen, mee dat steet hei, dat gëtt bericht vun engem lëtzebuergesche Medium:

„Um Krautmaart stellt d'Josée Lorsché dann awer fest, datt si sech um Radio als Schäffin vun der Gemeng ausgedréckt huet. Als Deputéiert vun der Majoritéit dréit si selbstverständlech de Projet Jugurtsfabrick awer mat."

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Lorsché kritt d'Wuert fir Fait personnel.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech war deemools interviewt ginn, dat stëmmt. An ech hunn duerno eng Richtegstellung un d'Press weiderginn. Ech hunn hinnen ugeruff. Ech hunn all deene Journalisten, déi bis elo mat där doter Ausso koumen, Bescheed gesot, dass dat do net stëmmt, well et gëtt keen ee Moment, wou ech deen do Projet ënnerstëtzt hunn. Wann dat esou herno geschriwwe gëtt, dann ass dat net meng Verantwortung. Et gëtt eng gewësse Pressefräiheet. Mee do war ech awer ënnerwee, fir mech dogéint ze wieren.

(Brouhaha)

An ech wiere mech neierdéngs ëmmer méi dogéint, well et iergendwou eng Kéier an d'Welt gesat ginn ass, wou ech net weess wéisou!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Mosar wëllt nach eng Kéier drop reagéieren.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Ech hu Verständnis fir dat, wat d'Madamm Lorsché seet. Ech géif dann awer och bieden, si hätt Verständnis fir aner Kolleegen.

Une voix.- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech mengen, nach eng Kéier, ech sinn net an där Kommissioun, ech liesen d'Press, an do steet dat dran, wat ech lech elo virgelies hunn. Wann Dir dat dementéiert hutt, mag dat sinn. Ech hunn näischt Anersäiteges an der Press gelies, da muss ech also dervun ausgoen, datt dat, wat do drasteet, och richteg ass. Ech hu mech dorobber baséiert. Ech huelen, ...

(Brouhaha)

... ech huelen dat doten elo zur Kenntnis, datt dat da falsch ass, wat an der Press steet. Mee ech géif lech wierklech d'nächste Kéier bieden, hei net en Deputéierten einfach esou unzekloen, e géif hei d'Onwourecht soen. Ech hu mech op d'Press baséiert. Mir hunn eng gutt Press hei zu Lëtzebuerg an ech baséiere mech méi oft drop. An duerfir kann ech dee Reproche, Madamm Lorsché, vun lech net akzeptéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, et ass elo alles zu deem dote Punkt gesot ...

(Brouhaha)

... a mir kéimen elo zur Ofstëmmung.

Fir d'éischt awer nach géif ech dem Här Claude Wiseler d'Wuert gi fir den Depot vun dräi Motiounen, iwwert déi mer awer eréischt de Mëtten ofstëmmen.

3. Dépôt de trois motions par M. Claude Wiseler

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wollt zwar elo net hei déi Diskussioun vum État de la nation ënnerbriechen, mee ech sinn awer frou, fir kënnen déi Motiounen ze deposéieren, ganz einfach, well mer de Mëtten e Programm hunn iwwert d'Aussepolitik. Mir hu scho laang net méi iwwert d'Aussepolitik geschwat, well mer dräi Méint elo keng Chamber haten. A wéi dat esou ass, ass awer an deenen dräi Méint ganz vill geschitt, notamment och ronderëm Europa, mat enger Rei Krisepunkten, wou et awer derwäert ass, datt d'Lëtzebuerger Chamber, gradesou wéi d'Europaparlament an aner Chamberen, dozou Stellung hëlt an och kloer d'Positioun seet, wéi si d'Konflikter gesäit.

Ech hunn also dräi Motiounen. Ech ginn elo net drop an, well ech dat de Mëtten da wäert méi am Detail maachen. Mee déi eng, déi geet iwwert dee ganze Konflikt, dee momentan am Mëttelmier ass - dat ass net wäit vun hei ewech, dat ass héich explosiv -, wou d'Tierkei kuckt, fir duerch Schëffer a Militärschëffer, déi se souwuel an zypriotesch wéi griichesch Gewässer schéckt, do Situatiounen ze declenchéieren, déi ganz schwiereg gerabel sinn, a si ass fir ze soen, datt mer hei zwee Länner, déi Member vun der EU sinn, och ënnerstëtzen. Dat ass déi éischt Motioun.

Déi zweet Motioun ass iwwert de Konflikt am Nagorny-Karabach, wou den Aserbaidjan eng Offensiv gestart huet an e Cessez-le-feu gebrach huet. Och do gi vun der Tierkei Waffe geliwwert, Mercenairë geschéckt. An och do ass et wichteg, datt mer kloer an däitlech Positioun huelen.

An déi lescht ass zu deenen Evenementer am Belarus, wou no am Fong gefälschte Walen eng Oppositioun, déi sech manifestéiert, op eng Aart a Weis niddergedréckt gëtt, déi indescriptibel ass, duerch Gewalt, duerch Tortur, duerch aner Ënnerdréckungsmethoden. An och do ass et wichteg, datt mer als Parlament kloer Solidaritéit weisen a kloer Stellung huelen.

Ech ginn lech déi dräi Motiounen. Ech sinn och all deenen, déi se matënnerschriwwen hunn - an dat sinn de President vun der Aussekommissioun an och déi siwe Fraktiounen, déi hei drop ënnerschriwwen hunn -, ganz dankbar fir déi grouss Ënnerstëtzung, déi mer hei kruten. Ech ginn lech d'Motiounen.

Merci, Här President.

Motion

« Activités de forage illégales de la Turquie en Méditerranée orientale »

La Chambre des Députés,

- vu les conclusions du Conseil européen du 19 août 2020 sur la Méditerranée orientale et les conclusions du Conseil du 27 février 2020 sur les activités de forage illégales de la Turquie en Méditerranée orientale ainsi que les conclusions du Conseil des 17 et 18 octobre 2019 sur les activités de forage illégales de la Turquie dans la zone économique exclusive de Chypre ;

- sachant que la Méditerranée orientale est de longue date un lieu de tensions politique, économique et géostratégique ; que l'escalade des tensions en Méditerranée orientale est exacerbée par les mesures unilatérales prises par la Turquie, dont ses actions militaires ;

- constatant que la découverte d'importants gisements gaziers ces dernières années a aggravé les disputes au sujet des frontières maritimes dans cette région ;

- sachant que le 10 août 2020, la Turquie a envoyé un navire de prospection sismique accompagné de navires de guerre dans les eaux de la République de Chypre et de la République hellénique ;

- constatant que le navire de forage turc cherchait du gaz naturel depuis des mois dans la ZEE de Chypre ;

- sachant que la tension s'était aggravée fin août, lorsque les deux pays ont mobilisé leurs forces militaires ;

- constatant qu'Ankara multiplie les déclarations hostiles et les démonstrations de force ;

- constatant que la Turquie s'oppose depuis des décennies au retrait de ses troupes d'occupation de Chypre ;

- considérant que les tensions entre la Grèce et la Turquie pourraient déboucher sur une confrontation militaire à éviter ;

- considérant que le Conseil européen des 1er et 2 octobre a fixé des conditions et des délais très précis pour la fin des actions illégales de la Turquie,

invite le Gouvernement

- à exprimer clairement son soutien et sa solidarité avec la République hellénique et la République de Chypre, dont la souveraineté et les droits souverains doivent être respectés ;

- à contribuer à éviter un affrontement armé en Méditerranée orientale ;

- à inviter toutes les parties à s'engager ensemble à négocier la délimitation des ZEE et du plateau continental, dans le plein respect du droit international ;

- à revendiquer un environnement stable et sûr en Méditerranée orientale et l'instauration de relations mutuellement avantageuses fondées sur la coopération ;

- à exiger l'arrêt immédiat d'actions unilatérales par la Turquie violant le droit international et les droits souverains des États membres de l'UE.

(s.) Claude Wiseler, Sven Clement, Yves Cruchten, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Motion

« Situation dans la région du Haut-Karabakh »

La Chambre des Députés,

- vu les combats meurtriers se poursuivant entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie au sujet de la souveraineté du Haut-Karabakh, région peuplée d'Arméniens ;

- sachant que l'Azerbaïdjan a lancé une offensive militaire le 27 septembre 2020 en vue de s'emparer du contrôle de la région du Haut-Karabakh ;

- sachant que ces combats sont les plus violents recensés depuis un cessez-le-feu conclu en 1994 ;

- vu la complexité accrue venant de l'implication de pays tiers, notamment la Turquie ;

- sachant que le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, apporte son soutien politique et militaire - via des mercenaires syriens et des équipements fournis à l'Azerbaïdjan ;

- constatant que la Turquie a lancé un ultimatum, en déclarant qu'un cessez-le-feu n'était envisageable que si les forces bénéficiant du soutien d'Erevan (Arménie) se retiraient de la région disputée ;

- sachant que ce conflit militaire et politique impliquant des intervenants tiers pourrait déclencher une guerre à grande échelle,

invite le Gouvernement

- à condamner clairement toute initiative militaire rompant les clauses du cessez-le-feu de 1994 ;

- à dénoncer toute ingérence extérieure destinée à soutenir un des belligérants et notamment le soutien militaire turque à l'Azerbaïdjan ;

- à soutenir toute initiative au cessez-le-feu au Haut-Karabakh et à appeler au respect des principes du cessez-le-feu signés en mai 1994.

(s.) Claude Wiseler, Sven Clement, Yves Cruchten, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Motion

« Situation au Bélarus »

La Chambre des Députés,

- considérant que la commission électorale centrale de Bélarus a déclaré que le président sortant, Alexander Lukashenko, avait remporté les élections

présidentielles tenues le 9 août 2020 après le premier tour avec 80,1 % des voix et que la principale candidate de l'opposition, Svetlana Tikhanovskaya, avait obtenu 10,1 % des voix ;

- vu la déclaration du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE du 17 juillet 2020 et les précédents rapports du BIDDH de l'OSCE sur les élections au Bélarus ;

- vu la déclaration universelle des droits de l'homme et toutes les conventions relatives aux droits de l'homme dont le Bélarus fait partie ;

- vu la déclaration du président du Parlement européen du 13 août 2020 appelant à mettre fin à la violence au Bélarus ;

- vu le rapport du rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Bélarus du 10 juillet 2020 ;

- considérant que ni l'Union européenne, ni des puissances étrangères telles que le Canada et les États-Unis n'ont reconnu les résultats de ces élections ;

- vu les mouvements populaires qui ont eu lieu suite à ces manifestations ;

- constatant les nombreuses arrestations ainsi que la répression sévère à l'occasion de ces manifestations ;

- constatant que le Gouvernement biélorusse n'a comme seule réponse à ces manifestations que la répression par des arrestations voire la torture, l'usage de la violence contre les manifestants, les menaces de licenciements, les intimidations de journalistes et la répression contre le syndicalisme indépendant ;

- sachant que l'opposition au Bélarus a appelé la communauté internationale à prendre des sanctions contre le régime et à envoyer une mission de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour « documenter » les violations des droits humains, la répression des manifestations ayant fait - outre de nombreux cas de torture et de mauvais traitements rapportés - plusieurs morts et blessés ;

- sachant que l'Union européenne a décidé des sanctions à l'encontre de hauts responsables bélarusses,

invite le Gouvernement

- à affirmer sa solidarité avec les revendications portées par la mobilisation démocratique en cours sur :

• l'arrêt de la répression et de la violence, et la libération des prisonniers politiques ;

• l'organisation d'élections libres sous la supervision d'une Commission électorale indépendante incluant des observateurs internationaux ;

• le rejet de toute ingérence étrangère ;

- à revendiquer le respect des principes de la démocratie et d'un état constitutionnel, ainsi que des droits fondamentaux pour le peuple biélorusse.

(s.) Claude Wiseler, Sven Clement, Yves Cruchten, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler.

4. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert déi néng Motiounen, déi am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Lag vun der Natioun deposéiert goufen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Martine Hansen deposéiert ass ginn. Wëllt een dozou eppes soen? Den Här Max Hahn, wannechgelift.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, Här President, ech géif der CSV ganz gäre proposéieren, déi Motioun do an d'Familljekommissioun ze verweisen, dat och, nodeems ech mat der Familljeministesch Récksprooch geholl hunn, fir dat doten am Detail do kënnen auszediskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, ech géif déi Propos och unhuelen. Ech wëll awer da wierklech, datt déi Kommissioun relativ séier zesummekënnt, well mir hunn dat hei schonn am Summer gefrot gehat. Et ass näischt geschitt. Mir haten u sech scho bei der Deklaratioun vum État de la nation gefrot, datt mer missten oppassen, an et ass näischt geschitt. An et ass elo dréngend, datt eppes geschitt an dee komplette Plang do opgestallt gëtt. Also géif ech dann awer froen, datt déi Kommissioun soll zimmlech direkt aberuff ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber mat där Propositioun d'accord, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Mat deem ausdréckleche Vermierk, datt dat soll séier geschéien.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll déi Motioun esou séier wéi méiglech an der Familljekommissioun debattéiert ginn.

(La motion de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vun dem Sven Clement deposéiert ass ginn iwwert d'Spekulatioun um Wunnengsmarché. Den Här Roy Reding, wannechgelift.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Mir als ADR wäerte géint dës Motioun stëmmen, aus dräi Ursaachen:

(Brouhaha)

An där éischter Konklusioun gëtt vu „Spekulatioun" geschwat. An ech denken, hei gëtt eng Konfusioun gemaach tëschent Spekulatioun an Investitioun. Spekulatioun ass, wann ech Bauland oder Bauerwartungsland kafen, jorelaang drop sëtze bleiwen a spekuléieren op eng Hausse vum Präis. Et ass eppes aneschters, wann ech Wunnraum finanzéieren, dee gebaut gëtt an deen als Mietwunnecht op de Maart kënnt.

Dat Zweet ass, datt hei d'Regierung opgefuerdert gëtt, de Bau, „d'Konstruktioun vun neie Wunnenge selwer an d'Hand ze huelen". Ech mengen, dat ass eng Iddi vun engem kommunistesche Staat, wou vum Staat Wunnechte gebaut ginn. Dat géif de Problem ganz bestëmmt net léisen. Am Contraire, et géife jo véier Fënneftel vun de Wunnechten ewechfalen, well dat sinn déi, déi haut vu privater Hand gebaut ginn. An de Staat als Promoteur ass kloer ganz schlecht, well e lues ass, ganz deier ass a ganz bürokratesch ass.

An dann dat Drëtt, dat huet mech am meeschte schockéiert, dat wäert lech net wonnere vum Sprecher vun enger Pensiounspartei: Hei proposéieren d'Piraten dat, wat se am beschte kënnen, nämlech d'Suen anere Leit ewechhuelen, déi hinnen net gehéieren. De Pensiounsfong steet net à disposition vun der Politik. D'Patten ewech vun eise Renten!

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach een, deen zu där Motioun wëllt Stellung huelen?

Une voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den ...

Une voix.- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... Här Kersch.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Merci, Här President. D'Regierung ass der Meenung, dass hei an dëser Motioun eng Rei Saache gefuerdert ginn, déi zum groussen Deel och scho realiséiert ginn. Et huet een och e bëssen den Androck, wéi wann dës Motioun e bësse virun den Debatte geschriwwe gi wier, well eng Rei Saachen u sech gefuerdert gi sinn, déi hei ganz kloer vum Premier an och vum Finanzminister ënnerstrach gi sinn, wat vun nächste Schrëtt kënnt, eebe fir d'Spekulatioun um Buedem anzeschränken. Ech denken nëmmen un d'FISen, un d'Zoumaache vun den SPFen, mee awer och un den Amortissement accéléré, deen erofgesat gëtt.

Wat d'Konstruktioun vun neie Wunnengen ugeet, déi hei gefuerdert gëtt, an entgéint deem, wat elo de Kolleeg vum ADR gesot huet, ass dat eppes, wat scho längstens geschitt. An et däerft jiddwerengem kloer sinn, dass an deene leschte Jore grouss Efforte gemaach gi sinn, souwuel bei der SNHBM wéi och beim Fonds du logement, fir méi Wunnengen ze kreéieren. Ganz oft och am Zesummespill mat de Gemengen, wat iwwregens en Element ass, wat an dëser Motioun hei feelt.

Doriwwer eraus ass de Fong vun de Pensiounen natierlech souverän, fir seng Decisioune selwer ze huelen, ënnert der Tutelle vum Minister selbstverständlech. Mee do si mer an enger Situatioun, wou d'Sozialpartner mat um Dësch sëtzen. Et ass och esou, dass dee Fong selwer eng Nohaltegkeetsetüd an Optrag ginn huet, déi an där kierzter Zäit och wäert presentéiert ginn. An do ass natierlech de Wunnengsbau eent vun deenen Elementer dran, dat virgesinn ass, wou an Zukunft soll investéiert ginn.

Dir wësst och, dass de Fong scho konkreet un engem Projet zu Gréiwemaacher elo bedeelegt ass. An et ass och an déi Richtung, wou et wäert weidergoen. Hei ginn also eng ganz Rei Saache gefuerdert, déi et an der Praxis scho gëtt. An duerfir menge mer net, dass et néideg ass, dës Motioun ze stëmmen. D'Chamber ass selbstverständlech souverän, fir dat esou ze decidéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. Dann hat nach den Här Marc Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo, merci fir d'Wuert. Ganz kuerz. Ben, ech mengen, wat de Constat ugeet, deen d'Piraten maachen, do ass d'CSV natierlech zu honnert Prozent dermat d'accord. Wat dann awer d'Invitten ugeet, do ass ze vill Onprezisioun mat dran, respektiv ass et zu engem gewëssenen Deel net zilféierend. An aus dësem Grond géif d'CSV sech bei dëser Motioun enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Une voix.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- O, den Här Marc Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hätten eis, oder mir wäerten eis bei dëser Motioun och enthalen - kuerz nodeem ech de Roy Reding héieren hunn, war ech ee Moment tentéiert, awer derfir ze stëmmen -, ...

(Hilarité)

... mee aus e puer Grënn: Et ass e Modell, deen hei proposéiert gëtt, deen eis zwar ganz sympathesch ass, deen och relativ no un Iddien ass, déi mir och scho formuléiert hunn. Mir mengen awer och, datt et ze vag formuléiert ass, well am éischten Tiret vun den Invitte gëtt einfach gesot „Mesurë" - jo, wéi eng dann? - géint d'Spekulatioun virzehuelen.

Beim zweete Punkt menge mer natierlech, datt et d'Aufgab vun der ëffentlecher Hand ass, wéi et zu Lëtzebuerg d'ailleurs och an der Vergaangenheet ëmmer de Fall war! An doduerch war Lëtzebuerg och an der Vergaangenheet ni kommunistesch, gradesou wéi Wien an Amsterdam net kommunistesch Stied sinn, mee wou eng Verantwortung vun der ëffentlecher Hand wouergeholl ginn ass.

Den drëtten Tiret, do mengen ech, datt dat sécherlech eng Diskussioun ass. Ech fannen déi Fixatioun op 25 % vun den Invester, elo emol einfach esou als Begréff, awer e bëssen diskussiounswierdeg. Ob et méi oder manner soll sinn, do, mengen ech, bräicht een eng Etüd.

Duerfir wäerte mer eis, obwuel eis ganz vill Elementer ganz sympathesch sinn, bei dëser Motioun enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. An da kritt selbstverständlech den Auteur vun der Motioun och nach d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Bon, den ADR weist hei alt erëm eng Kéier, datt hinnen d'Spekulante méi no sti wéi déi kleng Bierger, déi wierklech Wunnraum brauchen. Den Här Reding ass do e gutt Beispill dofir, datt een dat eent dobausse seet, wann et drëm geet, fir Stëmmen ze sammelen, an dat anert mécht, wann een dann heibannen op eemol seng eegen Täsch wëllt schützen.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dann zum Här Kersch. Jo, ech ka mer dat vun engem Regierungsvertrieder denken, datt en 275 Wunnenge pro Joer an deene leschte sechs Joer fir e gudden Effort hält. Mir kennen alleguerten d'Modeller. Mir bräichten däitlech méi. Et misst een eng Null hannendrunhänken am ëffentleche Wunnengsbau iwwert déi nächst zéng Joer, fir de Retard opzehuelen. Dat geet och net mat 150 Milliounen. Dat geet net mat 200 Milliounen. Do brauche mer substanziell méi Suen. Do brauche mer Milliarden!

An da kommen ech och schonn op de Pensiounsfong ze schwätzen, deen haut investéiert an deen haut déi Suen um Kont leien huet an eebe grad muss investéieren, fir e Rendement ze kréien. A wann en et a sécher Investissementer am Ausland placéiert, a Governmentbonds, da kritt en Negativzënsen. Dat heescht, hei wär eng Méiglechkeet, fir datt eebe grad dëse Pensiounsfong, ganz am Contraire zu deem, wat den Här Reding behaapt huet, kéint Suen net nëmmen am Interêt vu sengen eegene Cotisanten uleeën, e kéint se och nach gewënnbréngend uleeën, an dat hei zu Lëtzebuerg, ouni mussen en allze grousse Risiko anzegoen. Duerfir hu mer et op e Véierel limitéiert, fir eeben net e „single point of failure" ze hunn.

Wien, Amsterdam goufe genannt. Ech gesi mech net als grousse Kommunist, wann ech mat Wien oder Amsterdam verglach ginn. Deementspriechend: Mir wäerten dat heite stëmmen. Wien et net stëmmt, bref, dat ass erëm dat richtegt Gesiicht vun der Lëtzebuerger Politik!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, Fait personnel.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roy Reding fillt sech ugesprach.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo.

(Brouhaha)

Déi Positioun, ...

M. Gilles Baum *(DP).*- Just ee Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- ... déi ech hei vertrueden hunn, ...

M. Gilles Baum *(DP).*- ... just ee Wuert, just fir dee leschte Saz, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt den Här Reding, wéinst ...

M. Gilles Baum *(DP).*- Pardon, pardon.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... Fait personnel. An dann den Här Baum.

M. Roy Reding *(ADR).*- Déi Positioun, déi ech hei vertrueden hunn, ass d'Positioun vu menger Partei.

Une voix.- A!

M. Roy Reding *(ADR).*- Dir kënnt eise Logementsprogramm duerchliesen, dee mer net méi spéit wéi de leschte Sonndeg op eisem Kongress an den Däichhalen ofgestëmmt hunn, ...

(Brouhaha)

... eestëmmeg - eestëmmeg! - ugeholl hunn. Hei geet et ëm d'Positioun vu menger Partei an net ëm mäi Portmonni, Här Clement! Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech hunn och gesot, datt et ëm Är Partei geet.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP).*- Pardon, just ee Wuert. Ech mengen, mir mussen awer trotzdeem am Debat seriö bleiwen. Et kann een awer net heibanne soen: „Wann een eis Motioun net matstëmmt, da weist en d'Gesiicht vun der Lëtzebuerger Politik." Ech fannen dat awer e bëssen e „starrekt Stéck"!

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Aussoe schwätze fir sech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kéim den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt lech soen, dass ech d'Diskussioun net verstinn, well mer e Problem hunn, deen eis eigentlech alleguerte sollt beschäftegen: Mir musse Wunnenge bauen. An ech muss lech ganz éierlech soen, dass et mir relativ egal ass, wie se baut.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- D'Haaptsaach ass, si gi gebaut!

Et gëtt Beispiller, wéi ee relativ séier an enger Kombinatioun vun ëffentlecher Hand a privatem Investissement Wunnenge ka bauen. D'Beispill ass d'Stad Lëtzebuerg, déi säit Jore mat private Promoteuren, ënner Konditiounen, déi duerch eng Konventioun ausgehandelt ginn, zum Wunnengsbau bäidréit.

Mir hunn als Gemeng d'Regierung elo schonn e puermol opgefuerdert, eis e Modell ze ginn, well mir net esou opgestallt sinn - mir sinn net esou opgestallt wéi d'Stad Lëtzebuerg -, mee eis e Modell ze ginn, deen eis juristesch erlaabt, dat selwecht ze maachen. Mir musse weeder mam Fong nach mat der SNHBM nach mat iergendengem aneren a priori bauen. Ech hätt gären, dass mer d'Konditioune virgeluecht kréien, déi engem et erlaben, zu determinéierte Konditioune kënnen en Terrain, deen een huet, ze valoriséieren. Wa mer dat géife fäerdegbréngen, an dat ass eng Diskussioun, déi mer elo scho säit Jore féieren, wa mer dat zumindest géife fäerdegbréngen, sinn ech fest dervun iwwerzeegt, dass deen heere Wonsch, dass d'Gemenge sech méi géifen an deenen Domäner asetzen - a wann ech vu Gemenge schwätzen, sinn et déi normal Gemengen -, relativ séier géif an Erfëllung goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Da kéime mer zum Vott iwwert dës Motioun. De Vote électronique ass gefrot.

(Brouhaha)

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dat heescht, dës Motioun ass bei 2 Jo-Stëmme mat 34 Nee-Stëmmen an 19 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 2 voix pour, 35 voix contre et 22 abstentions.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Dat ass déi iwwert d'Auslafe vun der Primm „Clever fueren" duerch d'Ersetzung vun enger neier Primm. Wie wëllt zu där Motioun eppes soen? D'Madamm Josée Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. An enger Question parlementaire vum Här Mars Di Bartolomeo ass dat do Theema opgeworf ginn an d'Madamm Dieschbourg huet dorop geäntwert, dass genee dat do an Ugrëff geholl gëtt. Si wäert déi Primmen iwwerschaffen an deene Krittären eng aner Gewiichtung ginn an deem dote Sënn. Duerfir si mir der Meenung, dass dës Motioun superfetatoire ass. Et brauch een nëmmen d'Äntwert op d'Question parlementaire ze liesen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech kennen déi Question parlementaire. An ech muss soen, et ass ëmmer schéin, wann e Minister eng Annonce mécht. Mee mir sinn d'Chamber! A wa mir d'Regierung fir eppes invitéieren, dann ass dat nach eng Kéier e Renforcement vun där Positioun vun der Chamber an net nëmme vun engem eenzelne Minister.

Wéi ëmmer d'Liblingswuert vun der Regierung: „Et ass superfetatoire." Majo, wann alles wat d'Oppositioun proposéiert, ëmmer esou schéi superfetatoire ka sinn, just well mer lech un Är eegen Aussoe wëllen erënneren, ben, da froen ech mech e bëssen, wat fir eng Relatioun verschidde Regierungsmembere mat der Oppositioun wëllen hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Martine Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Also mir wäerten dës Motioun sécherlech ënnerstëtzen. Mir hu gesot, mir brauche méi sozial Selektivitéit. A mir hunn och an de Riede scho gesot gehat, datt et fir eis definitiv net sënnvoll ass, datt do Autoen, déi 150.000 Euro kaschten, u sech nach subventionéiert gi vum Staat. Also wäerte mir dat heite sécherlech ënnerstëtzen. Mir kéinte souguer mat engem Nettokafpräis eens ginn, deen e bësse méi niddreg wier. Mee wann dat hei scho mol een Ufank ass, dann ass dat hei mol en Ufank.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Souguer dat ass deene Gréngen ze vill.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un den Här Minister Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Ech mengen, den Här Clement huet natierlech Recht, dass e seet, dass d'Chamber souverän ass an deem, wat se hei decidéiert. Op där anerer Säit, wann d'Chamber sech wëllt seriö huelen an och selwer et seriö huelen, mengen ech, huet et kee Wäert, allkéiers erëm Motiounen ze presentéieren, déi dat bestätegen, wat d'Regierung entweeder an hirem Regierungsprogramm schonn niddergeschriwwen huet oder wat se an ëffentlechen Erklärungen als Äntwert op eng Question parlementaire schonn ugekënnegt huet.

Ech mengen, dat sinn zwou verschidde Saachen, déi een net sollt matenee vermëschen. Hei ass ganz kloer ...

(Brouhaha)

... de Wëlle vun der Regierung dokumentéiert ginn, duerch eng Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun engem Member vun der Regierung. An domadder ass d'Positioun vun der Madamm Lorsché honnertprozenteg richteg. Et ass superfetatoire a mir brauchen déi Motioun do net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Vizepremier. Den Auteur vun der Motioun nach eng Kéier.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, Fait personnel. Ech gouf jo och erwäänt. U sech kéint jiddweree vun eis hei elo e Fait personnel maachen, well d'Chamber gouf elo grad vun der Regierung esou duergestallt, wéi wann zumindest en Deel vun der Chamber net géif eescht huelen. Ech fannen dat eng ganz geféierlech Ausso vum Här Vizepremier, datt en hei mengt, d'Oppositioun géif d'Chamber net eescht huelen! Well d'Chamber ass eescht ze huelen! D'Oppositioun hëlt d'Chambersaarbecht méi eescht wéi verschidde Majoritéitspolitiker, déi der Meenung sinn, datt just well e Minister eppes gesot huet, ...

(Brouhaha)

... et dann och géif geschéien. Eng ganz Rëtsch Annoncë stinn am Regierungsprogramm. Mir wësse säit gëschter, datt eng ganz Rëtsch Annoncen dovunner net ëmgesat ginn. Eng ganz Rëtsch Saache stinn net am Regierungsprogramm, an da kréie mer iwwer Question parlementaire gesot, datt se ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Här President, ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... awer ëmgesat ginn. Do muss ech mer dann awer d'Fro stellen, wien hei wien net eescht hëlt. Ech huelen dëst Haus ganz eescht! An duerfir sollt dëst Haus och seng Meenung zu wichtege Punkten, nämlech zur sozialer Selektivitéit bei Subsiden, hunn, seng Responsabilitéit huelen a sech net diktéiere loossen, wat et ze stëmmen huet oder net.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Ech ginn d'Wuert zréck un de Vizepremier.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Här President, wann Der erlaabt, ech hunn elo virdru gesot, dass e Regierungsmember an eng Question parlementaire d'Äntwert net vun engem Minister, deen dat einfach emol eng Kéier gesot huet, mee d'Äntwert vun der Regierung op déi dote Fro ginn hunn. Ech mengen, ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Awer net déi vun der Chamber!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- ... méi brauch een net ze preziséieren. Et ass also net esou, dass hei einfach e Minister iergendwou eng Kéier eppes gesot huet, mee e Minister huet op eng Initiativ vun der Chamber reagéiert an huet déi offiziell Positioun vun der Regierung zu där do Thematik niddergeluecht. Net méi an net manner!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Ech mengen, da kënne mer zum Vott ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... kommen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, ech wëll soen, dass ech mech ganz eescht geholl gefillt hunn, well op eng Propositioun vu mir selwer d'Regierung gesot huet, si géif an déi dote Richtung goen. An ech mengen net, dass eng Propositioun schlecht gëtt oder net eescht geholl gëtt doduerch, dass se vun engem Majoritéitsdeputéierte kënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Da kéime mer zum Vott. De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 22 Jo-Stëmme bei 30 ...

(Concertation interne)

... bei 31 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4 iwwert de Krittärekatalog bei der Implantatioun vun Entreprisen. Wie wëllt zu där Motioun eppes soen?

Den Här Roy Reding, wannechgelift.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Mir als ADR wäerte géint dës Motioun stëmmen, aus deem einfache Grond, well mir net der Meenung sinn, datt rigid Grenzwäerter a priori eng Léisung kënne sinn. Et muss een d'Projete kucken, een nom aneren: Wat ass de Verbrauch vu Ressourcen? Bei FAGE hu mer gesinn, do war et d'Drénkwaasser. Bei Google hu mer gesinn, do ass et d'Waasser aus dem Floss. Do kann een net einfach rigid Grenzwäerter festleeën.

En plus schéngt dee System, deen eis hei nobruecht gëtt, vun enger Nohaltegkeetscharta an esou weider, eng total Bürokratiséierung vun der Prozedur ze sinn, total onflexibel an an eisen Aen net gëeegent fir Lëtzebuerg seng zukünfteg Industriepolitik.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. D'Madamm Martine Hansen huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen. U sech ass e Krittärekatalog an der Rei, mee ech mengen, datt deen och méi breet misst opgestallt ginn am Sënn eebe vun der Nohaltegkeet.

An dat Zweet ass, et muss och gekuckt ginn: Wéi eng Clustere wëlle mer hei op Lëtzebuerg? Wéi eng passen dozou? An och dat misst u sech hei mat integréiert ginn. Wéi gesot, dofir wäerte mir eis hei enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An da ginn ech d'Wuert un den Här Vizepremier Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Merci och nach eng Kéier fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, éischtens kann een heizou soen, dass et jo net esou ass, wéi wann et hei zu Lëtzebuerg keng Krittäre géife ginn. Et gëtt souwuel am Beräich vun der Ëmwelt wéi och am Beräich vum Aarbechtsschutz ganz kloer Krittären, déi och bekannt sinn an déi och am Kader vun enger Prozedur mussen agehale ginn. Et ass dat, wat de Premier virdru gesot huet. Et gëtt kee Fräifaartschäi fir egal wéi ee Betrib hei zu Lëtzebuerg. E muss sech un d'Gesetzer an un d'Reglementer halen. Dat zielt fir deen ee wéi fir deen aneren.

Doriwwer eraus mengen ech och, dass et e bësse kuerzgeduecht ass, fir en Nohaltegkeetscheck eesäiteg beim Environnementsministère unzesetzen. Den Nohaltegkeetskrittär huet dräi Sailen: d'Ekologie, d'Ekonomie an dat Soziaalt. An esou wéi et am Regierungsprogramm ofgemaach ass, wäert deen Nohaltegkeetscheck och ënnert der Fiederféierung vun deem Minister stattfannen, dee fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg d'Verantwortung dréit, dat ass de Wirtschaftsminister.

Duerfir si mer also der Meenung, dass dat, wat hei ugedeit gëtt, an der Konsequenz scho weesentlech méi wäit duerchduecht ass an dass duerfir dës Motioun ofzeleenen ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement, huet d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech verstinn, datt d'Regierung dat Theema hei net als éischte Punkt op der Agenda sëtzen huet, eleng dowéinst, well et schonn 2013 am Koalitiounsaccord stoung a säitdeem net ëmgesat gouf. Et gouf vill geschwat, datt mer d'Feeler vu FAGE misste vermeiden. An eppes, an dat hu souwuel d'Kolleege vun déi gréng wéi och d'Kolleegen aus der DP gëschter awer ganz kloer an hire Riede gesot, ass, datt et kloer, transparent an novollzéibar Krittäre musse ginn. Ma näischt anescht gëtt hei gefuerdert!

Et gëtt gefuerdert, datt et en transparenten, oppene Krittärekatalog gëtt, datt e Jo e Jo ka bleiwen an datt et net nëmmen e Jo ass, deen d'Regierung iergendwou am stillen Kämmerlein gëtt, mee datt et e Jo ass, op dee sech eng Entreprise, déi op Lëtzebuerg wëllt kommen, déi hei wëllt investéieren, ka preparéieren. Da ka se nämlech entscheeden, éier se déi éischt Demarchë mécht, ob se iwwerhaapt an d'Krittäre kéint erapassen.

De Problem ass: Wat geschitt esou? D'Regierung geet, wéi se et an der Vergaangenheet zu Recht gemaach huet, international Firmen demarchéieren, fir op Lëtzebuerg ze kommen. An déi kommen dann, maachen e Projet. An iergendwa gëtt dee Projet politesch diskutéiert! Dann huet d'Regierung awer vläicht scho Jo gesot. Ma dee Jo kann dach net e bannende Jo sinn, wann net kloer am Virfeld iwwert d'Krittären diskutéiert gouf!

An dofir si mir der Meenung, datt, éier mer iwwer eng Usiidlung schwätzen, esou e Krittärekatalog misst definéiert sinn, datt esou eng Nohaltegkeetscharta misst ënnerschriwwe ginn, wou kloer drasteet, wéi déi Krittäre sollen agehale ginn, a fir datt domadder transparent fir jiddwereen ersiichtlech ass, wat geschitt. Datt mer net mussen d'Zivillgesellschaft hunn, déi op d'Geriicht geet, fir iwwert de Waasserverbrauch oder Stroumverbrauch vun där nächster Usiidlung hei zu Lëtzebuerg Asiicht ze kréien.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass d'Motioun 4 mat 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 20 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter.

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5, déi vum Här Marc Lies deposéiert ginn ass, iwwert d'Suitte vun der Motioun vum 1. Mäerz 2018, wou déi Fuerderungen nach eng Kéier rappeléiert ginn. Ass eng Wuertmeldung zu där Motioun do?

Une voix.- Här Lies! Här Lies!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech maachen et och ganz kuerz, well ech mengen, de Gros gouf virdru schonn a menger Ried gesot. Ech wéilt hei just bei dëser Motioun nach eng Kéier verweisen op eng Motioun vum 1. Mäerz 2018, wou mer d'Regierung nach eng Kéier opfuerderen, eeben déi Lourdeur administrative - notamment am Wunnengsbau, mengen ech, wësse mer alleguerten, wat dat heescht -, fir dorun ze schaffen, fir Verbesserungen erbäizeféieren. A wéi gesot, doduerch dann déi fënnef Punkten, wou mer d'Regierung invitéieren, fir deem nozegoen, datt notamment och am Beräich vun existente PAPen, also am Perimeter, muss gekuckt ginn, datt déi Prozedure vereinfacht kënne ginn an doduerch dann och méi séier ka gebaut ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Da ginn ech d'Wuert un den Här Vizepremier Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Merci nach eng Kéier, Här President. Ech mengen, hei ass

eng Motioun, mat där mer eis mussen ausenanersetzen, déi awer riskéiert, e puer Saachen duerjerneenzebréngen.

Éischtens mengen ech, dass hei villes iwwereneespillt och mat der Interieurskommissioun, wann et ëm PAPen an ëm d'PAGe geet. Et gëtt vun engem Allègement vun der Prozedur geschwat. A menger fréierer Funktioun als Inneminister konnt ech e bëssen dozou bäidroen, fir déi PAP-Prozeduren ze vereinfachen. Mir sinn och an enger Beweegung, wou d'Gemengen alleguerten amgaange sinn, en neie PAG ze kréien, a wou mer eng ganz Rei vun administrative Vereinfachungen dann och kréien a wou et méi einfach wäert ginn, eng Baugeneemegung auszestellen, soudass ech also deen éischten Tiret elo net ka richteg novollzéien. Ëmsou méi, well mer och nach eng Modification ponctuelle vun de PAPe kënnen op eng ganz einfach Aart a Weis virhuelen.

Da gëtt geschwat, dass mer Delai-imperatiffe solle virgesi fir déi ganz Prozedur. Ech mengen, dass an der PAP-Prozedur an an der PAG-Prozedur eng ganz Rei vun Delaien drastinn. Wou effektiv keng Delaien am Moment virgesi sinn, dat ass beim Ausstelle vun der Baugeneemegung, an dat aus guddem Grond! Well dat och eppes domat ze dinn huet, wéi eenzel Gemengen opgestallt si par rapport zu aneren. Do gëtt et der, déi Moyenen hunn, déi anerer net hunn. An duerfir wär et, mengen ech, och dee falsche Wee, fir bei deem dote Beräich elo och nach Delai-imperatiffen dranzesetzen.

« Simplifier le régime d'autorisation pour la destruction de biotopes » : Eh ben, c'est fait ! Dat heescht, haut hu mer d'Méiglechkeet, am Kader vun enger Neigestaltung vun engem PAG och an de PAPen, déi mer definéieren, d'PAP « nouveau quartier », ganz genau schonn um Niveau vum PAG festzehalen, wat vu Biotope muss ersat gi respektiv wivill Ökopunkte festleeën.

De Problem ass deen, dass ganz vill Gemengen dat bis haut nach net gemaach hunn; wat een och kann novollzéien. An ech wëll hei op kee Fall de Ball einfach bei d'Gemengen ofginn, well dat eng relativ zousätzlech Aarbecht bedeit, och nach, wou déi meescht Gemengen an enger PAG-Prozedur sinn. Mee déi theoreetesch Méiglechkeet, fir dat ze maachen, ass also scho laang geschaaft.

Dat anert huet dann och méi ze di mat de Gesetzer vum Environnement, dat heescht, do misst zumindest och nach d'Environnementskommissioun mat erugezu ginn. An et ass am Regierungsprogramm - da kommen ech erëm eng Kéier dohinner - ganz kloer net virgesinn, dass iergendwellech Ännerungen um Gesetz vum Naturschutz gemaach ginn, wann et drëms geet, eebe Biotopen oder d'Habitaten ze schützen.

Domadder ass dat, mengen ech, beäntwert a menger Meenung no, oder eiser Meenung no déi dote Motioun net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Vizepremier. Ech mengen, da kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen.

(Interruption)

O, d'Madamm Josée Lorsché! Pardon!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech wollt just am Numm vun eiser Fraktioun soen, datt mer op kee Fall d'accord sinn, fir d'Kompenséierungsmoossnamen a Fro ze stellen. Dat ass e wichtegen Deel vum Ëmweltschutz. An do wäerte mer net drugoen, gradesou wéineg wéi mer och déi Gesetzgeebung, déi d'Basis ass vun deem ganzen Ëmweltschutz, vun där Prozedur, elo net wäerten an déi do Richtung wëllen ännneren.

Une voix.- Gëllt dat fir all Mënsch?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché.

Vote sur la motion 5

Ech hat de Vott schonn ugefaangen.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass d'Motioun 5 mat 24 Jo-Stëmmen a 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6, déi vum Här Laurent Mosar deposéiert ginn ass, wou et ëm en neie Moratoire geet, wat de Remboursement vun de Mensualitéiten ubelaangt. Wie wëllt zu där Motioun eppes soen?

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, wannechgelift, just e kuerzt Wuert. Mir sinn der Meenung, dass mer eis hei effektiv an d'Bankewiesen amëschen. Ech weess net, ob dat der Chamber zousteet. An dofir géif ech proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, do muss ech awer, mat allem Respekt, mengem Kolleeg Baum soen: Dat ass geschitt gewiescht, Här Baum! Dat hat d'Regierung gemaach, déi hat e Moratoire mat de Banken ausgehandelt, deen elo Enn des Joers spéitstens ausleeft. Mir froen eigentlech just nach eng Kéier dat selwecht. Dat ass elo net, datt mir hei derfir e Gesetz bräichten. Et ass einfach nëmmen, datt d'Regierung mat deene sechs Haaptbanken, déi concernéiert sinn, nach eng Kéier schwätzt, datt se do wierklech de Leit entgéintkommen. Déi meescht maachen dat scho souwisou. Mee ech mengen, et wär awer och wichteg, datt och nach eng Kéier vun der Regierung e kloert Signal géif kommen. An duerfir froe mir, datt Der déi Motioun hei géift matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn d'Wuert un d'Regierung, un de Vizepremier Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Jo, ech mengen, den Här Mosar huet elo richteg gesot, et war eng Initiativ vun der Regierung, fir mat verschiddenen Établissements financiers ze schwätzen. Et ass jo souwisou net esou, wéi wann d'Lëtzebuerger Regierung de Pouvoir hätt, eppes ze imposéieren an dëser Fro. Si kann héchstens mat verschiddene Banken a Kontakt trieden; dat huet se gemaach. Dat ass och vu ganz ville Betriber genotzt ginn. An ech kann lech garantéieren, dass de Finanzminister souwisou an engem reege Kontakt ass mat all deene Finanzinstituter, déi mer ënnert dem Begréff vun de sougenannte „Lëtzebuerger Banken" verstinn, dass dat stattfënnt.

An deem Sënn ass dat heiten u sech superfetatoire, well et viraussetzt, dass d'Regierung hei misst Erfolleg hunn, woubäi mer ganz genau wëssen, dass dat net an der Muecht vun der Regierung ass, fir dat dote kënnen ze imposéieren. Dat Eenzegt, wat ee ka maachen, ass déi Diskussioune permanent weiderzeféieren. An da kënnt nach eng aner Diskussioun derbäi, wat een net sollt aus den Ae verléieren: Moratoirë si gutt, wa se hëllefen, Betriber iwwer Waasser ze halen iwwer eng gewëssen Zäit. Duerfir heescht et jo och „Moratoire". Et kann een déi Übung net bis à l'infini weiderféieren, well ee soss nach aner grouss ekonomesch Problemer provozéiert. An duerfir si mir der Meenung, dass een dat heiten net soll esou stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Vizepremier. Ech mengen, da kéinte mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 6

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmmen …

(Interruption)

… 28 Jo-Stëmmen, jo, géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent. Mir sinn nëmmen zu 59, pardon, jo.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 7

Domadder kënne mer zur Motioun Nummer 8 kommen, déi och vum Här Laurent Mosar deposéiert ginn ass, wou …

Plusieurs voix.- 7!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nummer 7 hate mer net! Dann hat ech schonn d'Blat ëmgedréit. Jo.

… wou et ëm de Plan de remboursement vun den Dettes échues geet. Wie wëllt zu där Motioun nach eppes soen?

(Brouhaha)

Den Auteur vun der Motioun, den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech sinn e bëssen erstaunt, Här President, datt hei keen eenzege Riedner do wëllt Positioun huelen. Et geet ëm e ganz wichtege Punkt! Et geet hei drëm, an ech hunn et virdrun ausgefouert, datt am Moment ganz vill Administratiounen u Betriber, déi scho souwisou a grousse finanzielle Schwieregkeete sinn, Rappelle maachen, fir datt se hir Dette-échuë missten direkt bezuelen. Ech verstinn, datt de Staat Sue brauch. Et soll een awer hei e bëssen räsonabel sinn. An dat, wat mir hei froen, ass, datt déi Betriber eng gewëssen Hëllef kréien an datt do soll zumindest mat deene Betriber e Plan de remboursement zesummen ausgeschafft ginn, deen deene Betriber erlaabt, hire Flichten nozekommen an awer net d'Waasser bis iwwert de Kapp ze kréien. Ech mengen, hei ass wierklech eng sozial ganz wichteg Moossnam. An duerfir wäre mir och frou, wann d'Regierung dat heite géif matdroen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert un d'Regierung, un de Vizepremier Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Bei allem Respekt, ech mengen, wann een den Text liest vun der Motioun, da steet do : « à fournir les directives appropriées aux administrations et services concernés ». Da misst ee vläicht awer emol soen: Wat ass eng Directive appropriée? Ass eng Directive appropriée, wann ech elo emol de Fall huele vum Aarbechtsminister, well deen ass jo dann hei gemengt, vis-à-vis vun der ADEM, fir zu der ADEM ze soen, dat, wat mat de Sozialpartner, wou d'UEL mat um Dësch souz, dat, wat mat de Sozialpartner, wou d'Gewerkschafte mat um Dësch souzen, dat, wou d'Regierung mat um Dësch sëtzt an engem Comité de conjoncture, wat do gemeinsam ofgemaach ginn ass: fir an engem System vun Avancë ganz grousszügeg a ganz séier Suen iwwer Chômage partiel an d'Betriber eranzeginn, wuel wëssend, dass bei deenen Avancë grouss Beträg géifen ausbezuelt ginn, déi herno net gebraucht ginn an de Betriber!? Dass een déi no sechs Méint zréckfroe geet, da mengen ech, dass dat nëmmen eng Selbstverständlechkeet ass!

Dat anert ass änlech. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Regimm gehat, wou mer souwuel bei de Steiere wéi och bei der Sécurité sociale grousszügeg Moratoiren agefouert hunn, déi hiresgläichen am Ausland sichen. An ech mengen, mir sinn am Interêt vun engem Kassensturz - ech hat dat Wuert iergendwou eng Kéier elo héieren -, deen onbedéngt eng Kéier misst gemaach ginn. Am Interêt vun engem seriöe Kassensturz am Land ass et wierklech och sécher néideg, dass alleguerten déi Administratiounen elo erëm ufänken, dat sichen ze goen, wat hinnen zousteet. Ech mengen, dat ass eng Ausso, déi Der ganz kloer vun der Regierung schonn e puermol kritt hutt an och schonn e puermol héieren hutt.

Doriwwer eraus, an do hutt Der jo Recht, huet keen en Interêt, duerch e Paiement, wat een elo onbedéngt wëllt op de leschten Dag andreiwen, e Betrib an d'Faillite ze dreiwen. Dat geschitt och net bei Administratiounen! Dat ass och nach ni geschitt! Alleguerten déi Administratioune weisen eng gewësse Souplesse vis-à-vis vun de Betriber. Dat war an der Vergaangenheet esou an dat wäert och an Zukunft esou bleiwen, soudass mer déi heite Motioun guer net brauchen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Vizepremier. Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott iwwert déi Motioun kommen.

Vote sur la motion 7

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 7 est rejetée par 31 voix contre 26 voix et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 8

Da komme mer zur Motioun Nummer 8, wou et ëm en Environnement administratif favorable geet, fir eeben de Betriber zousätzlech Charges administratives ze erspueren. An ech géif direkt dem Auteur vun dëser Motioun, dem Här Laurent Mosar, d'Wuert ginn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ganz kuerz, well ech virdrun net méi d'Zäit hat, déi Motioun nach eng Kéier ze exposéieren. Si ass awer net onwichteg. Et geet ëm eppes, wat och scho vun de Piraten virdrun zu Recht opgeworf ginn ass, wat déi Prozeduren an Zukunft fir Entreprisen ubelaangt, déi sech hei wëllen nidderloossen.

Wat mir allerdéngs elo hei proposéieren, ausser de Prozeduren, déi natierlech solle vereinfacht ginn, ass awer och, datt eng Analyse comparative soll gemaach gi mat der Groussregioun. Firwat froe mer dat? Mir hunn héieren, datt souguer elo eenzel Entreprisen, déi am Moment nach hei am Land lokaliséiert wären, géifen a Frankräich, an d'Belsch goen, well do einfach d'Prozedure weesentlech méi einfach sinn. Do gëtt et notamment a Frankräich eng Prozedur, déi ass innerhalb vu sechs Méint ofgeschloss. An der Province du Luxembourg an der Belsch gëtt et de Guichet unique IDELUX, wou een och innerhalb vu sechs Méint kann en definitive Permis kréien.

Mir wäre frou, wann och do, wéi gesot, eng Kéier géif gekuckt ginn, wou mir als Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg par rapport zu der Groussregioun stinn.

Une voix.- Gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Gëtt et nach weider Wuertmeldungen dozou?

Da kritt d'Regierung d'Wuert, den Här Vizepremier Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Jo. Fir d'éischt och hei eng Kéier, wann ech deen éischten Tiret liesen: « à créer un environnement administratif favorable à l'activité économique ; », et ass jo net esou, wéi wa mer hei zu Lëtzebuerg total onattraktiv fir Betriber wären! Ech hu ganz oft héieren, notamment vusäite vun der gréisster Oppositiounspartei, dass mer ze vill attraktiv wären an dass mer géifen erstécken, well esou vill Betriber wéilten op Lëtzebuerg kommen. Dat emol als Virbemierkung.

Dat ännert awer näischt drun, an do ginn ech lech Recht, dass ee soll all Beméiunge maachen, fir déi administrativ Belaaschtung oder dee Belaang esou einfach an esou schnell wéi méiglech ze maachen.

Deen zweeten Tiret awer, dee mécht scho Problemer: dass all Initiative législative, déi elo kënnt, oder Initiative réglementaire, déi elo kënnt, dass déi all Charge administrative supplémentaire misst verhënneren. Här Mosar, dat ass gutt geschriwwen, mee dat ass awer an der Praxis ganz einfach net ëmsetzbar! Mir sinn nun emol an engem vereenten Europa, wou villes, och an den Autorisatiounsprozeduren, iwwer EU-Direktive respektiv iwwer EU-Reglementer gereegelt gëtt. An do ass et nun emol derbäi, dass mer och dann dat eent oder dat anert mussen hei decidéieren, wat och eng zousätzlech administrativ Charge fir d'Betriber, awer och fir all Bierger bedeit. Dat gëtt jo awer an deenen allermeeschte Fäll net gemaach aus Spaass un der Freed, mee dat gëtt gemaach, fir d'Rechter vun de Bierger och ze schützen, sief et am Beräich vum Ëmwelt- an Naturschutz oder sief et och am Beräich vum Aarbechtsrecht.

Deen drëtten Tiret ass och gutt gemengt, mee awer onprezis. Wat heescht dat: „revoir dans la mesure du possible"? Mir hunn natierlech scho grouss Efforte gemaach an der Simplificatioun vun eise Prozeduren. Bei den Établissements classés si mer amgaangen, de grousse Worf virzebereeden, dass villes méi wéi haut kann iwwert den digitaliséierte Wee lafen. Dat geschitt och schonn a groussen Zich an dat gëtt och vun de Betriber ganz dankbar opgeholl. Och am Beräich vun der Protection de la nature et des ressources naturelles, do si mer jo dann erëm beim Ëmweltgesetz. Ech hat virdrun e ganz konkreet Beispill ginn, wou administrativ Vereinfachunge gemaach ginn.

Da schwätzt Der vun „double emploi". Och dat ass e Virworf, deen emol einfach esou am Raum steet. Ech gesinn net, wou mer an eise Prozeduren, déi mer maachen, double Emploi maachen. Am Géigendeel, mir probéiere souguer, d'Prozeduren zesummelafen ze loossen. Wann ech zum Beispill d'Kommodosprozedur kucken an ech kucken dat, wat een un Autorisatiounen am Waasserberäich maache muss, ass et ganz oft esou, dass mer dat innerhalb vun enger Prozedur lafe loossen.

Duerfir mengen ech, dass dat, wat Der hei frot, zu engem groussen Deel schonn „dans la mesure du possible", wéi Der richteg schreift, realiséiert gëtt. An duerfir sinn ech och der Meenung, dass mer déi heite Motioun net brauchen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Vizepremier.

Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer och iwwert dës Motioun, d'Motioun Nummer 8, ofstëmmen.

Vote sur la motion 8

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 2, nee, mat wivill …?

(Concertation interne)

Domat ass d'Motioun 8 mat 24 Jo-Stëmme bei 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement).

Motion 9

Da kéime mer zur leschter Motioun, déi am Kader vun den Diskussiounen iwwert den État de la nation deposéiert ginn ass. An dat ass d'Motioun Nummer 9, wou et ëm ee spezielle Fiskalregimm geet, fir eeben Investissementer an d'Recherche an d'Innovatioun ze favoriséieren. Ass eng Wuertmeldung zu där Motioun do?

Den Här Vizepremier Dan Kersch, wannechgelift.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Ech gi ganz gären zou, dass dat doten elo net mäi Spezialgebitt ass. Mee nodeems dass ech awer probéiert hunn, mat de verschiddene Beamten aus der Ekonomie Kontakt opzehuelen, gëtt mer gesot, dass et dat scho längstens gëtt, dass et vill Initiative gëtt, déi Startupgrënnunge begleeden, och steierlech, an dass dat heiten also dann och superfetatoire wier.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Auteur vun der Motioun, den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech verstinn, datt den Här Kersch elo ... E kann net iwwerall Spezialist sinn, an dat do ass elo eng Matière, muss ee soen, et ass vläicht e bëssen eng ganz spezifesch. Ech wëll just dem Här Kersch soen, datt déi Motioun 2016 vun der Majoritéit a vun der Oppositioun gestëmmt ginn ass. Leider Gottes ass guer näischt geschitt! Guer näischt geschitt! An dofir froe mir elo nach eng Kéier, datt se gestëmmt gëtt.

D'Majoritéit kann natierlech elo dohinnergoen a se ofleenen. Ech weess net, ob dat elo eng grouss Avance ass. Ech kann lech just soen, an Dir kënnt do gär den Här Wirtschaftsminister froen, et geet hei ëm d'Patentboxes, wou sollt innerhalb vun zwee Joer en neie Projet kommen. An hei sinn eenzel Kolleegen, déi kënne sech nach erënneren, do hate mer och eng fest Zouso vun der Regierung. Wéi gesot, mir stelle fest: Et sinn elo véier Joer, et ass nach näischt geschitt. Mee wann d'Regierung awer elo mengt, si sollt se ofleenen, da soll se dat da maachen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da kéime mer zum Vott iwwert déi Motioun.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Här President, dat doten ass jo ee Grond méi, fir se net nach eng Kéier ze stëmmen, wa se scho gestëmmt ass.

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also da muss een elo dergéint stëmmen, wann Der se d'leschte Kéier gestëmmt hutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, dat war 2016. Da géife mer elo haut nach eng Kéier iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 9

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 28 Jo-Stëmme bei 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 9 est rejetée par 33 voix contre 26 voix.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Well mer an der Tëschenzäit bal 12.50 Auer hunn, géif ech proposéieren, d'Sëtzung vun de Mëtten um 14.30 Auer unzefänken.

Plusieurs voix.- Aa!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech héieren, datt d'Chamber domadder averstanen ass. Domadder si mer um Enn vun der Sëtzung vun de Moien ukomm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.49 heures.)

SÉANCE 04

M. Fernand Etgen, Président

Jeudi 15 octobre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet de la politique européenne et étrangère**
   - Exposé : M. Fernand Kartheiser (dépôt de la motion 1)
   - Débat : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - M. Yves Cruchten - Mme Stéphanie Empain - M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Sven Clement) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)
   - Motion 1 : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
3. **Motion de M. Claude Wiseler relative à la situation au Bélarus**
   - Exposé : M. Claude Wiseler
   - Discussion générale : M. Gusty Graas - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - Mme Stéphanie Empain - M. Yves Cruchten - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
   - Vote sur la motion (adoptée)
4. **Motion de M. Claude Wiseler relative aux activités de forage illégales de la Turquie en Méditerranée orientale**
   - Exposé : M. Claude Wiseler
   - Discussion générale : M. Gusty Graas - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Claude Wiseler) - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
   - Vote sur la motion (adoptée)
5. **Motion de M. Claude Wiseler relative à la situation dans la région du Haut-Karabakh**
   - Exposé : M. Claude Wiseler
   - Discussion générale : M. Gusty Graas - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
   - Vote sur la motion (adoptée)
6. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouveau pacte sur la migration et l'asile**
   - Exposé : M. Claude Wiseler (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn)
   - Débat : M. Gusty Graas - M. Yves Cruchten (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn) - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
7. **7476 - Projet de loi portant approbation**
   1° de l'Accord relatif au transport aérien entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso, fait à Luxembourg, le 4 mai 2018 ;
   2° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République orientale de l'Uruguay, fait à New York, le 24 septembre 2018 ;
   3° de l'"Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka on air services", fait à New York, le 25 septembre 2018 ;
   4° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative du Brésil relatif à des services aériens, fait à Brasilia, le 22 novembre 2018
   - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Jean Asselborn, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Nee, ech mengen, dat ass net de Fall, Här President.

www.petitions.lu

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet de la politique européenne et étrangère

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'europäesch an d'Aussepolitik, déi d'politesch Sensibilitéit ADR ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit ADR. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister Asselborn - well et geet haut ëm lech an eiser Interpellatioun, an ech muss lech soen, et gëtt heiansdo Rieden, déi ee léiwer net géif halen!

Mir hunn lech geschriwwen, wéi mer dëst ugefrot hunn, datt mer eis eigentlech wëllen ausenaner-

setze mat där Manéier, wéi den Här Minister Asselborn eis am Ausland vertrëtt. Et geet also an dëser Interventioun net ëm de Fong vun der Baussepolitik; dofir hu mer d'baussepolitesch Debatt. Mir hunn och elo eng Interpellatioun, oder eng Heure d'actualité, déi d'CSV ugefrot huet, wou mer iwwert de Fong, iwwer verschidden Aspekter vun der Politik schwätzen. Hei geet et eis elo just drëm, fir emol driwwer ze schwätzen, wéi den Här Asselborn eis am Ausland vertrëtt.

A mir hunn dat gemaach, net well mer eis schonn dacks opgereegt hunn, mee a leschter Zäit woren zwee Incidente geschitt, wou ech awer wierklech geduecht hunn, mir mussen et am Parlament zur Sprooch bréngen, well et géif dësem Parlament net zur Éier gereechen, wa mer et net géife maachen, wa mer einfach géifen hei sëtzen an de Mond halen an déi Incidenten net géifen diskutéieren, déi geschitt sinn.

An ech wëll déi hei eng Kéier kuerz ernimmen. Dat wor déi Tatsaach, datt Lëtzebuerg zu deene ganz, ganz sielene Länner op der Welt gezielt huet, déi d'Friddensofkommes tëschent de Vereenegten Arabeschen Emirater an Israel net wëllkomm geheescht hunn, net guttgeheescht hunn, mee kritiséiert hunn! Dat ass exceptionnel! Dat woren nach den Iran, d'Tierkei - a Lëtzebuerg!

An et ass déi zweete Kéier, wou da geschitt ass, datt mer gesinn hunn, datt de Bundeskanzler vun der Republik Éisträich, engem Land, wat eis historesch méi nosteet wéi bal all anert Land op der Welt, datt deen ëffentlech als Missetäter bezeechent gëtt! An du koum nach derbäi, datt gesot gouf, d'Éisträicher géife jo jodelen a sech net weider ëm d'Flüchtlinge këmmeren - de Verbatim, dee ka jiddwereen noliesen -, mee dat wor de Sënn vun der Ausso. Och dat an der däitscher Televisioun en présence vun engem éisträicheschen Europaparlamentarier. Et wor einfach Lëtzebuerg senger net wierdeg!

Et geet drëm fir eis, datt mer kucken ... An ech wëll och nach soen, fir komplett ze sinn, datt mer duerno net nëmmen dat hei ugefrot hunn, mir haten och den Här Premierminister Bettel ugeschriwwen. Mir hu gesot, datt mer dat hei am Parlament wëllen zur Sprooch komme loossen, a mir hunn zum Premierminister gesot, e soll sech dach wannechgelift och géintiwwer der Republik Éisträich am Numm vun der Regierung entschëllegen. Mir hu bis haut vum Här Bettel weeder eng Reaktioun nach eng Äntwert kritt. Och dat, do kann ee sech och Froe stellen, wéi dat fonctionéiert an eiser Regierung.

Wësst Der, et ass net esou, datt mer dat hei eebe gemaach hätte wéinst deenen zwee Incidenten. Et goufen der schonn eng ganz Rei virdrun. An ech hu mer iwwerluecht, ob mer déi sollen opzielen. Mee éierlech gesot, et geet mir esou, wéi et mer gaangen ass, wéi ech den Asselborn op der Televisioun gesinn hunn: Ech hu mech geschummt!

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Den „Här" Asselborn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- An ech wëll net ... Den Här Asselborn, pardon, wat hat ech gesot?

Plusieurs voix.- „... den Asselborn ...".

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Den Här Asselborn, pardon, dat wor e Lapsus. Ech wëll op kee Fall den Här Asselborn net als dat bezeechnen, wat en ass, a mat där Éier, déi en zegutt huet.

Mee et ass ganz kloer, datt ech mech geschummt hunn, wéi ech den Här Asselborn gesinn hunn! An ech wëll net hei elo alles opzielen, wat en an deene leschte Joren am Detail esou gesot huet, well et géif eis alleguer warscheinlech och esou goen.

Den Image vun eisem Land leit dorënner. Et ass net nëmmen, datt den Här Asselborn selwer sech an d'Diskussioun erabréngt, mee e bréngt et fäerdeg, duerch esou eng Attitüd géintiwwer anere Länner, géintiwwer anere Politiker vun anere Länner, datt mir ëmmer méi isoléiert ginn, datt mer de Spott kréien och vun anere Länner, déi soen: „Ma wie sinn déi do? Esou e klengt Land, wat sech esou opféiert!"

Mir hunn och déi Echoen an de Medie gesinn no deene leschten Ausfäll, déi mer do haten. D'Zil vun der Baussepolitik ass et awer an eisen Aen, datt mer niewent der Verdeedegung vun den allgemenge Grondwäerter, de Mënscherechter, wat natierlech all Land muss maachen, och Lëtzebuerg selbstverständlech, mee datt mer och mussen eis Interessie vertrieden, déi politesch an ekonomesch, kulturell, aner Interessien, konsularescher, datt mer Sympathie, Frëndschaft a Solidaritéit mat anere Länner mussen opbauen. An dat brauche mir als klengt Land nach méi néideg wéi all anert.

Mir mengen net méi - wa mer et da jee geduecht hätten -, datt den Här Asselborn nach déi gëeegent Perséinlechkeet dofir ass, eebe wéinst där Manéier, wéi en am Ausland optrëtt. Kréie mer d'Sympathie, wa mer anerer ugräifen ëffentlech? Et kann een natierlech mat der Politik vun deem oder deem Land, mat där oder där Perséinlechkeet net d'accord sinn. Dat ass absolutt legitimm. A mir hunn alleguer eis lwwerzeegung, den Här Asselborn huet och staark lwwerzeegungen. Mee et muss een et net ëffentlech soen! A wann een eppes ëffentlech seet, da kann een et nach an diplomateschen Termini formuléieren, mat aller Virsiicht, mat aller Diskretioun, fir net unzeecken, mee fir e Message eriwwerzebréngen. Dat ass dat, wat e gudden Diplomat ausmécht. An et ass och dat, wat eis gutt bilateral Relatioune mat deenen anere Länner, och wann ee se kritiséiert, ka menagéieren.

Mir sti fir Héiflechkeet, Respekt an diplomatesch Diskretioun an den internationale Relatiounen. A mir hätte gär, datt dee Minister, deen dofir zoustänneg ass an der Regierung, dat och esou mécht.

Ech hunn, wéi gesot, eng laang Lëscht u Beispiller, wann ee vun lech interesséiert wier. An zu deenen - soe mer emol „Onzivilitéiten" -, zu deenen Onzivilitéiten, déi et awer a leschter Zäit och gouf, kënnt nach derbäi, datt och eng ganz Rei vu verbalen lwwerdreiwungen derbäikënnt. An och dat huet seng Gefor.

Ech hat den Här Asselborn - en huet gesot, en hätt d'Fro net verstanen, dofir erklären ech se elo - zum Beispill gefrot, firwat en d'Situatioun a Belarus als „Staatsterrorismus" bezeechent. Mir sinn an der Analys do net wäit vuneneen ewech. Et ass e repressive Regimm, dee mir net akzeptéieren. Mir hunn herno eng Motioun, déi den Här Wiseler preparéiert huet, déi mer alleguer heibannen ënnerschriwwen hunn. An der Analys vum Regimm dohannen, an datt mir dat net kënnen akzeptéieren, hu mer Gott sei Dank heibannen e Konsensus.

Mee wann ee vu Staatsterrorismus bei Belarus schwätzt an et huet ee gläichzäiteg net dee selwechte Vocabulaire fir Staate wéi d'Tierkei, déi jo awer traditionell vun lech éischter verdeedegt ginn, oder d'Palästinensesch Autoritéit, fir nëmmen déi ze nennen, wou d'Situatioun nach vill méi schlëmm ass wéi a Belarus, da muss ee sech awer Froe stellen vun „deux poids, deux mesures".

Et ass fir eis als ADR, fir dat zesummenzefaassen - a wéi gesot, ech erspueren lech déi eenzel Beispiller, mee wann ee vun lech Zweifel hätt un deem, wat ech lech soen, da kann ech lech déi gär bréngen -, et ass fir eis wichteg, datt mer e Minister hunn, deen och d'Europäesch Unioun net spléckt. Well obscho mir net federalistesch sinn - mir si fir e vereent Europa op Basis vum Europa vun den Natiounen, mir si keng Federalisten -, wësse mir awer als ADR, datt mer dëst vereenegt Europa brauchen, datt mer gutt Relatiounen an engem Europa brauchen, soss kënne mer keng gemeinsam Force och géintiwwer anere Regioune vun der Welt opbauen. Dat ass ganz wichteg! Mir wëlle keng Politik, déi Europa spléckt.

A wéi den Här Asselborn 2015 d'Presidence vun der Unioun hat, do huet en eis och gesot, deemools wore 5 Länner géint seng Positioun, oder 5 Länner ... - wéi wor et, Här Asselborn, Dir hat dat esou schéi formuléiert? -, 22 woren op Ärer Säit a 5 dergéint. An haut sinn der nach 5 op Ärer Säit an 22 dergéint. Och dat ass eng Evolutioun, déi ee ganz interessant kann ënnersichen.

Mir wëllen net, datt mir isoléiert sinn. Mir wëlle gutt Relatiounen an der Europäescher Unioun a gutt Relatioune mat de Länner baussent der Europäescher Unioun, och mat deene Länner, déi e politesche System hunn, deen Ärer politescher Bluttgrupp net nosteet, wéi d'Vereenegt Kinnekräich - fir eis e wichtege Partner -, och Russland, och d'USA.

Fir eis als ADR mécht et an eisen internationale Bezéiunge keen Ënnerscheed, ob d'USA vum Här Trump oder vum Här Biden geféiert ginn. Fir eis sinn d'USA e Partner, mat deem mer gutt Relatioune wëllen hunn an aktiv bedreiwen. Awer et kann een net higoen a soen: „Well deen oder dee Politiker vun där oder där Partei un der Muecht ass, huele mir eis Interessien net esou wouer, vertrieden d'Interessie vum Land net esou, wéi et misst sinn."

Den Asaz fir d'Mënscherechter a fir d'demokratesch Wäerter ass eppes, wat mir deelen. Awer och wann een déi Ziler wëllt erreechen, muss een et mat de Reegele vun der Demokratie, vun der Héiflechkeet a vun der Diplomatie fäerdegbréngen.

Fréier, an ech schwätzen hei och nach iwwert d'Madamm Polfer an iwwer jiddwereen, dee virdrun dëst Land an der Baussepolitik vertrueden huet, wor d'Politik, d'Lëtzebuerger Diplomatie eng Kraaft vum Ausgläich. Och dacks hu mer kënne mediéieren tëschent europäesche Staaten, och tëschent grousse Staaten. A mir waren och dofir unerkannt a mir kruten och eng gewëssen Dankbarkeet fir deen Effort, dee mer konnte maachen. Mir woren dacks eng Stëmm vun der Vernonft, vun der Moderatioun! Haut provozéiere mer Konflikter! Haut isoléiere mer Lëtzebuerg! Mir wëllen dat net.

An dowéinst - dowéinst! -, Här Asselborn, an Dir Dammen an Dir Hären, wéilt ech dem Här President eng Motioun am Numm vun der ADR iwwerreechen, an där mir den Här Asselborn opfuerderen, dem Groussherzog seng Demissioun unzebidden.

(Exclamations et brouhaha général)

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

- ënnersträicht, datt an der Diplomatie d'Courtoisie, de géigesäitege Respekt, d'Diskretioun an d'Retenue onverzichtbar Eegeschafte sinn,

- ass sech bewosst, datt dës Eegeschafte fir den zoustännege Minister fir d'Baussepolitik eng essenziell Viraussetzung fir seng Funktioun sinn,

- ass sech bewosst, datt et fir e klengt Land mat enger grousser Ofhängegkeet vun anere Staaten an apaart héijem Mooss wichteg ass, datt seng Ministeren am Ausland héiflech optrieden,

- ass déif besuergt iwwert déi Manéier, wéi den Här Jean Asselborn seng ministeriell Funktioune wouerhélt,

- ass schockéiert iwwer seng direkt, ëffentlech an dacks impertinent an aggressiv Bemierkunge géintiwwer auslänneschen Autoritéiten an, rezent nach, géintiwwer dem éisträichesche Vollek,

- ass dowéinst iwwerzeegt, datt den Här Jean Asselborn Lëtzebuerg net méi soll international vertrieden däerfen,

fuerdert den Har Minister Jean Asselborn op,

- S.K.A. dem Groussherzog seng Demissioun unzebidden,

fuerdert d'Regierung op,

- d'Funktioun vum Minister fir baussenzeg an europäesch Ugeleeënheeten („Ministre des Affaires étrangères et européennes") esou séier wéi méiglech nei ze besetzen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Mir sinn der Meenung, datt Lëtzebuerg en anere Minister brauch an domadder och eng Baussepolitik, déi eisen Interessie besser entsprécht an eisem Bild an Europa an an der Welt notzt.

Ech soen lech Merci.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen och dem Här Kartheiser Merci, fir déi Heure d'actualité hei op den Ordre du jour gesat ze hunn, well se a mengen Aen eng fundamental Fro opwerft. An dat ass d'Roll vun der Lëtzebuerger Aussepolitik an d'Roll vun dem Lëtzebuerger, d'Missioun vum Lëtzebuerger Ausseminister.

An d'Äntwert op déi Fro ass a mengen Aen, datt de Lëtzebuerger Ausseminister emol fir d'alleréischt d'Interesse vun eisem Land ze vertrieden huet, zweetens dem Land seng Iddien a seng Valeuren esou wäit wéi méiglech weiderzebréngen huet an drëttens als Member vun der Europäescher Unioun ze hëllefen huet, eng kohärent an effikass europäesch Aussepolitik a Migratiounspolitik ze gestalten an ëmzesetzen.

Dann ass d'Fro, déi den Här Kartheiser gestallt huet: Entsprécht d'Verhale vun eisem Ausseminister deene Krittären? An deene Beispiller - an ech limitéiere mech elo op déi Beispiller -, déi hei opgezielt sinn, muss ech ganz kloer an däitlech soen, datt dat an eisen Aen net de Fall ass.

Ech verstinn, datt eng éisträichesch Immigratiounspolitik, esou wéi se vun dëser Regierung gemaach gëtt, oder vun der éisträichescher Regierung gemaach gëtt, datt engem déi net gefält. Ech verstinn och, datt den éisträichesche Bundeskanzler engem kann heiansdo ganz eckeg virkommen, datt seng Determinatioun och nerve kann.

Mee ech kann awer net verstoen, datt e Lëtzebuerger Ausseminister jorelaang a geziilt déi heftegst an och nach personalbezunne Kritik un enger auslännescher Regierung mécht, datt en d'Handlunge vun där Regierung bezeechent als „Handlanger vum Orbán", datt eng systematesch Contestatioun vun der éisträicheschcher EU-Presidentschaft war an datt am August d'Visitt vun dem Ausseminister an Éisträich war, ouni datt d'éisträichesch Regierung dovunner informéiert gi war, well gesot ginn ass: „Et ass e private Voyage", mee den Ausseminister awer an alle Medien opgetrueden ass, an allen Tëleeën a Presseorganer, an do eng total Ofrechnung mat der éisträichescher Politik gemaach huet.

Stellt lech emol vir, et géif e belsche Minister oder en irlännesche Minister op Lëtzebuerg kommen, net mat der Regierung schwätzen, op RTL an och allen Zeitungen en Interview ginn an do mat der Lëtzebuerger Regierung ofrechnen! Wat géife mir eis dann heibannen iergeren a wären d'Leit dobausse rosen, wann dat géif geschéien! An ech ka mech erënneren, wéi den Här Eichel respektiv den Här Wauquiez Lëtzebuerg ugegraff hunn, war heibannen eng grouss Solidaritéit, an den Här Asselborn huet sech och kloer an däitlech ausgeschwat, andeem e gesot huet, dat wär ongerecht, dat wär aggressiv an dat wär erofloossend!

Mee genau déi selwecht Reaktiounen haten d'Éisträicher, wéi se dat gelauschtert hunn! An et ass net esou, wéi ee sech Frënn a wéi ee sech Alliéierter mécht. Dat déngt sécherlech, a mengen Aen, net den Interesse vu Lëtzebuerg a vun de Lëtzebuerger, well déi Leit an Éisträich froe sech: „Wat soll dat do?" Dat bréngt och eis Iddien an eis Valeure kee Millimeter weider an et bréngt och déi gemeinsam europäesch Aussen- a Migratiounspolitik, ëm déi de Sträit jo dréit, och nach kee Millimeter weider. An ech hunn éischter d'Impressioun, datt et se souguer an e Blocage eraféiert!

An déi lescht Aussoen op der däitscher Tëlee iwwert d'Jodelen an d'Dixi-Kloen, déi hunn ech perséinlech einfach deplacéiert, peinlech a beleidegend fonnt. Elo gëtt gesot, dat wär en Ausrutscher gewiescht, et gëtt sech och dofir entschëllegt. Mee ech soen awer, déi Systematik, déi hannendrusteet, dat Repetitiivt, wat ech ka bemierken, dat deet mech awer dorunner zweifelen.

Fir mech ass déi Konsequenz, mat där sech hei an d'Innepolitik vun engem anere Land agemëscht gëtt, en No-Go an et ass och nach an dësem Fall zugonschte vu sozialistesche Kolleegen, wat ech och net kann akzeptéieren. An ech mengen, datt et konsequent gemaach gëtt. Ech kann zwar verstoen, datt dat op de Stammdëscher hei zu Lëtzebuerg schéin appreciéiert ass, wann „eise Jang hinnen et elo emol richteg gutt gesot huet", an datt dat och gutt fir d'Sondagewäerter ass.

(Brouhaha)

Mee fir mech geet dat op d'Käschte vum Interêt vun eisem Land.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat selwecht ass et mat de Reaktioune beim Accord tëschent Israel an de Vereenegten Arabeschen Emirater. Et ass hei nach eppes anescht, well déi éischt Reaktioun vum Här Asselborn, wéi deen Accord do erauskomm ass, déi huet am Fong gesot, datt en den Accord als ganz problematesch géif gesinn, well e Rapprochement vum arabesche Land mat Israel, ouni datt d'palästinensesch Fro geléist wär, fir hie problematesch wär.

Fir mech ass dat onverständlech, well selbstverständlech ass esou en Accord, deen zwee Länner zesummebréngt, e sënnvollen Accord. Dat ass och vu sämtlechen anere Länner esou unerkannt ginn. An et ware just d'Türkei an den Iran, déi am Fong där selwechter Meenung ware wéi den Här Asselborn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Och aner europäesch Länner hunn eng aner Meenung vertrueden. Duerno huet den Här Asselborn dat iwwer Communiqué zréckgezunn. Ech mengen awer, datt en domat gewisen huet, datt an der Noostpolitik an am Konflikt tëschent Israel a Palästina hien u sech kloer eng Säit ergraff huet.

An ech soen: Dat kann een och als Privatpersoun. Ech verstinn dat och als Privatpersoun. Mee ech fannen, datt een awer net seng privat Iddi als offiziell Lëtzebuerger Aussepolitik kann dobausse verkafen! Dat mécht awer an dësem Fall den Ausseminister konsequent. Ech sinn der Meenung, datt dat net, mir sinn der Meenung, datt dat net am Interêt vun eisem Land ass. A mir sinn och der Meenung, datt dat net zum Fridde bäidréit, well e Fridden net eesäiteg ass, mee déi Zweestaateléisung nëmme kann duerch zwee Staaten erbäigefouert ginn, a Lëtzebuerg duerch dee Parti pris net méi kann déi Roll als Vermëttler spillen, déi et misst a kéint spillen, well et domat ganz onkredibel an deem Dossier ginn ass.

A béiden Dossieren ass d'Haltung vum Ausseminister a mengen Aen net am Interêt vu Lëtzebuerg, schuet dem Bild vu Lëtzebuerg a schuet souguer den Zilsetzunge vun där eegener Politik, déi hie sech selwer gesat huet, déi ech d'ailleurs zu engem Deel matdroen. Mee deenen Zilsetzunge gëtt mat där Aart a Weis, wéi et ugepaakt gëtt, och nach geschuet.

Ech halen elo op an ech huele Stellung duerno zur Motioun, wa mer déi dann diskutéieren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. D'Aussepolitik beweegt sech ouni Zweifel ëmmer an engem ganz delikaten Ëmfeld. Aussoe vun héije Politiker op deem Gebitt kënne ganz séier zu nefaste Konsequenze féieren. Als aussepolitesche Spriecher respektiv Ausseminister muss een e gewëssent Fangerspëtzegefill hunn. Et muss een eng gewëssen Diplomatie kënnen ëmmer ënner

Beweis stellen. An dat ass also vu virera gesi keng einfach Tâche.

Et ass natierlech kee Geheimnis, datt d'ADR sech scho méi wéi eemol gestéiert huet un der Aart a Weis, wéi eisen Ausseminister sech dobausse munchmol ausdréckt. Den Här Kartheiser - an e gëtt mer jo do net Onrecht - léisst jo bal keng Geleeënheet an der aussepolitescher Kommissioun laanschtgoen, fir dem Här Asselborn awer fréier oder spéider matzedeelen, datt en net onbedéngt zefridden ass mat där Aart a Weis, wéi en heiansdo verschidde Problemer ugeet.

Haut sinn et virun allem zwee Faiten, déi hei zur Diskussioun stinn. Dat eent ass dann, wéi gesot, dee sougenannte Friddensprozessaccord, deen zwëschent de Vereenegten Arabeschen Emirater an Israel geschloss ginn ass, an op där anerer Säit déi Aussoen, déi an där däitscher Televisiounssendung gemaach gi sinn.

Wat de Friddensaccord ubelaangt, do muss ee fir d'éischt emol soen, datt et natierlech ëmmer positiv ass, wann iwwerhaapt Länner sech dozou fannen, fir e Friddensaccord ze schléissen. Natierlech, e Friddensaccord kann awer och gewëssen negativ Konsequenze mat sech bréngen. An deem Fall hei wësse mer ganz genee, an duerfir verstinn ech dat ganz gutt, datt den Här Asselborn do an enger éischter Phas méi Reserven hat, datt eeben och - an dat hunn awer och vill Spezialiste gesot, an ech ziele mech net zu deenen - dee Friddensprozess do, deen Accord do awer och kann d'Zweestaateléisung hypothekéieren.

A mir wësse jo awer alleguer gutt, datt den Här Asselborn, an net nëmmen hien, mee d'ganz Regierung, an iwwregens och d'Chamber hei, d'Chamber sech ganz kloer ëmmer fir eng Zweestaateléisung am israeelesch-palästinensesche Konflikt ausgeschwat huet. Wann also duerch dee Friddensprozess déi Zweestaateléisung a Fro gestallt géif ginn, dann ass et net méi wéi normal, datt een dat awer och no baussen artikuléiert an och seet.

Dann dat Zweet. Déi Ausso, déi den Här Asselborn gemaach huet bei der Madamm Maischberger an där Talkshow, wou en dann iwwer Éisträich gewësse Wierder gebraucht huet, déi vläicht net onbedéngt an engem Lexikon vun der héijer diplomatescher Schoul stinn, mee bon, déi awer gesot gi waren, och dat muss een awer e bësse relativéieren! An ech mengen, grad Dir, Här Kartheiser, Dir sidd jo awer nun de Mann, dee jo awer ganz vill vun der Diplomatie kennt, Dir misst jo awer wëssen, wann een d'Terme vun engem Land gebraucht, Éisträich, Lëtzebuerg oder Frankräich, oder et gebraucht een den Numm vun enger Haaptstad am, wéi gesot, Gespréich vun dem aussepolitesche Jargon, dann ass domadder net e Vollek gemengt! Dann ass domadder déi aktuell politesch Regierung gemengt! An ech mengen, dat ass ganz kloer, do sinn ech awer fest dovun iwwerzeegt, datt den Här Asselborn awer zu kengem Moment domat wollt en éisträichescht Vollek verletzen!

(Brouhaha)

Neen! Neen! E wollt ganz kloer hei déi éisträichesch Autoritéiten un hir Responsabilitéiten erënneren. An ech betoune „Responsabilitéiten"! Well wa mer iwwert déi Flüchtlingsproblematik schwätzen, dann huet och Éisträich seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen - net nëmmen Éisträich, mee mir wäerten herno nach eng Kéier driwwer schwätzen -, an dat ass dat, wou et hei drëms gaangen ass. An dowéinst muss een dat awer wierklech relativéieren. A fir dann eng Entschëllegung vis-à-vis vum éisträichesche Vollek ze maachen, ass menger Meenung no iwwerspëtzt, well hei ass et net ëm d'éisträichescht Vollek gaangen, hei ass et ëm déi momentan éisträichesch politesch Autoritéite gaangen. An do war en a sengem Rôle!

An ech mengen, dem Här Asselborn kann ee villes virwerfen, mee mat Sécherheet awer net, datt en, ech géif scho bal soen deen engagéiertsten, deen engagéiertste Politiker ass, wann et ëm Flüchtlingsfroe geet! An zu Recht, an et ass och gutt esou! Well och do hu mir als Lëtzebuerg eng wichteg Roll ze spillen.

(Interruptions)

A fir ze mengen, duerch esou Aussoe géif Lëtzebuerg u Renommee verléieren, ma nee, just au contraire! Just au contraire, well en eeben déi human Astellung huet. An et wier net schlecht, wann eenzel Vertrieder vu rietse Parteie sech déi vläicht eemol géifen zu eege maachen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Gusty Graas *(DP)*.- An dowéinst soll een dat emol aus deem Bléckwénkel gesinn. Ech fannen dat also, wéi gesot, trotzdeem iwwerspëtzt, fir dann enger Persoun, déi joerzéngtelaang ... A wann ech richteg informéiert sinn, sidd Dir den drëttdéngschteelsten Ausseminister vun der Welt an den déngschteelsten Ausseminister aus der Europäescher Unioun. A wann een dat ka virweisen, da kënnt dat och net vun näischt. Dann huet een Engagement gewisen. Dann huet ee mat Sécherheet vill Aussoe gemaach, déi richteg waren. Dowéinst muss een dat e bësselchen also hei relativéieren. An et ass awer normal - an ech mengen och, deene Vertrieder vun der ADR ass dat mat Sécherheet scho virkomm, mir och -, datt een emol eng Kéier e bësselche méi haart schwätzt, och an der Diplomatie.

1961 bei der UNO-Vollversammlung, do huet e gewëssenen Här Nikita Chruschtschow mat Fäischt, mat béide Fäischt op d'Pult geklappt, wat doudsécher keng diplomatesch Meeschterleeschtung war. De Mythos seet souguer, datt en och de Schong ausgedoen hätt a mam Schong nach dropgeklappt hätt.

Mee loosse mer awer ganz éierlech sinn, wann ee wéi eisen Ausseminister sech mat esou enger Verve, mat esou engem Engagement fir d'Cause virun allem vun de Flüchtlingen asetzt - an dat ass eng nobel Cause, dat ass eng human Cause! -, datt do emol eng Kéier awer och eppes gesot gëtt, wat vläicht e bëssen onorthodox ass am diplomatesche Sproochgebrauch, dann ass dat awer net méi wéi normal! Ech fanne souguer, éischter kann dat positiv sinn.

A virdrun ass dann hei gesot gi vu Stammdësch, dat géif fir d'Sondagë guttdinn ... Nee, ech fannen, dat ass e bëssen einfach an der Politik. Ech mengen, et ass nach ëmmer de Wieler, dee souverän ass. A wann de Wieler der Meenung ass, datt eng Persoun op hir Manéier sech dobausse richteg artikuléiert, an e würdegt dat och, dann hu mir dat ze respektéieren an der Politik. Wierklech, mir hunn dat ze respektéieren.

An ech soe souguer nach eppes: D'Aussepolitik gëtt jo nawell gäre liicht elitär dobaussen duergestallt. Mee da soen ech awer ganz éierlech, da sinn ech awer frou, datt mer en Ausseminister hunn, deen nach heiansdo mol erëm eng Sprooch schwätzt, déi vläicht dobaussen och verstane gëtt. An déi bréngt souguer d'Aussepolitik méi no an dat ass ganz wichteg.

Dowéinst, wéi gesot, déi Motioun, déi hei virgeluecht ginn ass, bei allem Respekt fir d'ADR, ech fannen, dat do ass iwwerspëtzt, dat ass onfair, dat mécht een net fir eng Persoun, déi sech scho joerzéngtelaang mat esou vill Engagement fir d'Aussepolitik asetzt. A gleeft mer es, den Här Asselborn huet net zu enger schlechter Renommee vu Lëtzebuerg bäigedroen. An ech wënschen em awer nach vill Joren derbäi, datt en och wäert an Zukunft sech mat deem Engagement hierginn, an dat ass am Interêt vu Lëtzebuerg!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An da wier et um President vun der aussepolitescher Kommissioun, dem honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wëll awer kloer soen, dass ech hei fir d'LSAP-Fraktioun schwätzen, net fir d'aussepolitesch Kommissioun. An ech wéilt ufänke mat engem décke Merci un den Här Graas, deen hei eng Ried gehalen huet, bei där ech all Wuert, all Wuert, wat e gesot huet, kann ënnerschreiwen. Ech zéie mäin Hutt! Dir hutt genau de Punkt getraff!

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Ech hu mech gewonnert iwwert déi Debatt, déi d'ADR hei ugefrot huet. Ech hu mech gewonnert, well mer an engem Mount déi aussepolitesch Debatt hunn. Mee wéi ech Iech elo héieren hunn an nogelauschtert hunn, Här Kartheiser, kann ech meng ganz Notten iwwert de Fong vun där Problematik vun eiser Aussepolitik all ewechgeheien, well Dir hutt iwwerhaapt net iwwert de Fong geschwat. Iech ass et ganz eenzeg an eleng ëm de Kapp vum Här Asselborn gaangen.

An ech wëll dat direkt hei kloer soen, dass mer kee Mëssverständnis hunn: Mir stinn hannert dem Minister Asselborn!

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- A ganz fest.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Datt seng Aart a Weis heiansdo déi dacks, ech soen elo emol „onpenetrabel" diplomatesch Discoursen opmëscht, dat fanne mir duerchaus gutt. Dee wuelgefeilten Discours huet zwar seng Plaz an der Diplomatie, bleift souguer zentral, mee verschleiert heiansdo dach d'Mënscheliewen an d'Humanitéit, déi hannert dësen Diskussioune stiechen, zum Beispill an der Migratioun oder bei den Normaliséierungsaccorden tëschent Israel an de Vereenegten Arabeschen Emirater oder dem Bahrain an esou weider.

Et ass heiansdo gutt, dass een drun erënnert, dass et och ëm reell existéierend Mënsche geet, Mënschen, déi deelweis keng Stëmm hunn, wéi zum Beispill a Palästina, an net just ganz abstrakt ëm Länner an hir Souveränitéit! A wann et iwwer Mënschen an ëm Mënscheliewe geet, da gëtt engem säin Discours och noutgedrongen, ech soen elo emol méi faarweg, vläicht méi emotional. Mir si jo all keng Roboteren.

Dir sot ëmmer, mir bräichten eng aner Approche - an eigentlech ass dat och eng Replik un den Här Wiseler -, zum Beispill an eise Relatioune mam Ausland, mat den USA, mat Russland, am Ëmgang mat Israel. Mee mir wëssen nach ëmmer net, wat dat genau heesche soll! Et schéngt mer virun allem ze heeschen, datt mer déi sougenannt „Grouss" solle gewäerde loossen, mam Stroum matschwammen, eis gréisstendeels nëmmen net mucksen a virun allem kengem op d'Féiss trëppele sollen, fir dass och nëmme jiddwereen eis sympathesch fënnt. Dat ass an eisen Aen net dee richtege Wee.

Den Ënnerscheed ass, dass fir eis d'Mënschen an der Aussepolitik och eng Roll spillen an net nëmmen d'Relatioune mat de Länner, fir deene Mënschen, déi et schwéier hunn, eng Stëmm ze ginn, well mer eeben hei zu Lëtzebuerg och wëssen, wat et heescht, kleng ze sinn.

Déi elle Biller vu Móra, déi loossen eis net kal. D'Fotoe vun doudege Kanner op de Plagë vum Mëttelmier, déi wullen an eis! Vläicht kënnt Der mer elo virwerfen, dass ech ze vill sensibel wär, a warscheinlech hutt Der Recht. Mee ech hu mat eegenen Ae gesinn a Griicheland an och an der Tierkei, direkt un der syrescher Grenz, wéi d'Mënschen, Familljе mat klenge Kanner mussen an de Campe liewen. Mir ware mat enger Ad-hoc-Missioun - zesumme mat der Madamm Anne Brasseur - vum Europarot 2015 an 2016 Flüchtlingslager besichen, fir eis do ze vergewësseren, dass déi Leit ënner wierdege Konditioune kéinte liewen. Dass an der Europäescher Unioun fënnef Joer méi spéit d'Konditioune fir déi Mënschen dacks nach ëmmer inakzeptabel sinn, duerfir gëtt et keng Excuse an et revoltéiert mech!

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- A jo, dann hunn ech och Versteesdemech, datt engem emol de Kolli platzt.

Lëtzebuerg mécht mat senge bescheidene Moyenen, vu seng Gréisst, säi Bescht an eigentlech méi, wéi mer misste maachen. Dorobber sinn ech net nëmmen e bëssen houfreg! Mee well an Europa d'Solidaritéit a ville Länner net méi héichgehale gëtt, kréie mer zum Beispill de Flüchtlingsproblem net geléist.

De Jean Asselborn gouf viru Kuerzem an enger däitscher Zeitung, enger grousser däitscher Zeitung, als „Der letzte Europäer" betitelt. Dat war awer keng Reklamm, weeder fir de Jean Asselborn nach fir d'Lëtzebuerger Regierung, mee et war - entschëllegt, ech sinn aus dem Minett - eng „riicht an d'Schnëss" vun deenen anere 26 Regierungen an der Europäescher Unioun!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Da wier et un der honorabeler Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här Graas, Här Cruchten: ...

(Mme Stéphanie Empain applaudit.)

Als Gréng läit et eis um Häerzen, d'Mënschlechkeet do héichzehalen, wou anerer versoen. Dat verbënnt eis mat eisem Ausseminister. Dee setzt sech op internationalem Plang vehement fir eng solidaresch Zesummenaarbecht a gerecht Léisungen an. Dat kënne mir ouni Weideres ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Här President, d'Aussepolitik vu Lëtzebuerg, déi gëtt zu Lëtzebuerg bestëmmt, net zu Washington, net zu Tel Aviv, net zu Abu Dhabi an och net zu Wien. Ech wier frou, wann d'ADR iergendeng Kéier géif verstoen, datt mer e souveräänt Land sinn.

(Brouhaha)

Et weess een net ëmmer esou richteg, wat fir eng Agenda, wat fir eng aussepolitesch Agenda d'ADR dréit. Mee ech mengen, et gëtt a leschter Zäit ëmmer méi kloer.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Tripleagent!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Et ass jo och kee Wonner, wann zum Beispill den Här Kartheiser d'Thematik vun deem Vertrag tëschent Israel an den Emirater total ënnerstëtzt; zurzäit Israel, e Land, wat ech respektéieren, eng Bevëlkerung, déi ech immens respektéieren, zemools wa se erëm Kampfgeescht weist grad elo géint hir eege Regierung, äusserst reaktionär Regierung, déi net nëmme géint d'Palästinenser, mee géint d'israeelescht Vollek selwer geet. Datt d'ADR sech verléift an esou e Regimm, genausou wéi d'ADR sech och an e Regimm verléift wéi dee vun den Emirater, dat entsprécht warscheinlech hirem Weltbild: eng Monarchie, eng richteg Monarchie, wou Här Här ass, Max Max ass a wou d'Auslänner näischt ze soen hunn ausser schaffen.

Dat ass natierlech kee Weltbild, wat mir hunn. A selbstverständlech däerf een als Land och Parti huelen. Selbstverständlech kann een eng geopolitesch Analys maache vun där Situatioun tëschent, vun deem Accord tëschent Israel an den Emirater, dee ganz kloer ganz problematesch ass fir déi ganz Géigend. Ech hu keng Zäit, fir dorop anzegoen.

Selbstverständlech, an dat soen ech awer och fir d'CSV am Israel-Palästina-Konflikt, ma et kann een natierlech och soen als Land, datt een éischter Sympathien huet fir eng Bevëlkerung, déi ënnerdréckt gëtt vun enger Regierung a vun enger Arméi, déi ënnerdréckend ass. Mir hunn dat ganz oft gemaach d'ailleurs an der Aussepolitik, egal wéi. Am Jugoslawie-Krich hu mer och iergendwéi eng Säit ënnerstëtzt. War dat richteg? Dat ass eng aner Saach. Mee dat gouf gemaach, an d'CSV war op dëser Säit.

Beim Irak-Krich: Beim Irak-Krich, do ware mir och géint den Asaz vun den Amerikaner. Do hätt een och sollen, wéi den Här Wiseler dat och proposéiert, vläicht weeder nach maachen. Ma anscheinend gouf et an der CSV och Stëmmen deemools, déi fir de Bush waren. Souwisou war déi ganz Saach net ganz kloer.

Duerno natierlech, an Éisträich, bon, jodelen d'Éisträicher all? Ech weess et net. Ech mengen net. Ech ginn net dovunner aus. Mee op jidde Fall, innerhalb vun der éisträichescher Regierung ginn et der, déi jäizen. Déi jäize vläicht op eng ganz héiflech Aart a Weis. Et gëtt ëmmer vun Héiflechkeet geschwat: Et kann een déi schlëmmste Saachen op eng héiflech a korrekt Aart a Weis soen. An déi Politik vum Här Kurz, deen natierlech bäi Wäitem net ganz Éisträich representéiert ... A wann een och gesäit, wat zu Wien fir e Walresultat erauskomm ass, bon, d'ÖVP huet natierlech verluer, mee seng ehemoleg - wéi soll ech soen? -, seng ehemoleg Alliéiert, mat deenen den Här Kurz kollaboréiert huet am „wahrsten Sinne des Wortes", déi vun der FPÖ: Nostalgiker vum Drëtte Räich awer zum groussen Deel, dat däerf een net vergiessen!

Dee Mann, deen huet eng Koalitioun mat esou Leit gemaach an e seet och op eng ganz héiflech, ganz roueg Aart a Weis, datt een de Flüchtlingen net soll hëllefen. E seet: „Et muss een hinnen op der Plaz hëllefen." En huet awer och nach ni erkläert, wéi!

Mir sinn elo an enger Situatioun, den Här Cruchten ass och dorobber agaangen: Et geet ëm Mënscheliewen. An de Lageren a Griicheland, do ginn et Kanner, déi versichen, Selbstmord ze maachen. Et ass net méi human auszehalen! An do ass all aner Diskussioun ... An Dir kënnt soen: „Ech si politesch korrekt", dat ass mir egal. Ech sinn op der Säit vu Flüchtlingen, ganz kloer - ganz kloer! -, well si hu wierklech Ursaachen ze flüchten a sech dee ganze Misär unzedinn. Wann een dat net wëllt gesinn, da muss een dat mat sengem Gewëssen ausmaachen, zemools wann ee sech als Chrëscht bezeechent.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mee op jidde Fall si mer der Meenung, datt een dat net op déi liicht Schëller kann huelen. A wann een dann eng Kéier e bësse méi ferm ausrutscht, wéi dat och dem Här Ausseminister geschitt ass, dann ass dat éischter en Zeeche vu Mënschlechkeet, well déi glat, kuerz „Kurz"-Aart a Weis aus Wien, déi gefält mer net. Déi ass mer ze vill glat. Déi ass mer ze vill kal an déi hëlt Mënscheliewen a Kaf.

Et ass och richteg - ech weess net méi, wien dat gesot huet -, wann Éisträich elo sech zum Unhängsel vun Ungarn mécht, well dat ass jo och e bëssen de Fall an d'Geschicht ass jo elo e bëssen ëmgedréit, dann ass dat och de Problem vun Éisträich. Ech mengen och, datt vill Éisträicher frou sinn, wa se och aus dem Ausland emol eng Stëmm héieren, déi géint déi inhuman Politik vun hirer eegener Regierung - déi net éiweg ass an déi net éiweg wäert-dobleiwen, mengen ech - emol eppes seet.

An zum Stammdësch: Éierlech gesot, wann ech mer ukucken heiansdo, wat um Stammdësch geschwat gëtt, vläicht an de Béierzelter a Bayern oder op anere Plazen, da mengen ech, leider, datt vläicht dem Här Kurz seng Aussoe besser ukommen. Déi sinn och méi einfach, et ass méi einfach fir ze soen, datt d'Flüchtlinge schold un allem Misär si vun der Welt. An dobäi si si grad d'Victimme vun de Problemer vun dëser Welt.

Voilà! An duerno wäert ech nach zur Motioun schwätzen. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Als leschte Riedner ass den hono-

rabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann lech direkt soen, d'Piraten wäerten déi Motioun net matstëmmen. Ech fannen, datt et eng Sauerei ass, esou eng Motioun hei iwwerhaapt am Parlament virzestellen, well et ass d'Kontrollmissioun vum Parlament pervertéiert. Jo, mir sollen eis domadder auserneesetzen, wat d'Regierung mécht, a mir sollen dat och haart an der Saach maachen. Mee mir sollen et haart an der Saach maachen an dobäi de Ball spillen, an net de Spiller!

Sou, dat war et mat de Sportsanalogien. Dir wësst, ech spille Volleyball, do spillt een normalerweis just de Ball an net de Spiller, soss deet et ganz séier wéi an et gëtt och séier Kaarten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer all wëssen, hänkt d'Lëtzebuerger Aussepolitik oft genuch vun der europäescher Aussepolitik of. Mir si keng Insel, mir si keng Weltmuecht, mir kënne weeder Police vun der ganzer Welt spillen a mir sinn och bei Friddensverhandlungen net den éischte Choix, fir Mediateur ze spillen.

Grad dat gëtt eis awer d'Méiglechkeet, fir heiansdo eng Meenung ze hunn, eng eege Meenung, an déi Meenung och haart an däitlech ze soen. Mir kënnen a sollen net ëmmer drop waarden, wat aner Länner maachen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well da si mer komplett glat gemainstreamt a kuerz gesot: langweileg.

Mir si responsabel fir eis eegen Entscheedungen. An déi Entscheedunge ginn hei am héijen Haus getraff, an dat bedeit net, datt mer anere Länner, esou fräi wéi se sinn an hiren Entscheedungen, net solle soen, firwat mir déi Entscheedungen treffen, déi mir fir richteg fannen, an dat dann och kloer an däitlech soen.

Lëtzebuerg muss Häerz weisen! Leit, déi op der Flucht sinn, maachen dat ganz, ganz seelen aus fräie Stécker. Déi maachen dat, well hinne wuertwiertlech de Plaffong op de Kapp fält, well Bommen aschloen. A wou se da landen, a Griicheland, zu Lesbos, am Camp Móra, do wunnen da 4,5-mol esou vill Leit, wéi d'Lager et virgesinn huet.

Stellt lech vir, mir hunn elo heibannen de Cercel gewielt wärend der Covid-19-Pandemie, fir datt d'Deputéiert zu 60 kënnen zwee Meter auserneebleiwen. Déi zwee Meter Distanz sollten u sech och an engem Flüchtlingscamp respektéiert ginn. Stellt lech elo emol vir: 4,5-mol dat heiten. Dat géif bedeiten, datt 270 Leit heibannen net nëmme géife siegéieren, mee 270 Leit heibanne géife wunnen. Bon, „wunne" kann een dat net méi nennen, dat wär just nach existéieren.

A wann do engem de Kolli platzt an een eng Kéier seet: „Ma këmmert lech dach ëm déi Leit!", dann hunn ech dofir Versteesdemech. Ech ginn och dem Kolleeg David Wagner Recht, dee seet, um Stamminee komme warscheinlech Kartheiser- a Kurz-Aussoe méi einfach eriwwer, well se méi simplistesch sinn an net dat ganzt Bild vun der Situatioun erëmginn.

An da kommen ech och schonn zum Kär vun der Saach: europäesch Verdeelungspolitik. Bréissel huet, mengen ech, d'Hoffnung opginn, datt mer do iergendwéi zu engem Accord kommen, a setzt elo net méi op Verdeelung, mee méi oder manner ëmmer méi op Ofschibung. E Land, wat also keng Flüchtlinge méi wëllt ophuelen, soll elo anere Länner hëllefen, se méi séier aus Europa erauszekréien. Doriwwer kënne mer herno nach schwätzen. Ech fannen dat eng Perversioun vum Asylrecht!

Italien a Spuenien, déi an deene leschte Méint am meeschte gelidden hunn, déi sëtzen zousätzlech mat engem Gros vun de Flüchtlingen, mat den Demandeurs de protection internationale do a gi relativ eleng gelooss.

Dat kann net klappen! A mir gesinn, et klappt och net. Mir brauchen eng reell Chance fir jiddwereen, deen den Neiufank probéiert ze woen. Jo, mir mussen op der Plaz hëllefen. Mee fir datt mer op der Plaz hëllefe kënnen, musse mer als Éischt emol op der Plaz derfir suergen, datt een iwwerhaapt do erëm liewe kann! A soulaang dat net garantéiert ass, musse mer de Leit hëllefen, mënschewierdeg ze liewen. Dat heescht, datt mer eis derfir asetze mussen, datt d'Leit net onnëtz am Mëttelmier ersaufen. Da musse mer eis derfir asetzen, datt d'Leit net a Campen zu 4,5-mol esou vill wéi geplangt mussen hausen. Da musse mer derfir suergen, datt mënschenonwierdeg Politicken an der ganzer Welt denoncéiert ginn. A wann dat haart an der Saach ass, majo, da musse mer dat och haart an der Saach maachen.

Mir sollten de Ball spillen, net de Spiller. An ech denken, datt dat hei och net gemaach gouf. Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Asselborn, wannechgelift!

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Also ech mengen net, dass meng Persoun esou wichteg ass, dass mer elo mussen hei iwwer mech schwätzen. Mee ech wëll déi zwee Theemen opgräifen, déi och hei jo diskutéiert gi sinn an déi ech och op mengem Ziedel stoen hat, nämlech e wéineg Flüchtlingspolitik, bezunn op vläicht ee speziellt Land, an dann och de Moyen-Orient, och bezunn op eng speziell Ausso.

Ech wëll awer, ier ech ufänken, hei Merci soen ... dem Gusty Graas, David Wagner, Stéphanie Empain, Yves Cruchten an och dem Sven Clement. Ech mengen, léif Kolleegen alleguerten, dass d'Mënschlechkeet verteidegen och eng kloer Sprooch verdréit an och verdréit, dass mer eis positionéieren an der Politik, kee Wischiwaschi.

An ech wëll mech zu der Flüchtlingspolitik explizéieren. Wësst Der, vun 2015 un hu mer eng Decisioun geholl: Do war e Virschlag vun engem Kommissiounspresident, deen huet Jean-Claude Juncker geheescht, an ech hunn ofstëmme gelooss, fir dass an Europa Italien a Griicheland sollen dechargéiert ginn. Et war eng Majorité qualifiée do, an et si verschidde Länner aus dem Osten, Dir wësst dat, d'Visegrád-Länner hunn Nee gesot. Si hunn nach Nee gesot, wéi d'Cour de justice de l'Union européenne 2017 gesot huet, dass dat rechtlech war, europäesch gesinn, an dass et natierlech och richteg ass, dass all Land muss mathëllefen. Déi Länner hu refuséiert.

Du kënnt eng zweet Phas, an dat ass, léif Leit, wou ech domat geplot sinn als deen zoustännege Minister, well ech all Woch vun der Kommissioun telefonéiert kréien: „Et si Leit gerett ginn am Mier. Hëlleft Lëtzebuerg, fir dass déi Leit eng Chance kréien?" An dat ass, wat ech bei der éisträichescher Politik, Regierung total net verstinn a wat een och muss, wann ee gefrot gëtt, net ka guttheeschen, dass den Här Kurz, de Bundeskanzler, den Här Bundeskanzler, 2018 schonn dee Pakt vun der UNO ... Dir kënnt lech erënneren, deen UNO-Pakt, dee mer haten, do ass Europa ausenanergedrift an der Presidence vun Éisträich. Déi eng hu sech enthalen, déi aner hunn dergéint gestëmmt, déi aner waren derfir zu Marrakesch. Et huet ee Land säi Premierminister kascht, wou elo eréischt viru Kuerzem dat Land erëm een neie Premierminister kritt huet, nämlech d'Belsch.

A gleeft mer, wann Der d'Länner kuckt, déi hëllefen - an ech weess net, wat ee soll anescht maachen als en europäescht Land -: Däitschland, Frankräich, Portugal, Irland, Finnland, Lëtzebuerg. Éisträich seet zënter Méint a Méint vun Ufank un: „Neen!" Wann e Schëff ukënnt mat Mënschen, déi gerett gi sinn, 100 oder 200 am Mëttelmier, déi gerett gi si vun ONGen, vu Schëffer vun der Europäescher Unioun, vu Schëffer vu Länner vun der Europäescher Unioun a si kommen op Malta, si kommen an Italien, da kënne mer se jo net alleguerten doloossen! Malta packt dat jo guer net, an Italien och net. Also geet et drëm, fir eng Distributioun ze maache vun deene Leit, déi gerett gi sinn.

A wann dann ee mer seet, deen och nach am Europaparlament ass, wann dee mer dauernd do vun Doudege schwätzt! Dat si keng Doudeger, dat si Lieweger! A gleeft mer, wann een dat matmécht - dat kann elo e Feeler vu mir sinn -, mee do muss ee ripostéieren dergéint an do muss ee soen: „All Land vun der Europäescher Unioun muss hëllefen!", esou wéi Lëtzebuerg versicht ze hëllefen, mat eiser Kraaft, mat eiser Stäerkt, déi mer hunn, an eise Proportiounen.

Lëtzebuerg ass kee frugaalt Land, weeder an de Finanzen nach an der Mënschlechkeet. Mir waren dat net an der Vergaangenheet, mir sinn et haut net a mir sinn et och net muer. An, Här Kartheiser, et deet mer leed, fir lech dat ze soen: Et geet hei net ëm meng Manéieren. Do kënnt Der dovunner halen, wat Der wëllt! Et geet ëm d'Manéier, wei Orbán an och Kurz a Co mat der Flüchtlingspolitik an Europa ëmginn. Dat ass eng Politik, déi net baséiert ass op Verantwortung an och net op Solidaritéit. An dat muss ee kënne soen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Nun, Här President, wann déi Manéier, wéi ech fonctionéieren, lech net passt, bon, ech si politesch, kulturell, mënschlech anescht gepoolt wéi d'Leit, déi an der ADR sinn. Ech mengen, där Leit gëtt et nach vill heibannen.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- 56.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Mee ech wëll awer och soen, dass, wann een d'Philosophie vun der ADR an deenen zwou Froen, déi Der hei developpéiert hutt, wann een déi verfollegt, da muss ech soen, dass d'ADR déi grouss Erausfuerderung vun dëser Zäit net richteg anzeschätze verstanen huet an dass déi Partei tentéiert ass vum Populismus.

Mënschlechkeet heescht deelen a ginn. Et heescht net nëmmen asäckelen an huelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech wéilt och, fir ofzeschléissen zu deem Punkt hei, mengem gudde Kolleeg Wiseler soen: Claude, ech weess, wat Oppositioun ass. Ech hunn dat och alles matgemaach. Mee ech mengen, wann ech lech just däerf dee Rot ginn als CSV, dass Der lech a Froe vun de Flüchtlingsfroen, och vun der Aussepolitik en général éischter sollt inspiréieren um Kardinol Jean-Claude Hollerich wéi um Här Kartheiser.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha et applaudissements)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dës Koalitioun geet gestäerkt aus dëser Debatt eraus.

Deen zweete Punkt, de Friddensprozess am Noen Osten. Also ech mengen, all Schratt, all Schratt, Här President, deen arabesch Länner maachen an zouginn op Israel, dat ass ze begréissen. Kee Problem! Do hunn ech absolutt kee Problem domat. Ech hunn och ni de Contraire gesot. Mee mir sinn hei konfrontéiert mat enger ganz spezifescher Saach: dass et Normalisatiounsaccorde sinn, et si keng Friddensaccorden. Et ass keen Accord wéi mat Ägypten oder mat Jordanien. Et ass en Normaliséierungsaccord. A wann doduerch selbstverständlech elo Fligeren tëschent dem Bahrain an den Emirater an Israel zirkuléieren, dann ass dat gutt fir d'Leit an et ass gutt fir d'Geschäftsbezéiungen.

Ech hunn d'Chance gehat - well dat ass e gudde Kolleeg vu mer, ech soen dat -, mam Scheich Abdullah vun den Emirater, deen ech 15 Joer laang kennen, eng Stonn ze schwätzen a mech ze erklären. D'nämmlecht och mam Ausseminister, deem neien Ausseminister an Israel, dem Gabi Ashkenazi, him hunn ech och kloer meng Positioun gesot.

Mir musse wëssen, dass an där Saach hei à moyen terme oder souguer à court terme dat, wat tëschent Israel an deenen zwee Länner gemaach ginn ass, dass dat a kengem Moment ee Millimeter d'Liewe vun de Palästinenser verbessert. Dat däerf een net duerstelle wéi wann dat am Interêt wier vun de Palästinenser. Ech soen, dass et am Interêt ass vun Israel. Dat ass och gutt, dass et am Interêt ass vun Israel. Mee mir däerfen awer, wa Golfstaaten zouginn op Israel, och net de Problem vun de Palästinenser einfach ausschalten. Et muss een dach d'Zweestaateléisung am Kapp hunn! An dat war dat, wat ech am Kapp hat, wéi ech och gefrot gi sinn um „Deutschlandfunk", e puer Stonnen nodeem dass deen Accord do geschitt ass.

Wat mech awer deemools am meeschte bedréckt huet, dat war d'Ausso vum Premierminister Netanjahu, dee gesot huet, dass d'Annexioun - a mir hate jo hei an der Chamber e groussen Debat iwwert d'Annexioun, mir waren alleguerten net d'accord, dass déi Annexioun soll geschéie vum Jordanland -, dass déi Annexioun just reportéiert ass an net annuléiert ass. Dat ass dat, wat ech och versicht hunn ze soen, dass et net nëmme kann ëm d'Geschäftsbezéiunge goen, mee et muss awer och dann am Fong eppes erauskommen, fir dass déi Zweestaateléisung eng Kéier méiglech ass.

Ech hunn, ech soen lech dat och an deem Kontext, den Ausseminister gesi vu Saudiarabien. Dee gesi mer jo net all Dag. Dee war hei e Sonndeg, well e war invitéiert vun den Zyprioten, fir mat den Ausseminister vun der Europäescher Unioun en Aarbechts... - wéi nennt een dat? -, also mueres Kaffi ze drénken. An ech hunn en dann owes gesinn an ech hunn natierlech och dunn d'Mënscherechter ugeschwat. An ech hunn lech dat jo och an der Kommissioun gesot. Saudiarabien ass eent vun deene Länner, déi d'Doudesstrof am meeschten applizéieren, mat China, mat Iran. 184 Leit sinn exekutéiert ginn a Saudiarabien. An ech muss och soen, dass ech et verstinn, dass gëschter d'Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen Saudiarabien net an de Mënscherechtsrot gewielt huet.

Ech wëll awer och soen, dass d'Saudien - dat ass jo mat Ägypten, mengen ech, dat historesch stäerkste Land am Moyen-Orient -, dass hie mir gesot huet, dass et net un der Zäit wier, dass och Normaliséierunge mat Israel op der Dagesuerdnung stéingen a Saudiarabien. Dat fannen ech schued. Ech fannen et schued. Ech fannen, wat méi Länner vum Golf géifen normaliséiere mat Israel, wat, mengen ech, och kéint méi Drock opgebaut ginn, dass et dach eng Kéier misst méiglech sinn, an de Grenze vun 1967 mat Jerusalem als Haaptstad. An d'Lydie Polfer sëtzt hei bei mer, dat priedegt mer jo elo scho Joerzéngten, dass endlech déi Leit kéinten eng Kéier ronderëm den Dësch kommen an ideale Konditiounen. Alles läit um Dësch, d'Clinton-Parametere sinn do. Et bräicht nëmmen en Austausch gemaach ze ginn, déi sougenannte „swaps", an da géif dat rëtschen.

Dat ass d'Zil, mengen ech, wat een awer muss am Kapp behalen. A méi hunn ech net gesot a méi wëll ech och net soen, wéi dass, wann d'Golfstaaten zouginn op Israel, een d'Zweestaateléisung am Interêt vun der Mënschlechkeet an där Regioun a vun de Palästinenser net däerf vergiessen.

Israel huet 1993 d'PLO unerkannt als Vertriedung vun de Palästinenser. An Israel ass unerkannt gi vun de Palästinenser, och 1993, duerch e Bréifwiessel, deemools nach vum Arafat.

Also ech mengen, loosse mer elo heibäi net ze vill schwaarz gesinn. Et si vläicht Méiglechkeeten, déi sech elo verbesseren. A Lëtzebuerg, d'Lëtzebuerger Politik vun dëser Regierung, a gedroe vu villen Deeler hei aus der Chamber, setzt sech weider derfir an, dass mer zu enger Zweestaateléisung an där Regioun kommen.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Parole après ministre fir den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech versti jo, datt mer hei an enger parlamentarescher Debatt sinn, wou ee schnell Saache matenee vermëscht. Mir haten elo eng Debatt net iwwert den Inhalt, mee mir haten eng iwwert d'Form. Ech kann, an dat hunn ech virdru gesot, mat ganz villen inhaltleche Punkten, notamment an der Flüchtlingspolitik, mat lech 100%eg d'accord sinn. Ech soen lech just, Här Asselborn, an dat ass dat, wat ech virdrun um Riednerpult gesot hunn, datt et eng Aart a Weis gëtt, wéi een déi Dossieren upeekt.

An duerch déi Aart a Weis, wéi Der a verschiddene Punkten an a verschiddene Momenter am Ausland den Dossier ugepaakt hutt, andeem Der op eng relativ offensiv an offensant Aart a Weis Regierungen ugegraff hutt, an domadder ganz Populatiounen, déi sech solidaresch domadder erklärt hunn, hutt Der am Fong dem Dossier net gehollef. Dir hutt den Dossier, dee verteidegungswäert war, a Blocagen eragefouert. An et ass d'Aart a Weis, wéi et gemaach gëtt, déi ech hei inkriminéieren an déi fir mech äusserst problematesch war.

Ech géif gär mat lech iwwert den Inhalt schwätzen an der nächster Diskussioun, well do geet et jo drëm fir ze weisen, wéi mer an Zukunft mat Migratiounspolitik virufueren. Do geet et drëm, fir iwwert den Inhalt ze kucken, wéi mer an deenen nächste Joren déi Blocagen opléisen, déi momentan sinn an déi mer net Meeschter gi sinn, weeder iergendee vun de Conseilscheffen nach Dir mat der Aart a Weis, wéi Der hei gefuer sidd.

Mir si jo an där Immigratiounspolitik, an där Flüchtlingspolitik an deene leschte Jore kee Millimeter weiderkomm! Kee Millimeter weiderkomm! Au contraire! Au contraire! Mir si souguer nach an der Oppositioun vu ville Länner zréckgaangen. Et ass elo méi schwéier, wéi et viru véier, fënnef Joer war. An déi grouss Erausfuerderung, dat ass: Wéi komme mer an deenen nächste Jore weider? Dat géif ech gär an der nächster Diskussioun mat lech diskutéieren. Elo war et eng Diskussioun iwwert d'Aart a Weis an d'Form, wou ech op enger Rei Punkten net mat lech d'accord war.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech hunn elo net alles verstanen. Eng Kéier waart Der am Fong, da waart Der erëm an der Form.

(Hilarité)

Also ech soen lech just, Här Wiseler, ech mengen, a Saache Mënscherechter, a Saache Flüchtlingen, do geet et heiansdo net méi duer mat Heemelen. Dir sot et jo d'nämmlecht, dass een net virukomm ass, dass een zréckgaangen ass. Jo, mir sinn zréckgaangen. A mir sinn zréckgaangen, dofir gëtt et Ursaachen! Dat sinn net méi nëmmen eleng d'Visegrád-Länner. Et sinn och Länner, déi mer, jo, riicht an d'Gesiicht musse kucken an hinne soen: „Dat ass falsch, wat Der do maacht! Et ass falsch fir ze soen: ‚Ech hëllefen net an ech desolidariséiere mech, fir Leit, déi op de Schëffer gerett ginn, fir där nach opzehuelen.' " Wa jiddwereen dat mécht an och elo mat deem neie Gesetz - mir schwätze jo elo driwwer, iwwert dee Pak -, wa jiddweree seet: „Ech maachen alles, ech bezuelen, ech féiere Leit zréck, mee ech wëll keng ophuelen a mäi Land", da gëtt dat ni eppes!

Duerfir hunn ech jo och gefrot - mir schwätzen herno driwwer -, dass mer sollen eng Klausel abauen, wann et net geet, dass obligatoresch fir all Land Relocations musse gemaach ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech kann zum Deel dat, wat den Här Wiseler gesot huet, nëmme widderhuelen. Déi Debatt haut, an dat wor och d'Ursaach, firwat mir se ugefrot hunn, ass net ëm de Fong gaange vun deenen Diskussiounen, mee et ass ëm d'Form

gaangen. An dat ass e ganz wichtegen Ënnerscheed.

Mee well Der ganz vill iwwert de Fong elo geschwat hutt, loosst mech awer och eppes soen oder zwou oder dräi Saachen, Här Minister Asselborn.

Déi éischt Bemierkung ass, datt et eis als ADR net géif afalen, den Elektorat vu gréngen, bloen oder roude Parteien ze kritiséieren. Mir respektéieren d'Wieler vu jiddwerengem. Et si Leit, déi ADR wielen aus deem engen oder anere Grond, och - och! - well se vläicht net mat Ärer Migratiounspolitik d'accord sinn. Mee ech mengen net, datt dat iergendee Grond wär, fir iergende Wieler hei am Land ze beleedegen.

Deen zweete Punkt, deen ech wéilt maachen, ass: Ech kann net verstoen, net novollzéien, datt, wou mer gesinn, datt an Europa an an der Welt ëmmer manner Länner déi Positioun vertrieden, déi Dir vertriet - Dir hutt vläicht all Ursaachen derfir -, mee datt ee sech dann net a Fro stellt! Är Feinden an deem Weltbild, wat Dir vertriet, déi wuesse vun Dag zu Dag, an Dir maacht esou, als géif näischt geschéien! 22 Länner op d'mannst haut an der Europäescher Unioun sinn net op där Linn, déi Dir vertriet! Wëllt Dir soen, datt 22 Länner vun der Europäescher Unioun onmënschlech sinn, absolutt verdamenswäert, misste beleedegt ginn an der Ëffentlechkeet? Dat ass dach surrealistesch!

Mir hunn eng Evolutioun, wou einfach déi Politik, déi Dir säit Jore vertriet - dat éiert lech, ech mengen, Dir bleift Ären Iddien trei -, mee et ass bal kee méi, deen déi deelt! An ech maachen hei eng Prophetie: Deen Dag, wou d'Madamm Merkel net méi Bundeskanzlerin an Däitschland ass, da sidd Der vläicht nach eleng mat där Positioun. Well aner Länner hunn Interessien, déi se mat der Madamm Merkel hunn, fir déi do Politik nach matzedroen. Mee deen Ableck, wou si net méi do ass, ass déi Migratiounspolitik do eriwwer, well se net rational ass.

Mënschlechkeet, Mënschlechkeet, Här Minister, kann een op verschidde Manéiere realiséieren. An ech si ganz houfreg fir ze soen - an ech trauen lech dat zou, wéi ech och weess, datt mir et hunn -: Mir deelen déi Iwwerzeegung vun der Mënschlechkeet. Mir beruffen eis op u sech déi selwecht Wäerter.

(Brouhaha général et exclamations)

Mee wéi mer se ëmsetzen, wéi mer se realiséieren, mat wéi engen Instrumenter, do ginn eis Meenungen auserneen.

An ech kann lech soen, ech sinn där déiwer a fester Iwwerzeegung an der Analys vun dësem Dossier, datt laangfristeg an am Kontext vun alle Considératiounen eis Politik déi méi mënschlech ass.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dir hutt e gutt Gespier, Här President.

Also ech wëll just soen, Här Kartheiser, mir geet et jo drëm, dass mer dat maachen, wat jo awer, mengen ech, immens vill Leit an Europa vun eis verlaangen, wat d'Europäesch Kommissioun verlaangt, wat nach ëmmer, mengen ech awer trotzdeem, eng Majoritéit vu Länner verlaangt, dass, wa mer déi Biller gesi vu Mória, wou Leit elo virun e puer Woche praktesch bal ëmkomm si mat hire Kanner am Feier, wou elo et esou reent an déi Leit sëtzen am Waasser do mat hire Kanner, dass da gehollef gëtt, fir déi Kanner do ewechzekréien, fir déi Leit do ewechzekréien. Ech hunn d'Chance gehat, eng esou eng Famill hei kënne wëllkomm ze heeschen. Ech hunn d'Chance, fir nach esou eng Famill kënne wëllkomm ze heeschen. Iwwregens, muer komme 14 Leit nach aus dem Niger, wësst Der, déi kënnt Der da bei déi Foto maachen, déi Der eng Kéier kommentéiert hutt.

(Hilarité)

Duerfir wëll ech soen, et geet dach ... Här Kartheiser, Dir sidd dach keen domme Mënsch. Dir waart esouguer Ambassadeur. Dir musst dach verstoen, dass dann Europa muss hëllefen, fir dass dat en Enn kritt, dass déi Leit do erauskommen! Méi ass et jo net. A wa jiddweree géif dat maachen, wat ech jo proposéiert hat, pro hallef Millioun zéng Kanner ophuelen oder zéng Leit ophuelen, da wiere keng méi do. Dat ass dach nëmmen dat.

Dir kënnt dach net dauernd de Leit erzielen, d'Problemer vun de Flüchtlingen ..., ech hunn de Mueren nach een esou um Radio elo héieren, deen erzielt huet: „Dat soll geléist ginn do, wou de Problem entsteet." Majo wou? Schéckt Der da Leit zréck an Eritrea? Do muss een dach eng Kéier oppassen! Oder schéckt Der elo Leit zréck a Länner, wou Krich ass? Dat geet dach guer net!

An duerfir, mir als Europäer mussen dach kënnen e wéineg deelen als räichsten Äerddeel vun dëser Welt, e wéineg als Europäesch Unioun dat maachen. Wann deen Orbán net gewiescht wär - ech soen lech dat, ech soen „deen Orbán", well deen huet villes kapott gemaach -, wann deen net gewiescht wär, dann hätte mer déi Kris ni kritt. Da géif et kee Mória ginn. Dann hätte mer et an der Europäescher Unioun fäerdegbruecht, eng Opdeelung ze kréien, déi all Land gepackt hätt. Hu mir dat hei zu Lëtzebuerg net gepackt? Mir hu 4.000 Leit den Asyl hei ginn. Mir haten 12.000 Demandë vun 2015 un. Wann Der dat mol 140 rechent, da sinn et der esou vill wéi an Däitschland.

Mir sinn dach hei net ënnergaangen! Mir sinn dach hei e Land ginn, wat méi räich ginn ass. Mir hunn eng aner kulturell Dimensioun an dat Land hei kritt. A mir kënne soen, net nëmmen als Regierung oder als Deputéierten oder als Chamber, mir kënne soen: Lëtzebuerg huet een Häerz gehat. An et si vill Leit, Här Kartheiser, Dir kennt se vläicht net all, Dir kennt nëmmen alleguerten déi, déi op Facebook do Saache schreiwen, déi aus Ärem Cercel do sinn. Huelt alleguerten déi Leit vun den ONGen, déi sech asetze fir déi Leit. An ech mengen, dat ass dat, wat mir eise Kanner an eise Kandskanner musse weiderginn. Ech wëll net bei deene Länner sinn, (veuillez lire: bei deene Länner sinn, vun deene gesot wäert ginn,) wann eng Kéier de Bilan gezu gëtt vun dëser Zäit, dass mer op där falscher Säit stoungen. An duerfir soen ech, Dir kënnt vun der Madamm Merkel schwätzen, wat Der wëllt, mee ech si léiwer op där hirer Säit wéi op der Säit vum Orbán oder vum Kurz!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Asselborn. Eng leschte Kéier Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech soen lech Merci, Här President. Wësst Der, ech hat mer eigentlech erwaart, datt den Här Asselborn ... Wéi gesot, e schwätzt ganz vill iwwert de Fong, en huet mer och elo geäntwert, andeem en op Mória an op déi Mëssstänn do an deem Lager opmierksam gemaach huet. Dat ass eng emotionaliséierend Manéier, fir déi Saach ze behandelen.

Plusieurs voix.- O!

(Brouhaha et protestations)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass net dat, wat mer elo gefrot hunn. Wat mir gefrot hunn, an dat ass erëm eng verpasste Geleeënheet haut, dat wär, datt de Minister heihinnerkënnt an d'Wichtegkeet vun de Bezéiungen zu Éisträich, zu Ungarn, zu Polen, zu anere Länner ënnersträicht a säi Bescht mécht, fir d'Relatioune mat deene Länner ze verbesseren. Dat wär dat, wat dëser Diskussioun entsprach hätt.

Mee vu datt en elo Lektiounen a Mënschlechkeet gëtt, wëll ech awer zwou Saache soen:

Éischtens, mir si komplett d'accord mat lech, Här Minister, datt déi Ëmstänn an déi mënschlech Häert, déi mer gesinn a verschiddenen Aspekter, sief et an der Séinout vu Leit, sief et an der Situatioun vun de Lager, datt dat net akzeptabel ass an datt Leit, déi an Nout sinn, musse gehollef kréien. Dat ass ni e Sujet vun ënnerschiddlecher Analys gewiescht, weeder op Ärer Säit nach op eiser Säit!

Zweetens, déi Grondkonventiounen, déi déi Situatioune reegelen, déi gëlle fir eis alleguer. D'Asylrechtskonventioun vun 1951, d'Genfer Konventioun, véierte Protokoll, vun 1949 gëlle fir eis alleguer.

Wou awer grouss Ënnerscheeder sinn an Ärer Politik an an eiser Politik, dat ass dee bestëmmte Punkt vum „pull factor". Mir soen, wann een hei den Androck gëtt, datt eng illegal Immigratioun an Europa aus ekonomesche Grënn ..., an nëmmen ëm déi geet et, déi kritiséiere mer, net ëm déi Leit, déi schutzbedürfteg sinn oder op eng aner Manéier ënnert déi Konventioune falen, déi ech genannt hunn, mee déi massiv illegal Immigratioun aus ekonomesche Grënn. Et ass déi, déi eigentlech dat gréisste Gewiicht ass. Et ass déi, déi 22 Staaten an Europa elo an eng Positioun féiert, déi net méi Är ass. Et ass déi Ambiguïtéit an där Haltung, déi nach ëmmer Leit an Afrika, op anere Plazen dozou bréngt, all méiglech Methoden, dorënner eng ganz Rei illegaler, Schlepperbanden, Risiko fir hiert eegent Liewen a Kaf ze huelen, mat där Illusioun, an Europa sech eng Zukunft kënnen opzebauen.

A wann Der vu Mënschlechkeet schwätzt, da muss een och dogéint virgoen, well mir bréngen déi Leit mat falschen Illusiounen, also mat Illusiounen, mat falsche Virstellungen an eng Situatioun, wou se op Krimineller erafalen, well se mengen, si kéinte sech hei eng Zukunft opbauen!

Är Politik, Här Asselborn, an ech muss lech dat reprochéieren, déi geet an déi Richtung, fir déi Hoffnunge virzespigelen. Eis Politik ass ganz kloer. Mir soen, mir hëllefen de Leit do, wou mer kënnen hëllefen op Basis vu klore Rechtsinstrumenter. Awer déi ganz illegal Immigratioun aus ekonomesche Grënn, déi wäerte mir nimools an a kenger Form ënnerstëtzen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Motion 1

Ech mengen, domadder kéinte mer zum Vott komme vun där Motioun, déi deposéiert ginn ass a wou den Här Minister Asselborn opgefuerdert gëtt, fir dem Grand-Duc seng Demissioun unzebidden.

Ech ginn dovun aus …

(Interruption)

Den Här Wiseler kritt nach d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hat eis Positioun zur Motioun virdrun net gesot. Dofir wëll ech déi hei nach eng Kéier kloer explizéieren.

Mäin éischte Punkt: Mir hunn eis jo relativ kloer ausgedréckt, wéi mer iwwert d'Aart a Weis, wéi verschiddentlech d'Aussepolitik dobaussen ëmgesat gëtt, wéi mer dozou stinn. Mir fannen, datt dat net am Interessi vum Land ass a mir hunn och fonnt, datt dat net am Interessi vun den Dossiere selwer ëmmer ass, déi mer par ailleurs ënnerstëtzen.

Mir kënnen awer dës Motioun net matdroen. Ech soen dat och kloer an däitlech, an dat aus zwee Grënn.

Deen éischte Grond, dat ass: Ech kann onzefridde si mat verschiddenen Deeler vun der Regierungspolitik - an dat si mer och -, Deeler vun der Aussepolitik, mee och Deeler vun der Educatiounspolitik, Deeler vun der Finanzpolitik, ganz sécher. Dat geet mer awer net duer, fir d'Demissioun allkéiers ze froen, well soss wär ech all Dag hei amgaangen, Demissiounen ze froen.

Deen zweete Grond, dat ass, datt ech fannen, datt an der Motioun selwer eng Rei Punkte sinn, wou perséinlech Attacke sinn, déi ech net kann esou deelen.

An deen drëtte Punkt - deen ass elo bäikomm -, dat ass, datt mer och wëlle ganz kloermaachen, datt dat hei fir eis eng Diskussioun iwwert d'Form war, déi awer elo an der Diskussioun iwwert de Fong ausgerutscht ass. De Fong ass fir eis eng ganz aner Diskussioun, déi féiere mer elo a fënnef Minutten. An dofir wëlle mer hei mat engem kloren Nee och ausdrécken, datt mer domadder, wat hei gesot gëtt, net kënnen d'accord sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Nach eng Kéier ganz kuerz. Ech hu jo virdru scho matgedeelt, datt selbstverständlech d'Demokratesch Partei dës Motioun net wäert ënnerstëtzen. Ech hunn den Text virdrun net gesi gehat. Mee ech muss éierlech soen, ech wollt dowéinst awer nach e puer Wuert soen. Do gëtt zum Beispill am fënneften Tiret dat Wuert „schockéiert" gebraucht.

Ech soen lech awer ganz éierlech, léif Kolleege vun der ADR, ech sinn awer och elo schockéiert iwwert den Inhalt a virun allem iwwert d'Wuertwal vun dëser Motioun. An dat ass eng gewësse Respektlosegkeet vis-à-vis vun engem Minister, deen esou vill Meritten huet, deen esou vill Jore sech engagéiert. Wann een do wierklech dat Wuert „schockéiert" gebraucht vis-à-vis vun engem Optrieden, vis-à-vis vun engem politeschen Handele vun engem Minister, fannen ech, geet dat immens wäit. Dat gehéiert sech net an engem héijen, respektabelen Haus wéi hei. Do huet een nach aner Formen, besonnesch um Niveau vun der Aussepolitik, fir mateneen ëmzegoen a sech ee vis-à-vis vun deem anere vläicht kritesch auszedrécken.

Eleng dowéinst ass dat fir eis inakzeptabel, esou eppes hei mat ze ënnerstëtzen, onofhängeg dovun, wéi gesot, ech hunn dat virdrun hei am Detail explizéiert, firwat datt mir selbstverständlech déi Motioun hei wäerten ofleenen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott kommen. Ech ginn dovun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Vott ofgeschloss. Dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmmen a 55 Nee-Stëmmen ofgeleent. Le compte est bon.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Une voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domat ass dëse Punkt ofgeschloss.

3. Motion de M. Claude Wiseler relative à la situation au Bélarus

(Motion déposée en séance publique n° 3 du 15 octobre 2020 - à consulter en page 42 de ce compte rendu)

Mir kommen dann elo zu de Motiounen, wou mer schéin eng Motioun no där anerer huelen. Fir d'éischt déi Motioun iwwert d'Situatioun a Belarus. An ech géif d'Wuert ginn un den Auteur vun der Motioun, den Här Claude Wiseler.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Dir hutt mech elo e wéineg iwwerrascht, well ech hat gemengt, mir géifen déi zweet Heure d'actualité virhuelen. Mee et ass awer net schlëmm. Dir hutt dat elo gutt gemaach.

Ech si frou, datt mir de Moie konnten iwwer Inhalt, net iwwer Form, iwwer Inhalt eng Rei Motiounen erabréngen. An ech sinn och frou, datt mer déi konnte vu siwe Parteien, Fraktioune respektiv Sensibilitéiten ënnerschreiwe loossen.

Déi éischt geet ëm Bielorussland an ëm déi Situatioun, déi mer säit enger Rei Wochen dohannen hunn, déi onerträglech ass. An zwee Punkte wollte mer an där doter Motioun ervirsträichen, dat ass fir d'éischt, datt déi Presidentschaftswal, déi esou ausgaangen ass, wéi se ausgaangen ass, an eisen Aen absolutt kloer de Konditioune vun enger demokratescher Wal net entsprécht an datt mer och déi Walen net kënnen unerkennen, esou wéi se als Resultat ugekënnegt gi sinn.

Dat Zweet, dat ass awer nach méi e wichtege Punkt. Dat ass, datt d'Leit, déi hir Onzefriddenheet zum Ausdrock bréngen an all Woch säit laange Wochen op d'Strooss ginn, vun der bielorussescher Regierung op eng Aart a Weis ënnerdréckt ginn, eng Repressioun mat Arrestatiounen, mat Violenz, mat Menacen, mat Licenciementer, déi u sech total onvirstellbar - total onvirstellbar - sinn!

An ech hunn och d'Madamm Swetlana Tichanowskaja héieren, wéi se erzielt huet, wéi den Zoustand an hirem Land ass a wéi schwiereg et och fir normal Bierger ass, sech ze expriméieren, all Dag do ze liewen, soudatt ech et absolutt als noutwendeg fonnt hunn, datt mir als Lëtzebuerger Chamber niewent villen anere Parlamenter, niewent dem Europäesche Parlament, och eis Solidaritéit mat all deene Leit géife ganz kloer zum Ausdrock bréngen, datt mer ganz kloer géife soen, datt mer déi Walen net géifen unerkennen, datt mer fir fräi Wale wären, déi vun enger independenter Kommissioun géife kontrolléiert ginn, an datt mer eis géifen opposéieren all auslännescher Ingerence an dat, wat kann a Bielorussland geschéien.

An ech soe Merci all deenen, déi dës Motioun ënnerstëtzt hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Gusty Graas.

Discussion générale

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll effektiv fir d'éischt dem Claude Wiseler Merci soen, datt en déi Initiativ hei geholl huet. Ech mengen, och mir sollen als klengt Parlament eis der Situatioun a Biélorussie unhuelen. Et ass effektiv eng Entwécklung do, déi ganz dramatesch ass. Et muss ee soen, zënter dem 9. August, wou jo dann déi ganz ëmstridde Wale waren, sinn d'Leit vill op d'Strooss gaangen, d'Leit kämpfe fir demokratesch Rechter. A grad mir och an engem Land, dat jo awer eng demokratesch Gesënnung huet, grad mir als Member vun der Europäescher Unioun sollen eis och do an de Cortège vun deene stellen, déi déi Wäerter do hëllefe mat vermëttelen.

Ech wëll och hei kuerz ernimmen, e Freideg virun aacht Deeg war d'Benelux-Parlament hei zesummen a mir hunn eis virun allem mat deem do Punkt auserneegesat. Do wäert natierlech deen een oder deen anere froen: Wat huet d'Benelux-Parlament mat der Situatioun a Biélorussie ze dinn? Mee ganz vill, aus deem ganz einfache Grond, well mir ganz gutt Relatioune mat der Assemblée balte hunn, an an der Assemblée balte sinn dräi Länner, virun allem zwee Länner, dat ass Litauen, dat ass Lettland, dat sinn direkt Nopere vu Wäissrussland.

An ech kann lech soen, dat wat mir do matgedeelt kréien, do ass eng gewëssen Angscht och, well sech do awer ka vill entwéckelen. Mir wësse jo och, datt den Här Putin eng Positioun do ageholl huet, déi nach kéint zu gewëssenen zousätzlechen Tensiounen an deem Raum do féieren. An dowéinst ass et fir eis evident als Demokratesch Partei, datt mir déi Motioun hei och wäerte mat ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Mir soen och dem Här Wiseler Merci fir d'Initiativ. Mir deelen déi Suergen, déi hei ausgedréckt ginn. Et ass esou, datt Wäissrussland eng vun deene strateegesche Regiounen an Europa ass, wou ganz kloer souwuel westlech Interesse wéi och Interesse vun der Russescher Federativer Republik eng ganz grouss Roll spillen. Et ass e bësse surrealistesch, datt mer hei draschreiwe „mir si géint all auslännesch Amëschung", well mir gesinn eng auslännesch Amëschung a Wäissrussland vun alle Säiten am Ableck.

Mir mussen also kucken, datt mer déi demokratesch Transitioun a stabille Konditioune kënne garantéieren. Well wat mer net brauchen, dat ass eng nei destabill Plaz an Europa. Et ass awer esou, datt mer alleguer hei der Iwwerzeegung sinn, an dat ass eng gutt Saach, datt esou e Regimm, en autokratesche Regimm, e repressive Regimm wéi deen, dee mer den Ableck an deem Land hunn, net méi an dës Zäit an net an Europa passt.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da wär et um Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hunn déi Motioun och matënnerschriwwen. Mir droe se och. Ech wollt just kuerz zréck an d'Geschicht agoen, awer net laang, well trotz aller Onsympathie, déi ech fir d'Presidentschaft vum Här Lukaschenko hunn a Wäissrussland, däerf een ni vergiessen duerno, wéi d'Sowjetunioun zesummegebrach ass ... An déi allermeescht kënne sech drun erënneren. Ech souguer och nach, esou laang ass et och nach net hier.

Ech mengen, Dir héiert mech net gutt?

(Interruptions)

A sou, okay, an der Rei.

Ech mengen, mir kënnen eis nach drun erënneren, wéi d'Sowjetunioun zesummegebrach ass an u sech an deene verschiddene Republicken oder onofhängege Länner, déi am Warschauer Pakt waren, dunn op eemol eng ganz wëll Liberaliséierungs-, maartwirtschaftlech Liberaliséierungscourse gemaach ginn ass, wat zu sozialen an ekonomesche Katastrophe gefouert huet a Polen, an der Ukrain, a Russland selwer och an esou weider an esou virun, un deenen déi Länner och nach knaen, fir nëmmen d'Ukrain zum Beispill ze nennen; respektiv aner Länner hunn duerno e ganz reaktionäre Wee gesicht, wéi dat och bis elo de Fall ass.

Dat war net de Fall a Wäissrussland. Tatsächlech, den Här Lukaschenko, wéi hien d'Muecht iwwerholl huet a Wäissrussland, huet wéinstens eng Saach, ee Feeler net gemaach: En huet net wëll liberaliséiert, wëll privatiséiert, wat dann och derfir gesuergt huet, datt en awer, objektiv gesinn, e gewëssene Soutien vun enger Partie vun der Bevëlkerung, bei de Baueren a bei den Aarbechter, behalen huet, well se konnte vergläichen, datt hire Liewensniveau net esou katastrophal erofgefall ass wéi an den Nopeschlänner.

Mee, mee, mee, an dat ass awer och vläicht de Fazit, eng Konklusioun: Et geet net duer - et geet net duer! -, derfir ze suergen, datt d'materiell Bedierfnisser plus ou moins erfëllt ginn. Et muss een och derfir suergen - ech mengen, dat gëllt och fir déi Zäit virum Verfall vun der Sowjetunioun an där Géigend -, datt d'Leit och tatsächlech eppes ze soen hunn, well soss fonctionéiert kee System. Iergendeng Kéier zerbrécht et. An dat ass eeben dat, wat och amgaangen ass ze geschéien a Wäissrussland, d'autant plus, well och eng Kast sech do etabléiert huet ronderëm den Här Lukaschenko, déi immens vill vun deem Regimm profitéiert. A schlussendlech, déi Avantagen, déi e groussen Deel vun der Bevëlkerung hat, och déi materiell Avantagen, déi verschwanne lues a lues, well do eng Kleptokratie u sech awer och un der Spëtzt vum Staat ass. Et muss een dat awer soen.

Dofir ënnerstëtze mir déi Motioun a mir begréissen och dee Passus, datt mer keng auslännesch Ingerence wëlle vu kenger Säit. Vu kenger Säit! Mir wësse jo, datt mer an där Géigend vum Westen a vum Osten eng Ingerence hunn. Et soll vu kenger Säit eng Ingerence geschéien. A wann een awer gesäit, wéi vill Millioune Leit op d'Strooss ginn, ech mengen, d'wäissrussesch Bevëlkerung ass awer grouss an al genuch fir ze wëssen, a wat fir eng Richtung se wëllt goen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. Ech maachen elo keen esou een elaboréierte Geschichtscours. Et ass och scho relativ vill gesot ginn. Wat ech just vläicht wollt umierken, dat ass, dass et effektiv de Moment immens schwiereg ass. Mir sinn de Moment an enger Zäit, wou extreem vill Krise beieneekommen, a mir komme weeder als Land nach als Europäesch Unioun wierklech derhannert, fir adequat dorobber kënnen ze reagéieren.

Mir hunn awer hei och en plus eng extreem engagéiert an immens courageiert Zivillgesellschaft, déi zënter Méint a Wochen op d'Strooss geet, friddlech protestéiert, obwuel allkéiers, wa se op d'Strooss ginn, genuch Leit brutal festgeholl ginn an an de Prisong gehäit ginn. An ech weess, dass och eng gréisser Gemeinschaft hei zu Lëtzebuerg ass, déi ganz no suivéiert, wat bei hinnen doheem passéiert, déi och versicht, hei Bericht ze erstatten. Déi kann een iwwregens och gutt suivéieren. Et kritt ee ganz vill wäertvoll Informatiounen iwwert de Konflikt, deen de Moment do ass.

An ech mengen, si waarden och just drop, fir encouragéierend Wierder vun eiser Säit ze kréien, fir si ze ënnerstëtzen. An dofir ënnerstëtze mir natierlech och déi Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz an eigentlech schwätzen ech elo schonn net nëmmen zu där heiter Motioun, mee och zu deenen zwou, déi elo nach kommen.

Ech wéilt ufänken an dem Här Wiseler villmools Merci soe fir d'Initiativ vun deene Motiounen. Ech wëll em awer virun allem och Merci soen, dass e sech d'Méi gemaach huet, fir am Virfeld mat eis déi Motioun ze diskutéieren, an eis och erlaabt huet, dass mer nach eppes Klenges zu deenen Texter konnte bäidroen. Duerfir sti mer och voll a ganz hannert deene Motiounen, déi mer haut de Mëtteg presentéiert kréien.

Bei där heiter, wéilt ech soen, ass eigentlech fir mech dat Wichtegst, dass mer eng Geleeënheet fannen, dass mir als Lëtzebuerger Chamber haut de Mëtteg kënnen eis Solidaritéit mat de Leit am Belarus ausdrécken. Dat ass mir wichteg. Wat de Fong an de Contenu ugeet, mengen ech, hate mer e Méindeg eng Entrevue an der Chamberskommissioun mat dem Ausseminister, deen eis eigentlech genau dat, wat an deem Text do drasteet, och als Positioun matgedeelt huet an als Informatioune ginn huet.

Duerfir kréien déi heite Motioun an och déi zwou Motiounen, déi duerno nach kommen, eis voll Ënnerstëtzung. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech fänken u mat där heiter Motioun, wou et jo ëm Bielorussland geet. Ech fannen et ganz wichteg, datt mer hei Solidaritéit ausdrécken, well ouni Solidaritéit ass et fir eng Oppositioun grad an enger Autokratie schwéier, fir sech laangfristeg duerchzesetzen. An hei ass et eebe grad dat. Mir condamnéieren en autokratesche Regimm, e Regimm, deen eebe grad d'Opposanten aspäert, aus dem Land verweist an domadder en demokrateschen Discours onméiglech mécht.

An de Problem ass, mir hunn et virdrun diskutéiert, et brauch een heiansdo eng méi ferm Stëmm, fir eppes ze soen. A spéitstens hei, wou d'Grenze vum demokrateschen Discours iwwerschratt sinn, wou deen onméiglech gemaach gëtt, muss een higoen an dat ferm condamnéieren. An duerfir fannen ech et gutt, datt d'Chamber dat heite wäert, esou wäit ech dat gesinn, unanime maachen, fir datt mer kënne weisen: Och Lëtzebuerg ass d'Demokratie net egal!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also wann d'Regierung hätt kënnen ënnerschreiwen, hätt se matënnerschriwwen. An duerfir wollt ech just soen, dass mer eis et jo an der Europäescher Unioun zimmlech schwéier gemaach hunn. Mir hu gebraucht vu Mëtt August bis elo virun e puer Deeg, fir d'Sanktiounen unzehuelen. Dat war iwwerfälleg. Mee Dir wësst, dass an der Europäescher Unioun dacks en Handel gemaach gëtt um politeschen Niveau: „Wann s du dat hei net méchs, da maachen ech dat do net."

Bon, et war Zäit, dass dat eriwwer ass. Dat ass elo eriwwer a mir hunn et souguer fäerdegbruecht, de leschte Méinden eng zweet Lëscht hinzekréien. Op där éischter Lëscht ware 40 Leit, op där zweeter Lëscht sinn och, mengen ech, iwwer 30 Leit. A virun allem ass do och deen Debat eriwwer doriwwer, dass de Lukaschenko selwer, dee fréiere President, drop ass, an och säi Fils. Ech mengen, dat hëlleft schonn, fir Drock ze maachen.

Ech wëll och soen, dass mer jo och net allze vill Millioune bis elo ginn hunn a Wäissrussland, mee all déi Suen, déi bereet si fir dat Land, déi ginn alleguerten elo an d'Kooperatioun mat der Société civile dirigéiert an och un déi independant Medien, déi et dann do nach gëtt. Also mir versiche wierklech, der Oppositioun mat deene Gelder, déi zur Verfügung stoungen, ze hëllefen als Europäesch Unioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Asselborn. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Vote sur la motion

Ech bieden déi, déi mat dëser Motioun d'accord sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

4. Motion de M. Claude Wiseler relative aux activités de forage illégales de la Turquie en Méditerranée orientale

(Motion déposée en séance publique n° 3 du 15 octobre 2020 - à consulter en page 42 de ce compte rendu)

Da komme mer zur nächster Motioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'illegaalt Bueren am Mëttelmier. An ech géif nach eng Kéier dem Auteur vun der Motioun, dem Här Wiseler, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Dat, wat an deene leschte Wochen a Méint am Mëttelmier geschitt ass, ass am Fong eppes, wat ee sech säit Joren, Joerzéngten net konnt virstellen. Hei hu mer assistéiert zu enger ganzer Serie vu Provokatioune vun der Türkei, wat och enorm geféierlech ass fir de Fridden an eiser Géigend an dofir eis alleguer enorm besuergt mécht.

D'Türkei ass mat engem Schëff fir Prospections sismiques respektiv fir Buerungen an d'Gewässer vu Griicheland a vun Zypern gefuer. Déi Schëffer hate ronderëm sech eng ganz Rei Militärschëffer. An datt dat grouss Tensioune mat sech bréngt, dat liicht, mengen ech, jiddwerengem heibannen an.

Ankara huet dann och wochelaang feindschaftlech Deklaratioune gemaach an e militäresch Drogebaren opgewisen, wat mer an eise Géigende säit Joerzéngten net gewinnt waren. An dat selwecht ass nach virun e puer Deeg elo geschitt, eng zousätzlech Provokatioun, mat der Ukënnegung, datt fir Varosha, dat heescht eng Stad op Zypern, wou säit 1974 déi türkesch Occupatioun do war, wou d'Leit verdriwwe gi waren, wat awer eng Geeschterstad war, elo erëm deklaréiert gëtt, datt déi frësch opgemaach géif ginn, géint all Aussoe vun der UNO.

Dofir huet et mir och wichteg geschéngt, datt mer hei Kloertext schwätzen. D'Provokatioun am Mëttelmier, mee och aner Provokatiounen, a Syrien, wéi mer scho gesinn hunn, respektiv och déi Waffeliwerungen, déi a Libye geschitt sinn an deene leschte Wochen, si momentan vun türkescher Säit op der Dagesuerdnung.

Dofir fannen ech et wichteg, datt mer an dësem Fall hei kloer an däitlech soen, well ech fannen, dat si mer eis och schëlleg als Land vun der Europäescher Unioun, datt mer zwee aner Länner vun der Europäescher Unioun, an dësem Fall Griicheland an Zypern, kloer an däitlech ënnerstëtzen, ohne Wenn und Aber ënnerstëtzen, well se nom internationale Recht gehandelt hunn a well se hei zu engem Deel aggresséiert gi sinn. An datt mer alles maachen, fir evidenterweis en Affrontement ze evitéieren, mee datt mer awer och der Türkei kloer däitlech maachen, datt dat unilateraalt Behuelen, wat se an deene leschte Wochen a Méint gewisen huet, absolutt inakzeptabel ass.

Ech soen och do Merci fir d'Ënnerstëtzung a wëll just dem Här Cruchten äntwerten, datt ech frou sinn, datt ech eng Rei zousätzlech Remarken nach vun Iech konnt kréien. Déi dinn och éischtens der Motioun gutt an d'Unanimitéit deet deenen heiten Aussoen effektiv och gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Gusty Graas.

Discussion générale

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Och hei soen ech dem Här Claude Wiseler Merci fir déi Initiativ, déi e geholl huet, well dat heiten ass och eng ganz wichteg Motioun, wéi hien et och schonn hei betount huet. Hei geet et virun allem och ëm d'Interesse vun zwee Memberstaaten aus der Europäescher Unioun, Griicheland an Zypern. Besonnesch Zypern, do ass jo bal net méi nozevollzéien, datt et an der Europäescher Unioun nach e Land gëtt, wat u sech gedeelt ass, wou eng Occupatioun zënter 1974 vun der Türkei ass, wat jo no reng demokrateschen Iwwerleeunge schwéier nozevollzéien ass.

Dat do ass e Konflikt, deen och riskéiert, aner Dimensiounen ze kréien. Dee kann eis net kalloossen. Et ass och wichteg, datt mir als Parlament eis domadder auserneesetzen. An ech mengen, et ass och wichteg, datt souwuel eisen Ausseminister wéi och eise Staatsminister um Niveau vun europäesche Reunioune sech derfir asetzen, fir d'Interessen an och fir ze weisen, wat fir eng Sympathië mer vis-à-vis vun deenen zwee Länner hunn.

Dem Här Erdoğan säi Regimm mécht eis jo ganz vill Suergen, net nëmmen elo, mee och schonn déi lescht Wochen a Méint. Mir kommen an där nächster Motioun och nach eng Kéier dorobber zréck. Iergendwou muss awer och vläicht do eng Kéier e bësse méi Kloertext geschwat ginn.

Den Här Erdoğan weess natierlech, datt e vis-à-vis vun der Europäescher Unioun e bësselchen eng Tromp am Äermel huet, an déi heescht jo och Pufferzon, wat d'Flüchtlingsproblematik ubelaangt - wou en och nach derfir bezuelt gëtt. Dat soen ech elo vläicht e bësse méi esou salopp, mee et ass nun awer an der Realitéit esou. Mee och mir als Europäesch Unioun mussen awer wëssen, wou d'Grenze sinn. An dowéinst ass et och wichteg, datt ee vun deene 27 Memberstaaten a sengem Parlament eng kloer Sprooch hei schwätzt.

An deem Sënn wäert selbstverständlech déi Motioun hei och d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei fannen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Graas. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt ufänke mat e puer Mercien. E Merci un den Här Wiseler, datt en d'Initiativ geholl huet, fir déi Motioun hei ze proposéieren an och an enger ganzer Rei Punkte wierklech Kloertext ze schwätzen.

Ech mengen, mir hunn eng Rei vu Violatioune vum internationale Recht duerch d'Tierkei. Mir hu se och an där nächster Motioun, déi mer wäerten diskutéieren, wat Aserbaidjan ugeet an d'Situatioun an Nagorny-Karabach. Och dat ass eng Situatioun, an dat wäert den Här Wiseler eis dann nach erklären, déi och duerch d'Tierkei mat ugestiwwelt, mat verschlëmmert gëtt.

Ech soen och dem Här Graas Merci. Den Här Graas huet a senger Interventioun jo drop opmierksam gemaach, datt d'Tierkei géintiwwer eis, wéi hie gesot huet, mengen ech, eng Tromp an der Hand huet. An dat, Här Minister Asselborn, ass och eng Konsequenz vun der europäescher Flüchtlingspolitik, datt mer eis ofhängeg gemaach hu vun engem Regimm wéi deem vum Här Erdoğan. Och dat ass einfach eng Tatsaach, eng vun deenen Ursaachen iwwregens, firwat d'ADR déi Migratiounspolitik net matdréit.Mee wat fundamental awer och soll gesot ginn, dat ass, datt dat hei absolutt näischt Neits ass! Mir hu säit Joerzéngten ënlech Problemer mat der Tierkei. Mir hunn eng Besetzung vu 34 % vum Staatsterritoire vun Zypern säit 1974. Et ass näischt Neits!

Mir hunn eng permanent Violatioun vun dem Douanesofkommes tëschent der Tierkei an der Europäescher Unioun, säit Joerzéngten! Et ass näischt Neits! An dofir hu mir ënner anerem als ADR och ëmmer déi Positioun vertrueden, datt fir eis en EU-Bäitrëtt vun der Tierkei iwwerhaapt net kann a Fro kommen! Si besetzt militäresch den Territoire vun engem EU-Memberstaat, si hält sech u keng Accorden, et gëtt an deem Land massiv Mënscherechtsverletzungen, massiv!

Ech mengen, ech wëll hei elo net oprechnen a vergläichen, mee wann ee bei Belarus vu Staatsterrorismus schwätzt, wat solle mer da soen am Fall vum Här Erdoğan?

Fir eis ass kloer, an dat kann ech Iech elo scho soen, well et ass eng Konstant an der Politik vun der ADR, datt mer an eiser baussepolitescher Debatt, déi mer hei am November féieren, selbstverständlech erëm eng Motioun tabléieren, wou mer froen, datt d'Bäitrëttsverhandlungen tëschent der Tierkei an der Europäescher Unioun mussen definitiv ofgebrach ginn.

Mir haten elo eng Paus, eng Ënnerbriechung, eng Suspendéierung, mee mir wëllen eis kloer nach eemol dozou bekennen: E Bäitrëtt kënnt net a Fro!

Ech hunn iwwregens viru Kuerzem en Artikel fonnt, wou den CSV-Parteipresident déi Positioun och vertrëtt. Elo ass natierlech d'Fro, ech wëll elo net ze vill stëppelen hei, mee mir haten elo eng Diskussioun iwwer verschidde Steiere wéi Ierfschaftssteier an anerer. An der Tierkei ass et dann och erëm déi selwecht Problematik, an ech wëll dat awer ukënnegen, fir datt d'Kolleege vun der CSV hir Positioun kënne klären, ier mer dat dann hei ofstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Also mir diskutéieren dat gär an der aussepolitescher Diskussioun mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir hunn déi Motioun och mat ënnerstëtzt, well mer der Meenung sinn, datt awer déi souverän Rechter souwuel vun Zypern wéi vun der Helleenescher Republik musse bewaart ginn. A mir wësse jo och, datt zurzäit d'Regierung vum Här Erdoğan och intern, innerhalb vu sengem eegene Land jo a Fro gestallt ass. A mir kennen dat oft. Dat ass net nëmmen d'Tierkei, déi dat mécht, mee ganz vill Länner maachen dat oft, datt se versichen, mat enger nationalistescher Rhetorik bei verschiddene Problemer hir Bevëlkerung vun aneren interne Problemer ofzelenken. Den Här Erdoğan benotzt do just eng al Technik.

Allerdéngs muss ech awer och ëmmer soen, datt, mat aller Sympathie fir Griicheland, de griicheschen Nationalismus, dee relativ exacerbéiert ass a gewëssene Kreesser, och net grad ze begréissen ass an de Militarismus och a Griicheland net onbedéngt eng Léisung ass. Dat ass awer kee Grond, fir der Tierkei, wat och en NATO-Member ass ... Bon, Dir wësst jo, wat eis Positioun zur NATO ass: Mir si géint d'NATO. Mee soulaang et nach ..., et gi jo Politiker, déi nach ëmmer un d'Utilitéit vun deem Club gleewen. A jo, dann ass een eebe mat der Tierkei an deem Club do! An dat ass e Problem!

A stellt Iech emol vir, et kéim tatsächlech zu engem militäresche Konflikt tëschent Griicheland an der Tierkei, wat geschitt dann? Well si sinn allen zwee an der NATO. Ech gleewen zwar net, datt et esou wäit kënnt, mengen ech. Ech gleewen net, datt et esou wäit kënnt. Ech hoffen dat op jidde Fall net, datt et esou wäit kënnt!

An dann, jo, et gëtt gesot, d'Tierkei hätt eng Tromp an der Hand mat der Flüchtlingspolitik, well den Erdoğan eeben d'EU domadder menacéiert, d'Dieren opzemaachen an d'Flüchtlingen an Europa kommen ze loossen - wéi wa Flüchtlingen och esou e Problem wieren. Mee a Wierklechkeet: Hätte mer innerhalb vun der EU eng richteg Flüchtlingspolitik a géife mer déi Leit ophuelen - well déi sinn opzehuelen, déi Leit sinn opzehuelen an opzedeelen innerhalb vun der EU mat enger hallwer Milliard Awunner, dat ass ze maachen -, dann hätt den Här Erdoğan keng Tromp méi an der Hand. Mee leider huet en Unhängsel innerhalb vun der EU, déi heeschen Orbán an déi heesche Kurz, déi schaffe fir den Här Erdoğan. An dofir si mer och an esou enger Situatioun!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech kann hei nëmme menge Virriedner zoustëmmen, wann et drëm geet, datt et wichteg ass, e klore Statement erëm ze setzen.

Et ass esou, datt mer hei e bëssen hin- an hiergerappt sinn tëschent Alliéierten, op där enger Säit den Alliéierten aus der Europäescher Unioun an op där anerer Säit den Alliéierten aus der NATO.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

An ech mengen, dat ass e Problem, deem mer eis musse bewosst sinn, datt een, wann ee Member an engem méi grousse Veräin ass, net ëmmer mat allem averstane ka sinn, wat all Eenzelnen dovunner mécht, datt dat awer net d'Existenzberechtegung vun deene jeeweilege Veräiner direkt a Fro stellt, ob dat eng Partei, e Veräin oder en institutionelle Grupp ass. Et ass nun emol d'Méiglechkeet, datt jiddwereen aner Meenungen huet.

Netdestotrotz, hei geet et wierklech ëm Konflikter, déi un d'Substanz ginn. A mir mussen eis wierklech d'Fro stellen, awéifern mer esou Grenziwwerschreidungen, an dat hei si wuertwiertlech Grenziwwerschreidungen, vun enger Säit toleréieren, ouni och méi ferm Replicken ze maachen, wéi dat mat där heiter Motioun geschitt.

Déi Motioun hei ass e gudden éischte Schrëtt. Et ass dat, wat d'Chamber haut ka maachen als Diplomatie parlementaire, mee ech mengen, datt dat doten net dat lescht Wuert vun deene Konflikter wäert sinn, leider. A mir mussen do wierklech op alle politeschen Niveauen an an alle politeschen Organisatiounen, wou Lëtzebuerg vertrueden ass, derfir suergen, datt mer hei erëm zu Ententë kommen, déi fir jiddwereen drobar sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, just eng Sekonn. Ech wollt Iech just soen, dass d'lescht Woch e wéineg Hoffnung bestanen huet zu Bratislava. Do hunn déi zwee Ausseministere sech gesi gehat, den türkeschen an de griicheschen. Allerdéngs war dat Ganzt erëm ganz séier eriwwer. Virun e puer Deeg, kënnt Der Iech erënneren, dunn huet d'Türkei jo decidéiert, erëm e Schëff, d'„Oruç Reis", dohinzeschécken - wat erëm och eng Kéier am Numm schonn eng Krichssprooch ass, am Krich war dat een Unterseeboot, deen Numm -, an dunn hunn d'Griichen natierlech gesot: „Ënnert deenen doten Ëmstänn kënne mer net matenaner schwätzen."

Ech wëll vläicht awer nach dem Här Kartheiser zwou Saache soen. Dat Éischt, dat ass: Ech si keen esou e gudde Geograf, wéi elo en neie Kolleeg heibannen dat jo ass, mee ech wëll Iech just soen, dass d'Europäesch Unioun a Syrien zum Beispill, awer och den Irak, dass do dertëschent d'Türkei läit. Geografesch kréie mer dat jo net geännert. An d'Mënschen, déi komme vum Osten an de Westen a si ginn duerch d'Türkei.

An, dat däerf een och net vergiessen, bei aller Kritik fir d'Türkei: 3,5 Milliounen huet d'Türkei opgeholl. D'Türkei huet par rapport zu hirer Bevëlkerung déi meeschten, déi gréissten Zuel vu Refugiéen opgeholl. Dat seet d'UNO all Moment. An duerfir muss ee se op deem Punkt ... An dat ass jo net nëmmen den Erdoğan, mee och d'türkesch Bevëlkerung, well déi meescht griichesch (veuillez lire: türkesch) Leit liewen an de Stied. Et gëtt Stied a Griicheland (veuillez lire: an der Türkei) wéi Kilis, wou méi Syrer liewe wéi Tierken. Also et gëtt och gutt Aspekter op deem Punkt.

An dat Zweet, wat ech wollt soen: Ech ka mech erënneren - wann Dir och net méi, Här Kartheiser -, ech hunn eng Kéier am „Deutschlandfunk" gesot, wéi dat ugaangen ass mam Här Erdoğan, wéi d'Leit alleguerte ganz aleatoire an de Prisong gesat gi sinn, dass dat eis géif un däischter Zäiten an Europa erënneren. Dat war eng Kritik, mengen ech, déi ubruecht war, wann Der dat erlaabt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zum Vott.

Vote sur la motion

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

5. Motion de M. Claude Wiseler relative à la situation dans la région du Haut-Karabakh

(Motion déposée en séance publique n° 3 du 15 octobre 2020 - à consulter en page 42 de ce compte rendu)

Da komme mer zur drëtter Motioun. Dat ass déi iwwert d'Situatioun an der Bierg-Karabach-Regioun. An ech géif dann dem Här Wiseler d'Wuert ginn.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Ech wollt zwar nach zur Motioun virdrun derbäifügen, datt ech haut net wollt déi schwiereg Relatiounen, déi d'Europäesch Unioun respektiv Lëtzebuerg mat der Türkei hunn, an déi Motioun setzen, well mer gär Unanimitéit gehat hätten, well ech et einfach wichteg fonnt hunn, datt mer e gemeinsaamt Signal setzen. An ech mengen, datt mer déi Diskussiounen iwwert d'Relatioune vu Lëtzebuerg respektiv der Europäescher Unioun mat der Türkei sollen den 11. November féieren, méi ausféierlech, an eiser aussepolitescher Debatt. Dat ass, wou se higehéiert.

Iwwert d'Situatioun an Nagorny-Karabach, do wësst Der, datt et eng schwiereg Geschicht ass, déi mam Zerfall vun der Sowjetunioun en neit Kapitel opgeschloen huet, wou déi Regioun hir Onofhängegkeet deklaréiert huet. Si gehéiert awer nom internationale Recht zu Aserbaidjan. De facto ass se awer säithier independent regéiert, mat enger absolutt grousser armeenescher Majoritéit. An et huet ni aserbaidjanesch Autoritéit op deem Territoire gegollt.

1994 no bluddegen Aktioune war u sech e Cessez-le-feu, deen ëmmer gefëierlech war iwwert déi lescht Joerzéngten, ëmmer erëm hu Scharmützelen an där Géigend stattfonnt. An d'Minsk-Grupp, wou Russland, d'USA a Frankräich presidéiert hunn, huet ëmmer probéiert, definitiv Solutiounen ze fannen, déi se awer an all deene Joren net fonnt huet. Mee et war e Cessez-le-feu do an deen ass elo gebrach ginn! Deen ass elo gebrach ginn duerch eng aserbaidjanesch Offensiv, déi och ënnerstëtzt ginn ass vun der Türkei mat syresche Söldner, déi dohinner geschéckt gi si mat Waffeliwwerungen, fir Krich do ze féieren, an och mat Aussoen, wou d'Türkei seet, datt se elo do eng definitiv Léisung wéilt, an och Ultimatume stellt, datt déi Léisung nëmme méiglech wär, wann d'armeenesch Arméi sech géif zréckzéien.

Ech stelle fest, datt hei Russland Efforte gemaach huet fir ze probéieren, e Cessez-le-feu erbäizefëieren; bis elo ganz schwiereg. Et war eng Kéier esou wäit, datt den Accord do war, mee dat huet sech awer net an der Realitéit ëmgesat. Eng ganz schwiereg Situatioun, an dofir ass et, mengen ech, fir eis wichteg, datt mer och do eng kloer Sprooch schwätzen an datt mer kloer soen, datt mer dem Aserbaidjan seng Initiativ hei condamnéieren, datt mer däitlech soen, datt mer déi Amëschung vun der Türkei als absolutt net akzeptabel empfannen an datt mer all déi Initiativen ënnerstëtzen, ob déi vun den Nations Unies sinn oder vun der Minsk-Grupp oder vun der Europäescher Unioun oder vu wou och nach ëmmer, déi e Cessez-le-feu hei wëllen afëieren, déi Fridde wëllen zréckbréngen, datt mer déi selbstverständlech als Lëtzebuerger Parlament ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An als éischte Riedner ass op en Neits den Här Gusty Graas ageschriwwen.

Discussion générale

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Nach eng Kéier merci un den Här Claude Wiseler, datt en d'Initiativ och fir dës Motioun geholl huet. Ech mengen, déi Kolleegen, déi an der OSZE (veuillez lire: an der Assemblée parlementaire vun der OSZE) sinn, déi wëssen, datt dat do e Konflikt ass, deen e permanente Charakter huet. Do vergeet keng Plenarsitzung, ouni datt Aserbaidjan an Armenie sech net géigesäiteg Komplimenter maachen, au contraire, mee wou se ëmmer erëm op déi Problematik hiweisen.

Ech mengen, déi Enclave Berg-Karabach ass eppes, wat eis leider scho bal praktesch dräi Joerzéngte begleet. Déi Entwécklung an deene leschte Wochen ass méi wéi besuergniserreegend, well et muss ee jo wëssen, wat alles do derhannertstécht.

Den Här Wiseler huet dat scho richteg hei ënnerstrach, besonnesch déi Roll, déi d'Türkei hei spillt, besonnesch deen Asaz och vu syresche Söldner, déi hei u sech dann och aktiv gi géint Armenien, géint Berg-Karabach. Dat sinn natierlech awer Entwécklungen, déi engem ganz vill mussen ze denke ginn.

An erëm eng Kéier ass hei och d'Europäesch Unioun gefuerdert. Erëm eng Kéier muss hei gekuckt ginn, fir awer um Niveau vun deenen zwee Länner do kënnen ze verhandelen. Ech mengen, effektiv war eng Initiativ do vu russescher Säit, vum Här Lawrow, fir do e Waffestëllstand hierzestellen. Mee dat war e Waffestëllstand, deen huet och keen Dag gedauert, leider. Mee dat sollt awer net verhënneren, datt hei nach mussen zousätzlech grouss Efforte gemaach ginn.

An dowéinst ass déi Initiativ hei vum Här Wiseler ze begréissen, datt mir och als klengt Lëtzebuerger Parlament, wat jo awer ëmmerhin, wéi gesot, Member vun der Europäescher Unioun ass a wou d'Interesse vun der Europäescher Unioun och direkt oder indirekt um Spill stinn, mathëllefen, déi ze verteidegen.

An deem Sënn wäert selbstverständlech d'Demokratesch Partei och d'Zoustëmmung zu dëser Motioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, nach e Merci un d'CSV och fir dës Initiativ. Ech wëll just eng Iwwerleeung an dësem Kontext maachen. Mir hate virdrun iwwert d'Tierkei geschwat a mir schwätzen och elo nach iwwert d'Tierkei an dësem Kontext. Awer et gëtt ee groussen Acteur an der Regioun, vun deem mer gesinn, datt mer en als Partner brauchen, souwuel a Wäissrussland wéi och hei an der Friddens- oder Krichssituatioun am Nagorny-Karabach, an dat ass Russland.

Et ass einfach esou, datt déi amerikanesch Administratioun, op jidde Fall déi elo ënnert dem President Trump, net ganz interventiounsfreedeg ass. Dat huet Vir- an Nodeeler. Mee mir gesinn, datt déi amerikanesch Administratioun an esou lokal Konflikter praktesch ni agräift.

Ëmsou méi wichteg ass awer deen anere groussen Acteur an där Regioun, an dat ass Russland. Wa mir elo permanent higinn a relativ liichtfankeg heiansdo d'Relatioune mat Russland op d'Spill setzen, maache mer vläicht strateegesch Feeler.

Ech wëll dat just soen, net fir alles ze rechtfertegen, wat aus dem Kreml kënnt, well do gëtt et natierlech vill Kritikpunkten. Mee ech wëll just soen, datt mir als Europäesch Unioun an och als Lëtzebuerg dat Gesamtinteressi an d'Wichtegkeet vun eise Relatioune mat Russland net sollen ënnerschätzen. A wa mer an der grousser Regioun ronderëm Europa wëlle stabill Relatiounen hunn, da brauche mer Russland och als Partner.

Fir d'Tierkei gëllen eigentlech just e puer Nopeschstaaten, déi eng Wichtegkeet hunn, plus d'USA selbstverständlech a Groussbritannien, wéinst der Presenz op Zypern, déi eng reell Influence hunn. Dat si Russland, Griicheland, Israel an Ägypten an, wéi gesot, plus d'USA an d'Vereenegt Kinnekräich, de Rescht vun der Europäescher Unioun zielt ganz, ganz wéineg. Mee wa mer dat wëssen a wa mer da kucken, fir an där Regioun en Afloss ze hunn, sollte mer net déi wichteg Partner wéi Russland ausser Uecht loossen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert vun engem Extreem vum Sall an deen aneren Extreem vum Sall un den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An Dir sidd an der gëllener Mëtt, Här President.

(Interruption et hilarité)

Merci. Jo, mir mussen haut de Mëtteg wierklech Stellung huelen zu alle Weltproblemer an dat ass guer net esou evident innerhalb vu kuerzer Zäit.

Une voix.- E bësse méi haart, wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- A, ech duecht ech géif awer haart schwätzen. Bon, da schwätzen ech nach méi haart. Mee et ass wouer, ech héieren awer och déi aner Säit net. Iergendeng Kéier muss een eppes mat der Akustik hei am Sall änneren. Well mir sinn all …

(Interruption)

Et ass wierklech e Problem. Voilà!

Une voix.- Gitt méi no bei de Mikro!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Bon, ech si knapps 1,70 Meter, méi no kann ech net sinn.

(Hilarité)

Héiert Der mech?

Plusieurs voix.- Jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Bon, ech fänken erëm un. Ech versiche mech kuerzzefaassen.

Et ass e Sujet, wou et natierlech net esou evident ass, einfach ze soen: „Hei sinn déi Gutt, hei sinn déi Béis." Dat ass eng Approche, déi mir och net onbedéngt gären hunn.

Bon, et gesäit een awer trotzdeem ..., well Armenien, trotz senger militäresche Schwächt par rapport zum Aserbaidjan, a geopolitesch sti se vläicht och net esou gutt do, well wéi gesot, si hunn och d'Tierkei als Noper, wourënner se ganz oft gelidden hunn. Do hu mer natierlech dann erëm eng Situatioun vu Cessez-le-feu an och e Problem, wou Armenie jo och en Deel vum Azeri-Territoire besetzt. Wou een natierlech och ka Verständnes hu firwat, wann een déi ganz Geschicht kuckt an déi Grujelegkeeten, déi d'Armeenier hu missen erleiden; allerdéngs awer och „Azerien" an der Geschicht. Also, et muss een dat Ganzt do kucken.

Mee evidenterweis hat schonn 1988, grad an der Zäit, wou eeben de Wiessel war, mengen ech, de Conseil, oder d'Parlament vum Nagorny-Karabach scho säi potenzielle Rattachement un Armenien awer gestëmmt. An dat ass, mengen ech, awer eppes, wat een en compte muss huelen.

Drëttens, de Problem ass awer och e bëssen dee mat Aserbaidjan: Den Här Aliyev, de President vun Aserbaidjan, deem säi Papp jo schonn un der Spëtzt vun deem Land war, ass jo och an enger problematescher Situatioun. Dee Regimm ass total korrupt, en ass diktatoresch, an en plus ass e groussen Deel vu senger Bevëlkerung guer net méi zefridde mat him. Also geet et erëm weider mat Säbelrasselen an esou weider.

De Problem ass awer och, datt de Regimm vu Baku net onbedéngt ëmmer schlecht behandelt gouf, och vu westleche Capitallen. Ech schwätzen elo net vu Lëtzebuerg. Mee dat si vläicht Diskussiounen, déi och am Europarot waren, well de Regimm vu Baku, deen huet jo awer och d'Méiglechkeet, iwwert de Pëtrol an iwwert dee Geldfloss, deen en huet, heiansdo deen een oder anere Politiker oder Politikerin aus dem Westen e bëssen ze beaflossen. Also dat däerf een och net vergiessen. An et ass vläicht och eng Ursaach, firwat den Här Aliyev sech esou staark spiert.

Mee op jidde Fall wäerte mer déi heite Motioun matdroen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. All Konflikt huet zwou Säiten an all Konflikt ass méi komplex, wéi een op den éischte Bléck mengt.

Ech probéieren elo net, nach eng Kéier hei d'Analys ze maachen, wou dee Konflikt hierkënnt oder wéi dee Konflikt zustane koum. Wat wichteg ass a wat eis gutt zu Gesiicht steet, ass, géint all Form vu bewaffnete Konflikter eis Stëmm ze erhiewen an eis fir de Fridden anzesetzen.

Dat mécht déi Motioun an duerfir wäerte mir se matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech well net widderhuelen, wat alles gesot ginn ass. Et ass alles richteg. Ech wëll just soen, et gëtt eng pessimistesch Nott doranner. Dir wësst, dass de Groupe de Minsk eigentlech do ass fir ze kucken, dass een do schlicht. An dat ass jo Frankräich, dat ass Russland an et ass Amerika. An ee vun deenen dräi Ausseministeren ass Member an eisem Conseil, de Jean-Yves Le Drian. An deen ass extreem pessimistesch, dat huet en nach eng Kéier widderholl de leschte Méindeg, well e mengt, dass virun allem duerch déi Mercenairen, déi aus Syrien erakomm sinn - op Invitatioun vun der Türkei, dat ass kloer - sech do kéint en Theater bilden an een Zenario bilde wéi a Libyen.

An duerfir, d'Russen hunn zumindest den Effort gemaach, fir zu engem Waffestëllstand ze kommen. Dat war de leschte Samschden. Deen huet genee véier Stonne gedauert, véier Stonnen, du war et eriwwer! An et misst een eigentlech kënnen erwaarde vun der Türkei, dass si och en Opruff maachen, dass et wéinstens zu engem Waffestëllstand kënnt. Dat ass awer de Moment net de Fall an duerfir muss een d'Türkei kritiséiere kënnen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur la motion

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Och dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouveau pacte sur la migration et l'asile

D'Chamber féiert de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert den neie Migratiounspakt, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. An ech géif direkt dem Här Claude Wiseler als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun d'Wuert ginn. Här Wiseler, wannechgelift.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Asselborn soen, datt ech säi Pessimismus am Fong deelen. Mee et empêchéiert net, datt mer kloer solle Stellung huelen an datt mer sollen eist derzou bäidroen, fir Solutiounen ze fannen, och wa mer gesinn, datt et ëmmer an ëmmer méi schwiereg gëtt an datt mat all de Léisungen, déi fonnt ginn, een och net ëmmer weiderkënnt.

Mir kommen elo zu engem aneren Dossier, dee mer virdru schonn vun der Form hier ugeschwat hunn, deen ech awer honnertmol léiwer um Inhalt mat lech diskutéieren.

Ech mengen, datt d'Europäesch Kommissioun haut am Fong dräi grouss Erausfuerderungen huet, do wou mer haut stinn: Dat ass éischtens dee Green Deal, dee se ugekënnegt huet ëmzesetzen, ze realiséieren. Dat ass zweetens, déi ekonomesch Relance no der Covidkris ze maachen, an dat ass, drëttens, laangfristeg Léisunge fir déi Migratiounskris, déi 2015 ugefaangen huet, op den Dësch ze leeën. An et gouf Zäit, datt d'Kommissioun effektiv elo e Pak deposéiert huet.

Et gëtt Zäit,

- well mer säit Laangem gesinn, datt déi Reformen an den Asylgesetzgeebunge vun 2016 net d'Problemer geléist hunn,

- well mer gesinn, datt den zentrale Sträitpunkt vun deem, wat am Conseil heiansdo lass ass, nun awer d'Migratiounspolitik ass an datt weesentlech Punkten dorunner scheiteren an datt een an aneren Dossieren net weiderkënnt wéinst deem do Problem,

- well och d'Europäesch Unioun ënner Drock gesat gëtt wéinst der Migratiounspolitik vun notamment der Türkei - well mer vill vun där haut geschwat hunn - an deelweis och handlungsonfäeg op dësen an op aneren Dossieren dowéinst ass,

- a schlussendlech, an dat hu mer beim Feier zu Móra gesinn, well et e mënschlechen Drama ass. Et kann een net just technesch driwwer schwätzen, well et e mënschlechen Drama ass, wou mir och Responsabilitéiten hunn.

- An da letztendlech, well et och d'Diskussioun an den nationale Politicke beaträchtegt a well dat en zentraalt Theema ass, wat massiv Influenz heiansdo op d'Walresultater och an eise Länner huet, well et populistesche Politicken entgéintkënnt an dofir zum Theema gemaach gëtt.

Dofir sinn ech frou, datt d'Kommissioun elo e Pak op den Dësch geluecht huet. An zwou Saachen huet d'Kommissioun hei probéiert ze maachen, déi fir mech net onweesentlech sinn, obwuel een och hätt kënnen aner Choixen huelen.

Dat Éischt, dat ass, datt d'Kommissioun probéiert huet, e globale Pak auszeschaffen, well se festgestallt huet, datt partiell Äntwerten op déi Problemer ëmmer, wann een dann ee Problem geléist huet, erëm aner Problemer opgemaach hunn.

Zum Beispill geet et net duer, fir Réckféierungsprozedure festzeleeën, wann een an der Realitéit net weess, wéi een d'Leit da soll an déi Länner dohinner zréckginn. Oder en anert Beispill: Et geet net duer, den Accueil an engem Land ze organiséieren, wann een et net fäerdegbréngt, an der Populatioun selwer eng Integratioun uerdentlech hinzekréien.

Dofir fannen ech et gutt, datt hei e ganze Pak op den Dësch geluecht gëtt, well en och der Kommissioun erlaabt, well vill Antagonismen an deem Dossier sinn, an deem ganze Pak méi Kompromëss ze fannen: Wann een an engem Deel deem enge méi nolauschtert, kann een an engem aneren Deel engem anere méi nolauschteren, an et kann een duerch déi Diskussioun iwwert de globale Pak vläicht, vläicht erëm e wéineg méi Vertrauen tëscht de Länner schafen.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Dir sidd pessimistesch, ech och. Ech soe mer awer, et ass awer derwäert ze probéieren. Wat maache mer soss, wa mer dat net wéinstens emol probéieren?

Zweetens, déi Decisiounen, déi mussen am Konsens geholl ginn. An d'Kommissioun huet hei eppes decidéiert, an dat ass, et nach eng Kéier zu 27 ze probéieren, also ze probéieren, déi 27 zesummenzekréien. A mir sinn alleguer, Dir nach méi wéi ech, mee alleguer awer traumatiséiert vun deenen onméiglechen Diskussiounen am Conseil, an deene verschiddene Conseilen, déi mer heiriwwer haten. Iwwert d'Verhale vun Italien, vun Ungarn, vu Polen, vun de Visegrád-Staaten, an dann och vun Éisträich. Mee d'Kommissioun huet trotzdeem decidéiert, datt mer sollen eppes gemeinsam maachen. Et hätt een och kënnen anescht dohigoen. Et hätt een och kënne soen: „Mir kommen an der Immigratiounspolitik net weider, da kommt, mir kucken, elo eppes ze maache mat deene Länner, déi wëllen, fir datt mer do weiderkommen."

Ech war deelweis och där Meenung, muss ech soen, well ech einfach net gesinn, wéi een dat hei elo deblockéiert kritt. D'Kommissioun huet awer nach eng Kéier de Courage geholl fir ze soen: „Kommt, mir probéieren dat zu 27!", an huet domat awer och déi Visegrád-Länner ënner Drock gesat, si och invitéiert ze verstoen, datt dat hei awer déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir nach gemeinsam weiderzekommen, an datt et och hiren essenziellen Interêt ass, eng gemeinsam Léisung hei ze fannen.

An ech soen: Dat ass e ganz klore Risiko, well ech sinn net sécher, datt dat opgeet. An déi éischt Reaktioune vun deene Länner op dee Pak, wéi en hei virgesinn ass, déi weisen och, datt e schonn direkt mat vill Skepsis opgeholl ginn ass. Dat beweist, datt et net schwéier (veuillez lire: net einfach) ass.

An ouni wëllen elo haut ze dramatiséieren, awer och ouni wëllen ze iwwerdreiwen, soen ech, datt ech iwwerzeegt sinn, datt dat hei eng vun deene leschte Chancen ass, wéi mir als Europäer iwwerhaapt an deem Dossier kënne weiderkommen, an engem Dossier, deen Europa spalt, dee säit Joren Europa spalt, och eis europäesch Integritéit a Fro stellt, deen eis dobaussen an aller Welt lächerlech mécht, ech soen dat ganz kloer, an deen eis eege Valeuren a Reegelen total a Fro stellt.

Ech fannen dës Decisioun, déi d'Kommissioun geholl huet, fir zu 27 nach eng Kéier en Ulaf ze huelen, richteg. Ech fannen, datt se e grousse Risiko ageet. Ech weess, datt de Pakt e Kompromëss ass, a wann ech e liesen, an ech kommen duerno op den Inhalt zréck, sinn ech sécher net mat all Punkt d'accord, sécher net! Mee ech soen, datt et awer derwäert ass, nach eng Kéier ze probéieren, e Kompromëss hinzekréien an engem vun deene weesentlechsten Dossieren, déi mer an der europäescher Geschicht an deene leschte Jorzéngte kannt hunn.

Dëse Pak, dee geet ganz wäit: iwwert d'Asylrecht an d'Prozeduren, iwwer illegal Migratiounen, iwwer legal Migratiounen, iwwert d'Migratiounen an iwwert d'Leit an d'Migranten, déi am Mier gerett ginn, iwwert d'Grenzofsécherungen, iwwert d'Réckféierungen, iwwert d'Familljenzesummeféierungen, iwwer eng Kooperatioun mat den Hierkonftslänner ënner Prozeduren a Responsabilitéiten, och iwwer eng Integratiounspolitik an deene Länner, wou Asylanten, wou Migranten ukommen, mee awer och, an dat ass mer am Fong dat Wichtegst, ëm d'Solidaritéit vun den europäesche Länner, déi hei probéieren, eng gemeinsam Politik hinzekréien. Dat ass am Fong den Haaptpunkt.

A wa mer et net fäerdegbréngen, nach eng Kéier et net fäerdegbréngen, well mir hunn et schonn oft derniewentgesat, weess ech awer net méi, wat deen nächste Schrëtt soll sinn.

Dofir, dee Pessimismus deelen ech, mee ech mengen, et ass derwäert, et nach eng Kéier ze probéieren, kloerzestellen, datt Asylrecht eng vun de weesentleche Valeuren ass an datt et och weesentlech ass, hei an deem Pak déi individuell Garantië fir d'Leit festzeschreiwen. An awer och e Versuch, Effikassitéit a Realismus ze maachen.

Wat ass den Inhalt vun deem Pak? Éischtens, Instauratioun op de Grenze vu Recevabilitéitstester, Filtragemechanismen, déi acceleréiert Prozeduren a fënnef Deeg maache fir ze kucken, ob dee Migrant eng Chance huet, fir an eng Prozedur ze kommen oder net, an hannendru Prozeduren, déi acceleréiert sinn. Dat gëtt gemaach vum Entréesland, vu Frontex, mee awer och vun enger nei geschafener Agence fir europäeschen Asyl, déi d'Kontroll vun de Reegele soll maachen. An duerno Asylprozeduren, déi dann theoreetesch sollen approuvéiert ginn.

Zweetens, an dat ass eng grouss Ännerung, Solidaritéit an Hëllef fir déi Länner, déi an der éischter Linn sinn, ob dat Griicheland oder Italien ass. Solidaritéit duerch dräi Méiglechkeeten: d'Relokalisatioun, déi mer kennen, d'Organisatioun vum Retour, vu Länner, déi net wëlle Relokalisatioun maachen, déi sech da bekëmmeren, datt Leit, déi an anere Länner sinn, och erëm zréckgefouert ginn, an drëttens, duerch de „soutien en experts et matériel", wéi se soen. Dat sinn déi dräi Méiglechkeeten, déi ee kann huelen.

Et ass net esou, wéi ech mer et ideal virgestallt hunn, ech soen dat kloer an däitlech, Dir warscheinlech och net. Et ass net esou, wéi ech mer d'europäesch Solidaritéit virstellen.

An ech soen och: Et si vill Geforen an där Propositioun dran. D'Gefor ass, datt eng ganz Rei Länner soen: „Mee den Nummer 1, d'Relokalisatioun, domat wëll ech näischt ze dinn hunn, an ech ginn da Soutien matériel oder ech probéieren dann, deenen anere Länner liicht ze hëllefen, e puer Leit zréckzeschécken." Also muss een oppassen, wat een do schreift a wéi een et schreift.

Ech hunn den Här Asselborn virdrun héieren, datt et weesentlech ass, datt mer eis dofir Garantië maachen, datt mer Garantië ginn, datt déi Hëllef do net just eng Hëllef ass am Stil, datt, wa se net fonctionéiert, wann d'Zréckféieren net fonctionéiert, dann hate mer gutt probéiert, an da sinn déi Länner eraus. Esou kann et net goen! Si hunn och eng Obligatioun an enger zweeter Etapp, an ech mengen, dat ass weesentlech, datt ee sech dofir asetzt: Wa se dat net fäerdegbréngen, fir wat se sech engagéiert hunn, hu se selwer Leit opzehuelen. Dat fannen ech wichteg, datt dat dran ass, soss ass et jo am Fong net seriö, wat do ausgehandelt ginn ass.

Ech sinn elo net hannert deenen Dieren, wou déi Verhandlungen do geschéien. Ech wär frou, wann Dir eis kéint soen, wéi et domat steet.

Drëttens, e Krisemechanismus, fir, wann et net duergeet, wann d'Pression migratoire exzessiv ass, deen drëtte Punkt vun der einfacher Hëllef ewechzeloossen, fir der Kommissioun och méi Méiglechkeeten ze ginn, op eng aner Repartitioun ze kommen.

Och e Solidaritéitsmechanismus, dat ass fir mech weesentlech, wou d'Opérations de recherche et de sauvetage notamment am Mëttelmier ënnerstëtzt ginn, wou eng Legitimitéit vun den Action-humanitairë festgeschriwwe gëtt a wou och e Mechanismus fir d'Personnes vulnérables festgehale gëtt.

Fënneftens, eng kredibel Politik fir déi legal Migratioun. Mir vergiesse ganz oft an Europa, datt mer Migratioun brauchen. An dofir ass et och wichteg, datt mer déi Migratioun organiséieren, datt mer legal Weeër vun der Migratioun hei festsetzen. Dat wäert warscheinlech och an enger zweeter Etapp fir Lëtzebuerg eng nei Gesetzgeebung bedeiten. Dat fannen ech awer richteg, fannen ech wäertvoll.

Sechste Punkt sinn d'Partenariater da mat Drëttlänner, déi hei matmaachen, déi awer net nëmmen iwwer Kooperatioun ginn, déi iwwer Kooperatioun ginn, mee och Investissementspoliticken, och Commerce, och Emploi, och Visa, Enseignement, Recherche an esou weider.

A siwente Punkt, eng Serie vu Moossname fir eng besser Integratioun, Ënnerstëtzung notamment vu lokale Communautéiten, vu Gemengen, vu Regiounen, déi kënne mat eragezu ginn, déi kënne finanzéiert ginn, wa se Integratiounspolitik maachen.

D'Kommissioun huet den 23. September néng Recommandatiounen, Propositioune gemaach. Et sinn nach fënnef Direktiven, déi an deenen nächste Méint op den Dësch kommen, sechs Strategien a Pläng, also e Risepak. An dee Risepak brauch Zäit, ier en ëmgesat gëtt. Just de Problem, dee mer hunn: D'Zäit leeft. An dofir ass et weesentlech, datt an deenen nächste Wochen zumindest iwwert déi Grondprinzippie kann en Accord kommen, fir datt ee ka mat der Ëmsetzung vun all deene Punkten do weiderkommen.

Ech weess, datt et éischtens riskéiert ass. Ech weess, datt et mir net an alle Punkte Satisfaktioun gëtt, an ech mengen, och kengem heibannen. An d'Fro, déi ech mer gestallt hunn, wéi ech dat gelies hunn: Ass et dann derwäert ze probéieren? Oder probéiere mer net? An ech soen hei ganz kloer, datt et weesentlech ass a mengen Aen, datt mer zumindest eis déi Chance do ginn, fir déi Diskussiounen unzefänken, datt mer zumindest d'Kommissioun ënnerstëtze fir weiderzekommen, datt mer déi Punkten, déi eis wichteg sinn, probéiere vläicht dranzekréien, mee datt een awer net kann an net soll an dësem Moment, dat ass op jidde Fall eis Meenung, soen, datt mer elo dat hei alles en bloc rejetéieren, well et eisen Idealen net entsprécht.

Et entsprécht en net, mee et ass derwäert weiderzekommen, well et eng Organisatioun vun obligatorescher Solidaritéit ass, well e Sockel vu Responsabilitéite festgesat gëtt. A well d'Kommissioun am Zentrum vun enger kohärenter Gouvernance steet, mengen ech, ass et derwäert, am Prinzip dee Pak hei ze ënnerstëtzen, fir ze probéiere weiderzekommen, well ech mengen, et ass an dësem Dossier eng vun deene leschte Chancen, déi mer hunn.

Mat vill Bauchwéi soen ech dat, mee ech mengen, datt mer keen anere Choix hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas ageschriwwen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir wëssen, datt et de Moment net ganz einfach ass um Niveau vun der Europäescher Unioun. Et gëtt eng Rei politesch Domänen, wou et ganz schwéier ass, e Konsens ze fannen. Net méi spéit wéi duerch d'Covidkris ass dat beschtens illustréiert. Et gëtt allerdéngs nach een Domän, wou d'Europäesch Unioun sech schwéierdeet, fir gemeinsam Ziler kënnen ze fixéieren, virun allem och gemeinsam Pisten opzezeechnen, dat ass d'Migratiouns- an d'Asylpolitik.

Et spiert een och, besonnesch an deene leschte Joren, datt sech ëmmer méi en Antagonismus erauskristalliséiert zwëschent engersäits, jo et kann ee soen, de Visegrád-Staaten an anerersäits dem Rescht vun deenen europäesche Länner, obwuel et och do natierlech gewëssen Nuancë gëtt. Jiddefalls, et ass éischter eng Minoritéit vun europäesche Länner, déi gewëllt ass, eng offensiv Politik an der Asyl- a Migratiounspolitik ze maachen. Glécklecherweis gehéiert awer dozou Lëtzebuerg, dat soll een direkt emol hei ënnersträichen.

Mir wëssen och, wat d'Ursaach ass. Mir wëssen, datt dat oft oder méi wéi oft duerch elektoral, duerch politesch Awänn ze verstoen ass, d'Angscht virun der Iwwerfriemung, d'Angscht virum Verloscht vun der Kultur. Et gëtt eng Rei vu Stied, wou et haut scho gewësse Véierele ginn, wou d'Identitéit vun där Stad net méi direkt ze erkennen ass, wat natierlech net ëmmer onbedéngt op d'Zoustëmmung vun der Populatioun do fält. Mee och dat muss een awer relativéieren, an iergendeen huet an där viregter Debatt hei zu Recht gesot, wat fir ee Gewënn, besonnesch fir Lëtzebuerg, wat fir ee Gewënn dat awer ka sinn, wann aner Kulture sech mat eiser Kultur vermëschen.

An da muss een och vläicht emol déi eng oder déi aner Zuel hei ënnerbreeden. Zum Beispill hunn 2019 an der Europäescher Unioun 20,9 Milliounе Leit gewunnt, déi aus Drëttstaate komm sinn. Dat si 4,7 %. 4,7 %, wat ass dat vun der gesamter Populatioun? Dat ass net vill. An ech sinn iwwerzeegt, datt vun deenen 20,9 Milliounе Leit sech der ganz vill an hire respektive Länner entre-temps och nationaliséiert hunn, dat heescht déi Nationalitéit iwwerholl hunn.

2019 koumen 2,6 Milliounе Flüchtlingen an Europa, déi do also opgeholl gi sinn, déi de Statut kruten. Dat sinn 0,6 % vun der gesamter Populatioun. Ass dat eng Gefor? Ass dat eng Gefor fir eng Gesellschaft, wann 0,6 % Leit an e Land kommen, op e Kontinent kommen, déi eng aner Hautfaarf hunn, eng aner Sprooch schwätzen, eng aner Kultur hunn, mee déi awer aus Regioune kommen, wou et einfach net méi würdeg ass ze liewen a wou mir deenen d'Dieren opgemaach hunn? Wann dat eng Gefor soll sinn, da mengen ech, da kënne mer frou sinn, datt mer keng aner Geforen hunn.

Eppes ass ganz kloer: D'Migratioun huet zwar elo an deene leschte Wochen a Méint ofgeholl bedéngt

duerch d'Coronakris, mee mir sollen eis awer kengen Illusiounen higinn, déi wäert mat Sécherheet erëm zouhuelen. D'Coronakris wäert fréier oder spéider eng Kéier eriwwer sinn, an hoffentlech esou séier wéi méiglech, an da kënnt dat hei erëm vill méi an de Fokus, da gi mer erëm vill méi domat konfrontéiert.

An d'nächst Woch kréie mer da Geleeënheet, bei dem Debat iwwert d'Entwécklungspolitik dat vläicht nach e bësse méi ze verdéiwen, duerfir wëll ech dat elo hei net maachen. An dann ass et evident, datt d'Europäesch Unioun sech elo schonn muss opstellen, fir datt se sech no engem klore Konzept där zousätzlecher Erausfuerderung, déi wäert kommen, ka stellen.

« Le nouveau pacte reconnaît qu'aucun État membre ne devrait se voir imposer une responsabilité disproportionnée et que tous les États membres devraient systématiquement contribuer à la solidarité. » Esou steet et an deem neien EU-Pakt, an dat ënnersträicht alles. Hei ass et also e Kompromëss, dee fonnt ginn ass, wat ech awer och richteg fannen, well mir sinn an enger Gemeinschaft. Et kann net ouni Kompromëss fonctionéieren.

Selbstverständlech, wann een dee Pakt elo méi am Detail analyséiert - an ech ginn net drop an, den Här Wiseler huet dat jo elo hei ganz gutt gemaach -, da fënnt een eraus, da spiert een eraus: Hei ass natierlech eng grouss Ambitioun, déi sech do erauskristalliséiert. Et geet hei virun allem ëm d'Kontrollen op de Baussegrenzen, d'Verbessere vu Prozeduren, d'Reform vum Eurodac, an d'Integratioun soll dee Moment och verbessert ginn.

Ech mengen, evident ass, wa mer wëllen eng verstäerkt Asyl- a Migratiounspolitik um europäeschen Niveau ustriewen, da geet et net ouni eng verstäerkt Harmoniséierung.

A wat ech besonnesch hei wëll ënnersträichen: Zënter Joren - Joren! - diskutéiere mer, an den Ausseminister weess dat vill besser, iwwert d'Dublin-Reglementer. Wéi oft ass dat ëmmer erëm hei als Ursaach geholl ginn, datt mer eebe grad dowéinst Problemer mat der Migratioun hunn. A just dat ass jo awer elo virgesinn, fir dat ze suppriméieren an duerch en neit Reglement ze ersetzen. An do erwaarden ech mer awer virun allem eng weesentlech Besserung.

Mir hoffen natierlech, datt et elo net nëmme bei gudden Aussoen, bei gudde Virsätz bleift, mee datt se dee Moment och ëmgesat ginn.

A Lëtzebuerg soll do - an da komme mer e bëssel chen op dat zréck, wat mer de Mëtteg scho virdrun hei diskutéiert hunn, de Rôle vun eisem Land an der Flüchtlingspolitik -, Lëtzebuerg soll do an Zukunft wierklech ganz vir stoen, wann et heescht, eng human Politik ze developpéieren. An ech kann hei nach eng Kéier soen, datt och en Appell soll un d'Gemenge goen. An d'Gemengen, ech mengen, do ass ee selwer an enger Responsabilitéit, well wa mer wëllen zousätzlech Flüchtlingen ophuelen, da musse mer natierlech och déi néideg Strukturen zur Verfügung hunn. Ech weess, datt dat ee vun de gréissere Problemer ass. An ech kommen aus enger Gemeng, an d'Madamm Lorsché ass mäin Zeien: Mir hunn direkt Jo gesot, direkt Jo gesot, wéi et geheescht huet, eng Infrastruktur an der Gemeng opzeriichten. Mir hu 60 Flüchtlingen elo schonn am drëtte Joer bei eis an der Gemeng zu Beetebuerg. An ech muss Iech awer soen: Dat ass bal perfekt iwwert d'Bün gaangen. Also, dat ass awer de Beweis, contrairement zu deem, wat vläicht deen een oder anere mengt, also datt déi Vermëschung vläicht géif Problemer mat sech bréngen. Natierlech bréngt et och Problemer mat sech, et soll ee Realist sinn. Mee et ass awer och e wichtegt Zeechen, wat een no bausse setzt.

Zënter 2015 hunn zum Beispill hei zu Lëtzebuerg 4.500 Leit en Asyl accordéiert kritt. Ass dat schlëmm gewiescht? Ma nee. Au contraire. Ech mengen, och do hu mer e gutt Zeeche gesat an och do solle mir grad als Lëtzebuerg eis e Profill ginn, mir, déi jo gären oft e bësse méi negativ an der internationaler Politik duergestallt ginn.

(Brouhaha)

Ma hei hu mer awer e gudden Domän fir ze weisen, datt mer wierklech Gefiller hu fir déi Leit, déi a schlechte Situatioune sinn. An déi Problemer, déi mir hei kennen, wa mer déi an de Kontext setze vun deenen hiren, ech menge Stéchwuert Mória, da brauch een net vill méi Wierder driwwer ze verléieren!

An deem Sënn ass dee Pakt hei, deen an eisen Ae ganz ambitiéis ass, sécherlech ënnerstëtzenswäert, et muss een elo ofwaarden, wéi e sech an der Praxis wäert ëmsetze loossen. E wäert och, wéi gesot, vun der DP matgedroe ginn.

Ech wëll awer och der CSV an dem Här Wiseler Merci soen, datt se déi Initiativ hei geholl hunn, well et ass wichteg, datt mer reegelméisseg zu deene Sujeten hei an der Chamber Positioun bezéien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten ageschriwwen. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Och ech schléisse mech dem Merci un, deen den Här Graas dem Här Wiseler ginn huet, fir déi Debatt hei op den Ordre du jour ze setzen. Dir hutt eis op alle Fall de Mëtteg gutt gefëllt, Här Wiseler. Mee et ass eng wichteg Debatt.

Här President, d'Migratiounspolitik vun der Europäescher Unioun aus deene leschte Joren ass, an elo probéieren ech, meng Wierder ze calméieren, eigentlech just eng Enttäuschung. Usproch a Wierklechkeet ginn hei wäit auserneen. Dat ass net gutt fir d'Mënschen, net gutt fir d'Europäesch Unioun, an et ass och net gutt fir déi eenzel Memberstaaten.

Mat där Ad-hoc-Approche, déi am Ablack priméiert, musse mer endlech Plaz maache fir méi durabel a solidaresch Léisungen. D'Katastroph vu Mória, déi iwwerfëllt Flüchtlingslager, déi vill Doudeg am Mëttelmier waren dat ellenst Gesiicht an eng dramatesch Konsequenz vun dëser Migratiounspolitik.

Eisen Ausseminister huet zanter 2015 fir méi Solidaritéit an der Migratiounsfro gekämpft, fir d'Länner un de Baussegrenzen ze entlaaschten a Refugiéen a Migrante méi human ze behandelen.

Mir hunn eis als Lëtzebuerg an der Lescht als ee Land vu wéinegen ëmmer bereet erkläert, fir eng Hand mat unzepaken an eis Responsabilitéit ze huelen. Dat wäerte mir als LSAP natierlech och an Zukunft maachen. Mee mir wëssen, dass dat am Endeffekt just eng Drëps op de waarme Steen ass. An et ass kloer, dass mir eng Systemännerung brauchen.

Duerfir begréisse mer eigentlech d'Propose vun der EU-Kommissioun. Si si batter néideg a si sinn och eng gutt Grondlag, fir d'Diskussiounen ze relancéieren. Mir stinn am Ufank vun den Negociatiounen am Conseil an am EU-Parlament. An enger éischter Phas si mer frou, dass am Kader vum éischte Conseil d'lescht Woch keen de Pakt kategoresch zréckgewisen huet.

Mir mussen awer soen: Mir denken net, dass de Migratiounspakt, wéi en elo um Pabeier ass, d'Problematik am Kär ganz erfaasst, och wann, dat muss een och soen, ganz positiv Usätz drastinn.

Mir begréissen, dass d'Philosophie vum Pakt net déi ass, d'Migratioun ze stoppen. An nawell schéngt de Fokus awer méi op Ofwier an deels op Ofschottung ze leien.

Ech wëll kuerz op e puer Haaptpunkten agoen, déi souzesoen déi dräi Haaptpiliere vum Package sinn. Éischtens wëllt d'Kommissioun e „pre-entry screening" aféiere fir déi Leit, déi un eise Baussegrenzen ukommen. Mir kënnen domat d'accord sinn, dass allgemeng d'Asylprozedure méi séier ginn. Dat misst am Endeffekt am Interessi vu jidderengem sinn. Mee et dierf op kee Fall zu enger ofgeschwächter Asylprozedur féieren. Dat individuellt Recht op Asyl muss garantéiert bleiwen.

Och ass et an eisen Aen net ganz kloer, wat dat herno genee um Terrain heesche géif. Wat mir net akzeptéieren, ass, dass et erëm zu Mória-änlechen Zoustänn kënnt, dass d'Leit inflationär agespaart ginn.

Ech wëll hei och nach eng Kéier soen, dass mer géint Zentere baussent der Europäescher Unioun sinn, wou an eisen Aen d'Mënscherechter alles anescht wéi garantéiert sinn. Do wéilte mer also nach zousätzlech Prezisiounen.

Zweetens wëllt d'Kommissioun déi vermësste Solidaritéit duerch eng nei Ausleeung verbesseren an et deene Länner, déi keng Refugiéen ophuele wëllen, anescht, zum Beispill duerch de Sponsorship vu Retouren, erméiglechen, hir Responsabilitéit ze huelen.

Mir verstinn de Wëlle vun der Kommissioun, fir esou d'Vertrauen tëscht de Memberstaaten ze stäerken. Mee mir fäerten, dass dat laangfristeg nawell keng Léisung wäert sinn. D'Solidaritéit, d'ailleurs e fundamentale Baustee vun der EU, gëtt op dës Manéier verwässert.

Mir wëllen hei och nach eng Kéier kloer soen: D'Solidaritéit tëscht de Memberstaaten, virun allem mat deenen un de Baussegrenzen, a bannent der EU ass wichteg, mee mir sollen net vergiessen, dass mer solidaresch mat deene Leit musse sinn, déi virum Krich fortlafen, vulnerabel sinn an eis Hëllef brauchen. Dat däerfe mer eigentlech ni aus den Ae verléieren.

Am Moment si mer an enger Situatioun ukomm, wou just nach eng hallef Dose Länner Refugiéen ophuelen. Dat wäert sech eiser Meenung no ënnert dem Pakt a senger aktueller Form och net ganz vill veränneren. Villméi wäert sech wuel déi Tendenz verstäerken, andeems zwou verschidde Politicken institutionaliséiert ginn an déi wierklech Solidaritéit net gefërdert gëtt.

Duerfir fanne mer, dass mer e Relokalisatiounsmechanismus brauchen, deen d'Ophuele vu Refugiéen a gewëssene Situatiounen obligatoresch mécht. Just dee géif d'Realitéit um Terrain wierklech verbesseren. Solidaritéit, dat soll d'Reegel sinn an net d'Exceptioun, well soss, denke mer, ass weeder de Memberstaaten nach de Mënsche laangfristeg gehollef.

Drëttens solle Réckféierunge méi effizient ginn. Do si mer eis eens, do ass den Taux ze niddreg an do ass eng europäesch Approche méi effikass wéi just déi bilateral Réckféierungen. Mee och do musse mer déi aner Säit gesinn. Een Drëttel vun den Asyldemandë ginn akzeptéiert, an et ass eis Verantwortung, fir déi gerecht ze verdeelen, soss wäerte mer leider erëm weider Leit a Campe gesinn. Déi flexibel Solidaritéit, déi wäert eis do net ganz vill hëllefen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Tjo!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Fir ofzeschléisse wollt ech nach umierken, dass mir et schued fannen, dass de Volet vun der legaler Migratioun an enger éischter Phas hei ausgeklamert gouf.

Här President, mir stinn nach am Ufank. Mir si realistesch, mir wäerten d'Diskussioune weiderhi verfollegen a mir sinn eis sécher, dass de Minister alles wäert drusetzen, fir eng méi fair Migratiounspolitik op d'Been ze stellen. Dat ass am Interessi vu Lëtzebuerg an am Interessi vun der Europäescher Unioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un der honorabeler Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke géif ech och gären der CSV an dem Här Wiseler Merci soen, dass se dës Demande op den Ordre du jour gesat hunn. Ech mengen, et ass e Sujet, deen eis alleguerten extreem um Häerze läit.

Ech soen och menge Virriedner Merci. Dir hutt Iech an Äre Bäiträg op Elementer fokusséiert, op déi ech mech elo manner fokusséieren, déi ech awer esou och voll a ganz kann ënnerschreiwen.

Ech mengen, Grënn fir eng Revisioun vum Asylverfaren an der EU ginn et der genuch an och net eréischt zënter gëschter. Mee vu dass mer hei wierklech d'Tendenz haten, eréischt dann ze reagéieren, wann et wuertwiertlech gebrannt huet, huet et bis zur Katastroph vu Mória gedauert, bis dass sech endlech duerchgeronge ginn ass, fir eng Propositioun op den Dësch ze leeën.

Mir stelle fest, dass dee Migratiounspak net perfekt ass a mir hätten do och deen een oder anere Punkt, dee mir gär anescht reguléiert géife gesinn. Mir verstinn awer, dass et immens schwéier ass, tëscht all den EU-Staaten e Konsens ze fannen. Mir sinn awer extreem skeptesch a Bezuch op déi Léisung, déi elo fonnt ginn ass an déi aus der Nout eraus entstanen ass, dass all Memberstaat domadder muss liewe kënnen.

Well wat hu mer elo proposéiert kritt? Ënner anerem eng Léisung fir déi Länner, déi sech net bereeterklären, Flüchtlingen opzehuelen, an déi sech elo mat Geld Solidaritéit kafe kënnen, andeems se Retoure sponseren. Hei gëtt de Begréff vun der Solidaritéit an eisen Ae pervertéiert. Wann een do iwwerhaapt vu Solidaritéit schwätze kann, dann allerhéchstens dohigoend, dass et eng finanziell Solidaritéit tëscht de Memberstaate soll ginn, awer mat Sécherheet net, well mer eng Solidaritéit vis-à-vis vun de Mënschen an Nout wëllen erreechen an eis dozou bekannt hätten.

Mee dass mer eng Léisung musse fannen, dat ass méi wéi glaskloer. Mir schwätzen hei vun engem ganz komplexe Problem, deen awer Mënschen an hir Schicksaler betrëfft! Well wéi ee Constat kënne mer elo maachen? Et ass, éierlech gesot, e Constat, dee bal net ze erdroen ass, wann ee sech all Dag virun Aen hält, wéi fierchterlech mir an Europa d'Immigratiounsfro hei handlen.

Mir bréngen et fäerdeg, Mënsche méintelaang an iwwelste Konditiounen anzeperchen. Mir bréngen et fäerdeg, op eise Baussegrenze „pushbacks" ze maachen. „Pushbacks", dat ass scho bal e schéint Wuert, fir dat ze ëmschreiwen, wat an der Realitéit geschitt. Et handelt sech dobäi nämlech ëm d'Zréckschécke vu Booter op oppenem Mier. Dat heescht, d'Booter ginn einfach ëmgedréit, et gëtt hinne souguer deelweis de Motor ewechgeholl a si ginn do um Mier hirem Schicksal iwwerlooss. Jo, dat hu mir fäerdegbruecht op eise Baussegrenzen!

Mir hunn et och elo rezent fäerdegbruecht, op Mória mat Tréinegas op Kanner ze schéissen. Leit an Nout, déi dat Schlëmmst erlieft hunn, hu mir bewosst weider traumatiséiert. A wa mer bei Mória sinn: „No more Mória" hate mer eis op de Fändel geschriwwen no der fierchterlecher Katastroph, an där ronn 12.000 Mënschen, déi schonn net vill haten, elo och nach d'Stéck Stoft oder d'plastiks Baatsch iwwer hirem Kapp verluer hunn.

Eh bien, mir hunn en neit Mória hikritt. Mir hunn en neie Flüchtlingscamp op enger aler Truppenübungsplaz opgeriicht. Do hu Kanner virun zwou Woche mat Steng gespillt, wärend Zaldoten dertëscht nach no Munitiounsreschter gesicht hunn. Mëttlerweil hu se näischt méi ze spillen, well zënter d'Wieder gekippt ass, et méi kal ginn ass an et vill gereent huet, steet déi nei Zeltstad ënner Waasser. D'Kanner sti bis zu de Knéien am Bulli, d'Waasser leeft an d'Zelter. D'Zelter sinn net isoléiert, et ass kal an et zitt eran. Et gëtt keen anstännegen Infektiounsschutz, eng schlecht lessensversuergung a kaum Accès zu Bildung.

Mee wat mech am meeschte rose mécht, dat ass, dass et Leit ginn, déi eis hei wëlle wäismaachen, dass mer do net vill kënne maachen, dass mer hei net kënnen d'Dieren opmaachen, well mer soss de berüümt-berüchtegte „Pull"-Facteur géife verstäerken. Pullfacteur, dat heescht, dass mer duerch mënschlech Konditiounen op eise Baussegrenzen eis Attraktivitéit ze vill géifen erhéijen an doduerch vill méi Leit géifen unzéien.

Ech iwwersetzen dat elo nach eng Kéier op Lëtzebuergesch: De Pullfacteur verhënneren, dat heescht an einfache Wierder, dass mer d'Leiden op eise Baussegrenzen zum Geschäftsmodell maache mussen. D'Logik do hannendrun ass esou einfach wéi se grujeleg ass: Soulaang d'Mëttelmier a Mória a Co net méi ofschreckend si wéi de Krich a Syrien oder d'Tortur an engem libesche Lager, soulaang sinn eis Ofschreckungsmesuren net staark genuch. Wa mer also wëllen, dass manner Leit sollen hei ukommen, da mussen eebe méi Mënsche leiden an erdrénken ...!

D'Fro, déi mer eis an där Optik musse stellen, ass also net, wéi mer de System verbessere kënnen, mee wat Verschiddener bereet sinn ze maachen, fir Mënschen dovunner ofzehalen, bei eis ze kommen. Mee ech wëll net an enger EU liewen, wou mer Demandeuren an onmënschleche Konditiounen a Lageren op eise Grenze versaueren a verzweifele loossen, an enger EU, wou nëmmen nach eng Handvoll Länner sech solidaresch weisen a Mënschen an Nout ophuelen, wärend déi aner ewechkucken a keng Responsabilitéit iwwerhuelen.

A firwat? Well Politik mat der Angscht vun de Leit gemaach gëtt. Well et verschiddene Beweegunge géif de politeschen Närbuedem entzéien, wann de System besser fonctionéiere géif, wa mer d'Integratioun géife fërderen amplaz d'Festhalen a Flüchtlingslageren ze favoriséieren.

Mäi Jong huet deslescht esou e Courrier vu Médecins Sans Frontières gesinn um Dësch leien an do war eng Foto drop vu Kanner an engem Flüchtlingsheem. Hien huet mech gefrot, wat mat deene Kanner geschitt ass. Ech sot, dat wiere Leit, déi hu misse vun doheem fortlafen, well do, wou si gewunnt hunn, Krich ass a si hiert Doheem verluer hunn. An hien huet mech du gefrot, firwat mer hinnen net hëllefen.

Wat géift Dir engem Bouf vu sechs Joer dorobber äntweren, wann Der musst einfach Wierder fannen ouni Floskele fir ze erklären, dass et leider net méi genuch gutt Mënschen an dëser Gesellschaft gëtt? Da stitt Der domm do!

Ech hat deemno och keng gutt Äntwert parat, ausser dass et einfach ze vill Leit gëtt, déi net wëllen deelen. Well, jo, wa mer et erofbriechen op de Basisproblem, dann ass et genau dat: Mir wëllen net méi deelen.

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Dossier ass et net einfach, fir Léisungen ze fannen. Mee fir eis ass et kloer: Dee Migratiounspak, deen um Dësch läit, ass net dat, wat mir ënner Solidaritéit verstinn. Sponsorship vu Réckféierungen ass keng Solidaritéit, net vis-à-vis vun de Leit an Nout, net vis-à-vis vun de Länner, déi bereet sinn, Leit an Nout opzehuelen, an och net vis-à-vis vun de Länner un eise Baussegrenzen.

Mir brauche Mechanismen op EU-Niveau, déi eng richteg Solidaritéit ënnerstëtzen a Lagere wéi Mória net zur Reegel maachen.

Domadder kommen ech och zu menger Konklusioun, an ech halen et do mat de Wierder vum gréngen EU-Deputéierten Erik Marquardt: „Mir mussen net deene Leit gefalen, déi am léifsten hätten, datt Geflüchteter schonn an de Schlauchbooter erdronk wieren. Et ass méi wichteg, dass mir eis spéiderhin net virun eisen Enkelen derfir schumme mussen, wéi mir mat Mënschen op der Flucht ëmgaange sinn."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Dann ass et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Ech soen och dem Här Wiseler villmools Merci, datt en dat hei op den Ordre du jour gesat huet.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
44, rue du Canal
L-4050 Esch-sur-Alzette

Ech muss soen: Wat en Ënnerscheed! Mir haten hei virun annerhallwer Stonn oder elo zwou Diskussiounen am Kontext vun der Migratioun. Virun annerhallwer Stonn war hei nach eng begeeschtert Ënnerstëtzung fir déi Politik, déi vum Här Asselborn representéiert gëtt. An iergendwéi si mer elo annerhallef Stonn drop an engem vill méi realisteschen Toun ukomm. Mir setzen eis elo ausernee mat deenen neiste Propositioune vun der Europäescher Kommissioun, compte tenu vun där realistescher Entwécklung, wéi mer se an Europa hunn. Et ass eng ganz aner Saach.

A wann ee kuckt ... Ech hunn dem Här Wiseler ganz gutt nogelauschtert, ech respektéieren den Här Wiseler ganz vill. An ech hu gemierkt, datt e bal e verzweifelten Toun - erniichtert, bal verzweifelt - a senger Presentatioun hat. E gleeft bal selwer net méi un dat, wat d'Europäesch Kommissioun presentéiert. A menger Aschätzung no huet e ganz Recht domadder.

Ech hunn an deene leschten Deeg ganz vill Medien aus dem europäeschen Ausland studéiert fir ze wëssen: Wéi ass dann d'Reaktioun an Europa op déi heite Propositioun? An ech muss soen: A ville Länner gëtt se schonn als dout erkläert. An et ass wierklech interessant, fir dann ze kucken, wéi dann elo hei domadder ëmgaange gëtt an an deene puer Länner, déi nach eng aner Positioun vertrieden.

D'Realitéiten hunn eis ageholl, et ass ganz einfach. Mir hunn als ADR ëmmer eng aner Positioun vertrueden, well mer gesot hunn: „Laangfristeg kann dat net guttgoen." Ech verstinn d'Emotiounen, déi hei virbruecht ginn! Och d'Madamm Empain huet elo eng ganz emotional Ried gehalen. Mee an Europa ass dat einfach net méi d'Realitéit!

An d'Géigefro muss jo och gestallt ginn: Wou sinn d'Grenze vun de Méiglechkeeten, fir Leit opzehuelen? An a ville Länner ass dat genau d'Fro, déi gestallt gëtt. Wéi wäit kënnen d'Sozialsystemer dat ophuelen? Wéi wäit sinn d'Leit bereet, anerer opzehuelen, ouni datt et zu engem Stëmmungsëmschwong kënnt? Mee dat sinn alles Considératiounen aus dem realpolitesche Beräich a ville vun deene 27 Memberstaate vun der Europäescher Unioun. An et kann ee keng Politik maachen un der Realitéit vun de Leit erlaanscht. Dat geet néierens an et geet ni!

Et sinn einfach och bei de Staaten, de Reaktioune vun de Länner, ganz vill kritesch Stëmme gewiescht. Et kann net sinn, datt obligatoresch Relokalisatiounen elo an d'A gefaasst ginn, well mer vu virera wëssen, datt eng ganz Rei Leit an der Europäescher Unioun dat nimools géifen akzeptéieren. Elo kann een et natierlech an d'Diskussioun bréngen, mee et weess een am Viraus: Dat geet net.

Et kann een och net higoen an, wéi d'Europäesch Kommissioun et mécht, direkt oder indirekt sech op den UNO-Migratiounspakt bezéien. Ech weess, Här Asselborn, en ass lech méi sympathesch wéi e mir sympathesch ass. Mee et sinn eng Rei Länner, déi dee refuséiert hunn! An da kann ee schlecht als Europäesch Kommissioun probéieren, sech doriwwer ewechzesetzen. Ënner anerem Éisträich, Här Asselborn. An natierlech provozéiert een dann eng negativ Reaktioun vu Wien. Dat ass normal!

Och de Familljebegréff soll ausgeweit ginn. Eng aner Saach och: De Solidaritéitsmechanismus gëtt a Polen, an Ungarn, an anere Länner och, an de Visegrád-Staaten interpretéiert als e verstoppte Solidaritéitsmechanismus, dee se net wëllen! Also do ass einfach ... Och d'Europäesch Kommissioun huet et nach eng Kéier proposéiert, huet et och nach eng Kéier probéiert, mee esou, wéi et elo proposéiert gëtt, geet et net duerch.

Wat vläicht duerchgeet, dat sinn déi méi streng Elementer wéi méi streng Grenzkontrollen, eng gewëssen Zesummenaarbecht, fir Leit ze rapatriéieren, d'Installatioun vu Schutzzone baussent der EU, wou mir och als ADR mengen, datt dat e Wee ass, fir deene Leit, déi an enger Krichssituatioun sinn, vill méi konkreet ze hëllefen.

Et ass dat, wat och an de Genfer Konventioune virgesinn ass a wou mir als ADR ëmmer gesot hunn, konsequent an där ganzer Diskussioun vun Asyl a Migratioun: Mir sollen dach dat maachen, wat mer vun Ufank un hätte solle maachen, nämlech den UNHCR massiv ënnerstëtzen, fir deene Leit an der Géigend vun de Krichsregiounen eng Plaz ze ginn, wou se kënnen a Sécherheet sinn, a Sécherheet bleiwen, mat Educatioun, mat engem gudde sanitäre Gesondheetssystem, fir datt se iwwerhaapt net mussen - mussen! - déi geféierlech Rees op sech huelen, wa se da mengen, si misste méi wäit fortgoen, fir sech a Sécherheet ze bréngen.

Mir hu vun Ufank un do Feeler gemaach. An d'Installatioun vu Schutzzonen an de Krichsregioune mat Ofsécherung, och duerch Truppen, mat grousser humanitärer Ënnerstëtzung wär dee richtege Wee gewiescht.

Mir mussen an Europa einfach och op de Wee goen, datt mer vill méi grousszügeg - ouni iwwer Migratiounspolitik am Groussen an am Ganzen ze probéieren, Weeër ze sichen, déi net realisabel sinn - géintiwwer deene Länner, déi d'Haaptlaascht droen, also Griicheland, Italien, Zypern, Spuenien, do, wou d'Leit ukommen, Hëllefsprogrammer entwéckelen, fir deenen direkt ze hëllefen, awer ouni se wëllen ze verbanne mat obligatoresch hei an obligatoresch do, well mer vu virera wëssen, datt vill Länner an der Europäescher Unioun iwwerhaapt net méi bereet sinn, iwwer esou eppes ze diskutéieren.

Och déi nordafrikanesch Staate musse mer méi ënnerstëtzen, well déi nordafrikanesch Staaten, dat sinn zum Deel déi, déi op de Fluchtrouten aus dem Subsahararaum d'Leit opfänken a se do halen. An och déi musse mer ënnerstëtzen, fir hinnen déi materiell Méiglechkeeten ze ginn, fir och human Konditiounen an deene Lageren ze schafen, a fir hinnen och d'Méiglechkeet ze ginn, souwäit wéi et eebe geet, déi Leit zréckzebréngen.

Et ass einfach: Mir ware jorelaang op där falscher Schinn. Mir hunn elo vläicht d'Geleeënheet, wéinstens deelweis eis Politik ze redresséieren. A wa mer wëlle grousszügeg sinn, wa mer wëllen human Politik maachen, human a realistesch Politik - an dat wëll ech dräimol ënnersträichen, well et huet kee Wäert ze dreemen, wann et net ëmsetzbar ass -, da musse mer op de Wee goen, fir déi Länner ze ënnerstëtzen, déi op de Fluchtroutë sinn, déi UNHCR-Schutzzonen an de Konfliktregiounen anzeriichten.

An nach ee lescht Wuert iwwert déi Méiglechkeet vun der legaler Migratioun. Gutt, dat ass eng Méiglechkeet, mee mir hunn och do eng relativ kritesch Astellung ëmmer gehat als ADR. An ech soen lech firwat.

Et ass sécher méiglech, an do si mer och net dergéint, fir Leit fir eng gewëssen Zäit an d'Europäesch Unioun kommen ze loossen, fir se hei auszebilden, fir hinnen zousätzlech Liewenserfarungen a Formatiounen ze ginn, awer d'Krux vun deem Ganzen: Si mussen zréck! Well mir kënne keng Politik vertrieden, wou mer déi Leit, et sinn der schonn net ganz vill a ville Länner ... A villen afrikanesche Staaten notamment ass déi Schicht vun der gebilter Populatioun mat universitärer Bildung, technneschem Wëssen an esou weider, net ganz grouss. A mir kënnen net dee Risiko op eis huelen, datt mer och nach déi Leit ofzéien an d'Europäesch Unioun an domadder den Hierkonftslänner eng wichteg Perspektiv op Entwécklung och nach ewechhuelen.

Dat heescht, wa mer higinn a vu legaler Migratioun schwätzen, vu Greencard an esou weider, da musse mer awer och matdenke vun Ufank un, datt mer déi Länner net hänke loossen, wou déi Leit hierkommen, mee datt d'Iddi muss sinn, fir méi héichqualifizéiert Leit kënnen an déi Länner zréckzeschécken.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass awer och wichteg, fir d'éischt emol unzefänken, iwwert d'Ursaache vun der gezwongener Migratioun vu Millioune vu Mënschen ze schwätzen, déi dat jo net einfach esou aus liichtem Geescht maachen oder aus Spaass. Dat gëtt et net.

Et muss ee kohärent sinn. An Europa, ech soen emol net d'Europäesch Unioun, ech soen Europa, dat heescht déi industrialiséiert Länner hei op dëser westlecher Peninsula vum eurasiatesche Kontinent, fir dat esou ze ëmschreiwen, déi bedreiwen zënter Jorzéngten a bis elo eng gewësse Politik: Verkaf vu Waffen, och a justement an deene Länner; onfair Handelspoliticken - also, mir och hei an der Chamber ënnerstëtzen nach ëmmer Handelsverträg, déi katastrophal si fir afrikanesch Länner oder fir aner Länner an déi se weiderhin nach méi an de Ruin dreiwen -; eng Industriepolitik, déi derzou féiert, datt d'Klimakatastroph scho matzen amgaangen ass. Dat ass emol keng Diskussioun, dat ass Fakt.

An dat féiert schonn dozou, datt Honnertdausende voire Millioune vu Leit zemools an deenen äermste Länner ... Grad déi Länner, déi am mannste schold sinn un der Klimakatastroph, dat sinn déi Leit, déi da musse migréieren, just well mir no eise soidisant „realistesche" Wirtschaftsinteresse wëlle kucken. Da maache mer alles futti! Oder mir stëppelen och Kricher un, zum Beispill a Libyen. Mir hunn nach ëmmer d'Nowéien dovunner. Dat ass ee Punkt.

Da muss een awer och vun deene sougenannte Baussegrenze vun der Europäescher Unioun schwätzen. Dat ass e Modell, dee mir net gutt fannen. Deen aktuelle Modell ass net gutt. An deen ze verschäerfen, wäert nach méi Misär erbäiféieren. An ech mengen, och d'Madamm Empain huet et op de Punkt bruecht, well wann ee weiderhi wëllt dee Pusheffekt oder Pulleffekt vermeiden oder derfir suergen, datt esou mann wéi méiglech Leit heihinnerkommen, andeems een hinnen dat net schmackhaft mécht - wéi wann dat wierklech bal Onmënsche wieren -, ma da mécht ee sech tatsächlech duerno zum Kompliz vun de Schlepperbanden. All déi, déi mengen, et misst een eng vill méi streng Grenzpolitik maachen och an der EU, maache sech zum Kompliz vun de Schlepperbanden. Si ënnerstëtzen déi.

Et muss een duerno awer och kucken, datt mer och hei zu Lëtzebuerg, fir vu Lëtzebuerg ze schwätzen ... Et ass gutt, datt de Migratiounsminister hei ass, et wier awer och gutt, wann d'Familljeministesch hei wier. Well mir brauchen awer och Opfänkstrukturen, a mir hunn der net genuch. A leider héiert een d'Madamm Cahen net vill dovunner schwätzen.

An dat féiert jo och dozou, dofir hunn ech och eng Question parlementaire gestallt, datt u sech an der Immigratioun Leit - jo, ech hunn dat méi wéi eng Kéier héieren an ech hu souguer Beweiser gesinn - decouragéiert ginn, iwwerhaapt eng Demande dohinnerzeleeën; wat, mengen ech, net ganz legal ass. Mee dat huet och domadder ze dinn, datt mer net genuch Opfänkstrukturen hunn. Also, do musse mer eis e bësse méi um Rimm rappen an dat weiderbréngen.

Bon, duerno hu mer och, wat d'Visegrád-Staaten, jo … Elo ass et awer och komesch, well mir hunn e puer Länner, déi bréngen et fäerdeg - e puer Länner, déi sougenannt Visegrád-Staaten -, fir u sech dee ganze System vun der Ëmverdeelung ze blockéieren. Ech ka mech nach erënneren, virun e puer Joer huet ee Land, Griicheland nämlech, versicht, géint déi onsolidaresch europäesch Politik ze goen an du si se futti gemaach gi vu Berlin, vu Bréissel, och vun dëser Regierung. Mir hu se guer net ënnerstëtzt, d'Griichen. Et ass nëmmen drëms gaangen, fir datt se op kee Fall déi neoliberal Politik a Fro stellen.

Ech mengen, et gëtt e richtegen Zesummenhang, well wann ee kuckt e bëssen, wann ee vu Solidaritéit schwätzt ... Mir si fir Solidaritéit, Solidaritéit mat Flüchtlingen, an et muss ee se ophuelen. Mee de Problem ass deen - kommt, mir erzielen eis keng Geschichten! -: D'EU ass net op Solidaritéit opgebaut, mee op Konkurrenz, op d'Kompetitioun. Et besteet an alle Beräicher Konkurrenz, Kompetitioun. Jiddereen ass deem anere säin Däiwel.

Mir hu Problemer hei innerhalb vun der EU, an natierlech huet dat als Konsequenz, datt vill Leit duerno op d'Fal vun de Rietsen - et ass näischt Neies an der Geschicht - erafalen an datt duerno hiren Däiwel u sech deen aneren ass. Dat ass näischt Neies an der Geschicht. Dës Kéier sinn et d'Flüchtlingen oder et sinn d'Muslimen. Fréier waren et d'Judden.

An et däerf een net vergiessen, wa mer schonn dobäi sinn: Am Zweete Weltkrich, do gouf et och schonn Oppositioun. Et däerf een net mengen, datt all d'Judden zum Beispill an den USA esou einfach ugeholl gi sinn. Do goufen et och Politiker, déi gesot hunn: „Mir musse responsabel bleiwen, et kann ee se net all ophuelen." Mir wëssen, wat geschitt ass mat deenen, déi net opgeholl gi sinn.

D'Geschicht wäert iwwer eis riichten. An ech mengen, mir kënne vill Leit ophuelen innerhalb vun der Europäescher Unioun. Dofir brauch een awer och eng aner Aarbechtspolitik, eng aner Wirtschaftspolitik, eng solidaresch Aarbechtspolitik, eng solidaresch Wirtschaftspolitik, eng solidaresch Logementspolitik. Well et ass jo net richteg ze mengen, wa méi Leit kommen, datt een duerno net genuch Plaz hätt an net genuch Aarbecht hätt fir jiddereen. Au contraire! Wann ee justement eng solidaresch ekonomesch Politik mécht, et huet ee jo méi Leit hei, also huet een och méi Besoinen, also wäert een och méi Aarbecht schafen. A jiddereen ass zefridden: déi, déi schonn hei zënter Längerem sinn, an déi, déi bäikommen. An dann hu mer eng ganz Partie Problemer net.

Dofir kann een net nëmme vu Migratioun schwätzen, vu Migratioun lassgeléist vu Solidaritéit mat de Migrantë schwätzen, lassgeléist vun all anerer Fro vu Solidaritéit.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Everybody has to step up and take responsibility", esou sot d'EU-Kommissiounspresidentin an hirer Ried zur Lag vun der EU zu Bréissel. Si sot och, datt d'Migratioun wichteg ass fir de Wuesstem, d'Innovatioun an d'Sozialdynamik an der EU. A mir als Europäer mussen eis endlech der Verantwortung dëse Mënsche géintiwwer bewosst ginn.

Lëtzebuerg hat am Kontext vu senger EU-Rotspresidentschaft probéiert, fir eng gerecht Verdeelung vun de Schutzsichenden an Europa opzestellen. Dat huet, wéi mer wëssen, net geklappt.

Mir Piraten sinn d'accord, datt méi Kooperatioun an dësem Dossier gefuerdert ass. Woumat mer awer net d'accord sinn, ass der Kommissioun hire Léisungswee. D'Kommissioun proposéiert nämlech, de Problem vun der ongerechter Verdeelung vun de Flüchtlingen an Asyldemandeuren duerch eng gemeinsam Abschibepolitik ze léisen. Dat heescht, amplaz datt Europa e koordinéierten Effort mécht, fir dëse Mënschen, déi viru Krich a Verfollgung geflücht sinn, ze hëllefen, mécht Europa elo alles derfir, dass déi Leit esou séier wéi méiglech vun hei verschwannen.

Dës Leit, déi als illegal Migrante bezeechent ginn, sinn nëmmen op illegalem Wee an Europa komm, well d'EU hinne keen anere Choix léisst! Fir dës Leit ass illegal Migratioun oft dee leschten Auswee, fir sech an hir Famill ze schützen. Ech gleewen un e Recht op Fräiheet, un e Recht, selwer ze decidéieren, wou a wéi ee liewe wëllt, an dat alles am Respekt vum Gesetz vun do, wou een da lieft. Sech fräi ze beweegen däerf awer net illegal sinn. Ma awer genau dës Illegalitéit gëtt duerch dëse Migratiounsan Asylpakt nach verstäerkt.

Wa Polen an Ungarn keng Flüchtlinge wëllen ophuelen, hëllefe se elo, fir se mat Schëffer, Fligeren a Busser erëm heemzekréien. Dat Ganzt nennt sech da „return sponsorship". A si mussen deemno wéi net emol dësen Transport organiséieren! Wa se Italien och nëmmen e Computerprogramm zur Säit wëlle stellen, mat deem se dann d'Donnéeë vun Demandeure besser sortéiere kënnen, jo, da geet dat schonn duer. Méi bëlleg kann ee sech kaum aus der Affär zéien.

An trotzdeem gëtt behaapt, et hätt een an Europa zesummegeschafft an de Problem vun der Migratiounspolitik, Zitat: „geléist"! D'Kommissioun seet, datt hire Pak d'Ursaache vu Mënscheschmuggel soll bekämpfen a gläichzäiteg Flüchtlingen an Drëttstaaten - ech ginn dervun aus, datt se domadder d'Türkei mengt - soll hëllefen.

Dozou ginn et zwou Saachen ze soen:

Éischtens hätt Europa kee Problem mat Mënscheschmuggel, wa mer et de Leit net quasi onméiglech maache géifen, regulär a sécher an Europa ze kommen a bei enger Grenzkontroll Asyl unzefroen. D'Leit musse jo nëmmen op dës Schmuggler zréckgräifen, well mer d'Schëffer erëm zréck op d'Mëttelmier zéien, Mënsche mat Tréinegas a Matraquen zréckdrängen a Clôturë vun zéng Meter Héicht oder méi opriichten.

Wa mer muer domat géifen ophalen, hätten dës organiséiert Verbriecherbanden, déi d'Leit a Gefor bréngen, muer kee méi, deen hinne säi gesamt Erspuernis géif ginn, fir an Europa ze kommen.

D'Direktiv 2001/51 vum Conseil, déi sech betitelt huet „sanctions pécuniaires aux transporteurs de passagers" misst ofgeschaaft ginn! Well genau dës Direktiv féiert derzou, datt een eeben net kann an engem Hierkonftsland de Fliger huelen a legal an d'EU kommen, fir hei Asyl ze froen, well keen eenzegen Operateur vun enger Airline seet: „Ech ginn de Risiko an, datt ech duerno muss bezuelen." Dat ka bis zu 500.000 Euro pro Infraktioun kaschten. Wann ech Chef vun enger Airline wär, géif ech dee Risiko och net huelen.

Resultat: Et kann een zwar vu Kairo aus zum Beispill e Vol „one way" Richtung Europa buche fir ënner 500 Euro, mee ouni Pabeieren, ouni Visa geet dat net. Resultat: D'Leit si forcéiert, 5.000 oder méi Euro ze bezuelen, fir sech an iergendengem Gummiboot iwwert d'Mëttelmier schipperen ze loossen an dobäi liewensgeféierlech Risiken anzegoen.

Zweetens, fir grad vun der Türkei ze behaapten, datt se sech gutt ëm d'Flüchtlinge këmmere géif, ass gewot. D'EU huet vun 2016 bis 2019 ëm déi 6 Milliarden Euro iwwerwisen, fir datt si sech ëm déi Leit

këmmeren, déi mir jo net hei wollten hunn. An elo ginn dës Leit an der Türkei festgehalen, an engem Land, dat an deene leschte Joren derfir bekannt ginn ass, datt reliéis a politesch Meenungen ënnerdréckt ginn, e Land, an deem reliéis a sexuell Fräiheeten net méi wierklech toleréiert ginn.

Mir hunn haut schonn iwwert d'Türkei geschwat, duerfir loossen ech et domadder gutt sinn.

Här President, dëse Pak wäert relativ séier Konsequenzen op d'EU-Baussegrenzen hunn. Deen neie „pre-entry screening", vun deem ech nach net konnt schwätzen, well d'Zäit awer relativ knapp bemooss ass fir dëst komplett Theema, soll nach dëst Joer an enger Direktiv oder an engem Reglement ëmgesat ginn. En Antimigranteschmuggelplang ass fir d'nächst Joer virgesinn.

Am Fazit kann ee soen, datt d'EU-Kommissioun sech dëse Pakt hätt kënne spueren, wann d'EU endlech géif unerkennen, datt kee Mënsch illegal ass. En ass e Schrëtt an déi komplett falsch Richtung a wäert weeder zu enger Entlaaschtung vun de südleche Memberstaaten duerch eng Kooperatioun um Niveau vun der Verdeelung vun de Flüchtlinge féieren, nach derfir suergen, datt dës Leit endlech an Europa esou behandelt ginn, wéi se sollten: wéi Mënschen!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Asselborn, et ass un lech.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Ech versiche virunzemaachen. Also, ech hunn dem Här Wiseler natierlech ganz opmierksam nogelauschtert, awer och der Madamm Stéphanie Empain. An ech muss soen, ech schwanken tëscht deenen zwou Positiounen.

Ech hunn natierlech eng Positioun ze hunn am Conseil, déi éischter positiv ass. Mee dat, wat d'Stéphanie Empain gesot huet iwwert d'Resultat vun deem, wat elo virläit, an ech wëll der Kommissioun do kee Reproche maachen, do si mir op engem anere Wee, wéi mer 2016 waren.

2016 louch eng Propositioun do, dass géif e Plang opgestallt ginn opgrond vun der Awunnerzuel, vum PIB, wat all Land misst maachen oder wivill Mënschen all Land misst ophuelen, wann an engem Land vun der Europäescher Unioun eng Kris wier. Dat geet awer nëmmen, dee System vun de Quoten, wa mer dat realiséiert hätten. An dat ass tabu fir méi wéi d'Hallschent vun de Länner an der Europäescher Unioun, ech géif souguer soen dräi Véierel vun de Länner. An alleguerten déi, déi soen, si wéilte keng obligatoresch „relocation", déi wëllen natierlech och keng Quoten. Also musse mer eis eng aner afale loossen, wa mer net wëllen - wat jo och de Claude Wiseler als Konklusioun gesot huet -, dass mer ni eng europäesch Migratiounspolitik kréien an ëmmer nëmmen esou weiderwurschtelen, wéi dat elo de Fall ass.

Ech ginn hei net an d'Detailer. Ech kann dat net. Ech wëll lech just soen zur Prozedur, dass mer eng Kéier driwwer geschwat hunn, dass den 13. November déi nächst Reunioun ass, an dann ass et ënner portugisescher Presidence, dovunner gëtt elo scho geschwat, wou dat do soll weidergoen. A selbstverständlech sinn ech bereet, allkéiers wann ech gesinn, dass e Fortschrëtt ass oder dass et blockéiert ass, an d'Kommissioun ze kommen an lech doriwwer Opschloss ze ginn, wou mer stinn.

Ech wëll awer vläicht och direkt soen, Här Kartheiser, wann Der do schwätzt vun: „Wat packt Europa?", also et gëtt en onheemlechen Ënnerscheed tëscht deem, wat 2015 war, an deem, wat haut ass. 2015 hunn 1,82 Millioune Leit un eis Dier geklappt. Am leschte Joer, 2019, waren et der nach 142.000. Dir kënnt lech alleguerten erënneren un den Här Seehofer aus Bayern, deen ëmmer vun der „Obergrenze" geschwat huet, vun 200.000 fir Däitschland. Mir sinn elo largement, largement do ënnendrënner, soudass een, mengen ech, och no baussen net däerf soen, dass mer an enger Zäit géife liewen, wou mer kéinten iwwerschwemmt ginn. De Problem ass net d'Migratioun, de Problem ass d'Gestioun vun der Migratioun! An déi kréie mer absolutt net hin.

Bon, wéi gesot, ech ginn net an d'Detailer, ech kann dat net. Ech ka just soen, wat am Pak steet, an dat huet de Claude Wiseler gemaach, dat hunn och anerer vun lech gemaach. Ech wëll vläicht just soen zu deem, wat den Här Sven Clement gesot huet: Also, hei geet et net ëm d'Leit alleguerten, déi sech hei presentéieren, dat si jo net lauter Leit, déi ënnert d'Genfer Konventioun falen. Ech schwätze vun deenen, déi kommen - och hei zu Lëtzebuerg gëtt et jo Leit, déi kommen - an déi net ënnert d'Genfer Konventioun falen, déi also de Statut net kréien, well se deen administrativ net kréien, mee och um Geriicht net zougesprach kréien.

Ech widderhuelen dat nach eng Kéier: Déi Leit, déi hei deboutéiert sinn, déi si vum Geriicht deboutéiert, vun enger Cour deboutéiert, wou zwou Instanze sinn. Also ech mengen, ech hunn héieren, muer wier eng Manifestatioun vu Leit, déi deboutéiert sinn hei zu Lëtzebuerg. Bon, déi sinn nach net heemgeschéckt ginn, dat ass jo nach eppes anescht, deboutéiert an heemgeschéckt ginn, dat ass eppes anescht nach. An op där anerer Manéier ass et muer - dat gëtt och fir mech e wéineg eppes -, wou mer 14 Leit aus dem Niger hei empfänken, déi kommen iwwer Paräis. An dat si Leit, déi a Libye waren an déi vu Libyen an den Niger komm sinn an do de Statut hunn. Déi kommen heihinner an déi hunn de Statut vum Refugié. Dat ass also vum UNHCR alles matkontrolléiert. Dat si regulär Leit, déi de Statut hunn an déi dann hei zu Lëtzebuerg ukommen.

Och dat gëtt et, an domadder si mer dauernd konfrontéiert, dass Leit aus Afrika, virun allem Leit aus dem Maghreb, de Statut net kréien, a wann een de Statut net huet - dat ass awer an all Land esou vun der Welt -, dann ass een illegal do an da muss een zréckgoen. Et gëtt keng Flüchtlingspolitik, wou ee ka soen, dass jiddwereen, deen d'Demande stellt, och als Flüchtling - ech schwätze vu Flüchtling! - ugeholl gëtt.

Do gëtt et Nuancen, et ginn humanitär Statuten, mee mir däerfen do net alles duerchenanergeheien, dass jiddereen, deen hei freet, dass deen och dann de Statut kritt. An et gëtt ee vun deene Krittären, do steet dra fir déi „procédure à la frontière": Dat sinn eebe Leit, déi aus Länner kommen, wou manner wéi 20 % vun de Leit unerkannt ginn. An dat ass eng vun deene Klauselen, déi dragesat ginn ass.

Ech hu grouss Angscht - ech hunn näischt géint déi „procédure accélérée", dat huet den Här Yves Cruchten och gesot, do hunn ech absolutt näischt dergéint -, ech fäerte just eent: dass mer nei Risecampe kréien op de Grenzen, an net nëmmen an Italien oder a Griicheland. Dir gesitt, wat a Spuenie lass ass: Gran Canaria, wou zu Arguineguín - wat ech e wéineg kennen duerch de Vëlo - elo an deem klengen Hafen Honnerten, souguer geschwënn Dausende vu Leit mat de Schëffer aus Afrika komm sinn an op Gran Canaria ukommen.

Also, ech fäerten, dass hei keen Zuch drakënnt ouni déi effektiv Solidaritéit - an dat ass de Schlëssel vun allem -, an duerfir erlaabt mer, dass ech mech do awer muss asetze mat Wierder, déi verstane ginn: Et geet net, dass Länner sech fräikafen! Et geet och net, dass Länner nëmme just soen: „Mir schécken elo Polizisten", oder, ech weess net, „Leit, fir d'Grenzen ze iwwerwaachen." Et musse Länner ginn en fin de compte, an net nëmmen eng hallef Dosen, well soss geet et net, déi och „relocation" maachen.

Déi Geschicht do mat deem „parrainage" - esou heescht dat: „parrainage" -, fir Leit zréckzeféieren, déi ass vläicht gutt geduecht. Mee Dir musst lech virstellen, och do ass eng Klausel derbäi, déi ech och absolutt verstinn: Wann déi Leit net zréckgeschéckt kënne ginn no siwe Méint, da si se an deem Land, wat sech engagéiert huet fir de Parrainage. Mee dat ass esou en Hin an Hier vu Leit, an ech mengen, et gëtt keng - an ech soen et nach eng Kéier -, et gëtt keng Flüchtlingspolitik ouni Retouren, an dat muss europäesch orchestréiert ginn.

Allerdéngs, ech soen lech dat och, well ech dat jo och selwer hei materliewen: Retoure sinn nëmmen ze organiséieren, wann dat Land, wou d'Retouren hikommen, och eng Landegeneemegung fir de Fliger gëtt! Wa se keng Landegeneemegung fir de Fliger ginn, da geet näischt. An dat ass am europäesche Sënn esou an et ass um Lëtzebuerger Niveau esou. An an de Maghreb-Länner, a ville Länner aus dem Norde vun Afrika, do sinn dat immens Problemer.

Bon, also loosse mer d'Hoffnung net opginn, dass et eng Diskussioun gëtt. An där éischter Reunioun, déi mer haten, dat war elo virun enger Woch - déi gëtt jo elo presidéiert vum Här Seehofer -, géif ech soen, dass zwee Drëttel vun de Länner emol gesot hunn, si wiere bereet, doriwwer ze diskutéieren. Bon, een Drëttel allerdéngs huet vu virera gesot, aus Ursaachen, déi dann hinnen eege sinn, dass si guer net kéinten domadder d'accord sinn, dass eeben déi Solidaritéit iwwerhaapt do besteet.

Mäi Punkt war, well ech gesinn, dass do kann e Risiko entstoen an dass d'Leit net fortkommen, dass fir d'Kommissioun muss eng Klausel agesat ginn, dass, wann et net geet mat deem System do - dass eng obligatoresch Klausel dran ass -, dass da muss relokaliséiert ginn, well soss komme mer heimadder kee Schrëtt virun.

Ech sinn och d'accord mat all deenen, déi soen: „ ‚Pull effect', dat kann ee fir alles sou nennen." Wann een de „pull effect" eropschrauft, dann däerf ee kee méi ophuelen, well da mengt ee jo, dass déi Leit, déi opgeholl ginn, dann den Telefon huelen an aneren an hirem Land telefonéieren: „Hei komm, hei geet et awer!" Esou einfach ass et net.

Et si Mënschen, a virun allem: Wann Der déi Chance hutt - Dir hutt se vläicht net, ech hu se -, Familljen ze gesinn, déi vu Mória kommen, oder Leit ze gesinn, déi vu Mória kommen, a mir hunn dëst Joer 125 Leit aus Griicheland zu Lëtzebuerg opgeholl, a wann een e wéineg d'Geleeënheet huet, fir mat deene kënnen ze schwätzen, natierlech iwwersat, well déi meescht schwätze Farsi, well et Afghane sinn, da gesäit een de Wäerdegang, deen déi Leit matgemaach hunn. An ech mengen, dat musse mer fäerdegkréien.

Ech wëll, wat och de Gusty Graas gemaach huet, soen, dass et wichteg ass, d'Gemengen nach eng Kéier ze encouragéiere vun hei. Ech gesinn den Aly hei sëtzen, den Aly Kaes vun der Gemeng vun Tandel, wou mer dat zesumme besicht hunn. Ech gesinn de Claude Haagen vun Dikrech, ech gesinn d'Simone Asselborn vu Suessem, den Dan Biancalana vun Diddeleng, selbstverständlech d'Madamm Beissel an och d'Madamm Polfer vun der Stad Lëtzebuerg, de Georges Mischo vun Esch.

Ech hoffen, dass ech elo kee vergiess hunn, mee alleguerten deene muss ech e grousse Merci soen, dass se sech effektiv asetzen dofir, esou wéi de Beetebuerger Schäffen, de Gusty Graas, dat och hei gesot huet. An zu Käerjeng mécht de Michel Wolter och elo eppes an hirer Gemeng, wat mer schonn hätte kënnen opmaachen, wa mer net elo vum Covid betraff wieren.

Also, mir mussen et fäerdegbréngen, nach méi Gemengen derzou ze kréien. Allerdéngs muss ech lech och soen, dass et nach vläicht méi wichteg ass, dass mer Wunnenge kréie fir déi Leit, déi de Statut hunn, well mir hu keen Zuch méi aus de Foyeren eraus. Duerch de Covid ass dat elo nach vill méi schlëmm ginn. Mir hate soss eng Moyenne vun 1.000 Leit, déi am Joer d'Strukture konnte verloossen, a mir hänken elo bei 100. Also, mir hu keng Plaz méi an duerfir brauche mer der och nach. An duerfir den Appell, wat Dir och richteg gemaach hutt, Här Graas, fir dass mer do weiderkommen.

Ech wéilt och nach korrekterweis dem Här Wagner soen: Also, et ass net d'Madamm Cahen, déi zoustänneg ass fir d'Strukturen. Dat si leider ech och elo, a mir ginn eis all Méi, a wann Der eppes do ze mellen hutt, da musst Der mir dat soen, net hir. Ech mengen, ech wëll si do verschounen. Mir hu jo elo den ONA - dat ass jo e Gesetz, dat Dir hei gestëmmt hutt -, den Office national de l'accueil, wou 130 oder 140 Leit schaffen, déi sech ganz vill Méi ginn. An ech weess, dass et Plaze gëtt, wou déi eng besser versuergt si wéi déi aner, mee ech soen: Chapeau fir déi Buergermeeschteren, déi heibanne sinn, an och déi, déi vläicht net heibanne sinn, fir déi Hëllef, déi se eis ginn!

Bon, domadder géif ech mengen, dass ech genuch geschwat hunn. Merci villmools.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Ausseminister Jean Asselborn. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

7. 7476 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord relatif au transport aérien entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso, fait à Luxembourg, le 4 mai 2018 ;

2° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République orientale de l'Uruguay, fait à New York, le 24 septembre 2018 ;

3° de l'"Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka on air services", fait à New York, le 25 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative du Brésil relatif à des services aériens, fait à Brasilia, le 22 novembre 2018

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 7476, enger Rei Accorden am Aviatiounsberäich. An ech ginn direkt dem Rapporter vun dësem Projet de loi d'Wuert, dem honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. No engem laangen Dag probéieren ech - et geléngt mer net ëmmer -, fir esou séier wéi méiglech duerch véier Loftfaartaccorden ze goen, well dorëm geet et beim Projet de loi 7476, Accorde mam Burkina Faso, mat Uruguay, Sri Lanka a Brasilien, déi alleguer am Laf vun 2018 ënnerschriwwe goufen, ze approuvéieren.

Dass Fligere Passagéier a Wueren duerch d'Welt transportéieren, ass zu enger Normalitéit ginn, déi een opgrond vum Klimawandel deelweis iwwerdenke muss. Doriwwer eraus hu mer awer grad elo an der Covidzäit gesinn, wéi wäertvoll eng Cargolux war, fir eis an dëser Krisesituatioun mat wichtegem Material ze versuergen.

Den Transport duerch d'Loft an d'Services aériens sinn op internationalem Niveau reglementéiert. D'Konventioun zur internationaler Zivillloftfaart, déi 1944 zu Chicago adoptéiert gouf, beseet, dass d'Parteie vun der Konventioun unerkennen, dass all Staat déi komplett an exklusiv Souveränitéit vum Loftraum iwwer sengem Territoire huet.

Am Artikel 6 seet se weider, dass ee keng reegelméisseg international Services aériens iwwer oder um Territoire vun engem Staat exploitéiere kann, ausser wann een eng speziell Autorisatioun huet oder eng aner Zort vun Autorisatioun vum betraffene Staat, déi konform ass mat de Konditioune vun esou enger Geneemegung.

Loftfaartofkommesse liwweren also déi néideg legal Basis, fir reegelméisseg Fluchverbindungen ze lancéieren, dat vu Fluchgesellschaften aus de Länner, déi den Accord ofschléissen. Dës Accorden definéieren d'Totalitéit vun de Konditiounen, ënnert deenen dës Fluchgesellschaften operéiere kënnen a schafen esou eng juristesch Sécherheet an e gefestegte Kader fir esou Servicer.

Am Kader vun der europäescher Liberalisatioun vum Lofttransport koum der EU eng wichteg Roll an dësem Domän zou. Esou huet d'EU dann och eng ganz Rëtsch vun Accorden an deem Kontext negociéiert, ee Beispill ass dee mam Maroc, deen den 19. Mäerz 2018 a Kraaft getrueden ass.

Mee dës Accorde vun der EU mat Drëttpartner stëmme sech net ëmmer mat de spezifesche Besoine vun den eenzelne Memberstaaten of. Dat heescht also, dass mer och weiderhin op bilateraler Basis Accorden negociéiere mussen a kënnen, fir de Besoine vun den nationale Fluchgesellschafte méi gerecht ze ginn.

Lëtzebuerg huet respektiv ass zum Beispill amgaangen, mat all de Länner vun der Westafrikanescher Wirtschafts- a Wärungsunioun - Benin, Burkina Faso, Elfenbeinküst, Guinea-Bissau, Mali, Niger, Senegal an Togo -, also och mat enger Rei vun eise privilegiéierte Partner an der Kooperatioun, bilateral Accorden ze negociéieren, fir besser Konditiounen ze erreechen.

Déi, déi mer haut virleien hunn, sinn elo net déi éischt Accorde vun dësem Typ, déi mer an der Chamber approuvéieren. Effektiv gëtt et eng Kontinuitéit an den Efforte vun der Lëtzebuerger Regierung a Saache Lofttransport, fir engersäits virun allem der Cargolux ze erlaben, hire Choix un Destinatiounen ze vergréisseren, hir d'Méiglechkeet ze ginn, nei Routen ze exploitéieren, andeems een hir e Maximum vun Droits de trafic verschaaft. Anerersäits erméigleche se et och, Lëtzebuerg als international Plattform fir de Verkéier vu Passagéier a Wueren ze verstäerken.

Um Fong änele sech déi véier Accorden, déi mer elo virleien hunn, a baséieren um Modell vum Accord type vun der Organisation de l'aviation civile, ofgekierzt OACI. Et ginn elo Ënnerscheeder an der Redaktioun, well déi verschidde Partner aner Wënsch hunn, ouni dass dat eppes um Fong ännert.

E puer Haaptelementer vun den Accorden: d'Designatioun vun de respektive Fluchgesellschaften, d'Méiglechkeet, eng Autorisatioun ze limitéieren oder ewechzehuelen, wann eng Fluchgesellschaft sech net un d'Konditioune vum Accord oder un d'Gesetzer an d'Reglementer vum anere Land hält, d'Prozedur, fir Tariffer ze etabléieren oder och nach eng Prozedur zum Reglement vu Meenungsverschiddenheeten oder Sträitfäll.

D'Accorde gesinn och d'Méiglechkeet vir, d'Ofkommessen ze amendéieren oder ze kënnegen, a gesinn d'Opstelle vu Statistiken zum Loftverkéier vir. All Accord huet och eng Annex, wou déi klassesch Routen tëschent Lëtzebuerg an dem Territoire vum respektive Partnerland mat der Méiglechkeet vun Tëschestoppen oder Eskallen an Drëttlänner definéiert ginn. Méi Detailer dozou fannt Der am geschriwwene Rapport.

Wou et gewëssen Differenze gëtt tëschent deene verschiddenen Accorden, ass um Niveau vun de „libertés de l'air". Dat sinn der insgesamt aacht, déi sech d'Vertragspartner géigesäiteg accordéieren. Dës Fräiheeten, déi am Kader vun der Chicago-Konferenz 1944 etabléiert goufen, representéieren eng Rei vu Rechter a Privileegien, déi de kommerzielle Lofttransport reglëieren an den Accès zu de Marchéen an internationale Servicer zwëschent deenen zwee oder méi Länner reglementéieren.

Dës Libertéite gewären zum Beispill d'Iwwerfluchsrecht, dat ass déi éischt Fräiheet, d'Recht, fir aus net kommerzielle Grënn ze landen, d'Recht, Passagéier a Wueren um Territoire vun engem anere Staat opzehuelen oder ze debarquéieren. Déi wichtegst Fräiheet ass awer déi, fir net nëmmen an engem Land ze landen, mee och dat Land eventuell als Zwëschestopp zu aneren Destinatiounen ze gebrauchen.

Mat Brasilie sinn déi fënnef Fräiheeten insgesamt ausgehandelt ginn, mam Burkina Faso sinn et der véier, déi fënneft ass an der Verhandlung, mat Sri Lanka sinn et fënnef Libertéiten a mat Uruguay sinn et der insgesamt aacht.

Wann een elo op d'Relatiounen zu deenen eenzelne Länner ageet: Mat Brasilie verbënnt eis eng laang

Relatioun, déi um kommerzielle Plang och ganz interessant fir Lëtzebuerg war.

Ech wëll hei als Rapporter mech net derzou äusseren, wéi ech zu der aktueller politescher Situatioun a Brasilie stinn. Mee ech brauch dat net, Dir wësst, wat ech domat mengen. Brasilie bleift e wichtegen Handelspartner. Burkina Faso ass e laangjäregt Partnerland an eiser Entwécklungszesummenaarbecht. Mam Sri Lanka sinn déi Bezéiunge vill méi rezent, e Land, wat duerch ganz schwéier Zäite gaangen ass duerch de Biergerkrich, deem seng politesch Situatioun fragill bleift, mee wou een awer och ka matupaken, fir dat Land ze stabiliséieren, andeems een eng seriö Zesummenaarbecht mat deem Land mécht. Dat ass och de Sënn vun dësem Accord.

Den Accord mat Uruguay baséiert op enger Absichtserklärung vun 2013. Uruguay huet d'Ambitioun, sech als Porte d'accès zum südamerikanesche Maart ze positionéieren. Duerfir kann dësen Accord och interessant Méiglechkeete bidden, virun allem a Saache Wuerentransport.

Zum Schluss wëll ech kuerz op d'Aarbecht vun der Kommissioun agoen. Den 18. November 2019 hu mer de Projet eng éischte Kéier analyséiert. Den Avis vum Conseil d'État ass den 11. Februar komm. En hat keng weesentlech Problemer gesinn. De Conseil d'État huet allerdéngs eng Rei vu Propose gemaach, wou d'Regierung sech och verflicht huet, fir sech an Zukunft dorun ze halen. D'Chambre de Commerce hat hiren Avis schonn de 16. Oktober publizéiert an de Projet de loi approuvéiert. Den 28. September hu mer dës Avisen an der Kommissioun analyséiert an de Rapport ugeholl.

An heimat ginn ech, Här President, och den Accord vun der LSAP-Fraktioun a bieden Iech, déi véier Accorde guttzeheeschen. A wann ech Iech elo nach Merci soen, Här President, an Iech alleguer Merci soen, dass Der mer nogelauschtert hutt, hunn ech fir eng Kéier genee eng Punktlandung gemaach. Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Di Bartolomeo, fir d'Punktlandung. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also, Här Di Bartolomeo, ech fannen et net anormal, datt, wa mer iwwer Accords aériens schwätzen, Der och eng Punktlandung maacht. Esou gehéiert dat sech an dësem Kontext.

(Hilarité)

Ech mengen, Dir hutt dat Ganzt relativ gutt beschriwwen an enger Matière, déi fir Iech méi friem ass. Ech hu se alt soss och kannt. An ech wëll just soen, datt ech der Meenung sinn, datt déi Accords aériens, déi awer ganz divers hei si mat verschiddene Länner vun dem asiateschen, afrikaneschen, südamerikanesche Kontinent, am Fong jo haaptsächlech Accorde sinn, déi mir maache fir d'Cargolux a fir am Fong eise Logistikssecteur ze developpéieren. An do gesäit een och e wéineg, wéi déi eenzel Direktioune vun der Cargolux sech da gestalt hunn.

Woubäi ech muss soen, datt ech relativ frou sinn haaptsächlech iwwert déi Méiglechkeet, déi a Südamerika momentan entsteet. Dir wësst, datt d'Cargolux haaptsächlech elo ganz vill an deene leschte Joren och eng Konzentratioun op China hat, well e chineeseschen Aktionär bei der Cargolux ass. An dat hei ass och am Fong e Marché, dee se deelweis scho probéiert huet ze kréien a wou se elo méi Méiglechkeete kritt, well ech mengen, datt de südamerikanesche Marché fir Europa interessant ass an datt et wichteg ass, datt eng Firma wéi d'Cargolux sech als ee vun de groussen Hubben och fir Südamerika dohinnerstellt, soudatt ech dat hei scho positiv fannen.

Ech sinn e wéineg erstaunt, datt mer bei Uruguay déi aacht Fräiheeten do kréien, wat am Fong net klassesch an normal ass. Mee tant mieux, wann dat esou ass. Et ass en extreem liberalen Accord, zumindest mat deem Land, dee sech do stellt. A vu datt et haaptsächlech elo och an eisem Avantage ass, fir dat do ze maachen, ass et fir mech evident, datt d'CSV-Fraktioun deen Text hei wäert matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Wann et ee Secteur an der Ekonomie gëtt, dee jo déi lescht Wochen a Méint besonnesch gelidden huet, dann ass et d'Loftfaart. Wann een déi lescht Zuele vun der Luxair kuckt an och hir Absicht, fir mussen e Sozialplang opzestellen, da muss ee sech natierlech gewësse Froe stellen. Et ass awer ze erklären, et ass och verständlech, datt et zu deene Problemer um Niveau vun der Loftfaart koum.

Op där anerer Säit ass et awer esou, datt mer och gesinn hunn, datt d'Cargolux, contrairement zur Luxair vläicht an deene leschte Méint, awer éischter „profitéiert" - ënner Gänseféisercher - vun der Situatioun a mir als Lëtzebuerg jo och gemierkt hunn, wéi wichteg datt et ass, wann een eng grouss Aircargo huet.

Haut ënnerschreiwe mer oder hale mer véier Ofkommesse gutt mat verschiddene Länner, wat a priori selbstverständlech op d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei fält, well dat och der Cargolux et erméiglecht, hire Wierkungsraum nach auszebauen, nei Méiglechkeete gëtt, an dat ass och gutt fir d'Lëtzebuerger Ekonomie.

De Rapporter, de Mars Di Bartolomeo, deem ech Merci soe fir seng verschidde Rapporten, huet sech och ganz diplomatesch hei ausgedréckt. En huet eng gewësse Retenue gewisen, mee et huet een em awer ofgesinn, wat en awer am Fong geholl geduecht huet, wéi en un eenzel Länner appelléiert huet. An da kann ech mer e bëssen d'Fräiheet eraushuelen als „Netrapporter", vläicht awer dat een oder dat anert Land e bësse méi kritesch ze gesinn. Ech mengen, och dat soll een awer trotz allem maachen, wann ee mat esou Länner Ofkommesse mécht.

An ech kommen do fir d'éischt op Brasilien ze schwätzen. Et däerf een awer net vergiessen, datt, zënter den Här Bolsonaro do ass, jo awer verschidden Aktivitéiten do virginn, besonnesch wat de Reebësch ubelaangt, déi een net kann akzeptéieren esou.

Ech mengen, Brasilien huet, wat de Schutz vum Reebësch ubelaangt, net nëmmen eng national Verflichtung, mee och eng international Verflichtung. Jiddweree weess u sech, wat fir e wichtege Rôle de Reebësch ze spillen huet. An am leschten August zum Beispill si bal 1.400 Quadratkilometer ëmgeholzt ginn. Dat ass also méi wéi d'Hallschent vun eisem Land, dat ass net déi klengste Fläch! A wann dat an där Rasanz virugeet, da wësse mer jo, wat dat alles vu Bedeitung ka mat sech bréngen.

Dowéinst fannen ech, wann een och iwwer esou wichteg Accorde schwätzt, datt een awer och net soll zécken, iwwert dee Wee och op Schwaachstellen hinzeweisen. An ech mengen, déi ekonomesch Relatiounen, déi ee mat esou Länner fleegt, kënne jo och genotzt ginn, fir awer déi Messagë virunzeginn. Dat gëllt iwwregens och fir zwee aner Länner, Burkina Faso, iwwert dat mer d'nächst Woch wäerte vläicht méi am Detail hei kënne schwätzen, a virun allem och Sri Lanka, Sri Lanka, wat aus engem fierchterleche Biergerkrich erauskënnt, mee wou mer wëssen, datt d'politisch Situatioun nach ëmmer ganz fragill ass.

Onofhängeg vun deene puer Remarken do ass de Gesetzesprojet mat deene véier Accorden awer ze begréissen an ech ginn deementspriechend dann awer och d'Zoustëmmung vun der DP.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Jo, villmools merci, Här President. Bon, mir bleift elo net méi allze vill ze soen. Ech géif dem Rapporter natierlech Merci soe fir säin detailléierte Rapport, och de schréftleche Rapport, deen nach vill méi detailléiert ass, deen ech dräimol hu misse liese fir ze verstoen, wat alleguerten déi Fräiheete sinn, fir mer eppes drop zesummenzereimen. Et ass e relativ komplexe System. Nichtsdestotrotz ass et wichteg, dass mer d'Fonctionnalitéiten do derhannert och verstinn an eis eng Kéier domadder ausernanersetzen.

Ech hunn natierlech och gesinn an ech erkennen dat och un, dass Dir an Ärem schréftleche Rapport awer trotzdeem och op déi politesch Situatioun an de jeeweilege Länner agaange sidd. An ech halen et do mat mengem Kolleeg, dem Gusty Graas, deen hei och nach eng Kéier e Plädoyer duerfir gehalen huet, a wat ech nëmmen ënnerschreiwe kann.

Wéi gesot, ech hunn deem elo weider näischt méi bäizefügen, ausser dass mer als gréng Fraktioun eisen Accord dozou ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools merci, Här President. Ech wéilt och ufänke mat engem Merci un de Rapporter fir säi ganz engagéierten Discours, deen en hei gehalen huet. A wéi esou dacks ass beim Här Mars Di Bartolomeo och ëmmer d'Geleeënheet ginn, fir méi wäit nozedenken iwwert dat, wat e seet. An en huet eis haut déi Fro gestallt, op eng ganz geschéckt Manéier, eng ganz diskreet Manéier: „Wéi ass et da mat de Relatioune mat Brasilien?" En huet a sengem schréftleche Rapport dorobber opmierksam gemaach.

Mee et muss een eng Géigefro stellen: Wann dann elo deen Accord negociéiert gi wär, nodeems datt den Här Bolsonaro un d'Muecht koum - op eng demokratesch Manéier, wëll ech ënnersträichen -, hätte mer dann deen Accord net gemaach? Déi Äntwert, déi ee muss ginn, déi vernünfteg Äntwert ass: Dach, mir hätten en awer ofgeschloss, well mer déi ekonomesch Perspektiv a Latäinamerika brauchen, well mer d'Cargolux wëllen entwéckelen, an den Här Graas huet och e puer Argumenter genannt. An ech wëll derbäisoen: Mir mussen oppassen, datt mer hei net an e Prozess kommen, wou mer déi politesch Preferenze vun deenen engen oder aneren iwwer gesamtwirtschaftlech Interesse stellen.

Ech ginn zwee Beispiller: D'Cargolux flitt och a Saudiarabien. Ass d'Mënscherechtssituatioun a Saudiarabie fir eis en Argument, fir vläicht dat a Fro ze stellen? Ass et net. Ass d'Baussepolitik vu Saudiarabien en Argument, fir dat ze maachen? Ass et net.

D'Cargolux flitt a China. Wéi hu mir dovu profitéiert wärend der Covidkris! Wat hu mer net alles aus China iwwert d'Cargolux u wichtege Gidder kritt fir eist Land. Ass awer dofir d'Politik vun der chineesescher Regierung eng, déi mir approuvéieren, d'Baussepolitik, d'Mënscherechtsproblematik, d'Verfollgung vu ganze Vëlker a China? Ass dat jee zur Diskussioun komm an deem Kontext? Nee!

Mir hunn hei eng realpolitesch Situatioun. Mir hu se mat enger ganzer Rei Staaten. Mir hunn et och mat Brasilien, ob elo den Här Bolsonaro oder en aneren un der Regierung ass, woubäi ech den Här Bolsonaro net wëll vergläiche mat deene Länner, déi ech grad genannt hunn. Mir musse kucken, datt mer d'Ekonomie an d'ekonomesch Interesse vum Land och kënnen denken an engem méi laangfristege Kontext, an engem Kontext vun der Interessevertriedung vu Lëtzebuerg an net vu konjunkturelle politesche Konstellatiounen, déi vläicht deem engen oder anere méi oder manner gutt gefalen. D'Covidkris huet eis gewisen, wéi wichteg et ass, en Netz vu stabillen, strateegesche Verbindungen iwwert déi ganz Welt ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter. Grad bei dësem Theema besser eng Punktlandung wéi eng Crashlandung.

(Hilarité)

Ech wëll och ganz kuerz op déi aussepolitesch Dimensioun vun dësem Accord agoen. Et ass jo esou, datt een net duerch Isolatioun zu engem Méino-Komme kënnt. A grad wann et hei drëm geet, fir Fräiheeten ze schafen, Fräiheete vun engem Echange, Fräiheeten, déi net forcement direkt monetär ze bewäerte sinn, mee Fräiheeten, fir iwwerhaapt emol méi no ze kommen, méi no ze réckelen, mateneen an en Austausch ze geroden, dann ass dat prinzipiell ze begréissen, well duerch Isolatioun gewënnt ee keng Aussepolitik. Deementspriechend kann ech hei nëmmen dem Ausseminister felicitéiere fir déi véier Accorden, wou grad dee mat Uruguay, dat ass scho gesot ginn, dach immens wäitreechend ass, an déi eventuell eis do och Méiglechkeete ginn, méi wäit ze goe wéi nëmmen dat, wat mer eis bis elo geduecht hunn. An ech ginn och den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, fir ënner anerem och dem Rapporter Merci ze soe fir d'Punktlandung.

(Hilarité)

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Net nëmme fir déi, fir alles! Sou, ech wollt just soen, ech hunn elo grad gesot kritt, dass ech zwee vun deenen Accorde selwer ënnerschriwwen hunn, dat ass mat Uruguay a Sri Lanka. An dee mat Brasilien ass vum Carlo Krieger ënnerschriwwe ginn, eisem Ambassadeur. Also et ass alles an der Rei. Merci villmools.

(Hilarité et brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Ausseminister. Dës Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7476. Den Text steet am Document parlementaire 7476[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7476 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique.

Ech maachen duerno den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Dëse Projet ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Une voix.- Très bien!

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM.Marc Baum et David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge vun der Chamber si viraussiichtlech den 20. an 21. Oktober.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.45 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 3 et 4

3e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 28
Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) ..... p. 28-42
Dépôt de trois motions par M. Claude Wiseler ..... p. 42-43
Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) ..... p. 43-46

4e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 46
Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet de la politique européenne et étrangère ..... p. 46-50
Motion de M. Claude Wiseler relative à la situation au Bélarus ..... p. 50-51
Motion de M. Claude Wiseler relative aux activités de forage illégales de la Turquie en Méditerranée orientale ..... p. 51-52
Motion de M. Claude Wiseler relative à la situation dans la région du Haut-Karabakh ..... p. 52-53
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouveau pacte sur la migration et l'asile ..... p. 53-56
7476 - Projet de loi portant approbation
1° de l'Accord relatif au transport aérien entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso, fait à Luxembourg, le 4 mai 2018 ;
2° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République orientale de l'Uruguay, fait à New York, le 24 septembre 2018 ;
3° de l'"Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka on air services", fait à New York, le 25 septembre 2018 ;
4° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative du Brésil relatif à des services aériens, fait à Brasilia, le 22 novembre 2018 ..... p. 56-57

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2019-2020
2441	Diane Adehm	Compensation en éco-points
2473	Cécile Hemmen	Création d'une base de données communes pour les différentes structures de l'enseignement
2520	Sven Clement	Réunions plénières des écoles
2568	Françoise Hetto-Gaasch	Cours de rattrapage
2577	Martine Hansen	Rentrée scolaire dans le contexte de la pandémie de la Covid-19
2586	Cécile Hemmen, Georges Engel	Analyse des flux de matière, d'eau et d'énergie
2588	Cécile Hemmen, Georges Engel	Taxes communales relatives à la gestion des déchets
2590	André Bauler, Gusty Graas	Installation d'une éolienne entre Burden et Warken
2617	Fernand Kartheiser	Perte d'énergie pendant le chargement de voitures électriques
2621	Marc Goergen	Prime pour véhicules électriques
2622	Marc Goergen	Prime pour véhicules du type « Plug-in hybrid »
2625	Marc Goergen	Impact de la prime pour véhicules électriques sur la vente
2641	André Bauler	Reprise au niveau de l'industrie luxembourgeoise
2653	François Benoy	Canicule et adaptation des villes au changement climatique
2658	Sven Clement	Bouclier de protection des données UE-États-Unis
2659	Serge Wilmes	Transport de vélos dans les bus
2667	Paul Galles	Mesures pour les personnes handicapées dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2668	Martine Hansen	Accès de la région Haute-Sûre aux transports en commun
2669	Martine Hansen	Règlements grand-ducaux concernant la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
2681	André Bauler	Construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre
2691	Fernand Kartheiser	Déploiement du réseau 5G
2692	Fernand Kartheiser	Démolition d'une ferme dans la commune de Beckerich
2694	Martine Hansen, Gilles Roth	Contournement de Dippach
2704	Marc Goergen	Syndicats de chasse
2706	André Bauler, Gusty Graas	Centre national de recherche archéologique
2712	Marc Lies	Chantier de la route nationale N3
2722	André Bauler, Max Hahn	Impact de la sécheresse sur les forêts
2723	Marc Goergen	Indemnités des bénévoles du CGDIS
2725	Fernand Kartheiser	Homeschooling
2727	Fernand Kartheiser	Fermeture d'un chantier dans la commune de Beckerich
2729	André Bauler	Renouvellement de la rue Clairefontaine (N17) à Diekirch
2731	Carlo Back, Chantal Gary	Initiative « Vëlosummer »
2733	Sven Clement	Coopération en matière de digitalisation
2742	Martine Hansen	Interdiction du glyphosate
2745	Marc Goergen	Sécurité dans les transports publics
2749	Yves Cruchten	Consommation d'eau potable
2751	André Bauler, Max Hahn, Claude Lamberty	Gestion du tourisme autour du lac de la Haute-Sûre
2753	Roy Reding	Informations incohérentes dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2754	Laurent Mosar, Martine Hansen	Introduction d'une aide aux entreprises pour couvrir les coûts fixes dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2755	Jeff Engelen	Démographie médicale
2756	Jeff Engelen	Vaccin contre la Covid-19
2761	Sven Clement	Enquête de satisfaction par e-mail dans le cadre du suivi de personnes atteintes par la Covid-19
2764	Fernand Kartheiser	Secret de la correspondance
2766	Sven Clement	Accès au dossier patient et à l'ensemble des informations relatives à la santé
2768	Martine Hansen, Laurent Mosar	Aides financières pour le secteur de l'événementiel
2773	Gilles Baum	Relations de propriété des presbytères
2774	Roy Reding	Construction d'un canal d'évacuation des eaux résiduaires pour une usine de production de yaourt
2776	Martine Hansen, Gilles Roth, Laurent Mosar	Présumés « consultants fictifs » dans le dossier « FAGE »
2777	Carole Hartmann	Don du sang
2780	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Vote négatif du Parlement chypriote sur l'Accord économique et commercial global (CETA)
2781	Marc Goergen	Utilisation de sabots de Denver pour immobiliser des véhicules
2782	Sven Clement	Rentrée scolaire dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2783	Jeff Engelen	Reconnaissance des diplômes des étudiants en médecine
2786	Jeff Engelen	Démographie médicale
2788	François Benoy	Calcul des taux d'intérêts par les banques dans le contexte de crédits aux particuliers
2789	Mars Di Bartolomeo	Interdiction des cigarettes aromatisées
2790	Martine Hansen, Marc Spautz	Données des tests de dépistage de la Covid-19 des frontaliers
2791	Marc Goergen	Stockage de documents des administrations communales et étatiques auprès d'une entreprise de la zone industrielle Haneboesch
2793	Stéphanie Empain	Incendie au camp pour réfugiés Moria
2794	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Principes démocratiques au sein des fédérations sportives
2795	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Satisfaction des patients avec les services dans les hôpitaux
2796	Jeff Engelen	Nomenclature
2797	Jeff Engelen	Cadre légal du télétravail
2799	Simone Asselborn-Bintz, Cécile Hemmen	Maladies intestinales
2800	Sven Clement	Chômage partiel dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2801	Sven Clement	Charge de travail dans les laboratoires
2802	Gilles Roth, Laurent Mosar	Secret bancaire
2803 cf. 2807	Marc Goergen	Expo 2020 à Dubai
2805	Nancy Arendt épouse Kemp	Situation du trafic dans le sud du pays
2806	Claude Lamberty, Carole Hartmann	Test de dépistage de la Covid-19 pour les entraineurs
2807 cf. 2803	Jeff Engelen	Expo 2020 à Dubai
2809	André Bauler	Construction d'un parking aux alentours de la gare de Diekirch
2811	Marc Goergen	Dialogue social auprès de Luxair
2814	Paul Galles	Empreinte écologique du Luxembourg
2815	Fernand Kartheiser	Incinération de déchets de verdure
2816	Fernand Kartheiser	Taille des haies
2818	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Nouvelle station-service sur la A4
2819	Mars Di Bartolomeo	« Doing Business » de la Banque mondiale
2820	Mars Di Bartolomeo	Remboursement du médicament Lucentis
2821	Martine Hansen	Dégâts de gibier dus à une hausse des populations de grand gibier et au nombre insuffisant de gibier tiré
2825	Gusty Graas, Max Hahn	Sécurisation des traversées piétonnes
2827	Martine Hansen	Projets pilotes dans le cadre du Plan d'action national « PAN-Bio 2025 »
2830	Simone Asselborn-Bintz, Georges Engel	Sécurisation des traversées piétonnes
2835	Roy Reding	Droits de succession
2836	Fernand Kartheiser	Délocalisation de certains services administratifs de la Commission européenne
2838	Jeff Engelen	Marché du porc
2839	Jeff Engelen	Fièvre catarrhale ovine
2840	Jeff Engelen	Castration des porcelets
2843	Gusty Graas	Colis de semences
2848	Sven Clement	Obligation d'apposer un cachet sur certaines demandes
2852	Nancy Arendt épouse Kemp	Achat de drogues sur le Darknet
2857	Martine Hansen	Gestion des copropriétés d'immeubles bâtis
2858	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Hôpital militaire
2861	Gusty Graas, André Bauler	Production laitière
2862	Marc Goergen	Chantiers sur la collectrice à Pétange
2890	Sven Clement	Contact tracing dans le transport public
2891	Claude Wiseler	État d'avancement du dossier « conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire B »
2900	Jeff Engelen	Test de dépistage de la Covid-19 dans la région Est du pays
2901	Jeff Engelen	Alternatives au glyphosate
2902	Marc Goergen	Flotte Luxair
2918	Martine Hansen, Claude Wiseler	Statistiques sur les lieux d'infections de la Covid-19
2927	Marc Goergen	Jeux d'argent
2930	Claude Wiseler	Tests antigéniques
2965	Marc Goergen	« Welcome flight » de l'avion militaire A400M
2980	Martine Hansen	Remboursement de transports en ambulance
		Session ordinaire 2020-2021
4007 urgente	Marc Baum	Doses de vaccin non utilisées

Question n°	Auteur	Objet
4028 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Vaccin AstraZeneca
4029 urgente	Lydia Mutsch, Mars Di Bartolomeo	Fuite de données Facebook
4034 urgente	Martine Hansen	Tests rapides Covid-19
4042 urgente	Jeff Engelen	Vaccin AstraZeneca
4046 urgente	Viviane Reding, Octavie Modert	Fuite des données Facebook
4068 urgente	Jeff Engelen	Vaccin de Johnson & Johnson
4078 urgente	Jeff Engelen	Sécurité sociale des chauffeurs frontaliers des secteurs transport routier de marchandises et de personnes
4106 urgente	Marc Spautz	Vaccination des personnes de 30 à 54 ans avec AstraZeneca
4108 urgente	Josée Lorsché	Ordonnance relative aux tests Covid-19 dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et/ou hautement vulnérables
4138 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Vaccins non utilisés par d'autres pays

Question 2441 (25.06.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **compensation en éco-points :**

Il résulte de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 sur la protection de la nature et des ressources naturelles qu'« il est interdit de réduire, de détruire ou de détériorer les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire ainsi que les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation des espèces a été évalué non favorable ».

En cas de saisine du ministre d'une demande de dérogation à l'interdiction précitée, la requête afférente doit comporter e. a. une estimation de la valeur écologique relative d'un site ou d'une zone visée par un projet en vue de définir l'envergure des mesures compensatoires nécessaires. Ces mesures compensatoires sont évaluées à l'aide d'un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points.

D'après le règlement grand-ducal du 1er août 2018 la valeur monétaire d'un éco-point correspond à un euro. Un autre règlement grand-ducal du même jour institue le système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement :

1) Quel est le montant global au titre des mesures compensatoires précitées en 2018, en 2019 respectivement en 2020 ?

2) Madame le Ministre peut-elle me fournir ces informations par type de biotope, habitat ou autre utilisation du sol ?

3) Pour quels projets concrets le registre des éco-points a-t-il déjà été débité ? Quel a été le montant investi à chaque fois ? Quels projets restent actuellement à réaliser et suivant quel échéancier ?

Réponse (13.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a été saisi de 161 demandes d'autorisation ayant déclenché les mécanismes de compensation tels que précisés par l'article 63 et pour lesquelles une taxe de remboursement en vertu de l'article 65 a été versée. La ventilation du nombre de demandes et des montants (€) versés par année jusqu'au 28 septembre 2020 est indiquée dans le tableau 1 ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Le tableau 2 reprend les surfaces (exprimées en hectares) par type d'habitat d'intérêt communautaire détruit pour la période de référence.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il ressort du tableau 2 que les prairies maigres de fauche représentent de loin l'habitat d'intérêt communautaire le plus affecté, tout en soulignant que l'envergure relative des habitats d'intérêt communautaire est globalement moins importante que celle les biotopes protégés détruits (v. tableau 3).

Le tableau 3 reprend les surfaces (exprimées en hectares respectivement en nombre d'arbres) par type de biotopes protégés détruit pour la période de référence.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les forêts feuillues (BK13) représentent à elles seules 35 % des biotopes protégés détruits pour la période de référence. La perte d'éléments de structure des paysages ouverts du type bosquet, verger, haies ou broussailles représente 58 % de la surface totale des biotopes protégés détruits, auxquelles s'ajoutent les groupes et rangées d'arbres à hauteur de 791 arbres abattus.

En total 12,49 hectares de biotopes protégés (82,1 %) et d'habitats d'intérêt communautaires (17,9 %) ont été détruits sur la période de référence.

Les obligations compensatoires (5.720.959 €) découlant de la destruction d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire représentent 73 % du montant de la taxe de remboursement versée pour la période de référence. De la totalité des habitats d'espèces d'intérêt communautaire détruits, 60 % concernaient des habitats de chauves-souris, 39 % des habitats d'oiseaux et 1 % des habitats de reptiles.

ad 3) Pour des raisons de protection des données, l'identité précise des projets concrets débités au registre ne peut être publiée. Les montants totaux de la taxe de remboursement par type de requérants sont fournis ci-dessous sous forme tabellaire (tableau 4).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le montant individuel par projet de la taxe de remboursement variait entre 7 € et 636.600 €.

À noter que toutes classes de requérants confondues, des mesures de compensation in situ à hauteur de 1.095.547 éco-points ont été réalisées. Ces mesures réalisées par le requérant à l'intérieure de l'emprise du projet soumis à autorisation, communément appelées infrastructures vertes, contribuent donc de manière significative - environ 14 % du montant de la taxe totale pour la période de référence - à l'allègement de la taxe de remboursement, tout en contribuant à l'amélioration de la qualité écologique des terrains aménagés et de la qualité de vie des résidents ou employés. Ces mesures comprennent notamment la plantation d'arbres, d'arbustes ou de haies, ou encore la réalisation de toitures vertes, de façades végétalisées ou l'aménagement écologique de bassins de rétention des eaux de pluie.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable est dans l'impossibilité de prévoir les futurs besoins compensatoires, au moins pour la partie qui émane de projets communaux ou privés, et encore moins l'échéancier de la réalisation des projets y relatifs.

Question 2473 (03.07.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **création d'une base de données communes pour les différentes structures de l'enseignement :**

L'école fondamentale et les maisons relais sont deux acteurs devant travailler main dans la main. En pratique se posent pourtant des problèmes de cohérence ainsi que des problèmes de transmission d'informations entre les différentes structures. Souvent ces problèmes sont dus au manque d'une base de données commune entre ces acteurs. Ainsi, en cas de maladie par exemple, les parents sont obligés d'informer l'école et la maison relais de l'absence de leur enfant, faute d'insérer cette information dans une base de données (numérique) commune. Une inscription à la maison relais, respectivement à la cantine scolaire, pourrait ainsi être répertoriée dans un outil informatique du titulaire de classe afin d'éviter que l'enfant quitte l'enceinte scolaire à l'heure de midi, prenne le bus et finalement se retrouve devant la porte fermée du domicile de ses parents. À qui incombe la responsabilité en cas d'accident sur ce trajet ? L'autorisation des parents aux fins de pouvoir photographier leurs enfants est un autre exemple de ce double emploi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces problèmes ?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de créer une base commune d'informations pour les différentes structures de l'enseignement ?

- Existe-t-il une stratégie pour harmoniser davantage les différentes structures ?

- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une application numérique pourrait être une solution en vue de simplifier et harmoniser cette base de données ?

Réponse (17.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Une bonne collaboration entre l'école fondamentale et la maison relais permet en effet d'assurer une meilleure organisation des journées scolaires des enfants concernés.

Il importe de souligner dans ce contexte que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) est en train de développer une plateforme numérique pour parents de type « guichet unique » leur permettant de retrouver toutes les informations dont ils ont besoin, notamment tout ce qui concerne les prestations et services proposés sous la tutelle de l'État.

L'idée de créer une base de données commune semble certes intéressante, mais soulève des questions en matière de protection des données personnelles dans la mesure où nous sommes en présence de différents acteurs, les maisons relais étant gérées par les communes ou des prestataires externes.

Le MENJE est en train d'évaluer la possibilité de relier les gestionnaires de maisons relais qui le souhaitent à cette plateforme numérique afin d'améliorer l'échange d'informations ciblées, définies au préalable et en relation directe avec leurs missions.

Question 2520 (10.07.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **réunions plénières des écoles :**

Fir déi momentan Pandemie an de Grëff ze kréien, huet d'Regierung recommandéiert, sech un eng Rei Verhalensreegelen ze halen.

Mir goufen informéiert, datt d'Schoulplenièrë gréisstendeels virtuell ofgehale ginn. Et sinn awer offensichtlech och eng Rei Schoulen, déi d'Plenière physesch an engem Raum wëllen ofhalen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Bildung dës Fro stellen:

1. Här Minister, ass et an ären Aen an der aktueller epidemiologescher Situatioun opportun, d'Plenière physesch ofzehalen?

Falls nee, wat sinn d'Recommandatioune vum Educatiounsministère?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Op Demande vun der Inspection sanitaire huet den Educatiounsministère de Schoule geroden, d'Plenièrë vum Schoulpersonal ënner striktem Anhale vun de sanitäre Recommandatiounen ofzehalen, am beschte per „visioconférence".

Question 2568 (21.07.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **cours de rattrapage :**

D'Schouljoer 2019/2020 war ganz kloer e schwéiert Joer, dat fir d'Enseignanten, d'Schüler an d'Elteren. Fir déi Schüler, déi um Enn vun der Vakanz nach wëllen Nohëllef kréien, fir sech esou besser op d'Rentrée ze preparéieren, proposéiert den Educatiounsministère gratis Nohëllefscoursen.

D'Nohëllefsstonne wäerte vum 31. August bis den 11. September stattfannen. Esouwuel d'Schüler aus ëffentleche Schoule respektiv Lycéeën, ewéi och d'Schüler aus privaten Etablissementer, déi den offizielle Schoulprogramm applizéieren, kënne sech fir d'Nohëllefscoursen aschreiwen.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Hu sech genuch Enseignantë gemellt, fir dës Nohëllefscousë kënnen ze ginn?

- Wa jo, wéi vill?

- Wann nee, wéi gedenkt de Minister, dës Nohëllefsstonne kënnen unzebidden, wann net genuch Enseignanten do sinn, fir dëst ze assuréieren?

- Wéi vill Schüler hu sech mëttlerweil ugemellt, fir dës Nohëllefscoursen an Usproch ze huelen?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

No engem Schouljoer, dat ganz staark geprägt war vun der Covid-19-Pandemie, huet den Educatiounsministère Nohëllefscoursen organiséiert, fir deene Schüler, déi Lacunnen accumuléiert hunn, et ze erlaben, hire Retard opzeschaffen. Dës Nohëllefscoursë sinn een Element vun enger méi vaster Offer:

- Summerschool vum 31. August bis den 11. September: Nohëllefscoursë fir d'Schüler aus dem Enseignement secondaire an dem Enseignement fondamental;

- Rattrapage am éischten Trimester;

- Ausbau vu schouldoheem.lu: eng digital Plattform mat Léiermaterial. Eng spezifesch Rubrik erlaabt et den Elteren an de Schüler, gratis Excercicë mat Corrigéën erofzelueden, souwuel am Hibléck op déi perséinlech Besoine vum Schüler wéi op d'Matière, déi baussent de Schoulstonnen ze widderhuelen ass;

- Ergänzung vun dëser Offer vun didakteschem Material duerch eng Helpline, déi Rotschléi a pedagogesch Hëllef ubitt.

D'Offer vu Begleedung an Appui, déi elo en place gesat gëtt, soll sech an den nächste Joren zu enger fester Offer entwéckelen, déi no an no weider ausgebaut gëtt, fir e weesentleche Bestanddeel vum Lëtzebuerger Schoulsystem ze ginn.

Nohëllefscoursë virun der Rentrée

Um Enn vun der Summervakanz goufe gratis Nohëllefscoursen ugebueden, fir datt Retarden am Léiere konnten opgeholl ginn an no de Schüler hiren eventuelle Schwächten oder Lacunne konnt gekuckt ginn.

Déi Coursen hu vum 31. August bis den 11. September 2020 gedauert. Am Ganzen hu sech eng 6.000 Schüler ageschriwwen: 4.830 am Enseignement fondamental (Cycles 2, 3 a 4.1) a 797 am Enseignement secondaire (519 fir d'Cours de remise à niveau an 278 fir d'Cours de rattrapage). Dobäi kommen am Enseignement secondaire eng 300 Schüler, déi an Nohëllefscoursen ageschriwwe waren, déi op Initiativ vun aacht Lycéeën organiséiert goufen. Hei kann ee preziséieren, datt Schüler, déi wärend dem Schouljoer 2019/2020 am Cycle 4.2 waren an am September op Septième komm sinn, zu de Schüler gerechent goufen, déi am Enseignement secondaire ageschriwwe sinn.

D'Schüler aus dem Enseignement fondamental (Cycles 2, 3 a 4.1) goufen entweeder op Recommandatioun vun hirem Enseignant ageschriwwen oder op Initiativ vun hiren Elteren. Am Enseignement secondaire kann een ënnerscheeden tëschent de Cours de remise à niveau, déi geduecht sinn, fir Lacunnen ze combléieren, an de Cours de rattrapage, déi sech u Schüler adresséieren, déi een Noexamen hunn.

Am Enseignement fondamental gouf den Appui vun nobäi 345 Volontairen assuréiert, dovunner 80 Enseignanten, 165 Remplaçants temporaires an 99 Persounen, déi aus engem Pool rekrutéiert ginn,

dee geschafe gouf, fir d'Études surveillées ze assuréieren, wéi d'Coursen am Mee nees ugefaangen hunn.

Am Enseignement secondaire goufen d'Schüler vun am Ganzen 18 Enseignanten an 69 Studenten encadréiert.

Detailléiert Zuele fir den Enseignement fondamental

Zuel vun ageschriwwene Schüler, no Cycle an no Fach*

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

* Am Enseignement secondaire konnt ee sech fir maximal zwee Fächer aschreiwen.

Zuel vun Inscriptioune pro Année d'études

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Cours de rattrapage	Nombre d'élèves inscrits
cycle 2.1 / Cours de rattrapage en langue allemande	648
cycle 2.1 / Cours de rattrapage en mathématiques	178
cycle 2.2 / Cours de rattrapage en langue allemande	617
cycle 2.2 / Cours de rattrapage en mathématiques	220
cycle 3.1 / Cours de rattrapage en langues allemande et française	726
cycle 3.1 / Cours de rattrapage en mathématiques	254
cycle 3.2 / Cours de rattrapage en langues allemande et française	722
cycle 3.2 / Cours de rattrapage en mathématiques	242
cycle 4.1 / Cours de rattrapage en langue allemande	459
cycle 4.1 / Cours de rattrapage en langue française	418
cycle 4.1 / Cours de rattrapage en mathématiques	346
Total	4.830

* Fir d'Kanner net ze iwwerlaaschten, war d'Aschreiwung am Enseignement fondamental just méiglech fir een eenzegt Fach.

Schüler, déi wärend dem Schouljoer 2019/2020 am Cycle 4.2 waren an am September op Septième koumen, ginn zu de Schüler gerechent, déi am Enseignement secondaire ageschriwwe sinn.

Personal, dat d'Cours de rattrapage assuréiert

Enseignants	80
Remplaçants temporaires	16 5
Membres du pool national „études surveillées"	99
Total	34 4

Detailléiert Zuele fir den Enseignement secondair Cours de remise à niveau, déi sech u Schüler riichten, déi Lacunnen hunn (Fächer: Däitsch, Englesch, Franséisch, Mathematik)

Zuel vun ageschriwwene Schüler

Lieu d'organisation des cours	Nombre d'élèves inscrits
LCD - Lycée classique Diekirch	133
LGK - Lycée Guillaume Kroll (Esch)	104
LMRL - Lycée Michel Rodange (Luxembourg)	282
Total	519

Zuel vun Inscriptioune pro Fach*

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

* Am Enseignement secondaire konnt ee sech fir maximal zwee Fächer aschreiwen.

Zuel vun Inscriptioune pro Année d'études

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Cours de rattrapage, déi sech u Schüler riichten, déi nach en Noexamen haten (Fächer: Däitsch, Englesch, Franséisch, Mathematik, Biologie, Chimie a Physik)

Zuel vun ageschriwwene Schüler

Lieu d'organisation des cours	Nombre d'élèves inscrits
LCD - Lycée classique Diekirch	77
LGK - Lycée Guillaume Kroll (Esch)	33
LMRL - Lycée Michel Rodange (Luxembourg)	168
Total	278

Zuel vun Inscriptioune pro Fach*

Nieft de Coursen, déi vum Ministère an den dräi Zenteren organiséiert goufen, hunn och aacht Lycéeën esou Coursë fir hir eege Schüler assuréiert; et handelt sech dobäi ëm follgend Schoulen:

Lycée
LAML - Lycée Aline Mayrisch
LCE - Lycée classique d'Echternach
LHCE - Lycée Hubert Clément
LN - Lycée du Nord
LNB - Lycée Nic Biever
MLG - Maacher Lycée
LGK - Lycée Guillaume Kroll
EPF - École privée Fieldgen

An dëse Schoule goufen eng 300 Schüler encadréiert.

Total vum Personal, dat d'Cours de remise à niveau an d'Cours de rattrapage assuréiert

	Zuel
Enseignanten	18
Studenten	69
Total	87

Question 2577 (23.07.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **rentrée scolaire dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 :**

Laut Informatioune vum Gesondheetsministère vum 22. Juli ginn et hei am Land aktuell 33 Clusteren: dovunner zwielef a Schoulen oder Lycéeën. Enger rezenter südkoreanescher Etüd no heescht et dann och, datt Jugendlecher awer méi infektiéis si wéi ugangs geduecht. D'Fuerscher hu festgestallt, datt d'Kanner vun 0 bis 9 Joer doheem nëmme 5 % vun hire Kontakter ugestach hunn. Bei de Jugendleche vun 10 bis 19 Joer louch deen Taux awer méi héich wéi den Duerchschnëtt, nämlech bei knapp 19 %. Si hunn also méi Leit ugestach wéi déi Erwuessen.

Wëssend, datt elo nei detailléiert Informatioune publizéiert goufen, a wëssend, datt haut e weidert Covid-19-Gesetz gestëmmt gëtt, an deem déi schoulesch Aktivitéite kenge gesetzleche Bestëmmungen ënnerleien, well ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Educatiounsminister stellen:

- Hunn d'Schouldirektioune konkreet Richtlinne kritt, fir d'Organisatioun vun der Schoulrentrée, respektiv fir ënnerschiddlech Zenarie virzebereeden? Wa jo, wéi eng sinn dat genau? A baséieren dës Richtlinnen op den neien Erkenntnisser?

- Wann nee, wéini kréien d'Schoulen a Lycéeë kloer Richtlinne, fir d'Schoulrentrée 2020/2021 kënnen ze organiséieren?

- Gesäit d'Regierung opgrond vun den neien Erkenntnisser eng Adaptatioun vum Covid-19-Gesetz vir, wat d'Bestëmmunge fir d'Schoulen/Lycéeë betrëfft?

- Verschidde Lycéeën hate schonn eegestänneg decidéiert, eng Maskeflicht anzeféieren. Gedenkt d'Regierung, d'Maskeflicht an deene Klassen, wou de Sécherheetsofstand net méiglech ass, obligatoresch ze maache vun der Rentrée un?

- Wann nee, ginn zum Beispill Contingentserhéijunge respektiv méi Klasseneffektiver bei der Planung geneemegt, fir esou zumindest d'Ofstandsreegelen do, wou et méiglech ass, besser kënnen ze respektéieren?

- Laut Informatiounen aus der Press si Membere vun der Taskforce „Research Luxemburg" net un der Auswäertung vun den Date bedeelegt. Stëmmt dat? Wa jo, wie wäert dann dës Daten aus?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Schoulrentrée gouf, wéi an de legalen Dispositioune virgesinn, an enker Zesummenaarbecht zwëschent den eenzelne Partner vun der Schoulcommunautéit, dorënner d'Gemengenautoritéiten, d'Schouldirektiounen, d'Elterevertrieder an d'Schoulkommiteeën, wärend der zweeter Hallschent vum Schouljoer 2019/2020 organiséiert. Heibäi gouf sech notamment op dës besteeënd legal Dispositioune baséiert:

- Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

- Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission;

- Règlement grand-ducal modifié du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental.

Deemno ass an enger éischter Phas vun der Organisatioun vun der Rentrée alles dru gesat ginn, fir datt fir d'Rentrée 2020/2021 e gereegelte Schoulbetrib kéint stattfannen.

Am Kader vun der Reprise vun de Coursë gouf vum Educatiounsministère an Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère eng kohärent Strategie fir d'Bekämpfe vum Covid-19 ausgeschafft. (cf. annexe)

Vu d'Evolutioun vun den Infektiounszuelen, gouf zum Schluss vum Schouljoer vun der Regierung decidéiert, déi lescht Mesurë falenzeloossen. Dëst illustréiert d'Flexibilitéit vun der Strategie, déi sech jee no nationaler oder lokaler Situatioun upasse léisst.

Wéi am Artikel 8 vum Règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental steet, hunn d'Gemengenautoritéiten d'Méiglechkeet, zousätzlech Ressourcë par rapport zum Contingent u Schoulstonnen, déi si vum Educatiounsministère attribuéiert kruten, unzefroen. Dëst gëtt de Gemengen och ausserhalb vun der sanitärer Kris am Kontext vum Covid-19 d'Méiglechkeet, op lokal a spezifesch Besoinen a puncto Encadrement vun de Schüler anzegoen. Am Lycée sinn zousätzlech Ressourcen un d'Lycéeë verdeelt ginn, fir aussergewéinlech grouss Klassen no Méiglechkeet ze evitéieren.

Am Kader vun der Rentrée 2020/2021 ass et weiderhi wichteg, datt d'Preventiouns- an d'Hygiènesmesuren, déi spezifesch fir déi eenzel Altersgruppen ausgeschafft goufen an och weiderhin ënnert der Form vun den temporairë sanitäre Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 wäerte vun der Direktioun vun der Santé an Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère publizéiert ginn, agehale ginn, a gradesou wäerten d'Schüler weiderhi fir d'Anhale vun den eenzelne Mesurë sensibiliséiert ginn.

Dofir kréien d'Schoulen och weiderhin dat néidegt Material (z. B. Desinfectant, ënnerschiddlech Zorte vu Protektioune fir Nues a Mond, Plexiglaspanneauen) zur Verfügung gestallt, fir der Ausbreedung vum Virus entgéintzewierken. Weiderhi ginn och déi néideg Mesuren ergraff, fir déi klasseniwwergräifend sozial Kontakter vun de Membere vun der Schoulcommunautéit esou geréng wéi méiglech ze halen. D'Fluxen an de Schoulgebaier bleiwen esou organiséiert, datt d'Kanner aus ënnerschiddleche Klasse sech esou wéineg wéi méiglech begéinen. Doriwwer eraus gëllt nach ëmmer eng staark Recommandatioun, fir e Mundschutz ze droen um Wee fir an d'Schoul an och an der Enceinte vun der Schoul bis an de Klassesall: An der Grondschoul brauch de Mondschutz am Ausseberäich net gedroen ze ginn. Am Lycée ass de Mondschutz awer och wärend de Pausen esouwuel dobanne wéi dobaussen obligatoresch. Am Klassesall ass d'Droe vum Mundschutz an der Grondschoul net virgesinn. Am Lycée kënnen d'Gebaier an der Autonomie decidéieren, de Mondschutz och wärend de Schoulstonnen ze droen.

An dëser dach rezenter sanitärer Kris kann dobäi schonn op déi wäertvoll Erfarungen zeréckgegraff ginn, déi wärend dem Enseignement en alternance an dem Zesummeleeë vun de Klassegruppe konnte gesammelt ginn. Net nëmmen am Ausland, ma och hei zu Lëtzebuerg, goufen déi eenzel Phase vum Deconfinement wëssenschaftlech begleet. Den entspriechende Rapport „L'école face à la Covid-19 au Luxembourg"[1] gouf am August 2020 virgestallt.

Anescht wéi nach d'lescht Schouljoer sollen allerdéngs déi lokal Entwécklungen um Niveau vun den eenzelne Schoulen nach méi mat consideréiert ginn, fir esou méi cibléiert Mesuren ze ergräifen. No dësem Prinzip ginn och aktuell nach ënnerschiddlech Zenarien ausgeschafft, déi sech mat Bléck op déi lokal Entwécklung a puncto Covid-19-Infektiounen an den eenzelne Schoulen applizéiere loossen, fir esou der Ausbreedung vum Virus entgéintzewierken. De geneeën Detail vun den eenzelnen Zenarie gouf de 4. September virgestallt an duerno iwwert déi gewinnte Kanäl den eenzelne Partner vun der Schoulcommunautéit matgedeelt.

Annexe : Dispositif pour la rentrée scolaire 2020-2021 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2586 (27.07.2020) de **Mme Cécile Hemmen** et **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant l'**analyse des flux de matière, d'eau et d'énergie :**

Le Gouvernement poursuit l'ambition que le Luxembourg reste un pays précurseur dans le domaine de la gestion des déchets, de la protection des ressources et de l'économie circulaire. La composition des flux de déchets, de matériaux et/ou de composants est une condition préalable importante à la mise en œuvre d'une politique efficace des ressources et d'une économie circulaire. C'est ainsi que l'accord de coalition stipule que : « Dans le cadre des politiques de ressources, de déchets et d'économie circulaire, une analyse détaillée des flux de matière, d'eau et d'énergie sous-jacents aux activités économiques du Luxembourg sera réalisée. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- Quels sont les progrès dans l'élaboration de l'analyse détaillée des flux de matière, d'eau et d'énergie ?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'entamer d'autres analyses dans le cadre de l'optimisation de l'utilisation des ressources présentes sur le territoire national ?

Réponse commune (21.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Il est vrai que pour gérer nos ressources de manière efficace et mettre en œuvre l'économie circulaire, une bonne connaissance des quantités et qualités des flux et stocks de matières (y compris produits, composants, mais également déchets), d'eau et d'énergie est indispensable. En effet, un des objectifs prioritaires de l'économie circulaire est de réconcilier nos modes de production et de consommation avec les capacités productrices et régénératrices de notre planète, nécessitant de repenser de manière fondamentale la plupart de nos chaînes de valeur économiques.

Le recensement des flux d'entrée et de sortie aux frontières ainsi que de l'exploitation de stocks naturels nationaux constitue un élément important pour réaliser des bilans plus globaux. Les instruments en place pour recenser ces données sont notamment les collectes et analyses de données du Statec, publiées sur le portail des statistiques national[2] ou par Eurostat[3]. Des travaux méthodologiques sont actuellement en cours au Statec pour permettre de désagréger ces données au niveau de types de matières et de secteurs, voire de groupes d'entreprises. Des données détaillées ont également été mises à disposition par le Statec sur les flux d'énergie.

D'autres sources importantes pour des données d'entrée, de sortie et de récupération de matières, en plus des données économiques d'entreprises productrices, sont les diverses statistiques sur les

[1] https://men.public.lu/fr/publications/statistiques-etudes/themes-transversaux/ecole-covid.htm

[2] https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13200&IF_Language=fra&MainTheme=5&FldrName=2&RFPath=9420

[3] https://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=env_ac_mfa&lang=en

déchets, mise à disposition de manière récurrente par l'Administration de l'environnement (AEV), comme p. ex. les analyses nationales sur la composition des déchets résiduels (actualisée et présentée mi-2020) ou encore des déchets encombrants (disponible pour fin 2020).

Ces informations sont également compilées pour des flux de déchets spécifiques, tels que les emballages, les déchets d'équipements électriques et électroniques, les batteries, les véhicules hors service, les boues d'épuration et peuvent être complétées par l'AEV par des informations sur le transport, la valorisation ou l'élimination des matières déchets. Les mécanismes de responsabilité élargie des producteurs (REP), imposés par la législation sur les déchets, permettent ensuite de mettre ces données en relation avec les quantités de produits importés, notamment pour les emballages, équipements électriques et électroniques et batteries.

Ces quelques explications montrent que pour réaliser des analyses de flux de matériaux déjà au niveau national, il faut activer un large éventail de différents outils et bases de données.

Or, pour fournir des analyses pertinentes et des bilans utiles à l'économie et aux décideurs publics et privés dans différents secteurs, il est important de travailler également sur des chaînes de valeur sectorielles (« sektorielle Wertschöfpungsketten »). Dans une économie mondiale, ces chaînes de valeur dépassent largement les frontières nationales, rajoutant une couche de complexité supplémentaire à une analyse détaillée de leurs flux de matières, d'eau et d'énergie. Il importe de bien définir la finalité de l'analyse afin de pouvoir répondre à des questions précises liées p. ex. :

- aux processus industriels clés et l'approvisionnement garanti en cas de crise pour pouvoir assurer la santé et sécurité des citoyennes et citoyens (p. ex. matériel médical au cours de la crise Covid-19), ou encore

- à l'utilisation excessive et le risque d'épuisement de stocks naturels nationaux (p. ex. les réserves en eau potable),

- ou les impacts socio-environnementaux importants de certaines industries au niveau mondial (p. ex. le secteur du textile).

Un certain nombre de travaux ont été réalisés ou sont en cours au niveau du Gouvernement pour fournir des bilans de matières d'énergie et d'eau utiles à l'économie et aux décideurs publics et privés. Ces travaux sont recadrés par la stratégie « Null Offall » sur la gestion des ressources et déchets qui sera publiquement présentée en automne ainsi que par la stratégie nationale sur l'économie circulaire, actuellement en élaboration et intégrant des chaînes de valeur clés de l'économie luxembourgeoise.

La liste suivante reprend quelques exemples de ces travaux, qui seront affinés et approfondis au cours du déploiement des stratégies précitées :

- Les chaînes de valeurs des entreprises : les projets Fit 4 Circularity cofinancés par le Ministère de l'Économie ont fourni des analyses de chaînes de valeur d'entreprises luxembourgeoises dans divers secteurs comme l'alimentation, les emballages industriels, la construction ou le parachèvement. Ces analyses sont des instruments importants pour sécuriser les matières premières, réduire la dépendance envers des marchés d'approvisionnement fluctuants, maîtriser les impacts environnementaux et développer de nouveaux produit et services.

- Les flux des matériaux de construction : Plusieurs acteurs de l'innovation travaillent sur un concept de plateforme de déconstruction pour récupérer des composants et éléments de construction ou bien recycler du matériel comme le béton. Des analyses de stocks et flux de matière sont à la base de ces concepts pour juger de la faisabilité et viabilité économique. En dehors des flux physiques de matériaux, les impacts environnementaux sont également pris en compte, ceci de manière exemplaire par le LIST lors de la déconstruction sélective du bâtiment Jean Monnet à Luxembourg-Kirchberg.

- Le cycle technologique du plastique : La finalité de ce projet, réalisé par Luxinnovation est d'analyser le potentiel de pouvoir fermer les boucles de matières sur la chaîne de valeur du PET et autres plastiques dans la Grande Région.

- Les matériaux biosourcés : Le MECCD et l'Administration de la nature et des forêts ont réalisé des études sur le potentiel de la biomasse forestière récoltable au Luxembourg, pour construire des chaînes de valeur régionales et favoriser l'utilisation durable du bois, notamment dans la construction.

- Les stocks et flux d'eau potable : L'Administration de la gestion de l'eau a réalisé plusieurs études pour identifier et sécuriser les stocks et flux d'eau potable, dont une feuille de route pour un approvisionnement durable en eau potable ayant pour but la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable à long terme du Luxembourg.

- Le cycle biologique des nutriments : Études pour développer un concept national pour la gestion des boues épuratoires afin de proposer des solutions durables de valorisation voire d'élimination des boues issues des stations d'épurations luxembourgeoises. Un volet important de cette étude est la récupération des nutriments contenus dans les boues.

- La gestion des données sur les chaînes de valeur: le projet « Product Circularity Data Sheet (PCDS) » issu de la « Circularity Dataset Initiative », promu par le Ministère de l'Économie, vise à élaborer un set de données sur les propriétés circulaires de produits voyageant tout le long de la chaîne de valeur et permettant la mise à disposition d'informations cruciales pour l'utilisateur final quant à la future réutilisation d'un produit selon les différents modèles économiques de l'économie circulaire.

Question 2588 (27.07.2020) de **Mme Cécile Hemmen** et **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **taxes communales relatives à la gestion des déchets :**

Les taxes communales relatives à la gestion de déchets, conformément à l'article 17 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, doivent couvrir l'ensemble des frais encourus par les communes respectives en matière de gestion de déchets. Ces taxes mises à charge des différents ménages, selon le principe du pollueur-payeur, doivent tenir compte des quantités de déchets réellement produites et également comporter au moins une composante variable calculée en fonction du poids et/ou du volume des déchets ménagers résiduels en mélange effectivement produits ainsi qu'une composante variable calculée en fonction du poids et/ou du volume des déchets encombrants effectivement produits.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce que toutes les communes ont adapté leurs règlements relatifs à la gestion des déchets aux dispositions de l'article 17 de la loi modifiée du 21 mars 2012 ?

2) Le cas échéant, quelles solutions et/ou mesures Madame la Ministre entend-elle mettre en œuvre afin que toutes les communes appliquent une taxation relative à la gestion de déchets en conformité avec la loi ?

Réponse commune (21.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les communes ont la charge d'assurer la gestion des déchets ménagers et des déchets assimilés. Ainsi, elles doivent demander l'avis de l'Administration de l'environnement (AEV), lequel doit être pris dans un délai de deux mois, préalablement à l'adoption des règlements concernant les modalités de gestion des déchets, et les taxes et tarifs y relatifs.

Selon les informations actuellement disponibles à l'AEV, les communes n'ont pas toutes adapté leurs règlements relatifs à la gestion des déchets aux dispositions de l'article 17 de la loi précitée du 21 mars 2012.

Depuis le début de l'année 2020, 26 communes, dont 24 sont membres du SIDOR et 2 du SIGRE, appliquent des taxes communales pour les déchets ménagers en mélange, qui sont conformes aux dispositions de l'article 17 de la loi précitée du 21 mars 2012. Parmi ces dernières, 7 communes appliquent une taxation au moins en fonction du poids et 19 communes appliquent une taxation en fonction de la fréquence de vidange.

Les 46 communes membres du SIDEC ont toutes adapté au cours des derniers mois leurs règlements-taxes pour se conformer également aux dispositions de l'article 17 de la même loi concernant la taxation en fonction de la production réelle des déchets ménagers en mélange. Cependant, la mise en œuvre de ces nouveaux règlements-taxes a été retardée avec la gestion de la pandémie du Covid-19.

En ce qui concerne la collecte des déchets encombrants, la situation est plus difficile à évaluer. Ceci est principalement dû au fait que la collecte de ces déchets se fait par collecte de porte-à-porte, mais aussi dans des centres de recyclage appartenant à des syndicats. Alors que dans des communes membres de ces syndicats, la collecte porte-à-porte des déchets encombrants peut être payante, la collecte dans les centres de recyclage peut être gratuite.

ad 2) L'analyse des déchets ménagers en mélange, réalisée pour le compte de l'Administration de l'environnement en 2019, a montré que dans les communes où les déchets résiduels sont facturés en fonction de la taille du conteneur et du poids des déchets résiduels, la production spécifique de déchets résiduels est plus faible de 51,5 %, plus précisément de 74,3 kg/habitant, que dans les communes ayant un système purement basé sur le volume. Des taxes communales tenant compte de la production effective des déchets résiduels en mélange, telles que préconisées par la loi, et désormais également par la directive (UE) 2018/851, constituent une incitation plus forte pour réduire les quantités de déchets résiduels en mélange.

La loi précitée du 21 mars 2012 ne prévoit actuellement pas de sanctions en cas de non-respect des dispositions de l'article 17. Toutefois, l'article 20 de la même loi prévoit que la commune qui n'a pas pris de règlement relatif à la gestion des déchets conforme aux dispositions de la loi, peut être mise en demeure. Six mois après celle-ci, si la commune concernée n'a toujours pas pris de règlement en la matière ou si les prescriptions prises sont reconnues insuffisantes, il pourra être pourvu à la carence de la commune par un règlement grand-ducal.

L'Administration de l'environnement rappelle, dans ses avis adressés aux communes relatifs aux règlements communaux en matière de déchets, les dispositions afférentes lorsqu'une non-conformité est constatée.

En date du 15 juillet 2020, le Gouvernement en conseil a adopté un projet de loi transposant la directive (UE) 2018/851 et modifiant la loi précitée du 21 mars 2012. Dans ce projet de loi, il est prévu de mettre en place une évaluation annuelle, au niveau communal ou intercommunal, au moyen d'un catalogue de critères en matière de gestion des déchets, dont certains se baseront également sur le principe du pollueur-payeur. Les résultats de cette évaluation seront publiés par l'administration compétente sur un site Internet accessible au public.

En outre, il est prévu de créer des amendes administratives pouvant aller jusqu'à 10.000 EUR en cas de non-respect des dispositions de l'article 17.

Question 2590 (27.07.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**installation d'une éolienne entre Burden et Warken :**

Tëscht Bierden a Waarken, um Territoire vun der Gemeng Ettelbréck, soll spéitstens an zwee Joer eng Wandmillen opgeriicht ginn; mat hiren 230 Meter déi héchst am ganze Grand-Duché. Och op Dikrech soll sou eng Wandmille stoe kommen. D'Wandmille géif, esou liest een an der Press, zimmlech no bei déi éischt Haiser vu Bierde placéiert ginn, just 750 Meter wäit ewech. Vill Bierger vu Bierden an Ierpeldeng-Sauer maache sech Gedanken iwwert den Impakt op hir Gesondheet vun dëser fir Lëtzebuerger Verhältnisser dach éischter ongewinnt héijer Wandmillen.

Virun deem Hannergrond wollte mir dem Här Energieminister an der Madamm Ëmweltminister folgend Froe stellen:

- Wéi positionéiere sech den Här an d'Madamm Minister zur Thematik „Infraschall", also Schallwellen, déi een zwar net héiere kann, an awer op de mënschleche Kierper Afloss huele kënnen? Gëtt et dozou Studien, déi de Ministère ënnert d'Lupp geholl huet oder bereet ass ze huelen, fir dës am Entscheedungsprozess ze berécksiichtegen?

- Stëmmt et, datt de Schiet vun dëser Wandmillen, jee no Joreszäit, ganz no un d'Grenz vum Bierdener PAG kënnt? Wa jo, sinn den Här an d'Madamm Minister sécher, datt dat net d'Liewensqualitéit vun de Bierger beanträchtegt?

- Wier et net besser, de Standuert vun der Wandmillen ze iwwerdenken, fir de méiglechen Afloss op déi physesch a mental Gesondheet vun de Bierdener Awunner ze miniméieren?

- Denkt den Ëmweltministère drun, fir déi aktuell Legislatioun an dësem Beräich ze iwwerschaffen, fir datt de Mindestofstand vis-à-vis vu bebauten Zone méi grouss gëtt, esou wéi dat elo schonn de Fall an aneren europäesche Länner ass, déi déi geltend Norme méi streng gemaach hunn?

- Sinn den Här an d'Madamm Minister bereet, fir den Dialog mat de Bierdener an Ierpeldenger Bierger opzehuelen an eng Rei Froe mat hinnen am Kader vun enger weiderer Informatiounsversammlung ze klären, fir datt Ängschten a Suerge vun der Bevëlkerung am direkte Gespréich kënnen ugesprach ginn?

- Wa jo, wier dat am spéide Summer oder am fréien Hierscht méiglech?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

- Geräischer, déi de Mënsch net direkt héiert, gi souwuel vun natierleche Quelle wéi och vun technischen Anlagen aus. Geräischer mat déiwe Frequenzen an Infraschall sinn zu Lëtzebuerg net speziell reglementéiert. Am Kader vun enger Kommodosgeneemegung ginn awer d'Geräischemissioune vun Anlagen an hiren Impakt op d'Noperschaft méi genee analyséiert.

Eng Wandanlag stellt och eng Quell duer, déi déiffrequent Geräischer produzéiert. Schonn 2012 huet d'Ëmweltverwaltung dësen Aspekt ënnersiche gelooss. Op Basis vun der deemoleger Auswäertung vun der Literatur koum den Expert zum Schluss, datt bei Beuechte vun engem maximal zoulässege Geräischimpakt vun 42 dB(A) keng weider Etüden noutwendeg sinn, fir den Afloss vun déiffrequenten Emissiounen/Infraschall ze ënnersichen. Dës Erkenntnis ass an déi aktuell applizéiert Bewäertungskrittären am Kader vun enger Kommodosgeneemegung agefloss.

Déi rezent Kaméidisetüden, déi jeeweils fir e bestëmmte Wandkraaftprojet vun engem onofhängege Büro gemaach ginn, ginn awer och nach eng Kéier op dëst Theema an, woubäi sech op déi aktuell Literatur beruff gëtt. Zwou Etüde ginn an deem Zesummenhang dacks zitéiert:

Tieffrequente Geräusche und Infraschall von Windkraftanlagen und andere Quellen, Landesanstalt für Umwelt; Messungen und Naturschutz Baden-Württemberg (LUBW), 2016;

Évaluation des effets sanitaires des basses fréquences sonores et infrasons dus aux parcs éoliens, Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), 2017.

Dës Etüde bestätegen déi aktuell Approche. Déi franséisch Etüd vun der Anses war Objet vun der parlamentarescher Ufro Nr. 3938 vum 16. Juli 2018 vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser un d'Gesondheetsministesch an un d'Ëmweltministesch.

- De Schiet vun der Wandanlag gouf, wéi bei all Wandkraaftprojet zu Lëtzebuerg, no där an Däitschland ausgeschaffter Method analyséiert (WEA Schattenwurf-Hinweise - Bund-/Länder-Arbeitsgemeinschaft für Immissionsschutz (LAI)). Dës Method, déi och an eisen aneren Nopeschlänner consideréiert gëtt, baséiert op engem Worst-case-Zenario, dat heescht, et gëtt berechent, wéi vill Schiet duerch d'Dréie vun enger Wandanlag an der Noperschaft entstoe kann, wann:

d'Sonn permanent vu moies bis owes schéngt (1. Januar bis 31. Dezember);

keng Wollek um Himmel ass;

d'Rotorfläch vun der Wandanlag senkrecht zur Sonn steet an dréit.

Laut der Etüd kann ënnert dëse Konditiounen an der Uertschaft Bierde rechneresch nëmmen an de Méint November bis Januar Schiet duerch déi geplangten Anlag optrieden.

Déi fir dëse Worst-case-Zenario applizéiert Grenzwäerter vun 30 Stonnen/Joer an 30 Minutten/Dag ginn no den Informatiounen an der Kommodosdemande net iwwerschratt, soudatt keng Ofschaltautomatik virgesinn ass.

D'Etüd preziséiert awer och, datt an der Realitéit den Impakt duerch de Schiet weesentlech méi kleng wäert sinn, eméi am Worst-case-Zenario bestëmmt gouf (3 Stonnen/Joer an de Méint November bis Januar).

- D'Ëmweltverwaltung huet sech, wéi ënnert de Punkten 1 an 2 duergeluecht, kloer Krittäre ginn, fir den Impakt vu Wandanlagen op d'Noperschaft ze bewäerten. Dës Krittäre wäerten och am Dossier, ëm deen et hei geet, ugewannt ginn. Laut den Etüde vun agreéierten Experte ginn op dësem Standuert all Lëtzebuerger Grenzwäerter agehalen.

Dës Approche huet sech an deene leschte Joren och bewäert: et gëtt ganz wéineg Reklamatiounen a Problemer am Zesummenhang mat dësen Anlagen.

Zousätzlech bleift nach ze soen, dass e Promoteur vu Wandmillen, och wann hien eng Geneemegung huet, net obligéiert ass, säi Projet tatsächlech ze realiséieren.

- Eng standardiséiert Distanz kann de Spezifissitéite vun engem Standuert net Rechnung droen. Dofir ginn hei am Land d'Auswierkunge vun enger Wandanlag op Basis vun hire Wierkungen op déi eenzel Ëmweltberäicher (Mënsch, Fauna, Flora) am Kader vun deene jeeweilege Legislatioune beurteelt. Déi Approche huet sech an de leschte Jore bewäert. Et sief zudeem dorop higewisen, datt d'Autorisatioun vun engem Projet jee no Impakt och Kontrolle virschreift.

- Den Dossier de demande war, wéinst engem Formfeeler vun der Gemeng bei der éischter Kéier, nach eng Kéier an d'Enquête publique (Kommodosgesetz) gaangen. Dat heescht, d'Bierger haten nach eemol d'Méiglechkeet, sech an d'Detailer vun der Demande anzeliesen an hir Observatiounen ofzeginn. Selbstverständlech bleiwen awer d'Observatiounen, déi am Kader vun der éischter Enquête

public gemaach goufen, weiderhi valabel. Déi Observatioune ginn all consideréiert, ier eng Kommodosdecisioun geholl gëtt.

Question 2617 (04.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **perte d'énergie pendant le chargement de voitures électriques :**

Den däitschen Automobillclub ADAC mécht an engem Pressecommuniqué (22. Juli 2020) drop opmierksam, datt en E-Auto tëscht 10 a 25 % méi Stroum zitt, wéi säi Bordcomputer uweist. Dat ass bedéngt duerch Verloschter an deene verschiddenen Elementer vun enger Opluedstatioun, am Chargeur, deen am Auto agebaut ass, an an der Batterie. Dee Stroum, dee verluer geet, schléit fir den Automobilist an d'Geld, och wann en net am Autoscomputer ugewise gëtt. Den ADAC fuerdert duerfir d'Hiersteller op, dës Stroumverloschter fir hir Clientë mat unzeginn an op Aggregater zeréckzegräifen, déi dës Verloschter a Grenzen halen. An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Transportminister an dem Här Energieminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt et beim Luede vun engem E-Auto zu Stroumverloschter an der Héicht vun 10 bis 25 % kënnt?

2. Ass d'Regierung op europäeschem Niveau schonn an Diskussioune gewiescht, déi dës Verloschter uschwätzen, an zwar ausdrécklech och aus der Siicht vum Konsument, dee fir eppes bezuele muss, wat hien net geliwwert kritt?

3. Ënnerstëtzt d'Regierung d'Fuerderung vum ADAC un d'Autosproduzenten, op dës Verloschter opmierksam ze maachen, oder ass si gewëllt, dës Fuerderung ze ënnerstëtzen, wa si op europäeschem Niveau sollt opbruecht ginn?

4. Ass et méiglech, Aggregater vun E-Gefierer oder Luedstatiounen, déi fir en iwwerduerchschnëttleche Stroumverloscht responsabel sinn, ze verbidden?

5. Huet d'Regierung beim Ekipement vun de Luedstatiounen, déi zu Lëtzebuerg installéiert sinn oder geplangt sinn, drop geuecht, datt dee Stroumverloscht un der Luedstatioun sech a Grenzen hält? Wéi héich ass deen an der Praxis?

Réponse commune (21.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Nom Astieche vum Luedkabel an een Elektroauto këmmert sech de sougenannten On-Board-Charger am Auto automatesch dorëms, datt de Luedstroum op déi ideal Opnamefäegkeet vun der Batterie ofgestëmmt gett. Dësen Apparat wandelt de Wiesselstroum (AC - alternating current) aus dem Stroumnetz a Gläichstroum (DC - direct current) ëm, fir domadder d'Batterie vum Elektroauto ze lueden. Et handelt sech heibäi also ëm ee Gläichriichter am Gefier. Wéi effizient de Luedvirgang vun engem Elektroauto ass, hänkt gréisstendeels vum Wierkungsgrad vun dësem On-Board-Charger of. Am Idealfall läit dësen iwwer 95 %. An anere Fäll kann, wéi am zitéierten Artikel vum ADAC beschriwwen, awer dëse Wierkungsgrad och däitlech drënner leien.

D'Effizienz vum On-Board-Charger ass awer net eleng d'Ursaach vu méigleche Verloschter. En zousätzleche Facteur ass d'Ofstëmmung vun der maximaler Luedleeschtung vum Gläichriichter am Gefier mat der Leeschtung vum Luedpunkt. Esou mécht et zum Beispill ee groussen Ënnerscheed, ob een Elektroauto mat engem dräiphasegen On-Board-Charger och wierklech mat engem dräiphasege Luedpunkt geluede gëtt. Gëtt zum Beispill en Auto mat engem dräiphasegen On-Board-Charger iwwer eng normal eephaseg Haushaltssteckdous gelueden, dann ass de Wierkungsgrad an der Reegel méi niddreg. D'Lueden doheem iwwer een Dräiphasestecker, esou wéi et mat enger „Wallbox" quasi Standard ass, bitt Sécherheet a Confort an huet e méi héije Wirkungsgrad par rapport zum Oplueden an enger Haushaltssteckdous. Och dofir wäert d'Regierung d'Bierger, dei sech esou eng „Wallbox" uschafen, an Zukunft iwwer e Subsid ënnerstëtzen. Anerersäits kënnen Elektroautoen, déi mat engem eephasegen On-Board-Charger ekipeiert sinn, an der Reegel mat engem méi héije Wierkungsgrad eephaseg (z. B. iwwer eng normal Haushaltssteckdous) geluede ginn.

Wéi am Artikel vum ADAC schonn erkläert, weisen d'Autoscomputeren an der Reegel nëmmen de momentanen oder duerchschnëttleche Stroumverbrauch vum Gefier selwer op der Strooss un. Eventuell Stroumverloschter, déi op een ineffizient Lueden zeréckzefëiere sinn a vum Client awer matbezuelt ginn, gi vum Autoscomputer net mat ugewisen. Dës Verloschter beim Luede gi vum Gefier net erfaasst, well et momentan keng standardméisseg Kommunikatioun tëschent dem Gefier an de verschiddene Luedpunkte gëtt, déi dat kéint. Well een Elektroauto och ëmmer iwwer eng normal Haushaltssteckdous ka geluede ginn, déi keng Kommunikatioun mam Gefier erméiglecht, schéngt et och an der Zukunft schwiereg, dës Stroumverloschter mam Auto ze erfaassen. D'Fuerderung vum ADAC, fir datt d'Bordcomputeren net nëmmen d'Verbrauchswäerter beim Fueren, mee och d'Energieverloschter beim Luede mat uweisen, ass deemno kaum ëmsetzbar.

Op där anerer Säit ass d'Fuerderung, méiglechst effizient On-Board-Chargeren an den elektresche Gefierer ze verbauen, absolutt begréissenswäert. Dës méi effizient Gläichriichter kaschten zwar méi, minimiséieren awer d'Stroumverloschter. Ee Verbuet vu manner effizienten On-Board-Chargeren ass um europäesche Plang awer schwiereg an och net virgesinn. Allerdéngs schreift den neien Homologatiounszyklus WLTP („Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedure") fir déi elektresch Autoe vir, datt fir d'Berechne vum Duerchschnëttsverbrauch de ganze Stroum, deen um Luedpunkt verbraucht gouf, consideréiert muss ginn. Deemno fléissen och eventuell Stroumverloschter beim Luede mat an d'Berechnung vum affichéierte Verbrauch vum Gefier. Doduercher gëtt sech erwaart, datt d'Hiersteller méiglechst effizient Gläichriichteren am Gefier verbauen, well soss den affichéierte WLTP-Duerschnëttsverbrauch a Kilowattstonnen (kWh) op 100 km vum Gefier manner interessant fir de Marché ass. Dëse WLTP-Duerchschnëttsverbrauch muss zu Lëtzebuerg säit Enn 2019 obligatoresch bei allen neien Autoen ugewise ginn, dat heescht bei 100 %-Elektroautoen, mee och bei Plug-In-Hybriden an all anerer Motorisatioun. Do dernieft kuckt d'Regierung zousätzlech, fir bei der ugekënnegter Kafprimm fir privat Luedstatiounen de Client doriwwer ze informéieren, sech eng Born ze kafen, déi optimal zu sengem elektreschen Auto passt an doduerch e méiglechst effizient Lueden erlaabt.

Wat déi national ëffentlech Luedinfrastruktur ugeet, esou gouf vun de Stroumnetzbedreiwer drop opgepasst, datt d'„Chargy"-Bornen ee méiglechst effizient Lueden erlaben, an dëst och nach bei enger héijer Leeschtung am Wiesselstroum vu bis zu 22 kW. Den Hiersteller vun de „Chargy"-Bornen, deen 2016 duerch eng europäesch Ausschreiwung zeréckbehale gouf, huet kierzlech un enger wëssenschaftlecher Studie deelgeholl, fir ee Wierkungsgrad vun 98 % beim Lueden iwwert den On-Board Charger ze erreechen. Déi minimal Stroumverloschter, déi an der Born selwer entstinn, ginn net vum Client matbezuelt, well dës virum Compteur vun der Born ufalen. Et sief ofschléissend generell bemierkt, dass d'Verloschter vum Opluede par rapport zur Gesamtenergieeffizienz vun engem Elektroauto, och am Verglach zu anere Motorisatiounstechnologien, eng éischter kleng Roll spillen.

Question 2621 (05.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **prime pour véhicules électriques :**

D'Regierung huet am Koalitiounsofkommes d'Transitioun op d'Elektromobilitéit als ee Käruleies definéiert, woubäi d'Part vum Elektroauto op eise Stroossen an den nächste Jore klamme soll. Fir dëst Zil ze erreechen, huet d'Regierung eng Primm fir Elektroautoen agefouert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, dem Här Minister fir Energie an der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Mount, wéi vill Elektroautoe goufen dëst Joer zu Lëtzebuerg kaaft? Wéi huet sech den Total par Rapport zum selwechten Zäitpunkt 2019 entwéckelt?

2. Opgelëscht pro Mount, wéi vill Mol gouf d'Primm fir een Elektroauto dëst Joer accordéiert?

3. Wéi héich ass den Duerchschnëttspräis vun den Elektroautoen, déi dëst Joer mat der Primm ënnerstëtzt goufen?

4. Wat ass de Medianwäert vum Verkafspräis vun den Elektroautoen, déi dëst Joer mat der Primm ënnerstëtzt goufen?

5. Wat ass d'Differenz tëschent de 25 % deiersten an de 25 % bëllegsten Elektroautoen, déi mat der Primm ënnerstëtzt goufen? (Interquartilofstand)

6. Wéi vill Leeschtung (Kilowatt) haten d'Elektroautoen, déi dëst Joer mat der Primm ënnerstëtzt goufen, am Duerchschnëtt?

7. Wat ass de Medianwäert vun der Leeschtung (Kilowatt) vun den Elektroautoen, déi dëst Joer mat der Primm ënnerstëtzt goufen?

8. Wat ass d'Differenz tëschent de 25 % leeschtungsvollsten an de 25 % leeschtungsschwaachsten Elektroautoen, déi mat der Primm ënnerstëtzt goufen? (Interquartilofstand)

Réponse commune (21.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Zuele vun den zu Lëtzebuerg verkaaften Autoe ginn net zentral vun der ëffentlecher Hand erfaasst. Op där anerer Säit sinn d'Zuele vun der SNCA awer disponibel, wéi eng Autoen zu Lëtzebuerg immatrikuléiert ginn. Dëst kënnen och Gefierer sinn, déi zwar am Ausland kaaft ginn an dann awer zu Lëtzebuerg ugemellt ginn.

An der follgender Tabell sinn d'Zuele vun den nei immatrikuléierten 100 %-Elektroautoe fir d'Joer 2019 esouwéi fir d'Period vu Januar bis Juli 2020 pro Mount ze fannen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Baisse vun Neiimmatrikulatiounen am Abrëll vun dësem Joer par rapport zu de Méint virdrun ass gréisstendeels op déi sanitär Kris zeréckzefëieren. Eng Rei Autoe goufen doduerch méi spéit ausgeliwwert an immatrikuléiert, wat och zum Deel déi méi héich Immatrikulationszuelen an de Méint duerno erkläert. Ervirzehiewen ass, datt an den éischten aacht Méint 2020 mat 1.167 Gefierer schon däitlech méi nei 100 %-Elektroautoen ugemellt goufe wéi am ganze Joer 2019 (986 Gefierer).

Well déi op 8.000 € erhéichte Primm nëmme fir nei 100 %-Elektroautoe gëllt, déi tëschent dem 11. Mee 2020 an dem 31. Mäerz 2021 kaaft ginn a bis spéitstens Enn 2021 fir d'éischt ugemellt ginn, huet dës Mesure warscheinlech bis elo nëmmen ee klengen Impakt op déi Neiimmatrikulatiounszuele gehat.

An de leschten eelef Méint goufe vun der Ëmweltverwaltung Primme fir am Ganze 556 100 %-Elektroautoen accordéiert. Unzemierken ass awer, datt den Auto op d'mannst siwe Méint op den Numm vum Requerant muss ugemellt sinn, ier dësen déi entspriechend Demande bei der Ëmweltverwaltung kann erareechen. D'Zuelen zu de Primme fir 100 %-Elektroautoen, déi bis elo dëst Joer accordéiert goufen, entspriechen also Autoen, déi 2019 kaaft goufen a fir déi eng Primm vu 5.000 € ausbezuelt gouf. Aus den uewegenannte Grënn konnt och nach keng Primm vun 8.000 € ugefrot ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Bäileeë vun enger Kopie vum Kafvertrag vum 100 %-Elektroauto ass bei Demandë fir d'Primm vu 5.000 € net gefrot, an dowéinst leien der Ëmweltverwaltung keng Informatioune vir, wéi héich de Verkafspräis vun dëse Gefierer ass.

Wëll ënner anerem awer de Certificat d'immatriculation bei d'Demande muss bäigeluecht ginn, kann allerdéngs d'Leeschtung vun de Gefierer erfaasst ginn. Sou läit d'Duerchschnëttsleeschtung vun den 100 %-Elektroautoen, fir déi dëst Joer bis elo eng Primm accordéiert gouf, bei 107 kW. De Medianwäert vun der Leeschtung vun engem 100 %-Elektroauto, dee mat der Primm ënnerstëtzt gouf, ass 100 kW, an d'Differenz tëschent de 25 % leeschtungsvollsten an de 25 % leeschtungsschwächsten 100 %-Elektroautoen, déi mat der Primm ënnerstëtzt goufen, läit bei genau 100 kW.

Question 2622 (05.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **prime pour véhicules du type « Plug-in hybrid » :**

D'Regierung huet am Koalitiounsofkommes d'Transitioun op d'Elektromobilitéit als ee Käruleies definéiert, woubäi d'Part vum Elektroauto op eise Stroossen an den nächste Jore klamme soll. Fir dëst Zil ze erreechen, huet d'Regierung nieft der Primm fir Elektroautoen eng Primm fir de Kaf vu Plug-in-Hybridautoen agefouert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, dem Här Minister fir Energie an der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Mount, wéi vill Plug-in-Hybridautoe goufen dëst Joer zu Lëtzebuerg kaf? Wéi huet sech den Total par rapport zum selwechten Zäitpunkt 2019 entwéckelt?

2. Opgelëscht pro Mount, wéi vill Mol gouf d'Primm fir Plug-in-Hybridautoen dëst Joer accordéiert?

3. Wéi héich ass den Duerchschnëttspräis vun de Plug-in-Hybridautoen, déi dëst Joer mat der Primm ënnerstëtzt goufen?

4. Wat ass de Medianwäert vum Verkafspräis vun de Plug-in-Hybridautoen, déi dëst Joer mat der Primm ënnerstëtzt goufen?

5. Wat ass d'Differenz tëschent de 25 % deiersten an de 25 % bëllegste Plug-in-Hybridautoen, déi mat der Primm ënnerstëtzt goufen? (Interquartilofstand)

6. Wéi vill Leeschtung (Kilowatt) haten d'Plug-in-Hybridautoen, déi dëst Joer mat der Primm ënnerstëtzt goufen, am Duerchschnëtt?

7. Wat ass de Medianwäert vun der Leeschtung (Kilowatt) vun de Plug-in-Hybridautoen, déi dëst Joer mat der Primm ënnerstëtzt goufen?

8. Wat ass d'Differenz tëschent de 25 % leeschtungsvollsten an de 25 % leeschtungsschwaachste Plug-in-Hybridautoen, déi mat der Primm ënnerstëtzt goufen? (Interquartilofstand)

Réponse commune (21.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Zuele vun den zu Lëtzebuerg verkaaften Autoe ginn net zentral vun der ëffentlecher Hand erfaasst. Op där anerer Säit sinn d'Zuele vun der SNCA awer disponibel, wéi eng Autoen zu Lëtzebuerg immatrikuléiert ginn. Dëst kënnen och Gefierer sinn, déi zwar am Ausland kaaft ginn an dann awer zu Lëtzebuerg ugemellt ginn.

An der follgender Tabell sinn d'Zuele vun den nei immatrikuléierte Plug-in-Hybridautoe fir d'Joer 2019 esouwéi fir d'Period vu Januar bis Juli 2020 pro Mount ze fannen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires – rechercher n° de la question).

D'Baisse vun Neiimmatrikulatiounen am Mäerz an am Abrëll vun dësem Joer par rapport zu deene Méint virdrun ass gréisstendeels op déi sanitär Kris zeréckzefëieren. Eng Rei Autoe goufen doduerch méi spéit ausgeliwwert an immatrikuléiert, wat och zum Deel déi méi héich Immatrikulationszuelen an de Méint dono erkläert. Ervirzehiewen ass, datt an den éischten aacht Méint 2020 mat 1.252 Gefierer schon däitlech méi néi Plug-in-Hybriden ugemellt goufe wéi am ganze Joer 2019 (913 Gefierer). Heibäi ass et wichteg ze preziséieren, datt, am Géigesaz zu den 100 %-Elektroautoen, d'Primm bei de Plug-in-Hybriden am Laf vum Joer 2020 net erhéicht gouf an dëst doduerch keng Erklärung fir déi méi héich Zuel un neien Umeldungen ass.

An de leschten eelef Méint goufe vun der Ëmweltverwaltung Primme fir am Ganzen 184 Plug-in-Hybridautoen accordéiert. Unzemierken ass awer, datt den Auto op d'mannst siwe Méint op den Numm vum Requerant muss ugemellt sinn, ier dësen déi entspriechend Demande bei der Ëmweltverwaltung kann erareechen. D'Zuelen zu de Primme fir Plug-in-Hybriden, déi bis elo dëst Joer accordéiert goufen, entspriechen also Autoen, déi 2019 kaaft goufen a fir déi eng Primm vu 2.500 € ausbezuelt gouf. Et ass awer wichteg ervirzehiewen, datt net all neie Plug-in-Hybrid eligibel fir dës Primm ass, mee nëmmen déi mat CO_2-Emissiounen, déi net méi héich ewéi 50 g/km sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Bäileeë vun enger Kopie vum Kafvertrag vum Plug-in-Hybrid ass bei Demandë fir d'Primm vun 2.500 € net gefrot, an dowéinst leien der Ëmweltverwaltung keng Informatioune vir, wéi héich de Verkafspräis vun dëse Gefierer ass.

Wëll ënner anerem awer de Certificat d'immatriculation bei d'Demande muss bäigeluecht ginn, kann allerdéngs d'Leeschtung vun de Gefierer erfaasst ginn. Sou läit d'Duerchschnëttsleeschtung vum thermesche Motor vun de Plug-in-Hybriden, fir déi dëst Joer bis elo eng Primm accordéiert gouf, bei 156 kW. De Medianwäert vun dëser Leeschtung vun engem Plug-in-Hybridauto, dee mat der Primm ënnerstëtzt gouf, ass 143 kW, an d'Differenz tëschent de 25 % leeschtungsvollsten an de 25 % leeschtungsschwächste Plug-in-Hybriden, déi mat der Primm ënnerstëtzt goufen, läit bei 123 kW.

Question 2625 (05.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**impact de la prime pour véhicules électriques sur la vente :**

D'Regierung huet am Koalitiounsofkommes d'Transitioun op d'Elektromobilitéit als ee Käruleies definéiert, woubäi d'Part vum Elektroauto op eise Stroossen an den nächste Jore klamme soll. Fir dëst Zil ze erreechen, huet d'Regierung eng Primm fir de Kaf vu Plug-in-Hybridautoen an Elektroautoen agefouert. Nichtsdestotrotz fueren op eise Stroossen de Moment ëmmer nach eng Majoritéit un Autoe mat engem Verbrennungsmotor.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit, dem Här Minister fir Energie an der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill nei Autoe mat engem Verbrennungsmotor goufen dëst Joer zu Lëtzebuerg kaaft?

2. Wéi vill Autoe mat engem Verbrennungsmotor goufen dëst Joer zu Lëtzebuerg ugemellt?

3. D'Gesamtzuel vun Autoen huelend, déi dëst Joer zu Lëtzebuerg kaaft goufen:

- wéi vill Prozent vun den Autoen hu reng Verbrennungsmotoren,

- wéi vill Prozent sinn Elektroautoen,

- wéi vill Prozent si Plug-in-Hybridautoen?

4. D'Gesamtzuel vun Autoen huelend, déi dëst Joer zu Lëtzebuerg ugemellt goufen:

- wéi vill Prozent vun den Autoen hu reng Verbrennungsmotoren,

- wéi vill Prozent sinn Elektroautoen,

- wéi vill Prozent si Plug-in-Hybridautoen?

5. Wéi huet sech d'Gesamtzuel un Autoen hei am Land tëschent 2013 an 2020 entwéckelt?

6. Wéi hu sech d'Prozentsätz vun de follgenden Autosmodeller am Lëtzebuerger Fuerpark tëschent 2013 an 2020 entwéckelt:

- reng Verbrennungsmotoren,

- Elektroautoen,

- Plug-in-Hybridautoen?

Réponse commune (21.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Wéi schonns an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 2621 an N° 2622 erkläert, ginn d'Zuele vun den zu Lëtzebuerg verkaaften Autoen net zentral vun der ëffentlecher Hand erfaasst. Op der anerer Säit sinn d'Zuele vun der SNCA awer disponibel, wéi eng Autoen zu Lëtzebuerg immatrikuléiert ginn. Dëst kënnen och Gefierer sinn, déi zwar am Ausland kaaft ginn an dann awer zu Lëtzebuerg ugemellt ginn.

An den éischte siwe Méint vun dësem Joer sinn zu Lëtzebuerg 26.279 nei Autoen ugemellt ginn, dovunner 10.030 mat engem rengen Dieselmotor an 12.301 mat engem renge Bensinner. Domadder maachen dës zwou Motorisatiounen an dësem Joer bis elo 84,97 % vun den Neiimmatrikulatiounen aus. Mat 1.047 Gefierer maache Plug-in Hybriden déi éischt siwe Méint 3,98 % vun den neien Umeldungen aus, an et goufen 931 100 %-Elektroautoen ugemellt, wat 3,54 % entsprécht. Donieft goufe mat 7,46 % nach gréisstendeels normal Hybridautoen nei ugemellt.

An deene leschte Joren ass d'Unzuel vun zu Lëtzebuerg ugemellten Autoe kontinuéierlech an d'Luucht gaangen. Et kann ee soen, dass de gesamte Lëtzebuerger Fuerpark un Autoen an deene leschte Jore jeeweils ëm ronn 3 % par rapport vum Virjoer gewuess ass, wéi an der Tabell hei ënnendrënner ze gesinn ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Op de ganze Lëtzebuerger Fuerpark un Autoe gekuckt, hëlt den Undeel un Autoe mat engem rengen Diesel- a Bensinnsverbrennungsmotor an de leschte Jore progressiv liicht of, dëst zugonschte vun Elektroautoen, Plug-in- an normalen Hybridautoen. An der follgender Tabell ass d'Evolutioun vum Undeel vun den uewe genannte Motorisatiounen vum gesamte Lëtzebuerger Autosfuerpark ze gesinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires – rechercher n° de la question.)

Dës Grafik vum „Conjuncture Flash" vum Statec vum August 2020 weist, datt alternativ Motorisatioune Mëtt 2020 punktuell schonns bal 20 % vun den Neizoulossungen ausmaachen:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 2641 (10.08.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **reprise au niveau de l'industrie luxembourgeoise :**

Je viens d'apprendre que les exportations de l'industrie allemande ont connu une nette progression de presque 15 % en juin par rapport au mois de mai 2020.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il constater une reprise similaire au niveau de l'industrie luxembourgeoise ?

- Dans l'affirmative, est-il déjà possible de quantifier l'évolution récente de notre industrie en distinguant selon les différentes branches manufacturières en termes d'emplois et de valeurs ajoutées ?

- Qu'en est-il de l'évolution de nos exportations vers la Chine, les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne depuis janvier 2020 ?

Réponse (21.09.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la reprise des exportations dans l'industrie luxembourgeoise et de l'évolution des exportations vers certains pays.

Les indicateurs rapides du Statec permettent à toute personne intéressée de suivre l'évolution des principaux indicateurs et chiffres relatifs à la situation économique et sociale du pays ainsi que de consulter des séries rétrospectives, notamment en ce qui concerne les exportations et importations par catégories de produits et par pays destinataire (indicateur rapide mensuel H1) ainsi que l'activité industrielle (indicateur rapide mensuel B1). Tous les indicateurs rapides sont librement disponibles sous le lien suivant : https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/indicateur-rapides/index.html.

L'indicateur rapide mensuel H1 relatif à la balance commerciale met à disposition les chiffres concernant le commerce extérieur du Luxembourg par pays et par produit. Il ressort de ces données qu'en juin 2020 les exportations du Luxembourg ont augmenté de 13,6 % par rapport à mai 2020. Néanmoins, les exportations de juin 2020 présentent un recul de 6,9 % par rapport à juin 2019. Un tableau complet des exports mensuels par catégorie de produits et par pays peut être consulté dans l'indicateur rapide H1. Dans le cadre des statistiques mensuelles du commerce extérieur, le Statec ne produit pas de chiffres par secteur d'activité, uniquement par catégorie de produits, ce qui ne permet pas d'identifier précisément les exports issus spécifiquement du secteur de l'industrie.

En outre, l'indicateur rapide B1 relatif à l'activité industrielle donne tous les mois un aperçu de la situation conjoncturelle dans l'industrie luxembourgeoise, avec ses indicateurs harmonisés au niveau européen relatifs à l'évolution de la production par jour ouvrable, de la production du mois, de la valeur de la production, du chiffre d'affaires, du nombre de salariés, des heures prestées et des rémunérations brutes, le tout par secteur industriel. Ces données sont présentées par le biais d'indices, dont la base 100 est actuellement l'année 2015. Pour l'industrie en général, une hausse des heures travaillées et de la production peut être constatée entre avril et juin 2020. Pour le détail des données conjoncturelles par branche manufacturière, l'honorable Député peut utilement consulter les différents tableaux de l'indicateur rapide B1.

Question 2653 (11.08.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **canicule et l'adaptation des villes au changement climatique :**

Les grandes chaleurs sont reconnues comme un risque indéniablement lié au changement climatique[4]. En augmentant la température moyenne, il réduit le nombre global de journées et de nuits à température fraiche tout en augmentant les journées et nuits à température élevée. À l'avenir, les vagues de chaleur vont aussi très probablement se multiplier et s'intensifier avec des conséquences néfastes pour la santé humaine.

Les habitants des villes sont particulièrement exposés aux risques résultant des vagues de chaleur du fait que les matériaux de construction artificiels absorbent plus fortement la chaleur et restituent cette chaleur pendant la nuit. La densité du bâti et l'artificialisation des sols renforcent cet effet, ce qui produit des îlots de chaleur en ville. Des surfaces en béton sans ombre ni végétation peuvent atteindre des températures de 50° Celsius au cours d'une journée estivale typique. La présence d'arbres et l'adoption d'autres mesures contre l'effet d'îlots de chaleur permettent par contre de réduire la température ambiante de 6 à 7° Celsius.

Pour préserver la santé et la qualité de vie des citadins, les guides d'urbanisme de qualité prennent en compte ce nouveau risque climatique. Plusieurs moyens existent déjà aujourd'hui pour rendre nos villes plus résilientes : verdir les toits et les façades des bâtiments, créer des corridors de fraîcheur en reliant les espaces verts, changer le revêtement et désartificialiser les sols.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Quelles sont les recommandations adressées aux communes dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement général (PAG) et des plans d'aménagement particulier (PAP) en vue d'éviter la création d'îlots de chaleur et de préserver la qualité de vie des habitants en période de canicule ? Est-ce que ces recommandations en termes d'adaptation aux effets du changement climatique se reflètent dans la documentation relative à la création d'un PAG ou d'un PAP ?

- Par quels moyens les communes sont-elles encouragées et soutenues dans leurs efforts en matière d'adaptation climatique, notamment en ce qui concerne les mesures concrètes pour prévenir l'apparition d'îlots de chaleur ?

- Quelles adaptions sont nécessaires pour réduire l'artificialisation des sols et encourager la création d'espaces verts et de corridors de fraîcheur en milieu urbain ?

- Quel est l'état des travaux pour l'élaboration d'un schéma intégré d'aménagement urbain pour la prise de mesures d'urbanisme visant à réduire les ondes de chaleur, tel que prévu par la stratégie et le plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg ?

- Quel est l'impact des nouvelles normes de construction en termes d'efficience énergétique dans ce contexte ? Quelles approches dans le domaine de la construction et de la rénovation permettent de renforcer la résilience des villes face aux vagues de chaleur ?

- Afin de limiter l'artificialisation des sols, le Gouvernement du Bade-Wurtemberg a annoncé d'interdire les jardins sur gravier. Comment l'impact des jardins sur graviers en termes d'artificialisation des sols et de biodiversité est-il évalué au Luxembourg ? Est-ce qu'il est envisagé de formuler des recommandations relatives aux jardins sur graviers aux communes ?

- Quelles aides financières et de conseil existent pour soutenir des particuliers et des entreprises dans ce contexte ?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire :*

- Pour lutter contre les îlots de chaleur, plusieurs types de mesures sont efficaces, comme par exemple augmenter l'albédo urbain (couleurs et matériaux réfléchissants comme tarmac blanc ou clair au lieu de noir), végétaliser les espaces urbains (parc urbains, allées d'arbres, murs et terrasses végétalisées), réduire l'emprise des routes et privilégier les transports en commun et vélos, favoriser la présence d'eau en milieu urbain (cours d'eaux renaturés à ciel ouvert, espaces de zones humides, valoriser les eaux pluviales).

Dans ce contexte, il y a lieu de souligner que plusieurs études établissent une corrélation entre le taux d'humidité des sols et l'atténuation des îlots de chaleur urbains. En effet, grâce à l'évaporation, les sols humides ont des capacités de rafraîchissement semblables à celles de la végétation. Au Luxembourg, conformément à l'article 46 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les communes sont tenues d'assurer la gestion des eaux pluviales dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées. Afin d'aider les communes dans leur gestion des eaux pluviales, un guide pratique a été développé par l'Administration de la gestion de l'eau (« Leitfaden für den naturnahen Umgang mit Regenwasser in Siedlungsgebieten Luxemburgs »). Sur les grands projets d'envergure (Dudelange, Wiltz, Esch-Schifflange, Kirchberg…), l'État applique ces principes.

Dans le cadre de l'élaboration des PAG, qui se limitent à diviser le territoire communal en diverses zones dont elles arrêtent l'utilisation du sol, il est veillé à ce que des zones vertes de même que des « coulées vertes » soient prévues à suffisance et de façon cohérente afin de répondre notamment en milieu urbain aux problématiques évoquées ci-dessus.

La commission d'aménagement encourage, dans ses avis relatifs aux projets de refontes des PAG, les responsables communaux de mettre en œuvre un développement prioritaire des surfaces libres à l'intérieur des structures urbaines existantes à proximité de l'offre de transports en commun et des équipements, ceci en proposant des formes d'habitat moins consommatrices d'espace et en préservant, restaurant et améliorant la trame écologique et paysagère inter- et intra-urbaine.

Un volet du concept de développement urbanistique élaboré dans l'étude préparatoire du PAG est consacré aux espaces verts et plus spécifiquement à la mise en valeur des paysages et des espaces verts intra-urbains, aux zones d'intérêt écologique et paysager, aux éléments naturels à protéger et au maillage écologique. En principe les recommandations y formulées sont à transposer dans les documents réglementaires du PAG et des PAP sous forme de servitudes urbanistiques.

Dans le cadre de l'élaboration des PAP qui connaissent des densités de construction élevées, il est régulièrement veillé à la réservation abondante de terrains à des espaces verts et plantations. Dans certains cas spécifiques, il est également prévu de réaliser des façades à tonalité claire afin de réfléchir les ondes de chaleur. Ces mesures permettent d'éviter la création d'îlots de chaleur en milieu urbain.

- La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg (2018-2023) propose de mettre en place 42 mesures, réparties dans 13 secteurs politiques différents. Ces mesures ont pour objectif de faire face à différents impacts climatiques qui se feront ressentir de plus en plus intensément dans le futur. Parmi les mesures proposées par la stratégie d'adaptation, on retrouve notamment une mesure consistant à « élaborer un plan global intégré d'aménagement urbain pour des mesures d'urbanisme visant à réduire les ondes de chaleur ». Il s'agit de la création d'une sorte de guide de bonnes pratiques contenant des exemples permettant de réduire les effets des îlots de chaleur :

- diminuer le bilan thermique en milieu urbain en augmentant l'ombrage, l'aération, l'évaporation et l'albédo ;

- végétaliser les toitures et façades ;

- utiliser des surfaces claires et réfléchissantes pour les toitures, routes et parkings ;

- utiliser les rues en tant que couloirs de ventilation (« Luftschneisen ») ;

- créer des parcs répartis sur le territoire, accessibles aux personnes à mobilité réduite, notamment les personnes âgées et les enfants, fonctionnels (arbres à effet ombrageant et à forte évaporation, irrigation assurée) et attrayants (p. ex. équipements de jeux, cafés).

Le projet de loi portant création d'un pacte climat 2.0 avec les communes vise à continuer de promouvoir l'engagement climatique des communes non seulement pour ce qui est de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais également en termes d'adaptation au changement climatique et de la transition vers une gestion efficace des ressources.

C'est ainsi que le volet adaptation du catalogue de mesures « European Energy Award » (eea) à la base du pacte climat a été systématiquement renforcé, ceci aussi bien pour ce qui est des concepts et stratégies que se donne la commune que des mesures concrètes de mise en œuvre qu'elle prend. La certification et les subsides y liés que pourront se faire octroyer les communes dépendront du degré de réalisation de ce catalogue de mesures eea.

- Le Département de l'aménagement du territoire vient de charger trois bureaux d'études avec l'élaboration de visions territoriales pour les trois agglomérations urbaines du Luxembourg : la Nordstad, l'agglomération Centre et la région Sud. Ces visions territoriales devront promouvoir un développement urbain durable et innovateur d'une part et le respect de l'équilibre entre la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers d'autre part. Les stratégies visées devront veiller à proposer une utilisation rationnelle du sol en conciliant développement urbain, offre en services adaptés, mixité sociale et fonctionnelle, mais aussi à accompagner les grandes transitions : écologique, énergétique, numérique, climatique. La mise en œuvre des politiques nationales visées dans le PNPN (Plan national concernant la protection de la nature), le PNDD (Plan national pour un développement durable) et le PNEC (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) seront évidemment poursuivies par les visions territoriales des agglomérations urbaines. En effet, à la fois victimes du changement climatique et grands émetteurs de CO_2, les espaces urbains sont aussi pourvoyeurs de solutions concrètes et innovantes. C'est pourquoi l'accent est aussi mis sur l'opérationnalité des visions territoriales. Ces visions doivent permettre de guider les décisions de tous les acteurs ayant une influence sur le futur développement de ces territoires. Ainsi, les grandes orientations stratégiques et les objectifs y fixés seront intégrées dans le nouveau Programme directeur de l'aménagement du territoire (PDAT) actuellement en cours d'élaboration.

- Les nouvelles normes de construction en termes d'efficience énergétique, à savoir les normes qui existent depuis la mise en place des certificats de performance énergétique (passeports énergétiques) avec le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels ont été adaptées à plusieurs reprises depuis et définissent des exigences minimales à respecter par toute nouvelle construction d'un bâtiment (d'habitation ou fonctionnel), ainsi que dans le cas d'une rénovation (énergétique) d'un bâtiment, notamment concernant l'isolation thermique (via les coefficients de transmission thermique) et

[4] Mora, C., Dousset, B., Caldwell, I. et al. Global risk of deadly heat. Nature Clim Change 7, 501–506 (2017). https://doi.org/10.1038/nclimate3322 https://www.nature.com/articles/nclimate3322

par des exigences minimales relatives à la protection thermique d'été (transmittance solaire). Une révision de ces normes est actuellement en cours (PRGD en procédure législative), avec prise d'effet au 1er janvier 2021.

Un bâtiment qui respecte ces normes de construction offre une bonne protection contre la perte de chaleur par l'enveloppe thermique (murs, fenêtres, portes et toiture) en hiver et une bonne isolation thermique protège également contre l'apport de chaleur à travers l'enveloppe thermique en été (une isolation fonctionne dans les deux sens). En vue de garantir un confort thermique en été et de limiter le besoin en énergie de refroidissement, ces normes prescrivent, entre autres, des mesures de protection solaire suffisantes. Les prescriptions concernant l'efficacité de la protection solaire sont déterminées en fonction des dimensions et de l'orientation des éléments de construction transparents et du vitrage utilisé. Les apports solaires à travers les éléments de construction transparents (fenêtres) sont limités grâce à ces exigences minimales et rendent nécessaire, le cas échéant, des protections solaires extérieures (protections solaires structurelles, auvents, volets, stores à lamelles, …).

Étant donné qu'il s'agit d'exigences minimales, il est recommandé d'adopter des mesures supplémentaires en vue d'améliorer le confort en été. Outre une réduction supplémentaire de la transmittance solaire, ces mesures peuvent consister, par exemple, à réduire les sources de chaleur internes ou à refroidir les masses d'accumulation thermique par une ventilation nocturne. Une ventilation mécanique contrôlée (VMC) a l'avantage (par rapport à une ventilation naturelle par des fenêtres) de pouvoir être utilisée pour une ventilation nocturne active et automatisée (échange d'air la nuit, lorsque l'air extérieur est plus froid qu'à l'intérieur).

L'objectif des normes est d'éviter ou de limiter le besoin en énergie de refroidissement actif (climatisation) par des mesures de protection passives telles que décrites ci-dessus. Les normes sont adaptées régulièrement pour tenir compte de l'évolution des exigences en matière de performance énergétique, des technologies et matériaux de construction et aussi des conditions climatiques ; si des chaleurs caniculaires diurnes suivies de nuits tropicales pendant plusieurs jours d'affilée persistent et deviennent de plus en plus fréquentes, les exigences devront être adaptées en conséquence, pour pouvoir garantir le confort thermique en été. Dans ce cadre, les nouvelles normes qui entreront en vigueur au 1er janvier 2021 (sous réserve de la finalisation des procédures législative et réglementaire) et qui définissent une pompe à chaleur comme installation de référence pour la production de chaleur, créent la base (sous réserve d'une conception adaptée) pour une utilisation future des pompes à chaleur aussi pour le refroidissement actif d'un bâtiment.

- Il est vrai que les jardins de graviers dans les reculs avant des immeubles ont un impact écologique négatif, et notamment sur la biodiversité, comparé aux jardins traditionnels. De plus, l'usage fréquent de ce type d'aménagement contribue généralement aussi à une réduction de la qualité paysagère de l'espace public.

Il semble que le recours de plus en plus fréquent aux jardins de graviers est généralement favorisé par le fait que ces aménagements nécessitent peu d'entretien. Il importe ainsi de configurer, en particulier lors de la planification de nouveaux quartiers d'habitation, les terrains à bâtir de sorte à permettre l'entretien aisé des jardins avant et arrière, sans pour autant devoir y prendre recours à des aménagements de type minéral.

Lors de l'élaboration des PAP, la Ministre de l'Intérieur, et notamment la cellule d'évaluation des plans d'aménagement particulier, encouragent les acteurs du domaine de la construction, dont les communes, à réduire, en fonction des projets et des sites concernés, le scellement du sol dans les projets au stricte nécessaire et ceci en faveur de la création d'espaces verts. Cependant, conformément au principe de l'autonomie communale, il appartient aux communes de juger l'utilité de prescriptions réglementaires au niveau des plans d'aménagement et du règlement sur les bâtisses, permettant de limiter l'aménagement de jardins de graviers sur leur territoire.

Dans le cadre du nouveau pacte nature présenté au public le 17 septembre 2020, les communes sont encouragées d'intégrer des mesures limitant l'artificialisation des sols dans leurs politiques communales.

- En matière de gestion des eaux pluviales, le Fonds pour la gestion de l'eau peut prendre en charge jusqu'à 33 % des coûts des études et des investissements relatifs à la mise en œuvre des réseaux de collecte des eaux pluviales et des ouvrages destinés à la gestion des eaux pluviales de surfaces à l'intérieur des agglomérations dotées d'un système de collecte des eaux urbaines résiduaires de type séparatif. D'après les critères fixés par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les personnes physiques et morales de droit privé sont éligibles à ces aides financières.

Concernant l'amélioration de l'efficience énergétique d'un bâtiment d'habitation existant (rénovation énergétique), il existe plusieurs mécanismes d'aides, tels que la PRIMe House (aide étatique), les aides proposées par certains fournisseurs d'électricité et de gaz naturel dans le cadre du mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique, des aides communales (proposées par certaines communes), ainsi que les informations et conseils proposés par myenergy (www.myenergy.lu).

Question 2658 (12.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **bouclier de protection des données UE-États-Unis :**

A sengem Urteel vum 16. Juli 2020 huet den Europäesche Geriichtshaff den EU-US-Dateschutzschild (Privacy Shield) fir ongëlteg erkläert. Domadder verléieren all d'Datentransferten tëschent der EU an den USA, déi hir Legalitéit duerch d'Decisioun vun der EU-Kommissioun vum 12. Juli 2016 haten, hir legal Dosinnsberechtegung. D'Urteel vum EuGH féiert dozou, datt de Privacy Shield iwwerduecht muss ginn an datt an der Tëschenzäit illegal Datentransferte vun den EU-Memberlänner ënnerbonne ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun, Medien an Digitalisatioun an der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Erkennt d'Regierung d'Urteel vum EuGH un? Falls jo, wéi eng Konsequenze wäert si doraus zéien, fir datt keng Benotzerdonnéeë méi vu Lëtzebuerg an d'USA transferéiert kënne ginn?

2. Ass garantéiert, datt all staatlech Instanzen dem Urteel Rechnung droen a keng Plattformen, Outilen oder Logicielle benotzt ginn, déi Daten illegal an d'USA iwwerdroen?

Réponse (21.09.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation :*

Wat d'Auswierkunge vum Urteel C-311/18 vum 16. Juli 2020 betrëfft, bieden ech den honorabelen Deputéierten, sech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2574 ze bezéien.

De staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) privilegéiert, beim Bedreiwe vu sengen informatesche Plattformen d'Daten a sengen eegenen Datenzenteren zu Lëtzebuerg oder an Europa ze halen.

Fir d'Uweise vun Inhalt aus soziale Medien op den Internetsäiten, déi vum CTIE geréiert ginn, huet de CTIE sougenannten Agregateuren entwéckelt, déi verhënnere sollen, dass Notzerdaten an d'USA exportéiert ginn, wann den Notzer d'Websäite vum Staat consultéiert.

Question 2659 (12.08.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **transport de vélos dans les bus :**

Rezent war d'Presidentin vun der Lëtzebuerger Vëlosinitiativ (LVI) Invitée vum Dag um Radio 100,7. Si huet do ënner anerem follgend Propositioune gemaach:

- e vereinfachten Accès an de Bus,

- méi Plaz an de Busse fir de Vëlo, andeems zwee bis dräi Sëtzer géifen erausgeholl ginn.

Duerfir wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

- Sinn dem Här Minister dës Propositioune bekannt?

- Wéi gesäit den Här Minister dës Propositiounen? Bis wéini kéinten dës Propositiounen an d'Realitéit ëmgesat ginn?

Réponse (21.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Zum Sujet vum Zougang vu Veloen zum Bus referéiert den honorabelen Deputéierte sech op Propositioune vun der Presidentin vun der LVI um Radio 100,7.

Wann een e gudden Accès vum Vëlo fir eran an de Bus fuerdert, muss ee sech bewosst sinn, dass net just de Vëlosfuerer gären esou e gudden Accès wëllt hunn, mee och Leit am Rollstull oder soss enger Behënnerung mat ageschränkter Mobilitéit, souwéi och Persoune mat enger Kannerkutsch oder enger Poussette. Dëst gëtt un éischter Stell emol scho vun der UNO-Behënnerterechterkonventioun verlaangt, déi eist Land ratifizéiert huet.

Et ass esou, dass hautesdaags schon d'Majoritéit vun de Busse rollstullgerecht (an deemno vëlosgerecht) sinn. Och an der Ausschreiwung fir den RGTR-Busreseau, déi Ufank September veröffentlecht gouf, ass fir d'Exploitation ab dem 1. Januar 2022 an all Bus, ausser dem Minibus, eng Plattform an en nidderegen Accès respektiv eng Ramp obligatoresch.

Am regionale Raum gi Bussen agesat mat méi Sëtzplazen; an de Bussen am urbane Raum ginn et manner Sëtzer. Fir systematesch nach zousätzlech Sëtzer erauszehuelen, fir an alle Bussen d'Plattform ze vergréisseren, géif am Widdersproch mat der Haaptaufgab vum ëffentlechen Transport stoen, déi et jo ass, fir Passagéier ze transportéieren. Am Bus musse genuch Sëtzplaze sinn, besonnesch am regionale Raum, wou d'Léit méi laang Strecke matfueren. Eng Vergréisserung vun der Plattform kann also just a spezifesche Fäll consideréiert ginn, woubäi ze bedenken ass, dass ee bestëmmte Bus och muss kënne ganz kuerzfristeg op enger anerer Linn agesat ginn.

Fir déi alldeeglech Kombinatioun vum Vëlo am ëffentlechen Transport, zum Beispill um Aarbechtswee, gëtt zu Lëtzebuerg, grad eréi zum Beispill an Holland, d'Ofstelle vum Vëlo um Bus-oder Zucharrêt prekoniséiert.

Zu gudder Lescht weisen ech nach drop hin, dass aktuell de „Règlement ministériel du 6 février 2020 fixant les conditions de transport et les tarifs des transports publics" (http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rmin/2020/02/06/a94/jo) a sengem Artikel 4 „Dispositions relatives aux objets et animaux" bestëmmt, wéi eng Saache mat an de Bus geholl dierfe ginn a wien d'Responsabilitéit dréit. Dozou gehéieren d'Vëloen an aner Gefierer mat Rieder.

Question 2667 (14.08.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **mesures pour les personnes handicapées dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Dës Pandemiezäit ass keng einfach Zäit fir kee Mënsch. Besonnesch schwéier trëfft d'Pandemie awer vulnerabel, eeler a behënnert Leit.

Wann am Ufank vun der Kris alles huet misse séier goen, misst et haut méiglech sinn, déi Concernéiert an d'Entscheedungsprozesser ronderëm d'Gestioun vun der Kris mat anzebannen.

Eisen Informatiounen no ass dat awer net vollëmfänglech de Fall.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister stellen:

- Wéi oft goufen déi Concernéiert an d'Decisioune ronderëm d'Gestion vun der Coronakris agebonnen? Ënner wéi enger Form huet dëst „Abanne" stattfonnt? Wäerten déi Betraffen an Zukunft (méi) consultéiert ginn?

- Wéi steet et mat der Ëmsetzung vum Recht op perséinlech Assistenz (assistance personnelle)?

- Wou ass d'Ëmsetzung vum Aktiounsplang vun Ufank 2020 drun? Wéi eng konkreet Moossname goufen zanter Ufank 2020 schonn ergraff?

- Wéi steet et ëm d'Recht op Informatioun iwwer medizinnesch Agréffer/Tester respektiv dem gläichberechtegen Zougang dozou? Wéi ass et zum Beispill mat de PCR-Tester, déi a Behënnertestrukturen am Kontext vum Large-Scale-Testing duerchgefouert goufen? Kruten déi Concernéiert d'Resultater direkt matgedeelt an zwar ënner enger Form, déi hinnen och zougänglech ass (z. B. iwwert de Voice over oder aner Screenreaderen)?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

- D'Regierung huet den 18. Mäerz 2020 den État de crise ausgeruff a per groussherzoglecht Reglement eng Rei Mesuren agefouert, fir géint de Covid-19 virzegoen. Dës Mesuren hunn déi ganz Populatioun hei am Land betraff a sinn iwwert déi verschidde Medien diffuséiert ginn. Fir datt och Leit mat enger Behënnerung Accès zu den Informatiounen haten, goufen zum Beispill all d'Pressebriefingen an déi däitsch Gebäerdesprooch iwwersat an d'Gestionnairen aus dem Secteur Handicap hunn d'Informatiounen esou verschafft a viruginn, datt hir Usagere se verstinn. Esou huet zum Beispill „Klaro", de Büro fir liicht Sprooch, d'Informatiounen iwwert de Coronavirus, d'Gestes barrières, d'Maskepflicht an den État de crise op liicht Sprooch iwwersat. Si hunn och e kuerze Film iwwert dëst Theema an iwwert d'Reegelen, déi ze respektéiere sinn, publizéiert.

Am Ufank vun der Kris huet de Familljeministère eng ganz Rei Reuniounen iwwer Videokonferenz mat dem Gesondheetsministère, der Direction de la santé, der FEDAS an der COPAS organiséiert. D'Theemen, déi an dëse Reuniounen ugeschwat goufen, waren d'Vulnerabilitéitskrittären, den Dispatching vum Protektiounsmaterial, Medikamenter fir d'Soins palliatifs, de Recensement vun den Indicateure vun der Evolutioun vum Covid-19 an d'Prise en charge vun eventuelle Covid-positiven Usageren am Beräich vum Handicap.

Duerno hu Videokonferenzen a Reunioune stattfonnt mat Representante vun der FEDAS an der COPAS, an deenen den Haaptpunkt déi progressiv Reprise vun den Aktivitéiten am Handicap-Secteur war.

Dës Plans de reprise des activités am Behënnerteberäich si mat de Leit mat enger Behënnerung en fonction vun der jeeweileger Behënnerung a vun der jeeweileger Vulnerabilitéit opgestallt ginn. E ganzt grousst Theema war d'Besuchsrecht, dat d'Bewunner an d'Famillje geltend gemaach hunn.

De Vertrieder vun der Plattform Handicap huet d'Uleiesse souwuel vun de Leit mat enger Behënnerung, déi meeschtens iwwert de Bewunnerrot formuléiert gi sinn, wéi och déi vum Personal mat an dës Reunioune bruecht.

Déi verschidde Gestionnairen aus dem Secteur hu sech all d'Moyene ginn, fir jee no Handicap hir Leit, souwuel déi, déi an de Foyere liewen eréi och déi, déi autonom wunnen, an hir Famillje reegelméisseg iwwer Telefonsgespréicher a Videogespréicher adequat ze informéieren iwwer all nei Moossnamen, déi ze huele waren. A verschiddenen Haiser sinn extra Newsletteren an Infoblieder publizéiert ginn, fir d'Leit ëmmer erëm un d'Mesuren an d'Gestes barrières, un déi se sech sollen halen, ze erënneren. Esou huet och all Gestionnaire probéiert, fir op all individuelle Besoin anzegoen an eng Léisung fir jiddereen ze fannen.

- 2019 huet de Familljeministère de Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) beoptraagt, fir eng Etüd iwwert den aktuelle Finanzéierungssystem fir sozialpedagogesch Betreiung (Accompagnement sociopédagogique) ze maachen. D'Zil vun der Etüd ass et, e Bilan vum bestoende System ze maachen an eng nei, eenheetlech Approche fir d'Evaluatioun vum Handicap ze proposéieren, nom Prinzip vun engem Guichet unique oder „one-stop shop". An enger zweeter Phas geet et dorëms, een neie Finanzéierungssystem ze schafen, ënnert der Form vun engem Budget fir perséinlech Assistenz mam Zil, d'Autonomie vu Leit mat enger Behënnerung ze förderen.

Dës Etüd gëtt an Zesummenaarbecht mat de Representanten aus dem Handicap-Beräich gemaach. Am November 2019 ass d'Etüd am Kader vun enger Reunioun tëschent dem Ministère, dem LISER an de Gestionnairen aus dem Handicap-Beräich lancéiert ginn, allerdéngs ass dësen Dossier duerch d'Coronakris zäitlech e bëssen a Verzuch geroden.

De Plan d'action 2019-2024 gesäit vir, datt den neien Evaluatiounsoutil an den neie Finanzéierungssystem bis 2023 ausgeschafft solle sinn. 2023/2024 gëtt déi praktesch Ëmsetzung vun dësen neie Mesuren am Kader vun engem Pilotprojet getest.

Parallell dozou wäert de Ministère zesumme mam LISER eng Ëmfro maachen, fir d'Besoine vu Leit mat enger Behënnerung ze erfaassen. D'Zil vun dëser Ëmfro ass et un éischter Stell, eng Bestandsopnam vun de bestoenden Hëllefen a Mesuren ze maachen, vun deene Leit mat enger Behënnerung profitéiere kënnen. Gläichzäiteg geet et bei dëser Etüd dorëm, auszewäerten, wéi eng Leeschtungen an zousätzlech Mesuren zu Lëtzebuerg geholl misste ginn, fir eng Behënnerung auszegläichen. D'Ëmfro wäert Enn 2020/Ufank 2021 lancéiert ginn.

- Trotz dem État de crise an dem Confinement konnt scho vill un der Ëmsetzung vum Aktiounsplang 2019-2024 geschafft ginn. Déi däitsch Versioun ass am Abrëll 2020 publizéiert ginn, an d'Versioun a liichter Sprooch ass an der Maach.

Et sinn och scho konkreet Moossnamen amgaang ausgeschafft ze ginn. Esou lafen zum Beispill d'Aarbechten un enger gréisserer Sensibiliséierungscampagne, déi deene Jonken d'Besoinen an d'Kompetenze vu Leit mat enger Behënnerung méi no brénge soll. Déi Campagne ass och virgesinn ënnert dem Objektiv A1 vum Kapitel 1 „Sensibiliséierung" vum Plan d'action (Artikel 8 vun der UNO-Konventioun).

Fir d'Objektiv A1 vum Kapitel 8 „Participatioun um politeschen an ëffentleche Liewen" (Artikel 29 vun der UNO-Konventioun) ze erreechen an d'Walrecht fir Leit mat enger Behënnerung ze garantéieren, muss d'Verbuet, wielen ze goen, fir Groussjäreger ënner Tutelle am Walgesetz an och an der Konstitutioun ofgeschaaft ginn. De koordinéierten Text vum 10. Juli 2020 vun der Revisiounspropositioun vun der Konstitutioun gesäit déi gewënschten Änderung vir a proposéiert, d'Verbuet vum Stëmmrecht fir Groussjäreger ënner Tutelle ofzeschafen, an déi duerch eng generell Dispositioun ze ersetzen, déi dem Riichter erlaabt ze appreciéieren, ob eng Persoun à même ass fir wielen ze goen oder esouguer ze kandidéieren.

Bei der Organisatioun vun de Covid-19-Statiounen ass dofir gesuergt ginn, datt d'Servicer accessibel si fir Persoune mat enger Behënnerung (Objektiv

C2 vum Kapitel 6 vum Plan d'action; Artikel 25 vun der UNO-Konventioun). Donieft sinn och d'Piktogrammer bei der Covid-19-Sensibiliséierungscampagne esou gewielt ginn, datt d'Dokumenter visuell gutt verständlech si fir jiddereen (Objektiv A1 vum Kapitel 6 vum Plan d'action; Artikel 25 vun der UNO-Konventioun).

Och um Niveau vun der Educatioun (Artikel 24 vun der UNO-Konventioun) gëtt un der Ëmsetzung vun de Mesurë geschafft. Esou ginn zum Beispill, fir den Objektiv C1 ze erreechen, eng ganz Rei vu Formatiounen iwwert d'Éducation inclusive fir d'Léierpersonal a fir dat edukatiivt Personal ugebueden.

- D'Recht op Informatioun vun de Leit mat enger Behënnerung ass vun Ufank un a wärend der Coronakris ganz grouss geschriwwe ginn, souwuel um Niveau vun der Regierung wéi och um Niveau vun alle Gestionnairen aus dem Handicap-Secteur.

D'Gestionnairen aus dem Secteur hunn eng grouss Informatiounsaarbecht bei hire Leit gemaach an esou hu se hinnen och de Large-Scale-Testing (LST) erkläert. Si hunn och de Leit mat enger Behënnerung, déi autonom wunnen, hir Hëllef ugebueden, wann déi gefrot gi waren, fir sech fir den LST unzemellen, an hunn hinnen duerno och d'Resultat erkläert, wann et néideg war.

Bei all Gestionnaire hat de Bewunner de Choix, ob en den Test am Kader vum LST wéilt maache loossen oder net. D'Gestionnairen hunn da meeschtens den Deplacement op d'Teststatiounen organiséiert.

D'Resultater vun den Tester si jee no Handicap op verschidden Aart a Weise kommunizéiert ginn. Autonom Bewunner hunn hiert Resultat op den Handy geschéckt kritt, anerer hunn d'Resultat vun hirem Referenzdokter oder vun hirer Équipe soignante matgedeelt an erkläert kritt. Nach anerer ware mat hirer Famill an den Test, an d'Famill huet dunn der Wunnstruktur d'Resultat matgedeelt. Déi héiergeschiedegt oder blann Persounen, déi hiren Handy am Alldag souwisou als Kommunikatiounsmëttel benotzen, hate kee Problem, fir hir Resultater um Handy ze liesen. Déi aner hunn eng Hëllefsstellung vun hire respektiven Associatioune kritt.

Verschidden Haiser hunn, op Recommandatioun vum Gesondheetsministère, e Laboratoire an hiert Haus komme gelooss. D'Bewunner an och d'Personal konnte sech teste loossen, fir eng Bestandsopnam vun der Situatioun vum Moment ze hunn an ze wëssen, ob de Virus am Haus ass oder net.

Question 2668 (14.08.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**accès de la région Haute-Sûre aux transports en commun :**

Un article intitulé « Haute-Sûre : "La région doit être mieux connectée" à la capitale » est paru ce matin dans « Le Quotidien » annonçant le retard de l'amélioration de l'accès de nos communes dans le nord du Grand-Duché à la capitale. L'attente du réseau vers la région Haute-Sûre démontre des impacts sur l'écologie, sur le redressement économique ainsi qu'au niveau de la dense circulation routière.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ce retard ?

- Monsieur le Ministre peut-il présenter une stratégie de transport en commun visant à faciliter l'accès au nord du Grand-Duché ?

Réponse (21.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Je peux confirmer un retard dans la mise en place de la réorganisation du réseau RGTR, retard qui n'est pas spécifique à une région déterminée, mais d'ordre général.

Le retard est lié à la pandémie du Covid-19. La première phase de la réorganisation du réseau RGTR, prévue initialement pour mai 2020, a été reportée de quatre mois, à défaut, entre autres, des ressources nécessaires au niveau du personnel de conduite.

Je tiens à rappeler que la réorganisation du réseau se base sur les résultats de comptages et d'études, ce qui avait déjà été indiqué en réponse à la question parlementaire n° 0304 du 4 février 2019 de Messieurs les Députés Henri Kox et Carlo Back. La stratégie pour le transport en commun a été présentée lors des conférences régionales sur la réorganisation du réseau RGTR. Je prévois d'organiser encore quatre conférences, qui avaient dû être annulées mi-mars en raison de la crise sanitaire, dont une à Ettelbruck et une autre à Wiltz. Les dates ainsi que toutes les informations y relatives sont publiées sur le site www.rgtr.lu.

Question 2669 (14.08.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **règlements grand-ducaux concernant la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles :**

La loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit l'adoption d'un certain nombre de règlements grand-ducaux.

Si quelques-uns de ce ces textes ont d'ores et déjà été publiés au Mémorial, d'autres tardent à voir le jour. Pourtant, Madame le Ministre avait indiqué en réponse à ma question parlementaire n° 1447 vouloir les soumettre au Gouvernement réuni en conseil au cours des premiers mois de cette année.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame le Ministre peut-elle m'informer sur l'état d'avancement des travaux d'élaboration desdits textes réglementaires ?

- Endéans quel délai ces projets de règlements seront soumis au Gouvernement réuni en conseil ?

Réponse (22.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

L'avant-projet de règlement grand-ducal concernant les constructions en zone verte a été soumis une première fois au Conseil de Gouvernement en juillet 2018.

Suite à cette première discussion, il a été retravaillé au sein de mes services. Actuellement, il se trouve en phase de finalisation et il est prévu de le présenter encore une fois au Conseil de Gouvernement à la fin de cette année. Pour ce qui est des autres règlements grand-ducaux, voici l'état d'avancement :

Par rapport à l'avant-projet de règlement grand-ducal précisant les espèces non indigènes prévu par l'article 25, paragraphe 3 de ladite loi du 18 juillet 2018, deux points sont à préciser :

- Il existe d'ores et déjà une liste d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne, publiée dans le cadre du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques, pour lesquelles le Luxembourg doit mettre en œuvre des mesures de prévention et de gestion sur le territoire national. En effet, les dispositions de ce règlement européen sont directement applicables au Luxembourg. La phase de consultation étant terminée, les plans relatifs aux mesures de prévention et de gestion seront finalisés et publiés cet automne.

- Outre les espèces figurant sur la liste de l'Union européenne, les travaux préparatifs concernant la liste nationale d'espèces exotiques envahissantes sont en cours. Une évaluation scientifique des impacts causés par des espèces animales et végétales exotiques au Luxembourg a été coordonnée par le groupe de coordination des espèces exotiques envahissantes du Luxembourg. Le règlement grand-ducal en question pourra être finalisé une fois cette évaluation scientifique achevée et validée au sein du groupe de coordination susmentionné.

L'élaboration de l'avant-projet de règlement grand-ducal concernant l'indemnisation de certains dégâts matériels commis par des espèces animales protégées (prévu par l'article 26 LPN) est en cours. J'estime qu'il pourra être soumis au Gouvernement en Conseil vers la fin de l'année en cours.

Une première ébauche de l'avant-projet de règlement grand-ducal relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé a été élaborée et soumise pour commentaires aux différentes administrations dont les agents peuvent en vertu de l'article 76 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles décerner des avertissements taxés, à savoir la Police grand-ducale, l'Administration des douanes, l'Administration de la nature et des forêts et l'Administration de la gestion de l'eau. Une fois l'avant-projet de règlement grand-ducal adapté après suite aux commentaires reçus, il pourra être soumis au Conseil de Gouvernement pour approbation. La saisine du Conseil de Gouvernement se fera présumablement en début 2021.

Question 2681 (19.08.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre :**

En date du 23 juillet dernier, le Conseil de Gouvernement a marqué son accord avec le projet de loi relatif à la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelle est la surface requise pour construire cet établissement scolaire ?

- Combien de terrains ont été acquis entre-temps par l'État ?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur la procédure d'acquisition de terrains en cours et les négociations y afférentes ?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à procéder, si besoin en était, à une expropriation pour cause d'utilité publique au cas où des propriétaires refuseraient de vendre leur(s) parcelle(s) ?

- Dans quel intervalle de temps le lycée en question pourrait-il être réalisé, phase d'acquisition de terrains comprise ?

Réponse (22.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- La surface nécessaire pour construire l'établissement scolaire avec l'accès est de six à sept hectares.

- Actuellement, selon les informations du Comité d'acquisition, aucune des parcelles n'a pu être acquise par l'État.

- Selon les informations du Ministère des Finances, le Comité d'acquisition est entré en contact avec les propriétaires et leur a proposé le prix habituel pour des terrains situés en zone verte et tenant en compte un classement futur en zone de bâtiments et d'équipements publics (BEP). Cette proposition a été refusée par les propriétaires espérant obtenir soit un prix plus intéressant à l'instar des terrains avoisinants situés à l'intérieur du périmètre bâtissable et vendus à des prix bien plus élevés, soit avoir des terrains labourables en échange. Le Comité d'acquisition a pris la décision de néanmoins maintenir leur proposition et de tenir le dossier en suspens, en attendant le reclassement effectif des terrains en zone BEP.

- L'article 4 du projet de loi relatif à la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre déclare les travaux afférents à ce projet d'utilité publique, conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cet article constitue la base légale pour procéder à d'éventuelles expropriations. Un arrêté grand-ducal définira les parcelles à exproprier.

- Au cas où la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique devrait être lancée après le vote de la loi relative à la construction du lycée, la durée de la phase d'acquisition est estimée à un minimum de trois ans. L'ouverture du lycée pourrait se faire au plus tôt quatre à cinq ans plus tard en considérant les délais nécessaires pour l'octroi des autorisations ainsi que pour l'élaboration du projet d'exécution, suivis de la phase soumissions, des travaux sur chantier et de la mise en service du bâtiment.

Question 2691 (20.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **déploiement du réseau 5G :**

Am Dossier 5G kënnt et Dag fir Dag zu neien Entwécklungen an neie Publikatiounen.

Fir méiglechst vill Kloerheet ze kréien, wéilt ech dës Froen un d'Regierung riichten:

1. Ass d'Lëtzebuerger Regierung mat där amerikanescher Aschätzung d'accord, datt eng Gefor fir déi national Sécherheet an d'Sécherheet vun eisen Alliéierte kéint bestoen, wa systeemrelevant Kommunikatiounssystemer mat Komponente vu chineesche Produzenten (a besonnesch Huawei) ekipéiert géifen?

2. Ass d'Regierung d'accord fir ze soen, datt d'Verantwortung vun den Operateuren, wat d'Sécherheet ugeet, op deenen hir Clientë beschränkt ass, mee, datt a Froen vun der Sécherheet am Bezuch op extern militäresch, geheimdéngschtlech oder terroristesch Menacë wéi Computerattacken, Viren an Hacking, Spionage an esou virun, d'Verantwortung primär bei der Regierung läit? Wéi eng Recommandatioune gëtt d'Regierung an dësem Kontext den Operateuren? Wéi eng sécherheetsrelevant Bedingunge muss en Operateur zu Lëtzebuerg erfëllen? Goufe sécherheetsrelevant Konditioune fir d'Stee vu Frequenze gesat?

3. Am „Lëtzebuerger Land" vum Freideg, dem 14. August, steet, datt POST a leschter Minutt eng Commande vu 5G-Technologie bei engem chineesesche Fournisseur ofgesot hätt. Sollt dës Informatioun stëmmen, huet d'Regierung direkt oder indirekt op dës Entscheedung Afloss geholl?

4. Ass d'Regierung mëttel- bis laangfristeg gewëllt, zu Lëtzebuerg 5G flächendeckend anzeféieren? Bedeit dat, datt déi aktuell Handysnorme (bis 4G) als Offer hei am Land kéinte verschwannen? Bedeit dat, datt de flächendeckenden Ausbau vum Glasfasernetz net méi Prioritéit huet oder souguer net méi ugestrieft ass? Oder garantéiert d'Regierung och bis laang an d'Zukunft Alternativen zu 5G -wéi den aktuelle 4G an e flächendeckend Glasfasernetz?

5. Brauchen déi 5G-Pläng, déi aktuell zu Lëtzebuerg envisagéiert sinn, Satellittenënnerstëtzung?

Réponse commune (16.10.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications* et des *Médias*, et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2492 vun den Deputéierte Viviane Reding a Laurent Mosar geschriwwen, suivéieren déi zoustänneg Ministèren an d'Administratiounen d'Evolutioune vun der Sécherheet am Beräich vun de Kommunikatiounssystemer vu ganz no.

Op europäeschem Niveau hunn d'Memberstaate sech zesummegedoen, fir sech zu de Sécherheetsbedenke vun der 5G-Technologie ze äusseren, a sech eng gemeinsam Approche zu deem Theema ze ginn. Doropshin ass eng „EU Toolbox" ausgeschafft ginn, déi de Memberstaate Richtlinne gëtt, fir Moossnamen ëmzesetzen, fir d'Sécherheetsrisiken a 5G-Reseauen ze begrenzen.

ad 2. D'Kommunikatiounssystemer sinn als ee Ganzt ze betruechten, a fir d'Sécherheet ze garantéieren, mussen all implizéiert Acteuren hiren Deel dozou bäidroen. Duerch ënner anerem d'Ëmsetzung vun der NIS-Direktiv an duerch d'Designatioun vu kriteschen Infrastrukture gi verschidden definéiert Infrastrukture méi strenge Sécherheetsoplagen ënnerluecht. Duerch en direkte Kontakt tëschent de Ministèren an Autoritéite mat den Operateure gi relevant Informatiounen, och am Kader vun der Sécherheet vun den Netzwierker, permanent zirkuléiert. Duerch d'Gesetz vum 27. Februar 2011 « sur les réseaux et les services de communications électroniques » (Artikel 45 (4)) mussen d'Operateuren all sécherheetsrelevanten Incident bei dem Institut luxembourgeois de régulation notifiéieren an déi relevant Organer kënnen da schnell agéieren.

D'Stee vun de Frequenzen am 700 MHz- an 3,6 GHz-Band war net u sécherheetsrelevant Konditioune gebonnen, vu dass d'Netzbedreiwer souwisou eng gesetzlech Obligatioun hunn, fir d'Sécherheet vun de Reseauen ze garantéieren. Déi genee Konditioune vun der Stee sinn ëffentlech an am Communiqué[5] um Internetsite vum ILR ze fannen.

Des Weidere sief drop higewisen, datt den Artikel 6 (4) vum Projet de loi n° 7632 portant transposition de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen et portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant : 1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation ; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, follgend nei Dispositioun virgesäit: « Sans préjudice des paragraphes précédents, en cas de menace grave pour la sécurité des réseaux et services ayant un impact sur la sécurité nationale provenant d'équipements ou de logiciels faisant partie d'un réseau de communications électroniques public, des mesures relatives à l'utilisation de ces équipements ou logiciels, pouvant aller jusqu'à une interdiction partielle ou totale de leur utilisation, peuvent être décidées par le Gouvernement en conseil sur proposition du Ministre ayant les communications électroniques dans ses attributions. Ces mesures ne donneront lieu à aucun dédommagement de la part de l'État. »

ad 3. De Wirtschaftsminister decidéiert net, wéi een technescht Ekipement POST keeft, fir hire 5G-Reseau auszebauen. Dat huet de Wirtschaftsminister och als Invité vum Dag an engem Interview den 1. September 2020 um Radio 100,7 erkläert.

POST confirméiert, dass se sech an engem internen Auswielverfaren an opgrond vu spezifesche Krittären, déi schonn den 31. Juli 2020 an der Äntwert op d'Question parlementaire N° 2492 vun den Deputéierte Viviane Reding a Laurent Mosar beschriwwe goufen, fir Zouliwwerer vum Ekipement fir den Opbau vum 5G entscheet.

[5] https://smc.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2020%2B07-juillet%2B22-resultats-5g.html

d'Chamber online op **www.chd.lu**

ad 4. Am Aklang mat der 2018 verëffentlechter 5G-Strategie, fir den neie Kommunikatiounsstandard anzeféieren, ginn d'Efforten an dësem Beräich weidergefouert. D'Zil vun der Regierung ass, fir 5G zu Lëtzebuerg à terme flächendeckend verfügbar ze maachen.

Parallell zu 5G wäert d'Glasfaser awer weider ausgebaut ginn, wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2346 geschriwwen. POST huet sech am Kader vun hirer Strategie engagéiert, fir Enn 2023 75 % vun de Stéit mat Glasfaser un de Reseau unzeschléissen. Op laang Siicht wäerte POST no 100 % vun der Bevëlkerung mat engem ultrahéijen Debit, duerch Glasfaser oder am Eenzelfall mat enger gläichwäerteger Technik, connectéiert sinn. 5G ass komplementar zu der Ubannung mat Glasfaser a kann och punktuell als Fixed Wireless Access agesat ginn.

Wat de mobille Reseau ugeet, weist POST drop hin, dass een déi eenzel Generatioune vun Technike muss als eng stänneg Evolutioun gesinn. An deem Sënn ass et evident, dass mat der Zäit eeler Normen ausser Betrib geholl ginn, well hir Funktionalitéit duerch méi neier besser ofgedeckt ginn, an et op laang Siicht mat alen Normen och zu Kapazitéitsengpäss kënnt. POST erklärt op Nofro, dass an enger éischter Etapp d'3G-Technik bis 2023 ersat gëtt, an déi entspriechend Frequenze fir de 4G genotzt ginn. D'2G-Technik wäert nach méi laang a Betrib bleiwen. De mobillen an de fixe Reseau hu fir POST eng komplementar Roll, an ersetzen net een deen aneren.

Et sief och op d'Äntwerten op déi parlamentaresch Froen N° 1607 an N° 2346 verwisen, déi sech scho mat dëser Thematik befaasst hunn.

ad 5. Vu d'geografesch Spezifissitéite vum Lëtzebuerger Territoire a vu déi geplangten Ubannung vun de 5G-Antennen ass momentan keng Couverture duerch Satellitte fir dës Technologie geplangt, voire néideg. D'Satellitteverbindung ass awer eng Alternativ fir mobill Ubannung (z. B. Fliger, Schëffer) an territorial Flächen, bei deene keng gutt Couverture besteet. Deemno kann den Asaz vu Satellittenënnerstëtzung an Zukunft net ausgeschloss ginn.

Question 2692 (20.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **démolition d'une ferme dans la commune de Beckerich :**

Aus engem Lieserbréif, deen am „Tageblatt" an op RTL verëffentlech ginn ass, kommen Uschëllegungen an der Affär vum Baustopp fir eng Crèche zu Biekerech. Concernéiert ass heiran och de Kulturministère. Dowéinst wéilt ech der Madamm Kulturminister an der Madamm Inneminister dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt déi Zon, an där d'Crèche läit, bei där ouni Geneemegung e Bongert ewechgemaach ginn ass, al Bausubstanz huet, soudatt de Service des sites et monuments nationaux hätt missen ageschalt ginn, ier d'Gemeng eng Geneemegung hätt kéinte ginn, fir eng Scheier ewechmaachen ze loossen?

2. Weess de Ministère anzeschätzen, ob dës Scheier eventuell schützenswäert gewiescht wär, an huet hien eng Dokumentatioun iwwer esou Gebaier?

3. Ass et richteg, datt den 3. Juni 2019 privatersäits eng Demande gemaach gi war, fir dës Scheier ënner Denkmalschutz ze stellen? Wéi wäit ass esou eng Demande vun den zoustännege Servicer traitéiert ginn? Ass et méiglech ze soen, ob dës Scheier d'Bauaarbechten un der Crèche definitiv verhënnert hätt, wann de Kulturministère si fir schützenswäert befonnt hätt?

4. Wat fir Sanktioune stinn drop, wann een e schützenswäert Gebai ouni Geneemegung ofrappt?

5. Huet den Inneministère wëlles ze préiwen, op d'Geneemegungsprozedur vun der Gemeng Biekerech korrekt ofgelaf ass an ob all Instanzen - a besonnesch de Service des sites et monuments nationaux - virum Ofrappen informéiert gi sinn? Wat fir Sanktioune gesäit d'Gesetz vir fir Geneemegungen, déi Gemengen ausstellen, ouni e kompletten Dossier ze hunn oder ouni all Instanzen informéiert a consultéiert ze hunn?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'Gemeng Biekerech hat d'Autorisatioun, fir d'Scheier ofzerappen, ausgestallt, éier eng Prozedur fir eng national Protektioun vum Haapthaus ugefaange gouf. Aus deem Grond war och keng Autorisatioun vum Kulturministère néideg, fir d'Scheier kënnen ofzerappen. D'Haapthaus ass zanter dem 14. Juli 2020 „proposé au classement", an zu deem Zäitpunkt war d'Scheier schonns ofgerappt.

ad 2. D'Scheier, déi ofgerappt ginn ass, gouf am Kader vun der PAG-Begeeung, déi d'Gemeng zesumme mam Service des sites et monuments nationaux gemaach huet, just als „gabarit à protéger" erkannt. D'Substanz vun der Scheier war also net als erhalenswäert reperéiert ginn. D'Gemeng ass mat hirem PAG nach net an der Prozedur, dowéinst sinn nach keng Konstruktiounen oder Gabariten duerch de PAG geschützt.

De Kulturministère huet keng generell Dokumentatioun iwwer all d'Scheieren am Land. Eenzel Scheiere sinn am Kader vu Restaurationsprojeten zesumme mam Service des sites et monuments nationaux dokumentéiert ginn.

ad 3. Am Juni 2019 war d'Kulturministesch mat enger Demande saiséiert ginn, fir den Haff op 35, Haaptstrooss zu Huewel ze schützen. Eng Demande, fir d'Haapthaus kënne vu banne kucken ze goen, ass doropshin un d'Proprietärin erausgeschéckt ginn. Si huet net op dës Demande reagéiert, wouropshin d'Commission des sites et monuments nationaux (COSIMO) mam Dossier vum Haapthaus saiséiert ginn ass. D'Scheier war an der Tëschenzäit ofgerappt ginn, war awer, wéi schonn erwäänt, och net am Kader vum Reperage fir de PAG vum Service des sites et monuments nationaux als erhalenswäert agestuuft ginn. D'COSIMO huet den 20. Mee 2020 en Avis en faveur vun engem Klassement ofginn. Den 22. Juni 2020 ass d'Proprietärin iwwert d'Intentioun vum Klassement informéiert ginn a krut en Delai vun aacht Deeg, fir Stellung ze huelen. Nodeems keng Reaktioun koum, ass d'Haus de 14. Juli 2020 duerch en Arrêté ministériel geschützt ginn. D'Proprietärin gouf den nämmlechten Dag schréftlech heiriwwer informéiert.

Ob een e Projet hätt kënnen ausschaffen, fir d'Crèche an d'Scheier ze integréieren, kann een nodréiglech schwéier soen.

ad 4. Et si just Sanktioune virgesinn, wann d'Gebai op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 18. Juli 1983 och en effektiven nationale Schutz huet. Infraktioune géint dëst Gesetz ginn entweeder mat enger Prisongsstrof tëschent aacht Deeg a sechs Méint, souwéi mat enger Geldstrof vu bis zu 750.000 EUR sanktionéiert, oder mat just enger vun dëse Strofen, déi am Fall vu Recidivë kënne verduebelt ginn. Déi schëlleg Partei muss dat concernéiert Gebai dann nees op eege Käschten a säi viregten Zoustand zréckversetzen.

ad 5. Et ass dem Inneministère net bekannt, dass d'Geneemegungsprozedur, déi zu der Demolitioun vum Gebai gefouert huet, net uerdnungsgeméiss ofgelaf wier. Wéi schonn erkläert gouf, ass et esou, dass de Bebauungsplang vun der Gemeng Biekerech kee kommunale Schutz fir dat Gebai virgesinn huet, esoudass näischt de Buergermeeschter drun hënnere konnt, seng Geneemegung ze ginn. Eng legal Informatiounsprozedur an esou Fäll ass net virgesinn. Deemno sinn och keng Sanktioune virgesinn.

Question 2694 (20.08.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **contournement de Dippach :**

An engem Reportage op RTL huet et ufangs des Joers geheescht:

„Keng gutt Nouvellë gouf et de Moie fir d'Awunner ronderëm Dippech-Gare. De Bau vum Contournement, dee schonn zanter Jore geplangt ass a Mëtt vun dësem Joer [2020] sollt ufänken, gëtt lo nees verréckelt. Et feelt eng Geneemegung vum Ëmweltministère. Eppes, wat de Bauteministère och net sou wousst."

A senger Äntwert op eng parlamentaresch Fro huet de Minister de Werdegang vum Dossier kuerz erkläert:

„Nodeems déi al Ëmweltautorisatioun am Mäerz 2018 ofgelaf war, [ass] am August 2018 eng nei Demande fir dësen adaptéierte Projet vusäite vun der Stroossebauverwaltung un den Ëmweltministère gestallt ginn. Den Ëmweltministère sengersäits huet am Mee 2019 op dës Demande geäntwert an eng Biotopwäertbilanzéierung gefrot. Am Januar 2020 huet sech erausgestallt, dass nach eng weider Impaktstudie (EIE) fir dëse Projet noutwendeg war."

Et huet also annerhalleft Joer no der neier Demande gedauert, fir dass den Ëmweltministère am Januar 2020 zu der Konklusioun kënnt, dass nach eng zousätzlech EIE-Etüd néideg wär.

D'Leit ronderëm Dippach-Gare goufen also op en Neits op e spéideren Datum vertréischt an et gouf hinnen erkläert, dass hei elo maximal ee Joer géif verluer goen. An engem gemeinsame Communiqué vun den uewegenannte Ministeren huet et nämlech geheescht:

« Partant d'un scénario de bonne entente entre l'ensemble des intervenants, et avec le support des communes lors de la présentation au public, le dossier d'autorisation pourrait être conclu vers la fin de cette année [2020]. Par la suite, l'appel d'offre pour les travaux pourra être lancé. »

De Bau sollt also am Hierscht 2021 starten. Well niewt de Vullen och nach d'Presenz vun Hieselmais a vun Eidechse muss evaluéiert ginn, kritt de Bau op en Neits sechs Méint Retard, soudass een elo mat engem Fäerdegstelle vum Bau bis 2024 rechent.

Duerfir wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un d'Madamm Minister fir Ëmwelt stellen:

- Kënnen d'Ministeren dës zousätzlech Retarde confirméieren?

- Kann à ce stade en notabelen negativen Impakt op d'Natura-2000-Zonen ausgeschloss ginn? Kann à ce stade ausgeschloss ginn, dass alternativ Léisunge musse gepréift ginn?

Wéi d'Madamm Buergermeeschter vun Dippech an engem rezente Reportage betount, sollt de Mobilitéitsminister och nach eng Kéier un d'CFL runtrieden, fir d'Dauer vum Schléisse vun der Barriär zu Dippech-Gare ze verkierzen an doduerch de Verkéiersfloss manner ze beanträchtegen.

- Huet de Minister déi néideg Demarchen ënnerholl?

- Wat ass dobäi rauskomm?

- Wéi eng Moossname sinn zousätzlech ugeduecht (a kéinte kuerzfristeg ëmgesat ginn), fir d'Awunner vun de Gemengen Dippech a Recken op der Mess verkéierstechnesch ze entlaaschten?

Réponse commune (22.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- D'Dokument „Scoping" am Kader vun der Ëmweltverdréiglechkeetspréiwung (UVP/EIE) ass Enn Mee un déi zoustänneg Autoritéit gaangen. Dës Autoritéit ass zu Lëtzebuerg den Ëmweltminister (MECDD). Déi zoustänneg Autoritéit huet doropshin all aner betraffen Autoritéite consultéiert an huet seng Stellungnam zu Ëmfang an Detaildéift vun den Ëmweltinformatiounen ofginn, déi de Bauhär a Form vun engem UVP-Bericht virleeë muss. Dësen Avis huet déi am Scoping-Dokument virgeschloe Realisatioun vum Terrainsinventaire fir gëeegent jugéiert.

Déi verschidden Terrainsetüde vun der Prozedur EIE sinn zënter Mäerz um Lafen a wäerte wéi virgesinn Enn September ofgeschloss ginn, esoudass den definitive Bericht dovunner fir Enn dëses Joers ka presentéiert ginn.

Duerno hunn déi zoustänneg Autoritéiten dräi Méint Zäit, fir hir Stellungnam ofzeginn, duerno kann d'Ëffentlechkeetsbedeelegung ufänken.

- Well d'Etüden nach net ofgeschloss sinn, kann am Moment nach keng fondéiert Ausso zum Impakt gemaach ginn.

- Wat d'Dauer vun de Schléisszäite vun der Barriär ubelaangt, kann no enger Reunioun am Februar mat de Gemengen Dippech a Recken op der Mess konfirméiert ginn, dass de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten un d'CFL erugetrueden ass. Doropshin hunn déi verantwortlech Servicer am Fréijoer eng Optimiséierung vun der Zuchlenkung virgeholl. Dës Optimiséierung huet mat sech bruecht, dass d'Barriär pro Dag elo zwou Stonne méi laang op ass ewéi virdrun (vu 14 Stonnen an 23 Minutten op 16 Stonnen an 22 Minutten).

- All kuerzfristeg Moossname sinn deemno ëmgesat ginn an d'Verwaltunge konzentréieren hir Ressourcen op d'Ëmsetzung vum klenge Contournement vun Dippech.

Question 2704 (21.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **syndicats de chasse :**

D'Juegdgesetz reegelt de Fonctionnement vun de Juegdsyndikater an d'Andeelung vum lëtzebuergeschen Territoire a Juegdlouser. Dës insgesamt 621 Juegdlouser gi vun de jeeweilege Juegdsyndikater, an deenen d'Terrainsbesëtzer vum Juegdlous matstëmmen, a Pachtverträg u Locatairë verlount, déi dann op dësem Lous joen däerfen. All Juegdsyndikat huet an deem Ableck verschidde Flichten, déi ze erfëlle sinn. Dozou gehéiert ee responsabelen Ëmgang mat de Finanze vum Syndikat am Respekt vun de Reegelen, wéi se am Juegdgesetz virgeschriwwe sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Dovun ausgoend, datt all Juegdsyndikat seng gesetzlech Oplagen disziplinaresch anzehalen huet, kann d'Madamm Ëmweltministesch mir fir d'Juegdjoer 2019/2020 een Tablo vun alle Juegdlousen opstellen, dee follgend Donnéeën enthält:

1. Nummer vum Juegdlous

2. Fläch vum Juegdlous (ausgedréckt an Hektar)

3. Bejobar Fläch (ausgedréckt an Hektar)

4. Järleche Loyer, dee fir d'Juegdlous un de Syndikat iwwerwise gëtt

5. Järleche Loyer pro Hektar nom Artikel 43 Alinea 1

6. Montant vum Droit spécial (Artikel 42)

7. Remuneratioun vum Secrétaire-trésorier (Artikel 28 Alinea 2)

8. D'Zomm vum Loyer, déi de Membere vum Syndikat a Funktioun vun der Gréisst vun hirem Terrain ausbezuelt gouf (Artikel 43 Alineaen 1 an 2)

9. Zomm vum Loyer, déi net un d'Memberen ausbezuelt gouf (Artikel 43 Alinea 4)

10. Reschtbetrag an der Keess op den 31. Mäerz 2020

11. Prozentsaz vum Punkt 8 par rapport zum Punkt 4.

12. Prozentsaz vum Punkt 9 par rapport zum Punkt 4.

13. Prozentsaz vum Punkt 7 par rapport zum Punkt 6.

2. Gëtt vu staatlecher Säit aus kontrolléiert, datt all d'Dossiere vun de Juegdsyndikater komplett a korrekt sinn? Falls jo, wéi vill Dossiere vu wéi ville Juegdlouse goufen an de leschten dräi Joer kontrolléiert? Wéi vill waren net konform?

3. Wat geschitt mat den Dokumenter vun den ale Juegdsyndikater, nodeems déi nei Syndikater gewielt gi sinn? Mussen dës vum neie Juegdsyndikat konservéiert ginn, a falls jo, fir wéi vill Joer?

4. Doriwwer eraus besteet d'Méiglechkeet, als Terrainsbesëtzer net Deel vun engem Juegdsyndikat ze sinn an d'Juegd op sengem Terrain ze verbidden. Wéi vill Terrainsbesëtzer sinn aktuell net Member bei engem Juegdsyndikat a maache Gebrauch vun hirem Recht, datt op hirem Terrain net soll gejot ginn? (Artikele 7 a 24)

Réponse (22.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. 1. cf. Tableau 1 annexé

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 1. 2. cf. Tableau 1 annexé

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 1. 3. cf. Tableau 1 annexé

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et sief bemierkt, datt et sech bei den Donnéeën ëm déi handelt, wéi se an de Kontrakter 2012-2021 opgefouert ginn, also Stand 2011, an datt dës Zuele vun deem ofwäichen, wat um Geoportail ugewise gëtt, wann een op d'Lous klickt, well se deemols op enger anerer Kaartegrondlag gerechent gi sinn.

ad 1. 4. Dës Donnéeë gi säit iwwer 20 Joer aus Dateschutzgrënn net méi pro Lous verëffentlecht. Heidrënner ass awer eng Grafik mat der Verdeelung vun de Pachtpräisser a Kategorien. Den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Lous ass 6.176 €.

Graphique 1 : Nombre de lots de chasse par catégorie de prix de location annuel en € (sans le droit spécial)

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 1. 5. Wéi am Punkt 1. 4. beschriwwen, ginn dës Donnéeën net pro Lous verëffentlecht. Heidrënner ass awer eng Grafik mat der Verdeelung vun de Pachtpräisser op Kategorien. Den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Hektar bejobar Fläch ass 16 €.

Graphique 2 : Nombre de lots de chasse par catégorie de prix de location annuel par hectare chassable (€/ha) (sans le droit spécial)

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 1. 6. Den Droit spécial ass ee „supplément" vu 15 % vum Pachtpräis. Wéi am Punkt 1. 4. beschriwwen, ginn dës Donnéeën aus Dateschutzgrënn net pro Lous verëffentlecht.

ad 1. 7. Dës gëtt vum Deel „droit spécial" bezuelt an däerf net méi wéi 8 % vum Pachtpräis bedroen.

De geneeë Montant steet am „compte définitif" vum Collège des syndics, deen all Joer ka pro Syndikat consultéiert ginn. De Collège des syndics

informéiert den Direkter vun der Naturverwaltung (bis 2015 d'Distriktskommissariat) just iwwert dës Publikatioun.

D'Juegdgesetz vun 2011, Artikel 43 Alinea 5 (tel que modifié):

« Le collège des syndics est chargé du contrôle et de l'approbation du rôle de répartition et du compte définitif qui sont établis par le secrétaire-trésorier et publiés par voie d'affichage aux lieux usités pour les publications officielles dans les communes comprises dans le lot. Cette publication, qui dure 15 jours, se fait au plus tard pour le rôle de répartition le 15 juillet de chaque année d'exercice et pour le compte définitif le 31 mars suivant. Elle est portée immédiatement à la connaissance du directeur de l'Administration de la nature et des forêts. »

ad 1. 8. cf. 1. 7.

ad 1. 9. cf. 1. 7.

ad 1. 10. cf. 1. 7.

ad 1. 11. cf. 1. 7.

ad 1. 12. cf. 1. 7.

ad 1. 13. cf. 1. 7.

ad 2. Nee. De Staat huet just driwwer ze waachen, datt d'Publikatioun gemaach gëtt, datt all Concernéierte sech kann informéieren.

D'Juegdgesetz vun 2011, Artikel 43 Alinea 5 (tel que modifié):

« Le collège des syndics est chargé du contrôle et de l'approbation du rôle de répartition et du compte définitif qui sont établis par le secrétaire-trésorier et publiés par voie d'affichage aux lieux usités pour les publications officielles dans les communes comprises dans le lot. Cette publication, qui dure 15 jours, se fait au plus tard pour le rôle de répartition le 15 juillet de chaque année d'exercice et pour le compte définitif le 31 mars suivant. Elle est portée immédiatement à la connaissance du directeur de l'Administration de la nature et des forêts. »

ad 3. Vu datt duerch d'Reorganisatioun vun de Lousen déi nei Juegdsyndikater näischt méi mat deenen alen ze dinn hunn, mussen déi Dokumenter net iwwerholl ginn. Eng definitiv Ofrechnung vum ale Juegdsyndikat muss bis den 31. Dezember 2021 un den Direkter vun der Naturverwaltung geschéckt ginn.

ad 4. Fir d'Verpachtung 2012-2021 sinn dat sechs Proprietäre respektiv Coproprietéiten, verdeelt op néng Juegdlousen.

Question 2706 (21.08.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **Centre national de recherche archéologique :**

De Centre national de recherche archéologique (CNRA) bekëmmert sech ëm den Inventaire, d'Etüd, d'Protektioun an d'Erschléissung vum archeologesche Patrimoine zu Lëtzebuerg. Och wann an der Reegel eng gutt Aarbecht geleescht gëtt, esou kritt een awer munchmol vu betraffene Leit an Institutioune matgedeelt, datt d'Sitte queesch duerch d'Land awer net ëmmer esou ënnersicht kënne ginn, wéi dat misst de Fall sinn.

Mir wëllen der Madamm Kulturminister dofir folgend Froe stellen:

- Wéi vill nei Sitte ginn zanter dësem Joer vum CNRA zu Lëtzebuerg ënnersicht?

- Wat ass dat presuméiert archeologescht Potenzial hei am Land?

- Wéi gesäit d'Zesummenaarbecht vum CNRA mat Privatleit a mat Privatorganisatiounen (ë. a. Geschichtsveräiner) aus?

- Huet de CNRA genuch Personal a Mëttel, fir sengen Aufgaben nozekommen?

- Gëtt et Informatiounen doriwwer, wéi vill archeologesch Substanz zu Lëtzebuerg zerstéiert gëtt?

- Wéi reagéieren d'Bauhären an der Reegel dorobber, wann archeologesch interessant Material op hirem Terrain fonnt gëtt an de CNRA intervenéiert?

- Kann d'Madamm Minister eis nach matdeelen, wou den Dossier vun engem neien Dépôt central drun ass?

Réponse (22.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

- Zanter dem Ufank vun dësem Joer huet de Centre national de recherche archéologique (CNRA) 43 archeologesch Sitten ënnersicht. Dozou komme 14 Sitten, déi duerch preventiv Evaluatiounsoperatiounen (sondages diagnostics et prospections géophysiques) detektéiert goufen (2019 waren et der 51), an déi a kommende Jore wëssenschaftlech ënnersicht wäerte ginn. Ausserdeem huet d'LIDAR (Laser light detection and ranging) -Couverture, déi dëst Joer vun der Administration du cadastre et de la topographie agefouert gouf, et erlaabt, d'Unzuel vun de rezenséierten archeologesche Sitten, haaptsächlech am Bëschberäich, ëm op mannst 15 % ze steigeren. Dat bedeit ronn 1.000 Sitten, déi et an den nächste Joren um Terrain ze erfaassen an ze kontrolléiere gëllt.

- D'Unzuel vun archeologesche Sitten hei am Land gëtt op 35.000 geschat. Et handelt sech heibäi ëm Sitten, déi vun der Urgeschicht bis zum Mëttelalter reechen, a wouvun 20 % schonn an der informatiséierter Base de données vum Service de la carte archéologique vum CNRA erfaasst sinn.

- De CNRA schafft, am Kader vu senge Missiounen um Terrain, enk mat Archeologiesamateuren zesummen, ob se sech an enger Associatioun zesummegeschloss hunn oder net. Dës dynamesch a passionéiert Benevollen droen aktiv dozou bäi, fir engersäits den nationalen Inventaire vun archeologesche Sitten duerch d'Ausféierung vu methodesche Prospektiounen ze komplettéieren. Anererséits kënnen dës Benevollen och bei geplangten archeologesche Recherchegruewungen, wéi déi zu Giewel, zu Duelem oder um Tëtelbierg, matmaachen, do wou d'Sécherheetskonditiounen et erlaben. Den CNRA encouragéiert Synergien tëschent den associativen, den edukativen an de professionelle Beräicher, fir d'Formatioun an d'Sensibiliséierung vu Jonken op de Patrimoine ze förderen. An dësem Sënn ginn d'Agente vum CNRA Archeologiescoursen op der Universitéit Lëtzebuerg. Dës Coursë ginn duerch Travaux pratiques an dem Laboratoire vum CNRA an duerch Excursiounen um Terrain komplettéiert. Weiderhin, fir d'Partenariater mat den Archeologiesamateuren ze förderen, ginn d'Agente vum CNRA reegelméisseg Konferenze bei de lokale Geschichts- an Archeologiesassociatiounen.

- Mam Vott vum Gesetz vum 7. Dezember 2016 iwwert d'Approbatioun vun der Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique sinn nei Prozedure fir preventiv Archeologie an d'Weeër geleet ginn. De Prinzip vun der preventiver Archeologie gëtt mam Projet de loi relatif au patrimoine culturel (dossier parlementaire 7473) weider developpéiert. Fir dësen neien Aufgaben an dem deementspriechend gréisseren Aarbechtsvolume kënne gerecht ze ginn, sollen d'Servicer vum CNRA à long terme opgestockt ginn.

- Am Schnëtt sinn an de leschten 30 Joer duerch ënnerierdesch Aarbechten op 2-5 % vun den Terrainen, déi all Joer amenagéiert ginn (tëschent 20 an 30 Sitten), archeologesch Ressourcen zerstéiert ginn. Dank dem Prinzip vun der preventiver Archeologie, deen 2016 agefouert gouf, gi menacéiert archeologesch Sitten elo virun hirer Zerstéierung wëssenschaftlech dokumentéiert. Mat dësem Prinzip, dee mam Projet de loi relatif au patrimoine culturel weider developpéiert gëtt, schafe mir eng méi grouss Previsibilitéit, déi Hand an Hand mat enger Baisse vu Fouilles d'urgence geet.

- D'Erfarungswäerter vun de leschte Joren hu gewisen, datt de Gros vun de Bauhären an Acteuren aus dem Bausecteur den neie Prozedure vun der preventiver Archeologie ganz favorabel gesënnt sinn. Dës Praxis erlaabt et nämlech ze verhënneren, datt wärend der Konstruktiounsphas eng archeologesch Decouverte zu engem Baustopp an den domadder verbonnenen Onkäschten a Verspéidunge féiert. Déi meescht Bauhären hu mëttlerweil realiséiert, datt d'Aféierung vun enger systematescher preventiver Archeologie hinnen eng besser Planungssécherheet garantéiert, well se esou am Virfeld scho wëssen, ob hiren Terrain enger archeologescher Ënnersichung muss ënnerzu ginn oder net. Fir dës Prozeduren ze vereinfachen, huet de CNRA e „guide de l'aménageur" editéiert, deen en op sengem Site (www.cnra.lu) zur Verfügung stellt.

Dës Prozedur besteet doranner, dass de Bauhär dem CNRA am Virfeld säi Bauprojet zoukomme léisst. Falls dëse Projet sech op engem archeologesch sensibelen Terrain befënnt, da verschreift de CNRA an enger éischter Phas eng Evaluatiounsdiagnos fir erauszefannen, ob et um Terrain archeologesch Strukture gëtt. Dës Diagnos, déi direkt vum Bauhär mat privaten archeologeschen Experte geréiert gëtt, ass net mat enger Ausgruewung gläichzestellen. Se ass nämlech séier auszeféieren a kascht, mat 2-5 Euro pro m^2, och net deier. An den allermeeschte Fäll stellt sech eraus, datt den Terrain fräi vun archeologesche Strukturen ass. Falls et zu engem positive Resultat kënnt, da gëtt, jee nodeem wat a wéi vill archeologescht Material fonnt gëtt, zesumme mam Bauhär en Ausgruewungskalenner determinéiert. Esou kënnen déi archeologesch Ënnersichunge virum Konstruktiounsufank ofgeschloss ginn. An der Moyenne ginn esou op 2.000 Bauprojete ronn 40 Sitte pro Joer preventiv duerchsicht.

- Concertatiounen, fir e gëeegenten Terrain fir en neien Dépôt national ze fannen, sinn en cours.

Question 2712 (24.08.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **chantier de la route nationale N3 :**

De Projet vun der neier N3 ass e ganz wichtegen a vitale Projet, wat d'Entwécklung vum Südweste vun der Stad Lëtzebuerg an de Randgemengen ugeet.

De Bau vum Module Central an der Rue des Scillas an am Rangwee um Houwald dierft nieft dem Ausbau vum Pont Buchler (Module Nord), den Aussoe vum Minister no e ganz komplexe Projet ginn.

- Kann den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten sécherstellen, datt wärend der Bauphas d'Anrainer vum Houwald, Bouneweg a Gaasperech fräien Accès bei d'Geschäfter wéi och bei hir Aarbechtsplaz esouwuel op Säite vum Houwald wéi op Säite vum Ban de Gasperich hunn, ouni grouss Ëmweeër mussen a Kaf ze huelen?

- Ass bei den Aarbechten assuréiert, datt d'Membere vum Houwalder Tennisclub viru bei d'Installatioune vum Club kommen?

- Duerch d'Aarbechte fale vill Parkméiglechkeete virum Clubhouse ewech, sinn nei Parkplaze fir de Veräi geplangt?

- Ass wärend den Aarbechten assuréiert, datt d'Noperschaft net ze vill Nuisancen duerch Dreck a Kaméidi muss a Kaf huelen?

- Ass wärend der Bauphas assuréiert, datt d'Drosbach net duerch dës Aarbechte verknascht gëtt an doduerch a Matleidenschaft gezu gëtt?

Am selwechte Kader huet de Minister de Bau vum Lycée Technique du Centre (LTC) um Midfield annoncéiert.

- Ass de Minister net der Meenung, datt all d'Infrastrukture solle fäerdeg sinn (Tram, ÖPNV, Individualverkéier, Mobilité douce), bis datt de Staat nei Projeten ëmsetzt?

- Wéini ass geplangt, fir den LTC ze bauen?

Fir de komplette Stroossereseau fäerdegzestellen, muss d'Rue des Scillas op hirer ganzer Breet ausgebaut ginn.

- Bis wéini soll dëse Komplettausbau am zentralen Deel vun der neier N3 ofgeschloss sinn?

De Module Sud, also de Contournement d'Alzingen, ass Partie intégrante vun der neier N3.

- Kann de Minister confirméieren, ob bis Enn vun dësem Joer eng Decisioun iwwert den definitiven Tracé am Regierungsrot geholl gëtt?

- Wa jo, wat wier an dësem Fall den Delai vun enger Ëmsetzung vum Contournement?

- Wann nach keng Decisioun am Regierungsrot bis Enn vun dësem Joer geholl ka ginn, wat sinn d'Grënn dofir?

Réponse (29.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- D'Accèsen zu de Geschäfter ewéi zu de Leit hiren Aarbechtsplaze wäerte séchergestallt sinn, vum Houwald ewéi vum Ban de Gasperich kommend, an dat wärend der Bauphas vum Chantier Rue des Scillas - Lous 1 (éischte Chantier vun der Rue des Scillas). Just an enger Tëschephas ass zäitweis eng Spär am Beräich vun der Kräizung Tunnel Rangwee - Rue Rangwee - Rue des Scillas virgesinn. Momentan lafen awer Diskussioune mat de betraffene Gemengen, fir dësen Impakt esou kleng wéi méiglech ze halen.

- Wärend dem Chantier wäerten d'Membere vum Houwalder Tennisclub weiderhi bei d'Installatioune vum Club kënne kommen.

- Wärend der éischter Phas vun den Aarbechte wäerte keng Parkplazen ewechfalen. Fir déi Zäit vun der zweeter Phas vun den Aarbechten, an där d'Rue des Scillas ausgebaut gëtt, wäerten déi bestoend Parkplaze verschwannen, mee do ass amgaangen no Ersatzméiglechkeete gekuckt ze ginn.

- E Chantier bréngt ëmmer gewëss Nuisancen duerch Stëbs a Kaméidi mat sech, et wäert awer probéiert ginn, fir dës Nuisancen op e Minimum ze reduzéieren, ewéi zum Beispill duerch d'Installatioun vu Palissaden. D'Entreprisë sinn ausserdeem ugehalen, sech un d'Grenzwäerter vun den Nuisancen (ewéi z. B. Vibratiounen) ze halen.

- Et wäert dofir gesuergt ginn, dass d'Waasserqualitéit vun der Drosbach duerch d'Aarbechten net wäert reduzéiert ginn.

- E Comité de pilotage huet mat alle concernéierten Acteuren e Plan directeur fir d'Entwécklung vum neien Site Midfield elaboréiert. Dëse Plan directeur presentéiert ee globaalt Konzept, wou all d'Infrastrukturen am Zesummespill mat de Gebaier consideréiert gi sinn.

D'Entwécklung vum Site Midfield soll a Phasen erfollegen. De Lycée ass geplangt, fir an der zweeter Phas realiséiert ze ginn, nodeems de Pôle d'échange Howald en service ass an eng Bréck fir Vëloen a Foussgänger iwwert d'A3 gebaut ass.

Den Appel à candidature vun der Planerekipp ass Ufank September 2020 publizéiert ginn. No enger Planungsphas vun ongeféier dräi Joer a viraussiichtlech véier Joer Chantier kéint den LTC da seng Dieren opmaachen.

- De Komplettausbau kann eréischt gemaach ginn, wann de Staat am volle Besëtz vun all den néidegen Emprisen ass.

- D'Etüde vum Contournement vun Alzeng sinn opgrond vun den Avise vun de kompetenten Autoritéiten zum Dossier vun der « évaluation des incidences » - déi huet misse gemaach ginn, well de Projet duerch en Natura-2000-Gebitt verleeft - vervollstännegt ginn. Domat ass den Impakt vun de Varianten, déi den Uelzechtdall duerchkräizen, dokumentéiert.

Zanter Enn 2019 hu meng Servicer awer och nach eng zousätzlech Variant studéiere gelooss, fir mat engem Tunnel ënnert dem Natura-2000-Gebitt vum Uelzechtdall duerchzefueren an den Impakt op déi europäesch Schutzzon esou ze verhënneren. Dobäi gouf souwuel d'Bau- an d'Tunneltechnik analyséiert wéi och all d'Aspekter, déi relevant sinn, fir d'Ëmwelt ze schützen, an et konnt vun den Experten erausfonnt ginn, dass eng Tunnelvariant kee significativen Impakt op d'Schutzziler vun dem Natura-2000-Gebitt huet.

Deemno wier et duerch dës Variant méiglech, de Projet ze autoriséieren, ouni vun der EU-Kommissioun eng Derogatioun ze froen. Dës gëtt bekanntlech just accordéiert, wann all aner Méiglechkeete vun engem Projet bewisenermoossen ausgeschloss kënne ginn, an d'Noutwendegkeet vum Projet duerch entspriechend genau definéiert Argumenter, wéi zum Beispill gesondheetlech Aspekter vun der Bevëlkerung, hiergeleet an dokumentéiert ass.

Amplaz elo eng ëmständlech Prozedur ze lancéieren op Basis vun engem onvollständege Variantesystem, wéi en am alen Dossier studéiert ginn ass, besteet elo d'Méiglechkeet, eng manner opwändeg Prozedur ze duerchlafen, wa sech vu virera fir d'Tunnelvariant decidéiert géif ginn.

Dës Decisioun kann de Regierungsrot op Basis vun de bis haut studéierten Elementer huelen.

D'Stroossebauverwaltung ass momentan amgaangen, deen Dossier opzestellen.

Question 2722 (25.08.2020) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant l'**impact de la sécheresse sur les forêts :**

Momentan leiden ënner anerem an Däitschland d'Bëscher ënnert der unhalender Dréchent. Vill vun hinne sinn amgaangen ze stierwen. Äscht falen erof a blockéiere Stroossen a Bëschweeër. Am Lennebergerwald zum Beispill huet e Spadséierwee ganz missen zougemaach ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmweltschutz, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg aus? Hunn och schonn heiheem misse Bëscher, Bëschweeër oder Bëschparzellen zougemaach ginn, well Äscht rofgefall sinn oder well Dännebeem entwuerzelt sinn an an anere Beem hänken? Sinn eenzel Regioune méi betraff wéi anerer?

2. Wéi gesäit et mat deene jonke Beem aus, déi réischt viru Kuerzem geplanzt goufen - virun allem op Staatsterrain? Ginn déi reegelméisseg mat Waasser versuergt?

3. Wéi ass d'Strategie vun der ANF a puncto Mëschbëscher? Ass déi Strategie schonn amgaang ëmgesat ze ginn? Wa jo, wou an a wat fir engem Rhythmus?

Réponse (06.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Och zu Lëtzebuerg leiden d'Bëscher ënnert der unhalender Dréchent. Et ass virun allem de kumulativen Effekt vun den dräi leschte Summeren, deen d'Beem schwächt. Als Reaktioun op d'Dréchent vun 2018 an 2019 produzéieren d'Beem dëst Joer ganz vill Fruucht, fir sech ze vermeeren. Dat schwächt d'Beem nach zousätzlech. Mir stelle fest, datt verschidde Bamaarten op marginalen an extreeme Standuerter elo ufänken ofzestierwen. Dat si vereenzelt Beem vun allen Aarten, déi manner gutt mat Waasser versuergt waren, mee och ee méi flächegt Ofstierwe vun de Fichten duerch Borkenkäferbefall, an elo méi rezent och vun de Buchen op ganz schwéieren, tounege Biedem oder extreem sandege Biedem. Verschlëmmert gëtt d'Situatioun an topografesche Lage wéi zum Beispill dréchene Koppen. Insgesamt ass de Süden, wat d'Dréchent betrëfft, méi betraff wéi d'Eisléck.

D'Ofsécherung vun de Weeër an den ëffentleche Bëscher gehéiert zu den normalen Aufgabe vun der Naturverwaltung. All Joer gëtt een Inventaire vu gefäierleche Beem laanscht d'Weeër gemaach an déi néideg Aarbechte fir d'Sécherung duerchgefouert. Dëst Joer ginn d'Inventairen elo schonns vu September u gemaach. Dëse Summer goufen nach keng Weeër an den ëffentleche Bëscher zougemaach, ausser ganz kuerzzäiteg fir Aarbechten.

ad 2. De Succès vun de rezente Plantatiounen ass ganz variabel jee no Standuert, also bedéngt duerch de Buedem, d'topografesch Positioun an

d'lokaalt Klima. Am Éislek sinn d'Resultater ganz gutt, mat enger Reprise vu 85-95 % iwwert déi leescht dräi Joer. Am Rescht vum Land ass d'Reprise vun de rezente Plantatioune méi kritesch an och méi dacks ënner 50 %. Am Gréngewald zum Beispill, wou an deenen dräi leeschte Joren eng Ronn 120 Hektar geplanzt goufen, ass d'Reprise vun 80 % am Joer 2017 op deelweis 45 % am Joer 2019 gefall. Dann ass och nach ze bemierken, datt d'Reprise an deenen dräi leschte Joren op Kalschlagfläche wéinst der Hëtzt an der direkter Sonnenastralung nach vill méi schlecht ass (0-30 %,) am Verglach mat der gudder Reprise vun Uplanzungen ënnert dem Schierm vun ale Beem (60-98 %) duerch dat favorabelt internt Bëschklima.

Uplanzungen am Bësch gi prinzipiell net genat, an dat aus materiellen, finanziellen, organisatoreschen an och technesche Grënn (enormen Opwand, héich Käschten, schlecht oder keng Accessibilitéit, Buedemschutz, …). Esouguer wann dat alles kee Problem wier, esou wier et awer net sënnvoll, fir Bëscher ze netzen, well et een natierlechen Ekosystem ass a kee kënschtleche Virgäertchen. Des Weideren ass fir d'Adaptatioun an d'Evolutioun vun de Bëscher déi natierlech Selektioun vun de widderstandsfäegsten Individuen an der Uplanzung wichteg.

ad 3. D'Kreatioun vu Mëschbëscher ass eng Traditioun an der Naturverwaltung, gëtt awer nach méi konsequent ëmgesat zënter der Circulaire ministérielle concernant les lignes directrices d'une sylviculture proche de la nature vun 1999. Lafholz-Mëschbëscher goufen och schonns ganz massiv no de Stierm vun 1990 ugeplanzt. No an no ass ëmmer méi op déi natierlech Verjüngung zréckgegraff gi bei der Erneierung vun ale Bëscher. Ausserdeem goufe méi klengflächeg Verfaren agesat, fir d'Bëscher ze erneieren oder mat neie Bamaarten unzeräicheren an esou progressiv a Mëschbëscher ëmzewandelen, wéi zum Beispill duerch Ënnerschierm- a Klumpen-Planzungen. Säit den 2000er Joren ass verstäerkt dru geschafft ginn, d'Nolenholzbëscher a Mëschbëscher ëmzewandelen.

Bei der natierlecher Verjüngung gëtt besonnesch drop opgepasst, dës Ëmwandlung iwwer ee laangen Zäitraum ze realiséieren, fir den natierlechen Ekosystem ze schounen. Säit ongeféier 2010 sinn d'Auswierkunge vum Klimawiessel ëmmer méi däitlech ginn, esoudass nei Konzepter hu missen entworf gi respektiv sinn nach ëmmer amgaang entworf ze ginn, fir d'Bëscher méi resilient ze maachen. De Prinzip ass am nationale Klimaadaptatiounsplang verankert ginn.

Villes ass wëssenschaftlech nach net mat Kloerheet gewosst, villes kann och net virausgesot ginn. Kloer ass, datt d'Bamaartenauswiel (richteg Bamaart op engem Standuert) weider muss verbessert ginn. En neien Informatiounstool geet dofir Enn 2020 um Geoportail a Produktioun. Kloer ass och, datt d'Bëscher esou behandelt musse ginn, datt si esou wéineg wéi méiglech duerch déi verännert Ëmweltbedingunge gestresst ginn. Dofir ginn d'Gestiounsnormen iwwerschafft a méi naturno gestallt. Nei Dispositioune sinn am Bëschgesetzprojet vun 2018 virgesinn, wéi zum Beispill den Dauerwald-Prinzip vun de Lafholz-Mëschbëscher.

Wat de Rhythmus vun der Ëmwandlung a Mëschbëscher ubelaangt, gëtt et zurzäit keng prezis Donnéeën. Gewosst ass, datt zënter 1991 circa 80 Hektar Lafholz-Mëschbëscher geplanzt goufen am Kader vun Entfichtungsprojete laanscht d'Gewässer. An der Zäitspan vun 2010 bis 2020 goufen a Gemengebëscher fir d'Kreatioun vu Mëschbëscher duerch Uplanzungen an Naturverjüngung op 950 Hektar Subsiden ausbezuelt, mat enger staarker Steigerung zënter 2017 (100-250 ha/Joer).

Question 2723 (25.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **indemnités des bénévoles du CGDIS :**

A menge parlamentaresche Froen N° 0429, 0971, 1859 hat ech mech, op Basis vun Informatiounen, déi vu Fräiwëllege beim CGDIS u mech erugedroe goufen, iwwer feelend Ausbezuelunge vun den Indemnitéite bei der Ministesch informéiert.

Op d'Fro N° 0971 hat d'Ministesch geäntwert, datt ee groussen Deel vun den Indemnitéite fir d'Permanencen an d'Garde vum zweete Semester 2018 tëschent de Méint Februar an Abrëll um Kont vun de Pompjeeë gelant waren. D'Iwwerweisunge waren tëschent dem 26. Februar an dem 13. Mee 2019 gebucht ginn. D'Ministesch hat an der leschter Äntwert geschriwwen, datt op den 31. Mäerz 2020 sämtlech Indemnisatioune fir d'Joer 2019 ausbezuelt goufen.

Mir gouf awer elo erëm zougedroen, datt d'Indemnitéite fir d'Asätz aus der Period vum 1. Juli 2018 bis den 31. Dezember 2019 nach ëmmer net ausbezuelt goufen an dat fir d'Fräiwëlleger a mindestens engem Zentrum hei am Land.

Fir deen nämmlechten Zenter goufen och d'Indemnitéite fir d'Permanencen (Status 2) fir d'Period vum 1. Januar 2020 bis den 30. Juni 2020 nach net ausbezuelt.

D'Ministesch hat op meng Fro N° 971 geäntwert, datt et net ausgeschloss wär, datt verschidden Indemnitéite bei enger klenger Unzuel vun Zenteren eréischt méi spéit um Konto waren, doduerch, dass et um Niveau vun den Tableauen, déi hu missen ausgefëllt ginn, zu Retarde koum oder well Fräiwëlleger falsch Kontosnummeren uginn haten. An dësem Fall gouf eis awer confirméiert, dat d'Kontosnummeren a besotem Zenter all richteg ugi gi wären.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Inneministesch dës Froe stellen:

1. Ass et méiglech, datt d'Indemnitéit fir d'Asätz fir d'Period vum 1. Juli 2018 bis 31. Dezember 2019 a verschiddenen Zenteren nach net bezuelt gouf? Wat kéinten d'Grënn dofir sinn?

2. Ass et méiglech, datt d'Indemnitéit fir d'Permanencen (Status 2) fir d'Period vum 1. Januar 2020 bis 30. Juni 2020 a verschiddenen Zenteren nach net bezuelt gouf? Wat kéinten d'Grënn dofir sinn?

3. Kann d'Ministesch wannechgelift déi nämmlecht Oplëschtung aus der Äntwert op d'Fro N° 1859 (Fro 1) fir d'Joren 2018 an 2019 reproduzéieren?

4. D'Fräiwëlleger a besotenem Zenter bekloe sech allgemeng, nieft verspéiten Ausbezuelungen, iwwert d'Ëmsetzung vun der Reform vum CGDIS, bei där si sech ausgestouss fillen. Sinn d'Responsabel vum CGDIS sech der Gefillslag vun de Fräiwëllege bewosst?

5. Wéi evaluéiert d'Ministesch d'vertikal Kommunikatioun an der Hierarchie vum CGDIS?

6. Existéiert een anonymme Feedbacksystem am CGDIS, wou Membere Kriticken oppen an éierlech un d'Direktioun kënne weiderginn an op déi d'Direktioun ëffentlech Stellung bezéie kann? Falls nee, wär et net un der Zäit, esou ee System opzestellen?

7. An der Äntwert op d'Fro N° 0429 hat d'Ministesch ënnerstrach, datt de Rettungsdéngscht ouni déi vill Fräiwëlleger net kéint funktionéieren. D'Ministesch hat an der Äntwert och geschriwwen, datt et fir d'Regierung evident ass, déi geleeschten Aarbecht och an Zukunft beschtméiglechst ze promovéieren an ze honoréieren. Et sollt een och net vergiessen, dass grad elo wärend der Coronapandemie vill Fräiwëlleger weiderhin am Asaz fir eis Biergerinnen a Bierger waren. Wär et an dëser

Legislaturperiod net un der Zäit, de Benevolat, virun allem bei de Rettungsdéngschter, besser ze honoréieren, andeems d'Primm fir d'Permanencë vun 1€/Stonn erhéicht géif ginn?

Réponse (07.10.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De „règlement d'indemnisation des pompiers volontaires du CGDIS", deen op der Internetsäit www.112.lu publizéiert ass, gesäit fir de Moment keng Entschiedegung fir d'Participatioun un Asätz vir.

D'Indemnitéite fir Garden a Permanencë gi pro Semester ausbezuelt, dësen Exercice dauert am aktuelle System tëschent zwee an dräi Méint. Op den 30. September 2020 sinn all d'Garden a Permanencë vum CGDIS un déi Fräiwëlleg ausbezuelt ginn. Dat gëllt och fir d'Joren 2018 an 2019. Den Detail heizou fannt Dir an der follgender Tabell:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).[6] [7]

D'Ëmsetzung vun dëser grousser struktureller Reform um Terrain setzt viraus, dass déi vill Ännerungen an Neierungen alle Betraffene konsequent an transparent matgedeelt ginn. Dofir setzt de CGDIS alles drun, fir déi direkt Kommunikatioun mat all senge Membere kontinuéierlech ze garantéieren.

Säit dem Ufank vum Joer schéckt de CGDIS zum Beispill eng Newsletter a reegelméissegen Ofstänn iwwer E-mail u seng Memberen. Zousätzlech zu den Notes de service kréien d'Membere vum CGDIS an Zukunft och trimesteriell en neit Magazine mat der Post heemgeschéckt. Ausserdeem wäerten aktuell Noriichten iwwert de CGDIS-Portail kënne vermëttelt ginn. Wat elo spezifesch d'Indemnisiérung ugeet, gëtt et um Internetsite www.112.lu elo schonn en FAQ mat den am meeschte gestallte Froen zum Theema. Fir den direkten Austausch ze förderen, organiséiert de CGDIS och reegelméisseg Informatiounsversammlungen zu spezifeschen Theemen an deene verschiddenen Zonen.

En anonymme Feedbacksystem existéiert net. Et ass och net geplangt, esou e System anzeféieren. De CGDIS leet Wäert op eng oppen Dialogkultur, wou jiddereen d'Méiglechkeet kritt, sech fräi a kritesch auszedrécken. Doriwwer eraus huet all fräiwëllege Member d'Méiglechkeet, fir sech un de gewieltene Vertrieder vun de fräiwëllege Pompjeeën am Verwaltungsrot ze riichten.

Als Inneministesch ënnerstëtzen ech déi konsequent an oppe Kommunikatiounspolitik vum CGDIS.

Mam Gesetz vum 27. Mäerz 2018 goufe vill nei Méiglechkeete fir d'Unerkennung vum Volontariat bei de Rettungsdéngschter agefouert. Den aktuellen Indemniséierungssystem wäert vum Verwaltungsrot nach emol op de Leescht geholl ginn, wann all d'Membere vum CGDIS bis an de Portail integréiert sinn.

Question 2725 (25.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **« homeschooling » :**

An den Nopeschlänner, wou d'Schoulen erëm ugaange sinn, sinn op verschiddene Plazen direkt vill Fäll vu Covidinfektioune festgestallt ginn. A Frankräich goufen z. B. 492 Kanner ënner néng Joer eleng an der Woch vum 10. August positiv getest („Le Monde", 20.08.2020). Bis elo gëtt et nach keng wëssenschaftlech Sécherheet, trotz villen Etüden an nach méi méi oder manner spekulativen Deklaratiounen, wéi grouss d'Gefor fir d'Kanner an hiert Ëmfeld duerch Covid wierklech ass.

Derbäi kënnt, datt elo am Hierscht an am Wanter déi gewinnten Erkältungen a Grippen nees verstäerkt optrieden, niewent dem Risiko vun nees méi Covidinfektiounen.

D'Schoul doheem (homeschooling) kann derzou bäidroen, d'Zuel vun de Schüler an de Klassen an domat d'Infektiounsrisiken ze reduzéieren.

Dowéinst wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Denkt d'Regierung un eng Weiderféierung vun engem „Schoul-doheem-Modell" am Schouljoer 2020/2021, besonnesch fir vulnerabel Persounen ze schützen?

2. Kéint d'Regierung sech virstellen, preventiv oder am Fall vu verstäerkten Infektiounen, en hybride Modell anzeféieren - z. B. d'Hallschent vun der Klass an der Schoul an déi aner hätt zu där Zäit e „Schoul-doheem-Modell"?

3. Si fir de Fall, wou d'Schoul doheem envisagéiert ass, scho vu Regierungssäit Dispositioune geholl ginn, fir de „congé pour raisons familiales", op d'mannst fir vulnerabel Persounen, kënne weiderzeféieren?

4. Gëlle fir d'Rentrée 2020/2021 nach déi nämlecht Krittären, fir e „vulnerable Schüler" ze definéieren?

Réponse (13.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale*, de *l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Schoulrentrée gouf an enker Zesummenaarbecht zwëschent den eenzelne Partner vun der Schoulcommunautéit organiséiert. An dëser éischter Phas vun der Organisatioun vun der Rentrée, an där och de Gesondheetsministère mat involvéiert war, ass alles drugesat ginn, fir datt fir d'Rentrée 2020/2021 e gereegelte Schoulbetrib konnt stattfannen, ouni d'Schüler oder d'Léierpersonal dobäi engem onnéidege Risiko auszesetzen.

Am Kader vun der Rentrée gouf dofir och am Schouljoer 2020/2021 den Enseignement à distance bäibehalen. Dëst fir vulnerabel Persoune (Schüler a Léierpersonal) a fir d'Klassen, déi a Quarantän sinn.

Fir datt ee Kand als vulnerabel agestuuft gëtt a vum Enseignement à distance ka profitéieren, muss dem Kand säin Dokter e Certificat ausstellen, op deem vermierkt ass, datt d'Kand vulnerabel ass. D'Léierpersonal stellt dat néidegt Material fir den Unterrecht op Distanz zur Verfügung. Donieft fënnt een och didaktescht Material, dat speziell vum SCRIPT erstallt gouf, op www.schouldoheem.lu. A wann e Besoin besteet an op Demande vun der Direktioun stellt de CGIE iPads fir d'Schüler am Enseignement à distance zur Verfügung.

Concernéiert Enseignanten a Membere vum sozioeducative Personal kréie vun hirem Dokter e Certificat de vulnérabilité ausgestallt, dee vum Aarbechtsdokter validéiert gëtt. Si iwwerhuelen eng adaptéiert Tâche ënnert de Modalitéiten, déi jeeweils mam Regionaldirekter am Respekt vun de spezifesche Recommandatioune vum Aarbechtsdokter definéiert ginn.

ad 2. Am Kader vun der Reprise vun de Coursë gouf vum Educatiounsministère an Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère eng kohärent Strategie fir d'Bekämpfe vum Covid-19 ausgeschafft (dispositif pour la rentrée scolaire 2020-2021 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19). Heibäi wor et wichteg, ëmmer eng Flexibilitéit vun der Strategie ze garantéieren, soudatt een d'Mesurë jee no nationaler oder lokaler Situatioun upasse kéint.

An dëser Strategie ass zum aktuellen Zäitpunkt kee systemateschen Enseignement à distance virgesinn (ausser wéi am ad 1. beschriwwe fir Schüler, déi vulnerabel sinn, oder am Fall vun enger Mise en quarantaine vun enger Klass). Sollt d'Situatioun sech veränneren, kënnen zu all Moment a jee no Besoin nei Mesurë getraff gi respektiv déi bestoend Mesuren adaptéiert ginn. Dozou gehéiert och den Enseignement en alternance.

ad 3. Eltere vu Kanner, déi opgrond vun enger Mise en quarantaine doheem musse betreit ginn, kënnen e Congé pour raisons familiales ufroen.

Am Fall vun engem isoléierte Fall an enger Klass (Zenario 1) ginn d'Eltere vun deenen anere Schüler kontaktéiert an si kréien d'Recommandatioun, hiert Kand no der Schoul doheem ze halen an all weider Kontakter vum Kand op ee Minimum ze beschränken. An dësem Fall kënnen och dës Elteren e Congé pour raisons familiales fractionné ufroen, fir hiert Kand ausserhalb vun de Schoulzäite betreien ze kënnen.

Baséierend op den Artikelen L. 234-51 an L. 234-52 vum Code du travail an um 1. Artikel vum Règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales kënnen Elteren, deenen hiert d'Kand vulnerabel ass, e Congé pour raisons familiales ufroen.

ad 4. D'Definitioun vun engem „vulnerabele Kand" bleift och fir d'Rentrée 2020/2021 déi nämmlecht.

D'Recommandatiounen a deem Kontext sinn an de Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI)[8] souwéi an den temporaire sanitäre Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19, déi konstant à jour gehalen ginn, ze fannen.

Question 2727 (26.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fermeture d'un chantier dans la commune de Beckerich :**

D'Äntwerten op meng Froen Nr. 2624 vum 6. August 2020 respektiv Nr. 2664 vum 13. August 2020 un d'Madamm Ëmweltminister ginn zum Deel interessant Informatiounen, mee widdersprieche sech och deelweis, an zwar esouwuel eenzel gekuckt wéi och zesumme gekuckt. Si stinn och deelweis am Widdersproch zu Aussoe vu Leit, déi dësen Dossier kennen. Duerfir wéilt ech an dësem Zesummenhang nach e puer bis elo ongekläerte Froen un d'Madamm Justizminister stellen:

1. Ass et richteg, datt, wéi mir zougedroe ginn ass, no den Iwwerpréiwungen en Deel vum Grondstéck, op deem d'Crèche soll entstoen a fir dat e Baustopp ausgesprach ginn ass, net am Bauperimeter an also an enger Gréngzon läit?

2. Wéi ass d'Praxis am Fall vu Grondstécker, op déi esouwuel den Artikel 17 Abschnitt 2 wéi den Artikel 17 Abschnitt 3 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 zoutrëfft: Muss de Proprietär zwou Geneemegungen ufroe fir déi zwee Deeler vum Grondstéck oder geet och an dësem Fall eng Geneemegung duer?

3. Gëtt am Fall, wou eng Geneemegung duergeet, dës no entspriechendem Ecobilan just fir deen Deel vum Biotop, deen am Bauperimeter läit, accordéiert?

4. D'Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 mécht ausser a véier genee beschriwwene Fäll eng Biotopzerstéierung an der Gréngzon onméiglech. Huet déi deelweis Zerstéierung vum Biotop (deen Deel, deen am Bauperimeter läit) net och Konsequenze fir deen Deel vum Biotop, deen an der Gréngzon läit? Ass e Biotop vun engem ekologesche Standpunkt net als e Ganzt ze gesinn, dat och nëmmen als solcht existéiere kann?

5. Ass et richteg, datt eng kommerziell, privat Crèche keng vun de méiglechen Derogatiounen, déi am Artikel 17 Abschnëtt 2 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 virgesi sinn, kann erfëllen?

6. Ass et richteg, datt an dësem Fall d'Demande fir eng Biotopzerstéierung bei der initialer Kontroll, ob déi Demande laut Ëmweltschutzgesetz zoulässeg ass, hätt misste mat Nee beäntwert ginn?

7. Ëmmer nach virausgesat, datt en Deel vum Terrain an der Gréngzon läit, wär also en Erstelle vun engem Ecobilan iwwerflëssteg gewiescht, well d'Demande net de Konditiounen, fir eng Derogatioun vum Gesetz ze kréien, entsprach huet?

8. Ass et a Fäll, wou net kloer ass, ob den Terrain ganz oder deelweis an der Gréngzon läit, üblech, en Ecobilan maachen ze loossen, ier déi initial Iwwerpréiwung vun der Demande Kloerheet driwwer ginn huet, ob de concernéierten Terrain deelweis an der Gréngzon läit, wat en Ecobilan jo meeschtens géing iwwerflëssteg maachen?

---

[6] De Remboursement baséiert sech réckwierkend op den Zertifikat vum Joer virdrun, fir 2019 sinn all d'Zousazpensiounen ausbezuelt ginn. D'Zousazkrankeversécherunge ginn iwwerwisen, soubal de modifizéierte Règlement grand-ducal, deen de Moment an der reglementarescher Prozedur ass, publizéiert ass.

[7] D'Aarbechten an den Unitéite vun de CISen a GISe sinn nach net alleguer indemniséiert ginn. Dëse System existéiert eréischt säit dësem Joer an d'Unitéiten hunn hir Deklaratiounen nach net alleguerten agereecht.

[8] https://msan.gouvernement.lu/dam-assets/covid-19/csmi/CSMI-recommandations-enfants-vulnerables-20200425vf.pdf

9. Wéi laang hunn d'Verwaltunge vum Ëmweltministère scho Kenntnis vum „Problem vun der Materialiséierung vun der Grenz vun enger Bauzon", wéi si an der Äntwert op meng Fro Nr. 2664 vum 13. August 2020 beschriwwen ass? Wéi dacks ongeféier stellt sech dee Problem bei enger Demande fir eng Biotopzerstéierung?

10. Wéi verfiert den Ëmweltministère mat enger Geneemegung, wou e Baustopp ugeuerdent ginn ass, well d'Äntwert net ofgewaart ginn ass? Ech géing dervun ausgoen, datt den Traitement vun dëser Geneemegung da logescherweis gestoppt gëtt, well si jo keen Objet méi huet?

11. Gëtt an alle Fäll, wou ouni op d'Geneemegung ze waarde mat den Aarbechten ugefaange ginn ass a wou e Baustopp geschwat ginn ass, probéiert, d'Situatioun nodréiglech ze regulariséieren?

12. Ass juristesch de Konzept vun enger nodréiglecher Regulariséierung vun enger Infraktioun akzeptabel?

13. Géing dat bei enger Infraktioun, wat eng Biotopzerstéierung am Bauperimeter ugeet, bedeiten, datt d'Bezuele vun der Kompensatioun, déi den Ecobilan festleet, eng Regulariséierung wär an datt d'Infraktioun keng weider Strofe géing no sech zéien?

14. En Agent vun der ANF huet, wéi et seng Flicht ass, de Parquet vun der Infraktioun, déi e Baustopp no sech gezunn huet, informéiert. Ass net de Fait, datt de Parquet ageschalt ass, Grond genuch fir den Ëmweltministère, de concernéierten Dossier onverännert ze loossen, fir net den Oflaf vun enger eventueller Enquête ze behënneren?

15. D'Ëmweltschutzgesetz vum 18. Juli 2018 gesäit schwéier Strofen am Fall vun Infraktioune vir. Wéi geet de Parquet fir gewéinlech an esou Fäll vir?

16. An hirer Äntwert op meng Fro Nr. 2624 vum 6. August 2020 beschëllegt d'Madamm Ëmweltminister op zwou Plazen eng Journalistin vum „Luxemburger Wort" a seet: „Déi Aussoen aus dem Artikel aus dem 'Luxemburger Wort' sinn net akkurat" a weider: „d'Duerstellung vun dësem Dossier am 'Luxemburger Wort' (…) déi net der Realitéit entsprach huet". Si bezitt sech dobäi op d'Aussoe vun der Journalistin, datt den Terrain (zum Deel) an der Gréngzon géing leien, raumt awer selwer an, datt „nach wichteg Informatiounen iwwert de Verlaf vun der Limitt vum Bauperimeter feelen" a si also dës Beschëllegungen net beweise kann. Wéi begrënnt d'Madamm Minister also hir Kommentaren un engem Artikel, deen, a mengen Aen, korrekt recherchéiert ass?

Réponse commune (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

1. Den Ëmweltministère ass am Juni mat enger net geneemegter Biotopzerstéierung innerhalb vum Bauperimeter befaasst ginn, net matt enger Ufro, fir eng Crèche ze bauen. De Ministère ass net kompetent, fir iwwert de Bau vun enger Crèche am Bauperimeter ze decidéieren an en huet keng Kenntnis vun engem diesbezügleche Bauprojet an der Gréngzon.

Fir d'Fro no der Konformitéit vum Bauprojet mam Bebauungsplang ass de Buergermeeschter zoustänneg.

Am August huet d'ANF vun der Gemeng de geneeë Verlaf vum Bauperimeter matgedeelt kritt. Bei der Iwwerlagerung vum Bauperimeter an dem kommunale Biotopkadaster stellt sech eraus, datt wuel och eng Zerstéierung an der Gréngzon stattfonnt huet. De Parquet enquêtéiert.

2. Fir den hypotheetesche Fall, deen den honorabelen Deputéierten evoquéiert, ass et dem Demandeur iwwerlooss, ob hien eng gemeinsam oder zwou separat Geneemegungen ufreet. Traitéiert gi se no de jeeweils relevanten Dispositioune vum Gesetz.

3. En Ecobilan gëtt net gefuerdert, wann e Projet per se contraire zum Gesetz ass an net ka geneemegt ginn.

Den Artikel 17 Paragraf 2 definéiert prezis, a wéi enge Fäll eng Biotopzerstéierung ka geneemegt ginn.

4. Ech verweisen hei op den Arrêté ministériel du 27 mars 2020 relatif aux modalités de calcul du système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points http://data.legilux.public.lu/file/eli-etat-leg-amin-2020-03-27-a248-jo-fr-pdf.pdf an de Leitfaden dozou, deen op der Säit 15 schreift: „3.3.4 Umgang mit Teilzerstörungen oder Umwidmung von Biotopen oder Lebensräumen: Ein Biotop oder Lebensraum ist immer in seiner Ganzheit zu betrachten, auch wenn die Planung nur Teilbereiche beansprucht. Kann bei einer Teilzerstörung das Biotop oder der Lebensraum die ökologische Funktionalität nicht mehr gewährleisten, so ist das ganze Biotop oder der ganze Lebensraum in die Bewertung des Ausgangszustands zu integrieren, und somit zu kompensieren."

No der nach lafender Enquête wäert och d'Fro no dem quantitativen a qualitativen Ersatz vun eventuell zerstéierte Biotopen an der Gréngzon ze kläre sinn.

5. Jo.

6. Am besote Fall huet de Requerant en „abattage d'arbres" ugefrot a krut doropshi vum Ministère matgedeelt, datt den Dossier misst duerch en Ecobilan completéiert ginn, well et sech am konkreete Fall ëm eng „réduction, destruction et/ou déterioration de biotopes protégés, d'habitats d'intérêt communautaire et/ou d'habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation des espèces a été évalué non favorable" handelt an zwar op engem „terrain étant situé à l'intérieur de la zone destinée à être urbanisée" (Zitéiert aus der Décision ministérielle vum 16. Juni 2020).

7. Tatsächlech wier en Ecobilan an der Gréngzon fir e private Projet „iwwerflësseg", an ass och net vum Ministère gefrot ginn.

D'Zerstéierung vun dem geschützte Biotop an der Gréngzon ass Géigestand vun enger lafender Enquête.

8. Am spezielle Fall war en „abattage d'arbres" am Bauperimeter ugefrot an net eng Biotopzerstéierung an der Gréngzon. D'Fälle vu Beem bezéiungsweis engem Bongert innerhalb vum Bauperimeter ass geneemegbar an den Dossier ass richteg traitéiert ginn.

9. Schwieregkeeten, fir eng Grenz vun enger Kadasterkaart op den Terrain ze iwwerdroen, gëtt et, säit et Kadasterkaarte gëtt. An deenen allermeeschte Fäll, mat deenen d'Verwaltunge vum Ëmweltministère ze dinn hunn, ass et méiglech, mat Hëllef vun den technesche Gemengeservicer eng zefriddestellend Iwwerdroung vum Plang op den Terrain ze erreechen.

10. Et steet all Bierger, dee fir eng Irregularitéit responsabel ass, zou, dës ze regulariséieren, ausser eng gesetzlech Dispositioun géif déi generell Méiglechkeet ausschléissen. D'Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 beinhalt keng Dispositioun, déi eng nodréiglech Regulariséierung géif ënnersoen. Et ass awer evident, datt nëmme Faite regulariséiert kënne ginn, déi dem Gesetz no autorisabel sinn. Wann, wéi am spezifesche Fall, den ursprénglechen Objet net méi existéiert an eng fachlech Aschätzung net méi méiglech ass, muss mat Hypotheese geschafft ginn. Generell gëtt an esou Fäll de „worst case" als Bemiessungsgrondlag ugeholl. Dëst bedeit am konkreete Fall, datt nieft der Existenz vum geschützte Bongert och nach ugeholl gëtt, datt d'Fliedermauspopulatioun, déi an der Noperschaft lieft, an dësem Bongert reegelméisseg gejot huet. Doduercher gëtt fir de Requerant de Bedarf u Kompensatioun méi grouss an ënnert dem Strëch méi deier.

11. Eng gestallten Demande gëtt net einfach esou hifälleg. Et muss iwwerpréift ginn, ob den Objet vun der Demande prinzipiell ka geneemegt ginn oder net.

12. Eng Strofdot besteet ab deem Zäitpunkt, wou se begaange ginn ass, an eng nodréiglech Regulariséierung hieft de Fait, dass eng Strofdot begaange ginn ass, net op. Natierlech ka sech an deem Fall d'Fro stellen, ob eng strofrechtlech Poursuite dann nach opportun ass, mee dat decidéiert de Parquet vu Fall zu Fall an an aller Onofhängekeet, opgrond vum Prinzip vun der „opportunité des poursuites".

13. Nee. Eng eventuell Regulariséierung am Sënn vum applikabelen Ëmweltgesetz ass onofhängeg vun enger eventueller Strofverfolgung, déi vum Parquet decidéiert gëtt, esou wéi et an der Äntwert op déi zwieleft Fro explizéiert ass. Wann de Parquet an engem Fall eng Strofverfolgung ageleet huet an d'Geriicht ass doduerch vun deem Fait saiséiert ginn, dann ass et um Geriicht fir ze decidéieren, op Basis vun der Onofhängegkeet vun de Geriichter, ob enger eventueller Kompensatioun beim Festleeë vun der Strof soll Rechnung gedroe ginn oder net. D'Bezuele vun enger Kompensatioun kann awer op kee Fall verstane ginn als eng Regulariséierung, déi d'Geriicht kéint drun hënneren, fir eng vum Gesetz virgesinne Strof auszespriechen.

14. Et ass effektiv eng Praxis vu verschiddene Verwaltungen, fir an enger Saach, wann de Parquet bis ageschalt ginn ass, näischt méi ze maachen, an dat a ville Fäll, bis d'Geriicht säin definitiivt Urteel gesprach huet. Dat ass awer éischter eng Virsiichtsmoossnam, well et gëtt kee grondsätzlecht juristescht Prinzip, wat dat géif an alle Fäll verlaangen.

Op där anerer Säit kënnt et awer och vir, dass Verwaltungen nodréiglech eng Autorisatioun ausstellen, an dat ass och e Fait, deen en Afloss kann hunn op dem Parquet seng Decisioun, fir eng strofrechtlech Poursuite anzeleeden oder net.

Eng kloer gesetzlech Limitt stellt an deem Kontext awer den Artikel 141 vum Strofgesetzbuch duer, deen eng Strof vun engem Mount bis zwee Joer Prisong an eng Geldstrof vun 251 bis 45.000 Euro virgesäit, wann ee wëllentlech eng Strofermëttlung doduerch wëllt verhënneren oder erschwéieren, dass een zum Beispill den Tatort ännert oder Spuere verwëscht. Eng Verwaltung kann also am Prinzip nach an engem Dossier weiderschaffen oder och nodréiglech eng Autorisatioun austellen, och wann de Parquet scho befaasst ass, soulaang se domat d'Strofermëttlung net erschwéiert oder verhënnert am Sënn vun deem genannten Artikel.

15. Wéi den honorabelen Deputéierte ganz richteg festgestallt huet, gesäit d'Ëmweltschutzgesetz schwéier Strofe vir. Dat ass awer kee Grond fir de Parquet, fir bei deenen Infraktiounen anescht virzegoe wéi bei aneren Infraktiounen och. Grondsätzlech appreciéiert de Parquet ëmmer, op Basis vun der Opportunitéit vun der Strofverfolgung, all Dossier mat all sengen Elementer an decidéiert duerno, vu Fall zu Fall, ob eng Strofverfolgung ageleet gëtt oder net. Zu deenen Elementer gehéieren natierlech och Considératiounen, déi mat der Strofvollstreckung vum Urteel no der Poursuite ze dinn hunn, wéi zum Beispill d'Opportunitéit vum Erëmhierstelle vun der Situatioun, wéi se virun der Strofdot bestanen huet.

16. Am zitéierten Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" sinn effektiv Aussoe gemach ginn, déi am Kontext vum Dossier net ganz akkurat waren. Sou ass de Baustopp, fir exakt ze sinn, net verhaange ginn, well Beem an der Gréngzon ewechgeholl gi sinn, mee virop opgrond vun engem Verstouss am Kader vun der Demande duerch de Requerant fir eng Biotopzerstéierung innerhalb vum Bauperimeter. Bei der Kontroll um Terrain huet sech erausgestallt, dass méiglecherweis iwwert d'Biotopzerstéierung am Bauperimeter eraus, fir déi keng Autorisatioun virloung, och Beem an der Gréngzon ewechgeholl gi sinn. Dem Requerant seng Terraine leien, wéi bekannt, zum Deel am Bauperimeter an zum Deel an der Gréngzon. Ausserdeem sinn am selwechten Artikel, mat Bezuch op den Deplacement vun der Bilanzéierungsekipp vun der ANF nom Baustopp, Zesummenhäng gemaach ginn, déi esou net der Realitéit entspriechen: D'Bilanzéierung vun der Biotopzerstéierung (am Bauperimeter) duerch d'ANF ass nämlech am Kader vun der urspréngleche Demande vum Bauhär gemaach ginn an net als Suite vum Baustopp.

Question 2729 (26.08.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **renouvellement de la rue Clairefontaine (N17) à Diekirch :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3791 du 3 mai 2018, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait précisé qu'un avant-projet pour le renouvellement de la rue Clairefontaine (N17) à Diekirch serait élaboré par l'Administration des ponts et chaussées. Le début des travaux pour ce tronçon de route avait été projeté pour cette année.

Monsieur le Ministre avait également précisé que « l'état de la rue du Palais (CR351A) et de l'Esplanade (N17) serait jugé satisfaisant et des travaux de renouvellement de la voirie ne sont donc pas prévus à l'heure actuelle ».

Or, il s'avère que la couche de roulement des rues en question se détériore de plus en plus en raison du trafic croissant qui passe par ces voies routières.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le projet de renouvellement de la rue Clairefontaine à Diekirch ? Les travaux seront-ils encore lancés en 2020 ?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à programmer, dans les mois à venir, un projet de renouvellement de l'Esplanade et de la rue du Palais, lesquelles sont devenues entre-temps de véritables voies de transit ?

Réponse (06.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En ce qui concerne le renouvellement de la rue Clairefontaine (N17) à Diekirch, l'avant-projet détaillé y afférent a été finalisé en septembre 2020. Afin de pouvoir garantir une largeur minimale suffisante du trottoir sur toute la longueur du projet, des emprises doivent être réalisées. Le projet fait en outre l'objet de demandes d'autorisation et à la clôture de cette étape, l'appel d'offres public pour les travaux pourra être lancé. Sauf imprévus et sous réserve d'obtenir les autorisations requises, la procédure ouverte pour ces travaux pourra être lancée en 2021.

Quant au renouvellement de la rue du Palais (CR351A) à Diekirch, celle-ci fera partie d'un réaménagement complet du chemin repris CR351A, qui comprendra également la rue des Tilleuls et la rue de l'Industrie. Il s'agit donc d'un projet à l'intérieur de Diekirch et en collaboration avec la Ville. Sachant que la planification du renouvellement complet du CR351A dépendra aussi de l'organisation du trafic résultant d'autres chantiers projetés à Diekirch, le renouvellement de la rue du Palais est en principe prévu fin 2022.

Enfin, il semble peu opportun d'envisager, à l'heure actuelle, un renouvellement de la rue de l'Esplanade (N17), dont l'état est toujours jugé satisfaisant. Il faudra plutôt attendre les conclusions d'une étude régionale en cohérence avec le plan national de mobilité (PNM) qui est actuellement en élaboration, en vue de trouver les meilleures solutions pour une réorganisation durable de la mobilité en général et du trafic routier en particulier au centre de Diekirch.

Comme il faut cependant s'attendre à un abandon du sens unique autour du centre-ville, avec entre autres une transformation de la rue de l'Esplanade, son renouvellement n'est pas de mise en ce moment.

Question 2731 (26.08.2020) de **M. Carlo Back** et **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant l'**initiative « Vëlosummer » :**

La situation exceptionnelle liée à la pandémie a manifestement eu un impact sur la mobilité et a renforcé l'utilisation du vélo. Ainsi, le mois d'avril 2020 a vu une utilisation de 2 à 5 fois supérieure par rapport au mois d'avril 2019 en devançant même les mois estivaux de 2019.

Le vélo est un outil de loisir et de sport, mais aussi un moyen de transport. Occupant substantiellement moins d'espace que beaucoup d'autres moyens de transport, il permet de désengorger nos villes et routes tout en étant bénéfique pour la santé tant des utilisateurs que de la population en général. Ainsi, l'utilisation du vélo contribue largement à la réduction des gaz à effet de serre et des particules fines dans l'air. Avec la mise sur le marché et le subventionnement massif des vélos à assistance électrique à l'instar des vélos classiques, la mobilité cycliste est encore rendue plus accessible à tous les citoyens et citoyennes indépendamment de leur âge et de leurs moyens financiers.

Afin d'encourager la pratique du vélo auprès des résidents et des touristes, le Gouvernement, en concertation avec les communes concernées, a mis en place l'initiative « Vëlosummer ». Ainsi, des nouveaux tronçons sécurisés et réservés aux cyclistes, aux riverains et aux transports publics complètent pendant le mois d'août les pistes cyclables nationaux et régionaux. Cette initiative s'inscrit également dans la promotion du tourisme de proximité soutenant ainsi le secteur de la restauration et de l'hébergement le long des six tronçons.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il l'initiative « Vëlosummer » ? Est-ce que les compteurs installés sur les différents parcours permettent de mesurer le degré de succès de cette initiative ?

2) De quelle façon et dans quelle mesure est-ce que Monsieur le Ministre prévoit de pérenniser cette initiative ?

3) Au-delà du contexte du loisir et du sport, quelles mesures sont envisagées pour favoriser davantage l'utilisation du vélo comme moyen de transport urbain et périurbain ?

4) Quel est le stade d'avancement de la mise en œuvre de la loi du 20 décembre 2019, notamment en ce qui concerne l'extension du réseau cyclable national et la création de liaisons cyclables express ?

Réponse (29.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'objectif du « Vëlosummer 2020 » était de sécuriser, pendant le mois d'août, un certain nombre de maillons manquants du réseau cyclable national, en réservant des tronçons de routes étatiques aux cyclistes, aux riverains de la section ainsi règlementée, et, là où un tracé alternatif ne pouvait être trouvé, aux bus de ligne. Il fallait cependant éviter, pendant la crise sanitaire, des situations de fête populaire comme on la connaît de la traditionnelle journée « Alles op de Vëlo » dans la vallée de la Mamer, annulée pour cette raison en 2020. Voilà pourquoi ces tronçons furent répartis sur le territoire national et les règlementations ne portaient pas sur un seul jour, mais sur tout le mois d'août, voire, dans des cas exceptionnels, sur certains weekends.

Les observations sur le terrain, le feedback des communes participantes ainsi que l'évaluation sommaire des comptages reflètent l'engouement pour le vélo que l'on constate au Grand-Duché. Si les tronçons réservés uniquement les weekends ont logiquement connu le plus grand afflux journalier, la répartition géographique et l'étalage sur tout le mois d'août ont permis d'éviter des situations incompatibles avec les consignes sanitaires. Les comptages des vélos, des voitures, des motos et des véhicules lourds sur la plupart des tronçons rè-

glementés sont en cours d'analyse. Ils seront publiés en détail lors de la conférence de presse du 7 octobre 2020, où Monsieur Delles, Ministre du Tourisme, et moi-même dresserons le bilan du « Vëlosummer 2020 ».

Au vu des retours globalement positifs, il est évident que l'initiative du « Vëlosummer » a vocation à être pérennisée. Les expériences de cette première édition permettront d'une part d'améliorer certains aspects techniques tels que la signalisation directionnelle et la communication concernant les bus, d'autre part de commencer plus en amont, en collaboration avec les communes, l'identification des tronçons à retenir pour 2021.

La fermeture temporaire de routes étatiques au trafic motorisé n'étant ni un objectif en soi, ni une réponse au besoin d'infrastructures cyclables propices aux déplacements quotidiens ou au développement cyclotouristique d'une région, la mise en œuvre du réseau cyclable national doit encore être accélérée. Un certain nombre de projets concrets seront communiqués en octobre lors d'une conférence de presse de Madame Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de moi-même.

En ce qui concerne le stade d'avancement de l'extension du réseau cyclable national, la situation actuelle se présente comme suit :

- 17 km de pistes cyclables sont actuellement en construction ;

- 285 km de pistes cyclables sont en cours de planification détaillée ;

- 148 km de pistes cyclables font actuellement l'objet d'une étude de faisabilité.

Question 2733 (27.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **coopération en matière de digitalisation :**

2018 huet de Premierminister um Weltwirtschaftsforum zu Davos ee Memorandum of Understanding (MoU) mat Cisco ofgeschloss, enger US-amerikanescher Firma am Bereich vun der Telekommunikatioun. Aus dësem MoU, aus den Informatiounen, déi Cisco an d'Regierung bereet waren dem Public matzedeelen[9], léisst sech erausschléissen, datt d'Kollaboratioun tëschent Cisco an der lëtzebuergescher Regierung kuerz resuméiert een digitalen Acceleratiounsplang fir Lëtzebuerg virgesäit, dee follgend Domäner betrëfft:

1. Bildung: D'Uni.lu strieft zesumme mat Cisco eng Moderniséierung vum Bildungswiesen un a bitt dofir iwwert d'Uni Lëtzebuerg d'„Networking Academy" un.

2. Berodung duerch Cisco am Beräich vun der Cybersécherheet mam Zil, d'lëtzebuergesch Wirtschaft an d'Donnéeë vun de Biergerinnen a Bierger ze schützen.

3. Internet of Things: Lëtzebuerg wëllt an technologesch Innovatioun investéieren a mat Cisco zesumme „connect what is not yet connected"

4. FinTech: D'Regierung wëllt de Finanzinstitutiounen hëllefen, bei der Digitaliséierung ënnerstëtzen. Cisco bitt de Firmen op der Finanzplaz Sécherheetssystemer un, fir d'Cyberattacken ze verhënneren an d'„Customer Experience" ze verbesseren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Premierminister a Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Existéiere konkreet zäitlech Virgaben, déi Cisco am Kader vum digitalen Acceleratiounsplang respektéiere muss? Existéiert zum Beispill ee Punkten- oder Phaseplang, dat heescht een Accord doriwwer, ob eng gewësse Phas am Prozess vun der Digitaliséierung zu engem bestëmmtenen Datum muss erreecht sinn?

2. D'„Wort" hat an engem Artikel vum 23. Januar 2018 bericht:

„Doch nicht nur große Unternehmen sollen Teil dieser digitalen Welt sein. Auch mittelständische und kleine Betriebe werden in Luxemburg durch das CDA-Programm unterstützt."

Wéi ginn déi extern Acteuren - wéi zum Beispill lokal Firmen, d'Gemengen an d'Zivillgesellschaft - mat an den „Digital Acceleration Program" agebonnen an integréiert a kënnen dës Acteure sech och aktiv un dësem Programm bedeelegen?

3. Vu datt Lëtzebuerg och am Beräich vun der Cybersécherheet mat Cisco kooperéiert, besteet hei net de Risiko, an Ofhängegkeet vun enger US-amerikanescher Firma ze geroden?

4. Fir d'Entwécklung vum Internet of Things, ass hei geplangt, d'Smart-City-Konzepter an eenzelne Stied zu Lëtzebuerg anzeféieren oder soll dat ganzt Land an enger Prozedur vernetzt ginn?

5. Wéi eng Smart-City-Konzepter sinn aktuell fir Digital Luxembourg geplangt a wéi eng Konzepter ginn aktuell schonns applizéiert?

6. Bitt d'Cisco Networking Academy op der Uni Lëtzebuerg och Trainingsprogrammer fir Stadtplaner un?

7. Mam Internet of Things an dem Erriichte vun digitale Strukture gewannen d'perséinlech Donnéeë vun alle Biergerinnen a Bierger ëmmer méi Wäert. Wäert d'Regierung ënnert dësem Bléckwénkel eng Approche anhuelen, déi op Dezentraliséierung an Demokratiséierung setzt an un Initiative wéi zum Beispill de Projeten „Decode Europe" oder „Public Money Public Code" deelhuelen? Falls nee, firwat net?

8. Op wéi eng Donnéeën huet Cisco am Kader vun dësem MoU Zougréff an ass d'legal Basis konform mam Urteel vum EuGH, dat den EU-US-Dateschutzschild (Privacy Shield) fir ongëlteg erkläert huet?

Réponse (06.10.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias :*

Et existéiere keng konkreet zäitlech Virgaben an och kee Punkten- oder Phaseplang. D'Gestioun vun der Zesummenaarbecht am Kader vum MoU gëtt vum Staatsministère koordinéiert.

Iwwert d'Offer vum Centre de compétence vun der UNI[10], a Kooperatioun mat der Chambre des Salariés[11], ginn déi verschidde Programmer vun der Cisco Net Academy fir e breetgefächerte Public ugebueden a soumat och u PMEen, grouss Firmen, Gemengen, Studenten an aner Interesséierter. Am schoulesche Beräich si Lycéeë wéi de Lycée Guillaume Kroll, de Lycée des Arts et Métiers, d'International School of Luxembourg an de Lycée Emile Metz fir Deeler vun hirer technescher Ausbildung mam Programm vun der Cisco Net Academy a Kooperatioun. Esou zum Beispill de Lycée des Arts et Métiers, deen dës Offer notzt, fir seng „Internet of Things"-Formatioun. Doriwwer eraus schafft Cisco a Kooperatioun mam MESR, der Uni.lu, dem SCRIPT an dem FNR un engem Projet de recherche „COLLAB21", wou 14 PhD Recherche maachen iwwer sechs Joer, wéi ee besser ka léieren, wann een nei Technologië benotzt. Esou sollen nei Léiermethode getest ginn, bei deenen de Student seng Matière zu engem Deel iwwer Online-Learning léiert.

D'Regierung geet mat dësem MoU keng Obligatioun mat Cisco an, déi zu esou enger Ofhängegkeet kéint féieren. Och verhënnert d'Legislatioun vun de Marchés publics eng ontransparent Relatioun mat enger spezifescher Entreprise.

D'Regierung ënnerstëtzt d'Digitaliséierung an ënner anerem och Smart-City-Konzepter, déi fir eist Land, eis Stied a Gemenge Sënn maachen. Den Erfolleg vun der digitaler, ëffentlecher Infrastruktur ass keng binär Transitioun, mee eng, déi schonn op Gemengenniveau an op nationalem Niveau amgaangen ass, an zwar do, wou et spezifesch Sënn mécht.

Als Beispill kann een hei d'Beräicher vun der Smart Mobility oder der Smart Governance nennen. Beim Leschtgenannte promouvéiert de Staat ënner anerem duerch d'Plattform Open Data (data.public.lu) d'Entwécklung vun neien, innovativen Applikatiounen am Beräich vun der Smart City.

D'Cisco Networking Academy huet e Curriculum, dee sech op Networking, Coding, IoT oder och nach Cybersécherheet konzentréiert - d'Ausbildung vu Stadtplaner ass deemno net am Scope vun deem Programm.

D'Regierung suivéiert souwuel de Projet Decode wéi och d'Initiativ „Public Money Public Code" vun der Free Software Foundation mat Interêt. FNR-Projeten, déi also mat ëffentleche Fuerschungsgelder finanzéiert ginn, solle méiglechst vill der Open-Source-Communautéit zougänglech gemaach ginn.

Dësen MoU beinhalt keen Accès op staatlech Daten, soudatt och kee Konflikt mat dem mentionéierten EuGH-Urteel besteet.

Question 2742 (31.08.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**interdiction du glyphosate :**

Im Rahmen eines Notifikationsverfahrens zum parlamentarischen Gesetzesantrag eines nationalen Glyphosat-Verbotes in Österreich hat die Europäische Kommission kürzlich eine Stellungnahme zum geplanten Glyphosat-Verbot abgegeben. Darin hält die Kommission fest, dass ein nationales Totalverbot nicht mit dem geltenden Unionsrecht vereinbar ist. Nationale Alleingänge beim Verbot des Unkrautvernichters Glyphosat seien aus Sicht der EU-Kommission nicht zulässig.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Frage an den Minister für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung sowie an die Frau Umweltministerin stellen:

- Welche Auswirkungen könnten die Bemerkungen der Kommission auf das in Luxemburg geplante Glyphosatverbot haben?

Réponse commune (06.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- Im Unterschied zu Österreich, welches das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln mit dem Wirkstoff Glyphosat per Gesetz zu verbieten plant, hat Luxemburg die Zulassungen für Pflanzenschutzmittel, die den Wirkstoff enthalten, aufgehoben.

Gemäß Artikel 44, Absatz 4 der Pflanzenschutzmittelverordnung (EG) Nr. 1107/2009 ist die Europäische Kommission im Mai 2020 über die Aufhebung der Zulassungen unterrichtet worden; eine Stellungnahme ist bislang nicht erfolgt.

Question 2745 (31.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **sécurité dans les transports publics :**

De leschte Samschde koum et an der Stad erëm zu engem Iwwerfall. Eng Fra, déi mat hirem Rollator ënnerwee war, wollt an de Bus klammen a krut d'Hëllef vun engem Passant ugebueden. Deen nobel wierkende Passant hat d'Situatioun awer ausgenotzt, fir der Fra an deem Moment de Portmonni aus dem Rollator ze entwenden a sech duerch d'Bascht ze maachen. Et ass sécherlech keen Eenzelfall, datt et am ëffentlechen Transport oder op Bushaltestellen oder a Garen zu Déifställ oder zu Iwwerfäll kënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ass dem Minister bekannt, dass Seniore mat Beanträchtegungen am ëffentlechen Transport oder op Arrêten zu Affer vun Déifställ oder Iwwerfäll gi sinn? Falls ja, wat fir eng Moossnamen gi vum Minister ënnerholl, fir dës Leit ze schützen?

2. Wéi vill Déifställ an Iwwerfäll gouf et an de vergaangene Joren am ëffentlechen Transport oder op Arrêten a Garen?

3. Wéi eng Pläng huet de Minister, fir d'Bushaltestellen an d'Garen hei am Land fir d'Passagéier méi sécher a méi komfortabel ze maachen?

4. Wéi gëtt allgemeng fir d'Sécherheet vu Buschaufferen hei am Land gesuergt?

Réponse (06.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An enger éischter Linn wëll ech mäi Bedaueren iwwert dëst Verbriechen, dat an dëser Question parlementaire beschriwwe gëtt, ausdrécken.

Sécherheet ass déi éischt Prioritéit. Am Comité de pilotage „Sécurité dans les transports publics", deen ënnert der Tutelle vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte steet, gëtt all Joer de Punkt iwwert d'Tëschefäll, déi et am Beräich vun der Sécherheet gouf, gemaach esouwéi sech iwwert d'Preventiounsmoossnamen ausgetosch. Doriwwer eraus berode sech d'CFL reegelméisseg mat der Police grand-ducale, fir d'Sécherheet vun de Passagéier beschtméiglechst ze assuréieren. D'Zuchgaren an d'Arrête vun der CFL (Enn 2019: 578 Kameraen), d'Zich (Enn 2019: 1.239 Kameraen), esouwéi déi komplett Busflott, déi den Transport op de regionale Strecken assuréiert (RGTR), si mat Videokameraen ekipéiert. Weiderhi si 14 Gare mat 35 SOS-Bornen ekipéiert.

Zousätzlech zu dësen technesche Moossname forméiert d'CFL engersäits hir Mataarbechter, déi am Kontakt mam Client stinn, am Ëmgang mat Konflikter, an anerersäits schafft d'CFL och mat enger externer Sécherheetsfirma zesummen, fir eng zousätzlech Presenz an de gréisste Garen an an den Zich ze weisen.

Am Joer 2019 krut d'CFL-Personal 13 Déifställ vun hire Clientë gemellt. Et steet mir awer keng konsolidéiert Statistik zur Verfügung am Zesummenhang vun Déifställ am ëffentlechen Transport, nach spezifesch Donnéeë vun Déifställ am Zesummenhang mat eelere Leit a Persoune mat reduzéierter Mobilitéit.

Betreffend d'Sécherheet vun de Buschauffere vun der CFL wëll ech informéieren, datt déi komplett CFL-Busflott mat Videokameraen ekipéiert ass. Iwwer een Noutfallknäppche kënnen d'Buschauffere direkt Hëllef beim „poste de commande" ufuerderen. Doriwwer eraus kréien d'CFL-Buschauffere Formatiounen, fir Konflikter virzebeugen an ze géréieren. Och d'Busflott vum TICE ass mat Kameraen ekipéiert.

Am Appel d'offres, deen Ufank September veröffentlecht gouf fir d'Exploitation RGTR ab Januar 2022, ass och virgesinn, dass all Bus am RGTR mat enger Kamera ekipéiert ass. Den Noutfallknäppchen hunn d'Buschaufferen am RGTR och haut schonn an hire Bussen.

Et besti Recommandatiounen iwwert den Amenagement vun de Busarrêten, déi vum Verkéiersverbond ausgeschafft goufen; déi wäerte bei Bedarf iwwerschafft ginn. Ech erënneren awer dorun, dass d'Kompetenz fir d'Busarrête bei de Gemenge läit.

Betreffend d'Sécherheet vun de Buschaufferen erlaben ech mir, op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 1755 vum Här Jeff Engelen an dem Här Fernand Kartheiser ze verweisen, déi iwwert d'Sécherheet am Kader vun der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport gestallt gouf.

Question 2749 (02.09.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **consommation d'eau potable :**

Le projet de l'installation de l'usine FAGE à Bettembourg a suscité beaucoup de réactions dernièrement et a incité une controverse sur l'approvisionnement en eau potable au Grand-Duché de Luxembourg. D'ailleurs, la question de la consommation d'eau de cette usine est une des inquiétudes soulevées par les réclamants dans la procédure de l'enquête publique. D'un côté, les syndicats des eaux ont confirmé qu'il est tout à fait faisable d'assurer le provisionnement d'eau pour cette entreprise. D'un autre côté, l'État et les communes travaillent sans relâche pour subvenir aux besoins futurs en eau potable au Luxembourg, notamment par la mise en service d'une nouvelle installation de production du SEBES.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Comment la consommation en eau potable par l'industrie a-t-elle évolué au cours des dernières décennies ? Est-il possible de me fournir les chiffres des 50 dernières années ?

- Sur la totalité de la consommation en eau potable au Luxembourg, quelle est la part consommée par l'industrie, le secteur agricole respectivement les habitants ?

- Est-ce qu'il y a eu des impasses en eau potable lors des dernières années ? Dans l'affirmative, quelles étaient les raisons de ces impasses ? Ces impasses étaient-elles liées à des pointes de consommation en eau des ménages ou est-ce qu'elles sont dues à des besoins fluctuants de l'industrie ?

- Quand est-ce que les travaux concernant la nouvelle installation de production du SEBES seront-elles achevés ?

- Quels autres moyens pourraient être envisagés à l'avenir pour augmenter la production d'eau potable au Luxembourg ?

Réponse (01.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- Dans le cadre de la réforme de la tarification de l'eau suivant les principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur mise en place conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, on distingue quatre secteurs : le secteur des ménages, le secteur industriel, le secteur agricole et, depuis la modification du 20 juillet 2017 de la loi relative à l'eau, le Horeca. Le secteur industriel comprend les entreprises dont la consommation dépasse 8.000 m^3/an, 50 m^3/jour ou 10 m^3/heure, ou dont la charge polluante excède 300 équivalents habitants moyens. Avant l'entrée en vigueur de cette tarification, bon nombre de fournisseurs d'eau potable ne faisaient pas la distinction entre les secteurs précités.

En outre, certaines entreprises disposent de captages et ne sont dès lors pas ou que partiellement raccordées au réseau public de distribution en eau potable. Bien que ces prélèvements soient soumis à une autorisation relative à l'eau, ce n'est que depuis l'instauration en 2010 d'une taxe de prélèvement d'eau que les quantités réellement prélevées sont recensées de façon détaillée.

Par conséquent, il est difficile d'évaluer en détail l'évolution des consommations d'eau potable par l'industrie depuis 50 ans.

Néanmoins, au niveau régional, certains syndicats intercommunaux de distribution d'eau potable ont recensé l'évolution des consommations depuis une période plus étendue. À titre d'exemple, le Syndicat des eaux du sud (SES) a recensé depuis 1912 l'évolution de la consommation du secteur industriel, dominé dans la région à l'époque par l'industrie sidérurgique. D'après ces chiffres, la consommation industrielle a connu un pic de consommation dans les années 1980 et au début des années 1990. Après une baisse significative de la consommation suite au changement du processus de production auprès de l'industrie sidérurgique, les chiffres de

[9] (Source :https://newsroom.cisco.com/press-release-content? type=webcontent&articleId=1906912)

[10] https://www.competence.lu/formez-vous/cisco-networking-academy/cla-programming-essentials-in-c/

[11] https://www.lllc.lu/fr/formations-specialisees/formation/cisco-networking-academy

consommation du secteur industriel se sont stabilisés. Depuis 2012, année correspondant à peu près à la mise en place de la nouvelle tarification de l'eau, une tendance à la baisse des consommations en eau de la part du secteur industriel est à noter.

Malgré une tendance à la baisse dans certaines régions de la consommation en eau potable par le secteur industriel, la consommation de l'ensemble des secteurs montre ces dernières années une stabilisation voire une tendance à la hausse (années 2015 à 2018) des consommations.

Il est également à remarquer que les prélèvements du secteur industriel par moyen de captages montrent une tendance à la hausse depuis 2010.

- Les prélèvements totaux d'eau se chiffrent en moyenne à environ 132.000 m³/jour (2018), dont environ 121.000 m³/jour sont distribués par des réseaux d'approvisionnement public en eau potable (communes, syndicats intercommunaux). 11.000 m³/jour sont prélevés par des captages privés.

Parmi les 132.000 m³/jour, le secteur de consommation le plus important est celui des ménages (60 % de la consommation moyenne), suivi du secteur tertiaire/industrie (23 %) et de l'agriculture (9 %). Parmi les 23 % du secteur tertiaire/industriel, 9 % sont des grands consommateurs (> 8.000 m³/an), 7 % des industries/secteur tertiaire à consommation inférieure à 8.000 m³/an et 7 % prélèvent de l'eau moyennant des captages privés. Les fuites représentent en moyenne 10 %.

- Lors des dernières années, plusieurs fournisseurs d'eau potable ont connu des impasses dans la distribution d'eau potable. Ces impasses ont surtout eu lieu pendant les périodes de sécheresses prolongées liées à des températures élevées, voire caniculaires. Ces pénuries ont été liées à des pointes de consommation élevées au niveau des réseaux de distribution en eau, ainsi qu'à des infrastructures (réservoirs, conduites d'eau) insuffisamment dimensionnés pour faire face à ces pointes de consommation. Dans certains cas, ces impasses étaient en relation avec la présence de grands consommateurs tels que campings ou encore terrains de golf. Lorsque des impasses dans la distribution d'eau potable ont eu lieu, les communes concernées ont été obligées de déclencher des phases de vigilance ou de délibérer de restrictions de la consommation en eau (phase orange ou rouge).

À noter que les consommations en eau potable pendant l'été 2020 ont été inférieures aux consommations des étés des années précédentes. Il reste à vérifier si cette baisse est à mettre en relation avec une diminution des activités du secteur industriel/tertiaire.

Cependant, il est dans la responsabilité des fournisseurs d'eau potable et des instances étatiques compétentes de ne pas se limiter à la gestion de la situation actuelle, mais également de projeter l'évolution des consommations en eau potable par rapport aux infrastructures et aux ressources disponibles. L'Administration de la gestion de l'eau a réalisé, en collaboration avec les principaux fournisseurs d'eau potable, des scénarios d'évolution future des consommations tout en tenant compte des projections démographiques et économiques du Luxembourg. Ces scénarios prédisent que le Luxembourg est susceptible de faire face de manière récurrente à des pénuries en eau lors de périodes de consommation de pointe à l'horizon 2035. Ces simulations tiennent compte de la nouvelle station de traitement d'eau du SEBES (voir question 3), mais ne tiennent pas compte des dégradations de la qualité d'eau, ni d'une recharge réduite des ressources en eau souterraine due aux conséquences du changement climatique.

Ainsi, la mise hors service de captages d'eau potable suite à une mauvaise qualité de l'eau pousse certains fournisseurs d'eau potable à solliciter davantage de l'eau produite par le syndicat SEBES au niveau du barrage du lac de la Haute-Sûre.

- La mise en service de la nouvelle station de traitement du SEBES est prévue pour la deuxième moitié 2021. La station sera opérationnelle à plein régime à partir de l'année 2022, c'est-à-dire une production 110.000 m³/jour, ce qui constitue une production supplémentaire de 40.000 m³/jour par rapport aux capacités de production maximale de la station actuelle.

- La sécurisation de l'alimentation en eau potable ne se limite pas à la recherche et à l'exploitation de nouvelles ressources en eau potable. Il faut savoir que la disponibilité des ressources en eau au niveau national est limitée par le fait que le Luxembourg est situé à la limite entre les bassins hydrographiques de la Meuse et du Rhin et par conséquent que les débits des cours d'eau sont relativement faibles. À ceci s'ajoute la pression polluante aussi bien sur les eaux de surface que sur les eaux souterraines. Actuellement, des captages d'eau destinée à la consommation humaine dont le débit cumulé serait suffisant pour alimenter 75.000 habitants ne peuvent pas être utilisées et sont hors service ou nécessiteraient un traitement onéreux en raison d'une mauvaise qualité de l'eau due principalement aux nitrates ou aux produits phytopharmaceutiques. Outre les coûts élevés pour le traitement, il s'avère que souvent un traitement n'est techniquement pas faisable, ou nécessite une gestion professionnelle qui dépasse les capacités d'exploitants d'eau potable à faible échelle (par exemple les communes qui ne sont pas raccordées à un syndicat intercommunal). De plus, le traitement d'eau fortement polluée peut engendrer des dégradations du milieu ambiant.

En considération de la situation actuelle au niveau des ressources, le Gouvernement envisage une stratégie à trois piliers interconnectés en vue de sécuriser à long terme l'alimentation en eau potable.

Le premier pilier est la protection préventive des ressources en vue d'améliorer la qualité de l'eau. Cette protection a lieu grâce à la création de zones de protection et de la mise en œuvre de programmes de mesures dans ces zones. Actuellement, les procédures de mise en place des zones sont en cours ou achevées pour plus de 80 % des captages d'eau potable souterraine. La délimitation de la zone de protection autour des eaux du lac de la Haute-Sûre est également en procédure et le projet de règlement grand-ducal est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'État.

Le deuxième pilier prévoit la réalisation d'économies en eau dans l'ensemble des secteurs. La priorité est à donner à une utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine. Ce pilier vise également à protéger l'état des cours d'eau de surface, notamment pendant les périodes d'étiage.

Finalement, le troisième pilier est l'exploitation de nouvelles ressources en vue de couvrir les besoins de consommation de pointe. Actuellement, une potabilisation des eaux de la Moselle semble être la solution la plus réaliste. L'exploitabilité des masses ou parties de masses d'eau souterraines à des fins d'eau potable à échelle régionale est actuellement évaluée par l'Administration de la gestion de l'eau. Une fois que ces masses d'eau d'intérêt national seront identifiées il sera à veiller que leur état soit protégé conformément aux dispositions y afférentes de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Question 2751 (02.09.2020) de **MM. André Bauler, Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **gestion du tourisme autour du lac de la Haute-Sûre :**

An der Coronakris hu vill Familljen hir Vakanz doheem verbruecht, soudass de Stauséi vun Esch/Sauer de Summer iwwer gutt besicht war. Fir der Sécherheet an de sanitäre Mesuren op de Plagë Rechnung kënnen ze droen, hunn déi betraffe Gemenge missen zäitweileg hir Plagen zoumaachen, an d'Leit just per Reservatioun op d'Plagë gelooss.

Fir an Zukunft eng besser Gestioun vun de Visitten um Stauséi ze garantéieren, grad ewéi eng Rei weider Problemer, déi zënter Jore bekannt sinn, wéi z. B. net genuch Parkplazen, Littering, wëllt Grillen, wëllt Campéieren asw., an de Grëff ze kréien, brauch et eng koordinéiert a kohärent Approche, bei där all déi betraffen Acteuren agebonne ginn.

Sou soll laut eisen Informatiounen z. B. d'Tatsaach, dass net just ee Policekommissariat zoustänneg fir de ganze Stauséi ass, mee zwee, zu Kommunikatiouns- a Koordinatiounsschwieregkeete mat de Gemenge féieren. Effektiv wieren an de leschte Wochen net ëmmer all d'Gemengen iwwert déi verschidden Aktioune vun der Police informéiert gewiescht an et hätt och keng richteg Ofsprooch ginn iwwert d'Gestioun vun der Situatioun.

Des Weideren ass scho méi laang e sougenannte „Ranger" am Gespréich, eng oder e puer Persounen, déi wärend der Héichsaison op de Plagen ëm de Stauséi d'Leit soll sensibiliséieren, z. B. a puncto Offallproblemer, Brandgefor, Sécherheet, asw.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Här Minister fir Landesplanung follgend Froe stellen:

1. Wier et denkbar, e Poste wéi den uewegenannte „Ranger" ze schafen, deen d'Visiteure sensibiliséiert an de Respekt vum Naturschutz garantéiert?

2. Well de Moment onkloer ass, wien alles responsabel ass, wann et ëm de Schutz vum Stauséi geet, wier et net pertinent, fir e Gremium ze schafen, deen ë. a. Vertrieder vun de Gemengen, der Police, dem Waasserwirtschaftsamt an der Natur- a Forstverwaltung ëmfaasst, fir dësen Aufgabeberäich besser ze koordinéieren?

3. Wier et net méi wéi sënnvoll, fir de Summer iwwer, tëscht Mee a September, ee Stauséi-Polizeikommissariat op d'Been ze setzen, dat an enker Zesummenaarbecht mat de Gemenge fir d'Sécherheet ronderëm de Séi suergt an och e kohärent Sécherheetskonzept entwéckelt a reegelméisseg iwwerschafft?

4. Ass geplangt, e Managementplang vun de Visitten um ganze Stauséi a senge verschiddenen Dimensiounen (Parking, Offall, Sécherheet, sanitär Mesuren, asw.) fir dat nächst Joer op d'Been ze stellen?

Réponse commune (13.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

ad 1. Laut dem geännerte Gesetz vum 10. August 1993 iwwert d'Naturparken an dem geännerte groussherzogleche Reglement vum 6. Abrëll 1999 iwwert d'Grënnung vum Naturpark Öewersauer, huet den Naturpark Öewersauer ënner anerem als Missioun d'Promotioun vum Tourismus an de Schutz vum natierleche Liewensraum, vun der Flora a vun der Fauna.

Fir dës Missiounen ëmzesetzen a fir d'Bierger zum Theema Waasserschutz ze sensibiliséieren, ass den 2. Mäerz 2012 d'Flosspartnerschaft Öewersauer (Partenariat de cours d'eau Haute-Sûre) gegrënnt ginn. D'Flosspartnerschaft, esou wéi et am Artikel 55 vum Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 definéiert ass, ass een Instrument fir d'Leit, déi am Waassersecteur schaffen, d'Gemengen an d'Ëffentlechkeet ze informéieren an zur Waassergestioun ze sensibiliséieren. Fir d'Sensibiliséierung zum Theema Naturschutz ass, op Basis vum Gesetz vum 3. August 2005, d'Biologesch Statioun Öewersauer gegrënnt ginn. Zil vun der Biologescher Statioun ass et, fir um lokalen Niveau déi biologesch Diversitéit souwéi d'Erhalen an d'Restauratioun vum natierleche Liewensraum ze promouvéieren. D'Biologesch Statioun dréit derzou bäi, datt d'Ëffentlechkeet sensibiliséiert gëtt fir den Naturschutz. D'Flosspartnerschaft an d'Biologesch Statioun ginn zu engem groussen Deel vum Ëmwelt-, Klima- an Nohaltegkeetsministère kofinanzéiert.

Zousätzlech zur Biologescher Statioun ass beim Naturpark Öewersauer en „Animateur-Natura-2000" agestallt, dee fir d'Ëmsetzung vum Gestiounsplang an de veschiddenen Natura-2000-Gebidder ronderëm de Stauséi zoustänneg ass. D'Käschte vum Animateur-Natura-2000 ginn integral vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a nohalteg Entwécklung finanzéiert. Fir d'Koordinatioun vum Moossnameprogramm am zukünftegen Drénkwaasserschutzgebitt ass den Drénkwaassersyndikat SEBES zoustänneg, wou een „Animateur eau potable" agestallt ginn ass. D'Käschte vum „Animateur eau potable" ginn zu 75 % vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an zu 25 % vum SEBES iwwerholl.

Déi vun den éirewäerten Deputéierte beschriwwe Missioune vum „Ranger", deen d'Visiteure soll op den Naturschutz sensibiliséieren, entspriechen also den aktuelle Missioune vum Naturpark Uewersauer. Ee „Stauséi-Ranger" kann awer trotzdeem sënnvoll sinn. Well d'Gestioun vun den Touriste virun allem an der Héischsaison néideg ass, also op maximal aacht bis zéng Weekender am Joer, bleift nach ze definéieren, wat d'Missioune vum „Ranger" ausserhalb vun der Saison wieren.

ad 2. Mam Bau vum Barrage zu Esch/Sauer an de 50er Joren ass de Stauséi entstanen, fir d'Drénkwaasserversuergung zu Lëtzebuerg ze sécheren. Nieft der Drénkwaasserversuergung sollt d'Staumauer dräi weider Funktioune garantéieren: d'Produktioun vun Energie, d'Héischwaassergestioun duerch d'Regulatioun vun der Sauer erméiglechen a Fräizäitaktivitéiten um a ronderëm den Stauséi schafen.

An Sënn vun deene véier Funktioune vum Stauséi sinn och déi verschidde Responsabilitéite verdeelt.

D'Gestioun vun den Infrastrukture läit an der Responsabilitéit vun der Stroossebauverwaltung (PCH), déi sech nieft der Staumauer och nach ëm véier kleng Barragen hannert dem Haaptbarrage an zwee Virbarragë (Béiwen a Misärsbréck) këmmert. Laut Artikel 36 Paragraf (5) vum Waassergesetz ass d'PCH als Proprietaire vun dësen Ouvragen och fir den Entretien vun der opgestauter Waasserfläch zoustänneg.

Fir d'Produktioun vun Energie ass d'SOLER zoustänneg. An der Konventioun vum 3. Abrëll 2003 tëschent dem Lëtzebuerger Staat an dem Exploitant vum Waasserkraaftwierk ass ausserdeem festgehalen, wéi d'Regulatioun vum Waasserniveau am Stauséi muss sinn. Wärend de Summerméint (1. Abrëll bis 31. Oktober) dierf den Niveau vun 320 m iwwert dem Mieresspigel net iwwerschratt ginn, woubäi de Maximalniveau wärend de Wanterméint (1. November bis 31. Mäerz) bei 317 m iwwert dem Mieresspigel läit.

De SEBES ass säit senger Grënnung duerch d'Gesetz vum 31. Juli 1962 responsabel fir d'Drénkwaasseropbereedung aus dem Stauséi. Als Drénkwaasserversuerger ass de SEBES, konform zum Artikel 44 aus dem Waassergesetz, déi responsabel Entitéit fir d'Erstelle vun engem „Dossier de délimitation" am Kader vun der Ausweisung vun Drénkwaasserschutzzonen.

Des Weideren ass de SEBES responsabel fir d'Erstellen an d'Ëmsetze vun engem Moossnameprogramm fir de Schutz vun der Drénkwaasserschutzzon, also fir de Stauséi a säin Anzuchsgebitt. Well sech vill verschidden Acteuren am Anzuchsgebitt vum Stauséi befannen, soll an dësem Kader, wéi an all aner Drénkwaasserschutzzon uechtert d'Land, ee Comité d'accompagnement gegrënnt ginn. Hei sollen nieft dem Drénkwaasserversuerger, all concernéiert Acteuren aus dem ëffentlechen a private Secteur vertruede sinn. An dësem Gremium soll iwwert déi verschidden Drénkwaasserschutzmoossname ronderëm de Stauséi diskutéiert ginn, an ee Moossnameprogramm fir all Beräicher (Landwirtschaft, Tourismus, Urbanismus, Stroossebau, Forstwirtschaft…) soll ausgeschafft ginn. Laut dem Projet de règlement grand-ducal fir d'Ausweisung vu Schutzzonen ëm de Stauséi, deen aktuell beim Staatsrot läit, fir vun der héijer Kierperschaft aviséiert ze ginn, muss de Moossnameprogramm bannent zwee Joer no dem Akraafttriede vum Règlement grand-ducal finaliséiert sinn.

Ausserdeem gëtt et och e Comité de pilotage am Kader vun der Ëmsetzung vum Plan de gestion vum Natura-2000-Gebitt „Vallée supérieure de la Sûre / Lac du barrage".

De Ministère vun der Landesplanung organiséiert deemnächst eng Reuniouun mat alle betraffene Ministèren a Verwaltungen op der staatlecher Säit an de Stauséigemengen op där anerer Säit, fir ee Bilan vun den Aktioune vun dësem Summer ze maachen an ze kucken, wéi mer eis zesumme gutt fir d'Zukunft organiséieren.

ad 3. Ee kohärent Sécherheetskonzept zum Stauséi am Summer, wou all déi eenzel Gemenge mat agebonne ginn, gëtt erstallt a reegelméisseg iwwerschafft vun der Regionaldirektioun Nord. Ufanks nächst Joer wäert och eng Reuniouun zu deem Sujet stattfannen, wou all déi concernéiert Gemengen invitéiert ginn. An deem Konzept sinn natierlech déi lokal zoustänneg Policeunitéite mat integréiert, déi zesummen an engem kollektiven Effort eng reegelméisseg a geséchert Presenz um a ronderëm de Stauséi assuréieren. Dat entsprécht der effikasser a ressourcëschounender Method vun engem „commissariat temporaire", sou wéi dat an der Police schonns länger existéiert, fir eng garantéiert Preventioun a Proximitéit zu de Bierger ze assuréieren, wann e lokal gréissert, mee zäitlech begrenzt Evenement dëst objektiv a sënnvoll verlaangt.

ad 4. Och dorunner gëtt zesumme geschafft.

Question 2753 (02.09.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **informations incohérentes dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Op de soziale Medien huet sech rezent e Bierger iwwer e Virfall geäussert, deen am Hibleck op d'Kohärenz vum Testing op de Covid-19-Virus eng Rei Froen opwerft. Déi genannte Persoun gouf positiv op de Covidvirus getest; nodeems dëst geschitt ass, krut hie vun engem Vertrieder vum Gesondheetsministère matgedeelt, datt d'Quarantän géif opgehuewe ginn, virausgesat, hie géif an den nächsten 48 a 96 Stonnen zweemol negativ getest ginn.

Nodeems d'Persoun effektiv am genannten Zäitraum zweemol negativ getest gouf, krut hien dunn awer vum Gesondheetsministère matgedeelt, datt en Ophiewe vun der Quarantän trotzdeem net a Fro géif kommen. Vu béide Gespréicher mam Gesondheetsministère gouf iwwerdeems en Tounmatschnëtt opgeholl.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsministesch gär dës Froe stellen:

1. Ass effektiv déi genannte Prozedur virgesinn, datt d'Quarantän kann opgehuewe ginn, wann eng Persoun bannent 48 a 96 Stonnen nom positiven Test op de Covidvirus zwee negativ Tester virweise kann?

2. Beim uewegenannte Virfall ass jo kloer, datt déi betreffend Persoun zumindest eng Keier eng falsch Informatioun krut. Gëtt et eng Méiglechkeet, wou de Bierger, am Fall, wou hie vun engem Ministère kontradiktoresch Aussoe matgedeelt kritt, en „Arbitrage" ka kréien?

Réponse (02.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Fall vun der Persoun, déi den honorabelen Deputéierten zitéiert, ass dem Gesondheetsministère beschtens bekannt, well mat dëser Persoun e mëndlechen Echange iwwert de Virfall stattfonnt huet. Et handelt sech ëm e Fall vun engem Isolement an net enger Quarantän no engem positive Covid-19-Test. D'modifizéiert Gesetz vum 17. Juli iwwer eng Rei Mesuren an der Lutte géint d'Covid-19-Pandemie mécht jo a sengem Artikel 7 eng ganz kloer Differenz zwëschen Isolement a Quarantän,

wat och een direkten Impakt op d'Dauer vun der applizéierter Mesure huet.

Säit dem Changement vum Gesetz den 23. September gëllt eng Dauer vun zéng Deeg fir en Isolement. Zur Zäit, wéi dës Persoun an Isolement war, waren et nach 14 Deeg. Eng Kierzung vun dëser Zäitdauer ass am Gesetz prinzipiell net virgesinn, och net bei engem neien negativen Test, am Géigesaz zur Quarantän, wou d'Gesetz et deemools erlaabt huet, bei engem negativen Test d'Quarantän nom fënneften Dag opzehiewen (sechsten Dag säit dem Changement vum Gesetz den 23. September). Dës Interpretatioun vum Gesetz ass och kierzlech an engem änleche Fall vum Tribunal administratif confirméiert ginn.

Fir de prezise Fall hei ass et leider esou, dass déi éischt Informatioun, déi d'Persoun krut huet, manifestement falsch war. D'Gesondheetsdirektioun probéiert d'Leit, déi am Contacttracing hëllefen, esou gutt wéi méiglech auszebilden an eng Supervisioun vun de Leit bei der Aarbecht ze assuréieren. Leider bleift et awer net aus, dat déi Leit, déi am Contacttracing schaffen, heiansdo onkomplett Informatiounen erausginn. No dësem Virfall huet d'Gesondheetsdirektioun och nach eemol e Rappel vun de Prozedure bei senge Mataarbechter gemaach a wäert och weider staark op de Volet reegelméisseg Formation continue setzen. D'Gesondheetsdirektioun huet sech och bei der betraffener Persoun entschëllegt fir den Iertum, dee virgefall ass.

D'Gesondheetsdirektioun huet am Contacttracing reegelméisseg Leit vum Service de la médiation de la santé, déi op der Plaz sinn, fir Plainten unzehuelen a Léisungen ze fannen, wann dat da méiglech ass. Alternativ kann ee sech ëmmer och direkt un de Gesondheetsdirekter mat enger Plainte wennen. A schlussendlech bleift natierlech och d'Méiglechkeet, sech mat engem Recours un d'Gericht ze wennen, wéi dat am Gesetz virgesinn ass, falls ee mengt, ongerechterweis isoléiert oder a Quarantän gesat ze sinn.

Question 2754 (02.09.2020) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**introduction d'une aide aux entreprises pour couvrir les coûts fixes dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Seit Anfang Juni zahlt der österreichische Staat, mit dem formalen Einverständnis der EU-Kommission, im Rahmen der Covid-19-bedingten Unterstützungsmaßnahmen, einen Zuschuss für Fixkosten bis zu 90 Millionen Euro pro Unternehmen, der nicht zurückbezahlt werden muss.

Um besonders betroffenen Unternehmen zu helfen und mehr Liquidität zu geben, soll nun im September die zweite Phase des Fixkostenzuschusses anlaufen. „Wir haben die Dauer der Periode, für die der Zuschuss beantragt werden kann, verdoppelt. Wir haben die Voraussetzungen für die Förderung nach unten gedreht und parallel dazu den Umfang des Zuschusses massiv erhöht. Damit können die Unternehmen mit weniger Aufwand - nämlich einem Antrag für ein halbes Jahr - mehr Geld beantragen", erklärte kürzlich Finanzminister Gernot Blümel.

In der zweiten Phase können Fixkosten ab 30 Prozent Umsatzrückgang beantragt werden und die Fixkosten können bei 100 Prozent Umsatzausfall auch zu 100 Prozent ersetzt werden. Neu ist auch eine Pauschalierungsmöglichkeit. Demnach können Unternehmen, die zum Zeitpunkt der Antragsstellung im letztveranlagten Jahr weniger als 100.000 Euro Umsatz hatten, pauschal 30 Prozent des Umsatzausfalls als Fixkosten ansetzen. Da der Fixkostenzuschuss der Erhaltung der Zahlungsfähigkeit und Überbrückung von Liquiditätsschwierigkeiten von Unternehmen im Zusammenhang mit der Ausbreitung von Covid-19 dient, darf diese Liquiditätshilfe nicht für die Zahlung von Boni an Vorstände oder Geschäftsführer verwendet werden.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister sowie an den Herrn Finanzminister stellen:

1. Hat die Regierung das österreichische System der Fixkostenzuschüsse analysiert und überprüft, ob ein solches Modell auch für Luxemburg in Frage kommen könnte?

2. Wenn ja, was sind die Schlussfolgerungen der Regierung?

3. Wenn nein, teilt die Regierung die Meinung, dass ein ähnliches Unterstützungsmodell für unsere Wirtschaft sinnvoll und dringend notwendig wäre?

Réponse commune (05.10.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes*, **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Die Regierung hat sich über die derzeit in Österreich geltende Fixkostenzuschuss-Beihilferegelung informiert. Nach den uns vorliegenden Informationen ist die zweite Phase der österreichischen Regelung, die in der parlamentarischen Anfrage behandelt wird und die am 15. September 2020 beginnen soll, von der Europäischen Kommission nicht genehmigt worden.

Die von Österreich zur Rechtfertigung der Verlängerung seiner Beihilferegelung angeführte Rechtsgrundlage, nämlich Artikel 107(2) b des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (im Folgenden „AEUV") („Beihilfen zur Bewältigung von Schäden, die durch Naturkatastrophen oder sonstige außergewöhnliche Ereignisse entstanden sind"), ist - laut Europäischer Kommission - nicht mehr gegeben. Während die erste Phase des österreichischen Systems noch im Zusammenhang mit den direkten Folgen der Corona-Maßnahmen stand, ist die zweite Phase - nach unseren Informationen - eher im Zusammenhang mit einer wirtschaftlichen Rezession zu verstehen. Der Artikel 107(2) b des AEUV erlaubt jedoch nur die Entschädigung für Schäden, die unmittelbar durch außergewöhnliche Ereignisse, wie die Corona-Maßnahmen, verursacht wurden. Daraus folgt, dass Österreich wahrscheinlich auf Artikel 107(3) b des AEUV („Beihilfen (…) zur Bewältigung einer beträchtlichen Störung der Wirtschaft eines Mitgliedstaates") zurückgreifen muss, um die Durchführung der zweiten Phase zu rechtfertigen. Der von der Europäischen Kommission verabschiedete Befristete Rahmen für staatliche Beihilfemaßnahmen zur Unterstützung der Wirtschaft im aktuellen Kontext des Covid-19-Ausbruchs begrenzt jedoch die Beihilfen auf 800.000 € pro Einzelunternehmen, wie viele andere von der Regierung eingerichtete Beihilferegelungen es ebenfalls tun.

Es sei darauf hingewiesen, dass Luxemburg im Zusammenhang mit dem Förderpaket „Neistart" die Möglichkeit geprüft hat, Beihilfen an Unternehmen auf der Grundlage von Artikel 107(2) b des AEUV zu rechtfertigen. Die Europäische Kommission hat uns jedoch mitgeteilt, dass sie mit der Einführung eines auf dieser Rechtsgrundlage basierenden Hilfsprogramms bis Ende des Jahres nicht einverstanden ist. Um bis Ende des Jahres jegliche rechtliche Grauzone zu vermeiden und die luxemburgischen Unternehmen rasch zu unterstützen, hat sich die Regierung daher für Artikel 107(3) b des AEUV entschieden, wie er im Rahmen des Befristeten Rahmens für staatliche Beihilfemaßnahmen zur Unterstützung der Wirtschaft im aktuellen Kontext des Covid-19-Ausbruchs angewandt wird.

In diesem Rahmen hat sich die Regierung für Maßnahmen zur Unterstützung von Unternehmen entschieden, insbesondere mit der Einführung:

- des „Wirtschaftsförderungs- und Solidaritätsfonds" zur Unterstützung von Unternehmen in den von der sanitären Krise schwer getroffenen Bereichen Tourismus, Veranstaltungen, Horeca, Kultur und Unterhaltung. Während das österreichische Modell einen Umsatzausfall von mindestens 30 % voraussetzt, sieht das luxemburgische Modell einen Umsatzausfall von lediglich mindestens 25 % vor.

- die „spezifische Hilfe für den Einzelhandel in den Geschäften" zur Unterstützung von Einzelhandelsunternehmen.

Diese beiden Unterstützungsmaßnahmen haben gemeinsam, dass sie sich auf die Förderung und den Erhalt der Beschäftigung und nicht auf die Fixkosten fokussieren.

Die luxemburgische Regierung bleibt aber nicht nur auf europäischer Ebene bemüht, die Corona-Krise auf effektive und koordinierte Art und Weise zu bekämpfen, sondern hat zwei der europaweit großzügigsten Hilfspakete von insgesamt 11,5 Milliarden Euro (oder 19,4 % des BIP) verabschiedet. Diese Hilfspakete umfassen eine Vielfalt von zielgerichteten und vorübergehenden Maßnahmen, darunter Soforthilfen für KMU und Selbstständige, Förderung einer nachhaltigen Konjunkturbelebung, ein staatlich vereinbartes Garantieprogramm und eine flexible Gestaltung der Kurzarbeitsentschädigungsregelung. Hervorzuheben ist unter anderem, dass die beschlossenen Hilfsmaßnahmen auch besonders mit Hinsicht auf den Wiederaufbau der luxemburgischen Wirtschaft beschlossen worden sind und somit nicht nur primär zur Krisenantwort dienen, sondern auch Anreize für eine nachhaltigere und digitale Zukunft geben.

Abschließend bleibt anzumerken, dass die Regierung die wirtschaftliche Situation der Betriebe ständig evaluiert und sich auf europäischer Ebene dafür einsetzt, eine Einigung über die Verlängerung des Befristeten Rahmens für staatliche Beihilfemaßnahmen zur Unterstützung der Wirtschaft im aktuellen Kontext des Covid-19-Ausbruchs zu erzielen.

Question 2755 (02.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **démographie médicale :**

Lëtzebuerg huet allgemeng gesinn ee Mangel un Dokteren - en Ëmstand, dee sech duerch de stramme Bevëlkerungswuesstem nach verschäerfe kéint. Bis elo hunn eis Dokteren hir Studien am Ausland gemaach.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Vun all de Medezinnstudenten, déi am Ausland hir Studie gemaach hunn: Wéi vill Studente sinn erëm zréck op Lëtzebuerg komm, fir hei als Medezinner ze schaffen? Kann d'Madamm Gesondheetsministesch eng Oplëschtung maachen, wéi vill Medezinner genee an der Vergaangenheet an deenen eenzele Joren zréckkomm sinn, opgeschlësselt op déi lescht 20 Joer?

2. Vun all de Medezinnstudenten, déi an de leschten 20 Joer als fäerdeg Dokteren op Lëtzebuerg zréckkomm sinn, fir hei ze schaffen: Kann d'Madamm Ministesch oplëschten, a wat fir enger medezinnescher Fachrichtung déi eenzel Doktere schaffen?

3. Gëtt et eng Oplëschtung, wéi vill Lëtzebuerger Medezinner insgesamt no hirem Studium net méi zréck op Lëtzebuerg komm sinn?

Réponse (12.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Genee Zuelen iwwer Medezinnstudenten, déi no hirem Studium am Ausland op Lëtzebuerg zréckkomm sinn, huet de Gesondheetsministère net. De Gesondheetsministère gëtt net doriwwer informéiert, wéi vill Jonker mat engem Medezinnstudium ufänken.

De Gesondheetsministère gëtt eréischt saiséiert, wann ee Medezinner eng „autorisation d'exercer" ufreet. Dëst geschitt eréischt, nodeems de Studium ofgeschloss ass an den Diplom unerkannt konnt ginn. Aus dëse Grënn ka vum Gesondheetsministère weeder analyséiert ginn, wéi vill Medezinnstudenten aus dem Ausland no hirem Studium zréck op Lëtzebuerg komm sinn, nach wéi vill net zréckkomm sinn.

Question 2756 (03.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **vaccin contre la Covid-19 :**

Op der ganzer Welt liewe ronn 7,7 Milliarde Mënschen. Am Fall, wou ee Medikament an/oder een Impfstoff géint de Coronavirus homologéiert géif ginn an op de Maart géif kommen, stellt sech natierlech uschléissend d'Fro vun der Produktioun an der Verdeelung vum genannte Medikament respektiv Impfstoff.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Ass am Hibléck op d'Produktioun an d'Verdeelung vun engem Covidimpfstoff an/oder -medikament bis dato schonn eng Prozedur an/oder Reegelung virgesinn, wéi dësen Impfstoff respektiv dëst Medikament weltwäit ënnert d'Leit soll kommen?

2. Ginn am uewe genannte Fall méi Konsorten domat beoptraagt, de Covidimpfstoff, respektiv d'Medikament géint de Covid ze produzéieren an ze verdeelen?

3. Wéi gesäit an deem Kontext konkreet d'Situatioun am Hibléck op Lëtzebuerg aus, wat d'Ausliwwere vun esou engem Medikament respektiv Impfstoff géif ugoen?

Réponse (07.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Zesumme mat der „Global Alliance for Vaccines and Immunization" (GAVI) an dem CEPI (Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies) huet d'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) de sougenannte „COVAX-Mechanisme" entwéckelt, deen et erméigleche soll, e breet opgestallte Portefeuille vu potenziellen Impfstoffproduzente festzehalen an domadder eng weltwäit sécher, effikass an equitabel Impfméiglechkeet unzebidden. D'COVAX-Facilitéit wëllt bis Enn 2020 Fongen an der Héicht vun zwou Milliarden Dollar zesummekréien, fir datt all Land, onofhängeg vu senge finanzielle Méiglechkeeten, e Kontingent un Impfstoffer kréie kann.

Am Moment ginn et weltwäit eng 169 Kandidaten, déi dobäi sinn, e Covidimpfstoff ze entwéckelen, 26 dovunner sinn och schonn an der Phas ukomm, wou den Impfstoff um Mënsch getest gëtt. D'WHO schafft an enker Zesummenaarbecht mat Wëssenschaftler, Gesellschaften an internationale Gesondheetsorganisatiounen iwwert den „Access to Covid-19 Tools (ACT) Accelerator[12]". Den ACT ass eng global Kollaboratioun, fir d'Entwécklung, d'Produktioun, an e gerechten Zougang zu den Tester, den Traitementer an den Impfungen ze accelereieren. Wéi uewe mentionéiert soll d'COVAX-Facilitéit, déi vun der Weltgesondheetsorganisatioun, dem CEPI an dem GAVI pilotéiert gëtt, eng equitabel Verdeelung vum Impfstoff garantéieren.

All dës Impfstoffer sinn an enger méi oder wéineger wäit entwéckelter Testphas a gesinn en Administratiounschema vun zwou Injektioune vir. D'Memberstaate wäerten opgrond vun engem Portefeuille un disponibelen Impfstoffer entscheede kënnen, wat fir eng Impfstoffer am beschten zu hirer nationaler Teststrategie passen a wat fir eng si an hirem Land accessibel maache wëllen.

Déi europäesch Medikamentenagence wäert déi verschidden Impfstoffer op hir Qualitéit, Sécherheet an Effikassitéit teste mussen. Eréischt wann dës Konditiounen alleguerten erfëllt sinn, wäert eng Autorisation de mise sur le marché um europäeschen Niveau vun der EU-Kommissioun ausgestallt kënne ginn an den Impfstoff kommerzialiséiert kënne ginn.

Den 21. September 2020 huet d'Weltgesondheetsorganisatioun de Länner aus der Europa-Regioun nogeluecht, en nationale Plang fir den Deploiement an d'Organisatioun vun der Impfung géint Covid-19 virzebereeden. En dediéierten Aarbechtsgrupp ass domat vum Gesondheetsministère beoptraagt ginn.

Parallell dozou huet d'Europäesch Kommissioun sech engagéiert, bannent 12 bis 18 Méint e sécheren, effikassen an abordabele Vaccin fir all EU-Bierger sécherzestellen. D'Europäesch Kommissioun ass amgaangen, zesumme mat den eenzelne Memberstaaten, mat verschiddenen Impfstoffproduzente sougenannte „contrats d'achats anticipés" auszehandelen, déi et erméiglechen, eng gewëssen Unzuel vun Impfstoffdose vu verschiddene Produzenten ze reservéieren an anzekafen, wann en Impfstoff bis disponibel ass.

D'Verdeelung vun den Impfstoffdosen, wa se bis disponibel sinn, wäert nom Prinzip vun engem Prorata vun der Awunnerzuel vun de verschiddene Memberstaate gemaach ginn. Soumat wäert fir Lëtzebuerg automatesch e Prorata vun 0,14 % vun der globaler Commande séchergestallt ginn. Wann dat néideg ass, ka Lëtzebuerg nach ëmmer zousätzlech Dosen iwwert d'EU-Kommissioun bestellen.

Question 2761 (03.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**enquête de satisfaction par e-mail dans le cadre du suivi de personnes atteintes par la Covid-19 :**

Wéi aus engem Artikel vum „Paperjam" vum 2. September 2020 ervirgeet, schéckt de Ministère vun der Santé am Moment Meenungsëmfroen u fréier Covidpatienten. Dës Ëmfroen anonymiséieren allerdéngs weeder déi perséinlech Donnéeë vun de Befroten, wéi zum Beispill de Virnumm, d'Zesummesetzung vum Stot an den Alter, nach déi perséinlech Kommentaren, déi vireg Patienten hannerlooss hunn. Deemno kann all Mënsch, dee sech Zäit hëlt, un der Ëmfro deelzehuelen, dës Donnéeë consultéieren. Doriwwer eraus kann de Formulaire direkt e puermol ausgefëllt ginn. De Ministère huet weeder op d'Nofroe vun de Journaliste vu „Paperjam" reagéiert nach eppes um Formulaire geännert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. U wéi vill Persounen ass dës Ëmfro geschéckt ginn? Wéi vill Léit hu bis elo un dëser Ëmfro deelgeholl?

2. Kann de Ministère bestätegen, dass dësen Onlineformulaire keng Donnéeën anonymiséiert a méifach ausfëllbar ass? Firwat ass dat esou a wéi koum et dozou?

3. Firwat huet de Ministère net reagéiert an dat, obwuel d'Journaliste vu „Paperjam" gläich e puer Kéieren op dëse Problem opmierksam gemaach hunn?

4. Wéini wäert de Formulaire verbessert ginn? Gouf den CNPD informéiert?

Réponse (06.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Fir déi allgemeng Explikatiounen iwwert den Incident verweisen ech op meng Äntwert op déi dréngend parlamentaresch Fro Nr. 2760.

Weiderhi kann de Gesondheetsministère preziséieren, dass d'Enquête u ronn 12.000 Leit geschéckt gouf. Dovun hunn der eng 2.300 deelgeholl.

De Sondage war ugangs nëmmen op Franséisch. Fir eng besser Accessibilitéit ze assuréieren, gouf dësen och an aner Sproochen iwwersat. Bei der Adaptatioun vun deenen anere Sproocheversioune koum et dunn zu engem Feeler. Esoubal wéi dëse Feeler bemierkt gouf, si Moosname geholl ginn, fir dës ze korrigéieren an en einwandfräie Fonctionnement ze garantéieren.

De Formulaire ass entre-temps verbessert ginn a wäert dann erëm an enger zweeter Enquêtëronn am Oktober benotzt ginn.

D'Commission nationale pour la protection des données ass natierlech iwwert de Virfall informéiert ginn.

D'Participatioun un der Ëmfro ass anonym an am strikte Respekt vun der Protection des données. Zu kengem Moment goufen d'Participantë gefrot, sech ze identifizéieren. Donieft sinn d'Froe ganz generell formuléiert.

[12] https://www.who.int/initiatives/act-accelerator

Question 2764 (03.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **secret de la correspondance :**

Et gëtt ëmmer nees Situatiounen, wou Texter public gemaach ginn, déi net fir eng breet Ëffentlechkeet, mee just fir een Adressat geduecht waren. Mat de soziale Medie sinn esouwuel déi ëffentlech wéi och privat Kommunikatiounskanäl nach eemol multiplizéiert ginn. Haut ass et net ëmmer einfach ze ënnerscheeden, wat ënnert d'Bréifgeheimnis fält a wat net. Duerfir wollt ech der Madamm Justizminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister déi aktuell gëlteg Definitioun vum „Bréifgeheimnis" erklären an och d'Strofen, déi mat enger Verletzung dovu verbonne sinn, opzielen?

2. Bezitt d'Bréifgeheimnis sech just op de klassesche geschriwwene Bréif, ass et op elektronesch Medien erweidert ginn a gëtt et eng international Praxis oder eng Lëtzebuerger Jurisprudenz, déi dës Erweiderung erklärt oder rechtfertegt?

3. Gëlt also dat Bréifgeheimnis ouni Aschränkung fir geschriwwe Messagen op Pabeier, fir SMSen a fir Messageriesservicer (personal message) wéi déi vu Facebook, WhatsApp asw.?

4. Am Fall, wou dat net esou wär, wat sinn déi rechtlech Grënn, fir e privaten elektronesche Message un en eenzelen Adressat net esou ze behandele wéi e private Schréftverkéier?

5. Ass de Fait, datt niewent der Publikatioun vum Inhalt vun engem privaten elektronesche Message ouni d'Awëllegung oder d'Wësse vum Absender och nach d'Identitéit a vläicht nach aner zousätzlech Informatiounen iwwert den Absender vun engem private Message public gemaach ginn, en erschwéierenden Ëmstand?

6. Wéi ass d'Rechtslag, wann dem Absender e berufflechen, finanziellen oder aneren Nodeel aus esou enger Publikatioun entsteet? Ass den Adressat, deen de Message ouni d'Wëssen an d'Awëllegung vum Absender publizéiert huet, dofir haftbar?

Réponse commune (05.10.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Beim Bréifgeheimnis handelt et sech ëm eng Korrespondenz tëschent zwou Persounen, déi hire Schréftverkéier der Post uvertraut hunn. Mir schwätzen deemno vun enger Violatioun vum Bréifgeheimnis, wann eng drëtt Persoun dës vertraulech Korrespondenz interceptéiert.

D'Bréifgeheimnis ass als Grondrecht am Artikel 28 vun eiser Konstitutioun verankert: „Le secret des lettres est inviolable." Den Artikel 460 vum Code pénal gesäit Strofe vun aacht Deeg bis ee Mount Prisong an eng Geldstrof vun 251 bis 2.000 Euro vir (oder nëmmen eng vun deene Strofen) fir Drëttpersounen, déi entweeder ee Bréif, deen der Post uvertraut gi war, verschwanne gedoen hunn oder opgemaach hunn, mam Wëllen, den Inhalt vum Bréif präiszeginn. D'Bréifgeheimnis, wat als solches am Code pénal verankert ass, bezitt sech deemno expressis verbis op de geschriwwene Bréifverkéier, deen de Servicer vun der Post uvertraut ginn ass.

Genausou wéi d'Post am geschriwwene Bréifverkéier d'Bréifgeheimnis respektéiere muss, mussen och d'Operateure vun elektronesche Kommunikatiounsservicer de „secret des corrrespondances" respektéieren. Och an den elektronesche Medien (souwuel fir SMS wéi fir Messageriesservicer) ass eng Strof virgesi fir Drëttpersounen, déi eng Kommunikatioun oflauschteren oder offänken.

Den Artikel 4 Paragraf 4 vum Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwer „traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques" gesäit an deem Fall Strofe vun aacht Deeg bis ee Joer Prisong an eng Geldstrof vun 251 bis 125.000 Euro vir (oder nëmmen eng vun deene Strofen). Des Weidere sief och d'Gesetz vum 11. August 1982 iwwer „protection de la vie privée" ernimmt. Dëst Gesetz schützt d'Informatioun selwer an an dësem Fall ass de Support net ausschlaggeebend, deemno ass et egal, ob et sech ëm Pabeier oder een elektronesche Message handelt. Viséiert sinn och hei Drëttpersounen, déi virsätzlech ee Message interceptéieren, woubäi si net den Destinataire sinn, mat oder duerch wéi ee Moyen och ëmmer.

D'Bréifgeheimnis applizéiert sech deemno net op de Fall, wou den Destinataire vum Bréif oder vum elektronesche Message de Contenu vun deem selwer präisgëtt.

Et ass dem Justizministère an dem Medien- a Kommunikatiounsministère net méiglech, Stellung ze huelen, wéi genau d'Rechtslag ass, wann duerch eng Publikatioun een Nodeel oder ee Schued, wéi enger Natur och ëmmer, entsteet. Et sief vermierkt, datt den eenzelne Fall, respektiv déi eenzel Elementer vum Dossier mussen zesummegedroe ginn an dann au cas par cas muss analyséiert ginn. Et ass net méiglech, virauszesoen, ob eng Publikatioun juristesch Konsequenze mat sech brénge kann a wéi wäit d'Responsabilitéit engagéiert ass.

Question 2766 (03.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accès au dossier patient et à l'ensemble des informations relatives à la santé :**

Den Artikel 16 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Flichte vum Patient leet am Artikel 16 een Auskonftsrecht (droit d'accès) fir Patiente fest.

« Art. 16. (1) Le patient a un droit d'accès au dossier patient et à l'ensemble des informations relatives à sa santé détenues, à quelque titre que ce soit, par un prestataire de soins de santé ou toute autre instance médicale. […]

(3) Le patient a en outre le droit d'obtenir une copie de l'intégralité ou d'éléments du dossier patient. Il peut en demander la transmission au prestataire de soins de santé de son choix.

Les copies sont établies sur papier, ou sur un support informatique permettant une consultation ultérieure, au choix du patient et dans la limite des possibilités techniques du prestataire de soins de santé.

La contribution aux frais de copie éventuellement mis à charge du patient ne peut excéder le coût de la reproduction et, le cas échéant, de l'envoi. »

Dës Dispositioun suergt fir Verwirrung, well, wéi et schéngt, steet se a verschiddene Fäll am Widdersproch mam Artikel 15 Paragraf 3 vum EU-Reglement 2016/679 (GDPR), deen d'Auskonftsrecht an d'Recht op den Erhalt vu Kopië follgendermoosse festleet:

« 3. Le responsable du traitement fournit une copie des données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement. Le responsable du traitement peut exiger le paiement de frais raisonnables basés sur les coûts administratifs pour toute copie supplémentaire demandée par la personne concernée. Lorsque la personne concernée présente sa demande par voie électronique, les informations sont fournies sous une forme électronique d'usage courant, à moins que la personne concernée ne demande qu'il en soit autrement. »

An der Broschür „Les droits des patients" schreift d'Patientevertriedung: « Le patient a le droit de demander copie de son dossier médical auprès de chaque médecin consulté (cabinet médical). Le patient a le droit d'obtenir une copie du dossier de celui-ci à ses frais et contre signature. (Article 16 (3) de la loi du 24 juillet 2014/Code de déontologie des professionnels de santé) », wat ze interpretéieren ass, wéi wann d'Auskonftsrecht fir Patienten nëmme géint Bezuelung ka stattfannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Muss ee Patient fir den Erhalt vun enger Kopie vu senge perséinlechen Donnéeë souwéi eng Kopie vum Patientendossier administrativ Käschte bezuelen? Falls jo, wéi setzt sech de maximale Montant, deen ee Patient an deem Fall bezuele muss, zesummen?

2. - Ugesiichts dem Wuertlaut vum Artikel 16 Paragraf 3 vum GDPR, wou steet : « Le responsable du traitement peut exiger le paiement de frais raisonnables basés sur les coûts administratifs pour toute copie supplémentaire demandée par la personne concernée » ;

- an ugesiichts dem Wuertlaut vum lëtzebuergesche Gesetz, wou steet « La contribution aux frais de copie éventuellement mis à charge du patient ne peut excéder le coût de la reproduction et, le cas échéant, de l'envoi » ;

- an de Fall gesat, ee Patient freet net no enger Copie supplémentaire, mee einfach no enger normaler Kopie vu sengen Donnéeën an/oder sengem Patientendossier;

gesäit d'Ministesch ee Widdersproch tëschent den Dispositiounen vum lëtzebuergesche Gesetz an dem GDPR? Falls nee, firwat net?

3. Plangt d'Ministesch, d'Gesetz iwwert d'Rechter an d'Flichte vum Patient op dësem Punkt unzepassen, fir et méi kloer ze reegelen? Falls jo, wäerten d'Änneru ngen a Richtung vun der Gratuitéit fir Kopien oder fir d'Arechnungstelle vun den administrative Käschte goen?

Réponse (02.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. All Patient huet Recht op eng Kopie vu sengem Patientendossier. De Patient kann en Deel oder säi ganzen Dossier beim Prestataire ufroen, esou wéi dëst am Artikel 16 (3) vum Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Flichte vum Patient festgehalen ass.

De Prestataire huet 15 Schaffdeeg Zäit, fir dem Patient dës Kopie zoukommen ze loossen, ausser wann eng medezinnesch Urgence besteet.

D'Kopie kann ënner enger informatescher oder enger Pabeierversioun gefrot ginn. Wann eng Pabeierkopie gemaach gëtt, kann de Prestataire eng Rechnung dofir ausstellen. Et sief ze bemierken, dass d'Spideeler am Prinzip de Patiente keng finanziell Partizipatioun froen, fir eng Kopie vun hirem medezinneschen Dossier ze kréien.

Am Gesetz vun 2014 iwwert d'Rechter an d'Flichte vun de Patiente steet am Artikel 16 (3), dass de Präis net d'Reproduktiounskäschten an d'Käschten, fir den Dossier ze verschécken, sollen iwwerschreiden. E Präis pro Säit oder e maximale Montant ass net am Gesetz vun 2014 iwwert d'Rechter an d'Flichte vun de Patiente virgesinn.

D'Prestatairë kommen an der Praxis an deenen allermeeschte Fäll der Demande vum Patient no, ouni eppes ze froen.

De Service vum Mediateur vun der Santé gouf an der Vergaangenheet an Eenzelfäll vu Patiente kontaktéiert, wou sech d'Fro vun de Reproduktiounskäschte vum Patientendossier gestallt huet.

A sengem éischte Rapport annuell (2015-2016) huet de Mediateur vun der Santé follgend Recommandatioun als Orientatioun ginn: « Le médiateur de la santé recommande d'accueillir de façon bienveillante et avec célérité les demandes d'accès au dossier. Cela implique au niveau hospitalier de prendre les mesures organisationnelles adéquates pour pouvoir répondre à ces demandes dans le délai légal de 15 jours.

Le médiateur recommande de procéder avec tact et mesure si des frais de copies sont mis en compte. À titre d'orientation, le médiateur de la santé propose de ne pas dépasser pour un dossier volumineux et complexe le tarif d'une consultation normale.[13] »

ad 2. Am Gesetz vun 2014, wéi och am GDPR, ass virgesinn, dass de Responsabele vum Traitement dem Patient eppes ka verrechnen, fir d'Kopieskäschte vum Patientendossier ze decken, wéi och fir all zousätzlech Kopie, déi gefrot ass. An der Substanz schéngen och d'Terme „coût administratif" a „coût de la reproduction et, le cas échéant, de l'envoi" net am Widdersproch ze stoen.

ad 3. Momentan ass keng Modifikatioun vun der Gesetzgeebung iwwert d'Rechter an d'Flichte vum Patient virgesinn.

Question 2768 (04.09.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **aides financières pour le secteur de l'événementiel :**

Opgrond vun engem Artikel am „Luxemburger Wort" titeléiert „Katerstimmung" gëtt et däitlech, ewéi eis lokal Eventbranche ënnert de Konsequenze vun der Pandemie an den néidege praktesche Barriäre wéi zum Beispill Sozialdistanzéierung leit. An dësem Kontext ass d'Luxembourg Event Agency (LEA) wärend der sanitärer Kris opgestallt ginn, fir 60 Lëtzebuerger Entreprisen am Eventberäich ze vertrieden.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Mëttelstandsminister stellen:

- Kann den Här Minister déi aktuell Verspéidung vun der finanzieller Bäihëllef vum Staat fir d'Mataarbechter am Secteur vum Eventmanagement confirméieren? Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

- Kann den Här Minister erklären, wat ënnert d'Bedéngung vum Ministère vun enger „Prüfung der Anträge" fält, wéi am „Luxemburger Wort" kommunizéiert vun enger Spriecherin fir de Wirtschaftsministère?

- Wéi huet den Här Minister vir, der Eventbranche an deenen nächste Méint hire Support ze ginn an e méi transparenten Dialog ze féieren?

Réponse commune (05.10.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

- Et sief dorop higewisen, dass et an dëser parlamentarescher Fro vun den honorablen Deputéierten net kloer ass, wéi eng finanziell Bäihëllef vum Staat hei gemengt ass.

D'Regierung kann d'Aussoen, dass et Verspéidunge beim Ausbezuele vum Chômage partiel gi sinn, net confirméieren. Fir d'Méint Mäerz bis Juni 2020 sinn, via eng Procédure accélérée, Avancë fir de „chômage partiel pour cas de force majeure" ausbezuelt ginn. Ab dem Mount Juli 2020 gëtt fir de Secteur événementiel de „chômage partiel structurel" applizéiert. Hei gëtt net méi mat Avancë verfuer, mee op Basis vun Dekonten ausbezuelt. An deem Kader ass ze bemierken, dass verschidden Entreprisen aus dem genannte Secteur keng Dekonten eraginn hunn an hinne soumadder keng weider „chômage partiel"-Indemnitéite konnten ausbezuelt ginn. Soubal dës Dekonten der ADEM virleien, kënnen d'Dossieren traitéiert an iwwert de Fonds pour l'emploi ausbezuelt ginn.

Wat de „Fonds de relance et de solidarité" ugeet, ass déi éischt Deadline, fir Dossiere bei der Generaldirektioun fir Mëttelstand anzereechen, de 15. September 2020 ausgelaf. Um Datum vum 29. September 2020 sinn insgesamt 90 % vun den Dossieren instruéiert an zu engem gudden Deel och schonn ausbezuelt.

Eng effizient a suergfälteg Préiwung vun den Dossiere gesäit vir, dass ënner anerem follgend Informatioune musse kontrolléiert ginn:

- d'Matricule vun all Salarié;

- ob den eenzelne Salarié am Chômage partiel war oder net;

- ob eng Perte vum Ëmsaz vu 25 % besteet, baséierend op de kontabelen Donnéeën an der TVA-Deklaratioun 2019.

- Ënner „Prüfung der Anträge" versteet een, dass d'Demandë fir Chômage partiel elekronesch iwwer myguichet.lu am Wirtschaftsminstère agereecht ginn, an zwar spéitstens den zwieleften Dag vum Mount virun deem, fir deen de Chômage partiel gefrot gëtt. Am Wirtschaftsminstère ginn d'Demanden da gepréift: et gëtt kontrolléiert, ob d'Demande komplett a gülteg ass, den NACE-Code gëtt gepréift an et gëtt gekuckt, ënner wéi ee Regimm vum Chômage partiel d'Demande fält. No engem Accord vum Comité de conjoncture an nom Oflafe vum concernéierte Mount reecht d'Entreprise doropshin en Dekont eran (mat engem Delai vun zwee Méint).

- Den Aarbechtsminister huet den 3. September 2020 d'Vertrieder vun der Luxembourg Event Agency (LEA) empfaangen, fir d'Modalitéite vum Chômage partiel ze erklären a sech iwwert d'Schwieregkeeten am Eventsecteur auszetauschen.

Déi nei Reegelunge betreffend de Chômage partiel lafen nach bis den 31. Dezember 2020 an et wäert een d'Entwécklung vun der Situatioun analyséieren an auswäerten, fir eventuell weider Mesurë fir d'nächst Joer virzegesinn.

Question 2773 (04.09.2020) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant les **relations de propriété des presbytères :**

La loi du 13 février 2018 règle les relations entre les cultes et l'État en modifiant des lois et abrogeant des anciens décrets, dont notamment le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises. Il me revient que certaines communes ont eu récemment contact avec le Fonds de gestion des édifices religieux pour clarifier les relations de propriété des presbytères.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Dans certaines communes, le presbytère est propriétaire du terrain et de la construction réalisée dessus. Considérant que le presbytère ne constitue pas une personne juridique, qui peut être considéré comme propriétaire ou usufruitier du terrain et de l'immeuble ?

- Une commune peut-elle mettre à disposition du fonds un tel presbytère ? Dans l'affirmative, sous quelles conditions ?

- Dans le cas où le presbytère se trouvait sur un terrain appartenant au fonds, selon quels critères la propriété de l'immeuble pourrait-elle être déterminée ?

Réponse (13.10.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Je donne tout d'abord à considérer que la loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes ne vise pas la situation juridique des presbytères. Partant, il y a lieu de se référer aux éventuelles inscriptions au cadastre respectivement aux règles de droit commun relatives à la propriété.

L'Administration du cadastre et de la topographie recense depuis les années 1820, 1830 selon les communes, des parcelles figurant au nom de « XXX, le Presbytère ». Cette inscription, à défaut de désigner une personne morale, constitue une « solution de fortune », qui résulte d'un certain flou concernant l'identité du propriétaire de ces immeubles.

Selon une note interne du cadastre, datée du 31 octobre 1969, le personnel du service de la conservation du cadastre se voyait souvent sollicité de la part des communes et d'autres usagers du cadastre afin de savoir qui était le propriétaire réel des parcelles inscrites au cadastre sous le nom de « presbytère », « cure », « chapelle », « douaire », « fabrique d'église ». Toutefois, avec les confisca-

[13] https://mediateursante.public.lu/dam-assets/fr/publications/rapports%20annuels/rapport-2016.pdf

tions des biens de l'Église pendant la Révolution française et les restitutions partielles avec un démembrement du droit de propriété en nue-propriété et en usufruit ont contribué à créer une situation confuse ne permettant pas au cadastre d'y répondre avec certitude.

En effet, avant la Révolution française, l'Église ayant la personnalité juridique, pouvait acquérir des biens immeubles et en disposer librement. Avec la révolution, les biens immeubles ont été restitués à la nation et les biens du clergé vendus. Les fabriques d'église, dotées de la personnalité juridique, ont été organisées par le décret impérial du 30 décembre 1809 et ont été chargées de la gestion des biens de l'Église. Cependant, elles ne pouvaient pas disposer des biens immeubles sans une autorisation gouvernementale.

Par ce même décret du 30 décembre 1809, les communes ont été chargées de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques, de fournir au curé ou desservant un presbytère ou un logement et de fournir aux grosses réparations des édifices consacrés au culte.

Quant aux titulaires des différents droits sur les immeubles en question, les suivants ont été envisagés :

- l'État comme nu-propriétaire des biens de l'Église datant d'avant la révolution et nationalisés en 1790 et, en outre, comme exerçant une fonction de tutelle ou de surveillance à l'égard des autres immeubles de l'Église ;

- la fabrique d'église, comme établissement investi d'une personnalité juridique agissant comme propriétaire à pouvoir restreint à l'égard des actes de disposition ou dans des cas spéciaux comme organe de gestion ou de conservation ;

- la commune, à l'égard des bâtiments et des terrains fournis par elle en exécution des obligations imposées par le décret du 30.12.1809 et, en général, à l'égard des immeubles provenant du domaine communal ou acquis par la commune suivant titre ;

- le curé titulaire de la paroisse en tant que bénéficiaire du droit d'usufruit et d'habitation d'une nature spéciale. Ce droit est attaché non pas à la personne, mais à la fonction du titulaire.

Face à la problématique, et en se basant sur la note interne susmentionnée, la difficulté semble avoir été contournée en portant dans certains cas, en suscription, non pas le propriétaire, mais la désignation de la nature des biens ou de leur destination.

C'est ainsi que sont apparus les suscriptions cadastrales telles que :

- le presbytère, qui désigne la maison curiale (tout en englobant l'église et le cimetière) ;

- la cure, qui comprend les autres biens formant la dotation du titulaire de la paroisse ;

- le douaire, comprenant apparemment des biens de même nature que précédemment, mais avec accent sur le droit d'usufruit en faveur du titulaire ;

- la chapelle, comprenant les biens de ce qu'on pourrait appeler une succursale de la cure, située dans une localité annexe et pour laquelle on tient souvent une comptabilité séparée ;

- la fabrique d'église, sous le nom de laquelle sont groupés les biens dont le revenu est destiné à subvenir aux besoins du culte.

Les églises et maisons curiales figuraient au cadastre le plus souvent au nom de la localité ou de la paroisse suivi des termes « le presbytère » ou « la cure ».

Pour les églises et les presbytères, acquis ou construits après la Révolution française de 1789, la situation est claire : ils appartiennent à celui qui les a acquis ou construits, c'est à dire soit à la commune, soit à la fabrique d'église, suivant ce que renseignent les titres ou autres documents.

D'après les opinions divergentes, le propriétaire ou le nu-propriétaire de ces immeubles serait, suivant le cas, soit la commune, soit la fabrique d'église, soit l'État.

Il est à noter que le terme « presbytère » figurant aux suscriptions ne désigne pas une personne morale, mais renseigne sur l'affectation de l'immeuble.

Toutefois, avec l'instauration du Fonds de gestion des édifices religieux par la loi du 13 février 2018, la situation juridique s'est clarifiée en ce qui concerne l'inscription cadastrale de certains biens. Ceci est notamment le cas des édifices réservés au culte, qui ont reçu comme inscription « Fonds de gestion des édifices religieux » ou « commune » en tant que propriétaire.

Les autres biens aux inscriptions « précaires » n'ont pas été clarifiés pour ne pas être visés par la loi précitée du 13 février 2018.

Malheureusement, une recherche approfondie dans les registres fonciers ne garantit pas toujours une identification sans équivoque du propriétaire des presbytères.

Si le presbytère fait partie du patrimoine de la commune, celle-ci est en droit de le mettre à disposition du Fonds.

La mise à disposition du bien immeuble peut être réglée par les parties contractantes via un bail immobilier. Conformément à l'article 106, point 3, de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, les baux immobiliers dont la durée dépasse trois ans et dont le loyer annuel dépasse la somme de 10.000 euros sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Dans le cas où le presbytère se trouvait sur un terrain appartenant au Fonds, je donne à considérer que cette question relève du Code civil et plus particulièrement des dispositions 544 et suivantes relatives à la propriété. L'article 546 du Code civil définit tout d'abord le droit d'accession en ce que le droit de propriété ne s'applique pas seulement à la chose elle-même mais il s'étend également à ses accessoires. Il pose ainsi le principe que l'accessoire suit le principal. Conformément à l'article 712 du Code civil, il s'agit d'un des modes d'acquisition de la propriété.

L'article 552, alinéa 1er, du Code civil dispose que « la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous ». Cet article n'édicte toutefois qu'une présomption simple de propriété susceptible d'être écartée par la preuve contraire, résultant d'un titre ou de la prescription acquisitive. L'article 553 du Code civil dispose en effet que : « Toutes les constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé ; sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment. »

Au vu de ce qui précède, et dans le cas de figure où le terrain appartiendrait au Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ci-après dénommé « le Fonds », la propriété de la construction (presbytère) se trouvant au-dessus du sol appartient, en principe, au Fonds sauf preuve contraire.

Question 2774 (04.09.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **construction d'un canal d'évacuation des eaux résiduaires pour une usine de production de yaourt :**

Am Dossier FAGE seet den Här Minister an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro, datt de Staat d'„coûts de viabilisation" vum FAGE-Terrain zu Beetebuerg/Diddeleng iwwerhëlt, well dat an enger nationaler Industriezon ëmmer esou gemaach géif.

D'Fro ass awer ëm e Kanal vun 1,3 Kilometer Längt gaangen, fir Ofwaasser an d'Uelzecht ze leeden, deen eng Oplo vum Lëtzebuerger Waasserwirtschaftsamt un d'Firma FAGE ass.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Dee Kanal vun 1,3 Kilometer an d'Uelzecht entsprécht Oploe vum Lëtzebuerger Waasserwirtschaftsamt, déi näischt mat enger „Viabilisatioun", mee vill mat der spezifescher Natur vun der Industrieaktivitéit ze dinn hunn. Ass et net falsch, dës Käschten als „coûts de viabilisation" ze bezeechnen an net einfach als Baukäschten unzegesinn?

2. D'Waasserwirtschaftsamt huet och d'Oplo gemaach, datt d'Ofwaasser vun der Fabrick gekillt gëtt, ier et an d'Uelzecht geleet gëtt. Muss de Steierzueler no der Ausleeung vum Här Wirtschaftsminister och fir dës Infrastruktur opkommen a wat kascht déi Installatioun?

Réponse (02.10.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Leeë vun engem Kanal fir d'Ofwaasser war keng Oplo vum Waasserwirtschaftsamt. Wéi schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 2738 preziséiert gouf, gehéieren esou Aarbechten zu den Infrastrukturen, déi, änlech ewéi zum Beispill Stroum-, Waasser-, Ofwaasser- a Gasleitungen, néideg sinn, fir datt déi verschidden Terrainen a Parzellen an enger nationaler Industriezon vun de Betriber och kënnen erschloss ginn. An den nationalen Industriezone ginn d'Käschte fir esou Infrastrukturaarbechte vum Wirtschaftsministère gedroen.

D'Firma FAGE huet de Projet vun enger Jugurtsfabrick an der Industriezon Wolser mëttlerweil opginn. Dem Projet no wier d'Ofwaasser vun der Firma op hirem Terrain an hirer eegener Anlag gekläert an ofgekillt ginn. D'Käschte fir dës Anlag wiere vun der Firma selwer gedroe ginn.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Question 2776 (07.09.2020) de **Mme Martine Hansen, MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **présumés « consultants fictifs » dans le dossier « FAGE » :**

En effet, selon la presse nationale (cf. « paperjam.lu », 4 septembre 2020), la société « FAGE International SA » aurait payé « plus de 53 millions d'euros en consultance pour son développement international depuis 2012 et son arrivée au Luxembourg. Des consultants-fantômes », soit « 600.000 dollars par mois pour des consultants fictifs ». Et d'ajouter : « Selon les rapports annuels, les SARL n'ont jamais employé personne depuis leur immatriculation au Luxembourg en 2012, et n'ont donc - logique - payé ni salaires ni charges sociales, ni supporté aucun autre coût lié à ces salariés. »

Ainsi, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre est-il au courant des précités faits présumés et peut-il les confirmer ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur d'éventuelles mesures prises à l'encontre des précitées sociétés concernées ?

- Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner si plainte a été portée dans le dossier en question ?

Réponse (02.10.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Il n'appartient pas à un membre du Gouvernement de commenter ou d'interpréter les comptes annuels d'une société publiés au Registre de commerce et des sociétés qui ont été audités et certifiés par un cabinet de révision agréé.

Question 2777 (07.09.2020) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **don du sang :**

Après la période de confinement, un élan de solidarité a poussé les Français à aller donner leur sang auprès des centres de transfusion. Pourtant, nos voisins français observent depuis quelques semaines un recul drastique des collectes.

En Allemagne, c'est l'effet inverse qui s'est produit. L'apparition du Covid-19 a eu un impact négatif significatif sur le nombre de donneurs de sang. Néanmoins, les réserves sont restées stables.

En Belgique, le nombre de donneurs et le niveau du stock de sang sont restés plus ou moins identiques.

Dans ces trois pays, l'état de leurs réserves est facilement accessible grâce à un baromètre mis à jour quotidiennement et consultable en ligne.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Quel est l'état actuel des stocks de sang au Luxembourg ?

- Le Covid-19 a-t-il eu une incidence sur le nombre de collectes au Luxembourg ? Dans l'affirmative, existe-t-il des chiffres exacts ?

- Est-ce que le Gouvernement a planifié de créer un baromètre pour les stocks de sang, à l'instar de nos pays voisins ?

Réponse (06.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Actuellement, le stock des concentrés érythrocytaires est satisfaisant. En date du 11 septembre 2020, il y avait 797 poches en stock, ceci pour un stock théorique compris entre 462 poches au minimum (pour neuf jours de distribution et 742 poches au maximum (pour 15 jours de distributions). Les mois précédents, le stock était encore meilleur, ce qui a permis au Centre de transfusion sanguine (CTS) d'aider un établissement hospitalier en Allemagne fin août 2020. Cependant, une baisse peut être constatée depuis la semaine 31, baisse probablement liée au départ en vacances des donneurs de sang.

L'activité hospitalière a baissé au printemps dû au Covid-19, mais certains services hospitaliers ont bien entendu continué à avoir besoin des produits sanguins. Les donneurs ont continué à suivre les demandes de dons de sang ce qui a permis au CTS d'honorer les demandes des hôpitaux.

Cependant, le CTS a été confronté à l'annulation de collectes externes prévues dans certaines firmes, en raison des mesures sanitaires imposées (8 annulations de mars à septembre, pour l'instant 3 annulations pour les mois d'octobre et de novembre). Il faut savoir que les collectes externes représentent presque 23 % des dons de sang total.

Un baromètre pour les stocks de sang n'est pas prévu. Le CTS suit scrupuleusement ses indicateurs et adapte ses actions de communication pour solliciter les donneurs en fonction des résultats des indicateurs. Le CTS veille à assurer l'autosuffisance du pays, qui fait partie de ses missions.

Question 2780 (08.09.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **vote négatif du Parlement chypriote sur l'Accord économique et commercial global (CETA) :**

Le vote du Parlement de Chypre contre la ratification de l'Accord économique et commercial global entre l'UE et le Canada (CETA) est passé presque inaperçu.

Une majorité dudit Parlement a en effet jugé que les produits locaux tels que le fromage halloumi n'étaient pas assez protégés.

Comme la pleine mise en œuvre dudit accord nécessite sa ratification par tous les États membres de l'UE, la partie du CETA qui relève de la compétence nationale restera suspendue suite au vote négatif chypriote.

Il paraît que le Gouvernement chypriote entend négocier certaines exceptions pour les produits concernés avant de réexaminer l'accord à une date ultérieure.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères si une telle renégociation est réaliste.

- Quelles sont les conséquences exactes du vote négatif chypriote et comment l'UE entend réagir face à cette situation ?

Réponse (06.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

- Le rejet de l'Accord économique et commercial global entre l'UE et le Canada (CETA) par le Parlement de Chypre semble moins lié aux dispositions de cet accord qu'à la question plus générale de l'octroi, dans le cadre de la législation européenne, de l'appellation d'origine contrôlée (AOP) au fromage halloumi. Une renégociation de l'accord n'est à ce stade pas prévue.

- L'accord de libre-échange entre l'UE et la Canada est actuellement en application provisoire.

Les traités européens ne contiennent pas de dispositions quant à la durée de cette phase d'application provisoire. Cependant, le Conseil de l'Union européenne a déclaré, au moment de l'adoption de sa décision relative à la signature de l'accord, que son application provisoire serait dénoncée à la suite d'une notification officielle par le Gouvernement d'un État membre de son incapacité à ratifier cet accord.

Or, le Gouvernement chypriote ne semble actuellement pas avoir l'intention de notifier un rejet définitif de cet accord et les discussions pour trouver une solution qui puisse tenir compte des préoccupations exprimées par le Parlement chypriote vont se poursuivre.

Question 2781 (08.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**utilisation de sabots de Denver pour immobiliser des véhicules :**

A menge parlamentaresche Froen N° 0614, 1266, 1484 an 2300 hat ech mech bei den zoustännege Ministeren informéiert, wéi vill Persounen hei am Land hir Avertissements taxés net bezuelen. An detailléierten Tabelle konnt een esou zum Beispill erausfannen, datt an de Joren 2013 bis 2019 Protokoller am Wäert vu ronn 20 Milliounen Euro net direkt bezuelt goufen, ma iwwert den Instanzewee vun der Justiz missten agedriwwe ginn, wouduerch net kloer ass, wéi vill Sue letztendlech onbezuelt bleiwen. Eleng fir d'Joer 2019 si fënnef Milliounen Euro un Avertissements taxés net direkt bezuelt ginn.

Et erlaabt sech, de Constat ze maachen, ob et bei verschiddenen Infraktiounen net méi sënnvoll wär, no Alternativen ze sichen, déi méi effektiv sinn ewéi eng Geldstrof (déi) iwwert d'Justizinstanzen, déi selwer warscheinlech oft méi Sue kaschte wéi d'Geldstrof selwer. An deem Aspekt gouf jo de Gesetzesprojet 7126 vun der Regierung an der Chamber deposéiert, fir kleng Inzivilitéiten, dorënner och Falschparken, méi effektiv kënnen ze bestrofen.

Géint Falschparker existéiert haut awer och schonns eng Léisung, déi genotzt kéint ginn, fir d'Andreiwe vu Geldstrofe méi effektiv ze maachen. Et handelt sech ëm d'Radkrall (och Pince genannt), déi genotzt gëtt, fir Gefierer ze immobiliséieren. Den Effekt vun esou enger Krall ass net ze ënnerschätzen, well de Proprietär vun engem Gefier net nëmmen eng Geldstrof ze bezuele kritt, mee och Zäit dofir opwende muss, säi Gefier erëm entspaart ze kréien. Des Weidere gesäit a spiert d'Persoun d'Gewiicht vun der Sanktioun, wat warscheinlech zu engem bessere Léiereffekt féiert wéi bei enger renger Geldstrof.

Am Code de la route steet, datt d'Police an d'Douane däerfen een Auto mat engem „système mécanique" immobiliséieren. D'Gemengegesetz hält am Artikel 99 fest, dass d'Gemengebeamten däerfen Avertissements taxés géint Falschparker ausstellen. Virun allem d'Gemengebeamten (Pecherten), déi all Dag um Terrain Widderhuelungstäter ausfënneg maachen, kéinte méi vun dëser Krall Gebrauch maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an der Madamm Inneminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill mol hu Policebeamten an deene leschten dräi Joer (opgelëscht no Joer) ee Gefier mat enger Pince immobiliséiert?

2. Wéi vill mol hu Beamte vun der Douane an deene leschten dräi Joer (opgelëscht no Joer) ee Gefier mat enger Pince immobiliséiert?

3. Wéi vill mol hu Gemengebeamten an deene leschten dräi Joer (opgelëscht no Joer) ee Gefier mat enger Pince immobiliséiert?

Réponse commune (12.10.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. D'Zuele vun de Gefierer, déi an de leschten dräi Joer mat enger Pince immobiliséiert goufen, si follgend:

2017: 304 Gefierer*

2018: 797 Gefierer

2019: 619 Gefierer

2020: 301 Gefierer (01.01.2020 - 11.09.2020)

* Well mer net méi wäit wéi dräi Joer kënnen zerécksichen, limitéieren d'Zuele vun 2017 sech op d'Period vum 11. September bis den 31. Dezember.

ad 2. D'Beamte vun der Douanesverwaltung dierfe just Camionen iwwer 7,5 Tonnen immobiliséieren. An deem Kontext an op déi lescht dräi Joer gekuckt huet d'Douanesverwaltung an der Moyenne 39 Pincë pro Joer ugeluecht.

ad 3. Et gi fir de Moment keng Gemengebeamten, déi gesetzlech dozou autoriséiert sinn, e Gefier mat enger Pince ze immobiliséieren.

Question 2782 (08.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **rentrée scolaire dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

De 15. September dierfen d'Kanner zu Lëtzebuerg erëm an d'Schoul. Den Educatiounsminister Meisch huet an dësem Kontext wärend enger Pressekonferenz säi Plang fir d'Rentrée 2020 presentéiert. Trotzdeem bleiwen Onsécherheeten an Onkloerheete bei den Elteren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wat geschitt, falls d'Elteren entscheeden, fir ee Kand mat engem vun den Haaptsymptomer, wéi zum Beispill Houscht, oder zwee Niewesymptomer an d'Schoul ze schécken? Wéi gi Situatioune gehandhaabt, wou d'Elteren eng aner Positioun vertriede wéi d'Schoulpersonal?

2. Mussen d'Elteren an engem Verdachtsfall d'Kand direkt op de Covid-19 teste loossen oder kënne si déi zwee Deeg ofwaarden an d'Kand doheem halen, ouni een Zertifikat vum Dokter fir d'Schoul an d'Aarbecht?

Réponse (01.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Eltere si vum Schoulpersonal opgefuerdert ginn, hir Kanner net an d'Schoul ze schécken, wa se een Haaptsymptom oder zwee Niewesymptomer am Kontext vum Covid-19 presentéieren.

Am Fall, wou e Kand trotz dëse Symptomer an d'Schoul géif kommen oder wou déi Symptomer sech an der Schoul géife manifestéieren, gëtt d'Kand an der Schoul isoléiert an d'Eltere gi gebieden, d'Kand ofzehuelen.

D'Erfarungen, déi um Enn vum leschten an um Ufank vun dësem Schouljoer gemaach goufen, weisen op eng gutt Zesummenaarbecht tëscht Schoul an Elterenhaus hin. Bis haut sinn dem Ministère keng Fäll bekannt, wou et zu esou engem Konflikt tëscht Elteren an der Schoul komm wier. Fir de Fall, datt Eltere widderhuelt hir Kanner an d'Schoul schécken, obwuel se krank sinn, wäert de Ministère iwwert den Dispositif vun der Aide à l'enfance et à la famille aktiv ginn.

ad 2. Bei engem Verdachtsfall sinn d'Elteren opgefuerdert, all weider Demarchë mat hirem Hausdokter ze definéieren. Fir d'Certificats de maladie gëllen déi Reegelen, déi och soss en vigueur sinn. D'schoulesch Instanzen hu keng Kompetenzen am Beräich vun der medezinnescher Behandlung vu Kanner a Jugendlechen.

Question 2783 (08.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **reconnaissance des diplômes des étudiants en médecine :**

Et versteet sech vum selwen, datt et fir déi allgemeng Gesondheet vun der Bevëlkerung noutwendeg ass, genuch medezinnescht Fachpersonal am Land ze hunn. Wat d'Unerkennung vun de verschiddenen Diplomer vun de Medezinnstudien ubelaangt, gëtt et awer esouwuel weltwäit eréi och bannent der EU grouss Diskrepanzen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Leien dem Gesondheetsministère Zuele vir, wéi dacks Diplomer vun enger medezinnescher Fachrichtung zu Lëtzebuerg net unerkannt goufen? Wa jo, wat sinn d'Grënn, firwat dës Diplomer net unerkannt goufen?

2. Gëtt d'Lëscht vun den Universitéiten, bei deenen de medezinnesche Fachdiplom zu Lëtzebuerg unerkannt ass, reegelméisseg iwwerpréift an à jour gehalen?

3. No wéi enge Krittäre gëtt beurteelt, ob e medezinnesche Fachdiplom vun enger Universitéit unerkannt gëtt oder net?

4. Huet d'Unerkenne respektiv d'Netunerkenne vun de medezinnesche Fachdiplomer en Afloss op d'Unzuel vun de Néierloossunge vun Dokteren zu Lëtzebuerg?

Réponse (12.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Genee Zuele leien dem Gesondheetsministère net vir.

D'Unerkennung vun den Diplomer vun enger medezinnescher Fachrichtung ass duerch d'EU-Direktiv 2005/36/CE vum 7. September 2005 „relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles" gereegelt. Si gëtt Konditiounen a Krittären un, déi erfëllt musse ginn, fir datt en Diplom zu Lëtzebuerg unerkannt gëtt.

Wann den Dossier, deen un de Gesondheetsministère geschéckt gëtt, net dëse Krittären entsprécht, den Diplom deemno net unerkannt ass, kann och keng „autorisation d'exercer" ausgestallt ginn.

An der Reegel gi Refuse festgehalen, wann et sech ëm Diplomer handelt, déi net an der Direktiv stinn, dat heescht, wann zum Beispill déi Fachrichtung zu Lëtzebuerg net unerkannt ass oder wann et sech ëm en Diplom aus Drëttstaatlänner handelt, déi net unerkannt kënne ginn.

ad 2. Dës Mise à jour ass weeder méiglech nach néideg, vu datt Krittären a Konditioune betreffend d'Unerkennung an der Direktiv 2005/36/CE festgehale sinn an d'Lëscht vun den Diplomer, déi an der Direktiv stinn, reegelméisseg vun der EU-Kommissioun à jour gesat gëtt.

ad 3. D'Unerkennung vun den Diplomer vun enger medezinnescher Fachrichtung ass duerch déi uewegenannten Direktiv gereegelt. Dës Direktiv ass duerch d'„loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles" a Lëtzebuerger Recht ëmgesat ginn.

ad 4. D'Ausstelle vun den „autorisations d'exercer", déi un d'Konditiounen an d'Virgabe vun der Direktiv 2005/36/CE gebonne sinn, hunn Auswirkungen op d'Néierloossunge vun Dokteren zu Lëtzebuerg.

Dokteren däerfen eréischt zu Lëtzebuerg hire Beruff ausüben, egal ëm wéi eng Fachrichtung et sech handelt, wa si eng gülteg „autorisation d'exercer" vum Gesondheetsministère ausgestallt kruten.

Question 2786 (08.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **démographie médicale :**

Lëtzebuerg huet allgemeng gesinn ee Mangel un Dokteren - en Ëmstand, dee sech duerch de stramme Bevëlkerungswuesstem nach verschäerfe kéint. Et wär dohier noutwendeg, eng reegelméisseg Oplëschtung ze erstellen, wéi vill Dokteren - och opgeschlësselt no Fachrichtung - an Zukunft viraussiichtlech gebraucht ginn. Dëst géif et de Medezinnstudenten zum Deel och erliichteren, hir jeeweileg Fachrichtung auszewielen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Kann d'Madamm Ministesch d'Entwécklung vun der Unzuel un Doktere vun de leschten 20 Joer beschreiwen, zousätzlech opgeschlësselt no der jeeweileger Fachrichtung?

2. Existéiert déi uewegenannten Oplëschtung, wéi vill Medezinner an Zukunft zu Lëtzebuerg gebraucht ginn, opgeschlësselt no Fachrichtung, fir kënnen der Entwécklung vun eisem Bevëlkerungswuesstem Rechnung ze droen?

3. Wa jo, wéini a wéi dacks gëtt esou eng Oplëschtung publizéiert? Sinn déi concernéiert Acteuren aus dem medezinnesche Beräich all informéiert iwwert dës Oplëschtung?

4. Wann nee: Wär et an den Ae vun der Gesondheetsministesch net sënnvoll, esou eng Oplëschtung op d'Been ze stellen? A wéi engem zäitleche Kader kéint dës Oplëschtung realiséiert ginn?

Réponse (12.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsministère huet Donnéeën zu dësen Zuele fir d'Joren 2007 bis 2017.

Tëscht 2007 an 2017 huet d'Unzuel vun den Doktere sech follgendermoossen entwéckelt:

De Gesamtwuesstem louch bei 597 Dokteren, dovu waren

- 150 Generalisten
- 286 Spezialisten
- 161 Zänndokteren.

Am Tableau hei drënner fënnt een den Detail pro Joer an absolutten Zuele souwéi prozentual.[14]

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - *Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Zurzäit gëtt et keng Opschlësselung vun den Dokteren no Fachrichtung.

Am Moment lafen Aarbechten, fir de Registre professionnel ze adaptéieren. Een Ziel vun dëser Adaptatioun ass et, eng Oplëschtung vun der Unzuel u Medezinner, déi an Zukunft zu Lëtzebuerg gebraucht ginn, ze erméiglechen.

Question 2788 (09.09.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **calcul des taux d'intérêts par les banques dans le contexte de crédits aux particuliers :**

D'après les articles R. 224-3 et R. 226-3 du Code de la consommation, lors du calcul du taux annuel effectif global (TAEG) dans le cadre d'un crédit à la consommation ou d'un crédit immobilier à un particulier, « Une année est présumée compter 365 jours (pour les années bissextiles : 366 jours), 52 semaines ou 12 mois normalisés. Un mois normalisé est présumé compter 30,41666 jours (c'est-à-dire 365/12), que l'année soit bissextile ou non. »

Notons que ces dispositions proviennent des transpositions de deux directives européennes, à savoir la directive 2014/17/UE du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel ainsi que la directive 2008/48/CE du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit aux consommateurs.

Cependant, selon mes informations, les banques présentes au Luxembourg calculent, dans le cadre des prêts immobiliers qu'ils accordent aux particuliers, les intérêts sur la base d'une année de 360 jours, aussi appelée « année lombarde ». Cette manière de procéder engendre un désavantage financier pour le consommateur en même temps qu'elle crée un avantage financier pour les banques en question, sachant que la différence peut, lors de prêts immobiliers importants, s'élever à plusieurs milliers d'euros lorsqu'on considère toute la durée du prêt.

Dans ce contexte, je me permets de faire référence à l'arrêt du 27 novembre 2019 de la Cour de cassation en France. Par cet arrêt, la Cour a notamment confirmé que le calcul des intérêts sur la base d'une année de 360 jours est contraire au Code de la consommation français et que l'usage prohibé de cette méthodologie est de nature à permettre à l'emprunteur d'obtenir l'annulation de la stipulation d'intérêts voire la substitution du taux légal au taux conventionnel.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances et de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Les ministres peuvent-ils confirmer mes informations selon lesquelles les banques au Luxembourg utilisent l'année lombarde dans leur calcul des intérêts d'un prêt immobilier à un particulier ?

2) Les ministres sont-ils en mesure de me renseigner si cette pratique est aussi courante dans le contexte de crédits à la consommation ou d'autres produits financiers ?

3) Selon les ministres, la pratique d'appliquer l'année lombarde dans le contexte décrit ci-dessus est-elle contraire au droit national et européen ? Dans la négative, pourraient-ils m'indiquer les dispositions légales respectives ?

4) Sachant que cette pratique engendre un désavantage financier pour les consommateurs, comment les ministres envisagent-ils de faire en sorte que les banques au Luxembourg n'appliquent plus l'année lombarde dans leur calcul de taux d'intérêt dans le contexte de prêts aux particuliers ?

Réponse commune (09.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

L'honorable Député fait référence à la méthode de calcul du taux annuel effectif global (TAEG) dans le cadre d'un crédit à la consommation ou d'un crédit immobilier à un particulier, et plus particulièrement au nombre de jours à utiliser dans la formule mathématique pour ce calcul.

En vue de permettre aux clients de comparer au mieux différentes offres de crédit, le Code de la consommation impose aux banques de calculer et communiquer aux clients le taux annuel effectif global, qui suppose un calcul sur une base de 365 jours. Le Gouvernement n'a pas eu connaissance d'irrégularités dans ce contexte. En revanche, la réglementation en vigueur ne détaille pas la méthode de détermination des intérêts.

Il n'appartient dès lors pas au Gouvernement de commenter les pratiques des banques luxembourgeoises en ce qui concerne les méthodes appliquées pour le calcul des intérêts pour les prêts aux particuliers.

Question 2789 (09.09.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**interdiction des cigarettes aromatisées :**

Depuis le 20 mai 2020, les cigarettes mentholées sont interdites dans toute l'UE et partant au Luxembourg. Cette interdiction est due au fait que le menthol avait comme but d'améliorer le goût des cigarettes et du tabac pour une clientèle certaine et donc rendre la consommation du tabac plus attrayante.

Depuis cette interdiction, certains producteurs ont montré de la créativité en mettant sur le marché des sticks, sprays et cartes aromatisées pour mentholiser des cigarettes et du tabac « normaux ».

- J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé si elle a connaissance de cette stratégie visant à contourner l'interdiction.

- Quel est le statut de ces produits destinés à aromatiser les produits de tabac ?

- Comment les autorités sanitaires entendent-elles réagir à ces contournements ?

Réponse (07.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La directive antitabac 2014/40/UE et la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac (transposant la directive européenne sur les produits du tabac) interdisent la mise sur le marché de produits du tabac contenant un arôme caractérisant tels que le menthol. À noter que le tabac aromatisé au menthol a bénéficié d'une exemption et sa commercialisation a été autorisée jusqu'au 20 mai 2020, cela afin d'écouler les stocks dans les points de vente.

Les arômes caractérisants améliorent le goût du tabac. Il en est ainsi du menthol, l'un des arômes les plus prisés par les consommateurs, notamment les jeunes, et partant aussi par les fabricants de produits du tabac. L'ajout de menthol confère une caractéristique mentholée au produit le rendant plus attractif pour certains fumeurs. Par ailleurs, l'ajout de menthol masque le goût âpre de la fumée de tabac, créant chez le fumeur la fausse impression que le produit est moins nocif. Finalement, le menthol a un effet anesthésiant sur les poumons[15] réduisant l'effet d'irritation que la fumée peut provoquer le cas échéant. Le fumeur risque d'inhaler plus profondément et de garder la fumée plus longtemps dans les poumons.

[14] Source : Étude Marie-Lise Lair "État des lieux de Professions médicales et des Professions de santé au Luxembourg, Rapport final et recommandations" - Version 2019-10-01.

Tab. 8.5 : Évolution du nombre absolu de médecins ayant une facturation annuelle à la CNS répondant au critère de sélection, entre 2007 et 2017, pas type de médecin

Fichier CNS croisé avec le Registre des professions médicales du MINSAN - Traitement IGSS

Légende : MG médecins généralistes, MS médecins spécialistes, MD médecins dentistes - dentistes spécialisés - stomatologues

[15] https://www.health.belgium.be/sites/default/files/uploads/fields/fpshealth_theme_file/menthol_fr.pdf

Si la directive européenne antitabac et partant la loi modifiée du 11 août 2006 interdisent bien les arômes caractérisants dans les produits de tabac, elles ne comportent aucune interdiction de mise sur le marché de produits comme ceux mentionnés dans la question parlementaire sous rubrique. Par ailleurs, la directive spécifie que l'interdiction des produits du tabac contenant des arômes caractérisants n'exclut pas l'utilisation d'additifs individuellement. Les fabricants sont juste obligés de réduire la quantité d'additifs ou la combinaison d'additifs utilisée, de telle sorte que ceux-ci ne produisent plus de tels arômes. En d'autres termes, il reste possible d'utiliser des arômes, et notamment du menthol, tant que les quantités utilisées restent faibles et ne confèrent pas un goût perceptible autre que celui du tabac.

La directive européenne et la loi modifiée de 2006 précitée imposent aux fabricants et importateurs de produits du tabac des obligations de déclaration assez contraignantes.

Concernant la législation nationale, il s'agit des articles 3bis et 8 de la loi précitée de 2006 qui prévoient une obligation d'information et de notification dans le chef des fabricants et importateurs de produits du tabac à l'égard de la Direction de la santé (« la direction »). Ils doivent ainsi transmettre à la direction une liste de tous les ingrédients et de leurs quantités utilisées dans la fabrication des produits du tabac, mais aussi des informations concernant entre autres le statut des ingrédients au regard de la législation européenne, les niveaux d'émission, les données toxicologiques, les effets sur la santé du consommateur ou l'effet de dépendance voire une description générale des additifs utilisés et leurs propriétés. Les fabricants et importateurs devront notifier les différentes études effectuées à ce propos, ainsi que leur synthèse. Pour les nouveaux produits du tabac ou les produits du tabac modifiés, ces informations doivent être communiquées avant la mise sur le marché des produits concernés.

Les fabricants et les importateurs de nouveaux produits du tabac soumettent par ailleurs à la direction toute information nouvelle ou actualisée concernant les études, les recherches et les autres informations auxquelles ils sont soumis. Ils doivent notifier à la direction les études scientifiques disponibles sur la toxicité, l'effet de dépendance et l'attractivité du nouveau produit notamment au vu de ses ingrédients.

La direction peut également exiger dans le cadre des produits nouveaux que des essais supplémentaires soient effectués ou exiger des informations complémentaires. Dans ce cas de figure, le dossier toxicologique est plus contraignant.

En tout état de cause, la direction doit disposer d'un dossier complet avant la commercialisation du produit.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où les produits visés par la question parlementaire sous rubrique feraient une quelconque allusion au tabac sur leur emballage ou suggéreraient d'une manière ou d'une autre qu'ils sont à utiliser avec un produit du tabac, ces produits tombent sous la loi anti-tabac précitée.

In fine, il échet de noter qu'il existe des groupes de travail organisés par la Commission européenne et l'OMS au sein desquelles des informations sont échangées entre les différents États membres. Le Luxembourg y participe activement. Lors de ces échanges, il a été question des récentes manœuvres des entreprises de tabac pour contourner l'interdiction faite d'utiliser des arômes caractérisants.

Question 2790 (09.09.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **données des tests de dépistage de la Covid-19 des frontaliers :**

Laut engem Artikel vum „Tageblatt" titeléiert „Aus dem Tiefschlaf aufgewacht - Die EU-Kommission will plötzlich Risiko-Kriterien", geet ervir, dass d'Regierung, déi Enn August d'Donnéeë vun deene mam Covid-19 infizéierte Grenzgänger aus sämtlechen ëffentleche Statistiken erausgeholl huet, op d'Nofro vum „Tageblatt", wéi vill Grenzgänger nom 27. August positiv getest goufen, keng Äntwert konnt ginn.

Aus dëse Grënn wëlle mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Kann d'Regierung confirméieren, dass se op d'Fro, wéi vill Grenzgänger nom 27. August positiv op de Covid-19 getest goufen, keng Äntwert ginn huet oder konnt ginn?

- Falls jo, kann d'Regierung erklären, aus wéi engem Grond se dës Fro net beäntwert huet oder beäntwerte konnt?

- Assuréiert d'Regierung nach weiderhin de Monitoring vun den Infektiounszuele vun de Grenzgänger? Vu dass d'Donnéeë vun deene mam Covid-19 infizéierte Grenzgänger aus den ëffentleche Statistiken erausgeholl gi sinn, huet d'Regierung separat Statistiken iwwert d'Infektiounszuele vun de Grenzgänger?

- Falls jo, wéi vill Grenzgänger sinn nom 27. August positiv getest ginn?

Réponse (12.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet decidéiert, d'Zuele vu Frontalieren, déi zu Lëtzebuerg positiv op Covid getest gi sinn, net méi ze publizéieren, an dat aus e puer Grënn. Den éischte Grond ass, dass déi europäesch Agence fir d'Preventioun a Kontroll vun ustiechende Krankheeten (ECDC) vun den nationalen Autoritéite verlaangt, dass si just d'Fallzuele vun hiren Awunner iwwert déi offiziell Notifikatiounsprozedur TESSy matdeelen. D'Meldung vu positive Fäll vun Netawunner ass net verlaangt, well déi Fäll vum Land, wou si hire Wunnsëtz hunn, un d'ECDC notifizéiert ginn. Lëtzebuerg deelt effektiv den Autoritéite vun anere Länner systematesch mat, wann ee vun hiren Awunner hei am Land positiv getest ginn ass. Soumat ginn dann och Duebelnotifizéierunge verhënnert.

Dëst ännert awer strictement näischt un dem Monitoring vun den Infektiounszuele vun de Grenzgänger. Dës Zuele gi weiderhin all Dag erhuewen. D'Fronatliere stellen ee bedeitende Prozentsaz vun onser aktiver Bevëlkerung duer an dofir ass et wichteg, dass d'Evolutioun vun der Pandemie bei de Grenzgänger dagdeeglech geneesou enk suivéiert gëtt wéi fir d'Residenten.

D'ECDC gëtt op sengem Site un, nieft den offiziell matgedeelten Zuelen och all ëffentlech zougänglech Donnéeë vun den nationalen Autoritéiten ze consultéieren, fir zousätzlech Informatiounen zur epidemiologescher Situatioun an Europa ze erhiewen. Fir ze verhënneren, dass Netawunner op dësem Wee trotzdeem vun der ECDC an d'Zuele fir Lëtzebuerg mat agerechent ginn, wat fir eist Land net favorabel am Verglach mat anere Länner wier, wou den Taux vu Grenzgänger bedeitend méi niddereg ass, gëtt net méi ëffentlech iwwert d'Inzidenz bei de Grenzgänger kommunizéiert.

Question 2791 (09.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **stockage de documents des administrations communales et étatiques auprès d'une entreprise de la zone industrielle Haneboesch :**

Den 20. August huet eng Firma, déi hir Aktivitéit an der Industriezon Hanebësch zu Déifferdeng ausüübt, ee Bréif u verschidde Gemenge geschéckt. Déi besote Firma exploitéiert zënter Joren eng Hal an dëser Industriezon an ass spezialiséiert am Stockéieren an Archivéiere vun Dokumenter. Ënnert de Clientë vun dëser Firma befanne sech virun allem ëffentlech Acteuren aus der Justiz a Gemengen. Dës ëffentlech Acteure gräifen op d'Servicer vun der Firma zu Suessem zréck, well se selwer keng Plaz hunn, fir dës Dokumenter a Miwwele bei sech ënnerzebréngen.

Besote Firma krut vum Wirtschaftsministère matgedeelt, datt se hir Aktivitéiten an der Industriehal zu Déifferdeng misst astellen. Vill Gemengen a Verwaltunge stinn elo virun engem Problem, well se an deem Fall missten déi Zéngdausenden Dossieren a Miwwelstécker, déi d'Firma aktuell verwalt, siche goen an anzwousch anescht ënnerbréngen. Ofgesi vun de Käschten, déi dës Plënneraktioun fir de Steierzueler mat sech brëngt, stellt sech d'Fro, wou dës Dausenden Objeten dann elo sollen ënnerbruecht ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Firwat huet de Wirtschaftsministère besotener Firma eng Verlängerung vun hirem Bail verweigert?

2. Gouf bei dëser Decisioun abezunn, datt och ëffentlech Verwaltungen aus der Justiz an um Gemengenniveau an d'Bredouille gedriwwe ginn, well se elo no alternative Léisunge fir hire Stockage kucke mussen?

3. Ass sech de Wirtschaftsminister bewosst, datt duerch d'Kënnege vum Bail d'Firma warscheinlech hir wirtschaftlech Aktivitéit zu Lëtzebuerg wäert zoumaachen an hir Mataarbechter wäert mussen entloossen?

4. Ass de Wirtschaftsminister sech och bewosst, datt duerch d'Ewechfale vun der Hal nei Käschte fir d'Gemengen an d'Verwaltungen entstinn, well se 1. an enger Risenaktioun d'Objete plënnere mussen, 2. een neie Stock fir den Entreposage vun den Objete fanne mussen an 3. dësen neie Stock warscheinlech och aner Tariffer freet wéi déi, déi aktuell zu Déifferdeng bezuelt ginn?

5. Huet de Wirtschaftsministère eng Kéier d'Transitiounskäschte berechent a kann de Wirtschaftsminister estiméieren, wéi vill Steiergelder d'Gemengen an d'Verwaltunge fir d'Punkten aus der vireger Fro opwenne mussen, well de Wirtschaftsministère dës Decisioun getraff huet?

Réponse (08.10.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

De Wirtschaftsministère konnt an dësem Fall kee Bail verlängeren, well et guer kee valabele Bail gouf. Effektiv ass um Geriicht festgehale ginn, an engem definitiven Urteel vum 27. Juli 2020, dass déi hei betraffe Gesellschaft sech als „occupant sans droit ni titre" an deem a Fro stoende Gebai ophält.

De Wirtschaftsministère konnt déi illegal Situatioun, an där sech déi Gesellschaft am Hanebësch befënnt, och net regulariséieren, well national Aktivitéitszone laut dem groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 betreffend de Contenu vun den allgemenge kommunale Bebauungspläng reservéiert sinn, fir „activités de production, d'assemblage et de transformation de nature industrielle, ainsi que des activités de prestations de services ayant une influence motrice sur le développement économique national". D'Aktivitéit vun der betraffener Gesellschaft entsprécht dëse Krittären net, an domat ka se an där Zon och net opgeholl ginn.

Et läit als Éischt un der betraffener Gesellschaft, fir alternativ Raimlechkeeten ze fannen, där et och ginn. Sollt déi Gesellschaft awer virzéien, hir Aktivitéiten anzestellen, esou huet de Wirtschaftsministère do virgesuergt, andeems en de Gemengen, déi vun esou enger Aktioun eventuell betraff wieren, proposéiert huet, se bei der Sich no enger Léisung ënnerstëtzend ze begleeden.

Et läit net um Wirtschaftsminister, fir Gesellschaften, déi sech selwer an eng illegal Situatioun manövréiert hunn, ënner Mëssuechtung vu gesetzlechen a reglementaresche Bestëmmunge preferenziell ze behandelen. Gesetzer a Reglementer sinn unzewennen, an ob fir d'Gemenge méi héich Käschten entstinn, ass nach net gewosst.

Question 2793 (10.09.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant l'**incendie au camp pour réfugiés Moria :**

Dans la matinée du mercredi 9 septembre 2020, un incendie catastrophique a ravagé le camp de Moria, le plus grand camp de réfugiés en Grèce. Selon les premières informations des pompiers et secouristes grecs, la quasi-totalité du camp a été détruite. L'île de Lesbos où se situe le camp hébergeant plus de 12.000 réfugiés a été déclarée en état d'urgence par le Gouvernement grec.

Par le passé, les camps de réfugiés et particulièrement celui de Moria ont régulièrement fait l'objet de reportages dans les médias et de discussions politiques. Alors que récemment, le risque de contagion du coronavirus a été particulièrement scruté, les conditions d'hygiène et de vie plus générales à l'intérieur du camp ont été décriées de façon récurrente, tant par les réfugiés que par les organisations non gouvernementales. Il ressort de témoignages directs et de la couverture médiatique que les émeutes et conflits étaient devenus des occurrences quasi journalières à l'intérieur du camp dans un passé récent.

L'incendie fait éclater au grand jour la situation des camps de réfugiés en Méditerranée européenne et risque d'exacerber radicalement l'enjeu de la répartition des réfugiés parmi les États membres de l'Union européenne. Outre le défi immédiat de prêter une aide d'urgence aux réfugiés sur l'île de Lesbos, il importe dès lors d'aussi garder en vue les défis fondamentaux de la politique de migration et d'asile dans un contexte européen.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre est-il déjà entré en contact avec ses homologues européens afin de venir au secours des réfugiés du camp Moria le plus rapidement possible ? Monsieur le Ministre entend-il lancer des mesures luxembourgeoises indépendantes en faveur des réfugiés ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il que les événements récents à Lesbos (à savoir la crise sanitaire à l'intérieur du camp et l'incendie) sont susceptibles de provoquer un déblocage au niveau des négociations européennes concernant l'accueil et la répartition des réfugiés entre les États membres ?

Réponse (14.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

La catastrophe humaine de Moria requiert un effort de solidarité urgent pour apporter une aide immédiate sur le terrain. Il faudra en tirer rapidement les leçons pour prévenir des catastrophes similaires à l'avenir. Comme l'honorable Députée l'a justement soulevé, les tensions ont été exacerbées par les conditions mêmes de l'accueil. La Commission européenne et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés s'engagent de s'investir dans l'amélioration des conditions sur l'île de Lesbos.

Les États membres pourront surtout y contribuer par un effort de relocalisation pour réduire le nombre de personnes à accueillir sur place. Le Gouvernement est en contact avec la Présidence allemande du Conseil des ministres UE, la Commission européenne et le Gouvernement grec ainsi qu'avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies pour accueillir à brève échéance sur le sol luxembourgeois des victimes démunies par cet incendie.

La Commission européenne devrait tenir à l'esprit cette catastrophe dans le cadre du pacte migratoire qu'elle entend présenter le 1er octobre 2020. L'Union européenne doit faire preuve d'une solidarité obligatoire et pérenne pour garantir un accueil plus équitable des demandeurs d'asile et des réfugiés au niveau européen. Toutefois, le résultat de ces négociations dépendra de l'attitude des États membres, qui doit impérativement évoluer après cette catastrophe de Moria.

Question 2794 (10.09.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **principes démocratiques au sein des fédérations sportives :**

E Privatmann huet an engem private Facebook-Message un den Här Bausseminister säin Desaccord mat der Flüchtlingspolitik vun der Regierung markéiert an dësen opgefuerdert, déi ze änneren oder ze demissionéieren. Dorops huet de Minister op Facebook dëse private Message public gemaach a preziséiert, datt de Mann Arbitter am Fussball ass. Opgrond vun dësem Post huet sech den FLF-President fir de Privatmann entschëllegt a Sanktiounen ugekënnegt, wéi RTL gemellt huet. Eises Wëssens ass de Mann an d'Arbitterkommissioun geruff a mëndlech fir e puer Méint gespaart ginn.

Elo war säi Message, vun deem mir vum Här Bausseminister sengem Facebook Kenntnes hunn, net manéierlech am Toun, awer och net extreem an der Ausso. Et ass e Message, deen an enger Demokratie politesch duerchaus legitim ass mam Wuertlaut: „Jang Asselborn, hal op, Flüchtlingen eranzehuelen. Mir hunn aner Problemer wéi dat doen, oder demissionéier."

Datt e private politesche Message vun engem Arbitter zu Sanktioune bei der FLF féiert, werft eng Rei Froen un den Här Sportsminister op:

1. Ass de Sportsministère zoustänneg, fir ze garantéieren, datt eng Sportsfederatioun, där hir Selbststännegkeet mir net a Fro stellen, no den elementare Prinzippie vun engem demokratesche Rechtsstaat funktionéiert?

2. Wa jo, wéi kann den Här Minister kontrolléieren, datt eng Federatioun keng ondemokratesch Decisiounen hëlt an datt hir Prozeduren de Rechtsstaat respektéieren?

3. Ass den Här Minister d'accord fir ze soen, datt eng géintiwwer engem Minister net ëffentlech geäussert politesch Meenung vun enger Privatpersoun net dierft Sanktioune vun enger Sportsfederatioun no sech zéien?

4. Ass den Här Minister d'accord fir ze soen, datt an enger Federatioun weeder d'politesch Meenung vun den Aktiven nach déi vun de Fonctionnairen dierften eng Bedeitung hunn, esoulaang si um Buedem vun der Rechtsstaatlechkeet sinn, an datt en Aktiven an enger Sportsfederatioun net däerf säi Recht op politeschen Engagement verléieren?

Réponse (06.10.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Den Artikel 3 vum ofgeännerte Sportsgesetz vum 3. August 2005 verflicht déi sougenannten „ëffentlech Muecht", dorënner dann de Staat an domat och de Sportsministère, d'Autonomie vum Fonctionnement vum Sportsmouvement ze respektéieren. D'Relatioune si gepräägt duerch d'Subsidiaritéit, d'Komplementaritéit an de Partenariat, a weeder de Sportsministère nach de Sportsminister selwer wäerte sech an d'Fonctionnement vum Sportsmouvement, sprëch de Veräiner an de Federatioune respektiv hire verschiddenen Instanzen, amëschen.

Wat elo d'Litigen am Sport ugeet, esou gëllen do d'Bestëmmunge vum Artikel 17 aus dem Sportsgesetz, déi festhalen, datt, nodeems all Recoursen um Niveau vun der Federatioun duerchlaf sinn, an am Fall, wou déi ordinär Geriichtsbarkeeten net saiséiert sinn, d'Litigë vun enger vum COSL agesater „instance d'arbitrage" regléiert ginn.

Generell ënnerleien d'Acteuren aus dem Sportsmouvement natierlech och der allgemeng gülteger

Gesetzgeebung an deemno sinn och déi üblech Geriichter bei eventuelle Verstéiss zoustänneg.

Question 2795 (11.09.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **satisfaction des patients avec les services dans les hôpitaux :**

An engem „Tageblatt"-Lieserbréif vum 5. September erzielt eng Persoun vu ganz schlëmmen Erfarungen, déi si als Patient am CHEM zu Nidderkuer iwwer sech ergoen hätt misse loossen. De Patient erzielt vu schlëmme Vulgarismen an der Ëmgangssprooch an dem Spidol, déi hien als „Déi schrecklech Sprooch am CHEM zu Nidderkuer" bezeechent huet. Hien huet sech d'Fro gestallt: „War ech dann elo an engem Spidol oder am Archipel Gulag?"

Bei esou Erfarunge stellt sech natierlech d'Fro no der Dignitéit an dem Respekt virum Mënsch an eisem Gesondheetswiesen.

An deem Kontext wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Gesondheetsministesch, de Gesondheetsministère oder déi respektiv Direktioune vun eise Klinicke schonn esou Reklamatioune kritt a wéi hu si dorop reagéiert?

2. Ass sech d'Madamm Ministesch bewosst, datt et besonnesch och am Gesondheetssecteur wichteg ass, datt d'Dignitéit vum Mënsch allzäit respektéiert gëtt?

3. Gedenkt d'Madamm Ministesch, elo eng Enquête an/oder eng Ëmfro ze lancéieren, fir erauszefannen, ob et sech ëm en Eenzelfall handelt oder ëm e méi generelle Phenomeen?

4. Wéi eng Moossname wëllt d'Madamm Gesondheetsministesch huelen, fir engem

eventuelle Manktem u Respekt géintiwwer dem kranke Mënsch zevirzekommen?

5. Acteuren aus dem Gesondheets- a Fleegeberäich bekloe sech schonn zënter Laangem doriwwer, datt et hinnen duerch ëmständlech bürokratesch Prozesser net méiglech ass, de Patiente respektiv Bewunner vu Fleegeariichtungen déi Zäit entgéintzebréngen, déi néideg wär. Besonnesch den ëmstriddene Berechnungsmodell fir Fleegeleeschtunge steet zënter Laangem an der Kritik. Mir verweisen an deem Kontext op d'parlamentaresch Fro N° 3887 vum Fernand Kartheiser aus dem Joer 2018. Sinn zanter där Zäit vum Gesondheetsministère weider Ustrengungen ënnerholl ginn, fir d'Situatioun ze verbesseren, respektiv duerch ee méi effikasse System ze ersetzen?

6. Wat fir weider allgemeng Schrëtt gedenkt de Gesondheetsministère ze ënnerhuelen, fir datt an Zukunft esou schlëmm Virfäll kënne verhënnert ginn, inklusiv an der Ausbildung vum Personal? Wär et an deem Kontext sënnvoll, an enker Zesummenaarbecht tëscht dem Gesondheetsministère an den eenzele Spideeler, e Plang op d'Been ze stellen, wéi een d'Wuelbefanne vum Patient, dee stationär an engem Spidol muss opgeholl ginn, ka verbesseren?

Réponse (12.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Meng Servicen hu sech beim CHEM iwwert d'Prise en charge vun der Persoun, un déi sech déi honorabel Deputéierte referéieren an déi an engem Lieserbréif vum „Tageblatt" erëm geholl gëtt, renseignéiert.

De Lieserbréif am „Tageblatt" schildert, dass déi Persoun eng schwéier Hospitalisatioun am CHEM hat an dass dat betraffent Fleegepersonal e respektlosen Ëmgang mat dem Patient hat.

D'Direktioun vum CHEM huet d'Fleegepersonal mat der Kritik betreffend sengem Verhale vis-à-vis vun dësem Patient konfrontéiert.

De responsabele Medezinner vum Service huet sech och perséinlech mat dem Chef de service zu dëse Beschëllegungen ausgetosch an et wier weeder hinnen nach dem Personal bekannt gewiescht, datt dëse Patient onzefridde war mat senger Prise en charge.

Bei Reklamatiounen oder Onzefriddenheet vu Patiente si Chef-de-Servicen an och d'Personal vum CHEM forméiert, fir schnell a professionell ze reagéieren.

All Problem a Reklamatioun, déi e Patient opwerft, gi mam Patient a mam „chargé des relations avec les patients" beschwat an dokumentéiert.

Laut dem Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 ass all Spidol dozou verflicht, e Service ze schafen, bei dem sech e Patient schréftlech oder mëndlech bekloe kann iwwer e Behuelen, eng Prise en charge oder allgemeng en Netrespektéiere vu senge Patienterechter, fir déi néideg Erklärungen zu senge Virwërf ze kréien.

De CHEM huet dëse Service „relation avec les patients" schonns 2007 an d'Liewe geruff, fir eeben op all Onzefriddenheeten a Kriticke schnell an, wa méiglech, zefriddestellend ze äntwerten. Des Weideren ass et och wichteg, en Incident oder eng Reklamatioun systematesch ze analyséieren an esou Verbesserungsmoossnamen an der Prise en charge vum Patient huelen ze kënnen.

Dësem Service ware bis zu der Publikatioun vum Lieserbréif déi do geschilderte Beschëllegungen net bekannt.

De respektvollen Ëmgang mam Patient esouwéi d'Anhale vu senge Patienterechter si wichteg souwuel am Spidolssecteur wéi och ausserhalb vum Spidolssecteur.

An deem Kader huet d'Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Flichte vum Patient eng national Informatiouns- a Mediatiounsstruktur fir de Gesondheetssecteur geschafen, méi bekannt ënnert dem Numm vum „Mediateur vun der Santé", deen zoustänneg ass, fir d'Patienten iwwer hir Patienterechter opzeklären an ze intervenéieren, falls e Konflikt besteet zwëschen engem Patient an den Dokteren oder dem Fleegepersonal bei enger Prise en charge am Spidol oder ausserhalb vum Spidol.

All Patient, deen der Meenung ass, dass den Ëmgang mat him net korrekt war oder deem seng Patienterechter net respektéiert gi sinn an dee keng zefriddestellend Erklärung zu senger Reklamatioun kritt, sollt sech un de Médiateur de la santé wenden.

Question 2796 (11.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **nomenclature :**

D'Dokteschassociatioun AMMD huet sech rezent enttäuscht driwwer gewisen, datt d'Nomenklatur, also déi offiziell Lëscht, wéi eng Leeschtungen zu Lëtzebuerg vun Doktere bruecht a vun der Gesondheetskeess deels remboursëiert ginn, am Hibléck op d'Covid-19-Pandemie net op en Neits mat hinnen ofgeschwat gouf. D'Teleconsultatioun an d'Leeschtung vun deenen Dokteren, déi am Kader vun der Coronakris ausser der Rei geschafft hunn, sinn zwee Beispiller, wou d'AMMD sech méi Matsproocherecht gewënscht hätt. D'Regierung hätt dann och zwee Règlements grand-ducaux agefouert, déi souwuel den Dokteren ewéi och der CNS „op de Kapp gefall sinn", ewéi et wiertlech an enger Matdeelung vun der AMMD heescht. Dëst ass ëmsou méi onverständlech, wann ee bedenkt, datt d'Doktere jo grad déi sinn, déi direkt um Terrain mat där neier Situatioun konfrontéiert sinn a sécherlech an deem Zesummenhank och nëtzlech Erfarunge sammelen, déi fir de Gesondheetsministère kéinte relevant sinn.

Doriwwer eraus stellt sech d'Fro vun enger allgemenger Neifaassung an Aktualiséierung vun der Nomenklatur. Dësen Dossier ass dréngend, well vill Dokteren eisen Informatiounen no net méi wëllen zu Lëtzebuerg schaffen, well d'Nomenklatur einfach a villerlee Hisiichten deenen aktuellen Erausfuerderungen net méi ugepasst ass.

An deem Kontext géif ech der Madamm Gesondheetsministesch gär follgend Froe stellen:

1. Firwat gouf d'AMMD net an de Prozess vum Ausschaffe vun der Nomenklatur am Hibléck op d'Covidpandemie aktiv matagebonnen?

2. A wéi engem Zäitplang wëll d'Regierung en Accord mat den Dokteren iwwer eng Neifaassung vun der Nomenklatur fannen? Huet d'Diskussioun iwwert d'Nomenklatur e prioritäre Charakter?

Réponse commune (13.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé* :

ad 1. D'Bekämpfung vun der Covid-19-Kris an hir Konsequenzen hunn et erfuerdert, datt eng Rei Mesuren an der absolutter Urgence hu misse geholl ginn. Dozou zielt d'Aféierung vun neien Akte fir sécherzestellen, datt déi Dokteren, déi um Terrain mat groussem Engagement sech ëm déi betraffe Persounen hu misse bekëmmeren a medezinnesch suivéieren, konnten och finanziell fir hir Aarbecht entlount ginn.

Datt d'Associatioun, déi d'Dokteren an d'Zänndoktere vertrëtt (AMMD), net konnt consultéiert ginn, läit net dorunner, datt et net gewollt war, mee an der Natur vun der Drénglechkeet.

Et ass effektiv esou, datt am Kader vun der Covid-19-Kris d'Diskussiounen net am normale Kader vun der Nomenclatureskommissioun gehale konnte ginn, wat d'Integratioun vun de spezifeschen Akte vun der Kris ubelaangt.

Den 11. Mäerz 2020 gouf eng urgent Reunioun vun der Nomenclatureskommissioun ofgehalen, an där d'AMMD och present war, fir iwwert d'Aféierung vum Akt vun der Teleconsultatioun fir Dokteren an Zänndokteren ze schwätzen (méi prezis iwwert d'Akte C45 an DC45).

Alleguerten d'Modalitéiten, dat heescht de Libellé, de Koeffizient, d'Applikatiounsméiglechkeeten an d'Konditioune vun der Prise en charge vun der Gesondheetskeess goufen do diskutéiert an an engem gemeinsamen Accord validéiert.

Mëtt Mäerz, wou d'AMMD an de Gesondheetsministère an Diskussioune ware fir den Etablissement vun enger Konventioun iwwert d'Adaptatioun vum Fonctionnement vun de Maisons médicales, déi exklusiv nëmme solle Covid-19-Patienten en charge huelen, huet d'Pandemie sech esou séier ausgebreet, datt de Confinement huet missen en place gesat ginn an Dokterspraxissen hu missen zougemaach ginn. Dëst huet dozou gefouert, datt eng nei Organisatioun huet séier missen en place gesat ginn, wou d'Patienten, déi sech infizéiert haten, séier konnte behandelt ginn.

Den 20. Mäerz 2020 gouf dunn d'Mise en place vun de Centres de soins avancés (CSA) vun der Cellule de crise validéiert fir eng éischt Ouverture ab dem 23. Mäerz 2020 an der Luxexpo an déi nächst Deeg op anere Sitten.

An dësem Kontext vun der Urgence war et dat Wichtegst, den Dokteren, déi sech ëm d'Patiente gekëmmert hunn an deenen neie CSAen, eng Remuneratioun ze garantéiere fir hir Aktivitéit.

Dono gouf da vu verschiddenen Acteure gefrot, datt dee selwechte Remuneratiounsprinzip vun den Dokteren an den Urgencen och an dëse Fäll kéint applizéiert ginn. Méi spéit gouf och gefrot, d'Covid-19-Akten an de Spidolsservicer ze applizéieren, a finalement, datt et kéint eng finanziell Kompensatioun si fir den Arrêt vun den Dokterspraxissen.

ad 2. Wat d'Aarbechte vun der Reform vun der Nomenclature ugeet, déi d'Gesondheetskeess 2017 lancéiert huet, ginn dës nach ëmmer aktiv verfollegt an Zesummenaarbecht mat den Dokteren. Verschidden iwwerschaffte Kapitele gi schonn applizéiert, anerer wäerten et geschwënn ginn. Des Weidere finaliséiere verschidde Spezialitéiten nach hir Aarbechten an anerer hunn elo domat ugefaangen.

Fir dës Aarbechte gutt kënnen ze maachen, huet d'Gesondheetskeess en extra Service gegrënnt, dee sech ëm dës Aarbechte këmmert. D'Avancë vun dësem Service ginn der Nomenclatureskommissioun an dem Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess reegelméisseg matgedeelt.

Dës Projete sinn awer nëmmen ze realiséieren, wann d'AMMD se och matdréit a mat der Kontributioun vun deenen eenzele Spezialitéiten.

Den Objektiv ass et, bis Enn 2022 d'Modifikatioune vun den Haaptkapitele fäerdeg ze hunn, fir 2023 eng nei a moderniséiert Nomenclature ze hunn, déi et erméiglecht, en Descriptif an eng Valorisatioun vun den Akten ze hunn nom aktuelle Stand vun der Wëssenschaft.

Question 2797 (11.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **cadre légal du télétravail :**

Grad am Kader vun der Covid-19-Pandemie ass de Sujet Heemaarbecht nees héichaktuell a souwuel am ëffentlechen ewéi och am private Secteur schaffe säit dem Ausbroch vum Virus eng ganz Partie Leit vun doheem aus. Et ass an deem Kontext awer wichteg, datt d'Heemaarbecht op engem legislativ kloer definéierte Fundament steet, fir datt esouwuel de Staat respektiv de Privatpatron ewéi och de Salarié hir Rechter a Flichte kennen an net mat engem rechtlechen Interpretatiounsspillraum konfrontéiert sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Mussen am Aarbechtsrecht Ännerunge virgeholl gi respektiv muss d'Aarbechtsrecht adaptéiert ginn, fir e klore gesetzleche Kader am Hibléck op d'Heemaarbecht ze schafen? Wa jo, ëm wat fir Ännerungen handelt et sech?

2. Mussen am Zesummenhank mat der Entwécklung vun der Heemaarbecht net och Kollektivvertrëg ugepasst ginn? Wa jo, wat fir Upassunge mussen hei virgeholl ginn?

3. Am Kader vun der Covidpandemie huet d'Heemaarbecht stënterlech massiv zougeholl. Tëscht Lëtzebuerg an der Belsch, Frankräich an Däitschland besti scho jeeweils bilateral Accorden, wat d'Aarbechtsrecht ugeet. Missten an deem Kontext net elo definitiv Bestëmmungen am Hibleck op d'Heemaarbecht bei de genannten Accorden agefouert ginn, déi esouwuel d'Sozial-, d'Steier- an d'Aarbechtsrecht betreffen? Wa jo, a wéi engem Zäitraum wëll d'Regierung dës Verhandlunge mat den Nopeschlänner féieren?

Réponse (13.10.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. + 2. Aktuell sinn d'Sozialpartner amgaang, d'Verhandlungen iwwer en neien Accord interprofessionnel op Basis vum Avis vum Conseil économique et social vum 11. September 2020 iwwert den Teletravail zu Lëtzebuerg ze finaliséieren. Dësen Accord interprofessionnel soll et erméiglechen, den Teletravail zu Lëtzebuerg besser ze encadréieren.

D'Allgemengverbindlechkeetserklärung vun dëser Konventioun iwwert den Teletravail wäert dann och le moment venu per Règlement grand-ducal gemaach ginn.

Sollt sech awer erausstellen, dass niewt dem neien Accord interprofessionnel weider Upassunge vun den Dispositiounen am Aarbechtsgesetz néideg sinn, fir den Teletravail zu Lëtzebuerg nach besser ze encadréieren, wäert d'Regierung dësem Besoin natierlech nokommen.

An dësem Kontext huet den Aarbechtsminister fir de 16. Oktober 2020 d'Sozialpartner invitéiert, fir ënner anerem och de Point zu der neier Konventioun iwwert den Teletravail ze maachen.

ad 3. Et sief dorop opmierksam gemaach, dass an deene bilaterale Konventiounen, déi Lëtzebuerg a puncto Fiskalitéit mat Däitschland, Frankräich an der Belsch huet, den Teletravail net spezifesch reglementéiert ass. An deene Konventioune gëtt leedeglech festgehal, wéi vill Deeg pro Joer de Frontalier a sengem Residenzland schaffe kann, ouni dass de Frontalier an deem Land besteiert muss ginn.

Wat d'Systemer vun der sozialer Sécherheet ubelaangt, gëtt d'Koordinatioun duerch d'EU-Reglementer (CE) N° 883 vun 2004 an (CE) N° 987 vun 2009 gereegelt. De Minister fir sozial Sécherheet hat direkt ufanks vun der Covid-19-Kris Kontakt mat sengen Homologuë geholl, fir en Accord ze kréien, fir dass déi Deeg, déi d'Frontalieren am Teletravail vun hirem Doheem aus maachen, net sollte gezielt gi fir d'Determinatioun vun der Affiliatioun (Seuil vu 25 %, deen an der Reglementatioun virgesinn ass). D'Accorde mat den dräi Nopeschlänner lafe bis den 31. Dezember 2020.

De Finanzministère ewéi och de Ministère fir sozial Sécherheet sinn awer a Kontakt mat den Nopeschlänner, fir iwwer adequat Léisungen a Funktioun vun der Evolutioun vun der Situatioun ze schwätzen. D'Diskussioune fir eng méi laangfristeg Léisung sinn awer dovunner ofhängeg, wat an dem Accord interprofessionnel betreffend den Teletravail wäert festgehale ginn.

Question 2799 (11.09.2020) de **Mmes Simone Asselborn-Bintz** et **Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **maladies intestinales :**

Daarmerkrankungen trieden déi lescht Joren ëmmer méi heefeg op. Enger Etüd aus Éisträich no ass d'Zuel vu Kanner, déi u chroneschen Daarmerkrankunge leiden, an de leschte 15 Joer ëm 100 % an d'Luucht gaangen. Bei Patiente bis 25 Joer, déi mat Daarmproblemer ze kämpfen hunn, verduebelt sech de Stierflechkeetsrisiko. Stéierunge vun der Daarmflora hunn dacks Auswierkungen op déi mënschlech Psych, wéi awer och ëmgedréit de Stress Moan Daarmproblemer ausléise kann. Heiduerch sollen 30-50 % vun de Betraffene souguer hire Beruff mussen opginn.

An deem Zesummenhang wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch, dem Här Minister fir sozial Sécherheet an dem Här Minister fir d'Recherche dës Froe stellen:

1. Gouf zu Lëtzebuerg eng änlech Croissance un Daarmerkrankunge festgestallt? Ginn et Indicen, wat d'Coronakris a virun allem de Lockdown fir Auswierkungen op d'Verdauungsorganer vum Mënsch haten?

2. Trotz de steigenden Zuelen an de graven Auswierkungen op d'Gesondheet ginn d'Käschte fir entspriechend Analysen a Medikamenter a ville Fäll nëmme geréng oder guer net vun der Gesondheetskeess remboursëiert. Bei Analyse wéi dem FlorIn-Scan oder spezifesche Medikamenter bleiwen oft dräistelleg Beträg fir de Patient ze bezuelen. Sinn hei Ännerunge virgesinn, soudass an Zukunft weider Analysen an Traitementer vun der Gesondheetskeess wäerten ofgedeckt ginn?

3. Op der Uni.lu beschäftegt ee sech säit enger Zäit mat Studien iwwert d'Daarmerkrankungen, sou zum Beispill déi mëttlerweil ofgeschlossen Etüd „Darm mit Charme". Huet d'Regierung Kenntnis vun de Resultater aus esou Etüden a wëll Lëtzebuerg sech weider an der Recherche iwwert dës nach gréisstendeels onbekannte Krankheeten engagéieren?

Réponse commune (13.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1. De Gesondheetsministère huet Kenntnis vun enger Hausse u chroneschen Daarmerkrankungen. Et ass effektiv festgestallt ginn, dass oft chronesch entzüntlech Darmkrankheete sech schonns bei Kanner oder Jugendlecher entwéckelen (an ongeféier 25 % vun de Fäll). D'Inzidenz vun dëse Krankheete geet weltwäit erop, besonnesch a Länner, déi rezent e staarken ekonomeschen Developpement haten (z. B. China) an elo eng „westlech" Liewensweis ugeholl hunn. D'Prevalenz vun dëse Krank-

heete läit am Durchschnëtt bei 0,3 % vun der Bevölkerung an huet sech mëttlerweil an de westleche Länner stabiliséiert.

Wat d'Donnéeën ubelaangt, muss ee soen, datt d'Daarmerkrankungen haaptsächlech an de Cabinete vun den Dokteren oder ambulant an engem Spidol behandelt ginn ouni eng formell Admissioun. Et ginn awer och Fäll, déi ambulant oder stationär an engem Spidol behandelt gi mat enger formeller Admissioun. Well d'Dokumentatioun vun den Diagnostiken awer nëmme bei de formellen Admissiounen am Spidol gräift, ass et net méiglech, detailléiert Donnéeën dozou ze liwweren.

Fir ze wëssen, ob d'Coronakris Auswierkungen op d'Verdauungsorganer huet, andeems ee sech op d'Facturatioun vun den Akte baséiert, muss een nach e puer Méint bis e Joer waarden. Fir dës Analysen ze maachen, brauch een detailléiert Donnéeën, fir se kënne mat de Jore vu virdrun ze vergläichen. Et muss ee sech awer bewosst sinn, datt et an deem Fall schwéier gëtt, pertinent Informatiounen ze kréie fir ze analyséieren, ob et eng Korrelatioun tëschent dem Coronavirus Sars-CoV-2 (Covid-19) an enger eventueller Verännerung vun der Unzuel vun den Daarmerkrankunge gëtt. Donnéeë vun der Facturatioun eleng erlabe keng detailléiert Analysen zu den Ursaache vun der medezinnescher Versuergung.

ad 2. D'Remboursementer vun den Akten a Medikamenter ginn duerch d'Statute vun der Gesondheetskeess definéiert a falen ënnert d'Attributioune vum Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess. Et ass awer esou, datt déi concernéiert Servicer reegelméisseg analyséieren, ob verschidde Prestatioune kënne rembourséiert gi bezéiungsweis wéi vill rembourséiert ka ginn am Respekt vun de legalen a reglementairen Dispositiounen. D'Decisioun, fir d'Statuten ze änneren, läit da beim Verwaltungsrot. Dëst gëllt awer net fir eng Ännerung vun der Nomenclature oder der Liste positive vun de Medikamenter, déi an den zoustännege Gremien decidéiert bezéiungsweis diskutéiert ginn.

Laut den Informatiounen aus der Gesondheetskeess, déi dem Ministère vun der sozialer Sécherheet virleien, ass kuerzfristeg keng Ännerung vun de Statute virgesinn, déi en direkten Impakt op d'Remboursementer fir den Traitement vun dëser Krankheet hätt. Dëst kann awer selbstverständlech evoluéieren.

ad 3. D'Regierung huet Kenntnis vun de Resultater aus esou Etüden a wäert weiderhin d'Fuerschung an deem Beräich ënnerstëtzen.

Question 2800 (11.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **chômage partiel dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Fir de Betriber wärend der Covid-19-Pandemie finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, huet d'Regierung de Fonds de relance et de solidarité opgestallt an de Chômage partiel benotzt.

Fir vum Fong oder vum Chômage partiel profitéieren ze kënnen, mussen d'Betriber verschidde Formulairen ausfëllen an op den Accord vun den zoustännege Verwaltunge waarden. Heibäi schéngt awer, eisen Informatiounen no, net alles reiwungslos ze verlafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Aarbecht an dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Kruten all d'Betriber, déi de Chômage partiel fir de Mount Juli accordéiert kruten, d'Fiche de décompte fir auszefëllen zréckgeschéckt? Wann net, wéi vill Betriber sinn an esou engem Fall?

2. Wat geschitt, falls ee Betrib keng Fiche de décompte nom Accord geschéckt krut an esou den Delai fir dee Mount verpasst huet? Wat geschitt, falls duerch ee Feeler an der Administratioun d'Delaien net kënnen agehale ginn?

3. Wéi vill Léit goufen der ADEM zur Säit gestallt, fir dës Charge ze iwwerhuelen? Fënnt de Minister, dass genuch Humanressourcen do sinn, fir den Entreprisen ee gudde Service ze erméiglechen?

4. An der parlamentarescher Fro N° 0249 vum 23. Januar 2019 hate mir deemools nogefrot, wéi vill Uriff d'Ministèren entgéinthuelen a wéi vill onbeäntwert bleiwen. Deemools hat de Minister geäntwert, datt bis zu 18 % vun den Uriff net entgéintgeholl goufen. Huet sech dës Zuel zanterdeem verbessert oder verschlechtert? Huet de Ministère konkreet Mesurë geholl, fir dës Zuelen ze verbesseren? Falls jo, wéi eng?

Réponse commune (12.10.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation*, et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Nodeems d'Demande fir de Chômage partiel vum Comité de conjoncture ugeholl ginn ass, kritt all Betrib e Courrier respektiv eng Mail vun der ADEM geschéckt mat senger Dossiersnummer, wou de Betrib invitéiert gëtt, op de Guichet.lu ze goen, fir en Dekont auszefëllen.

D'Betriber hunn zwee Méint Zäit nom Mount, an deem de Chômage partiel stattfonnt huet, fir den Dekont um MyGuichet.lu auszefëllen. Fir de Mount Juli haten d'Betriber also Zäit bis den 30. September 2020, fir den Dekont via Guichet.lu eranzeginn.

D'Betriber kréie Rappele vun der ADEM geschéckt, fir se un d'Date limite ze erënneren. Vun den 3.680 Betriber, dei den Accord fir Chômage partiel fir de Juli kruten, hunn der 3.104 en Dekont eragereecht. Et ass ze bemierken, dass e Betrib, deen net am Chômage partiel war, obwuel hien den Accord krut, keen Dekont erareeche muss.

ad 2. Wann e Betrib duerch e „Feeler" vun der Administratioun säin Dekont net zurzäit konnt erareechen, kënnt et zu engem Redressement.

ad 3. Wat d'Ressources humaines ugeet, esou huet d'ADEM duerch intern Mobilitéit de Service en charge vum Chômage partiel verstäerkt. Par ailleurs krut d'ADEM aacht Posten accordéiert, wouvunner der véier och dem leschtgenannte Service zur Verfügung gestallt ginn.

ad 4. Wéi an der parlamentarescher Fro N° 0249 vum 23. Januar 2019 geäntwert, offréiert de CTIE de Verwaltungen, eng Infrastruktur fir Callcenteren zur Verfügung ze stellen. Aktuell profitéieren 19 Administratioune vun dëser Offer. Am Joer 2019 sinn iwwer 711.000 Appeller iwwert d'Callcentere vum CTIE gemaach ginn, wat eng Croissance vun 19 % am Verglach mam Joer 2018 bedeit.

Den Undeel vun den „onbeäntwerten" Uriff um Helpdesk vu Guichet.lu variéiert 2019 liicht op 20,9 %. Et muss een dozou awer soen, dass dëse Prozentsaz beispillsweis souwuel Uriff beinhalt, déi ausserhalb vun de Bürosstonne gemaach gi sinn, wéi och Uriff vu Persounen, déi wärend der Bande d'annonce schonns no e puer Sekonnen direkt erëm opgeluecht hunn. Wann een eleng nëmmen déi Appeller rausrechent, déi manner wéi 20 Sekonne gedauert hunn, ass ee fir 2019 bei 13,9 % vun Appeler, déi „onbeäntwert" bliwwe sinn.

Question 2801 (11.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **charge de travail dans les laboratoires :**

All Dag loosse sech dausende Residenten a Frontalieren op de Sars-CoV-2 testen. Den Aarbechtsopwand vun de Laboratoiren huet sech deemno säit dem Ausbroch vum Coronavirus däitlech erhéicht. D'Laboe mussen nieft deenen Tester nämlech och nach aner Tester auswäerten, wéi zum Beispill „normal" Bluttanalysen. De Leeddroenden dovunner ass den normale Patient, dee sech muss hannen ustellen an a verschiddene Fäll méi laang op seng Resultater vun enger Bluttanalys waarde muss.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch confirméieren, datt d'Waardezäite vun der Prise de sang bis zu de Resultater fir aner Bluttanalyse sech duerch déi héich Unzuel u Covid-19-Tester verlängert hunn? Falls jo, ëm wéi vill Deeg hu sech d'Waardezäiten am Schnëtt verlängert?

2. Schafft de Ministère zesumme mat de Laboen un enger Verbesserung vun der Situatioun?

Réponse (07.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass effektiv esou, dass d'Charge de travail aktuell ganz héich ass fir d'Laboratoiren. Dëst erkläert sech aus der Covid-19-Pandemie, wou vill diagnostesch Tester gemaach ginn. De Large-Scale-Testing (LST) dierft mat der normaler Routine an de Laboen net interferéieren, well de Labo, deen dës Tester mécht, zousätzlech Equipementer kaaft a Personal agestallt huet. Och d'Prelevementer fir den LST gi vu speziellem Personal op separate Sitte gemaach.

D'normal diagnostesch Tester fir Covid-19 ginn op Ordonnance vun engem Dokter gemaach. Verschidde Laboen akzeptéieren och Leit, déi ouni Ordonnance kommen. D'Direktioun vun der Santé huet dës Praxis ëmmer decouragéiert, well si der Meenung ass, dass esou een Test vun engem Dokter sollt opgeschriwwe ginn, dee fir d'éischt préift, ob den Test och néideg ass. Et gi leider vill onnëtz Tester gemaach, zum Beispill um Enn vun engem Isolement fir eng Covid-19-Infektioun, obwuel dat weeder systematesch vun nationalen nach internationalen Autoritéite recommandéiert gëtt.

D'Waardezäite fir normal Routineanalyse si liicht eropgaangen. Mir schwätzen hei awer generell vu Minutte bis Stonnen an net vun Deeg.

D'Direktioun vun der Santé steet säit dem Ufank vun der Epidemie a reegelméissegen Echangen (minimum 1x/Woch) mat de Laboen, fir eventuell Problemer ze diskutéieren a Léisungen ze fannen. D'Direktioun vun der Santé huet de Laboen och rezent Recommandatioune gemaach, fir verschiddenen Tester eng Prioritéit ze ginn. Den Haaptproblem schéngt awer d'Disponibilitéit vu Personal ze sinn, dat och schwéier ze rekrutéieren ass.

Question 2802 (11.09.2020) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **secret bancaire :**

Op rtl.lu gëtt den LSAP-President nom Kloertext op RTL Télé Lëtzebuerg vu gëschter mat follgende Wierder zitéiert:

„Dat géif och bedeiten, datt mer mussen dem Staat d'Méiglechkeete ginn, fir kënne gewuer ze ginn, wat d'Verméige vun de Leit ass. An da musse mer och hei zu Lëtzebuerg eng Kéier iwwert d'Bankgeheimnis schwätzen, [...] wat mer jo par rapport zu eisem Ausland opginn hunn, mee bei eis am Land hu mer dat nach ëmmer."

Weider steet dozou op rtl.lu ze liesen:

„Déi gréng Parteipresidentin Djuna Bernard huet dem Yves Cruchten Recht ginn, datt Donnéeë géife feelen an d'Ophiewe vum Bankgeheimnis do ee Moyen wier.

'Ech verschléisse mech absolutt net der Iddi dovunner an ech mengen och, dass mer an déi Richtung sollte fueren […] .' "

De Moie war de President vun der Lëtzebuerger Bankenassociatioun (ABBL) Invité vun der Redaktioun op RTL Radio Lëtzebuerg. Op d'Fro nom Ofschafe vum Bankgeheimnis fir Residenten huet hie gemengt:

„Dat ass fir mech eng reng politesch Fro, awéifern dass ee wëllt de glieserne Bierger sou duerstellen, dass een déi ganz Diskretioun, déi ganz Confidentialitéit vun de Leit wëllt sacrifiéieren. Dass dat elo en direkten Impakt op d'Bankgeschäft huet, géing ech net gesinn."

Mir wéilten duerfir follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister an un den Här Finanzminister stellen:

- Huet d'Regierung wëlles, d'Bankgeheimnis fir Residenten ofzeschafen?

- Wa jo, a wéi engem Delai?

- Wann net, wat sinn d'Grënn fir d'Bäibehale vum Bankgeheimnis fir Residenten?

Réponse (09.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Ofschafe vum Bankgeheimnis ass am Regierungsprogramm net virgesinn.

Question 2803 (11.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**Expo 2020 à Dubai :**

A fréiere parlamentaresche Froen hunn ech mech bei den zoustännege Ministeren iwwert de Sënn an de Käschtepunkt vun der Weltausstellung zu Dubai informéiert. Virun der Coronakris war rieds, datt d'Weltausstellung ronn 32 Milliounen Euro géif kaschten an de Pavillon, deen opgebaut gëtt, no der Ausstellung erëm wäert ofgerappt a verschrott ginn.

D'Ministeren hunn an hiren Äntwerten hir Positioun kloer gemaach, firwat si trotz alle Kriticke weiderhin um Pavillon festhalen. Elo, duerch d'Coronapandemie, gouf d'Weltausstellung allerdéngs ofgesot an op ee spéideren Datum verluecht. Et ass awer unzehuelen, datt déi lafend Käschte vum Projet (Indemnitéite vun der Generalkommissärin a Beamten aus anere Ministèren) wäerte weiderlafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Sinn an deenen 32 Millioune Käschten och d'Indemnitéite vun der Generalkommissärin an de Beamten aus de Ministèrë matagerechent? Wéi géif de Budget ausgesinn, wann déi Depensë matagerechent géife ginn?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 0647 haten d'Ministere geäntwert, datt tëschent 2017 an

2019 keng Ausgabe fir Personal beim GIE virgesi waren an zu deem Moment nach keen Aarbechtskontrakt beim GIE existéiert huet. Goufen dëst Joer Aarbechtskontrakter ofgeschloss a schonns honoréiert, a falls jo, wéi vill Suen huet dat kascht? Lafen d'Kontrakter an deem Fall bis d'nächst Joer weider?

3. Wäert de Pavillon 2021 nach ëmmer 32 Milliounen Euro kaschten oder méi deier ginn? Falls dat Lescht zoutrëfft, wéi vill méi déier?

Question 2807 (14.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**Expo 2020 à Dubai :**

D'Weltausstellung zu Dubai gouf wéinst der Coronapandemie am Mee 2020 ëm ee Joer no hanne verréckelt op den Zäitraum vum 1. Oktober 2021 bis den 31. Mäerz 2022. Fir d'Bedreiwe vum Lëtzebuerger Pavillon ware bis dato 7 Milliounen Euro programméiert. De Bau vum Pavillon war mat 25 Milliounen Euro berechent. Et ass een dovun ausgaangen, datt ee 40 Mataarbechter fir d'Bedreiwe vum Pavillon brauch.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Ass d'Regierung informéiert, ob duerch d'No-Hanne-Réckele vun der Weltausstellung d'Käschte fir de Bau an d'Bedreiwe vum Lëtzebuerger Pavillon an d'Luucht ginn?

2. Wa jo, wie kënnt fir dëse finanzielle Méiopwand op?

3. Iwwerhuelen déi eenzel Sponsoren och een Deel vun dësem finanzielle Bäitrag?

4. Wat fir Konsequenzen hat dëst No-Hanne-Réckele vun der Weltausstellung op d'Personal, wat fir d'Bedreiwe vum Lëtzebuerger Pavillon virgesi war?

Réponse (01.10.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

De Budget vun 32 Milliounen ass de Budget, deen de GIE Luxembourg@Expo2020Dubai zur Verfügung huet fir de ganze Projet vun der Lëtzebuerger Presenz op der Expo 2020 Dubai. Dovu gi 7,5 Milliounen Euro vun de Partner aus dem Privatsecteur iwwerholl. Un dëser Opdeelung ännert sech näischt.

D'Gehälter vun der Generalkommissärin an de Beamten, déi een Deel vun hirer Zäit op dësem Projet schaffen, ginn iwwert den entspriechende Budgetsposte vum Staat bezuelt. Ofgesi vun der Generalkommissärin erfëllen déi aner Beamten aner Tâchen nieft hire Missioune fir de GIE Luxembourg@Expo2020Dubai. D'Generalkommissärin an déi Beamten, déi am GIE Luxembourg@Expo2020Dubai matschaffen, kréie keng zousätzlech Indemnitéite fir hir Aarbecht am Kader vum GIE.

Virun der Covid-19-Kris an ier d'Weltausstellung no hanne verréckelt gouf, war een Aarbechtskontrakt vum GIE ofgeschloss ginn. Et war méiglech, mat der betraffener Persoun en Accord ze fannen, fir de Kontrakt opzeléisen, well se konnt temporär eng aner Aarbecht kréien.

Et falen effektiv gewësse Méikäschten u wéinst dem Verleeë vun der Weltausstellung, déi konnten awer esou niddreg gehale ginn, datt se vun de bei esou engem Projet übleche Provisioune fir Imprevuen opgefaange ginn. Et ass nom aktuelle Stand net virgesinn, de Budget vun 32 Milliounen ze iwwerschreiden.

Question 2805 (14.09.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **situation du trafic dans le sud du pays :**

D'Verkéierssituatioun am Süde vum Land, notamment op der A4 tëscht Monnerech an Esch, stellt sech an de leschte Wochen a Méint extreem komplizéiert a geféierlech duer an et ass och schonn zu Accidenter komm. D'Landstrooss Schëffleng-Féiz ass zou an eng Deviatioun vun der A13 op d'A4 Richtung Féiz ausgeschëldert. Zäitgläich ass den CR 169 Steebrécken-Leideleng nach bis den 19. Oktober gespaart. Op der Dräikantonsstrooss zu Steebrécken a Richtung Recken ass dann eng Spuer gespaart an de Verkéier gëtt mat roude Luuchte gereegelt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Ginn et Ännerunge virzegesinn, fir den totale Verkéierschaos am Raum Steebrécken-Féiz ab der Schoulrentrée ze verhënneren?

2. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir déi geféierlech Situatioun op der Escher Autobunn A4 Richtung Lëtzebuerg op der Héicht vu Féiz ze entschäerfen?

3. Wéi eng zousätzlech Sécherheetsmossname kéinten op der A4 tëscht Monnerech an Esch geholl ginn?

4. Zu wéi villen Accidenter ass dës Verkéierssituatioun, notamment op der A4 tëscht Monnerech an Esch, scho komm?

5. Goufen all dës Chantiere koordinéiert an hätt een dëst net missen am Virfeld anescht organiséieren?

Réponse (09.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Als Éischt ass ze soen, dass d'Stroossebauverwaltung ëmmer beméit ass, hir Chantieren an déi domadder verbonne Stroossespären openeen ofzestëmmen an ze koordinéieren. Bei Chantieren, déi iwwert de Regimm vun de „permissions de voirie" lafen a vun Drëtten ugefrot goufen, ass dat awer net ëmmer méiglech.

Fir sämtlech Deviatiounen am Kader vu Chantieren um Reseau vum Service régional Esch/Uelzecht gëllt, dass déi ëmmer iwwert de Reseau vun der „voirie normale" (Nationalstroossen a Chemin re-

pris) verlafen an net iwwert déi sougenannte „grande voirie“, also d'Autobunn.

Zu der Organisatioun vun deenen an der parlamentarescher Fro ernimmte Stroossespäre ginn et follgend méi detailleiert Erklärungen:

Den CR169 Steebrécken-Leideleng war fir d'éischt vum 1. August bis den 30. August fir d'Campagne „Vëlosummer 2020“ gespaart. Duerno gouf den CR169 am Kader vun enger „permission de voirie“ un de Waassersyndikat vum 31. August bis viraussiichtlech nach den 19. Oktober 2020 gespaart, dëst fir eng Waasserleitung a Richtung Site vun der Tankstell ze zéien. Dëse Chantier war opgrond vum „Vëlosummer“ no hanne geréckelt ginn. Den Deel ënnert der Autobunn war schonn an engem anere Chantier mat Aarbechten op der A4 kombinéiert ginn.

Den CR169 Schëffleng-Féiz wäert viraussiichtlech bis de 17. Oktober 2020 gespaart sinn. Hei gouf eng „permission de voirie“ un d'Gemeng Schëffleng ausgestallt fir d'Renaturatioun vun der Kiemelbaach. D'Gemeng Monnerech hat virgesinn, den CR169 an der Uertschaft Steebrécken ze spären, fir virun der Schoulrentrée en neie Belag ze realiséieren, dat gouf awer op 2021 reportéiert, fir d'Verkéierssituatioun net nach méi ze belaaschten.

Op der N13 lafen Uschlossaarbechten ënner enger weiderer „permission de voirie“. Et handelt sech heibäi ëm en Uschloss vun engem Eefamilljenhaus. De Verkéier gëtt do vun 09.00 bis 16.00 Auer mat roude Luuchte gereegelt, fir e Réckstau zu de Stousszäiten ze verhënneren.

All dës Aarbechte goufen am Virfeld koordinéiert an déi respektiv Gemenge goufen och rechtzäiteg an d'Bild gesat.

Zu de Froen:

ad 1. Bedéngt duerch de Kollektivcongé gi vill Stroossebauaarbechten iwwert de Summer ënnerbrach oder si kënnen eréischt Enn August ufänken an doduerch ass et dann net ze verhënneren, dass, zumools an esou engem dicht besidelte Gebitt ewéi dem Minett, Deviatioune vu Chantieren openeestoussen. Eng zäitlech Verlagerung vun de Chantieren huet meeschtens e groussen Afloss op de Planning vun den nofollgenden Aarbechten.

ad 2. Vun all Réckstausituatioun op der Autobunn geet eng Gefor aus. Dat gëllt net nëmme fir d'A4 a Richtung Lëtzebuerg. Déi beschriwwe Situatioun ass schwéier ze geréieren, well si punktuell an onreegelméisseg och ausserhalb vun de Spëtzestonnen optrëtt.

Am Kader vun der Weiderentwécklung vum CITA ass geplangt, op de bekannte Plazen e System fir eng automatesch Stauerkennung virzegesinn. Dëst ass awer eréischt mëttelfristeg méiglech.

Des Weidere sinn am Moment Etüden amgaangen, fir am Kader vum multimodale Reamenagement vun der A4 den Autobunnsuschloss Féiz an den Echangeur Féiz ze reamenagéieren.

ad 3. U sech ass d'Vitess hei schonn op 110 km/Stonn reglementéiert. Et ass awer virgesinn, fix Panneauen „A, 20a - Bouchon“ an der Brëtell (Beetebuerg-Esch/Uelzecht-Zéisseng) an op der A4 (Richtung Raemerech-Hollerech) opzestellen, fir esou d'Usageren iwwert d'Iwwerlaaschtung, bedéngt duerch de Chantier um CR169, ze sensibiliséieren.

ad 4. Den Ufank vum Chantier um CR169 war de 24. August 2020 an an dësem Zäitraum sinn dräi Accidenter op der A4 tëscht Monnerech an Esch geschitt (de 27. August 2020, den 3. September 2020 an den 10. September 2020).

ad 5. Déi verschidde Chantiere sinn tëschent de Servicer vun der Stroossebauverwaltung an de Gemenge koordinéiert ginn, dëst am Kader vun de Méiglechkeeten an de Kompetenzen, déi d'Verwaltung huet.

Question 2806 (14.09.2020) de **M. Claude Lamberty** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **test de dépistage de la Covid-19 pour les entraineurs :**

Fir déi beschtméiglech Betreiung ze assuréieren, ass a ville Sportaarten den direkte Kontakt mam Sportler néideg.

Esouwuel fir de Seniors- wéi och fir de Jugendberäich stellt sech dowéinst d'Fro, ob d'Trainere sech net sollte kënnen op de Covid-19 teste loossen.

Aus dësem Grond wëlle mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Sportsminister riichten:

- Kënnen d'Federatiounen an/oder d'Veräiner hir Traineren op de Covid-19 teste loossen?

- Ginn et Mindestufuerderungen, dass eng Federatioun oder e Veräin dierf eng Persoun an e Covid-19-Test schécken?

- Ass d'Regierung gewëllt, d'Fraise vun dëse preventiven Tester am Sportberäich ze iwwerhuelen?

Réponse commune (12.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Zanter dem 16. September huet d'Regierung déi zweet Phas vum Large-Scale-Testing lancéiert mam Objektiv, d'Evolutioun vum Virus ze kontrolléieren an dono flexibel reagéieren ze kënnen. D'Phas 2 baséiert op véier Haaptachsen:

1. Dem strukturéierten, kontinuéierlechen Testing vu representativen Echantillone vun der Populatioun. Dëst erlaabt eis, d'Situatioun ze iwwerwaachen a méiglech Clusteren ze identifizéieren;

2. Dem cibléierten Testing vu Bevëlkerungsgruppen, déi engem speziell héijen Ustiechungsrisiko ausgesat sinn (z. B. Personal aus dem Gesondheets- a Rettungswiesen, der Police an der Arméi);

3. Dem Testing vun den Arrivéeën an d'Land - Persounen, déi an d'Land areesen;

4. Dem ganz geziilten Testing am Fall vun engem lokale Cluster, fir datt de betraffene Grupp vu Leit séier getest an deementspriechend sënnvoll Moossname geholl kënne ginn.

Dës strukturéiert a cibléiert Virgoensweis ass de beschte Moyen, fir d'Infektiounsketten ze briechen an esou och effikass d'Kontakter vun den infizéierte Persounen ze retracéieren. Dëse Gratistest ass op Invitatioun.

Des Weidere kann och all Resident virun oder no enger Auslandsrees ee Gratistest iwwert de guichet.lu ufroen.

Am Fall, wou eng Persoun potenziell Covid-19-Symptomer spiert, soll se hiren Hausdokter froen, fir een Test verschriwwen ze kréien.

Vu Regierungssäit aus ass et am Moment net virgesinn, preventiv Tester am Sportberäich ze fuerderen. Allgemeng gëllen och am Sportberäich déi üblech Gestes barrières, déi gesetzlech Bestëmmungen a generell déi sanitär Recommandatioune vun der Direction de la santé.

Question 2809 (14.09.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **construction d'un parking aux alentours de la gare de Diekirch :**

Si mes souvenirs sont bons, l'on avait projeté, il y a quelques années, de construire aux environs de la gare de Diekirch un parking couvert au service des voyageurs des CFL. En effet, le nombre d'automobilistes qui recourent régulièrement aux transports ferroviaires est allé croissant ces dernières années, si bien qu'il devient de plus en plus difficile de trouver un parking approprié près de la gare diekirchoise.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-ce que ce projet est encore d'actualité ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il en mesure de me fournir des détails en la matière ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il expliquer pourquoi un tel projet ne serait plus envisagé ?

Réponse (12.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le projet de construction d'un parking relais d'environ 400 places est toujours d'actualité en gare de Diekirch.

Le projet de parking initialement planifié a été revu en vue d'y intégrer les réflexions sur le bâtiment voyageurs et la gare routière, la suppression du passage à niveau et la requalification de l'entrée de ville.

Le nouveau concept a ainsi pour objectif de développer un pôle d'échange mixte (incluant un P&R, les gares routière et ferroviaire, un projet immobilier, des stationnements pour vélos, etc.) en vue d'optimiser l'utilisation des terrains mis à disposition par l'État et de valoriser le quartier de la gare. Il améliore également les connexions piétonnes entre le centre-ville, les gares et les quartiers d'habitation.

La finalisation des études de faisabilité en cours se fait en concertation entre les CFL, l'administration communale de Diekirch et l'Administration des ponts et chaussées.

Question 2811 (14.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **dialogue social auprès de Luxair :**

No enger Tripartite, déi op Initiativ vun de Ministere fir Mobilitéit, Aarbecht a Finanzen organiséiert gouf, huet d'Direktioun vu Luxair decidéiert, un der Käschteschrauf beim Personal ze dréinen a verschidde Primmen ze sträichen an op de legale Minimum erofzesetzen. Laut engem gemeinsame Communiqué vun de Gewerkschafte solle follgend Ännerungen op d'Personal zoukommen:

« - démantèlement des carrières par la suppression des avancements salariaux liés à l'ancienneté au-delà de 20 ans pour tous les salariés et au-delà de 15 ans pour les pilotes ;

- gel des salaires pendant 3 ans ;

- suspension du paiement du 13e mois pendant 3 ans ;

- suppression de certaines primes de responsabilité ;

- réduction des jours de congé au minimum légal notamment par la suppression de 4 jours chômés et du congé lié à l'ancienneté ;

- suppression du cadeau de 25 ans d'ancienneté et de la prime de départ en retraite ;

- diminution au minimum légal du taux pour travail de nuit et pour heures supplémentaires ;

- introduction du parking payant pour tous les salariés ;

- suppression de la pause payée de 15 minutes ;

- flexibilisation unilatérale des horaires de travail ».

Am Communiqué kritiséieren d'Gewerkschaften iwwerdeems, datt de Sozialdialog bei Luxair vun der Generaldirektioun géif mat Féiss getrëppelt ginn a kritiséieren, datt Mataarbechter als „low performers“ ofgestempelt ginn.

Elo ass et esou, datt de Lëtzebuerger Staat 39 % vun den Aktie bei Luxair besëtzt an deemno ee Matsproocherecht bei strateegeschen Decisiounen am Verwaltungsrot huet. Esou gesi stëmmen d'Fonctionnairen, déi eis Regierung bei Luxair vertrieden, och iwwer esou Decisiounen of. D'Responsabilitéit vun dëse Mesurë läit also och bei de Ministeren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit, Finanzen an Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu de Mesurë vun der Generaldirektioun vu Luxair fir d'Käschte beim Personal erofzesetzen?

2. Hunn d'Ministere Kenntnis dovunner, datt d'Generaldirektioun hiert Personal als „low performers“ bezeechent? Wéi evaluéieren d'Ministeren dës Bezeechnung?

3. Wäerten d'Regierung an hir Fonctionnaire-Administrateuren d'Generaldirektioun vu Luxair bei hire Pläng ënnerstëtzen a wäerten déi staatlech Verwaltungsréit dës Mesurë matdroen?

Réponse commune (14.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Et sief dorop higewisen, dass den Ament d'Tripartiteverhandlungen tëscht de Gewerkschaften, dem Patronat an der Regierung amgaang sinn an dass an der Tëschenzäit och en Aarbechtsgrupp ad hoc gegrënnt ginn ass.

Wann dës Tripartiteverhandlungen ofgeschloss sinn, wäert d'Regierung d'Resultater da matdeelen.

Question 2814 (14.09.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**empreinte écologique du Luxembourg :**

Selon le rapport sur l'empreinte écologique du Luxembourg publié par le Conseil supérieur pour un développement durable du pays, la population vit depuis le 16 février aux frais des générations futures et des habitants des pays du Sud, qui consomment beaucoup moins de ressources, mais qui sont nettement plus touchés par les conséquences écologiques. Cette surconsommation est surtout due à la consommation d'énergie (environ 60 % de l'empreinte écologique totale du Luxembourg). Il est d'ailleurs noté que l'empreinte écologique du pays n'a cessé d'augmenter ces dernières années, tandis que la « biocapacité », c.-à-d. la capacité des écosystèmes à renouveler la biomasse, diminue. Dans un monde davantage marqué par les changements climatiques et la pénurie de ressources, les déficits écologiques représentent un risque de plus en plus important. Dans ce cadre il se pose ainsi la question de l'efficacité des politiques et mesures environnementales prises ces dernières années.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

- Quelles actions la ministre envisage-t-elle de mettre en rigueur suite au rapport sur l'empreinte écologique du Luxembourg ?

- Comment la ministre s'explique-t-elle l'augmentation de l'empreinte écologique du Luxembourg en dépit des mesures et politiques environnementales des dernières années ?

Réponse (14.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Je partage la constatation alarmante de l'honorable Monsieur le Député suite à la publication du rapport sur l'empreinte écologique du Luxembourg.

Tel que souligné par le Conseil supérieur pour un développement durable, l'empreinte écologique démontre de manière impressionnante la surconsommation des ressources disponibles par le Luxembourg. Elle révèle que cette situation catastrophique est due avant tout à la consommation d'énergie (combustibles fossiles et électricité à base d'énergies fossiles), avec 7,75 « hectares globaux » (gha) par habitant et par an (environ 60 % de l'empreinte écologique totale du Luxembourg, soit une consommation nécessitant 4,75 planètes).

Le recul temporaire au 22 août de l'« Earth Overshoot Day » ou « Jour du dépassement de la Terre » calculé initialement pour le 16 juillet, est dû en grande partie à l'arrêt des activités économiques lors du confinement en raison de la pandémie Covid-19.

Le Gouvernement a adopté le 20 mai de cette année, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) qui constitue la base de la politique climatique et énergétique du Luxembourg pour la prochaine décennie. Y sont décrits les politiques et mesures permettant d'atteindre les objectifs nationaux ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-55 %), d'énergies renouvelables (25 %) et d'efficacité énergétique (de 40 à 44 %) à l'horizon 2030. Le PNEC est une feuille de route qui sera mise en œuvre par voie de règlements, de programmes et de projets dans les domaines spécifiques entre 2020 et 2030. De plus, le Gouvernement est résolu à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard.

Le Conseil supérieur pour un développement durable attire l'attention sur le fait que la méthodologie de l'empreinte écologique ne donne qu'une image partielle des impacts de nos modes de vie sur la planète dans le sens où elle ne tient compte ni de la perte de biodiversité ni de la consommation de surfaces au Luxembourg, tout comme il n'est pas tenu compte de la disponibilité limitée de ressources telles que l'eau potable, trois grands défis de développement durable du Luxembourg.

Or, l'érosion de la biodiversité est une triste réalité au Luxembourg comme ailleurs en Europe et dans le monde. Ainsi, il s'avère important d'intégrer cet aspect dans le calcul de l'empreinte écologique dans le futur.

En ce qui concerne l'empreinte écologique dans le secteur de l'eau, le Luxembourg fait d'une part face à une pression en termes de demande et de disponibilité de l'eau potable pour la consommation et fait d'autre part face à une pression accrue en matière de pollution et de qualité des eaux de surface et des eaux souterraines. Afin de mettre en œuvre la stratégie de développement durable dans le domaine de la gestion et de la protection des eaux en vue d'atteindre le bon état qualitatif et quantitatif des eaux tel que défini par la directive-cadre sur l'eau (2000/CE/60/CE) transposées en droit national par loi modifiée du 19 décembre 2008 relatif à l'eau, un plan de gestion pour les districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises) a été approuvé. Ce plan de gestion contient un programme de mesure qui définit les mesures et actions concrètes visant à minimiser les pressions sur les différentes masses d'eau. Le deuxième cycle (2015-2021) de ce plan est actuellement en cours.

Comme les ressources en eau potable sont particulièrement mises sous pressions à cause de la croissance démographique et économique, le Gouvernement prévoit une stratégie à 3 piliers interconnectés en vue de sécuriser à long terme l'alimentation en eau potable du Luxembourg.

Le premier pilier est celui de la protection préventive des ressources en vue d'améliorer la qualité de l'eau. Alors que la demande en eau potable augmente, il est à déplorer que des captages d'eau potable pouvant alimenter près de 75.000 personnes sont actuellement hors d'usage ou nécessitent un traitement de potabilisation pour raison de pollution aux nitrates ou aux produits phytopharmaceutiques. Cette protection a lieu grâce à la création de zones de protection et de la mise en œuvre de programmes de mesures dans ces zones. Actuellement, les procédures de délimitation des zones sont achevées ou en cours pour plus de 80 % des captages d'eau potable souterraine. La délimitation de la zone de protection autour des eaux du lac de la Haute-Sûre est également en procédure et le projet de règlement grand-ducal est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'État.

Le deuxième pilier de la stratégie prévoit la réalisation d'économies en eau dans l'ensemble des secteurs. La priorité est à donner à une utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine. Ce pilier vise également à protéger l'état des cours d'eau

de surface, notamment pendant les périodes d'étiage.

Enfin, le troisième pilier est celui de l'exploitation de nouvelles ressources en vue de couvrir les besoins de consommation de pointe.

Tout comme le PNEC a été élaboré en étroite coopération et en coordination avec les acteurs publics et privés, les politiques visant à réduire l'empreinte écologique du Luxembourg devront être accompagnées d'un processus impliquant toutes les parties prenantes. L'objectif d'une réduction de l'empreinte écologique ne peut être ciblé que par la seule politique environnementale. Tout comme la protection du climat doit être une action horizontale à travers tous les ressorts politiques, la réduction de l'empreinte écologique du Luxembourg ne peut être atteinte qu'avec l'action et en collaboration et concertation avec tous les acteurs de la société.

Je tiens à souligner que le Conseil supérieur pour un développement durable est un organisme certes mis en place par le Gouvernement sur base de la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable, mais agissant de manière indépendante. Néanmoins, je voudrais souligner que le Conseil entend lancer un processus collaboratif avec les parties prenantes avec comme objectif d'approfondir la compréhension de la méthodologie de l'empreinte écologique, d'interpréter collectivement les résultats y relatifs et d'identifier des pistes d'action pour réduite l'empreinte écologique du Luxembourg.

Question 2815 (14.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**incinération de déchets de verdure :**

Am Kader vum Offallgesetz ass et bekanntlech verbueden, Gréngschnëtt oder soss Offäll ze verbrennen. D'Publikatioun vun engem Règlement grandducal virun e puer Joer mat prezise Strofen an deem Beräich hat bekanntlech fir vill Diskussioune gesuergt. Mengen Informatiounen no, kënnen awer op Demande hin Derogatiounen erstallt ginn, déi et erméiglechen, ë. a. Heckeschnëtt an enger Gréngzon ze verbrennen.

An dësem Sënn hunn ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch:

1. Ënner wéi engen Ëmstänn kënnen esou Ufroe gestallt an Derogatiounen accordéiert ginn?

2. Wéi vill esou Ufroe gouf et an de Joren 2018-2020 a wéi vill goufen der accordéiert (no Joren opgeschlësselt)?

3. Wéi vill vun deenen Ufroe koume vun ëffentlechen Acteuren, d. h. Staatsverwaltungen, Gemengen, Naturparken oder soss ëffentleche Strukturen a wéi vill dovun hu sech op d'Verbrenne vu Gréngschnëtt oder Offäll an Naturschutzgebidder bezunn? Woren do och speziell Verwaltunge concernéiert, déi ënnert der Responsabilitéit vum Ëmweltministère stinn? Hunn och z. B. Ponts et chaussées oder aner Verwaltungen ënnert der Verantwortung vum Transportministère, esou Derogatioune gefrot a Gréngschnëtt oder aner Offäll an Naturschutzgebidder verbrannt?

Réponse (14.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Verbrenne vu Gréngschnëtt ass prinzipiell verbueden. Et handelt sech dobäi ëm Offall an deemno ëm eng „incinération de déchets incontrôlée", wat dem Offallgesetz no verbueden ass. Derogatiounen zum Verbuet si keng am Offallgesetz virgesinn.

Aus phytosanitäre Grënn (z. B. Pilzbefall) kann awer a bestëmmte Fäll op d'Verbrennung zréckgegraff ginn. Am rechtleche Sënn handelt et sech dee Moment net ëm d'Verbrenne vun Offall (Gréngschnëtt), mee ëm eng sanitär Mesure am Kader vun der Bewirtschaftung.

Am Kontext vun dëse sanitäre Mesurë ginn, jee no Fall, d'Naturverwaltung, d'ASTA oder d'Wäibauinstitut sollicitéiert, fir d'Presenz vu gefäierleche phytosanitäre Schädlingen u Gehëlzmaterial ze zertifizéieren. An dëse Fäll ass et ubruecht, dat betreffend Material op der Plaz ze verbrennen, fir eng Verbreedung vu Krankheete beim Transport vum Gréngschnett ze verhënneren.

Wann d'Beloosse vun Heckeschnëtt oder anerer Biomass dozou féiert, dass ee geschützte Liewensraum a sengem Erhalungszoustand riskéiert, méi schlecht ze ginn, gëtt d'Naturverwaltung eng Hëllefstellung, wéi dat Offallmaterial am beschte kann entsuergt ginn.

Question 2816 (14.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **taille des haies :**

Am Kader vum neien Naturschutzgesetz vun 2018 mat sengem dozou gehéierege Reglement iwwert d'Biotope goufen eng Partie Verstéiss zum Schutz vun de Biotope preziséiert an deels och nei agefouert. Integral iwwerholl gouf de Verbuet, fir d'Hecken an de Gréngzone vu Mäerz bis September ze schneiden. Hecke si bekanntlech e wichtegen Habitat fir eng ganz Rei vun Aarten am oppenen Terrain, notamment fir vill Vullenaarten. Am Kader vun der rezenter Presentatioun vum Joresrapport vum Observatoire de l'habitat naturel gouf op e weidere Réckgang vun enger Rei Vullenaarten higewisen.

No mengen Informatioune ginn awer och vun ëffentlechen Instanzen, haaptsächlech vun eiser Stroossebauverwaltung, iwwert de Summer Hecke geschnidden, also an der Verbuetsperiod, déi am Naturschutzgesetz virgesinn ass. Dëst Verhalen ass jo ouni Zweifel en Agrëff an d'Liewensraim vu ville Vullenzorten. Dës Virgäng sinn och net op eng Regioun limitéiert, mee no mengen Informatioune geschitt dat am ganze Land.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Ass d'Madamm Ëmweltminister iwwer esou Infraktioune säitens ëffentlechen Acteuren informéiert, virun allem vun eiser Stroossebauverwaltung? Oder huet si d'Schneide vun Hecken am Summer autoriséiert? Wa jo, opgrond vu wéi enge Bestëmmungen, wéi dacks a fir wéi eng Verwaltungen?

2. Ginn dës Verstéiss systematesch vun de Revéierfierschter erfaasst, déi jo alldeeglech um Terrain present sinn?

3. Wat si méiglech Konsequenze fir ëffentlech Acteure bei esou Verstéiss? Ginn esou Verstéiss un den zoustännege Parquet weidergeleet?

4. Ass d'Madamm Ëmweltminister der Meenung, datt et opportun ass, fir engersäits op de Réckgang vun eiser Aartevillfalt, virun allem de Vullen, déi en oppent Land brauchen, hinzeweisen an datt anerersäits ëffentlech Acteuren (Ministèren a Gemengen) Verstéiss géint den Aarteschutz maachen, andeems wichteg Liewensraim wärend der Saison zerstéiert oder och nëmme gestéiert ginn?

5. Wéi wëllt d'Madamm Ëmweltminister op dee Constat reagéiere par rapport zu hiren zoustännege Regierungskolleege respektiv géintiwwer de Gemengen?

6. Ass d'Madamm Ëmweltminister der Meenung, datt dës Praktiken zu enger Onzefriddenheet an der Ëffentlechkeet kënne féieren? Fënnt sinn et gerecht, datt toleréiert gëtt, datt ëffentlech Acteuren Hecke schneiden, awer zum Beispill eis Bauere mat haarde Strofe musse rechnen, wa si sech géifen esou verhalen?

Réponse (14.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Dem Ëmweltministère leie keng sou eng Informatioune vir. Falls dem honorabelen Deputéierten esou Faite bekannt sinn, wier et ubruecht, dës méiglechst zäitno, wéi am Artikel 74 vum Naturschutzgesetz virgesinn, der Police, der Douane oder dem zoustännege Revéierfierschter ze mellen, déi der Saach da kënnen nogoen.

D'Gesetz gesäit keng Derogatioun fir Heckeschnëtt ausserhalb vun der festgeluechter Period vir. An dréngende Fäll, an deenen aus Sécherheetsgrënn mussen Hecken a Sträich an der Vegetatiounsperiod ewechgeholl ginn, mussen dës als Biotopzerstéierung traitéiert an, falls opportun, autoriséiert ginn.

ad 2. An hirer Funktioun als „officier de police judiciaire" (OPJ) ënnerstinn d'Fierschter dem Parquet, deem si Infraktioune rapportéieren. Den Ëmweltministère gëtt net systematesch gewuer, wann Infraktioune constatéiert ginn.

ad 3. No Artikel 75 (2) 7° kann d'Schneide vun Hecken an der Zäit, wou dëst verbueden ass, mat 24 € bis 1.000 € bestrooft ginn. D'Gesetz mécht iwwregens keen Ënnerscheed tëschent ëffentlechen an privaten Acteuren.

Wéi scho gesot, ennerstinn d'OPJ direkt dem Parquet. Den Ëmweltministère ass am Beräich vun der Constatatioun a Verfolgung vun Strofdoten néierens tëschegestallt.

Déi eenzeg Kompetenz, déi beim Ëmweltminister läit, ass lafend illegal Aarbechte kënne per Arrêté ze stoppen.

ad 4. De Réckgang vun der Aartevillfalt an eisem Land ass manner op erkennbar individuell Verstéiss géint den Aarteschutz, sief et vun ëffentlechen, sief et vu privaten Acteuren, zréckzeféieren, wéi villméi op eng systematesch, net ëmmer op de Moment erkennbar Zerstéierung vun ëmmer méi Deeler vum Ökosystem. D'Intensivéierung vun der Landbewirtschaftung, deen zur Gewunnecht verkommenen Asaz vu gëftegen Herbiziden, Fungiziden, Insektiziden oder Rodentiziden, d'Ausbrénge vun zevill Stéckstoff a villen anere Substanze sinn déi wichtegst Ursaache fir en allgemengen negativen Trend bei de Populatioune vu Vullen, Insekten, Planzen a Mammendéieren. Déi punktuell Zerstéierung vun Hecke si souzesoen de siichtbaren Deel vum Äisberg.

Grad déi ëffentlech Acteure gi sensibiliséiert, fir den Heckeschnëtt méiglechst ëmweltverdréiglech ze maachen. Iwwert den Hecken- a Bamkadaster fleege verschidde Gemengen hir Hecken a Beem schonn no naturnoe Gestiounspläng. D'Stroossebauverwaltung huet sech och zousätzlech verflicht, wou d'Sécherheetsmesuren et erlaben, de Gréngschnett sou extensiv wéi méiglech ëmzesetzen.

Souguer wann no Artikel 17 (6) vum Naturschutzgesetz de Schnëtt vun Zierhecke bei den Haiser an an de Parken an der Vegetatiounsperiod däerf gemaach ginn, ginn notamment d'Gemenge sensibiliséiert, dëst net ze maachen.

ad 5. Wéi an der Aleedung geschriwwen, leien dem Ëmweltministère keng Informatioune vir, déi et géifen erlaben, dem honorabelen Deputéierte säi Constat ze deelen.

ad 6. Wéi an der Äntwert op d'Fro Nummer 1 geschriwwen, ass et ubruecht, datt den honorabelen Deputéierte seng konkreet Informatiounen zu Verstéiss géint d'Naturschutzgesetz engem OPJ oder direkt dem Parquet géif viruleeden, besonnesch an Ubetruecht vun der Onzefriddenheet an der Ëffentlechkeet, déi duerch eng Inaktioun kéint entstoen.

D'Strofmooss ass vum Gesetz definéiert an d'Gesetz mécht keen Ënnerscheed tëschent ëffentlechen Acteuren an „zum Beispill eise Baueren".

Question 2818 (15.09.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **nouvelle station-service sur la A4 :**

Il y a presque un an, la station de service située sur l'A4 en direction d'Esch-sur-Alzette a dû être fermée et démantelée pour faire place à une nouvelle bretelle d'autoroute.

À cette occasion les soussignés ont demandé au Gouvernement endéans quels délais la nouvelle station-service prévue sur l'A4 pourrait prendre le relais.

Dans leur réponse commune, Messieurs les Ministres ont confirmé que l'objectif initial était effectivement d'ouvrir la nouvelle station de pair avec la fermeture de l'ancienne station mais qu'il s'est avéré que, vu la complexité du dossier, cet objectif n'a pu être atteint. En conséquence une période vacante de quelques mois pendant laquelle il n'y avait pas de station sur l'A4 serait inévitable.

Or, depuis presque une année s'est écoulée et rien ne semble bouger sur le site préparé pour accueillir la nouvelle station-service.

- Nous aimerions dès lors savoir du Gouvernement endéans quels délais la nouvelle station-service pourra être opérationnelle.

Réponse commune (14.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le concessionnaire de la nouvelle station-service, à savoir Total SA, a sollicité les diverses autorisations requises afin de pouvoir entamer les travaux de construction proprement dits dans les meilleurs délais, évidemment après la délivrance desdites autorisations.

Dès la délivrance de ces autorisations, et dès que plus aucun recours ne sera possible à l'encontre de ces autorisations, le concessionnaire sera tenu, suivant les stipulations du contrat de concession, d'entamer les travaux de construction des installations.

Il est encore à préciser que la plateforme est préparée pour une mise en service coordonnée avec le concessionnaire.

Question 2819 (14.09.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **« Doing Business » de la Banque mondiale :**

La Banque mondiale vient de suspendre la publication de son rapport « Doing Business » qui était considéré comme indicateur influent pour évaluer l'environnement des affaires et la compétitivité relative des pays. Cette décision fait suite aux reproches formulés à l'encontre des rapports des dernières années allant d'irrégularités jusqu'à tricheries ou manipulations tendancieuses des données.

Dans cet index, notre pays figurait en 2014 à la 42e place, en 2017 à la 59e place pour tomber en 2020 à la 72e place. Ce classement laisse perplexe si on constate quels pays bénéficient d'un classement nettement plus avantageux.

- Tout en notant que les critères utilisés sont parfois douteux et que des considérations d'ordre social font défaut, j'aimerais savoir du Gouvernement quelle est son attitude par rapport aux reproches qui sont faits à ce rapport de la Banque mondiale.

- Comment le Gouvernement s'explique-t-il le classement extrêmement défavorable du Grand-Duché ?

- Le Gouvernement entend-il profiter de l'occasion pour encourager la Banque mondiale à se donner des critères plus nuancés et tenir compte des particularités des différents pays au lieu de se focaliser sur des critères tels qu'une imposition favorable ?

Réponse commune (15.10.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

À travers son rapport annuel « Doing Business », la Banque mondiale a analysé au long des 17 dernières années au niveau mondial la réglementation de l'environnement des affaires pour une PME. Ce rapport constituait un outil intéressant pour les décideurs économiques soucieux de mesurer et de comparer le degré de réglementation et les coûts qui y sont liés pour une PME. La méthodologie a été conçue dans le but de contribuer à une amélioration de l'environnement des affaires.

Le classement annuel de territoires est suivi attentivement à travers le monde, car un classement favorable peut constituer un point positif en matière d'image de marque (et vice versa). D'une part, il existe des territoires suivant « activement » ce rapport en vue d'améliorer leur positionnement, et donc leur image de marque. Par exemple les administrations singapouriennes « mènent des analyses approfondies de leurs indicateurs respectifs, ainsi que des études comparatives de la performance d'autres juridictions » et « identifient les domaines dans lesquels une meilleure mise en œuvre ou une réforme légale est nécessaire et considèrent en interne les diverses propositions d'actions à mener »[16]. D'autre part, un mauvais score ou classement, ou encore une baisse au classement, peuvent aussi être considérés comme politiquement embarrassants dans certains pays qui aimeraient voir leur territoire mieux classé.

Fin août 2020, la Banque mondiale a constaté[17] un certain nombre d'irrégularités en rapport avec des modifications apportées aux données des rapports « Doing Business » 2018 et « Doing Business » 2020. La Banque mondiale s'est donc engagée à procéder à un examen et à une évaluation systématique des modifications apportées aux cinq derniers rapports après le processus institutionnel d'examen des données. De plus, elle a demandé un audit interne des procédures de collecte et d'examen des données aux fins du rapport ainsi que des mesures de contrôle destinées à préserver l'intégrité des données. En fonction des résultats de ces actions, elle corrigera rétrospectivement les données des pays les plus concernés par ces irrégularités. La publication du rapport « Doing Business » sera interrompue pendant toute la durée de cette évaluation.

En complément, le directeur exécutif représentant le Luxembourg a récemment signé une déclaration souscrite par un certain nombre de pays européens, appelant à une enquête par un auditeur externe pour examiner les détails de l'irrégularité des données. Les circonstances de ces irrégularités, ainsi que leur portée, doivent être mises en lumière en toute transparence. Nos représentants auprès du Groupe de la Banque mondiale assurent un suivi continu.

Le Gouvernement tient à rappeler l'importance attribuée à l'entrepreneuriat et à l'environnement des affaires au Luxembourg pour contribuer au développement endogène de l'économie. Dans ce cadre, le Gouvernement souligne aussi l'importance d'indicateurs intègres, fiables et comparables afin de pouvoir prendre de manière éclairée des décisions de politique économique. « Doing Business » constitue une des sources d'information comparables disponibles au niveau mondial. Le Gouvernement accueille favorablement la volonté de la Banque mondiale de faire une évaluation approfondie des irrégularités constatées et partage aussi la décision de suspendre temporairement la publication du rapport. L'intégrité représente la base de toute activité de recherche. Cette intégrité repose sur le fait que les méthodes aient été utilisées sans biais, qui pourraient par exemple résulter de l'idéologie ou d'impératifs économiques ou politiques. Une fois l'audit interne terminé, le Gouvernement invite la Banque mondiale à tirer les conclusions nécessaires afin que de telles irrégularités ne puissent plus se reproduire pour continuer à assurer la crédibilité et l'acceptation des travaux réalisés. La confiance dans les travaux de recherche doit rester élevée, car des alternatives à cette expertise sont proposées par des groupes de pression, parfois sans fondement scientifique robuste.

Quant au classement défavorable du Luxembourg dans le rapport « Doing Business », il est à noter que le débat sur la compétitivité territoriale au Luxembourg est régulièrement relancé lors de la publication de benchmarks et classements internationaux. Le rapport « Doing Business » de la

[16] http://www.fondation-idea.lu/2017/02/15/classements-internationaux-de-competitivite-utiles-a-reforme/

[17] https://www.banquemondiale.org/fr/news/statement/2020/08/27/doing-business---data-irregularities-statement

Banque mondiale figure parmi les benchmarks internationaux les plus connus, mais en même temps aussi parmi les plus critiqués d'un point de vue méthodologique par les experts en la matière.

Dans un exercice de benchmarking international, comme le rapport « Doing Business », le classement général constitue toujours l'élément de loin le plus médiatisé. Cependant, le benchmarking décrit une situation plus complexe que ne le laisse présager la simplicité apparente du classement général. Il faut éviter de se focaliser uniquement sur le classement pour le classement.

En effet, sans même parler des changements de méthodologie, une hausse ou baisse du Luxembourg dans un classement ne veut pas nécessairement dire que les performances du pays se soient forcément améliorées ou détériorées. Une telle évolution peut aussi provenir du fait que, par exemple, d'autres pays ont subi plus ou moins sévèrement un choc et ont mieux ou moins bien performé. De plus, il existe souvent, au sein des classements, des groupes de pays pour lesquels les scores sont proches. Un faible changement du score d'un pays peut avoir un impact important sur le classement, même si en matière de changement structurel de compétitivité cela n'a guère de signification. Suivre simplement le classement d'une année à l'autre ne s'avère pas suffisant et il faut plutôt analyser plus en détail les différents déterminants sous-jacents.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne plus particulièrement la plus récente édition du « Doing Business » (10/2019)[18], le Luxembourg se classe à la 72e position mondiale dans le classement général. Ce résultat est notamment la conséquence d'une mauvaise performance dans deux sous-catégories, à savoir les catégories « Obtention de prêts » (176e) et « Protection des investisseurs minoritaires » (97e) où le Luxembourg présente ses plus mauvais résultats. C'est principalement, mais pas exclusivement, à cause de ces deux sous-catégories que le Luxembourg se positionne en bas du classement général de l'UE, juste devant Malte (88e) et la Grèce (79e). Dans trois des dix sous-catégories le Luxembourg figure cependant dans le Top 20, à savoir dans les sous-catégories « Exécution des contrats » (18e), « Obtention d'un permis de construction » (14e) et « Commerce transfrontalier » (1re). Ainsi, les scores et rangs du Luxembourg montrent une grande variation, allant de la 1re position (score de 100/100) à la 176e position (15/100). En ce qui concerne la sous-catégorie « Obtention de prêts », le classement du Luxembourg s'expliquerait principalement par l'indisponibilité d'un registre de crédit au Luxembourg. Or, il est discutable si au Luxembourg, une économie très développée avec un secteur financier important et avec une forte création d'entreprise, et dans laquelle règne un niveau élevé de confiance entre les agents économiques, une des préoccupations des entreprises soit de disposer d'un tel registre de crédit. Le Comité du risque systémique a créé un groupe de travail, en vue d'analyser l'opportunité de la mise en place d'un registre des crédits et d'en définir ses modalités opérationnelles. Le Comité du risque systémique décidera le moment venu de la suite à donner aux conclusions du groupe de travail.

L'Observatoire de la compétitivité (ODC) du Ministère de l'Économie analyse une multitude de ces benchmarks dans lesquels figure le Luxembourg et dresse un inventaire de leurs limites. Dans le cadre de son Bilan compétitivité 2019, l'ODC a réalisé une analyse critique de la position du Luxembourg dans « Doing Business »[19]. Ses moins bonnes performances dans ce rapport ne sont, de manière générale, pas en ligne avec la majorité des autres classements internationaux du Luxembourg. Plusieurs aspects permettant aux entreprises de prospérer ne sont pas pris en compte dans ce rapport (p. ex. infrastructures, caractéristiques du marché, etc.). À cela peuvent s'ajouter des observations plus spécifiques, comme à titre d'exemple, que le délai d'obtention d'une autorisation d'établissement qui est utilisé par la Banque mondiale n'est pas concordant avec les statistiques internes du Ministère de l'Économie. En effet, selon la Banque mondiale, ce délai serait de 15 jours au Luxembourg alors que selon la base de données interne du Ministère de l'Économie, le délai moyen observé est moins élevé (p. ex. 10,5 jours entre 2010 et avril 2019). Cette analyse critique de l'ODC conclut donc qu'il faut interpréter les résultats de la Banque mondiale pour le Luxembourg avec prudence.

Il existe aussi d'autres études de renommée internationale sur l'entrepreneuriat et l'environnement des affaires, comme par exemple le « Global entrepreneurship monitor » (GEM) auquel participe le Luxembourg[20]. Contrairement à l'étude « Doing Business », le Luxembourg affiche ici une position beaucoup plus favorable et enviable. Parmi les indicateurs clés de cette étude GEM, le taux d'activité entrepreneuriale (TEA) à un stade précoce fournit une estimation comparable de l'intensité entrepreneuriale dans un pays. Le TEA mesure la part des entrepreneurs naissants et des nouveaux dirigeants d'entreprises dans la population (adulte) du pays. Les résultats montrent que le taux TEA au Luxembourg est élevé par rapport à d'autres pays européens et pays axés sur l'innovation. En effet, le TEA au Luxembourg se situe à 10,7 % (2018) et est ainsi supérieur à la moyenne européenne (7,6 %). Le TEA montre aussi une tendance à la hausse depuis le début de l'enquête au Luxembourg (2013). Les activités entrepreneuriales sont également élevées au sein des organisations existantes : les données montrent que 7,1 % des répondants participent à des activités entrepreneuriales telles que la création d'une unité d'affaires, d'une usine ou le développement de nouveaux biens et services pour le compte de leurs employeurs. La moyenne européenne se situe à 4,9 %.

Le benchmarking international permet une comparaison des meilleures pratiques. Il constitue une aide pour mieux comprendre les facteurs clés déterminant la croissance économique et pour expliquer pourquoi certains territoires s'en sortent mieux que d'autres. Mais il fournit souvent seulement une approximation, une image globale, puisqu'il utilise dans la grande majorité des cas la même méthodologie pour tous les territoires analysés. Or, le Luxembourg dispose d'une série de spécificités nationales qui rendent difficile une comparaison avec d'autres pays. Le Luxembourg est une petite économie très ouverte et fortement intégrée dans la Grande Région (flux de travailleurs frontaliers) et dans l'UE (marché intérieur). Ces spécificités nationales du pays ne sont souvent pas suffisamment prises en compte dans ces benchmarks internationaux réalisés la plupart du temps avec une méthodologie « one size fits all », identique à tous les territoires analysés. Il faut donc souvent interpréter les résultats trouvés avec un certain recul. Le rapport « Doing Business » de la Banque mondiale n'y fait pas exception. La Banque mondiale envoie périodiquement une délégation dans les pays analysés, d'une part en vue de collecter et de mettre à jour les informations et les statistiques et, d'autre part, pour chercher la discussion avec l'écosystème local. Lors des dernières visites au Luxembourg, les responsables du Ministère de l'Économie ont régulièrement rendu attentif cette délégation aux spécificités nationales du Luxembourg et de l'impact que celles-ci pourraient avoir sur l'évaluation du Luxembourg dans le rapport « Doing Business ». En outre, les responsables du Ministère des Finances se sont entretenus à plusieurs reprises avec l'équipe « Doing Business » au GBM, pour discuter en détail les données pour le Luxembourg. La nécessité de critères plus nuancés dans la méthodologie, tenant compte des spécificités du pays, a également été soulevée.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que même si les benchmarks, comme le rapport « Doing Business », suscitent maintes réserves, ils méritent d'être suivis de près. En effet, à cause de leur écho médiatique important, ces benchmarks ont un impact non négligeable sur l'image de marque de notre pays et peuvent ainsi influencer la perception des investisseurs.

Pour conclure, pour contrer divers déficits méthodologiques dans les benchmarks internationaux, le Comité de coordination tripartite au Luxembourg avait déjà reconnu en 2003 la nécessité d'un tableau d'indicateurs national afin de pouvoir mieux appréhender la compétitivité du pays, et avait confié à l'époque au professeur Fontagné le soin d'élaborer des propositions. L'ODC a ensuite mis à jour ce tableau de bord national jusqu'en 2016. Une révision a été préparée au sein du Conseil économique et social (CES) qui a adopté, en 2016, son avis sur le système d'indicateurs national constituant maintenant le nouveau tableau de bord avec un aspect économie, un aspect social et un aspect environnement[21]. L'ODC prévoit une 3e mise à jour de celui-ci en automne 2020.

Des informations sur les réformes au Luxembourg prises en considération dans les indicateurs « Doing Business » sont disponibles au lien suivant : https://www.doingbusiness.org/en/reforms/overview/economy/luxembourg

Des informations supplémentaires sur la méthodologie « Doing Business » peuvent être trouvées ici : https://www.doingbusiness.org/en/about-us/faq

---

Question 2820 (15.09.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **remboursement du médicament Lucentis :**

L'autorité française de la concurrence vient d'infliger une amende record de 444 millions d'euros à un groupe de producteurs pharmaceutiques. En cause sont des « pratiques abusives » destinées à préserver les ventes d'un médicament largement prescrit en ophtalmologie, le Lucentis, au détriment d'un autre médicament équivalent qui est de 30 fois moins cher.

La principale victime de ces pratiques est la sécurité sociale française puisque Lucentis est remboursé à 100 %.

En Belgique, une instruction de l'autorité belge de la concurrence est en cours.

1) J'aimerais dans ce contexte savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale comment la situation autour de ce médicament se présente au Luxembourg.

2) Quel est le montant déboursé annuellement par la CNS pour ce médicament ?

3) Les autorités luxembourgeoises entendent-elles suivre l'exemple des autorités françaises et belges ?

Réponse (15.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le médicament Lucentis est effectivement enregistré au Luxembourg. Il est classé par le Ministère de la Santé comme médicament réservé à l'usage hospitalier conformément à l'article 31, point 3 du règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments.

Cet article dispose que :

« Art.31.

1. Les médicaments sont soumis à prescription médicale lorsqu'ils :

- sont susceptibles de présenter un danger, directement ou indirectement, même dans les conditions normales d'emploi, s'ils sont utilisés sans surveillance médicale, ou

- sont utilisés souvent, et dans une très large mesure, dans des conditions anormales d'emploi et que cela risque de mettre en danger directement ou indirectement la santé, ou

- contiennent des substances ou des préparations à base de ces substances, dont il est indispensable d'approfondir l'activité et/ou les effets secondaires, ou

- sont, sauf exception, destinés à être administrés par voie parentérale.

2. Les médicaments soumis à prescription médicale sont classés dans une ou plusieurs des catégories suivantes : […]

2.4. Les médicaments soumis à prescription médicale restreinte.

Sont classés dans cette catégorie, les médicaments réservés à certains milieux spécialisés dont question au point 3. ci-après.

3. Les médicaments soumis à prescription médicale restreinte sont classés dans une ou plusieurs des sous-catégories de médicaments suivantes :

- médicaments réservés à l'usage hospitalier ; […]. »

Le médicament est pris en charge par le biais de l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier en application de l'article 74 du Code de la sécurité sociale.

ad 2) Le tableau suivant reprend les dépenses par rapport au médicament Lucentis :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Il revient au Conseil de concurrence de décider si une instruction sur ce médicament devra être lancée.

Question 2821 (15.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **dégâts de gibier dus à une hausse des populations de grand gibier et au nombre insuffisant de gibier tiré :**

Selon le Ministère de l'Environnement, les dégâts causés par le gibier sont principalement dus à une hausse des populations de grand gibier et au nombre insuffisant de gibier tiré. Or selon mes informations, les dernières données disponibles sur les dégâts de gibier concernent l'année cynégétique 2012-2013. Les dernières données disponibles sur le gibier tiré concernent l'année cynégétique 2016-2017.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations ?

2) Pour quelles raisons les dégâts de gibier ne sont-ils pas systématiquement publiés ?

3) Pour quelles raisons les données sur le gibier tiré ne sont-elles pas publiées pour les années cynégétiques 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 ?

4) Madame la Ministre peut-elle fournir un tableau retraçant l'évolution des dégâts causés par le gibier pour la période allant de 2010 à 2020 ?

5) Madame la Ministre peut-elle fournir les données sur le gibier tiré pour les années cynégétiques 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 ?

6) Madame la Ministre envisage-t-elle de mettre un outil informatique à disposition des syndicats de chasse et les chasseurs afin que les informations sur les dégâts de gibier respectivement le gibier tiré puissent être recueillies et publiées en temps utile ?

En août 2020, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement a envoyé une circulaire à tous les syndicats des nouveaux lots de chasse. En annexe de cette circulaire figurent des recommandations de clauses spéciales à insérer dans le contrat type du bail de chasse. Selon mes informations il n'existe actuellement pas de plan de tir pour les nouveaux lots de chasse.

7) Quand Madame la Ministre envisage-t-elle communiquer les plans de tir pour les nouveaux lots de chasse aux syndicats de chasse et leurs locataires ?

Réponse (14.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Non. L'Administration de la nature et des forêts (ANF) dispose des dernières données concernant le gibier tiré ainsi que de chiffres existants sur les dégâts de gibier. Pour ce qui est des dégâts de gibier, il convient de noter que l'ANF ne dispose que des données que les locataires de chasse ont déclarées auprès de l'ANF afin de profiter du remboursement prévu par le Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier.

ad 2) Les données sur les dégâts de gibier ont été mises à disposition des membres du Comité de suivi du fonds spécial indemnisation dégâts gibier et ont été publiées périodiquement et ponctuellement dans différents articles, présentations ou workshops.

Une synthèse sera prochainement publiée dans le « Bulletin technique de l'ANF en matière de gestion de la faune sauvage et de la chasse » (BT), volume 8, qui est actuellement mis en page. Comme d'habitude, ce document sera mis à la disposition du public, des syndicats de chasse, des locataires de chasse et des honorables Députés.

ad 3) Les données sur le gibier tiré de l'année cynégétique 2017/2018 ont été publiées dans le BT7 (2018). Les données sur le gibier tiré des années cynégétiques 2018-2019 et 2019-2020 seront publiées dans le BT8.

ad 4) Ces données seront publiées dans le BT8 dans quelques semaines. Un exemplaire du BT8 parviendra à l'honorable Députée Madame Martine Hansen dès sa publication.

ad 5) Les données sur le gibier tiré pour l'année cynégétique 2017-2018 peuvent être consultés dans le BT7. Les données sur le gibier tiré pour les années cynégétiques 2018-2019 et 2019-2020 seront publiées dans le BT8.

ad 6) Une application a été mise à disposition des collèges des syndics pour faciliter leur travail concernant la déclaration de la composition du Collège des syndics et l'accès au rôle. Le volet des dégâts de gibier sera analysé en vue de son intégration dans ce système.

ad 7) En raison de l'élaboration des nouveaux lots de chasse, une nouvelle méthodologie a dû être élaborée pour définir les plans de tir pour ces nouvelles unités géographiques. Afin de pouvoir profiter des données les plus récentes, le retour du gibier tiré pendant la saison 2019-2020 par des locataires de chasse a dû être attendu avant d'entamer les calculs en relation avec la méthodologie.

Cette méthodologie a été discutée et validée par le Conseil supérieur de la chasse lors de sa réunion du 17 septembre 2020. Les plans de tir sont donc actuellement en cours d'élaboration sur base de cette méthodologie et sur avis des Commissions cynégétiques régionales et seront communiqués dès qu'ils sont publiés dans le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2825 (15.09.2020) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **sécurisation des traversées piétonnes :**

Pour limiter les accidents sur les passages piétons, surtout à proximité des écoles, plusieurs communes, à l'instar de beaucoup de villes et communes étrangères, expérimentent actuellement avec des procédés novateurs de sécurisation des traversées piétonnes, comme par exemple des passages piétons multicolores, des dessins de personnages stylisés sur la voie ainsi que l'installation de

---

[18] https://www.doingbusiness.org/en/reports/global-reports/doing-business-2020

[19] s/2019/11-novembre/20-bilan-competitivite/Bilan-Competitivite-2019.pdf

[20] https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/LuxGEM/2019/PDF-GEM-2018-19.pdf

[21] https://ces.public.lu/dam-assets/fr/avis/politique-generale/2016-indicateurs.pdf

plots clignotants. L'idée est de renforcer la vigilance des automobilistes à ces endroits sensibles.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-ce que ces idées innovatrices rencontrent l'appui de Monsieur le Ministre ?

- Est-il prévu d'élaborer des recommandations pour les communes visant à aider, voire inciter celles-ci à sécuriser davantage leurs passages piétons par un renforcement des marquages visuels ?

- Le cas échéant, est-ce que Monsieur le Ministre est prêt à adapter les dispositions légales pour y inclure l'obligation de mettre en place près des passages piétons un ou plusieurs éléments visuels pour rendre mieux visibles ces endroits sensibles ?

Réponse (24.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans le contexte de la sécurité routière et particulièrement de celle des usagers de la route les plus vulnérables, il est indispensable que tous les acteurs concernés coopèrent et assument leurs responsabilités. Partant, les efforts novateurs et la conception de solutions locales pour protéger les usagers de la route sont bien évidemment salués par le Gouvernement.

Toutefois, les initiatives bienveillantes se doivent d'être vérifiées quant à leur conformité aux règlementations nationales et internationales, d'une part, et quant à d'éventuels effets indésirables, d'autre part.

Il est évident que les règles de la circulation routière doivent à tout moment être respectées et que tous les usagers de la route doivent constamment être conscients du caractère dangereux de la route. Afin de guider l'usager de la route, il est essentiel que la signalisation horizontale ainsi que la signalisation verticale soient simple et clair. Conférer un aspect ludique aux marquages routiers pour souligner la présence d'enfants risque cependant de suggérer une « fausse impression de sécurité » aux enfants, comme ils y voient un espace spécialement conçu pour eux qui peut leur sembler, à tort, plus sécurisé que d'autres endroits.

Pour offrir aux piétons qui traversent la chaussée les meilleures conditions de sécurité, il est sans aucun doute bénéfique d'harmoniser et de standardiser autant que possible l'indication signalétique de situations routières identiques ou apparentées, c'est pourquoi ces dispositions sont fixées dans la Convention de Vienne sur la signalisation routière, adoptée le 8 novembre 1968 et ratifiée le 6 juin 1978 par le Luxembourg.

À base de cette convention internationale et des dispositions du Code de la route en la matière, la Commission de circulation de l'État a élaboré en 2014 un guide destiné aux administrations communales rassemblant les dispositions législatives et formulant des recommandations sur l'aménagement de passages pour piétons en agglomérations (« best practice »).

Conscient de l'évolution constante des technologies de sécurisation et des produits du marché, il est opportun d'analyser de près si des endroits de la voie publique fréquentés par des piétons ou des enfants ne pourraient pas bénéficier, sous certaines conditions, d'aménagements particuliers.

Dans cet ordre d'idées, je vais charger la Commission de circulation de l'État d'étudier les systèmes de signalisation récemment proposés ou disponibles sur le marché, avec comme objectif de composer des recommandations quant à la mise en place d'éléments de sécurisation routière et, le cas échéant, proposer des adaptions des dispositions légales en vigueur.

Au vu de ce qui précède, il m'importe toutefois de souligner que les marquages multi-couleurs apposés par certaines administrations communales sont contraires au Code de la route et risquent d'engendrer notamment des problèmes de responsabilité en cas d'accident.

Question 2827 (15.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **projets pilotes dans le cadre du Plan d'action national « PAN-Bio 2025 » :**

Le 16 juin 2020, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a présenté le plan de relance pour l'agriculture aux membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Ce dernier prévoit des mesures ciblées pour soutenir les acteurs du secteur agricole.

Au niveau de la promotion, Monsieur le Ministre a rappelé que le plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2025 » prévoit que, d'ici 2025, 50 % des produits utilisés dans les établissements de la restauration collective conventionnés par l'État proviendront de l'agriculture luxembourgeoise, dont 2/5 de produits issus de l'agriculture biologique et 3/5 de produits issus de l'agriculture locale, avec priorité accordée aux produits provenant de l'agriculture en conversion. Monsieur le Ministre a annoncé vouloir lancer des projets pilotes dans au moins une cantine d'une crèche, d'un lycée, d'un établissement hospitalier et d'un centre intégré pour personnes âgées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le détail et l'état d'avancement des différents projets pilotes susmentionnés ?

2) Monsieur le Ministre peut-il préciser endéans quel délai les projets pilotes seront lancés ?

Réponse (24.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Depuis la présentation du plan de relance pour l'agriculture, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a su trouver une coopération avec plusieurs institutions (crèche, école fondamentale, deux lycées et un centre pénitentiaire). La coopération avec un centre intégré pour personnes âgées n'est pas encore finalisée.

En dehors d'une augmentation des produits bio, des produits locaux et de conversion, la collaboration avec les deux lycées prévoit aussi des projets pédagogiques à propos de la production agricole, la consommation locale et de saison.

ad 2) La planification des projets en relation avec les établissements scolaires a déjà débuté. Ainsi il est actuellement dressé un état des lieux au niveau des cantines partenaires afin de vérifier si l'intégration des denrées alimentaires visées est compatible avec les contrats en vigueur entre cantines et fournisseurs.

Question 2830 (16.09.2020) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** et **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **sécurisation des traversées piétonnes :**

Afin d'attirer l'attention des automobilistes sur le fait qu'ils traversent une zone particulièrement fréquentée par les jeunes (école, maison relais, centre sportif et culturel), la commune de Sanem, inspirée par un projet suédois, a fait peindre début septembre 2019 des arcs-en-ciel près des passages à piétons à proximité de ces établissements situés rue Jean Anen.

Les autorités communales ont par la suite été contactées par courrier par le ministère de tutelle, qui a souligné le caractère illégal du marquage multicolore en question. En effet, celui-ci enfreindrait l'article 110 du Code de la route régissant les couleurs susceptibles d'être utilisées pour le marquage routier. Cette affirmation a été confirmée par la suite par la Commission de circulation de l'État, chargée par le ministre à émettre un avis sur la situation dans la rue Jean Anen. La remise en état de ladite rue a été demandée.

Maintenant, il nous revient que récemment la commune de Bettembourg a réalisé un projet similaire à celui de la commune de Sanem. Selon les dires, le projet à Bettembourg serait par contre conforme à la loi parce que le marquage coloré se trouverait 'autour' du marquage du passage à piétons et que celui-ci ne serait pas touché.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du projet dans la commune de Bettembourg cité ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il indiquer si une autorisation a été accordée par la Commission de circulation de l'État ?

- Si oui, quelles sont les différences entre les projets de Sanem (refus de la commission) et de Bettembourg (projet autorisé) et quels sont les arguments par rapport à l'article 110 du Code de la route qui ont mené le ministère à autoriser ce marquage à Bettembourg ?

Réponse (24.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le projet de la commune de Bettembourg visé par la question parlementaire, tout comme le marquage réalisé à Sanem, a été porté à ma connaissance par le biais de réseaux sociaux.

Aucun de ces projets n'a fait l'objet d'une consultation préalable des services en charge de la règlementation routière. Partant, aucun de ces projets n'a été avisé ni approuvé par mes services.

Les autorités communales de Bettembourg, à l'instar de celles de Sanem, ont d'ailleurs été informées, après concertation de la Commission de circulation de l'État, du caractère non règlementaire du marquage en question avec prière de le conformer aux dispositions du Code de la route.

Je me permets dans ce contexte de vous renvoyer également à ma réponse à la question parlementaire n° 2825.

Question 2835 (16.09.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **droits de succession :**

Am Kader vun den aktuellen Diskussioune ronderëm d'Ierfschaftssteier zu Lëtzebuerg, hätt ech gären eng Informatioun iwwert d'Zesummesetzung vum Gesamtmontant vun där Steier.

1. Am Joer 2017 zum Beispill si ronn 120 Milliounen Euro iwwert d'Ierfschaftssteier ageholl ginn. Wéi vill dovu koume vu Leit, déi direkt Famill waren (iwwerliewend Ehepartner, Elteren, Kanner), wéi vill vu Leit, déi méi wäitleefeg Famill waren (et ierft ee jo bis an de 6. Grad) a wéi vill vu Leit oder Organisatiounen, déi guer net Famill waren?

2. Musse wueltäteg Organisatiounen, déi ierwen, dorop Steiere bezuelen?

Réponse (14.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

A senger parlamentarescher Ufro iwwert d'Ierfschaftssteier wëllt den honorabelen Deputéierte Roy Reding méi Informatioune kréien iwwert d'Zesummesetzung vum Gesamtmontant vun der Ierfschaftssteier iwwer ee Joer.

Déi aktuellste Chiffere vum Joer 2019 ginn en Total vu ronn 116 Milliounen Euro hier, déi wéi follgend opgedeelt sinn:

- Leit, déi direkt Famill waren (iwwerliewend Ehepartner, Elteren, Kanner): 3,6 %;

- Leit, déi méi wäitleefeg Famill waren: 49,8 %;

- Leit oder Organisatiounen, déi net Famill waren: 46,6 %.

Des Weidere freet den honorabelen Deputéierten, ob wueltäteg Organisatiounen, déi ierwen, dorop Steiere musse bezuelen. Laut dem Artikel 23 vun der Loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. mussen dës Organisatioune 4 % Ierfschaftssteier bezuelen:

« Les droits de succession et de mutation sur les legs… en faveur des communes, des établissements publics, des hospices, des offices sociaux, des associations sans but lucratif, des fondations et des personnes morales constituées dans le cadre de l'un des cultes reconnus aux termes d'une convention conclue avec le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sont fixés à 4 %. [...]

Toutefois sont exempts de tous droits les legs ... ayant pour objet les fondations de bourses d'études aux universités et aux établissements publics d'enseignement. »

Duerch spezifesch autonom Dispositiounen am Gesetz, kënnen allerdéngs verschidde wueltäteg Organisatioune vun der Ierfschaftssteier fräigestallt sinn.

Question 2836 (16.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **délocalisation de certains services administratifs de la Commission européenne :**

Der „Union syndicale Luxembourg" (USL) si rezent Informatiounen zougedroe ginn, déi fir vill Opreegung suergen. Et wär deemno esou, datt d'EU-Kommissioun géif plangen, eenzel Servicer vu Lëtzebuerg ofzezéien an op Bréissel ze verlageren. Betraff wiere virun allem de Krisemanagement bei der Generaldirektioun fir den europäesche Katastropheschutz an humanitär Hëllef (ECHO) an Abteilunge vun der Generaldirektioun fir Gesondheet (SANTÉ) an Energie (ENER). Et sief an deem Zesummenhank och drun erënnert, datt den Transfert vun der Exekutivagentur fir de Verbraucher, Gesondheet, Landwirtschaft a Liewensmëttel (CHAFEA) op Bréissel och nach net ofgeschloss ass. D'USL betount an deem Zesummenhank, datt Dosenden Aarbechtsplazen op der Kipp stinn.

An deem Zesummenhank wéilt ech dem Här Bausseminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi uewe genannten Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wat mécht déi Lëtzebuerger Regierung, fir deenen Entwécklungen entgéintzewierken? Wéi wëllt d'Regierung de Siège vun den europäeschen Institutioune zu Lëtzebuerg verdeedegen?

Réponse (15.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

D'Generaldirektioun fir den Europäesche Katastropheschutz an Humanitär Hëllef (DG ECHO) huet keng Presenz zu Lëtzebuerg. Wat d'Abteilunge vun der Generaldirektioun fir Gesondheet (DG SANTE) a fir Energie (DG ENER) ugeet, ass et eis net méiglech, d'Informatiounen, déi der „Union syndicale Luxembourg" zougedroe goufen, an op déi den honorabelen Deputéierte sech referéiert, ze confirméieren.

Wat mir kënne confirméieren, ass, datt an den Echangen iwwert déi lescht Méint a Wochen tëscht der Regierung an der Presidentin vun der EU-Kommissioun Ursula von der Leyen respektiv dem responsabele Kommissär Johannes Hahn d'Kommissioun ëmmer nees hire Wëllen ënnerstrach huet, d'Engagementer am Kader vum Accord Asselborn-Georgieva voll a ganz ze honoréieren.

Wat d'Europäesch Exekutiv-Agence fir Verbraucher, Gesondheet, Landwirtschaft an Ernierung (CHAFEA) betrëfft, sief op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 2149 an 2180 verwisen. Et sief och un d'Resolutioun erënnert, déi den 11. Juni 2020 vun der Chamber adoptéiert ginn ass en Soutien vun den Efforte vun der Regierung.

D'Regierung setzt sech konsequent derfir an fir d'Presenz vun den EU-Institutiounen an -Agencen am Grand-Duché weider ze stäerken. Nieft der enker Zesummenaarbecht mat den EU-Institutiounen an -Agencen, déi hire Sëtz schonn am Grand-Duché hunn, wat d'Realisatioun vu Bauprojete betrëfft, schafft d'Regierung och aktiv drun, fir nei EU-Agencen a -Strukturen op Lëtzebuerg ze kréien, notamment an de Beräicher Digitales, Justiz, Finanzen a Gesondheet. An dësem Sënn wäert d'Regierung och d'Kandidatur vu Lëtzebuerg fir de Sëtz vum zukünftegen Europäesche Kompetenzzentrum fir Cybersécherheet stellen.

De Fait, datt sou vill EU-Fonctionnairen an -Agente wéi nach ni zu Lëtzebuerg schaffen an datt mir an deene leschte Joren zwou nei EU-Agencen, den Europäesche Parquet an den EuroHPC (entreprise commune européenne pour le calcul à haute performance), hei am Grand-Duché empfänke konnten, weist, datt déi proaktiv Approche vun der Regierung seng Friichten dréit.

Question 2838 (16.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **marché du porc :**

Nodeems bei eisen däitschen Nopere Fäll vun der Afrikanescher Wëldschwéngspescht registréiert goufen, hunn déi asiatesch Länner, virun allem China, rezent en Importverbuet vun däitschem Schwéngefleesch decidéiert. Wuel wëssend, datt Däitschland e Produktiounsiwwerschoss u Schwéngefleesch vu ronn 30 Prozent huet a wuel wëssend, datt dësen Iwwerschoss u Fleesch elo an der Europäescher Unioun zu Schleiderpräisser verausgaabt gëtt, féiert dëst logescherweis zu engem gravéierende Präisabroch an der EU, souwuel wat de Präis vum Schwéngefleesch ugeet, wéi och, wat de Verkafspräis vun de Schwäi selwer ugeet.

An deem Kontext géif ech dem Här Landwirtschaftsminister gär follgend Froe stellen:

1. Leien dem Här Minister Informatioune vir, wat fir Repercussiounen a Konsequenzen déi uewe beschriwwen Ëmstänn op de Lëtzebuerger Marché vun der Schwéngefleeschproduktioun hunn?

2. Wéi eng Mesurë gedenkt den Här Landwirtschaftsminister ze treffen, fir eise Schwéngsbaueren ënnert d'Äerm ze gräifen, där hiert Iwwerliewe jo enk un d'Präisstabilitéit vun der Produktioun an dem Verkaf vu Schwéngefleesch gebonnen ass?

Réponse (15.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Ech hat den 29. September eng Entrevue mat sämtleche Vertrieder aus dem Secteur (vun de Schwéngsproduzenten iwwert d'Schluechthaiser bis hin zu de Veraarbechter inkl. d'Landwirtschaftskammer), fir iwwert d'Repercussiounen a Konsequenze vun de Fäll vun Afrikanescher Wëldschwéngspescht an Däitschland ze schwätzen an no méigleche Léisungsweeër op nationalem Plang ze sichen, fir dës Kris ze iwwerwannen. De Lëtzebuerger Marché gëtt staark vun deem vun eisen Nopeschlänner beaflosst. Eis Marque nationale huet e ganz groussen Undeel um nationale Schwéngefleeschkonsum a beaflosst den Ofsaz grondsätzlech positiv. Déi staark auslännesch Konkurrenz um Marché huet de gemëttelte Schluechtpräis zu Lëtzebuerg nom Optauche vum positive Befonnd bis Enn September mat 13 ct/kg Schluechtgewiicht awer manner staark falegedoe wéi an Däitschland, wou e bis 20 ct gefall ass. Déi 1. Woch Oktober ass de Präis zu Lëtzebuerg nees ëm 1 ct/kg geklomm. De Fleeschofsaz gouf erfreelecherweis duerch d'Schwéngspescht net negativ beaflosst, an et léisst sech bis lo soen, dass d'Schluechtzuele momentan nees um Niveau vu virum Covid-19-Afloss ukomm sinn.

ad 2. Op europäeschem Plang gëtt gepréift, wéi eng Mesuren um Marché kéinten aktivéiert ginn. Déi privat Lagerhaltung ass bei Krisen um EU-Marché schonn e puermol genotzt ginn, fir kuerzfristeg an op eng begrenzten Dauer ze hëllefen. Déi Moossnam ass awer just effikass, wann an engem Zäi-

traum vun 3 bis 6 Méint eng Erhuelung vun de Präisser a vun den Ofsazmenge prognostizéiert ka ginn, Faktoren, déi momentan nach net sécher ofzeschätze sinn. D'EU-Kommissioun an Däitschland schaffe mat Héichdrock un enger Regionaliséierungsapproche mat China betreffs d'Ausbreedungsgebitt vun der Schwéngspescht, fir den däitschen Export nees un d'Lafen ze kréien.

Op nationalem Plang wäert de Landwirtschaftsministère an der Woch vum 12. Oktober eng Promotiounscampagne iwwer regional Produkter starten, an et gëtt sech dorauser erhofft, de Konsument weider ze sensibiliséieren, wat de Kaf vu Lëtzebuerger Schwéngefleesch ubelaangt a regional Produkter am Allgemengen. Den no gelagerte Beräich selwer, sief dat d'Schluechthaiser an och d'Transformatiounsbetriber, setzt alles drun, fir d'Präisser ze stabiliséieren, den Drock op de Präis ass héich. Et wäert och nach emol den Appell un den Handel goen, fir dës Situatioun net „präislech auszeschluechten" - schliisslech bleiwen d'Präisser um Niveau vum Konsument stabill. De Landwirtschaftsministère wäert selbstverständlech déi Fuerderung vum Secteur ennerstëtzen, dass déi rezent an der Chamber deposéiert Agrementsdemarche relativ zügeg ëmgesat soll ginn, well sech dorauser weider Optioune vun Ënnerstëtzungsméiglechkeeten erginn, an datt domat den Ofsaz an den ëffentleche Kantinne gesteigert ka ginn.

Et sinn och Iwwerleeunge wärend dem Echange mam Secteur op den Dësch komm, fir eventuell ee Fonds de mutualisation anzeféieren. Dat wär eng mëttel- bis laangfristeg Léisung, an do soll genee gepréift ginn, awéifern dat machbar ass an ob déi dofir noutwendeg kritesch Mass erreecht ka ginn. De Landwirtschaftsministère wäert weiderhin och genaustens suivéieren, ob a wéi eng Mesure eis Nopeschlänner géint de Präisréckgang duerch d'Covid-19-Pandemie ergräifen an d'Entwécklunge vun der präislecher Situatioun weider am A behalen. Ech bleiwen och an enkem Kontakt mat der EU-Kommissioun a wäert appeléieren, fir de Schwéngssecteur an den direkt oder indirekt betraffene Länner net am Ree stoen ze loossen. Een intensive Kontakt gëtt och zu den däitsche Behörde gefleegt, fir d'Entwécklung vun der Schwéngspescht ze suivéieren.

Question 2839 (16.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **fièvre catarrhale ovine :**

Ewéi et an engem offiziellen Avis vum Landwirtschaftsministère heescht, gouf den 8. September d'Optrieden zu Lëtzebuerg vum Virus vun der sougenannter Blauzungenkrankheet (fièvre catarrhale ovine) bei de Widderkäuer (betraff si Ranner, Schof a Geessen) offiziell vun engem Labo confirméiert. Bei de Ranner muss ee wëssen, datt Lëtzebuerg selwer keng Mäschterei vu Kaalwer bedreift, mee d'Béischten an d'Ausland transferéiert, fir si do mäschten a schluechten ze loossen. Wann e Lëtzebuerger Bauer nom Optriede vun der Blauzungenkrankheet nach Kaalwer un d'Ausland liwwere wëllt, muss bei all Kallef eng individuell Bluttprouf duerchgefouert ginn - eng Mesure, déi natierlech mat engem finanziellen a logisteschen Opwand verbonnen ass. D'Kaalwer mussen dann och, ier si exportéiert kënne ginn, minimum 48 Stonnen an engem Centre de rassemblement verbréngen, ier d'Resultat vun der Bluttprouf bekannt gëtt.

E weidere graven Ëmstand am Zesummenhang mat der Blauzungenkrankheet besteet doran, datt den Zuuchtvéihandel komplett agebrach ass, well d'Ausland keng Ranner aus Lëtzebuerger Haltung méi unhëlt. Et ass an deem Zesummenhang leider eng traureg Sécherheet, datt an den nächsten dräi Méint keen Zuuchtvéi méi vu Lëtzebuerg an d'Ausland kann exportéiert ginn. Dësen Ëmstand ass ëmsou méi onglécklech, well d'Baueren elo an enger Phas sinn, wou si - och bedéngt duerch déi ongewéinlech Dréchent vun dësem Joer - hiert Véi erëm vun de Felder an de Stall huelen, well d'Fudderreserven opgebraucht sinn.

An deem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Gedenkt den Här Minister déi vun der Blauzungenkrankheet betraffen Acteuren aus dem landwirtschaftleche Beräich finanziell ze ënnerstëtzen, fir datt si dës schlëmm Kris kënne meeschteren?

2. Wa jo, wéi soll dës Ënnerstëtzung konkreet ausgesinn an a wéi engem zäitleche Kader kënnen d'Bauere mat där Ënnerstëtzung rechnen?

3. Ass zu all Moment séchergestallt, datt an de Centres de rassemblement, wou d'Véi jo minimum 48 Stonnen agepfercht ass, d'bestoend Déiereschutzreegelunge kënnen agehale ginn? Wa jo, wéi gëtt dëst genee kontrolléiert?

Réponse (01.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. Effektiv ass den 8. September 2020 bei engem Randbéischt de Virus vun der Blozongekrankheet (FCO; BTV) nogewise ginn. Et handelt sech hei ëm eng Krankheet, déi Widderkäuer betrëfft, fir de Mënsch awer ongefëierlech ass an dat och, wat de Konsum vun déieresche Produkter betrëfft. Glécklecherweis kann ee feststellen, dass de Krankheetsverlaf an de leschte Jore bei Wäitem net méi sou dramatesch ass ewéi 2008, wou dës Krankheet fir d'éischt hei zu Lëtzebuerg opgetrueden ass.

Aktuell gëtt et scho finanziell Ënnerstëtzungen, andeems de Staat den Impfstoff fir déi fräiwëlleg Impfung zur Verfügung stellt. Ausserdeem gëtt d'Zéie vun de Bluttprouwe bezuelt. D'Analyse vun de Prouwen, déi am staatleche Veterinärslabo gemaach ginn, ginn ewéi ëmmer vum Staat finanzéiert.

ad 3. Déi europäesch Gesetzgeebung (Reglement (CE) 1/2005) gesäit vir, dass all Déier, wat exportéiert gëtt, virum Depart ënner anerem muss kontrolléiert ginn, ob et transportfäeg ass. Bei dëse Kontrollen, déi vum Veterinärsinspekter op der Sammelstell duerchgefouert ginn, gëtt natierlech och d'Haltung vun de Kaalwer iwwerpréift. Et ass ausserdeem net virgeschriwwen, dass d'Kaalwer minimum 48 Stonne mussen op der Sammelstell stoen.

Question 2840 (16.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **castration des porcelets :**

Ab dem 1. Januar 2021 däerfen zu Lëtzebuerg Fierkele just nach ënner Narkos kastréiert ginn. Et ass kloer, datt dëst fir vill Baueren eng Ëmstellung mat sech bréngt an datt déi vun där Neierung betraffen Acteure gäre Planungssécherheet fir d'Zukunft hätten. Bei eisen däitschen Noperen ass et zum Beispill esou, datt d'Politik dës Ännerungen, déi natierlech mat Méikäschte verbonne sinn, finanziell ënnerstëtzt.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Wéi eng Method vun der Kastratioun vu Fierkele gouf bis elo zeréckbehalen?

2. Ass de Landwirtschaftsministère bereet, jee no Kastratiounsmethod, déi zeréckbehale gouf, d'Bauere bei där Ëmstellung finanziell ze ënnerstëtzen?

3. Wa jo, wéi soll dës Ënnerstëtzung konkreet ausgesinn?

4. Am Fall, wou déi zeréckbehale Kastratiounsmethod lafend Käschte verursaacht: Kënnen d'Baueren och an deem Fall mat finanzieller Ënnerstëtzung rechnen?

5. Wa jo, wéi soll dës Ënnerstëtzung konkreet ausgesinn?

Réponse (01.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'Kastratioune vun de Fierkelen zu Lëtzebuerg si konform mam EU-Gesetz, dat heescht, Fierkelen däerfe bis zum Alter vun zéng Deeg ouni Anästhesie kastréiert ginn.

Et gëtt Iwwerleeungen, fir d'Kastratiounen, wéi an anere Länner (z. B. Däitschland, Schwäiz), just nach ënner Narkos ze erlaben. Dat ass awer eng Entscheedung op nationalem Niveau an net vun der EU virgeschriwwen. Vu datt dofir d'Legislatioun muss adaptéiert ginn, gëtt et hei am Land aktuell nach kee Stéchdatum.

D'Kastratioun vun de Fierkelen ass de Moment a wäert och an Zukunft ee chirurgeschen Agréff bleiwen.

ad 2. + 3. D'Agrargesetz vum 27. Juni 2016 gesäit eng finanziell Ënnerstëtzung vu 40 % bei den Uschafungskäschte vun neien Apparater (an dësem Fall: équipement de contention, de manipulation) vir.

ad 4. + 5. Wéi och bei aneren Uschafungen ass de Proprietär fir den Ënnerhalt an déi domat verbonne lafend Käschten zoustänneg.

Question 2843 (16.09.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **colis de semences :**

Depuis quelques semaines certaines personnes ont reçu des colis suspects contenant des semences provenant principalement de Chine, de Singapour, de Taiwan, du Vanuatu et de Malaisie. Celles-ci peuvent avoir un effet nocif sur la biodiversité indigène.

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a appelé les personnes recevant de tels colis à contacter l'Administration des services techniques de l'agriculture.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de personnes ayant reçu un tel colis ont déjà pris contact avec l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) ?

2) Est-ce que l'ASTA demande aux personnes concernées de leur envoyer le colis reçu ?

3) Dans l'affirmative, est-ce que le contenu des colis est analysé ? Toujours dans l'affirmative, que contiennent les colis analysés ?

4) Quel serait l'impact sur notre biodiversité si quelqu'un plantait le contenu des colis reçus ?

Réponse commune (14.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Jusqu'à ce jour, 17 personnes ont déjà pris contact avec le service de la protection des végétaux de l'ASTA à ce sujet.

ad 2) Le service de la protection des végétaux de l'ASTA propose aux personnes ayant contacté le service le retrait des colis chez elles par un agent de l'ASTA afin de garantir que le contenu soit manipulé correctement et finalement détruit. Cependant, un envoi du colis concerné au siège principal de l'ASTA est également possible.

ad 3) Le contenu des colis est analysé pour vérifier s'il s'agit vraiment de semences. Si la présence de semences est confirmée et aucun document de certification n'est attaché, le contenu est considéré comme non conforme aux dispositions de règlement (UE) n° 2031/2016 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux. Le contenu et l'emballage sont alors photographiés pour la documentation et le suivi du dossier. Les semences sont ensuite détruites par incinération. Jusqu'à présent, quatre colis pris en charge contenaient de semences, dont un de semences de maïs (Zea mays) et un autre de semences d'aubergine (Solanum melongena).

Les autres colis n'ont à ce jour pas encore été récupérés. Un colis non ouvert par le destinataire contenait des écouteurs sans fil. Un colis notifié n'était pas en provenance d'un pays tiers et s'il est finalement avéré qu'il a été commandé par une autre personne du ménage. L'emballage des colis de semences mentionne souvent qu'il s'agit d'un bracelet, de boucles d'oreilles ou autres petits objets.

ad 4) Selon les espèces présentes dans les sachets, l'impact pourrait être plus ou moins néfaste pour la biodiversité et, le cas échéant, pour la production végétale, en particulier l'agriculture et la sylviculture. Une conséquence pourrait être la dissémination d'organismes nuisibles pour les végétaux comme par exemple des insectes, nématodes, bactéries ou virus, qui peuvent être contenus dans ou sur les semences non contrôlées et non certifiées. La propagation de ces organismes nuisibles peut provoquer des dégâts aux cultures végétales et aux milieux naturels et ainsi nuire à la biodiversité.

L'éradication d'organismes nuisibles est obligatoire pour les espèces classées comme organismes de quarantaine par la législation européenne. L'éradication peut causer des pertes économiques assez conséquentes pour le producteur de végétaux au cas où la récolte est perdue ou si les végétaux doivent être détruits. Dans le cas d'un besoin d'éradication des organismes nuisibles de quarantaine dans les milieux naturels, les administrations compétentes doivent ordonner des mesures phytosanitaires susceptibles de perturber fortement la biodiversité locale.

En outre, l'utilisation de semences inconnues peut déclencher une propagation envahissante de ces plantes selon les espèces, provoquant une répression des espèces indigènes. On parle alors d'une espèce exotique envahissante (EEE) ou espèce invasive. Des semences importées peuvent également poser un risque de pollution génétique des espèces indigènes si les plantes exotiques qui se développent à partir de ces semences sont interfécondes avec des espèces indigènes.

Les envois de semences non certifiées pourraient également contenir des semences génétiquement modifiées. Ces semences OGM ne sont pas autorisées dans l'Union européenne, étant donné que les conséquences d'une dissémination sont incertaines.

Question 2848 (17.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**obligation d'apposer un cachet sur certaines demandes :**

Salariéeën, déi eng Demande fir den Elterecongé (congé parental) wëlle maachen, kënnen dës Demande bei der Zukunftskeess maachen. D'Gesetz vum Congé parental gesäit vir, datt dofir ee Formulaire muss vum Patron mat ënnerschriwwe ginn, fir ze garantéieren, datt de Patron iwwert dës Demande informéiert an averstanen ass.

Am Gesetz selwer stinn awer soss keng méi konkreet Ufuerderungen doriwwer, wéi d'Demande opgebaut soll sinn an et gouf am Gesetz och kee Standardformulaire als Annex beschloss. D'Zukunftskeess offréiert op hirem Site awer esou ee Standardformulaire, deen d'Salariéeë benotze kënnen, fir d'Demande ze maachen. An dësem Formulaire gëtt explizitt nom „Cachet et signature de l'employeur" gefrot.-

Et ass mir bekannt, datt et méi heefeg virkënnt, datt Demandë refuséiert ginn, wann dëse Cachet, also de Stempel, op der Demande feelt. Vill Betriber, grad an der New Economy, hunn awer kee Stempel méi an et gëtt no menge Recherchen och keng legal Obligatioun fir e Betrib, esou ee Stempel ze besëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir d'administrativ Reform an der Madamm Minister fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, datt Demandë fir de Congé parental refuséiert ginn, respektiv zeréckgeschéckt ginn, well de Stempel vum Employeur feelt, obwuel dësen de Formulaire ënnerschriwwen huet?

2. A wéi ville Fäll ass dat bis elo virkomm?

3. Op wéi enger gesetzlecher Basis baséiert sech d'Demande vun der CAE, datt de Formulaire ee Stempel droe muss?

4. Ass de Minister der Meenung, datt am Kader vun enger „simplification administrative" esou Prozeduren iwwerflëssig sinn an datt et an dësem Fall onnéideg ass, eng Demande wéinst engem net existente Stempel ze verzögeren? Plangt de Minister vun der administrativer Reform, hei Vereinfachungen anzeféieren?

5. Wéi vill Prozedure beim Staat setzen d'Existenz vun engem Stempel bei enger Entreprise viraus? Ginn et Pläng, dës ze vereinfachen?

Réponse commune (12.10.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Réforme administrative*, et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Laut Informatioune vun der Zukunftskeess gëtt et keen eenzege Fall, wou e Congé parental opgrond vun engem feelende Stempel vum Patron refuséiert gi wär.

Den Employeur accordéiert oder refuséiert de Congé parental opgrond vun de Konditiounen aus dem Artikel 243-43 vum Code du travail. D'Zukunftskeess accordéiert oder refuséiert d'Indemnitéit vum Congé parental opgrond vun der Demande, déi nom Artikel 308 aus dem Code de la sécurité sociale „dûment certifiée par l'employeur" bei hir ukënnt. De Stempel ass weeder eng Konditioun fir de Congé parental nach fir d'Indemnitéit vum Congé parental.

Et ass der Zukunftskeess iwwerlooss, wéi si d'Formulairë fir hir respektiv Prestatiounen opstellt.

Wéi den honorabelen Deputéierte richteg bemierkt, sollen am Kader vun enger Simplification administrave besteeënd Prozeduren op de Leescht geholl a sou wäit wéi méiglech vereinfacht ginn. Dëst ass ee permanente Prozess. Doriwwer eraus beméit sech de CTIE, an Zesummenaarbecht mat de jeeweilege Verwaltungen, d'Offer vun den Onlineformulairë stänneg ze komplettéieren an dem Bierger de Kontakt mat de Verwaltungen ze vereinfachen.

Och bei der Zukunftskeess ginn d'Simplification administrative an d'Digitaliséierung geziilt weidergefouert, andeems mat der Hëllef vum CTIE un neie Léisungen a Servicer geschafft gëtt. Zil ass et, fir d'Formulairen online auszefëllen, ze ënnerschreiwen an och der Verwaltung zoukommen ze loossen.

A wéi enge Fäll eng Prozedur beim Staat eng Existenz vun engem Stempel bei engem Betrib erfuerdert, hänkt vun de Bestëmmunge vun de jeeweilege Verwaltungen of.

Question 2852 (18.09.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**achat de drogues sur le Darknet :**

An Däitschland heefe sech déi lescht Wochen a Méint d'Fäll vun Teenager, déi illegal Drogen aus dem Darknet zou sech huelen an deelweis un de Folge stierwen. Vill Teenager si sech oft net bewosst, wat se consomméieren, respektiv ass hinnen d'Zesummesetzung vun dësen Drogen aus dem Darknet oft net bekannt, wat d'Consommatioun ëmsou méi (liewens-)gefëierlech mécht.

An dësem Kontext, wëll ech gäre follgend Froe stellen:

- Stellen d'Beamten hei zu Lëtzebuerg och eng Augmentatioun vum Konsum vun Drogen aus dem Darknet fest?

- Ginn et dozou Statistiken hei am Land?

- Wéi eng Moyenen huet d'Police, d'Douane an d'Justiz, fir dem Trafick aus dem Darknet entgéintzewierken? Ginn dës Moyene weider verstäerkt?

Réponse commune (15.10.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Och wa keng spezifesch Statistiken zu Verfügung stinn, konnten d'Beamte vun der Police judiciaire wéi och d'Beamte vun der Douane déi lescht Jore keng Augmentatioun feststellen, wat den Akaf vun Drogen iwwert den Internet/Darknet hei zu Lëtzebuerg betrëfft.

Am Géigendeel, d'Douane huet festgestallt, datt d'Unzuel vun den ofgefaangene respektiv de saiséierte Colis „à destinatation du territoire national" erofgaangen ass. Iwwerdeems hunn d'Saisië vun klengen Drogequantitéite fir den Eegekonsum erginn, datt et sech majoritär ëm syntheetesch Drogen a Cannabis gehandelt huet.

2019 ass et an enger Affär um Dikrecher Geriicht zu enger Verurteelung komm, wou Drogen iwwert den Darknet mat Bitcoin kaaft gi sinn.

D'Enquêteure vun der Sektioun „Stupéfiants" bei der Police judiciaire schaffe souwuel mat der Sektioun „Nouvelles technologies" wéi och mat de Beamte vun der Douane zesummen, fir dësem geféierleche Phenomeen entgéintzewierken. Bei hirer Aarbecht gi se ënner anerem epauléiert vun enger Ekipp vun Analysten.

Et besteet ënner anerem eng enk Kooperatioun mat den auslänneschen Police- an Douaneautoritéiten, am Kader vum regulären Informatiounsaustausch wéi och am Kontext vu gemeinsame Projeten, Formatiounen oder Konferenzen. Europol ënnerstëtzt dës Kooperatioun ënner anerem mat hire wäitreechenden Analyscapacitéiten.

D'Bekämpfung vun Drogekriminalitéit huet Prioritéit an d'Moyene gi konstant weider verstäerkt. Rezent huet iwwerdeems d'Douane eng Cellule „Cybercrime" an d'Liewe geruff, fir géint online Drogekriminalitéit virzegoen, mat enger multidisziplinärer Approche, déi vum Akaf vun Drogen iwwert den Darknet, iwwert d'Bezuele mat Kryptowärunge bis bei d'Liwwere vun de Colis iwwer Servicer vun der POST oder aneren Express-Distributionsservicer alles ofdeckt.

Question 2857 (18.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **gestion des copropriétés d'immeubles bâtis :**

Il ressort de l'article 14. 3. de la loi du 16 mai 1975 portant statut de copropriété des immeubles bâtis que

« Le syndic est nommé par l'assemblée générale pour une durée qui ne peut dépasser trois années.

À l'expiration de ses fonctions, il ne peut poursuivre ses activités qu'en vertu d'une décision formelle de l'assemblée générale. Il a toutefois qualité, en attendant cette décision, d'accomplir tous actes conservatoires dans l'intérêt du syndicat et peut convoquer l'assemblée générale en vue de pourvoir à la vacance. »

Il nous revient que certains syndics incorporent dans leur contrat les liant à la copropriété des clauses de reconduction tacite, au cas où le contrat n'est pas résilié un certain temps avant l'expiration du terme, mettant ainsi la copropriété dans une quasi impossibilité de sortir du contrat en question.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame le Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement a-t-il connaissance de telles pratiques ?

2) Ces pratiques sont-elles conformes au texte et à l'esprit de la loi ?

3) Quel regard le Gouvernement porte-t-il sur de telles pratiques ?

4) Le Gouvernement entend-il revoir les dispositions légales y afférent pour explicitement prohiber de telles pratiques ?

5) Le Gouvernement ne considère-t-il pas que la législation sur le statut de copropriété des immeubles bâtis mérite d'être réformée plus fondamentalement ? Dans l'affirmative, quels seraient, de l'avis du Gouvernement, les points saillants d'une telle réforme ?

Réponse commune (08.10.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Le Gouvernement n'a pas connaissance de telles pratiques.

ad 2) L'article 14, paragraphe 3, alinéa 2, de la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis prévoyant expressément que la poursuite des activités d'un syndic ne peut se faire « qu'en vertu d'une décision formelle de l'assemblée générale », de pareilles pratiques seraient contraires à la loi ainsi qu'à l'esprit de la loi.

ad 3) Le Gouvernent tient à rappeler que bon nombre des dispositions de la loi modifiée du 16 mai 1975 sont d'ordre public pour faire partie des dispositions déclarées impératives par l'article 40 de cette loi, dont l'article 14.

ad 4) Il s'ensuit des explications précédentes que les dispositions actuelles prohibent déjà les pratiques évoquées.

ad 5) Comme pour d'autres législations en vigueur, le Gouvernement analyse constamment la nécessité d'adapter les dispositions sur le statut de copropriété des immeubles bâtis aux évolutions dans la matière. Dans cet ordre d'idées, un avant-projet de loi proposant un certain nombre d'adaptations considérées comme étant les plus urgentes sera déposé avant la fin de l'année.

Question 2858 (18.09.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**hôpital militaire :**

Nach kierzlech huet d'AMMD gesot, datt d'Land eng Aart Katastrophespidol kréie misst, dat am Noutfall ganz schnell ageriicht ass. Dëst Uleies huet d'ADR der Regierung virun e puer Joer scho vermëttelt.

Op eng parlamentaresch Fro vun der ADR huet d'Regierung de 25. Oktober 2017 geäntwert, datt e Konzept vun enger Militär- a Katastrophemedezinn virleie géif an datt dëst och den 30. Juni 2017 vum Regierungsrot guttgeheescht gi wier. Ënner anerem soll dat Konzept d'Entwécklung vu spezialiséierte medezinneschen a paramedezinnesche Ressourcë virgesinn, ewéi och den Amenagement, an engem zivile Spidol, vun enger spezieller militärescher Infrastruktur mat enger Capacitéit vun ëm déi 40 Better. Dëst Konzept ass no méi wéi dräi Joer nach net a Realitéit ëmgesat ginn.

Zulescht huet d'ADR de 25. Mäerz 2020 nach e Bréif un de Minister fir Verdeedegung a bannenzeg Sécherheet geriicht, fir dëse Projet spéitstens direkt nom offiziellen Enn vum État de crise an der zoustänneger Kommissioun ze diskutéieren. Do soll de Minister Stellung huelen zur Opportunitéit vun engem Militärspidol zu Lëtzebuerg an dem Ausbau vun eiser Militärmedezinn mat qualifizéiertem Personal a Reservcapacitéit.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gäre folgend Froe stellen:

1. Wou ass d'Regierung mat der Ëmsetzung vun deem Projet drun? Wat gouf bis haut, an a wéi engem Zäitraum, realiséiert, zënter de Regierungsrot dat besote Konzept den 30. Juni 2017 guttgeheescht huet?

2. Wat fir Implikatiounen huet dëse Projet op d'Arméi?

3. Ass hei och eng Kooperatioun mat der NSPA virgesinn?

4. Soll eng militärmedezinnesch Struktur fir de Krisefall oder Katastropheschutz och kënnen um Terrain deployéiert ginn?

5. Gëtt bei dësem Projet och dru geduecht, sech mat der AMMD a mat de Spideeler zesummenzesetzen, fir hiren Avis ze froen? Wann nee, firwat net?

6. Ass d'Regierung gewëllt, och e Konzept auszeschaffen, fir eng Uniklinik a Synergie mam geplangte Militärspidol ze realiséieren? Wann nee, firwat net?

Réponse commune (16.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De „projet de médecine militaire et de catastrophe" ass am Kontext vun den Attentater vun 2015 a 2016 zu Paräis, Bréissel a Berlin entstan an huet op engem duebele Constat berout:

- op där enger Säit eng Nofro vun der NATO no Moyenen am medezinnesche Beräich, an domadder verbonnen der Méiglechkeet den „effort de défense" vu Lëtzebuerg ze erhéijen,

- anerersäits de Wëllen, d'national Capacitéite fir medezinnesch Versuergung am Fall vun engem Virfall mat Masseverletzten („mass-casualty incident") ze verbesseren.

De Regierungsrot vum 30. Juni 2017 huet d'Iddi vun engem globale Konzept fir de „projet de médecine militaire et de catastrophe" validéiert.

Vu deem Moment un a wärend dräi Joer haten d'Direction de la défense an de Gesondheetsministère Gespréicher mat Vertrieder aus de Beräicher vun der bannenzegter Sécherheet an der Gesondheet, fir un deem Projet ze schaffen: de véier Groupes hospitaliers (Centre Hospitalier du Nord, Centre Hospitalier Emile Mayrisch, Centre hospitalier de Luxembourg, Hopitaux Robert Schuman), dem Laboratoire national de santé (LNS), dem Luxembourg Institute of Health (LIH), der Arméi, dem Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN), dem Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), dem Health Cluster an der AMMD. Unhand vun dëse Gespréicher gouf däitlech, dass de Projet sech op de Bau vun enger Infrastruktur, där hir Käschten onbedéngt als „effort de défense" missten ugerechent ginn, baséiere sollt. En Appel à projet fir e „Militärspidol" gouf un déi véier Groupes hospitaliers adresséiert. De Projet vum Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) gouf doropshi vu militäreschen a medezinneschen Experten ausgewielt.

De Regierungsrot vum 28. September 2018 huet déi lafend Entwécklung vum Projet bestätegt an de CHEM als privilegiéierte Partner vun der Defense designéiert, fir de Projet ze entwéckelen. Zu deem Zweck hunn d'Direction de la défense an de CHEM den 8. Juli 2019 e Kooperatiounsofkommes fir d'Ëmsetze vum Projet ënnerschriwwen.

E Basiskonzept gouf erstallt:

- E „Major Incident Hospital" soll opgebaut ginn. Dëst „Militärspidol" wier e „Pufferspidol" fir d'Versuergung vu Patienten, zivill oder alliéierte Militär, dat just am Fall vun enger schwéierer sanitärer Kris zum Asaz kéim. Dës Infrastruktur kéint deemno net um Terrain deployéiert ginn.

- An Net-Krisenzäite kéint d'medezinnesch Fakultéit vun der Uni Lëtzebuerg an der Infrastruktur schaffen. D'Konzept gesäit keng Unisklinik, fir Patienten ze behandelen, vir, mee en Zenter mat enger medezinnesch-universitärer Ausbildung (praktesch Coursen, mat konkreeter Simulatioun, fir Studenten, „professions de santé" an Dokteren) a Fuerschung iwwer medezinnesch Roboteren an Telemedezinn.

Dëse Projet, deen zesumme mat de consultéierte Partner erstallt gouf, gouf den 23. Juli 2020 dem Regierungsrot virgeluecht, deen d'Direction de la défense autoriséiert huet, eng Étude de faisabilité vum Projet an Zesummenaarbecht mat de verschiddene Partner ze lancéieren.

Am Ament gëtt en Aarbechtsgrupp mat Vertrieder vum Gesondheets-, dem Wirtschafts- an dem Inneministère, der Direction de la défense, dem HCPN an der Arméi zesummegestallt, fir en Appel d'offre fir déi besoten Étude de faisabilité auszeschaffen.

Am aktuellen Entwécklungsstadium gesäit de Projet keng konkreet Bedeelegung vu Personal vun der Arméi an och keng direkt Zesummenaarbecht mat der NSPA vir. Dës Aspekter kéinten awer am Kontext vun der Étude de faisabilité verdéift ginn.

Question 2861 (21.09.2020) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **production laitière :**

La production laitière est une des premières productions du secteur agricole du Luxembourg où il existe encore plus de 600 exploitations avec vaches laitières. En effet, environ 50 % de notre production agricole est d'origine animale.

Or, les alternatives au lait de vaches (lait de soja, lait d'amande, lait d'avoine, lait de riz, lait de pois jaunes) deviennent de plus en plus populaires.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quel est l'actuel coût moyen de production par litre pour le lait de vache au Luxembourg ? Est-ce que ce coût permet aux producteurs laitiers de réaliser une plus-value sur la production de lait ?

2) Quelle est l'évolution du cheptel de vaches laitières lors des dernières 10 ans ? La fin du régime des quotas laitiers en 2015 a-t-elle provoqué une augmentation considérable du cheptel laitier ?

3) Quelle quantité de lait produite au Luxembourg est destinée au marché indigène et quelle quantité est destinée à l'exportation ? Quels sont les principaux pays destinataires du lait de vache luxembourgeois exporté ?

4) Quelle est l'évolution de la consommation du lait de vache pendant ces dernières années ? Qu'en est-il de la consommation de lait issu de la production biologique ?

5) Quelle est l'évolution de la consommation de laits végétaux pendant ces dernières années ? Est-ce que Monsieur le Ministre estime que le recours à des laits de substitution végétaux a un impact sur la consommation de lait d'origine animale ?

6) Est-ce de nouvelles opportunités s'offriraient aux producteurs de lait indigènes avec l'ouverture éventuelle de la laiterie FAGE ?

Réponse (15.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) En 2017 et 2018, le producteur laitier spécialisé a réalisé en médiane (50 % des producteurs avaient moins et les autres 50 % des producteurs avaient plus) un revenu de 14,5 cts/kg de lait (2017), respectivement de 11,9 cts/kg de lait (2018). Dans le calcul du revenu sont inclus les coûts variables, comme par exemple les coûts relatifs à l'alimentation du bétail et les coûts de vétérinaires, ainsi que les coûts fixes comme par exemple les amortissements pour les bâtiments et machines. À partir de ce revenu, le producteur laitier doit payer, à lui-même et aux membres actifs de sa famille dans l'exploitation une rémunération pour le travail effectué, des intérêts pour son capital propre investi, ainsi qu'une approche de bail foncier pour ses terrains agricoles dont il est propriétaire. Ces coûts sont généralement répertoriés sous le terme collectif de coûts imputés.

Pour plus de la moitié des exploitations laitières spécialisées, ce revenu ne leur a pas permis de couvrir les coûts imputés en entier. Il existe une grande hétérogénéité entre les exploitations laitières spécialisées analysées (en total un peu plus de 300) : 25 % de ces exploitations ont réussi à couvrir tous les coûts imputés et ont réalisé une plus-value sur la production de lait, tandis que plus de la moitié des exploitations n'y sont pas parvenues.

ad 2) Le cheptel de vaches laitières a augmenté de 20 % dans les dix dernières années. La majeure partie de cette augmentation se situe entre 2015 et 2017. Néanmoins avec 53.947 têtes en 2019, le cheptel de vaches laitières est toujours plus bas qu'avant l'introduction des quotas laitiers au début des années 1980 (-20 %).

La fin du régime des quotas laitiers en 2015 a stimulé la réorganisation de la production agricole et a conduit à une spécialisation de la production laitière, avec comme conséquence une augmentation du cheptel de vaches laitières de 15 % jusqu'en 2019. Par contre le cheptel bovin total a diminué de 4 % pendant cette même période.

ad 3) En 2019, 204 des 639 exploitations laitières ont livré leur lait directement à des laiteries situées dans des pays limitrophes. Une part du lait collecté par des laiteries implantées au Luxembourg est exportée comme lait en vrac. Pour l'année 2019, 56 % de la production nationale de lait de vache a été exportée comme lait de ferme et/ou lait non transformé. Pour la filière « lait bio » il existe une situation similaire. L'Allemagne et la Belgique sont les principaux pays de destination pour l'exportation du lait de ferme et/ou du lait non transformé.

ad 4) + 5) Les services du Ministère de l'Agriculture ne disposent pas de chiffres fiables sur l'évolution de la consommation de produits alimentaires.

D'après les prévisions établies par la FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), la demande mondiale de lait et de produits laitiers continuera d'augmenter également dans les années à venir.

ad 6) Avec l'annonce de la société FAGE mi-septembre de renoncer à son implantation au Luxembourg, il est clair qu'aucune nouvelle opportunité ne s'offrira aux producteurs de lait indigènes.

Question 2862 (21.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **chantiers sur la collectrice à Pétange :**

Zënter méi wéi engem Joer sinn op der Collectrice zu Péiteng reegelméisseg Bauaarbechten, déi zu Schantercher op der Strooss féieren. A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0586 d'lescht Joer hat de Minister mer geäntwert, datt eng Adaptatioun vun engem Reewaasserbaseng zu Péiteng an der Rue de la Piscine gemaach gëtt. Elo war et esou, datt de Schantje gutt e puer Méint fäerdeg war, ma virun e puer Méint erëm een neie Schantjen hei opgemaach huet. Allerdéngs ass d'Markéierung vun der Fuerbunn net optimal: déi giel Linnen, déi sech mat der wäisser Stroossemarkéierung vermëschen, si virun allem an der Nuecht net ze gesinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Handelt et sech bei dësem Schantjen nach ëmmer ëm deen nämmlechte Projet wéi d'lescht Joer? Falls jo, firwat gouf de Schantje kuerzzäiteg pauséiert an elo erëm een neien opgemaach?

2. Aktuell sinn och vill Aarbechten op besotenem Schantjen ze gesinn. Wéi gesäit den Zäitplang fir dëse Schantjen aus a bis wéini wäert d'Strooss erëm fräi sinn?

3. Firwat ass dëse Schantjen (Stand haut) net op cita.lu ze gesinn?

4. Kann de Minister senge Servicer weiderleeden, de Schantje scho vu Wäitem besser siichtbar ze maachen, z. B. mat LED-Warnsignaler an enger méi siichtbarer Stroossemarkéierung?

Réponse (16.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Momentan ass e Schantjen op der N31 zu Péiteng amgaangen. Et ass nach dee selwechte Projet wéi virdrun. Et handelt sech hebäi ëm Aarbechten, déi vum Ofwaassersyndikat SIACH gemaach ginn an déi duerch eng Permission de voirie geneemegt goufen. De Schantje gouf net pauséiert, mee en ass a

verschidde Phasen agedeelt. Net all Phas vun dësem Projet benéidegt eng Vereengung vun der N31.

ad 2. Den Zäitplang vun dësem Projet gesäit vir, de Schantje bis Enn 2020 ofzeschléissen. E méi genauen Delai kann de SIACH bedéngt duerch eventuell Imprevuen nach net nennen. Et bleift ze erwänen, dass déi aktuell Situatioun op der N31 (Vitesslimitatioun a Stroosseverengung op 2x3 Meter) e minimalen Impakt op den Trafick huet an dass duerch dës Mesuren e proppere Verkéiersfloss weiderhi garantéiert ass.

ad 3. De Projet op der N31 vum SIACH ass geméiss internen Instruktiounen an enger Applikatioun „Info Chantiers" ënnert der Nummer ID 34425 agedroen an ass och op cita.lu ze gesinn.

ad 4. De Schantjen ass konform signaléiert an och duerch Clignotantë souwuel daagsiwwer wéi och nuets gutt siichtbar. Dës Signalisatioun gëtt reegelméisseg vun der zoustänneger Brigade vun der Stroossebauverwaltung kontrolléiert.

Question 2890 (24.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **contact tracing dans le transport public :**

An all Situatioun, an där sech eng gewëssen Unzuel u Leit an engem zouene Raum befannen, besteet een erhéichten Ustiechungsrisiko fir eng Infektioun mam Covid-19-Virus - esou och am ëffentlechen Transport.

Doduerch, dass d'Bussen an d'Zich aus dem Land all Dag Dausende vu Persounen vun A no B brëngen, kann et am Fall, wou ee Contacttracing muss gemaach ginn, wichteg ginn ze wëssen, mat wéi engem Bus oder Zuch Kanner an Erwuessener ënnerwee waren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Gëtt et een uniformiséierte Froebou, dee vun der Santé agesat gëtt, fir Covid-positive Leit Froen ze stellen am Kader vum Contacttracing? Wa jo, wat fir Froe stinn op dësem Froebou? Wann net, wéi gëtt d'Qualitéit vum Tracing garantéiert?

2. Gi Persoune wärend dem Contacttracing systematesch gefrot, mat wéi engem Bus oder wéi enger Zuchlinn si gefuer sinn?

3. Vu ministerieller Säit aus gouf deslescht oft widderholl, dass sech d'Leit an de Bussen net ustieche géifen. Wéi kann de Minister ausschléissen, dass ee sech am Bus ustécht?

Réponse commune (09.10.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Zanter dem 20. Abrëll gëllt am ëffentlechen Transport d'Maskepflicht souwéi och selbstverständlech d'Gestes barrières.

Déi ëffentlech Verkéiersmëttel gi reegelméisseg gebotzt an desinfizéiert, hei iwwerhëllt de Mobilitéitsministère en Deel vun de Käschten, esou wéi et an der Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 2285 vum honorablen Deputéierte Marc Goergen scho gesot gouf. D'Personal am ëffentlechen Transport hält sech natirlech och un d'Reegelen, déi am Kader vun der sanitärer Kris um Regierungsniveau opgestallt goufen.

De Contacttracing geet systematesch Stonn fir Stonn mat der betraffener Persoun hir lescht 48 Stonne virum Test oder den éischte Symptomer duerch a stellt och Froen iwwert d'Benotzung vum ëffentlechen Transport. Dobäi gëtt och gefrot, mat wat fir enger Bus- oder Zuchlinn d'Leit gefuer sinn.

Iwwert déi lescht Méint sinn eis dobäi ni Clustere vun Infektiounsfäll am ëffentlechen Transport opgefall. Formell kann een esou eng Infektioun natierlech ni ausschléissen, falls dat awer e gréissere Problem wär, géif dat sécher opfalen, genausou wéi mir och Clusteren op anere Plazen opdecken (am Familljekrees oder bei der Aarbecht).

Question 2891 (24.09.2020) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**état d'avancement du dossier « conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire B » :**

Suite à ma question parlementaire n° 0163 en date du 21 mars 2014 concernant l'état d'avancement des négociations entre le Luxembourg, la Belgique et la France au sujet d'une éventuelle reconnaissance mutuelle de l'équivalence de la catégorie A1 avec la catégorie B du permis de conduire sur leurs territoires respectifs, le Gouvernement avait annoncé que la Commission européenne avait été saisie en date du 24 janvier 2014 pour analyser la conformité d'une telle mesure.

En effet, l'article 6 paragraphe 3 point b) de la directive 2006/126/CE du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire donne aux États membres la faculté d'accorder l'équivalence des motocycles de la catégorie A1 sous couvert d'un permis de catégorie B. Le Luxembourg a recouru à cette faculté. Dès lors, le permis de conduire de la catégorie B autorise la conduite de motocycles légers (:≤125 cm^3) sous condition d'être titulaire du permis de conduire de la catégorie B depuis au moins deux ans et d'avoir participé à une formation théorique et pratique d'au moins sept heures dans une auto-école. La conduite des motocycles légers reste cependant limitée au territoire national du Grand-Duché du Luxembourg, alors que certains de nos pays voisins, la Belgique et la France, ont également recouru à cette faculté pour ce qui est de leur territoire national respectif. Une concertation entre ces trois États afin d'abolir cette limitation territoriale et d'autoriser la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B avait été entamée en 2013. Cette mesure profiterait notamment au Luxembourg à cause des passages fréquents de la frontière par les résidents et par les frontaliers et s'inscrirait dans la politique de transition vers des véhicules écologiques améliorés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- L'analyse du dossier sur la « conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B » par la Commission européenne, est-elle terminée ?

- Si cela s'avère être le cas, le Gouvernement pourrait-il me communiquer les conclusions de la Commission européenne concernant cette analyse ?

- Dans la négative et à titre de transparence, le Gouvernement pourrait-il m'informer sur l'état d'avancement du dossier traitant de la conformité européenne mutuelle de la catégorie A1 avec la catégorie B du permis de conduire ?

- Toujours dans la négative, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faudrait relancer la Commission européenne quant à l'analyse du dossier sur la « conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B » ?

Réponse (28.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans le contexte, je me permets de renvoyer à ma réponse à la question parlementaire n° 0861 traitant le même sujet.

Il s'ensuit, que nos pays limitrophes ont entretemps tous adaptés les mêmes règles en ce qui concerne la conduite de véhicules de la catégorie A1 avec un permis de conduire de la catégorie B (catégorie B100). Effectivement, l'Allemagne vient récemment, tel que la Belgique et la France déjà auparavant, d'introduire cette catégorie B100.

Cette catégorie prévue par la directive 2006/126 relative au permis de conduire est cependant une catégorie volontaire que les pays peuvent introduire. Elle ne constitue pas une obligation. Partant, cette catégorie est limitée au territoire national des états membres.

Une demande commune du Luxembourg, de la Belgique et de la France auprès de la Commission européenne afin de permettre une reconnaissance mutuelle de cette catégorie a été rejetée en 2016 avec l'explication que cette reconnaissance n'était pas prévue par ladite directive. Seulement le permis de conduire de la catégorie A1 permet dès lors la conduite d'une moto de cette catégorie dans un autre état membre.

Toutefois, la Commission européenne est en train d'évaluer les résultats de la directive 2006/126 et a annoncé une révision de cette directive. Dans le cadre de ces discussions le Luxembourg revendiquera d'inclure la possibilité d'une reconnaissance mutuelle de cette catégorie dans le nouveau texte.

Question 2900 (24.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **test de dépistage de la Covid-19 dans la région Est du pays :**

Fir eng optimal Kontroll iwwert d'Ausbreede vum Covid-19-Virus ze hunn, propagéiert d'Regierung jo de Large-Scale-Testing. Bedauerlecherweis gouf rezent d'Teststatioun zu Jonglënster zougemaach an déi betraffe Leit musse sech elo bis op Gréiwemaacher beweegen, fir sech testen ze loossen, wat mat groussen Ëmstänn verbonnen ass, virun allem fir déi Leit, déi keen Auto hunn. An der offizieller Kommunikatioun vun der Regierung, fir sech testen ze loossen, war bis dato och ëmmer eng Telefonsnummer uginn, fir e Rendez-vous fixéieren. Elo awer kann ee sech just nach per Mail umellen, wat virun allem fir eis eeler Leit méi ëmständlech oder esouguer onméiglech ass.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Aus wéi engem Grond huet d'Teststatioun zu Jonglënster hir Dieren zougemaach? Ass sech d'Madamm Ministesch bewosst, datt dat mat groussen Ëmstann fir déi betraffe Leit am Bezierk Oste verbonnen ass?

2. Aus wéi engem Grond gouf an den offizielle Regierungsformulairen, fir sech fir de Covidtest unzemellen, d'Méiglechkeet gestrach, fir sech per Telefon unzemellen? Ass d'Madamm Ministesch sech bewosst, datt dëst et besonnesch fir eis eeler Leit schwéier mécht, sech nach unzemellen?

3. Gedenkt d'Madamm Ministesch, fir déi uewe genannte Mëssstänn nees ze behiewen? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat enger Léisung gerechent ginn?

Réponse (13.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Et war keng einfach Entscheedung, fir eng Rei Teststatiounen zouzemaachen. Déi éischt Phas vum Large-Scale-Testing (LST) war fir dräi Méint geplangt mat enger Erwaardung, dass eventuell e groussen Deel vun der Bevëlkerung matenee getest misst ginn. Dëst konnt glécklecherweis verhënnert ginn. An der zweeter Phas geet et dorëms, iwwer eng laang Zäit Testméiglechkeeten ze garantéieren. Léieren aus der éischter Phas hu gewisen, dass ee keng enorm grouss Kapazitéit pro Dag oder pro Woch brauch. Mat der Reduktioun vun de Kapazitéiten op maximal 53.000 Tester pro Woch konnt eng optimal Auslaaschtung vun den Testzentre berechent ginn. 17 Testzentren, sou wéi fir déi éischt Phas virgesinn, wieren do wéineg ausgelaascht gewiescht. Dobäi kënnt nach, dass verschidden Zentren och an der éischter Phas manner gutt besicht an ausgelaascht waren. An dësem Sënn, an och an Ubetruecht vun dem Gesamtbudget vum Programm, ass een op aacht Testzentren am Land komm. Weider Testzentren hätten de Budget ëm e puer Milliounen no uewe gedréckt. Déi aacht Zentre sinn no verschiddene Kriterien erausgesicht gi wéi d'geografesch Lag, direkten Accès, Zuel vun der Populatioun an enger Regioun an natierlech och den Daten iwwert d'Auslaaschtung an der Phas 1.

ad 2. Fir den optimalen Oflaf vum Programm ze garantéieren an eng Iwwerlaaschtung vun der Hotline ze verhënneren, gëtt op eng Online-Umeldung gesat, wann dat méiglech ass.

D'Méiglechkeet, fir sech iwwer Telefon unzemellen, besteet natierlech nach ëmmer fir Leit, déi kee Computer, Internet oder Smartphone hunn, iwwer follgend Telefonsnummeren:

Vu Lëtzebuerg aus: 8002 19 19

Vun der Belsch aus: 0800 14 3 75

Vun Däitschland aus: 0800 18 09 028

Vu Frankräich aus: 0805 321 023

D'Nummere sinn esouwuel aus dem Festnetz wéi och iwwer Handy erreechbar.

ad 3. Hei kann een net vu Mëssstänn schwätzen. D'Konzept an d'Ausriichtung vun der Phas 2 huet sech geännert. De Covid-19 ass nach ëmmer do a wäert och nach eng länger Zäit present sinn. Op Basis vun dësem Hannergrond an den Erkenntnisser vun der éischter Phas ass déi zweet Phas vum LST ausgeschafft ginn. Am Moment ass net geplangt, fir méi Testzentren opzemaachen. Natierlech muss een och an Zukunft der aktueller Situatioun gerecht ginn. Dofir gëtt eng permanent Evaluatioun vum Programm vun der Gesondheetsdirektioun gemaach, an domat stellt ee sécher, dass au besoin nogebessert ka ginn.

Question 2901 (24.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **alternatives au glyphosate :**

Den Här Landwirtschaftsminister gouf rezent vun der Zeitung „GUDD" interviewt. Interessant ass an deem Kontext d'Ausso vum Här Minister, datt et aktuell um Marché nach keng Alternativen zum Glyphosat ginn, déi manner gesondheetsschiedlech wieren. Weider heescht et, datt Planzen, déi méi resistent sinn a keng cheemesch Planzeschutzmëttel brauchen, laangfristeg eng Alternativ kéinten duerstellen. Den Aktiounsplang vun der Lëtzebuerger Regierung gesäit dann och vir, datt bis 2025 20 Prozent vun der landwirtschaftlecher Notzfläch no biologesche Produktiounsreegele bewirtschaft solle ginn.

An deem Zesummenhank wéilt ech dem Här Landwirtschaftsminister an der Madamm Ëmweltministesch dës Froe stellen:

1. Firwat plangt den Här Landwirtschaftsminister, de Gebrauch vu Glyphosat vun 2021 un ze verbidden, wann hie selwer zougëtt, datt et bis elo nach keng Alternativ dozou gëtt?

2. Wéi sollen an deem Kontext an den Ae vum Här Minister déi Baueren, déi konventionell Landwirtschaft bedreiwen, hir Felder virun Onkraut schützen, wa si keng Alternativ zum Glyphosat hunn? Wéi eng Léisungsusätz proposéiert den Här Minister elo de Baueren?

3. Wann ee fir d'Onkraut méi resistent Planzen ziichte wëllt, muss ee mat grousser Warscheinlechkeet Planzen a Planzekulture geneetesch modifizéieren. Ass et dat, wat den Här Minister mat senger Ausso mengt? Oder wëllt hien aner, net geneetesch modifizéiert Planzenzorten zu Lëtzebuerg afféieren? Wa jo, wéi eng?

4. Et ass jo gewosst, datt d'Biolandwirtschaft manner ertragsintensiv ass ewéi déi konventionell Landwirtschaft. Huet d'Regierung an deem Kontext Informatioune virleien, wéi vill Prozent vum aktuellen Ertrag vun eise Baueren duerch den Aktiounsplang, datt bis 2025 20 Prozent vun der landwirtschaftlecher Notzfläch no biologesche Produktiounsreegele bewirtschaft solle ginn, verluer wäerte goen? Wéi kann een déi Verloschter no landwirtschaftleche Produkter opschlësselen?

Réponse commune (09.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. + 2. Et ass momentan kee Wierkstoff an der EU zougelooss, deen d'Funktioun vu Glyphosat eent zu eent iwwerhuele kéint. Et kann een awer Glyphosat a ville Situatiounen duerch aner Planzeschutzmëttel ersetzen, et mussen dann awer verschidde Planzeschutzmëttel kombinéiert ginn. Alternativ heizou kënne vill Onkrautproblematiken duerch geännert Ubaumethode verhënnert ginn, oder et besteet d'Méiglechkeet, d'Onkraider mechanesch ze bekämpfen, notamment mam Plou. An dësem Kontext gouf och de Fuerschungsprojet ANGEL vum Landwirtschaftsministère lancéiert a finanzéiert.

ad 3. Et ass net geplangt, geneetesch modifizéiert Planzen zu Lëtzebuerg anzeféieren. Mee och duerch déi klassesch Zuuchtmethode kann ee bis zu engem gewëssene Mooss Kulturplanze méi konkurrenzstaark géigeniwwer Onkraider maachen. Des Weidere kënnen duerch déi klassech Zuuchtmethode Kulturplanze méi resistent géigeniwwer Kränkten a Schädlinge ginn. Dorunner gëtt an der Ziichtung kontinuéierlech geschafft, well dëst ass eng wichteg Viraussetzung fir eng nohalteg landwirtschaftlech Produktioun. Nodeems dës nei Zorte geziicht gi sinn, ginn dës Zorten zu Lëtzebuerg an den Zorteversich vun der Adminstration des services techniques de l'agriculture (ASTA), vum Lycée technique agricole (LTA) a vum Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur (IBLA) getest.

ad 4. Dës Fro ass schonn ënnert dem Punkt 6 vun der parlamentarescher Ufro N° 0534 vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen beäntwert ginn.

Question 2902 (25.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **flotte Luxair :**

Déi national Fluchgesellschaft Luxair wäert an noer Zukunft viru groussen Erausfuerderunge stoen an domadder natierlech och de Lëtzebuerger Staat als ee vun den Haaptaktionäre bei Luxair. Dëse Wandel kann awer eng Chance duerstellen, fir d'Airline an hiert Fluchmaterial méi ëmweltfrëndlech ze gestalten.

D'Luxair-Fligerflott setzt sech zum Deel zesummen aus Modeller vun der Boeing 737-700/800 (Next Generation) mat enger Capacitéit vu méi wéi 90 Passagéier. Kuckt een awer d'Auslaaschtung vun 2018, 2019 an och 2020, esou stellt ee fest, datt d'Boeing 737 quasi nëmmen op LuxairTours-Flich voll ausgelaascht ass (mat 189 Passagéier).

Fir aner Linnen, déi éischter op Leisure- a Business-Passagéier ofzilen, wären deemno Maschinne mat ronn 90 bis 140 Passagéier besser gëeegent. Et ass och gewosst, dass eng Boeing 737NG net méi den aktuellsten Technikstandarden entsprécht an deemno de Verbrauch entspriechend méi héich läit wéi bei neie Modeller. Dëst féiert deemno och zu engem méi héijen CO_2-Ausstouss an doriwwer eraus produzéieren d'Maschinne méi Kaméidi am Ufluch op de Findel.

Um Aviatiounsmaart ginn et nei Modellen, wéi zum Beispill den Airbus A220, eng europäesch Produktioun, déi bis zu 25 % manner Kerosin verbraucht (a konsequenterweis och manner d'CO_2-Emissioune produzéiert). Dësen Airbus-Typ ass op 100 bis 150 Passagéier ausgeriicht an huet eng vergläichbar Autonomie ewéi d'Fligeren aus der Boeing-737NG-Famill, wat bei de Strecken, déi Luxair ubitt, duerchaus duergeet. Den Airbus A220 kann zousätzlech de Kaméidi am Ufluch a beim Start am Vergläich zur Boeing-737er-Flott reduzéieren. Änlech Charakteristike kann och Embraer mat hirer 170 bis 195er-Famill opweisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ginn an der aktueller Situatioun Optioune gepréift, fir d'Luxair-Flott ze moderniséieren, un d'Besoinen unzepassen an ëmwelt- a klimatechnesch ze verbesseren?

2. Wär d'Regierung bereet, eng Kapitalerhéijung bei Luxair matzedroen, fir d'Airline méi ëmwelt- a klimafrëndlech ze gestalten an d'Luxair materialtechnesch no hire Besoinen ze optimiséieren?

3. Ass de Minister der Meenung, dass d'Ëmwelt- a Klimafaktore bei enger Neiausriichtung vun der Luxair musse berücksichtegt ginn?

4. Ass geplangt, een Deel vun der aktueller 737NG-Flott bei Luxair ze ersetzen?

5. Goufe schonns Kontakter oder Gespréicher mat Hiersteller opgeholl, fir nei Fligeren ze bestellen, fir een Deel vun der 737NG-Flott ze ersetzen?

Réponse (09.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wat eng Kapitalerhéijung bei Luxair ugeet, gëtt d'Regierung kommerzielle Firmen am Allgemengen an der Fluchgesellschaft Luxair am Besonnesche keng Strategie vir. D'Luxair decidéiert och selwer, wat fir e Fluchmaterial si wëllt akafen a bedreiwen. Dëst gëtt vun der Gesellschaft no verschiddene Krittären erausgesicht, ënner anerem d'Nofro an d'operationell Besoinen, an natierlech och no Ëmwelt- a Klimaaspekter.

Question 2918 (28.09.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **statistiques sur les lieux d'infections de la Covid-19 :**

Mat den Infektiounszuelen, déi an de leschte Woche rëm uklammen, klëmmt och erëm d'Onsécherheet an der Populatioun. Aus dësem Grond wier et hëllefräich, wann de Ministère géif Statistike publizéieren, déi unhand vum Contacttracing erstallt ginn an déi weisen, wou d'Leit sech infizéieren. Et wier jo interessant ze gesinn, ob den Infektiounsrisiko méi héich ass op der Aarbechtsplaz, beim Sport, am Restaurant, an der Vakanz etc. an deementspriechend wieren d'Leit och méi sensibiliséiert, sech nach besser un all sanitär Oplagen ze halen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Huet de Ministère esou Statistiken unhand vum Contacttracing?

2. Wa jo, gedenkt d'Regierung, dës Statistiken ze publizéieren?

3. Wann nee, firwat?

4. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt esou eng Statistik hëllefräich wier?

Réponse (07.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Säit dem 1. Juli publizéiert de Gesondheetsministère e wëchentleche Rapport mat de Statistiken iwwert déi warscheinlech Originne vun den neien Infektiounen (cadre familial, vacances, fêtes, écoles, lieu de travail, etc.).

De Gesondheetsministère ass effektiv der Meenung, dass dës Informatioun hëllefräich ass.

Question 2927 (29.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **jeux d'argent :**

Ee „Wort"-Artikel vum 25. September 2020 bericht iwwer eng Geriichtsaffär, déi mam Glécksspill zu Lëtzebuerg zesummenhänkt. Zwee Cafetieren haten eng Plainte wéinst Bedruch agereecht, well an hire Caféen eng Persoun probéiert hat, mat engem falsche Bong, sech ee Gewënn aus engem Glécksspill ausbezuelen ze loossen. Allerdéngs war de béide Cafetiere scheinbar net bewosst, datt si sech duerch d'Ausbezuele vu Gewënner, souguer am Centberäich, strofbar géife maachen. Tatsächlech reegelt d'ofgeännert Gesetz vum 20. Abrëll 1977, datt d'Spiller a Bistroen nëmmen däerfe weider Spillzäit ugebuede kréien, kee Geld. Dat nämmlecht hat de Justizminister op d'Fro N° 0853 vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz geäntwert:

« Pour ces derniers, le cadre légal est clair. Les appareils à sous dans les lieux publics et notamment dans les débits de boissons sont interdits lorsqu'ils ont pour objectif de procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu. Exception faite des bornes offrant le jeu instantané 'Zubito' installées par la Loterie nationale, toutes les autres bornes à jeux, qui procurent au joueur un avantage autre que celui de pouvoir continuer à jouer, sont considérées comme étant illégales. »

D'Realitéit um Terrain, nodeem, wat een an de Caféeë ronderëm d'Land gesäit, ass allerdéngs eng aner. Oft ass et nämlech esou, datt wéi am uewe beschriwwene Fall, d'Cafetieren, bewosst oder onbewosst, Clienten op esou Maschinne spille loossen. De Spiller keeft an deem Moment Spillzäit an/oder eng Internetverbindung, déi et him erlaabt Punkten ze gewannen. A ville Caféeë ginn dës Punkten dann am Endeffekt géint Gewënner getosch, meeschtens géint Boergeld. D'Cafetiere kréien dann ee Prozentsaz vun de Gewënner vun der Entreprise, déi dës Automate bei hinnen opstellt, ausbezuelt. Dozou kënnt dann nach, datt dës Automaten een iwwer eng Internetverbindung op Serveren an anere Länner weiderleeden. Esou spillt de Spiller net op engem lëtzebuergesche Server, mee zum Beispill op engem brasilianeschen. D'Grenz ze zéien tëschent „jeux pratiqués sur Internet" an de „bornes de jeux sur place physique" gëtt esou méi komplizéiert. De Justizminister hat op d'Fro N° 0853 geäntwert:

« En ce qui concerne les jeux pratiqués sur Internet, le caractère licite ou non de l'activité dépend de la législation en place dans le pays de résidence de l'opérateur. Même si la législation luxembourgeoise interdit l'établissement sur le territoire, de sociétés offrant des jeux d'argent en ligne (une exception étant toutefois faite pour la Loterie nationale), Malte, par exemple, dispose d'une législation attrayante pour les opérateurs qui lancent des jeux à partir de son territoire. Ainsi, les jeux offerts sur Internet à partir de pays où l'activité est légale ne peuvent être prohibés. Contre les opérateurs internationaux illégaux, il faudrait procéder, un par un, au moyen d'un dépôt de plainte auprès de nos autorités nationales qui devront alors procéder via commission rogatoire auprès de leurs collègues étrangers. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Justizministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Spillautomate mat enger Internetverbindung (ausser déi vun der Loterie nationale), schätzt de Justizministère, ginn insgesamt um lëtzebuergeschen Territoire exploitéiert? Sinn dës Automaten iergendwou deklaréiert, an, falls jo, wéi eng Taxe muss ee fir esou een Automat bezuelen?

2. Besëtzt d'Regierung Etüden, déi beleeën, datt d'Monopoliséierung vum Glécksspill duerch d'Loterie nationale déi richteg Decisioun ass?

3. Ass d'Monopolstellung vun der Loterie nationale konform mam europäesche Konkurrenzprinzip an nach am Aklang mat den EU-Traitéen?

4. De Justizminister hat geschriwwen, datt verschidde Länner, wéi Malta, eng attraktiv Legislatioun ubidden, fir d'Glécksspiller op hiren Territoire unzezéien. Och an der Belsch zum Beispill ass d'Glécksspill iwwer prezis Gesetzer streng encadréiert. Ass d'Regierung gewëllt, eng Ouverture vum Glécksspillsmarché zu Lëtzebuerg an d'Weeër ze leeden? Falls nee, firwat net?

5. Wär et der Regierung no net un der Zäit, déi lëtzebuergesch Gesetzgeebung ze iwwerschaffen an d'Glécksspill, ob online oder offline, besser ze definéieren an ze encadréieren?

Réponse commune (16.10.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État* :

ad 1. Et ginn Estimatiounen, dass an de Caféen a Baren zu Lëtzebuerg ongefëier 2.000 illegal Spillautomate mat enger Internetverbindung exploitéiert ginn. Well et sech dobäi ëm illegal Spillautomaten handelt, sinn déi also och net deklaréiert.

ad 2. Et sinn Analyse gemaach ginn iwwert déi juristesch Machbarkeet vun engem Glécksspillmonopol am Kader vum EU-Recht; déi verschidden Aspekter dovunner ginn an der Äntwert op déi 3. Fro weider ausgefouert. D'Aféierung vun esou engem Monopol ass a leschter Instanz awer ëmmer eng Decisioun, déi op der politescher Zilsetzung vun der Glécksspillgesetzgeebung baséiert. An deem Sënn stellt d'Aféierung vun engem Monopol eng Hëllef an en adequate Moyen duer, fir de Schutz vu Mineuren a vu vulnerabele Persounen, de Kampf géint d'Glécksspillsucht a géint Bedruch, Geldwäsch an och Cyberkriminalitéit, wat dat politescht Zil vun der Reglementatioun vum Glécksspill zu Lëtzebuerg ass, ze verbesseren.

ad 3. Eng rechtlech Monopolstellung vun der Loterie nationale ass - ënner verschiddene Konditioune - konform mat der Ausleeung vum Prinzip vum fräie Verkéier vun de Servicer a vum Droit d'établissement aus den Artikelen 49 a 56 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der europäescher Unioun, déi den europäesche Geriichtshaff an enger ganzer Rëtsch Arrêtéë ginn huet. Sou ass eng Monopolstellung duerchaus konform zu den Artikelen 49 a 56, wann d'Restriktiounen déi klassesch Krittären erfëllen, nämlech déi, dass déi national Mesurë musse justifiéiert sinn duerch iwwergräifend Grënn vun allgemengem Interessi; si däerfen net diskriminatoresch applizéiert ginn, si musse gëeegent si fir d'Erreeche vum Zil, dat se verfollegen, a si däerfen net méi wäit goen, wéi néideg ass, fir dat ze erreechen. Nieft den traditionellen Ufuerderunge gëtt nach gefuerdert, dass d'Ziler vum ëffentlechen Interessi vum Memberstaat op eng aktuell, konsequent a systematesch Manéier verfollegt ginn. De Fait, fir d'Organisatioun vu Glécksspiller, a Form vun engem Monopol, engem eenzegen Operateur zouzegestoen, kann eng Restriktioun duerstellen an awer och gläichzäiteg proportional zum Prinzip vum fräie Verkéier vu Servicer oder Fräiheet vum Etablissement sinn, a kann och eng Politik vu kontrolléierter Expansioun vun der Spillaktivitéit etabléieren, virausgesat, dass dëst en Deel vun engem systemateschen a koherente legislativen a reglementaresche Kader ass.

ad 4. Eng Ouverture vum Glécksspillmarché ass net ugeduecht.

ad 5. Déi grondsätzlech Zilsetzung vun der lëtzebuergescher Gesetzgeebung am Beräich vum Glécksspill ass déi, déi an der Äntwert op déi 2. Fro duergestallt ginn ass. Den Ament gëtt analyséiert, ob a wéi d'Legislatioun muss adaptéiert ginn.

Question 2930 (30.09.2020) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **tests antigéniques :**

D'Weltgesondheetsorganisatioun WHO huet rezent matgedeelt, datt si op Coronaschnelltester setzt, fir d'Pandemie an den aarme Länner ze bekämpfen. Déi sougenannten Antigentester solle fir 133 Länner mat klengen a mëttleren Akommessen zur Verfügung gestallt ginn, fir op deene Plazen, wou d'PCR-Tester am Labo just schwéier méiglech sinn, de Virus nozeweisen.

Generell gesäit d'WHO dës Schnelltester als sënnvoll Ergänzung zu de PCR-Tester, zemools wann et drëm geet, d'Infektiounskette ronderëm een nogewisene Fall aus engem PCR-Test ze retracéieren.

Den Direkter vun der Santé huet sengersäits Ufank der Woch deklaréiert, datt dës Schnelltester nach net zouverlässeg genuch wieren an datt dowéinst nach net virauszesoe wier, wéini se kéinten agesat ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Wéi erkläert d'Madamm Gesondheetsminister sech dës ënnerschiddlech Aussoen?

- Deelt d'Regierung d'Positioun vum Direkter vun der Santé?

- Wieren esou Schnelltester als Ergänzung zu de PCR-Tester net awer sënnvoll?

Réponse (02.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dem Direkter vun der Santé seng Ausso vum 28. September bezitt sech op d'Erfarung mat der éischter Generatioun vun Antigenschnelltester zu Lëtzebuerg, wou de klassesche PCR-Test extreem einfach accessibel ass an d'Resultat och generell schnell matgedeelt gëtt. Et ass an där Situatioun kloer, dass d'Antigenschnelltester bis elo wäit manner fiabel ware wéi PCR-Tester an ausser der Rapiditéit keng Avantagë bidden. Op där anerer Säit ass bei de Schnelltester de Risk vu falsche Resultater (falsch positiv oder falsch negativ) grouss.

Aktuell kënnt awer eng zweet Generatioun vun Antigenschnelltester op de Marché, déi de Produzenten no vill besser Performancen hunn, wat d'Sensibilitéit an d'Spezifissitéit ubelaangt, an deemno och méi fiabel wären. De Laboratoire national de santé (LNS) krut den 29. September een éischte Kit vun engem groussen internationale Produzent geliwwert an ass am Moment dobäi, eng Evaluatioun vun der Performance vum Test ze maachen. Op d'mannst eng zweet grouss international Firma wäert do schnell nozéien an och hiren Test zu Lëtzebuerg ubidden. Och dësen Test wäert den LNS natierlech evaluéieren am Verglach mam klassesche PCR-Test.

Wann d'Performancen, déi vun de Produzenten annoncéiert ginn, sech bestätegen, sinn dës Tester sécher sënnvoll iwwerall do, wou ee schnell e Resultat brauch, zum Beispill am medizinnesche Beräich, an de Services d'urgences oder am zukünftege Centre de consultation Covid-19, fir d'Patienten an déi richteg Filière ze orientéieren oder als Screening virun enger invasiver Prozedur (Chirurgie, Endoskopie, ...).

Ob een dës Tester dann och am privaten oder kommerzielle Beräich sënnvoll kann asetzen, wéi verschidde Leit dat suggeréieren, zum Beispill als Screening virun engem groussen Event mat ville Leit, bleift nach ze klären.

Question 2965 (08.10.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **« Welcome flight » de l'avion militaire A400M :**

Gëschter ass den neie Militärtransportfliger A400M, deen déi lëtzebuergesch Arméi zesumme mat der Belsch kaaft huet, um Findel gelant. De Militärfliger wäert feierlech den 9. Oktober säi Jungfernfluch vu Lëtzebuerg op Melsbroek untrieden. Fir dës PR-Aktioun flitt den A400M net um direkte Wee vum Findel op Melsbroek, mee dréit eng Extraronn iwwer eng Rei vu Stied a Lëtzebuerg souwéi an der Belsch. Et stellt sech d'Fro vum Sënn vun dëser PR-Aktioun, grad virum Hannergrond vun engem spuersamen Ëmgang mam Ressourcëverbrauch souwéi dem Schutz vu Klima an Ëmwelt, dëst an enger Zäit, an där ee groussen Deel vun eiser Gesellschaft fir de Schutz vum Klima op d'Stroosse manifestéiere geet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi ass ee spuersamen Ëmgang mam Ressourcëverbrauch mat esou enger PR-Aktioun vereinbar, wou ee Militärfliger ouni iergendwelleche prakteschen Notzen iwwer Lëtzebuerg an d'Belsch spadséiere flitt?

2. Wéi steet de Minister zum Fluchkaméidi, deen de Fliger bei dësem PR-Fluch wäert produzéieren?

3. Wär et am Sënn vun enger ëmwelt- a klimafrëndlecher Politik net sënnvoll, op de PR-Tour ze verzichten an een Direktfluch vum Findel op Melsbroek duerchzeféieren? Firwat ass dës Optioun net vum Verdeedegungsministère a Betruecht gezu ginn?

Réponse (12.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Klimaschutz a spuersamen Ëmgang mam Ressourcëverbrauch bedeit net, dass een d'Gesellschaft zoumécht a Feierlechkeeten ofschaaft.

D'Zesummeleeë vun de Verdeedegungskräften an der EU, an deem heite Fall duerch eng belsch-lëtzebuergesch Kooperatioun, ass e Bäitrag zu méi Effizienz a bedeit deemno och manner Ressourcëverbrauch.

Et ass dofir och ubruecht, dësen opwändege Projet entspriechend zesumme mat de belschen Autoritéiten ze wierdegen an ze feieren.

Question 2980 (13.10.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **remboursement de transports en ambulance :**

Bei eis am Land gi Krankentransporter an Dokteschpraxissen net vun der Krankekeess remboursséiert. Rezent sinn ech awer informéiert ginn, datt eeler Leit, déi mat enger Privatambulanz e ganz kuerze Wee an eng Dokteschpraxis gefouert ginn, e forfaitairen Trajet vu jeeweils 30 Kilometer berechent kréien.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Weess den Här Minister iwwer nach esou Fäll Bescheed?

- Wa jo, deelt de Minister d'Meenung, datt hei Geschäfter op Käschte vun eeleren a vulnerabele Leit gemaach ginn?

- Wier dëst net e Grond, fir an Zukunft, ënner definéierte Konditiounen, esou Transporter a Privatpraxissen och ze rembourséieren?

Réponse (15.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Esou wéi schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 1347, 1348 an 1349 vun 2019 an 2728 vun 2020 preziséiert gouf, ginn d'Ambulanzdéngschter, wou keng Urgence ass, vu private Leit, déi dëst berufflech maachen, vu Societéiten, vun Etablissementer fir d'ëffentlech Nëtzlechkeet oder vun Associatiounen ouni lukrativen Zweck organiséiert.

D'Statute vun der Gesondheetskeess gesinn aktuell vir, datt de Patient 70 % erëmkritt vum Betrag, dee fir den Transport virgesinn ass.

Den Artikel 136, 3. Paragraf, Alinea 3 vun de Statute gesäit vir:

« Les transports en ambulance simples visés à l'article 132, paragraphe 4, sous b) et c) sont pris en charge à raison de soixante-dix pour cent (70 %) des factures établies soit sur la base d'un minimum de trente-huit euros (38,00 euros) par déplacement, soit sur la base d'un montant d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 euros) par kilomètre, à l'exclusion de tous autres éléments pouvant être légalement mis en compte par le transporteur, à moins que la prise en charge de ces éléments ne résulte de dispositions statutaires expresses. »

De Forfait vun 38 Euro ass unzegesinn als e minimale Forfait fir d'Deplacementer fir kuerz Strecken. D'Finalitéit vun dem Forfait ass et, de Patienten an dëser Situatioun en Transport an enger Ambulanz ze garantéieren.

D'Gesondheetskeess huet awer keng Handhabung op d'Beträg, déi vun den Transportfirmaen dierfen a Rechnung gestallt ginn. Eng Erhéijung vum Remboursement vun der Gesondheetskeess bedeit also net, datt d'Käschte vum Patient erofginn. Dës ka sech awer änneren, wann de legale Kader mat den Norme bis steet.

Esou wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, gëtt vum Gesondheetsministère nach an dëser Legislaturperiod e gesetzleche Kader geschafen, fir d'Prise en charge an den Transport vu Kranken oder

Blesséierten an optimale Konditiounen ze garantéieren; dëst wat souwuel de Confort, d'Sécherheet an d'Hygiène ubelaangt.

Question urgente 4007 (01.04.2021) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **doses de vaccin non utilisées :**

Dans sa question parlementaire urgente n° 3814 du 10 mars 2021, Monsieur le Député Sven Clement interroge Madame la Ministre de la Santé sur le sort réservé aux doses de vaccin inutilisées. Il pose notamment la question plus spécifique, si les doses de vaccin non utilisées finissent par être jetées.

Or, Madame la Ministre n'a pas donné de réponse directe à la question plus spécifique de l'honorable Député, bien qu'elle ait fourni des explications concernant la procédure de répartition des doses de vaccin restantes en fin de journée.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé tout en réitérant la question de l'honorable Député :

1) Au bout de combien de temps une dose de vaccin est-elle considérée comme périmée ?

2) N'existe-t-il pas de méthodes de reconservation des doses non utilisées ?

3) Madame la Ministre peut-elle me dire si des doses de vaccin sont effectivement jetées en cas de non-utilisation à la fin d'une journée ?

4) Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait adapter la procédure de répartition des doses non utilisées de sorte que ces doses trouvent le plus rapidement des preneurs ?

Réponse (12.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La durée de conservation est spécifique pour chaque vaccin et dépend en grande partie de la température à laquelle les vaccins sont stockés, allant de trois à six mois en moyenne. Par contre, pour les vaccins décongelés, la durée de conservation à des températures entre 2 et 8 °C va de 30 jours (Pfizer et Moderna) à trois mois (J&J). Dès que les vaccins sont reconstitués en vue de l'administration et que le flacon est entamé, les doses doivent être administrées dans la journée.

Des vaccins décongelés ne peuvent plus être recongelés, tout comme des vaccins à température ambiante ne peuvent plus être réfrigérés à nouveau. Le respect rigoureux de la chaîne du froid est essentiel pour garantir la qualité, la stabilité et l'intégrité des doses de vaccins qui seront injectées aux personnes à vacciner. De même, après reconstitution/dilution, les doses non utilisées ne peuvent pas être conservées plus d'une journée car la qualité, la stabilité et l'intégrité des doses n'est pas garantie.

La stratégie actuelle du Ministère de la Santé est basée sur des procédures strictes qui permettent d'une part de maximiser le nombre de doses extraites par flacon multidose et d'autre part de minimiser les pertes (p. ex. gestion des stocks et gestion des rendez-vous en temps réel).

Le personnel en charge de la vaccination gère les doses de manière très professionnelle et à ce jour les pertes de doses sont à considérer comme très marginales.

Question urgente 4028 (07.04.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **vaccin AstraZeneca :**

Ëmmer méi Etüde bestätegen e Lien tëschent dem Vaccin AstraZeneca an Thrombosen. An deem Kontext huet haut de Responsabele vun der Vaccinsstrategie vun der Agence européenne des médicaments (EMA) an engem Interview mat der italienescher Zeitung „Il Messagero" bestätegt, datt een esou e Lien konnt feststellen.

Däitschland huet virun enger Woch entscheet den AstraZeneca-Impfstoff opgrond vum Optriede vu Gehierveenenthrombosen nëmme méi u Leit ze verdeelen, déi méi al wéi 60 Joer sinn. Laut dem Paul-Ehrlich-Institut (PEI) wier de Gros vun den Affer weiblech an tëschent 20 an 63 Joer. Et goufen awer och e puer männlech Opfer tëschent 37 an 57 Joer. An engem gemeinsame Bréif hu sech Universitéitsklinicken aus Nordrhein-Westfalen géint d'Impfunge mam AstraZeneca-Stoff vu jonke Fraen ausgeschwat, de Risiko wier ze grouss, an d'Impfung mam AstraZeneca-Stoff an deem Sënn net gerechtfertegt.

Och Frankräich ass momentan amgaangen Etüden duerchzeféieren opgrond vun Doudesfäll vu jonke Fraen duerch Thrombosen, déi eng kleng Zäit no der Impfung mam AstraZenca opgetratt sinn.

Wëssend, datt et Leit gi mat engem erhéichte Risiko fir eng Thrombos ze entwéckelen, géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat ass der Regierung hir Stellung par rapport zu der Ausso vum Responsabele vun der EMA, wéi och zu den Etüde respektiv de Mesuren an Däitschland?

2. Kréie Biergerinnen/Bierger, déi susceptibel sinn, fir eng Thrombos ze entwéckelen, e Choix offréiert wat den Impfstoff ugeet mat deem se geimpft ginn?

3. Falls dës Leit kee Choix kréien, wat ass de Grond dofir? Kënnen dës Persoune sech da réischt zu engem spéideren Zäitpunkt impfe loossen?

4. Konnt d'Regierung och schonn eng erhéichten Thrombosgefor bei de Leit ënner 60 Joer, déi den AstraZeneca-Impfstoff kruten, feststellen?

Réponse (16.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Gesondheetsministère hält un der wëssenschaftlecher Evaluatioun vun der EMA fest, déi eng sécher an effektiv Notzung vu Covid-19-Impfungen ënnerstëtzt. D'Recommandatioune vun der EMA sinn d'Basis op där d'EU-Memberstaaten hir eegen national Impfcampagnen ëmsetzen. Dës kënne vu Land zu Land ënnerschiddlech sinn ofhängeg vun den nationale Spezifissitéiten, wéi Infektiounsraten, Prioritéitspopulatiounen, d'Impfstoff-Disponibilitéiten an Hospitalisatiounstauxen. An deem Sënn gouf de Conseil supérieur des maladies infectieuses beoptraagt, en Avis iwwert d'Uwendung vum AstraZeneca-Impfstoff hei zu Lëtzebuerg ze formuléieren.

ad 2. Opgrond vun den Nieweneffekter, déi bis haut observéiert goufen, schéngt et wéi wann d'Komplikatioun op en autoimmunen an zoufällege Phenomeen zeréckzeféieren ass. Et gëtt deemno kee Lien mat klasseschen Thrombosen, enger medizinnescher Virgeschicht mat Thrombosen, Risikofacteure fir kardiovaskulär Krankheeten oder Thrombosen, oder d'Anhuele vun Anticoagulanten. Leit, déi also Risikofacteure fir Thrombosen hunn oder eng medizinnesch Virgeschicht mat Thrombosen oder kardiovaskulär Krankheeten hunn, hunn also kee gréissere Risk, fir eventuell Niewewierkungen ze entwéckelen. D'Virdeeler vun enger Impfung iwwerweien d'Risike vun eventuellen Niewewierkungen.

ad 3. Fir e gerechten Zougang fir jiddereen zum Impfstoff ze erlaben an en optimale Verlaf vun der Covid-19-Impfstrategie an engem Kontext vu Penurie vun Impfstoffer ze garantéieren, sollen d'Bierger, déi Impfung huelen, déi grad disponibel ass an hinnen an de Centres de vaccination proposéiert gëtt. Den Dokter entscheet op Basis vun de Recommandations des caractéristiques des produits (RCP), ob d'Impfung administréiert ka ginn oder net. Wann eng Persoun refuséiert, deen Impfstoff administréiert ze kréien, dee grad disponibel ass, ka si sech op eng Waardelëscht aschreiwen, déi um Enn vun all Impfphas opgemaach gëtt. Dës Leit ginn dann eng zweete Kéier invitéiert fir déi follgend Impfphas, allerdéngs ouni dass si dann den Impfstoff wiele kënnen.

ad 4. Bis haut konnt nach keen erhéichte Risiko vun Thrombose bei Leit ënner 60 Joer, déi d'AstraZeneca-Impfung kritt hunn, festgestallt ginn. Zousätzlech gëllt et ze ënnersträichen, datt wann eng Persoun infizéiert ass an eng schwéier Form vu Covid erleit, dëst och eng Thrombos an eventuell Komplikatiounen mat sech bréngen kann.

Question urgente 4029 (07.04.2021) de **Mme Lydia Mutsch** et **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **fuite de données Facebook :**

Ces derniers jours, des articles dans la presse nationale et internationale ont fait état d'une fuite de données appartenant à des millions d'utilisateurs qui ont un compte auprès du réseau social en ligne Facebook. Selon un article paru le 5 avril 2021 sur le site d'information belge « Le Soir », des données liées à plus de 500 millions de comptes d'utilisateurs auraient ainsi été mis en ligne. Parmi ces données figurent notamment les adresses e-mails et les numéros de téléphone privés des utilisateurs concernés. D'après un article publié le 6 avril 2021 sur le site d'information « Paperjam », plus de 188.000 comptes Facebook seraient concernés au Luxembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer le nombre de 188.200 comptes luxembourgeois, chiffre avancé dans l'article de « Paperjam », concernés par cette fuite de données ?

- Pourriez-vous nous dire quels services étatiques ont été activés afin de réagir face à cette fuite de données de grande ampleur ? Quelles mesures les autorités compétentes entendent-elles mettre en place afin de limiter les dégâts qui peuvent découler d'une telle fuite ? Les nombreux utilisateurs concernés sont-ils prévenus que leurs données ont été divulguées sur Internet ?

- Monsieur le Ministre peut-il aussi nous indiquer comment des utilisateurs du réseau social Facebook peuvent vérifier si leur compte fait partie de ceux dont les données ont été divulguées sur la toile ? Une fois cette vérification faite, quels seraient les conseils à donner aux utilisateurs concernés afin de sécuriser leurs données ?

Réponse (13.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les citoyens européens bénéficient d'un niveau élevé de protection des données personnelles, renforcé depuis l'entrée en application du Règlement général sur la protection des données (RGPD). Dans ce cadre, il appartient, au premier titre, aux responsables du traitement de mettre en place les conditions pour prévenir de telles fuites de données, et d'agir quand elles arrivent. Il appartient ensuite aux autorités de contrôle indépendantes d'enquêter, sachant que le RGPD met en place un mécanisme de coopération, désignant notamment un chef de file, quand la fuite de données dépasse le cadre national.

L'autorité de contrôle luxembourgeoise, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), a confirmé que le mécanisme de coopération européen est activé et que le chef de file européen pour ce dossier est son homologue irlandaise, la Data Protection Commission (DPC). Les deux autorités échangent actuellement des informations, pour clarifier la situation pour les utilisateurs luxembourgeois. L'hypothèse de travail actuelle est que 188.201 comptes luxembourgeois seraient impliqués, mais que des analyses sont en cours pour éventuellement confirmer ce chiffre. La question de l'information individuelle des utilisateurs concernés est en cours de clarification par l'autorité chef de file.

La CNPD a mené différents entretiens avec la presse et a formulé une déclaration qui comprend un ensemble de recommandations, parmi lesquelles il convient d'être particulièrement attentif aux potentielles attaques de phishing et de naviguer soi-même vers le site de Facebook pour se connecter, plutôt que de suivre un lien externe. Cette déclaration est disponible en ligne :

https://cnpd.public.lu/fr/actualites/national/2021/04/facebook-leak.html

Par ailleurs, le Computer Incident Response Center Luxembourg (CIRCL), qui fait partie de SECURITYMADEIN.LU, a aussi formulé des recommandations qui appellent notamment à la prudence quand on reçoit un message SMS ou un appel suspicieux et dans ce cas de ne pas révéler d'informations personnelles ou de ne pas donner suite à des demandes d'authentification dans le cadre d'un appel. Ces recommandations sont disponibles en ligne : https://www.circl.lu/pub/tr-62/

Enfin, l'initiative gouvernementale Bee Secure propose des solutions concrètes pour que les utilisateurs, en général, puissent protéger leurs données à titre préventif et se prémunir d'une fuite ou d'un vol de donnée : https://www.bee-secure.lu/fr/sujets/mes-donnees-et-moi/ ainsi qu'un guide proposant des actions quotidiennes pour (re-)prendre le contrôle de ses données et limiter les traces que l'on laisse sur Internet : https://www.bee-secure.lu/fr/publication/kit-data-detox/

Question urgente 4034 (08.04.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **tests rapides Covid-19 :**

Den 1. Abrëll huet de Premierminister d'Chamber opgefuerdert, eng CSV-Motioun zu enger Strategie vun de Schnelltester als Deel vun der Sortie aus de Covid-Restriktiounen net unzehuele well se superfétatoire wier, „… well mir scho méi wäit si wéi d'Oppositioun dat freet."

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi gesäit déi national Strategie an dat konkreet Konzept, fir Schnelltester zu Lëtzebuerg anzesetzen aus?

2. Wéi ginn elo schonn doduerch déi bestoend Ouverturë méi sécher gemaach a wéi wäerten d'Schnelltester weider agesat ginn, fir no an no weider Ouverturen ze erméiglechen, notamment am Horeca-Beräich?

3. Ass e Bilan gemaach gi vun de Schnelltester an de sanitäre Konzepter am Sport- a Kulturberäich?

4. Wéi eng Konklusioune sinn aus dësem Bilan ze zéie fir de Sport- a Kulturberäich am Allgemengen? Wéi een Asaz vu Schnelltester ass an dëse Beräicher virgesinn?

5. Wéi gesäit déi allgemeng Strategie vu Schnelltester am soziale Liewen am Allgemengen aus?

Réponse commune (15.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Schnelltester, also d'Antigentester, déi e Resultat an e puer Minutten ginn, a méi rezent elo Selbsttester (d. h. Schnelltester, déi ee selwer ka maachen) kompletéieren déi national Teststrategie (diagnostesch PCR-Tester, Large-Scale-Testing…), déi schonns säit Ufank vun der Covid-19-Kris en place ass. D'Schnelltester erlaben op anere Plazen, zu aneren Zäiten a mat engem direkte Resultat ze testen, wat hëlleft, zousätzlech Fäll vu Covid-Infektiounen ze entdecken. D'Schnelltester sinn awer nëmmen een Deel vun der Gesamtstrategie. Als Nodeel hu si, dass si manner sensibel sinn an dofir eventuell Infektioune verpasse kënnen.

Eis aktuell Strategie baséiert op follgende Pilieren:

Wéi bis elo bleiwe PCR-Tester op Ordonnance vum Dokter eng Haaptkomponent vun der Strategie (säit Februar 2020 disponibel): schonns bei liichte Symptomer, oder bei engem Héichrisikokontakt kann esou een Test gemaach ginn. Op dës Weis ginn all Woch eng 7 % vun der Populatioun getest.

a) Large-Scale-Testing, och mat PCR: hei geet et ëm en Depistage vun der Populatioun an eng Surveillance vu verschiddene Gruppen, déi méi exposéiert sinn. Hei ginn all Woch eng 8,5 % vun der Lëtzebuerger Populatioun getest (disponibel säit Mee 2020).

b) Antigen-Schnelltester, déi vu Gesondheetsberuffler kënne gemaach ginn. Dës Tester si säit November 2020 zu Lëtzebuerg disponibel an och vun der Gesondheetsdirektioun fir Klinicken, Fleege- oder Altersheimer, an Dokteschpraxissen zur Verfügung gestallt ginn. Et goufen och verschidde Pilotprojeten am Sport an an der Kultur (z. B. Rockhal) realiséiert, fir d'Faisabilitéit vun esou enger Approche ze iwwerpréiwen. Den Nodeel vun den Antigen-Schnelltester ass d'Noutwendegkeet vu spezialiséiertem Personal, fir den Test ze maachen.

c) Antigen-Selbsttester (Autotest), säit kuerzem disponibel:

d)

- Zum Deel kënnen dës Selbsttester klassesch Antigen-Schnelltester, déi schonns am Gebrauch sinn, ersetzen, soudass et méi einfach gëtt, fir een Test an de Klinicken, Dokteschpraxissen oder an Alters- a Fleegeheimer ze maachen.

- An den Alters- a Fleegeheimer esouwéi de Réseaux de soins, de Strukture fir Leit mat engem Handicap, de Centres de Psychogériatrie, de Services d'activités de jour, de Centres propédeutiques an den Ateliers protégés ginn dës Tester elo systematesch agesat, fir Visiteuren, Residents/Clients oder Prestataires externes ze testen. Et gëtt geschat, dass deemnächst an dësem Secteur méi wéi 100.000 Tester pro Woch gemaach ginn.

- Och an de Schoule gi Selbsttester vun no der Ouschtervakanz u groussflächeg agesat, fir nach ee besseren Ableck an d'Infektiounsketten ze kréien a fir nach méi fréi Infektiounen an eventuell Clusteren ze entdecken. Hei ginn ab dem 19. Abrëll bis zu 120.000 Tester pro Woch gemaach.

- Am Sport souwéi an der Kultur sinn dës Tester schonns limitéiert am Asaz a kënne gegeebenefalls, wann d'Restriktioune do sollte gelackert ginn, och nach méi groussflächeg agesat ginn.

e) Et gi schlussendlech am Moment och Iwwerleeunge gefouert, ënner wéi enge Konditiounen een dës Tester (Schnelltester oder Selbsttester) eventuell méi generell kéint asetzen, fir enger Rei Aktivitéiten an enger Stad nozegoen (Shopping, Horeca, Kultur, ...). Esou e Modell kéint awer nëmmen an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen ëmgesat ginn.

D'Direktioun vun der Santé huet een éischte Bilan vu Pilotprojeten am Beräich Kultur a Sport gemaach. Bei der Kultur konnt een esou noweisen, dass d'Schnelltester gutt vun de Leit akzeptéiert ginn, an och praktesch zäitno duerchgefouert konnte ginn. Bei negative Schnelltester konnte keng Iwwerdrounge vun Infektiounen dokumentéiert ginn, och wann deelweis PCR-Tester zur gläicher Zäit nach schwaach positiv waren. Dëst beweist, dass en negative Schnelltest, kombinéiert natierlech mat korrekten Hygiène- a Barrièremoossnamen, eng gutt Moossnam fir e sécheren Kulturevenement duerstellt.

Am Sport gëtt elo bei de Matcher an der éischter Ligue systematesch getest. Wann e Spiller positiv ass, gëtt en an Isolement gesat, an de Match ka mat den negative Spiller ausgedroe ginn. Dës Moossnam huet erlaabt, gréisser Iwwerdroungskette beim Sport ze vermeiden an awer d'sportlech Evenementer auszedroen.

Aktuell sinn dës Projete mat Schnelltester an net mat Selbsttester gemaach ginn. Et kann een awer dovun ausgoen, dass änlech Resultater fonnt géife mat Selbsttester, wat dann déi praktesch Realisatioun vun den Tester staark vereinfacht.

D'Regierung encouragéiert d'Benotze vu Schnell- a besonnesch Selbsttester an alle Situatiounen, wou eng Persoun e potenzielle Risikokontakt net kann, oder net wëll vermeiden. Dëst betrëfft z. B. och de Besuch bei vulnerabele Persounen (eeler Leit oder Leit mat Virerkrankungen). D'Regierung ass an

deem Sënn och fir e fräie Verkaf vu Selbsttester am Commerce, soulaang et sech ëm Tester handelt, déi e CE-Marquage hunn, an déi vun engem Referenzlaboratoire (z. B. Paul-Ehrlich-Institut, Däitschland) onofhängeg getest goufen.

Question urgente 4042 (07.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **vaccin AstraZeneca :**

D'Sécherheet vum Covid-19-Impfstoff vun AstraZeneca ass ëmstridden. Den Impfstoff gouf Mëtt Mäerz vun ënnerschiddlechen europäesche Länner, dorënner och Lëtzebuerg, gestoppt, nodeems Fäll vu Sinusthrombosen, also Bluttgerinnsel am Gehier, deelweis mat déidlechem Enn, ëffentlech goufen a sech geheeft hunn. D'Agence européenne des médicaments (EMA) huet dorops eng Reevaluatioun gemaach a konnt net ausschléissen, datt dëst wuel eng méiglech geféierlech Niewewierkung vum Impfstoff wier, allerdéngs misst dat nach weider ënnersicht ginn. Wärend Norwegen dësen Impfstoff bis zum 15. Abrëll ausgesat huet, hunn aner Länner e kuerz drop nees agesat. D'Neesasetze gouf begrënnt mat der EMA hirem Avis, deen d'Notzen-Risiko-Verhältnes trotz dem bestoende Risiko als ëmmer nach favorabel bewäert huet.

D'Länner ginn zënterhier ënnerschiddlech mat dësem Impfstoff ëm. Aus Sécherheetsgrënn sprëtzen Norwegen an Dänemark zurzäit weiderhin emol nach keen AstraZeneca. Well haaptsächlech méi jonk Leit a Leit am mëttleren Alter vun deene genannte graven Niewewierkunge betraff waren, ginn a Frankräich just nach Leit iwwer 55 Joer mam AstraZeneca geimpft. Och Däitschland ass méi virsiichteg ginn. Hei gouf sech landeswäit gëeenegt, datt dësen Impfstoff kengem méi ënner 60 Joer gesprëtzt gëtt. Och a Lëtzebuerg gouf den AstraZeneca séier nees agesat, nodeems d'EMA hiren Avis erausginn hat.

Haut huet e Responsabele vun der Impfstoffstrategie vun der EMA an engem Interview mat der italieenescher Dageszeitung „Il Messaggero" bestätegt, datt en Zesummenhang besteet, tëscht dem Covid-19-Impfstoff vun AstraZeneca an den atypeschen Thrombosen, déi entstane sinn, nodeems de Leit dësen Impfstoff gesprëtzt gouf. Et konnt bis elo awer nach net geklärt ginn, wéi et zu dëser Reaktioun kënnt. D'EMA huet eng Pressekonferenz ugekënnegt.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister soen, wat fir e Persounekrees zu Lëtzebuerg AstraZeneca nom kuerze Stopp Mëtt Mäerz gesprëtzt krut? Gouf sech hei op eng bestëmmten Altersgrupp beschränkt, ofgesi vum Mindestalter vun 18 Joer? Wann nee, gouf den Impfstoff vun AstraZeneca zu Lëtzebuerg och net preferenziell bei enger bestëmmter Altersgrupp agesat, wann och net ausschliisslech, nodeems dësen Impfstoff gestoppt an dunn nees agesat gouf?

2. Gëtt no dëse ganz rezenten Neiegkeete vu Säite vun der EMA och zu Lëtzebuerg driwwer nogeduecht, just nach eng bestëmmten Altersgrupp mat AstraZeneca ze impfen? Oder soll weiderhi jiddereen iwwer 18 Joer kënnen domat geimpft ginn? Gëtt eventuell dru geduecht, ganz op den Impfstoff vun AstraZeneca ze verzichten?

3. Aus Sécherheetsberichter, ewéi déi vum Paul-Ehrlich-Institut, geet net just ervir, datt haaptsächlech méi jonk Leit a Leit am mëttleren Alter vun deene graven Niewewierkunge betraff sinn, mee besonnesch och d'Fraen. Gëtt zu Lëtzebuerg net och driwwer nogeduecht, dësen Impfstoff net méi bei Fraen anzesetzen?

4. Wéi wäit gouf bis elo de gesondheetlechen Zoustand vun der ze impfender Persoun bei der Wiel vum Impfstoff berécksiichtegt? No wat gouf hei gekuckt a gefrot?

5. Gëtt vun elo un och berécksiichtegt, ob eng Persoun méiglecherweis eng erhéichte Gerënnungsneigung vum Blutt huet, sief dat eng ugebueren oder eng krankheetsbedéngten, oder déi ervirgeruff ka ginn duerch Medikamenter oder hormonell Aflëss ewéi och duerch en ongesonde Liewensstil? Wann nee, firwat net?

6. An der Press konnt ee liesen, datt den AstraZenaca soll manner Effikassitéit hunn. Am Tageblatt vum 25. Mäerz konnt ee liesen, datt d'Wierksamkeet vun dësem Impfstoff, jee no Studie, nëmmen tëscht 54,9 an 82,4 Prozent léich. Och bei verschiddene Mutatioune vum Virus, wéi z. B. bei där südafrikanescher Variant, soll dësen Impfstoff net esou wierksam sinn. Kann d'Madamm Minister dës Aussoe bestätegen? Wa jo, ass d'Madamm Minister der Meenung, datt dësen Impfstoff wierksam genuch ass, fir de Risiko vu schwéierweienden Niewewierkungen anzegoen?

Réponse (16.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Impfstoff Vaxzevria vun AstraZeneca gouf an de lëschte Wochen zu Lëtzebuerg benotzt, well d'EMA zwar e méigleche Lien mat engem Typ vun Niewewierkungen (Vaccin-induced thrombocytopenic thrombosis, VITT) fonnt huet, dee sech duerch eng speziell Form vun déiwen Thrombosen charakteriséiert, awer och ganz kloer gesot huet, dass dës Niewewierkunge ganz rar sinn, an dass de Rapport bénéfice-risque fir de Vaccin ganz kloer favorabel bleift. D'EMA huet och keng Restriktioune gemaach, wat den Alter vun de Leit betrëfft, déi den Impfstoff kënne kréien esou laang si iwwer 18 Joer sinn.

Praktesch gekuckt, si mir zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht Wochen an de Phasen 3, 4 an elo 5 vum Impfplang, esoudass meeschtens Leit iwwer 60 Joer geimpft goufen, an eng Rei Leit, déi vulnerabel op de Covid-19 sinn. Béid Kategorien hunn een héije Risk, fir schwéier Covid-19-Erkrankungen ze maachen, an hunn domat och e ganz favorabele Rapport bénéfice-risque vun enger Impfung mat Vaxzevria.

De Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) huet sech mam Asaz vum Vaxzevria beschäftegt, an och weider Informatiounen analyséiert, esouwéi d'Avise vu verschiddene Gremien am Ausland (Ständige Impfkommission STIKO, Haute Autorité de santé HAS, ...), an der Regierung een Avis zoukomme gelooss, dee recommandéiert, de Vaxzevria vun elo u bei Leit iwwer 55 Joer anzesetzen. Dem CSMI no kann de Vaxzevria och agesat gi bei Leit zwëschent 30 a 55 Joer, déi eng Vulnerabilitéit hunn an domat e grousse Risk vu schwéiere Covid-19-Erkrankungen. An deene Kategorie bleift de Rapport bénéfice-risque sécher ganz favorabel. De Vaccin gëtt net méi bei Leit ënner 30 Joer agesat wou de Rapport bénéfice-risque méi limitéiert ass.

Leit zwëschent 30 a 55 Joer, ouni Vulnerabilitéit, déi de Vaxzevria awer wëllen, nodeem si iwwert de Benefiss an de Risk opgeklärt goufen, kënnen och weider de Vaccin kréien.

De Vaxzevria kann och als Rappel (zweet Dosis) agesat gi bei Leit, déi schonns eng éischt Impfung domat krut hunn, a keng seriö Komplikatioune gemaach hunn. Et gesäit effektiv momentan esou aus, wéi wann d'Niewewirkungen Typ VITT direkt bei der éischter Dosis virkommen, an net bei der zweeter.

Falls Lëtzebuerg géif ganz op de Vaccin Vaxzevria verzichten, géif dat heeschen, dass eng ronn 50.000 Leit net iwwert déi nächst zwee bis dräi Méint kéinte geimpft ginn. Dës Leit wären dann dem Risk vun enger Covid-19-Infektioun weider ausgesat.

D'Informatioun, dass d'Komplikatiounen haaptsächlech bei jonke Leit a bei Fraen optrieden, ass esou net korrekt. Mir wëssen elo, dass de VITT an allen Alterskategorie virkomme kann an och bei Männer. Et ass just esou, dass de potenzielle Benefiss vum Vaccin natierlech mam Alter staark eropgeet, an domat och de Rapport bénéfice-risque.

De Syndrom VITT muss ganz kloer ënnerscheet gi vun den „normalen" Thrombosen. Et handelt sech hei ëm eng speziell immunologesch Reaktioun géint Bluttplättercher, déi näischt mat de gängege Risikofacteure vun Thrombosen ze dinn huet. D'klinesch Presentatioun vum VITT ass och anescht, well oft Bluddunge mat Thrombose kombinéiert sinn. Leit mat enger Virgeschicht vun Thrombosen oder mat Bluttgerënnungskrankheeten hunn net méi Risiko wéi all aner Persoun fir e VITT ze maachen. Et gëtt och ofgeroden, preventiv Anticoagulanten oder aner Medikamenter géint d'Bluttgerënnung ze huelen, wéint dem potenzielle Risk vu Bluddungen falls e VITT géif optrieden.

Et ass entre-temps bewisen, duerch groussflächeg Erfarung mam Vaccin (méi wéi 34 Millioune Leit geimpft) z. B. am Vereenegte Kinnekräich, dass d'Effikassitéit vum Vaxzevria equivalent ass zu deem vun anere Vaccinen. D'Wierksamkeet ass manner gutt géint déi südafrikanesch Variant, déi ass awer momentan minoritär zu Lëtzebuerg. Et ginn och nach wëssenschaftlech Diskussiounen iwwert d'Wierksamkeet vun anere Vaccinen (z. B. BioNTech/Pfizer) op dës Variant. De Problem vun der Wierksamkeet vun de verschiddenen Impfstoffer vis-à-vis vun de verschiddene Varianten wäert sécher iwwert déi nächst Méint een Theema bleiwen.

Question urgente 4046 (08.04.2021) de **Mmes Viviane Reding** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **fuite des données Facebook :**

Il a été révélé récemment dans les médias que les données personnelles de plus de 188.000 comptes Facebook luxembourgeois ont été mises à disposition gratuitement sur un forum de piratage informatique. Ce leak intervient dans le cadre de la fuite de données personnelles de plus de 500 millions d'utilisateurs à travers le monde. Outre le nom complet, le lieu de résidence, la date de naissance, les données désormais disponibles comprennent dans certains cas le numéro de téléphone et l'adresse électronique des utilisateurs.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre est-il informé de cette fuite de données personnelles ? Quelle est son appréciation globale ?

- Est-ce que l'autorité luxembourgeoise chargée de contrôler l'application de la législation relative à la protection des données, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), a entrepris des démarches spécifiques ? Si oui, lesquelles ?

- Est-ce que la CNPD a l'intention de communiquer sur le sujet, notamment en expliquant aux utilisateurs concernés par la fuite de leurs données personnelles quelles démarches sont à entreprendre ?

- Est-ce que d'autres organismes luxembourgeois sont chargés de réagir à ce genre de situation ?

- Nonobstant le fait que les données concernées ont à priori été collectées avant l'entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données (RGPD), Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la responsabilité de la plateforme est tout de même engagée ?

- Compte tenu du fait que Facebook se situe sous la juridiction de l'autorité irlandaise chargée de la protection des données personnelles, la « Data Protection Commission » (DPC), Monsieur le Ministre est-il d'avis que ladite DPC effectue son travail de manière à assurer la sécurité des données personnelles de tous les utilisateurs de Facebook en Europe ?

- Comment s'organise la coopération entre la CNPD et son pendant irlandais ?

Réponse (13.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les honorables Députées sont priées de bien vouloir se référer à la réponse à la question parlementaire n° 4029 sur le même sujet pour ce qui est de l'appréciation de la situation, ainsi que l'action et les recommandations des organismes nationaux concernés.

Il appartient à l'autorité de contrôle chef de file, à savoir la DPC irlandaise, de clarifier si les données ont été collectées après l'entrée en application du RGPD, d'éventuellement qualifier formellement les faits en tant que violation de données, et, le cas échéant, d'imposer au responsable du traitement les mesures prescrites par le RGPD.

Il semble utile, par ailleurs, de rappeler que les autorités de contrôle ont le devoir de coopérer dans les dossiers ayant une composante transfrontalière afin de garantir une application cohérente du RGPD. Dans le cadre de ce mécanisme du « guichet unique » (en anglais « One-Stop-Shop mecanism »), l'autorité de contrôle chef de file est en charge de proposer les suites à donner aux dossiers, de coordonner et de préparer les projets de décision et de travailler avec les autres autorités de contrôle concernées pour parvenir à un consensus. En cas de procédures d'enquête et de sanction, les autorités de contrôle concernées sont destinataires de tous les éléments utiles communiqués dans le cadre de ces procédures engagées par l'autorité chef de file en vue de prendre une décision de sanction, le cas échéant.

La CNPD a confirmé qu'elle coopère actuellement avec son homologue irlandais en échangeant les informations nécessaires pour clarifier la situation du point de vue luxembourgeois et ne manquera pas de communiquer au fur et à mesure qu'elle disposera d'informations utiles complémentaires.

Question urgente 4068 (13.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **vaccin de Johnson & Johnson :**

Bei den Impfunge géint de Coronavirus si Fäll mat schwéieren Thrombose registréiert ginn. Nom Impfstoff AstraZeneca sinn elo an den USA och eng Rei där Thrombose-Fäll nom Sprëtze vum Vaccin Johnson & Johnson opgetratt. Offiziellen Informatiounen no ass eng Fra dorunner gestuerwen. D'US-Gesondheetsautoritéite fuerderen elo e provisoresche Stopp vun dem Impfstoff an alle Bundesstaaten. Och zu Lëtzebuerg gëtt mam Johnson & Johnson-Vaccin geimpft.

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un d'Regierung:

1. Wéi reagéiert d'Regierung op de geplangte Stopp vum Vaccin Johnson & Johnson an den USA?

2. Ass déi Europäesch Medikamentenagentur (EMA) ëm en dréngenden Avis gefrot ginn?

Réponse (16.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Lëtzebuerger Regierung ass au courant vun dem gemeinsame Communiqué iwwer méiglech Problemer mam Covid-19-Impfstoff vu Johnson & Johnson vun der Food and Drug Administration (FDA) an de Centers for Disease Control and Prevention (CDC) an de Vereenegte Staaten. Am Moment gëtt den Impfstoff Johnson & Johnson net zu Lëtzebuerg verimpft.

D'Europäesch Medikamentenagence wäert eng Reunioun vum Pharmacovigilance Risk Assessment Committee (PRAC) aberuffen, fir iwwert dëse Sujet ze diskutéieren a wäert an den nächsten Deeg weider Informatiounen dozou matdeelen.

Question urgente 4078 (14.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **sécurité sociale des chauffeurs frontaliers des secteurs transport routier de marchandises et de personnes :**

An enger Pressematdeelung kritiséiert d'Confédération luxembourgeoise du commerce (clc), datt déi Lëtzebuerger Regierung et bis elo net fäerdegbruecht huet, een Accord mat den Nopeschlänner ze fannen, deen et erméigleche géif, datt d'Chauffeurs transfrontaliers och dann an der CCSS affiliéiert bleiwen, wa se méi wéi ee Véierel vun hirer Aarbechtszäit am Ausland ofleeschten. Déi EU-Reegelung, déi zurzäit applizéiert gëtt, géif der spezieller Situatioun vu Lëtzebuerg net gerecht ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Har Minister:

1. Firwat ass déi Lëtzebuerger Regierung bis elo net a Verhandlunge mat den Nopeschlänner agetrueden, fir am Interessi vun de Beruffschaufferen een Accord ze fannen, deen d'EU-Reegelung ofléist?

2. Denkt d'Regierung drun, fir een Ofkommes mat den Nopeschlänner ze fannen, dat am Fall vun enger Desaffiliatioun aus der Sozialversécherung eng automatesch a gläichzäiteg Reaffiliatioun an engem anere Land virgesäit?

3. Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir ze verhënneren, datt déi betraffe Beruffschaufferen net nëmmen hir Affiliatioun, mee och hir Aarbechtsplaz verléieren, an datt déi betraffen Entreprisen delokaliséiert ginn?

Réponse (21.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Ewéi schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Froen N° 3966 vum honorabelen Deputéierten Här Jeff Engelen an N° 3932 vum honorabelen Deputéierten Här Marc Spautz preziséiert, haten déi Lëtzebuerger Autoritéite scho bei Akraafttriede vun den europäeschen Dispositiounen, also viru ronn 11 Joer, Kontakt mat den Nopeschlänner opgeholl, fir eng dauerhaft Léisung ze fannen, déi der Lëtzebuerger Situatioun an deene betraffene Secteuren (Transportsecteur vu Wueren an och vu Persounen) géif Rechnung droen.

Leider hunn dës Versich vun de Lëtzebuerger Autoritéiten awer net konnten zu Verhandlunge féiere well, op d'mannst an der Vergaangenheet, keng Volontéit vun den Autoritéiten an deene Länner bestoung, fir eng generell Derogatioun vun der 25 %-Reegel fir den Transportsecteur ze maachen.

Doriwwer eraus ass ze preziséieren, datt e bilateralen Accord an der sozialer Sécherheet net einfach dat europäescht Reglement (CE) 883/2004 a säin Exekutiounsreglement (CE) 987/2009, déi als Objet d'Koordinatioun vun de verschiddene Systemer vun der sozialer Sécherheet vun de Memberstaaten hunn, kann ofléisen. Vill méi ass esou en Accord eng Ergänzung zu deenen Dispositiounen, déi e spezifesche Beräich ofdecken.

Dës Reglementer leeën effektiv ënner anerem d'Reegele fest, déi sech applizéieren, wann ee Salarié e Lien mat verschiddene Memberstaaten huet. E fundamentale Prinzip vun dëser Koordinatioun ass, datt eng Persoun ëmmer nëmme kann ënner eng Legislatioun vun der sozialer Sécherheet falen, also nëmme kann an engem Memberstaat affiliéiert sinn. Am Normalfall ass dat de Memberstaat an deem de Salarié senger Aarbecht nogeet, bezéiungsweis seng Aktivitéit ausüübt.

Wann awer eng Persoun seng Aktivitéiten a verschiddene Memberstaaten huet, da ginn et spezifesch Dispositiounen, déi festleeën a wéi engem Memberstaat dës Persoun muss affiliéiert ginn. Dës Dispositiounen applizéieren sech och op d'Aarbechter am internationalen Transport, déi a verschiddene Memberstaate schaffen, grad ewéi och an deenen anere Secteuren.

Laut dësen Dispositioune fält de Salarié ënnert d'Legislatioun vu sengem Wunnstaat wann en eng substanziell Partie vu senger Aktivitéit do ausféiert (25 %-Reegel). Wann dëst net de Fall ass fält de Salarié ënnert d'Legislatioun vum Memberstaat wou de Sëtz vu sengem Employeur ass.

De Salarié ass ab deem Moment verséchert, wou eng Decisioun geholl gouf betreffend d'Legislatioun, déi ze applizéieren ass.

Dat uewegenanntent europäescht Reglement gëtt dem Wunnstaat vun der Persoun an dësem Fall eng

wichteg Roll. Et ass un dësem ze analyséieren, ënner wéi eng Legislatioun de Salarié fält. Déi zoustänneg Instanz am Wunnstaat vum Salarié informéiert dann déi aner Memberstaaten, ewéi eng Legislatioun ze applizéieren ass. Wann de Salarié also net zu Lëtzebuerg wunnt, kënnen also déi Lëtzebuerger Autoritéiten iwwerhaapt net decidéieren ënner wéi eng Legislatioun d'Persoun fält.

Dës Iwwergangsdispositiounen hu virgesinn, datt déi Persounen, déi virum Akraafttriede vum Reglement 883 am Transportsecteur täteg waren, nach konnten zéng Joer laang iwwert der Limitt vu 25 % verbleiwen. Et sinn dës Transitiounsdispositiounen, déi op en Enn komm sinn. Fir all Salarié, deen nom Akraafttriede vum Reglement 883 agestallt ginn ass, oder deem seng Situatioun geännert huet, hunn direkt déi nei Dispositioune gegollt, also och déi Limitt vu 25 %.

ad 2. Ewéi an deene verschiddene Reunioune mat de concernéierten Acteure gesot, hunn déi Lëtzebuerger Autoritéiten effektiv vir, fir en Accord ze fannen, deen eng Affiliatioun vun de Salariéen an deene betraffene Secteuren zu Lëtzebuerg iwwert déi 25 %-Limitt eraus kéint gewärleeschten.

Aktuell sinn nei Echangen nach an der Virbereedungsphas, fir déi kënnen ze formaliséieren, also méi offiziell ze féieren. Et muss awer preziséiert ginn, datt dës net déi selwecht Situatioun ass, ewéi déi, déi sech virun engem Joer mat der Pandemie gestallt huet, wou eng temporaire Léisung huet misse fonnt ginn, fir der Ausbreedung vum Covid-19 entgéintzewierken. Dës weltwäit sanitär Noutlag huet dozou gefouert, datt ganz kuerzfristeg eng temporaire Suspensioun vun der 25 %-Limitt fir déi Salariéen, déi am Teletravail waren a sinn, konnt am Accord mat den Nopeschlänner fonnt ginn. Aktuell leeft dësen Accord bis den 30. Juni 2021.

Eng dauerhaft Léisung fir den Transportsecteur awer, brauch eng aner Virbereedung an och Konzertatioun mat de jeeweilege betraffenen Autoritéiten, fir zu engem Accord ze fannen, deen net just de Problem verlagert, mee eng reell Plus-value fir jiddereen duerstellt, an dëst och verstäerkt am Kontext vun der Groussregioun.

Dëst setzt natierlech viraus, datt d'Autoritéite vun den Nopeschlänner gewëllt si mat op de Wee vun engem bilateralen, oder esouguer multilateralen, Accord ze goen.

ad 3. Déi Lëtzebuerger Autoritéite wäerten, esou ewéi dat an der Vergaangenheet schonn de Fall war, am Kader vun de legale Méiglechkeete sech esouwuel fir déi concernéiert Salariéen, ewéi och fir d'Betriber asetzen, a se duerch déi verschidde Mesuren an Outilen ënnerstëtzen, déi zur Verfügung stinn. Virrangeg wäerten d'Beméiungen op all Niveau weidergefouert ginn, fir kënnen offiziell Verhandlungen unzefänken, fir eng dauerhaft Léisung ze fannen.

Question urgente 4106 (19.04.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **vaccination des personnes de 30 à 54 ans avec AstraZeneca :**

De Staatsminister huet gëschter Mëtteg am Briefing nom Regierungsrot ugekënnegt, datt vun der nächster Woch un, Persounen tëscht 30 a 54 Joer sech kënne mellen, fir fräiwëlleg mam AstraZeneca-Vaccin geimpft ze ginn. D'Regierung hält sech domadder un d'Recommandatioune vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA).

De Lëtzebuerger Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) dogéint schwätzt sech an engem neien Avis e Freideg dogéint aus, fir AstraZeneca bei Persounen ouni Virerkrankungen ënner 54 Joer anzesetzen. D'Experte vum CSMI recommandéieren an hirem Avis, AstraZeneca just bei Leit anzesetzen, déi méi al wéi 55 Joer sinn. Persounen ënner 30 sollten deen Impfstoff net méi kréien, grad wéi gesond Persounen ouni Vulnerabilitéit tëscht 30 a 54 Joer.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass de Premierminister der Meenung, datt d'Regierung mat dëser Decisioun de Precautiounsprinzip opgëtt?

2. Wat sinn déi konkreet Recommandatioune vun der Regierung wat d'Impfe mat AstraZeneca betrëfft?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt esou ënnerschiddlech Messagen hëllefräich sinn, fir dem fir eng erfollegräich Impfcampagne esou wichtegen Vertrauensverloscht bei de Leit entgéintzewierken?

4. De Fall gesat, datt méi Leit sech wäerte mellen, fir fräiwëlleg mam AstraZeneca-Vaccin geimpft ze ginn, wéi Dosissen disponibel sinn, un Hand vu wéi enge Krittäre wäert d'Regierung d'Leit invitéiere sech impfen ze loossen?

5. Wéi vill Leit, déi bis elo schonn invitéiert ware sech impfen ze loossen, hunn den AstraZeneca-Vaccin refuséiert?

6. Spillt fir Leit, déi sech fräiwëlleg mam AstraZeneca-Vaccin impfe loossen, weiderhin d'Gesetz vum 4. Juli 2000 iwwert d'Responsabilitéit vum Staat am Beräich vun den Impfungen, dat Follgendes festhält : « Lorsqu'une vaccination imposée par une disposition légale ou réglementaire ou recommandée par l'État cause la mort de la personne vaccinée ou entraîne dans son chef une incapacité physique permanente, l'État répond du dommage (...). »?

Réponse (23.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Decisioun vun der Regierung, de Leit tëschent 30 a 54 Joer d'Méiglechkeet ze ginn, sech fräiwëlleg ze mëllen, fir mat dem Impfstoff Vaxzevria (AstraZeneca) geimpft ze ginn, ass am Aklang mat de Recommandatioune vun der Europäescher Agence fir Medikamenter (EMA).

De 7. Abrëll 2021 koum d'EMA zur Konklusioun, datt ee méiglechen Zesummenhang tëschent der Administratioun vum Impfstoff Vaxzevria an ongewéinlechen Thrombosen, a Verbindung mat enger Thrombozytopenie, bannent zwou Wochen nom Impfen, besteet. D'EMA huet awer och kloer ënnerstrach, dass et sech heibäi ëm aussergewéinlech Thrombosen handelt, déi seelen optriede kéinten. An hirer Stellungnam vum 7. Abrëll 2021 huet d'EMA och nees ënnerstrach, dass d'Virdeeler vum Impfstoff méi grouss sinn ewéi d'Risiken an huet d'Notze vum Impfstoff zu dësem Zäitpunkt net a Fro gestallt, an dëst fir all Alterskategorie.

Ee Risiko besteet wéi bei all Impfstoff. Wann een awer genee kuckt wéi vill Leit scho weltwäit mat Vaxzevria geimpft goufen a wéi vill Leit doduerch Niewewierkungen erlidden hunn bzw. wéi vill Leit no enger Impfung gestuerwe sinn, dann ass dat en extreem klenge Risiko. Op jidde Fall ass dee Risiko bei Wäitem méi kleng wéi de Risiko, dass duerch permanent Verzögerungen am Kader vum Impfen de Virus weider mutéiert an et ëmmer méi schwéier gëtt de Virus Meeschter ze ginn.

Au Vu vun den Erkenntnisser, déi zu dësem Zäitpunkt virleien, an op Basis vun de Recommandatioune vun der EMA, huet d'Regierung de Precautionsprinzip net opginn.

ad 2. D'Regierung huet hir Recommandatiounen op Basis vum Avis vun der EMA an dem Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) fixéiert, dat opgrond vun der Analys vun den Experten, datt de Vaccin ee groussen Notzen an der Bekämpfung vun der Pandemie huet. Konkreet heescht dat, datt de Vaccin bei Leit iwwer 55 Joer a bei Leit tëschent 30 a 54 Joer, déi eng Vulnerabilitéit hunn, ouni Restriktioune benotzt gëtt, wëll hei de Rapport „bénéfice-risque" extreem favorabel ass. All aner Leit tëschent 30 a 54 Joer kréien d'Méiglechkeet, sech op eng Waardelëscht fir de Vaxzevria anzeschreiwen well et och hei nach ëmmer ee klore Benefiss gëtt wann een sech impfe léist. Dës Approche gëtt och vun anere Länner (z. B. Däitschland, England) applizéiert. Bei Leit ënner 30 Joer gëtt de Vaxzevria net benotzt. Dat selwecht gëllt, entspriechend enger fréierer Recommandatioun, och bei schwangere Fraen.

ad 3. D'Regierung ass der Meenung, dass grad an esou engem sensibelen Dossier, wéi d'Impfen am Kader vun der Lutte géint Covid-19, an an esou engem kritesche Moment vun der Kris, transparent kommunizéiert muss ginn, fir eebe grad d'Vertraue vun de Bierger a Biergerinnen net ze verléieren. D'Regierung ass sech bewosst, dass dat dozou féiere kann, dass verschidde Messagen heiansdo widderspréchlech opgeholl kënne ginn. Duerfir ass eng kloer Kommunikatioun ëmsou méi wichteg.

D'Recommandatioune vum CSMI si méi nuancéiert wéi déi vun der EMA. Si sinn awer net widderspréchlech. Den CSMI setzt net den Impfstoff en tant que tel a Fro, a recommandéiert d'ailleurs selwer, dass een op Vaxzevria zréckgräife soll, och bei Leit tëschent 30 a 54 Joer, wann déi vulnerabel sinn, an et ass keen aneren Impfstoff do, wëll et wichteg ass schnell méiglechst vill Leit ze impfen.

ad 4. D'Aschreiwungslëscht fir d'Impfung mam Vaxzevria-Impfstoff gëtt chronologesch nom Prinzip „first come, first served" opgeschafft.

ad 5. Vun 37.319 Leit, déi an engem Impfzenter de Vaxzevria-Vaccin proposéiert kruten, hunn der 668 dëse Vaccin refuséiert. Dat entsprécht engem Taux de refus vun 1,78 %.

ad 6. D'Gesetz vum 4. Juli 2000 iwwert d'Responsabilitéit vum Staat am Beräich vun den Impfunge spillt weiderhin, well d'Impfung géint de Sars-CoV-2 gëtt iwwert den ofgeännerte Règlement grand-ducal vum 18. Oktober 2020 recommandéiert. Am Moment gëtt d'Covid-19-Impfung mat véier verschiddenen Impfstoffer recommandéiert: BNT162 Pfizer/BioNTech, mRNA-1273 Moderna, ChAdOx1 Vaxzevria an Johnson&Johnson. De Vaxzevria ass also weiderhin en Impfstoff, deen de Staat recommandéiert. D'Tatsaach, dass ee sech fräiwëlleg op eng Lëscht schreiwe léist ännert näischt dorun, a soumat spillt weiderhin d'Responsabilitéit vum Staat wéi se am uewegenannte Gesetz vum 4. Juli 2000 beschriwwen ass.

Question urgente 4108 (19.04.2021) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**ordonnance relative aux tests Covid-19 dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et/ou hautement vulnérables :**

Afin de renforcer la protection des personnes hautement vulnérables dans des structures d'hébergement pour personnes âgées, les structures pour personnes en situation de handicap, les réseaux d'aides et de soins, les centres psycho-gériatriques, les services d'activités de jour, les centres propédeutiques et les ateliers protégés, Monsieur le Directeur de la santé a récemment institué par voie d'ordonnance un test préalable négatif pour toute personne âgée de plus de six ans et désireuse de visiter sa famille dans une telle structure.

L'ordonnance en question stipule en effet dans son article 3 que chaque visiteur doit obligatoirement réaliser un autotest (« Selbsttest ») avant sa visite, à moins qu'il puisse faire preuve d'un test Covid-19 PCR ou d'un test antigénique rapide (TAR) datant de moins de 48 heures. En cas de visites répétées, il est de surcroît ordonné qu'aux moins deux tests par semaine doivent être réalisés par le visiteur.

Selon les articles 4 et 5 de la même ordonnance, il n'est par contre pas obligatoire, mais uniquement fortement recommandé que tout membre du personnel des structures susmentionnées, voire tout prestataire qui entre en contact direct avec les résidents, les usagers et clients d'une telle structure réalise un test antigénique dès son arrivée, à moins qu'il puisse présenter le résultat négatif d'un test Covid-19 (PCR ou TAR) datant de moins de 48 heures. Contrairement aux visiteurs, les professionnels de santé des différentes structures ainsi que tous les autres prestataires mentionnés ci-dessus ne sont donc soumis à aucune obligation de test antigénique rapide au cas où ils ne peuvent se prévaloir d'un résultat négatif datant de moins de 48 heures.

Ladite ordonnance est basée sur l'article 10 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 qui a pour objet de réserver au directeur de la santé le pouvoir d'ordonner des hospitalisations forcées, soit par mesure collective, soit par mesure individuelle. Or, dans le présent cas, elle porte sur des tests rapides préalables à réaliser obligatoirement, voire volontairement avant d'entrer en contact direct avec des personnes hautement vulnérables, des usagers ou clients des structures du secteur d'aides et de soins.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) L'article 10 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 ayant pour objet les hospitalisations forcées peut-il être interprété de façon à conférer au directeur de la santé également la compétence de réglementer par voie d'ordonnance l'accès aux personnes résidant dans des structures privées conventionnées, en l'occurrence celles qui font partie du secteur d'aides et de soins (SAS) ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que l'ordonnance en question génère une inégalité de traitement, voire une certaine discrimination dans la mesure où elle définit des conditions d'accès divergentes en fonction du statut des personnes qui entrent en contact direct avec les personnes hautement vulnérables desdites structures ?

3) De manière plus générale, une ordonnance peut-elle comporter d'une part une stricte obligation pour un premier groupe de personnes et d'autre part une simple recommandation pour un deuxième groupe de personnes, compte tenu du fait qu'une ordonnance est en soi définie comme une mesure d'ordre stipulant l'exécution obligatoire d'une action clairement définie et non pas son exécution volontaire sur base d'une recommandation ?

4) Vu la nécessité de renforcer la protection des personnes hautement vulnérables à tous les niveaux et notamment dans les différentes structures d'accueil et de soins, n'est-il pas prévu de rendre obligatoire la réalisation d'un test préalable pour tout membre du personnel des structures susmentionnées, voire tout prestataire qui entre en contact direct avec les résidents ?

Réponse (23.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Contrairement aux affirmations de l'honorable Députée, l'article 10 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 ne se réfère pas aux hospitalisations forcées, mais bien à d'autres mesures de santé publique à prendre par le directeur de la santé. En effet, l'article 10 se lit comme suit :

« Lorsqu'il s'agit de prévenir ou de combattre des maladies contagieuses ou des contaminations, le médecin de la Direction de la santé a le droit d'édicter lui-même, sous forme d'ordonnance, les mesures d'urgence qu'il juge nécessaires à l'exception d'une mesure d'hospitalisation forcée. »

L'article 11 de la même loi traite de l'hospitalisation forcée. Cependant, il ne revient pas au directeur de la santé de l'ordonner, il s'agit bien d'une procédure qui passe par une décision du juge des référés sur demande du procureur.

Sur base de l'article 10, le directeur de la santé peut décider des mesures qu'il juge nécessaires afin de préserver la santé publique. En conséquence, il peut décider de mesures différentes en fonction d'un risque différent selon la situation applicable. Ainsi par exemple, le personnel des structures d'hébergement a eu l'opportunité de se faire vacciner lors de la première phase de la campagne de vaccination ; par ailleurs, en tant que professionnels du domaine de la santé, ils connaissent parfaitement les mesures sanitaires à appliquer ainsi que l'utilisation des équipements de protection individuels. En ce qui concerne les visiteurs, tous n'ont, à ce stade du moins, pas encore été invités à se faire vacciner et ne sont pas nécessairement familiers avec les mesures sanitaires.

En général, le directeur de la santé prend par ordonnance des mesures obligatoires, mais rien ne lui interdit d'émettre par cette voie également des recommandations.

Quant à une éventuelle obligation de test pour les membres du personnel ou des prestataires externes, aucune décision n'a été prise pour l'instant.

Question urgente 4138 (21.04.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **vaccins non utilisés par d'autres pays :**

Wéi d'Agence France-Presse matdeelt, huet Dänemark beschloss, dem däitsche Bundesland Schleswig-Holstein 55.000 Dosissen AstraZeneca-Vaccin zur Verfügung ze stellen. An Dänemark gëtt dëse Vaccin net méi agesat, an dofir huet sech déi dänesch Regierung bereet erkläert, hiren Noperen ze hëllefen, nodeems de Ministerpresident vum Bundesland dëst gefrot hat.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

- Steet d'Regierung a Kontakt mat Dänemark an anere Länner, déi am Besëtz vu Vaccine sinn, déi si an hirem Land net méi verimpfe wëllen?

- Huet d'Regierung schonns bei der dänescher Regierung ugefrot, ob nach weider Dosissen AstraZeneca disponibel sinn?

• Falls jo, wat war d'Reaktioun vun der dänescher Regierung?

• Falls nee, firwat net?

Réponse (23.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet effektiv Kontakt mat Dänemark an Norwegen opgeholl, fir ze wëssen ob eng Méiglechkeet besteet, fir op déi Impfstoffdosisse vun AstraZeneca, déi an deene Länner net méi zum Asaz kommen, zeréckzegräifen. Déi dänesch Autoritéiten hunn sech bis elo nach net positionéiert zu dëser Fro. Norwegen huet op EU-Niveau uginn, datt si bereet wieren, dës Dosissen ze redistribuéieren.

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

N°03
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 03 | Session ordinaire 2020-2021

Coopération au développement et action humanitaire p. 60
Chômage partiel et aides aux entreprises p. 84
Remplacement du personnel enseignant p. 93

Sommaire des séances publiques nos 5 à 7 p. 98
Sommaire des questions parlementaires p. Q67

5e séance Mardi 20 octobre 2020
6e séance Mercredi 21 octobre 2020
7e séance Mercredi 28 octobre 2020

Cérémonie à l'occasion de la journée de l'Europe à Schengen

70 ans de paix et de solidarité



Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, lors de son allocution



Les participants à la cérémonie à Schengen

« C'est grâce à un engagement politique sans relâche de nos prédécesseurs qu'aujourd'hui nous vivons dans un espace de paix, de démocratie, d'ouverture, de sécurité, de cohésion, d'inclusion, de stabilité, de droits et libertés fondamentales, de progrès économique et social. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a rendu hommage à Robert Schuman et à Jean Monnet, considérés comme les pères fondateurs de la construction européenne, à l'occasion de la cérémonie pour la journée de l'Europe à Schengen.

Dans son allocution, le Président de la Chambre a constaté qu'« à une époque où des mouvements anti-démocratiques remettent en cause ces acquis, créant ainsi des fractions sociales, nous devons répondre par un dialogue franc et direct avec nos citoyens dans un élan d'inclusion ».

La Conférence sur l'avenir de l'Europe : « savoir où le bât blesse »

M. le Président a en outre souligné que les « Parlements nationaux sont le porte-parole des citoyens » et rappelé que la Conférence sur l'avenir de l'Europe sera l'occasion pour tous les citoyens de faire entendre leur voix et de fournir ainsi des indications quant à l'orientation future de l'Europe.

À son avis, cette initiative, qui appelle tous les citoyens des 27 États membres de l'UE à façonner l'avenir de l'Europe, est unique dans son approche et démontre à quel point l'Europe est réactive et résiliente. Afin d'accompagner la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le Parlement luxembourgeois a institué une sous-commission avec les représentants des sept partis et sensibilités politiques représentés à la Chambre des Députés.

« Mir wëlle wëssen, wou de Schong dréckt a mat lech diskutéieren ! », a affirmé le Président de la Chambre. Il a précisé que l'objectif sera de se déplacer vers les citoyens pour lancer un dialogue et pour discuter des thématiques qui les préoccupent.

En raison de la crise sanitaire, les festivités à l'occasion de la journée de l'Europe ont eu lieu dans un cadre très restreint et il n'y a pas eu de traditionnelle « Fête de l'Europe » avec les citoyens.

Par contre, les responsables politiques ont voulu rendre hommage, au moins symboliquement, à 70 ans de paix et de solidarité au sein de l'Union européenne. En effet, l'année 2021 marque le 70e anniversaire de la signature, à Paris, du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et qui a donné naissance à l'Union européenne.

S.A.R. le Grand-Duc héritier, le Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Jean Asselborn, le Commissaire européen au Travail, M. Nicolas Schmit, ainsi que les six députés européens ont également participé à la cérémonie organisée par le Bureau du Parlement européen au Luxembourg et la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

Six citoyens ont également pu assister à la cérémonie, qui s'est tenue dans un cadre restreint à cause des mesures sanitaires en place pour endiguer la pandémie de la Covid-19.

Deux nouvelles députées pour déi Lénk



Mme Myriam Cecchetti

Mmes Nathalie Oberweis et Myriam Cecchetti ont prêté serment au début de la séance publique du 19 mai 2021. Leur assermentation porte le nombre des élues à 21 femmes sur 60 députés en tout.

En vertu de la politique de rotation pratiquée par déi Lénk, elles ont repris les mandats de MM. David Wagner et Marc Baum. Pour toutes les deux, il s'agit du premier mandat national, mais elles ne sont pas des novices de l'engagement et de la politique.

Ainsi, Mme Cecchetti a été longuement membre du parti déi gréng, ce qui l'a amenée à être échevine pendant sept ans dans la commune de Sanem. En 2017, elle a décidé de quitter les Verts pour s'engager auprès de déi Lénk.

Mme Oberweis est engagée depuis trois ans au sein du parti déi Lénk. Son père, M. Marcel Oberweis, a siégé à la Chambre des Députés pour le parti CSV pendant une dizaine d'années avant de démissionner en juin 2018.



Mme Nathalie Oberweis

Session de printemps 2021 de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Réaffirmer l'unité et la cohésion en soutenant la démocratie

Lors de la séance de printemps 2021 de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN) qui s'est déroulée en ligne du 14 au 17 mai, le Président, M. Gerald E. Connolly (États-Unis), a souligné l'importance de « l'engagement de l'OTAN en faveur de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit », qui « nous distingue des alliances autocratiques ».

« L'engagement de l'OTAN en faveur de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit nous distingue des alliances autocratiques. »

M. Gerald E. Connolly,
Président de l'APOTAN

Les alliés de l'OTAN doivent faire face non seulement à une « concurrence systémique » de la part de la Russie et de la Chine - qui « menacent de saper le système fondé sur des règles » - mais aussi à une série de défis allant du terrorisme au changement climatique ou à la pandémie de la Covid-19. L'OTAN doit donc réaffirmer l'unité et la cohésion fondées sur les « valeurs démocratiques partagées et la sécurité collective » de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Pour maintenir le soutien à la démocratie, l'OTAN doit créer son propre centre pour la résilience démocratique, redynamiser ses partenariats avec des démocraties qui partagent les mêmes idées et ouvrir la porte aux pays qui cherchent l'adhésion.

« Une autre priorité essentielle pour l'OTAN consiste dans une réponse ferme aux actions déstabilisatrices de la Russie contre les alliés et ses partenaires », a déclaré M. Connolly. À son avis, l'OTAN doit maintenir son avantage concurrentiel lorsqu'elle traite avec la Chine. Il est également important de respecter les engagements en matière d'investissement dans la défense. Enfin, l'OTAN doit gérer le retrait de ses troupes en Afghanistan de façon à préserver les acquis importants des deux dernières décennies, selon M. Connolly.

« Les parlementaires sont les défenseurs de nos idéaux démocratiques et le lien direct entre nos Gouvernements élus et le peuple. »

M. Mircea Geoană,
Secrétaire général délégué de l'OTAN

Le secrétaire général délégué de l'OTAN, M. Mircea Geoană, a rappelé d'autres défis auxquels est confrontée l'Alliance : le terrorisme, les cyberattaques sophistiquées, les technologies perturbatrices, le changement climatique, l'essor de la Chine et le comportement agressif de la Russie. M. Geoană a assuré que le sommet de l'OTAN du 14 juin sera crucial, son ordre du jour sera « ambitieux et tourné vers l'avenir » et renforcera le lien transatlantique pour adopter une « approche plus globale pour protéger l'ordre international fondé sur des règles ».

S'exprimant sur le rôle de l'Assemblée parlementaire et de ses membres, M. Mircea Geoană a noté que « les parlementaires sont les défenseurs de nos idéaux démocratiques et le lien direct entre nos Gouvernements élus et le peuple ».

Les membres de l'Assemblée ont évoqué avec le secrétaire général délégué l'occupation illégale de la Crimée par la Russie, les risques posés par l'intelligence artificielle et le conflit israélo-palestinien.

La session de printemps s'est focalisée sur les réunions des commissions qui étaient principalement axées sur les défis posés par la Russie et la Chine, les implications des ambitions militaires de Moscou et de Pékin et l'influence de la Russie dans ses pays voisins. La Chambre des Députés était représentée par Mme Lydia Mutsch (LSAP), Présidente de la délégation, Mme Nancy Arendt (CSV) et M. Gilles Baum (DP), membres effectifs, de même que Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) et M. Sven Clement (Piraten), membres suppléants.

Visite de la station de traitement du SEBES



Les membres de la Commission de l'Environnement ont visité la station de traitement du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) le 14 mai 2021.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du projet de loi n° 7742 visant à autoriser au Gouvernement une augmentation du plafond de la participation étatique relative à l'extension et la modernisation de la station de traitement du SEBES.

La Chambre a voté ce projet de loi lors de sa séance publique du 20 mai 2021.

La participation financière est répartie de manière paritaire entre l'État et les communes. Suite au dépassement estimé, le budget total devrait se chiffrer à 207 millions d'euros, ce qui équivaut à un dépassement de 42 millions d'euros (+25,6 %) du budget initial. Chaque partie devra donc payer un surplus de 21,2 millions d'euros.

Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (19 mai 2021)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	DP	Etgen Fernand
Vice-Présidents	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Spautz Marc
	déi gréng	Bernard Djuna
Membres	LSAP	Engel Georges
	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Hansen Martine
	CSV	Mosar Laurent
	LSAP	Mutsch Lydia
	DP	Polfer Lydie
	CSV	Wiseler Claude
	DP	Beissel Simone
	ADR	Kartheiser Fernand
Membres suppléants permanents	DP	Baum Gilles
	CSV	Gloden Léon
	LSAP	Haagen Claude
	déi gréng	Benoy François
	Piraten	Clement Sven
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
Secrétaire général		Scheeck Laurent

Conférence des Présidents

Président	DP	Etgen Fernand
Membres	CSV	Hansen Martine
	DP	Baum Gilles
	déi gréng	Lorsché Josée
	LSAP	Engel Georges
Observateurs	ADR	Kartheiser Fernand
	Piraten	Clement Sven
	déi Lénk	Cecchetti Myriam

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	déi gréng	Back Carlo
	LSAP	Burton Tess
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Graas Gusty
	déi gréng	Gary Chantal, Margue Charles
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Adehm Diane, Eicher Emile, Galles Paul, Kaes Aly
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Engelen Jeff

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Président	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Baum Gilles
	déi gréng	Lorsché Josée
	LSAP	Engel Georges

Commission des Pétitions

Président	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Vice-Présidents	déi gréng	Hansen Marc
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank, Graas Gusty
	déi gréng	Gary Chantal
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone, Mutsch Lydia
	CSV	Eicher Emile, Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Modert Octavie
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission du Règlement

Président	ADR	Reding Roy
Vice-Président	DP	Beissel Simone
Membres	DP	Bauler André, Baum Gilles
	déi gréng	Back Carlo, Bernard Djuna, Lorsché Josée
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Engel Georges
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Hansen Martine, Modert Octavie, Spautz Marc
	Piraten	Clement Sven

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Wiseler Claude
Membres	DP	Graas Gusty, Polfer Lydie
	déi gréng	Bernard Djuna, Empain Stéphanie
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Mutsch Lydia
	CSV	Galles Paul *(pour les volets Coopération, Immigration et Asile)*, Halsdorf Jean-Marie *(pour le volet Affaires étrangères et européennes)*, Mosar Laurent, Reding Viviane, Spautz Marc
	déi Lénk	Oberweis Nathalie
	ADR	Kartheiser Fernand *(sauf pour le volet Coopération)*, Keup Fred *(pour le volet Coopération)*

Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Président	LSAP	Biancalana Dan
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie *(pour le volet Affaires intérieures)*
	CSV	Wolter Michel
Membres	DP	Baum Gilles *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Hahn Max, Lamberty Claude
	déi gréng	Benoy François, Gary Chantal *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Hansen Marc *(pour le volet Affaires intérieures)*
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone *(sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Closener Francine *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Haagen Claude *(sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Mutsch Lydia *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Eicher Emile *(pour le volet Affaires intérieures)*, Hetto-Gaasch Françoise *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Kaes Aly, Mischo Georges *(pour le volet Affaires intérieures)*, Roth Gilles
	déi Lénk	Cecchetti Myriam *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*
	Piraten	Goergen Marc *(pour le volet Affaires intérieures)*
	ADR	Engelen Jeff

Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Président	LSAP	Haagen Claude
Vice-Présidents	DP	Arendt Guy
	CSV	Gloden Léon
Membres	DP	Bauler André, Beissel Simone, Graas Gusty *(pour le volet Protection des consommateurs)*
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Margue Charles
	LSAP	Burton Tess *(pour le volet Protection des consommateurs)*, Closener Francine *(sauf pour le volet Protection des consommateurs)*, Hemmen Cécile *(pour le volet Protection des consommateurs)*, Mutsch Lydia *(sauf pour le volet Protection des consommateurs)*
	CSV	Adehm Diane, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wilmes Serge
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Président	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déi gréng	Gary Chantal
	CSV	Eischen Félix
Membres	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Empain Stéphanie
	LSAP	Burton Tess, Closener Francine
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Roth Gilles, Spautz Marc
	Piraten	Clement Sven *(pour le volet Classes moyennes)*, Goergen Marc *(pour le volet Tourisme)*
	ADR	Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	déi gréng	Bernard Djuna
	LSAP	Haagen Claude
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Colabianchi Frank
	déi gréng	Ahmedova Semiray
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Hemmen Cécile
	CSV	Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine, Modert Octavie, Roth Gilles
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Président	LSAP	Burton Tess
Vice-Présidents	déi gréng	Benoy François
	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André, Baum Gilles, Graas Gusty
	déi gréng	Gary Chantal
	LSAP	Haagen Claude, Hemmen Cécile
	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Kaes Aly, Modert Octavie
	déi Lénk	Cecchetti Myriam *(sauf pour le volet Protection des animaux)*
	Piraten	Goergen Marc *(pour le volet Protection des animaux)*
	ADR	Engelen Jeff

Commission de la Culture

Président	déi gréng	Bernard Djuna
Vice-Présidents	LSAP	Asselborn-Bintz Simone
	CSV	Modert Octavie
Membres	DP	Bauler André, Knaff Pim, Polfer Lydie
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Benoy François *(pour le volet Patrimoine)*, Lorsché Josée *(sauf pour le volet Patrimoine)*
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Mischo Georges, Reding Viviane, Schaaf Jean-Paul
	déi Lénk	Oberweis Nathalie
	ADR	Keup Fred

Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidents	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Reding Viviane
Membres	DP	Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Back Carlo, Bernard Djuna, Hansen Marc
	LSAP	Closener Francine
	CSV	Adehm Diane, Lies Marc, Modert Octavie, Wilmes Serge
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	déi gréng	Bernard Djuna
	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*, Hartmann Carole *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*, Lamberty Claude
	déi gréng	Hansen Marc *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*, Lorsché Josée *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone, Burton Tess, Closener Francine
	CSV	Adehm Diane, Galles Paul, Hetto-Gaasch Françoise, Mischo Georges *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*, Modert Octavie *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
	ADR	Keup Fred

Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Président	déi gréng	Benoy François
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Kaes Aly
Membres	DP	Bauler André, Graas Gusty
	déi gréng	Ahmedova Semiray *(pour le volet Énergie et Aménagement du territoire)*, Back Carlo, Empain Stéphanie *(pour les volets Environnement et Climat)*
	LSAP	Engel Georges, Hemmen Cécile
	CSV	Eischen Félix *(pour les volets Énergie et Aménagement du territoire)*, Galles Paul *(pour les volets Environnement et Climat)*, Hansen Martine, Roth Gilles, Schaaf Jean-Paul
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
	ADR	Keup Fred

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP	Engel Georges
	CSV	Mosar Laurent
Membres	DP	Arendt Guy, Baum Gilles
	déi gréng	Benoy François, Lorsché Josée
	LSAP	Biancalana Dan, Haagen Claude
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Kartheiser Fernand *(sauf pour le volet Place financière)*, Reding Roy *(pour le volet Place financière)*

Commission de la Justice

Président	déi gréng	Margue Charles
Vice-Présidents	LSAP	Biancalana Dan
	CSV	Roth Gilles
Membres	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Benoy François, Empain Stéphanie
	LSAP	Hemmen Cécile
	CSV	Adehm Diane *(pour les dossiers nationaux)*, Gloden Léon, Modert Octavie, Mosar Laurent, Reding Viviane *(pour les dossiers européens)*
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Reding Roy

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Hahn Max
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	CSV	Spautz Marc
Membres	DP	Baum Gilles, Hartmann Carole
	déi gréng	Bernard Djuna, Gary Chantal, Margue Charles
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone
	CSV	Galles Paul, Mischo Georges, Schaaf Jean-Paul, Wilmes Serge
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
	ADR	Keup Fred

Commission de la Fonction publique

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	déi gréng	Empain Stéphanie
	CSV	Adehm Diane
Membres	DP	Colabianchi Frank, Lamberty Claude
	déi gréng	Back Carlo, Gary Chantal
	LSAP	Biancalana Dan, Cruchten Yves
	CSV	Kaes Aly, Modert Octavie, Roth Gilles, Spautz Marc
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Keup Fred

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Gloden Léon
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André
	déi gréng	Lorsché Josée, Margue Charles
	LSAP	Closener Francine, Engel Georges
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	déi Lénk	Oberweis Nathalie
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission du Logement

Président	déi gréng	Ahmedova Semiray
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Lies Marc
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank
	déi gréng	Benoy François, Hansen Marc
	LSAP	Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars
	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Hetto-Gaasch Françoise, Wilmes Serge
	déi Lénk	Oberweis Nathalie
	ADR	Reding Roy

Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Président	déi gréng	Back Carlo
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Wilmes Serge
Membres	DP	Colabianchi Frank, Lamberty Claude
	déi gréng	Gary Chantal, Hansen Marc
	LSAP	Biancalana Dan, Hemmen Cécile
	CSV	Eischen Félix, Kaes Aly, Lies Marc, Spautz Marc
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Engelen Jeff

Commission de la Santé et des Sports

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Halsdorf Jean-Marie
Membres	DP	Baum Gilles, Graas Gusty *(pour le volet Santé)*, Hartmann Carole, Lamberty Claude *(pour le volet Sports)*
	déi gréng	Gary Chantal *(pour le volet Sports)*, Hansen Marc *(pour le volet Santé)*
	LSAP	Closener Francine, Hemmen Cécile
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy *(pour le volet Sports)*, Hansen Martine *(pour le volet Sports)*, Hetto-Gaasch Françoise, Mischo Georges, Spautz Marc *(pour le volet Santé)*, Wiseler Claude *(pour le volet Santé)*
	déi Lénk	Oberweis Nathalie *(pour le volet Santé)*
	Piraten	Clement Sven *(pour le volet Sports)*
	ADR	Engelen Jeff

Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Président	déi gréng	Empain Stéphanie
Vice-Présidents	LSAP	Biancalana Dan
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Membres	DP	Bauler André *(sauf pour le volet Sécurité intérieure)*, Graas Gusty, Hahn Max, Lamberty Claude (*pour le volet Sécurité intérieure)*
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Back Carlo
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie, Mischo Georges
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	déi gréng	Back Carlo
	CSV	Spautz Marc
Membres	DP	Colabianchi Frank, Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Margue Charles
	LSAP	Cruchten Yves *(sauf pour le volet Sécurité sociale)*, Di Bartolomeo Mars *(pour le volet Sécurité sociale)*, Haagen Claude
	CSV	Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Kaes Aly, Roth Gilles
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
	ADR	Engelen Jeff

Commission de vérification des pouvoirs

Président	Piraten	Clement Sven
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	DP	Arendt Guy, Lamberty Claude
	déi gréng	Bernard Djuna, Margue Charles
	LSAP	Biancalana Dan, Closener Francine
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Gloden Léon, Lies Marc, Reding Viviane
	ADR	Reding Roy

Sous-commission « Avenir de l'Europe » de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Président	LSAP	Cruchten Yves
Membres	DP	Graas Gusty
	déi gréng	Empain Stéphanie
	CSV	Wiseler Claude
	déi Lénk	Oberweis Nathalie
	ADR	Kartheiser Fernand

Sous-commission informatique

Président	DP	Etgen Fernand
Membres		Barra Isabelle, Linden Carlo, Reiter Benoît, Scheeck Laurent
	déi gréng	Bernard Djuna
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Mosar Laurent
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Kartheiser Fernand

Sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission de la Justice

Membres	DP	Arendt Guy
	déi gréng	Margue Charles
	LSAP	Hemmen Cécile
	CSV	Gloden Léon
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Reding Roy

Sous-commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Membres	DP	Hartmann Carole
	déi gréng	Margue Charles
	LSAP	Haagen Claude
	CSV	Spautz Marc
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
	ADR	Engelen Jeff

Groupe de travail « Conférence des Présidents des Commissions permanentes »

Président	DP	Etgen Fernand
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Baum Gilles, Beissel Simone, Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Back Carlo, Benoy François, Bernard Djuna, Empain Stéphanie, Margue Charles
	LSAP	Biancalana Dan, Burton Tess, Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars, Engel Georges, Haagen Claude
	CSV	Adehm Diane, Arendt épouse Kemp Nancy, Hansen Martine, Lies Marc
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (19 mai 2021)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs :
Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Lorsché Josée (déi gréng)
Spautz Marc (CSV)
Membres suppléants :
Haagen Claude (LSAP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Modert Octavie (CSV)

Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Membres effectifs :
Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Knaff Pim (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs :
Cruchten Yves (LSAP), Président de la délégation
Baum Gilles (DP)
Gary Chantal (déi gréng)
Kartheiser Fernand (ADR)
Lamberty Claude (DP)
Reding Viviane (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Membres effectifs :
Mutsch Lydia (LSAP), Présidente de la délégation
Beissel Simone (DP)
Modert Octavie (CSV)
Membres suppléants :
Gloden Léon (CSV)
Margue Charles (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE)

Membres effectifs :
Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Halsdorf Jean-Marie (CSV), Vice-Président de la délégation
Biancalana Dan (LSAP)
Haagen Claude (LSAP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Membres suppléants :
Baum Gilles (DP)
Eicher Emile (CSV)
Margue Charles (déi gréng)
Mutsch Lydia (LSAP)
Reding Roy (ADR)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs :
Etgen Fernand (DP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Adehm Diane (CSV)
Biancalana Dan (LSAP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Hartmann Carole (DP)
Lamberty Claude (DP)
Margue Charles (déi gréng)
Oberweis Nathalie (déi Lénk)
Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants :
Arendt Guy (DP)
Back Carlo (déi gréng)
Baum Gilles (DP)
Cruchten Yves (LSAP)
Galles Paul (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Hemmen Cécile (LSAP)
Keup Fred (ADR)
Mischo Georges (CSV)

Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs :
Hemmen Cécile (LSAP), Présidente de la délégation
Adehm Diane (CSV)
Engelen Jeff (ADR)
Graas Gusty (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Mutsch Lydia (LSAP)
Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants :
Arendt Guy (DP)
Bernard Djuna (déi gréng)
Eicher Emile (CSV)
Engel Georges (LSAP)
Haagen Claude (LSAP)
Kaes Aly (CSV)
Keup Fred (ADR)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)

Membres effectifs :
Mutsch Lydia (LSAP), Présidente de la délégation
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Baum Gilles (DP)
Membres suppléants :
Ahmedova Semiray (déi gréng)
Clement Sven (Piraten)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC)

Membres effectifs :
Back Carlo (déi gréng), Président de la délégation
Engel Georges (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Oberweis Nathalie (déi Lénk)
Membres suppléants :
Empain Stéphanie (déi gréng)
Goergen Marc (Piraten)
Hartmann Carole (DP)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs :
Etgen Fernand (DP), Président de la section luxembourgeoise
Beissel Simone (DP)
Bernard Djuna (déi gréng)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Engel Georges (LSAP)
Hansen Martine (CSV)
Lorsché Josée (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Mutsch Lydia (LSAP)
Polfer Lydie (DP)
Spautz Marc (CSV)
Wiseler Claude (CSV)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs :
Empain Stéphanie (déi gréng), Présidente de la délégation
Baum Gilles (DP)
Gloden Léon (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)
Mutsch Lydia (LSAP)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Membres effectifs :
Hartmann Carole (DP), Présidente de la délégation luxembourgeoise
Clement Sven (Piraten)
Margue Charles (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Mutsch Lydia (LSAP)
Wolter Michel (CSV)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Question élargie n° 51 de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur industriel luxembourgeois durant la crise sanitaire et de ses perspectives**
   - M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
5. **Question élargie n° 52 de M. Jeff Engelen relative à l'élaboration d'un nouveau plan de crise en cas de pandémie**
   - M. Jeff Engelen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
6. **Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat**
   - Déclaration : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
   - Débat : M. Paul Galles (intervention de M. le Ministre Franz Fayot) - M. Gusty Graas (intervention de M. Guy Arendt) - Mme Lydia Mutsch (dépôt de la motion 1) - Mme Stéphanie Empain - M. Fred Keup - M. David Wagner (dépôt de la motion 2) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Sven Clement (dépôt de la motion 3)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire - M. Paul Galles (parole après ministre) - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Ministre Franz Fayot - M. David Wagner (parole après ministre) - M. le Ministre Franz Fayot
   - Motion 1 : Mme Lydia Mutsch - M. Paul Galles - M. Sven Clement - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Sven Clement
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat der Petitioun, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gouf, ass och verdeelt ginn.

4. Laut dem Gesetz vum 1. Abrëll 2020 iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher an de Bestëmmunge vum Artikel 167 vum Reglement vun der Chamber designéiert d'Chamber an enger ëffentlecher Sitzung en Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

Dës Matdeelung erfollegt op d'mannst 30 Deeg virun der Designatioun. Interesséiert Persoune kënnen hir Kandidatur mat engem Bréif un de President vun der Chamber erareechen. D'Membere vun der Chamber kënne Kandidaturen iwwer Bréif erareechen. An deem Fall musse se sécherstellen, datt de Kandidat dës Kandidatur och akzeptéiert.

Fir zoulässeg ze sinn, mussen d'Kandidature bis spéitstens de 4. November 2020 eragereecht gi sinn. De Kandidature mussen eng Biografie bäigefüügt ginn an all relevant Dokumenter, aus deenen ervirgeet, datt déi vum Artikel 13 vum Gesetz vum 1. Abrëll 2020 zur Asetzung vun engem Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher gefuerdert Qualifikatiounen a Krittären erfëllt sinn.

Dës Kommunikatioun gëtt a Form vun engem detailléierte Communiqué de presse op Franséisch publizéiert an ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 20 octobre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7666** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :*

1° la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession etc. ;

2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;

5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;

6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;

7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;

12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

15° la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

16° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

17° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

18° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

20° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

21° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

22° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

23° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

24° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

25° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.10.2020

***7667** - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.10.2020

***7679** - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à l'application des articles 12 et 18 de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du Territoire, le 14.10.2020

***7680** - Projet de loi portant modification de 1° la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile, et 2° la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 15.10.2020

***7681** - Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 16.10.2020

***7682** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 16.10.2020

3) La demande de pétition publique suivante a été déposée :

***1695** - Demande de pétition publique : Accès au logement*

Dépôt : Michel Benduhn, le 15.10.2020

4) Conformément à la loi du 1er avril 2020 instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et aux dispositions de l'article 162 du Règlement de la Chambre des Députés, la Chambre des Députés est appelée à désigner un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher en séance publique. La présente communication a lieu 30 jours au moins avant la désignation en séance publique.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 4 novembre 2020.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 loi du 1er avril 2020 instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher sont remplies, à savoir :

1) posséder la nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales) ;

3) offrir les garanties de moralité requises ;

4) être titulaire d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master ou de son équivalent.

Les grades ou diplômes doivent être inscrits au registre des titres de formation prévu par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (copie des diplômes, certificats et homologations) ;

5) posséder une expérience professionnelle d'au moins dix ans dans un domaine utile à l'exercice de la fonction ;

6) avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidat(e) sera appelé(e) à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Question élargie n° 51 de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur industriel luxembourgeois durant la crise sanitaire et de ses perspectives

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der erweiderter Fro Nummer 51 vum Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vum Lëtzebuerger Industriesecteur wärend der sanitärer Kris a seng Perspektiven. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Wirtschaftsminister, déi aktuell Kris huet verschidde vun de Branchë vun eiser Industrie staark getraff. Well d'Nofro abrupt gefall ass, waren d'Entreprisen ab Mäerz/Abrëll gezwongen, hir Produktioun ze drosselen, ze reduzéieren, an hunn doduerch massiv Verloschter gemaach. Och haut si mer nach laang net iwwert de Bierg an déi nächst Méint wäerten nach deen een oder anere finanzielle Schued mat sech bréngen.

Déi verschidden Hëllefsmoossnamen, déi eis Regierung am Kader vun der Kris entwéckelt huet, konnte sécherlech eng gutt Rei vun Entreprisë virun deem Schlëmmsten, der Faillite, retten an eng Explosioun vum Chômage verhënneren.

Duerfir wëll ech op dëser Plaz nach eemol e grousse Merci un de Minister vum Mëttelstand, de Lex Delles, de Finanzminister Pierre Gramegna an un lech, Här Wirtschaftsminister Fayot, riichten. Bei all dësen Ustrengungen dierfe mer allerdéngs net déi laangfristeg Industriepolitik aus den Ae verléieren, zemools wat d'Promotioun vum Standuert Lëtzebuerg betrëfft. Mir mussen eis Produktioun méi resistent, also méi widderstandsfäeg gestalten, fir an Zukunft besser op eng nei Kris virbereet ze sinn.

Wéi de Premierminister Xavier Bettel kierzlech betount huet, brauche mer eng transparent Strategie, déi vun der gesamter Regierung gedroe gëtt an déi eng enk Zesummenaarbecht tëscht den eenzelne Ministèrë viraussetzt. Mir brauche kloer Reegelen, fir engersäits eng selektiv Standuertpolitik kënnen ze féieren an anerersäits den zukünftegen Investisseuren déi néideg Planungssécherheet ze ginn, déi si fir d'Ëmsetzung vun hire Projete brauchen.

Gleeft een der Fedil, sou mussen d'Ëmweltschutzkrittären, déi eng Firma erfëlle muss, fir sech zu Lëtzebuerg nidderzeloossen, kloer definéiert an einfach zougänglech sinn. Dës Krittären dierfe kee Raum fir subjektiv Interpretatioune loossen a scho guer net derfir gebraucht ginn, fir eis Standuertpolitik méi selektiv wéi néideg ze maachen.

An deem Kader wëll ech dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

Éischtens, huet d'Regierung scho konkreet Resultater iwwert den Impakt vun der sanitärer Kris op d'Wäertschafung vun eiser Industrie? Wéi gesäit deen Tëschebilan aus?

ArcelorMittal a Guardian Luxguard hunn ewell en Ofbau vu Plazen ugekënnegt a wäerten héchstwarscheinlech keen Eenzelfall bleiwen. Wéi vill Aarbechtsplaze riskéieren nach, opgrond vun internen Ëmstrukturéierungen ewechzefalen? Net méi spéit wéi de Moie konnt een op RTL liesen, datt d'Direktioun vu Guardian Luxguard II e Sozialplang annoncéiert. 49 Aarbechtsplaze wiere betraff.

Den Här Wirtschaftsminister hat sécherlech schonn eng Rei Entrevuë mat de sëllechen Acteuren aus der Industrie. Meng zweet Fro wär also: Wat huet sech aus dësen Entrevuen erginn? Wat sinn d'Erwaardungen, wat d'Zukunft vun der industrieller Aarbecht iwwerhaapt ugeet? Wéi steet et ëm d'Innovatiounsfäegkeet vum Secteur? A wéi eng Kompetenznische wäerten an Zukunft méi cibléiert promouvéiert ginn?

Drëttens, wéi mer all wëssen, huet sech eis Regierung eng Rëtsch ambitiéis Ziler a Saachen nohalteg a resilient Produktioun gesat. Deemno wär meng drëtt Fro: Wéi kéint eis Lëtzebuerger Industrie déi verschidden Objektiver a Saachen Nohaltegkeet a Stabilitéit an Zukunft nach besser erfëllen, ouni dobäi d'Kompetitivitéit vis-à-vis vun Drëttlänner ze verléieren? Wat sinn d'Erausfuerderungen op dësem Wee.

Meng véiert a lescht Fro betrëfft d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Industriesecteur. Weess d'Regierung vun neien Investisseuren, déi sech eventuell wëllen zu Lëtzebuerg néierloossen an déi zu enger Diversifizéierung an zur Stäerkung vun eisem Standuert bäidroe kéinten? Muss d'Promotiounsstrategie vum Standuert Lëtzebuerg net eventuell ugepasst an iwwerschafft ginn? A wéi ka finalement eis Industriepolitik an Zukunft der Entwécklung, jo der Volatilitéit vun den internationale Mäert besser Rechnung droen?

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Merci dem André Bauler fir dës Froen. Dat erlaabt et mir, eng Kéier de Punkt ze maachen effektiv, wou mer stinn an der Industrie zu dësem Zäitpunkt mëtten an der Covidkris.

Dir wësst, dass Lëtzebuerg ronn 770 Industriebetriber huet, wou eng 37.000 Leit schaffen. Si erwirtschaften an normalen Zäite 5,7 % vum nationale Räichtum bei engem Chiffre d'affaires vu ronn 14,5 Milliarden Euro. An obwuel d'Industrie natierlech ee vun deene Secteure war, deen ni zougemaach gouf, och net wärend dem Lockdown, huet dee Secteur och ganz staark ënnert der Covidkris gelidden.

Ech hunn iwwert déi lescht siwe Méint - et kann ee soen, well ech och net reese konnt an doduerch vläicht gutt Zäit hat - eng ganz Rei vun Industriebetriber besicht, si sur place gaangen, fir mer e Bild ze maache mat de Patronen, mat de Mataarbechter vun deene Betriber an och fir ze kucken, wat d'Defie sinn an och d'Perspektive fir d'Zukunft an der Industrie.

Ech hu Visitte gemaach zum Beispill bei IEE an Dussmann zu Biissen, DuPont zu Conter, bei Gradel zu Elleng, ArcelorMittal zu Esch-Belval, bei Circuit Foil, No-Nail Boxes a United Caps zu Wolz, Hydro Aluminium zu Klierf. Ech war bei Tontarelli an d'Brasserie Nationale zu Käerjeng an ech war bei enger ganzer Rei anerer, déi ech elo hei net komplett nennen.

Opgrond vun deene Visitten imposéiert sech ee generelle Constat. Dat ass, dass d'Industrie zu Lëtzebuerg, wéi gesot, zolidd ënnert der Coronakris gelidden huet. Bei verschiddene Betriber ass de Chiffre d'affaires iwwert déi lescht Méint ëm een Drëttel, bei anere souguer ëm 40 % zréckgaang. Wärend dem Lockdown war dee Chiffer nach ee gutt Stéck méi héich bei deene meeschte Betriber.

Dëse Réckgang vun den Aktivitéiten huet e puer Grënn.

Deen éischten, haaptsächlech wärend deenen éischte Méint, dat war deen, dass d'Personal oft krank war oder am Congé pour raisons familiales war. Dat heescht, dat huet mat sech bruecht, dass eng ganz Rei Betriber net konnten normal fonctionéieren oder zum Deel souguer wärend enger gewëssener Zäit d'Produktioun ganz agestallt hunn, well eeben einfach dat minimaalt Personal net méi do war.

Deen zweete Grond war an ass och, dass d'Clientë vun deene Betriber selwer zum Deel am Lockdown waren oder vill manner Ofsaz haten.

E weidere Grond war deen, dass d'Fournisseuren an d'Zouliwwerer vun deenen Entreprisen net méi geschafft hunn an esou och einfach dacks Matière-premièrë gefeelt hu fir ze produzéieren.

E weidere Grond fir d'Schwieregkeete vun der Industrie huet och zesummegehaang mat der Schléissung vun de Grenzen. Eng ganz Rei Betriber, déi exportéiert hunn, konnten dat ganz einfach net maachen, insbesonnesch an deenen éischte Wochen a Méint wärend dem Lockdown, mee och nach duerno an och nach elo sinn natierlech, wéi mer all wëssen, eng ganz Rei Länner, wuer et schwéier ass hinzereesen. An dat impaktéiert natierlech den Export.

Wéi gesot, déi zwee lescht Punkten, déi vun de Clienten an de Fournisseuren, betreffen haaptsächlech Industrië wéi d'Automobillzouliwwerer-Industrie, déi jo staark hei zu Lëtzebuerg vertrueden ass. Do ass et esou, och wann d'Optragsbicher zum Deel gutt gefëllt sinn, gëtt et hei wierklech ganz berechtegt Suerge bei deem engen oder anere Betrib, wat d'Zukunft ugeet. Och do ass et natierlech e ganz kontrastéiert Bild. Et si verschidden Autozouliwwerer, déi si ganz staark kombustiounsmotorlasteg. Dat sinn natierlech déi, déi mat manner Zouversiicht an d'Zukunft kucken. Anerer hunn näischt domadder ze dinn a si vill méi op Innovatioun ausgeriicht. Déi kucken natierlech méi positiv an d'Zukunft. Wéi gesot, och do e ganz kontrastéiert Bild vun engem Betrib zum aneren.

E Retour vum Terrain, deen ech kréien, wann ech bei déi Betriber ginn, dat ass, dass déi Mesuren, déi mer geholl hunn als Regierung, am Fong wierklech vill gehollef hunn, fir d'Situatioun ze stabiliséieren, dass mer villen Industriebetriber gehollef hunn iwwert déi verschidden Aideninstrumenter, natierlech och iwwert de Chômage partiel an iwwer divers Instrumenter awer och, déi mer am Neistart-Programm geschafen hunn.

Industriebetriber profitéieren zum Beispill vun der Avance remboursable vu bis zu 800.000 Euro, fir Personal- a Loyerskäschten ze decken, awer och vun der staatlecher Garantie, fir e Prêt ze kréie vun enger Bank, obwuel dat en Instrument ass, wat bis elo nach net an deem Mooss gegraff huet aus verschiddene Grënn, op déi mer da muer zréckkommen, wa mer am Kader vun der Heure d'actualité iwwert d'Aideninstrumenter hei zesumme mam Lex Delles a mam Dan Kersch wäerten op déi Saachen do méi am Detail agoen.

Et gëtt natierlech aner Industriebetriber, déi vun der spezieller Kofinanzéierung profitéieren, déi mer Enn Juli agefouert hu per Gesetz, fir am Kontext vu Covid-19 Investissementer ze favoriséieren, wann Entreprisen an d'Digitalisatioun, an den Ëm- oder Ausbau vu Produktiounslinnen oder a méi Energieeffizienz investéieren. Och do gesi mer, dass awer e gewëssenen Interessi besteet, dass et eng ganz Rei Betriber sinn, déi vun där Méiglechkeet profitéieren, fir trotzdeem Investissementer ze maachen, déi se soss vläicht net gemaach hätten an dëser Zäit.

Wéi gesot, mir komme muer am Kader vun der Aktualitéitsstonn nach méi am Detail op déi verschidde Mesuren zréck.

D'Kuerzzäitaarbecht, hunn ech gesot, dat war en Instrument, wat wierklech ganz massiv gebraucht ginn ass vun Industriebetriber, haaptsächlech wärend de Méint zwësche Mäerz a Juni, also an där éischter Phas vun der Covidkris. Do war d'Industrie no der Constructioun, dem Commerce an dem Horeca dee Secteur, deen am meeschten Avancen am Kader vum Chômage partiel pour cause de force majeure gefrot huet.

Déi Kuerzzäitaarbecht ass natierlech och e gudden Indicateur fir ze beleeën, datt an deene leschte Méint och d'Kris an der Industrie nach laang net eriwwer war. Et gesäit een, dass zum Beispill fir dëse Mount, de Mount Oktober, d'Industrie ëmmerhin nach ronn een Drëttel vun de Salariéen ausmécht, déi an der Kuerzaarbecht sinn.

Et ass och esou, dass net all d'Defien, déi d'Industrie fir de Moment huet, necessairement eppes mat Corona ze dinn hunn. Scho viru Covid-19 waren d'Industriebetriber an der Restrukturéierung. Elo sinn natierlech Phenomeener wéi Digitalisatioun, Innovatioun, Industrie 4.0, déi scho virdrun am Fong amgaange waren, och d'Reduktioun vun Emissiounen, dat ass eppes, dat ass eng Realitéit, déi ëmmer méi grouss ass.

Dat gesäit een och, wann een déi Industriebetriber besiche geet. Dat sinn haut bal alleguerten elo schonn héich modern Betriber, déi um leschte Stand vun der Technologie schaffen, produzéieren an déi u sech, jo, wierklech ënnerwee sinn an eng Hightech-Industrie mat enger Transition énergétique, mat méi Digitaliséierung a mat ganz neie Prozesser. Dat bréngt natierlech mat sech, dass d'Industrie sech permanent nei erfanne muss, net nëmmen a Coronazäiten, mee awer och doriwwer eraus.

An dat ass natierlech, an do hutt Der Recht, Här Bauler, en Deel vun eiser Wirtschaftspolitik, fir deen Industriestanduert en continu ze moderniséieren a fir en op déi Manéier méi nohalteg opzestellen.

A bon, an deem Kontext, Dir hutt dat ugeschwat, wollt ech op déi puer Dossieren agoen, déi fir de Moment aktuell sinn a wou mer leider schlecht Nouvellen hunn, awer och vläicht op eng Partie agoen, wou et besser Nouvellë gëtt.

Dir wësst, dass bei Guardian e Plan de maintien dans l'emploi en place ass, dee wierklech och op Insistance vum Wirtschaftsministère bis den 19. Oktober weidergefouert gouf, wou et elo nach 50 Salariéë sinn, déi betraff si vun engem Plan social. Et ass och gewosst, dass do natierlech eng gewësse Resistenz och ass vun de Gewerkschaften, insbesonnesch dem OGB-L, déi haut e Communiqué dozou verëffentlecht hunn. Dat sinn natierlech 50 Salariéen ze vill, mee dat sinn déi, déi elo ..., voilà, wou mer et u sech esou wäit wéi méiglech konnten erofschrauwen op déi 50. An elo musse mer kucken, dass fir déi eng gangbar Léisung fonnt gëtt.

Dir wësst och, dass am Moment bei ArcelorMittal Verhandlungen am Kader vun enger Stoltripartite amgaange sinn. D'Regierung setzt sech derfir an, fir déi néideg Garantien ze kréien, fir déi Lëtzebuerger Standuerter, Wierker, Sitte laangfristeg ofzesécheren. Dat ass, an dat hu mer ganz kloer gesot, eng Konditioun, fir dass mer als Staat och an där sozialer Offiederung vun dëser Reorganisatioun, dëser Restrukturéierung matmaachen.

Rotarex zu Lëntgen huet mat der Ënnerstëtzung vum Wirtschaftsministère och an eng nei Linn investéiert. Déi Firma huet och, an dat wësst Der, Pläng ausgeschafft, fir sech nei um Rouscht opzestellen. An der Aktivitéitszon „Bommelscheier" - ëmmer nach am Kapitel vun deene besseren Nouvellen - schaffen d'Firmen Tontarelli a LuxPET och drun, fir hir Aktivitéite weider auszebauen.

De Grupp Liberty Steel huet confirméiert, datt en déi fréier ArcelorMittal-Wierker Galvalange a Giebel moderniséiert. Dat ass och wierklech e flotte Betrib, deen am Beräich vun der nohalteger Stolproduktioun - Green Steel - ganz flott ënnerwee ass an deen do wierklech wäert dran investéieren, fir, wéi gesot, do nach nei Aktivitéit an eeben och Emploi ze schafen.

Goodyear zu Diddeleng denkt och schonn drun, fir hiert fonkelneit Wierk zu Diddeleng nach weider auszebauen, soudass een, mengen ech, kann am Resümmee soen, dass natierlech d'Industrie genee wéi bal all anere Wirtschaftssecteur duerch d'Coronakris gelidden huet, mee awer och an der Majoritéit elo schonn zimmlech gutt fir d'Zukunft opgestallt ass an och weider natierlech duerch de Wirtschaftsministère an déi Richtung encouragéiert gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Wirtschaftsminister Franz Fayot.

5. Question élargie n° 52 de M. Jeff Engelen relative à l'élaboration d'un nouveau plan de crise en cas de pandémie

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 52 vum Här Jeff Engelen iwwer een neie Kriseplang am Fall vun enger Pandemie. An och hei huet den Auteur, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, fënnef Minutten an der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro mat der Nummer 2030 vum 6. Abrëll geet ervir, datt et säit dem Joer 2004 een nationale Pandemieplang gëtt, deen zousätzlech completéiert gëtt vum Plan „Grippe aviaire" aus dem Joer 2006 a vum Plan „Ebola" aus dem Joer 2014.

Mat Bléck op d'Covidkris, aus deenen Erfarungen, déi mer do gemaach hunn, aus deene Léieren, déi mer gezunn hunn an och nach an Zukunft wäerten zéien, dat wäerten der nach méi ginn, wéi ee mengt, wéilt ech der Madamm Minister awer dës Froe stellen:

Éischtens, wär et am Hibléck op d'Covid-19-Pandemie an op déi virgenannten Erkenntnisser net sënnvoll, een neien, méi globale Pandemieplang op d'Been ze stellen, deen deenen neigewonnenen Erkenntnisser aus der Covidkris integral Rechnung dréit? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Opstellung an der Ëmsetzung vun esou engem Plang gerechent ginn?

Zweetens, wéi gestalt sech an der Zukunft d'Zesummespill vun engem Pandemieplang an dem allgemenge Katastropheplang? Si béid Pläng matenee koordinéiert? Wéi eng Administratiounen iwwerhuele wéi eng Aufgaben am Katastrophen- oder Pandemieplang? A wéi ginn déi eenzel an déi betraffen Administratiounen op déi Aufgab virbereet? Ass séchergestallt, datt zu all Abléck déi betraffen Administratiounen optimal opgestallt sinn, fir am Katastrophen- oder engem Pandemiefall kënnen hir Aufgab séier an effikass ze erfëllen? Wat muss am Verglach mat der Precovidsituatioun verbessert ginn, fir besser fir en Noutfall virbereet ze sinn?

Drëttens, wär et an den Ae vun der Madamm Minister net och sënnvoll, am Hibléck op d'Geréiere vun de Krisesituatiounen, d'Virgoensweis, wat déi international Koordinatioun an den Informatiounsaustausch mat anere Länner ugeet, op en Neits op de Leescht ze huelen? Wéi gëtt déi international Kooperatioun am Katastrophen- oder Pandemiefall an der Zukunft organiséiert?

Da kéim ech méi oder wéineger zum Schluss. Nach eng Bemierkung: Et ass viraus gewosst, datt een net kann all Pandemie oder Katastrophen am Viraus gesinn. Soll een dëse globale Pandemieplang als Basis huelen, op déi ee kann zréckgräifen? Eenzel Pläng existéiere riets a lénks. Et sollt awer onser Meenung no een allgemenge globale Pandemieplang do sinn, deen natierlech muss periodesch ugepasst ginn. Dëse Plang sollt onser Meenung no ënner anerem Follgendes beinhalten: kloer Prozeduren, kloer Zoustännegkeetsberäicher, genuch Personal a Material, dëst ënner staatlecher Verwaltung, an de Volet Fräiheet vun de Bierger net ze vergiessen.

An ech mengen, et wier och vläicht eng Bemierkung erlaabt: Sollt een aus dësem Plang net och e Gesetz maachen, da kéint een zu all Zäit, wann et gebraucht gëtt, do drop zréckgräifen?

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Déi aktuell Situatioun, déi mer haut mam Coronavirus kennen, déi ass quasi iwwer Nuecht am Ufank vum Joer an Europa ukomm. An et war a konnt an där konkreeter Form net an de Kriseplang vun der Regierung schonn am Viraus agefloss sinn.

Pläng, déi am Moment vun dem Ausbroch vum Virus bestanen hunn, dat waren als Alleréischt den nationale Pandemieplang aus dem Juli 2016. Dëse Plang behandelt ganz konkreet zwou verschidde Situatiounen. Dat ass engersäits eng Pandemie duerch eng breetgestreete klassesch Gripp souzesoen. An anerersäits ass et de Fall vun engem Virus, dee géif vun engem Déier op de Mënsch iwwergräifen, also konkreet eppes wéi d'Vullegripp, déi mer schonn eng Kéier hei kannt haten.

Dëse Plang dréit de Stufen an de Richtlinne vun der Weltgesondheetsorganisatioun Rechnung, déi eis do déi néideg Weisunge gëtt.

Wat mécht e konkreet? En zielt d'Acteuren op, déi am spezielle Fall vun enger Grippepandemie intervenéiere mussen, an e gesäit eng ganz Rei u Moossname vir, déi preparéiert respektiv am Kader vun der Krisegestioun ëmgesat musse ginn. Dës Moossname fanne mer erëm zum Beispill um Niveau vun den Testcapacitéiten, um Niveau vum Akaf vu Schutzmaterial, vun der Hëllef respektiv dem Rapatriement vun nationale Residenten, déi sech am Ausland géifen ophalen, vun der Prise en charge vun de Kranken an hire Kontaktpersounen, Moossnamen awer och am Beräich vum Transport vun de Kranken a vun hire Kontaktpersounen, vum Andämme vun der Verbreedung vum Virus a vun de Pläng, déi ëmgesat musse ginn, fir weesentlech Aktivitéite weiderzefeieren, dann awer och, ganz wichteg, d'Informatioun vun der Bevëlkerung an de Monitoring vun der Situatioun.

Dëse Pandemieplang ass am Oktober 2014 duerch de Plan d'intervention d'urgence „Ebola" completéiert ginn, fir och dëse Begeebenheete Rechnung ze droen. An doriwwer eraus huet d'Regierung zënter dem Juli 2014 e generelle Plang iwwert déi intern organisatoresch Strukturen an der Krisegestioun.

Dëse Plang, deen am Januar 2019 fir d'lescht iwwerschafft gouf, preziséiert d'Organer an d'Strukturen, déi am Beräich vun der Krisegestioun am Kader vun dem Gesetz, dat den Haut-Commissariat à la protection nationale organiséiert zu Lëtzebuerg, déi doran an deem Kader eeben intervenéieren.

An dësen dräi Pläng sinn eng ganz Rëtsch Elementer an déi nei aktuell Krisegestioun agefloss. Allerdéngs, an dat muss een och soen, waren a sinn dës Pläng net op deen heite Virus ofgemënzt, dee mer virdrun net kannt hunn an där Form. Dozou muss ee bedenken, dass all Kris anescht ass, dass all Kris Iwwerraschungen a virun allem och Imprevue mat sech bréngt.

Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass dat Grondgerüst steet, dass d'Acteure kënne wëssen, wou hir Plaz ass, wann eng Kris antrëtt, dass se hir Roll kennen um Niveau vun der Krisegestioun an dass se sech ganz schnell kënnen zesummefannen, fir da gemäss dësem Plang ze handelen.

An natierlech wäert et, esou wéi dat vum honorabelen Deputéierten a senger Fro ugeschnidden ass, och an deem heite Fall esou sinn, dass de Pandemieplang iwwerschafft wäert ginn, justement fir den Erkenntnisser aus dëser Kris Rechnung ze droen.

Dat ass och steets an der Vergaangenheet esou gehandhaabt ginn, sief dat no den Iwwerschwem-

mungen am Iernzdall, am Mëllerdall oder nom Tornado am Süden elo méi rezent.

Dësen neie respektiv adaptéierte Plang fir d'Gestioun vun enger Pandemie wäert d'Struktur vun all de Krisepläng, déi sech op d'Gesetz vum HCPN vum Juli 2006 baséieren, respektéieren. Dat heescht, d'Organer, déi an der Kris intervenéiere wäerten, mat hire Missioune wäerte weider preziséiert ginn. D'Roll vun den Acteuren, déi op deene verschiddenen Niveauen intervenéieren, wäert definéiert ginn. An d'Moossnamen, déi d'Verwaltunge schonn am Virfeld kënne preparéieren a le moment venu dann och ëmsetze mussen, wäerten opgelëscht ginn.

Den Haut-Commissariat à la protection nationale huet mat dësen Aarbechten ugefaangen, scho wärend der Kris. Mir schreiwe lafend op, wat mer u Verbesserungsvirschléi kënnen orten. Wann een awer d'Envergure vun där heiter Kris kuckt a wann een déi sëllechen Acteure kuckt, déi un der Bewältegung vun der Kris bedeelegt sinn, wann een déi immens villfälteg Theemefelder kuckt, déi duerch dës Kris hei betraff sinn, dann ass dat sécher keng Aufgab, déi haut oder muer wäert ofgeschloss sinn.

Dofir brauch et ganz vill Gespréicher, et brauch Analysen, et brauch Iwwerleeungen an et brauch och virun allem e gewëssene Recul par rapport zu enger Kris, an där mer nach mattendra sinn zu dësem Zäitpunkt.

Et ass och esou, dass all déi Acteuren, déi un dëser Aarbecht wäerten deelhuelen, genau déi sinn, déi grad an dëser Zäit, an dësem Moment, an dësen Deeg um Terrain sinn. Dat ass do, wou hir Plaz ass, well si si mat der Bewältegung vun enger aktueller Kris beschäftegt, déi grad eréischt an der Hallschent ukomm ass, hoffentlech an der Hallschent. Mir hoffen, dass et lues a lues besser geet.

Mee Dir wësst esou gutt wéi ech, dass mer grad dës Deeg ganz, ganz vill fuerdere vun eise Leit, soudass mer wierklech nach net op deem Zäitpunkt ukomm sinn, wou mer Konsequenzen aus der Kris zéien. Dat ass eppes, wat mer preparéieren, wat sécherlech wäert gemaach ginn, awer herno mam néidege Recul, wa mer all d'Leçone vun der Kris hunn. An déi huet een, wa se eriwwer ass. Dann ass de Moment, fir wierklech richteg zréckzekucken an dann de Bilan ze zéien.

Netdestotrotz wäerte parallell déi Aarbechte schonn ugefaange ginn an et gëtt preparéiert. Mee ofgeschloss, wéi gesot, dofir ass et ze fréi, fir haut Konklusiounen ze zéien. D'Erkenntnisser aus de leschte Méint, déi wäerte sécherlech mat afléissen, a sécherlech och d'Erkenntnisser vun de Wochen a Méint, déi eis bevirstinn.

Op wéi engem Niveau wäert dat sech situéieren? Ben, um Niveau vum Rôle vun den Acteuren, déi mer wäerten nach eng Kéier nei definéieren, eng Kéier hannerfroen och, ob dat och esou gutt war, wéi et war, ob een et kann anescht opsetzen. Mir wäerten eis mam Datefloss tëscht den Acteure beschäftegen. Dat war e grousst Theema an dëser Kris, wou mer ganz schnell gehandelt hunn, och ganz vill nei Erkenntnisser kritt hunn, wéi ee kann esou en Datefloss fir d'Zukunft nach méi einfach maachen, nach méi effizient maachen.

Vun der nationaler Reserv vum néidege Schutzmaterial fir d'Zukunft wäerte mer sécherlech schwätzen. Och do hu mer ons entre-temps schonn anescht opgestallt. Mee och dat wäert e Schwéierpunkt bei de Konklusioune vun dëser Kris sinn. An da wäerte mer eis och domadder beschäftegen, ob déi Gesetzer, déi mer hunn, mussen op verschiddene Punkten adaptéiert ginn, fir de Servicer e schnellt Handelen ze erlaben an enger Krisesituatioun.

Och d'Réserve nationale um Niveau vum Personal wäert sécherlech en Theema ginn, genausou wéi d'Roll vun de Gemengen am Fall vun enger Pandemie. An dann och d'Theema mat deenen Erfarungen, déi mer hunn, déi relativ eemoleg si ronderëm eise Large-Scale-Testing, wäerte mer sécherlech och nei Erkenntnisser kënne kréien um Niveau vum Depistage a vum Diagnostic am Fall vu Grippeninfektiounen.

Da kann ech den honorabelen Deputéierten informéieren, dass fir déi verschidde Krisepläng, déi et um Pabeier gëtt, och reegelméisseg méi grouss a méi kleng, mee theoreetesch sougenannten „Tabletop"-Exercicer gemaach ginn oder méi operationell Exercicer, fir dat Ganzt eng Kéier duerchzespillen.

Als Beispill kann ech den Exercice vun enger terroristescher Attack op d'Rockhal zitéiere virun annerhallwem Joer. Dësen Exercice huet et erlaabt, direkt e puer Pläng ze testen, eemol d'Interventioun vun de Sécherheetsautoritéiten am Kader vun dem Plan d'intervention d'urgence „Vigilnat" an eemol awer och de Plan „Nombreuses victimes", dëst am Zesummespill mat eise Spideeler.

Ma ech betounen et nach eemol: All Kris kann een net eent zu eent am Virfeld preparéieren. Et ass wichteg, dass d'Grondgerüst steet. Dat hëlleft am Eechtfall, eng Upak ze hunn. Mee doriwwer eraus mussen all d'Acteure virun allem schnell a flexibel op nei Situatiounen agéiere kënnen.

Zum Schluss och nach e Wuert zu der internationaler Kooperatioun um Niveau vun de Katastrophefäll. Eng Kris ze meeschteren, ass virun allem an an éischter Linn eng national Aufgab. An awer ass den Austausch an d'Hëllef tëscht de Länner, souwäit déi méiglech sinn, immens wichteg. Dat hu mer grad an dëser Kris gesinn, wou mer och ganz flexibel konnten een deem aneren zu Hëllef goen an akute Situatiounen a wou mer och dagdeeglech am Echange sinn, fir de Monitoring vun dëser Pandemie ze assuréieren.

An deem Sënn huet den Haut-Commissariat de reegelméissegen Austausch mam Chef d'état-major vun der Zone est a Frankräich zum Beispill, awer och mam Gouverneur vun der Province de Luxembourg an der Belsch. Mir hunn och mat eisen hollänneschen Homologen e reegelméissegen Austausch an natierlech och mat deenen däitschen, dat souwuel um Niveau vum HCPN wéi och um Niveau vun der Direction de la santé, déi jo hei méi un der Front steet an och mat hiren Homologe ganz reegelméisseg iwwer Videokonferenz en Austausch huet iwwert d'Lag vun der Situatioun.

Dës Kris huet et also gewisen: Eppes, wat et leider net gëtt, ass ee Patentrezept. Et wier schéin, wa mer dat hätten. An dat, wat virun allem zielt, ass gutt genuch opgestallt ze sinn, fir wierklech kënne flexibel an effizient ze handelen. Dat huet Lëtzebuerg gewisen an dëser Kris. Et geet drëms, Erkenntnisser, déi ee kritt, déi vläicht nach guer net do waren am Virfeld, Recommandatioune vun enger WHO, vun enger Weltgesondheetsorganisatioun, ganz schnell afléissen ze loossen. Och dat hu mer hei vun Ufank u gemaach.

Mir hunn dat ganz oft méi fréi a vill méi systematesch gemaach wéi aner Länner a sinn och deementspriechend relativ gutt duerch déi Saach komm bis elo. Net méi spéit wéi haut, fir Iech e Beispill ze ginn, huet d'WHO nach eng Kéier en Appell gemaach un d'Länner, virun allem an Europa, fir dach awer systematesch d'Leit a Quarantän ze setzen, wa se a Kontakt ware mat positiv Getesten. Ben, dat ass eppes, wat schonn ëmmer recommandéiert war a wat Lëtzebuerg ganz konsequent gemaach huet an och um Qui-vive bliwwen ass, fir dat an enger Zäit weider duerchzeféieren, wou scho ganz vill Leit derno geruff hunn, dass een awer dach soll weider oplockeren an dat net méi gradesou eescht huelen.

Mir hunn dat gemaach. Mir hunn déi Recommandatioune suivéiert. An och do sinn ech ganz frou, dass mer esou opgestallt waren, dass mer eeben déi Flexibilitéit haten, fir esou Saache schnell kënnen hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen ouni groussen administrative Wee. Dat ass esou, wéi mer och wäerten iwwert déi nächst Wochen a Méint weiderschaffen an da selbstverständlech den Exercice vun engem Iwwerschaffe vum Pandemieplang ugoen, wa mer all d'Erkenntnisser vun dëser Kris hunn. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer do ganz vill kënnen draus léieren an eis fir d'Zukunft och nach anescht an nach besser opstellen.

Ech géif Iech Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

6. Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat

Haut de Mëtteg presentéiert den Här Franz Fayot, Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten, eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt. Den Här Minister huet d'Wuert.

Déclaration

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi ech am Februar dëst Joer meng Fonctiounen als Wirtschaftsminister an als Kooperatiounsminister ugeholl hunn, hätt ech ni geduecht, dass d'Welt sech esou séier an esou fundamental verännere géif.

D'Kris vum Covid-19 huet en Impakt op alles, wat mer maachen, op d'Manéier, wéi mer d'Saache maachen a wéi mer liewen. Haut, aacht Méint méi spéit, bleiwen nach ganz vill Ongewëssheeten iwwert de Virus selwer a säin Impakt op ons Gesondheet, mee och iwwert déi sozioekonomesch Konsequenzen, déi all d'Mënschen treffen, heiheem an iwwerall op der Welt.

Hei zu Lëtzebuerg, an de Staatsminister ass d'lescht Woch am État de la nation drop agaangen, hu mir eng ganz Rei Moossname geholl. Mir hunn an enger éischter Phas e Stabiliséierungspak gemaach vun 10,4 Milliarden Euro, déi mobiliséiert goufen, a fir d'Relance och mëttel- a laangfristeg ze ënnerstëtzen, ass an enger zweeter Phas den „Neistart Lëtzebuerg" ugeholl ginn, nach eng Kéier mat Mesuren, déi 800 Milliounen Euro mobiliséiert hunn.

Ech hunn als Wirtschaftsminister, zesumme mat Kolleegen aus der Regierung, derfir gekämpft, Entreprisen ze ënnerstëtzen, Aarbechtsplazen ze erhalen an déi sozial an ekonomesch Konsequenze vun der Kris esou wäit wéi méiglech ofzefiederen.

Mee net just zu Lëtzebuerg huet d'Kris vum Covid-19 hir Spueren hannerlooss. Weltwäit sinn iwwer eng Milliun Leit gestuerwen a méi wéi 40 Millioune Leit infizéiert ginn. A mir erliewen déi gréissten ekonomesch Kontraktioun säit dem Zweete Weltkrich. A wéi leider esou oft sinn et déi Äermsten, déi am meeschten ënnert dëser Pandemie leiden, déi, déi keng Reserven hunn, déi hiert Geld vun Dag zu Dag verdénge mussen, déi weeder Accès zu Schutzmaterial hunn nach zu Gesondheetsservicer.

D'Weltbank schätzt, dass wéinst dem Virus méi wéi 150 Millioune Leit an d'extreem Aarmut fale kéinten. Dat wier déi éischt Steigerung an der globaler extreemer Aarmut zanter 1998. Ech hat vill Gespréicher an de leschte Wochen a Méint mat Leit wéi dem David Beasley vum Programme alimentaire mondial, dem PAM, déi Organisatioun, déi dëst Joer de Friddensnobelpräis kritt huet, oder dem Alice Albright vum Global Partnership for Education.

Si hu confirméiert, dass um Héichpunkt vun dëser Pandemie d'Schoulen, d'Universitéite souwéi aner educativ Institutiounen a wéinstens 190 Länner zou waren. Ronn 1,6 Milliarde Schüler a Studente waren esou an hirer Bildung limitéiert an 80 Millioune Kanner kruten déi basesch Impfungen net.

De PAM schätzt, dass d'nächst Joer eng 38 Milliounen méi Leit op hir Liewensmëttelhëllef ugewise sinn, am Verglach mat 100 Milliounen aktuell.

Et ass also kloer, wa mer elo net handelen, da sti mer virun enger globaler Rezessioun, déi d'Fortschrëtter vun de leschte Joerzéngten an der Aarmutsbekämpfung zunichtemécht an d'Erreeche vun den nohaltegen Entwécklungsziler vun der Agenda 2030, de sougenannten SDGs, komplett ausser Räichwäit stellt.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun huet schnell op de Covid-19 reagéiert. Zesumme mat onsen nationalen an internationale Partner hu mer bis elo 65,8 Milliounen a sanitär a sozioekonomesch Projeten investéiert, haaptsächlech an Afrika, mee och soss an der Welt, an Asien an a Latäinamerika.

An enger finanziell schwiereger Zäit hu mir gekuckt, déi Suen, déi wéinst dem Covid net konnten ausgi gi wéi geplangt, dohinner ëmzeleeden, wou se am meeschte gebraucht gi sinn am Kader vun der sougenannter „Covid Response".

Iwwert d'humanitär Hëllef konnte mer direkt reagéieren an hunn ënner anerem zwou Milliounen Euro un de Covid-19-Opruff vum Internationale Roude Kräiz ginn, 5 Milliounen un de CERF, de Fonds central d'intervention d'urgence vun de Vereenten Natiounen, an 3,5 Milliounen Euro un de Covid-19 Global Humanitarian Response Plan vun UN OCHA.

Am multilaterale Beräich hu mer ons Kontributiounen un de Gavi, déi global Impfallianz, substanziell erhéicht op 5 Milliounen Euro fir déi nächst fënnef Joer. Och d'OMS hu mer weider ënnerstëtzt mat 7,15 Milliounen Euro. Generell gi ronn 30 % vum Budget vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef jo u multilateral Organisatiounen a Form vu flexibele méijärege Finanzéierungen.

Dëst wäert och de Fall bleiwe wärend der Covid-19-Kris, well elo méi wéi jee d'UNO eng zolidd finanziell Finanzéierungsbasis brauch.

De Lëtzebuerger ONGen hu mer d'Méiglechkeet ginn, fir Projeten ëmzestrukturéieren an déi néideg Finanzementer un hir Partner um Terrain ze ginn, fir géint de Virus a seng Konsequenzen unzekämpfen.

Am Ganze konnten du 7,3 Milliounen Euro mobiliséiert ginn. An do, wou eng Ëmprogrammatioun net méiglech war, hu mer zousätzlech Budgete ginn. Wéi effikass déi Hëllef war, konnt ech zesumme mam Premier feststellen, wéi mer virun zwou Woche fënnef ONGen hei getraff hunn, déi eis gesot hunn, wat hir Covidprojete waren. An ech muss soen, ech war impressionéiert vun de Resultater an de Beräicher Gesondheet, Educatioun a Liewensmëttelhëllef, déi do konnten erreecht ginn.

Um bilaterale Plang hu mir an all Partnerland 2 bis 3 Milliounen Euro mobiliséiert, fir hir national Programmer am Kampf géint de Covid ze ënnerstëtzen. All dëst hu mer am Kader vun der Approche „Team Europe" gemaach. Europa, déi europäesch Memberstaaten hu sech zesummegedoen, fir gemeinsam als Team ze weisen, dass Europa fäeg ass, séier a koordinéiert Hëllef ze leeschten. D'EU huet hei am Ganze 36 Milliarden Euro mobiliséiert.

Zemools an Afrika muss d'EU méi koordinéiert virgoen. An am Mäerz gouf e Projet vun enger neier europäescher Strategie fir Afrika lancéiert. Si gesäit eng nei Partnerschaft vir a viséiert en nohaltege Wuesstum mat engem Fokus op sécher Aarbechtsplazen an eng gutt ausgebilte Jugend, op erneierbar Energien, eng nohalteg Agrikultur, op Investissementer an op Innovatioun an Digitaliséierung an och en dynamesche Privatsecteur.

Gradesou wichteg sinn natierlech awer och déi Volete vun der gudder Gouvernance an de Mënscherechter, der Sécherheet an der Promotioun vum Fridde souwéi d'Erausfuerderunge vun der Mobilitéit an der Migratioun.

All dës Theeme ginn natierlech och traitéiert am Kader vun de Verhandlungen, fir nei Partnerschaftsofkommessen zwëschent der EU a Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik, dem zougenannten Accord post-Cotonou. Dës Verhandlunge sinn och Covid-bedéngt retardéiert ginn a konnten net an den Delaien ofgeschloss ginn, soudass den aktuellen Accord, deen am Dezember ausleeft, muss verlängert ginn.

Och d'Verhandlunge vum neien europäeschen Instrument fir Noperschaft, Entwécklung an international Kooperatioun, déi ënnert dem Kierzel NDICI bekannt sinn, gi weider. Eng nei Architektur vun den europäeschen Instrumenter am Developpement soll et erlaben, fir méi séier, méi flexibel an domat méi effikass ze reagéieren, do, wou d'Ënnerstëtzung vun der Europäescher Unioun gebraucht gëtt.

De Finanzement vum Developpement ass a bleift eng kruzial Fro, wa mer d'SDGe bis 2030 erreeche wëllen. Zemools a Covid- a Post-Covidzäite gëtt et ëmmer méi schwéier, déi néideg Ressourcen zesummenzekréien.

E wichtege Punkt, deen an deem Kontext ëmmer nees opkënnt, ass dee vun der Verschëldung vun den Entwécklungslänner, déi no dëser Kris esou héich ass wéi schonns säit 50 Joer net méi.

Ech begréissen an deem Kontext dem G20 seng Debt Service Suspension Initiative vum 15. Abrëll dëst Joer. Och op EU-Niveau plädéiere mir fir d'Noloosse vun de Scholden, besonnesch vun onsen afrikaneschen Noperen. An d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef baséiert dofir och nach wie vor exklusiv op Donen, well mer net nach wëllen d'Verschëldung vun den Entwécklungslänner méi an d'Luucht dreiwen.

Lëtzebuerg bleift beim Finanzement a senger Leaderroll. A mir investéiere weiderhin 1 % vun eisem RNB an d'Entwécklungszesummenaarbecht. 2019 waren dat 420 Milliounen Euro. Mat dësem Bäitrag gehéiert Lëtzebuerg nieft Norwegen, Finnland, Dänemark an England zu deene wéinege Länner, déi hiren internationalen Engagement vun 0,7 % bis ewell nach ëmmer gehalen hunn.

Grad an Zäite vun esou weltwäite Krisen, déi natierlech och en Impakt op d'Entwécklungshëllef hunn, ass et wichteg, fir onsen Asaz fir déi Schwächst weltwäit oprechtzeerhalen. Lëtzebuerg bleift dofir weiderhin engagéiert. A sou wéi et am Regierungsprogramm festgehalen ass, gi mir net un den 1 % vum RNB réckelen.

Vu dass den RNB dëst Joer staark erofgaangen ass, ass ons APD (ndlr: aide publique au développement) fir 2020 ëm ronn 43 Millioune méi niddreg, wéi urspréinglech geplangt. De Gesamtbetrag fir dëst Joer läit domat bei ronn 391 Milliounen Euro. Dës Baisse ass doduerch opgefaange ginn, dass wéinst der Covidkris an dem Lockdown um Terrain vill Projeten net, oder net esou wéi virgesinn, konnten ëmgesat ginn.

Eng Partie nei Projeten hu wéinst deene Schwieregkeeten um Terrain och missen op 2021 verréckelt ginn. De gréissten Deel vun der Baisse ass opgefaange gi vun onser Agence Lux-Development. Mir hu par contre alles gemaach, fir d'Budgete vun den ONGen net ze kierzen. Ech kommen och duerno nach eng Kéier dorobber zréck. An och bei de multilateralen Agencë wéi der OMS hu mer net gekierzt, fir hinnen et ze erméiglechen, op d'Covidkris ze äntweren.

Fir 2021 hu mir 1 % vun onsem RNB, also insgesamt 403 Milliounen Euro fir ons APD virgesinn. Am Géigesaz zu deem, wat plazeweis behaapt gëtt oder ginn ass, och an dësem héijen Haus, bedeit dat also keng Reduktioun, mee eng Steigerung vu ronn 12 Milliounen Euro vun onser APD par rapport zu där, déi mir dëst Joer wäerten ausginn hunn.

Wéi gesot, hale mir weider um 1 % fest. D'Regierung hält also hir Engagementer a kierzt d'APD net fir 2021 oder doriwwer eraus. Se geet souguer nach erop, wéi Der och dem Pluriannuel kënnt enthuelen.

An och de Budget fir d'humanitär Hëllef gëtt net gestrach. E gëtt an e Kooperatiounsfong integréiert, fir eng méi grouss Flexibilitéit ze hunn. Well och d'Engagementer an der humanitärer Hëllef sinn oft pluriannuel, an dofir mécht et Sënn, dat och an dee Fong eriwwerzehuelen, deen och pluriannuel ka schaffen. An e wäert och d'nächst Joer weider wuessen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir konzentréieren ons Entwécklungshëllef op déi mannst entwéckeltst Länner. A fir mech ass et

kloer, dass ons Hëllef am meeschten an Afrika gebraucht gëtt, besonnesch am Sahel. Dofir ass et och do, wou Lëtzebuerg am aktiivsten ass an och wäert bleiwen. Net nëmme sinn hei déi äermste Länner vun der Welt, mee och um geopolitesche Plang sinn hei d'Erausfuerderunge fir d'Géigend enorm.

D'Länner am Sahel si mat multiple Krise konfrontéiert: Onsécherheet, Epidemien, Humanitär- an Ëmweltkrisen. D'Unzuel vun deplacéierte Mënschen huet sech an deene leschten zwee Joer verduebelt vu 700.000 op 1,4 Millioune Leit. An engem Kontext vu Konflikter an Onsécherheet huelen d'Verstéiss géint d'Mënscherechter zou, och d'Gewalt géint Fraen a Kanner.

An d'Zuel vun de Leit, déi net genuch z'iessen hunn, huet sech verdräifacht am Burkina Faso, bal verduebelt am Mali an ass ëm 77 % an d'Luucht gaangen am Niger. Duerch d'Kris vum Covid-19 huet sech d'Situatioun nach verschlechtert an erschwéiert den Accès un déi basesch Sozialservicer wéi Gesondheet oder Educatioun. D'Gewalt an déi institutionell Onstabilitéit maachen ons Aarbecht um Terrain souwéi och déi vun eise lokale Partner ëmsou méi komplex.

Einfach Äntwerte ginn et net. A mir mussen en Usaz op verschiddenen Niveauen hunn am Kader vum sougenannten „Nexus Humanitaire-Developpement-Fridden". Wéi mer do konkreet virginn, dat kann ech lech un engem Beispill illustréieren. Ech wëll elo wierklech net op all Land agoen, mee et sief gesot, dass mer natierlech nieft dem Niger an dem Burkina Faso och am Mali aktiv sinn. An do hu mer eis bilateral Programmer trotz de Sécherheetsproblemer an der Pandemie quasi, wéi geplangt, weiderlafe gelooss.

Ech hat am Fong virgesinn, virum Enn des Joers en neien, véierte Programme indicatif de coopération fir d'Joren 2021 bis 2025 mam maleschen Ausseminister ze ënnerschreiwen, mee de rezente Militärputsch vum 18. August huet ons do e Strëch duerch d'Rechnung gemaach an eng scho ganz komplex Situatioun nach méi komplizéiert gemaach.

Dir wësst, dass dee Putsch glécklecherweis friddlech verlaf ass an och d'Transitioun am Moment relativ gutt leeft. Si ass op 18 Méint begrenzt an en ziville President a Premierminister goufe genannt, soudass d'CEDEAO hir Sanktioune géint de Mali opgehuewen huet. An och mir sinn amgaang ze kucken, wéi mer dës Transitioun an domat déi malesch Bevëlkerung kënnen ënnerstëtzen.

D'bonne Gouvernance an d'Mënscherechter bleiwen dofir natierlech och wichteg Sujeten, déi mer an all eis zukünfteg Projete wäerten transversal integréieren. An dësem Kontext wëlle mer och nach méi mat Acteure vun der Zivillgesellschaft schaffen, wéi mer et bis elo gemaach hunn. Doriwwer eraus bleift awer d'Sécherheetssituatioun am Mali souwéi am ganze Sahel weider eng Prioritéit. Lëtzebuerg schafft an deem Kontext zesumme mat anere Länner, déi op der Plaz sinn, an dat an der internationaler Koalitioun fir de Sahel an och an der Alliance Sahel.

D'Onsécherheet huet natierlech och en Afloss op ons Aarbecht an deene Länner. Mir mussen d'Situatioun op deeglecher Basis analyséieren, fir kënnen entspriechend Moossnamen ze huelen, fir eist Land um Terrain ze schützen. D'Sécherheet kënnt virun allen anere Considératiounen. An dofir ass an deem Beräich ganz vill geschitt an deene leschten zwee Joer. Mir hunn an Infrastrukturen an an Equipementer investéiert, mir hu Formatiounen organiséiert a regional an national Expertise rekrutéiert.

D'Sécherheet huet awer och säi Präis. An dofir hu mer der LuxDev an den ONGen zousätzlech budgetär Mëttele ginn, fir dass si hiren „duty of care" vis-à-vis vun hire Leit kënnen erfëllen. Natierlech muss ee soen, dass et och hei keng 100%eg Sécherheet gëtt.

Am Senegal ass d'Sécherheetslag glécklecherweis e gutt Stéck besser a mir konnten ons voll a ganz op d'Ëmsetzung vun eise bilaterale Programmer konzentréieren am Beräich vun der Gesondheet, der Formation professionnelle an der Employabilitéit vun deene Jonken.

En anert Land an Afrika, mat deem mer ganz speziell Relatiounen hunn, ass de Cabo Verde. An dat ass och dat eenzegt Land, wou ech virum Lockdown konnt eng Visitt maachen, zesumme mat menge Ministerkolleege Carole Dieschbourg a Claude Turmes. Mir konnten do eng ganzheetlech Approche festleeën, fir déi verschidden Inselen op eng nohalteg Aart a Weis ze ënnerstëtzen. D'Resultat ass deen neie PIC „Développement-Climat-Énergie", deen 2021 uleeft an deen déi éischt konkreet Ëmsetzung ass vun der „approche pays", déi am Regierungsprogramm virgesinn ass.

Dësen neien Usaz soll nei Synergië, Komplementaritéiten a Kohärenz an onsen Interventioune schafen, andeem mer verstäerkt op déi kombinéiert Kompetenzen an den Knowhow vun de Lëtzebuerger ëffentlechen Acteuren an anere Partner zréckgräifen.

An där selwechter Logik ginn an deem Kader déi verschidde Programmer souwuel vum Fonds de la coopération au développement souwéi och vum Fonds climat et énergie finanzéiert. Dësen neien innovative PIC mat enger Enveloppe vun 78 Milliounen Euro fir d'Period 2021 bis 2025 konnt ech am Juli ënnerschreiwen, natierlech an enger Commission de partenariat virtuelle iwwer Visiokonferenz mat onse Partner dohannen.

Här President, léif Deputéiert, de Fokus läit op Afrika, mee et ass awer och weiderhi wichteg, dass mer als Lëtzebuerg eng global Presenz behalen, also och an Asien an an Zentralamerika. Dëst ass net nëmme wichteg, fir d'Diversitéit vun onse Partenariater ze garantéieren, mee et ass och e strateegeschen Aspekt vun onser Aussepolitik. E Land wéi Lëtzebuerg brauch Partner op der ganzer Welt.

De Schwéierpunkt vun onser Kooperatioun an Asie läit am Laos. Mir hu weiderhin och Projete lafen am Vietnam, am Myanmar an an der Mongolei. Traditionell si mer hei an de Secteure vun der Gesondheet, der ländlecher Entwécklung, der Formatioun am Tourismus an awer och der gudder Gouvernance engagéiert.

Eng ganz Rëtsch Lëtzebuerger Acteure sinn hei aktiv, sief et Spideeler, d'Uni, de Statec, Rechercheinstituter oder och nach ONGen. Zemools an engem Post-Covidzenario kënnen hei interessant Partenariater entstoen. An dat an innovativen Interventiounsberäicher wéi dem ICT an Onlinecapacitéiten.

Och an Asien an an Zentralamerika hunn d'Kolleege vum Ëmweltministère eng grouss Roll ze spillen a mir kënne Synergië schafe fir eng méi nohalteg a klimagerecht Entwécklung. Lëtzebuerg ënnerstëtzt hei verstäerkt regional Projeten, fir gemeinsam Problemer vun deene verschiddene Länner ze bekämpfen an esou zur regionaler Integratioun bäizedroen.

Enn 2019 hu mer e regionale Programm mat der Organisation internationale pour les migrations ënnerschriwwe fir d'Preventioun vun der Gewalt géint d'Fraen, déi an dëser Regioun migréieren. Mir sinn och amgaang, eng zweet Phas ze formuléiere vun eisem regionale Programm, fir den Entrepreneuriat an d'wirtschaftlech Onofhängegkeet vun de Fraen ze stäerken, zesumme mam Centre régional pour la promotion des micro, petites et moyennes entreprises.

Nach ee Wuert zum Nicaragua, wou mer jo säit Enn 2019 keng direkt bilateral Kooperatioun hunn, dat wéinst der soziopolitescher Kris am Land, déi weiderhin unhält. LuxDev huet awer do nach weiderhin och e Spidol am Norde vum Land fäerdeg gebaut, wat et méi wéi 50.000 Leit aus ländleche Géigenden erméiglecht, en Zougang zu Gesondheetsservicer ze kréien. Doniewent ënnerstëtze mer weiderhin de PAM, deen d'Ernärung vu méi wéi 180.000 Schoulkanner am Norde vum Land verbessert. A mir setze verstäerkt och op Partnerschafte mat lokalen an internationalen ONGen, fir d'Mënscherechter ze stäerken, awer och fir de sanitären, sozialen a wirtschaftleche Follge vun der Covid-19-Pandemie entgéintzewierken.

An esou Situatioune gesäit een, wéi wichteg et ass, dass een eng staark Zivillgesellschaft an och ONGen huet, an och, fir déi ze ënnerstëtzen. Duerch hir Kontakter an hir Reseaue kënne si oft op Plazen an a Secteure schaffen, wou mir als staatlech Acteuren net hikommen. D'Zesummenaarbecht mat den ONGen ass deemno e ganz wichtege Pilier vun eiser Kooperatioun.

Net manner wéi 91 ONGen hu momentan en Agrement beim Ausseministère a setze ronn 16 % vun onser APD ëm. Aktuell kofinanzéiert de Ministère eng 25 Entwécklungs-Accords-cadres a 70 Projeten. An och am Beräich vun der Sensibiliséierung an Éducation au développement heiheem leeschten ons ONGen eng ganz wichteg Aarbecht, déi mer staark ënnerstëtzen.

Ech hoffen och, dass mer d'nächst Joer erëm kënnen eis traditionell Assisen organiséieren, op deene mer och ëmmer e ganz wichtege Feedback an Impuls vun den ONGe kréien.

Zesumme mam Cercle des ONG, déi jo d'lescht Joer hir 40 Joer gefeiert hunn, wäerte mer och weiderhin d'Aarbecht vun den ONGen ënnerstëtzen an u Synergië schaffen. Esou hu mer zum Beispill zousätzlech Subsiden zur Verfügung gestallt, déi d'Sécherheet vun onsen ONGen an hire Partner stäerke sollen duerch Formatiounen, besser Equipementer oder Infrastruktur.

Op der Basis vun enger OCDE-Recommandatioun hu mer och zesumme mam Cercle eng Charta opgestallt fir d'Preventioun an d'Bekämpfe vu sexueller Belästegung, Ausbeutung a Mëssbrauch. Dat ass d'Ëmsetzung vun onser Approche „null Toleranz" an deem Beräich. An ab dem 1. Januar 2021 muss all ONG dës Charta ënnerschreiwen, fir de ministeriellen Agrement kënnen ze kréien.

Ech hunn et virdru gesot: De Covid-19 hat an huet e groussen Impakt och op d'Aarbecht vun onsen ONGen. Vill vun hire Partner am Süden hu keng Reserven. A mir wëssen, dass eng Rupture vun der Ënnerstëtzung, och wa se just kuerz ass, schwéier Konsequenze kann hunn.

Wéinst dësem fragillen Equiliber hunn ech derfir gesuergt, dass eis budgetär Aschränkungen net op d'ONGen zréckfalen. De Gesamtbetrag fir d'ONGe wäert dëst Joer iwwer 54 Millioune leien. Wéi gesot, konnte si hir Budgete ganz flexibel gebrauchen, fir kënnen eng direkt Covidhëllef um Terrain ze leeschten. Och sinn déi geplangten Enveloppë vun den ONGe fir d'Sensibilisatioun, d'humanitär Hëllef, d'Mandater, d'Cooperanten an och de Subsid fir de Cercle net gekierzt ginn. Eis ONGe sinn och ganz aktiv am Beräich vun der Kohärenz tëscht de Politicken.

Eng Thematik, déi mir do besonnesch um Häerz läit, souwuel als Kooperatiouns-, mee och als Wirtschaftsminister, ass de Respekt vun de Mënscherechter an den Entreprisen. Am Kader vum zweeten nationalen Aktiounsplang ënnerstëtze mir aktiv d'Ëmsetzung vun den UNO-Leitprinzippien an deem Beräich. Dëst maache mer, andeems mer ab dësem Joer vun eise private Partner verlaangen, sech formell fir de Respekt vun de Mënscherechter ze engagéieren, wéi zum Beispill bei der Business Partnership Facility.

An och am Wirtschaftsministère sinn ech derbäi, eis verschidden Aiden un déi Krittären ze koppelen. A mir setzen eis do och weiderhin aktiv an international fir d'Mënscherechter an a mir wëssen och, dass um europäeschen Niveau do eng Direktiv an der Maach ass, déi mer mat grousser Spannung erwaarden.

Doriwwer eraus huet och de Klima- an Ëmweltschutz eng wichteg Roll an onser Entwécklungspolitik ze spillen. Duerch de Klimawandel wäerte mer weltwäit mat ëmmer méi groussen Erausfuerderunge konfrontéiert ginn, an et gëllt, deem och an der Entwécklungspolitik am Sënn vun enger kohärenter Politik entgéintzewierken.

De Comité interministériel pour la coopération au développement, kuerz CID, ass derfir zoustänneg, fir zu där Kohärenz vun de Politicke bäizedroen. Dëse Forum bitt all zwee Méint d'Méiglechkeet ze préiwen, wat fir en Afloss eis Politik potenziell op d'Entwécklungslänner huet.

Op internationalem Plang hëlleft d'OCDE eis am Moment ze analyséieren, wéi mir eis nach besser kënnen opstellen, fir d'Kohärenz vun der Politik fir d'nohalteg Entwécklung zu Lëtzebuerg an am Ausland ze verbesseren. Dës Initiativ gëtt gemeinsam tëscht vum CID an der CIDD, der Commission interdépartementale pour le développement durable, ënnerstëtzt.

Här President, léif Deputéiert, nieft all deenen Aktivitéiten an der Entwécklungshëllef bleift och eis humanitär Hëllef eng konkreet Illustratioun vun eiser internationaler Solidaritéit an e wichtegen Deel vun eiser Aussepolitik. Och hei si mir eis eiser Verantwortung an enger ëmmer méi connectéierter a komplexer Welt bewosst a wëssen, dass dat, wat mir a Regioune maachen, déi wäit ewech vun eis sinn, zu méi Stabilitéit heiheem bäidréit.

Konflikter, Hongersnéit, Verdreiwungen an Naturkatastrophen hunn als Konsequenz, dass Mënschen hiert Liewe verléieren, dass Kanner, Fraen a Männer a fragille Kontexter kierperlechem a mentalem Leed ausgesat sinn, dass si sexuellem Mëssbrauch ausgeliwwert sinn an dass d'Familljе fir ëmmer hiert Heem an hiert Akommes verléiere mat ganz wéineg Perspektiv fir hir Zukunft an déi vun hire Kanner.

D'Leed vun de Mënschen am Jemen, a Syrien, an der Sahelregioun an op villen anere Plazen däerf ons net egal sinn. Dofir versiche mer, do ze hëllefen, wou Hëllef gebraucht gëtt.

Dëst Joer war leider bis elo an där Hisiicht e besonnesch mouvementéiert Joer an huet gewisen, dass d'Covid-19-Pandemie d'Vulnerabilitéit vu Mënschen, déi a Krisegebidder liewen, weiderhin an op laang Dauer verschlëmmert. Mee et ass eis och bewosst, dass Covid-19 an esou Kontexter keng reng sanitär Kris ass, mee virun allem eng sozioekonomesch Kris, déi schwéier a wäitreechend Konsequenze fir d'betraffe Populatiounen huet. Dofir war et eis vun Ufank un immens wichteg, eis national an international humanitär Partner nieft dem Covid och weiderhin an hiren aneren Aktivitéiten ze ënnerstëtzen.

Konflikter, Naturkatastrophen an och soss Katastrophen, wéi déi, déi Ufank August Beirut getraff huet, an hir Konsequenze goufen duerch d'Pandemie nach eemol verschlëmmert. D'humanitär Besoine vu Millioune betraffene Mënsche ronderëm d'Welt gi weider an d'Luucht.

Als klengt Land mat limitéierte Mëttel ass eisen Usaz deen, op flexibel an op d'Besoine bezunnen humanitär Hëllef ze setzen, déi op dem Respekt vun den humanitäre Prinzippie baséiert, déi da sinn: Humanitéit, Neutralitéit, Onparteilechkeet an Onofhängegkeet.

Doriwwer eraus ass et eis immens wichteg, net just op physesch Besoine vun de betraffene Persounen anzegoen, mee och op hir psychesch Besoinen. Dësen inklusiven a ganzheetlechen Usaz erweist sech ëmsou méi an Zäite vu Covid-19 als dee richtegen Usaz a wäert och an eiser neier humanitärer Strategie ënnerstrach ginn.

Et ass eis moralesch a mënschlech Flicht, eisen Deel dozou bäizedroen, dass déi Mënschen, déi alles verluer hunn, déi néideg Hëllef a Protektioun kréien, fir an Dignitéit kënnen en neit Liewen opzebauen.

Mee humanitär Hëllef eleng féiert net zum Enn vu Konflikter oder Naturkatastrophen. Duerch chronesch Krisen, déi sech ëmmer méi oft iwwer Joren oder souguer Joerzéngten ewechzéien, ass eis bewosst ginn, wéi wichteg et ass, eng besser Komplementaritéit an Transitioun tëschent humanitärer Hëllef an Entwécklungshëllef ze förderen. De sougenannten „Nexus Humanitaire-Développement-Paix" verdéngt doduerch weiderhin eng besonnesch Opmierksamkeet a guidéiert eis Aart a Weis, wéi mer schaffen.

Dëst Joer huet alt erëm bewisen duerch déi rezent brutal an déidlech Attack op humanitär Acteuren am Niger, wéi wichteg et ass, fir de sougenannten „espace humanitaire sûr" weider a mat verstäerktem Effort ze förderen an ze schützen. Et gëtt fir humanitär Acteuren nämlech ëmmer méi schwéier, hir Aarbecht sécher auszeféieren a geziilt déi Mënschen ze erreechen, déi op hir Hëllef ugewise sinn.

Ech wëll op dëser Plaz, nieft dem Internationale Kommitee vum Roude Kräiz an den humanitären UNO-Agencen, besonnesch d'Aarbecht vun deene Lëtzebuerger ONGen ervirhiewen, déi a Krisen- oder Katastrophegebidder aktiv sinn an do dagdeeglech ënner schwéierste Konditiounen am Respekt vun den humanitäre Prinzippie schaffen.

Et freet mech och besonnesch, dass de Welternärungsprogramm, ee vun onsen Haaptpartner, viru knapp zwou Woche mam Friddensnobelpräis geéiert gouf fir säi Kampf géint den Honger a säi Bäitrag zur Verbesserung vun de Friddensbedéngungen an de Konfliktgebidder.

Mam PAM schaffe mir un innovative Léisungen am technologeschen, logisteschen an digitale Beräich. Ee Beispill, dat Dir gutt heibanne kennt, ass den emergency.lu, dee mer zanter 2012 mat dräi Lëtzebuerger Entreprisen, der SES, Hitech an der Luxembourg Air Ambulance, zesumme maachen an deen eng eenzegaarteg Kommunikatiounsléisung entwéckelt huet, déi speziell fir den Asaz no Naturkatastrophen a bei humanitäre Krisen ausgeluecht ass.

Wéi wichteg sécher a performant Kommunikatiounssystemer sinn, huet och d'Covid-19-Pandemie nach eng Kéier mat Androck gewisen!

D'lescht Joer hate mer zesumme mam CGDIS Ekippen a Material am Asaz no den Zyklonen Idai am Mosambik an Dorian op de Bahamas. An zanter 2012 ware mer bei praktesch all gréisseren humanitäre Katastrophen um Terrain, ënner anerem dem Taifun Haiyan op de Philippinnen, dem Äerdbiewen am Nepal, awer och der Ebola-Epidemie a Westafrika virun e puer Joer.

Am Moment hu mer siwe Lëtzebuerger Antennen an Nigeria, Niger, Tschad, der Zentralafrikanescher Republik, Venezuela an a Syrie stoe fir de PAM, awer och fir d'UNO-Flüchtlingsagence, den UNHCR, a fir d'Unicef.

Här President, léif Deputéiert, Phenomeener wéi d'Globaliséierung, de Klimawandel oder de Covid-19 bréngen déifgräifend a villsäiteg Veränneruпge mat sech a maachen onst Liewen an ons Aarbecht méi schwéier. Fir et kloer ze soen: Déi klassesch Entwécklungshëllef stéisst ëmmer méi un hir Grenzen, a mir musse grad elo weider un neie Konzepter an neien Iddie schaffen an nei Weeër sichen, fir nach méi effikass ze sinn. D'Zukunft vun der Lëtzebuerger Kooperatioun gesinn ech deemno ganz kloer am Kader vum „build back better and greener".

Mat Hëllef vun Innovatioun, neien Technologien a verstäerkte Partenariater mat multiplen Acteuren zu Lëtzebuerg an op internationalem Plang, sief et mat engem responsabele Privatsecteur, mat der Zivillgesellschaft, mat anere Ministèren, mat Rechercheinstituter op der Uni, awer och mat onse Partnerlänner, aneren EU-Memberstaaten am Team Europa oder mat multilateralen Agencë musse mer dat en place setzen. Mir mussen all zesummen an déi selwecht Richtung schaffen, fir d'nohalteg Entwécklungsziler ze erreechen an den Agenda 2030 ëmzesetzen.

Et bleiwen dofir just nach zéng Joer. Dat ass déi sougenannten „Decade of Action". Lëtzebuerg huet hei seng Roll ze spillen, besonnesch an de Beräicher vun der Digitaliséierung an den neien Technologien, déi e grousst Potenzial fir nohalteg Entwécklung hunn. Onst Land huet hei e kooperative Virdeel an eng reell „valeur ajoutée", dat souwuel wéinst eiser innovativer Finanzplaz an och am sougenannten ICT-Beräich, also an den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien.

An d'Digitaliséierung ass wichteg, fir eng zukunftsorientéiert Kooperatiounspolitik a ville Beräicher ëmzesetzen, wéi d'Hëllef bei der Moderniséierung vun de Verwaltungen, Telemedezinn, integrativ Finanzen a Verbraucherschutz, Infrastruktur an Telekommunikatioun oder awer och de Beräich vun de FinTech. An an deem Beräich hu mer aktuell schonn eng ganz Rëtsch Initiative lancéiert, virun allem mat engem geografesche Fokus op Afrika.

Dozou gehéiert och den Opbau vum Digital for Development Hub, och nach D4D Hub genannt. Zesumme mat anere Memberstaaten, europäesche Memberstaate wéi Däitschland an der Belsch, awer och der Europäescher Kommissioun baue mer hei eng Plattform op fir eng kohärent europäesch Approche an der digitaler Zesummenaarbecht. Domat wäerte mer technesch Hëllef bereetstellen, fir déi digital Transformatioun vun onse Partnerlänner ze förderen.

Mir hunn awer och selwer bei eis an der Kooperatioun e Projet a Saachen Digitaliséierung. Hei geet et drëm, en integréierten neien Informatiounssystem zesumme mat CTIE ze entwéckelen, deen et eis erlaabt, am Reporting an och an der Transparenz besser dozestoen.

Zu de programmatesche Prioritéite fir d'Zukunft gehéiert och eng, déi meng zwee Ressorte concernéiert, an zwar d'Abanne vum Privatsecteur an eis Aarbecht. De Privatsecteur ass ee vun den Haaptacteuren, wat d'Entwécklung a méi aarme Länner ugeet. An et ass also wichteg, d'Entreprisen an d'Richtung vun der nohalteger Entwécklung ze lenken.

An engems mobiliséiere mer esou weider Ressourcë fir d'Entwécklungslänner, deele mat hinnen eis Expertis an d'Technologien a schafe lokal Aarbechtsplazen a Steierakommes. Dëst erlaabt eis et, eisem Objektiv vun inklusivem Wuesstum e gutt Stéck méi no ze kommen. Ee Beispill hei ass d'Business Partnership Facility, mat där mer elo säit bal fënnef Joer Innovatiounen ënnerstëtzen, déi zur internationaler Entwécklung bäidroen.

Duerch dës Zesummenaarbecht goufe mëttlerweil 25 Projeten initiéiert an de Beräicher vun de FinTech, der Mobilitéit an der Logistik souwéi an deene vun der CleanTech, der Kreeslafwirtschaft, der Ekoinnovatioun an den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien.

En anere Secteur, an deem mer säit 20 Joer ënnerwee sinn an elo wierklech e remarkabelen Ekosystem opgebaut hunn, ass dee vun der inklusiver Finanz. Ugangs Oktober ass do mat der Alliance for Financial Inclusion dee rezentsten Acteur derbäikomm. Dat ass den internationale Reseau vun de Regulateuren aus den Entwécklungs- a Schwellelänner, déi sech fir finanziell Inklusioun asetzen, wéi gesot deen neisten Acteur, deen hei op Lëtzebuerg komm ass an deen all déi aner, déi schonn an deem Beräich ënnerwee sinn, ganz gutt complementéiert.

Aus den internationalen Diskussioune geet kloer ervir, dass méi nohalteg Investissementer net wierklech e Choix sinn, mee eng Noutwendegkeet. D'Besoinen u Finanzementer fir déi kleng a mëttelgrouss Entrepreneuren uechtert d'Welt gi permanent an d'Luucht. An hei ass evidemment e grousst Potenzial fir Lëtzebuerg gradesou wéi an der grénger Finanz.

Dofir wäert ech weiderhin d'Schafe vun innovativen, inklusive Finanzoutilen ënnerstëtzen, dëst natierlech unhand vu Qualitéitskrittären, déi kënnen nogewise ginn, wéi zum Beispill duerch en Impaktlabel vu LuxFLAG, dee mer zesumme mat dem Finanz- an dem Ëmweltministère ënnerstëtzen.

E weidert Beispill, wou d'Kooperatioun d'Startkapital an dem Beräich Entrepreneuriat an Digitaliséierung zur Verfügung gestallt huet, ass déi rezent SDG500-Plattform. Hei kommen UNO-Agencen, ONGen, bilateral Acteure wéi Lëtzebuerg, awer och Privatinvestisseuren zesummen, fir Synergien ze schafen a geziilt Investissementer ze förderen, déi e positiven Impakt op d'nohalteg Entwécklungsobjektiver hunn.

An der Covidkris huet sech awer och gewisen, dass mer déi richteg Prioritéiten hu bei onser Entwécklungszesummenaarbecht. An dofir wëll ech déi Efforten och weiderféieren. Dat ass de Fall bei der Ënnerstëtzung vun deene Vulnerabelsten, de Jonken, de Fraen. Dat ass de Fall fir de Beräich vun der Educatioun an der Formation professionnelle an deem vum Schafe vun Aarbechtsplazen.

An dat ass natierlech och de Fall bei der Gesondheet, bei der Promotioun vum Zougang zu Gesondheetsversuergungen a vun enger Sécurité sociale fir all Mënsch.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Si bleiwen e roude Fuedem vun eiser Entwécklungshëllef och an den nächste Joren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- An deem Sënn hunn ech am Juni en neie Memorandum of Understanding mat der OMS ënnerschriwwen, deen op hiren Aarbechtsprogramm ausgeriicht ass.

Iwwert déi nächst Jore wäert och weiderhin den Opbau vun enger universeller Gesondheetsbetreiung onst Haaptzil sinn. Mee och de Kampf géint iwwerdrobar Krankheeten, insbesonnesch dem Aids, wäert weiderhi wichteg bleiwen, mat enger ganz aktiver Presenz a Westafrika. Am Zesummenhang mat hirer neier Strategie kënnt iwwregens d'Direktesch vun ONUSIDA dësen Hierscht op Lëtzebuerg, an ech wäert mat hir eisen neie strateegesche Partenariat mat ONUSIDA uschwätzen.

Villes huet sech am leschte Joer verännert, an d'Enwécklungszesummenaarbecht nom Covid-19 wäert net déi selwecht si wéi déi virum Covid. Ech kann awer soen, dass ons Haaptprioritéiten an Interventiounsachse wäerte bleiwen, esou wéi se an onser Strategie festgehale sinn.

D'Pertinenz dovun ass haut méi akut wéi jee. Trotzdeem ass fir d'Ëmsetze vun där Strategie eng Reflexioun an e gewëssene Repositionnement néideg. Ech hunn dofir meng Mataarbechter gefrot, konkreet Orientéierungspabeieren auszeschaffen an de Beräicher vun der Finance inclusive, an der Kooperatioun mam Privatsecteur, am Digital for Development, der humanitärer Hëllef a last but not least der Gläichstellung tëschent de Geschlechter.

An ech géif och gär mat deem leschten Theema meng Ried ofschléissen, well et ass vläicht déi wichtegst Viraussetzung fir eng wierklech nohalteg an integrativ Entwécklung an d'Verwierklechung vun der Agenda 2030.

Et muss ee leider feststellen, dass d'Chancëgläichheet net um Rendez-vous ass an d'Diskriminéierung vu Fraen a Meedercher weiderhi besteet, dat ënner anerem an de Beräicher wéi dem Zougang zum Aarbechtsmarché, zu Ressourcen oder zu ëffentlechen Entscheedungsprozesser. Virun allem an de securitaire prekäre Länner, zum Beispill an der Sahelzon, bleiwe Fraen a Meedercher weiderhin onverhältnisméisseg staark mat de Konsequenze vun Aarmut an Ausgrenzung konfrontéiert. Adaptéiert un d'Länner, de Kontext an d'Bedürfnisser wäerte mir den Aspekt Genre systematesch ëmsetze mat engem Fokus op d'Selbststännegkeet an d'Protektioun vun de Fraen.

Nëmmen en integréiert Handelen um Niveau Politik, Sécherheet an Entwécklung kann zu enger dauerhafter Stabiliséierung vun de Rechter vun de Fraen a Meedercher féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, mir hunn ons schnell un den neie Kontext adaptéiert a si prett, fir déi nei Erausfuerderungen unzegoen, zesumme mat all onse Partner. „No one is safe until everyone is safe!" An et gëtt nach vill ze dinn an dat mat deene Mëttelen, déi ons hei zur Verfügung stinn.

Mee ech muss soen, dass ech impressionéiert si vun deem, wat mer konnten a Covidzäiten ëmsetzen, bilateral an och kollektiv.

Ech wëll also op dëser Plaz all den Acteure vun der Lëtzebuerger Kooperatioun e grousse Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Zemools déi Leit um Terrain verdéngen onse Respekt, déi Leit, déi sech trotz Covid Dag fir Dag asetze fir eng méi nohalteg a gerecht Welt, „fidèle au poste" an oft a schwierege Konditiounen.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Mat lech all zesumme wäerte mer probéieren, aus den Erausfuerderunge vun haut d'Opportunitéite vu muer ze maachen.

E chineesesecht Proverb, dat gutt op eis Zäit passt, seet dat heiten: „Wann de Wand vun den Änneruge bléist, ginn et déi Leit, déi Mauere bauen, an déi Leit, déi Wandmille bauen. Loosst eis zu deene gehéieren, déi Wandmille bauen!"

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dem Här Kooperatiounsminister Akt vu senger Deklaratioun.

Mir kommen elo zur uschléissender Debatt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, et ass mer eng grouss Éier, och dëst Joer kënnen am Numm vun der CSV-Fraktioun zu engem Theema Stellung ze huelen, wat eis ganz besonnesch um Häerz läit. An dëst Joer bett sech dës Debatt an an e ganz besonnesche Kader. An dee Kader gëtt geformt vun dräi Grënn, woufir mer eis Kooperatiounspolitik iwwerdenke mussen an nei ausriichte kënnen.

An ech soen dem Här Minister Merci fir déi vill interessant Iddien, déi en elo just an de Raum gestallt huet.

Déi dräi Grënn sinn déi heiten:

Den éischte Grond: Corona. 2020 ass dat Joer, dat Angscht gemaach huet an eis aus engem fiktive Gefill vu Sécherheet erausgerappt huet. Mir sinn net sécher! A kee vun eis ass zu 100 % jeemools ofgeséchert. An dat hëlleft eis vläicht, d'Liewensgefill vu ville Mënschen novollzéien ze kënnen, déi onofhängeg vu Corona nimools richteg sécher sinn. A vill vun deene Mënsche sinn eis Partner an der Kooperatiounspolitik.

An zugläich huet de Coronavirus zwee Phenomeener gewisen, déi fir d'Kooperatiounspolitik, esou menge mir, essenziell sinn. Dat éischt ass, dass de Virus weltwäit zougeschloen huet. An domat huet en eis virun Ae gefouert, dass mer, esou vill mer wëllen, eis Grenzen zoumaache kënnen, de Virus huet just eng Grenz, nämlech eis Responsabilitéit ee fir deen aneren.

An d'Welt ass en Ensembel méi wéi jee, a fir d'Kooperatiounspolitik zielt dat selwecht wéi fir d'Bekämpfung vun engem Virus. Et gëtt just eng Grenz, nämlech d'Responsabilitéit vun engem fir deen aneren. A wa mer de Choix hunn, an deen hu mer, da sollte mer aus där Welt kee Schlachtfeld vu Partikularinteressie maachen, mee eng Solidargemeinschaft. An dat ass een Zil vun der Kooperatiounspolitik.

Iwwregens kéint dëst schonn am Keim eng méiglech Kontrovers erstécken, nämlech dass mer d'Mënschen „an de südleche Länner", wéi gesot gëtt, ausspille géint d'Mënsche vun heiheem. Fir eis kënnt dat absolutt net a Fro ze soen, dass mer eis däraart prioritär mussen ëm eis Leit këmmeren, dass d'Kooperatiounspolitik misst iergendwéi oder iergendwann eng Kéier beschnidde ginn. Dat kënnt net a Fro! Well mer verstinn, dass mer nëmmen dat sinn, wat mer sinn, well mer Deel si vun engem weltwäiten Netzwierk, ass kloer, dass d'Kooperatiounspolitik och Politik ass zugonschte vun de Leit heiheem, also vun eis alleguerten.

An deen zweete Phenomeen: Corona huet déi Krisen, déi scho bestanen hunn, verdéift. An och dorop ass den Här Minister, fannen ech, ganz zu Recht agaangen. Mënschen, deenen et net gutt gaangen ass, goufen och nach déi lescht Appuien oft geholl. Aus Entwécklungszesummenaarbecht ass op ville Plazen humanitär Hëllef ginn.

An ech wëll an eisem Numm och e ganz groussen an éierleche Merci soen all deenen, déi um Terrain oder am Backup oder an de Büroen iergendwou derzou bäigedroen hunn op hir Aart a Weis, dass d'Leed vu ville Mënsche bekämpft ginn ass. Net ëmsoss ass de Friddensnobelpräis un de Weltenärungsprogramm vun der UNO gaangen. Kooperatiounspolitik bedeit, humanitär ze hëllefen an de Krisen, se bedeit awer och, op Dauer d'Mënschen an hir Systemer méi resilient ze maache fir déi nächst Krisen.

D'Kooperatiounspolitik muss äntweren op dat, wat Corona fir e Weckruff war. An dofir si mir och strikt dergéint, dass grad elo misst oder iergendwann eng Kéier kéint déi Diskussioun opkommen, dass sollt um Budget gekierzt ginn. Mir sollten hei nimools dorop agoen.

Et gi vill Weeër an Zuelen iwwregens, fir d'Dramatik vun der Situatioun, déi duerch de Coronavirus verdéift ginn ass, ze beschreiwen, fir dass mer net mengen, et wier elo nëmmen eng reng Rhetorik. An den Här Minister huet och e puer Saache schonn opgezielt.

D'Weltbank huet an enger Etüd tatsächlech nogewisen, dass duerch d'Coronakris weltwäit 150 Millioune Mënschen - 150 Millioune Mënschen! - an d'extreem Aarmut rutsche géifen an dass dann 9,1 % bis 9,4 % vun der Weltbevëlkerung vun Aarmut betraff sinn. Dat sinn erschreckend Zuelen, déi een eigentlech net einfach esou ka stoe loossen.

A bei alle Fortschrëtter, déi d'Weltgemeinschaft an deene leschte Joerzéngte gemaach huet, Covid huet villes dovu futti gemaach! A mir musse ganz gedëlleg erëm vu vir ufänken. Et gëtt fir ganz vill Mënschen op dëser Welt net dat Bild, wat mir vläicht automatesch an eisem Hannerkapp hunn, nämlech: Iergendwa si mer erëm eng Kéier an engem Normalzoustand. Dat ass fir ganz vill Leit leider net wouer.

Deen zweete Grond fir de spezielle Kader vun dësem Joer: Och de Phenomeen vun der Klimaerwäermung provozéiert ëmmer méi Katastrophen an der ganzer Welt an e wäert eis op eng direkt Aart a Weis concernéieren, well vill direkt Betraffe sech d'Fro wäerte stellen, ob et net besser ass, hei ze liewen, hei bei eis ze liewen, a woufir mir vläicht ongehënnert weider kënnen eist Klima belaaschten, wärend anerer, besonnesch eng Rei Inselen, mussen direkt ëm d'Iwwerliewe fäerten.

Hei geet et ëm d'Kohärenz vun eiser Politik. Mir mussen eis esou opstellen, dass anerer net ënner eis leiden. Dat ass deen nobelste Sënn vun Nohaltegkeet. D'Klimaerwäermung féiert awer virun allem dozou, dass et immens grouss Migratiounsstréim an der Welt wäerte ginn, engersäits tëschent Länner a Kontinenter an anerersäits eeben och innerhalb vun deene Länner selwer.

A just fir lech en typeschen Däiwelskrees ze beschreiwen, wéi en an afrikanesche Regiounen duerchaus virkënnt: Wéinst Dréchenten oder Heespréngerploen, wéi se an dësem Summer ganz vill virkomm sinn, setze sech ganz Gruppe vu Mënschen a Beweegung aus Grënn vun Honger a vun Hongersnout. E grousse Problème sécuritaire! Si ginn op anere Plaze provisoresch opgeholl an zum Beispill a Schoulen ënnerbruecht, hunn awer kee richtegen Accès zu de Soins de la santé. Wärend där Zäit kann op där Plaz keng Schoul gehale ginn. A fir vill vun de Kanner war awer d'Schoul déi eenzeg Plaz, wou se am Laf vum Dag nach eng geséchert Molzecht kruten. An esou weider an esou virun.

D'Klimaerwäermung féiert hei zu enger Migratioun vu Mënschen an zu enger Migratioun vum Problem Honger. De Friddensnobelpräis un de Weltenärungsprogramm huet dat Theema erëm an de Vierdergrond gespillt, wat oft eebe vergiess gëtt: Honger spillt erëm an ëmmer erëm eng fatal Roll an dëser Welt!

An ech hu mech selwer jorelaang domat ausenanergesat ze verstoen, wéi dës Welt eigentlech zesummegesat ass. Wéi kann et sinn, dass déi eng Narungsmëttelen ewechwerfen an aner Millioune vu Mënschen op dëser Welt Honger leiden a vun Honger stierwen? Dat ass en Däiwelskrees, dee mer iergendwann eng Kéier musse briechen.

D'Theema Honger werft e fataalt Liicht op dee fatale Fait vun der Interkonnektivitéit vu ville Suergen a Problemer. An ech war virgëschter iwwregens um alternative Liewensmëttelmaart am Kader vun den Transition Days, an et war impressionnant ze gesinn, wéi seriö déi Organisatiounen, déi sech do mat ville Benevollen engagéieren, dës Interkonnektivitéit huelen a probéieren, heiheem esou ze agéieren, dass se néierens anescht an dëser Welt en anere Mënsch belaaschten, an hiert eegent Liewen esou ze organiséieren, dass si selwer perséinlech dozou bäidroen.

Dëst Theema an och aner Theeme ronderëm d'Theema Verdeelungsgerechtegkeet verdéngen eng speziell Opmierksamkeet. D'Coronakris huet gewisen: Mir sinn hannen um Enn einfach e grousst Duerf, eng grouss Gemeinschaft. An et ass e bësse wéi heiheem, hunn ech heiansdo den Androck: D'Verdeelungsgerechtegkeet léisst awer iwwerall nach iergendwou ze wënschen iwwreg. Kooperatiounspolitik huet eppes mat weltwäiter Sozialpolitik ze dinn a verdéngt dofir e strateegesch duerchgeplangtend Konzept.

D'Kooperatiounspolitik ass keng reng Charity, mee ass weltwäit Gerechtegkeetspolitik. A Gerechtegkeet huet ëmmer mat Rechter ze dinn, a Rechter mussen net frëndlech erbiedelt ginn, mee entschidde verteidegt an agefuerdert.

Kooperatiounspolitik ass fir vill Mënsche weltwäit knallhaart liewens- an iwwerliewenswichteg.

An nach eppes Drëttes a Leschtes, fir de Kader ofzestiechen: Et ass eis all bewosst, dass déi klassesch Entwécklungszesummenaarbecht, deemools nach „Entwécklungshëllef" genannt, haut iwwerlieft ass. A mir mussen nei Weeër goen, ganz geméiss der Agenda 2030, fir eng gemeinsam nohalteg Entwécklungspolitik. An ech wéilt nach eng Kéier betounen, esou wéi ech et schonn d'lescht Joer hei gemaach hunn, dass dee ganze Paradigmewiessel sech erëmspigelt an engem vokabularesche Wiessel. Mir schwätzen net méi vun „Entwécklungshëllef", mir schwätze vun „Entwécklungszesummenaarbecht". An et ass net primär eng reng finanziell Enveloppe, déi iergendwou higeschéckt gëtt, mee et ass een Zesummeschaffen. Et ass am beschte Sënn vum Wuert dynamesch an innovativ Politik. Et ass am Endeffekt en transversalen Exercice, deen eis duerch d'Aussepolitik, duerch d'Wirtschaftspolitik, duerch d'Migratiounspolitik, duerch d'Klimapolitik an aner Politikfelder insgesamt féiert.

Kooperatioun am breede Sënn lieft vun zwee Dräiecker, dem Dräieck vun den Acteure Ministère, multilateral Acteuren, ONGen - an den Här Minister huet et och grad elo als „Nexus" beschriwwen -, an deem aneren Nexus, dem Dräieck vun den Ziler Entwécklung, humanitär Hëllef a Friddenssécherung.

An eis Partei, d'CSV, steet weiderhi fest zu de Prinzippie vun den dräi D: Diplomatie, Defense an Developpement. D'Entwécklungszesummenaarbecht ass en Deel vun der Verdeedegungs- a Sécherheetspolitik an ëmgekéiert. All Effort an der Entwécklung soll och zur allgemenger Sécherheet déngen.

Kooperatiounspolitik ass eebe keng Almosegeeberei, mee ass proaktiv Gestaltung vun der Welt a vun de Rechter vun all Mënsch op e wierdegt Liewen. An dat mécht se esou spannend an esou bluttnoutwendeg.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass de Kader, an deem sech d'Kooperatiounspolitik grad dëst Joer beweegt. An erlaabt mer, dass ech d'Prinzippien nach eng Kéier kuerz zesummefaassen an dann dräi Punkte besonnesch verdéiwen.

D'Prinzippie sinn:

Als Éischt: Mir liewen an enger weltwäiter Solidargemeinschaft. Mat aneren zesummenzeschaffen, ass och zu eisem Beschten. Kooperatiounspolitik ass och Aussepolitik.

Den zweete Prinzip: An dëser Welt gëtt et een dramatesche Problem mat der Verdeelungsgerechtegkeet. Mir gräifen an, well mer eng Verantwortung hunn a well mer vermeide wëllen, dass dës Welt ëmmer nach méi aus dem Gläichgewiicht geréit. Kooperatiounspolitik ass dofir och Klimapolitik a Migratiounspolitik.

An den drëtte Prinzip: Et geet eeben net ëm eng reng Charity. Nee, et geet ëm Hëllef zur Selbsthëllef an zur Onofhängegkeet vun de Leit, zu engem Opschwong vor Ort, zum Beispill dank enger seriöer ekonomescher Zesummenaarbecht. Kooperatiounspolitik ass och Wirtschaftspolitik, an zwar soulaang wéi den Ënnerscheed kloer bleift: Deen Opschwong muss vor Ort op der Plaz spierbar sinn, Aarbechtsplaze schafen an nei Perspektiven erméiglechen a muss dofir dee längst iwwerhollenen Duktus briechen, dass mir am sougenannten Norde vum sougenannte Süde weider géife profitéieren.

Dat alles, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, muss gedroe si vun enger duerchduechtener Strategie mat enger cleverer Theoriebildung am Hannergrond. Et ass erstaunlech, wéi vill nei an interessant innovativ Usätz et gëtt fir eng nohalteg, ganzheetlech, integréiert a realistesch an op dauerhaft Resultater ausgeluechte Kooperatiounspolitik!

D'Politik muss grad an dësem Domän op d'Kooperatiounswëssenschaft lauschteren. Nach an deene leschten Deeg, de 16. Oktober fir de Weltdag vun der Alimentatioun, de 17. Oktober fir de Weltdag vun der Bekämpfung vun der Aarmut, haut op dësem Dag fir d'Geeberkonferenz fir de Sahel, viru Kuerzem mat der Attributioun vum Friddensnobelpräis oder nach gëschter an enger grousser Lëtzebuerger Zeitung duerch den Interview mam Olivier De Schutter, Spezialrapporteur vun der UNO fir extreem Aarmut a Mënscherechter, awer och an deene leschten Deeg duerch déi vill Berichter iwwert de Schutz vun de Mënscherechtsverteideger, sinn immens vill Bäiträg veréffentlecht ginn, déi richtungsweisend si fir eng modern Kooperatiounspolitik.

An dëse Gedanke wëll ech elo mat Iech an dräi Denkfelder materanhuelen. Follgend dräi Theemen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech dëst Joer erausplécken, zum Deel als Äntwert op d'Aktualitéit, zum Deel als Äntwert op de Rapport vun der Lëtzebuerger Kooperatioun an zum Deel als Äntwert op méiglech nei Iddien, déi am Raum stinn.

Dat Éischt ass d'Theema vun enger méiglecher Gesamt-Sahel-Strategie kombinéiert mat der Fro vun eise Pays cibles, dat Zweet ass d'Theema vun der „due diligence" vun Entreprisen an dat Drëtt ass d'Theema vum Ëmgang mam Budget ënnert de Bedéngunge vu Covid-19.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fannen et als CSV absolutt begréissenswäert, dass d'Kooperatiounspolitik vu Lëtzebuerg sech konzentréiert! Net well mer dee Saz wéilte beméien: „Mir kënne jo net all Mënsch hëllefen!" - leider e Saz, deen heiansdo an oft och stëmmt -, mee éischter well mer soen: „Mir sinn an eise Méiglechkeete begrenzt an do, wou mer mat eise begrenzte Méiglechkeete wëlle schaffen, wëlle mer et richteg gutt a seriö maachen." Dofir konzentréiere mer eis op e puer Plazen, an do maache mer et richteg gutt an och seriö. A mir ënnerstëtzen all Beméiunge vun aneren, déi sech op anere Plazen engagéieren, op deene mir eis net kënnen engagéieren, well et eis Moyene sprengt.

Ech wëll op dëser Plaz dëst Joer eng Iddi verdéiwen, déi ech d'lescht Joer just ugerass hat, déi vun enger veritabeler Sahel-Strategie, souwuel geografesch wéi och systeemesch. Geografesch géif se bedeiten, dass se nieft den dräi Pays cibles, déi mer an där Regioun schonn hunn - Niger, Burkina a Mali -, och den Tschad a Mauretanie matabanne géif an nach doriwwer eraus bis an de Maghreb eran ze denke wär. Zum Beispill Marokko am Sënn vun engem Relais fir e Bankewiese fir de Sahel, wat och e staarke Schlag wär géint den Terrorismus, well deen op Cash-flow setzt an e Bankewiese vill vu senge Finanzstréim kéint drécheleeën. An och d'Lëtzebuerger ONGen hunn eis drun erënnert, dass déi illicite Finanzstréim Afrika ronn 89 Milliarden Dollar pro Joer kaschten, ganz ze schweigen dovun, dass duerch d'Coronakris elo souwisou den afrikanesche Kontinent, wann een dann tel quel dovu schwätzen däerf, ëm fënnef Joer zréckgeworf gëtt.

Systeemesch géif esou eng Gesamt-Sahel-Strategie bedeiten, dass mer d'Kooperatiounspolitik verbanne mat Wirtschaftspolitik, mat enger Kreatioun vun engem Tissu économique, änlech wéi mer et op de Kapverden erlieft hunn, och wann do d'Konditioune sécherlech vum politesche System hier ganz anerer waren. Mee trotz allem, op de Kapverden hu mer mat gudder Kooperatiounspolitik ugefaangen. Du koum eng Hotelschoul, d'Luxair, den Tourismus an doduerch vill Aarbechtsplazen, déi déi lokal Ekonomie gestäerkt hunn. Dat ass ee Beispill, dat weist, dass et an deem Kontext eeben net néideg ass, Kooperatioun a Wirtschaft artificiel géintenaner auszespillen.

Wat ee muss ausenanerhalen, dat sinn déi jeeweileg Interessien. D'Wirtschaft huet wirtschaftlech Interessien, Privater hu privat Interessien, d'Militär huet militäresch Interessien, d'Kooperatioun dergéint huet kooperativ an altruistesch Interessien.

Mee wann een en ekonomesche Retour an eng Kooperatiounsdynamik a -logik abanne kéint, da wär immens vill gewonnen, grad fir d'Leit vun der Plaz. A woufir dat net systeemesch a systematesch plange fir eng ganz Regioun? D'Geeberkonferenz vun haut ass e ganz gudden Ulass, emol eng Kéier doriwwer nozedenken. An de Rapport 2019 vun der Coopération luxembourgeoise schwätzt jo op Säit 28 och vum G5 Sahel. An Dir selwer, Här Minister, hutt elo just och nach eng Kéier iwwert dat Theema geschwat.

Fir dass mer eis richteg verstinn an dësem Punkt, well en ass nämlech tricky an dofir muss ee gutt oppassen: Et geet eis net drëms, d'Kooperatiounspolitik zum Spillball vu Wirtschafts- oder Migratiounspolitik ze maachen, mee si muss sech weiderhin eleng un hire Wäerter orientéieren an eng effikass Bekämpfung vun der Aarmut a vu Mënscherechtsverletzunge sinn. Mee et geet eis drëms, dat eent an dat anert intelligent matenaner ze verbannen, Iwwergäng ze schafen.

Mir mengen, dass et immens interessant wär, eng veritabel ëmgräifend Sahel-Strategie auszeschaffen, an ech géif den Här Minister gär bieden, sech herno zu där Iddi ze äusseren, vun där ech mengen, dass se nach e bësse méi wäit geet wéi dat, wat hien elo just am Bezuch op de Sahel gesot huet.

A Mauretanie kéint dat zum Beispill eng Zesummenaarbecht vun eiser Eisenindustrie mat hirer Eisenindustrie bedeiten, well da beweege mer eis op engem Terrain, dee mir gutt kennen. Do gëtt et zum Beispill och eng Exploitatioun vun engem Gasfeld, wat usteet.

Et kéint zu enger Zesummenaarbecht och um Niveau Police oder Arméi féieren, zu engem Finanzentwécklungsplang fir de Sahel kommen, well och do beweege mir eis hannen um Enn op engem Terrain, dee mir ganz gutt kennen a wou mer eng immens Expertis kënne mat an d'Spill bréngen.

Da géif dës systeemesch Approche awer och bedeiten, an deene Länner strateegesch eisen Tissu diplomatique opzebauen, ze verstäerken an ze iwwerleeën, ob mer net Botschaften ariichten, wou mer nach keng hunn, fir dass eis Leit sur place op héchstem Niveau matschwätze kënnen.

Dat alles ass méi eng breet Logik wéi déi op e puer Länner konzentréiert Kooperatiounszesummenaarbecht an där selwechter Regioun. A si kéint och e Bäitrag sinn an där Dynamik, déi an der Migratiounspolitik zwar oft als Ausried, ganz selten awer als fest Engagement geholl gëtt, nämlech eng resolutt Strategie vun Opbau vum Tissu social et sociétal an deene Länner, mat enger staarker Gouvernance, enger staarker Sécurité sociale an enger staarker Souveraineté alimentaire, soudass d'Hëllef vor Ort et tatsächlech manner néideg géif maachen, sech op de Wee ze maachen, dem oft sécheren Doud an d'A ze kucken an ze flüchten.

An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et géif awer och bedeiten, dass och op där anerer Säit vum Seel, nämlech an Europa, anescht matenaner geschafft misst ginn. Mir géifen et immens begréissen, wann et nieft der bilateraler Ebene an dem Niveau vun UNO oder EU och eng Koordinatioun vun den eenzelnen europäesche Kooperatiounspoliticke géif ginn. Dat ass wäitaus méi, wéi dass mer op multilateralem Niveau nach bei den Aktioune vun der EU matmaachen, wou iwwregens och d'Gefore vu Budgetskierzungen eis net onbedéngt erspuert bleiwen.

Ech ka mech aus eegenem Erliewen erënneren, dass et e komesche Bäigeschmaach hannerléisst, wann een an Afrika fir d'éischt eng Schoul mat Lëtzebuerger Fändel gewise kritt, dann e Pëtz mat franséischem Fändel, dann e Gaart mat däneschem Fändel an dann nach eng Strooss mat däitschem Fändel, an am selwechten Otemzuch gesot kritt, dass kee vun all deene jeemools matenee geschwat huet.

Kooperatiounspolitik kann immens effizient an effikass sinn, wa se zu richteg gudde strateegeschen Alliancë féiert.

An erlaabt mer zum Schluss vun dësem Punkt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach iwwert d'Fro vun der Sahel-Strategie eraus follgend aner Froen un den Här Minister ze stellen: Laos an Nicaragua sinn ëmmer nach eis Pays-ciblen. Wéi gedenkt Der, an Zukunft domat ëmzegoen? Laos steet staark ënner chineeseschem Afloss, dee genau weist, wéi mer mengen, dass mer et net sollte maachen. Et ass keen Afloss, deen empowered, deen opbaut an opriicht, mee éischter en Afloss, dee kleng mécht an deen occupéiert.

A mat Nicaragua hu mer eebe kee PIC méi an d'Land riskéiert, e Gesetz ze stëmmen iwwert d'Agents étrangers, änlech wéi an Indien, mengen ech, dat dozou féiert, dass all eis Kooperatiounssuen net méi direkt un d'Zivillbevëlkerung kënne goen, mee zentral duerch d'Hänn vun der Regierung misste lafen. Wéi gesäit eis Regierung dës Zesummenaarbecht an Zukunft?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat zweet grousst Theema ass dat vun der „due diligence". An ech sinn an deene leschte Wochen a Méint ëmmer erëm ugesprach gi vu Leit, déi sech mat deem Theema „due diligence" vun den Entreprisen ausenanersetzen.

Kuerz gesot, geet et ëm d'Verantwortung vun den Entreprisë fir d'Respektéierung vun de Mënscherechter an och zum Beispill vun Ëmweltstandards am Laf vun hirer Produktiouns- a Liwwerketten. A schonn do muss ee gutt oppassen, wat ee seet, well et ginn nämlech fein Ënnerscheeder tëschent deem engen an deem aneren.

Eng Entreprise, déi zu Lëtzebuerg hire Sëtz huet oder hei d'Ennprodukt verdreift, huet oft Partner an der ganzer Welt, an oft sinn dat Länner, an deenen d'Rechter vun de Mënschen, grad hir Aarbechtsrechter, anescht interpretéiert gi wéi hei. „Due diligence" bedeit dann, dass d'Entreprisen zu Lëtzebuerg nëmme mat deene Firmen zesummeschaffe wëllen, déi sech strikt un d'Mënscherechter halen.

Et ass en Theema, dat vill Fangerspëtzegefill a Realismus brauch. Mat Ideologie eleng bewierkt een hei, mengen ech, genau de Contraire, nämlech dass keng Entreprise fräiwëlleg matmécht oder d'Entreprise sech vehement géint eng eventuell national Gesetzgeebung géif wieren. Et gi Saachen, déi sinn evident, an et gi Saachen, déi sinn et an dësem Fall eeben net.

Evident ass, dass Theeme wéi Finanzéierung vu Milizen, Vergewaltegung vu Mënschen, Zwangsaarbecht, Kanneraarbecht, Ausbeutung, Konfliktmineralien e resolutt Handele brauchen a benéidegen.

An ech verstinn awer och am selwechte Moment ganz gutt déi diffus Angscht vun Entreprisë virun engem Verloscht vu Konkurrenzfäegkeet, falls hinnen e Strack kéint gedréit ginn aus Situatiounen, déi si selwer wierklech beim beschte Wëllen net kontrolléiere kënnen.

An dofir verstinn ech och, dass et oft am einfachste wär, op eng europäesch Gesetzgebung oder Direktiv ze waarden, an der Hoffnung, dass dat einfach emol schéi laang dauert. Woubäi dat awer vläicht eng falsch Hoffnung ass! D'nächst Woch stëmmt nämlech den europäeschen Ausschoss INTA iwwert den internationalen Handel iwwer säin Initiativbericht of fir eng obligatoresch „due diligence". A mäi Kolleeg Christophe Hansen ass Koordinator an deem Grupp fir d'EVP.

An hei stelle sech an deem Initiativbericht och eng ganz Rei Froen, déi de Realismus vun deem Bericht nach eng Kéier erëmspigelen. Zum Beispill eeben déi realpolitesch Froe vun: Wat fir eng Secteuren huele mer dann an déi Dynamik mat eran? Oder gi mer eng Derogatioun fir d'PMEen, fir déi, déi et sech einfach net kënne leeschten oder déi net d'Méiglechkeeten an d'Mëttelen hunn, fir sech esou opzestellen? Froen, déi musse gekläert ginn, awer hannendru steet dat kloert Bewosstsäin an dee klore Wëllen, dass eppes geschitt.

An och d'Kommissären Didier Reynders fir d'Justiz a Valdis Dombrovskis fir den Handel sinn amgaangen, dësen Dossier ganz proaktiv weiderzedreiwen, an et gi ganz interessant Aussoe vun hinnen, déi soen a kloer an déi Richtung ginn, dass se deen Initiativbericht vun der INTA wëlle ganz seriö huelen an och an déi Richtung wëlle weiderschaffen.

Mir géifen et interessant fannen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer géifen dee goldene Mëttelwee hei fannen, d'Suerge vun den Entreprisen eescht ze huelen an trotzdeem zu enger legaler Léisung ze fannen, eng Léisung, déi den Entreprisë verdäitlecht, dass net dat Onméiglecht vun hinne gefuerdert gëtt a se net geklaakt géife gi fir Saachen, déi se realistescherweis net kontrolléiere kënnen, déi een Handelen no beschtem Wëssen a Gewëssen engagéiert, also de minimalen Anstand an deen normalen Anstand an déi souwisou bestoend Bereetschaft, evident Mëssstänn ze behiewen.

D'Weltaarbechtsorganisatioun huet jo fir den Aarbechtsberäich kloer Normen opgestallt, déi musse kloer an evidenterweis agehale ginn. An dass an deem Kontext och däitlech gëtt, dass e Gesetz net soll dozou féieren, de Betriber ze schueden, mee se solle sech d'Moyene ginn, fir hir Liwwerketten esou gutt wéi méiglech kënnen ze iwwerwaachen. Et geet also ëm eng „obligation de moyens" an net ëm eng „obligation de résultats", déi nimools ganz a vollkomme méiglech wär.

De Käschtepunkt wär, esou gouf et ausgerechent, och net enorm héich. Et geet ëm ronn 0,011 % vum Joresëmsaz vun enger Entreprise.

Mir trieden derfir an, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer eis um däitsche Virbild inspiréieren, wou se dank dem staarken Engagement vun hirem Kooperatiounsminister elo immens wäit virukomm sinn am Sënn vun enger nationaler Gesetzgeebung, a si dreiwen den Dossier och um europäeschen Niveau wärend hirer Presidence weider.

An ech hat d'Chance, eng ganz Rei Leit aus der Zivillgesellschaft ze treffen, déi plausibel an däitlech maachen, dass eng Gesetzgeebung och eisen Entreprisë géif hëllefen, iergendwann e Konkurrenzvirdeel ze kréien, an dass a Frankräich oder Holland oder op anere Plaze keng Entreprisen d'Land verlooss hunn no oder wéinst enger Gesetzgeebung, an dass et dem Lëtzebuerger Staat géif kënnen e Virdeel verschafen, wann et och ëm d'Kandidatur geet fir de Sëtz am UNO-Mënscherechtsrot.

Et gëtt de Plan d'action national du Luxembourg pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, de sougenannte PAN 2. An et gëtt hei zu Lëtzebuerg eng National Baseline Study vum Oktober 2019, an déi huet op Säit 19 zum Beispill der Lëtzebuerger Regierung e Smartmix vu Mesurë proposéiert a leet hinnen dat no. E Smartmix vu fräiwëllegen a verbindlechen, vun nationalen an internationale Mesuren. An op Säit 21 fuerdert déi Etüd de Lëtzebuerger Staat op, bei sengen eegenen Entreprisë mat guddem Beispill virzegoen. An elo leeft jo grad eng Étude d'opportunité fir en nationaalt Gesetz.

An ech géif gären den Här Minister och nach froen, wéi hien dozou steet, dass de Lëtzebuerger Staat soll bei sengen eegenen Entreprisë mat guddem Beispill virgoen.

D'Fro, déi sech jo stellt, ass, ob mer bei engem fräiwëllegen Engagement bleiwen oder ob mer et legal afuerderen, dass Standards fir all Mënsch gesat ginn, natierlech ëmmer ënnert dem Prinzip vun der realistescher Verhältnisméissegkeet.

An d'Fro ass och, wéi wäit mer wëllen aus strateegesche Grënn goen, fir d'Mënscherechter resolutt an eis wirtschaftlech Aktivitéite mat eran ze deklinéieren.

Zesummefaassend: Wann dat Standard géif ginn, kéint d'Respektéiere vu Mënscherechter tatsächlech zu engem Konkurrenzvirdeel ginn an de Mechanismus vum fräie Maart géif zugonschte vun de Mënscherechter schaffen.

An erlaabt mer dofir zum Schluss vun dësem Punkt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach follgend Froen un den Här Minister: Wéi gesäit et aus mat der Strategie vum Staat? Gëtt et theoreetesch d'Méiglechkeet, dass no där lafender Étude d'opportunité zu enger nationaler Gesetzgeebung et wierklech esou wäit kéint kommen? Oder ass et esou, wéi et eng Kéier an engem Artikel stoung, d'Regierung wéilt eng „due diligence as late as possible"?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu mengem leschten Theema. Corona huet eis alleguerten e Strëch duerch d'Rechnung gemaach an et stinn net méi esou vill Suen zur Verfügung, wéi mer eis dat gewënscht hätten.

An och an der Kooperatiounspolitik ass et realistescherweis esou, dass een duerch gudde Wëllen eleng net vill beweegt kritt. Wat beweegt, dat sinn déi finanziell Mëttelen, kombinéiert mat guddem Wëllen a mat enger feiner Strategie.

Wann insgesamt landeswäit gesinn de Budget erofgeet, da géif dat op eng proportional Aart a Weis och d'Kooperatioun betreffen, ass elo oft gesot ginn am Virfeld vun dëser Debatt. An ech hu ganz interesséiert an opmierksam nogelauschtert bei deem, wat den Här Minister elo grad gesot huet, well mir gesinn dat nämlech anescht. An ech ka beim Här Minister eraushéieren, dass hien dat och anescht gesäit. Mir gesinn et anescht fir dës Kris, mir gesinn et och anescht fir all Kris. An dofir wëll ech mech och prinzipiell un dës Fro eruwoen, well de Budget fir d'Kooperatiounspolitik an d'humanitär Hëllef, egal op wat fir engem Niveau se elo passéiert, ass relativ schwiereg ze duerchkucken an et ass eng tricky Fro, muss ech éierlech zouginn.

D'lescht Woch ass an de Raum gestallt ginn, dass et jo kéint sinn, dass 60 Milliounen Euro manner zur Verfügung stinn. An ech hunn elo just nach mam Kolleeg David Wagner eis Zuelen ëm de Kapp geschloen, fir e bëssen ze kucken, dass mer eis zurechtfannen an dësen Zuelen, well eebe vun der Säit vun deene Lénken deemools an der Debatt

iwwert den État de la nation déi 60 Milliounen an de Raum gestallt goufen.

Wou si mer do eigentlech drun? An et ass wouer: Wann een de Budget genau kuckt, da stellt ee fest, dass am Pluriannuel an am Budget vun dësem Joer, wann een dat matenee vergläicht, et wierklech tatsächlech net esou einfach ass erauszefannen, ob mer op deem Niveau bleiwen, dee mer elo grad hunn, oder ob et dach am Moment e bëssen erofgeet. Well an der Sektioun 017 vum Budget, dat betrëfft dann dëse Volet, ass et kloer, dass de Gesamtchiffer vun 353 op 291 Milliounen erofgeet, also en Ënnerscheed vun deene berüümten 62 Milliounen.

Dann heescht et awer och, dass 30 Milliounen Euro dëst Joer net gebraucht goufen. Dat heescht, déi stinn zur Verfügung a kënne weider transferéiert ginn. An da stëmmt et awer och, dass bei deene ganze bilaterale Budgetspunkten eng Rei Zuelen erofginn.

An an deem Kontext ass fir eis eeben d'Fro: Wou si mer do eigentlech hannen um Enn wierklech drun?

Mir hunn nämlech, wann eng Kéier Sue feelen, eigentlech jo am Prinzip zwou Méiglechkeeten. Entweeder behale mer eis Grondstruktur bäi a jiddweree kritt dann eeben dee Pourcentage manner, deen elo grad de PIB an den RNB ofwerfen; dat ass awer eigentlech, wann een et genau kuckt, weider esou wéi bisher, mee eeben e bësse gebremst. Oder mir huelen d'Coronakris als Chance, als Opportunitéit, fir de ganze System emol ze hannerfroen a Prioritéiten ze definéieren, well net alles ass d'selwecht wichteg. A vläicht wousst een dat schonn, an hei läit elo eng Chance dra verstoppt.

Mir mengen, dass bei der Entwécklungszesummenaarbecht net nëmmen un 1 % soll festgehale ginn, mee och dass den absolutte Montant net soll dierfe gekierzt ginn. An dat aus dräi gudde Grënn:

Den éischten, Kooperatiounspolitik ass weesentlech! Si ass net eng Drëps, déi mer nach op iergendee waarme Stee schëdden, well mer souwisou ze vill Suen hätten. Si ass eng strateegesch Uluecht, si ass Wirtschaftspolitik, Migratiounspolitik, Klimapolitik, Aussepolitik - ënnert der Gefor, dass ech mech widderhuelen. Geschéckt Akzenter an der Kooperatiounspolitik sinn zukunftsweisend. An hei soll an dierf net gespuert ginn.

Deen zweete Grond, d'Kooperatiounspolitik huet genau mat deenen Theemen ze dinn, vun deene mer selwer och heiheem genau wëssen, dass se duerch d'Coronakris verursaacht goufen: Aus der sanitärer Kris gëtt eng wirtschaftlech Kris, aus der wirtschaftlecher Kris gëtt eng Sozialkris.

Heiheem daueren déi Iwwergäng méi laang, well eise System vill méi resilient ass. Mee an anere Länner ass den Iwwergang souzesoen immediat an äussert sech an Aarmut, Honger an Onsécherheet. An do dierfe mer, schonn eleng aus moralesche Grënn, elo net spueren. Am Contraire, mir sollten eis selwer glécklech schätzen, dass mir an engem System liewen, wou et eis séier erëm gutt geet.

An deen drëtte Grond, hannert deene Sue sti vill Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft, déi sech e Réckgang vum Budget net gutt leeschte kënnen. Vill vun hinnen, dat hunn eis och d'ONGe bericht, hunn elo Krämpes, den eegenen Deel opzebréngen.

Dofir zum Schluss, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Fro: Wat kéint een dann elo maachen?

An hei e puer Iddien, déi ech dem Här Minister an lech alleguerte wëll dohinnerleeën, an den Här Minister och dee Moment ëm seng Meenung zu deenen Iddie froen. Et sinn der siwe Stéck.

Déi éischt ass déi heiten.

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Da brauch ech nach méi Zäit.

M. Paul Galles *(CSV).*- Jo, Dir musst Iech e bëssen Zäit huelen, jo. Huelt Iech eppes fir opzeschreiwen!

(Hilarité)

Mir wëllen onbedéngt deen 1 % bäibehalen. An do kënnt jo herno och nach eng Motioun, déi vun der Madamm Mutsch verfaasst ginn ass, hei eran. Dat fënnt eis ganz Ënnerstëtzung. Misst een awer net bei den absolutten Zuelen och e Minimalplaffong abauen, ënnert dee mer net rutschen dierfen? Zum Beispill als Iddi: Wéi wär et, wa mer et géife wéi an de Gemengefinanzéierunge maachen, dass ee seet: „Mir däerfen net rutschen ënnert d'Moyenne vun deem Montant, deen an de leschten dräi Joer jeeweils ausgi gouf."

Dat Zweet: Am Budget verschmëlzen elo Aide humanitaire a Kooperatioun am Fong. Déi 50 Millioune vun der Aide humanitaire verschwannen a kommen an de Fong eran. Den Här Minister ass och virdrun drop agaangen. Dat huet de Virdeel, dass méi flexibel ka gehandelt ginn. Dat ass sécherlech richteg. Mee kann de Minister eis garantéieren, dass dat net bedeit, dass d'ONGe sollen op humanitär Hëllef festgeluecht ginn? Well si moséieren zu Recht, dass et immens wichteg ass, iwwert d'immediat Hëllef eraus onbedéngt d'Entwécklung ze ënnerstëtzen, fir e laangfristegen Opbau weider erméiglechen ze kënnen.

Dat Drëtt, eng weider Fro: Et sollen do dräi Calls an zwee Joer si fir d'ONGen ouni Accord-cadre. Normalerweis sinn der jo zwee pro Joer; dat wären der also véier an zwee Joer. Wéi gëtt do dat elo mam Budget gehandhaabt? Stinn dann nach just dräi Véierels vun de Suen zur Verfügung? Oder ass ee vun de Calls vum nächste Joer duebel esou staark dotéiert wéi en normale Call?

Dat Véiert: Vill vun eise Sue fléissen an dat multilateraalt Engagement. Wéi gesäit et do aus mat der Kontroll vun der Qualitéit? Dir hat virdru vun der Flexibilitéit, vum Virdeel vun der Flexibilitéit geschwat. Mee wéi enk ginn déi Montanten da begleet? Wéi staark si mir eis sécher, wat mat deene Montante passéiert? Wéi staark kënne mir selwer kontrolléieren?

Dat Fënneft: Wësst Dir, Här Minister, wéi vill Projeten opgrond vu Corona agebrach sinn? Hutt Dir do aktuell Zuelen dozou? Sidd Dir do mat Zuele versuergt ginn?

Dat Sechst, bal zum Schluss eng an eisen Ae ganz kruzial Fro: Vun den ONGe gëtt eis gespigelt, dass am Comité interministériel kaum een Debat doriwwer stattfënnt, wéi aner Politicken d'Kooperatiounspolitik impaktéieren. Also d'Fro vun der Cohérence des politiques, ob déi riets Hand net erëm dat ewechhëlt, wat déi lénks grad ginn huet. Et fënnt och keen Échange de savoir statt, wéi et schéngt. An an der nationaler Strategie steet zimmlech allgemeng eppes iwwer eng Zesummenaarbecht mat der Uni. Huet de Minister vir, hei e strateegescht Zeechen ze setzen, dee Comité interministériel ze verstäerken, mat enger Strategie zesummenzeruffen, esou eppes ze maache wéi - ech nennen et einfach elo emol, ouni et elo als Struktur ze mengen - en „Observatoire du développement" doran ze implantéieren, wou Theorien a Modeller diskutéiert kënne ginn, wou eng ëffentlech Diskussioun tëschent allen Acteure stattfënnt a wou einfach deen Austausch do stattfënnt, dee mer grad an dësem ganz interessante Politikfeld brauchen?

An déi lescht a siwent Saach zum Schluss, e Stéifkand vun der Kooperatiounspolitik: d'Sensibiliséierungsaarbecht heiheem, d'Éducation au développement. Am Moment mécht se ronn 0,75 %, mengen ech, vum Gesamtbudget aus. Ass de Minister gewëllt, dësen Undeel ze héijen? A wéi gesäit hien d'Wichtegkeet vun dëser Opklärungsaarbecht? Well bei dëser Aarbecht geet et net eleng drëms, ex post heiheem ze erklären, wat mir alles an der Kooperatiounspolitik am Ausland an an der Welt geleescht hunn, mee et geet jo och drëms, prophylaktesch d'Zesummenhäng vu Lëtzebuerg, Europa an der Welt ze weisen, déi iwwerhaapt eréischt d'Basis leeë fir e Gefill vun deem, wat ech ganz am Ufank beschriwwen hunn: D'Kooperatiounspolitik baséiert dodrop, dass et eppes gëtt wéi eng Solidargemeinschaft Welt.

Dat alles si Froe ronderëm de Budget, well déi besonnesch Ëmstänn eis et erlabe géifen, déi prinzipiell Opstellung vun dësem Budget ze iwwerdenken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kooperatioun ass kruzial wichteg, grad elo!

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Krise ginn et der leider vill ze vill op der Welt. Krich oder politesch Instabilitéite sinn duerfir oft d'Ursaachen. An d'Konsequenzen dovu kréien déi Äermst vun deenen Äermsten ze spieren. Si mussen hir Heemecht verloossen, si gi verfollegt, si gi gefoltert, si mussen Honger leiden.

Dat sinn Zoustänn, déi fir eis onvirstellbar sinn. Och wann an eise Regioune mat Sécherheet net alles perfekt ass, esou kenne mir awer déi vill schrecklech Zeenen, déi eis bal all Dag vu bal alle Kontinenter gewise ginn, glécklecherweis net. Dëst Ongläichgewiicht op der Welt misst u sech schonn Ursaach genuch sinn, datt mer eis alleguer derfir asetzen, fir datt déi räich Länner deenen aarme Länner hëllefen.

Lëtzebuerg huet do ouni Zweifel awer eng Virbildfonctioun. Zënter Jore beweegt sech jo eis Entwécklungshëllef op engem gudden Niveau vun 1 % vun dem RNB. Ech wëll drop hiweisen, datt zum Beispill 1985 deen Taux bei 0,14 % louch. Zënter 2009 ass e plus ou moins ëmmer bei 1 %.

Dëst Joer hate mer elo an deene leschten Deeg eng Diskussioun, ob mer op deem selwechten Niveau géifen déi Ënnerstëtzung nach garantéieren duerch dee Budget, deen hei presentéiert gouf, oder net. Et ass e bëssen ze bedaueren, datt eenzel Leit dat feelinterpretéiert hunn, och een oder deen aneren heibannen. Mee ech mengen, den Här Minister huet jo elo ganz kloer hei ënnerstrach, an dat huele mer och gären zur Kenntnis, datt u sech op deem Niveau näischt wäert änneren, och wann, an dat muss een och hei ënnersträichen, och wann eise Budget vum nächste Joer jo 4 % manner Recettë virgesäit.

Mee dëst Joer ass eebe villes anescht, och an der Kooperatiounspolitik. En hartnäckege Virus, iwwert dee mer elo scho méintlaang hei schwätzen, iwwert dee mer leider wäerten och nach an deenen nächste Wochen a Méint schwätzen, dee sech iwwert d'Welt verspreet huet, deen och hei zu Lëtzebuerg seng Spueren hannerléisst, deen huet villes duerjerneebruecht.

All national Ekonomien, och eis, hu ferm den Houscht kritt, an dat gesi mer, wéi gesot, och un eisem Budget. Ech mengen, wa mer de Budget 2020 kucken - d'Joer ass zwar nach net eriwwer, mee d'Zuele krute mer matgedeelt -, gesi mer, datt am Zentralstaat wäert en Defizit vu plus ou moins fënnef Milliarden entstoen. Dat hate mer nach ni hei zu Lëtzebuerg. Da brauch een och kee grousse Finanzspezialist ze si fir ze soen, datt déi grouss Wënsch, vill Wënsch, déi mer alleguerten eis virgestallt hu fir déi nächst Joren, datt do e gudden Deel net kann erfëllt ginn!

An da stellt sech natierlech d'Fro: Wou kënne mer spueren? A wa mer iwwer spuere schwätzen, dann ass natierlech och ganz séier d'Fro gestallt: Ma kënne mer net och do spueren, wou mer Suen exportéieren, an zwar um Niveau vun der Kooperatiounspolitik? An trotzdeem ass déi Fro do, mengen ech, zumindest fir eis als DP ganz séier beäntwert: Neen, dat ass e Beräich, wou mer net solle spueren! Dat ass e Beräich, wou mer op deem Niveau sollen ouni Zweifel weiderfueren, trotz der schwéierer Kris, wéi gesot, déi och mir hei wäerten duerchmaachen.

Well et muss een awer ganz éierlech sinn! Wann een eis Problemer, an ech wëll se net minimiséieren, ech weess, datt och hei am Land duerch d'Kris ganz vill Leit béis getraff sinn, mee wa mer se awer an de Kontext setze vun deem, wat Milliounen a Millioune Leit iwwert d'Welt mussen erdroen, dann, mengen ech, läit do awer nach ëmmer eng grouss Differenz.

An et wier grad zu dësem Zäitpunkt - grad zu dësem Zäitpunkt! - eng inhuman Astellung, wa mir elo géifen um Niveau vun der Kooperatiounspolitik spueren!

Sécher kréie mer net genuch Informatiounen, wéi d'Situatioun iwwert déi aner Kontinenter ausgesäit. Mee mir brauchen eis kengen Illusiounen hinzeginn: Grad do, wou et oft u medezinneschen Infrastrukturen, un deenen néidege medezinnesche Versuergunge feelt, grad do wäert d'Situatioun de Moment ganz dramatesch sinn.

An ech wëll hei als Beispill de Jemen huelen. Mir konnten alleguer do de leschte 6. Oktober am „Lëtzebuerger Wort" en interessanten Artikel vun der Madamm Tessy Fautsch liesen, eng Madamm, déi zënter 2006 bei de Médecins sans frontières enorm engagéiert ass an déi sech mat ganz vill Engagement hiergëtt, fir wierklech an deene Gebidder, wou d'Situatioun am dramateschsten, am schlëmmsten ass, ze hëllefen. A si huet och do e Bericht gemaach, wéi d'Situatioun zum Beispill de Moment am Jemen ass. An et ass virun allem eng Erfarung, eng Matdeelung, déi mir zumindest immens hänke bliwwen ass, datt se gesot huet: „Majo, et si Leit - Leit! -, déi am Auto op der Parkplaz virun der Klinick gestuerwe sinn, well eeben net d'Méiglechkeeten do waren, fir deene Leit ze hëllefen."

Ech mengen, och dat soll ee sech awer trotzdeem emol eng Kéier duerch de Kapp goe loossen. An ech wëll och vun der Situatioun hei profitéieren, der Madamm Fautsch emol eng Kéier e grousse Merci ze soen, eng Persoun, déi, wéi gesot, zënter Jore sech enorm op deem Niveau do asetzt.

A wéi d'Coronakris virun allem och Afrika an deene leschte Wochen a Méint erreecht huet, du gouf et zum Beispill um ganze Kontinent vun Afrika zwee - zwee! - Laboratoiren, déi d'Méiglechkeet haten, fir de Coronavirus ze detektéieren! Dat muss ee sech also och emol virstellen!

A wéi awer d'WHO elo matgedeelt huet, sinn an deene leschte Wochen a Méint grouss Ustrengunge gemaach ginn, soudatt d'Situatioun sech awer zumindest do verbessert huet. Elo ginn et 750 Laboratoiren an et gi ronn plus ou moins 10.000 Intensivbetter. An all déi Verbesserunge konnten awer nëmmen erreecht ginn, well eng konzertéiert Aktioun vun internationalen Organisatioune stattfonnt huet, an zwar ënner anerem de Welternärungsfong, d'EU, déi Afrikanesch Entwécklungsbank an aner Staaten. An ech wëll dat hei besonnesch ënnersträichen, dat beweist jo awer och, wéi wichteg datt et ass, wann een um internationalen Niveau sech zesummendeet, zesummen Aktiounen duerchhëlt, wat een awer och kann da Positives erreechen. Et ass jiddefalls en optimistescht Signal.

Jiddefalls déi Hiobsbotschaften, déi prognostizéiert goufen, vu Milliounen Doudegen, déi virun allem um afrikanesche Kontinent elo kéimen, si glécklecherweis bis elo net agetrueden.

Selbstverständlech mussen déi 54 afrikanesch Staaten och elo selwer gewëssen Initiativen ënnerhuelen. Allerdéngs huet de Lockdown, wat jo och net aneschters ze erwaarde war, virun allem an deene Länner ganz grouss negativ Konsequenzen hannerlooss. An ech zitéieren hei den Direkter vun der Afrikanescher Entwécklungsbank, den Här Akinwumi Adesina, deen huet gesot, datt Afrika elo e Joerzéngt vu Wuesstum verluer huet! Wat dat fir esou e Kontinent bedeit, kënne mer eis gutt virstellen.

A virun allem Südafrika, wou d'Situatioun extreem schlëmm ass, net manner wéi 2,8 Millioune Südafrikaner hunn an deene leschte sechs Méint hir Aarbecht do verluer. An d'Roud Kräiz warnt net nëmmen do, mee virun allem a ganz villen anere Länner virun enger neier Hongersnout, déi elo wäert do op déi Leit duerkommen. Dat gëllt natierlech virun allem fir déi Konfliktländer. Där hu mer méi wéi genuch, an da si mer och ganz séier bei Ost- a Westafrika. Ech denken u Somalia, Südsudan an Nigeria. An duerfir ass et och e gutt Zeeche gewiescht, an et ass hei scho vun deem engen oder anere Riedner gesot ginn, datt de Friddensnobelpräis dëst Joer un de Programme alimentaire mondial des Nations Unies, de PAM also, wéi gesot, iwwerreecht gouf.

A well d'Gefor eebe grouss ass, datt an deenen nächste Wochen a Méint sech d'Situatioun wäert nach, virun allem um afrikanesche Kontinent, verschlëmmeren, eebe wéinst der Covidkris, hunn dann och d'Vereenten Natiounen elo proposéiert, och am Hibléck oder am Kader vun der Agenda 2030 e gemeinsamen Accord ze fannen iwwert d'Noloossen oder partiellt Noloosse vun de Scholden, vun der Scholdelaascht, déi déi Länner vis-à-vis vun den industrialiséierte Länner hunn. An de 15. Abrëll dëst Joer huet jo de G20 zumindest awer eng begréissenswäert Decisioun geholl, fir e Moratoire bis Enn des Joers festzehalen an dee gegeebenefalls och ka verlängert gi bis Enn d'nächst Joer.

D'Konferenz vun der UNO iwwert de Commerce an d'Entwécklung schätzt jiddefalls, datt de Moment, och bedéngt duerch d'Covidkris, d'Scholdelaascht vun deene Länner sech op eng Billioun Dollar beleeft! An duerfir mengen ech och, misste mer wierklech seriö diskutéieren, awéifern datt ee kann iwwer e gewëssene Scholdennoloss vun deene Länner diskutéieren. A mir musse ganz éierlech sinn: Aus eegener Kraaft wäerte se ni méi do erauskommen.

Mir musse jo wëssen, datt déi Länner och op d'haart Wärung vun eis ugewise sinn. Si musse Geld léine goen, fir elementar Wueren ze importéieren. A wat dat à la longue matbréngt, dat wësse mer jo alleguer.

Jiddefalls gëtt elo scho gesot, datt 34 Länner an enger Situatioun sinn, wou se net méi kënnen aus eegener Kraaft zréckbezuelen oder souguer riskéieren, och an déi Situatioun ze kommen. Datt déi Pandemie, an där mer de Moment eis leider nach ëmmer beweegen, zu zousätzlecher Aarmut wäert féieren, ass evident. An d'Weltbank schätzt zum Beispill, datt d'Zuel vun deene Leit, déi mat 1,90 Dollar den Dag - den Dag! - mussen auskommen, nach tëschent 88 an 115 Millioune wäert zouhuelen.

An déi nei Aarm kommen éischter souguer aus dem urbane Raum, hu souguer eng gewësse Bildung och. Mee och dat ass net onbedéngt e Garant, datt een net an d'Aarmut fält, an d'Subsahara ass hei virun allem betraff. Véier vu fënnef Persoune wäerten an der Zukunft vun der extreemer Aarmut hei consideréiert sinn. A virun allem awer am ländleche Raum, obwuel, wéi gesot, nëmmen 48 % vun der Gesamtpopulatioun am ländleche Raum liewen. An 2018 war zum Beispill d'Hallschent vun de Kanner, déi an extreemer Aarmut musse liewen, ënner 15 Joer al. (veuillez lire: An 2018 war zum Beispill d'Hallschent vun de Leit, déi an extreemer Aarmut musse liewen, Kanner ënner 15 Joer.)

Déi international Organisatioun Oxfam huet zum Beispill och festgestallt, datt souguer virun der Pandemie kee Land genuch Efforte gemaach hätt, fir déi ganz Problematik unzegoen. Ech mengen allerdéngs, datt déi Kritik awer net esou direkt fir eist Land ka gëllen, well och mir hu wärend der Covidkris direkt reagéiert.

An ech maache mech hei zum Interpreet vun eisem Staatsminister, dee gesot huet a senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun: Mir hunn 23,5 Milliounen Euro fir dréngend Ënnerstëtzung vu Covidpläng a verschiddene Länner bäigedroen, déi et wierklech néideg hunn. Dës Hëllefe gi gréisstendeels vun der LuxDev respektiv nationalen oder internationalen ONGen ëmgesat. Am Burkina Faso ass dat am Waasser- a Sanitärberäich, am Niger e Projet, fir vulnerabel Populatioune virum Honger ze schützen, an am Laos ginn Ootmungssystemer a

Planifikatioun vun Ariichtungen am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 duerchgefouert.

Et ass also net méi wéi normal, datt d'Covidkris eisen Debat vun haut och staark beaflosst, an dat huet ee scho bei mengen zwee Virriedner gemierkt. Ech sinn och iwwerzeegt, datt dat och wäert am Laf vum Mëtten net aneschters sinn.

Och wann d'Ursaache vun deem hartnäckege Virus an Expertemilieuen net definitiv bekannt ass, esou kann een awer elo scho soen, datt et awer eng Relatioun gëtt tëschent engersäits der Ëmweltzerstéierung an anerersäits awer och der Verbreedung vun deem Virus. Zum Beispill gëtt gesot, déi Deforestatioun, déi ëmmer méi grouss Dimensiounen unhëlt, wier ënner anerem och dru schold, well déi natierlech Grenz tëschent dem Mënsch an de wëllen Déieren ëmmer méi kleng gëtt, wat awer och géif dozou bäidroen, datt sech verschidden Erreeger géife méi séier propagéieren. Dann datt d'Loftverschmotzung ëmmer méi schlëmm gëtt, huet och en Effet op d'Mortalitéit vun de Leit, déi um Covidvirus stierwen. An da virun allem awer d'Ernärungsmethode wieren och eng vun den Ursaachen.

Dowéinst muss ee sech awer dann zu dësem Zäitpunkt och d'Fro stellen, ob net déi ganz Pandemie eis och sollt d'Geleeënheet ginn, d'Chance ginn, eis Gedanken ze maachen iwwer eise Liewensstil u sech. Ech weess, dat si keng nei Froen. Et si schonn aner Leit, déi hei op der Tribün déi selwecht Froe gestallt hunn, och op anere Plazen. An ech mengen, et ass och richteg, datt mer eis awer grondleeënd Gedanke maachen: Wat kënne mer veränneren an Zukunft? Wéi kënne mer u sech awer vläicht eise Liewensstil änneren? Well dat, wat mir hei änneren zum Positiven, zum Beispill vun enger Nohaltegkeet, dat huet doudsécher och e positiven Impakt op d'Entwécklungshëllef.

Ech zitéieren hei zum Beispill och aus der Zäitschréft „Internationale Politik" vum leschte September, déi sech méi konkreet mat den afrikanesche Länner auserneegesat huet. Wat nämlech ganz interessant ass: Déi Froen, déi mir eis elo hei stellen, mee déi ginn net nëmmen um Niveau vun eisem Kontinent gestallt, déi gi virun allem och um Niveau vun den afrikanesche Länner gestallt! Dat ass dat, wat flott ass. An déi Zäitschréft schreift ënner anerem: „Interessanterweise sind es Entwicklungsländer, die sich angesichts der massiven Wirtschaftseinbrüche nach Corona klar für eine sozial-ökologische Kurswende einsetzen: ‚Building back better', forderten jüngst mehr als 50 afrikanische Länder in einem Impuls der African Adaptation Initiative."

Och mengen ech, dat si wichteg Messagen, déi mir och net däerfen ongehéiert si loossen.

Dës Kris huet allerdéngs och bewisen, datt et eng ekonomesch a sozial Interdependenz gëtt tëschent de Länner. Dat heescht, datt Solidaritéit an Zukunft nach vill méi groussgeschriwwe muss ginn. A souguer mir hunn dat jo awer hei zu Lëtzebuerg gutt gemierkt! Stellt Iech also emol ee Moment vir, an dat war jo eng Kéier kuerz an der Diskussioun, eis Nopeschlänner hätten zu engem gewëssene Moment decidéiert: „Mir loosse kee Fleegepersonal méi iwwert d'Grenz, mir brauche se selwer." Et weess een, wat dat bedeit hätt! Also, och do gesäit ee schonn déi Interdependenz an och virun allem déi Solidaritéit, déi awer muss spillen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och keen neie Phenomeen: Et besteet och eng direkt Relatioun tëschent dem Klimawiessel an der Entwécklungspolitik. Duerfir ass et e bëssen ze bedaueren, datt et awer nach ëmmer Leit ginn, an net nëmmen op deene klengsten Niveauen, déi awer de Klimawiessel a Fro stellen.

Ech mengen, nei Schätzunge ginn zum Beispill dovun aus, datt bis 2030 zousätzlech 132 Millioune Leit wéinst dem Klimawiessel wäerten an Aarmut falen.

Wat de Klimawiessel ënner anerem zum Beispill fir kleng Kaffisproduzente kann ausmaachen, ass een elo kierzlech op engem Webseminar, wéi dat jo elo de Moment heescht, gewuer gi vu klenge Kaffisproduzenten aus dem Peru, déi bis dato op enger Héicht vun 1.000 bis 1.200 Meter hir Kaffisplantagë produzéiert hunn, ugeplanzt hunn. Dat ass haut net méi méiglech! Si mussen elo schonn op eng Héicht goe vun 1.800 Meter, eebe wéinst der Hëtzt! Si mussen och sougenannte „shade trees" usetzen, fir eeben, wéi gesot, dann déi Hëtzt nach kënnen e bësselchen anzedämmen. Mee och dat beweist also, et ass elo e ganz klengt Beispill, , wat fir Konsequenzen dat awer alles kann hunn.

A wat natierlech absurd ass, datt virun allem zum Beispill Afrika nëmme fir 4 % vun den Zäregasen zoustänneg ass, awer grad déi Länner am Fong mat am meeschten drënner ze leiden hunn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen op en Theema ze schwätzen, ech ginn éierlech zou, an ech ginn awer dovun aus, datt den Här Minister herno nach e bësse méi am Detail kann drop agoen, dat sinn eis Zillänner. Au moins, ech hunn Iech ganz gutt nogelauschtert, mee ech hat awer d'Gefill, datt Der net méi am Fong drop agaange sidd. An ech mengen, et ass awer e wichtege Sujet, wa mer iwwert d'Kooperatiounspolitik vun der Zukunft schwätzen.

Mir hunn de Moment siwen Zillänner. Fréier waren et der néng. Et sinn der elo siwen. A wa mer déi elo e bëssen analyséieren: Ausser dem Cap Vert hunn déi Länner jo net onbedéngt, fir dann elo sech emol relativ diplomatesch auszedrécken, déi demokratesch Strukturen, déi mir an eise Géigende gewinnt sinn. Da stellt sech natierlech ëmmer erëm déi kruzial Fro: Solle mer „Entwécklungshëllef" - däerf ee jo anscheinend dann elo net méi soen, wéi den Här Galles gesot huet - leeschten a Länner, wou mer vu virera wëssen, datt de politesche Regimm net deen ass, deen eisen Normen entsprécht?

Wa mer natierlech déi Fro mat Nee beäntweren, jo da gëtt d'Zuel vun deene Länner, wou mer nach kënnen Entwécklungshëllef leeschten, natierlech immens kleng.

Et muss een och ganz éierlech sinn: Mir sëtzen do oft tëschent zwee Still. Ech ginn Iech ee Beispill: den Nicaragua! Den Nicaragua, wou mer elo schonn eng Rei vu Joren intensiv, muss ee soen, Entwécklungshëllef leeschten, do ass et natierlech am Abrëll 2018 zu Emeutë komm, wou Leit géint d'Pensiounsreform vum Här Ortega protestéiert hunn, mat dem Resultat, datt et do zu bluddegen Nidderschlounge koum vun deene Manifestatiounen. 300 bis 400 Doudeger gëtt gesot. Datt mir do als Land relativ richteg reagéiert hunn, dat heescht, mir hu versicht, net méi eis Entwécklungshëllef direkt iwwert d'Regierung lafen ze loossen, mee méi geziilt iwwer ONGen, dat war ganz éierlech.

Leider huet een haut d'Gefill, wann et ee Vainqueur do gouf, da war et den Här Ortega. Säi Regimm ass nach ëmmer um Rudder, hien ass nach ëmmer um Rudder. Dat ass e bëssen aus den internationale Schlagzeile verluer gaangen.

Mee op där anerer Säit muss een awer soen, datt mer awer och mussen un d'Bevëlkerung denken. D'Bevëlkerung, déi an esou Regimmer net responsabel ass fir dat, wat do entsteet. An duerfir ass eeben déi Fro, déi muss gestallt ginn: Solle mer am Nicaragua weiderfueren oder net? An, Här Minister, meng Fro och duerfir direkt: Bleift et Zilland oder bleift et keen Zilland?

Ech weess, dat si keng einfach Froen. Se sinn och net einfach ze beäntweren, do sinn ech ganz mat lech d'accord.

Dat selwecht gëllt fir de Burkina Faso. Ech mengen, och do wësse mer, datt déi politesch Situatioun extreem fragill ass. Mir hunn natierlech eng ganz laang Traditioun mam Burkina Faso, iwwer 20 Joer. Den drëtte PIC, dee leeft jo elo 2021 aus. Ech sinn awer der Meenung, mir solle mam Burkina Faso weiderfueren. Firwat? Mee well et eeben och e Land aus der Sahelzon ass. An och d'UNO-Flüchtlingshëllefswierk huet jo elo kierzlech en Appell gemaach, fir do zousätzlech Efforten ze maachen, well et gëtt gerechent, datt méi wéi 2,7 Millioune Leit wéinst arméierte Konflikter, Aarmut, Hongersnout, Klimawandel a Pandemie an deem Raum och op der Flucht sinn. An et wier iwwregens déi Flüchtlingskris, déi sech am séierste géif entwéckelen.

Niewent dem Burkina Faso ginn et natierlech nach aner Länner - ech wëll se elo net ze vill hei am Detail analyséieren -, sief dat den Niger, sief dat de Mali. Am Mali, wou et jo och elo e Putsch gouf den 18. August, wou de President Ibrahim Boubacar Keïta ofgesat gouf. Bon, d'Junta huet jo elo eng Iwwergangsregierung vun 18 Méint virgesinn. Mee wat dat alles mat sech bréngt, muss een nach elo gesinn.

Wat jiddefalls fir eis awer och wichteg ass, dat sinn déi Acteure vu Lëtzebuerg, vu LuxDev, vun ONGen, déi do op der Plaz aktiv sinn, datt do awer e Maximum vu Garantie ginn ass, datt hir Sécherheet, wéi gesot, net a Gefor ass. An ech weess, datt do awer déi lescht Jore grouss Efforte gemaach goufen, och um infrastrukturelle Plang. An dat si mer awer deene Leit schëlleg. Et muss een awer wierklech immense Respekt weisen, wann een iwwerhaapt emol de Courage huet, fir an esou Länner ze goen, fir sech dann do nidderzeloossen an do Entwécklungshëllef ze maachen.

Da vläicht nach e lescht Wuert zu den Zillänner, de Laos. Firwat grad de Laos? Bon, ech hat eeben d'Chance, d'lescht Joer zesumme mat der Kolleegin Lydia Mutsch a mam Sven Clement de Laos ze besichen. Mir haten do eng ganz interessant Visitt gemaach. An et ass och wichteg, wann ee selwer emol eng Kéier op den Terrain geet an an esou Länner emol gesäit, wat do mat eise Gelder realiséiert ginn ass. An et ass mer virun allem ee Beispill hafte bliwwen, dat ass dat vun dem Bau vun engem Spidol, d'Spidol Maria Teresa, wat Lëtzebuerg do finanzéiert huet.

An ech soen awer ganz éierlech, wann dat Spidol net do op där Plaz wier, da géif et awer un Infrastrukturen nach vill méi aarm ausgesinn an da géife mat Sécherheet nach vill méi katastrophal Situatiounen entstoen. Do huet een awer ganz kloer gesinn, wéi wichteg datt et ass, wann ee geziilten Entwécklungshëllef leescht an datt een eeben déi Infrastrukturen do amenagéiert, déi wierklech ganz noutwendeg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, mir mussen eis grondleeënd Gedanke maachen: Wéi soll eis Kooperatiounspolitik an deenen nächste Joren ausgesinn? Bleiwe mer bei deene siwen Zillänner? Kucke mer, fir nei Zillänner derbäizekréien? Ech mengen, ee Land, wat sech do a priori direkt opdrängt, dat ass de Myanmar. De Myanmar, wou mer och schonn zënter enger Rei vu Joren aktiv sinn. Mee och do wësse mer, wéi d'politesch Situatioun ass. De Myanmar, wou awer elo den 8. November Wale sinn. Do trieden net manner wéi 93 Parteien un, ...

(Hilarité)

… mat iwwer 7.000 Kandidaten! Et géif een also a priori mengen, dat wier eng Démocratie absolue. Et muss een awer och wëssen hannendrun, datt 25 % vun de Parlamentssëtz schonn emol direkt fir d'Militär reservéiert sinn, wou een also dann och direkt weess, wat fir en Afloss d'Militär nach wie vor wäert hunn, trotz der Madamm Aung San Suu Kyi, wou een allerdéngs awer kann hoffen, datt si och an Zukunft wäert nach eng wichteg Roll an deem Land spillen. Mee och do ass erëm d'Fro ze stellen: Engagéiere mer eis an Zukunft do, trotz dem politesche Regimm, oder net?

Wien eng Kéier am Myanmar war, dee weess, datt dat e Land ass, wat onheemlech och op extern Hëllef ugewisen ass, obwuel et och do déi grouss Diskrepanz tëschent Aarm a Räich gëtt. Wann een zu Yangon do sech doduerchbeweegt, da gesäit een déi zwou Säiten. Et gesäit ee schrecklechen Aarmut. Et hëlt een eng Kéier de Circle Line do, fiert do ronderëm, da mengt een, et géif een nëmmen duerch Bidonvilles, awer wierklech schlëmm Bidonvilles fueren, an op där anerer Säit hutt Der awer och Véirel mat Luxusgebailechkeeten an esou weider an esou fort. Mee, wéi gesot, ech weess dat, dat ass och keng einfach Decisioun, wéi mer do weiderfueren.

De Moment limitéieren eis Projete sech virun allem op zwee Punkten, engersäits d'Entwécklung vum Tourismus, anerersäits am Shan State, wou mer déi rural Entwécklung virundreiwen; zwee gutt Projeten. Woubäi een natierlech ka sech d'Fro stellen, ob Tourismus soll eng absolutt Prioritéit sinn. Mee wat wichteg ass, datt mer deene Leit awer och do déi néideg Liewensgrondlag bidden. An da si mer natierlech erëm ganz séier bei de sanitäre Problemer, si mer ganz séier bei den Ëmweltproblemer, ob ee sech vläicht net soll nach méi op déi Aspekter konzentréieren.

Wat ech awer gutt fannen, datt och do den IDEA, déi och am Laos aktiv ass, dat heescht den International Institute for Democracy and Electoral Assistance, datt déi och do elo aktiv sinn, well et ass och wichteg, datt mer iwwer eis Entwécklungspolitik awer och eis Gedanke vu Rechtsstaatlechkeet weiderginn. An dat ka gutt, wéi gesot, iwwer esou Agencë respektiv Associatiounen de Fall sinn.

Natierlech, am Myanmar, Däitschland huet zum Beispill decidéiert, sech do zréckzezéien, wëllt keng Projete méi do maachen. England ass nach present. England mécht elo e Projet, fir d'Startuppen ze färderen. Do ass och d'Fro ze stellen: Majo, kéinte mir eis net als Lëtzebuerg vläicht och do drunhänken?

Dann ass natierlech d'Fro ze stellen: Wou kënne mer nach aktiv sinn?, wa mer d'Fro mat Jo beäntwerten, ob mir d'Zuel vun den Zillänner eropsetzen. Gi mer nach a Südamerika? Gi mer an Asien? Oder gi mer nach weider an Afrika? Mir hunn zum Beispill elo zu Casablanca, den Här Minister weess dat vill besser wéi ech, den LTIO opgemaach, Luxembourg Trade and Investment Office. D'Fro ass, ob dat net souguer eng Entréesdier ass vläicht, fir och um Niveau vum Maghreb nach méi aktiv ze ginn, well eeben och, esou gesi mir dat als Demokratesch Partei, tëschent der Entwécklungspolitik an der wirtschaftlecher Entwécklung e Lien besteet. Déi Fro ass zumindest emol och an deem Sënn dann ze stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng modern Entwécklungspolitik muss awer och gewëssene Krittären entspriechen. Jiddefalls fir dat richtegt Gläichgewiicht ze fannen, wat och net ëmmer evident ass, muss een awer och kënnen Nohaltegkeet, Mënscherechter mat consideréieren. A vun eiser Säit ginn do eng Rei Efforten ouni Zweifel gemaach. Wa mer déi Diskussioun opmaachen, da si mer natierlech, an de Paul Galles huet dat virdrun och gemaach, ganz séier bei de Konfliktmaterialien, wat och keen neie Sujet ass, mee e Sujet, deen awer ëmmer méi u Bedeitung gewënnt. A wann ech dovunner schwätzen, geet et virun allem ëm den Tantal, den Zënn, d'Gold oder de Wolfram. Ee Beispill, de Kongo: Wann ee gesäit, ënner wat fir enger Manéier datt do Konfliktmaterialie gewonne ginn, datt do Kanneraarbecht awer op der Dagesuerdnung ass, da muss ee sech awer gewësse Froe stellen.

An et däerf een och net vergiessen, ech mengen, mir alleguerten hunn hei Smartphonen, mir hunn Tabletten an esou weider, mee och do ginn där Konfliktmaterialien da mat dra verschafft.

Mir ass matgedeelt ginn, hei zu Lëtzebuerg géif et 50 Betriber ginn, déi ënner anerem och géifen den Import vu Konfliktmaterialie maachen. An d'Europaparlament an de Conseil hate jo schonn 2017 do u sech e Reglement ausgeschafft iwwert „Sorgfaltspflicht", wéi déi Däitsch soen. An den 1. Januar 2021, also dat ass elo net méi ganz laang, dann trëtt dat Reglement op EU-Niveau a Kraaft. Et limitéiert sech, wéi gesot, op véier Konfliktréistoffer. Dovunner betraff wieren europawäit 600 bis 1.000 Importateuren, an d'Kontroll ënnerläit den eenzelne Staaten. Da si mer natierlech ganz séier och bei der Fro, awéifern Lëtzebuerg vläicht gewëllt ass, och ze legiferéieren. Ech weess, et ass eng delikat Fro. Mir beweegen eis do an engem Spannungsfeld och mat der Ekonomie.

Ech wëll awer hei zum Beispill op d'Beispill vu Frankräich hiweisen. Frankräich huet zënter 2017 esou e spezifescht Gesetz. An do huet d'Madamm Charlotte Michon vun der Vereenegung „Entreprises pour les droits de l'homme" gesot an engem Interview, datt keng Entreprise, nodeems datt dat Gesetz a Kraaft getrueden ass, keng Entreprise opgrond vun där nationaler Gesetzgeebung am Beräich vun dem „devoir de vigilance" Frankräich verlooss huet.

Dowéinst, mengen ech, sollte mer awer déi Diskussioun nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg féieren.

D'Gemengen an de Staat hunn haut scho Méiglechkeeten, sech do méi staark ze engagéieren. An ech wëll hei op eng Motioun hiweisen, déi mir alleguerten nämlech deemools eestëmmeg gestëmmt hunn den 8. Februar 2018 am Kader vum Marché-publics-Gesetz, wou genau dat drasteet! Dowéinst, Här Minister, ech hu Verständnis, Dir sidd elo nach net esou laang am Amt, mee et wier vläicht net oninteressant, wann Der Iech emol vläicht eng Kéier géift méi genee e Bild maachen, wéi wäit datt déi Motioun, déi Dir deemools selwer matgestëmmt hutt, dobaussen och applizéiert gëtt. Do war e ganz klore Message un de Staat an un d'Gemengen erausgaangen.

Eng modern Entwécklungspolitik zeechent sech awer och doduerch aus, datt se net missionaresch soll optrieden. Mir sollen net de Feeler maachen als sougenannten héich entwéckelt industriell Staaten a mengen, mir missten eisen ekonomesche System eent zu eent an deenen anere Länner ëmsetzen. Ech mengen, déi Krittäre sollen net universale Standard hunn. Dat muss een och vu Land zu Land gesinn, och vu Regioun zu Regioun a virun allem och vu Kultur zu Kultur. Duerfir, déi äusserst materiell Weltanschauung, dat muss een esou soen, déi mir jo awer hunn, déi ass an anere Länner net onbedéngt erstriewenswäert! Ech mengen, do ginn et aner Virstellungen, wéi ee säi Liewe ka maachen. Do si vläicht vill méi d'Ressources naturelles, déi eng Roll do spillen. An dat solle mer och an eiser Entwécklungspolitik an der Zukunft nach vill méi matconsideréieren.

Well wat hu mer gemaach? Wéi hu mer engem klenge Bauer gehollef, wa mer em vläicht e klenge modernen Trakter schenken, wann op där anerer Säit déi sanitär Konditiounen extreem schlëmm sinn an wann e sech doduerch eeben net kann entwéckelen, wann en doduerch gesondheetlech Problemer kritt? Et däerf een net vergiessen, datt zum Beispill 4,4 Milliarden - 4,4 Milliarden! - Leit op der Welt emol keng normal Méiglechkeet hunn, op d'Toilette ze goen! Wéi gesot, dat sinn also Chiffere, déi fir eis onvirstellbar sinn. Vill Leit mussen d'Strooss derfir benotzen; ech wëll dat elo net hei verdéiwen. Datt doduerjer Erreeger, Krankheeten entstinn, ass evident. Do ginn et awer haut scho Méiglechkeeten. Ech wëll op een Detail do hiweisen. Do ass zum Beispill an England eng nei gréng Toilette entwéckelt ginn, déi sougenannten Nano Membrane Toilet. Dat si kleng Projeten, mat deenen ee sech awer vläicht emol soll méi genee auserneesetzen.

En anere Sujet, dee fir eis ëmmer méi u Bedeitung gewënnt, dat ass d'Digitalisatioun. Ech mengen, dat mierke mir all Dag hei. Et vergeet och keen Dag, wou mer eis net méi genee domat auserneesetzen. Et wäert och an Zukunft vill méi en Afloss op d'Mënschheet hunn. An och do entsteet ëmmer méi en Nord-Süd-Gefälle! Och do muss ee sech also d'Fro stellen, ob mer net mussen déi néideg Adaptatioune maachen a virun allem och Hëllefe leeschten, fir datt och déi Leit deen Zuch net verpassen, déi de Moment nach net drasëtzen.

Ech zitéieren hei aus engem OECD-Rapport vun 2019 iwwert d'Digitalisatioun, wou drasteet: « Pour que les individus puissent tirer parti des nouvelles technologies à la maison et au travail et ne soient pas laissés-pour-compte, un effort politique global et coordonné est nécessaire. » An dat gëllt mat Sécherheet virun allem awer och fir déi Länner, déi net déi Méiglechkeeten hu wéi mir, fir sech op deem Niveau ze entwéckelen.

Da gëtt d'Kooperatioun jo generell definéiert als eng « action de participer à une œuvre commune », also « co-opérer », zesumme schaffen. Kooperatioun gëtt awer oft verstanen als „Hëllefen", déi mir aus dem Westen un déi Länner ginn, wou d'Hëllef eebe gebraucht gëtt. Och do muss eeben dann d'Fro gestallt ginn, awéifern datt d'Wirtschaft kann dovu profitéieren, wann een dovun ausgeet, datt béid Säiten eppes bäizedroen hunn.

Wat kann een zum Beispill am Sënn vum „knowledge sharing" vunenee léieren? Wou kann een d'Aarbecht och zesummen deelen? Wat fir Ressourcë bestinn op alle Säiten, déi eventuell net genotzt ginn an déi kéinten zu enger kooperativer, ekologescher, fir all Säit profitabeler Wirtschaft bäidroen? Duerfir ass et och fir eis als DP wichteg, datt mer deen doten Aspekt nach an Zukunft verdéiwen.

Wichteg ass et fir eis awer och, datt mer um Niveau vun internationalen Organisatioune ganz aktiv bleiwen. Ech denken do zum Beispill un d'Europäesch Unioun, un d'Europäesch Investitiounsbank, un d'Weltbank, un den FMI, un d'OCDE. Well wéi d'Zesummenaarbecht op deem Niveau ganz gutt ka fonctionéieren, duerfir ginn et eng Rei wierklech Beispiller, déi een hei kann ouni Zweifel ernimmen. Ech denken zum Beispill un d'Ënnerstëtzung vun dräi Milliounen Klengbaueren an Afrika, Latäinamerika an Asien, wou mir déi Projeten zesumme mat der Schwäiz an der ADA, also der Lëtzebuerger ONG fir inklusiv Finanzen, ëmsetzen. Mir wäerten do bis d'Joer 2023 dräi Milliounen investéieren.

An dann, wat awer fir eis als DP och wichteg ass, dat ass natierlech de Kontakt mat der Privatinitiativ, dee soll weiderhin op engem héijen Niveau stattfannen. Ech wëll an deem Kontext och hei un de Business Partnership Facility erënneren. Do goufe jo 2019 aacht Projete gemeinsam ëmgesat, ënner anerem am Kosovo, dem Togo an dem Vietnam.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir iwwert d'Kooperatiounspolitik schwätzen, dann däerf a soll et och keen Tabu ginn. Da muss een och e Wuert iwwert déi demografesch Entwécklung vun eisem Planéit verléieren. De Moment liewe 7,8 Milliarde Leit op der Ærd. Am Joer 2100 wäerten et 10,9 Milliarde sinn. Ee Land, wat sech extreem, extreem, wéi gesot, entwéckelt, dat ass den Niger, do wou de Moment 200 Milliioune Leit liewen. An do gëtt gerechent, datt bis 2050 den Niger déi drëtthéchsten Awunnerpopulatioun wäert hunn.

Dowéinst ass et och wichteg, datt een deem Phenomeen Rechnung dréit. An ech weisen hei zum Beispill op den Tschad hin, den Tschad, dee schonn zënter Jore ganz geziilt Informatiounscampagnë mécht, wéi d'Familljeplanung soll ausgesinn. Mee duerfir ass och d'Bildung vu ganz grousser Wichtegkeet. An ech hunn nach ëmmer en Artikel an Erënnerung, en ass zwar elo scho sechs Joer al, aus der „Neuer Zürcher Zeitung" vun enger indescher Madamm, déi deemools geschriwwen huet - ech wëll kuerz doraus zitéieren, den Titel war „Bildung statt Kondome" -: „Frauen, die Zugang zu Bildung haben, können sich gegen äussere Zwänge wehren. Sie bestimmen selber über den Zeitpunkt ihrer Heirat und die Anzahl ihrer Kinder. Nicht weil sie eine Aufklärungsbroschüre gelesen haben oder gratis die Pille beziehen können, sondern im Wissen um die Folgen ihrer Entscheide."

Eemol méi gëtt do eng weesentlech Lanz fir d'Bildung gebrach, an ech mengen, dës Ausso kann een ouni Zweifel zu 100 % matdroen.

Ech wollt dann awer och nach kuerz ee Wuert iwwert d'Aide humanitaire hei verléieren. Ech mengen, déi maachen och plus ou moins 10 % vun de gesamten Depensen aus. Och doriwwer kéint een nach vill méi soen. Mee 75 % si jo fir urgent Fäll virgesinn, an dat ass och richteg esou.

Leider wäerten d'Katastrophen an deenen nächste Joren net ofhuelen, mee se wäerten éischter nach zouhuelen. Eleng scho bedéngt duerch de Klimawiessel riskéiere mer, nach eng Rei vun dramateschen Iwwerraschungen ze kréien. Duerfir ass et och gutt, datt mer esou en effikasse Programm ënner anerem wéi den emergency.lu elo hunn. Grad an der Aide humanitaire musse mer natierlech ganz flexibel sinn. An dat ass och gutt, datt mer do esou opgestallt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kooperatiouns- an d'Aide-humanitaires-Politik ass allerdéngs och zu engem gudden Deel ofhängeg vun den ONGen. An net méi spéit wéi gëschter Moien hate mer jo do e ganz interessanten Austausch mam Cercle vun den ONGen. Ech mengen, mir hunn der de Moment plus ou moins 91. Si geréieren ëmmerhin 16 % och vun der APD, dat ass jo net e klenge Betrag. An et muss ee ganz éierlech hei soen, ouni den Engagement vun deene villen ONGen hätt doudsécher d'Entwécklungspolitik net dee selwechte Stellewäert, virun allem an der Opinion publique dobaussen, well si bréngen u sech d'Entwécklungspolitik no bei d'Leit. Si maache se populär. Si maache ganz vill Aktiounen, wou se u sech d'Leit sensibiliséieren an drop opmierksam maachen, datt et wichteg ass, datt mer eng geziilten Entwécklungspolitik leeschten.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Natierlech, duerch d'Covidkris hunn elo an deene leschte Wochen a Méint och si eng Rei vu finanzielle Problemer kannt, virun allem well se eeben och eng Rei Aktivitéiten net konnten organiséieren, wou se normalerweis Recettë generéieren. A 25 % hunn zum Beispill an engem Sondage, deen de Cercle gemaach huet, geäntwert, datt si missten elo un d'Reserve goen an datt och d'Donen natierlech zréckgaange sinn. Dowéinst, an ech mengen, dat soll eng Ausso sinn, déi mer alleguerte solle matdroen, mir däerfen d'ONGen och an Zukunft net am Ree stoe loossen. Mir sollen och e Maximum maachen, fir d'ONGen ze ënnerstëtzen. Selbstverständlech ginn et do Krittären. Déi mussen och respektéiert ginn. Mee de Message soll sinn, datt d'ONGen, déi elo de Moment och an enger schwiereger Situatioun sinn, awer kënne mat enger gewëssener positiver Perspektiv an d'Zukunft kucken.

An ech wëll och am Numm vu menger Partei allen ONGen de Respekt fir hiren Engagement hei ausspriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Entwécklungspolitik huet eng laang Traditioun hei zu Lëtzebuerg! Et war 1974 bei der Regierungserklärung vum Här Gaston Thorn, wéi fir d'éischt am Fong geholl dee Betreff geschafe ginn ass.

M. Guy Arendt *(DP).*- E gudde Mann.

M. Gusty Graas *(DP).*- Den Här Arendt huet Recht, et war net nëmmen e gudde Mann, et war och nach e ganz gudde Staatsminister. Mee mir wëssen awer och, an do muss een awer och ganz éierlech sinn, datt d'Entwécklungspolitik net onbedéngt déi populäerst ass. Et mécht ee sech net onbedéngt dobausse beléift, wann een ëmmer op Problemer hiweist, déi ausserhalb vun eisem Land stattfannen, grad an dësen Zäiten!

Ech wëll mech elo net zum Interpreet maache vun deenen, déi virun allem d'sozial Medien notzen, fir da gewësse Kommentaren ze maachen. Ech géif och soen, déi gehéieren net heihinner. Mee mir sollen awer net naiv sinn a mengen, mir kriten ëmmer nëmmen op d'Schëller geklappt. Oft ganz au contraire!

An trotzdeem sinn ech der Iwwerzeegung, datt eng geziilten Entwécklungspolitik, och vun esou engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, am Endeffekt der ganzer Mënschheet zeguttkomme kann. An dat ass dee Message, deen een ëmmer erëm muss widderhuelen. Et mécht ouni Zweifel d'Welt méi staark. A grad elo, wou awer planetär Problemer ëmmer méi opkommen, sief dat de Klimawiessel, sief dat de Covid, wa mer do net alleguer zesummen un engem Strang zéien, da riskéiere mer, alleguer zesummen ënnerzegoen. An dowéinst gëtt et jiddefalls fir eis keng Alternativ zu där Entwécklungspolitik, déi mer de Moment wäerte maachen. Mir stinn och duerfir ganz kloer hannert den Iddien, hannert de Virgaben, déi d'Regierung ginn huet.

An ech wëll och ofschléissend dem Minister Franz Fayot Merci soen. Ech weess, en hat bis elo nach net vill Geleeënheet, sech um Niveau vun der Entwécklungspolitik ze demarkéieren, mengen awer, en esou gutt ze kennen, datt en eng human Astellung huet an datt e mat Sécherheet och an deenen nächste Joren, wou en d'Responsabilitéit iwwert dee Ressort hei huet, mat Engagement sech wäert do hierginn.

Ech wëll awer och profitéiere vun der Geleeënheet, fir der Madamm Lenert Merci ze soen. Si hat net allze vill Zäit, sech ze profiléieren op deem Gebitt, mee fir déi Zäit - an et huet een d'Chance jo gehat, e bësse méi enk heiansdo op engem Gebitt mat hir do zesummenzeschaffen - wëll ech hir och Merci soen. Mir brauchen um politeschen Niveau och Leit, déi de Wee weisen an déi dat aus Iwwerzeegung maachen. Et ass dat, wat zielt.

An an deem Sënn, wéi gesot, nach eng Kéier: D'Demokratesch Partei wäert och an Zukunft d'Regierung an hirem Beméien ënnerstëtzen, fir eng geziilten a gutt Entwécklungspolitik ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt, Här Graas!

Plusieurs voix.- Très bien! Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An als nächsten ageschriwwene Riedner hu mer déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat eiser Adhesioun zu der Agenda 2030 vun de Vereenten Natiounen an de 17 nohaltegen Entwécklungsziler, de sougenannten SDGen, hu mer eis ganz kloer dem Prinzip „leave no one behind" verschriwwen. Dobäi spillt d'Haaptzil vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, d'Bekämpfung vun der Aarmut, eng fundamental Roll. A well d'Aarmut eebe grad esou villschichteg ass, fale wéi bei den Nohaltegkeetsziler och all Aspekter mat eran, siefe se wirtschaftlecher, sozialer oder ekologescher Natur.

Mir kënnen et net genuch hei rappeléieren: Ville Mënschen, déi an der Aarmut liewen, bleift et verwiert, wat fir eis alleguerte selbstverständlech ass, ...

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

... den Accès zu Basisservicer a Gesondheetsleeschtungen, zu Liewensmëttelen, propperem Drénkwaasser, e Recht op Ausbildung an en Zougang zum Aarbechtsmaart, Chancëgläichheet a Rechtsstaatlechkeet. Dofir verwonnert et och net, dass zu de prioritären Theemen an der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik den Accès zu soziale Basisservicer, den État de droit, déi sozioekonomesch Integratioun vu Fraen a Jonken, eng inklusiv Gouvernance an de Renforcement vun de Capacitéiten op allen Niveaue gehéieren an domat all d'Dimensioune vun der Nohaltegkeet ofdecken. Wann ee gesäit, wivill Aarbecht, Efforten a perséinlechen Engagement um Terrain verlaangt sinn, fir an enger partnerschaftlecher Approche Projeten ëmzesetzen, déi de Mënschen zeguttkommen, fir effikass a professionell ze schaffen an dobäi och nach innovativ a reaktiv ze sinn, da kann ee sech bal net virstellen, wéi dëst a Krisenzäiten iwwerhaapt méiglech ass.

Här President, dëst Joer komme mer net derlaanscht, fir d'Entwécklungszesummenaarbecht och am Kontext vun der Covid-19-Pandemie ze betruechten. D'Pandemie huet ganz wäitreechend Follge fir déi sanitär a sozial Systemer an den Entwécklungslänner a se trëfft, wéi et ëmmer ass, déi Vulnerabelst, déi Schwächst an déi Ærmst am häertsten.

D'Pandemie menacéiert och, d'Fortschrëtter, déi dës Länner an deene leschte Jore verzeechne konnten, a Fro ze stellen oder komplett réckgängeg ze maachen. Besonnesch dramatesch gesi mer dat an de Beräicher Gesondheet, Educatioun oder Ernärungssécherheet. A gläichzäiteg kënnt duerch déi weltwäit Covid-19-Kris, an dat ass fir d'Länner a fir d'Mënschen eng richteg Katastroph, och d'Ëmsetzung vun den SDGen a Verzuch, mat ganz dramatesche Konsequenzen.

D'Weltbank seet viraus, an ech mengen, et huet een déi Chifferen hei scho genannt, dass den Taux vun der globaler Pauvretéit fir d'éischt zënter 20 Joer erëm an d'Luucht wäert goen. Laut hiren Estimatioune kéinten an den nächste Jore bis zu 100 Milliioune méi Leit an d'Aarmut falen. Am Ganze wieren dat iwwer eng hallef Milliard Mënschen, déi an extreemer Pauvretéit géife liewen. D'Universitéit vun de Vereenten Natioune geet souguer vu 580 Milliioune Mënschen aus.

An engem vun eise Partnerlänner, dem Burkina Faso, deem seng Entwécklung vu Sécherheetsdefien, Natur- a Klimakatastrophen elo scho geprääagt ass, goung d'Zuel vun deenen, déi Honger leiden, vun 1,2 op 3,3 Milliioune Leit erop. De Cercel vun den ONGen, déi gëschter bei eis an der Kommissioun waren, huet confirméiert, dass et enorm Erausfuerderungen an den Entwécklungslänner gëtt, an dat och an eise Partnerlänner.

Eent ass sécher: Dës aussergewéinlech Situatioun verflicht eis, verstäerkt Solidaritéit géigeniwwer deene Länner ze weisen, déi nach vill méi haart vun der Pandemie getraff gi wéi mir, ënner hinnen eebe grad eis laangjäreg Partnerlänner vun der Kooperatioun.

Eist Land huet schnell reagéiert an eng ganz Rei vu spezifesche Mesurë geholl, fir op dee spezielle Kontext ze reagéieren. Verschidde Fonge vun der Kooperatioun goufen ëmorientéiert a konnte vill méi flexibel genotzt ginn, fir d'Konsequenze vun der Pandemie an eise Partnerlänner e bësse méi ofzefiederen.

Sou goufen zum Beispill 200.000 Euro fir de Ministère de l'Action humanitaire am Niger mobiliséiert, deen e richtege Preventiouns- a Sensibiliséierungsplang ausgeschafft huet. Och si mer op multilateralem Niveau verschiddenen Appellen, ënner anerem vun der Croix-Rouge oder der OMS, nokomm an hunn 3,5 Milliounen Euro zum Global Humanitarian Response Plan bäigesteiert.

Et ass wichteg, dass d'Efforten esou koordinéiert wéi méiglech sinn op europäeschem Niveau, mee och weltwäit. Der OECD no ass déi strateegesch Ausriichtung vun der APD deelweis nach méi wichteg wéi de Volume selwer. Si recommandéiert, virrangeg d'Gesondheetssystemer an den Accès zu soziale Servicer ze ënnerstëtzen.

Fir d'LSAP, an dat ass heibanne gewosst, ass eng performant Gesondheetsversuergung eng fundamental Viraussetzung, fir déi nohalteg sozioekonomesch Entwécklung vun engem Land iwwerhaapt kënnen ze steieren. E staarke Sozialsystem ass a bleift fir eis eng Grondviraussetzung, fir Aarmut, Vulnerabilitéit an Ongläichheet ze verréngeren an inklusive Wuesstum, sozial Kohäsioun a politesch Stabilitéit ze förderen.

An deem Sënn ënnerstëtzt eist Land déi sougenannte „social protection floors", also Mindestgarantië vu sozialer Sécherheet, fir eebe grad den Accès zu Grondservicer ze assuréieren. Als Beispill wëll ech op e Projet hiweisen, dee mer zesumme mat der OIT maachen, fir a Südostasien eng Extensioun vun der sozialer Sécherheet am Gesondheetswiesen ze erreechen, e Projet, wou mer iwwer 2,6 Milliioune bäisteieren an deen nach bis 2021 leeft.

A mat eiser Ënnerstëtzung vum Universal Health Coverage Project vun der OMS droe mir ganz substanziell dozou bäi, fir eis Partnerlänner a Westafrika an de Laos ze ënnerstëtzen. D'Gesondheet steet deemno ganz staark am Fokus vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht a mécht iwwer 11 % vun eiser gesamter bilateraler APD aus. Dat ass vill! Am Laos sinn et souguer 41 % an am Senegal 24 %, déi ganz am Zeeche vun der Santé stinn.

Dass d'Gesondheet och op internationalem Plang nach vill méi an de Fokus réckele muss, dat huet d'Pandemie, déi mer grad erliewen, nach vill méi kloer bewisen. Mir brauchen eng multilateral Approche fir eng normbaséiert Kooperatioun. An dofir wäerte mir d'OMS och weiderhin a verstäerkt ënnerstëtzen.

Am Juli huet de Minister en neie Partenariat, e strateegesche Partenariat, dee pluriannuel ausgeriicht ass, ënnerschriwwen - en huet dat och hei haut gesot -, wou d'Stäerkung vun de Gesondheetssystemer an den Accès zu qualitativ gudde Servicer an Traitementer eng zentral Roll spillen.

Mir gehéieren zu den Top Ten „Care Volontary Donors". An doriwwer eraus renouveléiere mer eise finanziellen Engagement fir de Global Fund am Kampf géint Aids, Tuberkulos a Malaria. Mir sinn a bleiwen ee vun de gréissten Donateure pro Kapp op der Welt, an dat ass gutt esou. Jo, mir iwwerhuelen als Land eis Responsabilitéit. Do gëtt et keen Zweifel drun an dobäi kënnt der APD natierlech eng zentral Bedeitung zou.

Fir déi, déi et nach misste mat Iwwerzeegung gesot kréien, huet d'OECD eng historesch Analys gemaach, déi weist, dass d'APD fir Entwécklungslänner grad a ganz besonnesch an enger Wirtschaftskris, a mir si manifestement matten an enger Wirtschaftskris dran, eng extreem wichteg extern Ressource ass, souzesoen en antizyklescht Element, ëmsou méi well aner Ressourcë komplett ewechbriechen.

Eist Land hält weiderhin an ausdrécklech och an dëse Krisenzäiten un eisen 1 % vum RNB fest a bleift domat en enorm fiabele Partner, dee seng Engagementer alleguerten erfëllt. A well et an de leschten Deeg vill Konfusioun ronderëm de Budget gouf, ware mir och dem Ressortminister ganz dankbar, dass en hei Prezisioune ginn huet an domat d'Situatioun ganz kloergestallt huet.

Wann ee vun deem Montant ausgeet, dee mir dëst Joer trotz Covid-19 konnten ausginn, dann hu mir fir dat kommend Budgetsjoer eng Hausse vun 12 Milliounen op eis gesamt APD. A Gläiches gëllt fir déi humanitär Hëllef, déi ëm bal 8 % gehéicht gëtt. Se gouf allerdéngs, an dat huet warscheinlech och nach zur Konfusioun bäigedroen, an de Fong vun der Coopération au développement eragesat, wat eis méi Flexibilitéit gëtt an eis et erlaabt, méi reaktiv op d'Besoine vun eisen internationale Partnerorganisatiounen ze sinn.

Tatsaach ass, dass mir zënter 2009 Joer fir Joer an ouni Ausnam 1 % vun eisem RNB fir d'APD ausginn. Déi grouss Majoritéit vun de Länner ass wärenddeems nach wäit ewech vun iwwerhaapt deenen international ugestrieften 0,7 %. Eis national APD-Kontributioun ass wichteg, dat ass onbestridden. Mee global gesi kënne mir de wierklechen Ënnerscheed eigentlech eréischt da maachen, wann och aner Länner hir APD héichhalen a méi no un déi 0,7 % eruréckelen.

Eis géif dofir interesséieren, ob de Minister Indikatiounen huet, wéi d'APD sech an dëse Krisenzäiten an aneren europäesche Länner oder OECD-Länner entwéckelt. Dat ass an eisen Aen eng ganz wichteg Fro.

Fir 2020 louchen déi reell Depensë vun der Lëtzebuerger Kooperatioun bei beachtlechen 391 Milliounen. Domat ënnerstëtze mer virun allem Projeten an de westafrikanesche Staate Burkina Faso, Cap Vert, Mali, Niger a Senegal. Donieft engagéiere mer eis am Laos a bis op Weideres am Nicaragua, ënnerstëtzen awer och Projeten a Länner wéi dem Afghanistan, Vietnam oder El Salvador.

Doriwwer eraus hate 94 Associatiounen, déi zum gréissten Deel sur place a bei de Leit um Terrain schaffen, en Accord mam Ausseministère. Ech muss Iech éierlech soen, dass ech dat fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg impressionnant fannen, wat mir do alles leeschten.

Jo, Lëtzebuerg huet en exzellenten Numm an der Entwécklungszesummenaarbecht, en Engagement, fir dee mer och international ganz vill Unerkennung ëmmer kréien. 2018 huet de Ministère eng nei Strategie ausgeschafft, déi eis e ganz pertinente Kader

fir eis Aarbecht gëtt. An do ass d'Mise en œuvre vun der Agenda 2030 eeben eng ganz zentral Ausriichtung derbäi.

D'Haaptzil vun eiser Politik, d'Eradikatioun vun der extreemer Pauvretéit, déi, wéi ech et scho gesot hunn, weider zouhuele wäert, muss och weiderhin un éischter Plaz stoen. Och an Zukunft wäerten d'Aidë virrangeg an de cibléierte Beräicher vun der Santé, der Educatioun an der Formation professionnelle, dem Développement local a bei der Gouvernance leien. Et ass eng Politik, déi wierklech laangfristeg ausgeriicht ass an déi probéiert, zesumme mat eise Partner eppes um Terrain opzebauen an d'Prioritéiten an d'Besoine vun de Mënschen en compte ze huelen an d'Projete lokal ze verankeren.

An déi Philosophie vun der lokaler Verankerung, déi leeft wierklech wéi e roude Fuedem duerch eis gesamt Kooperatiounspolitik. Iwwregens gouf eis APD d'lescht Joer vum Overseas Development Institute op Plaz 1 vum Principled Aid Index gesat, wat ausseet, dass eis Aide net op eegen Interêten oder op kuerzfristeg definéiert Ziler ausgeluecht ass, mee effektiv déi Länner, déi et am meeschte brauchen, laangfristeg op hirem Wee ënnerstëtzt.

Eis Approche huet sech also bewäert an dofir sollte mer se bäibehalen. An ech wéilt och gären an deem Zesummenhang, fir eisen Engagement ze reiteréieren, eng Motioun deposéieren. A wann de Gusty mer elo nach seng Ënnerschréft dropgesat huet, dann dréit se elo net nëmme seng Ënnerschréft, mee och déi vun der Madamm Empain a vum Här Galles a vu mir selwer.

An ech soen hinne Merci a géif se dann och bei lech, Här Chamberspresident, deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'engagement de longue date du Luxembourg en matière de coopération au développement ;

- considérant que le Luxembourg consacre 1 % du Revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD) depuis 2009 ;

- considérant que l'Accord de coalition 2018-2023 réaffirme cet objectif ;

- considérant que la pandémie du Covid-19 constitue un défi d'autant plus grand à relever pour les pays en développement ;

- considérant que la pandémie du Covid-19 creuse les inégalités et touche les populations vulnérables de manière disproportionnée ;

- considérant que la pandémie a des impacts directs considérables sur la population, par exemple à travers des pertes de revenus, la fermeture des écoles, une dégradation des soins de santé, etc. ;

- considérant que la pandémie risque de compromettre les acquis en matière de développement des pays en développement ;

- estimant que seule l'action collective, basée sur la solidarité internationale, permettra d'affronter la pandémie et ses répercussions de manière efficace ;

- estimant qu'il incombe à la communauté internationale d'aider les pays en développement dans la lutte contre la pandémie ;

- soulignant l'importance que revêtent les ONG dans la coopération au développement luxembourgeoise et affirmant qu'elles devront pouvoir réaliser leurs projets et disposer d'une certitude de planification ;

- considérant que les recettes des ONG risquent de diminuer à la suite d'une baisse des dons dans le contexte de la pandémie ;

- soulignant que les retards affectant certains projets à la suite de la pandémie ne doivent en aucun cas s'amplifier ;

- estimant qu'il faut veiller à la cohérence des politiques pour ne pas remettre en cause les effets positifs de notre coopération au développement ;

- saluant le fait que le Luxembourg continue à consacrer 1 % du RNB à l'APD dans le contexte de la crise sanitaire ;

- saluant également les initiatives prises par le Gouvernement en matière de coopération au développement pour répondre à la pandémie, y compris la réorientation de fonds pour réagir aux nouveaux besoins surgis dans le contexte de la crise sanitaire et la flexibilité accrue accordée aux ONG pour réallouer des fonds à des projets liés au Covid-19,

invite le Gouvernement à

- rester fidèle à son objectif de consacrer 1 % du RNB à l'APD même dans le contexte d'un budget de l'État limité ;

- veiller à assurer une augmentation de l'APD en 2021 par rapport à 2020, en relation avec l'évolution projetée du RNB ;

- continuer la mise en œuvre de la stratégie « En route vers 2030 », tout en maintenant un échange étroit avec les partenaires nationaux et internationaux concernés ;

- maintenir une flexibilité dans la mise en œuvre de l'APD afin de pouvoir réagir aux conséquences de la pandémie et d'autres urgences qui pourraient se présenter et de soutenir ainsi les populations les plus vulnérables à travers le monde ;

- s'engager sur les plans européen et international en vue d'encourager un maximum de pays à se rapprocher de l'objectif visant à consacrer 0,7 % du RNB à l'aide publique au développement ;

- continuer à soutenir le travail des ONGD comme un pilier important de la mise en œuvre de l'APD luxembourgeoise ;

- veiller à la cohérence des politiques.

(s.) Lydia Mutsch, Stéphanie Empain, Paul Galles, Gusty Graas.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, zousätzlech zu der aktueller allëmfaassender a wierklech omnipresenter Covid-19-Pandemie kënnen an dierfe mir d'Aen net zoumaache virun deene villen anere Krisekonflikter an ëmmer méi heefeg och Naturkatastrophen, déi eis Welt rëselen an eng nohalteg Entwécklung zousätzlech erschwéieren, heiansdo richteg onméiglech maachen. An dobäi dréit grad déi nohalteg Entwécklung derzou bäi, fir d'Resilienz ze erhéijen, wat mer jo gären hätten, fir d'Konfliktpotenzial ze reduzéieren a Stabilitéit ze förderen.

An eisen Ae sinn nohalteg Entwécklung, Sécherheet an de Respekt vu Mënscherechter enk matenee verbonnen.

An enger éischter Phas ass et natierlech ëmmer wichteg, dass mer do, wou Urgencë sinn, wou eis Hëllef ganz schnell gebraucht gëtt, och direkt kënnen hëllefen. An dofir soll déi humanitär Hëllef och eng Prioritéit bleiwen. Se kënnt an dësem Debat heiansdo ze kuerz, awer zu Onrecht, wéi mir fannen. Well et ass wierklech beonrouegend, dass d'Zuel vun de Mënschen, déi eis Hëllef brauchen, vu Joer zu Joer a weltwäit ëmmer weider klëmmt an d'Ënnerscheeder tëscht deene Wéinegen, déi vill hunn, an deene Villen, déi bal näischt hunn, ëmmer méi grouss ginn. Muss dat eng Fatalitéit sinn?

Et gëtt geschat, dass 2020 iwwer 168 Milliounе Mënschen humanitär Hëllef a Protektioun brauchen. Dat ass eng Persoun vu 45 weltwäit an domat déi héchsten Zuel zënter Laangem.

A wa mer de Klimawandel an d'Grondursaache vu Konflikter net an de Grëff kréien, da kéint dës Zuel 2022 op iwwer 200 Milliounе weider an d'Luucht goen, a gläichzäiteg ass d'Zuel vun deene Leit, déi vun enger akuter Ernärungsonsécherheet betraff sinn, esou héich wéi scho laang net méi. 2019 waren et dem „Global Report on Food Crises" no ronn 135 Milliounе Mënschen. Den Haaptgrond bleiwen d'bewaffnet Konflikter, och wann extreem Wiederverhältnisser a wirtschaftlech Schocken ëmmer méi eng grouss Roll spillen.

Mir begréissen an deem Kontext, dass de Friddensnobelpräis dëst Joer un de „World Food Programme" gaangen ass, wat ënnersträicht, wéi wichteg de Kampf géint den Honger fir de Fridden ass. Effektiv ass Honger eng Folleg vu Krich a gëtt oft als Waff agesat. Mee Honger an Ernärungsonsécherheet kënnen och zum Ausbroch vu latente Konflikter féieren a Gewalt ausléisen. Dee Cercle vicieux gëllt et ze briechen, an dofir ass et och esou wichteg, un der humanitärer Hëllef festzehalen, well mer domat net nëmme Liewe retten, mee och Leed verréngeren a Perspektive schafen.

Wichteg ass et och, dass mer d'Krisesituatioun an hire verschiddene Cyclë begleeden. Dofir viséiert jo eis humanitär Hëllef och dräi Voleten, déi de verschiddene Cyclë vun der Kris Rechnung droen: déi urgent Aide, d'Rehabilitatioun respektiv d'Rekonstruktioun, mee och d'Preventioun an d'Resilienz, fir neie Krise virzebeugen.

2019 huet Lëtzebuerg virun allem a Syrien an an der Sahel-Regioun gehollef, mee och am Kader vun der Refugiéskris vun de Rohingya am Bangladesch, am Jemen an am Südsudan. Dëst si Krisen, déi mer net aus den Aen dierfe verléieren, well si sinn alleguer nach net eriwwer.

Ech wéilt hei ënnersträichen: Dëst si politesch, mënschegemaachte Krisen, déi dofir och just politesch kënne geléist ginn! Humanitär Hëllef ass immens wichteg, fir an der Urgence de Mënschen ze hëllefen. An awer ass et just eng temporaire Plooschter fir eng déifgräifend politesch Wonn. En nohaltege Fridden erreeche mir just, wann d'Kris um politeschen Niveau geléist gëtt. Dofir ass et an eisen Aen ëmsou méi wichteg, dass eis gesamt Aussepolitik engagéiert ass a bleift. An dofir musse mer eis Approche vun den dräi „D" - Diplomatie, Developpement an Defense - bäibehalen a weiderhi konsequent op internationalem Niveau Initiativen ënnerstëtzten, fir dës Konflikter ze léisen.

Positiv fanne mir och, dass Lëtzebuerg dëst Joer der „Humanitarian Quality Assurance Initiative" bäigetrueden ass, wou mer eis verflichten, Daten ëffentlech ze maachen, wéi mer eis Aiden affektéieren ënner rigouréisen Transparenzstandarden. Och dat ass ganz wichteg.

E Wuert zu emergency.lu, wou mer zesumme mat der SES, HITEC an der Air Rescue e Projet op d'Bee gestallt hunn, fir a Krisesituatiounen d'Kommunikatioun an doduerch och d'Koordinatioun tëscht den Acteuren um Terrain ze verbesseren. Dëse Projet konnt ënner anerem a Syrien, am Südsudan, an Nigeria an a Venezuela agesat ginn, fir um Terrain ze hëllefen. Dee Projet leeft 2020 aus. Kann de Minister eis eventuell Opschloss ginn, wéi et weidergeet mat deem Projet an ob en neien Accord schonn an der Maach ass?

Här President, ech hu scho virdrun ugedeit: Eleng erreeche mer näischt an ouni Partner geet et net! Dofir e Wuert zu eise Partner. Mir hunn zu Lëtzebuerg definitiv eng multipartenarial Approche. An dat muss och esou sinn. Eis Entwécklungszesummenaarbecht gëtt op verschiddenen Niveauen a mat verschiddene Partner ëmgesat. 71 % ginn un déi bilateral Kooperatioun an déi restlech ginn an déi multilateral Entwécklungszesummenaarbecht. Eng 16 % gi vun ONGe geréiert, sief dat CARE oder Croix-Rouge, Caritas, ADS (ndlr: Aide au Développement de la Santé), ADA (ndlr: Auto-Développement Afrique) oder Handicap International. Dat sinn also alles wierklech wichteg Partner. Am multilaterale Beräich sinn dat virun allem d'OMS, den UNFPA, dat ass déi Agence, déi sech bei der UNO ëm d'Santé sexuelle et reproductive këmmert, an d'Unicef. An am Vierdergrond stinn eeben ëmmer Programmer am Beräich vun der Santé maternelle, infantile, néonatale, der Éducation nutritionelle, dem Kampf géint déi chronesch Malnutritioun, fir nëmme si hei opzezielen.

Stéchwuert EU. Do wëll ech awer nach eppes derzou soen an och froen. Hei ass jo eng Neiorientéierung vun der Struktur vum externen Aktiounsbudget an en eenzegt Instrument geplangt, den NDICI (ndlr: Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument). Et muss an eisen Aen assuréiert sinn, dass mer genuch Mëttelen hunn, fir eng ambitionéiert Aussepolitik an Entwécklungszesummenaarbecht iwwerhaapt maachen ze kënnen. Do hat déi däitsch Presidence jo ugekënnegt, fir wëllen e Gesamtkonzept virzestellen. Kënnt Dir eis vläicht soen, Här Minister, wou mer do dru sinn a wou déi nächst Etappe sinn?

E Kärstéck vun eisem Reseau sinn natierlech eis bilateral Partnerlänner. Vun hinnen ass scho vill geschwat ginn. Dofir wëll ech dat net widderhuelen. Mee déi Relatioune sinn heiansdo wierklech ganz schwéier, wéi zum Beispill am Mali oder am Burkina Faso, wou d'Situatioun fragill ass an d'Sécherheet vun der Populatioun an domat och vun eise Leit um Terrain net ëmmer garantéiert ass.

Ech wëll awer wierklech an deem Zesummenhang den exemplareschen Engagement vun eiser nationaler Agence LuxDev ervirsträiche fir déi remarkabel Aarbecht, déi si um Terrain maachen. A Gläiches gëllt fir den onermiddlechen Asaz vun den ONGen, ouni déi mer näischt ausriichte kënnen. Hinnen all gehéiert mat all hire Memberen, Mataarbechter a Benevollen eisen onageschränkte Respekt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert elo méi spezifesch op de Laos agoen, well ech, wéi et hei scho vu mengem Kolleeg Gusty Graas gesot ginn ass, d'Chance hat, d'lescht Joer am Kader vun enger Visitt vun der deemoleger Ministesch - vun der deemoleger Kooperatiounsministesch, well Ministesch ass se nach ëmmer - an enger Chambersdelegatioun eis Efforten am Land op der Plaz ze gesinn.

Eise véierte PIC, deen 2020 ausleeft, dee leet jo e ganz grousse Wäert op d'Gouvernance inclusive. D'Gouvernance inclusive, dat ass e Schwéierpunkt vun eiser Strategie a ganz wichteg am Kontext vun der nohalteger Entwécklung. Am Laos, wou Lëtzebuerg sech zënter 1997 engagéiert, gëtt et eng besonnesch gutt Illustratioun vun engem Projet, deen an déi Richtung geet an dee mir mam ILSTA, dem Institut for Legal Support and Technical Assistance, realiséieren.

Fir d'éischt awer nach e puer Wierder zum Laos. Et ass e klengt Land a Südostasien, knapp 7 Milliounen Awunner, iwwer 65 % wunnen a ruralen, zum Deel ganz entleeëne Géigenden. Vun offizieller Säit heescht et, dass 23 % an der Aarmut liewen. Als Moosskrittär gi vun der Regierung 70 Cent op de Kapp ugesat. De Philip Alston, dat ass den UNO-Rapporter fir extreem Pauvretéit a Mënscherechter, dee schätzt, dass ronn 80 % mat manner wéi 2,5 Dollar pro Dag liewen, wat nach eng ganz aner Realitéit erëmspigelt.

Trotzdeem ass déi wirtschaftlech Entwécklung am Laos rasant, virun allem bedéngt duerch hir Mineral- a Waasserkraaftressourcen. An dofir huet dat Land och dat deklaréiert Zil, fir sech vun engem „least developed country" zu engem „upper middle income country" ze entwéckelen. Zweifelen dorunner sinn awer duerchaus ubruecht. Politesch gesinn hu mer et mat engem Eeparteiestaat ze dinn, dee bis elo eng gewësse Retizenz gewisen huet, fir grouss Reformen iwwerhaapt ëmzesetzen.

Wéi a villen aneren asiateschen an afrikanesche Länner ass och am Laos den Afloss vu China beim Ausbau vum Land, virun allem bei den Emprunten an den Investitioune ronderëm déi breet ugeluechten Transportinfrastrukturen, absolutt net ze iwwersinn. An dat hu mir och sur place festgestallt. Vun de virprogramméierten an zum Deel scho spierbaren Ëmweltschied duerch d'Baue vun iwwerdimensionéierten Dämm oder Renaturatiounen oder Monokulturen oder Relokalisatiounen elo mol guer net ze schwätzen. Et freet ee sech, ob dëst mat der deklaréierter Absicht vum Laos, fir op Ekotourismus ze setzen, iwwerhaapt vereinbar ass.

Korruptioun, jo, dat ass en Theema. Mee et happert awer bei der Ëmsetzung. Et gi Reegelen a Gesetzer. Mee d'Problemer ginn awer net méi kleng, mee éischter méi grouss. An esou ass et zum Beispill an Zesummenaarbecht mat dem virdru genannten ILSTA gelongen, dass et zënter 2019 e Code pénal a gebündelter Form am Laos gëtt. Fir eis eng Selbstverständlechkeet, mee dohannen net.

A firwat zielen ech dat hei? Majo, well dat mech impressionéiert huet a well mer domat de Laos ënnerstëtzen, fir Fundamenter fir d'Rechtsstaatlechkeet opzebauen, déi an deem Land an a villen anere Länner esou batter feelt. A gläichzäiteg ass dat eng wäertvoll Ënnerstëtzung, fir d'Korruptioun an déi organiséiert Kriminalitéit ze bekämpfen. Well wéi soss wëllt ee géint Verbriechen an Ongerechtegkeeten, géint Korruptioun, Mënschenhandel oder Ëmweltdelikter virgoen, wann een net op juristesch Texter kann zréckgräifen oder keng Beweislaascht ka féieren?

Et ass iwwregens net anescht am medezinnesche Beräich, wou mer am Laos jo och ganz aktiv sinn. Wéi soll een eng Basisversuergung vun der Populatioun assuréieren, d'Kannerstierflechkeet an d'Stierflechkeet vun de Frae bei der Gebuert bekämpfen oder Epidemien an de Grëff kréien, wann déi elementar Reegele vun der Hygiène net applizéiert a respektéiert kënne ginn, wa keng Fachkenntnisser vermëttelt ginn a keng professionell Infrastrukturen do sinn? Och hei e Beispill vun engem gelongene Projet - et ass hei schonn erwäänt ginn -, d'Maria-Teresa-Spidol, eng richteg Packageinfrastruktur mat Gesondheetsversuergung, Educatioun, Formatioun. An déi entaméiert Renovatioun, Här Minister, ass a mengen Ae wierklech noutwendeg a méi wéi begréissenswäert.

Ganz wichteg ass an eisen Aen och déi Lëtzebuerger Participatioun un den Efforts de déminage vun net explodéierte Streebommen. Dat ass eppes ganz Dramatesches. Do schaffe mir zënter 1999 mat, hu schonn iwwer 4 Milliounе bäigeluecht. 90 % vun den Affer vun deene Bommen, déi ongeplangt explodéieren, sinn Zivilisten, vill vun hinne Jonker a Kanner. A wann een d'Envergure vun deem Phenomeen kennt - et gëtt geschat, dass wärend dem Vietnamkrich iwwer zwou Milliounen Tonnen u Bommen iwwert dem Laos erofgeheit goufen - a sech dem enorme Schued bewosst ass, deen dës onexplodéiert Bommen u Mënsch a Land haut nach uriichten, da sinn ech einfach der fermer Iwwerzeegung, dass mer eisen Engagement net nëmme weiderféieren, mee eis Participatioun un deem Programm augmentéiere sollen.

Här President, zum Ulooss vum internationalen Day of the girl den 11. Oktober huet d'Unicef, UN Women a Plan International de Punkt iwwert d'Inegalitéite gemaach, deene Fraen a Meedercher an aarmen an ënnerentwéckelte Länner weiderhin trotz substanzielle Verbesserungen an de leschte 25 Joer nach ëmmer ausgesat sinn.

Weltwäit hunn iwwer 40 % vun de Meedercher keen Accès zur Contraceptioun. Mangel un Informatiounen, Autonomie an u Moyenen a gesellschaftlech Stigmatisatioun verfestegen dës Situatioun nach. Iwwer 16 Milliounе Meedercher tëscht sechs an eelef Joer wäerte bei der aktueller Tendenz zousätzlech ni eng Primärschoul kënne besichen. An den afrikanesche Länner südlech vun der Sahara kënne méi wéi ee Véierel vun de jonke Meedercher net liesen an net schreiwen.

Ech wëll als weider Diskriminatioun déi forcéiert Bestietnisser vu Kanner a jonke Meedercher nennen. Eleng am Laos gi 35 % vun de Meedercher bestuet, ier se 18 Joer hunn, 9 % souguer mat manner wéi 15 Joer. Domat huet de Laos deen héchste Pourcentage vu Kannermariagen am ganze südostasiateschen a pazifesche Raum.

Wann ee mat de Leit um Terrain schwätzt, da kritt ee genuch Beispiller, firwat sech d'Situatioun nëmmen esou lues verbessert. Vill Dierfer sinn esou entleeën, dass de Wee an d'Schoul wäit ass an den ëffentlechen Transport net zouverlässeg ass oder iwwerhaapt keen do ass.

Och bei den Ausbildungsstrukturen, déi zum Deel mat Lëtzebuerger Hëllefsmëttelen opgeriicht gi

sinn, stelle sech praktesch Problemer, déi eis oft guer net bewosst sinn. Wa keng sekuriséiert Schlofgeleeënheete ronderëm dës Strukture sinn, déi oft ronderëm gréisser Stied ugesidelt sinn an oft wäit ewech sinn, dann traue sech vill Leit aus de ländleche Géigenden net, hir Kanner a virun allem hir Meedercher dohin ze loossen, fir se net der Gefor auszesetzen, ugegraff, violéiert oder zur Prostitutioun gezwongen ze ginn.

Dofir mussen a mengen Aen Ausbildungsstrukturen zum Beispill am medezinnesche, paramedezinneschen oder am touristesche Beräich méi aktiv als Packagestruktur geplangt an en place gesat gi mat zousätzleche Moyenen, fir d'Sécherheet vun de jonke Leit a besonnesch de jonke Meedercher ze garantéieren.

Fir meng Partei, an dat hu scho vill Virriedner hei an änlechen Debate gesot, ass d'Educatioun vun de Meedercher vun zentraler Bedeitung fir hir perséinlech Entfalung, fir hinnen e besseren Accès zum Aarbechtsmaart ze erméiglechen, fir hinnen eng Positioun an eng Stëmm an der Gesellschaft ze ginn, awer och, fir besser Perspektive fir déi kommend Generatiounen ze schafen. Resultat: méi Gerechtegkeet, méi equitabel Gesellschaften, mee och méi staark a resistent Ekonomien. An ech sinn dem Minister immens dankbar, dass en esou e groussen Accent op deen Theema gesat huet.

-Hei zu Lëtzebuerg wësse mer, dass d'Chancëgläichheet vu Fraen a Männer eng transversal Dimensioun huet an als solch an all eis Politicken erafléisse muss. Dës Demarche passt och bei eis feministesch Aussepolitik. Deen Term ass net vu mir, mee vum Jean Asselborn aus senger aussepolitescher Deklaratioun vun 2019. Eis Regierung steet do iwwregens net eleng, Beispill Caritas, déi den Gender Mainstreaming an all hire Projeten applizéiert, oder déi vill ONGen, déi Projeten um Terrain hunn, fir den Empowerment vun de Frae virunzedreiwen, sief et Schoulen, déi gebaut ginn, oder Mikrofinanzentreprisen oder kleng Commercë fir Fraen an deene Länner. Zu all deene Mesurë sti mir, a meng Partei ass ganz kloer vun där Politik iwwerzeegt.

Eist Land kann och houfreg drop sinn, dass mir duerch eisen Don vu 5 Milliounen als éischten internationalen Donateur zum Bau vum Panzi-Spidol vum Dokter Mukwege am Oste vun der demokratescher Republik vum Kongo bäidroen. Dëst Spidol spillt eng ganz wichteg Roll bei der Prise en charge vu Vergewaltegungsaffer, dëst an enger Regioun, wéi op villen anere Plaze vun der Welt, wou Viollen nach ëmmer als Waff a Konflikter agesat ginn.

Fakt ass: Frae sinn an deene Länner a Regiounen, iwwert déi mir haut schwätzen, oft aus ganz villschichtege Grënn méi vulnerabel an dofir och méi staark vun der extreemer Pauvretéit betraff. Fir dass si bei der Gestaltung vun hire Länner kënne participéieren, ass a bleift et dofir ganz wichteg, déi sozioekonomesch Integratioun vu Fraen als thematesch Prioritéit an eiser nationaler Strategie bäizebehalen.

Sensibilisatioun spillt heibäi natierlech eng wichteg Roll, genee wéi de Respekt vu lokalen Traditiounen. Dat si mer eis natierlech bewosst. Et ass en Equiliber, deen een ëmmer op en Neits muss fannen. Dat ass elo de Spagat tëscht eisen Ambitiounen an de Realitéiten um Terrain. Mee et féiert awer kee Wee dolaanscht! Well wéi soss sollt et eis geléngen, dass méi Fraen an alle gesellschaftleche Beräicher och an der Gouvernance vu Projete matmaachen, matplangen a matbestëmme kënnen?

Wéi soss sollt et eis geléngen, fir Stereotyppen ze bekämpfen, wat scho bei eis an engem räichen a gutt entwéckelte Land wéi Lëtzebuerg net einfach ass? A wéi soss solle mir d'Ongläichheete bei der Bezuelung a bei der Behandlung vu Fraen a jonke Meedercher op hirer Aarbechtsplaz ugoen an derfir suergen, dass et keng Roll dierf spillen, ob een als Jong oder als Meedchen op d'Welt kënnt, fir sech dee Liewensprojet opzebauen, deen ee fir sech selwer als richteg empfënnt?

Une voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir befannen eis an enger Zäit vu ganz groussen Ëmwälzungen, an d'Erausfuerderungen an d'Besoinen ännere kontinuéierlech, an dofir ännere se och fir eis Aarbecht a fir déi vun eise Partner.

De Marc Angel hat d'lescht Joer op dëser Tribün gesot, dass et wichteg ass - ech zitéieren -, „sech net op Gemaachtem auszerouen, mee am Géigesaz nei Usätz ze sichen, sech un déi nei Kontexter unzepassen an innovativ Léisungen ze fannen". Dës Ausso ass nach ëmmer richteg a war vläicht nach ni esou aktuell wéi haut.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Ech denken, dass mer hei um gudde Wee sinn, a wëll kuerz op zwee Beispiller agoen, nämlech Klima/Energie an Digitalisatioun.

De Klimawandel huet elo schonn en enormen Impakt op eis Partnerlänner, virun allem um afrikanesche Kontinent. A mengen Ae geet et och drëms, fir si, déi relativ gesi wéineg zur aktueller Klimasituatioun bäigedroen hunn, bei der Offiederung vun den negativen Impakter vum Klimawandel ze ënnerstëtzen, hinnen awer och gläichzäiteg zur Säit ze stoen, fir eng nohalteg Entwécklung an hire Länner ze erméiglechen, déi d'Klima an d'Ëmwelt net ze vill belaascht.

Besonnesch interessant ass hei den neie PIC „Développement-Climat-Énergie" 2021-2025, deen am Juli eréischt mam Cap Vert ënnerschriwwe gouf. Déi innovativ Approche besteet eigentlech doranner, fir d'Entwécklungszesummenaarbecht méi kohärent un déi aner Domäne vun eiser Politik ze knäppen, de globalen Impakt vun eisen Aktiounen ze verstäerken an eis Relatioune mam Cap Vert och weider ze diversifizéieren. Wéi een am Rapport annuel vu LuxDev noliese kann, kéinten d'Erfarungen aus dem Cap Vert genotzt ginn, fir sech als eng Aart Referenzagence a Saachen nohalteg Entwécklung, energeetesch Transitioun a Bekämpfung vum Klimawandel richteg ze etabléieren.

Iwwregens ass LuxDev mëttlerweil beim Fonds vert pour le climat, deem wichtegsten internationale Fong an der Lutte géint de Klimawandel, akkreditéiert. Och dat mécht nei Dieren op, fir Projeten an deem Domän ze lancéieren.

Zweet Beispill, wou d'Lëtzebuerger Kooperatioun innovativ Weeër geet, ass an der Digitalisatioun, mam Digital for Development, D4D. Hei geet et engersäits drëm, déi digital Transformatioun am Partnerland ze begleeden, an anerersäits, eis Aktiounen a Programmer duerch d'Notze vun den neien Technologien ze verbesseren an och méi transparent ze maachen.

Am November 2019 gouf en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat, dee souzesoe moossgeschneidert Léisungen ausschaffe soll, fir besser op d'Besoine vun eise Partner ze reagéieren. Hei kéint de Minister eis eventuell soen, wou dës Aarbechten dru sinn.

D'Kooperatioun schafft am Moment un enge 40 Projeten, virun allem um afrikanesche Kontinent, déi eng ganz spezifesch Komponent a Saachen Digitalisatioun hunn. Dat geet vun der Modernisatioun vun der Administratioun, der Cybersecurity bis hin zur Telemedezinn a FinTech. Am Burkina Faso zum Beispill fléisse ronn 23 % vun der APD an d'Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien. Ee vun eise Projeten huet d'Zil, fir d'Gouvernance ze stäerken, andeems d'Effektivitéit an d'Effikassitéit vun der ëffentlecher Verwaltung verbessert ginn.

An zesumme mat anere Partner huet Lëtzebuerg sech och zum D4D Hub op europäeschem Niveau bekannt, deen europäesch Expertisen an den Déngscht vun den digitalen Ambitioune vun de Partnerlänner stelle soll.

Dat sinn alles a mengen Ae ganz, ganz wichteg Entwécklungen, positiv Entwécklungen, déi mir och weiderdreiwe sollen.

Här President, zum Ofschloss wëll ech nach eemol betounen, dass et fir eis fundamental wichteg ass, dass all eis Projete lokal verankert sinn a mer domat sécherstellen, dass e Projet och ouni eis Presenz weidergeet a virun allem eng Akzeptanz bei der lokaler Populatioun fënnt. Stéchwuert: local to local.

Och d'Finance inclusive an den Appui au développement autonome ginn eendäiteg an déi selwecht Richtung. Dës Virgoensweis stellt an eisen Ae sécher, dass eis Hëllef keng eemoleg extern Interventioun ass, mee en nohaltege Support, deen de Leit zeguttkënnt. Selbstverständlech kënnen a mussen de Suivi an d'Evaluatioun nach verbessert ginn, mee dorunner gëtt jo geschafft.

Heizou passt en Zitat vum Richard Graf, Kopresident vun der ASTM (ndlr: Action Solidarité Tiers Monde): „Entwécklung ass kee Kaddo, mee e Recht. Tatsächlech huet an der Entwécklungshëllef vun der Postkolonialzäit laang e paternalisteschen Usaz dominéiert. De Begréff vun der Entwécklungszesummenaarbecht bezéiungsweis der Kooperatioun kënnt dem eigentleche Sënn vun der Saach schonn eppes méi no, virun allem, wann et ëm Empowerment, also d'Stäerkung vu Rechter, geet." Enn vum Zitat.

D'Entwécklungszesummenaarbecht ass a bleift dofir en zentraalt Element, fir eis Partner ze ënnerstëtzen a virrangeg do ze hëllefen, wou eeben Hëllef gebraucht gëtt. An och wann et eng Politik vun de klenge Schrëtt ass, droe mir mat derzou bäi, fir si op hirem Wee zu méi Rechtsstaatlechkeet, méi Chancëgläichheet a méi Schutz vu Mënsch an Ëmwelt aktiv ze begleeden.

Gläichzäiteg musse mer sécherstellen, dass dat, wat mer duerch eis Entwécklungszesummenaarbecht erreechen, net duerch aner Politicken erëm ënnergruewe gëtt. Wa mer politesch kohärent wëlle sinn, da gehéiert dozou och e fairen internationale Wirtschafts- an Handelssystem, vun deem mer awer éierlech gesot haut nach wäit ewech sinn.

Dofir e grousse Merci an deem Zesummenhang un de Minister, deen net nëmme vum Potenzial vum Privatsecteur um Wee vun engem méi inklusiven, nohaltege Wuesstum geschwat huet, mee och ganz däitlech déi eethesch Responsabilitéit vun den Entreprisen hei mat an de Vierdergrond gestallt huet bei der Entwécklungszesummenaarbecht an domadder och ugekënnegt huet, dass mer dat an der Zukunft nach verstäerkt wäerten thematiséieren.

A well an eisen Ae Solidaritéit a Kooperatioun haut méi wichteg si wéi jee, erlaben ech mer, Här President, der Regierung a virun allem dem Kooperatiounsminister eis Unerkennung auszeschwätzen an eise Support mat op de Wee ze ginn.

An ech soe Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Mutsch. An nächst agedroe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ech soen lech Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir mussen de Constat maachen, dass dëst Joer net nëmmen en ongewéinlecht Joer ass, mee fir vill Leit leider en ongewéinlech schlecht Joer.

Wier dësen Debat uganks des Joers ofgehale ginn, dann hätt en eng ganz, ganz aner Ausriichtung gehat. Mee mat der aktueller Pandemie gouf d'Welt op d'Kopp gedréit. A leider ass et alt erëm esou, dass grad déi ganz besonnesch drënner ze leiden hunn, déi schonn net vill hunn an déi am wéinegsten d'Méiglechkeet hunn, der Situatioun eppes entgéintzesetzen.

Wa Strukture feelen, de Sozialstaat quasi inexistent ass, wa Mënschen drop ugewise sinn erauszegoen, fir hiert Liewen ze verdéngen, da kënnt e Lockdown engem Urteel iwwer Liewen an Doud oft ganz schnell ganz no. Vun haut op muer hu vill Mënschen hir Liewensgrondlag verluer, an dat an allen Ecker vun dësem Planéit. D'Kris trëfft eis all. Mee ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, dass et méi rassurant ass, esou eng Kris an eise Breedegrade mussen ze iwwerstoen, wéi wann deng eegen Existenz duerch Honger oder wéinst feelende medezinnesche Strukture carrement bedrot gëtt.

Déi ganz Situatioun hat an huet natierlech e risegen Impakt op d'Situatioun vun de Länner vum sougenannte Süden an och op d'Entwécklungszesummenaarbecht am Allgemengen. Natierlech musse mer oppassen, d'Entwécklungszesummenaarbecht an d'Striewe fir eng fair opgestallten international Gemeinschaft an eis Ambitioune fir eng méi fair opgestallte Weltwirtschaft net just nach duerch de Covidbrëll ze kucken. D'Pandemie huet nämlech a kengster Weis och nëmmen ee vun de sëlleche Problemer, déi mir bis ewell kannt hunn, geléist. Au contraire, se sinn zum Deel nach ferm verstäerkt ginn.

Dobäi geet meng Riedezäit net duer, fir op déi akut humanitär Krisen - ech schwätzen hei elo just kuerz de Jemen oder de Libanon un, mee et ginn nach ganz vill aner Beispiller - anzegoen. A leider hunn ech och net genuch Zäit, fir alleguerten déi aner Konfliktsituatiounen a Problemer, déi mer op eisem Planéit de Moment virleien hunn, ze würdegen.

Loosst mech just soen, dass mer elo schonn eng ganz Partie Rieden héieren hunn. An ech fannen deen Exercice, dee mer hei maachen, immens interessant a wichteg, well jidderee seng Aart a Weis huet, fir de Sujet aus engem anere Bléckwénkel ze beliichten. An deementspriechend fannen ech et immens wichteg, dass mer deen Echange reegelméisseg hunn, fir eis och reegelméisseg erëm a Fro ze stellen.

Trotzdeem géif ech gären den Ufank vu menger Interventioun elo beim Sujet vun der Pandemie beloossen an eeben e bësselchen op den Impakt vun dëser Pandemie op d'Entwécklungszesummenaarbecht agoen.

Leider musse mer feststellen, an dat ass och scho gesot ginn, dass d'Covid-19-Pandemie eis ëm Joren zréckwerft an eise Bestriewungen, d'Sustainable-Development-Goals ze erreechen. Se huet vill Efforten an den Entwécklungslänner an am weltwäite Kampf géint Aarmut, Honger a Krankheeten innerhalb vu kuerzer Zäit zunichte gemaach.

Wou mir eis viru fënnef Joer nach dat éiergäizegt Zil ginn haten, extreem Aarmut an Honger ze eliminéieren, gesi mir haut, dass wéinst der Pandemie Hongersnéit a grouss Aarmut erëm um Klamme sinn. D'Welthongerhëllef schätzt, dass duerch d'Pandemie d'Zuel vu Leit, déi un Honger leiden, op 1 Milliard klamme kéint.

Dofir ass et eminent wichteg, dass mir eis Ambitiounen héichhalen an eis d'Méiglechkeete ginn, esou wäit et geet, flexibel ze reagéieren.

LuxDev huet natierlech ganz schnell den Impakt vun der Kris ze spiere kritt an e groussen Deel vun hire Projete sinn zu engem Stëllstand komm. Och geplangte Projete konnten net wéi ugeduecht lancéiert ginn. Mee grad och déi sëllechen enorm engagéiert ONGen, déi sech all Dag derfir asetzen, zesumme mat hire Partner sur place u formidabele Projeten ze schaffen, hunn den Effekt vun der Pandemie direkt ze spiere kritt. Si hu vun haut op muer missen ëmdenken an no neie Weeër sichen, fir Hëllef ze leeschten.

Vill vun hinnen hunn direkt op Covidresponse ëmgeschalt, fir Hygiènekits ze kafen, fir medezinnescht Material ze kafen, fir anescht ze fonctionéieren am Confinement. Hei krute si och eng gewësse Flexibilitéit vum Ministère ugebueden an esou konnte si Gelder, déi dëst Joer net konnten ausgi ginn, fir Covidresponse notzen an zum Beispill dréngend gebraucht medezinnescht oder sanitäert Material kafen.

Dës ONGe gesi sech elo mat enger dramatescher Situatioun konfrontéiert, an där engersäits hir Hëllef méi wéi jee gefrot ass a wou op där anerer Säit wichteg Ressourcen ewechbriechen. Hir Partner sinn zum Deel ganz haart getraff an déi mierken hirersäits, wéi international gesinn d'Hëllef net méi esou ukënnt respektiv och eng ganz Rëtsch Partner carrement ewechbriechen.

Dozou muss ee wëssen, dass vill Projeten op Gelder vu verschiddenen europäesche Partner ugewise sinn. An natierlech sinn och dës aner europäesch Partner betraff a sti relativ schlecht do, soudass si hu missen Hëllefe sträichen, wat automatesch bedeit, dass Projeten, déi mir mat ënnerstëtzen, riskéieren, ganz d'Baach anzegoen, wann och eis ONGe sech missten zréckzéien.

Um Niveau vun de Spenden ass et natierlech och net einfach, well allgemeng elo duerch d'Kris e Réckgang vun de Spenden ze verzeechnen ass. Dozou kënnt dann, dass d'ONGe jo och manner Méiglechkeeten haten elo déi lescht Zäit, fir Aktiounen ze maachen, déi hinnen et erlaabt hätten, Gelder oder Spenden ze sammelen. Ech denken hei haaptsächlech un esou Fundraising Events. Si konnten net méi eraus bei d'Leit goen, wéi dat bis ewell de Fall war, Sensibiliséierungsaarbecht maachen, an d'Schoule goen et cetera, an dat an enger Zäit vun engem dach gréissere „repli sur soi", wou allgemeng eng méi grouss Tendenz besteet, just nach nom eegenen Hiem ze kucken.

Dofir ass et gutt, dass mir eis Covidresponse schnell konnten ëmsetzen. Esou sinn iwwer 65 Millioune reng fir Covidresponse ausgi ginn. Dat waren deelweis zousätzlech Budgeten, deelweis Reallokatiounen.

Trotzdeem ass ze constatéieren, dass et den ONGe laut hiren eegenen Aussoen u ronn 25 % vun den Done feelt. Hir Fonds propres sinn domadder relativ staark erofgaangen, wat bedeit, dass et hinnen och méi schwéier fält, hir Projete weider ze finanzéieren. Dat trëfft natierlech ganz besonnesch déijéineg ONGen, déi mat Partnerlänner schaffen, déi net direkt Partnerlänner si vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Dat sinn en gros Länner, déi zwar schlecht dru sinn, awer eeben net gradesou schlecht wéi anerer. Déi hunn nämlech, wéi mir all wëssen, en aneren Taux de cofinancement, soudass eng ONG, déi do engagéiert ass, méi Fonds propres muss opbréngen, fir kënnen e Projet do ze realiséieren.

Dat bedeit zum Beispill, dass fir e Projet, dee géif a Syrien ënnerstëtzt ginn, 40 % Eegefonge mussen opbruecht ginn, wat an normalen Zäite scho relativ schwiereg ass. Mee wann dann en plus nach d'Spenden abriechen, da gëtt et op eemol bal onméiglech, esou weiderzeschaffen.

Een Drëttel vun den ONGen hu scho missen un hir Reserve kraze goen, well d'Demande dëst Joer immens héich war. Dat ass souwuel direkt wéi och indirekt der Pandemie geschëlt, well doduerch, dass d'Leit net méi kënnen erausgoen, hir Produiten net méi verkafe kënnen, ginn d'Besoine vun de lokale Populatiounen an d'Luucht an da ginn d'ONGen un hir Reserve krazen an der Hoffnung, dass si Enn des Joers erëm hir Gelder opstocke kënnen.

An domadder wiere mer och automatesch bei der grousser Fro vum Budget, souwuel vun dësem Joer wéi vun de kommende Joren.

An deene leschte Joren ass Lëtzebuerg ëmmer erëm vu verschiddenen Acteuren an Institutioune fir seng Kooperatiounspolitik gelueft ginn. Esou huet eis Aid/Watch nach virun e puer Joer an hirer Evaluatioun vun eiser Kooperatiounspolitik fir eis – Zitat - „outstanding individual performance" gelueft. Als Gréng freet eis dat besonnesch; net nëmmen, well d'Kooperatiounspolitik an eisen Aen e wichtegt Element vun eiser Aussepolitik ass, mee och well Lëtzebuerg an eisen Aen eng moralesch Obligatioun huet, fir deenen de Réck ze stäipen, déi net esou gutt dosti wéi mir selwer.

Fir eng gutt Kooperatiounspolitik ze maachen an och fir kënne mat eise Partner zesummen e reellen Impakt um Terrain ze hunn, brauche mir awer selbstverständlech déi néideg budgetär Moyenen.

D'Traditioun ass déi, dass mir hei am Land un 1 % vun eisem RNB festhalen, wa mir de Budget fir eis Kooperatioun opstellen. An Zäite vu Wirtschaftswuesstum huet dat de Virdeel, dass domadder all

Joers de Gesamtmontant vun deenen eenzelne Budgetslinnen an d'Luucht geet. Duerch d'Covidkris befanne mer eis awer leider momentan an enger méi ongënschteger Situatioun, wat forcement eng Partie Froen opgeworf huet.

Ech mengen, dass, wat de Budget ubelaangt, laang Zäit eng relativ Konfusioun och bei den ONGe bestanen huet. An ech fäerten, déi besteet zum Deel och nach weiderhin. Schwätzt ee mat de Representante vum Secteur, dann héiert een eraus, dass si sech nach ëmmer eng Rei Froe stellen - ech hoffen awer, dass eng Partie vun deene Froen haut scho konnte gekläert ginn -, notamment wat d'Ventilatioun iwwert déi verschidde Budgetsjoren ubelaangt.

Hei wier et warscheinlech net verkéiert, nach eng Kéier an en enken Dialog ze kommen, fir och déi lescht Onsécherheeten aus de Féiss ze schafen. Well ëmmerhi geet et drëm, dass d'ONGen an och d'Partner um Terrain Planungssécherheet hunn, fir Aktiounen um Terrain ausféieren ze kënnen.

Fir d'Joer 2020 goufe finalement keng Budgete vun den ONGe gekierzt, wat wierklech ze begréissen ass, well eis ONGe schaffe mat enorm vill benevollem Engagement a mat groussem Savoir-faire.

Et ass scho gesot ginn: Si sinn a Kontakt mat enger grousser Unzuel vu Partnerorganisatioune weltwäit a si suerge mat derfir, dass Hëllef do ukënnt, wou se gebraucht gëtt. Ouni si wier et quasi onméiglech, deen Niveau un Hëllef unzebidden, op dee mir esou stolz sinn. Duerch déi vill fräiwëlleg Aarbecht, déi si leeschten, ginn déi 16 % vum Kooperatiounsbudget, dee fir d'ONGen zur Verfügung steet, um Terrain ëm e Villfacht multiplizéiert. An déi Sue sinn domadder ganz gutt investéiert.

Eng Hand wäscht déi aner. An esou muss een awer och soen, dass de Secteur am grousse Ganzen och eng ganz grouss Unerkennung huet fir dat, wat säitens dem Ministère ënnerholl ginn ass an ënnerholl gëtt, fir d'ONGen esou gutt et geet ze begleeden an ze ënnerstëtzen.

Wat d'LuxDev ubelaangt, do ass et och esou, dass eng Partie vun hire Projeten net, wéi geplangt, konnten ulafen. Dofir konnten do och eng Rëtsch programméiert Depensen net getätegt ginn. Dat erkläert zu engem gudden Deel, wisou et hei zu enger Baisse komm ass. Awer trotz där Baisse leie mer nach ëmmer bei iwwer 1 % vum RNB, wat awer ganz positiv ass.

Mengem Verständnis no huet kee grousse Projet missen ënner Kierzunge leiden. Par contre ginn ech dervun aus, dass déi geplangte Projeten dann awer elo iergendwann mussen an Ugréff geholl ginn. An hei wollt ech de Minister froen, ob hien Informatiounen derzou huet, ob et gréisser Projete gëtt, déi Covid-bedéngt a Gefor gerode sinn, respektiv ob ka séchergestallt ginn, dass all geplangte Projet kann ausgefouert ginn, wann eeben och net an de virgesinnenen Delaien.

An da si mer och beim Budget 2021 an dem pluriannuelle Budget. An, ech mengen, et iwwerrascht hei keen, wann ech soen, dass mir an der grénger Fraktioun eis virum Depot vum Budget och vill Gedanken doriwwer gemaach hunn, wat den Impakt vun der Covidkris op d'budgetär Evaluatioun vun eiser Kooperatioun wäert sinn.

Hei sinn ech frou, a mir soen dem Här Minister Merci fir seng Erklärungen a fir seng Beméiungen, dass mir eisen Effort de coopération esou héich wéi méiglech konnten halen. Mir sinn och besonnesch frou, dass d'Ausgaben an eisem Kooperatiounsfong bis 2024 kontinuéierlech eropginn.

Dass eis Ausgabe fir d'Action humanitaire - contrairement zu deem, wat heibannen am Kader vun der Debatt ronderëm d'Lag vun der Natioun gesot ginn ass - vun 49 Milliounen dëst Joer op 51 Milliounen d'nächst Joer eropginn, ass och e gutt an e wichtegt Zeechen.

Hei wéilt ech och umierken, dass mir och weiderhin dru festhalen, fir zousätzlech - an ech betounen „zousätzlech" - zu de Gelder, déi am Kooperatiounsbudget virgesi sinn, eng considerabel Hëllef fir Klimaschutzprogrammer zur Verfügung ze stellen. Esou huet d'Madamm Dieschbourg op eng Question parlementaire vum Här Galles geäntwert, dass fir den Zäitraum 2021 bis 2025 weider 200 Milliounen Euro fir Klimaschutzprojeten zur Verfügung wäerte gestallt ginn.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Mee, wéi gesot, mir dierfen net vergiessen, dass de Sujet vun der Kooperatiounspolitik och weiderhi muss a senger Totalitéit gesi ginn. A mir dierfen net vergiessen, dass et nach ëmmer weider ganz grouss Chantieren ausserhalb vun der aktueller Pandemiesituatioun gëtt.

Et wier schier onméiglech, hei op sämtlech Erausfuerderungen anzegoen. Dofir muss ech mech leider hei op e puer Sujete limitéieren, déi mir awer och besonnesch wichteg erschéngen.

An ufänke géif ech gär mat engem Beispill vun engem Partnerland, wat ech erausgepickt hunn. Et hätt een och nach kënne vill anerer erauspicken, mee et ass e Partnerland, wou mer aktuell och gréisser Problemer hunn, fir eis Programmer sur place korrekt ze féieren. An et geet dobäi ëm de Mali.

De Mali ass e laangjärege Partner vu Lëtzebuerg an ass e wichtegen Acteur op regionalem Niveau a Westafrika. Domadder bleift d'Sécherheet an d'Stabilitéit vum Mali eng laangfristeg Prioritéit net nëmme fir eis, mee fir d'Regioun a fir Europa allgemeng.

Am Mali ass ze erkennen, wéi wichtegt d'Approche vun den dräi „D" ass: Diplomatie, Developpement, Defense. De Mali ass also net nëmmen e Land, an deem eis Defense sech am Kader vu militäresche Missioune substanziell engagéiert, mee eeben och e Partnerland vun der lëtzebuergescher Kooperatioun. D'Sécherheetslag am Mali ass scho laang e Problem. An dofir engagéiere mir eis op all Niveau, fir besser Strukturen a fir Sécherheet ze schafen. Allerdéngs huet d'Situatioun sech mam Rezente Militärputsch och net onbedéngt verbessert.

Eigentlech sollt elo en neie Programme indicatif de coopération ënnerschriwwe ginn, well deen aktuelle Mëtt 2021 ausleeft. Dat ass awer elo mat enger Transitiounsregierung net machbar. Zum Gléck, muss ee soen, ass d'Militärregierung kooperativ a si huet ugekënnegt, a se hält sech bis lo och drun, dass se international Traitéë respektéiert.

Hei si mir also souzesoen de Moment an der Schwief: Engersäits kënne mir deen neie PIC net ugoen, awer anerersäits wier et och kontraproduktiv, den Accord elo ze suspendéieren. Wat mir also gemaach hunn, dat ass, dass all direkt Ënnerstëtzung un déi malesch Regierung am Kontext vun der bilateraler Entwécklungszesummenaarbecht suspendéiert ginn ass. Den Ament gi just déi Aktioune weidergefouert, déi der malescher Bevëlkerung an der Zivillgesellschaft onmëttelbar zegutt kommen.

Firwat féieren ech de Mali hei als Beispill un? Ma déi securitaire Situatioun am Sahel ass wierklech amgaang, sech allgemeng ze degradéieren. Wat virun allem ze verzeechnen ass, dat ass eng ëmmer méi héich Zuel vun Opfer vun intercommunautairë Konflikter. Dës ginn zwar wuel manner an der Press couvréiert, trotzdeem musse mir haut feststellen, dass dës Opferzuele méi héich si wéi d'Zuele vun Terrorismusopfer.

Esou Konflikter gëtt et haaptsächlech tëscht sesshafte Landwierten an Nomaden an et geet meeschtens ëm den Zougang zu fruchtbarem Buedem. Bevëlkerungswuesstum, Verwüstung a Klimawandel droen allesamt hiert derzou bäi, dass den Drock ëmmer weider zouhëlt, soudass mëttlerweil reegelrecht Milizen entstane sinn, déi hiren Territoire verdeedege wëllen.

Feelend staatlech Strukturen, déi en plus supposéiert wieren, e risegen Territoire ze regéieren, droen hiert derzou bäi, dass d'Situatioun sech weiderhi verschlechtert. Am Sahel sinn d'Erausfuerderunge riseg. An ee vun de Constaten, déi ee maache kann, dat ass, dass eng gutt Gouvernance vun natierleche Ressourcë primordial ass. Nëmmen esou kéint garantéiert ginn, dass verschidde Gemeinschaften oder Ethnien zesummen op engem Territoire fonctionéiere kënnen, dass si dëse gemeinsam nohalteg geréieren an esou och a Fridde koexistéiere kéinten.

Wourobber et also hei ukënnt, dat ass, engersäits d'Kooperatioun an anerersäits d'Konfliktresolutioun nach méi no uneneenzebréngen. Wat dofir néideg ass, dat ass, dass Projeten inklusiv geduecht ginn: Sou muss gläichzäiteg derfir gesuergt ginn, dass fruchtbar Biedem nohalteg bewirtschaft ginn, dass eng „good governance" vun den natierleche Ressourcen en place gesat gëtt an dass Konfliktpreventioun mat ugeduecht gëtt.

Esou Projete gëtt et schonn. Notamment gëtt et do e Projet am Burkina Faso, deen no deem Prinzip opgebaut ass.

An eisen Ae misst och an Zukunft verstäerkt op esou Modeller gebaut gi fir sécherzestellen, dass d'Zännrieder anenanergräifen an eebe grad a Konfliktgebidder eis Dräi-D-Politik zum Droe komme kann.

An a propos Zännrieder, déi aneneegräife mussen: Hei géif ech da ganz gär eriwwersprangen op e ganz anere Sujet, deen awer och eminent wichteg ass an deen derwäert ass, ëmmer erëm no vir bruecht ze ginn. Et geet ëm d'Kohärenz vun de Politicken.

Mat Recht kënne mir eis op de Fändel schreiwen, dass mir eis Méi ginn, fir en matière de coopération au développement eng Virreiderroll anzehuelen. Eise finanziellen Engagement souwéi och den héich unerkannten Niveau vun der Aarbecht um Terrain gi ganz oft erwäänt. D'Verdéngschter vun eiser Kooperatiounspolitik dierfe roueg ervirgehuewe ginn. Trotzdeem ass et wichteg, déi reschtlech 99 % vum PIB dozou a Verhältnis ze setzen an ze kucken, wéi mer dann dostinn. All eis Efforte maachen eebe just da Sënn, wa mir net anerwäerts an anere Beräicher eng Politik bedreiwen, déi eis Efforten an der Kooperatioun géif ënnergruewen.

Am Kloertext: Et muss séchergestallt ginn, dass déi eng Hand net dat ewechhëlt, wat déi aner gereecht huet. D'Aart a Weis, wéi mir fonctionéieren, wéi mir eise Finanzsystem opbauen, wéi mir eise Rentesystem opbauen, wéi mir eis Agrarpolitik gestalten oder wéi mir consomméieren: Alles dat huet en Impakt op anerer a virun allem op d'Mënschen aus dem sougenannte Süden.

A wann ech vu Kohärenz vun de Politicke schwätzen, dann denken ech do un eng Rëtsch Saachen, sou wéi ënner anerem och en Nohaltegkeetscheck am Gesetzgeebungsprozess oder de schonn esou oft ugeschwatenen Devoir de vigilance, also enger verbindlecher Sorgfaltsflicht fir Betriber.

An eiser Gesetzgeebung ass de Prinzip vun der Cohérence des politiques am Gesetz vum 9. Mee 2012 festgehalen. Hei gouf e Comité interministériel pour la coopération au développement gegrënnt; en ass och schonn e puermol ugeschwat ginn. Dee soll sech da prononcéieren iwwert déi allgemeng Ausriichtung vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, awer och iwwert den Impakt vu verschiddenen Decisiounen a verschiddene Ressorten op d'Entwécklungspolitik am Allgemengen.

Dëse Comité interministériel ass e wichtegt Element, wat allerdéngs eleng net vill ausriichte kann. Mir mussen den Automatismus kréien, an alle concernéierte Beräicher eis am Virfeld vun Entscheedungen déi richteg Froen ze stellen a gegeebenefalls Géigemesuren ze treffen, fir etwaieg negativ Effekter ze verhënneren.

Mee och wa mir nach e wäite Wee virun eis hunn, an dat an alle Beräicher, sou mengen ech awer, dass mer insgesamt lues a lues op de gudde Wee kommen. Eis Finanzplaz gëtt méi gréng an eise Finanzminister engagéiert sech am Alldag derfir, dëse Prozess proaktiv ze begleeden. Och d'Diskussiounen ëm den Divest am Pensiounsfong hunn ugefaangen. An hei huet och den Drock aus der Zivillgesellschaft derzou bäigedroen, dass dee Prozess ugekuerbelt ginn ass. Hei waarde mer elo op e Rapport, deen eis et erlabe soll, déi weider Schrëtt besser ze definéieren.

Virun allem ass awer, wéi gesot, erkennbar, dass eis Finanzplaz amgaangen ass, sech als responsabelen Acteur ze positionéieren. An do géif ech da gär op zwou rezent Nouvellen hiweisen, déi eis positiv gestëmmt hunn:

Éischtens, d'Initiativ Mikrofinanzen. Dëst ass eng Kollaboratioun tëscht dem Kooperatiounsministère, LuxDev …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Merci, Här President. Dat hëlleft.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Mir hunn am Moment nëmmen eng Riednerin. A wann aner Versammlungen noutwendeg sinn, da wannechgelift ...

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Et freet mech, dass ech net de Spillverdierwer war. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Gären.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Mir ware bei der Initiativ Mikrofinanzen. Wéi gesot, dat ass eng Kollaboratioun tëscht dem Kooperatiounsministère, LuxDev, der Schwäizer Kooperatioun an enger ONG. A si ënnerstëtzt nei Projeten an enger Abberzuel vu Länner, woumadder bis zu dräi Milliounen kleng Bauere kënne viséiert ginn. Hinne soll domadder erméiglecht ginn, méi proaktiv ze ginn an hir Resilienz ze stäerken.

Zu dësem Beispill gesellt sech dann en plus déi rezent ugekënnegt Allianz fir finanziell Inklusioun. Hei handelt et sech ëm en Netzwierk vun Zentralbanken, Ministèren an anere Regulateuren, déi sech zesummegedoen hunn an hiren europäesche Büro zu Lëtzebuerg opgemaach hunn. Si hu sech zum Zil gesat, d'Finanzen deenejéinegen zougänglech ze maachen, déi normalerweis keen Zougréff drop hunn.

Zesumme mat dëser Allianz kënne mir also elo d'nohalteg Finanz- an Entwécklungszesummenaarbecht weider virubréngen. Dat heescht, esou eng Initiativ fënnt een zwar net an enger Ligne budgétaire erëm, mee se weist awer, dass eis Beméiungen net ëmsoss waren, dass mer eis vill Knowhow ugeschafft hunn hei zu Lëtzebuerg, deen am Endeffekt ville Leit an Drëttlänner och zeguttkënnt. An u béide Beispiller erkennt ee gutt, wéi wichteg et ass, dass de Sujet queesch duerch d'Ressorten traitéiert gëtt an d'Responsabilitéit eeben net just bei der Kooperatioun läit, mee kohärent iwwer méi Ressorte muss ugepaakt ginn.

An där selwechter Optik vun der Cohérence des politiques géif ech dann och gär de sougenannten Nohaltegkeetscheck am Gesetzgeebungsprozess uschwätzen. Mir kennen déi sougenannte Fiche d'évaluation d'impact aus dem aktuelle Gesetzgeebungsprozess. Hei ginn Theeme wéi administrativ Chargen abordéiert oder och de Respekt vum Prinzip vum E-Government oder de Prinzip vun der Égalité entre hommes et femmes. Par contre beinhalt dës Fiche d'évaluation d'impact keng Froen iwwert de potenziellen Impakt, deen e Gesetz kann op Entwécklungslänner hunn.

Et ass ugeduecht, fir esou en Nohaltegkeetscheck am Gesetzgeebungsprozess anzeféieren, deen dann, nieft enger Rëtsch vu weidere Froen a Bezug op d'Nohaltegkeet, eeben och sollt d'Fro vum Impakt op Entwécklungslänner klären.

Um Niveau vun der Kooperatioun géif dat bedeiten, dass mir eis engagéieren, keng Texter an d'Prozedur ze ginn, déi eisen Ziler am Beräich vun der Kooperatioun widderspriechen. Fir dëst sécherzestellen, missten zum Beispill ënner anerem follgend Froe gekläert ginn: Huet en Avant-projet en Impakt op Entwécklungslänner? Wéi sinn déi verschidden Aspekter vun der Cohérence des politiques am Avant-projet de loi dresséiert ginn? Kéint deen Avant-projet en Impakt op d'Aarmut an der Welt hunn? Huet en eventuell en Impakt op den Zougang zu medezinnescher Versuergung oder den Zougang zu Bildung an den Entwécklungslänner? Et cetera.

Wuel wëssend, dass et sech hei ëm en dach méi komplexe Prozess handelt, wollt ech de Minister hei froen, ob e mer kéint Auskonft ginn, ob dës Iwwerleeungen nach ëmmer gefouert ginn an, falls jo, wat d'Zäitschinn ass, an där ee mat enger Propositioun heizou kéint rechnen.

An da géif ech natierlech och gären op den Devoir de vigilance, also d'Sorgfaltsflicht, ze schwätze kommen. E Sujet, dee mir an, ech mengen, och eiser ganzer grénger Fraktioun immens um Häerz läit.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- E Sujet virun allem, deen dat lescht Joer an dëser Debatt ausgibeg vu quasi alle Fraktiounen ugeschwat ginn ass, wat eis immens gefreet huet, an och bis elo schonn e puermol thematiséiert ginn ass.

Ech hat mech d'lescht Joer a menger Ried schonn eingeeënd domadder ausernanergesat. Ech erzielen lech also elo näischt Neies, wann ech soen, dass mir nach ëmmer Demandeur sinn, fir op de Wee vun enger nationaler Gesetzgeebung ze goen, well mir dervun iwwerzeegt sinn, dass et net duergeet, op d'Fräiwëllegkeet vun de Betriber ze setzen.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ausserdeem ass et wichteg, hei unzemierken, dass esou e Gesetz, contrairement zu deem, wat gefaart gëtt, net géif derzou féieren, dass eis Betriber massiv ënner Konkurrenzdrock géife gesat ginn oder dass mir doduerch géife riskéieren, dass Betriber de Standuert Lëtzebuerg géife verloossen.

Frankräich huet 2017 schonn an dësem Beräich legiferéiert. An eisen Informatiounen no huet doropshi keen eenzege Betrib Frankräich verlooss. A jo, mir sinn eis duerchaus bewosst, dass eng national Gesetzgeebung eleng net zilféierend ass, dass also och op EU-Niveau musse kloer a verbindlech Reegele kommen. Mee geneesou si mer der Meenung, dass eng europäesch Gesetzgeebung eleng och net duergeet. Well ausschliisslech op en EU-Text ze setzen, kann och kontraproduktiv sinn, vu dass e riskéiert, net op de lëtzebuergesche Kader ugepasst ze sinn.

Dëst ass zum Beispill elo schonn de Fall beim Reporting non financier, enger Direktiv, déi bei eis 2017 ëmgesat ginn ass an déi zu Lëtzebuerg net vill Entreprisë cibléiert, vu dass e just Betriber mat méi wéi 500 Mataarbechter betrëfft. A vun deenen, déi cibléiert sinn, sinn der och mengen Informatiounen no relativ vill, déi deen Exercice bis elo nach net gemaach hunn. An dofir wollt ech och hei nofroen, ob mir eis zu Lëtzebuerg déi néideg Moyene kënne ginn oder vläicht schonn hunn, fir derhannert ze bleiwen, dass all déi concernéiert Betriber hiren Obligatiounen nokommen.

Mir missten eisersäits awer och sécherstellen, dass och Holdings via esou e Gesetz cibléiert wieren. Ech denken do zum Beispill direkt un Heckler & Koch, déi jo elo och bei eis am Land implantéiert sinn.

Wat den europäeschen Niveau ubelaangt, sou wësse mir, dass eis Regierung sech staark derfir asetzt, dass d'EU hei endlech an d'Gäng kënnt. Et ass jiddefalls och positiv ze verzeechnen, dass den zoustännege Kommissär, den Didier Reynders, elo schonn e puermol ugekënnegt huet, dass hie sech dem Sujet seriö wëllt unhuelen. Allerdéngs schéngt dat elo e ganz laangwierege Prozess ze ginn, wat fir eis ëmsou méi en Argument fir eng national Gesetzgeebung ass.

Bon, mëttlerweil huet Lëtzebuerg sech och den zweete Plan d'action national pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ginn, deen elo den Zäitraum 2020 bis 2022 couvréiert. En ass schonn ugeschwat ginn. Et ass en Outil, fir d'Entreprisen an d'Responsabilitéit ze

huelen. An dorunner hale mir fest, dass mir eis bewosst sinn, dass eis Aart a Weis ze wirtschaften eis gréissere Risiken aussetzt, en negativen Impakt op anerer an op eis Ëmwelt ze hunn. An deem wëlle mer entgéintwierken.

Dësen zweete Plang gesäit deemno och elo eng Rei méi konkreet Mesurë vir an huet domadder och méi en operationellen Touch wéi deen éischte Plang. E gesäit eeben och eng Etüd vir, déi soll ausloten, ob esou eng Gesetzgeebung fir Lëtzebuerg géif Sënn maachen oder net. D'Resultater vun dëser Etüd sollen dem Planning no elo ganz geschwënn kënne presentéiert ginn. Ech hunn do nach Dezember am Kapp, wat am Raum stoung. An ech mengen, mir sinn alleguer relativ gespaant drop, déi eenzel Constate vun dëser Aarbecht presentéiert ze kréien an ze kucken, ob dëst sech dann och mat eisen Iwwerleeungen deckt.

Ma ofgesi vun enger eventueller nationaler Gesetzgeebung ass et jo elo schonn esou, dass et op EU-Niveau schonn en éischt Reglement am Beräich vun der Sorgfaltsflicht gëtt, nämlech dat iwwert d'Minerais du conflit. Et ass schonn ugeschewat ginn, hei si leider just Zënn, Tantal, Wolfram a Gold cibléiert. Eiser Meenung no missten do och weider Mineralien op där Lëscht figuréieren, wourënner natierlech och de Kobalt.

Dës Direktiv soll elo op den 1. Januar 2021 a Kraaft trieden. A si hält fest, dass déi concernéiert Betriber hiren Devoir de vigilance beim Ofbau a beim Import vun dësen opgezielte Mineralien ausübe mussen. Leider viséiert se net den Import vun hallef verschaffte Produite wéi Tablets, Telefonen et cetera. Deemno si mer duerchaus Demandeur, dass dës Lëscht op EU-Niveau net just op weider Konfliktmineralien ausgeweit gëtt, mee dass se eeben och Produits semi-finis viséiert.

Loosst mech elo just nach zu mengem leschte Punkt kommen. An dee fält och an de Beräich vun der Cohérence des politiques. Et ass och schonn ugeschwat ginn, et geet ëm d'Zesummespill tëscht Klimapolitik a Kooperatiounspolitik. D'Entwécklungslänner droe ganz besonnesch d'Laascht vum Klimawandel. Obwuel si am mannste selwer derzou bäigedroen hunn, si si et, déi als Éischt d'Konsequenze vum Klimawandel ze spiere kréien.

Mir sinn eis net eréischt zënter gëschter bewosst, dass de Klimawandel en enormen Impakt op Ekonomien, Gesondheet, Ëmwelt an Ernärungssécherheet huet; en Impakt, deen en plus wäit iwwert dat erausgeet, wat mir elo an der akuter Phas vun der Covidkris gesinn. Domadder ass kloer, dass de Klimawandel an d'Entwécklungszesummenaarbecht net vuneneen entkoppelt kënne ginn.

Evidenterweis muss den Challenge vum Klimawandel an all eise Programmer matgeduecht ginn. Verwüstung, grouss Dréchenten, laang a massiv Reefäll, alles dat féiert zu engem massiven Drock op Ressourcen, generéiert Konflikter an Hongersnéit. Millioune Flüchtlingen, mir schwätzen hei vu potenziell iwwer 200 Millioune Mënschen, hu scho misse wéinst dem Klimawandel hiert Doheem verloossen oder si stinn ënnert der Gefor, dëst an noer Zukunft maachen ze mussen.

Et ass also wichteg, dass mir eis Hausaufgaben hei maachen, net nëmme fir eis, mee och an enger vill méi breeder Optik.

Ofgesi vun allen eethesche Considératiounen, déi souwisou misste spillen, kënne mir eis et einfach net leeschten, weiderzemaache wéi bis ewell an domadder Millioune weider Leit an d'Flucht ze dreiwen. Mir mussen also d'Resilienz vun eise Partnerlänner an eise Partner sur place stäerken.

Dat bedeit, dass mir engersäits déi negativ Impakter vum Klimawandel onbedéngt limitéiere mussen an anerersäits awer och derfir suerge mussen, dass eis Programmer de Volet vun der Adaptatioun un de Klimawandel ëmmer beinhalten.

Et ass also wichteg, dass dës Considératiounen an all zukünftege Programme indicatif de coopération mat erafléissen. Heizou gehéieren ënner anerem d'Bestriewungen, fir déi energeetesch Transitioun hin zu erneierbaren Energië schnellstméiglech ze erreechen oder eeben eng „good governance" am Beräich vun der Ëmweltpolitik.

Grad elo d'Covidpandemie huet eis effektiv e weidere Schub ginn, well d'Green Covid Response am Beräich vun der Kooperatioun un Importenz gewonnen huet.

Konzepter am Beräich Klima a Kooperatioun hunn international méi eng grouss Wichtegkeet a Visibilitéit kritt. An et ass natierlech wichteg, dass och mir hei weider dru bleiwen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

LuxDev ass hei definitiv och ee vun de Virreider a genéisst och international fir säi Savoir-faire an dëse Beräicher eng grouss Unerkennung.

Wichteg ass et awer, all eis Projeten och op dës Defien auszeriichten, a mir sollen hei keen Ënnerscheed maachen tëscht Klimaprojeten an aneren, méi klassesche Projeten, well och déi klassesch Projete sollen idealerweis opweisen, wéi si de Volet Klima/Ëmwelt mat undenken. Als Beispill kann ee sech beim Bau vun enger Schoul och esou Froe stellen, zum Beispill, wéi eng Materialie benotzt ginn, wou d'Schoul gebaut gëtt, wéi den Transport kann assuréiert ginn oder wat de Gebrauch vun erneierbaren Energien ubelaangt.

Loosst mech zu menger Konklusioun kommen. Wéi gesot, ech hu leider net d'Méiglechkeet, an där kuerzer Riedezäit op alleguerten déi Problemer anzegoen, déi mer de Moment op eisem Äerdball erëmfannen. Ech hoffen awer, dass ech an deem Iwwerbléck, deen ech konnt ginn, oder an deene Beispiller, déi ech mer erausgepickt hunn, konnt ervirhiewen, dass d'Globaliséierung méi gerecht a méi klimafrëndlech muss gestalt ginn, dass et hei net just ëm Solidaritéit geet, mee dass et ëm eng Koresponsabilitéit geet, dass et ëm d'Zesummenaarbecht mat Partner um Terrain geet op Aenhéicht, well dat ass eis wichteg.

An et ass net, well mir hei Verantwortung iwwerhuelen, dass anerer heiheem dofir manner kréien. Et ass net dat eent oder dat anert. Wa mir um Niveau vun der Kooperatiounspolitik eis Engagementer géifen zréckschrauwen aus enger reng egoistescher Iwwerleeung eraus, da géife mir domadder nawell net erreechen, dass mir eis Kris hei besser bewältegt géife kréien. Mee déi Sue géifen awer elle sur place bei eise Partner feelen, wou se wierklech e groussen Ënnerscheed kënne maachen.

Lëtzebuerg war, wat d'Kooperatiounspolitik ubelaangt, ëmmer e gudde Schüler an et ass wichteg, dass mir et och an dësen turbulenten Zäite bleiwen a weiderhi mam gudde Beispill virginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt, Madamm Empain!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mir hunn elo vill Interessantes hei héieren an och eng Partie perséinlech Erfarungen héiere vun Deputéierten, déi sur place waren, wat och ganz interessant war. An ech géif mech jo gären uschléissen an och eng Geschicht erzielen, wou ech an esou engem Land war. Leider hat ech awer déi Méiglechkeet bis elo nach net, fir vill duerch d'Welt ze reesen, soudass ech mech op eng Erfarung reduzéieren, déi ech gemaach hu viru laanger, laanger Zäit, déi awer gewësse Parallellen zu eiser Entwécklungspolitik vun haut weist.

Dat war an der Primärschoul, an do ware mer am Reliounsunterrecht an do krute mer kleng Këschten ausgedeelt - déi meescht vun Iech wäerte sech drun erënneren -, déi hu mer missen zesummefalen, an do ware Kanner drop gemoolt aus Afrika oder Indien, an dann hu mer misse Suen dramaachen an déi erëm ofginn. Dat war dann, ass gesot ginn, fir d'Kanner an Afrika, an nach méi fréier ass souguer gesot ginn, fir d'Heedekanner; dat seet een awer net méi.

Ech krut da vu mengen Elteren 100 Frang, fir dran ze maachen an dann hunn ech souguer nach heemlech 100 zousätzlech Frang aus mengem Spuerschwäin dragemaach, fir esou en extrae Bäitrag ze leeschten. An et huet mir och bruecht, dass ech doduerch e ganz gutt Gefill krut a gutt schlofe konnt a mech dann och moralesch ganz gutt gefillt hunn. Ech weess haut net genee, wéi déi Suen ugeluecht gi sinn, mee ech mengen awer, si hu bestëmmt eppes bruecht fir déi aarm Leit an der Drëtter Welt. Si hu mech net vill méi aarm gemaach an ech hat e gutt Gewëssen, wat mech frou gemaach huet, wéi gesot, e gutt Gefill.

Haut erënnert mech déi lëtzebuergesch Entwécklungshëllef e bëssen do drun.

Éischtens gi mir jo och vill méi, wéi mer eigentlech misste laut Accord vu Rio vun 1992, dee virgesäit, dass mer 0,7 % vun eisem Bruttonationalakommes an d'Entwécklungslänner stiechen.

Zweetens kënne mir och net genee soen, wat eis Entwécklungshëllef wierklech iwwer all déi Zäit laangfristeg brëngt. Et gi sécher ganz positiv Resultater, och sur place. Mir hunn dann hei och e puer flott Projeten erkläert kritt, déi absolutt ënnerstëtzenswäert sinn. Awer mir wësse jo alleguer, dass och Entwécklungshëllef keen Allheilmëttel ass an deelweis kann detournéiert ginn, zum Beispill duerch Korruptioun, oder an der Bürokratie stieche bleiwen. Se kann och deelweis negativ Konsequenzen hunn, wéi beispillsweis eng Lämung vun der lokaler Wirtschaft oder d'Verluergoe vun der Eegeninitiativ. Ech betounen: Dat ka passéieren.

An dann drëttens hëlleft d'Entwécklungshëllef eis selwer jo och, well mir eis da moralesch besser spieren. Dat ass esou. Mir hunn dann eppes Positives gemaach a mir kënnen, esou wéi ech deemools och, besser schlofe mat engem gudden, proppere Gewëssen.

A wat mer nach besonnesch kënnen, dat ass, wann een eist Land emol ugräift, zum Beispill wéinst eiser Steierpolitik oder Finanzplaz oder wat och ëmmer, da kënne mer deem äntweren: „Jo, mee kuck, mir gi méi fir déi aarm Länner an déi aarm Leit wéi Dir! Mir si méi solidaresch, mir sti moralesch besser do!" Eis Entwécklungshëllef ass also och quasi e Schutzschierm géint iergendwellech moralesch Ugréff op eise Staat wéinst anere Saachen. Dat ass och en Deel vun der Realitéit.

Gi mer der Saach e bëssen op de Fong. Ech konzentréiere mech emol op Afrika. Afrika huet haut 1,3 Milliarden Awunner. Et ass de Kontinent mat deem héchste Bevëlkerungswuesstum. Iwwer 2 Milliarden Awunner wäerte wuel an 20 oder e bësse méi Joren do liewen. Dat ass eng Bevëlkerungsexplosioun, wéi et nach ni eng ginn ass. Domat huet Afrika och déi jéngste Bevëlkerung op der Welt. Wäit iwwer 40 % am subsahareschen Afrika huet manner wéi 15 Joer.

Et gi ganz grouss Ënnerscheeder. Am Botswana zum Beispill gi bal all d'Kanner scolariséiert, am Niger sinn et der just ëm déi 30 %. A ville ländleche Regiounen, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, do ginn iwwer 40 % vun de Meedercher leider ni an d'Schoul.

Dann, am subsahareschen Afrika nach eng Kéier, geet 1 vu 16 Studente seng Studien an d'Ausland maachen. An do besteet dann de Risiko vum sougenannte „brain drain", op Franséisch „migration des cervaux". Dat ass iwwregens en Handicap fir d'Entwécklung vun deene Länner, wa se déi beschte Gehirer esou un d'Industrienatioune verléieren. Wa mir wëlle fair sinn, da musse mer derfir suergen, dass dat net geschitt an dass déi ganz gutt ausgebilte Leit, Dokteren, Ingenieuren net bei eis an Europa oder Lëtzebuerg bleiwen - och wann dat fir eis gutt wier an och vläicht fir si -, mee dass si zréck ginn an déi aarm Länner, well do gi se am drénglechste gebraucht.

Deen extreem staarke Bevëlkerungswuesstum, dat ass och scho gesot ginn, ass eng vun de gréissten Erausfuerderungen an den afrikanesche Staaten, do entsti vill Problemer, sozial Tensiounen. Mee dee Bevëlkerungswuesstum kann awer och positiv Konsequenzen hunn, an zwar fir e gewëssene Wirtschaftsopschwong. Vill Jonker sinn aktiv a si sinn e Virdeel fir déi zukünfteg Entwécklung vum Kontinent, well se och dynamesch sinn.

Et ginn dann och ganz vill positiv Zeechen. Iwwerhaapt kann ee soen, an ech mengen, dat gehéiert zur Realitéit, dass et der Mënschheet esou gutt haut geet, wéi et hir eigentlech nach ni gaangen ass. An dat heescht, dass de Mënsch haut am Duerchschnëtt déi beschte Situatioun huet, déi e jee an der Geschicht vun der Mënschheet hat.

Et ass also hei definitiv net esou, dass fréier alles besser war. Am Contraire, mir gesi säit Joerzéngten eng positiv Entwécklung weltwäit, esou eeben och an Afrika. Ëmmer méi Leit wunnen an de Stied an do hunn d'Leit beispillsweis haut duebel esou vill Chance op proppert Drénkwaasser wéi an de ländleche Regiounen. Mir hunn eng afrikanesch Mëttelschicht, meeschtens urban a jonk, déi sech gebilt huet, déi ëmfaasst iwwer 100 Millioune Leit an déi wiisst och. An déi Leit konsuméieren och globaliséiert Produkter a maachen Afrika ëmmer méi attraktiv fir Investissementer vu groussen internationale Firmen am Konsumberäich.

D'Liewenserwaardung läit haut bei iwwer 60 Joer. Dat ass natierlech am Verglach zu eis wéineg, mee et muss een awer kucken, an de 50er Jore louch se bei ëm déi 37 Joer, déi d'Leit also deemools kruten. Et si vill Progrèse gemaach ginn an de leschte 50 Joer. Mee et ginn och ëmmer erëm hefteg Réckschléi. Déi Problemer si genannt ginn duerch Kricher, Sozialkonflikter, Katastrophen, Aids an esou weider.

Et bleiwen also nach ganz vill déifgräifend Problemer an nach ëmmer liewe 400 Milliounen Afrikaner an extreemer Aarmut mat manner wéi 1,25 Dollar den Dag, dat besonnesch am subsahareschen Afrika. An et ginn der nach ëmmer ganz vill, vill ze vill, déi sech net anstänneg ernäre kënnen.

E ganz wichtege Punkt ass proppert Waasser. Proppert Waasser fir jidderee bleift eng vun de gréissten Erausfuerderunge fir eis alleguer. Et feelt oft un den néidegen Infrastrukture fir d'Bevëlkerung. An et ass sécherlech net vu Muttwëll, wa mir grad an deem Beräich hëllefen, och wann et nëmmen déi berüümten Drëps op de waarme Steen ass. Vill Drëpse kënnen awer eppes beweegen.

E gudden Deel vum Räichtum, deen et dann trotzdeem gëtt an deene Länner, dee kënnt natierlech duerch d'Presenz vu Rostoffer wéi Pëtrol, Metaller, wäertvoll Äerden. An eigentlech misst dat jo en immense Virdeel sinn, mee leider ass et dacks de Géigendeel, well ënner anerem grouss international Firmen, awer och aner Staaten, de schnelle Profitt op Käschte vun enger nohalteger Entwécklung wielen. Ëmweltverschmotzung, Zerstéierung, Ënnerschloe vu Suen, Ausbeutung vun den Aarbechtskräften, Kanneraarbecht am Kongo féieren da leider net zu de gewënschten an och méiglechen ekonomeschen a sozialen Entwécklungen.

Et ass och schwiereg fir eis, engersäits déi grouss westlech Multinationallen - dat ass jo och e bëssen hei en Theema gewiescht - an der Gitt ze halen, wa mer gläichzäiteg op där anerer Säit de chineesesche Staat hunn, dee ganz staark aktiv ass a sécher net besser ass.

Bon, wat kënne mir maachen? Mir si ganz kloer fir eng Entwécklungshëllef mat Häerz an awer och mat Verstand. Fir eis ass d'Entwécklungshëllef e positive Wäert, wou et sech lount, dass d'Land sech dran engagéiert. Et däerf dobäi awer net einfach bei engem Katalog vu gudden Absichte bleiwen. D'Politik däerf net den Androck entstoe loossen, wéi wa Lëtzebuerg eleng d'ganz Welt rette kéint. An och an dësem Beräich musse mir d'Ausgabe vu Steiergelder mat der néideger Suergfalt maachen.

Mir stinn hannert der Fuerderung vum Weltsommet vu Rio aus dem Joer 1992, dass déi räich Länner 0,7 % vun hirem nationale Bruttoakommes fir déi ëffentlech Entwécklungshëllef asetzen.

Mir missten all déi aner Industrienatiounen, a ganz besonnesch d'Memberstaaten aus der Europäescher Unioun, un dës Fuerderungen erënneren. Zum Beispill leie Spuenien an Italie bei ëm déi 0,2 % a Frankräich bei eppes méi wéi 0,4 %, also wäit, wäit ewech nach vun deenen 0,7 %, déi se missten anhalen.

Mir si bei iwwer 1 %, an dat ass nach net ganz richteg, well mir missten um nationale Plang endlech all déi ëffentlech Gelder kontabiliséieren, déi an d'Entwécklungshëllef fléissen, reell, fir de Prozentsaz ze rechnen, an dat no de Krittäre vum CAD (ndlr: Comité d'aide au développement) a vun der OECD. Da géif sech wuel erausstellen, dass mir nach vill méi an d'Entwécklung stiechen, wéi déi aktuell Zuelen dat aussoen. Dëst betrëfft dann och d'Gelder zum Beispill fir Flüchtlingen an och a puncto Klima, déi mer ausginn an déi och missten zur Entwécklungshëllef zielen, déi awer dann net onbedéngt gezielt ginn.

An ech géif den Här Minister dann och froen, fir eng Kéier déi ganz Rechnung ze maachen, dass mer eis kënnen e komplett Bild maachen an eis och besser kënne mat aneren Industrienatioune vergläichen, déi eeben dës Gelder, déi mir net mat arechnen, awer an hir Statistike mat bäisetzen. Mir sinn iwwerzeegt, da wäre mer nach wäit iwwer 1 %.

Mir hunn natierlech als räicht Land méi Méiglechkeete wéi anerer fir ze hëllefen. Mir gi momentan elo, ouni déi genannte Gelder do fir Flüchtlingen a Klima, mat iwwer 400 Milliounen d'Joer, déi an d'Entwécklungshëllef fléissen, wierklech vill aus, an dat sinn op eng Legislaturperiod berechent wäit iwwer zwou Milliarden Euro, déi an d'Entwécklungshëllef gestach ginn. Dat ass sécher ganz considerabel an exemplaresch.

An dobäi hu mer awer och en Defizit am Staatsbudget an eis Schold klëmmt ëmmer méi héich. Mir mussen also iwwerleeën: Wéi kënne mer déi Entwécklungshëllef esou steieren, dass mer engersäits enger moralescher Verantwortung kënnen nokommen an anerersäits awer och eis Interessen an där wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun, an där eist Land ass, kënne garantéieren?

Mir hätten och gären eng onofhängeg besser Kontroll vun der Entwécklungshëllef. Mir hätten emol gären eng Evaluatioun, déi net gemaach ass doduerch, dass Acteuren een deen anere kontrolléieren, déi oft matenee verstréckt sinn, wéi de Staat a LuxDev zum Beispill, mee éischter eng onofhängeg Evaluatioun, och laangfristeg mat eventuell kritesche Rapporten iwwert d'Entwécklungshëllef. Wa mer scho kritesch vun deene Rapporte schwätzen, da misst een och kucken, wéi déi Länner mat eis zesumme schaffen. Mir schaffe vläicht net ëmmer esou mateneen zesummen, wéi mer eis dat wënschen.

An ech géif hei e Punkt uschwätzen, dat ass de Retour vu Persounen, déi illegal op eisem Territoire sinn. Do waren emol an der Zäit verschidde Länner wéi de Senegal - ech weess net genee, wéi d'Situatioun am Moment ass, dat kéint de Minister eis vläicht soen -, do waren emol eng Partie Länner, déi eis Partnerlänner sinn, déi sech awer geweigert hunn, an deem Punkt mat eis zesummenzeschaffen. An do misst am Fong eng Kohärenz sinn zwëschent deem, wat mir kënne legitimement vun engem Partnerland erwaarden, eng gewësse Loyalitéit an där Bezéiung, an deem, wat mir dann och fir si maachen.

Dann hätte mer gären eng Ratifizéierung vun de Programmes indicatifs de coopération hei am Parlament. Dat seet d'ADR allkéiers hei an esou ass et eigentlech och virgesinn an eiser Verfassung. Dat géif eis et erlaben, fir allkéiers eng Diskussioun iwwer Opportunitéit an Netopportunitéit vu verschiddene Projeten hei ze féieren.

Mat wéi enge Krittäre ginn Entwécklungslänner ausgewielt, deene mir hëllefen? Mir hunn hei héieren, do ginn et ganz verschidden Iwwerleeungen: méi Länner, manner Länner, an Asien, an Afrika. Dat kéint ee jo och hei diskutéieren. Mir wëllen do d'Chamber vill méi enk an d'Decisioun ëm d'Kooperatiounspolitik mat abannen, dëst och schonn am Virfeld bei Entscheedungen iwwert de Choix vu Partnerlänner a vu konkreete Projeten. All d'PICe sollten an der Chamber ratifizéiert ginn, ier Kreditter deblockéiert ginn.

D'Chamber misst reegelméisseg iwwert de Fortschrëtt vun de PICen informéiert ginn, an um Enn vun der Period, iwwert déi de PIC leeft, misst e qualitativen a chiffréierte Bilan ënnerbreet ginn.

Elo am Rapport vun 2019, ech hu vläicht falsch gekuckt, do sti leider net méi déi Zommen, déi mer pro Land ausginn. Dat fënnt een awer nach am Rapport vun 2018, sou beispillsweis 20 Millioune fir de Burkina Faso an de Mali a 37 Millioune fir den Niger.

Dat sinn awer considerabel Zommen, wann een dat emol iwwer Joren zesummerechent. An do kéint een awer och emol méi genee an der Chamber debattéiere bei esou Zommen.

A propos Mali, och dat ass scho gesot ginn: Am August hate mer do e Militärputsch. Mir hunn do elo keng demokratesch gewielte Regierung méi an d'Nopeschlänner haten deelweis d'Grenzen zougemaach. Si waren temporaire ausgeschloss ginn aus der Afrikanescher Unioun. Bon, d'Situatioun schéngt sech elo awer erëm ze berouegen. Mee dat weist, dass mer am Mali an och grad an deenen anere Sahellänner, wou jo och Militäraktioune lafe vun den Europäer, eng extreem volatill Situatioun hunn, déi natierlech och Konsequenzen huet op eis Hëllef an eis Partnerschaft. An dat musse mer och an eis Iwwerleegunge mat erabréngen. Et ass traureg, mee da kann natierlech ganz séier eis ganz Hëllef zunichte gemaach gi mat esou Saachen.

Bon, wéi d'Traditioun esou wëllt, wëll ech awer och hei nach soen, dass mer mussen oppassen, mat wiem mer zesummeschaffen a wiem mir Sue ginn. Ech kommen dorop zréck, wat de Kolleeg Fernand Kartheiser hei och ëmmer sot: Mir misste genee kënne préiwen, ob déi ONGe kompatibel si mat eiser Diplomatie an och mat der internationaler Politik vun eisem Staat. An ech ernimmen dann do de Comité pour une paix juste au Moyen-Orient (veuillez lire: au Proche-Orient), deem och an der Vergaangenheet anti-israeelesch Aussoe virgeworf gi sinn an deem och reegelméisseg Antisemitismus virgeworf ginn ass. Dat wier also ze préiwen, och fir aner Organisatiounen, ob ee mat esou Organisatioune wierklech kann zesummeschaffen, wa se deelweis aner Ziler verfollge wéi eise Staat.

Mir sinn och der Meenung, dass mer d'humanitär Hëllef musse generéis handhaben, méi generéis, wéi dat am Moment gemaach gëtt. Mir hu gesot: Bei der Entwécklungshëllef, do si mer bei Rio 1992! Awer mir soen och: Wann iergendwou eng Kris ass, wa Mënschen an Nout sinn, wann Iwwerschwemmungen, Hongersnéit oder soss Katastrophe sinn oder bei Flüchtlingskrisen, da musse mer generéis hëllefen. Ech mengen, dat ass eng elementar mënschlech Aufgab. A wa mer elo am Militär Méiglechkeeten hu fir Transportcapacitéiten, an och déi Diskussioun ëm medezinnesch Capacitéiten an der Arméi, déi leeft jo och weider, da musse mer kucken, wéi mer déi kënne fir humanitär Missiounen asetzen. Ech denken do zum Beispill - firwat net? - un e klengen Hôpital militaire, dee mer kéinte sur place deployéieren.

Mir hätte gär als ADR och de politeschen an den ekonomesche Retour. De Paul Galles huet dat och e bëssen esou ausgedréckt. Dat heescht net, dass mer op Käschte vun eise Partnerlänner wëllen no eiser Ekonomie kucken, wéi et sécher verschidden Industrienatioune maachen, mee et heescht awer, dass mir dat, wat si net dohanne kënne maachen, wat hir Ekonomie net ka leeschten, als Lëtzebuerg awer deen Ableck kënne maachen an esou och e Retour op eis Wirtschaft hunn, also och ekonomesch dann an eng Win-win-Situatioun komme mat deene Partnerlänner.

Et huet an deem Sënn, mengen ech, och net esou vill Wäert, europawäit Ausschreiwungen ze maachen an eventuell Kontrakter mat Drëttpartien ze ginn. Eis Prioritéit ass et ze kucken, fir eisem Partnerland ze hëllefen, awer wann nëmme méiglech, da solle mir et esou arrangéieren, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie dann dovunner benefisséiere kann.

D'Entwécklungshëllef kéint nei iwwerduecht ginn - an dat ass jo och schonn ugeklongen - an hirem Konzept. Et gëtt sécher besser Weeër. Haut schwätzt een éischter iwwert d'Handelsrelatiounen, déi musse verbessert ginn, esou gerecht an oppe wéi méiglech, keng onfair Konkurrenz, fir et deene Länner ze erlaben, e richtegen Zougang zu de Mäert ze kréien, an hinnen dobäi och ze hëllefen. Dat ass laangfristeg e bessere Wee wéi déi traditionell Entwécklungshëllef, déi mer zanter der Dekoloniséierung kennen, soudass mer eng richteg Kooperatioun kéinte mat Partner maachen a mat hinnen zesummeschaffen.

Mir mussen och do ganz genee d'Politik vu China am A behalen, déi mat enger méi aggressiver Aart a Weis sech an Afrika an och soss probéiert ze implantéieren, an déi och ëmmer méi groussen Afloss op den Ofbau vun de Ressourcen an deene Länner kritt. Dat kann eis och net geostrateegesch egal sinn.

Ech wéilt an deem Kontext och drun erënneren, dass déi Europäesch Unioun China mëttlerweil als systeemesche Rival anuerdent. Dat heescht, dass mir an engem staarke Konkurrenzkampf zu China sinn an dass de Risiko besteet, ech wëll elo net iwwerdreiwen, mee trotzdeem, vun enger Aart Neioplag an Afrika, wéi dat am Kale Krich war deemools mam Ostblock.

Här President, léif Dammen, Dir Hären, fir eis ass et kloer: Mir hunn eng moralesch Flicht, deenen Äermste vun deenen Äermsten ze hëllefen. De Lëtzebuerger Staat gëtt am Moment, wann een alles matrechne géif, wat mer de Minister jo och bieden ze maachen, wäit iwwer 400 Milliounen Euro d'Joer aus. Dat si wäit iwwer zwou Milliarden Euro an enger Legislaturperiod. An dat läit wäit iwwer eiser Obligatioun vun 0,7 % vum Bruttonationalakommes.

Et ass och net ëmmer ganz kloer, ob dat wierklech laangfristeg eppes bréngt. An dobäi gi mir op schwiereg Zäiten duer mat Defizit a mat ëmmer méi Scholden. Mir sollten de Modell vun der Kooperatioun iwwerdenken, fir engersäits eis méi anzesetze fir gutt Handelsbezéiungen an eng besser Zesummenaarbecht am Handel, fir dass déi Länner sech och laangfristeg kënnen opbauen, an anerersäits, fir e méi groussen Deel vum Kuch ze huelen, fir geziilt Hëllef unzebidden am Fall vun humanitäre Katastrophe wéi Naturkatastrophen, Hongersnéit, Konflikter, Epidemien oder och elo aktuell de Covid, deen déi Länner jo och ekonomesch staark trëfft. Oder och nach, fir e rezent Beispill ze ginn, am Fall vun der Explosioun am Libanon, wou ech der Meenung sinn, dass mer roueg hätten e bësse méi kënne maachen. Wann ech richteg informéiert sinn, hu mer do 100.000 Euro ginn, mee do ass jo nach vläicht eppes Weideres virgesinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass schonn ugeklongen, mir haten d'lescht Woch vun enger Baisse vu 60 Milliounen am Entwécklungsbudget geschwat. An den Här Minister huet eis haut erkläert, datt déi Baisse iwwert déi zwee Joer gerechent, am Fong geholl 47 Milliounen ass, dat par rapport zu 2019, well d'Baisse par rapport zu deem budgetéierte Montant vun 2020 natierlech nach vill méi grouss ass, dohier och déi 60 Milliounen.

Ech mengen, et wier och vläicht ubruecht, deemno wéi. Ech verstinn dat, Kontabilitéit ass ëmmer eppes …, ass eng komesch Wëssenschaft, déi ech selwer net ëmmer richteg - guer net a Wierklechkeet - beherrschen. Mee ech mengen, et wier ubruecht, an dat gëllt och fir vill Ministèren, wa Linne geännert ginn, verschwannen, wa Saachen änneren, datt dat e bësse méi kloer eriwwerkënnt, well dann däerf e Ministère sech awer och net wonneren, datt et vläicht aneschters interpretéiert gëtt, wéi hien et wéilt.

(Interruption)

Mee op jidde Fall bleiwe mer bei enger Baisse. An ëmmerhin, par rapport zu deem, wat budgetéiert war, geet et eng Kéier ëm 43 Milliounen (veuillez lire: 41 Milliounen) erof an ëm 18 Millioune fir 2021 erof. Dat ass par rapport zu deem, wat budgetéiert war; dohier déi 60 oder 61 Milliounen.

Mee okay, mam reelle Budget sinn et weiderhi 47 Milliounen, well wa mer dat richteg interpretéieren - den Här Minister kann herno drop agoen, wa mer eis ieren -, mee mir ginn dervunner aus, datt mer fir d'éischt emol eng éischt Baisse mam reale Budget natierlech mat den Aspuerungen, déi gemaach gi sinn, vun 29 Milliounen eemol hunn, an duerno fir de Budget 2021 eng Baisse vun 18 Milliounen hunn, also eng cumuléiert Baisse u sech vu 47 Milliounen.

Am Pluriannuel vum Fonds de la coopération kann ee Follgendes liesen: D'Programmer vu LuxDev an de Partnerlänner louchen 2019 bei 102,6 Milliounen. Fir 2020 si just nach Depensë vu 85 Millioune virgesinn, an 2021 Depensë vu 95 Milliounen. Iwwert déi zwee Joer ass dat da fir d'Projete vu LuxDev an d'Partnerlänner en Ausfall vu ronn ongeféier 25 Milliounen.

Bei de bilaterale Programmer, déi net vu LuxDev geréiert ginn, louchen d'Depensen 2019 bei 33,9 Milliounen. A fir 2020 sinn dann nach 31,7 Millioune virgesinn an 2021 nach just 25 Milliounen. Dat misst dann en Ausfall vu ronn 10 Millioune sinn.

Och bei Programmer, déi um Terrain an Zesummenaarbecht mat anere gemaach ginn, kéint ee vun 10 Milliounen ausgoen.

Dobäi kommen och nach d'Kierzunge bei der multilateraler Hëllef an d'Kierzungen, déi eventuell nach vun anere Ministèrë virgeholl kéinte ginn, déi zur APD bäidroen. Wéi gesot, laut dem Här Minister par rapport zu 2019 dann 29 Millioune manner dëst Joer an dann nach eng Kéier 18 Millioune manner d'nächst Joer.

Dat heescht och, wann ee kuckt, mat 391 Millioune fir 2020 schéngt eis awer och nach eppes aneschters kloer: U sech wäert den absolutte Montant vun der Kooperatioun dëst Joer, deemno wéi, ënnert dem absolutte Montant vun de Militärausgabe leien, well de Militärbudget fir 2019, deen ass elo op 383 Milliounen, an dee gëtt net gekierzt! Dee gëtt net gekierzt, dee geet monter weider. Dat ass warscheinlech, fir déi Wäerter ze verteidegen, déi mer …

(Interruption)

An absolutten Zuele gëtt d'Kooperatioun gekierzt!

An ech wéilt dorobber och nach soen: Mir hate jo och eng Motioun deposéiert, dat war de Marc Baum, deen hat se virun e puer Méint deposéiert am Kader vun enger anerer Diskussioun, wou mer justement opgefuerdert haten, Dir kënnt lech drun erënneren, datt d'Aide fir Kooperatioun net an absolutten Zuele soll gekierzt ginn an datt ee sech net einfach nëmmen un d'Evolutioun vum RNB soll halen.

An déi Kierzunge sinn aus budgetärer Siicht, éierlech gesot, zimmlechen Onsënn, well wann ee kuckt, elo mat de projezéierten Defizitzuele vun 3 oder 4 Milliarden, déi virun der Dier sinn, kéinte mer op déi Kierzung vu 47 Milliounen op zwee Joer, éierlech gesot, verzichten.

An ech mengen, dat mécht och eppes aus, déi Suen. Dat mécht net esou vill aus fir de Staat, mee dat mécht eppes aus fir déi Leit, déi um Terrain sinn.

Här President, et ass immens schwéier, fir net ze soen onméiglech, Kooperatiounspolitik op eng reng humanitär Approche ze reduzéieren. Et geet och net duer, fir all eenzelne Projet, esou gutt deen och ass, lassgeléist vun der gesamter ekonomescher a politescher Logik anzeschätzen. Dat ass eeben dat, wat ee geleefeg als Kohärenz vun de Politicke bezeechent.

Op Franséisch gëtt et e schéint Spréchwuert, dat heescht: « Déshabiller Paul pour habiller Pierre. » Domadder mengen ech net den Här Galles, deen zwar defroquéiert ass, awer nach ëmmer net ausgedoen ass. Mee et seet villes aus iwwert d'Kohärenz. An an deem Fall mengen ech, wat d'Lëtzebuerger Kohärenz ugeet, datt ee kéint soen: « Déshabiller Paul et lui rendre ses sous-vêtements. »

An dofir muss een och eraus aus der Siloslogik. Kooperatioun ass net nëmme Kooperatioun. Et ass och Wirtschaftspolitik, et ass Handelspolitik, et ass Finanzpolitik, et ass Ëmweltpolitik an esou weider.

Ech hat d'lescht Woch nach a menger Interventioun zur Heure d'actualité vum Här Wiseler zur Flüchtlingspolitik de Problem vun den Handelsaccorden ugeschwat, e Problem, dee mir als Lénk permanent - permanent! - hei uschwätzen - et huet een ëmmer e bëssen den Androck, an d'Wüüst ze ruffen -, deen immens wichteg ass, elementar wichteg ass, mee dee leider net esou richteg mediatiséiert gëtt.

Et ass en essenzielle Sujet, well d'Handelspolitik gi mir als EU deene méi schwaache Staaten - an Afrika zum Beispill, mee net nëmmen - imposéieren. Déi huet en determinanten Impakt op hir Entwécklung respektiv op hir Netentwécklung, zum Beispill andeems een d'Zolltariffer fir eis Produkter erofsetzt, soudatt déi Secteure sech net entwéckele kënnen, oder andeems ee gewësse Secteuren der Liberaliséierung opmécht wéi d'Servicer, wou d'Europäer Joerzéngte Virsprong hunn, soudatt se esou Secteuren emol net selwer opbaue kënnen an esou éiweg an Ofhängegkeet bleiwen.

Här President, et héiert een oft vu Leit a Politiker, déi net onbedéngt Flüchtlingen hei wëllen, déi argumentéieren, et dierft ee se net eraloossen, mee et misst een hinnen op der Plaz hëllefen. Wéi een hinne soll op der Plaz hëllefen, soe se meeschtens net, vläicht well et hinnen och net géif onbedéngt gefalen. Mee en effet, mir kéinten hinnen hëllefen oder, besser gesot, mir kéinten ophalen, hinnen ze schueden.

Mir mussen och iwwer eis Finanzplaz schwätzen, well si dréit och derzou bäi, de Paul auszedinn. An ech mengen, datt de Kooperatiounsminister dat och ganz gutt weess. Souwisou hate mer scho viru längerer Zäit dee berüümt-berüchtegte Rapport vum Rainer Falk, dee scho bewisen hat, datt mer u sech duerch eis Finanzplaz den Entwécklungslänner méi ewechhuelen, wéi mer hinnen duerch eis Kooperatioun zréckginn. No villem Drock huet dee Rapport missen zréckgeholl ginn.

Mee mir wëssen nach ëmmer, datt zum Beispill d'CNUCED, d'Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, weiderhi seet: « Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique » … Also, dee CNUCED evaluéiert bis zu 88,6 Milliarden Dollar Pertë pro Joer vun den afrikanesche Länner wéinst den illicitë Flux financiers. An ech mengen, datt Lëtzebuerg warscheinlech do mat eng Roll spillt.

An dofir wollt ech och soen, Här President, mir wéilte gären eng Motioun deposéieren, well et gouf eng Kéier emol eng Etüd gemaach, déi ass zerrass gi mat fadenscheinigen Argumenter, a mir sinn der Meenung, well et steet jo och an der Motioun …

(Interruption)

Loosst mech nach e bëssen …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wagner, et wier vläicht besser, wann Der géift vun der Plaz aus schwätzen, well de Mikro net geet.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Vun der Plaz aus, dat heescht dohannen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Okay. Ginn ech schonn esou schnell bestrooft?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Oder do op déi Plaz, einfach op déi do.

(Brouhaha)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà. Also, d'Madamm Mutsch huet virdrun eng Motioun deposéiert, op déi ech herno ze schwätze kommen, wou och drasteet, et misst een eng Cohérence des politiques veilléieren. Eng Cohérence des politiques ze hunn, dat ass schéin, mee et misst een heiansdo e bësse méi konkreet sinn. A mir wëllen och do der Majoritéit hëllefen, wéi ëmmer, andeems mer eng Motioun deposéieren, wou mer just eng Saach froen: dat heescht, datt onofhängeg vun enger ëffentlecher Instanz, en onofhängege Bericht …

Une voix.- Virdrun huet ee besser héiere wéi elo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Bon, da ginn ech erëm duer. Ech sinn awer frou ze mierken: Dir wëllt mer nolauschteren.

(Brouhaha et hilarité)

Wat sidd Dir Masoschisten! Bon, allez! Hei ass eis Motioun, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le renforcement du système fiscal constitue l'un des principaux défis auxquels les pays en développement doivent faire face pour atteindre les objectifs de développement durable ;

- considérant que la fiscalité peut être une source fiable et durable de financement du développement et que les pays en développement sont confrontés à de multiples défis internes et externes en matière de recouvrement des impôts ;

- considérant le rapport 2020 de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) intitulé « Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique » qui évalue à 88,6 milliards de dollars les pertes annuelles des pays africains à cause des flux financiers illicites ;

- considérant que la place financière luxembourgeoise est un acteur important en ce qui concerne la gestion des flux financiers internationaux et que les pays développés et les pays en développement ont une responsabilité partagée de combattre les flux financiers illicites ;

invite le Gouvernement à :

- commissionner auprès de l'Université du Luxembourg, ou d'un autre institut de recherche public, une étude indépendante sur le rôle de la place financière luxembourgeoise dans l'apparition des flux financiers illicites et de l'impact potentiel de ce rôle sur les pays en développement en matière de recettes fiscales.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir fuerdere ganz einfach, datt eng onofhängeg Etüd realiséiert gëtt vun enger ëffentlecher Instanz, fir iwwerhaapt den Impakt vun de potenziellen Transaktiounen, déi iwwert d'Finanzplaz lafen, ze wëssen, also wat fir en Impakt déi hunn op d'Entwécklungslänner.

Et gëtt jo souwisou och nach eng aner Verstréckung, wat d'multinational Entreprisen ugeet. Natierlech sinn déi phenomenal op eng monstréis Aart a Weis befreit vun der Steierverflichtung. Anersäits kënne se och komplett vollkomme stroffräi handelen.

Wéi bei der Steierflucht läit den Haaptproblem doranner, datt all Filial als onofhängeg Entreprise

consideréiert gëtt. Wann an engem Entwécklungsland e Problem ass, gëtt, wann iwwerhaapt, just déi lokal Filial belaangt oder d'Subentreprise, net awer déi ganz Multinational, woubäi d'Afferen dacks keen Accès zur Justiz hunn oder mat Autoritéite konfrontéiert sinn, déi op der Säit vun der Multinational sinn.

Den Headquarter am Norden, deemno wéi zu Lëtzebuerg, genéisst Stroffräiheet, obwuel hien den Donneur d'ordre ass. A mir schwätzen hei guer net vu Lappalien, well multinational Entreprisë sinn oft a Secteure verwéckelt, déi immens verheerend sozialpolitesch an ekologesch Konsequenzen hunn: Landgrabbing, Ausbeutung vu Mineralien, Zougang zum Waasser, Waldrodung, Extraktioun vu Pëtrol a vu Gas, Traitement vun toxeschem Offall an esou weider an esou virun.

A fir datt ee sech dat besser virstelle kann, kann een och nach konkreet Beispiller huelen, zum Beispill déi Entreprise Ternium, déi zu Lëtzebuerg domiciliéiert ass an déi reegelméisseg géint d'Aarbechtsrecht verstéisst. Et ass eng vun deene gréisste Stolentreprisen a Latäinamerika, déi op verschiddene Sitten am Guatemala, a Mexiko, Argentinien, Brasilien a Kolumbien iwwer 19.000 Leit beschäftegt.

Do hat eng Kéier, dat war am Guatemala am September 2017, d'Fédération syndicale internationale IndustriALL Global Union eng Plainte bei der OCDE deposéiert géint Ternium, zesumme mat enger lokaler Gewerkschaft, well Ternium einfach refuséiert, mat der Gewerkschaft ze verhandelen.

An de Problem ass, datt Ternium, eeben déi zu Lëtzebuerg domiciliéiert Gesellschaft, immens vill schlëmm Saache virgeworf kritt: laang Aarbechtszäiten, niddreg Léin, keng richteg Congésdeeg an eng onzouräichend Krankeversécherung. A wann dann eng Delegatioun sech zesummefënnt oder Leit, keng Delegatioun, mee Leit gewerkschaftlech aktiv ginn, wéi dat och de Fall war, kréie se einfach esou fristlos gekënnegt.

Et ass weidergaang viru guatemalteekesch Geriichter. Mee Ternium fiert monter weider mam Netrespekt vum Aarbechtsrecht.

Et gëtt och déi ominéis Gesellschaft, déi am Landgrabbing ganz aktiv ass, vum franséische Milliardär - e Kolleeg vum Sarkozy - Bolloré, also Socfin, déi hei domiciliéiert ass, doriwwer gouf et och ganz vill Artikelen, an déi accaparéiert an Afrika an an Asien, och am Kambodscha zum Beispill, Lännereien, soudatt déi lokal Populatiounen näischt méi iwwreg hunn.

Der Socfin hir Strategie ass d'ailleurs och d'Poursuite-bâillon ze maachen. Dat heescht, si maache Prozesser - Prozesser géint ONGen, géint Gewerkschaften, géint Journalisten. Och wa se verléieren, dat ass hinnen egal. Et ass hinnen egal, well si hunn d'Moyenen, déi Käschten ze iwwerhuelen, wat déi Leit, déi se poursuivéieren, net onbedéngt hunn. Se ginn och heiansdo condamnéiert wéinst „procédure abusive", mee et ass hinnen och ganz einfach egal.

Et kéint een och iwwert déi ominéis Entreprise schwätzen, iwwert déi mir eng Question parlementaire gestallt hunn, mat enger komescher Äntwert, dee Grupp NSO, deen och hei an der Stad um Kierchberg, mengen ech, domiciliéiert ass. An dat ass deen, deen déi Spionageapplikatioun Pegasus do entwéckelt, mat där anscheinend laut „New York Times" an „Haaretz" gehollef gouf, de Khashoggi ze tracéieren an duerno ëmzebréngen.

Hien ass net deen Eenzegen, deen deem zum Affer gefall ass. De mexikanesche Journalist och, Javier Valdez Cárdenas, dee géint Karteller enquêtéiert huet, deen ass och erschoss ginn. A souwisou, déi Entreprise ass bekannt, déi Applikatioun ass bekannt, fir a Latäinamerika géint Mënscherechtler virzegoen.

Ass dat normal, datt Lëtzebuerg nokuckt, wann Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg sinn, kriminell Aktivitéite maachen? Mir mengen, datt Lëtzebuerg endlech misst ufänken, Neel mat Käpp ze maachen.

De Problem ass jo deen, mir hunn nach virdrun dovu geschwat, et ass schonn ugeschwat ginn, mir hunn hei Principe-directeuren an esou weider an et ass och geschwat gi vun engem Bericht, dee misst kommen. Dee Bericht ass den 19. Oktober komm! Mir haten eng Question parlementaire gemaach, an deen ass dunn och veröffentlecht ginn, dee Bericht vun der National Baseline, dee ganz kloer …

A, do hunn ech en Déngens! Bon, egal.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Huet een Iech e Blat geklaut?

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo. Nee, ech hu mir selwer e Blat geklaut. Dat ass egal. Mee bon, ech weess awer, wat ech wollt soen. Ech hu just den Numm vum Bericht vergiess.

Mee dee Bericht, dee ganz kloer seet, deen ass am Oktober 2019 am Optrag vum Ausseministère erauskomm, dee ganz kloer Lëtzebuerg oprifft, sech e legale Kader ze ginn oder den aktuelle legale Kader ze reforméieren. An e seet, datt zu Lëtzebuerg déi aktuell Situatioun komplett onzouräichend wier par rapport zum Devoir de diligence. Dat heescht, datt eeben all Entreprise, déi zu Lëtzebuerg domiciliéiert ass, muss kucken - et c'est la moindre des choses, fannen ech -, datt déi ganz Produktiounschaîne u sech d'Mënscherechter respektéiert. A si solle sech eeben déi Moyene ginn.

Et ass guer net esou schwéier. Frankräich huet et gemaach. Däitschland ass amgaangen et ze maachen. Et kann een natierlech soen ...

(Interruption)

Jo, warscheinlech.

An et kann een och soen, et kann een op de Godot ... pardon, op d'EU waarden, mee et muss een net. Et muss een net! Et kann een och eng autonom Initiativ wéi aner Länner iwwerhuelen. Dat géif eis gutt zu Gesiicht stoen, well mer dat souwisou musse maachen a well déi aktuell Situatioun complètement ineffikass ass. Ech mengen, wa mer schonn, fir eis Wäerter ze verteidegen, an der Arméi esou vill Milliounen investéieren, kéint een dann och eeben a Mënschen investéieren, an den Administratiounen, fir eebe ganz konkreet ze kucken, datt eis Wäerter oder op jidde Fall d'Mënscherechter respektéiert ginn an den Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn.

Ganz kuerz nach eng kleng Fro. Et ass richteg, datt zënter dem Spuerpak déi Reform komm ass, datt u sech d'Projeten an de Pays les moins avancés u sech favoriséiert ginn, well se zu 80 % kofinanzéiert gi vum Staat par rapport zu de Pays, déi net „moins avancés" sinn, wou nëmme 60 % finanzéiert gëtt vum Staat.

(Coups de cloche de la présidence)

Ech rechnen u sech d'Motioun e bësse mat.

Dat kléngt gutt, natierlech, mee de Problem ass, datt Der och Länner hutt, déi net zu deenen äermste gehéieren, déi net e PMA sinn, wéi Indien, Brasilien et j'en passe an esou weider, wou d'sozial Schéier esou auserneen ass, déi genausou katastrophal Situatioune kënnen hunn. An et gëtt da méi komplizéiert, fir déi Projeten ze finanzéieren. Ech mengen, de Kooperatiounsministère misst op déi Logik erëm zréckkommen an u sech e Kofinanzement vun 80 % och op de Projeten an de Pays, déi net „les moins avancés" sinn, an déi Richtung erëm schaffen. Ech mengen, do géife sech och vill ONGen driwwer freeën.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, da kucke mer emol, ob d'technesch Problemer mat engem Pirat um Mikro sech opléisen oder ob se weiderbestinn.

Wéi Der Iech vläicht nach erënnere kënnt, hu mer hei an dësem Sall viru Kuerzem ewell iwwert d'Motioun vun deene Lénken, vum Marc Baum, geschwat, wou et jo drëm goung, fir ze hëllefen, de Budget vun der Kooperatioun net ënnert den Niveau vun 2019 falen ze loossen. Dës Motioun gouf vun de Regierungsparteien an der ADR ofgeleent, wat mir Piraten bedaueren.

Den Här Minister huet eis virdrun nach eng Kéier en Iwwerbléck iwwert d'Zuele ginn, iwwert déi absolutt Zuelen. An et gëtt sech e bësse verstoppt hannert deenen absolutten Zuelen, déi an d'Luucht ginn, also vum nächste Joer par rapport zu dësem Joer, well wa mer genau kucken an och déi absolutt Zuele kucken, wäert d'nächst Joer nach ëmmer ausgi gi fir Entwécklungshëllef wéi d'lescht Joer.

Elo kann een doriwwer streiden, wéi déi genau ze kontabiliséiere sinn a wéi vill dovunner, ob dat elo 30, 40 Milliounen sinn. Um Enn vum Dag - de Kolleeg David Wagner huet et gesot - spillt et u sech keng grouss Roll, wa mer de Gesamtstaatsbudget kucken, ob et der elo 30 oder 40 sinn, virun allem wann ee bedenkt, datt déi nämmlecht Regierungsmajoritéit, déi hei d'Motioun vum Kolleeg Baum rejetéiert huet, plangt, fir eng Augmentatioun, eng Rallonge vun engem Projet vun engem Militärsatellitt ze froen, déi e Multipel vun där Diminutioun vun der Entwécklungshëllef ass.

Duerfir, Här President, iwwerreechen ech Iech eng Motioun, fir eng Iddi opzegräifen, déi de Kolleeg Paul Galles virdrun opgeworf huet, nämlech déi, fir e Seuil minimal ze fixéiere vun der Moyenne vun deene leschten dräi Joer an der Entwécklungshëllef.

Motion 3

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass Lëtzebuerg seng Engagementer, déi um Niveau vum Plan d'action vun Addis Abeba geholl goufen, eescht hëlt;

- dass d'Regierung trotz der Covid-19-Kris weiderhi wëllt de Partnerlänner finanziell zur Säit stoen;

- dass grad eis Partnerlänner schwéier vun der Covid-19-Kris wäerte getraff ginn;

- dass d'Regierung a Lëtzebuerg e „pays solidaire" gesäit an dofir 1 % vu sengem RNB an d'Entwécklungskooperatioun investéiere wëllt;

- dass déi aktuell sanitär Kris och wirtschaftlech Repercussiounen huet an doduerch eng Diminutioun vum RNB mat sech bréngt;

- dass d'Festhalen un enger finanzieller Hëllef vun 1 % vum RNB an der aktueller Situatioun enger Baisse vun de Mëttelen an absolutten Zuelen entsprécht.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- de Montant vun der ëffentlecher Entwécklungshëllef, déi Lëtzebuerg senge Partnerlänner am kommende Budgetsjoer accordéiere wäert, net ënnert d'Moyenne vun de finanzielle Mëttelen, déi an de leschten dräi Joer investéiert goufen, falen ze loossen.

(s.) Sven Clement, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Zuele vun der Unesco no kann et sinn, datt d'nächst Joer eleng wéinst Covid 24 Millioune Schüler a Schülerinnen net méi zréck an d'Schoul kënne goen! Dës Kanner verléieren hir Chance op Bildung wéinst enger sanitärer Kris. Déi meescht vun hinne wäerten de Wee an d'Schoul ni méi kënnen untrieden. Hir Chance op Bildung kënnt net méi erëm.

Virun allem d'Meedercher wäerte vun dëser Kris betraff sinn. Wa si nämlech net méi an d'Schoul kënnen, mussen d'Elteren eng aner Léisung fir se fannen. Vill ze heefeg besteet dës Léisung aus Mariage forcé a verfréitene Schwangerschaften. A ville Länner ginn also ganz Joergäng vu potenziell gutt ausgebilte Matbiergerinnen a Matbierger verluer, an domat och d'Chance, fir mat deenen hirer Hëllef selwer eng Wirtschaft op d'Been ze stellen, déi krisefest ass an déi e gewëssene Liewensstandard fir Land a Leit kéint garantéieren.

Der Unicef no kéint Corona derfir suergen, datt déi éischte Kéier zanter 20 Joer d'Zuel vun de Kanner, déi a Kanneraarbecht gezwonge ginn, erëm klëmmt. Wann d'Elteren d'Kanner net méi kënnen an d'Schoul schécken, wou se versuergt ginn an eppes z'iesse kréien, si se forcéiert, d'Kanner schaffen ze schécken.

Scho virun dëser Kris hunn äermere Länner Milliarden an hirem Bildungssystem gefeelt. An duerch déi Kris brauchen och dës Länner méi Suen, fir hire Schoulsystem um Lafen ze halen, Sue fir Desinfektiounsmëttel, Masken an deemno wéi Material fir Online-Coursen ze halen. De Global Education Monitoring Report vun der Unesco schätzt, datt do nach eemol 50 Milliarden u Käschte kéinten ufalen.

Wann d'Länner dës Zomm net kënnen opbréngen, verléieren d'Kanner d'Chance op e Bildungsofschloss a Mannerjäreger mat Handicap wäerten am schlëmmste betraff sinn. Fir dëse Mënschen also weiderhin eng Chance ze ginn, brauchen dës Länner déi néideg finanziell Mëttel, mee oft sinn dat Suen, déi d'Länner selwer einfach net hunn.

Vill gouf hei vu Kolleege scho vu perséinlechen Experienze geschwat. An erlaabt mer och eng kleng Anekdot ze erzielen, well ech an enger ONG aktiv sinn, déi a Bolivien aktiv ass, a Bolivien, eebe grad am Bildungssecteur. An och déi betreien haaptsächlech vulnerabel Kanner. Kanner, déi schonn en immens wäite Wee fir an d'Schoul hunn an duerfir drop ugewise sinn, fir méi no bei der Schoul an engem Internat ze logéieren. Duerch d'Covidkris gouf natierlech als Éischt, an dat mécht och sanitär Sënn, d'Internat zougemaach an et gouf drop verwisen, datt elo och a Bolivie kéint Homeschooling, Onlineschoul stattfannen, Schoul doheem.

Mee dat, wat hei zu Lëtzebuerg „Schoul doheem" heescht, wou een dach eng gutt flächendeckend Internetverbindung huet a wou déi meescht et, mat Opwand zwar, mee déi meescht et hikritt hunn, fir sech ze ekipéieren, fir eebe genau déi Schoul doheem kënnen ze iwwerliewen, do muss een drop hiweisen, datt eebe grad a Bolivien, wann een e bësse méi wäit ewech wunnt, esou wäit ewech, datt een da muss am Internat wunnen, „Schoul doheem" net dat nämmlecht ass wéi bei eis. Well, éischtens, Internetverbindung ass e bësse méi schwiereg do an, zweetens, d'technesch Ekipementer derfir sinn nach vill méi schwéier ze kréien a géife Familljе fir Generatioune quasi an de Ruin stierzen, wann déi Äermste vun deenen Äermsten och nach mussen an IT investéieren. An da kënnt derbäi, datt dat Land, an deem déi Leit gebuer sinn, d'Suen net hunn, fir jiddwerengem déi Chancen ze ginn, déi déi Kanner verdéngt hunn.

Hei ass also Entwécklungshëllef gefuerdert. Hei si mir gefuerdert, fir ze weisen, datt eis d'Schicksal vun deene vulnerabele Kanner net egal ass! Hei mussen déi méi räich Länner och mat der Zivillgesellschaft zesummeschaffen, fir ze hëllefen, esou zum Beispill duerch d'Kooperatioune wéi dem Global Partnership for Education, eng international Plattform, déi weltwäit mat nationalen an internationalen Acteuren zesummeschafft, fir d'Bildung an Entwécklungslänner no vir ze bréngen.

Lëtzebuerg ass hei schonn engagéiert. Dës Plattform eleng huet net méi spéit wéi dës Woch e weideren Hëllefsprogramm lancéiert, dee fënnef Milliarden Dollar u 87 Länner verdeele wäert, fir esou d'Bildung fir bis zu 1 Milliard Kanner ze garantéieren. 5 Milliarden, fir 1 Milliard Kanner ze hëllefen, dat si 5 Dollar op de Kapp! Dat muss eis d'Bildung wäert sinn!

Dës Sue kéinte spéider, wann een dat dann alles duerchrechent, ganzen 18 Millioune Mënschen direkt hëllefen, fir der Aarmut ze entkommen! D'Organisatioun schätzt, datt dës Suen och indirekt wäerten d'Zwangshochzäite vun engen 2 Milliounе Meedercher kënne verhënneren.

Ech fannen, fir Mënschen en dignet Liewen ze erméiglechen, däerft een u sech kee Präis dropsetzen!

Lëtzebuerg muss also och weiderhi seng finanziell Engagementer héichhalen, well Suen, déi haut feelen, fir e Bildungssystem ze finanzéieren, déi feele muer an der Wirtschaft vun deene Länner, déi betraff sinn.

D'Unesco schätzt, datt fir all Dollar, deen een an de Bildungssystem fléisse léisst, herno 10 bis 15Dollar méi am PIB sinn. All Euro, dee mer also haut an Entwécklungshëllef stiechen amplaz a Militärkooperatioun, huet an e puer Joer en entscheedenden Impakt op d'wirtschaftlech Situatioun an eise Partnerlänner. Et ass fir elo ze hëllefen, fir haut esou vill wéi méiglech Kanner eng Chance op e bessert Liewen ze erméiglechen, wa mer wëllen, datt dës Länner eng besser Zukunft hunn.

Duerfir musse mer dëse Länner mat Rot an Dot a finanzielle Mëttelen zur Säit stoen, fir datt se hire Wee fannen, ee Wee, wou se net méi mussen iergendwellech Backroomdeals mat Länner wéi China agoen a kënne selwer decidéieren, wat se mat hirem Territoire an hire Ressourcë maachen. Bis dohi musse mer eise Partnerlänner wéi dem Burkina Faso oder dem Laos och weiderhin ënnert d'Äerm gräifen.

Eis Kooperatiounspolitik muss duerfir op Nohaltegkeet opgebaut sinn. Och wann d'Theema vum Klimawandel fir e kuerze Moment op d'zweet Plaz gerutscht ass, esou dierfe mer net vergiessen, datt all Joer, wat mer net notzen, fir dëse Länner ze hëllefen, hir Klimaziler ze erreechen, e verschwentent Joer ass.

De Klimawandel trëfft fir d'éischt déi äermsten an déi vulnerabelst Länner op der Welt. Elo scho leide vill vun hinnen ënner Dréchenten an Iwwerschwemmungen. Millioune vu Mënsche kënnen net méi an hirem Land bleiwen a mussen op d'Hëllefsbereetschaft vun anere Länner hoffen.

Duerfir muss Lëtzebuerg och weiderhi mat Länner wéi dem Cap-Vert zesummen un engem Plang fir nohalteg Kooperatioun schaffen, dëst net nëmmen duerch d'Ënnerstëtze vun nationale Bildungssystemer, mee och vu klenge lokale Firmen, déi sech op erneierbar Energië konzentréieren. Duerch d'Vergi vu Mikrokreditter huet Lëtzebuerg d'Chance, fir Entreprisen ze ënnerstëtzen, déi net nëmmen Aarbechter am Secteur vun erneierbaren Energien astellen, mee och ausbilden. Duerch esou Projete kënne mer de Leit hëllefen, ouni se an eng nei Ofhängegkeet ze stierzen.

Duerfir soll d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef och net op e Quid pro quo ausgeluecht sinn. Dës Länner solle kënne vun eisem Knowhow an eisen Hëllefe profitéieren, ouni datt se doduerch gezwonge sinn, iergendwellech Dealer mat eisem Land oder eiser Finanzplaz auszehandelen. Eis Entwécklungshëllef soll en Investissement an dës Länner, hir Bevëlkerung awer och hir Zukunft sinn an net eng staatlech Obligatioun, wou mer all Joer Dividende froen an dann och nach zielen.

D'Piraten fuerderen duerfir, datt d'Kooperatiounspolitik vun eisem Land onofhängeg vun de wirtschaftlechen Interesse bleift.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerger ONGen an och aner auslännesch Hëllefsorganisatioune maachen hiert Bescht, fir dës Projeten op d'Been ze stellen, a mir mussen hinnen duerch méi einfach Bürokratie a méi koordinéiert Efforten hëllefen, fir dat Bescht aus deene Moyenen ze maachen, déi se hunn.

Et gouf haut schonn ugeschwat: Heiansdo geet een eng Schoul kucken, déi vun engem Land finanzéiert gouf, de Pëtz vun engem aneren an d'Spillplaz vun engem drëtten, ouni datt déi dräi Länner matenee geschwat hunn. D'EU huet do Moyenen, fir besser koordinéierend Mechanismen amplaz ze setzen, an et gëtt dréngend Zäit, datt dës Mechanismen och tatsächlech um Terrain ze gesi sinn!

D'Hëllef vu Lëtzebuerg an aneren europäesche Länner ass e wichtege Schrëtt, fir d'Zuel vun de Leit ze verréngeren, déi sech mussen op de Wee maachen, fir aus hirem Land ze flüchten, well se keng Liewensmëttel oder Energiesécherheet hunn. Wa mer also och am Interêt vun der sozialer Kohäsioun vun Europa handele wëllen, fir dëse Leit en dignet Liewen do ze erméiglechen, wou se gebuer sinn, da musse mer och am Subsahara weider investéieren.

Och op anere Plazen op der Welt gëtt fräiwëlleg a finanziell Ënnerstëtzung dréngend gebraucht, esou zum Beispill am Burkina Faso, wou Lëtzebuerg sech bis elo ëmmer als Partner agesat huet. Am leschte Joer koum et do zu der Krisesituatioun, iwwert déi mer scho geschwat hunn. An duerch dee Konflikt steigt d'Onsécherheet, eng Onsécherheet, déi derzou féiert, datt d'Ernärungssécherheet net méi garantéiert ass.

Vill Fräiwëlleger bleiwen doheem. Déi, déi och vläicht wéilten am Land hëllefen, komme guer net méi dohinner, well d'Grenze scho virdrun zou waren an duerch d'Pandemie och nach länger Zäit wäerten zou bleiwen. Esou kënnt et zu Situatiounen, wou am Burkina Faso d'Elteren hir Kanner net méi an d'Schoul schécken, well se ëm hir Sécherheet besuergt sinn. An deene Géigenden, wou et nach e bësse méi sécher ass an d'Kanner kéinten an d'Schoul goen, feelt et dann awer deelweis u Personal, fir hinnen eppes bäizebréngen.

Fir den nächste Mount sinn elo Presidentschaftswalen am Burkina Faso ugekënnegt. Mee wann et esou geet wéi 2015, wäerten dës zu nach méi Instabilitéit am Land féieren.

Lëtzebuerg huet sech als Partner verflicht, de Leit an deem Land ze hëllefen, fir sech e bessert Liewen opzebauen. Wa mer keng Leit méi dohinner reese loossen an d'Finanzéierungsméiglechkeete fir Projete kierzen, dann hu mer guer näischt méi gemaach! Also loosst eis wéinstens net d'Finanzéierungsméiglechkeete fir Projeten um Terrain kierzen, fir datt eis Partnerschaft méi ass wéi nëmmen en Engagement um Pabeier! Et muss en Engagement bleiwen, wat op der Plaz ukënnt, och an Zäiten, wou een eebe grad net méi selwer op d'Plaz kënnt.

An och am Niger, en anert Partnerland vu Lëtzebuerg, ass nom Choleraausbroch d'lescht Joer d'Land nach ëmmer an enger kritescher Konditioun. Jo, net nëmmen an den USA ginn d'Leit op d'Strooss, fir géint d'Policebrutalitéit ze demonstréieren, och am Niger, engem vun eise Partnerlänner, ass dëst e Problem, vläicht souguer nach méi e grave Problem, well se ginn op d'Strooss, well eng Spezialunitéit vun der Police verdächtegt gëtt, Mënschen ëmzebréngen, ze mësshandelen an d'Biergerinnen an d'Bierger ze beklauen, déi se eigentlech schütze sollen.

D'Land ass an enger Kris. An och wann déi aktuell Regierung versprach huet, géint déi Unitéit virzegoen, esou ass et awer nach e laange Wee dohinner. All dës Facteure féieren also zu Onsécherheeten. Onsécherheeten, déi d'Liewensqualitéit op der Plaz verschlechteren a wou mir als Partnerland hëllefe kënnen, sollen a mussen, fir datt d'sanitär, d'politesch, mee och d'humanitär Kris ophale kann. Well nach eng Kéier: Wann et net sécher ass, fir Kanner an d'Schoul ze schécken, wa keng finanziell Mëttel do sinn, fir kleng lokal Firme kënnen ze ënnerstëtzen, dann hu mer als Partner eis Aarbecht net gemaach.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Europa a Lëtzebuerg hu sech an deene leschte Méint op hir Infektiounszuelen, hir Masken an hir Coronastrategië konzentréiert. Vill Länner sinn nach ëmmer der Meenung, datt eng zoue Grenz e Virus kéint ophalen. An obwuel de Fokus ganz kloer op der Gesondheet vun eiser Bevëlkerung muss leien, gëtt et awer héich Zäit, fir erëm iwwer eisen eegenen Tellerrand erauszekucken an eis erëm deene Verflichtunge bewosst ze sinn, déi mir als Lëtzebuerg géintiwwer vun deene Länner hunn, déi scho virun der Kris deelweis de Kapp kaum iwwert dem Waasser hale konnten, eis Engagementer ze honoréieren, op déi dës Länner zielen.

Et gi Leit, déi soen, d'Lëtzebuerger Bäiträg zur Entwécklungspolitik wäre just eng Drëps op de gliddege Steen. Mee wann et engem un allem feelt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann zielt eeben och all Drëps an dann ass all Drëps e wichtegt Zeechen un eis Partnerlänner, datt mir se an dëse schwéieren Zäiten net vergiess hunn. A genau duerfir sollte mer eis Hëllef net nëmmen a relativen Zuelen, mee och an absolutten Zuelen héichhalen, fir datt et eebe grad net zu Kierzunge muss kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Merci all den Deputéierten, déi intervenéiert sinn an dësem ganz räichen Debat. Ganz vill interessant Interventioune mat och ganz ville Froen, op déi ech probéieren, elo hei kuerz, esou kuerz wéi méiglech, anzegoen, compte tenu effektiv vun där ganzer Rei vu Froen.

Ech fänken dann u mam Paul Galles senge Froen, déi e soulevéiert huet.

En huet fir d'éischt emol ugefrot, ob d'Regierung der Meenung wär, dass eng Gesamt-Sahel-Strategie eng gutt Iddi wär an net just eeben déi Partnerschafte mat eise Partnerlänner. Ech géif gär dorobber äntwerten, dass mer en fait eng global Approche hu fir de Sahel. Mir hunn déi zesumme mat der EU a mat anere Partner am Kader vun der „Alliance Sahel" an der „Coalition pour le Sahel".

Dat ass eng Koordinatioun vun der internationaler Kooperatioun am Sahel, wou jiddweree sech en fait do engagéiert, wou e seng Point-forten huet, dat heescht, wou e sech do engagéiert, wou en déi gréisste Valeur ajoutée huet.

Fir Lëtzebuerg ass dat am Niger zum Beispill am Secteur Waasser, wou mer iwwregens Chef de file sinn an deem Beräich. An am Burkina Faso gi mer och elo Chef de file vun der Educatioun. Dat heescht, dass mer do wierklech déi sinn, déi déi Politik an deem Beräich koordinéieren. Ech mengen, dat ass eng formidabel Reconnaissance fir eise Savoir-faire an deem Beräich a weist, dass mer do eng ganz gutt Aarbecht maachen. Dat heescht, do, wou mer eppes ze bidden hunn, do si mer effektiv och present.

Wat de Renforcement ugeet vun der diplomatescher Presenz, do si mer och amgaangen, eis ze stäerke respektiv hu mer eis gestäerkt. Mir hunn 2019 de Büro vun der Kooperatioun am Niger an eng Ambassade transforméiert an am November gëtt och do nach en zousätzlechen Agent dohinnergeschéckt, fir déi ze renforcéieren.

Et ass och vu verschiddenen Deputéierte gesot ginn, dass et vläicht gutt wier, am Maroc méi aktiv ze ginn. De Gusty Graas huet den LTIO elo zu Casablanca evoquéiert, dee mer effektiv opgemaach hunn. Et ass e Fait, dass de Maroc eng Dier ass, fir an d'Afrique subsaharienne eranzegoen. Bon, den LTIO huet natierlech avant tout eng kommerziell Logik. An et ass och e puermol gesot ginn an ech stinn natierlech voll derhannert, dass een déi zwou Saachen net soll vermëschen.

Et ass en absolutte Prinzip, dass mer keng Aideliéeë maachen an der Kooperatioun, mee netdestotrotz gëtt et elo schonn eng ganz Rei Synergien, och mam Privatsecteur. Ech hunn dat och gesot a menger Deklaratioun, dass mer probéieren, justement mat Implikatioun vun eisem Privatsecteur, sief dat eise Finanzsecteur oder sief dat och aner Entreprisen, fir de lokale Privatsecteur an eise Partnerlänner ze renforcéieren. An ech mengen, do kann effektiv de Maroc och eng Porte d'entrée sinn, fir och méi aktiv ze ginn am Développement économique an där Regioun, wou mer jo souwisou scho present sinn. Dat heescht, ech mengen, dat wier duerchaus eng interessant Pist.

Am Laos si mer amgaangen, en neie PIC ze identifiéieren. Do schaffe mer drun. Am Nicaragua suivéiere mer d'Situatioun. Dat Gesetz effektiv, Här Galles, wat Der evoquéiert hutt, ass natierlech eppes, wat eis och inquietéiert. Mir kucken also wierklech do, wéi d'Evolutioun evoluéiert an decidéieren dann, wat mer do wëlle maachen.

Dann hutt Der d'Fro opgeworf vum Budget, déi och eng ganz Rei aner Deputéiert beschäftegt, totalement à juste titre. An ech hat probéiert, a menger Interventioun dorop anzegoen, mee, ech mengen, ech géif gären nach eng Kéier e bësse méi am Detail hei op de Punkt vum Budget vun der Kooperatioun vun dësem Joer an och fir déi nächst Joren agoen, well et ass effektiv esou, dass et „tricky" ass, wéi de Paul Galles sot. Et sinn effektiv eng Partie, et ass net ëmmer einfach an net ëmmer ganz lieserlech, dat ginn ech gären zou, fir d'APD au vu vum Budget dann och wierklech zesummenzestellen.

Déi Diskussioun ronderëm déi soi-disant Reduktioun vun der APD an och d'Grënn, firwat en fait déi Montanten, déi eriwwerginn an de Fonds de la coopération au développement, net optauchen dëst Joer, dat huet eng Partie Explikatiounen.

Deen éischte Punkt, dat ass de Montant global vun der APD 2021. Et ass effektiv esou, dass d'APD 2021 en hausse wäert si par rapport zu der APD 2020 an dass d'Regierung un hirem Engagement festhält, un deem 1 % vum RNB.

Déi lescht Chiffere vun der APD vun 2020 weisen, dass mer effektiv e Montant vun 391 Milliounen Euro schlussendlech ausginn. Fir 2021 geet d'APD dann erop op 403 Milliounen Euro, dat heescht, da kréie mer eng Augmentatioun vu Joer zu Joer vun 12 Milliounen Euro. Den initiale Montant, deen 2020 virgesi war fir d'APD, dat ware 432,8 Milliounen. Dee Montant ass net ganz ausgi ginn, aus zwee Grënn: éischtens, well eng ganz Rei Projeten net konnte gemaach gi respektiv no hannen hu misse verluecht gi wéinst dem Covid-19, an deen zweete Grond war effektiv dee vun enger Baisse vum RNB vun 2020.

Aus Grënn, déi eis wierklech elo géifen ze vill wäit féieren, mee do gëtt et e Mécanisme correcteur, dee mat sech bruecht hätt, dass, wa mer dëst Joer un deene 432 Millioune festgehalen hätten, dann hätte mer an deenen nächste Jore misse Korrektioune maachen, déi eis deemno wéi ënnert déi 1 % vum RNB bruecht hätten, wat awer wierklech kee wollt. Dat heescht, de Montant réel vun der APD 2020 ass 391 Milliounen Euro.

Deen zweete Punkt an där Diskussioun, dat ass dee vun der Alimentatioun vun eisem Fong fir d'Kooperatioun. D'Grënn, firwat déi Fongen, déi allouéiert ginn, also déi Suen, déi allouéiert ginn un de Fong, dëst Joer net ëm dee konsequente Montant eropgi fir 2021 - an dat ass anescht an deenen nächste Joren, dat kënnt Der verifiéieren am Pluriannuel -, déi si relativ einfach.

Den éischte Grond ass, dass um 1. Januar 2021 den FCD nach en Avoir huet vu méi wéi 35 Milliounen Euro. Dir wësst, dass de Fonds pour la coopération (veuillez lire: Fonds de la coopération au développement) anescht wéi déi meescht aner staatlech Fongen een ass, deen effektiv gespeist gëtt. Dat heescht, dee Fong, deen ass Ufank 2020 mat engem Montant vu 432,8 Milliounen Euro effektiv gespeist ginn.

Mee vu dass dee Budget net ganz ausgi ginn ass, aus deene Grënn, déi ech Iech elo erklären hunn, gëtt dee Reliquat do vu 35 Millioune reportéiert an de Fonds de la coopération au développement fir 2021. En daucht also net op am Budget vun dësem Joer. En ass awer do! Dat heescht, déi Sue sinn do. Dat heescht, dat, wat en fait am Budget steet, ass net alles dat, wat mer vu Suen hunn an der Kooperatioun, fir d'nächst Joer auszeginn. Ech mengen, ech ginn zou, dass dat e bëssen en „tricky" Calcul ass an dass dat och vläicht e falscht Bild ofgëtt. Ech mengen awer, dass et explizéiert ass am Commentaire des articles oder am Exposé des motifs; op d'mannst am Budget pluriannuel, wa mech net alles täuscht. Dat heescht, dass déi … Voilà, dat ass d'Explikatioun op deem Punkt.

An dann deen drëtte Punkt, deen och, mengen ech, fir Diskussioun gesuergt hat, dat ass de Montant alloué à l'action humanitaire. Nach eng Kéier, ech hat dat gesot a menger Ried: Dee Budget ass net supprimiéiert. Et ass just, dass déi Linn, déi eng Ligne annuelle war an eng Ligne fixe, déi gëtt elo en fait op de Fong reallouéiert an do gi 56,35 Milliounen Euro fir 2021 dorobber affektéiert. Dat ass eng Augmentatioun par rapport zu 2020, wou d'APD fir d'Action humanitaire bei 52,4 Milliounen Euro läit. Dat heescht, do hu mer also eng Augmentatioun vun ongeféier 8 %.

Ech géif och gären an deem Kontext direkt op déi verschidde Motiounen agoen, Här President, wann Der erlaabt, zu deem dote Punkt.

Bon, ech mengen, d'Majoritéitsmotioun invitéiert jo d'Regierung, fir effektiv bei deenen 1 % ze bleiwe vum RNB. Dat ass natierlech komplett an der Rei, well dat ass och en accord mam Regierungsprogramm. Et ass e festen Engagement, fir net ënner 1 % ze goen iwwert déi ganz Durée vun der Legislatioun. Et ass och eng Invitatioun dran, fir déi Augmentatioun vun der APD 2021 par rapport zu 2020 ze assuréieren.

Dat heescht also, wann den RNB elo sollt méi héich si wéi dat, wat elo am Budget steet fir dëst Joer opgrond vun deene leschte Chiffere vum Statec, dass da kann nogebessert ginn. Dat heescht, da kann d'APD méi héich sinn. Wann den RNB d'nächst Joer méi héich ass wéi dat, wat elo gerechent ass, da ka se souguer méi héich ausfale wéi dat, wat ech Iech elo gesot hunn, wat fir de Moment virgesinn ass. An dofir géif ech ... Bon, et ass Är Motioun, mee déi ass mer relativ sympathesch.

Déi vun de Piraten, déi ass, mengen ech, superfetatoire, well et effektiv esou ass, dass mer, wéi ech elo erkläert hunn, d'APD effektiv augmentéieren. Si augmentéiert aus deem Grond, well den RNB wäert augmentéieren. Ech mengen, d'Chiffere weisen eis dat, d'Previsioune vum Statec weisen eis dat. An dat ass a mengen Aen eng besser Garantie, wéi elo e Plaffong anzeféieren, deen och den Desavantage hätt, dass e géif baséieren notamment op deem Montant vun 391 Millioune vun dësem Joer. Dat heescht, e géif dee matarechnen an dann hätt en also deemno wéi eng negativ Incidence op d'Moyenne, op de Calcul moyen vun der APD.

Dat heescht, 2018 bis 2020, wann een de Pluriannuel kuckt, si mer op enger Moyenne vu 404 Milliounen Euro, also quasi d'selwecht wéi ons 403 Milliounen Euro, déi fir dëst Joer budgetiséiert sinn.

Voilà, da géif ech gären zréckkommen op déi verschidde Froen an Observatioune vun den Deputéierten.

Den Devoir de vigilance ass e puermol ugeschwat ginn, den Devoir de vigilance en matière des droits de l'homme. Bon, wéi gesot, ech hunn dat och a menger Ried gesot: Dat ass eppes, wat och mir staark um Häerz läit. Mir hunn, an dës Regierung huet e staarken a kloren Engagement, fir déi UNO-Principes directeurs och bei eis ëmzesetzen. Do gëtt et eng ganz Rei Voleten, den „deuxième Plan d'action national" ass genannt ginn. Do ass effektiv déi Etüd, déi en cours ass bei der Uni Lëtzebuerg, déi mer erwaarden a wou mer da kucken, wat d'Konklusioune sinn.

Mir stinn och, an dat ass och d'ailleurs am Regierungsprogramm, där Iddi oder där Possibilitéit vun enger nationaler Legislatioun oppen entgéint. Dat ass net exclu. Mir waarden och of, wat déi Etüd do seet. Et ass awer effektiv esou, dass, wann ee weess, dass en Text ënnerwee ass um europäeschen Niveau, deen dann eng harmoniséiert Approche och wäert virgesinn an deem Beräich, da géif et a mengen Ae relativ wéineg Sënn maachen, fir elo en parallèle un engem Projet de loi ze schaffen, deen da méiglecherweis iergendwann eng Kéier souwisou net méi schnell géif komme wéi d'Direktiv a méiglecherweis misst nogebessert ginn oder komplett ëmgeschriwwe ginn, wann déi Direktiv bis do ass.

Bon, ech mengen, et gëtt eng ganz Rei Grënn, fir ze diskutéieren, a wat een do eng Plus-value hätt oder net. Ech sinn der Meenung, dass mer hei eng Rei Saachen elo scho maachen. Ech hunn dat och gesot a menger Ried: Och an der Ekonomie wäert ech elo eis Aideninstrumenter esou adaptéieren, dass mer do en Devoir drasetze fir d'Entreprisen, fir sech ze conforméieren zu engem Devoir de vigilance, fir eeben déi Aiden do ze beusprochen. Ech mengen, dat ass och e ganz konkreete Schrëtt, fir wierklech d'Entreprisen net nëmmen drop ze sensibiliséieren, mee fir do wierklech carrement eng Obligatioun dranzebréngen, fir dat och effektiv ze maachen.

En anere Volet, deen do matspillt, ass, mengen ech, d'Responsabilité sociale et environnementale vun den Entreprisen. Ech hunn d'lescht Woch zesumme mam INDR (ndlr: Institut national pour le développement durable) en neie Guide do virgestallt fir d'Lëtzebuerger Entreprisen, déi dat wëlle bei sech ëmsetzen. Do gesäit een och, dass e ganz groussen Interêt do ass bei ganz villen Entreprisen, fir dat scho fräiwëlleg ze maachen. Well ech mengen, dass dat wierklech eppes ass, wat en marche ass, wat een och net méi opgehale kritt. An dat ass tant mieux, well eeben haut d'Clienten dat verlaangen, well och d'Mataarbechter dat ëmmer méi verlaangen a well einfach och, mengen ech, d'Entreprisë selwer realiséieren, dass dat eppes ass, wat onëmgänglech ass. An dat ass och, mengen ech, totalement ze begréissen an eppes, wat mir och ganz kloer accompagnéieren als Regierung.

Da waren nach eng Partie Iddie vum Paul Galles, senge siwen Iddien a Froen, mat deenen e mech konfrontéiert huet.

Déi éischt, dat war d'Fro, ob ee soll eng Brems abauen oder e Plaffong. Ech mengen, dat rejoignéiert dat, wat an de Piraten hirer Motioun steet, wou ech elo meng Äntwert drop ginn hunn.

Déi zweet, dat war d'Fro, ob déi Aide humanitaire limitéiert wär an deem Sënn, dass d'ONGe just nach kéinten déi Fongen do beusprochen, fir Aide humanitaire ze maachen. Dat ass net de Fall. Also an eisem Fonds de coopération do ass net just Aide humanitaire dran, mee do sinn nach eng ganz Rei aner Saachen dran. An deemno besteet do déi néideg Flexibilitéit.

Dann ass déi Fro fir déi verschidde Calle vun den ONGen, déi keen Accord-cadre hunn, wéi dat geet. Do ass et esou, dass de Montant fir déi Hëllefen oder fir déi Projeten net am Viraus festgeluecht ass. Dat ass just indicatif an da gëtt gekuckt, wéi vill Demandë mer effektiv do erakréien. Fir dëst Joer sinn ech confiant, dass keng Demande wéinst budgetären Aschränkungen net kéint ugeholl ginn. Natierlech mussen do och déi qualitativ Krittäre weider gëllen, mee dat ass näischt Aussergewéinleches.

Dann hutt Der gefrot bei de Multi, ob do e Contrôle vun der Qualitéit wär. Dat ass eppes, wat elo scho gemaach gëtt. Eis Ambassadë sur place kontrolléieren d'Qualitéit vun der Ëmsetzung vun eise Projeten engersäits. An natierlech hu mer permanent Representanten op deene verschiddene Plazen, wou déi Multiorganisatioune sëtzen, sief et zu New York, zu Genève oder zu Roum, wou mer Leit hunn, déi do zum Deel a Conseil-d'administratione sëtzen an dat natierlech och matverfollegen. An da schlussendlech si mer och aktive Member vum MOPAN, dat ass de Multilateral Organisation Performance Assessment Network. Dat heescht, dat ass dee Gremium, deen och do d'Quality-Contrôle mécht vun deene Multiorganisatiounen.

Dann hat Der nach eng Fro iwwert d'Cohérence des politiques. Ech kann Iech just soen, dass d'Cohérence des politiques an all Reuniouun vum Site vun deem Comité interministériel de développement do dëst Joer en Theema war, ausser an enger Reunioun. Et kann een also net soen, dass do net vill

driwwer geschwat gëtt. Dat ass och e wichtege Gremium. Do gëtt ganz vill konzeptuell Aarbecht geleescht. Mir hunn och dëst Joer eng Seance zesumme mat der OCDE gemaach heizou an eng mam Center for Global Development. Dat ass och wichteg, well do kréie mer wierklech eng international Expertis zur Verfügung gestallt, déi och ganz wäertvoll ass.

Bon, bei der Zuel waren e puer Deputéiert, déi agaange sinn op d'Zuel vun de Partnerlänner an d'Fro, mat welche Partnerlänner an Zukunft nach soll zesummegeschafft ginn. Dir wësst jo vläicht, dass dat erofgesat ginn ass opgrond vun enger Recommandatioun vum CAD vun der OCDE, dat heescht vun hirem Comité d'aide au développement. Dat war, wéi gesot, eng Recommandatioun, déi mer kruten.

Dernieft si mer natierlech weider och aktiv an enger Rei Länner, déi „pays à projets" sinn. Dat ass zum Beispill d'Mongolei, dat ass de Myanmar, d'palästinensesch Territoiren, El Salvador.

Dann ass effektiv d'Fro: Wou gi mer hin? De Parti pris vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ass jo u sech, fir an déi schwächste Länner ze goen, déi am meeschten e Besoin hunn, dat heescht déi äermste Länner. An do schaffe mer mat der Regierung zesummen. Mir schaffen awer och mat der Société civile zesummen. A mir insistéieren ëmmer erëm och op d'Gouvernance, op d'Mënscherechter. Ech kann lech och soen, dass mer an all deenen Diskussiounen, déi ech elo mat Ministeren aus deene Länner hat, wou mer eis echangéiert hunn, och allkéiers erëm rappeléiert hunn, dass mer u sech mat engem ganz skepteschen A Saache gesi wéi Exactiounen an deene Länner, am Sahel, wou awer Exactioune gemaach gi vum Militär, Violatioune vu Mënscherechter, Violatioune vun de Rechter vun den Oppositiounsparteien. Dat alles soe mer allkéiers a ganz kloren Termen.

Mee Dir wësst natierlech och ganz gutt, dass, wa mer just nach mat Länner schaffen, déi total konform sinn zu alle Standarde vun enger - ech soen elo emol - westlecher Demokratie am Beräich och vum Respekt vu Mënscherechter, da schaffe mer mat net méi ganz vill Partnerlänner zesummen! An ech mengen, dat ass esou dee schwéieren Equiliber, deen ee muss hikréien, engersäits effektiv elo ëmmer erëm e bësse mahnend dat ze soen, op der Gouvernance ze schaffen, op de Mënscherechter ze schaffen, och op der Educatioun. Ech mengen, et gëtt keng besser Waff géint den Arbiträr a géint Violatioune vu Mënscherechter wéi eng Educatioun an en Empowerment vun der Populatioun, insbesonnesch vun deene Jonken a vun de Fraen. An ech mengen, dat ass de Sënn vun deem, wat mer an all deene Länner do probéieren ze maachen.

D'Croissance démographique, dat ass effektiv e ganz grousst Theema. Dat ass keen Tabutheema. Dat ass ee vun deene gréissten Defie fir en durabelen Developpement, notamment an Afrika. A mir schaffen do ganz vill mat dem UN Population Fund an och mat der Unicef. Do sinn d'Educatioun an d'Fraerechter, déi do un éischter Stell stinn.

Am Niger zum Beispill hu mer do e Projet mat der Unicef, fir eeben Educatioun ze maachen an, wéi gesot, insbesonnesch am Beräich vun de Fraerechter aktiv ze sinn.

Da war d'Fro vum Lydia Mutsch, wéi d'APD sech géif an aneren EU-Länner, an OCDE-Länner entwéckelen. Mir hu probéiert dat erauszefannen, mee dat sinn Zuelen, déi elo nach net bekannt sinn. Dat Eenzegt, wat ech ka soen, dat ass, dass mer mat eisem 1 % ganz wäit vir sinn. Wann een d'Belsch zum Beispill hëlt, eis Noper, à titre de comparaison, do gesäit een, dass déi 2019 nach eng Kéier erofgaange sinn op ënner 0,5 %. Déi hunn en Objektiv, fir an zéng Joer op 0,7 % ze sinn. Et kann een also just soen, dass mer am internationale Verglach wierklech ganz gutt dostinn.

Dann hat d'Lydia Mutsch och nach nom NDICI, deem europäeschen Instrument, gefrot. Do ass et effektiv esou, dass déi däitsch Presidence e Gesamtkonzept versprach huet mat engem ambitiéisen Niveau och fir de Budget. Ech hunn och do an deem leschte Conseil informel vun de Kooperatiounsministeren eng Partie politesch Impulser ginn, well ech mengen, dat ass och dat, wat mir gären hei hätten als Lëtzebuerg. An ech wäert dat och weiderhi maachen. Ech si perséinlech confiant, dass dat neit Instrument méi effikass a kohärent wäert si wéi bis elo, well et effektiv eng ganz Rei Instrumenter rassembléiert an deem NDICI, déi virdrun disparat doruechter verstreet waren.

emergency.lu, do si mer säit engem Joer amgaangen, déi nei Phas ze preparéiere mat deenen dräi Partner, déi do implizéiert sinn. Déi soll och d'nächst Joer ufänken. Déi Aarbecht un deem Accord ass elo ofgeschloss an dee kann also nach dëst Joer ënnerschriwwe ginn an dann d'nächst Joer ulafen. An da kënne mer och den emergency.lu no deem neien Accord ausbauen.

D'Stéphanie Empain hat eng Fro gestallt, ob gréisser Projeten a Gefor gerode wiere wéinst dem Covid. Bon, do sinn ech frou ze soen, dass mer all ons Engagementer konnten halen. Et ass also kee Projet, deen elo compromettéiert gi wär oder annuléiert hätt misse ginn. Mee et ass effektiv awer esou, dass verschidde Paiementer an och de Lancement vun neie Projeten op d'nächst Joer verréckelt ginn, mee se wäerte kënne realiséiert ginn.

D'Cohérence des politiques respektiv Nohaltegkeetscheck, do hunn de Site an och meng Mataarbechter an Zesummenaarbecht mam Environnementsministère an dem Staatsministère gutt zesummegeschafft, fir deen Nohaltegkeetscheck do u sech ze definéieren an och fir sécherzestellen, dass d'nohalteg Entwécklung um internationale Plang och an dësem Check mat kann afléissen. Dee gëtt am Moment am Kader vun zwee Avant-projet-de-loie pilotéiert an e soll dann eeben am Endeffekt iwwer eng nei digital Plattform agefouert ginn, och an d'Procédure législative dann agebaut ginn.

Dann hat Der nach eppes gesot och zu de Minerais de conflit. Do ass et esou, dass dat EU-Reglement iwwer Konfliktmaterialien a seng Ëmsetzung zu Lëtzebuerg an eisen Aen e ganz positiven Impakt wäert hunn op d'Entwécklungslänner. An den Ausseministère schafft do zesumme mat der Douane un der Finalisatioun vun engem Avant-projet de loi, deen och nach soll bis Enn des Joers am Regierungsrot dann dee Moment diskutéiert ginn.

Den Här Keup vun der ADR hat eng Fro soulevéiert, wat elo d'Urechnung, bon, effektiv vun enger Partie Depensen, déi mer maachen am Beräich vum Klima, am Beräich vun de Refugiéen, un d'APD ugeet. Dir wësst, dass de Prinzip vun der Additionnalitéit seet, dass mer dat net arechnen an eis APD, eng politesch Decisioun ass. Dat steet an eisem Koalitiounsaccord an dat ass wierklech och e Parti pris, fir ze soen: Mir sinn der Meenung, dass déi reng Kooperatiounshëllef an déi reng APD soll op 1 % si vum RNB an dat anert rechne mer net derbäi. Dat ass eng politesch Diskussioun, mee dës Regierung huet sech do ganz kloer zu deem Prinzip vun der Additionnalitéit prononcéiert. An ech mengen, dat wär och gutt esou.

Onofhängeg Evaluatioun: Eis Projete ginn evaluéiert. Mir hunn och eng Evaluatioun reegelméisseg vun der OCDE. Ech mengen, do ass et vläicht anescht wéi mat Ären 100 Frang, déi Der an Ären Spuerschwäi ginn hutt deemools. Et gëtt hei duerchaus eng Evaluatioun vun eise Projeten, déi gemaach gëtt, déi onofhängeg ass, soudass ech mengen, dass do déi néideg Securitéite gi sinn.

Dir hat nach eng Fro gestallt vun de Retours vun de Persounen an de Senegal. Eisen Informatiounen no gëtt et do ganz wéineg Leit, déi concernéiert sinn, Senegaleesen, déi illegal hei wieren an déi mer wéilten zréckféieren. Mee wann dat de Fall ass, ass et eisen Informatiounen no fir dat Land och u sech relativ onproblematesch, fir dat ze maachen.

Den David Wagner hat och eng Rei Saache gesot, op déi ech zum Deel geäntwert hunn am Beräich, wat elo Human Rights Due Diligence ass. En hat nach ee Punkt soulevéiert, wat de spezifeschen Dossier vun Ternium ugeet. Dat ass effektiv eng Entreprise, déi, anescht wéi déi SOPARFIen, déi wierklech just hei eng Bréifboîte hunn, eng Presenz huet mat 30 Leit a wou mer och als Ekonomiesministère op deenen Dossieren do drop sinn als National Point of Contact an deene Mediatiounen, déi bei der OCDE gemaach ginn.

Am spezifesche Fall vun Ternium kann ech lech am Fong eng gutt Nouvelle ginn. Dat ass déi, dass mer haut gewuer gi sinn, dass am Guatemala Ternium agelenkt huet, dass do elo en Accord fonnt ginn ass fir eeben déi Situatioun vun deenen Aarbechter, déi jo, voilà, en fait net konform zu eise Standarde behandelt gi sinn. An ech mengen, dat weist, dass dat eis och wierklech als Wirtschaftsministère um Häerz läit. Mir intervenéiere bei deenen Entreprisen, fir hinnen ze soen, dass mir gären hätten, dass se sech do conforméieren zu de Mënscherechter. An ech mengen, et ass wierklech och opgrond vun där Pressioun, déi mir gemaach hunn an deem do spezifeschen Dossier, wou elo deen Accord do konnt am Guatemala gemaach ginn. Doriwwer si mer frou.

Mee dat weist, dass et net nëmmen ëmmer eng Saach ass vu legiferéieren oder dass een necessairement allkéiers Gesetzer brauch, mee, ech mengen och, dat ass e Prozess, dee kënnt, dee mer mussen acceleréieren, do sinn ech ganz mat lech d'accord, mee deen awer och iwwert de Wee vun esou Pressioune kënnt, déi mer dann eeben och iwwert déi Mediatiounen do kënnen ausüben.

An da vläicht schlussendlech zu der Motioun vun deene Lénken. Jo, also mir hunn am Kooperatiounsministère verifiéiert, wat d'Flux-financiere sinn tëschent Lëtzebuerg an Afrika am Beräich vum Developpement. An déi sinn eisen Informatiounen no - an déi baséieren op engem Feedback vun der Zentralbank - relativ negligeabel. Bon, dat gesot, natierlech déi „financements illicites", déi „illicit financial flows", dat ass eng ganz wichteg Fro, déi mir och verfollegen op verschiddenen Niveauen, notamment bei der OCDE. A mir sinn och am Dossier BEPS, wat déi Base Erosion and Profit Shifting ass, och mat Entwécklungslänner, wierklech derhannert. Mir kucken, dass mer dat an déi richteg Richtung dreiwen.

Ob mer elo hei mussen eng Etüd kommissionéieren, déi en extreem weide Scope huet iwwert de Rôle vun der Lëtzebuerger Place financière „dans l'apparition des flux financiers illicites", sinn ech elo net iwwerzeegt. Dat ass eppes, wat mer souwisou natierlech ëmmer kënne maachen à tout moment an der Regierung. Dat ass natierlech och eppes, wat de Finanzminister betrëfft. Mee ech géif à ce stade - nach eng Kéier: D'Deputéierte si fräi ze maachen, wat se wëllen - éischter dann derfir plädéieren, fir déi Motioun hei net unzehuelen.

Voilà, ech hoffen, dass ech elo eenegermoossen exhaustiv op alles agaange sinn a soen lech dann nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Kooperatiounsminister. An da Parole après ministre fir den Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech hu just eng ganz kleng Fro. Also och merci dem Här Minister fir déi vill Äntwerten an och besonnesch, well ech den Androck hunn, dass e wierklech eis Froen immens seriö hëlt an och wierklech probéiert huet, alles ze beäntwerten. Et ass just eng Saach duerchgerutscht, dat war meng lescht Fro, déi ech nach gestallt hat mat der „éducation au développement", well mer der Meenung sinn, dass dat en enorm wichtegen Deel ass an der Kooperatiounspolitik, well et jo eigentlech hëlleft, eise Leit heiheem ze erklären, net nëmme wat mir maachen, mee och woufir dass et wichteg ass, iwwerhaapt esou ze denken, dass ee Kooperatiounspolitik mécht.

Meng Fro war a menger Ried, dass dee Montant sech ëm déi 0,75 % beweegt vum Gesamtmontant an och ob Der lech kéint virstellen, deen an d'Luucht ze setzen, grad och well ech mengen, elo matkritt ze hunn, dass zwou Organisatiounen deen dote Volet ganz agestallt hunn, well se elo wéinst Covid eeben déi dote Suen net méi konnten opbréngen. An et ass eng Fro, déi aus deem Beräich kënnt, wéi Dir dat gesitt an Zukunft, ob een dee Montant kéint an d'Luucht setzen, dee Pourcentage.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Galles. An dann nach Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Ech froe Parole après ministre wéinst zwou Saachen.

Dat eent ass, de Minister an, ech mengen, och d'Madamm Empain haten an hirer Interventioun zu Recht dorobber higewisen, datt ech beim État de la nation engersäits e Montant genannt hu vu Baisse, also vu Coupuren am Budget an och gesot hunn, datt d'Aide d'urgence ganz gekappt gi wier. Do hunn ech ze séier geschoss. Dat stëmmt net. De Minister selwer huet och gesot, wéi dat duerch Kontabilitéits-, duerch aner Budgetsposten opgedeelt ass. An dat, wat en och gesot huet, stëmmt. Dat war also ze fréi geschoss vu mir, dat war e Feeler, deen ech och ganz gär dann hei agestinn.

Dat anert, nämlech datt et awer eng objektiv Baisse ass vum absolutte Montant, stëmmt, wann ee sech als Referenzjoer 2019 ukuckt, wou mer 2020 schonn drënnerlouchen a wou mer och 2021 mat deem Budget, deen am Moment projezéiert ass, 18 Milliounen ënnert deem Montant leie vun 2019 a wou mer ongeféier op deem Niveau si vun 2018. An d'Kritik, déi mir als Lénk hunn, ass, datt et menges Wëssens kee Ministère gëtt, deen iwwer véier Budgetsexercicer ewech komplett stabel ass, stagnéiert ass, well all aner Ministèrë sinn eropgaangen. An dat ass d'Essenz vun eiser Kritik.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. Da ginn ech d'Wuert zréck un d'Regierung. Här Fayot, wannechgelift!

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Jo, ech wollt dann dem Paul Galles op seng Fro äntweren zur Sensibiliséierung. Ech si ganz d'accord. Dat ass effektiv e ganz wichtegen Domän, wou effektiv awer och d'Tendenz steigend ass. Mir hunn elo do e Budget virgesi vun 2,7 Milliounen Euro am Budget fir dëst Joer. An ech mengen, wann ech dat elo richteg am Kapp hunn, geet dat och an d'Luucht.

Dir wësst, dass mer do och mat ONGe schaffen an deem Beräich. De Cercle ass och do ganz aktiv. An ech sinn 100 % mat lech d'accord, dass dat e ganz wichtege Beräich ass, fir de Leit dobaussen, mee och de Kanner an de Schoulen, déi ganz Entwécklungszesummenaarbecht méi no ze bréngen, ze erklären, firwat mer dat maachen. An do wäerte mer ganz kloer dru festhalen an dat och nach iwwert déi nächst Joren ausbauen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Minister. An dann nach Parole après ministre fir den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Ech brauch eng Klarifikatioun iwwert den Devoir de diligence. Den Här Minister an och d'Madamm Empain hu virdrun gesot, et wier gutt, et misst een op eng akadeemesch Etüd waarden an duerno kéinte mer agéieren.

Ech hat de 16. Juni 2020 eng Question parlementaire un den Här Asselborn gestallt iwwer eng Etüd, déi am Optrag vum Regierungsrot gi ginn ass am Kader vum zweeten Aktiounsplang „Entreprises et droits de l'homme", wou do am Juni 2019 am Regierungsrot decidéiert gouf, well et war ee vun de Punkten, fir esou eng „étude académique" maachen ze loossen.

Ech krut dunn och eng Äntwert, déi positiv war. An déi sot: Jo, déi ass gemaach ginn, „Mapping the business and human rights landscape in Luxembourg", Oktober 2019. Ech hunn dat virdru gesot: Oktober 2019 erauskomm vun der Uni hei vun der Doctor Başak Bağlayan. An do ass déi Recommandatioun, déi se gëtt, relativ kloer. Ech liese schnell vir, et ass eeben op Englesch geschriwwe ginn, mee et war am Optrag vum Ausseministère.

An et ass erauskomm, nodeems ech och déi Question parlementaire gestallt hunn, muss ech soen, mee si louch do: „In light of the above, the Government is advised to adopt a mixed set of measures to ensure that human rights due diligence is embedded as part of standard business practice in Luxembourg. Introducing legislation or amending existing legislation to require Luxembourg based companies, or companies that do business in Luxembourg to exercise human rights due diligence." An esou weider an esou virun.

Et ass glaskloer, dee Bericht ass glaskloer! En ass och bekannt. An ech verstinn elo net, iwwer wat fir eng Etüd ... Vläicht kënnt eng zweet Etüd, déi warscheinlech dat selwecht confirméiert. Ech géif souguer esou wäit goen, ze soen, souguer ouni Etüd kéint een et maachen. Well wa Frankräich, wann Däitschland, wann aner Länner sech e legislative Kader ginn a mir op eemol … Also, ech wëll jo och net elo Lëtzebuerg méi schwaarz molen, wéi mer sinn. Mee kommt, mir halen op, e bëssen naiv ze sinn! A mir wëssen, datt et vläicht och hei zu Lëtzebuerg, étant donné eis Situatioun, wat d'Gesellschaften, d'Domiciliatiounen ugeet, datt et vläicht ubruecht wier, sech esou eng Legislatioun ze ginn, ganz onofhängeg vun iergendwellecher Etüd.

Mee déi Etüd, et gëtt schonn eng akadeemesch Etüd, déi seet: „Regierung, maacht et!" Also, ech mengen, Dir kënnt et wierklech maachen. A wann d'Regierung an d'Kooperatioun och nach Aktiounen ënnerhëlt, wéi do am Fall vun Ternium, tant mieux. Dat ass „très bien!". Mee ech mengen, mat enger Gesetzgeebung ass et nach besser.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung.

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Jo, Här President. Bon, ech mengen, den Här Wagner huet elo zitéiert aus där éischter Etüd do vun där Madamm, déi och effektiv um Site ass vum Ausseministère. Also déi ka jiddwereen noliesen. En huet elo ee Passage zitéiert. Et ass, ech mengen, eisen, wéi gesot, deen zweete Plan d'action national am Beräich vun de Mënscherechter an Entreprisen. E gesäit eebe vir, dass soll eng spezifesch Etüd elo kommen, fir d'Opportunitéit vun enger Legislatioun en la matière ze evaluéieren.

Mir sinn och am Kontext nach eng Kéier, wou um europäeschen Niveau eppes ënnerwee ass. Do ass elo virun e puer Deeg, dat huet den Här Galles jo gesot, eng Resolutioun komm vum Europaparlament, fir effektiv dat och weiderzedreiwen. An ech mengen, dass een also och do muss awer kucken oder um Radar hunn, wat geschitt um europäeschen Niveau an, bon, sech net verschléissen, wat aus där Etüd do erauskënnt, déi spezifesch nach eng Kéier op d'Opportunité de légiférer achséiert ass.

Bon, dat do ass elo een Extrait aus där Etüd, déi dat seet an déi dat evoquéiert, an en contexte vun engem Mix vu Mesuren. Gutt, do kann een elo der Meenung sinn, dass dat glaskloer ass. D'Regierung war der Meenung, dass ee misst elo do eng spezifesch Etüd dozou froen. An déi kënnt och elo deemnächst. An da loosst eis ofwaarden, wat d'Konklusioun dovunner ass an dann aviséiere mer. Nach eng Kéier: D'Regierung ass net total dergéint, verspäert sech net komplett enger Législation en la matière, mee ech mengen, et soll een elo net aus der Hëft schéissen. Et soll ee kucken, wéi een dat mécht, mat wat fir engem Scope.

Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, dass dat belscht, dat franséischt Gesetz sech applizéiert op Entreprisë mat méi wéi 5.000 Mataarbechter. Bon, et kann ee soen, wann een dat erofscaled op Lëtzebuerg, an et muss een der natierlech vill manner huelen ... Mee mir hunn net dee selwechten Tissu économique, mir hunn net genee dee

selwechte Kontext. Ech mengen, et muss een dat analyséieren. An dofir ass och eng weider Etüd, déi vläicht méi spezifesch och op de Lëtzebuerger Kontext kuckt, net ëmsoss.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Kooperatiounsminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Motions

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Une voix.- Déi éischt ass jo „Jo"? Dat ass jo eis?

Une autre voix.- Wéi eng ass dat?

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Motioun Nummer 1 ass déi, déi vun der Madamm Mutsch deposéiert ginn ass.

(Brouhaha)

D'Madamm Mutsch wëllt d'Wuert ergräifen.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Jo, just eng Prezisioun dozou, Här President.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Den Här Minister hat am Zesummenhang mat dëser Motioun vun enger „Majoritéitsmotioun" geschwat. Ech wollt awer just preziséieren, dass dës Motioun och d'Signature vum Här Galles als Representant vun der CSV dréit, soudass et iwwer eng Motioun vun der Majoritéit erausgeet. Dës Prezisioun wollt ech just nach ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Très bien! Den Här Galles freet d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV).*- Jo, Här President, ech erlabe mer mol sëtzen ze bleiwen, da sinn ech méi no beim Mikro.

Ech hu mech natierlech gefreet iwwer eng Motioun vun der Majoritéit. Dat fillt sech gutt un, emol eng Kéier Majoritéit ze sinn. Ech wollt awer derbäisoen, dass mir als CSV déi heite Motioun wäerte stëmmen, awer och déi vun de Piraten, well et sinn zwee verschidde Krittären, déi fir eis kombinéiert als Krittäre wichteg sinn, souwuel dee prozentuale wéi och d'absolutt Zuelen. An ech wëll dat just soen, fir dass et net ausgesäit, wéi wa sech dat fir eis géif widderspriechen. Mir fannen déi zwee Krittäre richteg a wäerten déi zwou Motioune stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci fir déi Prezisioun. An da ginn ech d'Wuert un den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Zur éischter Motioun wollt ech just soen, datt mer eis wäerten enthalen, net well mer dergéint sinn, datt mer Entwécklungshëllef maachen, mee well mer der Meenung sinn, datt et eebe grad, esou wéi et hei formuléiert ass, och zu Diminutioune ka kommen. An Diminutioune vun der Entwécklungshëllef wëlle mir net matdroen. An deementspriechend wäerte mir eis hei enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Da geet d'Wuert un den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Här President, wann d'Oppositioun eng Motioun erareecht, déi Saache fuerdert, déi d'Regierung souwisou wëlles huet ze maachen, da gëtt se verworf mam Verweis, si wier superfetatoire. Wann d'Majoritéit eng Motioun deposéiert, déi eppes fuerdert, wat d'Regierung souwisou wëlles huet ze maachen, …

Une voix.- … dann ass se gutt.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- … dann ass se ganz gutt. Ech weess net, wéi een dat soll nennen.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Béis Zonge géife soen, dat wier „politique politicienne".

Mee zum Fong: Mir ënnerschreiwen déi Motioun och net. Mir hu se net ënnerschriwwen a mir wäerten eis och enthalen. Ech erklären och déi Enthalung, mee dat mécht e bëssen den Echo zu deem, wat ech virdru gesot hunn, well mer u sech … Mir hate jo och schonn déi Motioun deposéiert - déi net ugeholl ginn ass -, well mer der Meenung sinn, datt d'Kooperatiounshëllef an absolutten Zuelen net soll erofgoen an datt ee sech net just wéi bis elo un den RNB, un d'Evolutioun vum RNB soll koppelen, well mer gesinn, dass et an absolutten Zuele jo erofgeet.

An duerno muss een och soen, datt deen zweete Punkt e bësse speziell ass, well wann ech liesen: « veiller à assurer une augmentation de l'APD en 2021 par rapport à 2020, en relation avec l'évolution projetée du RNB », jo, do kann ee soen, mir hu warscheinlech, vläicht erëm eng Croissance, mee et ass schwéier virauszegesinn.

Ech wëll just soen, gëschter huet den Här Finanzminister an der Finanzkommissioun déi V-Theorie vun der Croissance schonn e bësse relativiséiert! Warscheinlech zu Recht, mengen ech och. Bon, mee wat heescht dat „accroître"? An duerno weess een awer net, wéi den RNB evoluéiert. Wann de PIB an den RNB nach erofginn, da gëtt et schwéier, fir d'Aide eropzezéien. Dofir wäerte mer eis enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Ech mengen, da kënne mer zum Vott komme vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 51 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Duerno kéime mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2.

Une voix.- Ass dat déi vun …?

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Motioun Nummer 2 ass déi, déi vun deene Lénken deposéiert ginn ass.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 10 Jo-Stëmme mat 49 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 51 voix contre 8 voix.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Den Här Sven Clement freet do nach d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech hu virdrun drop verzicht, fir Parole après ministre ze maachen, well ech zum Theema vun der Motioun wollt schwätzen.

De Kooperatiounsminister wär e schlechte Finanzminister an e wär virun allem och e méi schlechte Mathésproff gi wéi vläicht Kooperatiounsminister, well e wërft zwar gäre mat Zuele ronderëm sech, wat en haut vill gemaach huet, mee déi Zuele suergen net onbedéngt fir méi Kloerheet, mee éischter fir méi Verwirrung: nämlech verwiesselt en e Plaffong mat engem Buedem. Dës Motioun fuerdert e Buedem, e Minimum, net e Maximum. Se fuerdert also net e Plaffong.

(Brouhaha et interruption)

D'Kooperatiounshëllef däerf also an d'Luucht goen. An ech denken, datt et scho wichteg ass, datt een den Inhalt vun enger Motioun richteg duerstellt an net behaapt, datt duerch déi heite Motioun d'Entwécklungshëllef kéint erofgoen. Well dat ass et net, dat heite setzt e Minimum fest an dat heite géif dozou féieren, datt een och kéint driwwer erausgoen. E Minimum ass net e Maximum, Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An domadder kënne mer och zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmmen a 34 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 35 voix contre 24 voix.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domadder si mer um Enn vun dëser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.03 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Jean-Paul Schaaf
3. **Changements de composition des commissions parlementaires**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 137 du 21 octobre 2020 de M. Laurent Mosar relative au bilan judiciaire en matière de blanchiment en vue du « peer review » par le GAFI en 2021, adressée à Mme la Ministre de la Justice
   - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 138 du 19 octobre 2020 de M. Max Hahn relative à l'installation de feux rouges sur certaines bretelles d'accès sur l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - M. Max Hahn - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 137 du 21 octobre 2020 de M. Laurent Mosar relative au bilan judiciaire en matière de blanchiment en vue du « peer review » par le GAFI en 2021, adressée à Mme la Ministre de la Justice (suite)
   - M. Laurent Mosar - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

   Question n° 139 du 20 octobre 2020 de M. Fernand Kartheiser relative aux décharges pour déchets inertes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. Fernand Kartheiser - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 140 du 21 octobre 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à la coopération avec le nouveau Gouvernement belge en matière d'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Énergie
   - Mme Stéphanie Empain - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

   Question n° 141 du 21 octobre 2020 de M. Léon Gloden relative au recensement de la population au cours de l'année 2021, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur
   - M. Léon Gloden - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

   Question n° 142 du 19 octobre 2020 de M. Claude Lamberty relative à l'évolution des autorisations d'établissement, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes
   - M. Claude Lamberty - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

   Question n° 143 du 21 octobre 2020 de M. Gilles Roth relative au fichier central de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure
   - M. Gilles Roth - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

   Question n° 144 du 21 octobre 2020 de M. Claude Lamberty relative aux dispositions sanitaires à respecter dans le cadre des cours de natation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. Claude Lamberty - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

5. Question urgente n° 3014 de M. Marc Goergen concernant le télétravail dans la Fonction publique

- M. Marc Goergen - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner

- M. David Wagner

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Jeff Engelen

- M. Jeff Engelen (interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

8. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

- M. Fernand Kartheiser

9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden

- M. Léon Gloden

10. 7613 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

- Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
- Discussion générale : M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen
- Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement (intervention de M. Marc Lies)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. Question élargie n° 50 de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur financier luxembourgeois durant la crise sanitaire

- M. André Bauler - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du régime du chômage partiel ainsi que des différentes aides aux entreprises

- Exposé : M. Marc Spautz (intervention de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie) (dépôt de la motion 1)
- Débat : Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel (intervention de M. Marc Spautz) - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. le Ministre Dan Kersch)
- Prises de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
- Motion 1 : M. Marc Spautz - M. le Ministre Dan Kersch - M. Marc Spautz (intervention de M. le Ministre Dan Kersch)
- Vote sur la motion 1 (rejetée)

13. Question élargie n° 49 de M. André Bauler au sujet de la protection des paysages luxembourgeois

- M. André Bauler - M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire - M. André Bauler

14. Changements de composition des commissions parlementaires (suite)

- M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

M. Fernand Etgen, *Président*.- Elo komme mer zur Vérification des pouvoirs an der Assermentatioun vum Här Jean-Paul Schaaf.

A sengem Bréif vum 14. Juli 2020 huet den Här Marco Schank matgedeelt, datt hie vum 14. Oktober dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV aus dem Walbezierk Norden dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Jean-Paul Schaaf, deen d'Mandat ugeholl huet.

Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Jean-Paul Schaaf virum 17. Oktober 2020 um 18 Auer, also véier Deeg virun dëser Sëtzung, follgend Piècen ofginn huet: eng Kopie vun senger Carte d'identité fir ze beweisen, datt hie Lëtzebuerger ass an 18 Joer al ass, e Certificat de résidence fir ze beweisen, datt hien am Grand-Duché lieft, souwéi och eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert hien, datt hien net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aaneren Deputéierte bestuet ass an net iwwert d'Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vum Här Jean-Paul Schaaf huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt den Här Jean-Paul Schaaf seng zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung säi Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung seng Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt a) den Här Jean-Paul Schaaf d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, sou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn, b) den Här Jean-Paul Schaaf vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, sou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vum Här Jean-Paul Schaaf sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Här Schaaf, Dir kënnt da bis eropkommen.

Här Schaaf, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, sou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. » Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Je le jure.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Häerzlech Felicitatiounen!

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech si fest iwwerzeegt, datt mer gutt mam Här Jean-Paul Schaaf am Interessi vu Land a Leit wäerten zesummeschaffen.

3. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt: An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Marco Schank. An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Marco Schank. A schliisslech, an der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Marco Schank.

(La Chambre marque son assentiment à ces propositions.)

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

- Question n° 137 du 21 octobre 2020 de M. Laurent Mosar relative au bilan judiciaire en matière de blanchiment en vue du « peer review » par le GAFI en 2021, adressée à Mme la Ministre de la Justice

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 137 vum Här Laurent Mosar un d'Justizministesch ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Här President, wann Der erlaabt, d'Madamm Justizministesch ass ënnerwee. Wann Der d'accord sidd, kéinte mer mat menger Fro - ech hunn déi zweet - ufänken, da kann den Här Mosar duerno kommen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Okay.

- Question n° 138 du 19 octobre 2020 de M. Max Hahn relative à l'installation de feux rouges sur certaines bretelles d'accès sur l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Da fänke mer mat der Fro Nummer 138 vum Här Max Hahn u fir de Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten iwwert d'Rout Luuchten op verschiddene Brëtelle vun der A6-Autobunn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Här Minister, den opmierksamen Autosfuerer huet vläicht bemierkt, dass op Opfaarte fir op d'Areler Autobunn, also d'A6, Rout Luuchten installéiert si respektiv och Panneauen, déi nach zougedeckt sinn. D'Hoffnung a mir seet mer, dass dat vläicht dermat ze dinn huet, dass de Projet Realitéit gëtt, wou mer wëllen d'Standspuer notze fir de Covoiturage.

An ech wollt de Minister do froen, ob dat da wierklech esou ass an ob et do schonn eng genau Zäitschinn gëtt, oder fir allgemeng vläicht Nouvellen an deem dote Projet ze kréien. Dir wësst et: Eis belsch Noperen hu jo schonn op hirem Deel fir a Lëtzebuerg eran de Covoiturage, wou se d'Standspuer also notzen, fir datt souwuel de Covoiturage respektiv och de Bus kann doriwwer fueren. Mir wëllen dat jo och hei zu Lëtzebuerg maachen an do kann de Minister eis vläicht Detailer derzou ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Bauten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President, a merci och dem Här Hahn fir seng Fro. Déi erlaabt mer, fir fir Kloerheet ze suergen. A leider muss ech en enttäuschen. „Leider" soen ech, well ech och frou wier, wann dat esou wär. Mee do si mer nach net prett. Et huet näischt ze di mam Covoiturage.

Mee dat hei ass de Projet, dee sech CARA nennt, Contrôle d'accès au réseau autoroutier. Dat heescht, mir wëssen, dat do ass eng Opfaart, wou oft grouss Risike sinn, also Stroossesécherheetsrisike si bei der Afädelung, wa Staue sinn, wa ganz vill Trafick op der A6 ass. A well dat e geféierleche Punkt ass, wëlle mer hei en éischte Pilotprojet an esou eng Richtung maachen. Esou eppes wéi dat heite gëtt et an Däitschland, a Frankräich an an der Belsch scho méi laang.

Dat ass am Fong e Luuchtesystem, deen ass ugeschloss un e Computer an dee kuckt och an Echtzäit, wéi de Verkéier ass. An en fonction dovunner kann déi Luucht sech fir net laang, 30 Sekonne maximum sinn et, op Rout eng Kéier stellen, dat heescht de Verkéier eng Kéier ofbremsen an da méi doséiert op d'Opfaart zouloossen. Dat heescht, et brauch kee sech Suergen ze maachen. Et ass net, datt een elo eropfiert an datt en dann, ech soen emol, eng Véierelstonn bei der Rouder Luucht steet. Esou ass et net. Dat gëtt just doséiert mat rout a gréng. Et si Phasen, déi ganz schnell ginn. Dat ass am Fong, fir datt bei esou geféierleche Plaze manner Gefore si bei der Afädelung op d'Autobunn.

Wéi gesot, et ass en éischte Projet, dee mer wëlle probéieren. An do ass och elo emol fir d'éischt nach eng Testphas, wann dat bis alles montéiert ass. Do komme vläicht och nach Adaptatiounen en fonction vun ..., mir mussen dat elo genau kucke sur place. Mee dat ass e Projet, deen d'Ponts et chaussées scho laang hunn. A well dat doten eng geféierlech Autobunnopfaart ass, hu mer déi erausgesicht, fir dat do ze testen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch.

- Question n° 137 du 21 octobre 2020 de M. Laurent Mosar relative au bilan judiciaire en matière de blanchiment en vue du « peer review » par le GAFI en 2021, adressée à Mme la Ministre de la Justice (suite)

Da komme mer zréck op d'Fro Nummer 137 vum Här Laurent Mosar un d'Justizministesch iwwert de Bilan vum Antiblanchiment a Bezuch zum GAFI-Rapport 2021. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizministerin, ech wollt effektiv ganz kuerz op d'Peerreview vum GAFI zréckkommen. Déi steet d'nächst Joer un. Dat ass e wichtege Moment fir Lëtzebuerg, och e wichtege Moment fir d'Finanzplaz.

An deem Kontext geet et op där enger Säit natierlech iwwert d'Transpositioun vun internationalen Direktiven a Konventiounen, mee et geet och ëm d'Implementéierung vun deenen Decisiounen. An do ass eng Kritik, där Lëtzebuerg ëmmer erëm ausgesat ass, datt keng Condamnatiounen um penalen Niveau kommen.

An an de leschten Deeg, an net méi spéit wéi haut, ass d'Finanzplaz Lëtzebuerg erëm zu trauregen Éiere komm par rapport zu enger Bank, déi anscheinend wéinst Escroquerie elo poursuivéiert gëtt a wou notamment, Madamm Justizministerin, d'lëtzebuergesch Justiz ganz, ganz hefteg kritiséiert gëtt, och an Zeitunge wéi der „Financial Times", wat Lëtzebuerg net guttdeet.

Et geet hei ëm déi selwecht Bank, déi schonn eng Kéier viru véier Joer eng Amende kritt huet vun der CSSF vun 9 Milliounen Euro. Dat ass déi héchsten Amende, déi jee gesprach ginn ass. De CEO vun där Bank ass par ailleurs wärend zéng Joer suspendéiert. Och elo nach am Summer ass eng Amende géint déi selwecht Bank prononcéiert gi wéinst aneren Affären. Déi kënnt elo erëm hei an de Collimateur.

An ech muss Iech soen, an dat ass och e bëssen dat, wat een an der internationaler Press liest: Et ass eigentlech onverständlech, datt et do mol nach net zu enger Inculpatioun komm ass, weeder fir déi éischt Affär, dat ass déi ominéis vun deem malaysesche Fong. An och hei si Plaintë gemaach ginn 2017. D'Amende ass gesprach gi vun der CSSF 2017. Et ass emol nach net eng eenzeg Inculpatioun do gesprach ginn! An ech muss Iech soen: Dat ass total anormal! An dat wäert eis och beim GAFI op de Kapp falen.

Duerfir meng Froen un Iech, Madamm Justizministesch: Sidd Der Iech es bewosst? Kennt Der och deen doten Dossier? A meng Fro un Iech: Firwat dauert dat esou laang um Niveau vum Parquet? Huet de Parquet économique vläicht net genuch Leit um Niveau vun der PJ? Et gëtt ëmmer gesot, datt net genuch Leit do wieren. Ech mengen op jidde Fall, et wär gutt, wa mer do ganz seriö géife reagéieren, well soss fäerten ech, datt eis Zensur d'nächst Joer net gutt ausfält.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci villmools, Här Mosar. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Entschëllegt de Retard. Mir ware bis virun 13.50 Auer hei an ech si séier nach Dokumenter siche gaangen, fir kënnen en bonne et due forme op dem Här Mosar seng Fro ze äntweren. Ech wousst jo net genau, a wéi eng Richtung dass et géif goen, mee ech hunn Iech elo mol déi nach net publizéiert Statistik matbruecht vun de Poursuitten an de Condamnatiounen en matière de blanchiment.

Si ass nach net op Franséisch iwwersat. Mir si jo matzen an der GAFI-Evaluatioun. Dat geschitt awer nach. Ech proposéieren, dass ech Iech déi ... An der nächster Justizkommissioun kënne mer déi Saach - vläicht net déi nächst, well dat ass eng Jointe, mee dann déi duerno - och eng Kéier zesumme mam Här Turk nach eng Kéier undiskutéieren.

Wat ech elo net wäert maachen, an dat wësst Der, dat ass, mech iwwer iergende lafende Prozess äusseren. Dat ass net meng Aufgab an dat wäert ech sécherlech net maachen.

Fakt ass, dass déi Situatiounen, déi Dir elo beschreift, ëmmer ganz komplex Situatioune sinn. An dat sinn och oft Situatiounen, wou Lëtzebuerg bei Wäitem net eleng betraff ass a wou mer oft musse mat auslänneschen Autoritéiten en Austausch hunn, wou mer mussen Informatiounen aus dem Ausland kréien, wou mer och tributär si vun deenen Informatiounen.

Dat eleng ass awer net just eppes, wat mer feststellen. Dat anert, wat mer wëssen, ass, dass mer onbedéngt eng Spezialiséierung brauche vun deene Mataarbechter, déi op deenen Dossiere schaffen. An dat geet vun der Police iwwert d'Justice. Et gëtt jo och schonn ëmmer eng Viraarbecht

gemaach bei de Kontrollinstanzen, déi och eng ganz grouss Roll hei ze spillen hunn, déi déi eenzel professionell Secteure musse kontrolléieren.

Mee wat eis ganz wichteg ass, dat ass, dass déi Leit, déi op deenen Dossiere schaffen, sech wierklech kënnen dorobber spezialiséieren an dass se och kënne mat deem selwechten Niveau op deenen Dossieren dann täteg sinn, mat esou vill Zäit zur Verfügung wéi de Géigner. Well dat ass jo oft e Souci, deen do ass, dass géintiwwer ganz vill Affekote sinn a bei eis dann deen ee Member vum Parquet sech muss mat deem Dossier ronderëmschloen an nach ganz vill aner Dossieren niewendrun huet. Duerfir ass et wichteg, dass mer an deem heite Fall wierklech méi eng grouss Spezialiséierung kréien. Dorunner si mer amgaang mat schaffen, genau wéi op anere Punkten am Kader vun der GAFI-Evaluatioun.

Wat awer e Fakt ass, an dat hunn ech lech hei och scho gesot: Mir kënnen nach ganz vill Poste virgesinn an der Magistratur, mee mir mussen déi Leit och fannen! Mir hate 25 Posten an der Magistratur dëst Joer ausgeschriwwen. Et sinn der zwielef besat ginn! An dat net, well elo esou vill méi streng virgaange ginn ass wéi déi Jore virdrun, mee einfach och faute de combattants.

An dat ass e Problem, dee musse mer ugoen. An ech sinn der Meenung, wa mer et net kënnen iwwert d'Magistratur en tant que tel ugoen - éischtens musse mer méi Reklamm dofir maachen, well et ass e passionnanten Job -, mee da musse mer och den Ënnerbau stäerken, dass kann zréckgegraff ginn op Leit, déi de Parquetieren, awer och de Riichter hëllefen, sou wéi mer dat elo scho virgesinn hunn.

Mee vläicht e puer Zuele vun den Infraktiounen. Si sinn opgedeelt jee no Infraktioun:

Zum Beispill bei der Fraude sinn 53 Saisinne gemaach gi mat engem Total vu 26 Milliounen an de Joren 2017 bis 2019. An et koum hei zu 35 Prisongscondamnatiounen am Kontext vum Blanchiment. Beim Vol koum et an där selwechter Zäitspan zu 115 Condamnatiounen zu Prisong an et goung ëm 2,71 Milliounen. Drogen: 164 Condamnatiounen zu Prisongsstrofen an 0,19 Milliounen. Bei der Korruptioun koum et zu 65,8 Milliounen. Bei der Participatioun an organiséierte kriminelle Gruppe koum et zu 1,1 Millioun. Bei dem illegalen Trafick vu geklaute Gidder koum et zu 4,81 Milliounen an engen 107 Persounen, déi implizéiert sinn, an 13 Prisongscondamnatiounen.

Wéi gesot, et ass e ganzen Tablo. Ech proposéieren, dass ech lech deen déi nächste Kéier an der Justizkommissioun, wou mer jo och de Moien nach laang iwwert de Blanchiment geschwat hunn, wäert zoukomme loossen. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Justizministesch.

- Question n° 139 du 20 octobre 2020 de M. Fernand Kartheiser relative aux décharges pour déchets inertes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Da komme mer zur Fro Nummer 139 vum Här Fernand Kartheiser un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwer eng Offalldeponie. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Madamm Minister, an dëser Fro geet et ëm - u sech ass et eng einfach Fro, mee et ass ganz wichteg -: Wat wëllt d'Regierung maachen, wat wëllt Dir maachen, Madamm Minister, fir de Problem vun de Bauschuttdeponien hei am Land ze léisen?

Nach viru Kuerzem hat d'Fédération des artisans eng Generalversammlung. Si hunn och nach eng Kéier op déi Dramatik vun der Situatioun higewisen. Mir hunn nach eng Rei vu klengen Deponien am Land, déi fonctionéieren. Déi sinn awer all scho bal um Enn vun der Capacitéit ukomm. Dann ass Colmer-Bierg nach do. Iergendwann kënnt déi och un d'Enn vun der Capacitéit.

An dat huet natierlech immens Repercussiounen op d'Bauaktivitéit hei am Land. Ech mengen, éischtens mécht et de Leit et méi deier, well d'Trajete vun de Camione méi wäit sinn. D'Fédération des artisans hat et och net verpasst, lech virzerechnen, wat dat ëmweltpolitesch fir en Effekt huet, well do Millioune Kilometere mat Camione musse gefuer ginn, wat natierlech lech, Madamm Minister, déi Der jo och un de Kuelendioxidemissiounen interesséiert sidd, och muss en Dar am A sinn. An dofir wollt ech lech froen, wat Der wëlles hutt, fir dee Problem ze léisen.

Derbäi kënnt och nach, datt dat net nëmme fir d'Privatleit alles méi deier gëtt, mee datt et och ganz schwéier ass fir Firmen, déi wëlle bei enger Soumission publique matmaachen, fir e Präis ze errechnen, wa se net wëssen, wouhin de Bauschutt soll kommen.

Vläicht eng lescht Bemierkung: Mir haten de Moien hei eng ganz flott Entrevue mat enger Biergerinitiativ, déi eng Petitioun agereecht huet iwwert d'Bauen an iwwert den Erhalt vun eisem Patrimoine. An och si hunn eng Observatioun gemaach, déi et vläicht ëmmer derwäert ass, och ze ernimmen. Si hu gesot: „Wa manner géif ofgerappt gi vun eiser Bausubstanz, hätte mer vläicht och manner Bauschutt." Mee dat ass eng schéin Iwwerleeung, et geet awer net duer, fir de Problem ze léisen. Dofir dës Fro, Madamm Minister. Mir si gespaant op Är Äntwert.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Bon, villmools merci dem Här Kartheiser fir déi Fro, déi mer nach eng Kéier d'Geleeënheet gëtt, de Punkt ze maachen, wou mer mat de Bauschuttdeponien dru sinn.

Et ass vëlleg richteg: Mir hunn haut eng ronn zéng Sitten am Land, éischter klenger, déi amgaange sinn, déi nach op sinn. A wa mer reng d'Zuele kucken, zum Beispill vum Enn vum leschte Joer vun eiser Ëmweltverwaltung, da wär do nach Plaz fir 31 Millioune Meterkibb Bauschutt. Dat wär also, wa mer rechnen: 2,5 bis 3 Millioune Meterkibb Bauschutt - wann een dat mol 1,8 rechent, da kritt een Tonnen eraus -, wa mer déi pro Joer hätten, da wär do theoreetesch fir eng ronn zéng Joer Capacitéit.

Or ass et awer esou, dass ganz vill Deponien och Carrièrë sinn a mer natierlech limitéiert sinn an deem, wat kann opgeholl ginn, soudass mer haut nëmmen nach wéineg Sitten hunn. Dat ass eng Problematik, déi eis bekannt ass an déi mer och aktiv an deene leschte Joren ugaange sinn.

An zwar, wat maache mer? Formell ass et esou, dass mer zanter 2006 a sech e Plan sectoriel „Bauschuttdeponien" hunn. Am Fréijor hate mer eng Consultation du public, just ier d'Coronarestriktioune koumen, déi ware mer nach virstelle fir déi Approche, fir déi Plan-sectoriellen ze abrogéieren, also ofzeschafen, well a sech d'Plan-sectoriellen, déi deemools eebe grad gemaach goufen, well Widderstänn an de Gemengen do ware vis-à-vis vu verschiddene Projeten, awer nawell e schwéierwigend, e schwieregt Instrument sinn, mat laange Prozeduren am Virfeld. Dee Wee gëtt elo gemaach, fir dass mer méi flexibel ginn.

Dat wäert also iwwert déi néideg Ëmweltautorisatioune goen, déi och haut schonn en place sinn: Kommodo, Naturschutz, Waasser, dat heescht, dat gëtt alles gekuckt. Mee et wäert net méi op dat Instrument vun de Plan-sectoriellen zréckgegraff ginn, soudass et méi flexibel wäert sinn, fir Bauschuttdeponien ze maachen.

Dann ass et och esou, dass mer gesinn, dass d'Haaptpenurie am Süden ass. An et ass nach wie vor d'Volontéit fir ze soen: „Mir brauche Krittären, mir brauche regional Bauschuttdeponien, fir dass net muss duerch d'ganzt Land gefuer ginn." An do si mer amgaangen, well mer wëssen, dass elo Enn Oktober de Site vun der Gadderscheier zougeet, eebe grad do ze versichen, a Kommiteeën, déi aberuff goufen - Dir wësst et nach, mir haten hei an der Chamber diskutéiert iwwert dee ganze Site Déifferdeng/Suessem, wou jo och d'Gadderscheier derbäi ass, wou jo och nach Surfacë wären -, drun ze schaffen, fir grad de Soucie vun där Branche och kënne Rechnung ze droen.

Mir hunn och virun enger geraumer Zäit nach eng Kéier drop higewisen, dass ee besser plangt a manner Bauschutt produzéiert, méi Buedem och abaut, méi Material erëm gebraucht. Do hu mer Broschüre gemaach. Mat Ärer Iddi, do fannt Der keng zouen Diere bei eis. Et ass esou, dass an eiser Offallstrategie duerchaus fir all nei Gebaier wäert eng Datebase geschafe ginn, wéi eng Materialien do dra sinn, déi erëm kënne gebraucht ginn.

A mir hunn och haut scho verschidde kleng Projeten, et sinn nach ganz klenger, wou mer Materialien aus alen Haiser weidergebrauchen. An ech mengen, eis Kulturministesch ass jo och amgaange mat hirem Denkmalschutzgesetz, soudass mer Materialie weiderbrauchen, manner buddelen, fir dass mer an Zukunft net esou vill Bauschutt am Joer hu wéi eng Gizeh-Pyramid.

Dat sinn alles Pisten, niewent deem Formalen, wat mer amgaange sinn ze erschaffen, wou mer versichen, méi Flexibilitéit eranzebréngen, ze schaffen, fir dass mer grad eeben där Demande vun deem Secteur kënnen nokommen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ministesch Carole Dieschbourg. Mir kommen elo zur Fro Nummer 140 vun der Madamm Stéphanie Empain un de Minister fir Energie iwwert d'Kooperatioun mat der neier belscher Regierung am Energieberäich. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 140 du 21 octobre 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à la coopération avec le nouveau Gouvernement belge en matière d'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci. Här Minister Turmes, zënter dem 1. Oktober huet d'Belsch endlech nees eng vollwäerteg federal Regierung. Zënter 2003 ass dat déi éischte Kéier, dass déi belsch Gréng och nees mat an der Regierung sinn an notamment och d'Ministesch fir Energie stellen.

An deem Sënn wollt ech lech froen, ob Dir zënter dem 1. Oktober schonns éischt Kontakter mat Ärer belscher Homologin hat a wéi enk an deene Beräicher energiepolitesch zesummegeschafft gëtt an an Zukunft och wäert kënnen zesummegeschafft ginn.

An da géif mech och grad besonnesch de Volet Atom interesséieren. Déi nei Koalitioun huet jo elo d'Joer 2025 als Zil fir de belschen Atomausstig bekräftegt. An d'Atomzentral vun Tihange läit jo ongeféier an der Mëtt tëscht Namur a Léck an et ass net allze wäit ewech vum Norde vun eisem Land an deementspriechend géif et eis interesséieren, ob sech do eventuell nei Elementer an der Diskussioun erginn hunn.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Den Här Minister fir Energie Claude Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Merci, Madamm Empain, fir déi Fro. Et ass esou, dass ech effektiv mat der belscher Energieministesch telefonéiert hunn d'lescht Woch. Et ass net nëmmen eng Gréng, et ass eng Fra, mat där ech schonn a mengem Virliewen als Europadeputéierte Kontakt hat, well et ass eng Juristin, déi deelweis och viru Jore scho mat eis am Europaparlament zesummegeschafft huet.

D'Belsch huet effektiv dës Kéier an hirem Programm, fir aus der Atomenergie erauszeklammen. Dat ass eis immens wichteg. Mir hunn zwou Atomzentralen, déi wierklech eng Bedroung si fir eist Land. Dat eent ass Cattenom, dat anert ass Tihange. Tihange ass virun allem relativ no beim Norden. Den Emile ass hei, den André, ech mengen, mir wiere wierklech frou, wann déi géif ofgeschalt ginn. An et ass och dat, wat ech hir nach eng Kéier gesot hunn: dass mir wierklech drop bestinn, dass déi Zentral zougemaach gëtt.

Et ass esou, dass d'Chancen dës Kéier wierklech besser sinn, net nëmmen aus politesche Grënn, mee och aus energietechnesche Grënn, well Ufank Dezember gëtt eng nei grouss Leitung ageweit zwëschent Däitschland an der Belsch. Et ass eng Leitung, déi huet esou vill Capacitéit, dass se annerhalleft bis zwee Atomkraaftwierker kann ersetzen, soudass d'Versuergungssécherheet vun der Belsch am Kader vu Westeuropa, wann déi Leitung bis do ass, vill, vill besser ass.

Et ass och esou, dass d'Belsch jo immenst Potenzial an der Offshore-Wandenergie huet. An dat ass eigentlech deen zweete Punkt, wou mer och wëlle mat hinnen zesummeschaffen. Dat heescht, et gëtt elo eng Méiglechkeet an der europäescher Gesetzgeebung, dass ee ka gemeinsam Ausschreiwunge maachen, an ech hunn hir och gesot, dass mir als Lëtzebuerg interesséiert sinn, fir eventuell da bei engem gemeinsamen Offshore-Wandpark matzemaachen, well deen Offshore-Wandpark natierlech och esou vill Stroum liwwert, dass et dann och erëm méi einfach ass fir erauszeklammen.

Et waren nach zwou aner Saachen, wou ech elo frou sinn, dass mer do kënne gutt zesummeschaffen. Dat eent, dat ass Waasserstoff. Ech mengen, ech hunn dës Woch geäntwert op eng Fro vun der Madamm Reding. Et ass esou, déi dräi Premierministere vum Benelux waren d'lescht Woch zesummen, a si hu sech do eens gemaach, dass mer elo beim grénge Waasserstoff zesummeschaffen. Fir eis ass dat wichteg, well grénge Waasserstoff, dee gëtt herno an Europa hiergestallt, virun allem mat Offshore-Wand. Dat heescht, e kënnt zu Rotterdam un, zu Antwerpen, zu Zeebrügge. Mee e wäert awer och an der Welt produzéiert ginn, a Marokko - wat weess ech? -, a Saudiarabien, an Australien.

Dat heescht, et kënnt grénge Waasserstoff mat Schëffer op Zeebrügge, op Antwerpen, op Rotterdam. Dat ass schéin a gutt, mee dann ass en nach net bei eis. An duerfir ass et wichteg, dass mer elo eeben déi Benelux-Zesummenaarbecht mat initiéiert hunn. Ech mengen, eise Premier, de Xavier Bettel, huet sech och agesat, dass mer dat elo explizitt kréien. A mir wäerten elo mat der Belsch a mat Holland zesummeschaffen, fir eeben de besteeënde Gasreseau deelweis esou ëmzerëschten, dass mer kënnen 100 % grénge Waasserstoff bis op Lëtzebuerg bréngen.

An déi drëtt, oder déi véiert Zesummenaarbecht ass am Beräich vun der Elektromobilitéit, wou et jo och wichteg ass, dass mer do op der Achs, dat heescht Bréissel–Lëtzebuerg, eng gutt Zesummenaarbecht hunn, eeben och fir genuch Fastchargeren an esou weider opzebauen.

Ech sinn also optimistesch. Et muss een natierlech och wëssen: Dat gëtt en haarde Match! Ech mengen, wann Der e bëssen d'belsch Zeitunge verfollegt, et sinn natierlech déi, déi déi Atomreaktere bedreiwen, Engie, déi schonn zimmlech am Stuerm sinn, an déi probéieren dat natierlech ze kippen. Ech mengen, si hunn dat déi lescht 15 bis 20 Joer fäerdegbruecht. D'Belsch huet nämlech schonn 2003 eng Kéier decidéiert gehat, fir 2015 aus der Atomenergie erauszeklammen. Duerno ass dat ëmmer erëm verhënnert ginn. A mir wäerten alles maachen, wat mir kënne maachen, fir eise belsche Kolleegen an der belscher Regierung ze hëllefen, dass et dës Kéier wierklech esouwäit ass, dass Tihange och zougemaach gëtt.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. Da komme mer elo zur Fro Nummer 141 vum Här Léon Gloden un d'Inneministesch iwwert d'Volkszälung fir d'Joer 2021. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 141 du 21 octobre 2020 de M. Léon Gloden relative au recensement de la population au cours de l'année 2021, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. D'lescht Woch kruten d'Gemenge vum Statec en E-Mail, fir se ze informéieren, datt d'Volkszälung d'nächst Joer vustattegeet an datt een dann am Budget soll e gewëssene Posten am Ordinäre virgesi fir déi Volkszälung, well et bis elo jo esou war, datt d'Gemengen och en Deel bezuelt hu fir déi Leit, déi dann un d'Haus schelle gaange sinn, fir de Leit ze hëllefen.

An deem Kontext e puer Froen un d'Madamm Inneministesch: Wat ass d'Base légale, fir datt d'Gemengen hei gehale sinn, dem Statec ze hëllefen? Sidd Der net der Meenung, de Statec sollt dat selwer maachen? Ass dat besonnesch a Coronazäiten ubruecht, Leit duerch d'ganzt Land ze schécken, fir do un d'Haus schellen ze goen? Wier dat net besser mat engem Service, mat enger Centrale téléphonique vum Statec, wou d'Leit kéinten uruffen, wa se gär Hëllef hätten?

Wann ech d'Circulaire budgétaire liese fir dëst Joer, déi an d'Gemeng komm ass, sollen d'Gemengen an den Dépenses ordinaires Fouss bei Mol halen. Sidd Dir dann der Meenung, datt et un de Gemengen ass, do Suen auszeginn, fir datt de Statec säi Rôle kann exekutéieren?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här Gloden, fir d'Fro, op déi ech och gären äntwerten, obwuel d'Volkszälung jo u sech eng Kompetenz vum Statec ass an den Ekonomiesminister dofir zoustänneg ass.

Dir hutt gesot, dass d'Gemengen e Bréif kritt hu vum Statec, wou se opgefuerdert gi sinn, eebe schonn déi soi-disant Volkszälerinnen a Volkszäler dann ze rekrutéieren, esou wéi dat ëmmer virgesinn ass. De Punkt ass, dass et net ganz sécher ass, wéini d'Volkszälung wäert stattfannen. Ech mengen, dat ass jo och e Punkt, deen elo d'Gemenge beschäftegt. U sech war virgesinn, dat elo d'nächst Joer den 1. Februar ze maachen. Do ass jo d'Iwwerleeung, fir dat ze verréckelen - ech mengen, dat ass och schonn am Bréif ugedeit ginn -, fir dat den 1. Juni ze maachen. Mee esou, wéi mer am Moment an der Pandemie sinn, ass dat och nach net ganz kloer. An et ass jo och an deem Bréif vum Statec matgedeelt ginn, dass d'Gemengen nach zur richteger Zäit informéiert ginn iwwert déi eenzel Modalitéiten.

Mir ass elo net bekannt, dass d'Gemengen net méi wéilten aktiv bei der Volkszälung derbäi sinn, och elo net vum Syvicol, déi ech nach d'lescht Woch do hat. Dat war elo keen Theema. Et war eeben elo méi d'Diskussioun, ob um Datum festgehale gëtt.

Dass Der drop hiweist, dass ee sech muss Gedanke maachen, wéi dann elo déi Daten erhuewe ginn, ass ganz evident an dësen Zäiten, an deene mer sinn. An do ass de Statec och amgaangen ze kucken, fir méi op déi nei Technologien zréckzegräifen, esou wéi dat och schonn deemools 2011 war. Do konnt een, mengen ech, iwwert de guichet.lu sech umellen, fir dann eeben digital kënnen déi Froen auszefëllen. Déi Optioun soll elo weider ausgebaut ginn, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, digital dorunner ze participéieren, tout en sachant, dass mer wëssen, dass net jiddereen digital fit ass an dass mer och do un eis eeler Matbiergerinnen a Matbierger mussen denken, fir si un der Volkszälung participéieren ze loossen.

Wéi gesot, all déi Gedanken, déi mécht de Statec sech elo. A wann et do nach sollt nei Modifikatioune ginn, da wäerte si dat selbstverständlech och de Gemenge matdeelen, wéi dat bis elo ëmmer de Fall war. An ech denken, dass mer da sécherlech och wäerten do Solutioune fannen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Mir kommen elo zur Fro Nummer 142 vum Här Claude Lamberty un de Mëttelstandsminister iwwert d'Autorisations d'établissement. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 142 du 19 octobre 2020 de M. Claude Lamberty relative à l'évolution des autorisations d'établissement, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Kuerz virun der Coronakris huet de Mëttelstandsminister Lex Delles d'Resultater vun 2019, wat d'Entwécklung bei den Autorisations d'établissement ubelaangt, presentéiert. D'Zuelen, déi ware gutt. Mat iwwer 17.000 Autorisatiounen a Certificate vun auslännesche Prestatairen, déi 2019 traitéiert goufen, war dat eng nette Augmentatioun vu 5,9 % par rapport zu 2018. Och d'Zäit, an där eng Demande traitéiert gouf, ass erofgaangen op 9,4 Deeg an der Moyenne.

Här President, déi aktuell Covidkris stellt eis Gesellschaft an natierlech och d'Entreprisë viru ganz grouss Erausfuerderungen. D'Fro, déi sech elo stellt: Kommen trotz Coronaëmstänn a Coronaerausfuerderungen nei Betriber bäi? Traue sech d'Leit an dëse schwieregen Zäiten, eng Entreprise opzemaachen, sech ze lancéieren an esou natierlech och Aarbechtsplazen ze kreéieren? Konkreet: Wéi gesi momentan d'Zuelen aus vun den Demandes d'autorisation d'établissement? Traue sech d'Leit, eng Firma ze grënnen?

Wat fir en Afloss gesitt Dir, Här Minister, par rapport zu der Covidkris, wat d'Betribsgrënnungen hei am Land ubelaangt? Wéi gesäit et haut mat der Durée de traitement aus? Hat de Covid-19-Virus en Afloss op dës, wëssend, dass de Mëttelstandsministère jo och eng sëllechen Demandë fir Covidhëllefen ze traitéieren hat?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lamberty. An da wier et um Mëttelstandsminister, dem Här Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här Lamberty, fir déi Fro. Et muss ee soen, dass et, genau esou wéi et gesot ginn ass, natierlech zu engem Afall komm ass vun den Demandes d'autorisation an de Certificate wärend der Kris.

Wa mer kucken am Mäerz, Abrëll, Mee, wa mer just déi Zuele kucken, da mierke mer, dass et am Mäerz 1.533 Demandë waren 2019, 2020 just nach knapp 1.200, am Abrëll 2019 1.538 an dëst Joer nëmmen nach 915. Et gesäit een also, dass eng nette Baisse war wärend dem Lockdown. Déi éischt zwee Méint ware plus ou moins d'nämmlecht wéi 2019. Wat een awer ka soen ass, dass mer no der Kris mierken, dass eng nette Augmentatioun vu Mount zu Mount kënnt, fir d'Autorisation d'établissement unzefroen. An dat nämmlecht och fir d'Certificaten. Do schwätze mer vu ronn plus 10 % vun Autorisatiounen, déi all Mount säit der Reouverture vun alle Secteuren erëm op eis duerkomm sinn.

D'Secteuren, déi ufroen, fir do d'Ënnerdeelung ze maachen, do mierke mer, dass mer plus ou moins d'nämmlecht si wéi d'lescht Joer: ronn 65 % vun den Autorisatioune fir de Commerce, 30 % fir den Artisanat a 5 % fir liberal Beruffer. Do mierke mer kee groussen Ënnerscheed par rapport zum leschte Joer. Am Total heescht dat op de Mount September, dass mer, wa mer d'Zuele Januar-September 2019 kucken, ronn 12.523 Autorisatiounen a Certificaten haten, par rapport zu 11.995 an dësem Joer. Also si mer do plus ou moins d'nämmlecht.

Mir mierken, dass awer nach ëmmer ganz vill Demandë kommen, ganz vill Demanden, méi wéi d'lescht Joer. Dat heescht och fir d'Durée - an Dir hutt et ugeschwat -, wou mer eis d'lescht Joer als Defi ginn hunn, fir mat deenen 9,6 Deeg an der Moyenne nach weider erofzegoen, do mierke mer, dass mer dat dëst Joer wéinst all deenen Aiden, all deenen Aarbechten, déi elo do sinn, net wäerte packen, fir an der Moyenne ënner 9,6 Deeg ze goen. Mir sinn am Moment bei enger Moyenne de traitement vu 15 Deeg, déi mer brauchen, fir d'Autorisatioun auszestellen. Mir kucken, dass mer esou vill Ekippe wéi méiglech, nodeems dass d'Aidë fir de Commerce - wéi Dir jo wësst, dat war Juli-August-September - alleguerten ofgeschloss sinn, dass mer dann erëm esou vill Leit wéi méiglech op d'Autorisatiounen huelen, fir och do erëm deen Delai vu 15 Deeg esou vill wéi méiglech kënnen erofzesetzen.

Et muss een awer soen, alles an allem, mat där Augmentatioun vun den Demandes d'autorisation, déi mer hunn, mierke mer, dass e grousst Vertrauen awer do ass an d'Wirtschaft. Mir mierken, dass ganz vill Leit sech wëlle selbststänneg maachen, dass nei Entreprisë kreéiert ginn, soudass mer awer ganz zouversiichtlech an deem Punkt sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. An da komme mer zur Fro Nummer 143 vum Här Gilles Roth un de Minister fir bannenzeg Sécherheet iwwert d'Policefichieren. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 143 du 21 octobre 2020 de M. Gilles Roth relative au fichier central de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. De Chaos Computer Club Lëtzebuerg, deen huet rezent en ëffentleche Communiqué erausginn. An deen ass iwwerschriwwen: „Fichier Central - No engem Joer nach ëmmer e Faass ouni Buedem!" An de Club, dee monéiert an deem Communiqué, dass sech eigentlech bei der Police net dru gehale gëtt an dass Leit, déi Donnéeë froen iwwert dat, wat vun hinnen an de Polizeifichiere stockéiert ass, dat net an deene vun der CNPD recommandéierten dräi Méint kréien, mee dass dat oft bis zu engem Joer dauert.

Si monéiere weiderhin, dass Leit, déi als Zeie gehéiert goufen, als Täter - ech widderhuelen: als Täter! - an deene Fichieren duergestallt ginn. Da monéiere se weiderhin, dass, wann d'Leit effektiv gesot kréien, et wieren Donnéeë vun hinne stockéiert, si déi dann net erauskréien, ënnert dem Virwand, dass hir Identitéit an de Gebuertsdatum net kloer festgestallt wieren.

An dat geet da weider, dass se och monéieren, dass se eigentlech keng Oplëschtung kréie vun deene Leit, déi hir Fichieren an hir Donnéeë consultéiert hunn, wéini an och wien dat betrëfft.

An deem Kontext, Här Minister vun der bannenzeger Sécherheet, kann ech Iech froen, ob Der dës Reprochë kënnt dementéieren. Wann dat net sollt de Fall sinn, da géif ech Iech froen: Sidd Dir net der Meenung, wann et bis zu engem Joer dauert, bis een déi Donnéeën, déi een ufreet, endlech kritt, dass do den Délai raisonnable iwwerschratt ass?

Sidd Dir net och der Meenung, dass, wann een als Zeie geruff gëtt an dann an deene Fichieren als Täter opgefouert gëtt, dat e flagrante Verstouss géint d'Présomption d'innocence oder d'Onscholdsvermutung ass respektiv dass hei den Droit à l'oubli, wéi en och am Gesetz festgeschriwwen ass, net respektéiert ass?

A schliisslech froen ech Iech, ob dee Moment, wou Leit keng Donnéeë geliwwert kréien iwwert dat, wat vu wiem an iwwer si gekuckt gëtt, ob dat net e Verstouss ass géint de Prinzip vun der Journalisatioun, esou wéi en och an der aktueller Gesetzgeebung festgehale ginn ass.

Schliisslech froen ech Iech: Wéi gesitt Dir Är Responsabilitéit als Polizeiminister? Well dat do, dat ass schonn iwwer annerhalleft Joer bekannt. Et handelt sech hei ëm flagrant Gesetzesverstéiss par rapport zu enger besteeënder Legislatioun. An duerfir kann ee sech net erausrieden a soen: „Ma mir sinn amgaang ze kucken, wéi mer de System kënnen ëmänneren."

An ech froen Iech konkreet: Wat fir eng Instruktiounen hutt Dir schréftlech oder mëndlech der Polizei an deem Kontext ginn? Oder verweist Der einfach op de Prinzip: „Loosst se weider billen a jäizen an et geet esou weider wéi virdrun!"?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet Henri Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, Dir Dammen an Hären, och hei däerf ech Merci soe fir d'Fro. Net méi spéit wéi de Méindeg hunn ech och direkt déi Faiten nogefrot, déi vum Chaos Computer Club opgeworf ginn, fir déi dann och ze klarifizéieren. Mir haten och do kommunizéiert, an ech probéieren, a menger Äntwert dann op déi Froen anzegoen, souwäit ech dat kann a souwäit ech och déi Informatiounen hunn. Ech mengen, de Gros misst ech awer kënnen hei beäntwerten.

Ech wollt awer am Virfeld de generelle Kader nach eng Kéier soen. Ech mengen, de Moien hu mer jo d'Informatioun kritt, dass ech d'nächst Woch awer an d'Chamberskommissioun kommen, fir de Suivi vun deem Gesetz ze maachen, an ech denken, dass mer dann och do d'final Ronn kënne maachen.

Ech mengen, et stoungen nach dräi Saachen op. Dat war den Délai de conservation, d'Sanction pénale, an déi drëtt Saach, dat war: Wou geet d'Police nach an aner Fichiere kucken? Ech mengen, dat ass den Artikel 43, deen och ganz wichteg ass, wat d'Transparenz ugeet.

Da wëll ech awer virausschécken, an dat ass mer och eréischt bewosst ginn, säit ech mech méi intensiv dermat beschäftegen: Et ass ëmmer eng Abwägung tëschent deem, wat den Dateschutz virgëtt, an awer och dem Recht op de Schutz vun der Victime. An ech wëll drun erënneren, virun zwou, dräi Wochen hu mer driwwer geschwat: Wa Gewalt am Stot ass, Gewalt, Kannermëssbrauch, wat och ëmmer, wéi wäit gi mer do tëschent deem engen, dem Schutz vun der Victime, a wéi wäit geet den Dateschutz respektiv wéini kënne mer dat eraushuelen?

Vläicht awer elo zu de konkreete Froen, déi de Chaos Computer Club opgeworf huet respektiv déi Dir hei widderholl hutt, déi Punkten. Dat Éischt ass d'Demande d'accès. Dat ass ganz kloer. Am Ufank ass effektiv vun engem Joer geschwat ginn, an ech mengen, an enger Chamberskommissioun virun zwou oder dräi Wochen hunn ech drop geäntwert, wou se dru sinn. Ech mengen, si si bei 480 Demanden ukomm. A mëttlerweil, déi lescht Informatioun, déi ech haut hunn, do sinn nach zéng Demanden, déi opstinn. Dat heescht, et sinn der duerno bäikomm. An et war gesot ginn: ee Joer. Dat war fir mech och eng Onverhältnismëissegkeet. Et ass gekuckt ginn, fir op dräi Méint ze kommen, wat, mengen ech, awer haut och mëttlerweil agehale gëtt. Am Ufank huet et e bësse laang gedauert, do ginn ech Iech Recht. Dat huet jo och mäi Virgänger scho gesot, dass déi Delaie misste verkierzt ginn, an dat hunn ech och nach eng Kéier widderholl.

Dann ass et jo och esou, dass effektiv de System net esou opgebaut ass, dass een e Knäppchen dréckt an dass een dat och fënnt. Dat ass keng Entschëllegung. Dat ass awer e Fakt, dat huet jo och dee ganze Mëssel mat sech bruecht, dass et immens vill Fichiere gëtt an dass déi och musse consultéiert ginn. An et ass dat, wat a sech vill Zäit an Usproch geholl huet, fir dat ze fannen.

Déi feelerfräi Identifikatioun, hunn ech mer elo erkläre gelooss, ass ganz schwéier, well bei engem Zeienopruff en Numm gefall ass, an dee steet am Protokoll. Et ass awer herno net eendeiteg identifizéierbar, ob et déi Persoun och effektiv ass. An dofir ass dat vu „Gëtt e geläscht? Gëtt en net geläscht?" eng Diskussioun, déi mer nach musse féieren. Firwat et derzou kënnt, dass se déi Informatioun ginn, firwat a wouzou, dat ass net kloer identifizéierbar, well en ass just dee Moment ageschriwwe gi fir dee Moment.

Dat, wat Der virdru gefrot hutt, dass en als Täter identifizéiert gouf, dat kann ech net novollzéien, ech wäert dat awer nach eng Kéier nofroen, ob dat de Fall ass. Meng Informatioune sinn, dass dat hei net de Fall gewiescht wär.

Dat heescht, et ass scho ganz kloer, dass Transparenz soll walten an dass déi Informatioun esou gutt wéi méiglech och deemjéinege virunzeginn ass. D'Transpositiounsgesetz gesäit awer elo keen Delai vir. D'CNPD sot dräi Méint, dat ass ganz kloer, mee d'Gesetz selwer gesäit et net vir. D'Instruktioun ass awer, dass mer déi dräi Méint sollen anhalen. Dat ass ganz kloer. An ech mengen, elo wou de Gros opgeschafft ass, wäerte vill méi kuerz Delaie kënnen agehale ginn.

Da geet et ëm déi sougenannt Dateschutzverstéiss oder d'Problematik, wat deen Eenzelnen un Informatioune kritt. An do kréien ech ëmmer monéiert an och erkläert, dass tëschent dem Schutz vun der Victime, dee ganz uewe muss stoen, an awer och der Transparenz, wat mer kënnen erausginn, muss nogekuckt ginn, ob eng Affaire juridique ënnerwee ass. A wann dat ganz eendeiteg ass a mir kënne soen, dass kee Verstouss virläit, dann ass et kloer, dass deen un déi Informatioun kënnt.

Wat Är Fro ubelaangt, wie wëssen däerf, wien alles wat gekuckt huet: Dat ass och kritesch ze hannerfroen, sief et, wann iergendeen, ech soen elo emol ee Geféierlechen, ënnerwee ass, da kann ech jo net präisginn, wien dann alles dorunner schafft, well dee Moment gëtt dat jo public. An deejéinegen ass nämlech dann och aus deem Fait net méi eraus. An dofir mengen ech, dass et ëmmer eng Abwägung ass tëschent deem, dee kuckt, an deem, wat d'Justiz respektiv d'Police, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen, och am Endeffekt kann erausginn.

Dat heescht, et gesäit net vir, dass mer präisginn, wien alles am Eenzelne kuckt. Dat ass net virgesinn an där Gesetzgeebung, déi ech kennen. Ech wäert dat awer gären nach eng Kéier analyséiere loossen, fir eebe grad drop hinzeweisen, dass mer dat eng Kéier zäitno, déi nächst Woch vläicht, nach eng Kéier diskutéieren.

Fir mech ass et ëmmer déi Abwägung tëschent dem Dateschutz an awer och deem berechtegte Verweis: Wéi eng Aarbecht mécht d'Police? A wéi eng ass hannendrun, déi d'Justiz brauch? E Fall vun Europol zum Beispill, wann am Ausland ee gesicht gëtt an dee gëtt informéiert hei zu Lëtzebuerg: Gi Quellen zréck op Lëtzebuerg? Well et ass jo kloer, dass mir mol probéieren, oder d'Police natierlech, dat nozekucken. A mir kënnen déi Identitéit net direkt präisginn, wien dann do alles drop Recherchë mécht, well dat natierlech déi eenzel Aarbechte vun der Police respektiv vun der Justiz behënnert.

Eng lescht Fro ass de Schengen-Informatiounssystem, wien iwwerhaapt an dee System eragespeist gëtt. An dat si mengen Informatiounen no ëmmer nëmmen déi international Mandater, Leit, déi gesicht ginn. Do gi mer dervun aus, dass et do natierlech wichteg ass, dass déi Informatiounen ausgetosch ginn, dass dann do natierlech Recherchë mussen drop sinn an dass se déi musse maachen.

Et sinn eng Rei Saachen opgeworf ginn, déi, mengen ech, ze relativéiere sinn. Déi zwou Froen, déi Der nach gestallt hutt, déi ech elo vläicht net direkt konnt zefriddestellend beäntwerten, wien elo als Affer oder als Täter identifizéiert gouf, krut ech anescht reportéiert. Ech wäert dat nofroen an ech ginn lech zäitno dann och eng Äntwert do drop.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Mir kommen elo zur Fro Nummer 144 vum Här Claude Lamberty un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'sanitär Virschréfte betreffend de Schwammunterrecht. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 144 du 21 octobre 2020 de M. Claude Lamberty relative aux dispositions sanitaires à respecter dans le cadre des cours de natation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Lamberty *(DP).*- Jo, nach eng Kéier merci, Här President. Beweegung ass wichteg fir eis Kanner, fir déi Jugendlech, dat net just fir hir motoresch Entwécklung, mee och fir hir mental Gesondheet respektiv fir d'Gesondbleiwe vun de Kanner an de Jugendlechen.

Ze begréissen ass, dass säit der Rentrée de Schoulsport nees reegelméisseg erëmzefannen ass, dat souwuel an den Turnhale wéi och an de Schwämme queesch duerch d'Land. De Ministère huet Reegelen opgestallt, fir d'Verbreedung vum Covid-19 esou kleng wéi méiglech ze halen an d'Geforequelle beschtméiglech ze eliminéieren. Och fir de Schoulsport an d'Schoulschwamme ginn et Reegelen, soudass d'Sécherheet vun eise Schüler beschtméiglech garantéiert ka ginn.

Wat mir awer zu Ouere komm ass: dass et besonnesch mat engem eigentlech wichtege klengen Apparat zu Froe koum, nämlech dem Fön, an dat nom Schwammen. Do stelle sech nämlech eng Rei Enseignantë Froen, an dat grad an dësen Zäiten, well se vu Leit héieren hunn, si dierfte kee Fön benotzen. Besonnesch an der kaler Joreszäit ass d'Fönen awer net onwichteg, well naass Hoer a kal Temperature sinn net immens kompatibel.

Konkreet: Wat sinn d'Richtlinnen nom Schwammen, wat d'Benotze vum Fön am Schoulsport ubelaangt? An: Weess de Minister, dass sech déi Froen um Terrain gestallt ginn? A weess hie vläicht och, wou déi Onsécherheet do hierkënnt?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lamberty. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, am Ministère ass déi Fro eis bekannt. Si gouf eis an de leschten Deeg a Wochen och méi wéi eng Kéier gestallt. A mir sinn eigentlech och emol op d'Sich gaangen, wou dee Glawen, datt d'Fönen net dierfte genotzt ginn, hierkomm wär. A mir hunn eigentlech festgestallt, datt et weeder bei eis an der Éducation nationale esou definéiert a kommunikéiert ginn ass an datt och d'Kolleege vun der Santé dat néierens haten.

Déi eenzeg Trace, déi läit awer och schonn eng ganz Rei vu Méint zréck, déi eis bekannt ass, war emol eng Recommandatioun vun der Schwammfederatioun, déi am Fréijor a gudder Intentioun gemaach ginn ass an déi haut awer sécherlech net méi esou aktuell ass. Dat huet effektiv derzou gefouert, datt op Plazen offensichtlech d'Bedreiwer vun de Schwämmen, Gemengen, Syndikater, privat Entreprisen, awer och de Staat selwer, och den Educatiounsministère, zum Deel dervun ofgesinn hunn, fir iwwerhaapt d'Fönen a Betrib ze huelen. A mat dëse meteorologesche Konditiounen, déi mer momentan dobaussen hunn, a mat der Recommandatioun, fir am Klassesall natierlech och reegelméisseg ze lëften, ass dat sécherlech net dat, wat ubruecht ass.

An duerfir sinn ech frou, nach eng Kéier kënne kloerzestellen, datt d'Föne kënne genotzt ginn an de Schwämmen, datt et do also ausser der Distanzrestriktioun keng aner Restriktioune gëtt. Dat gëtt zum Beispill dann esou gereegelt, datt vläicht just all zweete Fön genotzt gëtt, an déi aner ginn zougehaangen, fir datt een do net ze no nieftenee steet. Mee d'Föne kënnen a sollen eeben och genotzt ginn, fir datt ee mat dréchenen Hoer zréck an de Klassesall ka kommen.

Fir de Rescht ass et esou, datt mer frou sinn, datt de Schwammsport ka fonctionéieren, datt mer kloer Reegelen hunn, e bëssen d'selwecht eeben, wéi se och beim dréchene Sport fonctionéieren. De Mundschutz hält een un an dem Vestiär. An eréischt dee Moment, wann ee quasi an d'Waasser geet, dann deet een en aus. Wann een also an d'Dusch geet, deet een en aus, et wéckelt een en a säin Duch an, an et deet een en dann eigentlech erëm un, bis ee wierklech an de Baseng geet. An da wéckelt een erëm eng Kéier de Mundschutz an d'Duch an et leet een dat nieft de Baseng. A fir de Wee zréck geet et dann och ganz genau d'selwecht.

Dat sinn déi Recommandatiounen, déi mer zesumme mat de Kolleege vun der Santé gemaach hunn, fir datt de Schwammsport esou sécher wéi méiglech ka sinn. An do ginn ech dem Claude Lamberty sécherlech Recht, an ech mengen, mir deelen dat alleguerten heibannen, datt sportlech Aktivitéite fir déi Jonk extreem wichteg sinn an dëser Phas. A sécherlech net nëmme fir déi Jonk.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

5. Question urgente n° 3014 de M. Marc Goergen concernant le télétravail dans la Fonction publique

Mir kommen dann elo zur Question urgente Nummer 3014 vum Här Marc Goergen iwwert den Teletravail an der Fonction publique. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten zou, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och merci, Här President, dass Der d'Urgence esou schnell unerkannt hutt. An och merci dem Minister Hansen, dass en de Mëtteg kann hei sinn.

De Weekend hu mer alleguerten d'Pressekonferenz vum Premierminister Xavier Bettel gelauschtert. An do konnt een eraushéieren, dass den Teletravail recommandéiert wär, an dat och an der Fonction publique. Elo ass et awer esou, dass e Méindeg, wéi mir zougedroe ginn ass, direkt e puer Leit deen Teletravail an der Fonction publique ugefrot hunn an e Méindeg oder en Dënschdeg leider e Refus kruten.

Deementspriechend meng Fro un de Minister vun der Fonction publique, meng dräi Froen: Setzt d'Regierung drop, dass den Teletravail an der Fonction publique applizéiert gëtt? Kruten d'Direktiounen an d'Verwaltungscheffen an alle Ministèrë rezent eng entspriechend Kommunikatioun, fir derfir ze suergen, dass den Teletravail do, wou et méiglech ass, och soll benotzt ginn? An déi drëtt Fro: Bei wiem kënnen d'Beamte sech beschwéieren am Fall, wou e Virgesetzten den Teletravail refuséiert?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. De Minister fir d'Fonction publique, den Här Marc Hansen, huet d'Wuert.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee Wuert iwwert den Teletravail an der Fonction publique a wéi dat an de leschte Méint gehandhaabt ginn ass.

Ech huelen e bëssen aus. Virun der Coronakris hate mer d'Situatioun, dass am Gesetz den Teletravail virgesinn ass an dass deen awer mat engem Règlement grand-ducal oder duerch de Chef d'administration gereegelt ass. Dee Règlement grand-ducal ass relativ strikt gehandhaabt ginn a sengem Text, wien dat däerf oder wien net. Dofir gouf et och schonn e Pilotprojet an der Fonction publique, fir dat e bësse méi auszeweiden.

An der Kris ass dee Règlement grand-ducal, an dat hunn ech och eng Kéier an der Chamberskommissioun an och hei, mengen ech, erklärt, ofgeschaf ginn. A mir haten du praktesch e generaliséierten Teletravail, natierlech och, well d'Crise sanitaire du ganz nei war an an deem Lockdown mer dat natierlech och gemaach hunn.

Nodeem mer aus deem Lockdown eraus waren, huet d'Regierung den 1. Juli decidéiert an an enger Circulaire vum 2. Juli matgedeelt, dass elo an deem Artikel 19 d'Chef-d'administratione jo kéinten d'Modalitéite festleeën an dass d'Regierung se géif kënnen unhalen, fir bis zu dräi Deeg däers Teletravail kënnen ze accordéieren, do, wou et méiglech ass, do, wou et eligibel a wou et machbar ass. Dat sollten dann déi verschidde Chef-d'administratione bis den 20. Juli ëmsetzen.

An där Circulaire sinn awer nach ganz vill Saache mat derbäi. Dat ass en décke Schmöker gewiescht, mat allméigleche Recommandatiounen, wéi ee soll op d'Gesondheet vun de Fonctionnairen an den Employéen oppassen. An do sinn och esou Mesuren dra wéi zum Beispill, dass een d'Auerzäiten, wéi se kommen, alternéiert, dass een an de Büroen da vläicht Leit eraushëlt an a Konferenzraim setzt, fir dass net esou vill Leit géife beieneesëtzen. An dat ass och duerno esou praktizéiert ginn.

E Samschdeg war d'Regierung zesummekomm an op där Pressekonferenz duerno huet de Premierminister gesot: „D'Regierung recommandéiert, do, wou et méiglech ass, do, wou et machbar ass, op den Teletravail zréckzegräifen." Dat seet scho ganz vill driwwer aus. Et ass net all Aarbecht eligibel. Ech mengen, Dir kënnt verstoen, dass e Polizist, deen dobaussen op der Schicht ass, net am Teletravail ka sinn. An ee vun de Ponts et chaussées, deen op enger Autobunn muss e Stau regléieren an do Saachen an d'Rei maachen, dee kann natierlech och net am Teletravail sinn. Dat heescht, dat ass eng Recommandatioun, dass d'Chef-d'administrationen no hire Modalitéiten dat kéinten accordéiere bis zu dräi Deeg.

Dat heescht net automatesch, dass et e Recht ass. Ech mengen, Dir hat d'Debatt och eng Kéier elo an enger Petitioun, déi hei war, och an dem Kontext vun dem Secteur privé. Et gëtt och kee Recht bei der Fonction publique. Et ass eng Méiglechkeet, fir kënne bis zu dräi Deeg ze goen, an et soll een natierlech esou vill wéi méiglech drop opbauen.

Elo sinn natierlech vill Administratiounen, déi sinn nach net esou wäit digital, dass dat an där heiter Phas machbar oder méiglech ass. Dat heescht, d'Recommandatioun ass: Do, wou et geet! An e Chef d'administration huet jo och d'Méiglechkeet, fir dat dann ze refuséieren.

Dat huet awer net nëmmen onbedéngt eppes ze di mat der Aarbechtsplaz, déi eligibel ass, mee och vläicht domat, wéi de Fonctionnement vun deem Service ass. Wann zum Beispill een enzwousch ass, dee Fotokopië mécht oder de Courrier traitéiert, dee muss natierlech do sinn. Do ass et net méiglech. Dee Refus kann dee maachen.

Mee Dir hutt d'Fro gestallt: Wéi si mer domadder ëmgaangen, nodeem dat och nach eng Kéier e Samschdeg esou gesot ginn ass?

Mir hunn e Méindeg nach eng Kéier un alleguerten d'Chef-d'administrationen, un d'Responsabel vun de Ressources humaines an un déi Leit, déi domadder ze dinn hunn, eng ronn 950 Leit, e Message erausginn, wou mer gesot hunn: „Hei ass d'Circulaire vum 2. Juli. Probéiert esou vill wéi méiglech, do wou et méiglech ass, wou et machbar ass." Dat heescht, dat wäert net iwwerall sinn. An et wäert natierlech och deen een oder anere Refus kënne ginn.

Ech ginn awer och ee Beispill, wéi et zum Beispill am Ministère vun der Digitalisatioun gehandhaabt ginn ass e Méindeg. Do ass dat machbar. Do sinn natierlech ganz vill Posten eligibel. De CTIE hat no där Circulaire vum 2. Juli, déi d'Regierung erausginn hat, déi Konventioun, déi mer matgeschéckt hunn, u seng Mataarbechter verdeelt, mat engem Plaffong vun 2,5 Deeg d'Woch. Déi hunn e Méindeg, no där doter Circulaire, well et do fir ganz vill Aarbechtsplaze méiglech ass, dat erëm eropgesat op dräi Deeg. An dat sinn elo iwwer 400 Leit, déi erëm dovunner kënne profitéieren.

Mee och do, beim CTIE, ginn et der, déi bei der Imprimerie schaffen, déi verschidden Dokumenter maachen, déi mussen natierlech sur place sinn. Déi kënnen en zwar ufroen, mee da gëtt et warscheinlech och do e Refus, well d'Aarbechtsplaz net eligibel ass. An ech ginn een anert Beispill aus deene leschte Méint: An dem Lockdown hate mer ronn 12.000 Enseignanten an engem Teletravail. Déi hunn dat och virdrun net kannt. Wann déi natierlech elo e Méindeg d'Fro gestallt hunn: „Kann ech an den Teletravail?", ben, do ass d'Klass natierlech iergendwou, wou den Enseignant och muss sinn. Dee kann natierlech dann och net an den Teletravail goen.

Ee Wuert iwwert déi Fro, déi Der nach gestallt hutt: „Wou kann ee reklaméieren?", wann ee mengt, dass e ka reklaméieren. Bon, et gëtt och an dem Statut den Artikel 33. Deen Artikel ass eebe grad d'Beschreiwung vun dem Droit de réclamation vun all Fonctionnaire, dee sech a sengen Droits statutaires vu senge Supérieurs hiérarchiques oder vun engem aneren Agent public leséiert spiert.

Dat heescht, elo misst een d'Fro natierlech stellen: Ass dat doten en Droit statutaire, vu dass et kee richtegt Recht ass? Mee wa mer dat elo breet interpretéieren an dee géif dowéinst wëlle reklaméieren, da mécht en dat ëmmer bei dem Supérieur hiérarchique, ausser dee wär viséiert, well deen d'Decisioun geholl huet, déi em net gefält. Da géif en et driwwer maachen, bei dem Chef d'administration. Wann deen dann eng Decisioun geholl huet, déi em net gefält, geet et un de Ministre du ressort. A wann deen eng hëlt, déi em net gefält, geet et bis an de Regierungsrot. Dat ass den Droit vun der Reklamatioun vun dem Fonctionnaire. Deen ass am Artikel 33 festgesat an deen zielt natierlech och an esou engem Fall wéi deem heiten.

Mee et gëtt ganz vill Plazen, déi eeben och nach no där Circulaire, déi nach eng Kéier rappeléiert ginn ass e Méindeg, den Teletravail elo e bëssen eropgesat kritt hunn. Mee och nëmmen do, wou et eebe méiglech ass, do, wou et machbar ass. An et ass genee dat, wat de Premier gesot huet.

A fir de Rescht sinn an där Circulaire, op déi verwise ginn ass, nach ganz vill aner Mesures sanitaires, wou eis alleguerten dru geleeën ass, dass natierlech och op de Fonctionnairen, de Leit, déi beim Staat an och an de Gemenge schaffen, hir Sécherheet opgepasst gëtt. Ech mengen, dat ass essenziell. An déi Responsabilitéit hu mir natierlech och als Fonction publique.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Minister fir d'Fonction publique Marc Hansen.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner

An elo kéime mer zum Depot vun enger Rei Proposition-de-loien. Fir d'éischt wier et dann um Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wollt hei am Numm vun der Sensibilité politique vun déi Lénk eng Proposition de loi deposéieren. Wéi Der wësst, goufen eng ganz Rei vu Mesurë geholl am Kader vun der Covidpandemie, fir och derfir ze suergen, datt eng ganz Partie vun der Bevëlkerung um soziale Plang net nach méi schlëmm kéint betraff ginn.

Eng vun deene Mesuren, déi mir natierlech och begréisst hunn, dat war am Kader vum Logement: Dat war fir ze verbidden, datt d'Loyere bis op den 31. Dezember vun dësem Joer sollte kënnen erhéicht ginn. Allerdéngs ass et esou, datt ab dem 1. Januar 2021 déi Méiglechkeet erëm besteet. An et kann ee wierklech dovun ausgoen, datt eng Partie Proprietären och vun dëser Méiglechkeet wäerte Gebrauch maachen. Et weess een och net, inwiefern se dat och wéilten no uewe kompenséieren.

Mir wëssen awer och, an dat sinn och d'Previsioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun, datt de Covid-19 weltwäit déi vital Interesse vun de Populatioune weiderhi wäert menacéieren, an dat och duerch d'Joer 2021. Et hunn elo och schonn eng Partie Länner, och eis Nopeschlänner hei, erëm méi streng Confinementsmesurë geholl. Mir nach net - oder vläicht guer net, hoffe mer mol. Mee op jidde Fall wäert dat weiderhin en Impakt hunn. A mir wësse jo och all, datt mer um Enn vum Joer mat enger Rei Faillitte musse rechnen. Also wäert sech d'sozial Lag warscheinlech net verbesseren. Si wäert beschtefalls um selwechten Niveau bleiwe wéi elo, wat scho schlëmm ass. A mir wëssen, datt souwisou d'Logementssituatioun katastrophal ass fir Dausenden an Dausende vu Leit.

Dofir hu mir hei eng kleng Proposition de loi deposéiert. Si passt op ee Blat, si ass net komplizéiert. Si wëllt ganz einfach déi gutt Iddi prolongéieren, derfir ze suergen, datt et verbuede gëtt, datt d'Loyeren erhéicht ginn, dat also ze prolongéieren op den 31. Dezember 2021. Dat heescht, datt och d'nächst Joer d'Loyeren net solle an d'Luucht goe kënnen.

Ech mengen, mir hunn elo awer nach zwee Méint, fir déi Proposition de loi hei an dësem héijen Haus ze adoptéieren. Ech ginn och dovunner aus, datt mer awer dofir kéinten eng Majoritéit fannen.

7684 *- Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil*

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner.

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Jeff Engelen

An déi nächst Proposition de loi kënnt vum honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ufanks 2018, am Mäerz, fir genau ze sinn, ënnert der viregter Regierung d'Spidolsgesetz gestëmmt gouf, hat Lëtzebuerg 4,77 Better pro 1.000 Awunner. Eis däitsch Noperen haten awer 8,13 Better op 1.000 Awunner. Do derbäi geet aus der Statistik vun dem Statec ervir, datt mer am Joer 2000 5,6 Better hate pro 1.000 Awunner an am Joer 2019 nach 4,3 Better pro 1.000 Awunner.

Aus deem Grond war et fir d'ADR onverständlech, datt mer bei deem staarken demografesche Wuesstum higinn an d'Unzuel vun de Better no uewe limitéieren. D'Plafonéiere vun de Spidolsbetter ass onsënneg a gouf iwwerdeems vun der AMMD, vum Collège médical a vun der Salariatskummer staark kritiséiert. Als ADR hate mir aus all deene Grënn dergéint gestëmmt.

Mat dësem Gesetzesvirschlag proposéiert d'ADR, d'Spidolsbetterbegrenzung ze sträichen. Grad de Covidvirus huet eis virun Ae gefouert, wéi fragill d'Volleksgesondheet ka sinn. Mir hu geléiert, datt eist Land ganz séier an eng Situatioun komme kann, wou mer op all verfügbaart Spidolsbett ugewise sinn. Et wär onverantwortlech, wa mer jeemools an eng Situatioun géife kommen, wou mer Patiente missten heemschécken, well mer net genuch Reserven hunn, fir se kënnen ze versuergen. Grad déi lescht Méint hunn eis gewisen, datt e Limitéiere vun de Spidolsbetter e politeschen Dirigismus ass, deen net der Realitéit ugepasst ass. D'Zuel vun de Spidolsbetter soll duerfir ëmmer un déi sanitär Situatioun ugepasst ginn an dem Bevëlkerungswuesstum och Rechnung droen.

Duerfir, Här President, deponéieren ech am Numm vun der ADR en neie Gesetzesvirschlag, fir an déi Richtung ze goen.

7685 *- Proposition de loi du 21 octobre 2020 modifiant la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et supprimant la limite du nombre maximal de lits pouvant être autorisés au niveau national*

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech hätt och nach de Virus dermat ofgeschaaft.

8. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Etgen, *Président*.- An eng weider Proposition de loi kënnt vum honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo. Ech hätt och nach de Virus dermat ofgeschaaft.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och nach eng Proposition de loi vun der ADR, déi betrëfft eng sozial Moossnam. Dat ass den Artikel 271 vum Code de la sécurité sociale. Et ass esou, datt ee vun 18 Joer un normalerweis kee Kannergeld méi huet, ausser d'Ausnamen, déi am Gesetz virgesi sinn. Elo ass et awer esou, datt eng Rei vun deene jonke Leit do net drënnerfalen, zum Beispill déi, déi am eBac, am eCampus, wéi dat haut heescht, ageschriwwe sinn. Do ass dat net méiglech.

Mir denken, dat wär eng Lacune. Mir sollten - an dat ass jo och Sënn an Zweck dervun, fir Leit ze interesséieren, déi besonnesch Talenter hunn, déi déi vläicht wëlle parallell weiderféieren, déi dann déi Formatioun wëllen iwwert den elektronesche Wee maachen - déi Leit net géintiwwer anere benodeelegen. An dofir hu mer geduecht, mir sollten déi Lacune am Code de la sécurité sociale ewechmaachen an eeben duerch eng spezifesch Dispositioun et dann erméiglechen, datt och déi jonk Leit Kannergeld kënne kréien.

7686 *- Gesetzesvirschlag Ännerung vum Art. 271 vum Code de la sécurité sociale*

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden

An déi viraussiichtlech lescht Proposition de loi fir haut kënnt vum honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden (*CSV)*.- Merci, Här President. Ech deposéieren hei am Numm vun der CSV eng Proposition de loi, déi et erméiglecht, datt op d'mannst fënnef Deputéiert aus der Chamber kënnen de Staatsrot saiséieren am Kader vu Propositiounen a Projets de loi wéi am Kader vun Actes administratifs à caractère réglementaire. En Deel vun dëser Propos ass am Fong net ganz nei, well mir hate schonn, deemools ënnert der Leaderschaft vum Här Paul-Henri Meyers, déi Iddi erabruecht, wéi mer d'Organisatioun vum Staatsrot per Gesetz vum 16. Juni 2017 reforméiert hunn.

Firwat elo zu dësem Zäitpunkt dës Proposition de loi? Mir hu virun zwou Wochen der Regierung d'Hand gereecht, fir datt se am Kader vun der Diskussioun iwwert d'Base légale vun der Maison du Grand-Duc eis Bedenke soll un de Staatsrot viruginn, fir do en Avis ze kréien. D'Regierung huet dat refuséiert, soudatt d'Regierung bewosst hei dëst héicht Haus geschwächt huet.

An duerfir dës Proposition de loi, fir d'Rechter vum éischte Pouvoir vum Land vis-à-vis vun der Regierung ze stäerken. An ech denken, datt dëst Haus am Fong misst dës Proposition de loi unhuelen.

7687 *- Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden.

10. 7613 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7613 iwwert d'staatlech Finanzéierung vum Projet Elmen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

(Interruption)

Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: Elmen, ee vun den éischte Projete vun dëser Gréisst, wou mer konkreet abordabel Wunnenge gesinn aus dem Buedem kommen. En innovative Projet fir ëffentleche Wunnraum an an enger ganz neier Envergure. Elmen, dat sinn 375 nei Haiser, 375 nei Wunnengen an domadder bezuelbare Wunnraum fir insgesamt 2.000 Leit. Elmen, dat ass e komplett neie Quartier mat Duerfcharakter, wou d'Zesummeliewe vun den Awunner am Mëttelpunkt steet. Dat war eng kleng Iwwersiicht an e puer Linnen.

Ech stellen Iech awer elo de mëndleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet mat der Nummer 7613 vir. Mat dësem Gesetz erlabe mir der Regierung, sech finanziell un dem Bau vun abordabelem Wunnraum ze bedeelegen. Hei muss d'Chamber och hiren Accord ginn, vu datt mer hei vun engem Montant schwätzen, deen iwwer 40 Milliounen erausgeet. Et ass déi éischte Kéier, datt d'Chamber e Finanzementsgesetz an dëser Envergure am Beräich vum Logement stëmmt. E kloert Zeechen also, datt mir am Wunnengsbau bereet sinn, nei Weeër ze goen.

Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer, méi am Detail op déi verschidden Dimensioune vun dësem Projet anzegoen.

Hei war d'Zil net einfach, e Quartier ze bauen, mee en nohaltege Quartier ze bauen, mat abordabelem Wunnraum. 25 % vun de Wunnenge wäerte verlount ginn a 75 % ginn dank enger Emphyteos vum Terrain zu engem accessibele Präis verkaaft. Fir dem Quartier en Duerfcharakter ze ginn, huet de Projet eng Duerfplaz. A wann een duerch de Quartier spadséiert, entdeckt een och weider kleng Plazen, déi zum Stallhalen an zum Austausch zwëschent den Awunner vum Quartier ureegen.

Den Duerfcharakter zeechent sech och duerch déi relativ niddreg Baudicht aus. Esou si 26 Wunnenge pro Hektar virgesinn. D'Residenze bestinn aus dräi bis aacht Appartementer a sinn héchstens dräi Stäck héich. Doduerjer, datt den Terrain als HAB1 klasséiert ass, kënne proportional net méi Appartementer wéi Eefamilljenhaiser gebaut ginn. Hei fanne mer och e modernt Parkraum- a Mobilitéitskonzept. Fir Autoe si véier Sammelparkingen am Zentrum vum Duerf virgesinn. Déi autofräi Stroossen a Plaze suerge fir eng besser Liewensqualitéit an de Wunnquartieren.

Elmen ass vun Ufank un awer och e Projet gewiescht, deen am Respekt vun der Ëmwelt geplangt gouf. Hei ginn d'Prinzippie vun der Nohaltegkeet a vum nohaltege Bauen applizéiert. Esou gëtt beim Bau vun den Eefamilljenhaiser zum Beispill och deelweis op Holz zréckgegraff. Also, d'Holz gëtt bei der Bausubstanz an och bei der Finitioun benotzt.

A wa mer scho bei der Bausubstanz sinn, erlaben ech mer vläicht, déi Virdeeler vum Holz ervirzehiewen a vun enger hannerlëfter Fassad. Den éischte Virdeel ass natierlech de positiven Impakt op d'Liewensdauer vun der Fassad, d'Käschtereduktioun an e besseren Entretien, an zu gudder Lescht entsprécht dat engem Konzept vun enger Kreeslafwirtschaft.

Den natierlechen Terrain vum Quartier ass hei beschtméiglech respektéiert ginn an de Projet huet sech der Topologie ugepasst, fir onnéideg Excavatiounen an doduerjer onnëtze Bauschutt ze vermeiden.

Doriwwer eraus setzt Elmen konsequent op erneierbar Energien a mécht seng Awunner esou méi onofhängeg vu fossillen Energieträger. D'Biodiversitéit profitéiert engersäits vun de grénge Korridoren, déi dee ganze Quartier duerchzéien, an anerersäits vun de begréngten Diech.

D'Opfänke vum Reewaasser ass deels uewerflächlech an erlaabt et, duerch e ganz neit Waasserkonzept de Quartier och ze beliewen.

Elmen ass e Pilotprojet, deen den Usproch vun engem modernen Urbanismus a vun ekologesche Krittären ugeet.

Dat alles huet natierlech e gewëssene Käschtepunkt. Déi méi héich Käschte kënnen och duerch de Fakt erkläert ginn, datt ee méi e konsequenten Undeel vun der gesamter Surface fir ëffentlech Plaze virgesinn huet. Hei schwätze mer vu ganzer 48 %, ronn 23 % méi wéi fir traditionell Projeten. Dat sinn nun emol déi Plazen, déi fir eng besser Liewensqualitéit an eng Nohaltegkeet suergen, duerch Spillplazen, duerch Gréngflächen, duerch en innovativt Waasserkonzept an duerch flott urban Amenagementer. Dobäi kommen nach d'Stroossen, ronn 16 %, an e klengen Undeel fir d'Mobilité douce, dat sinn 3 %.

6,5 % vum Foncier - an dann halen ech op, vu Prozenter ze schwätzen - ginn nach der Gemeng cedéiert fir de Bau vun enger neier Schoul an engem Kulturzenter. An och d'Schafe vun den zentrale Parkhaiser huet natierlech säi Präis. Esou iwwerhëlt de Staat 75 % vun de Käschte vum Bau vun de Parkhaiser an den dozou gehéierenden Infrastrukturen.

Dëst erlaabt et, d'Wunnengen och weiderhin zu engem bezuelbare Präis ze verloune bezéiungsweis mat enger Empytheos vum Terrain ze verkafen. Déi lafend Käschte vun de Parkhaiser ginn iwwer e Forfait vun de Benotzer gedroen. D'Aarbechten un dësem éischte PAP hu schonn am Juli 2018 ugefaangen. Mee bis elo sinn awer ausser 5,4 Milliounen Euro fir d'Participatioun beim Kaf vum Terrain nach keng Suen un d'SNHBM gefloss.

Mat dësem Gesetzesprojet 7613 gëtt dem Staat erlaabt, fir iwwer e Spezialfong hei déi Ënnerstëtzung vu bezuelbare Wunnengen an der Héicht vu 76 Milliounen Euro ze finanzéieren. Dëse Montant erlaabt et, den éischte vun deenen dräi PAPen, déi Elmen konstituéieren, ze bauen. Domat ginn 388 Unitéite gebaut, dovunner 194 Haiser an 194 Appartementer.

Als Rappell: Den Ufank 2020 geschafene Spezialfong fir d'Ënnerstëtzung vum Wunnengsbau suergt fir Previsibilitéit an Transparenz an der Wunnengsbaupolitik. Iwwert de Spezialfong wäert de Staat och weiderhin Terraine kafen an esou de Wunnengsbau weiderhin undreiwen.

Iwwregens ass dat och eng kleng Äntwert op dem Jugendparlament séng Fuerderungen, fir de Logementsbudget eropzesetzen an doduerjer déi ëffentlech Promoteure méi ze ënnerstëtzen. Punkt 2 war dat.

Ech wëll elo kuerz op d'Aarbechte vun der Logementskommissioun agoen. Den Avant-projet de loi ass de 27. Mee vum Wunnengsbauminister an der Logementskommissioun presentéiert ginn. De Gesetzesprojet ass den 9. Juni 2020 deponéiert ginn. De Staatsrot huet den 10. Juli 2020 säin Avis zu dësem Gesetzesprojet virgeluecht. Hie proposéiert, datt par analogie zu anere Finanzementsgesetzer gewësse Formulatiounen ugepasst ginn. D'Logementskommissioun war d'accord, fir dës Propositioune vum Staatsrot ze iwwerhuelen. Doriwwer eraus gouf et weider keng substanziell Remarke vum Staatsrot.

D'Chambre de Commerce huet de 14. August hiren Avis ofginn. Och wann d'Chambre de Commerce de Projet allgemeng begréisst an och d'Transparenz vum Gesetzesprojet lueft, esou gëtt den Avis eis awer och verschidde Kriticke mat op de Wee. D'Beruffskummer kritiséiert notamment déi relativ geréng Baudicht an déi niddreg Proportioun vun de Wunnengen, déi fir d'Locatioun virgesi sinn.

Méi grondsätzlech werft si awer déi Fro op, wéi een an Zukunft och privat Promoteure vu verschiddene Projete kéint deelweis profitéiere loossen a wéi datt si an de Genoss vun de Subventioune kéinte kommen, wa si änlech innovativ an nohalteg Projete géifen op d'Bee stellen.

De 17. September huet d'Wunnengsbaukommissioun de Chantier zu Elmen och besicht. Mir konnten eis vun der héijer Wunnqualitéit an dem Quartierskonzept an der Bausubstanz u sech iwwerzeegen. Den 2. Oktober ass de schréftleche Rapport vun der Kommissioun eestëmmeg vun all de Memberen ugeholl ginn.

Zum Schluss wéilt ech der Logementskommissioun Merci soe fir déi konstruktiv Mataarbecht. An ech freeë mech weiderhin op eis gutt Zesummenaarbecht.

Heimadder ginn ech och den Accord vun eiser grénger Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet, an ech wëll natierlech e grousse Merci un all déi soen, déi un dësem Projet matgewierkt hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Rapportrice, der Madamm Ahmedova. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, fir unzefänke wéilt ech dem Semiray Ahmedova als Rapportrice e ganz, ganz décke Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, deen et eis hei virgedroen huet iwwer, mengen ech, ee flotten, interessanten, innovativen an awer och nohaltege Projet an der Gemeng Kielen, genannt Projet Elmen.

Fir unzefänke wéilt ech eng Kéier kuerz den Historique maachen, wéi dëse Projet zustane komm ass. Wann een eng Kéier liese geet, wéi laang et elo gedauert huet, bis datt déi éischt Aarbechte konnte gemaach ginn, dann ass dat schonn deelweis impressionnant.

2007 sinn déi éischt Pourparlere gefouert gi mat den deemolege Proprietären, fir dës Terraine kënnen opzekafen. Dat huet gedauert bis 2014, bis datt dann definitiv den Akt iwwert déi Terraine konnt gemaach ginn. Am Joer 2009 huet den deemolegen ..., oder de Gemengerot vu Kielen eng Modification ponctuelle vum PAG gemaach. Dat sinn och elo entre-temps schonn eelef Joer hier. An hei wéilt ech awer besonnesch e Merci soen un déi politesch Responsabel, respektiv déi deemoleg an haiteg politesch Responsabel, fir unzefänken nach eng Kéier den deemolege Buergermeeschter, den Aloyse Paulus, dee vill Efforten do gemaach huet, fir dëse Projet kënnen ëmzesetzen, awer och e besonnesche Merci un de Félix Eischen - vun dëser Plaz aus, Félix, wann s de de Mëtte sollts nokucken, Dir eng ganz gutt Besserung, an datt s de geschwënn nees eng Kéier bei eis bass -, déi derzou bäigedroen hunn, wéi gesot, déi deemoleg Gemengen- a Schäfferéit, fir dëse Projet kënnen ëmzesetzen.

Hei muss een awer och soen, datt do vill politesche Courage derbäi war, well et hei awer ëmmerhin ëm e grousse Projet, ëm e grousse Wunnengsbauprojet geet, ëm e Wunnengsbauprojet, wou et notamment just ëm abordabele Wunnengsraum geet. Politesche Courage duerfir, well eeben iwwer eng Surface vu ronn 27 Hektar - dat muss ee sech effektiv emol eng Kéier op der Zong zergoe loossen! - nëmmen an d'Richtung vun abordabelem Wunnraum dann och geplangt an investéiert ginn ass.

Ech wéilt mech elo eng Kéier kuerz beschäftege mat deem éischten Deel, dem Gesetz 7613, wat mer hei stëmmen, wat d'Finanzéierung vun deem éischten Deelsték, also dem PAP Nouveau quartier village central ugeet, wat am Ganze 15,38 Hektar sinn. Op dësem Deelsték, do ginn am Ganzen 388 Wunnunitéiten ëmgesat. An dës Wunnunitéiten, déi sollen zwëschent 2020 an 2026, dat heescht also innerhalb vu siwe Joer, ëmgesat ginn.

An dësem Deelsték gëtt natierlech och eng Schoul gebaut, do komme Commercen, e Centre culturel hin, soudatt et wierklech e klengt Duerf gëtt, wat do amgaang ass ze entstoen, wou deen nohaltege Charakter awer och besonnesch ze betounen ass, well et sech ëm e Quartier handelt vun den noe Weeër, wou effektiv keen Duerchgangsverkéier soll sinn, vu datt e Parkhaus vun am Ganze 748 Parkplazen do wäert gebaut ginn.

Ech wëll awer hei och besonnesch betounen, datt dat heiten en Engagement ass vun der Société nationale des habitations à bon marché. Also, et ass d'Société nationale des habitations à bon marché, déi de Courage hat respektiv awer och déi Efforte gemaach huet mat der Gemeng zesummen, fir dëse Projet hei kënnen ëmzesetzen. De Guy Entringer, deen de Mëtten och wäert nokucken, ass zanter 2006 bei der SNHBM, zanter 2008 Direkter vun der SNHBM, huet och vill Stonne mat dësem Projet hei an deene leschte Jore verbruecht, duerfir och him a senger ganzer Ekipp merci fir dat Engagement, wat se bedriwwen hunn. An zemools d'SNHBM, déi huet sech an deene leschte Joren eeben esou strukturéiert oder restrukturéiert opgestallt, datt se an Zukunft pro Joer bis zu 300 Wunnenge ka bauen. Ech mengen, et ass wichteg an dësen Zäiten, datt mer esou Acteuren hunn, fir deem enorme Bedarf un abordabele Wunnengen och kënnen nozekommen.

Wéi virdru scho gesot ginn ass vun der Rapportrice, hunn d'Arbechten 2018 ugefaangen. Do sinn an de Joren 2019 an 2020 schonn am Ganzen 12 Milliounen investéiert gi vusäite vun der SNHBM. A ech mengen, wéi mer haut wëssen, ass bis elo nach kee Cent u Subsiden un d'SNHBM gefloss. 12 Millioune si prefinanzéiert ginn, an elo, mat dësem Gesetz hei kann dann eng Konventioun, eng definitiv Konventioun erstallt ginn a kënnen och déi Subsiden un d'SNHBM ausbezuelt ginn.

Wann een eng Kéier dee ganzen Terrain kuckt, 27 Hektar, déi do opkaaft gi sinn zu engem Akafspräis vun 12 Milliounen, wann een dat eng Kéier erofrechent, sinn dat 4.400 Euro den Ar. Wann een haut eng Kéier d'Präisser kuckt - am Perimeter, dovu brauche mer guer net ze schwätzen, mee och ausserhalb vum Perimeter -, fir haut nach Surfacen ze fannen, wou ee 4.400 Euro de Meterkarree kritt (veuillez lire: wou ee fir 4.400 Euro en Ar kritt), respektiv e Proprietär ze fannen, deen domat d'accord ass, ech mengen, dat ass hautzudaags relativ seelen. Duerfir ass dat heiten och e Projet vun den nohaltege Finanzen, wann een dat effektiv esou ka bezeechnen, ee Projet, wou eng ronn 800 Wunnengen ënner abordabele Konditiounen nach kënnen entstoen a wou dann de Staatsbudget, en tant que tel, awer net an deem Mooss gebeidelt wäert gi mat deem, wat an dësem Projet hei kann ëmgesat ginn.

40 Millioune kënnen dann effektiv elo liberéiert ginn. Et sinn am Ganze 76 Milliounen, wat elo dës éischt Phas ugeet vum PAP Nouveau quartier village central, wou am Ganzen 194 Haiser gebaut ginn zu 140 m², déi fir d'Vente sinn, an 98 Appartementer vu maximal 120 m², déi och fir de Verkaf sinn, a 96 Appartementer, déi fir d'Locatioun da sinn.

Ech hu mer soe gelooss, datt an der éischter Phas, wou am Ganzen 59 Wunnengen an d'Vente komm sinn, am Ganzen 300 Dossieren erakomm sinn. Ech betounen nach eng Kéier: fir 59 Wunnengen am Ganzen! An 30 % dovu si prioritär, dat heescht, do si ronn 100 Dossiere vun deenen 300, déi erakomm sinn, aus der Gemeng Kielen, fir eeben an der éischter Phas déi 59 Wunnenge kënnen ze kafen.

Wéi gesot, 76 Millioune sinn elo schonn an deem éischte Phasage veranschlaagt; vum Bau vun den Infrastrukturen hier: Infrastrukturkäschte ronn 24 Milliounen, an da fir déi 748 Parkplazen 30 Milliounen, déi do wäerte bezuelt ginn.

Kuckt een nach eng Kéier de Meterkareespräis, wat d'Konstruktioun elo kascht, esou ass de Meterkareespräis bei den Haiser ëm 2.300 Euro de Meterkaree a bei den Appartementer 2.100 Euro de Meterkaree, hors TVA natierlech wuelverstanen, dat mécht bei den Haiser ëmmerhin awer schonn e Präis vu 460.000 bis 550.000 Euro aus. Bon, ech mengen, dat ass och net näischt. Duerfir ass et awer wichteg, datt an Zukunft méi dëser Offeren op de Marché kommen, datt mer effektiv méi Efforten an alle Beräicher maachen. Eng hallef Millioun fir een Haus, um Privatmarché ass et éischter dat Dräifacht respektiv dat Véierfacht, wéi et elo hei de Fall ass. Natierlech ass d'Surface do och méi grouss. Mee bon, op jidde Fall misst ee mat 140 m² och nach iwwert d'Ronne kommen.

Wat déi nächst Phasen ugeet, dat heescht den Ostan de Westdeel, do muss dann nees en neit Finanzéierungsgesetz gestëmmt ginn. An hei géif ech da vläicht eng kleng Suggestioun maachen, ech kucken op de Minister: Vu datt et an dësem Quartier, wat elo d'Repartitioun zwëschent Locatioun a Verkaf ugeet, 75 % zu 25 % ass, kéint een do beispillsweis d'Locatioun liicht an d'Luucht setzen an déi Proposition de loi, déi d'CSV virun enger Zäitche gemaach huet fir de Miet- oder Optiounskaf, op dëser Plaz ëmsetzen.

Ech mengen, dat géif deene jonke Menagë wierklech hëllefen, an enger éischter Phas fir d'éischt e Loyer ze bezuelen an dann déi selwecht Wunneng och kënnen opzekafen. Iwwerleet Iech dat nach eng Kéier, well ech mengen, et ass awer e wonnerbaren Outil, fir wierklech deene jonke Menagë kënnen entgéintzekommen, déi sech net direkt eng Wunneng kënne kafen, fir ënner abordabele Konditiounen - zéng Euro de Meterkaree - da fir d'éischt ze lounen an duerno ze kafen.

D'Dauer vun dësem Projet, dat sinn am Ganze 25 bis 30 Joer. Dat muss ee sech elo effektiv emol eng Kéier op der Zong zergoe loossen: vun deem Moment un, wou gekuckt ginn ass mam Proprietär, fir déi Terrainen ze kréien, bis et dann ëmgesat ass, 25 bis 30 Joer, bis datt déi 800 Wunnengen ëmgesat sinn, dat heescht, fir 800 Menagen een Doheem, fir ronn 2.000 Leit een neit Doheem. 25 bis 30 Joer ass definitiv ze laang. An ech mengen, do mussen an deenen nächste Joren nach méi Efforte gemaach ginn, datt et méi séier geet, well soss kréie mer iergendwann eng Kéier e Problem.

An ech soen Iech: E Projet wéi Elmen, mat deenen Dispositioune respektiv där Politik, déi momentan gemaach gëtt, wäert e Projet Elmen muer oder iwwermuer net méi kënnen ëmgesat ginn! Dëst war e Projet, deen effektiv ausserhalb vum Perimeter an der Zone verte war a wou duerfir dann och de PAG 2009 ugepasst ginn ass. A mat deem, wat mer an deene leschte Wochen, Méint a Joren haten, wann et bei der Refonte vun de PAGen ëm d'Extensioun vum Perimeter gaangen ass, wou do eng sëlleche Refuse vusäite vum Ëmweltministère komm sinn, mengen ech, datt dat haut net méi geet.

Ech ginn Iech och e klengt Beispill aus menger Gemeng. Am Kader vun der Refonte vum PAG goufe 4,5 Hektar aus dem Perimeter erausgeholl. Wonnerbar. Ëmweltministère: In the pocket. 1,8 Hektar zousätzlech nieft enger Cité, déi effektiv virun 20, 25 Joer schonn ënner änleche Konditiounen, also ënner abordabele Konditioune vum sozialen, subventionéierte Wunnengsbau ëmgesat ginn ass an och verkaaft ginn ass, 1,8 Hektar, wou d'Gemeng zu 75 % Proprietär ass. Ëmweltministère: Refus!

Dat geet net! Dat kënne mer eis an Zukunft net méi erlaben. Mir mussen effektiv déi Surface hei vum Territoire vum Grand-Duché kucken: 2.586 Quadratkilometer, 10 % dovunner si bebaut. 10 %! Also sinn nach 90 % Rescht. Nee, et sinn nach 5 %, wou Stroossen, Zuch an hei an do sinn, da sinn nach 85 % Rescht, déi kéinte bebaut ginn. Wat kee wëllt, ganz sécherlech net! An et geet och net drëm, fir Klima-, Natur- an Ëmweltschutz géint de Wunnengsbau auszespillen, wat den Här Benoy d'lescht Woch gesot huet. Ganz sécherlech net!

Ech mengen, mir sinn eis alleguer bewosst, datt mer Ëmwelt- a Klimaschutz alleguerten an eise Gemenge sollen a musse bedreiwen. Mee wann et doduerch, datt d'Wunnengen an deenen nächste Joren awer ëm sou villes méi deier ginn, zu enger Sozialkris kënnt, zu soziale Konflikter, mengen ech, dann hu mer en anere Problem, an dat solle mer mat alle Mëttele verhënneren.

An duerfir, mengen ech, soll a muss déi Ideologie vun dëser Politik eng Kéier iwwerduecht ginn, datt souwuel innerorts verdicht gëtt, datt awer och ausserorts Méiglechkeeten an Zukunft bestinn, fir eeben deem kënne Rechnung ze droen.

Ech rappeléieren och hei eng Motioun vun der CSV, déi d'lescht Joer agereecht ginn ass, fir eng Extensioun vum Perimeter ze maachen an dann den Taux

vun 10 % abordabelem Wunnengsbau op 30 % an d'Luucht ze setzen. Dat entsprécht deem, wou een och ka virukommen, eeben adjacent zum Perimeter, op Plazen, wou et wierklech, och vun den Infrastrukturen a vum ëffentlechen Transport hier, Sënn mécht. Dat muss an deenen nächste Jore kommen, well, wéi gesot, soss kréie mer an deenen nächste fënnef bis zéng Joer respektiv doriwwer eraus e Riseproblem, ee Problem, dee mer och hautzudaags schonn hunn a kennen.

Bedaueren dinn ech och, datt d'lescht Woch déi Motioun vun der CSV-Fraktioun net ugeholl ginn ass, wou et ëm d'Vereinfachung vun de Prozedure gaangen ass. Firwat gi mer net dohin, fir zemools innerorts d'Prozeduren ze entschlacken, effektiv ze kucken, datt a verschiddene Beräicher, wat eebe Klimaschutz oder d'Ëmweltgesetz ugeet, verschidden Entschlackunge gemaach ginn, fir datt een do, wou Baurecht ass, och ka bauen an net nach zousätzlech muss Hürden ugoen, fir deem da Rechnung ze droen?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV).*- Ech kann lech op dëser Plaz soen: D'Fraktioun vun der CSV wäert och an deenen nächste Méint a Joren aktiv mat dëser Chamber zesummeschaffe fir Proposen, a fir awer och beschtméiglech der Schiflag um Wunnengsmaart hei zu Lëtzebuerg entgéintzewierken. An an deem Sënn ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Bon, wann eng Rapportrice esou komplett war, wéi dat hei de Fall war, da bleift engem eigentlech net méi vill ze soen ausser: Felicitatiounen a merci fir déi zwee Rapporten, souwuel dee mëndleche wéi dee schréftlechen.

Wann ech awer trotzdeem hei un d'Riednerpult kommen, dann huet dat sécherlech och domat ze dinn, dass ech d'Chance an d'Méiglechkeet hat, bei deem heite Projet eigentlech vun Ufank un iergendwéi e bësse mat derbäi ze sinn. Ech hunn dat um Plang gesinn. Dunn hunn ech et op der Maquette gesinn. Du war ech bei der Grondsteeleeung derbäi. A jo, d'Rapportrice huet dat virdru gesot: Mir waren och vun der Logementskommissioun aus ganz rezent op der Plaz a konnten eis dunn do ukucken, wat da konkreet do amgaangen ass ze entstoen. A wat do entsteet, dat ass natierlech schonn eppes, wat ee mat de Wierder Liewensqualitéit, Nohaltegkeet an e Mix vu Funktioune fir en agreabelt alldeeglecht Liewensëmfeld beschreiwe kann.

Et ass eng Stadplanung, léif Kolleegen, déi entwéckelt gouf, fir eng nei Form vu Gemeinschaftsliewen ze schafen. A jo, Elmen bitt innovativ an nohalteg Méiglechkeeten, fir hei zu Lëtzebuerg kënnen abordabel ze wunnen.

Dëse Projet de loi ass eng Première. Jo, en ass eng Première. Firwat? Ma well et bis elo vum Staat nach keng Bedeelegung gouf, déi huet mussen iwwer e Finanzéierungsgesetz lafen, dat heescht eigentlech, e Montant iwwer 40 Milliounen. Dat ass jo de Seuil, wou een da muss e Finanzéierungsgesetz maachen, wann een deen iwwerschreit. Dat ass an dësem Projet de Fall, an dat schonn eleng nëmme fir déi éischt Bauphas vun insgesamt dräi Bauphasen, also den éischte PAP, dee sougenannte Village central, wou mer vun enger finanzieller Participatioun vu 76 Milliounen Euro schwätzen, déi de Staat bäidréit. Dat sinn insgesamt 28 % vum Coût total vun 268 Milliounen Euro, déi am Moment estiméiert gi fir déi gesamt Realisatioun vun der éischter Phas, déi dann 388 Wunnunitéite ka realiséieren.

Dëst ass méiglech firwat? Ma well mer de Fonds spécial de soutien au développement du logement hunn, dee jo d'Erschléissung an d'Acquisitioun vun den Terrainen als Haaptmissioun huet. De Budget, dee mer rezent presentéiert kruten, dee gesäit do iwwregens e Chiffer vun 150 Millioune fir d'nächst Joer vir, déi dann hei kënne genotzt ginn, fir abordabele Wunnraum ze schafen an eeben och ze kucken, fir den Ziler, déi mer eis setzen, an haaptsächlech och dem Pacte Logement 2.0, kënne gerecht ze ginn.

Här President, beim Projet Elmen geet et net drëms, dass de Bien public no enger gewëssener Zäit erëm a Privathänn fält. Dat ass an der Vergaangenheet geschitt. Hei ass et genau de Contraire, dee mer maachen. Och Wunnengen, déi iwwert de Bail emphytéotique kaaft gi sinn, kënnen zu engem spéideren Zäitpunkt just, an dat ass wichteg, un de Staat zréckverkaaft ginn. D'Iddi ass déi, dass vum Staat, de Gemengen oder den ëffentleche Promoteure geschafene Wunnraum net weider de spekulative Logementsmarché soll ënnerstëtzen.

Här President, wa mer vun der Logementsproblematik schwätzen, komme mer ëmmer erëm drop ze schwätzen, dass mer méi séier musse bauen an eis Prozeduren och musse vereinfachen. Dëst weist och an aller Däitlechkeet dëse Projet hei. Et gouf virdru gesot: D'Realisatioun vum ganze Projet Elmen, also deenen dräi Phasen, deenen dräi PAPen, wäert ëm déi 15 Joer daueren. 15 Joer Bauzäit, nodeems d'Terraine schonn tëscht 2007 an 2009 kaaft gi sinn an de politesche Feu vert fir dëse Wunnprojet 2014 ënnert dem deemolege Logementsminister Marc Hansen gi ginn ass. Tëscht dem Kaf vun den Terraine bis zur Finalisatioun vun deenen dräi PAPe wieren dann am Ganzen also sater 25 Joer vergaangen. Dat ass, an ech mengen, do si mer eis heibannen och alleguerten eens, vill ze laang.

Här President, de Projet Elmen ass vum Regierungsrot als Projet d'intérêt général deklaréiert ginn. D'Zil ass et, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen, deen och op Dauer bezuelbar bleift. De Projet Elmen weist, wéi wichteg eis Promoteur-publicken an eis Gemengen an der Logementsdiskussioun sinn. Genau dat ass och d'lescht Woch vum Premierminister a senger Ried zum État de la nation ugeschwat ginn a gëtt duerch eng Hausse vum Budget vum Wunnengsbauministère ëm 11 % d'nächst Joer och ganz däitlech.

Et ass kloer, dass mer d'Offer weider an d'Luucht setze mussen an duerch déi ëffentlech Hand, duerch de Staat, mee och duerch d'Gemengen abordabele Wunnraum musse schafen. De Staat gëtt sech dofir déi néideg finanziell Moyenen, an dat net just zënter dësem Joer. Eleng iwwert déi staatlech Wunnengsbaugesellschaft SNHBM sinn an deene leschte sechs Joer ronn 1.000 Wunnengen op de Marché komm. D'Joresproduktioun konnt verdräifacht gi bei der SNHBM. Beim Fonds du logement schwätze mer am selwechten Zäitraum vu ronn 650 Wunnengen. An Dir wësst et, och hei gëtt sech erwaart, duerch d'Reform vum Fonds du logement, déi mer jo hei an der Chamber gestëmmt hunn, dass et och hei nach zu enger däitlecher Augmentatioun soll kommen.

Nieft dem Projet Elmen sinn nach eng ganz Rei aner grouss Projeten an der Maach. Ech denken hei haaptsächlech un déi ronn 60 Hektar aler Industriefrichen, déi de Staat konnt iwwerhuelen, wou zu Diddeleng, Wolz, Péiteng a Bieles 1.500 Wunnunitéite fir ronn 3.500 Awunner an och eng 126.000 m² kommerziell Flächen entstoe wäerten.

Aner grouss Projeten, déi de Moment realiséiert ginn, sinn ënner anerem d'Projete Réimerwee an Avenue John F. Kennedy hei an der Stad. Ech mengen, d'Simone Beissel kennt déi Projeten nach vill besser wéi ech zum Beispill. De Staat ass also amgaangen, seng Hausaufgaben ze maachen, och - an och do, mengen ech, si mer eis heibannen eens - wann dat nach laang net duergeet.

En anere wichtegen Acteur am Logement sinn d'Gemengen, déi beim Schafe vun abordabelem Wunnraum hëllefe mussen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- De Pacte Logement 2.0, deen d'Regierung zesumme mat de Gemengen ausgeschafft huet, wäert de Gemengen dofir déi néideg Mëttele ginn: déi néideg finanziell Mëttelen, eng besser Berodung an eng qualifizéiert Begleedung duerch e Conseiller logement. Alles Elementer, déi mer scho virun enger Partie Joren, viru véier Joer, fir genau ze sinn, am éischte Workshop gesinn haten, wou eigentlech all d'Acteure sech konnte mat bedeelegen - den Emile Eicher war derbäi, den Dan Biancalana, den deemools nach Deputéierten Henri Kox, meng Wéinegkeet, zesumme mam Logementsminister Marc Hansen -, wou mer zesumme mat ganz villen Acteuren, politeschen Acteuren um Gemengenniveau probéiert hunn, e bëssen ze kucken: Wou ass den Dada? Wat feelt eis nach? An ech mengen, de Gesetzestext, dee proposéiert gouf mam Pacte Logement 2.0, bitt eng ganz Partie Äntwerten op déi Froen - oder villméi déi Suergen -, déi d'Gemengepolitiker sech gestallt hunn.

Här President, wat d'Logementsproblematik ugeet, gëtt et leider keng einfach Léisungen an och net eng eenzeg Léisung. Et ass d'Zesummespill vun enger ganzer Rei Mesuren, déi mussen ëmgesat ginn, fir d'Penurie u Wunnengen ze behiewen.

De sougenannte „retard historique cumulé" bei Wunnengen, déi mir eigentlech déi lescht Jorzéngten hätte misse bauen, fir dem Bevëlkerungswuesstum Rechnung ze droen, kënne mer leider net vun haut op muer ophuelen. Nichtsdestotrotz, de Projet, iwwert dee mer haut hei diskutéieren, de Projet Elmen mat senger Liewensqualitéit, Nohaltegkeet an Innovatioun weist awer, dass dat e Projet ass, deen an déi richteg Richtung geet.

Dofir, léif Kolleegen, kann ech hei den Accord vun der Demokratescher Partei ginn. Ech géif, wéi gesot, nach eng Kéier der Rapportrice Merci soe fir hir zwee Rapporten. Iech alleguerte soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

An ech géif dann awer hei och eng gutt Besserung op Kiele bei eisen Deputéiertekolleeg a Kielener Buergermeeschter schécken. A wéi gesot, ech hoffen, dass mer gläich erëm hei zesumme kënnen an dësem Haus debattéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. An ech fänken och direkt u mat engem Merci un d'Madamm Ahmedova, déi e ganz komplette Rapport gemaach huet, souwuel schréftlech wéi mëndlech. A completéiert ass et gi vum Kolleeg Marc Lies, deen och eng ganz Partie wichteg Aspekter vun deem Projet hei ervirgehuewen huet, an och nach eng Kéier vum Max Hahn. Hinnen zwee och merci. Dat erlaabt mir, mech wierklech kuerzzefaassen.

Ech géif vläicht e puer Mercie soen. Ech soen dem Här Kox Merci, dass mer dat Gesetz hei endlech kënne stëmmen. Mee dee Merci muss e sech deele mat fënnef vu senge Virgänger, well effektiv, Här Kox, Dir sidd, wann ech dat richteg gesinn, dee sechste Logementsminister, deen dorunner schafft. Dat léisst zwee Schlëss zou: entweeder sëtzt Dir op engem Schleidersëtz ...

(Hilarité)

... oder, wat warscheinlech méi richteg ass, dee Projet hei ass, wéi de Marc Lies dat och virdru betount huet, scho ganz laang ënnerwee. An dat däerf eis net zefriddestellen. Dat kënne mer besser. Dat kënne mer méi séier maachen!

E Merci wéilt ech och soen un d'SNHBM, déi dee Projet hei begleet, déi de Courage huet, dee Projet ze maachen. Hirem Direkter, dem Guy Entringer, dee mer gutt kennen an der Kommissioun an dee ganz engagéiert ass, wann et ëm d'Fro vum Logement abordable geet, him a senge Leit e grousse Merci.

An ech wéilt mech ausdrécklech deem Merci uschléissen, deen de Marc Lies un d'Gemeng Kiele ginn huet: un den haitege Buergermeeschter, vun deem mer all hoffen, dass e geschwënn erëm bei eis ass, deem mer alles Guddes wënschen, awer och u säi Virgänger an dee ganze Gemengerot, well effektiv, mengen ech, ass et wichteg ze ënnersträichen, dass dat heiten eng couragéiert Decisioun fir eng Gemeng ass. Well mir däerfen eis näischt virmaachen: Déi do Saache sinn net onbedéngt ëmmer populär!

(Interruption)

Mee si si wichteg. Mir kënnen net dauernd hei nëmme Sonndesrieden halen an der Chamber iwwert de Logement, iwwert d'Logementspräisser a wat mer alles wëllen ännneren, mee wann et herno ëm dat Konkreet bei eis an de Gemenge geet, da musse mer och de Courage hunn, fir dat ëmzesetzen, da musse mer och Projete realiséieren, och wa se heiansdo op den éischte Bléck net ëmmer populär sinn. Mee dat si mer virun allem deene jonke Leit bei eis am Land schëlleg, deene jonke Familen, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn an esou lues ufänken, verzweifelt ze sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dann, well eigentlech zum Projet selwer alles gesot ass, wéilt ech selbstverständlech den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun an ech wéilt dem Här Minister soen, dass mer eis géife wënschen, dass e méi dacks mat esou grousse Projeten, Logementsprojeten, hei an d'Chamber kéim, fir esou Gesetzer virzeleeën. Selbstverständlech brauche mer och déi kleng Projete mat véier, sechs, aacht, zéng, zwielef Unitéiten. Mee dat sinn net déi, déi eis an dëser Fro weiderbréngen. Et sinn déi wierklech grouss Projeten, wou mer net kleckeren, mee klotzen, déi eis an der Logementsfro kënne weiderhëllefen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen lech Merci, Här Cruchten, a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, et kann een eigentlech mat dësem Projet nëmmen d'accord sinn, well et gëtt Wunnraum geschaf an en ass erschwénglech. Mee dorop kommen ech dann zréck.

Urbanistesch ka sech umierke loossen, datt hei Haiser gebaut ginn ouni Keller, ouni Späicher, ouni Parking, ouni Garage. Ech perséinlech, an ech mengen, vill vun eis géifen net wëllen esou liewen. Ceci étant, hei gëtt Wunnraum geschaf, an dat ass begréissenswäert.

Trotzdeem bleift et fir mech den absolutt falsche Modell. Net méi spéit wéi dëse Méindeg hate mer am Stater Gemengerot eng änlech Diskussioun, wou Baulücken op deen heite Modell vu Bail emphytéotique verkaaft ginn. Wat heescht dat konkreet?

Mir hunn elo eng jonk Famill, déi keeft sech hei en Haische vun 120 m² fir eng hallef Milliioun. Déi rembourséiert dat mat 1.800 Euro de Mount. Dat ass och net näischt. A wa se no 20 Joer, well d'Kanner dann aus dem Haus oder op der Uni sinn, seet: „Elo verkafe mer dat", da kritt se grosso modo hir Suen zréck. Op där enger Säit ass et indexéiert, op där anerer Säit ass et amortiséiert. De Fin mot ass: Si kréien ongefeier dat zréck, wat se investéiert hunn, dat heescht, si hunn u sech gratis gelieft, gratis gelount. Net méi an net manner! D'SNHBM, wa se géif déi 120 m² fir 10 Euro de Meterkaree - dat ass jo dee Chiffer, deen hei oft genannt gëtt als dee soziale Präis - verlounen, da wieren dat 1.200 Euro Loyer. Déi Leit géifen also 600 Euro de Mount manner ausginn an d'SNHBM hätt no 20 Joer 288.000 Euro Revenu.

Ass et sozial, ass et sozial, datt mer Leit wärend 20 Joer gratis wunne loossen? Leit, déi sech kënne 500.000 Euro leeschten! Et ass dee falsche Modell. Dee muss grondleeënd hannerfrot ginn. Ech fannen en net richteg. Mir stëmmen dat Gesetz als ADR hei mat, well Wunnraum geschaf gëtt. En ass erschwénglech, dat ass iwwerhaapt guer keen Theema. Jo, en ass erschwénglech. Mir si ganz frou fir déi Familljen, déi dohinner wäerte kënne wunne goen. Mee et ass absolutt alles aneschters wéi eng sozial Mesure.

Dann eppes, wat ech ëmmer erëm soen: Mir stinn als ADR fundamental fir d'Recht vum Bierger, sech Verméigen ze schafen! An och dat ass ee Fakt, dat mussen déi Leit wëssen, déi hei kafen: Si wunne gratis, si kréien e Kaddo. Wonnerbar! Bravo. Ech gënnen hinnen dat. Mee no deenen 20 Joer kréie se just hir Suen zréck, si maache keen eenzegen Euro Plus-value! Wonnert Iech also net, wa Leit, déi dat dote wëllen ausginn, probéieren eppes ze fannen ouni Bail emphytéotique. Ech géif dat maachen, a jiddereen, dee logesch denkt, géif dat och maachen.

Bei enger Plus-value vu 5 % oder 10 % pro Joer, kommt mir soen nëmme 5 %, kréien ech no 20 Joer dat Duebelt. Dann hunn ech fir mech, fir meng Famill, fir meng Pensioun, fir menge Kanner hiert neit Haus, wat se sech da wëlle kafen, eng Basis geschaf. Dat heiten ass in fine Aewëscherei. Et ass näischt, wat deene wierklech Bedierftegen hëlleft. Et ass net sozial. Mee et gëtt Wunnraum geschaf. Mir si frou fir déi Leit, déi dohinner kënne wunne goen.

An duerfir stëmme mer dee Projet. Trotz all dëse Bedenken, déi ganz seriö sinn - rechent Iech et selwer eng Kéier duerch! -, stëmme mer e mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

(Brouhaha)

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wann zu Lëtzebuerg e Gesetz am Beräich vun der Logementspolitik kënnt, dann ass dat ëmmer eng besonnesch Geleeënheet. Engersäits, well u sech wéineg Initiativen a Gesetzer vu Regierungssäit kommen, obwuel mer et mat enger relativ schlëmmer, oder ganz schlëmmer Logementskris ze dinn hunn. An anerersäits natierlech, well an enger Wunnengskris e Logementsgesetz natierlech haart op d'Prouf gestallt gëtt an och muss ginn.

Bei dësem Gesetz geet et eis natierlech ëm de Projet selwer, mee awer doriwwer eraus och ëm de Kontext, op dee mat dësem Gesetz soll reagéiert ginn.

Zum Projet Elmen. Fir déi Lénk ass natierlech d'Eropsetze vum ëffentleche Wunnengsbau säit Joren eng Haaptfuerderung. Dowéinst sti mir dem Bau vun engem neie Quartier oder, wéi an dësem Fall, vun engem ganzen Duerf duerch en ëffentleche Promoteur natierlech positiv géintiwwer. Dofir hu mer et och matgestëmmt an der Kommissioun a mir wäerten dat jo och hei an dëser Plenière maachen.

D'Iwwerzeegungen, déi hannert dëser Fuerderung stinn, si ganz kloer: An eisen Aen heescht ëffentlech bauen haaptsächlech, op private Profitt ze verzichten a vu vireran dowéinst och méi gënschteg Wunnengen, en fonction vum Revenu vun de Leit, unzebidden. Ëffentlech bauen heescht och, an dat ass och immens interessant, der Virstellung vun der Allgemengheet besser Rechnung droen ze kënnen, zum Beispill wat Ëmweltbedenken ugeet. Ëffentlech bauen heescht schliisslech awer och, d'Méiglechkeet ze ginn, e Quartiersliewe mat Mobilitéit, Kultur a Fräizäit, Commercen a wirtschaftlechen Aktivitéite bei der Konzeptioun matzedenken an dat net dem Zoufall oder enger reng lukrativer oder bürokratescher Logik ze iwwerloossen.

Beim Projet Elmen gëtt et awer natierlech bei dëse Punkten och e puer Bemollen. Mir sinn der Meenung a mir wëssen, dat gouf och schonn e puermol gesot: Den Här Kox ass de sechste Minister, wéi den Här Cruchten virdru gesot huet, deen dëse Pro-

jet matdréit, an dee Projet ass schonn al, oder op jidde Fall sinn d'Ufäng al an d'Resultat schéngt och net méi onbedéngt deem gerecht ze ginn, wat elo misst geschéien am Joer 2020.

De Problem ass deen, an dat gouf och schonn hei gesot, datt mer weiderhin op engem relativ déiwen Taux vu Locatioun bleiwen: 25 %. Do huet ee wierklech nach ëmmer den Androck, datt mer an den 80er oder 90er Joren hänke bliwwe wieren, wou mer nach ëmmer der Meenung waren, datt mer alles op d'Proprietéit solle setzen, a wou et souguer eng Zäit gouf, wou Leit mat engem mëttlere Revenu a souguer mat engem éischter klenge Revenu sech tatsächlech konnten eppes kafen, eppes leeschten.

Déi doten Zäiten, déi sinn definitiv eriwwer, well souguer mat engem mëttlere Revenu ass et onméiglech, sech eppes kënnen ze leeschten. Dofir kann een och net onbedéngt vu gënschteg schwätzen. Et brauch ee just d'Präisser ze kucken: Huele mer d'Präisser, déi emol net extravagant sinn, vu 400.000 bis 500.000 fir en Appartement oder 700.000 - do si mer am abordabele Beräich fir en Haus -, do kënnt een op de Punkt, wou sougenannt Normalverdénger och un hir Limitte stoussen. 700.000 Euro iwwer 25 Joer rembourséiere bedeit, ronn 2.400 Euro de Mount zréckbezuelen, wann een dovunner ausgeet, datt ëffentlech Hëllefen duerginn, fir d'Zënsen ze decken. Bei esou engem Montant brauch dann e Stot e Revenu vu 7.500 Euro netto de Mount, fir beim Taux d'effort ënner 33 % ze leien. Doru gesäit ee gutt, datt d'Logementskris längst bis wäit an d'Mëttelschichten erandréckt, a vläicht souguer an déi gutt Mëttelschichten erandréckt!

Dofir stellt ee sech d'Fro, ech mengen, et muss ee sech wierklech d'Fro stellen, ob et net e reellen Decalage gëtt a leschter Zäit um Niveau vun den ëffentlechen Autoritéiten, déi fir de Logement zoustänneg sinn, par rapport zu de gelieften ekonomesche Realitéite vun Zéngdausende vu Leit hei am Land. Et ass leider net jiddwereen, deen an de Genoss kënnt vun enger gudder Pai, déi graduell Joer fir Joer eropgeet an déi geséchert ass. Dat ass bei Wäitem net méi d'Reegel.

Datt net genuch op d'Locatioun gesat gëtt, trëfft awer net nëmmen op dëse Projet zou. An et ass jo och de Problem, datt besonnesch d'SNHBM an éischter Linn fir de Verkaf baut, an dat ass an eisen Ae komplett laanscht de Besoin geschafft. An net just an eisen Aen! Dat seet jiddwereen. D'Chambre des Salariés seet et, d'Caritas seet et, an och ganz vill politesch Parteien. Mir sinn net déi Eenzeg, déi et soen. Et gëtt awer weiderhin op de Verkaf gesat. Also, all déi politesch Parteien, déi aus de Feeler vun der Vergaangenheet eppes geléiert hunn, déi wëssen, datt een net alles op de Verkaf ka setzen!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech wollt domat zréckreagéieren. An dofir, wann een haaptsächlech op de Verkaf setzt - mir däerfen eis näischt virmaachen -, da wäerte mer d'office grouss Deeler vun der Bevëlkerung ausschléissen. An d'Caritas, déi seet jo och scho relativ laang, datt minimum 30.000 sozial Locatiounswunnenge gebraucht géife ginn. Hannert dëser Zuel sti jo dann och 30.000 Stéit, fir déi haut net déi adaptéiert Wunneng zu engem verstännege Loyer ze kréien ass.

Natierlech, beim Projet Elmen, do leeft nëmmen d'Locatioun no engem Regimm, dee gestaffelt ass nom Revenu. An dat ass och gutt an dat begréisse mer! Mee étant donné datt awer de Gros fir de Verkaf ass, si mer natierlech erëm eng Kéier beim Abordabelen. An dat Wuert misst een ofschafen, well et trëfft einfach net méi zou. Et ass falsch, terminologesch falsch ze soen, datt de „coût abordable" oder „coût modéré" der Realitéit entsprécht. En ass weeder abordabel nach modéré! 80 % vun engem total geckegen, iwwerdriwwene Präis sinn nach ëmmer immens iwwerdriwwen. An et ass net fir Normalverdénger abordabel an et ass och net fir Normalverdénger moderéiert.

An doniewent stellt sech awer och nach eng Fro fir déi glécklech Leit, déi eng Wunneng oder en Haus bei der SNHBM kafe kënnen, do stellt sech eng elementar Fro! Well en Haus ouni Terrain, iwwer Emphyteos, bedeit natierlech, datt de Präis däitlech méi déif läit, wat méi Leit Accès zu engem Kaf gëtt. Très bien! Dat bedeit awer an engem Land mat enger horrender Präisentwécklung grad beim Bauterrain - well do ass jo de Problem! -, datt déi Leit net un der Präisentwécklung bedeelegt sinn, ganz einfach.

Dat muss net onbedéngt e Problem sinn, wann déi Leit éiweg an deem Haus liewe bleiwen. Mee huele mer un, wann e Stot méi grouss gëtt oder wann d'Aarbechtsplaz wiesselt an et muss een doduerch plënneren, da verkeeft een d'Haus - zu engem méi déiwe Präis natierlech verkeeft een dann d'Haus. An duerno muss een, deemno wéi, op de Privatmarché goen. Et huet een natierlech en Haus verkaaft, wat op engem Terrain an Emphyteos stoung, an da muss ee kucken, datt een um Privatmarché eppes fënnt. Dat ass e bëssen esou, wéi wann een eng Zäitrees géif maachen. Huele mer un, et wor ee 15 Joer do dran, da kënnt een op eemol an eng Situatioun, mat engem Decalage vu 15 Joer, do gëtt ee mat der Präisentwécklung vu viru 15 Joer konfrontéiert. Do kënnt ee warscheinlech guer net méi no.

Ech wëll awer domadder net soen, datt een esou Projeten net soll bauen. Am Géigendeel. Ech menge souguer, datt mer der vill méi brauchen, fir datt esou e grousse Stock u Wunnengen do ass, datt e Stot am Wunnengspark vun der SNHBM oder idealerweis vun allen ëffentleche Promoteure kann d'Wunneng wiesselen, wann dës Noutwendegkeet besteet. Dat heescht natierlech, datt an dësem Fall d'SNHBM hiert Virkafsrecht ëmmer notze muss, fir keng Wunnunitéiten an hirem Park ze verléieren. Mee et heescht awer och a virun allem, datt ëffentlech Wunnprojeten a méi grousser Zuel an esou séier wéi méiglech a Planung an an de Bau komme mussen.

Ech verstinn och déi Bedenken, mir hu ganz oft doriwwer geschwat, dat ass och vu menge Virriedner gesot ginn, vum Här Cruchten, mengen ech, datt natierlech heiansdo gewësse Gemengeverantwortlecher net ëmmer ganz frou sinn, wa se op eemol déi sougenannt Sozialwunnenge kréien, well se dovunner ausginn - hei kommt, mir soen, well eng Form vu sozialem Rassismus bedriwwe gëtt, fir d'Kand beim Numm ze nennen - an ee vläicht d'Angscht huet: „O nee, elo kommen aarm Leit heihinner wunnen an d'Gemeng", an dann ass dat elektoral net gutt.

Jo, ech bedaueren, datt et esou eng Reaktioun gëtt. Mee dat ass vläicht och en Argument méi fir ze soen, datt een u sech vläicht méi proaktiv - wéi soll ech soen? - muss Krittäre festleeën a Gemenge vläicht och obligéieren, net incitéieren, mee obligéieren, wéi dat an anere Länner och de Fall ass, fir e Minimum vun ëffentleche Wunnengen ze bauen. An déi solle sech och drun halen, a si musse sech drun halen! A si kënnen dann och virun hire Wieler soen: „Et ass de Staat, dee seet, datt ech dat esou maache muss." Ech mengen, dat wier vill méi effikass wéi de Wee vun der Muert, dee mer ëmmer fueren, deen e bëssen ineffikass ass.

Ech mengen awer och, an dat ass dat, wat mir als déi Lénk permanent soen: Mir wësse ganz genau, datt mer mat deem Projet Elmen elo net all Problem an der Logementskris wäerte bewältegen. Fir d'Logementskris ze bewältegen, geet et net duer, elo ëffentleche Bau ze maachen - well mir wëssen, datt et laang dauert, dat ass och normal, datt et eng Zäitlaang dauert -, well mir mussen u sech d'Logementskris innerhalb vun deenen zwee, dräi Joer léisen. An dat heescht, et muss een d'Loyeren iwwer Gesetz erofsetzen! Net just bremsen, mee erofsetzen. An da parallell massiv ëffentlech bauen. An dat misst permanent geschéien, fir datt een duerno an enger normaler Situatioun och e grousse Stock huet un ëffentleche Wunnengen.

Mir wäerten trotzdeem dëse Projet matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President, meng Virriedner hu scho vill Guddes iwwert de Projet gesot. Fir d'éischt emol wëll ech soen, dass mir Piraten ganz kloer all Initiativ ënnerstëtzen, fir méi Wunnengen duerch d'ëffentlech Hand ze bauen. Wann déi och nach ëmweltfrëndlech an nohalteg sinn, ëmsou besser.

An deem Zesummenhang si mer natierlech frou, dass an deem heite Fall vum Projet Elmen e gréisseren Immobilieprojet duerch d'Initiativ vun enger Gemeng zesumme mam Staat duerchgefouert ka ginn.

Jo, hei sollen an e puer Joer 750 Wunnenge fir 2.000 Awunner entstoen. Dofir gesi mir hei net den Duerfcharakter, wéi et virdru vun deene Gréngen ugeklongen ass. Ech komme vum Duerf. 2.000 Awunner ass scho vill, fir vum Duerf ze schwätzen. Allerdéngs: Wiem kommen déi Wunnengen zegutt? D'Eefamilljenhaiser ginn net nëmme relativ deier, souguer mat de Staatshëllefen, och d'Appartementer bleiwen relativ onbezuelbar. Dofir, wéi d'Jugendparlament et richteg ugedeit hat a senger Resolutioun d'leschte Kéier: „Abordabel" ass e ganz deenbare Begréff. An dat heite fält, wann ee vu 400.000, 600.000 Euro schwätzt, ganz kloer dorënner, dass een eng Kéier misst kloer definéieren, wat am Logement dann elo abordabel ass.

Wéi soll eng Persoun, déi e bësse méi wéi de Mindestloun de Mount verdéngt, trotzdeem dass se an de Genoss vun den Hëllefe kënnt, esou en Appartement oder esou en Haus zu Elme kafen? Wou huelen Alengerzéiender, déi souwisou scho wéinst hirer Steierklass genuch gestrooft ginn, d'Suen hier, fir sech zu Elmen eppes ze kafen? Wou sinn iwwerhaapt Projete fir Singles an deem ganze Konzept? Wou huelen déi Jonk, déi frësch vun der Uni kommen, déi Suen hier?

Dofir ass de Projet Elmen sozial gesinn an eisen Aen net aleng dee richtege Wee, mee besser wéi näischt. Bei esou Projeten, déi mat ëffentleche Sue finanzéiert ginn, mussen och d'Präisser un déi reell Salairë vun de Betraffenen zu Lëtzebuerg ugepasst ginn, wann ee wierklech um ëffentlechen a soziale Logement d'Schwächten eraushuele wëllt.

Mir sinn derfir, dass och esou Wunnenge solle fir 10 Euro de Meterkaree verlount ginn. Dat als Mietkauf an esou, dass een de Loyer ugerechent kritt, wann een duerno d'Appartement oder d'Haus wëllt kafen. Dat wär fair a sozial. Dee ganze Projet ass awer net als ganz schlecht ze bewäerten. E geet an déi Richtung, ma déi sozial Komponent muss nach verbessert ginn.

Mir ginn dofir haut eisen Accord, fir de Projet weiderzeféieren, an hoffen, dass de Minister eppes maache wäert, fir dass jiddweree sech den Dram vum eegenen Haus kann erfëllen. Merci der Madamm Ahmedova fir dee gudde Rapport. A mir wënschen dem Félix Eischen eng gutt Besserung.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, de Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, en décke Merci ausschwätzen, well et ausféierlech, wéi et virdru schonn ugeklongen ass vu menge Virriedner, op dee Projet agaangen ass. Ech wëll dofir och nëmmen e puer Wierder benotzen - well de Projet effektiv gutt beschriwwe ginn ass -, an dofir éischter op déi Umierkungen a Froen agoen, déi déi eenzel Spriecher hei virdru gemaach hunn.

Fir d'éischt ass et natierlech en éischte Finanzéierungsprojet vun engem Wunnengsbau, wat eng Première ass. Ech mengen, mir leien iwwer 40 Milliounen Euro, an do gesäit eeben eis Kontabilitéit dat vir. An ech däerf dann och hei de Finanzminister begréissen, well mer och hei an dësem Projet ganz enk an ausféierlech geschwat hunn.

Dat Zweet ass: De Projet huet natierlech eng ganz Rei vun innovativen Elementer derbäi. Mir hunn d'Nohaltegkeet ganz héich geschriwwen. Mir hunn den ëffentleche Raum erëm zougänglech gemaach fir déi Leit, déi do wunnen. An dat ass eppes, wat mer mussen diskutéieren, wat vill méi misst geschéien. A wat hu mer gemaach? Mir hunn den Auto, a sech d'Mobilitéit, regruppéiert a Parkhaiser.

Mir hunn dat mat engem groussen ëffentleche Promoteur ëmgesat. An do ginn ech mol gären op déi Bemierkung vu virdru vum Här Lies an. Jo, hei ass et net eleng eng Gemeng, déi et mécht, mee et ass d'Zesummespill vun zwee Partner, gläichberechtegte Partner, an et kann nëmmen esou funktionéieren. Dat heescht, et ass net d'Gemeng eleng, déi dat stemme kann. Et ass awer och net, wéi et hei schonn ugeklongen ass, d'SNHBM, déi dat ka stemmen. Dat heescht dofir, et geet nëmmen zesummen!

An dofir hu mer jo och dee Spezialfong gegrënnt: fir éischtens emol d'Suen ze parken an och méi eng Visibilitéit op déi Wunnengsbauprojeten ze ginn. Domadder ergëtt sech dann och, an dat hu mer jo an engem éischten Exercice virun zwou oder dräi Woche gemaach, wou mer a sech gekuckt hunn: Wéi eng Projete ginn dann de Moment scho subventionéiert? Wéi eng hunn eng Konventioun mam Staat? A wéi eng Projete sinn nach virun eis?

An och do kann een da gesinn, dass et net een eleng ass: Et sinn d'Gemengen - wann ee kuckt, et sinn ëm 25 %, déi de Moment do am Abordabelen ënnerwee si vun deenen 3.600 Wunnengen, déi kreéiert ginn -, an et ass d'SNHBM, déi méi Wunnenge baut, awer manner Projeten huet, well déi sech spezialiséiert huet op méi grouss Projeten. Dofir ass dat Zesummespill vun deenen zwee ëffentleche Promoteuren esou wichteg! Well et huet een och gesinn, dass d'SNHB op deene Gemengen aktiv ass, wou och eng gewëssen Unzuel vu Wunnenge ka gebaut ginn, fir eeben och d'Économie d'échelle, géif ech elo mol soen, méi auszespillen, fir besser do no vir ze goen. An dofir ass nämlech ee Krittär, wou mer amgaange sinn drun ze schaffen, e Cahier de charges och ze finaliséieren, fir dass déi Projeten och an enger gewëssener ... net, dass dat uniform soll ginn, just nach een Typus, an et ass och keng Kartrongskëscht, mee dass mer och méi effizient sinn an der Schnellegkeet. Dat ass schonn eng Äntwert op dat, wat virdru komm ass.

Deen anere Partner, deen awer och vläicht gradesou wichteg ass am Wunnengsbau, ass de Fonds du logement. An do gesäit een, wéi mer d'Analys gemaach hunn oder och presentéiert hunn: Déi sinn am ganze Land ronderëm. An déi schaffe ganz um Land, mat deenen eenzelne klenge Gemengen zesummen, fir a sech abordabele Wunnengsraum ze schafen. Dofir ass et fir mech ni eng Konkurrenz vun deem engen an deem aneren. Et soll e gesond Zesummespill sinn, wou och déi Best Practices kënnen ausgetosch ginn.

An et ass jo dat, wat mer de Moment mam Pacte Logement 2.0, et ass scho virdru genannt ginn, wëllen no vir bréngen, wou mer d'Hëllefstellung ginn, déi logistesch, awer och déi finanziell. An do gëtt ëmmer vergiess: Beim Pacte Logement, do fléissen dann och erëm déi 40 Milliounen, wa mer bis um Rulle sinn, wéi dat an der Vergaangenheet war. Niewent deene kommen awer déi Suen aus dem 1979er Gesetz, wat haut de Fonds spécial ass a wou dann dee groussen Deel vu Suen erausgeholl ass. An dat ass dee Prozentsaz, deen Der jo wësst: bis 75 % bei der SNHBM, beim Fonds du logement sinn et jo 70 %. Dat heescht, déi Sue sinn do, wa Projeten do sinn. An et ass ze kucken, dat och gemeinsam unzegoen.

Da wollt ech eeben op déi verschidde Punkten nach agoen, déi ernimmt goufen. An ech fänken da mam éischte Spriecher un, deen hei war, dem Här Lies: Déi Längt! Dat ass virdrun e puermol widderholl ginn. Et muss een awer soe betreffend déi Längt, bis et endlech ugaangen ass - ech wëll dann net een ernimme vu virdrun an deem Ganzen; wéi hat ee gesot: „sechs", ech sinn dann dee sechste Logementsminister, deen et mécht -, dat huet awer och e bësse laang gedauert, bis sech de Courage geholl ginn ass: „Elo maache mer et!" Dat heescht, mir hunn awer och e bëssen an der Vergaangenheet gepiddelt.

Ech wëll kengem dat virwerfen. Et ass en immense Courage gewiescht vun der Gemeng, dat lasszekappen, fir iwwerhaapt an déi Richtung ze goen. An dat ass jo net esou evident. Alleguerten déi Gemengevertrieder, déi heibanne sinn, wëssen - an ech hat déi Diskussiounen an der Vergaangenheet jo och -, wann en neie Projet kënnt, heescht et: „Muss dat sinn?"- „Muss déi Héicht sinn?" -„Wou muss dat sinn?" Mee et ass awer eng Beräicherung fir all Gemeng, wann d'Populatioun an d'Luucht geet, wa mer dat intelligent steieren. An dat gëllt fir jiddwereen hei am Land, well mir sinn e Land, wat ganz vill profitéiert vu senger Ouverture, vu senger Mixitéit. An dat musse mer awer och zréckspigelen an eisen Duerfkären!

Et ass gesot gi virdrun, dat hei ass de Projet PAP I. Eng Kritik, déi ech awer och deelen, an dat hu mer des Éfteren diskutéiert, dat ass d'Densitéit. Wa mir eng Densitéit, och an engem ländleche Charakter, vu 26 Unitéite pro Hektar hunn a mir dividéieren dee ganze Coût mat där Unzuel vu Wunnengen, da kënnt natierlech e gewëssene Präis eraus. An dofir sinn ech frou, dass déi Diskussioun lassgebrach ginn ass, fir iwwert d'Densitéit ze diskutéieren. Densitéit net am Sënn vu Siloen, mee Densitéit am Sënn vun enger Liewensqualitéit an enger Mixitéit, an enger gesonder Mixitéit.

An ech sinn och frou, mam Félix Eischen Diskussioune gehat ze hunn. A vun dëser Plaz aus - ech hunn him virdrun en SMS gemaach, mir wären amgaangen, hei säi Projet ze stëmme fir seng Gemeng, an en huet gesot: „Super, da maacht dat esou!" - wënschen ech him natierlech och vun hei gutt Besserung!

Mee ech hat eng ganz gutt Diskussioun, an d'SNHBM och, fir beim Projet PAP II an dem PAP III iwwert d'Densitéit ze schwätzen. A si gi mat op de Wee, fir vu 26 bis op bal 40 an d'Luucht ze goen. Et sinn och déi Diskussiounen innerhalb vun der Gemeng ze féieren. An ech weess, do geet et dann ëm déi Mixitéit vum Logement, déi virdru gesot ginn ass, dat war den Här Wagner, dee sot: „Mir brauche méi Locatioun!" Jo. Et ass ganz kloer, dass déi Philosophie och nach ëmmer besteet. De Fonds du logement wëllt a senge Projete ganz vill a geet ganz wäit. D'SNHBM ass traditionell ëmmer beim Bau gewiescht. Och do féiere mer déi Diskussiounen, fir méi Abordabilitéit an der Locatioun ze hunn. An, wéi gesot, an dem Projet PAP II an am PAP III wäerte mer a Richtung goe vu méi enger héijer Densitéit.

Déi däerf awer net an d'Liewensqualitéit eragoen (veuillez lire: Déi däerf awer net op d'Käschte vun der Liewensqualitéit goen). An dofir, wa mer den ëffentleche Raum scho méi zougänglech maache fir d'Leit, wann de Parking regruppéiert ass, dann hu mer méi Raum fir eis Leit alleguerten. Da kann och, mengen ech, iwwer eng Densitéit diskutéiert ginn, fir am Allgemengen de Coût, wat déi eenzel Unitéiten ubelaangt, och erëm abordabel ze maachen - an et ass virdru genannt gi - fir déi, déi keen Accès da kréien, fir sech eng Wunneng ze kafen, soit an de Loyer ze goen.

Da sinn ech bei deem Punkt, dee vun e puer Leit oder Spriecher virdrun erwäänt ginn ass, dat ass déi Abordabilitéit. Jo, ech kucken, dass mer zäitno mat enger Iddi, mat engem Projet an d'Chamber kommen, fir déi Abordabilitéit ze definéieren. Wat ass „à coût modéré", soe mer, wann een eppes wëllt kafen? An „abordabel", ass dat, wa mer an d'Locatioun ginn, abordabel zu engem Revenu disponible, fir dann och deem Eenzelnen, egal wéi d'Kompositioun ass, säin dezent Liewe kënnen ze erméiglechen?

Mir haten déi éischt Diskussiounen elo d'lescht Woch op der Semaine nationale du logement, zesumme mat den Acteuren, mat gréissere Gemengen, déi sech auskennen an deem Domän, awer och mat enger ganzer Rei vun ASBLen. An déi hunn ech virdru vläicht vergiess! Mir haten dräi Acteure genannt: Dat waren d'Gemengen, d'SNHBM an de Fonds du logement. An deem Fonds spécial hu mer jo och erkannt, dass e Véierels awer och vun ASBLen ass, déi cibléierte Wunnengsbau maache fir Besoinen, déi spezifesch sinn. An do ass jo déi Kooperatioun ganz gutt mat dem Ministère de la Famille fir ze soen: „Mir maachen dat, wat d'Wunneng ubelaangt." A wann esou Projete kommen, ginn déi och relativ zäitno ënnerstëtzt. An et ass de Ministère de la Famille, deen da mat deene Professionellen an deem Secteur kuckt, dass deen Encadrement optimal ka fonctionéieren.

Also, mir haten déi éischt Diskussiounen iwwert d'Abordabilitéit. Déi Formel, déi et haut gëtt, déi ass gélteg nëmme fir am ëffentleche Wunnengsbau. Dat heescht, Dir wësst, d'1979er Gesetz an d'Reglement vun 1998 soen haut schonn: „All Gemeng muss sech do drun halen, och wa se net subventionéiert gouf." An an där Formel gi mer natierlech méi wäit, fir dann och an der Mëtt vun der Gesellschaft kënnen unzekommen.

Ech wëll awer betounen, dass dat och e Wonsch nach ass fir bis an d'Mëtt vun der Gesellschaft. Mir hunn awer d'Demande, déi ganz grouss ass, an déi ass nach ëmmer am ënneschte Secteur ze fannen. Dat ass den Decile I, den Decile II, also déi, déi haut ganz wéineg Akommes hunn. An do musse mer prioritär kënnen agéieren. An dofir sinn niewent dem Pacte Logement och déi Reglementer, déi mer nei ugepasst hunn, an do huelen ech da gären d'Taina Bofferding mat an d'Gespréich, wou mer ganz enk zesummeschaffen, fir och dee reglementaresche Kader mat op de Wee ze ginn.

Dat 29er-Reglement (veuillez lire: Artikel-29er-Reglement) wäert et dozou bréngen, dass do Wunnengen entstinn, landeswäit, an all de Gemengen! Mir brauche keng Obligatioun, well d'Obligatioun, wéi a Frankräich, an Däitschland: Si kafen et, mee si hale sech och net drun! Mee duerch dat Reglement, duerch den Artikel 29 aus dem Aménagement-communals-Gesetz ergëtt sech, dass en Deel abordabel Wunnengen entstinn - iwwer Prozenter brauch ech elo hei net ze diskutéieren -, dass d'office eppes entsteet an dass d'ëffentlech Hand dat och kritt, sief et d'Gemeng oder d'SNHBM oder de Fonds du logement.

An dofir ass et esou wichteg, an et ass virdrun ugeklongen: „D'Emphyteos, jo, d'Emphyteos, mee no 20 Joer huet ee keng Plus-value." Wat hu mer wärend all deene Jore gemaach? Mir hu Wunnenge subventionéiert. Mir hu vill Suen an den ëffentleche Wunnengsbau gestach. Dat war okay, dat war deemools vläicht sou, viru 40 Joer. A wa mer haut d'1979er Gesetz diskutéieren, dat ass awer 40 Joer al. Et gëtt Zäit, dass mer et nei reforméieren, a mir reforméieren et och. Awer all déi Wunnengen, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, goufe subventionéiert. An no enger gewëssener Zäit si se um fräie Marché elo disponibel. A si gi souguer an der Emphyteos verkaaft mat dem Präis, fir deen en aneren, den Noper, mat Terrain verkeeft. Dat heescht, do ass et jo de Marché, deen dat da reegelt. An dofir muss fir déi Wunnengen, déi mir elo bauen, d'ëffentlech Hand bleiwen, awer fir ëmmer!

An da soen ech gären eppes: D'Abordabilitéit, déi muss bleiwen, och fir déi zukünfteg Generatiounen. Déi Abordabilitéit, wa mer déi verléieren, déi mer och scho verluer hunn, déi muss de Kanner erëm zougänglech gemaach ginn. An ech mengen, mir mussen driwwer diskutéieren, d'Wunnrecht ze hunn. Wunnen als Grondrecht, wat jidderee seet! Mir wëllen et jo an der Verfassung iergendwéi verankeren, zumindest als Optioun. Dat hat ech emol an den Diskussiounen, wéi ech an der Verfassungskommissioun derbäi war, fir kënnen an déi Richtung ze goen. A mir mussen tëschent Recht op Proprietéit a Recht op Wunnen ënnerscheeden. Dat ass eng Diskussioun, déi mer hei am Land natierlech och musse féieren.

Et ass jo natierlech ..., ech kommen och aus enger Famill, aus enger landwirtschaftlecher Famill, wou mer ëmmer gesot hunn: „De Buedem ass eise Räichtum. Do baue mer drop an dee gi mer net gären hier." Mee mir sinn an enger anerer Zäit ukomm. Mir sinn an enger anerer Zäit! Mir sinn net méi vun där „Scholle" ofhängeg, well mer net méi dat als landwirtschaftlecht Produkt ..., mir sinn am tertiäre Beräich ukomm. An den tertiäre Beräich, wa mer eis Kanner froen, déi am Ausland ënnerwee sinn, déi mussen net onbedéngt Proprietär sinn - ech wëll net ausschléissen, dass se Proprietär ginn -, si wëllen notzen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kox, erlaabt Der, datt den Här Lies lech eng Fro stellt?

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Jo, selbstverständlech. Meng Zäit ass och elo scho bal ...

M. Marc Lies *(CSV).*- Här Minister, ech maachen et och ganz kuerz. Merci, Här President, fir d'Wuert.

Ech wollt awer elo dozou eppes froen, wou de Minister gesot huet, wou et ëm de Bail emphytéotique geet, wat de Präis ugeet vun dem „coût modéré": Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi féiere mer schonn zanter Joren. A wann et dann drëm geet - Dir hutt vum Artikel 29 geschwat, wou Konventiounen da sollen erstallt ginn -, ech mengen, et ass genau dat d'Krux bei alleguerten de Gemengen hei am Land, wann et dann drëm geet: Déi 10 % Logement abordable, wat ass dat? Bon, ech mengen, Dir hutt et elo ugeschwat. Mir hunn eis wärend Joren, och an der Chamberskommissioun, ëmmer déi selwecht Froe gestallt, an, Här Minister, Dir hutt och ëmmer déi selwecht Froe gestallt, ...

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Mir kommen domat!

M. Marc Lies *(CSV).*- ... an duerfir wollt ech froen: ...

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Mir diskutéieren do.

M. Marc Lies *(CSV).*- ... Wéi wäit ass d'Regierung, fir fir d'Definitioun vun deem Logement à coût modéré wierklech dann e Modell op den Dësch ze leeë respektiv och eng Convention-cadre, déi de Gemengen zougestallt gëtt, fir dat kënnen ëmzesetzen?

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Dat sinn zwou Froen. Dat Éischt ass d'Definitioun vun der Abordabilitéit. Dat hat ech virdru gesot, dass mer an der Semaine nationale du logement schonn doriwwer diskutéiert hunn. Mir kucken, dass mer zäitno och eng Kéier an der Chamber eng Ronn dréien. Ech mengen, do musse mer och heiansdo e bëssen driwwer schlofen, fir dass mer och déi richteg Stoussrichtung kréien.

An dat anert ass natierlech eng Diskussioun, déi d'Inneministesch ganz kloer d'lescht Woch och op eiser Journée des communes op der Semaine nationale du logement zesumme mam Syvicol diskutéiert huet. Dat war jo och d'Kritik, oder eng Ufro vum Syvicol, dass mer déi mussen definéieren. Dir maacht et jo selwer schonn an Ärer Gemeng, fir déi Konventiounen auszehandelen. An déi Hëllefstellung, déi mer musse ginn, fir dass déi Konventiounen och d'Strooss halen, musse mer selbstverständlech de Gemenge ginn. Mir wëssen, dass mer do eng ganz Rei Diskussiounen haten. An dofir mengen ech, dass mer do um selwechte Bord sinn.

An déi Definitioun an dee Modell, do geet et jo drëms, dass mer den Austausch méi forcéiere vun deenen eenzelne Gemenge mat der SNHBM an dem Fonds du logement, fir och déi Konventiounen, deen Typus. Wat kënne mer froen? Ass et d'Kouwiss, déi ausserhalb vum Perimeter ass? Wéi definéiere mer do? A wéi gi mer ëm innerhalb vum Perimeter?

An erlaabt mer, nach just zwou Saachen iwwert de Perimeter selwer ze soen, well deen ass virdrun ugeschwat ginn: Mir mussen et fäerdegbréngen, dass mir awer déi Mobiliséierung innerhalb vum Perimeter kréien! Well wa mer de Baulandvertrag elo net richteg ausformuléieren, deen ënnert der Kompetenz vum Inneministère ausgeschafft gëtt an elo och um Schluss ukomm ass, fir den Depot ze maachen ... Do geet et drëms: Wa mer ausweiten, dann däerfe mer net nëmme lotisséieren, mee mir mussen och bauen, well soss hu mer d'Baulücke vu muer erëm kreéiert, déi mer an der Vergaangenheet (veuillez lire: där mer der aus der Vergaangenheet) innerhalb vum Perimeter elo haut schonn hunn, wou mer awer 2.900 Hektar zur Verfügung hunn. A mir mussen déi mobiliséieren.

An dofir ass innerhalb vum Baulandvertrag jo och de Remembrement ministériel mat dran, fir dass mer déi Lotissementer och kënnen zesummebréngen, remembréieren. An Dir wësst et, an ech weess dat aus Ärer Gemeng, dass dat déi gréisst Erausfuerderung ëmmer ass: Wéi kréien ech d'Leit all zesummen op ee Beräich? A wann dann nëmmen ee blockéiert, da geet de Projet net weider. An hei kënnt eng Propos vum Inneministère, fir wierklech do, net ze expropriéieren, awer et dann esou hinzetässelen, dass de Projet ka weidergoen. An ech mengen, dass mer dann innerhalb vum Perimeter och déi Mobiliséierung kréien.

D'Zäit ass mer fortgelaf. Mee ech mengen, net méi spéit wéi d'nächst Woch hu mer eng nächst Chamberskommissioun, wou mer kënnen zesummen diskutéieren.

Merci awer fir déi grouss Zoustëmmung. Ech mengen, et war Unanimitéit, an dem Félix mécht dat bestëmmt Freed.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Wunnengsbauminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7613. Den Text steet am Document parlementaire 7613[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7613 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7613 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Max Hahn), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. Question élargie n° 50 de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur financier luxembourgeois durant la crise sanitaire

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass eng erweidert Fro vum Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vum lëtzebuergesche Finanzsecteur wärend der Kris. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wollt ech dem Finanzminister en häerzleche Merci soen, dass en de Mëtte konnt bei eis kommen, trotz sengem ganz chargéierten Horaire a senger chargéierter Agenda.

Mir hunn am Kader vum État de la nation d'lescht Woch jo ausgibeg och iwwert de Secteur financier geschwat a mir si gewuer ginn, dass de Secteur all Joer mat bis zu 4 Milliarden Euro zu eisem Staatsbudget bäidréit. D'Gewiicht vun der Finanzplaz zur järlecher Wirtschaftsleeschtung läit bei ongeféier 30 %. D'Finanzplaz am breede Sënn vum Wuert beschäftegt méi wéi 50.000 Leit.

Eis gouf rezent och vun der CSSF gesot, dass déi steierlech Recetten, déi aus dem Finanzsecteur kommen, duerch d'Kris stabel bliwwe sinn. Ech denken do un d'Lounsteier, den IRC an och un d'Taxe d'abonnement, déi souguer liicht eropgaangen ass, trotz Abréch op de Bourssen am Fréijor. Eng berouegend Nouvelle, wann ee sech virun Ae féiere muss, wat an anere Branchë geschitt ass, deenen et net esou gutt gaangen ass an deenen et och elo nach net esou gutt geet.

D'Finanzplaz ass haut e staarke Partner an der Bewältegung vun der Kris. Si ass haut méi wéi jee diversifizéiert opgestallt, mat deenen ënnerschiddlechsten Aktivitéiten. Dat mécht se méi widderstandsfäeg, wéi se dat nach an der Bankekris vun 2008 war. An dat hëlleft och, extern Schocke besser ofzefiederen, zemools well eis Banke mëttlerweil och méi staark kapitaliséiert sinn.

Trotz der Stäerkt vum Finanzsecteur versteet et sech vum selwen, dass déi aktuell Kris eis ëffentlech Finanze staark strapazéiert an am zweete Semester vun dësem Joer e considerabele Réckgang vum Produit intérieur brut, eiser Wäertschëpfung also, mat sech brénge wäert.

Trotz der Rezessioun, déi eis Wirtschaft schwéier trëfft, erweist sech de Finanzsecteur als eng wichteg Stäip. Dank dem Teletravail ass et dësem Secteur gelongen, fir seng Aktivitéite gréisstendeels och wärend dem strenge Confinement oprechtzeerhalen.

An dësem Kontext wollt ech den Här Finanzminister Follgendes froen: Kann den Här Finanzminister eng virleefeg Aschätzung vun der Roll vun de Finanzacteuren an den éischte Méint vun der Kris ofginn?

Wäert sech dës Kris op d'Promotiounspolitik vun der Finanzplaz auswierken, besonnesch op de Prozess vun der Diversifikatioun vun de Produiten an den Aktivitéite vun der Finanzplaz?

Wäert d'Kris e positiven Impakt op d'Filière vun de soutenabelen a resiliente Finanzen hunn?

Kann den Här Minister Informatiounen iwwert d'Auswierkunge vun der aktueller Kris op den Digitaliséierungsprozess vum Finanzsecteur a besonnesch op d'Entwécklung vun den Aktivitéiten am Beräich vun de Finanztechnologien zu Lëtzebuerg ginn?

An dann zum Schluss wollt ech den Här Minister froen: Gëtt et och Eenzelheeten iwwert d'Néierloossung vu Finanzacteuren op eiser Plaz am Zesummenhang vum Brexit? Kann hien der do eng Rei nennen? Huet d'Kris en Impakt op dës Beweegung gehat? A kënne mir an deenen nächste Méint mat der Arrivée vu weideren Acteure rechnen? Wéi droen also och dës Betriber konkreet zur weiderer Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz bäi?

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här André Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gamegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Regierungskolleegen, merci fir dës Froe vun dem Här André Bauler. Ech wäert versichen, all déi Froen, déi gestallt gi sinn, ze beäntweren.

Ech fänke vläicht gären u mat enger Trivialitéit: D'Finanzplaz ass en essenzielle Secteur vun eiser Wirtschaft. An ech soen herno e bëssen, wat de Poids vun der Finanzplaz ass.

Ech mengen, et muss een och vläicht ganz e bëssen zréckdenken, wou mer 2008-2009 stoungen. Do war d'Bankeplaz en Deel vum Problem. Net d'Banken zu Lëtzebuerg, mee d'Weltfinanzmäert hate Problemer! An Amerika ass eng grouss Kris lassgaangen an dat huet Repercussiounen op de Finanzsystem vun der ganzer Welt gehat. A well mir natierlech eng grouss Finanzplaz hunn, déi international ausgeriicht ass, hat dat Konsequenzen op Lëtzebuerg. Mir hu misse Banke retten. „Mir", soen ech, also de Staat, d'Chamber huet zwou vun de grousse Banken zu Lëtzebuerg misse retten, déi haut en fait gutt dostinn. A mir haten dräi, véier Joer laang keng Croissance méi zu Lëtzebuerg.

Haut ass d'Situatioun e bëssen anescht. Fir et ganz einfach ze soen als Aleedung: Haut sinn d'Banken, an en fait de Secteur financier, en Deel vun der Léisung. Si ware gëschter en Deel vum Problem, se sinn haut en Deel vun der Léisung. Gott sei Dank hu mer d'Banken, d'Finanzservicer, déi sou wichteg zu Lëtzebuerg sinn, well déi hëllefen eis duerch déi Kris, op zwou Aart a Weisen: zum engen, well et e wichtege Secteur ass an eiser Wirtschaft, an zum Zweeten, well se jo och den Entreprisen hëllefen an hinne kënne Prête ginn.

Mir hunn e wichtege Schratt gemaach, andeem mer et och fäerdegbruecht hunn, dass de Finanzsecteur konnt weider normal funktionéieren doduerch, dass mer Accorde mat den dräi Nopeschlänner geholl hunn, fir dass den Teletravail soll an dësem Joer ganz onkomplizéiert traitéiert ginn. An dat war immens wäertvoll, grad an engem Secteur wéi der Finanzplaz, dee jo serviceorientéiert ass, well een dat konnt op Distanz maachen an domadder de Secteur en fait praktesch normal konnt fonctionéieren.

Et ass och esou, dass an där Period wäit iwwer 50 % vun de Leit, déi an deem Secteur geschafft hunn, op Distanz geschafft hunn, ouni Problem, och well mer eng Infrastruktur hunn, déi en fait verdroen huet, dass den Trafick dräimol sou grouss war wéi normal. An alles dat ouni gréisser Schwieregkeeten.

Wa mer elo déi Haaptsecteure kucke vun der Plaz - da fänken ech mat de Fonds d'investissement un -, do hate mer am Mäerz e Krack, well do de Wäert vun den Aktie staark erofgaangen ass. Mee Gott sei Dank huet dat sech séier erkritt. A mir hunn haut, op August gekuckt, 4,7 Trilliounen oder 4.700 Milliarden Aktiva ënner Gestioun hei zu Lëtzebuerg. Dat ass also ëm e puer Prozent méi héich, wéi dat nach d'lescht Joer ëm déi selwecht Zäit de Fall war. Dat heescht, d'Fongenindustrie geet gutt weider.

D'Banke si gutt kapitaliséiert. Fir déi, déi sech Suerge maachen ëm déi Haaptbanken zu Lëtzebuerg, déi, déi mir „lëtzebuergesch Banken" nennen: Déi sinn extreem gutt kapitaliséiert. An déi auslännesch Banken, déi hei sinn, och! Mir sinn an der Moyenne an Europa mat déi Banken, déi déi héchste Kapitalratioen hunn. A si hunn och keng Liquiditéitsschwieregkeeten.

D'Finanzplaz, dat si ronn 30 % vun eisem Räichtum, vun eisem PIB. Dat si ronn 50.000 Emploien. An de Bankesecteur ass en Deel vun der Léisung gewiescht, well nieft de Staatsgarantien, déi Dir gestëmmt hutt, déi d'Regierung proposéiert huet, hu mer och d'Banken encouragéiert, den Entreprisë Moratoiren ze gi vu sechs Méint. Moratoiren, dat heescht, dass d'Entreprisë wärend sechs Méint konnten hir Remboursementer a Klammere setzen, wat se dann och gemaach hunn.

An där ganzer Period sinn ongeféier 4 Milliarde Moratoirë gemaach ginn. An op haut sinn nach 1,3 Milliarde vun deene Moratoiren aktiv. Wat heescht dat? Dat ass e ganz wichtegt Zeechen. Ech hunn och déi Zuelen eréischt virun e puer Deeg kritt. Dat heescht, zwee Drëttel vun de Moratoirë si schonn ausgelaf, ouni dass dat och elo gréisser Schwieregkeete gemaach hätt. Dat ass eng gutt Noriicht fir eis Wirtschaft. An 1,3 Milliarde vu Moratoirë sinn eeben nach aktiv. Dat heescht, d'Banken hunn hire Rôle gespillt.

D'Assurancen hu bei deem Emprunt vun 2,5 Milliarden, dee mer gemaach hunn an der Kris, och e groussen Deel zu Lëtzebuerg bäigesteiert. Och si hunn domadder Solidaritéit bewisen.

Fir elo op all déi Froen ze äntweren, déi vum André Bauler gestallt gi sinn.

Zur Promotioun: D'Promotioun geet weider! Mir maache weider Promotioun, obwuel mer net reese kënnen an net reesen däerfen. Luxembourg for Finance a Luxembourg House of Financial Technology, de LHoFT, si mat all hire Clienten a Kontakt. Ech selwer hu verschiddenen Acteuren, déi ech hätt missen a Japan, a China an deene leschte sechs Méint gesinn, andeem ech dohinnergaange wär, mat deenen hunn ech telefonéiert oder Telekonferenze gemaach. Dat hëlleft och! An dat ass ganz staark appreciéiert ginn.

Ech hat nach haut eng Telekonferenz mam Jin Liqun, dat ass de President vun der AIIB, déi haut en Emprunt a brittesche Pënner hei zu Lëtzebuerg op eiser Bourse lancéiert huet vun 800 Milliounen. Do hu mer haut d'Zeremonie gemaach, à distance. Mee mir sinn also an der Promotioun déi ganzen Zäit aktiv, am Kontakt mat den Associatiounen. A mir bauen natierlech och op déi nei Technologien op, op d'Digitalisatioun, déi et engem erlaabt, à distance Saachen ze maachen.

Dat bréngt mech dann zu der Fro vun der Digitalisatioun, wat fir eng Roll déi spillt. Ech hu scho vum Teletravail geschwat, engem ganz wichtegen Element, well mir eng Servicegesellschaft sinn. Net nëmmen an der Finanzwelt, mee en général si mir zu 90 % eng Serviceekonomie. Da kënne mer Gott sei Dank iwwert dee Wee villes léisen.

Mir mengen och a mir si sécher, dass en fait d'FinTech, dat heescht grad déi jonk Startupgesellschaften, déi à cheval sinn zwëschent der Technologie de l'information an der Finanzwelt, en Deel vun der Léisung sinn. Trotz der Kris oder der Pandemie huet de LHoFT weider fonctionéiert. Mir hunn haut 75 Entreprisen, jonk Startuppen an anerer, déi e bësse méi mature sinn, déi do fonctionéieren.

De FinTech-Secteur ass natierlech och een, deen net nëmmen den direkte Kontakt zum Client huet, mee och eng Léisung bréngt fir aner Businessen, B2B. An dofir entwéckelt dee sech weider. Mir sinn och am Secteur vun de Paiementer de richtegen Zentrum an Europa gi fir Paiementgesellschafte vun Entreprisen - ob dat elo PayPal ass oder Rakuten oder Alipay - aus der ganzer Welt, déi bei eis de Sëtz hunn.

An op europäeschem Niveau gëtt d'digital Finanz ëmmer méi wichteg. Do sinn Direktiven a Verhandlung, wou Lëtzebuerg och ganz aktiv do matschafft.

D'Nohaltegkeet. Ech hunn a menger Budgetsried gesot an ech gleewe ganz staark drun - ech gleewen net nëmmen drun, et ass e Fakt, ech hunn dat a menger Konklusioun gesot -: Mir hu gesinn, dass, wéi d'Ekonomie zu engem partielle Stëllstand komm ass, et dem Planéit besser gaangen ass. Dat heescht, déi Leit, déi mengen, dass d'Aktivitéit vum Mënsch keen Impakt op de Planéit huet, iere sech! A mir hunn, grandeur nature, e Beweis dovunner kritt. An dat musse mer natierlech integréieren an eis Strategien. Ech mengen, zu Lëtzebuerg ware mer dovu scho laang iwwerzeegt, dass d'mënschlech Aktivitéiten en Impakt op de Planéit hunn, mee mir hunn elo eeben de Beweis kritt.

A mir hu kee Secteur, wou mer méi kënnen dem Klima hëllefen, wéi d'Finanzen. Well mir kënne mat soutenabele Finanze Wirtschaftszweiger ënnerstëtzen, déi justement dem Klima hëllefen, déi dem Environnement entgéintkommen. An dat wäerte mer dann och an den nächste Joren a Méint weider förderen. Mir maachen dat scho laang. Mam Carole Dieschbourg hu mer eng Luxembourg Sustainable Finance Roadmap ausgeschafft an eng Initiativ, déi amgaangen ass ëmgesat ze ginn, wou mer eis ganz vill Ziler setzen.

D'EU selwer huet dat och erkannt. Dir wësst, dass d'EU als duebel Prioritéit d'Transitioun vum Digitalen an der Wirtschaft an d'Transitioun zu enger propperer an durabeler Ekonomie a Klimaschutz huet. Eh bien, dës zwou Prioritéite mécht Europa a mécht Lëtzebuerg och.

An de Projet SURE (ndlr: Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency - instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence), deen en fait e soziale Projet ass, fir de Chômage partiel an europäesche Länner ze ënnerstëtzen, wäert an den nächsten Deeg och Emprunten erausginn, sozial Emprunten, soutenabel Emprunten, déi zu Lëtzebuerg wäerte cotéiert ginn. Dat ass alles eng gutt Noriicht, wat de Rôle vu Lëtzebuerg als, géif ech soen, zentral Plaz fir d'durabel Finanzen nach wäert stäerken.

Et ass esou, dass de Marché am Joer 2020 elo scho 50 % méi soutenabel Obligatiounen erausginn huet wéi d'lescht Joer. Et gëtt also dëst Joer e Rekordjoer fir soutenabel Finanzen, soutenabel Emprunten. Lëtzebuerg dréit dozou bäi, andeem mer jo 1,5 Milliarden als Sustainability Bond erausbruecht hunn am September, mat groussem Succès. Mir wäerten dat och weiderdreiwen.

Eng Mesure, déi am Budget war - an ech sinn och gläich fäerdeg, Här President, well meng Zäit ass amgaang ofzelafen -, mir hunn an dësem Budget jo och eng steierlech Mesure dran, fir dass d'Taxe d'abonnement fir d'Fonge soll méi gënschteg ginn, wann d'Fongen a gréng, environnements-, klimafrëndlech Investissementer eraginn oder an ESG, dat heescht dann och a sozial Investissementer.

Zum Schluss: Wéi attraktiv ass haut d'Finanzplaz vu Lëtzebuerg?

Ech mengen, wat ech elo grad gesot hunn iwwer Europa, déi wëllen en Deel vum grousse Programm vun Europa, vum Recovery Fund hei iwwer Lëtzebuerg zéien, ass schonn en Indicateur.

Dat Zweet ass evidemment de Brexit gewiescht, iwwert déi lescht Joren. Mir dirigéieren eis, leider, géif ech soen, fir Europa, leider fir d'Vereenegt Kinnekräich a Richtung vun engem No-Deal, wat d'Relatioune mat der Insel a mat der City of London méi schwéier wäert maachen. Mee trotzdeem, doduerch, dass dat geschitt ass iwwert déi lescht Joren, hu mir vill Acteure vun der Plaz vu London, déi sech an Europa, um Kontinent verstäerkt hunn: ronn 60 Entreprisen, ob dat elo am Fongeberäich ass, am Beräich vun den Assurancen, am Beräich vum Private Equity.

An all deenen Domäner huet Lëtzebuerg vill nei Acteure kënnen hei bei sech empfänken. An ech mengen, dat si Beweiser. Dat ass net e Minister oder eng Regierung, déi seet, dass mer attraktiv sinn, dat sinn d'Acteure selwer, déi sech fir Lëtzebuerg entscheeden. An där Hisiicht, muss ech soen, kënne mer all hei frou sinn, dass eis Finanzplaz, d'Service-financieren en général e ganz dichtegen, e ganz wichtegen an, ech géif soen, nohaltege Pilier vun eiser Wirtschaft sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna.

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du régime du chômage partiel ainsi que des différentes aides aux entreprises

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass, iwwert de Chômage partiel souwéi iwwer verschidde staatlech Hëllefen. An ech géif direkt d'Wuert un den Här Marc Spautz ginn, de Vertrieder vun der CSV-Fraktioun, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et ass besser, an d'Ofsécherung vun Aarbechtsplazen ze investéieren, wéi Aarbechtslosegkeet ze bezuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Aktualitéitsstonn hei hat ech de 16. August ugefrot. De 16. August waren d'Zuele vum Aarbechtsmaart, no deem, wat de Moien oder gëschter Moien den Här Aarbechtsminister op Radio Lëtzebuerg gesot huet, net esou gutt wéi haut. Par contre, wat de Covid ubelaangt, waren d'Zuele vill besser wéi haut. Well mat deem, wat ech elo matkritt hunn, wat d'Madamm Lenert ugekënnegt huet, dass mer haut iwwer 400 Neiinfektiounen hunn, dann ass dat alles wéi e gutt Zeeche fir dat, wat leeft.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, den 30. Mäerz hu mer hei op dëser Plaz déi éischte Kéier iwwer en Hëllefspak geschwat, deen deemools vum Wirtschaftsminister, vum Minister vun de Classes moyennes virgestallt ginn ass, wou et och drëm gaangen ass fir ze soen: „Mir loosse keng, awer wierklech keng Entreprise am Ree stoen!" An et ass och wichteg fir d'Entreprisen, mee et ass och wichteg fir d'Beschäftegung, well wann d'Entreprisen net dréien, kënnen och keng Leit an den Entreprisë beschäftegt ginn.

Dofir ass et och fir eis wichteg - an dofir hu mer déi Mesuren och ënnerstëtzt, déi do vun der Regierung komm sinn -, de Betriber ze hëllefen, an et ass wichteg, de Betriber déi Ënnerstëtzung ze ginn, déi se brauchen. De Finanzminister huet elo just nach eng Kéier un dat Strecke vun de Prêten a vun der Sécurité sociale geschwat, wat komm ass, mee et ass awer och wichteg, dass mer elo déi néideg Akzenter um Aarbechtsmaart setzen.

Ech erkläre mech: Net méi spéit wéi gëschter huet de Wirtschaftsminister - a mir konnten et haut alleguer an der Zeitung liesen - gesot, dass bei Guardian Luxguard eppes aneschters erauskomm ass wéi dat, wat mer all erhofft haten. Mir haten erhofft, et wier alles an dréchenen Dicher mat engem Plan de maintien dans l'emploi. Elo ass et derzou komm, dass 49 Leit géifen an de Plan social kommen. De Minister hat gëschter d'Zuelen net genannt, mee d'Zuele sinn haut an der Press vun enger Gewerkschaft presentéiert ginn.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Ech hat gëschter gesot, et géife 50 Leit ...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, dofir ass et net, dass Dir dee sidd, deen decidéiert huet, et missten der 50 erausgehäit ginn. Also, keng Angscht, esou eppes géif ech ni soen.

Mee de Punkt, deen ass: Mir hunn dat bei der Luxair, mir hunn dat bei der ARBED. Bei Guardian wësse mer elo d'Zuel, mir wëssen de Chiffer bei Saint-Paul, oder deene meeschte besser bekannt ënner „Lëtzebuerger Wort", wou och Sozialpläng amgaange si verhandelt ze ginn.

Mir wëssen, dass et der Regierung an der Tripartite gelongen ass, en Accord ze fanne mat de Sozialpartner, wat d'Luxair ubelaangt. Wann ech de Chiffer nach richteg am Kapp hunn, mee den Här Minister ka mer duerno vläicht de genaue Chiffer nach eng Kéier nennen, da sinn dat 50 Milliounen à peu près, déi dat de Lëtzebuerger Staat kéint kaschten.

Da muss ee sech elo d'Fro stellen: Wéi kënne mer deenen anere Betriber hëllefen? Wéi kënne mer hëllefen an enger Siderurgie, wéi kënne mer hëllefe bei enger Guardian, wéi kënne mer hëllefen als Staat bei Saint-Paul, déi keng staatlech Bedeelegungen hunn? Well weeder bei Saint-Paul nach bei Guardian ass de Lëtzebuerger Staat Aktionär oder Koaktionär, wat bei der Luxair de Fall ass.

Vun all deene Klenge schwätze mer elo net. Mir wësse jo, dass en neit Gesetz iwwer Faillitten ënnerwee ass. Do an der Justizkommissioun si se mat den Amendementen amgaangen, wou een och weess, dass een do aner Weeër muss goen.

Fir eis ass et wichteg ze soen: Mir mussen de Betriber méi konkreet hëllefen. De Classe-moyennes-Minister huet hei de Mëtten an enger Äntwert - op eng Fro vum Deputéierte Lamberty, mengen ech, war et - gesot, wat nach alles komm ass elo beim Ministère vun de Classes moyennes vun Demandë fir sech néierzeloossen, wat do alles de Moment esou fantastesch leeft.

Ech wëll Iech awer soen, dass mir schonn am August an och elo Saachen zougestallt gi sinn, virun allem vu méi klenge Betriber, Här Mëttelstandsminister, déi soen, dass se nach ëmmer op de Chômage partiel géife waarden, well se de Chômage partiel nach ëmmer net kritt hätte fir de Juli. An och fir den August an de September wieren déi Suen nach net do. Ech zitéiere just dat, wat an deem Mail steet. Do ass et och ëm e Bréif gaangen, op deen den Här Minister scho geäntwert huet, wou d'Ombudsfra scho reagéiert hat betreffend eng Ufro un de Minister, wéi dat méiglech wär, dass do Betriber eppes ugefrot hunn an nach ëmmer bis dee Moment näischt kritt hunn.

Ech wëll net hei soen, dass alles schlecht war, an ech soen och net, dass alles gutt war. Dat heiten ass de Beweis. Mee et muss ee kucken, och deene Problemer vun deene Betriber Rechnung ze droen. Dat sinn net déi Betriber, déi ënnert d'Kompetenz vum Här Fayot falen, mee dat sinn der méi - bei deene Reklamatiounen, déi ech hei kritt hunn -, déi ënnert d'Kompetenz fale vum Mëttelstandsminister, wou d'Leit soen, si hätten hir Suen net kritt respektiv si hätten déi Hëllefen net kritt, a wou se och Problemer dann hu mat deem Neien, dass d'Rechnung komm ass - wat awer evident ass, dass déi Rechnung kënnt -, wat d'Leit zréckzebezuelen hunn, dass se déi Suen awer elo net hätten, fir dat zréckzebezuelen, wat gefrot ginn ass, well déi Suen nach vum Chômage partiel géife feele fir d'Méint Juli, August a September, an och, dass do nach keng Äntwerte vun de Classes moyennes géife virleien.

Firwat soen ech dat? Ma do hänke jo och Aarbechtsplazen dervun of! A vun deene schwätze mer herno vill manner wéi hei vun deene vun Arcelor, wéi vun deene vu Guardian, wéi vun deene vun der Luxair a wéi vun deene vu Saint-Paul, well dat der nëmmen zwou oder dräi sinn. An zwou oder dräi hei an zwou oder dräi do, dat gëtt awer herno och eng grouss Mass.

Fir eis ass et wichteg, fir nach eng Kéier ze ënnersträichen: Da solle mir deene Betriber hëllefen, soulaang dat verantwortlech ass. Och ech weess an och mir als CSV wëssen, dass et och Betriber gëtt, wou een heiansdo muss soen: „Sou, lo musse mer den Deckel op d'Dëppe maachen!" Well wann Der an engem Eemer mat Äppel e faulen Apel hutt, da musst Der dee faulen eraushuelen. Well wann Der deen net eraushuelt, da si se alleguerten ugestach. Och däers si mer eis bewosst.

Mee et muss een awer do kucken, fir deene Betriber méi Hëllefe kënnen zoukommen ze loossen. Et soll jo nach en neie Package kommen. Do si mer da gespaant, wat dat och bedeit fir déi kleng Betriber a virun allem och déi Betriber, wou nëmmen Independantë sinn oder en Independant mat engem oder mat zwee Leit schafft. Do hat de Staatsminister an Aussiicht gestallt, dass do eppes géif kommen, dass et och wichteg wier, deene Betriber ze hëllefen. Well och d'Ofschafung vun enger oder vun zwou Aarbechtsplazen huet hir Konsequenzen op de Marché de l'emploi, soudass och do eng Hëllef muss kommen.

Da kéim ech awer och gär zréck op dat, wat mer geschwat hunn och vum Chômage partiel a vum Chômage u sech. D'Tripartite huet en Accord fonnt, dass bei der Luxair 300 Leit géifen a Preretraite an an änlech Moossname goen an dass 300 Leit och kéinten a Formatiounen, a Schoulunge goen, fir aneschters op de Marché de l'emploi kënne virbereet ze ginn, a fir eng CDR ze schafen. Wat mer an der CDR - ob et herno déi Form an deen Numm huet, dat sief dohigestallt -, mee wéi mer dat scho kannt hunn an der Siderurgie, wou och do d'Méiglechkeet besteet, fir déi Leit kënnen ze beschäftegen.

Eis als CSV ass et wichteg, dass mer och iwwer Aarbechten an der Utilité publique nodenken, wou et muss méiglech sinn, dass mer Leit, wann déi Betriber de Moment keng Aarbecht hunn an déi Beschäftegt soss géifen op der Strooss landen, och kënnen do a Beschäftegung bréngen. Dat kann ee maachen iwwer Travaux d'utilité publique. Déi méi stänneg Kolleegen heibannen, déi sech nach kënnen drun erënneren aus de 70er Joren, wéi et lassgaangen ass an der Stolindustrie, déi wëssen dat nach: Dat ass gewiescht mat den Autopedestren a mat anere Punkten. Dat war d'DAC, d'Division anti-crise, déi ënner anerem esou Aarbechte gemaach huet.

Da wësse mer och, dass mer missten driwwer nodenken, ob mer net eng CDR nationale maachen oder eng CDR sectorielle, wou mer soen: „Mir sammelen all déi Leit", well et si jo och Betriber, déi Leit brauchen, an et si Betriber, déi Leit ze vill hunn. Fir dass déi Leit op alle Fall a Beschäftegung bleiwen, well wa mer bis ufänken, de Leit ze soen: „Et ass keng Beschäftegung méi do an et ass kee Salaire méi do", da féiert dat zu Onzefriddenheet. Et ass och schwiereg, dann erëm eng Kéier an de Roulement eranzekommen. Dofir hätte mer och léiwer, och do géif e Roulement fonnt gi wéi d'CDR, wéi den Accord vun 1975, 1977, wat déi éischt Basis war vun deene Moossnamen, déi deemools fonnt gi waren ënnert de Sozialpartner a mat der Regierung.

Duerno sinn aner Systemer komm. Jiddweree vun lech heibanne kennt nach Leit, déi bei der WSA an duerno beim Staat geschafft hunn, ob dat der vun der ARBED waren, déi bei der ADEM administrativ Aarbechte gemaach hunn, wärend Joren, Joerzéngten. Well wéi ech an d'Chamber komm sinn, sinn der nach ëmmer am Budget opgefouert ginn, souwuel vun der ARBED wéi op der WSA, déi verléint waren un de Staat, fir do Aarbechten ze maachen, soudass mer och alles dat sollen an d'A faassen.

De Staatsminister huet jo ënnerstrach gehat an der Déclaration sur l'état de la nation, dass mer ronn 1.000 Plaze géife schafe beim Staat. Mee da muss een och kucken, ob een do net d'Méiglechkeet huet, fir déi Leit, déi elo aus deene Betriber kommen an déi eng Erfarung do noweisen, och kënnen an charge ze huelen.

Da wëll ech eppes soen zum Reemploi - ech hat et schonn ugedeit bei menger Ried, wéi ech de Kommentar konnt maachen zum soziale Volet vum Staatsminister senger Ried zur Lag vun der Natioun -, ob een de Reemploi net zäitweileg erëm dohinner zréckféiert, wou e war, bis mer e virun dräi Joer erofgesat hunn, well mir och als CSV deemools mat agesinn hunn, dass et deemools net méi war, fir onendlech weiderzefueren. Mir sinn awer elo erëm an enger neier Situatioun. Et freet sech, ob et net kann zäitweileg sinn, soulaang dat mam Covid do ass, dass mer do déi Méiglechkeet och schafen, dass de Reemploi erëm op deen Niveau kënnt, wéi et virun 2017, wann ech dat nach richteg am Kapp hunn, war.

En anere Punkt, dee sech och nach stellt: Am Ufank si beim Chômage partiel och Léierbouwen drënner-

gefall, soulaang et État de crise war. Wéi mer de Package verlängert hunn an et war net méi État de crise, sinn d'Léierbouwen net méi drënnergefall. Misst een dat net och iwwerdenken, well et si jo Betriber, déi ausbilden? Wann do d'Cheffen doheembleiwen an déi Responsabel doheembleiwen an déi, déi de Brevet hunn ... net de Brevet, mee déi Tester gemaach hunn, fir däerfe Léierbouwen auszebilden, wann déi sollen doheembleiwen, misst een dann net och soen, dat misst och méiglech si fir d'Léierbouwen? Och dat ass e Punkt, deen ee misst iwwerkucken an iwwerdenken an och iwwerschaffen.

An dat selwecht gëllt och, fir Formatiounen unzebidden. Am Dossier vun der Luxair ass no bausse gedrongen, dass do vill Formatioune géife kommen, fir déi Leit kënnen apte ze maache fir op aner Plazen. Well zwëschent enger Fokker ..., déi gëtt et net méi, mee zwëschent engem klenge Fliger vun der Luxair an engem grousse vun der Cargolux gëtt et awer Ënnerscheeder, soudass do Formatioune missten ugebuede ginn, fir dass och do d'Potenzialitéit an d'Employabilitéit vun deene Leit erhale bleift.

Et geet eis och drëm, dass ee kuckt, fir och déi Schoulofbriecher, déi elo schonn do sinn, en charge ze huelen, an dass déi en charge geholl gi vun der ADEM an net emol fir d'éischt vun der Éducation nationale, mee dass se direkt bei d'ADEM kommen. Well wa se elo aacht Méint doheembleiwen, bis dat nächst Schouljoer erëm ugeet, da weess ech net, wéi d'Motivatioun ass - an ech schwätzen do aus eegener Erfarung, wann een ze laang doheem ass, ass d'Motivatioun heiansdo eng aner -, an et soll een do alles maachen, fir déi Schüler elo scho kënnen direkt en charge ze huele mat verschiddene Moossnamen.

Et gëtt Programmer a Jugendhaiser, déi dat maachen. Mee wat of feelt bei de d'Schoulofbriecher, dat ass mam Dateschutz: Déi Kommunikatioun geet net séier genuch virun op d'ADEM, op all déi Institutiounen. Well d'Schoul gëtt ofgebrach an dat dauert dann oft zwee, dräi Méint, bis déi Responsabel vun de Jugendhaiser dat gewuer ginn, d'„Outreacher", déi et a verschiddene Südgemenge gëtt, wou et e Pilotprojet ass. Déi kréien déi oft mat dräi, véier Méint Verspéidung. An dann ass et schwiereg, erëm eng Kéier an e Rhythmus eranzekommen - mee dass een och dat materanhëlt.

Dann ass och nach déi Diskussioun, déi mer wëlle féieren - ech hunn dat scho gesot vum Chômage partiel, iwwert d'Léierbouwen -, dass een dat och nach eng Kéier streckt. Mäi Kolleeg Laurent Mosar huet d'lescht Woch heibannen nach eng Kéier ënnerstrach, dass een och deene Betriber muss d'Chance ginn, fir méi laang kënnen déi Remboursementer ze maachen, an dass do och eng gewësse Flexibilitéit vum Staat soll kommen.

An dat selwecht gëllt dofir, dass mer och solle probéieren, alleguer zesummen, dass mer déi Jonk, déi elo vum Aarbechtsmaart komm si an déi jo och iwwerhaapt eréischt no enger gewëssener Zäit eng Indemnitéit kréien, dass mer déi och nach besser kënne betreien, fir dass déi och eng Méiglechkeet hunn, um Aarbechtsmaart ze existéieren. D'ADEM huet de Moment do verschidde Méiglechkeeten. Mee dass och do bei der ADEM déi Servicer verstäerkt ginn, fir och all deene Leit déi Méiglechkeet ze ginn, fir doriwwer eraus och eng Geleeënheet an eng Chance ze hunn, fir kënnen um Aarbechtsmaart ze existéieren.

Well ech soen et nach eng Kéier: Fir eis ass et kloer an däitlech: Ouni Aarbecht keng Existenz! A wann d'Leit keng Existenz hunn, da gëtt et e Missmut. An dat ass net gutt. Mir hunn de Moment scho genuch aner Problemer, mënschlecher a sozialer Natur, soudass mer der net och nach sollen um Aarbechtsmaart dropleeën!

Dofir géif ech am Numm vun der CSV-Fraktioun hei eng Motioun eraginn iwwer all déi Sujeten, déi ech elo grad soulevéiert hunn, fir dass mer och do zesummen déi néideg Akzenter setzen, fir deene Leit, déi elo vum Chômage betraff sinn, wou et elo net esou gutt geet, an deene Betriber, deenen et net méi esou gutt geet, och déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi se brauchen. Dat am Interêt vun eise Beschäftegten, awer och am Interêt vun eiser Ekonomie.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la propagation du virus Sars-CoV-2 a massivement perturbé notre système économique ;

- constatant les difficultés rencontrées par un nombre considérable d'entreprises dans le cadre de la pandémie liée au Covid-19 ;

- considérant qu'il convient de faire le nécessaire pour éviter une déferlante de faillites d'entreprises avec à la main une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi ;

- rappelant dans ce contexte que des nouvelles modalités d'octroi du chômage partiel aux entreprises touchées par la crise liée au Covid-19 sont en vigueur depuis le mois de juillet 2020 ;

- déplorant dans ce même contexte que nombre d'entreprises n'ont pas encore reçu le paiement du chômage partiel au titre des mois écoulés depuis lors ;

- notant de même que depuis le 1er juillet 2020, les apprentis ne sont plus éligibles pour l'octroi du chômage partiel ;

- considérant par ailleurs que depuis le début de la crise différents régimes d'aides aux entreprises et aux indépendants ont été mis en place ;

- que les lois instituant ces mesures de soutien aux entreprises ont, à de rares exceptions près, été adoptées par un vote unanime de la Chambre des Députés ;

- rappelant que ces mesures d'aides exceptionnelles ont été adoptées en application de la Communication de la Commission européenne intitulée « Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 » applicable à partir du 19 mars 2020, modifiée à plusieurs reprises depuis lors, mais limitée à la date butoir du 31 décembre 2020 ;

- constatant toutefois la recrudescence récente des cas d'infections liées au Covid-19 ;

- qu'il est probable que cette situation aura un impact sur la marche des affaires de nombreuses entreprises ;

- considérant qu'il est toutefois important de continuer à soutenir les entreprises et indépendants au-delà de l'échéance du 31 décembre 2020 ;

- souscrivant dans ce contexte aux déclarations de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, lors de la déclaration sur l'état de la nation du 13 octobre dernier :

« Mir sinn der Meenung, dass ee ganz spezifesch weider Hëllefe brauch, och nom 31. Dezember dëst Joer.

Mir hunn eis dofir och um europäeschen Niveau derfir agesat, dass mir deene Secteuren, an deenen d'Reprise nëmme ganz lues oder souguer guer net richteg komm ass, nach eemol iwwert dëst Joer eraus kënnen Aidë bezuelen.

Mir hunn elo haut de Mëtteg den Accord vu Bréissel kritt, fir nach eemol ganz spezifesch deene kritesche Secteuren ënnert d'Äerm ze gräifen. Den Accord vun der EU-Kommissioun ass méi wéi just eng Modalitéit, well d'Konkurrenzreegelen an déi vun de Staatshëllefe sinn en zentraalt Instrument, wou et gëllt, sech legal ofzesécheren.

Et sinn eeben exzeptionell Zäiten a mir si mat aneren europäesche Partner der Meenung, dass och exzeptionell muss geäntwert ginn. » ;

- saluant dans ce contexte l'annonce de prolonger au-delà du 31 décembre 2020 le chômage partiel « haaptsächlech fir d'Betriber aus deene vulnerabele Secteuren, awer och fir aner Betriber, déi duerch d'Pandemie a Schwieregkeete komm sinn » ;

- saluant aussi l'annonce de prolonger au-delà du 31 décembre 2020 le fonds de relance et de solidarité ;

- saluant l'annonce d'introduire de nouvelles aides, entre autres pour compenser une partie des charges des entreprises des branches les plus touchées ;

- considérant qu'il ne suffit toutefois pas de faire des annonces sur les tribunes de la Chambre des Députés, mais qu'il faut transporter ces messages à l'intérieur des entreprises et en direction des indépendants et surtout instituer les mesures d'aides nécessaires à la survie des acteurs concernés,

invite le Gouvernement,

- à accélérer la liquidation des sommes dues aux entreprises au titre du chômage partiel ;

- à rendre le chômage partiel de nouveau applicable aux apprentis ;

- à ne pas asphyxier les jeunes entreprises ou les plus petites entreprises sous la charge du remboursement des avances perçues de trop sous le régime du chômage partiel pour cause de force majeure liée au Covid-19 ou du paiement des cotisations sociales et impôts reportés ;

- à rapidement saisir la Chambre des Députés des projets de loi instituant les nouvelles aides aux entreprises annoncées à l'occasion de la déclaration sur l'état de la nation ;

- à prendre des mesures d'urgence pour préserver l'emploi ;

- à promouvoir les mesures en faveur de l'emploi au niveau du secteur public, notamment en recourant à la mesure d'affectation à travaux d'utilité publique ;

- à mettre en place une cellule de reclassement visant à faciliter le reclassement dans un nouvel emploi d'un salarié dont le licenciement pour motif économique serait envisagé ;

- à mettre en place des aides au réemploi temporaires afin de lutter contre le chômage s'étant accentué en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19 ;

- à exceptionnellement prendre en charge les jeunes diplômés auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) ainsi qu'à veiller à encadrer les jeunes « décrocheurs scolaires » afin d'éviter une hausse du chômage chez ces derniers.

(s.) Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Aly Kaes, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, „et kascht, wat et kascht", dës Wierder huet de Premierminister Xavier Bettel am Ufank vun der Kris gebraucht fir kloerzemaachen, datt d'Regierung keen am Ree stoe léisst, datt mir jidderengem hëllefen, fir dës schwéier Zäiten esou gutt wéi méiglech ze iwwerstoen. Dëst ass keng eidel Floskel bliwwen an eis Regierung wäert och weider hiert Wuert halen.

Lëtzebuerg ass e Land mat engem staarke Sozialsystem. Wärend der Kris hu mir dat soziaalt Opfangnetz nach méi enk gespaant. De Chômage partiel ass een Element dovunner. Dës sozial Mesure huet eis bis elo 870 Milliounen Euro kascht. Gutt investéiert Suen, déi et erlaabt hunn, d'Leit an engem Aarbechtsverhältnis ze halen an ze evitéieren, datt d'Betriber Leit entloossen. Ouni dës Mesure wären déi aktuell Chômagezuelen - 6,3 % am September - mat Sécherheet bei Wäitem méi schlecht.

Et ass en extreem wichtegt Signal, dat de Premierminister Xavier Bettel déi lescht Woch a senger Ried zur Lag vun der Natioun un all d'Betriber an d'Salariéë geschéckt huet: „Mir wäerten de Chômage partiel iwwert d'Enn vum Joer eraus verlängeren. Mir loossen och dat nächst Joer keen am Ree stoen, egal wat et kascht!"

Als Demokratesch Partei begréisse mir dësen Invest an d'Aarbecht ausdrécklech. Mir denken awer och un déi séllechen Independanten, Leit, déi de Courage hunn, sech selbststänneg ze maachen a mat hire Betriber vill Aarbechtsplaze schafen. Vill vun hinne sinn duerch d'Covidkris och a Schwieregkeete geroden. Si kënnen allerdéngs net vun der Kuerzaarbecht profitéieren, obwuel se gläichermoossen an eise Sozialsystem abezuelen. Et ass dofir an eisen Ae wichteg, dass an Zukunft och iwwer eng Erweiderung vum Chômage partiel op Independantë geschwat gëtt.

Niewent dem Chômage partiel hunn och déi séllechen direkt an indirekt Hëllefe fir Entreprisen an Independanten eppes kascht. Souwuel de Stabilitéitspak wéi och de Plan de relance „Neistart Lëtzebuerg" ware batter néideg, fir eis Ekonomie net nëmmen ze stabiliséieren, mee och fir d'Kafkraaft ze stäerken an esou de Betriber frësche Wand an hir Seegelen ze blosen.

Secteurspezifesch Hëllefe goufen agefouert, den Investissement an den Entreprisen gouf encouragéiert, fir méi Flexibilitéit - zum Beispill bei der Sécurité sociale - gouf gesuergt, an och d'Transitioun vun de Betriber an eng nohalteg Ekonomie gëtt ënnerstëtzt.

Här President, eng Schwieregkeet bei der Ausbezuelung vun den Aiden ass déi, dass e Betrib, dee scho virun der Kris finanziell Problemer hat, net automatesch Urecht op méi finanziell Mëttel huet wéi e Betrib, dee just wéinst der Kris a Schwieregkeete geroden ass.

An dësem Kontext spillen déi europäesch Reegelen eng entscheedend Roll. Et ass an der EU am Prinzip net erlaabt, Betriber Staatshëllefen ze bezuelen. Mir befannen eis aktuell awer an enger Ausnamesituatioun, déi mat der EU-Kommissioun ausgehandelt gouf. Lëtzebuerg huet sech um europäeschen Niveau derfir agesat, datt d'Finanzhëllefe fir d'Ekonomie bis 2021 verlängert ginn. An do koum d'lescht Woch och den Accord. Elo gëllt et ze analyséieren, wéi eng Secteure besonnesch vun der Pandemie betraff waren a méi laang brauchen, fir erëm op d'Been ze kommen.

Duerfir konnt de Xavier Bettel déi lescht Woch och ukënnegen, dass eis Betriber am nächste Joer mat neien Aidë rechne kënnen. Besonnesch déi Betriber, déi nach ëmmer staark vun den Auswierkunge vun der Pandemie betraff sinn, wéi zum Beispill de Secteur événementiel, den Horesca-Secteur an den Tourismus, wäerten also weiderhi kënnen ënnert d'Äerm gegraff kréien.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Spautz huet gesot: „Et war net alles schlecht, et misst awer méi konkreet de Betriber gehollef ginn, et misste méi Hëllefe kommen." Abee, mir sinn der Meenung, dass hei eis Regierung schnell an effikass gehandelt huet. A wann ee kuckt, wat fir e Montant elo schonn ausbezuelt ginn ass, an d'Ekonomie gestach ginn ass, dat sinn 10 Milliarden Euro, da menge mir, dass hei richteg a wichteg Suen an eis Wirtschaft investéiert goufen. An dat wäert och 2021 esou weidergoen.

Wien an d'Wirtschaft investéiert, deen investéiert virun allem och an d'Leit. Dee schaaft Aarbechtsplazen a Perspektiven a garantéiert och Stabilitéit. Fir eis gëllt dofir och an Zukunft: Et kascht, wat et kascht!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Marc Spautz, fir dës Heure d'actualité ungefrot ze hunn, woubäi ee mat deem, wat de Marc Spautz gesot huet, schwéier a fënnef Minutten hei zuwee kënnt. Hien huet iwwer Arcelor geschwat, iwwert d'Luxair, iwwer Guardian, iwwert d'Schoulofbriecher, iwwert d'Formatioun, iwwert d'Léierbouwen, iwwert d'Remboursementer, a fir all dat dote bräicht ee scho quasi zéng Minutte bei all Sujet, fir alles kënnen ze soen.

A leider hu mer nach ëmmer ...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Engel, Dir kënnt jo eng Interpellatioun ufroen. Ech ënnerstëtzen dat.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mir kënne gären nach eng Kéier iwwert déi Sujeten hei alleguer schwätzen. Dat wäerte mer sécherlech och nach maachen, an net nëmmen heibannen, mee och nach an der Kommissioun. Dir wësst, dass ech duerfir ëmmer op sinn an och de Minister allkéiers op ass, fir an der Aarbechtskommissioun doriwwer ze schwätzen.

Leider hu mer nach ëmmer grav Auswierkunge vun dëser Covidkris a mir mussen och nach ëmmer um Aarbechtsmaart mat deenen Auswierkunge liewen. Leider net nëmmen um Aarbechtsmaart! Mat den Zuelen, déi mer haut héieren hunn, ass dat jo och net ganz esou optimistesch ze gesinn.

Mee well mer e gudde Sozialstaat hunn, koume mer relativ gutt duerch d'Kris bis elo. D'Kuerzaarbecht war doranner natierlech ee vun den Élément-cléen. Dës Moossnam huet sécherlech gehollef, d'Erhéijung vum Chômage an deene leschte sechs Méint ofzebremsen an och d'Infektiounszuelen ze limitéieren. De Staat huet dëst Instrument séier en place gesat. An d'Betriber konnten op eng vereinfacht Aart a Weis d'Kuerzaarbecht ufroen, fir dass d'Paie bezuelt konnte ginn an esou keng Faillitten entstane sinn. Fir déi vulnerabel Secteuren - si goufe wivill mol ugeschwat, den Evenementiel, d'Horesca oder d'Horeca an den Tourismus - huet déi lescht sechs Méint dës Moossnam ganz vill bruecht. A si muss och nach an der nächster Zäit weider erhale bleiwen.

D'Relatioun tëschent dem Employeur an dem Salarié konnt nämlech duerch déi Moossnam bestoe bleiwen. An dat ass och am Interessi vun de Betriber, well all Betrib hei seng Leit konnt behalen, deemno och de Savoir-faire vu senge Mataarbechter bei sech behält. Dat ass am Interessi vun deenen zwee.

D'Zuel vun de Betriber, déi indemniséiert goufen, déi ass ganz héich. Tëschent Mäerz a Juni sinn dat awer ëmmerhi 14.810 Betriber. An de Staat, deen huet, op den Datum vu virgëschter, 857 Milliounе Suen hei ausginn; wou och e groussen Deel rembourséiert muss ginn, dat ass scho richteg. Mee déi Zomm aleng, déi huet fir Sécherheet a fir Perspektive gesuergt bei de Betriber, an dat ass och gutt esou!

Wéi och d'lescht Woch an der Ried vum Aarbechtsminister annoncéiert ginn ass, ass d'Recht op d'Kuerzaarbecht scho bis den 31. Dezember verlängert ginn a wäert, wéi gesot, och nach iwwert deen Datum eraus verlängert ginn. An d'Modalitéiten, déi mussen nach diskutéiert ginn, iwwert déi genau Léisunge muss mat de Sozialpartner geschwat ginn, diskutéiert ginn. An dëst geschitt am Comité de conjoncture, wou de Salariat an de Patron zesummekommen. An als Sozialisten, do sti mir fir dëse Sozialdialog a fannen et wichteg, dass esou Moossname mat de Sozialpartner zesummen ausgeschafft ginn. Hei mussen och alleguer déi Problemer, déi den Här Spautz ugeschwat huet, op den Dësch kommen. Et muss zesummen diskutéiert ginn an definéiert ginn, wéi een deene vulnerabele Secteuren, de Betriber mat all deene Problemer, déi virdrun hei ugeschwat goufen, och ka weider Hëllefe gewärleeschten. An och, wat den Impakt vun all deenen Hëllefen op d'Staatsfinanze wäert sinn.

Den Aarbechtserhalt an dëser Kris ass fir eis natierlech ganz wichteg. An d'Aarbechtslosegkeet esou kleng wéi méiglech ze halen, ass natierlech och ganz wichteg.

Als LSAP si mir och der Meenung, dass d'Direkthëllefen an de besonnesch touchéierte Secteuren dann och iwwer 2020 eraus wäerten néideg sinn, a mir sinn och frou, dass d'EU-Kommissioun do gréng Luucht ginn huet.

De Fonds de relance et de solidarité en faveur vun den Entreprisen am Tourismussecteur, am Horeca, am Evenementiel, am kulturelle Secteur, awer och am Secteur vum Fitness- a Fräizäitberäich ass déi richteg Äntwert gewiescht. Hei ass besonnesch eng Incitatioun gemaach ginn en faveur vun deene Patronen, déi hir Mataarbechter erëm schaffe goe gelooss hunn. An do goufen och schonn eng Partie Suen hei ofgeruff, wat jo och gutt ass.

Duerfir, dat hei Theema wäert eis nach méi wéi eng Kéier beschäftegen. A mir ënnerstëtzen hei voll a ganz déi Mesuren, déi d'Regierung bis elo geholl huet.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol merci dem Här Spautz, fir dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn iwwert de Chômage partiel an déi divers Hëllefe fir d'Entreprisen. Wéi gesot, eppes, wat ganz noutwendeg ass, fir eis Ekonomie um Lafen ze halen, mee awer och, fir d'Aarbechtsplazen ze sécheren a virun allem d'Paien ze sécheren.

Zu de leschte Chômagezuelen, déi mer kritt hunn: Déi nei Chômagezuelen, déi gëschter vun der ADEM publizéiert goufen, weisen, datt d'Situatioun um Aarbechtsmaart och weider prekär bleift. Déi sëllechen Annoncë vu Restrukturatiounen a Sozialpläng sinn e kloert Zeechen derfir, datt d'Situatioun um Aarbechtsmarché riskéiert, sech weider ze verschlechteren. An och d'Infektiounszuelen, déi mer jo elo kruten de Mëtteg, bon, vun deene leschte Wochen, déi jo och an déi Richtung gewisen hunn, droen zu enger allgemenger Veronsécherung bäi.

Parallell zu de sanitäre Moossnamen hu mer zesummen och eng Rei vun ekonomesche Moossname geholl. Dës hunn et erméiglecht, déi negativ wirtschaftlech Niewewierkungen, déi d'Covidkris provozéiert huet, e gutt Stéckwäit ofzefiederen.

Elo zum Chômage partiel. De Chômage partiel ass an dësem Gesamtpak déi gréisst a wuel déi wichtegst Mesure. Et goufe bis elo heifir 870 Milliounen Euro ausginn, wat ronn 1,5 % vum nationale PIB ausmécht. De Chômage partiel huet et erméiglecht, datt de Kafkraaftverloscht zu Lëtzebuerg wäit ënnert der europäescher Moyenne bliwwen ass. D'Betriber konnten esou entlaascht ginn a vill Salariéë konnten esou och weiderhin an der Aarbecht gehale ginn.

Mir sinn eis bewosst, datt déi aktuell Reegelungen un e spezielle Kontext gebonne sinn an net éiweg kënne bestoe bleiwen. Dat ass eng Realitéit, där mer eis all heibanne bewosst sinn. Mee kee vun eis heibanne ka virausgesinn, wéi déi nächst Méint sech weiderentwéckelen. Dofir komme mir hei och net laanscht eng Navigation à vue.

Mir begréissen duerfir ausdrécklech, datt d'Regierung déi lescht Woch ugekënnegt huet, datt de Spezialregimm vum Chômage partiel och mat eriwwer an dat nächst Joer geholl gëtt. Navigation à vue bedeit awer och, datt de stännegen Austausch mat de Sozialpartner oder tëschent de Sozialpartner an de Monitoring vum Aarbechtsmarché am Allgemengen an dem Chômage partiel am Speziellen eng immens zentral Roll spillen. D'Besoine vun de verschiddene Betriber a Branchen ënnerscheede sech, a mir mussen eis genuch Flexibilitéit ginn, fir hei kënne schnell an effikass ze reagéieren.

Grad an deene Secteuren, wou onofhängeg vum Covid-19 gréisser strukturell Verännerungen an d'Haus stinn, ech denken hei zum Beispill un d'Digitalisatioun, sollt d'Zäit vum Chômage partiel och konstruktiv genotzt ginn, fir d'Salariéen nach besser op d'Zukunft virzebereeden. Formatioune sollten hei ugebuede ginn an ausgebaut ginn. An deem Kontext musse mir och un déi Jugendlech denken, déi op den Aarbechtsmarché kommen an déi awer nach kee Recht op Chômage hunn.

Dann d'Aides aux entreprises: Och wann de Chômage partiel warscheinlech déi spektakuläerst Mesure duerstellt, esou sollt een net vergiessen, datt déi aner Mesuren an Hëllefen am Kader vum Neistart insgesamt nach eng zousätzlech 2,3 % vun eisem PIB duerstellen. Hei fale souwuel Mesuren drënner, déi ganz allgemenger Natur sinn, wéi zum Beispill de Report vun de Cotisations sociales ouni Zënsen oder Penalitéiten, awer och méi geziilt Hëllefe fir d'Entreprisen oder d'Independanten. Zousätzlech ginn et och Mesuren, déi verschiddene Secteuren, wéi dem Tourismus oder der Kultur, ënnert d'Ärem gräifen.

Änlech wéi beim Chômage partiel sinn hei de Monitoring an den Dialog mat de Partner zentral. Just esou kënne mir och sécherstellen, datt d'Hëllefen effektiv do ukommen, wou se am dréngendste gebraucht ginn. An hei ass et och wichteg, datt d'Mesuren eventuell nach eng Kéier un d'Evolutioun vun der sanitärer Situatioun ugepasst ginn.

Eis Konklusioun ass dofir ganz kloer: National Solidaritéit bleift hei weider um Ordre du jour. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Här Marc Spautz e Merci fir dës Heure d'actualité, och wann déi fënnef Minutten net duerginn, fir déi ganze Problematik ze beliichten.

Mee fir unzefänke muss ee sech awer e puer Froe stellen: Si mer nach matzen an der sanitärer Kris? Si mer schonn an enger Phas vun der Erhuelung vun der Wirtschaft? Kann d'Situatioun vum Chômage partiel, vun deem bal zwee Fënneftel vun all eise Salariéë betraff waren, sech nach verschlëmmeren? Wéi laang kann d'Staatskeess déi enorm Ausgaben nach verkraaften? A wéi laang kéint d'Staatskeess eng Situatioun mat villen Dausende Chômeure verkraaften?

Ech mengen, a ville Froe läit d'Äntwert schonn deels dran. Mee komme mer zréck zum Chômage partiel. Wann hei méi eng restriktiv Handhabung géif an d'A gefaasst ginn, da kéim et onweigerlech zum Explodéiere vum Chômage an dat géif de Staat vill méi deier gi wéi déi aktuell Situatioun. Beschäftegung erhalen ass wichteg. Et ass méi einfach, Aarbechtsplazen ze erhale wéi neier ze schafen.

De Chômage partiel hëlleft de Betriber, mee hëlleft och de Leit an deene Betraffenen, fir hiert Konsumverhalen deelweis oprechtzeerhalen, wat duerno erëm eng Influenz huet op d'Kafkraaft an erëm op d'Wirtschaft, fir déi weider dréien ze loossen. Ech mengen, hei hat d'Regierung dat richteg erkannt an huet de Meritt, mat enger méi séierer Prozedur heirop reagéiert ze hunn. Dat war eng wëllkomme Plooschter fir d'Betriber an och fir déi betraffe Leit.

Mee bei méi Betriber huet dat och fir Opreegung gesuergt iwwert d'Modalitéiten. Si hu mussen hire Formulaire eng zweete Kéier eraschécken, well dat eent oder dat anert Feld drop gefeelt huet. Ech mengen, et kann ëmmer eppes geschéien am Coronastress, do hu mer kee Problem dermat, et kënnen ëmmer Feeler passéieren! Mee da soll och eng Verwaltung transparent zu hirem Feeler stoen an net vag schwätze vun onkomplette Formulairen an esou weider. Ech mengen, Dir wësst et all, e Betrib kascht dat och Zäit a Geld, déi Formulairen auszefëllen. A fir e klenge Betrib ass dat dacks net esou einfach. E grousse Betrib huet do Leit, déi e ka fräi maachen, fir se dorop anzesetzen.

An da wiere mir awer och interesséiert drun, datt dëse Chômage partiel géif weidergefouert ginn. Well déi Wierder, déi den Här Premierminister an den Här Finanzminister am Ufank vun der Kris gebraucht hunn, nom Motto: „Et kascht, wat et kascht!", däerfe sech net blouss als Berouegung entpuppen. Corona kascht eis ganz vill Suen, mee de Chômage partiel ass definitiv net dee Käschtefacteur, wou mer dermat sollte spueren. Mir sollten dës Moossnam onbedéngt bäibehalen, soulaang wéi d'Coronasituatioun net ännert an hir Nowierkungen ze spiere sinn. Ech mengen, et ass och wichteg, datt de Staat hei hëlleft beim Ausbezuelen. Et geet net nëmmen drëm, datt, wann de Bierger eppes dem Staat schëlleg ass, en eng Manung kritt an da muss bezuelen, mee ech mengen, ëmgedréit misst datt och sou sinn.

An dann, all déi Leit, déi mer elo am Chômage hunn, do muss ee sech d'Fro stellen, ob an der ADEM oder am Arbeitsamt déi Leit där Aarbecht nokommen. Well an onsen Ae wier et och wichteg, datt an där Situatioun hei vum Chômage partiel dat Ganzt géif vun engem zousätzlechen Organ, oder wéi och ëmmer, verfollegt ginn, also begleet ginn, fir et ze analyséieren an och Konklusiounen ze zéien, fir duerno déi richteg Moossnamen hei an der Chamber kënnen ze huelen. Well mir hu jo elo gesinn, déi lescht Wochen a Méint hunn och schonn eenzel Betriber, wou mer gemengt hunn, si wieren nach gesond, e Sozialplang agereecht. An ech fäerte ganz, datt d'Fréijor de Bumerang kënnt, wa mol d'Dekonte gemaach gi vun dësem Joer, an da musse mer fir alles gerüst sinn.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech muss soen, mir ass et virdrun e bëssen esou gaange wéi dem Här Engel, wéi ech dem Här Spautz nogelauschtert hunn. Eng Heure d'actualité iwwert de Chômage partiel an Aiden u Betriber, also eng Heure d'actualité iwwer Wirtschaft an Aarbecht, fir dozou innerhalb vu fënnef Minutte Stellung ze huelen, ass net nëmmen e sportlechen Exercice, mee ech mengen, en Exercice vun der Onméiglechkeet. Ech wëll duerfir vläicht just op zwee, dräi Elementer agoen, déi, mengen ech, an dëser Diskussioun bis elo nach net an där doter Form erwäänt gi sinn.

Bon, mir hu festgestallt, datt d'Regierung op d'Kris, déi ekonomesch Kris, déi no där sanitärer komm ass, an op déi sozial Kris, déi domadder verbonnen ass, an enger éischter Linn reagéiert huet, andeem se probéiert huet, d'Wirtschaft an d'Aarbecht ze stabiliséieren: d'Wirtschaft ze stabiliséieren iwwer direkt Aiden, iwwer remboursabel Aiden an iwwer Garantien, an d'Aarbecht ze stabiliséieren iwwert de Chômage partiel an awer och, ech mengen, dat däerf een net vergiessen, iwwert de Congé pour raisons familiales. Dat waren, mengen ech, ganz wichteg a ganz nëtzlech Mesuren, wou ee bei jiddwer eenzelnem Punkt natierlech iwwert d'Ausriichtung diskutéiere kann, wéi mer dat an der Vergaangenheet jo och schonn e puermol hei gemaach hunn. Mee déi grondsätzlech Reaktioun vun der Stabiliséierung vun der Wirtschaft a vun der Aarbecht war dat eenzeg Richtegt, wat konnt gemaach ginn a wat d'Regierung, mengen ech, och richteg gemaach huet.

Dat, wat mer awer schonn zënter Juni, Juli ugefaangen hunn ze kritiséieren, ass awer elo nach ëmmer wouer: Eis feelt e Konzept, fir d'Wirtschaft wierklech ze relancéieren. An dat huet och domadder ze dinn, datt zwar ganz dacks gesot gëtt bei de Berechnunge vun der wirtschaftlecher Previsioun vum Statec, datt mer an enger V-Entwécklung wieren - obwuel dat entre-temps jo och erëm a Fro gestallt ass, et éischter ass, datt et e laangen U riskéiert ze ginn -, mee mir wëssen am Moment emol nach net, ob mer wierklech schonn ënne beim V, oder beim U, ukomm sinn.

D'Zuelen um Aarbechtsmaart sinn déi lescht zwee Méint manner katastrophal, oder éischter ermuddegend. Wat awer manner ermuddegend ass, dat ass alles dat, wat ech matkréie vu Faillitteprozeduren, déi am Ament amgaange sinn ze lafen, vun all deene Plan-de-maintien-dans-l'emploien, déi am Moment negociéiert ginn, respektiv vun Ukënnegungen. An d'Gefor ass ganz grouss, datt effektiv dat déckt Enn nach op eis duerkënnt.

Duerfir zwee Gedanken, oder ee Gedanken elo mol virewech zum Chômage partiel. Ech mengen, datt an der Diskussioun heiansdo déi Leit ze kuerz kommen, déi am Chômage partiel sinn, well ee ganz dacks d'Gefill huet, déi missten dankbar sinn, datt si vun där doter Mesure profitéiere kënnen. Natierlech ass et eppes, fir si an der Aarbecht ze halen. Mee ech wëll awer och drun erënneren, datt et fir déi Leit eng ganz schwéier Situatioun ass. Si sinn net encadréiert. Si hunn nach e formale Lien zu hirer Aarbecht, mee et ass ganz kloer, datt hir Aarbecht immens prekariséiert ass. A méi wéi engem am Chômage partiel war d'Debouché vum Chômage partiel dee richtege Chômage. Och dat solle mer net aus den Ae verléieren, wa mer doriwwer diskutéieren.

Et ass richteg, an dat ass e puermol gesot ginn, datt et drëm geet, Aarbechtsplazen ofzesécheren. An de Chômage partiel ass sécherlech e ganz wichtegt Element an och weesentlecht Element doranner. Datt d'Regierung d'Immuniséierung op 100 % vum SSM, also vum Mindestloun, eropgesat huet, verhënnert, datt d'Leit an déi absolutt Prekaritéit falen. Wat awer feelt, dat ass och do erëm eng Konzeptioun, eng Visioun vun der Regierung, datt nieft der Ofsécherung vun der Aarbechtsplaz awer och d'Schafung vun Aarbechtsplaze misst e weesentlecht Element sinn. A Schafung vun Aarbechtsplazen hors vun der Fonction publique, well ech mengen, et ass jiddwerengem kloer, datt net d'Fonction publique déi eenzeg Äntwert vu Schafung vun Aarbechtsplaze ka sinn.

An et ass e puermol elo schonn déi Iddi opkomm vun deem, wat den Här Spautz och gesot huet: an de 70er Joren, d'DAC, d'Division anti-crise. Et ass eis natierlech bewosst, datt een dee Modell net 1:1 eriwwerkopéiere kann, datt een natierlech déi Situatioun, wou Dausende vu Leit dee Moment an deem selwechte Betrib geschafft hunn, wou fäerdeg Ekippe waren, datt een déi Ekippen net 1:1 kann eriwwersetzen an och dee Modell net einfach kann eriwwersetzen.

Wat awer wichteg ass dorunner a wou mer musse schaffen, dat ass dee Gedanken, deen domadder verbonne war, nämlech, datt et an eiser Gesellschaft wichteg Aarbechte gëtt - ech mengen, och méi wichteg Aarbechte souguer wéi Autopedestren ze maachen - an datt de Staat sech selwer erëm muss gesinn als een, deen déi Aarbechten an Ugréff hëlt, well vläicht grad de Privatmarché net dozou kapabel ass, net dozou wëllens ass oder well et Beräicher sinn, déi nach net kommerziell lukrativ sinn, déi awer anere Krisen, deene mer ausgesat sinn, nämlech der Kris vum Verloscht vun der Biodiversitéit, dem Klimawandel, vläicht kéinten entgéintwierken an domadder Zukunftsinvestitioune wieren.

Ech soen nëmmen als Stéchwuert, a ganz villes dovunner stécht eigentlech och an Iddien, déi d'Regierung schonn entwéckelt huet, awer ni weidergefouert huet, zum Beispill d'Kreeslafwirtschaft, zum Beispill d'Iddi, fir e wierkleche Recyclinghub zu Lëtzebuerg ze entwéckelen. Duerfir mäin Appell vun dëser Plaz aus: Et ass wichteg, d'Ekonomie an d'Aarbecht ze stabiliséieren, mee ech mengen, mir musse se och relancéieren a mir musse se virun allem och transforméieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grousse Merci un de Marc Spautz, deen trotz sengem klenge Foussaccident nach ëmmer ganz aktiv ass an hei Heure-d'actualitéen op den Ordre du jour setze léisst, déi awer relevant a wichteg sinn.

Et ass nämlech esou, datt de Chômage partiel - an och do schléissen ech mech menge Virriedner un a soen der Regierung Merci, datt se dee bis an d'nächst Joer era verlängert huet - e wichtegt Theema ass, en Theema, wat et eis erlaabt huet, an der Kris séier an dach relativ onbürokratesch, zumindest an enger éischter Phas, ze reagéieren an domadder ze verhënneren, datt Leit op d'Strooss gesat goufen.

Et ass richteg, wann ee seet: „Et ass besser, elo an de Maintien dans l'emploi ze investéieren, wéi herno Chômeuren ze finanzéiere respektiv nei Aarbechtsplaze mussen ze schafen." Mir wëssen alleguerten: Nei Aarbechtsplaze schafen ass méi schwéier wéi bestoender ze erhalen!

Nichtsdestotrotz muss ee bei deem ganze Luef, deen inhärent domadder ass, d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen, iwwerhaapt d'Leit a Loun an Aarbecht ze halen, awer e bëssen och e kritesche Réckbléck woen. E kritesche Réckbléck an deem Sënn, datt net alles perfekt gelaf ass.

Beim Chômage partiel war et esou, datt et direkt am Ufank Konfusioune gouf, wéi ee Formulaire dann elo ze benotze wär an ob déi Demanden dann elo eng zweete Kéier anzereeche wären oder net, wat zu onnéidegen administrativen Aarbechte bei deene betraffene Betriber gefouert huet. Jo, ech verstinn absolutt, Här Minister, datt dat eng nei Prozedur war, datt et eng Prozedur war, déi an deem Mooss nach ni erprouft war, glécklecherweis nach ni gebraucht gouf. Nichtsdestotrotz war et esou, datt awer hei eng Rëtsch Betriber hu missen en Dossier ...

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Bal 15.000 Betriber ware méi ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- ... wéi zefridde mat der Prozedur, Här Clement. Huelt dat einfach emol zur ... Mir waren normalerweis bei 30! 15.000 Betriber hunn innerhalb vu kierzester Zäit hir Suen ausbezuelt kritt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, ...

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An da kommt Dir heihinner an Dir schwätzt ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... ass dat eng Fro vum Minister ...

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- ... mir vu Formulairen!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... oder einfach eng Ënnerbriechung? Ech froe just.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Clement, Dir kënnt roueg weiderschwätzen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ob déi 15.000 Betriber dann esou frou an zefridde sinn, dat loossen ech emol dohigestallt. Wou ech sécher sinn, dat ass, datt d'Employéen, déi dovunner profitéiert hunn, wa se hir Suen da kruten, frou an zefridde waren, datt se e Loun kruten.

Komme mer zu de Betriber, déi laut dem Minister, an en huet dat elo grad esou gesot, alleguerte scheinbar zefridde sinn. Ma déi Betriber, déi kruten Avancen ausbezuelt. A bei deenen Avancë louch e Bréif derbäi, dee se och ënnerschriwwen hunn, fir hir Avancen ze kréien, datt se géifen den Trop-perçu rembourséieren. Sou wäit, sou gutt, souwäit absolutt richteg an net ze contestéieren.

Wat awer dann e bëssen zu engem Couac am Prozess gefouert huet, ass, datt déi meescht Betriber mindestens eng Persoun, nämlech meeschtens de Gerant, hunn, déi als Independant affiliéiert ass an déi kee Chômage partiel zegutt hätt, déi awer an der Masse salariale vum Betrib matgerechent gouf, soudatt d'Betriber Avancë kruten, zumindest gesäit et vu baussen esou aus, déi sech op d'gesamt Masse salariale bezunn hunn, obwuel et Independantë gouf, déi net eligibel waren. Dat huet derzou gefouert, datt elo eng ganz Rëtsch Betriber - an ech soen et nach eng Kéier: zu Recht - Avancen hu missen zréckbezuelen. Hei wär et vläicht besser gewiescht, wann een, soubal een dee Problem gesinn hätt, d'Avancen hätt kënnen upassen.

Well, an dat däerf een net vergiessen, mir wäerten eng Rëtsch Betriber hunn, déi hir Avancen, déi se ze vill kruten, fir aner Zwecker genotzt hunn. Net alleguerten, de Gros ass éierlech. De Gros huet säi Bescht gemaach. An de Gros mécht säi Bescht, fir déi Suen zréckzebezuelen, déi en dem Staat elo schëlleg ass, déi en net zegutt hat. Mee natierlech sinn dat Suen, déi fort wäerte sinn. Genausou wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint och nach vu Fäll héieren, wou et zu Abuse koum. Och déi musse mer séier opklären, an ech hu keen Zweifel drun, datt mer déi wäerte séier opklären. Et soll een awer net esou maachen, wéi wann a 15.000 Fäll et alles Gold gewiescht wär.

An da komme mer vläicht nach ganz kuerz op all déi Plazen, wou de Chômage partiel vläicht net gräift. Mir hunn eng ganz Rëtsch Secteuren, wou mer aus deem engen oder anere Grond op aner Hëllefe vum Staat ugewise waren, déi net nëmmen de Chômage partiel betraff hunn. An och do musse mer kucken, datt mer an deenen nächste Wochen a Méint weiderkommen, datt mer eeben, zum Beispill am Kultur- an Evenementssecteur, net mat Auslafe vum Chômage partiel fir de Gros vun de Secteuren och dës Hëllefen astellen. Mir mussen eis bewosst sinn: Dës Kris wäert fir verschidde Secteuren zu ënnerschiddlechen Zäitpunkten auslafen. Dës Kris wäert eis nach méi laang begleeden. An duerfir musse mer d'Mesuren, déi mer huelen an déi mer geholl hunn, och deementspriechend an der Dauer upassen, fir datt déi eenzel Secteure secteurbaséiert zum richtege Moment déi richteg Hëllefe kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch, wannechgelift.

Prises de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Spautz, deen um Ursprong vun dëser Heure d'actualité stoung. Och wann et vläicht gutt gewiescht wär, wa mer se d'nächst Woch gemaach hätten. Dann hätt d'Regierung sech nämlech kënne méi kloer driwwer ausdrécken, wéi et mam Chômage partiel wäert weidergoen. Dir wësst, dass de Premier beim État de la nation ganz kloer gesot huet, dass et eisen erkläerte Wëllen ass, dat mat de Sozialpartner ze diskutéieren. Déi nächst Sitzung vum Comité de conjoncture ass den 28. Oktober, an ech ginn dervun aus, dass mer duerno do éischt Léisungsweeër kënne presentéieren.

Nichtsdestotrotz ass et awer, mengen ech, ganz gutt, dass mer hei d'Geleeënheet kréien, eng Rei Saachen ze analyséieren a vläicht och richtegzestellen.

Wat mäi Beräich ugeet, an dat ass jo haaptsächlech dee vum Chômage partiel, deen ech an der Verantwortung deele mam Wirtschaftsminister Franz Fayot, war et eisen erkläerte Wëllen, deen och vun der ganzer Regierung gedeelt ginn ass, fir eng ganz large Interpretatioun vum Chômage partiel ze maachen. Ech ginn och elo hei net nach eng Kéier op all déi Punkten an, déi scho ganz oft erkläert gi sinn, souwuel hei um Plateau wéi awer och an der Press an och an der Kommissioun vum Travail hei an der Chamber.

Mir waren eis vun Ufank u bewosst, dass de Chômage partiel dee beschte Moyen wär fir ze verhënneren, dass de Chômage als solchen explodéiert. An awer, an dat weisen d'Statistiken, ass de Chômage partiel keen Allheelmëttel. De Chômage partiel ka mat Sécherheet eng Rei vun Aarbechtsplaze retten. Mee wat e mat Sécherheet net kann, dat ass, dass en nei Aarbechtsplaze schaaft. En huet also seng Limitten.

Allerdéngs, an doriwwer si mer eis och hei, mengen ech, alleguerten eens, kann en derzou bäidroen, dass Dausende vu Leit, déi sech Dag fir Dag op hirer Aarbecht ofgeschafft hunn, elo awer zumindest eng Garantie hunn, dass se genau wéi hire Patron net direkt virum finanziellen an domadder och existenzielle Ruin stinn.

An ech si frou, dass den Här Baum hei op der Tribün dat gesot huet, oder dat widderholl huet, wat ech och praktesch bei all Geleeënheet ervirgestrach hunn: Och wann dat e ganz gudde Moyen war, och wann dat eppes war, wou mer d'Leit virun der Existenznout bewaart hunn, heescht dat awer net, dass déi Leit, déi am Chômage partiel waren, praktesch an enger Fotell dosëtzen. Dat ass keng Situatioun, déi ee sech als eenzelne Salarié wënscht. De Chômage partiel ass eng Deelléisung, mee mat Sécherheet ass et keng allgemeng Léisung. Et ass keng Kaskoversécherung, wéi Verschiddener dat emol an de Raum stellen.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass déi Leit, déi am Chômage partiel sinn - an et heescht net fir näischt zu Lëtzebuerg „Chômage partiel", well et ass ganz änlech och un de Statut vum Chômage gebonnen -, et muss ee sech bewosst sinn, dass déi Leit, déi am Chômage partiel sinn, fräi si fir den Aarbechtsmaart. Si mussen, wa se dat ugebuede kréie vun der ADEM, eng aner Plaz unhuelen, soss verléiere se hiert Recht op de Chômage partiel. An et muss ee sech bewosst sinn, dass, ausser deenen, déi am Mindestloun sinn an e bëssen driwwer sinn, ech mengen, bis 2.600 Euro, déi duerch eng Initiativ vun dëser Regierung net 80 %, mee 100 % Indemnitéit kréien, mee dass alleguerten déi aner per se grouss Lounabousse mussen hinhuelen, déi si och an hire Familljen an Onsécherheet bréngen, oft och verbonne mat Gefiller vun Angscht an dem Net-méi-Wëssen, wéi et virugeet.

An ech bleiwen der Meenung, och wann dat hei vun eenzelne Leit aneschters gesi gëtt, dass dat doten en Instrument ass, wat de Salariéë virbehalen ass. Et kann net d'Zil sinn, dass mer all d'Independantë wéi d'Salariéen, déi am Chômage partiel sinn, praktesch fir den Aarbechtsmaart fräi maachen. Mee et muss d'Zil si vun der Regierung, fir all Independant ze hëllefen, säi Statut ze erhalen, seng Aktivitéit ze erhalen. An duerfir si jo och genau fir déi dote Kategorien aner Hëllefen decidéiert ginn an och ausbezuelt ginn. An de Franz Fayot an de Lex Delles si jo och hei derbäi, aus Respekt vis-à-vis vun der Chamber, woubäi ech awer mengen, dass déi grouss Diskussioun sech hei haaptsächlech ëm de Chômage partiel an ëm den Aarbechtsmaart gedréit huet. Mee et war eise Wëllen, fir zu dräi hei ze sinn, fir och op all d'Froen, déi géife kommen, kënnen ze äntwerten.

An ech hat et gesot: D'Regierung huet dat net fir näischt gemaach. Mir waren eis bewosst, dass mat där Kris, där wirtschaftlecher Kris, déi sech hei ugedeit huet, och natierlech sozial Problemer wäerten entstoen. An duerfir déi Mesure, déi ech virdru genannt hunn. An dat war net esou einfach an enger Situatioun, wou mer woussten, dass de Fonds pour l'emploi jo souwisou scho géif extreem belaascht ginn, dass mer also hei eng Mesure geholl hunn, déi direkt deene Leit zeguttkënnt, déi am mannsten an der Gesellschaft hunn, mee déi natierlech de Käschtepunkt, fir de Chômage partiel auszebezuelen, an d'Luucht gedriwwen huet. An trotzdeem war et déi richteg Decisioun.

De Chômage partiel hëlleft, an och dat ass hei gesot ginn, awer och eise Betriber, well fir déi Salariéen, déi de Betrib kennen an déi fir e schaffen an déi eng Relatioun opgebaut hu mat hirem Patron - an ech erënneren drun, dass mer virun der Kris vun enger Penurie d'emploi geschwat hunn an dass d'Betriber händeringend no Leit gesicht hunn -, kann déi Relatioun iwwert dat Instrument vum Chômage partiel erhale bleiwen. An dat ass extreem wichteg.

An ech widderhuelen hei och nach eng Kéier d'Zuelen an ech soen och, dass ech der Meenung sinn, dass et richteg war, dass mer direkt op de System gewiesselt hu vun den Avancen. Och dat war en extreemen Exploit, dee geleescht ginn ass, souwuel an den administrativen Déngschter vum Wirtschaftsministère wéi och an den administrativen Déngschter vun der ADEM. Dat war eng onheemlech Entreprise, an där et eis gelongen ass, mat enger extreemer Schnellegkeet, déi Der néierens - an ech soen „néierens"! - am Ausland fannt, Suen an d'Betriber eranzebréngen.

D'Zil war ganz kloer: Kee Betrib sollt faillite goen! Kee Betrib sollt mussen d'Dieren zoumaachen duerch de Fait, dass e muss Paien ausbezuelen. An et ass keng aner Méiglechkeet ginn, wéi iwwert dee System vun den Avancen ze fueren.

An ech soen et ganz kloer: Mir waren eis bewosst, dass mer e grousse politesche Risiko géife lafen, an dat hunn ech och vun Ufank un - dat kann een och nach nokucken - op de Pressekonferenze gesot, well et kloer ass, dass mer net alleguerten déi Suen, déi mer do virgestreckt hunn, iwwer 400 Milliounen ze vill, wäerte recuperéieren.

Ech soen awer och genausou kloer, dass et eis gelongen ass, innerhalb vun deenen éischten 30 Deeg, wou déi Bréiwer eraus sinn, elo schonn 310 Milliounen ze recuperéieren. Dat weist, dass d'Betriber hannert där Mesure stoungen, dass se dat Engagement, wat se agaange sinn, och wëllen erfëllen. An dat weist och, dass et derwäert ass, mat de Betriber a mat de Salariéen zesummen no neie Léisungen ze sichen, wéi mer de Chômage partiel wäerte weiderféieren.

An ech sinn elo scho ganz optimistesch, dass eis dat, wéi an der Vergaangenheet - well och do hu mer Mesuren ofgestëmmt am Comité de conjoncture, d'Diskussioun iwwert den Avancësystem, d'Diskussioun iwwert d'Ofschafe vum Avancësystem ass ëmmer an der Synergie geschitt, an der Diskussioun geschitt mat de Sozialpartner -, ech sinn iwwerzeegt, dass eis dat och elo wäert gelëngen, wa mer lo decidéieren, wéi mer mam Chômage partiel wäerte weiderfueren.

Et ass dat ugeschwat gi vu verspéiten Ausbezuelunge vum Chômage partiel. Dat ka par définition eréischt vum Juli u sinn, well jo alleguerten déi véier éischt Méint am Avancësystem geschriwwe sinn. An och deem Theema hunn ech mech ugeholl. Ech hat zwou konkreet Entrevuen, souwuel mat der Horesca wéi och mat deene Leit, déi elo den Evenementiel representéieren. A mir hunn eppes gemeinsam festgehalen: Et kann net méi wéi véier bis sechs Wochen daueren, wann ee säin Dekont eraginn huet, an da muss ausbezuelt ginn. An ech hu mech engagéiert vis-à-vis vun der Horesca, vis-à-vis vun dem Evenementiel, fir all eenzelne Fall nozekucken, wann e Retard géif optauchen, deen iwwert deen doten Datum eraus ass.

Wat mer awer séier zesumme festgestallt hunn, dat ass, dass de Problem ganz einfach doru läit, dass d'Dekonten net erakommen. Or, wann d'Dekonten net erakommen, dann ass et kloer, dass näischt kann ausbezuelt ginn. En anere Problem, dee kann optauchen, dat ass deen, dass, wa mer elo an enger Situatioun sinn, wou eenzel Betriber nach mussen zréckbezuelen, dass mer an Ofsprooch mat de Betriber am Comité de conjoncture decidéiert hunn, dass mer dann dat eent mat deem anere verrechnen. Och dat kann dann derzou féieren, dass eenzel Leit fir de Juli dat net kritt hunn, wat se sech erwaart hunn, och wa se hir Dekonte gemaach hunn. Dat sinn also zwou ganz konkreet Erklärungen.

Mee ech engagéiere mech och hei op der Tribün, deen Delai vu véier bis sechs Wochen anzehalen, deen och vun der Horesca an och vum Evenementiel als ganz realistesch ugekuckt ginn ass a wou si och soen, wa mer dat géife fäerdegbréngen, da géife se 100 % hannert eis stoen an dat och da mat eis deelen.

Ech wéilt vläicht nach ee Wuert soen zum Chômage partiel an iwwert d'Léierbouwen an iwwert d'Léiermeedercher; ech ginn dervun aus, dass Der och déi gemengt hutt, Här Spautz, an Zäite vun Gender soll een dat net vergiessen. Mee ech bleiwen och do der Meenung, dass een net sollt zwou Saache matenee vermëschen. Léierbouwen a Léiermeedercher si par définition an der Léier, an de Chômage partiel ass fir déi keng Léisung. Si solle Méiglechkeete geschafe kréien, fir hir Léier weiderzemaachen, souguer wa grouss Deeler vun engem Betrib am Chômage partiel sinn.

An dann ass et jo och esou, dass mer eng Rei vu Mesurë geholl hunn, fir d'Léier u sech ze promouvéieren. Engersäits kréien d'Betriber grousszügeg Ënnerstëtzungen, wa se Léierbouwen astellen. An op där anerer Säit hu mer och d'Delaie verlängert, fir sech iwwerhaapt kënnen an d'Léier ze mellen.

An ech kann och hei op der Tribün soen, dass mer, wat d'Léierplazen ugeet, praktesch op dem Niveau vu virun der Kris wäerte leien. Mir hunn nach e gewëssene Retard bei den Astellungen, mee insgesamt wäerte mer bei de Léierplazen op deem Niveau si vun deem, wat mer och virun der Kris haten.

Vläicht nach, well dat awer och wichteg ass: Wa mer an enger Situatioun waren an deenen éischte véier Méint mat Avancen, do ware mer bei 14.800 Entreprisen - 15.000 hat ech virdru gesot -, mee 14.810 Entreprisen am Ganzen, déi heivunner konnte profitéieren. D'Zuel, déi ech gesot hat, ass fir d'Avancen, ech hunn dat alles gesot, ech brauch dat net ze widderhuelen, Dir kennt dat.

Awer, an dat ass vläicht wichteg: Wéi geet et weider am Juli? Am Juli waren et nach 3.690 Entreprisen, déi eng Demande deposéiert haten, an 3.678 sinn der och vum Comité de conjoncture ugeholl ginn. Am August waren et der nach 3.162, am September 2.966 an am Oktober 2.849 Demanden, déi erakomm sinn, an 2.825, déi och ugeholl gi sinn. Dat mécht haut awer nach ëmmer ronn 23.122 ETPen aus, déi potenziell kéinten an de Chômage partiel goen.

Ech hat et gesot: Mir sinn nach net um Enn vun der Problematik ukomm. Et wäert virugoen. Mir wäerten déi Decisiounen den 28. huelen an der Chamber se dann och esou séier wéi méiglech matdeelen. Selbstverständlech wäert et och e Pressecommuniqué ginn, wéi dat traditionell no engem Comité de conjoncture ass.

Ech gesinn awer, dass ech elo scho vill ze vill vu menger Zäit hei gebraucht hunn. An ech wëll net hei de Kolleegen ze no trieden, déi zwar gesot hunn, ech kéint roueg schwätzen, ...

(Brouhaha)

... mee ech probéieren dann awer, mech nach kuerzzehalen.

Ech wollt Iech just nach soen, well och dat eng Fro war: Natierlech wäert dat massiivt Ausbezuele vum Chômage partiel och Repercussiounen op de Budget hunn. Dofir hu mer am Budget virgesinn, an dat hutt Der warscheinlech scho gesinn, dass de staatleche Budget iwwer 150 Millioune wäert dës Kéier bäileeën, an der Hoffnung, dass dat dann och duergeet an dass mer dat net wéi am Joer 2020 nach mussen erëm an d'Luucht setzen, wuel wëssend, dass et e Budgetsposten ass, deen och kann an d'Luucht gesat ginn, wann et da gebraucht gëtt.

Dat gesot, wollt ech Iech Merci soe fir d'Opmierksamkeet, an ech hoffen, dass mer weiderhin zesummen un engem Strang zéien, fir déi grouss Problemer, déi elo op eis duerkommen, zesummen ze léisen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kersch. Da géif ech d'Wuert nach weiderginn un de Mëttelstandsminister Lex Delles. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Merci villmools och, Här Spautz, fir déi Diskussioun, déi mer haut hei kënnen hunn. An, jo, ech mengen, wann et menge Virriedner esou gaangen ass, dass fënnef Minutte kuerz sinn, hei blénkt et bei 2 Minutten 03.

(Hilarité)

An den Här Fayot wäert och nach kuerz op zwee, dräi Punkten agoen. Dofir wëll ech mech ganz kuerzfaassen. Ech wëll just dräi Punkten uschwätzen.

Dat Éischt ass d'Durée, iwwert déi Der geschwat hutt. Et ass esou, dass d'Aiden um Ministère esou séier wéi méiglech ausbezuelt gi sinn. Et ass eng Panoplie vun Aiden, an ech schwätze vun den 2.500er, 5.000er, 12.500er oder 3.000 bis 4.000er, der Avance remboursable, dem Fonds de relance et de solidarité fir d'Entreprisë fir de Mount Juni, Juli, August, September. Dat nämmlecht fir de Commerce fir de Juli, August, September. Dat heescht, eng Panoplie vun Demanden, déi um Ministère komm sinn, dat niewent deem, wouriwwer mer de Mëtte geschwat hunn op dem Här Lamberty seng Fro hi vun den Autorisatiounen, där normaler Aarbecht, déi komm ass.

Wa mer kucken, wat dat an Zommen ausmécht: an engem normale Joer sinn et um Mëttelstandsministère eng 16 bis 19 Milliounen, déi als Aides à l'investissement ausbezuelt ginn. Op den Dag vun haut si mer op ronn 119 Milliounen, déi net remboursabel ausbezuelt gi sinn, a ronn 94 Milliounen Euro, déi als Avance remboursable ausbezuelt gi sinn. Also en Total vu ronn 213 Milliounen, déi ausbezuelt gi sinn, an Dossieren allkéiers, déi net mat Tranchë vun 100.000, 200.000 Euro ausbezuelt gi sinn, mee Dossiere vun 2.500, 5.000 Euro. Also kënnt Der Iech virstellen, wat fir eng enorm Aarbecht do op déi verschidden Ekippen duerkomm ass, déi och formidabel fonctionéiert hunn a wou ganz séier ausbezuelt ginn ass.

D'Durée vum Fonds de relance, do ass de Juni, de Juli praktesch ofgeschloss. Mir sinn amgaangen am August. Do si mer bei ronn 80 % vun den Demandë vum Fonds de relance, déi ausbezuelt gi sinn oder e Refus kruten oder wou nach Demandesupplémentairë gefrot gi sinn.

Wat de Commerce ugeet, hu mer Juli, August ofgeschloss, mam September si mer amgaangen. Do kann ee seng Demande nach bis den 30. September (veuillez lire: 31. Oktober) maachen. An do si mer elo bei ronn, ech mengen, 50 % vun den Demanden, déi bis elo erakomm sinn, déi traitéiert gi sinn. Et gesäit een also, dass wierklech do d'Durée net d'Fro ass, well déi gi ganz séier traitéiert.

Et ass och nach geschwat ginn iwwert d'Independanten. Ech mengen, dass do grad eeben Aidë gefloss sinn, an de Méiglechkeeten, déi do waren: fir déi 2.500er an déi 3.000- bis 4.000-Euro-Aide kënnen auszebezuelen.

Ganz kuerz nach just: Dir sidd an Ärer Motioun drop agaangen, wat de Premier an dem État de la nation gesot huet, déi verschidde Saachen, déi 100%eg richteg sinn, wou Der besonnesch den europäesche Kader nach eng Kéier uschwätzt. D'Äntwert ass de leschten Dënschdeg komm, dass Aidë kënnen ënner verschiddene Konditiounen ausbezuelt ginn. Mir sinn amgaangen, d'Analys ze maachen. D'Dokument, wou déi verschidde Saachen drastinn, ass den Donneschdeg eréischt op de Ministère komm.

Mir sinn elo amgaangen, mat der Kommissioun d'Detailer unzeschwätzen. A wa mer elo schwätze vun enger Perte vum Chiffre d'affaires a Relatioun mat de Frais-fixen - well et gëtt nämlech dervu geschwat eebe grad, dass eng Fixkostenberechnung gemaach gëtt -, do si ganz vill Detailer: Wat sinn d'Fixkosten genau? Wat fält dorënner? Wéi eng Aidë mussen do ofgezu ginn? An ech soen et direkt, fir wa mer nach eng Kéier hei iwwert den Text wäerte schwätzen an der Chamber: D'Demande wäert net méi einfach gi mat deem, wat elo als Text doläit! Wou mer eis als Regierung och engagéieren, de Suivi dovun ze maachen, doudsécher. Ech mengen, de Premier huet et och gesot. Mee ech soen Iech direkt: De Mode de calcul wäert net einfach sinn!

Op där nämmlechter Säit muss een och soen, dass d'Perte, wann haut vun der Fixkäschteberechnung geschwat gëtt nom éisträichesche Modell ... Ech mengen, ech krut och eng, zwou Question-parlementairen doriwwer: Et ass net dat! Kommt, mir vergläichen et net! Et ass net dat!

Et ass ee ganz anere Modell, a wou een an deem heite Modell ganz vill verschidde Facteuren huet. A wann tëschent 70 % an 90 % vun de Pertë vun enger Entreprise kënne bezuelt ginn, heescht dat net,

dass eng Entreprise, déi 10.000 Euro Loyer huet, 70 % bis 90 % vum Loyer ka bezuelt kréien. Neen, et ass eng ganz Rechnung, déi do gemaach gëtt, wou souwuel déi verschidden Depensen, déi an de Fixfraisen dra sinn, zesummegerechent ginn, minus d'Revenuen, déi d'Societéit hat, minus Aiden, déi souwisou scho gefloss sinn.

An dovunner - dat, wat do erauskënnt - ass et dann d'Méiglechkeet, wann déi Perte nach ëmmer 30 % ass par rapport zum Joer virdrun, dass een da kann Aiden ausbezuelen. Dat heescht, Dir gesitt schonn nëmmen an där kuerzer Erklärung, dass et e System wäert sinn, wou d'Entreprisen ... Mir probéieren, et sou einfach wéi méiglech ze maachen, dass déi Demandë kënnen ausgefëllt ginn - ech gesinn, d'Zäit leeft fort -, mee et ass ganz wichteg, et eebe grad do kënnen ze maachen.

A besonnesch elo déi Diskussiounen och: „Muss et vu Mount zu Mount gekuckt ginn?" An do krute mer haut de Mëtten déi lescht Äntwert nach, an nee, d'Durée kann och gekuckt ginn iwwer eng gewësse Period, fir Klenger. D'Madamm Hartmann ass op de Punkt agaange vun der Entreprise en difficultés. Och do ass am Text dran, dass d'Mikro- an déi kleng Entreprisen do eraus sinn, mee dass déi grouss natierlech nach dra sinn, d'nämmlecht wéi an den Texter virdrun. Dat heescht, et ass eng Panoplie vu verschiddene Saachen, déi do mussen analyséiert ginn, bevir do eppes kann derbäi erauskommen. Mee mir engagéieren eis, genausou wéi de Premier dat gesot huet, dat esou séier wéi méiglech ze maachen.

Da just nach ganz kuerz zu Ärer Motioun: Dee leschte Punkt, deen Der ugeschwat hutt, do hutt Der gesot, dass et net duergeet, hei op der Chamberstribün schéin Annoncen ze maachen. Do ginn ech Iech vollkomme Recht! An dat mécht dës Regierung och net. Dës Regierung, a schonn nëmme fir dee Punkt, dee leschte Considerant, deen Der geschriwwen hutt, dass een och soll an d'Entreprisë goen, do si mer drun. An ech mengen, ech hunn all zweeten Dag e Webinar. D'Leit vum Ministère sinn ëmmer mam House of Entrepreneurship, mat der Chambre de Commerce, mat der Chambre des Métiers, mat deene verschiddene Federatiounen amgaangen, eebe grad dat doten an d'Entreprisen ze bréngen.

Ech invitéieren Iech ganz gären eng Kéier, dass mer, wa mer méi Zäit hunn, kënnen doriwwer schwätzen. Da weisen ech Iech dat alles och ganz genau, wou mer all déi Informatioune maachen. Et sinn der ganz vill. Dofir géif ech dee leschte Considerant definitiv net huelen.

An deen drëtten Invite, deen Der geholl hutt, deen huet de Premier schonn annoncéiert an ech hunn en nach eng Kéier confirméiert.

Merci villmools.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mëttelstandsminister Lex Delles. Da steet nach eng Fro op vum Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Ech maachen dat vun hei aus, Här President, aus Respekt zur Chamber, wou jiddwereen, mengen ech, midd ass. Um Enn vun engem laangen Dag wäert ech och elo net laang schwätzen.

Ech mengen, dat, woufir mer eis eng Kéier méi Zäit sollten huelen a wourop ech en fait elo wollt agoen, dat ass den Investissement. De Marc Baum huet dat ugeschwat. Wa mer elo aus dem Covid erauskommen, musse mer eng Relance maachen, wou mer probéieren, iwwert den Investissement eng nei Orientéierung ze gi fir eis Ekonomie.

Dat hu mer ugefaangen ze maache mat enger Rei Aideninstrumenter, mat enger Rei Aides à l'investissement. An ech mengen, do sinn eng ganz Rei Signaler, déi mech optimistesch stëmmen, déi d'Regierung optimistesch stëmmen, dass dat an déi richteg Richtung geet. Mee wéi gesot, déi Zäit hu mer haut net méi, fir doriwwer ze schwätzen. Ech géif eis wierklech alleguerten nach eng Kéier ..., also ech géif d'Chamber invitéieren, deen Debat eng Kéier ze féieren. An ech wär ganz frou, fir deen da mat Iech ze féieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister.

Motion 1

Da kéime mer zur Ofstëmmung oder zur Diskussioun iwwert d'Motioun. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt froen zur Motioun?

Den Auteur, den Här Marc Spautz, wannechgelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Den Här Delles huet gesot, en hätt e Problem mam leschte Considerant. Ech hu kee Problem, wa mer dee sträichen. Wann doduerch d'ganz Chamber kann der Motioun zoustëmmen, hunn ech kee Problem, déi zwee Tireten, souwuel am Considerant wéi am Invite, erauszehuelen. Wann dat dozou féiert, dass dës Motioun d'Zoustëmmung vun der Chamber kritt, si mir gären dozou bereet.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung kritt d'Wuert, den Här Vizepremier Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, den Här Spautz ass en ale Fuuss.

(Hilarité)

Mee ech mengen, mir sollte vläicht net esou séier virugoen. Ech mengen, an enger Motioun ass et jo esou, dass d'Consideranten dat eent sinn, an dat, wouzou herno d'Regierung invitéiert gëtt, dat ass dann dat anert.

A wann een d'Punkten een nom aneren duerchhëlt: Ech mengen, ech hunn eng Äntwert ginn op d'Liquidatioun vun den Zommen, déi d'Entreprisen opgrond vum Chômage partiel zegutt hunn. Méi séier, wéi mer dat elo maachen, kënne mer et net maachen. D'Bedéngung ass déi, dass d'Dekonten do sinn. A wann d'Dekonten do sinn, ass den Engagement do. An deen hu mer gi vis-à-vis vun de Patronatsorganisatiounen. An dann dauert et véier bis sechs Wochen. An dat ass och allgemeng akzeptéiert. Ech mengen also, méi séier geet et net. An dat sollt een dann och emol eng Kéier zur Kenntnis huelen!

Zu der Fro vun den Apprentien hunn ech ganz kloer virdru Stellung geholl. Ech hunn also do eng aner Meenung. Ech sinn net der Meenung, dass d'Apprentië sollen ënnert de Chômage partiel falen, aus deene Grënn, déi ech virdrun opgezielt hunn.

Et ass och net esou, dass iergendeen asphyxiéiert gëtt. Wat mer maachen, dat ass, dass mer Suen zréckfroen, déi essentiellement ausbezuelt gi waren, fir Paien ze bezuelen. Dat woussten d'Betriber. Den Här Clement huet virdru gesot, si hunn et souguer ënnerschriwwen. A mir sinn an enger normaler Logik, dass mer déi Suen zréckfroen. Et gëtt kee muer mam Hals geholl, mee mir froen awer an deenen normalen Delaien déi Suen zréck. An Härtefäll, an dat huet d'Regierung och ausserhalb vu Coviddiskussiounen a Covidzäiten ëmmer esou gemaach, sinn ëmmer erëm Léisunge fonnt ginn.

Mee de Prinzip vum Zréckbezuele gëtt net a Fro gestallt a soll och esou séier wéi méiglech ofgeschloss ginn, fir dass mer och kënnen dat maachen, wat vun der CSV gefrot ginn ass, nämlech e Kassensturz maachen: Wat huet eis de Chômage partiel da schlussendlech um Enn vum Joer richteg kascht? Dir wësst, dass mer eng ganz Rei Sue schonn ausbezuelt hunn. Op där anerer Säit musse mer der zréckkréien. An opgrond vun deem Kassensturz kënne mer och dann diskutéieren, wéi et iwwert déi nächst Méint da wäert weidergoen. Dofir sinn ech och do der Meenung, dass een dat net esou ka stoe loossen.

Da sot Der, dass mer sollen nei Gesetzer presentéieren. Den Här Delles huet schonn drop reagéiert. Dir frot am Fong dat, wat de Premier ugekënnegt huet, nämlech dass mer séier wäerte mat de Sozialpartner eens ginn - an dësem Fall mat de Patronatsorganisatiounen, an den Här Delles an den Här Fayot sinn amgaangen, dat ze diskutéieren -, wéi eng nei Aiden dass da fir d'Betriber wäerte kommen. Loosst Iech do iwwerraschen! D'Regierung wäert och do ganz séier agéieren.

An dann hunn ech u sech zwee Tireten zesummen. Dat ass deen, dass mer sollen d'urgence Mesuren huelen, fir den Emploi ze stäerken oder ze preservéieren, an deen aneren, fir da Mesuren ze huelen um Niveau vum Secteur public. Ech wëll just drop hiweisen, a vläicht ass et an deene villen Noriichten an an deene ville Saachen, déi mer am Moment héieren, e bëssen ënnergaangen: D'Regierung huet sech engagéiert am Kader vun der Tripartite, fir zousätzlech 300 Plazen am OTI-Beräich ze schafen.

Dat ass dat, wat fréier eng Cellule de reclassement war! Et ass genau dat, well mer engersäits hei Leit, déi am Chômage sinn, d'Méiglechkeet ginn, an de Betrib eranzekommen, och do wärend där Zäit natierlech kënnen eng Indemniséierung ze kréien. An op där anerer Säit, an dat ass fir mech ganz wichteg, ass et dat Uknäppen un eng zousätzlech Formatioun, déi dann och iwwert de Wee vum Internet wäert ugebuede ginn.

Mir hunn dat viru Kuerzem an der Press virgestallt. Et ass och esou, dass mer do dat net nëmmen als Staat wäerte maachen, mee do wäerten och d'Établissement-publicken dru bedeelegt ginn. Do wäerten och d'Gemenge kënne matspillen. An ech kann elo scho soen, dass vun deenen 300 Plazen, déi mer versprach hunn an déi iwwert dat ganzt Joer vun 2021 sollte goen, mer der elo schonn iwwer 100 praktesch fräi hunn, eebe genau opgrond vun där doter Initiativ.

Da gëtt vun der Cellule de reclassement geschwat, fir Leit, déi dann ekonomesch géifen entlooss ginn, fir déi extra ze betreien. Ech hunn e bëssen den Androck, dass hei gemaach gëtt, wéi wann d'ADEM nach ëmmer déi wär, déi se an de 70er, 80er Jore war. Mee all eenzelne Chômeur, all Eenzelnen, deen entlooss gëtt an dee sech op der ADEM mellt, dee kritt genau dat ugebueden, wat Der hei frot! Nämlech, dass mer eis perséinlech probéieren ëm deen ze këmmeren. Dass mer perséinlech probéieren, op de Profill adaptéiert Formation-continuen unzebidden. An domadder mengen ech u sech, dass mer Är Motioun, sou wéi Der se presentéiert hutt, net sollten unhuelen.

Mee wéi gesot, ech soen dat, wat ech ëmmer soen: Et ass net d'Regierung, déi dat ze decidéieren huet, et ass d'Chamber, déi dat ze decidéieren huet. An dofir géif ech elo mol dann heimadder ophalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kersch. Den Auteur freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci. Wann ech dat elo richteg verstanen hunn: Och wa mer all d'Tireten zréckzéien, kréie mer nawell net d'Zoustëmmung?

(Hilarité)

Da loosse mer se alleguerten dran an da soll d'Chamber hir Verantwortung iwwerhuelen.

Merci.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech gesinn, et kann een lech näischt besser erklären, wéi ech et elo probéiert hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wa keng Wuertmeldung méi zur Motioun do ass, da kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

(Concertation interne)

Dës Motioun ass mat 26 Jo-Stëmmen, 2 Abstentiounen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 31 voix contre 27 voix et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

13. Question élargie n° 49 de M. André Bauler au sujet de la protection des paysages luxembourgeois

Mir kommen dann zréck op den ursprüngleche Punkt Nummer 7 vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass déi erweidert Fro vum Här André Bauler iwwert de Schutz vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der eventueller Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat elo net méi domadder gerechent, datt d'Fro nach drukéim. Et deet mer elo leed, wann et e bësse méi laang dauert. Ech kann awer och elo net derfir. Merci awer, Här Minister, datt Der nach konnt kommen. Et ass elo e bëssen hei duerjerneegeroden - Här fréiere Landwirtschaftsminister, ech wëll Iech soen: Mir setzen eis och ëmmer a fir de Schutz vun der Landwirtschaft, mee hei geet et ëm d'Landschaften -, a méi wëll ech och elo net méi heizou soen. Merci datt Der hei sidd.

Gëschter viru genee 20 Joer, den 20. Oktober 2000, gouf d'Landschaftskonventioun vum Europarot zu Florenz ugeholl. Lëtzebuerg war eent vun deene Länner, déi dës Konventioun ënnerschriwwen hunn. 2006 huet eist Parlament se ratifizéiert.

Am Mëttelpunkt vun dëser Konventioun, déi op engem sougenannte „ganzheetleche Landschaftsverständnis" berout, steet besonnesch d'Fleeg an de Schutz vun den europäesche Landschaften. Dëst vëlkerrechtlecht Ofkommes betount allgemeng d'Wichtegkeet vun der Landschaft fir de Schutz vun eisem kulturellen an natierleche Patrimoine. Et ënnersträicht souwuel de sozialen Notze wéi och den Afloss vun de Landschaften op d'Wuelbefanne vun de Bierger, déi an hinne liewen.

Lëtzebuerg ass op enkem Territoire räich un attraktive Landschaften a geschichtsträchtege Plazen. Sou gëtt zum Beispill am Masterplang vum Office régional du tourisme des Ardennes, dem ORTAL, d'Kulturlandschaft vum Norden als - Zitat - „Balsam für die Seele" bezeechent.

Dës vläicht liicht salbungsvoll Bezeechnung - ech gesinn, de Kolleeg Emile Eicher schmunzelt - ass bal esou eppes wéi eng Libeserklärung. Verschidde Géigende vum Éislek si bis haut gréisstendeels onberéiert bliwwen. Dës Onberéiertheet ass d'Viraussetzung fir den duusse Wander- a Kulturtourismus; eng reegelrecht Tromp an der touristescher Vermaartung vun der Regioun.

Ech denken och an dësem Zesummenhang un d'Musellandschaften, de Mëllerdall an un d'Unesco-Biosphärreservat, e Reservat, dat am Süde vum Land geplangt ass. Ech wëll och hei speziell u Veianen erënneren. De Kolleeg Emile Eicher weess do Bescheed als President vum Naturpark Our. Si hunn eng Kandidatur eragereecht beim Europarot, fir déi Landschaft ronderëm Veianen eventuell priméiert ze kréien, fir un enger Aart Präis deelzehuelen, deen den Europarot fir besonnesch Efforten am Beräich Landschaftsschutz gëtt.

De Landschaftsschutz soll an däerf sécher net am Widdersproch zu der wirtschaftlecher Entwécklung stoen, sprécht der Diversifizéierung vum ekonomesche Geflecht vun de ländleche Géigenden. Iwwerall duer, wou et erfuerdert a sënnvoll ass, solle wirtschaftlech Aktivitéiten am Aklang mat deem iwwer Joerhonnerte vu Mënschenhand geformte Landschaftsbild bruecht ginn. Déi kommend sektoriell Leitpläng dierfen dës Noutwendegkeet sécherlech net ignoréieren. Hei heescht et, divers Interesse mateneen ze conciliéieren. Mir sinn eis däers sécherlech duerchaus bewosst.

Rezent Debatte weisen, datt d'Gemengepolitiker a Bierger méi sensibel gi sinn, wann et ëm d'Konservéierung vun hirer Kulturlandschaft geet. An dofir wollt ech dem Här Minister fir den Aménagement du territoire, an deem Fall, follgend Froe stellen:

Wat kann een no 20 Joer Landschaftskonventioun vum Europarot festhalen a schlussfollgeren? Wat ass an deenen 20 Joer konkreet um Terrain geschitt? Wat fir eng Schutzzone goufen do besonnesch zréckbehalen? Ass bekannt, wat fir eng Géigende vum Land oder wat fir eng Landschaften an Zukunft besonnesch geschützt wäerte ginn? Gëtt deem an den neie Plans sectoriels Rechnung gedroen?

Wéi gëtt sech um Niveau vun der Regierung mat dëser Thematik tëscht den eenzelne Ministèren ofgeschwat? Gëtt et do also reegelméisseg Consultatiounen, Echangen, Analysen? Wa jo, wat fir ee Gremium mécht déi?

An zum Schluss wollt ech froen: Wat ass konkreet an all deene Jore fir d'Sensibilisatioun vum grand Public gemaach ginn? A wat ass do nach geplangt?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den zoustännege Minister fir den Aménagement du territoire, den Här Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire.*- Ech soen dem André Bauler villmools Merci fir déi Fro. Ech mengen, international Konventioune si wichteg. A wa se e ronne Gebuertsdag hu wéi dëst Joer, wéi gëschter dann déi Konventioun vu Florenz, dann ass et wichteg, dass mer dat eeben och hei zu Lëtzebuerg zu engem Theema maachen.

Et ass esou, hei zu Lëtzebuerg sinn - wann een elo seet: „Wéi eng Ministèrë sinn zoustänneg?" - eigentlech haaptsächlech zwee Ministèren zoustänneg. Dat eent ass natierlech den Environnement, deen iwwert den Naturschutz, géif ech soen, d'Day-to-Day-Praxis mécht. An dann ass et d'Landesplanung, déi no ganz ville Jore Viraarbecht dëst Joer dann hoffentlech d'Plan-sectoriellen endlech kann definitiv aktéieren.

De Landschaftsschutz huet an deene Plan-sectoriellen en extrae Plan sectoriel. Dat heescht, nieft dem Plan sectoriel « Logement », nieft dem Plan sectoriel vun de Zones d'activités, nieft dem Plan sectoriel vun den Transportinfrastrukture gëtt et en extrae Plan sectoriel « Paysages ». An dat ass

eigentlech, mengen ech, wierklech elo fir d'éischte Kéier - also niewent dem Naturschutzgesetz, niewent also Naturschutzprozedure wéi der Ëmweltimpaktetüd, wou ech herno nach eng Kéier drop zréckkommen -, dass Lëtzebuerg sech wierklech e juristesche Kader gëtt, fir eeben d'Landschaften ze schützen.

D'Plan-sectorielle sinn um Wee a si sinn elo nach beim Staatsrot. Da musse mer nach ganz kleng Upassunge maache vum Gesetz. An dann hoffen ech, dass eeben och de Plan sectoriel « Paysages » da wierklech richteg ufänkt ze lafen.

Do sinn dräi grouss Kategorien dra vu Landschaften:

Dat Éischt, dat sinn d'„grands ensembles paysagers". Do probéiere mer ze soen: Wat sinn dann déi grouss wichteg Landschaften, déi mer hunn? D'Uewersauer, Kiischpelt, Ourdall, Mëllerdall, Äisch- a Mamerdall, Musel, ënneschte Sauerdall an dann eeben och de Minett. Op deene Plazen ass et esou, dass dat, wat mer elo am Plan sectoriel maachen, e gewëssenen Impakt wäert hunn op zum Beispill d'PAGe vun de Gemengen, dat heescht op d'tentakulär Entwécklung vun Dierfer, déi jo dann an d'Landschaft erageet. Dat gëtt dann doduerch herno méi schwéier. Dat heescht, mir probéieren, de Kär vun den Dierfer ze stäerken. Dat wäert dann an deenen nächste Jore mat de PAGen an där Hisiicht e gewëssenen Impakt hunn.

Dat Zweet, wat immens wichteg ass, ass d'Zone interurbaine zwëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Minett. Ech mengen, wann Der kuckt, wat ronderëm d'Stad geschitt, och a wann ech elo e Beispill huelen: Leideleng. Also, mir hu jo do en immensen Drock. Mir hunn och Drock am Süden. Ech mengen, am Ufank, wann s de do d'Collectrice du Sud hëls, do war vill Entwécklung, déi war ëmmer zur franséischer Säit hin, mee dat geet awer elo och mat staarkem Drock op déi aner Säit. Mir mussen iergendwéi oppassen, dass dat net komplett aneneewiisst. An duerfir hu mer eng extra Zone interurbaine, fir eeben do ze kucken, dass mer deen Noerhuelungsraum, dee fir d'Leit souwuel aus der Stad wéi och aus dem Süden néideg ass, do erhalen.

An dann hu mer eng Mesure, déi ass méi contraignant. Dat sinn déi sougenannt „Coupure-verten". Do si mer op e puer Plazen, déi eis besonnesch wichteg waren, méi restriktiv virgaangen. An ech mengen, dat ass zum Beispill eng Plaz zwëschent Bettenduerf a Gilsdref-Dikrech, et ass eng Plaz nërdlech vu Miersch. Also, et sinn der net immens vill, mee et sinn awer déi Plazen, wou mer wierklech geduecht hunn: Wa mer wëllen do verhënneren, dass d'Landschaftsbild komplett beanträchtegt gëtt, dann hu mer do méi Contrainten. Dat heescht, do däerfs de nach just eppes maachen, wann et am allgemengen Interêt ass. Mir hunn awer mat der Landwirtschaft e Kompromëss, dass mer et besteeënden Häff, déi do sinn, awer erméiglechen, sech eeben och nach liicht auszedeenen.

Dat ass also dat, wat dran ass. Dann ass et awer och esou, dass natierlech och an der Landesplanung iwwer eis Konventiounen, déi mer mat deenen dräi Naturparken hunn, d'Landschaftsbild wichteg ass. Mir probéiere grad zum Beispill och mam Naturpark Mëllerdall bei engem internationale Concours e Label ze kréie vu Geopark, well dee Sandsteen an déi schéi Fielsen, déi s de do hues, déi probéiere mer elo quasi nach méi en valeur ze setzen, fir dass eeben och lechternach a Beefort, alles do ronderëm ... An dat ass jo dann och konkreete Landschaftsschutz.

An dat anert ass dat, wou mer hoffen, elo de Label „Man and the Biosphere" ze kréien, fir eeben och déi fantastesch Landschaften, déi mer am Minett hunn, déi oppen Tagebaugebidder, fir déi ze sanktuariséieren, dass dat eeben och esou oppen Tagebaugebidder bleiwen.

A wéi gesot, doriwwer eraus, iwwert déi Plan-sectoriellen hu mer dann nach d'Impaktetüden. Dat heescht, bei all industriellem Projet, dee gemaach gëtt, muss och do ëmmer e gewëssene Landschaftsschutzaspekt gekuckt ginn niewent dem Naturschutz an esou weider an esou weider.

An dann hu mer nach zousätzlech dozou d'SUPen, wann s de elo méi grouss Projeten hues oder och ganz Programmer hues, wou dann eng SUP och ëmmer de Landschaftsaspekt kuckt.

Déi Iddi, déi mer elo hunn ... Ech mengen, Är lescht Fro ass: Maache mer genuch, fir dat ëffentlech ze maachen? Wat gesi mer vir an dësem Joer? Mir si mat dem Kulturministère am Kontakt, well dat jo e Label ass, deen eigentlech da vun der Kultur geréiert gëtt, fir eeben ze kucken, ob mer net - wann elo vläicht Covid dann och e bëssen ofgeflaacht ass - eng Rei Veranstaltunge maachen, fir dann och nach eng Kéier ze soen, wou mer dru sinn, fir ze hannerfroen: Kënne mer méi maachen? A fir eeben eis flott Lëtzebuerger Landschaften dann och nach eng Kéier a Form vu Kongresser oder Änlechem ze diskutéieren.

Nach eng Kéier villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Turmes. Här Bauler, hutt Dir nach eng Zousazfro?

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Nee, dat ass net de Fall. De Minister war ganz exhaustiv.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

14. Changements de composition des commissions parlementaires (suite)

Nach ee klenge leschte Punkt: Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech de Mëtten nach follgend Ofännerunge vun der CSV-Fraktioun kritt: An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt den Här Marc Spautz den Här Jean-Paul Schaaf, an an der Commission de la Culture ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Marc Spautz.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si viraussiichtlech den 11. an 12. November.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.08 heures.)

SÉANCE 07

M. Fernand Etgen, Président

Mercredi 28 octobre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Discours de M. le Président**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Fernand Kartheiser - M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen - M. Marc Baum - M. Sven Clement - M. Georges Engel - M. Gilles Baum (interventions de M. Michel Wolter, Mme Françoise Hetto-Gaasch et Mme Martine Hansen) - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Michel Wolter) - M. Mars Di Bartolomeo - M. Claude Wiseler (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Fernand Kartheiser - M. Gilles Baum (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Mars Di Bartolomeo
   - Vote sur la modification de l'ordre du jour (adoptée)
5. **7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil**

   7685 - Proposition de loi du 21 octobre 2020 modifiant la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et supprimant la limite du nombre maximal de lits pouvant être autorisés au niveau national

   7686 - Gesetzesvirschlag Ännerung vum Art. 271 vum Code de la sécurité sociale

   7687 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État
   - Déclarations de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
6. **Octroi d'un titre honorifique à M. Gast Gibéryen et à M. Marco Schank**
   - M. Fernand Etgen, Président
7. **7689 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 211-12 du Code du travail**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Pim Knaff - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen (intervention de M. André Bauler) - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. **7688 - Projet de loi du *** portant**

   1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

   2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

   3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de M. Sven Clement, Mme Françoise Hetto-Gaasch et Mme Martine Hansen) - M. Sven Clement (parole après ministre) - M. Fred Keup (parole après ministre) - M. David Wagner (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch - M. David Wagner (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Sven Clement - M. David Wagner - M. Fred Keup
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
9. **Ordre du jour (suite)**
   - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 15.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Nee, Här President.

2. Discours de M. le Président

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Ier mer ufänken, wëll ech lech all Merci soe fir dee groussen Asaz an deene leschte puer Deeg, déi onüblech waren a wou awer bewise gouf, datt d'Chamber eng grouss Reaktiounsfäegkeet huet an, wann et drop ukënnt, litteralement vun haut op muer zesumme ka kommen.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun de Propositions de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 28 octobre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7683** - Projet de loi modifiant*

1) la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;

3° la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

2) la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Dépôt: Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 20.10.2020

***7688** - Projet de loi du *** portant :*

1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 26.10.2020

***7689** - Projet de loi portant dérogation à l'article L. 211-12 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.10.2020

3) Les propositions de loi suivantes ont été déposées à l'Administration parlementaire :

***7684** - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil*

Dépôt : M. David Wagner, Député, M. Marc Baum, Député, le 21.10.2020

***7685** - Proposition de loi du 21 octobre 2020 modifiant la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et supprimant la limite du nombre maximal de lits pouvant être autorisés au niveau national*

Dépôt : M. Jeff Engelen, Député, le 21.10.2020

***7686** - Gesetzesvirschlag Ännerung vum Art. 271 vum Code de la sécurité sociale*

Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 21.10.2020

***7687** - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, le 21.10.2020

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1696** - Demande de pétition publique : Collecte séparée du plastique noir*

Dépôt : Enrico Campanella, le 22.10.2020

***1697** - Demande de pétition publique : Fir Nuetsspadséiergäng ze erlaben! Für das Erlauben nächtlicher Spaziergänge! Pour la permission des promenades nocturnes! For allowing nightly walks!*

Dépôt : Marc Faramelli, le 24.10.2020

***1698** - Demande de pétition publique : Eng national Gedenkminutt fir d'Coronadoudeger*

Dépôt : Daniel Frères, le 24.10.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Et gëtt awer proposéiert, de Projet de loi 7683 zum Schluss vun der Sitzung drunzehuelen. Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung vum Ordre du jour averstanen?

Den Här Kartheiser freet d'Wuert an dann d'Madamm Hansen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech villmools Merci, datt Der mer d'Wuert ginn hutt. Ech wëll zwee oder dräi Wuert zum Ordre du jour vun eiser Seance haut soen.

Mir si gewinnt an der ganzer Diskussioun ronderëm de Covid, datt mer eng Rei vun Erausfuerderungen, fir et emol esou ze soen, am Kontext vum Schutz vun eise Grondrechter hunn. A mir hunn als ADR och ëmmer gesot, datt mer gär hätten, datt d'Institutioune vum Staat kënne korrekt fonctionéieren. Ech sinn elo just virun der Reunioun, wéi warscheinlech och vill aner Kolleegen, gewuer ginn, datt d'Gesondheetskommissioun, déi iwwert dee Projet de loi soll kucken, emol nach kee Rapport fäerdeg huet. Et ass awer dat d'Basis u sech, dee Rapport vun der Kommissioun, deen et der Plenière soll erlaben, zu enger Decisioun ze kommen.

Mir sinn also elo an enger Situatioun, wou, wann ech dat däerf resuméieren, e Rapport herno ugeholl gëtt an enger Sëtzungspaus an dann direkt hei soll an d'Plenière kommen, ouni datt mer d'Geleeënheet hunn, fir deen a Rou ze kucken, a Rou ze diskutéieren. Ech erënneren drun, datt am Prinzip an eiser Chamber e Reglement gëllt - qui a force de loi -, wou mer sollen zwee Deeg hunn, wann e Rapport ugeholl gëtt, ier en da soll an d'Plenière kommen. Do gëtt och da gesot, mir hätten hei en Gentlemen's-Agreement, datt dat net soll sinn. Mee ech wëll awer soen, datt mer bei all Gentlemen's-Agreement a bei all Urgence awer mussen oppassen, datt eis Institutioune vum Staat, de Schutz vum Rechtsstaat, de Schutz vun de Rechter vum Bierger un éischter Plaz musse stoen.

Wa mer elo hei an dëser Situatioun sinn, datt mer e Rapport solle kréien, dee mer hei kuerz drop stëmmen, ouni eis kënne wierklech am Fong, ausser vläicht de Kolleegen, déi an der Gesondheetskommissioun sinn, dermat auserneenzesetzen, da musse mer awer wéinstens de strikte Minimum kënnen erwaarden, datt déi aner Kolleegen, d'Majoritéit notamment, dermat d'accord wären, datt mer vläicht mar de Moie géifen zum Vott kommen an net nach haut. Well iergendwou muss jo awer dëst Parlament nach kënne säi Rôle erfëllen an däerf net zu enger Ratifizéierungsmaschinn degradéiert ginn, fir eng Regierungspolitik duerchzepeitschen, wou et keen Ënnerscheed mécht, ob et haut ëm Hallefnuecht a Kraaft trëtt oder mar ëm Hallefnuecht a Kraaft trëtt. Also, Här President, ...

(Interruption)

... wann ech elo zum Ordre du jour geschwat hunn, ass et am Interessi vun der Rechtsstaatlechkeet vun eise Prozeduren. An ech hoffen, datt déi Suerg hei vun alle Kolleege gedeelt gëtt.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Ordre du jour, wëll ech preziséieren, war an der Conférence des Présidents unanime ugeholl ginn, datt mat deenen ...

(Interruption)

Mat deene Reserven, déi mer do beschwat hunn, ass den Ordre du jour do eestëmmeg ugeholl ginn. Ech géif dann der Madamm Hansen d'Wuert ginn.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll vläicht direkt op déi lescht Remark agoen: „Den Ordre du jour war unanime ugeholl ginn." Du wousste mer awer nach net, datt mer u sech elo nach kee Rapport hätten! A mir hunn elo nach kee Rapport. Fir eis ass et och extreem wichteg, datt dëst Gesetz respektiv datt d'Mesuren esou séier wéi méiglech kënnen a Kraaft trieden. Mee fir eis ass et awer genausou wichteg, datt mer bei esou engem Gesetz, bei esou engem wichtege Gesetz, wou et ëm d'Grondfräiheete vun de Leit geet, dat Gesetz wierklech kënnen am Detail kucken, fir eeben och ze verhënneren, datt mer herno hei an der Chamber e Gesetz stëmmen, wou Feeler dra sinn.

Dofir wëll ech wierklech hei, genausou wéi den Här Kartheiser, eis Bedenken ukënnegen. Mir hunn den Text, wéi gesot, nach net gelies, well en ass nach net do. Dat hate mer, mengen ech, nach ni. Mir si wierklech ..., ech soen net, datt mer de Rapport zwee Deeg virdru brauchen, mir brauchen en awer iwwerhaapt emol, fir e kënnen ze liesen. An deen ass nach net do. A mir brauchen déi noutwendeg Zäit, fir wierklech eng uerdentlech parlamentaresch Aarbecht ze maachen, virun allem eebe bei dësem extreem wichtege Gesetz, wou et ëm d'Grondfräiheete geet.

Duerfir géif ech och am Numm vun der CSV froen, datt mer dëse Punkt vum Ordre du jour géife muer hei an der Chamber debattéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Dann hat den Här Baum d'Wuert gefrot, den Här Baum Marc.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech ka mech deene Remarke vu menge Virriedner nëmmen uschléissen. Haut solle mer e Gesetz stëmmen, wat Mesurë beinhalt, déi esou wäit ginn, wéi mer se zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich hei zu Lëtzebuerg net kannt hunn. Ob een elo derfir ass oder dergéint, mir mussen awer eng sereine Debatt kënne féieren iwwert dat, ëm wat et do geet. An duerfir kann ech just deen Appell nach eng Kéier ënnerstëtze fir ze soen: „Kommt, mir maachen dat dann och sereinement op Grondlag vun Texter, déi doleien!"

Haut de Moien huet de Staatsrot nach Oppositionformellë formuléiert par rapport zu deem Text. Déi sinn dunn an der Mëttesstonn an der Santéskommissioun diskutéiert ginn, mëndlech sinn och Propose gemaach ginn, wéi een dann dorobber äntwere soll.

Mir mussen esou eng wichteg Debatt, mengen ech, sereinement kënne féieren. An, wéi och gesot ginn ass, wann et drëms geet, datt dat sollt ab mar gëllen, dann ass och an der Zäit keng Sekonn verluer gaangen, wa mer déi Debatt sereinement, serieusement op Grondlag vun Texter, déi eis virleien, mar de Moie féieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, ech war bis viru Kuerzem an enger Santéskommissioun, wou mer ganz aktiv a ganz konstruktiv alleguerten zesummen dru geschafft hunn, fir en Text zesummenzekréien, en Text, deen et eis soll erméiglechen, e Konsens ze fannen, oder deen zumindest esou gutt soll ginn, wéi et nëmme méiglech ass. De Problem ass awer, datt deen Text, Stand elo grad, net fäerdeg ass. Mir hu vum Staatsrot eng ganz Rëtsch Textpropose kritt. Mir hu vum Staatsrot e puer Opposition-formellen ugedrot kritt. An et gëtt mat Héichdrock dru geschafft, fir déi ze léisen.

(Brouhaha)

Mee mat Héichdrock a sou engem kriteschen Theema, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass vläicht e bëssen ze vill Drock um Kessel. Mir sollte vläicht den Drock eraushuelen a sereinement un deem Text schaffen, deen Text bis muer de Moie ficeléieren, esou eis d'Méiglechkeet ginn als Kommissioun, de Rapport ze stëmmen, den Deputéierten heibannen alleguerten deen Text zoukommen ze loossen, soudatt jidderee vun eis, an net nëmmen déi 15 aus der Santéskommissioun, den Text zur Kenntnis huele kann, de finalen Text, iwwert deen ofgestëmmt gëtt. An da kënne mer muer de Moien driwwer ofstëmmen.

Ech verweisen änlech wéi meng Virriedner dorobber, datt de Staatsrot kloer gesot huet: „Den Text kann net haut ëm Mëtternuecht a Kraaft trieden. E ka fréistens muer a Kraaft trieden." D'Kommissioun huet sech deementspriechend ausgeschwat, datt mer den Text sollen dann ab muer 12.00 Auer a Kraaft triede loossen, soudatt et eng Rechtssécherheet gëtt. Ma dat heescht just, datt mir an de Staatsrot misste muer virun 12.00 Auer zesummekommen, fir déi zwee Votte respektiv ...

(Interruption)

... d'Dispens vum Vott ze huelen. An dat misste mer hikréien, ouni onnëtz ze drängelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Sinn nach weider Wuertmeldungen zum Ordre du jour do? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Déi Diskussioun, déi elo hei gefouert gëtt, déi Froen, déi hu mer eis och gestallt. D'Zuele sinn héich, Dir wësst dat. D'Zuele sinn dramatesch zum Deel an d'Situatioun ass ganz, ganz ugespaant. An heiansdo geet et och ëm e puer Stonnen. Heiansdo geet et ëm e puer Stonne fir ze kucken, e Gesetz a Kraaft trieden ze loossen an dann ze probéieren, déi Pandemie besser an de Grëff ze kréien.

Mee - an dat ass elo meng Meenung - ech kann hei d'Meenung vun der Oppositioun ganz gutt novollzéien. Well ech mengen net, datt et gutt wier, wa mer hei e Gesetz géife stëmmen, wat vläicht Feeler hätt. Ech ginn net dovun aus, datt déi Leit, déi dat schreiwen, Feeler schreiwen. Mee alles kann awer virkommen, zemools well elo och nach viru Kuerzem eng Sitzung war, wou nach Ännerungen an deem Gesetz gemaach gi sinn. Dat ass eng Stonn hier. Dat ass ganz, ganz rezent gewiescht.

(Brouhaha)

A wann d'Disponibilitéit vun der Chamber do wier, fir muer de Moien eng Sitzung ze maachen, kéint ech mech där Disponibilitéit uschléissen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wann dann d'Gesetz um 12.00 Auer a Kraaft géif trieden, da mengen ech, da sollt een dat och maachen. Ech weess awer elo net, awéifern datt aner Gespréicher gefouert goufen. Ech sinn elo erausgaangen, ech hunn hei meng perséinlech Meenung gesot an ech stinn och dozou.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP).*- « Une fois n'est pas coutume », seet de Fransous - do muss ech eng Kéier dem Kolleeg Georges net Recht ginn. Mir sinn an enger ganz, ganz seriöer Situatioun, déi weesentlech méi ...

(Brouhaha et hilarité)

Fannt Der dat witzeg? Fannt Dir dat witzeg?!

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech fannen Är Presentatioun, déi ass witzeg. Ganz witzeg souguer.

M. Gilles Baum *(DP).*- Also wann ech d'Zuele vun de leschten Deeg kucken, Här Wolter, da muss ech soen, et ass kee Vergläich, et ass kee Vergläich mat deem, wat mer haten am Fréijoer!

(Interruptions)

Sou. Ech géif proposéieren, dass mer déi zwee Projeten, deen aus dem Travail an deen aus der Educatioun, dass mer déi elo sollten huelen. A mir sollten dann d'Sëtzung ënnerbrieche fir ze kucken, ob mer de Rapport hunn, esou wéi mer e gären hätten, an dann d'Santéskommissioun zesummenhuelen an dann och haut nach zum Vott vun deem Projetiwwergoen. Och wann dat vläicht herno eréischt um 18.00 Auer ass, wou mer d'Sëtzung weiderféieren. Ech mengen dat wär awer ... Ech war och elo an där Santéskommissioun derbäi, ech hunn elo ...

(Brouhaha)

Effektiv, do sinn nach Saachen, déi musse gekläert ginn. Mee et schéngt mer awer net, dass do grondleeënd Problemer nach wären, déi géife maachen, dass mer dat Gesetz do net sollten esou schnell wéi méiglech a Kraaft triede loossen. Dofir géif ech proposéieren, mir sollte mam Travailsprojet ufänken, den Educatiounsprojet hannendrunhuelen, d'Sëtzung ënnerbriechen a kucken, ob mer bis dohinner en Text hunn, deen d'Strooss hält, an dann ofstëmmen.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- ... ob mer dat elo um 18.00 Auer oder muer de Moien um 8.00 Auer decidéieren!

M. Gilles Baum *(DP).*- Et soll haut gestëmmt ginn.

(Interruptions)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... iwwert den Ordre du jour ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Dann huet d'Madamm Josée Lorsché d'Wuert gefrot.

(Brouhaha)

Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, mir sinn an enger ugespaanter Situatioun. Ech war och virdrun an der Santéskommissioun an hu gesinn, wéi schwiereg et ass, iwwer en Text ze schwätzen, deen ee selwer nach net am Detail konnt analyséieren. An ech hunn elo mat menger Fraktioun Récksprooch geholl a mir soen och: Besser e puer Stonne méi spéit, mat engem gudden Text, dee mer wierklech ...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Bravo!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... a Rou kënnen analyséieren, zesumme beschwätzen nach eng Kéier, och wa mer laang opbleiwen. Dann hu mer muer net d'Onsécherheet, e Gesetz a Kraaft ze hunn, wat herno awer vläicht nach op deem engen oder anere Punkt d'Strooss net hält, well mer eis iwwerschloen hu fir ze schaffen. An ech mengen, dat ass de richtege Wee. Sou schléissen ech mech dann dem Georges Engel un.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. An dann hat den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jiddwereen, deen an der Santéskommissioun an deene leschten Deeg war, weess, ënner wat fir enge Konditiounen dass mer hei geschafft hunn. Mir hunn den Avis vum Conseil d'État ënnert d'Lupp geholl. An ech hunn nach ni en Avis vum Conseil d'État gesinn, wou de Conseil d'État, fir drop hinzeweisen, ënner wat fir enge Konditiounen e geschafft huet, net nëmmen den Dag, mee och d'Stonn an d'Minutt erausgestrach huet, wéini dass en déi Texter krut. De Conseil d'État huet also grad wéi mir ënner extreeme Konditioune geschafft, well mer eis der Urgence vun deem heite Projet bewosst sinn.

Nach - nach! - wëll ech als Rapporter drop insistéieren, dass et eng Urgence gëtt, wat de Kampf géint de Virus ugeet, an dass et eng Flicht gëtt fir eis Chamber, eng gutt legislativ Aarbecht ze maachen. An als Rapporter wäert ech net Rapport maachen zu engem Projet, vun deem ech net signaliséiert kritt hu vun deene Leit, déi elo dru schaffen, dass déi Aarbecht d'Strooss hält, dass déi einwandfrei ass, dass do keng falsch Referenzen dra sinn an dass déi Ännerungen - an dat ass eng ganz Kuelebootsch voll vun Ännerungen, déi mer opgrond vum Avis vum Conseil d'État musse maachen -, dass dat klappt!

Ech hunn hei déi verschidde Wuertmeldungen héieren. Mir hunn elo den Ordre du jour schonn ëmgedréit. A mir wäerten an där nächster Stonn gesot kréien, ob dat ënner gudde Konditiounen ze maachen ass, dass mer e Rapport kréien. Wa mir déi Meldung net kréien, déi vun eise Leit kënnt, net vu mir, net vun engem Politiker, och net vun engem Rapporter, da wär ech der Meenung, qu'il est urgent de nous donner un peu de temps, fir eng gutt legislativ Aarbecht ze maachen. Also d'Konditioun ass, dass mer an enger anstänneger Zäit gesot kréien: „Dat doten ass méiglech", fir dass mer de Rapport nach liese kënnen. Soss, mengen ech, ass déi Propos, fir op mar de Moien auszewäichen, eng ganz räsonabel, dat ëmsou méi, Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer doduerch héchstens - héchstens - sechs Stonne verléieren.

Une voix.- Genau!

Une autre voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Héchstens sechs Stonne verléieren! Also, fir mech ass d'Fro net: Musse mer oder musse mer net? Mee d'Fro ass: Kënne mer ënner gudden Ëmstänn eng gutt legislativ Aarbecht maachen? An do sinn déi Leit, déi dru schaffen, eis Ratgeber. An deem Rot solle mer follegen!

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Den Här Claude Wiseler, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll just soen, mir hunn als Oppositioun hei matgeschafft, déi ganzen Zäit matgeschafft, well mer wëssen, wéi urgent deen Text hei ass a wéi urgent mer deen Text hei am Land brauchen. Dat ass déi eng Saach.

Mee op där anerer Säit soen ech mer awer och, datt ech als Deputéierte gär sécherstellen, datt mer en Text, deen awer weesentlech Fräiheeten hei a Fro stellt, ewechhëlt, op jidde Fall limitéiert fir eng Zäit, datt mer dee richteg maachen. Ech vertrauen all deene Leit, déi elo amgaang sinn, an der Chamber hei ze schaffen. Ech vertrauen e wierklech! Mee ech soen lech awer och: Als Deputéierten hätt ech gär d'Chance, fir den Avis vum Conseil d'État nach eng Kéier a Rou ze liesen. Well deen hu mer innerhalb vun zéng Minutte virun der Santéskommissioun kënne liesen an hunn du probéiert, esou schnell wéi méiglech do eisen Avis driwwer ze maachen. An ech géif mer gär fir dem Här Di Bartolomeo säi Rapport, dee mer dann an enger oder zwou Stonne kréien, awer och Zäit huelen, fir deen a Rou ze liesen.

Ech weess net, wéi Dir et maacht, Dir sidd bestëmmt besser wéi ech, mee ech bréngen et net fäerdeg, an enger hallwer Stonn esou zwëschenduerch dobausse beim Bar e Rapport vun esou vill Säiten a Rou ze liesen an dann och nach ze checken, datt dee ganzen Text, iwwert deen ech stëmmen, richteg ass. Et deet mer leed, ech bréngen dat net fäerdeg! Ech hätt gär ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Do hunn ech als Eenzegen en Avantage; ech hunn e gemaach.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo! Dat ass zwar net falsch. Mee ech hunn en net gemaach, dofir géif ech e gär a Rou liesen. An dofir géif ech och gär déi Texter matenee vergläichen. An ech gesi mech net an der Méiglechkeet, dat haut de Mëtten ze maachen. Dofir bieden ech wierklech d'Majoritéit, eis hei d'Chance ze ginn, fir eng legislativ Aarbecht op esou engem weesentlechen Text uerdentlech a korrekt ze maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Den Här Kartheiser freet nach eemol d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen lech Merci. Ech soen och alle Kolleege Merci, déi d'Wuert gefrot hunn. Ech wëll hei am Numm vun der ADR eng Ännerung vum Ordre du jour beantragen an och de Vott froen, fir datt mer de Projet de loi 7683 an enger ëffentlecher Sëtzung muer de Moien traitéieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Ech wollt eng Kéier zréckkommen op d'Propositioun vum Här Di Bartolomeo, deen ...

(Interruptions)

Den Här Gilles Baum huet d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech widderhuelen, wat ech am Ufank gesot hunn: Mir sinn an enger extreemer Situatioun. Ech verstinn awer, wann de Claude Wiseler hei uewe steet oder och d'Madamm Hansen, dass se soen: „Mir mussen eis awer Zäit huelen, fir dat do ze maachen." Ech muss lech elo soen: Ech hätt elo kënnen d'Sëtzung véier Stonnen ënnerbriechen oder den Owend maachen, dann hätt een Zäit gehat. Ech verstinn awer, wa gesot gëtt: „Ech brauch och nach vläicht mar de Moien, fir mech wierklech dranzeknéien, fir wierklech ze kucken, ob déi Punkten, déi an der Santéskommissioun nach net honnertprozenteg waren, verbessert gi sinn, ob mer wierklech e gudden Text hunn an net", wéi den Här Wiseler hei uewe scho mol gesot huet, „e schluddregen Text."

Ech mengen, et soll eis alleguerten dru geleeë sinn, dann en Text ze hunn, wou sou vill Leit wéi méiglech heibanne kënnen derhannentstoen. An da solle mer och elo vläicht keng Kampfofstëmmung maachen, ob mer dat elo haut maachen oder ob mer eis Zäit huelen, fir et mar de Mëtten ze maachen. Dofir géif ech lech dann am Numm vun der Demokratescher Partei soen, dass mer dermat averstane sinn, fir et da mar de Mëtten ze maachen.

(Interruptions et brouhaha)

Oder mar de Moien. Mar de Moien oder mar de Mëtten. Wann Der mar de Moien nach wëllt ...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Mir kënnen ... Mir maachen eng Santéskommissiounssëtzung.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Okay!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Okay, merci villmools, Här Baum. Ech wëll dann d'Chamber froen, ob se d'accord ass, fir de Projet de loi 7683 vum Ordre du jour erofzehuelen an dann eng nei Sitzung fir mar de Moien eventuell oder mar de Mëtten, wéi dann eeben d'Gegeebenheeten et wäerten erginn, ze fixéieren an dann awer ze kucken, datt mer am Interêt vu Land a Leit esou séier wéi méiglech déi Ziler, déi mer wëlle mat deem Gesetz erreechen, kënnen erreechen.

Den Här Di Bartolomeo, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President. Merci och de Kolleegen a Kolleeginnen alleguer. Ech géif dann och proposéieren, dass mer déi Kommissiounssëtzung vun der Santé mar de Moie per Visiokonferenz um 8.00 Auer maachen. Dann huet jiddwereen Zäit, fir a Rou déi Texter iwwert den Owend ze kucken, an dann, mengen ech, si mer safe.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- An da komme mer heihinner ...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo, mir kënnen ... Nee, mir kënnen ... Mir kënne se och hei maachen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Di Bartolomeo.

Vote sur la modification de l'ordre du jour

Da froen ech d'Chamber nach eng Kéier, ob se d'accord ass mat dëser Ofännerung vum Ordre du jour, fir de Projet de loi 7683 vum Ordre du jour ze huelen.

Wien d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

7685 - Proposition de loi du 21 octobre 2020 modifiant la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et supprimant la limite du nombre maximal de lits pouvant être autorisés au niveau national

7686 - Gesetzesvirschlag Ännerung vum Art. 271 vum Code de la sécurité sociale

7687 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Déclarations de recevabilité

An hirer Reunioun vum 27. Oktober 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vu véier Propositions de loi, déi den 21. Oktober 2020 deponéiert goufen, ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7684 iwwert de Wunnengsloyer, déi vun den Häre Marc Baum an David Wagner deponéiert gouf, d'Proposition de loi 7685, eng Ofännerung vum sougenannte Spidolsplang, déi vum Här Jeff Engelen deponéiert gouf, de Gesetzesvirschlag 7686, eng Ännerung vum Artikel 271 vum Code de la sécurité sociale, dee vum Här Fernand Kartheiser deponéiert gouf, a schliisslech d'Proposition de loi 7687, en Ännerungsvirschlag zum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot vum 16. Juni 2017, déi vum Här Léon Gloden deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, dës véier Proposition-de-loien als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Octroi d'un titre honorifique à M. Gast Gibéryen et à M. Marco Schank

A senger Reunioun vum 16. Oktober 2020 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 193 an 195 vum Chambersreglement virgeschloen, de fréieren Deputéierte Gast Gibéryen a Marco Schank den Éierentitel vun hirer Funktioun zouzeerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Deenen neien Éierendeputéierten eis Felicitatiounen!

7. 7689 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 211-12 du Code du travail

Mir fänken dann den Ordre du jour vun haut de Mëtteg u mam Projet de loi 7689, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Et handelt sech hei ëm de Projet de loi 7689, deen de Code du travail op verschiddene Punkten ëmännert. An et handelt sech hei och ëm e Projet, deen nach waarm ass. Hei ass de Rapport.

(M. Georges Engel montre un document.)

Deen hutt Der och nach net laang. Deen ass awer an der Kommissioun en tous détails diskutéiert ginn an esou ginn ech emol dovun aus, dass mer deen dann och hei kënne stëmmen. Well et gëtt och heizou eppes ze soen. Dat ass awer eng Ännerung vum Code du travail, déi substanziell ass, déi eppes ka bewierken an déi een och net einfach esou mécht.

Déi exponentiell Erhéijung vun der Unzuel vun deenen neien Infektioune mam Covid, déi bréngt et mat sech, datt een nämlech aussergewéinlech Moossname muss huelen. An d'Regierung huet wichteg Entscheedungen a verschiddene Beräicher missen huelen, an dëst och am Beräich vum Aarbechtsrecht. Dat sinn ni einfach Decisiounen, déi och vill kommentéiert ginn, déi awer onbedéngt noutwendeg sinn.

De Gesetzesprojet mat der Nummer 7689 betrëfft eng zäitlech begrenzten Ofännerung vun deem Aarbechtsrecht. Heimat gëtt u sech eng preventiv Moossnam geholl, fir de gudde Fonctionnement vu verschiddenen essenziellen an onverzichtbare Beräicher ze garantéieren. De Gesetzesprojet, deen erméiglecht nämlech eng limitéiert Hausse, an zwar bis den 31. Dezember vun dësem Joer, vun der Aarbechtszäit fir verschidde Secteuren, an dëst op zwielef Stonnen den Dag respektiv maximal 60 Stonnen d'Woch.

Hei gëllt et ze ënnersträichen, dass dëst net fir alleguer d'Secteuren ass. Dat gëllt just fir ganz spezifesch Secteuren, an dat an éischter Linn fir de Gesondheetssecteur, fir den Hëllefs- a Fleegesecteur inklusiv Spidolsaktivitéiten an déi medezinnesch Analyselaboratoirë souwéi och d'Iwwernuechtungsariichtunge fir Mannerjäreger, déi an enger Mesure dohinner gesat goufen. An et gëllt zum Beispill net - wou och scho grouss Opreegung war - fir aner Betreiungsstrukturen, wéi Maison-relaisen; fir déi gëllt et dann och net.

Et gëllt hei, déi Secteuren um Liewen ze halen, well dat sinn essenziell Secteure fir eis alleguerten. An et trëfft hoffentlech keen! Hoffentlech musse mer déi Mesuren hei net en place setzen, dass se mussen direkt ëmgesat ginn. Mee si mussen en place gesat ginn, fir datt mer kënnen, wa mer se missten aktivéieren, fir datt mer dann och d'gesetzlech Méiglechkeeten hunn.

De Repos journalier an hebdomadaire, deen ass heimadder och net ausser Kraaft gesat. Och dat muss ee soen. Zousätzlech gëllt et och ze bemierken, datt dëst och just mat enger spezieller Autorisatioun vum Aarbechtsminister méiglech ass. Eng Demande muss do gemaach ginn, wou dann och den Accord vum Aarbechtsministère muss virleien. Esou kann den Aarbechtsministère dann och kucken, wien datt déi kritt an ob hei kee Mëssbrauch gemaach gëtt.

Eng änlech Moossnam ass och wärend dem État de crise iwwer Règlement grand-ducal geholl ginn. A wéi eis den Avant-projet de loi de Méinden an der Aarbechtskommissioun virgestallt ginn ass, du gouf och vum Aarbechtsminister bestätegt, datt deemools d'Zuel vun den accordéierten Demandë ganz iwwersiichtlech war. An d'Deputéiert hunn oder kréien an den nächsten Deeg och déi Lëscht geschéckt vun deenen, déi dat ugefrot hunn an och accordéiert kruten. An do gesitt Der drop, dass et haaptsächlech och deen heite Secteur ass, deen et betrëfft, niewent nach zwou, ech mengen, et waren zwou Sécherheetsfirmaen, déi och dat gefrot hunn, well se och essenziell Saachen hu missen du bewaachen.

Wéinst dem Zäitdrock, dee mer alleguerten elo hunn, a wou mer och gesinn, dass et wierklech derwäert ass, fir dat do séier ze maachen, sinn natierlech d'Avise vun de Chambres professionnelles net erakomm. Dat ass natierlech ze verstoen. De Staatsrot huet en Avis ginn, e favorabelen Avis, mat e puer Ännerungen, haut de Mëtteg och. En ass op e puer Punkten agaangen, wat mer konnten an der Kommissioun iwwerhuelen. Aneres hu mer net iwwerholl. Et sinn och eng Rei Froe gestallt ginn, déi zum Deel och an der Kommissioun konnten direkt beäntwert ginn.

Mir sinn eis bewosst - an dat misst och jiddwereen heibanne sinn an dat ass och jiddwereen heibannen -, dass dës Kris net eriwwer ass. A mir hunn am Moment och keng Garantie, wéi et weidergeet. An duerfir sinn och aussergewéinlech Mesuren erfuerdert.

Mir wëllen och net, datt d'Aarbechtsbelaaschtung negativ Konsequenzen op d'Leit kritt. An duerfir ass et eis och wichteg, datt dëst Gesetz u sech eng preventiv Moossnam ass, déi dann och zäitlech limitéiert ass an déi och just do agesat ka ginn, wou déi onverzichtbar Beräicher musse fonctionéieren. Hei gëtt et dann eeben och d'Kontroll vum Aarbechtsminister, deen da kuckt, ob dat alles rechtens ass. An dofir ënnerstëtze mer natierlech och déi Moossnam.

Et trëfft leider oft déi, deene mer oft owes um 8.00 Auer Merci gesot hunn, andeems mer eis virun d'Dier gestallt hunn a geklappt hunn. An ech hoffen net, datt op dëst Gesetz muss eng Kéier zréckgegraff ginn. Mee wann et drëms geet, fir déi essenziell Beräicher ze schützen a funktionéieren ze dinn, mussen och aussergewéinlech Moossname geholl ginn. Dat hei ass eng dovunner.

An ech soe jiddwerengem e grousse Merci, dee gehollef huet, dëse Projet hei op d'Schinn ze setzen, well och hei ass mat ganz héijem Drock geschafft ginn. Et ass ganz séier geschafft ginn: De Méinden ass de Projet virgestallt ginn an haut gëtt en an dëser Chamber gestëmmt. Och do gesäit een awer, datt dëst Parlament ganz séier ka reagéieren, wann et muss sinn. An duerfir och jiddwerengem merci, dee konstruktiv hei matgeschafft huet!

Ech ginn domadder och den Accord vun der LSAP. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter, dem honorabelen Här Georges Engel. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech natierlech dem Rapporter Merci soe fir säi schrëftlechen an och mëndleche Rapport. An en huet Recht: Och dëse Rapport ass ënner engem bestëmmten Drock geschriwwe ginn.

Schonn am État de crise hat d'Regierung eng éischte Kéier decidéiert, déi allgemeng gëlteg maximal Aarbechtszäitreegele vun 10 Stonnen den Dag an 48 Stonnen d'Woch op 12 respektiv 60 Stonnen an d'Luucht ze setzen. Haut proposéiert d'Regierung op en Neits, Ausnamereegelungen an deem Beräich anzeféieren.

Jo, mir befannen eis momentan nach ëmmer an enger sanitärer Kris, do ass keen Zweifel. D'Zuele schwätzen do eng ganz däitlech Sprooch. Dir Dammen an Dir Hären, et ass also vun enormer Wichtegkeet, d'Leit selon les règles de l'art ze betreien, déi vum Virus befall sinn. An duerfir brauche mer ganz kloer dat néidegt Personal.

Mir verstinn duerfir och d'Zilsetzung vun der Regierung. Et ass och eist Uleies, all de Patienten déi beschtméiglech Prise en charge ze garantéieren. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. An duerfir ass et wéineg hëllefräich, déi schonn ugespaanten Aarbechtsbedéngungen am Gesondheets- a Fleegesecteur nach ze verschlechteren. Mir wëssen, dass Leit aus dësen zwee Secteure spéitstens säit dem 16. Mäerz an extreemer Alarmbereetschaft sinn.

Mat dem Regierungsprojet treffe mer also genau déi Leit, déi schonn déi ganz Zäit u viischter Front - ganz kloer u viischter Front - dem Virus d'Stier bidden, an dat mat engem enormen Engagement. Et sinn déi Leit, déi net nëmmen d'Infektiounszuele liesen, nee, et sinn déi Leit, déi ganz konkreet se Dag fir Dag erliewen. Et sinn déi Leit, déi hire Congé an och de Repos zu groussen Deeler gestrach kruten, pour raisons de service, am Déngscht vun der Allgemengheet. Et sinn déi Leit, déi riskéieren, an dëser permanenter Surcharge, ënnert dësem permanenten Drock e Feeler ze maachen an haftbar gemaach ze ginn. An onofhängeg vum Ausgang vun der Saach, ob dann e Geriicht verurteelt oder net, droe si ganz aleng dës moralesch Bürd, déi och keen hinne kann ewechhuelen.

Et sinn och déi Leit, déi och aus Grënn vun Erschëpfung ëmfale wéi d'Mécken, wann een effektiv rezent Noriichte gelauschtert huet. Wat dës Leit leeschten, ass enorm, dat wësse mer alleguerten, an dat ënner schwieregste Bedéngungen, mental wéi och physesch!

Jo, dat verdéngt Unerkennung. Mir alleguerte sinn hinne schëlleg, eis esou ze verhalen, dass sech de Virus net nach weider onkontrolléiert verspreet. Mir sollen also responsabel handelen an hinnen ee groussen, grousse Merci soen!

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen Text ass awer kee Merci. Mir brumme genau deene Leit, déi an de leschte Wochen a Méint Aussergewéinleches geleescht hunn, nei maximal Aarbechtsstonnen op. Jo, dat kënne mir als CSV net matdroen. Fir eis sollten alternativ Weeër prioritär an d'A gefaasst ginn. Et gëtt jo Stëmmen, déi sech staarkmaachen, fir d'Réserve sanitaire ze mobiliséieren. Jo, dat kéint eventuell eng Pist sinn.

Mir stellen awer och fest, dass et eng ganz Rëtsch Leit am Gesondheets- a Fleegesecteur gëtt, jo, déi momentan keng ganz Tâche ausüben. Et sollt een dës Leit schnellstméiglech kontaktéiere fir ze kucken, ob se net bereet wieren, iwwergangsméisseg hiren Aarbechtspensum eropzesetzen. An dat géif natierlech, jo, och derzou féieren, datt eng Rei zousätzlech Stonne kéinte prestéiert ginn. Dëst soll natierlech op fräiwëlleger Basis geschéien.

Weider sollt ee Schüler aus dem Gesondheetssecteur, zum Beispill aus dem BTS Allgemeng Fleeg, mobiliséieren. Eisen Informatiounen no wieren dat ronn 50 Leit. Och esou kéint ee weider Ressourcë fräimaachen am Kampf géint de Virus.

Et gëtt och nach aner Pisten, wéi zum Beispill d'Fleegepersonal vu sengen administrativen Aufgaben zum Deel fräizemaachen. Och hei wieren eng ganz Rei Stonne méi disponibel, fir direkt un der Front matzehëllefen, d'Leit ze fleegen.

En Unhiewe vun der maximaler Aarbechtsdauer dierft deemno absolutt eréischt a leschter Instanz, och virum Hannergrond ganz einfach vun enger enormer Belaaschtung an de leschte Méint, a Fro kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gewerkschafte soen et scho ganz laang, an och mir net manner haart: „Dës Kris däerf net um Bockel vum Gesondheetspersonal ausgedroe ginn! Seng mental a physesch Gesondheet muss geschützt ginn!" Déi virleiend Ausnamereegelunge widderspriechen an eisen Ae fundamentalen aarbechtsrechtleche Prinzippien. Op deem Punkt deele mir iwwregens och d'Meenung vun de Jonk Sozialisten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Mir sinn der Meenung, dass d'Demanden, fir kënnen op zwielef Stonne respektiv 60 Stonnen eropzegoen, strikt encadréiert musse sinn. An dat huet näischt mat Paragrafereiderei ze dinn. Et geet ëm d'Wuel vum medezinnesche Personal, am Sënn vun enger beschtméiglecher Prise en charge vum Patient.

An op deem Plang ass de virleienden Text net zefriddestellend. De Minister, entschëllegt fir dat ze soen, mee de Minister verkënnt, wéi de Staatsrot et tëschent den Zeilen ausdréckt, zu enger einfacher Boîte aux lettres. Hien dierf de Bien-fondé vun den Demanden net appreciéieren. An an deem Sënn versti mer och ganz kloer d'Bedenke vun de Gewerkschaften.

Et ass fir eis och net nozevollzéien, firwat déi ministeriell Autorisatioun, wa se dann ausgestallt gëtt, mir näischt dir näischt bis den 31. Dezember 2020 Gëltegkeet soll hunn. Op där enger Säit stëmme mer en neit Covidgesetz mat neie Restriktiounen, jo, déi eng Dauer vun engem Mount hunn, an der Hoffnung, datt doduerch d'Verbreedung vum Virus wäert kënnen agedämmt gi sinn. Op där anerer Säit soll déi ministeriell Geneemegung awer an dësem Fall am Sënn vun enger zousätzlecher Aar-

bechtsbelaaschtung vum Personal einfach esou eng Gëltegkeet vun zwee Méint hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint elo nach mat enger ganzer Rei Argumenter virufueren, ech hunn dës Argumenter ... - mir haten an der Kommissioun eng kleng Diskussioun, déi awer ganz konstruktiv war, dat wëll ech hei betounen -, ech hunn awer nach versicht, dat e bëssen ze kierzen, well mer e Modell festgehalen hunn, deen de Modèle de base ass. Dass ech awer e puer Minutte méi kritt hunn, duerfir soen ech nach eng Kéier Merci.

Mee ech muss awer soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus all deene Grënn, déi ech elo opgezielt hunn, an och wa mer d'Zilsetzung, ech wëll dat nach eng Kéier soen, vun der Regierung deelen, kënne mer dësen Text ënnert de gegeebenen Ëmstänn net mat engem positive Vott begleeden. Mir wäerten eis also enthalen.

Ech wëll duerfir mäi Speech hei, meng Interventioun och mat engem Saz vun de Jonk Sozialisten schléissen, ...

(Brouhaha)

... déi esou ganz léif soen: „Och Helde brauchen emol eng Paus."

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff ageschriwwen. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Ufank e grousse Merci un de Georges Engel fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport an och un all d'Beamten aus der Chamber an och aus der Regierung, déi un deem Rapport an och um Text matgeschafft hunn.

Déi zweet Well vun der Pandemie ass do. Dat weisen d'Infektiounszuelen an d'Analysen aus de Kläranlagen eendeiteg. D'Situatioun an eise Spideeler ass awer nach relativ stabel. Et stinn nach genuch Better a Beootmungsgeräter zur Verfügung. Mee ëmmer méi eeler a vulnerabel Leit infizéiere sech erëm mam Virus. Dat kéint eise Gesondheetssystem ganz séier u seng Limitte bréngen.

Do derbäi kënnt, datt et och beim Gesondheetspersonal zu ëmmer méi positive Fäll kënnt. An all Dokter, Infirmier oder Fleeger, deen an Isolatioun oder Quarantän gesat gëtt, feelt natierlech um Terrain. Mir befannen eis an enger absolutter Ausnamesituatioun, déi duerch de Personalmangel am Gesondheetssecteur an d'Ofhängegkeet vum Ausland nach verstäerkt gëtt.

Trotzdeem mussen d'Gesondheetsversuergung vun der Bevëlkerung an eis Testcapacitéiten an dëser sanitärer Kris ënner allen Ëmstänn séchergestallt bleiwen. An dëst Gesetz erfëllt genee deen Zweck. Bis Enn des Joers soll et méiglech sinn, datt d'Gesondheets- an d'Fleegepersonal souwéi d'Personal an de Laboratoires médicaux an an de Jugend- a Kannerheemer bis zu maximal zwielef Stonnen den Dag oder maximal 60 Stonnen an der Woch schaffe kënnen.

Et ass aktuell nach net virauszegesinn, wéi staark d'Infektiounszuelen an den nächste Wochen an Deeg klamme wäerten an ob et zu enger Iwwerlaaschtung vun eise Gesondheets- a Fleegestrukture komme kéint. Dowéinst musse mir mat dëser aussergewéinlecher Mesure fir den Eeschtfall virsuergen.

Här President, ech wëll betounen, datt d'DP hannert de regulären Aarbechtszäitlimitte steet. Wéi bei villen anere Mesuren, déi am Verlaf vun dëser sanitärer Kris getraff goufen, hätte mir dës Mesure net a Betruecht gezunn, wa mir net der Iwwerzeegung wären, datt se ënnert dësen Ëmstänn eng Noutwendegkeet ass, fir op de schlëmmste Fall virbereet ze sinn.

Mir sinn eis och bewosst, datt mir vum Gesondheets- a Fleegepersonal vill verlaangen. A mir kënnen net oft genuch Merci soen, och well schonn déi lescht Wochen a Méint vill Energie kascht hunn: Merci fir Ären onermiddlechen Asaz un éischter Front!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pim Knaff *(DP)*.- E Merci eleng geet natierlech net duer. Mir mussen dës sanitär Kris notzen, fir Schwächten ze erkennen, aus Feeler ze léieren an eis esou besser op d'Zukunft virzebereeden. Dozou gehéiert och, d'Gesondheetsberuffer méi ze valoriséieren an d'Aarbechtskonditioune méi attraktiv ze maachen. Well wann dës Kris eis eppes kloergemaach huet, dann datt eis Helden a systeemrelevante Beruffer schaffen an eis dagdeeglech begéinen.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Knaff. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue agedroen. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President. „Helde brauche Paus", seet den Aly Kaes, wann en dann d'sozialistesch Jugend zitéiert. Ech mengen, Dir kritt den Éierentitel bei de Jusoen. Mee de Virus gëtt keng Paus fir de Moment an dat ass leider de Problem. An déi Moossnamen am neie Covidgesetz, dat mer da mar de Moie jo wäerte stëmmen, versichen derzou bäizedroen, dass et endlech Paus ka ginn.

Zu deem Gesetzesprojet, dee mer an der Mëttesstonn ugeholl hunn (veuillez lire: zu deem mer an der Mëttesstonn de Rapport ugeholl hunn), ginn ech am Numm vun der grénger Fraktioun elo schonn den Accord. Dëse Gesetzesprojet ass däitlech méi kuerz wéi deen aus der Santéskommissioun a war am Fong och an där kuerzer Zäit éischter iwwert d'Bün ze bréngen. Mir hu schnell gehandelt, mat der Hëllef vum Staatsrot, a mir konnten e korrekt duerchhuelen. Et ass net ideal. A wa mer en nach eng Kéier sollte verlängere missen, da sollte mer vläicht éischter drun denken, fir a Rou kënnen eis gesetzgeeberesch Aarbecht ze maachen. De Kader ass nämlech begrenzt bis den 31. Dezember. Ech fäerten, éierlech gesot, um Dag vun haut, dass dat net duergeet.

Mir schafen eis elo Loft, fir dass mer flexibel sinn. Et ass eng Ausnamegeneemegung, an déi soll zäitlech ganz kloer begrenzt ginn. Et ass, wéi de Rapporter Georges Engel, deem ech Merci soe fir säi gudde Rapport, et gesot huet, preventiv an a Previsioun vun deem, wat elo ass a wat nach an deenen nächste Woche kann op eis duerkommen.

Et ass scho gesot gi vun de Virriedner, et geet hei ëm de Risiko vun enger Penurie, déi zum Deel do ass, an net well Dir a mir an d'Leit dobausse méi krank ginn, mee well déi, déi betraff sinn, am Gesondheetssecteur an am Secteur vun de Mesures d'hébergement fir eis Kanner, selwer krank ginn an net méi à même sinn, esou ze schaffen, wéi se missten, an domadder déi krank Leit an déi Schutzbedierfteg net kéinten entouréiert ginn.

Et ass e Gesetz, wat e Kader gëtt, eng Flexibilitéit tëscht Patronen a Salariéen, fir beschtméiglech Aarbechtspläng kënnen ze maachen. Dat ass den Haaptsënn. Et ass, wéi gesot, schonn ausgeweit ginn op sämtlech Gesondheetsberuffer, op déi, déi annex oder konnex sinn, an op déi, déi an den Hebergementsstrukture schaffen.

Ech soen asoufern all de Leit, déi betraff sinn, elo scho Merci fir hiren Asaz, hoffend dass et net esou vill zum Droe kënnt. Wéi gesot, de Gesetzesprojet gëtt e Kader, an ech hoffen, dass en esou mann wéi méiglech muss genotzt ginn. Mee fir dass en esou mann wéi méiglech muss genotzt ginn, hänkt et un eis all, un eis all de Bierger, ob mer d'Moossnamen anhalen, fir dass eis Helden dann och net ëm hir Feierdeeg ... - wéi soll ech soen? -, dass se net an dee Stress komme vun Iwwermiddung, vun deem, wat den Aly Kaes gesot huet, vu Feeler maachen, och wann et dann op d'Käschte geet, dass mer Chrëschtdag mussen anescht gestalten, dass mer net kënnen op d'Chrëschtmäert goen. Dat ass de Präis. Mee nëmmen esou kënne mer déi Moossnamen, kënne mer dat Gesetz hei begleeden, fir dass d'Leit gutt dervukommen, déi um Terrain schaffen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn am Land an enger Ausnamesituatioun. Dat brauche mer kengem ze soen, dat weess all Mënsch. An et geet drëm, fir liewenswichteg Secteuren um Liewen ze halen. Dat ass da fir d'Spideeler an d'Maisons de soins, d'Kannerheemer a sou weider, wou mer haut dann an dëser Ausnamesituatioun e rechtleche Kader schafen, fir datt déi Leit dat kënne maachen, wat muss sinn, wann et bis dohinner esou schlëmm sollt kommen.

Si kënnen dann (veuillez lire: Do kann dann d'Aarbechtszäit) ausgedeent ginn op zwielef Stonnen den Dag an op 60 Stonnen d'Woch. Ech mengen, ech selwer hunn och e puer Wochen esou geschafft. Dat ass net grad angeneem. Mee ech mengen, wann et muss sinn, da muss et sinn, a mir schafen hei e rechtleche Kader. Mee domadder kënne mer och liewen a mir sinn domat averstanen. Mee et gëtt ëmmer esou vill vu Merci geschwat fir dat Personal, ech hätt och gär emol eng Kéier, datt mer eis Gedanke maachen, wat mer als Merci kënnen deene Leit ginn. Vun engem Merci kann ee sech bekanntlech dobaussen net allze vill kafen.

M. André Bauler *(DP)*.- Et deet awer heiansdo gutt.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Ech hunn awer elo nach eng Fro. Ech mengen, mir hunn och eng Réserve sanitaire gehat an der Krisesituatioun am État de crise. An do goufen dann 33 „Haiser", wann ech dat esou däerf soen, déi Ausnamen do geneemegt. Ech weess net, ob den Här Minister dat elo ka soen oder maachen, matdeelen, mee et wär awer gutt, wann d'Chamber iergendwéi matgedeelt géif kréien, wéi dat sech ausgeaart huet, no Iwwerstonnen an hei an do. Ech mengen, et wier awer emol interessant, och fir eis als Chamber, dat gewuer ze ginn.

An an deem Sënn do géif ech den Accord brénge vun eisem ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Deen Text, dee mer hei virleien hunn, bedeit eng Derogatioun, geduecht fir zwee Méint, zur Aarbechtszäitreegelung, also zu engem vun deene Kärberäicher vum Aarbechtsrecht, fir ee vun deenen essentielle Secteuren - an ech mengen, mir sinn alleguer elo erëm an enger Situatioun, wou mer musse soen, vläicht vun deem essentielste vun de Secteuren -, wou déi Leit, déi an de Méint Mäerz, Abrëll, Mee schonn hu misse Gigantesches leeschten, net op d'Auer gekuckt hunn, bis zur Ermiddung geschafft hunn. A wéi fir anerer de Schluss vum Confinement ugaangen ass, hunn déi Leit ugefaangen, all déi reportéiert Aarbechten am Gesondheetsberäich, déi reportéiert Operatiounen an Ugréff ze huelen. Dat heescht, si haten net Zäit, sech grouss ze erhuelen.

An elo, elo si mer erëm an enger Situatioun vun enger sanitärer Kris. A si besteet eeben net nëmmen doranner, datt d'Zuel vun den Neiinfizéierten ëmmer weider an d'Luucht geet, déi sanitär Kris besteet och doranner, datt ëmmer méi Leit vun deem Gesondheets- a Fleegepersonal sech selwer infizéiert hunn, selwer positiv sinn, doduerjer ausfalen an datt och immens vill Leit an der Quarantän sinn. Dat ass en duebelen Drock, deen op dem Gesondheetssystem laascht.

Duerfir, mengen ech och, ass d'Motivatioun do, fir dëst Gesetz elo ze maachen. Dat ass novollzéibar aus enger objektiver sanitärer Situatioun eraus. Mee et stellt eis awer viru vill Froen. Éischtens: Et ass esou dacks hei gesot ginn, datt een de Leit Merci misst soen. Duerfir sinn ech dann awer erstaunt, wann ech héieren, datt déi Leit respektiv hir Vertrieder, d'Gewerkschaften, mat deem heiten Text virun e Fait accompli gesat gi sinn, datt net mat hinne geschwat ginn ass. Et hätt net misse Merci gesot ginn, mee awer vläicht am Virfeld wierklech mat hinnen doriwwer diskutéiert ginn, datt si och hiren Apport hätten dozou kënne ginn.

Da stellt sech fir mech awer och d'Fro: Firwat ass et dat esou, datt grad an de Spideeler den Ausfall vu Leit esou héich ass? Wann ech d'Zuele kucke vum Personal, wat am CHL, am Robert Schuman an am CHEM positiv ass, da kann een, mengen ech, net méi erzielen, datt et an de Spideeler kee Cluster gëtt! Mee dann hu mer Problemer am Zougang dozou, wat och en Deel vum sanitäre Volet ass, wourop mer keng Léisung hunn am Moment; op jidde Fall hunn ech keng héieren. Dat misst een awer zumindest och a Betruecht zéien.

An et misst een, wéi och aner Kolleegen dat schonn hei gemaach hunn, och weidergoend d'Fro stellen: Wéi gesäit et dann am Moment wierklech aus mat der Réserve sanitaire? Ech sinn nach gëschter oder virgëschter kontaktéiert gi vun enger Persoun, déi an där Réserve sanitaire ass an déi mir gesot huet: „Mee zënterdeem sinn ech elo näischt méi gewuer ginn. De Kontakt zur Santé ass komplett ofgebrach. Ech ginn anscheinend net gebraucht. Ech liesen awer Hiobsbotschaften aus de Spideeler. Et ass emol kee Message komm, datt een iergendwéi am Stand-by misst sinn, datt et eventuell elo dréngend géif ginn."

(Brouhaha)

Dat heescht, Alternativweeër schéngen awer net an deem Mooss an Usproch geholl ze ginn, wéi dat an eisen Aen op jidde Fall néideg wier.

Och ass do nach eng Fro - wou sech jo elo schéngt eppes ze beweegen -, nämlech d'Fro vum administrativen Opwand vum Fleegepersonal, wou d'Gewerkschafte schonn zënter Joren, fir net ze soe Jorzéngten drop opmierksam maachen, datt d'Fleegepersonal iwwerlaascht ass mat engem administrativen Opwand, a wou et dann elo dës Situatioun brauch, fir datt do endlech e bësse Beweegung erakënnt, fir datt déi Leit dat maachen, woufir se dee Beruff geléiert hunn: nämlech fir Leit ze hëllefen a Leit ze fleegen.

Den Här Knaff huet virdru ganz richteg gesot, datt mer musse kucken, wat dann d'Schwächten an d'Stäerkte si vun eisem Gesondheetssystem. An ech wëll awer och drun erënneren, datt mer virun dräi Méint hei an der Chamber eng Diskussioun haten, datt mer e Spezialrapport bräichten iwwert d'Gestioun vun der Kris. An natierlech, d'Gestioun vun der Kris bedeit natierlech och dee ganze sanitäre Volet. Deen ass leider ofgeleent ginn, wat ech nach ëmmer bedaueren! Well ech mengen, datt et jo net drëm gaange wier, sech selwer ze gäisselen oder iergendeen un de Pranger ze stellen, mee et wier drëm gaangen, wierklech objektiv ze kucken: Wou ass wierklech Nachholbedarf? Wou musse mer dréngend nobesseren, grad wann eng zweet Well, wann eng weider Pandemie erëm ëm sech schléit?

Duerfir, dat alles bedaueren ech! Ech verstinn d'Objektivitéit vun der Situatioun, datt elo Leit gebraucht ginn an datt elo d'Situatioun ass, datt et eventuell kann - potenziell, well et ass jo keen Automatismus, deen agefouert gëtt -, datt et ka potenziell néideg sinn, datt Leit musse méi laang schaffen. Dat gesinn ech an. Mee ech mengen awer, datt déi Kriticken, déi geäussert gi sinn, berechtegt sinn.

Also och mir als Lénk wäerten eis hei enthalen. Mir wëllen dat hei net verhënneren, mee mir hunn awer wierklech gréisser Bedenken, wat d'Demarche ugeet, notamment fir Leit, déi scho wierklech Iwwermënschleches geleescht hunn an deene leschte sechs Méint, elo schonn unzekënnegen, datt weiderhin hir ugespaanten Aarbechtssituatioun sech sécher net verbessere wäert.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Personal am Santéssecteur steet elo erëm virun haarde Wochen. A wann et da mat Wochen duergeet! Säitdeem d'Kris ugefaangen huet, sinn dës Leit konstant am Asaz, fir eise Gesondheetssystem um Lafen ze halen. Si haten zanter dem 29. Februar keng Paus, keng wierklech Summervakanz. De Moien nach, um Radio, huet een en Direkter vun engem Spidol héiere soen, datt sech bei senge Leit esou vill Congéen opgestaut hätten, datt en awer sou lues quasi forcéiert wär, se an de Congé ze schécken, fir datt se him net géifen ëmkippen. Dës Leit hunn Heroesches bis elo geleescht!

Mir Piraten verstinn, datt dëse Gesetzesprojet hei leider noutwendeg ass, fir datt eis Laboen, Altersheemer a Klinicke mat hirer Aarbecht nokommen. Wann een erëm muss fäerten, datt de System fréier oder spéider op e Kollaps zousteiert, geet et leider net anescht.

Duerch dës Mesuren, déi jo scho virun e puer Méint vun der Regierung ëmgesat goufen, kënnen eventuell Personalenkpäss deelweis - an ech betounen: deelweis! - ausgeglach ginn. Esou kann d'Personal verschidden Deeg méi Stonne schaffen, huet awer duerfir da méi laang Pausen. Falls d'Personal aus engem Altersheem zum Beispill wärend dëse verlängerte Pause géif ufänken, ënner Covid-19-Symptomer ze leiden, ass d'Chance méi geréng, datt se hir Kolleeginnen a Kolleegen op der Aarbecht ugestach hunn, well se ware jo schonn e puer Deeg doheem. Wann dëst Gesetz also richteg benotzt gëtt, kann et d'Santé publique souguer stäerken.

Duerch dës Mesurë bräicht een och manner oft e Wiessel op enger Statioun. D'Unzuel vun de Persounen, déi innerhalb vun enger Woch mat de Patienten oder Bewunner a Kontakt sinn, géif esou reduzéiert ginn. A perséinlech, muss ech éierlech soen, wéi den Här Minister eis sot, datt bis elo d'Personal an 33 Betriber vun dëser Mesure betraff war, huet mech dat awer iergendwou berouegt. Et war net déi Hellewull u Betriber, wéi een am Ufank hätt kënne fäerten.

Mir begréissen, datt d'Personaldelegatioune respektiv d'Gewerkschaften ëm en Avis musse gefrot ginn. An och d'Tatsaach, datt de Minister sech verflicht, all déi accordéiert Demanden an engem Regëster anzedroen, dee Woch fir Woch aktualiséiert gëtt, fënnt eis Zoustëmmung.

An deene leschte Wochen a Méint si jo och vill Stëmmen aus der Groussregioun ze héiere gewiescht, mir Lëtzebuerger hätten eis Nopeschlänner quasi eidelkaaft, hinne massiv Leit ewechrekrutéiert. An och de Moien um Radio war dat erëm e Message, dee kloer kommunizéiert gouf: „Ech däerf net méi." Oder besser gesot: „Ech krut staark un d'Häerz geluecht, net méi an d'Nopeschlänner rekrutéieren ze goen." Dat ass ze verstoen. Et ass ze verstoen, datt d'Nopeschlänner och an enger Krisesituatioun hir Leit brauchen. An datt, wann do op eemol all Lach hei zu Lëtzebuerg mat Leit vun enzwousch anescht gefëllt gëtt, dat forcement enzwousch anescht Lächer oprappt, soudatt mer deem Däiwelskrees net géifen entkommen.

An trotz all deene Rekrutementer, déi mer gemaach hunn, schéngt et personaltechnesch nach ëmmer net duerzegoen. Mir waren trotz dëse Rekrutementer net op déi jëtzeg Situatioun virbereet.

D'lescht Woch eleng huet de CHL gemellt, datt hinnen 90 Leit géife feelen. D'Hôpitaux Robert Schuman hu vu 60 Leit - Stand gëschter - geschwat, mat der Indikatioun, datt der haut warscheinlech erëm géifen derbäikommen.

(Discussion à l'arrière-plan)

Dat weist: Dëse Gesetzesprojet ass néideg!

Mee et muss een och ganz kloer soen, datt en den Aarbechtssecteur definitiv fir jonk Leit esou net méi attraktiv mécht.

(Discussion à l'arrière-plan)

Här Di Bartolomeo, ech géif de Mikro ausmaachen; dann héiere mir Äert Zwëschegespréich net.

Mir hunn elo scho Problemer, jonk Leit dervun ze iwwerzeegen, eng Karriär am Gesondheetssecteur unzegoen, an déi lescht Méint - an ech fäerten, leider och déi kommend - wäerten de Rekrutement an deem Secteur net méi einfach, mee éischter méi schwéier maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet ass eng provisoresch Plooschter. E verhënnert déi schlëmmst Bluddungen. Et ass Médecine d'urgence. Et ass eng kuerzfristeg Noutléisung, déi awer derzou féiere kéint, datt mer laangfristeg negativ Konsequenzen hunn, wat de Rekrutement an d'Ausbildung vum Santéssecteur betrëfft. Mir mussen also hei dréngend laangfristeg Léisunge fannen, well nëmmen esou kënne mer de Gesondheetssecteur op stabill Féiss setzen.

Dat gesot, stëmmen d'Piraten dëse Projet mat engem kräischenden A mat, well mer e brauchen, mee mir hoffen, datt mer de Gesondheetssecteur virun deem säit Joerzéngte schweelende Burnout kënne retten.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. An ech géif meng Ried och direkt ufänke mat weidere Mercien. Engersäits un de Staatsrot, deen hei ganz séier en Avis geschriwwen huet. A selbstverständlech och e Merci un alleguerten d'Kolleegen aus der Chamberskommissioun, déi an der Mëttesstonn getaagt hunn, fir dass mer dëse Projet hei esou séier op d'Dagesuerdnung konnte bréngen.

Här President, et gëtt Gesetzer, déi presentéiert ee mat grousser Freed. Et gëtt anerer, déi presentéiert een net esou gär. An et gëtt der, déi presentéiert ee mat Widderwëllen a souguer mat ganz schwéierem Häerz. Dat heiten ass eent dovunner, op dat mer, mengen ech, alleguerte ganz gäre verzicht hätten. Et ass e Gesetzesprojet - et ass elo grad gesot ginn -, deen aus der Nout eraus gebueren ass an deen och duerch d'Nout, an där mer sinn, net ze ëmgoe war.

Et ass e Gesetzesprojet, dee preventiv gestëmmt gëtt, fir Situatiounen ze vermeiden oder fir Situatiounen eventuell ze geréieren, an déi mer hoffentlech ni erakommen. Ech mengen, dat ass e gemeinsame Wonsch, deen ech aus alle Stellungnamen hei eraushéieren hunn. Et ass u sech de Prototyp vun enger Moossnam, déi een hëlt, fir Schlëmmeres ze vermeiden.

Mir kënnen awer net esou maachen, wéi wann et de Problem vun der Penurie vun de Fleegekräften net géif ginn, souwuel an de Spideeler wéi och an den Alters- a Fleegeheemer an och an de staatleche Kannerheemer. De Problem ass reell. En ass eeben net nëmme méi reng theoreetesch, mee e kéint ganz séier ganz direkt a ganz konkreet ginn. An et ass och kee Lëtzebuerger Phenomeen. Dat wësse mer alleguerten. Et ass en internationale Phenomeen, net nëmmen zu Lëtzebuerg an a sengen Nopeschlänner, mee ech géif soen a quasi ganz Europa. Jo, dat weist drop hin, dass dat, wat an deenen dote Beräicher geleescht gëtt, an der Gesellschaft net ëmmer déi Unerkennung fënnt, déi et u sech brauch. An et huet missen eng Kris kommen, fir dass mer eis alleguerte bewosst gi sinn, wéi ofhängeg mer och vun deene Leit sinn, déi an deenen dote Secteuren aktiv sinn.

Am Géigendeel zum Ufank vun der Kris, wou haaptsächlech drëms gekämpft ginn ass, fir genuch Better erbäizekréien, genuch Schutzmaterial, genuch Respiratoren, si mer elo éischter an enger Situatioun, wou mer a Rekordzäit, mengen ech, all déi Problemer do geléist hunn, an et fält eis ëmmer méi op, wéi ofhängeg mer wierklech si vun de Leit, déi an der Fleeg schaffen.

Dee Problem gëtt verschäerft, an dat wësse mer alleguerten, well déi Leit jo och keng Roboteren a keng Automate sinn. Och si kënne krank ginn, zouneemenden Absenteismus, deen och ze erklären ass duerch Iwwerlaaschtung, den Isolement, och d'Quarantän, déi déi Leit selwer musse matdroen. Et ass duerfir och, mengen ech, müüsseg, fir driwwer ze diskutéieren, ob mer op déi dote Situatioun virbereet waren. Nee! Mir waren, wéi alleguerten déi aner Länner ronderëm eis, wéi alleguerten déi aner Länner an Europa an alleguerten déi aner Länner op der Welt, op déi dote spezifesch Situatioun, esou wéi se sech elo presentéiert, net preparéiert. An dat soll een och hei net wëllen iergendengem virmaachen.

Mir probéieren, an enger Situatioun vun der Nout dat Bescht ze maachen. An ech mengen, et kann ee soen, dass eis dat, mat der Hëllef vun all deene Leit, vun deene mer virdru geschwat hunn, bis elo relativ gutt gelongen ass. Ech wëll mech duerfir deene Gedanken, déi vun alle Bänken elo ausgedréckt gi sinn, deene Gedanke vun Dankbarkeet a Respekt vis-à-vis vun deem Secteur hei uschléissen. Mir wëssen, wat mer un hinnen hunn.

A mir perséinlech ass et och ganz kloer: Et kann een eng Zitroun auspressen a se och nach eng Kéier auspressen an och nach eng drëtte Kéier auspressen, mee iergendwann kënnt de Moment, wou kee Jus méi do ass. A mir riskéieren natierlech, genau bei dëser Kategorie vu Leit hei scho bal op deem Punkt unzekommen! Och dat ass eis bewosst. An duerfir läit an där Situatioun, wa mer herno dat Gesetz gestëmmt kréien, eng grouss Verantwortung bei den Direktioune vun deenen eenzelnen Haiser, läit eng grouss Verantwortung bei de Responsabele vun de Ressource-humainë vun deenen Haiser, läit eng grouss Verantwortung bei de Chef-de-servicë vun deenen Haiser, fir ganz gutt opzepassen, wiem een et nach kann zoumudden, 12 Stonnen den Dag oder 60 Stonnen d'Woch ze schaffen, a wiem net.

Och ech als Minister kréien hei eng Verantwortung, op déi ech ganz gäre verzicht hätt. An ech engagéiere mech, mat dem nämmlechte Soin un déi dote Fro erunzegoen, wéi mer et och gemaach haten an där Phas vum État de crise.

Et ass virdru gesot ginn, et wären 33 Betriber gewiescht, déi eng Autorisatioun kritt hätten, et waren der u sech 32. Ech nennen awer och hei ganz bewosst gären eng Kéier d'Secteuren: Zwee aus dem Gardiennage, een aus der Gestion des déchets, nämlech de SIDOR, et war eng Entreprise aus der Loftfaart, dat war d'Cargolux, et waren zwee Spideeler, et waren zwee Transports de malades, also Air Rescue, an et waren och nach 24 Betriber aus dem Secteur des soins. Alleguerten déi aner Demanden hunn ech ofgeleent. An ech kann lech soen, et waren der eng jett. Et waren der bal 20. Ech hunn der och ofgeleent, wou ech souguer e positiven Avis vun de Gewerkschaftsvertrieder hat, well ech einfach der Meenung sinn, dass dat heiten en Instrument ass, mat deem ee ganz virsiichteg muss ëmgoen. An ech engagéiere mech hei op der Tribün, wann d'Gesetz gestëmmt ass, dat och mat deem heiten ze maachen.

Et ass virdru vun alternative Weeër geschwat ginn, an ech sinn dankbar fir alleguerten déi Iddien, déi kommen. Réserve sanitaire ass ee Stéchwuert. Et ass och gesot ginn, déi Leit wären nach net erëm mobiliséiert ginn. Jo, dat stëmmt, well mer jo am Moment nach net op deem Punkt sinn, wou guer näischt méi géif goen. Dat, wat mer am Moment amgaange sinn ze maachen an ze diskutéieren, ass eis preventiv drop virzebereeden, wa mer erëm géifen an déi Situatioun do kommen.

Ech wëll awer och soen, dass déi Réserve sanitaire net méi esou bestéckt ass, wéi dat nach am Mäerz an am Abrëll de Fall war, ganz einfach, well eng ganz Rei vu Medezinnstudenten net méi zur Verfügung stinn, well se op den Unie sinn, awer och, well mer alleguerten déi Leit, déi a paramedezinnesche Beruffer sinn, wéi Kinéen, Osteopathen an esou weider, am Moment net kënnen an där Réserve sanitaire mobiliséieren, well se nach am normale Betrib schaffen. Och dat sollt ee wëssen, wann een doriwwer schwätzt.

Jo, déi Pist, déi ugeschwat ginn ass, fir ze probéieren, deene Leit, déi bereet sinn, iwwert déi Tâche erauszegoen, déi se bis elo kritt hunn, dass se eng ganz Tâche kréien, dat misst eng Pist sinn, déi ganz seriö diskutéiert gëtt. Méi skeptesch sinn ech bei de Schüler aus der Infirmièresschoul, well dat do eng Fro vu Responsabilitéit ass a well mer virun allem hei an engem Beräich jo Leit brauchen, wou mer héich qualifizéiert Infirmieren an Infirmièrë géife brauchen, nämlech an der Betreiung vun de Covidpatienten. Wéi gesot, et soll een näischt ausschléissen, mee ech sinn do e bësse méi skeptesch.

Eppes aneres, wat nach net genannt ginn ass, mee wat mer mat Sécherheet erëm wäerten op d'Tapéit bréngen, ass, déi Leit ze rekrutéieren, déi an enger Preretraite sinn. Mee da musse mer op där anerer Säit awer och garantéieren, dass déi Leit eng voll Pai kréien an net doduerjer bestrooft ginn, dass se am Fong schaffe ginn. Dat hate mer am État de crise gemaach. A wa mer op déi dote géifen zréckgräifen, da misste mer dat heiten och reglementaresch oder gesetzlech, ech weess dat elo de Moment net méi auswenneg, selbstverständlech och ofsécheren. Ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens.

Ech mengen net, dass mer hei am Widdersproch sinn zu fundamentalen aarbechtsrechtleche Prinzippien. Déi europäesch Direktiv gesäit ganz prezis vir, dass een an Noutfäll kann d'Aarbechtszäit, déi normalerweis 10 Stonnen den Dag an 48 Stonnen d'Woch ass, iwwerschreiden. An dat ass dat, wat mer hei maachen.

Ech deelen och net d'Aschätzung vum Conseil d'État, dass de Ministère oder de Minister hei zu enger Boîte à lettres degradéiert gëtt. Ech wäert dat op jidde Fall net esou handhaben, well mer och eng aner Lektür hu vun deem Passage wéi de Staatsrot. Fir eis ass et ganz kloer: Eng Demande d'autorisation, dat implizéiert, dass e Pouvoir d'appréciation vun engem Minister do ass, soss wär et keng Demande d'autorisation, mee soss wär et eng Notifikatioun. An d'Gesetz gesäit ganz kloer eng Demande d'autorisation vir.

Ech wollt och nach soen, dass, entgéint deem, wat emol dobaussen esou behaapt gëtt, och wann e Betrib d'Autorisatioun géif kréien, fir exzeptionell 60 Stonnen d'Woch an 12 Stonnen den Dag ze schaffen, domadder de Repos journalier an de Repos hebdomadaire net ofgeschaaft sinn. Dat war eng Fro, déi och an der Chamberskommissioun, zu Recht, gestallt ginn ass. An d'Äntwert ass ganz kloer: De Code du travail ass fir de Rescht net ausser Kraaft gesat an déi Bestëmmunge mussen agehale ginn.

An dann, last but not least, ass och d'Kollektivvertragsrecht net ofgeschaaft. Dat heescht also, d'Gewerkschafte behalen hei e Matsproocherecht, ob dann effektiv an engem Betrib mat deem neie Stoneplang ka geschafft ginn oder net. Den SAS-Kollektivvertrag, fir nëmmen deen ze nennen, gesäit ganz prezis vir, dass d'Aarbechtszäit 10 Stonnen net däerf iwwerschreiden, an och net 48 Stonnen d'Woch. Wann also Leit am SAS-Kollektivvertrag vun hirem Haus vun enger Reegelung betraff wären, da misst en Arrangement fonnt ginn tëschent dem Patron an dem Salarié respektiv der zoustänneger Gewerkschaft. An dat ass och gutt esou, well ech souwisou der fester Iwwerzeegung sinn, dass een dat heiten nëmme ka gutt iwwert d'Ronne bréngen, wa matenee geschwat gëtt a wa Récksiicht op deen ee wéi op deen anere geholl gëtt.

Duerfir merci fir déi awer relativ breet Zoustëmmung, déi ech hei kritt hu fir e Gesetz, wéi gesot, op dat ech ganz gäre verzicht hätt. Ech verstinn awer och d'Awänn, déi d'Kolleege gemaach hunn, a soen lech duerfir Merci fir d'Verständnis.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7689. Den Text steet am Document parlementaire 7689[2]. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7689 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 37 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7689 est adopté par 37 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Léon Gloden), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ,

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7688 - Projet de loi du *** portant

1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7688 iwwer eng temporär Ofännerung vum Schoulgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert ginn un de Rapporteur, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Bei dësem Projet de loi geet et och erëm ëm d'Opflame vun den Infektiounszuelen, an d'Gefor, sech selwer unzestiechen oder de Virus weiderzeginn, ass méi héich wéi jee. D'Statistike vun der Santé weisen, dass déi neisten Haussë vun den Infektiounen haaptsächlech Persounen tëschent 20 a 60 Joer betreffen. An déi béis Zongen, déi am Moment behaapten, dass eis Kanner an eis Jugendlech déi Haaptverbreeder vum Virus wären, hunn also Onrecht. An d'Poleemik ëm d'Infektiounsgefor an de Schoulen ass gradesou onberechtegt.

Zënter der Rentrée goufen et 1.544 positiv Fäll ënner Schüler an Enseignanten, dat heescht Schüler an Enseignanten zesummegezielt. Dat mécht 1,3 % vun der gesamter Schoulpopulatioun aus. Bei 80 % vun den infizéierte Kanner oder Schüler geet d'Santé dervunner aus, dass se sech an der Famill infizéiert hunn an net innerhalb vun der Schoul.

Trotz dëse Fakte riskéiert eise Schoulsystem, duerch déi alarmant Entwécklung vun der Pandemie iergendwann net méi fonctiounsfäeg ze sinn. Well de Virus den Ament haaptsächlech ënnert den Erwuessenen zirkuléiert, besteet d'Méiglechkeet, dass en Enseignant mat engem Kranken a Kontakt kënnt oder sech souguer selwer infizéiert. Dëst beweist och déi steigend Zuel vun Enseignanten, déi an de leschten Deeg an Isolatioun oder a Quarantän gesat goufen.

Ausserdeem huet de Lëtzebuerger Conseil supérieur des maladies infectieuses viru Kuerzem decidéiert, dass schwanger Fraen och als Personnes vulnérables unzegesi sinn. Dëst bréngt mat sech, dass all Joffer an all Professesch, déi den Ament e Puppelchen erwaart, fir dëst Joer keen Unterrecht méi kann halen. Deemno wäerten eleng am Fondamental ronn 200 Joffere vun haut op muer ewechfalen, wat de Bildungsministère virun eng ganz grouss Erausfuerderung stellt. Den aktuelle Pool des remplaçants geet nämlech bäi Wäitem net duer, fir dës Enseignanteën ze ersetzen.

Am Secondaire ass et en änleche Problem. Déi vulnerabel Professere kënnen hiren Unterrecht zwar via Enseignement à distance halen a sech live an e Klassesall streamen, connectéieren, mee d'Schüler mussen awer wärend där Zäit iwwerwaacht, surveilléiert ginn. D'Lycéeë riskéieren allerdéngs och, net genuch Personal ze hunn, fir d'Surveillance ze assuréieren, zemools wann d'Zuel vun den Isolatiounen a Quarantänen ënnert dem Corps enseignant weider eropgeet.

Fir d'Kontinuitéit vum Unterrecht ze garantéieren, musse mer souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire zousätzlecht Personal astellen. An dat esou séier wéi méiglech. An dofir proposéiert de Bildungsministère eng Rei Derogatiounen zum aktuelle Gesetzestext iwwert de Rekrutement vu Remplaçanten am Fondamental an am Secondaire. Et ass déi selwecht Approche, déi mer schonn haten am Mee, wou Leit rekrutéiert gi sinn, fir den Enseignement an A- a B-Gruppen ze maachen. Dat heite Gesetz ass also näischt ganz, ganz, ganz Neies.

Déi éischt Derogatioun betrëfft d'Konditioun, déi ee Kandidat muss erfëllen, fir dierfen als Remplaçant am Fondamental ze schaffen. Normalerweis brauch esou e Remplaçant eng Attestation habilitant à faire des remplacements, déi een eréischt kritt nodeems ee véier Woche Stage an der Primärschoul gemaach huet. An dës muss vum Directeur régional validéiert ginn.

Fir dës Procédure de recrutement ze beschleunegen, proposéiert dëse Projet de loi allerdéngs, op dës Attestatioun ze verzichten.

Den Text gesäit vir, dass prioritär Leit engagéiert ginn, déi e Bachelor en sciences pédagogiques hunn. Als Zweet soll op Remplaçanten zréckgegraff ginn, déi virun der Reform vum Enseignement fon-

damental, also vun 2009, engagéiert goufen. Als lescht Ressource kënne Leit rekrutéiert ginn, déi en Diplôme de fin d'études secondaires hunn an déi eis dräi administrativ Sprooche beherrschen. Also ganz kloer: Si mussen Däitsch, Franséisch, Lëtzebuergesch schwätzen a schreiwe kënnen an och en Diplôme de fin d'études hunn.

Dës Agente ginn ënnert dem Regimm vum Employé de l'État engagéiert a kréien e Contrat à durée déterminée bis spéitstens de 15. Juli 2021 ausgestallt.

Déi zweet Derogatioun betrëfft déi aktuell Reegelung iwwert d'Personal am Enseignement secondaire. Fir d'Surveillance an de Lycéeën ze assuréieren, soll de Bildungsministère kënnen op Staatsbeamten a Staatsemployéen zréckgräifen, déi net am Enseignement public täteg sinn. Dës Agente géifen dann temporaire detachéiert ginn an un de Lycée ugestréckt ginn - also detachéiert ginn, si ginn net ugestréckt, mee si ginn un de Lycée rattachéiert, detachéiert; net dass Der herno mengt, et misst ee moies Seeler mat an d'Schoul huelen -, wou e Manque un Enseignanten herrscht.

Hei dernieft sollen d'Lycéeën och kënnen zousätzlech Remplaçantë rekrutéieren, an dëst ënner engem temporairë Kontrakt als Employé de l'État.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Demokratesch Partei ass et enorm wichteg, d'Kontinuitéit vum Schoulunterrecht ze garantéieren. Mir däerfen net riskéieren, dass eise Schoulsystem duerch d'Hausse vun den Infektiounen zesummebrécht. Den Homeschooling war zwar eng gutt Noutléisung, fir dat lescht Schouljoer propper ofzeschléissen, mee et ass awer net méiglech, op Dauer e qualitativ héichwäertegen Unterrecht mat dësem System ze garantéieren.

Am Numm vun der DP kann ech dësem Projet also nëmmen zoustëmmen. Mir musse schnell reagéieren, fir op eng weider Hausse vun den Absencen ënnert dem Léierpersonal virbereet ze sinn. D'Recht op Bildung ass a muss och weiderhin eng vun eise Prioritéite bleiwen.

Zum Schluss wëll ech de Kolleegen aus der Educatiounskommissioun an dem Staatsrot e grousse Merci soen, datt mir dëse Projet esou séier konnten an de Plenum bréngen.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Rapporteur, dem Här Gilles Baum, Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. An och ee grousse Merci un de Rapporteur fir säin ausféierleche Rapport. Ech mengen, op d'Detailer brauch ech net méi anzegoen.

Mir hunn héieren, an, ech mengen, déi meescht wëssen et och: De Virus mécht och virun der Schoul keen Halt. Leider weisen d'Zuelen eis dat all Dag. Ëmmer méi Enseignantë mussen ersat ginn. An dofir gëtt mat dësem Projet de loi elo probéiert, fir u sech eng gesetzlech Basis ze schafen, fir un zousätzlecht Ersatzpersonal ze kommen. Well, an esou steet et am Exposé des motifs, ech zitéieren: « [...] il convient cependant, à tout prix, d'assurer une continuité dans la tenue des classes et de l'enseignement des élèves [...]. »

Dir Dammen an Dir Hären, als CSV soe mer och:

1. D'Schoul muss opbleiwen.

2. D'Schoul ass keng Welt à part. All Dag gi sou zirka 110.000 Schüler a Studenten an d'Schoul a sou zirka 11.000 Enseignanten. D'Schoul kann also och net wéi eng Welt à part behandelt ginn.

3. An, jo, de Virus verbreet sech och an der Schoul! An dofir geet et net duer, fir einfach zousätzlech Moyenen ze schafen, fir d'Personal ze ersetzen, wat ausfält. Nee, et muss ee sech fir d'éischt emol Gedanke maachen, fir ze verhënneren, datt de Virus sech séier ka verbreeden.

Well, ech soen et nach eng Kéier: D'Schoul ass keng Welt à part, d'Schoul ass keng Insel. An dofir musse mer wierklech alleguer probéieren, fir déi Coronawell ze briechen an net fir een Deel vun där Coronawell ze ginn, an dat och an der Schoul. Hei huet d'Regierung eng Verantwortung ze iwwerhuelen an de Schoulen an net dës Verantwortung - och dat hunn ech schonn eemol hei op dëser Plaz gesot - esou wéi eng waarm Gromper séier weiderzeginn un d'Direktiounen!

An déi essenziell Fro, an och déi hat ech beim Debat iwwert d'Deklaratioun zum État de la nation hei gestallt, ass: Firwat ass d'Rentrée scolaire net am Summer besser virbereet ginn?

D'Madamm Gesondheetsministesch huet gesot, den Zenario, an deem mer elo hei wären, mat deem wier gerechent ginn. Déi lescht Woch sot d'Madamm Gesondheetsministesch, den Zenario, an deem mer wären, dat wier keng Iwwerraschung. Da froe mir eis awer wierklech: Wann deen Zenario esou erwaart ginn ass, firwat ass deen Zenario net och preparéiert ginn? Dann hätt een elo just missen den Tirang opmaachen an d'Mesuren eraushuelen. Leider ass dësen Tirang eidel.

Dofir soen ech hei ganz kloer: Et geet net an dëser Situatioun, wou wierklech d'Unzuel vun den Infizéierten dramatesch an d'Luucht geet, wou mer och op där enger Säit elo muer ee Gesetz ... oder wou ee Gesetz hei gestëmmt gëtt, wou u sech d'Grondfräiheeten ageschränkt ginn, a wou mer op där anerer Säit awer d'Schoul esou behandelen, wéi wann näischt wier.

Do soen ech wierklech nach eng Kéier dat Stéchwuert, an och dat zitt sech vun do un, wou mer deen État de crise hei deklaréiert hunn, wéi ee roude Fuedem duerch alleguer d'Mesuren: Stéchwuert „Kohärenz" an domadder och Stéchwuert „Akzeptanz". Well wann ee vun de Leit fuerdert, si solle matmaachen - an dat musse mer och fuerderen, well soss packe mer de Virus net, an dat fuerderen ech och op dëser Plaz hei -, mee da muss ee selwer fir Kloerheet a fir Kohärenz suergen. Dat ass hei net ginn, an dofir wäerte mer dëst Gesetz och net matstëmmen, well et peekt de Problem net un!

Ech wäert awer hei konstruktiv Virschléi maachen an an deem Sënn eng Motioun deposéieren, wou mer nach eng Kéier drop hiweisen, wéi wichteg datt et ass, datt d'Kanner an déi Jugendlech kënnen an d'Schoul goen, wéi wichteg et awer och ass, mat ënnerschiddleche Mesuren alles ze maachen, fir déi Coronawell ze ënnerbriechen, an awer och, datt mer elo an dëser Zäit extreem mussen oppassen, datt eis Bildungsschéier net nach méi wäit auserneegeet. An dofir fuerdere mer 13 Punkten:

Éischtens, Maskeflicht och an de Schoulen.

Zweetens, souwäit wéi et méiglech ass, d'Unzuel vun de Schüler pro Klass ze reduzéieren. Wéi gesot, do, wou et méiglech ass.

Bei deenen ieweschte Klasse vum Lycée elo erëm eng Kéier eng Aféierung, net vun deem ale System A a B, mee vun engem neien A-a-B-System, wou d'Hallschent vun der Klass am Klassesall ass an déi aner Hallschent suivéiert de Cours via Streaming.

Drëttens, nee véiertens sinn ech schonn: Dat noutwendegt Material dann och de Schoulen zur Verfügung stellen, datt dat kann organiséiert ginn.

Fënneftens, de Schoulen zur Dispositioun där Caméra-thermiquen ze stellen - d'Proffegewerkschafte froen dat -, fir och d'Temperatur ze moossen a fir dann, wann erhéichten Temperatur festgestallt gëtt, deene Leit och direkt ee Covidtest zur Verfügung ze stellen. Den Här Minister hat zu mir gesot, dat wier eng falsch Sécherheet. Ech soe just: Dës falsch Sécherheet gëtt dann och an de Klinicken agesat a falsch Sécherheet ass virun e puer Méint vun der Regierung och nach bei de Maske beschwat ginn. All kleng Mesure hëlleft!

Sechstens, den ëffentlechen Transport ass och keng Welt à part. Dat heescht, mir hätte gären, datt den ëffentlechen Transport esou wäit multiplizéiert gëtt, wéi et méiglech ass, datt u sech do d'Distanciation physique och méiglech ka ginn.

Respektiv, siwentens, eventuell een Decalage vun den Horairen an de Schoulen organiséieren, fir datt eebe manner Kanner beieneen am Bus sinn.

Aachtens, de System vun der Ventilatioun vun de Schoule kontrolléieren. Och dat hätt scho längst kënne gemaach ginn. Do, wou et net richteg funktionéiert, de Schoulen déi néideg Apparaturen zur Verfügung stellen, fir d'Loft méi propper ze maachen.

Néngtens, eng geziilt Beleftung erméiglechen, och do duerch déi néideg Apparatur, déi eeben do ass, zum Beispill eng CO_2-Ampel, wann dat hëlleft. Alles hëlleft, wéi gesot.

An zéngtens, eppes, wat extreem, extreem wichteg ass, wat leider an der Educatioun schwéier funktionéiert oder schlecht funktionéiert, dat ass eng transparent Kommunikatioun an zwar vis-à-vis vun allen Acteuren aus dem Schoulberäich: den Elteren, de Schüler, den Enseignanten, den Direktiounen, awer och den Ausbildungsbetriber, well déi ginn dacks vergiess.

Eeleftens, fir ze verhënneren, datt d'Bildungsschéier nach méi wäit auserneegeet, d'Nohëllefscoursen an d'Hausaufgabenhëllef bäibehalen an net ofschafen, esou wéi dat elo am Moment erëm gemaach gëtt. Am Noutfall dann eebe mat den digitale Moyenen, déi mer zur Verfügung hunn.

Zwieleftens, all déi Kanner, déi spezifesch Besoinen hunn: Hei muss den Encadrement och an Zukunft garantéiert ginn.

An 13. Punkt, dee leschten: kloer a kohärent Reegelen tëschent de Schoulen an de Structure-d'accueilen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant l'importance de l'enseignement pour l'avenir de nos enfants et de nos jeunes ainsi que pour la cohésion sociale de notre pays ;

- considérant que la communauté scolaire comporte actuellement - sans compter les parents - quelque 108.000 élèves et étudiants ainsi que quelque 11.000 enseignants ;

- considérant que le coronavirus Sars-CoV-2 est présent partout dans notre société et par conséquent aussi et de plus en plus dans nos écoles ;

- considérant que la propagation du virus doit être limitée au maximum aussi dans les écoles ;

- considérant la nécessité d'un ensemble cohérent de mesures ciblées et compréhensibles pour ce faire ;

- considérant que les écarts de réussite scolaire ne doivent pas augmenter en raison du coronavirus Sars-CoV-2 ;

- rappelant dans ce contexte le principe du Gouvernement „Maximal Chancë fir d'Bildung a minimal Chancë fir de Virus",

invite le Gouvernement,

- à prescrire, à l'exception des élèves de l'éducation précoce et préscolaire, une obligation de porter un masque protecteur au sein des complexes scolaires (à l'exception de l'éducation physique) ;

- à limiter - partout où cela est possible - le nombre d'élèves par classe ;

- à instaurer, dans les classes supérieures de l'enseignement secondaire, un système en alternance en deux groupes A (en présentiel) et B (en distanciel via « streaming ») ;

- à assurer la mise à disposition du matériel nécessaire pour toutes les écoles (caméras, etc.) ;

- à mettre à disposition des caméras thermiques pour prendre la température des élèves et des enseignants ainsi qu'à fournir les tests Covid-19 nécessaires dans le cas d'une température élevée ;

- à augmenter la fréquence des transports en commun afin que la distanciation physique puisse être garantie ;

- à envisager dans le même ordre d'idées un décalage des horaires des écoles ;

- à contrôler les systèmes de ventilation des écoles et à mettre à disposition, le cas échéant, des purificateurs d'air performants ;

- à mettre à disposition le matériel nécessaire afin d'arriver à une aération plus ciblée ;

- à pratiquer une politique de communication transparente pour tous les acteurs scolaires (élèves, parents, enseignants) et aussi pour les entreprises de formation (apprentis et patrons) ;

- à offrir respectivement à maintenir des cours d'appui et d'aide aux devoirs à domicile ciblés, le cas échéant, aussi de manière numérique ;

- à garantir un encadrement approprié et sécurisé pour les élèves à besoins éducatifs spécifiques ;

- à instaurer des règles cohérentes pour les relations entre écoles et structures d'accueil (p. ex. en cas de classes isolées).

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Claude Wiseler.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gëschter een neit Wuert geléiert. Dat Wuert „pandemidd". Jo, effektiv, si mécht ee midd, déi Pandemie, physesch a mental. An awer musse mer alleguerten déi Middegkeet iwwerwannen, well de Wanter gëtt net einfach a verlaangt jiddwerengem Ausdauer, Courage a Flexibilitéit of. An dat gëllt ganz sécher net zulescht fir all d'Acteuren an a ronderëm d'Schoul.

A Krisenzäiten ass et wichteg, Prioritéite festzeleeën. An et ass richteg, datt fir d'Regierung d'Schoul déi héchste Prioritéit huet an datt se alles derfir mécht, fir d'Schoul op ze halen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Spéitstens zanter dem Lockdown am Fréijoer wësse mer, wéi wichteg oppe Schoule si fir Kanner a Jugendlecher, wéi wichteg déi sozial Kontakter sinn ënnereneen a mat den Enseignanten. A mir wëssen och, datt d'Schüler, déi an hirem familiären Ëmfeld wéineg Ënnerstëtzung hunn, sech mam Homeschooling vill méi schwéiergedoen hunn, och emotionell, wéi Jonker, deenen et souwisou besser geet, materiell, familiär a schoulesch.

All d'Kanner leiden ënnert der Kris, souwisou, an ëmsou méi elo, wou och hir Fräizäitaktivitéiten nees mussen zréckgefuer ginn. D'Kanner dierfen net den Androck kréien, datt si Quantité négligeable sinn. Datt alles anescht méi wichteg ass wéi hir Besoinen. Dofir sollte mer alles drusetzen, fir d'Schoulen op ze halen.

Dat geet awer nëmmen, wann och den Infektiounsschutz iewescht Prioritéit huet. An et sinn an deem Sënn ganz vill Moossname fir d'Schoule geholl ginn. Mee déi zeg Klassen, déi a Quarantän sinn, déi Kanner, déi doheem oder an der Schoul mat hirer Klass isoléiert sinn, déi vill Enseignanten an Educateuren, déi krank sinn, all dat mécht verständlecherweis och Angscht. Duerfir muss den Infektiounsschutz onbedéngt en permanence optimiséiert ginn.

Déi 4-Persoune-Reegel an der Kantin ass zum Beispill absolutt ze begréissen. Datt d'Schüler awer zu iwwer 100 dicht openeen an der Schlaang stinn, fir iwwerhaapt an d'Kantin eranzekommen, dat ass net gutt. Och de Schülertransport ass en Theema, dat d'Regierung net einfach kann a soll ignoréieren.

Dernieft encouragéieren ech d'Experten an den zoustännege Ministèren, nach eemol iwwert den Asaz vun CO_2-Miessapparater oder Loftfilteren an de Schoulen nozedenken. Et gëtt jo an der Tëschenzäit awer eng Rei vun Etüden, déi zur Konklusioun kommen, datt dat effikass Moossname wieren. Och dat kéint den Infektiounsrisiko erofdrécken an domadder och de Risiko, datt Enseignanten an Educateure krank ginn an ausfalen.

Här President, dat Gesetz, wat mer elo stëmmen, ass dréngend néideg, fir datt de Schoulbetrib kann oprechterhale ginn. Et musse Remplaçanten am Fondamental rekrutéiert ginn. Et musse Surveillanten am Secondaire agestallt ginn. De Rapporteur huet d'Urgence beschriwwen. Merci dem Gilles Baum nach eng Kéier fir säin exzellente Rapport!

Zanter der Rentrée sinn eng 150 Enseignanten aus den ëffentleche Schoule positiv getest ginn. Si mussen also ersat ginn. Derbäi kommen, wéi gesot, vulnerabel Enseignanten a säit Kuerzem betrëfft dat jo dann och schwanger Enseignanten. Eleng am Fondamental mussen 200 Congés de maternité ersat ginn. Duerfir ass et absolutt noutwendeg, datt mer zousätzlecht Personal rekrutéieren. Elo direkt, esou wéi mer dat deemools schonn am Fréijoer gemaach haten.

Wann een awer eleng vun 200 Congés de maternité an der Grondschoul ausgeet, geet et dann duer, fir nëmmen 200 Chargés de cours ze rekrutéieren? Wier et net eng Iwwerleeung wäert, fir hei ze anticipéieren a prophylaktesch nach méi Kandidaten ze sichen oder op d'mannst déi Remplaçanten, déi elo scho rekrutéiert ginn, dann och no der Pandemie souzesoe bei der Staang ze halen? Et kéint ee sech och d'Fro stellen, ob een déi Leit, déi mer mam Gesetz deemools am Fréijoer rekrutéiert haten, net hätt weider kënnen an der Schoul mat abannen. Si hätten, zum Beispill bei der Rentrée, de Schüler kënnen individuell an der Klass hëllefen; Stéchwuert „Rattrapage".

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Anticipéieren, do musse mer alleguerten nach besser ginn. D'Bierger erwaarde sech vun der Politik, datt se aus Krisesituatioune léiert a bei enger nächster Kris dann och besser preparéiert ass. Dat ass hei zu Lëtzebuerg zum Gléck a ganz viller Hisiicht de Fall.

An ech wëll och hei eemol der Regierung mäi Respekt soen. Et ass eng enorm Responsabilitéit an ee wansinnegen Drock, mat deem d'Ministeren zanter ganz ville Méint mussen eens ginn. Ech si frou, datt si nach net pandemidd sinn, mee ëmmer um Dill.

Une voix.- Très bien!

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, mir hunn an de leschte Méint an elo just och nees vun der Penurie an de Gesondheetsberuffer geschwat. Mir kënnen eis et net leeschten, datt dat esou bleift. Mee mir wëssen och, datt et an der Educatioun u Leit feelt, och onofhängeg vun der Pandemie. Och hei kënne mer eis eng Penurie à terme net leeschten, well och d'Educatioun ass systeemrelevant.

Dat gesot, Här President, ginn ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener.

Da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Erlaabt mer, dem Rapporteur virewech e ganz grousse Merci ze soe fir seng schnell an effizient Aarbecht an awer och déi vill wichteg a gutt Erklärungen, déi en eis bei sengem Rapport scho ginn huet.

„Et ass d'Responsabilitéit vun der Gesellschaft, de Jonken eng seriö Educatioun ze offréieren, vun där se e Liewe laang profitéieren", esou gouf an engem Commentaire um 100,7 haut gesot. D'Schoulen, mee och d'Betreiungsstrukture musse funktiounsfäeg bleiwen. Eis Kanner a Jugendlech musse weider kënnen an d'Schoul goen. De Kollateralschued, wann dat net de Fall ass, wäert immens grouss sinn, wa mer dat net kënnen assuréieren.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
44, rue du Canal
L-4050 Esch-sur-Alzette

Homeschooling ersetzt einfach net d'Léieren an der Schoul. Et ersetzt net d'Léiere mateneen an et ersetzt och net d'Léiere vuneneen. Dofir begréisse mir d'Opstocke vum Personal duerch dëse Projet de loi. An et ass awer och evident, a meng Virriedner hunn dat och alleguerte schonn ugeschwat, datt Schoul halen och weiderhin ënnert de gréisstméigleche sanitäre Schutzmoossname muss geschéien an datt dës och ëmmer erëm individuell an de Schoulen a Strukturen um Radar gehale gi mussen an evaluéiert musse ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn en enorme Respekt virun der Aart a Weis, wéi d'Acteuren an der Schoul hiren Alldag meeschteren, wéi Kanner a Jonker an enger Zäit vun Onsécherheet an Ängscht am Moment musse groussginn, wéi Eltere sech Suergen ëm hir Kanner maachen, wéi Enseignanten, ënner schwieregste Contrainten a mat vill Onsécherheeten, e strukturéierten a qualitativen Unterrecht a Programm mussen ubidden a wéi déi verschidde Responsabel fir d'Schoulorganisatioun permanent um Evaluéieren, um Monitoren an um Upasse sinn.

Et ass eng schwéier Zäit fir grousszeginn an et ass eng schwéier Zäit fir ze léieren. Mee Angscht a Panik bréngen eis do net weider.

Une voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Schoulen a Betreiungsstrukturen, mee och eis Veräiner, wou eis Kanner a Jugendlech awer nach ëmmer wichteg sozial Mesuren empfänken a vu sozialem Encadrement och kënne profitéieren, bréngen an dëser Zäit de Jonken eng enorm Sécherheet.

Ech si ganz frou, datt mer dësen Accord haut als gréng Fraktioun kënne ginn an immens frou, datt dësen Text hei ass, well en assuréiert d'Weiderféiere vun der Schoul, an dat fir dat Allerwichtegst: zum Wuel vun eise Kanner. A loosst eis dat zu kengem Moment bei dëser Thematik vergiessen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard.

An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Nee, den Här Fred Keup. D'ADR-Fraktioun hat keen ageschriwwen, duerfir wousst ech net, wien de Riedner wier fir d'ADR-Fraktioun. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo. Villmools merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir all méiglech Erklärungen.

Dir Dammen an Dir Häre, et ass keng einfach Situatioun. Et ass och besonnesch keng einfach Situatioun fir déi, déi um Terrain sinn. A mir wëllen deene Leit hei e grousse Respekt ausschwätzen, e grousse Respekt fir d'Proffen, d'Léierinnen, d'Schoulmeeschteren, soss Educateuren, all de Leit, déi an der Schoul schaffen, déi hir Aarbecht maachen, och ënner dëse schwierege Bedéngungen, an derfir suergen, dass den Unterrecht bestoe bleift.

Ech wëll och e grousse Respekt ausschwätze fir d'Schüler, déi och an enger schwiereger Situatioun sinn. Ech wëll hinne rappeléieren, dass se sollen hir Moossnamen och anhalen. An ech wëll hinnen och rappeléieren, dass se sollen esou wäit wéi méiglech sech net ze vill oflenke loossen, sech op d'Schoul solle konzentréieren a weiderhi solle léieren.

Et ass kloer: Et feelt u Personal. Net zulescht, well mer elo 200 Léierinnen hunn, déi an aneren Ëmstänn sinn an déi als gefäerdet agestuuft goufen. A mir mussen déi natierlech ersetzen. Allerdéngs solle mer oppassen, dass trotzdeem eng gewësse Qualifikatioun bestoe bleift. Mir kënnen net einfach, ech soen elo emol, Jänni a Männi an d'Schoul bei d'Kanner schécken.

Erlaabt mer duerfir och hei e puer Kriticken!

Déi éischt, dat ass déi, dass eventuell hei Leit an d'Schoul kommen, déi just e Premièresdiplom hunn. Bon, „just". Dat ass jo schonn eppes, wat der vill net kréien, mee trotzdeem. An do ass och net onbedéngt séchergestallt eleng duerch dee Krittär, dass déi och déi dräi Amtssprooche kënnen. Et gëtt jo och Klasse mat engem spezielle Régime linguistique. An et ass fir eis awer elementar, dass natierlech jiddwereen, deen hei a Lëtzebuerg an der ëffentlecher Schoul Schoul hält, och déi dräi Sprooche beherrscht. Dat ass leider net preziséiert nach eng Kéier am Gesetz. A mir hätten eis erhofft, dass dat nach eng Kéier preziséiert gi wier. Mir hoffen, dass dat dann awer um Terrain an der Realitéit esou wäert sinn.

Dann hu mer och déi nämmlecht Bedenken, wéi mer se schonn haten - bon, du war ech nach net hei, mee als Partei - am Mee, wéi dat gestëmmt ginn ass och mat den A- a B-Gruppen. Hei kënnt nach eng zousätzlech Schwieregkeet derbäi. Mir huelen hei Leit, déi e Premièresdiplom zum Beispill hunn, déi nach ni Schoul gehalen hunn. Mir setzen déi elo virun eng Klass. Dat war bei A- a B-Gruppe vläicht e bësse méi einfach, well do hate se just eng hallef Klass a si konnten och déi eng Woch da just Widderhuelunge maache vun där Woch virdrun, wärend se hei dann eng Klass an där voller Stäerkt viru sech sëtzen hunn a si mussen de Programm all Woch erëm nei opstellen. Et ass also eng schwiereg Situatioun.

Et gëtt eng Partie aner Bedenke ganz sécher nach, wéi dat um Terrain duerno ofleeft. Ech ginn do zum Beispill hei d'Situatioun, dass eng Persoun vulnerabel ass, déi ass doheem. Eng aner Persoun ersetzt déi an der Klass. Gëtt et do eventuell en Zesummeschaffen? Wien ass am Endeffekt responsabel, dass de Programm zum Beispill an der Klass dann duerchgefouert gëtt, esou wéi et virgesinn ass? Bon, ech hoffen, dass dat dann och iergendwéi um Terrain vun de Leit esou ëmgesat gëtt, dass et klappt.

Dann ass et esou, dass ee sech och froe kann, firwat een net hei an dëser Situatioun op dat ganz villt Léierpersonal zréckgräift, dat am Moment detachéiert ass, sief et um SCRIPT oder soss iergendwéi Stonnen net muss halen, well et un iergendwelleche Projete schafft? An enger Noutsituatioun wéi dëser kéint een déi Leit vläicht huelen an erëm op den Terrain setzen. Dat si jo och normalerweis Leit, déi ganz vill Erfarung hunn an déi wëssen, wéi et geet. Dann hätt ee vläicht en Deel do ersat.

Da mengen ech och, dass et besser gewiescht wier, wéi och scho gesot ginn ass, wann ee sech méi fréi op dës Situatioun virbereet hätt, wann ee schonn am Summer gesinn hätt: „Jo, et kéint awer zu engem Enkpass kommen", ech mengen, dat war och virauszegesinn, a vläicht da scho Leit am September hätt kënne virbereeden an uléieren, fir dann anzesprangen, wann et néideg ass. Sou wéi et dann am Moment ass.

Bon, elo ass d'Bëtschel quasi fett. D'Kand läit bal am Pëtz. Soe mer emol, mir musse kucken, dass mer iwwert d'Ronne kommen. A well mer mussen iwwert d'Ronne kommen, si mer och gär bereet, dann dëst Gesetz, obwuel et fir eis net immens gutt ass, trotzdeem matzestëmmen, well mer déi Leit brauchen.

Erlaabt mer dann nach zum Schluss e klengt Wuert zu eppes, wou bis elo nach, mengen ech, net driwwer geschwat ginn ass. Mir schwätzen iwwert de Lycée, mir schwätzen iwwert d'Primärschoul, et gëtt awer och nach - dat betrëfft zwar net vill Schüler - de BTS. De BTS gehéiert zum Ministère de l'Éducation supérieure, ass awer an de Lycéeën. An do stellt sech d'Fro, ob am Fong elo, wéi d'Uni och, d'Kanner vun doheem aus mam Computer kënnen um Cours deelhuelen, oder ob se mussen, wéi déi am Lycée, weiderhin an d'Schoul, an de Lycée goen? Voilà!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup.

Da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Bon, et ass eng Lapalissade, fir ze soen, datt d'Schoul e Minnefeld ass, soubal et op jidde Fall och am politesche Spektrum zur Diskussioun kënnt. Et gëtt keng absolutt Léisung, mee trotzdeem gëtt et awer eng ganz Rei Remarken, déi ee muss maachen.

Am Confinement hu mer jo eng Rei Mesurë mussen huelen. Dat ware Mesure-d'urgencen, déi mer hu mussen huelen an déi mer och gedroen hunn. An deen heite Projet de loi ass u sech erëm eng Kéier eng Repetitioun vun deene Mesuren, déi mer viru fënnef, sechs Méint hu mussen huelen, fir iwwerhaapt d'Funktionéiere vun eise Schoule kënnen ze sécheren.

Mir haten dat deemools selbstverständlech ënnerstëtzt. Mir wäerten dat haut och erëm eng Kéier matstëmmen. Allerdéngs muss een awer soen, wa mer viru sechs Méint déi Mesuren hu mussen en toute hâte huelen, datt an der Tëschenzäit fënnef, sechs Méint vergaange sinn. An do stellt sech d'Fro, wéi se sech och iwwerhaapt an anere Beräicher stellt - well een awer deen Androck huet -, ob d'Regierung, an an deem heite Fall den Educatiounsministère, net esou richteg domadder gerechent hätt, datt eng zweet Well kéim. Kee war 100%eg sécher, datt et esou wäit kéint kommen, mee et huet ee mussen domadder rechnen.

An do muss ee sech awer d'Fro stellen, ob innerhalb vun deene sechs Méint ... Do kann een natierlech keng Wonner bewierken, mee eng ganz Partie Froe waren net kloer. An et ass net nëmmen déi Lénk, déi dat hei op dëser Tribün seet, mee dat sinn awer och Saachen, déi immens vill Leit vum Terrain a vun de Gewerkschafte soen. Ech ginn dovunner aus, datt déi Leit eppes dovunner kennen.

D'Fro vum Personalopbau, deen een hätt kënnen ënnerhuelen. Ass do eppes geschitt an deene sechs leschte Méint? Wat ass geschitt mat der Adaptatioun vun de Schoulprogrammer, falls et erëm eng Kéier zu enger Well kënnt, y compris wat den digitale Volet ugeet? Wat ass geschitt um Niveau vun der Planifizéierung vun der Betreiung vu Schüler, déi verschidde Schwieregkeeten hunn, a vu Schüler, déi sozial benodeelegt sinn? Wat ass do geschitt? Wat ass do geplangt ginn, falls eng zweet Well kéim? Vläicht kënnt och nach eng drëtt? Ech hoffen dat net, keen hofft dat. Mee wat ass do an der Tëschenzäit geschitt?

Vill Léierpersonal war krank, war a Quarantän. An déi si scho laang net méi ersat ginn. Dat ass och dat, wat een héiert vu Gewerkschaften, déi dat awer soen. Schüler hu mussen op verschidde Klasse verdeelt ginn. Wat geschitt mat de Leit, déi d'Cours-d'appuie ginn? Déi d'Cours-d'accueile ginn? D'Assistant-pédagogiquen hu mussen asprangen, fir ze ersetzen. Déi hunn dann op där Plaz gefeelt. Natierlech, wa mir dat heite Gesetz stëmmen, wäert sech déi Saach berouegen; hoffe mer. Mee trotzdeem hu mer gemierkt, datt an deene leschte Méint sech do net vill geännert huet.

An da stellt sech d'Fro iwwerhaapt, déi éischt Reserv, déi mer haten - well et huet ee wierklech dann den Androck, datt mer net dovunner ausgaange sinn, datt eng zweet Well kéim -: Firwat sinn déi verschidde Leit, déi natierlech kënnen och aner Aktivitéiten hunn, mee déi, déi wollten an déi, déi Loscht haten, oder déi, déi wollten, firwat konnten déi net méi laang och erëm agestallt ginn, fir och weiderhin direkt kënnen asetzbar ze sinn an och nach weiderhi kéinte forméiert ginn?

D'autant plus, leider, well, ech mengen, si maachen dat vläicht aus Iwwerzeegung, mee et sinn der awer och vill, déi souwisou och eng sécher Aarbecht sichen an déi mat enger gudder Formatioun déi Aarbecht kënne maachen.

Ech erënneren drun, datt mer awer viru Kuerzem vum Statec gesot kritt hunn, datt de Chômage net wäert erofgoen, mee erop. An dat sinn nach déi ganz optimistesch Previsiounen: 8 %, 8,5 %. Dat sinn déi Zuelen, vun deene geschwat gëtt.

An dann, wat ech einfach net verstinn, mee mir soen dat systematesch, permanent, all Kéiers, wa mer iwwert d'Bildung schwätzen: Firwat schwätzt de Bildungsministère net mat de betraffene Leit? Wat fir eng Hybris herrscht do um Aldringer, fir ze mengen, et kéint een alles eleng maachen?!

Dach, ech weess, duerno seet den Här Meisch: „Dach, mir schwätze mat de Leit!" Ech schwätzen duerno mat de Leit, mat de Gewerkschaften, déi soen: Nee! Héchstens gi se agelueden a se kréie gesot, wéi d'Saach soll lafen. Dat ass awer keen Dialog. Da brauch ee se emol guer net anzelueden. Da kann een och iwwer Pressecommuniqué funktionéieren.

An et si souguer Gewerkschaften, déi de Ministère selwer kontaktéieren a soen: „Hei, mir wëllen hëllefen." Dat heescht net onbedéngt, datt all Propos vun der Gewerkschaft vläicht gutt ass. Mee déi mussen eemol de Ministère kontaktéieren, zweemol, dräimol, véiermol! Et kënnt heiansdo emol guer keng Äntwert. Y compris am Beräich vun de Besoins spécifiques. Ech hunn héieren, datt do och de Ministère sech net wëllt hëllefe loosse vun de Leit, déi um Terrain sinn a soen: „Mir si bereet matzemaachen."

An da komme mer ...

(Interruption)

Jo, ech wäert natierlech erëm eng Kéier gesot kréien: „Dat stëmmt net!" Mee et ass déi sechste Kéier. An all Kéiers kréien ech awer vun deene Leit gesot, ganz kloer, datt keng Reaktioun oder keng richteg Reaktioun kënnt. An ech wëll dat, éierlech gesot, net méi héiere vum Aldringer, vum Ministère de l'Éducation nationale, datt do eng ganz gutt Kooperatioun leeft, well ech soe ganz einfach, ech gleewen dat net méi!

Dofir mengen ech awer och, datt et un der Zäit wier, datt de Ministère esou eng Aart Bildungsdësch mécht mat alle betraffene Leit - mat alle betraffene Leit: mat de Schülervertrieder, mat den Elterevertrieder, mat de verschiddene Gewerkschaften -, fir iwwerhaapt kënnen aus där Kris zesummen erauszekommen an déi Leit och eescht ze huelen. Et wier iergendwann eng Kéier emol e Fortschrëtt. Well dat geschitt, souwäit ech weess, net. An da kënne mer vläicht och besser Léisunge fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass een, just well ee selwer schonn eng Kéier eng Schoul vu banne gesinn huet, e gudde Pedagog? Warscheinlech net. Et gi sécher e puer Leit, déi mat gewëssen Talenter fir e bestëmmte Beruff gebuer ginn. Mee fir déi meescht ass et eréischt eng propper Ausbildung, déi een op de berufflechen Alldag preparéiert an domadder och ausstatt, fir dësen Alldag ze meeschteren.

Dee kuerze Stage vu véier Wochen, dee bis ewell néideg war, fir dierfen am Fondamental viru Schoulklassen ze stoen, war sécherlech ni eng vollwäerteg Ausbildung, mee et war awer ëmmerhin emol eng Fortbildung.

Mat dësem Gesetz sollen elo bis um Enn vum Joer awer kënne Leit de Poste vun Enseignanten iwwerhuelen, ouni derfir ausgebilt ginn ze sinn an ouni datt se am Viraus an engem Stage hir Aptitude fir de Beruff gepréift hätten.

Ech wëll Iech d'Iwwerraschung net huelen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mee mir wäerten dësem Gesetz net zoustëmmen. Den droende Personalmangel am Bildungssecteur, deem dëst Gesetz verschëlt ass, koum alles anescht wéi onerwaart. De Minister wëllt eis zwar gleewe loossen, datt een all déi aktuell Ausfäll net hätt kënne viraussoen. Mee wéi kann et sinn, datt eng Fro, déi sech all Schoulmeeschter an all Joffer iwwert de Summer gestallt huet, nämlech d'Fro, wéi et an de Schoulen am Wanter mat enger Covidwell weidergoe soll, eise Ministère elo iwwerrascht?

Firwat gouf net schonns vill éischter zousätzlecht Personal rekrutéiert, wat da virum Asatz um Terrain nach hätt kënne forméiert ginn? Firwat gesäit e ganze Secteur wärend Méint eng Katastroph kommen, wärend de Minister dovun näischt matkritt an einfach emol alles op sech zoukomme léisst?

(Interruption)

Déi aktuell Noutlag bréngt eis elo an eng Situatioun, an där mer eis entscheede mussen, ob mer wëllen, datt eis Kanner vu Persounen eduquéiert ginn, déi keng Formatioun hunn an am Virfeld och net op pedagogesch Kompetenzen iwwerpréift gi sinn, oder datt Klassen temporaire mussen zougemaach ginn, well et u Personal feelt. Ech mengen, Pescht a Cholera ass do den treffenden Ausdrock.

Ma ech soen Iech ganz éierlech: Ech kann et awer besser mat mengem Gewësse vereebaren, datt am Fondamental Klassen temporaire, dat heescht wärend e puer Wochen, doheembleiwen an do mat hire Famillje léieren a spillen an digital mat der Schoul verbonne bleiwen, bis en Ersatzschoulmeeschter oder eng Ersatzjoffer vu véier verschiddenen Enseignanten aus véier verschiddenen Zyklen ugeléiert a bewäert ginn ass, esou wéi dat bis elo jo de Fall war.

Muss wéinst engem Congé de maternité eng Titulaire vun enger Klass an der Primärschoul ersat ginn, da soll et mat dësem Gesetz méiglech ginn, datt hir Klass bis zum Enn vum Joer vun engem neie Chargé iwwerholl gëtt, dee keng pedagogesch Formatiounen an och emol net e Stage an enger Schoul gemaach huet. Dann ass eng Persoun ouni Ausbildung op eemol responsabel, fir enger ganzer Klass Liesen, Schreiwen a Rechne bäizebréngen. A wa se dat net gutt mécht, jo, da kann een net vill maachen.

Dat Schlëmmst heibäi ass schliisslech, datt d'Schoulen opgrond vun de Contrats à durée déterminée, déi mam Ministère ënnerschriwwe goufen, näischt maache kënnen, wa se feststelle sollten, datt ee vun hiren neie Chargéë wierklech Problemer hätt, den Ufuerderunge vum Beruff gerecht ze ginn. Si kënne just waarden, datt de Kontrakt ausleeft. Soulaang et also net zu enger Faute grave kënnt, wäert kee gekënnegt kréien. Wat de Schoulen dann nach bleift, ass d'Méiglechkeet, esou Persoune vun

engem Posten op deen nächsten ze schiben an der Hoffnung, datt néierens een ze grousse Schued entsteet. Mee dat ass natierlech och alles anescht wéi zefriddestellend.

Mir fannen et dofir onverantwortlech vis-à-vis vun de Kanner an och vis-à-vis vum Léierpersonal, wat sech duerno ëm déi nei Chargëë wäert këmmere mussen, d'Viraussetzung vun engem eigentlech souwisou schonns vill ze kuerze Stage elo ganz sträichen ze wëllen. Dat ass, mengen ech, ze kuerz gekuckt. Da wär et besser, den Drock aus dem System ze huelen an d'Schoulen temporaire nach eemol zouzemaachen an den Unterrecht à distance erëm zum Asaz kommen ze loossen, wärend neit Personal forméiert ka ginn.

An ech wëll domat guer net soen, datt ech mengen, datt alleguerten déi Leit, déi elo solle rekrutéiert ginn, komplett inkompetent wären. Op kee Fall! Mee ouni kuerz Formatioun an ouni Stage, deen ee mat enger Mindestleeschtung bestoe muss, kann einfach net ausgeschloss ginn, datt mer Leit an eisen Educatiounssystem eraloossen, déi net fir dëse Beruff gemaach sinn.

Ech weess, datt de Minister ëmmer esou schéi seet, datt als Éischt natierlech wäerte Leit rekrutéiert ginn, déi e Bachelor an de Sciences de l'éducation hunn. Dat héiert sech gutt un. Mee wéi vill Leit kënnen dat da scho sinn? Wéi vill Leit, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi net Enseignant sinn an och net zum aktuelle Pool vun de Suppleantë gehéieren an awer en Diplom an de Sciences de l'éducation hunn an och eigentlech an enger Schoul schaffe wéilten, mee fir dës Rentrée iergendwéi net rekrutéiert goufen, gëtt et dann?

Sécher net genuch, fir dem aktuelle Besoin vun dësem Gesetz vun 300 Plein-tempse gerecht ze ginn. Mir kommen also net derlaanscht, Persounen ouni pedagogesch Ausbildung mat engem Secondairesofschloss ze rekrutéieren. E Minimum u Formatiounen an e Stage, wärend deem d'Kandidaten iwwerpréift kënne ginn, ass dann awer eng Mindestviraussetzung. Dofir kann ech den Accord vun de Piraten zu dësem Text haut leider net ginn.

Ech soen lech villmools Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och allen Intervenanten, wou ech mengen, datt mer eis alleguerten dem Eescht vun der Situatioun bewosst sinn, déi d'Covidkris och de Schoulen operleet.

An ech soen och Merci fir déi Unanimitéit, vläicht net zu dësem Text, mee awer zu der Approche, datt d'Schoul dat ass, wat eigentlech als Lescht dierf zougoen, als Lescht dierf a Fro gestallt ginn, datt d'Educatioun vun eise Schülerinnen a Schüler, egal ob se am Precoce sinn, am Fondamental sinn, am Secondaire oder wéi e Wee datt se ëmmer ageschloen hu bis elo, datt mer alles mussen drusetzen, fir datt mer eng Kontinuitéit do kënne garantéieren.

Et sinn eng ganz Rei vu Propose komm. Proposen, déi zum Deel net nei sinn. Proposen, déi mer schonn diskutéiert hunn, déi, mengen ech, sécherlech och utile sinn, déi mer och an eenzelnen Aspekter schonn agesat hunn, déi mer am Tirang hu fir dann, wa mer se brauchen. Et sinn awer och Propose komm, déi, mengen ech, manner praktikabel sinn. Well déi einfach Léisungen, déi mer och elo nach grad hei vu mengem direkte Virriedner héieren hunn, déi vläicht gutt hei kléngen, déi ginn awer net. Fir ze mengen, mir schécken elo emol einfach d'Kanner heem, well mer offensichtlech net genuch Enseignanten an der Schoul hunn, an da kënnt iergendeen, anscheinend gëtt et jo keen an der Schoul, mee iergendeen aneren dann, deen hält dann Enseignement à distance. Jo, dee gëtt et awer net. Wou dee soll hierkommen, dat hutt Der vergiess, eis ze erklären, Här Clement. An duerfir ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dat si jo déi Vulnerabel, Här Minister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- An duerfir, denken ech, solle mer hei schonn oppassen, wat nëmme gutt kléngt, mee wat awer op där anerer Säit dann och praktikabel ass a wierklech eng Léisung an dëser prekärer Situatioun kann duerstellen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Mir hu bis haut eng Situatioun gehat an de Schoulen, wou mer de Gros vun de Klasse konnten assuréieren, well mer eis och preparéiert hunn op déi Rentrée an op dat, wat duerno kënnt. Mir hunn extra Contingente rekrutéiert fir zousätzlecht Ersatzpersonal am Fondamental. Mir hu fir dat neit Léierpersonal fir dës Rentrée 2020/2021 zousätzlech Contingenten an de Stage geholl par rapport zu deem Joer virdrun. Mir hunn och all déi Poste besat kritt.

Mee natierlech kënne mer net alles virausgesinn. Datt zum Beispill schwanger Fraen op eemol vulnerabel erkläert goufen an net méi virun enger ganzer Klass kënnen ënnerriichten, war net virauszegesinn. De Gilles Baum huet et virdru gesot, wat d'Envergure dovunner ausmécht. 200 Enseignanteën am Fondamental, déi quasi vun haut op muer, nodeems se de Reportage op der Tëlee gesinn hunn, sech gemellt hunn a gesot hunn: „Elo muss ech hei eng aner Aufgab iwwerhuelen." An déi ware virun der Klass ze ersetzen.

Et gëtt Quarantänen, wou Enseignantë betraff sinn. An dat huet grouss Repercussiounen op de Fonctionnement vun de Schoulen. Et gëtt Enseignanten, déi krank sinn, déi och positiv getest sinn oder, wéi mer et all Joer an ëmmer erëm a permanent hunn, sech aus aneren Ursaache musse krankmellen. An duerfir musse mer eebe kucken, datt mer hei eng Kontinuitéit vun den Aktivitéiten an der Schoul esou gutt wéi méiglech kënnen hierstellen.

Duerfir gi mer eis hei déi zwou Méiglechkeeten, déi ganz kloer differenzéieren an déi der Schoul, wéi se bis ewell fonctionéiert huet, an dem Profill vun deenen, déi haut an der Schoul intervenéieren an eigentlech quasi déi selwecht Aufgab maachen, entspriechen. Et gëtt hei keen Downgrade vun de Qualifikatiounen, fir an der Schoul ze intervenéieren. Well mer sichen hei zousätzlecht Personal, fir am Fondamental ze ersetzen. An de Minimum, deen een do muss hunn, dat ass genau dee Minimum, deen een och brauch, fir eeben haut och kënnen an de Stage fir Ersatzpersonal eranzekommen.

A mir sichen am Secondaire net Personal fir ze ersetzen - déi Nuance ass eigentlech hei an der Diskussioun zimmlech ënnergaangen -, mee mer sichen do Personal fir ze surveilléieren. Well de Prinzip do ass, datt, wann den Enseignant an enger Quarantän ass, en à distance dann, well da gëtt et en nach ëmmer, Här Clement, da muss en net iergendwou vum Himmel falen, da gëtt et en nach ëmmer an da kann en enseignéieren, awer vun doheem ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- An déi Schwanger am Fondamental, déi verschwannen, oder wéi?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- ... awer vun doheem aus enseignéieren. An da brauche mer e Surveillant am Sall, fir dat ze maachen. An do ass dann d'Qualifikatioun déi, déi eigentlech och haut gefrot ass, fir genau déi doten Aufgab ze iwwerhuelen.

Ech wëll vläicht kuerz nach eng Kéier op d'Situatioun agoen, wéi de Covid sech presentéiert bei deene Jonken. Well ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt de Covid present ass an der ganzer Populatioun, datt en och déi Jonk touchéiert. Datt déi Explosioun, déi mer an deene leschte Wochen haten, awer däitlech manner déi Jonk touchéiert huet wéi de Rescht vun der Populatioun.

Ech maache mer awer do keng Illusiounen, well mir sinn alleguerte mateneen a Kontakt. An doheem an de Familljen, do kommen d'Generatioune beieneen, soudatt mer och an deenen nächste Woche méi wéi warscheinlech wäerten eng Augmentatioun vun de positive Fäll bei deene Jonke mierken.

Et ass jo elo virun allem déi Alterskategorie tëschent 20 a 50 gewiescht, wou mer d'Explosioun vun de positive Fäll haten. Besonnesch tëschent 30 a 50. D'Elteregeneratioun eigentlech vun den haitege Schüler. A mir sollen emol dovunner ausgoen, datt dat sech och wäert bemierkbar maachen an deenen nächste Wochen, wa mer da mussen de Bilan zéien, wéi vill Jonker mer positiv getest hunn a wat dat dann och erëm eng Kéier fir Repercussiounen op d'Schoulen huet.

Mir hunn - dat kann ee gleewen oder net, mee et ass eigentlech keng Glawensfro, well et fir all Fall am Detail gekuckt gëtt tëschent Leit vun der Éducation nationale a Leit vun der Santé -, mir hu ganz wéineg Infektiounskette gehat. Dovunner ware bis déi lescht Woch aacht Schüler respektiv Enseignantë betraff an eenzelne Schoulen. Mir hunn iwwerschaubar vill Fäll gehat, wou ee kann dovunner ausgoen, datt eng Infektioun an der Schoul stattfonnt huet, wou et awer nach ëmmer net esou muss sinn. Dat waren der 207.

A mir hunn e Multipel dovunner u Fäll gehat, wou een dovunner muss ausgoen, datt d'Infektioun eeben net an der Schoul stattfonnt huet, ganz einfach, well am direkten Ëmfeld vun deem Schüler oder vun deem Enseignant oder deem Educateur oder deem technesche Personal an der Schoul keen anere positive Fall opgetaucht ass a mer duerfir dovunner ausginn, datt et eeben éischter ausserhalb vun der Schoul iwwerdroe ginn ass.

An dat analyséiere mer permanent. An dat ass och eng vun de Basë vun deem Stufemodell, dee mer virun der Rentrée en place gesat hunn. E Stufemodell, dee ganz flexibel kann op eenzel Situatioune reagéieren. A mir reagéieren och Dag fir Dag, well Dag fir Dag gëtt de Bilan gemaach. Dag fir Dag gëtt gekuckt, wou mer mussen déi eng oder déi aner Mesure upassen.

A bis ewell schaffe mer ganz staark mat de Mesurë vun de Quarantänen, selbstverständlech. Mir schaffen awer och mat ganz ville Schüler an Enseignanten, déi getest ginn. A mer wëssen, datt dee Stufeplang nach ganz vill aner Mesurë beinhalt, déi kënnen och zu all Moment gezu ginn, wann et dann noutwendeg ass. Mee bis ewell, an dat ass net eng politesch Decisioun, bis ewell war et net noutwendeg, well ech nach net eng Mesure recommandéiert kritt hu vun där Cellule, déi all Dag zesummen d'Analys mécht vun der Éducation nationale an der Santé, déi mer dann och net geholl hätten.

Momentan ass dat, wat mer um Terrain spieren, virun allem den organisatoreschen Opwand, fir dat doten alles ze encadréieren. An dat Beispill aus engem Lycée, aus enger Schoul aus deene leschten Deeg, wou d'Schoul komplett eigentlech hire Presenzbetrib huet missen zoumaachen an à distance enseignéieren, well eng eenzeg Persoun, déi an der Administratioun vun där Schoul geschafft huet, positiv getest ginn ass, an duerch d'Quarantäne vun Enseignanten, mat deene se a Kontakt war, déi ganz Schoul eigentlech net méi en présence konnt fonctionéieren an duerfir ganz schnell eeben op den Homeschooling ëmgeswitcht gouf.

Ech kann lech soen, an, ech mengen, et war jo och haut schonn an der Press, haut de Mëtten, all déi concernéiert Persoune goufe getest. Se si glécklecherweis alleguerten negativ. A muer de Moie kann d'Schoul erëm ganz normal weiderfonctionéieren. Mee dat weist, wéi vulnerabel de Schoulbetrib och ass par rapport zu ganz wéinegen Infektiounen. An et ass net esou, datt déi Schoul do huet missen à distance goen, well de Virus net ënner Kontroll war. Well bis haut waren et just dräi Persounen, déi positiv getest goufen: déi eng an der Administratioun an zwee an der Schoul, also Schüler. A méi war eigentlech do vum Virus bis ewell guer net ze bemierken.

An ech wëll hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Kéier e grousse Merci ze soen un all déi, déi dat doten am Alldag maachen. Vun deenen, déi vun eis a vun der Santé probéieren, de genaue Screening ze maachen a Statistiken ze féieren, fir datt mer permanent wëssen, wou mer a wat fir enger Schoul dann och dru si mam Virus, wéi e present ass, a fir datt mer kënne reagéieren, bis hin zu deenen, déi an der Schoul déi Viraarbecht do maachen, a bis hin zu deenen, déi an der Schoul probéieren, dat dann och all Dag erëm eng Kéier aneschters en place ze setzen. Dat ass eng Heedenaarbecht.

A gleeft mer, fir keen hält momentan d'Schoul op, wann d'Schell geet. Mee da geet eigentlech eng zweet Schicht eréischt richteg un. An duerfir e ganz, ganz grousse Merci! Well all déi, déi maachen et, fir datt mer d'Schoul weider kënnen, esou wäit wéi et dach iergendwéi geet, esou wäit de Virus et eis iergendwéi erlaabt, op halen.

Ech hu mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Motioun vun der CSV och ugekuckt. An do sinn eng ganz Rei vu Proposen dran, déi mer sympathesch sinn. Et sinn eng ganz Rei vu Proposen dran, déi mer bekannt sinn, well se Deel vum Stufeplang sinn, well et déi Mesurë sinn, déi mer permanent am Tirang nach leien hunn, fir se kënnen, wann et misst sinn, op nationalem Plang, fir se, wéi et éischter warscheinlech indiquéiert ass, op lokalem Plang an enger Grondschoul, vläicht an enger Gemeng, an enger Regioun oder an engem Lycée da kënnen all Moment ze imposéieren.

An et ass jo net, wéi wann do näischt geschitt wär. Hei ass et e bësse vun eenzelne Riednerinnen a Riedner awer duergestallt ginn, wéi wann d'Schoule géifen normal fonctionéieren, esou wéi se virun engem Joer och fonctionéiert gehat hätten, wéi wann et de Covid net géif ginn. Also do invitéieren ech awer elo emol eng Kéier wierklech jiddweree vun lech ... Jo, et kënnt een net esou einfach an d'Schoulen eran, mee et wär awer vläicht utile, dat doten einfach emol behaapt, eng Kéier kucken ze goen oder op d'mannst mat wierklech engem ze schwätzen, dee momentan an der Schoul schafft oder an d'Schoul geet. Well déi wäerten lech eppes ganz aneschters do kënnen zielen.

Dir Dammen an Dir Hären, vun 42 Lycéeën, ëffentlechen a privaten, sinn der 38, déi eng Maskeflicht hunn. An net nëmmen esou, wéi mir et virschreiwen, mee och nach am Unterrecht. Firwat musse mer dann elo deenen anere véier Lycéeën, déi dat dote bis elo net decidéiert hunn, firwat musse mir deenen dat dann elo virschreiwen?! Well ech hu vollst Vertrauen, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi Direkteren, mat hiren Enseignanten, mat hir Schülerkommiteeën an hiren Elterekommiteeën do fir déi Lycéeën an hirer aktueller Situatioun, wou se momentan sinn, eng besser Decisioun kënnen huelen, wéi wa mir hei géife mengen, et misst fir all Schoul d'selwecht sinn.

Ech hunn d'lescht Woch mat all den Direkteren eng Videokonferenz gehat an do gesäit een, wéi ënnerschiddlech déi Situatiounen dach awer do si vu Schoul zu Schoul. Wou deen een Direkter mer seet, en hätt bis elo siwe Fäll gehat vu positive Schüler oder Enseignanten, an een anere mer seet, en huet der quasi siwen den Dag.

Ma dat muss eis dach interpelléieren! An da kënne mer dach net déi eng Schoul esou behandelen ewéi déi aner. An da solle mer dach der Schoul déi doten Autonomie ginn. An ech denke wierklech, datt déi Leit do déi richteg Decisiounen huelen, am Interessi vun de Schüler an am Interessi och vun der Gesondheet vun all den Enseignanten.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Et geet ëm de Fondamental, net ëm d'Lycéeën.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Déi zwee.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Dir wëllt also och nach am Fondamental, hunn ech gelies, eng Maskeflicht maachen? Schwätzt och do emol eng Kéier mat de Leit um Terrain! Déi soen lech, wat se dovunner wäerten halen. A kuckt lech och emol d'Chifferen u vun Infektiounen! Kuckt lech wannechgelift emol eng Kéier d'Donnéeën un! Wann Der de Chiffere vun der Éducation nationale net gleeft, da kuckt lech déi vun der Santé un!

Da kuckt Der lech emol un, wéi wéineg Leit am Alter vun der Grondschoul iwwerhaapt infizéiert sinn! An da soen ech nach net do derbäi, datt se an der Schoul infizéiert goufen. Also, da muss ee sech awer vläicht emol d'Fro stellen, ob dat doten eppes ass, wat net vläicht d'Schoulhalen ze vill aschränkt an d'Léieren ze vill aschränkt par rapport zu deem, wat een un zousätzlecher Sécherheet kéint kréien.

Déi Mesure, fir op den ieweschte Klassen am Lycée zum Deel op Distanz ze goen, ass mer och ganz sympathesch. Se ass Deel vun eisem Stufeplang! Et ass genau dat, wat mer de Lycéeën zanter der Rentrée proposéiert hunn. Wann e Problem ass a wa si e Problem bei sech an der Schoul gesinn, da solle se dat dote maachen! An et ass genau déi Mesure, wou mir eis natierlech d'Recht virbehalen, zu all Moment, wa mir e Problem gesinn oder wann d'Santé e Problem gesäit, déi Mesure punktuell ze imposéieren.

Mee och do soen ech lech erëm eng Kéier, datt ech vollst Vertrauen an déi Direktiounen an an hir ganz Ekippen an der Schoul hunn, déi bis elo decidéiert hunn, dat doten nach net ze maachen.

Ech soen lech awer och, datt ech fest dervun iwwerzeegt sinn, datt dëst Schouljoer net op en Enn wäert goen, éier mer och Schoule wäerte gehat hunn, wou dat dote wäert applizéiert gi sinn. An ech bleiwen der Meenung, datt mer et nawell sollen esou handhaben, datt mer et ugepasst un déi jeeweileg Situatioun an der Schoul maachen. Wa mer wëllen eisem Motto gerecht ginn, dem Virus esou mann wéi méiglech Plaz ze loossen, fir der Bildung esou vill wéi méiglech Plaz ze loossen, da solle mer och esou vill wéi méiglech Plaz loossen, d'Schoul normal kënne stattfannen ze loossen an net do, wou et net noutwendeg ass, awer schonn à distance kënnen ze goen.

Ech wäert, Dir Dammen an Dir Hären, déi permanent Cellule vun der Educatioun an der Santé awer elo fir Allerhellegen, well mir hunn elo gutt sechs Woche Schoul hanner eis, nach eng Kéier chargéieren, all déi Mesuren do ze analyséieren, opgrond vun deene Chifferen och, déi mer hunn, opgrond

Le saviez-vous ?

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

vun deem Infektiounsgescheeën, wéi et an der Gesellschaft, an der Gesamtpopulatioun ass, mee wéi et awer och bei deene Jonken ass.

Ech wäert froen, ob et Recommandatioune gëtt. An ech wäert bieden, déi Mesuren, Madamm Hansen, déi Dir och an Ärer Motioun hei proposéiert hutt, genau ze analyséieren a mer en Avis dozou ze maachen. An da sinn ech absolutt bereet, falls do Mesuren derbäi sinn, déi mer bis elo net um Radar gehat hätten oder déi eng zousätzlech Sécherheet oder eng zousätzlech Plaz fir d'Bildung kënne schafen, fir déi dann och ze huelen. Elo, ouni esou Analysen, wäit ewech vun der Realitéit vum Terrain an net baséierend op déi reell Entwécklung vum Virus an eiser Gesellschaft an an der Schoulpopulatioun, déi einfach hei ze decidéieren, dat kann ech lech leider net recommandéieren.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech lech Merci och hei fir Är Flexibilitéit, fir deen Text hei erëm ze stëmmen. Et ass en Text, dee mer kennen. Et ass en Text, dee mer virum Summer schonn a Kraaft haten, fir eis bei der Personalgestioun méi Méiglechkeeten ze ginn. Et ass keen, dee mer muer de Moie mussen zéien, well mer net esou an Nout sinn. Mee et ass een, deen eis Méiglechkeete gëtt, iwwert déi nächst Wochen a vläicht souguer Méint kënnen eebe besser d'Schoul ze organiséiere wéi ouni dësen Text.

Duerfir e Merci un Är Flexibilitéit hei am Haus. E Merci och un d'Flexibilitéit an d'Dispositioun an d'Disponibilitéit vum Staatsrot. Et ass genau dat, wat mer momentan brauchen, fir och d'Schoul kënnen op ze halen.

Villmools merci!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

An dann direkt Parole après ministre fir den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech gouf vum Minister interpelléiert mat der Fro, wou ech da géif mengen, datt déi Leit fir den Homeschooling géifen hierkommen. Ma, den Här Minister huet eis am Exposé des motifs vun dësem Gesetz gesot, datt esou vill Leit elo onverhofft als vulnerabel klasséiert goufen an heem mussen an doweinsder bräichte mer Remplaçantë fir déi.

Ma ech géif him dann äntwerten op seng Fro: Genau déi Leit, déi haut jo onverhofft verschwanne géifen, kéinte jo och den Homeschooling da bedreiwen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da Parole après ministre fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech wollt nach eng Kéier kuerz nofroen, ob et och méiglech wier, gesot ze kréien, wéi et fir de BTS am Fong ofleeft, wat ech gefrot hat a wou awer d'Leit och um Terrain net genee wëssen elo, wéi se sollen do virufueren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. Dann nach den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Ech hat och eng Fro gestallt. An ech wéilt gäre wëssen, wat de Minister dovunner hält. Dat ass einfach déi Fro vum Bildungsdësch, déi souwisou och scho virun zwee Joer diskutéiert gouf. Ech mengen, et wier elo interessant, grad an der Allerhellegevakanz, fir vläicht och justement eng Fënster fir all d'Leit - d'Schülervertrieder, d'Elterevertrieder, déi verschidde Gewerkschaften, de Ministère natierlech - zesummenzekréien a fir eng Kéier de Point ze maachen. Et wier awer och interessant, hir Meenung ze héieren, fir och vläicht souguer d'Kommunikatiounsschwieregkeeten ze entschäerfen. Ech géif gäre wëssen, ob de Ministère gewëllt ass, deen Dialog opzehuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert zréck un d'Regierung. Här Educatiounsminister Claude Meisch!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo. Merci, Här President. Pardon effektiv, Dir Hären Deputéierten, wann ech Är Froen do kuerz iwwersprongen hat. Dat war net meng Absicht.

Zum BTS ass et esou, datt dat ënnert d'Reegele vum Secondaire fält. D'Universitéit huet eng Decisioun geholl. Déi ass och net vum Ministère vum Enseignement supérieur oder vun der Santé komm, mee d'Universitéit huet dat fir sech als Universitéit gemaach. Fir ze soen: „All eis Coursë gi momentan op Distanz assuréiert, awer esou, datt d'Schoul nach ëmmer ënnert dem Regimm vum Enseignement secondaire leeft." Wou se natierlech och kënnen op d'mannst en Deel vun de Coursen à distance organiséieren, an där Autonomie, déi ech grad beschriwwen hunn, mee wou dat awer net imposéiert ass respektiv och net d'Reegel ass.

Zum Sven Clement senger Remark wëll ech awer nach eng Kéier soen: Jiddwereen, deen haut vulnerabel ass als Enseignant, deen huet eng Tâche. Do sëtzt keen doheem ze waarden, datt en ugeruff gëtt vun der Éducation nationale, fir ze soen: „Dann haalt elo wannechgelift emol do Homeschooling!" Déi sinn alleguerten agesat, sief et schonn am Homeschooling, sief et am Encadrement vu vulnerabele Schüler, sief et a Preparatioune vun aneren Aktivitéiten. Déi hu mer alleguerten aktivéiert! Et ass keen, dee vulnerabel ass, dee momentan näischt ze maachen huet. Dat wëll ech awer preziséieren, well dat huet e bëssen aneschters geklongen elo an Ärer Interventioun.

Wat d'Iddi vum Bildungsdësch ronderëm de Covid ubelaangt, wëll ech lech soen: Ech sinn dës Woch, an ech war et och schonn déi lescht Woch, permanent amgaangen, mat eenzelnen Acteuren ze diskutéieren. Ech hunn aus enger Diskussiounsronn, déi ech mat all den Direkteren hat, souwuel am Fondamental wéi am Secondaire, vun der leschter Woch hei zitéiert. Ech gesinn dës Woch an déi nächst Woch sämtlech Gewerkschaften aus sämtlechen Ordre-d'enseignementen - de Fondamental, de Secondaire, d'Kompetenzzentren - iwwer eng Videokonferenz, fir och nach eng Kéier do de Bilan ze zéie vun deem éischten hallwen Trimester vun dësem Schouljoer.

Ech wäert d'national Schülerkonferenz och gesinn. Ech wäert och déi national Elterevertriedung gesinn, fir ganz genau eis do ze echangéieren an dann, wéi ech virdru gesot hunn, och nach eng Kéier e Rapport froen, och vun de Gesondheetsinstanzen, iwwert d'Infektiounsgescheeën an de Schoulen an iwwer eis eenzel Mesuren.

An da wäerte mer och an der nächster Woch kucken, wat mer do zesummekritt hunn an ob et dann duerno zu anere Mesuren oder anere Recommandatioune wäert kommen. Mir brauchen eigentlech do elo kee Covidbildungsdësch, well deen hu mer zanter Méint an engem permanenten Echange.

Dat heescht awer net, datt mer eis natierlech iwwer all Fro eens wäerte sinn. Ech ginn lech ee Beispill: Wann ech den Avis vun der nationaler Elterevertriedung liesen, déi hätten och gären eng ganz zentral Ausso vum Minister iwwert d'Masken am Lycée. Déi hätten nämlech gären, datt de Minister eigentlech géif soen: „Do brauch kee Schüler wärend dem Unterrecht eng Mask unzedinn."

A wann ech op där anerer Säit d'Enseignantsgewerkschafte liesen, da geet dat genau an déi opposéiert Richtung, datt mir eigentlech missten imposéieren, d'Mask do unzedinn. Mee dat wëllt net heeschen, datt mer net matenee schwätzen, datt mer eis net nolauschteren an datt mer net hoffen, datt mer eis awer op eenzelne Punkte wäerte méi no kommen.

Villmools merci!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. Den Här Wagner freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci. Merci fir d'Äntwert vum Här Minister. Et freet mech och, datt dat geschitt. Ech wollt awer just, pour la petite histoire awer, well déi Fuerderung vum Bildungsdësch, dat ass net just och eng Fuerderung, déi an deem klenge Kapp hei entstanen ass, mee dat war och nach eng Fuerderung, déi haut de Moie selwer vum SEW gestallt gouf.

Den SEW OGB-L fuerdert de Minister op, d'urgence eng grouss Reunioun mat alle Betraffenen - Schülervertrieder, Elterevertrieder, Gewerkschaften a Ministeren - anzeberuffen an op d'Schoulpartner ze lauschteren, fir d'Situatioun ze redresséieren a fir ze evitéieren, datt d'Schoul an deenen nächste Wochen am Chaos ënnergeet. Aner Gewerkschafte fuerderen dat och. Mee si hunn dat och nach haut de Moien als Communiqué erausbruecht.

Dat heescht, voilà ... Ech si frou, datt dat geschitt, ënner wat fir enger Form dat geschitt, mee ech stelle mer awer trotzdeem d'Fro, awéifern déi Decisioun vläicht och net a leschter Minutt getraff ginn ass. Mee et ass egal, Haaptsaach, et geschitt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung. Här Meisch!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Also, wa mer esou detailléiert hei wëlle sinn, da wëll ech lech soen, datt d'Invitatioun un den SEW gëschter erausgaangen ass. Da wonnert et mech schonn, datt de Moien déi dote Fuerderung mat esou engem Communiqué dann awer artikuléiert gouf.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7688. Den Text steet am Document parlementaire 7688[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7688 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration. De Vott fänkt un.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 35 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen an 21 Enthalungen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7688 est adopté par 37 voix pour, 2 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Léon Gloden), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi deposéiert ginn ass.

Ass nach een, deen d'Wuert zur Motioun wëllt ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Eis ass d'Motioun gréisstendeels sympathesch, mat Ausnam vun dem fënneften Invite. An, jo, et ass schued, datt se net nummeréiert sinn, dofir musst Der selwer nummeréieren. Et ass deen éischten op der zweeter Säit, wou et ëm d'Thermalkamerae geet, déi - esou liesen ech et - automatesch géifen do d'Temperatur vu Leit moossen.

Dat ass fir eis eppes, wat dach relativ orwellianesch ass. An deementspriechend, soulaang dee Punkt dran ass, kënne mir d'Motioun net matdroen. Falls d'CSV deen awer géif à disposition stellen, da kënne mir déi Motioun hei matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, d'Motioun, wéi den Här Clement sot: Si ass eis och sympathesch, déi Motioun vun der CSV. De Problem ass awer deen, bon, do sinn 13 Fuerderungen. Ech mengen, déi allermeescht Fuerderunge sinn de bon sens a sinn interessant. Ob se wierklech all 100%eg gräifen, ass eng aner Saach.

Ech weess et selwer net, éierlech gesot. Ech muss dat soen. D'Maskeflicht, muss een dat wierklech imposéieren, automatesch? Dat weess ech net, dat kann ech net aschätzen. Et si vill Saachen, déi een net kann aschätzen. Quitte datt déi meescht Proposen awer à première vue souguer Sënn maachen. Dofir géife mer eis och éischter enthalen.

Et ass oft de Problem mat Motiounen, déi ganz prezis sinn. Do ass ëmmer e Problem vläicht do. An ech mengen, fir an der Logik ze bleiwen, fir ze soen, datt een och Mesurë muss ergräifen, andeems een och mat verschiddene Partner diskutéiert, wat déi mengen, déi um Terrain schaffen, wéilt ech dann och virsiichtshallwer eng Enthalung recommandéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Et sinn eng ganz Partie Saachen, déi wierklech gutt an dëser Motioun sinn a wou et och ganz gutt ass, fir déi eng Kéier hei unzeschwätzen, wat awer och scho gemaach ginn ass. Ech schwätzen do vum grousse Problem mam Schülertransport, ech schwätzen och vun der Iddi vun de Loftfilteren an de Klassen, an natierlech och vläicht méi transparent an zäitno bausse kommunizéieren.

Da sinn awer och e puer Saachen, wou mer eis Bedenken hunn. An dat ass effektiv bei, ech mengen, engem zentrale Punkt. Dat ass dee vun de Masken, wou mer eis froen, ob et wierklech elo zum Beispill, ech soen elo e Beispill: Am zweete Schouljoer, e grousse Klassesall, 14 Schüler, déi ausernee sëtzen, muss een do elo wierklech deene Kanner fënnef, sechs Stonnen den Dag d'Mask opzwéngen? Ech mengen, dat muss een och vläicht da vu Fall zu Fall awer kënnen ënnerscheeden.

An dann och mam Féiwermoossen, dat gesi mer och relativ schwiereg. Dat misst ee jo da virun all Schoul maachen. An dann eventuell: Wat mécht ee mat de Kanner, déi dann e bësse méi eng héich Temperatur hunn? Wéi géif dat da virugoen? Dat sinn also Froen, déi mer eis do nach stellen. Duerfir géife mer eis hei bei dësem Projet (veuillez lire: bei dëser Motioun), obwuel villes natierlech ganz richteg ass, enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup.

Vote sur la motion 1

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. De Vote électronique ass gefrot.

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 21 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 8 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Léon Gloden), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Ont voté non : MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Ordre du jour (suite)

Et gëtt proposéiert, déi Sitzung vu muer de Mëtteg um 14.00 Auer ofzehale mat engem Punkt um Ordre du jour, dat heescht dem Projet de loi 7683, d'Ofstëmmung iwwert d'Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.31 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 5, 6 et 7

5e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 58
Communications ..... p. 58
Ordre du jour ..... p. 58
Question élargie n° 51 de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur industriel luxembourgeois durant la crise sanitaire et de ses perspectives ..... p. 58-59
Question élargie n° 52 de M. Jeff Engelen relative à l'élaboration d'un nouveau plan de crise en cas de pandémie ..... p. 59-60
Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat ..... p. 60-75

6e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 76
Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés ..... p. 76
Changements de composition des commissions parlementaires ..... p. 76
Heure de questions au Gouvernement
- Question n° 137 du 21 octobre 2020 de M. Laurent Mosar relative au bilan judiciaire en matière de blanchiment en vue du « peer review » par le GAFI en 2021, adressée à Mme la Ministre de la Justice ..... p. 76
- Question n° 138 du 19 octobre 2020 de M. Max Hahn relative à l'installation de feux rouges sur certaines bretelles d'accès sur l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ..... p. 76
- Question n° 137 du 21 octobre 2020 de M. Laurent Mosar relative au bilan judiciaire en matière de blanchiment en vue du « peer review » par le GAFI en 2021, adressée à Mme la Ministre de la Justice (suite) ..... p. 76-77
- Question n° 139 du 20 octobre 2020 de M. Fernand Kartheiser relative aux décharges pour déchets inertes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ..... p. 77
- Question n° 140 du 21 octobre 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à la coopération avec le nouveau Gouvernement belge en matière d'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Énergie ..... p. 77
- Question n° 141 du 21 octobre 2020 de M. Léon Gloden relative au recensement de la population au cours de l'année 2021, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur ..... p. 77-78
- Question n° 142 du 19 octobre 2020 de M. Claude Lamberty relative à l'évolution des autorisations d'établissement, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes ..... p. 78
- Question n° 143 du 21 octobre 2020 de M. Gilles Roth relative au fichier central de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure ..... p. 78
- Question n° 144 du 21 octobre 2020 de M. Claude Lamberty relative aux dispositions sanitaires à respecter dans le cadre des cours de natation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 78-79
Question urgente n° 3014 de M. Marc Goergen concernant le télétravail dans la Fonction publique ..... p. 79
Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner ..... p. 79
Dépôt d'une proposition de loi par M. Jeff Engelen ..... p. 79
Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser ..... p. 79
Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden ..... p. 79
7613 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen ..... p. 79-83
Question élargie n° 50 de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur financier luxembourgeois durant la crise sanitaire ..... p. 83-84
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du régime du chômage partiel ainsi que des différentes aides aux entreprises ..... p. 84-88
Question élargie n° 49 de M. André Bauler au sujet de la protection des paysages luxembourgeois ..... p. 88-89
Changements de composition des commissions parlementaires (suite) ..... p. 89

7e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 89
Discours de M. le Président ..... p. 89
Communications ..... p. 89
Ordre du jour ..... p. 90-91
7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
7685 - Proposition de loi du 21 octobre 2020 modifiant la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et supprimant la limite du nombre maximal de lits pouvant être autorisés au niveau national
7686 - Gesetzesvirschlag Ännerung vum Art. 271 vum Code de la sécurité sociale
7687 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État (Déclarations de recevabilité) ..... p. 91
Octroi d'un titre honorifique à M. Gast Gibéryen et à M. Marco Schank ..... p. 91
7689 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 211-12 du Code du travail ..... p. 91-93
7688 - Projet de loi du *** portant
1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;
2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;
3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ..... p. 93-97
Ordre du jour (suite) ..... p. 97

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2019-2020
2441	Diane Adehm	Compensation en éco-points
2700	Jeff Engelen	Réseau 5G au Luxembourg
2713	Fernand Kartheiser	Cours de rattrapage
2714	Sven Clement	Classes d'attache
2719	Martine Hansen	Éoliennes dans le sud du pays
2732	Marc Goergen	Modernisation des flottes d'autobus
2757	Marc Goergen	Protection des oiseaux
2770	Sven Clement	Piste d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg
2779	Mars Di Bartolomeo	Règlement UE sur la réception et la surveillance du marché des véhicules
2784	Jeff Engelen	Médecins de garde
2804	Marc Goergen	Secteur de la santé
2810	Fernand Kartheiser	Cours de rattrapage
2812	Fernand Kartheiser	Rentrée scolaire dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2813	Sven Clement	Publicité dans les boîtes aux lettres
2817	Mars Di Bartolomeo	Subvention pour l'achat d'une voiture hybride
2822	Marco Schank	Décharge pour enseignants s'engageant au Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires
2823	Françoise Hetto-Gaasch	Réorganisation du réseau RGTR
2824	Dan Biancalana	Illettrisme
2826	Djuna Bernard, François Benoy	Programme « Lait à l'école »
2828	Marc Baum	Affiliation des travailleurs saisonniers à une assurance de pension et de maladie
2829	Martine Hansen	Contact tracing
2831	Sven Clement	Formules « zero-rating »
2832	Marc Lies	Logements à coût modéré dans le cadre du Pacte Logement
2834	Roy Reding, Jeff Engelen	Conséquences fiscales du télétravail
2837	Mars Di Bartolomeo	Exportation de pesticides
2842	Fernand Kartheiser	Concours « Zu Fouss, mam Vëlo oder mam Bus an d'Schoul »
2846	Nancy Arendt épouse Kemp	Effets du confinement sur la consommation de drogues
2847	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Tâches du personnel socio-éducatif
2849	Max Hahn, Claude Lamberty	Réforme de la législation sur les taxis
2851	Viviane Reding	Stratégie pour l'hydrogène
2853	Martine Hansen	Élèves vulnérables
2854	Sven Clement	Marché de l'emploi
2855	Josée Lorsché	Contrôle médico-sportif
2856	Jeff Engelen	Sages-femmes
2866	Laurent Mosar, Martine Hansen	Régime de prêts garantis par l'État
2867	Fernand Kartheiser	Milan royal
2871	Léon Gloden	TVA via Internet
2873	Martine Hansen	Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (CETA)
2874	Sven Clement	Contrôles aux frontières
2877	Marc Goergen	Conseil supérieur du développement durable
2878	Gilles Roth, Laurent Mosar	Traitement des données des personnes privées par la Police grand-ducale
2879	Roy Reding, Fernand Kartheiser	Investissements chinois dans l'Union européenne
2880	Roy Reding, Jeff Engelen	Loi sur la dissimulation du visage
2881	Léon Gloden	Mise en place d'un cadastre volumétrique
2883	Léon Gloden	Contrôles douaniers à la frontière germano-luxembourgeoise
2885	Roy Reding	Recettes TVA
2886	Martine Hansen, Marc Spautz	Mise en quarantaine déclenchée dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19
2888	Roy Reding, Fernand Kartheiser	Failles de sécurité informatique dans la technologie des satellites
2892	Marc Spautz	Assistance juridique pour l'opposant russe Alexeï Navalny
2895	Georges Mischo	Organisation des compétitions sportives dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2896	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Summer School 2020
2899	Jeff Engelen	Parc éolien à Burden
2903	Sven Clement	Rapport sur les contrôles aux frontières avec l'Allemagne
2904	Francine Closener	Enseignement à distance
2910	Marc Goergen	Installation d'un radar fixe dans le tunnel Markusberg
2914	François Benoy	Récolte de 2020 et lessivage des nitrates
2915	Martine Hansen	Délais d'accès à la mammographie
2916	Marc Lies	Conventions entre l'État et les communes dans le cadre de la création de logements abordables
2920	Lydia Mutsch	Demandes d'aide au logement en ligne
2921	Mars Di Bartolomeo	Agence européenne « CHAFEA »
2922	Roy Reding	Chèques-repas
2925	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Groupe islamiste chiite et le parti politique Hezbollah
2928	Martine Hansen	Projets pilotes dans le cadre du Plan d'action national « PAN-Bio 2025 »
2929	Martine Hansen, Marco Schank	Gare de Michelau
2933	Léon Gloden	Envoi des bulletins d'imposition
2934	Cécile Hemmen	Rénovation du parking Saint-Esprit
		Session ordinaire 2020-2021
4193 urgente	Marc Hansen	Délai d'injection entre les deux doses du vaccin Vaxzevria
4284 urgente	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Sécurité des infrastructures juives
4288 urgente	Djuna Bernard, Josée Lorsché	Vaccination des étudiants
4295 urgente	Carole Hartmann, Gusty Graas	Inauguration d'une sculpture à Echternach

Question 2441 (25.06.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **compensation en éco-points :**

Il résulte de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 sur la protection de la nature et des ressources naturelles qu'« il est interdit de réduire, de détruire ou de détériorer les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire ainsi que les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation des espèces a été évalué non favorable ».

En cas de saisine du Ministre d'une demande de dérogation à l'interdiction précitée, la requête afférente doit comporter entre autres une estimation de la valeur écologique relative d'un site ou d'une zone visée par un projet en vue de définir l'envergure des mesures compensatoires nécessaires. Ces mesures compensatoires sont évaluées à l'aide d'un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points.

D'après le règlement grand-ducal du 1er août 2018, la valeur monétaire d'un éco-point correspond à un euro. Un autre règlement grand-ducal du même jour institue le système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement :

1) Quel est le montant global au titre des mesures compensatoires précitées en 2018, en 2019 respectivement en 2020 ?

2) Madame le Ministre peut-elle me fournir ces informations par type de biotope, habitat ou autre utilisation du sol ?

3) Pour quels projets concrets le registre des éco-points a-t-il déjà été débité ? Quel a été le montant investi à chaque fois ? Quels projets restent actuellement à réaliser et suivant quel échéancier ?

Réponse (13.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a été saisi de 161 demandes d'autorisation ayant déclenché les mécanismes de compensation tels que précisés par l'article 63 et pour lesquelles une taxe de remboursement en vertu de l'article 65 a été versée. La ventilation du nombre de demandes et des montants (€) versés par année jusqu'au 28 septembre 2020 est indiquée dans le tableau 1 ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Le tableau 2 reprend les surfaces (exprimée en hectares) par type d'habitat d'intérêt communautaire détruit pour la période de référence.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il ressort du tableau 2 que les prairies maigres de fauche représentent de loin l'habitat d'intérêt communautaire le plus affecté, tout en soulignant que l'envergure relative des habitats d'intérêt communautaire est globalement moins importante que celle les biotopes protégés détruits (v. tableau 3).

Le tableau 3 reprend les surfaces (exprimée en hectares respectivement en nombre d'arbres) par type de biotopes protégés détruits pour la période de référence.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les forêts feuillues (BK13) représentent à elles seules 35 % des biotopes protégés détruits pour la période de référence. La perte d'éléments de structure des paysages ouverts du type bosquet, verger, haies ou broussailles représente 58 % de la surface totale des biotopes protégés détruits, auxquelles s'ajoutent les groupes et rangées d'arbres à hauteur de 791 arbres abattus.

En total 12,49 hectares de biotopes protégés (82,1 %) et d'habitats d'intérêt communautaire (17,9 %) ont été détruits sur la période de référence.

Les obligations compensatoires (5.720.959 €) découlant de la destruction d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire représentent 73 % du montant de la taxe de remboursement versée pour la période de référence. De la totalité des habitats d'espèces d'intérêt communautaire détruits 60 % concernaient des habitats de chauves-souris, 39 % des habitats d'oiseaux et 1 % des habitats de reptiles.

ad 3) Pour des raisons de protection des données, l'identité précise des projets concrets débités au registre ne peut être publiée. Les montants totaux de la taxe de remboursement par type de requérants sont fournis ci-dessous sous forme tabellaire (tableau 4).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le montant individuel par projet de la taxe de remboursement variait entre 7 € et 636.600 €.

À noter que toutes classes de requérants confondues, des mesures de compensation in situ à hauteur de 1.095.547 éco-points ont été réalisées. Ces mesures réalisées par le requérant à l'intérieure de l'emprise du projet soumis à autorisation, communément appelées infrastructures vertes, contribuent donc de manière significative - environ 14 % du montant de la taxe totale pour la période de référence - à l'allègement de la taxe de remboursement, tout en contribuant à l'amélioration de la qualité écologique des terrains aménagés et de la qualité de vie des résidents ou employés. Ces mesures comprennent notamment la plantation d'arbres, d'arbustes ou de haies, ou encore la réalisation de toitures vertes, de façades végétalisées ou l'aménagement écologique de bassins de rétention des eaux de pluie.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable est dans l'impossibilité de prévoir les futurs besoins compensatoires, au moins pour la partie qui émane de projets communaux ou privés, et encore moins l'échéancier de la réalisation des projets y relatifs.

Question 2700 (20.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **réseau 5G au Luxembourg :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0634 vu mengem Fraktiounskolleeg Fernand Kartheiser aus dem Joer 2019 preziséiert d'Regierung, datt bis dato keng Indikatioune virleien, „déi géife géint een Deploiement vun der 5G zu Lëtzebuerg schwätzen. Am Kader vun de Pilotprojeten ass vun der Regierung geplangt, fir och zu Lëtzebuerg Moossunge maachen ze loossen, déi da wäerten zu weideren Erkenntnisser féieren."

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Si bis elo schonn déi uewe genannte Moossungen duerchgefouert ginn, déi zu weideren Erkenntnisser solle féieren?

2. Wa jo, wéi eng Erkenntnisser huet d'Regierung dorausser gewonnen?

3. Wann nee, a wéi engem zäitleche Kader gedenkt d'Regierung elo, déi Moossungen duerchzeféieren?

4. Ënnert der Berécksiichtegung, datt schonn eenzel Frequenze fir de 5G-Reseau versteet goufen an am Fall wou d'Regierung déi uewe genannte Moossungen nach net duerchgefouert huet: Ass d'Regierung an deem Fall net an der Situatioun, datt si de „Principe de précaution" net beuecht huet?

Réponse commune (20.10.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Déi entspriechend Pilotprojete sinn nach net um Stadium, wou konkreet Miessunge vun den neie 5G-Antennen ënnerholl géifen.

ad 2. Vu dass nach keng Miessunge konnte gemaach ginn, kann dës Fro nach net beäntwert ginn.

ad 3. Déi entspriechend Pilotprojeten erstrecke sech vun Enn 2020 bis Enn 2022. Esoubal ewéi d'Antennen dobaussen um Terrain ënner reelle Bedingungen a Betrib sinn, gi se zesumme mat de responsabelen Autoritéite fir Miessunge vun elektromagnéitesche Felder verfollegt.

Als Beispill sief hei de Projet „5G-Emit" vum Luxembourg Institute of Science (LIST) genannt, am Kader vun deem verschidde 5G-Zenarie solle genee analyséiert ginn.

ad 4. De „Principe de précaution", dee schonns säit Joerzéngten zu Lëtzebuerg applizéiert gëtt, gëtt och am Kader vun de 5G-Antennen applizéiert. D'Ëmweltverwaltung an d'Inspection du travail et des mines hu sech am Virfeld vun den éischten Autorisatioune fir d'5G-Antennen am Detail mat der Thematik auserneegesat an hu sech mat nationalen an internationalen Organer ausgetosch.

D'Kommunikatioun[1] vun der Europäescher Kommissioun iwwert de „Principe de précaution" gesäit vir, dass déi preventive Mesuren ënner anerem proportional an net diskriminatoresch dierfe sinn an am Aklang mat eventuell neien Erkenntnisser analyséiert ginn.

Et ass festgehale ginn, dass den aktuelle Grenzwäert fir d'elektromagnéitesch Feldstäerkt a Gebidder, wou sech Persounen ophale kënnen, net eropgesat gëtt. Déi installéiert Antenne mussen och vun agreéierten Organismen ofgeholl ginn.

Am Kader vum „Principe de précaution" ginn déi aktuell Erkenntnisser och an Zukunft weider genee suivéiert.

Question 2713 (24.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **cours de rattrapage :**

Vum 31. August bis den 11. September kënnen d'Schüler aus den ëffentlechen an de private Schoulen, déi den ëffentleche Programm ubidden, sech fir Nohëllefsstonnen aschreiwen, respektiv vun hiren Elteren ageschriwwe ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Wéi a wéini goufen d'Léierpersonal, d'Elteren an d'Schüler iwwert d'Méiglechkeet vun den Nohëllefscoursen informéiert?

2. Wéi vill Kanner a Jonker goufe vun den Eltere fir Nohëllefscoursen ugemellt oder hu sech selwer ugemellt?

3. Wéi gëtt d'Organisatioun vun den Nohëllefscoursë konkreet ëmgesat? (Wéi eng Acteure sinn dru bedeelegt, a wéi enge Raimlechkeete fanne se statt, gouf ee Schoultransport organiséiert, wéi eng sanitär Virsiichtsmoossname goufe getraff, gëtt et och Nohëllefsstonnen iwwer Video?)

4. Wéi eng Schoultyppen a Sektioune bidden Nohëllefsstonnen un?

5. Wéi ass d'Demande un esou Nohëllefscoursë prozentual gesinn an den eenzele Fächer? Ginn Nohëllefsstonnen an alle Fächer offréiert?

6. Wéi vill Persoune vum brevetéierte Léierpersonal hu sech gemellt, fir déi Nohëllefscoursen ze halen? Wéi vill Persoune vum zertifiéierten Ersatzpersonal? Wéi vill Studenten, déi am Kader vun der Covidkris rekrutéiert goufen?

7. Wat ass mat all deene Persoune geschitt, déi wéinst der Covidkris rekrutéiert goufen an e Vertrag bis d'Enn vun der Schoulvakanz kruten? Wéi vill vun hinne goufe fir wéi eng Aarbecht agesat? Wat ass mat deene geschitt, déi net agesat goufen?

8. Wéi steet den MEN zu der Kritik vun der Gewerkschaft SEW/OGB-L, déi seet, datt déi wéineg Nohëllefsstonnen de Kanner keng wierklech Chancë géinge ginn, mee datt wärend dem Schouljoer en Appui vu brevetéiertem Personal, wat momentan op detachéierte Plazen agesat ass, misst assuréiert ginn? („Laangfristeg Opfänkmesurë mussen AN der Schoulzäit a WÄREND dem ganze Schouljoer stattfannen. ALL Schüler huet ee Recht drop, déi schoulesch Retarden, déi duerch déi sanitär Kris entstane sinn, an der regulärer Unterrechtszäit mat dofir geschoultem Personal opzeschaffen.")

9. Wat ass virgesinn, fir d'Formatiounsdefiziter vu Léierbouwen a Léiermeedercher opzefänken, bei deenen den Ausbildungsbetrib net konnt schaffen oder déi elo Problemer hunn, fir eng Ausbildungsplaz ze fannen?

Réponse (13.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1., 2., 4., 5. + 6. Dës Froe goufen an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2568 traitéiert.

ad 3. D'Fro no den Acteure gouf an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2568 traitéiert.

Wat d'Raimlechkeete betrëfft, goufen d'Coursen an de Grondschoule respektiv an enger Rei vu Lycéeën organiséiert.

Duerch de Fait, datt d'Unzuel vun de Schüler pro Cours reduzéiert war, konnt duerfir gesuergt ginn, datt déi eenzel Gruppe sech net begéint sinn an datt e groussen Ofstand tëscht de Bänke konnt agehale ginn.

Wärend den Nohëllefscoursë waren déi nämmlecht temporaire sanitär Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 ze respektéieren ewéi am normale Schoulbetrib.

Vu datt d'Nohëllefscoursen ausserhalb vun der Schoulzäit organiséiert goufen an d'Kanner zu verschiddene Momenter un den eenzelne Coursen deelgeholl hunn, ass kee Schoulbus virgesi gewiescht.

D'Nohëllefscoursë goufen net per Video ofgehalen. Allerdéngs ass d'Material fir d'Schüler, dat vum SCRIPT entwéckelt gouf, online accessibel iwwert den IAM-System, soudatt d'Kanner och vun doheem aus konnte respektiv kënnen Übunge maachen.

ad 7. Am Enseignement fondamental kruten déi temporaire Remplaçanten, déi am Kader vun der Kris rekrutéiert goufen, ee Kontrakt iwwer zwee Méint vum 22.05.2020 bis 22.07.2020. Deementspriechend waren dës Enseignanten net an der Schoulvakanz agestallt.

All dës Remplaçantë goufe wärend der Durée vun hirem Kontrakt fir ënnerschiddlech Aufgaben an den ëffentleche Grondschoulen agesat. Dës Aufgaben, déi jee no Erfarung vun de Remplaçantë verdeelt goufen, waren d'Betreiung vun enger Léiergrupp, d'Ersetze vun engem Enseignant am Krankheetsfall, d'Betreiung vun enger Übungsgrupp oder d'Ëmsetzung vun zousätzlechen Differenzéierungsaktivitéiten an de Léiergruppen.

Esou goufe Studenten aus dem Studium „Bachelor en sciences de l'éducation" a Persoune mat enger Attestation de remplacement zum Deel a bei Bedarf am Léiergrupp agesat, wärend déi Studente mat manner Erfarung ausschliisslech am Übungsgrupp agesat goufen, wou si dank dem Suivi vun der Equipe pédagogique a virun allem dem Titulaire de classe eng adequat Prise en charge ubidde konnten.

Déi Agente mat gerénger Erfarung am Encadrement vu Kanner am Grondschoulalter goufe prioritär als Renforcement agesat an hunn zesumme mat engem Enseignant d'Prise en charge vun de Kanner assuréiert. Dank dëser enker Collaboratioun gouf e qualitativ héichwäertegen Encadrement vun de Schüler séchergestallt an et konnt méi geziilt op d'Besoine vun den eenzele Kanner agaange ginn.

Fir de Cours de rattrapage am Enseignement fondamental déi lescht zwou Woche vun der Vakanz goufen dës Leit nach eemol ugeschriwwen a si konnten och do eng Hand upaken. 99 vun hinnen hunn dat gemaach.

D'Studenten, déi fir d'Cours de rattrapage am Enseignement secondaire recrutéiert goufen, kruten e Kontrakt fir déi Zäit, wärend där si agesat goufen. Déi meescht vun hinnen hunn duerno hire Studium erëm opgegraff.

ad 8. Fir weiderhin den Developpement vun de Schüler hire Kompetenze verstäerkt ze favoriséieren an esou eventuelle Lacunnen, déi wärend dem Confinement entstane sinn, entgéintzewierken, gouf decidéiert, och am Schouljoer 2020/2021 Nohëllefscoursen unzebidden.

Am Enseignement fondamental fokusséiert sech d'Offer vun den Nohëllefscoursen dës Kéier op d'Schüler aus dem Cycle 4, dëst och well hei d'Orientatioun an den Enseignement secondaire virun der Dier steet. An dësem Kontext konzentréiere sech d'Coursen op déi dräi Haaptfächer, esoudatt jeeweils eng Stonn pro Fach a Joergang ugebuede gëtt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dës Nohëllefscoursë ginn tëscht dem 9. November 2020 an dem 12. Februar 2021 organiséiert.

Am Kader vun dëser fakultativer Offer kënnen déi eenzel Schüler jeeweils un engem Cours deelhuelen. D'Titulaires de classe maachen zesumme mat der pedagogescher Ekipp eng Analys vum Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen an den eenzele Kompetenzberäicher. Doropshi kontaktéiere si d'Eltere vun de betraffene Schüler, fir déi si d'Nohëllefscoursen als sënnvoll ugesinn. D'Eltere kënnen dann enger Inscriptioun vun hirem Kand an ee Cours de rattrapage zoustëmmen.

D'Nohëllefscoursë stellen eng komplementar Offer zum Appui pédagogique duer, am Kader vun deem d'Enseignanten och aktuell schonn op déi spezifesch Besoine vun de Kanner an alle Cyclen aginn. Den Appui pédagogique ass eng laangfristeg Mesure, déi am Kader vun der Schoul an alle Cyclen ugebuede gëtt. Wärend dëse Stonne kënne spezifesch Differenzéierungsmoossnamen, déi vum Cycle decidéiert ginn, am Kader vun enger inklusiver Approche ugebuede ginn, fir datt d'Kanner esou vun enger zousätzlecher Förderung profitéiere kënnen.

Am Enseignement secondaire gëtt an enger éischter Phas de Bilan gemaach vun den eventuelle Léierschwieregkeeten a Lacunne vun de Schüler; duerno kommen d'Conseils de classe zesummen, fir de Schüler ee personaliséierten Accompagnement unzebidden. Dësen Accompagnement wäert vun den titulariséierten Enseignantë vun deene verschiddene Klassen assuréiert ginn. Den Educatiounsministère huet dofir de Schoulen de Contingent u Leçons „APPUI" an „ÉTUDE" ëm 20 % eropgesat.

ad 9. Fir d'Modullen, déi wéinst der Kris net konnten evaluéiert ginn, gouf am Schouljoer 2019/2020 eng Dispens erlooss (Loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle). D'Inhalter vun de praktesche Modulle gi vun de jeeweilege Betriber an der Praxis nogeholl. Fir de Schüler an de Formatioune vum Horeca a Commerce ze erméiglechen, Inhalter, déi wärend dem Confinement net konnten am Betrib stattfannen, an der Schoul ze widderhuelen, goufen d'Examen decaléiert.

D'Repercussioune vun der Kris op d'national Ekonomie riskéieren zu engem Réckgang vun de Léierplazen ze féieren: bis de September 2020 goufe bei der ADEM manner Léierplaze wéi am selwechten Zäitraum am Joer 2019 deklaréiert. De Ministère fir Educatioun, Kanner an Jugend huet dofir eng Rei Mesuren decidéiert, fir d'Kontinuitéit vun der Formation professionnelle ze garantéieren.

D'Prioritéit läit op zwee Voleten:

a) d'Ausbildung vun de Léierbouwen a -meedercher an de Betriber ze sécheren;

b) et all Schüler, dee keng Léierplaz an engem Betrib ka fannen, ze erméiglechen, seng berufflech Éischtausbildung an der Schoul weiderzeféieren.

Tëscht Juni a September 2020 goufen deemno follgend Mesurë geholl:

1. Fir et den zukünftege Léierbouwen a Léiermeedercher, déi 2020 eng 5e ofgeschloss hunn, ze erliichteren, e Léiervertrag ze fannen, gouf per Gesetz den Delai, fir d'Léierverträg ofzeschléissen, vum 31. Oktober op den 31. Dezember verlängert. D'Gesetz gouf den 20. Juni an der Chamber gestëmmt (Loi du 20 juin 2020 relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail).

2. Am Kader vun de Mesuren, déi dorop ofzilen, den Impakt vun der sanitärer Kris op d'Wirtschaft opzefänken an d'Beruffsausbildung vu Jonken ze sécheren, huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, am Accord mam Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an de Sozialpartner decidéiert, d'Ausbildungsbetriber mat enger „prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionelle" finanziell doran ze ënnerstëtzen:

a) hir Léierbouwen a Léiermeedercher virun ze beschäftegen;

b) zousätzlech Léierplazen ze schafen;

c) Léierbouwen a Léiermeedercher, bei deenen de Léiervertrag wéinst der Kris opgeléist gouf, ze iwwerhuelen.

De Projet de loi N° 7661 gouf de 7. September 2020 an der Chamber deposéiert.

3. Schüler, déi kee Vertrag konnten ofschléissen oder net konnten am Fall vun enger Faillite vun engem anere Betrib iwwerholl ginn, ginn duerch zousätzlech Klassen, déi an de CNFPC Esch-Uelzecht an Ettelbréck geschafe ginn, opgefaangen.

4. Doriwwer eraus wäerte fir d'Schüler, déi kee Léiervertrag ofschléisse konnten, am Schouljoer 2020/2021 och an de Lycéeë fir bestëmmte Formatioune Klassen zur Verfügung stoen, an deenen de prakteschen Deel vun der Formatioun an der Schoul stattfënnt.

Question 2714 (24.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **classes d'attache :**

An enger inklusiver Gesellschaft ass et mëttlerweil normal, datt Kanner mat enger Behënnerung a reguläre Schoulklassen ënnerriicht ginn. Et ginn awer och Kanner mat enger Behënnerung oder chroneschen oder längere Krankheeten, déi zwar regulär an enger Schoul ageschriwwe sinn, mee eng sougenannte „classe d'attache" hunn an dat ganzt Schouljoer kee Cours besichen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kanner waren d'Schouljoren 2018/2019 an 2019/2020 an enger Classe d'attache ageschriwwen?

2. Wéi vill Schüler, déi an enger Classe d'attache ageschriwwe waren, weisen ee Presenztaux vun 0 %, manner wéi 25 %, tëschent 25 a 50 % a méi wéi 50 % op?

3. Am Fall vu Presenze vun ënner 50 %, erfëllt d'Aschreiwung an enger Classe d'attache de Krittär vun der Schoulflicht?

4. Ginn dës Kanner an de Statistiken ëm d'Inklusioun matgezielt?

Réponse (13.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Éier ech op den Detail vun de Froe vum honorabelen Deputéierten aginn, wéilt ech an Erënnerung ruffen, datt all Kand, dat zu Lëtzebuerg wunnt an tëscht 4 a 16 Joer al ass, e Recht drop huet an och d'Flicht, an d'Schoul ze goen. Dëst geet aus dem ofgeännerte Gesetz vum 6. Februar 2009 ervir: « Tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'école. Cette obligation s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question » (Art. 7). Hei gëtt keen Ënnerscheed gemaach tëscht de Kanner, ob se eventuell spezifesch Besoinen hunn oder net oder ob se eventuell länger oder chronesch krank sinn.

Eng Rei Schüler mat spezifesche Besoine besichen entweeder deegweis oder all Dag eng Klass vun engem Kompetenzzentrum. Am Schouljoer 2018/2019 goufen 831 Schüler an enger Klass vun engem Kompetenzzentrum beschoult, am Schouljoer 2019/2020 waren et der 806. Fir si schreift d'Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Schafe vu psychopedagogesche Kompetenzzentren am Hibléck op déi schoulesch Inklusioun vir, datt si gläichzäiteg an deenen zwou Schoulen ageschriwwen sinn: an hirer Grondschoul oder an hirem Lycée an am Kompetenzzentrum: « Dans le cas d'une scolarisation spécialisée, l'élève est inscrit à la fois dans un Centre [de compétences], et dans son école ou lycée d'origine » (Art. 34). Dës duebel Aschreiwung dokumentéiert, datt d'Schüler mat spezifesche Besoinen hirer Schoulflicht nokommen, onofhängeg dovunner, wou dëst geschitt a wéi vill si an enger Reegelschoul respektiv an enger Klass vun engem Kompetenzzentrum beschoult ginn.

Eng Rei Schüler mat spezifesche Besoinen hu bei menge Servicer eng Dispens vun der Schoulflicht ugefrot. Dëst ass méiglech opgrond vum Artikel 17 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Februar 2009: « Des dispenses de fréquentation peuvent être accordées sur demande motivée des parents ». D'Grënn, fir eng Dispens ze accordéieren, sinn haaptsächlech medizinnescher an therapeutescher Natur. Sou kann et zum Beispill sinn, datt eenzel Schüler opgrond vun hirer spezifescher Situatioun et net packe géifen, wa se de volle Schoulrhythmus

[1] https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/21676661-a79f-4153-b984-aeb28f07c80a/language-en

misste matmaachen. Aner Schüler musse reegelméisseg oder sporadesch un Therapien deelhuelen oder brauchen ee ganz spezifeschen Encadrement ausserhalb vun der Schoul, deen eng Dispens vun der Schoulflicht rechtfertegt.

De follgenden Tableau dokumentéiert,

1. wéi vill Schüler an de Schouljoren 2018/2019 an 2019/2020 gläichzäiteg eng Klass an enger Reegelschoul an eng Klass an engem Kompetenzzentrum besicht hunn;

2. wéi vill Schüler, déi an eng Klass vun engem Kompetenzzentrum ginn, an de Schouljoren 2018/2019 an 2019/2020 vu mir eng Dispens vun der Schoulflicht accordéiert kruten.

All dës Kanner gi matgezielt bei de Schüler mat spezifesche Besoinen, déi op ënnerschiddlech an individuell ugepassten Aart a Weis vun de Moossname vun der schoulescher Inklusioun profitéieren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 2719 (25.08.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **éoliennes dans le sud du pays :**

Am Koalitiounsaccord huet sech d'Regierung engagéiert, fir eng ambitiéis Politik fir erneierbar Energie ëmzesetzen. An deem Sënn hu sech déi fënnef Südgemenge Suessem, Monnerech, Dippech, Reckeng op der Mess a Réiser 2018 bereet erkläert, fir am Ganzen néng Wandmillen op hirem jeeweilegen Territoire ze installéieren, an esou hiren Deel als Gemengen derzou bäizedroen, fir bis 2030 de Seuil vu 25 Prozent erneierbarer Energie zu Lëtzebuerg ze erreechen. Déi néng Wandmille géifen Energie fir ongefeier 50.400 Persoune produzéieren a ronn 37.800 Tonnen CO_2 d'Joer aspueren. An deem Kontext ass mir zu Ouere komm, dass et bei verschiddene vun dëse Wandmille Problemer mat Ëmweltgeneemegunge gouf.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie an der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Impakter huet dëse Projet op d'Natur, d'Landschaft, d'Liewensqualitéit an op de Verbrauch vu Ressourcen?

2. Wéi gesäit d'Geneemegungsprozedur vun all eenzel Wandmillen aus?

3. Wéi ass de Stand vun der Geneemegungsprozedur fir all eenzel Wandmillen?

4. Sollt et zu Problemer bei der Geneemegungsprozedur komm sinn, ëm wéi eng handelt et sech da konkreet fir all eenzel Wandmillen?

5. Wat sinn déi genee Mesuren, déi den Här Minister fir Energie an d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dësem Fall ënnerhuelen, fir déi Problemer ze léisen?

6. Sinn den Här Minister fir Energie an d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung bereet, fir den Dialog mat de Bierger aus dëse Südgemengen opzehuelen an eng Rei Froe mat hinnen am Kader vun enger weiderer Informatiounsversammlung ze klären, fir esou kënnen d'Bedenke vun der Bevëlkerung am direkte Gespréich unzeschwätzen?

Réponse commune (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Prealabel Remark:

Bis ewell ass den Dossier vum Wandpark Sudwand an der Prozedur vun der EIE (Évaluation des incidences sur l'environnement), déi nach net ofgeschloss ass. Bei enger EIE-Prozedur ginn d'Effekter vun engem Projet op d'Schutzgidder analyséiert. Geneemegungen zum Wandpark Sudwand sinn nach keng ugefrot ginn.

ad 1. Am Kader vun der EIE vum erwäänte Projet si verschidden Ënnersichunge gemaach ginn, an zwar souwuel op Basis vun de Krittäre vum Naturschutz wéi op Basis vun de Krittäre vum Kommodosgesetz.

Aktuell ass nach net gewosst, wéi den zréckbehalene Projet definitiv wäert insgesamt ausgesinn. Wat déi méiglech Impakter betrëfft, läit mam Ofschloss vun der EIE een Dokument vir, dat eng Ausso zu dësen Impakter trëfft an eng Rei vu Moossname proposéiert, fir déi Impakter ofzeschwächen, voire ze annuléieren.

ad 2. - 4. Geneemegungen zum Wandpark Sudwand sinn nach keng ugefrot ginn.

ad 5. D'EIE-Prozedur, déi de Geneemegungsprozedure virgeschalt ass, ass ënner anerem dofir do, fir potenziell Problemer am Virfeld ze identifizéieren. Dat ass och hei de Fall: EIE-Prozedur ass awer nach net ofgeschloss. Och wann d'Ministèren an d'Verwaltunge berodend bäistinn, sou hänken déi final Mesuren dovunner of, wéi eng Standuerter vum Demandeur, an dësem Fall der Sudwand SA agereecht a fir de Wandpark zréckbehale ginn. Zu de Mesurë fir de Betrib vu Wandturbinne kënnen ënner anerem Konditiounen zur Chantiersphas an oft och spezifesch Ofschaltzäite fir den Ëmweltschutz an der Exploitatiounsphas gehéiren.

ad 6. D'Gesetz gesäit net vir, datt d'Ministèren een aktive Rôle an der Enquête publique spillen. Et ass awer begréissenswäert, wann de Bauhär reegelméisseg iwwert de Projet informéiert.

Wandturbinne sinn ee Kommodo-Betrib vun der Klass 1, dat heescht den Dossier, inklusiv d'EIE, gëtt dem Public am Kader vun der Kommodo-Prozedur accessibel gemaach. Dëst ass eeben eent vun den Ziler vun dëser „enquête publique", nämlech, datt d'Leit sech a Rou an am Detail eng Demande kënnen ukucken an hir Meenung zum Projet soen.

Déi zoustänneg Ministërë sinn a reegelméissegem Austausch mam Demandeur, fir datt all noutwendeg Informatiounen an Etüden am Kader vun de Geneemegungsprozedure geliwwert ginn.

Awänn a Bedenken, déi am Kader vun där Prozedur erakommen, gi virun enger eventueller Geneemegung gepréift, esou wéi d'Gesetz dat virgesäit. An enger eventueller Geneemegung geet dee fir Ëmwelt zoustännege Minister op all déi Awänn a Bedenken an.

Question 2732 (27.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **modernisation des flottes d'autobus :**

Virun e puer Méint hat de Mobilitéitsminister an enger Kommissioun d'Restrukturéierung vum RGTR-Netz presentéiert. Dobäi sollen d'Buslinnen a verschidde Kategorien agedeelt ginn: Expresslinnen, Regionallinnen an Transversallinnen. D'Busser, déi um neie Reseau fueren, solle bis 2030 emissiounsfräi sinn, esou steet et am Koalitiounsaccord. Elo ass et esou, datt um Busreseau verschidde Privatentreprisë ma och Syndikater fueren. D'Busflott vum TICE am Süden fiert zum Beispill zum groussen Deel nach mat enger moderner Flott Busser, déi mat Äerdgas bedriwwe ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Mam Zil bis 2030 een emissiounsfräie Busverkéier ze erreechen, wäerten all Busser mat Elektresch musse fueren oder setzt d'Regierung op een Energiemix aus Waasserstoff a fossillen Energien?

2. Däerf den TICE seng nei Busser mat Gasuntrieb an den nächste Jore weiderhi benotzen oder mussen hei nei Investitioune gemaach ginn, fir d'Busflott konform mat der Regierung hire Pläng ze gestalten?

Réponse (20.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Esou wéi et am Kader vun der Reorganisatioun vun de Buslinne vum RGTR matgedeelt gouf, ass et d'Zil, bis 2030 eng emissiounsfräi Busflott fir de Reseau vum RGTR ze hunn. Esou steet et och am Regierungsprogramm. Den aktuellen Appel d'offres, dee fir de Reseau vum RGTR publizéiert ass, gesäit e groussen Deel un elektresche Busse vir, awer keng Waasserstoffbussen. An Zukunft kënnen och aner emissiounsfräi Busser agesat ginn, wann déi technesch Léisung de Besoinen am RGTR gerecht gëtt.

D'Finanzéierung vum Reseau vum TICE, wou de Fuerpark och dozou gehéiert, gëtt iwwer eng Konventioun tëschent den zwee Acteure gereegelt. Déi Gasbussen, déi um TICE sengem Reseau haut fueren, dierfen och weiderhin agesat ginn.

Question 2757 (02.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **protection des oiseaux :**

De Biodiversitéitsverloscht mécht net viru Lëtzebuerg Halt, wéi een et op der Rouder Lëscht vun de Brutvillercher, déi 2019 aktualiséiert gouf, erkenne kann. An engem gemeinsame Communiqué am Joer 2019 hunn déi grouss Ëmweltorganisatiounen zu Lëtzebuerg gewarnt, datt méi wéi d'Hallschent vun den typesche lëtzebuergesche Villercher zu Lëtzebuerg ausgestuerwe sinn oder gefäerdet sinn. De Grond dofir ass eng Landesplanung, déi oft virum Liewensberäich vun de Villercher keen Halt mécht. Ënnert deem Aspekt ass et wichteg, datt all Mesurë geholl ginn, fir de Liewensraum vun den heemesche Vullenzorten ze schützen.

An enger norwegescher Etüd*, déi néng Joer gedauert huet an de 26. Juli 2020 publizéiert gouf, hu Fuerscher erausfonnt, datt duerch d'Usträiche vu Wandrieder manner Vullen an d'Rotorblieder geroden an doduerch bis zu 70 % manner Villercher stierwen. D'Erklärung ass simpel: Duerch den einfache Geste, d'Rotore schwaarz unzesträichen, erkennen d'Villercher d'Wandrieder besser a kënne se esou besser evitéieren.

*May, R, Nygård, T, Falkdalen, U, Åström, J, Hamre, Ø, Stokke, BG. Paint it black: Efficacy of increased wind-turbine rotor blade visibility to reduce avian fatalities. Ecol Evol. 2020; 10: 8927-8935. https://doi.org/10.1002/ece3.6592

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

- Wäert sech d'Regierung d'Erkenntnisser aus dëser Etüd zu Notze maachen an derfir suergen, datt d'Wandrieder hei zu Lëtzebuerg an noer Zukunft ugestrach ginn? Falls jo, ginn nodréiglech och déi Wandkraaftrieder hei am Land ugestrach?

Réponse commune (13.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Den honorabelen Deputéierten huet Recht, datt de Biodiversitéitsverloscht och zu Lëtzebuerg eng Tatsaach an ee wichtegt Theema ass. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung schafft kontinuéierlech drun, fir d'Liewensraim vun allen Déieren ze erhalen an do wou méiglech souguer ze verbesseren. Am Fall vun engem Agréff gëtt derfir gesuergt, den Impakt méiglechst kleng ze halen an d'Zerstéierung vu Liewensraim duerch Moossnamen ze vermeide respektiv (wann onëmgänglech) ze kompenséieren oder awer eventuell Stéierunge fir Déieren a Planzen duerch Vermeidungs- a Verminderungsmoossnamen ze attenuéieren. Dëst baséiert ëmmer op de fachlech neitsten Erkenntnisser.

Am Fall vu Wandturbinnen, nieft dem Aspekt zum Schutz vum Mënsch, deen iwwert d'Kommodosprozedur gereegelt gëtt, sinn d'Naturschutzautorisatiounen ëmmer sou formuléiert, datt méiglechst wéineg Impakter op d'Natur ze erwaarde sinn. Och wann een Nullimpakt ni kann erreecht ginn, sou ginn d'Konditiounen awer sou formuléiert, datt dorophi geschafft gëtt.

Déi vum honorabelen Deputéierten erwäänten a rezent publizéiert norwegesch Etüd hat och d'Opmierksamkeet vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung kritt. Awer, wat d'Effizienz vun engem schwaarz gestrachene Rotorblat vun enger Wandturbinn um Niveau vun der Vermeidung vu Kollisioune mat Vullen ugeet, sinn d'Konklusioune vun der norwegescher Etüd net sou kloer, wéi den honorabelen Deputéierten dëst duerstellt. D'Auteure beruffe sech op een Test, woubäi u véier Wandturbinnen ee Rotorblat schwaarz ugestrach ginn ass, a kommen och zur Konklusioun, dass sou Etüden op anere Plaze missten duerchgefouert ginn, fir méi ee breede Pool un Donnéeën ze kréien. Et ass net auszeschléissen, datt den Impakt a Géigende mat anere Konstellatioune vu Wandparken, anerer Topografie an anere Vullenaarten net an deem Mooss confirméiert gëtt.

D'Konklusioun ze zéien, datt elo zu Lëtzebuerg nodréiglech all Wandturbinne missten ee Rotorblat schwaarz ugestrach kréien, ass ouni Zweifel eng verfréite Fuerderung.

Question 2770 (04.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **piste d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2561 huet de Minister geäntwert, datt keng Méiglechkeet bestanen hätt, fir d'Pist um Findel wärend dem Confinement ze erneieren. De Minister erkläert och, datt um urspréngleche Planning festgehale géif ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Gouf de Ministère, d'Stroossebauverwaltung oder lux-Airport wärend dem „Shutdown" approchéiert, fir d'Pistenerneierung méi séier ofzeschléissen?

2. Falls jo, wéi e Präisënnerscheed hätt dës Offer par rapport zum viraussiichtleche Käschtepunkt vum Marché public mat sech bruecht?

3. An der ëffentlecher Ausschreiwung fir d'Pistenerneierung gouf eng Gewiichtung vun nëmme 40 % op de Präis festgeluecht. Ass de Minister der Meenung, datt grad elo, an Zäite vu knappe Steierrecetten, ee Projet vu ronn 150 Milliioune Budget ee responsabelen Ëmgang mat Steiergelder duerstellt, a wär et net besser, déi bëllegsten Offer an deem Fall méi héich ze wäerten?

4. Firwat gouf d'ëffentlech Ausschreiwung duerch d'Société de l'Aéroport de Luxembourg SA an net duerch d'Stroossebauverwaltung duerchgefouert, obwuel d'Stroossebauverwaltung jo fir de Kont vum Staat fir „construction et entretien de certaines infrastructures de l'Aéroport de Luxembourg" verantwortlech ass?

5. Firwat gouf d'Ausschreiwung (RFQ) net an enger vun de lëtzebuergeschen Amtssprooche verfaasst?

Réponse (13.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Emol ofgesi vun de Betribsbedingungen um Fluchhafen, wär et wärend dem Confinement fir eng Entreprise oder Zesummeschloss vun Entreprisen net méiglech gewiescht, eng Offer fir d'Erneierung vun der Pist ofzeginn, ouni datt ee Laaschtenheft mat detailléierter Beschreiwung vun den Aarbechte säitens dem Bedreiwer vum Fluchhafe géif virleien.

Ausserdeem ware wärend dem Confinement wéinst Covid-19 d'Aktivitéiten um Fluchhafen am Fréijoer net null an eng komplett Erneierung vun der Pist wär net méiglech gewiescht.

Et bleift awer ervirzehiewen, datt déi drénglechst Ënnerhaltsaarbechten, fir déi kritesch Aktivitéite kënnen oprechtzeerhalen, am Aklang mat de sanitäre Moossnamen an am Kader mat de bestoende Kontrakter duerchgefouert konnte ginn.

Question 2779 (08.09.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **règlement UE sur la réception et la surveillance du marché des véhicules :**

Le règlement de l'UE sur la réception et la surveillance du marché des véhicules vient d'entrer en vigueur.

Le nouveau règlement, adopté en mai 2018, a comme but de modifier et de renforcer le système actuel de réception et de surveillance.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics en quoi consistent les nouvelles compétences de la Commission européenne.

- Quelles sont les conséquences dudit règlement pour les autorités nationales ?

- Quels sont les changements et les nouvelles compétences pour nos autorités de contrôle ?

Réponse commune (12.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les modifications apportées par le nouveau règlement de l'UE sur la réception et la surveillance du marché des véhicules, dont notamment le nouveau rôle de la Commission européenne dans le domaine.

Le 30 mai 2018, un nouveau règlement-cadre en matière d'homologation européenne, UE 2018/858 du Parlement européen et du Conseil relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, modifiant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009 et abrogeant la directive 2007/46/CE, a été publié au Journal officiel de l'Union européenne. Ce règlement est applicable à partir du 1er septembre 2020 et abroge l'ancienne directive cadre européenne 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules.

Le règlement UE 2018/858 s'applique aux véhicules à moteur relevant des catégories M et N et à leurs remorques de catégorie O destinés à circuler sur le réseau routier public, y compris ceux conçus et construits en une ou plusieurs étapes, ainsi qu'aux systèmes, composants et entités techniques distinctes, de même qu'aux pièces et équipements, conçus et construits pour être montés sur ces véhicules et leurs remorques et établit les prescriptions techniques et administratives applicables par les autorités nationales des différents pays membres de l'Union européenne ainsi que par les autorités de la surveillance du marché en la matière.

Le nouveau règlement-cadre met en place le « Forum » pour l'échange d'informations sur l'application de ce règlement, où siègent les représentants des autorités compétentes en matière de réception et des autorités chargées de la surveillance du marché des États membres ainsi que de la Commission européenne. Le « Forum » est présidé par un représentant de la Commission européenne. De plus, la Commission européenne peut réaliser, à ses frais, des essais et inspections afin de vérifier la conformité des véhicules, des systèmes, des composants et des entités techniques distinctes aux prescriptions correspondantes. Il s'agit là de nouvelles compétences de la Commission européenne concernant la surveillance du marché, qui donnent le droit à une vérification de la conformité aussi bien sur des produits neufs, que sur des produits en usage depuis plusieurs années.

Au niveau de l'homologation, la Société nationale de certification et d'homologation (SNCH) est

chargée par le Ministre ayant les Transports dans ses attributions des travaux de réception par type de véhicules et peut, en cas de besoin et pour la partie des essais, avoir recours à des organismes spécialisés, communément appelés « services techniques », agréés pour des procédures d'essais spécifiées sur proposition de la SNCH par le Ministre.

Le nouveau règlement-cadre a un impact relativement faible en ce qui concerne la procédure de réception en elle-même. Cependant, en ce qui concerne le processus de contrôle de conformité de la production au type réceptionné ainsi que la délégation des tâches techniques par l'autorité d'homologation aux services techniques, des modifications non négligeables ont été apportées.

Ainsi, le nombre de contrôles de production à réaliser par les autorités d'homologation est détaillé par le nouveau règlement. En outre, sept ans après la dernière mise à jour du dossier de réception relatif à une fiche de réception UE par type concernant un véhicule entier pour les véhicules relevant des catégories M1 et N1, et dix ans après pour les véhicules relevant des catégories M2, M3, N2, N3 et O, l'autorité compétente en matière de réception par type doit vérifier que le type de véhicule est encore conforme à l'ensemble des actes réglementaires pertinents pour ledit type. S'il est alors constaté que la réception n'est plus conforme avec l'ensemble des actes règlementaires en vigueur, une annulation d'office du certificat d'homologation a lieu.

En matière de la désignation, de la notification, de l'évaluation, et de la surveillance des services techniques, y compris, le cas échéant, de leurs sous-traitants ou filiales, un rôle plus important est attribué à l'accréditation. Ainsi, l'autorité compétente en matière de réception par type peut décider que l'évaluation et la surveillance des services techniques et, le cas échéant, de leurs sous-traitants ou filiales sont effectuées par un organisme national d'accréditation.

Les autorités compétentes en matière de réception par type font l'objet d'évaluations par les pairs pour toute activité qu'elles effectuent dans le cadre de l'évaluation et de la surveillance des services techniques. À l'exception de ce qui précède, les autorités compétentes en matière de réception par type ne font pas l'objet d'évaluations par les pairs lorsqu'elles désignent tous leurs services techniques exclusivement sur base de l'accréditation de ceux-ci.

Si l'autorité compétente ne désigne pourtant pas l'ensemble de ses services techniques sur base de l'accréditation, une évaluation par les pairs a obligatoirement lieu. Cette évaluation par les pairs d'une autorité compétente en matière de réception par type est menée au moins une fois tous les cinq ans par de deux autorités compétentes en matière de réception par type d'autres États membres. La Commission peut décider de participer à l'équipe d'évaluation par les pairs sur la base d'une analyse d'évaluation des risques. L'évaluation par les pairs est menée sous la responsabilité de l'autorité compétente en matière de réception qui fait l'objet de l'évaluation et comprend une visite des locaux d'un service technique sélectionné par l'équipe d'évaluation par les pairs.

Actuellement, l'approche nationale en ce qui concerne la désignation des services techniques est encore sous revue. Cependant, il semble évident que la SNCH va devoir se soumettre à une revue par les pairs étant donné qu'une partie des services techniques exécutant des travaux dans le domaine de la réception par type européenne pour la SNCH n'est pas encore accréditée sur l'entièreté du champ de désignation respectif.

En ce qui concerne la surveillance du marché, il y a lieu de relever que l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) est l'autorité compétente pour assurer la surveillance du marché du secteur automobile tel que défini dans la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS.

Les produits automobiles couverts par le nouveau règlement-cadre font partie du domaine de compétence du département de la surveillance du marché de l'ILNAS depuis la mise en vigueur de la loi du 17 février 2017 modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 précitée.

Le nouveau règlement-cadre définit que chaque État membre se voit obligé d'effectuer un nombre minimal d'essais sur les véhicules par an. Le nombre minimal d'essais par État membre est défini en fonction du nombre des nouveaux véhicules automoteurs y immatriculés l'année précédente. De ce fait, le Luxembourg aura cinq tests par an à réaliser. Tous les deux ans, un rapport sur les constatations faites à la suite de tout contrôle de vérification de la conformité effectué au cours des deux années précédentes sera soumis au « Forum ».

Pour ce faire, l'ILNAS dispose de suffisamment de personnel qualifié. De plus, le budget du département de la surveillance du marché a été augmenté pour répondre aux exigences budgétaires liées à cette activité. L'ILNAS était donc prêt à répondre à ces nouvelles obligations avant le 1er septembre 2020.

Question 2784 (08.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **médecins de garde :**

Et héiert een, datt d'Dokteren, déi mat de Spideeler hei am Land schaffen, keng Entschiedegung kréien, wa si am Noutdéngscht Permanence maachen. Dat ass eng extreem ustrengend Aarbecht meeschtens iwwer 24 Stonnen, mee de facto kënnen d'Dokteren dobäi zwee Deeg laang hir eege Praxis net ophalen.

An deem Kontext hätt ech dës Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ass sech d'Madamm Minister de Konditioune bewosst, ënnert deene Spezialisten an de meeschte Spideeler hei am Land den Noutdéngscht maachen?

2. Wat sinn d'Bestëmmungen iwwert d'Dauer vun där Permanence an d'Rouzäiten?

3. Wéi sinn déi Permanencen a besonnesch d'Entschiedegungen am CHL gereegelt, wou d'Doktere jo, anescht wéi an deenen anere Spideeler, fest ugestallt sinn?

4. Wat wëll d'Madamm Minister ënnerhuelen, fir déi betraffen Dokteren ze entschiedegen, déi den Noutdéngscht jo am Interessi vum ganze Land maachen?

Réponse (13.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Dokteren, déi an eise Spideeler um Noutdéngscht deelhuelen, sinn an de meeschte Spideeler (CHEM, HRS a CHdN) liberal schaffend Dokteren, déi an deene jeeweilege Spideeler agreéiert sinn, ausser am CHL, wou effektiv déi Doktere fest ugestallt sinn an als Salarié vum CHL och e Gehalt kréien, deen haaptsächlech aus engem fixen Deel besteet an zu méi engem klengen Deel aus enger Part variabel.

D'Dokteren am CHL ënnerleien also dem Aarbechtsrecht an ënner anerem och der Directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail. Aus dëser Direktiv geet ervir, dass e salariéierten Dokter no engem Noutdéngscht vu 24 Stonne mindestens 11 Stonnen net schaffen dierf, fir sech kënnen auszerouen.

Déi liberal agreéiert Dokteren an de Spideeler ënnerleien deenen Aarbechtszäitreegelungen net.

Wat d'Bezuelung esouwuel vun de liberalen Doktere wéi vun de Salariatsdokteren ugeet, déi um Noutdéngscht deelhuelen, ginn déi Akten, déi se wärend deem Déngscht leeschten, no der Nomenclature bezuelt.

Parallell dozou gesäit den Artikel 5 vun der „Convention entre la Caisse nationale de santé et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois" vir, dass d'Enveloppe budgétaire globale „les montants complémentaires destinés à couvrir les indemnités de garde des médecins" festhält.

An deem Kader gesäit d'Enveloppe budgétaire globale, déi den 30. September 2020 am Regierungsrot ugeholl ginn ass fir d'Joren 2021 an 2022, vir, d'Permanencen, déi Dokteren am Noutdéngscht leeschte mussen, ze honoréieren.

Et ass awer richteg, dass momentan Echangë sinn zwësche verschiddene Spezialisten (Gynekologen, Pediateren an den Anästhesisten) an de concernéierte Servicer iwwert de Prinzip an de Montant vun der Bezuelung vun de Permanencen an de Spideeler.

Mir ass et wichteg, dass all déi Dokteren, déi um Noutdéngscht deelhuelen an dofir an de Spideeler present musse sinn, eng gerecht Entschiedegung kréien.

Question 2804 (11.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **secteur de la santé :**

Wien hautzedaags an engem Spidol zu Lëtzebuerg hospitaliséiert gëtt, huet nach ëmmer de Choix, ob en an een Eenzelzëmmer an der éischter Klass wëll geluecht ginn - géint een Oppräis, versteet sech - oder sech een Zëmmer mat enger anerer Persoun deele wëll.

D'Hôpitaux Robert Schuman froen zum Beispill fir d'Opwäertung an déi éischt Klass 124,54 € méi den Dag. D'Benotze vum Fernsee kascht 7,70 € den Dag, de Wifi ass gratis. Wärend sech doriwwer diskutéiere léisst, ob et berechtegt ass, datt an engem räiche Land wéi Lëtzebuerg een Eenzelzëmmer net fir jiddereen accessibel ass, ass et beim Oppräis fir Televisioun esou, datt virun allem eeler Mënsche benodeelegt ginn, well tech-affin Generatioune jo souwisou meeschtens Streamingdéngschter benotzen, déi iwwer Wi-fi kënne consultéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir d'Groussregioun a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat genee plangt d'Ministesch, fir d'Kapazitéiten an d'Qualitéit (virun allem fir de Patient) am Gesondheetssecteur ze verbesseren?

2. Firwat musse Leit fir d'Benotze vun engem Fernsee wärend enger Hospitalisatioun 7,70 € bezuelen? Ass esou ee Präis gerechtfertegt, fir d'Käschte vum Service ze decken? Ass d'Ministesch der Meenung, datt d'Patienten an Zukunft weiderhin dëse Präis fir Televisioun bezuele sollen oder wäert sech do eppes änneren?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Zweeklassepolitik an de Spideeler soll bäibehale ginn? Falls jo, firwat ass d'Regierung fir eng Ënnerscheedung a Klassen a firwat ginn d'Käschte vun der éischter Klass net vun der Krankekeess iwwerholl amplaz vum Patient?

4. Wéi steet d'Ministesch géigeniwwer der Ausso vun der AMMD um Radio 100,7 vun haut, datt mer zu Lëtzebuerg nieft de groussen zentraliséierte Gesondheetsstrukturen (Spideeler) och kleng ambulant Cabinete brauchen?

5. Existéiert an den Ae vun der Ministesch nach ëmmer ee Mangel un Dokteren zu Lëtzebuerg? Falls jo, wéi eng Spezialiste feelen aktuell? Wëssend, datt d'Ausbildung vu Medezinner vill Joren an Usproch hëlt, wéi vill Jore wäerte mer nach mat dësem Mangel liewe mussen?

6. Ginn et scho konkreet Usätz, fir de Gesondheetssecteur an der ganzer Groussregioun an den nächste Jore méi zesummenzeféieren? Falls nee, firwat net?

Réponse commune (13.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. D'Tendenz bei den haitegen Neibauten ass et ganz kloer, méi Eebettzëmmeren (awer net nëmmen Eebettzëmmeren) an engem Spidolsgebai virzegesinn, virun allem am akute Beräich, an dat aus verschiddene Grënn.

Den éischte Grond ass medezinnescher Natur, notamment fir de Risiko vun nosokomialen Infektiounen ze senken. Et ginn natierlech och aner medezinnesch Grënn, aus deenen et ugemiesse ka sinn, dass e Patient eleng an engem Zëmmer leie sollt zum Beispill e Patient, deen zu sengem Liewensenn an enger Palliativstatioun behandelt gëtt etc.

Doriwwer eraus erméiglechen Eebettzëmmeren eng adequat Léisung, wann een net méi genügend Zëmmeren huet fir ze verhënneren, dass eng weiblech Patientin bei e männleche Patient leie kéim.

An et ginn natierlech och haut schonns Patienten, déi aus Commoditéitsgrënn (convenance personnelle) eleng leien oder zousätzlech Commoditéitsleeschtunge wëllen.

ad 2. Am FHL-CNS-Ofkommes, dat am Joer 2013 a Kraaft getrueden ass, gesinn d'Artikele 17 bis 20 an d'Annexen d'Rechnungs- a Finanzéierungsmethod fir Eenzelzëmmere vir.

Esou en Zëmmer kann e Patient aus „convenance personnelle"-Grënn ufroen, an dëst kann ee Spidol him dann och à ce titre a Rechnung stellen.

Ënnert déi Convenance personnelle falen awer och laut dem Artikel 17 „location de comfort" an „télécommunication".

Dës Convenances personnelles kënnen dem Patient och direkt vum Spidol fakturéiert ginn ënnert der Konditioun, dass de Patient am Virfeld vum Spidol genauesou vum Zousazpräis vum Eenzelzëmmer wéi iwwert déi aner „convenance personnelle" (Fernsee, Telefon etc.) informéiert gouf, fir dass hien an aller Transparenz entscheede kann, ob hien déi zousätzlech Prestatioune wëllt oder net.

De Betrag, deen e Spidol fir déi Convenance personelle, am Fall deen den honorablen Deputeierte mat „Lokatioun vun engem Fernsee" beschreift, fakturéiert, ass net reglementéiert.

ad 3. D'Eebettzëmmere wäerten an Zukunft ëmmer méi d'Norm an eise Spideeler ginn, déi fir all Assuréé garantéiert wäerte ginn a vun der Krankekeess iwwerholl ginn.

Et wäerten awer ëmmer aner Zousazleeschtunge ginn (Restauratioun, Kommunikatioun etc.), wou d'Spidol dem Patient eng Zousazkontributioun froe kann, wann hien déi Leeschtung en connaissance de cause ausgewielt huet.

ad 4. Wat déi ambulant Strukturen uginn, sou gëtt dëse Sujet säit September am Kader vum Gesondheetsdësch mat all den Acteure vum Terrain diskutéiert. Fir d'éischt soll d'Fro gekläert ginn, wéi eng Aktivitéiten de medezinnesche Fortschrëtt erlaabt, ambulant prestéiert ze ginn. Wann dës Fro bis gekläert ass, gëtt iwwert de Standuert vun deene Leeschtunge geschwat.

ad 5. Am Joer 2019 goufen et zu Lëtzebuerg 1.309 spezialiséiert Doktere mat engem Altersduerschnëtt vun 52,4 Joer. Hei ënnendrënner ass d'Pyramide des âges, fir d'Repartitioun ze veranschaulechen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Tëscht de Joren 2019 an 2034 mussen am ganze 785 spezialiséiert Doktere recrutéiert ginn, fir den aktuelle Stand bäihalen ze kënnen, 59,97 % vun de spezialiséierten Doktere mussen deemno iwwert deen Zäitraum ersat ginn.

Déi Zuele beinhalten nach net déi zousätzlech Recrutementer, déi gemaach musse ginn, fir dem Wuesstem vun eiser Gesellschaft Rechnung ze droen a wann ee verschidde Servicer méi developpéiere wëll (wéi z. B. Soins primaires).

De follgenden Tableau soll lech eng Idee ginn, a wéi enge Fachrichtungen am meeschten Nowuess gebraucht gëtt. Ze preziséieren ass, datt de Gesondheetsministère keng Donnéeën huet zu de Studenten, déi aktuell mam Studium amgaange sinn an deene verschiddene Fachrichtungen, a wéini si hire Studium ofschléissen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

ad 6. An dësem Kontext ass besonnesch de Kaderaccord mat Frankräich ze erwänen, deen déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op sanitärem Niveau tëschent Lëtzebuerg an der Région Grand-Est a Frankräich reegelt an dee vun den zwee Länner ratifizéiert ginn ass.

Awer och mat der Belsch ginn et punktuell Accorden am Kader vum Benelux, wat déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ubelaangt. Esou ass dat zum Beispill de Fall fir den urgenten Transport vu Patienten tëschent den zwee Länner (SAMU), awer och wat den Transport vun Organer ubelaangt.

Doriwwer eraus ass d'Zesummenaarbecht am Secteur vun der Santé e wichtegt Uleies vun der Groussregioun, wou op däitscher Säit jo d'Saarland a Rheinland-Pfalz nach vertruede sinn.

Question 2810 (14.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **cours de rattrapage :**

D'Sécherheetsmoossnamen am Kader vum Covid-19 haten e groussen Impakt op de Schoulunterrecht. Wärend verschidde Schüler vläicht vun der Situatioun profitéiert hunn, och well d'Elteren doheem waren a sech eventuell méi intensiv ëm si këmmere konnten, haten aner Schüler net déi Chance. Virun allem déi Schüler, déi, aus ënnerschiddleche Grënn, keng Hëllef doheem haten, riskéieren dem erwaarte Schoulniveau net gerecht ze ginn a schoulesch Schwächten a Bildungslücke méiglecherweis net méi opgeschafft ze kréien. D'Léierpersonal deelt den Elteren hir Suergen an ass der Meenung, datt déi vum Educatiounsministère organiséiert Nohëllefcoursen eleng dëse Problem kaum léise kënnen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt duerch dës Initiativ vun der fakultativer Nohëllef, esou kuerz virum Schoulufank, déi duerch méintelaang Covid-19-Moossnamen entstanen oder vergréissert schoulesch Schwächten a Bildungslücken effektiv kënnen opgefaange ginn?

2. Ass den Här Minister der Meenung, datt esou eng kriddeleg Aarbecht wéi de Schoulunterrecht, déi eng zolidd Kompetenz erfuerdert an och Erfarung viraussetzt, ka vu Studenten iwwerholl ginn, déi keng pedagogesch Erfarungen oder Formatioune matbréngen? Wéi begrënnt de Minister dëst? Wéi wäit ass et iwwerhaapt sënnvoll, Studente fir déi Aarbecht anzesetzen, fir wéi eng Fächer a wéi eng Klassen?

3. Wéi wëllt den Här Minister feststellen, wéi d'Schüler an dëser dach aussergewéinlecher Situatioun um schouleschen Niveau avancéiert si respektiv wou Retarde sinn?

4. Zitt den Här Minister a Betruecht, déi standardiséiert Tester virzezéien a si schonn um Ufank vum neie Schouljoer ze maachen, fir esou de schouleschen Niveau vun de Kanner eenheetlech a fréizäiteg festzestellen, esou datt d'Elteren an d'Léierpersonal hei Kloerheet hunn? Wa jo, wéini sollen déi Tester gemaach ginn? Wann nee, firwat net?

Réponse (20.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Fir déi Schüler ze ënnerstëtzen, déi wéinst der Covid-19-Pandemie Lacunne cumuléiert hunn, huet

de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend Nohëllefcoursen organiséiert, déi een Element vun enger méi vaster Offer sinn:

- Summerschool vum 31. August bis den 11. September: Nohëllefcoursë fir d'Schüler aus dem Enseignement fondamental an dem Enseignement secondaire;

- Ausbau vun der digitaler Plattform mat Léiermaterial: schouldoheem.lu. Eng spezifesch Rubrik erlaabt et den Elteren an de Schüler, gratis Exercicë mat Corrigéen erofzelueden, souwuel am Hibléck op déi perséinlech Besoine vum Schüler wéi op d'Matière, déi baussent de Schoulstonnen ze widderhuelen ass;

- Rotschléi a pedagogesch Hëllef duerch eng Helpline;

- Rattrapage am 1. Trimester. Ech verweisen an dësem Kontext op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2713 ad 8).

All dës Mesuren droen derzou bäi, déi schoulesch Schwächten a Lacunne vun de Schüler opzefänken.

ad 2. Fir déi verschidden Nohëllefcoursen an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen ze assuréieren, gouf op follgend Agenten zeréckgegraff: Enseignanten, temporär Remplaçanten a Membere vum Pool national études surveillées.

Am Kader vum Rekrutement vun dësem Personal ass besonnesche Wäert drop geluecht ginn, fir ausschliisslech déi Kandidaten zeréckzebehalen, déi schonn Erfarung am Ëmgang an Encadrement vu Kanner am Grondschoulalter haten. Fir d'Nohëllefcoursë goufe keng nei Persoune rekrutéiert, mee et gëtt op déi Leit zeréckgegraff, déi och schonn am Kader vum Enseignement en alternance intervenéiert sinn an an dësem Kontext zwee Méint praktesch Erfarung an de Grondschoule sammele konnten. Wärend dësen zwee Méint hate si ëmmer d'Méiglechkeet, sech mam Schoulpersonal iwwert déi schoulesch Aktivitéiten auszetauschen an op den Enseignanten hir wäertvoll Erfarung zeréckzegräifen, fir eng gelonge Prise en charge vun de Kanner ze assuréieren.

Déi temporär Remplaçanten hunn ausserdeem am Kader vun hirer Formatioun véier Woche Stage gemaach an zum groussen Deel schonn an de Lëtzebuerger Grondschoule Remplacementer assuréiert, wouduerch och si weider Erfarung am Schoulhale sammele konnten.

Déi ausgewielten temporär Remplaçanten a Membere vum Pool national études survéillées goufen ausserdeem an deene Schoule fir den Nohëllefcours agesat, an deene si schonn am Kader vum Enseignement en alternance Kanner betreit hunn.

Fir d'Acteuren, déi d'Nohëllefsstonnen assuréieren, ze ënnerstëtzen, goufe spezifesch fir déi eenzel Offere vum Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) geziilt Aktivitéiten ausgeschafft, déi den Developpement vun den essenzielle Contenue viséieren. D'Léierpersonal, dat am Kader vun den Nohëllefcoursen intervenéiert, ka sech ënner anerem op dës Aktivitéiten, déi um Internetsite www.schouldoheem.lu zougänglech sinn, baséieren, fir esou een optimalen Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen ze assuréieren.

Och fir d'Nohëllefcoursen am Enseignement secondaire kruten déi Kandidate mat Erfarung Prioritéit. Och si konnten op d'Material zeréckgräifen, dat vum SCRIPT ausgeschafft gouf. Op dës Manéier konnt och fir d'Lycéesschüler e qualitativ héichwäertegen Encadrement assuréiert ginn.

ad 3. + 4. Ech erënneren den Här Deputéierten u meng Äntwert op de Punkt 14 vu senger parlamentarescher Fro Nr. 2432. Op Basis vun dëser Argumentatioun gëtt et keng Begrënnung fir e fréizäitegt Ëmsetze vun de standardiséierten Tester.

Question 2812 (14.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **rentrée scolaire dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

An enger Instruktioun un d'Léierpersonal an de Grondschoule vum 9. September 2020 schreift de Schoulministère, datt d'Schoulraim sollte gelëft ginn, an zwar entweeder doduerch, datt d'Fënstere sollten op Kipp stoen an d'Dieren opbleiwen, oder awer duerch Stousslëftung.

No neiste wëssenschaftlechen Erkenntnesser, wéi et z. B. och an engem Tageblatt-Artikel vum 10. September 2020 stoung, ass et falsch, fir dovun auszegoen, datt d'Kanner sech manner liicht kéinten ustiechen oder d'Krankheet net esou liicht kéinten iwwerdroen.

Och rezent medezinnesch Publikatiounen, z. B. am British Medical Journal (BMJ), insistéieren op d'Lëften, besonnesch och am Hibléck op d'Dauer vun der Expositioun vun de Leit op Aerosolen. An deem Kontext gëtt dann och d'Fro opgeworf, ob z. B. an engem Sall geschwat oder gesonge gëtt an esou virun. Allgemeng gëtt d'Gefor vum Covid an neie Publikatiounen éischter ënnerstrach, ewéi relativéiert.

Dowéinst muss een och d'Attitüd vum Schoulministère kritesch hannerfroen. Et schéngt no neiste Fuerschunge keng valabel Alternativ zu der Stousslëftung ze ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister sech bewosst, datt Lëften op Kipp net dee selwechten Effet huet, ewéi eng Stousslëftung? Mécht hien Efforte bei de Gemengen, fir sécherzestellen, datt an all Schoul d'Fënstere kënnen allzäit grouss opgemaach ginn an datt d'Léierpersonal och déi néideg Schlësselen dofir kritt?

2. Ass den Här Minister sech bewosst, datt d'Passivbauweis et dacks méi schwéier mécht, fir d'Fënsteren opzemaachen? Misst een net d'Richtlinne fir de Bau vun neie Schoulen an deem Sënn festleeën, respektiv änneren, datt d'Fënsteren allzäit kënne grouss opgemaach ginn?

3. Gëtt et eng Intentioun op Regierungssäit fir, do wou et der gëtt, d'Loftfilteranlagen an de Schoulen op e Stand ze bréngen, deen och géint Bakterien a Viren effikass ass? Ass iwwerall séchergestallt, datt déi verschidde Loftausstouss- respektiv Ventilatiounsréier vun de Loftfilteranalgen an de Schoule wäit genuch ausernee sinn, fir eng Vermëschung vu Loftstréimungen ze verhënneren? Gëtt dat iwwerpréift?

4. Ass den Här Minister sech bewosst, datt et am Handel mobill Filteren ze kafe gëtt, déi e grousse Bäitrag kéinte leeschten, well si, änlech wéi an de Fliger, op eng iwwer 99%eg Filterung ugeluecht sinn an domat och géint Viren a Bakterien an Aerosole kéinten agesat ginn? Ass geplangt, d'Schoule mat esou Filteren ze ekipéieren?

5. Wär et net sënnvoll, d'Gréisst vun de Schoulklassen (Zuel vun de Schüler) an Zukunft am Verhältnis zu de Kubikmeter Rauminhalt, also och dem Volume Loft an de Schoulraimlechkeete festzeleeën, fir méi Espacement an domat méi Sécherheet ze garantéieren?

6. Am Hibléck op de Schutz virum Covidvirus bleift de Schoultransport e ganz schwaacht Glidd an der Ketten, well d'Kanner an déi Jonk do an engem zouene Raum a fir e relativ laangen Zäitraum ganz no beienee sinn. Denkt d'Regierung drun, fir progressiv besser Maske fir de Schoultransport zur Verfügung ze stellen?

Réponse (20.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Den Educatiounsministère ënnerscheet tëscht dräi ënnerschiddleche Situatiounen, wat d'Lëften ubelaangt.

1. Bei moderne Gebaier mat zum Beispill Passivbauweis kënnen d'Fënsteren oft net opgemaach ginn. Hei sinn awer modern a performant Belüftungssystemer agebaut, déi op mindestens 90 % Frëschloft agestallt ginn an domadder en adequaten Austausch vun der Loft assuréieren.

2. Bei Gebaier, bei deenen d'Fënstere grouss opgemaach kënne ginn, recommandéiert den Educatiounsministère, datt entweeder um Ufank oder um Enn vun enger Schoulstonn soll 5 Minutte Stousslëfte gemaach ginn.

3. Bei Gebaier, bei deenen d'Fënsteren nëmmen „op Kipp" gestallt kënne ginn, soll parallell dozou d'Dier vum Klassesall opgelooss ginn, fir datt en Effekt vu „Queeschlëften" entsteet.

Dës dräi Zenarie sinn op der Basis vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser zesumme mat der Direction de la santé am Kader vun der Elaboratioun vum Stufeplang fir d'Schoulen a Lycéeën zeréckbehale ginn.

ad 2. Allgemeng huet Lëtzebuerg, wat Schoulgebaier betrëfft, eng vun deene modernsten Infrastrukturen an der ganzer Europäescher Unioun a warscheinlech doriwwer eraus. Eng Passivbauweis ass ee Choix, fir Gebaier energiespuerend kënnen ze bedreiwen, an dat am Interêt vun der Ëmwelt a vun onse Kanner. Doriwwer eraus muss ee soen, datt Gebaier mat Passivbauweis souguer éischter vu Virdeel sinn, well déi eng mechanesch Lëftung hunn.

ad 3. + 4. D'Lëftungsanlage gi reegelméisseg iwwerpréift an a Stand gehalen. Et muss een awer betounen, datt Lëftungsanlagen a Schoule keng Ëmloftfonktioun hunn; d'Frëschloft an d'Fortloft ginn esou ëmmer getrennt a Filteren hätten deemno nëmmen ee minimalen Effet.

Weiderhin huet d'Direktioun vun der Santé ëmmer erëm vum Asaz vu mobille Filteren ofgeroden, well se kee relevanten Effet op d'Verhënnere vun der Verbreedung vum Virus hätten.

ad 5. Ech bezéie mech hei och op meng Äntwert zur parlamentarescher Fro Nr. 2578:

Am Kader vun der sanitärer Kris huet d'Covid-19-Taskforce sech mat der Problematik vum Anhale vum sanitäre Sécherheetsofstand auserneegesat an d'Situatioun an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen analyséiert. Heifir gouf déi duerchschnëttlech Unzuel vu Schüler aus enger Grondschoulklass op Basis vun den Informatiounen, déi am Kader vum Calcul vum Contingent consideréiert ginn, berechent a mat der minimaler Klassegréisst, déi am Artikel 6 vun den „Directives en matière de constructions scolaires destinées à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et complémentaire" definéiert ass, a Relatioun gesat.

An dësen Direktive gëtt och de Volume vum Klassesall mat abezunn:

« Les locaux scolaires et les postes d'activités sont à dimensionner et à aménager de manière que les personnes puissent se sentir à l'aise et s'adonner en toute sécurité aux activités prévues. Le volume d'air minimal disponible dans chaque local scolaire ordinaire doit être de 6 m^3 par personne présente. Ce volume est à porter à un minimum de 10 m^3 par personne présente à l'occasion d'une activité de culture physique ou de travail manuel. »

Déi selwecht Normen applizéiere sech och am Enseignement secondaire, esou wéi et am Artikel 2.2 vum Règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique festgehalen ass.

Et ass evident, datt déi Klasse mam héchsten Effektiv an de gréisste Klassesäll ënnerbruecht sinn, dëst net nëmmen a Covidzäiten.

ad 6. Ech verweisen am Kontext vun dëser Fro op d'Äntwert zu de Punkte 4, 5 an 10 vun der parlamentarescher Fro Nr. 2860 vum honorabelen Deputéierten.

Question 2813 (14.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **publicité dans les boîtes aux lettres :**

Am Gesetz vum 26. Dezember 2012 ass festgeluecht, dass d'Léit kënne fräi decidéieren, ob si Reklamme wëllen an hir Bréifkëscht kréien oder net. Dëst Verbuet gëtt awer ëmmer erëm ignoréiert a vill Léit, déi u sech ee „Keng Reklamme w.e.g."-Schëld hunn, fanne weiderhin all Dag Reklammen an hirer Boîte a wëssen net, wéi se sech dogéint wiere kënnen. Obwuel dëst d'Gesetz virgesäit, dass d'Leit keng Reklamme mussen unhuelen, ass keng Strof virgesinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wat fir Méiglechkeeten hunn d'privat Persounen, fir sech géint dës „wëll" Reklammen ze wieren?

2. Firwat gëtt et keng legal Mëttel, fir géint dës Reklamme virzegoen? Schafft de Ministère am Moment un esou enger Méiglechkeet?

3. Wéi gedenke Ministèren derfir ze suergen, datt de Verbuet vu Reklammen tatsächlech agehale gëtt?

4. Um Site vum Institut luxembourgeois de régulation: « Aucun moyen d'action n'est légalement prévu. La mission générale de l'ILR vise à assurer la protection des usagers en matière de services postaux. Le contrôle exercé par l'ILR est limité aux prestataires de services postaux et donc par définition aux entreprises exploitant un service postal qui consiste en la levée, le tri, l'acheminement et la distribution des envois postaux. »

Zéien d'Ministeren a Betruecht, d'Kompetenz vun dem ILR oder enger anerer Administratioun op dëse Fall ze erweideren? Falls net, firwat net?

Réponse commune (29.10.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Den Artikel 13(2) vum ofgeännerte Gesetz vum 26. Dezember 2012 zu de Postdéngschtleeschtunge gesäit vir, dass all privat Persoun duerch Ubrénge vun enger Etikett verbidde kann, dass net adresséiert Envoie respektiv Reklammen (Envoien oder Reklammen, wou hire Numm an hir Adress net drop stinn) an hir Bréifkëscht geheit gëtt. Dëst Verbuet gëllt allerdéngs net fir Informatiounsziedelen, wéi déi vum Staat, vun enger Gemeng oder politeschen, reliéisen oder associative Vereenegungen, déi un de Bierger adresséiert sinn. Beim Netrespektéiere vun dësem Verbuet kann d'Responsabilitéit vum Distributeur a vum Editeur engagéiert ginn.

No Récksprooch mat POST gouf bestätegt, dass d'Divisioun POST Courrier dës Opt-out-Politik applizéiert, wat d'Verdeele vu Reklammen an d'Bréifboîten ugeet. Et ass ze bemierken, dass nach aner Acteuren zu Lëtzebuerg Reklammen un d'Stéit verdeelen, déi am generellen och d'Opt-out-Politik applizéieren.

Am Gesetzesentworf 7659, deen d'Offallwirtschaftsgesetz vum 21. Mäerz 2012 änner, ass virgesinn, den aktuelle Prinzip ëmzedréien. Ab deem Moment, wou dëst Gesetz a Kraaft trëtt, kënne Stéit duerch een „opt-in" decidéieren, ob si wëlle Reklammen an hir Bréifboîte geheit kréien. Dofir muss op der Bréifboîte explizitt ugi ginn, datt de Stot Reklammen erhale wëll. Ouni Averständnes vum Stot, dierfe keng Reklamme méi an der Bréifboîte landen. De genaue Wuertlaut am Gesetzesentworf ass: « Le dépôt et la distribution d'imprimés publicitaires à vocation commerciale, à l'exception de la presse d'information gratuite, dans les boîtes à lettres sont interdits, sauf accord formel du destinataire. »

De Gesetzesentworf 7659 gesäit weider fir, datt Betriber, déi sech net un déi nei Obligatioun halen, mat enger Amende vu 25 Euro bis 10.000 Euro kënne bestrooft ginn oder et kënnen administrativ Moossname géingt dës Betriber geholl ginn.

D'Kontroll vun den neien Dispositiounen aus dem Offallgesetz ënnerläit der Police an och den Agente vun der Douane a vun der Ëmweltverwaltung, souwäit se als Officier de police judiciaire vereedegt sinn.

Question 2817 (14.09.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **subvention pour l'achat d'une voiture hybride :**

Récemment le Gouvernement a porté le subventionnement pour l'achat d'une voiture électrique de 5.000 à 8.000 euros, alors que le subventionnement des voitures hybrides rechargeables (« plug-in ») qui est actuellement de 2.500 euros, n'a pas été augmenté.

Or, les voitures hybrides ont des avantages certains :

- Elles sont équipées de deux moteurs, un moteur électrique rechargeable et un moteur à combustion. La motorisation électrique permet de réduire les émissions directes du CO_2 et d'autres polluants ;

- Dans notre pays, avec sa taille modeste, environ 2/3 des trajets peuvent être réalisés de manière électrique ;

- Par rapport aux voitures exclusivement électriques, on peut utiliser les voitures hybrides pour des trajets plus longs en raison de leur réserve d'essence. Le moteur à combustion se met automatiquement en marche quand la batterie se vide ;

- Les voitures hybrides rechargeables ont en outre l'avantage de disposer de batteries de taille plus réduite que les voitures purement électriques ;

- Enfin la voiture hybride est moins chère. 100 km de conduite électrique coûtent plus ou moins 2,50 euros alors que l'essence nécessaire pour 100 kilomètres est de 6 à 7 litres au moins au prix de 6 à 7 euros ;

- L'Allemagne vient de porter les subventions pour voitures hybrides ne dépassant pas un prix de 40.000 euros à 6.750 euros, pour les voitures d'un prix de 40.000 euros à 65.000 euros à 5.625 euros. Ces voitures bénéficient en plus d'un taux de TVA réduit ;

- En France, le montant du bonus écologique pour voitures hybrides rechargeables est de 2.000 euros, augmenté le cas échéant d'une prime à la conversion pouvant atteindre jusqu'à 7.000 euros selon les modèles depuis le mois de juin.

- Vu les avantages indéniables des voitures hybrides par rapport aux véhicules disposant exclusivement de moteurs diesel ou essence, j'aimerais savoir du Gouvernement s'il entend suivre l'exemple de nos pays voisins et améliorer l'attractivité de ces véhicules par une adaptation des subventions à l'instar de ce qui a été décidé pour les voitures à 100 % électriques.

- Le Gouvernement envisage-t-il une pondération des subventions selon les prix respectivement les rejets de CO_2 des voitures ?

Réponse commune (20.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Alors que le Programme « Neistart Lëtzebuerg » présenté le 20 mai 2020 visait avant tout la promotion de la mobilité se privant de toute utilisation de carburants fossiles, le Gouvernement, conscient que les modes de propulsion hybrides constituent une technologie de transition, avait en parallèle prolongé les primes pour les véhicules hybrides rechargeables, sans pour autant en augmenter le montant.

C'est ainsi que les voitures et camionnettes hybrides rechargeables de l'extérieur, sous réserve

que leurs émissions de CO_2 ne dépassent pas 50 g/km, bénéficient d'une aide financière de 2.500 EUR. Cette aide est d'application pour les véhicules dont la première mise en circulation a lieu au plus tard le 31 décembre 2021.

Le Gouvernement reste résolu à promouvoir la mobilité électrique au-delà de l'année 2021, volonté d'ailleurs fermement ancrée dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat adopté en date du 20 mai dernier. Les modalités précises des aides financières d'application pour les véhicules mis en circulation pour la première fois en 2022 seront élaborées au cours des prochains mois.

Question 2822 (15.09.2020) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **décharge pour enseignants s'engageant au Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires :**

An der Äntwert op meng mëndlech Fro N° 12 vum 12. Mee 2020 zum Theema Suicide bei Kanner a Jugendlecher, sot den Educatiounsminister, datt ab dem nächste Schouljoer eng Decharge soll agefouert gi fir déi Enseignanten, déi sech am Kader vum CePAS (Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires) fir d'Preventioun vum Suicide engagéieren.

An dësem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Kann de Minister eis confirméieren, datt dës Decharge elo vun dëser Schoulrentrée un agefouert ginn ass? Kann de Minister eis dozou Detailer ginn?

- Goufen d'Enseignanten informéiert iwwert dës Decharge?

Réponse (20.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend huet d'Schouljoer 2020/2021 notamment ënnert de Motto vum Wuelbefanne vun de Kanner an de Jugendleche gestallt („Mir këmmeren eis"). Dozou gehéieren eng ganz Rei vun Aktiounen, déi ech fir d'Rentrée virgestallt hunn an déi ënner anerem d'Santé mentale betreffen.

Et ass eng zudéifst traureg Tatsaach, datt eis Schoulgemeinschafte mat Suicidë vu jonke Leit confrontéiert ginn. D'Preventiounsaarbecht, awer och déi adequat Reaktioun op ee Suicide, sinn dofir vu gréisster Wichtegkeet.

Aus deem Grond hunn ech decidéiert, datt an all Lycée eng Ekipp soll constituéiert ginn, déi sech mat deem Theema befaasst, an déi aus Membere vun der Direktioun, dem psychosozialen an edukative Personal, an och aus Membere vum Léierpersonal soll bestoen. D'Aarbecht vum Léierpersonal gëtt dobäi mat enger Decharge vun enger „Leçon" honoréiert, wat 72 Aarbechtsstonnen iwwer ee Joer entsprécht.

D'Schoule sinn den 23. Juli duerch eng Instruction ministérielle iwwert dës Dispositiounen informéiert ginn.

Question 2823 (15.09.2002) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **réorganisation du réseau RGTR :**

Den 13. September ass et zu enger ganzer Rei Changementer bei den Horairen an den Arrête vum RGTR-Busreseau komm. D'Reorganisatioun vum RGTR ass iwwert déi lescht Jore virbereet ginn, de Public an och d'Gemenge goufe consultéiert. D'Gemenge konnten och hir Avisen zum proposéierte RGTR-Plang areechen an am Februar hat den Transportministère ëffentlech Reuniounen uechter d'Land organiséiert, fir den neien RGTR-Plang virzestellen.

Et muss een awer elo feststellen, datt vill vun de Changementer, déi elo den 13. September a Kraaft getruede sinn, net méi deem entspriechen, wat mat enger Rei Gemenge beschwat gi war a wat am Februar presentéiert gouf.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann de Minister confirméieren, datt et nach zu enger Rei Ännerunge komm ass, déi net deem entspriechen, wat am Februar matgedeelt gouf?

- Wa jo, bei wéi ville Linnen ass dat de Fall?

- Firwat goufen déi concernéiert Gemengen net am Virfeld informéiert?

Réponse (29.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De geplangten RGTR-Reseau ass nom Februar 2020, also no der Consultatioun an den Upassungen, déi vun de Gemenge gefrot goufen, just nach minimal an den Detailer ugepasst ginn.

Et muss ee verstoen, dass et sech bei dëser Reorganisatioun ëm eng Envergure handelt, déi et esou nach ni gouf an déi an där Form och net méi wäert néideg sinn.

Technesch Contraintë féieren dozou, dass den neie Reseau an Etappe muss an d'Realitéit ëmgesat ginn. Déi éischt Phas vun dëser Ëmstellung hätt sollen am Mee 2020 ëmgesat ginn. D'Situatioun vum Covid-19 huet dozou gefouert, dass dës éischt Phas an de September 2020 reportéiert huet misse ginn.

Esou gouf op verschiddene Plazen en Deel vun den neie Linnen ëmgesat, leider war et net méiglech, esouwuel aus technesche Grënn eméi och opgrond vun der lafender Ausschreiwung fir de Reseau nom 1. Januar 2022, fir all d'Linnen an enger Regioun ëmzesetzen. Dëst huet an e puer Fäll zu Onstëmmegkeete gefouert, déi meng Servicer esou séier wéi méiglech probéieren ze behiewen.

De Reseau ass spéitstens fir den 1. Januar 2022, mam Ufank vun deenen neie Kontrakter mat de Busbetriber, komplett esou ëmgesat, wéi dat mat de Gemengen diskutéiert gouf.

Question 2824 (15.09.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**illettrisme :**

Dans un récent article de presse, la directrice adjointe du « Service de la formation des adultes » explique les missions de son service et fait état des programmes d'alphabétisation au Luxembourg.

Annuellement, 1.000 personnes en situation d'illettrisme suivent des cours. Parmi celles-ci, ce sont avant tout des femmes qui y sont inscrites. Certaines personnes âgées et certaines personnes à besoins spécifiques éprouveraient également des difficultés.

Participer à ces cours permet non seulement d'améliorer son estime de soi et ses propres compétences mais aussi les chances en matière d'intégration et de recherche d'emploi.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale si le Luxembourg dispose d'une stratégie nationale en matière d'illettrisme ?

2) Sachant qu'il existe un chiffre noir parmi les personnes illettrées n'assistant pas à ces cours, quels moyens sont mis en œuvre pour les détecter et les suivre ?

3) Pourquoi le Luxembourg n'a-t-il pas participé au « Programme for the International Assessment of Adult Competencies » de l'OECD ?

4) Quels sont les acteurs - associations et communes - disposant de cours d'alphabétisation ?

Réponse (20.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) + 2) Depuis 1980, le Ministère de l'Éducation nationale organise des cours qui permettent d'apprendre à mieux lire et écrire. Conformément à la loi de 1991 portant création du Service de la formation des adultes, la mission d'assurer l'instruction de base des adultes résidant au Luxembourg qui en expriment le désir, incombe à ce service. Ces cours sont développés en permanence et l'offre est continuellement complétée suivant les besoins. L'organisation des cours se fonde sur deux objectifs, à savoir :

- une offre régionale permettant un accès facile pour un public en partie vulnérable ;

- des cours en petits groupes afin d'offrir à chaque apprenant un soutien adapté à ses besoins et à ses compétences.

Au courant des dernières années, le public cible a sensiblement changé. En effet, il y a de plus en plus d'inscrits récemment arrivés au pays qui sollicitent cette offre. Ceci s'explique entre autres par les vagues migratoires que le Luxembourg connaît depuis plusieurs décennies. De plus, en ce qui concerne les adultes ayant été scolarisés au Luxembourg, force est de constater que les difficultés d'apprentissage dans les écoles luxembourgeoise sont identifiées à un stade précoce, ce qui permet d'y remédier durant la scolarité des enfants.

La promotion des cours s'avère plus compliquée que pour d'autres cours vu :

- les déficits en termes de lecture du public cible ;

- la vulnérabilité des personnes et

- la gêne des apprenants d'être perçus comme des illettrés.

Avec la création prochaine d'« universités populaires » dans plusieurs régions du pays, dont la première ouvrira ses portes en 2021 à Belval, le focus sera mis sur la formation des adultes à travers le pays et spécialement les cours d'instruction de base. Ainsi, les adultes concernés par ces formations peuvent-ils s'adresser à une institution locale qui dispensera des offres de conseil et d'orientation et la collaboration avec les services sociaux et d'emploi régionaux sera renforcée. Cette stratégie, qui permet de mieux identifier les personnes qui présentent des déficits au niveau des compétences de base, sera complétée par des campagnes de sensibilisation au Luxembourg.

La stratégie de formation mise sur un parcours individualisé visant le renforcement des compétences en vue de l'intégration dans le pays d'accueil par l'insertion ou la promotion professionnelle, le renforcement des compétences parentales et citoyennes ou la préparation d'un projet de qualification professionnelle au niveau CITP. Les programmes de formation comprennent l'alphabétisation en langue française ou allemande, la communication en langue française, les mathématiques au quotidien, ainsi que les compétences digitales de base. En fin de parcours, une documentation et une attestation des compétences acquises sont délivrées.

Concernant les statistiques sur le sujet, on estime que le Luxembourg présente des chiffres très proches de celles des pays voisins. Ainsi, pendant l'année scolaire 2019-2020, plus de 1.000 adultes ont été pris en charge au Luxembourg.

ad 3) Effectivement, le Luxembourg n'a pas participé à l'étude PIAAC de l'OECD pour les raisons suivantes : l'étude nécessite d'importantes ressources qui sont disproportionnées par rapport au nombre de la population analysée. S'y rajoute la difficulté de tenir compte de la situation linguistique spécifique du Luxembourg qui engendrerait davantage de coûts pour développer des questionnaires en ligne dans au moins dix langues. Cette situation risque également d'entraver toute comparabilité au niveau international.

ad 4) L'acteur principal dans le domaine de l'instruction de base est le SFA qui assure des cours à travers le pays sur les sites à Luxembourg-Kirchberg, Differdange, Mersch, Echternach, Ettelbruck, Warken et Wiltz.

Par ailleurs, le SFA a conclu des conventions avec les associations et communes suivantes :

- Centre de formation Lucien Huss ;

- ASTI ;

- Maison des citoyens de la Ville d'Esch-sur-Alzette ;

- Ensemble Quartiers Dudelange - Inter-Actions ;

- Confédération de la communauté portugaise au Luxembourg.

Question 2826 (15.09.2020) de **Mme Djuna Bernard** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **Programme « Lait à l'école » :**

Le Programme « Lait à l'école » vise à promouvoir la consommation de lait et de produits laitiers dans les écoles fondamentales et secondaires. Ce programme, géré par le Service d'économie rurale du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, est soutenu par l'Union européenne et l'État luxembourgeois. Le programme existe depuis 1977, et depuis l'année scolaire 2017-2018, les écoles fondamentales reçoivent le lait gratuitement. L'école a le choix entre le lait conventionnel et le lait issu d'une production biologique.

Pendant l'année scolaire 2018-2019, 51.000 élèves dans 126 écoles ont profité du Programme « Lait à l'école » chaque semaine. 112.000 litres de lait frais et 31.000 litres de lait au chocolat ont été distribués. Or, des études multiples constatent que le lait de vache ne présente pas forcément un atout pour la santé. Beaucoup de gens favorisent le lait végétal : en Amérique du Nord et Europe, le lait végétal représente une part de marché de 32,7 % avec un taux de croissance annuel de 10,18 %.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quel est le pourcentage de lait issu de l'agriculture biologique qui a été distribué dans le cadre du Programme « Lait à l'école » ?

2) Le Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique définit un objectif d'atteindre 20 % des surfaces agricoles du Luxembourg exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025. Un élément moteur de ce plan est l'introduction de produits issus de l'agriculture luxembourgeoise d'ici 2025 dans les établissements de restauration collective. Dans ce contexte, existe-t-il une stratégie qui vise à encourager les écoles de distribuer du lait issu de l'agriculture biologique ? Dans l'affirmative, quel pourcentage est envisagé dans quel délai ?

3) Les parents d'élèves, sont-ils informés si l'école participe au Programme « Lait à l'école » et par conséquent distribue du lait aux enfants ? Les parents, doivent-ils même donner leur accord ?

4) Les élèves qui ne consomment pas de lait de vache, soit à cause d'une intolérance ou d'une préférence pour le lait végétal, ce programme offre-t-il une alternative ? Dans la négative, Messieurs les Ministres envisagent-ils leur proposer des alternatives ?

5) Un des produits laitiers destinés à être consommés quotidiennement par les élèves dans l'enseignement secondaire, notamment le lait au chocolat, contient du sucre ajouté. De ce fait, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que cette initiative se trouve en contradiction avec les programmes existants, à savoir « Fruit for School » et « Gesond iessen - Méi beweegen », qui ont notamment été mis en place pour promouvoir la nutrition saine et la prévention de l'obésité aussi bien à l'école qu'en général dans notre société ?

Réponse commune (19.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le pourcentage de lait biologique distribué dans le cadre du Programme « Schoulmëllech & Schouluebst » n'a cessé d'augmenter ces dernières années et représente aujourd'hui environ un tiers du lait et des produits laitiers livrés aux établissements scolaires.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour l'ensemble du programme, 33 % du lait blanc, respectivement 25 % du lait et des produits laitiers sont issus de l'agriculture biologique.

Le faible taux de produits issus de l'agriculture biologique au niveau de l'enseignement secondaire s'explique aussi en partie par le fait que le lait est distribué majoritairement dans des distributeurs, et ce en emballages de 0,25 l. Étant donné que le fournisseur actuel ne propose pas de lait biologique en emballage de 0,25 l, les produits en vente se limitent au lait blanc conventionnel 0,25 l et au lait chocolaté 0,25 l.

ad 2) Le pourcentage de lait issu de l'agriculture biologique distribué dans le cadre du Programme « Schoulmëllech & Schouluebst » est actuellement de 25 % et dépasse donc déjà l'objectif fixé pour l'horizon 2025.

Le lait blanc est gratuit pour les élèves de l'enseignement fondamental, cela aussi bien pour le lait blanc issu de l'agriculture conventionnelle que pour le lait blanc issu de l'agriculture biologique.

Le choix des produits est fait par le personnel enseignant notamment en fonction des besoins et préférences de leurs élèves.

ad 3) Dans tout établissement scolaire, fondamental aussi bien que secondaire, participant au Programme « Schoulmëllech & Schouluebst », une affiche attirant l'attention sur le programme doit, conformément aux dispositions retenues à l'échelle de la réglementation européenne, être apposée. La participation au programme européen ainsi que le financement du programme par l'Union européenne sont clairement indiqués sur cette affiche.

Les parents des élèves du fondamental sont informés par le personnel enseignant. Étant donné que les modalités d'application du programme diffèrent d'une école à l'autre et d'une classe à une autre, l'information est fournie par exemple lors de réunions parents-enseignants pour les uns, alors que dans d'autres cas, le personnel enseignant informe les parents par courrier ou bien via le bulletin communal. Cette communication avec les parents est nécessaire pour avertir les enseignants au cas où un enfant aurait une intolérance.

Pour les élèves du secondaire, on peut présumer que ces derniers connaissent eux-mêmes leurs intolérances alimentaires.

ad 4) En raison du faible taux d'aide et au vu des autres obligations du règlement, un fournisseur potentiel de lait sans lactose n'a pas pu être trouvé jusqu'à présent.

Le Gouvernement applique les règles européennes en matière de concurrence et de marchés publics en ce qui concerne le Programme « Schoulmëllech & Schouluebst ». Celles-ci n'ont pas été enfreintes.

Néanmoins, dans le cadre du Programme européen « Schoulmëllech & Schouluebst », soutenu par le Gouvernement, des fruits sont distribués gratuitement durant l'année scolaire dans presque tous les établissements scolaires. Ceci peut constituer une alternative saine et végétale pour les élèves souffrant d'une intolérance au lactose.

ad 5) Chaque établissement qui offre aux élèves du lait chocolaté issu du Programme « Schoulmëllech & Schouluebst » a l'obligation de leur offrir également du lait blanc. Finalement, le choix est fait par l'élève en fonction de ses préférences.

À noter que le lait blanc est au minimum 0,20 €/0,25 l moins cher que le lait chocolaté. De plus, les établissements scolaires ainsi que les fournisseurs sont tenus de présenter le lait blanc en meilleure position (à hauteur de regard) dans les distributeurs par rapport au lait chocolaté.

Depuis la fin du confinement, et à condition que l'établissement scolaire puisse garantir une distribution d'une portion par étudiant et par jour, le lait blanc est offert gratuitement.

Par contre, il n'existe pas de changement pour le lait chocolaté pour lequel les élèves devaient payer 0,60 €/0,25 l (pour l'année scolaire 2020-2021, le prix est passé à 0,70 €/0,25 l). Le fait que le lait blanc est disponible gratuitement constitue une incitation supplémentaire à privilégier ce produit par rapport au lait chocolaté.

Question 2828 (15.09.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**affiliation des travailleurs saisonniers à une assurance de pension et de maladie :**

Dans un article récemment publié par le journal en ligne reporter.lu des représentants du Ministère de la Sécurité sociale consultés par le journal affirment que des travailleurs engagés e. a. pour les vendanges seraient exemptés de l'assurance obligatoire de maladie et de pension, si leur séjour professionnel au Luxembourg ne dépassait pas les trois mois. Dans ce cas les travailleurs saisonniers seraient en principe couverts par l'assurance de leur pays d'origine. Or, selon les informations fournies[2] sur le portail Internet du Ministère de l'Agriculture la vérification de l'affiliation à un régime d'assurance pension et maladie ne semblerait pas être obligatoire lors de leur arrivée sur le territoire luxembourgeois.

De même, l'article fait référence à un document émis par le Ministère de la Sécurité sociale selon lequel un salarié qui travaille moins de trois mois par année de calendrier serait à considérer comme un salarié occasionnel et non comme un travailleur saisonnier. Cette classification pose pourtant des problèmes du fait que les personnes engagées pour les vendanges travaillent le plus souvent à plein temps. En outre, leur temps de travail peut même - sous certaines conditions et dans certaines périodes - être porté à 12 heures par jour et à 60 heures par semaine.

L'Inspection du travail et des mines (ITM) confirme sur son site Internet que la prestation d'activités liées à la récolte ou aux vendanges ainsi que la prestation d'activités liées au conditionnement des produits récoltés ou vendangés sont à considérer comme emplois à caractère saisonnier et non pas comme emplois occasionnels. Cette affirmation trouve sa base légale dans le règlement grand-ducal du 11 juillet 1989 portant application des dispositions des articles 5, 8, 34 et 41 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail qui n'a pas été modifié depuis[3].

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et du Travail :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer le nombre total de travailleurs saisonniers engagés pendant la période des récoltes et des vendanges dans les secteurs viticole et agricole ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que tous les travailleurs saisonniers engagés pour les récoltes et les vendanges sont affiliés à une assurance de pension et de maladie, que ce soit au Luxembourg ou dans leur pays d'origine ?

3) Dans l'affirmative, comment ce statut d'affiliation est-il vérifié et qui est responsable de ce contrôle ?

4) Considérant que, suivant la législation en vigueur, les travailleurs saisonniers ne seraient pas à considérer comme travailleurs occasionnels et seraient ainsi obligatoirement soumis à l'assurance de pension et de maladie, leur non-affiliation est-elle à considérer comme illégale ? Dans l'affirmative quelle partie est tenue responsable du délit, l'employeur ou bien le travailleur lui-même ?

5) Sachant que les prestations d'activités liées à la récolte ou aux vendanges ainsi qu'aux activités liées au conditionnement des produits récoltés ou vendangés sont clairement définies comme relevant du champ des emplois à caractère saisonnier, comment Messieurs les Ministres expliquent-ils que les informations fournies par le Ministère de l'Agriculture et de la Viticulture divergent de la législation en vigueur et offrent même un contrat-type contraire à la loi ?

6) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que - surtout dans un contexte de pandémie - il faudrait garantir l'affiliation de tous les travailleurs à une assurance maladie afin de leur permettre de se faire soigner ?

Réponse commune (20.10.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Puisqu'il n'y a pas d'obligation de faire une déclaration d'entrée auprès du CCSS pour les activités occasionnelles dans le secteur visé, le CCSS ne dispose pas de données sur le nombre de personnes exerçant une telle activité dans le secteur visé.

En ce qui concerne l'affiliation à la sécurité sociale, il y a lieu de préciser que toute personne exerçant une activité salariée pour le compte d'autrui doit être affiliée, toutes branches confondues. Néanmoins, le Code de la sécurité sociale (CSS) prévoit certaines exceptions.

Ainsi, le CSS prévoit dans ses articles 4 (assurance maladie-maternité) et 179 (assurance pension) pour l'activité occasionnelle (salarié occasionnel) ce qui suit :

« Sont dispensées de l'assurance obligatoire les personnes qui exercent leur activité professionnelle uniquement d'une façon occasionnelle et non habituelle et ce pour une durée déterminée à l'avance qui ne doit dépasser trois mois par année de calendrier. »

Ces dispositions ne visent pourtant pas à priver une personne des assurances maladie-maternité et pension, mais au contraire à garantir que le revenu issu d'une activité occasionnelle, et donc limitée, telle que définie aux articles 4 et 179 du CSS ne soit pas davantage réduit par un assujettissement aux cotisations sociales alors que la personne est en principe déjà affiliée, soit de manière obligatoire à l'étranger, soit de manière volontaire (facultative).

Si la personne est déjà affiliée au Luxembourg de manière obligatoire (pour une activité rémunérée), alors elle ne peut pas avoir recours à une activité occasionnelle. Si elle est affiliée à l'étranger, alors elle possède une carte de sécurité sociale à l'instar de la carte d'affiliation émise par le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS). Dès lors, la personne a accès aux soins de santé prestés au Luxembourg en cas de nécessité.

Dans tous les cas, les salariés occasionnels dans le domaine agricole, viticole, horticole ou sylvicole sont d'office protégés au niveau de l'assurance accident sans même qu'une déclaration soit nécessaire. En effet, l'article 90, paragraphe 3 du CSS prévoit que :

« Sans qu'une déclaration auprès du Centre commun de la sécurité sociale soit nécessaire, sont également assurées les personnes exerçant une activité agricole, viticole, horticole ou sylvicole pour le compte d'un assuré obligatoire ou volontaire au sens des articles 85, alinéa 1, sous 7) ou 89, soit accessoirement à une activité professionnelle principale et sans rémunération ou contre une rémunération ne dépassant pas un tiers du salaire social minimum, soit occasionnellement pendant une durée déterminée à l'avance qui ne doit pas dépasser trois mois par année de calendrier ; […]. »

Pour les salariés occasionnels dans tout autre secteur, l'employeur doit faire une déclaration tout en ayant l'option de déclarer l'activité visée comme occasionnelle. Pour ce faire, le CCSS se base sur le formulaire de déclaration d'entrée de l'employeur qui indique sur ce dernier s'il s'agit d'un travailleur occasionnel. Le CCSS effectue à ce titre des contrôles pour éviter des abus.

En matière d'accès aux soins de santé, il y a aussi lieu de préciser que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « Le principe de l'assurance obligatoire garantit un accès égal et solidaire aux prestations de l'assurance maladie-maternité. Pour assurer l'accès aux soins de santé de base aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, les moyens existants seront utilisés de la manière la plus adaptée. Cette prise en charge médicale sera à charge du budget de l'État. » (page 109 de l'accord de coalition 2018-2023)

Dans le cadre des travaux visant à mettre en œuvre ce point de l'accord de coalition, les dispositions prévues à l'article 4 du CSS seront aussi évaluées, le but étant de s'assurer que toute personne puisse avoir accès à des soins de santé de qualité tout en évitant les abus.

Question 2829 (16.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **contact tracing :**

Eng Persoun, déi positiv op de Covid-19 getest ginn ass, gëtt am Kader vum Contacttracing gebieden, der Inspection sanitaire d'Coordonnéeë vun alle Leit unzeginn, mat deene se an de leschten Deeg virum Test oder virum Optriede vun de Symptomer enke Kontakt hat. Doropshi ginn déi Leit doriwwer informéiert, datt si Kontakt hate mat enger infizéierter Persoun.

Laut eisen Informatiounen ass et beim Contacttracing an eenzele Fäll zu Fonctionnementsschwieregkeeten an zu Handhabungsdivergenze komm. Deemno hätten an eenzele Fäll just e puer vun deene kontaktéierte Leit, déi mat där selwechter infizéierter Persoun a Kontakt waren, d'Matdeelung kritt, datt se sech missten a Quarantän setzen, souwéi och eng Ordonnance fir e PCR-Test kritt, wärend anerer nëmmen eng Ordonnance fir e PCR-Test kruten ouni Quarantän.

Aus dëse Grënn wëll ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, datt et Fäll goufen, an deene Leit, déi mat där selwechter infizéierter Persoun a vergläichbarer Aart a Weis a Kontakt waren, ënnerschiddlech behandelt goufen?

- Falls jo, wat sinn d'Grënn fir dës ënnerschiddlech Handhabung am Contacttracing?

- E puer Persoune vun där selwechter Tracinglëscht sinn eisen Informatiounen no eréischt méi spéit ewéi anerer per Bréif an d'Quarantän gesat ginn. Ass d'Regierung net der Meenung, datt wann een de Leit eréischt e puer Deeg, nodeems se a Kontakt mat enger infizéierter Persoun waren, matdeelt, datt se a Quarantän musse goen, an och, datt wann een hinnen dëse Message nëmme per Postwee matdeelt, dëst de Risiko mat sech bréngt, datt déi Concernéiert dës Noriicht „ze spéit" kréien a se de Virus an der Tëschenzäit scho kënne weiderginn hunn?

- Ginn et genau Richtlinnen, déi de Fonctionnement vum Contacttracing concernéieren an un déi d'Mataarbechter vum Contacttracing sech mussen halen?

- Wa jo, wéi gesinn dës Richtlinnen aus?

Réponse (20.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesondheetsdirektioun beméit sech, all Bierger gläich ze behandelen. Et ass awer esou, dass net all Bierger automatesch dem selwechten Niveau vu Risiko ausgesat war bei engem Kontakt mat enger infizéierter Persoun. Am individuelle Gespréich, dat de Contacttracing mat der Persoun féiert, déi a Kontakt mat enger Persoun war, déi positiv op de Covid-19 getest gouf, gëtt festgestallt, ob et sech heibäi ëm ee „contact à haut risque" gehandelt huet oder ob de Risk méi kleng war, well z. B. eng Rei vu Gestes barrières agehale gi sinn. Wéi d'Gesetz et virgesäit, ka bei dem „contact à haut risque" eng Quarantän ausgeschwat ginn. Bei engem méi klenge Risiko gëtt generell just een Test no e puer Deeg proposéiert.

Et kënnt leider reegelméisseg vir, dass d'Telefonsnummer, déi d'Geshondheetsdirektioun vum Laboratoire matgedeelt kritt, net richteg ass, respektiv dass op der Nummer keen ophieft, trotz e puer Versich, mat der Persoun Kontakt opzehuelen. An deem Fall bleift der Geshondheetsdirektioun näischt anescht iwwreg, wéi déi betraffe Persoun op schréftlechem Wee a Quarantän ze setzen. De Contacttracing prokuréiert sech an deem Fall d'Adress iwwert de „Registre national des personnes physiques". Et ass dofir wichteg, dass all Persoun, déi een Test maache geet, beim Laboratoire eng aktuell Telefonsnummer ugëtt.

D'Richtlinne betreffend d'Quarantän leede sech direkt aus dem Gesetz of. Do gëtt jo prezis definéiert, wat e „contact à haut risque" ass a ween domat a Fro kënnt fir eng Quarantän. D'Gesondheetsdirektioun muss sech un dës Richtlinnen halen an huet deemno eng limitéiert Méiglechkeet, fir d'Opportunitéit vun enger Mise en quarantaine au cas par cas ze evaluéieren.

Question 2831 (16.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **formules « zero-rating » :**

Verschidden Telekommunikatiounsubidder erméiglechen et hire Clienten, Abonnementer ofzeschléissen, bei deene gewëssen Apps oder Websäite kënne benotzt ginn, ouni dass dës den Datevolume, deen engem pro Mount zu Verfügung steet, reduzéiere géifen. Souguer wann ee Client säin Datevolume ganz opgebraucht huet, kann en dës Apps a Websäiten nach weider benotzen, ouni dass zousätzlech Käschte géifen ufalen. Dës Méiglechkeet vum „zero-rating" gëtt et zu Lëtzebuerg beispillsweis fir verschidde Sozialmedien, en Noriichteportal an och fir e puer grouss Musek- a Filmstreamingdéngschter. Wärend d'Consommateuren d'Applikatiounen an d'Websäite vun e puer groussen Ubidder also ouni Aschränkunge benotze kënnen, gi Visitten op Websäite vu klenge Startups vum Datevolumen ofgezunn. Esou stellt sech d'Fro, ob de „zero-rating" net innovatiounsschiedlech kéint sinn an eng Form vun deloyaler Konkurrenz duerstellt.

De 15. September 2020 huet d'Cour de justice de l'Union européenne an dësem Kontext eng prejudicielle Fro zu dësem Theema tranchéiert, déi den ungareschen Equivalent vum ILR, Telenor, concernéiert huet. Konkreet geet et am Arrêt zu den Affären C 807/18 an C 39/19 (Ref.: ECLI:EU:C:2020:708) ëm d'Fro, ob de sougenannte „zero-rating" mam Artikel 3 vum Reglement 2015/2120 vum 25. November 2015 kompatibel ass.

Wéi de Minister sech sécherlech erënnert, hunn ech ewell an der parlamentarescher Fro N° 0308 vum 4. Februar 2019 d'Theema vum „zero-rating" ugeschwat a krut vun der Regierung follgend Äntwert: „De BEREC plangt, dës Netz-Neutralitéit-Richtlinnen 2019 ze aktualiséieren, an eng prezis Schrëtt-fir-Schrëtt-Uleedung virzegesinn, fir Zero-Rating-Offeren ze evaluéieren. Ausserdeem wäerten nei Variante vu Zero-Rating-Offeren adresséiert an analyséiert ginn."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vum Urteel vum CJUE vum 15. September 2020?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 0308 huet d'Regierung geäntwert: „De Zero-Rating ass eng Pratique commerciale, déi net verbueden ass, mee déi illicite ka sinn, wa se duerch hiren Ëmfang de Choix an den Accès vum Consommateur an der Praxis materiell aschränkt." Wéi ännert den Arrêt vun der CJUE dem Minister seng Interpretatioun?

3. An der Äntwert op d'Fro N° 0308 huet d'Regierung och op de Rôle vum ILR verwisen. Dësen huet a sengem Rapport fir 2019 geschriwwen: « Pour ce [s'assurer que les opérateurs se conforment à la réglementation en vigueur en matière de neutralité de l'internet] faire, l'Institut a organisé plusieurs réunions bilatérales notamment pour évaluer la conformité d'une offre de zéro rating avec les dispositions du règlement susmentionné. »

Huet de Minister Kenntnis vun de Resultater vun dëse Reuniounen? Wéi huet d'Offer u Zero-Rating-Produiten zu Lëtzebuerg säit Enn 2018 evoluéiert?

4. E weidert Zitat aus der Äntwert op d'Fro N° 0308 ass: „Den ILR huet 2017 an 2018 e Joresrapport iwwer seng Aktivitéiten am Kader vun der Netzneutralitéit publizéiert, aus deenen net erausgeet, dass de Zero-Rating en negativen Effekt op d'Präisentwécklung am mobille Marché zu Lëtzebuerg huet."

Am Rapport 2019 feelen all Hiweiser op esou eng Feststellung, hält de Minister weiderhin un dëser Positioun fest?

5. De BEREC huet mëttlerweil seng nei Guidelines veréffentlecht a schreift am Punkt 55: „In case of agreements or practices involving technical discrimination, this would constitute unequal treatment which would not be compatible with Article 3(3). This holds in particular for the following examples: […] A zero-rating offer where all applications are blocked (or slowed down) once the data cap is reached except for the zero-rated application(s), as it would infringe Article 3(3) first (and third) subparagraph."

Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung aus dëser Feststellung, sachant datt mindestens nach een Operateur zu Lëtzebuerg eng Offer huet, bei där verschidden Applikatioune bevirdeelegt ginn?

Réponse (14.10.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

A sengem Urteel vum 15. September 2020 huet den Europäesche Geriichtshaff fir d'éischte Kéier de Règlement 2015/2120 établissant des mesures relatives à l'accès à un Internet ouvert interpretéiert. Dëst Reglement verankert de weesentleche Prinzip vun der Netzneutralitéit.

D'Geriicht huet festgehalen, dass d'Ufuerderunge fir de Schutz vun de Rechter vun den Internetbenotzer an de Prinzip vun der Non-Diskriminatioun vum Trafick et net erlaben, bestëmmten Uwendungen oder Servicer duerch sougenannt „Zero-Rating"-Offeren ze favoriséieren a gläichzäiteg aner Uwendungen oder Servicer ze blockéieren oder ze bremsen.

Gebündelt Kontrakter, déi en „Nulltariff" proposéieren, a gläichzäiteg Uwendungen a Servicer, déi net ënnert den Nulltariff falen, blockéieren oder bremsen, verletzen den Artikel 3(2) an den Artikel 3(3) vum Reglement 2015/2120.

Esou gebündelt Offere kënnen d'Benotzung vu privilegiéierten Uwendungen a Servicer verstäerken a korrelativ d'Benotzung vun aneren Uwendungen an anere verfügbare Servicer reduzéieren.

Am Arrêt handelt et sech ëm eng Offer mam Numm „MyChat", déi zwou verschidden Data-Volume kombinéiert, deen een Data-Volumen ass limitéiert (Data général) an deen aneren ass illimitéiert mat Accès op verschidde favoriséiert Applikatiounen (Zero-Rating). Wann de limitéierten Data-Volumen (Data général) verbraucht ass, da gëtt dëse gedrosselt (oder blockéiert). Deen anere Volumen (Zero-Rating) gëtt net blockéiert oder gedrosselt a ka weiderhi benotzt ginn, ouni Restriktiounen. Dëst ass net konform zum Artikel 3(3) vum Reglement

[2] https://agriculture.public.lu/de/betriebsfuhrung/rechtsteuernsoziales/arbeitsrecht/gelegenheitsarbeitskraefte.html

[3] http://eli.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/1989/07/11/n1/jo

2015/2120. Den Trafick vun den Donnéeë gëtt hei ënnerschiddlech behandelt (deen ee gëtt blockéiert oder gedrosselt an deen anere leeft normal weider).

Säit Enn 2018 ginn et zwee Operateuren, déi mobill Zero-Rating-Produiten zu Lëtzebuerg offréieren.

Den ILR huet d'Konformitéit vun deene verschiddenen Offeren evaluéiert, an no hirer Analys si keng Inkompatibilitéite festgestallt ginn.

Den Arrêt vun der Cour confirméiert de Punkt 55 vun den neie Guidelines vum BEREC an en huet keen Afloss op déi existent Offeren um Lëtzebuerger Marché.

Den ILR huet och am Kontext vum Joresrapport fir Joer 2019 keng negativ Effekter op d'Präisentwécklung am mobille Marché zu Lëtzebuerg duerch Zero-Rating-Offere festgestallt.

Question 2832 (16.09.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **logements à coût modéré dans le cadre du Pacte Logement :**

Laut mengen Informatioune sinn am Kader vum „Pacte Logement" an de Joren 2008-2017 anscheinend eng 88 Konventioune bei der Erstellung vun engem PAP tëscht deene jeeweilege Gemengen a Baupromoteuren a Bezuch op déi 10 % „logement à coût modéré", esou wéi den Artikel 29 aus dem Gesetz et virgesäit, erstallt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Logementsminister an un d'Madamm Inneminister riichten:

- Zu wat fir engem Präis goufen an dëse Konventiounen déi 10 % un abordabele Wunnenge par rapport zum „prix moyen annoncé" vum Observatoire de l'habitat vum LISER erstallt?

- Kann den zoustännege Minister versécheren, datt déi an där jeeweileger Konventioun fixéiert Präisser och esou applizéiert gi sinn?

- Kann den zoustännege Minister versécheren, datt keng Konventioun approuvéiert ginn ass mat enger Klausel, wou op eng eventuell Präishausse an de kommende Jore spekuléiert gëtt an doduerch nach e Benefice op abordabele Wunnenge realiséiert kéint ginn?

- Wier et méiglech eng Oplëschtung mat alle Konventiounen an der diesbezüglecher Applikatioun vu Präisser ze kréien?

- Wéi vill vun dësen abordabele Wunnenge sinn an de Besëtz vun enger Gemeng oder engem Promoteur public gaangen?

- Sinn dës Wunnengen iwwert d'Applikatioun vum „bail emphytéotique" verkaf ginn?

- Wa jo, op wat fir eng Dauer ass de Bail fixéiert ginn, a wat ass d'Period vum Virkafsrecht?

Réponse commune (20.10.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dem honorabelen Deputéierte seng Fro bezitt sech op den Artikel 29 Paragraf 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den „aménagement communal" an den „développement urbain".

Dëse Paragraf, deen iwwert de Pacte Logement 1.0 am Joer 2008 agefouert gouf, gesäit haut vir, dass bei PAPe mat iwwer 25 Wunnenge mindestens 10 % vun der Wunnfläch u Leit musse verkaf oder verlount ginn, d'Bedingunge vum ofgeännerte Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Wunnengshëllefen erfëllen, also u sougenannte „Bauprimmenempfänger". Virum Omnibusgesetz vun 2017 ware just PAPe betraff, déi iwwert 1 Hektar grouss waren.

Den uewe genannten Artikel gesäit och vir, dass d'Konditioune vun der Vente oder der Locatioun un d'Bauprimmenempfänger an der sougenannter „Convention d'exécution" vum PAP festgehale ginn, ouni awer e legale Kader virzegesinn, dee preziséiert, no wéi enger Prozedur dës Wunnengen och duerno u Bauprimmenempfänger verkaf oder verlount ginn.

Dës Konventioune fixéieren an der Reegel kee feste Präis, mee orientéiere sech oft un den übleche Marchéspräisser, wéi se vum Observatoire de l'habitat ermëttelt ginn, awer mat enger prozentualer Wäertajustéierung no ënnen. An der Praxis sinn dës Wunnengen, am Kader vu méi rezente Konventiounen, reegelméisseg fir e Präis, deen 20 % ënnert dem Marchéspräis läit, verkaf ginn. Dës Approche erkläert sech duerch de Fait, dass de Moment vum Verhandele vun der Konventioun oft nach net gewosst ass, wéini d'Wunneng dann elo schlussendlech gebaut a verkaf ka ginn.

Aus deem Grond ass et net méiglech, dem honorabelen Deputéierten déi gefroten Informatiounen iwwert d'Verkafspräisser ze ginn. Dat géif nämlech mat sech bréngen, dass een dës Informatiounen an de jeeweilegen „acte authentique de vente" bei den zoustännegen Hypothéikebureaue misst nosiche goen, wat fir den Inneministère allerdéngs net machbar ass, well him d'Informatiounen net virleien, déi et him géifen erlaben, déi jeeweileg Parteie vun de betraffenen „actes notariés" ze identifizéieren.

Ob an approuvéierte Konventioune Klausele bestinn, déi op eng Präishausse an de kommende Jore spekuléieren, muss ee preziséieren, dass deen uewe genannte Mechanismus fir de Präis ze fixéieren ofhängeg ass vun der reeller Präisentwécklung um Marché an et eleng doduerch net auszeschléissen ass, dass trotz Wäertajustéierung no ënnen och mat dëse Wunnengen an engem gewësse Mooss konnt spekuléiert ginn.

Eng statistesch Oplëschtung mat alle Konventiounen, wou déi eenzel Mechanismen opgewise gi fir d'Berechnung vun de Präisser, ass vum Legislateur net virgesinn an ass och kaum zilféierend, well all Konventioun eenzel tëschent dem jeeweilege Promoteur an de Gemengen ausgehandelt ginn ass an och deemno eng relativ grouss Diversitéit tëschent de jeeweilegen Dispositioune besteet, déi eng statistesch Kategoriséierung schwiereg mécht.

Op d'Fro, wéi vill Wunnengen an de Besëtz vun der ëffentlecher Hand gaange sinn, gëllt et fir d'éischt ze preziséieren, dass d'Gesetz d'Méiglechkeet vun enger Veräusserung un d'ëffentlech Hand net explizitt virgesäit. Aus dësem Grond ass och hei keng Statistik gefouert ginn, well et eeben net den Objet vum Gesetz ass. Dëst gëllt och fir d'Veräusserung iwwert de „bail emphytéotique".

Als Konklusioun bleift awer nach ze bemierken, dass den Artikel 29 fir eng zefriddestellend Ëmsetzung am Sënn vun enger konsequenter Schafung vun erschwénglechem Wunnraum vill ze vag formuléiert war.

Effektiv konnt mat dësem legale Kader net séchergestallt ginn, dass déi virgeschriwwen 10 % erschwéngleche Wunnraum fréier oder spéider net awer zum Marchéspräis viruverkaf oder verlount géife ginn. Den Text huet et bis haut net erlaabt, e gréissere Park vun abordabele Wunnengen opzebauen, wat ganz bedauerlech ass.

Dat ass de Grond, firwat déi jëtzeg Regierung proposéiert, mam neie Pacte Logement 2.0 de sougenannten Artikel 29 Paragraf 5 komplett ze iwwerschaffen. Duerch déi proposéiert Verbesserunge soll séchergestallt ginn, dass souwuel d'Gemengen ewéi och de Staat den néidege reglementaresche Kader zu hirer Verfügung gestallt kréien, fir dat wichtegt Zil vum konsequente Schafe vun abordabelem Wunnraum ze erreechen.

De Gesetzesprojet iwwert de Pacte Logement 2.0 gesäit deemno vir, dass déi sougenannten abordabel Wunnengen net nëmme wéi haut zu engem méi erschwéngleche Präis op de Marché kommen, mee dass dës Wunnengen och prioritär un d'ëffentlech Hand mussen ofgetruede ginn, wat et erlaabt dës Wunnengen dauerhaft kënnen deene Leit unzebidden, déi sech keng Wunneng um fräie Marché kënne leeschten. Dës Approche erlaabt och dës Wunnengen zu Konditiounen ze verlounen, déi op déi individuell finanziell Situatioun vun de betraffene Leit ugepasst ass.

Question 2834 (16.09.2020) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **conséquences fiscales du télétravail :**

D'Grondreegele vun der internationaler Fiskalitéit gesi vir, datt d'Aarbecht do besteiert gëtt, wou se gemaach gëtt. Lëtzebuerg a Frankräich si sech jo eens ginn, fir datt franséisch Frontaliere bis Enn vum Joer kënne vun doheem aus schaffen, ouni datt déi Frontalieren no 29 Deeg Heemaarbecht mussen hir Steieren a Frankräich bezuelen. Och mat Däitschland an der Belsch si bilateral Accorde fonnt ginn.

An dësem Kontext hätte mir follgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Wat fir Verflichtunge si vu Lëtzebuerg geholl ginn an den Dossiere vun enger verlängerter Heemaarbecht mat eisen dräi Nopeschlänner?

2. War d'Regierung bereet, am Kader vun enger Verlängerung oder Verallgemengerung vun der Heemaarbecht finanziell Konzessiounen ze maachen an, wa jo, wéi eng?

3. Gëtt dru geschafft, deen zweete Volet vun der Heemaarbecht, nämlech d'Verdeelung un de Kotisatiounen an de Leeschtunge vu Kranken- a Pensiounskeesen, mat deenen dräi Länner ze reegelen?

4. Wat ass den aktuelle Stand vum besonnesch a Frankräich diskutéierte finanziellen Ausgläich un eis Nopeschlänner, deenen hir Leit bei eis als Frontaliere schaffen? Wéi gesäit dat konkreet aus, wéi vill Geld gëtt hei bezuelt an zu wat fir enge Konditiounen? Wat sinn déi fënnef gréissten Infrastrukturprojeten an all Nopeschland, déi Lëtzebuerg matfinanzéiert a wat kascht dat?

5. Gëtt et eng Koordinatioun an der Regierung, wou all Verflichtungen, déi mir géintiwwer eisen Nopeschlänner geholl hunn, och wa si aus Eenzelprojeten oder aus net wirtschaftlechen Domäner kommen, zesummelafen?

Réponse commune (20.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Déi honorabel Deputéierten erwänen an hirer parlamentarescher Fro déi bilateral Accorde mat eisen dräi Nopeschlänner, déi et de jeeweilege Frontalieren erméigleche bis Enn vum Joer op den Teletravail zeréckzegräifen ouni steierlech Konsequenzen an hirem Heemechtsland ze hu bezéiungsweis eng Ännerung vun hirer Affiliatioun an der sozialer Sécherheet.

Et sief drop higewisen, datt dës Accorden op Initiativ vun der Lëtzebuerger Regierung an zesumme mat onsen Nopeschlänner geholl gi sinn, am Sënn vun der Gesondheet vun all de Bierger op béide Säite vun der Grenz a mam kloren Zil, d'Ausbreedung vun der Pandemie ze begrenzen an d'Gesondheetssystemer ze schützen. Dës Accorde sinn och ouni Verflichtungen, finanziell Ausgläich, Konzessiounen oder Géigeleeschtungen an déi eng oder aner Richtung geholl ginn. Deemno ass och keng spezifesch Koordinatioun an deem Kontext virgesinn. Et sief awer drop higewisen, dass d'Regierung, esou wéi et am Koalitiounsaccord 2018-2023 virgesinn ass, e „Comité de coordination interministérielle pour la coopération transfrontalière (CICT)" geschaf huet, deen allgemeng Projeten an déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëschent Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner koordinéiert.

Fir de Beräich vun der sozialer Sécherheet ass et esou, dass d'Koordinatioun tëschent de Systemer vun de jeeweilege Länner duerch d'europäesch Reglementatioun definéiert gëtt. Doriwwer eraus kënne bi- oder multilateral Accorden, déi am Sënn vun de betraffene Persoune sinn, spezifesch Dispositioune virgesinn. Dëst ass de Fall fir d'Grenzgänger, déi Teletravail maachen, awer weiderhin am Lëtzebuerger System vun der sozialer Sécherheet affiliéiert bleiwen.

Question 2837 (16.09.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**exportation de pesticides :**

Chaque année, l'Union européenne autorise dans la plus grande opacité les producteurs à continuer à produire et à exporter des tonnes de pesticides dont elle a interdit l'usage à l'intérieur de l'UE, en raison de leur haute toxicité et des risques pour la santé et l'environnement.

Ainsi, en 2018, les pays membres de l'UE ont approuvé l'exportation de quelque 80.000 tonnes de pesticides, contenant des substances bannies parfois depuis plus de dix ans sur leur territoire.

Les destinataires, en tout plus de 80 pays, dont les trois quarts sont des pays en développement ou émergeants, sont surtout l'Amérique du Sud, l'Asie et l'Afrique.

En plus, vu que les principaux importateurs sont aussi ceux qui exportent le plus de denrées alimentaires vers l'Europe, l'effet boomerang est indéniable.

- Comme la France a l'intention d'interdire ces pratiques scandaleuses, j'aimerais savoir du Gouvernement quelle est sa position en la matière.

- Ne serait-il pas logique, responsable et nécessaire d'interdire ces pratiques dans toute l'Europe, étant donné que ce qui est dangereux pour notre santé et notre environnement ne l'est certainement pas moins pour les pays concernés par ces exportations ?

Réponse commune (19.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Le règlement sur le consentement préalable informé (PIC, règlement (UE) n° 649/2012) administre les importations et les exportations de pesticides et d'autres substances chimiques dangereuses et impose des obligations aux entreprises qui souhaitent exporter ces produits chimiques vers des pays hors de l'UE. Son objectif est d'encourager le partage des responsabilités et la coopération dans le cadre du commerce international de produits chimiques dangereux, et de protéger la santé humaine et l'environnement en fournissant aux pays en développement des informations sur le stockage, le transport, l'utilisation et l'élimination en toute sécurité des produits chimiques dangereux.

Ce règlement met en œuvre, dans l'Union européenne, la convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable informé pour certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international.

Le règlement PIC s'applique aux produits chimiques interdits ou strictement réglementés, comme des produits chimiques industriels, des pesticides et des biocides. L'exportation de ces produits chimiques est soumise à deux types d'exigences : la notification d'exportation et le consentement explicite.

Question 2842 (16.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **concours « Zu Fouss, mam Vëlo oder mam Bus an d'Schoul » :**

An der Gemeng Lëtzebuerg leeft am Kader vun der Semaine de la Mobilité douce déi zweet Editioun vum Concours „Zu Fouss, mam Vëlo oder Bus an d'Schoul". Si fänkt den 21. September un an dauert bis de 16. Oktober.

D'Schoule ginn dobäi invitéiert, de Kanner, déi zu Fouss, mam Vëlo, mat der Trottinett oder mam Bus kommen, e Sticker ze ginn, dee si dann op e Support peche kënnen. Déi Schoul mat de meeschte Stickere gewënnt a gëtt ausgezeechent.

Well déi Saach um pedagogeschen a momentan och um sanitäre Plang eng Rei Bedenken opwerft, géif ech dem Här Schoulminister gär e puer Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt dës Aktioun net am Widdersproch steet zu de Virschrëften a Recommandatiounen, déi d'Regierung am Kader vun der Covid-19-Verbreedung zënter Méint mécht? Ass den Här Minister sech bewosst, datt de Gesondheetsministère matgedeelt huet, datt dës Zäit mat méi enger héijer Zuel vun Infektioune gerechent gëtt, duerch de Retour aus de Vakanzen? Weess den Här Minister, datt d'Regierung der Populatioun gesot huet, datt d'Ustiechungsgefor am ëffentlechen Transport besonnesch grouss wier? Ass den Här Minister sech doriwwer am Kloren, datt d'Regierung kommunikéiert huet, datt d'Kanner grad esou ufälleg an ustiechend sinn ewéi en erwuessene Mënsch? Kéint a misst de besote Concours, an aller Logik, dann net dozou bäidroen, datt d'Infektiounszuele bedeitend klammen, an dëst a kuerzer Zäit?

2. Ass den Här Minister der Meenung, datt esou e Concours Drock op d'Kanner an d'Elteren ausüübt? Ass den Här Minister sech de méiglechen Auswierkunge vun esou enger Aktioun op d'Entscheedungsfräiheet vun den Elteren an/oder de Kanner bewosst? Ass dës Aktioun dowéinst net schliisslech och en Agréff an domat eng Verletzung vun der Privatsphär vun de Familljen?

3. Denkt den Här Minister, datt esou e Concours an enger Diskriminatioun vu Kanner, deenen hir Eltere si mam Auto an d'Schoul brénge wëllen - wat ëmmer nach hiert gutt Recht ass - resultéiere kann? Ginn d'Kanner ewéi och d'Elteren an der Schoul domat net bewosst stigmatiséiert, wat zwangsleefeg och d'Relatioun tëscht de Kanner an hiren Eltere belaascht? Ginn doduerch net emotional Konflikter a Spannungen an der Famill provozéiert, fir e bestëmmtent politesch-ideologescht Zil ze erreechen oder virunzedreiwen? Ass den Här Minister der Meenung, datt esou en „ëmerzéiende" Concours an enger ëffentlecher schoulescher Institutioun iwwerhaapt vertrietbar ass?

4. Gesäit den Här Minister e Feelverhalen doranner, wann eng bestëmmte politesch Ideologie an der Schoul konsequent propagéiert a populär gemaach gëtt? Hält den Här Minister et fir legitim, datt esou e politesch-ideologescht Zil ëmgesat gëtt mat Hëllef vu gesellschaftlechem Drock, deen iwwert de Wee vun engem Belounungssystem an/oder enger Kennzeechnung vun alle fräiwëlleg an onfräiwëlleg Bedeelegten opgebaut gëtt? Ass dat net eng Verletzung vun der Neutralitéitsflicht vun der Schoul? Ass den Här Minister der Meenung, datt et eng Aufgab oder e Recht vun der Schoul ka sinn, duerch eng Zort Gruppenzwang d'Gesellschaft iwwert d'Famill politesch ze „erzéien"?

5. Fënnt den Här Minister et net problematesch, datt e Concours an enger ëffentlecher Schoul mat „Symboler"/„Kennzeechnungen" operéiert, déi en Deel Schüler vun aneren ofhiewen? Ass dat net u sech schonn eng bedenklech Praxis, déi awer grad och am Kontext vun där vum Educatiounsministère propagéierter „inklusiver" Schoul kontraproduktiv a Feel um Plaz ass?

Réponse (20.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Zil vun der europäescher Mobilitéitswoch ass, d'Bevëlkerung fir eng méi nohalteg Mobilitéit ze sensibiliséieren a si iwwert déi ënnerschiddlech Méiglechkeeten a Virdeeler ze informéieren. Dëst Joer ass d'Theema vun der Mobilitéitswoch „Une mobilité zéro émission pour tous" a baséiert um europäeschen Zil, bis d'Joer 2050 e klimaneutraalt Europa ze erreechen.

Esou soll duerch d'Opweise vun Alternativen zum Auto ewéi beispillsweis de Vëlo d'Accessibilitéit vun Transportmëttelen ouni (respektiv mat manner) Emissiounen ënnerstrach ginn. Am Kader vun den nationalen an europäeschen Ziler vun enger nohalteger Entwécklung kann een net vun enger politescher Ideologie schwätzen, mee vun engem néidege gemeinsamen Effort, fir eis Natur beschtméiglech ze schützen an hir limitéiert Ressourcen ze erhalen.

Och am schoulesche Kontext ginn d'Kanner schonn ab dem Cycle 2 op d'Relevanz vun der Natur an hir limitéiert Ressourcen higewisen. Am Laf vun hirem Schoulparcours kréie si op ënnerschiddlech Aart a Weis bäibruecht, wat d'Interrelatioune vun hirem Verhalen op d'Natur sinn. Si léieren, wéi een déi natierlech Ressourcen nohalteg kann notzen a wéi ee respektvoll mat der Natur ëmgeet. Si léieren hir Roll ze erkennen, hir Consommatioun ze analyséieren an ze hannerfroen an déi néideg Responsabilitéit fir hiert Verhalen ze assuméieren. An dësem Kontext mécht d'Participatioun um Projet vun der Mobilitéitswoch Sënn, well d'Kanner dat, wat si geléiert hunn, direkt an hirem perséinlechen Alldag kënnen uwennen.

Heibäi kënnt, datt duerch Alternativen zum Auto och d'Gesondheet an heiduerch d'Liewensqualitéit vun de Participantë gefërdert gëtt. Ewéi och schonn am Programm „Gesond iessen. Méi beweegen" ënnerstëtzt mäi Ministère d'Beweegung vun de Schüler, fir hir Gesondheet ze förderen.

De Kader vum Programm ass en inklusiven, dee versicht, déi ganz Bevëlkerung mat anzebezéien an eis all an eisem eegene Verhalen ze hannerfroen an ze responsabiliséieren. Heibäi ass et selbstverständlech all Schüler respektiv hiren Elteren iwwerlooss, ob an a wéi enger Form si heirun deelhuelen. Onofhängeg vu geografeschen a sozio-ekonomeschen Ënnerscheeder kann all Mënsch säi Beitrag leeschte fir e klimaneutraalt a solidarescht Europa.

De Kontext vum Schoulwee an der Stad ass sécherlech ee speziellen, well, anescht ewéi um Duerf, all Quartier seng eege Schoul huet. Deemno ass duerch d'Proximitéit tëscht der Schoul an dem Doheem vum Kand de Wee mam Auto net ëmmer sënnvoll an et gi schonn haut vill Schüler zu Fouss an d'Schoul. Op wéi eng Aart a Weis e Kand an d'Schoul geet, hänkt allerdéngs och ëmmer vun ënnerschiddleche Facteuren of. Esou kann den Alter vum Kand entscheedend sinn, mee och, ob d'Elteren d'Kand wëllen an d'Schoul begleeden, wéi sécher d'Elteren de Schoulwee aschätzen. Am Kader vun der Mobilitéitswoch kréien d'Elteren duerch de Projet den Ureiz, och mol aner Méiglechkeeten auszeprobéieren a mat hire Kanner ze entdecken. Se bitt ausserdeem den Elteren eng Méiglechkeet, d'Verantwortungsbewosstsi vun hire Kanner ze préiwen a si eventuell no dëser Woch, jee no Alter vum Kand, eleng an d'Schoul goen ze loossen.

D'Aktioun „Zu Fouss, mam Vëlo oder Bus an d'Schoul" ass eng Initiativ vun der Stater Gemeng an ënnerläit deemno hirer Verantwortung. Duerch déi uewe genannte Grënn ënnerstëtzt mäi Ministère d'Konzept an de Gedanke vu Gesondheet an Nohaltegkeet vun dëser Aktioun.

Question 2846 (17.09.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **effets du confinement sur la consommation de drogues :**

Divers Experten hu schonns am Ufank vun der Coronapandemie vun engem potenziell erhéichten Alkohol- a Pëllekonsum gewarnt. Laut engem Interview mat der Dr. Claude Besenius, Chargée de direction am Centre thérapeutique zu Useldeng, am „Luxemburger Wort" den 11. Juni 2020, kéint de Confinement, deen duerch d'Coronapandemie ausgeléist ginn ass, schlëmm Konsequenze fir suchtkrank Persounen hunn. An deem selwechten Interview gëtt och ënnerstrach, datt et anscheinend nach keng Etüd gëtt hei zu Lëtzebuerg, déi d'Relatioun tëschent der sanitärer Kris an dem Alkoholkonsum analyséiert. Den Isolement, d'Elengsinn, d'Angscht wat d'Krankheet, mee och d'professionell Situatioun ubelaangt, wiere Grënn, fir dass dëse Konsum bei der Populatioun an d'Luucht geet. Och d'Organiséiere vun den Aperopartye via sozial Reseaue wärend dem Confinement hätt en erhéichtenen Alkoholverbrauch mat sech bruecht.

Eng rezent anonym Online-Enquête, organiséiert vum „Zentralinstitut für seelische Gesundheit (ZI)" zu Mannheim zesumme mat der „Klinik für Psychiatrie und Psychotherapie am Klinikum Nürnberg" huet erginn, dass den Alkoholkonsum an Däitschland bei méi ewéi engem Drëttel vun de Participanten eropgaangen ass duerch d'sanitär Kris.

An dësem Kontext, a vu dass sech Lëtzebuerg schonns laut dem leschte Rapport vun der OECD op drëtter Platz vun den EU-Memberstiet befënnt, wou déi meescht Erwuessen en exzessiven Alkoholkonsum opweisen (35 %), géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat hat de Lockdown, ausgeléist duerch d'Coronapandemie, fir Follgen op suchtkrank Leit? Hu sech Suchtproblemer (Alkohol, Pëllen etc.) an Depressioune multiplizéiert? Wéi vill Leit sinn erëm réckfälleg ginn?

- Ass den Alkohol- a Pëllekonsum duerch de Lockdown generell zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaange bei der Populatioun?

- Wéi vill Persoune gëlle momentan als alkohol-/pëllenofhängeg?

- Aus der ugeschwater Etüd gëtt däitlech, dass den Alkoholkonsum an Däitschland bei méi ewéi engem Drëttel vun de Participanten an d'Luucht gaangen ass. Ass eng Etüd organiséiert ginn oder en cours, déi d'Relatioun tëschent der sanitärer Kris an dem Alkohol-/Pëllekonsum analyséiert hei zu Lëtzebuerg?

- Wann net, ass esou eng Etüd geplangt?

- Am Fall wou keng esou Etüd geplangt ass, kann d'Regierung de Grond dofir matdeelen?

- Wat ennerhëlt d'Regierung, wann den Alkoholverbrauch zu Lëtzebuerg wärend der Pandemie eropgaangen ass?

- Déi meescht therapeutesch Etablissementer haten zou wärend dem Confinement. Huet d'Regierung analyséiert, wat dëst fir Konsequenzen hat/huet?

- Huet Lëtzebuerg genuch Therapieplazen? Goufen et méi Ufroen op eng Therapieplaz nom Lockdown ewéi virdrun?

Réponse (20.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et läit der Divisioun vun der Sozialmedezinn vun der Gesondheetsdirektioun zu dësem Zäitpunkt keng wëssenschaftlech gefouert Etüd iwwert den Impakt vum Confinement duerch d'Covid-19-Pandemie op d'Evolutioun vun Alkohol- a Pëllekonsum an Depressioune vir.

Et gëtt representativ Donnéeën iwwert den Alkoholkonsum an der allgemenger Bevëlkerung (EHIS Enquête; Rapport de consommation d'alcool, les méfaits et l'action publique dans 30 pays - 2019 OMS), mee net iwwert déi aktuell Zuel vun alkoholofhängege Mënschen zu Lëtzebuerg. Donnéeën iwwert d'Prevalenz vum Alkoholkonsum an der nationaler Bevëlkerung sinn a resuméierter Form am nationalen Alkoholaktiounsplang (Plan d'action luxembourgeois de réduction du mésusage de l'alcool, 2020-2024) nozeliesen.

Am OMS-Rapport vun 2019 gëtt den Alkoholkonsum op de Kapp gerechent op Basis vun der Joresalkoholproduktioun (Import an Export) divideiert duerch d'Unzuel vun Awunner, déi méi al wéi 15 Joer sinn. Dozou muss een awer bemierken, dass Lëtzebuerg eng héich Unzuel u Frontalieren huet (ongeféier 45 % vun der aktiver Populatioun), an den Alkoholpräis zu Lëtzebuerg, relativ gesinn, niddereg ass. En héije Prozentsaz vum Alkohol, deen zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt, gëtt vun Netresidentë kaaft a consomméiert.

Aus der Enquête HBSC „Health Behaviour in School-aged Children" 2013/2014 geet ervir, dass um nationale Plang 14 % vu Jongen an 9 % vu Meedercher am Alter vu 15 Joer wëchentlech Alkohol consomméieren. Dës Zuele sinn am Verglach zum Rapport vun 2006 erofgaangen, wou d'Chiffere bei respektiv 30 % an 19 % fir déiselwecht Alterspopulatioun louchen.

Am Kader vum scho genanntenen nationalen Alkoholaktiounsplang 2020-2024 ass dann och geplangt, fir de ganze Volet vun der Recherche an deem Beräich auszebauen.

Op d'Fro, ob et genuch Therapieplazen am Land ginn, ass effektiv an deemselwechten Aktiounsplang virgesinn, d'Analys ze maache vun de Besoinen un neien oder komplementaren Offeren an der Adäquatioun vun de bestehende Strukture mat der Behandlungsnofro an den noutwennegen Alterssparten (Jonker, Erwuessener, 3e âge) en vue vum Ausbau vun den Offeren um nationale Plang do wou et néideg ass.

Wat d'Theema Depressioun ugeet, sief bemierkt, dass duerch déi zwou Sensibilisatiounscampagnen, déi am Kader vun der Ëmsetzung vum Suizidpreventiounsplang organiséiert goufen, Informatioune betreffend d'Depressioun fir d'generell Populatioun eng méi grouss Visibilitéit kritt hunn a méi disponibel gi sinn. Global gesi konnt ee feststellen, dass iwwert dës Sensibiliséierungscampagne iwwer 1/3 méi Persounen e Generalist consultéiert hunn, an dëst onofhängeg vun der Covid-19-Situatioun. Den Internetsite „http://www.prevention-depression.lu/" ass iwwert déi leschte Méint proportional gesi méi heefeg consultéiert gi wéi virun der Pandemie, an dëst vun allen Alterskategorien.

Allgemeng ass et esou, dass fir eng Aschätzung vun der Depressioun, der Depressivitéit oder vun der Trauregkeet ënnerschiddlech Testverfahre benotzt an dëst ofhängeg ass vun der Enquête, déi gemaach gouf. Dëst erkläert, dass d'Donnéeën insgesamt schwiereg ze vergläiche sinn. D'Enquête EHIS vun 2014 huet erginn, dass 8,3 % vun de 15- oder Méijäregen depressiv Symptomer opgewisen hu wärend de leschten zwou Woche virun der Enquête. A 50 % vun de Fäll handelt et sech ëm héichgradeg depressiv Symptomer.

Wat de Konsum vu psychotrope Medikamenter ugeet, läit Lëtzebuerg am Verglach zu de Länner vun der OCDE ënnert der Moyenne, mee den Taux ass déi lescht Joren insgesamt an d'Lucht gaangen.

Question 2847 (17.09.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **tâches du personnel socio-éducatif :**

Da wir, trotz abgelaufener Frist noch keine Antwort auf unsere parlamentarische Frage vom 15. Juli 2020 in Bezug auf die Verschlechterung der Arbeitsbedingungen des edukativen und psychosozialen Personals erhalten haben und da laut Pressemitteilungen der Gewerkschaften SPEBS/CGFP, SLEG/CGFP, ALEE/CGFP, APPSAS, APCCA/SEW/OGBL bis dato noch kein Dialog diesbezüglich stattgefunden hat, möchten wir folgende zusätzliche Fragen an den Herrn Minister für Bildung stellen:

1. Was sagt der Herr Minister zu den Vorwürfen der betroffenen Gewerkschaften?

2. Warum fand kein Dialog mit den Betroffenen im Vorfeld der Entscheidungen statt?

3. Laut Pressemitteilung des Ministeriums vom 4. September sollen in den Sekundarschulen mit Hilfe von Mitgliedern des CePAS (Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires) sogenannte „équipes d'intervention testing" entstehen, welche beim Contacttracing mithelfen sollen.

Wohl wissend, dass durch die Covid-19-Pandemie die Anzahl von Kindern mit sozialen Ungleichheiten, psychischen Leidens, sowie schulischen Lücken und Verzögerungen riskiert zuzunehmen, wie wird sichergestellt, dass durch die weitere Aufgabe des Contacttracing das betroffene Personal ihrer eigentlichen Arbeit nachgehen kann?

4. Wie gedenkt das Ministerium auf die Forderungen der Gewerkschaften zu reagieren?

Réponse (20.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Seit geraumer Zeit befindet sich das Ministerium für Bildung, Kinder und Jugendliche im Austausch mit den Gewerkschaften des psycho- und sozialpädagogischen Personals (PSE). Von Seiten des Ministeriums wurde dabei stets unterstrichen, dass das Ziel dieses Austauschs in einer Klärung der Arbeitsbedingungen des soziopädagogischen Personals in den verschiedenen Bildungsbereichen besteht. Gleichzeitig hat das Ministerium stets unterstrichen, dass es keinen Handlungsspielraum gibt um weitgehende Veränderungen dieser Arbeitsbedingungen vorzunehmen. Nach einer Analyse der bestehenden rechtlichen Basis ist das Ministerium zur Schlussfolgerung gekommen, dass in Abwesenheit spezifischer Gesetzgebungen für das sozialpädagogische Personal in den verschiedenen Bildungsbereichen, der allgemeine arbeitsrechtliche Rahmen des öffentlichen Dienstes gilt. Mit der Einführung von Neuerungen wie etwa dem Zeitsparkonto, bietet dieser Rahmen nach Einschätzung des Ministeriums die notwendigen Möglichkeiten um die aktuellen Arbeitsbedingungen des sozialpädagogischen Personals abbilden zu können. Ohne dass dabei eine Verschlechterung der Arbeitsbedingungen erfolgen soll. In einem ersten Austausch mit den Gewerkschaften am 6. Oktober 2020 hat man sich darauf geeinigt, diesen Punkt juristisch prüfen zu lassen und die weiteren Gespräche darauf aufzubauen.

ad 2. Die zuständigen Abteilungen des Ministeriums für Bildung, Kinder und Jugend (MENJE) haben, insbesondere während den letzten 12 Monaten, regelmäßig Kontakt zu den Gewerkschaften aufgenommen und über die verschiedenen Entwicklungen diskutiert. Die Gewerkschaften haben dem MENJE ihre Positionen periodisch mitgeteilt und diese wurden bei der Ausarbeitung der Richtlinien in Betracht gezogen.

ad 3. Die Schulleiter der Sekundarschulen wurden gebeten, eine schulinterne „Cellule Covid-19" einzurichten, bestehend aus Mitarbeitern der Direktion (Schulleiter, Sekretariat) sowie Mitarbeitern der jeweiligen Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) und Service socio-éducatif (SSE), welche folgende Aufgaben hat:

- die Erstellung oder Überprüfung von Schülerlisten (die Mitschüler des positiv getesteten Schülers);

- die Kommunikation und Informationsweitergabe an die Mitglieder der betroffenen Klassen und die Schulgemeinschaft;

- die Aufrechterhaltung des Austausches mit dem Koordinationszentrum des MENJE.

Diese „Cellule Covid-19 Lycée" muss an jedem Wochentag, an Wochenenden und an Feiertagen von 9.00-20.00 Uhr besetzt sein, um die Schüler und deren Familien über die Prozeduren in Kenntnis zu setzen, die während der Isolation oder Quarantäne, gemäß nach Stufenplan, zu befolgen sind.

Die Aufgabenbereiche des SePAS und des SSE werden an den Bedarf der Schüler der jeweiligen Sekundarschulen angepasst, selbstverständlich auch im Kontext der Covid-19-Pandemie. Insbesondere Jugendliche in Not und Jugendliche mit psychischen Problemen werden intensiv begleitet. Für das Schuljahr 2020/2021 wurden außerdem 19 zusätzliche PSE Vollzeitstellen in die Sekundarschulen affektiert.

ad 4. Zurzeit finden Gespräche bezüglich der Arbeitsbedingungen des PSE zwischen dem Ministerium und den federführenden Gewerkschaften statt. Am 6. Oktober 2020 erfolgte eine erste Zusammenkunft im Beisein des Ministers für Bildung, Kinder und Jugend und zusätzliche Termine wurden bereits festgelegt.

Question 2849 (17.09.2020) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **réforme de la législation sur les taxis :**

No engem éischte Bilan zwee Joer no der Taxisreform vun 2016, dee gemëscht ausgefall ass, huet den Här Minister am Fréijoer 2019 ugekënnegt, d'Taxisgesetz nach emol wëllen ze iwwerschaffen. Tatsächlech huet d'Reform eent vun den Haaptziler, nämlech de Präis ze drécken, net kënnen erreechen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wéi wäit sinn d'Aarbechten un deem neie Gesetzesprojet?

- Wéini wäert e kënnen an der Chamber deposéiert ginn?

- Kann den Här Minister schonn Detailer vun der neier Reform ginn?

- Wäert d'Deckelung vun de Lizenzen opgehuewe ginn?

- Wäert et nach just eng Zon fir d'ganzt Land ginn?

- Wéi ass d'Evolutioun vun der Gesamtzuel u Lizenze wärend de leschten zéng Joer?

- Wéi ass d'Evolutioun vun der Unzuel u Lizenzen zënter der Reform vun 2016, opgeschlësselt op déi sechs verschidden Zonen an d'Zort vu Lizenz (null Emissiounen oder klasseschen Taxi)?

- Wéi hunn d'Präisser zënter 2016 evoluéiert?

- Ass en Effekt vun der Coronapandemie op d'Präisser festzestellen?

- Wéi vill Reklammatioune sinn zënter der Reform enregistréiert ginn? Wat sinn d'Haaptgrënn fir d'Reklammatiounen?

- Wéi vill Taxie goufen zënter 2016 protokolléiert? Wat waren déi verschidde Grënn heifir?

- Kann den Här Minister eis soen, opgeschlësselt no der Unzuel u Chaufferen, wéi vill Taxisfirmen zu Lëtzebuerg aktiv sinn a wéi déi Zuel an de leschte fënnef Joer evoluéiert huet?

- Wier de Minister bereet, zesumme mam Secteur en informateschen Outil ze entwéckelen, deen dem Client z. B. en Iwwerbléck vum Präis fir e bestëmmten Trajet vun de verschiddenen Taxisfirme gëtt?

Réponse (14.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Preparatioune fir d'Upassung vum Gesetz vum 5. Juli 2016 iwwert d'Taxiswiesen zu Lëtzebuerg si souwäit ofgeschloss. Den Avant-projet de loi ass amgaangen, geschriwwen ze ginn a wäert dem Regierungsrot sou séier wéi méiglech virgeluecht ginn. Den Text wäert dann och ënner anerem virgesinn, fir d'Voitures de location avec chauffeur mat ofzedecken, wat am Moment net de Fall ass an och d'Zuele vun den Zonen a vun de Lizenze sollen duerch den neien Text ugepasst ginn.

Wat d'Entwécklung vun der Gesamtzuel vun den Taxislizenze wärend de leschten zéng Joer ugeet, esou ass eng Ausso heiriwwer net esou einfach, well d'Verdeelung vun de Lizenze virun 2016 d'Kompetenz vun de Gemenge war an dem Ministère do keng fiabel Gesamtzuele virleien.

Zanter 2016, wou dës Kompetenz bei de Ministère gewiesselt ass, si 413 Lizenzen aus dem ale Regimm an deen neien iwwerholl gi sinn, 64 vakant Lizenze goufen 2017 verginn an am Ganze 84 Null-Emissiouns-Lizenze goufen zanter 2016 ugefrot. Insgesamt ass säitdeem d'Unzuel vun de Lizenze bei ronn 500 Stéck relativ konstant bliwwen. Déi gréisser Fluktuatioun tëscht 2016 an 2017, mat engem Plus vun 207 Lizenzen erkläert sech duerch d'Transitiounsphas, déi bis zum 28. Februar 2016 gaangen ass, wou déi al Autorisatioune géint eng nei konnten agetosch ginn.

Iwwert déi lescht véier Joer goufen dann och 58 Lizenzen zréckginn oder goufe wéinst Verstéiss nees agezunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Säit dem Gesetz vun 2016 sinn d'Präisser insgesamt liicht geklommen. Wärend eng Course virun 2016 mat 3,30 €/km an der Moyenne verrechent gouf, sinn et der an der Tëschenzäit 3,50-3,80 €/km. Allerdéngs sinn dobäi och Ausschléi souwuel no ënne wéi och no uewen ze verzeechnen. Dat geet vun 2 €/km bis hin zu 5 €/km. Dozou kommen dann nach d'Prise en charge, eventuell e Supplement fir Wallissen oder Këschten oder den Zouschlag fir nuets an/oder de Weekend.

Et sief och nach erwäänt, datt de Präis vun der Waardezäit, also déi Zäit, wou den Taxi net rullt an z. B. bei enger rouder Luucht steet, vun 0,5 €/min op 1 €/min am Allgemengen eropgaangen ass.

Am grousse Ganzen hu sech d'Präisser wärend der Coronapandemie net nennenswäert verännert. Vereenzelt Taxisbedreiwer hunn hir Präisser no uewen ugepasst, anerer, fir den Taxi méi attraktiv ze maachen, no ënnen. E generellen Trend ass awer am Moment net festzestellen.

Zanter 2016 gouf de „Service taxis" vum Mobilitéitsministère 6.676-mol saiséiert, dovunner 1.550-mol vu Clienten. Déi heefegst Reklamatioune betreffen dobäi de Präis vun der Course an d'Netbenotze vum kierzste Wee. Dëst war 353-mol de Fall. An 118 Fäll gouf de Clienten dann och deen ze vill verrechente Montant rembourséiert.

Kontakt mam Service taxis:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Natur vun der Reklamatioun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Ganze goufe säit dem 1. September 2016, 801 Avertissements taxés ausgestallt. Am heefegsten ass de Verstouss vum onerlaabte Waarden op e Client op der Strooss mat 128 Fäll, respektiv an 119 Fäll, wou en Taxi an der falscher Zon probéiert huet, Clienten ze kréien.

Et fält op, datt virun allem an der Ufankszäit vill Taxie protokolléiert goufen, well si keng gülteg Lizenz haten. Dëst war 101-mol de Fall.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Am Moment ginn et 1.266 aktiv Chaufferskaarten. Et gëtt am Moment allerdéngs keng Opschlësselung duerno, wie bei wéi engem Patron schafft. Dëst ass am aktuelle Gesetzeskader net virgesinn. Am neie Projet soll dat awer méiglech ginn.

Wat d'Bedreiwer ubelaangt, esou ginn et der 139, déi jee no Gréisst esou opgedeelt sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Opgrond vun der Liberaliséierung vun den Taxispräisser ass net méiglech, de geneeë Präis fir e bestëmmten Trajet ze berechnen. Ausserdeem ass et ganz oft esou, datt nach aner Komponente bei der Berechnung vun dem Präis mat afléisse mussen, déi vu Bedreiwer zu Bedreiwer verschidde sinn an dës Berechnung onméiglech maachen.

Question 2851 (18.09.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **stratégie pour l'hydrogène :**

D'EU-Kommissioun huet den 8. Juli 2020 eng Waasserstoffstrategie fir e klimaneutraalt Europa virgeluecht, wou detailléiert beschriwwe gëtt, firwat d'Europäesch Unioun esou eng Strategie brauch fir hir Klimaziler ze erreechen. Och fir Lëtzebuerg kéint de proppere Waasserstoff, dat heescht wou de Stroum fir Waasserstoff ze produzéieren aus erneierbaren Energiequellen kënnt, interessant sinn, notamment als Brennstoff am Transportsecteur an der Aviatioun. Laut Berechnunge vun der Fedil kéint d'Ersetze vun Diesel duerch Waasserstoff am Transportsecteur den CO_2-Foussofdrock vu Lëtzebuerg ëm bis zu 25 % reduzéieren (gekoppelt mat engem 20 %-Asaz vu synestheschem Kerosin an der Aviatioun). Bis elo huet Lëtzebuerg awer nach keng Waasserstoffstrategie virgeluecht (anescht wéi Däitschland zum Beispill). Esou eng Strategie kéint zum Beispill Operateure vu Gasnetzwierker ënnerstëtzen, fir hir Infrastruktur unzepassen, bzw. eng Méiglechkeet duerstellen, fir un internationale Projeten deelzehuelen, etwa dem interregionale Waasserstoff-Pipeline Projet „mosaHyc" tëschent Däitschland a Frankräich.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéini wäert de Minister eng Waasserstoffstrategie fir Lëtzebuerg virstellen?

2. Wäert sech Lëtzebuerg an dësem Kontext un europäesche Projeten (z. B. „mosaHyc") an/oder Allianzen (z. B. European Clean Hydrogen Alliance) bedeelegen?

Réponse (20.10.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Betreffend d'Froe vun der honorabeler Madamm Deputéiert sief och op déi rezent Äntwert op d'QP Nr. 2486 vum 16. September 2020 verwisen.

Esou wéi an dem nationalen integréierten Energie- a Klimaplang virgesinn, schafft d'Departement vun der Energie aus dem Ministère fir Energie a Landesplanung un enger Waasserstoffstrategie fir Lëtzebuerg. Dëst Dokument wäert an enker Concertatioun mat deenen aneren implizéierte Ministèren an den aktuellen a potenziellen zukünftegen Acteuren (z. B. Fedil) am Waasserstoffberäich ausgeschafft ginn.

Fir deene wichtegen Theeme beschtméiglechst Rechnung ze droen, gëtt beim Finaliséiere vum Dokument versicht, d'Positioune vun nationalen Acteuren aus der Industrie, den Operateure vu Reseauen an der Recherche souwéi och d'Evolutiounen um internationalen Niveau (z. B. Groussregioun, Benelux-Unioun, Pentalateralen Energieforum an der EU) ze berécksiichtegen.

Ee kruziale Punkt am Kader vun deenen Aarbechten, a wéi et vun der honorabeler Madamm Deputéiert am Preambel zu hirer Fro erwäänt war, ass, dass d'Dekarboniséierung nëmme mat propperem Waasserstoff aus erneierbaren Energiequellen erreecht ka ginn. Deen ass awer zurzäit nëmme ganz limitéiert a schwéier zu kompetitive Präisser ze produzéieren. Och dowéinst ass et noutwenneg déi Piste beim Waasserstoff opzeweisen, déi an der Zukunft fir eist Land wichteg wäerte sinn.

ad 2. D'Positioun vum Minister fir Energie zum Projet „mosaHyc" ass och an der Äntwert op d'QP Nr. 2486 traitéiert ginn. Dëse Projet ass aktuell an der Phas wou Maachbarkeetsetüde gemaach ginn. De Minister fir Energie begréisst d'Initiative vu Creos Däitschland an dem franséischen Netzbedreiwer GRTgaz. Am Kader vun deenen Etüden, soll Encevo och d'Verlängerung vun dëser méiglecher Waasserstoffleitung bis op Lëtzebuerg als een zousätzleche Parameter analyséieren.

D'Europäesch Allianz fir proppere Waasserstoff (European Clean Hydrogen Alliance) ass den 8. Juli 2020 gegrënnt ginn, an de Minister fir Energie begréisst d'Participatioun vu verschiddene Lëtzebuerger Acteuren (z. B. Paul-Wurth oder Encevo) un dëser Allianz. Am Kader vun dem Finaliséiere vun der Waasserstoffstrategie wäert dann och gekuckt ginn, ob eng Bedeelegung un dëser Allianz vu politescher Säit sënnvoll ass.

Um politeschen Niveau huet d'Lëtzebuerger Regierung d'Initiativ geholl, fir datt am Kader vum Benelux eng Aarbechtsgrupp geschaaft gëtt, fir ze kucken, wéi eng Wasserstoff-Pipeline-Infrastruktur zwëschent den Häfe vu Rotterdam, Antwerpen, Zeebruges a Bréissel respektiv der Wallonie a bis op Lëtzebuerg kéint geschaaft ginn.

Question 2853 (18.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **élèves vulnérables :**

De jeeweilegen Hausdokter constatéiert a validéiert mat engem Zertifikat, datt eng Schülerin, e Schüler vulnerabel ass. Duerno géif de „Service de la médecine scolaire" vun der Santé zesumme mat deem Dokter kucken, wéi déi Schülerin, dee Schüler kann enseignéiert ginn.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt et e kloert Konzept, wéi vulnerabel Kanner ënnerriicht solle ginn?

2. Am Fall wou e vulnerabelt Kand an den Homeschooling gesat gëtt, kënnen d'Eltere weiderhi vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

Réponse commune (20.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Am Fall, wou d'Vulnerabilitéit vun engem Schüler vun engem Dokter per Certificat médical attestéiert gëtt, gëtt zesumme mat den Eltere gekuckt, ënner wéi engen Ëmstänn dee Schüler am Beschte ka beschoult ginn. Do si verschidde Modeller méiglech, wéi zum Beispill eng Prise en charge am 1:1 an der Schoul bis hin zum integrale Streaming vum Unterrecht.

ad 2. Am Fall, wou ee vulnerabelt Kand den Homeschooling an Usproch hëlt, an en entspriechende Certificat vum Dokter virläit, deen d'Vulnerabilitéit vum Kand feststellt, kann een Elterendeel de Congé pour raisons familliales ufroen.

De Congé pour raisons familliales ka verlängert ginn (maximal 52 Wochen iwwer eng Referenzperiod vun 104 Wochen) opgrond vum Artikel 15 vum Gesetzestext „Loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales" fir d'Eltere vu Kanner, déi schwéier krank sinn. Den Artikel 1 vum „Règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales" gesäit Follgendes vir:

« Sont définies comme maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle au sens de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales :

[...]

- les mesures d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile d'enfants pour des raisons impérieuses de santé publique décidées ou recommandées par les autorités compétentes pour faire face à la propagation d'une épidémie. »

Question 2854 (18.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **marché de l'emploi :**

Aus dem Rapport d'activités 2019 vun der ADEM, deen de 16. September publizéiert gouf, geet ervir, dass nach ëmmer ze vill Leit hei am Land mat Aarbechtslosegkeet ze kämpfen hunn. Dëst trëfft virun allem déi vulnerabelst Bevëlkerungsschichten ewéi Leit, déi als Demandeurs d'emploi handicapés oder à capactié de travail réduite ugemellt sinn, grad esou wéi jonk Erwuessener. Zousätzlech wësse mer duerch Tëscherapporte vun der ADEM aus deene leschte Méint, dass d'Situatioun sech duerch d'Coronavirus-Kris dramatesch zougeschrauft huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Aus dem Rapport d'acitivtés 2019 geet ervir, dass 23 % vun den Aarbechtssichenden ënner 30 Joer méi wéi 1 Joer bei der ADEM ageschriwwe sinn. Wéi vill jonk Erwuessener ënner 25 Joer si méi wéi 12 Méint bei der ADEM ageschriwwen? Duerch d'europäesch Jugendgarantie sollt u sech all Jonken ënner 25 innerhalb vu 4 Méint eng Aarbecht oder ee passende Stage ugebuede kréien. Wéi erkläert sech de Minister, dass trotz dëser Jugendgarantie vill Jonker esou laang no enger Aarbecht sichen?

2. Bei der Unzuel un Demandeurs d'emploi handicapés an à capacité réduite huet sech säit 2017 zueleméisseg kaum eppes geännert. Wéi erkläert sech de Minister dës Stagnatioun?

3. Am Rapport ass och ze liesen, dass d'ADEM 2019 189.415 Uriff traitéiert, respektiv weidergeleet huet. Wéi vill Uriff si bei der ADEM agaangen, déi net traitéiert goufen?

4. D'ADEM ënnerscheet an hire Statistiken tëscht Frontalieren a Residenten. Elo ass et esou, dass ëmmer méi Lëtzebuerger selwer zu Frontaliere ginn. Zitt de Minister a Betruecht, fir dës Fäll eng eenzel statistesch Kategorie ze erstellen?

5. An de rezenten Zuele vun der ADEM vum Juli 2020 ass ze gesinn, dass d'Unzuel un Offres d'emploi säit Februar dramatesch gefall ass (25,9 % an engem Joer). D'Unzuel vun den Demandeurs d'emploi ënner 25 ass par rapport zum Juli 2019 ëm 59,1 % geklommen. Wat fir konkreet Mesurë proposéiert de Ministère, fir dës Situatioun erëm an de Grëff ze kréien?

Réponse (21.10.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Am Joer 2019 waren 20 % vun den Aarbechtssichenden ënner 25 Joer méi wéi 1 Joer bei der ADEM ageschriwwen. Bei de 25-29-Järege war de Prozentsaz bei 25 %.

D'Zil vun der Jugendgarantie ass fir de Jonke bannent 4 Méint eng „Offre de qualité" unzebidden. Esou eng Offer kann eng Aarbecht, eng Beschäftegungsmoossnam (contrat d'appui-emploi, contrat d'initiation à l'emploi, etc.) oder eng Formatioun sinn. Ronn 70 % vun de Jonken, déi sech bei der ADEM aschreiwen, kréien esou eng Offre de qualité proposéiert, déi iwwreg 30 % ginn intensiv vun de „conseillers spécialisés" vun der ADEM betreit. De Succès vun der Jugendgarantie hänkt och vun der allgemenger Situatioun um Aarbechtsmaart of. D'ADEM hëlleft deene Jonke bei der Vermëttlung vun enger Aarbecht an ënnerstëtzt och d'Betriber, déi jonk Chômeuren astelle wëllen.

Am Mee 2018 ass d'Jugendgarantie vu 25 Joer op 30 Joer ausgeweit ginn.

ad 2. D'Behaaptung vum honorablen Deputéierten ass net ganz richteg. Op der Säit 12 vum Rapport kann ee Follgendes liesen:

D'Zuel vun den Demandeurs d'emploi mam Statut vum Salarié handicapé ass nach just vun 2016 op 2017 geklommen. Duerno ass déi Zuel och zeréckgaangen. Dat hei ass eng Grupp vu Leit, déi et duerch hir gesondheetlech Problemer schwéier hu Fouss um Aarbechtsmaart ze faassen. Doduerch huet et fir déi Grupp méi laang gedauert, bis se vum Opschwong profitéiere konnt.

ad 3. Am Joer 2019 hat d'ADEM en Taux de réponse vun 90 %.

ad 4. D'ADEM mécht keng Differenz tëscht den Nationalitéiten. Bei dëser Aart vu Statistik kuckt d'ADEM, ob et sech ëm e Resident oder en Netresident handelt, an dat ouni tëscht den Nationalitéiten ze nuancéieren.

ad 5. D'Regierung huet verschidde Moossname geholl fir där Tendenz entgéintzewierken.

Esou ass de „stage de professionnalisation" opgemaach gi fir all Demandeurs d'emploi, an net nëmme méi fir Leit iwwer 30 Joer.

Et sinn och nach zwee Projete lancéiert ginn:

- #YouthYourFuture: ass e Projet, dee jonke Leit ënner 30 Joer erméiglecht, wärend 3 Méint e personnaliséierte Coaching ze kréien, wou se zesumme mat de Coachen hir Kompetenzen entwéckelen an hir Motivatiounen a professionnell Ziler konkretiséieren, fir en objektiven a realistesche Projet professionnell ze definéieren an domat also hir Chancë verstäerken, fir sech op dem Aarbechtsmaart besser ze positionéieren.

- FutureSkills: ass eng Initiativ, déi et engem Kandidat erméiglecht, 3 Méint eng e-learning Formatioun ze maachen an divers Kompetenze bäizeléieren oder ze verdéiwen: „soft skills" (Kommunikatioun, Kreativitéit etc.); „digital skills" (Kollaboratiounsoutilen, digital Transformatioun, Coding etc.) esou wéi „project management skills". No dëser Formatioun kënnen d'Kandidate vun engem OTI-Stage vu 6 Méint profitéieren, an dat am Secteur public, zum Beispill bei enger Verwaltung, enger Gemeng, engem Établissement public etc., fir déi Kompetenzen och an der Praxis asetzen ze kënnen.

Question 2855 (18.09.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **contrôle médico-sportif :**

Le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 concernant le contrôle médico-sportif obligatoire des membres licenciés actifs des fédérations sportives agréées a abrogé le règlement grand-ducal du 8 février 2012 et a modifié le rythme des examens obligatoires qui ont désormais lieu à l'âge de 12, 15, 20, 30, 40, 45 ou 50 ans.

Une mesure temporaire dans le cadre de la pandémie de Covid-19 prévoit que la validité de l'examen médico-sportif pour les sportifs titulaires d'une licence de compétition qui, au cours de l'année 2020, atteignent l'âge de 12, 15, 20, 30, 40, 45 ou 50 ans est prolongée jusqu'au 31 décembre de l'année 2021.

Selon mes informations, il existe une certaine confusion dans le monde sportif quant à la validité des contrôles médico-sportifs, puisqu'apparemment les informations contenues dans le fichier du service médico-sportif ne sont pas en ligne avec les dispositions du règlement grand-ducal en vigueur.

Ceci semble être dû au matériel informatique du service médico-sportif qui prétendument ne permet pas de prendre en compte la périodicité des examens mise en place par le nouveau règlement. De ce fait, les athlètes dont l'examen médico-sportif serait venu à échéance à l'âge de 22, 26 et 35 ans, en 2017, 2018 et 2019 selon les anciennes dispositions ne sont plus conformes d'après le fichier du service médico-sportif alors que selon le nouveau règlement, ils devraient encore l'être.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les problèmes rencontrés par le service médico-sportif à actualiser sa base de données selon les dispositions du règlement grand-ducal en vigueur ?

2) Dans l'affirmative, depuis quand le problème lui est-il connu ? Le service médico-sportif sera-t-il équipé dans des délais raisonnables de matériel permettant de respecter les dispositions du règlement grand-ducal en vigueur ?

3) Est-ce qu'au cours des trois dernières années des problèmes ont été rencontrés au niveau de l'organisation des compétitions, en raison de fausses invalidités des licences de compétition ?

Réponse (19.10.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

L'honorable Députée s'enquiert sur les conséquences du changement de rythme des examens

obligatoires introduit par le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 concernant le contrôle médico-sportif. En effet, le règlement précité, entretemps modifié, avait introduit, au 1er janvier 2017, une nouvelle périodicité pour les examens obligatoires en l'occurrence à l'âge de 7, 12, 15, 20, 30, 40, 45 et 50 ans.

Ces modifications, supportées par le COSL et la Société luxembourgeoise de médecine des sports, ont été portées à la connaissance des clubs sportifs affiliés, via les fédérations sportives agrées, par voie de circulaire du médecin chef de service du service médico-sportif les informant que l'application du médico-sportif (SP.MED) ne recalculait pas automatiquement les nouvelles échéances des sportifs ayant passé un examen avant le 1er janvier 2017. Les clubs ont dès lors été invités, à l'époque, à faire valider l'aptitude des sportifs dont l'échéance venait à échéance pour les faire correspondre au nouveau rythme d'examen.

Il est rappelé que selon les dispositions de l'article 11 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, il revient aux fédérations de subordonner la délivrance d'une licence de membre actif à la production d'un certificat médical d'aptitude au sport délivré par le service médico-sportif. Le Ministère des Sports n'a pas connaissance d'éventuels problèmes rencontrés au niveau de l'organisation des compétitions en raison de fausses invalidités des licences de compétition.

Finalement, je m'empresse à informer l'honorable Députée que les services du Ministère des Sports, en collaboration avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), viennent de finaliser l'analyse devant amorcer la refonte de l'application du médico-sportif qui constituera une réelle mise à jour technologique. La soumission afférente sera lancée prochainement par le CTIE.

Question 2856 (18.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **sages-femmes :**

An engem RTL-Radio-Interview vum 18. September mat der Presidentin vun der Associatioun vun den Hiewane koumen eng ganz Rei vu Mëssstänn an deem Gesondheetssecteur un d'Liicht.

Et wär deemno esou, datt d'Associatioun vun den Hiewanen net um Gesondheetsdësch géif sëtzen, woubäi awer kloer wier, datt keng aner Santésberuffer d'Hiewane vertriede kéinten. De Fait, datt zu Lëtzebuerg 230 Hiewanen op 7.100 Gebuerte pro Joer schaffe géifen, géif leider dozou féieren, datt e gudden Encadrement vum Kand a vun der Mamm dacks net méiglech wär an iwwerdeems wieren d'Aarbechtskonditioune schwéier.

Zu Lëtzebuerg wier et och net gesetzlech verankert, datt nëmmen Hiewanen an enger Maternité schaffe kéinten - anescht, ewéi am Ausland. Dat géif dozou féieren, datt d'Hiewanen dacks duerch Infirmièren, Aides-soignantes oder Puericultricë géife vertruede ginn, wat awer ganz onglécklech wier, wëll dëst Personal eeben net déi selwecht Ausbildung huet. An deem Zesummenhank wär et deemno schonn dozou komm, datt d'Mammen dacks ouni déi néideg Informatioune géifen heemgoen - dëst ass a mengen Aen inakzeptabel.

Et wier dann och allgemeng esou, datt d'Politik ze wéineg op d'Hiewane lauschtere géif, well si personaltechnesch ze dënn opgestallt wieren, fir eng staark Lobby duerzestellen.

An deem Zesummenhank hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Firwat sinn d'Hiewanen net um Gesondheetsdësch vertrueden?

2. Gedenkt d'Madamm Ministesch, dës Dispositioun an Zukunft ze iwwerdenken?

3. Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat dëser Ännerung gerechent ginn?

4. Wann nee, wéi verdeedegt d'Madamm Gesondheetsministesch d'Virgoen, d'Hiewanen och weiderhi vum Gesondheetsdësch auszeschléissen?

5. Ass et an den Ae vun der Madamm Ministesch net onverantwortlech, datt d'Hiewanen an hirer Fachkompetenz dacks ersat ginn duerch Persounen, déi net déi selwecht Ausbildung hunn an doduerch der Fra an dem Kand net deen néidegen Encadrement kënne bidden?

6. Et ass fir d'Wuelbefanne vum Kand a vun der Mamm zwéngend noutwenneg, datt d'Mamm d'Maternité mat deem néidege Wësse verléisst, fir sech optimal ëm sech selwer an ëm d'Kand kënnen ze këmmeren: Wéi ass et an deem Kontext ze veräntwerten, datt et zu Virfäll komm ass, wou d'Mammen ouni all Informatioun, déi si bräichten, d'Maternité hu misse verloossen?

7. Wéi gedenkt d'Madamm Ministesch ze reagéieren, fir dësem inakzeptabelen Ëmstand entgéintzewierken?

8. Firwat ass et zu Lëtzebuerg - anescht, ewéi am Ausland - net gesetzlech verankert, datt nieft den Doktere just Hiewanen däerfe fir de fachleche Fonctionnement vun enger Maternité zoustänneg sinn?

9. Am Hibléck op den allgemenge Mangel un Hiewanen: Wier et net sënnvoll, d'Attraktivitéit vum Hiewaneberuff och verstäerkt ze propagéieren, z. B. duerch Informatiounscampagnen an de Schoulen?

Réponse (20.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Betreffend d'Compositioun vum Gesondheetsdësch, ass et wichteg, op den Ursprong vun der Iddi vun engem Gesondsheetsdësch hinzeweisen. D'Iddi ass drop zeréckzeféieren, datt et, no engem Blocage am Kader vun der Commission de nomenclature, e Konsens gouf rondrëm eng nei Demarche fir iwwert déi grouss gesondheetspolitesch Froen ze diskutéieren, dat an enger erweiderter Constellatioun vun der Quadripartite.

Well et logistesch onméiglech ass, fir déi 22 Associatioune vu Gesondheetsberuffer un een Dësch ze bréngen, ass beim Kick-off vum Gesondheetsdësch am Februar 2020 decidéiert ginn, datt déi am Kader vum ofgeännerte Gesetz vum 26. Mäerz 1992 reglementéiert Gesondheetsberuffer duerch de Conseil supérieur de certaines professions de santé (CSCPS) um Gesondheetsdësch vertruede sinn. Dëse Conseil ass dat gesetzlech representatiivt Organ vun deene Beruffer. Als reglementéierte Gesondheetsberuff sinn d'Hiewammen deemno duerch den CSCPS um Gesondheetsdësch vertrueden.

Doriwwer eraus kann d'Associatioun vun den Hiewamme sech och weiderhin, wéi bis elo, zu all Moment un de Geshondheetsministère wenden, fir hir Uleies virzebréngen.

D'Fachkompetenze vun den Hiewamme sinn duerch eng Reform vun hiren Attributiounen iwwert de „règlement grand-ducal du 22 novembre 2019 déterminant le statut, les attributions et les règles de l'exercice de la profession de santé de sage-femme" gestäerkt ginn. Si kruten ënner anerem eng nei Attributioun betreffend de Suivi vun enger normaler Schwangerschaft.

Fakt ass, dass zu Lëtzebuerg keng „normes minimales" am Spidolsgesetz virgesi sinn, dëst weeder am Secteur hospitalier wéi am Secteur extrahospitalier. Dëst bréngt mat sech, dass an de Services gynécologique-obstériques an de Spideeler Gesondheetsberuffer (Infirmière, Aide-soignant) agestallt ginn, fir an enger Equipe multiprofessionnelle ze schaffen. Dëst erméiglecht hinnen, hiert Wëssen an der Prise en charge vu schwangere Fraen a Mammen, déi accouchéiert hunn, mat afléissen ze loossen.

Et bestinn aktuell keng Données/Informatiounen déi beleeën, dass dës Organisatioun an de verschiddenen Etablissementer an am Secteur extrahospitalier negativ Konsequenzen op déi betraffe Fraen hätt.

Déi allegéiert Ëmstänn vum Virfall, op deen den honorabelen Deputéierte sech berifft, sinn dem Gesondheetsministère net bekannt.

Virum Hannergrond vun enger defavorabeler Demographie am Beräich vun de Gesondheetsberuffer, an domat och vun den Hiewammen, ass et essenziell, d'Attraktivitéit vun deene Beruffer ze stäerken, fir virun allem déi jonk Leit ze motivéieren, eng Léier respektiv e Studium an deem Beräich ze maachen.

An deem Sënn wäert de Gesondheetsministère och ab 2021 Promotiounscampagnë starten, fir eenzel Gesondheetsberuffer, an ënner anerem de Beruff vun der Hiewamm, méi attraktiv fir d'Ëffentlechkeet duerzestellen.

Question 2866 (21.09.2020) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **régime de prêts garantis par l'État :**

Dans un souci de soutenir l'entrepreneuriat et le commerce lourdement touchés par la crise sanitaire Covid-19, le Gouvernement a mis en place, ensemble avec plusieurs banques luxembourgeoises, un régime de prêts garantis par l'État en faveur de l'économie luxembourgeoise. La limite maximale prévue pour le remboursement de ces prêts est de six ans. Or, comme la relance économique risque de tarder encore un certain temps, de nombreuses entreprises actuellement déjà confrontées à des difficultés financières et des problèmes de trésorerie, suite à la chute de leur chiffre d'affaires, risquent de ne pas pouvoir constituer les liquidités nécessaires afin de restituer les prêts dans les délais impartis.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la maturité maximale de six ans pour les prêts éligibles peut poser des problèmes à certaines entreprises vu la courte durée des prêts ?

- Est-il prévu d'augmenter la limite maximale pour le remboursement des prêts au-delà de la limite maximale des six ans actuellement prévue par la loi ?

Réponse (20.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le régime de garantie étatique, d'un volume de 2,5 milliards d'euros, adopté par la loi du 18 avril 2020 et visant à faciliter l'accès aux crédits bancaires ne constitue pas une mesure isolée, mais doit être considéré comme partie intégrante du paquet de mesures au profit des entreprises et indépendants pris au cours des derniers mois par le Gouvernement dans le cadre du programme de stabilisation de l'économie et du programme de relance « Neistart Lëtzebuerg ».

Afin d'aider les entreprises à surmonter les problèmes de liquidité et de trésorerie temporaires et pour préparer la relance, ce paquet de mesures comprend, entre autres, des aides directes, des avances remboursables, une flexibilité accrue pour le paiement des cotisations sociales, le recours au chômage partiel, des reports de délais fiscaux et des remboursements anticipés de la TVA.

Le régime de garantie étatique est d'ailleurs complémentaire aux moratoires sur des prêts existants que les banques, en concertation avec le Gouvernement, se sont engagées à accorder aux entreprises pour une durée de six mois dans le contexte de la crise. On constate en outre que les banques accordent de nombreux prêts « Covid-19 » aux entreprises et indépendants, même sans recourir à la garantie de l'État.

Il importe de préciser que l'accès au crédit via le régime de garantie étatique est une solution parmi une gamme plus large d'instruments de crédit disponibles. Ainsi, il se comprend comme un outil subsidiaire après recours, là où cela est possible, aux outils que la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), l'Office du Ducroire ou la Banque européenne d'investissement ont mis en place dans le contexte de la pandémie liée au Covid-19.

Ainsi, la SNCI a mis en place le « Financement Spécial Anti-Crise », une enveloppe de 400 millions d'euros permettant aux entreprises d'accéder à un prêt entre 12,500 et 10 millions d'euros via leur banque, qui est cofinancé jusqu'à hauteur de 60 % par la SNCI. De même, la SNCI met à disposition des PME une « Garantie Spéciale Anti-Crise PME », destinée à soutenir l'octroi de financements supplémentaires par les banques pour couvrir les besoins de financements exceptionnels. La garantie peut couvrir jusqu'à 80 % du besoin de financement exceptionnel avec un montant maximal d'un million d'euros, pour une enveloppe globale s'élevant à 200 millions d'euros. Enfin, la SNCI a également accordé un financement sur cinq ans en faveur de la mutualité des PME et de la mutualité de cautionnement.

De même, l'Office du Ducroire a mis en place six mesures visant à renforcer son soutien aux sociétés exportatrices luxembourgeoises dans le cadre des assurances à l'exportation, dont notamment à travers la flexibilisation du produit « Assurance des Crédits Bancaires », qui permet aux banques de réduire partiellement le risque de non-remboursement des prêts qu'elles accordent aux exportateurs luxembourgeois pour développer leurs activités internationales.

Le régime de garantie étatique constitue une mesure exceptionnelle couvrant une période limitée. Au vu de la situation exceptionnelle, la Commission européenne a en effet admis une dérogation aux règles sur les aides d'État, sur la base de l'Encadrement temporaire des mesures d'aides d'État. La limite maximale de six ans prévue par la loi est établie conformément à la durée maximale définie par la Commission européenne au moment de la mise en place de cette mesure.

En date du 13 octobre, la Commission européenne a prorogé la validité dudit Encadrement temporaire de six mois, soit jusqu'au 30 juin 2021.

Partant, le Ministère des Finances examine actuellement les pistes envisageables pour prolonger également le délai pendant lequel les banques peuvent accorder des prêts garantis par l'État.

Question 2867 (21.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **milan royal :**

Well de Routmilan (Roude Milan, Roude Schéierschwanz) op der Juegd relativ niddreg flitt, ass hien duerch Wandanlage besonnesch a Gefor. Gëtt ronderëm d'Anlag de Buedem beaarbecht an eventuell de Bewues ewech gemaach, zitt déi Anlag hien extra staark un, well sech säin lesse wéi um Teller presentéiert. Dat sinn d'Explikatioune vun „natur & ëmwelt", déi den 8. September e weideren doudege Vull bei enger Wandanlag zu Wëntger mellen. D'Associatioun fuerdert elo e Stopp vum Wandanlagebetrib fir déi ganz Zäit, wou de Routmilan am Land ass (Zuchzäit, vum hallwe Februar bis den hallwen November), an net nëmme wärend der Brutzäit.

Duerfir wéilt ech dës Froen un d'Madamm Ëmwelt-an den Här Energieminister stellen:

1. Gëllt aktuell am ganze Land eng Ofschaltreegelung fir Wandanlage wärend der Brutzäit vum Roude Schéierschwanz?

2. Wat géif - an Terme vun Energieproduktiounn - e Stopp vun de Wandturbinne wärend der Zuchzäit vum Routmilan - also vum hallwe Februar bis den hallwen November - bedeiten?

3. Wat wär bei esou enger Reegelung den Downtime (also d'Zäit, wou d'Anlag keng Energie produzéiert) a Prozent vun esou enger Anlag?

4. Wat wär dësen Downtime, wann een och nach d'Maintenance an déi forcéiert Pausen duerch ze staarken oder ze schwaache Wand statistesch mat arechent?

5. Ass esou eng Anlag ënnert deene Viraussetzungen iwwerhaapt nach wirtschaftlech ze bedreiwen a ka si hir Investitiounskäschten afueren?

6. Wéi sënnvoll wär bei dëser naturschounender, vun „natur & ëmwelt" ugestriefter Reegelung d'Opriichte vun enger Wandanlag hei am Land, besonnesch wann een arechent, wéi wéineg karbonneutral (Betong vum Fëllement, Kompositmaterialie vun de Rotoren, héich Recyclagekäschten) dat Konzept ass?

7. Prozentual ëm wéi vill méi deier wär de Stroum aus Wand géintiwwer senge Konkurrenten (Sonn, Gas, Kuel, Atom), wann een d'Anlagen no dëser Reegelung géif bedreiwen?

8. Wéi eng Roll kéinte Wandanlagen an der Energieversuergung op nationalem Plang spillen, wa si méintweis als Energiequell verhënnert wären?

Réponse (21.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Associatioun, op déi den éirewäerten Deputéierte sech referéiert, fuerdert an hirem Communiqué ee Stopp vum Wandanlagebetrib wärend fënnef Deeg no Buedembeaarbechtungen, Méinen oder Recolten. Dëse Stopp sollt awer net nëmme wärend der Brutzäit, mee och zur Migratiounszäit de Fall sinn. D'Associatioun fuerdert awer net een duerchgängege Stopp vum Wandanlagebetrib fir déi ganz Dauer, wou de Routmilan am Land ass.

ad 1. Eng Ofschaltreegelung fir d'Wandanlagen ass déi lescht Joren agefouert ginn a gëllt fir déi fënnef Deeg no Buedembeaarbechtungen, Méinen oder Recolten, well dëst de Routmilan unzitt, deen da geziilt déi Plazen opsicht fir lessen ze fannen an dat och just daagsiwwer (vu Sonnenopgang bis Sonnenënnergang), wann de Routmilan aktiv ass. No puer Deeg verléiert déi frësch beakerten, geméinten oder geernte Parzell un Attraktivitéit fir de Milan an d'Wandanlagen dierfen nees dréinen. Déi 5-Deeg-Ofschaltreegelungen an d'Saison, fir déi se gëllen, ginn am Kader vun den Impaktstudie baséierend op den Terrainsinventaren a jee no Site op dem Avis vun den Experte festgeluecht.

An dem bedauerleche rezente Fall vum doudege Routmilan, op deen déi uewe genannten Associatioun sech berifft, war d'Ofschaltung effektiv just op d'Brutsaison limitéiert. Déi betreffend Autorisatioun mat der Ofschaltreegelung ass rezent nogebessert ginn op déi ganz Dauer, zu där de Routmilan am Land ass.

ad 2. + 3. Et sief nach emol drop higewisen, datt déi Ofschaltreegelung just dann zoutrëfft, wa Buedembeaarbechtungen, d'Méinen oder d'Recolten ustinn. Da gëtt d'Anlag vu Sonnenopgang bis Sonnenënnergang den Dag vun den Aarbechte plus fënnef Deeg duerno ofgeschalt.

Duerch dës Mesure läit de Produktiounsverloscht jee no Dauer an Unzuel vun Aarbechten, déi ënnert den Anlage stattfannen, graff bei 1-2 % am Joer.

ad 4. D'Stëllstänn wéinst ze vill Wand si seelen. D'Stëllstänn wéinst Maintenance loosse sech ënnerdeelen a „geplangt" an „ongeplangt". Déi geplangte Stëllstänn vun der Maintenance leien den Ament bei ronn 1 % vun der Joresproduktiounn. Déi ongeplangte Stëllstänn leien den Ament bei ronn 0,5 % vun der Joresproduktiounn.

ad 5. Wann een d'Ofschaltunge fir Fliedermais an d'Migratioun vun de Krukerten dobäi zielt, läit ee graff jee no Anlag bei 2-4 % Verloscht vun der Joresproduktiounn.

ad 6. D'Hiersteller vun dësen Anlage garantéiere generell, datt esou eng Anlag a manner wéi engem Joer déi Energie produzéiert, déi ee brauch, fir dës Anlag ze produzéieren, opzeriichten, ze bedreiwen an och duerno erëm ofzebauen.

D'Behaaptung, datt Wandanlagen nëmme wéineg karbonneutral sinn, ass falsch: Schonn haut kann ee méi wéi 90 % vun esou enger Anlag recycléieren. De Bëtong gëtt am Stroossebau verwäert, de Stol kann ageschmolt ginn an de Rotor gëtt als thermesche Wäertstoff an Zementswierker benotzt.

ad 7. Generell kann ee soen, datt d'erneierbar Energien an am speziellen d'Wandenergie ëmmer méi rentabel ginn a wéineg Impakt hunn op d'Natur an d'Ëmwelt. Fossil Energie an Atomenergie hu vill Niewekäschten, déi se gesellschaftlech méi deier maachen, wéi erneierbar Energien. Ofschaltunge wéinst Aarteschutz sinn am eestellege Prozentberäich an hunn an der Reegel kee relevanten Impakt op d'Wirtschaftlechkeet.

ad 8. Et gëtt kee Grond, datt d'Wandanlage méintelaang missten ausgeschalt ginn - an dofir ass den Impakt vun den haitegen Ofschaltunge vun de Wandanlagen aus Naturschutzgrënn um Niveau vun der Energieversuergung ze vernoléissegen.

Question 2871 (22.09.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **déclarations de TVA via Internet :**

Il me revient que l'Administration de l'enregistrement exige que les déclarations de TVA soient exclusivement envoyées via Internet. Instruction aurait été donnée aux fonctionnaires de ne plus accepter des déclarations de TVA sous format papier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelle est la base légale pour une telle instruction ?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que la possibilité doit être maintenue pour un contribuable de soumettre sa déclaration de TVA sous format papier ?

Réponse (20.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le passage au dépôt par voie électronique des déclarations et états récapitulatifs en matière de TVA, qui est un impôt professionnel découlant de la comptabilité des assujettis, s'est fait graduellement en trois étapes.

En 2010, le règlement grand-ducal du 1er décembre 2009 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1992 ayant trait à la déclaration et au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, avait introduit, dans un premier temps, l'obligation au dépôt par voie électronique des déclarations et des états récapitulatifs relatifs aux livraisons de biens et prestations de services intracommunautaires.

Une deuxième étape, en 2013, a rendu le dépôt des déclarations par voie électronique obligatoire pour les assujettis tenus de déposer des déclarations mensuellement, respectivement trimestriellement.

La dernière étape a consisté à rendre obligatoire, à partir du 1er janvier 2020, le dépôt par voie électronique des déclarations TVA pour tous les assujettis.

Pour ce qui est de cette dernière étape, l'Administration de l'enregistrement des domaines et de la TVA a procédé à la publication d'une notice sur le site Internet de l'administration et sur le site Internet « guichet.lu », avertissant les assujettis des nouvelles règles applicables à partir du 1er janvier 2020. En outre, une notice d'information relative au dépôt obligatoire par voie électronique des déclarations TVA a accompagné début janvier 2020 tous les extraits de compte envoyés par l'administration aux assujettis.

Étant donné que le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1992 ayant trait à la déclaration et au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ne prévoit pas de dérogation à l'obligation de dépôt sous la forme électronique, il n'y a pas lieu de maintenir la possibilité pour un assujetti de soumettre sa déclaration sous forme papier.

À noter finalement que, d'une part, le caractère obligatoire du dépôt par voie électronique des déclarations TVA a été largement accepté par les assujettis et que, d'autre part, l'administration met à la disposition des assujettis un nombre croissant de services électroniques, dont la consultation online de la situation de compte.

Cette approche s'inscrit pleinement dans l'approche volontariste du Gouvernement d'accompagner et de promouvoir la digitalisation de la société là où cela s'avère nécessaire et utile, permettant ainsi de simplifier et de rendre plus efficaces les échanges administratifs entre les assujettis et l'autorité fiscale.

Question 2873 (22.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (CETA) :**

E rezenten EU-Audit vun der Generaldirektioun Gesondheet a Liewensmëttelsécherheet deckt gewëssen Defiziter am Kontrollsystem, besonnesch vu Rëndsfleesch aus Kanada, op. Ënner anerem gëtt op e potenziellen Interessekonflikt bei de kanadesche Veterinären higewisen, déi engersäits vun de Betriber bezuelt gi fir d'Kontrollen duerchzeféieren, an awer anerersäits déi selwecht Betriber hisiichtlech Déierenzuucht an -hygiène beroden. D'Konklusioune sinn déi selwecht wéi schonn aus engem méi ale Bericht; de géigewäertege System kann net garantéieren, dass zukünfteg nëmme vollstänneg konform Betriber hormonfräit Fleesch an d'EU importéieren däerfen. Wéi aus engem Artikel aus dem Le Monde (18.09.2020) ervirgeet, huet d'franséisch Regierung hir „Preoccupatioun" bezüglech dëse Problemer un d'Europäesch Kommissioun weidergeleet. Bis ewell huet een awer nach net vill vun der Kommissioun Bezügleches héieren, ausser dass se an Diskussioune mat de kanadeschen Autoritéite si fir, falls néideg, Moossnamen ze korrigéieren. Weider gëtt an dësem Bericht vun engem positiven ekonomesche Bilan geschwat, a wellechem d'franséisch Exporter a Kanada an deene leschte Jore staark geklomme sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu de Konklusioune vun dësem Audit?

2. Wéi wäert d'Regierung op dësen Audit reagéieren? Gedenkt de Landwirtschaftsminister, änlech wéi säi franséische Kolleeg, e Bréif un d'EU-Kommissioun ze schécken?

3. Wa jo, wéi eng konkreet Mesurë wäert de Landwirtschaftsminister proposéieren?

4. Wéi hu sech d'Handels- an d'Wirtschaftsbezéiungen tëschent Lëtzebuerg a Kanada an deene leschten 3 Joer verännert (z. B. Lëtzebuerger Exporter a Kanada)?

Réponse commune (20.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Positioun vun der Regierung ass kloer an deem Sënn, dass et inacceptabel ass, dass Wueren (an deem hei Fall Fleesch) aus Drëttlänner importéiert ginn, déi net der europäescher Legislatioun entspriechen.

ad 2. + 3. D'Mesuren, déi an esou Fäll kënne geholl ginn, leien an der Hand vun der Kommissioun. Si kann d'Drëttland opfuerderen, Korrekturen an hirem Kontrollsystem ze ënnerhuelen, fir dass dëse konform zur EU-Legislatioun gëtt. Falls d'Drëttland net op déi Fuerderungen ageet, kann d'Kommissioun d'Autorisatioun, an d'EU ze exportéieren, aussetzen oder souguer zréckzéien, fir den Import aus verschiddene Betriber respektiv aus alle Betriber aus deem Land ze stoppen.

ad 4. Kanada ass ee vun de wichtegste Partner vu Lëtzebuerg ausserhalb vun Europa, souwuel politesch wéi och wirtschaftlech. Eis bilateral Wirtschaftsbezéiungen hu sech an deene leschte Joerzéngte staark entwéckelt a mir bleiwen enk mat eise kanadesche Partner vernetzt.

D'Exporter vu Gidder vu Lëtzebuerg a Kanada, zum Beispill, hunn an deene leschten 30 Joer staark zougeholl. 1993 si Gidder am Wäert vun 20 Milliounen Euro exportéiert ginn, 2019 waren et iwwer 94 Milliounen Euro. 2017 huet Lëtzebuerg Gidder am Wäert vun 106 Milliounen Euro exportéiert, 2018 waren et Exporter an enger Héicht vu 86 Milliounen Euro. Virun allem Metaller a Gidder aus Metall, esou wéi Maschinnen, Geräter an elektrescht Material ginn hei exportéiert. D'genau Zuel schwankt also vu Joer zu Joer, mee bleift op engem héijen Niveau.

Wat d'Importer ugeet, do louche mer 2017 bei Gidder am Wäert vun 82 Milliounen Euro, 2018 bei 52 Milliounen Euro an 2019 bei 92 Milliounen Euro. Déi Fluktuatiounen hu virun allem domat ze dinn, dass emol méi, emol manner Transportmaterial importéiert gëtt.

Och an de Servicer ass Kanada e wichtege Partner fir Lëtzebuerg, an hei ass de Bilan kloer an eiser Gonscht. An de leschte Joren hu sech d'Exporter vu Servicer konstant vergréissert. 2019 hu mer Servicer am Wäert vu 508 Milliounen Euro a Richtung Kanada exportéiert, wouvun 304 Milliounen Euro Déngschtleeschtungen am Finanzsecteur waren.

Question 2874 (22.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contrôles aux frontières :**

An de Questions parlementaires N° 2074 vum Deputéierte Léon Gloden an N° 2148 an N° 2254 vu mir, krut de Minister schonns eng Rei Froen iwwert d'Douaneskontrollen un de Grenze wärend dem Covid-19-Lockdown gestallt. Deemools huet de Minister an der Äntwert op d'Fro N° 2074 gesot, dass hien eng legal Basis fir d'Kontrolle géif gesinn. Konkreet huet et an der Äntwert geheescht: « Partant, les douaniers luxembourgeois pouvaient légalement non seulement contrôler les automobilistes voulant franchir la frontière, mais également vérifier qu'ils respectaient la réglementation allemande relative à l'entrée sur le territoire allemand. »

D'Presentatioun vum Avis juridique vum Maître Kohnen op der Generalversammlung vun der Douanesgewerkschaft huet e Méinden awer gewisen, dass d'Aschätzung vum Minister net onkontestéiert ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Bleift de Minister, och no der Publikatioun vum Avis juridique vum Maître Kohnen, bei senger Opfaassung, dass d'Grenzkontrollen am Kader vun der Covidpandemie legal waren?

2. Plangt de Minister gesetzlech Adaptatioune virzehuelen, fir an dësem Dossier an Zukunft méi Kloerheet ze schafen?

Falls jo: Wéi eng Ännerungen un de Gesetzestexter sinn ze erwaarden?

Falls nee: Wäert d'Douane an Zukunft net méi fir Grenzkontrollen, wéi se am Fréijoer stattfonnt hunn, agesat ginn?

3. Wéi eng Konsequenzen zitt de Minister aus de genannten Evenementer?

Réponse (22.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wéi den honorabelen Deputéierte richteg bemierkt, ass schonns op déi ugeschwate Kontrollen mat den Ufroen N° 2074, N° 2148 an N° 2254 geäntwert ginn. An deenen Äntwerten ass d'Vue vum Finanzministère an vun der Douanesverwaltung duergeluecht ginn.

De Finanzminister huet och an enger Reunioun vun der Finanz- an Budgetskommissioun den 29. Mee 2020 seng Appreciatioun zu deem Sujet ginn.

Onofhängeg vun dem Avis vun dem Maître Kohnen, dee vun der Douanesgewerkschaft an Optrag gi war, wäert de Finanzministère d'Opportunitéit préiwen, fir de gesetzleche Kader ze klarifiéieren an déi entspriechend Punkten, wann néideg, méi kloer ze verfaassen.

Question 2877 (22.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **Conseil supérieur du développement durable :**

Zënter 2005 existéiert zu Lëtzebuerg den Nohaltegkeetsrot (Conseil supérieur du développement durable), deem seng Aufgab et ass d'nohalteg Entwécklung hei am Land ze begleeden an d'Regierung an hirer Nohaltegkeetspolitik ze beroden. Esou ee Gremium ass natierlech ëmmer nëmmen esou effikass an objektiv wéi seng Memberen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Den éischten Artikel vum groussherzogleche Reglement beseet:

« Le Conseil supérieur pour le développement durable, dénommé ci-après 'Conseil supérieur', se compose de 15 membres choisis en raison de leurs compétence et expérience en matière de développement durable. »

Weeder am Gesetz, nach am Règlement interne vum Nohaltegkeetsrot ass beschriwwen, wéi eng genee Kompetenzen an Experienzen d'Membere virweise mussen. Dëst gewosst, wéi verhënnert d'Ministesch, datt Memberen op Basis vu willkürlechen Decisiounen amplatz vu wierklech transparente Qualitéitskrittären an de Conseil genannt ginn?

2. De Conseil kann op eegen Initiativ extern Etüden an Expertisen beopdroen. Misst dëse Gremium, dee jo u sech aus 15 Experten aus dem Beräich Nohaltegkeet composéiert ass, net selwer an der Lag sinn, fir esou Etüden an Expertisen auszeschaffen?

3. De Règlement d'ordre intérieur vum Conseil beseet, datt Interessekonflikter am Kader vun Expertisë musse gemellt ginn. Wat d'Membere vum Conseil selwer betrëfft, do bleiwen d'Texter allerdéngs stomm. Missten d'Membere vum Conseil, als berodende Gremium vun der Regierung, net och méiglech Interessekonflikter an enger Deklaratioun oppeleeën, esou wéi d'Regierungsmemberen (an d'Deputéierten) et och maachen?

4. Wéi eng Etüden huet den Nohaltegkeetsrot an de leschten zéng Joer an Optrag ginn? Wéi eng Organisatiounen hunn dës eenzel Etüde realiséiert a wat war de Käschtepunkt vun all eenzeler Etüd? A wéi ville Fäll huet ee Member vum Rot dem Büro ee méiglechen Interessekonflikt signaléiert (Artikel 23 vum Règlement interne)?

5. Firwat ass de Règlement d'ordre interne nëmmen op Demande ze kréien an net an aller Transparenz op der Website vum Conseil opruffbar?

Réponse (20.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Nominatioun vun de Membere vum Nohaltegkeetsrot ass gereegelt vum Artikel 2 (1) vum groussherzogleche Reglement: « Le président et les deux vice-présidents du Conseil supérieur sont nommés par le Grand-Duc, sur proposition du Gouvernement en conseil, et les autres membres par le Gouvernement en conseil pour un terme de quatre ans. » D'Decisioun gëtt vun der Regierung geholl op Basis vun Iwwerleeunge vun enger equitabeler Verdeelung hisiichtlech den dräi Piliere vun der Nohaltegkeet, ouni eng gläich Vertriedung vu Fraen a Männer an eng Representatioun vun Netlëtzebuerger an dësem Gremium ze vergiessen.

ad 2. Well Membere vum Nohaltegkeetsrot net Expert fir all Fro am Beräich vun der Nohaltegkeet sinn, ass am Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Koordinatioun vun der nationaler Nohaltegkeetspolitik festgehale ginn: « Le Conseil supérieur dispose d'une dotation à la charge du budget de l'État. » Dëse Budget erlaabt et verschidden Experten, déi sech wéinst hire spezifesche Kompetenze qualifizéieren, mat engem Bäitrag zu engem Avis vum Nohaltegkeetsrot ze beoptragen.

ad 3. Am Artikel 24 vum Règlement d'ordre intérieur vum Nohaltegkeetsrot steet (an op dee sech den honorabelen Deputéierten Här Marc Goergen bezitt): « Toute situation de conflit d'intérêt est à traiter dans le cadre d'un code bonne conduite. » Dës Dispositioun bezitt sech op de Saz virdru vum nämlechten Artikel, dee seet: « Par dérogation au paragraphe qui précède, les membres du Conseil peuvent être rétribués pour des prestations spécifiques effectuées à la demande du Conseil. »

ad 4. Den Artikel 2 (5) vum Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Koordinatioun vun der nationaler Nohaltegkeetspolitik huet festgehalen: « Le Conseil supérieur rédige un rapport annuel de ses activités. Ce rapport est adressé au Gouvernement et à la Chambre des Députés. » D'Aktivitéitsberichter vum Nohaltegkeetsrot sinn esou dem President vun der Chamber zougeschéckt ginn.

ad 5. De Règlement d'ordre intérieur vum Nohaltegkeetsrot ass der Regierung matgedeelt ginn. Et ass een internt Reglement, mee gëtt op Ufro kommunizéiert.

Question 2878 (22.09.2020) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **traitement des données des personnes privées par la Police grand-ducale :**

An engem Reportage vum 100,7 gouf sech op en Neits mat der Dateveraarbechtung vu Privatpersoune bei der Police beschäftegt.

Et heescht an deem Beitrag, dass bis dato 475 Persounen eng Demande agereecht hunn, fir Accès op hiren Dossier ze kréien, vun deene der 320 beäntwert goufen. De ganze Prozess kéint awer bis zu engem Joer daueren.

Weider heescht et, dass scho längst klasséiert Affären nach ëmmer an der Policedatebank optauchen. D'Police seet do géif et um Niveau vun der Justiz kapéieren, déi hinnen net déi néideg Informatioune géif zur Verfügung stellen. Dozou huet och déi national Dateschutzkommissioun Follgendes bemierkt gehat: « sans un retour qualifié de la part des autorités judiciaires, la police n'est pas en mesure de répondre à ses obligations de mises à jour ou d'effacement des données ».

Déi betraffe Persoune kréien och keng Informatiounen iwwer Persounen, déi Zougréff op engem seng Donnéeë geholl hunn.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un den Här Policeminister an un d'Madamm Justizminister stellen:

1. A senger Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 0752 vum 17. Juni 2019 huet de Policeminister Follgendes geäntwert gehat:

« La police et le ministère public travaillent à la mise en place d'un système de transmission automatisé d'informations succintes sur le suivi réservé par les autorités judiciaires aux procès-verbaux transmis par la police (…). »

Kënnen d'Ministeren eis soen, wat sech zanterhier op deem Niveau entwéckelt huet?

2. An sengem Avis vum 13. September 2019 schreift déi national Dateschutzkommissioun och:

« La police n'avait pas mis en place des règles procédurales en vue d'assurer le respect des délais de conservation, ainsi que de la proportionnalité de la durée de conservation des données à caractère personnel, compte tenu de l'objet du fichier et de la nature ou de la gravité des infractions et faits concernés tels que prévus par la loi de transposition. »

Kënnen d'Ministeren eis soen, wat sech zanterhier policeintern op deem Niveau geännert huet ?

3. Wéi bewäerten d'Ministeren den Delai, innerhalb vun deem d'Police op déi eenzel Demande äntwert? Sinn zwielef Méint an hiren Ae „raisonnabel"?

4. Wéi bewäert den Dateschutzdelegéierte vun der Police déi uewebeschriwwen Dateveraarbechtung duerch d'Police?

5. Deelen d'Ministeren d'Aschätzung, dass et fir eng „fichéiert" Persoun schwiereg ass, ze wëssen, ob hir Date reegelkonform traitéiert ginn, wann dës Persoun keng Informatiounen iwwert d'Identitéit

vun de Persoune kritt, déi op hir Donnéeën zougräifen? Wa jo, wéi eng Méiglechkeeten huet dës Persoun fir hir Rechter geltent ze maachen (Verweisung vun der Kontrollautoritéit)?

Réponse commune (22.10.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Police an d'Justiz kollaboréieren aktiv, fir op laang Siicht performant technesch Solutiounen ze fannen. D'Pilotprojete sinn amgaang an d'Retoure vum JUCHA multiplizéieren sech. Nodeems de JUCHA iwwer e-pv en Dossier vun der Police kommunizéiert kritt huet, deelt de JUCHA der Police déi intern Dossiernummer mat. Am weidere Verlaf gëtt d'Police iwwer Changementer vum Statut vum Dossier informéiert, déi eng Inzidenz op d'Délais de conservation kéinten hunn. D'Echangen tëscht dem Fichier central vun der Police an dem JUCHA funktionéieren, sinn awer nach net an alle Fäll realiséiert.

An Zukunft mussen also nach eng Rei technesch an operationell Upassunge gemaach ginn, fir dass all d'Fäll ofgedeckt kënne ginn. Och mussen déi néideg Upassunge gemaach ginn a Funktioun vun der Entwécklung vum Text vum Avant-projet de loi iwwert d'Policefichieren, dee bestëmme wäert wéi eng Informatioune konkreet zu wéi engem Zäitpunkt solle vum JUCHA geliwwert ginn. D'Retoure vum JUCHA sinn och ofhängeg vun enger Rei aner Facteuren, souwéi eng Vereinfachung, Rationaliséierung a Moderniséierung vun aneren Datebanken. Dozou gehéieren och zum Beispill déi verschidde Klassifizéierunge vun de festgestallten Infraktiounen, déi iwwerschafft an ugepasst solle ginn, oder eng Revisioun vun de verschiddenen Numerotatiounssystemer vun der Police déi néideg sinn, fir de Flux mam JUCHA ze vereinfachen an ze harmoniséieren etc.

Dëse Projet hänkt och enk zesumme mam ambitiéisen Digitalisatiounsprojet vun der Police, deen op laang Siicht déi komplett technesch an informatesch Systemer moderniséiere soll.

Den 1. Juli 2020 ass eng éischt Versioun vum „neien" Fichier central a Betrib geholl ginn, deen no an no soll ugepasst a weider verbessert ginn. De Moment hu just ganz limitéiert Membere vun der Police Accès op dës nei Versioun, dëse soll erweidert ginn soubal een éischt Erfarungswäerter virleien huet, wat awer schonn an den nächste Woche kéint de Fall sinn.

Soubal dës nei Versioun voll operationell ass, gëtt den ale Fichier central dann net méi mat neien Donnéeën alimentéiert, mee bléift nach eng Zäit, déi am zukünftege Gesetz iwwert d'Policefichiere wäert definéiert ginn, bestoen, fir den Accès zu den alen Informatiounen ze garantéieren.

ad 2. Avertissements taxés, fir déi ee keng Punkte verluer huet oder déi keng Contravention grave duerstellen, gi mëttlerweil geläscht soubal se bezuelt gi sinn.

Den aktuellen Avant-projet de loi wäert, fir de Fichier central, nei Délais de conservation fir perséinlech Donnéeën am Kader vun de judiciairë Missioune vun der Police festleeën, a Funktioun vun der Decisioun, déi vun der Justiz geholl ginn ass. Am aktuellen Avant-projet de loi ass och virgesinn, dass a kengem Fichier eng Donnée méi laang dierf gehalen ginn, wéi et am gesetzlechen Kader fir de Fichier central virgesinn ass, ausser en spezifescht Gesetz gesäit dëst vir, wéi dat zum Beispill beim ADN-Gesetz de Fall ass. Wat déi administrativ an aner legal Missioune vun der Police ugeet, gesäit den Avant-projet de loi e maximalen Delai vun zéng Joer vir, woubäi d'Police, jee no Objet a Finalitéit vum jeeweilege Fichier oder Dokument, wäert spezifesch Delaie festhalen, déi natierlech vill méi niddreg ausfale kënnen.

D'technesch Ëmsetzung vun der Reegel ass relativ komplex an zäitopwändeg, well nieft der Kommunikatioun tëscht dem JUCHA an dem Fichier central och nach eng Kommunikatioun tëscht dem Fichier central an den anere konnexen Datebanke muss realiséiert ginn. Et gëtt prioritär dru geschafft, fir séier mat den Aarbechte virunzekommen, a gläichzäiteg awer och déi néideg Qualitéit ze assuréieren. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 beschriwwen, sinn d'Aarbechten och ofhängeg vun enger Rei aner Facteuren, ënner anerem och d'Entwécklung vum Text vum Avant-projet de loi iwwert d'Policefichieren.

ad 3. Bis Mee 2020 war den DPO vun der Police eleng zoustänneg fir d'Beäntwerte vun den Demanden. Den DPO huet awer missen, niewent dem Beäntwere vun den Demanden, och nach all déi aner Dossieren am Dateschutz geréieren, dorënner ënner anerem den Encadrement vum Projet vun der Refonte vum Fichier central. Am Mee 2020 krut den DPO Ënnerstëtzung, a säitdeem geet d'Beäntweren och méi séier. Et ass och virgesinn, fir nach eng weider Persoun ze rekrutéieren.

Et ass bedauernswäert, dass e relativ laange maximalen Delai vun zwielef Méint fir eng Äntwert entstan ass, mee et sinn all Efforte gemaach ginn, fir dësen Delai ze reduzéieren, soudass de Moment vu 475 Demanden, der just nach eng zéng opstinn an den Delai fir ze äntwere konnt staark reduzéiert ginn.

Et sief och gesot, dass d'Police net ee Fichier huet wou alles iwwert d'Bierger drasteet, mee et handelt sech ëm eng Rei eenzel Datebanken. Et ass och net ëmmer esou einfach sécher ze sinn, ob d'Informatiounen enger Persoun zougeuerdent kënne ginn, well net an all Traitement Numm, Virnumm a Gebuertsdatum steet. Fir ze evitéieren, enger Persoun eng falsch Informatioun ze ginn, respektiv eng Informatioun ze ginn, déi eng aner Persoun mam selwechten Numm betrëfft, sinn oft zäitopwändeg Recherchen noutwenneg.

A verschiddene Fäll muss och mat der Justiz ofgeklärt ginn, ob d'Informatioun iwwerhaapt dierf weidergeleet ginn. Bei lafenden Ermëttlunge gëllen nämlech net d'Reegele vum Dateschutz, mee déi vun der Procédure pénale. Déi Exceptioune sinn am Dateschutzgesetz explizitt virgesinn.

Et ass och nach wichteg ze wëssen, dass duerch déi laang Delaien, Leit mol Rappeller gemaach hunn, oder dass si d'Äntwerten hannerfroen, soudass et net rar ass, dass ee sech zweemol mat enger Ufro muss beschäftegen.

ad 4. Am Transpositiounsgesetz vun der Dateschutzdirektiv ënnert déi d'Donnéeë falen, déi d'Police iwwer Bierger traitéiert, ass kee verbindlechen Delai virgesinn. An enger éischter Phas ass den Delai vum DPO op dräi Méint fixéiert ginn, mee au vu vum Volume vun den Demanden, déi erakomm sinn an der Aarbecht, déi an deem Domän soss nach usteet, huet den Delai no an no missen eropgesat ginn. Wéi an der Äntwert op d'Fro 4 beschriwwen, kënnen Demandë mëttlerweil vill méi zäitno traitéiert a beäntwert ginn.

ad 5. D'Dateschutzgesetz gesäit effektiv eng Obligatioun vir, fir de Concernéierten ze informéieren am Fall wou hien Opfer vun engem Dateschutzverstouss ginn ass, dee Konsequenze fir hie kann hunn. Eng weider Konditioun ass natierlech, dass de Responsable du traitement dovunner Kenntnis huet. An all aner Fall gëtt et keng Obligatioun fir de Concernéierten ze informéieren, wien alles seng Donnéeë consultéiert huet. D'Identitéit vun de Persounen, déi op perséinlech Donnéeë vu Persounen zougräifen, ginn a Logfiles gespäichert, an den Dateschutzdelegéierte ka Stéchprouwen huelen, fir d'Zougréff ze kontrolléieren.

Et gëtt vill Energie investéiert, fir den Dateschutz ze garantéieren. Am Fall wou de Bierger selwer Kenntnis vun engem Dateschutzverstouss huet, huet hien d'Méiglechkeet, der Police als Responsable du traitement, de méigleche Verstouss matzedeelen oder direkt mat der Inspection générale de la police Kontakt opzehuelen, fir hinnen déi Dateschutzverstéiss matzedeelen, oder natierlech och sech un d'CNPD ze wenden.

Question 2879 (22.09.2020) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **investissements chinois dans l'Union européenne :**

Dem europäesche Rechnungshaff no, ginn d'EU-Länner absolutt net responsabel mat de Risike vu chineeseschen Investitiounen ëm. Hei geet et ëm Investitiounen, déi bannent deene leschten 20 Joer, am grousse Stil, vu chineesesche Staatsentreprisë getätegt gi sinn an déi an Europa massiv Betriber opkaf hunn. Lëtzebuerg ass hei keng Ausnam. Zënter 2018 hält déi chineesesch „State Grid Corporation of China" bal 25 % vun de Parte vun der nationaler Energie-Firma Encevo. Entreprisen am Energieberäich, wéi dës, spille bei der Wirtschaft eng Schlësselroll. Zu Lëtzebuerg kënnt nach derbäi, datt hei eng ganz Rëtsch chineesesch Banke sinn, déi d'Keef vun esou Entreprisë ganz am Sënn vu China ofwéckelen.

An dësem Sënn hätte mir follgend Froen un den Här Bausseminister, un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Finanzminister:

1. Wéi eescht hëlt d'Regierung d'Warnung, datt chineesesch Investitiounen a sensibelen oder strategesche Secteuren en Impakt op déi allgemeng Sécherheet kéinten hunn?

2. Wéi eng chineesesch Investissementer zu Lëtzebuerg kennt d'Regierung an de Beräicher vun der Elektronik, der Energie, der Logistik, dem Transport, der Aviatioun, der Informatik, der Telekommunikatioun, der Industrie, dem Weltraum an änleche Spëtzeberäicher, a wéi eng Kooperatioune gëtt et am Beräich vun der Fuerschung, besonnesch an naturwëssenschaftleche Fächer an am Ingenieurswiesen?

3. Méiglech onfräiwëlleg Technologietransferten an och de Risiko vun enger Scholdenofhängegkeet vis-à-vis vu China si weider Risiken. Wéi gesäit d'Regierung esou Risiken am Bezuch op Lëtzebuerg a Lëtzebuerger Entreprisen?

4. Wéi grouss ass eis Ofhängegkeet vu China am Beräich vun de „seelenen Äerden"?

5. Iwwert den Theema chineesesch Investitioune stinn an deenen nächsten Deeg weider Gespréicher tëscht Bréissel a Peking un. Setzt sech d'Regierung do fir eng méi koordinéiert Approche vun den EU-Länner an, z. B. am Beräich vun der Sécherheet an der Telekommunikatioun?

Réponse commune (21.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Genee wéi eis international Partner, ass och Lëtzebuerg sech bewosst, datt auslännesch Investitiounen, am Allgemengen, potenziell Risike kënne mat sech bréngen. Dës Risike mussen iwwerwaacht an analyséiert ginn, fir weiderhi kënnen déi Investitiounen unzezéien, déi keng oder nëmme limitéiert Risike fir den nationalen Interessi duerstellen, a fir an anere Situatioune Konsequenzen zéien ze kënnen. Méiglech Risike musse vu Fall zu Fall ageschat ginn. An deem Sënn huet d'Europäesch Kommissioun 2017 e Reglement proposéiert, dat e Kader schaaft fir auslännesch Direktinvestitiounen an der Unioun ze filtréieren an dat 2019 adoptéiert gouf.

ad 2. De Lëtzebuerger Staat huet Participatiounen an Entreprisen, déi e systemesche Wäert fir d'Land hunn, ewéi zum Beispill an de Beräicher vun der Aviatioun, der Telekommunikatioun oder der Energie. Duerch d'Bedeelegung vum Staat un dësen Entreprisen ass d'Regierung iwwer méiglech Investitiounen, aus dem Aus- an Inland, informéiert.

Am Kader vun der wirtschaftlecher Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland, suivéiert de Wirtschaftsministère och auslännesch Investitiounen a privat Entreprisen ouni staatlech Bedeelegung. Dëst geschitt mat Hëllef vun de Lëtzebuerger Ambassaden an de Luxembourg Trade and Investment Offices, déi zum Deel den éischte Kontakt tëschent Investisseuren an Entreprisen hierstellen.

Doriwwer eraus schafft den Ausseministère, am Kader vu senger Koordinatiounsfunktioun, enk mat alle Ministèren zesummen, fir zu all Ament e komplett a globaalt Bild vum Stand vun eise Relatioune mat Drëttlänner ze hunn. Dat betrëfft och d'Kooperatioune mat auslänneschen Acteuren am Beräich vun der Fuerschung.

Am Beräich vum Héichschoulwiesen an der Fuerschung, huet d'Universitéit Lëtzebuerg eng Rei Kooperatiounsofkomme mat Universitéiten a China an och zu Hongkong, déi awer haaptsächlech de Studentenaustausch betreffen. Et ginn och punktuell Kooperatiounen tëschent eenzele Fuerscher aus Lëtzebuerg a China. Donieft kann een am Héichschoulberäich nach d'Konfuzius-Institut op der Universitéit Lëtzebuerg erwänen, dat an der Promotioun vun der chineesescher Sprooch a Kultur aktiv ass, an de China Table Tennis College Europe, dee säi Sëtz zu Lëtzebuerg huet.

ad 3. Wat de Lëtzebuerger Staat ugeet, esou gëtt et keng Scholdenofhängegkeet vun engem spezifesche Land, well d'Investorbasis geografesch ganz diversifizéiert ass. Den Undeel vun Investisseuren aus Asien ass dobäi ganz limitéiert.

D'Fro vum onfräiwëllegen Technologietransfert, wann eng Entreprise a China investéiert, gëtt och an de Verhandlunge fir de globalen Investitiounsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a China abordéiert.

ad 4. Lëtzebuerg importéiert virun allem fäerdeg Wuere respektiv Hallefwueren.

ad 5. D'Presidente vum Europäesche Rot, der Europäescher Kommissioun an dem Rot vun der Europäescher Unioun haten de 14. September 2020 eng Videokonferenz mam chineesesche President Xi Jinping, bei där och d'Verhandlunge fir e globaalt Investiounsofkommes diskutéiert goufen. An de Virbereedunge fir dës Videokonferenz huet Lëtzebuerg d'Wichtegkeet vum Optriede vun der EU als eng Entitéit vis-à-vis vu China rappelléiert.

Lëtzebuerg huet sech dofir och vun Ufank u konsequent fir en EU-wäite koordinéierten Usaz am Beräich Sécherheet a 5G-Technologie agesat, wéi et och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2346 preziséiert ginn ass. Potenziell Risike fir eis Telekommunikatiounsreseaue kënne just bis op e Minimum reduzéiert ginn, wann d'EU-Memberstaaten un engem Strang zéien. An dësem Sënn hunn d'europäesch Staats- a Regierungscheffe sech gëeenegt, verstäerkt op d'„EU Toolbox for 5G Security", déi am Januar presentéiert gouf, zeréckzegräifen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt och eng zäitno Ëmsetzung vum Aktiounsplang „5G fir Europa".

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Question 2880 (22.09.2020) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **loi sur la dissimulation du visage :**

Am Kader vun der Covid-19-Situatioun uet d'Regierung eng ganz Rei Moossnamen, Reglementatiounen a Gesetzer adoptéiert. Net nëmme goufe Gesetzer geschaf, mee och si bestoender modifizéiert ginn, fir esou an engem formell legale Kader ze handelen.

Duerch d'Droe vun der Mask, déi hei am Land keng Recommandatioun ass, mee eng Obligatioun, sinn d'Leit an der Situatioun, datt si en Deel vun hirem Gesiicht verdecke mussen. D'Vermummungsverbuet, dat am Gesetz vum 23. Mee 2018 definéiert ass, gesäit vir, datt ee sech strofbar mécht, wann een op bestëmmte Plazen am ëffentleche Raum d'Gesiicht ganz oder deelweis verdeckt. D'Gesetz gesäit awer Ausname vir:

« L'interdiction prévue à l'alinéa 1er ne s'applique pas si la dissimulation de tout ou partie du visage est prescrite ou autorisée par des dispositions législatives, si elle est justifiée pour des raisons de santé dûment attestées par un certificat médical ou des motifs professionnels et limitée au but poursuivi, ou si elle s'inscrit dans le cadre de pratiques sportives, de fêtes ou de manifestations artistiques ou traditionnelles où il est d'usage que l'on dissimule tout ou partie du visage. »

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Ass et richteg, datt d'Vermummungsverbuet an d'obligatorescht Droe vun enger Mask an dëser rezenter spezifescher Situatioun am Widdersproch zuenee stinn?

2. Hätten hei net missen déi néideg legislativ Dispositioune geschaf ginn, fir dëse Widdersproch opzehiewen?

3. Huet dëse Widdersproch en Impakt op déi vun der Regierung verhaange Reegelen an d'Rechtsgültegkeet vun der Bestrofung vum Netdroe vun der Mask?

4. Wann d'Gesetz zum Vermummungsverbuet net formell amendéiert gouf, befënnt de Staat sech dann iwwerhaapt an der rechtlecher Positioun, de Bierger fir d'Netdroe vun der Mask - op deene vum Vermummungsverbuet definéierte Plazen - duerfen ze bestrofen?

Réponse commune (20.10.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'honorabel Deputéierte beschäftegen eis mat der Fro, ob eis gesetzlech Dispositioune betreffend d'Vermummungsgesetz am Widdersproch mat den Dispositioune betreffend d'Maskepflicht stinn.

Dëst ass net de Fall.

De vun den honorabelen Deputéierten zitéierten Artikel 563, Punkt 10°, Alinea 2 vum Code pénal gesäit effektiv Follgendes vir: « L'interdiction prévue à l'alinéa 1er ne s'applique pas si la dissimulation de tout ou partie du visage est prescrite ou autorisée par des dispositions législatives, si elle est justifiée pour des raisons de santé dûment attestées par un certificat médical ou des motifs professionnels et limitée au but poursuivi, ou si elle s'inscrit dans le cadre de pratiques sportives, de fêtes ou de manifestations artistiques ou traditionnelles où il est d'usage que l'on dissimule tout ou partie du visage. »

Et geet deemno duer, dass eng gesetzlech Dispositioun d'Droe vum Mask erlaabt oder erfuedert. Dëst war wärend dem État de crise de Fall iwwert den Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum 8. Abrëll 2020 betreffend d'Autorisatioun vum Droe vum Mask am Espace public, elo iwwert den Artikel 3 vum Covidgesetz vum 23. September 2020, dat d'Gesetz vum 17. Juni 2020 modifiéiert.

Question 2881 (23.09.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **mise en place d'un cadastre volumétrique :**

L'introduction d'un cadastre volumétrique permet une densification urbaine plus intense, ce qui serait à l'avantage de la création notamment de logements. De même, il y a une tendance actuelle dans l'organisation des complexes immobiliers de vouloir limiter les règles de la copropriété au strict minimum.

Malgré ces constats, une loi régissant le cadastre volumétrique n'a jusqu'à présent pas vu le jour.

Bien que des montages cadastraux de ce type ont été de facto acceptés dans le passé, par exemple dans le cadre de la Rocade de Bonnevoie, il me revient qu'aujourd'hui l'Administration du cadastre et de la topographie refuserait de continuer à accepter de telles constructions en particulier pour des superpositions de volume entre différentes propriétés privées.

Il est dès lors difficile de réaliser des projets avec des superpositions entre différents volumes, non seulement entre volumes domaine public/propriété privée, mais aussi entre propriétés privées.

Dans ce contexte, j'aimerais attirer l'attention de Messieurs les Ministres sur la législation belge qui entrera en vigueur le 1er septembre 2021, permettant une segmentation verticale de la propriété, sans qu'il soit nécessaire de s'appuyer sur le régime de la copropriété forcée. Aussi, la Belgique connaît déjà depuis très longtemps le cadastre volumétrique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement :

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il faille introduire le cadastre volumétrique afin de permettre une densification urbaine plus facile ?

- Messieurs les Ministres entendent-ils s'inspirer de la législation belge pour introduire le cadastre volumétrique et donner la faculté de limiter le recours à la copropriété forcée ?

Réponse commune (23.10.202) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Depuis des années, il existe une volonté accrue de construire des immeubles complexes, souvent imbriqués dans le domaine public ou privé de l'État et des communes, qui s'apprêtent à une division en volumes. Partant, une division de la propriété en volumes et l'introduction d'un cadastre volumétrique permettraient d'utiliser les terrains domaniaux à meilleur escient.

Toutefois, ces divisions exceptionnelles de la propriété en volumes ne bénéficient actuellement pas d'un cadre réglementaire adéquat et vont au-delà des dispositions du Code civil[4] et du statut de la copropriété des immeubles bâtis. Elles sont en conséquence d'origine exclusivement contractuelle. L'Administration du cadastre et de la topographie ne peut donc pas encore offrir une solution idéale aux propositions de division de la propriété qui dépassent l'actuel cadre comme ce serait le cas pour la division en volumes. Ce défaut de réglementation fait encore que l'administration ne dispose pas de techniques de division et de description subséquente autres que celles prévues par la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété.

Néanmoins, afin de faire face à cette nouvelle réalité urbanistique, l'Administration du cadastre et de la topographie et l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ont pris l'initiative d'élaborer ensemble avec le notariat, par le biais du Ministère de la Justice, un avant-projet de loi portant sur les modalités et conditions relatives à la division volumétrique de la propriété et sur sa description/représentation cadastrale.

Les auteurs de l'avant-projet de loi s'inspireront des législations des pays limitrophes, dont notamment de la législation belge. Une étude de ces textes est en cours. La division de la propriété en volumes et l'introduction d'un cadastre volumétrique en droit luxembourgeois devront se faire en harmonie avec les législations existantes, telles que le régime de la copropriété des immeubles bâtis ou encore les dispositions légales en matière d'aménagement communal.

Question 2883 (23.09.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **contrôles douaniers à la frontière germano-luxembourgeoise :**

Hier, la Douanesgewerkschaft est revenue sur les contrôles douaniers effectués par ses agents sur instigation du Gouvernement entre le 20 mars et le 15 mai 2020 à plusieurs postes frontières. Elle a présenté à cet effet un avis juridique qui conclut à l'illégalité de ces contrôles. Elle note e. a. que les douaniers luxembourgeois avaient à un certain moment obtenu l'ordre d'appliquer à la lettre les consignes d'un « Einsatzbefehl » de la Bundespolizei sur le territoire luxembourgeois. Après avoir passé en revue une panoplie de conventions internationales, de textes légaux et réglementaires luxembourgeois et notamment ceux cités par Monsieur le Ministre des Finances, l'avocat à la Cour signataire de l'avis en vient à la conclusion que « aucune des dispositions légales citées [par le ministre] ne trouvent vocation à s'appliquer aux contrôles douaniers effectués à Dasbourg et Viandden, de sorte qu'ils ont été effectués en défaut de base légale ».

Au vu de ce qui précède et en renvoyant à mon analyse présentée en commission le 29 mai 2020, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas finalement que les contrôles douaniers précités ont été effectués sans fondement légal ?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faille légiférer en la matière pour éviter que les agents de l'Administration des douanes et accises soient amenés à effectuer des contrôles dans l'illégalité ?

- Quelles autres conclusions Monsieur le Ministre a-t-il tirées de cet épisode peu louable ?

Réponse (22.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Tout en récusant les propos de l'honorable Député, qualifiant l'effort de maintenir ouvert les points de la frontière comme période peu louable, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 2874 de l'honorable Député Sven Clement.

Question 2885 (23.09.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **recettes TVA :**

Den 10. September gouf vun der Europäescher Kommissioun e Rapport veröffentlecht, deen drop hiweist, datt den Ënnerscheed tëscht dem Montant u Suen, dee sech déi eenzel Staaten un TVA-Einname pro Joer erwaarden, an dem Moment, deen déi eenzel Staaten effektiv un TVA kasséieren, ëmmer méi grouss gëtt. An deem Kontext hätt d'EU 2018 140 Milliarden un TVA-Einname verluer.

Et heescht dann och an deem Rapport, datt Lëtzebuerg 2018 199 Milliounen Euro manner TVA-Recetten hat, ewéi erwaart.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi kënnt dësen Ënnerscheed tëscht der Estimatioun vun den TVA-Recetten an den effektiven TVA-Recetten zustanen? Wat sinn d'Grënn heifir?

2. Ass et an den Ae vum Här Minister warscheinlech, datt och de Steierbedruch an deem Kontext eng Roll spillt?

Réponse (22.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De Begréff „Écart TVA" aus der Etüd, déi de Center for Social and Economic Research vu Warschau (CASE), fir d'Europäesch Kommissioun realiséiert huet, ass ze verstoen als eng finanziell Moins-value, déi duerch d'Netrespektéiere vun de fiskalesche Verflichtungen, wéi se an der nationaler TVA-Gesetzgebung virgesi sinn („Compliance Gap"), entsteet.

Laut den Auteure vun dëser Etüd ass dës Moinsvalue net nëmmen op Steierbedruch respektiv Steierhannerzéiung, mee och op Steieroptimiséierung, Faillitten oder aner Fäll vun Insolvenz zréckzeféieren.

An der Etüd entsprécht den Ecart vun der TVA vun 199 Milliounen Euro fir den Exercice 2018 der Differenz tëscht der „theoreetescher geschëllter TVA-Recette" an der „theoreetesch encaisséierter TVA-Recette".

Dës zwou Variabele ginn op Basis vun den nationale Konten, déi vum Statec publizéiert ginn, gerechent. Dem Statec seng Donnéeë foussen um Prinzip vun der Buchung pro Ursprungsjoer. Deemno ass den Ecart vun der TVA, dee vu CASE ermëttelt gëtt, net ze vergläiche mat der Differenz tëscht de Budgetsschätzunge fir den Exercice 2018 an der effektiv encaisséierter TVA-Recette fir dee selwechten Exercice.

D'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA huet fir d'Joer 2018, par rapport zu anere Joren, keng Verstäerkung vum Steierbedruch festgestallt.

Question 2886 (23.09.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **mise en quarantaine déclenchée dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19 :**

Le concept du contact tracing en tant que mesure de santé visant à identifier efficacement les personnes qui ont été en contact avec un cas confirmé demeure une approche rapide pour diminuer le risque de la transmission dans la population. Il faut néanmoins clarifier les règles de procédure pour la « quarantaine » s'appliquant aux employés et salariés au Luxembourg.

Dans ce contexte, nous voulons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Quel est le rapport d'aspect entre le certificat fourni aux salariés lors d'une nécessaire quarantaine et d'un certificat médical général ? Est-ce qu'il y a une distinction justificative faite entre les deux types de certificats ?

2) Quelle est l'approche proposée par le Gouvernement en cas de quarantaine de salariés qui ont accès au télétravail ?

3) Quelles sont les directives du Gouvernement pour promouvoir le télétravail en cas de quarantaine pour promouvoir le relancement de l'économie ?

Réponse (23.10.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) La loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant : 1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ; 2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments prévoit dans son article 7 (3) le suivant :

« (3) En fonction du risque de propagation du virus SARS-CoV-2 que présente la personne concernée, le directeur de la santé ou son délégué peut, dans le cadre des mesures prévues au paragraphe 1er, imposer à une personne infectée ou à haut risque d'être infectée le port d'un équipement de protection individuelle.

La personne concernée par une mesure de mise en isolement se voit délivrer un certificat d'incapacité de travail ou de dispense de scolarité en cas de besoin.

La personne concernée par une mesure de mise en quarantaine peut se voir délivrer un certificat d'incapacité de travail ou de dispense de scolarité en cas de besoin ainsi que, le cas échéant, une autorisation de sortie sous réserve de respecter les mesures de prévention précisées dans l'ordonnance.

L' ordonnance mentionne la nature et les motifs de la mesure, sa durée, ses modalités d'application et les voies de recours. »

La valeur juridique du certificat d'incapacité de travail délivré à l'occasion des deux cas de figure cités ci-dessus équivaut à celle d'un certificat médical ordinaire visé à l'article L. 121-6 du Code du travail.

ad 2) Dans un communiqué publié le 9 octobre 2020, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le Ministère de la Sécurité sociale et le Ministère de la Santé, ont conseillé à tout salarié concerné par une mesure de mise en isolement ou par une mesure de mise en quarantaine de se faire délivrer une preuve écrite, sous quelque forme que ce soit, de l'accord de son employeur s'il entend continuer de travailler en télétravail au lieu de faire usage de son certificat d'incapacité de travail.

Bien entendu, cette option n'est envisageable que lorsque le salarié est en capacité de travailler et ne présente aucun symptôme d'infection, voire de légers symptômes.

En outre, cette possibilité de recourir au télétravail ne met pas en question le respect des mesures de quarantaine ou d'isolement prévues par l'ordonnance émise par le directeur de la santé.

ad 3) À l'occasion d'une conférence de presse en date du 17 octobre 2020, le Premier Ministre Xavier Bettel et la Ministre de la Santé Paulette Lenert ont recommandé de favoriser et de promouvoir dans la mesure du possible le télétravail dans les entreprises en vue de limiter les contacts entre les personnes et de réduire ainsi le risque de propagation du coronavirus au Grand-Duché du Luxembourg.

Lors d'un débat public dans la Chambre des Députés en date du 19 octobre 2020 portant sur la pétition n° 1556 relatif à un droit au télétravail pour les salariés occupés au Luxembourg, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire Dan Kersch a annoncé que les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur une nouvelle convention relative au régime juridique du télétravail.

En date du 20 octobre 2020, ce nouvel accord interprofessionnel qui est le résultat d'un compromis entre les partenaires sociaux et qui instaurera désormais de nouvelles dispositions encadrant la pratique du télétravail, fut signé par l'OGBL, le LCGB et l'UEL.

Parallèlement, des modifications ponctuelles du droit du travail luxembourgeois ont été annoncées par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire afin de compléter le nouveau cadre réglementaire du télétravail.

Suivant la demande des partenaires sociaux, la nouvelle convention relative au télétravail entrera prochainement en vigueur pour l'ensemble des entreprises au Luxembourg une fois qu'elle a été déclarée d'obligation générale par voie de règlement grand-ducal.

Question 2888 (28.09.2020) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **failles de sécurité informatique dans la technologie des satellites :**

An engem rezente „Paperjam"-Artikel konnt een noliesen, datt et engem amerikanesche Student mat wéinege Mëttel gelongen ass, Date vun 18 Satellitten auszeliesen. Wéi eng Satellitte betraff waren, wollt déi Persoun net soen. Dëst weist d'Vulnerabilitéit vun der Sécherheet bei der Satellittentechnologie. Et muss een an deem Kontext och wëssen, datt esouwuel bei kriminellen Akten ewéi och bei der zukünfteger Krichsféierung d'Cybertechnologie eng ëmmer méi grouss Roll wäert spillen.

An deem Kontext géif ech dem Här Verdeedegungsminister gär follgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Informatiounen, déi drop hiweisen, datt beim uewegenannten Dateleak och Satellitte vun der SES oder aner Satellitte mat Lëtzebuerger Bedeelegung betraff waren? Gëtt et speziell Gefore fir de GovSat oder de Projet LuxEOSys?

2. Ass d'Regierung am Allgemengen der Opfaassung, datt déi Lëtzebuerger Satellitte viru cybertechnologeschen Ugréffer effikass geschützt sinn? Ginn déi néideg Protektiounssystemer permanent iwwerpréift an, wann néideg, verbessert?

Réponse commune (29.10.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Et leien der Regierung keng Informatioune vir, déi dorop géifen hiweisen, dass Satellitte vun der SES oder anerer mat Lëtzebuerger Bedeelegung vun dësem Dateleak betraff wieren.

D'Gefore vum passiven Empfang vum Trafick, deen iwwer Satellitten iwwerdroe gëtt, hänken dovun of, wéi eng Securitéitsmoossnamen Satellittebedreiwer an/oder hire Client asetzen. Am Fall vun der SES a GovSat gëtt den Datentrafick geschützt an entspriechend international unerkannten Standarden ugewannt. Déi benotzte Protektiounssystemer ginn och reegelméisseg vun hiren Hiersteller getest a verbessert. Hei ginn et verschidde Methoden: engersäits gëtt den Datestroum encrypteiert oder anerersäits gëtt e komplext Modulatiounsverfare benotzt. De GovSat-1 benotzt och militäresch Frequenzbänner, déi net vu kommerzielle Geräter kënnen empfaange ginn. Fir GovSat gi speziell „military grade" Protektiounssystemer agesat.

Fir de LuxEOSys ass d'Regierung och extern berode ginn, wéi dësen zukünftege Satellitt an d'Kommunikatiounssystemer geschützt kënne ginn.

Grad wéi bei den terrestresche Kommunikatiounsreseauen, verflicht dat aktuellt Telecomgesetz[5] och d'Operateure vu „réseaux de communication publics", déi iwwer Satellitt bedriwwe ginn an zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, fir d'Securitéit vun hire Reseauen ze suergen. D'Asetze vu Securitéitsmoossname gëtt och vun der Internationaler Telekommunikatiounsunioun (ITU) esou wéi duerch „best practices" recommandéiert.

Am Fall vun der SES sinn och Clienten, déi hir Kapazitéit benotzen, per Kontrakt verflicht, hir Signaler ze schützen an déi applicabel Gesetzer anzehalen. Wann de Kontrakt oder d'Gesetzer net agehale ginn, kann de Client och gefrot ginn, d'Transmissioun direkt ze stoppen.

Domat ginn et gesetzlech a vertraglech Verflichtungen, déi viru cybertechnologeschen Ugréffer schützen. Et ass also d'Responsabilitéit vun de Bedreiwer vu Kommunikatiounsreseauen, déi adequat Protektiounssystemer anzesetzen, ze testen an ze verbesseren.

Doriwwer eraus huet Lëtzebuerg och eng Cybersecurity-Strategie, déi reegelméisseg ugepasst gëtt. An dësem Kader ginn et Initiativen, fir Defense-Kapazitéiten a Kooperatioun mam Privatsecteur a Projete mat nationalen an internationale Partner ze entwéckelen.

Question 2892 (24.09.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**assistance juridique pour l'opposant russe Alexeï Navalny :**

In Deutschland wird momentan über eine Rechtshilfe im Fall des vergifteten Kreml-Kritikers Alexej Nawalnyj diskutiert. In der Tat plädieren derweilen Politiker und Experten für eine internationale Untersuchung, welche im Rahmen der UN oder des Europarats geschehen könnte. Die russischen Behörden würden noch immer nicht ermitteln, und es werde vermutet, dass eine internationale Ermittlung aus einem politischen Dilemma helfen, wie auch Nawalnyj Schutz bieten könnte.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für auswärtige und europäische Angelegenheiten stellen:

1. Welche Haltung hat die luxemburgische Regierung gegenüber der Debatte, eine Rechtshilfe im Fall Alexej Nawalnyj einzuleiten?

2. Sieht Luxemburg eine Rechtshilfe bzw. eine internationale Ermittlung vor?

[4] Art. 552. alinéa 1 : la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

[5] Loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques : http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2011/02/27/n1/jo

3. Falls dies der Falls ist, wie sehen die bisherigen Unternehmungen aus, bzw. wie werden diese aussehen?

4. Insofern keine Ermittlung im Fall Alexej Nawalnyj vorgesehen wird, kann die Regierung die Gründe dafür nennen?

Réponse (22.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Die Regierung verfolgt diese Debatte, die auch in Deutschland geführt wird, sehr aufmerksam.

ad 2. Da der versuchte Mord an Alexej Nawalny in Russland erfolgte, sollten die Umstände dieses Verbrechens an allererster Stelle von den zuständigen russischen Behörden vollständig aufgeklärt werden, damit die Täter zur Rechenschaft gezogen werden können. Diese nationalen Ermittlungen könnten gegebenenfalls von einer internationalen Beobachtung begleitet werden. Wenn die russischen Behörden keine Ermittlungen in die Wege leiten, wäre die Alternative eine internationale Ermittlung.

ad 3. Bisher wurde keine internationale Beobachtung oder Ermittlung in die Wege geleitet.

ad 4. Da sich der versuchte Mord an Herrn Nawalny auf dem Gebiet der Russischen Föderation zugetragen hat, sind Ermittler in diesem Fall zwingend auf die Mitarbeit russischer Behörden angewiesen. Die Organisation für das Verbot chemischer Waffen (OVCW) in Den Haag, in der Luxemburg Mitglied ist, wäre am besten dafür geeignet, eine unabhängige Untersuchung in dieser Angelegenheit durchzuführen. Russland hat zwar signalisiert, dass sie OVCW-Experten den Zutritt gewähren könnte, aber bislang konnte keine OVCW-Untersuchung in Russland stattfinden.

Question 2895 (24.09.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant l'**organisation des compétitions sportives dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

An de leschte Wochen hu lues a lues an de verschiddene Sportaarte rëm d'Kompetitiounen an d'Championnater ugefaangen. Fir am Fall vun Infektiounen en Traçage vun de Leit kënnen ze maachen, mussen d'Supporter, déi Matcher a Kompetitioune kucke kommen, sech umellen an hir Donnéeën hannerloossen, fir am Fall vun engem Kontakt mat engem Covid-19 Positive kontaktéiert kënnen ze ginn.

An dësem Kontext géif ech gären der Regierung follgend Froe stellen:

- Huet de Sportministère de Federatioune Consignë ginn, wéi d'Organisatioun vun de Kompetitioune mat Zuschauer kënnen organiséiert ginn?

- Ass garantéiert, datt déi gesammelt Donnéeë vun den Zuschauer no enger gewësser Zäit rëm zerstéiert ginn? Wa jo, wat sinn hei d'Consignen un d'Veräiner?

Réponse (28.10.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

De Sportsministère huet allen agreéierte Sportfederatioune reegelméisseg Recommandatiounen, déi zesumme mat der Direktioun vun der Santé ausgeschafft goufen an déi de Sport betreffen, zoukomme gelooss, mat der Opfuerderung dës och un hir affiliéiert Veräiner weiderzeginn. Dës Recommandatioune sinn och online um Internetsite vum Sportsministère erofluedbar.

An dësem Dokument gëtt och erkläert, wéi den Ëmgang mat Zuschauer bei Sportsmanifestatiounen ze geréieren ass, besonnesch wat d'Sëtzplazen an d'Droe vum Mask betrëfft.

Vill Sportfederatiounen hunn awer, iwwert dës allgemeng gülteg Mesurë fir de Sport eraus, hir eege sportspezifesch Sécherheetskonzepter ausgeschafft, déi zum Deel méi wäit ginn, wéi et gesetzlech virgesinn ass. Dës Konzepter hunn d'Federatiounen dann och hire Clibb zur Verfügung gestallt. Zum Deel sinn hei och Bestëmmunge vum Proprietär vun den Infrastrukturen, meeschtens dann de Gemengen, mat agefloss.

De Sportsministère huet zu kenger Zäit d'Consigne erausginn, d'Donnéeë vun den Zuschauer, en vue vun engem eventuellen Tracing, ze sammelen. Generell mussen dës Donnéeë gemääss der Legislatioun iwwert den Dateschutz traitéiert ginn.

Question 2896 (24.09.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **Summer School 2020 :**

Um Enn vun der grousser Vakanz hunn dëst Joer, opgrond vun der Coronapandemie, net nëmmen Appuiscoursë fir d'Schüler aus dem Enseignement secondaire stattfonnt, mee och fir déi aus dem Fondamental. D'Summer School 2020 soll déi Schüler ënnerstëtzen déi schoulesch Retarden opweisen an hinnen erméiglechen dat nozehuelen, dat se duerch de Confinement an der Schoul verpasst hunn.

Aus dëse Grënn wëlle mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Am Kader vun der Summer School 2020, wéi vill Kanner ware vun den Enseignantë proposéiert ginn, sech an dës Appuiscoursen anzeschreiwen?

2. Wéi vill Prozent vun de proposéierte Kanner hunn tatsächlech un den Appuiscoursen deelgeholl?

3. Wéi vill Kanner hunn am Ganzen un den Appuiscoursen deelgeholl?

4. Fir déi Kanner, déi schoulesch Retarden opweisen, accordéiert d'Regierung zousätzlecht Personal, fir zousätzlech Appuiscoursen ze organiséieren

5. Wann net, wéi sollen dës Retarden opgeschafft ginn?

Réponse (28.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Den Enseignant huet fir déi eenzel Coursen, no Evaluatioun vun de Kanner hirer Kompetenzentwécklung an a Récksprooch mat der pedagogescher Ekipp, eng Lëscht mat deene Kanner opgestallt, fir déi eng Participatioun um jeeweilege Cours de rattrapage sënnvoll wier. Dorops huet den Enseignant déi concernéiert Eltere kontaktéiert an huet mat hirer Zoustëmmung d'Kand an de Nohëllefscours ageschriwwen. Eréischt no dësem Kontakt tëscht den Elteren an dem Enseignant gouf d'Kand fir de Cours ugemellt, esoudatt een dovunner ausgoe kann, datt all d'Kanner an e Cours ageschriwwe goufen, déi vum Enseignant proposéiert gi sinn a wou d'Elteren hiren Accord ginn hunn.

Vu datt tëscht der Inscriptioun vun de Kanner an der tatsächlecher Ëmsetzung vun de Coursë jee no Inscriptioun bis zu sechs Woche louchen, kann et sinn, datt opgrond vu kuerzfristegen Imprevuen an der Famill, d'Kand awer net oder net all Dag um Cours de rattrapage deelgeholl huet.

Am Kader vun der Summer School 2020 hunn insgesamt 4.830 Schüler un de Cours de rattrapage deelgeholl. 4.121 vun dëse Schüler goufe vun hiren Enseignantë proposéiert a weider 709 Kanner goufe vun hiren Eltere fir een Nohëllefscours ugemellt.

ad 3. Ech verweise bei der Äntwert op dës Fro op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2568.

ad 4. + 5. Fir weiderhin den Developpement vun de Schüler hire Kompetenze verstäerkt ze favoriséieren an esou eventuelle Lacunnen, déi wärend dem Confinement entstane sinn, entgéintzewierken, war decidéiert ginn, vu Mëtt November bis zur Fuesvakanz vum Schouljoer 2020/2021 weider Nohëllefscoursen unzebidden. Leider kann dës Offer opgrond vun der aktueller Entwécklung vun den Infektiounszuelen net bäibehale ginn, well e Vermësche vu Schüler aus ënnerschiddleche Klassen evitéiert soll ginn.

Dës Nohëllefscoursë waren allerdéngs nëmmen eng komplementar Offer zum Appui pédagogique, am Kader vun deem d'Enseignanten och aktuell schonns op déi spezifesch Besoine vun de Kanner aginn. Den Appui pédagogique ass eng laangfristeg Mesure, wärend där spezifesch Differenzéierungsmoossnamen am Kader vun enger inklusiver Approche ugebuede ginn, fir datt d'Kanner esou vun enger zousätzlecher Förderung profitéiere kënnen.

D'Enseignantë goufen op en Neits opgefuerdert, besonnesch Rücksicht ze huelen op déi Kanner, déi vun engem zousätzleche Cours de rattrapage profitéiert hätten an se esou gutt et geet ze ënnerstëtzen. Soubal d'Situatioun et erëm erlaabt, wäerte meng Servicer déi néideg Schrëtt an d'Weeër leeën, fir komplementar Differenzéierungsmesuren ëmzesetzen.

Question 2899 (24.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **parc éolien à Burden :**

Déi zu Bierde geplangte Wandkraaftanalag suergt aktuell fir vill Opreegung an et schéngt, ewéi wann nach eng ganz Rei Froe net geklärt sinn. An deem Kontext ass mir och vu besuergte Bierger zougedroe ginn, datt d'Diskussioun ëm déi geplangte Wandkraaftanlag zu Bierden och riskéiert, en negativen Afloss op de geplangte Projet Nordstad ze hunn. Et ass dohier wichteg, d'Suerge vun de Bierger ganz eescht ze huelen. Och d'Sich no engem alternative Standuert fir dës Wandmille muss ee ganz eescht huelen. Bedauerlech ass och, datt weeder d'Gemeng, nach d'Bierger vun Ufank un iwwert de Projet informéiert goufen. Si sinn eréischt Joren duerno viru quasi ofgeschlossen Tatsaache gestallt ginn.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Sinn déi zoustänneg Acteure fir de Bau vun enger Wandkraaftanlag net verflicht, d'Gemeng, esou bal eng Iwwerleeung zu engem Projet virleit, sou séier ewéi méiglech ze kontaktéieren?

2. Wa jo, firwat ass dat am uewe genannte Fall net geschitt?

3. Wann nee, gedenkt d'Regierung eng gesetzlech Prozedur virzegesinn, déi déi um Bau vun enger Wandkraaftanlag zoustänneg Acteuren dozou verflicht, vun Ufank un déi jeeweileg Gemengen aktiv mat ze involvéieren? Wéini kann ee mat der Ëmsetzung vun esou enger Prozedur rechnen?

4. An der Press konnt een noliesen, datt besuergt Bierger drop higewisen hunn, datt déi geplangte Wandkraaftanalg zu Bierden an der Nuecht 40 Dezibel ofgi géif, et wäre gesetzlech awer just 30 Dezibel erlaabt. Kann d'Regierung dës Informatioun confirméieren? Wa jo, misst dës Erkenntnis net dozou féieren, datt déi geplangte Wandkraaftanlag esou net kann opgeriicht ginn?

5. Gesäit d'Regierung net och eng Gefor, datt duerch déi geplangte Wandkraaftanlag zu Bierden de Präis vun den Immobilien u Wäert verléiere kéint? Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung de betraffene Bierger an deem Punkt entgéintzekommen?

6. Gëtt als alternative Standuert fir déi geplangte Wandmillen zu Bierden och de Karelshaff a Betruecht gezunn, wou jo schonn eng Wandmille geplangt ass a wou - wéi et schéngt - manner potenziell schiedlech Aflëss op de Mënsch ze verzeechne wieren? Wann nee, firwat gëtt de Karelshaff net a Betruecht gezunn? Wat sinn déi genee Grënn heifir?

7. Geet Är Äntwert op d'parlamentaresch Fro (N° 2590) vun den honorabelen Deputéierten André Bauler a Gusty Graas an déi Richtung, datt Dir d'Problematik vum Infraschall als negligeabel betruecht?

8. Ass sech d'Regierung der Gefor bewosst, datt duerch déi kontrovers Diskussioun ëm déi geplangte Wandanlag zu Bierden de Projet Nordstad insgesamt op méi wackelege Been kéint stoen?

Réponse commune (28.10.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. - 3. D'Nordenergie SA, an dësem Fall eenzegen Acteur, huet all déi concernéiert Gemenge kontaktéiert an informéiert. Grondsätzlech muss e Projetsentwéckler déi Gemeng kontaktéieren, op där hirem Territoire hie säi Projet wëll realiséieren, well hien net zulescht och eng Baugeneemegung muss kréien. De Kontakt mat den Nopeschgemengen ass net zwéngend noutwenneg, wat an dësem Fall awer am Virfeld geschitt ass. D'Nopeschgemeng gouf an d'Bild gesat an et ass eng ëffentlech Versammlung fir d'Bierger aus der Nopeschgemeng organiséiert ginn.

ad 4. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°2590 vun den honorabelen Deputéierten André Bauler a Gusty Graas gouf präziséiert, datt laut den Étude vun agrééierten Experten alleguer déi Lëtzebuerger Grenzwäerter op dësem Standuert agehale ginn.

ad 5. Et leien dem Ëmweltministère keng Informatioune vir, déi beleeën, datt zu Lëtzebuerg Besëtzer vun Haiser an der Noperschaft vun enger Wandturbinn mat engem materielle Wäertverloscht musse rechnen.

ad 6. Fir d'Wandanlag um Karelshaff sinn déi bekannte Genehmegungsprozeduren amgaang.

ad 7. D'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2590 ass sou ze liesen, datt d'Problematik vum Infraschall bei Wandturbinne scho méi laang vum, fir Ëmwelt zoustännege Ministère, suivéiert gëtt an och weiderhi suivéiert wäert ginn. Dëst wier net de Fall, wann dee Sujet vu vir eran als negligabel ugesi gi wär.

ad 8. De Projet Nordstad geet kloer weider. Den 28. Mee 2019 ass d'Nordstad Entwécklungsgesellschaft SARL vum Landesplanungsminister gegrënnt ginn, mam Zil, d'Entwécklung vum Wunnengsbau a vu wirtschaftlechen Aktivitéiten aktiv ze förderen an ze ënnerstëtzen.

Question 2903 (25.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **rapport sur les contrôles aux frontières avec l'Allemagne :**

An der EU-Veruerdnung (EU) 2016/399 Artikel 33 zum Schengen-Accord heescht et:

„Innerhalb von vier Wochen nach Aufhebung der Kontrollen an den Binnengrenzen legt der Mitgliedstaat, der die Kontrollen an seinen Binnengrenzen durchgeführt hat, dem Europäischen Parlament, dem Rat und der Kommission einen Bericht über die Wiedereinführung von Kontrollen an den Binnengrenzen vor, in dem insbesondere die erste Bewertung und die Einhaltung der in den Artikeln 26, 28 und 30 genannten Kriterien, die Durchführung der Kontrollen, die praktische Zusammenarbeit mit den benachbarten Mitgliedstaaten, die Auswirkungen auf den freien Personenverkehr und die Wirksamkeit der Wiedereinführung der Kontrollen an den Binnengrenzen, einschließlich einer Ex-post-Bewertung der Verhältnismäßigkeit der Wiedereinführung der Grenzkontrollen, dargestellt werden."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Huet déi däitsch Regierung esou ee Bericht un d'EU-Kommissioun an d'EU-Parlament weiderginn am Kader vun de Grenzkontrolle wéinst der Covidpandemie?

2. Falls jo: Wéi huet Däitschland d'Wierksamkeet vun de Grenzkontrollen am Kader vun der Covidpandemie bewäert?

3. Falls net: Firwat net? Wéi eng Schrëtt gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir dass Däitschland dëse Bericht, esou wéi de Vertrag et verlaangt, kommunizéiert?

Réponse (19.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Déi Rapporten, déi d'Memberstaaten dem Artikel 33 vum Schengener Grenzkodex (Schengen Borders Code) no verflicht sinn ofzeginn, ginn dem Europäesche Parlament, dem Ministerrot an der Kommissioun virgeluecht.

Nom Artikel 35 vum Schengener Grenzkodex kann de Memberstaat, deen e Rapport op Basis vum Artikel 33 weidergëtt, froen, datt aner Memberstaaten d'Vertraulechkeet vun deenen Informatioune respektéiere sollen. An deem Fall kéint d'Regierung esou e Rapport net kommentéieren.

Den Artikel 34 verflicht allerdéngs d'Kommissioun an de betraffene Memberstaat, deen d'Kontrollen op de Bannegrenzen agefouert huet, fir dem Public Informatiounen dozou zur Verfügung ze stellen.

D'Regierung steet zënter Ufank vun der Covidkris an enkem Kontakt mat der Kommissioun an anere Memberstaaten. Et ass eng konstant Positioun vun der Regierung, datt geltend EU-Recht an deem Zesummenhang muss respektéiert ginn.

Esou wéi de Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun et virgesäit (Artikel 17 TUE), ënnerläit et der Europäescher Kommissioun drop Uecht ze ginn, datt d'Verträg respektéiert ginn.

Question 2904 (25.09.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**enseignement à distance :**

D'Quarantänreegelungen a gewëss Ausname fir Enseignanten hunn déi lescht Deeg fir vill Opreegung gesuergt. Dës Entscheedunge goufe getraff, fir de Schoulunterrecht kënnen ze garantéieren. Och wa gewosst ass, datt de perséinleche Kontakt tëscht Schüler an Enseignant immens wichteg ass, bitt den „enseignement à distance" eng valabel Alternativ a Pandemiezäiten, zumools, wann den Homeschooling sech just op e puer Deeg géif limitéieren. Esou kéint en Enseignant, deen a Quarantän ass, säi Cours via Videostream an d'Klass bréngen, grad esou wéi Schüler, déi a Quarantän gesat ginn, vun doheem aus hir Coursë kéinte suivéieren. Genee dat hat den Här Minister bei der Explikatioun vum „Stufeplang" och an Aussiicht gestalt. Domat kéim all Kand zu sengem Recht op Bildung, an d'Quarantän kéint trotzdeem agehale ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Hunn eis Schoule sech op den „enseignement à distance" ageriicht, fir deenen uewegenannte Problemer Rechnung ze droen? A villen anere Länner goufe Konzepter ausgeschafft, dass en Enseignant zu all Moment muss prett sinn, vum analogen op den digitalen Unterrecht ëmzeklammen. Gouf iwwert de Summer och hei am Land esou eng Strategie an Ofsprooch mam Terrain ausgeschafft? Läit e Konzept vir, soudass eis Enseignanten, wann et misst sinn, vun haut op muer kéinte vun doheem aus ënnerriichten?

2. Vulnerabel Enseignanten a Kanner praktizéieren haut schonn de Fernunterrecht. Wéi vill Enseignantë streamen zanter der Rentrée hire Cours vun doheem aus? Wéi vill Kanner sinn an der Situatioun, dass si aus gesondheetleche Grënn net an d'Schoul dierfen an dofir vun doheem aus hir Course kënne verfollegen?

3. Ween decidéiert, wéini en Enseignant „à distance" dierf ënnerriichten? Ginn et hei national Richtlinnen oder ass dat de jeeweilege Schoulen iwwerlooss? No wéi enge Krittäre gëtt beurteelt, ob Fernunterrecht Sënn mécht?

4. Ass de Minister amgaang eng Strategie, fir de Fernunterrecht virzebereeden, fir esou och d'Situatioun vun Enseignanten, déi theoreetesch an der Quarantän misste sinn, awer praktesch an der Schoul present sinn, ze evitéieren? Wa jo, wéi séier kéint déi ëmgesat ginn? Denkt de Minister drun,

Surveillanten ze rekrutéieren, déi, sollt den Enseignant seng Cours à distance streamen, eng Surveillance vun de Kanner garantéieren?

Réponse (28.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wärend dem Confinement, am Fréijoer 2020, konnte meng Servicer, grad wéi och all d'Membere vun de Schoulcommunautéiten, souwuel an der Grondschoul wéi och am Lycée, wäertvoll Erfarungen am Beräich vum Enseignement à distance sammelen. D'Schoulpersonal huet sech an dëser neier Situatioun virbildlech engagéiert, fir de Schüler iwwer ganz kreativ Aart a Weis méiglechst differenzéiert Aktivitéiten unzebidden an esou den Developpement vun de Kompetenzen optimal ze förderen.

Fir den Ufank vum neie Schouljoer goufen d'Schoulen opgefuerdert, eng Rei vu Moossnamen ëmzesetzen, fir den Enseignement à distance ze erliichteren: de systematesche Gebrauch vun der Plattform „Teams" mat der Ariichtung vun deenen néidegen „espaces de collaboration„; d'Kontroll duerch d'Léierpersonal vun der Aktivéierung vum IAM-Kont vun all Schüler; de Recensement vun deene Schüler, déi iwwer keng informatesch Ressourcë verfügen, an deemno musse vun der Schoul respektiv vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) mat Material ekipéiert ginn.

ad 2. Wéi eng Tâchen en Enseignant, deen als vulnerabel agestuuft ginn ass, kann iwwerhuelen, gëtt op Basis vun der Recommandatioun vum Aarbechtsdokter decidéiert. Esou kann et beispillsweis sinn, datt duerch d'Ëmsetze vu bestëmmten Adaptatiounen (an zousätzleche Mesuren), eng Interventioun vum Enseignant an der Schoul méiglech ass. E vulnerabelen Enseignant kann awer och fir administrativ Aarbecht oder eebe fir den Enseignement à distance agesat ginn.

Am Enseignement fondamental gesäit de Fernunterrecht kee Streaming vu Coursë vir, soll awer eng direkt Interaktioun tëscht dem Enseignant an eenzelne Schüler erlaben. Den Enseignant encadréiert d'Kanner wärend de Léieraktivitéiten a kann esou de Léierprozess ajustéieren an op individuell Froen agoen. Fir d'Rentrée 2020/2021 waren insgesamt 69 Enseignanten a 70 Schüler als vulnerabel agestuuft ginn.

Am Enseignement secondaire streamen déi vulnerabel Enseignanten den Unterrecht an der Reegel vun doheem aus; d'Schüler vun hire respektive Klasse mussen dann natierlech an der Schoul surveilléiert ginn. 36 Enseignanten sinn an där Situatioun. 45 Schüler kënnen aus gesondheetleche Grënn den Unterrecht vun doheem aus verfollegen.

ad 3. No enger Analys vun der aktueller Situatioun gouf a Kooperatioun mam Gesondheetsministère e Plang ausgeschafft, deen de Fonctionnement vun der Schoul a Covidzäite reegelt; dëse Plang, bekannt als „Stufeplang", gouf vun der Regierung adoptéiert a sämtlechen Acteure vun der Schoulcommunautéit matgedeelt. En hält ënner anerem fest, a wéi engem Fall op den Enseignement à distance zeréckgegraff gëtt.

Am Fall vun engem Zenario 1, wann et zu engem eenzelen Infektiounsfall an enger Klass komm ass, gëtt dee Concernéierten doheem isoléiert; allerdéngs gi weeder den Enseignant nach déi aner Schüler a Quarantän gesat. Deemno kann den Unterrecht weiderhin an der Schoul stattfannen; ee Fernunterrecht gëtt fir dee Schüler organiséiert, deen doheem isoléiert ass.

Am Kader vun engem Zenario 2, wa méi Fäll innerhalb vun enger Klass virleien, ass de Risiko fir eng Verbreedung vum Virus méi héich. An dësem Fall gëtt déi betraffe Klass a Quarantän gesat an et gëtt op den Enseignement à distance zeréckgegraff.

Am Fall vun engem Zenario 3, wann eng Infektiounsketten innerhalb vun der Schoul nogewise gëtt, kënnen ënnerschiddlech Mesurë vum Comité de pilotage „Covid-19 and Education" decidéiert ginn. Des Mesurë si villfälteg a gi jee no Situatioun zesumme vum Gesondheetsministère an dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend beschloss. Eng vun dëse Mesurë ka beispillsweis sinn, datt bestëmmte Klassen oder, falls néideg, all d'Klassen aus enger Schoul op den Enseignement à distance zeréckgräifen.

ad 4. Wéi an der Äntwert op déi drëtt Fro beschriwwen, hält en Enseignant, deen a Quarantän gesat ass, net weider Unterrecht an der Schoul; dann trëtt den Enseignement à distance a Kraaft.

Am Enseignement fondamental gëtt den Enseignant, deen a Quarantän gesat gouf, duerch e Remplaçant ersat, bis hien erëm selwer dierf an d'Schoul goe fir ze ënnerriichten. Am Enseignement secondaire streamt den Enseignant säin Unterrecht vun doheem aus; seng Schüler verfollegen den Unterrecht an der Schoul, wou si ënnert der Surveillance vun engem Member vum Schoulpersonal stinn.

De Projet de loi 7688, deen de 26. Oktober vun der Regierung ugeholl, an den nämmlechten Dag der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt gouf, gesäit zousätzlech Méiglechkeete fir de Recrutement vu Schoulpersonal vir.

Question 2910 (28.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**installation d'un radar fixe dans le tunnel Markusberg :**

De Minister fir Mobilitéit huet op d'parlamentaresch Fro N° 2629 geäntwert, datt geplangt ass, ee weidere Streckeradar an den Tunnel Markusbierg op der A13 ze installéieren. De Minister begrënnt de Choix vum Tunnel Markusbierg domadder, datt an dësem Tunnel vill Accidenter passéiert wieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Accidenter gouf et an deene leschten 20 Joer am Tunnel Markusbierg?

2. Wéi vill Accidenter gouf et an deene leschten 20 Joer an all deenen aneren Autobunnstunnellen hei am Land?

Réponse (19.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An dësem Zesummenhang ass ze soen, dass eréischt säit 2012 déi elektronesch GPS-Donnéeë vun Accidenter opgeholl ginn an dass do virdru keng Datebanken existéiert hunn, déi doriwwer informéiere kéinten, wou genee en Accident geschitt ass. Wuel ass d'Strooss bekannt, awer net déi genee Plaz. Dës GPS-baséiert Opzeechnunge sinn agefouert ginn, fir déi Plaze kënne genee ze identifizéieren, wou op eisem Stroossereseau besonnesch vill schwéier Accidenter geschéien, fir dono duerch Analyse vun dëse sougenannte „Points noirs" kënne Mesuren ze ergräifen, fir dës Plaze méi sécher ze maachen.

Aus deene verfügbaren Donnéeën ergëtt sech, dass et am Zäitraum vun 2012-2019 follgend Accidenter an oder just bei engem Tunnel, mat Persouneschued, gi sinn:

- A13 Tunnel Markusbierg: 3

- A7 Accidenter insgesamt: 6

- A1 Accidenter insgesamt: 3

Wat d'Unzuel vun all den Accidenter ubelaangt, dat heescht och déi ouni Persouneschued, sti fir déi lescht fënnef Joer (2015-2019) follgend Donnéeën zur Verfügung:

- A13 Tunnel Markusbierg: 15 Accidenter

- Accidenter an all deenen aneren Autobunnstunnellen: 209 Accidenter

Et sief och nach dorop higewisen, dass nach net all Tunnel hei am Land zanter 20 Joer oder säit dem Ophuele vun de GPS-Donnéeë vun Accidenter existéiert. Zum Deel ass et och net méiglech, déi tunnelspezifesch Accidenter erauszefilteren.

Generell ass heizou awer ze soen, dass d'Tunnellen duerch hir Charakteristik e speziellt Geforepotenzial hunn. Duerch déi feelend Auswäichméiglechkeete sinn Accidenter an Tunnellen oft méi schwéier. Dëst huet sech am Juli leider op en neits nees bestätegt, wou bei engem schwéieren Accident op der A7 am Tunnel Gousselerbierg zwou Persounen ëm d'Liewe komm sinn an dräi Persoune schwéier blesséiert goufen. Dofir ass et immens wichteg, dass d'Vitesslimitatioun vun 90 Stonnekilometer an eisen Tunnellen och agehale gëtt, a fir dëst ze iwwerwaachen, ass e Streckeradar besser gëeegent ewéi de klassesche Modell.

Question 2914 (28.09.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **récolte de 2020 et** le **lessivage des nitrates :**

Avec une perte moyenne de 20 à 30 % pour les cultures céréalières, la récolte de l'année 2020, le « Karschnatz », était une déception pour le secteur agricole. En ce qui concerne les verdures ainsi que la paille, les pertes enregistrées pourraient créer des problèmes pour alimenter le bétail en hiver. Les précipitations en automne et en hiver 2019, suivies par de fortes sécheresses au printemps et en été 2020 ont eu un impact négatif sur la croissance des cultures.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quel pourcentage des céréales récoltées est utilisé pour l'alimentation humaine respectivement l'alimentation du bétail ? Comment ces proportions ont-elles évolué au cours des dix dernières années ? Monsieur le Ministre pourrait-il ventiler les données par cultures de céréales ? Quelle est la situation du maïs à cet égard ?

Les phénomènes météorologiques précités liés au changement climatique peuvent également avoir des répercussions négatives sur le lessivage des nitrates du sol. En effet, le lessivage des nitrates issus de l'agriculture est un phénomène qui se produit quand l'azote minéralisé est lessivé dans la nappe phréatique par les pluies drainantes de l'automne et de l'hiver. De manière générale, en printemps et en été, l'évapotranspiration du sol et des cultures limite le risque du lessivage. Durant des périodes de sécheresse, l'absorption d'azote par les cultures est diminuée et plus d'azote peut demeurer voire s'accumuler dans les sols. Lors de pluies drainantes, les nitrates peuvent être lessivés dans la nappe phréatique et entraîner une pollution des eaux.

2) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer que le risque de lessivage des nitrates en automne accroît avec les périodes de sécheresse en été ? Quelle est l'ampleur actuelle de la problématique et deviendra-t-elle plus grande avec les effets du changement climatique ? Le cas échéant, quelles mesures sont prévues afin d'endiguer le problème ? Dans ce contexte, quelles sont les limites d'utilisation de cultures intermittentes ?

3) Comment les teneurs des sols en azote minéral ont-elles évolué au fil des dix dernières années et quels sont les facteurs déclenchant les éventuelles fluctuations ? Les teneurs ont-elles évolué suivant les cultures et notamment au niveau du maïs ? Observe-t-on des changements en teneurs résiduelles à la fin des récoltes ?

4) Existe-t-il des différences entre les cultures céréalières quant à leur potentiel d'absorber l'azote minéralisé, notamment en phase de sécheresse ? Quelles sont ces différences le cas échant ? Quelles sont les différences entre les cultures céréalières et les cultures sarclées (maïs) à cet égard ? Est-ce que les pertes par lessivage sont plus fréquentes pour certaines cultures ?

5) De quelle manière la problématique du lessivage des nitrates peut-elle être mise en relation avec la production de lait et de viande ?

Réponse commune (28.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les statistiques agricoles des surfaces emblavées sont annuellement établies par le Service d'économie rurale sur base des déclarations de superficie des exploitations agricoles. Entre 2010 et 2019, le blé panifiable passait de 11,4 % à 10,7 % de la superficie des terres arables, les céréales fourragères de 36,5 % à 33,5 %. En même temps, la surface de maïs ensilage passait de 21,7 % à 24,3 % des terres arables. Notons également que le maïs grain diminuait de 0,6 % à 0,2 %. La ventilation des différentes espèces de céréales au fil des années peut être consulté sur le portail de l'agriculture au niveau des statistiques agricoles.

ad 2) 19 % des stations de mesure (réseau directive « nitrate » - 91/676/CEE) de la qualité de l'eau souterraine dépassent les valeurs limites de nitrates, qui sont fixées à 50 mgNO3/l. Pour 38 % des stations, des concentrations dépassent le seuil suivant lequel des mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants doivent être prises conformément à la directive 2006/118/CE sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration. La masse d'eau souterraine du Lias inférieur, dont fait partie l'aquifère du Grès de Luxembourg - principal aquifère du Luxembourg pour l'utilisation de l'eau potable - est classée dans un mauvais état à cause de la présence de nitrates. En ce qui concerne les masses d'eau de surface, l'état des lieux des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises) constate un dépassement des normes nécessaires pour l'atteinte d'une bonne qualité des eaux pour 55 % de l'ensemble des masses d'eau de surface pour les paramètres nitrates (25 mg/l) et nitrites (50 µg/l). Comme les terres arables représentent environ 24 % des surfaces situées dans des zones de protection d'eau potable, le risque de lessivage de nitrates en provenance de ces terrains agricoles menant à une détérioration de la qualité de l'eau est bien réel.

La principale période de recharge de l'eau souterraine se situe pendant la période hivernale, caractérisée notamment par une absence de couverture végétale sur certaines terres arables. Cette période se situe généralement entre les mois d'octobre et mars. Par conséquent, le risque de lessivage de nitrates sur terres arables est particulièrement important durant la période de recharge. Ce risque dépend notamment de la présence d'une couverture végétale et en l'occurrence des cultures intermédiaires, ainsi que des effets de postminéralisation liés à des pratiques d'épandage inappropriées d'engrais azotés et notamment par des engrais organiques. Les conditions météorologiques spécifiques aux sécheresses estivales (faible croissance de cultures intermédiaires et renforcement de l'effet de postminéralisation en cas de températures plus élevées que la normale en automne) augmentent le risque de lessivage. Suivant les prévisions sur les changements climatiques, une augmentation de la fréquence et de l'intensité de ces sécheresses est probablement à prévoir dans les années à venir.

En ce qui concerne la qualité de l'eau souterraine, on observe au niveau des sources représentatives de l'aquifère du Grès de Luxembourg, dont les aires d'alimentation sont particulièrement vulnérables au lessivage de l'azote, une augmentation de la concentration moyenne annuelle en nitrates de 1 mg/l par an pour les années 2018 et 2019. Cette augmentation intervient après plusieurs années durant lesquelles les concentrations sont restées stables et après une année de sécheresse (2017) suivie d'une période de recharge hivernale particulièrement intense (avec un quasi dédoublement de la recharge normale entre décembre 2017 et février 2018). Bien qu'apparemment faibles, ces tendances à l'augmentation peuvent néanmoins s'avérer significatives sur le cumul de plusieurs années, ceci d'autant plus que suite à l'inertie de l'aquifère, c'est-à-dire au temps de séjour moyen de dix à 15 ans de l'eau dans le souterrain, les effets complets d'un lessivage accru ne sont pas encore visibles au niveau de la qualité de l'eau souterraine.

Par conséquent, et en considérant la qualité actuelle des eaux en ce qui concerne les nitrates, cette tendance à la hausse des concentrations, bien que légère, doit être prise au sérieux. Elle est à mettre en relation avec les informations concernant les concentrations en azote résiduel à la fin de la période de récolte, l'épandage d'engrais azotés et les variations de récoltes pour les différentes cultures. Ceci avec le but d'adapter si nécessaire et le plus tôt possible les mesures mises en place en vue de réduire le lessivage de nitrates vers les eaux et de permettre par conséquence une adaptation des pratiques agricoles par rapport aux changements climatiques en cours.

Au niveau agricole, la sécheresse d'été cause avant tout des pertes de rendement au niveau des prairies permanentes et temporaires, cultures qui ne participent que faiblement au lessivage des nitrates en automne. Les céréales quant à elles clôturent leur cycle végétatif en juin et ne sont que marginalement impactées par la sécheresse estivale, elles le sont plutôt par la sécheresse printanière. Quant à la culture de maïs, dont la phase de croissance s'établit entre la fin du printemps et le début de l'automne, elle court un plus grand risque de réduction de rendement, due à la sécheresse estivale, surtout sur des sols à faible capacité de rétention de l'eau. Notons pourtant que le maïs est une plante tropicale à photosynthèse en C4 qui converti très efficacement l'énergie solaire en biomasse quand les températures sont élevées. Les essais variétaux de maïs montrent ainsi des rendements exceptionnels sur certains sites, pour autant que les réserves en eau du sol soient suffisantes.

Mais, tel n'est évidemment pas le cas partout. Par ailleurs, des semis trop tardifs, des semis répétés après dégâts de gibier ou autres incidents phytotechniques, peuvent également causer des dépressions de rendements du maïs, et renforcer l'effet négatif de la sécheresse avec des reliquats azotés plus élevés qu'à la normale à l'automne.

Le recul des rendements et des volumes récoltés en céréales de 20 à 30 % communiqués lors du bilan de campagne 2020 ne s'explique ainsi qu'en partie par la sécheresse estivale. Une part non négligeable de la baisse des rendements trouve son origine également dans les aléas climatiques de l'automne dernier qui ont empêché d'importantes surfaces arables d'être emblavées en céréales d'hiver dans de bonnes conditions, ainsi que dans la sécheresse printanière. Notons qu'environ 15 % des surfaces de céréales d'hiver ont dû être retournées et ont été rattrapées au printemps par des céréales de printemps à plus faible potentiel de rendement, du maïs ou de la prairie temporaire.

Les aléas climatiques constituent bel et bien un défi pour l'agriculture, tant au niveau du choix des cultures qu'au niveau itinéraire technique. Il est dès lors un atout pour l'agriculture luxembourgeoise de disposer d'une diversité de cultures et de couverts végétaux qui sont complémentaires au niveau de leur période végétative, de la biomasse produite et au niveau des risques éventuels quant à leur impact sur les reliquats azotés.

Les cultures intermédiaires, installées en fin d'été après la récolte de la culture principale, sont l'outil phytotechnique le plus efficace qui existe pour absorber et piéger de l'azote minéral potentiellement lessivable après la récolte. Si la rotation en permet l'intercalation, il n'y a aucune limitation à leur installation. Notons que l'absence de pluie prolongée jusqu'au mois de septembre de cette année-ci est à l'origine d'un certain retard dans le développement de ces cultures. Autrefois, il était difficile d'implanter un couvert végétal après maïs, car la récolte s'effectuait principalement en octobre. Cer-

taines récoltes de maïs s'effectuent maintenant plus précocement et permettent en fonction des conditions climatiques de couvrir le sol en hiver avec une interculture.

ad 3) Le niveau de l'azote minéral dans le sol est en permanence en mouvement et évolue tout le temps, soit par l'apport d'engrais minéral ou organique, soit sous l'effet de l'activité microbienne minéralisant la matière organique du sol, soit sous l'effet de l'absorption racinaire, soit sous l'effet du lessivage. L'activité microbienne produit notamment de l'azote minéral au printemps au réchauffement des sols et en sortie d'été lorsque les sols secs et chauds se réhumidifient. Cet azote s'additionne aux reliquats azotés après récolte des céréales et peut être efficacement absorbé par des intercultures. Ce phénomène de minéralisation postautomnale est identique en culture conventionnelle qu'en culture biologique. Les prairies et dans une moindre mesure la culture de maïs peuvent encore transformer cet azote d'août et de septembre en biomasse.

Les reliquats azotés après récolte des céréales sont faiblement affectés par la sécheresse estivale et varient peu d'année en année. Ceci est moins le cas pour la culture du maïs, où des variations interannuelles sont plus intimement liées au rendement voire aux conditions de croissance. Une sécheresse prolongée en été peut en effet être une raison pour des reliquats plus élevés, surtout sur sols à faible réserve hydrique. Ceci a été le cas notamment en 2015, 2018 et 2019. En ce qui concerne 2020, il est encore trop tôt pour faire un bilan de campagne.

ad 4) Les différentes espèces céréalières ont des cycles de croissance variables dans le temps, non comparables entre elles. Avec la progression de la sécheresse printanière et l'allongement de la période végétative, des variétés plus précoces et plus adaptées à la sécheresse peuvent y apporter des solutions. Le risque de pertes de nitrates par lessivage est plus important après la culture de maïs si l'été a été exceptionnellement sec car en règle générale, aucune interculture ne peut être installée après une récolte d'octobre. Néanmoins, avec l'avancement des saisons et les fortes températures estivales, le maïs est récolté de plus en plus tôt, permettant dorénavant d'installer encore un couvert herbacé hivernant, piège à nitrates, en septembre.

ad 5) La moitié de la surface agricole utile est consacrée à la prairie permanente. L'agriculture luxembourgeoise est de facto une agriculture d'élevage d'herbivores. Le cheptel bovin laitier ou viandeux produit des engrais de ferme qui sont épandus comme engrais organiques tant sur les terres arables que sur les prairies permanentes. Ce retour au sol de nutriments permet un bouclage des grands cycles biogéochimiques (carbone, azote et phosphore) et contribue dès lors au maintien de la fertilité des sols. Les engrais organiques entretiennent d'une part la vie microbienne du sol et d'autre part alimentent les cultures agricoles en vue de la production de biomasse.

Les engrais organiques renferment de l'azote minéral sous forme ammoniacale et d'azote organique. Les deux formes de l'azote sont transformées en nitrates dans les sols sous l'action des microorganismes. Ils font donc partie de la question sur le lessivage des nitrates automnal tout comme ils sont la clé de la fertilité biologique et chimique des sols. Il est de la responsabilité des agriculteurs de réduire au maximum ces reliquats azotés postrécolte par une fertilisation raisonnée, par un travail du sol amélioré, par la rotation des cultures et par les cultures intermédiaires, qui peuvent limiter la minéralisation automnale et le lessivage hivernal. En tenant compte des risques de lessivage accru de nitrates suite aux changements climatiques (voir réponse à la question 2), il est primordial d'évaluer l'efficacité des mesures actuellement appliquées par un monitoring détaillé, précis et transparent de l'évolution de la qualité de l'eau, des propriétés hydrogéologiques des aquifères, des concentrations en azote résiduel à la fin de la période de récolte ainsi que des pratiques d'épandage d'engrais azotés par culture tout en considérant les rendements.

Question 2915 (28.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **délais d'accès à la mammographie :**

Am Februar hat d'Madamm Gesondheetsminister erkläert, datt d'Organisatioun vun der Radiologie an den eenzele Spideeler adaptéiert gi wier, fir d'Delaie fir e Rendez-vous an der Mammographie ze kréien, substanziell ze reduzéieren.

Et muss een awer feststellen, datt et bis elo keng Verbesserung gouf. Am Centre Hospitalier du Nord kritt een z. B. aktuell scho kee Rendez-vous méi fir eng Mammografie bis Ufank kommende Jores.

Wëssend, datt och wärend der Covidpandemie wichteg Ënnersichunge musse garantéiert sinn, géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Wat ass säit Februar konkreet geschitt, fir d'Delaie fir e Rendez-vous an der Mammografie ze verkierzen?

2. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt eng Rei wichteg Preventiounsënnersichungen net dierfen ënnert der aktueller Pandemie leiden?

Réponse (29.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1700 hat de Gesondheetsministère uginn, datt d'Delaien, fir e Rendez-vous ze kréie fir eng Mammografie am Kader vum Progamme national, zwëschent zwou Wochen an zwee Méint louchen. D'Delaie fir eng Mammographie de diagnostic/dépistage ausserhalb vum Programm, louchen zwëschent zwee an aacht Méint. Am Fall vun engem Noutfall, deen en Dokter ufreet, ass et awer méiglech, och kuerzfristeg Rendez-vousen ze fixéieren.

Insgesamt sinn d'Waardezäite gréisstendeels iwwerall méi laang ginn. Dëst ass op de Lockdown vum Fréijoer zeréckzeféieren an de Cumul u Rendez-vousen, déi sech doduerch opgestaut hunn. Säit der Reprise vun den Aktivitéiten an der Radiologie, ass de Gros vum Retard vun de Mammografië vum Mäerz-Abrëll awer opgeschafft ginn.

Säit Februar 2020 sinn zousätzlech Mesuren ergraff ginn, fir d'Delaien erofzeschrauwen:

- Eng nei Radiologin ass am CHL-Maternité Sénologie (net agreéiert am Programme Mammographie) agestallt ginn.

- Am CHL ass d'Prise de rendez-vous fir eng Mammografie am Kader vum Depistage elo digital méiglech an d'Delaie si ganz kuerz (zwee Deeg). Et ass och méiglech e Rendez-vous iwwer Telefon ze huelen, leider ass d'Waardezäit dann awer oft méi laang.

- An der ZithaKlinik kann ee Rendez-vous iwwer E-mail gefrot ginn.

- De Centre de coordination des programmes de dépistage des cancers organiséiert de 16. Dezember 2020 eng Formatioun, fir d'Sekretärinne vun de Klinicken an aus de Callcenteren an d'Assistants techniques médicaux ze forméieren, fir d'Fraen am Kader vum Programme Mammographie adequat en charge ze huelen.

- Am CHdN huet en zousätzleche Radiolog d'Intentioun, seng Demande d'agrément fir de Programm unzefroen a kéint fir den 1. Januar 2021 agreéiert sinn. Dëst géif et erlaben, d'Horairë vu Consultatiounen an der Senologie ze verlängeren.

ad 2. Et gouf eng Ënnerbriechung vum organiséierte Mammografie-Depistage fir net urgent senologesch Ënnersichunge wéinst dem Confinement tëschent dem 16. Mäerz 2020 an dem 29. Abrëll 2020. Wëssend, datt eng Rei vu Preventiounsënnersichunge keng grouss Retarde verzeechnen däerfen, onofhängeg vun den Ëmstänn, huet d'Gesondheetsdirektioun an enger Lettre circulaire vum 29. Abrëll 2020 un d'Doktere recommandéiert, den individuellen Depistage fir Risikopersounen ze priorisëieren.

Question 2916 (28.09.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **conventions entre l'État et les communes dans le cadre de la création de logements abordables :**

Iwwert de Wee vu Konventiounen ënnerstëtzt de Ministère Gemengen, ëffentlech Promoteuren an aner Acteure beim Schafe vun neiem abordable Wunnraum.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Logementsminister riichten:

- Wéi vill Konventiounen huet de Ministère zanter Ufank vun dëser Legislaturperiod mat de Gemengen, ëffentleche Promoteuren an aneren Acteuren ënnerschriwwen?

- Mat wiem genau sinn dës Konventiounen ënnerschriwwe ginn?

- Wéi vill Wunnengen a wéi eng Zort vu Wunnengen (Verkaf, Locatioun, Studentewunnengen etc.) sollen am Kader vun all eenzeler Konventioun geschafe ginn?

- Wat sinn, am Fall vun engem Verkaf, déi genau Konditiounen, déi an der jeeweileger Konventioun festgehale ginn (z. B. Dauer vum Bail emphytéotique, Dauer vum Virkafsrecht etc.)?

- Wat ass d'Dauer wou d'Wunneng, déi verlount soll ginn, am Stock vum Promoteur, Gemeng oder aneren Acteur muss bleiwen, also net dierf verkaf ginn?

Réponse (21.10.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Den éierbaren Deputéierte Marc Lies huet den 28. September eng Fro gestallt zu de Konventiounen, déi de Ministère zanter Ufank vun dëser Legislaturperiod mat de Gemengen, den ëffentleche Promoteuren an aneren Acteuren ënnerschriwwen huet. Dëst Theema stoung um Ordre du jour vun der Chamberskommissioun vum 2. Oktober, zu där d'Invitatioun schonn de 25. September verschéckt gi war.

Den éierbaren Deputéierte fënnt also all d'Äntwerten op seng Froen an der Presentatioun zum Rapport intermédiaire vum Fonds spécial de soutien au développement du logement, déi de Ministère an der Chamberskommissioun gewisen huet, souwéi an den Dokumenter, déi der Chamber zur Verfügung gestallt goufen.

Question 2920 (29.09.2020) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant les **demandes d'aide au logement en ligne :**

Dans le but de débureaucratiser et de rendre plus efficaces les processus administratifs, le Gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition 2018-2023 à poursuivre et à intensifier les efforts entrepris en matière de numérisation de toutes les étapes de travail des administrations publiques - aussi bien en interne qu'en contact avec les citoyens et les entreprises.

Ainsi, selon l'accord susmentionné, tout échange entre l'État et les citoyens devrait pouvoir être effectué par Internet tout en garantissant que les administrations continuent à mettre à disposition les différents documents et dossiers sous forme papier pour les personnes qui ne peuvent pas ou ne souhaitent pas opter pour une démarche digitale. Par la mise en place d'un système de suivi, les citoyens et les entreprises seraient informés du progrès de leur demande administrative et du responsable du traitement.

Or, il s'avère que bon nombre de démarches administratives ne peuvent actuellement pas encore être effectuées en ligne. Une illustration exemplaire de démarches ne pouvant être effectuées que par courrier, sont les demandes pour l'obtention d'une aide au logement.

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Digitalisation et à Monsieur le Ministre du Logement les questions suivantes :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'information qu'à l'heure actuelle les demandes d'aides au logement ne peuvent être introduites que par voie postale ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

- Est-ce qu'il est prévu, dans ce cas précis, d'instaurer un système permettant la déposition d'une demande d'aide au logement en ligne ? Si oui, dans quels délais ?

- Quels sont les autres domaines, services ou administrations de l'État pour lesquels une demande peut être exclusivement introduite par voie postale ? Quel est l'état d'avancement de la digitalisation des démarches administratives ?

- Qu'en est-il du suivi électronique de l'état d'avancement du traitement d'une demande administrative respectivement d'un dossier introduit ?

- Est-ce qu'il est garanti que toutes les démarches pouvant être effectuées en ligne peuvent toujours être introduites en version papier - quels sont les administrations et services auxquels les citoyens peuvent encore s'adresser via un guichet « physique », « réel » ?

- Quels sont les objectifs précis du Comité interministériel pour la digitalisation de l'administration publique récemment créé ? S'agit-il d'un comité ad hoc ou permanent et, le cas échéant, endéans quel délai les conclusions et exigences finales doivent-elles être établies ?

Réponse (23.10.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation :*

La législation concernant l'aide au logement actuellement en vigueur exige une signature de la ou des personnes ayant la pleine et exclusive propriété du logement pour lequel une aide est sollicitée. Ainsi, une grande partie des demandes introduites dans le contexte des aides au logement nécessitent la signature de plusieurs personnes. Pour la réalisation d'une démarche en ligne soumise à la condition de la double signature, chaque signataire doit disposer d'un certificat électronique de signature ainsi que d'un espace privé sur MyGuichet.lu. L'implémentation du système de double signature électronique est complexe dans l'environnement actuel de MyGuichet.lu.

À noter que la soumission électronique de demandes et documents était possible via démarche guichet entre 2008 et 2013. Considérant que les premières expériences montraient que l'acceptation du public pour une procédure en ligne restait très faible, les démarches pour lesquelles cette double validation reste obligatoire continuent à être offertes exclusivement moyennant un formulaire à imprimer et à signer de manière manuscrite par les demandeurs.

Étant pleinement conscient de cette problématique, le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) est en train de développer un nouveau mécanisme destiné à rendre l'apposition de la double signature sur une démarche électronique plus conviviale.

En ce qui concerne le suivi électronique de l'avancement d'un dossier, il y a lieu de préciser que toutes les démarches électroniques implémentées sur la plateforme MyGuichet.lu offrent d'office la possibilité à l'administration de tenir informé le demandeur de l'avancement du dossier ainsi que de communiquer directement avec l'administré, notamment pour demander d'éventuelles pièces justificatives faisant défaut.

Concernant les formulaires papier, il importe de noter que le CTIE a mis en place un service « e-tracking » offrant à tous les ministères et administrations des solutions techniques pour informer les administrés de l'avancement de leur dossier. À titre d'exemple, le suivi de l'avancement du statut d'un dossier dans le contexte des demandes des aides au logement, peut ainsi être activé par le demandeur pour toutes les démarches.

Le listing complet des démarches papier pour lesquelles le suivi électronique de l'avancement du dossier est possible peut être consulté sur la page www.etracking.lu, du portail Guichet.lu.

En ce qui concerne le Comité interministériel pour la digitalisation de l'administration publique, sa création est basée sur une décision du Conseil de Gouvernement. Par ce comité interministériel, le Ministère de la Digitalisation adopte une approche résolument collaborative dans le domaine du numérique et de la réforme administrative au sein de l'État luxembourgeois.

Le Comité interministériel pour la digitalisation de l'administration publique est composé des responsables des projets stratégiques concernant la transformation numérique de tous les ministères. Il se réuni de manière régulière pour dresser un état des lieux des projets numériques de l'État et pour fixer un agenda coordonné des initiatives afin de continuer à développer le eGovernment. Il s'agit d'une approche transversale et inclusive des étapes à mettre en œuvre pour mener à bien l'engagement du Gouvernement dans le développement du Gouvernement numérique.

Question 2921 (29.09.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**Agence européenne « CHAFEA » :**

Alors que la crise autour du transfert de l'Agence européenne « CHAFEA » de Luxembourg vers Bruxelles n'est pas résolue, notamment sur le plan social, l'Union syndicale des employés de l'UE à Luxembourg vient de détecter un nouveau risque de transfert d'administrations et de personnel vers Bruxelles.

Seraient visées une fois de plus la DG SANTE, crises sanitaires, et la DG ENER, crises nucléaires.

D'après les éléments dont dispose l'Union syndicale, il serait question de centraliser la gestion des crises auprès de la DG ECHO (mécanisme de protection civile) à Bruxelles et d'affaiblir une fois de plus les directions implantées au Luxembourg.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il peut confirmer ces intentions de la Commission de l'UE.

- Comment le Gouvernement luxembourgeois entend-il réagir le cas échéant, sachant que ces services disposent d'une longue expérience et sont très bien implantés au Luxembourg ?

Réponse (29.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

À l'instar des échanges du Gouvernement avec la Commission européenne au cours des derniers mois, que ce soit avec la Présidente de la Commission Ursula von der Leyen, ou avec le Commissaire au Budget et à l'Administration, Johannes Hahn, le Premier Ministre et moi-même avons fait part à nouveau lors de notre entrevue ce 27 octobre avec le Commissaire Hahn de nos préoccupations quant au transfert des activités de la CHAFEA vers Bruxelles et plaidé à la lumière notamment de la gestion exemplaire de la pandémie du Covid-19 par les services de la DG SANTE implantés au Luxembourg, de la longue expérience de ces directions et des synergies actuelles et potentielles avec d'autres services de la Commission présents à Luxembourg ainsi que de la hausse considérable du budget alloué à la santé au niveau européen en faveur d'un renforcement des services basés à Luxembourg, y compris de ceux en charge de la gestion des crises sanitaires.

À l'occasion de la réunion, le Commissaire Hahn n'a pas fait mention de nouveaux développements concernant les services de la Direction générale de

la santé et de la sécurité alimentaire (DG SANTE) et de la Direction générale de l'énergie (DG ENER), tels que relatés par l'« Union syndicale Luxembourg ». Le Commissaire a réitéré la volonté de la Commission d'honorer pleinement ses engagements pris dans le cadre de l'accord Asselborn-Georgieva, y inclus en ce qui concerne la consolidation, en nombre et en qualité, de la présence des services de la Commission européenne au Luxembourg, notamment autour des pôles financier, juridique et numérique.

Question 2922 (29.09.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **chèques-repas :**

D'lessbongen („chèques-repas") ginn nom Lëtzebuerger Aarbechtsrecht als Zousazleeschtungen an Natur („avantages en nature") ugesinn a sinn domat integrale Bestanddeel vum Loun. Dacks gesäit ee Leit, déi dës lessbongen och fir Akeef oder Besuergungen notzen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister gäre follgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister Kenntnesser doriwwer, wéi vill där lessbonge genotzt ginn a wou se schliisslech ageléist ginn?

2. Misst dat bestoend Reglement iwwert d'Notze vun den lessbongen net eventuell amendéiert ginn, fir dem reelle Gebrauch Rechnung ze droen?

3. Huet den Här Minister Kenntnesser doriwwer, wat fir e finanzielle Volume d'lessbongen, déi am Ëmlaf sinn, ausmaachen? Wéi vill Prozent vun den lessbonge ginn an der Restauratioun oder fir de Kaf vu Liewensmëttel benotzt a wéi vill fir aner Zwecker?

4. Ass den lessbong, vum finanztechnesche Standpunkt, mëttlerweil zu enger Aart Parallellwärung mat begrenzte Gebrauchsméiglechkeete ginn? Wat fir rechtlech Froe kënne sech am Kontext vun der Benotzung vun den lessbonge konkreet stellen?

5. Wéi gesäit et aus mat enger Digitaliséierung vun den lessbongen? Huet den Här Minister konkreet Iddien, wéi de Gebrauch vun den lessbonge kéint logistesch an informatesch vereinfacht ginn?

Réponse (23.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De steierleche Regimm vun de Chèques-repas geet op d'groussherzoglecht Reglement vum 29. Dezember 1986 zréck. Dat Reglement ass geholl ginn opgrond vum Artikel 115, N° 21 vum Akommessteiergesetz, a gesäit vir, dass den Avantage en nature, deen duerch d'Chèques-repas entsteet, ënner bestëmmte Bedingunge steierfräi ass.

An dem Reglement ass virgesinn, dass de Betrag tëschent 10,8 Euro an dem Mëttelwäert vun engem Mëttegiesse steierfräi ass. De Mëttelwäert ass duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 28. Dezember 1990, wat opgrond vum Artikel 104 vum Akommessteiergesetz geholl ginn ass, mat 2,8 Euro bewäert, esoudass aktuell maximal bis 8 Euro pro Chèque-repas kënne steierfräi sinn.

D'Kontroll, dass d'Konditiounen erfëllt sinn, gëtt vun de Lounsteierbüroe gemaach, déi fir déi verschidden Employeuren zoustänneg sinn.

D'Informatiounen iwwert d'Chèques-repas stinn op monatlecher Basis an de Lounbicher vun deene Employeuren, déi hire Leit dës Avantagen offréieren.

D'Steierverwaltung huet awer keng Statistiken driwwer, wéi vill Leit an de Genoss vun de Chèques-repas kommen, respektiv wéi vill Chèques-repas am Joer verdeelt ginn, a wat deenen hire finanzielle Volume ass, well op de Jorespaiziedelen, déi d'Employeuren der Steierverwaltung iwwermëttelen, just de Brutto pro Joer uginn ass.

Déi spezialiséiert Firmen, déi d'Chèques-repas „verkafen" an de System geréieren, hunn d'Verflichtung ze kontrolléieren ob d'Chèques-repas zu deenen Zwecker benotzt gi sinn, fir déi se virgesi sinn. Et ass och wichteg an dësem Kontext ze preziséieren dass z. B. an engem Supermarché e fäerdege Plat mat engem Chèques-repas ka bezuelt ginn.

D'Regierung steet der Iddi vun enger eventueller Digitaliséierung vun de Chèques-repas positiv géigeniwwer. Wat déi konkreet technesch Gestaltung vu sou engem System ugeet, läit d'Initiativ awer beim Secteur, well weeder de Ministère nach d'Steierverwaltung technesch Solutiounen imposéiere kënnen.

Question 2925 (29.09.2020) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **groupe islamiste chiite et** le **parti politique Hezbollah :**

Le Hezbollah, basé au Liban et financé par l'Iran est qualifié par des nombreux experts de « djihadiste chiite ». En effet, le Hezbollah est d'une part présent sur la scène politique et très ancré dans la société libanaise et est d'autre part, à travers de sa branche armée, responsable de missions suicides ou encore d'attentats spectaculaires.

Par ailleurs, dans le cadre de l'assassinat de Rafiq Hariri, ayant causé de nombreux morts et blessés, le tribunal spécial pour le Liban, créé sous l'égide des Nations Unies, vient de juger coupable une personne liée au Hezbollah.

L'Union européenne a classé la branche militaire du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. De nombreux pays ont pris des mesures d'interdiction contre le mouvement et groupe Hezbollah dans son ensemble, en particulier les États-Unis, le Canada, plusieurs pays d'Amérique latine et le Japon. Il en est de même pour plusieurs pays arabes du Golfe. En Europe, de telles mesures ont été prises par les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Est-ce que le Luxembourg fait une distinction entre la soi-disant branche militaire et branche politique du Hezbollah et, dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

2) Le Luxembourg ne devrait-il pas suivre l'exemple de l'Allemagne, mais aussi celui d'autres pays occidentaux, et interdire les activités du Hezbollah dans son entièreté.

Réponse (28.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La distinction entre « branche militaire » et « branche politique », appliquée par l'Union européenne dans sa liste des personnes, groupes et entités impliqués dans des actes de terrorisme et faisant l'objet de mesures restrictives, permet de cibler ceux qui, au nom du Hezbollah, commettent des actes terroristes sur le territoire européen. Ainsi, l'Union européenne reconnaît que le Hezbollah, représenté à la Chambre des Députés libanaise, est en même temps une composante du paysage politique au Liban.

ad 2) Plusieurs États membres de l'Union européenne, dont l'Allemagne, ont décidé de restreindre les activités de groupes ou de personnes affiliés au Hezbollah sur leur territoire, en accord avec leur législation nationale.

Le Luxembourg pour sa part favorise une approche européenne.

Au niveau de l'Union européenne, la branche militaire du Hezbollah, de par son inscription sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne, fait l'objet à la fois d'un gel des fonds et autres avoirs financiers et de mesures renforcées relatives à la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

Une inscription de l'organisation entière sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne requiert l'unanimité des États membres. Pour le moment, il n'y a pas unanimité et la position de l'Union européenne reste inchangée depuis la désignation du Hezbollah en juillet 2013.

Question 2928 (29.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **projets pilotes dans le cadre du Plan d'action national « PAN-Bio 2025 » :**

En réponse à la question parlementaire n° 2827 du 15 septembre 2020, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a précisé que le Ministère a su trouver une coopération avec une crèche, une école fondamentale, deux lycées et un centre pénitentiaire. La coopération avec un CIPA ne serait pas encore finalisée. De plus, il a été précisé que la planification des projets en relation avec les établissements scolaires a déjà débuté.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre peut-il me préciser les noms de la crèche, de l'école fondamentale, des deux lycées ainsi que du centre pénitentiaire qui participent aux projets pilotes dans le cadre du Plan d'action national « PAN-Bio 2025 » ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le calendrier de lancement des différents projets pilotes ?

Réponse (28.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les partenaires participant aux projets pilotes pour le plan de relance pour l'agriculture en concordance avec le PAN-Bio 2025 sont : Kannerhaus Wooltz ASBL pour le volet crèche et école fondamentale, Lycée Ermesinde (LEM) et Lycée Josy Barthel (LJBM) pour l'enseignement secondaire et le Centre pénitentiaire de Givenich.

ad 2) La planification des projets en relation avec les établissements scolaires a déjà débuté. Actuellement un état des lieux au niveau des cantines partenaires est dressé dans le but de vérifier si l'intégration des denrées alimentaires visées est compatible avec les contrats en vigueur entre cantines et fournisseurs.

Question 2929 (30.09.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **gare de Michelau :**

Wéinst Aarbechte besteet op der Gare Ettelbréck e Parkverbuet bis Mäerz 2021. Gläichzäiteg besteet eng Parkméiglechkeet zu Méchela wou de Parking elo geschwënn fäerdeg gëtt. Allerdéngs hält nëmmen een Zuch an der Stonn zu Méchela.

An dësem Kontext a wëssend, datt déi concernéiert Zich just eng gutt Minutt Zäit géife verléieren, géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Ass de Minister gewëllt en Halt zu Méchela op der Nordstreck vun der CFL anzeplangen?

- Wann net, aus wéi enge Grënn?

- Kann de Minister eng Alternativ proposéieren zu de feelende Parkplazen zu Ettelbréck?

Réponse (30.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Et ass net virgesinn, fir d'Gare vu Méchela méi wéi eng Kéier d'Stonn pro Richtung ze bedéngen.

D'Experienz vun de Joren 2018 an 2019, divers Reklamatiounen iwwert d'Retarde vun dësen Zich wärend dëser Period, esou wéi d'Resultater vun enger Pénktlechkeetsetüd hu gewisen, dass, fir d'Pénktlechkeet vun den Zich op der Linn 10 ze garantéieren bzw. ze verbesseren, eng simultan Desserte vun den Arrête Giewelsmillen a Méchela net ëmsetzbar ass.

Dëst ass bedéngt duerch déi eegleiseg Streckendeeler op der Linn 10 esouwéi déi reduzéiert Kapazitéiten, bedéngt duerch déi vill Zuchkräizungen uewerhalb vun der Gare Ettelbréck a Richtung Norden. Dofir ass d'Decisioun geholl ginn, fir zënter dem Fuerplangwiessel den 15. Dezember 2019, den Arrêt Méchela just eng Kéier d'Stonn pro Richtung ze bedéngen.

Derbäi kënnt, dass d'CFL opgrond vun den aktuelle Groussbaustellen op de Garen Ettelbréck a Miersch, gezwonge sinn, d'Vitess vun den Zich op verschiddene Streckendeeler vun der Linn erofzesetzen, wat een Zäitverloscht vun dësen Zich op hirem Gesamtparcours mat sech bréngt.

Duerch d'Bauphas fir den neie Pôle d'échange op der Gare zu Ettelbréck, déi ausserhalb vum eigentlechen Eisebunnsschantje leien, wéi den Tunnel fir d'N7, d'Busgare an d'Parkhaus, kënnen net all bestoend Parkplazen zur Verfügung gestallt ginn. Ee Minimum vun 100 Parkplazen ass awer garantéiert.

Ech si mir der aktueller Parkplazsituatioun bewosst, allerdéngs ginn et den Ament keng Alternativen, eweí d'Auswäichen op Parkinge vun den Nopeschgaren, wéi z. B. Dikrech (376 Parkplazen), Schieren (34 Parkplazen) oder Colmer-Bierg (41 Parkplazen).

Question 2933 (01.10.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**envoi des bulletins d'imposition :**

Depuis des années déjà, l'Administration des contributions directes (ACD) envoie les bulletins d'imposition par simple pli fermé à la poste, malgré le fait que la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») prévoit la possibilité d'un envoi recommandé qui lui permettrait d'ailleurs, via le système « track and trace » de pouvoir retracer l'envoi et savoir si le courrier est arrivé à bon port.

Or, cela ne paraît pas déranger l'ACD outre mesure. Sans surprise d'ailleurs. Via le jeu de la présomption légale inscrite à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 24 octobre 1978 concernant la notification des bulletins en matière d'impôts directs, la notification par simple lettre est présumée accomplie le troisième jour ouvrable suivant la remise de l'envoi à la poste. Peu importe donc si l'envoi a effectivement été remis au destinataire.

Ce règlement opère donc un renversement de la charge de la preuve en défaveur du contribuable, lequel doit prouver qu'il résulte des circonstances de l'espèce que l'envoi ne l'a pas atteint dans le délai prévu.

Les conséquences pour le contribuable n'ayant pas été touché par l'envoi sont non négligeables :

- trois jours après l'envoi court le délai de paiement d'un mois de la dette d'impôt,

- le non-paiement de la dette à son échéance entraîne de son côté des intérêts de retard,

- l'obtention d'un délai de paiement est subordonnée à la présentation d'une demande dûment motivée endéans le mois précité, etc.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Sachant que les envois postaux n'arrivent pas toujours à bon port et que dans tous les cas, les courriers postaux ne sont pas tous remis endéans le délai légal de trois jours, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faille exclure l'envoi d'un bulletin d'imposition par lettre simple ?

• Monsieur le Ministre est-il disposé à revoir les dispositions légales et réglementaires en ce sens ?

• À défaut, quelles en sont les raisons ?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faille digitaliser le processus d'instruction des déclarations d'impôt afin de permettre au contribuable de connaître le statut de son dossier (réception de la déclaration d'impôt, instruction en cours, en attente de pièces justificatives, instruction clôturée, bulletin envoyé, etc.) et de lui permettre de faire valoir ces droits ?

Réponse (30.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député saisit le Ministre des Finances afin de savoir s'il entend procéder à la modification de la réglementation concernant la notification des bulletins d'impôt en matière d'impôts directs.

D'après le règlement grand-ducal modifié du 24 octobre 1978 concernant la notification des bulletins en matière d'impôts directs, les bulletins d'impôt peuvent être notifiés par simple pli fermé remis à la poste et la notification est supposée être intervenue trois jours ouvrables après ladite remise à la poste. Cette présomption est réfragable et le contribuable est en droit de prouver que le bulletin d'impôt ne lui est pas parvenu endéans ce délai.

Cette notification simplifiée est une exception au processus de notification plus lourd du paragraphe 88 (3) de la loi générale des impôts qui prévoit la notification par lettre recommandée. La procédure de notification simplifiée est un régime de faveur envers le contribuable alors qu'elle présente plusieurs avantages par rapport à la notification par voie recommandée dont un calcul du délai de réclamation précis.

La présomption de notification est également l'élément-clé de la comptabilisation de la créance de l'État. Pour garantir le recouvrement de la dette fiscale dont il est responsable, le receveur doit connaître à côté du montant sûr à recouvrir également la date certaine d'échéance. Pour un bulletin d'impôt, celle-ci est à un mois suivant la date de la notification, déterminée suivant présomption. L'abandon de la présomption de notification et l'introduction d'une individualisation des dates de notification impliqueraient le mécanisme impraticable de l'individualisation des échéances de l'impôt. Il faudrait ainsi enregistrer, individuellement, bulletin par bulletin, la date de notification, à supposer encore qu'elle soit connue au receveur et établie selon un système fiable. Ceci constitue cependant une enfreinte au principe de l'égalité devant l'impôt. En effet, le contribuable absent est prié de retirer l'envoi recommandé à la poste à partir du lendemain. Ce contribuable, même agissant dans les meilleurs délais, se verra avantagé par rapport au contribuable présent au moment de la remise de la lettre recommandée, les délais ne courant, dans l'optique de l'abandon de la présomption de notification, qu'à partir de la date certaine de notification. Le contribuable ne retirant pas dans l'immédiat son bulletin bénéficierait d'un délai supplémentaire d'un mois, correspondant à la période de détention du recommandé au bureau postal. En ce qui concerne les contribuables négligeant de retirer leur bulletin, leur cote d'impôt risquerait, à défaut de présomption de notification, de ne pas être exigible.

Les efforts systématiques du Gouvernement en matière de digitalisation de la simplification des services fiscaux au profit du contribuable ne cessent d'être déployés de manière non interrompue.

Question 2934 (01.10.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **rénovation du parking Saint-Esprit :**

D'après plusieurs articles de presse, le parking Saint-Esprit à Luxembourg-ville serait largement rénové à partir de la mi-octobre. Au total, 18 mois de travaux seraient programmés par le gestionnaire de ce chantier, pour lequel le parking serait complètement fermé au public.

Il me revient par ailleurs que dans le cadre de ces travaux, 200 places de parking supplémentaires, réservées pour des fonctionnaires et employés de l'État seraient aménagées.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut-il confirmer l'information quant à la rénovation du parking Saint-Esprit ? Dans l'affirmative, quelle est la durée exactement prévue pour ces travaux (début, fin) ?

2) Quelle est la nature des travaux prévus ? L'information quant à la création de 200 places supplé-

mentaires pour des fonctionnaires et employés d'État est-elle correcte ? Dans l'affirmative, quels sont les ministères, administrations et/ou services étatiques bénéficiant de ces emplacements ? Selon quels critères ces places de parking sont-elles attribuées ?

3) La fermeture du parking Saint-Esprit engendrera aussi la disparition d'un certain nombre d'emplacements pour personnes à mobilité réduite, ce qui entravera encore davantage l'accès de ces personnes à la Cité judiciaire et par conséquent à la Justice. Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Madame la Ministre de la Justice ont-ils anticipé ce problème et prévu une solution ? Si oui, laquelle ? Si non, ne pourrait-on pas envisager pendant la durée des travaux, l'ouverture soit du parvis de la Cité judiciaire soit du parking réservé à la justice afin d'assurer un accès à la Cité judiciaire adapté aux personnes à mobilité réduite ?

4) L' offre de stationnement à Luxembourg-ville étant déjà restreinte, aussi à cause de la fermeture du Parking Martyrs (dit « Rousegäertchen ») et des travaux dans le parking « Knuedler », la fermeture du parking Saint-Esprit ne risque-t-elle pas d'aggraver encore davantage la situation de stationnement (et de circulation) dans la capitale ?

5) Dans ce contexte, quel est l'état d'avancement des travaux dans les parkings « Rousegäertchen » et « Knuedler » ?

Réponse commune (29.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Effectivement, des travaux de rénovation pour le parking Saint-Esprit sont planifiés. Le début de ces travaux est prévu pour le 19 octobre 2020 et la durée prévisionnelle des travaux est de 18 mois.

ad 2) Une rénovation de fond en comble et une mise en conformité sont prévues. Il s'agira notamment de la remise en état des dalles et des cages d'escaliers, du remplacement des portes et des ascenseurs, de la mise en place d'un système de surveillance vidéo, de la détection incendie, d'un nouvel éclairage et de bornes pour voitures électriques ainsi que de travaux de peinture au sol et au plafond.

La capacité du parking ne sera pas augmentée étant donné qu'il s'agit de travaux de rénovation et qu'une extension n'est pas prévue.

ad 3) Dans le cadre du projet de rénovation, des mesures compensatoires pour les emplacements pour personnes à mobilité réduite (PMR) non disponibles lors des travaux ne sont pas prévues dans le parking. Toutefois, il a été convenu avec les autorités judiciaires compétentes qu'il sera possible pour les PMR disposant d'une carte de stationnement pour personnes handicapées et devant se rendre dans un des bâtiments de la Cité judiciaire d'accéder au site en voiture pendant la période des travaux sous condition d'en informer les responsables de la Cité judiciaire au préalable et de communiquer, pour des raisons de sécurité, la plaque d'immatriculation du véhicule qu'ils utiliseront. Des emplacements de stationnement leur seront alors indiqués par les agents de sécurité sur site.

Il échet toutefois de souligner qu'initialement le parvis de la Cité judiciaire n'a pas été conçu comme aire de stationnement, non seulement en raison des prescriptions relatives à la circulation des véhicules de secours notamment en cas d'incendie, mais encore en raison du fait qu'il s'agit d'une place publique largement ouverte à la circulation piétonne et constituant de ce fait un lieu de passage privilégié tant vers le quartier de la gare, que vers le Grund via l'ascenseur. À l'heure actuelle, seuls quatre emplacements de stationnement spécifiques y sont prévus, réservés aux véhicules d'intervention urgente ainsi qu'aux véhicules d'entreprises tierces intervenant sur le site. Il s'impose de rappeler qu'en principe toute circulation, et donc aussi tout stationnement, sur le parvis de la Cité judiciaire sont interdits en vertu du règlement grand-ducal du 12 octobre 2010 concernant la réglementation de la circulation sur le site de la « Cité judiciaire », sauf pour les véhicules y désignés.

Le parking souterrain de la Cité judicaire est, quant à lui, un parking sécurisé, non ouvert au public, et dont, par ailleurs, les emplacements réservés aux PMR sont d'ores et déjà utilisés par les PMR au service de la justice.

ad 4) Cette question relève de la compétence de la Ville de Luxembourg.

ad 5) Cette question relève également de la compétence de la Ville de Luxembourg.

Question urgente 4193 (30.04.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **délai d'injection entre les deux doses du vaccin Vaxzevria :**

Dans son avis du 16 avril 2021 concernant les risques thromboemboliques après vaccination contre la Covid-19, le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) « recommande d'administrer la 2e dose du vaccin Vaxzevria selon un intervalle de douze semaines (et pas de huit à douze semaines) après la 1ère dose chez toutes les personnes chez lesquelles la vaccination est initiée avec ce produit ». Le CSMI se rallie avec sa recommandation à celles de la « Ständige Impfkommission » (STIKO) et de la Haute Autorité de santé (HAS) qui préconisent toutes les deux un allongement de l'intervalle entre les deux doses jusqu'à douze semaines après la première injection afin d'accroître l'impact positif sur l'efficacité vaccinale.

Cependant, d'après les informations que nous avons recueillies auprès de personnes qui se sont portées volontaires pour l'administration de Vaxzevria et qui viennent de prendre leur rendez-vous en ligne, il n'y a que huit semaines de délai entre les deux administrations, alors qu'auparavant ce délai était de dix semaines.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre, peut-elle nous confirmer que le délai prévu entre les deux vaccinations a été réduit à huit semaines pour les résidents de 30 à 54 ans qui se sont portés volontaires à l'administration du vaccin Vaxzevria ?

2) Quelle est la justification scientifique et médicale du raccourcissement du délai d'injection de la seconde dose du vaccin Vaxzevria de dix à huit semaines alors que le Conseil supérieur des maladies infectieuses, la « Ständige Impfkommission » et la Haute Autorité de santé recommandent douze semaines entre les doses ?

Réponse (05.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En date du 29 janvier 2021, l'Agence européenne du médicament (EMA) a donné un avis favorable pour la mise sur le marché du Vaxzevria (AstraZeneca), en fixant un délai possible entre la première dose et le rappel de quatre à douze semaines[6], sur base des études disponibles à cet instant[7]. Le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) s'est rallié à l'intervalle de quatre à douze semaines lors de son premier avis en date du 4 février 2021[8]. Or, par la suite, de nouvelles données scientifiques[9] ont été rendues publiques plaidant pour une meilleure efficacité de la vaccination en cas de rappel réalisé entre la 8e et 12e semaine. Le CSMI a donc adapté son avis en conséquence le 16 février 2021[10] et a continué à recommander l'intervalle de huit à douze semaines lors de la prochaine mise à jour de son avis en date du 2 mars 2021[11]. En pratique, le délai appliqué dans les centres de vaccination était généralement de dix semaines. Ce n'est que récemment, en date du 16 avril 2021[12], que le CSMI a suivi les arguments avancés par la « Ständige Impfkommission » (STIKO) en Allemagne[13] et de la Haute Autorité de santé (HAS) en France, qui toutes les deux proposent maintenant un délai de douze semaines. En Belgique, la région bruxelloise vient d'annoncer ce 3 mai qu'elle raccourcira le délai à huit semaines entre les injections afin d'accélérer leur programme de vaccination, et ceci avec l'accord de la « task force fédérale vaccination ». La Flandre a précisé qu'elle resterait à douze semaines, alors que la Wallonie dit vouloir étudier également un raccourcissement du délai de douze à huit semaines.

Il convient de noter que la recommandation d'administrer le rappel à douze semaines se base sur une seule étude scientifique, non encore évaluée par des pairs et seulement publiée en version « preprint ». Ainsi, s'il semble bien acquis qu'une vaccination entre la 8e à 12e semaine est plus favorable par rapport au rappel initialement prévu à quatre semaines, il est moins certain qu'il y ait une différence réelle entre une vaccination à huit ou douze semaines.

Un élément qui a influencé le choix d'un délai long dans certains pays est l'opportunité qui s'en suit de vacciner plus rapidement plus de personnes en primo-vaccination. C'est un effet qui à court terme peut être bénéfique d'un point de vue santé publique notamment en cas de pénurie de vaccins, mais qui a tendance à s'annuler avec le temps, vu l'inévitable nécessité de procéder à un rappel à un certain moment.

Lors des travaux de préparation pour la mise en place de la liste d'inscription volontaire pour le vaccin Vaxzevria, l'option a été retenue de sélectionner un intervalle de huit semaines, essentiellement pour des raisons organisationnelles.

3) Par quelle(s) autre(s) voie(s) cette priorisation de certains étudiants a-t-elle été communiquée, respectivement était-elle censée être communiquée ?

Réponse (19.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a fait part au Ministère de la Santé et au Haut-Commissariat à la protection nationale du fait que certaines universités à l'étranger, où des étudiant-e-s luxembourgeois-e-s sont inscrit-e-s, exigent une preuve de vaccination comme condition préalable aux études.

Au vu du fait que le cycle d'études de certaines universités débute déjà dès le mois d'août et afin de ne pas priver les étudiants concernés de leur droit à l'enseignement, il fut retenu par le comité de pilotage en charge des vaccinations Covid d'offrir à ces étudiants la possibilité de bénéficier d'un schéma vaccinal complet avant leur départ à l'étranger, à condition néanmoins que soient fournis le matricule, le nom et le prénom ainsi que la preuve formelle que l'université ou l'école de destination exige aux étudiants d'être vaccinés au préalable.

La solution ainsi trouvée a été communiquée au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui en a fait part à l'ACEL.

Question urgente 4284 (14.05.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **sécurité des infrastructures juives :**

Opgrond vun diversen antisemittesche Virfäll viru Synagogen an e puer däitsche Stied, notamment d'Verbrenne vun israeelesche Fändelen an d'Werfe vu Steng, déi sech virum Hannergrond vum Konflikt tëschent Israel an Palestina ofgespillt hunn, huet et dozou gefouert, datt ëmmer méi Bundeslänner d'Sécherheetsmoossnamen an de jiddeschen Infrastrukturen verstäerken. D'Police wier des Weideren nach weider sensibiliséiert ginn, a géif aktuell verstäerkt déi jiddesch Strukturen iwwerwaachen.

Den däitschen Inneministère huet aktuell och eng Evaluatioun vun der Risikosituatioun vun den Synagoge lancéiert.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Virum Hannergrond vun de Rakéiten- a Bommenugréff tëschent Israel a Palestina, ewéi och dem Ofspille vun antisemitteschen Aktiounen an anere Länner, gesäit d'Regierung vir, d'Sécherheetsmoossnamen an a virun de jiddesche Strukturen, esou wéi an Däitschland, ze verstäerken?

- Plangt d'Regierung och eng Evaluatioun vun der Situation de risque vun de jiddesche Strukturen, notamment de Synagogen, ze lancéieren?

Réponse commune (18.05.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Evaluatioun vun der Situation de risque am Kader vun enger terroristescher Attack gëtt zu Lëtzebuerg duerch de „Plan Vigilnat" gemaach. De „Groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme" (GCT) huet a senger Reunioun vun der leschter Woch eng Analys vun der Geforesituatioun gemaach, dat am Kontext vun der reegelméisseger Evaluatioun vun der Menace. D'Autoritéiten hu keng Informatiounen iwwert eng konkreet Menace géintiwwer jiddesche Strukturen zu Lëtzebuerg. De GCT ass no senger Analys zur Konklusioun komm, den aktuellen Niveau vun der Menace bäizebehalen.

Duerch déi aktuell Situatioun sinn d'Policepatrulle schonn d'lescht Woch op eng „vigilance accrue" sensibiliséiert ginn. D'Autoritéite wäerten d'Evolutioun vun der Situatioun kontinuéierlech suivéieren an analyséieren.

Question urgente 4288 (17.05.2021) de **Mmes Djuna Bernard** et **Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **vaccination des étudiants :**

En prévision de la rentrée académique 2021, de nombreux étudiant-e-s et futur-e-s étudiant-e-s luxembourgeois-es envisagent d'ores et déjà leur retour à, respectivement leur premier départ vers, leur pays d'études. En effet, il est possible qu'un certain nombre de pays, tels les États-Unis, accueilleront à ce moment uniquement des voyageurs en possession d'une preuve de vaccination contre la Covid-19.

En date du 15 mai 2021, l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL) a lancé un appel aux étudiant-e-s luxembourgeois-es inscrit-e-s auprès d'universités en dehors de l'Union européenne et qui auront besoin d'une preuve de vaccination pour le prochain semestre. L'ACEL met à disposition des intéressé-e-s un formulaire et une liste de preuves à fournir. Selon ses indications, elle se chargera de relayer les données collectées au Ministère de la Santé et les étudiant-e-s remplissant les critères susmentionnés pourront ensuite être priorisé-e-s pour la vaccination contre la Covid-19.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de l'initiative susmentionnée de l'ACEL ? Dans l'affirmative, a-t-elle mené des pourparlers afférents avec cette association ?

2) Madame la Ministre peut-elle confirmer les indications de l'ACEL, selon lesquelles les étudiant-e-s remplissant les critères indiqués seront éligibles pour une vaccination prioritaire ?

Question urgente 4295 (18.05.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**inauguration d'une sculpture à Echternach :**

Le Collège échevinal de la Ville d'Echternach s'apprête à inaugurer le mardi de Pentecôte sur le terrain dit « Vulpert » (Porte Saint Willibrord), en face de la basilique, classée monument national suivant arrêté du Conseil de Gouvernement du 10 novembre 1989, une sculpture en bronze conçue en l'hommage de la procession dansante d'Echternach, patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Le terrain à proprement parler est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments classés, par arrêté du 9 août 2004.

En principe, le Ministre ayant dans ses attributions la Culture doit être mis au courant de toute intervention sur un espace classé monument national. Dans une brochure éditée récemment par la Ville d'Echternach sous le titre « Stadtbild Echternach » pour sensibiliser les habitants de la ville afin qu'ils respectent davantage le patrimoine culturel, il est par ailleurs précisé: « Für unter Denkmalschutz stehende Gebäude und Elemente gelten darüber hinaus noch weitere Regelungen. So darf an diesen Gebäuden kein Abriss, kein Umbau und keine Modifikation oder Vergrößerung durchgeführt werden, die der historischen, künstlerischen oder ästhetischen Wertschätzung schaden könnte oder ihren Umriss oder andere architektonische Aspekte verändert ».

Sous ces prémisses, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) La sculpture en bronze a-t-elle fait l'objet d'une autorisation de la part de Madame la Ministre ? Dans la négative, les services concernés du ministère avaient-ils pourtant été mis au courant au préalable ?

2) L'abbaye d'Echternach constituant un patrimoine d'une valeur exceptionnelle remontant à l'origine de la ville abbatiale, voire du pays, l'installation d'une telle sculpture en face de la basilique est-elle conforme à la législation et aux dispositions actuellement en vigueur en matière de protection du patrimoine culturel ?

Réponse (19.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Le Ministère de la Culture a été saisi d'une demande d'autorisation concernant l'installation d'une statue sur le terrain dit « Vulpert » ce matin, cela suite à l'engagement de quelques citoyens avertis et à des réclamations du Service des sites et monuments nationaux adressées aux responsables communaux.

La commune d'Echternach a dès lors été informée que les travaux sous objet devront cesser, tant que l'autorisation ministérielle y relative, telle que prévue par les articles 10 et 17 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, n'aura été accordée.

Ce dossier sera soumis à la prochaine réunion de la Commission des sites et monuments nationaux.

[6] 1. European Medicines Agency (EMA). Assessment report COVID-19 Vaccine AstraZeneca 2021, available on www.ema.europa.eu

[7] 2. Voysey M. et al. Safety and efficacy of the ChAdOx1 nCoV-19 vaccine (AZD1222) against SARS-CoV-2: an interim analysis of four randomized controlled trials in Brazil, South Africa, and the UK. Lancet 2021;397:99-111.

[8] Conseil supérieur des maladies infectieuses. COVID-19 Vaccine AstraZeneca (4 février 2021), www.sante.lu

[9] Voysey M. et al. Single dose administration, and the influence of the timing of the booster dose on immunogenicity and the efficacy of ChAdOx1 nCoV-19 (AZD1222) vaccine. Lancet, preprint.

[10] Conseil supérieur des maladies infectieuses. COVID-19 Vaccine AstraZeneca (16 février 2021), www.sante.lu

[11] Conseil supérieur des maladies infectieuses. COVID-19 Vaccine AstraZeneca (2 mars 2021), www.sante.lu

[12] Conseil supérieur des maladies infectieuses. Les risques thromboemboliques après vaccination contre la COVID-19 (16 avril 2021).

[13] Robert Koch Institut. Beschluss der STIKO zur 4. Aktualisierung der COVID-19-Impfempfehlung. Epidemiologisches Bulletin, 22 April 2021.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°04
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 04 | Session ordinaire 2020-2021

Mesures de lutte contre la pandémie p. 99
Déclaration sur la politique européenne et étrangère p. 110
Sommaire des séances publiques nos 8 et 9 p. 115
Sommaire des questions parlementaires p. Q86
8e séance Jeudi 29 octobre 2020
9e séance Mercredi 11 novembre 2020

Le Parlement des jeunes à la Chambre





Échange de vues entre jeunes et députés



Les jeunes ont présenté leurs résolutions lors d'un hearing.

Une vingtaine de membres du Parlement des jeunes ont rencontré, le 14 juin 2021, les représentants de la Chambre des Députés. Au Cercle municipal, les jeunes ont débattu avec les députés issus de plusieurs commissions ainsi qu'avec les ministres concernés sur différents thèmes de l'actualité politique nationale et internationale.

Les sujets abordés portaient notamment sur la politique migratoire du Luxembourg et de l'Union européenne, la compétitivité des entreprises, le stress à l'école, l'impact de l'agriculture intensive sur l'environnement et sur la santé humaine, et la non-binarité.

Qu'est-ce que le Parlement des jeunes ?

Le Parlement des jeunes (« Jugendparlament ») est ouvert à tous les jeunes âgés entre 14 et 24 ans et résidant au Luxembourg.

Ils y trouvent l'occasion de participer activement au débat politique et de discuter ensemble avec d'autres jeunes sur des sujets qui les intéressent et qui touchent leur vie de tous les jours.

Le Parlement des jeunes a vu le jour le 4 juillet 2008. Entre-temps, le Parlement des jeunes a mis en place un règlement interne régissant le fonctionnement des commissions et d'autres procédures propres à cet organe.

La 65e COSAC centrée sur les défis de la présidence portugaise de l'UE

Favoriser la relance, la cohésion et les valeurs européennes

La Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), organisée les 31 mai et 1er juin 2021 à Lisbonne, a eu lieu par vidéoconférence. Pour les parlementaires des États membres de l'Union européenne, c'était l'occasion de discuter sur différents sujets d'actualité, à savoir la mise en œuvre des plans nationaux de relance et de résilience, l'Europe sociale et la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Des défis d'une envergure inédite

D'abord, le Premier Ministre du Portugal, M. António Costas, a donné un aperçu sur les travaux de la présidence du Conseil européen. Marquée par la crise du Covid-19 et ses répercussions, la présidence portugaise a dû répondre à de nombreux défis. La réaction à la crise sanitaire, l'organisation de l'achat commun de vaccins, l'adoption d'un important programme de relance et de résilience de l'économie européenne, la ratification de la décision sur les ressources propres de l'UE par les États membres et l'adoption du plan de relance « Next Generation EU », tels étaient les éléments principaux fixés lors des derniers mois. « Cette orientation donne de l'espoir dans le futur », a souligné M. Costas. La présidence portugaise a par ailleurs fait sien le leitmotiv de l'UE : « une Union verte, équitable et numérique ».



M. Nicolas Schmit, Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux

L'Europe sociale mise en route à Porto

Le Commissaire européen chargé de l'emploi et des droits sociaux, M. Nicolas Schmit, a ensuite fait le point sur le sommet social de Porto en soulignant que le bien-être des citoyens reste une priorité de l'Union européenne. Ainsi le plan d'action associé au socle des droits sociaux met l'accent sur la protection sociale, l'augmentation du taux d'emploi et l'acquisition de compétences par la formation respectivement la reconversion professionnelle.

Une attention particulière sera accordée aux emplois précaires, dont sont touchés en premier lieu les jeunes, ainsi qu'à l'éradication de la pauvreté. Une « garantie pour l'enfance » devra soutenir les États membres à procurer aux enfants les plus démunis de meilleurs logements ainsi qu'un accès à l'éducation et aux soins médicaux. Ces sujets étant dans la compétence nationale, le Commissaire a fait appel aux parlements nationaux de contribuer à une Europe sociale forte et de soutenir le modèle social européen.

La troisième session portait sur les plans nationaux de relance et de résilience. 19 États membres ont jusqu'ici introduit leurs projets de plans nationaux. Selon le Commissaire européen aux affaires économiques, M. Paolo Gentiloni, le résultat est satisfaisant et la Commission européenne se concentrera sur l'exécution des mesures proposées pour assurer la bonne utilisation des fonds. La constellation institutionnelle devant permettre une vraie relance économique, l'implication des parlements nationaux est d'une importance particulière à son avis.

La dernière session a eu pour objet la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Le représentant du Parlement européen, M. Guy Verhofstadt, a présenté l'architecture de cette initiative mise en place conjointement par le Parlement, le Conseil et la Commission. Elle se compose de conventions citoyennes, de séances plénières et de groupes de travail et devrait conclure avec un rapport final en printemps 2022. L'objectif est de renforcer la démocratie européenne en mettant le citoyen au centre des délibérations. En effet, les citoyens de toute l'Europe ont la possibilité de s'y exprimer sur ce qu'ils attendent de l'Union européenne et de donner leur avis sur les prochaines évolutions.

La Chambre des Députés était représentée par M. Yves Cruchten (LSAP), Président de la délégation auprès de la COSAC, et Mme Chantal Gary (déi gréng), membre.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. Mme Fleur Louise Thomas, Ambassadrice du Royaume-Uni



... S. E. M. Andri Hadi, Ambassadeur de la République d'Indonésie

Accord de partenariat stratégique UE-Japon

7529 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo, le 17 juillet 2018

Le projet de loi a comme objet d'approuver l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, de l'autre, signé le 17 juillet 2018 à Tokyo.

L'Accord de partenariat stratégique se situe au niveau le plus élevé des rapports entre l'Union européenne et des pays tiers. Ensemble avec l'Accord de partenariat économique, l'Accord de partenariat stratégique avec le Japon constitue un moment historique de coopération politique et économique bilatérale et dans la région.

L'Accord se base sur les principes de la Charte des Nations Unies. L'article 1er retient les valeurs communes et les principes du dialogue L'article 2 est consacré aux valeurs de la démocratie, de l'État de droit, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Le Japon n'a pas encore aboli la peine de mort, point régulièrement soulevé par l'UE au cours des échanges. L'article 10 est consacré à la coopération et des consultations efficaces dans les enceintes multilatérales, régionales et internationales, tout en promouvant la réforme des Nations Unies.

Les articles suivants mentionnent les échanges dans les différents champs d'application : politique de développement et d'aide humanitaire (articles 11 et 12), coopération économique, industrielle et fiscale (articles 13 à 22), politique et règlementations environnementales (article 23), changement climatique (article 24), politique urbaine (article 25), énergie (article 26), agriculture (article 27), pêche (article 28), affaires maritimes (article 29), emploi et affaires sociales (article 30) et santé (article 31). Les articles 32 à 39 traitent des questions de justice, de liberté et de sécurité. L'article 40 est dédié à l'éducation, la jeunesse et aux sports et l'article 41 à la culture.

L'article 42 met en place un comité mixte qui coordonnera le partenariat dans son ensemble et donnera une orientation stratégique à la coopération. L'article 43 concerne la procédure du règlement des différends et prévoit la possibilité de sanctions en cas de non-respect des dispositions de l'Accord, l'article 48 celle d'une suspension unilatérale. Les dispositions finales sont énumérées aux articles 45 à 51.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.02.2020
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

28.09.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.11.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.11.2020
Loi du 30 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 964, page 1

Projet de logements subventionnés Elmen

7613 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

Le projet de loi sous avis a pour objet d'autoriser le Gouvernement à participer au financement du projet de construction de logements subventionnés dénommé Elmen. Les dépenses engagées ne peuvent pas dépasser le montant de 76 millions d'euros.

Le projet Elmen, sis à Olm, sur le territoire de la commune de Kehlen, est un projet d'une taille équivalente à celle d'un nouveau village (750 logements permettant d'accueillir environ 2.000 personnes). La Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), promoteur public, en est le maître d'ouvrage. La réalisation du projet prendra environ 15 ans.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 09.06.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

02.10.2020	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et des avis afférents Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.10.2020
Loi du 25 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 959, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7683 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

3° la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Le présent projet de loi vise à renforcer les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 par le biais d'une modification des dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

La version initiale du projet de loi proposait certaines modifications à la loi précitée du 17 juillet 2020 destinées à faciliter l'application pratique des mesures de prévention en vigueur et d'en renforcer l'efficacité sanitaire. Depuis le dépôt du projet de loi en date du 20 octobre 2020, des adaptations se sont avérées nécessaires suite au développement inquiétant de la propagation du virus Sars-CoV-2 au Luxembourg, ainsi que dans les pays voisins et dans l'Union européenne en général.

Les mesures prévues concernent entre autres :

- l'interdiction de sortie entre 23 heures du soir et 6 heures du matin applicable sur l'ensemble du territoire national, assortie de certaines exceptions ;

- la limitation du nombre de personnes pouvant être invitées au domicile qui passe de dix à quatre personnes. Ne sont pas prises en considération les personnes qui font partie du ménage ou qui cohabitent ;

- la limitation du nombre de personnes par table dans les restaurants et les débits de boissons qui passe également à quatre. L'heure de fermeture des établissements de restauration et de débits de boissons est avancée de minuit à 23.00 heures ;

- l'obligation du port du masque en toutes circonstances pour tout rassemblement de plus de quatre personnes ;

- l'obligation, pour tout rassemblement à partir de dix personnes et jusqu'à 100 personnes maximum, à l'extérieur ou à l'intérieur, du port du masque et de places assises en observant une distance minimale de deux mètres. Sont exemptés de l'obligation d'attribuer des places assises les manifestations, les funérailles, les marchés hebdomadaires, les salons, musées, centres d'art ou manifestations sportives où le public circule ;

- l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes, à l'exception des manifestations et des marchés hebdomadaires ;

- l'interdiction de la pratique d'activités sportives en groupe de plus de quatre acteurs sportifs, à l'exception des championnats dans la division la plus élevée de la catégorie de sport respective au niveau senior et des équipes nationales senior. En revanche, les activités sportives scolaires restent maintenues ;

- l'interdiction de toute activité accessoire de restauration à l'occasion d'événements et de rassemblements.

À l'instar des dispositions actuellement en vigueur, les nouvelles mesures de protection sont assorties de sanctions. Le minimum des amendes dans le chef des personnes physiques est augmenté de 25 à 100 euros.

Le projet de loi dans sa version amendée crée par ailleurs la base légale pour une nouvelle catégorie de lits dans le secteur hospitalier, à savoir les lits de réserve sanitaire, à activer pour répondre à des besoins sanitaires dans des situations exceptionnelles.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 20.10.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

20.10.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
26.10.2020	Présentation et examen d'une série d'amendements gouvernementaux
28.10.2020	Présentation et examen d'un amendement gouvernemental Examen de l'avis du Conseil d'État
29.10.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.10.2020
Loi du 29 octobre 2020
Mémorial A : 2020, n° 867, page 1

Remplacement du personnel enseignant (dérogations temporaires)

7688 - Projet de loi du * portant**

1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

L'année scolaire 2019-2020 a été marquée et bouleversée par la pandémie de Covid-19 et il en est de même pour l'année scolaire 2020-2021 à peine entamée. Alors que la propagation du virus à l'intérieur de l'école reste très limitée, un nombre croissant d'adultes membres du personnel s'infectent lors de contacts dans le milieu privé et ne peuvent plus assurer le cours en présentiel à l'école.

Au vu du récent classement des femmes enceintes comme « personnes vulnérables » face au Covid-19 par le Conseil supérieur des maladies infectieuses du Luxembourg et au vu du nombre d'auto-quarantaines encore à venir parmi le personnel enseignant, il devient urgent de prévoir la possibilité pour l'année scolaire 2020-2021 d'un remplacement majeur du corps enseignant dans l'enseignement fondamental, voire d'un recrutement d'agents assumant une tâche de surveillance dans les lycées pendant les cours assurés à distance par des enseignants recensés comme vulnérables, ceci afin d'assurer une continuité dans la tenue des classes et de l'enseignement des élèves et de leurs apprentissages.

Au niveau de l'enseignement fondamental, et à l'instar de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, le présent projet de loi propose de supprimer temporairement la condition d'être détenteur d'une attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental délivrée par le Ministre.

Au niveau de l'enseignement secondaire, il est proposé de procéder, d'une part, au recrutement à durée déterminée d'agents engagés sous le régime de l'employé de l'État dans les conditions de l'article 45, paragraphe 1er, lettre e), de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État et, d'autre part, de détacher ou de transférer temporairement des agents d'autres administrations et services. Lesdits agents auront comme mission d'assumer dans les lycées une tâche de surveillance pour les cas où des enseignants recensés comme vulnérables sont autorisés à recourir à l'enseignement à distance à l'intention des élèves de leurs classes respectives.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 26.10.2020
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

26.10.2020	Présentation d'un avant-projet de loi Désignation d'un rapporteur
28.10.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.10.2020
Loi du 29 octobre 2020
Mémorial A : 2020, n° 869, page 1

Secteur de la santé : augmentation du temps de travail

7689 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 211-12 du Code du travail

Eu égard à l'augmentation exponentielle du nombre de nouvelles contaminations avec le Coronavirus Sars-CoV-2, il importe de prendre des mesures exceptionnelles motivées par la gravité de la situation.

Il s'agit en effet de protéger la population et d'assurer le fonctionnement des services essentiels et indispensables dont en premier lieu ceux fournis par le secteur de la santé et par le secteur d'aides et de soins, y compris les activités hospitalières et les laboratoires d'analyses médicales, ainsi que par les structures d'hébergement pour mineurs placés dans le cadre d'une mesure de garde.

Actuellement, un nombre relativement important de soignants et de personnes des services administratifs et techniques de nos hôpitaux ont déjà été testés positifs et ont par conséquent été mis en quarantaine à leur domicile. Ces structures sont dès lors confrontées à une baisse sensible de leurs effectifs, en raison de nombreuses contaminations au Covid-19 alors que la question de la disponibilité en nombre suffisant du personnel soignant est un élément essentiel pour bien gérer la pandémie.

Dans le secteur de la santé en général, dans celui d'aides et de soins, dans les laboratoires d'analyses médicales et dans les structures d'hébergement pour mineurs placés dans le cadre d'une mesure de garde la situation est malheureusement tout à fait comparable alors que le bon fonctionnement de ces services est évidemment aussi d'une importance cruciale face à la gravité de la situation.

Afin de pallier le mieux possible à une très probable pénurie de main-d'œuvre notamment dans les établissements hospitaliers mais aussi dans le secteur de la santé en général, y inclus dans les laboratoires d'analyses médicales, dans le secteur d'aides et de soins et parmi le personnel encadrant travaillant dans les structures d'hébergement pour mineurs placés dans le cadre d'une mesure de garde, il est dès lors proposé de permettre aux employeurs concernés de solliciter une autorisation pour faire travailler le personnel en question jusqu'à un maximum de 12 heures par jour et 60 heures par semaine.

Les dérogations par rapport à la durée de travail maximale fixée par le Code du travail qui sont prévues par le présent projet et qui ne peuvent être autorisées que dans le respect des critères expressément fixés par ce nouveau texte sont destinées à contribuer activement au bon fonctionnement des secteurs, établissements et structures procurant les services les plus indispensables dans le contexte actuel.

Évidemment elles doivent rester clairement limitées à ce qui est strictement indispensable et absolument nécessaire et dans tous les cas être adéquates et proportionnées au but poursuivi qui est de pouvoir continuer à assurer les meilleurs services possibles dans les deux secteurs concernés.

Il va sans dire que mis à part ces dérogations ponctuelles et expresses et rigoureusement limitées dans le temps, les dispositions du Code du travail et des conventions collectives restent entièrement et strictement applicables.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.10.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

26.10.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
28.10.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.10.2020
Loi du 29 octobre 2020
Mémorial A : 2020, n° 868, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Discours de M. le Président**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **7683 - Projet de loi modifiant :**

   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;
   3° la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Mars Di Bartolomeo et M. Fernand Kartheiser) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Sven Clement. M. Marc Goergen, M. Marc Baum, M. Jeff Engelen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser et M. Gilles Baum) - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen (intervention de M. Marc Hansen) - M. Marc Baum (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Sven Clement (dépôt d'une demande de vote séparé sur l'article 3 du projet de loi n° 7683 et dépôt de la motion 1) (intervention de M. Fernand Kartheiser)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - M. Claude Wiseler - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Michel Wolter) - M. Michel Wolter (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Michel Wolter (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. Sven Clement (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Gilles Roth (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Gilles Roth (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel
   - Vote séparé sur l'article 3 du projet de loi n° 7683
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Georges Engel - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen - M. Georges Engel
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, dat ass net de Fall.

2. Discours de M. le Président

M. Fernand Etgen, *Président.*- Gëschter hat ech lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci gesot fir Ären Asaz. Haut wëll ech am nämmlechte Sënn déi enorm Aarbecht ënnersträichen, déi d'Servicer vun der Chamber an deene leschten Deeg vollbruecht hunn, mat dem Zil, souwuel séier mussen ze schaffe wéi och eng qualitativ héichwäerteg Aarbecht ze maachen.

Gradesou wichteg war d'Koordinatioun mam Staatsrot, déi immens gutt geklappt huet. Hei wéilt ech och der Presidentin vum Staatsrot, senge Memberen, hirem Generalsekretär a sengen Ekippen e grousse Merci ausdrécken, fir an dëser schwéierer Zäit séier a gutt matenee kënnen ze schaffen.

Merci villmools!

3. 7683 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

3° la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Deen eenzege Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7683, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert ginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer dobaussen, bei der Verlängerung vum État de crise viru bal aacht Méint, siwen an engem hallwe Mount, ware mer alleguer der Meenung, dass mer esou eppes nach ni erlieft haten. Dat war nach um Krautmaart. Elo si mer am Cercel, siwe Méint méi spéit, droe Masken an diskutéieren an decidéieren iwwert dat x-te Covidgesetz an der Iwwerzeegung, dass et mat Sécherheet net dat lescht wäert sinn, ausser et geschitt e Wonner. An déi geschéie bekanntlech net all Dag.

Ufank Mäerz wousste mer all, dass eppes ganz séier géif op eis zoukommen, mee mer woussten net esou richteg, wat genau, wa mer éierlech mat eis selwer wëlle sinn. Den État de crise, do ware mer eis all eens, war déi eenzeg Optioun, fir séier ze handelen. Ganz séier wousste mer och, dass déi dräi Méint net géifen duergoen, fir dës Kris ze meeschteren.

Duerno huet d'Chamber hir Responsabilitéit iwwerholl, wéi se dat och wärend dem État de crise zesumme mat der Regierung gemaach huet. An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass État de crise hei net Alleinherrschaft vun der Regierung geheescht huet, mee dass dat gemeinsam zu jiddwer Zäitpunkt mat der Chamber gemeeschtert ginn ass. Dat war keng einfach Affär. Mee mir hunn dat, mengen ech, billerbuchméisseg gemaach, wann ee vu Billerbuch an dësem Zesummenhang ka schwätzen. An do schléissen ech jiddweree mat an, dee mat ugepaakt huet.

Nach ni hunn esou vill Gesetzer an esou kuerzer Zäit musse gekuckt a gestëmmt ginn, wéi mer dat zum Schluss vum Fréijoer an och elo weider maachen. Mir waren a sinn eis nach ëmmer net op allem eens, mee dach si mer alleguer zesummegewuess, wann et drop ukomm ass. Alleguer hate mer dat selwecht Zil: Dat Bescht ze gi fir ze probéieren, e Virus, dee mer net direkt konnte lassginn, souvill mer eis och beméien, a Schach ze halen. Dat solle mer net vergiessen. Mir sinn eis, wéi gesot, net ëmmer eens gewiescht, mee wann et drop ukomm ass, hu mer alleguer zesummen u Verbesserunge vun den Texter an un der Rapiditéit vun den Texter geschafft, esou wéi mer se gebraucht hunn.

De Confinement huet sech deemools sécherlech bewäert an en huet gehollef. Et war net aneschters méiglech, mee en huet och vill Schued gemaach. A mir sinn nach net um Enn vun de Kollateralschied ukomm, soudass ee ganz grousst Versteesdemech muss hunn, dass mer alles zesumme maachen, fir déi Etapp, déi net ausgeschloss ass, ze verhënneren. An et ass dat, Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer zesummen amgaang sinn ze probéieren, mat oppenem Resultat. Well hei kënnen net eleng d'Politiker Gesetzer maachen nom Motto: De Virus ass ofgeschaaft!

Dir kënnt Iech un e Beispill erënnere vun engem Politiker, deen eng Kéier per Gesetz d'Inflatioun ofgeschaaft huet. Dat geet hei net! Hei brauche mer d'Mataarbecht vu jiddwer Eenzelnem! Mir brauchen d'Responsabilitéit vu jiddwer Eenzelnem! Mir brauchen e Ruck, deen duerch eis Gesellschaft geet! Ech mengen, déi meescht hunn et erkannt. Mee och déi, déi et bis elo net erkannt hunn, mussen erkennen, dass se en Deel si vun där Strategie, fir deem Virus do Meeschter ze ginn.

An deene leschten Deeg a Wochen ass heiansdo, wa mer vun der Ausgangsspär geschwat hunn, e Verglach gemaach gi mam Krichszoustand oder mam Ausnamezoustand, wéi mer en am Zweete Weltkrich kannt hunn. Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn net an engem Krich. Mee mir hunn et mat engem Géigner ze dinn, deen onverhofft an ouni Selektioun egal wie ka befalen, deen net berechebar ass an dee sech u keng Reegelen hält. Also musse mer och eis Mesuren deementspriechend alignéieren, fir dee Géigner Meeschter ze ginn.

Keen heibanne wënscht sech, dass mer zu méi extreeme Moossname ginn, mee eleng kënne mer et net. Duerfir dee groussen Appell no baussen, dass mer dat zesummen upaken!

Mëttlerweil kenne mer dee Virus besser. Iwwerall hu mer geléiert, dermat ëmzegoen. Mir droe Masken, mir ginn eis net méi d'Hand, mir drécken eis net méi, mir gi manner eraus. Mir hunn alles zréckgestallt. Och an de Klinicke weess een, déi Krank besser ze versuergen, an dat dank engem formidabelen Asaz vun dem gesamte Gesondheetssecteur an allem, wat ronderëm ass, an all deene Servicer, déi mer brauchen, ob dat an der Santé ass, ob dat an der Laangzäitfleeg ass, ob dat bei anere Servicer ass, do si mer exemplaresch gewiescht.

Mee, mee, mee, an dat muss een esou soen, iergendwéi hu mer eis dru gewinnt, dass dee Virus do ass, an opgrond vun deene besseren Infektiounszuele bal a Sécherheet gefillt. An Hand op d'Häerz, dat gëllt bal fir jiddweree vun eis. Mir hate geduecht, mir hätten, op Lëtzebuergesch gesot, d'Sauerei am Grëff. An ech soen dat esou, wéi ech dat spieren. Mee dat war en Trugschluss! An dat weist, dass allkéiers, wa mir eis a Sécherheet fillen, allkéiers dann, wa mer eis Ofwierstellung opginn an de Raum fräigi fir d'Attacke vun där Krankheet, da gëtt se richteg staark an da mécht se krank a si hëlt Leit, déi mer gär hunn, d'Liewen. An dat däerf net sinn!

Mir hunn, an dat, mengen ech, gëllt bal fir jiddwereen an eiser Gesellschaft, d'Recuperatiounscapacitéit vun deem Virus ënnerschat, soss hätte mer d'Garde net erofgelooss. An dat beweist d'Entwécklung vun deene leschte puer Deeg, deene leschte 14 Deeg. D'Zuele vun den Neiinfektioune sinn an der leschter Woch extreem geklommen, mat engem Pic vun 862 Neiinfektiounen den 23. Oktober. Dee leschte Rapport vum Lëtzebuerger Institut fir Wëssenschaft an Technologie, deen eis Kläranlagen op d'Presenz vum Virus ënnersicht, schwätzt vun enger Konzentratioun, déi véiermol esou héich ass wéi bei der éischter Well, wat op eng grouss Donkelziffer vun Infektioune schléisse léisst. Ausser am private Beräich ass den Ursprong bei der Majoritéit vun den Ustiechungen ongewëss. De Virus zirkuléiert iwwerall. De Risk, sech unzestiechen, ass generell an iwwerall extreem héich.

Ëmmer méi sinn och erëm Leit vun iwwer 65 Joer betraff, déi als vulnerabel ugesi ginn an déi riskéieren, am Verlaf vun hirer Infektioun Komplikatiounen ze maachen a medezinnesch Soinen am Spidol oder souguer eng Intensivversuergung ze brauchen. Och d'Gesondheets- an d'Fleegepersonal ass ëmmer méi vun Infektiounen, Isolement a Quarantän betraff. D'Situatioun an de Spideeler an d'Capacitéite vun eisem Gesondheetssystem riskéieren, extreem ënner Drock ze kommen.

All dat sinn Entwécklungen, déi méi restriktiv an incisive Moossnamen néideg maachen. An haut setze mer eis mat engem Projet ausenaner, deen dat wëllt maachen. E komplexe Projet, deen net perfekt ass - Perfektioun gëtt et am Kampf géint de Virus net, soss wär en net méi do -, an Zäitnout awer als noutwendege Projet muss gëllen.

Virun der Urgence an ënner extreemem Zäitdrock sinn nei Schutzmesuren decidéiert ginn, déi d'Verbreedung solle bremsen. Et si Mesuren, déi een net kal solle loossen. Jo, si schränken d'Fräiheet vun eis all zu engem gudden Deel an. Eppes aneres ze behaapten, wär hypokrit! Mee si loossen eis awer e gutt Stéck Normalitéit. An och dat muss een ënnersträichen, wann een iwwert d'Grenze kuckt. A fir déi Normalitéit ze halen, musse mer kämpfen. An do hu mer net allze vill Zäit, fir dat ze erreechen.

Et ass e Seeldanz: Engersäits d'Beméiung, de Virus ze bremsen, fir weider d'Gesondheetsversuergung vun der Populatioun ze garantéieren, an trotzdeem nach eng gewëssen ageschränkte Fräiheet, Normalitéit ze behalen. D'Zil ass et, ze verhënneren, dass eise Gesondheetssystem iwwerfuerdert gëtt an u seng Limitte stéisst, ouni awer an e komplette Lockdown mussen ze goen, deen déi wirtschaftlech a sozial Situatioun vu ville Mënschen a Betriber weider géif extreem belaaschten a vill Existenzen, jo, jiddefalls net géif verbesseren. Et geet drëm, de Virus ze stoppen a schlëmm Kollateralschied ze verhënneren.

D'Mesuren, déi agefouert ginn, sinn eng sougenannten Interdiction de circuler, eng sougenannten Ausgangsspär tëschent 23.00 Auer owes a 6.00 Auer moies. Am Verglach zu anere Länner ass dat nach eng Moossnam, déi, dat muss ee soen, vis-à-vis vun deenen aneren duerchaus ze verkraaften ass.

D'Ausgangsspär ass fir eis haart. Mee mir sollen och wëssen, dass mer mat der Ausgangsspär zum Deel och de Virus ausspären, well mer ëm d'Chance net ginn, fir eis op kritesche Plazen ze attackéieren. Wa mir doheem bleiwen, da bleift de Virus dobaussen. An dat ass, mengen ech, och eng Feststellung, déi mer sollen a musse maachen.

D'Zil ass, fir d'Interaktiounen, d'Kontakter, an domadder Situatiounen, wou de Risk vun der Verbreedung vum Virus am héchsten ass, ze limitéieren. An der Lescht hunn ech oft héieren, dass dat haart ass fir déi perséinlech Fräiheeten. Mee hei muss een déi perséinlech Fräiheeten ofweie vis-à-vis vun der Fräiheet vun der Allgemengheet, fir gesond ze bleiwen.

D'Gesetz gesäit eng Partie Ausname vun där Ausgangsspär vir. Ech verweisen duerfir op mäi schréftleche Rapport. Et sinn essenziell Gäng, déi musse gemaach ginn, an déi si ganz kloer am Text definéiert.

Nei Bestëmmunge gëtt et fir Geschäfter iwwer 400 m², mat enger Limitatioun vu maximal engem Client pro 10 m². Generell gëllt d'Reegel an Zukunft vu maximal véier Persounen, déi sech kënnen zesumme gesinn, sief et am private Kader oder am ëffentleche Raum, bannen oder baussen. Et kann ee bis zu véier Persounen heem invitéieren. Net matgezielt ginn do d'Leit vum Stot, deen invitéiert. Also net déi Leit, déi mat erakommen. Nee, dee Stot, deen invitéiert, dee kann zu méi wéi véier sinn. Déi, déi vu bausse kommen, do ass d'Reegel vu véier Leit.

Fir de Rescht gëllt vu véier Persounen un eng Maskeflicht, à moins dass et sech ëm Persounen aus deem selwechte Stot handelt. Hei kann ee vläicht drun erënneren, dass dat natierlech och am berufflechen Ëmfeld gëllt, insofern dat iergendwéi méiglech ass. Do gëtt et Diskussioune mat der Wirtschaft, wou déi Méiglechkeet ginn ass a wou een am normalen Oflaf dat esou applizéiert, wéi een et bis elo applizéiert huet.

Bei Rassemblementer vun 10 Persounen u bis maximal 100 Persoune gëllt d'Maskeflicht, d'Obligatioun vu Sëtzplazen an zwee Meter Distanz. Ausgeholl vun der Obligatioun vu Sëtzplaze sinn Aktivitéiten, wou par définition d'Méiglechkeet vu Sëtzplazen net ginn ass, zum Beispill Manifestatiounen, Begriefnisser, Mäert, Salonen, Muséeën, Konschtariichtungen. Rassemblementer vu méi wéi 100 Persoune si verbueden. Net betraff ass d'Recht fir ze manifestéieren. Opgrond vun der ganz gudder Aarbecht, soen ech, an der ganz gudder Opmierksamkeet an eiser Chamber hu mer, selbstverständlech iwwer e weideren Amendement, séchergestallt, dass déi Manifestatiounsflicht net tangéiert ass. Selbstverständlech mat deene Virsiichtsmoossnamen, déi fir jiddweree gëllen.

Och beim Sport gëllt d'Limitt vun de véier Persounen. An deem Beräich wäerten an deenen nächsten Deeg Prezisioune kommen.

Wéi an der Vergaangenheet gëllen eng Rei vun Exceptioune bei der Maskeflicht. An ech mengen, ech brauch déi net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech ginn dervun aus, an ech sinn net deen Eenzegen, dass de Gros vun de Leit dobaussen, grad eméi am Fréijoer, de Sënn an den Zweck vun deene Restriktioune kann novollzéien a wäert befollegen. Mäin Androck an d'Echoen, déi ech an deene leschten Deeg krut, weisen, dass déi meescht Leit net op d'Gesetz gewaart hunn, fir hir Kontakter esou vill wéi méiglech ze reduzéieren. An do huet sécher déi gutt Kommunikatioun am Virfeld gehollef. Gesetzer kënne vill. D'Leit kënne méi, wa se gutt informéiert sinn, an ech mengen, dat ass de Fall. An dat wäert an deenen nächste Stonnen nach intensivéiert ginn, fir dass d'Leit wëssen, ab wéini dass déi nei Konditioune gëllen.

Ech wëll just drop hiweisen, dass nei Strofbestëmmungen agefouert gi bei enger Rei vun den neie Moossnamen: bei de Surfaces commerciales, beim Verbuet vu Rassemblementer iwwer 100 Leit, beim Netanhale vun der Aschränkung vun Deplacementer tëschent 23.00 Auer a 6.00 Auer. Wéi gesot, ech brauch net drun ze erënneren, dass déi Ausgangsspär vun 23.00 Auer oder 11.00 Auer fir d'Leit gëllt, mee awer och fir den Horeca-Betrib, déi vu Mëtternuecht op 23.00 Auer, 11.00 Auer, erofgeet. D'Strofbestëmmunge gëllen och bei der Maskeflicht. Insgesamt bleiwen ënnert dem Stréch déi meeschte Strofen esou, wéi se bis elo waren, an dach gëtt et awer eng Rei vun Adaptatiounen an der Héicht vun de Strofen.

De Projet de loi schaaft och déi legal Basis fir eng nei Kategorie vu Spidolsbetter, Better fir d'Réserve sanitaire, op déi an engem Noutfall kann zréckgegraff ginn. Dat ass virgesinn an dësem Fall, mee et kann awer och an anere Situatioune wéi Katastrophen, Attentater oder groussen Accidenter ganz nëtzlech sinn.

D'Santé ka sech och fir den Tracing a fir aner wichteg Missiounen zousätzlecht Personal ginn a léinen, an déi wäerten no enger entspriechender Formatioun operationell sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, dass Der e bëssen indulgent sidd mat mer,

wat d'Zäit ugeet. Ech wollt zum Schluss alle Kolleegen, all deenen Institutiounen, déi hei matgeschafft hunn, e ganz grousse Merci soen, well mer ënner extreeme Konditioune geschafft hunn. Mee net nëmmen eis Konditioune sinn extreem, déi Konditiounen, déi eis de Virus diktéiert, sinn och extreem.

Mir ware konfrontéiert mat Oppositions formelles vum Staatsrot, dee sech d'Saach och net einfach gemaach huet. De Staatsrot souz siwen oder aacht Stonnen, ech weess et net genee, dat gëtt ee jo net esou genee gewuer, siwen oder aacht Stonnen zesummen, fir eisen Text duerchzekucken. A mir hunn em an alle Punkten, wou Oppositions formelles drop waren, gefollegt.

Ënnert dem Strëch mengen ech, dass mer ënnert deene Konditiounen, ënnert deene mer geschafft hunn, eise Maximum ginn hunn. Och e Maximum u Mataarbecht, jiddwereen op seng Aart a Weis, och wann en am Endeffekt vläicht de Projet net stëmmt - jo, vläicht net stëmmt -, mee awer signaliséiert huet, dass en d'Necessitéit vun deene Moossnamen och géif gesinn. Déi eng ware vläicht der Meenung, dass se ze wäit ginn, déi aner ware vläicht der Meenung, dass se net wäit genuch ginn. Et waren der der Meenung oder hate gemengt, dass se ze spéit géife kommen. Et sinn der vill gewiescht, déi gesot hunn, dass se elo noutwendeg waren zum richtegen Zäitpunkt. Mee ënnert dem Strëch ware mer alleguer der Meenung, dass mer déi Moossnamen hei brauchen. A vill vun eis sinn der Meenung, dass mer net déi leschte Kéier doriwwer zesumme sinn.

Mir stëmmen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a Merci, Här President, dass Der mer e puer Minutte méi ginn hutt, mir stëmmen hei net just e Gesetz. Mir setzen och en Zeechen. En Zeechen, dass jiddwereen nach méi muss oppassen op sech an op seng Matmënschen. Maache mer dat net, schléit de Virus nach méi brutal zou. Well dat ass net esou, dass e sech stabiliséiert, mee wa mer net oppassen, dann ass et ewéi eng Schnéiklatz, déi ëmmer méi séier an ëmmer méi grouss gëtt.

Dass et nach net eriwwer ass, dat musse mer alleguer wëssen. A mir mussen duerfir alleguer zesummenhalen. D'Zeeche vun deem heite Projet gëtt och gesat, dass mer eng Brems mussen ageheien, fir net an d'Mauer ze rennen, fir domat eng Vollbremsung a leschter Minutt kënnen ze verhënneren. An duerfir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer dobaussen, ob Der elo mengt, dass dee Virus eppes ganz Schlëmmes ass, oder ob Der lech wëllt selwer virun der Evidenz arieden, dass et just eng Grippche wär: Alleguer, wannechgelift alleguer, kommt, mer halen eis un d'Mesuren an d'Recommandatiounen!

An dann nach ee Wonsch vu mir, dee sécher vun de Kolleegen alleguer gedeelt gëtt: Passt op lech op a bleift gesond! Merci villmools de Kolleegen alleguer fir déi Hëllef bei enger bal onméiglecher Aarbecht.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Rapporter, dem honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, villmools Merci fir säi Rapport. An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Mir si mëtten an enger zweeter Well, genau do - genau do! -, wou mer net wollten hikommen. D'Infektiounszuele sinn drastesch an d'Luucht gaang an hunn d'lescht Woch en exponentielle Charakter gehat. Déi Zuelen, mat deenen d'Regierung sech ëmmer berouegt huet, dat waren déi vun den Hospitalisatiounen, well déi proportional nach déif waren. Mee och déi sinn drastesch an d'Luucht gaangen an där leschter Woch, an deene leschten Deeg.

D'Kontaminatioun vum Ofwaasser ass véiermol esou héich, wéi dat am Abrëll dëst Joer war, an der éischter Well. Mir hunn en Tracing, deen net méi fonctionéiert, deen zwar anescht opgestallt ginn ass, dee verstäerkt ginn ass, mee wou d'Leit net méi nokommen. Mir hu Spideeler, wou Leit ausfalen a wou den Drock massiv héich gëtt. An ech hu ganz gutt all de Spidolsdirekteren nogelauschtert, déi an der Press geschwat hunn, sech ausgedréckt hunn an hir Suergen ausgedréckt hunn.

De Virus ass an eisen Aen net méi ënner Kontroll. All d'Indicateure sinn ausser Kontroll. An d'Regierung reagéiert elo eréischt, wou se d'Kontroll verluer huet. Fir eis, ech soen dat kloer, sinn dat hei Moossnamen, déi virun enger Woch, viru 14 Deeg schonns hätte missen a Kraaft gesat ginn. Mir hu se gefrot: d'Madamm Hansen, eis Fraktiounspresidentin, am État de la Nation, ech selwer hu se an de Kommissiounssëtzunge wärend der Sëtzung an duerno an d'Mikroe gesot, an ech hu gesot: „Hei ass eng Course géint d'Zäit. Mir musse schnell reagéieren. Kuckt, wat am Ausland amgaang ass, gemaach ze ginn!"

An ech sinn do, mir sinn do op totaalt Onverständnis gestouss. A mir hate selwer Onverständnis virun den Aussoe vun der Regierung, déi eis gesot huet: „Mir hunn alles am Gréff. Mir geréieren d'Situatioun. Mir sinn am Fong net mam Ausland ze vergläichen, well dat, wat mer en place gesat hunn, vill besser ass. Wat hätt Der gär? Mir si vill besser wéi am Ausland an dofir brauche mer keng Reaktioun!"

An dat ass wärend Deeg de Leit erkläert ginn. De leschte Mëttwoch nach, virun enger Woch, huet de Staatsminister gesot: „Et ass alles an der Rei. Mir hunn dat am Gréff!" An zwee Deeg duerno, freides, huet e gesot: „Elo geet et net méi anescht, elo musse mer schnell reagéieren!" Elo, wou d'Leit, wou d'Press, wou d'Spideeler déi Moossname verlaangen, reagéiert d'Regierung. D'Regierung anticipéiert net, si reagéiert just nach, an dat vill ze vill spéit. An ech soen lech: Dat mécht eis rosen, well mer Zäit verléieren an engem Kampf, wou d'Zäit bemooss ass!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir sinn och iwwerzeegt, datt an de méi rouege Méint, déi mer haten, am Juli, August, September, vill Zäit verluer ginn ass. Vill Zäit, fir sech uerdentlech virzebereeden. Vill Zäit, fir sech ze preparéieren op dat, wat elo amgaang ass, well mer wousste jo, datt et géif kommen.

Ech brauch nëmmen drun ze erënneren, datt mer hei an der Chamber 100-mol gesot hunn, datt mer am Hierscht warscheinlech eng zweet Well géife kréien. Datt mer am Hierscht warscheinlech eng zweet Well géife kréien, datt mer e schwieregen Hierscht géife kréien, datt mer d'Explikatiounen, firwat et am Hierscht esou géif goen, schonns am Juli kruten. Mir woussten et. D'Regierung wousst et. Mee et ass net konsequent virbereet ginn.

Et si selbstverständlech eng Rei Saache gemaach ginn, déi ech och net wëll klengrieden. Et ass e Large-Scale-Testing op d'Bee gesat ginn. Et ass e Stufeplang fir d'Spideeler gemaach ginn an et ass esou eppes wéi e Stufeplang fir d'Éducation nationale gemaach ginn. Mee eng Rei aner Saache feelen eis awer kloer an hätten an eisen Ae misse gemaach ginn. Wou sinn déi Diskussiounen an déi Virbereedung iwwert dat, wat mer gefrot hunn a wat och d'Dokteren haut froen, iwwer e Covidspidol, wat eng ganz aner Organisatioun am Secteur hospitalier méiglech gemaach hätt a wat eis och erlaabt hätt, warscheinlech besser d'Kontinuitéit vun der klassescher Medezinn ze assuréieren?

Wou ass dee generelle Stufeplang, dee mer och gär gehat hätten, wéi en zum Beispill an Irland ass, wou a fënnef Phase predeterminéiert ass, organiséiert ass, duerchdiskutéiert ass, wat a wat fir enger Phas antrëtt, déi dann och direkt ëmsetzbar ass, wou jiddweree weess, wat kënnt, wann déi Phas declenchéiert ass, wou jiddweree weess, wéini déi Phasen declenchéiert ginn, a wou d'Texter och virbereet sinn? Hei hu mer et ze di mat technesch schlechte Gesetzer, déi net virbereet waren, wou ech d'Impressioun hat, datt nach de leschte Freideg am Regierungsrot Kommae geréckelt gi sinn an déi eng an déi aner Saach esou oder anescht géif gemaach ginn.

Et gouf gesot, dat géife mer maachen, well mer Flexibilitéit brauchen a well mer e Monitoring um Terrain géife maachen, an dofir wäre mer besser wéi am Ausland. Ech soen: Dat huet eis onméiglech Diskussioune bruecht, Onzefriddenheet, Onverständnis, och no baussen, well d'Leit net woussten, wat se géif erwaarden, wann d'Situatioun méi schlecht géif ginn, an och Texter, déi net ausgeräift sinn.

Mäin drëtte Punkt: Et ass zwar eng Teststrategie en place gesat ginn, mee ech stellen awer elo fest, datt fir déi Teststrategie do, wou d'Leit mat Ordonnancen a Laboe ginn, enorm Schwieregkeete sinn. Et ass Jonglënster derbäigesat ginn, et ass de Kierchbierg derbäigesat ginn, mee nach si ganz laang Waardezäiten! An ech hunn nach virun e puer Deeg gesinn, wéi d'Leit stonnelaang dobausse stoungen, virun de Laboratoiren am Ree stoungen, fir mat Ordonnance en Test gemaach ze kréien.

Do soe mer ganz kloer, datt mer gär déi Prioritéit ëmgeswitched hätten. De Large-Scale-Testing ass wichteg, mee prioritär sinn an eisen Aen awer déi Leit, déi mat Ordonnance kommen, fir en Test ze maachen. An déi sollen och prioritär zerwéiert ginn. Mir hätte gär e Switch an de Prioritéite vum Testing.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat selwecht gëllt fir den Tracing. Et ass d'urgence nogerüst ginn. An ech sinn och extreem dankbar, datt souwuel d'Militär wéi d'Luxair, wéi wien och nach ëmmer zousätzlech agestallt gi sinn. An ech soen lech och, ech soen lech et wierklech: Et si formidabel Leit, déi do schaffen! Ech hat d'Geleeënheet, selwer mat hinnen ze diskutéieren doriwwer. Déi hu mer erzielt, wivill Stonne se dosëtzen, wéi schwiereg et ass a wéi vill Honnerten, Dausende Fäll se am Fong nach ze traitéieren hätten, déi se guer net méi traitéiert kréien. Den analogen Tracing ass total iwwerfuerdert. D'Leit ginn eréischt sechs Deeg, nodeems se a sech den Test gemaach hunn a positiv getest gi sinn, ugeruff. An an deenen Deeg wësse se net, wéi se sech solle behuelen.

Ech verstinn dat alles. Mee ech soen: Mir sinn haut an enger Situatioun, déi total, total iwwerfuerdert ginn ass! Den Artikel 7 an den Artikel 5 vum aktuellen Text ginn an der Realitéit net méi applizéiert. Den Tracing gëtt net méi esou gemaach, wéi en am Text beschriwwen ass. Déi Leit, déi eng Ordonnance de quarantaine kréien, kréie se heiansdo siwen Deeg duerno, nodeem am Fong hir Quarantän schonn eriwwer ass. D'Ordonnances d'isolement kommen heiansdo sechs Deeg duerno, dat heescht, d'Leit kréie keng Reaktioun, wa se scho sechs Deeg positiv getest sinn, wëssen awer net, wéi se sech sollen an deene sechs Deeg behuelen, wa se dann net d'Zeitung gelies hunn a wëssen, datt se d'Leit selwer mussen uruffen.

Et ass dat, wat kéint hëllefen. Et ass dat, wat och an deene leschte Woche gehollef huet, deen Tracing, mee momentan ass en total, total debordéiert. Et ass kee Reproche, et ass just eng Feststellung!

An da soen ech: Dir wollt d'Tracingapp net, mee mir bräichte se elo, haut, absolutt dréngend! Et ass d'ailleurs vill ze vill spéit. Et ass méintelaang näischt gemaach ginn. Et ass souguer de Contraire gemaach ginn. Et ass wochelaang géint esou eng Applikatioun eng Negativstëmmung produzéiert ginn. A wann Der se haut wéilt maachen, hätt Der souguer Schwieregkeete wéinst deem, wat an deene leschte Méint gesot ginn ass, fir d'Leit nach ze iwwerzeegen, datt se sënnvoll wär. Mir fannen dat grob farlässeg. Mir hunn dat schonn zéngmol gesot. Mer hunn heibannen eng Motioun driwwer ofstëmme gelooss. An an der Kommissioun krute mer vum Staatsminister gesot: „Wëllt Der da wierklech 4,5 Milliounen dofir ausginn"? Eis Äntwert war deemools: „Jo!" An eis Äntwert ass haut: „Hätte mer et dach nëmme gemaach!"

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här Staatsminister, an da soen ech och, well Der hei sidd, datt déi Gouvernance, déi Der hutt an där ganzer Kris - eng vun deene gréisste Krisen, déi mer säit Generatiounen hei am Land kennen -, datt ech déi net richteg verstinn. Dir sot ëmmer, mir sollen dat zesumme maachen. An Ärer Plaz hätt ech probéiert, dee ganze politesche Spektrum mat u Bord ze kréien. Net nëmmen Informatiounen ze maachen, nodeems d'Decisioune scho geholl sinn, net nëmmen am État de crise reegelméisseg bei d'Chamber ze kommen, mee reegelméisseg mat de Parteien ze schwätzen, fir déi schwieregst Moossnamen, déi ee kann huelen, prealabel gemeinsam virzebereeden. Dofir wär an deene leschte Méint Zäit gewiescht. Dat wollt Der net. Dir hutt deliberéiert en anere Choix geholl. Dat ass Äert Recht, mee dann ass et awer och Är Responsabilitéit!

Ech verstinn, datt Der an d'Oppositioun kee Vertrauen hutt, mee mir hunn och keent an lech!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mee ech soen och: Haut, elo an dësem Moment ass déi ganz Geschicht, dee ganze Passé mer am Fong egal! Ech sinn zwar rosen, mee och dat ass mer à la limite egal. Dofir hu mer keng Zäit méi. Mir sinn an enger Krisesituatioun. An ëm wat geet et elo? Et geet drëm, wat mer elo, haut, decidéieren. Soe mer haut: „Mir hunn d'Saach net méi ënner Kontroll, mir waarden op e Vaccin"? Soe mer: „Et ass alles kee Problem, mir zéien de Kapp an, mir loossen et lafen"? Oder soe mer eis als Politiker: „Mir kënnen Afloss hunn, och an esou enger Krisenzäit, wa mer konsequent, konstant dat maachen, wat mer mengen, wat richteg ass!"?

Wat wëlle mer haut? Ech mengen, eis Zilsetzung ass net vill anescht wéi déi vun anere Fraktiounen. Mir wëllen, datt d'Aarbechtswelt a groussen Deeler weider fonctionéiert, och wann dat heiansdo anescht ass, mat anere Fonctiounsweisen, an och wa mer et net iwwerall an all Secteur esou fäerdegbréngen, wéi mer et wëllen. Mir wëllen, datt d'Schoul weider fonctionéiert, och wann d'Schoul muss anescht fonctionéieren, mee se muss awer weider fonctionéieren, well soss ass et extreem problematesch fir eis Gesellschaft, fir den Zesummenhalt, fir d'Kohärenz a fir d'Zukunftschancen. An dofir, well mer dat wëllen, musse mer all vill aner Aktivitéiten eroffueren, fir datt eise Gesondheetssystem et packt. An dat musse mer maachen, och wann et schwiereg ass, och wann et contestéiert ass, och wa mer Onzefriddenheeten domadder declenchéieren.

An ech kann déi Onzefriddenheete verstoen. Mee ech soe mer: Et geet haut an dëser Situatioun net anescht, well d'Prioritéit ass, Liewen ze retten. An dat brénge mer nëmme fäerdeg, wa mer eise Gesondheetssystem um Fonctionéieren halen. E Gesondheetssystem, wou ech soen, datt formidabel Leit schaffen. Formidabel Leit! Ech hat vill Kontakt mat deenen engen oder deenen aneren, déi sech méi engagéieren, wéi vun hinne gefrot gëtt, well se wëssen, wat um Spill steet. An dofir si mer och obligéiert, Äntwerten ze ginn, schonn eleng wéinst deem Engagement, wat mer do fannen.

A mir mussen eis Froe stelle bei deenen Äntwerten, déi mer ginn: Ass dat, wat mer maachen, proportionell? Ass et kohärent? An ass et effikass? Mir wëlle keng Moossnamen, déi näischt bréngen a just do si fir ze soen, et hätt ee se dach gemaach. Se mussen eppes bréngen a se mussen effikass sinn.

An ech wëll op déi eenzel Moossnamen direkt agoen, ouni Saachen ze verstoppen. Déi pregnantst Moossnam ass déi vun der Ausgangsspär. Et waren och bei eis grouss Diskussiounen an der Fraktioun, an der Partei, mat verfassungsrechtleche Bedenken, mat Froen iwwert d'Proportionalitéit oder Iwwerproportionalitéit, iwwert d'Zilsetzung, iwwert d'Effikassitéit, iwwert de Sënn, fir dat am ganze Land ze maachen an et net nëmmen an dichtbesidelte Gebidder anzeféieren. An ech soen lech: Mir hätten och gären au préalable mat der Regierung driwwer diskutéiert, haaptsächlech iwwert déi Moossnam, iwwert d'Kohärenz vun dem gesamte Pak. An ech soen lech: Déi Diskussioun kréie mer och nach, ob mer et wëllen oder net. A warscheinlech méi kuerzfristeg, wéi mer et mengen!

Mir sinn awer an eiser Fraktioun zur Konklusioun komm, datt mer der Regierung keng Steng wëllen an de Wee leeën, well dat hei e Wee ass, iwwert dee Fester, Partyen, Rassemblementer, organiséiert oder net, kënnen ënnerbonne ginn. A well mer wëssen, datt vill Infektioune vun do hierstamen. Well et e klore Message ass op en absolutt noutwendegt Erofféiere vun deem Typ vu soziale Relatiounen an en Instrument, fir déi Zilsetzung ze erreechen. Aner Länner hunn och e „curfew" oder e „couvre-feu" do, wou d'Situatioun ausrutscht. A bei eis ass se manifestement och ausgerutscht.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Erofsetze vun der Zuel vu Leit, déi ee privat däerf empfänken, vun zéng op véier richteg ass. Dat hätt een och kënnen anescht organiséieren. Mee och aner Solutioune sinn net méi an net manner justifiabel wéi déi hei. Déi Moossnam liicht eis an.

Iwwert déi obligatoresch Maskeflicht dobaussen, da wa Rassemblementer sinn, ob se elo organiséiert oder net organiséiert sinn, brauch ech net ze schwätzen. Mir hunn déi schonns vu Juli un heibanne gefrot. Dat selwecht gëllt fir d'Redefinitioun vun de Rassemblementer. Säit dem éischte Gesetzestext, dee mer hei gestëmmt hunn, froe mer, datt dat d'Reuniounen an d'Rassemblementer, net nëmmen d'Réunion-organiséeën, mee allgemeng d'Reunioune soll concernéieren. Mir si frou, datt dat endlech dräi Méint duerno kënnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Den Artikel 3bis mécht eng Limitatioun vun de Clienten an de Grande-surfacen. Mir empfannen dat als noutwendeg. Ech hoffen, datt deen Text, dee mer elo haut stëmmen, och d'Strooss hält. Mir haten de Moien eng Diskussioun an der Chamberskommissioun doriwwer. Mir hätten et och als sënnvoll empfonnt, wann déi méi kleng Betriber eng Rei Reegele kritt hätten - déi ënner 400 m^2 -, et hätt een dat awer au préalable misse mat den Organisatiounen duerchschwätzen. Par ailleurs soen ech: Vill vun deene Betriber maachen dat automatesch, elo schonn, well se wëssen, viru wat fir eng Erausfuerderunge si och gestallt ginn.

Mir hunn en Artikel iwwert d'Sportsaktivitéiten, dee mer léiwer méi detailléiert gehat hätte wéi deen, deen elo am Text steet. Mee en ass awer och an eisen Aen noutwendeg, well e garantéiert eng Rei Sportsaktivitéiten an e garantéiert och de Schoulsport.

An och de Verbuet vun de Rassemblementer iwwer 100 Leit an de Verbuet vu Buvetten a Restaurante bei Rassemblementer ass an eisen Ae sënnvoll an dësem Kontext. En ass zwar hefteg, mee op jidde Fall ass e kloer. An och wann en hefteg ass: Et muss eeben haut sinn!

An eis Zilsetzung ass, ech hunn et gesot, d'Aarbechtswelt, d'Schoul oprechtzeerhalen, souwäit wéi méiglech, och wann et anescht ass. A mir wëssen, datt och an der Aarbechtswelt an och an der Schoul selbstverständlech Infektioune geschéien, datt ëmmer e Risiko do ass. Mir wëssen awer, datt mer dee Risiko mussen akzeptéieren. An dofir musse mer déi Risikolimitatioun, déi mer maachen, haaptsächlech bei de soziale Kontakter maachen, fir de Gesondheetssystem um Lafen ze halen, fir Liewen ze retten.

Dat, an näischt anescht, ass eis Zilsetzung. A fir dat ze erreechen, muss een iwwerall do, wou Infektioune geschéien, an Infektioune si quasiment iwwerall, agéieren.

Ech hu schonns gesot: Dësen Text kënnt an eisen Aen ze spéit. An dësen Text geet eis och net duer. Dee gréisste Problem an dësem Text an an der genereller Politik vun der Regierung ass an eisen Aen d'Kohärenz. An ech soen lech firwat.

Op där enger Säit huele mer drastesch Moossname vun Ausgangsspären, vu Couvre-feuen. De Mars Di Bartolomeo huet gesot: „Mir sinn net an engem Krich!" Mee et sinn awer Moossnamen, wéi se a Krichsgebidder respektiv an Diktature stattfannen. Absolutt fräiheetsberaubend.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Nee. Ech hu jo net ... Ech wëll lech soen: Et sinn drastesch Moossnamen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hutt et gesot!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et si just drastesch Moossnamen op där enger Säit, Här Bettel.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Se hunn awer net dee selwechten Hannergrond, Här Wiseler. Se hunn net dee selwechten Hannergrond.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Nee!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech géif e bëssen oppassen op meng Wierder.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech weess, wat ech soen.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An ech stinn hannert deem, wat ech soen. Dir braucht mech net ze beléieren, wéi ech meng Wierder ausdrécken!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et sinn drastesch Moossnamen, déi mer geholl hunn. Mir hätte gär Kohärenz. Wann Der op där enger Säit drastesch Moossnamen huelt, dann hätte mer gär op där anerer Säit, datt Der et och an anere Secteure maacht, wou Der d'Saachen einfach lafe loosst. Well wa mer mat deenen drastesche Moossnamen averstane sinn, an et ass dat, wat ech wollt soen, dann hätte mer awer gär, datt an anere Secteure kohärent Moossname geholl ginn. Well soss sinn déi drastesch Moossnamen, déi mer hei huelen, schlussendlech net méi sënnvoll. An dat ass dat, wat mer gär hätten. Mir hätte gär Kohärenz vun der Politik.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi eng dann?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat soen ech lech elo.

An eisen Aen hätte mer gär zousätzlech Reegelen am ëffentlechen Transport gehat. Mir hätte gär zousätzlech Reegelen am ëffentlechen Transport, well mer gesinn, haaptsächlech am Schoultransport, wéi zwar d'Kanner an der Schoul auserneegehale ginn, mee wéi se am ëffentlechen Transport all zesummen op ganz enkem Raum sinn an net, an eisen Aen, genügend protegéiert sinn.

Mir hätte gär aner Reegelen an der Schoul gehat. Mir mengen net, datt d'Schoulen e besonnesche Risiko hunn, mee mir mengen awer, datt an der Schoul och e Risiko ass. Mir hu gëschter 13 Moossnamen an enger Motioun heibanne virgeschloen. Déi ass refuséiert ginn, déi sinn net ugeholl ginn.

Den Här Meisch huet eis erkläert, mir sollten dach vläicht emol eng Kéier an d'Schoul kucke goen, wat do lass wär. Ma ech soen lech: Ech hunn, an d'Kolleegen a menger Fraktioun och, mir hu konstant Relatioune mat Direktiounen, mat Léierpersonal, mat Elteren a mat Schüler. Mir wëssen, wat an der Schoul lass ass. An et ass genau, well mer deene Leit nolauschteren a well mer wëssen, wéi besuergt se sinn a wat fir eng Problemer do sinn, firwat mer déi Moossnamen hei erabruecht hunn. An dofir hätte mer gär, wa mer dat eent maachen, wat mer jo a sech vum Prinzip hier matënnerstëtzen, hätte mer awer gär op deenen anere Punkte Kohärenz, datt et voll duerchgezu gëtt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn och der Meenung, datt den Teletravail nach méi soll gefërdert an ënnerstëtzt ginn. Dir hutt et gesot, Här Staatsminister. Ech mengen, datt dee Rappel nach weesentlech méi pregnant muss an deenen nächsten Deeg gemaach ginn. Mir hätte gär, datt d'Kontrollen an d'Sanktiounen ausgeweit ginn. Dir hutt se an dësem Text op 100 Euro eropgesat.

Mir kréie ganz oft gesot, datt déi Moossnamen, déi mer hei festhalen, net ëmmer agehale ginn. An dofir soe mer, datt mer gär zousätzlech Kontrolle fir d'Anhale vun deene Moossnamen hätten.

Mir hätte gär eng Tracingapp. Dat hu mer scho laang gesot.

Mir hätten och gär e Plang fir d'Personnes vulnérables. Mir hunn de Moien eng gutt Diskussioun gehat iwwert dat, wat an den Altersheimer geschitt. Mir hätte gär eng zousätzlech Diskussioun och nach iwwert déi vulnerabel Leit, déi an de Familljen doheem sinn, déi sech heiansdo net protegéiere kënnen, wann de Covidvirus an hirer Ëmgéigend, an hirer Famill ass. An do hätte mer och gär zousätzlech Hëllefen, eng kohärent Politik vun hanne bis vir an an all Secteur ëmgesat.

Well d'Zäit eis fortleeft, ginn ech net am Detail op all déi Punkten an, déi mer an dësem Text technesch schlecht fannen, mee ech zielen der just e puer op.

Eng Rei vun deenen Artikelen, déi hei am Text stinn, sinn iwwerlieft. Den Artikel 5 an den Artikel 7 iwwert den Tracing respektiv iwwert d'Mise en quarantaine gi guer net méi esou applizéiert, kënnen net méi esou applizéiert ginn, wéi se hei am Text stinn. D'ailleurs huet den Direkter vun der Santé eng Rei nei Reegelen erausginn, wéi d'Leit, déi dann elo infizéiert sinn, déi positiv getest sinn, sech solle behuelen. Si sollen déi Kontakter, déi se haten, selwer kontaktéieren. Ech kann dat alles verstoen. Ech soe just: Den Text, dee mer elo hunn, an dat ass deen Text vu virdrun, ass net ëmgeännert ginn an entsprécht der Realitéit an eisen Aen net méi.

Eng Rei Artikele sinn och net kloer am Zesummespill, sinn net kohärent, zum Beispill den neien Artikel 4 Punkt 3 a 4 iwwert d'Rassemblementer, wou mer d'Zesummespill net richteg gesinn.

Aner Artikelen, wéi gesot, ginn eis net wäit genuch, wéi zum Beispill deen iwwert d'Grande-surfacen, wou mer och nach gär aner Reegele fir aner Commercë gehat hätten.

A verschidden Artikele sinn eis net prezis genuch, wéi deen iwwert de Sport. Ech hunn dat virdru schonn ugeschwat.

Ech kéint elo weiderfueren. Dir sot elo, an ech verstinn dat: „Den Text ass schnell geschriwwe ginn." Ech soen: Wann d'Zäit genotzt gi wär déi Méint virdrun, fir e Stufeplang auszeschaffen, wou all déi Moossnamen do virdru festgehale gi wären, wou se preziséiert gi wären, wou se hätte kënnen heibannen diskutéiert ginn, da kéinte mer dat ganz anescht ugoen. Da wären och eis Diskussiounen heibanne ganz anescht. Ech mengen, dat hätt ee kënnen anescht upaken, haaptsächlech well, wéi d'Ministesch et seet, mer et säit Juli komme gesinn hunn.

Mir si mam Prinzip vun dëse Moossnamen averstanen. Mir fannen, datt dës Moossname solle schnell kommen, well mer se brauchen. Mir hätten eis och aner Moossname kënne virstellen. Mir wëllen awer zum Ausdrock bréngen, datt haut schnell muss gehandelt ginn. Dofir ware mer och als Oppositioun d'accord, fir am Fong all d'Reegele vun der Chamber ausser Kraaft ze setzen, fir am Fong dem Chamberspresident an dem Kommissiounspresident ze soen: „Dir kënnt lech iwwer alles ewechsetzen. Mir si mat!" An ech mengen, datt mer als Oppositioun - ech schwätzen am Fong net nëmmen iwwert d'CSV, mee och iwwer aner Oppositiounsparteien, déi genau d'selwecht gehandelt hunn -, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Awer net d'ADR!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... datt mer eis bewosst sinn, wat d'Urgenz ass, an datt mer keng Steng wollten an de Wee leeën, fir datt mer weiderkommen. Mee mir fannen, datt dësen Text ze spéit kënnt. Mir fannen dësen Text net kohärent. Mir fannen dësen Text technesch problematesch. A mir fannen, datt dësen Text haaptsächlech net komplett ass. An dofir wäerte mer eis bei dësem Text enthalen.

Wéi ech dës Zeile virgëschter geschriwwen hunn, koum zur gläicher Zäit e Communiqué vun de Spideeler, deene vum Kierchbierg, eran, déi Patientevisitten ënnerbonnen hunn, well se et net packen, well se d'Patienten an d'Personal wëlle schützen.

Ech fannen dat dramatesch fir d'Patienten, fir hir Familljen. Ech fannen et awer och verständlech, well se en fin de compte keen anere Choix haten. Mir hate gëschter 774 Neiinfektiounen. Mir haten iwwert de Weekend eng Zuel vu Leit, déi an d'Klinik ageliwwert gi sinn, déi vun 92 op 135, dat heescht quasiment 50 %, an d'Luucht gaangen ass.

Et sinn alles eenzel Schicksaler vu Leit, déi a Schwieregkeete sinn. An dofir sinn déi juristesch Detailer mer am Fong egal, am Fong egal. Ech soe just haut, Dir wësst et: Mir sinn net um Enn. Dat heiten ass net dee leschten Text.

An ech soen der Regierung: Wann d'Regierung wëllt zousätzlech Moossnamen huelen, da géif ech just froen: Kommt, bereet se elo scho vir! Dat, wat an enger Woch oder an zwou Woche vläicht wäert kommen, kommt, maacht et elo! Kommt, mer bereeden et elo vir, datt mer prett sinn, wa mer et onbedéngt brauchen, datt mer déi Diskussioune matenee gefouert hunn a se net an aller Hetz musse maachen, datt mer och d'Leit dobausse kënnen drop virbereeden, datt esou Decisioune kommen.

Mir begréissen alles, wat effikass ass, sous condition, datt et kohärent a kontrolléiert ass. Mee sot de Leit dobaussen, wéi d'Situatioun ass! Gitt keng kontradiktoresch Messagen eraus fir ze soen: „Mir hunn alles am Gréff." An zwee Deeg duerno: „Lo musse mer awer schnell, schnell, schnell handelen." Sot de Leit, wéi d'Realitéit ass!

Ech ka verstoen, datt ee vun der Situatioun iwwerrullt gëtt, vill Regierunge sinn iwwerrullt, mee ech fannen, datt ee kloer an däitlech dobausse muss déi Realitéit nennen. D'Kredibilitéit vun der Regierung an déi Autoritéit verlaangt et, an ech soen dat als Oppositioun, datt ech mengen, datt d'Regierung an esou Zäite vun der Kris Autoritéit brauch, fir dat ëmzesetzen, wat noutwendeg ass. Maacht dat, wat Der ze maachen hutt! Dofir sidd Der gewielt. Dofir si mir gewielt, Majoritéit an Oppositioun.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëllen, nee, mir mussen alles maachen, all Mëttel a Beweegung setzen, fir en zweete Lockdown ze evitéieren. Duerfir ass et elo nees un der Zäit, méi lues ze trëppelen an d'Schrauf unzeéien. D'Devise ass kloer: Léiwer elo e bësse wéi spéider alles!

D'Infektiounszuelen an de leschten Deeg hu leider ëmmer méi alarmant Ausmoossen ugeholl. Ass et d'Wieder, wat och materaspillt? Huet de Virus mutéiert? Ech weess dat net. Ech kann lech dat net soen. Et schéngt mer awer, wéi wa mer eis vläicht nom Summer an enger gewëssener Sécherheet, an enger falscher Sécherheet gefillt hätten.

Mir hate jo gehofft, dass d'Recommandatioune vun deene sanitäre Sécherheetsmesuren, fir sech dorunner ze halen, géifen duergoen. An déi si jo hei uewen, ech géif soen, mantrahaft widderholl ginn: „Hänn wäschen, Ofstand halen, d'Mask undoen!" Mir haten drop gebaut, dass dat géif duergoen, fir d'Infektiounsketten ze briechen. Dat ass leider dës Kéier net méi de Fall.

Schonn am Summer an am fréien Hierscht hate mer mol Deeg, wou mer bei ëm déi 100 Neiinfektioune louchen. Do hu mer effektiv scho vun enger zweeter Well geschwat, mee mir kruten dat allkéiers erëm an de Gréff. Mir hunn den Drei kritt, ouni mussen nei Restriktiounen ze huelen. Dat geet leider dës Kéier net méi duer.

D'Analysen aus de Kläranlagen hunn erginn, dass de Virus an der Bevëlkerung present ass, an dat iwwerall, an dat am ganze Land. Am Verglach mam leschte Pic, an et ass scho gesot ginn, ass d'Quantitéit vum Virus an de Kläranlage véiermol méi héich.

Nieft de ville positiven Tester, déi gemaach ginn, ass eng héich Donkelziffer dësen Analysen zugronn och net méi vun der Hand ze weisen. Jo, mam kale Wieder ass et natierlech net méi esou einfach, sech ze distanzéieren. Mir halen eis erëm méi dobannen op. Mir lëfte gläichzäiteg manner. An dat kënnt dem Virus geleeën. Well e sech esou besser am Raum verdeele kann, well e sech besser verbreede kann a well e besser zirkuléiere kann.

Mee net nëmmen d'Infektiounszuele ginn an d'Luucht. Et sinn och erëm ëmmer méi eeler, ëmmer méi vulnerabel Leit betraff. Méi Leit, bei deenen d'Krankheet en eeschte Verlaf hëlt, déi mussen an d'Spidol goe respektiv souguer op d'Intensivstatiounen. An dat setzt eis Spideeler, dat setzt eist Gesondheetspersonal ënner enormen Drock.

Wärend mir am Fréijoer mat enger ganz neier Situatioun befaasst waren, wou et eis u Material gemangelt huet, sti mer elo virun engem ganz anere Problem: Mir mussen eis Suerge maachen ëm d'Gesondheet vum Personal, wat elo mat där zweeter Well konfrontéiert ass. An et kënnt och beim Personal ëmmer méi zu neien Infektiounen. Vill Leit falen aus, well se an Isolatioun oder a Quarantän musse goen. An dat ass eng immens Belaaschtung, déi net einfach esou ze behiewen ass.

Mir sinn eis spéitstens säit dem Rapport Lair alleguerte bewosst, dass mer e Personalmangel am Gesondheetssystem hunn. An dee riskéiert, an deenen nächste Joren nach méi grav ze ginn.

Eng grouss Majoritéit vun eisen Infirmièren an Aide-soignantë kommen aus dem Ausland bei eis schaffen, obwuel och eis Nopeschlänner net genuch Leit hunn. Dat ass beonrouegend; d'Material kann een nämlech bestellen, d'Gesondheetspersonal net.

Ech denken an deem Kontext nach eng Kéier un déi Well vu Solidaritéit, déi mer am Fréijoer haten, déi Well vu Solidaritéit mat dem Gesondheetspersonal. Wärend Woche sinn d'Leit owes op d'Terrass gaangen, fir hir Sympathie ze bekunden, fir deene Leit de Réck ze stäipen, déi un éischter Front géint de Virus gekämpft hunn an haut nach ëmmer kämpfen. Et waren d'Dokteren, d'Infirmièren, d'Fleegepersonal a vill anerer.

D'Infektiounszuele sinn haut weesentlech méi héich wéi deemools. Mir däerfe si elo net am Stach loossen!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Et däerf net esou wäit kommen, dass eise Gesondheetssystem iwwerlaascht gëtt, dass eist Gesondheetspersonal op der Felg dréint. An dowéinst ass elo de Moment, fir ze handelen an erëm méi streng Mesuren anzeféieren!

Här President, duerch déi ëmmer méi héich Infektiounszuele kënnt och de Contacttracing ëmmer méi u seng Limitten. An domat lafe mer de Risiko, dass potenziell Infektiounen onerkannt bleiwen an de Virus sech nach méi séier ka verbreeden. D'Regierung huet dowéinst keen anere Choix, wéi méi streng Kontaktbeschränkungen anzeféieren.

Dozou gehéiert op där enger Säit, dass net méi wéi véier Leit kënnen doheem invitéiert ginn an och net méi wéi véier Leit zesummen am Restaurant däerfe sëtzen.

Op där anerer Säit ass eis Situatioun awer esou eescht, dass eist Land fir déi éischte Kéier säit dem Zweete Weltkrich eng Ausgangsspär afféiert, an dat tëschent 23.00 Auer - 11.00 Auer owes - a 6.00 Auer moies.

An ech weess, mir hunn dat jo och an der Santéskommissioun erausgespuert, dass grad déi Ausgangsspär fir déi eng oder aner Fraktioun oder Sensibilité politique wäert de Grond sinn, fir d'Gesetzer net matzedroen. Ech kann lech soen, mir als DP-Fraktioun, déi d'Fräiheet an d'Selbstbestëmmung vun de Leit ëmmer ganz héichhalen, mengt net, mir géifen dat heiten de gaieté de cœur maachen!

Ech mengen, d'Regierung mécht dat och net de gaieté de cœur, mee mir sinn der Meenung, dass et e Mëttel ass, fir d'Rassemblementer ze kontrolléieren, an dass et e Mëttel ass, fir d'Zuelen erëm erofzekréien. Mir mussen alles versichen. A wann dat heiten eng Mesure ass, déi mer mussen huelen, dann huele mer se.

M. Gusty Graas *(DP).*- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Fir de Mataarbechter am Contacttracing d'Aarbecht ze vereinfachen, appelléiere mer awer och weider un d'Eegeverantwortung. Wann Dir e positiivt Testresultat krut oder wësst, dass Der mat enger infizéierter Persoun a Kontakt waart, da setzt lech wannechgelift an Autoquarantän, och wann Der nach net vum Contacttracing-Team kontaktéiert gouft.

Fir d'Noverfollgung vun de Kontaktpersounen ze erliichteren, soll een och eng Lëscht mat senge Kontakter maache vun deene leschten 48 Stonnen. Déi soll ee prettleien hunn, dass een dem Contacttracing-Team déi direkt iwwerreeche kann a matdeele kann. D'Formulairen dozou sinn online verfügbar. A sou ka jiddweree vun eis e wichtege Bäitrag leeschten, potenziell Infektiounskette séier ze erkennen a séier ze ënnerbriechen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Mir leien aktuell bei 400 Neiinfektioune pro 100.000 Awunner. Dat ass aachtmol méi héich wéi déi Limitt, déi festgeluecht gouf, fir e Land als Risikogebitt anzestufen. Et ass eng Situatioun, déi een net ka schéischwätzen. D'Situatioun ass ganz, ganz eescht.

An trotzdeem wëlle mer weiderhi mat alle Mëttelen e weidere komplette Lockdown, wéi mer en am Fréijoer haten, verhënneren. Dat wär nämlech net nëmme katastrophal fir eis Ekonomie, mee et wär och katastrophal fir d'Wuelbefanne vun eise Matbierger, déi duerch déi physesch Distanzéierung scho mental gelidden hunn an nach ëmmer leiden. D'Regierung huet versicht, eng Balance ze fannen, déi derfir suergt, de Virus anzedämmen an d'Gesondheet vun der Bevëlkerung ze schützen, ouni gläichzäiteg d'Liewen zu engem komplette Stëllstand ze bréngen.

D'Limitt vu véier Leit an d'Ausgangsspär bidden eis elo genau déi Méiglechkeet. An ech verstinn d'Frustratioun vun deem engen oder vun deem aneren, mee mir mussen eis alleguerten den Eescht vun der Situatioun virun Ae féieren.

Dee ganzen August hate mer Zuelen, déi gutt waren. Mir louchen ënner 50 Neiinfektioune pro 100.000 Awunner. An dat huet eis, mengen ech, e falscht Gefill oder d'Gefill vun enger falscher Sécherheet vermëttelt. Et ass engem vläicht virkomm, wéi wann dat Schlëmmst iwwerstane wär an d'Sécherheetsmesurë si vläicht net méi esou konsequent ugewannt ginn, mee zënter Enn September klammen d'Zuelen onënnerbrach a rasant. Et ass ganz kloer, dass mer dës sanitär Kris nach net iwwerstanen hunn. Mir sinn net iwwert de Bierg. Mir musse weider duerhalen. A mir mussen erëm méi Disziplinn un den Dag leeën. Mir verlaangen näischt Einfaches, mee mir verlaangen awer och näischt Onméigleches.

A mir sinn eis bewosst, dass den Horeca-Secteur dee wäert sinn, dee vun dëse Mesuren am meeschte betraff ass. An trotz den neie Restriktiounen hei am Land si mer bäi Wäitem net esou streng wéi an anere Länner an Europa. A mir wëllen och den Horeca-Secteur net onnéideg belaaschten.

A ganz Europa explodéieren d'Zuelen a verschidde Staaten hunn erëm ganz drastesch Mesuren agefouert. Tschechien an Irland féieren de Lockdown an. D'Belsch an Holland hunn hir Restauranten an hir Caféë komplett zougemaach. An Deeler vu Frankräich ass et d'selwecht, do gëllt eng Ausgangsspär ab 21.00 Auer owes. A wann een d'Mesuren analyséiert, déi gëschter vun der Bundesregierung geholl gi sinn, ech mengen, do kann ee getrouscht vun engem Lockdown light schwätzen an eisem Nopeschland.

Här President, obschonns mer mat dësem Text méi streng Mesuren afëieren an och d'Sanktiounen an d'Luucht setzen, appelléiere mer weider un d'Eegeverantwortung vun eise Matbierger. D'Ausgangsspär erlaabt zwar eng besser Kontroll vun de Rassemblementer, mee och daagsiwwer musse mer déi physesch Kontakter méi niddreg halen. Den Teletravail, et ass virdrun ugeklongen, soll wa méiglech erëm verstäerkt genotzt ginn, fir onnéideg Trajeten ze verhënneren. De Mask muss méi oft a konsequent gedroe ginn! An d'Distanze musse konsequent agehale ginn. Mir mussen elo alles, an alleguer zesummen, derfir maachen, fir d'Infektiounszuelen erëm erofzedrécken.

Dëst Gesetz wäert elo emol fir ee Mount gëllen. A wa mir eis strikt un d'Mesuren halen, da kéint d'Situatioun sech am Dezember vläicht berouegen. Wann net, dann ass net auszeschléissen, dass dës Mesurë misste verlängert ginn, och wa mer dat net gäre maachen.

Mir hätten eis alleguerte gewënscht, de Virus wär net opgetaucht. 147 Persounen hunn hiert Liewe verluer. Anerer leiden haut nach un de Follge vum Covid-19. De Lockdown huet déi mental Gesondheet vu ville Leit staark belaascht, bei den Erwuessene wéi bei de Kanner. Déi schoulesch Ausbildung vun esou munche Kanner huet gelidden, trotz de Beméiunge vum Léierpersonal, fir jiddwereen ze erreechen. A Jonker, déi dëst Joer an där aussergewéinlecher Situatioun, an där mer waren, hire Schoulofschloss gemaach hunn, hunn et bei der Aarbechtssich net einfach. Eis Betriber goufe schwéier getraff a wäerten nach eng laang Zäit mat de Repercussioune vun der Kris ze kämpfen hunn.

An ech hunn et an der Lescht hei uewen um Pult scho méi wéi eng Kéier gesot: Als Member vun der liberaler Partei gefält et mir natierlech net, an d'Fräiheete vum Bierger anzegräifen.

(Interruption)

Mir géifen dat net consideréieren, wa mir net der Iwwerzeegung wären, dass d'Ausgangsspär dat leschte Mëttel ass, fir e komplette Lockdown ze evitéieren.

D'Joer 2020 wäert eis alleguerten net a gudder Erënnerung bleiwen, mee et bréngt awer och näischt, fir sech ze beschwéieren. Elo gëllt et, d'Äerm eropzestréppen an alleguer zesummen dat Bescht aus der Situatioun ze maachen.

Bis e Vaccin op de Marché kënnt, muss all Eenzelne sech un d'Reegelen halen. An all Eenzelne muss sech d'Fro stellen: Wëll ech en Deel vum Problem sinn oder wëll ech en Deel vun der Léisung sinn?

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Rapporteur, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an och fir seng Beméiungen an dësem dach awer schwieregen Dossier, deen hien elo säit Mäerz mat grousser Kompetenz a mat ganz vill Engagement all Kéiers an de Kommissiounssitzungen an och hei begleet an och matorientéiert. Merci Mars!

Merci och der Chamber, dass déi Diskussiounen an der Kommissioun deels emol méi aventuriéis sinn, mee awer ëmmer an déi richteg Richtung ginn. Merci och dem Personal vun der Chamber. Merci dem Personal vun der Santé. Merci eiser Ministesch. An och merci dem Staatsrot, zemools an dësem Gesetz, dat huet misse ganz séier gestëmmt ginn, fir seng Flexibilitéit. A jiddwerengem och merci fir säin Engagement.

Haut stëmme mer nei Mesuren. An déi si méi restriktiv. Si sinn noutwendeg, justifiéiert a se si proportional zu deem, wat ee gären hätt. An déi Fro do, ob se proportional sinn oder ob se justifiéiert sinn, déi hu mer eis bei all Gesetz, wat mam Covid ze dinn hat, misse stellen. A Lëtzebuerg steet mat deene Mesuren, déi et haut wäert huelen, déi mer haut wäerten huelen, net eleng do. Iwwerall am Ausland - kuckt lech d'Zeitungen un! -, iwwerall ginn nei Mesurë geholl, op der ganzer Welt an och bei eis ronderëm. An dat si ganz ënnerschiddlech Mesuren!

Déi eng maachen d'Schoulen zou. Déi meescht loossen d'Schoulen op, glécklecherweis. Gëschter si mer och schonn hei drop agaangen, dass dat wichteg ass, dass d'Schoulen opbleiwen. Déi aner, déi maachen d'Restauranten an d'Caféen zum Deel zou, a verschiddenen Deeler am Land, anerer maache se ganz zou. Rassemblementer gi limitéiert an der Zuel oder ganz verbueden. Et gëtt bei deenen engen eng Maskeflicht bannen, bei deenen anere gëtt et eng fir bannen a baussen. D'Kultur- a Sportstätten, do gëtt et och ganz ënnerschiddlech Moossnamen, vu ganz zou bis ganz op. An et gëtt der och, déi hunn eng Ausgangsspär, vu limitéiert bis iwwerall.

An eis Noperen? Vläicht e Wuert direkt do zur Tracingapp, wat jo eng vun de Mesuren ass, déi d'CSV hei proposéiert huet, déi hätt misse kommen. De Macron, President vu Frankräich, huet am September den Echec vu senger StopCovid-App aktéiert. An en huet gesot: „Déi muss ganz ëmfonctionéiert ginn." Also 2,6 Millioune Leit a Frankräich hunn déi App do erofgeluede vu 60 Milliounen, déi do wunnen. An Däitschland si mer bei 40 %, déi se erofgelueden hunn. An et weist och do ganz kloer, dass déi Tracingapp net „das Maβ aller Dinge" ass an dass déi och elo net déi Kris hei verhënnert hätt.

Virdrun hunn ech eng ganz Rei vu Mesuren opgezielt. An all déi Mesuren, déi hunn en Impakt. Alleguer hu se en eenzelnen Impakt. An d'Zesummespill vun deene Mesuren, dat huet och en Impakt. Et kann een net eng Mesure eenzel kucken. Nei Mesuren hänke vun deenen of, déi virdru geholl goufen. An dat Ganzt, dat ass ee Ganzt! Et ass schwéier, hei Vergläicher mam Ausland ze maachen. An hei zu Lëtzebuerg, do ware mer konsequent an ugepasst, mir hunn eis der Situatioun am Land ugepasst an de Leit, déi hei wunnen a schaffen. An ech fannen, dass mer déi Kris bis elo exzellent hei zu Lëtzebuerg gemeeschtert hunn.

Mir hunn eis Mesuren dann ugepasst, wann et noutwendeg war. Mir hunn eis net dreiwe gelooss. Mir hunn net panikéiert. Mir hunn och net op déi populistesch Stëmme gelauschtert, déi heiansdo Saache gezielt hunn, déi mer heibannen och gezielt kritt hunn. Mir hunn eis do net dreiwe gelooss. A mir hunn eis op d'Zuele verlooss. Mir hu reagéiert, wou mer et hu misse maachen, net ze fréi an och net ze spéit.

Mir hunn d'Zuele vun deene leschten Deeg hei gekuckt. An déi weisen elo, dass d'Situatioun sech verschäerft huet. No engem Appell un d'Eegeverantwortung vun der leschter Woch … Et war richteg, deen Appell ze maachen, well d'Zuelen dee Moment déi Moossnamen, déi dee Moment en place waren, och justifiéiert hunn, an et huet een net misse méi schlëmm Moossnamen huelen. Duerno koum e Rapport vum LIST eraus, deen och méi kloer bewisen huet, dass d'Zuelen an d'Luucht géife goen. Dunn ass nach eng Kéier en Appell gemaach ginn: Passt op! Passt op! Huelt Är Eegeverantwortung!

An där dote Situatiounen, där hate mer schonn zweemol! Do huet kee gejaut heibannen: „Mir musse vill méi schlëmm Moossnamen huelen!" Do ass et esou gaangen, wéi mer gehofft hunn, dass et och dës Kéier sollt goen, dass d'Eegeverantwortung géif wierken an dass d'Zuele géifen erofgoen. Et ass awer net esou komm. An duerfir huet d'Regierung dunn direkt och reagéiert an huet nei Mesurë proposéiert. An dat ass och richteg esou.

D'Ministesch huet dat gutt erkläert. A fir mech, mengen ech, hätt och misse jiddwereen dat verstoen.

Wat sinn dann déi nei Mesuren?

Et kënnt zu enger ganz aschneidender Mesure. Et gëtt eng Ausgangsspär vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer. Véier ass déi nei Zéng. Och dat ass wichteg.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hunn och verstan.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Rassemblementer gi limitéiert. D'Zoumaachen am Horeca-Beräich geet vu Mëtternuecht op 23.00 Auer erof. D'Maskeflicht an eng Begrenzung vun de Leit an de grousse Butteker iwwer 400 Meterkaree kënnt. D'Maskeflicht, wa méi wéi véier Leit beienee sinn. An et dierf een och nëmme véier Leit doheem invitéieren. Et dierf ee sech och nëmmen zu véier am Sport, beim Training zesummesetzen. An dat alles, fir Infektiounsketten ze verhënneren.

Déi sozial Kontakter solle limitéiert ginn, solle staark, awer net komplett ënnerbonne ginn. An dat gehéiert och zu enger Mesure vun der Santé mentale. Et ass net einfach, esou e Lockdown ze maache mat all deene Konsequenzen, déi dat huet. Et héiert een ëmmer erëm, datt d'Leit sech driwwer opreegen: „Jo, dat huet immens Auswierkungen op d'Santé mentale vun de Leit!" Jo, dat ass richteg. An duerfir maache mer dat jo och haut nach net. An ech hoffen och net, datt mer et mussen eng Kéier maachen.

De „Bleif Doheem" vum Mäerz, dat ass elo e „Bleif Doheem no 23.00 Auer a limitéier deng Kontakter" ginn. Déi Mesurë sinn ugepasst. A mir als LSAP sti voll a ganz hannert dëse Mesurë vun der Regierung a vun eiser Gesondheetsministesch, mee mir wëssen och, dass et en Drahtseilakt ass. Mir wëssen och net, wéi d'Situatioun evoluéiert. Déi Mesurë kënnen haut gräifen, mee si kënnen awer och net gräifen. A mir mussen och vläicht nach méi streng Mesuren huelen.

Dat weess awer keen heibannen. Et soll och elo keen heibanne maachen, wéi wann en et wéisst. Dat weess keen heibannen! Mir sinn do dependant vun dem Verhale vun de Leit. Mir hoffen, datt déi Mesuren, déi mer huelen, gräifen, fir datt d'Zuelen net nach méi an d'Luucht ginn.

D'Schoule fonctionéiere glécklecherweis weider. Mir hoffen alleguerten, datt déi Woch Vakanz, déi elo kënnt, e bësse Rou do erabréngt. An der Schoul sinn d'Kanner nämlech an enger gewëssener Kontroll. Se sinn och mat deene selwechte Leit zesummen an d'Infektiounsweeër sinn do novollzéibar.

Et gëtt och kee Grond - ech froe mech och, firwat datt d'Leit dat maachen -, un den Aussoe vum Minister Meisch ëmmer ze zweifelen, dass d'Kanner sech an der Schoul net méi géifen ustieche wéi enzwousch anescht. Firwat gëtt dat einfach esou behaapt? Dat ass jo evidenterweis net de Fall.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et huet kee gesot „méi"!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An duerfir, do gëtt et Zuelen. An do gëtt et Zuelen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir hunn net gesot „méi"!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir braucht dat nëmmen ze kucken!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir sot just „iwwerhaapt net".

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et brauch een d'Zuele just ze kucken. Duerfir … Mee wat awer richteg ass: Ech kann awer d'Onsécherheet vun den Elteren, vun den Enseignanten a vun de Kanner verstoen. Ech kann déi verstoen. An do musse mer gutt kommunizéieren. Do musse mer vläicht besser kommunizéieren, wéi mer dat bis elo gemaach hunn am Allgemengen, net bezunn nëmmen op ee Minister.

Ech hu mer selwer e puer Froe gestallt an ech hu mer selwer och e puer kloer Äntwerten hei ginn. An déi wëll ech lech och hei soen.

(Hilarité)

Sinn dës Mesuren hei ze spéit? An eng kloer Äntwert ass: Nee! Well déi Mesuren, déi mer hei huelen, déi baséieren op Fakten. Déi baséieren op Zuelen. D'Zuelen, déi mer hunn, déi hunn erginn, dass mer dës Mesuren hei huelen an och elo dee richtegen Zäitpunkt ass, fir déi Mesuren ze huelen. An d'Regierung ass hei och hirer Linn treibliwwen. Si huet sech bis elo ëmmer op Fakten, ëmmer op Zuele baséiert. A si maachen et och dës Kéier.

D'Zuel vun der Beleeung vun den Intensivbetter huet och elo déi Mesuren hei néideg gemaach. A mir hoffen och, datt se en Impakt hunn. Och wann ech haut Saache gelies hunn, déi mech awer erëm drun zweifelen dinn, dass alles säin Impakt esou séier wäert hunn, sinn ech awer der Meenung, dass dat heite richteg ass.

An et ass awer, Dir Dammen an Dir Hären, einfach, duerno alles besser ze wëssen. Dat ass awer e bëssen einfach.

Ginn déi Mesurë wäit genuch? Jo. Ech sinn der Meenung, datt se wäit genuch ginn. Mir sinn der Meenung, datt se wäit genuch ginn. Se sinn nämlech ugepasst.

Se gi wäit, mee si erlaben awer nach e Liewen. Och wann et e Liewe mat Aschränkungen ass, erlaabe se awer, nach e gesellschaftlecht Liewen ze hunn. An och dat ass eis ganz wichteg. Och dat ass wichteg fir d'Wuelbefanne vun de Leit. An et ass och wichteg fir eis Ekonomie. Mir si grad an den Diskussiounen iwwert de Budget. Mir hunn alleguer héieren, datt mer dës Kéier en Defizit maache vu 5 Milliarden. Dat huet awer alles en Impakt. Och dat muss jo matspillen.

Ech hu keen an de leschte Wochen héieren, dee sech e Lockdown gewënscht huet. Déi Mesuren, déi mer hei hunn, déi kënnen duergoen, wann d'Leit sech drun halen. An ass dat net de Fall, da musse méi streng Mesurë geholl ginn a weider Mesurë geholl ginn.

Mir mussen also d'Evolutioun am A behalen, sou wéi mir dat bis elo nach ëmmer gemaach hunn. D'Moossname leien an der Linn vun deene Mesuren, déi mer virdru geholl hunn. Se si streng genuch, mee se sinn et net ze vill. Well mir hu virdru méi streng Moossnamen hei zu Lëtzebuerg gehat wéi an den Nopeschlänner a mir konnten eis doduerjer och nach eng Dier oploossen. Eis Evolutioun vun der Krankheet ass nämlech dephaséiert zu där aus dem Ausland. Duerfir kann een d'Mesuren aus dem Ausland och net eent zu eent hei zu Lëtzebuerg iwwerhuelen oder ëmsetzen oder se mat eise vergläichen.

Zur Ausgangsspär: Bréngt déi Ausgangsspär iwwerhaapt eppes? Eleng gekuckt, bréngen d'Moossname warscheinlech net ëmmer dee gewënschten Effekt. Et ass eeben, wéi virdru gesot, en Zesummespill. An et gëtt zur Ausgangsspär ganz kloer Aussoen.

D'Directrice générale vun der Agence régionale de santé de Guyane sot: De Couvre-feu war „très efficace". En huet en „effet immédiat" op d'Contaminatioun, op d'Zuel vun den Hospitalisatiounen an der Rea gehat, well déi ass op d'Hallschent erofgaangen.

Änlech Aussoen héiert een zu Antwerpen, wou den Taux de reproduction vun 2 op 0,7 erofgaangen ass. Et héiert een och änlech Aussoen aus Jordanien, aus dem Maroc, aus Südafrika an aus Indien. Et gëtt och eng Etüd aus Wales, déi kloer weist, datt esou e Firebreak, dat, wat mer hei elo virschloen, äusserst wierksam ka sinn. D'Ausgangsspär huet also eng direkt Wierkung, am beschten a Kombinatioun mat anere Mesuren.

A meng leschte Fro: Ass d'Regierung genuch virbereet gewiescht? Jo, ech menge schonn, datt d'Regierung genuch virbereet ass. Souwäit ee sech an dësem Dossier, an dëser Situatioun iwwerhaapt ka virbereeden. Well wie weess, wie kennt dann heibannen d'„Léierbuch Covid-19", wat ee kann eraushuelen an opschloen a wou ee kucken, wou mer dru sinn, an dann déi nächst Mesuren huelen? Dat kennt keen heibannen, well et esou e Buch net gëtt!

Et gëtt keen esou e Buch. A mir mussen eeben hei schaffe mat deenen Donnéeën, déi mer hunn. Mir musse schaffe mat deene Leit, déi mer hunn. An déi Leit, déi hei geschafft hunn, déi hu vill geschafft. Vu Mäerz u sinn et der, déi schaffen all Dag. All Dag schaffe si un der Verbesserung vun der Situatioun!

An och d'Opflamen am Summer, am September hu mer musse geréieren. Och do hu Leit dru geschafft, obwuel se Congé haten. Et sinn der awer och an de Congé gaangen, wat jo och richteg ass, well déi Leit hunn och nëmme begrenzt Méiglechkeeten an Energie. Et muss een déi och heiansdo sech optanke loossen. D'Regierung huet dat gemaach, wat richteg war, huet déi richteg Decisioune geholl an huet sech och sou gutt op déi Situatioun virbereet, wéi et iwwerhaapt méiglech war.

Déi Moossnamen hei, déi gi wäit. Se sinn net liichtfankeg ze huelen, mee se sinn absolutt noutwendeg, wa mer d'Zuele vun den Infektioune wëllen erofkréien an de Kollaps virun allem am Gesondheetssystem wëlle verhënneren. An d'Regierung mécht, wat se ze maachen huet; fir den Här Wiseler erëmzehuelen. Si mécht genau dat, wat se ze maachen huet.

A leider, Dir Dammen an Dir Hären, kréie mer an dësem Projet keng Unanimitéit. D'Oppositioun stëmmt dëse Projet de loi net mat. An net, well se sech eens sinn, wat ee sollt maachen, well d'Meenunge ginn nämlech do total auserneen. Déi eng soen: „Et ass vill ze schlëmm, wat Der maacht!" An déi aner soen: „Et ass net schlëmm genuch!" Déi aner, déi soen: „Mir sinn d'accord mat de Mesuren, mee mir stëmmen de Projet de loi awer net mat!"

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'Oppositioun si jo och e puer Parteien. Net nëmmen eng!

(Interruption)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Eng ganz couragéiert Haltung, fannen ech iwwregens. Eng ganz couragéiert Haltung fir ze soen: „Mir sinn d'accord mat de Mesuren, mee mir stëmmen de Projet de loi net mat!"

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- D'Oppositioun ass sech also eens, datt se dergéint ass, mee si ass sech net eens, firwat datt se dergéint ass.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dach, Dir hutt just net nogelauschtert!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Oppositioun huet keng Koalitioun matenee gemaach.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Schwätzt déi eenzel Parteien un, net d'Oppositioun als Ganzt!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- … en homogeene Block!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- … Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir schwätzt net nëmme fir lech, Madamm Hansen. Dir musst da fir d'Oppositioun schwätzen. An déi si sech net eens. Mee d'Regierungsparteien, déi dräi Regierungsparteie si sech eens!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ma lauschtert, mir hunn awer keng Koalitioun matenee gemaach.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Dir waart lech gëschter och net eens!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir sidd awer witzeg!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Déi si sech eens, dass hei musse Mesurë geholl ginn. An déi si sech eens, ob et Mesurë ginn. An dat ass och richteg esou!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech ka gutt fir mech selwer schwätzen, Här Engel.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A gëschter ware se sech och eens?!

M. Georges Engel *(LSAP).*- A wann ech dann op d'Proposen hei awer kuerz wëll agoen ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President?

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Engel, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dono, wann ech fäerdeg sinn.

Wann ech dann op d'Propose wëll agoen, déi hei vun der CSV gemaach ginn, dat si vill Prop... Also, et si vill Froen a wéineg Proposen, muss ech zwar soen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Pff!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Gëschter ass hei d'Demande komm mat 13 Proposen effektiv vun der Schoul. Ënner anerem war do eng derbäi - an dofir hu mer dat jo och net matgestëmmt -, fir d'Kanner vu sechs Joer un dee ganzen Dag mat der Mask an der Schoul sëtzen ze loossen. Dat wëlle mir net! Mir fannen dat net gutt. An duerfir hu mer dat net gestëmmt.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, Dir hutt déi aner Saachen och net gestëmmt.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wann Dir dat gutt fannt ... Dat hutt Dir jo gesot. Dir fannt dat richteg. Dir fannt et richteg, datt d'Kanner vu sechs Joer u mat der Mask de ganzen Dag an der Schoul sëtzen. Mir fannen dat eeben net richteg.

Dat ass eeben ... Dir kënnt där Meenung sinn. Mir sinn eeben enger anerer Meenung. Dat ass och ... Dat ass eebe sou.

Dir sot och, den ëffentlechen Transport fir an d'Schoul misst besser gereegelt ginn. Jo, dat kann een ëmmer soen. Wou ass dann d'Propos? Wat proposéiert Der dann?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hunn zwou Saache proposéiert!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wou schlot Der dann d'Buschaufferen aus dem Steen, déi net do sinn?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hunn zwou Sache proposéiert!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wou schlot Der dann d'Bussen aus dem Steen, déi net do sinn?!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hu Reesbussen, déi dostinn, ouni dass se géife gebraucht ginn. An den Horaire kann decaléiert ginn.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir sot, dat géif esou einfach goen. An et ass net mat dräi Busse gemaach!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Et si Reesbussen, déi fräi sinn.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass net mat dräi Busse gemaach.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Den Horaire kann decaléiert ginn, dat hu mer och als Propos gesot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir kënnt dach net hei soen, dass dat esou einfach wär.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Et si masseg Reesbussen à disposition!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An et ass nach net ... Dat ass jo och net wouer.

An d'CSV seet hei, mir wären als Regierungsparteien an d'Regierung wär net kohärent. Bon, d'Kohärenz an den Aussoe vun der CSV an deene leschte Méint, an dëser ganzer Kris, also, datt d'CSV genau dat seet, dat ass awer wierklech ..., dat weist d'Inkohärenz vun der CSV nach vill méi.

De Jean-Claude Juncker seet, et wär eng ganz gutt Gestioun vun der Regierung gewiescht an dëser Kris.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- En huet dat virun e puer Méint gesot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- D'Spärstonn: eng Kéier opmaachen, eng Kéier méi spéit. Den Deconfinement: „Jo, mir sinn d'accord", herno geet et net séier genuch fir erauszegoen. Nee, dat ass keng Kohärenz, Dir léif Kolleege vun der CSV! Mir huelen hei Responsabilitéit. Mir huelen eis Responsabilitéit hei gären. A mir huele se, well et noutwendeg ass fir d'Land.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der CS... net vun der CSV, mee vun der LSAP.

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also mir géife se op jidde Fall net unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President?

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser, fir dem Här Engel eng Fro ze stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools merci, Här President. Ech wollt awer reagéieren op den Här Engel, wat hie gesot huet a seng e bësse bizar Theorie iwwert d'Oppositioun.

Mir hunn dee gréisste Respekt virun der Kolleegin Martine Hansen, déi Fraktiounscheffin vun där gréisster Oppositiounspartei heibannen ass, der CSV. Awer ech froe mech trotzdeem, wéi d'sozialistesch Partei hei op déi Iddi kënnt, datt d'Fraktiounscheffin vun der CSV kéint am Numm vun enger Oppositioun schwätzen, déi vun deene Lénke mat hire Gesellschaftsvirstellungen bis zur ADR vu méi konservativer Natur reecht.

Ech mengen, huet d'LSAP esou wéineg Versteesdemech fir déi politesch Landschaft hei am Land, datt se hei wëllt déi Theorie vertriede wéi an anere Länner, datt et een Oppositiounsfürer gëtt? Dat hu mir hei am Land net!

(Brouhaha)

Ech wëll awer dem Här Engel soen an ech wëll och, wann ech schonn hei d'Wuert hunn, och deene liberale Kolleege soen, datt hir Theorië mech zudéifst schockéieren. Et kann dach net sinn, datt hei e Liberale wéi den Här Baum heihinner kënnt an d'Ausgangsspär rechtfertegt! Mee den Här Engelen wäert herno nach an eisem Numm dorobber zréckkommen. An der Tëschenzäit wëll ech awer dem Här Engel soen, datt mer véier Oppositiounsparteien an dëser Chamber hunn an net eng!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dir misst erausgoen zu deem doten Theema!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel wëllt dorobber reagéieren.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Meng Äntwert ass à la hauteur vun der Fro: Ech soen iwwerhaapt näischt.

M. Gilles Baum *(DP).*- Do misst Dir erausgoen, Här Kartheiser!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat war och nëmmen e Constat. An ech kann d'Wuert direkt un déi honorabel Madamm Josée Lorsché weiderginn. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Verlaf vun der Covid-19-Pandemie kann ee mat engem Auto vergläichen, dee mat voller Vitess op eng Bëtonsmauer zourennt.

Une voix.- U.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An da stellt sech d'Fro, wéini de Chauffer op d'Brems muss drécken, fir den Opprall ze verhënneren.

Dës Metapher huet en däitsche Journalist iwwert de Weekend benotzt, fir d'Situatioun an Däitschland ze beschreiwen, wou d'Pandemie dramatesch Ausmoossen unhëlt. Déi däitsch Regierung huet reagéiert. An déi verschäerft Reegelen trieden den 2. November a Kraaft.

D'Metapher vum Auto, deen op eng Mauer zourennt, passt awer och op Lëtzebuerg, dat ass kloer, well och zu Lëtzebuerg stellt sech d'Fro, wéini den Zäitpunkt ass, fir mussen ze reagéieren, a wéi eng Moossname gëeegent sinn, fir déi exponentiell Verbreedung vum Virus ze stoppen an déi absolutt -.Katastroph ze verhënneren. An Dir wësst, wat ech mengen. Eng Äntwert vu méi méigleche liwwert dëse Projet de loi.

Här President, de Rapporter Mars Di Bartolomeo huet d'Moossnamen am Detail erklärt, soudass ech elo net méi op den Detail wëll agoen. Ech wéilt him awer dofir Merci soen. Am Numm vun der grénger Fraktioun wéilt ech éischter op déi méi sensibel Punkte vun dësem Projet de loi agoen a se och kommentéieren an e kuerze Bléck op déi aktuell Situatioun geheien, mat allen Defien, déi domat verbonne sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass richteg: Zwou Dispositiounen aus dësem Projet de loi stiechen ervir, net positiv, mee éischter si se traureger Natur, well se eng gravéierend Beschneidung vun de Grondrechter a Fräiheeten duerstellen. Dat kann ee mam beschte Wëllen net schéirieden.

Ech schwätze vum Couvre-feu ab owes 11.00 Auer bis moies 6.00 Auer, verbonne mam Schléisse vum Horeca-Secteur och ab 11.00 Auer owes, an donieft och vum Erofsetze vun der Zuel vu Leit, déi een nach am Privatberäich däerf empfänken. Aus 10 ginn der 4. An déi Zuel zielt bekanntlech och fir aner Beräicher.

De Couvre-feu, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng Moossnam, déi d'Regierung proposéiert, fir dat praktesch onkontrolléierbaart nächtlecht Zesummekomme vu ganze Mënschegruppen an de Grëff ze kréien. Well dës Moossnam eng fundamental Beschneidung vun de Fräiheete bedeit, si mir frou, datt se op ee Mount limitéiert ass a schonn no zwou bis dräi Wochen op hir Wierksamkeet wäert evalueiert ginn, sou wéi de Premier dat schonn ugekënnegt huet.

Et ass also net esou, wéi wa mir an engem Staat géife liewen, an deem liberticide Moossname sech verselbstständegen oder fir d'Regierung eng Selbstverständlechkeet wieren. An dofir ass et och wichteg, datt se haut an aller Serenitéit hei kënnen diskutéiert ginn, hei an der Chamber.

Datt aus der 10 déi nei 4 gëtt, sou wéi de Premier et ausgedréckt huet, huet grad wéi de Couvre-feu ...

(Interruption)

Wat gelift?

(Interruption)

Jo, aus der 10 gëtt 4.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Déi nei ... Aus der 10 gëtt 4. Voilà.

(Interruption par M. Georges Engel)

Jo, et waren ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Lorsché, loosst lech net vum Här Engel duerjerneebréngen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ma den Här Engel, hien huet sech esou vill Froe gestallt. Dat do war dann eng weider.

(Interruption par M. Georges Engel)

Kee Problem. De Premier huet et esou ausgedréckt, dass déi 4 déi al 10 ass. Dann dréien ech et op déi Manéier.

... huet grad wéi de Couvre-feu natierlech och keen anert Zil, wéi d'Pandemie a Schach ze halen. Quitte, datt dës Moossnam dat soziaalt Liewen natierlech gewalteg limitéiert. A limitéiert ginn och d'Fräiheete vum Horeca-Secteur an domat och seng Recetten.

Wärend dësen an Däitschland awer komplett zougemaach gëtt, mussen eis Lokaler hir Dieren owes um 11.00 Auer zoumaachen, wat dee staark betraffene Secteur ëmmerhin awer weiderhin op d'Prouf stellt.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass kloer: Dat alles sinn traureg Wourechten. Et gëtt awer nach eng aner Wourecht. An déi Wourecht nennt sech Pandemie. Et ass eng Pandemie, déi sech net just an Zuelen, Grafiken a Statistiken ausdrécke kann. Se dréckt sech am ganz konkreete Risiko aus, datt eise Gesondheetssystem wéinst der rasanter Verbreedung vum Virus zesummebrécht. A wann de Gesondheetssystem zesummebrécht, da brécht och d'Ekonomie zesummen, mat alle gesellschaftlechen, sozialen a mentale Kollateralschied, déi mer am Lockdown kennegeléiert hunn. Esou wäit wëlle mer et net komme loossen an dofir musse mer handelen.

Här President, wann een héiert, wéi staark de Virus an de Kläranlage verbreet ass - haut am „Lëtzebuerger Wort" ass eng Grafik dozou ze gesinn -, da kënnt een noutgedrongen zur Konklusioun, datt d'Donkelziffer vun den Infektiounen an eisem Land extreem héich ass - et ass scho gesot ginn - mat engem Total, dee véiermol iwwert deem vum Abrëll 2020 läit.

Et geet also net méi duer, vun iwwer 5.100 aktiven Infektiounen ze schwätzen, et muss een och kucken, wéi vill Fäll sech nach derhannert verstoppen. A wann een doriwwer eraus feststellt, datt déi steigend Infektiounswell net just eng ephemère Tendenz duerstellt, wat ee jo am Ufank geduecht huet, mee mëttlerweil zu enger Konstanter ginn ass, da weess een, datt kee Wee derlaanschtféiert, déi physesch Interaktiounen tëschent de Mënschen ze reduzéieren.

Well déi Interaktioune sinn nun emol déi éischt Quell vun der Verbreedung vum Virus, sief et an de Familljen- a Frëndeskreesser, wou d'Leit sech instinktiv méi sécher fillen a mengen, de Virus géif automatesch dobausse bleiwen, sief et awer och an de Lokaler vum Horeca-Secteur, wou d'Gestes barrières owes ënnert dem Afloss vu méi oder manner Alkohol a sougenannte Gléckshormoner méi séier vergiess si wéi bei organiséierten Aktivitéiten a Reuniounen.

An och wann de Verstouss géint d'Reegele mat Sanktioune verbonnen ass, esou sinn dës net geduecht, fir d'Leit moralesch ze condamnéieren. De Mënsch, dat wësse mer, de Mënsch ass e soziaalt Wiesen, wat vun Interaktiounen a Relatioune mat anere Mënsche lieft. Dat Bedierfnis ka kee Grond si fir Sanktiounen. De Mënsch ass awer och e Wiesen, wat op d'Gemeinschaft ugewisen ass. An d'Gemeinschaft kann net ouni Gesondheet existéieren. An deem Geescht sinn d'Sanktiounen eenzeg an eleng geduecht, fir d'Kollektivitéit virum Virus ze schützen.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer och e Wuert zum Zäitpunkt vun dësem Projet de loi, dee jo vum Här Wiseler a vu sengem Parteipresident kritiséiert ginn ass - vläicht och vun der ganzer Partei, dat weess ech net -, well en hirer Meenung no ze spéit kënnt. Elo, wou e kënnt, stëmmt d'CSV en dann net mat a gëtt hir Verantwortung of. Ech weess net, wien dat heibanne ka verstoen.

(Brouhaha)

Mee zumindest si mer eis jo dann op engem Punkt eens, dat ass deen, dass dëse Projet de loi net ze fréi kënnt. Et wär effektiv fatal gewiescht, wéi aner Länner mat de Moossnamen ofzewaarden, bis d'Intensivbetter alleguer beluecht sinn. An deem Fall ass d'Katastroph definitiv net méi ze verhënneren. Handelt d'Politik awer méi fréi, an dorop wëll ech eraus, oder besser gesot ze fréi, ka se sech net op eendeiteg Tendenzen an op kloer Parametere beruffen. A spéitstens da stellt sech d'Fro vun der Glafwierdegkeet vun enger Politik, déi liberticide Moossnamen am Hauruckverfare géif decidéieren, ouni sech op eendeiteg Daten a Parametere kënnen ze beruffen, wat de Verlaf vun der Pandemie ugeet.

Doriwwer eraus si mir als Gréng och iwwerzeegt, dass déi verfréiten Decisioune genee dee Risiko mat sech bréngen, deen onbedéngt verhënnert muss ginn, an zwar deen, dass d'Coronaschéiriedner oder d'Coronaleegner sech, aus Onverständnis a Mësstrauen an dës Politik, nach manner un d'Reegelen halen an de Populisten an d'Kaarte spillen.

Aus all deene Grënn ënnerstëtze mer net nëmmen d'Moossnamen, mee och den Zäitpunkt vun dësem Projet de loi, mat deem d'Regierung sech et net einfach gemaach huet. Se huet mussen ofweien, a wéi eng Richtung d'Moossname solle goen a wéi restriktiv se solle sinn. An ech denken, mer sinn eis och eens: D'Gestioun vun enger Kris ass keng applizéiert Medezinn, an där een d'Wierkung ka virausgesinn. An et kann een och net vun der Politik verlaangen, dass se d'Wëssenschaft ersetzt. D'Gestioun vun enger Kris besteet villméi aus dem politesche Courage, am Dilemma tëscht opmaachen an zouspären an am Dilemma tëscht erlaben a verbidden ofzeweien an déi néideg Decisiounen ze huelen an dann och derzou ze stoen.

Dat ass eng schwiereg Gratwanderung, wuel wëssend, dass eis Grondrechter a kengerlee Hierarchie zuenee stinn. D'Recht op Fräiheet kann deemno net géint d'Recht op Gesondheetsschutz ausgespillt ginn. Déi zwee mussen Hand an Hand goen, Dir Dammen an Dir Hären. A genee dat Zil wëlle mer mat dësem Projet de loi erreechen, woubäi ech nach eemol ënnersträichen, dass en zäitlech begrenzt ass. An och wann e muer a Kraaft trëtt, wäert d'Diskussioun iwwer e Strategiewiessel oder aner Moossnamen net verhënnert ginn, jee nodeem, a wéi eng Richtung d'Pandemie sech nach weiderentwéckelt, no uewen oder no ënnen, a jee nodeem, wéi eng Erfarungen awer och am Ausland gemaach ginn, wou ech nach ëmmer bedaueren, dass mer keng europäesch Strategie hu mat kohärente Reegelen.

Ech denken hei u sektoriell Shutdowns, wéi se an anere Länner duerchgezu ginn, oder awer Kuerzäit-Shutdowns, och als Wellenbrecher-Shutdowns bekannt, un den Ampelsystem kombinéiert mat engem Richtungswiessel beim Tracing, iwwert deen de Moment an Däitschland nach ëmmer ganz kontrovers diskutéiert gëtt. Déi Diskussioun ass awer ganz interessant. Hei geet et drëms, de breetgefächerten Infektiounspisten net weider hannendrunzelafen, mee no sougenannte Quellclusteren ze sichen an déi wärend enger Zäit ze isoléieren, wann ee se da fënnt. Dëst opgrond vun der staarker Vermutung, déi an der Wëssenschaft lues a lues sech erausschielt, dass ongeféier 70 % vun den Infizéierte bal keen ustiechen, wärend e puer Mënschen, dat sinn dann awer net nëmmen e puer, et sinn da bal 30 %, iwwerméisseg vill anerer ustiechen an deemno d'Quell vu villen Infektioune sinn, wat dann och den Numm erklärt.

Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Restriktiounen zu dësem Moment net nach méi wäit musse goen an dass e komplette Lockdown verhënnert ka ginn, ass, wéi gesot, doduerch bedéngt, dass mir fréi genuch handelen. Et ass awer och doduerch bedéngt, dass mir bei dëser zweeter Well net méi wéi bei der éischter um lénke Fouss erwëscht ginn. Engersäits, well déi wëssenschaftlech Erkenntnisser, mee och d'Erfarungen aus de leschte Wochen a Méint haut e gudde Beroder sinn. Anerersäits, well de Gesondheetssecteur besser op déi zweet Well virbereet ass a ganz vill Efforte geleescht gi sinn, souwuel vun der Regierung wéi och vum Secteur selwer. Dat verdéngt jiddefalls eise Respekt an eis Unerkennung, souwuel fir dat medezinnescht Personal an d'Fleegekräfte wéi och fir déi ganz Ekippe vum Tracing a vun der Réserve sanitaire, déi oft aus benevolle Mënsche bestinn an Dag an Nuecht schaffen. Hinnen e grousse Merci, well och si sinn nëmme Mënschen.

Besonnesch begréissenswäert ass an eisen Aen, dass e sougenannte „confinement médical", wéi e

genannt ginn ass, fir Net-Covidpatienten an Zukunft méiglechst verhënnert gëtt. Dat, well 40 bis 50 Dokteren aus der Réserve sanitaire sech bei der Prise en charge vu Covidpatiente wäerten ofwiesselen an hir primär medezinnesch Aktivitéit de Gros vun der Zäit wëllen oprechterhalen. Fir Net-Covidpatienten, déi an der éischter Well awer vill gelidden hunn an net ëmmer bäikoumen, och Angscht haten, an d'Spideeler ze goen, bedeit dës Approche e grousse Fortschrëtt a bréngt déi Versuergungssécherheet, déi se verdéngen.

Eng Suerg bleift natierlech bestoen, Dir wësst, wat ech mengen: Et ass déi vum schläichende Personalmangel an den Heemer, an de Spideeler, mee och an de Réseaux d'aides et de soins. Mir verstinn d'Madamm Minister, wa se seet, dass een a Krisenzäite keng strukturell Reform ka maachen. An d'Ausbildungskrittäre fir d'Gesondheetsberuffer kënnen och net vun haut op mar geännert ginn an direkt gräifen. Allerdéngs ass et wichteg, an dëser Situatioun no pragmatesche Léisungen ze sichen. An dat gëtt och gemaach. D'Fro ass dann natierlech, wéi eng Methode kuerzfristeg kënne gräifen, fir d'Penurie a Grenzen ze halen, a wivill Mëttelen duerfir zur Verfügung gestallt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een héiert, dass an der Groussregioun Beméiunge lafen, déi Professionell aus dem Fleegesecteur un hir eegen Institutiounen ze affektéieren, da weess een och, dass et de falsche Wee wier, zousätzlecht Personal am Ausland ze rekrutéieren. Richteg ass awer, zu Lëtzebuerg no Léisungen ze sichen. Eng begréissenswäert Pist besteet doran - se ass och gëschter op dëser Plaz ernimmt ginn -, d'Aktivitéite vum Fleegepersonal nees méi no bei de Patient ze bréngen an op laangwiereg Dokumentatiounen ze verzichten. Dat heescht net, dass d'Soinen um Patient net méi sollen dokumentéiert ginn. Et heescht awer, dass keng Zäit an Energie fir net akut Dokumentatiounen an administrativ Aarbechten däerf verluer goen, Aarbechten, déi och spéider kënnen nogeholl ginn.

Eng aner Pist, déi muss analyséiert ginn, ass déi vun der Bündelung vun de Kompetenzen tëscht dem Secteur extrahospitalier an der Assurance dépendance, iwwert déi ech scho méi oft hei geschwat hunn. Woubäi ee jo muss wëssen, dass d'Grenz tëscht akuter Krankheet a chronescher Fleegebedierftegkeet net ëmmer kloer ass, besonnesch net an Zäite vu Pandemie. Well d'Aidanten, déi iwwert d'Assurance dépendance bezuelt gi mat de Prestations en espèces, nëmme ganz limitéiert Missiounen hunn, wier et an eisen Aen eng Iddi, wéi a Frankräich iwwert d'Opwäertung vun den Aidanten an iwwert d'Ausdeenung vun hirer Roll nozedenken, och a virun allem, wann et ëm den Encadrement vu Risikogruppe geet, déi net nëmme virum Virus, mee och virun der Einsamkeet a virun der mentaler Iwwerbelaaschtung musse geschützt ginn.

Här President, domat sinn ech bei deene vulnerabele Mënschen, iwwert déi ech nach e puer Wierder zum Schluss wéilt verléieren. Si liewen zum Deel doheem, zum Deel an enger Institutioun. Am Confinement waren et si, déi am meeschten ofgeschiermt waren an am meeschte gelidden hunn. Well d'Logik vum Virus am Ufank vun der Pandemie Prioritéit hat, ass passéiert, wat net passéieren däerf!

Vill Mënsche sinn einsam gestuerwen an d'Famill war hëlleflos. Dozou däerf et net méi kommen, well do, wou déi sozial Kontakter verluer ginn, do, wou Mënsche vereinsame gelooss ginn, do, wou d'Wuert Risikogrupp benotzt gëtt, fir Mënschen ofzeschotten, do ass et mat der Solidaritéit séier eriwwer.

An deem Sënn ass et erfreelech ze héieren, dass d'Direktioune vun den Alters- a Fleegeheemer nei Weeër ginn an hir Hygièneskonzepter esou opstellen, dass d'Besuchsrecht méiglechst oprechterhale ka bleiwen.

An ech war frou, de Moien an der Kommissioun esouwuel vun der Familljeministesch wéi och vun der Santésministesch vill Informatiounen ze kréien an där doter Fro.

Dee Wee fënnt eis vollst Ënnerstëtzung a mir si frou, dass den Dialog tëscht den Haiser mat der Regierung, mee och mat der COPAS an der Lescht ganz grouss geschriwwe gëtt. Well nëmmen zesumme kann et fonctionéieren, an dat gëllt och bei der Bekämpfung vun der Pandemie.

Dir Dammen an Dir Hären, leider hu mer et mat engem aggressive Virus ze dinn. De Mars Di Bartolomeo huet vun engem Feind geschwat. A mir ginn dee Feind nëmme lass, wa mer en isoléiert kréien. Dat bréngen d'Virologen an d'Fuerscher ganz sécher net eleng fäerdeg, net emol mat Impfstoff a Schnelltester.

An et ass och net d'Politik, déi alles eleng ka riichten, quitte dass mir mat dësem Projet de loi en däitlecht Zeeche setzen. Virun allem ass et un de Mënsche selwer, fir schlau ze sinn an de Virus ze isoléieren.

Dir Dammen an Dir Hären, schlau ass awer net deen, dee sech mat allen Tricke laanscht d'Reegele schläicht an den Auto an d'Mauer renne léisst. Schlau ass deen, dee weess, wéi e seng Mask richteg undeet a wéi en déi Gemeinschaft am beschte schützt, an där e lieft. Dat ass guer net esou schwéier, et muss een et just maachen a Verantwortung iwwerhuelen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun, wéilt awer och zum Schluss nach e Merci lassginn un déi ganz Santéskommissioun, déi gutt zesummeschafft, wou ech awer elo bedaueren, dass déi Solidaritéit haut e bëssen ugekraazt gëtt op dëser Plaz. Mee ëmmerhin ass eng gutt Aarbecht geleescht ginn. An ech wéilt awer och der Chambersverwaltung Merci soe fir dee groussen Asaz, dee se an de leschte Wochen, Méint, awer och an de leschte Stonne geleescht huet, mat engem zousätzleche Merci un de President vun der Kommissioun. Domat sinn ech fäerdeg mat menger Interventioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, an, ech mengen, ech kéint mech och uschléissen, deem ganze Staff, deen do hannendru stécht.

Erlaabt mer als Éischt eng allgemeng Bemierkung zu dësem Gesetz. D'sanitär Kris däerf net ënnerschat ginn. A mir sinn duerfir och mat eenzelne vun dëse sanitäre Moossnamen averstanen, déi dëst Gesetz virgesäit. D'Gesondheet ass iewescht Prioritéit.

Mir als ADR sinn awer mat dësem Gesetzesprojet a senger Gesamtheet kloer net averstanen, an dat aus enger ganzer Rei vu Grënn, déi ech elo hei wëll opzielen.

Éischtens, mir sinn hei an enger Situatioun ukomm, wou de Rechtsstaat net méi zielt. Eist Chambersreglement gëtt ausser Kraaft gesat an domadder och d'Kontrollorgan vun der Regierung. Normalerweis muss de Rapport vun engem Gesetzesprojet zwee Deeg virleien, ier hei an der Chamber driwwer ofgestëmmt gëtt. Och de Staatsrot gëtt zu engem figurativen Element degradéiert, ka sech net mam Fong vum Gesetzestext auserneesetzen. Eng komplex Gesetzesprozedur gëtt praktesch an engem Dag ofgeweckelt.

Am Kader vum Covidvirus ass gesot ginn, datt een d'Gläichgewiicht brauch tëschent Aschränkungen an der reeller Gefor, tëschent Precautioun an dem Respekt vun eise Fräiheeten.

D'ADR ass dergéint, datt d'Precautioun iwwerdriwwe gëtt, dëst op Käschte vun de Rechter a Fräiheete vun eise Bierger.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- D'Aushiewele vum Rechtsstaat, ugefaange bei eisen héchsten Institutiounen, ass och duerch de Covidvirus net ze rechtfertegen. Dat bréngt mech zum nächste Punkt.

Déi geplangten Ausgangsspär ass net nëmmen disproportionéiert, mee och sënnlos. Et ass en Agréff an d'Privatsphär vun de Leit an eng Aschränkung vun hirer Fräiheet. Absurd dobäi ass, datt eis Regierung bei dëser Ausgangsspär esou abberdéngeg ass, bei der Schoul a beim ëffentlechen Transport zum Beispill huele si keng kloer Stellung a scho guer keng konkreet Decisiounen.

Mir leenen och of, datt d'Regierung an der Coronafro Politik mat der Angscht mécht. « Nous sommes en guerre », sot de Macron, a Gambia iwwerhélt fläisseg a monter dës Krichsrhetorik. De Couvre-feu erwaart eis elo all. Ma mir sinn net an engem Krichszoustand a schonn e puer Méint net méi am État de crise. Mir vermëssen d'Objektivitéit vun der Regierung am Hibléck op d'Gefore vum Coronavirus.

Grad an dësen Zäite misst d'Regierung realistesch a vernünfteg sinn, amplaz d'Leit ëmmer weider ze veronsécheren. Dozou dréit och e klore Vocabulaire bäi mat kloren Definitiounen, fir datt jidderee weess, vu wat hei geschwat gëtt.

D'Ausgangsspär ass absolutt disproportionéiert zu der Situatioun, déi mer hunn. Dëst huet näischt ze di mat der Pandemie. Et ass just eng ëmgedréite Méiglechkeet, fir déi eng oder aner Party, déi am Land stattfënnt, an de Gréff ze kréien. Mat der klengstméiglecher Majoritéit an der Chamber ginn hei drastesch Moossnamen decidéiert. Dëst weist eemol méi, wéi noutwendeg d'ADR-Fuerderung vun enger néideger Zweedrëttelmajoritéit bei esou Gesetzer ass, déi eis Grondfräiheeten aschränken, déi och an der Verfassung verankert sinn.

Och déi neigeplangten drakonesch Erhéijunge vun de Strofe beim Netrespektéiere vun de Covidmesurë sinn net ubruecht. D'Regierung schaaft a fërdert e Klima vun der Angscht. D'Bevëlkerung gëtt net als Deel vun der Léisung mat erageholl an ugesinn, mee als Géigner vun der Regierung. Et ass en Zeeche vu Schwächt, wann een amplaz mat Argumenter mat schwéiere Strofen iwwerzeege muss.

Dat bréngt mech dann zum nächste Punkt. Grad ewéi d'Strofe solle grouss Zuelen Angscht maachen. D'Zuele vun der Covidmortalitéit, wéi se erfaasst an de Leit schliisslech vermëttelt ginn, si méi wéi zweifelhaft.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Wéi d'Regierung an hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro mat der Nummer 2112 erkläert hat, gëtt hei net kloer ënnerscheet, ob e Mënsch mat oder duerch de Covid gestuerwen ass. Jiddereen, dee mat engem positiven Test verstierft, gëtt als Coviddoudege gezielt, egal ob dësen iwwerhaapt Symptomer hat oder net. Esouguer dann, wann en negativen Test virläit, gëtt en als Coviddoudege gezielt, wann de Verstuerwenen d'Unzeeche soll gehat hunn.

Ass dat e seriöen Ëmgang mat esou engem wichtege Sujet? Schliisslech sinn et grad d'Symptomer an de Verlaf vun der Krankheet, aus deenen ee schléisse kann, wéi geféierlech eng Krankheet wierklech ass.

D'Fro vum PCR-Test ass och esou eng Saach. D'Regierung stäipt sech op dësen Test, fir Infektiounszuelen ze erhiewen, opgrond vun deenen d'Regierung sech da fir esou drastesch an déifgräifend Moossnamen entscheet, déi eise Rechtsstaat ausser Kraaft setzen.

Et ass scho laang bekannt, datt dëse PCR-Test vill falsch Resultater bréngt. Mëttlerweil si scho Kreesser, déi vun 90 % falsche Resultater schwätzen.

(Brouhaha)

Wéi zouverlässeg ass dësen? Do muss ee sech d'Fro stellen: Wéi zouverlässeg ass dësen Test dann iwwerhaapt wierklech?

(Coups de cloche de la présidence)

A wat seet dësen Test aus? Huet ee bei engem positiven Test wierklech eng aktiv Covidinfektioun oder nëmme just eng onbestëmmte Virepresenz, déi keng Bedroung duerstellt?

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Wat ass d'Source vun där doter Revendicatioun?

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Wéi weess een, datt déi Symptomer, déi een hat - wann och nëmme wéineg Leit iwwerhaapt Symptomer hunn -, duerch de Covid an net duerch eng aner Infektioun oder Gripp kommen? Alles dat misst emol eng Kéier genau geläert ginn.

Dës Verlängerung vun de Covidgesetzer an hir extreem Verschäerfung, iwwert déi mer haut ofstëmmen, huet eigentlech keng Grondlag. Et feelt nach ëmmer eng objektiv Analys vun der Situatioun. Kann een heibannen eis soen, wéi vill vun den Infektiounszuele vum Covid-19 stamen a wéi vill vun anere Viruskrankheeten?

Sécher brauche mer Virsiicht. Mir brauche kloer an transparent Virschréften a Reegelen am Ëmgang mat dëser geféierlecher Viruserkrankung. Wat mer net brauchen, dat ass Panikmaacherei an exzessiv Moossnamen. Mir bezweifelen, datt d'Regierung hei déi richteg Aemooss huet. Mir bezweifelen, datt déi drastesch Moossnamen a Proportionalitéit stinn zum Risiko. Mir hätte gären eng Diskussioun ouni Angschtmaacherei, ouni Krichsrhetorik wéi mat der Ausgangsspär, ouni onsënneg Moossnamen. Mir wëllen eng Politik, déi d'Leit mathëllt, a keng Regierung, déi d'Leit behandelt, wéi wa se Géigner wieren.

Ech hätt awer nach dräi Kloerstellungen oder Froen. An do ass emol déi éischt: Wéi ass et mat eise Leit, déi op der Strooss liewen? Wéi gëtt séchergestallt, datt an der Ausgangsspär dës Leit en Iwwerdaach hunn? Well et muss ee liesen, hei ass den offizielle Communiqué vun der Regierung, datt dës Leit zwar den 2. November ënnerdaach kommen, mee wéi ass et da vun den Owend oder muer den Owend u bis den 2. November? Déi Fro steet am Raum. An duerno gi se jo dann iwwerholl vun deenen Institutiounen.

An dann, aus dem Sport hätt ech och nach gären eng Kloerstellung oder eng Informatioun.

Den Text gesäit vir, de « Championnat dans la division la plus élevée de la catégorie de sport respectif au niveau senior », dat wier erlaabt. Mee elo ass d'Fro ganz kloer, ech komme jo aus dem Foussballberäich. Da gëllt dat jo fir d'BGL Ligue fir d'Männer. Mee wéi ass et da bei der éischter Ligue fir d'Dammen an der éischter Ligue am Futsal? Ech mengen, da misst dat jo och gläichgestallt sinn, well mer kënne jo d'Fraen a mengen Aen net diskriminéieren, soss hu mer jo och do erëm e Problem.

(Brouhaha et interruptions)

Ech sinn ëmmer frou mat den Dammen.

(Hilarité)

An da kommen ech nach zum leschte Punkt.

(Coups de cloche de la présidence)

Meng Zäit ass iwwerschratt, Här Baum. Ech hätt awer nach e leschte Punkt. D'Regierung huet jo de Message ginn: „Iwwerleet, ob dat muss gemaach ginn, soss bleift doheem!" Dee Message wéi och d'Moossnamen, déi hei am Gesetz verankert sinn, hunn awer en Afloss op verschidde Beräicher wéi Horeca, Evenementer, Kultur an esou weider. Dës Beräicher bréngen elo Sacrificer am Interessi vun der Allgemengheet. Da soll d'Regierung och Stellung huelen, wéi si deene Betriber hëlleft, well dës hu jo manner Revenuen oder deels guer keng, jee no deem, wéi et ass. Ass do eppes virgesinn? Do misst jo menger Meenung no och eppes kommen.

Zum Beispill an Däitschland, do gëtt dat esou gehandhaabt, do kréien déi Betriber een Ausgläich bis 75 % - et kann och méi sinn, dat ass elo eng aner Fro - garantéiert op dee Revenue, dee se d'lescht Joer am November haten. Ech mengen, déi hunn déi Decisioun geholl. An et wier jo net schlecht, wann eis Regierung op en änleche Wee géif goen.

Ech géif lech da Merci soe fir d'Nolauschteren. Meng Zäit ass leider ofgelaf. Ech hätt nach zwou Säiten, mee ech géif da schléissen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet. A mir stëmmen dergéint.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass komesch, datt een d'Gefill huet, datt een dat awer elo nach eng Kéier preziséiere muss: Dee Virus, dee gëtt et an deen ass geféierlech! En ass vill méi geféierlech wéi eng ganz normal Influenza, déi mer kennen, déi mer déi lescht Joren a Joerzéngten ëmmer erëm erlieft hunn, eng Influenza, déi och kann déidlech sinn, déi och ka ganz schlëmm Konsequenzen hunn. Deen heite Virus ass méi geféierlech, duerfir musse mer och weesentlech méi oppassen, wéi mer domadder ëmginn.

An d'Situatioun am Moment ass eescht. D'Zuel vun den Neiinfektiounen ass ganz héich. Se erreecht Picken, déi mer virdrun net kannt hunn. Am Moment hu mer dräimol méi aktiv Infizéierter wéi um Héichpunkt vun der éischter Well. Dat spigelt sech och an de Kläranlagen erëm. A weesentlech dobäi ass och d'Zuel vun den Hospitalisatiounen, souwuel op den Intensivstatioune wéi och op den normale Better, déi beluecht sinn, déi och ganz staark an d'Luucht ginn, wuel wëssend, datt deen Trend eleng bei den Zuelen, déi an der Vergaangenheet waren, och riskéiert, nach weider an d'Luucht ze goen. An et si virun allem och ëmmer méi eeler Leit, déi sech ustiechen, dat heescht, d'Infektioune bei der Bevëlkerungsgrupp, déi zu deene Vulnerabele gehéiert, geet an d'Luucht.

Wat d'Situatioun awer nach méi eescht mécht, dat ass, datt d'Personaldecken an de Spideeler ganz dënn ass. Dat huet seng Grënn. Dat huet och zum Deel politesch Grënn, wéi d'Spidolswiesen organiséiert ass, datt et ëmmer ganz nom liberalen „just in time" geet, datt verschidden Aktivitéite ganz kommerziell musse funktionéieren. Dat huet domadder ze dinn.

D'Situatioun ass awer och bedenklech, well den Tracing, wéi mer e kannt hunn - wéi eis ëmmer erzielt ginn ass, e ganz performante Moyen, fir Infektiounskette fréizäiteg kënnen ze ënnerbriechen -, deen Tracing funktionéiert net méi, op jidde Fall net méi esou, wéi mer e kannt hunn, soudatt elo d'Responsabilitéit komplett individualiséiert gëtt.

An drëttens, d'Clusteren: Dat, wat mer geduecht hunn iwwert déi verschidde Moyenen, déi en place gesat gi sinn an der Vergaangenheet, datt mer d'Méiglechkeet hätten, Clusteren éischtens fréizäiteg ze erkennen an iwwerhaapt kënnen ze identifizéieren, do musse mer feststellen, op jidde Fall Stand haut, menges Wëssens - a mir hu bis elo ëmmer gesot krut, datt et esou grouss Clusteren zu Lëtzebuerg net gi wier, datt et mol e klenge Cluster an engem Betrib gi wier, mol an enger Famill -, datt Clusteren als grousse Phenomeen net identifizéierbar sinn.

Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun, wou mer net wëssen, wéi a wou de Virus sech genau iwwerdréit. An dat ass d'Situatioun, wou mer elo sinn, also am Ufank oder matzen dran - dat gesi mer nach - vun enger zweeter Well.

An deen alleréischte Constat, deen ee maache muss, ass, datt eise Frühwarnsystem apparemment net funktionéiert huet, soss géife mer haut net hei stoe bei deenen Zuelen a Mesuren unhuelen.

An dat anert, an dat ass awer elo e bësse méi batter, dat ass, datt een den Androck net lassgëtt, datt d'Regierung awer net preparéiert ass op dës Well an op dës Situatioun. Se ass et net an hirer Kommunikatioun, an där se sech widdersprécht. Se ass et och net an der Logistik, wou am Moment händeringend no Leit gesicht gëtt, fir dat iwwerhaapt kënnen ze stemmen. A se ass et awer och net legistesch, well et dauert ganz laang vun enger ugekënnegter Annonce un, bis dann e fäerdegen

Text iwwerhaapt do läit. An et ass net d'Chamber, déi Decisioune retardéiert, mee et ass d'Exekutiv, déi ganz laang Zäit brauch, fir Texter ze redigéieren.

Ech mengen awer, datt mer e klore Kapp behale mussen, datt mer mussen oppassen, net hysteeresch ze ginn, net an déi eng oder an déi aner Richtung ze iwwerdreiwen. Well och wann de Rapporter ganz dacks esou eng Krichsrhetorik benotzt huet - „Am Kampf", „am Krich géint de Virus" -, mengen ech awer, a wann een an där Rhetorik bleiwe wëllt, datt eis stäerkste Waff de Verstand ass, eis Vernonft, rationaalt Handelen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Dat hat ech an enger viregter Ried gesot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An ech mengen, datt mer och schonn Erfarunge gemaach hunn an der éischter Well. Mir hunn an der éischter Well e ganze Set vu Mesuren en place gesat gehat, déi mer am Deconfinement konnte mol méi, mol manner adaptéieren. A mir hunn eigentlech gutt Erfarunge gemaach. Well wann ee gesäit, wéi sech d'Zuele vun den Affer zu Lëtzebuerg entwéckelt hu par rapport zu Frankräich an der Belsch, déi aner Mesuren haten, da mengen ech, datt ee ganz gutt bestallt wier, sech un deenen eegenen Erfarungen, un deem eegene lëtzebuergesche Wee ze orientéiere amplaz dorunner, wat aner Länner gemaach hunn.

An da komme mer bei dësen Text. Een Text, wou een d'Gefill net lassgëtt, no all deenen Erfarungen, déi mer gemaach hunn, och no all deene Mesuren, déi en place sinn, datt d'Regierung elo aus der Hëft schéisst - och erëm e Krichsbild.

Et stellt ee sech nämlech d'Fro: Wat ass d'Zil vun dësem Gesetz? Oder wat misst et zumindest sinn?

Am Exposé des motifs ass et eigentlech ganz gutt erkläert. D'Zil muss sinn, datt mer Mesuren ergräifen, fir datt d'Iwwerdroung vu Mënsch zu Mënsch esou schwéier wéi méiglech fir de Virus gemaach gëtt. Dat heescht, et geet drëm, déi kierperlech, déi physesch no Kontakter méiglechst ze reduzéieren.

An d'Fro, déi mer eis stelle mussen, ass déi: Sinn d'Mesurë vun dësem Text dann zilféierend? Bréngt dat dann eppes, fir d'mënschlech Kontakter weesentlech ze reduzéieren? Si se proportional? Also ass dee Moyen, deen ee benotzt, an engem Verhältnis zu engem Zil, wat een erreeche wëllt?

An do muss ech Iech soen, do ass eng vun deenen Haaptmesuren - also, et si Mesuren dran, déi dat sinn, déi aus deem Beräich kommen, déi mer och schonn duerchexercéiert hunn, véier Leit am Horeca-Beräich respektiv am Privaten, dat sinn alles Mesuren, déi mer scho kennen a mat deene mer Erfarunge gemaach hunn -, déi hei elo nei derbäikënnt, do muss sech déi Fro stelle vun der Proportionalitéit, well et ass eng extreem aschränkend Mesure: D'Leit däerfe vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer moies, also siwe Stonnen, net méi aus dem Haus, ausser mat kloer definéierten Ausnamen. D'Leit gi quasi doheem agespaart, wat eng ganz komesch an nei Situatioun ass par rapport zu deem, wat mer kennen.

An ech sinn der fester Iwwerzeegung dovunner, onofhängeg vun de liberticidë Grondrechtsfroen, déi sech mat der Fro vum Couvre-feu verbannen, datt et eng Mesure ass, déi näischt bréngt, well déi meeschten tëschemënschlech Kontakter fannen net tëschent 23.00 Auer a 6.00 Auer moies statt. Se ass disproportionéiert en vue dovunner, wat se fir e staarken, incisive Charakter huet.

Ech sinn e Mënsch, als Deputéierten hunn ech ganz vill mënschlech Kontakter, an ech sinn och e ganz groussen Horeca-Gänger. Mee awer tëschent 23.00 Auer a 6.00 Auer moies, do fannen net meng allermeeschte sozial Kontakter statt. Also ass et a mengen Ae wierklech e falsche Moyen, fir en Zil ze erreechen. An et ass net nëmme mat Kanounen op Spatze geschoss, mee et ass einfach mat Kanounen an d'Luucht geschoss an der Hoffnung, iergendeppes ze treffen. An et ass eng grouss Gefor derbäi, datt mat deem Couvre-feu hei zu Lëtzebuerg, dee jo richtegerweis eng Krichsmesure ass an dee mer fir d'leschte Kéier hei zu Lëtzebuerg am Krich haten, e Prezedenzfall geschafe gëtt. An ech fannen dat och virun allem ganz bedenklech, well awer eng wierklech seriö wëssenschaftlech Grondlag feelt fir ze soen, datt dat do iwwerhaapt eppes bréngt.

Och iwwert d'Kollateralschied vun engem Couvre-feu ass bis elo net geschwat ginn. Do hu mer och guer keng Informatioune kritt. Komescherweis ass an deene Länner, wou de Couvre-feu duerchgesat ginn ass - also zu Lëtzebuerg hu mer e jo net gehat an der éischter Well -, och d'Zuel vun de Violencedomestiquen an d'Luucht gaangen, massiv. D'Regierung huet souguer misse géigereagéieren a Frankräich, well déi Zuel massiv an d'Luucht gaangen ass.

A wann ech da gesinn, datt am Paragraf 8 vun deem Artikel iwwert de Couvre-feu och nach drasteet, datt et zwar erlaabt ass, nuets tëschent 23.00 a 6.00 Auer mat sengem Hond trëppelen ze goen, mee datt et de facto praktesch onméiglech ass, an enger Koopel, wann ee mierkt, elo ass et amgaang, elo fänken d'Lompen un ze sténken, elo ass Buttek, deeskaléierend kënnen ze soen: „Esou, ech ginn elo mol eraus en Tour ëm de Block dréien a Loft schnapen", da fannen ech dat wierklech ganz bedenklech an ech fannen dat och erëm eng Kéier dat falscht Signal!

Ech mengen, de Couvre-feu ass aus der Hëft geschoss. Et ass Symbolpolitik, déi gemaach gëtt, Symbolpolitik, déi zillos ass, op jidde Fall zilverfeelt, Symbolpolitik um Réck vu Grondrechter.

An da kënnt awer d'Fro: Natierlech menge mir och, datt mer eppes maache mussen, datt mer net einfach kënnen d'Situatioun esou weidergoe loossen. Mee ech fannen, déi Oppositioun, déi hei probéiert gëtt, vun der Regierung duerzestellen, nämlech tëschent engersäits entweeder e Couvre-feu maachen oder e komplette Lockdown, ech mengen, datt déi falsch ass, déi Oppositioun. Ech mengen, datt et ganz vill Saachen dertëschent gëtt, déi ee maache kéint.

Ech géif et zum Beispill weesentlech méi sënnvoll fannen, et géif een iwwer partiell Lockdowne kënne schwätzen, zum Beispill am Horeca-Beräich, dee mat de Mesuren, déi am Moment en place sinn, nämlech véier Leit pro Dësch, fir vill Leit näischt anescht bedeit, wéi datt se ausbludde gelooss ginn. Mee dann ass et méi kohärent, et seet een: Mer maache véier Woche laang dee ganze Secteur zou! Mee et géing een hinnen dës Kéier awer wierklech hëllefen, iwwert de Chômage partiel eraus, iwwert d'Froen, fir de Loyer ze immuniséieren. Mer kucken, dee Secteur um Liewen ze halen, amplaz datt mer en hei ausbludde loosse mat esou enger Mesure.

Et ginn awer och ganz vill aner soft Mesuren, déi ee kéint huelen. Ech fannen et zum Beispill nach ëmmer geckeg, datt an der CFL an an de Busse keen Desinfectant do ass. Do géif ech awer soen, duerfir brauch ee kee Gesetz, duerfir brauch een och kee Couvre-feu, fir esou eng sanitär Mesure einfach anzeféieren. Et brauch ee mol, mengen ech, kee Règlement grand-ducal, fir esou eppes ze maachen. Déi Saache feelen!

Et ass virdru vill iwwert de Schoultransport diskutéiert ginn. Wësst Der, ech si schonn erstaunt, wann ech dann awer de Minister héieren, dee seet: „Jo, mer mussen do nach Etüde maache fir erauszefannen, ob dat da wierklech net gutt ass, wann d'Leit wéi d'Hierken an der Tonn do sëtzen." Also, ech fannen, do ginn et wierklech Mesuren, déi d'Regierung vill éischter kéint huelen a wou een net misst esou en incisive Charakter hunn.

Dann nach eppes zur Vitess vun Decisiounen. Am Juni, wéi mer en éischten, alleréischte virleefegen Tëschebilan gezunn hunn, hunn ech hei gesot: „Mir hunn elo esou vill Mesurë geholl iwwer Règlement grand-ducal a mer wësse mat enger relativ grousser Warscheinlechkeet, datt et am Hierscht erëm lassgeet. Kommt, mir ginn dohinner, all déi Texter, déi do iwwer Règlement grand-ducal geschriwwe gi sinn, maacht se a Gesetzform an dann diskutéiere mer déi an deene jeeweilege Chamberskommissiounen, mer diskutéiere se souguer scho mam Staatsrot, fir datt, wa wierklech eng Kéier de Moment komm wier, wou mer missten eppes zoumaachen, mer se kënnen eraushuelen. Den Avis vum Staatsrot brauch e puer Stonnen, well den Austausch scho stattfonnt huet. A mer kënnen innerhalb vu 24 Stonnen hei als Chamber selwer doriwwer decidéieren!

Dat ass net geschitt, an dat ass dat, wat elo feelt. Dat ass d'Netpreparatioun vun der Regierung op dës exceptionnel Situatioun.

An dann eng allerlescht Remark. Et gëtt gesot, ëmmer erëm, an dat hunn och e puer Riedner hei ervirgestrach, jiddweree wier Deel vun der Léisung. Dat ass richteg! Mee ech hunn awer och e bëssen e schlecht Gefill dobäi, well ech hunn am Moment den Androck, wéi wann ëmmer méi esou d'Verantwortung vun der Kollektivitéit, vun den Institutiounen iwwerdroe gëtt op déi eenzel Leit. An ech mengen, et ginn awer kollektiv Verantwortungen, déi d'Institutioune mussen iwwerhuelen. An ech fannen et zum Beispill duerfir net richteg, datt ee seet op där enger Säit: „Bleif doheem!", an op där anerer Säit: „Mer loossen den Horeca op." Well dat bedeit näischt aneschters, wéi datt jiddweree selwer elo mol mat sengem Gewëssen an d'Rengt misst kommen: Soll ech dann elo nach wierklech an de Bistro goen oder net? Dat si Choixen, déi een an esou enger Situatioun, mengen ech, net sollt de Leit iwwerloossen.

Mir mengen, datt et richteg wier, op de Wee ze goe vun engem partielle Lockdown, deen et de Leit géif erméiglechen, wierklech ze iwwerliewen.

An dann als leschte Saz: De Rapporter huet gesot, datt de Géigner de Virus ass. Ech mengen, datt dat stëmmt. Mir mussen awer och drun denken, datt de Géigner net deen ass, deen de Virus huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol wollt ech ganz kuerz nach dem Här Engel an Erënnerung ruffen, datt et, an dat huet e jo elo déi lescht Minutte gesinn, méi wéi eng Oppositiounspartei gëtt an datt een an Zukunft vläicht, wann ee vun der Oppositioun schwätzt, dat dach e bësse méi differenzéiert ka maachen, wéi just vun enger Partei ze schwätzen.

Dann direkt déi zweet Äntwert, déi geet un den honorabele Kolleeg Jeff Engelen, deen hei dach tatsächlech vun 90 % falschen Tester fabuléiert huet. Ech weess net, vu wou en déi Zuel huet, wéi en dorobber kënnt oder wat e virdru gedronk hat, wéi e se sech zurechtgesponnen huet, mee ganz éierlech, et ass lächerlech!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Wa mir hei am héijen Haus mat esou offensichtleche Falschnouvellen erausginn an dann iergendeen dobaussen tatsächlech nach kéint mengen, dat wär richteg, ass dat irresponsabel! Dat ass quasi schonn de Geck mat de Leit gemaach. Ech denken, datt mer do wierklech sollten eis heibanne mat enger gewëssener Retenue üben. Well gitt emol eng Kéier an e Spidol kucken an da sot den Dokteren, 90 % vun den Tester wäre falsch. Déi wäerten Iech scho soen, wou déi 90 % richteg Tester leien!

An da vläicht eng Nott perséinlech. An nee, Här Kartheiser, ech ginn Iech net d'Recht, eng Fro ze stellen, well ech hunn den Här Engelen adresséiert an net Iech. Dee ka sech sécher selwer verteidegen.

An dann, Här Engelen, firwat dot Der eng Mask un, wann Der mengt, de Virus géif net existéieren?

Une voix.- Dat huet e jo net gesot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Bref. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat aus der Welt geschaaft, merci Här Rapporter fir de Rapport. Merci awer och all deenen, déi gehollef hunn, datt dee Rapport zustane koum.

Mir haten eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an där Kommissioun. An och wann een um Schluss net alles matdréit, wat an deem Rapport steet oder am Gesetz steet, heescht dat net, datt net jiddweree vun eis säi Bescht gemaach huet, fir datt et e bessert Gesetz soll ginn. Well mir hunn als Chamber eng Responsabilitéit ze iwwerhuelen a mir mussen zesummen eist Beschtméiglecht maachen, fir eist Land a seng Mënschen esou gutt et geet duerch dës Kris ze begleeden.

Eist Bescht ass sécher net, der Regierung einfach nozelafen, mee natierlech och net, reng poleemesch an onkonstruktiv Kritik ze üben. Eist Bescht ass och sécher net, näischt ze maachen. Wat geschitt, wann een ze laang hesitéiert, hu mer an de leschte Woche gesinn. D'Regierung huet d'Vollek fir divers Pressekonferenze virun d'Tëlee geruff, just fir dann ze soen, datt keng nei Mesurë gebraucht géife ginn. An elo sinn awer Mesuren néideg.

Dat war kloer e Kommunikatiounsfeeler. D'Regierung huet ze spéit reagéiert, well wann ee sech op d'Coronastep-Etüde berifft, da gesäit ee schonn am September, datt mer um Niveau vum Juni/Juli ukomm waren. Net am Oktober, am September! Dat heescht, mir hätten éischter kënne reagéieren. Mir hätten éischter misse reagéieren. An trotzdeem sollte mer eis net mat der Vergaangenheet beschäftegen, mee domadder ze kucken, wéi mer duerch déi Well hei duerchkommen.

An do kommen ech dann och op de Fong vun dësem Text. Den Text ass séier gestréckt gi mat der waarmer Nol, mat der ganz waarmer Nol. En ass ganz anescht haut wéi dat, wat e war, wéi en hei erakomm ass. Firwat? Well de Staatsrot, mee och d'Chamberskommissioun hir Aarbecht gemaach hunn. Well se Feeler verbessert hunn, deelweis grondrechtswiddreg Aschränkungen nach opgehuewen hunn.

Ech fannen eng ganz Rëtsch vun de Mesuren an deem Text gutt. A léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maache keen Heel dorauser, datt deen Text mat enger Ausnam d'Zoustëmmung vun de Piraten fënnt. Mir hu scho virun dräi Woche proposéiert, datt mer sollten d'Zuel vun de Visiteuren doheem erofsetzen. Mir hu schonn am Abrëll hei op der Tribün gesot, mir sollten eng Begrenzung an de Grande-surfacen op Basis vun de Meterkareeën huelen. Zwou Mesuren, déi elo am Text stinn.

Erwaart also net vu mir eng ganz ondifferenzéiert Kritik hei un deem Text. Mee, an dat muss een och soen, eis feelt eppes an deem Text. Et feelt eis dran, kohärent ze sinn. Et feelt eis dran, fir engersäits net nëmmen d'Privattreffen ze limitéieren an e Couvre-feu ze verhänken, mee och d'Diskussioun iwwert den ëffentlechen Transport, iwwert d'Schoulen nach eng Kéier, d'Maison-relaisen, well grad dat si Plazen, wou méi wéi zéng Leit zesummekommen. Dat sinn déi Plazen, wou mer d'Distanciation physique och nach ophiewen zu engem groussen Deel. Do musse mer usetzen, well, an dat sollte mer net verheemlechen, mir wëssen alleguerten, datt d'Ustiechungen haut iwwerall geschéie kënnen.

An ech verweise vläicht och do op en interessanten Artikel vun der „El País", déi elo eng Studie couvréiert huet, wéi ee sech an engem Raum duerch d'Aerosollen ustieche kann, ofhängeg vun deene verschiddenen Zenarien. A jo, och do, an dat kann ech zouginn, huet d'Regierung Recht gehat, wéi se gesot huet: „Lëft!" Well dat reduzéiert effektiv d'Infektiounszuelen. Mee d'Studie weist awer och, datt dat net duergeet, datt eng Maskeflicht zum Beispill awer néideg ass, fir zesumme mam Duerchzuch derzou ze féieren, datt d'Leit sech manner ustiechen.

Wat d'Zich an d'Bussen ugeet, hätt misse vun Ufank u méi konsequent op méi héich Capacitéite gesat ginn. Jo, net iwwerall ass et méiglech. Mee do, wou et méiglech ass, soll et gemaach ginn. Et muss och d'Personal an deem ëffentlechen Transport besser geschützt ginn. Do gouf et Versäumnisser. Ech mengen, et gouf elo grad geschwat vun Desinfektiounsgel. Dat si Saachen, do kéint de Staat als deen, deen den RGTR ausschreift, natierlech Afloss huelen.

Leider hu mer awer d'Gefill, datt mer hei generell net wierklech weiderkommen. Mir brauchen iwwerall méi Leit, méi Material, méi Ressourcen. Ressourcen, Material, Personal, wat deelweis net do ass. A firwat ass et net do? Ma well mer eis net laang genuch preparéiert hunn. An och dat gouf scho vu Kolleegen hei gesot.

Mir hätten eis éischter kéinte preparéieren. Mir hätten eis éischter misse preparéieren, um reglementaire Wee, um legale Wee, awer och ganz einfach um logistesche Wee.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kontakter gesetzlech op véier Persounen ze limitéieren ass gutt. Mee wie sech an der Vergaangenheet net un d'Limitatioun vun zéng Visiteure gehalen huet an illegal Partyen am Bësch organiséiert huet, wäert sech elo och net vun enger Limitatioun vu véier dovunner ofhale loossen, an iwwregens och net vun enger ominéiser Ausgangsspär, déi d'Regierung sech offensichtlech bei eisen Noperen ofgekuckt huet, ouni ze evaluéieren, wat esou eng Aschränkung bedeit a wat fir en Notze se bei eis kann hunn. Well op d'Fro, wéi eng wëssenschaftlech Basis eng Ausgangsspär dann hätt, war d'Äntwert: „Et gëtt keng wëssenschaftlech Evidenz, well d'Kris ass jo esou nei. Mir mengen, datt dat dat Richtegt ass." An dat hu mer och bei de Riede vun der Majoritéit haut héieren: „Mir hoffen, datt dat heiten déi richteg Mesure ass."

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir geet dat net duer. Mir geet et net duer, Grondrechter anzeschneiden um Prinzip Hoffnung. Ech erwaarde mer, datt et, wann een esou eng incisiv Moossnam hëlt, Fakte gëtt derfir. Net Héieresoen, net e Bauchgefill, net eng Stëmm aus dem Himmel, net eng Tablett, déi een op iergendengem Bierg fonnt huet, nee, wëssenschaftlech Fakten.

An duerfir, Här President, wäert et Iech net wonneren, datt mer den Artikel 3 aus dësem Gesetz, deen d'Ausgangsspär wëllt aféieren, net wëlle matdroen. An ech iwwerreechen Iech eng Demande, fir eng Division de vote ze maachen. Wannechgelift.

(M. Sven Clement dépose une demande de vote séparé sur l'article 3 du projet de loi n° 7683)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Domadder kënne mir nämlech engersäits den Artikel 3 ofleenen a falls sech eng Majoritéit géif fannen - et kann ee jo ëmmer hoffen, esou wéi d'Regierung dat mécht -, da kéinte mer dee ganze Rescht vum Projet matdroen. Ech hunn awer selte wéineg Hoffnung derfir.

Insgesamt froe mer eis awer och, ob d'Regierung sech bewosst ass, wat fir Konsequenzen et fir Kulturschafender, kleng Commerçanten an d'Horeca huet, wa si keen offizielle Lockdown mécht an de Leit trotzdeem réit, just nach déi Kontakter ze hunn, déi onbedéngt néideg sinn.

Soulaang et keen offizielle Lockdown gëtt, wäerten Independanten a Betriber keng nei Ënnerstëtzung kréien, obwuel déi ministeriell Recommandatiounen dem potenzielle Client ganz kloer soen: „Bleif doheem!" Wéi solle Restauranten, Theateren an Muséeë gefëllt ginn, wann d'Leit just nach hir essenziell Deplacementer solle maachen? Dat geet net.

Hei kann d'Regierung elo net maachen, wéi wann alles an der Rei wär an ee ganz normal sengem Geschäft weiderhi kéint nogoen. D'Opfuerderung, doheem ze bleiwen, muss, offizielle Lockdown hin oder hier, vun der Bereetstellung vu gewëssen Aidë begleet ginn, soss loosse mer all déi Leit, déi sech an hire Commerce esou just nach duerch de Lockdown gerett kruten, an dëser Well erdrénken.

Mir deposéieren awer, well mer en zweete Mangel gesinn hunn, haut och nach eng Motioun; eng Mo-

tioun, déi drop insistéiert, datt mer e klenge Mëssel behiewen. Dee klenge Mëssel ass awer fir vill Leit e grousse Mëssel, well et ass esou, datt am Chômage partiel virgesinn ass, datt ee seng Demande fir den November bis den 12. Oktober muss agereecht hunn. Den 12. Oktober, Dir erënnert Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet nach kee vun dësen neie Mesurë geschwat. Den 12. Oktober ass also laanschtgaangen an eng ganz Rëtsch vu Betriber hu keng Demande gemaach; Betriber, déi awer elo no Ausso vum Aarbechtsminister dierfte vum Chômage partiel profitéieren, well se jo éischter zoumaache mussen.

Duerfir deposéieren ech eng Motioun, déi verlaangt, d'Areeche vun der Demande fir de Chômage partiel fir de Mount November bis op den 12. November ze verlängeren. D'Regierung kann dann hei déi néideg Mesuren huelen, falls dat d'Zoustëmmung fënnt.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest:

dass d'Gesondheetsministesch den 23. Oktober 2020 an enger Pressekonferenz gesot huet, dass eng „Beschränkung op dat Weesentlecht" virum Hannergrond vun de steigende Covid-19-Infektiounszuelen elo wichteg wier;

dass de Premierminister an der Pressekonferenz vum 23. Oktober 2020 betount huet, dass d'„Interaktioun tëschent de Leit muss esou kleng wéi méiglech bleiwen";

dass vill Leit besuergt sinn ëm hir Gesondheet an ëm déi vun hire Léifsten an dofir hir Deplacementer a Kontakter aschränken, fir esou zu enger Baisse vum Infektiounstaux bäizedroen;

dass vill Independanten ëmmer nach schwéier mat de Konsequenze vum Lockdown ze kämpfen hunn, an duerch déi rezent Demande säitens der Regierung, sech op dat Weesentlecht ze beschränken, elo nach emol riskéieren, wärend mindestens engem Mount manner Clienten an/oder Opträg ze hunn;

dass d'Regierung sech am Koalitiounsaccord d'Zil gesat huet, „Menschen, die von Armut und sozialer Ausgrenzung bedroht sind, mit den erforderlichen Ressourcen auszustatten, damit sie in vollem Umfang am wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Leben teilnehmen können";

dass d'Demandë fir de Chômage partiel fir de Mount November hu misse bis den 12. Oktober 2020 agereecht ginn;

dass den 12. Oktober 2020 nach net gewosst war, dass Enn des Mounts géifen nei Covidmesurë gëllen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

den Delai fir d'Areeche vun der Demande fir de Chômage partiel fir de Mount November bis op den 12. November ze verlängeren.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, ech hoffen, et ass mer gelongen, däitlech ze maachen, datt eist Land trotzdeem virun enormen Erausfuerderunge steet, och wann d'Analys, wéi ee se ugeet, ënnerschiddlech ass. Et gi sanitär Problemer an de Schoulen, am ëffentlechen Transport, an d'Horeca kämpft dobaussen ëm hir Existenz. An alles, wat mir hei virleien hunn, fir der aktueller Situatioun Här ze ginn, ass eng fir eis inakzeptabel Ausgangsspär an eng Limitatioun vun der Unzuel u Persounen, déi sech privat däerfen treffen, déi ze laang op sech waarde gelooss huet an déi eleng einfach net duergeet.

Wann d'Regierung weiderhin d'Ae virun de Brennpunkten an eisem Land verschléisst, kéint dës Infektiounswell eis nach vill méi schwéier treffen. Et kéint aus der Well en Tsunami ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech mengen, ech wëll elo dem Här Clement keng Fro stellen, well en huet mer d'Wuert jo net ginn. Mee ech wëll allgemeng eng Bemierkung maachen, wéi mir hei am Parlament mateneen ëmginn.

An et ass, mengen ech, wichteg, och aus Respekt virun dësem Haus, datt mer eng gewëssen Héiflechkeet hunn, wa mer iwwereneen oder matenee schwätzen. Den Här Clement huet mech och schonn eng Kéier en ale wäisse Mann genannt. Dat ka seng Meenung sinn. En huet dat awer och hei an der Plenière gemaach. En huet haut mengem Kolleeg Jeff Engelen ënnerstallt, en hätt Alkohol gedronk, ier en hei geschwat hätt.

Ech wëll dem Här Clement soen, datt ee sech an engem Parlament ënner Mënschen an ënner Deputéierten net esou soll verhalen. Wat de Contenu vum Här Engelen senger Deklaratioun ugeet, kann hie roueg eng aner Meenung hunn. Ech wëll just soen: Et gëtt ganz ënnerschiddlech Tester mat ënnerschiddlecher Sensibilitéit an ënnerschiddlecher Zouverlässegkeet, et ass net illegal oder illegitimm, op déi Onsécherheeten opmierksam ze maachen. Den Här Engelen huet dat Recht! Här Clement, Dir kënnt eng aner Meenung hunn, dat ass Äert Recht.

Awer mäi Punkt, deen ech hei wëll maachen, an ech mengen, datt och vill Kolleegen deen heibannen deelen, dat ass, datt mir et eis an eise Wieler schëlleg sinn, eis géigesäiteg ze respektéieren an héiflech ze behandelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement wëllt dorobber reagéieren.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President, datt Der mer d'Wuert nach eng Kéier gitt. Ech hu mat kengem Wuert insinuéiert, datt den Här Engelen hei viru senger Ried gedronk hätt.

(Brouhaha)

Ech hunn eng Tournure de phrase benotzt, …

(Coups de cloche de la présidence)

… an déi huet sech op d'Schreiwe vu senger Ried bezunn, wat eppes ganz anescht ass wéi hei sur place, bref.

Dat Zweet ass: Den Här Kartheiser huet elo grad vu Meenungen iwwer Fakte geschwat. Ech fannen näischt méi gefëierlech, wéi wann dëst héicht Haus der Meenung wier, datt Meenungen an der Wëssenschaft méi héich ze bewäerte wäre wéi Fakten. Well Wëssenschaft baséiert op Fakten an net op Meenungen, a mir géife gutt drun doen, an dat hunn ech a menger Ried och méi wéi eng Kéier gesot, eis op wëssenschaftlech Fakten ze beruffen an net op e Bauchgefill oder op Meenungen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, e grousse Merci. Ech sinn och heihinner komm fir en Text, dee vun der Santé deposéiert ginn ass. Mee ech wollt als Regierungschef fir d'éischt den Institutioune Merci soen. Ech wollt der Chamber Merci soen, ech wollt dem Conseil d'État Merci soen, ech wollt dem Rapporter Merci soen, ech wollt de Membere vun der Kommissioun vun der Santé Merci soen, mee ech wollt och de Beamte Merci soen, ob dat hei ass, ob dat am Conseil d'État oder och an eise Verwaltungen ass, déi déi lescht Deeg a Woche wierklech eng exemplaresch Aarbecht geleescht hunn.

Ech wëll och direkt hei soen, Här President, dass verschidde Propose fir mech net akzeptabel sinn an ech wäert net op all Kritik agoen, déi vu verschiddene Leit hei gemaach ginn ass. Mee ech wëll just soen, dass ech den Toun vun de Riedner vun der gréisster Oppositiounspartei net ubruecht fonnt hu vis-à-vis vun der Seriositéit vum Sujet.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

An och fir iwwer Diktatur ze schwätzen an aner Saachen, ech mengen, dass de Seriö vun der Diskussioun en aneren Toun gefrot hätt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Staatsminister, den Här Wiseler freet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President. Ech maachen elo mol hei meng Ried fäerdeg.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, duerno e Fait personnel dofir.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei ass e Punkt, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat do geet iwwerhaapt net!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei ass e Punkt, deen a mengen Ae ganz wichteg ass. Hei gëtt gesot, wéi wann een net preparéiert gewiescht wär, wéi wann d'Santé net geschafft hätt.

Här President, ech wëll dat hei net akzeptéieren. Testcapacitéiten, 90 Millioune Maske si bestallt ginn, 2,5 Millioune Schutzweste si bestallt ginn, Beootmungsapparater si bestallt ginn, zousätzlecht Personal ass bestallt ginn. Da si Pläng fir d'Spideeler mat verschiddene Phasen ausgeschafft ginn. Et ass e Plang ausgeschafft gi mat der Educatioun fir d'Schoulen. Et ass mat Ënnerstëtzung e Logistikzenter fir de ganze Besoin vun de Spideeler gemaach ginn. Et ass permanent Concertatioun gemaach ginn. Et ass e Monitoring mat der Waasserverwaltung gemaach ginn. Et ass e Monitoring iwwert d'Infektioune gemaach ginn. Et ass en Tracing gemaach ginn, dee konsequent ausgebaut ginn ass.

Ech kann net akzeptéieren, Här President, dass hei gemaach gëtt, wéi wann d'Santé déi lescht Méint net geschafft hätt. Et ass eng exemplaresch Aarbecht gemaach ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- D'Regierung!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech wëll dat wierklech hei ervirsträichen!

voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wëll hei kuerz sinn, mee ech wollt e puer Saache just soen. Dat Éischt ass, dass dat hei eng schwéier Situatioun ass, eng schwéier Situatioun fir eis alleguerten. De 17. sinn ech vu Bréissel erëmkomm, do hunn ech en extrae CONGO och aberuff, Conseil de Gouvernement, well ech der Meenung war, dass et wichteg war, de Punkt ze maachen iwwert d'Situatioun, wéi se war. A mir hunn deen och gemaach. An deen Owend hunn ech mat der Gesondheetsministesch och e Point-presse gehat, wou mer eebe gesot hunn, dass mer an enger Situatioun sinn, wou et wichteg ass, dass jiddweree sech bewosst ass driwwer, wéi eng Responsabilitéit en och selwer dréit. An ech mengen, dass d'Eegeverantwortung, dat ass och vun anere Leit scho gesot ginn, de Pilier ass vun der Bekämpfung vum Virus, d'Eegeverantwortung, d'Responsabilisatioun.

Ech wëll net Premier sinn, ech hunn et schonn hei gesot, an an engem Staat liewen, wou d'Delatioun de Prinzip misst sinn, wou een deen anere wëllt uschmieren, telefonéiere fir ze soen: „Den Noper huet Gäscht!" Mee mir gesinn awer, dass bei verschiddene Punkten de Respekt vun den Distanciations sociales, oder soe mer alt iwwerhaapt vu soziale Kontakter, net esou agehale gëtt, wéi een et brauch.

An dowéinster sinn déi nei Limitatiounen, ob dat zäitlech ass, andeem een da vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer eng Spär huet, der, déi een och kontrolléiere kann. Well ech sinn och frou, an engem Staat ze liewen, wou net owes ee schelle kënnt fir ze kucken, ob mer zu zwee, zu véier oder zu sechs doheem liewen. Dowéinster sinn dat heiten Texter, déi sécher schwiereg Agréff sinn an d'normaalt Liewen, an d'Fräiheete vun all eenzelnem Bierger. A mir sinn eis däers och bewosst. An duerfir hu mer och op ee Mount limitéiert de Vott gefrot vun deenen doten Texter, well mer eis bewosst sinn, dass et Moossname solle sinn, déi eppes bréngen.

Hei ass gesot ginn, et soll een ophalen, Moossname just ze huele fir ze behaapten, et hätt ee Moossname geholl. An dann ass zum Beispill vun der App an deem selwechten Otemzuch geschwat ginn. Ech kann Iech soen, ech hat virgëschter e Gespréich mam tschechesche Premier, dat war ee vun deenen éischten, deen d'App hat. Dee steet haut als ee vun deene Schlechtesten do, do huet d'App näischt gemaach.

A fir just eppes ze maachen, fir et ze maachen, fir herno kënnen ze soen: „Mir hunn et gemaach!", wier déi falsch Saach. Dir hutt et jo matkritt, wann een dat wéilt maachen, da misst et eppes sinn, wat zentraliséiert ass. An d'Regierung mécht näischt, wou och d'Chamber an hirer grousser Majoritéit sech dergéint ausgeschwat huet.

Här President, dowéinster wëll ech Iech just soen, dass et fir eis alleguerte schwéier Decisioune waren, dass mer limitéiert Mesurë geholl hunn, och zäitlech limitéiert Mesurë geholl hunn. Mee ech muss Iech ganz éierlech soen, dass mer d'nächst Woch e Moment de vérité hunn. D'nächst Woch e Mëttwoch oder en Donneschden, dat heescht Mëtt vun der Woch, musse mer kucken, wéi d'Evolutioun vun den Zuelen ass. Mir mussen eis däers bewosst sinn, dass déi heite Mesuren déi sinn, déi anticipéieren, eeben och wéinst de Waasseranalysen, déi mer gemaach hunn. Well mer sinn der Meenung, dass et wichteg ass, do ze anticipéieren an net ze waarden, bis een herno d'Better voll huet, mee do au contraire ze anticipéieren.

An dowéinster wäerte mer d'nächst Woch och nees e Bilan mussen zéien an da wäert ech och d'nächst Woch e CONGO maachen, wou mer dann eeben och iwwert déi Mesurë schwätzen, déi geholl gi sinn, iwwert déi Responsabilisatioun.

An do, muss ech Iech soen, Här President, sinn ech ganz houfreg op d'Lëtzebuerger, wéi d'Leit awer no deem Appell, dee gemaach ginn ass, och d'Gewunnechte geännert hunn. An och d'Butteker: Hei ass gesot ginn, et misst all Buttek nei Dispositiounen huelen, och déi kleng. Gleeft mer et, all Buttek wëllt, dass de Client sech sécher fillt, well all Geschäftsmann weess, dass de Client net méi erëmkënnt, wann e sech net sécher fillt a sengem Buttek. An et ass am Interêt vum Geschäftsmann, dass en och selwer Mesuren hëlt a selwer och scho gesot huet: „Zu zwee oder zu dräi am Buttek maximum!"

Dowéinster, ech mengen, d'Zäit vun der Politique politicienne ass hei eriwwer. An ech héieren zwar, dass normalerweis den Toun an der Kommissioun en aneren ass wéi deen, deen heibannen ass, wa Kameraen u sinn. Mee ech si frou, Här President, dass mer an deem heite Combat et fäerdegbruecht hunn, awer bis elo meeschtens zesummen Decisiounen ze huelen an de Bierger net d'Gefill ze ginn, dass hei een deem aneren d'Schold wëllt ginn oder de Profitt zéie vun enger Kris.

Ech hunn et scho gesot an ech soen et nach eng Kéier: Dës Kris wanne mer just, wa mer zesummenhalen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premierminister. Vläicht direkt fir den Här Wiseler Parole après ministre.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, Här Staatsminister, ech soen, Dir sidd wierklech de Spezialist am Verdréie vun de Wierder. Dat maacht Der all Kéiers, wann Der Iech an den Eck gedréckt fillt a wann Der net méi wësst, wou eran an eraus. Ech akzeptéieren dat einfach net! Ech weess, wat ech gesot hunn, an dat, wat ech gesot hunn, hunn ech gemengt. A wann Der historesch kuckt, da stëmmt dat.

Dir stoungt hei virun enger Woch bei eis a viru 14 Deeg an Dir hutt gesot: „Mir hunn alles am Gréff, et ass kee Problem, mir geréieren déi Kris!" Dat ass dat, wat Der hei gesot hat. Déi Zäit hat Der schonn oder Dir wousst schonn déi Resultater, déi an de Kläranlage waren. Mir wousste se net! Dir hat se scho vun der Woch 42, wou se massiv an d'Luucht gaange sinn, an Dir hutt net reagéiert. Dir hutt eis awer eppes anescht erzielt. Dir hutt eis dat och nach d'lescht Woch erzielt. An zwee Deeg duerno, e Freideg, kommt Der a sot: „Elo ass alles anescht. Elo musse mer déi Moossname maachen, elo komme mer guer net méi derlaanscht!"

Ech fannen, datt dat net seriö ass, esou wéi Der dat hei gemaach hutt. An ech soen Iech just: Anstatt hei deenen anere Leit d'Wierder ze verdréien, sollt Der Är Aarbecht maachen, da géif et eis alleguer besser goen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Ech ginn d'Wuert zréck un de Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech brauch hei kee Kommentar ze soen, hei kréien ech den Toun nees eng Kéier bestätegt.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hätt Iech solle virdrun nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géif ech d'Wuert weiderginn un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ausserdeem, Här Bettel, wa mir an där Situatioun hei heiansdo kënne rose sinn, da musst Der dat och verstoen. Well kuckt emol, wat dobausse geschitt mat de Leit! An dat mécht mech nervös an ech sinn nu wierklech getraff dovunner. Dat soen ech Iech ganz éierlech, ech sinn déif getraff dovunner!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Da ginn ech d'Wuert un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, säit siwe Méint gëtt Lëtzebuerg a Schach gehale vun engem Virus. En ass aggressiv. En ass Gott sei Dank relativ simpel. En huet en einfache Wee, wéi e weidergeet vun engem op deen aneren. Mee aggressiv ass en.

Säit siwe Méint hu mer all Dag nei Erkenntnisser. An awer kréie mer quasi all Dag nei Lektiounen u Bescheidenheet. Trotz immensem techneschem a medezinneschem Fortschrëtt, trotz engem relative Wuelstand an Europa, ass kee Wëssenschaftler an och keen Expert, dee mat 100%eger Sécherheet hei ka viraussoen, wat an den nächsten Deeg wäert geschéien. Dat soll engem ze denke ginn.

Réckbléckend erkennt een esou munches, a lues a lues kënne mer op Etüden zréckgräifen, déi net méi um Modell vu China foussen, mee déi méi konkreet eis eege Situatioun hei a Lëtzebuerg beliichten an och an Europa.

Wat wësse mer entre-temps? Ma mir wësse virun allem, datt mer ganz villes nach ëmmer net wëssen. Mir wëssen och, dass zumindest emol den Hierscht an de Wanter nach ganz sauer wäerte ginn an dass mer nëmme kollektiv a solidaresch duerch dës Kris kënne kommen.

All Schratt, deen een an dëser Situatioun hëlt, an och all Schratt, deen een net hëlt, ass noutgedronge mat Kollateralschued verbonnen. An dofir ass et esou wichteg, dass mer all Schratt wierklech gutt duerchdenken, eis net duerjerneemaache loossen, net a Panik verfalen. An et ass och wichteg, dass mer ganz schnell a ganz flexibel kënnen op nei Situatioune reagéieren.

Et gëtt hei vill widderholl, dass mer viru 14 Deeg schonn hätte misse wëssen, wat kënnt, an déi heite Mesuren huelen. Ech wëll drun erënneren, dass mer viru 14 Deeg, dat war esou ëm den 12. Oktober, grad emol véier Leit op Intensivstatiounen

haten. Mir hate ronn 50 Leit an den normale Better a mir haten eng Altersstruktur bei eisen Neiinfizéierten, déi extreem niddreg war. Déi ass ganz transparent ëmmer kommunikéiert ginn. Do war also kee Grond, eppes virauszegesinn, wat op eng Iwerlaaschtung géif hindeiten.

Och d'Resultater vun de Kläranlage vun deem Zäitpunkt, déi waren net alarmant, déi waren duerchaus méi niddreg wéi dat, wat mer kannt hunn am Mäerz an Abrëll …

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ou?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- … a se waren och besser …

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass net wouer!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ma da kënne mer dat gären am Detail diskutéiere mat deenen Zoustännegen.

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hat eng Question parlementaire urgente virgëschter gestallt. An opgrond vun där Question parlementaire urgente sinn éischtmoleg emol déi Donnéeë vun de Kläranlage public ginn, contrairement zu deem, sou wéi gemaach ginn ass, dass dat scho permanent an der Ëffentlechkeet gewiescht wär. Et fënnt een déi elo op enger Rei vu Sitten, a Gott sei Dank fënnt ee se op de Sitten, well dat huet de Medien nämlech erlaabt, gëschter an haut emol op déi Donnéeën anzegoen.

A wat ech liesen an der Woch 42, an d'Woch 42, dat ass just viru 14 Deeg, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wolter, ...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wat ech liesen an der Woch 42, Madamm, dat ass, dass d'Wäerter an de Kläranlagen iwwert deem waren, wat mer am Mäerz, Abrëll, Mee a Juni haten. Dir kënnt also net heihinnerkommen a soen, et wär net alarmant gewiescht. Au contraire! An d'Leit brauchen dat just nach ze liesen elo an der Ëffentlechkeet. Déi Zuelen, déi waren esou schlëmm, dass Der eigentlech viru 14 Deeg, Madamm, schonn hätt missen d'Chamber zesummeruffen an där zoustänneger Kommissioun an hinnen d'Wourecht soen. Dat ass net geschitt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wolter, ech wéilt just soen, dass ech lech d'Wuert net ginn hat. An duerfir ginn ech d'Wuert elo zréck un d'Madamm Ministesch.

(Brouhaha)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà! Jiddefalls déi Donnéeën, op déi mer eis baséieren, sinn accessibel, se sinn op dem Site vun der Waasserverwaltung ze fannen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Säit gëschter.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- A jiddweree ka se ablécken. Se sinn och ëmmer resuméiert gi vun eis. Dir hutt elo e puer Méint matenee genannt, ech hunn de Comparatif gemaach mat deene Méint, wou mer um Pic waren an net mat Abrëll/Mai, fir dat kloerzestellen. An d'Wäerter waren och méi niddreg, wéi mer eis zweet Well am Summer haten. Mee, wéi gesot, déi Donnéeë sinn disponibel, déi stinn der Ëffentlechkeet zur Verfügung a mir huelen och gären dozou Stellung, wann dat muss sinn.

Ech géif gären drun erënneren, dass, nodeems mer e schnelle Lockdown gemaach hunn, deen iwwerall als effikass begréisst ginn ass, mer duerno an e virsiichtegen Deconfinement eriwwergaange sinn, dee mer och vergläichsweis gutt gemeeschtert hunn am Verglach zu anere Länner, ouni exzessiv Doudesrat an tragesch eethesch Decisiounen, déi hätte missen an de Spideeler geholl ginn, esou wéi een dat an anere Länner gesinn huet.

Mir goufen dunn eng éischte Kéier matten am Summer au dépourvu geholl mat enger Hausse, mat där kee gerechent hat, déi keen eis esou virausgesot hat. An nee, mir hate kee rouege Summer. Mir haten en akuten Ustig vun eisen Zuelen am Summer, deen eis enorm gefuerdert huet. Eis Leit hunn duerchgeeënd geschafft. Déi Zäit, déi mer gehofft haten ze hunn, fir en anstännegen Debriefing kënnen ze maachen, fir e bësse Recul ze hunn, fir d'Batterien nees ze fëllen, déi war eis net gegënnt, well mer matten am Summer eng Well haten, bei där mer genausou geziddert hunn, wéi mer et elo hunn, well och do wousste mer net, ob mer et géifen an de Grëff kréien, ob mer et géife packen, ob eisen Tracing et géif packen oder net.

Dat hu scho vill Leit nees vergiess. Mee dat war eng ganz elle Situatioun fir eis. D'Leit ware scho midd vun där éischter Phas, déi laang war, déi ustrengend war, a keen hat heimadder gerechent.

Eis Leit sinn also net am Hierscht erholl oder bronggebrannt erëmkomm. Nee, eis Leit waren ausgebrannt a midd duerch laang, laang Aarbechtsstonnen, an dat scho säit Wochen a Méint, am Fong, fir genau ze sinn, duerchgeeënd säit Ufank vun dëser Pandemie.

Trotzdeem hu mer et fäerdegbruecht dank hirem Asaz. An dofir e ganz grousse Merci un déi, déi hei permanent un der Front ënnerwee sinn, och op Käschte vun hire Familljen zum Deel, déi e bëssen ze kuerz kommen an dësen Zäiten. E grousse Merci u si, well si hunn et fäerdegbruecht, iwwert de Summer an trotz dëser zweeter Well, mat där mer gekämpft hunn, eng Strategie opzestellen, fir den Émgang mat der Pandemie fir den Hierscht en place ze setzen.

Dës Strategie huet trotz konstante Virsiichtsmoossnamen, wéi zum Beispill enger genereller Maskeflicht, do wou de Public an an aus geet, an och enger Sëtz- a Maskeflicht bei Rassemblementer vu méi wéi zéng Leit, wäitgeeënd Normalitéit hei am Land erlaabt. Et huet eis nees en Ausbléck ginn op dat, wat mer eis alleguerte wënschen, en Zréck an eist normaalt Liewen, och wann esou munchereen zu deem Moment, an ech géif gären erëm drun erënneren, well och dat gëtt vergiess, ëmmer méi haart no méi Fräiheete geruff huet a mer wierklech a Bedrängnis komm si fir ze erklären, firwat mer net méi schnell oplockeren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn haut frou, dass mer dësem Drock net noginn hunn a virun allem ons och net ofbrénge gelooss hu vun onser ambitiéiser nationaler Teststrategie, déi entre-temps op ganz ville Plazen imitéiert gëtt, mee bis dato nach néierens wierklech egaléiert ass.

Dank eisem Frühwarnsystem, dee wuel net perfekt ass, awer am Verglach mat deem, wat aner Länner en place hunn, dach ganz performant ass, war et ons méiglech, verschidde Parametere ganz zäitno ze kucken, soudass mer och Mëtt Oktober ganz schnell konnten erkennen, dass sech op en Neits eng méi schwiereg Phas géif ubanen.

Opgrond vu verschiddene gréisseren Ausbréch an Altersheemer, mee och generell opgrond vum Fait, dass d'Unzuel vun eelere Leit bei deenen, déi mat Neiinfektiounen derbäi waren, iwwert déi lescht zéng Deeg gekuckt eropgaangen ass, hu mer och generell festgestallt, dass niewelaanscht de Virus wierklech allem Uschäin no amgaangen ass, sech queesch duerch eis Gesellschaft auszedeenen.

Dëst war kloer en neie Moment hei zu Lëtzebuerg, eng Tendenz, déi kuerz drop, den 22. Oktober, duerch de Rapport hebdomadaire zu de Kläranlage bestätegt gouf.

Ech si frou, dass mer als Regierung dunn net weider op eng definitiv Bestätegung iwwert déi nächst puer Deeg ofgewaart hunn, mee dass mer direkt en Appel à la vigilence renforcée gemaach hunn an erausgaange sinn, fir de Leit ze rappeléieren, wéi wichteg et ass, direkt ze reagéieren, fir dass mer kënnen hei zréckruderen.

Dëst war verstäerkt ginn duerch eng ganz staark Mediecampagne, déi mer lancéiert hunn, souwuel fir de Rappel vun de Geste-barrièrë queesch duerch eis Gesellschaft wéi och fir en Appell, dass d'Leit solle wannechgelift matmaache beim Large-Scale-Testing, da wa se eng Invitatioun kréien. Mir wëssen, dass d'Adherence nach ëmmer ze wënschen iwwreg léisst. Ech sinn awer ganz frou, kënne matzedeelen, dass no dësem Opruff d'Invitatiounen e vill bessere Succès haten. D'Rendezvouse gi geholl a mir sinn entre-temps wierklech bal op ganzer Capacitéit, wat mech natierlech immens freet. Do gesäit een och, wéi schnell d'Leit dach awer verstinn, dass d'Situatioun geännert huet an och deementspriechend hiert Verhale geännert hunn.

Et ass haut absolutt kloer, dass déi Tendenz, déi sech ukënnegt, absolutt muss gebrach ginn. Mir hunn ni de Géigendeel gesot. Soubal se sech ofgezeechent huet, war et den Appel à la vigilance renforcée. Net einfach esou, mee well dat eng Tendenz ass, déi een op Dauer net ka stäipen!

De Kampf géint de Virus ass net nëmmen e permanente Seeldanz ouni zolidd Netz, mee et ass a bleift nach ëmmer e Kampf géint d'Zäit. A wann dëse Virus bis ausser Kontroll geréit, da verbreet e sech esou rasant, dass et ouni drastesch Moossnamen net méiglech ass, fir en anzedämmen.

Dat sinn Erkenntnisser weltwäit an deene musse mir ons och nolens volens beugen. Mir sinn dofir all Eenzelnem immens dankbar, deen onsem Opruff spontan nokomm ass, ouni de Vott vun dësem Gesetz ofzewaarden. Doduerch hu mer wäertvoll Deeg gewonnen. A mir sinn och frou ze gesinn, dass d'Zirkulatioun schonn e bësselchen erofgaangen ass. Dat ass dat, wat mer elo gebraucht hunn.

Ob de Wandel, deen dësen Opruff offensichtlech bei ville Leit matbruecht huet, wäert duergoen, dat wäerte mer spéitstens Mëtt nächster Woch kënne gesinn, well et eng gewëssen Zäit brauch, wa Mesurë kommen, wann e Changement am Behuele kënnt. Dat gesäit een net direkt den Dag drop, soudass mer och net sollen a Panik sinn, dass d'Chifferen net direkt déi éischt zwee Deeg duerno erëm erofgaange sinn. Dat wär absolutt onlogesch gewiescht. Mir brauchen do Gedold. Mir mussen do e bësselchen ofwaarde fir ze gesinn, ob déi Changementer, déi Gott sei Dank scho stattfonnt hunn a fir déi mer wierklech jiddwerengem Merci soen, ob déi hir Friichte wäerten droen, ob mer och dës Kéier nach mat engem bloen An dervukommen oder ob dat net de Fall wäert sinn.

Nieft all de Mesuren, déi haut offiziell zum Vott stinn an déi souwuel all Eenzelne vun ons, mee leider Gottes och Verschiddener méi staark wéi anerer wäerten treffen, ass et haut mäin drénglechsten Appell, zesummenzestoen an alleguerten ze hëllefen, wou et nëmme geet.

Et ass scho virdru gesot ginn: De Mënsch ass net gemaach, fir am Dauerstress ze fonctionéieren. D'Personal, d'Beamten un der Front sinn ausgelaugt. D'Kollateralschied, déi mer souwisou scho wäerten hunn duerch dës Kris, wäerte sech zuspëtzen, dat ass net ze evitéieren. An et ass dofir wichteg, déi Solidaritéit an déi Hëllefsbereetschaft vun der éischter Stonn elo oprechtzeerhalen.

Ech géif och gären all deene Merci soen, déi iwwert déi ganz Wochen a Méint sech wierklech gutt un d'Mesurë gehalen hunn, well ech sinn zouversiichtlech, dass e groussen Deel, dee gréissten Deel vun eise Leit sech wierklech dorunner hält an dass mer et och dës Kéier nach eng Kéier kënne packen. Wa mer alleguerten zesummestinn, da kënne mer dat packen. Mir si gutt opgestallt. Mir si verhältnismëisseg besser opgestallt wéi aner Länner a mir hunn nach eng Chance. A mir sollen un déi gleewen. A wann et net esou ass, wa mer et net gepackt hunn, da wäerte mer och eis Responsabilitéit huelen a schnell handelen, fir dann déi néideg Schrëtt ze huelen.

Mee nach ass et net esou wäit a mir sollen eis elo deen Optimismus loossen a wierklech alleguerten zesummestoen, zesummenhalen a jiddweree motivéieren, fir elo matzemaachen. Et ass elo, wou et gëllt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Vusäite vun der Santé si mer duerchgeeënd beméit, dës Kris esou gutt wéi méiglech ze encadréieren an déi Moyenen zur Verfügung ze stellen, déi elo gebraucht ginn. An deem Sënn wëll ech drun erënneren, dass mer vun Ufank un de Spideeler d'Moyene ginn hunn, fir sech ëmzeorganiséieren, souwuel um Niveau vun hiren Infrastrukture wéi um Niveau vum Personal, a mir hunn och generell derfir gesuergt, fir do Entlaaschtung ze schafen, wou et nëmmen iergendwéi méiglech ass.

An deem Sënn hu mer vill nei Strukture geschaaft, am Ufank eis CSAen, elo säit e puer Deeg deen neie Centre de consultation Covid, deen nees opgaangen ass. Mir hu krisespezifesch Gardesystemer ageféiert mat adaptéierte Remunerationssystemer, Teleconsultatiounen a villes méi en place gesat.

De Plan de prise en charge, dee vun de Spideeler ausgeschafft ginn ass, erlaabt eis elo, Dag fir Dag derfir ze suergen, dass e Maximum u Servicer kann oprechterhale ginn, an och zäitno ze evaluéieren, wéi akut d'Situatioun ass.

An deem Sënn hu mer en dagdeeglechen Austausch mat eise Spideeler. Mir hunn eng Cellule de crise, déi taagt all Dag. An dat erlaabt eis och ze gesinn, wann et iergendwou quackst. An deem Sënn si mer och säit der leschter Woch an absolutter Alarmbereetschaft a mir suivéiere genee, wat sech um Terrain deet.

Ech sinn och ganz frou, kënnen ze annoncéieren, dass déi Gespréicher, déi mer iwwert de Weekend gefouert hunn tëschent der Direktioun, der FHL (ndlr: Fédération des hôpitaux luxembourgeois), der CNS an och der Dokteschgewerkschaft, et erlaabt hunn, ganz schnell Pisten ze fannen, fir déi Phas 3 an de Spideeler, an där mer elo sinn, beschtméiglech ze bewerkstellegen an idealerweis och erëm esou schnell wéi méiglech kënnen ze verloossen.

D'FHL huet ons gëschter hir Revendicatiounen opgrond vun deenen Diskussioune matgedeelt. Et geet drëms, Tâchen eropzesetzen, administrativ Aarbechten elo schnell erofzesetzen, fir e Maximum u Personal ze liberéieren. Mir wäerte kucken, Preretraiten ze mobiliséieren an domadder den Zousaz u Besoin u Personal, dee chiffréiert ginn ass, méiglechst mat interne Ressourcen ofzedecken, fir ze evitéieren, dass mer weiderhin an der Groussregioun ze vill aggressiv rekrutéieren.

Ech sinn och ganz, ganz frou, dass ech an deem Schreiwes vu gëschter d'Zouso kritt hunn, dass dat wäert evitéiert ginn, dass mer wierklech do all Efforte maachen, fir bei eis nach Zousazcapacitéite fräizemaachen, vläicht d'Tâchen eropzesetze vu Leit, déi Deelzäit schaffen, an eeben, wéi scho gesot, verstäerkt zréckzegräifen op Leit, déi schonn an der Retraite oder Preretraite sinn.

Aner Piste bestinn doranner, d'Hospitalisation à domicile elo weiderzedenken. Dat war e Projet mëttelfristeg. Mir zéien deen elo vir a kucken, wat mer do kënne kuerzfristeg en place setzen, fir dat ze verstäerken, fir ze erlaben, dass och grad eeler Leit kënnen doheem en charge geholl ginn. Mir hu Ligne-de-gardë lafe säit Kuerzem duerch eng Konventioun tëscht dem Ministère an der AMMD, wat et erlaabt, d'Leit an den Altersheemer besser ze betreien, an et evitéiert, eng Surcharge an den Urgencen ze provozéieren duerch Aliwwerungen, déi kéinten evitéiert ginn.

De Personalmangel kënne mer awer net aus der Welt schafen. Mir kënnen eis keng Leit zauberen. Mir kënnen nëmme mat deene Meedercher danzen, déi mer hunn. An dat ass eng Schrauf, un där schwéier ze dréien ass.

Mee och hei si mer gewëllt, an dat opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer geféiert hunn, an opgrond vun der Gravitéit vun der Situatioun, an där mer sinn, op de Wee vun amenagéierte Quarantänen ze goen, esou wéi Der dat a verschiddenen anere Länner gesitt. Dat betrëfft de Gesondheetssecteur, d'Spideeler, och de Secteur vun de Soins à domicile, e Secteur, wou mer mat Professionellen ze dinn hunn, déi geschoult sinn, fir Hygiènesmoossnamen ze respektéieren, déi ëmzegoe wësse mat infektiéise Leit an déi sech ze schütze wëssen.

Dat ass e Wee, dee mer net gäre ginn, mee vu dass mer akute Personalmangel hunn an dass mer absolutt Prioritéit drop setzen, dass eise Gesondheetssystem ka weider fonctionéieren, dass d'Leit déi Soine kënne kréien, déi se brauchen, och grad an de Reseauen, ass dat eppes, wat mer elo wäerten an d'A faassen a wat elo als Acquis ka gëllen.

Ech hunn och net méi spéit wéi haut der FHL zougesot, dass hir Revendicatiounen absolutt gerechtfertegt sinn an dass d'Regierung bereet ass, deenen nozekommen. Mir wäerten do keen Dissens kréien. Déi Moyenen, déi gefrot sinn, wäerte mer fräischäffelen an déi wäerten d'Spideeler kréien.

Wat elo d'Enkpäss an de Laboe betrëfft, géif ech gären ervirsträichen, dass och do den Enkpass net op den Infrastrukture läit. De Problem ass net, nei Statiounen opzeriichten. Et ass d'Personal ..., fir genau ze sinn: Et sinn d'Preleveuren, déi eis feelen! Do si mer op kompletter Capacitéit am Moment. Mir wäerten nieft deene Beruffer, déi mer elo schonn ausgewisen hunn, déi normalerweis dësen Akt net maachen, déi mer habilitéiert hunn, och nach anerer muer ausweise mat engem Projet, deen an der Regierung wäert presentéiert ginn. Dat sinn ënner anerem d'Pompjeeën. Mir denken och un d'Apdikter. Et gëtt nach eng Rei Beruffer, wou ee sech ka virstellen, dass een déi och wierklech iwwert de Wee vun enger Zousazausbildung esou wäit kritt, fir kënnen hei eng Hand mat unzepaken. Och do maache mer alles, wat mer kënnen. Mee zaubere kënne mer net.

Mir rekrutéieren, mir schoulen ëm, mir maachen, wat mer kënnen. A soubal mer méi Personal hunn, wäerte mer och deementspriechend d'Capacitéiten eropfueren. Mee de Bottleneck, den Enkpass, dat ass d'Personal! Et ass net de Wëllen, et ass net iergendeppes, wat arbiträr decidéiert gëtt, wou eppes hikënnt. Mir setzen déi Capacitéiten do an, wou et am meeschte Sënn mécht, an am Mooss vun deem, wat mer zur Verfügung hunn.

Ech sinn, ech hat et virdru gesot, ganz frou, dass de Large-Scale-Testing elo besser zitt. Mir hu ganz vill an eng Campagne investéiert säit zwou, dräi Wochen, fir d'Leit wierklech ze mobiliséieren, hiren Aluedungen nozekommen. Dat gräift. An ech sinn och ganz frou, dass eebe justement no eisem Appel à la vigilance renforcée vun der leschter Woch d'Zuele wierklech gutt eropginn. Ech hunn elo virdrun nach Bescheed gesot kritt, dass mer quasi op ganzer Capacitéit sinn. Dat erlaabt eis et - an ech si prett an do och vun Ufank un engagéiert -, esoubal mer d'Capacitéiten hunn um Niveau vun de Ressources humaines, natierlech déi Testcapacitéiten eropzeféieren. Dat ass eis Ambitioun an dat wäerte mer och maachen. Dozou brauche mer net opgefuerdert ze ginn.

Da sinn ech och ganz frou, dass déi Schnelltester, vun deene säit Laangem rieds ass, op déi mer alleguerte waarden, endlech de CE-Label hunn. Déi sinn elo hei an Europa am Asaz. An net méi spéit wéi haut am spéide Moien hunn ech eng Propos vun der Direktioun kritt, wéi mer déi hei zu Lëtzebuerg wëllen an den Asaz bréngen. Dat ass inspiréiert vun engem Avis, deen dee franséische Conseil scientifique ginn huet, an och vun der Positioun vun de Schwäizer, déi op gëschter datéiert.

Eis Positioun wäert ganz staark inspiréiert si vun där Schwäizer. Wat bedeit dat? Ben, dat ass en neie Schrëtt no vir, op dee mer vill Hoffnung setzen, fir eis Laboen ze dechargéieren. Dës Schnelltester sollen haaptsächlech bei symptomatesche Patienten agesat ginn. Dat ass d'Recommandatioun, also bei de Generalisten. Mir wäerte se awer och generell an de Spideeler asetzen an an den Altersheimer, quitte dass, wann ee positiv getest gëtt, mer dat nach eng Kéier crosschecke mat engem PCR-Test. Mee dat wäert eis ganz vill méi Flexibilitéit ginn an deenen nächste Wochen a Méint; Flexibilitéit, déi mer dréngend brauchen.

Wéi scho gesot, a Fonctioun vun der Disponibilitéit vun de Preleveuren - do si mer wierklech amgaan-

gen, drun ze schaffen - wäerte mer och weider Teststatiounen opmaachen. Dat ass alles geplangt. Et si schonn zwee Drive-innen, déi esou gutt eméi prett sinn. Mir musse just nach déi mat Leit bestéckt kréien.

Wat och wierklech wichteg an essenziell ass, dat ass, dass mer weiderhin eis Gesondheets- a Fleegeruffer testen. Derbäi zielen ech och de Beräich vum Handicap an d'Soins à domicile. Dës gi reegelméisseg getest. Ech hunn de Moien dat nach eng Kéier nogefrot, well et ee Moment a Fro gestallt war. Déi waren eigentlech ëmmer am Programm, och scho beim Large-Scale-Testing 1. Allerdéngs muss ee soen, mir fueren do mat Lëschten, déi jo elo och spezifesch an der Kris iwwerhaapt erstallt gi sinn op Basis vun den NACE-Coden. An et ass esou, dass mer effektiv bei der Übergab elo op de Large-Scale-Testing 2 duerch eng verstäerkten Zesummenaarbecht mat der IGSS déi Lëschte konnte completéieren. Do war am Ufank net all Mënsch erfaasst. Dat hu mer alles misse lues a lues epuréieren. Mir hunn do eng Rei Feedbacke kritt fir ze aktualiséieren.

Ech kréien awer gesot, dass dat elo absolutt komplett ass, um leschte Stand, och crossgechecked mat den Donnéeë vun der IGSS, soudass déi Beruffer am Zwouwocherhythmus duerchgetest ginn, alleguerten. Dernieft hu mer schonn e puermol eng Aktioun lafe gehat, ganz spezifesch an den Altersheimer, eng Kéier méi fréi an der Pandemie an och elo nees, eebe säit deem Ustig, dee mer kennen, wou mer e Plang lafen hunn, wou d'Altersheimer elo systematesch no Prioritéiten natierlech duerchgetest ginn. Mer fänken do un, wou et akut ass am Moment, wou Clustere sinn.

Mee de Plang ass, fir och elo nach eng Kéier sämtlech Altersheimer duerchzetesten, souwuel um Niveau vum Personal wéi bei de Residenten. Mee och um Niveau vun de Sous-traitanten, do fonctionéiere mer mat Voucheren, déi d'COPAS zur Verfügung huet, fir eebe mat den Haiser ze kucken, mat wéi enge Sous-traitanten dass se do eraginn, fir dass eis do néierens en doudege Wénkel echappéiert.

Och d'Apdikter wäerte systematesch getest ginn. Dat ass de Moien och gefrot ginn, dat ass awer méi rezent effektiv an och net esou mat där nämmlechter Reegelméissegkeet wéi d'Dokteren an d'Infirmieren. Mir hunn do Prioritéite gesat, wëssend natierlech, dass eis Capacitéite beschränkt sinn, dass mer net kënne bis an den Himmel testen. Mir testen enorm vill hei zu Lëtzebuerg am Verglach zu anere Länner, wierklech onvergläichbar vill. A wéi gesot, soubal mer Capacitéiten hunn, fuere mer déi erop. Soubal mer d'Leit hunn, setze mer Teststatioune bäi.

Ech géif ofschléissend drop hiweisen a rappeléieren, dass dës Pandemie scho ganz ville Leit den Otem geholl huet an dass et wichteg ass, dass mer net och elo nach ufänken, eis d'Loft ze huelen een deem aneren. Et ass wichteg, dass mer elo zesummestinn, dass mer solidaresch sinn an dass mer et packen. Mir sinn an engem Marathon, wou kee sech fräiwëlleg ageschriwwen huet, wou keen derfir trainéiert hat a wou eist Zil net ass, als Éischt iwwert d'Linn ze goen. Eist Zil ass wierklech, zu esou vill wéi méiglech esou gesond eméi méiglech an esou zolidd wéi méiglech hannen unzekommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. An ech gi Parole après ministre fir den Här Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hat virdru gemengt, Dir hätt mer d'Wuert och ginn. Ech sinn awer frou, dass Der mer et …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dir hat Iech et geholl. A well ech awer ganz fei sinn, hat ech Iech et och gelooss.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo. Dat ass ganz gentil, Här President.

Et hunn eng Rei Virriedner viru mir gesot, dass, wann ee Mesurë wëllt appreciéieren och als Parlamentarier, ee muss Donnéeën hunn. Et muss ee wëssen, was Sache ist! Et ass nëmmen, wann ee weess, was Sache ist, wou een och kann appreciéieren, ob Mesurë proportionell sinn, ob se justifiéiert sinn an ob se och deen Effet kënne kréien, deen ee sech erwaart. Den Här Baum, den Här Clement an anerer hunn dovunner geschwat.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn e Méinden eng Question parlementaire urgente un d'Madamm Santésministesch gestallt, ganz einfach, well ech iwwert de Weekend gewuer si ginn, dass et vum LIST aus Donnéeë géife ginn, déi géife weisen, dass d'Charge an de Kläranlagen net eppes ass, wat d'lescht Woch e Mëttwoch eigentlech eréischt op d'Tapéit komm ass, mee schonn déi Woch virdru gewosst war.

Ech hunn eng Äntwert kritt op déi Question parlementaire, dass ech op Sitte vun der Regierung kéint kucken, well do géifen déi Donnéeë stoen. Mir hunn eng Recherche gemaach, an eisen Informatiounen no sinn déi Donnéeën effektiv gëschter dann zäitgläich mat der Äntwert op de Site gesat ginn, waren also dee Moment, wou ech meng Question parlementaire gestallt hunn an och déi lescht Wochen net der Ëffentlechkeet disponibel.

A wann ech déi Dénger da kucken - ech weess net, wéi ech Iech dat elo ka weisen -, …

(M. Michel Wolter montre une documentation.)

… déi ech da vun de Sitte vum Staat erofliesen, da gesäit ee kloer an däitlech, dass d'Charge an de Kläranlagen an der Woch 42 …, dat ass also déi viregt Woch, déi Woch, wou mer hei Debat iwwert den État de la nation haten, déi Woch, wou de Staatsminister hei der ganzer Oppositioun gesot huet, mir géife jo souwisou nees näischt vun där ganzer Geschicht verstoen - dat huet en haut jo och nees mam Här Wiseler probéiert ze maachen -, si hätten alles am Gréff, ënner Kontroll. Mir bräichten eis do keng Gedanken ze maachen an d'Land och net.

Wann ech d'Resultater vun der Woch 42 kucken, da stellen ech fest, dass déi Resultater quasi an alle Kläranlage méi schlëmm sinn, wéi mer se jeemools an där ganzer Zäit vu virdrun haten. Gréng, orange, rout. Esou liesen ech dat! An der Woch 42, wéi mer den État de la nation haten, ass samschdes eng Pressekonferenz annoncéiert gi vun der Regierung, samschdes, de 17.10. D'ganzt Land huet sech drop agestallt, dass elo nei Mesurë géife geholl ginn. An d'Resultat war, dass de Staatsminister virun d'Press getrueden ass a gesot huet, hien hätt alles ënner Kontroll. Et wär alles tipptopp, mir bräichten eis keng Gedanken ze maachen, si wéissten, wat se géife maachen.

Ech froe mech, ob net dee Moment hätte scho missen a sollen aner Propositiounen op den Dësch kommen, déi dunn, well ech net derbäi sinn am Regierungsrot, well ech also net weess, wat genau do gesot ginn ass a wie wat gesot huet, net zréckbehale gi sinn.

An et ass eréischt de leschte Mëttwoch eppes geschitt, wéi d'Resultater aus der Woch 43 du komm sinn, déi Der hei nees gesitt, …

(M. Michel Wolter montre une autre documentation.)

… wéi et dëser Regierung net méi méiglech war, fir näischt ze maachen, well déi Resultater vun der Woch 43 nach méi katastrophal waren, wéi déi aus der Woch 42 scho waren.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass d'Realitéit vun der Situatioun. Dat ass d'Fro, ob een hätt missen, kënnen, wëlle reagéieren, méi séier, manner séier a proportionell.

Mir si fest dovun iwwerzeegt als CSV, nodeem mer déi heiten Donnéeën hunn, dass eng Woch verstäiche gelooss ginn ass, an där een hätt kënnen eng uerdentlech parlamentaresch Aarbecht scho maachen, amplaz dass een elo an deene leschten Deeg am Hauruck duerch d'Institutiounen, duerch de Staatsrot huet misse goen an d'Chamber haut huet misse goen an haut en Text zum Vott kënnt, vun deem ech sécher sinn, dass en eng ganz Rei vu legistesche Feeler huet, dee seng Applikatioun och wäert en doute stellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wolter. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, merci, Här President. Ech sinn elo ganz berouegt. Ech hat elo wierklech Angscht, et wär eppes schiefgelaf. Ech wëll just drop hiweisen, dass dee Rapport, deen eis alarméiert huet, dee vum 22. Oktober, wéi Der ganz richteg sot, dat ass deen, deen d'Regierung den 22. Oktober am Laf vum Dag kritt huet. En ass redigéiert den 20. Oktober, also verfaasst ginn den 20. Oktober; dat ass laang nom État de la nation. E bezitt sech wuel op d'Woch 42. Mee et ass genee deen effektiv, dat ass deen alarmante Rapport, deen hu mer am Nomëtteg kritt. Ech weess dat nach ganz gutt. Dat war iergendwéi géint véier, fënnef Auer, a mir si moies an d'Regierung gaangen a mëttes virun d'Press getrueden, fir den Appel à la vigilance renforcée ze maachen, an zwar direkt no deem dote Rapport.

An dee virdrun, dee vun der Woch 41, do louchen d'Wäerter nach ënner August. An zu deem Zäitpunkt hu mer e wëchentleche Rapport vun der Taskforce kritt, deen eis nach confirméiert huet, dass mer op enger stabeler a lineärer Courbe léichen, dat mat enger grousser Majoritéit u jonke Leit. An et ass genau, wéi Der sot, et ass genau deen dote Rapport an déi dote Woch, déi eis alarméiert huet a wou mer keng Zäit verluer hunn, wou mer den Alarm moies an der Regierung geschloen hunn, wou mer doriwwer diskutéiert hunn a wou mer am Nomëtten nach e Point-presse gemaach hunn, fir och no baussen den Alarm ze ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech géif och nach gären drop hiweisen, dass mer de Resümmee vun deenen Etüden an eise wëchentleche Rapporte vun der Santé ëmmer maachen. Et ass effektiv elo nach ni gefrot ginn, fir den Inhalt ze kréien. Ech war der Meenung, dass déi scho méi laang op engem Site wären. Ech géif awer gäre betounen, dass nach keng Demande och vun Iech komm ass. Wéi dat gëschter gefrot ginn ass, hu mer dat nogekuckt. Selbstverständlech si se publizéiert ginn, mee de Rapport dovunner ass am wëchentleche Rapport, deen esouwuel d'Ëffentlechkeet kritt wéi Dir. Do steet ëmmer e Resümmee vun deene Resultater dran.

An ech sinn iwwerzeegt, dass jiddwereen, deen dat beim LIST nogefrot hätt, beim LISER nogefrot hätt, dat och kritt hätt. Et hätt bestëmmt keen dat refuséiert. Bei eis ass et net gefrot ginn. Et ass keng Demande erakomm, fir dat ze kréien. Dat hätt Der selbstverständlech kritt. Mir hunn et jo ëmmer kommentéiert an och resuméiert an eise Rapporten. Et ass en Dokument, wat mer sécherlech kengem wollte verstoppen. Au contraire, et ass eppes, wou ech ëmmer vill ronderëm geschwat hunn, dovu geschwat hunn. An ech si ganz frou, dass dat iwwereneestëmmt mat deem, wat Der sot. Dat ass ganz genau dee Rapport, op dee mir eis baséiert hunn, wéi gesot, verfaasst den 20. Oktober, bei eis erakomm den 22. am Nomëtten, a freides mëttes si mer virun d'Ëffentlechkeet getrueden domadder.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Gesondheetsministesch fir déi Prezisiounen. Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, well dat, wat d'Madamm Ministesch hei seet, wuel fir d'Woch 43 richteg ass. Well déi Etüden, déi gemaach gi sinn …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Nee, 42.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Entschëllegt.

An deem Dokument hei steet, datt dat, wat Dir mëttwochs iwwerdroe kritt, d'Resultater si vun deem, wat méindes gekuckt gëtt. Wann also den 21. d'Donnéeë vun der Erhiewung vum 19. an dem 20. der Regierung zougänglech gemaach gi sinn an den 28. oder 29. déi vun der Miessung vum 26. a 27., dann huet d'Regierung de 14. Oktober Miessunge kritt vum 12. a vum 13. An dat sinn d'Resultater vun der Woch 42.

(Interruption)

An ech weisen et nach eng Kéier: D'Woch 42 ass rout!

(M. Michel Wolter montre une documentation.)

(Interruptions)

43 ass rout a 44 ass rout!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Mir sinn eis absolutt eens. D'Woch 42 ass genau déi, déi rout ass. Entschëllegt, mee et ass vun där, wou ech och schwätzen. Mir kënnen net am Kaffismarc liesen, wat mer matgedeelt kréien. Mir hunn dat Resultat eréischt matgedeelt kritt, nodeem et verfaasst war an nodeem mer et matgedeelt kritt hunn. Virdrun, effektiv, konnte mer keng Kenntnis hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Musse mir eng Woch am Viraus scho wëssen, wat …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann huet den Här Wiseler d'Wuert gefrot.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat nerft mech elo, hei iwwert déi Datumen ze schwätzen. Mee ech wëll just soen, datt ech e Rapport vum 16. Oktober hei leien hu vun der Covid-Taskforce, wou déi kloer an däitlech freet, datt missten zousätzlech Moossname gemaach ginn. Ech ka mech erënneren, datt ech deen an der Kommissioun virgelies hunn. Do war awer nach kloer an däitlech d'Ausso vun der Regierung, datt dat alles kee Problem wär.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da géif ech nach der Madamm Hansen d'Wuert ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech wëll elo allgemeng zu den Zuele soen: Ech hoffen, datt d'Regierung net drop waart, datt iergendwann eng Kéier e Rapport do ass, mee datt si proaktiv d'Zuele froen an déi reegelméisseg kréien.

Da wëll ech awer dem Här Premier eng Fro stellen. Hien huet annoncéiert, datt d'nächst Woch, e Mëttwoch oder Donneschdeg, de Moment de la vérité wier. Da wëll ech einfach och hei gäre wëssen: Wat ass dat fir e Moment?

Ech hunn do och einfach ganz kloer dräi Froen.

Éischtens, ab wéi enger Unzuel vun Infektiounen oder vu Beleeung vun de Better gëtt reagéiert?

Déi zweet Fro: Wat ass vun zousätzleche Mesurë geplangt?

An déi drëtt Fro: Ab wéini sollen déi zousätzlech Mesuren a Kraaft trieden?

Ech denken, datt d'Chamber an awer och virun allem d'Leit dobausse musse wëssen, wat d'Regierung plang.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Also d'nächst Woch, Här President, ass et eng zwou Wochen, dass mer en Appell un d'Leit gemaach hunn. Dat ass dee Moment, wou mer musse kucken, ob deen Appell och Repercussioune mat sech bruecht huet. An ech sinn iwwerzeegt …

(Interruptions)

An ech sinn iwwerzeegt, dass dat, wat säit dem Ufank scho vu verschiddene Leit contestéiert gëtt, dass ee misst virgräifen, elo scho soen, wéi et ass … Mir bleiwen der Meenung, dass d'nächst Woch dee Moment ass fir ze kucken, ob dat, wat mer als Appell gemaach hunn, well mer gemierkt hunn, dass an de Kläranlagen awer en Derapage wär, dass dee Moment vun der Veritéit ass fir ze kucken, ob dat gegraff huet oder net. Mir sollen elo net virgräifen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nach eng Kéier Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, also, mir hunn hei näischt virgegraff, mee de Premier huet dat annoncéiert. A wann de Premier eppes annoncéiert, da ginn ech dovunner aus, datt d'Regierung och schonn eppes geplangt huet. Mir hunn elo déi ganzen Zäit gesot: Mir wëssen, datt d'Zuelen dramatesch an d'Luucht ginn. An dann hätte mer gären, datt proaktiv geschafft gëtt.

Also wëlle mir elo einfach gäre wëssen: Ab wéi engen Zuele gëtt reagéiert? Wat ass geplangt vu Mesuren? A wéini sollen déi Mesuren a Kraaft trieden?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Clement hat nach d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An ech hätt gären eng Äntwert!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech muss einfach elo e bëssen d'Fro stellen: Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of an d'Regierung huet ëmmer erëm drop insistéiert an och elo grad insistéiert, et misst ee 14 Deeg waarden, fir den Impakt vun eppes ze gesinn. An elo kréie mer gesot, datt d'nächst Woch schonn nees potenziell nei Mesurë geholl ginn, ouni also dat heite Gesetz ofzewaarden. Dat heescht, entweeder seet d'Regierung domadder: „Déi heite Mesurë ginn net duer", oder mir sinn an enger neier Logik a mir schwätzen iwwert de Wocherhythmus an net méi de 14-Deeg-Rhythmus.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Déi Mesuren, vun deene mer schwätzen, dat sinn déi Mesures de sensibilisation, déi d'Regierung annoncéiert huet an déi mer nach eng Kéier verstäerkt hunn. An och dat si Mesuren. Et gëtt vill Mesuren, wat net e Gesetz ass. A mir wäerten all Mesure … Säit Ufank vun där Pandemie hu mer eng Reegel, dass een no zéng Deeg eréischt en Impakt vun enger Mesure gesäit.

Dir wësst zwar warscheinlech haut schonn, wat den Impakt wäert sinn. Mir net. Mir waarden.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wat ass da geplangt?!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann huet nach den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Dat do ass e bëssen e Pingpongspill.

Une voix.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An ech stellen der Regierung hei kloer d'Fro: Schléisst d'Regierung aus, dass se den nächste Mëttwoch e Lockdown fir déi Zäit duerno decidéiert, jo oder nee?

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Wuert geet zréck un d'Regierung.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, mir kënnen nach eng hallef Stonn Pingpong spillen. Allkéiers, wa mer äntweren, ass nees Parole après ministre. Mir hu gesot: Mir wëllen d'nächst Woch eng Estimatioun maachen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Äntwert just!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir sollen d'nächst Woch, wéi gesot, Här President, a Rou … Hei gëtt direkt scho gesot: „Da sot eis: Kënnt e Lockdown d'nächst Woch oder net?!" Kommt, mir bleiwe roueg, …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ma Dir hutt et annoncéiert!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- … net aggressiv! Mir kucken zesummen

d'nächst Woch, wéi déi Appellen, déi mir zesumme gemaach hunn ... Well d'Leit hunn net gewaart ... Pardon, ech wëll elo net falsch verstane ginn, Här President, an der Chamber. Mee d'Bierger hunn net gewaart, dass deen Text haut gestëmmt gëtt, fir och hir Gewunnechten déi lescht Deeg ze änneren. An ech si ganz frou doriwwer!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Ech mengen, et ass elo alles gesot.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat ass keng Äntwert, keng Äntwert!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, wann Är Leit hannendru géifen net méi haart schwätze wéi Dir, da kéint Der d'Wuert kréien.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, ech widderhuelen dann nach eng Kéier d'Fro: Kënnt oder decidéiert den nächste Mëttwoch d'Regierung e weidere Lockdown, jo oder nee? A wa se jo seet, si géif anticipéieren, si géif sech beruffen op d'Waasserwäerter, ma da misste jo elo scho Waasserwäerter virleien, op deenen d'Regierung decidéiert, ob se e weidere Lockdown mécht, jo oder nee. Dat interesséiert net nëmmen d'Bierger, mee, ech mengen, dat interesséiert Honnerten, wann net Dausende Kleng- a Mëttelbetriber.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, déi Fro, déi war beäntwert.

(Hilarité)

Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Déi ass am Fong scho ganz oft beäntwert ginn. Ech mengen, dass ech konstant ëmmer ee Saz hunn, wann ee mech dat do freet - dat ass eng Fro, déi vill vun der Press gestallt gëtt -: An dëser Pandemie kann een näischt ausschléissen. Dës Regierung schléisst näischt aus an dëser Pandemie!

Une voix.- Voilà!

Une autre voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Mir maachen alles, fir et ze verhënneren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, mir hunn dès le départ gesot - an ech hoffen, dass dat e gemeinsame But ass, dee mer eis ginn hunn -: Wa mer wëssen, wéi en Impakt de Lockdown hat, ech schwätzen elo net wirtschaftlech, mee och op d'Mënschen, op ons Bierger ... Wéi eng Mesuren ... Hei gëtt scho gesot, dass déi Restriktiounen, déi mer haut jo - an ech hoffen - zesumme stëmmen, scho Restriktioune sinn. Duerfir solle mer alles maachen, fir dee Lockdown ze evitéieren! A mir wäerte weider alles maachen, fir dee Lockdown ze evitéieren. An doweinster, wéi gesot: Mir waarde bis d'nächst Woch fir ze kucken, ob d'Zuele weider steigen oder net. An da musse mer och de Spigel virun d'Aen huelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Premierminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kënnen elo zum Vott kommen. Et ass gefrot ginn den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé iwwert den Artikel 3 ze maachen. Dës Demande ass recevabel.

Vote séparé sur l'article 3 du projet de loi n° 7683

Da stellen ech d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel 3 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Wien d'accord ass mam Artikel 3, soll mat Jo stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass de Vott ofgeschloss.

Den Artikel 3 huet dann 31 Jo-Stëmmen, 8 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Domadder kënne mer dann zum Vott vun deem gesamte Projet de loi kommen, d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7683. Den Text steet am Document parlementaire 7683[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7683 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmmen, 8 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun, déi vum Här Sven Clement deposéiert ginn ass.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Georges Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Merci och dem Sven Clement fir déi Motioun, déi ganz pertinent ass an déi och ganz richteg ass. Et geet jo hei drëms, fir d'Demande fir de Chômage partiel, déi ee fir de Mount November schonn den 12. Oktober hätt missen eraginn - an et wousst ee jo net, wat hei géif alles gestëmmt ginn -, dass dat soll verlängert ginn op den 12. November.

Eppes, wat den Här Clement awer net konnt wëssen, wéi en déi Motioun hei gestallt huet, dat ass, dass gëschter am Comité de conjoncture déi dote Moossnam scho geholl ginn ass, zwar net mam Delai bis den 12. November, mee bis de 5. November, an dass de Communiqué haut erausgeet. Dat konnt hien natierlech net wëssen, soudass déi Mesure, déi den Här Clement hei proposéiert, u sech ëmgesat ass. An duerfir brauche mer déi Motioun hei net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engel. D'Wuert geet zréck un den Auteur vun der Motioun. Här Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Engel, deen hei op e Communiqué vum Comité de conjoncture verweist, deen eis jo nach net konnt virleien. Ech wëll awer drop hiweisen, datt e Vott vum Comité de conjoncture no menger Lektür vum Gesetz, nämlech dem Code du travail, Artikel L. 511-6, net duergeet, fir deen Delai ze verlängeren, mee datt et heifir en Acte législatif, e Gesetz bräicht, dat deen Artikel géif fir ee Mount ausser Kraaft setzen.

Dofir ass déi Motioun hei net iwwerflësseg. Tout au contraire, se ass néideg, fir d'Regierung nach eng Kéier ze appelléieren, eis ganz séier esou en Text virzeleeën, fir datt mer kënnen doriwwer ofstëmmen a fir datt mer deene Leit, déi hei betraff sinn, hëllefen, an zwar legal kënnen hëllefen an net nëmmen à la va-vite, wou et herno rechtlech Onsécherheete ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Dann hat d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. An ech wëll de Piraten och Merci soe fir dës Motioun, well déi ass immens wichteg. An dofir wäerte mer déi och ënnerstëtzen. Déi soll och hei ofgestëmmt ginn a mir wäerten déi stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci fir déi Wuertmeldungen. Den Här Clement seet, wa mer déi Motioun hei stëmmen, da wär d'Regierung opgefuerdert, fir dat ze maachen. Déi Motioun hei ass och kee Gesetz.

(Interruption)

Déi Motioun fuerdert just d'Regierung op. An d'Regierung ass opgefuerdert. Dat ass decidéiert iwwert de Comité de conjoncture. Dat heescht, dat leeft alles. Dat brauche mer also net ze stëmmen. Ech géif proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dann ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 28 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzunge si viraussiichtlech den 11. an 12. November. Merci villmools. E schéinen Owend!

(La séance publique est levée à 17.18 heures)

SÉANCE 09

M. Fernand Etgen, Président

Mercredi 11 novembre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Discours de M. le Président**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère**
   - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Jean Asselborn, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projets de loi souwéi vun de Projets de règlement grand-ducal, déi säit der leschter Sitzung deponéiert oder vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 novembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7690** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 02.11.2020

***7691** - Projet de loi portant modification*

1° du Code de procédure pénale

www.chd.lu

2° du Nouveau Code de procédure civile

3° de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes

4° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

5° de la loi modifiée du 20 avril 1977 sur les jeux de hasard et les paris sportifs

6° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

7° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

8° de la loi du 30 décembre 1981 portant indemnisation en cas de détention préventive inopérante

9° de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions

10° de la loi modifiée du 2 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse

11° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice

12° de la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant

13° de la loi du 6 mai 1999 relative à la médiation pénale et portant modification de différentes dispositions a) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, b) du code des assurances sociales

14° de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

15° de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 02.11.2020

***7692** - Projet de loi portant modification*

1. de la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales et

2. de la loi du 20 juin 2020 portant

1°prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 02.11.2020

***7693** - Projet de loi relatif à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 03.11.2020

***7694** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 04.11.2020

***7695** - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.11.2020

***7698** - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10.11.2020

***7699** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008*

a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 10.11.2020

***7701** - Projet de loi relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 10.11.2020

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

***7635** - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures temporaires en matière de sécurité et santé au travail dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 21.07.2020

4) Les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7696** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2016 concernant la protection des salariés contre les risques liés à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.11.2020

***7697** - Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de modifier le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2016 concernant la protection de la sécurité et de la santé des salariés contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.11.2020

5) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1699** - Demande de pétition publique : Annulation de l'éducation sportive pour réduire le risque de contamination*

Dépôt : Valérie Neumann, le 26.10.2020

***1700** - Demande de pétition publique : Améliorer la transparence du marché immobilier luxembourgeois en publiant les prix de vente et les dates de transaction*

Dépôt : Peter Moss, le 27.10.2020

***1701** - Demande de pétition publique : Guerre contre le terrorisme islamiste*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 27.10.2020

***1702** - Demande de pétition publique : Rectification de la procédure de recrutement et des modalités pour les carrières policières du groupe d'indemnité A1 et A2 (concours externe : cadres policiers et carrières civiles)*

Dépôt : Costadinos Gaiganis, le 27.10.2020

***1660** - Demande de pétition ordinaire : Covid-19 : Pétition urgente pour l'ouverture des données de la pandémie au Luxembourg*

Dépôt : Miguel Dardenne, le 28.10.2020

***1664** - Demande de pétition ordinaire : Déduction des loyers d'habitation aux impôts*

Dépôt : Herlander Jorge Godinho Neto Da Costa, le 28.10.2020

***1655** - Demande de pétition ordinaire : Baisser le prix des loyers au Luxembourg*

Dépôt : Catarina Coimbra Rodrigues, le 28.10.2020

***1654** - Demande de pétition ordinaire : Suppression d'accès et filtrage complet du trafic de tous sites à caractère pornographique sur Internet depuis le Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt : Costadinos Gaiganis, le 28.10.2020

***1633** - Demande de pétition ordinaire : Conversion de tous les véhicules de service et de livraison jusqu'à 3,5 t au fonctionnement électrique d'ici à la fin de 2025*

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 28.10.2020

***1533** - Demande de pétition ordinaire : Pour éviter tout abus de la part des employeurs. Pour la transparence, la protection et le respect des salariés licenciés. Pour la vérité et la justice.*

Dépôt : Jean Rodrigues, le 28.10.2020

***1708** - Demande de pétition ordinaire : Umweltschutz und Menschenrechte*

Dépôt : David Aurelius Figura, le 28.10.2020

***1704** - Demande de pétition publique : D'Unerkennung vun der Republic of Artsakh*

Dépôt : Gevorg Tovmasyan, le 29.10.2020

***1703** - Demande de pétition publique : Fermeture des fenêtres à l'école*

Dépôt : Lejla Neslanović, le 29.10.2020

***1705** - Demande de pétition publique : Tiers payant - maladie chronique*

Dépôt : Alexia Cluzeau, le 30.10.2020

***1707** - Demande de pétition publique : Criminaliser la prononciation du Takbir (= les mots allahu akbar) dans l'espace public*

Dépôt : Manuel Fondeur, le 01.11.2020

***1706** - Demande de pétition publique : Covid-19*

Dépôt : Jean-Marc Nicolas, le 01.11.2020

***1709** - Demande de pétition publique : Participation paternelle aux échographies et aux accouchements*

Dépôt : Chloé Villalta, le 06.11.2020

***1710** - Demande de pétition publique : Centre de soins pédiatriques Ettelbruck*

Dépôt : Rebecca Mason, le 06.11.2020

***1711** - Demande de pétition publique : Gegen Impfzwang*

Dépôt : Christel Putze, le 07.11.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Discours de M. le Président

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ier mer ufänken, ee Wuert zu den Attentater an Europa déi lescht Wochen zu Dresden, zu Hamburg, zu Conflans-Sainte-Honorine, zu Nice, zu Lyon an zu Wien.

Néng Mënschen hunn hiert Liewe verluer, iwwer 30 goufe verletzt. All Doudegen an all Blesséierten ass net nëmmen een ze vill, eis Fräiheetswäerter an eise Gesellschaftsmodell hei an Europa ginn domat och ugegraff an a Fro gestallt. Eis demokratesch Acquise loosse mir eis net futti maachen duerch blann Gewalt a radikalen Haass!

Mir stinn hei zu Lëtzebuerg fir eng oppen, pluralistesch Gesellschaft. Mir stinn hei zu Lëtzebuerg fir eng oppen a pluralistesch Educatioun. Mir maachen hei am Land net den Amalgam tëschent radikaliséierte Kriminellen a Leit a Familljen, déi viru Krich a Misär fortlafen. Mir loossen eis net splécken. Mir loossen eis net auserneendreiwen. Mir grenze keen aus.

Lëtzebuerg ass eent vun deene beschte Beispiller, datt en Zesummeliewe vu Leit aus aller Welt mat verschiddene Kulturen, Traditiounen, Orientéierungen a Reliounen net nëmme méiglech ass, mee och d'Fundament vun enger dynamescher a staarker Gesellschaft ka sinn. Dorop si mir hei stolz. An dat war och ëmmer eisen Asaz an Europa an doriwwer eraus, fir dës Wäerter ze verdéiwen an ze verdeedegen.

Den Ambassadeuren aus Éisträich, Frankräich an Däitschland, déi haut nokucke fir dësen aussepoliteschen Debat, wëll ech an deem Sënn eis Solidaritéit ausdrécken.

5. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

An domat ginn ech d'Wuert un den Ausseminister, den Här Jean Asselborn, fir d'Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Aussepolitik. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wéi mer d'Joer ugefaangen hunn, konnt eigentlech kee virausgesinn, dass d'Mënschheet 2020 mat der gréisster Kris zënter dem Zweete Weltkrich konfrontéiert géif ginn. Experten haten zwar an de leschte Jore virdru gewarnt, dass d'Welt vulnerabel wier a gréisser Krisen am Gesondheetsberäich kéinten op se zoukommen. Mee d'Pandemie vum Covid-19 huet eis iwwerrascht duerch d'Virulenz an och duerch d'Vitess, mat där si eng Regioun no där anerer getraff huet wéi e globalen Tsunami.

De Covid huet eist alldeeglecht Liewe verännert. Mir mussen eise Liewensrhythmus, eist Behuelen de sanitäre Reegelen no upassen. Dat wierkt sech aus op d'Aart a Weis wéi mer schaffen, wéi mer reesen, wéi mer zesummeliewen, wéi eis Betriber an eis Verwaltunge funktionéieren. Mee wann ee sech d'Evenementer op der Weltbün virun Ae féiert, d'Konflikter, déi weiderginn oder déi nei entstinn, da stellt ee fest, dass et d'Konklusioun ass, dass d'Covidpandemie ee globalen Trend beschleunegt a verstäerkt, dee scho virdrun do war. Deen Trend ass komplex an en ass villschichteg. Ech géif e mat engem Wuert resuméieren: Vulnerabilitéit. Ech schwätzen hei vun der Vulnerabilitéit, vun der Fragilitéit vun der ganzer Weltuerdnung, déi mer zënter dem Zweete Weltkrich mat opgebaut hunn.

Dës Kris huet och d'Lëtzebuerger Diplomatie gefuerdert an eis eng Krisendiplomatie ofverlaangt. Mir mussen an der Urgence agéieren, fir d'Coronakris ze bewältegen, a mir musse gläichzäiteg mat aller Energie weiderhin dru schaffen, fir déi Vulnerabilitéit vun der Weltuerdnung ze behiewen, fir eng Weltuerdnung ze stäerken, déi op de Reegele vum internationale Recht berout. Mir sinn hei gefuerdert, fir als Lëtzebuerg eisen Deel derzou bäizedroen an eisem onmëttelbaren Ëmfeld, an eise Relatioune mat eisen Nopeschlänner, bannent der Europäescher Unioun an doriwwer eraus am multilaterale System souwéi an eise Bezéiunge mat eise Partner an der ganzer Welt.

D'Presidentschaftswalen an Amerika si jo, wéi mer alleguerte wëssen, vun iwwergeuerdneter Wichtegkeet fir déi ganz Welt, zum Gudde wéi zum Schlechten. Amerika huet vum Januar 2021 un een neie President, dee sech nees dem Zesummebrénge vun de Länner op der Weltbün verschreiwe wäert, dem kultivéierten Ëmgang ënnert den Natiounen a mat engem Sënn nees fir d'internationaalt Recht. Véier Joer Desaster op alle Gebidder waren der véier ze vill.

D'Coronakris huet direkt Implikatiounen op d'Aarbecht vum Ausseministère an op eis Aussepolitik, déi virun allem an enger éischter Phas am Fréijoer vun enger aktiver Krisendiplomatie geprägt gouf. Et goung ënner anerem drëm, fir eise Bierger uechtert d'Welt ze hëllefen, fir zréck an hir Heemecht ze kommen. Den Ausseministère huet hei zesumme mat eisen europäesche Partner déi gréisst Rapatriementsaktioun an eiser Geschicht eigentlech organiséiert. Et goung och drëms, eis Grenzen opzehalen an och erëm opzekréien, wa se zou waren.

Eng aner wichteg Aufgab war et, fir mat eisen Ambassaden ze hëllefen, iwwerliewenswichtegt medezinnescht Material a Medikamenter erbäizekréien, an enker Ofstëmmung mat der Cellule logistique am Gesondheetsministère. D'Cargolux huet hei eng ganz entscheedend a wichteg Roll gespillt. An d'Koordinatioun an der Europäescher Unioun war eng aner grouss Erausfuerderung.

An der Pandemie huet Lëtzebuerg konkreet Solidaritéit gewisen. Patienten aus Frankräich hu mir, wéi Der wësst, op eisen Intensivstatiounen traitéiert. A China an a Spuenien hu mer spezialiséiert Schutzmaterial geliwwert. Am Kader vun der NATO hu mir gehollef, Material, wéi zum Beispill Respirateuren, fir eis Partner ze transportéieren. Op eiser Säit krute mer medezinnescht Material a Medikamenter vu Partner aus Asien, wéi China, Japan, Südkorea an och Taiwan. D'Lëtzebuerger Kooperatioun huet sech beméit, eise Partner an den Entwécklungsländer, besonnesch an Afrika, ënnert d'Äerm ze gräifen an och der Weltgesondheetsorganisatioun, der OMS, méi e staarken Appui an dëser kritescher Situatioun ze ginn.

D'Pandemie huet besonnesch d'Servicer vum Ausseministère am Beräich vun der Assistance consulaire virun Erausfuerderunge gestallt, wéi mir se bis ewell nach net kannt hunn an haten. Bei der Situatioun zu Wuhan a China, wou mer zesumme mat de Kolleege vum HCPN a vum CGDIS a mat der Ënnerstëtzung vun eisen europäesche Partner dräi Lëtzebuerger konnte rapatriéieren, konnt een nach vun enger méi traditioneller konsularescher Aktioun schwätzen. Mee vu Mëtt Mäerz u ware mer ganz staark sollicitéiert gi vu Matbierger, déi Hëllef gebraucht hunn, fir zréck op Lëtzebuerg ze kommen.

Mir hunn et fäerdegbruecht, eis konsularesch Servicer esou ze adaptéieren, dass mer op all Appeller praktesch esou schnell wéi méiglech an och esou gutt wéi méiglech konnte reagéieren. Am Laf vun der Kris huet den Ausseministère doduerch iwwer dausend Lëtzebuerger a Residentë vu Lëtzebuerg gehollef, erëm an d'Land zréckzekommen. Mir hunn och ganz ville Leit gehollef, déi sech vu Lëtzebuerg aus an eis Nopeschlänner an an aner Länner vum Schenge-Raum hu missen deplacéieren oder vun do wollten erëm heemkommen.

Eng sëllege vun eise Matbierger souzen op alle ënnef Kontinenter fest - well d'Grenzen zou waren an et och keng kommerziell Flich méi goufen - a si wollten nom Ausbroch vun der Pandemie natierlech séier zréckkommen. Eis konsularesch Assistenz am Ausseministère an eisen diplomatesche Reseau waren am Kontakt mat jiddwerengem, dee sech gemellt an ëm Hëllef gefrot huet, an hu versicht, si beschtméiglech ze ënnerstëtzen. Dag an Nuecht hunn eis Servicer sech derfir agesat, dass eis Matbierger konnte schnellstméiglech zréck op Lëtzebuerg kommen. An ech si frou, dass dat och fir déi allermeescht gelénge konnt.

Dës Kris huet och eemol méi bewisen, wéi wichteg e gudden, breetgefächerten diplomateschen a konsularesche Reseau ass, fir dass mer och an esou Situatioune kënnen de Service um Bierger garantéieren. Ouni eis Ambassaden, Konsulater, eis Honorarkonsulen och - wëll ech extra ënnersträichen - um Terrain wier dat net méiglech gewiescht. Ouni déi privilegiéiert Kontakter vun eisen Ambassaden zu den EU- an zu de Schenge-

Partner wär de Retour vun eise Matbierger dacks schwéier ze organiséiere gewiescht. Si hu sech onermiddlech derfir agesat, dass eis Matbierger op de Passagéierlëschte bliwwe sinn - et war heiansdo net evident - oder dass se nach am leschte Moment, a leschter Minutt dropkoumen. Déi Kontakter waren a sinn duerfir essenziell an hunn e groussen Deel zur Reussite vun eisen Efforte fir d'Leit bäigedroen.

Als klengt Land am Zentrum vun Europa si mer natierlech, nach méi wéi anerer, op d'Zesummenaarbecht mat eisen EU-Partner ugewisen, fir dat kënnen ze realiséieren. A mir hu versicht, eis Matbierger, wou et nëmme goung, op e Vol fir heem ze kréien. Dat war net ëmmer einfach, well mir schwätze jo hei vun Honnertdausende vun EU-Bierger, déi probéiert hunn heemzekommen! Eleng an Däitschland waren et der iwwer 400.000; an enger Situatioun, an där all Land fir d'éischt emol no sengen eegene Bierger gekuckt huet!

Dat war dacks och nëmme méiglech dank der Ënnerstëtzung an der gudder Zesummenaarbecht mat eisen enkste Partner, de Benelux-Partner, den direkten Nopeschlänner, déi eis Matbierger mat op hir Rapatriementsvolle geholl hunn, an dat obwuel si selwer ganz vill eege Bierger haten - ech hunn dat gesot -, déi hu misse waarden. Duerfir wëll ech hinnen och vun hei aus Merci soen, e grousse Merci soe fir déi Solidaritéit, déi se de Lëtzebuerger a Lëtzebuerg entgéintbruecht hunn!

Och eis Participatioun un der Aktioun vun der Europäescher Unioun, déi eng eegen Taskforce agesat hat, fir de Rapatriementseffort ze koordinéieren, war fir eis dunn eng grouss Hëllef. An ech wëll speziell déi europäesch Dimensioun vun der Koordinatioun hei ënnersträichen. Fir eis war dësen Effort, fir eis Matbierger erëm heemzekréien, och ëmmer eng Aktioun vun europäescher Solidaritéit. Dir wësst et vläicht, mir hunn och selwer zwee Rapatriementsflich vum Cap-Vert organiséiert, wou mer souwuel eng grouss Unzuel vu Lëtzebuerger Residenten, mee awer och Bierger aus aneren EU- a Schenge-Länner, an enger Aktioun vun europäescher Solidaritéit, mat op Lëtzebuerg bruecht hunn. 341 Lëtzebuerger an EU-Bierger sinn iwwert dee Wee rapatriéiert ginn. Dës Flich sinn och am Kader vum europäeschen Zivillschutzmechanismus zum groussen Deel vun der Europäescher Unioun matfinanzéiert ginn. An als Zeeche vu Solidaritéit wollte mer natierlech domadder och eis europäesch Partner ënnerstëtzen, déi eis a villen anere Länner, wäit ewech vun Europa, enorm gehollef hunn.

Dës Kris huet villes vun deem, wat mir als selbstverständlech betruecht hunn, eigentlech un d'Wackele bruecht. Esou konnt kee sech virstellen, dass de 26. Mäerz, um 25. Joresdag vum Akraafttriede vum Schengener Ofkommes, zu Schengen op der Grenzbréck Kontrolle géife gemaach ginn. Wou Grenze wärend Joerzéngte quasi onsiichtbar waren, wou eleng an eisem klenge Land a senge Grenzregiounen Honnertdausende Leit all Dag Europa am Alldag erlieft hunn, do war op eemol erëm eng richteg Grenz, déi d'Mënsche vunenee getrennt huet! Oppe Grenzen a Beweegungsfräiheet an der Europäescher Unioun hu mir fir eng Evidenz gehalen. Elo ass et nees eng kruzial Erausfuerderung fir eis Aussepolitik ginn.

Mir hunn an de leschte Méint intensiv un der Fro geschafft, an dat ass jo net vun ongeféier, dass et elo an där zweeter Well vun der Pandemie keng Kontrolle méi op eise Grenze gëtt. Allerdéngs bleift d'grenziwwerschreidend Reesfräiheet weiderhin eng Erausfuerderung. Well d'Aklasséierung vu Lëtzebuerg als Risikogebitt duerch eng sëllegen europäesch Länner huet an der Praxis änlech Konsequenze wéi d'Grenzkontrollen. Eng Quarantänflicht, déi just nëmmen dorop berout, dass een zu Lëtzebuerg wunnt, ass och eng Aschränkung am Fong vun der Beweegungsfräiheet.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Fir déi iwwer 200.000 Frontalieren, déi normalerweis all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, dorënner och Dausende Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Grenzgebitt wunnen, setze mir eis zënter dem Ufank vun der Kris an, fir dass si ouni Problemer och weiderhi kënnen op Lëtzebuerg schaffe kommen. Mee de grenziwwerschreidende Verkéier betrëfft net nëmmen d'Frontalieren. Och ganz vill aner Kategorië vu Leit sinn a villen Aspekter vun hirem Liewen op eemol nees mat der Existenz vun enger Grenz konfrontéiert.

D'Froen, déi eis all Dag vun de Bierger gestallt ginn, sinn immens verschidden, well d'Reegelen, déi sech an den Nopeschlänner applizéieren, dacks net kloer sinn. Och hei versicht den Ausseministère, esou gutt wéi mer dat kënnen de Leit weiderzehëllefen. Zënter dem Ufank vun der Kris hu mer eng sëllegen Interventioune gemaach, fir eenzelne Leit ze hëllefen, an den Haaptstied, an de Regiounen oder an de Bundesländer, awer och op den Universitéiten, an de Klinicken an op de Schoulen.

Mir hunn eis och derfir staarkgemaach, dass keng arbiträr an eesäiteg Krittäre sollen derzou féieren, dass Lëtzebuerg zu engem Risikogebitt erkläert gëtt, wat dann d'Aschränkung an der Reesfräiheet mat sech bréngt. Vun Ufank un hu mer eis dergéint gewiert, dass eng Aschätzung vun der Situatioun zu Lëtzebuerg eenzeg an eleng op der Zuel vun den Neiinfektioune baséiere soll. De spezifesche lëtzebuergesche Kontext vun eiser beispillhafter Politik, ënner anerem mam Large-Scale-Testing, ass ëmmer nees erkläert ginn. Dëst huet lues zu engem Ëmdenke gefouert a mir sinn elo endlech op méi Versteesdemech gestouss.

Déi lescht Méint hunn en déiwen Aschnëtt am Zesummeliewen an der Groussregioun duergestallt. An et muss elo alles drugesat ginn, fir d'Vertrauen an oppe Grenze bei de Bierger, bei den Europäer nees opzebauen. Mir sinn eis eens mat eisen Nopere: Dat doten däerf sech net widderhuelen!

D'Kris huet derzou bäigedroen, d'ëffentlecht Bewosstsäin op béide Säite vun der Grenz ze schäerfen, wéi staark déi géigesäiteg Ofhängegkeet wierklech ass. Op kenger anerer Plaz ewéi hei an eiser Groussregioun gëtt Europa esou am Alldag gelieft an erlieft! Hei ass Europa wierklech zesummegewuess!

Déi grenziwwerschreidend Solidaritéit hu mir um Héichpunkt vun der Kris an der Groussregioun erlieft an déi gëllt et elo op en dauerhaft Fundament erëm ze stellen. Déi Kontakter, déi an der Kris entstane sinn tëschent den Acteuren um Terrain, musse mer elo an ee feste Kader setzen. Um Niveau vun der Groussregioun gëtt elo un engem gemeinsame Pandemieplang geschafft. An dat ass d'Richtung, an déi mir musse goen. Mir mussen och eis Diplomatie de proximité oder Nopeschdiplomatie weider ausbauen, fir deene Realitéiten an Erwaardunge Rechnung ze droen.

Iwwert dës bilateral Froen a Foren eraus ass et awer och ganz wichteg, fir d'Kohärenz vun eisen diplomateschen Efforten am multilaterale Kader weiderzeféieren. Bilateral a multilateral Zesummenaarbecht, dat sinn déi zwou Säite vun där selwechter Medail. Ech denken dobäi un d'Potenzial vum Sommet vun der Groussregioun a senge sëllegen Instanzen an Aarbechtsgruppen a soen op deem Punkt besonnesch dem Corinne Cahen Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer hunn. Et gëllt elo zesumme sécherzestellen, dass dës Regioun weider an enger Perspektiv vu Codéveloppement zesummewiisst an eng Virreiderroll an Europa kann iwwerhuelen. Dëst ass eis Ambitioun an dorunner schaffe mer, zesumme mat alle Verwaltungen.

Déi rasant Entwécklung vun der Covidpandemie huet natierlech och d'Europäesch Unioun engem Stresstest ënnerzunn, wéi mer e bis ewell héchstwarscheinlech nach ni gesinn hunn. Do, wou mir iwwer Joerzéngten oppe Grenzen haten, Reesfräiheet an Europa, fräien Transport vu Wueren a Bannemaart, déi selwecht Rechter fir all Bierger, do war dat quasi iwwer Nuecht op eemol eriwwer oder ferm a Fro gestallt.

Wéi aus engem laange Wanterschlof sinn nationalistesch Reflexer erëm erwächt. Et ka keen dat schéirieden: Am Mäerz, am Abrëll huet et net gutt ausgesinn an der Europäescher Unioun! Dat, wat mir zanter Joren als Gewëssheet geholl hunn, war op eemol net méi do. D'Fragilitéit vun der Europäescher Unioun gouf eis virun Ae gefouert. Déijéineg, déi sech zanter Joer an Dag doriwwer bekloen, dass d'EU-Institutiounen ze vill Kompetenzen hätten, hunn op eemol gemierkt, dass am Beräich vun der Gesondheet d'Memberstaaten eleng decidéieren, an dat no hiren nationale Prioritéiten. Zu wat fir ellenen Zeenen esou ee „Jiddweree-fir-sech" féiere kann, hu mer jo gesinn!

Et huet eng Zäitche gedauert, ier mer et fäerdegbruecht hunn, fir d'Kéier ze kréien. Lëtzebuerg huet sech vun Ufank u fir méi eng staark EU-Koordinatioun agesat. Fir eis war vun Ufank u kloer, dass mir dës Kris nëmmen zesumme kéinte meeschteren. Mir hunn eis onermiddlech derfir agesat, fir dass all Kontroll, all Mesure sech sollt op dat onbedéngt Néidegt reduzéieren, proportional sinn zur Situatioun, ouni d'Bierger ze diskriminéieren, zum Beispill eleng opgrond vun hirer Nationalitéit. Virun allem hu mer eis op europäeschem Niveau derfir agesat, dass d'Frontalieren, déi a wichtege Beräicher bei eis schaffen, dat wësse mer, wéi zum Beispill am Gesondheetssecteur, a wichteg Wuere wéi Medikamenter, medezinnesch Apparater, Schutzausrüstung an natierlech och Iesswueren net dierften op der Grenz blockéiert ginn.

Zanter e puer Wochen ass de Virus, wéi mer alleguerte wëssen, erëm massiv zréck, a méi massiv wéi vläicht ugangs des Joers. Mee wa mer elo keng zoue Grenze méi hunn, wann de Bannemaart eis erëm versuergt mat allem, wat mer brauchen, a wa kee sech muss rechtfertege wéinst sengem Pass oder senger Hierkonft, dann ass dat och wéinst dem Asaz vun eis a vun eise Partner alleguerten zanter dem Ufank vun dëser Kris an deem, wat do geleescht ginn ass.

Op EU-Niveau hu mer et an der Zwëschenzäit fäerdegbruecht, eng gewësse Koordinatioun - ech soe „gewëssen" - op d'Been ze kréien, fir zesumme géint de Virus unzekämpfen. D'Kommissioun huet hëllefräich Virschléi gemaach a ville Beräicher, sief et elo d'Frontalieren, den Transport vu Wueren, d'Baussegrenzen, d'Beschafe vun engem Impfstoff oder d'EU-intern Koordinatioun vu Mesuren.

Ganz wichteg, fir de wirtschaftlechen Impakt vun der Kris ze bewältegen, ass d'Aféierung vum Opbauinstrument, wéi mer wëssen, Next-Generation-EU, dat si 750 Milliarden, dat un den nächste Finanzkader, also den EU-Budget 2021-2027, ronn 1.100 Milliarden, gekoppelt ass. D'EU-Kommissioun wäert do am Numm vun deene 27 Suen op den internationale Marché kënne léine goen, fir se an d'Relance vun der Wirtschaft ze investéieren. Et ass dat en historesche Schratt no vir an der europäescher Integratioun. Et gëllt elo sécherzestellen, dass déi Suen natierlech esou séier an esou gutt wéi méiglech kënnen agesat ginn.

Wat d'Evaluatioun vun der Situatioun an deene jeeweilege Länner ugeet, hu mir eis derfir agesat, dass eenheetlech Krittären an alle Memberstaate sollen applizéiert ginn. An zum Beispill wat d'Strategie vun den Tester ugeet, do hu mer misse vill lwwerzeegungsaarbecht leeschte bei der Kommissioun, och bei dem ECDC, mee dee Message ass mëttlerweil ukomm, och am Europäesche Rot akzeptéiert ginn.

D'Memberstaate si sech och zum gréissten Deel elo eens, fir eenheetlech Reegelen anzeféieren, wat d'Areesbeschränkungen aus Drëttlänner betrëfft. Wann d'Baussegrenze méi streng kontrolléiert ginn, da sollt dëst derzou bäidroen, dass innerhalb vum Schenge-Raum méi Fräiheete kënne garantéiert ginn. De Schenge-Raum ass wärend dëser Kris ganz schwéier strapazéiert ginn. Mir musse sécherstellen, dass kee bleiwende Schued entsteet fir dëst Kärsték vun der europäescher Integratioun.

Och huet den EU-Ministerrot eng Recommandatioun adoptéiert, an där d'Aschränkung zur Persounefräizügegkeet gereegelt gëtt. Mir hätten eis gewënscht, dass mir op EU-Niveau méi däitlech festhale kéinten, wéi ee genau dëst fundamentaalt EU-Recht sollt oprechterhalen. Do ass also nach weider Aarbecht néideg.

Mee wat soll Europa aus dëser beispillloser Kris léieren? Krise sinn och ëmmer Opportunitéiten. An d'Europäesch Unioun huet bis ewell aus der Kris hir Lektioune gezunn a war duerno - heiansdo, net ëmmer - méi staark wéi virdrun. D'Kris ass natierlech net eriwwer. An et wäert nach eng Zäit daueren, bis dass mir dat dote verschafft hunn. Et kann een awer och schonns follgend, géif ech mengen, fënnef Enseignementer zéien:

Éischtens: Mir mussen eis als EU Gedanken driwwer maachen, wéi mer mat anere Länner weltwäit e besseren Dialog kënnen opstellen, wat d'ëffentlech Gesondheet betrëfft. De Covid ass net deen éischte geféierleche Virus, deen an de leschte Joren opgetaucht ass. A wann een den Experten nolauschtert: Déi soen, dass et och net dee leschten ass! Mir mussen iwwer Ëmweltschutz schwätzen, iwwert den Agréff vum Mënsch an d'Natur, iwwert d'Regulatioun vun de Liewensmëttelketten, iwwer weltwäit Fréiwarnsystemer fir Krankheeten.

Zweetens: An der Europäescher Unioun brauche mer eng méi enk Koordinéierung, an d'Mandat vum Europäeschen Zentrum fir d'Preventioun an d'Kontroll vu Krankheeten, dem ECDC, dat muss effektiv ganz séier op de Leescht geholl ginn. Et gëllt do dat néidegt Personal ze hunn, awer och déi néideg finanziell Ressourcen. Och iwwert d'Schafung vun enger europäescher Struktur fir Fuerschung a medezinnesch Entwécklung, der BARDA (ndlr: Biomedical Advanced Research and Development Authority), wäert misse ganz seriö geschwat ginn. Mir brauchen allgemeng méi Gelder fir d'Fuerschung am Beräich vun den iwwerdrobare Krankheeten.

Drëttens: Tëschent de Memberstaate gouf et eng Rei vu konkreete Solidaritéitsmesuren, wéi d'Opnam vu Covidpatienten an d'Verdeelung vu Schutzmaterial. Déi Solidaritéit, déi ass jo aus der Nout deemools entstanen an ad hoc ëmgesat ginn. Hei misste mer no der Kris deen néidege Kader derfir schafen, fir dass d'Memberstaate sech a Krisesituatioune kënne géigesäiteg méi effikass ënnerstëtzen.

Véiertens: Et ass ewell jiddwerengem kloer ginn, dass de Gesondheetssecteur eng Kompetenz vun de Memberstaaten ass. Wéi mer gesinn hunn, kennen awer d'Krankheete keng national Grenzen. Firwat soll e Covidtest, deen an engem Memberstaat gemaach gouf, an deem aneren net akzeptéiert ginn? Firwat huet all Memberstaat aner Dispositiounen iwwert d'Quarantän, d'Kontaktzréckverfollgung, zu den Deplacementer, zum Confinement? Natierlech musse Mesuren ëmmer der jeeweileger Situatioun an enger Regioun ugepasst sinn. Mee et ass fir de Bierger schwéier nozevollzéien, firwat et op enger Säit vun der Grenz esou ass an op där anerer Säit anescht, obwuel déi epidemiologesch Situatioun déi selwecht ass.

A fënneftens: Mir mussen d'Konzept vun de Grenzcommunautéite méi staark op europäeschem Niveau verankeren. Europa gëtt an enger Grenzregioun anescht gelieft wéi matten an engem grousse Flächestaat. Do si Communautéiten zesummegewuess iwwer Joerzéngten op wirtschaftlechem an op mënschlechem Plang. Lëtzebuerg wäert sech derfir asetzen, dass dës Realitéiten op EU-Niveau besser protegéiert ginn.

D'Covidkris huet d'Europäesch Unioun iwwert d'Grenz- a Kompetenzfroen eraus op eng schwéier Prouf gestallt. A sëllege Länner gouf eng lieweg Diskussioun doriwwer gefouert, wéi een trotz enger Kris kann deene rechtsstaatleche Prinzippien trei bleiwen an eis Wäerter héichhalen. D'Wäerter vun der Europäescher Unioun si jo, wéi Der wësst, am zweeten Artikel vum Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun festgehalen. Si mussen eis och an enger Krisenzäit guidéieren an dierfen do net einfach ausgeklamert ginn. Mir mussen eis ëmmer nees op en Neits fir de Respekt vum Rechtsstaat asetzen, fir dass d'Basis, op där eis Unioun gebaut ass, erhale bleift.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass d'Fundament vun der europäescher Zesummenaarbecht a Fro gestallt gëtt, soubal d'Vertrauen an de Justizsystem vun engem anere Memberstaat verluer geet. Dëse Problem geet wäit iwwert de Kader vum Bannemaart eraus. An duerfir mussen d'Kommissioun, de Rot, d'Parlament, de Geriichtshaff a mir alleguerten zesummen eis Verantwortung iwwerhuelen.

Wat am Fong eng banal Selbstverständlechkeet sollt sinn, ass et leider net méi. An dat selbstverständlech schonns, wéi Der wësst, virun der Covidkris. Géint zwee Memberstaaten huet missen eng sougenannt Artikel-7-Prozedur iwwert de Schutz vun der Rechtsstaatlechkeet ageleet ginn. An och de Geriichtshaff hei zu Lëtzebuerg huet sech der Situatioun missen unhuelen.

Wéinst där bedenklecher Entwécklung am Beräich vun der Rechtsstaatlechkeet musse mir sécherstellen, dass EU-Fërdergelder och esou genotzt ginn, wéi dat virgesinn ass. Och hei ass dat, wat laang eng Selbstverständlechkeet war, op eemol a Fro gestallt. Duerfir huet d'Europäesch Unioun am Juli fir déi éischte Kéier e Konditionalitéitsregimm am vum EU-Budget an dem Plang fir déi wirtschaftlech Erhuelung virgesinn, also fir déi 1.850 Milliarden. Lëtzebuerg huet sech fir en effikasse Mechanismus agesat. An dee muss och elo Realitéit ginn, als Deel vun engem EU-Budget, dee méiglechst séier natierlech misst gestëmmt ginn.

De Kompromëss, deen elo mam Europaparlament fonnt ginn ass, erlaabt jo genee dat: A Fäll, wou d'Rechtsstaatlechkeet an engem Memberstaat net méi garantéiert ass an d'zerguttst Gestioun vun den EU-Mëttel oder de Schutz vun de finanziellen Interesse vun der EU a Fro gestallt sinn, kann d'Kommissioun an Zukunft eng Suspensioun vun de Paiementer un dee Memberstaat virschloen. De Ministerrot kann dann esou eng Decisioun mat qualifizéierter Majoritéit huelen, wat eis erlabe sollt, hei handlungsfäeg ze sinn. Dëst ass dat, firwat mer eis agesat hunn: EU-Mëttel gëtt et nëmmen, wann ee sech och un d'Reegelen an un d'Wäerter gehalen huet. A mir wäerten an deenen nächsten Deeg gesinn, wéi wäit Polen an Ungarn goe wëlle mat hirer Oppositioun géint de Rechtsstaatsmechanismus, wéi wäit se déi wëlle virundreiwen, fir do eventuell ze blockéieren.

A puncto Rechtsstaatlechkeet kann ee sech als Europäer net wuelfillen, wann e Premierminister, deen aus Slowenien an dësem Fall, aus heiterem Himmel als Solist dem Här Trump seng Ausso ënnerstëtzt, dass hien d'Walen an den USA gewonnen hätt, ier Milliounen, Millioune vu Stëmmen iwwerhaapt ausgezielt waren. Dat ass net eleng en Zeeche vu falscher Solidaritéit zum falsche Moment, mee et weist, dass et an enger EU Regierunge gëtt, déi d'Einmaleins vun den demokratesche Basisreegelen einfach bewosst ignoréieren. Dëst si Kollateralschied vun enger sougenannter „illiberaler" Ausleeung vun de Basisreegelen am Rechtsstaat. Dat ass am Fong der Europäescher Unioun onwierdeg.

Onwierdeg ass och d'Entwécklung a Polen a Saachen Avortement. Honnertdausende vu virun allem Fraen, déi op d'Strooss ginn, wëlle sech net bidde loossen, dass dem Här Kaczyński, dem President vun „Droit et Justice", seng Partei zesumme mat reaktionäre Mouvementer de Fraen d'Recht wëllt huelen, ënner allen Ëmstänn, souguer bei engem Viol, iwwer hire Kierper kënnen ze bestëmmen. Esou Entwécklungen, gekoppelt mat Attacke géint d'LGBTI-Communautéit, passen net an d'21. Joerhonnert op dësem Kontinent.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européenne*s.- D'Karolina Markiewicz, Enseignante an Artistin mat polneschen Originnen, schreift de leschte Freideg am „Land": « Au cœur de cette vision se trouvent les femmes polonaises : des mères, des épouses, des sœurs. Ainsi les défenseuses des droits des femmes sont décrites comme de dangereux agents de la propagande libérale occidentale. » Dat muss engem ze denke ginn!

„Die Zukunft der Demokratie beginnt nicht damit, sie anderen zu erklären, sondern sie bei uns selbst

weiterzuentwickeln“, schreift den däitsche Bundespresident Frank-Walter Steinmeier ugangs der Woch an engem Zeitungsartikel. An e setzt nach e wichtege Saz derbäi: „Die Zukunft der Demokratie aber ist nicht ohne eine Idee von der Demokratie der Zukunft zu gewinnen.“ Zwee déifgräifend Sätz, adresséiert un eis all an der Europäescher Unioun, déi politesch Verantwortung haut ze droen hunn, fir eise Kanner an Enkelen en demokratescht Europa an der Zukunft ze garantéieren.

Och wann de Migratiounsdrock am Kader vun der Pandemie, Här President, allgemeng nogelooss huet am Verglach zum leschte Joer, dierfe mer eis näischt virmaachen: Dës Entspanung kann och nëmme vu kuerzer Dauer sinn. De 15. Oktober hate mer jo hei am Haus eng Diskussioun iwwert d’europäesch Migratiounspolitik. D’Chamber huet mat enger ganz klorer Majoritéit der Regierung hir europäesch Flüchtlingspolitik ënnerstëtzt.

Och wann de Spillraum fir en neit an ambitiéist Migratiounskonzept enk ass, wäert Lëtzebuerg sech derfir asetzen, dass mer eng Léisung kréien, déi d’Solidaritéit an der Europäescher Unioun festschreift. Solidaritéit dierf et net à la carte ginn an och net à sens unique. Mir wäerten déi däitsch Presidence ënnerstëtzen, fir virunzekommen a politesch Virgabe bis Enn des Joers auszeschaffen.

De Migratiounspakt, deen d’Kommissioun presentéiert huet, kann eng Chance sinn - kann eng Chance sinn! - fir eng méi human europäesch Migratiounspolitik. An dës Chance géllt et elo ze notzen.

D’Dublin-Reglement ass de Kär vum aktuelle Problem. Déi aktuell Reegele sinn ongerecht fir déi EU-Memberstaaten, déi op de Baussegrenzen dem Migratiounsdrock ausgesat sinn. A wann déi iwwerfuerdert sinn, da verloosse Migranten déi Länner, fir an anere Länner eng Asyldemande anzereechen. D’Reform, déi mir verhandelen, muss d’Besoine vun alle Memberstaate respektéieren, vun den Areeslänner, den Transitiounslänner an och den Destinatiounslänner. Mir brauchen dréngend ee méi gerechte System, wou Länner, déi Leit um Mier retten oder déi engem gréisseren Zoufloss ausgesat sinn, sech kënnen op eng previsibel Solidaritéit vun alle Memberstaate verloossen.

Lëtzebuerg eleng kann natierlech net de Problem vu Schenge léisen. Mir brauchen duerfir eng EU-Dimensioun. Lëtzebuerg wäert sech weiderhin derfir asetzen, dass mir e verflichtenden - ee verflichtenden! - System vu Solidaritéit kréien, a besonnesch, dass a leschter Instanz d’EU-Kommissioun ka verflichtend Zuele fir d’Relokalisatioun proposéieren. Däitschland, Frankräich, d’Belsch, Holland, Portugal, Irland, Finnland genee wéi Griicheland, Italien a Malta denken do änlech.

Lëtzebuerg schwätzt net just vu Solidaritéit, mir versiche se wéinstens och ze praktizéieren. Zënter 2018 hu mer 145 Persoune relokaliséiert a reinstalléiert. Proportional gesinn ass dat e konsequenten Effort vun eisem Land. De 16. Oktober hu mer, trotz Pandemie, wéi Der wësst, nach 14 Refugiéen, déi am Niger waren, opgeholl. Och wa mer schwéier Zäiten hei hunn, hëllefe mer awer Leit, déi an enger nach vill méi schwéierer Lag si wéi mir. Wärend dem Confinement am Fréijoer hu mer och Mannerjäreger vun de griicheschen Inselen, op Appell vu Griicheland hin, opgeholl, an dat deemools als éischt Land an Europa.

An Europa musse mir et och fäerdegbréngen, kollektiv Solidaritéit ze weisen. Et geet, an dat gesi mer um traurege Beispill vu Móri a: Bis elo sinn 1.362 Persounen opgeholl ginn an et sollen nach weider 4.981 Persoune relokaliséiert ginn aus Griicheland, wat awer nach net geschitt ass. Et gëtt Engagementer fir insgesamt 6.343 Persounen.

D’EU muss an der Lag sinn, hir Baussegrenzen ze schützen. An deem Kontext ass an deene leschte Joren dee gesamte Grenzschutz opgebessert ginn, dee vun de Memberstaaten an och dee vun der Agence Frontex.

Hu sech 2015 nach 1,8 Millioune Persounen op eise Baussegrenze presentéiert, sou waren et der 2019 nach 142.000. Mat engem solidareschen Effort an der Europäescher Unioun, wou jiddweree sech géif dru bedeelegen, wier déi Charge gerecht ze verdeelen. Hannert deenen Zuele sti Mënschen. Et ass eis Flicht, jiddweree mat Dignitéit ze behandelen an all Eenzelfall am volle Respekt vum internationale Recht ze kucken.

Fir de Grenzschutz gëtt et konkreet Reegelen, déi mussen ënner allen Ëmstänn respektéiert ginn. Sougenannt „pushbacks“ vu Migrante sinn illegal an dierfen net toleréiert ginn. D’EU-Kommissioun huet am Migratiounspakt proposéiert, ee Monitoringmechanismus ze schafe fir d’Pushbacks. Lëtzebuerg ënnerstëtzt och déi Propositioun, dass an Zukunft d’Europäesch Agentur fir Grondrechter d’Aktioune vun de Grenzbeamten um Terrain méi seriö kontrolléiert. Eis Regierung geet engagéiert an déi Verhandlungen iwwert de Migratiounspakt eran. Mir brauche Resultater fir eng méi human an effikass europäesch Migratiounspolitik. De Problem ass, wéi mer scho gesot hunn, net d’Migratioun, mee et ass d’Gestioun vun der Migratioun.

Zanter dem 1. Februar, Här President, ass jo d’Vereenegt Kinnekräich kee Member méi vun der Europäescher Unioun, mee et bleift nach bis den 31. Dezember Deel vum EU-Bannemaart an der Zollunioun. No deem Datum wäerte grouss Ännerunge kommen, ob mir en Accord mat de Britte fannen oder och net. D’Austrëttsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Groussbritannie bleift de beschten an och deen eenzege Wee, fir de Fridden op der irescher Insel an de Bannemaart ze schützen. Dëst Ofkommes muss respektéiert ginn. An dëst gëllt et och sécherzestellen.

Lëtzebuerg setzt sech jo zënter dem Ufank vun de Verhandlunge fir eng ambitionéiert Relatioun tëschent der Europäescher Unioun a Groussbritannien an. D’Vereenegt Kinnekräich wäert och weiderhi fir eis ee wichtegen, ganz wichtege Partner bleiwen, besonnesch am Beräich vun den Déngschtleeschtungen an natierlech och am Finanzberäich. A ville Beräicher wäerte mir weiderhin enk zesummeschaffe mat Groussbritannien.

D’Verhandlungen iwwert déi zukünfteg Relatiounen tëschent der EU a Groussbritannie bleiwe weiderhin immens komplizéiert, a mir sinn elo an der decisiver Phas. Scho méi laang, mee elo wierklech hu mer nëmme méi vläicht eng Woch Zäit. D’Zil ass a bleift et, fir an deenen nächsten Deeg eng fir béid Säiten akzeptabel Léisung ze fannen.

Mee nach hu mer keen Ofkommes virleien an en No-Deal-Zenario kënne mer absolutt net ausschléissen. Dëst hätt wäitreechend Konsequenze fir d’Bierger an och fir d’Wirtschaftsacteuren. An Zäiten, an deenen ons Wirtschaft, souwuel an der Europäescher Unioun wéi och a Groussbritannien, schwéier ënnert de Konsequenze vun der Covidkris ze leiden huet, ass et ëmsou méi wichteg, dass mer dëst verhënnere kënnen.

Onofhängeg vum Ausgang vun den Negociatioune wäerten den 1. Januar 2021 Veränneru ngen op eis Bierger an och op eis Betriber an deem Kontext zoukommen. Ech wëll dat nach eemol ënnersträichen: Och wa mir en Accord aushandelen, verléisst d’Kinnekräich den 1. Januar de Bannemaart an d’Zollunioun, mat alle Konsequenzen, wouduerch automatesch nei Barriären am Wueren- an am Déngschtleeschtungsverkéier entstinn. Sou wäerten zum Beispill vill zousätzlech Douaneskontrollen ufalen, mir wäerten zwee verschidde Kontrollregimmer hunn an déi grenziwwerschreidend Mobilitéit vun onse Biergerinnen a Bierger wäert och beaflosst sinn.

Souwuel um nationale Plang ewéi och um Niveau vun der Europäescher Unioun hu mir duerfir Efforten ënnerholl, fir all déi concernéiert Acteuren op déi déifgräifend Changementer opmierksam ze maachen. De Bierger kënnt bei dësem Dossier natierlech eng besonnesch Wichtegkeet zou. An dat hu mer mat der Chamber hei jo och ëmmer ënnerstrach, dass hir Rechter dat Allerwichtegst eigentlech sinn. An ech si frou, dass fir iwwer 4 Millioune Leit, EU-Bierger am Kinnekräich a Britten och an der Europäescher Unioun, Kloerheet konnt geschaaft ginn, wat hir Rechter ugeet.

Fir de brittesche Bierger hei zu Lëtzebuerg ze erméiglechen, hiert Liewen esou wäit dat méiglech ass sou kënne weiderzeféieren, wéi dat bis elo de Fall war, hu mer jo als Ausseministère schonn am Juli als eent vun den éischten europäesche Länner eng Prozedur gestart, déi et hinnen erlaabt, hiert neit Residencedokument unzefroen an domadder och hir Rechter ofzesécheren.

2021 wäert sécherlech en Neiufank an onse Relatioune mam Vereenegte Kinnekräich markéieren. Mee Groussbritannie wäert och an Zukunft en enke Partner, ech hunn et scho gesot, vu Lëtzebuerg bleiwen. Den Defi vun den nächste Jore wäert also doranner leien, duerch d’Rechter an d’Obligatiounen eng equilibréiert an nohalteg Relatioun hierzestellen.

Aus enger vläicht méi politescher a manner technescher Siicht gekuckt, ass a bleift awer de Brexit, dee jo op den 23. Juni - en Datum, dee mer gutt verhalen - 2016 zréckgeet, also sechs Méint virun der Wal vum Här Trump, eppes, wat Europa als Kontinent schwächt. D’Unioun huet eng „Masterpiece“, wann ech esou däerf soen, politesch, ekonomesch, kulturell gesinn, verluer. Mam ale President vun den USA ass jo elo ee ferventen an aggressive Verfechter vum Brexit aus dem Spill. Hoffentlech geschwënn! E Fait, deen de Premierminister an d’Regierung vu Groussbritannie sollten eigentlech bedenken, dass dat e Changement och ass, a si sollten net weider pokeren, weeder mat deem, wat ofgemaach ass, nach mat deem, wat bis Enn des Joers soll fir d’Zukunft stoen. Seriö a Rationalitéit géifen der Europäescher Unioun wéi och dem Kinnekräich elo guttdoen.

Och wa mir an deene leschte Méint am Krisemodus geschafft hunn, heescht dat natierlech net, dass eis Prioritéiten, déi mer virun der Covidpandemie haten, op eemol net méi aktuell wieren. Am Géigendeel!

De Klimawandel bleift eng vun de gréissten Erausfuerderunge weltwäit. Fir déi global Temperaturerhéijung nach kënnen op 1,5° C ze limitéieren, huet d’EU de leschten Dezember jo decidéiert, dass mer spéitstens 2050 sollte klimaneutral sinn. Lëtzebuerg setzt sech an, dass mir an der EU dëst Klimazil fir 2030 do nach erhéijen, an dat nach dëst Joer. An zwar verdeedege mir jo zurzäit am Rot, de Sprong ze maache vun onsem alen Zil vu wéinstens minus 40 % erop op een ajustéiert Zil vu minus 55 %. Mir mussen dëst virum Enn vun 2020 maachen, well mer eis méi ambitionéiert Contributioun - dat heescht ons sougenannt „contribution déterminée au niveau national“ - der UN-Klima-Kaderkonventioun entspriechend dem Paräisser Accord mussen notifizéieren. D’EU mécht dat kollektiv. Dëst ass en extreem wichtege Moment an der Ëmsetzung vum Paräisser Accord an entscheedend och fir seng Zukunft a Wierkung.

Mam Green Deal huet d’Europäesch Kommissioun en ambitiéise Plang presentéiert, fir ons en adequate Kader ze ginn. De Finanzkader 2021-2027 an den Next-Generation-EU mussen elo genotzt ginn, fir dass se gläichzäiteg der Relance am Kontext vun der Covidkris souwéi onser Aktioun géint d’Ëmwelt- a Klimakris déngen. Eng verstäerkt Klimadiplomatie vun der Europäescher Unioun soll weider dozou bäidroen, esou fréi wéi méiglech esou vill wéi méiglech vun de „groussen Emetteure“ mat u Bord ze kréien. Rezent Annoncë vu Kanada, vu China, vu Südafrika, vu Südkorea a vu Japan, déi sech och héich Ambitioune setzen, weisen, dass d’EU inspiréiert, wann ech esou däerf soen, an dass de Klimawandel och wärend der Pandemie eng vun eise Prioritéite bleift.

Wat d’Zukunft vun Europa ugeet, Här President, bleift et wichteg, dass mer esou breet wéi méiglech déi Debatt féieren. An der Covidkris hu mer jo gemierkt, wéi wichteg et ass, op eis europäesch Partner kënnen ze zielen, a wéi wichteg eng Europäesch Unioun ass. Natierlech ass net alles perfekt an et gëtt sécherlech eng séllege Punkten, déi ee verbessere kann.

Am Februar hu mer hei an der Chamber zesummen iwwert d’Konferenz iwwert d’Zukunft vun Europa geschwat. Lëtzebuerg huet net op déi Initiativ gewaart, fir den Dialog mat de Bierger iwwer Europa weiderzeféieren. Nom Erfolleg vun de Biergerforen huet jo d’Regierung an hirem Koalitiounsaccord zréckbehalen, d’Debatt iwwer Europa hei nach méi intensiv weiderzeféieren, fir doduerjer d’Konzept vun der participativer Demokratie weiderzebréngen.

D’Demokratie muss weider gestäerkt ginn. Well d’Consultatioun vum Bierger e Prozess ass, dee fléissend ass an och reegelméisseg alimentéiert muss ginn, hu mir d’Initiativ vun dëser Konferenz vun Ufank un ënnerstëtzt. D’Bierger wäerten hir Erwaardungen un Europa zu engem groussen Deel am Kontext vun der Covidkris presentéieren, wat nëmmen normal ass. Et ass dee Sujet, deen eis jo alleguerte beschäftegt. Zäitgläich musse mer awer och oppassen, keng onrealistesch Erwaardungen ze schafen, déi herno net kënnen erfëllt ginn. D’Fro stellt sech och, wéi mir déi Konferenz ënnert den aktuelle Konditioune kënnen a sollen organiséieren, mussen organiséieren. Eng virtuell Plattform, déi bitt sech un. Mee et kann ee sech froen, ob dat esou duergoe wäert. Mir wäerten do op Propose vun den Institutioune waarden a sinn oppe fir all gutt Iddi.

Här President, de westleche Balkan - Albanien, Bosnien-Herzegowina, Kosovo, Montenegro, Nordmazedonien a Serbien - ass en Deel vun Europa, net vun eppes anescht! Si hunn zanter 2003 zu Saloniki eng Bäitrëttsperspektiv kritt an un där musse mer och festhalen, och wa Verschiddenen de Rapprochement vun deene Länner un eis Valeuren, un eis Standarden net séier genuch geet.

Mir mussen deene Länner, mengen ech, Zäit loossen, fir hir schwéier Vergaangenheet, déi se hunn, opzeschaffen a fir och hir Wonnen ze heelen. Si brauchen Zäit, well mir vun hinnen déifgräifend Reformen erwaarden, déi all Beräicher an deene Länner beaflossen. Hei gëtt et kloer Krittären ze respektéieren, virun allem am Beräich vun der Rechtsstaatlechkeet, der Onofhängegkeet vun der Justiz an dem Kampf géint Korruptioun a géint d’organiséiert Verbriechen. D’Vitess, mat där dës Reformen ëmgesat ginn, wäert festleeën, wéi séier dës Länner kënnen an der EU eng Kéier opgeholl ginn.

Lëtzebuerg wäert déi sechs Balkanlänner och weiderhi begleeden op dësem ganz knubbelege Wee, dat ass kloer, virun allem duerch eis technesch Ënnerstëtzungsprogrammer an deene jeeweilege Länner. De westleche Balkan ka sech nëmme weider stäerken duerch eng renforcéiert regional Kooperatioun - op jidde Fall ass dat dat, wat mer hinnen ëmmer soen -, fir esou de jonke Leit och kënnen eng Perspektiv ze ginn.

Mir schaffen drun, wéi Der wësst, dass nieft Montenegro a Serbien, wou näischt, awer och guer näischt einfach ass, och d’Bäitrëttsverhandlunge mat Nordmazedonien an Albanie geschwë kënnen ufänken.

Leider ass d’Situatioun an der Tierkei ganz komplex. Wa vill Länner - net all, net all, mee awer viller - um westleche Balkan sech trotzdeem wëllen a Richtung EU orientéieren, esou ass et e Fait, dass d’Tierkei, duerch hir Aktiounen a leschter Zäit, sech vun der EU ewechdréit. Wéi de leschten Erweiderungsrapport vun der Kommissioun beleet, huet d’Tierkei eng Rei Moossname geholl, déi a Saache Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet net am Aklang si mat de Kopenhagener Krittären. Dëst huet ënner anerem derzou gefouert, dass d’Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei scho laang awer nu komplett zum Stoe komm sinn.

D’EU war oppen, ënner verschiddene Konditiounen eng positiv politesch Agenda ze lancéieren - dat huet een och vun den Institutiounen zu Bréissel héieren - an un enger Redynamiséierung vun där Agenda ze schaffen. Leider sinn d’Signaler absolutt net encourageant, mee carrement enttäuschend.

Am östleche Mëttelmierraum kann et nëmmen eng diplomatesch Léisung ginn duerch den Dialog. D’Tierkei, Griicheland, Zypern musse sech ronderëm en Dësch setzen an eng Léisung fannen duerch den Dialog. Den Dialog am Kader vun der däitscher Mediatioun muss weidergefouert ginn. An do wëllt och all europäescht Land mathëllefen, soudass d’Aarbechten u Léisunge fir all betraffe Parteien, Zyprioten, Griichen an Tierken, kënnen ufänken.

De Wee, bis eng konkreet Léisung fonnt ass, wäert laang a schwiereg sinn. Wéi Der wësst, ass d’Ofgrenzung vun exklusive wirtschaftlechen Zonen eng ganz schwiereg Fro. Op jidde Fall gëtt et keng Léisung mat militäresche Mëttelen. Et ass eis besonnesch wichteg, dass d’internationaalt Recht dobäi respektéiert gëtt am Aklang mat dem Prinzip vu gudden Nopeschbezéiungen.

Net nëmmen an der Migratiounsfro ass Solidaritéit wichteg, mee och an dësem Kontext! Lëtzebuerg bleift solidaresch mat Zypern a Griicheland, wat de Respekt fir hir Souveränitéit a souverän Rechter ugeet. A fir d’Tierkei a virun allem hire President muss ee kloer ënnersträichen, dass se weeder nieft nach iwwert dem internationale Recht stinn!

D’Pandemie huet net nëmme gewisen, wéi wichteg eng effikass Handelspolitik ass, mee och de Fokus op d’géigesäiteg Ofhängegkeet am internationalen Handelssystem gelenkt an d’Fragilitéit vun eise Versuergungskette bloussgestallt, net nëmmen international, mee och am Kontext vun eisem Bannemaart.

Lëtzebuerg ass déi oppenst Ekonomie vun der Welt a mir hunn net nëmmen eis Plaz am internationalen Handelssystem fonnt, mee och an den internationale Logistikketten, wat mir an der Kris jo konnten ënner Beweis stellen. Och hu mer bewisen, dass et souguer um Héichpunkt vun der Kris ëmmer méiglech war, déi iwwerliewenswichteg Produiten, déi mer gebraucht hunn, virun allem am medezinnesche Beräich, um internationale Marché anzekafen an op Lëtzebuerg ze bréngen, net nëmme fir eis, mee och fir eng séllegen aner Länner, deene mir esou konnten hëllefen.

An dach huet de Covid-19 d’Fragilitéit vun eise Versuergungskette bloussgestallt, net nëmmen international, mee och am Kontext vum Bannemaart. Mir mussen also eng Diskussioun féieren iwwert d’Diversifizéierung vun de Produktiouns- an och vun de Liwwerketten. Virun allem musse mer awer eng Diskussioun féieren, wéi mer déi europäesch Wirtschaft, wéi mer eis Industrie méi resilient a weltwäit nach méi konkurrenzfäeg maache kënnen, an dëst an de verschiddenste Beräicher.

Als Minister, dee verantwortlech ass fir den internationalen Handel, hunn ech déi lescht Méint versicht derzou opzeruffen, eis Gedanken net nëmmen op eis Bedierfnesser fir medezinnesch Geräter, fir Medikamenter oder fir perséinlech Schutzausrüstung ze konzentréieren, mee fir och eng strateegesch Dimensioun an d’Debatt eranzebréngen. An deem Kontext bleiwe mer der Meenung, dass d’Stolindustrie eng strateegesch Wichtegkeet fir Europa huet an dass d’Europäesch Unioun all déi néideg Hiewele muss usetzen, fir d’Hemorragie ze stoppen, déi dëse Secteur zënter Joren erlieft.

Lëtzebuerg setzt sech fir eng equilibréiert an eng transparent Handelspolitik an. Mir hunn erreecht, dass d’Verhandlungen tëschent der Europäescher Unioun an Drëttstaate méi transparent gi sinn an dass d’Verhandlungsmandater ewell och ëffentlech sinn. Mir hunn et also fäerdegbruecht, an der europäescher Handelspolitik en Ëmdenken ze bréngen an eisen Handelsbezéiunge mat Drëttstaaten. Dat kann an engem Kontext vun internationalen Accorden natierlech keng Revolutioun sinn, mee eng Evolutioun. Ech verstinn, dass et Verschiddener heibanne gëtt, an ech respektéieren dat, deenen dat net wäit an net séier genuch geet. Mee et ginn international Engagementer, déi een net vun haut op muer iwwert de Koup geheie kann.

Esou een Dossier ass de fäerdeg verhandelten Accord mam Mercosur. Zanter dem Unhuele vum Mandat am Joer 1999, also virun 21 Joer, huet d’Welt geännert an deem muss Rechnung gedroe ginn. D’Lëtzebuerger Regierung war eng vun deenen éischten an der Europäescher Unioun, déi

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
44, rue du Canal
L-4050 Esch-sur-Alzette

hei eng kloer Positioun ageholl huet. Mir brauchen hei konkreet Engagementer, virun allem vun deem gréisste vun de Mercosur-Länner, vu Brasilien, fir géint de Klimawandel, géint d'Ofholze vun de Bëscher virzegoen, ier mir dëst Ofkommes kënnen ofschléissen.

Déi aktuell Dispositiounen am Accord ginn net duer, fir konkreet Changementer sécherzestelle géigeniwwer vun enger Regierung, déi net prett ass, fir déi wichtegst Accorden am Beräich vum Ëmweltschutz an och vum Klima, virun allem de Paräisser Klimaaccord, ze respektéieren. Dorunner gëtt elo vun der Kommissioun geschafft. Mir analyséieren dat, wat dobäi erauskënnt, ganz genee.

Dësen Dossier weist, wéi ee Land wéi Lëtzebuerg kann Akzenter op EU-Niveau setzen, dëst an engem enken Austausch och mat der Zivillgesellschaft.

Gläichzäiteg sinn ech mer awer och bewosst, dass Verschiddener och e verbessert Ofkommes wäerten ofleenen, well et fir si besser wär, guer keen Accord ze hunn, wéi en Accord ze ënnerstëtzen - och dat respektéieren ech -, deen aus hirer Siicht net wäit genuch geet. Mee hei muss ee sech d'Fro awer stellen, ob et net an eisem strateegeschen Interêt ass, duerch Kooperatioun d'Politik an deene Länner positiv ze beaflossen, mam Risiko, wa mir et net maachen, dass dann anerer sinn op der Welt, déi manner exigent sinn a manner op Nohaltegkeet, op d'nohalteg Entwécklung oppassen, déi eis Plaz anhuelen.

Ass et net an eisem Interêt, mengen ech, eng Handelsbezéiung opzebauen, déi d'Grënnung vun nohaltegen Exportfilièren an Drëttlänner favoriséiert wéi och de Respekt am Ausland vun eisen Normen an eise Standarden? Um Enn geet et drëms sécherzestellen, dass d'Europäesch Unioun och muer nach hir Partner iwwerzeege kann, hir héich Standarden ze iwwerhuelen.

D'Wichtegkeet vun engem enken Austausch mat de Bierger iwwer eis Handelspolitik ass och der Kommissioun bewosst. Duerfir ass e breede Consultatiounsexercice iwwert d'Bewäertung vun der Handelspolitik vun der Europäescher Unioun lancéiert ginn. Mir brauchen hei eng éierlech, eng oppen Debatt iwwert d'Zukunft vun der Handelspolitik. Ech sinn eigentlech zouversiichtlech, dass d'Resultater vun dësem demokrateschen Exercice eis erlabe wäerten, der lokaler, der regionaler oder der europäescher Produktioun en neie Stellewäert ze ginn, fir méi kuerz Weeër anzeféieren an och fir e gewëssene Grad un Onofhängegkeet ze erreechen.

Déi aktuell Debatt ëm d'Zukunft vun der Handelspolitik presentéiert also eng reell Opportunitéit, fir d'Saachen nei auszebalancéieren. An deem Kontext wäert eis Opmierksamkeet sech och op d'Fro vun der Oppenheet vum Bannemaart misse fokusséieren. De Bannemaart ass op fir Firmen aus enge sëllegen Drëttlänner, déi dacks eisen eegene Firmen den Zougang awer ganz schwéier maachen. Ganz dacks gëtt d'Kompetitioun um Bannemaart och verfälscht, well auslännesch Firmen doheem Subventioune kréien, fir méi kompetitiv ze sinn. Duerfir ënnerstëtze mir d'Aarbecht vun der Kommissioun, fir esou Mëssbräich op en Enn ze bréngen an d'Handelsbezéiunge mat Drëttlänner méi fair ze gestalten.

Duerfir ënnerstëtze mir och d'Entwécklung vum sougenannte Grenzupassungsmechanismus, fir eng méi staark a verbindlech Koordinéierung vun den Ëmwelt- a Klimaaspekter an der globaler Handelspolitik ze erméiglechen.

Mir wäerten och d'Analys vun den auslänneschen Direktinvestitiounen hei zu Lëtzebuerg op eng nei Basis stellen. Zesumme mat de concernéierte Ministèrë schaffe mer am Ausseministère de Moment un enger Ëmsetzung vun der europäescher Reegelung iwwert de Screening vun direkten Investitiounen. D'Regierung wäert geschwënn hire Gesetzesprojet presentéieren, deen op där enger Säit d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Standuert garantéiert an op där anerer Säit eis e Kader gëtt, fir Direktinvestissementer, déi vun ausserhalb der Europäescher Unioun kommen an déi en Impakt op eis Sécherheet kéinten hunn, méi genee op de Leescht ze huelen.

Mir setzen och Akzenter an der EU-Handelspolitik, wann et ëm déi nohalteg Protektioun a Promotioun an de Respekt fir d'Mënscherechter geet. Am Dezember d'lescht Joer huet d'Regierung den zweeten nationalen Aktiounsplang fir Entreprisen a fir Mënscherechter ugeholl, deen den Zäitraum 2020 bis 2022 ofdeckt. D'Fro vum sougenannten „devoir de diligence" läit eis jo alleguerten um Häerz an ech weess, dass d'Erwaardungen an deem Beräich och héich sinn, och de Mëtteg.

Als Europaminister gesinn ech mech awer voll a ganz a menger Roll, wann ech op europäesch Léisunge fir Problemer drängen, déi am beschten op europäeschem Niveau adequat kënne geléist ginn. Et geet drëms sécherzestellen, wéi an op wéi engem Niveau een hei kann dee gréisstméiglechen Effekt erzilen. Dat ass et, wat mir am Moment amgaange sinn ze analyséieren.

Mir sinn der Meenung, dass eng Aktioun um europäeschen Niveau eis déi gréisst Kredibilitéit an Effizienz gëtt, fir dëse Sujet international, notamment am Kader vun der UNO, weiderzebréngen. Och sinn ech der Meenung, dass de Bannemaart eng Realitéit ass, déi mir net kënnen ignoréieren, an dass d'Gesetzer, déi de Bannemaart betreffen, am beschten op EU-Niveau diskutéiert an och decidéiert ginn.

Mee et ass awer esou, dass mer parallell e Prozess engagéiert hunn, dass mer eng Etüd vun der Uni Lëtzebuerg an Optrag ginn hunn, déi kucke soll, wéi een national, wann um europäesche Plang näischt geschitt, e gesetzleche Kader kéint gestalten. Wann dës Studie virläit, dann ass et un der Regierung, y inclus déi Ministèren, déi kompetent si fir de Standuert Lëtzebuerg - natierlech och un der Chamber -, fir eng Entscheedung ze treffen, an dëst am Dialog mat de Vertrieder vun der Zivillgesellschaft an de Lëtzebuerger Betriber, esou wéi de Koalitiounsaccord dat virgesäit.

Wann ee „Standuert Lëtzebuerg" seet, dann denkt een och u Lëtzebuerg als Sëtz vun den EU-Institutiounen. Eisen Engagement fir den europäesche Projet spigelt sech an enger aktiver Siègepolitik zréck. Lëtzebuerg ass houfreg drop, ee vun den historesche Sëtz vun den europäeschen Institutiounen ze sinn, a mir setzen eis all Dag an, fir deenen iwwer 14.000 EU-Fonctionnairen an Agenten an den europäeschen Institutiounen an Agencen zu Lëtzebuerg déi bescht Aarbechts- a Liewensbedéngungen ze garantéieren.

Mir wäerten eis duerfir och weider engagéieren, fir dass den Accord Asselborn-Georgieva - bon, deen heescht eeben esou - vum Dezember 2015, dee jo eng Verstäerkung vun der Presenz vun der Kommissioun zu Lëtzebuerg, besonnesch ronderëm déi dräi Pilieren - juristesche Pilier, finanzielle Pilier an digitale Pilier - virgesäit, ëmgesat gëtt.

Leider - Dir wësst et, mir hu schonn hei e puermol driwwer diskutéiert - gouf et am Fréijoer an deem Kontext keng positiv Nouvelle: D'Kommissioun huet, ouni sech virdru mat der Regierung ze concertéieren, Pläng annoncéiert, fir d'Chafea, d'Europäesch Exekutivagence fir Verbraucher, Gesondheet, Landwirtschaft an Ernärung, vu Lëtzebuerg ofzezéien an d'Aktivitéite vun der Agence op Bréissel ze transferéieren.

Säit där Annonce hu mer a ville Gespréicher mat der Kommissioun, sief et mat der Presidentin, der Madamm von der Leyen, sief et mat dem zoustännege Kommissär, dem Här Hahn, ëmmer nees de Punkt gemaach, dass et dach méi Sënn géif maachen, eng Agence, déi säit 15 Joer zu Lëtzebuerg gutt schafft, ze verstäerken, wéi se hei ofzebriechen an op e puer verschidden Agencen dann zu Bréissel opzedeelen, a besonnesch elo.

Ech weess, dass d'Regierung an dëse Bestriewungen op d'Ënnerstëtzung vun der Chamber ziele kann. An duerfir e grousse Merci!

Loosst mech hei awer och ënnersträichen, dass d'Attraktivitéit an d'Perennitéit vum Standuert Lëtzebuerg net a Fro gestallt sinn. Wéi schonns gesot, schaffen haut iwwer 14.000 EU-Fonctionnairen an -Agenten zu Lëtzebuerg. Mir konnten och iwwert déi lescht 18 Méint zwou nei Agencen, nämlech den Europäesche Parquet an déi Gemeinsam Entreprise fir en europäeschen Héichleeschtungsrechner, den EuroHPC, hei zu Lëtzebuerg empfänken.

An Dir wësst och, dass mer net méi spéit wéi de leschte Freideg formell eis Kandidatur fir de Sëtz vum zukünftegen Europäesche Kompetenzzentrum fir Cybersécherheet gestallt hunn. Genau wéi den EuroHPC ass dat e Projet, dee Recherche an Innovatioun an Europa ënnerstëtzt a vill Kooperatiounsméiglechkeeten offréiert, och fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft. An deem Sënn wëlle mer weiderschaffen, am Interessi vum Land a vun der Unioun.

Här President, no Europa wëll ech op d'Ausriichtung vun eiser Aussepolitik am globalen internationale Kontext agoen.

D'Covid-19-Pandemie weist, dass kee Land déi global Erausfuerderungen eleng meeschtere kann. Mir mussen zesummenhalen an zesummeschaffen, och um internationalen Niveau, soss packe mer et net. A fir mech unzeschléissen un dat, wat eise President gesot huet am Ufank: Dat gëllt och fir de Kampf géint eng aner global Menace, den Terrorismus, dee rezent nees an Europa zougeschloen huet, a massiv!

De Multilateralismus bleift eng kloer Prioritéit vun eiser Aussepolitik. Viru 75 Joer konnt Lëtzebuerg bei der Grënnung vun de Vereenten Natioune seng Plaz als fräit Land an der internationaler Gemeinschaft nees anhuelen. Dës Plaz als fräit an als onofhängegt Land bréngt och Responsabilitéite mat sech. A Lëtzebuerg scheit sech net, seng Verantwortung ze droen. Nodeems mir 2012 jo fir d'éischt an eiser Geschicht als Member vum Weltsécherheetsrot gewielt gi sinn a wärend eisem Mandat 2013 an 2014 och bewisen hunn, mengen ech, dass och Länner wéi Lëtzebuerg eppes am Conseil de sécurité beweege kënnen, hu mer eng nei Kandidatur fir de Sécherheetsrot fir d'Joren 2031 an 2032 gestallt. Dat ënnermauert jo eise Wëllen, eise Bäitrag an der UNO fir de Fridden an d'Sécherheet ze leeschten.

Eise multilateralen Usaz ass och am Déngscht vun de Mënscherechter. 2019-2020, wärend der 74. Sessioun vun der UNO-Generalversammlung, war eise stännege Vertrieder bei der UNO zu New York, den Ambassadeur Christian Braun, de President vun der Drëtter Kommissioun, déi d'Mënscherechter an déi humanitär Froen ofdeckt. An deem Kontext huet Lëtzebuerg eng innovativ informell Consultatioun tëschent der Drëtter Kommissioun an der Zivillgesellschaft organiséiert an domat en neien Espace fir den Dialog opgemaach, dee vill ONGen och appreciéiert hunn.

Den Drock op déi zivill a politesch Rechter gëtt weltwäit ëmmer méi grouss. Et gëtt ëmmer méi Attacke géint déi organiséiert Zivillgesellschaft a géint Persounen, déi sech asetze fir d'Mënscherechter: Journalisten, Affekoten, Aktivisten. A virun allem Frae ginn dacks viséiert. D'lescht Joer hat ech de Fall vun der iranescher Affekotin Nasrin Sotoudeh erwäänt. Et ass ze begréissen, dass virun e puer Deeg d'Madamm Sotoudeh aus hirem Prisong am Iran entlooss gouf, awer nëmme fir en Hafturlaub. Mee de globalen Trend bleift awer absolutt negativ.

An deem Kontext huet den Ausseministère mat de betraffene Ministèren an der Zivillgesellschaft Aarbechte lancéiert, fir d'Mënscherechtsverdeedeger méi staark ze ënnerstëtzen. Dat ass och eng vun de Prioritéiten, déi mir eis ginn hunn am Kontext vun der Kandidatur vu Lëtzebuerg, fir an den UNO-Mënscherechtsrot gewielt ze gi fir d'Joren 2022 bis 2024. Mir schaffe ganz aktiv drun, fir déi néideg Ënnerstëtzung ze kréien an de Walen, déi am Oktober d'nächst Joer stattfannen. Et wier dat dat éischt Mandat, wat Lëtzebuerg am Mënscherechtsrot zënter senger Grënnung am Joer 2006 kéint kréien.

Mir wëllen eis also staarkmaache fir d'Mënscherechter. Nieft der Ënnerstëtzung fir d'Mënscherechtsverdeedeger a fir d'Rechtsstaatlechkeet huet Lëtzebuerg fir säi Mandat de Kampf fir d'Égalité des genres an de Schutz vu vulnerabele Gruppe viru Gewalt an Diskriminéierung als Prioritéit festgehalen. Dozou gehéiert den Asaz fir d'Rechter vun de Fraen a fir d'Rechter vun de Kanner an och fir d'Rechter vun den LGBTI-Persounen.

Eng aner Prioritéit ass den Asaz fir eng nohalteg Entwécklung, déi op dem Respekt vun de Mënscherechter baséiert. Lëtzebuerg leescht do säi Bäitrag mat senger Kooperatiounspolitik, déi déi wirtschaftlech a sozial Rechter an d'Recht op Entwécklung férdert. Mir wëllen och verstäerkt dem Lien tëschent dem Klimawandel an de Mënscherechter Rechnung droen. Den Asaz vu Lëtzebuerg géint de Klimawandel ass essenziell fir eis Zukunft als Land, mee ass awer och vital, fir d'Mënscherechter vun deene Leit an der Welt ze schützen, déi dem negativen Impakt vun der Klimakris ausgesat sinn.

D'Mënscherechter sinn e vollwäertegen Deel vun eiser Diplomatie. Dat heescht net, dass mer nëmme mat demokratesche Länner schwätzen. Mir schwätzen a schaffen och mat anere Länner zesummen, am géigesäitege Respekt, ouni Naivitéit, a mir setzen eis och a fir d'Mënscherechter an deene Länner, wuel wëssend, dass och zu Lëtzebuerg an insgesamt an Europa d'Situatioun vun de Mënscherechter net ëmmer perfekt ass.

Eng Aussepolitik, déi sech als Prioritéit gëtt, d'Mënscherechter konsequent ze verdeedegen, ass eng Aussepolitik, déi sech op déi fundamental Prinzippie vun der mënschlecher Würd an der Gläichheet tëschent alle Mënsche konzentréiert, am Aklang mam éischten Artikel vun der Allgemenger Erklärung vun de Mënscherechter. Dozou gehéiert natierlech och d'Gläichheet vu Mann a Fra.

Déi feministesch Aussepolitik, zu där dës Regierung sech 2018 am Koalitiounsaccord jo bekannt huet, bedeit, dass mer eis systematesch a kohärent asetze fir d'Rechter vun de Fraen an d'Rechter vun de Meedercher, och fir hir sexuell a reproduktiv Gesondheet a Rechter an hir onageschränkt kierperlech a geeschteg Fräiheet. Zu eiser feministescher Aussepolitik gehéiert d'Ëmsetze vum nationalen Aktiounsplang fir Fraen a Fridden a Sécherheet, am Kader vun der Resolutioun 1325 vum UNO-Sécherheetsrot. Dës Resolutioun ass virun 20 Joer ugeholl ginn. Mir wäerten eis och an den nächste Jore beméien, fir an deem Beräich Fortschrëtter kënnen ze maachen.

De Multilateralismus, déi international Approche steet ënner Beschoss. An dach gëtt et keng besser Approche, fir d'Problemer vun haut ze léisen! Huele mer just d'Beispill vun der Gesondheet. Mir hunn et der OMS, der Weltgesondheetsorganisatioun ze verdanken, dass d'Pouken eradiquéiert goufen no enger weltwäiter Impfcampagne. D'OMS huet geléiert aus successiven Ausbréch vu virale Krankheeten, wéi de SARS an de Joren 2002-2004 oder och Ebola - mir kënnen eis all erënneren - a Westafrika am Joer 2014, a si huet hir Prozedure verbessert. Weider Verbesserunge si wënschenswäert. Et ass elo wichteg, dass all Länner un engem Strang zéien, fir dass eis multilateral Instrumenter gestäerkt ginn, déi eis kënnen hëllefen, d'Pandemie anzedämmen.

Ech wënsche mer, dass ënnert der zukünfteger neier amerikanescher Regierung - an ech sinn do net eleng - vum President Biden positiv Impulser kommen. Mir kënne sécherlech méi beweegen, wann d'USA sech nees mat an der OMS a generell an der UNO engagéieren.

Dat selwecht gëllt fir den existenzielle Kampf géint de Klimawandel. Hei entsteet och eng nei Dynamik, wann d'USA de Wee zréckfannen an de Paräisser Klimaaccord. D'Resultat vun de Presidentschaftswalen an de Vereenegte Staate bréngt d'Hoffnung, dass de Multilateralismus nees méi Wand vun där anerer Säit vum Atlantik an d'Seegele kritt. Mee mir Europäer mussen eis Verantwortung och an dësem Beräich iwwerhuelen. An dat hu mer och an de leschte Jore versicht ze maachen, ouni op e Wiessel am Wäissen Haus ze waarden.

Sou hu jo den däitschen an de franséischen Ausseminister d'lescht Joer am September, am Kader vun der UNO-Generalversammlung, d'Allianz fir de Multilateralismus an d'Liewe geruff. Vun Ufank un huet Lëtzebuerg un där Allianz deelgeholl. Mir engagéieren eis dobäi an enger Rei Initiativen, ënner anerem fir dat internationaalt Recht héichzehalen. Mir ënnerstëtzen déi wichteg Roll vun der Cour pénale internationale géint d'Impunitéit fir Krichsverbriechen, Verbrieche géint d'Mënschlechkeet a Genoziden. Mir appreciéieren och d'Aarbecht vun der Cour internationale de justice, déi zum Beispill am Januar dëst Joer wichteg Mesurë fir de Schutz vun de Rohingya am Myanmar agefuerdert huet.

Nieft eisem globalen Asaz fir de Multilateralismus ass et och eng Prioritéit vun eiser Aussepolitik, zum Fridden, zur Sécherheet, zur Stabilitéit an der Noperschaft vun der Europäescher Unioun bäizedroen, am Oste souwuel wéi am Süden. Nom zéngten Anniversaire vun der Östlecher Partnerschaft d'lescht Joer sollte mir eis als Europäesch Unioun nei Prioritéite ginn, déi der jeeweileger Situatioun vun deene sechs Länner an eiser Noperschaft am Osten ugepasst sinn.

D'Lag an der Regioun huet sech allerdéngs dramatesch verschlechtert an de leschte Méint, mir wëssen et. Am Belarus huet de Regimm vum Här Lukaschenko d'Resultat vun de Wale vum 9. August gefälscht. De Regimm ënnerdréckt déi friddlech Oppositioun mat massiver Gewalt a gebraucht all Instrumenter vum Staatsterror, entféiert a foltert Demonstranten. Esou eppes dierft et eigentlech am 21. Joerhonnert an Europa net méi ginn! Mir hunn als Europäesch Unioun geziilt Sanktiounen ugeholl géint déi Verantwortlech am Belarus, dorënner och den Här Lukaschenko selwer. Mir ënnerstëtzen déi couragéiert Aarbecht vun der Oppositioun an all Efforten, fir iwwert den Dialog eng politesch Léisung ze fannen an de Wee fräizemaache fir nei, fir fräi a fair Walen, deenen hiert Resultat de Wëlle vun de Bierger am Belarus wäert erëmspigelen.

Mir sinn och ganz besuergt iwwert de Konflikt, deen elo an Nagorny-Karabach tëschent Armenien an Aserbaidjan jo nei entbrannt ass. Hei gëtt et Rapporten, dass Streebommen zum Asaz komm sinn, Zivilisten an zivill Infrastrukture goufe viséiert, Mercenairen aus Syrie goufen an den Operatiounen agesat. A mir wëssen, dass d'Tierkei do eng entscheedend Roll gespillt huet. Virgëschter ass elo en

Accord fonnt gi fir eng méi komplett Wafferou, ënnert der Vermëttlung vum President Putin. Russesch Zaldote ginn an d'Regioun verluecht, fir Positioun tëschent de Konfliktparteien ze bezéien. Et kann een nëmmen hoffen, dass domadder d'Bluttvergéissen ophält. Et muss een allerdéngs och soen, dass dësen Accord e ganz batteren Nogeschmaach fir d'Armeenier huet, déi vill Gebidder hu missen opginn.

Wat mech besonnesch schockéiert, ass de Fait, dass déi tierkesch Autoritéiten de Konflikt eigentlech ugeheizt hunn, anstatt hirer Mediateursroll als Member vum sougenannte Minsk Group vun der OSZE gerecht ze ginn. Esou si se matverantwortlech fir Honnerte vun Doudegen an Zéngdausende vu Leit op der Flucht. Dat ass en anert Beispill fir déi destabiliséierend an aggressiv Aussepolitik, déi d'Tierkei ënnert dem President Erdoğan an hirer Noperschaft féiert, vu Libyen iwwert d'östlecht Mëttelmier bis a Syrien an an de Kaukasus.

De Wiessel am Wäissen Haus wäert dem Här Erdoğan net gefalen. Et wier extreem wichteg, dem NATO-Partner Tierkei - ech preziséieren: „NATO-Partner Tierkei"! - den Diks ze setzen a kloerzestellen, dass Operatioune wéi an Nagorny-Karabach inakzeptabel si fir d'NATO a fir d'Europäesch Unioun!

Als Äntwert op déi humanitär Kris, déi de Krich ausgeléist huet, ënnerstëtzt Lëtzebuerg déi vital Aarbecht vum Internationale Kommitee vum Roude Kräiz op der Plaz. Op der diplomatescher Schinn hu mer eis un den Appelle bedeelegt fir e Waffestëllstand a fir eng Relance vun de Gespréicher, fir de Konflikt tëschent Armenien an Aserbaidjan dauerhaft ze léisen.

No der Wal vum President Selenskyj dann an der Ukrain war jo e wéineg Hoffnung a Beweegung an d'Verhandlunge mat Russland erakomm, fir de Konflikt am Donbass ze léisen. En Enn vun deem Konflikt ass awer leider nach ëmmer net a Siicht, trotz de Beméiunge vun Däitschland a vu Frankräich am Normandie-Format, fir an der Ëmsetzung vun de Minsker Accorde virunzekommen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt weiderhin déi territorial Integritéit vun der Ukrain an d'Iwwerwaachungsmissioun vun der OSZE. Op Aluedung vun den ukraineschen Autoritéite wäerte mer mam Premierminister eng gemeinsam Visitt an d'Ukrain ënnerhuelen, wann d'Situatioun et erlaabt.

Net nëmmen am Donbass an am Kaukasus, mee a villen anere Brennpunkten op der Welt spillt Russland eng Schlësselroll. Duerfir ass et och d'Positioun vu Lëtzebuerg, dass mer den Dialog, dee schwéieren Dialog mat Russland oprechterhale sollen. An deem Kontext war ech jo Enn Februar dëst Joer op Aarbechtsvisitt zu Moskau. Mir beméien eis, mat Russland zesummenzeschaffen, ouni d'Prinzippie vun der Europäescher Unioun an och d'EU-Sanktiounen a Fro ze stellen, déi mat der illegaler Annexioun vun der Krim an der Destabiliséierung vun der Ukrain zesummenhänken, an ouni ze vergiessen, dass d'Situatioun vun de Mënscherechter a Russland net déi bescht ass.

De Mordversuch géint den Alexej Nawalny mam Nervegëft Nowitschok war eng schwéier Verletzung vum Vëlkerrecht. Mir hunn als Europäesch Unioun op dëse Gebrauch vun enger cheemescher Waff misse reagéieren an op Virschlag vu Frankräich a vun Däitschland hu mer Sanktiounen ugeholl. Dat huet zu enger neier Verkrampfung an de Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Russland gefouert. An awer bleift Russland een onëmgänglechen Noper um europäesche Kontinent! Duerfir musse mer mat hinne weider schwätzen an aller Kloerheet, esou schwéier dat och heiansdo ass, fir à terme nees eng Vertrauensbasis ze schafen. Dat gëllt och fir den Dialog tëschent der NATO a Russland.

D'Stabilitéit an eiser südlecher Noperschaft hänkt zesumme mat der Situatioun am Sahel. Lëtzebuerg ass staark engagéiert fir ze hëllefen, de Sahel ze stabiliséieren, mat der Europäescher Unioun an der UNO a mat senge laangjärege Partnerlänner an der Regioun - Burkina Faso, Mali an Niger - souwéi och dem Senegal. D'Lag ass ugespaant. Dat gesäit een un den Attacken, déi besonnesch de Burkina Faso säit dem leschte Joer ëmmer nees viséieren. Dat huet een och dëst Joer mam Militärputsch den 18. August am Mali gesinn.

D'Kris am Sahel ass multidimensional. Duerfir ass et richteg, dass mer weiderhin d'Approche vun den „3D" uwennen: Diplomatie, Developpement an Defense. Eisen Effort fir de Sahel beleeft sech järlech op ronn 100 Milliounen Euro. Den Akzent läit op der Entwécklungszesummenaarbecht. D'Sécherheet vun eisen Ekippen um Terrain ass natierlech och eng Prioritéit fir d'Regierung wéi fir d'Chamber.

Mam Accord vun der Chamber hu mer eisen Engagement fir d'Sécherheet am Sahel gestäerkt. D'Lëtzebuerger Arméi deployéiert a Phasen e Kontingent an der militärescher Trainingsmissioun vun der Europäescher Unioun am Mali, EUTM Mali. Mir maachen och mat bei der UNO-Stabiliséierungsmissioun am Mali: Mir stellen Experten a GovSat-Capacitéite fir d'Satellittekommunikatioun zur Verfügung, fir de Quartier général vun der MINUSMA, also vun der UNO, mat de regionale Secteure vun der Missioun besser ze vernetzen. Do gesäit een, wéi och e klengt Land wéi Lëtzebuerg an enger UNO-Missioun e wäertvollen, héich spezialiséierte Bäitrag leeschte kann, deen och d'Sécherheet vun de Blohelmer verbessert.

Fir op d'Wuerzele vun der Onsécherheet am Sahel ze wierken, begleede mir déi politesch Prozesser mat, déi zur Konfliktentwécklung (veuillez lire: Konfliktléisung) bäidroe kënnen. Et geet drëms, d'Rechtsstaatlechkeet, d'Gouvernance, d'Institutiounen ze festegen an ze kucken, dass d'Vertrauen tëschent de Bevëlkerungen an de Regierungen an de Sahel-Länner erëm dauerhaft hiergestallt gëtt.

Tëschent dem Sahel an Europa leien d'Länner vun Nordafrika. Mir sinn do amgaangen, eis Relatioune mat zwee Länner haaptsächlech ze verdéiwen, mat Marokko a mat Tunesien.

Ee Land, wat eis ëmmer besonnesch Suergen natierlech weider mécht, ass Libyen. Um diplomatesche Plang ginn et kleng Fortschrëtter zanter där ominéiser Berlin-Konferenz vum 19. Januar. D'lescht Woch gouf et en Accord iwwert déi praktesch Schrëtt, fir de Waffestëllstand a Libyen ëmzesetzen. Mee den UNO-Waffenembargo gëtt net respektéiert. D'EU-Operatioun IRINI, Dir wësst et, un där Lëtzebuerg sech bedeelegt mat Iwwerwaachungsfligeren, soll d'Iwwerwaachung vum Embargo verbesseren. A Libye gëtt et ze vill Waffen an ze vill extern Acteuren! Mir als Europäer mussen alles maachen, fir dass aus Libye keen zweet Syrie gëtt.

A Syrie bleift d'Lag dramatesch. D'Kämpf gi virun, obwuel et keng militäresch Léisung fir de Krich a Syrie ka ginn. Et ass un der Zäit, dass am Kader vum UNO-Prozess ënnert der Leedung vum Envoyé spécial Geir Pedersen den Terrain preparéiert gëtt fir eng politesch Transitioun a Syrien. Déi Responsabel fir déi onzieleg Verbrieche géint d'Mënschheet a Syrien zur Rechenschaft ze zéien, ass eng Prioritéit fir déi international Gemeinschaft. An do hëlleft Lëtzebuerg och mat. Mir ënnerstëtzen de Mécanisme international, impartial et indépendant vun der UNO, fir d'Enquêten iwwert déi schlëmmste Verbriechen am Syrie-Krich virunzebréngen an Dossieren opzestellen, déi spéiderhin a Geriichtsprozesser kënne benotzt ginn.

Mir hëllefen och weiderhin um humanitäre Plang mat engem järlechen Appui vu 7,5 Milliounen Euro, deen ëmmer erëm dem Unicef-Programm fir d'Educatioun vun de syresche Flüchtlingskanner an den Nopeschlänner zeguttkënnt.

Erlaabt mer och kuerz, op déi humanitär Katastroph anzegoen, déi de Krich am Jemen ausgeléist huet. Iwwer 24 Millioune Leit, also dräi Véierel vun der Bevëlkerung vum Jemen, sinn op humanitär Hëllef ugewisen, Fraen a Kanner si besonnesch betraff. Och hei ass Lëtzebuerg aktiv, fir der Zivillbevëlkerung ze hëllefen, fir am Mënscherechtsrot de Mandat vun den Experten ze ënnerstëtzen, déi d'Mënscherechtsverletzungen dokumentéieren, a fir eng diplomatesch Léisung vum Konflikt ze encouragéieren.

Et kann een net iwwert d'Konflikter an der Regioun schwätzen, ouni d'destabiliséierend Roll vum Iran ze ënnersträichen. Loosst mech kloer betounen: Mir maachen net d'Aen zou virum Iran senger destruktiver regionaler Politik an och net virun der brutaler Repressioun a virun de Mënscherechtsverletzungen am Iran, ënnert deenen déi reliéis Minoritéite wéi d'Bahai zum Beispill ganz staark leiden. Ech hunn dem iraneschen Ausseminister nach am Juni e Bréif doriwwer geschriwwen. Mir hunn an de leschten zwee Joer Bahai-Familljen zu Lëtzebuerg opgeholl, déi zum Deel jorelaang am Prisong waren am Iran, mee och am Jemen.

Gläichzäiteg gesi mer ganz kloer, dass d'Politik vum maximalen Drock vu bausse géint den Iran nëmmen zu engem maximale Widderstand féiert. Europa hält weider um Nuklearaccord mam Iran fest. De JCPOA (ndlr: Joint Comprehensive Plan of Action; Iran nuclear deal) ass a bleift e wichtegt Instrument an Element fir eis Sécherheet a fir dass keng weider Atombommen an der Regioun entwéckelt ginn.

Et kann een d'Regioun vum Noen Osten och net erwänen, ouni op de sougenannte Friddensprozess anzegoen. De Fridden tëschent Israel a Palästina ass net a Siicht. De Prozess, deen dohinner soll féieren, ass scho laang an der Sakgaass. Elo wou en neie President an Amerika gewielt ginn ass, sinn ech allerdéngs e wéineg méi zouversiichtlech, dass mer aus där Sakgaass erauskommen, par rapport zu där leschter Diskussioun, déi mer doriwwer hei haten an der Chamber.

All Schratt, deen Israel an déi arabesch Länner an der Regioun méi no bréngt, ass natierlech ze begréissen. Déi rezent Accorden tëschent Israel, de Vereenegten Arabeschen Emirater, dem Bahrain si gutt fir d'Leit aus deene Länner, déi elo fräi kënnen hin- an hierreesen a méi einfach Geschäftsbezéiungen opbauen. Déi Accorden droen allerdéngs net, absolutt net zur Léisung vum Konflikt tëschent Israel a Palästina bäi.

D'Palästinenser liewe weider ënner enger militärescher Occupatioun, déi schonn 53 Joer dauert. Si bleiwen der Menace vun enger Annexioun vun Deeler vum Westjordanland nach ëmmer ausgesat, well de Premierminister Netanjahu huet gesot, dass d'Annexioun vum Jordandall just reportéiert, awer net annuléiert ass.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt weiderhin d'Zweestaateléisung op der Basis vun de Grenze vun 1967, mat Jerusalem als Haaptstad vun Israel a vu Palästina an am Aklang mam internationale Recht. Déi israeelesch Siidlungen an de besate Palästinensergebidder sinn eng kloer Violatioun vum internationale Recht. Mir verurteelen et och, wann déi israeelesch Autoritéite palästinensesch Infrastrukturen zerstéieren, wéi dat nach d'lescht Woch am Norde vum Jordandall passéiert ass a wou 71 Palästinenser, dorënner 40 Kanner, hiert Heem verluer hunn.

Lëtzebuerg ass fir d'Relance vun der Diskussioun tëschent béide Säiten. Mir sinn och oppe fir nei Virschléi, soulaang se déi legitimm Aspiratioune vun deenen zwou Säite respektéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Noperschaft vun der Europäescher Unioun eraus wëll ech vläicht nach kuerz op déi strateegesch Partnerschafte mat Amerika, mat Asien a mat Afrika agoen.

D'Bezéiunge mat eisen transatlantesche Partner, mat den USA a mat Kanada, si fir eis jo vu grousser Wichtegkeet, net nëmmen am Kader vun der NATO, mee och um wirtschaftleche Plang. D'Vereenegt Staate bleiwen trotz dem President Trump senger „America-first"-Politik eisen éischten Handelspartner ausserhalb vun der Europäescher Unioun, vun Europa, an eis Diplomatie setzt sech derfir an, déi ekonomesch Bezéiunge mat den USA nach weider ze verdéiwen.

Mir hunn all d'Presidentschaftswalen an Amerika déi lescht Woch ganz opmierksam verfollegt a mir verfollegen och elo, wat elo geschitt. D'Resultat läit vir. D'amerikanescht Vollek huet mat enger klorer Majoritéit fir e Wiessel gestëmmt. D'Walbedeelegung war esou staark wéi nach ni an dat trotz der Pandemie. An deem schwierege Kontext war den Oflaf vun de Wale remarkabel. D'Walen hunn ouni Zweifel gewisen, wéi standfest déi amerikanesch Demokratie ass.

Et hat och e staarke Symbolcharakter a mengen Aen, dass grad d'Stëmmen aus der Stad Philadelphia am Bundesstaat Pennsylvania, do wou 1787 déi amerikanesch Constitutioun ënnerschriwwe gouf, den Ausschlag ginn hu fir de Joe Biden. A 70 Deeg wäert den Här Biden säin Eed leeschten, mëttes um zwielef Auer, als 46. President vun den USA.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Dem Nach-President Trump, deem géif ech elo wéinstens vu menger Säit wënschen, dass en eng vu senge wéinege gudden Decisioune géif huelen an agesinn, dass e soll goen.

Mam President Joe Biden a mat der Vizepresidentin Kamala Harris, der éischter Fra an deem Amt, kënnt sécherlech nei Energie an eis transatlantesch Partnerschaft. Dat heescht net, dass den 20. Januar d'nächst Joer alles vun engem Dag op deen aneren anescht gëtt. D'Demokraten hu bis elo nach ëmmer keng Majoritéit, wéi Der wësst, am Senat. Deen neie President wäert sech am Ufank staark op innepolitesch Sujete konzentréieren, well Amerika ass an zwee gespléckt, fir d'Amerikaner also erëm méi no beieneenzebréngen no enger Period, wou se ëmmer méi ausenanerdividéiert gi sinn. Dat gëtt sécherlech net einfach.

Aussepolitesch betruecht, sinn ech awer zouversiichtlech, dass mer als Europäer mat eisen neien US-Partner nees e richtegt Vertrauensverhältnis hierstelle wäerten an dass mer en Dialog wäerte féiere kënnen, deen et eis erlaabt, och a schwierege Froen, wou mer net eens sinn - an där gëtt et der bestëmmt vill -, virunzekommen an zesummezeschaffen. Dat ass an eisem gemeinsamen Interessi, ob et elo beim Klimawandel ass, dem Handel, der Sécherheet, der Ofrëschtung an esou weider. Dobäi wäert et wichteg sinn, dass mir als EU Teamgeescht weisen a méiglechst geschlossen agéieren.

An eise bilaterale Relatioune mat den USA kënne mir op e ganz zolidd Fundament setzen. An deem Kontext kann een zum Beispill op eis ëmmer méi staark an enk Kooperatioun mat Amerika am Domän vum Weltraum hiweisen, och op déi wichteg Lienen an de Beräicher vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien a vun der FinTech. Den Ausseministère wäert sech beméien, dës Lienen och an Zukunft ze verstäerken, zesumme mam Finanzministère a mam Wirtschaftsministère.

Wat Kanada ugeet, esou ënnerstëtze mir och ëmmer méi Lëtzebuerger Kleng- a Mëttelbetriber, déi um kanadesche Marché interesséiert sinn a vum EU-Kanada-Handelsofkommes profitéiere wëllen.

A Latäinamerika baue mer eisen diplomatesche Reseau aus, fir den Nofroe vun den Acteuren aus der Wirtschaft gerecht ze ginn. An deem Sënn hunn ech de leschten Hierscht der Regierung proposéiert, eis Ambassade zu Brasília och am Chile ze akkreditéieren. Chile ass eisen éischte Partner a Latäinamerika, wat d'Echangen am Beräich vun de Servicer ugeet. An d'Land ass jo vu gréisster Bedeitung och fir eis Fongenindustrie. Mat Chile hu mer d'lescht Joer och en neien Accord aérien ënnerschriwwen. Mir wënschen Chile, deem grousse Land, nom Referendum vum 25. Oktober 2020, an deem jo 79 % vun de Leit déi Reformen ënnerstëtzt hunn, dass dat grousst, dat wichtegt Land dee ganz breeden Dialog vum soziale Mouvement kann ëmsetzen an eng nei Verfassung.

Dann huet d'Chamber och am Dezember d'lescht Joer eist éischt Steierofkommes mat Argentinie ratifizéiert, dat am Abrëll 2019 ënnerschriwwe ginn ass. Eis Entreprisë weisen e groussen Interêt um argentinesche Marché, och wann dëst Land den Ament mat ville groussen ekonomesche Schwieregkeeten ze kämpfen huet.

Am November d'lescht Joer war ech a Kolumbien an am Ecuador, wou mer och eng ganz Rei ekonomesch Interêten hunn. Allerdéngs opgrond vu menger Visitt konnte mer am Ecuador en Accord ënnerschreiwen, fir Lëtzebuerg vun hirer schwaarzer Lëscht a puncto Steierpolitik erofzekréien. Ech mengen, domadder wiere mer weltwäit op kenger schwaarzer Lëscht méi.

A Kolumbien - wat awer méi wichteg ass - konnt ee sech e Bild maache vun de Schwieregkeeten, déi déi laangwiereg Kris am Venezuela um regionale Plang ausgeléist huet. Eng grouss Erausfuerderung ass den Accueil vun de méi wéi 4,5 Millioune Migranten a Flüchtlingen, déi säit 2015 de Venezuela verlooss hunn. A Kolumbie riskéiert dat och en Impakt op de fragille Friddensprozess ze hunn. Lëtzebuerg bleift engagéiert an hëlleft iwwert d'UNHCR, d'UNO-Flüchtlingswierk, am Kader vun der regionaler Kris. Mir ënnerstëtzen och weiderhin de Friddensprozess a Kolumbie mat engem Projet, deen d'Justiz fir d'Iwwergangszäit a Kolumbie stäipt.

Et ass kloer, Asie wäert an den nächste Joerzéngten ëmmer méi wichteg ginn um politeschen an och um wirtschaftleche Plang. Lëtzebuerg ass do gutt opgestallt mat sengem Netz vun Ambassaden a Büroe fir Handel an Investitiounen. Och an de Beräicher Recherche an Innovatioun hu mer weider dru geschafft, fir Lëtzebuerg an Asien ze promouvéieren.

China ass a bleift e wichtege Partner fir eis all an der Europäescher Unioun an Asien. E gutt Beispill fir eis verstäerkt Zesummenaarbecht ass jo déi Zuchverbindung tëschent Beetebuerg an der chineesescher Stad Chengdu, déi 2019 ageweit gouf. Si diversifizéiert eis Handelsstroosse mat China a mécht se gläichzäiteg méi ëmweltfrëndlech.

Mir sinn eis allerdéngs bewosst, dass China net nëmmen e Partner ass, mee gläichzäiteg e Konkurrent, deen aner Valeuren an eng aner Visioun vun der Weltuerdnung huet wéi mir. Et ass wichteg, dass déi 27 EU-Memberstaate méiglechst enk zesummenhalen. Nëmmen esou wäerte mer op Aenhéicht en Dialog mat China féiere kënnen, ouni dobäi eis Suerg ëm de Respekt vun de Mënscherechter ze verschweigen. An deem Kontext géif ech och gären hei ervirhiewen, dass mir reegelméisseg an eise bilaterale Kontakter an och am multilaterale Kader, sief et zu Genf oder sief et zu New York, zesumme mat gläichgesënnte Länner eis Meenung zu där ganz beonrouegender Situatioun vun de Mënscherechter am Xinjiang an och zu Hongkong soen.

Mat Japan hu mir besonnesch enk Relatiounen. Zejoert ass de Keeser Akihito perséinlech op eis Ambassade zu Tokio komm, fir dem Grand-Duc Jean eng lescht Éier ze erweisen. Enn 2019 war de Groussherzog Henri zu Tokio, fir un der Zeremonie vum Trounwiessel deelzehuelen. D'nächst Joer hoffe mer, dass d'Echangen op héijem Niveau erëm ulafe kënnen, och am Kader vun den Olympesche Spiller. D'Bedeitung vu Japan fir eis als Wirtschaftspartner wäert an Zukunft weider wuessen. Am Zesummenhang mam Brexit hu mer schonns eng Rei japanesch Entreprisen, déi hiren europäesche Sëtz op Lëtzebuerg verluecht hunn - wat och gutt ass -, esou zum Beispill am Secteur vun den Assurancen.

Indie gëtt ëmmer méi wichteg fir Lëtzebuerg an Europa insgesamt, fir eis Relatiounen am asiatesche Raum ze diversifizéieren. D'Zuel vun den Inder zu Lëtzebuerg huet sech an de leschte Jore méi wéi verduebelt. Am Moment gëtt et keen anert Lëtzebuerger Konsulat, dat méi Visademanden traitéiert wéi eis Ambassade zu Delhi. Well eis Relatiounen ëmmer méi enk ginn, behale mir och d'Mënscherechtssituatioun an Indie genau am A. Wéi ech Enn Januar zu Delhi op Visitt war, hat ech mat mengem Homolog, dem Ausseminister Jaishankar, e Gespréich iwwert de Citizenship Amendment Act, e Gesetz, dat fir vill Opreegung an Indie suergt. Mir waren eis eens, dass alles muss drugesat gi fir ze verhënneren, dass Mënsche sech an enger Situatioun vu Staatelosegkeet erëmfannen.

Mir konzentréieren eis selbstverständlech net nëmmen op déi grouss Länner an Asien. Sou hu mer am Mäerz dëst Joer, just virum Lockdown, déi zweet

Editioun vum „ASEAN Day“ an der Chambre de Commerce organiséiert. D'ASEAN ass eng politesch Organisatioun, déi zéng südostasiatesch Länner vereent. Dës Länner ginn oft iwwersinn, obwuel se eng Bevëlkerung hu vu 650 Millioune Leit an och eng Mëttelschicht, déi stänneg wiisst. Den „ASEAN Day“ war e groussen Erfolleg mat iwwer 100 Participantë vun enger 30 Lëtzebuerger Betriber an de Vertrieder vun den zéng ASEAN-Ambassaden.

D'Fräihandelsaccorden, déi d'EU mat Singapur a mam Vietnam ofgeschloss huet, wäerten et erméiglechen, net nëmmen ekonomesch, mee och um politesche Plang méi enk kënnen zesummenzekommen.

Afrika bleift e wichtege Partner an eng Prioritéit vun eiser Aussepolitik. Mir begréissen d'Efforte vun der Europäescher Unioun, fir eis Partnerschaft mat Afrika ze moderniséieren an deenen neie Realitéiten unzepassen. Mir mussen iwwert de Klischee vun Aarmut a Misär mat Afrika ewechkucken, fir méi e komplett Bild vum Kontinent ze hunn, ouni awer d'Realitéit schéinzerieden. Et liewen nach ëmmer vill Leit an Afrika an extreemer, extreemer Aarmut! De Räichtum gëtt ëmmer méi ongerecht verdeelt an d'Ressourcë ginn duerch de Klimawandel an de Wuesstum vun der Bevëlkerung ëmmer méi knapps. Esou Ongläichgewiichter kënne séier zu Konflikter féieren.

Dëst ass awer nëmmen een Deel vun der Realitéit. An Afrika liewen och immens vill jonk an dynamesch Leit, déi d'Potenzial an de Wëllen hunn, fir hire Kontinent politesch, wirtschaftlech, sozial ze verwandelen a virunzebréngen. Duerfir ginn anstänneg Aarbechtsplazen, Accès zu soziale Servicer, Energie, Infrastruktur a Méiglechkeete fir eng besser politesch Participatioun gebraucht. Déi jonk Fraen a Männer an Afrika engagéiere sech ganz staark dofir. Lëtzebuerg steet hinnen zur Säit.

Duerch eis Presenz zu Addis Abeba, Sëtz vun der Afrikanescher Unioun, wéi Der wësst, ënnerstëtze mir de Kontinent, deen Efforte mécht, afrikanesch Léisunge fir afrikanesch Defien auszeschaffen an ëmzesetzen. Mat eisen Ambassaden am Cap-Vert, a Westafrika - Senegal, Mali, Burkina Faso an Niger - an an Äthiopie genau wéi duerch d'Wirtschaftsmissiounen an aneren afrikanesche Länner, zum Beispill Marokko, Ruanda, Kenia, Côte d'Ivoire, Ghana, hu mir eis d'Mëttel ginn, fir laangfristeg eis Partnerschaft méi déif kënnen auszebauen.

D'Lëtzebuerger Entreprisen hunn d'Stäerkte vun Afrika och erkannt. Eng Rei vun hinnen hunn um Kontinent Fouss gefaasst, zum Beispill am Beräich vum Stol, der Finance inclusive, de Satellitten, der Telekommunikatioun an och dem Loftcargo. Fir d'Geschäftsëmfeld ze verbesseren an déi néideg Investitiounen ze erméiglechen, ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Stäerkung vun de Banken a Finanzsystemer souwéi nohalteg kommerziell Projeten an enger Rei vu Beräicher: Digitaliséierung, Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien an och FinTech.

Zu der Zesummenaarbecht mat eisen afrikanesche Partner gehéiert natierlech och d'Verdeedegung vun den demokratesche Wäerter an de Respekt vun de Mënscherechter an enger inklusiver Gouvernance. Nëmmen esou kënnen d'Afrikaner hire Kontinent, menge mer, op de Wee vun der nohalteger Entwécklung féieren.

Här President, ech hunn lech versicht duerzeleeën, dass mer eis an der Europäescher Unioun, mee och doriwwer eraus an der internationaler Gemeinschaft asetze fir eis Valeuren, fir eis Interêten, fir de Rechtsstaat, fir d'Mënscherechter, fir de Multilateralismus, fir de Fridden an och fir d'Prosperitéit vun eise Bierger an eiser Ekonomie.

Eisen Asaz berout och op de Léieren, déi mir aus der Vergaangenheet gezunn hunn. 2020 ass e Krisejoer, mee et ass awer och e wichtegt Joer vum Gedenken. Am Januar hu mer eis un d'Befreiung vum Vernichtungslager Auschwitz-Birkenau viru 75 Joer erënnert. Lëtzebuerg konnt hei Akzenter setzen duerch eis Presidence vun der IHRA, der International Holocaust Remembrance Alliance. Ech wëll op dëser Plaz eisem Ambassadeur, dem Georges Santer, e grousse Merci soen, deen onermiddlech op där Plaz geschafft huet. Mir hunn eng ministeriell Deklaratioun vun der IHRA adoptéiert, an där mer eis verflichten, d'Memoire vun der Shoah ze fleegen, eis géint d'Geschichtsverfälschung ze wieren an den Antisemitismus souwéi aner Forme vun Diskriminéierung mat neier Energie och ze bekämpfen.

Am Réckbléck op d'Shoah huet den Elie Wiesel mat Recht op d'Gefor vun der Indifferenz higewisen. Ech zitéiere seng Wierder, wéi en de Friddensnobelpräis iwwerreecht kritt huet: “We must always take sides. Neutrality helps the oppressor, never the victim. Silence encourages the tormentor, never the tormented.”

Dëst Joer hu mer eis och erënnert un d'Befreiung vu Lëtzebuerg viru 75 Joer. Am Dezember d'lescht Joer am Kader vum 75. Anniversaire vun der Schluecht an den Ardennen, enger vun de bluddegste Schluechten, wéi mer wëssen, am Zweete Weltkrich, konnte mir de Veteranen, eise Befreier, den Amerikaner, den alliéierten Truppen nach eng Kéier aus déifstem Häerze Merci soe fir dat, wat si fir eis Fräiheet gemaach hunn.

Sommaire des séances publiques nos 8 et 9

8e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 99
Discours de M. le Président ..... p. 99
7683 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;
3° la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ..... p. 99-109

9e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 109
Communications ..... p. 109-110
Ordre du jour ..... p. 110
Discours de M. le Président ..... p. 110
Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère ..... p. 110-115

Viru 75 Joer huet Lëtzebuerg sech zu San Francisco un der Grënnung vun de Vereenten Natioune bedeelegt. A viru 70 Joer huet de Robert Schuman seng Deklaratioun gemaach, déi weeweisend sollt si fir d'europäesch Integratioun, fir den europäesche Friddensprojet.

Mir sinn an engem Joer vum Gedenken, vum Besënnen op dat, wat déi Generatioune virun eis geleescht hunn, fir aus dem Krich an dem Misär deemools erauszekommen. Dorop musse mer natierlech eis Zukunft opbauen. Grad an dëser Zäit vu Vulnerabilitéit kënnen a solle mer eis net verstoppen. Et ass ons Flicht als Lëtzebuerger, als Europäer, als Deel vun der internationaler Communautéit, Faarf ze bekennen, keng Indifferenz ze weisen. Mir mussen eis méi wéi jee aktiv engagéieren, an Europa an doriwwer eraus, fir d'Interesse vun eisem Land a vu senge Bierger, fir d'Grondwäerter vun der Demokratie, fir eng Weltuerdnung, déi op klore Reegele fousst, fir e friddlecht, fir e soziaalt, fir e gerecht, fir e klimagerecht Zesummeliewen, wou keen an den Abseits gedréckt gëtt.

Mir mussen an eiser Aussepolitik Akzenter setzen, Prioritéite setzen a strateegesch virgoen, well eis Mëttele sinn net onbegrenzt, och wa mer se an deene leschte Jore konnte verstäerken. Am Juni d'nächst Joer wäerte mer eng Bestandsopnam - wa Covid wëllt - vun eiser Aarbecht mat eise Botschafterinnen a Botschafter maachen, am Kader vun der nächster Conférence diplomatique.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift mer nach d'Hoffnung auszedrécken, mee och de Wëlle vun der Lëtzebuerger Regierung, mat aller Kraaft matzehëllefen, dass nees agesi gëtt, dass de Fridden nëmmen eng Chance huet, wann de Staarken dat internationaalt Recht respektéiert an de Schwaachen dat internationaalt Recht fir sech a fir seng Verdeedegung beusproche kann. Kuerz: wann een nees kloer weess, wat richteg a wat falsch am Auerwierk vum Planéit tickt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Ausseminister. Muer de Mëtteg féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.42 heures.)

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2019-2020
2743	Marc Goergen	Communications du Gouvernement
2808	Martine Hansen, Marc Spautz	Luxembourg Science Center
2844	David Wagner, Marc Baum	Aides d'État directes et indirectes octroyées au groupe ArcelorMittal
2864	Sven Clement	Code vestimentaire dans les écoles
2870	Sven Clement	Transport scolaire pendant la mise en quarantaine
2872	Léon Gloden	Installations de câblage de POST connectant des maisons isolées
2889	Sven Clement	Rapport d'activité du Ministère des Sports
2893	Martine Hansen, Marc Spautz	Test de dépistage de la Covid-19 dans les maisons de retraite et de soins
2897	Fernand Kartheiser	Demandeurs d'asile
2898	Sven Clement	Aides aux petites entreprises pendant la crise sanitaire
2905	Françoise Hetto-Gaasch	Manifestations organisées par les associations dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2906	Yves Cruchten	Déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation et de bail à usage commercial
2908	Nancy Arendt épouse Kemp	Hausse du tabagisme au Luxembourg
2909	Martine Hansen	Apprentissage transfrontalier
2911	Jeff Engelen	Bons d'hébergement
2912	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Fiabilité des tests de dépistage de la Covid-19
2913	Léon Gloden	Carrière de la Police grand-ducale
2917	Sven Clement	Réduction de l'offre des transports publics
2919	Martine Hansen	Don du sang
2923	Josée Lorsché, Marc Hansen	Dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation de la Covid-19 dans les écoles
2924	David Wagner	Statut et accès au « testing » du personnel éducatif et psychosocial intervenant auprès d'élèves à besoins éducatifs spécifiques
2926	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener	Recrutement du personnel enseignant
2932	Martine Hansen	Limites du dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation de la Covid-19 dans les écoles
2936	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen	Délais d'accès à la mammographie
2937	Max Hahn	Sécurité des cyclistes
2938	Martine Hansen	Consignes sanitaires dans les lycées dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2939	Martine Hansen, Diane Adehm	Allocation de famille
2940	Max Hahn	Impact des éoliennes sur la mortalité des oiseaux
2942	Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Fruits à l'école
2943	François Benoy	Valorisation des fruits des vergers
2944	André Bauler	Nordstad-Lycée
2945	Sven Clement	Dossier de soins partagé
2946	Fernand Kartheiser	Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (CETA)
2947	Martine Hansen	Pénurie d'enseignants
2948	Claude Wiseler, Françoise Hetto-Gaasch	Consommation de cannabis
2949	Marc Goergen	Télétravail dans la fonction publique
2950	Gusty Graas	Impact de l'assèchement potentiel du lac de Pierre-Percée
2952 cf. 2963	Lydia Mutsch	Compétitivité digitale
2953	Dan Biancalana	Réinsertion sociale et professionnelle des condamnés
2954	André Bauler, Max Hahn	Fonds du logement
2955	Sven Clement	Déclaration pour l'impôt sur le revenu
2956	Marc Hansen	Projet de « cloud souverain » pour l'Europe (GAIA-X)
2957	Josée Lorsché, Marc Hansen	Évolution du taux de suicide durant la crise de la Covid-19
2958	André Bauler, Max Hahn	Décharges pour déchets inertes
2959	Martine Hansen, Marco Schank	Achat d'un terrain situé dans une « zone hôtelière »
2960	Max Hahn, Claude Lamberty	Mariages civils en dehors de la maison communale
2961	Léon Gloden	Usine de production de biocarburants dans la zone industrielle du Wolser
2962	Laurent Mosar	Jugement du tribunal administratif concernant une décision du directeur de l'Administration des contributions directes en matière d'impôt
2963 cf. 2952	Viviane Reding	Compétitivité digitale
2964	Claude Wiseler	Valeur Ct des tests PCR de la Covid-19
2966	Paul Galles	Travaux de réforme appelés « paperless justice »
2967	Djuna Bernard, Stéphanie Empain	Défenseurs des droits humains
2968	Fernand Kartheiser	Carrefour CR110/CR172
2969	Josée Lorsché	Prise en charge psychosociale et rééducative posthospitalière en cas d'accident vasculaire cérébral (AVC)
2970	Françoise Hetto-Gaasch	Congé extraordinaire pour les volontaires du CGDIS après un service de sauvetage de nuit
2971	Sven Clement	Remboursement de traitements à l'étranger
2973	Martine Hansen	Projet « Lauter Lëschteg Lauter » (LALA)
2974	Georges Engel	Rénovation énergétique des bâtiments
2975	Léon Gloden	Localisation mobile avancée (AML)
2976	Martine Hansen, Gilles Roth	« Public-private-Partnerships » (PPP) des communes
2977	Sven Clement	Démolition d'immeubles
2978	Gusty Graas	Tilidine
2979	Sven Clement	Échanges internationaux concernant l'autorisation d'exercer des médecins
2981	Jeff Engelen	Port du masque
2982	David Wagner	Stratégie à long terme en matière de lutte contre le réchauffement climatique
2983	David Wagner	P&R à la gare de Bascharage-Sanem
2984	David Wagner	Trains et bus de nuit
		Session ordinaire 2020-2021
2986	Viviane Reding, Laurent Mosar	Dossier de soins partagé
2987	Fernand Kartheiser	Bâtiment de l'ancien Athénée à Luxembourg-ville
2988	Martine Hansen, Gilles Roth	Gestes barrières dans les établissements de l'éducation secondaire
2993	Sven Clement	Facturation médicale
2994	Laurent Mosar	Coopération européenne
2995	Jeff Engelen	Urgences pédiatriques
2996	Martine Hansen, Claude Wiseler	Début de l'isolation en cas de résultat positif du test Covid-19
2999	Martine Hansen, Gilles Roth	Statistiques concernant le « contact tracing »
3000	Marc Goergen	Accueil de malades belges dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3001	Mars Di Bartolomeo	Prêts accordés par les banques
3002	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Investissements du Fonds de compensation commun au régime général de pension
3003	Mars Di Bartolomeo	Contrôle des voitures diesel équipées de filtres à particules
3004	Jeff Engelen, Fred Keup	Consommation d'eau et d'électricité
3005	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Classement des femmes enceintes comme personnes vulnérables dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3006	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Prime de risque des douaniers
3007	Martine Hansen, Marc Spautz	Vaccination contre la grippe saisonnière
3008	Martine Hansen	Monitoring gratuit du cycle du carbone et d'azote et de la performance climatique pour les exploitations agricoles
3009	Fernand Kartheiser	Activités du Gouvernement iranien sur le territoire luxembourgeois
3010	Marc Hansen	Volet opérationnel de la stratégie de vaccination contre la Covid-19
3011	François Benoy	Recyclage et l'extension du sac bleu
3012	Marc Hansen	Efficacité énergétique du superordinateur luxembourgeois MeluXina
3013	Marc Goergen	Identification des animaux domestiques
3015	Chantal Gary	Fruits et légumes biologiques dans le « Schouluebstprogramm »
3016	Roy Reding	Régime fiscal des sociétés de gestion de patrimoine familial
3017	Fred Keup	Smartmeter
3018	Viviane Reding	Connectivité à haut débit
3019	Georges Mischo, Michel Wolter	Activités des amicales du CGDIS
3020	Fred Keup	Croix de chemin
3021	Francine Closener, Cécile Hemmen	Extension du tram
3022	Fred Keup	Garde d'enfants
3023	Djuna Bernard	Déploiement du standard de radio numérique DAB+ au Luxembourg
3024	Léon Gloden	Recyclage des emballages en plastique
3025	Nancy Arendt épouse Kemp	Violences sexuelles contre les enfants
3026	Mars Di Bartolomeo	Produits dangereux pour les enfants
3027	Marc Lies	Service des aides au logement

Question n°	Auteur	Objet
3028	Charles Margue	Démolition d'une école palestinienne
3029	Sven Clement	Rôle du pharmacien d'officine ouverte au public
3030	Josée Lorsché, Chantal Gary	Programme « Actions Positives »
3031	Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler	« Blistering » des médicaments
3032	Mars Di Bartolomeo	Conséquences de la création d'un service express métropolitain reliant les agglomérations de Nancy et de Metz à la gare de Luxembourg
3033	Marc Goergen	Animaux abandonnés
3035	Max Hahn	Extension de la prime « Clever fueren »
3036	Max Hahn	Gestion des déchets
3037	Marc Goergen	Tunnel Biff
3038	Gusty Graas	Pollution de la Pétrusse
3039	Josée Lorsché, Marc Hansen	Délais d'attente pour les résultats de certaines analyses médicales non Covid-19
3043	Sven Clement	Évaluation et le contrôle de l'état de santé des assurés par le Contrôle médical de la sécurité sociale
3044	Jeff Engelen	Archives des médecins
3047	Gusty Graas	Vaccination d'animaux
3050	Jeff Engelen	Vaccination contre la grippe
3054	Gusty Graas	Grippe aviaire
3056	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Recrutements dans la fonction publique
3057	Cécile Hemmen	Référendum communal
3059	Marc Goergen	Plateforme LetzShop
3062	Octavie Modert, Gilles Roth	Compensations fiscales
3064	Dan Biancalana	Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme
3065	Sven Clement	Remboursement des psychothérapies
3066	Sven Clement	Mobbing au lieu de travail
3067	Gusty Graas	Abattoir mobile
3068	Serge Wilmes	Adjudications publiques des droits de chasse
3078	Laurent Mosar, Marc Spautz	Attaques turques contre le président français et éventuelles sanctions économiques envers la Turquie envisagées par l'Union européenne
3081	André Bauler	Radars mobiles
3086	Jeff Engelen	Pratique d'activités sportives en groupe dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3090	Françoise Hetto-Gaasch	Centre de rétention
3104	Jeff Engelen	Calcul du nombre de décès liés à la Covid-19
3106	Marc Goergen	Formations offertes par les centres de compétences
3141	Marc Goergen	Jeux d'adresse
3155	Nancy Arendt épouse Kemp	Activités de Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration sur les réseaux sociaux
3181	Diane Adehm	Ouverture du directorat des lycées à des candidats du secteur privé
3195	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Léon Gloden	Centres de vaccination
3196	Carole Hartmann, Gusty Graas	Reclassement du cannabidiol (CBD)
3198	Nancy Arendt épouse Kemp	Tables à langer pliables adaptées aux personnes handicapées dans les toilettes publiques
3201	Sven Clement, Marc Goergen	Cheval de Troie de l'État
3202	Jeff Engelen	Reclassement du cannabidiol (CBD)
3206	Max Hahn	Stockage des énergies renouvelables
3209	Roy Reding	Dettes locatives
3211	Marc Baum	Sociétés de gardiennage privées assurant l'ordre public
3220	André Bauler, Max Hahn	Engagement du Fonds de compensation dans le développement du parc immobilier locatif abordable
3222	Sven Clement	Échanges individuels dans le cadre des bilans intermédiaires
3258	Sven Clement	Carte de séjour pour les membres de famille en provenance d'un pays membre de l'UE
4295 urgente rectificatif	Carole Hartmann, André Bauler	Inauguration d'une sculpture à Echternach
4336 urgente cf. 4343 urgente	Martine Hansen, Viviane Reding, Laurent Mosar	Certificat numérique européen Covid
4343 urgente cf. 4336 urgente	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener, Cécile Hemmen	Certificat numérique européen Covid
4368 urgente	Claude Wiseler	Règlement grand-ducal du 14 mai 2021 fixant les conditions de réalisation et de certification des tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2
4385 urgente	Fernand Kartheiser	Liberté de la presse
4386 urgente	Viviane Reding, Diane Adehm	Liberté de la presse
4388 urgente	Diane Adehm, Claude Wiseler	Utilisation des tests rapides Covid-19 dans les hôtels
4399 urgente	Viviane Reding, Laurent Mosar	Certificat numérique européen Covid
4418 urgente	Laurent Mosar, Viviane Reding	Demandes de résidence par les ressortissants du Royaume-Uni

Question 2743 (31.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **communications du Gouvernement :**

Gutt Verwaltunge si mat eng Bedingung, fir datt ee Land gutt funktionéiert a bréngen de Biergerinnen a Bierger hei am Land méi Liewensqualitéit, wann d'Demarchen transparent a verständlech sinn an d'Verwaltung erreechbar fir een ass. Wie sech hei am Land u verschidde staatlech Servicer went, wéi z. B. esante.lu, guichet.lu oder den E-Kommissariat, dee kritt do an deene meeschte Fäll och eng Äntwert. Bemierkenswäert ass awer, datt verschidde Servicer Mailen am Numm vun der Agence oder Verwaltung ënnerschreiwen an een awer net den Numm vun der Persoun gewuer gëtt, déi den Dossier traitéiert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, Digitalisatioun, administrativ Reform, ëffentlechen Déngscht a Justiz dës Froe stellen:

1. A wéi enge Fäll gi Kommunikatioune vun de Verwaltungen nëmmen am Numm vun der Verwaltung oder vum Service ënnerschriwwen an a wéi enge Fäll ginn d'Kommunikatioune vun der Persoun ënnerschriwwen, déi den Dossier traitéiert huet?

2. Sollten, am Kader vun der virdrun ugeschwatener Erreechbarkeet an Transparenz, d'Kommunikatioune vum Staat net och ëmmer vun der Persoun ënnerschriwwe sinn, déi den Dossier traitéiert huet?

Réponse (02.10.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative, Ministre de la Fonction publique :*

Ech deelen d'Meenung vum honorabelen Deputéierten, datt Verwaltungen, déi erreechbar sinn an einfach verständlech an transparent Demarchen ubidden, zu engem gudde Fonctionnement vum Land an enger gudder Liewensqualitéit vun de Biergerinnen a Bierger bäidroen.

Wat Kommunikatioune vun de Verwaltungen ugeet, ass et all Verwaltung iwwerlooss ze decidéieren, ob hir Kommunikatiounen am Numm vun der Verwaltung, vum Service oder vun der Persoun ënnerschriwwe ginn, déi den Dossier traitéiert huet.

Dës Decisioun gëtt vu Fall zu Fall op Basis vun der jeeweileger interner Organisatioun an der Verwaltung geholl.

Question 2808 (14.09.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **Luxembourg Science Center :**

Le Luxembourg Science Center (LSC) est un centre de sensibilisation et de découverte des sciences et technologies et vise à promouvoir les métiers MINT.

Dans ce contexte, nous voulons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche :

- Qui est le porteur du projet et quelle est la structure juridique à la base du LSC ?

- Quelle est la participation de l'État et la nature de son implication ?

- Est-ce que l'État est propriétaire des terrains sur lesquels est installé le LSC ?

- Y a-t-il des agents de l'État qui sont détachés ou attachés au LSC ?

- Comment le financement est assuré et quelle est la part des différents partenaires (s'il y en a plus qu'un) ?

- Quel est le coût total des investissements réalisés et la ventilation en fonction des apports différents jusqu'à présent et quel a été le budget initial ?

- Quels investissements futurs sont encore envisagés ?

- Quelle est le rôle de la participation de l'État et est-ce que la Ville de Differdange s'est impliquée financièrement ?

Réponse (17.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Le porteur du projet « Luxembourg Science Center » (LSC) est l'association « Luxembourg Science Center - Groussgasmaschinn ASBL » fondée en 2007.

L'État participe au financement du LSC au moyen de conventions conclues entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et l'association « Luxembourg Science Center - Groussgasmaschinn ASBL » (ci-après « association LSC ») ainsi qu'à travers les aides financières relatives aux coûts d'investissement concernant l'aménagement du LSC et l'acquisition des stations expérimentales. Celles-ci sont financées par le biais du Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé et des infrastructures sociofamiliales.

Les frais de fonctionnement de l'association LSC sont inscrits aux dépenses générales du budget du MENJE libellé « Promotion des sciences et des technologies auprès des jeunes », le budget 2020 prévoyant une somme de 3.055.000 euros. Ces frais couvrent une partie des frais de fonctionnement en incluant les frais de personnel.

La Fondation Léierbud (anc. École professionnelle de Differdange) est propriétaire de l'immeuble (terrain et bâtiment) dans lequel est installé le LSC. La fondation est devenue propriétaire du prédit immeuble en vertu d'un acte de constitution en date du 21 septembre 1978. Un contrat de bail entre la Fondation Léierbud et le LSC pour la mise à disposition des lieux à titre non onéreux a été conclu le 28 mars 2017 pour une durée de six ans.

Actuellement, un enseignant est détaché au LSC afin d'accompagner la dimension pédagogique du projet.

Comme indiqué plus haut, le MENJE assure une part des frais d'investissement et de fonctionnement. Le LSC génère par ailleurs des recettes à travers les tickets d'entrée et a établi des relations avec d'autres institutions partenaires. Cependant, leurs participations sont liées en principe à des programmes spécifiques, définies par leurs accords avec le LSC. Étant donné qu'ils sont spécifiques et liés à des programmes dédiés, ils peuvent varier substantiellement d'année en année. Parmi ces partenaires figurent l'ESA, le Fonds social européen, la Chambre des Métiers, des entreprises luxembourgeoises ainsi que le FNR et certaines fondations privées.

Concernant les frais d'investissement, le MENJE a conclu trois conventions et a contracté un engagement fixant une participation financière de 100 % au coût des investissements qui s'élève à un montant total de 8.503.092,66 € (voir le tableau ci-après).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'implantation du LSC à l'intérieur d'un ancien hall industriel appartenant au groupe ArcelorMittal est actuellement discutée entre les différents partenaires. Une décision n'a cependant pas encore été prise.

La Ville de Differdange constitue certes un partenaire important dans ce projet, mais ne s'est jusqu'à présent pas impliquée financièrement.

Question 2844 (16.09.2020) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **aides d'État directes et indirectes octroyées au groupe ArcelorMittal :**

La législation de l'Union européenne permet aux États membres d'octroyer certains types d'aides d'État aux entreprises. Ces aides doivent être signalées à la Commission européenne qui les publie sur un site Internet dédié. Or, il apparaît que des délais importants s'écoulent entre l'octroi d'une aide et la publication au niveau européen.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Pouvez-vous nous informer sur toutes les aides étatiques octroyées par le Ministère de l'Économie au groupe ArcelorMittal ou à une entité appartenant au groupe ArcelorMittal en 2020 (jusqu'au 1er septembre) en précisant les montants des différentes aides et en ajoutant les références aux législations sur lesquelles se basent les aides ?

2) Est-ce que des demandes pour une aide étatique du groupe ArcelorMittal ou d'une entité appartenant au groupe ArcelorMittal sont encore en cours de traitement ? Dans l'affirmative, pouvez-vous m'informer des montants des différentes demandes en ajoutant les références aux législations sur lesquelles se basent ces demandes ?

Par la loi du 18 avril 2020, un régime de garantie étatique pour de nouveaux crédits bancaires sur une durée maximale de six ans a été mis en place. Partant, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

3) Est-ce que l'État garantit un prêt bancaire octroyé au groupe ArcelorMittal ou à une entité appartenant au groupe ArcelorMittal à travers le régime susmentionné ? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous informer des détails de la garantie et notamment des montants garantis ainsi que de la hauteur de la prime de garantie ?

4) De façon additionnelle, est-ce que Monsieur le Ministre des Finances peut nous informer si le groupe ArcelorMittal ou une entité appartenant au groupe ArcelorMittal a bénéficié d'un financement ou d'un autre service de la Société nationale de crédit et d'investissement ou a eu recours aux services de l'Office du Ducroire dans les années 2017, 2018, 2019 et 2020 (jusqu'au 1er septembre) ? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous informer sur les détails des différents financements ou services ?

ArcelorMittal a profité dans le passé de certains dispositifs prévus par le Code du travail luxembourgeois dans le cadre de restructurations ou dans le contexte d'activités réduites. Ainsi ArcelorMittal Luxembourg a pu profiter dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 du dispositif du chômage partiel et de la prise en charge quasi intégrale des salaires de ses employés par le Fonds pour l'emploi. De plus, ArcelorMittal s'est à plusieurs reprises servi du dispositif de la préretraite afin de réduire son effectif employé. Les indemnités de préretraite versées dans ces cas de figure sont également prises en charge par le Fonds pour l'emploi.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

5) Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer le nombre total de salariés d'ArcelorMittal au Luxembourg inscrits au chômage partiel depuis le 18 mars 2020 ?

6) Monsieur le Ministre peut-il ensuite nous communiquer le montant total dépensé par le Fonds pour l'emploi pour le versement des indemnités de chômage partiel des employés d'ArcelorMittal au Luxembourg ?

7) Dans combiens de cas depuis 2007 le groupe ArcelorMittal a-t-il fait usage des différentes formes de préretraite prévues par le Code du travail luxembourgeois ?

8) Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer le total des dépenses effectuées par le Fonds pour l'emploi depuis 2007 pour prendre en charge les indemnités de préretraite versées à des employés d'ArcelorMittal Luxembourg ?

Dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE), le groupe ArcelorMittal reçoit ou achète des quotas d'émission pour ses différents sites de production qu'il peut ensuite échanger avec d'autres entreprises.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et du Climat :

9) Madame la Ministre peut-elle nous communiquer le nombre de tonnes d'émissions de CO_2 pour lequel le groupe ArcelorMittal a soit reçu, soit acheté des quotas au Luxembourg en précisant le nombre de tonnes pour chaque site de production depuis l'entrée en vigueur du SEQE ?

10) Quelle est la part des quotas allouée gratuitement par l'État luxembourgeois à ArcelorMittal au Luxembourg ?

11) Madame la Ministre peut-elle nous communiquer si ArcelorMittal a vendu des quotas d'émission reçues gratuitement par l'État dans le cadre du SEQE ?

Réponse commune (17.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

1) Tableau reprenant les aides octroyées par le Ministère de l'Économie au groupe ArcelorMittal du 1er janvier 2020 au 1er septembre 2020 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

2) Il n'y a actuellement pas de demande pour une aide étatique du groupe ArcelorMittal ou une entité appartenant au groupe ArcelorMittal en cours de traitement au Ministère de l'Économie.

3) L'État n'a pas émis de garantie en faveur d'un prêt bancaire octroyé au groupe ArcelorMittal ou à une entité affiliée en vertu du régime de garantie étatique instauré par la loi du 18 avril 2020.

4) Selon les informations dont disposent les ministres compétents, ArcelorMittal n'a pas eu recours aux services de la SNCI.

ArcelorMittal ne dispose d'aucune police d'assurance auprès de l'Office du Ducroire (ODL).

Le 15 juillet 2020, dans le contexte de la crise provoquée par le Covid-19, le Gouvernement a autorisé l'ODL à mettre en place un mécanisme de réassurance pour les assureurs-crédits privés actifs au Luxembourg applicable à tous les assurés luxembourgeois. Les assurances-crédits souscrites le cas échéant par ArcelorMittal auprès d'assureurs-crédits privés, comme toutes les polices d'assurance-crédit souscrites par une société luxembourgeoise, sont réassurées dans le cadre d'un accord de réassurance conclu entre l'ODL et les assureurs-crédits privés actifs au Luxembourg.

5) En se basant sur le cumul des décomptes disponibles à l'ADEM au 15 octobre 2020, le nombre total des salariés du groupe ArcelorMittal au Luxembourg inscrits au chômage partiel depuis le 18 mars 2020 est de 7.836.

6) En se basant sur les décomptes disponibles à l'ADEM au 15 octobre 2020, le montant total dépensé par le Fonds pour l'emploi pour le versement des indemnités de chômage partiel en faveur du groupe ArcelorMittal au Luxembourg est de 6.022.793,19 € depuis le 18 mars 2020.

7) Départs en préretraite des salariés de ArcelorMittal Luxembourg de 2007 à 2020 :

- Total de 2.020 salariés dont :

824 salariés en préretraite pour travail posté

1.026 salariés en préretraite ajustement

170 salariés en préretraite solidarité

Départs en préretraite des salariés de ArcelorMittal Bissen&Bettembourg de 2007 à 2020 :

- Total de 187 salariés dont :

82 salariés en préretraite pour travail posté

94 salariés en préretraite ajustement

11 salariés en préretraite solidarité

8) Le total des dépenses effectuées par le Fonds pour l'emploi depuis 2007 jusqu'à 2019 pour prendre en charge les indemnités de préretraite versées aux salariés d'ArcelorMittal Luxembourg s'élève à 298.291.499,94 €.

Il y a lieu de noter que les chiffres pour l'année 2020 ne sont pas encore disponibles.

9) Situation au 30 avril 2020 (date du dernier cycle de conformité achevé) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

10) Situation au 12 novembre 2020 : 22.422.231 quotas ont été alloués par l'État luxembourgeois aux installations ETS pour la période 2008-2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

11) Selon l'article 110 du règlement (UE) n° 389/2013 de la Commission du 2 mai 2013 établissant un registre de l'Union, les informations sur les transactions dans le registre sont confidentielles et ne peuvent être diffusées.

Question 2864 (21.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **code vestimentaire dans les écoles :**

Dëse Weekend ass op de soziale Medien ee Bild duerch d'Land gaangen, aus deem ervirgeet, datt den Dikrecher Lycée scheinbar een neie „Code vestimentaire pour un monde plus beau" fir seng Schüler festgeluecht huet. Dësen Dresscode beinhalt ënnert anerem, dass de Bauch, de Réck an de Broschtberäich verdeckt musse sinn. Virun allem Schülerinnen hu sech doropshin online zu Wuert gemellt an dorop opmierksam gemaach, dass hire Kierper näischt ass, wat verstoppt misst ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Huet de Ministère eenheetlech Guidelines fir en Dresscode a Schoule festgeluecht? Wa jo, wat genau beinhalten dës?

2. Fënnt d'Madamm Ministesch, dass d'Reegelen aus dem Dikrecher Lycée sech gläichméisseg op all Geschlechter auswierken? Oder denkt d'Regierung, dass d'Chance hei grouss ass, dass ee Geschlecht an der Praxis méi a sengem Kleederchoix agegrenzt gëtt wéi een anert?

3. Huet de Ministère Kenntnis doriwwer, wéi vill Schoulen een Dresscode hunn?

4. Wéi stellt d'Madamm Ministesch sécher, dass et an de Schoule Kleedungsreegelunge ginn, déi kee Geschlecht diskriminéieren?

5. Deelt d'Regierung d'Opfaassung vum Dikrecher Lycée, dass eis Welt méi schéi gëtt, wa Persounen hire Kierper verstoppe mussen?

Réponse commune (26.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Den Educatiounsministère huet keng eenheetlech Guidelines fir en Dresscode an de Schoule festgeluecht an iwwerléisst de Schoulen, esou ee Code mat der Schoulcommunautéit auszeschaffen, am Sënn vun der Autonomie vun de Lycéeën.

Dëst erlaabt de Lycéeë sech selwer Richtlinnen ze ginn, déi d'Zesummeliewen an d'Zesummeschaffen an der Schoul reegelen. Den Artikel 4 vum Schoulgesetz vun 2004 (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) seet dozou: „Afin de créer un milieu d'apprentissage empreint de respect et de promouvoir la coopération entre les différents partenaires, la communauté scolaire se donne des règles de conduite fondées sur les droits et devoirs de ses membres qui sont fixés dans une charte scolaire."

Zu der Kleedung vun de Schüler seet den Artikel 6 vum Règlement grand-ducal du 23 décembre 2004 concernant les règles de conduite dans les lycées: „La tenue vestimentaire des élèves doit être correcte."

Déi vestimentaire Reegele vum Dikrecher Kolléisch si Bestanddeel vum sougenannte Code de vie vum LCD, deen - am Sënn vum uewen zitéierten Artikel aus dem Schoulgesetz - eng Rei vu Reegelen opstellt, an och d'Rechter an d'Flichte vun de Membere vun der Schoulgemeinschaft preziséiert.

Et sief och gesot, datt dëse Code de vie e partizipative Prozess duerchlaf huet, an dee Schüler, Elteren an Enseignanten abezu waren: E gouf vun der Cellule de développement scolaire (CDS) vum Lycée ausgeschafft, am Juni 2019 goufe Reunioune mat de Klassendelegéierten zu deem Theema organiséiert, de Sujet gouf am Fach „Vie et société" traitéiert, a schliisslech huet de Conseil d'éducation als representatiivt Gremium vun der Schoulgemeinschaft sech dozou prononcéiert. Duerch d'Coronakris ass dee Code de vie awer eréischt um Ufank vun dësem Schouljoer a Kraaft getrueden.

Dee Punkt, deen den honorabelen Deputéierten hei interesséiert, ass am Code de vie esou beschriwwen: « Vous êtes prié(e)s d'enlever vos casquettes, bonnets, etc. de même que vos lunettes de soleil, écouteurs, etc. à l'entrée de l'école. Les sous-vêtements, dos, ventre, poitrine et fesses sont couverts. Les vêtements sont exempts de représentations racistes, sexistes, glorifiant la drogue, le sexe et/ou la violence. »

D'Rechter an d'Flichten aus dem Code de vie bezéie sech ausdrécklech a gläichermoossen op béid Geschlechter. Et ginn ausserdeem - vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend a vum Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer - eng Rei vu Sensibiliséierungsmoossnamen an de Lycéeën organiséiert, déi sech mam Theema vun der Gläichbehandlung vun de Geschlechter befaassen an esou solle sécherstellen, datt kee Geschlecht diskriminéiert gëtt.

Wat déi lescht Fro vum honorabelen Deputéierte betrëfft, ass et fir Regierungsmemberen net opportun, sech zu ästhetesche Froen ze äusseren. Mir verweisen awer drop, datt d'Diskussioune ronderëm de Sujet vum Code vestimentaire mat där néideger Sachlechkeet solle gefouert ginn, fir datt d'Schoulgemeinschaft vum Dikrecher Kolléisch erëm mat Serenitéit hiren Aufgaben nogoe kann. Den Educatiounsministère huet seng Roll als Vermëttler an deem Sënn voll a ganz gespillt.

Question 2870 (22.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **transport scolaire pendant la mise en quarantaine :**

An der Kommissiounssëtzung zur Santé vum 21.09.2020, wou et ëm d'Konditioune fir eng Mise en quarantaine gaangen ass, huet den Direkter vun der Santé erkläert, dass Schüler, déi ënner Quarantän stinn an awer nach an den Unterrecht dierfen, net sollen den ëffentlechen Transport benotzen.

Vill Elteren hunn awer net d'Méiglechkeet, fir hiert d'Kand op anerem Wee an d'Schoul ze bréngen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wat recommandéiert de Ministère den Eltere vun engem Kand, dat a Quarantän ass an awer nach an d'Schoul muss goen, a puncto Schoultransport? Wéi sollen d'Leit d'Kand an d'Schoul bréngen, wann net iwwert den ëffentlechen Transport?

2. Proposéiert de Ministère, am Fall wou d'Elteren net iwwer een eegenen Auto verfügen oder aus beruffleche Grënn hir Kanner net féiere kënnen, eng speziell Transportméiglechkeet fir dës Kanner?

3. Falls de Ministère keng Alternativ proposéiert: Dierfe Kanner, déi net ouni den ëffentlechen Transport an d'Schoul kommen, an esou engem Fall doheem bleiwen?

Réponse commune (10.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Schülertransport ass zanter der Schoulrentrée ee Sujet, iwwer dee vill diskutéiert gouf an d'Organisatioun ass ee reellen Defi an Zäite vu Pandemie. Et ass ee wichtege Pilier vun der Schoulorganisatioun an een efficacë Schoultransport ass essenziell fir de Fonctionnement vun de Schoulen, gläichzäiteg muss awer derfir gesuergt ginn, datt déi sanitär Moossnamen agehale ginn.

Den Transportministère an den Educatiounsministère hunn an deem Sënn decidéiert, fir de Schoultransport ze verstäerken, engersäits, wat d'Zuel vun de Faarten ugeet an, anerersäits, wat d'Personal ugeet.

Eng Evaluatioun um Terrain huet erginn, datt op ronn 10 % vun de Faarten, nämlech op 37, Schüler hu misse stoen. Dofir fueren d'Bussen zanter dem 9. November méi dacks oder et gi méi grouss Bussen agesat.

Wat d'Froe vum honorabelen Deputéierten zu Schüler an der Quarantaine ugeet, ass et esou, datt ee Schüler, deen eng Ordonnance de mise en quarantaine (am Kader vun engem Zenario 2 oder 3) vun der Santé kritt, muss doheem bleiwen an um Enseignement à distance deelhuelen, bis en negativen Test virläit. Déi betraffe Schüler sinn deementspriechend net op den ëffentleche Schoultransport ugewisen.

Schüler, déi am Zenario 1 aus dem Stufemodell vum sanitäre Konzept vun der Éducation nationale sinn, gi weider an d'Schoul. Dobäi handelt et sech ëm Schüler aus enger Klass, wou ee Matschüler positiv getest ginn ass, mee wou d'Infektiounsquell mat grousser Warscheinlechkeet ausserhalb vun der Schoul läit. D'Direction de la santé gëtt an deem Fall eng Rei vu Recommandatiounen eraus. Generell sollen déi betraffe Persounen hir sozial Kontakter reduzéieren. Dozou gehéiert, datt si wa méiglech net an d'Maison relais an an de Schoulrestaurant ginn, oder de Schoultransport notzen.

Dobäi handelt et sech ëm eng Recommandatioun, déi d'Elteren oder d'Schüler no hire Méiglechkeete sollte befollegen. Wann dëst net méiglech ass, sollen si awer och weiderhi vun dëse Méiglechkeete profitéiere kënnen. D'Notzung vum Schoultransport geschitt da wéi gewinnt, am Respekt vun de Gestes barrières.

Fir d'Schüler am Schoultransport an am ëffentlechen Transport gëllen d'Consignen aus de Circulairen, déi dem Schoulpersonal am Virfeld vun der Rentrée zoukomme gelooss goufen an um Internetsite vu mengem Ministère ëffentlech zougänglech sinn.

Aus dëse Circulairë geet ervir, datt all Kand iwwert sechs Joer am ëffentlechen Transport an um Trajet tëscht doheem an der Schoul eng Mask muss unhunn.

Vu datt d'Organisatioun vum Schoultransport am Enseignement fondamental an de Gemengen hir Attributioun fält, steet et de Gemenge fräi, no enger Evaluatioun vun de lokale Gegeebenheete weider Preventiounsmesuren ze decidéieren.

A kengem vun den dräi Zenarien ass d'Kand vum Unterrecht befreit an ënnerläit weiderhin der Schoulflicht.

Question 2872 (22.09.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **installations de câblage de POST connectant des maisons isolées :**

Il me revient que l'Administration de l'enregistrement exige que les déclarations de TVA soient exclusivement déposées sous forme électronique. Or, il s'avère que les installations de câblage de la poste connectant des maisons isolées, voire des fermes isolées dans la campagne ne correspondent plus au standard et que les services de l'Entreprise des postes et télécommunications (POST) refuse de renouveler ces installations de câblage en raison du

coût y associé. La conséquence en est que les habitants de ces maisons/fermes isolées ne pourront plus utiliser de façon convenable, voire plus du tout dans un futur proche les moyens de communication moderne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de cette problématique ?

- Combien d'immeubles/ménages souffrent aujourd'hui d'une mauvaise connexion ?

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il est de l'obligation de la poste d'installer ces infrastructures permettant aux habitants des maisons/fermes isolées d'être connectés à un réseau moderne indépendamment du coût y associé ?

Réponse commune (05.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias* :

Bien que la connectivité haut débit atteigne un pourcentage très élevé des foyers au Luxembourg, il reste une minorité de ménages qui ne sont pas connectés à un réseau haut débit fixe. Plusieurs technologies de télécommunication sont disponibles : outre la fibre optique, il existe également le réseau en cuivre qui a été déployé initialement pour la téléphonie fixe et est utilisé pour le DSL, le câble coaxial et les réseaux mobiles 4G et, à terme, 5G. Ces technologies sont offertes par différent opérateurs de réseaux de communications électroniques.

Si une maison isolée n'est pas raccordée à un réseau fixe haut débit par POST, il est conseillé de vérifier d'abord la disponibilité d'autres réseaux utilisant les différentes technologies fixes et/ou mobiles. En fonction de la situation spécifique, les opérateurs s'efforcent de proposer une solution individuelle au cas par cas.

D'après les renseignements pris auprès de l'opérateur POST, il s'avère que le nombre de demandes de connexion pour des maisons ou fermes isolées, en dehors du périmètre des localités, est très limité. Sur le territoire national, il y a une dizaine de cas par année.

POST Luxembourg confirme qu'elle assure sans frais supplémentaires pour le client, la connexion au réseau de fibres optiques à l'intérieur du périmètre des localités. Pour des maisons ou fermes isolées en dehors du périmètre des localités, les propriétaires doivent participer aux frais de la connexion. La raison invoquée par POST est en lien avec les coûts élevés, qui ne pourront pas être rentabilisés par POST étant donné le trafic de télécommunications attendu et qui ne pourront pas être octroyés à la communauté des utilisateurs du réseau.

Pour des maisons ou fermes isolées, en dehors du périmètre deux cas de figure peuvent se présenter selon les informations obtenues par POST :

- Si un réseau de télécommunication en fibre optique au long de la voie publique longeant le périmètre du terrain du propriétaire existe, le propriétaire met à disposition de POST Technologies une gaine souterraine menant de l'immeuble vers le réseau de télécommunication existant. Il fait ensuite une demande de raccordement souterrain auprès de POST Technologies qui procède alors au raccordement de l'immeuble au réseau de télécommunication avec une connexion en fibre optique sous réserve d'avoir obtenu les autorisations nécessaires pour réaliser les travaux le long de la voie publique.

- S'il n'y a pas de réseau de télécommunication en fibre optique au long de la voie publique longeant le périmètre du terrain du propriétaire existe et qu'un projet « Fiber to the Home » (FTTH) est en planification, le raccordement au réseau fibre optique sera réalisé dans le cadre d'un projet coordonné avec les communes concernées, l'Administration des ponts et chaussées, ainsi que les autres concessionnaires des réseaux souterrains intéressés par un tel projet. Par contre, s'il n'y a pas de tel projet FTTH en planification, POST Technologies peut réaliser une étude des options techniques et, le cas échéant, faire une offre sur mesure au propriétaire sous réserve des autorisations nécessaires pour mener un tel projet.

POST confirme que les équipes de POST Technologies s'attachent à analyser en détail chaque cas. Dans certains cas, une connexion via le réseau 4G est techniquement possible et financièrement plus intéressante, elle est alors proposée comme alternative au client.

Question 2889 (23.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **rapport d'activité du Ministère des Sports :**

An de Rapports d'activité vun de Ministerë kann een noliesen, wat d'Haaptaktivitéiten an de jeeweilege Ressorte waren a wéi verschidde Gelder benotzt goufen.

An de Rapports d'activité vum Sportministère gouf bis 2017 ëmmer ënnert dem Punkt „Tableau concernant les fonds budgétaires directement versés aux fédérations et au COSL." matgedeelt, wéi eng Sportaart wéi vill Suen zegutt hat. An de Joren 2018 an 2019 ass dës Oplëschtung vun de Subsiden, déi un d'Federatiounen an de COSL ausbezuelt goufen, awer net méi matgedeelt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Huet de Ministère eng Oplëschtung vun all de Fonge gemaach, déi am Budgetsjoer 2018 an 2019 un d'Federatiounen an un de COSL geschéckt goufen (an där selwechter Form a mat de selwechten Informatioune wéi am uewen ernimmten Tableau aus dem Rapport d'activité 2017)?

2. An de Rapporte vun 2018 an 2019 steet als Begrënnung, firwat esou een Tableau net méi mat veröffentlecht gëtt, Follgendes: « D'emblée, il y a lieu de préciser que les données de l'exercice 2019 ne sont pas définitives parce que de nombreux décomptes ne sont présentés qu'au début de l'année 2020 par les organismes sportifs. De ce fait, le présent chapitre clôture en détail la répartition des crédits de 2018 et indique les fonds disponibles en 2019 dont l'attribution reste similaire. »

Wat huet sech vun 2017 op 2018 geännert, dass de Ministère dës Zuelen net méi kann a sengem Rapport d'acitvité matdeelen?

Wann et esou ass, dass d'Zuelen zu deenen ausbezuelte Subsiden dat Joer duerno nach net kënne kloer bestëmmt ginn, misst esou eng Oplëschtung dann net trotzdeem an engem spéidere Rapport veröffentlecht ginn?

3. Wéi sinn déi Zuele fir dat ofgeschlossent Budgetsjoer 2019?

Réponse (03.11.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1. - 3. D'Froe vum honorabelen Deputéierte Sven Clement befaasse sech mam Rapport d'activité vum Sportsministère a méi prezis mam „Tableau concernant les fonds budgétaires directement versés aux fédérations et au COSL", deen de Sportsministère all Joer erstellt an an deem d'Subsiden, déi un d'Sportfederatiounen ausbezuelt ginn, agedroe sinn. Dëst gëllt och fir d'Subsiden, déi dem Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL) zoukomme gelooss ginn.

An de Rapports d'activité vun 2018 an 2019 gouf dësen Tableau effektiv net publizéiert, well zum Zäitpunkt vum Redaktiounsschluss vum Rapport Enn Februar dës Zuelen nëmme provisoresch Zuele waren. Dëst erkläert sech doduerch, datt dat ofgeännert Gesetz vum 8. Juni 1999 betreffend de Budget, d'Comptabilitéit an d'Tresorerie vum Staat eng „période complémentaire" virgesäit a sou d'Dekonten, déi e gewëssent Budgetsjoer betreffen, nach kënne bis de 15. Mäerz dat Joer drop agereecht an och bezuelt ginn.

Wann ee lo beispillsweis d'Budgetsjoer 2019 hëlt, ass et esou, datt de Rapport d'activité huet misse bis den 28. Februar 2020 finaliséiert ginn, fir datt d'Chamber dëse mat Zäit zur Verfügung gestallt kritt. Zu deem Zäitpunkt waren d'Dekonten allerdéngs nach net all dobannen a konnten also nach bis de 15. Mäerz 2020 ausbezuelt ginn. Dëst bréngt mat sech, datt déi Zuelen, déi an deem genannten Tableau gestan hätten, keng definitiv Zuele gewiescht wären, also d'Situatioun net erëmgespigelt hätte wéi se wierklech fir d'Joer 2019 gewiescht wär.

En vue vun enger méi grousser Transparenz, a virun allem vun der Publikatioun vun definitiven Zuelen, déi op allen Dekonte baséieren déi dat concernéiert Joer betreffen, ass deen Tableau entre-temps iwwerschafft ginn, an et ass och e separaten Tableau fir d'Subsiden un de COSL erstallt ginn. Ab dem Rapport d'activité fir d'Joer 2020 wäerten dann déi definitiv Zuele vum Joer virdrun, an dësem Fall also vun 2019, publizéiert ginn.

Déi 2 Tableauen (Federatiounen a COSL) sinn un d'Äntwert annexéiert a wäerte wéi gesot och am Rapport d'activité fir 2020 publizéiert ginn.

Tableau concernant les fonds budgétaires directement versés au COSL en 2019

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau concernant les fonds budgétaires versés aux fédérations sportives en 2019

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2893 (24.09.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **test de dépistage de la Covid-19 dans les maisons de retraite et de soins :**

An dësen Deeg, wou d'Infektiounszuelen erëm klammen, ass et wichteg, datt mir eis vulnerabel Leit schützen, och déi an den Alters- a Fleegeinfrastrukturen, ouni datt et erëm esou wäit komme soll, datt si mussen isoléiert gi vun hirer Famill an hire Frënn.

Eisen Informatiounen no gëtt weeder dat administratiivt Personal nach d'Fleegepersonal vun den Ariichtunge reegelméisseg iwwert de Large-Scale-Testing (LST) getest an et ass un den eenzelen Träger, sech selwer ze organiséieren.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn heivir?

3. Firwat ginn déi eenzel Haiser net reegelméisseg vun de mobillen Testunitéiten, déi an der 2. Phas vum LST virgesi sinn, getest?

4. Am Sënn vun engem maximale Schutz vun de vulnerabele Leit, wat sinn d'Quarantänconsignë fir d'Personal vun den Alters- a Fleegeinstitutiounen?

5. D'Madamm Minister huet deklaréiert, datt d'Santésdirektioun eng Prozedur virgesinn huet, fir de Gesondheetsberuffer an de Spideeler an an de Maisons de soins am Fall vun Enkpäss eng Autorisatioun ze ginn, trotz Quarantän dierfe schaffen ze goen. Wéi soll an dësem Fall garantéiert ginn, datt trotz dësem erhéichte Risiko keng vulnerabel Leit ugestach ginn?

6. Ginn d'Generalisten uechtert d'Land, déi an hire Praxissen och vill eeler a vulnerabel Leit betreien, informéiert, wann et an hirer Géigend verstäerkt zu Infektioune kënnt, fir datt si d'Sécherheetsmesurë kënnen eropschrauwen?

Réponse commune (02.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. - 6. Am Kader vun der 1. Phas vum Large-Scale-Testing (LST) gouf d'Fleegepersonal aus de Fleegestrukture reegelméisseg mat den anere Gesondheetsberuffer agelueden, sech testen ze loossen. Dat ass och weiderhin de Fall am Kader vun der 2. Phas vum LST. Déi mobill Equipe vum LST intervenéiert ganz reegelméisseg an Alters- an Fleegeheemer, wou ee Cluster festgestallt gëtt. Doriwwer eraus huet d'Gesondheetsdirektioun zesumme mam Familljeministère ee Planning opgestallt, fir d'Awunner vun Alters- a Fleegestrukturen systematesch iwwert eng mobill Testunitéit ze testen.

Verschidden Institutiounen hu virgeschloen, dass d'Prelevementer bei den Awunner vun hirem eegene Personal gemaach ginn, dat oft d'Leit besser kennt, an dass d'Prelevementer dono an den LST afléissen, fir ausgewäert ze ginn. Dëse Prozess ass amgaangen ëmgesat ze ginn, fir der Demande vun den Institutioune nozekommen.

D'Isolements- an d'Quarantänprozeduren sinn am Prinzip déi selwecht an den Alters- a Fleegeinstitutioune wéi och soss zu Lëtzebuerg. Et gëtt am Moment iwwert en Amenagement vun dëse Prozesser fir d'Personal an den Alters- a Fleegestrukturen, a verschidde Fäll, nogeduecht, fir kënnen de Fonctionnement vun dësen Institutiounen ze garantéieren, falls et dann zu enger Penurie vu Personal géif kommen. An deem Fall missten déi betraffe Persounen natierlech ganz strikt Hygiènemesuren applizéieren (zum Beispill Mask FFP2).

D'Generalisten hunn déi selwecht Informatioune wéi d'allgemeng Bevëlkerung mat der Repartitioun vun de Fäll pro Kanton, déi eemol pro Woch kommunizéiert gëtt. D'Mobilitéit vun der Populatioun ass esou grouss, dass méi eng reng Informatioun praktesch kee Sënn mécht. D'Dokteren an hire Praxisse sollen, genau wéi aner Gesondheetsberuffer, souwéisou optimal Preventiounsmesuren huelen, fir d'Infektiounen ze vermeiden.

Question 2897 (24.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **demandeurs d'asile :**

An enger RTL „Background" Radio-Emissioun huet den Här Baussen-, Asyl- an Immigratiounsminister den 19. September 2020 follgend Zuele genannt: Zënter 2015 hätten 11.600 Persounen zu Lëtzebuerg Asyl gefrot a 4.500 Persounen hätten de Schutzstatut kritt.

An deem Kontext wéilt ech den Här Minister bieden, dës Zuelen nach ze preziséieren:

1. Wéi vill vun deene 7.100 Persounen, déi de Statut net kruten, sinn nach am Land?

2. Wéi vill vun deene 4.500 Persounen, déi de Statut kruten, hunn hir Familljе kënnen nokomme loossen an op wéi vill Persoune beleeft sech also den Total vun deene Persounen, déi mat engem Asyl- oder internationale Schutzstatut (den direkt Betraffene plus seng Familljememberen) zu Lëtzebuerg am Ableck liewen?

3. Wéi schlësselt sech dat no Nationalitéiten op?

4. Ass d'Familljenzesummeféierung zu Lëtzebuerg u bestëmmte Konditioune gebonnen? Wa jo, wat fir Konditioune sinn dat? Spillt et fir d'Familljenzesummeféierung eng Roll, ob de BPI sech zu Lëtzebuerg eng eegestänneg Existenz, ouni Hëllefe vum Staat, opbaue konnt? Wann nee, wéi vill BPIen, ouni eegestänneg Existenz, konnten hir Famill nokomme loossen an esou nees vereenen? Wat sinn d'Ausgaben, déi de Staat zënter 2015, gerechent an ënnerdeelt no Joer, opgrond vun der Familljenzesummeféierung hat?

5. Wéi dacks an op wéi eng Manéier gëtt iwwerpréift, wéi eng vun deene Persounen nach e Schutz zu Lëtzebuerg brauch a wéi eng Persoune kee Schutzstatut méi brauchen?

6. Wéi vill Persoune mat Schutzstatut hunn zënter 2015 bis haut eng Aarbecht fonnt? Wéi vill sinn der op der ADEM ageschriwwen a mat wéi enge schouleschen oder beruffleche Qualifikatiounen?

7. Wéi vill Persoune mat Schutzstatut kréien aktuell de REVIS?

8. Wéi vill Persoune mat Schutzstatut liewen an engem Foyer a wéi vill hunn eng Wunneng vum Staat, vun de Gemengen oder vun anere sozial engagéierten Acteuren eréi z. B. dem Roude Kräiz oder der Caritas kritt?

9. Wéi grouss ass de gesamten Impakt vun deenen Asyldemanden an hirem Traitement op de Staatsbudget zënter 2015, opgeschlësselt no Joer, an de Kategorien: Bau vun Heemer, Locatioun vu Wunnengen, Scolarisatioun, Allocatioune fir DPIen, RMG oder REVIS fir BPIen, Rapatriementer, medezinesch- a Sozialleeschtungen, Assistance judiciaire, Integratiouns- a Formatiounsprogrammer, personellen Ausbau an der Immigratiounsdirektioun, am ONA an op de Verwaltungsgeriichter asw.?

Réponse commune (26.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Et ass net méiglech genee ze soen, wéi vill vun den anere Leit, deenen hir Demande fir Asyl refuséiert gouf, sech nach hei am Land ophalen, well et Leit ginn déi d'Land verloossen ouni d'Autoritéiten dovun ze informéieren. Gläichzäiteg sinn och net all d'Leit, deenen hir Demande op internationale Schutz um Niveau vum Ministère refuséiert gouf an déi sech nach am Land ophalen, automatesch an enger irregulärer Situatioun. An dësem Kontext sief op déi méi detailléiert Erklärungen an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1042 vum 8. August 2019 verwisen.

ad 2. Tëscht dem 1. Januar 2015 an dem 30. September 2020 konnten eng ronn 700 Leit mat engem internationale Schutzstatus zu Lëtzebuerg hir Famill nokomme loossen.

ad 3. Fir d'Opspléckung pro Nationalitéit sief op déi Zuele verwisen, déi all Joers am Bilan iwwert d'Immigratioun vum Ausseministère publizéiert ginn.

ad 4. D'Konditioune fir d'Familljenzesummeféierung sinn an den Artikelen 68 bis 77 vum ofgeännerten Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008 festgeluecht. Dës Dispositioune baséiere sech op d'Direktiv 2003/86/CE vum 22. September 2003 iwwert d'Familljenzesummeféierung.

D'Immigratiounsgesetz gesäit vir, datt bei der Familljenzesummeféierung vu Leit, déi een internationale Schutzstatus kritt hunn, verschidde Konditiounen, déi soss am Beräich vun der Familljenzesummeféierung gëllen (wéi zum Beispill, datt d'Leit mussen een eegent Logement hunn oder datt se genuch Ressourcen hunn, fir fir sech an hir Familljemember opzekommen) net erfëllt musse ginn, dëst fir der spezifescher Situatioun vun de Leit Rechnung ze droen. D'Direktiv gesäit dës Ausnam vir fir Leit, déi de Statut vum Refugié unerkannt kruten, mee léisst de Memberstaaten awer d'Méiglechkeet dës Ausnam zäitlech esou ze limitéieren, datt se just gëllt, wann d'Ufro fir d'Familljenzesummeféierung an engem bestëmmten Delai nom Accord vum Statut geschitt. Zu Lëtzebuerg war bei der Ëmsetzung vun der Direktiv decidéiert ginn, dësen Delai op 3 Méint festzeleeën, an dës Ausnam awer och op d'Leit mat engem subsidäre Schutzstatus ze erweideren. Wann d'Ufro fir d'Familljenzesummeféierung no dësem Delai gemaach gëtt, da mussen déi verschidde Konditioune wéi d'Wunneng an d'Ressourcen erfëllt ginn. D'Regierung huet viru Kuerzem ee Gesetzesprojet guttgeheescht, fir dësen Delai op 6 Méint eropzesetzen, esou wéi dat am Regierungsprogramm virgesinn ass

ad 5. D'Asylgesetz vum 18. Dezember 2015 gesäit vir, a wéi,enge Fäll eng Persoun den internationale Schutz zu Lëtzebuerg verléieren oder oferkannt ka kréien. Dës Dispositioune baséiere sech op d'Direktiv 2011/95/UE, och nach Direktiv „qualification" genannt, déi festleet, ënnert wéi enge Konditiounen den internationale Schutz accordéiert gëtt, respektiv a wéi enge Fäll eng Persoun den Usproch dorop verléiert. D'Applikatioun vun dësen Dispositioune gesäit eng detailléiert Iwwerpréiwung vum Eenzelfall vir.

Et ass awer wichteg ze betounen, datt am Fall, wou eng Persoun d'Konditioune fir internationale Schutz net méi erfëlle géif, dat net automatesch heescht, datt déi Persoun Lëtzebuerg verloosse misst. Och hei muss als éischt eng individuell Analys vum Dossier gemaach ginn, am Respekt mat den Dispositioune vum Immigratiounsgesetz an och vun internationale Konventiounen, déi virgesinn, datt déi perséinlech Situatioun, wéi zum Beispill d'familiär Situatioun, vun der Persoun an deem Fall muss berécksiichtegt ginn, dëst am Aklang mat den elementare Rechtsprinzipien, wéi dee vun der Proportionalitéit.

ad 6. Tëscht Januar 2015 a Mee 2020 hu 737 Persoune mat Schutzstatut, déi bei der ADEM ageschriwwe waren, eng Aarbecht fonnt.

ad 7. + 8. De Fonds national de solidarité (FNS), deen de REVIS verwalt an ausbezilt, kontrolléiert, ob d'Demandeuren d'Konditioune vum Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de Revenu d'inclusion sociale erfëllen; laut Artikel 2(2) vun deem Gesetz hu Persoune mat Schutzstatut déi selwecht Rechter ewéi Lëtzebuerger Staatsbierger. Den FNS féiert deemno keng Statistiken iwwert de Statut vun de REVIS-Bezéier.

Persounen, déi an enger prekärer sozialer Situatioun sinn an eng Wunneng sichen, wende sech direkt un déi kompetent Organismen an Associatiounen, déi en fonction vun de Besoinen, an net vum Statut vun de Leit, hëllefen eng Wunneng ze fannen.

Op de 5. Oktober 2020 liewen 1.387 Persoune mat Schutzstatut an de Foyeren, déi vum Nationale Büro fir Opnam („Office national de l'accueil", ONA) geréiert ginn.

ad 9. Wat d'Fro iwwert den Impakt vun den Asyldemanden an hirem Traitement op de Staatsbudget ugeet, do sief op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1098 souwéi op déi respektiv Comptes généraux verwisen.

Question 2898 (24.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **aides aux petites entreprises pendant la crise sanitaire :**

Vill Entreprisë sinn am Moment op d'Hëllef vum Staat ugewisen, fir dës Krisenzäit, déi duerch d'Coronapandemie ausgeléist gouf, ze iwwerliewen. An dësem Kader huet d'Regierung eng ganz Rei Mesurë festgeluecht, mat deene verschidden Entreprisen a verschidde Secteuren ënnerstëtzt solle ginn. Oft schéngt et awer esou, wéi wann et virrangeg déi grouss Entreprisë wieren, déi vu verschiddene staatleche Programme profitéiere kënnen.

Esou zum Beispill de Fit4Resilience an de Fit4Digital-Programm „qui vise[nt] en particulier les entreprises ayant une certaine taille au sein de l'écosystème luxembourgeois". Et handelt sech heibäi ëm Subsiden, déi sollen hëllefen, d'Modernisatioun vun enger Entreprise ze finanzéieren. Dës Subside si mat bis zu 30.000 € am Kader vu Fit4Resilience a 5.000 € am Kader vu Fit4Digital verbonnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Entreprisen, déi sech iwwert Covidhëllefen informéiere wollten, goufen am Kader vum Programm ReAct vun der Chambre de Commerce beroden?

Wéi vill Entreprisë mat manner wéi 10 Mataarbechter goufe beroden? Wéi vill mat méi wéi 10 Mataarbechter?

2. Wéi ass et mat Entreprisen, wou d'Independanten an der Etapp vun der Création d'entreprise eng Befräiung vun de Cotisations sociales gerode kruten an dëst och gemaach hunn? Wat fir Hëllefe stinn dësen Independanten zur Verfügung?

Wat fir Hëllefe stinn den Independanten zur Verfügung, wann hire Chiffre d'affaires 2019 nach ënnert 15.000 € louch?

3. Wéi vill Programmer/Aidë proposéiert de Staat fir Entreprisë mat engem Chiffre d'affaires 2019 vun

- manner wéi 1 Millioun €?

- 1 bis 10 Milliounen €?

- méi wéi 10 Milliounen €?

4. Wat fir ee Bilan kann d'Regierung no sechs Méint Covidkris a Covidhëllefen zéien, virun allem wat d'Hëllefe vu klengen a jonken Entreprisë betrëfft? Wéi gesäit et mat Pronosticken iwwert eng méiglech Faillitewell aus? Wéi vill kleng Entreprisë kéinten duerch d'Covid-19-Kris verschwannen?

Réponse commune (05.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Regierung huet zënter der Kris, déi duerch d'Covid-19-Pandemie ausgeléist ginn ass, eng Rei vu Programmen an Aiden agefouert, déi sech u Betriber vun all Gréisste riichten. Am Kader vum Staatshëllefrecht gëtt d'Gréisst vun engem Betrib no de Reegele vun dem Règlement grand-ducal vum 16. Mäerz 2005 betreffend d'Definitioun vu Micro-, klengen a mëttelgrousse Betriber festgeluecht. Déi Definitioun entsprécht de Reegele vum europäesche Reglement (EU) 651/2014 vun der Kommissioun vum 17. Juni 2014. No deene Reegele gëtt e Betrib mat manner wéi 10 Ugestallten an engem Ëmsaz oder Bilan vun 2 Milliounen Euro oder manner als Microentreprise agestuuft. Matt manner wéi 50 Ugestallten an engem Ëmsaz oder Bilan vun 10 Milliounen Euro oder manner gëtt e Betrib als kleng agestuuft. An e Betrib mat manner wéi 250 Ugestallten an engem Ëmsaz vu manner wéi 50 Milliounen Euro oder engem Bilan vu manner wéi 43 Milliounen Euro gëtt als mëttelgrousse Betrib agestuuft. Déi aner Betriber ginn als grouss Betriber agestuuft.

De Programm Fit4Digital, deen den honorablen Députéierten a senger Fro nennt, besteet zanter 2018 a riicht sech ausdrécklech u kleng a mëttelgrouss Betriber, fir dës bei der Digitalisatioun vun hirem Betrib ze begleeden.

Wat de Programm Fit4Resilience betrëfft, sief bemierkt, dass dëse sech souwuel u grouss Betriber wéi och u kleng a mëttelgrouss Betriber riicht. Well et sech ëm eng Ënnerstëtzung handelt fir Betriber, déi sech wëlle selwer besser am Lëtzebuerger Ekosystem positionéieren a méi resilient ginn, wéi se dat aktuell sinn, ass d'Prezisioun sënnvoll, dass Betriber mat enger gewësser Wichtegkeet am Lëtzebuerger Ekosystem viséiert sinn, déi also schonn eng gewëssen Zäit bestinn an hei verankert sinn.

D'Regierung huet eng séllege Mesuren an d'Liewe geruff, déi virop un déi méi kleng Entreprisë geriicht waren. Et sief hei zum Beispill erënnert un:

- déi zwou Direkthëllefe vu jeeweils 5.000 €, déi sech exklusiv un d'Microentreprisë mat manner wéi 10 Mataarbechter geriicht hunn;

- d'Direkthëllefe vun 12.500 € fir kleng Betriber tëschent 10 an 20 Mataarbechter;

- d'Direkthëllefe vun 2.500 € fir d'Independanten;

- d'Direkthëllefe vun 3.000 € bis 4.000 € fir d'Independanten;

- d'Aide spécifique pour le commerce de détail en magasin, wou eng Hëllef pro Mataarbechter wärend dräi Méint ausbezuelt gëtt an déi sech exklusiv un déi kleng a mëttelgrouss Betriber riicht.

Dofir musse mir d'Duerstellung, dass am Kader vun der Coronapandemie virrangeg déi grouss Entreprisë vun de verschiddene staatleche Programmer profitéiere géifen, mat aller Däitlechkeet vun eis weisen.

Niewent de finanzielle Covid-19-bedéngte Mesurë sinn awer och nach eenzel spezifesch Programmer vu verschiddene wirtschaftlechen Acteuren an d'Liewe geruff ginn.

D'House of Entrepreneurship bitt zanter dem 20. Abrëll 2020 eng gratis Ënnerstëtzung fir d'Reprise duerch de #ReAct-Projet. D'Zil vum #ReAct ass, fir et de Geschäftsleit ze erméiglechen, déi aktuell Situatioun besser ze managen a strategesch Weeër ze identifizéieren, fir hire Betrib nei ze starten. An dësem Sënn ginn Online Workshops ugebueden an en Checkup, deen iwwer Telefon gemaach gëtt an deen de betraffene Betriber hëlleft, fir d'Haapterausfuerderungen ze identifizéieren, mat deene si konfrontéiert sinn. No dësem Checkup kritt d'Entreprise personaliséiert Recommandatiounen. D'Entreprisë kënnen och gratis legalen, mënschlechen oder strategeschen Accompagnement vun externe Partner kréien. Insgesamt goufe vum 20. Abrëll bis den 8. Oktober 170 Entreprisen an engem Checkup analyséiert. Si all kruten och Recommandatioune geschéckt.

Vun dësen 170 Entreprisen hunn:

- 156 Entreprisë manner wéi 10 Mataarbechter;

- 14 Entreprisen 10 oder méi Mataarbechter.

Zousätzlech dozou waren et 1.483 Aschreiwungen an de Workshoppen, déi 671 Persoune representéieren. Bei den Entreprisen, déi un de Webinaren deelgeholl hunn, hunn 78 % uginn, dass si manner wéi 10 Mataarbechter hätten.

Och hei ass d'Duerstellung, dass sech dëse Programm virop un déi grouss Entreprisen adresséiert, dofir net fondéiert.

Fir d'Independanten waren insgesamt zwou Hëllefe virgesinn.

- Eng Hëllef vun 2.500 €, wou eng vun de Bedingunge war, dass déi betraffe Persoun als Travailleur indépendant beim CCSS ugemellt war, dëst onofhängeg vum Montant vun de Cotisatiounen (d. h. eng Eligibilitéit ab 1 Euro Cotisatiounen).

- Eng zweet Hëllef tëschent 3.000 € a 4.000 €, wou eng vun de Bedingunge war, dass déi betraffe Persoun als Travailleur indépendant beim CCSS ugemellt war a mindestens d'Soziallaaschte cotiséiert (berechent op engem hallwe Mindestloun).

Et ass wichteg hei d'Differenz ze maachen tëschent der Hëllef fir den Independant an der Hëllef fir de Betrib. Bei villen Independanten, deenen d'Hëllef vum Independant net zoustoung, konnten dofir awer d'Hëllefe fir de Betrib ausgeschott ginn.

Wat d'Fro vum Mindestëmsaz vu 15.000 € fir d'Fräiberuffler betrëfft, muss ee preziséieren, dass déi zwou Hëllefe fir d'Fräiberuffler net un ee Mindestëmsaz gebonne waren, mä un d'Héicht vun de Cotisatioune beim Centre commun de la sécurité sociale. Des Weidere verweise mir op dëser Plaz op d'parlamentaresch Ufro N° 2307, wou d'Fro vum Mindestëmsaz ausféierlech beäntwert gouf.

Eng Bestandsopnam vun den Hëllefen am Kontext vun der Covid-19-Pandemie op den 19. Oktober 2020 ass kierzlech publizéiert ginn am Kader vun enger Aktualitéitsstonn zu dësem Sujet an der Chamber:

https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2020/10-octobre/Dashboard.pdf

Wéi an der Äntwert op d'QP 2647 duergestallt, erlaben déi aktuell Zuele betreffend d'Faillitten et nach net eng Ausso zu der Unzuel vu Faillitten ze maachen, déi duerch d'Covid-19-Kris bedéngt sinn.

Zesummefaassend sief bemierkt, dass d'Regierung zanter dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie 1 Programm an 9 Aiden agefouert huet, wou d'Gréisst vum Betrib e Krittär fir d'Eligibilitéit ass. Dovunner riichte sech 1 Programm an 9 Aiden u Microentreprisen. 1 Programm an 8 Aidë si fir kleng Entreprisen zougänglech. 1 Programm a 7 Aidë riichte sech u mëttelgrouss Betriber, an 1 Programm a 5 Aidë si fir grouss Betriber zougänglech.

Zousätzlech zu deene Programmer an Aiden huet d'Regierung nach zwou Covid-19-Aiden agefouert, wou d'Gréisst oder den Ëmsaz vum Betrib net als Krittäre benotzt ginn, mee de Montant vun der Contributioun bei dem Centre commun de la sécurité sociale. Déi Aidë cibléiere virun allem Micro- a kleng Betriber.

Bei den Aiden handelt et sech ëm Garantien, remboursabel Avancen, Subventioune fir Investitiounen a Subventiounen, fir Gehälter an allgemeng Käschten deelweis ofzedecken.

Nieft den uewe genannte spezifesche Covid-19-Programmen an Aiden, déi just wärend enger limitéierter Zäit bestinn, gëtt et nach 8 Programmen a 7 Aiden, déi permanent de Betriber vun alle Gréissten zur Verfügung stinn.

Am Allgemenge kann ee feststellen, datt Micro-, kleng a mëttelgrouss Betriber Accès op méi eng grouss Zuel vu Regimmer a Programmen hu wéi grouss Betriber. Zousätzlech ass d'Intensitéit vun der Aide bei Micro-, klengen a mëttelgrousse Betriber ganz oft méi héich wéi bei grousse Betriber.

Question 2905 (25.09.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **manifestations organisées par les associations dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Momentan ginn d'Gemenge vun de benevolle Responsabele vun de Veräiner kontaktéiert fir ze froen, wat fir eng Méiglechkeete si hunn, fir, am Respekt vun allen noutwendegen a gültege sanitäre Mesuren, e puer Evenementer ze organiséieren, déi hinnen hëllefen, fir och weiderhin hir Aktivitéite fir déi sëlleche Kanner, Jonker an Erwuessener kënnen ze garantéieren.

Effektiv ass et esou, datt den aktuellen Text vum Gesetz iwwert d'Mesuren am Kampf géint de Covid-19 net op all Froen eng Äntwert liwwert an et awer wichteg wier, datt all Gemengeresponsabel déi selwecht Informatiounen an déi selwecht Richtlinne fir hir Veräiner hätten.

Aus dësem Grond géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneminister, d'Madamm Gesondheetsminister, d'Madamm Kulturminister an den Här Sportsminister stellen:

- Dierf an de Buvettë vun de Sportsinfrastrukturen lessen an Drénken zerwéiert ginn, wann d'Leit et am Sëtze consomméieren?

- Dierf an enger Sportshal oder an engem Centre culturel en Owend, bei deem lessen zerwéiert gëtt, organiséiert ginn, wann net méi wéi zéng Leit un engem Dësch sëtzen? Wann nee, dierfen Takeoutlessen organiséiert ginn?

- Wat ass konkreet ze verstoen ënner engem „lieu de restauration occasionnelle", esou wéi et am Artikel 2 vum Gesetz virgesinn ass?

- Mussen d'Gemengen dofir suergen, datt tëscht all Aktivitéit vu verschiddene Veräiner Vestiairen an Dusche musse gebotzt ginn, wëssend, datt den Timing tëscht den eenzelen Traininge vu Veräiner meeschtens ganz enk ass an dat e grousse finanziellen Opwand fir d'Gemengen ass?

Réponse commune (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

D'Äntwerten op d'Froen, déi vun der honorabeler Deputéiert gestallt gi sinn, entstinn aus dem Artikel 2 vum ofgeännerte Gesetz vum 17. Juli 2020, dat Mesurë géint d'Pandemie vum Covid-19 ageféiert huet. D'Regierung huet och iwwert d'Mesurë kommunizéiert, mat Explikatiounen an och Recommandatioune vun der Direktioun vun der Santé, déi um Site www.sante.public.lu accessibel sinn:

- Recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé à l'attention des restaurants, bars et cafés dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19.

- Recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé à l'attention des établissements offrant des activités sportives et des activités de bien-être de type wellness.

De Sportsministère huet dës Recommandatiounen, déi an Zesummenaarbecht mat der Gesondheetsdirektioun ausgeschafft goufen, un d'Sportsfederatioune verschéckt mat der Opfuederung, dës och un hir affiliéiert Veräiner weiderzeginn. An dësem Dokument ginn net nëmmen d'Sportsaktivitéite selwer thematiséiert, mee och alles, wat ronderëm sou eng Manifestatioun ze beuechten ass, wéi zum Beispill d'Bedreiwe vun enger Buvette oder d'Benotze vu Vestiairen an Duschen.

Dës Recommandatioune sinn och um Internetsite vum Sportsministère ze fannen.

Wat d'Kulturzentren ugeet, sou huet de Kulturministère op sengem Internetsite ënner anerem follgend Recommandatioune publizéiert, déi an Zesummenaarbecht mat der Direktioun vun der Santé ausgeschafft goufen. Dës Recommandatioune sinn och um Site www.sante.public.lu disponibel:

- Recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé à l'attention des gestionnaires de cinémas, salles de spectacles, théâtres et salles de concerts et de la reprise des activités artistiques dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 :

https://mc.gouvernement.lu/fr/dossiers/2020/Coronavirus_recommandations_sanitaires_culture.html

An dësem Dokument gëtt, niewent de Recommandatioune fir de Kulturbetrib, och op déi bestoend sanitär Reegelen a Recommandatioune fir Restauranten, Bistroen a Caféen innerhalb vun de Kulturhaiser opmierksam gemaach.

Doriwwer eraus sinn zënter dem Ufank vun der Pandemie reegelméisseg Recommandatioune per Circulaire un d'Gemenge verschéckt ginn. Den Inneministère huet eng Hotline an eng E-Mail-Adress installéiert, fir op all Zort vu Froen ze äntwerten. De 17. Juli 2020 sinn all d'Buergermeeschteren a Buergermeeschterinnen iwwert d'Circulaire N° 3884 informéiert ginn, dass e Kontaktpunkt speziell fir si bei der Inspection sanitaire ageriicht ginn ass, wou all Froen am Zesummenhang mat der Pandemie kënne gestallt ginn.

Souwuel déi Gewielte wéi och d'Personal vun de Gemengen hu reegelméisseg op déi Offer zréckgegraff an hunn ënner anerem och Erklärunge kritt zu de Froen, déi vun der Deputéiert gestallt ginn.

Ënner „lieu de restauration occasionnelle" sinn alleguerten déi Plazen ze verstoen, déi net zum Horeca-Secteur gehéieren a wou deemno fir Persounen am Kader vun enger Niewenaktivitéit (activité accessoire) lessen zur Verfügung gestallt oder verkaaft gëtt. Ënner anerem ass d'Notioun vu „lieu de restauration officielle" am iwwerschaffte Covidgesetz, wat säit dem 30. Oktober 2020 a Kraaft ass, duerch d'Notioun vun „activités de restauration et de débit de boissons" ersat ginn. Et ass vun do un net méi méiglech, lessen an/oder Gedrénks am Kader vun enger Niewenaktivitéit unzebidden. Dat heescht konkreet, dass dës Aktivitéit exklusiv dem Horeca-Secteur virbehalen ass. Dat heescht och, dass d'Buvettë bei Sportsaktivitéiten zou musse sinn.

Et ass gesetzlech net virgesinn, dass Vestiairen an Duschen tëschent zwou Aktivitéite vu verschiddene Veräiner musse gebotzt ginn.

Ze preziséiere bleift dann nach, dass souwuel d'Gemengen ewéi och Sportsfederatioune per Circulaire iwwert déi nei Bestëmmungen, déi de 29. Oktober vun der Chamber gestëmmt gi sinn an den 30. Oktober a Kraaft getruede sinn, nach dee selwechten Dag informéiert gi sinn.

Och huet de Sportsminister den 29. Oktober an enger Pressekonferenz all Detailer zu den neie Mesuren am Sport erkläert.

Vill Sportsfederatiounen hunn zousätzlech hir eegen a sportspezifesch Sécherheetskonzepter ausgeschafft, déi méi wäit kënne goen, wéi et gesetzlech virgesinn ass. Och ass et de Gemenge fräigestallt, als Proprietär den Notzer méi restriktiv Mesurë fir d'Benotze vun hire Sportsinfrastrukturen ze imposéieren, wéi de Legislateur et virgesinn huet.

Question 2906 (25.09.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation et de bail à usage commercial :**

Afin de protéger les citoyens des conséquences de la crise liée au Covid-19, notamment les locataires de baux d'habitation, le Gouvernement a ordonné le 25 mars 2020 par règlement grand-ducal que « Les déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation et de bail à usage commercial sont suspendus. » Cette disposition a pris fin avec la fin de l'état de crise en date du 24 juin 2020. Depuis lors, le nombre d'expulsions a augmenté rapidement. Ainsi pour les mois d'août et septembre il y a déjà eu 25 cas d'expulsions et ceci seulement sur le territoire de la ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces déguerpissements à la Ville de Luxembourg ?

- Y a-t-il d'autres cas d'expulsions au Grand-Duché ?

- Quelle est l'évolution du nombre de déguerpissements au cours des dernières années ?

- Est-ce que le Gouvernement envisage d'intervenir ? Monsieur le Ministre partage-t-il la conclusion que l'objectif du règlement grand-ducal n'est pas atteint, si les déguerpissements, au lieu d'être évités, ont seulement été retardés de quelques mois et sont exécutés dès la fin de l'état de crise ?

- Comment les personnes concernées par un tel déguerpissement et qui viennent de perdre leur logement sont-elles soutenues ? Est-ce que les services logement ont des compétences et ressources suffisantes pour venir en aide aux personnes concernées ?

Réponse commune (28.10.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Dans le contexte de la question parlementaire posée par l'honorable Député Monsieur Yves Cruchten en relation avec la reprise des déguerpissements depuis les mois d'août et septembre, le Gouvernement profite de l'occasion pour rappeler l'objectif de la mesure de suspension des déguerpissements, notamment en matière de baux d'habitation, prise suite au confinement par le règlement grand-ducal modifié du 25 mars 2020 et prolongée d'un mois au-delà de l'état de crise, à savoir jusqu'au 25 juillet 2020.

Il est de principe que les déguerpissements sont l'exécution de décisions judiciaires tranchant des litiges ayant leur origine dans des relations contractuelles de droit privé. Par contre dans le contexte de l'état de crise et du confinement généralisé, il avait été décidé pour cette période d'interdire que des personnes soient déguerpies. Face à l'impact desdites restrictions sur l'accès au logement, les personnes les plus démunies se seraient trouvées à la rue avec l'impossibilité absolue de retrouver une solution de logement.

Alors qu'à la fin juillet la situation sanitaire s'est améliorée et que les déménagements vers un autre logement pouvaient de nouveau être organisés grâce à la reprise du secteur du logement par la relance des activités des agences immobilières et des offices sociaux des communes, la mesure exceptionnelle n'a pas été prolongée. Le Gouvernement surveille bien évidemment l'évolution actuelle de la situation nationale dans le cadre de la crise sanitaire et ne s'interdit pas d'intervenir à nouveau si nécessaire.

Il est normal que depuis la fin de la mesure de suspension, l'exécution par les huissiers de justice des décisions judiciaires de déguerpissement ait repris dans les cas où les personnes condamnées à déguerpir ne sont pas prêtes à quitter volontairement les lieux. Bien qu'il n'y a pas de statistiques officielles du nombre de déguerpissements en matière de baux d'habitation, suivant les informations reçues auprès de la Chambre des Huissiers de justice, il semble qu'environ la moitié des dossiers de déguerpissement transmis aux huissiers de justice aboutissent à un déguerpissement forcé. Pour l'autre moitié, les huissiers de justice estiment que la plupart se règlent par le biais d'un départ « volontaire », et ce dans la mesure où les personnes condamnées à déguerpir sont orientées vers des structures et acteurs en mesure de fournir des solutions concrètes à ces personnes démunies. À ce jour le Gouvernement ne dispose pas d'informations que le nombre des déguerpissements forcés de cette année soit sensiblement différent de celui des années précédentes.

Pour ce qui est des pratiques d'expulsion auxquelles l'honorable Député fait référence, le Gouvernement tient à préciser qu'il ne les endosse nullement. Il rappelle qu'il existe un cadre légal à respecter, des recours judiciaires à la disponibilité tant des bailleurs que des locataires et que les locataires démunis ont la possibilité de demander l'assistance judiciaire.

La loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation prévoit en son article 26 que les communes ont la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur leur territoire. C'est sur base de cet article que les communes relogent des personnes qui ont perdu leur logement dans certaines circonstances. Il n'existe cependant pas de données sur le recours à ce mécanisme en présence de personnes expulsées.

Question 2908 (25.09.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **hausse du tabagisme au Luxembourg :**

Laut enger aktueller Enquête vun der Fondation Cancer an TNS ILReS ass d'Zuel vun de Fëmmerten hei zu Lëtzebuerg extreem eropgaangen. Wärend 2018 21 % vun de Lëtzebuerger/inne gefëmmt hätten, wier dëse Prozentsaz op 27 % geklomme fir d'Joer 2019. 37 % vun den 18- bis 24-Järegen hätten 2019 gefëmmt, den Tubakskonsum bei de Jonke wier an deem Sënn besonnesch héich. Wat d'Shishafëmmen ubelaangt, wieren d'Zuelen eebenfalls alarméierend, esou fëmmt ee vu véier tëscht 16 a 24 Joer d'Waasserpäif, a bei de 25- bis 34-Järege wier de Konsum och ëm 33 % eropgaangen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat gedenkt d'Regierung ze maache fir géint déi extreem Hausse vum Tubakskonsum unzekämpfen an esou zemools déi jonk Leit ze schützen?

- Au vu vun dësen alarmante Resultater wat den Zigaretten- a Shishakonsum, zemools bei deene Jonken ugeet, ewéi déi aktuell Enquête vun der Fondation Cancer an TNS ILReS demonstréiert, wéi eng Mesuren envisagéiert d'Regierung ze huele fir dëser Hausse entgéintzewierken?

- Feststellend, dass d'Regierung an hirer Äntwert op meng parlementaresch Fro N° 2710, ob d'Regierung weider Mesurë géif envisagéiere fir d'Hausse vum Fëmmertesaz, notamment bei deene Jonken ze stoppen, matgedeelt huet, datt fir den Ament keng weider Mesurë virgesi ginn. Fënnt d'Regierung net, datt een elo awer misst u weider Mesuren denken, fir datt déi nächst Enquête vum Joer 2020 net erëm eng alarméierend Hausse bei den Tubaks- a Shishafëmmerten uweist?

Réponse (26.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Resultat vun der leschter Enquête vun der Fondation Cancer ass effektiv extreem beonrouegend. Nodeems säit e puer Joer d'Zuel vun de Fëmmerte schonns net méi erofgaangen ass, geet dës Zuel elo 2019 kloer erop, an dat besonnesch bei de Jonken.

De Gesondheetsministère gesäit do follgend Piste fir géint dës Hausse virzegoen:

1. Eng breet ugeluecht Informatiounscampagne, déi besonnesch déi Jonk an d'Shishafëmme cibléiert. Dës Aart vu Konsum erfreet sech besonnesch bei Jugendleche groussem Succès an hir Schied op d'Gesondheet gi leider bei de Jonke staark banaliséiert. Dës Praxis erhéicht notamment de Risk fir ofhängeg vum Tubak ze ginn.

2. Eng Reform vum Tubaksevrage-Programm. Et ass wichteg, den Accès zu dësem Programm esou einfach wéi méiglech ze maache fir Leit, déi mat Fëmmen ophale wëllen, d'finanziell Prise en charge ze optimiséieren an och d'Méiglechkeet ze schafen, e puermol un dësem Programm deelzehuelen. Mir wëssen entre-temps, dass déi meescht Fëmmerten e puer Uleef brauchen, ier si vum Fëmmen definitiv lasskommen.

Question 2909 (25.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**apprentissage transfrontalier :**

L'apprentissage transfrontalier se caractérise par une formation en milieu professionnel, sous contrat d'apprentissage, dans une entreprise ayant son siège au Luxembourg et une formation en milieu scolaire dans un lycée dans un pays à l'étranger. Pendant le confinement et la fermeture partielle des frontières avec certains de nos pays limitrophes, le retour auprès de l'entreprise formatrice leur a été seulement possible avec le certificat d'un test négative. Or, dans la mesure, où les apprentis transfrontaliers ne figurent pas dans dudit « fichier élève » du ministère et n'ont pas reçu des invitations pour participer au Large-Scale-Testing, les élèves concernés ont dû demander un test auprès de leur médecin et ceci à leur frais.

Dans la mesure où le Luxembourg est de nouveau mis sur une liste rouge en Belgique et risque d'être remis sur la liste rouge en Allemagne, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre, au cas où le Luxembourg sera davantage mis sur des listes rouges dans d'autres pays limitrophes, est-ce qu'une solution/accord pour les apprentis transfrontaliers a été trouvé au préalable pour éviter qu'ils ne puissent joindre le lycée à l'étranger ?

- Dans quel « fichier de données » se trouvent les apprentis transfrontaliers pour qu'ils puissent être contactés et faire gratuitement le test Covid-19 ?

- Le Ministre peut-il nous fournir des chiffres concernant le nombre d'apprentis transfrontaliers qui fréquentent un lycée selon les différents pays ?

Réponse (10.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

- Le fait que le Luxembourg a été placé sur une liste rouge dans un de nos pays limitrophes est la conséquence d'une décision qui relève du pays concerné. Même en cas de restrictions en matière de mobilité des ressortissants, un test PCR gratuit peut être réalisé avant ou après un séjour à l'étranger par prise de rendez-vous via le site guichet.lu.

- Concernant les apprentis sous contrat d'apprentissage transfrontalier, le Service de la formation professionnelle (SFP) dispose d'un tableau récapitulatif par pays éligible, à savoir l'Allemagne, la France et la Belgique.

- Le nombre de personnes sous apprentissage transfrontalier dont l'accord date d'avant 2020 s'élève à 136 pour l'Allemagne, 56 pour la France et 7 pour la Belgique.

Pour l'année 2020 et selon la dernière mise à jour des tableaux concernant l'apprentissage transfrontalier, datant du 29 octobre 2020, 57 candidats sont actuellement scolarisés en Allemagne, 29 en France et 6 candidats fréquentent un établissement scolaire en Belgique. Les nouvelles demandes qui ne disposent pas encore d'un accord officiel ne sont pas incluses dans les chiffres susmentionnés. Il faut préciser qu'un accord de la part du SFP ne se traduit pas forcément par un contrat d'apprentissage signé. Dès que les inscriptions auprès de l'ADEM-OP sont clôturées, un bilan final est dressé reprenant le nombre de contrats d'apprentissage transfrontalier signés.

Question 2911 (28.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **bons d'hébergement :**

Eng Hëllefsmoossnam fir den Horesca-Sektor am Kader vun der Covid-19-Situatioun ass d'Aktioun mat de 50-Euro-Iwwernuechtungsbongen. Ronn 750.000 Bonge goufe Mëtt des Joers un d'Awunner vu Lëtzebuerg an un d'Grenzpendler heemgeschéckt. Nach bis Enn 2020 kënnen d'Bongen ageléist ginn. Ufank September huet et geheescht, et wiere 34.000 Bongen ageléist ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Tourismus- a Mëttelstandsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill vun deenen ausgestallten Iwwernuechtungsbonge goufe bis dato ageléist?

2. Et konnt een dovun ausgoen, datt d'Iwwernuechtungsbongen net all kënnen oder wäerte genotzt ginn. Hat d'Regierung domat gerechent, datt esou e groussen Deel vun deene Bongen net géif ageléist ginn, oder war dëst eng Iwwerraschung? Wat war dem Här Minister seng Aschätzung, wéi vill vun deene 50-Euro-Bonge bis Enn des Joers ageléist ginn?

3. Am Fall vun den Iwwernuechtungsbonge si bis ugangs September also nëmme 4 Prozent vun der envisagéierter Hëllef beim Sektor ukomm. Gesäit de Minister dëst als eng effikass Ënnerstëtzung? Ass séchergestallt, datt déi ronn 35 Milliounen Hëllef de Sektor nach erreechen? Wier den Här Minister averstanen, fir d'Gesamtzomm vun deene Bongen, déi bis zum Schluss vun der Aktioun nach net ageléist gi sinn, als Subventioun an der Kris un d'Hoteller am Land ze verdeelen, dëst a gerechter Proportionalitéit an ënnert der Konditioun, datt d'Hoteller hir Ëmsazzuele vum Virjoer virleeën a beweise kënnen, datt si d'Joer 2020 Aboussen duerch d'Covid-19-Situatioun haten?

Réponse (27.10.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. Et sinn insgesamt 730.096 Bongen ausgestallt ginn. Op de 26. Oktober 2020 goufe 67.518 Bongen ageléist.

ad 2. D'Aktioun vun de 50-Euro-Iwwernuechtungsbongen ass en Deel vun eiser Campagne „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz". D'Zilsetzung vun dëser Campagne war et, Lëtzebuerg nohalteg als touristesch Destinatioun duerzestellen an als interessant Alternativ zu Auslandsdestinatiounen ze positionéieren. D'Bongenaktioun war een Deel vum Gesamtkonzept, wouduerch d'Residentë sollten dozou beweegt ginn, Vakanz heiheem ze maachen an eng Nuecht oder méi hei am Land ze verbréngen.

Réckbléckend kann ee soen, datt eis Objektiver vun der Campagne wéi och der Bongenaktioun erreecht konnte ginn. Op der enger Säit hu mir et fäerdegbruecht, méi Bierger ze motivéieren, hiert Land nei ze entdecken, anerersäits konnte mir duerch dës Aktioun dem Hebergementssecteur an dëser Kris ënnert d'Äerm gräifen. Dat beleeën och Zuele vun enger Ëmfro an dem Lëtzebuerger Hebergementssecteur vu „Luxembourg for tourism". Effektiv hunn am Verglach mat de Jore virdru méi Residenten dëst Joer Vakanz doheem gemaach. Insgesamt 33 % vun den Hoteliere respektiv 57 % vun de Campingsbedreiwer hunn uginn, datt Buchunge vun de Residenten substanziell iwwert déi leschte Méint zougeholl hunn. Et kann een also dovunner ausgoen, datt d'Campagne an d'Bongenaktioun gutt um Terrain ukomm sinn. Dobäi kënnt och nach, datt d'Consommatiounen (Restaurant, Commerce etc.) wärend dem Openthalt iwwert de Wäert vum Bong erausgaange sinn.

ad 3. Wéi et an der Ried zur Lag vun der Natioun vum Premierminister annoncéiert ginn ass, wäert de Fonds de relance et de solidarité, dee speziell fir Entreprisen aus de Beräicher Horeca, Evenementiel an Tourismus gegrënnt gouf, bis an d'nächst Joer era verlängert ginn. Zousätzlech soll eng nei Direkthëllef en place gesat gi mat där d'Betriber aus vulnerabele Branchen en Deel vun hire Käschte kënne kompenséiert kréien. Et ass dofir net virgesinn, d'Gesamtzomm vun deene Bongen, déi bis Enn des Jores nach net ageléist gi sinn, als Subventioun eleng un d'Hoteller am Land ze verdeelen, mee d'Regierung wäert nach emol cibléiert deene staark betraffene Secteuren, dorënner den Hotelsbetriber, ënnert d'Äerm gräifen.

Question 2912 (28.09.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **fiabilité des tests de dépistage de la Covid-19 :**

Le sujet de la fiabilité des tests de dépistage a été évoqué à plusieurs reprises notamment via des questions que les députés ont adressées à Madame le Ministre de la Santé.

Nous nous permettons de dresser ci-après un petit tableau des réponses obtenues :

„Wéint der héijer Spezifissitéit kann een dovun ausgoen, dass e positiivt Resultat effektiv positiv ass an net muss kontrolléiert ginn." (extrait de la réponse ministérielle à la question parlementaire n° 2508)

„D'Zuel vun de 'falsch positive' Resultater mat der PCR-Technologie, esouwuel beim Large-Scale-Testing wéi bei der normaler Routinendiagnos, ass extreem geréng. De richtege Problem vun der PCR ass éischter e Risk vu 'falsch negative' Resultater, well de Virus entweeder a ganz klenge Quantitéite virläit oder well den Ofstréch net déif genuch am Hals gemaach gouf. Dat heescht, et verpasst een éischter Diagnose vun Infektioune wéi dass ee géif ze vill 'falsch positiv' Diagnosen erausginn, esou wéi dat och aus wëssenschaftleche Studien ervirgeet." (extrait de la réponse ministérielle à la question parlementaire n° 2609)

Fort de ces constats, Madame le Ministre concluait en réponse à la question d'un éventuel recours gracieux devant le directeur de la santé que :

„Wéi schonns erkläert, baséiert all Decisioun vum Gesondheetsdirekter op enger Confirmatioun duerch ee Standard Diagnosentest, a keng Persoun gëtt op Basis vum éischte Resultat vun engem gepoolten Test eleng isoléiert. An deem Sënn mussen och duerno keng weider Korrektiounen no engem nodréiglechen Diagnosentest gemaach ginn." (extrait de la réponse à la question parlementaire précitée)

Seules semblaient être admises les corrections suivantes :

„Falls Leit awer mengen, falsch behandelt ginn ze sinn an ongerechterweis oder ze laang an Isolement gesat gi wieren, kënne si och direkt de Gesondheetsdirekter oder d'Inspection sanitaire kontaktéieren. Dëst kënnt geleeëntlech vir, wann d'Inspection sanitaire net déi genau Informatioun iwwert den Ufank vun de Symptomer oder den Datum vum Ofstréch huet, mee nëmmen den Datum vum Testresultat, an net d'Méiglechkeet hat, mat der betraffener Persoun selwer ze schwätzen (z. B. wa keng valid Telefonsnummer bekannt ass, oder d'Persoun net ophieft). An deem Fall kann eng Dauer vun engem Isolement nodréiglech korrigéiert ginn (op 14 Deeg nom Ufank vun de Symptomer respektiv, wa keng Symptomer do sinn, nom Datum vum Ofstréch, op Basis vum schréftlechen Testresultat mat dem Datum vum Ofstréch). Dësen di-

rekte Kontakt mat der Administratioun mécht normalerweis e Recours virum Verwaltungsgeriicht iwerflësseg." (extrait de la réponse précitée)

Il se trouve que Madame le Ministre a récemment confirmé l'existence de deux séries de 10 respectivement 26 tests dits « faux positifs ».

Un récent exemple montre qu'une mesure de mise en isolement ordonnée par le directeur de la santé sur base d'un premier test positif daté du 17 septembre 2020 a pu être levée le 24 septembre 2020 au vu (i) d'un deuxième test négatif obtenu quatre jours plus tard, (ii) d'une absence de symptômes, (iii) d'une absence de contact à haut risque avec une personne testée positive à la Covid-19 et (iv) de la faible positivité du premier test.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame le Ministre :

- Madame le Ministre peut-elle nous fournir plus de détails quant aux tests dits « faux positifs » ? Depuis le début des tests, combien de personnes ont à sa connaissance, à tort, été mises en isolement/ en quarantaine en raison de tels tests ? Combien de jours ces personnes avaient à tort été isolées / mises en quarantaine ?

- Madame le Ministre peut-elle nous fournir plus de détails quant aux récents tests « faux positifs » récemment découverts ?

• S'agit-il de cas isolés identifiés dans un seul et même laboratoire d'analyses ?

• Dans quelles circonstances ces résultats erronés ont-ils pu se produire ?

• Combien de personnes ont été négativement impactées par ces tests « faux positifs » ?

• Les personnes visées par les tests « faux positifs » ont-elles été mises en isolement par ordonnance du directeur de la santé ? Dans l'affirmative, combien de personnes se sont parallèlement vues imposer une mesure de mise en quarantaine ? Toujours dans l'affirmative, combien de jours ces personnes ont été mises en isolement / mises en quarantaine avant que l'erreur n'ait pu être été détectée et les ordonnances levées ?

- Quelles sont les mesures correctrices adoptées pour éviter, dans la mesure du possible, de tels « incidents » ?

- Dans quelles circonstances et à quelles conditions le directeur de la santé est-il disposé de réduire/de lever une mesure d'isolement décidée antérieurement sur base d'un test positif ? Quels documents probants faut-il produire pour obtenir une telle décision ?

Réponse (26.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les honorables Députes font référence à plusieurs situations qui ont conduit à des rectifications d'isolements ou de quarantaines, mais qui ont toutes des origines différentes, et ne doivent donc pas être confondues :

Le premier incident impliquait une inversion d'identification d'échantillons due à un problème technique d'un équipement automatisé dans un laboratoire d'analyses médicales. En effet, cet équipement avait été révisé par un technicien du producteur de l'équipement et avait été mal réglé par ce dernier. Heureusement, l'équipe du laboratoire d'analyses médicales s'est rendue compte rapidement du problème et les résultats, qui avaient entretemps été communiqués aux patients et à l'Inspection sanitaire, ont pu être rectifiés dans la journée. La firme qui avait fait l'entretien de l'appareil et qui a été à l'origine du mauvais réglage a reconnu sa responsabilité. Le laboratoire d'analyses médicales a immédiatement déclaré le problème à la Direction de la santé, qui est l'autorité de contrôle et qui a procédé dans la semaine à une visite de contrôle dans le laboratoire, et a ainsi pu confirmer le redressement de l'erreur et le bon fonctionnement de l'équipement.

Le deuxième constat se réfère aux problèmes d'interprétation de certains tests des membres d'une même entreprise, tous asymptomatiques, qui avaient été testés initialement positifs, qui tous ont été testés négatifs sur un nouvel échantillon dans le même laboratoire d'analyses médicales quelques jours plus tard. Cette constellation est inhabituelle, surtout si elle touche simultanément plusieurs membres d'un même « cluster » et de ce fait a posé des interrogations. Dans une telle situation, on doit évidemment toujours évoquer un problème technique et mettre en doute, soit le premier (positif) soit le deuxième résultat (négatif). Avec l'accord des concernés, il fut rapidement procédé à la réalisation de troisième frottis qui ont été analysés par un laboratoire différent. Ce dernier a confirmé les résultats négatifs, ce qui a conduit à la levée immédiate des isolements et quarantaines. Une visite de contrôle dans le premier laboratoire n'a pas permis de détecter d'irrégularités de sorte qu'aucune explication adéquate au phénomène observé ne peut finalement être avancée.

Les deux autres situations sont des cas particuliers où un recours a été introduit suite à un premier test positif, suivi d'un ou de plusieurs tests négatifs, effectués à l'initiative des personnes elles-mêmes, avec l'intention de prouver que le premier test était un faux résultat. À nouveau, à notre avis, ce ne sont cependant pas de faux positifs dans le sens où le laboratoire d'analyses médicales aurait fait une erreur, mais il s'agit de situations particulières qui ont nécessité une interprétation individuelle à la lumière de certains arguments cliniques et épidémiologiques, dont le laboratoire ne dispose en général pas lorsqu'il émet son résultat de test.

Le Directeur de la santé est toujours disposé à analyser une situation particulière qui lui est soumise comme recours gracieux. Une adresse de courrier électronique (recours-covid@ms.etat.lu) établie spécialement à cet effet figure sur toute ordonnance d'isolement ou de quarantaine et les personnes reçoivent une réponse endéans les 24 heures.

Question 2913 (28.09.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **carrière de la Police grand-ducale :**

En ce qui concerne le recrutement auprès de la Police grand-ducale, il existe, selon mes informations, une incohérence persistante au niveau du reclassement.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire quel est, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalité d'avancement des fonctionnaires d'État, le nombre actuel de demandes de reclassement de la carrière C1 vers une catégorie de traitement supérieure ?

2) Sur quelle base légale ces reclassements ont-ils été effectués ?

3) La fonction dispose-t-elle d'un « simulateur de carrière », moyen technique permettant de calculer l'évolution de la carrière pour les policiers ? Dans l'affirmative, ce moyen est-il disponible pour tous les fonctionnaires ?

Réponse commune (03.11.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1) Environ 200 fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la Police grand-ducale ont fait une demande d'accès au groupe de traitement B1 au moyen d'un reclassement automatique.

ad 2) Aucun reclassement au sens strict du terme n'a été effectué au sein du cadre policier de la Police grand-ducale.

Actuellement, 321 fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la Police grand-ducale ont pu rejoindre le groupe de traitement B1 moyennant le mécanisme temporaire de changement de groupe tel que prévu à l'article 94 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et 130 après réussite de l'examen-concours pour le groupe de traitement B1 selon la procédure dite « out-in » telle que prévue à l'article 66 de la même loi.

ad 3) Le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) ne dispose pas de simulateur de carrière. Le calcul de l'évolution de toute carrière est effectué manuellement par un gestionnaire de rémunération du CGPO en cas de demande individuelle.

Question 2917 (28.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **réduction de l'offre des transports publics :**

Den 13. September si verschidden Upassungen am Busreseau gemaach ginn. Hei koum et zum Bäisëtze vun dräi neie Buslinnen, mee awer och zur Verleeung vu Busarrêten a vu verännerten Horairen. Esou ass och d'Frequenz vu verschiddene Buslinne staark reduzéiert ginn. Dës Verännerunge vum Busplang kéinten dozou féieren, dass dëst Transportmëttel als manner interessant Alternativ zum Auto gesi gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Bei wéi ville Buslinne gouf d'Frequenz vun den Trajete reduzéiert? Wéi vill Buslinne fueren elo manner Arrêten un ewéi virum 13. September?

2. Opgrond vu wéi enge Krittäre sinn dës Ännerungen am RGTR-Netz geholl ginn?

3. Ass den Här Minister der Meenung, dass eng Reduzéierung vu Busfrequenzen de richtege Wee ass, fir den ëffentlechen Transport méi attraktiv ze gestalten an en esou zu enger wierklecher Alternativ zum Auto ze maachen?

Réponse (17.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Zum Sujet vun den Ëmstellungen am nationale Busreseau (RGTR) vum 13. September ass ze soen:

ad 1. D'Frequenz gouf bei enger Buslinn (192 Bous–Weiler-la-Tour–Luxembourg) erofgesat, awer just ausserhalb vun der Spëtzestonn. Dëst ass bedéngt doduerch, datt et sech heibäi ëm ee sougenannten „Eurobus" gehandelt huet, dee virun der Mise en service vum Tram eng urban Desserte an der Stad Lëtzebuerg ofgedeckt huet an doduerch an dësem héijen Takt de ganzen Dag gefuer ass. Well dës Funktioun elo ewechfält, ass déi héich Frequenz den Dag iwwer nët méi gerechtfäerdegt an och net fair par rapport zu aneren Uertschaften, déi weesentlech méi Awunner hunn an trotzdeem eng änlech Frequenz.

Wat d'Arrêten ugeet, esou sinn hei verschidde Fäll ze ënnerscheeden:

Am Kader vun der Ëmstellung vum Reseau, déi et an dëser Envergure nach ni gouf, sinn e puer Arrête vergiess ginn, dës Problemer goufen awer direkt redresséiert, nodeems se festgestallt goufen.

An anere Fäll si verschidde Linne schonn ëmgesat ginn, ouni dass awer de gesamte Reseau an der Regioun konnt komplett ugepasst ginn. Dëst huet zu Lücke gefouert. Dës Lücke waren am Konzept net virgesinn, et handelt sech also ëm eng Iwwergangsphas. Trotzdeem probéiere meng Servicer, esou séier wéi méiglech och hei Léisungen ze fannen, dass och dës Leit erëm vum RGTR profitéiere kënnen.

2. Den RGTR-Reseau ass op Basis vun de Resultater aus der Luxmobil-Etüd 2017, vu Comptagen aus deenen eenzelne Linnen an de Joren 2016 an 2017 a vun allgemengen Informatiounen zur Zuel vun Awunner an Aarbechtsplazen an deenen eenzelne Lokalitéite respektiv Gemenge geplangt ginn.

3. Et muss ee sech bewosst sinn, dass den RGTR-Reseau iwwert d'Jore gewuess ass an dass mat den allgemengen Entwécklungen an a ronderëm der Stad, notamment dem Tram, d'Funktioun vun den RGTR-Buslinnen ännert; esou fält déi innerurban Desserte ewech an et geet virun allem drëm, fir d'Leit souwuel aus dem Land wéi och aus der Grenzregioun performant an d'Stad, respektiv an aner gréisser Lokalitéiten ze bréngen. Gläichzäiteg ass et awer och esou, dass dëse Reseau vu Steiergelder finanzéiert gëtt an doduerch esou effektiv wéi méiglech muss sinn, ouni awer eidel Gefierer duerch d'Land ze féieren, well dëst ass weeder aus ekonomescher nach aus ekologescher Siicht sënnvoll.

Question 2919 (29.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **don du sang :**

Rezent war ze liesen, datt am Moment d'Bluttkonserven zu Lëtzebuerg erëm knapp ginn an et gouf een Opruff vun der Croix-Rouge un d'Spender, méi reegelméisseg spenden ze goen. Zäitgläich missten och méi Éischtspender rekrutéiert ginn.

Virun engem knappe Joer hat den deemolege Gesondheetsminister annoncéiert, datt en Aarbechtsgrupp amgaange wier d'Krittäre fir d'Bluttspender ze iwwerschaffen, och am Hibléck op d'Tatsaach, datt et Homosexuellen nach ëmmer net erlaabt ass Blutt ze spenden. Effektiv fënnt een am Questionnaire fir Bluttspender nach ëmmer Froen iwwert déi sexuell Orientéierung. Den deemolege Minister hat d'Joer 2022 als Datum fir méiglech Änderunge genannt.

Virun dësem Hannergrond géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Ass d'Regierung informéiert iwwert den aktuelle Mangel u Bluttkonserven?

- Wa jo, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir kuerzfristeg d'Reserven opzestocken?

- Wéi wäit sinn d'Aarbechte vum uewe genannten Aarbechtsgrupp?

- Virum Hannergrond vun dem Mangel u Bluttkonserven, missten dës Aarbechten net beschleunegt ginn, fir datt z. B. och homosexuell Mënsche Blutt kënne spenden?

Réponse (28.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wéi all Joer huet d'Croix-Rouge um Enn vun der Summervakanz en Appell gemaach, well de Stock amgaange war erofzegoen. Déi genee Zuele vum Stock kënnen an der Äntwert op d'Question parlementaire Nr. 2777 nogelies ginn. Aktuell si genuch Bluttkonserven am Stock, engersäits well d'Leit aus der Vakanz zréck sinn, awer och duerch den Appell, deen d'Rout Kräiz gemaach huet fir Blutt ze spenden.

D'Gestioun vum Stock vun de Bluttkonserven ënnerläit de Responsabele vum Transfusiounszenter vum Roude Kräiz. Eng vun hire Missioune besteet doran, d'Autosuffisance vum Land am Beräich vun de Bluttkonserven ze garantéieren, wat de Moment de Fall ass. Duerch geziilte Campagnë gëtt weiderhi probéiert fir nei Bluttspender ze fannen, haaptsächlech vu jonke Leit.

Et gouf kee Mangel u Bluttkonserven. D'Aarbechte vun dësem Grupp sinn amgaange fir verschidde Krittäre fir d'Joer 2021 unzepassen. Et ass zu dësem Zäitpunkt awer nach ze fréi fir Detailer ze kommunizéieren, éier de Grupp seng Aarbechten ofgeschloss huet.

Question 2923 (29.09.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation de la Covid-19 dans les écoles :**

Ce dispositif, présenté le 5 septembre 2020, prévoit dans son scénario 1 (un cas isolé en classe) que toute la classe est testée à partir du 6e jour suivant l'apparition du résultat positif chez l'enfant en question.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé :

1) De quelle manière la phase des tests prévue à partir du 6e jour est-elle organisée ? Les ordonnances de test sont-elles envoyées individuellement aux élèves de la classe ? Dans l'affirmative, endéans quel délai à partir de la mise en isolation de la classe les parents sont-ils informés de la marche à suivre ? L'information est-elle transmise par les titulaires de classe, la direction de région concernée ou la Direction de la santé ?

2) Étant donné que les classes concernées par le scénario 1 sont dispensées des cours d'éducation physique, ces heures de cours désormais libres ne pourraient-elles pas être organisées de façon à faire tester la classe dans son ensemble, par exemple en ayant recours à l'unité de test mobile ?

3) Quelle suite est réservée à un élève qui refuse le cas échéant de se faire tester ou dont les parents ou tuteurs refusent le test ?

Réponse commune (10.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

L'invitation d'effectuer un test Covid-19 au sixième jour après le contact avec la personne testée positive est envoyée aux élèves sous forme d'une ordonnance médicale à laquelle se trouve jointe une lettre de recommandations du directeur de la Santé contenant des informations pratiques sur le comportement à adopter pendant la semaine après ledit contact.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de la Santé ont décidé d'adapter le mode de fonctionnement en place, afin d'assurer une plus grande réactivité dans la mise en œuvre du dispositif sanitaire dans le contexte de l'éducation nationale. Pour garantir une réception en temps utile, la diffusion des ordonnances de test sera désormais assurée par les services de l'éducation nationale. Ainsi, les ordonnances seront remises sous deux formes : d'une part, directement aux parents d'élèves (ou à l'élève majeur) par voie de courriel, et, d'autre part, en version imprimée distribuée par les enseignants aux élèves concernés.

Pour tester plus rapidement les élèves des classes touchées par un scénario 1, des équipes de testing mobiles se rendront dans les bâtiments scolaires pour tester sur place les élèves et les enseignants concernés. La réalisation du test sera soumise à l'accord de l'élève majeur ou à l'accord parental pour les élèves mineurs.

Les prélèvements seront effectués pendant les heures de cours. Aucun test ne sera fait pendant le week-end. Les personnes qui ne souhaitent pas profiter de cette offre garderont la possibilité de se rendre dans un laboratoire ou un centre effectuant des tests Covid-19, en présentant l'ordonnance reçue.

Une douzaine d'équipes mobiles sont formées, dès à présent, et débuteront leurs activités dans la semaine du 16 novembre 2020. Elles se composeront chacune de deux personnes, dont un professionnel de santé qui fera les prélèvements oraux. La seconde personne se chargera de la gestion administrative des tests, c.-à-d. de la vérification de l'adéquation entre l'ordonnance médicale, le matricule national et l'identité de la personne à tester.

Les élèves et les enseignants concernés se voient délivrer une ordonnance de test, alors que le test se fait sur une base volontaire. S'agissant de données médicales, l'école n'a pas le droit d'exiger de la part

d'un élève ou de ses parents, voire des enseignants concernés, la présentation d'une attestation que le test a été réalisé, ni a fortiori le résultat du test. Dans le cadre du scénario 1, la mesure de mise à l'écart de la classe prend fin d'office le huitième jour après le dernier contact avec la personne testée positive.

Question 2924 (29.09.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **statut et l'accès au « testing » du personnel éducatif et psychosocial intervenant auprès d'élèves à besoins éducatifs spécifiques :**

Dans un article paru dans le « Tageblatt » le 15 septembre 2020, la problématique du statut et de l'envergure de la tâche du personnel éducatif et psychosocial intervenant auprès d'élèves à besoins éducatifs spécifiques a refait surface. Le même jour, les syndicats ALEE/CGFP, l'APCCA/SEW/OGBL, SLEG/CGFP, SPEBS/CGFP ainsi que la représentation du personnel APPSAS avaient uni leurs forces et fait part de leur désarroi concernant des notes de la part de plusieurs chefs de service du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse concernant l'envergure de la tâche du personnel éducatif et psychosocial dans l'enseignement, qui leur avaient été octroyées le 13 juillet 2020.

Cette approche de réformer les tâches du personnel éducatif et psychosocial dans l'enseignement par simple note de service est en contraste flagrant avec des déclarations antérieures de Monsieur le Ministre.

Ainsi, dans sa réponse à une question parlementaire du député Sven Clement, datant du 17 janvier 2019, Monsieur le Ministre a affirmé quant au personnel des centres de compétences que « pour ce qui est des agents du sous-groupe éducatif et psychosocial, il sera procédé à une analyse profonde des cadres légaux et réglementaires en matière des tâches de l'ensemble du personnel socio-éducatif œuvrant dans nos écoles. Suite à cette analyse, des pourparlers ayant pour objectif une clarification de ces tâches seront menés avec les syndicats concernés afin de pouvoir légiférer aussitôt que possible en la matière. » Cependant, aucune avancée concernant les questions de statut du personnel susmentionné n'aurait eu lieu jusqu'à aujourd'hui, de même que les pourparlers avec les syndicats prévus pour le 2 avril 2020 n'auraient pas pu avoir lieu pour cause de lockdown.

Étant donné le contexte de la pandémie et des mesures sanitaires supplémentaires à respecter s'ajoutant à la mission d'enseignement, une responsabilité encore accrue revient donc au personnel des écoles en général et au personnel éducatif et psychosocial en particulier et ceci d'autant plus s'il est en charge d'élèves à besoins éducatifs spécifiques. Cette hausse de responsabilité et de travail rend donc le débat encore plus pressant.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quand Monsieur le Ministre rencontrera-t-il les syndicats pour reprendre les discussions autour du statut et des tâches du personnel éducatif et psychosocial des centres de compétence en psychopédagogie spécialisée ?

2) Monsieur le Ministre considère-t-il l'élaboration d'une nouvelle loi pour réglementer la tâche du personnel éducatif et psychosocial dans l'enseignement ?

D'après mes informations, la problématique du statut du personnel des centres de compétences semble également avoir eu des répercussions sur leur accès au « testing » de dépistage du Covid-19, sur lequel aurait dû se fonder, d'après Monsieur le Ministre, la sécurité de la rentrée scolaire dans le cadre de la pandémie. Les premiers membres du personnel des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée n'auraient reçu leurs invitations, suite à une initiative d'urgence de la part de la Direction de la santé, que le 14 septembre 2020, donc à l'aube de la rentrée, tandis que la grande majorité du personnel concerné bien plus tard durant la 38ème semaine de l'année calendaire, rendant donc impossible un testing avant le 1er jour de classe.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

3) Monsieur le Ministre peut-il nous dire si les affirmations mentionnées plus haut concernant les invitations au « testing » du personnel des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée sont véridiques ?

4) Dans l'affirmative, quelles en seraient les raisons ? Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il communiquer en détail la procédure mise en place pour intégrer le personnel des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée dans la stratégie de « testing » de dépistage du Covid-19 ? Qu'en sera-t-il de la régularité des invitations aux tests ?

5) Toujours dans l'affirmative, cette situation serait-elle à voir dans le contexte d'un statut à part des personnels des centres de compétences (professeur(e)s, instituteurs/trices, personnel éducatif et psychosocial), à savoir qu'on ne considérerait plus ce personnel comme faisant partie du personnel des écoles ?

6) Toujours dans l'affirmative, cette situation serait-elle à considérer dans le contexte des explications de la part de Monsieur Laurent Dura, chef de service du Service des élèves à besoin spécifiques au Ministère de l'Éducation nationale dans un article précité du « Tageblatt » du 15 septembre, affirmant que le statut du personnel des centres de compétences l'exclurait du personnel des écoles ?

7) Selon Monsieur le Ministre, quel serait le statut actuel du personnel des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée ?

Réponse (17.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) En ce qui concerne les pourparlers avec les syndicats représentant notamment le personnel éducatif et psychosocial au service de l'éducation nationale, une réunion eut lieu en date du 6 octobre 2020. Lors de cet échange, il a été convenu de reprendre les discussions autour des tâches du personnel issu du sous-groupe éducatif et psychosocial œuvrant dans les établissements de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ainsi que dans les centres de compétences en psychopédagogie spécialisée. Une prochaine entrevue est prévue début du mois de décembre 2020.

ad 2) Comme convenu lors de la réunion du 6 octobre 2020, le Syndicat luxembourgeois des éducateurs gradués (SLEG) a transmis au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) un avis juridique concernant la tâche hebdomadaire du personnel EPS dans l'enseignement, avis qui fait actuellement l'objet d'une analyse approfondie par le Service de la coordination des affaires juridiques du MENJE.

ad 3) En date du 4 septembre 2020, il fut annoncé que tous les élèves, enseignants, éducateurs et autres professionnels seraient invités par courrier à se faire tester avant la rentrée scolaire. Par la suite, le dépistage ciblerait particulièrement les familles avec enfants (l'essentiel des contaminations se faisant en famille), les régions et les écoles les plus touchées par le Covid-19. En effet, les membres du personnel enseignant, éducatif et psychosocial des centres de compétences se sont vus remettre une invitation afin de pouvoir bénéficier du dispositif de tests PCR (Polymerase Chain Reaction) à large échelle, le large scale testing (LST). Néanmoins, les capacités ayant été limitées, il fut décidé d'étaler l'envoi des invitations en commençant par les élèves et enseignants de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, unique raison pour laquelle les élèves et le personnel des centres de compétences se sont vus remettre leur invitation seulement les derniers jours avant la rentrée.

ad 4) Afin de garantir la continuité de ce dispositif de dépistage et dans l'attente d'une solution d'éradication du virus plus pérenne (vaccin, médicament, etc.), le projet LST a été reconduit pour une seconde phase sous la coordination de la Direction de la santé. La deuxième phase du LST se veut un outil à la fois plus ciblé et plus flexible avec une capacité de test modulable permettant de réagir rapidement en fonction de l'évolution de la situation.

La stratégie de test consiste en un dépistage par test PCR volontaire proposé à quatre types de population, dont la population considérée en théorie comme « particulièrement exposée ». Pour cette population cible, des tests en continu sont programmés avec une fréquence de test qui pourra être revue en fonction de l'évolution de la situation. Cette catégorie comprend entre autres les médecins, les pensionnaires de maisons de soins, le personnel de soins, le personnel CGDIS, les agents de la police, le personnel enseignant et socio-éducatif des écoles, les élèves et les professionnels du secteur de l'Horeca.

ad 5) - 7) Concernant les fonctionnaires affectés aux centres de compétences, le seul statut est celui qui s'applique à tout fonctionnaire d'État tel que défini par la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. S'y ajoute pour les agents engagés en qualité d'employé de l'État les dispositions reprises dans la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

Les explications et précisions fournies par mes collaborateurs lors des différents moments d'échange et auxquelles l'honorable Député fait allusion, sont celles relatives à la classification des fonctions régie par la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. En effet, la loi précitée prévoit dans son article premier la classification des fonctions en cinq rubriques, à savoir les rubriques « Administration générale », « Enseignement », « Armée, Police et Inspection générale de la Police », « Douanes », et « Magistrature ». Tout agent au service d'un centre de compétences intègre donc l'une de ces rubriques.

Au sein de la rubrique « Administration générale », l'on retrouve le sous-groupe éducatif et psychosocial. Celui-ci regroupe notamment les anciennes carrières de pédagogue, de psychologue, d'assistant social, d'éducateur gradué, d'ergothérapeute, de masseur-kinésithérapeute, d'orthophoniste, d'orthoptiste, de pédagogue curatif et de psychorééducateur.

La rubrique « Enseignement » quant à elle prévoit entre autres le sous-groupe enseignement secondaire avec la fonction de professeur et le sous-groupe enseignement fondamental avec la fonction d'instituteur. Le sous-groupe enseignement secondaire regroupe les anciennes carrières telles que professeur de lettres ou de sciences, professeur d'éducation artistique, professeur d'éducation musicale, professeur d'éducation physique ou encore professeur d'enseignement logopédique. Le sous-groupe enseignement fondamental regroupe entre autres les anciennes carrières d'instituteur, d'instituteur de l'enseignement préscolaire, d'instituteur de l'enseignement primaire, d'instituteur d'éducation différenciée, d'instituteur d'enseignement logopédique ou d'instituteur d'enseignement spécial.

Question 2926 (29.09.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **recrutement du personnel enseignant :**

De Rekrutement vun Enseignanten huet sech déi lescht Joren iwwer als problematesch erwisen. 2017/2018 zum Beispill hate sech fir 291 oppe Plaze just 168 Kandidate gemellt. A senger Rentréespressekonferenz vun dësem Joer ass den SEW eemol méi op den akute Manktem un Enseignanten agaangen. Fir dëser Penurie entgéintzewierken, gouf 2018 de Beruff vum Enseignant fir sougenannt „Quereinsteiger" opgemaach. Fir d'Rentrée 2018/2019 goufen iwwert dëse Wee 184 Kandidate rekrutéiert, vun deenen der am Laf vun dem selwechte Joer 5 sollen opgehalen hunn, wéi aus enger Äntwert vum Här Minister op eng parlamentaresch Fro am Oktober 2019 ervirgeet.

An deem Zesummenhang wollte mir dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi huet dës Zuel iwwert déi lescht Joren evoluéiert? Wéi vill Kandidaten hunn de Concours zum Enseignant gepackt, wéi vill befanne sech an der Carrière A2 als Chargé de cours a wéi vill hunn d'Grondschoul erëm verlooss?

2. Wéi gesäit d'Evolutioun am Enseignantswiesen aus? Gëtt sech nees méi fir de Beruff interesséiert oder gëtt de Problem vum Manktem ëmmer méi akut? Wéi gesinn eventuell Äntwerten op dëse Problem aus?

3. 2018 hate 45 % vun de „Quereinsteiger" e Bachelor am edukativen, psychologeschen oder soziale Beräich. Wéi gesäit de Background 2019 an 2020 aus? Besteet net e reelle Risiko, fir d'Problemer vun der Schoul an de sozioedukative Beräich ze verlageren? Wéi ënnerscheede sech d'Aarbechtskonditiounen an deenen zwee Secteuren?

Réponse (11.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Kader vum Rekrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, goufen am Ganzen 230 nei Enseignanten an der Promotioun 2018 agestallt. Zum aktuellen Zäitpunkt hu sech vun den 230 Kandidate vun der Promotioun 2018 der 168 dem Concours gestallt, 48 schaffen der aktuell als Chargé de cours an der Carrière A2 an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen a 14 Leit hunn am Laf vun de leschten zwee Joer demissionéiert.

Am Kader vum Rekrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, goufen am Ganzen 184 nei Enseignanten an der Promotioun 2019 agestallt. Zum aktuellen Zäitpunkt hu sech vun den insgesamt 184 Kandidate vun der Promotioun 2019 der 124 dem Concours gestallt, 52 schaffen der aktuell als Chargé de cours an der Carrière A2 an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen an 8 Leit hunn am Laf vum leschte Joer demissionéiert.

Et ass an dësem Kontext ze bemierken, datt vun de Kandidaten, déi demissionéiert hunn, der eng Partie bedéngt duerch hir Qualifikatioun, sprëch dem Ofschloss vun engem Masterstudium, een A1-Posten ugeholl hunn.

De Rekrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, gouf fir dëst Joer nach net ofgeschloss. Aktuell ass virgesinn, 207 Kandidaten am Kader vun der Promotioun 2020 ze rekrutéieren.

ad 2. An deene leschte Jore goufe vill Efforten ënnerholl, fir nees méi Agente fir de Beruff vum Enseignant an der Lëtzebuerger Grondschoul ze begeeschteren. Meng Servicer sinn all Joers (an dëst Joer online), op der Foire des étudiants present, fir den aktuellen an den zukünftege Studenten déi eenzel Beruffer aus dem Beräich vun der Educatioun virzestellen. Des Weidere sinn eenzel Agenten am Kader vun Aktivitéiten, déi an de Lycéeën ugebuede goufen, intervenéiert, fir iwwert dëse Wee déi zukünfteg Studente fir de Beruff vum Enseignant ze begeeschteren.

Meng Gespréicher mat der Université du Luxembourg an de leschte Joren hunn dozou gefouert, datt d'Kapazitéite fir d'Formatioun zum Enseignant erhéicht goufen, soudatt elo méi Studenten hir Formatioun hei am Land kënne maachen a sech deemno schonn am Kader vun hirer Grondausbildung mat de spezifesche Besoinen vun der Lëtzebuerger Schoulpopulatioun kënnen auserneesetzen.

Et ass och wichteg, de Jonken e Studium am Beräich Sciences de l'éducation an déi ënnerschiddlech Méiglechkeeten, déi sech mat esou engem Diplom erginn, nozebréngen. Nom Ofschloss vun engem Studium am Beräich vun de Sciences de l'éducation ass net nëmmen d'Ausübe vum klassesche Enseignantsberuff méiglech, mee am Laf vun der Carrière kënne sech d'Enseignantë spezialiséieren, fir sech duerno berufflech an d'Richtung vun der Prise en charge vu Kanner mat spezifesche Besoinen, vun der Schoulentwécklung oder der Interventioun an enger Regionaldirektioun ze orientéieren.

Trotz den Efforten, déi vu menge Servicer ënnerholl ginn, kënnen am Kader vum Concours, deen den Accès an de Stage vum Enseignant-fonctionnaire erméiglecht, net all d'Poste besat ginn, soudatt de Rekrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, och an den nächste Joren zum Droe wäert kommen. Et gëllt, dëse Modell ze evaluéieren, éiert d'Mesure am Joer 2023 ausleeft, an eventuell eng adequat Alternativ auszeschaffen.

ad 3. Fir 2019 sinn insgesamt 310 Enseignanten rekrutéiert ginn. Dëse Grupp setzt sech zesummen aus 159 Persounen, déi e Bachelor en sciences de l'éducation hunn an 151 Persounen, déi en aneren Ofschloss hunn. Dobäi ass ze bemierken, datt vill Absolvente mat Studien aus de Beräicher Pedagogik, Psychologie a Sozialwëssenschafte sech fir de Beruff vum Enseignant interesséieren. De wäitaus gréissten Deel vun de Persoune mat engem Ofschloss a Relatioun mat dem Enseignement fondamental ginn aus dësem Beräich rekrutéiert; et sinn der insgesamt 50.

Doriwwer eraus si 37 Persoune mat engem Ofschloss am Beräich vun de Sproochen, déi am Enseignement fondamental enseignéiert ginn, 17 Persoune mat engem Ofschloss an der Mathematik an Informatik an 13 Persounen notamment aus de Beräicher Sport a Konscht rekrutéiert ginn.

Fir 2020 goufe bis elo insgesamt 306 Enseignanten rekrutéiert. Dëse Grupp setzt sech zesummen aus 132 Persounen, déi e Bachelor en sciences de l'éducation hunn an 174 Persounen, déi en aneren Ofschloss hunn. 61 Persoune mat engem Ofschloss a Relatioun mat dem Enseignement fondamental ginn aus de Beräicher Pedagogik, Psychologie a Sozialwëssenschafte rekrutéiert.

Doriwwer eraus sinn 19 Persoune mat engem Ofschloss am Beräich vun de Sproochen, déi am Enseignement fondamental enseignéiert ginn, 31 Persoune mat engem Ofschloss an der Mathematik an Informatik an 63 Persounen notamment aus de Beräicher Sport a Konscht rekrutéiert ginn.

De Rekrutement vum Schouljoer 2020/2021 ass aktuell nach net ofgeschloss, deemno sinn dës Zuelen nach net definitiv.

Mir stellen allgemeng fest, datt d'Kandidate mat Diplomer aus dem sozioedukative Beräich net iwwerrepresentéiert si par rapport zu de Kandidaten aus deenen anere Beräicher, soudatt iwwert dee Wee prinzipiell kee Problem fir aner Secteure geschaaft gëtt.

Ech verweisen am Kader vun enger Beschreiwung vun den Aarbechtskonditiounen op de Règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant le détail de la tâche des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental. An dësem Reglement ginn déi genau Aufgabe vun de Chargés de cours beschriwwen. Wat dat sozioedukatiivt Personal betrëfft, kann een, opgrond vun der Villfältegkeet vun de Beruffsfelder (Member vun der ESEB, Mataarbechter an enger Maison relais oder an engem Internat, etc.), keng Verallgemengerung vun den Aarbechtskonditioune

maachen. Aus dësem Grond ass en direkte Verglach vun de Konditiounen tëscht deenen ënnerschiddleche Beruffsgruppen net méiglech.

Question 2932 (01.10.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **limites du dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation de la Covid-19 dans les écoles :**

Lors d'une conférence de presse le 25 septembre 2020, le dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation du Covid-19 dans les écoles a été confirmé par les ministres. Le scénario 1 prévoit un cas isolé si un seul élève est testé positif dans une classe sans indication d'infection à l'école. Le scénario 2 s'impose si plusieurs cas sont identifiés dans une classe, toute la classe est alors mise en quarantaine. Finalement, le scénario 3 s'applique lorsqu'est détectée une chaîne de contamination au sein de l'école, préconisant des mesures supplémentaires dans certains cas.

Lors de cette conférence de presse, les ministres n'ont pourtant pas donné d'informations spécifiques concernant l'application de ce dispositif pour les élèves ayant souscrit un contrat d'apprentissage dans le cadre de leur formation professionnelle notamment ceux qui sont inscrits dans les classes en régime concomitant.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Comment est-ce que le dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation du Covid-19 dans les écoles peut être appliqué dans le régime concomitant ?

- Comment est-ce que les organismes de formation (entreprises) sont informés au cas où un apprenti a été testé positif au Covid-19 ? Quelles sont les recommandations pour ces entreprises ?

- Quelles sont les lignes directrices envoyées aux écoles, aux patrons ainsi qu'aux chambres professionnelles ?

Réponse commune (10.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le dispositif sanitaire à trois niveaux, présenté lors de la conférence de presse du 4 septembre 2020, s'applique à tous les élèves inscrits dans les lycées, qu'il s'agisse d'élèves proprement dits ou d'apprentis lors de la partie scolaire de leur apprentissage.

Conscient du fait qu'une éventuelle contamination au Covid-19 d'un apprenti nécessite de prendre des mesures non seulement dans le milieu scolaire mais aussi auprès du patron formateur, une communication à l'adresse des lycées offrant des formations professionnelles a été envoyée par courriel aux directions des lycées concernés en date du 1er octobre 2020. Ladite communication était accompagnée d'un modèle de fiche d'information à adresser par les lycées aux patrons formateurs dès la survenance d'un cas assimilable au scénario 1 du dispositif sanitaire.

Cette fiche d'information contient, outre l'identification de l'apprenti en question, une explication des mesures mises en œuvre dans les écoles ainsi qu'une recommandation aux patrons formateurs de dispenser leur apprenti si l'entreprise n'est pas en mesure de garantir les mêmes conditions en entreprise que celles prévues par le scénario 1 au lycée, c'est-à-dire le port continu du masque et une restriction des contacts sociaux de l'apprenti au sein de l'entreprise.

Question 2936 (01.10.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **délais d'accès à la mammographie :**

Dans sa réponse du 12 février dernier à la question parlementaire n° 1700, Madame la Ministre de la Santé a expliqué que les délais d'attente pour un rendez-vous pour une mammographie étaient d'une semaine à deux mois dans le cadre du programme de dépistage du cancer du sein et de deux à huit mois en rapport avec un diagnostic ou un dépistage en-dehors du programme précité.

Dans le cadre d'une collecte d'informations en janvier 2020 par la Direction de la santé auprès des services d'imagerie médicale effectuant des mammographies, tous ces derniers auraient affirmé pouvoir recevoir les femmes dans la semaine pour un examen urgent sur demande du médecin prescripteur au médecin radiologue responsable.

Aussi Madame la Ministre a indiqué dans sa réponse que le Centre de coordination des programmes de dépistage du cancer a délivré un agrément à 14 radiologues pour l'interprétation des mammographies effectuées dans le cadre du programme de dépistage organisé. Selon les informations collectées auprès des services d'imagerie médicale, 18 radiologues effectueraient des actes d'imagerie mammaire, dont un à titre de remplacement temporaire.

Il nous revient cependant que dans certains cas, les délais pour des mammographies qualifiées d'urgentes par les médecins prescripteurs seraient supérieurs, voire largement supérieurs à deux mois. Selon les dires de certains collaborateurs des services d'imagerie médicale, les temps d'attentes seraient exclusivement dus à une pénurie de radiologues.

Dès lors, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que les moyens en personnel de certains services d'imagerie médicale effectuant des mammographies seraient tels que des femmes ne peuvent être reçues endéans la semaine, i. e. doivent attendre plus de deux mois pour un examen à caractère urgent ?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre de la Santé envisage-t-elle à court terme afin de remédier à cette situation ?

Réponse (05.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Ministère de la Santé ne peut confirmer l'affirmation en vertu de laquelle le temps d'attente pour une mammographie considérée comme urgente s'élèverait à deux mois voire plus. Comme pour tout examen radiologique, la demande d'un examen en urgence doit être effectuée par le prescripteur qui doit contacter le radiologue et préciser le caractère urgent de la demande. Le Ministère de la Santé n'a pas connaissance d'un refus de prise en charge rapide. Notons cependant que le caractère urgent peut être perçu différemment en fonction de la patiente, du prescripteur ou encore du radiologue.

Concernant la réduction des délais d'attente pour les rendez-vous d'examens de mammographie, le Ministère de la Santé renvoie aux mesures mises en place par les établissements hospitaliers depuis février 2020 et détaillées dans la réponse à la question parlementaire n° 2915 du 28 septembre 2020.

Question 2937 (01.10.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **sécurité des cyclistes :**

D'Coronapandemie huet an de leschte Méint dozou gefouert, dass ëmmer méi Leit op de Vëlo als Fortbeweegungsmëttel am Alldag zréckgräifen, sief dat hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland.

Op ville Plazen, z. B. an enger Rei franséische Stied, huet allerdéngs misse festgestallt ginn, dass et ëmmer nees zu gefäierleche Situatioune tëscht Cyclisten a Foussgänger respektiv Automobiliste kënnt, well vun deene villen neie Vëlosfuerer sech net jiddereen ëmmer un de Code de la route hält.

Anerersäits erlieft een och, dass verschidden Autofuerer duerch hiert Fuerverhalen ëmmer nees Vëlosfuerer op der Strooss a Gefor bréngen.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir bannenzech Sécherheet follgend Froe stellen:

- Wéi gesäit d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg an där Hisiicht aus?

- Huet d'Police an de leschte Méint méi dacks wéi virdru misse Vëlosfuerer respektiv Autosfuerer, déi Vëlosfuerer a Gefor bruecht hunn, protokolléieren?

- Ass virgesinn, dass d'Police verstäerkt Kontrollen op gefäierleche Plazen duerchféiert, fir d'Sécherheet vun alle Verkéiersteilnehmer ze garantéieren?

- Ass eng Sensibiliséierungscampagne geplangt, fir op d'Dispositioune vum Code de la route fir Vëlosfuerer opmierksam ze maachen?

- Ass eng Campagne virgesinn, fir fir e bessert Mateneen op eise Stroossen ze sensibiliséieren?

Réponse commune (04.11.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An de leschte Méint kann aus de Policestatistike keng méi grouss Heefegkeet vu Protokoller an deem Kontext erausgelies ginn. D'Protokoller an d'Avertissements taxés, déi geméiss de Sanktioune vum Code de la route resp. vum Code pénal opgestallt ginn, beinhalten zwar Informatiounen iwwer d'Transgressiounen wéi z. B.: « non-observation du signal xy », « coups et blessures involontaires » etc., awer net iwwert den Typ vun de concernéierte Verkéiersdeelhueler. Se ginn also sou net direkt Opschloss iwwert d'Aart vum Verkéiersdeelhueler, deen d'Infraktioun eventuell begaangen huet, respektiv op d'Zort vum Verkéiersdeelhueler, géint dee se begaange ginn ass. Doriwwer eraus gesäit déi Lëtzebuerger Gesetzgebung aktuell keng « mise en danger » vir.

D'Policekontrollen am Verkéiersberäich ginn ëmmer en fonction vun engem lokalen Diagnostic opgestallt. Déi Analys ass continue an évolutive an orientéiert sech zäitlech a geografesch un den Accidenter, déi geschitt sinn, un der Fréquentatioun bei sensibele Punkten (Schoulen etc.) wéi och u gefäierleche Stroossenabschnitter/Plazen, déi souwuel vun de Bierger gemellt wéi och vun de Poliziste festgestallt ginn. Doduercher gëtt am Hibléck op d'Policekontrollen d'Sécherheet vun alle Verkéiersdeelhueler beschtméiglech garantéiert, well all aktuell Aspekter/Phenomeener sou ëmmer an deenen Evaluatioune berücksichtegt ginn, no deenen dann herno d'Kontrolle verlafen.

A reegelméissegen Ofstänn ginn ëmmer nees Sensibiliséierungscampagnë gemaach, fir d'Bierger un déi verschidde Reegele vum Code de la route ze erënneren. An dësem Kader gëtt och ëmmer nees un d'Wichtegkeet vum géigesäitege Respekt op eise Stroossen erënnert. E wichtege Message an dësem Zesummenhang ass ëmmer, datt d'Strooss net fir eng Zort Usager reservéiert ass, mä datt den ëffentleche Raum fir all d'Verkéiersdeelhueler do ass a si sech all mussen un d'Reegele vum Code de la route halen a sech géigesäiteg respektéieren.

Fir datt dës Campagnen de gewënschten Effekt hunn, ass et wichteg, fir dës Reegelen ëmmer nees ze rappeléieren. Dofir wäert am Dezember/Januar eng Campagne lafen, déi op de Respekt vun der Distanz zu deenen anere Verkéiersdeelhueler ziilt.

Question 2938 (01.10.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **consignes sanitaires dans les lycées dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Op de sozialen Netzwierker melle sech zanter e puer Deeg ëmmer méi Schüler, Enseignanten an Elteren zu Wuert, fir sech iwwer eenzel Ëmstänn an de Lycéeën opgrond vun de Coronareegelen ze beschwéieren.

Laut dësen Aussoe sollen d'Consignen net kohärent, net kloer, an doduerch, datt de Minister d'Decisiounen de Lycéesdirektiounen iwwerlooss huet, net nëmmen ënnerschiddlech an den eenzele Lycéeën, mee och nach ënnerschiddlech vun den eenzelen Enseignanten interpretéiert ginn. Dëst féiert zu ëmmer manner Versteesdemech a riskéiert och nach zu Spannungen innerhalb vun der Schoulcommunautéit ze féieren.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Ass de Minister mëttlerweil net der Meenung, datt et besser wär, selwer kloer national Consignen erauszegi fir all d'Schoulen? Wann nee, firwat net?

2. Wa jo, wéi gesinn dës Consignen aus a wéini a wéi gi se un d'Lycéeën diffuséiert?

3. Am „Dispositif pour la rentrée scolaire 2020-2021 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19" steet beim Punkt 8 - Aération et ventilation -: « Aussi longtemps que les conditions météorologiques le permettent, ouverture permanente des fenêtres et portes. Pour les périodes de mauvais temps, aération répétée des salles de classes pendant la journée. Pour les systèmes de ventilation, basculer à 90 % d'air frais. Adaptation de la tenue vestimentaire aux températures plus basses dans les salles de classe. Soit maintenir les fenêtres en position basculée ainsi que les portes des salles de classe ouvertes pendant la durée des cours, soit procéder à une ventilation par à-coups (fenêtres grandes ouvertes) pendant les cinq premières ou dernières minutes des cours. Les élèves sont sous surveillance lorsque les fenêtres sont grandes ouvertes. »

Wat heescht dat genau? Wéi soll dat konkreet applizéiert ginn (vill Schüler reklaméieren, datt de ganzen Dag d'Fënsteren an d'Dieren opstinn)?

4. Vill Enseignanten, Schüler a Studente fäerten, duerch den undauernden Duerchzoch, sech ze erkalen. Wéi reagéiert de Minister heirobber?

5. Sinn d'Lëftungsanlagen, bei deene Schoule wou der do sinn, kontrolléiert ginn, ob si e konstanten a vollstännege Loftaustausch kënne garantéieren?

6. Gedenkt de Minister méi verstäerkt op mobill „Raumluftreiniger" zréckzegräifen? Wann nee, firwat? Wa jo, wéini sollen déi zum Asaz kommen?

7. Huet de Minister kloer Consignë fir de Sportunterrecht erausginn? Wa jo, wéi eng sinn dat? Wann nee, firwat net?

8. Laut eisen Informatioune gëtt de Schwammunterrecht an eenzele Lycéeën organiséiert an an aneren net. Dann ass et bei eenzele verbueden, d'Hoer ze fönen. Kann de Minister eis erklären, firwat esou Consignë vu verschiddene Schoule geholl goufen?

Réponse (10.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. De sougenannte Stufeplang, dee fir de Secteur vun der Éducation nationale ausgeschafft ginn ass a vun der Regierung ugeholl gouf, gesäit flexibel an differenzéiert Mesurë vir, déi et erlaben, op lokalem oder regionalem Plang, op d'Evolutioun vun der Pandemie ze reagéieren. D'Consignen, déi an dësem Zesummenhang un d'Lycéeën diffuséiert goufen, sinn an engem Dokument vum 9. September 2020 festgehalen (Informations au personnel enseignant de l'enseignement secondaire en vue de la rentrée de l'année scolaire 2020-2021).

Sollt d'Regierung sech fir eng Verschäerfung vun de Moossnamen op nationalem Plang decidéieren, wäert och den Educatiounsministère nei, national Consignen un d'Lycéeën erausginn.

ad 3. + 4. Den Educatiounsministère ënnerscheet tëscht dräi ënnerschiddleche Situatiounen, wat d'Lëften ubelaangt.

1. Bei moderne Gebaier mat zum Beispill Passivbauweis kënnen d'Fënsteren oft net opgemaach ginn. Performant Belëftungssystemer suergen hei fir den Austausch vun der Loft.

2. Bei Gebaier ouni Belëftungsanlag recommandéiert den Educatiounsministère, datt entweeder um Ufank oder um Enn vun enger Schoulstonn soll fënnef Minutte Stousslëfte gemaach ginn.

3. Soulaang déi meteorologesch Konditiounen et erlaben, kënnen d'Fënsteren och „op Kipp" gestallt ginn, a parallell dozou kann d'Dier vum Klassesall opgelooss ginn, fir datt en Effekt vu „Queeschlëften" entsteet. An der kaler Joreszäit ass dëst awer net unzeroden; d'Personal kann dann d'Schlëssele vun de Fënstere kréien, fir eng Stousslëftung ze maachen.

Op dës Manéier brauche weeder Enseignanten nach Schüler ze fäerten, sech ze erkalen.

ad 5. D'Belëftungsanlage gi reegelméisseg iwwerpréift an a Stand gehalen. Et handelt sech ëm modern a performant Anlagen, déi op mindestens 90 % Frëschloft agestallt sinn, an domat en adequaten Austausch vun der Loft assuréieren.

ad 6. Op d'Nofro vu menge Servicer réit d'Direktioun vun der Santé ëmmer erëm vum Asaz vu mobille „Raumluftreiniger" of. Ech verweisen hei op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2812.

ad 7. D'Consignë fir de Sportunterrecht si kloer an orientéiere sech un deenen, déi vum Sportministère fir de Veräinssport ausgeschafft goufen. Dës Consignë goufe fir d'lescht de 27. Oktober 2020 ugepasst an un d'Lycéeën diffuséiert. Et sief hei aus dem Dokument Recommandations relatives aux cours d'éducation physique et de natation zitéiert:

« Le ministère recommande […] :

- d'une manière générale et pour autant que les conditions météorologiques le permettent, de privilégier les activités en plein air ;

- de favoriser les sports individuels ;

- de prévoir, pour les sports collectifs, des groupes comprenant un maximum de quatre élèves tout en évitant un mélange de ces groupes.

Mesures sanitaires générales

- Dans la mesure du possible, les auditoires réunissant des élèves issus de plusieurs classes différentes sont à éviter.

- Les élèves porteront un masque ou tout autre dispositif couvrant le nez et la bouche lorsqu'ils se rendront à la salle de sport ou à la piscine ainsi que dans les vestiaires, ce jusqu'au début des activités sportives. Le masque pourra être mis dans la serviette de bain de l'élève avant le début de l'activité physique ; l'élève y retrouvera son masque après l'activité. Le port du masque ne s'applique pas aux personnes faisant utilisation des douches.

- Le temps passé dans les vestiaires sera limité au strict minimum.

- Les élèves se laveront les mains avant le début et à la fin des cours.

- Pendant l'activité sportive, le port du masque n'est pas imposé.

- Les cours de natation fonctionneront selon les règles en vigueur dans les différentes structures.

- À l'enseignement fondamental, les séances et les activités sur l'Airtramp pourront être organisées.

- Une aération régulière ainsi qu'un nettoyage approprié des infrastructures sportives et des vestiaires devront être assurés. »

ad 8. De Sport- a Schwammunterrecht gëtt vun de Lycéeën am Kader vun hirer Autonomie organiséiert. Lycéeën, déi net iwwer eng eege Piscine verfügen, mussen dobäi op kommunal oder national Infrastrukturen (zum Beispill d'Coque) zréckgräifen a sech un d'Consignen halen, déi an deenen Infrastrukture gëllen, souwuel wat d'Beleeung ubelaangt wéi och fir déi sanitär Reegelen.

Question 2939 (02.10.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**allocation de famille :**

Il nous revient que, d'après le nouveau régime sur l'allocation de famille, seuls les agents qui sont mère ou père d'un ou de plusieurs enfants puissent bénéficier de l'allocation de famille. Selon la loi, « est considéré comme enfant à charge au sens de la présente disposition l'enfant légitime, l'enfant naturel reconnu ou l'enfant adoptif du fonctionnaire pour lesquels il touche ou a touché des allocations familiales ». Or, l'allocation ne serait pas attribuée pour des enfants à charge dont une personne n'est pas la mère ou le père. Par exemple, pour ce qui est des familles recomposées, les personnes prenant à charge le ou les enfants du partenaire ne pourront plus bénéficier de l'allocation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer mes informations ?

- Monsieur le Ministre songe-t-il à modifier la législation afin que des personnes qui ont des enfants à charge et dont ils ne sont ni la mère, ni le père puissent aussi bénéficier de ces aides ?

Réponse (09.11.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Tout d'abord, je doute que l'on puisse parler d'un nouveau régime puisqu'il est en vigueur depuis cinq ans.

Ensuite, concernant le texte cité par les honorables Députées, je voudrais attirer leur attention sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une disposition de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, mais de celle de l'ancienne loi sur les traitements des fonctionnaires de l'État.

La supposition des honorables Députées que ce ne serait que sous le régime actuel que « l'allocation ne serait pas attribuée pour des enfants à charge dont une personne n'est pas la mère ou le père » est donc erronée puisque le texte cité relève de l'ancienne législation. Même sous celle-ci, et ce depuis 50 ans, l'agent demandeur devait avoir un lien de filiation avec l'enfant.

Par conséquent, en réponse à la première question des honorables Députées, je ne peux pas confirmer leurs informations.

Depuis les réformes dans la Fonction publique de 2015, l'attribution de l'allocation de famille est liée aux conditions suivantes :

« A droit à l'allocation de famille ainsi déterminée, le fonctionnaire qui est père ou mère d'un ou de plusieurs enfants pour lequel ou lesquels sont versées des allocations familiales de la part de la Caisse nationale des prestations familiales ou des prestations identiques ou similaires par un établissement identique ou similaire d'un État membre de l'Union européenne.

Il en est de même pour l'enfant jusqu'à l'âge de 27 ans, qui bénéficie de la protection liée à l'affiliation à l'assurance-maladie du demandeur soit au titre de l'article 7 du Code de la sécurité sociale, soit au titre de la législation d'un État avec lequel le Luxembourg est lié par un instrument bi- ou multilatéral de sécurité sociale, soit au titre d'un régime d'assurance-maladie en raison d'une activité au service d'un organisme international, qui habite avec le demandeur dans le logement et qui y est déclaré. »

Les différences majeures entre le régime actuel et le régime précédent sont :

- le fait qu'il ne suffit plus d'être marié ou en partenariat pour bénéficier d'une allocation de famille (mais qu'il faut avoir un enfant),

- le fait que celle-ci n'est pas payée jusqu'à la mise à la retraite de l'agent demandeur, mais qu'aussi longtemps que l'enfant bénéficie d'allocations familiales ou qu'il est coassuré de ses père ou mère et n'a pas encore dépassé l'âge de 27 ans et

- le fait que si les père et mère sont agents de l'État, ils peuvent bénéficier chacun de l'allocation de famille.

En réponse à la seconde question, je peux informer les honorables Députées qu'il serait compliqué de définir à partir de quel moment et à quel degré on peut considérer qu'un enfant est à charge d'une personne qui n'est pas sa mère ou son père et les moyens de preuve y relatifs.

Question 2940 (02.10.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**impact des éoliennes sur la mortalité des oiseaux :**

Ee vun de Kritikpunkten, deen ëmmer nees un der Wandenergie formuléiert gëtt, ass deen, dass duerch d'Wandrieder vill Vullen zu Doud kommen.

E rezent Experiment vu Forscher aus Norwegen huet elo gewisen, dass d'Unzuel u Villercher, déi duerch d'Kollisioun mat engem Rotorblat stierwen, ëm 70 % erofgeet, wann ee Rotorblat an enger anerer Faarf wéi déi zwee aner ugestrach gëtt, well d'Déieren d'Hindernis esou besser erkennen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

- Sinn d'Madamm an den Här Minister au courant vun dësem Experiment?

- Sinn d'Madamm an den Här Minister der Meenung, dass et sënnvoll wier, dës einfach Léisung och zu Lëtzebuerg ze applizéieren?

- Wa jo, ass virgesinn d'Bedreiwer ze verflichten, dës Mesure op all aktuellen an zukünftege Wandrieder unzewenden?

- Sinn d'Madamm an den Här Minister der Meenung, dass dës Mesure en negativen Impakt op d'Wuelbefanne vun de Leit an d'Akzeptanz vu Wandrieder kéint hunn?

Réponse commune (27.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Dem éirewäerten Deputéierte seng Froe ginn an der parlamentarescher Fro N° 2719 beäntwert.

Question 2942 (02.10.2020) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **fruits à l'école :**

Esou ewéi den Artikel 83 vum Chambersreglement et virgesäit, biede mir Iech, dës parlamentaresch Fro iwwert d'Schouluebst un den Här Landwirtschaftsminister an den Här Educatiounsminister weiderzeleeden.

1. Wéi eng Uebstzorte ginn am meeschten an d'Schoule geliwwert?

2. Wéi eng Uebstzorte ginn am meeschte giess a wéi eng am mannsten?

3. Gëtt et vill Gaspillage alimentaire beim Schouluebst?

4. Wa jo, wéi eng Uebstzorte sinn am meeschte betraff?

5. Ass et méiglech d'Ausschreiwung fir d'Schouluebst esou ze formuléieren, datt och méi kleng lokal Produzente kënne matmaachen?

Réponse commune (10.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. An der follgender Tabell sinn d'Quantitéite vun den eenzelen Uebstzorten opgelëscht, déi zënter dem Start vum Schouluebstprogramm am Joer 2010, deemools nach ënnert dem Numm „Fruit for School", bis d'lescht Schouljoer verdeelt gi sinn.

Uebst oder Geméis	Quantitéit (t)
Äppel	1.334
Bananen (Bio Fairtrade)	1.013
Bieren	486
Clementinnen	473
Muerten	124
Nectarinnen	87
Aprikosen	85
Quetschen/ Prommen	73
Pijen	54
Verschiddenes (Tomaten, Drauwen, Orangen)	29
Total	3.759

Tabell 1: Quantitéite vun Uebst a Geméis, déi vum Schouljoer 2009/2010 bis zum Schouljoer 2019/2020 mat abegraff an d'Grondschoulen oder an d'Lycéeë geliwwert gi sinn.

ad 2. D'Tabell 1 liwwert natierlech och d'Äntwert op dës Fro.

Duerch de Feedback, deen aus de Lycéeën an de Grondschoule kënnt, ass et kloer, dass d'Clementinnen an d'Bananne besonnesch populär bei de Schüler sinn. D'Nectarinnen, Pijen, Quetschen a Prommen, déi am drëtten Trimester an de Fondamental geliwwert ginn, sinn och ganz beléift. Bei de Muerte ginn et Schoulen, an deenen dës Wuer ganz populär ass. An anere vereenzelte Schoule schéngt d'Nofro vun de Kanner esou niddereg ze sinn, dass d'Liwwerungen op Demande vun de Schoulen op Null gesat gi sinn.

D'Biere sinn déi Uebstzort, déi am mannste nogefrot gëtt. Do sinn d'Quantitéiten, déi pro Woch geliwwert ginn, dofir och méi niddereg. Am Secondaire goufen esou och déi urspréinglech Liwwerunge vu Bieren duerch Liwwerunge vu 50 % Bieren a 50 % Äppel ersat.

ad 3. Op d'Theema vun der Liewensmëttelverschwendung am Schouluebstprogramm gouf schonn d'lescht Joer am Detail an der Äntwert op dem Här Franz Fayot seng parlamentaresch Ufro N° 1185 agaangen. Do ginn et keng nei Erkenntnisser. Et kann ee just drop hiweisen, dass och bei kuerzfristegen Ofsoe vun de Liwwerungen, bedéngt duerch d'Covid-19-Kris, dank der Flexibilitéit vun de Betriber, déi dës Wuer sollte liwweren, näischt huet missen ewechgeheit ginn.

ad 4. D'Quantitéite vun all Uebstzort ginn am Prinzip fir all Schoul individuell festgesat a kënne wärend dem ganze Schouljoer ugepasst ginn. Esou muss och bei deenen Zorten, déi manner gutt vun de Schüler ugeholl ginn, am Prinzip näischt ewechgeheit ginn.

ad 5. En Deel vun de Liwwerungen am Programm gëtt an der Ausschreiwung iwwer Louse verdeelt, déi sech direkt un déi lokal Produzenten adresséieren. Esou konnt an de leschte Joren och d'Quantitéit vum lokalen Uebst a Geméis am Programm eropgesat ginn. An Zukunft soll dësen Undeel weider wuessen.

Och elo scho kënne sech do méi kleng Produzenten zesummendoen, fir hei den Zouschlag bei dëse Lousen ze kréien. An enger nächster Ausschreiwung wäerten d'Quantitéiten, déi ze liwwere sinn, hei weider op méi Lousen opgedeelt ginn, fir dass och déi méi kleng Produzente méi einfach kënne matmaachen.

Question 2943 (02.10.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **valorisation des fruits des vergers :**

Les vergers et prés-vergers sont caractéristiques pour le paysage luxembourgeois et jouent un rôle important à plusieurs niveaux. Au niveau écologique, ils mettent en réseau les biotopes, agissent dans la protection des sols et des eaux, servent d'habitat pour de nombreuses espèces animales et végétales et préservent une énorme diversité biologique. Les vergers constituent également une facette du patrimoine culturel du Luxembourg, donnant lieu à des fêtes de fruits, ainsi qu'étant à la base de savoir-faire horticultural et culinaire.

Au début du vingtième siècle, le Luxembourg disposait de 1,2 millions d'arbres fruitiers à hautes tiges. Depuis lors, plus de 80 % ont été perdus, leur nombre étant passé à 200.000 aujourd'hui. Étant donné que les arbres fruitiers existants vieillissent et vont disparaître, la plantation de nouveaux arbres est essentielle pour enrayer la disparition des „Bongerten" luxembourgeois et pour préserver la culture y liée.

Au niveau de l'alimentation, les vergers, prés-vergers et arbres fruitiers singuliers fournissent une nourriture saine, durable et locale. Néanmoins, en automne, l'on peut fréquemment observer des arbres pleins de fruits non cueillis et qui finissent par pourrir au sol. Ce phénomène pourrait s'expliquer par plusieurs raisons, notamment que les vergers ou arbres fruitiers sont abandonnés, ou encore que les propriétaires ne disposent pas des instruments, du temps ou du savoir-faire nécessaire pour valoriser ou commercialiser la récolte.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quel est l'état des vergers luxembourgeois et combien de variétés de fruits y sont représentées actuellement ? Existe-t-il un inventaire recensant les vergers et les cultures y représentés ?

2) Quelles mesures ont été prises ou sont prévues afin de maintenir et de promouvoir la présence de vergers et d'arbres fruitiers au Luxembourg, notamment sur les terrains agricoles et les terrains publics ? Existe-t-il des objectifs spécifiques à cet égard ?

3) Est-il possible de quantifier les pertes alimentaires qui sont engendrées par des fruits non récoltés au Luxembourg ? Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils estimer combien de vergers sont abandonnés ?

4) De quelle manière les propriétaires privés de vergers, prés-vergers ou arbres fruitiers et les communes sont-ils soutenus pour mieux valoriser leurs fruits et prévenir le gaspillage alimentaire ? Est-ce que les propriétaires voire les communes sont sensibilisés sur les différentes possibilités ?

5) Quelles mesures sont actuellement mises en place pour valoriser ou rendre accessible au public les fruits des vergers sur les terrains de l'État ? Existe-t-il un inventaire des vergers publics dont le fruit puisse être récolté par les citoyens ?

6) Quelles autres mesures sont envisagées pour accroître la valorisation et la commercialisation des fruits des vergers au Luxembourg ? Dans ce contexte, le Gouvernement jugerait-il opportun notamment de promouvoir des accords de distribution avec les cantines scolaires ou les restaurants sociaux ; de développer davantage de lieux de transformation (en jus, cidres, sirops, marmelades, pâtisseries …) publiquement accessibles ; de soutenir des projets d'agriculture solidaire ; de faciliter la mise en contact de propriétaires de vergers inutilisés et de résidents à la recherche de fruits ; ou encore de rattacher les aides financières pour vergers à la valorisation des fruits ?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Entre 2007 et 2012, un inventaire national des biotopes situés dans les milieux ouverts a été réalisé afin de simplifier l'identification et la localisation des biotopes rares et menacés. Dans le cadre de cet inventaire, 930 ha de vergers à hautes tiges ont été répertoriés. De ces 930 ha de vergers à hautes tiges, 326 ha (35 %) se trouvaient dans un très bon état de conservation, alors que 438 ha (47 %) se trouvaient dans un état de conservation moyen à bon et 167 ha (18 %) se trouvaient dans un mauvais état de conservation.

Depuis 2016, le Mm bnvcinistère ayant l'Environnement dans ses attributions procède chaque année à un contrôle des biotopes inventoriés pour pouvoir suivre l'évolution de leur état de conservation.

Entre 2016 et 2019, 163 ha de vergers à hautes tiges ont été contrôlés, représentant 18 % de la surface nationale de ce type de biotope. À cette surface contrôlée s'ajoutent 2,4 ha d'extensions constatées en raison des efforts de rétablissement et de préservation des écosystèmes et de leurs services.

Les efforts de préservation sont aussi visibles dans l'évolution qualitative du biotope. 55 ha des biotopes contrôlés (34 %) ont connu une amélioration de l'état écologique. Dans la plupart des cas, cette amélioration qualitative est due à des mesures de conservation, tels que la taille appropriée des arbres, l'enlèvement partiel du gui ou encore des plantations complémentaires d'arbres à hautes tiges.

Malgré ces efforts, la tendance de ce biotope s'inscrit dans le développement général des biotopes des milieux ouverts au Luxembourg : sur la période entre 2016 et 2019, une destruction de 17 ha de vergers à hautes tiges a été constatée (10 % de la surface contrôlée) et sur 12 de ces 17 ha (65 % des destructions constatées) la cause de destruction est liée au défrichement des arbres fruitiers.

26 ha des vergers contrôlés ont vu leur état de conservation détériorer (16 % du total des vergers contrôlés). Pour 20 de ces 26 ha (76 % des détériorations constatées), la détérioration est due à un manque d'entretien et de gestion et pour 11 de ces 26 ha (42 % des détériorations constatées) des vergers contrôlés, la détérioration est due à un manque de plantation de remplacement.

ad 2) L'objectif de rétablissement et de protection des vergers est défini dans le deuxième plan national concernant la protection de la nature (PNPN2), tel qu'approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 13 janvier 2017. Selon l'objectif 2 « préserver et rétablir les écosystèmes et leurs services » du PNPN2, la création d'un total de 90 ha de vergers est prévue jusqu'en 2021. Concernant l'amélioration de l'état de conservation des surfaces, l'objectif prévoit la restauration de 150 ha jusqu'en 2021. À long terme, l'objectif prévoit la création de 600 ha additionnels et l'amélioration de 1.000 ha de vergers à haute tige.

Dans le cadre du PNPN2, au sein d'environ 500 sites, voire vergers, un ordre de grandeur de 5.500 arbres fruitiers ont été plantés. De même, au sein d'environ 2.200 sites, voire vergers, un ordre de grandeur de 55.000 mesures d'entretien ont été effectuées au niveau d'arbres fruitiers.

Une mesure agro-environnementale gérée par le Ministère de l'Agriculture vise à soutenir le maintien et l'entretien des vergers traditionnels. Les exploitants qui veulent bénéficier de cette aide doivent s'engager à apporter les soins nécessaires aux arbres, de replanter si nécessaire de nouveaux arbres et de respecter les limitations qui visent à assurer une valeur écologique élevée de ces vergers. Pour l'année 2019, des aides ont ainsi été allouées à 74 exploitants pour une surface de 145 hectares de vergers.

ad 3) Il est difficile de chiffrer les pertes alimentaires dans les vergers. En effet, il faudrait en premier lieu déterminer la production des vergers. Le rendement d'un verger varie fortement d'année en année - dû aux conditions météorologiques et au phénomène de l'alternance. De plus, le rendement dépend beaucoup de facteurs comme du nombre et de l'état des arbres fruitiers, de l'espèce, de l'emplacement (sol, exposition, …). Il n'est donc pas facile d'estimer la production totale. Pour estimer la quantité de fruits utilisés, il faudrait se baser sur des chiffres de production des produits transformés comme le jus de pommes, l'eau-de-vie ou de cidre. Il faut cependant noter que les fruits en provenance des régions voisines et des plantations intensives sont aussi utilisés pour la production. Lors des années de grande production notamment cette année, la perte alimentaire est certainement plus importante, vu que la transformation peut arriver à saturation. Dans ce cas, la transformation de pommes et de poires au Luxembourg dépasse 1.000 tonnes.

Au futur, des efforts supplémentaires seront faits par les différents ministères concernés pour mieux mesurer la perte alimentaire « de la fourche à la fourchette ».

ad 4) Comme mentionné ci-dessus, la majeure partie de la valorisation des fruits des vergers à hautes tiges passe par une étape de transformation. Des aides à l'investissement pour les infrastructures nécessaires sont mises en place par la loi agraire. De même un certain nombre de projets de valorisation des produits de vergers ont été financés à travers l'approche LEADER.

La campagne AntiGaspi du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural vise à sensibiliser de manière générale la population contre le gaspillage alimentaire. Il n'existe à l'heure actuelle pas de sensibilisation spécifique contre la perte alimentaire dans les vergers.

ad 5) Seul un ancien verger expérimental est géré sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture. Les habitants locaux viennent s'y approvisionner en fruits.

ad 6) L'utilisation des fruits des arbres à hautes tiges comme fruits de table est économiquement difficile face à la concurrence des fruits en provenance des vergers intensifs. En effet, les soins à apporter aux arbres sont plus facilement mis en place, la récolte est bien plus aisée et le phénomène d'alternance y est en général maîtrisé. De plus les variétés produites correspondent en général mieux aux attentes des consommateurs. Beaucoup de variétés d'arbres fruitiers à haute tiges ont été sélectionnées dans le temps pour la production de conserves, d'eau de vie, etc. L'utilisation par la transformation artisanale ou industrielle semble donc souvent être la destination à privilégier pour ces fruits.

Par les différents régimes d'aide en place, le Ministère de l'Agriculture vise à aider la valorisation des produits de nos vergers par les agriculteurs.

Un appel à projets (www.antigaspi.lu) vient d'être lancé dans le cadre de la campagne AntiGaspi pour trouver de nouvelles pistes dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. Aussi le projet de loi relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles avec le régime d'aide y relatif pourrait devenir un outil intéressant pour promouvoir de tels produits.

La mise en contact entre les parties intéressées est probablement mieux gérée au niveau local.

Un couplement des aides à la production n'est pas compatible avec la politique agricole de l'Union européenne.

Reste à préciser que le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a déposé en juin 2020 un projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales qui vise notamment à introduire une aide au démarrage pour le développement des micro-exploitations.

Question 2944 (05.10.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Nordstad-Lycée :**

Je viens d'apprendre que le Gouvernement projetterait d'implanter des bâtiments provisoires au service de la communauté scolaire du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre. En attendant la fin du processus d'acquisition de terrains et la construction du lycée à proprement parler, les pavillons réservés aux salles de classe, salles de réunion et de conférence, bureaux de la direction et du secrétariat, etc. seraient érigés à proximité du centre scolaire d'Erpeldange-sur-Sûre et pourraient être utilisés plus tard, donc dès l'ouverture des bâtiments définitifs du Nordstad-Lycée, par la commune pour les besoins de son école fondamentale.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il fournir des détails sur ce projet de construction provisoire ?

3) Est-il possible d'évaluer les coûts d'un déménagement éventuel du Nordstad-Lycée de Diekirch vers Erpeldange-sur-Sûre ?

4) En libérant ainsi le site du Nordstad-Lycée à Diekirch, le terrain et les pavillons sis dans la rue Merten seraient-ils destinés à l'agrandissement et à la modernisation de l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg ?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) En effet, le Nordstad-Lycée (NOSL) ne dispose que de possibilités limitées de se développer sur son site actuel sis rue Merten à Diekirch. Pour parer à cet état, et en attendant la construction ainsi que la mise en service du nouveau complexe scolaire sur son site final à Erpeldange-sur-Sûre, il a été projeté d'ériger une structure préfabriquée qui permettrait au NOSL de s'étendre et de démarrer plus tôt son activité à Erpeldange-sur-Sûre. Lors des premières concertations avec l'administration communale d'Erpeldange-sur-Sûre, celle-ci s'est montrée ouverte à la discussion sur la possibilité de mettre à la disposition de l'État des parcelles pour la construction d'une telle structure provisoire tout en se réservant la faculté d'utiliser ce bâtiment pour ses propres besoins après le déménagement du NOSL.

ad 2) Le programme de construction prévoit des salles de classes normales, des salles spéciales ainsi que des ateliers polyvalents. S'y ajoutent des locaux pour l'administration et les enseignants ainsi qu'une structure d'accueil avec restaurant et cuisine. Selon la configuration, le bâtiment pourra accueillir entre 400 et 450 élèves. Le programme définitif est actuellement en cours d'élaboration.

Il est prévu de construire un bâtiment de type préfabriqué, à l'instar de celui construit par la Ville de Differdange pour les besoins de l'École internationale (EIDE), et de la structure temporaire érigée au campus Geesseknäppchen à Luxembourg-ville.

ad 3) Le bâtiment fonctionnera en complément à celui situé dans la rue Merten à Diekirch. Un déménagement complet du NOSL dans le bâtiment temporaire n'est donc pas envisagé. À à ce stade, il est trop tôt pour pouvoir évaluer les coûts de déménagement.

ad 4) La mise en service du bâtiment provisoire pour les besoins du NOSL à Erpeldange-sur-Sûre n'aura pas comme conséquence la libération des pavillons actuels à Diekirch. Ces pavillons, sis dans la rue Merten, continueront à être occupés par le NOSL jusqu'à la mise en service du bâtiment définitif à Erpeldange-sur-Sûre.

Question 2945 (05.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **dossier de soins partagé :**

2015 hat den deemolege Gesondheetsminister Etienne Schneider de Projet fir e Carnet radiologique (CARA) virgestallt. Dësen Dossier sollt et den Dokteren erméiglechen, sech iwwert scho gemaachte radiologesch Behandlungen ze informéieren an esou ze evitéieren, dass e Patient onnéideger zousätzlecher Bestralung ausgesat gëtt.

2019 gouf mir op meng Question parlementaire (Nr. 1104) geäntwert, dass de Projet vun engem Carnet radiologoique électronique net méi an dëser Form verfollegt géif ginn an elo de Projet vum Dossier de soins partagé (DSP) Virrang hätt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. An der Äntwert vum deemolege Minister huet et geheescht, dass bei Inspektioune vun de Klinicken am Joer 2017 erauskoum, dass Prescriptioune vu radiologeschen Analyse vereenzelt, awer net systematesch iwwerpréift géife ginn. Et géif also oft net gekuckt ginn, ob de richtegen Exame verschriwwe gouf, ier de Patient exposéiert gëtt, oder nach besser, ier de Rendez-vous fixéiert gëtt.

Wat fir Schrëtt huet de Ministère säit dësen Inspektioune geholl, fir ze verhënneren, dass weiderhi Leit radiologesch Analyse verschriwwe kréien, déi se net brauchen? Ween ass zoustänneg, fir dëst ze kontrolléieren, den Dokter, d'Infirmière oder en Auditeur?

2. Am August dëses Joers huet d'Santé d'Erstellung vun iwwert 480.000 DSP-Dossieren op der eSanté-Plattform duerchgefouert.

Wéi vill vun dësen Dossiere si scho vu Gesondheetspersonal an Doktere consultéiert ginn?

Wéi vill vun dësen Dossiere si bis elo nach inaktiv a säit hirer Erstellung net méi consultéiert ginn?

3. Wat fir een Zäitraum gesäit de Ministère fir, bis all DSP-Dossieren erstallt an aktivéiert sinn?

Wéi laang, denkt de Ministère, wäert et daueren, bis dës Dossiere reegelméisseg vun de Patienten an dem Gesondheetspersonal benotzt ginn?

Réponse commune (30.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. D'Inspektiounen aus dem Joer 2017 gehéieren zu engem Ensembel vu Mesuren fir d'Justifikatioun vun de radiologeschen Examen ze verbesseren. Dozou gehéieren déi Schrëtt, déi an der Äntwert zur parlamentarescher Fro (Nr. 1104) vun 2017 presentéiert gi sinn, wéi d'Sensibilisatioun vun de Patienten, d'Informatioun fir déi verschreiwend Doktoren an e bessere Prozess vun der Justifikatioun an de Spideeler.

D'Gesetz vum 28. Mee 2019 iwwert de Straleschutz definéiert de legale Kader fir d'Justifikatioun vun dësen Examen. Fir de verschreiwenden Dokter gesäit d'Gesetz eng obligatoresch Formatioun iwwert „recommandations de bonne pratique médicale concernant les critères de bon usage des examens d'imagerie médicale" vir. Dës Formatioun vu 6 Stonnen ass all 5 Joer ze widderhuelen. Et geet drëm, datt all Dokter dee jeeweils beschtméiglechen Examen auswielt, wann en e Patient an e Service d'imagerie iwwerweist.

Déi selwecht Formatioun ass och vun de „médecins réalisateurs" ze maachen, also deenen Dokteren, déi de Röntgenexamen duerchféieren. Hir Responsabilitéit ass et, de jeeweils richtegen Examen ze decidéieren, wann néideg also och en aneren Examen ze maachen wéi deen, deen eventuell verschriwwe gouf. Fir dëse Justifikatiounsprozess an de Spideeler ze implementéieren, gesäit d'Gesetz vir, datt e „protocole écrit" besteet, deen déi eenzel Etappen aus der Prozedur beschreift an d'Responsabilitéiten intern festleet.

Zënter der Adoptioun vum Straleschutzgesetz vun 2019 huet d'Gesondheetsdirektioun verschidden Dokumenter ausgeschafft a proaktiv un déi verantwortlech Acteure verdeelt. Dës Dokumenter hëllefen, déi legal Obligatioune besser ze respektéieren. Heizou gehéieren:

- d'Informatiounscampagne „Obtenir la bonne image pour mon patient" fir déi verschreiwend Doktere vum November 2019;

- eng Informatiounsfiche fir d'Waardesäll iwwert d'Precautiounen beim Röntgen am Fall vun enger Schwangerschaft;

- e Guide fir d'Opstelle vun engem „protocole écrit" zur Justifikatiounsprozedur;

- e Guide fir d'Definitioun an d'Duerchféierung vun interne klineschen Auditten, déi dem Spidol hëllefen, seng Prozeduren a Mechanismen ze analyséieren an ze verbesseren.

D'Fro vun der Zoustännegkeet ass am Straleschutzgesetz an am groussherzogleche Reglement vum 1. August 2019 iwwert de Straleschutz kloer definéiert. Dëst gëllt fir d'Informatiounen, déi de verschreiwenden Dokter op senger „demande d'examen" muss uginn. De „médecin réalisateur" muss d'Demande validéieren, fir sécherzestellen, datt dee richtegen Exame gemaach gëtt. D'Etablissement, an dësem Fall d'Spidol, vertrueden duerch säin Direkter, huet d'Verantwortung, fir den uewegenannten „protocole écrit" opzestellen an ëmzesetzen. Dat selwecht gëllt och fir intern klinesch Auditten. D'Gesetz gëtt de Beamten aus der Divisioun vun der Radioprotektioun aus der Gesondheetsdirektioun d'Kompetenz, Inspektiounen duerchzeféieren a Gesetzesverstéiss festzestellen. Jee no Gravitéit kënne bei Gesetzesverstéiss administrativ Strofen duerch de Gesondheetsminister oder penal Strofen duerch e Geriicht ausgesprach ginn.

ad 2. Op de 5. Oktober 2020 waren am Ganzen 958 Gesondheetsberuffler (Dokteren, Infirmièren, Apdikter, Hiewannen asw.) mat der eSanté-Plattform connectéiert an domadder um DSP, d. h. si hunn Zougréff op Gesondheetsdaten am DSP vun hire Patienten, allerdéngs nëmme, wann de Patient hinnen déi néideg Zougréffsrechter gëtt. Zu dëser Zuel mussen och nach d'Dokteren an aner Gesondheetsberuffler vun de véier gréissere Spidolsstrukturen am Land dozou gerechent ginn, déi sech iwwert dem Spidol säin Informatik-System direkt mat der eSanté-Plattform connectéiere kënnen. Da sinn déi privat Laboen aktiv Benotzer vum DSP, andeems si d'Labosresultater vun hire Patienten am DSP deposéieren, esou wéi nach aner méi kleng Etablissementer, z. B. d'Stengeforter Spidol (HIS), de Rehabilitatiounszenter um Colpecher Schlass vum Roude Kräiz, de Réseau Tricentenaire zu Biissen.

Op de 16. Oktober 2020 sinn an der Moyenne eng 7.600 Dokumenter pro Mount vun de verschiddene Benotzer, Patienten a medezineschem Personal deposéiert a consultéiert ginn. Dëst heescht, datt ongefeier zur Zäit 2.600 DSP pro Mount an der Moyenne vun de verschiddene Benotzer consultéiert ginn. Dës Zuelen evoluéieren awer nach, vu datt den Deploiement vum DSP fir all Assuré vun der sozialer Sécherheet haut nach net fäerdeg ass. Op de 16. Oktober 2020 sinn eng 692.608 Assuréë vun der Agence eSanté ugeschriwwe ginn, fir hiren DSP ze aktivéieren. Dovun hunn ongefeier 88.000 Leit hiren DSP direkt iwwert hiren eSanté-Kont aktivéiert. De Rescht vun den erstallten DSPe gëtt no 30 Deeg automatesch aktiv, ouni eng Interventioun vu sengen Titulairen, soudass dann e Gesondheetsberuffler Dokumenter am DSP vum Patient deposéieren oder consultéiere kann, wann de Patient him dozou déi noutwenneg Zougréffsrechter gëtt.

De Patient selwer kann zu all Zäit iwwer säin eSanté-Kont op säin DSP zougräifen. En DSP gëtt jo fir all Assuré bei der Gesondheetskees, ob Resident oder Frontalier, opgemaach, also fir ronn 850 000 Leit (Zuel vun den Assuréen Enn 2019).

Op de 16. Oktober 2020 beinhalten sämtlech DSPen insgesamt 809.301 Dokumenter, wat bei engem Ratio vun 2,5 Dokumenter pro net eidelen DSP ronn 323.720 DSPen ausmécht, wou op d'mannst een Dokument dran ass.

ad 3. Säit dem 1. Januar 2020, also säit dem Akraafttriede vum groussherzogleche Reglement vum 6. Dezember 2019, deen déi progressiv Generalisatioun vum DSP erméiglecht huet, si bis de 16. Oktober 2020 692.608 DSPen erstallt ginn. De Rescht, nach ronn 160.000 DSPen, soll nach bis spéitstens Ufank 2021 opgemaach ginn. Domat wier all DSP am Fréijoer 2021 aktiv, ausser déi, déi vun den Assuréen zougemaach goufen. Dëst ass da bal e Joer am Viraus zu den Objektiver, déi d'Agence eSanté hei festgeluecht kritt huet (ursprénglech sollt Enn 2021 déi progressiv Generalisatioun ofgeschloss sinn).

Wat d'Reegelméissegkeet vum Benotze vum DSP ugeet, ass et schwéier, eng genee Ausso ze maachen. Wat een awer ka soen, ass, datt de Gebrauch vum DSP am Alldag bei der Bevëlkerung wiisst an an Zukunft nach weider gefërdert wäert ginn, andeems déi verschidden Usagë ronderëm den DSP ausgebaut wäerte ginn. Als Beispill kann een hei d'Resultater vun de Covidtester nennen, déi an den DSP erafléisse solle kënnen, fir datt all Assuré säi Resultat jidderzäit kucken an, falls néideg, eraus-drécke kann.

Heizou kann och nach ënnerstrach ginn, dass den „taux de fermeture" vum DSP vun sengen Titulairen am Moment just bei 0,09 % läit an, combinéiert mat engem stännegen Zouwuess vun der Unzuel vun de Patientaccèsen op hiren DSP, dëst op e positiven Trend vum Benotze vum DSP hiweist. Méi genau Evaluatioune wäerten nach iwwert déi nächst dräi Joer gefouert ginn. D'Pilotphas vum DSP hat gewisen, dass gesond Leit hiren DSP manner benotzen wéi chronesch krank Patienten.

Question 2946 (05.10.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (CETA) :**

Dat europäesch-kanadescht Handelsofkommes CETA ass bekanntlech scho provisoresch a Kraaft. Op der anerer Säit huet dat zyprioteschen Parlament dëse Summer eng Ratifizéierung vum sougenannte CETA-Accord refuséiert. Dat war de Fall, well d'Majoritéit vun den Deputéierten aus dem Parlament vun Nikosia fäert, datt wichteg landwirtschaftlech Produkter, déi fir den Export bestëmmt sinn, dann net méi genuch geschützt sinn. Een Haaptbeispill ass hei den Halloumi-Kéis. Gefaart gëtt virun allem, datt grouss Konzerner, duerch en Akraafttriede vum CETA-Accord, ze vill Muecht kréien, dat virun allem, well dës doduerch Virrechter beim Festleeë vun industrielle Standarde kréien.

Déi däitsch Bundesregierung, déi de Moment d'EU-Rotspresidentschaft assuréiert, huet rezent matgedeelt, datt si, trotz dem zyprioteschen Nee, net bereet ass, fir den Accord nozeverhandelen. D'Regierung op Zypern hat awer no der Ofstëmmung am Parlament ugekënnegt, fir noverhandelen ze wëllen. Bis elo hunn eréischt eng 15 EU-Länner de CETA-Accord ratifizéiert, dorënner och Lëtzebuerg. Bei eisem däitschen Noper zum Beispill ass dee Prozess nach net ofgeschloss, well nach op en Urteel vum Bundesverfassungsgeriicht gewaart gëtt. An Däitschland an och an anere Länner wéi Frankräich, Italien an och Lëtzebuerg gëtt et gesellschaftleche Widderstand géint d'CETA-Ofkommes.

Dowéinst wéilt ech dem Här Ausseminister an dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt de CETA-Accord wéinst dem zyprioteschen Nee muss noverhandelt ginn? Ënnerstëtzt d'Lëtzebuerger Regierung Däitschland a senger Positioun fir net nozeverhandelen oder ass d'Lëtzebuerger Regierung an deem Punkt op der Säit vun Zypern?

2. Wéi eng rechtlech Auswierkungen huet der Lëtzebuerger Regierung no den zyprioteschen Nee, esouwuel op de CETA-Accord als Ganzt wéi och op deen

Deel, deen, dem EU-Conseil no, nach an der Kompetenz vun de Memberstaate läit?

3. Wéi eng laangfristeg Auswierkungen op d'Ratifizéierungsprozedur vun EU-Handelsaccorde kann den zyprioteschen Nee hunn?

4. Wéi eng Auswierkungen op d'EU-Baussenhandelsbezéiungen huet den zyprioteschen Nee?

Réponse commune (09.11.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Et gëtt op d'Äntwert vum 6. Oktober op d'parlamentaresch Ufro N° 2780 verwisen.

ad 2. Et gëtt op d'Äntwert vum 6. Oktober op d'parlamentaresch Ufro N° 2780 verwisen.

ad 3. Et gëtt op d'Äntwert vum 6. Oktober op d'parlamentaresch Ufro N° 2780 verwisen.

ad 3. + 4. Direkt Auswierkungen op d'EU-Aussebezéiunge sinn zu dësem Zäitpunkt net ze erwaarden.

Question 2947 (05.10.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **pénurie d'enseignants :**

Laut engem Artikel vum 5. Oktober 2020 am „Luxemburger Wort", „Lehrermangel: Eine neue Lösung muss her", wieren dëst Joer nëmmen hallef esou vill diploméiert Enseignantë fir d'Grondschoul agestallt ginn ewéi am Joer 2018. Deemno wieren dëst Joer nëmmen 113 Enseignanten an der Grondschoul rekrutéiert ginn, déi den Unisofschloss souwéi och de Concours an der Täsch haten. An dësem Artikel gëtt och ënnerstrach, datt eise Grondschoulsystem, ouni d'Rekrutéierung vu Quereinsteiger, riskéiere géif zesummenzebriechen. Tatsächlech wiere vun 300 rekrutéierten Enseignanten 187 Poste mat Quereinsteiger besat ginn.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann de Minister dës Zuele bestätegen?

- Wéi eng Ausgangsformatiounen haten dës Quereinsteiger?

- Ass eng Evaluatioun vun der Zousazausbildung, déi d'Quereinsteiger um IFEN musse maachen, gemaach ginn? Wa jo, wat sinn d'Resultater an d'Konsequenzen?

- Wat gesäit de Minister vir, fir de Beruff vum Enseignant erëm méi attraktiv ze maachen?

- Laut eisen Informatioune géif d'Uni.lu net genuch Kandidate pro Joer ophuelen, respektiv et géifen der net genuch de Concours reusséieren. Wéi vill Kandidate si vun der Uni.lu an deene leschte Jore pro Joer ugeholl ginn a wéi vill hunn dovun de Concours gepackt? Agéiert de Minister bei de Verantwortleche vun der Uni, fir d'Zuel vun de Kandidaten, déi fir d'Formatioun ugeholl ginn an déi de Concours packen, ze erhéijen?

- Wéi vill Kandidaten, déi op der Uni.lu fir d'Enseignantsformatioun ugeholl ginn, hunn Defiziter an engem vun den Haaptfächer? Wou sinn déi meeschten Defiziter festzestellen? Wann een dovunner ausgeet, datt den Enseignant net nëmme pedagogesch, mee och fachlech Kompetenze muss opweisen, wat huet de Minister wëlles, fir ee qualitativ héichwäertegen Enseignement ze garantéieren?

Réponse (10.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

2020 sollten insgesamt 300 nei Enseignantë rekrutéiert ginn. Opgrond vu Posten, déi kuerzfristeg fräi gi sinn, ass dës Zuel op 306 geklommen. Vun dësen 306 Poste goufen der 132 mat Persoune besat, déi e Bachelor en Sciences de l'Éducation hunn.

Bei deenen anere Kandidaten ass ze bemierken, datt vill Absolvente mat Studien aus de Beräicher Pedagogik, Psychologie a Sozialwëssenschaften sech fir de Beruff vum Enseignant an der Grondschoul interesséieren. De wäitaus gréissten Deel vun de Persoune mat engem Ofschloss a Relatioun mat dem Enseignement fondamental ginn aus dësem Beräich rekrutéiert. Dëst Joer sinn et der 61. Doriwwer eraus sinn 19 Persoune mat engem Ofschloss am Beräich vun de Sproochen, déi am Enseignement fondamental enseignéiert ginn, 31 Persoune mat engem Ofschloss an der Mathematik an Informatik, 39 Persounen aus de Beräicher Sport a Konscht, a 24 Persoune mat engem anere Bachelor rekrutéiert ginn. De Rekrutement vum Schouljoer 2020/2021 ass allerdéngs aktuell nach net ofgeschloss, deemno sinn dës Zuelen nach net definitiv.

D'Erfarungen aus de leschte Jore weisen, datt vill jonk Universitéitsabsolvente rekrutéiert kënne ginn, déi sech direkt no hirem Studium fir de Beruff vum Enseignant decidéieren. Dëst weist, datt de Beruff vum Enseignant an der Grondschoul nach ëmmer vu villen Universitéitsabsolventen als attraktive Beruff gesi gëtt.

Gläichzäiteg kann ee feststellen, datt awer och ëmmer méi Studenten eng Preferenz fir weiderféierend Studien hunn, déi hinne méi breet professionell Méiglechkeete bidden, an dofir aner Studien aus de sozioeducativen a psycho-soziale Beräicher privilegiéiere wéi de Bachelor an den Erzéiungswëssenschaften, dee prioritär op de Beruffsprofill vum Enseignant an der Grondschoul virbereet.

Well een aktuell ka feststellen, datt eng héich Unzuel un Agenten iwwert de sougenannte „Quereinstieg" de Wee an de Beruff vum Enseignant fënnt, gëllt et, dëse Modell ze evaluéieren, éier d'Mesure am Joer 2023 ausleeft, an eventuell eng adequat Alternativ auszeschaffen.

Den Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) huet am Schouljoer 2019/2020 eng Evaluatioun vun de Formatioune vum Certificat de formation pédagogique gemaach, andeems d'Quereinsteiger no all Module vum Certificat e Questionnaire ausgefëllt hunn. Et goufen am ganzen 980 Questionnairë verschéckt, an 89 % goufe beäntwert. Am Duerchschnëtt waren 91 % vun de Participanten zefridden („tout à fait satisfait" an „très satisfait") mat de Formatioune vum Certificat de formation pédagogique.

Am Detail goufen déi heite Froe gestallt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et ass ervirzehiewen, datt, no der Aschätzung vun de Participantë selwer, d'Inhalter aus der Formatioun gutt an d'Beruffspraxis kënnen iwwerdroe ginn an duerch d'Formatioun eng däitlech Progressioun vun de professionelle Kompetenzen erreecht gëtt.

Den IFEN huet d'Resultater aus den Enquêten, déi bei de Participanten an de Formateure gemaach goufen, am Detail analyséiert. Fir d'Formatioune vum Schouljoer 2020/2021 goufen aus där Analys, an Zesummenaarbecht mat de Formateuren, punktuell Adaptatioune vum Planning, vun den Inhalter a vun der Methodologie vun de Formatiounen ëmgesat.

Meng Gespréicher mat der Uni Lëtzebuerg an de leschte Joren hunn dozou gefouert, datt d'Kapazitéite fir d'Formatioun zum Enseignant an der Grondschoul erhéicht goufen, esou datt elo méi Studenten hir Formatioun hei am Land kënne maachen a sech deemno schonn am Kader vun hirer Grondausbildung mat de spezifesche Besoine vun der Lëtzebuerger Schoulpopulatioun kënnen auserneesetzen.

Fir op der Uni Lëtzebuerg an de Bachelor-Programm Sciences de l'Éducation ugeholl ze ginn, mussen d'Kandidaten e Lëtzebuerger Ofschlossdiplom vum Enseignement secondaire oder en auslänneschen, als equivalent befonnten Diplom virweise kënnen, an den Examen-concours fir d'Admissioun an dee Programm, wéi en zanter dem akadeemesche Joer 2012/2013 besteet, packen a sech en rang utile klasséieren.

D'Uni Lëtzebuerg bitt zanter dem akadeemesche Joer 2012/2013 eng ronn 100 Plaze pro Joer an deem Studiegang un. D'Gesamtzuel vun de Studenten, déi ugeholl goufen a sech ageschriwwen hunn, variéiert tëschent 64 (am akadeemesche Joer 2017/2018) an 110 (am akadeemesche Joer 2020/2021). Fir den Detail sief op den Tableau hei drënner verwisen.

D'Lacunne vun enger Rei Kandidate spigele sech an der Unzuel vu konditionellen Admissiounen erëm. Wéi aus den Tableauen hei drënner ervirgeet, variéiert dës Unzuel zimmlech staark vu Joer zu Joer. D'Schwächte si virun allem am Franséischen an an der Mathematik festzestellen. Et sief ze bemierken, datt déi konditionell Admissioun nëmme méiglech ass, wann ee Kandidat eng Lacune an enger eenzeger Matière huet.

Bedéngt duerch d'Pandemie vum Covid-19 gouf den Examen-concours, dee fir d'Joer 2020/2021 virgesi war, ersat duerch d'Prise en compte vun den Notte vun de Kandidaten an de véier leschte Jore vum Enseignement secondaire an der Mathematik, an de Sciencen, am Däitschen an am Franséischen, souwéi och duerch e Motivatiounsbréif an engem Onlinequestionnaire iwwert de Kandidaten hir Motivatioun, fir Enseignant ze ginn.

Nombre de candidats admis aux études visant l'obtention du grade de Bachelor en Sciences de l'Éducation (BScE) à l'Université du Luxembourg

Admission sur examen-concours (2012-2020)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Admission selon la procédure Covid-19 : pas d'admission conditionnelle (2020-2021)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Admissions conditionnelles selon la branche déficitaire (2012-2020)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

Question 2948 (05.10.2020) de **M. Claude Wiseler** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **consommation de cannabis :**

Zur Geleeënheet vun der Aweiung vum drëtten Impuls-Haus vun der ASBL Solidarité Jeunes zu Esch fir jonk Drogesüchteger, hunn déi Responsabel doriwwer informéiert, datt si festgestallt hunn, datt säit d'Diskussiounen iwwert d'Legaliséierung vum Cannabis lafen, de Konsum bei deene méi Jonken tëscht 13 a 15 Joer vu 4 bis 6 % op elo 14 % geklommen ass.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Zuele confirméieren?

2. Ginn et aktuell Policestatistiken zum allgemenge Cannabiskonsum?

3. Wéi eng konkreet Preventiounsmesurë sinn am Moment en place, wëssend, datt eleng d'Annonce vun enger Legaliséierung jo esou eng Hausse vum Konsum bewierkt?

4. Hält d'Regierung un der geplangter Legaliséierung vum Cannabis fest an, wa jo, wéi wäit sinn d'Aarbechte fir d'Legaliséierung fortgeschratt?

5. Wéi eng Institutiounen an Ulafstellen, déi am Beräich vun der Drogepreventioun an dem Encadrement vun Toxikomane schaffen, sinn an d'Aarbechten um Legaliséierungsgesetz agebonnen oder ëm Avis gefrot ginn?

Réponse commune (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 3. Déi genannten Zuele berouen op den Aussoe vum „Service Impuls de Solidarité Jeunes ASBL". Si enstamen den interne Statistike vum Service Impuls, aus deenen ervirgeet, dass den Undeel vun deene Jugendlechen tëscht 13 a 15 Joer, déi wéinst Cannabis beim Service Impuls a Behandlung sinn, vu 4 bis 6 % op 14 % geklommen ass. Dat bedeit awer net automatesch, dass de Konsum an der Populatioun tëscht 13 bis 15 Joer an deem selwechten Ausmooss geklommen ass.

D'Nofro fir d'Behandlung fir Problemer, déi duerch de Gebrauch a Mëssbrauch vu psychoaktive Substanzen entsteet, an an deem heite Fall vu Cannabis, gëtt duerch eng Villzuel vu Facteure beaflosst. Dozou gehéieren d'Disponibilitéit an d'Accessibilitéit vu Behandlungsofferen, d'Akzeptanz vun dëse vun de Betraffenen, d'Demande, d'Offer an d'Verfügbarkeet vun Drogen um illegale Marché a virun allem d'Qualitéit vun deene genannte Substanzen. Wat de Cannabis betrëfft, deen onkontrolléiert, illegal an, bekanntlecherweis ouni Qualitéits- an Inhaltsangaben, ugebuede gëtt, ass et eng Tatsaach, dass d'Duerschnëttskonzentratioun vun Delta-9-tetrahydrocannabinol (THC: den haapt psychoaktive Wierkstoff vum Cannabis) an deenen leschte fënnef Joer sensibel an d'Luucht gaangen ass. Zu Lëtzebuerg (vun 11,6 % am Joer 2014 op 18,4 % am Joer 2019) wéi och an aneren EU-Memberstaaten. Des Weidere weise Behandlungsnofroen am Bezuch zum Cannabiskonsum a bal all EU-Memberstaaten eng kloer Tendenz no uewen. Et besteet dann och e Lien tëschent dem Konsum vu Cannabisprodukter mat méi héijem psychoaktive Potenzial an dem Optriede vu medezinneschen a psychesche Problemer bei de Konsumenten, déi sech schlussendlech op d'Nofro fir Behandlung erëmspigelen. An deem Sënn ass et net méiglech, Changementer am Gebrauch vun Drogen oder spezifesch vu Cannabis an der Behandlungsnofro un engem isoléierte Facteur festzemaachen.

Et gëtt aktuell eng ganz Rei Preventiounsofferen an de Schoulen an am Jugendberäich, an dat vun der Fréierkennung bis iwwer Sensibilisatioun an Informatioun bis hin zu Formatiounen a geziilten Interventiounen. Dës ginn notamment duerch de Centre national de prévention des addictions an dem Service Impuls - Solidarité Jeunes assuréiert. Et ass des Weidere virgesinn, dës Panoplie vu Mesuren an Offeren am Kader vum nationalen Drogenaktiounsplang 2020-2024 nach weider auszebauen.

Am schoulesche Beräich ass d'Suchtpreventioun e weesentleche Pilier vum Schoulentwécklungsplang (plan de développement scolaire), deen zanter der Reform vun de Lycéeë vun 2017 virgesinn ass.

Fir den non formale Beräich verflichten all d'Kanner- a Jugendstrukturen sech dozou, hir pedagogesch Offer am Kader vun der Gesondheet a vum Wuelbefannen a Form vun Aktiounen an Aktivitéiten unzegoen.

D'Jugendgesetz vum 4. Juli 2008 hält een „Assurance-qualité"-Dispositif fest, deen ënner anerem virgesäit, datt d'Educateuren eng Mindestunzuel vu Formatiounsstonne maachen, notamment zum Theema Suchtpreventioun. Zousätzlech goufen Outilen ausgeschafft, wéi zum Beispill den „Handlungsleitfaden" (CNAPA) an d'Grille d'intervention (Impuls), déi den Educateuren et erméiglechen, sech Richtlinnen ze ginn an Interventiounen ze maachen, am Fall vu Verdacht op Cannabiskonsum oder och vun anere Substanzen.

Ausserdeem sinn de CePAS (Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires), d'SePASen (Services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires), de SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques) souwéi och den SNJ (Service national de la jeunesse) zentral Acteuren, déi an Zesummenaarbecht mat den Experten um Terrain wéi dem CNAPA, Impuls, Anonym Glécksspiller, Fondation Cancer, Police grand-ducale etc. Preventiounsmethoden op d'Bee stellen, op Basis vun international unerkannte Recommandatiounen an Etüden, déi sech u Kanner a Jugendlecher aus sozioeducative Strukture riichten. Zousätzlech gëtt sozioeducatiivt Personal forméiert, fir an deene jeeweilege Situatiounen eng sënnvoll a professionell Interventioun ze maachen, alles am Schutz vum Kand oder vum Jonken.

De Bildungsministère ass ee wichtegen Acteur an der Ëmsetzung vum der Stratégie nationale en matière d'addictions et plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires a gesäit dës Strategie och als eng absolutt Prioritéit, an zwar transversal duerch all sozioeducativ Struktur. Eng Verstäerkung vun der bestoender Suchtpreventiounsaarbecht ass virgesinn an och eng Netzwierkaarbecht, fir d'Suchtpreventioun weiderzeentwéckelen a sech kommende gesellschaftlechen Entwécklungen ze stellen an unzepassen.

ad 2. D'Police hält keng Statistiken zum allgemenge Cannabiskonsum.

ad 4. D'Regierung strieft eng méi adequat, zäitgeméiss a léisungsorientéiert Reglementéierung vum wäitverbreete Cannabiskonsum fir net medezinnesch Zwecker zu Lëtzebuerg un. D'Haaptzil vun der Reglementéierung ass et fir d'Gesondheet vun de Mënschen, déi mat Cannabis a Kontakt kommen, beschtméiglech ze schützen. D'Tatsaach, dass Cannabis déi meescht konsuméiert illegal psychoaktiv Substanz zu Lëtzebuerg ass an dass, wéi schonn erwäänt, d'Konzentratioun un THC a Cannabisproduiten, déi um onkontrolléierten illegale Marché verkaaft ginn an déi potenziell Risiken, déi mat hirem Konsum verbonne sinn, sensibel geklommen ass, sinn nëmmen e puer Argumenter déi d'Néidegkeet, fir nei Léisungssusätz ze fannen, bekräftegen.

D'Aarbechte fir e Projet de concept auszeschaffen, deen der komplexer Erausfuederung gerecht muss ginn, sinn nach net ofgeschloss.

ad 5. Am Kader vun der geplangter Reglementéierung vum Cannabis fir net medezinnesch Zwecker, hunn eng grouss Zuel un nationalen an internationalen Echangen a Consultatioune stattfonnt, an dat och méi spezifesch fir de Volet vun der Preventioun an der Prise en charge vu KonsumentInnen.

Den Aarbechtsgrupp, dee mat der Ausaarbechtung vun engem Projet de concept chargéiert ginn ass, huet an deem Kontext de „ Suchtverband Lëtzebuerg", a senger Qualitéit als Daachverband vun de Lëtzbuerger Drogen- an Suchthëllefariichtungen, an d'Aarbechte mat agebonnen an ëm säin differenzéierten Avis a seng Recommandatioune gebieden.

Och op europäeschem an internationalem Niveau si vill Erfarungswäerter a Recommandatiounen ageholl ginn, fir dës schonns zum fréistméiglechen Zäitpunkt an dat zukünftegt nationaalt Konzept kënne mat afléissen ze loossen.

Dozou gehéieren notamment d'Aarbechtsvisitte bei den hollänneschen Autoritéiten am Februar 2019, eng Rei Echangë mam „Observatoire européen des drogues et des toxicomanies", der kanadescher „Direction générale des substances contrôlées et du cannabis" an dem „Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances", bei deenen d'Membere vum Aarbechtsgrupp wärend der Aarbechtsvisitt zu Ottawa a Kanada am Mee 2019 Entrevuen haten.

Dat nationaalt Konzept, wat aktuell nach an Ausaarbechtung ass, konnt iwwert dee Wee completéiert an optimiséiert ginn.

Question 2949 (05.10.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **télétravail dans la fonction publique :**

Zënter dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie sinn eng ganz Rei vu Mesurë geholl a Recommandatioune gemaach ginn, fir d'Verbreedung vum Coronavirus ze verhënneren.

Ugesiichts der Tatsaach, datt d'Aarbechtsplaz eng potenziell Infektiounsquell ass, ass eng vun deene Recommandatioune gewiescht, dass am Privatsecteur an am ëffentlechen Déngscht op den Teletravail sollt zréckgegraff ginn, esouwäit dat méiglech ass.

D'Regierung hat den 1. Juli 2020 decidéiert, fir an der Fonction publique den Teletravail weiderhin, bis zu dräi Deeg d'Woch, ze erlaben. Den 2. Juli ass eng Circulaire vum Minister fir den ëffentlechen Déngscht dozou un d'Verwaltunge geschéckt ginn. D'legal Basis dofir ass am Artikel 19bis vum Statut vum Fonctionnaire virgesinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Firwat ass dës Circulaire net ëffentlech op der Website vun der Fonction publique ze fannen?

2. Ass déi besoten Circulaire un all Ministère an un all Verwaltung geschéckt ginn?

3. Kann de Minister versécheren, datt all d'Beamten Ableck an dës Circulaire haten? Falls nee, wéi eng Verwaltungen a Ministèren haten d'Circulaire net krut an aus wéi enge Grënn net?

4. Wéi vill Stonnen am Teletravail goufen zënter. Januar 2020 vun alle Staatsbeamten (Fonctionnairen, Employéen a Salariéen) geleescht, opgelëscht no Verwaltung an no Mount?

5. A wéi enge Verwaltunge gëtt den Teletravail weiderhin ëmgesat an a wéi enger Frequenz?

6. A wéi enge Verwaltunge gëtt den Teletravail guer net méi applizéiert a firwat gouf an deene jeeweilege Verwaltungen domadder opgehalen?

7. Kann d'Regierung erklären, op Basis vu wéi enge Krittären d'Cheffe vun deenen eenzele Verwaltungen den Teletravail erlaben oder net erlaben? Consideréiert d'Regierung dës Krittären als fair?

Réponse (22.10.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Iwwert den Artikel 19bis vum Statut vum Fonctionnaire kann et dem Beamten erlaabt ginn, en Deel vu senger Aarbecht am Teletravail ze maachen, ma et ass dem Chef vun der Administratioun iwwerlooss, ob a wéi den Teletravail a senger Verwaltung ëmgesat gëtt. Weiderhin heescht et am selwechten Artikel, datt fir den Teletravail d'Informatiounstechnologië benotzt musse ginn. Ob dann tatsächlech eng Aarbecht am Teletravail gemaach ka ginn oder net, hänkt deemno net nëmme vun enger genauer Funktioun vum Beamten of, ma och ob déi jeeweileg Prozeduren an den eenzele Verwaltunge schonn digitaliséiert sinn an ob d'Verwaltung och iwwert déi néideg technesch Infrastrukture verfügt (Accès op Donnéeën an Informatioune souwéi Kommunikatiouns- a Reuniounstechnologien). Am Kontext vun der aktueller sanitärer Kris huet de Ministère fir Digitaliséierung zesumme mam CTIE hir Beméiungen am Kontext vun der Digitalisatioun an der Innovatioun am ëffentlechen Déngscht intensivéiert am Bestriewen, ee performante Service, fir d'Bierger an d'Entreprisen ze erméiglechen.

Mat der Circulaire vum 2. Juli 2020 gëtt den Teletravail vun der Regierung weider am ëffentlechen Déngscht encouragéiert an déi betraffe Beamte kënne bis zu maximal dräi Deeg an der Woch hir Aarbecht vun doheem aus maachen. Esou wéi ech lech dat bei der Geleeënheet vu menger Interventioun an der Chamber vum 21. Oktober, opgrond vun Ärer urgenter parlamentarescher Fro N° 3014 erkläert hunn, ass dës Circulaire, genee wéi eis Kommunikatioun vum 19. Oktober, iwwert den interne Kommunikatiounsreseau (Réseau RH) vun der Fonction publique un eng ronn 900 Destinatairë verschéckt ginn. Et handelt sech dobäi ëm sämtlech Verwaltungscheffen an hir jeeweileg Responsabel vun de Ressources humaines. Et sief hei nach niewebäi erwäänt, dass net all Beamte beim Staat eng perséinlech E-Mail-Adress oder Accès op den Internet huet an et läit duerfir an der Verantwortung vun de Verwaltungscheffen hiert Personal iwwert déi eegen intern Kommunikatiounsweeër ze informéieren. De Site vun der Fonction publique ass als Kommunikatiounsportail net geduecht, fir Circulairen zu internen Organisatiounsprozeduren ze publizéieren.

De Beamte ka seng Aarbecht stonneweis oder och ganz Deeg am Teletravail maachen. De Ministère fir d'Fonction publique verfüügt iwwer keng Donnéeën, déi et him am Moment erlaben, Statistiken, opgeschlësselt no Verwaltung a Groupe de traitement, ze erstellen, fir am Detail soen ze kënnen, wéi vill Stonne säit Januar vun all Staatsbeamten am Teletravail geleescht goufen. De Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) huet am Sënn vun enger Vereinfachung a Modernisatioun een Zäitmanagementsystem entwéckelt, deen am Moment an all de Verwaltunge vum Ministère fir d'Fonction publique getest gëtt. Den neie System soll dann no an no an all de Verwaltunge beim Staat agefouert ginn. Ab deem Moment wier et dann och méiglech, iwwert dëse generaliséierten Zäitmanagementsystem allméiglech Statistike ronderëm den Teletravail opzestellen.

Question 2950 (05.10.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**impact de l'assèchement potentiel du lac de Pierre-Percée :**

Conséquence du manque de précipitation et des températures élevées ces deux dernières années, le lac de Pierre-Percée, qui sert à compenser les prélèvements d'eau de la Moselle par la centrale nucléaire de Cattenom pour refroidir les réacteurs de celle-ci, a également été mis sous pression.

Au vu du changement climatique et de ses effets, l'assèchement potentiel de ce lac tampon représente un risque réel qui pourrait mettre en péril le système de refroidissement de la centrale nucléaire précitée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre est-elle au courant de cette situation ?

- De quelle façon la Moselle luxembourgeoise pourrait-elle être impactée par une accentuation de la tendance susmentionnée ?

- Madame la Ministre est-elle en contact avec les autorités françaises pour mener des études détaillées concernant l'évolution de la situation et de ses impacts sur les régions situées en aval de la centrale nucléaire de Cattenom ?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le lac du Vieux-Pré situé sur le territoire de la commune de Pierre-Percée sert exclusivement à compenser en période de faible débit de la Moselle la consommation d'eau de la centrale de Cattenom. Si lors d'une telle situation ce lac n'est pas en mesure de fournir l'eau nécessaire, l'exploitant ne pourra plus recourir à l'eau de la Moselle pour alimenter ses besoins et devra, le cas échéant, réduire ou arrêter la production. Les dispositions détaillées y afférentes sont reprises à l'article 5 et à l'annexe 2 de l'arrêté du Ministre d'État, Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie de la République française du 23 juin 2004 autorisant Électricité de France à poursuivre les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents liquides et gazeux pour l'exploitation du site nucléaire de Cattenom. C'est ainsi qu'en 2019, à titre préventif, l'unité 4 de Cattenom a été arrêtée en été pour économiser l'eau du Vieux-Pré pour l'hiver.

Les autorités luxembourgeoises tiennent des échanges réguliers avec les acteurs français en charge de la sûreté nucléaire. C'est dans ce cadre que le rôle du Vieux-Pré a été exposé par la délégation française lors de la dernière réunion de la Commission mixte de sécurité nucléaire franco-luxembourgeoise le 4 février 2020. S'y ajoute que la coordination transfrontière des questions concernant le régime hydrologique de la Moselle est traitée au sein des organes des Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS).

Le Luxembourg continue à insister auprès des autorités françaises compétentes sur la nécessité de respecter les règlementations environnementales et de compenser l'eau prélevée dans la Moselle pour les besoins de production d'électricité de la centrale de Cattenom.

Question 2952 (05.10.2020) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant la **compétitivité digitale :**

Récemment l'« International Institute for Management Development » (IMD) a publié son 4e classement mondial des pays en ce qui concerne leur compétitivité digitale. Le Luxembourg y est 28e, perdant sept places par rapport à 2019 et quatre par rapport à 2018 quand il était encore 24e. Au niveau européen, le Luxembourg est désormais classé 15e, dépassé par la Belgique (14e) et talonné par la Lituanie.

Au total, 63 pays sont passés au crible via 52 critères, répartis en trois piliers (« Knowledge », « Technology » et « Future readiness »), pour évaluer leur « capacité à faire usage des outils digitaux ».

Dans le classement actuel, le Luxembourg en ce qui concerne le pilier « Technology » accuse une perte de cinq places, et celui du « Future readiness » un recul de dix places. Le pilier « Knowledge » voit la détérioration au classement, initiée en 2018, se poursuivre : à l'exception des sous-facteurs « Training & Education » et « Scientific concentration », l'ensemble des sous-indicateurs sont à la baisse.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de l'étude précitée ? Quel degré d'importance accordent-ils à ce classement ?

- Comment Messieurs les Ministres expliquent-ils la baisse sensible du Luxembourg en ce qui concerne les trois piliers analysés (à l'exception des sous-indicateurs « Training & Education » et « Scientific concentration » dans le pilier « Knowledge ») ?

- Quelles conclusions Messieurs les Ministres tirent-ils de ce classement ? En tireront-ils des conséquences, notamment pratiques, directes ?

- Quel est, selon les ministres, l'impact d'une telle étude sur l'« image de marque » du Luxembourg en matière de digitalisation au niveau international ?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'autres classements internationaux dans le domaine de la digitalisation ? Dans l'affirmative, quels sont-ils et comment le Grand-Duché s'y place-t-il ?

Question 2963 (08.10.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **compétitivité digitale :**

Un article intitulé « Le Luxembourg 28e au classement digital mondial », paru le 1er octobre 2020 sur paperjam.lu, annonçait la détérioration du positionnement global du Grand-Duché en termes de compétitivité au niveau mondial : « Par rapport à 2019, le Luxembourg perd sept places au classement IMD qui mesure la compétitivité des pays au niveau digital. Ce sont les piliers "Technology" et "Future Readiness" qui accusent les baisses les plus fortes. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres étaient-ils informés de la détérioration de la classification du Luxembourg en matière de la digitalisation ?

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations sur les critères sollicités par l'institut IMD (International Institute for Management Development) et sur le pourquoi du mauvais classement luxembourgeois ?

- Quelles sont les solutions concrètes mises en œuvre pour pallier aux déficiences ?

- Qu'est-ce que le Gouvernement considère entreprendre dans le futur afin de résoudre ce classement nuisant à la réputation et la crédibilité mondiale de notre pays ?

Réponse commune (05.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias :*

Le débat sur la compétitivité au Luxembourg est régulièrement relancé lors de la publication de benchmarks et de classements internationaux. Le rapport World Digital Competitiveness Ranking[1], dont la 4e édition a été publiée en automne 2020, figure parmi les benchmarks les plus récents en matière de digitalisation. L'Observatoire de la compétitivité du Ministère de l'Économie[2], depuis sa création en 2004 suite à une décision du Comité de coordination tripartite, suit plusieurs dizaines de ces benchmarks internationaux dans lesquels figure le Luxembourg, dont une partie a trait à la digitalisation et aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Les classements les plus intéressants sont présentés dans la dernière partie de ce document.

Explications concernant la position du Luxembourg dans le classement 2020 du IMD World Digital Competitiveness Ranking

Ce rapport analyse la capacité et la préparation des économies pour adopter et explorer les technologies digitales comme déterminant-clé de la compétitivité, ainsi que de la transformation de l'environnement des affaires, des administrations publiques et de la société. Dans cette édition 2020, 63 pays à travers le monde ont été analysés à travers 52 indicateurs de nature quantitative et qualitative (32 issus de statistiques internationales/nationales et 20 issus d'enquêtes d'opinion auprès d'experts). Ces indicateurs sont répartis en 3 piliers et 9 sous-piliers:

- Le pilier I « Connaissances » permet de suivre la transformation digitale à travers la découverte, la compréhension et l'apprentissage des nouvelles technologies et outils digitaux. Il comprend les sous-piliers « Compétences », « Formation et éducation » et « Concentration scientifique/R&D ».

- Le pilier II « Technologie » analyse le contexte général à travers lequel le développement de technologies digitales est rendu possible. Il comprend les sous-piliers « Cadre réglementaire », « Capital » et « Cadre technologique ».

- Le pilier III « Préparation future » concerne le degré de préparation d'une économie en vue de la transition digitale. Il comprend les sous-piliers « Capacité d'adaptation », « Agilité des entreprises » et « Intégration des technologies de l'information ».

En 2020, le Luxembourg se classe 28e au niveau mondial dans le classement général (score de 73,269/100). Pour ce qui est de ses pays voisins, les Pays-Bas se classent 7e (92,567), l'Allemagne 18e (81,062), la France 24e (76,983) et la Belgique 25e (76,977).

Plutôt que d'utiliser le classement mondial, il s'avère souvent plus utile de prendre comme référence les pays de l'UE pour comparer ce qui est davantage comparable. Ce classement UE est mené par le Danemark, devant la Suède et les Pays-Bas. Le Luxembourg s'y classe en 11e position.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Luxembourg a perdu 7 rangs par rapport à 2019 (21e) dans le classement général. IMD note que le Luxembourg : « […] sees a downturn in all digital factors with the largest decline in future readiness (17th to 27th). The latter decrease results from the deterioration in Luxembourg's performance in measures related to e-participation, business' response to opportunities and threats, limited use of big data and analytics by the private sector, e-government, and public and private sector ventures (whether they support technological development). » Même si les données qui permettraient de commenter plus en détail ce constat d'IMD ne sont pas disponibles publiquement à un niveau suffisamment désagrégé (ni pour le Luxembourg, ni pour les autres pays analysés), il peut néanmoins être affirmé que ce décrochage du Luxembourg entre 2019-2020 semblerait être dû au IIe, mais surtout au IIIe pilier :

- Pilier I « Connaissances » : Le Luxembourg a perdu -1 rang entre 2019-2020 (35e en 2020 ; score de 62,641). On observe pour 2020 surtout une baisse de -8 rangs en ce qui concerne le sous-pilier lié aux « Compétences ».

- Pilier II « Technologie » : Le pays a perdu -5 rangs entre 2019-2020 (17e ; 76,123). Mais par exemple en 2018 le Luxembourg se situait au 15e rang. On constate notamment pour 2020 une baisse de -4 rangs pour le sous-pilier « Cadre réglementaire » et de -6 rangs pour le « Capital ».

- Pilier III « Préparation future » : Le pays affiche ici la perte la plus élevée, avec -10 rangs entre 2019-2020 en passant du 17e au 27e rang (65,545). Mais par exemple en 2016 le Luxembourg se situait au 24e rang. On observe notamment une baisse de -26 rangs entre 2019-2020 pour le sous-pilier « Capacité d'adaptation », de -14 rangs pour « Agilité des entreprises » et de -10 rangs pour « Intégration des technologies de l'information ».

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dans ce type de benchmark international, il ne faut pas perdre de vue que le classement constitue toujours l'élément le plus médiatisé. Cependant, un tel benchmark décrit une situation beaucoup plus complexe que ne le laisse présager la simplicité apparente du classement. Il faut donc éviter de se focaliser uniquement sur le classement.

D'une part, il s'agit notamment de ne pas perdre de vue la relativité de ces classements. Sans même parler des changements de méthodologie pouvant affecter les classements, une hausse ou baisse du Luxembourg dans un classement ne veut pas forcément dire que les performances de notre pays se soient forcément améliorées ou détériorées. Une telle évolution peut aussi provenir du fait que, par exemple, d'autres territoires ont subi plus ou moins sévèrement un choc et ont mieux ou moins bien performé. De plus, il existe souvent, au sein de ces classements, des groupes de pays pour lesquels les scores sont proches. Par exemple, en 2020, la différence entre la France (24e ; score de 76,983) et la Belgique (25e ; 76,977) est marginale avec une très faible différence de score (0,006). Un faible changement du score d'un pays peut donc avoir un impact important sur le classement, même si en matière de changement structurel de compétitivité, cela n'a guère de signification. Suivre simplement le classement, d'une année à l'autre, ne s'avère donc pas suffisant. La variation dans le temps et l'évolution annuelle du classement est à prendre avec un certain recul, et devrait notamment être combinée à l'analyse du score.

D'autre part, ce type de benchmark international fournit souvent seulement une approximation, une image globale, puisqu'il utilise dans une grande majorité des cas la même méthodologie pour tous les territoires analysés. Or, le Luxembourg dispose d'une série de spécificités nationales « atypiques »

[1] https://www.imd.org/wcc/world-competitiveness-center-rankings/world-digital-competitiveness-rankings-2020/

[2] https://odc.gouvernement.lu/fr.html

qui peuvent rendre difficile une comparaison avec d'autres pays[3]. En effet, le Luxembourg est une petite économie ouverte et très intégrée dans la Grande Région (p. ex. flux de travailleurs frontaliers) et dans l'UE (marché intérieur). Ces spécificités nationales ne sont souvent pas suffisamment prises en compte dans ces benchmarks avec une méthodologie « one size fits all », identique à tous les territoires analysés, qu'ils soient petits ou grands, ouverts vers l'étranger ou focalisés sur leur marché national, etc. Les résultats du Luxembourg doivent donc souvent être interprétés avec recul et chaque indicateur doit être analysé un par un. Le rapport IMD ne fait pas exception à ces remarques. Les exemples repris ci-dessous illustrent des indicateurs pouvant s'avérer être problématiques dans le cas du Luxembourg :

- Pilier I « Connaissances » : Le Luxembourg est classé 60e (sur 63) pour le flux net d'étudiants internationaux dans l'enseignement tertiaire sur son territoire national (étudiants entrants moins étudiants sortants). Il en est de même pour l'indicateur des diplômés en sciences naturelles (56e). Or, la très grande majorité des résidents luxembourgeois font leurs études tertiaires à l'étranger. Ce facteur ne semble pas être suffisamment capté.

- Pilier II « Technologie » : Le Luxembourg est seulement classé 55e pour les abonnements à haut débit mobile. Ce mauvais classement est pour le moins étonnant, sachant que par exemple la Commission européenne loue la performance du Luxembourg en matière de niveau de connectivité[4]. Selon les données de la Commission européenne, 98 % des ménages au Luxembourg ont accès à la 4G et surtout l'adoption du haut débit mobile est très élevée (122 abonnements pour 100 résidents).

- Pilier III « Préparation future » : Le Luxembourg est un petit pays. Donc chaque comparaison internationale faisant référence à des chiffres absolus le classe généralement de manière mécanique en bas du tableau. L'indicateur du « Part en pourcentage des robots mondiaux », pour lequel le Luxembourg se classe à la 58e position mondiale, en constitue un exemple. De plus, à côté de cet effet « taille », cet indicateur considère uniquement les robots industriels ce qui pénalise les économies de services hautement développées (les services représentent environ 85 % du PIB au Luxembourg).

Pour conclure, il reste à mentionner dans ce cadre qu'environ 40 % des indicateurs utilisés par IMD sont issus d'enquêtes d'opinion auprès d'experts. Ces indicateurs de nature qualitative (soft data) reflètent uniquement les perceptions des personnes interrogées. Le détail des réponses n'étant pas publiques, il n'est malheureusement pas possible d'évaluer plus en détail leur impact sur le classement.

Conclusions à tirer

Le benchmarking international a comme finalité première une comparaison des meilleures pratiques. Il doit constituer une aide pour mieux comprendre pourquoi certains territoires performent mieux que d'autres. Mais cet exercice fournit seulement une approximation, une image globale. Les spécificités nationales du Luxembourg ne sont souvent pas suffisamment prises en compte. Il s'agit dès lors d'analyser chaque indicateur, un par un, pour détecter les points forts du pays et surtout aussi pour détecter des éventuelles faiblesses.

Comme le Luxembourg a une ambition forte de se positionner à la pointe de la transformation digitale, il doit constamment viser l'excellence. Ces benchmarks constituent un outil intéressant, que ce soit en termes de réformes à mettre en place ou d'instruments de promotion territoriale.

Selon ce benchmark, le Luxembourg pourrait par exemple faire encore des efforts supplémentaires dans l'administration en ligne (« e-participation » 53e ; « e-government » 30e) ou en ce qui concerne l'adoption du « Big data & analytics » (38e) par les entreprises.

Le Gouvernement a pris au fil des années passées, et a annoncé pour les mois et années à venir, toute une série de mesures en matière de digitalisation, ce qui devrait avoir une influence positive sur ce benchmark dans les années à venir.

1,3 millions de démarches ont été effectuées entre janvier et septembre 2020 à travers le portail de l'État MyGuichet. C'est le triple de ce qui s'est fait au cours de la même période en 2019. En 2020, 27 nouvelles démarches ont été ajoutées sur MyGuichet et le Ministère de la Digitalisation travaille de manière intensive sur le développement futur. Au cours des prochains mois une application sera présentée qui permettra de faire des démarches à travers un appareil mobile. À côté de cela, un site est en cours d'élaboration qui permettra d'entamer et de suivre les procédures d'autorisation de manière digitale. Dans ce cadre, il reste à mentionner la préparation d'un « GovTech Lab » au cours des prochains mois pour aborder la transformation numérique d'un point de vue plus centré utilisateur et plus efficace.

En ce qui concerne plus particulièrement les entreprises, il s'avère utile de mentionner la stratégie 5G, la vision stratégique en matière d'intelligence artificielle (IA), la stratégie sur l'économie des données, la prochaine mise en place du superordinateur « HPC Meluxina » (printemps 2021) ou encore la mise en place de la plateforme de commerce électronique « LetzShop ».

Toutes ces mesures vont contribuer, à moyen terme, à augmenter la compétitivité digitale du pays. Il faut cependant garder à l'esprit que le Luxembourg n'atteint souvent pas un seuil critique et que les coopérations que le pays noue au sein de la Grande Région et de l'UE s'avèrent primordiales (p. ex. marché unique numérique).

Impact sur l'image de marque du Luxembourg

Même si ces benchmarks internationaux suscitent maintes réserves, ils méritent d'être suivis de près. En effet, à cause de leur écho médiatique important, ces benchmarks ont un impact non négligeable sur l'image de marque de notre pays et peuvent influencer la perception des investisseurs ainsi que des travailleurs hautement qualifiés du secteur des technologies de l'information et de la communication. Cependant, il est impossible de mesurer cet impact ainsi que d'en déduire directement des politiques. Il est plus intéressant d'en déduire les best practices d'un pays et de s'en inspirer, ou de voir éventuellement des similitudes avec le Luxembourg. Dans ce cadre, il faut donc souligner toute l'importance de poursuivre nos efforts dans la mise en œuvre de notre stratégie de promotion économique, dont un des objectifs est de construire une image de marque forte du pays.

Comme les auteurs de ces benchmarks sont des institutions et organisations indépendantes, le Gouvernement n'a in fine pas d'emprise sur la méthodologie utilisée pour évaluer le Luxembourg, même si cette dernière ne tient pas suffisamment compte des spécificités nationales de notre pays. Néanmoins, dans certains cas, le Gouvernement a réussi à faire en sorte que la situation atypique du Luxembourg ait été mieux prise en compte. Par exemple, pour le « Digital Economy and Society Index » de la Commission européenne, le Gouvernement a sensibilisé avec succès les auteurs sur le fait que la grande majorité des résidents luxembourgeois font leurs études tertiaires en sciences naturelles (STEM) et obtiennent leurs diplômes à l'étranger, et non pas sur notre territoire national, comme c'est le cas dans la grande majorité des autres États membres de l'UE. La Commission européenne a par la suite apporté des modifications ponctuelles à la méthodologie pour l'évaluation du Luxembourg. Néanmoins les autres institutions et organisations internationales, connaissant souvent moins bien la situation spécifique du Luxembourg et étant aussi généralement moins réceptives pour entamer des discussions méthodologiques, ne se montrent pour la plupart pas ouvertes à de telles adaptations.

Autres benchmarks et classements internationaux dans le domaine de la digitalisation

Il est impossible de suivre tous les classements internationaux, comme il en existe une multitude. Cependant le Luxembourg essaie de suivre des classements publiés de manière périodique (pas de one shot ranking) et incluant régulièrement le Luxembourg.

Le classement général a priori décevant du Luxembourg dans le rapport IMD World Digital Competitiveness Ranking 2020 ne se reflète pas dans les majeurs autres benchmarks de renommée internationale en matière de digitalisation et de technologies de l'information et de la communication. À titre d'exemple, dans le « Digital Economy and Society Index 2020 » de la Commission européenne, le Luxembourg se classe dans le Top-10.

Les majeurs benchmarks notent généralement une bonne performance du Luxembourg en matière de digitalisation. Ils estiment que les principaux défis pour le Luxembourg concernent les compétences numériques, ainsi que l'adoption et l'intégration des technologies numériques par les entreprises et les services publics.

Pour conclure, pour chacun de ces benchmarks internationaux, que le Luxembourg soit classé en haut ou en bas du tableau, il ne faut pas trop se focaliser sur le classement pour le classement. Il s'agit plutôt de dresser une analyse critique de la position du Luxembourg, ainsi que de chaque indicateur, un par un.

[3] Cf. notamment Eurostat, Regions in Europe (2020) : https://ec.europa.eu/eurostat/cache/digpub/regions/: "European Union (EU) Member States are often compared with each other, but in reality it can be difficult to contrast small countries like Luxembourg or Malta with larger ones such as France or Germany."

[4] Commission européenne, Digital Economy and Society Index 2020
https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/scoreboard/luxembourg
https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/scoreboard/luxembourghttps://ec.europa.eu/digital-single-market/en/scoreboard/luxembourg

Question 2953 (05.10.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **réinsertion sociale et professionnelle des condamnés :**

La loi du 28 février 2011 relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale permet à une personne condamnée à une peine ou mesure privative de liberté d'exécuter sa peine dans son pays d'origine, membre de l'Union européenne. Pour effectuer ce transfèrement, la personne condamnée doit marquer son consentement.

La loi du 17 avril 2015 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions de probation permet à un justiciable dans le cadre de l'exécution de sa libération conditionnelle ou de son sursis probatoire d'exécuter cette mesure dans le pays où elle a sa résidence légale habituelle, également membre de l'Union européenne.

Ces deux lois visent, par leur principe, à favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de la personne condamnée ainsi que le maintien des liens familiaux.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Vu la démographie carcérale du Luxembourg, combien de détenus ont consenti depuis 2011 d'exécuter leur peine de prison dans leur pays d'origine ? Quels furent les pays concernés ?

2) Inversement, depuis 2011, combien de résidents luxembourgeois exécutant leur peine de prison dans un État membre de l'Union européenne ont demandé un transfèrement au Luxembourg ?

3) Quelle fut la nature des infractions commises dans ces deux cas de figure ?

4) Depuis 2015, combien de personnes exécutent une décision de probation dans leur pays d'origine ? Quels sont les pays concernés ? Quelle est la répartition des mesures probatoires appliquées ?

5) Les autorités luxembourgeoises sont-elles régulièrement informées de l'évolution de la peine d'emprisonnement, de l'état d'incarcération et du suivi socio-judiciaire ?

6) Des révocations de décisions probatoires ont-elles dû être prononcées ? Dans l'affirmative, quelles en furent les raisons ?

Réponse (20.10.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) 22 condamnés-détenus au CPL ont consenti depuis 2011 (en fait à partir de 2015) à exécuter leur peine d'emprisonnement dans leur pays d'origine sur base des dispositions de la décision-cadre 2008/909/JAI, transposée dans la loi du 28 février 2011 sur la reconnaissance de jugements en matière pénale.

2011 : 0

2012 : 0

2013 : 0

2014 : 0

2015 : 1 (France)

2016 : 8 (Grande-Bretagne/2 ; Allemagne/1 ; Portugal/2 ; France/3)

2017 : 6 (France/5 ; Pays-Bas/1)

2018 : 3 (Belgique/2 ; Portugal/1)

2019 : 1 (France)

2020/1er octobre : 3 (France).

La nature des infractions commises se répartit comme suit :

Assassinat/2 ;

Meurtre/1 ;

Meurtre pour faciliter le vol/3 ;

Tentative de meurtre/2 ;

Viol de mineur/1 ;

Tentative de viol à l'aide de violences/1 ;

Vol à l'aide de violences, de menaces, la nuit, dans une maison habitée/6 ;

Vol à l'aide d'effraction et d'escalade/1 ;

Rébellion avec arme/1 ;

Extorsion à l'aide de menaces dans une maison habitée/1 ;

Trafic de stupéfiants/5.

Une personne condamnée peut avoir commis plusieurs infractions.

ad 2) Six résidents luxembourgeois ayant débuté l'exécution d'une peine d'emprisonnement dans un autre État membre de l'UE ont bénéficié de l'opportunité de pouvoir exécuter le solde de la peine dans un centre pénitentiaire au Luxembourg.

2011 : 0

2012 : 0

2013 : 0

2014 : 0

2015 : 0

2016 : 1 (Portugal)

2017 : 0

2018 : 1 (Italie)

2019 : 2 (Autriche/1 ; Allemagne/1)

2020/1er octobre : 2 (Allemagne).

ad 3) La nature des infractions commises se répartit comme suit :

Trafic de stupéfiants/5 ;

Meurtre/1.

ad 4)

2015 : 0

2016 : 1 (France)

2017 : 3 (Allemagne/1 ; France/1 ; Belgique/1)

2018 : 3 (France/2 ; Belgique/1)

2019 : 5 (Belgique/2 ; Portugal/2 ; Allemagne/1)

2020/1er octobre : 2 (Belgique/1 ; Portugal/1).

Les mesures probatoires spécifiques à surveiller :

- suivre un traitement psychiatrique ou psychologique/5 ;

- suivre un traitement pour une dépendance à l'alcool/1 ;

- exercer une activité professionnelle ou une formation/4 ;

- indemniser les parties civiles/8 ;

- payer les arriérés des pensions alimentaires/2.

Plusieurs mesures peuvent concerner une même personne condamnée.

ad 5) Le suivi « post-transfèrement » d'un condamné détenu dans un autre État membre de l'UE varie d'un pays à l'autre ; il y a des pays qui donnent un retour d'informations tandis que d'autres ne le font pas.

Dans ce contexte, il convient de signaler que la plupart des condamnés transférés dans un autre État membre de l'UE se voient signifier de façon concomitante un arrêté d'interdiction du territoire national. Un follow-up ne s'avère pas d'une nécessité absolue pour ces condamnés transférés.

ad 6) En ce qui concerne le Luxembourg, la réponse est négative.

À la connaissance du Parquet général, il n'y a pas eu non plus de décision prise par une juridiction d'un autre État membre de l'UE qui ait conduit à la révocation d'un sursis probatoire prononcé par une juridiction luxembourgeoise.

Question 2954 (05.10.2020) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **Fonds du logement :**

Le Fonds du logement acquiert plus ou moins régulièrement des terrains ou des immeubles bâtis afin d'y aménager les logements les plus divers.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre peut-il dresser une liste détaillée des terrains et biens immobiliers actuellement en possession du Fonds du logement (année de l'acquisition, localité/commune, contenance, valeur d'acquisition du bien, zone PAG, etc.) ?

2) Selon quels critères le Fonds du logement acquiert-il des biens immobiliers ?

3) Pour quelles raisons certains terrains et autres immeubles acquis par le Fonds, il y a bien des années, n'ont-ils pu être valorisés jusqu'à nos jours ?

Réponse (02.11.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Sur base de l'inventaire des terrains dont dispose le Fonds du logement, je peux partager les informations foncières suivantes avec Messieurs les honorables Députés :

- Parcelles appartenant et/ou maîtrisées par le FdL : 1.682 (réparties sur 69 communes) - Superficie cadastrale appartenant et/ou maîtrisée par le FdL : 216,6 ha,

• dont 37 ha sont du parc immobilier bâti ;

• dont 37 ha de foncier non constructible et/ou à régulariser (surface publiques à céder, terrains de compensation, …) ;

• dont 142,3 ha de potentiel foncier de développement, dont : 11,8 % constructible à court terme (< 5 ans) ; 81,3 % constructible à moyen terme (5 à 15 ans) - p. ex. projets Neischmelz & WmdW ; 6,9 % constructible à long terme (> 15 ans).

ad 2) La politique d'acquisition du Fonds du logement relève de la compétence de son conseil d'administration et est approuvée par le Ministre ayant le Logement dans ses attributions en fonction de la situation du marché de l'immobilier, de critères d'efficience et d'urbanisme, ainsi que des besoins de logements abordables considérés en leurs multiples facettes.

ad 3) Les raisons pour lesquelles certains immeubles ne peuvent être valorisés à brève échéance sont de diverses natures, toutes indépendantes de la volonté de l'établissement public.

Certains terrains sont en attente de reclassement PAG ou en cours de procédures administratives, quelques-uns sont des surfaces de grande envergure nécessitant un développement urbanistique ou des procédures de marchés publiques complexes et conséquentes, d'autres encore impliquent également une dépollution, ou une coordination avec le Service des sites et des monuments nationaux dans le cadre de bâtiments dit « classés », ou encore une attention particulière aux défis environnementaux.

Question 2955 (05.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **déclaration pour l'impôt sur le revenu :**

Wéinst der Covid-19-Pandemie gouf dëst Joer den Delai fir d'Areeche vun der Steiererklärung fir d'Joer 2019 bis d'Enn vum Joer 2020 verréckelt. U sech hätten d'Contribuabel hir Deklaratioun bis den 31. Mäerz 2020 missen areechen, mee ugesiichts vum Ausbroch vun der Pandemie Mëtt Mäerz hat d'Chamber enger Verlängerung vun den Delaien zougestëmmt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert am Duerschnëtt den Traitement vun enger Steiererklärung dëst Joer par rapport zu viregen Exercicen?

2. Wéi vill Steiererklärunge mussen nach fir d'Steierjoer 2019 deposéiert ginn?

3. Wéi vill Steiererklärungen aus de Joren 2016, 2017 an 2018 sinn zum haitegen Zäitpunkt nach net clôturéiert?

4. Wéi vill Steiererklärungen aus deene virege Jore sinn nach net clôturéiert, well d'Contribuabel hire Remboursement nach net kruten?

Réponse (06.11.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Bedéngt duerch d'Pandemie gouf de legalen Delai fir d'Areeche vun der Steiererklärung fir d'Joer 2019 vum 31. Mäerz 2020 op den 30. Juni 2020 verréckelt. A vereenzelte Fäll an op Nofro hi vum Steierzueler ass et méiglech, datt d'Steieramt eng Verlängerung vum Delai kann accordéieren, deen net iwwert d'Joresenn dierf erausgoen, hei ass den Delai vum 30. Juni 2020 op den 31. Dezember verréckelt ginn.

De Fait, datt den Delai fir d'Areeche vun der Steiererklärung fir d'Joer 2019 no hanne verréckelt gouf, huet guer keen Afloss op déi duerchschnëttlech Durée vum Traitement vun der Steiererklärung. D'Dauer vun der Instruktioun vun enger Steiererklärung ass ofhängeg vun der Komplexitéit vun hirem Inhalt a léisst sech net vergläiche vun engem Joer op dat anert an och net par rapport zu anere Steiererklärungen. Et gëtt allerdéngs sécher een Impakt vum Covid-19 op d'Disponibilitéit vun de Ressourcë vun der Steierverwaltung.

Aktuell (Stand op de 26. Oktober 2020) mussen nach 92.882 Steiererklärungen fir d'Joer 2019 bei de physesche Persounen (déclaration pour l'impôt sur le revenu) agereecht ginn, dat entsprécht engem Taux vun 31,17 % bei 297.994 Immatrikulatiounen.

Baséierend op de Stand vum 1. Oktober 2020 ass d'Unzuel vun de Steiererklärungen, déi nach ze besteiere sinn, déi follgend:

- fir d'Steierjoer 2016 sinn nach 2.321 Steiererklärungen ze traitéieren, dat entsprécht engem Taux vun 1,04 % bei 222.207 Immatrikulatiounen;

- fir d'Steierjoer 2017 sinn nach 7.392 Steiererklärungen ze traitéieren, dat entsprécht engem Taux vun 3,16 % bei 233.627 Immatrikulatiounen;

- fir d'Steierjoer 2018 sinn nach 42.724 Steiererklärungen net besteiert, dat entsprécht engem Taux vu 14,45 % bei 295.581 Immatrikulatiounen, woubäi een net dolaanscht kënnt ze bemierken, datt dem prozentualen Zouwuess vun Immatrikulatiounen (26,52 % par rapport zu 2017) bedéngt duerch d'Reform um Niveau vun der Besteierung vun de Frontalieren och Rechnung muss gedroe ginn.

Vu datt bei de Steiererklärungen, wou d'Instruktiounen nach net ofgeschloss sinn, nach keng Bulletinen erstallt goufen, kann een à ce stade och net definéieren, wéi vill vun deene Steiererklärungen en souffrance ee Remboursement respektiv ee Paiement spéiderhi wäerten ausléisen.

Question 2956 (06.10.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **projet de « cloud souverain » pour l'Europe (GAIA-X) :**

Avec la pandémie actuelle et le lockdown dès le mois de mars, y inclus la fermeture de nombreuses frontières, les réseaux numériques de communication sont devenus en quelques semaines un pilier vital pour le fonctionnement quotidien de notre société. Malgré les mesures de confinement, nos infrastructures et ressources digitales ont permis d'assurer de nombreuses opérations à distance. Aussi bien au sein de l'économie, de l'administration et de l'enseignement qu'au sein des ménages, la digitalisation a fait un bond très important. Or, en regardant notamment les logiciels de communication et les plateformes de cloud computing, dont le nombre d'utilisateurs a explosé depuis mars, force est de constater que les solutions européennes restent toujours marginales face à la domination des sociétés américaines et asiatiques.

Durant cette même période, le 16 juillet 2020, la Cour de justice de l'Union européenne a annulé la validité du Privacy Shield, dispositif légal mettant en adéquation les règles de protection des données des États-Unis avec celles de l'UE, en constatant que ce « bouclier » n'assure pas de niveau de protection équivalent à celui garanti par les règles européennes. Ce jugement mettait donc à mal le transfert des données européennes vers les États-Unis en pleine crise de Covid-19.

Un projet visant à pallier à ces deux problèmes est le projet franco-allemand GAIA-X. Annoncé dès 2019 par l'Allemagne et désormais ouvert au reste de l'Europe, il a comme mission de construire une alternative au monopole des géants américains. GAIA-X vise à définir et à mettre en œuvre une infrastructure de données fiable et sécurisée pour l'Europe afin de ne plus compter seulement sur Amazon, Google ou Microsoft. Il s'agit de rétablir une gouvernance et souveraineté européenne sur les données, c'est-à-dire le contrôle complet du stockage et du traitement des données, ainsi que la maîtrise de l'accès à ces données.

Le 15 septembre 2020, ce projet de « cloud souverain » a donné lieu à la création d'une structure légale sous forme d'association internationale sans but lucratif basée à Bruxelles. Elle comptait au moment du lancement 22 partenaires institutionnels et privés (11 allemands et 11 français).

Dans ce contexte, je voudrais obtenir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Digitalisation et de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Est-ce que le Gouvernement est intéressé par ce projet d'envergure ?

2) Le Luxembourg a-t-il déjà été sollicité par les autorités allemandes ou françaises pour soutenir politiquement le projet GAIA-X et son développement futur ?

3) Des instituts de recherche ou des entreprises luxembourgeoises ont-ils déjà manifesté, auprès du Gouvernement, la volonté de rejoindre ce projet ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de promouvoir activement la participation du secteur ICT luxembourgeois au projet GAIA-X ?

Réponse commune (05.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias :*

Le projet GAIA-X, lancé en Allemagne par Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Économie allemand Peter Altmaier lors du sommet digital de novembre 2019, a été porté par la France et l'Allemagne pour devenir un projet européen.

L'ambition de ce projet est de développer une infrastructure numérique, de libérer les forces de l'innovation digitale et de répondre aux besoins de l'économie numérique.

Un des objectifs de GAIA-X est de créer un environnement où les données peuvent être stockées et partagées dans l'optique de les valoriser dans le respect des conditions stipulées et sous le contrôle des producteurs et des utilisateurs de données. Les échanges doivent pouvoir être définis dynamiquement pour libérer le potentiel de création de services qui pourront être mis à la disposition de tous en confiance, de manière combinée et servir de tremplin pour le développement d'opportunités nouvelles, de modèles d'affaires pilotés par les données et de solutions innovantes dans les secteurs existants aussi bien que dans de nouveaux secteurs. GAIA-X sera active dans le développement de standards et de prototypes d'implémentations des cas d'usages. GAIA-X ambitionne de devenir l'épine dorsale de l'économie des données en Europe.

En septembre 2020, les statuts de GAIA-X ont été officialisés en tant qu'association internationale sans but lucratif GAIA-X AISBL. 22 membres fondateurs venant d'Allemagne et de France ont signé les statuts : 3DS OUTSCALE, Amadeus, Atos, Beckhoff Automation, BMW, Bosch, CISPE, DE-CIX, Deutsche Telekom, Docaposte, EDF, Fraunhofer Gesellschaft, German Edge Cloud, IMT, International Data Spaces Association, Orange, OVH, PlusServer, Safran, SAP, Scaleway, Siemens. GAIA-X AISBL encourage les entreprises de toute l'Europe à rejoindre cette initiative.

Pour supporter cette initiative d'envergure, plusieurs organes de gouvernance ont été créés au sein de l'AISBL. Dans un comité d'experts gouvernementaux, des représentants des États membres peuvent rejoindre cette initiative aux côtés des acteurs industriels et privés.

Pour plus d'informations concernant GAIA-X en soi, l'honorable Député est également invité à se référer à la réponse apportée par les ministres à la question parlementaire n° 1948 sur le même sujet.

Le Gouvernement poursuit l'ambition de positionner le Luxembourg dans l'économie des données et de s'établir parmi les nations pionnières dans ce domaine. L'infrastructure numérique est un des piliers de l'économie numérique et le Luxembourg déploie des efforts à la hauteur de cette ambition, comme en témoigne le projet HPC Meluxina. Dans la continuité de cette trajectoire, le Gouvernement s'est également intéressé très tôt au projet GAIA-X, étant en contact avec les acteurs privés de l'industrie du digital qui sont impliqués dans le projet.

Le projet GAIA-X était également à l'ordre du jour de la dernière rencontre entre ICT Luxembourg et le Ministère d'État le 8 octobre 2020 ainsi que le 12 octobre 2020 lors de la conférence tenue à la Chambre de Commerce sur GAIA-X qui a réunie des acteurs européens de GAIA-X et de la Commission européenne.

Dans ce contexte et lors de cette conférence, le Ministre de l'Économie a lancé dans son intervention un appel à l'industrie privée pour qu'elle contribue activement à GAIA-X. L'industrie s'est engagée à y répondre puisque GAIA-X est une initiative développée prioritairement par les acteurs de l'industrie privée.

L'infrastructure numérique luxembourgeoise est de haute qualité et pourra bénéficier à plein des synergies rendues possibles par une interconnexion du Luxembourg à une infrastructure européenne de rang mondial vers laquelle sont orientés des investissements capables de matérialiser ces ambitions.

En tant que pionnier de la construction européenne et pays membre actif dans le développement européen, le Luxembourg est présent et actif à tous les niveaux européens. Le projet GAIA-X tout comme l'infrastructure numérique européenne en font partie intégrale et bénéficient du soutien du Luxembourg. Pour illustrer ce soutien à un développement européen numérique et durable, complémentaire aussi à GAIA-X, le Luxembourg a co-signé le 15 octobre 2020 la déclaration européenne relative à la European Cloud Federation où les signataires se sont engagés à travailler ensemble au développement d'une infrastructure et de services relatifs au cloud qui soient compétitifs et bénéficient aux entreprises, au secteur public et à la société. Le cloud, la connectivité, le HPC et une plateforme d'échange de données sont des éléments majeurs d'une infrastructure de l'économie de données efficace. La combinaison unique de ces éléments d'infrastructure et l'adoption de ces technologies dans les projets des entreprises permet la création d'un écosystème numérique compétitif à Luxembourg.

Le Gouvernement luxembourgeois travaille étroitement avec l'industrie ICT sur le projet GAIA-X et soutient GAIA-X par ses représentations dans les différents groupes de travail européens.

En tant qu'initiative pilotée par le secteur privé, GAIA-X se construit avec la participation et l'engagement actif du secteur privé luxembourgeois, notamment par le Cloud Computing Europe Luxembourg, la Chambre de Commerce et la FEDIL. D'autres acteurs privés ont manifesté leur intérêt et l'industrie se structure afin de participer au co-développement de GAIA-X.

Le projet GAIA-X s'inscrit comme un des éléments d'infrastructures essentiels et nécessaires à la stratégie gouvernementale de création de valeur socio-économique par l'économie des données. Au côté du pilier d'infrastructure, le pilier de compétences et de recherche est tout aussi indispensable à la création de services et aux avancées numériques. Une infrastructure unique doit être complétée et exploitée par des compétences de haut niveau à Luxembourg et par leur diffusion dans l'industrie privée et le secteur public. Les organismes de recherche luxembourgeois sont alignés avec cette vision depuis bien avant GAIA-X et ils portent naturellement la volonté de rejoindre GAIA-X. Certains projets déjà présentés comme le digital twin en sont un exemple.

Question 2957 (06.10.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**évolution du taux de suicide durant la crise de la Covid-19 :**

Dans un article publié récemment dans la revue médicale « The Lancet », les auteurs s'inquiètent que « les effets de la pandémie de Covid-19 sur la santé mentale seront peut-être profondes » et qu'« il y a un risque réel que le taux de suicide augmente ».

Alors que toutes les crises ne font pas forcément augmenter le taux de suicide dans la population concernée, les crises sanitaires sont parmi celles qui renferment ce potentiel. Par exemple, la grippe espagnole avait fait grimper le taux de suicide aux États-Unis. Plus récemment, à Hong Kong en 2003, l'épidémie de Sars avait entraîné une forte progression des suicides chez les personnes âgées, dont notamment une augmentation de 15 % dans la catégorie d'âge de plus de 65 ans. La peur d'être contaminé(e), de représenter une charge pour sa famille et surtout l'isolement sont énumérés comme causes essentielles.

En France, des experts mettent actuellement en garde que la deuxième vague du coronavirus pourrait mener à une vague de suicides, en raison des conséquences indirectes de la crise sanitaire, de la dégradation de la situation économique, de la perte d'emploi et du risque de précarisation de la population active.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les données relatives aux suicides au Luxembourg déjà disponibles pour l'année 2020 montrent-elles une hausse par rapport à la même période des années précédentes ?

2) Dans l'hypothèse d'une augmentation du taux de suicide, quels segments de la population sont les plus touchés ?

3) Quel est le bilan des numéros d'urgence d'aide psychologique comme SOS Détresse, le Kanner-Jugendtelefon, Réseau Psy, etc. ?

4) Quel est l'état d'avancement des travaux sur le plan national de santé mentale préconisé par l'accord gouvernemental 2018-2023 ?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) + 2) Les données provisoires relatives aux suicides (nombre mensuel de décès par lésions auto-infligées, codes ICD-10 de X60 à X84) actuellement disponibles dans le registre des causes de décès ne mettent pas en évidence une hausse des suicides depuis le début de la crise sanitaire (de mars 2020 à ce jour) par rapport à la moyenne calculée sur les années de référence 2015 à 2019.

Même en élargissant l'analyse aux évènements dont l'intention n'est pas déterminée (codes ICD-10 de Y10 à Y34), aucune hausse n'est observée.

ad 3) En période prépandémie, le Centre d'information et de prévention a traité en moyenne 30 appels/mois, pour raison de suicidalité propre ou pour raison de pensées suicidaires d'une personne dans l'entourage.

En principe, les appels téléphoniques n'ont pas substantiellement augmenté et durant le confinement, le CIP dénote également une baisse notable des appels téléphoniques pour soutien psychologique.

Les sites Internet et Facebook du CIP sont fréquemment sollicités, et le CIP répond dans la mesure du possible dans les meilleurs délais, tout en sachant que l'internet ne connait pas de frontières et que beaucoup de questions proviennent

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

également de l'étranger. En moyenne, le CIP chiffre les demandes par Internet ou Facebook à plus ou moins 40/mois. Le site COVID19-psy, créé le 6 avril 2020 a été visionné depuis lors par 10.137 internautes, c'est-à-dire en moyenne par 50 personnes/jour.

Quelques chiffres comparatifs :

Nombre d'abonnés Facebook

- Évolution nombre d'abonnés entre 26.10.2018 et 25.10.2019 : 1.593 –> 2.184 (+37 %)

- Évolution nombre d'abonnés entre 25.10.2019 et 26.10.–>2020 : 2.184 –> 3.775 (+72 %)

Couverture de publication

- Nombre de personnes qui ont vu une des publications du CIP au moins une fois entre le 6.10.2018 et le 25.10.2019 : 1.750 en moyenne par jour

- Nombre de personnes qui ont vu une des publications du CIP au moins une fois entre le 25.10.2019 et le 26.10.2020 : 4.702 en moyenne par jour

Le KJT (Kanner-Jugendtelefon) observe par contre une nette recrudescence. Le nombre de contacts à la OnlineHelp avec suicidalité était de 24 contacts en 2019 et de 33 contacts en 2020. Il s'agit ici d'appels téléphoniques avec des symptômes de suicidalité aiguë.

Les symptômes de suicidalité latente se retrouvent dans les catégories suivantes :

	Nombre de contacts en 2019	Nombre de contacts en 2020
Anxiété et soucis	13	27
Dépression	14	33
Solitude	5	8
Comportement autodestructeur	3	12

C'est donc surtout dans les domaines de l'angoisse et des soucis que l'on dénote une recrudescence.

Dans le cadre des appels auprès du service SOS Détresse, il est important de noter que les chiffres indiqués concernent uniquement les appels reçus par ce service pendant l'occupation des différentes permanences. Ainsi, dû aux variations saisonnières selon les mois et les années, et en fonction de l'occupation des permanences, il est important de considérer pour toute comparaison le pourcentage et non le nombre d'appels.

Évolution des appels selon la thématique du suicide : année	Appels thème « suicide »	Appels-total	Pourcentage
2020(→08/10)	76	2.985	2,55 %
2019	78	3.953	1,97 %
2018	94	4.535	2,07 %
2017	105	4.833	2,17 %
2016	98	4.517	2,17 %
2015	36	3.534	1,02 %
2014	53	3.064	1,73 %

ad 4) Dû à la situation de la pandémie, les travaux en relation avec l'élaboration du plan national de santé mentale ont pris quelque peu de retard.

Question 2958 (06.10.2020) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **décharges pour déchets inertes :**

Depuis plusieurs années, l'absence d'un nombre suffisant de décharges pour déchets inertes dans toutes les régions du pays est critiquée par le secteur de la construction. En effet, de nombreux camions sont obligés de faire de longs trajets pour arriver à une décharge, ce qui engendre des coûts économiques ainsi que des émissions de dioxyde de carbone non négligeables.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle chiffrer la quantité de déchets inertes qui a été exportée à l'étranger pendant les trois dernières années ?

2) Madame la Ministre peut-elle fournir les capacités restantes des décharges pour déchets inertes pour 2019 ?

3) Jusqu'à quelle date probable les capacités actuelles seront-elles épuisées ?

4) À l'heure qu'il est, combien de sites destinés à de nouvelles décharges se trouvent en procédure d'analyse et/ou de réalisation ? Quelle est leur localisation respective ? Pour quand ces décharges pourraient-elles être ouvertes ?

5) Est-il possible de chiffrer les coûts économiques occasionnés par la situation actuelle ? Qu'en est-il des émissions de dioxyde de carbone supplémentaires générées actuellement par les déplacements croissants de camions à travers le pays ?

Réponse (11.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Pour les années 2016, 2017 et 2018, respectivement 1.783.000, 1.270.000 et 1.280.000 tonnes de déchets inertes ont été exportées à l'étranger.

ad 2) Selon les autorisations en vigueur et les rapports annuels fournis à l'Administration de l'environnement par les exploitants, les capacités restantes des décharges pour déchets inertes pour 2019 sont les suivantes :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les valeurs de ces capacités restantes sont purement théoriques et ne sont pas forcément immédiatement disponibles car elles dépendent de l'activité du site, notamment au niveau des carrières où l'activité d'extraction ne doit pas être gênée par le remblayage du site, et de travaux complémentaires.

ad 3) La durée résiduelle du réseau dépend fortement de l'activité économique du pays, et surtout du secteur de la construction qui peut présenter de grandes fluctuations dans le temps. Il en est de même de la disponibilité des capacités journalières effectives dans les carrières qui peuvent elles-aussi fortement fluctuer. Cette situation rend une estimation à ce sujet particulièrement difficile.

En se basant sur un calcul estimatif et en supposant que toutes les capacités théoriques sont directement disponibles, les capacités restantes fin 2019 du réseau de décharges régionales pour déchets inertes représentaient environ 31 millions de m^3. Ainsi, d'une manière générale, et en prenant le réseau tel qu'il fonctionne aujourd'hui avec ses 12 sites, une durée résiduelle de l'ordre de 15 ans semble réaliste. Il est évident pourtant, que cette durée augmentera de manière significative avec chaque nouvelle décharge rajoutée au réseau et mise en exploitation. Il en est de même pour chaque extension de site existant réalisée.

Un autre facteur important qui influence la durée de vie des décharges est la façon comment les bâtiments futurs seront construits. Le plan national de gestion des déchets et des ressources ainsi que la stratégie « Null Offall » favorisent la prévention des déchets par rapport à leur valorisation ou élimination. Dans le cas présent, ceci concerne la prévention des terres d'excavation dont ces documents amènent un ensemble de pistes et de mesures afin de permettre au secteur de la construction une gestion plus responsable et durable de ses ressources et de ses déchets.

Le problème de la disponibilité de capacités de mise en décharge de déchets inertes ne peut donc pas simplement être réduit à manque de décharges mais aussi à la question si les constructions futures continuent à utiliser de gros volumes bâtis en sous-sol ou si la planification est faite de façon à prévoir ces volumes hors sol, notamment en hauteur.

ad 4) En relation avec des décharges pour déchets inertes existantes, deux autorisations concernant l'agrandissement/surhaussement de celles-ci ont été délivrées par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions au cours de cette année. Il s'agit des décharges pour déchets inertes de Colmar-Berg (ajout de 3.940.000 m^3) et de Folkendange (ajout de 500.000 m^3).

Concernant les procédures d'analyse, l'Administration de l'environnement est actuellement saisie de deux projets :

- la reprise d'exploitation de la décharge pour déchets inertes à Mondercange, suite au glissement de celle-ci en 2014. Le dossier est en cours d'instruction « commodo/déchets » ;

- le projet de la décharge pour déchets inertes à Differdange. Le projet est en cours de procédure EIE (évaluation des incidences sur l'environnement).

ad 5) L'Administration de l'environnement n'a pas connaissance d'études chiffrant les coûts économiques occasionnés par le trafic de camions transportant des déchets inertes. Selon une estimation faite par le Groupement des entrepreneurs et la Fédération des entreprises de construction et de génie civil, les émissions de CO_2 pour l'aller-retour vers des décharges situées à 20 km des chantiers s'élèvent à 8.095 to/an. Si les décharges se situent à 35 km des chantiers ces émissions augmentent à 14.165 to/an.

Question 2959 (06.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**achat d'un terrain situé dans une « zone hôtelière » :**

Duerch d'Coronapandemie war dëse Summer zu Lëtzebuerg „Vakanz doheem" ugesot. Et gouf massiv Promotioun fir d'Land gemaach, mat gratis Bongen ass d'Hotellerie ënnerstëtzt ginn a vill Lëtzebuerger hunn hiert Land als Touristendestinatioun nei entdeckt. Sou och d'Géigend ronderëm de Stauséi vun Esch/Sauer. An dëser méi strukturaarmer Regioun spillt den Tourismus eng wichteg Roll an d'Gemenge rondrëm de Séi sinn ëmmer beméit, nei touristesch Infrastrukturen an hir Géigenden ze zéien. Fir dass dëst méiglech ass, hu verschidde Gemengen an hire jeeweilege PAGe spezifesch „zones hotelières" ausgewisen, wou nei touristesch Infrastrukture kënne gebaut ginn.

Eisen Informatiounen no ass kierzlech sou eng Parzell mat enger Gréisst vun iwwer engem Hektar an der Gemeng Esch/Sauer vum Staat opkaaft ginn - fir d'Besoine vun der Natur- a Bëschverwaltung. Dëse Kaf iwwerrascht virun allem, well d'Gemeng Esch/Sauer amgaang war, mat engem private Promoteur ze kucken, dee bereet war, an der Regioun een Hotel opzeriichten, e Projet, deen der ganzer Regioun zegutt komm wier an d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Tourismus weider gestäerkt hätt. D'Parzell, déi de Staat opkaaft huet, hätt sou eng Infrastruktur kënnen ophuelen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Tourismusminister stellen:

1. Ass d'Madamm Minister am Bild vun dësem Terrainskaf?

2. Wien huet d'Decisioun getraff, dëse prezisen Terrain ze kafen?

3. Firwat an zu wéi engem Zweck huet de Staat dësen Terrain kaaft?

4. Wat ass de Präis, dee fir dësen Terrain bezuelt ginn ass?

5. Wëssend, dass op dëser Parzell nëmmen Infrastrukture kënne gebaut ginn, déi een direkte Lien mat der „zone hotelière" hunn, huet de Staat d'Absicht, op dëser Parzell eng touristesch Infrastruktur, sprëch een Hotel, opzeriichten?

6. Wann nee, wat huet de Staat wëlles, mat deem Terrain ze maachen?

7. Wollt de Staat mat dësem Terrainsopkaf verhënneren, dass op dëser Parzell touristesch Infrastrukture sollte gebaut ginn? Wa jo, firwat?

8. Huet de Staat wëlles, och op anere Plazen am Land, Terrainen an de sougenannte spezifesche „zones hotelières" ze kafen oder handelt et sech bei dësem konkreete Kaf ëm en Eenzelfall? Wa jo, wou a firwat?

Réponse commune (11.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. Jo.

ad 2. Nodeems de Proprietär vum Terrain un d'ANF erugetruede war fir ze froen, ob de Staat Interessi u sengem Terrain hätt, huet de MECDD dem Comité d'acquisition vum Finanzministère d'Propos gemaach, deen Terrain ze kafen. Et war den ausdréckleche Wonsch vum Proprietär, säin Terrain un de Staat ze verkafen.

ad 3. Déi Fläch ass opkaaft ginn am Interessi vum Schutz vun der gréisster Drénkwaasserreserv vu Lëtzebuerg, dem Stauséi vun Esch/Sauer, dëst am Sënn vun alle Biergerinnen a Bierger hei am Land. Dobäi muss ee wëssen, datt de Staat scho Proprietär vu ganz villen Terrainen op dëser Plaz war, soudatt dës zousätzlech Acquisitioun sech an ee Gesamtkonzept erafüügt.

ad 4. Fir dësen Terrain, deen zum Zäitpunkt vum Kaf deelweis als „zone hôtelière" klasséiert war, huet de staatleche Comité d'acquisition ee Präis vun 1.000 EUR/Ar festgeluecht.

ad 5. D'Regierung huet dësen Terrain kaaft, fir sécherzestellen, datt seng zukünfteg Notzung am Aklang ass mat der Protectioun vum Stauséi a senger wichtegster Funktioun, dat heescht als Drénkwaasserreservoir. Et gëtt aktuell opsäite vun der Regierung kee konkreete Bauprojet op deem Terrain.

ad 6. Et si verschidden Notzungsméiglechkeete fir deen Terrain denkbar. Prioritéit huet awer ëmmer de Schutz vum Drénkwaasser. All zukünftege Projet muss nohalteg sinn an dem Drénkwaasserschutz Rechnung droen.

ad 7. Nee. Den Zäitpunkt vum Terrainskaf ass vum Verkeefer initiéiert ginn an net vun der Regierung. Eisen Informatiounen no, huet de Proprietär säin Terrain och fir d'éischt der Gemeng ugebueden, ier hien un d'staatlech Verwaltung erugetrueden ass. De Kaf ass prioritär gemeet ginn, fir de Waasserschutz ze garantéieren. Nohalteg touristesch Infrastrukture si weiderhi méiglech, wann dëst och am PAG esou virgesinn ass.

ad 8. D'Regierung entscheet differenzéiert an all Eenzelfall, ob ee bestëmmten Terrain, deen ugebuede gëtt, kaaft gëtt oder net.

Question 2960 (08.10.2020) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **mariages civils en dehors de la maison communale :**

Scho virun der Pandemie war et de Wonsch vu ville Leit, fir hir zivill Hochzäit baussent de Gemengenhaiser ze feieren. Net all Gemeng huet awer déi selwecht Moyenen an änlech feierlech Lokalitéiten. Eng Zeremonie baussent dem Gemengenhaus géif et de Koppelen dofir erlaben, sech an engem méi perséinlechen a festleche Kader ze bestueden.

Den Ament sinn zivill Hochzäite baussent der „Gemeng" net erlaabt. Duerch d'Pandemie huet d'Gesetz iwwert déi lescht Méint ëmmer erëm mussen ugepasst a verlängert ginn, fir och an deene Gemenge kënnen Hochzäiten ofzehalen, wou d'Lokalitéiten net grouss genuch sinn. D'Pandemie beweist deemno, dass et och anescht geet. D'Fréisenger Gemeng z. B. stellt sech - engem rezenten Zeitungsartikel no - beim Bau vun hirem neie Gemengenhaus dorop an, Hochzäiten an Zukunft just nach am Uespelter Schlass ze feieren.

Am Regierungsaccord steet, dass Gemenge solle beim Ofhale vun ziville Feierlechkeeten ënnerstëtzt ginn, an dass déi relevant Gesetzestexter dofir solle moderniséiert ginn.

An deem Kader wëlle mir der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

- Ass scho mat der Reform vun den entspriechende Gesetzestexter ugefaange ginn?

- Wa jo, kann d'Madamm Inneministesch eis Detailer iwwert déi geplangten Ännerunge ginn? Wéini mengt d'Madamm Inneministesch, dass déi Texter kënnen an der Chamber deposéiert ginn?

- D'Gesetz huet déi lescht Méint mussen dacks ugepasst ginn, fir de sanitäre Reegelungen an der Covid-Pandemie gerecht ze ginn. Wier et dofir net och am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung, fir dat Gesetz elo esou séier ewéi méiglech der Realitéit vun eiser Gesellschaft unzepassen?

- Wier et an deem Kontext sënnvoll, de Gemengeresponsabelen, déi sech mat de Lokalitéiten an der Gemeng am beschten auskennen, d'Méiglechkeet ze ginn, gëeegent Plazen, baussen a bannen, festzeleeën?

Réponse commune (29.10.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Wéi déi honorabel Deputéiert et an hirer parlamentarescher Fro ganz richteg ënnersträichen, ass et de klore Wonsch vun dëser Regierung, d'Gesetzestexter ronderëm d'Ofhale vun zivillen Zeremonien ze moderniséieren an de Gemengen heifir en adaptéierten a méi flexibele Kader ze schafen, fir esou och de Wënsch vun de BiergerInne kënnen entgéintzekommen.

Konkreet steet dozou am Koalitiounsaccord Follgendes: « Les communes seront soutenues dans l'organisation de cérémonies civiles (entre autres mariages, funérailles). Les législations afférentes seront modernisées. L'ensemble des textes concernant l'inhumation, les sépultures, les cimetières et les funérailles seront revus. Des solutions régionales seront recherchées pour répondre aux différents rites funéraires. »

Déi Upassungen, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie gemaach goufen, gesinn aktuell vir, dass de Schäfferot d'Méiglechkeet huet, niewent dem Gemengenhaus, zousätzlech Gemengegebaier fir d'Feiere vun enger ziviller Zeremonie ze bestëmmen. Dës Gebaier sollen engem kommunalen, ëffentlechen Déngscht zougewise sinn an d'Anhale vun de Gesondheetsmoossname garantéieren. Dem Schäfferot seng Deliberatioun muss vun der Inneministesch approuvéiert ginn, fir kënnen exekutéiert ze ginn. Déi aktuell Mesurë si bis den 31. Dezember 2020 a Kraaft, a kënnen och eng weider Kéier verlängert ginn, falls d'Entwécklung vun der Pandemie dëst verlaangt.

Trotz den Ëmstänn, déi dozou gefouert hunn, dass eng Upassung vun der aktueller Gesetzgebung temporaire néideg war, huet dëst eis och erlaabt, d'Ëmsetzung vun den neie Modalitéiten en vue vun enger permanenter legislativer Upassung ze evaluéieren.

D'Aarbecht fir déi definitiv Reform ass op dëser Basis amgaang. Déi zukünfteg Modalitéiten, fir eng Feier vun engem ziville Bestietnes ze organiséieren, wäerte sech gréisstendeels op déi vum aktuellen ofgeännerte Gesetz vum 24. Juni 2020[5] baséieren, an de Gemengen d'Méiglechkeet ginn, déi gëeegent Plazen ze determinéieren. Dës Plaze wäerten awer enger Rei vu Krittären entsprieche mussen, zum Beispill, fir den ëffentlechen Zougang ze garantéieren.

Soubal d'Aarbechten tëschent eisen zwee Ministèrë prett sinn a no enger Consultatioun vum Syvicol, wäerte mir dësen Text an d'legislativ Prozedur kënne ginn.

Question 2961 (08.10.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**usine de production de biocarburants dans la zone industrielle du Wolser :**

En 2007, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur de l'époque avait signé une convention avec la société Biocardel Luxembourg SA portant sur le financement et la mise à disposition d'un terrain industriel en vue de l'implantation d'une usine de production de biocarburants dans la zone industrielle du Wolser, entre Bettembourg et Dudelange.

Il était prévu que l'usine serait capable de produire environ 20 millions de litres de biocarburants par an. La société avait, en effet, bâti une usine sur le site, sans pour autant payer les entreprises ayant réalisé le projet.

L'on se doit de constater qu'après une subvention en capital de 240.000 euros de la part du Ministère de l'Économie sur la base des investissements déjà réalisés, la convention a été rompue en 2013. En avril 2018, la faillite de Biocardel Luxembourg SA fut clôturée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, l'État a-t-il récupéré la subvention susmentionnée à l'occasion de la faillite ?

- Est-ce que le terrain ainsi que l'usine sont encore la propriété de l'État luxembourgeois ?

- Dans l'affirmative, quelle en est l'affectation actuelle ?

- Dans la négative, quel en a été le prix de vente ?

Réponse (05.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

La société Biocardel Luxembourg SA (en faillite) s'était vu concéder un terrain industriel d'une contenance totale de 29,12 ares dans la zone industrielle Wolser moyennant un contrat de concession d'un droit de superficie par acte du 18 mars 2008. La société y a érigé un hall métallique d'une surface brute d'environ 430 m^2 afin d'y installer une unité de production de biocarburant. La société prévoyait en effet d'y produire un volume de 20 millions de litres de biocarburants par an avec une installation prévue pour tourner 24h sur 24h.

Afin de soutenir les investissements effectués par la société, le Ministère de l'Économie avait attribué, par convention du 21 août 2007, à Biocardel Luxembourg SA une aide d'État à l'investissement sur base des dispositions de la loi-cadre de développement et de diversification économiques du 27 juillet 1993. Sur base des investissements réalisés par la société, quatre tranches d'aide avaient été déboursées pour une somme totale de 241.403,94 EUR. Ladite convention de cofinancement prévoyait une date d'échéance au 30 août 2013 ; à noter que la convention est venue à échéance à cette date et n'a pas été rompue par le Ministère de l'Économie.

Suite à la déclaration de faillite de la société Biocardel Luxembourg SA prononcée en date du 8 mai 2015 et publiée le 13 mai 2015, le Ministère de l'Économie a adressé, par courrier du 15 mai 2015, une déclaration de créance au tribunal d'arrondissement de Luxembourg et au curateur nommé par le tribunal afin d'être inscrit au passif chirographaire de la faillite pour un montant de 241.403,94 EUR. Aucun remboursement n'a pu être comptabilisé.

Comme prévu par la procédure de faillite, le curateur a cherché un repreneur pour la masse de la faillite (immeuble, équipements, droit de superficie…) de Biocardel Luxembourg SA et la vente de la masse de la faillite a été opérée par acte notarié du 23 octobre 2017 à une société de droit privé. Ainsi l'État reste propriétaire du terrain et le droit d'occupation et toutes structures édifiées sur ce terrain sont devenus la propriété de l'acquéreur privé contre payement d'un montant total de 60.000 EUR.

Question 2962 (08.10.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **jugement du tribunal administratif concernant une décision du directeur de l'Administration des contributions directes en matière d'impôt :**

Dans cette affaire dont laquelle un avocat à la Cour a été exhorté de fournir des informations à l'Administration des contributions directes en relation avec un de ses clients, le tribunal administratif annula la décision afférente du directeur de l'administration précitée dans les termes suivants :

« Le tribunal relève, à l'instar de la demanderesse, que le paragraphe 201 AO confère à l'administration fiscale la surveillance de toute évasion fiscale ou de toute autre méthode ayant pour conséquence une réduction indue des recettes fiscales. Or, étant donné que les pouvoirs de l'Administration des contributions directes sont limitativement circonscrits aux personnes physiques ou morales assujetties à l'impôt luxembourgeois et qu'il a été retenu plus avant que l'administration fiscale cherche précisément par sa demande d'injonction à identifier les personnes morales qui pourraient éventuellement faire l'objet d'un contrôle fiscal tout en omettant d'établir tant leur identité que la preuve de leur assujettissement à la loi fiscale luxembourgeoise, cette disposition ne saurait constituer la base légale justifiant l'injonction faite par l'Administration des contributions directes à la partie demanderesse de remettre des informations sur des tiers non identifiés dont le critère de rattachement territorial au Luxembourg n'est pas démontré, ainsi que le tribunal l'a retenu plus en avant. Ainsi, contrairement aux affirmations du délégué du Gouvernement, le paragraphe 201 AO n'a pas non plus pu servir de base légale à l'Administration des contributions directes pour enjoindre la partie demanderesse à lui fournir les informations sollicitées dans le cadre de la décision du préposé du 12 juillet 2016 telle que confirmée par la décision litigieuse du 25 janvier 2018.

Il ressort ainsi à suffisance de droit que l'Administration des contributions directes agissant par le truchement du préposé, dans la décision du 12 juillet 2016, en invoquant les paragraphes 175 et 201 AO a agi en dehors des pouvoirs que lui confèrent ces dispositions, de sorte à avoir commis un excès voire un détournement de pouvoir. En effet, il est manifeste, ainsi que le tribunal l'a retenu plus en avant que l'Administration des contributions directes s'est estimée, à tort, autorisée à requérir des informations auprès de la partie demanderesse sur base de la seule mention de son nom dans le cadre de la communication de révélations faites par un lanceur d'alerte aux journalistes d'un quotidien allemand. Or, étant donné que l'Administration des contributions directes n'a ni agi dans le cadre d'un contrôle fiscal ou d'une procédure d'enquête fiscale pour l'établissement de créances fiscales d'un contribuable assujetti aux dispositions fiscales luxembourgeoises tels que visés au paragraphe 175 AO ni n'a été habilitée à exercer son pouvoir de surveillance de toute évasion fiscale ou de toute autre méthode ayant pour conséquence une réduction indue des recettes fiscales tel que prévu au paragraphe 201 AO en l'absence de toute identification du ou des tiers faisant l'objet de la surveillance, elle s'est livrée à des manœuvres de 'pêche aux informations' non seulement proscrites dans le cadre d'entraide internationale en matière d'échange de renseignements en matière fiscale, mais également non autorisées en l'espèce par les bases légales invoquées par l'Administration des contributions directes, elle-même.

Étant donné que la décision du préposé du 12 juillet 2016 est entachée d'illégalité pour excès voire détournement de pouvoir et qu'elle gît à la base de la décision déférée qui la confirme cette dernière encourt l'annulation pour excès voire détournement de pouvoir. »

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions du tribunal administratif ?

- À défaut, Monsieur le Ministre entend-il interjeter appel contre ledit jugement ?

Réponse (06.11.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les conclusions dégagées par le tribunal administratif dans ses jugements du 29 septembre 2020 quant à l'interprétation à donner aux paragraphes 175 et 201 de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ne sont pas partagées. En conséquence, il sera interjeté appel devant la Cour administrative contre les jugements précités du tribunal administratif.

Question 2964 (08.10.2020) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **valeur Ct des tests PCR de la Covid-19 :**

Den Ct-Wäert gëtt Opschloss doriwwer, wéi vill Zyklen e PCR-Test duerchlafe muss, fir e positiivt Resultat ze ermëttelen. Jee méi Zyklen den Test duerchlafe muss, ëmsou méi kleng ass d'Virelaascht an enger Prouf. Dëse Wäert ass dahingehend interessant, well z. B. de Robert Koch-Institut dovun ausgeet, datt de Coronavirus ab engem Ct-Wäert vun 30 net méi vermeerungsfäeg ass. Dëst ass dowéinst ganz wichteg an interessant, well e positiv geteste Patient mat engem héijen Ct-Wäert och aller Warscheinlechkeet no kee méi ustieche kann, wat natierlech relevant ass fir d'Dauer vun der Isolatioun vum Patient.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Gëtt den Ct-Wäert bei eisen Tester systematesch ermëttelt an och der Santé matgedeelt?

- Wa jo, wéi geet d'Santé mat deenen Donnéeën ëm a léisst si se an hir Decisiounen afléissen?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Ct-Wäerter sinn disponibel fir d'Inspection sanitaire op Ufro. Am Moment sinn d'Aarbechten amgaangen, fir dës Wäerter och systematesch vun de Laboen op elektroneschem Wee iwwermëttelt ze kréien.

D'Ct-Wäerter kënne bei individuellen Decisiounen a besonnesche Fäll wäertvoll sinn, z. B. wa kontradiktoresch Resultater virleie fir eng Persoun.

Question 2966 (08.10.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **travaux de réforme appelés « paperless justice » :**

En 2015, l'ancien Ministre de la Justice indiquait qu'il avait lancé les travaux de réforme d'envergure appelés « paperless justice » dès 2014 et qu'un groupe de travail a été mis en place et qu'il s'agit d'une réforme majeure pour la présente législature.

Les efforts à consentir en cette matière ont également été inscrits dans l'accord de coalition 2018-2023.

Le 11 décembre 2019, le projet informatique « paperless justice » a été présenté aux membres de la Commission de la Justice. Ce projet regrouperait un ensemble de 13 projets informatiques au total. « Il constitue un ensemble d'initiatives visant à réduire l'ampleur des échanges papiers dans l'ensemble des procédures judiciaires et échanges de correspondances avec les autorités judiciaires. Ainsi, les avancées technologiques récentes sont utilisées afin de rendre la dématérialisation des procédures et échanges accessibles au citoyen, au professionnel du droit et à l'ensemble des corps judiciaires. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

1) Madame le Ministre peut-elle me fournir un état d'avancement des travaux projetés ?

2) Madame le Ministre peut-elle me confirmer que le matériel informatique actuellement à disposition des juges, magistrats et greffiers et autre personnel de l'administration judiciaire est tout sauf « up-to-date » ?

3) Sachant que l'implémentation des projets informatiques susmentionnés ne saurait se faire sans mettre au préalable à disposition des juges, magistrats et greffiers et autre personnel de l'administration judiciaire du matériel informatique performant et à jour, Madame le Ministre peut-elle m'indiquer quels budgets sont prévus pour l'acquisition de ces nouveaux outils (hard/soft ware) ? Endéans quel délai le déploiement du nouveau matériel pourra-t-il se faire ?

4) Madame le Ministre peut-elle me fournir des données chiffrées concernant les efforts consentis en termes budgétaires en matière de digitalisation à l'Administration judiciaire par rapport aux autres administrations de l'État ?

Réponse (28.10.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Le projet informatique « paperless justice » se décompose en un certain nombre de sous-projets, dont certains sont déjà, respectivement, finalisés ou en cours de réalisation, tandis que d'autres sont encore en attente de planification.

Ainsi :

- Le projet JUCIV - Mise en place de la chaîne civile - est en production depuis novembre 2017 (lots 1 à 3) Le lot 4 (intégration de l'application des justices de paix JUJDP dans JUCIV) débutera prochainement. Ce lot sera suivi de la mise en place d'interactions avec les professionnels du droit, telles que ces interactions ont fait, notamment, l'objet d'un récent séminaire entre la justice et les barreaux (https://justice.public.lu/fr/actualites/2020/10/programme-paperless-justice-reunion-travail-barreaux.html). Les réalisations faites à jour, qui n'ont, il est vrai, que peu de visibilité pour les personnes externes à la justice sauf pour les avocats, sont toutefois le point central de l'ensemble du processus, puisqu'ils entendent remplacer les applications civiles et commerciales utilisées jusqu'à leur mise en production par une nouvelle application permettant justement la mise en place de développements permettant l'implémentation du projet « paperless justice ».

- Le projet JUMDJ - Mise à disposition de la jurisprudence - est en production depuis novembre 2019 (voir site www.justice.lu, rubrique jurisprudence). Ce site s'est, depuis lors, encore enrichi d'autres rubriques, la justice entendant s'associer aux projets gouvernementaux de « open data », dans le respect bien compris des données personnelles.

- Le projet JUPAL - recours à des consultants externes ayant pour mission un accompagnement du programme JUPAL - a débuté le 25 mai 2020.

- Le projet MJECI - Plateforme de communication externe des instances judiciaires (juridictions judiciaires et juridictions administratives) avec les professionnels du droit externes concernés (barreaux, huissiers, notaires) - la phase de préparation du cahier des charges est en cours.

- Le projet MJMDL - Modification de lois afin d'assurer la conformité d'un traitement digital avec les règles procédurales et les contraintes liées à assurer l'authentification des documents produits et/ou transmis - est en cours au niveau du Ministère de la Justice.

- Le projet AVECI - Plateforme de communication des avocats - n'a, selon les renseignements transmis, pas encore débuté, ce projet est cependant de la seule compétence des barreaux, la justice et le CTIE n'y étant associés que pour autant que de besoin.

- Le projet ANADJ - Archivage interne des documents judiciaires - est terminé (intégré dans JUCHA en 2018 et dans JUCIV en 2019).

- Le projet CIARC - Projet d'archivage du CTIE et des Archives nationales - est terminé. Ce projet ne fait qu'indirectement partie du projet « paperless justice ».

- Le projet JUPSA - Dématérialisation des procédures de saisie-arrêt sur salaire - auprès des trois justices de paix n'a pas encore débuté ; pour ce projet tout comme pour le projet JUPOD ci-après, il est en effet plus efficient d'attendre que le projet JUCIV ait atteint un stade d'avancement permettant une intégration de ces deux projets que de procéder à des développements séparés nécessitant ensuite des travaux (et des frais) supplémentaires pour une telle intégration a posteriori.

- Le projet JUPOD - Dématérialisation des procédures d'ordonnances de paiement auprès des trois justices de paix et des deux tribunaux d'arrondissement - n'a pas encore débuté.

- Le projet JANGA - Dématérialisation des procédures auprès des juridictions administratives - se trouve dans la phase de préparation du cahier des charges ; ce projet nécessitera toutefois des changements législatifs au niveau de la procédure devant les juridictions concernées.

Il y a également lieu de préciser que le programme « paperless justice » n'est pas un programme figé, mais il doit rester flexible afin de pouvoir faire face à la survenance d'éléments nouveaux. Ainsi, à titre d'exemple, pour ce qui est de JUCIV, le volet « droit des faillites » devra prendre en considération les importants changements qu'induira le projet de modernisation du droit des faillites, qui comportera de nombreux aspects pratiques ayant une incidence sur le traitement informatique des dossiers. De même, le volet consacré à la digitalisation des dossiers papier a dû récemment être étendu aux dossiers pénaux compte tenu de l'exigence découlant de la mise en place du procureur européen qui requiert le recours à un dossier digital exclusivement, et qu'il serait de mauvaise pratique de prévoir un développement séparé d'un outil pour ce seul aspect alors qu'un outil identique est requis pour les autres contentieux.

ad 2) Cette affirmation ne peut pas être confirmée. Il découle des renseignements fournis par l'administration judiciaire que le matériel informatique dont disposent les magistrats, tout comme d'ailleurs les fonctionnaires et employés de la justice, répond aux besoins actuels. Tant le matériel que les programmes bureautiques mis à disposition par le CTIE correspondent aux standards techniques du moment et sont régulièrement rempla-

[5] Loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

cés en cas de nécessité. Les grandes applications internes, telles que JUCHA et JUCIV, et les contraintes en termes de demandes de puissance sont d'ailleurs telles qu'elles imposent un maintien à niveau du parc informatique au risque de ne plus pouvoir fonctionner de façon efficiente.

Dans le cadre de la crise sanitaire le SIJ a remplacé avec l'aide du CTIE une partie du parc informatique par des ordinateurs portables, incluant une docking station et un écran externe supplémentaire. Ceux-ci ont été déployés en priorité aux magistrats et fonctionnaires/employés mis en home office afin de permettre un maintien du service pendant la crise. Dans ce cadre et eu égard au fait que ni le CTIE, ni, évidemment, l'administration judiciaire, ne pouvaient prévoir la survenance et l'ampleur de la crise, l'ensemble des stocks de réserve a dû être « mobilisé », y compris du matériel déjà prévu pour être mis au rebut. Il eut été de mauvais conseil d'attendre (le cas échéant vainement eu égard aux demandes auxquelles devait faire face le CTIE au milieu de la crise) la livraison de matériel supplémentaire de dernière facture dans une telle situation d'urgence, au risque d'immobiliser le service au justiciable.

D'après les renseignements transmis, seule une petite partie des personnes concernées devait se contenter de tel matériel. Le choix aurait été fonction des besoins des personnes concernées, à savoir que le matériel de pointe, donnant toutes les garanties de sécurité requises, aurait été réservé aux personnes nécessitant des accès sécurisés aux applications de la justice, le matériel moins performant ayant été plutôt destiné aux personnes ne nécessitant pas de tels accès et affirmant ne pas disposer à domicile d'ordinateurs personnels.

ad 3) Il est évident, et cela fait partie du programme « paperless justice », que la transformation de la justice vers une justice digitalisée doit s'accompagner des supports matériels nécessaires.

Actuellement il est toutefois trop tôt pour répondre à cette question. Un groupe de travail constitué de magistrats (substituts, juges, juges d'instruction, représentants du ministère public, etc.) a été institué afin de mener une réflexion dans le cadre de JUPAL sur l'utilisation et l'impact des nouvelles technologies dans le travail judiciaire quotidien (passage du dossier papier vers un dossier électronique). Le matériel informatique n'est qu'un aspect de ce sujet. Ce groupe de travail va évaluer des outils informatiques permettant le travail collaboratif : annoter, surligner, mettre des marque-pages, etc. dans des documents électroniques. Il se penchera également sur les démarches utiles pour permettre une acceptation du projet par ses utilisateurs. Dans ce cadre, il est notamment prévu d'informer sur des transformations identiques actuellement en cours dans d'autres pays européens.

Les demandes en termes de budget seront fonction du résultat de ces démarches.

Il y a cependant lieu de souligner, ainsi qu'il a été dit dans le cadre de la question 2, que le maintien à niveau du parc informatique et des applications bureautiques est un processus continuel, qui n'est pas suspendu à l'avancement du projet « paperless justice ».

ad 4) Le budget total estimé pour le programme « paperless justice » sur base de la pré-étude se chiffre à 29.384.000 €.

Les dépenses liées aux programmes et déjà budgétisées depuis le lancement du programme se chiffre à 3.507.675,65 €.

Le budget voté pour l'année 2020 pour les frais d'experts et d'études en matière informatique se chiffre à 1.500.000 €.

Le budget voté pour l'année 2020 pour les projets de développement de logiciels se chiffre à 1.500.000 €.

Le Département de la justice ne dispose pas d'informations quant aux efforts consentis aux autres administrations.

Question 2967 (08.10.2020) de **Mmes Djuna Bernard** et **Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant les **défenseurs des droits humains :**

Selon les chiffres recueillis par l'organisation Front Line Defenders, 304 défenseur(e)s des droits humains ont été tué(e)s en 2019 dans le cadre de leur travail, 40 % des défenseur(e)s tué(e)s ayant défendu le droit de la terre, les droits des populations autochtones et l'environnement.

De nombreux rapports témoignent du danger et des différentes formes de violence et d'harcèlement auxquels les défenseur(e)s font face tous les jours dans le cadre de leur travail. Parmi les violations (sauf assassinat) subies par les défenseur(e)s qui ont été signalées à l'organisation Front Line Defenders au cours de 2019 figurent les détentions/arrestations, poursuites judiciaires, agressions physiques, menaces, disparitions, la torture ou encore les mauvais traitements, les campagnes de diffamation et les insultes. Dans son rapport sur la situation des défenseur(e)s des droits humains datant de 2018, le Rapporteur spécial constate que « les pratiques néfastes se sont également étendues à la réglementation excessive des organisations non gouvernementales, aux limitations imposées aux activités de plaidoyer des défenseurs des droits de l'homme, aux représailles à leur encontre et aux restrictions concernant le versement de financements internationaux », les lois et les politiques publiques étant utilisées pour entraver le travail des défenseur(e)s. Selon l'association ASTM, la prolifération de restrictions légales et le blocage de l'accès aux financements provenant de sources étrangères « entraîne la fermeture de l'espace d'action des défenseur(e)s des droits humains ».

Il convient de noter également que la porte-parole de l'initiative Human Rights Defenders déplore dans un article dans la presse luxembourgeoise que « […] plusieurs gouvernements exploitent la situation actuelle [de la crise du Covid-19] ainsi que le climat de peur lié à cet état de crise pour masquer et même intensifier la répression existante contre les défenseures des droits humains dans leurs pays ».

Au niveau national, une importance croissante est accordée au sujet des défenseur(e)s. Ainsi, le premier plan d'action national dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement ouvert prévoit la mise en place d'un programme d'appui aux défenseur(e)s des droits humains. Notons également que depuis 2017, les projets ciblant les défenseur(e)s des droits de la personne peuvent également profiter d'un taux de cofinancement de 80 % dans le cadre de la coopération au développement.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Est-ce que des défenseur(e)s travaillant dans des projets soutenus par la Coopération luxembourgeoise ont été confronté(e)s à des formes de violences ou d'harcèlement dans le cadre de leur travail ? Dans l'affirmative, de quelle forme d'agressions s'agit-il et comment l'envergure du phénomène a-t-elle évolué dans les dernières années ?

2) La crise du Covid-19 a-t-elle contribué à un aggravement de la situation à cet égard ?

3) Dans ce contexte, le Ministère de la Coopération compte-t-il travailler de manière renforcée sur la question de la protection et la promotion des défenseur(e)s des droits humains ? Comment le dialogue avec la société civile (nationale et internationale) sera-t-il promu à cet égard ?

4) Le Ministère de la Coopération offre-t-il des formations sur la question de la protection des défenseur(e)s des droits humains à son personnel ? Dans la négative, la mise en place d'une telle formation est-elle envisagée ?

5) Comment la Coopération luxembourgeoise intervient-elle si la sécurité de personnes est menacée suite à leur activité dans des projets soutenus par le Luxembourg ? Quelles adaptations du mode d'intervention ont été faites dans le contexte de la crise du Covid-19 ?

6) La Coopération luxembourgeoise ou les porteurs de projets soutenus par la Coopération luxembourgeoise ont-ils déjà rencontré des difficultés dans le transfert de fonds vers leurs partenaires suite à des lois restrictives concernant le financement provenant de sources étrangères ou dues à un harcèlement administratif ? Dans ce contexte, quelles sont les stratégies qui pourraient permettre à surmonter ces obstacles ? Est-ce que de telles stratégies ont d'ores et déjà été mises en œuvre ?

7) De manière générale, les projets soutenus par la Coopération luxembourgeoise sont-ils soumis à une analyse des risques qu'ils pourraient représenter pour les défenseur(e)s sur le terrain ? Dans l'affirmative, quelles suites sont données aux analyses ? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne jugerait-il pas opportun d'introduire une telle analyse ?

8) Les droits humains étant une des priorités transversales de la coopération au développement luxembourgeoise, quel rôle sera accordé à la Direction de la coopération dans la mise en place du programme d'appui aux défenseur(e)s des droits humains ?

Réponse commune (09.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

La Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, adoptée en 1998, considère dans son quatrième alinéa du préambule[6] que l'expression « défenseurs des droits humains » (DDH) se réfère aux « individus, groupes et associations [qui contribuent à] l'élimination effective de toutes les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples et des personnes ». L'expression « défenseur des droits humains » désigne donc toute personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, œuvre à la promotion ou à la protection des droits de l'homme.

Par conséquent, selon cette définition large, il serait possible de considérer tous les acteurs de la coopération au développement et leurs partenaires comme étant des DDH, compte tenu du fait que l'objectif recherché à travers les différentes interventions est celui de promouvoir et protéger le droit au développement dans tous ses aspects multidimensionnels.

La Coopération luxembourgeoise a retenu dans sa Stratégie générale comme thème transversal la promotion des droits humains. Elle porte une attention particulière à l'impact de ses interventions sur les droits fondamentaux des bénéficiaires et assure un suivi rapproché de l'évolution du respect des droits humains dans ses pays partenaires. Plus précisément, les interventions de la Coopération luxembourgeoise se soumettent volontairement aux critères du Comité d'aide au développement de l'OCDE dont le mandat consiste à « promouvoir des politiques, de coopération pour le développement et autres, qui contribuent à l'instauration d'un développement durable, y compris à une croissance économique pro-pauvres, à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration du niveau de vie dans les pays en développement, ainsi qu'à un avenir où plus aucun pays ne sera tributaire de l'aide ».

Compte tenu des contextes souvent difficiles, marqués par de multiples crises qui se chevauchent, dans lesquels les interventions de la Coopération luxembourgeoise se concrétisent, le harcèlement et les agressions à l'encontre des DDH n'est pas à exclure.

ad 1) Plusieurs organisations partenaires d'ONG luxembourgeoises, cofinancées par la Coopération luxembourgeoise ont été voire sont confrontées à des formes d'harcèlement ou de violences. Les formes d'agression sont diverses et multiples selon les contextes. Elles se matérialisent par l'adoption de lois restrictives sur la régulation des agents étrangers qui, en érigeant des barrières bureaucratiques et administratives, limitent le champ d'action de ces organisations, ou encore par des actions de répression violente lors de manifestations et l'emprisonnement des participants voire des attaques meurtrières à l'encontre des DDH. Avec la dégradation sécuritaire dans certaines régions, une tendance à la hausse des atteintes aux DDH semble malheureusement se confirmer ces dernières années.

ad 2) La pandémie de Covid-19 met à l'épreuve les sociétés, les gouvernements, les communautés et les individus et affecte négativement les droits humains, en particulier le droit à la santé et à l'éducation. Dans ce contexte, il n'est malheureusement pas à exclure que certains gouvernements ou autres acteurs, sous couvert de mesures sanitaires, adoptent des mesures répressives qui peuvent contribuer à une aggravation de la situation.

Aussi, la prévalence des inégalités et violences basées sur le genre risque de s'aggraver, avec un impact différencié sur les personnes concernées. Les femmes et les filles sont souvent confrontées, de manière disproportionnée, à des risques économiques, sanitaires et sociaux spécifiques en raison d'inégalités, de normes sociales et de rapports de force inégaux, profondément ancrés.

Dans ce contexte, le Luxembourg souscrit aux « Principes directeurs concernant la Covid-19 » promus par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.[7]

ad 3) Les droits humains ainsi que l'égalité des genres font partie de manière transversale de la Stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise. Dans ce contexte, les interventions de la Coopération luxembourgeoise dans les pays partenaires visent d'une manière générale la réalisation des droits humains des bénéficiaires, en particulier la réalisation des droits sociaux de base. En parallèle et de manière complémentaire, de nombreux projets de développement - cofinancés à hauteur de 80 % et cela indépendamment du pays dans lequel ils sont opérationnalisés - sont mis en œuvre pas les ONGD luxembourgeoises dans le domaine des droits humains. De plus, la Coopération luxembourgeoise soutient directement des ONG dans ses pays partenaires.

Plus précisément dans le domaine spécifique des DDH, le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), à travers sa Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, soutient activement l'organisation Front Line Defenders, contribue au Nicaragua au Fonds d'appui à la société civile nicaraguayenne (FASOC) géré par Oxfam et soutient l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) au Myanmar.

Depuis 2018, le Luxembourg fait partie des donateurs qui se sont engagés à renforcer les normes dans l'ensemble du secteur de l'aide afin de prévenir et de combattre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels (SEAH). L'objectif de cet engagement est de renforcer la capacité organisationnelle et les compétences des acteurs impliqués dans le secteur de l'aide, afin de faire respecter des normes minimales. En appliquant une tolérance zéro à l'égard de la violence sexuelle et sexiste, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire et le Cercle des ONG ont élaboré conjointement une charte portant sur la prévention et la lutte contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels qui a été adoptée en décembre 2019. Toutes les ONGD qui reçoivent un cofinancement du MAEE ont souscrit à cette charte. Il est également prévu que le MAEE leur mettra à disposition des formations à cette fin.

ad 4) Des formations spécifiques sur la question de la protection des DDH ne sont à l'heure actuelle pas encore proposées ; toutefois elles sont envisageables et pertinentes en amont de la mise en place du programme d'appui aux défenseures des droits humains, prévu dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement ouvert.

ad 5) En ce qui concerne le suivi de l'évolution du respect des droits humains et de la protection des DDH dans les pays partenaires, la Coopération luxembourgeoise cherche systématiquement et de façon constructive à engager le dialogue politique au plus haut niveau lorsque la situation l'exige. Au-delà du dialogue au niveau bilatéral, la Coopération luxembourgeoise saisit les occasions qui lui sont offertes au sein des fora régionaux (UE) et globaux (ONU et ses agences), pour faire avancer la promotion des droits humains et la protection des DDH, partout dans le monde.

Au niveau de la mise en œuvre concrète de projets, le Luxembourg veille à ce que les DDH ne soient pas trop exposés, notamment en appuyant des ateliers à profil bas sur les droits humains, en promouvant la culture de paix ou encore en proposant un accompagnement psychosocial et légal aux DDH. La Coopération veille également à ce que ces sujets soient mis à l'ordre du jour des réunions bilatérales et multilatérales à haut niveau.

ad 6) À ce jour, très peu de difficultés ont été rencontrées au niveau des transferts de fonds vers des partenaires. Suite à une crise politique dans un pays partenaire, le financement direct aux ONG locales a posé problème en 2019 et les transferts ont été effectués via une ONG internationale.

Certaines ONGD ont dû actualiser leur stratégie de gestion de risques en effectuant des transferts de montants moins importants à leurs partenaires locaux.

Par ailleurs, les ONGD actives en Inde ont informé le MAEE de problèmes rencontrés suite à l'adoption d'une loi sur la réglementation des contributions étrangères qui interdit la réception de fonds étrangers pour toute activité préjudiciable à l'intérêt public. Tout en respectant les prérogatives souveraines de l'Inde, le Luxembourg partage les inquiétudes exprimées le 20 octobre 2020 par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Mme Bachelet[8], et veillera à un suivi de cette évolution.

ad 7) D'une manière générale, les projets bilatéraux financés par la Coopération luxembourgeoise sont soumis à une analyse des risques liés à l'intervention en question et cela dès leur conception. Le suivi est assuré pendant la mise en œuvre jusqu'à la clôture du projet. Compte tenu de la situation sécuritaire volatile dans certaines zones d'intervention de la Coopération luxembourgeoise, cette dernière assure un suivi régulier des évolutions et des risques y associés afin d'être en mesure de prendre les mesures nécessaires. Un certain nombre d'initiatives ont été concrétisées au cours des deux dernières années, à commencer par un investissement conséquent en matière de sécurité dans les infrastructures et l'acquisition d'équipements, en offrant des formations ou encore en recrutant de l'expertise régionale.

Dans le même ordre d'idées, les ONGD cofinancées et soutenues par la Coopération luxembourgeoise sont tenues d'effectuer une analyse des risques sur le terrain. Dans le cadre des responsabilités qui leur incombent, elles ont un devoir de diligence envers leurs collaborateurs et leurs partenaires et sont tenues de mettre en place les mesures de sécurité et d'atténuation des risques requises et d'agir avec diligence pour assurer la sécurité de leurs collaborateurs déployés sur le terrain. Dans la mise en œuvre de ces approches, les ONGD ont pu bénéficier d'appuis budgétaires supplémentaires mis à disposition par la Direction de la coopération au développement.

ad 8) En suivant le principe unificateur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui consiste à ne laisser personne pour

[6] https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Defenders/Declaration/declaration_fr.pdf

[7] https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/COVID19Guidance.as

[8] https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=26398&LangID=F

compte (« leaving no one behind »), la Coopération luxembourgeoise vise à ce que les droits humains soient systématiquement appliqués dans toutes ses initiatives. Plus concrètement, il s'agit d'assurer un niveau de subsistance décent pour tous, en ciblant avant tout les personnes les plus susceptibles de subir des violations de leurs droits humains.

Dans le cadre du Plan d'action national pour le Partenariat pour un Gouvernement ouvert, le MAEE travaille sur un projet d'appui aux défenseures des droits humains. Outre l'appui politique et diplomatique, la plateforme doit aussi permettre un échange entre représentants des ministères concernés et de la société civile sur les autres formes d'appui qui peuvent être fournies aux DDH et à leurs organisations (p. ex. appui financier d'urgence, appui juridique, appui en matière de sécurité numérique, accueil temporaire au Luxembourg de DDH devant quitter d'urgence leur pays d'origine).

Question 2968 (08.10.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **carrefour CR110/CR172 :**

Déi Suessemer Kräizung, déi um CR110 läit (Kräizung CR110 an CR172) a wou d'Stroosse Cité op Gewaennchen, Rue de Mondercange an d'Rue d'Esch openeen treffen, steet schonn zënter laangem an der Kritik. Grond heifir ass déi feelend Sécherheet fir d'Foussgänger. Kanner mussen iwwert dës Kräizung goen, fir an d'Schoul ze kommen, an och de Wee an de Kulturschapp féiert iwwert dës geféierlech Kräizung, déi daagsiwwer iwwerbelaascht ass. Nuets fuere vill Automobilisten op dëser Plaz ze séier. Zu all deem kënnt derbäi, datt op där Kräizung keng rout Luuchten installéiert sinn. Vill Awunner fäerten, datt et fir d'éischt zu engem méi schlëmmen Accident komme muss, fir datt hei endlech eppes geschitt.

An deem Zesummenhank géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär dës Froe stellen:

1. Ass den Här Mobilitéitsminister sech de Gefore fir d'Foussgänger op där genannter Kräizung bewosst?

2. Wa jo, wéi gedenkt den Här Minister ze reagéieren, fir dës Kräizung esou séier wéi méiglech méi sécher ze maachen?

3. Wëllt den Här Minister op där genannter Kräizung rout Luuchten installéiere loossen?

4. A wéi engem zäitleche Kader kënnen d'Suessemer Bierger mat enger effizienter an definitiver Léisung zu där uewe beschriwwener Problematik rechnen?

Réponse (06.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

A senger parlamentarescher Fro freet den éierbaren Här Deputéierten no Informatiounen zur Kräizung CR110/CR172 zu Suessem. De Verkéier hëlt an alle Regioune vum Land stänneg zou a wann d'Haaptachse bis iwwerlaascht sinn, wäicht de Verkéier oft op Stroosse vun enger méi niddereger Uerdnung aus, wou da vun de Chauffeuren ënner Ëmstänn duerch net adaptéiert Geschwindegkeete versicht gëtt, déi verlueren Zäit nees opzehuelen.

Besuergten Awunner vun Éilereng hu schonns op déi besteeënd Geforen op der Kräizung Suessemer- /Escherstrooss–Monnerecherstrooss (CR110/CR172) opmierksam gemaach. Dës Kräizung läit bannent der Uertschaft Éilereng, esou dass eventuell Moossname fir de Verkéier ze berouegen, och wann et sech ëm Staatsstroossen handelt, op Initiativ vun der zoustänneger Gemeng mussen ënnerholl ginn. Meng Servicer hu fir de Moment kee Projet virleie fir dës Kräizung ëmzebauen. D'Gemeng Suessem kann awer eng Ufro stellen, déi doropshi vum zoustännegen Aarbechtsgrupp analyséiert kéint ginn. Dësen Aarbechtsgrupp stellt dann en Avis aus an op Basis vun deem Avis gëtt eng Decisioun doriwwer geholl, wéi eng Moossnamen op der Plaz ze ënnerhuele sinn.

Question 2969 (08.10.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **prise en charge psychosociale et rééducative posthospitalière en cas d'accident vasculaire cérébral (AVC) :**

L'accident vasculaire cérébral (AVC), également appelé attaque cérébrale, est une réalité particulièrement fréquente avec quelque 1.000 hospitalisations et 250 décès par année au Luxembourg, 25 % des cas survenant avant l'âge de 65 ans. Il constitue la cinquième cause de décès au sein de notre population et touche de plus en plus les jeunes. Comme souligné dans maintes études nationales et internationales, les conséquences physiques, mentales et psychosociales d'un AVC sont considérables chez la grande majorité des personnes : trouble du langage, de l'élocution et des capacités cognitives, confusion mentale, vertiges, parésie ou paralysie d'une partie du corps, mobilité réduite, nécessité de soins à domicile ou dans un foyer, perte du travail, problèmes financiers, isolement social et autres.

En vue d'une prise en charge optimale des personnes concernées, le plan national « maladies cardio-neuro-vasculaires », dont fait partie l'AVC, comprend, outre l'optimisation des « stroke units » en milieu hospitalier, le développement de soins de rééducation et de réhabilitation après la prise en charge des patients en milieu hospitalier et rééducatif. Il s'agira notamment d'assurer des soins posttraitement et de conseil pour les patients ayant subi un AVC ainsi que pour leurs familles en vue d'aider les patients à retrouver leur autonomie et de faciliter par ce biais leur réintégration dans la société et le monde du travail.

Considérant qu'il ne s'agit donc non seulement de sensibiliser l'opinion publique sur le grave problème de santé que constituent les AVC afin de les prévenir, mais qu'il y a également lieu de mettre en œuvre un suivi en matière de rééducation/réadaptation comprenant notamment une prise en charge psychosociale et rééducative posthospitalière, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre entend-elle mettre en place un service ou centre spécialisé et pluridisciplinaire national de rééducation/réadaptation (Nachsorgezentrum) destiné à encadrer les patients et leurs proches au-delà de la phase subaiguë afin de faciliter le retour vers l'autonomie des patients et de réconforter les membres de leur famille qui doivent acquérir les compétences nécessaires pour l'encadrement à domicile d'une personne ayant subi un AVC ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'informer si un concept de prise en charge et de fonctionnement en la matière a d'ores et déjà été élaboré en collaboration avec des acteurs professionnels spécialisés de façon à pouvoir déterminer les besoins en personnel et en infrastructures ?

3) Est-il prévu de créer un service centralisé ou Madame la Ministre favorise-t-elle la création de plusieurs unités décentralisées en vue de faciliter l'accès des personnes concernées et de leurs familles à un tel service ?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé* :

ad 1) Le service national de rééducation fonctionnel situé au Rehazenter assure déjà cette mission (cf. projet d'établissement déposé dans le cadre des autorisations de service et information disponible sur le site Internet https://rehazenter.lu/fr/medical/neurologie/#1524056965408-70b01170-14da). La continuité étant fondamentale pour la qualité de la prise en charge dans cette pathologie, les professionnels de ce service peuvent intervenir dans les services aigus (essentiellement les services stroke unit 1 et 2, le service de neurochirurgie) en amont de la phase de rééducation, par exemple en émettant des avis spécialisés lors de la prise en charge en phase aigüe d'un AVC ou bien dans le domaine de la prévention des complications. Ce service est en lien avec d'autres services hospitaliers de moyen séjour pouvant assurer des prises en charge complémentaires dans des contextes spécifiques (rééducation gériatrique, réhabilitation physique). Il existe aussi des liens avec le secteur extrahospitalier facilitant l'accompagnement lors du retour à domicile des patients (cf. annexe 2, loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière).

ad 2) Même si le projet de service déposé par le service de rééducation fonctionnelle contient un concept de prise en charge, la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit la création d'un réseau de compétences accidents vasculaires cérébraux (cf. article 28.2). Le projet de ce réseau devra notamment préciser « l'organisation et les moyens mis en place pour assurer la continuité des prises en charge afférentes, conformes aux acquis de la science ». Ce réseau de compétences n'est pas encore mis en place. Le plan neuro-cardio-vasculaire approuvé par le Conseil de Gouvernement en 2019 devrait renforcer les collaborations entre les différents acteurs et améliorer le parcours de soins (cf. mesures de l'axe 5, https://sante.public.lu/fr/actualites/2019/12/conseil-gouv-pnmcnv/plan-MCNV.pdf). Les besoins en infrastructures pourront également être affinés grâce aux informations recueillies dans le cadre du déploiement de la documentation hospitalière.

ad 3) Il existe plusieurs services aigus assurant la prise en charge des AVC (stroke unit 1 existantes au CHEM, CHdN et HRS, stroke unit 2 au CHL). Après la phase aigüe et selon leur profil (âge, autres pathologies existantes, etc.), les patients peuvent être pris en charge dans différentes structures au pays.

www.chd.lu

Question 2970 (09.10.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **congé extraordinaire pour les volontaires du CGDIS après un service de sauvetage de nuit :**

Laut mengen Informatiounen hunn déi fräiwëlleg Vertrieder vum CGDIS keen automatescht Recht op extraordinairë Congé, wa se an der Nuecht virdru Permanence an hirem jeeweilege CIS haten. Aus deem Grond géinge vill Fraen a Männer den Dag no der Permanence iwwermidd op d'Aarbecht goen, et sief dann, si huele sech hire legale Congé. Dat kann zu enger Rei Problemer féieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch meng Informatioune confirméieren?

- Wa jo, wéi gedenkt si op dës Situatioun ze reagéieren? Si gesetzlech Upassunge geplangt?

- Wa jo, mengt d'Madamm Ministesch, et wär nach zäitgeméiss, dass dës fräiwëlleg Leit sech mussen hire legale Congé huelen, fir no engem laangen Asaz am Sënn vun der Sécherheet vun de Leit kënnen ze recuperéieren?

Réponse (04.11.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Artikel 49 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet gesäit vir, dass:

« Les employeurs des secteurs public et privé sont tenus de dispenser de leurs obligations professionnelles leurs salariés membres d'une unité de secours du CGDIS à l'occasion de situations d'urgences demandant l'intervention de l'unité dont ils relèvent. »

De Patron muss säi/seng MataarbechterIn fir en Asaz fräistellen, deen hien/si wärend der Aarbechtszäit an enger Unitéit vum CGDIS absolvéiert. D'Gesetz gesäit net vir, dass d'Dauer vun engem Asaz, un deem de Fräiwëllegen ausserhalb vu senger Aarbechtszäit deelhëlt, muss kompenséiert ginn.

Eng automatesch, duerch d'Gesetz gereegelt Kompensatioun vun all Asaz, deen ausserhalb vun der Aarbechtszäit stattfënnt, soll de Fräiwëllege keng Nodeeler am Aarbechtsverhältnis oder bei der Astellung bréngen. Et ass dofir vu Virdeel, wann den Employeur an de/d' MataarbechterIn a géigesäitegem Averständnis festhalen, ënnert wéi enge Konditiounen dee Fräiwëllegen, zum Beispill no engem laangen Asaz, deen anere Moien eventuell méi spéit ufänken däerf, ouni dofir direkt op de legale Congé zeréckzegräifen oder Stonne mussen ze récupéréieren. Eng Ännerung vun den aktuellen Texter ass dofir net virgesinn.

Question 2971 (09.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **remboursement de traitements à l'étranger :**

Duerch de bestoenden EU- a Schengenraum kann all Matbierger sech am Ausland medezinnesch behandele loossen a gläichzäiteg vun der Méiglechkeet profitéieren, d'Behandlungskäschte vun der CNS rembourséiert ze kréien. Fir dass d'CNS dës Sue kann zréckiwwerweisen, gëtt eng Demande de tarification un déi auslännesch Krankekeess geschéckt. Elo kann et awer sinn, dass dës auslännesch Krankekeess och Behandlungsresultater freet, fir eng Ofrechnung opzestellen. Falls een dës Resultater net weidergëtt, gëtt keng Ofrechnung gemaach an de Patient bleift op de Behandlungskäschte sëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung an der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Huet eng auslännesch Krankekeess d'Recht, no Behandlungsresultater als Konditioun fir eng Ofrechnung ze froen?

2. Wat geschitt, falls ee Patient net bereet ass, seng Resultater mat dëser auslännescher Krankekeess ze deelen? Huet en dann trotzdeem d'Recht op ee Remboursement?

Wa jo, no ewéi engem Tarif gëtt de Patient da rembourséiert, nom auslänneschen oder nom lëtzebuergeschen?

3. Wéi kann ee Patient sech wieren, wann e vun enger auslännescher Krankekeess opgefuerdert gëtt, Informatiounen iwwert säi Gesondheetszoustand erauszeginn?

Réponse (05.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Traitementer am Ausland gi vun zwee legalen Instrumenter gereegelt, an zwar vum européische Reglement N° 883/2004 (règlement européen de coordination des systèmes de sécurité sociale) mat sengem Ëmsetzungsreglement N° 987/2009 (règlement d'application du règlement 883/2004) a vun der europäescher Direktiv 2011/24/UE (directive 2011/24/UE relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers).

Bei enger Behandlung am Ausland, déi ënnert der Direktiv 2011/24/UE stattfënnt, muss den Assuré de Montant fir déi ganz Behandlung integral iwwerhuelen, fir datt d'Gesondheetskeess den Deel vun der Lëtzebuerger Krankeversécherung kann un den Assuré rembourséieren. D'Krankeversécherung hëlt den Traitement en charge zu de Lëtzebuerger Konditiounen, Tauxen an Tariffer. An dësem Fall ass keng Interaktioun tëschent dem Assuré an der auslännescher Krankekeess.

Fir déi Traitementer, déi ënnert d'europäescht Reglement N° 883/2004 falen, also déi Traitementer, fir déi de sougenannte Formular „S2" ausgestallt gëtt, ginn d'Fraisë vum Traitement iwwerholl zu de Konditiounen, Tauxen an Tariffer vum Land, wou den Traitement stattfënnt. Den Decompte vun de Käschte gëtt direkt tëschent der auslännescher Krankekeess an der Gesondheetskeess gereegelt. An dësem Fall muss den Assuré just déi Prestatioune bezuelen, déi net iwwert den „tiers payant" lafen. Falls den Assuré och an dësem Fall de Montant vun der Behandlung virgestreckt huet an der auslännescher Krankekeess d'Rechnung weiderginn huet, krit den Assuré déi rembourséiert zu deene selwechte Konditiounen ewéi wann dat iwwert den Tiers payant gelaf wär. Och hei gëtt dann eng Ofrechnung tëschent de Keese gemaach.

Et kann allerdéngs virkommen, datt, obwuel en S2 ausgestallt gouf, den auslännesche Prestataire net d'Dispositioune vum Reglement N° 883/2004 applizéiert an déi ganz Prestatiounen un den Assuré verrechent. An dësem Fall bezilt den Assuré d'Rechnung a presentéiert se der Lëtzebuerger Krankekeess fir rembourséiert ze ginn. Fir de Montant festzestellen, deen déi Lëtzebuerger Krankeversécherung iwwerhëlt, freet Lëtzebuerg eng Tarifikatioun vun der Rechnung am Land, wou den Traitement gemaach gouf, un. Esou ass garantéiert, datt de Remboursement zu de Konditiounen, Tauxen an Tariffer gemaach gëtt vum Land wou den Traitement stattfonnt huet, also konform zum Reglement N° 883/2004. Dës Tarifikatioun ass net u Behandlungsresultater gebonnen. Déi auslännesch Keess analyséiert d'Rechnung just par rapport zu der Legislatioun an deem Land an informéiert déi lëtzebuergesch Keess iwwert de Montant, dee muss rembourséiert ginn. Am Fall wou den Traitement am Ausland net iwwerholl gëtt oder falls keng Äntwert vun der auslännescher Keess kënnt, rembourséiert d'Krankeversécherung d'Rechnung vum Assuré zu de Lëtzebuerger Konditiounen, Tauxen an Tariffer.

Et ass also net esou, datt den Assuré op senge Behandlungskäschte sëtze bleift, wann e kee Behandlungsresultat un déi auslännesch Keess weidergëtt, falls eng auslännesch Keess Behandlungsresultater gefrot huet, fir e Remboursement ze maachen.

Falls déi auslännesch Keese „Behandlungsresultater" froen, misst dat am Kader vun der jeeweileger nationaler Legislatioun gemaach ginn. Des Weidere kënnen déi Lëtzebuerger Autoritéite sech net zu der jeeweileg auslännescher nationaler Legislatioun äusseren.

Generell kann een awer soen, datt falls sech esou e Fall sollt presentéieren, da misst déi auslännesch Krankekeess dës Infoe bei der Lëtzebuerger Krankekeess nofroen, déi den Dossier eraginn huet, an net beim Assuré selwer.

Den Assuré kritt egal wéi ëmmer eppes rembourséiert bei engem S2, entweeder zum Tarif, deen am Ausland virgesinn ass, oder zum lëtzebuergeschen Tarif, falls dësen Traitement net am Ausland rembourséiert gëtt.

Question 2973 (09.10.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **projet « Lauter Lëschteg Lauter » (LALA) :**

Die Schere der Bildungsgerechtigkeit weitet sich in Luxemburg immer mehr aus. Kinder mit Migrationshintergrund sowie jene aus sozio-ökonomisch benachteiligten Familien sind die Leidtragenden des luxemburgischen Schulsystems. Die Resultate der neuesten „épreuves standardisées" belegen, dass 49 % aller Kinder im Cycle 3.1 nicht über die Lesekompetenzen verfügen, wie sie für diese Stufe vorgesehen sind. Die Resultate sind im Vergleich zum Vorjahr noch schlechter ausgefallen.

Um dieser negativen Tendenz entgegenzuwirken, wird seit Jahren an der luxemburgischen Universität geforscht. Wie in der nationalen Presse zu lesen war, entwickelte eine luxemburgische Wissenschaftlerin ein auf unsere Multilingualität abgestimmtes, wissenschaftlich geprüftes Programm (LALA - Lauter Lëschteg Lauter) mit dem entsprechenden Unterrichtsmaterial. Positive Resultate auf das Leseverständnis, auch bei Kindern mit Migrationshintergrund, wurden wissenschaftlich belegt; das Projekt erhielt einen Innovationspreis vom Fonds national de la recherche.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

1. Warum wird dieses wissenschaftlich geprüfte Programm nicht in der Grundschule eingesetzt?

2. Laut geschriebener Presse soll der Direktor des SCRIPT als Erklärung behauptet haben, das Gesamtpaket hätte beim LALA-Projekt nicht gestimmt. Kann der Minister uns diese Aussage erklären?

3. Warum entschied sich das Bildungsministerium einerseits gegen das wissenschaftlich geprüfte „LALA" und auf der anderen Seite für ein wissenschaftlich nicht geprüftes Programm, das sogenannte „Sila"?

4. Stimmt es, dass eine Studie zur ersten Version des Sila-Programms in den 90er Jahren belegt hat, dass dieses Programm keine erkennbaren Verbesserungen mit sich bringen würde, sprich höchstens für Kinder die zu Hause luxemburgisch reden? Besteht hierdurch nicht das Risiko, dass die Bildungsschere weiter auseinander geht?

5. Mit welchen Studien begründet das Ministerium das Sila-Programm einzuführen?

6. Das LALA-Programm wurde von der Uni.lu und über das Proof-of-Concept-Programm vom FNR unterstützt, welches Forschungsresultate valorisieren möchte. Kann der Minister uns erklären, weshalb luxemburgische Forschungsinstitute hierzulande entwickelte Förderprogramme unterstützen, der Staat jedoch diese Programme ausgebremst hat und ihnen keine Bedeutung zukommen lässt, da sie nicht in die Praxis umgesetzt werden?

Réponse (16.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 5. Es handelt sich nicht um die „Einführung" eines Programmes, sondern vielmehr um die konsequente und tiefgreifende Weiterentwicklung des bestehenden Programmes[9], durch das Einbeziehen der neuesten internationalen Erkenntnisse auf diesem Gebiet.

Mit seiner Struktur schreibt sich das SILA-Programm[10] in eine ganze Reihe international anerkannter wissenschaftlicher Trainingsprogramme[11 12 13 14] zur Entwicklung der phonologischen Bewusstheit ein. Diese Gegebenheit ermöglicht das Einbeziehen neuster internationaler Erkenntnisse. Da in Luxemburg eine Alphabetisierung auf Deutsch stattfindet, wird dem bereits weiterentwickelten deutschsprachigen Programm „Hören, Lauschen, Lernen 1&2"[13 14], mit äquivalenter Struktur zum SILA-Programm, ein größeres Augenmerk geschenkt. Im nationalen Kontext ist diese Bezugnahme durchaus gerechtfertigt und dürfte nicht strittig sein, da z. B. auch aus der Synthese zur Datenerhebung des LALA-Programmes[15] hervorgeht, dass phonologische Bewusstheit und Buchstabenkenntnis in luxemburgischer Sprache Vorläuferfertigkeiten des Schriftspracherwerbs in deutscher Sprache sind[16].

Neben vielen wissenschaftlichen Studien zum positiven Einfluss des Programms „Hören, Lauschen, Lernen"[17 18 19 20 21] auf den Schriftspracherwerb in deutscher Sprache, zeigt eine rezente Studie (2019)[22] positive und praxisrelevante Programm-Effekte des weiterentwickelten Programms „Hören, Lauschen, Lernen 1&2" auch auf die Lesekompetenz bei Kindern mit anfangs unterdurchschnittlichen Leistungen. Bei dieser Studie handelt es sich um eine Zusammenarbeit der Universitäten Berlin, Würzburg, Bamberg und München, mit 469 involvierten Kindern, davon 41,2 % mit multilingualem familiären Sprachkontext. Wie aus den Resultaten der Studie ersichtlich wird, zeigt das Programm „Hören, Lauschen, Lernen 1&2" einen positiven und für die Praxis relevanten Einfluss, sowohl auf das Wort- und Satzleseverständnis in deutscher Sprache, als auch auf die Wortlesegeschwindigkeit. Somit trägt das Programm „Hören, Lauschen, Lernen 1&2", mit äquivalenter Programmstruktur zum SILA-Programm, nachweisbar zur Verminderung der Bildungsschere im Bereich der Lesekompetenz bei Kindern im unteren Durchschnitt bei.

ad 4. Diese Befürchtungen sind unbegründet. Die Resultate der luxemburgischen Studie[23] zeigen, dass die Vorläuferversion des SILA-Programms, auch bei breiter und leicht abweichender Anwendung des Programms durch die Lehrpersonen im luxemburgischen Schulkontext, dazu beträgt, dass die Bildungsschere schmaler wird[24], dies mit der Reduktion der Anzahl der Kinder mit schriftsprachspezifischen Lese-Rechtschreib-Schwierigkeiten. Diese luxemburgische Studie[23] zur Vorläuferversion des SILA-Programms wurde 2011 in einem international anerkannten und weit geteilten englischsprachigen Wissenschaftsmagazin publiziert[23]. Weiter ist der Abbau des LRS-Risikos durch eine gezielte Förderung der phonologischen Bewusstheit durchaus eine relevante Fragestellung auch in anderen wissenschaftlichen Artikeln[18 25 26] zum Schriftspracherwerb im Deutschen.

Weiter zeigen die in dieser luxemburgischen Studie[23] erhobenen Resultate zur Programmanwendung zusammen mit den wissenschaftlichen Resultaten zum deutschen Programm „HLL"[17 19 22] die Wichtigkeit der Weiterentwicklung der beiden letzten Programmeinheiten. Dies u. a. mit der Einführung von beispielhaften Phonem-Graphem-Korrespondenzen, sowie zusätzlichen didaktischen Materialien zur klasseninternen Differenzierung.

Aktuelle Korrelationsmodelle[22] belegen, dass neben der phonologischen Bewusstheit und der Buchstabenkenntnis auch die Sprachentwicklung einen wichtigen Einfluss auf die Lesekompetenz hat. Hier bietet das SILA-Programm den Vorteil einer großen Flexibilität in der Wahl des Wortmaterials. Somit kann das SILA-Programm einfach und komplementär zu jeder Sprachaktivität, Buchaktivität und auch sonstigen Klassenaktivität sinnvoll eingesetzt werden. Diese Flexibilität erlaubt die Vertiefung eines für das Kind bedeutungsvollen Wortmaterials, sowohl im Luxemburgischen als auch in anderen Sprachen. Mit dieser Flexibilität in der Wahl des Wortmaterials schreibt sich das SILA-Programm zudem nahtlos in bestehende pädagogische Materialien des Cycle 1 und des Cycle 2 ein, und fördert somit die Vertiefung bestehender Lerninhalte.

Schlussfolgernd kann gesagt werden, dass es heute unbestritten ist, dass Programme zur Förderung der phonologischen Bewusstheit und der Laut-Buchstaben-Korrespondenzen nachweisbar zur Verengung der Bildungsschere beitragen. Dies erlaubt jedoch nicht, pauschal die Diskussion betreffend der Bildungsschere vereinfachend auf diese Einflussfaktoren zu reduzieren. Weitere Arbeitsfelder und Beiträge bleiben bei diesem weitgreifenden Prozess zu berücksichtigen[27].

ad 3. Wie aus den bereits aufgeführten Informationen ersichtlich wird, schreibt sich das SILA-Programm mit seiner Programm-Struktur in eine Reihe langjähriger und breit erprobter Trainings-Programme[11 12 13 14] ein. Diese Gegebenheit ermöglicht das Einbeziehen neuster internationaler Erkenntnisse insbesondere aus dem deutschsprachigen Raum.[17 18 19 20 21 22]

In über 20 Jahren hat der Blick auf die Weiterentwicklungen im internationalen Kontext, der laufende Austausch mit Lehrkräften im nationalen Kontext, zusammen mit der programmeigenen Trainingsstudie[23] erlaubt, wichtige Anpassungen für die Anwendung im luxemburgischen Schulkontext zu planen und vorzunehmen, dies unter Beibehaltung der gegebenen Programm-Struktur, welche ein Einschreiben in den internationalen Forschungskontext erlaubt.

Wie oben beschrieben, bietet das SILA-Programm mit einer großen Flexibilität bei der Wahl des Wortmaterials auch den Vorteil, einfach und komplementär zu jeder Sprach-, Buch- oder Klassenaktivität einsetzbar zu sein. Somit fügt sich das SILA-Programm nahtlos in bestehende pädagogische Materialien des Cycle 1 und des Cycle 2 ein.

ad 1. Gemäß dem Prinzip der Lehrmittelfreiheit ist der Einsatz eines alternativen Programms frei insofern es den Lehrplan respektiert.

ad 2. Im Rahmen einer öffentlichen Antwort kann das Ministerium aus juristischen Gründen nicht auf Details aus kommerziellen Verhandlungen eingehen. Grundsätzlich stellt sich die Situation aber wie folgt dar: Bis zum Ende der Verhandlungen konnte die Universität Luxemburg keine Klarheit darüber schaffen, wie die Autorenrechte in dem besagten Fall gelagert sind. Auf eine entsprechende schriftliche Anfrage erhielt das SCRIPT bis heute keine Antwort. Das angebotene Produkt wäre um ein Vielfaches teurer gewesen als vergleichbare Lösungen. Der Luxemburger Staat wäre alleiniger Abnehmer des Produktes gewesen und hätte nicht nur die Unkosten für die Entwicklung und Produktion übernehmen müssen, sondern ebenfalls sämtliche Overhead-Kosten über mehrere Jahre.

ad 6. Der Staat bremst grundsätzlich keine Forschungsprogramme aus. Es ist im Gegenteil ein permanentes Anliegen der Regierung, Luxemburg als Forschungsstandort zu festigen. Für diese Politik werden erhebliche öffentliche Mittel eingesetzt. Danach stehen die von der öffentlichen Hand geförderten Forschungsprogramme allerdings im marktüblichen Wettbewerb.

Generell kann man weiterhin sagen, dass ein zum Ankauf angebotenes Material einer umfangreichen Analyse unterzogen wird. Diese Prüfung bezieht, neben einer Analyse der wissenschaftlichen Basis und der Anwendungsmöglichkeiten des Materials im schulischen Kontext, auch die für alle öffentlichen Ausgaben übliche Wirtschaftlichkeitsprüfung ein.

Question 2974 (09.10.2020) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **rénovation énergétique des bâtiments :**

Au 1er mars 2020, le parc immobilier luxembourgeois se compose d'environ 244.000 logements, dont plus de 60 % sont construits avant 1990. Dans ce contexte, en 2016, le Gouvernement luxembourgeois a déjà présenté la suite de la stratégie nationale de rénovation énergétique des bâtiments contenant 33 mesures visant à favoriser et à promouvoir la réalisation de rénovations énergétiques.

Les efforts à consentir en la matière ont également été inscrits dans l'accord de coalition 2018-2023.

Aujourd'hui, la rénovation énergétique des bâtiments existants reste un défi énorme car afin d'atteindre les objectifs ambitieux du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (« PNEC »), une rénovation efficiente et de qualité des bâtiments ainsi qu'un taux de rénovation énergétique élevé s'avèrent être nécessaires et inévitables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire si toutes les 33 mesures identifiées ont déjà pu être mises en œuvre ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que par le biais des mesures mises en place, des progrès ont pu être accomplis en termes de rénovations énergétiques des bâtiments ?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'un inventaire des bâtiments résidentiels, des bâtiments non résidentiels et des bâtiments publics concernés par une rénovation énergétique ?

4) L'État ayant un rôle à jouer en matière de rénovation de son parc immobilier, Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de rénovations énergétiques de bâtiments publics ont déjà été réalisées en 2020 ou bien sont actuellement encore en cours, et combien sont prévues pour 2021 ?

5) Sachant que pour atteindre l'objectif d'efficacité énergétique à l'horizon 2030 annoncé dans le PNEC, une rénovation ambitieuse du parc immobilier existant est primordiale. Monsieur le Ministre peut-il me dire quel est actuellement le taux de rénovation énergétique et le taux de profondeur de rénovation des rénovations réalisées ?

6) Quels sont les progrès réalisés dans le cadre de la réalisation d'une stratégie nationale de rénovation à long terme ?

7) Monsieur le Ministre entend-il intensifier les mesures pour aboutir à une stratégie de rénovation plus ambitieuse ?

8) Monsieur le Ministre peut-il déjà tirer une première conclusion concernant les aides financières pour la rénovation énergétique proposées dans le cadre du Paquet « Clever wunnen » présenté en mai 2020 ? Est-ce que le nombre de rénovations énergétiques réalisées et/ou planifiées a augmenté ?

Réponse commune (11.11.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Une bonne partie des 33 mesures identifiées dans la stratégie de rénovation présentée en 2016 ont déjà été mises en œuvre ou sont actuellement en cours de mise en œuvre, d'autres mesures ont été reprises dans la stratégie de rénovation à long terme (LTRS) publiée en 2020.

Voici quelques exemples de mesures déjà réalisées :

- révision et adaptation des conseils en énergie par myenergy (suivant profil client),

- nouvelle application « myrenovation » de myenergy (simulation du montant des aides étatiques et communales pour un projet de rénovation énergétique),

- campagnes de marketing et communication PRIMe House,

- séances d'information « Rénovation » dans les communes par myenergy,

- simplification des demandes de subventions (PRIMe House et prêt climatique) par la création d'un guichet unique,

- introduction du « Klimaprêt à taux zéro »,

- …

Et voici quelques exemples de mesures qui sont actuellement en cours de mise en œuvre :

- avant-projet de loi en cours de finalisation, portant introduction d'un fonds de travaux et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (décisions à majorité simple),

- dans le cadre de la révision fiscale : application du taux de TVA super-réduit (3 %) pour des travaux de rénovation énergétique pour des bâtiments à partir de dix ans (au lieu de 20 ans) et amortissement accéléré pour les investissements pour des travaux de rénovation énergétique,

- révision des aides étatiques PRIMe House,

- projet pilote de rénovation de quartier : pourparlers avec une commune a démarré pour identifier un projet concret (2020),

- contrôle/inspection des constructions,

- adaptation de la « Checklist-Rénovation » myenergy dans le cadre de la digitalisation du conseil en énergie.

Nouvelles mesures, actuellement en cours de mise en œuvre :

- Pacte Climat 2.0 : exemples « best practice »,

- conseillers spécialisés « Rénovation énergétique ».

ad 2) Un monitoring systématique pour mesurer effectivement l'impact des différentes mesures n'existe pas encore au Luxembourg, mais la définition et mise en place d'un tel instrument est décrite dans la LTRS (chapitre 3.8.1) : un tel monitoring serait basé sur une étude de scénarios régulière (tous les quatre à cinq ans).

Une enquête TNS ILReS récente, commanditée par myenergy montre une hausse du nombre de rénova-

---

9 Bodé, S., Beffort, A., Heinen, S., Jenn, P., Kinnen, M., Larosch, A., Lemmer, M., Mersch, T., Rasqué, N. (2004). Phonologesch Bewosstheet am Spillschoulsalter. Luxembourg: University of Luxembourg.

10 Bodé, S. (2020). Phonologesch Bewosstheet mam Sila. Cycle 1. Luxembourg: SCRIPT.

Siehe auch: https://sila.script.lu/lu

11 Phonemic awareness in young children: A classroom curriculum. Baltimore: Paul H. Brookes Publishing Co.

12 Adams, M., Foorman, B., Lundberg, I., Beeler, T., & Stanké, B. (2000). Langue et communication : Conscience phonologique. Montréal: Chenelière.

13 Küspert, P., & Schneider, W. (1999/2018). Hören, lauschen, lernen. Sprachspiele für Kinder im Vorschulalter. Würzburger Trainingsprogramm zur Vorbereitung auf den Erwerb der Schriftsprache. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.

Siehe auch: https://sila.script.lu/sites/default/files/inline-files/BibliographieB.pdf

14 Plume, E., & Schneider, W. (2004). Hören, lauschen, lernen 2. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.

15 Wealer, C. (2019). Early literacy development in a multilingual education context: A quasi-experimental intervention and longitudinal study (Unpublished doctoral dissertation). University of Luxembourg & University of Sheffield, Luxembourg & England.

16 „ […] only phonological awareness, and letter-sound knowledge emerged as unique predictors of all literacy measures. These findings suggest that, despite individual differences, learning to read in a second language may be in many aspects similar to learning to read in a first language." (Wealer, 2019)

17 Schneider, W., Küspert, P., Roth, E., Visé, M., & Marx, H. (1997). Short- and long-term effects of training phonological awareness in kindergarten: Evidence from two German studies. Journal of Experimental Child Psychology, 66, 311-340.

18 Schneider, W., Ennemoser, M., Roth, E., & Küspert, P. (1999). Kindergarten prevention of dyslexia: Does training in phonological awareness work for everybody? Journal of Learning Disabilities, 32, 429-436.

19 Schneider, W., Roth, E., & Ennemoser, M. (2000). Training phonological skills and letter knowledge in children at risk for dyslexia: A comparison of three kindergarten intervention programs. Journal of Educational Psychology, 284-295.

20 Marx, P., Weber, J., & Schneider, W. (2005). Phonologische Bewusstheit und ihre Förderung bei Kindern mit Störungen der Sprachentwicklung. Zeitschrift für Entwicklungspsychologie und Pädagogische Psychologie, 37, 80-90.

21 Weber, J., Marx, P., & Schneider, W. (2007). Die Prävention von Lese-Rechtschreibschwierigkeiten bei Kindern mit nichtdeutscher Herkunftssprache durch ein Training der phonologischen Bewusstheit. Zeitschrift für Pädagogische Psychologie, 21, 65-76.

22 Pfost, M., Blatter, K., Artelt,C., Stanat, P., & Schneider, W. (2019). Effects of training phonological awareness on children's reading skills. Journal of Applied Developmental Psychology, 65, 1-16.

23 Bodé, S., & Content, A. (2011). Phonological awareness in kindergarten: A field study in Luxemburgish schools. European Journal of Educational Psychology, 26, 109-128.

24 „We conclude that early phonological awareness training may be profitably incorporated in kindergarten classroom activities, particularly for at-risk pupils […]." (Bodé & Content, 2011)

25 Moraske, S., Wyschkon, A., Poltz, N., Kucian, K., von Aster M., & Esser, G. (2018). LRS-Prävention bei Risikokindern: Langfristige Effekte bis in die 3. Klasse. Lernen und Lernstörungen, 7(3), 171-183.

26 Blaser, R., Preuss, U., Groner, M., Groner, R., & Felder, W. (2007). Short-, middle- and long-term effects of training in phonological awareness and letter-sound correspondence on phonological awareness and on reading and spelling. Zeitschrift für Kinder- und Jugendpsychiatrie und Psychotherapie, 35, 273-280.

27 Rapport national sur l'éducation au Luxembourg (2018). Luxembourg : SCRIPT/Université du Luxembourg (LUCET).

tions : 42 % des ménages indiquent avoir réalisé des mesures de rénovation énergétique au cours des dix dernières années (TNS ILReS 2020) contre seulement 34 % en 2015.

ad 3) Un inventaire global de tous les bâtiments concernés par une rénovation énergétique n'existe pas à ce jour ; une évaluation de l'impact des rénovations réalisées est faite par un monitoring, tel que décrit ci-dessus (chapitre 3.8.1. LTRS).

Pour les bâtiments résidentiels, il existe des données (Statec) sur le nombre de bâtiments suivant leur type (taille) et année de construction (chapitre 3.1.1. LTRS), ainsi qu'une analyse de la qualité (performance) énergétique des bâtiments (étude de scénarios (Ploss, 2017) résultant dans une typologie de 40 types de bâtiments qui a permis de calculer (évaluer) les besoins en chaleur (chauffage) par type et ainsi d'identifier les potentiels d'économies d'énergie dans le cadre de rénovations énergétiques (chapitre 3.1.3. LTRS).

Le parc immobilier non résidentiel luxembourgeois (à l'exception des bâtiments publics, voir ci-dessous) a jusqu'à présent été analysé de manière beaucoup moins détaillée que le stock de bâtiments résidentiels, mais une analyse similaire est envisagée (chapitre 3.2. et 3.2.8. LTRS).

Concernant les bâtiments publics, l'Administration des bâtiments publics (ABP) entretient un planning pluriannuel qui reprend tous les projets d'envergure d'un budget supérieur à 500.000 euros, y inclus les assainissements énergétiques des bâtiments publics.

Par ailleurs, l'ABP dispose d'environ 330 certificats de performance énergétique de bâtiments fonctionnels et 300 relatifs à des bâtiments d'habitation. Ces certificats offrent un aperçu sur les consommations réelles des bâtiments du patrimoine de l'administration et constituent ainsi une aide dans la détermination des projets d'assainissement énergétique prioritaires.

ad 4) Une vingtaine de projets d'assainissement énergétique sont actuellement en cours d'étude ou d'exécution. Selon le document « Stratégie d'assainissement énergétique du patrimoine de l'État - Addendum mai 2019 » présenté à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics de la Chambre des Députés, les dépenses annuelles dédiées à l'assainissement énergétique sont de l'ordre de 9 millions d'euros.

La directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments oblige les pays membres à assainir 3 % de leurs bâtiments publics ; pour le Luxembourg environ 126.250 m^2 de surface nette de bâtiments occupés par l'État central sont concernés par cette obligation, ce qui signifie une surface nette à rénover entre 2014 et 2020 d'environ 15.750 m^2 ; 18.900 m^2 étaient déjà assainis fin 2018 et un total de 23.000 m^2 assainis sera atteint fin 2020, c.-à-d. que l'objectif des 3 % est largement dépassé.

Le rôle précurseur de l'État, tel que décrit dans le Plan national énergie et climat (PNEC) prévoit l'élaboration d'une stratégie en vue de « bâtiments publics durables et à faible consommation d'énergie » pour les nouvelles constructions et la rénovation de bâtiments existants (ne se limitant pas aux seuls bâtiments occupés par l'État central) afin d'améliorer l'efficacité énergétique et accroître l'utilisation des énergies renouvelables dans les bâtiments publics.

ad 5) Le nombre (taux de rénovation) et la qualité (taux de profondeur de rénovation) des rénovations énergétiques de bâtiments au Luxembourg ne sont pas encore systématiquement et continuellement enregistrés.

Les données les plus précises disponibles actuellement pour les bâtiments résidentiels, sont celles provenant de l'évaluation des subventions étatiques PRIMe House, tout en sachant que la plupart des rénovations réalisées ne sont pas couvertes par des PRIMe House (il n'y a pas d'obligation de demander une subvention PRIMe House en cas de rénovation énergétique).

Une évaluation grossière permet d'estimer un taux de rénovation entre 0,4 et 1,0 % par an pour les bâtiments résidentiels (chapitre 3.1.4. LTRS).

Une estimation sur le taux de profondeur des rénovations réalisées est encore plus difficile, faute de données précises. La plupart des rénovations réalisées sans subventions étatiques PRIMe House (et par conséquent souvent sans conseil en énergie par un expert agréé (myenergy certified) ont probablement été réalisées avec un faible degré de profondeur et seulement un nombre limité de projets de rénovation complète (p. ex. lors de l'achat d'une ancienne maison) atteignent de très bonnes qualités (taux de profondeur) de rénovation (chapitre 3.1.4. LTRS).

ad 6) Tel que demandé par la directive (UE) 2018/844 du 30 mai 2018 modifiant la directive 2010/31/UE concernant la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE concernant l'efficacité énergétique, le Luxembourg a réalisé sa stratégie nationale de rénovation à long terme (LTRS - Long Term Renovation Strategy) au cours de l'année 2019 et 2020, et a communiqué la version finale à la Commission européenne en juin 2020.

Cette stratégie à long terme a été établie en se basant notamment sur les analyses et nombreux échanges qui avaient eu lieu dans le cadre de l'établissement de la stratégie de rénovation énergétique des bâtiments, présentée en 2016.

Le document LTRS est une présentation de l'état actuel de l'analyse du parc immobilier, de l'élaboration de la stratégie et du développement de mesures concrètes, et vise à résumer les considérations faites jusqu'à présent. Les mesures décrites sont en cours de mise en œuvre ou seront mises en œuvre progressivement au cours des prochains mois et années.

L'élaboration d'une méthodologie et d'un outil de suivi concernant la mise en œuvre des mesures identifiées et proposées, qui sont documentées par une fiche standardisée par mesure, font partie intégrante de la LTRS (chapitre 4. LTRS).

ad 7) Dans le cadre du Paquet de relance « Neistart Lëtzebuerg », les aides étatiques PRIMe House, Paquet « Clever wunnen » ont été intensifiées temporairement : +50 % pour la rénovation énergétique et le conseil agréé et +25 % pour les installations techniques favorisant les énergies renouvelables.

Le programme de subventions étatiques PRIMe House, qui reste l'outil le plus important dans le cadre de la promotion des rénovations énergétiques des logements, est actuellement en cours de révision avec l'objectif de le simplifier et de rééquilibrer les aides en tenant compte des évolutions technologiques, afin d'orienter les consommateurs sur des rénovations complètes et les technologies alternatives les mieux adaptées pour décarboniser les bâtiments existants.

ad 8) Un projet de rénovation énergétique, même s'il ne s'agit que d'un seul élément de l'enveloppe thermique du bâtiment (façade, toiture), comporte nécessairement une phase de planification (accompagnée par le conseiller en énergie) au préalable de l'exécution des travaux. Ainsi, pour ce qui est du nombre de subventions accordées, un premier bilan provisoire du succès du Programme « Neistart Lëtzebuerg » pourra être tiré au plus tôt début 2021. Toutefois, un indicateur se prêtant mieux pour évaluer les activités en cours sur le terrain est le nombre de demandes d'accord de principe devant obligatoirement être adressées à l'Administration de l'environnement au préalable des travaux de rénovation. Ainsi, depuis le 1er mai, environ 300 demandes d'accord de principe ont été introduites, contre 200 pendant la même période en 2019.

D'autres indicateurs représentatifs à ce stade sont l'évolution des demandes auprès de myenergy sur les premiers mois suite à l'annonce du Paquet « Clever wunnen ». En comparaison avec l'année 2019, le nombre de contacts (hotline, conseils de base en énergie (gratuits) réalisés par myenergy, a été multiplié par un facteur de 2,5 pour les mois de juin à septembre.

Question 2975 (12.10.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **localisation mobile avancée (AML) :**

Selon un article paru au journal « Paperjam » en septembre 2019, le Code européen des communications obligerait les États de mettre en place la localisation mobile avancée (AML en anglais) avant fin 2020. Ce système prévoirait que la connexion wi-fi et les services de localisation du téléphone s'activent automatiquement lors d'un appel au 112, lequel recevrait un SMS contenant l'emplacement de l'appelant.

Selon les affirmations du porte-parole du CGDIS dans le même article, le système serait techniquement prêt à être implanté au sein du central des secours d'urgence (112) du CGDIS, en attente des obstacles juridiques et administratifs à surmonter.

Selon mes informations, ce système n'est pas encore activé à l'heure actuelle au sein de la central des secours d'urgence (CSU).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que ce système n'est pas encore activé au sein du CSU ?

- Si tel est le cas, quelles sont les raisons qui empêchent l'activation de système ?

- Si tel est le cas, dans quel délai, afin de respecter les délais légaux, Madame la Ministre envisage-t-elle l'activation dudit système ?

Réponse commune (12.11.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

La localisation des appelants au numéro d'urgence 112 est à ce jour possible par le biais des données de localisation du réseau qui sont peu précises, notamment pour les appels téléphoniques mobiles. En complément, et conformément aux dispositions de la directive européenne (UE) 2018/1972[28], le CGDIS a déjà mis en place des technologies qui permettent aux utilisateurs de transmettre leurs données de localisation recueillies par leur appareil, par le biais d'applications, et plus particulièrement celle de « GouvAlert », ou encore via l'envoi d'un lien par SMS par le central des secours d'urgence (CSU) aux appelants, qui leur permettra d'être localisés.

Depuis 2016, il existe une nouvelle technologie dans les systèmes d'exploitation des téléphones mobiles. Il s'agit de l'AML (Advanced Mobile Localisation ou localisation mobile avancée), une technologie qui a été déployée dans certains États membres de l'Union européenne (UE), mais pas encore au Luxembourg. L'AML permet la localisation d'un appelant au 112 à partir de son appareil mobile sans autre intermédiaire.

Conformément à l'article 109, paragraphe 6 de la directive précitée, le fait de disposer de ces informations sera généralisé au sein de l'Union européenne.

L'arrêt n° C-417/18[29] de la Cour de justice de l'Union européenne du 5 septembre 2019 confirme que les critères relatifs à la précision et à la fiabilité des informations de localisation de l'appelant doivent assurer, dans les limites de la faisabilité technique, une localisation de la position de cet appelant aussi fiable et précise que nécessaire pour permettre aux services d'urgence de lui venir utilement en aide.

Dans ce contexte les directions concernées au sein du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) ont dès 2018 entrepris les démarches pour la mise en place des technologies nécessaires au CSU 112. Par ailleurs, suite à des échanges dès mars 2019, un projet de loi[30] a été déposé le 20 février 2020 par le Ministre ayant les Communications et les Médias dans ses attributions, qui est toujours dans la procédure législative.

Actuellement, les systèmes de réception et d'exploitation des données AML sont installés et testés avec la société en charge de l'implémentation technique au CGDIS, les fournisseurs de télécommunication mobile au Luxembourg ainsi qu'avec les entreprises Google et Apple. Ces dernières proposent les services AML par le biais de leurs systèmes d'exploitation pour smartphones (Android et IOS).

Dès que la loi précitée entre en vigueur, les services AML pourront être implémentés au Luxembourg.

Question 2976 (12.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **« Public-private-Partnerships » (PPP) des communes :**

Selon nos informations, des conventions sous la forme d'un contrat de bail avec option d'achat, présentées comme Public-private-Partnerships (PPP), ont été soumises à l'approbation de Madame la Ministre de l'Intérieur par différentes communes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Ces conventions ont-elles été approuvées par Madame la Ministre ?

- Est-ce qu'un tel PPP est conciliable avec l'esprit et le texte de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics respectivement avec la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics ? Dans l'affirmative, sur quelle base légale ?

- Est-ce qu'au vu de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (quatrième chambre) du 24 octobre 2009 relatif à un contrat de location entre une entité publique et un entrepreneur privé portant sur la location à la première d'un immeuble à construire par la seconde, l'approbation de telles conventions paraît-elle autorisable à Madame la Ministre ?

- Est-ce que les seuils prévus par les dispositions des articles 4 et suivants de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE ont été respectés par les contrats ?

Réponse (12.11.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Selon l'article 173ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, les communes et syndicats de communes ne peuvent conclure des conventions que lorsque celles-ci ne sont pas contraires à la législation relative aux marchés publics et si leur objet est d'intérêt communal. C'est ainsi que toute convention portant sur une quelconque forme de partenariat entre les communes et les entités assimilées d'un côté et les opérateurs économiques de l'autre ne peut avoir comme objectif de contourner les règles applicables à la passation des marchés publics, quelle que soit la structure de l'arrangement contractuel conclu entre les parties.

De tels arrangements ont déjà été approuvés dans le passé lorsque, après un contrôle de la légalité, il a été conclu que les contrats en question sont conformes à la législation en vigueur et poursuivent un objectif d'intérêt communal.

Le contenu d'un contrat de bail avec option d'achat présenté comme PPP peut fortement varier d'une situation à l'autre, de sorte qu'il devient nécessaire d'analyser à chaque fois les spécificités du cas d'espèce présenté. Pouvant s'agir de contrats mixtes portant sur des prestations de natures différentes dont certaines peuvent ne pas relever du champ d'application de la législation relative aux marchés publics, l'objet principal de l'opération est susceptible de déterminer le régime juridique applicable à l'opération entière. Cette analyse se fait sur base des informations transmises par l'administration communale concernée dans le cadre du contrôle de légalité.

L'arrêt du 29 octobre 2009 de la Cour de justice de l'Union européenne mentionné dans la question parlementaire sous objet, illustre l'analyse qui doit être effectuée au cas par cas, en considération des circonstances de chaque cas d'espèce. Dans l'affaire toisée le 29 octobre 2009, la Cour de justice a retenu qu'en cas de contrat de location d'un immeuble à construire, dont la construction n'avait pas encore été entamée, « le contrat ne pouvait pas avoir comme objectif immédiat la location d'immeubles ». Par conséquent, la Cour a décidé que l'élément déterminant aux fins de la qualification d'un marché est l'objet principal de celui-ci, ce qui représentait dans le litige en question la construction des ouvrages. En l'espèce, la réalisation de cette construction répondait à la définition de marché public de travaux, dans la mesure où « l'ouvrage (a été) réalisé conformément aux besoins précisés par le pouvoir adjudicateur ». Ce critère découlait de la définition de marché public de travaux, telle que contenue à l'article 1er point a) de la directive 93/37 ; critère repris en substance par les directives successives. Les critères tels que dégagés par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne sont pris en compte par mes services, lors de l'analyse des dossiers présentés, de même que l'incidence des seuils européens.

Question 2977 (12.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **démolition d'immeubles :**

Bestoend Haiser duerch Renovatioun, Restauratioun an/oder energeetesch Optimiséierungen ze erhalen huet de Virdeel, dass vun der bestoender Bausubstanz profitéiert gëtt, ouni dass duerch en Ofrëss grouss Quantitéiten u Bauschutt ufale géifen. Zousätzlech ginn och eng ganz Rei Zäregasemissiounen agespuert, déi bei engem Neibau ufale géifen, a jee no Fall kann et och sinn, dass d'Erhale vun engem Haus zu der Konservatioun vum Patrimoine bäidroe kann.

Den Ëmweltimpakt vum Konstruktiounssecteur war och der Regierung bewosst, wéi si 2018 an hirem Koalitiounsaccord festgehalen hat, dass:

« Le secteur immobilier et de la construction ne consomme pas seulement une part significative des combustibles fossiles, mais aussi des matériaux de construction fossile. »

D'Erhale vun existéierender Bausubstanz spillt deemno net nëmme virum Hannergrond vum Denkmalschutz, mee och am Kontext vun der nohalteger Entwécklung eng zentral Roll.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Minister fir Kultur, der Madamm Inneminister, dem Här Minister fir Wunnéngsbau an der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gebaier goufe pro Joer iwwert déi lescht zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt? Wéi villen ofgerappte Wunnunitéiten entspriechen dës Zuele pro Joer?

2. Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer op Terraine gebaut, op deene virdru schonns e Gebai stoung, wat am Viraus huet missten ofgerappt ginn? Wéi villen nei geschaafte Wunnunitéiten entspriechen dës Zuele pro Joer?

3. Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt, déi no bezéiungsweis am Joer 1985 gebaut goufen?

Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt, déi virun 1985 gebaut goufen?

---

[28] Directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (refonte).

[29] https://curia.europa.eu/jcms/jcms/p1_2373757/fr/

[30] Projet de loi n° 7526 portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle

Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt, déi virun 1950 gebaut goufen?

Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt, déi virun 1930 gebaut goufen?

Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt, déi virun 1900 gebaut goufen?

4. Falls dem Ministère déi gefroten Zuelen net virleien: Op wéi eng Zuele stëtzt de Ministère seng Nohaltegkeetspolitik am Beräich vum Logement a wéi suivéiert de Ministère de potenzielle Verloscht u Patrimoine immobilier?

Réponse commune (17.11.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Déi gefroten Zuele kënne leider net geliwwert ginn, well dozou keng statistesch Donnéeën erhuewe ginn.

Wat d'Erhale vun existéierender Bausubstanz virum Hannergrond vum Denkmalschutz ugeet, sou ass d'Potenzial vu bewunntem a bewunnbarem Patrimoine zu Lëtzebuerg grouss. Bei der Bestëmmung vu schützenswäerte Gebaier iwwer d'PAGe vun de Gemenge konnt de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) zum Beispill ronn 27.000 Gebaier identifizéieren, déi zum groussen Deel schonn als Wunnraum déngen oder a Form vu Scheieren, Ställ an Depote bestinn, déi a Wunnraum ëmgewandelt kéinte ginn. Dozou kommen nach déi vill industriell Frichen uechtert d'Land. De gesetzleche Kader gesäit iwwerdeems substanziell finanziell Hëllefe fir esou Projete vir. Wat d'Energieeffizienz vun denkmalgeschützte Gebaier ugeet, konnt den SSMN an de leschte Joren eng Expertis opbauen a ka Léisunge virschloen, déi am Aklang mat der historescher Bausubstanz sinn.

Question 2978 (12.10.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **Tilidine :**

En Allemagne, le médicament Tilidine, un analgésique opioïde synthétique, est de plus en plus populaire auprès des jeunes. Ainsi, 100.000 doses journalières furent prescrites aux jeunes de 15 à 20 ans en 2017. En 2019, se taux s'élevait déjà à 3.000.000 doses journalières.

La Tilidine, en tant qu'opioïde fort, peut rendre dépendant et provoquer des effets secondaires non négligeables, tels que du vertige, du vomissement, des maux de têtes, etc.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelle est l'évolution des prescriptions d'analgésiques opioïdes, et surtout de la Tilidine, aux jeunes de 15 à 20 ans sur les dix dernières années au Luxembourg ?

2) Existe-t-il des chiffres sur les hospitalisations liées à la consommation des médicaments opioïdes sur les dix dernières années, ventilées par groupe d'âge ?

3) Depuis le 15 avril 2020, les ordonnances de Tramadol sont limitées en France à trois mois au lieu d'un an, afin de lutter contre le mésusage de ce médicament. Quelles sont les limites d'ordonnances de médicaments opioïdes au Luxembourg ? Monsieur le Ministre, juge-t-il utile de changer les durées maximales des ordonnances d'analgésiques opioïdes au Luxembourg ?

4) Madame la Ministre, quel est l'état d'avancement du « Plan d'action national en matière de drogues et de leurs corollaires 2020-2024 » ?

Réponse commune (12.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) La Tilidine est un analgésique opioïde synthétique d'usage similaire à celui de la morphine. Elle est utilisée dans le traitement de la douleur modérée à forte, aigue ou chronique. Elle est vendue au Luxembourg sous le nom de Valtran (Valtran gouttes ou Valtran retard comprimés). Le médicament Valtran est une combinaison de deux substances actives, le chlorhydrate de Tilidine et le chlorhydrate de Naloxone. La Naloxone est un composé polycyclique complexe et le principal antagoniste des récepteurs de la morphine.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ces chiffres ne tiennent compte que des médicaments vendus dans les pharmacies publiques à la population protégée résidente. De manière générale les médicaments administrés à un patient lors de son séjour/passage hospitalier ne sont pas considérés car ces frais sont directement pris en charge par la Caisse nationale de santé via les frais variables des hôpitaux.

ad 2) Il n'est pas possible de donner une réponse fiable à cette question comme la qualité des données sur les diagnostics principaux des hospitalisations sur les dernières années n'a pas de force probante. Pour le futur, grâce à l'introduction de la documentation hospitalière, des analyses plus poussées seront possibles.

ad 3) Les produits opioïdes sont enregistrés au Luxembourg sous l'un des deux modes de dispensation suivants :

- « S » pour les stupéfiants, pour lesquels les prescriptions sont limitées à 7 jours maximum sauf dérogations prolongeant cette durée à 21 jours ;

- « RR » pour non renouvelable. Le renouvellement de la délivrance d'un médicament soumis à prescription médicale non renouvelable n'est autorisé que dans la mesure où le prescripteur en a fait mention expresse sur l'ordonnance[31].

Le médecin adapte la prescription à son patient dans le cadre de sa liberté thérapeutique.

ad 4) Le Conseil de Gouvernement a avalisé la stratégie nationale en matière d'addictions et le Plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires dans sa séance du 9 octobre 2020, ce qui permettra son déploiement.

Question 2979 (13.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **échanges internationaux concernant l'autorisation d'exercer des médecins :**

D'Verhältnis tëscht engem Patient an engem Dokter ass ee ganz sensibelt. E Patient muss sengem Dokter vertrauen, a grad wann et ëm méi schwéier Krankheeten oder Verletzunge geet, souguer heiansdo säi Liewen am Operatiounssall an d'Hänn vu sengem Dokter leeën.

Fir ze verhënneren, dass Dokteren, déi sech duerch schlëmmt Feelverhale strofbar gemaach hunn, nach Patiente behandele kënnen, kann de Gesondheetsministère zu Lëtzebuerg den Dokteren hir Approbatioun entzéien, falls et zu engem grave Feeler bei der Behandlung vun engem Patient koum.

Änlech Prozedure ginn et och am Ausland an eigentlech informéieren d'Länner aus der EU sech och géigesäiteg doriwwer, wéi eng Dokteren hir Approbatioun verluer hunn.

Wéi RTL 5 Minutes den 12. Oktober 2020 gemellt huet, soll et aktuell awer e Gynekolog ginn, deen hei zu Lëtzebuerg schafft, obwuel hien a Frankräich wéinst engem grave Feeler net méi exerzéieren dierf.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. Ass der Madamm Ministesch de genannten Artikel aus der Press bekannt an huet si Kenntnis vun de Virwërf, déi opgeworf ginn? Ass et richteg, dass zu Lëtzebuerg eng oder méi Persounen als Dokter schaffen, déi an anere Länner kee Recht méi hunn, hire Beruff ze exerzéieren?

2. Kann d'Madamm Ministesch erklären, wéi et dozou komme kann, dass Dokteren, déi am Ausland hir Approbatioun verluer hunn, zu Lëtzebuerg nach schaffe kënnen?

3. Feelt et, der Aschätzung vun der Ministesch no, un harmoniséierte Prozeduren, fir e feelerfräien internationalen Informatiounsaustausch ze garantéieren a Fäll, wou Dokteren hir Approbatiounen entzu kréien?

4. Wéi wëllt de Gesondheetsministère den internationalen Informatiounsaustausch am Kontext vun den Approbatioune fir Medezinner verbesseren?

5. Falls d'Informatiounen aus dem RTL-Artikel zoutreffe sollten: Wéi wäert de Gesondheetsministère reagéieren? Wäert de betraffenen Dokter nach weiderhin zu Lëtzebuerg schaffe kënnen?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsministère huet Kenntnis vun deem genannten Artikel an der Press an huet och direkt reagéiert an deem Sënn, datt e sech emgeeënd mam Collège médical, der Autorité disciplinaire vun de Medezinner, a Verbindung gestallt huet, fir eng Enquête unzefroen. Déi Enquête ass aktuell nach um Lafen an de Gesondheetsministère waart op en definitiven Avis vum Collège médical, deen zurzäit mat de franséischen Autoritéiten a Kontakt ass. Wéinst dem Secret vun der Instructioun ass et momentan net méiglech, méi Detailer dozou ze ginn. Et ass ze ënnersträichen, datt de Collège medical direkt eng ganz extensiv Analys vun der Situatioun gemaach huet, am Sënn vun der Sécherheet vun de Patienten. Soubal den definitiven Avis vum Collège médical virläit, wäert de Gesondheetsministère eng Decisioun huelen, wéi et mam betraffene Medezinner weidergeet.

Well zurzäit weeder an dësem Fall nach an engem anere Fall d'Situatioun sech presentéiert huet, datt e Medezinner, deen zu Lëtzebuerg exerzéiert, no dem Ausstelle vu senger Autorisation d'exercer zu Lëtzebuerg säin Droit d'exercer am Ausland komplett an definitiv verluer huet, ass et nach net zu dem Ëmstand komm, deen den honorablen Deputéierte beschreift. Fir sou Fäll awer virzebeugen, analyséiert de Gesondheetsministère zurzäit, wéi eng nei gesetzlech Reegel kéint an deem Fall gräifen, fir datt eng komplett an definitiv Radiatioun am Ausland d'office kéint zu enger Radiatioun zu Lëtzebuerg féieren.

Um europäeschen Niveau gëtt et eng Plate-forme d'échange, genannt Internal Market Information System (IMI), wou Informatiounen zwëschent de Memberstaate vun der UE ausgetosch ginn, ënner anerem iwwer Decisiounen am disziplinareschen a strofrechtleche Beräich betreffend Medezinner an aner Gesondheetsberuffer. Et ass an der Verantwortung vun den zoustännegen Autoritéiten aus de jeeweilege Memberstaaten, déi Plattform ze alimentéieren. Duerch déi elementär Prinzippie vum Droit de la défense ass et natierlech och just méiglech, definitiv Decisiounen op der IMI-Plattform weiderzereechen. Dësen Ëmstand bréngt noutgedrongen e gewëssenen Decalage mat sech zwëschent der Revelatioun vun Informatioune rondrëm enger Enquête am Ausland an der Meldung vun der finaler Decisioun op der IMI-Plattform.

Question 2981 (13.10.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **port du masque :**

An de Covidgesetzer goufen eng Rei Dispositioune festgeluecht, déi dozou bäidroe sollen, d'Ustiechungsgefor duerch de Virus ze miniméieren. Ënnert dësen Dispositioune fënnt een ënner anerem och d'Maskeflicht erëm. D'obligatorescht Droe vun der Mask ass eng staark ëmstridde Moossnam a gëtt vu Land zu Land ënnerschiddlech beurteelt a gehandhaabt - esouguer bannent dem Land ka sech dëst änneren, jee no Staat oder Institutioun. Zu Lëtzebuerg steet „social distancing" an „Net ouni meng Mask" op alle Fall op der Dagesuerdnung a wierkt sech op den Alldag vu ganz ville Mënschen aus.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Aarbechtsminister gär follgend Froe stellen:

1. Grad ewéi d'WHO hat sech och de Robert Koch-Institut laang géint eng allgemeng Maskeflicht ausgeschwat. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt den RKI eréischt méi spéit vermëttelt huet, datt wa symptomfräi Mënschen als Virsuerg eng Mask droen, de Risiko vun enger Iwwerdroung vu Viren op aner Mënsche méiglecherweis kéint verréngert ginn, datt et dofir allerdéngs keng wëssenschaftlech Beleeger géing ginn? Wa jo, wéi huet sech d'Beweislag an der Tëschenzäit entwéckelt?

2. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt grad déi einfach Kottengsmaske Viren net zeréckhale kënnen - scho guer net beim Houschten -, well d'Pore vum Stoff méi grouss sinn ewéi de Virus selwer an d'Mask de Virus domat ongehënnert duerchléisst?

3. Ginn et Recommandatiounen, wéini, wéi heefeg an/oder no wéi vill Zäit een d'Mask wiessele soll, fir ze verhënneren, datt ee senger Gesondheet duerch d'Bildung vu Pilz an d'Uräichere vu Bakterien an der Mask schuet ?

4. Vill Leit hunn esouguer eng Mask un, wa si eleng am Auto sëtzen oder op Plazen ënnerwee sinn, wou praktesch keng aner Leit sinn. Sollt de Gesondheetsministère net och Recommandatiounen erausginn, wéini op d'Droe vun enger Mask sollt ganz verzicht ginn, zum Beispill well méiglech negativ Niewewierkunge bedeitend méi warscheinlech sinn ewéi déi eventuell Virdeeler?

5. Kann een allgemeng dovun ausgoen, datt iwwer hire prakteschen Notzen eraus d'Masken eng anxiogène Wierkung an der Gesellschaft kéinten entwéckelen, déi disproportionéiert zu dem reellen Ustiechungsrisiko ass? Wa jo, vu wéi engem Punkt u géing d'Regierung hir Recommandatiounen iwwert d'Droe vu Masken eventuell iwwerpréiwen, preziséieren, reduzéieren oder ganz revidéieren?

6. Ëmmer méi heefeg an op ënnerschiddleche Plaze melle sech medezinnescht Fachpersonal, Dokteren a Wëssenschaftler zu Wuert, déi viru méigleche Schied an Niewewierkungen duerch e falscht an net zweckgemëisst Droe vun der Mask warnen (rezent nach bei eise belschen Noperen). Esou soll zum Beispill d'Sauerstoffzoufuer behënnert ginn an doduerch Sauerstoffmangel entstoen, dee schonn no nëmmen e puer Minutten negativ Auswierkungen op verschidde mënschlech Nervenzellen huet, wouduerch laangfristeg irreparabel Schied entstinn. Wéi dat esou dacks bei esou Diskussiounen de Fall ass, behaapten aner Fachleit den exakte Géigendeel. Ass d'Madamm Minister a Kenntnes vun esou Warnungen an esou Diskussiounen tëschent medezinneschen Experten? Wa jo, huet si schonn de Kontakt zu medezinneschen Experte gesicht, fir dëst ofzeklären? U wien huet d'Madamm Minister sech heifir gewant?

7. Ass et richteg, datt Operatiounssäll an de Spideeler mat engem spezielle System ausgestatt sinn, dee fir eng prezis Fiichtegkeets-/Temperaturreegelung mat entspriechend kontrolléiertem Sauerstofffloss suergt, fir déi duerch d'Mask beträchtegt Ootmung a Sauerstoffzoufuer auszegläichen?

8. Huet d'Madamm Minister Kenntnesser iwwert den CO_2-Gehalt, dee beim Droe vun der Mask produzéiert an (op d'mannst zum Deel) zwangsleefeg och réckgeotemt gëtt? Wou läit, der medezinnescher Wëssenschaft no, den toxikologesche Grenzwäert beim Anootme vun CO_2, vun deem un et gesondheetsschiedlech a geféierlech fir de Mënsch gëtt - besonnesch dann, wann een deem iwwert e längeren Zäitraum ausgesat ass? Wéi eng aner negativ gesondheetlech Effekter kënnen entstoen, zum Beispill duerch d'Anootme vu Bakterien oder Pilzen, déi sech an de Maske kënnen usammelen?

9. Eng Rei vu Persoune mussen och bei ustrengenden, hekteschen a kierperlechen Aarbechten (z. B. an der Educatioun, der Gastronomie oder an der Konstruktioun asw.) iwwer méi laang Perioden eng Mask undoen. Wär et net néideg, och fir déi Leit spezifesch Recommandatiounen erauszeginn, déi potenziell Niewewierkunge kéinte miniméieren? Ass d'Madamm Minister dofir a Kontakt mat dem Aarbechtsministère? Gëtt et dozou Revendicatiounen aus deene betraffene Secteuren oder vun der Säit vun de Gewerkschaften? Gëtt et aarbechtsrechtlech Dispositiounen am Kontext vum Otemschutz, déi och am Kader vun de Covidmaske missten applizéiert ginn?

10. Ass d'Madamm Minister a Kenntnes iwwer dermatologesch Niewewierkungen, déi d'Droe vun der Mask, besonnesch och d'Droen iwwer e längeren Zäitraum, verursaache kann?

11. Ass d'Madamm Minister a Kenntnes iwwer physesch a psychesch Niewewierkungen, déi d'Droe vun der Mask, besonnesch och d'Droen iwwer e längeren Zäitraum, verursaache kann?

12. Wéi eng Konsequenzen huet d'Droe vu Masken op déi geeschteg Gesondheet bei jonke Leit, déi fir geméinlech vill sozial Interaktiounen hunn, zum Beispill an de Schoulen?

13. Huet d'Madamm Minister Kenntnesser iwwer eng méiglech Gefor, datt d'Droe vun der Mask am Alldag zur Vereinsamung bäidroe kann, ganz besonnesch bei Leit, déi schonn net vill Kontakter hunn an/oder an Heemer wunnen? Wéi steet d'Madamm Minister dozou? Gëtt et dozou aktuell psychologesch oder psychiatresch Etüden?

14. D'Covidrestriktiounen, déi schonn zënter ville Méint gëllen, gesinn eng Aschränkung a Limitatioun vun de soziale Kontakter am Alldag vir, an d'Leit sinn ugehalen, eng Mask unzedoen an/oder och physesch Distanzen anzehalen. D'Mask verstoppt dat halleft Gesiicht, esoudatt een doriwwer d'eegen Emotioun weeder vermëttelen nach déi vum Géigeniwwer liese kann. Dëst alles ka schliisslech och zu enger emotionaler Distanz féieren. Gesäit d'Madamm Minister eng Gefor doran, datt dës Moossnamen zur Vereinsamung bäidroe kënnen, ganz besonnesch bei Leit, déi schonn net vill Kontakter hunn an/oder an Heemer wunnen?

15. Et ass mir zu Ouere komm, esouwuel vu Gesondheets- a Fleegepersonal ewéi och vu betraffene Familljen, datt déi Restriktioune sollen dozou gefouert hunn, datt scho vill vun deenen eelere Leit, déi an engem Heem liewen, vereinsamen an esouguer opgehalen hunn ze schwätzen. Ass d'Madamm Minister am Kontakt mat Institutioune vun dëser Aart, fir sech e Bild vun den Entwécklungen am Hibléck op d'Auswierkunge vun de Restriktiounen ze maachen? Kann d'Madamm Minister déi beschriwwe Situatioun an den Heemer bestätegen?

16. Wann d'Masken, der Meenung vun der Regierung no, sollten eng Wierkung géint Viren hunn (cf. supra, Fro N° 2), wëllt si dann an Zukunft un enger Maskeflicht festhalen, fir och géint aner Viren oder Grippeviren eng gesellschaftlech Barriär anzeféieren? Ass d'Maskeflicht covidspezifesch? Wëllt d'Regierung no der Aféierung vun enger Impfung géint Covid oder anere Medikamenter oder engem méi niddregen Ustiechungstaux d'Maskeflicht nees ofschafen, ouni Risiken duerch aner Viren ze considéréieren? Ass d'Regierung bereet, en Engagement ze huelen, datt no der Covidsituatioun all Obligatioun fir Masken unzedoen integral ofgeschaaft gëtt?

Réponse commune (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

D'Lëtzebuerger Regierung prekoniséiert keng allgemeng Maskeflicht, mee eng selektiv Maskeflicht,

[31] Règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments

wann een d'Distanz vun zwee Meter net anhale kann (z. B. a Geschäfter oder am ëffentlechen Transport). Et gëtt entre-temps ganz kloer wëssenschaftlech Beweiser, dass d'Droe vu Masken an d'Ofstandsreegelen effikass sinn, fir de Covid-19 ze vermeiden. (Referenzen: Physical distancing, face masks, and eye protection to prevent person-to-person transmission of Sars-CoV-2 and Covid-19: a systematic review and meta-analysis. D.K Chu et al. Lancet 2020, June 27, 395(10242): 1973-87, an Strong impact of closing schools, closing bars and wearing masks during the Covid-19 pandemic: results from a simple and revealing analysis. P. Matzinger & J. Skinner, medRxiv 2020, Sep 28: preprint).

Déi einfach Kottengsmaske sinn awer manner effikass wéi déi professionell „masques chirurgicaux", mee ganz kloer besser wéi keng Mask (Referenz: Efficacy and use of cloth masks: a scoping Review. M. Jain et al. Cureus 2020, Sep 13;12(9): e10423).

Et gëtt recommandéiert, eng Mask net méi laang wéi véier Stonnen ze droen. Et soll ee se och changéieren, wa se fiicht ginn ass. Et kann ee se awer dréchne loossen an dono erëm benotzen (Recommandatioun vun dem ECDC an der WHO).

Et mécht effektiv kee Sënn, eng Mask ze droen, wann een eleng ass. D'Regierung huet dat och ni recommandéiert.

Et kann ee sech duerchaus virstellen, dass verschidde Leit Angschtgefiller beim Droe vun enger Mask kréien. Dat reduzéiert hir Effikassitéit an der Preventioun vun der Infektioun awer net a soll net dozou féieren, dass ee keng Maske méi benotzt. Et muss een dëse Problem vun Angscht dann aneschter ugoen (Referenz: The association between physical and mental health and face mask use during Covid-19 pandemic: a comparison of two countries with different views and practices. C. Wang et al. Front Psychiatry 2020, Sep 9; 11: 569981).

D'Ausso, dass déi normal Mask de Sauerstoffgehalt géif erofsetzen, huet absolutt keng medzinnesch Begrënnung oder Beweis.

D'Loft an den Operatiounssäll ass effektiv kontrolléiert op Fiichtegkeet an Temperatur, mee net op de Sauerstoffgehalt, well dat net néideg ass, och wann d'OP-Personal Masken dréit. Hei handelt et sech och erëm ëm eng falsch Informatioun.

Beim CO_2-Gehalt ass d'Situatioun e bëssen anescht. Leit, déi schwéier Longekrankheeten hunn, kënnen hiren CO_2-Gehalt am Blutt erhéijen, wa si eng Mask droen. Dëst ass rar bei den normale Masken a méi markéiert bei den FFP2-Masken, déi vill méi dicht sinn. Dofir ass jo och am Gesetz virgesinn, dass Leit mat Krankheeten, wou d'Droe vum Mask net méiglech ass, dëst och net ze maache brauchen. Et gëtt keng kloer wëssenschaftlech Erkenntnisser, dass de Mask Problemer mat Bakterien oder Pilze provozéiert (Referenz: Face masks: benefits and risks during the Covid-19 crisis. C. Matuschek et al. Eur J Med Res 2020, Aug 12; 25(1): 32).

Laut den Dispositioune vum Aarbechtsgesetzbuch ass den Employeur verpflicht, d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Mataarbechter an allen Aspekter vun der Aarbecht ze garantéieren.

Laut dem Art. 1er, alinéa 1er, Punkt 4 vun der „loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19", muss d'Personal aus dem Secteur vun der Horeca, dat an direktem Kontakt mam Client ass, eng Mask oder soss e Mond- an Nueseschutz undoen.

Am Secteur vun der Konstruktioun mussen d'Aarbechter e Mask oder soss e Mond- an Nueseschutz undoen, wann eng Distanz vun op d'mannst zwee Meter net respektéiert ka ginn. Dat selwecht zielt am Secteur vun der Educatioun, ausser fir d'Kanner, déi nach keng sechs Joer al sinn.

Et gëtt keng aarbechtsrechtlech Dispositiounen am Kontext vum Otemschutz, déi eng maximal Dauer, fir d'Covidmask unzedoen, géif virgesinn.

Et ass wouer, dass e Mask ze droen net onbedengt agreabel ass, besonnesch wann een domat schaffe muss. Et ass awer erstaunlech, dass säit iwwer honnert Joer, wou Masken am Gesondheetssecteur benotzt ginn, ni een do e Problem gesinn huet bei Leit aus dësem Beräich, déi oft stonnelaang bei der Aarbecht Masken droen a schwéier kierperlech Aarbecht maachen, an elo plëtzlech do ee Problem soll sinn an der Educatioun, der Gastronomie oder der Konstruktioun, an dofir aarbechtsrechtlech Dispositioune solle spillen.

Dermatologesch Problemer kënne bäi Irritatiounen oder allergesche Reaktiounen a verschiddene Fäll entstoen. Dëst ass erëm besonnesch bei FFP2-Masken de Fall, mee kënnt och bei einfache Maske vir (Referenz: Surgical mask dermatitis caused by formaldehyde (releasers) during the Covid-19 pandemic. O. Aerts et al. Contact Dermatitis, 2020 Aug; 83(2):172-3).

Wéi d'Droe vun engem Mask op d'mental Gesondheet Afloss huet, ass nëmmen deelweis gewosst. Dëst hänkt och ganz vill vun der sozialer Akzeptanz vun der Mask of. Dëst ass ofhängeg vun der jeeweileger Kultur. An Asien ass dës Gewunnecht wäit akzeptéiert, bei eis ass dat historesch net de Fall. Et ass och kloer, dass de Mënsch gewinnt ass, d'Gesichtsausdréck vun anere Leit stänneg ze interpretéieren. Dëst fält natierlech duerch de Mask fort a mécht a verschiddene Situatiounen d'sozial Aktivitéite méi schwéier. Ob dëst elo direkt Konsequenzen op Kanner oder eeler Leit huet, ass nach net ausféierlech studéiert ginn.

De Familljeministère huet reegelméissege Kontakt mat den eenzele Gestionnairë vun den Alters- a Fleegeheemer a mat der COPAS, hirem Daachverband.

All Mënsch brauch Ureizer a Stimulatioun vu senge physeschen, psycheschen a kognitive Fäegkeeten, fir dës kënne weiderzeentwéckelen oder ze erhalen. Wärend dem Confinement, wou de Besuch duerch Familljememberen an den Alters- a Fleegeheemer deelweis net méiglech war, huet d'Fleege- an Encadrementspersonal ganz vill Efforte gemaach, fir dëse Manque opzefänken. D'Gestionnairë waren deelweis ganz kreativ, wann et drëm gaangen ass, een Aktivitéiteprogramm fir Kapp a Geescht fir hir Bewunner ënner schwierege Konditiounen op d'Been ze stellen oder de Kontakt mat der Famill iwwer Telefon oder Videoappellen oprecht ze halen.

Am Alter ass déi kognitiv Stimulatioun nach méi wichteg, well den natierlechen Ofbau vun dëse Capacitéiten nach méi séier geet wéi bei méi jonke Generatiounen. Et konnt awer bis elo keng generell Relatioun tëscht Vereinsamung an dem Confinement an den Alters- a Fleegeheimer gemaach ginn.

D'Maske vermeiden am Allgemengen d'Infektiounen iwwert d'Otemweeër. A verschiddene Länner ass d'Droe vun enger Mask, wann ee krank oder wann ee bei ville Leit ass, eng Normalitéit. An Europa war dat bis elo net üblech a sozial manner akzeptéiert. Et ass duerchaus méiglech, dass dëst duerch d'Covid-19-Kris elo anescht gëtt an dass et sozial akzeptabel gëtt, a verschiddene Fäll, op fräiwëlleger Basis, e Mask ze droen. Et ass awer net virgesinn, op laang Dauer eng Maskeflicht ze behalen.

Question 2982 (13.10.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **stratégie à long terme en matière de lutte contre le réchauffement climatique :**

Le règlement 2018/1999 de l'Union européenne sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat oblige les États membres à soumettre jusqu'au 1er janvier 2020 leurs stratégies nationales respectives de lutte contre le réchauffement climatique à long terme. Or, une telle stratégie n'a pas encore été présentée par le Gouvernement luxembourgeois et ne se trouve pas non plus sur le portail en ligne de la Commission européenne.

Suivant le règlement précité, les plans nationaux en matière d'énergie et de climat pour 2030 (PNEC) doivent être compatibles avec la stratégie à long terme imposée par le règlement européen. Pourtant, le PNEC a déjà été publié et a été adopté par le Gouvernement en conseil en l'absence d'une stratégie à long terme.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) La stratégie à long terme a-t-elle déjà été élaborée ?

2) Dans l'affirmative, quand est-ce qu'elle sera présentée au public et ensuite envoyée à la Commission européenne ?

3) Dans la négative, comment Madame la Ministre explique-t-elle le retard, sachant que la mise en œuvre d'une stratégie et de mesures efficaces est urgente au vu du défi que nous pose le dérèglement climatique ?

4) Le Gouvernement mettra-t-il en place une procédure de participation citoyenne dans le cadre de l'élaboration de la stratégie telle que la prévoit le règlement précité ?

Réponse (16.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, avec le concours de l'ensemble des autres ministères concernés, est en train de finaliser l'élaboration du projet de stratégie nationale à long terme en matière d'action pour le climat du Luxembourg. Celle-ci vise à identifier les principaux champs d'action et mesures stratégiques requis pour réussir la transition vers la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard, objectif à long terme que le Gouvernement propose d'ancrer également dans la future loi relative au climat. Le projet de stratégie fera prochainement l'objet d'une consultation publique, conformément aux exigences de la réglementation communautaire. Même si sa soumission au secrétariat de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques risque d'être reportée à début 2021, la stratégie du Luxembourg aura le mérite d'intégrer les réflexions de la Commission européenne contenues dans sa récente communication intitulée « Accroître les ambitions de l'Europe en matière de climat pour 2030 ».

Question 2983 (13.10.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **P&R à la gare de Bascharage-Sanem :**

Me référant à l'article « Geduldsprobe steht bevor », paru dans le « Luxemburger Wort » du 8 octobre 2020, et aux « Observations quant au projet de P&R à la gare de Bascharage-Sanem », émises dans le cadre de la procédure commodo-incommodo de ce projet des CFL et publiées sur le site de la Biergerinitiativ Gemeng Suessem (bigslu.net), j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports :

1) Quand est-il prévu de débuter les travaux de réduction du boulevard Kennedy à Bascharage se situant entre la gare et la brasserie ? Quel sera l'impact de ce chantier, pendant les différentes phases de construction, sur l'accès à la gare de Bascharage-Sanem pour les différentes catégories d'usagers (piétons, voitures, bus, deux-roues) venant de Bascharage ? Ces travaux commenceront-ils dès l'année prochaine, ou à un autre moment à préciser, et quelle en sera la durée prévisible ?

2) Pouvez-vous confirmer l'information parue dans le « Wort » que des travaux d'abaissement du CR110 sont prévus sur la hauteur entre Sanem et Bascharage (CR110) au printemps 2021 pour y construire un « passage à gibier » ? Pouvez-vous confirmer la durée y annoncée de ces travaux de quatre ans ? Inclura-t-elle la construction d'un pont du contournement de Bascharage prévu également à cet endroit pour enjamber le CR110 ? Quel sera l'impact de ces travaux sur l'accès à la gare de Bascharage-Sanem pendant les différentes phases de construction pour les différentes catégories d'usagers (piétons, voitures, bus, deux-roues) venant de Sanem ?

3) La gare de Bascharage-Sanem restera-t-elle totalement ou partiellement inaccessible pendant la durée annoncée de quatre ans de ces travaux ? La circulation routière entre les localités de Bascharage et Sanem sera-t-elle entièrement ou partiellement interdite pendant cette période ? Pouvez-vous déjà me renseigner sur les déviations prévues pour les différentes lignes TICE assurant la liaison des deux communes ? Passeront-elles toutes par Niederkorn ? Sera-t-il envisagé de mettre en place des navettes entre la gare de Bascharage-Sanem et les localités proches de la gare pendant les heures de pointe, au cas où la gare de Bascharage-Sanem ne serait plus desservie par les lignes de bus du TICE ?

4) Pouvez-vous confirmer l'information parue dans le « Wort » que les travaux du parking P&R ne commenceront qu'après ces 4 ans et dureront 2 ans, ce qui porterait la durée totale de l'inaccessibilité complète ou partielle de la gare de Bascharage-Sanem à 6 ans ?

5) Quel a été le nombre de passagers vers Pétange et vers Luxembourg fréquentant la gare de Bascharage-Sanem (montées et descentes) avant l'entrée en vigueur des mesures sanitaires dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 ? Quelle a été l'évolution de cette fréquentation depuis la mise en double-ligne de la liaison Pétange-Luxembourg gare centrale ?

6) Pouvez-vous confirmer l'information obtenue par le « Wort » que les CFL recommanderaient aux usagers d'utiliser le P&R prévu de Rodange pendant les travaux du P&R Bascharage-Sanem ? Pensez-vous qu'une telle hypothèse est réaliste en considérant que ce P&R se situe à certainement plus de 6 km en amont de la liaison vers Luxembourg gare centrale ? Est-ce que cela signifie que la construction d'un parking provisoire, prévue dans le dossier commodo-incommodo sur le territoire de la commune de Bascharage pendant la durée de construction du P&R Bascharage-Sanem, n'est plus envisagée ? Pour quelle raison ? Et si ce parking provisoire était néanmoins construit, quelle en serait l'accessibilité des deux côtés (Bascharage et Sanem) pendant la durée de sa construction, tenant également compte de la transformation du boulevard Kennedy en voie à circulation réduite ?

7) Comme la Biergerinitiativ Gemeng Suessem (BIGS) annonce sur son site vouloir introduire un recours devant le tribunal administratif contre l'avant-projet définitif (APD) du contournement de Bascharage à travers différentes zones de protection de la nature, dont une zone Natura 2000, et que les motifs y invoqués semblent sérieux, ne pensez-vous pas qu'il serait judicieux d'attendre l'issue de ce recours avant de commencer les moindres travaux en relation avec ce contournement, dont le « passage à gibier » prévu ? Ne faudrait-il pas d'abord commencer par la construction du P&R Bascharage-Sanem, ce qui permettrait également d'attendre l'évolution à moyen terme de la circulation et de la pollution dans l'avenue de Luxembourg à Bascharage utilisée comme motif légal de construction du contournement de Bascharage ?

8) À supposer que le contournement de Bascharage soit construit un jour, ne faut-il pas admettre que la fonctionnalité de la ligne de chemin de fer mise à double voie il y a quelques années, permettant actuellement de relier les communes de Bascharage et de Sanem en 15 à 20 minutes à la gare centrale de Luxembourg, en serait gravement touchée par le fait que le train serait définitivement concurrencé par une nouvelle voie rapide vers Bertrange (contournements de Bascharage et Dippach) qui ne disposerait d'aucun accès aux gares existantes, du moins pas à Bascharage ? Le projet de contournement routier ne compromettra-t-il donc pas définitivement le succès de la valorisation des transports en commun sur cette ligne ? Le P&R de Bascharage-Sanem ne risquera-t-il pas d'être disproportionné dans cette hypothèse ?

Réponse (12.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le projet du boulevard Kennedy à Bascharage figure sur la liste d'investissements retenus dans le cadre de la fusion des communes de Bascharage et de Clemency en 2010. L'étude du réaménagement du CR110 boulevard J-F Kennedy a été élaboré en étroite collaboration entre l'Administration des ponts et chaussées (APC) et l'administration communale de Käerjeng. Le projet prévoit non seulement de réaménager la chaussée et de renouveler la canalisation, mais aussi la création d'une piste mixte de 3,5 mètres tout au long du projet pour promouvoir la mobilité active. En vue de revaloriser la situation d'un tracé de 1.400 mètres de longueur, la chaussée sera réduite à 6 mètres de largeur, des trottoirs traversants seront intégrés et des arbres seront plantés.

Le début des travaux du chantier sur le CR110 est programmé pour mars 2021 avec une durée estimée de 675 jours ouvrables.

Le chantier est regroupé en cinq phases, dont la première concerne la modification de la rue de la Continentale en vue de garantir le trafic Sanem-Käerjeng en sens bidirectionnel. Tenant compte des travaux d'envergure de canalisation, le CR110 restera seulement ouvert en sens unidirectionnel (gare –> brasserie) pendant les phases 2, 3 et 4 du chantier. De plus, le croisement N5/CR110 sera fermé pendant la deuxième et la troisième phase.

À cause du barrage du croisement N5/CR110, la rue « cité Kauligwies » sera modifiée pour rendre possible aux conducteurs de sortir du CR110. La cinquième phase est un démantèlement des deux chaussées modifiées de la commune.

Lors des travaux du CR110 (boulevard J-F Kennedy), l'accès pour les utilisateurs à la gare restera garanti par la rue de la Continentale en venant de Käerjeng. En venant de Sanem, il n'y a pas de restrictions. La situation pour le bus est encore en phase d'analyse avec le syndicat TICE. Soit il accède à la gare en venant de Sanem et en sortant vers la ZAE Bommelscheuer, soit le bus sera dévié sur l'autoroute. Le vélo est obligé de prendre le même chemin que la voiture, sauf si le vélo est mené à la main puisque l'accès à la gare est garanti à tout moment pour les piétons.

ad 2) Le début des travaux d'abaissement du CR110 entre Bascharage et Sanem est prévu pour le printemps 2021 et ils ont comme but la construction d'un passage à gibier afin de relier le Bobësch et le Zämerbësch. La durée prévue pour le chantier est de 42 mois. Un pont routier enjambant le CR110 ne sera pas construit dans le cadre de ce chantier.

L'accessibilité à la gare en provenance de Sanem est garantie par le CR110 pendant la première moitié du chantier, tandis que l'accessibilité à la gare en provenance de Bascharage est garantie par le CR110 pendant la deuxième moitié du chantier. Ceci est le cas pour tous les modes de transport.

Le chantier est coordonné étroitement avec celui du boulevard Kennedy.

ad 3) Les réponses à ces questions ont été données sous les points 1) et 2).

ad 4) Le démarrage des travaux de construction du nouveau P&R en ouvrage était initialement prévu après la réalisation des travaux d'abaissement du CR110, mais en tenant compte de la coordination réalisée entre l'APC et les CFL, les travaux du parking en ouvrage pourront commencer en parallèle avec la dernière phase de l'abaissement du CR110 côté Sanem, à savoir 3 ans après le début programmé du projet de l'APC et dureront environ 2 ans.

L'intégralité du parking actuel de l'arrêt ferroviaire Bascharage-Sanem restera ouvert pendant les travaux au CR110.

Pendant le chantier de construction du nouveau P&R en ouvrage, le parking actuel côté Sanem ne pourra plus être utilisé car le projet du futur parking en ouvrage s'étendra sur toute cette emprise.

Par contre, la deuxième partie du P&R de l'arrêt ferroviaire (environ 100 places) située de l'autre côté des voies ferrées (côté Bascharage, le long de la rue de la Continentale) restera disponible pendant la construction du nouveau P&R en ouvrage.

L'accès vers les quais de la gare sera garanti par le souterrain existant.

ad 5) Depuis la mise en service de la mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Pétange (P) et Luxembourg (L) en date du 9 décembre 2012, la fréquentation quotidienne de l'arrêt Bascharage-Sanem (Bs) a évoluée comme suit :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 6) Les CFL préconisent effectivement à ses clients de se rabattre non seulement sur le futur P&R en ouvrage de la gare de Rodange, puisque ce dernier aura une très grande capacité (1.500 places) et sera mis en service avant le démarrage du chantier du P&R en ouvrage de l'arrêt de Bascharage-Sanem, mais aussi sur les P&R des gares de Pétange et de Dippach-Reckange. En effet, le P&R de la gare de Pétange a été provisoirement agrandi de plus de 100 places pour compenser les emplacements perdus pendant le chantier en gare de Rodange et ces dernières seront ainsi disponibles pour nos clients de l'arrêt de Bascharage-Sanem quand le P&R en ouvrage de Rodange sera mis en service mi-2022.

En parallèle, les CFL travaillent sur un agrandissement définitif du P&R de la gare de Dippach-Reckange, qui verra sa capacité également augmenter d'environ 100 places et ceci pour mi-2022.

Toutes ces propositions d'alternatives sont cohérentes puisque les usagers actuels du P&R de Bascharage-Sanem ne proviennent non seulement de Bascharage, mais aussi de Sanem, de Clémency, de Pétange, voire de plus loin comme de Belgique et de France. En proposant les alternatives susmentionnées, il est estimé pouvoir compenser la perte des environ 100 places de stationnement de l'arrêt de Bascharage-Sanem.

Le parking provisoire à Bascharage proposé lors d'une discussion avec l'Administration de la gestion de l'eau n'a pas été repris dans le dossier de demande d'autorisation pour les établissements classés (commodo-incommodo) car cette hypothèse n'a pas pu être validée compte tenu justement du phasage de tous les projets prévus sur le territoire de la commune de Bascharage.

ad 7) La construction du contournement ne sera pas entamée sans disposer des autorisations afférentes. D'une part, le chantier de l'abaissement du CR110 est dissocié du contournement, notamment en matière d'autorisation. D'autre part, le chantier fait partie d'une planification d'ensemble, notamment nécessaire pour permettre la construction du projet du P&R des CFL.

Si les travaux de construction du P&R en ouvrage de l'arrêt Bascharage-Sanem devaient commencer avant l'abaissement du CR110, le projet du P&R devrait être adapté en supprimant le demi-niveau (-1) et en réduisant l'emprise au sol du bâtiment pour pouvoir réaliser un accès provisoire vers l'arrêt ferroviaire, vers le P&R et vers le site Norton/St. Gobain pendant les travaux ultérieurs d'abaissement du CR110.

Par rapport aux 460 places de stationnement prévues actuellement avec le nouveau P&R en ouvrage, environ 160 emplacements devraient être supprimés dans cette hypothèse.

Vu les délais nécessaires pour l'adaptation des études du P&R et des nouvelles demandes d'autorisation qui deviendraient nécessaires, les travaux du P&R ne pourraient commencer que mi-2023, donc environ neuf mois seulement avant le début des travaux prévu actuellement suivant le phasage général du chantier de l'abaissement du CR110.

Pour ces raisons (perte d'environ 160 emplacements et gain de temps négligeable de neuf mois seulement), il n'est pas opportun de commencer par la construction du P&R en ouvrage avant que les travaux d'abaissement du CR110 se trouvent en dernière phase.

ad 8) Le contournement de Bascharage vise surtout à délester la localité du trafic, en vue de permettre un développement urbanistique qualitatif et cohérent, et d'assurer un accès direct des zones d'activités à l'autoroute A13, sans passer par le centre de la localité ou par le rondpoint Biff. Alors qu'aucun accès au contournement n'est prévu à partir du CR110 et du P&R, la situation des habitants de Bascharage et de Sanem ne sera pas impactée quant au temps pour rejoindre la capitale et les transports en commun ne se trouvent ainsi pas concurrencés. Les clients des transports en commun vont continuer à profiter du train, et le fait que le transport en commun est désormais gratuit et comme la capacité des parkings P&R le long de la ligne 70 Luxembourg-Pétange-Rodange-Longwy va augmenter, comme précisé au point 6), le train deviendra encore plus attrayant en tant que moyen de déplacement. De plus, la gare de Bascharage/Sanem sera reliée à la piste cyclable qui sera construite avec le contournement et qui desservira la zone d'activités Bommelscheier.

Question 2984 (13.10.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **trains et bus de nuit :**

Depuis le début de la pandémie de la Covid-19 et avec le confinement en mars 2020, les horaires des transports en commun ont connu un certain nombre de changements. Pendant la première phase plus restrictive du confinement, les trains et bus circulaient tous en horaire réduit en semaine, voire en horaire très réduit les dimanches et jours fériés.

À partir de la mi-mai et avec le déconfinement la circulation des trains et bus a doucement repris une cadence régulière pour revenir à la quasi-normalité au mois de juin 2020. Pourtant, les trains et bus de nuit n'ont toujours pas repris leur service. Ainsi, le dernier train à quitter la gare de Luxembourg-ville les vendredis et/ou samedis soir part vers minuit. Les réseaux de bus présentent des horaires nocturnes encore plus restreints que les CFL. Dans le réseau des TICE par exemple, le dernier bus à quitter la gare d'Esch-sur-Alzette un vendredi ou samedi soir part tout juste après 23.00 heure. De nombreuses localités dans les régions plus excentrées du pays ne sont même plus desservies par bus ou train après 22.00 heure voire 23.00 heures, plus non plus le week-end.

Même si le couvre-feu à minuit pour les bars et les restaurants est toujours en vigueur, cette réduction prolongée des horaires soulève certains questionnements. D'une part, les derniers bus et trains partent souvent bien avant la fermeture des bars et restaurants. Mais, d'autre part, les personnes devraient avoir la possibilité de se déplacer en transports en commun, même après minuit, en sortant de leurs activités sociales, culturelles, sportives ou même professionnelles, surtout les week-ends.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et des Infrastructures publiques :

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'offre des trains et bus de nuit les week-ends ne s'adresse pas exclusivement aux personnes qui rentrent d'une soirée passée dans les bars ou au restaurant ?

2) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait utile d'adapter dès à présent les horaires des trains et des bus de nuit au départ de Luxembourg-ville et d'autres centres urbains de sorte qu'ils tiennent compte à la fois du couvre-feu actuellement en vigueur pour les horaires d'ouverture des bars et restaurants, mais aussi d'un temps transitoire supplémentaire après minuit pour garantir l'accès aux transports en commun à celles et ceux qui travaillent jusqu'aux heures tardives et se déplacent ensuite vers les points d'accès aux transports en commun ?

3) L'offre des trains et bus de nuit des CFL et du réseau RGTR sera-t-elle intégralement rétablie avec la levée du couvre-feu à minuit ou Monsieur le Ministre envisage-t-il une reprise anticipée des trains et bus de nuit de ces deux prestataires ?

4) Existe-t-il une concertation au niveau du Ministère des Transports avec les responsables des réseaux (inter)communaux comme les AVL et les TICE en vue d'un retour à la normale au niveau des services de bus et de trains nocturnes ?

Réponse (22.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Depuis le lundi, 8 juin 2020 l'offre ferroviaire avait de nouveau été offerte dans son intégralité et selon le dernier plan horaire en vigueur avant le 16 mars 2020, date de mise en place des mesures de confinement par le Gouvernement luxembourgeois.

Ainsi, les premiers trains de nuit, avec des départs à Luxembourg vers 01.00 heures et 03.30 heures, ont de nouveau circulé le week-end du 13 juin 2020.

Toutefois, compte tenu du couvre-feu à minuit pour les bars et restaurants, et de la faible demande des clients y relative, il a été décidé de suspendre la circulation des trains de nuit après le week-end du 25 juillet 2020.

Actuellement il n'est pas prévu de remettre en circulation ces trains, tant que l'évolution de la situation sanitaire et les mesures imposées restent inchangées.

En ce qui concerne le réseau d'autobus du RGTR, les courses en soirée n'avaient pas été supprimées et fonctionnent de manière identique qu'avant la crise sanitaire. Un rallongement des horaires de circulation est d'ailleurs prévu sur plus en plus de lignes d'autobus, non pas à cause d'une reprise d'activités, mais en fonction de l'avancement de la réorganisation du réseau entier du RGTR.

Les lignes exploitées par le Syndicat des TICE prennent leurs derniers départs entre 22.50 heures et 23.47 heures à la gare d'Esch-sur-Alzette, du lundi au samedi. Les dimanches et jours fériés, cela s'étend entre 22.04 heures et 23.25 heures. À noter que la ligne 4 du TICE prend un départ à la Rockhal à 23.30 heures, tous les jours.

Le réseau normal des AVL fonctionne jusqu'à minuit, ou peu après (00.30 heures), en garantissant un service depuis la gare centrale, ainsi que les pôles d'échange RGTR/Luxtram. Ainsi, le service « City Night Bus » de la Ville de Luxembourg n'est pas assuré les vendredis et samedis soir, au vu de la circulation normale des autobus de ligne et de la fermeture des restaurants et cafés à minuit.

D'autres activités nocturnes, privées ou d'autre nature, ne permettraient pas de justifier une circulation plus poussée des moyens de transports publics ; à titre subsidiaire d'ailleurs, et pour autant que je sache, les activités dans le secteur des taxis restent également toujours en dessous du volume normal.

Question 2986 (14.10.2020) de **Mme Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **dossier de soins partagé :**

Den Dossier de soins partagé (DSP) gëtt niewt der Agence eSanté och vum Luxembourg Institute of Science and Technologie (LIST) geréiert, notamment wat d'Software ugeet.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. War d'Commission nationale pour la protection des données (CNPD) ëm Avis gefrot ginn zu dëser Software?

2. Huet de LIST och Zougang zu de Patientendonnéeën aus dem DSP?

3. Ass de LIST outilléiert, fir all noutwendeg Mesuren am Beräich vum Dateschutz ze respektéieren?

4. Wëssend, datt déi franséisch Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) e ganz kriteschen Avis iwwert déi franséisch Patienteplattform erausginn huet, well dës vu Microsoft gehost ass, an duerch de Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA) domat déi amerikanesch Regierung Zougréff op d'Gesondheetsdonnéeën aus Frankräich huet, wéilte mir froen, wou de Lëtzebuerger DSP gehost ass?

5. Kann d'Regierung garantéieren, datt keen Zougréff op d'Donnéeë vum DSP huet ouni den Accord vum Patient?

Réponse commune (17.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Am Viraus ass ze ënnersträichen, datt den DSP selwer just vun der Agence eSanté geréiert gëtt an net vum LIST. Den DSP ass ee vun de Servicer, déi op der nationaler elektronescher Plattform fir de gesécherten Austausch an d'Deele vu Gesondheetsdate souwéi Gesondheetsapplikatiounen a Systemer ugebuede ginn. D'Exploitatioun an déi technesch Gestioun vun der nationaler Plattform gëtt och vun der Agence eSanté bedriwwen an d'Plattform ass ISO27001-zertifiéiert.

Als Deel vum Kampf géint d'Entwécklung vun der Covid-19-Epidemie war d'Agence eSanté vun der Regierung beoptraagt ginn, eng Telekonsultatiounsléisung opzesetzen. Doropshin ass säit dem 30. Mäerz eng Applikatioun mam Numm „Maela" iwwert déi national Plattform zur Verfügung gestallt ginn. Dëst Instrument, wat nëmme mam Accord vum Patient benotzt gëtt, erméiglecht fernmedezinnesch Iwwerwaachung vu Patienten, déi positiv op Covid-19 getest goufen an doheem isoléiert sinn oder just aus dem Spidol entlooss goufen. Op dës Manéier kann d'Verbreedung vum Virus limitéiert ginn an d'Strukture vum Gesondheetssystem entlaascht, wärend de Patient eng medezinnesch Versuergung vu qualifizéiertem Personal kritt. D'Betreiung an d'Begleedung vun dëse Patiente gëtt duerch en Team vu Spezialiste vun der Gesondheetsautoritéit, deelweis mam Support vum Luxembourg Institute of Health (LIH), duerchgefouert. De Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) ass hei net implizéiert.

ad 1. D'Applikatioun Maela ass vun engem Kommitee vu verschiddenen Acteuren aus dem Gesondheetssystem ausgewielt ginn. An dësem Kontext gouf och d'Websäit https://suivicovid.lu/ erstallt, déi Zougang zum Tool a fënnef Sprooche gëtt. D'Daten, déi duerch dës Applikatioun traitéiert ginn, ënnerleien den normale Reegele vum europäeschen Dateschutzreglement. En Avis vun der Dateschutzkommissioun ass opgrond vun dëse Reegelen net virgesinn a gouf net ageholl.

Beim Opbau vum DSP, bevir dësen an d'Pilotphas gaang ass, gouf deemools ganz enk mat der Dateschutzkommissioun zesummegeschafft, an nach éier den europäeschen Dateschutzreglement a Kraaft getrueden ass, war si am DPIA (Data Protection Impact Assessment) implizéiert.

ad 2. Nee, Zougang op Donnéeën aus engem DSP kënnen nëmmen de Patient selwer an déi Gesondheetsberuffer, déi a senger Prise en charge intervenéieren an deenen de Patient den Zougréff op säin DSP erlaabt, kréien. De Patient kann d'Zougangsrechter op säin DSP selwer geréieren, dës och zu all Moment änneren, an hie kann och ëmmer a sengem DSP kucken, wie wéini an op wéi eng Donnéeën Zougréff hat.

ad 3. Laut dem europäeschen Dateschutzreglement ass all Entitéit, déi perséinlech Donnéeë vu Leit traitéiert, responsabel fir déi néideg Mesuren, déi de Reglement virschreift, ze applizéieren an ëmzesetzen, soudass mir dervun ausginn, dass hei och all Entitéit déi noutwendeg Schrëtt ënnerholl huet.

Wat d'Sécherheetsmesuren ugeet, verweisen ech op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroen Nr. 1250 vum 25. September 2019, Nr. 2332 vum 4. Juni 2020 an Nr. 2335 vum 4. Juni 2020.

ad 4. Den DSP ass zu Lëtzebuerg an engem Datenzenter, dee ganz héich Sécherheetsstandarden erfëlle muss, gehost.

ad 5. Wéi schonn ënnert dem zweete Punkt erwäänt, kann de Patient d'Zougangsrechter op säin DSP selwer geréieren a bestëmmen, wien Zougang op Donnéeën aus sengem DSP kritt. Hei gëllen d'Bestëmmungen, déi am groussherzogleche Reglement vum 6. Dezember 2019 iwwert den DSP virgesi sinn.

Question 2987 (14.10.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **bâtiment de l'ancien Athénée à Luxembourg-ville :**

Mam ale Kolléisch, deen haut och nach déi al Nationalbibliothéik ass, hu mir net net just en aalt, mee och e schéint Gebai. Duerch seng zentral Lag an der Stad gëtt et all Dag vun honnerte vu Leit,-dorënner och vill Touristen, gesinn. Zënter d'Nationalbibliothéik seng Gebaileechkeete gewiesselt huet, steet dëst Gebai eidel.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Firwat gëtt den Haff vun dësem Gebai net méi gefleegt, esou datt dëse propper an net voller Onkraut ass?

2. Ass dëst Gebai genuch securiséiert, grad och am Hibléck op d'Muttergottesstatu am Haff Richtung Ënneschtgaass?

3. Wéini leet d'Regierung der Chamber e Konzept fir déi zukünfteg Notzung vum Gebai vir?

Réponse commune (04.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Den Haff gëtt nach ëmmer reegelméisseg ënnerhalen. Ofhängeg vun der Joreszäit kann et sinn, dass mat Momenter méi Ënnerhalt ufält. Zu dësen Zäitpunkte wäerte vun de Servicer vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten zousätzlech Moossname geholl ginn.

ad 2. Säit dem Hierscht d'lescht Joer gëtt ee mol pro Dag vun engem Sécherheetsbeamte kontrolléiert, ob am a ronderëm d'Gebai alles an der Rei ass. Ënner anerem ass d'Sécherheet vum Gebai och duerch eng Feiermeldeanlag assuréiert. D'Paart fir an den ale Schoulhaff, an deem d'Muttergottesstatu an enger Mauernisch steet, ass Dag an Nuecht zougespaart. Ier d'Nationalbibliothéik op de Kierchbierg geplënnert ass, war d'Situatioun vun dësem Haff an der Nuecht déi selwecht wéi elo. Zur Zäit vun der Nationalbibliothéik war den Haff am Dag fräi zougänglech.

ad 3. Den neie Programm, deen de 16. September 2020 vum Regierungsrot approuvéiert ginn ass, ge-

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

säit vir, dass d'Geriichtsverwaltung zousätzlech Raimlechkeeten an der aler Nationalbibliothéik kritt, an zwar vir déi dräi Handelskummere vum Bezierksgeriicht vu Lëtzebuerg. Um Rez-de-Chaussée sinn ëffentlech Funktioune geplangt.

En Datum, fir der Chamber d'Konzept fir déi zukünfteg Notzung vum Gebai virzestellen, läit nach net fest.

Question 2988 (16.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **gestes barrières dans les établissements de l'éducation secondaire :**

Le 4 septembre 2020, le Ministre de l'Éducation nationale a présenté un dispositif sanitaire comprenant douze mesures dans le cadre d'une rentrée scolaire accompagnée par la pandémie du Covid-19. Pourtant, il ressort de la communication officielle du ministre adressée aux établissements de l'enseignement secondaire, que le concept des gestes barrières n'est pas uniforme. En effet, le port du masque reste seulement une recommandation. Ainsi, il est laissé au choix du lycée de rendre le port du masque obligatoire en classe.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Le Gouvernement peut-il me communiquer les raisons de l'inexistence d'un concept uniforme au sujet des gestes barrières dans les établissements de l'enseignement secondaire ?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'un concept uniforme au sujet des gestes barrières dans les établissements de l'enseignement secondaire serait plus efficient afin d'éviter la propagation du Covid-19 au sein des lycées ?

Réponse (25.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Le dispositif sanitaire de l'Éducation nationale tel qu'il a été mis en place par décision du Gouvernement en conseil, a pour objectif de réagir de manière flexible et différenciée à l'évolution de la situation sanitaire au Luxembourg. Flexible, car le dispositif peut être adapté en fonction des besoins constatés. Différenciée, car des mesures complémentaires peuvent être décidées :

- soit par région ou même par école si la situation sanitaire locale le requiert ;

- soit au niveau national pour le cas où le Gouvernement est amené à prendre des mesures restrictives de portée générale destinées à endiguer la propagation du coronavirus.

Ce dispositif ou concept a été communiqué aux établissements scolaires avant le début de l'année scolaire ; il vient d'être adapté au niveau national en date du 23 novembre à la suite des récentes décisions gouvernementales.

À l'exception du port du masque à l'intérieur de la salle de classe, tous les gestes barrières prescrits par le concept s'appliquent à l'ensemble des établissements scolaires ; quant au port du masque à l'intérieur de la salle de classe, les lycées ont reçu l'autorisation d'en décider dans le cadre de leur autonomie. Notons que sur l'ensemble des lycées, seuls trois n'ont jusqu'à présent pas imposé le port du masque.

Question 2993 (16.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **facturation médicale :**

D'Opstelle vun Dokteschrechnungen ënnerläit strenge Reegelen, déi an enger Konventioun tëscht der CNS an der AMMD souwéi an enger spezieller Nomenclature festgehale sinn. Fir d'Patienten(innen) ass et awer net ëmmer evident an iwwersiichtlech erauszefannen, wat genee d'Dokteren an hire Consultatioune verrechnen, och wann d'Gesondheetskeess fir dësen Zweck den Online-Tool „Rechnungen verstehen" op hirem Site ubitt.

Et kënnt vir, datt op verschiddene Rechnungen de Code „divers" optaucht, deen an der Nomenclature als Code net esou virgesinn ass. Aner Consultatioune ginn als „consultation majorée" verrechent, woubäi den Dokter de Rendez-vous zu engem méi héijen Tarif verrechne kann.

Als Patient(in) ass een éischter de „maillon faible" am Vertrauensverhältnis mam Dokter an dofir stellt de/d'Patient(in), an der Reegel, d'Richtegkeet vun enger Dokteschrechnung beim Bezuelen net a Fro.

D'Iwwerraschung fir d'Patienten(innen) ass allerdéngs grouss, wann se an hire Remboursemente vun der CNS feststelle mussen, datt zum Deel méi héich verrechent Montanten, zum Beispill bei enger widderhueltener „consultation majorée", net ganz vun der CNS iwwerholl ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung an der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. A wéi enge Fäll kann een Dokter de Code diagnostique „divers" verrechnen a wéi héich däerf dëse Montant sinn? Gëtt dëse Code an alle Fäll vun der Gesondheetskeess rembourséiert?

2. U wie kann de Patient sech wennen, wann hien d'Gefill huet, dass seng Dokteschrechnungen net de Prestatioune vum Dokter entspriechen?

3. Wéi ass garantéiert, datt de Patient virun der Consultatioun iwwert déi méiglech Käschte vun enger Consultatioun informéiert ass?

4. Wéi bewäerten d'Ministeren d'Iddi, datt d'Dokteren, en amont vun enger Consultatioun, hir Tariffer op enger Plaz an hirem Cabinet (z. B. op engem Plakat) oder op enger Websäit misste publizéieren?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Konventioun tëschent den Dokteren an der Gesondheetskeess gesäit verschidde Situatioune vir an deenen den Dokter dem Assuré e Supplement, eng sougenannte „convenance personnelle" ka verrechnen.

Den Artikel 48 vun dëser Konventioun gesäit vir:

« La mise en compte de suppléments d'honoraires pour convenance personnelle présuppose une information préalable en ce sens de la personne protégée. Le traitement en question ne peut être commencé que lorsque la personne protégée a donné son accord pour prendre le supplément d'honoraires à sa charge. »

Den Artikel 50 vun der Konventioun vun den Dokteren zielt déi eenzel Situatiounen op, wou eng „convenance personnelle" ka verrechent ginn, déi ënnert de Coden CP1 bis CP7 opgelëscht sinn. Dëst kann zum Beispill si wann den Assuré säi Rendez-vous ëm eng bestëmmten Auerzäit gären hätt. En Dokter muss op sengem Mémoire d'honoraires ëmmer e Code uginn, och bei enger „convenance personnelle", esou wéi dat an der Konventioun virgesinn ass. Eng „convenance personnelle" ass keng Leeschtung déi ka vun der Krankeversécherung iwwerholl ginn.

Wann en Assuré net averstanen ass mat engem Tarif vun enger Rechnung, sollt hien an enger éischter Phas Récksprooch huele mam Dokter. Wann déi zwou Parteie keen Accord fannen, kann den Assuré eng offiziell Decisioun vum President vun der Gesondheetskeess froen. Mat dëser Decisioun kann hien dann e Recours virun der Commission de surveillance maachen. Den Artikel 47 Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheet, gesäit Follgendes vir:

« Tout litige au sujet d'un tarif en application des nomenclatures ou des conventions ou au sujet d'un dépassement des tarifs visés à l'article 66, alinéa 3 fait l'objet d'une décision du président du conseil d'administration ou de son délégué. Cette décision est notifiée à l'assuré et au prestataire de soins en cause. L'assuré ou le prestataire de soins peuvent porter le litige dans les quarante jours de la notification devant la Commission de surveillance prévue à l'article 72. »

D'Nomenclaturen, also och déi vun den Dokteren, sinn all op der Internetsäit vun der Gesondheetskeess zougänglech. Hei sinn déi verschidden Akten (Code a Bezeechnung) opgelëscht, grad eréi den Tarif fir de jeeweilegen Akt. An der Nomenclature sinn och verschidden „actes majorés" virgesinn, zum Beispill wann eng Consultatioun méi laang dauert eréi üblech.

Fir d'Doktere sinn d'„consultations majorées" am Artikel 5 vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 21. Dezember 1998 iwwert d'Nomenclature vun den Akten an Déngschtleeschtunge vun den Dokteren (Règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie) definéiert. Den Artikel 8 vum selwechte Reglement definéiert d'Majoratioune fir technesch Akten.

Den Assuré kann a soll och mam Dokter Récksprooch huelen, wann en net mam Memoire d'honoraires zefridden ass.

Question 2994 (16.10.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **coopération européenne :**

In einem Bericht des EU-Parlaments vom 28. Januar 2019 steht Folgendes zu lesen:

„Gemäß den Verträgen kann eine verstärkte Zusammenarbeit von mindestens neun Mitgliedstaaten im Rahmen der EU-Politik eingeleitet werden; ausgenommen sind dabei die Bereiche, die in der ausschließlichen Zuständigkeit der EU liegen. Die Teilnehmerstaaten können eine engere Zusammenarbeit beschließen, als in den Verträgen ursprünglich für den jeweiligen Politikbereich vorgesehen war. Die verstärkte Zusammenarbeit erfolgt unter dem Dach der Europäischen Union und unter Nutzung ihrer Organe und Verfahren (Artikel 20 EUV und Artikel 326 AEUV)."

Weiter heißt es:

„Bisher wurde erst viermal eine verstärkte Zusammenarbeit beschlossen, nämlich in den Bereichen Europäische Staatsanwaltschaft, Scheidungsrecht, Eigentumsordnung und Europäisches Einheitspatent. Von diesen vier Bereichen hat man erst in einem mit der Umsetzung begonnen (Scheidungsrecht).

Ein Sonderfall der verstärkten Zusammenarbeit, die Ständige Strukturierte Zusammenarbeit (SSZ), wurde 2017 vereinbart und umgesetzt.

Schließlich soll noch die verstärkte Zusammenarbeit im Bereich der Finanztransaktionssteuer (FTS) erwähnt werden, die noch nicht vollendet ist, obwohl der Rat bereits einer Gruppe von Mitgliedstaaten gestattet hat, die entsprechende Umsetzung fortzusetzen."

Der Mechanismus der verstärkten Zusammenarbeit zeichnet sich dadurch aus, dass die beschlossenen Regeln in einem bestimmten Rechtsbereich im Prinzip nur zwischen den teilnehmenden Mitgliedstaaten anwendbar sind und dass die Durchführungsverordnungen nur für sie und nicht für die nicht teilnehmenden Mitgliedstaaten gelten.

Daraus ergibt sich, dass, wenn in einem Inter-partes-Verfahren beide Parteien aus einem teilnehmenden Mitgliedstaat kommen, die Regeln der verstärkten Zusammenarbeit in vollem Umfang anwendbar sind. Ist dies nicht der Fall, erscheint die Sachlage komplizierter.

Deswegen möchte ich folgende Fragen an den zuständigen Minister für auswärtige und europäische Angelegenheiten stellen:

1. Teilt der Minister unsere Analyse?

2. Ist Luxemburg an sämtlichen Fällen der verstärkten Zusammenarbeit beteiligt?

3. Kann der Minister bestätigen, dass die bereits EU-weit geltenden Regeln der verstärkten Zusammenarbeit von der Exekutive und der Justiz der teilnehmenden Mitgliedstaaten einheitlich angewandt werden, sodass der Mechanismus der verstärkten Zusammenarbeit nicht von Parteien missbraucht werden kann, indem sie Rechtsmittel in verschiedenen Gerichtsbarkeiten geltend machen?

4. Kann der Minister uns erklären, wie die luxemburgischen Gerichte entscheiden, wenn mindestens eine der Parteien, die Gegenstand des Verfahrens ist, aus einem nicht teilnehmenden Mitgliedstaat stammt? Kommt in dem Fall die Verordnung zum Tragen oder wird diese gänzlich ausgeblendet?

5. Sollte es im Bereich der Finanztransaktionssteuer zu einer verstärkten Zusammenarbeit kommen, kann der Minister bestätigen, dass dann die luxemburgischen Interessen ausreichend geschützt sind? Wird sich Luxemburg an dieser Zusammenarbeit beteiligen?

6. Kann ausgeschlossen werden, dass eine solche Finanztransaktionssteuer durch die Hintertür eingeführt wird, z. B. durch eine Entscheidung eines Gerichts eines teilnehmenden Mitgliedstaates, welche eine juristische Person aus Luxemburg de facto mit einer solchen Steuer belegt und belastet?

Réponse (16.11.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Im Fall eines Inter-partes-Verfahrens, an dem Parteien teilnehmen, die nicht Mitglied einer verstärkten Zusammenarbeit sind, unterliegt es dem zuständigen Richter, auf Grundlage des Anwendungsbereiches des jeweiligen Rechtsaktes zu entscheiden, welche Gesetzgebung befolgt werden muss.

ad 2. Luxemburg ist im Bereich des Scheidungsrechts und des Eherechts Mitglied verstärkter Zusammenarbeiten. Des Weiteren ist Luxemburg auch an der verstärkten Zusammenarbeit betreffend das Europäische Patent mit einheitlicher Wirkung und die Europäische Staatsanwaltschaft beteiligt. Luxemburg nimmt ebenfalls an der ständigen strukturierten Zusammenarbeit im Verteidigungsbereich teil.

ad 3. Gemäß Artikel 326 AEUV achtet eine verstärkte Zusammenarbeit die Verträge und das Recht der Union. So wie es der Vertrag über die Europäische Union festlegt (Artikel 17 EUV), sorgt die Kommission für die Anwendung der Verträge sowie der von den Organen erlassenen Maßnahmen. Sie überwacht die Anwendung des Unionsrechts, einschließlich der Durchführung und Umsetzung durch die Mitgliedstaaten, unter der Kontrolle des Gerichtshofs der Europäischen Union. Dazu zählen auch die Regeln im Bereich der verstärkten Zusammenarbeit.

ad 4. Wie in allen Verfahren obliegt es dem Richter, auf Grundlage des Anwendungsbereiches des jeweiligen Rechtsaktes, darüber zu entscheiden, was das anwendbare Recht ist und welche Rechtsakte zulässig sind.

ad 5. Bezüglich der Frage zur Finanztransaktionssteuer ist darauf hinzuweisen, dass die Regierung in ihrem Koalitionsabkommen von 2018 festgehalten hat, sich nicht an einer verstärkten Zusammenarbeit im Bereich der Finanztransaktionssteuer zu beteiligen. Es wird des Weiteren darauf hingewiesen, dass die Verhandlungen zur Finanztransaktionssteuer zwischen den an der Zusammenarbeit interessierten Mitgliedstaaten nicht abgeschlossen sind.

Wie schon erwähnt, muss eine verstärkte Zusammenarbeit gemäß AEUV im Einklang mit den europäischen Verträgen und dem Recht der Union stehen. Auch ist sie nur dann rechtmäßig, wenn sie für den Handel zwischen den Mitgliedstaaten weder ein Hindernis noch eine Diskriminierung darstellt, noch zu Verzerrungen des Wettbewerbs führt. Zu erwähnen ist ebenfalls, dass eine verstärkte Zusammenarbeit die Zuständigkeiten, Rechte und Pflichten der nicht an der Zusammenarbeit beteiligten Mitgliedsstaaten zu achten hat.

Auch wenn die Verhandlungen zu einer verstärkten Zusammenarbeit im Bereich der Finanztransaktionssteuer noch nicht abgeschlossen sind, gibt es zum jetzigen Zeitpunkt keinen Grund zur Annahme, dass die oben erwähnten rechtlichen Bedingungen zum Einführen einer verstärkten Zusammenarbeit im Endeffekt nicht erfüllt sein werden. Eine abschließende Bewertung in dieser Hinsicht ist allerdings erst möglich im Falle eines erfolgreichen Abschlusses der Verhandlungen zum Einführen einer Finanztransaktionssteuer.

ad 6. Es kann nicht gänzlich ausgeschlossen werden, dass eine juristische Person aus Luxemburg de facto eine solche Steuer an einen der teilnehmenden Mitgliedstaaten zahlen müsste, vorausgesetzt, dass die oben erwähnten rechtlichen Bedingungen zum Einführen einer verstärkten Zusammenarbeit erfüllt sind.

Question 2995 (16.10.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **urgences pédiatriques :**

An de soziale Medien ass rezent vun enger Mamm en dramatesche Virfall beschriwwe ginn, deen aktuell nach ëmmer fir vill Opreegung suergt.

D'Mamm beschreift, wéi hiert Meedche vun zwielef Joer sech vu Bauchwéi krëmmt an doriwwer eraus och zolitte Kappwéi huet. Obwuel d'Mamm alles ënnerholl huet, fir datt hiert Kand eng Diagnos gestallt kritt, huet et dräi Deeg (!) gedauert, bis d'Kand iwwerhaapt konnt medezinnesch ënnersicht ginn. An der Urgence vum Wëlzer Spidol ass hinne matgedeelt ginn, datt si sech vum Gesetz aus net däerften ëm d'Kand këmmeren an datt si solle bei de Kannerdokter fueren. Den aneren Dag ass de Kannerdokter net bereet, fir d'Kand ze ënnersichen, well de Coronatest feelt. D'Auswäertung vum Test, deen nach deen Dag selwer gemaach gouf, huet bis owes gedauert, soudatt d'Mamm mat hirem Kand eréischt den Dag drop - also nom drëtten Dag, nodeems d'Kand krank ginn ass - konnt an d'Stad an d'Kannerklinick fueren. Dem Kand ass et och no dräi Deeg onverännert schlecht gaangen an et muss een an deem Kontext och bedenken, datt d'Famill aus dem Norde vum Land kënnt an an enger Uertschaft wunnt, déi net emol zéng Minutte vun der nächster Klinick fort läit. Ech denken, et ass keng Interpretatioun mengersäits, wann ech dëse Virfall als ganz grav an inakzeptabel bezeechnen. Deemno ëm wat fir e Malaise et sech handelt, ka sech ënnerhalb vun dräi Deeg ouni all medezinnesch Hëllef d'Konditioun nämlech massiv verschlechteren an am schlëmmste Fall stierft déi Persoun.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Duerf eng Urgence oder en Dokter iwwerhaapt e Patient, deem et manifestement schlecht geet, fortschécken?

2. Firwat muss - esou wéi et aus deem uewe beschriwwene Virfall ervirgeet - e Mënsch vun zwielef Joer imperativement vun engem Kannerdokter ënnersicht ginn?

3. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Gesondheetsministesch ze veränwerten, datt e Spidol mat engem funktiounsfäegen Urgencëservice e Patient ofleent, obwuel et sech manifestement (!) ëm eng Urgence handelt?

4. Op wéi eng rechtlech Basis berifft sech e Spidol, wann et e krankt Kand heemschéckt mat der Begrënnung, datt et muss beim Kannerdokter ënnersicht ginn? Misst dës gesetzlech Basis an den Ae vun der Madamm Ministesch net dréngend iwwerschafft ginn?

5. Am Fall, wou all Spidol mat enger funktionéierender Urgence all Patient muss unhuelen, misst e Pa-

tient och net deen ëmständleche Wee op sech huelen, fir sech aus dem Norde bis an den Zentrum ze beweegen, wat eleng schonn en Zäitverloscht mat sech bréngt, deen am schlëmmste Fall fatal fir de Patient kéint sinn. Misst an deem Kontext elo net dréngend legiferéiert ginn, datt all Spidol, wat en Urgencesystem ubitt, och imperativement all Urgence traitéiere muss?

6. A wéi engem zäitleche Kader kënnen d'Patienten dermat rechnen, datt sech un där inakzeptabeler Situatioun eppes ännert?

Réponse (12.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Den Artikel 6, Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter a Flichte vum Patient, gesäit vir, datt: « le prestataire de soins de santé peut refuser la prise en charge d'un patient pour des raisons personnelles ou professionnelles. Il refuse toute prise en charge lorsqu'il estime ne pas pouvoir utilement prodiguer les soins requis ». De Paragraf 3 vum selwechten Artikel gesäit vir: « dans la mesure de ses possibilités, le prestataire de soins de santé assure toujours les premiers soins urgents et la continuité des soins ».

D'Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2020 gesäit vir, dass all Spidol e Service d'urgence exploitéiere muss, an och e pediatresche Proximitéitsservice exploitéiere kann. Just ee Spidol ass autoriséiert, de spezialiséierte pediatresche Service ze exploitéieren. De CHdN, CHEM an HRS hunn all esou e pediatresche Proximitéitsservice geneemegt kritt, an den CHL huet de spezialiséierte pediatresche Service geneemegt kritt.

An dësem Fall ass et wichteg ze preziséieren, datt d'Klinick zu Wolz weeder e Service d'urgence nach e pediatresche Proximitéitsservice exploitéiert.

Dës zwee Servicer befanne sech awer an der Klinick zu Ettelbréck, wou dat zwielef Joer aalt Meedchen am Prinzip en charge hätt kënne geholl ginn, ausser et wier esou en akuten a komplex pediatresche gesondheetleche Fall gewiescht, dee just vun dem spezialiséierte pediatresche Service vun der Kannerklinick an der Stad hätt kënne behandelt ginn.

ad 2. An der Allgemengmedezinn muss een Zwielefjäregen net onbedéngt vun engem Kannerdokter betreit ginn. Verschidden Allgemengmedezinner versuergen och Kanner a jonk Leit bei onkomplizéierte Gesondheetsproblemer. Am Spidol gëtt d'Betreiung vu Kanner a Jugendlechen tëschen 0 a 16 Joer, an eventuell och bis 18 Joer, vum pediatresche Proximitéitsservice assuréiert d. h. am Fall vum CHdN vum pediatresche Proximitéitsservice zu Ettelbréck.

ad 3. An dësem Fall ass et wichteg, nach eng Kéier ze preziséieren, datt d'Klinick zu Wolz kee Service d'urgence huet. Dëse Service befënnt sech an der Klinick zu Ettelbréck. Wat de spezifesche Fall ugeet, op dee sech den honorabelen Deputéierten an senger Fro referéiert, geet net eraus, wéi de geneeën Zoustand vun der jonker Patientin war, den Historique vun der Krankheet an de geneeë Kontext.

ad 4. Cf. d'Äntwerten zu de Froen 1 a 2.

ad 5. D'Annex 2 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2018 iwwert d'Spideeler an d'Spidolsplanung spezifizéiert d'Missiounen an d'Organisatioun vun de Services d'urgence, a besonnesch d'Verflichtung « d'accueillir toute personne en situation d'urgence qui s'y présente spontanément ou qui lui est adressée. Le service doit assurer la prise en charge diagnostique et thérapeutique, les soins, la surveillance et l'observation du patient le cas échéant jusqu'à l'orientation vers le service adéquat ». An där selwechter Annex gëtt och nach preziséiert: « l'orientation vers un autre établissement fait l'objet d'une convention entre les établissements concernés ».

Dës Weiderleedung bzw. Iwwerweisung ass néideg am Fall, wou de Patient eng spezifesch Behandlung brauch, déi an den nationale Servicer ugebuede gëtt (z. B. spezialiséiert Pediatrie, pediatresch Intensivmedezinn). De Prinzip vun engem nationale Service mécht et méiglech, d'Pathologien ze regruppéieren, déi speziell Ufuerderungen u Kompetenzen, Geräter a Infrastrukturen hunn, an domadder d'Kontinuitéit vun der Fleeg op nationalem Plang ze garantéieren (cf. Artikel 2 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2018).

ad 6. D'Organisatioun vu Spidolsservicer, déi am Gesetz vum 8. Mäerz 2018 opgestallt sinn, huet als Objektiv, d'Betreiung vun alle Patienten ënnert de beschtméigleche Qualitéits- a Sécherheetsbedingungen ze erlaben, mat Berücksichtigung vun den disponibele Ressourcen. D'Behandlunge vu Vitalurgencë vun all Patient, wärend der Consultatioun am Service d'urgence, ginn elo scho vun den Noutfalldokteren assuréiert. Am Fall, wou keng direkt Interventioun erfuedert ass, gëtt de Patient an deen zoustännege Service iwwerwisen, fir seng Betreiung fortzesetzen, dëst fir d'Behandlung ënner alle Qualitäts- a Sécherheetsstandaren ze garantéieren.

Question 2996 (19.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **début de l'isolation en cas de résultat positif du test Covid-19 :**

Déi lescht Mouture vum Covid-19-Gesetz vum 23. September 2020 huet d'Dauer vum Isolement am Fall vun enger positiver Covid-19-Diagnos op zéng Deeg fixéiert. Allerdéngs ass net preziséiert, vu wéi engem Dag u gezielt gëtt. Eisen Informatiounen no gëtt dat vu Fall zu Fall gekuckt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, deelt si d'Meenung, datt eng eenheetlech Reegelung besser wier?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (16.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Isolement vun enger infizéierter Persoun gëtt gerechent vum Ufank vun de Symptomer un oder, falls keng Symptomer do sinn, vum Moment u vum Prelevement vum Echantillon, dee positiv getest gouf.

Question 2999 (19.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **statistiques concernant le « contact tracing » :**

Dans le but de casser les chaînes de contamination pour endiguer l'épidémie liée au Covid-19, le Luxembourg a mis en place une stratégie de « contact tracing ». Ainsi, toute personne testée positive au Covid-19 est informée sur son diagnostic et ensuite interrogée afin de découvrir si elle a été en contact avec d'autres personnes et aurait ainsi pu créer une chaîne de contamination. Pourtant, depuis la rentrée scolaire 2020-2021, les contaminations dans les écoles liées au Covid-19 ont augmenté de manière importante.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Le Gouvernement récolte-il des statistiques concernant le temps nécessaire entre l'identification des personnes testées positif au Covid-19 et la prise de contact avec les individus avec lesquels ces dernières ont été en relation ?

- Si cela s'avère être le cas, le Gouvernement pourrait-il partager ces statistiques, notamment celles à partir du 14 septembre 2020 ?

- Dans la négative et compte tenu du fait que ces données représentent un maillon essentiel dans le suivi et la surveillance de la pandémie, quelles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'établit pas de statistiques sur le temps nécessaire entre l'identification des personnes infectées et la prise de contact avec les individus avec lesquels ces dernières ont été en relation ?

- La cellule du contact tracing de l'inspection sanitaire semble être surchargée en raison d'une pénurie de personnel et d'une augmentation frappante de contaminations, au point que le Gouvernement aurait demandé de l'aide à l'Armée. Au vu de la hausse importante des contaminations et dans le but de disposer d'une cartographie de la maladie et ainsi protéger les personnes ayant été en contact avec les porteurs du virus, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'une application de traçage devrait être implémentée ?

Réponse (17.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- Effectivement, la Direction et le Ministère de la Santé suivent de près l'activité au contact tracing. En termes de nouveaux cas positifs à contacter, nous sommes passés d'environ 250 cas en moyenne par jour avant le 20 octobre et à 850 à 900 après cette date avec des pics de plus de 1.000 cas journaliers fin octobre, en comptant les retards cumulés des jours précédents. Actuellement, nous observons une stabilisation du nombre de nouvelles infections autour de 800 cas par jour depuis début novembre. Vu le grand nombre de nouveaux cas, les services du contact tracing avaient pris du retard. Ainsi, ces appels journaliers sont passés de 200 à 250 par jour avant le 20 octobre, à plus de 400 par jour avant le 28 octobre, puis 500-600 par jour au 1er novembre pour atteindre plus de 1.000 les 12 et 13 novembre dernier. Compte tenu de l'écart entre la progression des nouveaux cas et la capacité d'appel, un retard s'est accumulé à partir du 20 octobre avec un maximum de six jours de retard pour certains appels à la fin octobre. Après cette date, ce retard a diminué progressivement et a été résorbé complètement ce 17 novembre.

Les personnes récemment testées positives à la Covid-19 sont toujours contactées par téléphone. Les cas contacts sont avertis par la personne positive elle-même et sont invités à faire une déclaration via un formulaire sur le site web www.covid19.lu afin de recevoir les documents de quarantaine ainsi que l'ordonnance de test à effectuer à partir du sixième jour.

- L'état des retards a été régulièrement communiqué à la presse. Comme mentionné plus haut, tout retard a été résorbé entre-temps.

L'aide de l'armée

L'armée et la musique militaire ont contribué activement aux efforts au contact tracing depuis les débuts. Ils se sont retirés pour honorer d'autres engagements. Le besoin en personnel a été comblé par du personnel mis à disposition par Luxair, la WSA, l'administration pénitentiaire, par la réserve sanitaire et par des bénévoles, ainsi que par des personnes inscrites à l'ADEM.

Application de traçage

Nous sommes convaincus que le traçage manuel est plus efficace qu'une application car nous sommes en mesure de fournir un réel service à la population. Les personnes sont contactées ou nous contactent et nous sommes en mesure de les guider et de répondre à toutes leurs interrogations.

Au moment de l'appel, la personne infectée peut poser toutes ses questions ce qui s'est avéré être une réelle valeur ajoutée.

Une application informatique donne uniquement l'information aux personnes qu'elles ont été en contact avec quelqu'un testé positif au Covid-19. Les personnes sont laissées seules avec leurs interrogations et l'anxiété face à la situation, d'où le choix du Gouvernement de privilégier le traçage manuel.

Question 3000 (19.10.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**accueil de malades belges dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Zënter e puer Woche geet d'Unzuel vun de Covid-19-Infektiounen uechtert Europa staark an d'Luucht. Bei eise belschen Nopere klammen d'Zuele vun Dag zu Dag an et sinn aktuell ronn 2.500 Patiente wéinst dem Coronavirus hospitaliséiert. Besonnesch beonrouegend ass d'Situatioun zu Léck, wou schonn dovunner rieds ass, dass d'Spideeler an nächster Zäit kéinten iwwerfëllt sinn. Verschidden Experten an der Belsch schwätzen dovunner, datt d'Situatioun an hire Spideeler deemnächst kéint ausser Kontroll geroden, wann d'Infektiounszuele weider klammen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa an der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung, änlech wéi wärend der éischter Well, eise belschen Noperen Hëllef ubidden a belsch Covid-19-Patienten an eise Spideeler ophuelen, falls d'Situatioun an der Belsch sech weider zouspëtze wäert?

2. Huet d'Regierung der belscher Regierung schonn hir Dispositioun an Hëllefsbereetschaft matgedeelt?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Wann d'Kapazitéiten am lëtzebuergesche Spidolswiesen et erlaben, wäert d'Regierung sech oppe weisen, fir den Nopeschlänner Hëllef bei der Prise en charge vu Covid-19-Patienten unzebidden.

ad 2. Lëtzebuerg steet an enkem Austausch mat der belscher Regierung. D'belsch Regierung ass beschtens au courant vun der Evolutioun vun der Pandemie zu Lëtzebuerg a vun der Situatioun an de Spideeler.

Question 3001 (20.10.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **prêts accordés par les banques :**

La Banque centrale européenne fait des efforts considérables pour inciter les banques des pays membres de l'UE à continuer à prêter de l'argent aux entreprises et ménages pendant l'actuelle situation de crise.

Or, l'IÉSEG (école de commerce à Paris) vient de publier une enquête concernant l'activité de prêts dans une dizaine de pays européens pendant les mois de mars à juillet 2020 en comparaison avec la même période de 2019.

Selon cette enquête, les prêts dans certains pays auraient doublé ou même triplé alors que pour la même période les prêts au Luxembourg auraient presque diminué de moitié passant de 1,7 milliards à 0,9 milliards.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il peut confirmer ces chiffres.

- Quelle est le cas échéant la réaction du Gouvernement face à une telle évolution qui serait autant contraire aux objectifs poursuivis par les incitations créées par la BCE qu'aux efforts du Gouvernement pour maintenir les investissements à un niveau élevé ?

Réponse (23.11.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le Ministère des Finances n'a pas connaissance du rapport auquel fait référence l'honorable Député dans sa question relative aux prêts accordés par les banques luxembourgeoises entre mars et juillet 2020.

Pour autant, il ressort des chiffres publiés par la Banque centrale du Luxembourg que les prêts aux ménages et aux sociétés non financières luxembourgeois ont augmenté de 1,3 milliards d'euros sur la période considérée. Les crédits octroyés ont ainsi progressé de 2 % entre fin mars et fin juillet 2020.

Ces chiffres reflètent le succès des mesures mises en œuvre par le Gouvernement pour maintenir le pouvoir d'achat des ménages et les liquidités des entreprises, ce qui a permis à ceux-ci de limiter le recours à l'endettement bancaire pour faire face à la crise.

Question 3002 (20.10.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **investissements du Fonds de compensation commun au régime général de pension :**

Le Fonds de compensation commun au régime général de pension (ci-après « FDC »), qui a été institué par la loi modifiée du 6 mai 2004, a pour mission d'assurer la pérennité du régime général de pension. À cette fin, la politique de placement du FDC est évaluée régulièrement. Actuellement, le parc immobilier luxembourgeois représente 3 % du patrimoine total du FDC. Partant, le FDC veut augmenter ses investissements dans le parc immobilier et poursuivre ainsi le double but de placements durables et d'une contribution dans l'intérêt de la création de logements abordables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que le pourcentage d'investissement dans le parc immobilier luxembourgeois via le FDC va être augmenté substantiellement ?

Dans l'affirmative, quelle est la proportion d'investissement que le fonds souhaite atteindre dans le parc immobilier luxembourgeois ?

- Dans quels projets immobiliers le FDC veut-il investir ?

- Comment ces investissements vont-ils ou peuvent-ils soulager le marché du logement national ?

- Avec quels acteurs le FDC entend-il coopérer pour réaliser ces investissements ?

Réponse commune (19.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

La stratégie actuelle du Fonds de compensation (FDC) a été définie en 2017 pour une période quinquennale allant de 2018 à 2022. Depuis 2008, le quota réservé à la part immobilier Luxembourg est resté constant en pourcentage, à savoir 5 % du total des actifs.

Au cours des dix dernières années, le montant absolu investi dans l'immobilier a évalué comme suit :

2010 : 208,4 millions d'euros ;

2014 : 247 millions d'euros ;

2015 : 391 millions d'euros ;

2019 : 402,8 millions d'euros.

Au vu de l'évolution positive des autres actifs qui sont notamment investis à travers la Sicav du FDC, la part relative de l'immobilier, qui volontairement ne fait pas l'objet d'une réévaluation périodique, ne représente aujourd'hui que 1,9 % du total des actifs du FDC. Ce quota étant donc bien inférieur au quota stratégique, un investissement supplémentaire d'un ordre de grandeur de 700 millions d'euros serait nécessaire pour atteindre le quota stratégique. Un relèvement de celui-ci au-delà de 5 % est donc pour le moment donné peu réaliste et pas prévu.

Le FDC a acquis en juillet 2020 un immeuble résidentiel à 23 appartements sis à Grevenmacher de la part du Fonds du logement agissant en tant que promoteur social et par après en tant que bailleur social pour la gestion des logements et des revenus locatifs. Actuellement, le FDC est en train de construire la Cité de la sécurité sociale dont le développement se fera en deux phases. La première phase sera terminée en 2023 alors que la deuxième phase s'achèvera en 2027.

Un projet en phase d'étude actuelle consiste dans l'urbanisation du terrain abritant l'Office des assurances sociales situé route d'Esch à Luxembourg dans le cadre du Plan d'aménagement particulier « Nei Hollerich ». Suivant l'état actuel des études, il est prévu d'affecter 41 % de la surface au logement, dont une partie sera réservée à des logements à loyer abordable, et 59 % aux commerces/bureaux.

Un autre projet en phase de pré-étude se situe sur un terrain de plusieurs hectares au nord du pays. Ce projet est à voir dans le cadre de la réalisation de la « Nordstad ». La surface constructible brute s'élève prévisionnellement à 80.100 m² dont 42.900 m² destinés au logement. De cette surface, une partie est également destinée au logement à loyer abordable.

Ainsi, l'ensemble de ces projets permet la création de quelque 660 logements endéans dix ans.

Les développements immobiliers seront réalisés soit en maîtrise d'ouvrage interne soit en collaboration avec un autre acteur du secteur public.

À noter que dans le cadre de l'immobilier d'habitation, le FDC est le deuxième actionnaire de la SNHBM dont le champ d'action couvre, à côté de la construction elle-même, la recherche et l'acquisition de terrains à bâtir, la gestion d'un parc locatif, l'élaboration de PAP, etc. La SNHBM s'est fixé des objectifs ambitieux et prévoit de construire 300 logements par année.

Question 3003 (20.10.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **contrôle des voitures diesel équipées de filtres à particules :**

Selon une étude récente réalisée par les chercheurs de l'Université de Louvain, 15 % des voitures diesel équipées de filtres à particules circulant en Belgique seraient gravement défaillantes. Une voiture sur sept présenterait un problème au filtre à particules ou ne disposerait carrément plus de filtre.

Ces déficiences seraient dues au fait que certains conducteurs enlèvent le filtre de leur voiture pour gagner en puissance ou lorsqu'il arrive à saturation, pour éviter des frais de remplacement substantiels.

Les mêmes chercheurs déplorent qu'il n'y aurait actuellement pas moyen de vérifier de manière fiable la présence et le bon fonctionnement des filtres. Finalement ils constatent qu'une voiture déficiente pollue autant que 10.000 voitures en règle.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si nos centres de contrôle technique sont équipés de compteurs de particules permettant de détecter les voitures aux filtres défaillants.

- Quelle est le cas échéant l'étendue du problème au Luxembourg ?

Réponse (23.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur des déficiences constatées sur des voitures diesel au niveau du filtre à particules. Selon une étude récente réalisée par les chercheurs de l'Université de Louvain, 15 % des voitures diesel équipées de filtres à particules circulant en Belgique seraient gravement défaillantes. Une voiture sur sept présenterait un problème au niveau du filtre à particules ou ne disposerait carrément plus de filtre à particules. Ainsi, l'honorable Député désire savoir si les organismes de contrôle technique agréés au Luxembourg seraient équipés de compteurs de particules permettant de détecter les voitures aux filtres défaillants.

La directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la directive 2009/40/CE, vise à garantir que tous les véhicules circulant sur les voies publiques sont maintenus dans un état respectant les normes sécuritaires et environnementales. Il en découle que des mesures adéquates sont nécessaires afin de prévenir toute manipulation ou contrefaction des composantes des véhicules qui pourrait avoir un impact négatif sur la sécurité ou l'environnement. La directive 2014/45/UE précitée établit ainsi les exigences minimales applicables lors du contrôle technique périodique des véhicules utilisés sur la voie publique. Une de ces exigences est la mesure de l'opacité de la fumée en accélération libre (moteur débrayé, de la vitesse de ralenti à la vitesse de coupure de l'alimentation) qui fait partie du contrôle technique périodique pour les véhicules équipés d'un moteur diesel. Le contrôle à la sortie du tuyau de l'échappement constitue la méthode par défaut pour l'évaluation des émissions à l'échappement en Europe. Ainsi les organismes de contrôle technique agréés au Grand-Duché appliquent également cette méthode de mesure conformément à la directive 2014/45/UE précitée.

Or, la mesure de l'opacité de la fumée s'avère obsolète pour les véhicules modernes en raison de la limite de l'opacité fixée à une valeur trop grande pour pouvoir détecter un défaut du filtre à particules. Réduire la limite de l'opacité n'est pas une solution, comme la limite actuelle est déjà proche de la limite de détection du système de mesure de l'opacité.

Afin de pouvoir détecter un problème au niveau du filtre à particules et pour vérifier que les émissions du véhicule ne se sont pas détériorées à cause d'une manipulation, d'un manque de service ou de réparations inadéquates du filtre à particules, il serait judicieux de procéder à un comptage du nombre de particules émis. Plusieurs études sur la faisabilité d'intégrer cette possibilité de comptage du nombre des particules lors du contrôle technique périodique des véhicules ont été réalisées ou sont au cours de réalisation au niveau européen et international.

Un groupe de travail informel composé de l'association VERT (Verification of Emission Reduction Technologies), d'instituts de méthodologies, de scientifiques et de constructeurs d'équipements de mesure et d'associations gouvernementales de la Suisse, de l'Allemagne et des Pays-Bas a été instauré pour travailler sur de nouvelles exigences pour le contrôle technique périodique des véhicules. Ce groupe de travail développe entre autres de nouvelles méthodologies de contrôle des systèmes de filtres à particules.

De premiers essais prometteurs ont été réalisés en mesurant le nombre de particules émis à la sortie du tuyau d'échappement lorsque le moteur du véhicule est en libre accélération. Cependant, les instruments de mesure pour le comptage du nombre de particules émis se trouvent encore dans un état de développement et ne sont pas pour le moment économiquement viables.

Afin de définir une valeur limite pour le nombre de particules émis, il faut prendre en compte la dégradation naturelle du filtre à particules au cours du temps. D'autres paramètres comme la température du moteur ou la régénération du filtre à particules ont également un effet sur le nombre des particules émis. Il est donc primordial, avant tout déploiement à grande échelle, de définir les circonstances dans lesquelles le contrôle pourra avoir lieu.

Il est à noter qu'avec l'introduction de la norme Euro 6c en 2017, applicable à partir du 1er septembre 2018 pour toute nouvelle immatriculation, les voitures à essence à injection directe doivent également être équipées d'un filtre à particules. Il sera donc essentiel de pouvoir contrôler le nombre de particules émis non seulement des véhicules équipés d'un moteur diesel, mais également des véhicules à essence à injection directe. Il reste à analyser si une seule limite du nombre de particules est à appliquer pour ces deux types de motorisation.

En résumé, les adaptations des procédures du comptage du nombre de particules émis par les véhicules équipés d'un moteur à combustion, des valeurs limites et des standards de performances des équipements se trouvent dans un état avancé. Cependant, la technologie du comptage du nombre de particules se voit encore confrontée à de nombreuses contraintes qui ne permettent pas une introduction immédiate de cette nouvelle technologie dans le contrôle technique périodique des véhicules.

Question 3004 (20.10.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **consommation d'eau et d'électricité :**

Eis Ressourcë fir Stroum ze produzéiere si begrenzt an och eis Waasserressourcen zu Lëtzebuerg si begrenzt.

An dësem Zesummenhang wéilte mir dem Här Energieminister an der Madamm Ëmweltministesch gär follgend Froe stellen:

1. Am Hibléck op de Waasserverbrauch zu Lëtzebuerg: Kann den Här Minister eng Oplëschtung presentéieren, wéi vill Prozent vum Waasserverbrauch genotzt ginn:

- an der Industrie a beim Handwierk,

- am Déngschtleeschtungssecteur,

- bei der Landwirtschaft,

- bei de Privathaushalter?

2. Am Hibléck op de Stroumverbrauch: Kann den Här Minister eng Oplëschtung presentéieren, wéi vill Prozent vum Stroumverbrauch genotzt ginn:

- an der Industrie a beim Handwierk,

- am Déngschtleeschtungssecteur,

- bei der Landwirtschaft,

- bei de Privathaushalter?

3. Existéiert eng Oplëschtung, wéi et no aktuellem Stand ëm d'Reserven am Hibléck op de Waasserverbrauch zu Lëtzebuerg steet?

Réponse commune (20.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Am Joer 2018 sinn 132.000 m³/Dag Waasser aus de Reserve vu Grond- an Uewerflächewaasser benotzt ginn. Dovunner sinn 121.000 m³/Dag genotzt gi fir déi ëffentlech Drénkwaasserreseauen ze speisen. 11.000 m³/Dag sinn duerch privat Pëtzer virun allem fir landwirtschaftlech an industriell Notzung gefërdert ginn.

Vum Gesamtverbrauch vun den 132.000 m³/Dag, déi 2018 rezenséiert goufen, si 60 % vun de private Menagë genotzt ginn, 23 % vun Déngschtleeschtungssecteur, Industrie an Handwierk, an 9 % vun der Landwirtschaft.

ad 2. Am Joer 2019 sinn zu Lëtzebuerg insgesamt 6,449 TWh Stroum verbraucht ginn. Dovu si laut dem ILR sengem Aktivitéitsrapport iwwert d'Exekutioun vu senge Missiounen an de Secteure vum Stroum a vum Gas[32] 58 % (3,759 TWh) vun industrielle Clientë verbraucht ginn, 27 % vu professionellen Clienten a 15 % vu Privathaushalter. Als industriell Clienten definéiert den ILR all Client, dee méi wéi 2 GWh am Joer verbraucht, als professionell déi, déi manner verbrauchen.

Eng Statistik, déi de Stroumverbrauch no de gefrote Secteuren opschlësselt, ass leider net verfügbar.

ad 3. Am Joer ginn zu Lëtzebuerg ongeféier 42,2 Milliounen m³ Drénkwaasser gebraucht. De mëttlere Verbrauch zu Lëtzebuerg kann duerch déi existent Kapazitéite gedeckt ginn. Wärend Periode vu Spëtzeverbrauch (waarmt an dréchent Wieder ëm déi 30 °C a méi) kënnt et lokal zu Engpäss, wat verschidde Versuerger zwéngt, fir am Summer eng „phase orange" auszeruffen. Fir d'Verbrauchsspëtzten ofzedecken, mussen am Summer d'Déifteburunge vun der SEBES, déi eigentlech als Noutléisung geduecht sinn, fir Lëtzebuerg bei enger Entleerung vum Stauséi kënnen ze versuergen, mat a Betrib geholl ginn. Fir dësen Engpäss entgéintzewierken an dem demografeschen an ekonomesche Wuesstum Rechnung ze droen, ass eng Strategie entwéckelt ginn, déi mëttel- a laangfristeg d'Sécherheet vun der Drénkwaasserversuergung soll sécherstellen:

1. Den Nei- an Ausbau vun der SEBES-Anlag mat enger Produktiounskapazitéit, déi vun 72.000 op 110.000 m³/Dag eropgeet. Déi nei Anlag wäert viraussiichtlech am Hierscht 2021 kënnen a Betrib goen.

2. De Schutz vun all eise Ressourcen: Et ass wichteg, all eis Ressourcen ze schützen, fir datt d'Waasser laangfristeg als Drénkwaasser notzbar ass. Eng Rei vu Grondwaasserressourcë sinn aktuell net a Betrib, well se qualitativ Problemer hunn. Duerch e konsequente Schutz an der Ëmsetzung vun de Moossnameprogrammer an de Schutzzone sollen dës Ressourcë laangfristeg och erëm kënne genotzt ginn.

3. Eng konsequent Spuerstrategie: Et ass zum Zil gesat ginn, fir bis 2040 ca. 24 % vum spezifesche Pro-Kapp-Verbrauch anzespueren iwwert d'Ëmsetzung vu spuersamen Armaturen an Apparater, iwwert d'Verhalensännerungen an iwwert d'Substitutioun vun Drénkwaasser duerch Reen- a Growaasser fir Notzungen, déi keng Drénkwaasserqualitéit brauchen.

4. Nei Ressourcen: D'Wuesstumsprognosen hu gewisen, datt d'Reaktivéierung vun alle Ressourcen an d'Aspuerungen am Verbrauch eleng net duerginn, fir laangfristeg der steigender Demande Rechnung ze droen. Dofir lafen aktuell Machbarkeetsetüde vun enger Opbereedung vu Muselwaasser zu Drénkwaasser, fir Lëtzebuerg och an 20 Joer nach kënne mat genuch Drénkwaasser ze versuergen.

Question 3005 (20.10.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **classement des femmes enceintes comme personnes vulnérables dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

De Conseil supérieur des maladies infectieuses du Luxembourg huet Fraen, déi e Kand erwaarden, op d'Lëscht vun deenen offiziell unerkannte vulnerabele Persoune gestallt.

Dat bréngt mat sech, datt net nëmmen d'Fra an aneren Ëmstänn selwer fir hir Gesondheet an d'Gesondheet vun hirem zukünftege Puppelche ganz vigilant suerge muss, mee datt och d'Gesellschaft eng Verantwortung géintiwwer de Fraen an aneren Ëmstänn huet.

An engem Artikel vum 14. Oktober 2020 aus der online Versioun vum „Luxemburger Wort" stinn e puer Aussoen, déi eng méi genee Beliichtung bräichten. Am besoten Artikel heescht et:

« Sitôt ce statut reconnu, un aménagement du poste de travail peut être envisagé dans les cas où la protection face au virus peut sembler critique pour l'état de santé de la salariée. » Par exemple, en cas de travail effectué dans un bureau fort fréquenté ou à la ventilation mal assurée. « Mais cela peut aussi être un accueil sans protection plexiglas. »

Si l'aménagement ne peut être envisagé, il est alors fortement recommandé d'essayer de « trouver un autre lieu de travail moins exposé ». Mais attention, précise le Dr Berthet « en aucun cas ce statut n'octroie de fait aucun droit de retrait du salarié ou aucune dispense de travail. Seul l'état de santé peut justifier un arrêt de l'activité de la salariée .»

Déi do Formulatioune sinn also just Recommandatiounen, ouni direkt Obligatioun fir de Patron. A wann elo wierklech keng Méiglechkeet besteet, fir der Fra hir Aarbechtsplaz méi sécher ze gestalten, huet si awer kee Recht, fir vun hirer Aarbecht fräigestallt ze ginn.

Dowéinst wéilte mir der Madamm Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Gesondheetsminister der Meenung, datt esou eng Recommandatioun ouni Obligatioun duergeet, fir eng Fra an aneren Ëmstänn an hiert Kand ze protegéieren?

2. Kéinten d'Patronen net eng staatlech Hëllef kréien, fir z. B. d'Raimlechkeeten ze adaptéieren, fir Fraen an aneren Ëmstänn eng sécher Aarbechtsplaz ze garantéieren?

3. Kënnen d'Patronen - an deene Secteure wou et méiglech ass - net encouragéiert ginn, fir de Fraen an aneren Ëmstänn Heemaarbecht (télétravail) ze erlaben?

4. Wann eng „grossesse à risque", wat jo d'Fra nach eemol méi vulnerabel mécht, och um psychesche Plang, vum Gynekolog diagnostizéiert gëtt, huet d'Fra dann an der Covidperiod Recht op eng Dispens vun der Aarbecht?

Weider heescht et:

« Pour le Dr Berthet, cette nouvelle classification a aussi un but préventif. Attirer, si besoin est, l'attention des femmes concernées sur les nécessaires précautions à prendre face au coronavirus. Pas seulement l'application de gestes barrières mais aussi des changements de comportement au quotidien, « "comme choisir de faire ses achats dans les tranches horaires où les magasins sont moins fréquentés". »

5. Ass d'Madamm Gesondheetsminister sech bewosst, datt net all Fra eng Aarbechtsplaz huet, wou se sech esou flexibel ariichte kann?

6. Wéi e rechtlechen an eventuell finanzielle Kader gëtt et, fir d'Aarbechtszäite vun de Fraen, déi erwaarden, a Covidszäite kënne méi flexibel ze gestalten?

Réponse (20.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Recommandatiounen, déi de Conseil supérieur des maladies infectieuses ausschafft, sinn effektiv „just" Recommandatiounen a stelle keng legal Obligatioun duer.

D'Arbechtsdokteren, deenen hir Missioun virun allem dora besteet, de Salarié esou gutt wéi méiglech op senger Aarbechtsplaz ze schützen, si gehalen an den Avisen, déi si ausstellen, dëse Recommandatioune Rechnung ze droen.

Op Ufro vum Employeur an/oder vum Salarié, deen enger Kategorie vu vulnerabele Persounen zougeuerdent ka ginn, kann den Aarbechtsdokter eng Evaluatioun vum Aarbechtsëmfeld vum Salarié maachen a kucken, ob hien engem eventuelle Risk ausgesat ass oder net. Dobäi gëtt berücksichtegt, ob d'Aarbechtsëmfeld d'Anhale vun der Distanciation sociale erlaabt. Wann dat net méiglech ass, muss d'Aarbechtsëmfeld aneschters organiséiert ginn (z. B. e Plexiglas, fir déi schwanger Fra manner engem Risk auszesetzen, déi Fra an en anere Büro ze setzen, wou manner Leit zirkuléieren asw.).

ad 2. De Code du travail gesäit schonn e spezifesche Schutz fir schwanger Frae vir. Wann et effektiv net méiglech ass, den Aarbechtsposten esou ze amenagéieren, datt déi schwanger Fra engem manner grousse Risiko ausgesat ass, a wa keen aneren Aarbechtsposten zur Verfügung steet, kann den Aarbechtsdokter effektiv decidéieren, fir der schwangerer Fra eng Dispense de travail auszestellen. Et si keng staatlech Hëllefe virgesinn, fir d'Patronen an der Reorganisatioun vum Aarbechtsëmfeld ze ënnerstëtzen.

ad 3. D'Aarbechtsdokteren encouragéiere generell den Teletravail fir déi vulnerabel Persounen, souwäit hir Aarbechtstâche dat och erlaabt.

ad 4. De Code du travail gesäit eng ganz Rëtsch Aarbechte vir, déi als gefäierlech fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vu schwangere Fraen oder nach vu Fraen, déi nieren, gëllen a wou den Employeur gehalen ass, aner Dispositioune fir déi concernéiert Fraen en place ze setzen. Dorënner falen ë. a. Aar-

[32] https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU-1685561960-831.pdf

bechten, bei deenen d'Frae sech engem biologeschen oder chemesche Risk aussetzen.

Wann d'Reorganisatioun vum Aarbechtsposten technesch net machbar ass, muss déi schwanger Fra engem aneren Aarbechtsposten zougedeelt ginn, wou si z. B. manner Kontakt mat Leit huet a soumat engem manner grousse Risiko ausgesat ass. Wann dat net méiglech ass, kann den Aarbechtsdokter eng Dispense ausschreiwen.

ad 5. D'Recommandatioun, datt vulnerabel Persounen hir Akeef ausserhalb vun den Auerzäiten maachen, wou déi gréissten Affluenz an de Butteker ass, ass als Beispill genannt ginn an dem Artikel, wourop sech bezu gëtt. Aner Méiglechkeete kéinten z. B. sinn, seng Akeef gréisstendeels online ze maachen, Tâchen, wou eng Distanz vu mindestens zwee Meter net agehale ka ginn, ze delegéieren asw.

Am Fall wou eng schwanger Fra estiméiert, datt hire Patron net déi néideg Precautiounen hëlt, ass et hir ëmmer méiglech, Récksprooch mat hirem Aarbechtsdokter ze huelen.

ad 6. D'Bestëmmunge vum Code du travail, déi et erméiglechen, d'Aarbechtszäite méi flexibel ze gestalten, kënne fir all Salarié applizéiert ginn.

Och gëtt den Teletravail generell encouragéiert, souwäit d'Aarbecht dat och erlaabt.

Question 3006 (20.10.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **prime de risque des douaniers :**

D'Aarbecht vun der Douane ass dacks mat ville Gefore verbonnen. An deem Kontext sinn d'Beamten net fir näischt änlech ausgerëscht, ewéi d'Police: Waffen an Handschelle gehéieren zu der Standardausrüstung an och kierperlech Aggressioune géint d'Beamte sti leider un der Dagesuerdnung. An deem Sënn ass et a priori verwonnerlech, datt d'Beamte vun der Douane eng Prime de risque vu just 10 Punkten hunn - also genee déi selwecht Unzuel u Punkten ewéi d'Beamte vum Contrôle de stationnement (Pecherten). Am Verglach dozou hunn d'Police, d'Arméi an d'IGP am Groupe de traitement C eng Prime de risque vu 35 Punkten.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un den Här Minister Finanzminister an un den Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht:

- Ass et an den Ae vun der Regierung justifiéiert, datt d'Beamte vun der Douane eng Prime de risque vu just 10 Punkte kréien, obwuel hir Aarbecht mat ville Gefore verbonnen ass? Wéi argumentéiert d'Regierung an dëser Fro? Misst dës Primm net no uewen ugepasst ginn an, wa jo, a wéi engem zäitleche Kader?

Réponse commune (20.11.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Déi honorabel Deputéiert ginn an hirer parlamentarescher Ufro op d'Prime de risque vun den Douanesbeamten an. Si stelle fest, dass d'Beamte vun der Douanesverwaltung eng Prime de risque vun 10 Punkte kréien an zum Beispill d'Beamten aus der Gehälterkategorie C vun der Police eng Prime de risque vu 35 Punkte kréien. D'Douanesbeamte wieren och genau esou ewéi d'Police dem Risiko vu kierperlechen Aggressiounen ausgesat.

Als éischt wéilte mir drop hiweisen, dass déi Primm vu 35 Punkten, déi d'Beamten aus der Gehälterkategorie C vun der Police kréien, keng Prime de risque ass, mee eng Prime de régime militaire. Dës Primm huet an der Vergaangenheet verschidde Primmen ersat, dorënner d'Prime de vélo, d'Prime pour fêter dignement la fête nationale an och d'Prime de risque. Et kann een déi zwou Primmen also net einfach esou vergläichen.

Den 22. September 2020 huet d'Douanesgewerkschaft eng Streikprozedur an d'Weeër geleet, andeems se d'Madamm Presidentin vun der Commission de conciliation mat enger Demande saiséiert huet, wou et ëm dëst Theema geet. De Regierungsrot huet de 6. November 2020 d'Zesummesetzung vun der Delegatioun, déi d'Regierung vertriede soll, decidéiert. An den nächste Woche wäerte sech also d'Douanesgewerkschaft an déi Delegatioun vun der Regierung am Kader vun där Conciliatioun gesinn.

Well mir deene Gespréicher net virgräife kënnen, kënne mir den honorabelen Deputéierten zu dësem Zäitpunkt keng weider Informatiounen dozou ginn.

Question 3007 (20.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **vaccination contre la grippe saisonnière :**

La grippe saisonnière est une maladie infectieuse et très contagieuse sévissant chaque année, surtout en période hivernale. Elle est surtout dangereuse à cause des complications qu'elle peut provoquer. Il est d'ailleurs possible de se protéger de la grippe saisonnière chaque année à partir du mois d'octobre par le biais de la vaccination. La vaccination constitue le seul moyen efficace pour se protéger contre la grippe saisonnière annuelle et ses éventuelles complications. Dans ce contexte, il ressort d'une information publiée par la Caisse nationale de santé (CNS) que le vaccin est pris en charge par cette dernière pour les groupes de population à risque élevé, dont les personnes âgées de plus de 65 ans, les adultes et enfants souffrant de maladies chroniques etc.

Pourtant, les groupes de personnes éligibles à la prise en charge auraient été modifiés cette année. En effet, il nous revient que des personnes ayant pour motif médical « antécédents oncologiques » et étant éligibles les dernières années à une prise en charge pour la vaccination contre la grippe saisonnière ne figurent plus dans les groupes éligibles cette année et se voient donc refuser la prise en charge.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement peut-il confirmer que les groupes de personnes éligibles à la prise en charge par la CNS pour la vaccination contre la grippe saisonnière ont été modifiés ?

- Si cela s'avère être le cas, quelles sont les raisons ?

- Pour quelles raisons les personnes ayant un motif médical « antécédents oncologiques » se voient refuser la prise en charge de la vaccination contre la grippe saisonnière ?

- Y a-t-il d'autres motifs médicaux ayant été pris en charge les dernières années se retrouvant enlevés de cette liste de groupe de personnes éligibles à la prise en charge de la vaccination contre la grippe saisonnière cette année ?

Réponse commune (12.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

À titre préliminaire, il convient de souligner que la prise en charge de la vaccination contre la grippe saisonnière se base sur une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la CNS dans le cadre des mesures de médecine préventive organisées en collaboration avec la Direction de la santé comme l'entend l'article 17, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale.

La dernière modification de cette convention a pris effet au 1er mars 2017 et portait notamment sur une extension des bénéficiaires du programme aux femmes enceintes.

Actuellement peuvent bénéficier d'une prise en charge les personnes protégées, âgées de 65 ans et plus, ou celles présentant des risques particuliers.

La prise en charge du vaccin pour les personnes protégées âgées de moins de 65 ans, est garantie sur base d'une ordonnance médicale justifiant que le médicament est administré :

- à une femme enceinte :

- ou dans une des indications suivantes :

• maladies chroniques des poumons ;

• maladies chroniques du cœur ;

• maladies métaboliques chroniques ;

• immunodépressions congénitales ou acquises par maladie ou par traitement médicamenteux ;

• maladies auto-immunes ;

• hémoglobinopathies ;

• maladies neurologiques ou neuromusculaires avec un risque élevé de pneumopathie par aspiration ;

• maladies justifiant d'un traitement chronique par l'acide acétylsalicylique d'une personne âgée de moins de 18 ans.

Le cercle des personnes éligibles pour bénéficier de ce vaccin n'a donc pas été modifié cette année et la situation liée à la pandémie Covid-19 n'a également pas induit de changement au niveau des bénéficiaires.

Question 3008 (20.10.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **monitoring gratuit du cycle du carbone et d'azote et de la performance climatique pour les exploitations agricoles :**

Lors de l'heure d'actualité du 19 novembre 2019 au sujet de l'agriculture et des défis dus au changement climatique, la Chambre des Députés a voté une motion invitant le Gouvernement à offrir à toute exploitation agricole un monitoring gratuit du cycle du carbone et de l'azote et de la performance climatique (« Klimacheck », « Nachhaltigkeitscheck »). Ce monitoring devrait être complété par des indicateurs de durabilité globale de l'exploitation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Le Gouvernement a-t-il déjà donné suite à cette motion ?

- Dans l'affirmative, le ministre peut-il m'informer sur les travaux entamés dans ce domaine ?

- Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (16.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est en train de concevoir et de mettre en place un outil web lequel sera mis en ligne début 2021.

Le but de ce site Internet est de sensibiliser les agriculteurs sur le sujet et de leur permettre d'établir un premier bilan énergétique ou de performance de leur exploitation.

Le potentiel d'économie d'énergie sur leur exploitation sera évalué sur base de données de référence en matière d'énergie.

Question 3009 (20.10.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **activités du Gouvernement iranien sur le territoire luxembourgeois :**

An engem Artikel vu „Welt online" vum 16. Oktober 2020 mam Titel „Codename ‚Daniel' - die Spur des Terrors führt ins Zentrum Europas" gëtt eng international Policeaktioun wéinst engem versichten Attentat géint déi iranesch Oppositioun zu Paräis vu virun zwee Joer beschriwwen. An deem Artikel gëtt déi iranesch Regierung heifir verantwortlech gemaach. Am Artikel heescht et ënner anerem:

„Es ist der frühe Nachmittag des 28. Juni 2018, als ein iranisch-belgisches Ehepaar sich mit einem Mietwagen ihren Weg durch die Innenstadt Luxemburgs bahnt. Sie parken und gehen zu Fuß an der Rue Aldringen vorbei in Richtung Grand-Rue, um dann das Kaufhaus Alima zu betreten.

Was Nasimeh Naami und Amir Saadouni nicht wissen: Ihre Bewegungen werden akribisch von der Polizei überwacht. ‚Erst als sie das Kaufhaus Alima betreten, wird die Observationsgruppe aufmerksam auf einen dritten Mann, der sich schon seit einiger Zeit in der Umgebung von Saadouni und Naami aufgehalten hatte', notiert der Beschattungsbericht. ‚Diese Person, die wir in diesem Bericht provisorisch ‚T3' genannt haben, geht auch in das Kaufhaus Alima.'

Was die luxemburgischen Beamten dort beobachten, ist ein klandestines Treffen zur Übergabe einer Bombe, die zwei Tage später in Villepinte nördlich von Paris hochgehen soll. Ihr Ziel: Das Jahrestreffen des oppositionellen Nationalen Widerstandsrates des Iran, an dem in diesem Jahr etwa 25.000 Menschen teilnehmen, darunter auch viele bekannte internationale Persönlichkeiten und Politiker. Im Visier sind vor allem die Präsidentin des Nationalen Widerstandsrates, Maryam Rajavi, die auch die Volksmudschahedin, die dominierende Organisation des Widerstandsrates, anführt.

Das erste Mal steht ein Staat für einen Anschlag vor Gericht

Wenige Stunden vor dem Anschlag verhaften die belgischen Behörden Naami und Saadouni auf dem Weg nach Paris und konfiszieren die Bombe. Schon in den ersten Verhören packen die beiden aus. Laut Verhörprotokollen gibt Saadouni preis, wer der geheimnisvolle Kontaktmann ‚T3' war, der ihnen in Luxemburg die Bombe übergab - mit 550 Gramm TAPT und einem separaten Fernzünder, den sie in Naamis Damenkulturbeutel versteckten.

Es handelt sich um den dritten Botschaftsrat der iranischen Vertretung in Wien, Assadollah Assadi, Codename ‚Daniel'. Er wird am nächsten Tag in Deutschland verhaftet und später, trotz iranischer Proteste, an Belgien ausgeliefert. Ein weiterer Mitverschwörer, Undercover-Agent Mehrdad Arefani, der die Volksmudschahedin unterwandert haben soll, um den Anschlag vorzubereiten, wird später von Frankreich an Belgien ausgeliefert."

Och ouni d'Geriichtsurteel ofzewaarden, weisen d'Beweiser an dësem Fall eendeiteg drop hin, datt d'iranesch Regierung hei Verantwortung dréit. En iraneschen Diplomat war op Lëtzebuerger Territoire direkt an dës Aktioun implizéiert.

An deem Kontext wéilt ech den Hären Aussen- an Europaminister a Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung den Artikel aus der „Welt online" confirméieren?

2. Wa jo, wéi eng lëtzebuergesch Déngschter waren un dëser Aktioun bedeelegt?

3. Huet Lëtzebuerg respektiv d'EU wëlles, Sanktioune géint déi iranesch Féierungsspëtzt ze verhänken?

4. Wéi affektéiert dës terroristesch Aktivitéit vum Iran zu Lëtzebuerg eis bilateral Relatioune mat deem Staat?

5. Huet d'Lëtzebuerger Regierung den iranesche Botschafter an dëser Affär aberuff, fir eng offiziell Erklärung ze kréien? Huet d'Regierung bei der Regierung zu Teheran intervenéiert a protestéiert?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Regierung confirméiert, datt am Juli 2018 Verhaftungen an der Belsch, a Frankräich an an Däitschland stattfonnt hunn an datt heibäi och eng Quantitéit Explosiffe saiséiert goufen. Dës Aktioun huet stattfonnt am Kader vun enger Geriichtsaffär, déi an der Belsch amgaangen ass an déi terroristesch Aktivitéite viséiert.

ad 2. Zu Lëtzebuerg waren de Service de renseignement de l'État, de Parquet vu Lëtzebuerg an d'Police grand-ducale mat dëser Affär befaasst.

ad 3. Am Zesummenhang mat de beschriwwenen terroristeschen Aktivitéiten an Europa goufen am Januar 2019 zwee iranesch Staatsbierger vun der EU op d'Lëscht vun den Terroriste gesat. Et ginn aktuell keng Iwwerleeungen, fir Sanktioune géint déi iranesch Féierungsspëtzt ze verhänken.

ad 4. Dës Zort vun terroristescher Aktivitéit ass Deel vun enger systematescher Persecutioun, där iranesch Oppositioneller ausgesat sinn, sief et am Iran selwer, oder esouguer am Ausland. Lëtzebuerg appelléiert reegelméisseg un den Iran, souwuel an eise bilaterale Kontakter wéi bannent de Vereenten Natiounen, fir all Form vu Repressioun géint d'Meenungsfräiheet en Enn ze setzen.

ad 5. De Lëtzebuerger Ausseministère steet a reegelméissegem an oppenem Austausch mat der iranescher Ambassade zu Bréissel. Dat erméiglecht eis, all Sujeten ze diskutéieren.

Question 3010 (20.10.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **volet opérationnel de la stratégie de vaccination contre la Covid-19 :**

L'annonce de Monsieur le Premier Ministre de la disponibilité probable d'un vaccin contre Covid-19 dès la fin de l'année 2020 presse les interrogations suivantes quant à la mise en place du volet opérationnel de la future campagne de vaccination :

1) Une campagne d'information est-elle prévue afin de mettre à disposition de la population tous les renseignements utiles au sujet du vaccin, son indication, son efficacité et ses effets secondaires ?

2) Sachant que la stratégie de vaccination de la Commission européenne prévoit que le personnel de santé, les personnes âgées et vulnérables sont à vacciner en priorité, le ministère a-t-il déjà compilé les informations nécessaires afin d'inviter ces personnes à se faire vacciner ?

3) Dans l'affirmative, combien de personnes rentrent dans chacune de ces catégories et est-ce que la première livraison de doses suffira à couvrir les besoins de ces populations ?

4) Dans la négative, quelles seront les règles de priorité supplémentaires que le Ministère de la Santé compte appliquer ?

5) L'administration des vaccins se fera-t-elle dans les cabinets médicaux ou via des centres spécialement aménagés à cet effet ? La réactivation des centres de soins avancés est-elle une option dans ce contexte ?

6) Comment la collecte des données concernant les effets secondaires sera-t-elle organisée ?

Réponse (20.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Actuellement, plusieurs vaccins fabriqués par différentes firmes pharmaceutiques font l'objet d'une acquisition commune via la Commission européenne (CE) pour tous les États membres de l'UE dont le Luxembourg. Certains de ces vaccins sont en cours d'évaluation par l'Agence européenne des médicaments (EMA) quant à leurs données de qualité, efficacité et sécurité. Dès lors, ces données et les indications spécifiques ne sont pas encore disponibles. Toutefois, au sein de la Cellule de crise, le groupe de travail dédié au déploiement de la vaccination au Luxembourg prépare un plan de communication qui sera alimenté par ces données au fur et à mesure de leur disponibilité via les instances européennes (CE et EMA).

ad 2) Le groupe de travail du Ministère de la Santé dédié au déploiement de la vaccination a suivi les travaux de la CE et de l'OMS en la matière et le Conseil supérieur des maladies infectieuses a émis des recommandations générales concernant la stratégie vaccinale contre la Covid-19. Ces recommandations ont été publiées le 22 septembre

2020[33] et sont en ligne avec la stratégie de la CE. La stratégie de vaccination qui sera définitivement adoptée par le Gouvernement sera finalisée dans les jours à venir étant donné que le groupe de travail du Ministère de la Santé continuera de récolter des informations qui seront indispensables pour cette stratégie vaccinale. En effet, actuellement, il n'y a pas suffisamment d'éléments de connaissances sur la durée de l'immunité conférée par les vaccins après la vaccination ou sur le besoin de doses de rappel périodiques. Les données des études d'immunogénicité et d'efficacité à long terme éclaireront l'orientation de la future stratégie de vaccination.

ad 3) Le nombre de personnes reprises dans les catégories citées ci-dessus s'établissent comme suit (chiffres arrondis au millier) :

- 17.000 professionnels de la santé (professions médicales et professions de santé réglementées) ;

- 90.000 personnes âgées de 65 ans et plus ;

- 132.000 personnes vulnérables (chiffres estimés).

Le nombre de doses de vaccin qui constituera la première livraison n'est pas encore connu.

ad 4) Ces règles seront établies en fonction des caractéristiques du vaccin afin d'offrir un bénéfice maximum pour la population.

ad 5) L'administration des vaccins se fera au sein de centres spécialement aménagés à cet effet. La vaccination des professionnels de la santé pourra en outre être offerte dans le cadre de leur activité professionnelle. Des discussions sont en cours avec les médecins généralistes sur les modalités relatives à leur participation à la mise en œuvre de la stratégie de vaccination, sachant que les conditions de livraison et de stockage des vaccins, ainsi que leur conditionnement en flacons multidoses, constituent des contraintes qui limitent les possibilités de vaccination en cabinet médical.

ad 6) Tous les médicaments et vaccins sur le marché sont surveillés en permanence. Les effets indésirables éventuels peuvent être signalés par les professionnels de la santé et les patients via différentes modalités décrites sur le site sante.lu[34].

Dans le cadre de la vaccination Covid-19, la collecte des données concernant les effets secondaires se fera conformément aux exigences réglementaires en la matière[35] et sera intégrée au système d'enregistrement et de suivi informatisé actuellement en cours de développement et qui sera mis à disposition des vaccinateurs.

Par ailleurs, l'Agence européenne des médicaments, en étroite collaboration avec les États membres, la Commission et des partenaires européens et internationaux, met en place des activités de surveillance renforcée de la sécurité spécifiquement pour les vaccins Covid-19. Les États membres seront invités à partager leurs données nationales de surveillance sur les effets secondaires, le cas échéant, avec d'autres États membres et les autorités européennes. Ces activités visent à garantir que toute nouvelle information post-commercialisation est collectée, identifiée et évaluée de manière centralisée le plus rapidement possible, et que des mesures réglementaires appropriées sont prises en temps opportun pour protéger les patients et préserver la santé publique.

Question 3011 (20.10.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **recyclage et l'extension du sac bleu :**

La stratégie « Null Offall Lëtzebuerg » fournit une feuille de route pour une gestion plus durable de nos ressources et de nos déchets dans les années à venir, les principes de l'économie circulaire étant centraux à cet égard. La stratégie a vocation à aboutir à un changement de paradigme, voulant passer d'une gestion des déchets vers une gestion des ressources. La stratégie accorde une priorité absolue à la prévention des déchets, y inclus la préparation en vue du réemploi, suivi par le recyclage et la valorisation. Dans cette optique, la problématique des emballages est centrale : afin d'arriver à une société zéro déchets, il sera essentiel de réduire nettement les emballages produits, de réduire les ressources requises pour leur production, de promouvoir les emballages réutilisables et de veiller à un recyclage de qualité élevée.

Une série de reportages récemment télévisés sur une chaine luxembourgeoise s'est penchée sur la question du recyclage des emballages. Selon plusieurs intervenants, il serait primordial d'étendre la collecte par le biais du sac bleu à d'autres fractions d'emballages si le Luxembourg souhaite atteindre les taux de recyclage imposés par l'Europe. En outre, il a été noté que le tri automatique des fractions collectées dans le sac bleu « étendu » serait plus efficace et moins cher que le tri suivant la collecte des fractions dans les centres de recyclage.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Dans quelle mesure l'extension du « sac bleu » à d'autres fractions d'emballages peut-elle contribuer à la réalisation des objectifs prévus dans la stratégie « Null Offall Lëtzebuerg » ?

2) Le système du sac bleu peut-il avoir des effets défavorables sur la réalisation des objectifs précités, notamment en ce qui concerne la réduction des déchets d'emballages, ou encore la qualité du tri des déchets ?

3) Madame la Ministre peut-elle confirmer que le tri automatique des fractions collectées dans le sac bleu « étendu » est plus efficace et moins cher que le tri suivant la collecte des fractions dans les centres de recyclage ?

Réponse (19.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) La stratégie « Null Offall Lëtzebuerg » vise une gestion responsable et durable de nos ressources et de nos déchets avec le but d'éliminer dans l'avenir la notion de déchets. Elle est fortement liée aux principes de l'économie circulaire et au maintien de la valeur des ressources. C'est notamment le concept de la colline de la valeur des ressources qui constitue le fil rouge de la stratégie. Ce concept considère par ordre de priorité les actions visant à concevoir des objets de qualité, à prolonger l'utilisation de leur cycle d'utilisation notamment par leur caractère de réparabilité et de réemploi, le reconditionnement et la récupération des ressources en fin de cycle d'utilité pour les réintroduire dans le cycle économique.

Dans cette logique, la collecte de déchets, y inclus les déchets d'emballages collectés par le sac bleu de Valorlux se place au niveau inférieur de cette hiérarchie.

En matière d'emballages, les actions prioritaires devront donc cibler notamment la réduction des emballages superflus et la promotion des emballages réutilisables. En même temps, la distribution en vrac de certains produits ainsi que la possibilité pour le consommateur d'utiliser ses propres emballages constituent des pistes essentielles à poursuivre.

Ces mesures sont à prendre indépendamment d'un renforcement des collectes séparées de déchets d'emballages. Selon la stratégie « Null Offall Lëtzebuerg », l'objectif en matière de déchets d'emballages est de récupérer au mieux les matières contenues dans les emballages, et plus particulièrement dans les emballages à usage unique. Cet objectif est à atteindre en uniformisant et simplifiant les collectes séparées des déchets d'emballages au niveau national et en facilitant l'accès aux différents points de collecte.

Compte tenu du fait qu'à l'heure actuelle, les déchets résiduels contiennent encore une grande partie de déchets d'emballages et plus particulièrement d'emballages en plastiques, des efforts supplémentaires sont à réaliser pour offrir un supplément de structures de collecte et d'atteindre ainsi encore plus de citoyens. Ceci ne peut être réalisé qu'en tenant compte des différences d'habitudes des citoyens et de proposer un certain nombre de systèmes de collecte différents qui tous sont à voir dans une approche de complémentarité.

En tant que systèmes d'apport, les centres de recyclage, qui seront à transformer en centres de ressources, devront désormais en réseau et accepter une gamme identique de produits. Au niveau de la distribution, les clients devront avoir la possibilité de profiter de leurs déplacements vers un supermarché pour pouvoir y remettre un certain nombre de fractions de produits.

En même temps, les systèmes de collecte à domicile sont à renforcer. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'extension du sac bleu de Valorlux. Cette extension peut donc constituer un maillon supplémentaire dans la réalisation de l'objective spécifique 3.3. de la stratégie « Null Offall Lëtzebuerg » pour ce qui est des déchets d'emballages à usage unique en plastique. La condition en est que les différentes fractions de déchets collectés par ce sac puissent effectivement être recyclées après avoir subi une opération de tri. Une extension du sac bleu de Valorlux ne doit pas nous amener à une situation dans laquelle la fraction à valoriser (valorisation énergétique) augmente et ceci au détriment d'un recyclage de qualité. Cet aspect de transparence envers le consommateur est un élément essentiel de la gestion des déchets au Luxembourg.

ad 2) Tel qu'il a été précisé ci-dessus, le système du sac bleu constitue un des maillons dans la réalisation de l'objectif de renforcement du recyclage prévu par la stratégie, sachant bien que selon les principes de la colline des valeurs, la collecte séparée se situe à un niveau inférieur par rapport aux autres mesures qui consistent à éviter des emballages superflus et à promouvoir des emballages à usages multiples.

Pour les citoyens, le sac bleu constitue en effet une solution facile et pratique pour se débarrasser de certains de leurs déchets d'emballages étant donné que le système prévoit une collecte en mélange de ces fractions. Or, ce mélange se fait sans contrôle au moment où le consommateur met ses déchets dans le sac. Il devra donc être veillée à ce que la qualité des différentes fractions collectées ensemble reste, après tri, telle qu'elles peuvent être soumises à un recyclage de qualité.

Tel est d'ailleurs l'objectif du projet pilote actuellement en cours dans les communes du SIDEC. Actuellement, les résultats intermédiaires montrent que la qualité de tri permet ce recyclage et que les indésirables restent en dessous des seuils fixés. Il faut toutefois attendre le rapport final du projet pilote reprenant toutes les conclusions. Si ce rapport confirme les résultats, une généralisation de l'extension du sac bleu peut être autorisée.

ad 3) Les propos relatifs à l'efficacité du tri et aux coûts mentionnés dans les reportages télévisés se basent sur un document commandité par Valorlux en comparant la collecte telle qu'elle se fait actuellement dans un « Drive-In » situé dans un centre commercial à la collecte étendue par le sac bleu organisée par Valorlux. En termes de recyclage des matières collectées, les deux systèmes peuvent aboutir au même résultat.

La collecte moyennant le sac bleu constitue un mélange de différentes fractions de déchets d'emballages. Ce mélange ne peut pas être soumis directement à un recyclage. Il doit d'abord être trié.

Dans le « Drive-In », les mêmes fractions que celles collectées par le sac bleu sont collectées directement de façon séparée. De ce fait, certaines fractions peuvent être soumises à un recyclage sans qu'un tri préalable ne soit nécessaire.

D'autres fractions dont particulièrement celles constituées de gobelets et blisters ainsi que de barquettes en plastique nécessitent un tri préalable au recyclage. Il s'agit en effet de déchets d'emballages constitués de différents types de plastique. Cette façon de collecter a d'ailleurs été demandée par Valorlux. Il s'agit par ailleurs des mêmes fractions que celles collectées par Valorlux dans ses 16 Re-Box installés à travers le pays près de centres commerciaux.

Si donc à l'instar du sac bleu Valorlux procèderait également au tri de ces fractions de barques, blisters et gobelets en plastique au lieu de les soumettre à une opération de valorisation thermique, l'efficacité en termes de recyclage des deux systèmes serait la même.

En ce qui concerne les coûts des deux systèmes de collecte, le document comparatif ne permet pas de tirer des conclusions définitives. Une analyse plus détaillée devrait être faite pour évaluer si pour les deux systèmes la base de comparaison est égale. Étant donné que l'Administration de l'environnement n'a pas été consultée dans le cadre de cette comparaison, certains chiffres relatifs aux coûts utilisés ne peuvent pas être confirmés et ne correspondent pas à la réalité.

Question 3012 (20.12.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**efficacité énergétique du superordinateur luxembourgeois MeluXina :**

En juin 2019, le Gouvernement avait présenté les premiers détails du futur superordinateur luxembourgeois « MeluXina », qui intègrera le réseau européen EuroHPC de superordinateurs. MeluXina sera déployé sur 160 m^2 dans le centre de données de LuxConnect à Bissen et consommera une énergie électrique d'environ 1,5 mégawatt par heure, mais sera alimenté à 100 % par de l'énergie verte produite par Kiowatt, une centrale de cogénération alimentée par du bois de rebut. Comme pour tout ordinateur, cette consommation électrique se transformera en chaleur qu'il faudra évacuer efficacement afin d'éviter des baisses de performances voire des pannes de matériel. Dans ce contexte, la centrale de cogénération fournirait également la chaleur paradoxalement utile pour le refroidissement de MeluXina, tout comme pour le reste du centre de données de LuxConnect. Enfin, du free cooling serait possible dès une température extérieure en dessous de 10 C°.

Les informations officielles publiées jusqu'ici font état d'une puissance de calcul de plus de 10 pétaflops par seconde (Flop = floating point operation), ce qui correspond à plus de 10 millions de milliards d'opérations de calcul par seconde, de plus de 80 térabyte de mémoire Ram et de plus de 20 pétabytes de capacité de stockage. Avec cette puissance de calcul, le superordinateur luxembourgeois restera toujours très loin derrière le superordinateur le plus puissant du monde (415,5 PFlop/s, Japon), mais appartiendra probablement encore aux 35 ordinateurs les plus rapides du monde selon le classement officiel « TOP 500 ».

À part le classement selon la puissance de calcul, l'organisation TOP500.org établit également un classement « GREEN 500 » selon l'efficacité énergétique, évaluant le besoin d'énergie par opération de calcul exprimée en Gigaflop/w, c'est-à-dire en millions d'opérations par watt consommé. Dans la dernière édition du GREEN 500, publié en juin 2020, l'ordinateur MN-3, champion actuel en termes d'efficacité énergétique, a réussi à effectuer 21,1 GFlop/w, mais ne se classe que 395e en termes de puissance de calcul. Or, un classement excellent à la fois au niveau de la puissance de calcul et de l'efficacité énergétique est également possible comme le démontre l'actuel champion européen du GREEN 500 et du TOP 500. Le système italien HPC5 occupe à chaque fois la sixième position avec 35,45 PFlop/s au total et 15,74 GFlop par watt d'électricité consommé.

Enfin, le fournisseur retenu pour l'installation de MeluXina est la société française Atos. Le système le plus puissant vendu par cette société se trouve actuellement à la 20e place du TOP 500 et leur système le plus efficient à la 28e place du GREEN 500.

Vu que l'amélioration de l'efficacité énergétique tout comme la promotion des sources d'énergies renouvelables constituent les fondements de la politique climatique et de transition énergétique luxembourgeoise, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

1) Existe-t-il aussi un objectif chiffré pour l'efficacité énergétique, en complément à l'objectif de puissance de calcul de 10 PFlop/s annoncé dès 2019 par le Ministère de l'Économie pour le superordinateur luxembourgeois ?

2) Dans l'affirmative, quel est cet objectif ? Cette valeur permettra-t-elle à MeluXina d'occuper par analogie une des 35 premières places du GREEN 500 ?

3) Comment fonctionne la solution de refroidissement retenue pour MeluXina, basée sur une fourniture de chaleur ?

Réponse commune (19.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

MeluXina se distingue des autres supercalculateurs traditionnels par son architecture modulaire : la puissance de calcul est fournie par deux modules principaux, complétés par deux autres modules, l'un comportant une grande quantité de mémoire vive et l'autre utilisé pour le traitement en temps réel. Ces quatre modules seront interconnectés et liés à un large environnement de stockage de données de haute performance.

Après la livraison et la mise en service du supercalculateur luxembourgeois à Bissen, la valeur mesurée de puissance de calcul sera utilisée pour positionner MeluXina dans le classement TOP 500. La méthodologie imposée pour le classement TOP 500 ne permet pas simplement d'additionner la puissance de calcul individuelle de plusieurs modules, chaque module sera évalué séparément. Ainsi, MeluXina sera classée par rapport à la puissance de calcul mesurée sur le plus puissant de ses modules, soit environ 10 pétaflops.

En plus de l'importance du classement TOP 500 qui se concentre principalement sur la puissance de calcul, le supercalculateur luxembourgeois affiche la volonté de se classer dans le GREEN 500, un classement qui se concentre principalement sur l'efficacité énergétique des supercalculateurs. Les données pour le TOP 500 et pour le GREEN 500 seront collectées lors du même test de performance de MeluXina.

La consommation électrique maximale du supercalculateur luxembourgeois inclut la consommation de chaque module ainsi que celle de tous les autres éléments comme le réseau d'interconnexion, les modules de stockage et de gestion. La puissance électrique maximale ne dépassera pas 1,5 mégawatt.

L'efficacité énergétique du superordinateur est définie par la valeur PUE (Power Usage Effectiveness) qui correspond au ratio entre l'énergie totale consommée par le centre de calcul divisée par l'énergie consommée par le superordinateur. L'énergie totale consommée inclut notamment l'énergie consommée pour le refroidissement et les pertes d'énergies diverses.

[33] https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/covid-19-test_david/covid-19/000-covid-191-annexes/recommandation-csmi-strategie-vaccinale-contre-la-covid.pdf

[34] https://sante.public.lu/fr/politique-sante/ministere-sante/direction-sante/div-pharmacie-medicaments/index.html

[35] Règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments et le règlement grand-ducal modifié du 19 novembre 2004 concernant la fabrication de médicaments, les bonnes pratiques de fabrication de médicaments et les bonnes pratiques de fabrication de médicaments expérimentaux à usage humain

MeluXina utilisera un système de refroidissement direct liquide pour les deux modules les plus consommateurs d'énergie, ce qui est très efficace du point de vue énergétique. MeluXina affichera un objectif de PUE estimé à une valeur inférieure à 1,3.

Le classement de MeluXina dans le GREEN 500 sera basé sur son module GPU (Graphical Processing Unit) et grâce aux GPU de dernière génération, il est attendu que le superordinateur se classe dans les 20 premiers du GREEN 500 de juin 2021.

Le centre de données LuxConnect de Bissen, qui hébergera MeluXina, est tout proche de la centrale de cogénération Kiowatt. Kiowatt brûle du bois de rebut afin de produire de la vapeur sous haute compression qui est utilisée par une turbine afin de produire de l'électricité. Dans la plupart des centrales de cogénération, la chaleur est perdue. Dans le cas de Kiowatt, la chaleur résiduelle est utilisée en hiver pour le réseau urbain de chauffage de Bissen d'une part, et d'autre part pour le séchage de nouveau bois dans le processus de fabrication de pellets. Une grande partie de la chaleur est aussi utilisée en été pour refroidir le centre de données de LuxConnect par la conversion thermique de chaleur en froid selon le processus du cycle de Carnot inversé. Lorsqu'un gaz comprimé se détend en volume, sa température baisse. Ce phénomène est utilisé pour produire le froid dans une machine d'absorption. Ce froid permet de refroidir le centre de données de Bissen.

En hiver, lorsque la température extérieure est suffisamment basse, le centre de données fonctionne en refroidissement naturel avec de l'air extérieur.

Cette combinaison de l'utilisation de la chaleur en été et de l'utilisation du refroidissement naturel en hiver confère un taux d'efficacité de la solution de refroidissement très élevé. De plus, comme le bois est considéré comme une énergie renouvelable, l'empreinte carbone totale est limitée.

Question 3013 (21.10.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**identification des animaux domestiques :**

De Landwirtschaftsminister hat op d'parlamentaresch Fro N° 2499 vum 8. Juli 2020 vun der DP geäntwert, datt et iwwerflësseg wär, eng national Datebank fir vermëssten Hausdéieren anzeféieren:

„Dem Gesetz no mussen d'Hënn a mëttlerweil och d'Kaze gechipt a registréiert sinn. Bei den Déiere vu Proprietären, déi konform mam Gesetz sinn, wat déi virgeschriwwen Identifikatioun ugeet, ass d'Traçabilitéit also gesetzlech gereegelt. Déi Déiere kënnen unhand vun den Informatioune vun hirem Chip liicht identifizéiert an dann d'Proprietären informéiert ginn. […] Ënnert der Berécksiichtegung vun all deene Punkte gëtt et aktuell keng Noutwennegkeet, fir eng ëffentlech Plattform op d'Been ze stellen."

Allerdéngs preziséieren d'Gesetzestexter net, a wéi enger Datebank d'Donnéeë vun den Chippe mussen enregistréiert ginn. Am Règlement grand-ducal du 5 décembre 2018 déterminant les conditions de détention des animaux ass am Artikel 14 Follgendes festgehalen:

« (3) Tout chat est à identifier par puce électronique. Les données relatives aux chats identifiés électroniquement sont enregistrées dans une banque de données informatisée. »;

an am éischten Artikel vum Gesetz vum 9. Mee 2008 relative aux chiens steet geschriwwen:

« Tout chien doit faire l'objet d'une identification électronique dans les quatre mois qui suivent sa naissance. Les données relatives aux chiens identifiés électroniquement seront enregistrées dans une banque de données informatisée. Le procédé de l'identification électronique est déterminé par règlement grand-ducal. »

Nennenswäert ass och, datt schonns op europäeschem Niveau Datebanken existéieren, op där Déierebesëtzer den Chip vun hiren Hausdéieren europawäit enregistréiere kënnen: Ee Beispill dofir ass de Site Europetnet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, fir bannenzeg Sécherheet, fir Landwirtschaft a fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Datebank ass an dësen Texter genee gemengt?

Wie kann alles op d'Informatiounen aus dëser Datebank zougräifen?

2. Wëssend, datt och d'Donnéeë vum Proprietär op dësem Chip gespäichert an an eng elektronesch Datebank agedroe ginn, missten hei net och d'Krittäre vum GDPR gräifen?

Wéi kontrolléiert de Staat, dass dës Donnéeë GDPR-konform gespäichert ginn?

3. Vu datt de Minister d'Nëtzlechkeet vun den Chippen erkennt, wär et net sënnvoll, datt all d'Policekommissariater an all d'Gemenge mat engem Chipliesegerät ekipéiert ginn, fir verlueren Hausdéiere méi schnell kënnen ze identifizéieren, ëmsou méi wa sech erausstellt, datt esou Apparater am Eenzelhandel fir manner wéi 100 € ze kréie sinn?

Réponse commune (25.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'Déiere ginn an den unerkannten Datebanke vun de Länner registréiert. Lëtzebuerg schafft do mat der Belsch zesummen an huet als Datebank „ID Chips" mat Sëtz zu Bréissel. Bei Europetnet handelt et sech net ëm eng eegestänneg Datebank, mee ëm eng zentraliséiert Datebank, déi op d'Datebanke vu verschiddene Länner zeréckgräift.

Wann een den Chip gelies huet, hänkt et vun der Datebank of, wie mat der Chipnummer op déi gespäichert Informatiounen zougräife kann. Jee no Datebank huet just de Bedreiwer Accès drop, bei aneren zousätzlech nach d'Véidokteren an erëm bei anere jiddereen, deen d'Chipnummer huet, also och de Proprietär selwer. D. h., datt een z. B. beim däitschen „Tierregister TASSO", wou och vill Lëtzebuerger Déiere registréiert sinn, als Informatioun nëmmen d'Donnée vum Déier, awer keng Detailer vum Proprietär vum Déier kritt, wann een eng Chipnummer op hirem Site agëtt. Bei „ID Chips", wou jiddweree kann op d'Daten zeréckgräifen, kritt een dann och Detailer vum Déierenhalter, wat de Virdeel huet, datt een de Proprietär direkt kontaktéiere kann, am Fall wou een en Déier fënnt, wat enger Persoun zougelaf ass.

ad 2. Laut den Informatioune vum Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État (CGPD), ass um Chip, deen all Hond a Kaz vun engem agreéierte Veterinär agesat muss kréien, nëmmen en Numéro d'identification unique gespäichert. Dësen Numéro d'identification unique gëtt conformément mat den europäesche Reegelen zesumme mat den Informatiounen iwwert d'Déier (z. B. Numm, Zort, Rass a Gebuertsdatum) an de Coordonnéeë vum Besëtzer um Pass vum Déier agedroen. Nieft verschiddenen aneren Informatiounen, muss am Aklang mam Règlement grand-ducal vum 9. Mee 2008 och d'Nummer vum Chip an den Datum vun der elektronescher Identifikatioun bei der Gemeng deklaréiert ginn, wou de Besëtzer vum Hond säi Wunnsëtz huet.

Et gëtt keng staatlech gefouerten zentraliséiert Datebank mat den Informatioune vun de betraffenen Déieren an hire Besëtzer. Ausser bei punktuellen Informatiounsufroen, kritt d'Administration des services vétérinaires och keng esou Informatiounen iwwermëttelt. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 erkläert gouf, bidde verschidden Organismen, déi net vum Staat gefouert ginn, de Leit awer d'Méiglechkeet, hiert Déier an enger zentraliséierter Datebank ze enregistréieren, fir se, am Fall vun engem Verloscht, hirem Besëtzer kënnen zouzeuerdnen. D'Bedreiwe vun dësen Datebanken an d'Notzung vun den enthalenen Informatiounen ënnerläit, wéi all Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën, de Krittäre vum generellen Dateschutzreglement (GDPR), fir deenen hire Respekt de jeeweilege Bedreiwer vun der Datebank zoustänneg ass.

ad 3. Et ass wichteg, datt méiglechst vill offiziell Stelle mat engem Chipliesegerät ekipéiert sinn. Dat ass aktuell bei enger Partie Policekommissariater a Gemengen och well de Fall.

D'Police verfüügt iwwer +/- 45 Chipliesegeräter, déi haaptsächlech un hir Commissariats à trois roulements an un hir Hondsmeeschter verdeelt goufen.

Am Fall wou dës Chipliesegeräter an den Asaz kommen, gräift d'Police exklusiv op ëffentlech Internetsitten zeréck (haaptsächlech „idchips.com"), fir de Proprietär ze identifizéieren.

Question 3015 (21.10.2020) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant les **fruits et légumes biologiques dans le « Schouluebstprogramm » :**

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et l'Union européenne cofinancent un « Schouluebstprogramm », qui a le but d'encourager une alimentation saine chez les élèves.

Selon un communiqué récent du mouvement écologique, le cahier de charges pour le « Schouluebst » 2020-2021 prévoit que 5 % ou plus des fruits ou légumes doivent être issus de l'agriculture biologique. Les bananes, qui doivent toutes provenir du commerce équitable et de la production biologique, ne sont pas prises en compte dans ce calcul.

Parmi les critères d'attribution pour les marchés pour les fruits du « Schouluebstprogramm » sont le prix et la quantité de produits issus de l'agriculture biologique. Dans la pondération des critères, le critère de prix a une pondération bien plus élevée (150 des 200 ou 210 points totaux) que le critère d'agriculture biologique (25 des 200 ou 210 points totaux). Selon le mouvement écologique, le prix étant le facteur déterminant dans le classement des fournisseurs potentiels, il est peu probable que ces derniers offriraient plus que le minimum requis (5 %) de fruits ou légumes issus de l'agriculture biologique.

Notons également que le Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2025 » a pour objectif d'atteindre 20 % des surfaces agricoles du Luxembourg exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025. Le programme gouvernemental 2018-2023 affirme qu'une des priorités de la politique agricole sur le plan national est « une production durable d'aliments de haute qualité en réduisant significativement le recours aux produits phytopharmaceutiques dans une approche régionale ». Dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune, le Luxembourg entend s'engager « pour la promotion de modes d'exploitation agricoles durables » au niveau européen.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'accroître le pourcentage de fruits ou légumes devant être issus de l'agriculture biologique dans le « Schouluebstprogramm », ceci notamment afin de contribuer au développement de filières de distribution de fruits et légumes biologiques au niveau national ainsi qu'au niveau européen ?

2) Monsieur le Ministre entend-il changer la pondération proportionnelle des critères de prix et d'agriculture biologique afin d'encourager les distributeurs potentiels à offrir plus de produits issus de l'agriculture biologique européenne dans le cadre du « Schouluebstprogramm » ?

Réponse (24.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

L'Union européenne met à la disposition de chaque État membre une enveloppe budgétaire pour la réalisation du programme de fruits à l'école. Des moyens budgétaires nationaux supplémentaires sont nécessaires pour financer l'entièreté du programme. Les fonds européens ainsi que les moyens budgétaires nationaux doivent être utilisés de manière économiquement raisonnable conformément à la législation européenne et nationale relative aux marchés publics. Le marché public pour le « Schouluebstprogramm » prend la forme d'une soumission européenne ouverte et il est évident que le facteur « prix » doit également jouer un rôle important dans ces marchés. Dans le cadre de l'élaboration de ce programme, il a été décidé d'attribuer au facteur « prix » au moins 50 % du poids dans le cadre des critères d'attribution des différents lots.

En pratique, le marché public pour le « Schouluebstprogramm » est divisé en deux types de lots.

D'un côté, deux lots pour les distributeurs qui prennent en charge la logistique de la distribution de tous les fruits et légumes aux 71 sites scolaires du secondaire et aux 312 sites de l'enseignement fondamental, de l'autre côté, trois lots qui s'adressent aux producteurs locaux qui fournissent des fruits ou légumes de leur propre production.

Les lots destinés aux distributeurs prévoient la fourniture de la majorité des fruits du programme. Pour ces lots, le pourcentage obligatoire de 5 % de fruits biologiques, hors bananes, s'applique. Ces lots sont ainsi réservés aux professionnels qui doivent être certifiés pour la distribution de produits biologiques. Bien plus, toutes les bananes doivent être biologiques et du commerce équitable. Ainsi un total de 40 % des fruits fournis directement par ces distributeurs proviennent de l'agriculture biologique.

Étant donné que la production nationale de fruits de table biologiques reste très peu développée, une augmentation du pourcentage obligatoire de fruits biologiques mènerait à une augmentation des produits biologiques en provenance d'autres pays. S'il est bien l'intention du Gouvernement d'augmenter les quantités de produits biologiques offerts dans les cantines scolaires, il est entendu que dans la mesure du possible il y a lieu d'encourager le développement de la production biologique au Luxembourg comme par exemple les produits laitiers ou la viande.

Actuellement des mesures sont en train d'être mises en place afin d'encourager les producteurs locaux à se lancer dans la production de fruits de tables biologiques. Il est notamment ainsi prévu d'augmenter substantiellement les primes liées à la production biologique pour les fruits de table.

Les autres lots de la soumission s'adressent aux producteurs locaux qui fournissent des fruits ou des légumes de leur propre production. Ils doivent obligatoirement accueillir des classes scolaires pour des visites à la ferme. Le nombre de semaines pendant lesquelles des produits locaux sont distribués aux élèves a augmenté les dernières années. Afin de promouvoir la production biologique de carottes locales, il est envisagé d'instaurer certaines semaines de livraison. Au cas où de nouveaux producteurs auraient l'intention de se lancer dans la production de pommes, de poires biologiques, ou si des producteurs décideraient de convertir leur production actuelle vers la production biologique, il sera toujours possible d'en prendre compte au moment opportun et de soutenir ces producteurs pendant la phase de conversion.

Au final, il convient de noter que pour l'année scolaire en cours un total de 38 % des 350 tonnes de fruits et de légumes prévus pour la distribution gratuite est issu de la production biologique.

Question 3016 (21.10.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **régime fiscal des sociétés de gestion de patrimoine familial :**

Compte tenu du fait que le régime fiscal actuel relatif aux SPF connaîtra des changements au 31 décembre prochain, je me permets de poser la présente question urgente, conformément à l'article 81 du Règlement de la Chambre des Députés à Monsieur le Ministre des Finances.

Vous avez déclaré que votre projet prévoit que les « sociétés de gestion de patrimoine familial » - en bref SPF - ne pourront plus détenir - ni directement ni indirectement par le biais de filiales - des biens immobiliers.

- Quel sera le sort des SPF qui avant le 31 décembre 2020 détiennent soit directement soit indirectement des biens immobiliers ?

- Est-ce que ces sociétés continueront à bénéficier de « l'ancien régime » ou est-ce qu'elles devront se défaire de leurs immeubles ou participations dans des sociétés immobilières et - si oui - dans quel délai ?

Réponse (06.11.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député demande des précisions concernant les changements prévus au régime des sociétés de gestion de patrimoine familial (« SPF »).

Le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 prévoit l'interdiction pour les SPF de détenir des biens immobiliers à travers une ou plusieurs sociétés de personnes ou à travers un ou plusieurs fonds communs de placement. Sous réserve d'approbation parlementaire, la disposition s'appliquera à toutes les SPF à partir du 1er juillet 2021, y inclus aux SPF qui détiennent au 31 décembre 2020 indirectement des biens immobiliers. À noter que la détention directe d'immeubles par une SPF est déjà exclue par la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (SPF).

Question 3017 (22.10.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **smartmeter :**

De Service Energie vum ILR, dem Institut luxembourgeois de régulation, huet am Kader vu sengem Joresrapport festgestallt, datt quasi all d'Stéit am Land mat intelligente Stroumcompteuren, de sougenannte Smartmeter, ekipéiert sinn. An engems huet den ILR awer festgestallt, datt de Gestionnaire vum Reseau dem Fournisseur nach net déi deeglech Donnéeë matdeelt. Deemno huet dann och de Verbraucher nëmme schwiereg Accès zu dësen Informatiounen iwwert de Stroumverbrauch, soudatt déi nei Servicer op Basis vun den intelligente Compteuren nach ëmmer op sech waarde lossen, sou d'Konklusioun vum ILR.

An dësem Sënn hunn ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Energieminister:

1. Firwat sinn déi nei Servicer, op Basis vun den „intelligente" Compteuren, nach net disponibel, esou wéi dat den ILR elo rezent festgestallt huet?

2. Ginn et Problemer mat der Technik vun de Smartmeter?

3. Wéini sinn déi nei Servicer vun den „intelligente" Compteuren disponibel?

Réponse (24.11.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Fir dass Servicer, déi mat den intelligente Compteure méiglech sinn, dem Endclient zur Verfügung kënne gestallt ginn, musse follgend Bedingungen erfëllt sinn:

- de Client huet en intelligente Compteur bei sech installéiert kritt;

- de Compteur kommunizéiert mat dem zentralen Datesystem vu Luxmetering a steet den Netzbedreiwer zur Verfügung;

- d'Donnéeën op Véierelstonnebasis vum Compteur goufen op hir Zouverlässegkeet iwwerpréift an de Compteur gëtt aktivéiert, soudass dem Client säi Fournisseur Zougréff op Donnéeë kritt.

No Récksprooch mat all den Netzbedreiwer kann ech soen, dass zu dësem Zäitpunkt mëttlerweil ronn 95 % vun den Haushalter mat engem intelligente Stroumzieler ekipéiert sinn. Vun dësen Zieler kommunizéieren ongeféier 94 % hir Date bis bei d'Netzbedreiwer. Bei deene Fäll, wou dem Zieler seng Donnéeën nach net zouverlässeg iwwerdroe kënne ginn, handelt et sech meeschtens ëm Stéierunge beim Iwwerdroe vun Daten duerch d'Stroumnetz. Dës sinn awer net onerwaart an et ass Deel vum Projet, fir déi lescht Stéierungsquellen elo ze ermëttelen an technesch Léisungen en place ze setzen.

Dëst Joer gouf an engem groussen Ëmfang mat der Aktivatioun vun de Stroumzieler ugefaangen, soudass déi éischt Clienten Zougréff op hir Verbrauchsdonnéeën iwwer hire Fournisseur kënne kréien an och vun den ugebuedene Servicer kënne profitéieren. De Moment sinn eng 20.000 Compteuren aktivéiert an et gi fir de Moment ongeféier 5.000 weider Compteure pro Woch aktivéiert. Zil ass et, fir Enn 2020 zirka 40.000 bis 50.000 Compteuren aktivéiert ze hunn, soudass Mëtt 2021 all installéiert Zieler och ganz funktionell kënne sinn.

Haut kënnen déi Leit, deenen hiren Zieler schonn aktiv Donnéeë bis bei hire Fournisseur iwwerdréit, bei verschiddene Fournisseure schonn eng monatlech Rechnung, déi op dem reelle Stroumverbrauch vum leschte Mount baséiert, ufroen, statt Acompten ze bezuelen a just eemol am Joer en Decompte ze kréien, deen op sengem Joresverbrauch baséiert. Wa Mëtt 2021 all Zieler aktivéiert sinn, wäerten d'Fournisseuren och méi Servicer op Basis vum intelligenten Zieler senge Fäegkeeten an Donnéeën ubidden, notamment fir d'Deele vu Solarenergie duerch Autoconsommatioun an engem Appartementshaus ze vereinfachen.

Question 3018 (22.10.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **connectivité à haut débit :**

Le Luxembourg a comme but de devenir un des leaders mondiaux en matière de haut débit. Les investissements des entreprises privées ou services publiques semblent aller dans ce sens. D'ailleurs, dans sa réponse à la question parlementaire n° 2346 le Gouvernement déclare : « D'Post huet sech am Kader vun hirer Strategie engagéiert, fir Enn 2023 75 % vun de Stéit mat Glasfaser un de Reseau unzeschléissen. Op laang Siicht wäerten der Post no 100 % vun der Bevëlkerung mat engem ultrahéijen Debit, duerch Glasfaser oder am Eenzelfall mat enger gläichwäerteger Technik, connectéiert sinn. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Où en est-on du point de vue de la couverture du territoire ?

- Concernant les prix à payer par les consommateurs pour disposer d'une connexion haut débit, des plaintes se font de plus en plus insistantes.

- Le Gouvernement peut-il confirmer que pour lier son appartement à une boîte « haut débit » déjà disponible dans son immeuble, le consommateur doit débourser plus de 200 €.

- Quant au consommateur qui veut relier son habitation aux infrastructures haut débit, hors de l'habitation, il devrait débourser plusieurs centaines d'euros.

- Le Gouvernement peut-il informer le public sur le coût réel et les prix de raccordement ? Les consommateurs pourraient-ils disposer de la transparence des coûts facturés et éviter le « à la tête du client » aléatoire ?

- Sachant que les prix de l'abonnement « haut débit » au Luxembourg sont parmi les plus chers en Europe, l'ajout de frais de raccordement très élevés ne risquent-ils pas de dissuader les clients et de mettre en danger le projet de faire du Luxembourg un pays digital parmi les plus performants ?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Au vu des données collectées par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) pour l'année 2019, la couverture Fiber-to-the-Home (FTTH) était de 67,5 % tandis que la couverture Very High Capacity Networks (VHCN) s'élevait à 92 %. Ces données sont publiées dans le rapport statistique pour l'année 2019 (cf. rapport statistique ILR 2019, Infographie, p. 46 et 47).

L'infrastructure fibre n'est pas l'unique solution existant au Luxembourg pour la fourniture d'un accès VHCN, réalisant un débit supérieur ou égal à 100 Mbit/s. À part des solutions en cuivre, via un couplage de plusieurs lignes, une très grande majorité de la population luxembourgeoise peut opter pour des services d'accès se basant sur l'infrastructure des réseaux câblés de télévision (CATV).

À la demande des ministres, POST indique qu'à ce jour, plus que 70 % des ménages sont raccordés au réseau de fibre optique. Pour fin 2020, POST dit prévoir d'avoir connecté 72 % des ménages.

D'après l'ILR, plus de 80 % des clients au Luxembourg peuvent opter pour un accès CATV pour leurs services d'accès haut débit et presque la totalité des clients éligibles à la fibre optique peuvent aussi bien s'orienter vers un accès CATV qu'opter pour des solutions sur fibre optique.

Donc il existe pour la plupart des clients finals différentes infrastructures et solutions permettant l'accès très haut débit sans aucune modification coûteuse.

Pour des maisons ou fermes isolées en dehors du périmètre, POST demande aux requérants de participer aux frais de la connexion. Le coût de réalisation d'une connexion au réseau de télécommunication en fibre optique dépend à ce moment et de la situation géographique et de la présence à proximité d'un point de connexion au réseau. Des détails à ce sujet ont été fournis par les ministres dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 2872 du 22 septembre 2020 de l'honorable Député Léon Gloden au sujet des installations de câblage de POST connectant des maisons isolées.

Les prix pour l'installation d'une connexion très haut débit sont librement fixés par les opérateurs et dépendent de l'envergure des travaux de câblage à réaliser. Le câblage interne permettant de connecter tous les appartements au point de connexion central dans l'immeuble est à charge du ou des propriétaires. Le ou les propriétaires ont le libre choix à qui ils veulent confier la réalisation de ces travaux.

POST indique que dans le cadre de l'extension du réseau FTTH, POST emmène à ses frais le réseau de fibres optiques jusqu'à l'intérieur des bâtiments au point central de distribution où est monté le boitier POST.

Dans le cas d'une connexion à un service très haut débit sur CATV, aucune modification technique des lieux privatifs (ou des parties communes d'une résidence) n'est requise.

L'ILR a reçu un certain nombre de demandes de médiation concernent l'installation et/ou le coût d'installation de la fibre. Les frais engendrés par la réalisation d'une telle installation/raccordement de la fibre dépendent de l'état des lieux existant et varient en fonction de la conformité ou non du câblage existant. Il s'ensuit qu'il est difficile de chiffrer au départ le coût exact de l'installation de la fibre et que les informations fournies par les opérateurs ne sont qu'indicatives.

Il est à signaler que le Luxembourg figure d'ores et déjà dans le peloton de tête de nombreuses statistiques et analyses de l'Union européenne concernant la digitalisation et la couverture du territoire national en matière de connexions « haut débit ».

Ainsi, dans le Digital Economy and Society Index 2020 (DESI 2020) de la Commission européenne, le Luxembourg se classe troisième dans l'UE-28 dans la rubrique de la connectivité et il y est notamment indiqué que le Luxembourg est particulièrement performant en ce qui concerne l'adoption et la couverture du haut débit fixe et mobile. En outre, dans la sous-rubrique ICT Access du Global Innovation Index 2020 publié par l'Université de Cornell, l'INSEAD et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, le Luxembourg se classe à la première position.

Le take up (souscription d'abonnements offrant une vitesse égale ou supérieure à 100 Mbps en voie descendante) a progressé de 43,2 % fin 2018 à 54,9 % fin 2019. Il résulte du tableau publié par la Commission européenne dans le cadre du DESI 2020 que le prix des offres des abonnements au Luxembourg se situe à un niveau légèrement au-dessus de la moyenne européenne.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3019 (23.10.2020) de **MM. Georges Mischo** et **Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **activités des amicales du CGDIS :**

Déi vill Amicalle vun den eemolege Pompjeeë suergen duerch hir Organisatiounen a Festivitéiten an de Gemenge fir e wichtege Service um Bierger. Säit de CGDIS säin Déngscht opgeholl huet, sinn déi fräiwëlleg Pompjeeë fir dës Aktivitéiten awer net méi verséchert. Dëst gëtt vun der Fédération nationale des pompiers du Luxembourg, laut dem Virwuert an hirem Bulletin, och scho säit zwee Joer gefuerdert, ass bis dato awer nach net ëmgesat ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch dës Informatioune confirméieren?

- Wa jo, aus wéi enge Grënn sinn do nach keng Änderunge virgeholl ginn? Sollen hei nach Modifikatiounen um Gesetz geholl ginn?

- Wa jo, a wéi engem Zäitraum sollen dës Modifikatioune virgeholl ginn?

Réponse (24.11.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Artikel 100 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet seet, dass all Centre d'incendie et de secours (CIS) an all Groupe d'intervention spécialisé (GIS) d'Recht huet, eng Amicale ze schafen, déi déi fräiwëlleg an haaptamtlech Fraen a Männer Pompjeeë regruppéiert an déi dat associatiivt Liewen organiséiere soll. Des Weidere kënnen d'Amicalle sech regional zesummendinn, wärend se um nationalen Niveau ënnert dem Daach vum Pompjeesverband (FNP) vereent sinn.

An engem Bréif vun Ufank 2019 huet d'FNP mech gefrot, ob verschidden Aktivitéiten, déi vun den Amicallen organiséiert ginn, sou wéi dat haut scho bei der Associatioun vun den Elterevertrieder de Fall ass, vun der Onfallversécherung (Assurance accident) kéinte couvréiert ginn.

Och wann ech d'Revendicatioune vun der FNP novollzéien a prinzipiell ënnerstëtze wéilt, läit d'Onfallversécherung an der Kompetenz vum Minister fir sozial Sécherheet, deen ech och mat der Fro vun der FNP saiséiert hunn. Op Nofro vum Ministère fir sozial Sécherheet zielt d'FNP an engem weidere Schreiwes, follgend Aktivitéite vun den Amicallen op, déi en direkte Lien mat de Missioune vum CGDIS hunn an déi hirer Meenung no vun der Onfallversécherung sollte couvréiert ginn:

« - participation à toute activité des JP (instructions, camps, excursions, sport … liste non limitative) ;

- réunions des membres de l'amicale, des fédérations régionales et nationales ;

- réunions du comité de l'amicale ainsi que des fédérations régionales et nationales ;

- participations à des réunions organisées par le CGDIS ;

- participation à des organisations du CGDIS aux fins de recruter de nouveaux membres (portes-ouvertes, exercices publics, présentations publiques…) ;

- organisation de ravitaillement et autres services prestés aux membres du CIS/GIS en cas d'interventions exceptionnelles sur demande du CIS/GIS si les services du CGDIS ne pourront pas les prester ;

- participation de représentation aux cérémonies officielles des communes et de l'État (ex. fête nationale, journée de commémorations nationale…) ».

Dës Oplëschtung hunn ech och un de Minister fir sozial Sécherheet weiderginn.

Et muss nach preziséiert ginn, dass alleguer déi Aktivitéiten, déi eng Amicale am Kader vun hirem Veräinsliewen organiséiert an déi a kengem direkte Lien zum CGDIS stinn (z. B. e Grillfest), net an dëser Oplëschtung virkommen. Fir dës Aktivitéite muss eng Amicale selwer fir en eventuelle Versécherungsschutz suergen.

Soubal ech vum Minister fir sozial Sécherheet iwwer eng méiglech positiv Suite op der FNP hir Revendicatiounen informéiert ginn, woubäi natierlech am Detail muss analyséiert ginn, ob all déi opgelëscht Aktivitéiten och an de Kader vun enger Onfallversécherung falen, sinn ech gäre bereet, den honorabelen Deputéierten dës Äntwert nozereechen.

Question 3020 (22.10.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **croix de chemin :**

Weekräizer kënnen Unhaltspunkte fir al Wallfaarts- oder Pressessiounsweeër sinn an déngen de Wanderer oder Pilger dacks als Weezeechen. Et fënnt ee se op enger Kräizung, op engem Wee oder enger Strooss, bei engem Feldrand oder och matten am Bësch. Meeschtens ass den historesche Standuert vun esou engem Weekräiz mat enger besonnescher Bedeitung verbonnen. D'Grënn, firwat se opgeriicht goufen, sinn ënnerschiddlech, an deemno erzielen d'Weekräizer och ënnerschiddlech Geschichten.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Minister Kenntnesser doriwwer, wéi vill Weekräizer et insgesamt hei am Land ginn?

2. Wéi vill vun dëse Weekräizer stinn ënner Denkmalschutz? Wat sinn d'Konditiounen, fir datt esou e Weekräiz ënner Denkmalschutz gestallt gëtt?

3. Wéi weist sech hei d'Responsabilitéit, wien ass zoustänneg fir den Ënnerhalt vun deene Weekräizer? Wann esou en Objet a Privatbesëtz ass respektiv am Besëtz vun enger Associatioun oder vum Kierchefong, wat sinn dann d'Obligatioune fir den Ënnerhalt? Wéi ass den Ënnerhalt prozedural gereegelt? Muss de „Besëtzer" am Fall vun enger néideger Restauratioun selwer fir dës opkommen oder kënnt de Service des sites et monuments nationaux dofir op?

4. Wéi vill denkmalgeschützte Weekräizer sinn Affer vun Déifstall an/oder Vandalismus ginn? Wéi weist sech d'Evolutioun vun dëser Zuel an deene leschten zéng Joer?

5. Wéi vill Weekräizer goufen als esou wäertvoll geschat, datt d'Original op eng securiséiert Plaz bruecht gouf an um eigentleche Standuert duerch eng Kopie ersat ginn ass?

Réponse (17.11.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Vu datt de wëssenschaftlechen Inventaire vum gebauten Ierwen hei am Land, zu deem och d'Weekräizer gehéieren, nach net ofgeschloss ass, ass och d'Zuel vun de Weekräizer nach net erfaasst. Dat geschitt awer elo systematesch, Gemeng fir Gemeng, am Kader vun dem Inventaire.

Am Moment sinn aacht Weekräizer national geschützt. 62 Weekräizer sinn an der Prozedur fir geschützt ze ginn.

An deene Gemengen, déi bis elo inventariséiert gi sinn, ergi sech follgend Zuelen:

- Fiels: 11 Weekräizer inventariséiert, Schutzprozedur fir 11 Kräizer amgaang;

- Fëschbech: 50 Weekräizer inventariséiert, Schutzprozedur fir 50 Kräizer amgaang;

- Helperknapp: 43 Weekräizer inventariséiert, 42 Kräizer si schützenswäert;

- Miersch: 16 Weekräizer inventariséiert, 15 Kräizer si schützenswäert.

Fir Weekräizer gëllen, wa se solle geschützt ginn, déi nämmlecht Konditioune wéi fir aner Objete vun eisem gebauten Ierwen. Se mussen authentesch iwwerliwwert sinn an op d'mannst ee vun de weidere Krittären erfëllen, déi elo am Artikel 23 vum Projet de loi 7473 opgelëscht sinn.

Mat de Weekräizer ass et wéi mat dem Rescht vum gebauten Ierwen. De Proprietär ass dofir zoustänneg, et ze erhalen an ze fleegen. Fir eng Restauratioun vun engem geschützte Weekräiz kënne Subside beim Kulturministère ugefrot ginn. D'Experte vum Service des sites et monuments nationaux (SSMN) kënnen dann och d'Proprietäre vu Weekräizer bei de Restauratiounsaarbechte begleeden.

Et ka virkommen, datt e Weekräiz beschiedegt oder esouguer zerstéiert gëtt, sief et duerch Vandalismus oder duerch Verkéiersaccidenter, vu datt déi Weekräizer dacks no bei der Strooss stinn. Mee den SSMN kritt ganz wéineg Fäll gemellt.

Am Fall, wou e Stroosseverlaf geännert gëtt oder ee Weekräiz beschiedegt gouf, gëtt heiansdo eng Kopie gemaach an opgestallt. Den Original gëtt dann op enger anerer Plaz konservéiert. An der Kapell zu Weyer zum Beispill stinn eng 40 Weekräizer, déi op hirer eigentlecher Plaz net konnte bleiwen an déi hei no hirer Restauratioun eng sécher Plaz fonnt hunn. En anert bekannte Beispill ass dat sougenanntent „Servais-Kräiz", dat virun der Maison Servais zu Miersch stoung an elo seng Plaz am MNHA fonnt huet. Och hei steet op der initialer Plaz haut eng Kopie.

Am Prinzip ass et awer d'Bestriewe vum SSMN, fir d'Weekräizer esou wäit wéi méiglech op hirer originaler Plaz ze erhalen.

Question 3021 (22.10.2020) de **Mmes Francine Closener** et **Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant l'**extension du tram :**

Selon un article de presse sur la présentation officielle de la ligne de tram rapide entre Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette, Monsieur le Ministre aurait expliqué que dans la capitale seraient créés « à long terme » deux nouveaux tracés du tram, notamment un via la route d'Arlon vers Strassen.

Aussi, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « les solutions les plus adaptées en termes de moyens de transport en direction de Munsbach et en direction d'Echternach (via Junglinster), en direction du Tossebierg ou encore entre Dudelange et Bettembourg seront analysées lors de l'élaboration du Plan national de mobilité (…) ».

Dès lors nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-ce que les analyses des « solutions les plus adaptées en termes de moyens de transport en direction de Munsbach et en direction d'Echternach (via Junglinster), en direction du Tossebierg ou encore entre Dudelange et Bettembourg » ont été entamées voire finalisées ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions intermédiaires/finales de ces analyses ?

- Dans la négative, pourquoi ces analyses n'ont-elles pas encore été entamées ? Pour quand la réalisation de ces analyses est-elle prévue ?

- En ce qui concerne la prolongation du Tram vers Strassen, Monsieur le Ministre peut-il indiquer une échéance ? Qu'en est-il d'une prolongation de ce tracé non seulement vers Tossebierg, mais en plus vers le croisement d'autoroute Mamer-Capellen, prolongation confirmée à maintes reprises par Monsieur le Ministre au cours de la période législative précédente (notamment en commission parlementaire le 19 juin 2017) ?

Réponse (23.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Les analyses, annoncées par l'accord de coalition, des solutions les plus adaptées en termes de systèmes de transport en direction de Munsbach et en direction d'Echternach (via Junglinster), en direction du Tossebierg ou encore entre Dudelange et Bettembourg ont toutes été entamées dans le cadre de l'élaboration du Plan national de mobilité (PNM35) que je présenterai au quatrième trimestre 2021. Comme son nom l'indique, ce plan ne traitera non seulement les corridors susmentionnés, mais la totalité du territoire, et contiendra des propositions pour certaines liaisons transfrontalières.

Il est important de rappeler que le PNM35 applique la logique expliquée dans Modu 2.0 avec les changements de paradigme suivants : premièrement, la planification ne se concentre pas sur la résolution des goulots d'étranglement actuels (avec le risque de simplement les déplacer), mais elle propose un système multimodal cohérent pour le territoire national et adapté à la demande projetée pour 2035 ; deuxièmement, la planification ne part pas de l'un ou de l'autre véhicule « en vogue », mais de la demande en mobilité des personnes, pour en déduire le ou les modes de transport qui répondent le mieux à cette demande, spécifique à chaque région et à chaque corridor ; troisièmement, la planification accepte le fait que l'État seul ne peut raisonnablement résoudre tous les problèmes de mobilité, raison pour laquelle des recommandations sont faites aux trois autres acteurs de la mobilité que sont les communes, les employeurs et les citoyens.

C'est avec cette approche que le système multimodal pour le corridor reliant les deux principales agglomérations du pays, Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette, a déjà pu être déterminé. Si le « tram rapide » attire l'attention en tant qu'élément le plus emblématique de ce système multimodal, je rappelle que la solution globale, attractive non seulement pour les personnes habitant ou travaillant dans la proximité immédiate d'un futur arrêt de tramway, mais finement adaptée à toute la région, comprend également une vingtaine de projets routiers, une réorganisation du réseau de bus, plusieurs pôles d'échange dont un avec P&R, un faisceau de lignes de bus à haut niveau de service transfrontalier et une piste cyclable « express » alimentée par tout un réseau de pistes cyclables.

De juger le PNM35 par le seul critère si une certaine localité accueillera ou non un arrêt de tram serait non seulement réducteur, mais contraire à l'objectif principal. Celui-ci est d'offrir, avec des moyens budgétaires importants mais non illimités, une solution qui est premièrement adaptée au nombre de personnes à transporter, deuxièmement gérable en termes de réseaux de transport au niveau de la Ville de Luxembourg, et finalement attractive pour un maximum de personnes concernées par ce corridor. Si donc chaque corridor se verra proposer un système multimodal adapté à la demande projetée en 2035, ce système n'inclura en règle générale pas, du simple fait que tous les corridors ne débouchent pas sur une agglomération avec l'envergure et la densité urbaine d'Esch-sur-Alzette, une extension régionale du tramway. Il n'en reste pas moins que toute personne voulant se rendre à Luxembourg-ville, peu importe son lieu de résidence au Grand-Duché ou au-delà, et peu importe le moyen de transport qui l'aura amenée à un pôle d'échange, profitera directement du réseau urbain de tramways performant, fiable et manifestement affectionné par une part toujours croissante de la population.

Pour ce qui est de l'avancement de la planification de ce réseau, les analyses de plusieurs extensions se sont suffisamment consolidées pour que je prévoie de présenter au Conseil de Gouvernement, à la fin 2022, des avant-projets de loi de financement. Il s'agit des extensions suivantes :

- du centre-ville jusqu'à un nouveau pôle d'échange situé à Strassen près du CHL ;

- au Kirchberg, entre le Boulevard Konrad Adenauer et Luxexpo en passant par les futurs quartiers résidentiels « Laangfur » et «Kuebebierg » ;

- de la gare centrale jusqu'à la Porte de Hollerich ;

- du pôle d'échange « Cloche d'Or » à Kockelscheuer jusqu'au nouveau quartier des friches Esch-Schifflange.

Ces études sont actuellement à un niveau d'étude de faisabilité et seront approfondies dans les mois à venir.

Question 3022 (22.10.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **garde d'enfants :**

Mir ass rezent e Virfall zougedroe ginn, deen am Hibléck op d'Familljen- an d'Schoulpolitik vill Froen opwerft. Eng elengerzéiend Mamm, déi voll beruffstäteg ass, huet mir matgedeelt, datt hire sechs Joer ale Bouf op engem bestëmmte Wochendag mëttes tëscht 12.00 a 14.00 Auer keng Méiglechkeet huet, fir kënne betreit ze ginn. Dëse Problem gëtt duerch de Covidvirus an déi limitéiert Plaze bei de Betreiungsstrukturen nach zousätzlech verschäerft. Esouwuel am Fall, wou de Bouf eleng doheem wier, ewéi och am Fall, wou de Bouf sech eleng géif op den Heemwee maachen, befënnt sech déi elengerzéiend Mamm an der Illegalitéit, wat iwwerdeems verständlech ass, well een an deem Alter d'Kanner net eleng ka loossen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch an un den Här Schoulminister:

1. Ass sech d'Regierung bewosst, datt et Leit gëtt - notamment elengerzéiend Persounen -, déi sech an esou enger onméiglecher Situatioun befannen, wou net ka fir d'Kanner gesuergt ginn?

2. Wa jo, wat gedenkt d'Regierung konkreet ze ënnerhuelen, fir et elo dréngend allen Elteren an elengerzéiende Persounen ze erméiglechen, datt hir Kanner kënnen ouni Ausnam daagsiwwer betreit ginn?

3. A wéi engem zäitleche Kader kënnen déi betraffe Persoune mat enger Léisung vum uewe genannte Problem rechnen?

Réponse (25.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Déi aktuell Situatioun an déi sanitär Mesuren, déi domadder verbonne sinn, hunn och en Impakt op den net formale Bildungsberäich. Verschidde Strukture konnten effektiv opgrond vun dëse sanitäre Mesuren net méi all d'Kanner, déi bei hinnen eng Plaz haten, ophuelen.

Am Kader vun der Kapazitéit, déi iwwert den Agrement accordéiert gëtt, verwalten d'Gestionnairë vu Betreiungsstrukturen hir Aschreiwunge selwer a leeën och d'Prioritéite fir d'Aschreiwunge fest. Dëst erlaabt hinnen, flexibel op déi lokal Spezifissitéiten ze reagéieren. Well d'Plazen deelweis limitéiert sinn, kann et virkommen, datt zu verschiddene Momenter d'Demande an där enger oder anerer Gemeng méi héich ass wéi déi momentan Offer.

An dëse Fäll definéiert de Gestionnaire Krittären, no deene Plaze prioritär verdeelt ginn. Dës Krittäre sinn entweeder Bestanddeel vum Kontrakt, deen d'Eltere mat der Struktur ënnerschreiwen, oder si sinn iwwert de Règlement d'ordre interne festgehalen. Déi elengerzéiend Persoune gehéieren dacks zu der Populatioun, déi eng Prioritéit huet bei der Verdeelung vun de besteeënde Plazen.

Question 3023 (22.10.2020) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant le **déploiement du standard de radio numérique DAB+ au Luxembourg :**

En date du 18 septembre 2020, le Service des médias et des communications du Ministère d'État a officiellement lancé une étude préparatoire au sujet du déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+ (Digital Audio Broadcasting) en coopération avec le Broadcasting Center Europe (BCE), filiale technique de RTL Group. L'objet de l'étude est d'analyser les prérequis techniques et financiers du déploiement de la nouvelle technologie. Toutes les radios à couverture nationale existantes, les radios à réseaux d'émission, ainsi qu'une radio locale y participent. L'étude est réalisée sur base d'un test de diffusion en multiplex numérique sur plusieurs mois depuis les antennes de Dudelange et de Hosingen. Selon le communiqué officiel du Service des médias et des communications du 18 septembre 2020, le déploiement permanent d'un multiplexe numérique est envisagé pour printemps 2021. L'avantage de cette nouvelle technologie de diffusion numérique terrestre consiste en la possibilité d'intégrer au moins six voire plus de dix programmes de radio dans un seul canal multiplex, tandis qu'actuellement, chaque station de radio UKW/FM nécessite un émetteur et une fréquence hertzienne propre. Or, le basculement vers la technologie DAB+ voire la diffusion pendant plusieurs années en parallèle (UKW/FM & DAB+) nécessitera aussi des investissements supplémentaires conséquents, notamment de la part des petites stations de radio.

Il importe donc d'ores et déjà de s'interroger de façon proactive sur les répercussions possibles du changement technologique vers le DAB+ sur l'environnement concurrentiel dans lequel évoluent les radios existantes au Luxembourg - et donc d'aller au-delà des aspects techniques et financiers à court terme visés par l'étude préliminaire en cours. Dans ce contexte, je tiens à rappeler que l'impact sur les radios locales et communautaires revêtent d'une importance particulière vu leur contribution à la pluralité du paysage médiatique, mais aussi vu leur précarité financière actuelle.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il de soutenir financièrement les radios produites et diffusées au Luxembourg dans le contexte du changement vers le DAB+ ? Dans l'optique de la conservation de la pluralité du paysage médiatique, les petites radios telles les radios locales et communautaires pourront-elles compter sur un support financier particulier dans ce contexte ?

2) Selon Monsieur le Ministre, quelle est une durée appropriée pour la période de transition qui s'impose ? Sachant que l'émission en parallèle sur les ondes FM et par multiplexe numérique occasionnera des coûts additionnels susceptibles de grever particulièrement les radios locales et communautaires, Monsieur le Ministre est-il disposé à envisager un soutien financier approprié sur la durée de la période de transition ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il le passage de toutes les radios produites et diffusées au Luxembourg vers le DAB+ ?

4) En vue de l'apparition possible de nouvelles radios suite à l'introduction du DAB+ et afin de garantir les possibilités de développement des radios existantes, Monsieur le Ministre envisagerait-il le cas échéant le lancement d'un deuxième multiplexe numérique ?

5) Selon l'état actuel des réflexions, quels sont les effets à moyen terme du changement technologique vers le DAB+ sur la situation concurrentielle des radios produites et diffusées au Luxembourg ? L'arrivée de nouveaux acteurs et la concurrence accrue qui en résulterait n'est-elle pas susceptible de mettre en danger la pérennité des radios locales et communautaires, dont les revenus propres et notamment publicitaires subissent déjà de fortes pressions dans l'environnement technologique et économique actuel ?

Réponse (11.11.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias* :

ad 1) Les modalités techniques et financières du déploiement du standard DAB+ au Luxembourg sont encore à l'étude. Dans le cadre de ces analyses, le Service des médias et des communications (SMC) du Ministère d'État porte une attention particulière aux radios dites « communautaires ».

Dans son discours sur l'état de la nation prononcé le 13 octobre 2020, le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias a souligné que « la contribution précieuse de ces médias à notre société doit être reconnue et soutenue de manière adéquate ».

Dans ce contexte, le SMC étudie la possibilité d'un cofinancement public partiel des frais de déploiement et/ou d'exploitation liés au lancement du DAB+ et au simulcast.

La diffusion numérique DAB+ coexistera - au moins dans un premier stade - avec la diffusion analogique en bande FM. Cette diffusion simultanée d'un programme de radio par plusieurs modes de diffusion, le « simulcast », crée en effet des frais additionnels pour les stations de radio.

ad 2) À ce stade, il serait prématuré de prévoir un abandon de la diffusion par FM. Un éventuel soutien financier pour soutenir la diffusion numérique est à l'étude.

ad 3) Le Gouvernement encourage le passage vers le numérique. Un abandon de la diffusion par FM n'est pour l'instant pas envisagé, mais pourrait faire partie des objectifs à long terme.

ad 4) Le lancement d'un deuxième multiplex voire d'éventuels multiplex locaux ne peuvent être exclus. Le SMC reste à l'écoute des parties prenantes et les invite à faire part de leurs attentes et besoins.

ad 5) Le lancement du DAB+ poursuit l'objectif de renforcer le pluralisme médiatique. En parallèle, il peut être rappelé que la loi sur les médias électroniques prévoit que priorité sera accordée aux radios à émetteur de haute puissance et aux radios à réseau d'émission existantes en ce qui concerne les permissions pour les services de radio diffusés en multiplexe numérique. Suite à la présentation des résultats de l'étude préparatoire qui sera finalisée au cours du mois de décembre, le SMC présentera une feuille de route stratégique pour le déploiement du DAB+.

Question 3024 (22.10.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **recyclage des emballages en plastique :**

D'europäesch an d'lëtzebuergesch Gesetzgebunge gesi vir, dass bis Enn 2025 50 % vum Plastiksoffall muss recycléiert ginn. Fir dës Quoten ze erreeche kënnt ee laut Experten net derlaanscht, fir méi verschidde Plastiksproduiten ze sammelen an ze recycléieren. Esou kéint een zum Beispill zousätzlech zu de schonns gesammelte Verpackungsoffäll aus Plastik och weider Produite wéi Barquetten, Folien, Tuten oder Plastiksbechere mëttels der bloer Tut sammelen a bei de Stéit doheem ewechhuelen.

Schonns am Januar 2019 huet Valorlux dofir eng nei Sortéieranlag hei am Land beoptragt, déi justement kann all déi betraffe Verpackungsoffäll aus Plastik propper trennen, wat och an zwee Pilotprojeten an zesumme mëttlerweil 48 Gemenge bestätegt ginn ass, a wat wichteg fir de weidere Recyclage ass. Domadder huet sech Valorlux d'Kapazitéit ginn, fir bal all déi verschidde Verpackungsoffäll aus Plastik (PET, PS, PE, PP, PE-HD) aus ganz Lëtzebuerg ze sammelen an ze sortéieren, fir datt se och kënne recycléiert ginn.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2355 ass d'Madamm Ministesch op e puer Froen dozou agaangen a se huet z. B. gesot, dass den Haaptfokus aus der Siicht vun der Regierung weider op der Vermeidung vu Plastik géif leien an ee wéilt an deem Zesummenhang och besonnesch Recyclingszentere weider stäerken. An engem rezente Reportage op RTL Tëlee huet d'Ministesch déi Aussoen nach eemol confirméiert.

Aussoe vun Experten an deem selwechte Reportage no, kann deen an de Recyclingszentere gesammelte Verpackungsoffall awer zu engem groussen Deel net direkt recycléiert ginn, well ze vill Zorte matenee vermëscht sinn a weeder vun de Leit, déi et selwer mussen uliwweren, nach vum Personal vun de Recyclingszenteren auserneegehale kënne ginn. Dat kann nëmme maschinell gemaach ginn. Déi Quantitéite mussen also dono opwänneg nosortéiert ginn oder, wann dat net méi geet, verbrannt ginn.

Dat alles stéing am Géigesaz zu de Verpackungsoffäll aus der bloer Tut, déi direkt maschinell sortéiert ginn a wou déi ganz Logistik bedeitend méi einfach a performant wier. Domadder wär d'Haus-zu-Haus-Sammlung vill méi effikass a bëlleg, si ass souwisou och fir d´Leit doheem vill méi kamoud. Och hätten d'Recyclingszenteren net néidegerweis déi Kapazitéiten, fir déi grouss Quantitéiten, déi vun de Leit eenzel ugeliwwert ginn an déi mussen zesummekommen, fir d´Quoten ze erfëllen, ze bewältegen.

Weider ginn d'Experten, op Basis vun de Resultater vun der landeswäiter Reschtoffallanalys vun 2019, déi vun der Ëmweltverwaltung beoptraagt ginn ass, dovunner aus, dass, doduerch dass net all déi ugeschwate Verpackungsoffäll iwwert d'blo Tut däerfe gesammelt ginn, een net klengen Deel dovun dann an der groer Poubelle lant a verbrannt gëtt, wat zu zousätzlechen, héije Käschte pro Joer féiert, déi vun de Leit mussen iwwert hir Offalltaxe bezuelt ginn.

Och wann d'Vermeidung vun Offall laangfristeg onbedéngt déi richteg Approche ass, esou sollt een, mengen ech, awer och versichen, méi kuerzfristeg ökologesch a wirtschaftlech sënnvoll Entscheedungen am Sënn vu Mënsch an Ëmwelt ze treffen an dat ze notzen, wat et souwisou scho gëtt, a wou mir wëssen, datt et fonctionéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Ministesch déi positiv Tëscheresultater, déi vun den Experte bezüglech dem zweete Pilotprojet (deen zanter Dezember 2019 leeft) kommunizéiert goufen, bestätegen?

2. Huet d'Ministesch Kenntnis iwwert d'Resultater vun enger Etüd am Optrag vu Valorlux, wouno 84 % vun de Verpackungsoffäll aus der bloer Tut no der automatescher Zortéierung an der Anlag kënne recycléiert ginn, datt awer nëmmen 22 % vun de Verpackungsoffäll aus der Sammlung aus z. B. engem Recyclingspark direkt recycléiert kënne ginn?

3. Wa jo, wéi a wéini gedenkt d'Ministesch op dës Erkenntnisser ze reagéieren? Sollt een net zum Beispill an Zukunft bei de Verpackungsoffäll méi staark op déi noweislech méi effikass Haus-zu-Haus-Sammlung, a Form vun der bloer Tut, setzen, anstatt weiderhin d´Leit mat all deene klenge Verpackungen onbedéngt op d´Recyclingsparken, wou

dann och nach dacks déi néideg Kapazitéit feelt, ze orientéieren?

4. Kann d'Ministesch déi zousätzlech Käschten, also déi Duebelbelaaschtung fir d´Leit, confirméieren, déi duerch Verpackungsoffäll, déi an der groer Poubelle landen, awer potenziell kéinte getrennt, gesammelt a recycléiert ginn, entstinn?

5. Wéi eng konkreet Mesurë gesäit d'Regierung ze huelen, fir d'Verhale vun de Konsumenten ze änneren?

6. Gesäit d'Regierung an deem Zesummenhang vir, laangfristeg och weider Materialien, wéi d´Kaffiskapselen, därer, der landeswäiter Reschtoffallanalys vun 2019 no, ëmmer méi am Offall sinn, dem Recycling zouzeféieren?

Réponse (19.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Entspriechend den neien Obligatiounen, déi sech aus der Direktiv (UE) 2018/852 erginn, mussen d'Memberstaate bis 2025 65 % vun alle Verpackungsoffäll a 50 % vun de Verpackungsoffäll aus Plastik recycléieren. Fir 2030 gëllen d'Tauxe vu respektiv 70 % a 55 %.

Insgesamt gouf bei der leschter Offallanalys, déi d'Ëmweltverwaltung 2019 maache gelooss huet, festgestallt, datt nach vill Verpackungsoffäll aus Plastik am Reschtoffall sinn.

Fir kënnen déi zoukënfteg Tauxen ze erreechen, mussen also nach méi där Verpackungsoffäll separat agesammelt a recycléiert ginn. Fir dëst ze erreechen, huet Valorlux proposéiert, an dem bloe Sak nieft der üblecher PMC-Fraktioun och nach d'Folien, d'Becheren, d'Blisteren an d'Barquetten an deem Sak mat anzesammelen.

Entspriechend dem Agrement vun der Valorlux, fir als Organisme agréé am Kontext vun der erweiderter Produzenteverantwortlechkleet agéieren ze kënnen, muss, wann zousätzlech Fraktiounen iwwert de bloe Sak agesammelt solle ginn, am Virfeld e Pilotversuch gemaach ginn. Dëst war och schonns de Fall, wéi Valorlux eng éischte Kéier, iwwert eng begrenzten Dauer, eng Erweiderung gemaach huet, fir am bloe Sak (deen dunn e grénge Sak ginn ass) och nach d'Plastiksfolie mat anzesammelen.

Sënn an Zweck vun esou engem Pilotversuch ass et, erauszefannen, ob eng Erweiderung vum bloe Sak vun de Bierger richteg ugewant gëtt an ob net ze vill Friemstoffer mat an dee Sak kommen, wat duerno de Recyclage vun de Materialie schwéier bis onméiglech mécht. Hei fléisse virun allem d'Erfarungen aus Däitschland mat eran, wou all Zorte vu Liichtverpackungen iwwert hire giele Sak agesammelt goufen an doduerch d'Qualitéit esou schlecht ginn ass, datt e groussen Deel vun deem, wat agesammelt ginn ass, net méi recycléiert konnt ginn a verbrannt huet misse ginn.

Wat elo den aktuelle Pilotprojet vun der Valorlux ugeet, ass tëscht Valorlux an der Ëmweltverwaltung opgrond vun enger Conventioun festgehale ginn, datt dee Versuch bis den 1. Dezember 2020 soll lafen. Eréischt duerno kann eng definitiv Decisioun geholl ginn. Et kann een awer elo scho soen, datt d'Tëscheresultater weisen, datt méi Verpackungsoffäll iwwert den erweiderte bloe Sak gesammelt ginn an datt den Undeel u Friemstoffer ënnert dem festgeluechte Grenzwäert leien.

ad 2. Et ass schwéier, an dësem Fall vun enger richteger Etüd ze schwätzen. Op insgesamt just véier Säite gëtt e Verglach vun e puer Aspekter gezunn tëscht der Sammlung duerch de bloe Sak an där, déi am sougenannten Drive-In-Houwald gemaach gëtt. Donieft sinn d'Conclusiounen aus dësem Dokument net nozevollzéien, well eng Rei vu Berechnungen net transparent duergestallt sinn. Op verschiddene Plaze gëtt sech op Eegeberechnunge vum Bureau d'étude beruff, déi laut Dokument net veröffentlecht sinn. Eng Iwwerpréiwung vun de Conclusiounen ass also net méiglech. Leider gouf dës Etüd och net der Ëmweltverwaltung virgestallt a mat hinnen diskutéiert.

Wat déi genannten Ënnerscheeder an den Tauxen ugeet, muss ee feststellen, datt Äppel mat Bire verglach ginn. Hei ass et wichteg, ee Saz aus dem Dokument ze zitéieren:

„Alleiniges Bewertungskriterium ist der Sachverhalt, ob die Sortierfraktionen direkt, d. h. ohne eine vorgeschaltete Behandlung und unter Gewährleistung der Einhaltung der von dem belieferten Recyclingunternehmen definierten maximalen Störstoffanteile direkt in die Recyclinganlage eingebracht und somit einem ‚hochwertigen' Recycling zugeführt werden können."

Den Ënnerscheed bei deenen zwee Systemer läit doran, datt beim Drive-In-Howald déi Offäll, déi d'Bierger bréngen, direkt a verschidde Fraktiounen agesammelt ginn. Heizou gehéieren och d'Fraktiounen PE-Folien, PP-/PS-Becher/Töpfe an PP-/PS-PET-Schalen/Blister. Dës Opdeelung ass esou vu Valorlux gefrot ginn an entsprécht där, déi a sämtleche Recyclingzenteren ass an och an de 16 Re-Boxen, déi Valorlux uechtert d'Land opgestallt huet. Duerno ginn dës Fraktioune vu Valorlux iwwerholl. E Recyclage vun dëse Fraktiounen ass méiglech, wa se duerno nach eng Kéier nosortéiert ginn. Bis 2018 ass och am Joresrapport vu Valorlux ze liesen, datt dës Fraktiounen enger stofflecher Verwäertung, also engem Recyclage, zougefouert goufen.

Beim bloe Sak ginn déi verschidde Fraktiounen alleguer gemëscht agesammelt. Bei der Erweiderung kommen zousätzlech déi dräi uewegenannte Fraktioune mat an de Sak. Dëse Gemësch gëtt maschinell sortéiert an duerno ginn déi eenzel Fraktioune bei eng Recyclinganlag gefouert.

Deemno funktionéiert de Verglach, deen an deem Dokument gemaach gëtt, net, well de gesamten Inhalt vum bloe Sak sortéiert muss ginn, ier eppes an de Recyclage goe kann. Beim Drive-In-Houwald kënnen eng ganz Rei Fraktiounen direkt ouni Nosortéierung an de Recyclage goen, zum Beispill transparent PET-Fläschen, HDPE-Fläschen a Bidonen, NE-Verpackungen an och Gedrénkskartongen. Nëmmen eenzel Fraktioune mussen nach nosortéiert ginn. Dës Nosortéierung ass also gläichzesetze mat dem Tri vun dem bloe Sak. Ervirzesträichen ass deemno, datt de Gesamtvolume vun deene Fraktiounen, déi nosortéiert musse ginn, am Fall vum Recyclingzenter méi kleng ausfält, well de Bierger schonn een Tri garantéiert.

ad 3. De Pilotprojet, deen de Moment mat dem erweiderte bloe Sak gemaach gëtt, huet zum Zil, méi Verpackungsoffäll aus Plastik anzesammelen an ze recycléieren. Sollten d'Resultater positiv sinn, kann dëse System am ganze Land agefouert ginn.

Donieft existéiere schonn zanter dräi Jorzéngten am ganze Land Recyclingzenteren, wou nieft de Verpackungsoffäll och nach eng ganz Rei vun anere Fraktiounen agesammelt ginn. Och beim Drive-In-Houwald ginn nach aner Fraktioune mat agesammelt. D'Verpackungsoffäll, iwwert déi an deem Verglach geschwat gëtt, stellen nëmme knapp ee Véierel duer vun deem, wat do agesammelt gëtt.

Dës Recyclingzenteren, grad esou wéi den Drive-In, erfreeë sech enger grousser Beléiftheet bei der Populatioun. Et mécht also Sënn, hei weiderhi Verpackungsoffäll mat anzesammelen, fir dem Bierger esou eng grouss Flexibilitéit ze ginn an déi Systemer ze benotzen, déi fir hien am Beschte sinn.

D'Praxis huet gewisen, datt déi beschte Resultater erreecht kënne ginn, wann déi verschidde Sammelsystemer komplementar niewentenee funktionéieren.

ad 4. Fir all Produkt, dat verpaakt ass an dat op de Marché gesat gëtt, bezilt de Produzent, souwäit e Member bei der Valorlux ass, eng Contributioun u Valorlux. Déi eenzel Tariffer sinn um Internetsite vu Valorlux nozeliesen. Dës Contributioun deckt d'Käschte vun der Asammlung an der Behandlung vun de Verpackungen, wa se zu Offall gi sinn.

De Produzent huet d'Méiglechkeet, dës Contributioun an de Gestehungspräis vum Produkt mat anzerechnen.

Wann de Bierger Verpackungsoffäll an d'gro Dreckskëscht gehäit, bezilt e souwuel d'Valorlux-Contribution wéi och d'Entsuergungskäschte vu sengem Reschtoffall. Wann hie se awer an e Recyclingsystem erabréngt, iwwerhëlt Valorlux déi Käschten, respektiv entschiedegt Valorlux d'Gemenge fir d'Bereetstelle vun de Recyclinginfrastrukture proportional.

ad 5. Den 23. September 2020 gouf d'Strategie „Null Offall Lëtzebuerg", déi vun der Regierung ugeholl ginn ass, presentéiert.

Schwéierpunkt vun dëser Strategie ass et, ee Paradigmewiessel erbäizeféieren, deen d'Wäertegkeet vun de Ressourcen an hiren Erhalt an der Vierdergrond stellt. Wichteg Usazpunkte sinn d'Vermeidung vum Offall an hir héichwäerteg Gestioun.

D'Strategie liwwert do eng ganz Rei vu konkreete Mesurë fir dës Ziler ze erreechen.

Donieft gesinn déi verschidde Gesetzesprojeten am Offallberäich, déi de Moment an der legislativer Prozedur sinn, konkreet Mesurë vir, fir eng besser Ressourcëschounung an och Offallgestioun ze erreechen.

ad 6. Prinzipiell ass et esou, datt déi Offäll, déi recycléiert kënne ginn, och separat agesammelt solle ginn. An deem Sënn lafen och Iwwerleeungen, fir mëttel- bis laangfristeg fir weider Produkter ee Produzenteverantwortungssystem anzeféieren.

Question 3025 (22.10.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **violences sexuelles contre les enfants :**

Gëschter huet déi däitsch Justizministesch hire Moossnamepak fir d'Bekämpfung vu sexualiséierter Gewalt géintiwwer Kanner virgestallt.

Nieft neie Preventiounsmoossnamen, déi extreem wichteg si fir esou Strofdoten ze verhënneren, gouf ganz besonnesch op follgend Punkten higewisen.

Um Niveau vun de Strofbestëmmungen:

- et ginn nei Strofdote betreffend sexualiséiert Gewalt géintiwwer Kanner an d'Strofgesetzbuch ageschriwwen;

- d'Strofe ginn och insgesamt an d'Luucht gesat, z. B. bei der Verbreedung, dem Besëtz oder dem Beschafe vu kannerpornografeschem Material:

• fir Verbreedung vun esou Material ass z. B. ugeduecht, d'Strofmooss vun aktuell 3 Méint bis 5 Joer op 1 Joer bis 10 Joren unzehiewen;

• fir de Besëtz oder d'Beschafen dovu geet de Fräiheetsentzuch vun aktuell bis zu 3 Joer op 1 bis 5 Joer an d'Luucht;

• geschitt d'Verbreeden am Kader vun enger Band oder gewerbsméisseg, dann ass eng maximal Strof vu 15 Joer virgesinn.

Um Niveau vun der Strofverfolgung:

D'Mëttele fir d'Strofverfolgung ginn och méi effektiv gestalt. Esou ass et den Ermëttler an Zukunft méiglech, am Fall vum Beschafe vu kannerpornografeschem Material, Telekommunikatiounsmëttelen, inklusiv Messenger-Déngschter wéi WhatsApp a Co., ze iwwerwaachen. Bei schwéierer sexualiséierter Gewalt géint Kanner oder am Fall vun der Verbreedung vu kannerpornografeschem Material kann och eng Online-Duerchsichung ordonéiert ginn.

Opgrond vun all deenen Informatiounen, wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

- Wéi bewäert d'Madamm Ministesch dëse Virstouss vun hirer däitscher Homologin?

- Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass een net och zu Lëtzebuerg de gesetzleche Kader misst adaptéieren, fir méi adequat Strofbestëmmungen anzeféieren, respektiv d'Strofverfolgung méi effikass ze gestalten?

- Awéifern wäichen déi ugeduechten nei däitsch Strofbestëmmunge vun eisen aktuelle Strofbestëmmungen of?

- A wéi enge Fäll hunn eis Ermëttlungsautoritéiten d'Méiglechkeet, Kommunikatiounskanäl, wéi WhatsApp an Änlecher, „ofzelauschteren"?

- Sinn d'Ermëttlungsautoritéiten, vum technesche Standpunkt hier, gutt genuch opgestallt, fir esou Strofdoten effikass ze poursuivéieren?

Réponse (20.11.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Mir begréissen d'Initiativ vun onsen däitsche Kolleegen, fir deem Phenomeen entgéintzewierken. De Justizministère ass natierlech och beméit fir seng Legislatioun der Aktualitéit unzepassen, fir déi effektiv Strofverfolgung ze garantéieren, dat en vue vun de rezenten Entwécklungen am Domaine. Mir sinn hei amgaang eng Analys vun der Situatioun ze maachen.

Den Artikel 383 vum Code pénal bestrooft d'Produktioun, den Transport souwéi d'Verbreedung vu kannerpornografeschem Material mat enger Prisongsstrof vun engem Mount bis dräi Joer souwéi enger Geldstrof vun 251 bis 50.000 €, wann dat Material un e Mannerjärege kéint gelaangen.

Des Weidere gesäit den Artikel 384 vum Code pénal eng Prisongsstrof vun engem Mount bis dräi Joer an eng Geldstrof vun 251 bis 50.000 € vir fir deen, dee kannerpornografescht Material vu Mannerjärege besëtzt oder e Schreiwes, Gedrécktenes, Biller, Fotografien, Filmer oder all anert Material, wat e Mannerjäregen ofbilt, consultéiert huet.

Et ass net méiglech, weeder direkt nach indirekt, den Inhalt vu WhatsApp ofzelauschteren, well d'Inhalter vun deem Kommunikatiounsmëttel verschlësselt sinn.

Zudeem sief vermierkt, dass d'„enquête sous pseudonyme par voie électronique" sech op Verstéiss géint d'Staatsécherheet (Art. 101 bis 123 vum Code pénal) an Akte vun Terrorismus a Finanzement vun Terrorismus (Art. 135-1 bis 135-6, 135-9 an 135-11 bis 135-16) limitéiert a bezitt sech domat net op kannerpornografesch a sexuell Infraktiounen.

Ofgesi vun den techneschen Defien, déi sech an deem Domaine stellen, sinn d'Police- a Justizautoritéite steets beméit effikass ze ermëttelen, fir d'Strofdoten opzedecken. Fir weider Detailer, gëtt op d'Äntwert 3 vun der parlamentarescher Ufro N° 2401 verwisen.

Question 3026 (23.10.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **produits dangereux pour les enfants :**

Selon le système d'alerte rapide de l'Union européenne (Rapid Alert System), les jouets représentent la catégorie de produits sur le marché européen qui a engendré en 2019 la part la plus importante des notifications d'alerte en raison des dangers potentiels pour les enfants.

Or, beaucoup de produits dangereux arrivant sur le marché ne sont actuellement pas détectés étant donné qu'une part importante des achats est effectuée en ligne et que la législation de l'UE n'est pas à jour.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie quelle est l'étendue du phénomène au Luxembourg.

- Existe-t-il des initiatives au niveau de l'UE pour adapter la législation et améliorer les contrôles ?

Réponse (19.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

À noter que tous les produits, ceux vendus en ligne et ceux vendus dans les magasins, doivent satisfaire aux exigences définies dans la législation nationale et européenne lorsqu'ils sont mis sur le marché luxembourgeois.

Le nombre d'opérateurs économiques proposant directement des produits aux utilisateurs finaux par voie électronique a augmenté de manière constante. Les autorités de surveillance du marché sont ainsi confrontées à de nombreux défis lorsqu'elles exercent des activités de contrôle sur des produits proposés à la vente en ligne, notamment parce que les autorités de surveillance du marché ne peuvent pas toujours accéder physiquement au produit vendu en ligne, ce qui rend plus laborieux la réalisation d'une analyse de conformité et de risque détaillée.

Le phénomène de la vente en ligne ne concerne pas uniquement les jouets, mais tous les produits et le sujet est abordé régulièrement lors de réunions au niveau européen avec la Commission européenne, afin d'harmoniser et de renforcer davantage les obligations des opérateurs économiques ainsi que les procédures de contrôle. Il existe plusieurs initiatives au niveau européen pour adapter la législation et les contrôles notamment dans le cadre des dangers potentiels de jouets pour les enfants qui arrivent sur le marché européen.

Le nouveau règlement (UE) 2019/1020 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur la surveillance du marché et la conformité des produits sera applicable à partir du 16 juillet 2021. Les articles 29, 30, 31, 32, 33 et 36 seront déjà applicables à partir du 1er janvier 2021. Ce règlement inclut, entre autres, des dispositions et des précisions relatives à la vente en ligne. En effet, ce règlement spécifie plus clairement que les produits vendus en ligne sont réputés être mis à disposition sur le marché si l'offre cible des utilisateurs finaux dans l'Union européenne.

De plus, dans ce règlement, les prestataires de services d'exécution des commandes sont maintenant également considérés comme « opérateur économique ». Ils sont donc soumis à des obligations précises. Ces prestataires de services d'exécution des commandes sont surtout actifs dans le commerce électronique. Pour être considéré comme prestataire de services d'exécution des commandes, il faut proposer au moins deux des services suivants : entreposage, conditionnement, étiquetage et expédition, sans être propriétaire des produits concernés. Les services postaux, de livraison de colis et tout autre service postal ou service de transport de marchandises sont exclus.

En outre, des campagnes européennes ont été lancées par rapport au commerce en ligne. En 2019, la Commission européenne a débuté une campagne européenne, « CASP2020 Online Market Surveillance », dont le but est d'identifier les principaux défis rencontrés par les autorités de surveillance du marché lorsqu'elles effectuent des contrôles de produits vendus en ligne. Cette campagne permet également d'évaluer les avantages et l'efficacité des technologies d'exploration de textes du commerce électronique.

Suite aux conclusions obtenues lors de cette campagne, la Commission européenne envisage d'établir un guide pour les autorités de surveillance du marché afin d'harmoniser et de renforcer ces contrôles ainsi que de mettre en place des outils adaptés.

En tant qu'autorité de surveillance du marché, l'ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services), participe activement à cette campagne européenne « CASP2020 Online Market Surveillance ».

Question 3027 (23.10.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **service des aides au logement :**

D'Präisser um Immobiliemarché sinn an de leschte Joren esou séier geklommen, dass mannerbemëttelt Leit sech um éischte Wunnengsmaart keng Wunneng méi kënne leeschten a sech dohier ëmmer méi un déi ëffentlech Bauträger wenden.

Ob eng Persoun oder Famill a Fro kënnt, fir eng subventionéiert Wunneng z. B. bei der SNHBM ze kafen, musse verschidde Konditiounen erfëllt ginn, esou ënner anerem, dass ee vu verschiddene Bäihëllefe vun den „aides au logement" profitéiert, vi-

run allem vun der „prime de construction“. De Service des aides au logement vum Wunnengsbauministère ass eleng kompetent fir ze kucken, ob eng Persoun eligibel ass fir dës Prime de construction ze kréien. Déi interesséiert Leit kënnen dofir am Virfeld vun engem méigleche Kaf eng Simulatioun beim Service des aides au logement maache loosse fir ze kucken, ob si eligibel fir d'Primm sinn oder net. Opgrond vun dëser Simulatioun kann dann een Dossier, fir eng subventionéiert Wunneng ze kafen, agereecht an erstallt ginn.

Laut mengen Informatioune sinn opgrond vun engem informatesche Bug, also engem Feeler am informatesche System, deen anscheinend säit Jore present war, an der Vergaangenheet falsch Simulatiounen erstallt ginn, mat der Konsequenz, dass Leit bei der definitiver Demande gewuer gi sinn, dass se awer keen Urecht méi op eng Prime de construction hätten.

Doduerch huet anscheinend de Finanzéierungsplang vu verschiddene Leit bei der Acquisitioun mat engem ëffentleche Baupromoteur missen ugepasst ginn, de potenzielle Keefer muss esou méi Suen opbréngen, respektiv huet säi Kreditt deementspriechend missen ugepasst ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Logementsminister riichten:

- Sinn dem Här Minister dës Informatioune bekannt?

- Wéi vill Leit waren duerch dësen informatesche Feeler beim Service des aides au logement betraff a krute falsch Simulatiounen erstallt?

- Ass probéiert ginn, mat de betraffene Leit eng Léisung ze fannen? Wa jo, wat waren d'Léisungen? Wann nee, firwat net?

- Krute Leit duerch den informatesche Feeler Primmen accordéiert, déi si eigentlech net zegutt hätten? Wa jo, wéi héich ass dëse Montant?

Réponse (25.11.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement* :

Wéi den Här Deputéierte richteg bemierkt huet, muss e Bierger eng Uschafungs- resp. Bauprimm kréien, wann e wëllt eng Wunneng bei engem ëffentleche Promoteur kafen.

Et ass och gewosst, dass dës Primmen u verschidde Konditioune gebonne sinn, wéi z. B. de Verdéngscht an d'Familljesituatioun vum Stot. Esou gesäit ë. a. den Artikel 3 vum ofgeännerte Règlement grand-ducal vum 5. Mee 2011[36] eng Rei Modalitéite vir, betreffend de Verdéngscht, deen a Betruecht geholl gëtt fir d'Berechnung.

Et kënnt dofir reegelméisseg vir, datt beim Service des aides au logement Bierger nofroen, ob si eligibel wiere fir eng Primm, ouni datt si e konkreete Projet hunn. An deem Fall gëtt eng Simulatioun erstallt.

Et dierf een heibäi allerdéngs net vergiessen, datt et sech bei deene vum Här Deputéierte genannte Simulatiounen ëm provisoresch an onverbindlech Berechnungen handelt, déi unhand vun deenen Informatiounen erstallt ginn, déi de Moment vun der Visitt vum Bierger disponibel sinn. Dat Dokument, wat dem Bierger ausgestallt gëtt, preziséiert dofir och: « Le présent exemple de calcul n'est fourni qu'à titre indicatif, nonobstant toutes les autres dispositions prévues par la loi. Il ne peut servir à aucune revendication vis-à-vis de l'État luxembourgeois […]. »

Eng Simulatioun kann deemno och net als en Accord vun de Bäihëllefe gesi ginn.

Dem Service ass bewosst, datt et schonn eng Rei Fäll gouf, wou de Montant vun der Primm, deen dem Bierger op der Simulatioun ugi gouf, net deem Resultat entsprach huet, dat schlussendlech bei der definitiver Berechnung erauskoum, dëst z. B. duerch onkomplett Informatiounen oder Dokumenter zum Moment vun der Simulatioun.

Bei esou enger Simulatioun, déi engem „client de passage“ ausgestallt gëtt, ginn aus Dateschutzgrënn keng Informatiounen ofgespäichert, soudass et net méiglech ass nozevollzéien, wéi vill Simulatiounen net iwwereneestëmme mat der schlussendlech berechenter Primm. Derbäi kënnt, dass zum Zäitpunkt vun der definitiver Berechnung déi familiär oder finanziell Situatioun vum Bierger sech ka verännert hunn am Verglach mat den Informatiounen, déi fir eng Simulatioun benotzt goufen.

De Service huet duerch esou Fäll och schonn un d'Promoteurs (publics) appeléiert, fir sech net op d'Simulatioun ze verloossen, wat d'Urecht vum Bierger op eng Uschafungs- resp. Bauprimm ugeet.

Et sief dofir an deem Kontext drun erënnert, dass de Service des aides au logement ubitt, eng Estimation renseignée auszestelle fir eng Uschafungs- resp. Bauprimm unhand vun engem eragereechten Dossier, deen och duerch déi néideg Dokumenter muss vervollstännegt ginn.

Dem Service des aides au logement ass effektiv ee Fall bekannt, wou eng Simulatioun ausgestallt gouf, laut där de Bierger hätt kënne vun enger Bauprimm profitéieren, wou allerdéngs bei der definitiver Berechnung nom Erareeche vun der Demande déi ugefrote Primm refuséiert gouf.

Et goufen och zu kengem Moment Primmen ausbezuelt, déi net no der zu deem Moment applikabeler Berechnungsmethod berechent gi wieren, an et goufe keng Primmen accordéiert, déi déi respektiv Bierger net zegutt gehat hätten.

Question 3028 (23.10.2020) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant la **démolition d'une école palestinienne :**

Le 15 octobre 2020, la Cour de justice israélienne a donné l'ordre de démolir l'école primaire de Ras al-Tin près de Ramallah en Cisjordanie.

La destruction d'infrastructures publiques est l'une des méthodes souvent utilisées par l'État israélien pour pousser les Palestiniens de Cisjordanie à quitter ces territoires. Malgré la pandémie de Covid-19, le nombre de telles destructions d'infrastructures appartenant à des Palestiniens, y compris celles financées et soutenues par l'aide humanitaire internationale, a augmenté en 2020. Selon les Nations Unies, 579 structures ont été détruites par les autorités israéliennes depuis le début de l'année[37].

L'école primaire de Ras al-Tin, qui est encore en cours de construction et qui est gérée par le Ministère palestinien de l'Éducation, a été financée par le West Bank Protection Consortium. Ce programme est subventionné par la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (ECHO) et dix pays européens, dont le Grand-Duché de Luxembourg. Selon nos informations, des panneaux d'étain du toit de l'école ainsi que des chaises et des tables de classe ont d'ores et déjà été confisqués.

Considérant l'urgence de la situation face à la destruction imminente de l'école primaire de Ras al-Tin, je me permets de poser les questions suivantes :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations susmentionnées ?

2) Est-ce que d'autres constructions ou projets d'aide humanitaire dans les territoires occupés de la Palestine et cofinancés par le Luxembourg ont été concernés par des mesures de destruction ou de confiscation de la part des autorités israéliennes ?

3) Le Gouvernement a-t-il pris, ou prendra-t-il, des mesures concrètes afin d'empêcher la démolition de l'école primaire dans le village de Ras al-Tin et d'assurer la restitution des matériaux confisqués ? Dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il ?

4) Le Gouvernement soutiendrait-t-il la Commission européenne dans d'éventuelles démarches en vue d'obtenir de la part d'Israël une compensation pour les fonds investis par l'ECHO dans l'école de Ras al-Tin, éventuellement sous forme de déduction de la somme en question de l'aide bilatérale UE-Israël ?

Réponse commune (04.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Selon les informations dont nous disposons à l'heure actuelle et qui nous sont parvenues notamment par le West Bank Protection Consortium (WBPC), nous pouvons confirmer que des panneaux d'étain du toit de l'école ainsi que des chaises et des tables de classe ont été confisqués et qu'un ordre de démolition a été délivré contre l'école primaire de Ras al-Tin en date du 8 septembre 2020.

ad 2) Il est estimé que depuis 2015, les autorités israéliennes ont détruit, démonté ou confisqué des biens fournis par l'Union européenne et ses États membres destinés à fournir des services sociaux de base à la population palestinienne pour un montant de 660.556 euros.

Mis à part le projet mis en œuvre par le WBPC, les projets humanitaires financés par le Luxembourg en Palestine ne concernent pas la construction d'infrastructures scolaires ou de logements. Il convient également de noter que les activités du WBPC ne se limitent pas à la fourniture de certains services et d'infrastructures de base. Elles englobent aussi des activités d'assistance humanitaire et de protection aux populations affectées.

Lorsque des constructions ou projets cofinancés par les donateurs du WBPC, y compris par le Luxembourg, sont concernés par un ordre de démolition ou de confiscation de la part des autorités israéliennes, le WBPC en informe tous les donateurs. Une des missions du WBPC consiste à dûment documenter ces incidents et à initier le cas échéant les procédures administratives et juridiques qui s'imposent.

ad 3) Le Gouvernement suit de près l'évolution de la situation. Les services du Ministère des Affaires étrangères et européennes, y compris la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, maintiennent des contacts étroits avec les missions diplomatiques européennes sur place, ainsi qu'avec les responsables du WBPC.

Depuis 2015, le Luxembourg fait partie des bailleurs du WBPC et estime que ses activités contribuent de manière concrète et tangible au respect du droit international humanitaire.

Suite à l'ordre de démolition de l'école de Ras al-Tin donné par les autorités israéliennes, les avocats mandatés par le WBPC ont déposé une requête et ont demandé une injonction temporaire pour empêcher l'exécution de l'ordre ainsi que de futures saisies. Cette requête a été suivie par d'autres initiatives en vue d'empêcher la démolition de l'école en question. Grâce aux efforts continus du WBPC auprès des juridictions israéliennes et notamment des avocats mandatés par le WBPC, l'injonction provisoire protégeant l'école primaire de Ras al-Tin de la démolition est toujours en vigueur. Le Luxembourg s'associe activement aux concertations avec les autres donateurs du WBPC et participe aux discussions avec les experts juridiques de la Commission européenne sur les implications des destructions et les confiscations de l'aide humanitaire, sous l'angle du droit international, plus particulièrement du droit international humanitaire (DIH). Il s'agit notamment d'assurer une sécurité juridique concernant le droit applicable en l'espèce, et de s'accorder, le cas échéant, sur des démarches collectives en vue de promouvoir le respect du DIH et de renforcer la protection des populations affectées par les ordres de démolition d'infrastructures ou de confiscation de matériaux imposés par les autorités israéliennes.

ad 4) Il convient de souligner que les démolitions d'infrastructures et d'habitations palestiniennes en Cisjordanie, territoire palestinien occupé, sont contraires au droit international humanitaire, et en particulier à la IVe Convention de Genève, ainsi qu'aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Depuis plusieurs années, le Luxembourg s'associe dès lors aux lettres que les donateurs du WBPC adressent aux autorités israéliennes pour exiger la restitution des biens confisqués aux bénéficiaires, respectivement la compensation des biens détruits.

Face au constat que ces appels n'ont pas eu un véritable impact sur l'attitude des autorités israéliennes, une évaluation de notre approche et des outils diplomatiques à notre disposition est en cours.

Dans ce contexte, la Commission européenne, moyennant sa Direction générale en charge de l'action humanitaire (ECHO), et les pays européens donateurs du WBPC continuent de se concerter sur des actions communes visant à signifier aux autorités israéliennes qu'inter alia leur pratique des démolitions et des confiscations en Territoire palestinien occupé est contraire aux obligations qui leur incombent en application du droit international.

Question 3029 (23.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **rôle du pharmacien d'officine ouverte au public :**

Am Bulletin luxembourgeois des questions sociales vum ALOSS gëtt d'Fro no engem méi kloer reglementéierte Kader fir Apdikter opgeworf. Dem Artikel 12 vum Code de déontologie des pharmaciens no, huet een Apdikter d'Recht, fir engem Patient Medikamenter ze refuséieren, am Fall, wou en d'Gesondheet vum Patient a Gefor gesäit. Der ALOSS no ass awer net kloer, wat geschitt, wann een Apdikter d'Erausgi vun engem vum Dokter verschriwwene Medikament refuséiert.

De Bulletin werft och weider Froen op iwwert de Rôle vun den Apdikter am Kontext vun den DSP-Dossieren, wou et zu dësem Moment nach e puer Onkloerheeten ze gi schéngt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat ass d'Prozedur, wann en Apdikter refuséiert, engem Patient ee verschriwwent Medikament erauszeginn? Muss den Dokter, deen d'Medikament verschriwwen huet, an dësem Fall informéiert ginn?

2. Um Site vun der Agence eSanté ass ze liesen: « [Un professionnel de santé] faut y [dans le DSP] déposer les données de santé qui sont utiles et pertinentes pour le suivi du patient et pour la coordination des soins de santé à lui prodiguer. »

An der Charte d'utilisation um Site esante.lu steet dozou awer: « Selon son métier et/ou son rôle déclaré par le patient le cas échéant, le professionnel de santé pourra ajouter des informations au sein du DSP de son patient. »

Ass d'Gesondheetspersonal also verflicht, Donnéeën an den DSP anzeginn?

Falls jo, ëm wéi eng Donnéeën handelt et sech heibäi?

Réponse commune (24.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Wann en Apdikter engem Assuré muss refuséieren, e Medikament ze ginn, kann dat verschidde Grënn hunn. Prinzipiell kontaktéiert den Apdikter den Dokter, deen d'Medikament verschriwwen huet, mee et gëtt keng legal Verflichtung fir dëst ze maachen. Den Apdikter muss dem Assuré de Refus matdeelen a kann et zousätzlech op der Ordonnance preziséieren.

ad 2. Den Artikel 9 vum groussherzogleche Reglement vum 6. Dezember 2019, deen d'Konditiounen zur Opstellung vum elektronesche Patientendossier (DSP) spezifizéiert, bréngt hei déi néideg Preziséiounen zu dëser Fro, an zwar:

« (1) Un professionnel de santé, intervenant dans la prise en charge médicale du titulaire, détenteur d'une donnée qu'il estime utile et pertinente au sens de l'article 60 quater, paragraphe 2 du Code de la sécurité sociale, verse celle-ci au dossier de soins partagé dans un délai raisonnable après la prise de connaissance de cette donnée ou après son premier accès au dossier de soins partagé si cette donnée est antérieure à son activation.

(2) En cas de demande du titulaire de verser une donnée au dossier de soins partagé, le professionnel de santé l'introduit, conformément à ses droits d'accès et d'écriture, endéans un délai de quinze jours à compter de cette demande.

(3) Sans préjudice du paragraphe 1er, les données utiles et pertinentes suivantes sont versées au dossier de soins partagé au plus tard quinze jours après la fin de la prise en charge par le professionnel de santé qui en est l'auteur :

1° les résultats d'analyses de biologie médicale ;

2° les résumés cliniques et les rapports médicaux de sortie ;

3° les rapports d'images radiologiques ou de toute autre imagerie médicale ;

4° le résumé patient.

(4) La Caisse nationale de santé communique à l'Agence dans un délai raisonnable après leur réception les informations administratives relatives à la désignation, à la reconduction, au changement et au remplacement du médecin référent par le titulaire afin que celles-ci soient retranscrites au dossier de soins partagé.

[..] »

Question 3030 (23.10.2020) de **Mmes Josée Lorsché** et **Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant le **programme « Actions Positives » :**

Le programme « Actions Positives » est un instrument clé du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes qui vise à faire progresser l'égalité des genres au travail. Il accompagne les entreprises, sur base volontaire, pour développer et faire certifier des bonnes pratiques.

Le concept « Actions Positives » remonte à plus de 20 ans. Depuis son lancement, le programme a permis à quelque 80 entreprises de faire certifier leurs bonnes pratiques pour l'égalité au travail. Par le passé, le programme « Actions Positives » ciblait non seulement les entreprises du secteur privé, mais aussi la fonction publique et le secteur communal.

Afin d'adapter le programme aux évolutions du marché de l'emploi, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a présenté, au mois de septembre, une modernisation du programme. Ce dernier intègre désormais de nouvelles dimensions telles que le télétravail, les évolutions de carrière pour les femmes et les hommes suite à un congé parental et des outils pour vérifier l'égalité dans les rémunérations et les formations.

Dans le contexte de cette modernisation, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Le programme « Actions Positives » a-t-il été évalué au cours des dernières années, notamment en ce qui concerne son impact sur l'équilibre femmes-hommes, l'égalité au niveau de la prise de décision, la conciliation de la vie professionnelle et la vie privée, la lutte contre le harcèlement et le bien-être au travail dans le secteur privé, la fonction publique et le secteur communal ?

[36] Règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

[37] Source: https://www.ochaopt.org/data/demolition

2) Quelles étaient le cas échéant les principales conclusions de cette évaluation quant aux forces et faiblesses du programme en question ?

3) Quelles sont les communes et administrations publiques qui ont jusqu'à présent participé au programme, voire obtenu une certification ?

4) Les administrations publiques et les communes seront-elles également invitées à participer au nouveau programme qui a récemment été présenté par Madame la Ministre ou ce dernier se limitera-t-il désormais au secteur privé ?

5) Dans ce dernier cas, est-il prévu d'élaborer un programme destiné plus spécialement au secteur public ?

Réponse (19.11.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Le programme gouvernemental 2018-2023 a réaffirmé l'égalité entre femmes et hommes en tant que priorité politique et soutient l'égalité dans tous les domaines de la vie. Ainsi, un meilleur équilibre entre femmes et hommes dans le monde du travail est encouragé par des mesures concrètes telles que les « Actions Positives ».

Alors que sa base légale remonte à 1999 et suite à une approche restructurée il y a une dizaine d'années, le programme « Actions Positives » du Ministère de l'Égalité se devait de tenir compte des récentes évolutions sociétales et législatives. Une évaluation a ainsi servi à identifier les forces et faiblesses du programme ancré autour de trois piliers thématiques (égalité de traitement, égalité dans la prise de décision, égalité dans la conciliation entre vie professionnelle et vie privée).

Cette évaluation a mesuré l'efficacité et la pertinence des différentes phases du programme, avec notamment les modalités d'accès, la réalisation d'un état des lieux et d'une analyse dans l'entreprise, l'élaboration d'un plan d'action et sa mise en œuvre, ainsi que le suivi des actions menées.

Des données quantitatives et qualitatives ont été récoltées sur base de précédentes participations.

Si la structure globale du programme a été salué, il s'est avéré important :

- de cibler davantage des entreprises de tailles et profils différents en facilitant surtout le déroulement du programme et les outils mis à disposition ;

- de moderniser les questionnaires sur l'état des lieux utilisés auprès des directions et des salarié-e-s, notamment pour mieux tenir compte des évolutions légales et pratiques en termes de congé parental, de télétravail ou encore d'accès aux formations pour les femmes et les hommes ;

- de proposer des outils de monitoring pour mieux accompagner l'entreprise et soutenir le suivi des actions ;

- de valoriser et d'accentuer le rôle des délégué-e-s à l'égalité ;

- de renforcer les supports de communication, ce qui a mené à la création du site thématique actionspositives.lu.

Les éléments révélés lors de l'évaluation ont ainsi été approfondis et intégrés dans la modernisation du programme pour les entreprises privées.

Pour la fonction publique, le contenu du programme « Actions Positives » est actuellement revu afin de moderniser les questionnaires et mieux cibler les besoins de participants. Ici, le/la délégué-e à l'égalité revêt un rôle d'autant plus important puisqu'il/elle assure la mise en place et le suivi des actions. Un projet-pilote pour de nouvelles « Actions Positives » dans le secteur public est en cours de discussion avec le CGDIS.

Au niveau communal, le programme vient d'être actualisé. D'une part, les questions de l'enquête ont été adaptées aux consignes de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, permettant ainsi à une commune d'identifier des pistes concrètes pour promouvoir l'égalité au sein de son personnel. D'autre part, il a été tenu compte de l'usage accru du télétravail et des évolutions en matière de conciliation entre vie privée et professionnelle.

En 2020, l'enquête de satisfaction du personnel communal a été intégrée dans une convention pilote, qui est actuellement testée en collaboration avec trois communes. Il est prévu de proposer une convention type à toutes les communes du pays dès 2021.

De plus, des procédures de suivi plus systématiques sont en cours de développement pour voir l'évolution de l'égalité dans les communes à long terme. L'objectif est de soutenir les communes dans leurs démarches de plans d'actions locaux à l'égalité, promouvant une politique à l'égalité active dans chaque commune.

Veuillez trouver ci-dessous les listes des communes ayant participé au programme « Actions Positives », ainsi que les participant-e-s issus de ministères, administrations et organisations publiques.

(Listes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3031 (23.10.2020) de **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **« blistering » des médicaments :**

Beim sougenannte „Blistering" gi Medikamenter aus hirer Originalverpakung geholl an nom Besoin vum jeeweilege Patient individuell a Kalennerverpakungen oder soss Verpakunge sortéiert. Duerch de Blistering gëtt de Risiko, datt de Patient de falschen Dosage oder carrement dat falscht Medikament hëlt, op e Minimum reduzéiert.

Zu Lëtzebuerg ass d'Verblistere vu Medikamenter duerch d'Gesetz vum 7. Juni 2017 respektiv vum Règlement grand-ducal du 18 juillet 2018 relatif à la préparation, à la division, au conditionnement ou reconditionnement et à la vente par Internet de médicaments gereegelt.

Eisen Informatiounen no ass et esou, datt et am Moment bei der CNS just en Tariff fir Verblisterung vu Medikamenter fir d'Alters- a Fleegeheemer oder soss Institutioune gëtt, awer net fir d'Delivrance u Privatleit an den Apdikten.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et grad a Pandemiezäite sënnvoll wier, fir d'Offer vun de Medikamente-Blisteren, vun deene virun allem eeler a vulnerabel Leit profitéieren, fir d'Delivrance an den Apdikten unzebidden an doduerch derzou bäizedroen, datt dës Leit eventuell méi laang kéinten onofhängeg an doheem bleiwen?

3. Wa jo, gedenkt d'Regierung d'CNS opzefuerderen, en entspriechenden Tariff auszeschaffen?

Réponse commune (25.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Et ass effektiv esou, dass d'Loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments d'Verblisterung just fir Alters- a Fleegeheemer virgesäit.

De Règlement grand-ducal vum 18. Juli 2018 relatif à la préparation, à la division, au conditionnement ou reconditionnement et à la vente par Internet des médicaments gesäit just en entspriechenden Tariff an den Alter- a Fleegeheemer vir.

D'Gesondheetskeess kann nëmmen e Remboursement festleeën, wann en Tariff an der jeeweileger Gesetzgeebung definéiert ass. D'Gesondheetskeess selwer kann an dësem Fall keen Tariff selwer definéieren.

D'Regierung analyséiert awer am Kontext vun der Reform vum virgenannte Gesetz (Projet de loi n° 7383) d'Optioun, fir d'Verblisterung eventuell och fir krank oder vulnerabel Persounen, déi doheem liewen, zougänglech ze maachen.

Question 3032 (23.10.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **conséquences de la création d'un service express métropolitain reliant les agglomérations de Nancy et de Metz à la gare de Luxembourg :**

Le projet de création d'un service express métropolitain reliant les agglomérations de Nancy et de Metz à la gare de Luxembourg par trains toutes les demi-heures ou même tous les quarts d'heures a de bonnes chances d'être entamé à partir des années 2023-2024.

Ce projet est destiné à améliorer les conditions d'acheminement en faveur de quelque 12.000 navetteurs vers et de Luxembourg.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics quelles seraient les conséquences d'un tel RER pour le réseau luxembourgeois.

- Y a-t-il déjà eu concertation entre les gouvernements luxembourgeois et français et entre les CFL et la SNCF ?

Réponse (10.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De par la loi du 7 septembre 2018 portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018 et relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen :

« le Gouvernement est autorisé à contribuer aux frais résultant pour la République française de la réalisation et de l'aménagement des infrastructures requises en France pour mettre en œuvre une politique de transports répondant aux objectifs de développement durable, et en particulier à promouvoir le transport par rail et à poursuivre la coopération ferroviaire entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, en assurant la continuité des services internationaux et transfrontaliers tout en garantissant une bonne qualité de ces services dans l'intérêt des clients du rail, conformément aux stipulations de l'accord visé à l'article 1er. Le montant de cette contribution est fixé à 110.000.000 euros pour le volet ferroviaire. »

Le protocole d'accord a notamment pour objet de définir les principes des aménagements ferroviaires à réaliser sur la ligne ferroviaire Metz–Thionville–Luxembourg aux horizons 2022-2024 et 2028-2030.

Sur la base des résultats des études d'opportunité menées conjointement et relatives à l'augmentation de la capacité de l'axe Metz–Thionville–Luxembourg, pour répondre au besoin croissant de dessertes entre Metz et Luxembourg et améliorer les conditions de circulation à l'horizon 2030, la France et le Luxembourg se sont accordés de faire circuler par heure de pointe 8 TER, 1 TGV et 1 train fret à l'horizon cible 2028-2030 par rapport à un maximum de 6 trains voyageurs (TGV inclus) aujourd'hui.

Actuellement, la capacité de la gare de Luxembourg et la longueur des quais en France limitent la longueur des trains voyageurs TER à un maximum de deux automotrices couplées du type TER 2N, ci-après UM2 offrant une capacité totale en places assises de 666 places. Il est projeté de faire circuler des trains allongés en unité triples (UM3) offrant ainsi une capacité totale d'environ 1.000 places assises par rame.

Au Luxembourg, la nouvelle ligne Bettembourg–Luxembourg, l'aménagement des nouveaux quais V et VI et la restructuration du plan des voies en gare de Luxembourg permettront d'accueillir une circulation de certaines compositions en UM3 à partir de décembre 2021, et généralisée avec le changement d'horaire en 2024.

L'étude conjointe a mis en avant la nécessité de réaliser des aménagements complémentaires, dont notamment l'allongement de quais dans certaines gares intermédiaires de l'axe Metz–Luxembourg pour être en adéquation avec le matériel roulant projeté (UM3).

La capacité électrique est limitée sur le sillon lorrain de manière que la SNCF ne peut pas sans restriction de circulation (bridage) faire circuler l'ensemble des trains en UM3. Le renforcement de l'alimentation électrique en France permettra de pouvoir faire circuler un nombre important de trains en UM3 dans des conditions d'exploitation nominales à l'horizon 2022-2024.

Parallèlement aux nouvelles infrastructures ferroviaires au Luxembourg, comme la nouvelle ligne entre Bettembourg et Luxembourg et l'aménagement de deux nouveaux quais et la restructuration du plan des voies en gare de Luxembourg, d'autres améliorations d'infrastructures ont été identifiées pour permettre l'augmentation de la capacité visée à l'horizon 2028-2030.

Toute extension et tout financement de la capacité allant au-delà de 10 trains par heure (8 TER, 1 TGV et 1 train fret) devront être analysés en détail le moment venu avec le Gouvernement français.

Question 3033 (23.10.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **animaux abandonnés :**

Dëse Mount huet zu Schëffleng een neit Déierenasyl seng Dieren opgemaach, wou bis zu 40 Kazen an 10 Hënn kënnen opgeholl ginn. Et ginn e puer där Déierenasyler ronderëm d'Land, déi nëmmen duerch déi wäertvoll Aarbecht vu fräiwëllegen Déiereschützer oder staatleche Bäihëllefe funktionéieren. Dës Déierenasyler hunn eng wichteg Funktioun, well vill Déieren zu Lëtzebuerg aus verschiddenste Grënn hiert Doheem bei engem Besëtzer verléiere kënnen. Trotz der Chipflicht ginn et nämlech eng Rëtsch Proprietären, déi hir Responsabilitéit vis-à-vis vun engem Déier net wouerhuelen an Déieren, zum Beispill, net chippe loossen a se dann an der Natur oder op oppener Strooss aussetzen. D'Déierenasyler bidden deenen Déieren eng Méiglechkeet op eng Grondversuergung an eng Chance op een Neiufank bei engem neie Besëtzer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Déierenasyler existéieren aktuell zu Lëtzebuerg a wéi vill Plaze fir wéi eng Déiere ginn et, opgelëscht no Déierenasyl?

2. Wéi vill Déierenasyler wäerten an den nächste Joren nach opgemaach ginn a fir wéi eng Déieren?

3. D'Déiereschutzgesetz leet an den Artikelen 12 Punkt 3 a 17§2 Punkt 8 d'Aussetze vun Déieren als Strofdot fest, déi tëschent 251 € an 200.000 € ka kaschte.

- Wéi vill Déiere ginn all Joer zu Lëtzebuerg vun hire Proprietären ausgesat, ouni datt de Proprietär ausfënneg gemaach konnt ginn?

- Wéi oft gouf dës Infraktioun bis elo zu Lëtzebuerg constatéiert a wéi vill mol gouf d'Strof am Artikel 17§2 an dësem Kontext applizéiert?

4. Mam Bezuch op déi viregt Fro, korreléiert d'Unzuel vun den ausgesatenen Déiere mat der Zuel un ausgeschwatene Strofen? Falls nee, wéi eng Pisten envisagéiert de Minister, fir d'wëllt Aussetze vun Déiere besser ze vermeiden?

Réponse commune (24.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Aktuell ginn et fënnef autoriséiert Déierenasyler zu Lëtzebuerg mat verschiddene Kapazitéiten:

- Gaasperech: Plaz fir 75 Hënn a 40 Kazen;

- Diddeleng: Plaz fir 10 Hënn a 40 Kazen;

- Schëffleng: Plaz fir 10 Hënn a 40 Kazen;

- Esch: Plaz fir 11 Hënn a 25 Kazen;

- Tënten: Plaz fir 30 Widderkäuer (grouss a kleng), 10 Päerd/Ponyen/Ieselen, 2 Schwäin, 40 Hénger/Gänsen/Inten, 4 Hënn, 4 Kazen, 200 Nager/Kanéngercher/Ziervigel.

ad 2. D'Demande fir Autorisatiounen, fir een Déierenasyl opzemaachen, gi vum Ministère ënner anerem och finanziell ënnerstëtzt. Aktuell leien dem Ministère keng nei Demandë vir.

ad 3. Am Laf vun de leschte Jore konnt kee Verstouss festgestallt ginn a soumat ass keng Strof ausgeschwat ginn.

ad 4. An deene Fäll, wou de Proprietär net konnt ausfindeg gemaach ginn, ass et och net méiglech, déi Persoun(en) ze strofen. An deem Kontext ass et ëmsou méi wichteg, d'Proprietären iwwert d'Wichtegkeet vun der Identifikatioun an der Registréierung vun hiren Déieren opzeklären.

Question 3035 (23.10.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**extension de la prime « Clever fueren » :**

D'Primm „Clever fueren" ass de Moment op de Kaf vun engem neie Vëlo oder Pedelec beschränkt. Gläichzäiteg wëllt d'Regierung am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft an der Ressourcëschounung d'Approche, Gebrauchsgéigestänn méi dacks ze notzen, förderen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

- Wat ass de Grond, firwat gebrauchte Vëloe bis elo vun der Primm ausgeholl waren?

- Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass et sënnvoll wier, gebrauchte Vëloen ënner verschidde Bedéngungen, wéi zum Beispill, dass de Vëlo an engem Buttek kaf gëtt, fir d'Primm zouzeloossen?

Réponse (20.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Gebrauchte Vëloen a Pedelec25 si generell vun der Primm ausgeschloss. Am Géigesaz zu de motoriséierte Gefierer ënnerleie Vëloen a Pedelec25 kenger Immatrikulatioun. Et ass dohier net einfach an eendeiteg novollzéibar, wien deen oder déi viregt Besëtzer vun engem gebrauchte Vëlo oder Pedelec25 sinn an ob fir dës Gefierer schonn am Virfeld eng Primm ausbezuelt gouf. Aus dësem Grond, an och fir de Kaf vun zousätzleche Vëloen a Pedelec25 ze encouragéieren, ass d'Primm op nei Vëloen a Pedelec25 beschränkt.

Question 3036 (23.10.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **gestion des déchets :**

An engem rezente Fernseereportage hunn Experten aus dem Secteur vun der Offallgestioun kloer d'Virdeeler vun engem Ofhuelsystem par rapport zu engem Bréngsystem ënnerstrach.

Net nëmme wier d'Qualitéit vum gesammelte Material méi héich, mee esou e System wier och ekonomesch méi sënnvoll. Donieft erliichtert et de Leit d'Liewen, wa se e groussen Deel vun hirem Plastiksoffall op eng eenzeg Manéier, an dësem Fall an der bloer Tut vu Valorlux, entsuerge kënnen, esou wéi se dat och mam Pabeier a Glas a ville Gemenge maachen.

Am selwechte Reportage huet d'Madamm Ministesch sech allerdéngs éischter retizent gewisen, fir méi Zorte Plastik an der bloer Tut zouzeloossen, an nieft der Vermeidung vun onnéidegem Offall virun allem op den Ausbau vun de Recyclingszentre verwisen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass (nieft der Vermeidung) de beschte Wee fir eng gutt Offallgestioun doranner läit, de Leit de Recycling esou einfach wéi méiglech ze maachen?

2. Wann net, ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass e Bréngsystem d'Leit gläichermoosse wéi en Ofhuelsystem dozou incitéiert, hiren Offall ze trennen?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass an Zukunft landeswäit verstäerkt op e Bréngsystem gesat soll gi fir eng besser Offallgestioun ze realiséieren, grad och a Filièrë wéi Glas a Pabeier, wou haut a ville Gemengen en Ofhuelsystem existéiert?

4. Wat sinn d'Grënn, firwat d'Madamm Ministesch der Meenung ass, dass keng Barquettë sollen an déi blo Tut kommen, wärend déi Verantwortlech vu Valorlux kee Problem gesinn?

Réponse (19.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Souwäit Offall net vermidde ka ginn, sollen déi verschidde Fraktiounen agesammelt a recycléiert ginn. Fir en héijen Taux u Recyclage ze erreechen, muss et fir de Bierger praktesch sinn. Dowéinst ass et néideg, verschidden Infrastrukturen a Systemer zur Verfügung ze stellen, déi komplementar niewenteneen existéieren a vum Bierger esou genotzt ginn, wéi dat am Beschten an hir jeeweileg Situatioun passt.

ad 2. Aktuell ginn et am Land fir verschidden Offallfraktiounen esouwuel Bréng- ewéi och Ofhuelsystemer. Béid hunn hir Berechtegung an droen zesummen dozou bäi, datt esou vill ewéi méiglech agesammelt a recycléiert gëtt.

Allebéid hunn hir Vir- an hir Nodeeler. En Ofhuelsystem ass dacks nëmmen op eng bestëmmt Fraktioun limitéiert, huet awer de Virdeel, datt en de Behältnis den Dag vun der Sammlung just virun d'Dier brauch ze setzen. E Bréngsystem wéi zum Beispill de Recyclingzenter bedéngt, datt de Bierger muss dohi fueren. En huet awer de Virdeel, datt en do Fraktiounen ofgi kann, déi en net doheem ewechgeholl kritt. Gläichzäiteg kann en och dovu profitéiere fir Fraktioune mat ofzeginn, déi zwar an engem Ofhuelsystem gesammelt ginn, d'Sammlung awer net grad dee Moment ass, wou de Bierger senge Saache wëllt lassginn.

ad 3. Wéi scho gesot, funktionéieren déi zwee Systemer komplementar zueneen an droen allebéid dozou bäi, esou vill wéi méiglech anzesammelen an ze recycléieren.

ad 4. Et ass bis elo ni gesot ginn, datt Barquetten net sollen an déi blo Tut kommen. Tatsaach ass, datt Valorlux Barquetten an och nach aner Verpackungsoffäll aus Plastik zousätzlech an dem bloe Sak mat asammelen.

Entspriechend hirem Agrement muss, wann zousätzlech Fraktiounen iwwert de bloe Sak agesammelt solle ginn, am Virfeld e Pilotversuch gemaach ginn. Dëst war och schonns de Fall, wéi Valorlux eng éischte Kéier eng Erweiderung gemaach huet, fir am bloe Sak (deen dunn e grénge Sak ginn ass) och nach d'Plastiksfolië mat anzesammelen.

Sënn an Zweck vun esou engem Pilotversuch ass et, erauszefannen, ob eng Erweiderung vum bloe Sak vun de Bierger richteg ugewant gëtt an ob net ze vill Friemstoffer mat an dee Sak kommen, wat duerno de Recyclage vun de Materialie schwéier bis onméiglech mécht.

Wann d'Conclusioune vun dem Pilotversuch positiv sinn, kënnen déi zousätzlech Fraktiounen, dorënner och d'Barquetten, an dem bloe Sak mat agesammelt ginn.

Question 3037 (23.10.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **tunnel Biff :**

D'lescht Woch koum et am Tunnel Biff op der A13 zu engem Accident, bei deem ee Camion wéinst senger Héicht d'Geliichts vum Tunnel matgerappt huet. De Camion war zwar net stieche bliwwen an et gouf glécklecherweis keng Blesséierter, mee den Tunnel huet zäitweis misse gespaart ginn, well d'Beliichtung erofgefall war.

Et ass net déi éischte Kéier, dass esou een Accident am Tunnel Biff passéiert. 2013 hat ee Camion d'Poutrellen an dësem Tunnel erofgerappt, woubäi eng jonk Fra een déidlechen Accident hat. Grad dofir wär et elo wichteg, aus dem Accident vu leschter Woch ze léieren an dëse Streckenofschnëtt besser ofzesécheren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister evaluéieren, ob den Tunnel nom Accident 2013 genuch ofgeséchert gouf?

2. Wéi eng Léiere goufen aus den Accidenter 2013 an 2020 am Tunnel Biff gezunn a wéi loossen sech änlech Accidenter an dësem Tunnel an Zukunft verhënneren?

3. Wéi eng Mesurë wäerten elo vu Ponts et chaussées geholl ginn, fir dëse Streckenofschnëtt sécherheetstechnesch ze verbesseren?

Réponse (16.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Nom éischten Accident 2013 ass den Ouvrage erëm an d'Rei gesat ginn. 2019 ass den Tunnel vun engem spezialiséierte Büro inspizéiert an als sécher deklaréiert ginn.

ad 2. De Problem bei dësem Tunnel kënnt duerch d'Netanhale vun de Virgabe vum Code de la route, wat déi maximal zoulässeg Héicht vum Gefier ubelaangt. An der Lescht kommen Accidenter vun där Zort allerdéngs méi heefeg vir, well Camione versichen ënner Brécken erduerchzefueren, ënnert déi se vun der Héicht hier guer net passen. Als rezent Beispiller kann ee follgend Brécken nennen: d'CFL-Bréck zu Zéisseng, d'CFL-Bréck zu Syren an den Ouvrage vun der Rue du Kiem op der A6.

D'Camionschauffere missten dorop sensibiliséiert ginn, déi maximal Héicht, déi am Code de la route steet, respektiv déi adaptéiert maximal Héicht, déi bei verschiddene Brécken ausgeschëldert ass, anzehalen. Oft handelt et sech an esou Fäll ëm Gefierer, bei deenen d'Opbauten net reegelkonform ageklappt gi waren, ewéi zum Beispill e Kran oder eng Benne, déi net op hir Nullpositioun gesat goufen.

ad 3. Wann d'Heefegkeet vun deene Verstéiss géint de Code de la route net sollt ofhuelen, kéint een sech mëttelfristeg iwwerleeën, déi aktuell Struktur mat Träger aus Stol duerch eng aner ze ersetzen. D'Träger einfach ewechzehuelen ass keng Optioun, well se eng statesch Funktioun erfëllen. Kuerzfristeg kéint ee virum Tunnel en zolitte Kader setzen, deen dann als Schutz fir d'Träger géif déngen.

Question 3038 (23.10.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution de la Pétrusse :**

Il me revient que récemment la Pétrusse aurait été polluée de manière répétée et substantielle. Ainsi par exemple, des traces de cément et d'huile ont été observées par des personnes à multiples reprises.

Au vu de ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de cette situation ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions quant à l'origine et la nature des pollutions ?

3) Est-ce qu'une plainte a été déposée ?

Réponse (23.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) En date du 24 septembre 2020, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a effectivement été informée par le central de secours d'urgence (CSU112) du déversement de mazout sur un chantier à Hollerich.

Par ailleurs, l'AGE a été également informée d'une autre pollution de la Pétrusse en date du 29 septembre 2020 par des agents de l'administration communale de la Ville de Luxembourg, qui ont constaté une coloration grisâtre du cours d'eau. Au cours du mois d'octobre, le groupe de permanence pollution de l'AGE a reçu de manière répétée des informations concernant une coloration de la Pétrusse de la part du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) ainsi que de la part de plusieurs personnes privées.

ad 2) La première pollution, qui a été signalée en date du 24 septembre 2020, concerne le déversement d'environ 300 litres de mazout. Lors du déplacement d'un réservoir de mazout sur un chantier, une grande quantité de mazout a été déversée accidentellement. Le mazout s'est par la suite déversé via la canalisation d'eaux pluviales dans la Pétrusse.

La deuxième pollution, signalée en date du 29 septembre 2020, concerne le déversement de matières en suspension dans la Pétrusse. Dès la détection de la pollution, les agents communaux ont mené des investigations sur le terrain et ont pu retracer la pollution jusqu'à un chantier situé dans la route d'Esch. Le chantier pompait les eaux de fouilles trop chargées en matières en suspensions vers la canalisation d'eaux pluviales liée à la Pétrusse. Par conséquent, l'AGE a informé les responsables du chantier des conditions à respecter pour être autorisé à pomper les eaux de fouilles vers la canalisation des eaux pluviales ou vers un cours d'eau.

Il s'avère que les responsables du chantier ont essayé plusieurs procédés de traitement des eaux polluées, sans néanmoins y parvenir avec succès, car de nouvelles pollutions entraînant une coloration de la Pétrusse ont eu lieu à plusieurs reprises lors des semaines suivantes.

Dès lors, l'AGE a engagé des mesures administratives à l'encontre des responsables du chantier afin d'arrêter la pollution de la Pétrusse. La Police grand-ducale a également été présente à deux reprises sur les lieux.

Bien qu'il s'agisse d'une pollution physique causée par des boues ainsi que par des sédiments et non d'une pollution chimique, il est important de noter que les matières en suspensions peuvent également avoir des effets néfastes sur la faune et la flore sauvage en bouchant des interstices ou en couvrant tout le lit du cours d'eau et sa biologie d'une couche opaque. Les matières en suspension peuvent ainsi constituer une entrave à la respiration ainsi qu'à la photosynthèse et détruire des frayères potentielles.

ad 3) La mesure d'urgence contre le maître d'ouvrage a été officiellement communiquée au parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Question 3039 (26.10.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **délais d'attente pour les résultats de certaines analyses médicales non Covid-19 :**

Un certain nombre de témoignages individuels nous sont parvenus dernièrement, qui suggèrent que les laboratoires d'analyses médicales privés et publics ont du mal à assurer la délivrance des résultats aux patient-e-s et à leurs médecins endéans des délais appropriés.

Plus précisément, en anatomopathologie, les patient-e-s doivent apparemment attendre plusieurs semaines avant de connaître les résultats des biopsies effectuées. Or, il s'agit souvent de personnes dont le traitement médical dépend du résultat de ces analyses. Un délai d'attente d'un mois peut, pour des patient-e-s atteint-e-s d'un cancer par exemple, avoir un impact substantiel sur les chances de réussite du traitement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à la Ministre de la Santé :

1) Les analyses en matière d'anatomopathologie sont-elles réalisées uniquement par le LNS ou encore par d'autres laboratoires luxembourgeois ou installés au Grand-Duché ? Dans l'affirmative, de quels laboratoires s'agit-il plus précisément ?

2) Ayant été confronté à une certaine pénurie en pathologistes dans les années précédentes, le Luxembourg dispose-t-il dorénavant de ressources humaines suffisantes en la matière ?

3) Quel est le pourcentage des analyses anatomopathologiques réalisées dans des laboratoires à l'étranger ?

4) Hormis en anatomopathologie, quels autres types d'analyses médicales sont concernés par des délais plus importants qu'avant le début de la situation sanitaire liée au Covid-19 ?

5) Est-ce qu'une priorisation des analyses est faite selon l'urgence de la prescription ? Dans l'affirmative, quels sont les critères actuellement appliqués à cet effet ?

Réponse (27.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Conformément à la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, tous les examens relevant de l'anatomopathologie sont effectués exclusivement dans le centre de diagnostic instauré à cet effet au Laboratoire national de santé. Aucune autre entité publique ou privée n'est donc habilitée à effectuer sur le territoire national des examens et diagnostiques similaires et le LNS ne sous-traite pas de ce fait de demandes d'analyses à d'autres laboratoires nationaux.

ad 2) Le Centre national de pathologie (NCP) reçoit en moyenne environ 5.000 demandes d'examens par mois, lesquelles sont exclusivement traitées par son laboratoire d'anatomie pathologique. Il est clair que le temps de traitement moyen de ces requêtes est lié au nombre de médecins anatomopathologistes disponibles au LNS. Depuis son ouverture à Dudelange, le Laboratoire national de santé a augmenté son effectif en médecins spécialisés en anatomopathologie en moyenne de 25 %. En outre, le LNS s'est vu accorder des postes supplémentaires par la CNS tout récemment.

Concernant les délais de rendu des résultats, il est important d'indiquer que les pathologistes du NCP sont toujours facilement joignables par les médecins externes et les patients concernés. Ce contact peut se faire par téléphone, par email ou par prise de rendez-vous à Dudelange.

Certains types de diagnostics très compliqués nécessitent des délais d'attente plus longs (dus à des colorations supplémentaires ou des analyses en pathologie moléculaire). Un frein supplémentaire au traitement des cas et à la transmission des diagnostics est l'absence au niveau national d'un système informatique médical commun. Ceci implique que les médecins anatomopathologistes n'ont pas directement accès aux données des analyses radiologiques, cliniques, chirurgicales ou de laboratoire qui sont nécessaires pour poser un diagnostic avisé et les contraint d'envoyer beaucoup de rapports de diagnostic par email classique.

ad 3) Depuis octobre 2018, le Centre national de pathologie (NCP) ne sous-traite plus des demandes d'analyse à l'extérieur (sauf des cas très exceptionnels comme par exemple des autopsies pour suspicion de la maladie de Creutzfeldt-Jakob) et réalise donc les examens et diagnostics lui-même. Cette décision a été prise afin de valoriser la haute compétence du laboratoire concerné, de raccourcir les temps de réponse des diagnostics et d'augmenter l'autonomie du pays dans ce domaine spécialisé. Il est prévu de maintenir cette situation dans le futur.

ad 4) De façon générale, l'avènement de la crise sanitaire liée au Covid-19 n'a jusqu'à présent eu aucun impact négatif sur les délais de sortie moyens des demandes d'analyses adressées au Laboratoire national de santé. Ceci concerne aussi bien les diagnostics posés en anatomopathologie, que les résultats d'analyse émis par les domaines de la génétique, de la biologie médicale ou de la microbiologie.

Surtout dans le dernier cas, le département de microbiologie du LNS fut à même d'effectuer toutes les tâches, qu'il s'agisse des activités de tests Covid-19 à sortir au jour le jour ou bien d'autres types d'analyses, telles que virologiques, sérologiques ou bactériologiques.

ad 5) Concernant le domaine de l'anatomopathologie et donc la cancérologie, toute demande d'analyse est traitée de prime abord comme une urgence jusqu'au retour des premiers résultats. Les examens à réaliser sont alors répartis entre 14 équipes de travail spécialisées par organe ou méthode d'analyse. Ceci assure que tous les cas soient traités et aussi priorisés de la façon la plus pertinente.

Pour les tests génétiques, les demandes se rapportant à un diagnostic prénatal au cours d'une grossesse et celles visant l'analyse génétique d'une tumeur sont toujours classées comme urgentes et à faire avant tout autre type d'analyse.

En biologie médicale, toutes les analyses se faisant dans le cadre du dépistage néonatal de maladies rares, de diagnostics de maladies métaboliques et d'intoxications aigües ainsi que les dosages de médicaments (antiépileptiques, anticancéreux…) précèdent toujours le reste des analyses.

Question 3043 (26.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**évaluation et le contrôle de l'état de santé des assurés par le Contrôle médical de la sécurité sociale :**

Wa Persounen, déi bei der CNS assuréiert sinn, eng länger Zäit krank sinn, da gi se an de Contrôle médical geschéckt, fir sécherzestellen, datt d'Krankheetsbild existéiert an datt d'Krankschreiwung net frauduléis ass. Domadder kënnt dem CMSS e wichtege Rôle am Geflecht vun der Sozialversécherung zou; en erméiglecht eng net viragehollе Vue op en Dossier a gëtt engem weideren Dokter d'Chance, sech eng Meenung ze bilden.

Grad am Beräich vun der mentaler Gesondheet ass eng Diagnos net ëmmer einfach ze treffen a kann déifgräifend Repercussiounen op d'Méiglechkeet vun enger Persoun, hire Beruff auszeüben, hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi ass garantéiert, datt den Employeur vun der Diagnos vum CMSS Kenntnis erhält?

2. Ass garantéiert, datt den Assuré d'Diagnos vum CMSS kommunizéiert kritt, fir esou eventuell een zweeten Avis bei sengem eegenen Dokter kënnen unzefroen?

Falls nee, plangt de Minister, dëst ze änneren?

Réponse (09.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Et ass net virgesinn, dass den Employeur d'Diagnos vum Salarié matgedeelt kritt, weeder vum behandelnden Dokter (dofir ass um Volet vum

Krankeschäin, deen un den Employeur geschéckt gëtt, de Code Diagnostik geschwäerzt), nach vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet. Hei geet et ëm dem kranke Mënsch seng absolutt Privatsphär an de Secret médical vis-à-vis vun engem Drëtten. Diesbezüglech gëllen d'Artikele 4-6 vum Code vun der Déontologie médicale. Eng änlech Dispositioun gëllt och fir den Aarbechtsdokter. Hei steet am Artikel L. 326-8 Alinea 1 vum Code du travail:

« Le médecin du travail communique dans les trois jours qui suivent l'examen ou l'obtention des résultats d'examens complémentaires, s'il en a ordonnés, ses conclusions au salarié et à son employeur ou futur employeur au moyen d'une fiche d'examen médical qui émarge respectivement l'aptitude ou l'inaptitude pour le poste envisagé sans indication de diagnostic, le secret médical devant être strictement observé. »

Et verbitt op där anerer Säit keen dem Salarié, sengem Employeur seng Diagnos matzedeelen, wann de Salarié dat da wëllt. Wat d'Diagnos vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet ubelaangt, muss op den Artikel 421 Alinea 4 vum Code vun der sozialer Sécherheet verwise ginn, wou ausdrécklech an onmëssverständlech festgehalen ass:

« Les médecins du Contrôle médical de la sécurité sociale ne peuvent s'immiscer dans les rapports du malade et du médecin traitant. Ce n'est que sur la demande expresse du malade qu'ils (les médecins du Contrôle médical de la sécurité sociale) formulent un diagnostic ou une appréciation sur le traitement. »

Question 3044 (26.10.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **archives des médecins :**

D'Dokteren am Land hunn een Archiv mat vertraulechen Informatioune vun hire Patienten.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Wéi ginn d'Rechter an d'Privatsphär vu senge fréiere Patiente geschützt, wann en Dokter an d'Pensioun geet oder stierft, ier hien ophält mat Praktizéieren?

2. Wat geschitt da mat sengen Archiven an all deene vertraulechen Donnéeën aus de Patientendossieren?

3. Ginn et gesetzlech virgesinne Prozeduren zu dësen zwou Froen?

Réponse (26.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Fall wou een Dokter ophält mat schaffen (Pensioun, Relokalisatioun), muss dëse Moossnamen ergräifen, fir d'Kontinuitéit vun der Betreiung an d'Vertraulechkeet vun de medezinneschen Donnéeë vun de Patienten ze garantéieren, dëst am Aklang mat der aktueller Gesetzgeebung an de Reglementer, an zwar:

- d'Versuerge vun der Patientendatei wärend op mannst zéng Joer vum Enn vun der Behandlung un, laut dem Artikel 65 vum Code iwwert d'medezinnesch Deontologie (Ethik);

- d'Patienten informéieren;

- op Initiativ vun der CNS, d'Patientendateien un de Contrôle médical transferéieren, deen dann d'Patiente kontaktéiert (Artikel 70 aus der Konventioun tëscht der CNS an der AMMD).

De Patient huet d'Recht op Zougang zu sengem Patientendossier an och d'Recht, eng Kopie vun engem Deel oder sengem ganzen Dossier ze kréien. Säi Patientendossier kann och un den Dokter vu senger Wiel weidergeleet ginn.

A gewëssenen Ëmstänn, wou d'Aktivitéit vum Dokter stënterlech ënnerbrach ginn ass (Doud, Krankheet), hat den Dokter net d'Méiglechkeet, seng Succession ze organiséieren. Et ass da sënnvoll, de Collège médical ze kontaktéieren. Eng vu sengen Aufgabe besteet nämlech doran, derfir ze suergen, datt d'ethesch Reegele fir d'Dokteren agehale ginn, an hie kann dowéinst festleeën, wat mat de verbliwenen Dokumenter geschitt. An deem Kader wäert d'Benotzung vum „Dossier de soins partagé (DSP)" sécher d'Kontinuitéit vun der Betreiung vereinfachen.

Question 3047 (26.10.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **vaccination d'animaux :**

Dans un communiqué de presse du 22 octobre 2020, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement durable a informé le public du risque sanitaire pouvant découler de l'adoption ou de l'achat d'animaux à l'étranger et ceci notamment pour les animaux en provenance de la Russie, du Bélarus et de l'Ukraine. En effet, des anticorps insuffisants contre la rage auraient été détectés sur certains animaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Combien d'animaux disposant d'anticorps insuffisants contre la rage ont été détectés au Luxembourg ?

2) De quels animaux s'agit-il principalement (chiens, chats, autres) ?

3) Est-ce que les vendeurs de ces animaux ont pu être identifiés ? Dans l'affirmative, s'agit-il de vendeurs opérant depuis les pays mentionnés ci-dessus ou est-ce que des vendeurs indigènes sont mis en cause ?

4) Quelle sanction risquent les personnes vendant des animaux qui n'ont pas été vaccinés contre la rage ?

Réponse (05.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Au Luxembourg, aucun animal présentant un titre d'anticorps contre la rage n'a été détecté.

La Commission européenne a informé les autorités des États membres que dans certains États membres des analyses ont été effectuées sur des chiens en provenance de certains pays tiers qui étaient accompagnés d'un certificat de vaccination antirabique et sur lesquels des titres d'anticorps non conformes ont été détectés.

ad 2) Il s'agit exclusivement de chiens importés en provenance de pays tiers.

ad 3) Il s'agit d'opérateurs agissant dans les pays tiers qui mettent en vente leurs chiens par différents canaux (Internet, réseaux sociaux) et il revient aux autorités de ces pays de contrôler ce commerce.

ad 4) En ce qui concerne la vaccination antirabique, la législation européenne prévoit différentes mesures en cas d'importation d'un chien non conforme : renvoi du chien dans son pays de provenance, isolement du chien sous contrôle officiel, euthanasie du chien en dernière instance s'il constitue un danger pour la santé publique.

Or, il faudrait fixer des sanctions à l'encontre des vendeurs de ces chiens ou des personnes ayant falsifié des certificats de vaccination, car cette activité non conforme peut avoir des répercussions importantes au niveau de la santé animale ainsi que de la santé publique, car rappelons que la rage est une maladie mortelle pour les animaux et les êtres humains dès qu'elle s'est déclarée.

La meilleure sanction pour ces vendeurs d'animaux est de ne pas acquérir des chiens par le biais des canaux suspects mais de s'adresser en toute confiance à des éleveurs autorisés pour acquérir un animal de race ou bien à une association de protection animale agréée au Luxembourg pour adopter un animal.

Question 3050 (27.10.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination contre la grippe :**

Zënter enger Rei vu Jore kënnen d'Leit iwwer 65 Joer sech all Joer géint d'Gripp impfe loossen, z. B. hu sech am Joer 2008 53,7 %, an am Joer 2016 38 % vun de Leit iwwer 65 Joer zu Lëtzebuerg géint d'Gripp impfe gelooss. Dat geet aus der Statistik vun der OECD ervir.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Ginn et statistesch Erhiewungen, wéi vill vun dëse Leit iwwer 65 Joer, déi sech impfe gelooss hunn, dee Wanter un der Gripp gestuerwe sinn, dëst opgeschlësselt op déi lescht zéng Joer?

2. Ginn et statistesch Erhiewungen, wéi vill Leit iwwer 65 Joer, déi sech net impfe gelooss hunn, dee Wanter un der Gripp gestuerwe sinn, dëst opgeschlësselt op déi lescht zéng Joer?

Réponse (26.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé* :

De Gesondheetsministère huet keng detailléiert Donnéeën iwwert den Taux de vaccinatioun géint d'Gripp bei Leit, déi am Laf vum Wanter un der Gripp stierwen.

Esouguer wann dës Donnéeë virleie géifen, kéint ee wéinst der klenger Zuel vu Leit, déi all Joer un der Gripp stierwen, keng valabel Vergläicher maachen tëschent deene Leit, déi sech impfe gelooss hunn, an deenen, déi dat net gemaach hunn.

Fir valabel a representativ Schlussfolgerungen ze zéien, brauch ee grouss Populatiounsstudien, wéi se nëmmen international gemaach ginn. Esou grouss Studie weisen e Benefice vun der Impfung bei Leit iwwert 65 Joer an der Form vun enger Reduktioun vun den Infektiounen a vun den Hospitalisatiounen, an domat och vun de Gesondheetskäschten. D'Donnéeë betreffend d'Mortalitéit weisen eng méi limitéiert Wierksamkeet. Den Haaptbenefice ass also manner krank ze ginn a manner an d'Spidol mussen ze goen.

Question 3054 (28.10.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **grippe aviaire :**

Le ministre français de l'agriculture a déclaré récemment que le risque d'introduction par les oiseaux migrateurs du virus influenza aviaire passe de « négligeable » à « modéré » en France. Ainsi, les mesures de prévention dans les élevages de volailles contre le virus influenza aviaire ont été renforcées depuis lundi. Les autorités françaises appellent à une « surveillance accrue ». En effet, le virus influenza aviaire hautement pathogène H5N8 a été détecté le 20 octobre sur deux cygnes tuberculés aux Pays-Bas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Est-ce que le virus influenza aviaire a été détecté récemment au Luxembourg ?

2) Dans la négative, quel est le risque actuel d'introduction au Luxembourg dudit virus ?

3) Est-ce que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a d'ores et déjà mis en place des mesures de prévention ? Dans l'affirmative, en quoi consistent ces mesures ?

Réponse (05.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le virus de l'influenza aviaire n'a pas été détecté récemment au Luxembourg malgré des analyses effectuées sur les oiseaux sauvages respectivement la volaille domestique.

ad 2) Le risque d'introduction du virus par différentes voies est toujours existant. Il est actuellement accru par le fait que les autorités néerlandaises ont détecté le virus du type H5N8 sur des cygnes et dans une exploitation de volaille. Ces infections sont probablement dues à la migration d'oiseaux sauvages.

ad 3) Actuellement le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural n'a pas pris de mesures mais observe étroitement l'évolution de la maladie dans nos pays voisins. En cas de nécessité les seules mesures préventives consistent dans le respect strict des mesures de biosécurité et une obligation de confinement des volailles domestiques ; la vaccination des volailles contre la grippe aviaire étant interdite au sein de l'Union européenne.

En outre il est rappelé que lors l'introduction de volailles vivantes d'un autre pays, celles-ci doivent être accompagnées d'un certificat sanitaire émis par les autorités du pays de provenance.

Question 3056 (29.10.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant les **recrutements dans la fonction publique :**

A senger Budgetsried vum 14. Oktober 2020 huet den Här Finanzminister dës Ausso gemaach: „Eng kompetitiv Ekonomie brauch ee performante Staat. Nieft der Digitalisatioun brauch et talentéiert a kompetent Mataarbechter. Dofir gesäit de Budget 2021 iwwert 1.000 Neiastellunge vir."

An deem Kontext hätte mir follgend Fro un den Här Minister fir déi ëffentlech Funktioun:

- Kann den Här Minister opschlësselen, a wéi engem Grad, a wéi engem Ministère an a wéi enger Administratioun déi genannten iwwer 1.000 Neiastellunge positionéiert ginn?

Réponse (25.11.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Déi honorabel Deputéiert bezéien hir Fro op d'Budgetsried vum 14. Oktober vum Finanzminister, wou de Gesetzesprojet vum Budget 2021 virgestallt gouf, an zum Zäitpunkt vun der parlamentarescher Fro nach an der legislativer Prozedur war. Mengem Informatiounsstand no war et an der Chamber ëmmer Usus, datt een an de respektive Chamberskommissiounen d'Gesetzesprojeten diskutéiert an hannerfreet an, esou laang se an der Prozedur sinn, dat net iwwer parlamentaresch Froe mécht.

Déi gestallte Fro hunn ech och dem honorabelen Deputéierte Fred Keup, wéi allen anere Membere vun der Kommissioun, beäntwert. Ech wëll op dëser Plaz nach eemol op de Commentaire des articles vum Projet vum Budgetsgesetz 2021 verweisen, an deem déi genannten Zuel vun Neiastellunge méi no explizéiert gëtt. Hei ass ze liesen, datt vun den 1.026 Neiastellungen 280 Poste fir d'Police geduecht sinn, 122 fir d'Administration pénitentiaire a 45 fir d'Arméi. Doniewent sinn natierlech och ëmmer eng ganz Rei Poste fir de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend virgesinn.

Wéi déi honorabel Deputéiert wëssen, a wéi ech et och bei der Budgetspresentatioun an der Chamberskommissioun erklärt hunn, huet d'Commission d'économies et de rationalisation (CER), déi dem Staatsministère ënnersteet, fir de 15. November d'Ministerë gebieden, hir Besoinen anzereechen. Déi Affektatioun vun de reschtleche Poste wäert sech dann opgrond vun dësen Demandë riichten.

Question 3057 (29.10.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **référendum communal :**

L'organisation d'un référendum communal est régie par l'article 35 de la loi communale du 12 décembre 1988 qui stipule entre autres que « [le] référendum est de droit lorsque la demande en est faite par un cinquième des électeurs dans les communes de plus de trois mille habitants […] ».

Dans la commune de Sandweiler, une pétition signée par plus de 500 électeurs demande l'organisation d'un référendum portant sur l'opportunité ou non d'un projet du collège des bourgmestre et échevins qui vise à démolir le bâtiment actuel de la mairie et de le remplacer par un nouveau bâtiment, entraînant vraisemblablement des coûts significants. Cette demande a été déposée auprès du conseil communal, conformément aux modalités fixées dans l'article 2, paragraphe 2, du règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale du 13 décembre 1988.

Si la pétition appelant à un référendum a ainsi été signée par plus d'un cinquième des électeurs de la commune, rendant la tenue d'un référendum obligatoire aux termes de la loi citée ci-dessus, des incertitudes persistent en pratique.

De ce fait, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- La pétition citée ci-dessus soutenue par plus d'un cinquième des électeurs dans la commune et déposée auprès du conseil communal est-elle suffisante pour déclencher l'organisation d'un référendum dans les trois mois de la demande, tel que prévu par la loi citée ci-dessus ?

- Dans la négative, quelles autres conditions doivent être remplies en vue de l'organisation d'un référendum communal ?

- Madame la Ministre est-elle au courant de la situation dans la commune de Sandweiler ? Compte-t-elle suivre ce processus, le cas échéant, en vue d'assurer que l'organisation du référendum se fait dans le plein respect des disposition légales en la matière ?

Réponse (20.11.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dans sa question, l'honorable Députée s'enquiert sur les conditions d'organisation d'un référendum communal d'initiative populaire.

La loi communale modifiée du 13 décembre 1988 dispose en son article 35, alinéa 1er que le référendum communal est de droit lorsque la demande en est appuyée par un cinquième des électeurs dans les communes qui comptent plus de trois mille habitants ou par un quart des électeurs dans les autres communes. Dans ces cas le conseil doit organiser le référendum dans les trois mois qui suivent la demande. Il en résulte que la loi rend obligatoire l'organisation d'un référendum si la demande en est présentée par le nombre d'électeurs requis en l'absence de toute autre condition.

L'alinéa 2 du même article prévoit que « Les modalités du référendum sont fixées par règlement grand-ducal ». Le règlement grand-ducal modifié du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum, pris en exécution de cet article énonce les conditions que doit remplir la demande du référendum.

La décision d'organiser un référendum local ou non est une attribution du conseil communal.

En vertu de l'article 107, paragraphe 5 de la Constitution les attributions du conseil communal sont une matière réservée à la loi pour lesquelles, à l'époque de l'adoption du règlement grand-ducal précité, des habilitations générales n'étaient pas admises et devaient être spécifiques. Aujourd'hui la Constitution est plus claire en ce qui concerne l'article 32, paragraphe 2 qui prévoit que dans les matières réservées à la loi, le pouvoir réglementaire ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et le cas échéant les conditions auxquelles elles sont soumises.

La formulation générale de l'article 35, alinéa 2 de la loi communale permet de douter de la légalité de l'habilitation que le législateur a donnée au pouvoir réglementaire tant sous le régime actuel de la Constitution que sous le régime précédant celui-ci.

Même à considérer que la délégation au pouvoir réglementaire soit considérée comme régulière, le rè-

glement grand-ducal précité du 18 octobre 1989 ne se limite pas strictement à des dispositions relatives aux modalités du référendum, mais impose des conditions de forme supplémentaires pour la présentation d'une demande de référendum par la population locale. Il n'est pas exclu que ces conditions soient considérées comme ayant été ajoutées par une extension illicite de la loi, en dépassement de la disposition législative habilitante que le juge administratif a tendance à appliquer de manière stricte.

Considérant qu'il existe des incertitudes juridiques sur le régime du référendum communal, j'estime qu'il est nécessaire de procéder à un réexamen du cadre réglementaire en vigueur dans le cadre de la refonte de la loi communale.

Il reste qu'une demande doit être présentée au conseil communal, certes dans une forme non définie par la loi, mais permettant à l'autorité compétente de connaître la ou les questions susceptibles d'être soumises au corps électoral de la commune. J'ai pu prendre connaissance du formulaire de pétition présenté tant aux habitants de la commune de Sandweiler qu'à l'administration communale. Même si je dois constater que les initiateurs n'ont pas présenté des questions proprement dites, mais plutôt des affirmations, celles-ci permettent facilement au conseil communal de déceler l'intention des initiateurs et d'en déduire les questions à formuler d'autant plus que ces derniers sont des membres du conseil communal avec lesquels les questions pourront être déterminées dans l'esprit de la pétition.

Devant les incertitudes juridiques concernant le règlement grand-ducal précité et dans l'intérêt de la démocratie directe locale, je considère que les seules conditions requises pour l'organisation obligatoire d'un référendum sont celles de l'article 35 de la loi communale, à savoir une demande présentée par un nombre suffisant d'électeurs. C'est pourquoi, tout en étant bien consciente que la décision d'organiser un référendum appartient de manière souveraine au conseil communal, j'ai recommandé au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Sandweiler, dans une visioconférence en date du 13 novembre 2020, de considérer la demande présentée par les initiateurs sans faire des conditions de forme supplémentaires posées par le règlement grand-ducal précité des conditions de recevabilité de la demande d'organisation du référendum.

Question 3059 (29.10.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **plateforme LetzShop :**

A menger parlamentarescher Fro N° 2176 hat ech de Mëttelstandsminister gefrot, wéi d'Plattform LetzShop sech wärend dem éischte Lockdown entwéckelt huet. De Minister hat verschidden Zuele geliwwert, déi weisen, datt d'Plattform wärend der Kris ee grousse Sprong no vir gemaach huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Wéi vill Geschäfter hu sech, opgelëscht no Gemeng, zënter der leschter Äntwert vum Minister, op LetzShop ageschriwwen? Wéi vill Geschäfter hu sech an Tëschenzäit erëm ofgemellt?

2. Wéi vill Produite ginn aktuell op LetzShop ugebueden? Wéi huet sech dës Ziffer zënter der leschter Äntwert entwéckelt?

3. Wéi vill Klicks goufen an de leschte Méint gezielt? Wéi huet sech dës Ziffer zënter der leschter Äntwert entwéckelt?

4. Huet sech de positiven Trend vun der Plattform bestätegt a wäert d'Plattform an Zukunft hir Benotzerzuele kënne bäibehalen oder weider kënnen ausbauen?

5. Wäert d'Plattform ëm iergendwellech nei Funktiounen erweidert ginn?

6. Ass virgesinn, datt am Fall, wou LetzShop sech definitiv um Marché etabléiert, de Staat sech aus dësem Segment wäert erauszéien, an d'Plattform domat no de Prinzippie vum fräie Marché (ouni de Finanzement vu Steiergelder) funktionéiere kann?

- Falls jo, wéi eng Indicateure mussen dofir erreecht ginn?

- Falls nee, wéi ass envisagéiert, datt kleng Start-ups d'Chance kréien, mat LetzShop op engem Level Playing Field ze konkurréieren?

Réponse (26.11.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. Den Tableau hei drënner weist d'Unzuel vun de Geschäfter, déi iwwert déi néng éischt Méint op der Plattform LetzShop online gaange sinn. D'Zuel vun de Geschäfter, déi sech ugemellt hunn, ass awer méi héich. Allerdéngs geet ee Geschäft eréischt online, wann et och Produkter zum Verkaf ubitt an entzitt sech deemno der Kompetenz vun der Equipe vu LetzShop.

Et ass awer wärend de Méint Mäerz bis Mee, also an der Period vum Confinement, eng däitlech Hausse vun neie Geschäfter ze vermierken. Dëst kräftegt d'Partner vum GIE „Luxembourg for Shopping" an hirer Iwwerzeegung, dass d'Plattform LetzShop ee weesentlechen Deel zur Diversifikatioun an zur Digitalisatioun vum Lëtzebuerger Eenzelhandel bäidréit.

Mount	Nei Betriber
01/20	8
02/20	11
03/20	13
04/20	120
05/20	28
06/20	9
07/20	6
08/20	4
09/20	5

De GIE „Luxembourg for Shopping" mécht den Ament keen exakten Tracking iwwert d'Geschäfter, déi sech vun der Plattform ofmellen. Ze bemierken ass awer, dass d'Plattform nach ganz jonk ass an d'Geschäfter sech kontraktuell fir 24 Méint un d'Plattform bannen.

ad 2. Et ass net méiglech, eng genee Zuel vun de Produkter unzeginn, déi aktuell op LetzShop ugebuede ginn, well déi Zuel vu Minutt zu Minutt kann änneren. Dës Zuel variéiert awer tëschent 345.000 an 370.000.

ad 3. Am Zäitraum vum 8. Juni 2020 bis den 29. Oktober 2020 hu 452.208 Useren a 701.403 Sessiounen 3.280.367 Säiten op der Plattform konsultéiert.

ad 4. De positiven Trend vun der Plattform huet sech bestätegt an d'Equipe vu „Luxembourg for Shopping" ass permanent beméit, fir d'Plattform weiderhin no bausse bekannt ze maachen.

Den Engagement vun den Händler ass awer och ee wichtege Facteur, fir ee laangfristegt Gelénge vum Projet ze garantéieren. Dëst ka geschéien, andeems si hir Presenz op der Plattform bei hire Clientë konsequent vermaarten, d'Bestellunge schnellstméiglech verschécken, hiert Sortiment konsequent ausbauen a probéieren, d'Offer vun der Plattform attraktiv ze gestalten.

ad 5. Et gëtt permanent analyséiert, wéi eng nei Funktiounen op der Plattform kënnen ugebuede ginn. Esou wäert zum Beispill an den éischten Novemberwochen eng Gutschäin-Funktioun lancéiert ginn.

ad 6. LetzShop besteet zanter knapp zwee Joer a steet souzesoen nach an de Kannerschong. Eng Evaluatioun vun engem Projet vun dëser Envergure wier no sengem rezente Lancement an engem hallwe Joer Bestoen am Kontext vun enger Pandemie vill ze fréi.

Wat d'Fro vum fräie Maart betrëfft, wëll ech op dëser Plaz nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi primär Missioun vun der Plattform net d'Maximiséierung vum Profit ass, mee d'Stäerkung vun eisem lokalen Eenzelhandel, virop d'Educatioun vun de Geschäfter, fir dass si ee bessert Versteesdemech zum Fonctionnement vum E-Commerce kréien. Et ass mir och keng Struktur am Ausland bekannt, déi sech mat engem vergläichbare Projet fir d'Ënnerstëtzung vu lokale Geschäfter ka finanziell iwwer Waasser halen. Dëst, obwuel jiddereen sech bewosst ass, dass déi lokal Geschäfter ee fundamentaalt Element an eiser Wirtschafts- a Sozialstruktur sinn an zum Bild vun eise Stad- an Duerfkäre bäidroen. Hiert Iwwerliewen ass vun héchster Wichtegkeet.

Question 3062 (29.10.2020) de **Mme Octavie Modert** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **compensations fiscales :**

Comme relaté par voie de presse, les compensations fiscales 2019 du Grand-Duché, généralement versées au plus tard à la fin du mois de mars, n'auraient toujours pas été versées aux communes limitrophes belges. La solidarité qui s'est exprimée au sein de la Grande Région durant ces derniers mois dans le cadre de la crise sanitaire se doit d'être préservée à l'avenir dans tous les domaines. Nous estimons dès lors qu'il est essentiel que tout soit mis en œuvre pour résoudre le problème susmentionné si ce n'est déjà fait.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les faits relatés ci-dessus ?

- Quelle est la somme que l'État luxembourgeois doit verser aux communes limitrophes belges ?

- Quand le Gouvernement envisage-t-il de verser lesdites compensations fiscales ?

Réponse (24.11.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances* :

Dans le Cadre de convention instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise les deux pays partenaires prélèvent des droits d'accises en commun.

Dans ce cadre, chaque année un décompte annuel est établi afin de déterminer le montant exact à verser entre les États participants.

L'adoption du décompte de l'année 2019 fait l'objet d'échanges entre les ministres des Finances belge et luxembourgeois qui n'ont pas encore abouti.

Dès que le décompte définitif aura été approuvé par les deux ministres, le paiement pourra être effectué.

Question 3064 (29.10.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme :**

L'antisémitisme constitue un fléau qui, selon des rapports de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Commission européenne contre le racisme et la discrimination, connaît une recrudescence dans le monde occidental. Le Luxembourg n'est pas épargné de ce fléau, même si son envergure demeure floue faute de chiffres officiels.

Le 10 juillet 2019, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à, entre autres, « renforcer la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence ».

En date du 24 janvier 2020, le Conseil de Gouvernement a approuvé l'élaboration d'un plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) Quels sont les acteurs impliqués dans l'élaboration de ce plan ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer l'horizon temporel quant à l'élaboration du plan ?

3) Quels seront les accents de ce plan ?

4) Quelles mesures spécifiques va-t-il mettre en place pour lutter contre l'antisémitisme ?

5) Va-t-il prévoir la possibilité pour l'État de recueillir des statistiques concernant les actes antisémites commis au Luxembourg ?

Réponse (27.11.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Les acteurs impliqués dans l'élaboration du plan sont, à ce stade, d'une part les départements ministériels concernés par la question et, d'autre part, dans un futur proche, les communautés israélites ainsi que la Fondation luxembourgeoise pour la Mémoire de la Shoah. Il n'est néanmoins pas exclu d'inclure d'autres acteurs de la société civile directement concernés.

ad 2) L'élaboration du plan avance concurremment aux travaux sur le même sujet au sein du Conseil de l'Union européenne et aux travaux de la Coordinatrice de la Commission européenne pour la lutte contre l'antisémitisme. Actuellement une nouvelle déclaration du Conseil de l'UE est en cours de négociation.

Il est néanmoins envisagé de présenter un plan national au cours du premier trimestre de 2021.

ad 3) Comme indiqué dans la déclaration du Conseil de l'UE du 6 décembre 2018 sur la lutte contre l'antisémitisme et la mise en place d'une approche commune en matière de sécurité afin de mieux protéger les communautés et institutions juives en Europe, il importe de concevoir une approche holistique à la lutte contre l'antisémitisme.

Comme beaucoup de mesures seront mises en place par différents départements ministériels, un des accents du plan sera ainsi d'assurer une coordination plus régulière entre les différents départements ministériels, à l'instar d'autres plans d'action nationaux.

De même, un suivi régulier avec les communautés israélites au Luxembourg sera envisagé.

ad 4) Les mesures les plus importantes se focaliseront notamment dans le domaine de l'éducation. En effet, le rôle de l'éducation est primordial afin de casser les préjugés encore trop présents à l'encontre de nos concitoyens de confession juive.

L'enseignement de l'histoire de la Shoah revêt ainsi un caractère important dans cette démarche. À cet effet, il est par exemple envisagé de mettre à disposition des enseignants du matériel didactique spécifique, afin qu'ils puissent disposer d'outils pédagogiques appropriés.

D'autres collaborations avec différents sites mémoriels luxembourgeois seront également envisagées.

ad 5) Comme indiqué dans la déclaration du Conseil de l'UE du 6 décembre 2018 prémentionnée, il est aussi envisagé d'améliorer la capacité à enregistrer et à recueillir les données relatives à l'antisémitisme au Luxembourg.

Question 3065 (29.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **remboursement des psychothérapies :**

D'Gesetz vum 14. Juli 2015 huet de Psychotherapeut offiziell als Professioun zu Lëtzebuerg unerkannt. Traitementer vun engem Psychotherapeut ginn awer bis haut nach net vun der CNS remboursséiert. Dëst Theema ass a bleift och an Zukunft nach ëmmer aktuell.

Am Juni dëst Joer gouf um Site vun der Chamber d'Petitioun N° 1631 lancéiert. Dës Petitioun huet, ënner anerem, de Remboursement vun de Prestatioune vun engem Psychotherapeut vun der CNS gefuerdert.

D'Jugendparlament huet den 9. Oktober 2020 an der Chamber eng Resolutioun virgestallt, déi méi Asaz am Kampf géint Depressioune fuerdert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op meng Fro N° 0824 sot den zoustännege Minister, dass dës Verzögerungen duerch net erfollegräich Verhandlungen tëscht der CNS an dem Fapsylux entstane sinn.

Wou stinn d'Verhandlunge fir een Accord tëscht der CNS an de Psychotherapeuten?

Wéini hu béid Parteien sech déi leschte Kéier zesummegesat?

2. Wéi gesäit et mam Reglement aus, dat, dem Minister no, sollt am 2. Semester 2019 am Regierungsrot diskutéiert ginn?

Réponse (26.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Den Avant-projet vum groussherzogleche Reglement, deen déi obligatoresch Dispositioune vun der Konventioun tëschent der Gesondheetskeess an der Fapsylux (Psychotherapeuten) festleet, ass den 22. November 2019 vum Regierungsrot approuvéiert ginn.

Direkt duerno sinn de Staatsrot an d'Beruffskummere mam Projet saiséiert ginn. Den Avis vum Staatsrot läit zënter dem 17. November 2020 vir. Dësen Avis, an och déi vun de Beruffskummeren, ginn elo vun den zoustännegen Servicer analyséiert an déi néideg Upassunge virgeholl. Eventuell muss de Staatsrot mat den Ännerunge saiséiert ginn.

Esoubal dëse Reglement publizéiert ass, kënnen erëm Verhandlunge gefouert ginn tëschent der Gesondheetskeess an der Fapsylux, fir déi Punkten ze definéieren, déi net ënnert déi obligatoresch Dispositioune falen.

Question 3066 (29.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **mobbing au lieu de travail :**

Obwuel Mobbing duerch eng Villzuel un Artikelen aus internationalem a nationalem Recht an och duerch dat groussherzoglecht Reglement vun 2009 verbueden ass, kënnt et a lëtzebuergesche Betriber ëmmer nach zu Situatiounen, an deenen Aarbechter humiliéiert, degradéiert oder psychologesch fäerdeggemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Wéi vill Uriff goungen am Joer 2019 an an deenen éischten néng Méint vun 2020 bei der ITM wéinst Mobbing an? Wéi vill Plaintë goufen deposéiert?

2. An enger Presentatioun zum Theema Actions positives vum Chancëgläichheetsministère rifft de Ministère d'Betriber op, fir hiert Personal zu Responsables d'égalité ze formëieren, déi am Fall vu Mobbing oder Diskriminatioun, den Affer sollen hëllefen. Huet de Ministère Zuelen, wéi vill esou Responsables d'égalité et an de Betriber gëtt?

3. Am Règlement grand-ducal vum 15. Dezember 2009 steet, dass am Fall, wou et zu Mobbing kënnt, eng intern Evaluatioun muss vum Employeur gemaach ginn. Huet d'Affer Zougang zu dëser Evaluatioun? Falls nee, wéi stinn d'Ministeren zu enger verflichtender Transmissioun vun dësem Dossier?

4. Wéi stinn d'Ministeren zu enger Charge de la preuve, déi just vum Aggresseur an dem Employeur gedroe gëtt?

5. D'Proposition de loi n° 4979, 2002 vum Lucien Lux deposéiert, 2016 vum Taina Boefferding iwwerholl, koum tëschenzäitlech an aner Kommissiounen

a läit säit 2018 erëm an der Aarbechtskommissioun. An dësem Gesetzesprojet war ënner anerem virgesinn, dass d'Délégation du personnel eng wichteg Roll spillt an der Protektioun vum Affer.

Wat sinn am Moment d'Flichte vun enger Personaldelegatioun an esou enger Situatioun? Wéi ënnerscheede se sech zu den Obligatiounen, déi am Artikel 5 vun der Proposition de loi festgehale sinn? Si momentan Schrëtt virgesinn, fir een Antimobbing-Gesetz, zum Beispill op der Basis vun der uewe genannter Proposition de loi, zu Lëtzebuerg anzeféieren?

Réponse commune (24.11.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1. Am Joer 2019 si 431 Informatiounsufroen iwwer Mobbing bei der ITM gemaach ginn an 13 Plaintë goufe bei der ITM weinst Mobbing deposéiert.

An deenen éischten néng Méint vun 2020 sinn 306 Informatiounsufroen iwwer Mobbing bei der ITM gemaach ginn an 8 Plaintë goufe bei der ITM weinst Mobbing deposéiert.

ad 2. De Programm Actions positives ennerstëtzt d'Egalitéit tëscht Fraen a Männer an de Betriber. De Programm erméiglecht, déi aktuell Situatioun an engem Betrib ze evaluéieren an en Aktiounsplang opzestellen.

E wichtege Partner ass dobäi den Délégué à l'égalité. All Betrib ab 15 Salariéë muss e Gläichstellungsbeoptragten (délégué-e à l'égalité) hunn. Dës Persoun ass generell zoustänneg fir d'Egalitéit tëscht Fraen a Männer am Betrib a ka fir aarbechtsrechtlech Froen am Fall vun Diskriminatioun op Basis vum Geschlecht berodend zur Säit stoen.

D'Delegéiert oder den Delegéierte kann doriwwer eraus dem Employeur Sensibilisierungsmesurë virschloen an d'ITM mat Beschwerde befaassen.

No de rezente Sozialwalen huet d'ITM bis elo (Stand 12. November 2020) insgesamt 3.097 nei Delegatioune recenséiert.

Wichteg ass deemno, dass all betraffene Betrib en/eng Délégué-e à l'égalité opweise kann, fir d'Egalitéit op der Aarbecht an all senge Formen a Facetten ze sécheren.

ad 3. Wann et zu engem Mobbbingfall kënnt, muss den Employeur, laut Règlement grand-ducal vum 15. Dezember 2009, eng intern Evaluatioun opstellen, déi d'Effikassitéit vun de preventive Moossname wéi och déi méiglech Ëmsetzung vun neie preventive Moossname festhält.

Fir dës Evaluatioun opzestellen, gëtt d'Personaldelegatioun consultéiert.

ad 4. Am Fall vu Mobbing ass et un der Victime, fir d'Handlunge vu Mobbing an d'Beschëllegung vum Täter ze beweisen. D'Victime muss kënne beweisen, a wéi engem Mooss déi angeeblech Handlunge seng Rechter oder seng Dignitéit verletzen, en intimidéierend, demütegend an degradéierend Ëmfeld schafen oder senger Gesondheet schuet.

D'Victime vu sexueller Belästegung profitéiert vun enger reduzéierter Beweislaascht. D'Victime brauch an deem Fall just d'Fakte vun enger sexueller Belästegung virzebréngen. Beschëllegungen oder Behaaptungen eleng ginn awer nach ëmmer net duer. D'Victime muss nach ëmmer, entweeder duerch Temoignage oder d'Produktioun vun Dokumenter, beweisen, dass dës Beschëllegungen oder Behaaptungen der Wourecht entspriechen.

Da geet d'Beweislaascht un den Employeur weider, dee beweise muss, dass et keng sexuell Belästegung gouf oder dass hien all déi néideg Moossname geholl huet, fir der sexueller Belästegung en Enn ze maachen.

Am Moment ass keng reduzéiert Beweislaascht am Fall vu Mobbing virgesinn.

ad 5. Laut Artikel 5 vun der Proposition de loi n° 4979 huet d'Personaldelegatioun follgend Rechter an Flichten:

1) si kann dem Employeur all preventiv Handlung proposéieren, déi si am Kader vu Mobbing fir néideg hält;

2) si ass autoriséiert, der Victime ze hëllefen a se ze beroden;

3) d'Victime huet d'Recht, vun engem Personalvertrieder bei den Entrevuë mam Employeur begleet ze ginn a gehollef ze kréien.

Laut Règlement grand-ducal vum 15. Dezember 2009 huet d'Personaldelegatioun haut follgend Rechter an Flichten:

1) bei der Opstellung vum Règlement interne, wou den Employeur muss dra vermierken, dass hie kee Mobbing a sengem Betrib toleréiert, muss d'Personaldelegatioun consultéiert ginn;

2) den Employeur muss, an Zesummenaarbecht mat der Personaldelegatioun, seng Mataarbechter a puncto Mobbing informéieren a sensibiliséieren;

3) den Employeur muss, an Zesummenaarbecht mat der Personaldelegatioun, preventiv Moossnamen a puncto Mobbing bestëmmen;

4) wann et zu engem Mobbingfall kënnt, muss den Employeur, an Zesummenaarbecht mat der Personaldelegatioun, eng intern Evaluatioun opstellen, déi d'Effikassitéit vun de preventive Moossname wéi och déi méiglech Ëmsetzung vun neie preventive Moossname festhält;

5) den Employeur stellt, an Zesummenaarbecht mat der Personaldelegatioun, eng Prozedur betreffend d'Gestioun vu Mobbingfäll op;

6) d'Victime huet d'Recht, vun engem Personalvertrieder bei den Entrevuë mam Employeur begleet ze ginn a gehollef ze kréien;

7) d'Aktiounen an d'Sanktiounen am Fall vu Mobbing gi vum Employeur, an Zesummenaarbecht mat der Personaldelegatioun, opgestallt.

Den Aarbechtministère ass aktuell amgaang, un engem Avant-projet de loi ze schaffen, fir géint de Mobbing op der Aarbechtsplaz virzegoen.

Question 3067 (30.10.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**abattoir mobile :**

Un abattoir mobile est un camion entièrement aménagé, qui peut se déplacer sur les exploitations agricoles pour y abattre des bovins à la ferme, en présence de leur éleveur. L'abattage est effectué par des abatteurs professionnels, avec des contrôles vétérinaires ante et post mortem. L'avantage d'un abattoir mobile consiste en l'absence de transport et de contact avec d'autres bêtes. Ce procédé diminue le stress des animaux ce qui a également une répercussion positive sur la qualité de la viande.

En Suède les abattoirs mobiles sont utilisés depuis 2015 et 5.500 animaux sont ainsi abattus annuellement à la ferme au lieu d'être transportés vers un abattoir. À côté de l'Allemagne et des Pays-Bas où des abattoirs mobiles existent déjà, les projets d'abattage mobile à la ferme connaissent également un coup d'accélérateur en France.

En 2019, le Parlement wallon a adopté à l'unanimité une proposition de résolution pour l'abattage mobile qui demande, entre autres, au Gouvernement wallon d'initier le développement d'une unité mobile d'abattage de référence.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Un tel modèle d'abattage mobile est-il actuellement autorisé au Luxembourg ou est-ce que l'abattage doit impérativement être effectué dans une structure agréée ?

2) Est-ce qu'un abattoir mobile peut remplir les conditions de protection animale à respecter lors de l'abattage d'un animal en vigueur au Luxembourg ?

3) Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant les unités d'abattage mobile ?

4) Vu le nombre limité d'exploitations luxembourgeoises pouvant être intéressées à utiliser un abattoir mobile, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de se rallier au projet wallon afin que cet abattoir mobile puisse être utilisé de manière transfrontalière dans la Grande Région ?

Réponse (24.11.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale, définit les conditions de mise sur le marché de viandes d'ongulés domestiques et une des conditions est que, sauf quelques rares exceptions, les animaux doivent être abattus dans des établissements agréés.

Le même règlement définit les conditions applicables aux établissements afin de pouvoir être agréés. Dans ces conditions il n'est précisé nulle part qu'un établissement doit être une structure fixe. Ces conditions sont compatibles avec une structure mobile et rien n'empêche les autorités compétentes d'agréer un abattoir mobile.

Un tel modèle d'abattage n'est actuellement pas encore autorisé au Luxembourg car il n'y a pas encore eu de demande.

ad 2) Oui. Un abattoir ne peut pas être agréé sans remplir toutes les conditions nécessaires y compris celles du bien-être et de la protection animale.

ad 3) Au cas où il y aurait un besoin et une demande du secteur, la position du Ministre de l'Agriculture serait favorable à ces projets.

ad 4) Lors de la mise en place de la législation en 2004 cette opportunité n'était pas d'actualité et la législation communautaire insiste pour que chaque pays membre définisse une autorité compétente pour l'agrément et le contrôle des abattoirs opérant sur son territoire. Ceci étant dit rien ne nous empêche de formaliser un accord avec l'exploitant et les autorités d'un pays voisin précisant que c'est l'autorité nationale qui assume la responsabilité et le contrôle de l'établissement lorsqu'il opère sur son terrain. Il faudrait que cet abattoir mobile ait plusieurs numéros d'agréments, un pour chaque pays dans lequel il opère.

Question 3068 (30.10.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **adjudications publiques des droits de chasse :**

Le 9 octobre 2020, les adjudications publiques des droits de chasse pour les 621 nouveaux lots de chasse ont été entamées. Parmi ces dernières, il paraît qu'une quinzaine aient été enchéries à des fins commerciales, en vendant les droits de chasse annuels voire journaliers. Le Luxembourg serait ainsi positionné comme pays de chasse touristique et commerciale.

Il me semble que ceci est en contradiction avec le règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 établissant un cahier de charge-type pour la location du droit de chasse, qui prévoit dans son article 9 :

« Art. 9.

La sous-location totale ou partielle d'un lot de chasse est interdite.

La délivrance d'une autorisation de chasser sur un lot de chasse contre rétribution à une personne autre que les cessionnaires tels que mentionnés à l'article 38 de la loi relative à la chasse est interdite. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement :

1) La commercialisation des lots de chasse est-elle prévue et réglementée ? Si tel n'est pas le cas, est-ce que des démarches réglementaires sont envisagées par le Gouvernement ?

2) Comme le syndicat de chasse n'a pas d'autres choix que de considérer uniquement les trois derniers offrants lors des adjudications publiques, ne conviendrait-il pas de revoir cette disposition afin que le syndicat soit en mesure de ne pas prendre en considération exclusivement les trois dernières mises mais, comme en France, également la connaissance cynégétique du ou des chasseurs et de leur engagement à répondre aux objectifs de la loi sur la chasse ?

Réponse (03.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Remarque préliminaire : Conformément à l'article 26 bis de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse, le mandat des nouveaux collèges des syndics a commencé le 1er septembre 2020. Les premières adjudications publiques ont été tenues le 18 septembre 2020.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) ne voit pas comment l'honorable Député peut affirmer que des droits de chasse annuels voire journaliers auraient pu être vendus alors que le bail en question ne commence que le 1er avril 2021. Partant, aucune preuve n'a été rapportée à ce jour au MECDD ou à l'Administration de la nature et des forêts (ANF) qui corrobore ces affirmations. Si l'honorable Député est en possession de telles preuves, je lui saurais gré de les faire parvenir dans les meilleurs délais à l'ANF.

ad 1) L'article 9 du règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 établissant un cahier de charge-type pour la location du droit de chasse dispose que : « la sous-location totale ou partielle d'un lot de chasse est interdite. La délivrance d'une autorisation de chasser sur un lot de chasse contre rétribution à une personne autre que les cessionnaires tels que mentionnés à l'article 38 de la loi relative à la chasse est interdite ».

Cette disposition est d'ailleurs reprise dans le contrat-type de bail de chasse, préparé par l'ANF et mis à disposition des collèges des syndics. En cas de non-respect de cette disposition, les locataires des lots de chasse risquent des poursuites judiciaires ainsi qu'une résiliation du contrat de bail.

ad 2) L'article 31 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse dispose que « le locataire est choisi par le collège des syndics parmi les trois derniers offrants ». Cette disposition donne une certaine flexibilité aux collèges des syndics de choisir parmi 3 offrants, flexibilité qui n'existe pas à d'autres adjudications publiques.

Lors d'une éventuelle révision de ladite loi à l'avenir, la procédure de location du droit de chasse pourrait néanmoins être soumise à une analyse qui tient compte des expériences actuelles.

Question 3078 (03.11.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **attaques turques contre le président français et éventuelles sanctions économiques envers la Turquie envisagées par l'Union européenne :**

Les derniers jours, le président français Emmanuel Macron s'est vu attaqué par le président turc Recep Tayyip Erdoğan. En effet, après le discours d'Emmanuel Macron défendant la liberté de caricaturer lors de l'hommage rendu à l'enseignant français décapité pour avoir montré de tels dessins en classe, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a accusé le président français d'« islamophobie », a appelé au boycott des produits français et s'est interrogé lors d'un discours télévisé sur sa « santé mentale ». Des actions et déclarations jugées par le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian comme propagande haineuse contre la France ayant comme but d'attiser la haine contre le pays.

De plus, suite à la publication d'une caricature du président Recep Tayyip Erdoğan par l'hebdomadaire français « Charlie Hebdo », Ankara aurait promis une « action diplomatique » susceptible d'envenimer davantage les rapports, sans toutefois avoir fourni de précision.

Face à ces attaques turques, la France a annoncé le 28 octobre 2020, être favorable à des sanctions européennes contre la Turquie.

En plus de ces altercations avec la France, les relations entre la Turquie et l'Union européenne s'étaient déjà dégradées en raison de désaccords en Syrie, en Libye, ainsi qu'au sujet des frontières maritimes liées aux champs gaziers en Méditerranée orientale, ayant entraîné des menaces de sanctions économiques de la part de l'Union européenne.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est la position du Luxembourg envers les attaques turques contre le président Emmanuel Macron ? Le Gouvernement considère-t-il les actions et déclarations turques comme propagande haineuse contre la France, et juge-t-il ces dernières inacceptables ?

2) Quelle est la position du Luxembourg face aux sanctions éventuelles à l'encontre de la Turquie ?

3) Le Conseil européen a-t-il délibéré durant le sommet de l'UE les 29 et 30 octobre 2020 au sujet des attaques turques contre le président français, et notamment des sanctions potentielles contre la Turquie ?

4) Si cela s'avère être le cas, le Gouvernement peut-il m'informer des conclusions du Sommet sur ce sujet ?

5) Au cas où aucune décision favorable aurait été prise à l'encontre des attaques turques, le Gouvernement peut-il nous communiquer la raison ?

6) Aux vues des attaques diplomatiques du président turc, le Luxembourg pense-t-il opportun d'interrompre les négociations concernant les aides financières accordées à la Turquie ?

Réponse commune (25.11.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) La position du Luxembourg a été exprimée le 26 octobre dernier à la fois par le Premier Ministre et par le Ministre des Affaires étrangères et européennes. Le Luxembourg est aux côtés de la France et de tous ceux qui défendent les libertés fondamentales. La démocratie, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont des valeurs européennes que nous défendons toujours face à la haine, à l'extrémisme et au radicalisme. Il a également été rappelé que les discours de haine ne sont pas acceptables. De même, le Gouvernement est solidaire avec la France dans la lutte contre le terrorisme et toute forme d'extrémisme violent.

ad 2) Le Conseil européen du 1er au 2 octobre dernier a conclu qu'en cas de nouvelles actions unilatérales ou provocations en violation du droit international, l'UE utilisera tous les instruments à sa disposition pour défendre ses intérêts et ceux de ses États membres. Le Gouvernement souscrit entièrement à cette approche et espère que d'ici le Conseil européen de décembre, il soit possible de surmonter les tensions actuelles avec la Turquie.

ad 3) Oui.

ad 4) Les dirigeants de l'UE ont rappelé le débat stratégique qui a eu lieu au début du mois d'octobre 2020 au sujet de la Méditerranée orientale et des relations avec la Turquie. Ils ont constaté que la Turquie n'a pas encore choisi la voie en vue d'un agenda positif. Le Conseil a condamné les récentes actions unilatérales menées en Méditerranée orientale, de même que les provocations et déclarations

turques. Le Conseil européen reviendra à ce sujet lors de sa session de décembre.

ad 5) Voir sous 2) et 4).

ad 6) En ce qui concerne l'aide à la préadhésion (IPA) que l'Union européenne accorde à la Turquie, celle-ci est juridiquement liée au statut de candidat et ces aides peuvent uniquement être suspendues en cas de suspension formelle des négociations d'adhésion. Une partie de l'aide à la pré-adhésion soutient notamment les domaines de l'éducation, la société civile ainsi que l'État droit. Ces aides soutiennent ainsi ceux en Turquie qui souhaitent un rapprochement de leur pays aux valeurs et standards de l'Union européenne. Même si la situation actuelle ne peut pas être ignorée, il ne nous semble pas opportun d'interrompre les négociations en vue d'arriver à un accord sur l'instrument d'aide de préadhésion pour la période 2021-2027.

Question 3081 (03.11.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **radars mobiles :**

Pendant les mois d'été un radar mobile avait été installé sur la N27 entre Michelau et Erpeldange-sur-Sûre durant plusieurs semaines. Récemment, un tel radar avait également été placé le long de la N15 entre Ettelbruck et Feulen ainsi qu'entre Büderscheid et le lieu-dit Schumann près de Wiltz.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Combien de véhicules ont été flashés par ces radars mobiles ?

2) Est-ce que d'autres radars mobiles avaient été positionnés le long de routes situées dans la circonscription Nord du pays depuis janvier 2020 ? Dans l'affirmative, quel est le nombre de flashs obtenus en ces endroits et pourquoi les sites en question avaient-ils été choisis (accidents fréquents, risque de vitesse élevée en raison du tracé de la voie…) ?

3) Monsieur le Ministre pourrait-il indiquer si d'autres routes seront contrôlées davantage durant les temps à venir dans le nord du Grand-Duché ?

4) Comme des automobilistes roulent régulièrement à vitesse exagérée sur la route qui relie Bettendorf à Eppeldorf (CR357) et celle qui relie Gilsdorf à Ermsdorf (CR356), est-il également prévu d'installer un radar mobile sur ces voies routières ?

Réponse (25.11.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Durant les périodes déterminées, le déploiement des radars mobiles a permis de constater un total de 10.118 infractions liées au dépassement de la limitation de vitesse.

ad 2) Des radars mobiles ont été déployés à maintes reprises au nord du pays, d'une part sur demande des riverains et autorités communales respectives, d'autre part dans le cadre de la campagne nationale de sécurité routière « moto », et notamment le long des routes fortement fréquentées par les passionnés de motos. Dans l'ensemble, un total de 20.163 infractions liées aux excès de vitesse a pu être constaté.

ad 3) Actuellement, le déploiement des radars « chantier » dans le nord du Grand-Duché n'est pas prévu.

Partant du fait que les contrôles de la PGD sont organisés en fonction de l'analyse des endroits accidentogènes, de l'accidentologie routière récente, des doléances provenant de la population et des demandes émanant des autorités compétentes, un autre déploiement des radars « chantier » ne saurait être exclu.

ad 4) Aucune réclamation spécifique et aucun incident en relation avec les tronçons mentionnés n'ont été enregistrés par la PGD. Cependant, une analyse chiffrée de la problématique soulevée sera établie à l'aide du moyen de mesurage électronique « VIACOUNT ».

Réponse complémentaire (12.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

J'ai l'honneur de vous informer que suite à votre question parlementaire n° 3081 du 3 novembre 2020, la Police grand-ducale (PGD) a procédé à une analyse des tronçons en question. Sur un des deux tronçons, un nombre élevé d'excès de vitesse a été constaté. Par conséquent, le groupe de travail du CSA sera informé des résultats de l'analyse et la PGD prendra des mesures de prévention sur le tronçon concerné.

Question 3086 (03.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **pratique d'activités sportives en groupe dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Mam neie Covidgesetz goufen den 29. Oktober 2020 och erëm nei Restriktioune verhaangen. Vill Evenementer goufen ofgesot an de Sport ass do keng Ausnam. Sportaktivitéiten, wou méi wéi 4 Leit zesummen trainéieren, goufe verbueden. Just de Schoulsport ass erlaabt a Sport um héijen Niveau. Esou schreift d'Gesetz vir:

« La pratique d'activités sportives en groupe de plus de quatre acteurs sportifs est interdite, à l'exception des championnats dans la division la plus élevée de la catégorie de sport respective au niveau senior, et des équipes nationales senior de la fédération sportive respective. Les activités sportives scolaires sont maintenues. »

An deem Kontext wéilt ech dem Här Sportminister gär follgend Froe stellen:

1. Am Gesetzestext gëtt preziséiert, wat fir Kaderen an dëser Situatioun nach Matcher spillen duerfen, allerdéngs ginn den Dammefussball an de Futsal hei net kloer genannt. Ass de Gesetzestext dann esou ze liesen, datt den Dammefussball an de Futsal net stattfannen duerfen?

2. Wa jo, ass den Här Minister a Kenntnes iwwert d'Grënn fir dës ënnerschiddlech Handhabung a Reegelung? Wéi ass dës ze rechtfäerdegen?

Réponse (20.11.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Den Impakt vum Gesetz vum 29. Oktober 2020 betreffend weider Mesuren am Kampf géint d'Pandemie vum Covid-19 op d'Sportsaktivitéiten, déi, entgéint den Aussoe vum honorabelen Deputéierten, net verbuede gi sinn, do wou méi Leit ewéi 4 zesummen trainéieren, mee a Gruppe vu 4 ageschränkt gi sinn, goufen an enger Pressekonferenz am Livestream vum Sportminister den 29. Oktober am Detail erkläert.

An dëser Pressekonferenz gouf ausdrécklech preziséiert, datt et fir d'Seniorschampionnater, sprëch Trainingen a Matcher, an deenen héchste Ligen, fir Männer a Fraen eng Ausnamereegel gëtt.

Datt dës Ausnamereegel och fir de Futsal, esouwuel fir d'Dammen- wéi d'Männerekippe gëllt, gouf dem Generalsekretär vun der FLF, op Nofro hin, den 30. Oktober 2020 per Mail confirméiert.

De Sportsministère huet den 30. Oktober déi ugepasste Recommandatioune vun der Direction de la santé u sämtlech agreéiert Federatioune weidergeschéckt mat der Opfuerderung, dës dann un hir affiliéiert Veräiner weiderzeleeden. An dëse Recommandatioune steet op der Säit 4 ganz genee Folgendes dran:

« Les entraînements et compétitions (championnats) de la division la plus élevée de la discipline sportive respective au niveau senior (hommes/femmes) et des équipes nationales senior (hommes/femmes) de la fédération sportive respective peuvent se dérouler normalement, sans tenir compte du seuil de 4. »

D'FLF huet dës an och weider Informatiounen, notamment genau dëse Saz, mat de Recommandatioune vun der Direction de la santé, respektiv Entscheedunge vum Verwaltungsrot, de 4. November 2020 u seng affiliéiert Veräiner weidergeleet.

Vun enger ënnerschiddlecher Handhabung a Reegelung kann also net rieds sinn.

Question 3090 (04.11.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **Centre de rétention :**

D'après un article paru hier dans le journal « Le Quotidien », une mère aurait été placée ensemble avec son fils de trois ans au Centre de rétention en vue d'un éventuel transfert vers l'Italie.

Toujours selon l'article précité, la mère et son fils auraient été arrêtés le 30 octobre 2020 et escortés par la police jusqu'au Centre de rétention en vue de leur transfert vers l'Italie, alors qu'ils se rendaient à une convocation à la Direction de l'immigration.

D'après l'avocate des requérants, la Direction de l'immigration n'aurait pas pris en compte la Convention des droits de l'enfant qui protège l'intérêt de l'enfant de toute décision administrative aux termes de l'article 3 : « Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. »

Selon l'avocate : « Placer un enfant de trois ans au Centre de rétention, c'est inadmissible. Depuis janvier et son arrivée au Luxembourg, l'enfant était devenu plus apaisé, mais ce placement au Centre de rétention est une nouvelle rupture brutale qui va le bouleverser. C'est un nouveau traumatisme. Je ne peux pas imaginer dans quel état il se trouve. On aurait pu éviter tout ça… »

Elle souligne ensuite que le Luxembourg aurait par ailleurs dû « s'assurer que la mère et l'enfant aient un logement en Italie » sans oublier que « la crise sanitaire liée au Covid-19 est toujours très forte en Italie ». La Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) critique depuis plusieurs années déjà le fait qu'on puisse placer un enfant en centre de rétention jusqu'à sept jours.

Il me revient désormais que la mère et son fils en question auraient pu sortir le 2 novembre 2020 du Centre de rétention et n'auraient pas été transférés vers l'Italie mais placés dans un foyer d'accueil au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre considère-t-il normal qu'une mère soit placée au Centre de rétention avec son enfant ?

2) En réponse à la question parlementaire n° 2229, Monsieur le Ministre arguait que le Centre de rétention n'accueillait plus que des hommes. Au vu de cette affirmation, le choix de placer une mère avec son enfant au Centre de rétention n'est-il pas en porte-à-faux avec ses affirmations ? D'autres femmes, voire familles avec enfants ont-elles été placées au Centre de rétention depuis début mars 2020 et dans l'affirmative, pour quelle durée ?

3) Puisque la famille en question s'est vue libérée du Centre de rétention et n'a pas été transférée en Italie, le Gouvernement peut-il me dire ce que cela signifie pour la famille en termes de demande de protection internationale ?

4) Considérant que le nouveau pacte de migration abolit le texte Dublin III, en abrogeant la responsabilité intégrale du pays de l'arrivée du réfugié d'assurer l'examen et l'enregistrement de la demande de protection internationale, le Luxembourg est-il chargé du traitement de la demande de la famille en question ?

5) Dans une réponse à la question parlementaire n° 0908, Monsieur le Ministre indique que « la Direction de l'immigration (…) et l'administration du Centre de rétention explorent les possibilités pour mettre en œuvre les objectifs fixés par le programme gouvernemental en matière de rétention et en matière d'alternatives à la rétention ». Il serait par ailleurs prévu de « remplacer la structure d'hébergement d'urgence Kirchberg, de nature temporaire, par une nouvelle structure semi-ouverte permanente, pour servir d'alternative au Centre de rétention, qui devrait tenir compte des besoins des différents groupes de personnes ».

La recherche d'un terrain a-t-elle entre-temps été fructueuse ? Endéans quel délai la nouvelle structure d'accueil pourra-t-elle être aménagée ?

Réponse (04.11.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois met prioritairement l'accent sur les transferts et retours volontaires pour éviter des placements en rétention. Le Centre de rétention reste la mesure de dernier recours lorsque des personnes refusent un tel départ tout en cherchant à se soustraire à un transfert ou à un retour.

Dans le cas d'espèce, ayant pris en considération l'intérêt supérieur de l'enfant, j'ai décidé de ne pas transférer les personnes en question.

ad 2) En application de son plan de continuité prévoyant entre autres la réaffectation d'une unité de séjour aux fins d'en faire une unité de transit dans laquelle sont hébergés les nouveaux arrivants avant d'être transférés dans les unités de séjour usuelles à l'issue d'une quarantaine de sept jours aux fins d'éviter tout risque potentiel de contamination, et compte tenu du fait qu'une unité était en cours de rénovation, le Centre n'a pu temporairement accueillir que des hommes seuls. Étant donné que ces travaux de rénovation sont désormais achevés, il est à nouveau possible de placer des femmes et des familles au Centre de rétention.

En dehors de la femme accompagnée de son enfant mineur dont question, le Centre n'a accueilli qu'une seule famille (un couple avec trois enfants) depuis mars 2020, en l'occurrence du 2 mars au 3 mars 2020.

ad 3) Le Grand-Duché se chargera de l'examen quant au fond de la demande.

ad 4) Il est rappelé que le nouveau pacte de migration n'est à ce stade qu'une proposition législative de la Commission européenne qui doit faire l'objet de discussions et négociations dans les mois à venir pour trouver un accord interétatique et interinstitutionnel.

ad 5) Les discussions à ce niveau sont toujours en cours. À ce stade, il n'est pas encore possible de fournir des échéances.

Question 3104 (06.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **calcul du nombre de décès liés à la Covid-19 :**

D'Zuel vun de Coviddoudege spillt eng grouss Roll bei der Aschätzung vun der Gravitéit vun der Covidkris. Aus deem Grond ass d'Fro vun de Coviddoudegen, a wéi dës gezielt ginn, och ganz aktuell a vill diskutéiert.

An der Press konnt ee rezent liesen, datt jidder Persoun zu Lëtzebuerg, déi Covid-19-positiv ass a stierft, als Coviddoudege gezielt gëtt. „Ob de Virus elo Doudesursaach ass oder net, spillt keng Roll. Eng international Konventioun gesäit dat esou vir." Esou gouf et den 29. Oktober 2020 preziséiert um Site vun RTL, dee sech fir seng Erklärungen un den Dr. Jean-Claude Schmit, Direkter vun der Santé, gewant huet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wat fir eng Konventioun dat ass, op déi sech hei beruff gëtt? Gouf dës Konventioun vum Lëtzebuerger Parlament ratifizéiert? Wa jo, wéini ass dëst geschitt?

2. Handelt et sech dobäi wierklech ëm eng Konventioun, déi d'europäesch Länner zu dëser Virgoensweis obligéiert? Oder gëtt sech hei op eng Richtlinn referéiert, déi eventuell op europäeschem Niveau festgehalen a recommandéiert gouf an domat, aus rechtlecher Siicht, net verhënnert, datt Lëtzebuerg d'Ziele vu Coviddoudegen no enger anerer Grondlag handhaabt?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den honorabelen Deputéierten huet effektiv richteg verstanen, dass et sech heibäi net ëm eng Konventioun am juristesche Sënn handelt, mee ëm een Accord op techneschem Niveau. Legal gesi verhënnert also näischt Lëtzebuerg, fir seng Covid-19-Doudeger op seng eege Manéier ze zielen. Dëst géif awer dozou féieren, dass een d'Zuelen net méi europäesch an international vergläiche kéint.

Question 3106 (06.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **formations offertes par les centres de compétences :**

Duerch een Accord tëscht der Fédération des artisans, dem OGBL an dem LCGB gouf 2015 an engem Règlement grand-ducal festgehalen, dass 0,5 % vun der Masse salariale annuelle un d'Centres de compétences bezuelt gëtt, fir esou Formatioune fir d'Handwierksbetriber ze finanzéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Verschidde Formatioune gi vun de Centres de compétences proposéiert, am Endeffekt dann awer net organiséiert, well eng gewëssen Unzuel u Participanten net erreecht ka ginn.

- Wat ass d'Mindestzuel u Leit, déi sech musse mellen, fir dass eng Formatioun organiséiert gëtt?

- Wéi steet de Minister zu der Iddi, dass verschidde Formatiounen, och wann se déi néideg Unzuel u Participanten net erreechen, no enger gewëssen Zäitspan awer organiséiert ginn, falls sech eenzel Leit ëmmer erëm fir dës Formatiounen ageschriwwen hunn?

2. Zum „Neistart Lëtzebuerg" gehéiert och een ökologesche Volet. Esou solle Privatleit vu méi héije Subventioune kënne profitéieren, wa si d'Energieklass vun hirem Haus oder hirer Wunneng wëllen opbesseren, zum Beispill duerch eng verbessert Isolatioun.

- Ginn an dësem Kader scho Formatioune fir Handwierksbetriber organiséiert?

- Falls jo, wéi eng? Falls nee, firwat net?

Réponse (16.11.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. Fir technesch oder net technesch Formatioune kënnen ze organiséieren, läit d'Mindestzuel u Participantë bei 4, dëst aus Käschtegrënn. Virun der Covid-19-Pandemie hunn d'Centres de compétences technesch Formatioune mat bis zu 8 Participanten, an net technesch Formatioune mat bis zu 12 Participanten ofgehalen.

Säit der Covid-19-Pandemie ass déi maximal Unzuel u Participantë bei Formatiounen op 6 Persounen erofgesat ginn. Zousätzlech gëtt op méi grouss Atelieren zréckgegraff, fir de Social Distancing ze garantéieren. Wärend de Formatiounen ass d'Droe vun engem Mask selbstverständlech obligatoresch.

Am Fall, wou d'Centres de compétences keng eege Formatioun kënne fir en Theema ubidden, versiche si d'Participanten, esouwäit ewéi dat méiglech ass, an externe Formatiounen anzeschreiwen an dann och d'Fraisen ze iwwerhuelen. D'Centres de compétences stinn den Entreprisë fir en Austausch zu néidege Formatiounen zur Verfügung a siche gemeinsam no Léisungsusätz am Interêt vun de Betriber. D'Generaldirektioun fir Mëttelstand ënnerstëtzt dës Approche.

ad 2. Am Beräich Energieeffizienz bidden d'Centres de compétences elo scho mat hire Partner eng ganz Panoplie u spezifesche Formatiounen un.

Am Kader vun der Initiativ „Clever wunnen“ wäerten d’Centres de compétences zesumme mat hire Partner Formatiounen an dësem Beräich verstäerkt ubidden.

Am Kader vum Programm „Neistart Lëtzebuerg“ sinn d’Centres de compétences amgaangen, mat enger Rei vun Handwierksbetriber entspriechend Projete virzebereeden, déi en temps utile bei der Generaldirektioun fir Mëttelstand wäerten agereecht ginn. Doraus wäerte sech och nei Formatiounen entwéckelen, déi sech dann och erëm un all Handwierksbetriber wenden.

Question 3141 (13.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **jeux d’adresse :**

A menger parlamentarescher Fro N °2927 hat ech d’Justizministesch ëm Informatiounen zum legale Stand vum Glécksspill zu Lëtzebuerg gefrot. An hirer Äntwert schreift d’Ministesch, datt eng Ouverture vum Glécksspill aktuell net ugeduecht ass, mee datt de Moment gekuckt gëtt, ob a wéi d’Legislatioun muss adaptéiert ginn.

Eng Fro, déi sech bei dëser Reevaluatioun stellt, ass déi vum legale Stand vun de Geschécklechkeetsspiller am Beräich vum Glécksspill. E Geschécklechkeetsspill ass hei ee Spill, bei deem den Zoufall den Ausgang vun enger Partie matbestëmmt, woubäi de Spiller allerdéngs duerch verschidde Geschéckerlechkeeten, wéi zum Beispill Schnelligkeet, Prezisioun, Fangerspëtzegefill oder logescht Denken d’Resultat vun engem Spill ausschlaggeebend beaträchtege kann. D’Spill baséiert also net wéi beim klassesche Glécksspill um rengen Zoufall, mee un enger Mëschung tëscht Fäegkeeten a Chance.

Esou Geschécklechkeetsspiller gehéiere gewëssermoossen zu der Lëtzebuerger Traditioun. Schonn am Artikel 7 vum abrogéierte Gesetz vum 15. Juni 1903 iwwert de Betrib vu Glécksspiller si Geschécklechkeetsspiller vun der Lëscht vun de verbuedene Spiller ausgeschloss ginn an och d’Virbereedungsaarbechte vum Gesetz vum 20. Abrëll 1977 weisen, dass d’Geschécklechkeetsspiller deemools op d’mannst dee gläiche Stellewäert haten, wéi zum Beispill de Billard, Darts oder de Kicker.

Eng „Lecture a contrario“ vum Dispositif vum Artikel 3 vum Gesetz vun 1977 kéint d’Legalitéit vu Geschécklechkeetsspiller, déi op der Geschécklechkeet an dem Zoufall berouen, och haut nach emol ënnersträichen. Den aktuellen Text beseet:

« Est interdite sur la voie et dans les lieux publics et notamment dans les débits de boissons l’installation de tous appareils distributeurs d’argent, de jetons de consommation et, d’une manière générale, de tout appareil dont le fonctionnement repose sur l’adresse ou le hasard et qui sont destinés à procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu. […] »

Eng „Lecture a contrario“ vum Artikel 3 kéint sinn:

« Est autorisée sur la voie et dans les lieux publics et notamment dans les débits de boissons l’installation de tout appareil distributeur d’argent, de jetons de consommation et, d’une manière générale, de tout appareil dont le fonctionnement repose sur l’adresse et le hasard, et qui sont destinés à procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu. »

Doriwwer eraus gouf am „Arrêt de principe Min. Public/Jastrow“ vun der Cour supérieure (correctionellen Appell) vum 28. Mee 1966 d’Legalitéit vun de Geschécklechkeetsspiller festgehalen, a säit 1966 ass dëser Jurisprudenz ni widdersprach ginn, voire si ass ni reviséiert ginn. D’Rechtsspriechung vun deemools hat festgehalen, dass Geschécklechkeetsspiller erlaabt kënne ginn, wann am Spill d’Proportioun vum Zoufall den Ausgank vun enger Partie manner beaträchtegt ewéi d’Proportioun vun der Geschécklechkeet vum Spiller. Aneschters formuléiert: Wann ee Spill méi duerch d’Fäegkeete vum Spiller wéi vum Zoufall kann entscheet ginn, wär et legal. Esou jiddefalls ass d’Rechtsspriechung vun 1966. No der Aféierung vum Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d’Glécksspill gouf et ee weideren Arrêt 1984 (JUDOC n° 98405233), deen dat nämmlecht Argument vun der Proportionalitéit erëm opgegraff hat.

D’Situatioun gesäit deemno esou aus, wéi wann d’Gesetz vun 1977 nëmme Spiller verbitt, déi ausschliisslech um Zoufall oder der Geschécklechkeet vum Spiller berouen, an net op béidem. Geschécklechkeetsspiller, déi de Krittäre vum „Arrêt Min. Public/Jastrow“ entspriechen, géifen deemno net ënnert dat geltend Gesetz falen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

- Bestätegt d’Justizministesch d’Legalitéit vu Geschécklechkeetsspiller, déi souwuel vun der Geschécklechkeet vun engem Spiller wéi och vum Zoufall bestëmmt ginn, zu Lëtzebuerg?

• Falls d’Justizministesch d’Legalitéit bestätegt, ka si och confirméieren, datt dës Spiller ouni Autorisatioun kënnen exploitéiert ginn, ënnert der Konditioun, dass de Bedreiwer beweise kann, dass d’Geschécklechkeet den Zoufall proportionell iwwerweit?

• Falls d’Justizministesch d’Legalitéit ofstreit, wéi eng Inzidenz huet den Arrêt „Jastrow“ op d’Glécksspillgesetz vun 1977 a wéi mussen déi zwou Norme matenee gelies ginn?

Réponse (25.11.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Ech ka confirméieren, dass den Artikel 1 vum ofgeännerte Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d’Glécksspiller esou interpretéiert gëtt, dass nëmmen déi Spiller ënnert dat Gesetz falen, wou de Gewënn méi vum Zoufall ofhänkt wéi vun der Geschécklechkeet vum Spiller. Wann also de Bedreiwer vun esou engem Spill kann noweisen, dass de Gewënn méi vun der Geschécklechkeet vum Spiller wéi vum Zoufall ofhänkt, dann ass keng Autorisatioun op Basis vun deem Gesetz erfuerdert.

Question 3155 (17.11.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **activités de Madame le Ministre de la Famille et de l’Intégration sur les réseaux sociaux :**

De Premierminister huet haut an der Pressekonferenz zu eventuellen neie Covidrestriktiounen op eng Fro vun engem Journalist ganz kloer geäntwert, datt de Mëttelstandsminister keen Opruff gemaach hätt, fir an der Grenzregioun Publicitéit ze maachen, datt d’Frontaliere wärend dem Lockdown an hirem Heemechtsland an de Grand-Duché solle shoppe kommen.

Gläichzäiteg muss ee feststellen, datt d’Madamm Familljeminister op engem sozialen Netzwierk e Reportage vun enger grousser franséischer TV-Chaîne gedeelt huet, an deem drop higewise gëtt, datt zu Lëtzebuerg kee Lockdown ass an all Commercen hir Dieren op hunn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d’Regierung stellen:

1. Ass de Premierminister net der Meenung, datt de Message vun der Familljeministesch d’Leit dozou aluet, op Lëtzebuerg consomméieren ze kommen?

2. Riskéiert esou e Message vun engem Regierungsmember an dëse kriddelegen Zäiten net eventuell dozou ze féieren, datt d’Infektiounszuele weider an d’Luucht ginn?

3. Ass de Premierminister der Meenung, datt esou e Message an dësen Zäiten opportun ass?

Réponse (20.11.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d’État :*

ad 1. De Premierminister ass net der Meenung, dass en Tweet iwwert e Reportage Leit aluet, op Lëtzebuerg ze kommen.

ad 2. De Premierminister ass och net der Meenung, dass duerch en Tweet iwwert e Reportage d’Infektiounszuelen an d’Luucht ginn.

ad 3. D’Kommunikatioun vun der Regierung ass uniform a kloer. De Respekt vun de Mesuren ass essenziell an der Lutte géint d’Kris. Dozou gehéiert notamment de Respekt vun de Gestes barrières an de Port du masque. Et gëtt keng Relatioun tëscht dem Message vun der Familljeministesch an de sanitäre Mesuren.

Question 3181 (20.11.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l’**ouverture du directorat des lycées à des candidats du secteur privé :**

Le projet de loi n° 7662 prévoyant la possibilité de choisir les directeurs de lycées parmi des candidats issus du secteur privé a provoqué un tollé au sein de la communauté scolaire et au-delà, et a poussé le Ministre de l’Éducation nationale à garder en suspens ledit projet.

Déjà dans le cadre de la loi instituant un service de médiation au maintien, à l’inclusion et à l’intégration scolaires de l’Éducation nationale, Monsieur le Ministre de l’Éducation nationale avait projeté d’ouvrir le poste du médiateur scolaire à des candidats du secteur privé.

Au vu de tout ce qui précède, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre a-t-il été impliqué d’une manière ou d’une autre dans l’élaboration du projet de loi n° 7662 ?

- Monsieur le Ministre a-t-il soutenu la démarche de Monsieur le Ministre de l’Éducation nationale ?

- Monsieur le Ministre peut-il m’indiquer si le Gouvernement envisage d’ouvrir encore plus largement la fonction publique, et plus particulièrement les fonctions dirigeantes, à des candidats du secteur privé ? Dans l’affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir plus de détails à cet égard ?

Réponse (25.11.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique* :

Tout d’abord, et par honnêteté intellectuelle, il y a lieu de préciser que le projet de loi n° 7662 ne concerne pas « l’ouverture du directorat des lycées à des candidats du secteur privé » ou prévoit « la possibilité de choisir les directeurs de lycées parmi des candidats issus du secteur privé », mais se limite aux quatre lycées spécialisés énumérés aux articles I et II dudit projet.

Ensuite, je suis particulièrement étonné que l’honorable Députée me demande si j’ai été impliqué ou si j’ai soutenu la démarche de Monsieur le Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse au niveau de ce projet de loi.

En effet, l’honorable Députée n’est pas sans savoir que tous les avant-projets de loi sont soumis au Conseil de Gouvernement - dont je fais partie - et doivent être approuvés par celui-ci avant de devenir des projets de loi et de pouvoir être déposés à la Chambre des Députés.

Par ailleurs, je m’étonne que, en se basant sur le projet de loi précité, qui se limite donc à quatre lycées, l’honorable Députée demande « si le Gouvernement envisage d’ouvrir encore plus largement la fonction publique, et plus particulièrement les fonctions dirigeantes à des candidats du secteur privé », alors que l’accès à de nombreuses fonctions dirigeantes est déjà ouvert à des candidats du secteur privé, et ce depuis des décennies et sur initiative des gouvernements successifs de quelque couleur politique que ce soit, et je ne citerai qu’un exemple parmi d’autres.

L’honorable Députée a, en discutant ce sujet au sein de son groupe parlementaire, sûrement eu des échanges avec son collègue, l’honorable Député Claude Wiseler, un de mes prédécesseurs, qui en 2009, en sa qualité de Ministre des Travaux publics, a déposé un projet de loi portant réorganisation de l’Administration des ponts et chaussées, prévoyant que « le directeur et les directeurs adjoints, qui doivent être détenteurs d’un diplôme de fin d’études secondaires luxembourgeois, ou d’un certificat d’études équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur, et d’un diplôme d’ingénieur en génie civil, sont nommés par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en conseil ».

Les conditions d’accès particulières à ces fonctions sont donc déterminées par les lois-cadre des administrations respectives. De manière schématique, et sans vouloir être exhaustif et énumérer toutes les dispositions légales y relatives, on peut alternativement retrouver les conditions de nomination suivantes :

- être fonctionnaire de l’État de la carrière supérieure (éventuellement avec une condition d’ancienneté de X années) ;

- être détenteur d’un diplôme de master ou équivalent dans un domaine spécifique (p. ex. ingénieur en génie civil, droit, etc.) ;

- être détenteur d’un diplôme de master ou équivalent (peu importe le domaine) ;

- être nommé par le Grand-Duc, sur proposition du Gouvernement en conseil (sans conditions particulières).

L’honorable Députée constatera que seul dans le premier des cas énumérés ci-dessus, le candidat à la fonction dirigeante doit déjà être fonctionnaire de l’État pour pouvoir être nommé.

Question 3195 (24.11.2020) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **centres de vaccination :**

Den Direkter vun der Santé huet haut ugekënnegt, datt an enger éischter Phas am Zentrum, am Süden an am Norde jeeweils een Impfzentrum wäert opgoe fir d’Populatioun géint de Covid-19 ze impfen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d’Gesondheetsministesch stellen:

1. No wéi enge Critèren ass de Choix getraff ginn, fir just an dräi Bezierker vum Grand-Duché Zentren anzeriichten?

2. Aus wéi engem Grond ass net virgesinn, och am Osten en Impfzentrum anzeriichten?

3. Wéi wëllt d’Regierung garantéieren, datt all d’Awunner am Land e gudden Accès zu den Impfzentren hunn? Ass virgesinn, net mobille Leit eng Hëllef unzebidden?

Réponse (27.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Direkter vun der Santé huet keng Ukënnegung vun Impfzentre gemaach. Hien huet leedeglech seng perséinlech Aschätzung geäussert, op Ufro vum Journalist. Hien sot iwwregens och, dass et mat dräi Impfzentre warscheinlech net wäert duergoen an dass déi Zuel progressiv eropgesat wäert misse ginn.

Esou wéi den Direkter sot, huet d’Regierung nach keng Decisioun getraff, weeder wat d’Unzuel vun den Impfzentren, nach wat hire Standuert ubelaangt. Déi Iwwerleeunge gi vun engem Aarbechtsgrupp gefouert, deen zurzäit mat der Ausschaffung vun der Impfstrategie beschäftegt ass. Eng definitiv Decisioun betreffend d’Unzuel an d’Implantatioun vun den Impfzentre wäert am Kader vun der globaler Strategie matgedeelt ginn.

Question 3196 (24.11.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **reclassement du cannabidiol (CBD) :**

Depuis le 1er janvier 2019, le cannabidiol (CBD) est classé comme « Novel Food » au sein de l’Union européenne. Afin d’obtenir une autorisation de mise sur le marché européen, la sûreté des produits contenant du CBD doit être vérifiée avant leur commercialisation.

Aujourd’hui, le CBD est utilisé entre autres par des patients atteints de cancer ou de sclérose en plaques afin de soulager leurs douleurs ou agir contre les nausées.

En novembre 2020, la Commission européenne a annoncé que le CBD pourrait être reclassé comme stupéfiant. Un tel reclassement engendrait la prohibition des produits contentant du CBD naturel dans tous les pays membres de l’UE.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre dispose-t-elle d’explications supplémentaires concernant ce reclassement du CBD par la Commission européenne ?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois ?

- Madame la Ministre, quelles mesures envisage-t-elle de prendre au cas où le CBD serait classé comme stupéfiant et par conséquent interdit sur le marché européen ?

Réponse (23.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- Les denrées alimentaires et les compléments alimentaires avec des extraits de chanvre (cannabinoïdes dont fait partie le cannabidiol CBD), sont classés comme nouveaux aliments « Novel Food » d’après le règlement européen (UE) 2015/2283.

En effet, pour ces extraits de chanvre, un historique de consommation comme denrée alimentaire avant le 15 mai 1997 dans l’Union européenne n’a pas pu être établi.

Dès lors, ces produits nécessitent une autorisation d’après le règlement (UE) 2015/2283 pour leur commercialisation comme denrée alimentaire. Ce processus passe par la soumission d’un dossier à la Commission européenne, chargée de l’étude de validité du dossier, suivie d’une évaluation de leur sécurité par l’Agence européenne d’évaluation de risques (EFSA). À la fin de la procédure, les États membres donnent leur accord concernant l’autorisation du produit concerné.

À ce jour, aucun produit à base de CBD n’a reçu d’autorisation « Novel Food ».

En juillet 2020, la Commission européenne a émis un avis préliminaire. Elle en a informé toutes les parties ayant soumis une demande d’autorisation « Novel Food » pour un produit contenant du CBD obtenu par une extraction des sommités fleuries et fructifères de la plante de chanvre (Cannabis sativa L.), que ces derniers peuvent être qualifiés d’extrait de cannabis relevant de la Convention unique des Nations Unies sur les stupéfiants de 1961, et ne peuvent donc pas être considérés comme denrée alimentaire d’après le règlement (EC) 178/2002.

Or, selon l’arrêt du 19 novembre 2020 dans l’affaire C-663/18 de la Cour de justice de l’Union européenne, le CBD, connu comme non psychoactif, ne constitue plus un stupéfiant au sens de la convention unique. Dès lors, la Commission européenne considère que le CBD extrait de toute partie de la plante de chanvre peut être considéré comme denrée alimentaire et faire ainsi l’objet d’une évaluation comme nouvel aliment « Novel Food ».

- La commercialisation de produits avec du CBD comme denrées alimentaires, voire comme compléments alimentaires, tombe sous la législation européenne et ne nécessite pas de procédure supplémentaire d’autorisation de la part des États membres.

- En rapport avec les denrées alimentaires, cette question, comme décrit dans la réponse à la première question, n’est plus d’actualité.

Question 3198 (25.11.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **tables à langer pliables adaptées aux personnes handicapées dans les toilettes publiques :**

Bis dato gëtt et keng Méiglechkeet, inkontinent Persounen mat enger Behënnerung op ëffentlechen

Toiletten frësch ze maachen, ouni dass dëst um Buedem a virun den Aen vun all de Leit geschéie muss. An deem Sënn feelt et un enger Bänk oder Dësch op eisen ëffentlechen Toiletten, wou dëst kéint virgeholl ginn.

Zwou Petitioune betreffend eng Demande zur Installatioun vun opklappbaren Dëscher op den ëffentlechen Toiletten fir handicapéiert an inkontinent Persounen si schonn deposéiert ginn, den 8. Februar 2018 (Nr. 964) an de 14. August 2020 (Nr. 1673). Dës Petiounen hunn awer net déi néideg Ënnerstëtzung kritt, fir an enger Séance publique kënnen debattéiert ze ginn, woubäi ze vermierken ass, datt d'Petitioun Nr. 1673 den Debat nëmme ganz knapp verpasst huet.

Op d'Petitioun Nr. 964 huet d'Madamm Familljeministesch follgend Äntwert ginn:

« S'il est vrai que l'installation d'une table à langer repliable, c'est-à-dire qui se rabat contre le mur, constitue une solution qui permet de gagner de l'espace, il convient toutefois de noter que ces tables coûtent cher, à savoir environ 4.000 euros, voire beaucoup plus selon leur capacité de charge maximum et leur taille. De plus, il faudrait y ajouter le prix d'un lève-personne, un tel appareil étant indispensable pour soulever une personne de taille adulte de la chaise roulante afin de la transférer sur la table à langer. »

Tatsächlech an och esou wéi et vum Petitionär a béide Petiounen gefuerdert ginn ass, kéint een „just" eng einfach opklappbar Sëtzbänk an ëffentlechen Toiletten mat adaptéierter Gréisst installéieren, fir datt een d'Méiglechkeet huet, der inkontinenter Persoun d'Wëndelen a voller Dignitéit ze wiesselen. Dës Mesure wier bei Wäitem net esou deier a géif och wéineg Plaz brauchen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat ass der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun hir Positioun zu dësem wichtegen Theema, dat déi ganz vulnerabel Persounen an eiser Gesellschaft betrëfft?

- Fënnt d'Madamm Ministesch net och, datt een d'Installatioun vun enger einfach opklappbarer Sëtzbänk a vereenzelten ëffentlechen Toiletten mat adaptéierter Gréisst virhuele misst, fir datt een d'Méiglechkeet huet, enger handicapéierter, inkontinenter Persoun d'Wëndelen a voller Dignitéit ze wiesselen?

Réponse (18.12.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Eis Gesellschaft, ewéi och déi verschidden Aarte vun Handicap, si villfälteg. Déi Diversitéit ass eng grouss Chance, mee si stellt eis awer och all Dag op en Neits virun eng Hellewull vun Erausfuerderungen.

Eng Manéier, fir dës Erausfuerderung unzegoen, ass den „Design for all". De Familljeministère léisst de Prinzip vum „Design for all" an all seng Projete mat afléissen. Den „Design for all" ass eng Aart a Weis, fir Produiten an eis baulech Ëmwelt esou ze gestalten, datt si vu méiglechst ville Mënsche kënne genotzt ginn, an dat onofhängeg vum Alter a vun de Fäegkeete vun den Usageren.

Eng opklappbar Sëtzbänk, déi net an der Héicht verstallt ka ginn, entsprécht leider net dem Prinzip vum „Design for all". Inkontinent Jugendlecher oder erwuesse Persounen, déi sech net selwer ouni Hëllef vun enger drëtter Persoun d'Wëndel wiessele kënnen, hu ganz oft ee kierperlechen Handicap, deen et néideg mécht, datt si op d'Bänk gehuewe musse ginn. Ouni Patientenheber ass dëst leider oft onméiglech.

Wéi schonn a menge viregten Äntwerten, wëll ech och hei nach eng Kéier op eisen ambitiéise Gesetzesprojet betreffend d'Accessibilitéit[38] vun den ëffentlech zougängleche Plazen hiweisen. D'Haaptzil vun deem Projet ass et, ee Moyen ze hunn, fir géint d'Diskriminatioun vu Leit mat enger Behënnerung unzegoen, wat hir Méiglechkeeten ugeet, fir verschidde fundamental Rechter a Fräiheeten auszeüben. An dësem Fall schwätze mir vun hirem Recht, fir sech fräi ze beweegen. Méi konkreet geet et drëm, fir ze verhënneren, datt behënnert Leit zu Lëtzebuerg net kënne vu verschiddene Servicer profitéieren, well d'Gebailechkeeten, an deene sech de Service befënnt, fir si net zougänglech sinn.

Am Kader vun deem Gesetzesprojet ass och virgesinn, datt d'Leit och nei Moyenen un d'Hand kréien, fir géint Diskriminéierunge virzegoen. Esou wäerten si z. B. d'Méiglechkeet kréien, fir eng „demande d'aménagement raisonnable" ze maachen an et sinn och staatlech Subventioune virgesinn, fir de Prozess vun der „mise en accessibilité" vun de bestoende Gebaier méi séier ze maachen.

Wat elo méi speziell d'Méiglechkeet ugeet, am ëffentleche Raum enger jugendlecher oder erwuessener Persoun d'Wëndel ze wiesselen, hunn ech den CCNAB (Centre de compétence national en accessibilité), dee bei der ASBL Adapth ugesidelt ass an dee mam Familljeministère konventionéiert ass, domat beoptraagt, fir een Depliant auszeschaffe mat allen Informatiounen, déi ee brauch, fir eng ëffentlech Toilette esou ze amenagéieren, datt si vun alle Leit ka genotzt ginn, och vun erwuessene Leit, déi op d'Hëllef vun enger drëtter Persoun ugewise sinn, fir d'Wëndel gewiesselt ze kréien.

Am Kader vun der zukünfteger Ëmsetzung vum Gesetzesprojet iwwer d'Zougänglechkeet vun den ëffentleche Plaze wäert d'ADAPTH och eng Rëtsch Formatiounen organiséieren, fir d'Participanten och fir dëst Theema ze sensibiliséieren.

Mir sinn och am Moment amgaang, eng Lëscht mat den ëffentlechen Toiletten ze maachen, déi aktuell scho fir jiddereen zougänglech sinn, an ech hoffen, datt der an Zukunft nach vill dobäi komme wäerten.

Question 3201 (25.11.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **cheval de Troie de l'État :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 0299 huet de Minister fir bannenzeg Sécherheet erklärt, dass op Uerder vum Magistrat oder vum SREL, d'Staatstrojaner dierfen zum Asaz kommen. De Minister wollt a senger Äntwert net op déi technesch Aspekter vun den Trojaner agoen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister dës Froe stellen:

1. Ginn d'Staatstrojaner vun Employéen oder Fonctionnairë vum Lëtzebuerger Staat entwéckelt?

Falls nee, wéi eng privat Firme beliwweren de Staat mat dëser Form vu Software?

Hunn dës Firmen och nach nom Akaf Accès zur Software, zum Beispill fir Entretiensaarbechten?

2. Wéi eng Aarte vun Trojaner stinn der lëtzebuergescher Regierung zur Verfügung?

3. Wei eng Aarte vun Trojaner a Support-Software si vu wei enge Firmen akaaft ginn?

Keeft de Lëtzebuerger Staat dës Software mat exklusivem Usproch oder kann déi selwecht Software e puer Mol u verschidden Ubidder verkaaft ginn?

4. Wat sinn d'Sécherheetskrittären, a puncto Software, déi bei dësen Akeef mussen erfëllt ginn?

Réponse commune (23.12.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Den Asaz vu Staatstrojaner geschitt bei der Police grand-ducale op Basis vum Artikel 88-1 vum Code de procédure pénale duerch déi virgesinne Servicer ënnert den opgezieltene Konditiounen oder beim Service de renseignement de l'État op Basis an ënnert de Konditioune vum Artikel 8(1)c) vum ofgeännerte Gesetz vum Service de renseignement vum 5. Juli 2016.

Iwwert déi technesch Aspekter kann aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn net kommunizéiert ginn.

Question 3202 (26.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **reclassement du cannabidiol (CBD) :**

D'EU-Kommissioun plangt, fir am Dezember déi sougenannte Cannabinoiden (CBD) nei ze bewäerten. Déi sollen an Zukunft net méi legal sinn. D'Suite dovunner wär en europawäite Verbuet vun allen CBD-Produkter. Dovunner ausgeholl wären nëmme chemesch CBD-Extrakter.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Justizminister:

1. Wat sinn d'Pläng vun der Regierung betreffend CBD-Produkter, déi jo op ville Plazen hei zu Lëtzebuerg legal am Verkaf sinn?

2. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung, wat d'Initiativ vun der EU-Kommissioun ugeet, fir Cannabidiol wëllen ze verbidden?

Réponse commune (24.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Vu datt de Begrëff „CBD-Produkter" am Allgemengen Ëmlaf oft gebraucht gëtt, fir op der enger Säit Hanfbléie mat manner ewéi 0,3 % THC ze bezeechnen an op der aner Säit och Produite mat Hanfextrakter (mat CBD), ass eng Konfusioun do, wat legal am Verkaf ass.

Vu dass et fir Liewensmëttel a Compléments alimentaires mat Hanfextrakter (mat Cannabinoiden, wou och de Cannabidiol (CBD) derzou gehéiert) kee Beweis gëtt, datt si virum 15. Mee 1997 a gréisserem Mooss an der Europäescher Unioun consomméiert goufen, ginn dës als sougenannten „Novel Food" nom europäesche Reglement (EU) 2015/2283 ugesinn.

Aus deem Gronn brauchen dës Produkter eng Erlaabnis nom Reglement (EU) 2015/2283, fir als oder a Liewensmëttel kënne verkaf ze ginn.

Dëse Prozess leeft iwwert d'Soumissioun vun engem Dossier bei der Europäescher Kommissioun, déi d'Validitéit vum Dossier nokuckt, an enger Evaluatioun vun der Sécherheet duerch déi Europäesch Liewensmëttelsécherheetsagence (EFSA). Um Enn stëmmen all d'Memberstaate fir dës Autorisatioun mat of.

Zu dësem Moment huet nach kee Produkt mat CBD eng Novel Food-Autorisatioun kritt.

Am Juli 2020 huet d'EU-Kommissioun en Avis préliminaire erausginn. Si huet all déi informéiert, déi en Novel Food-Dossier am Lafen hu fir en CBD-Extrakt, deen aus den Hanfbléien (Cannabis sativa L.) produzéiert gouf, datt dëse kéint als Hanfextrakt bezeechent ginn, deen ënnert d'Convention unique vun de Vereente Natiounen iwwert d'Stupefiante vun 1961 fält an doduerch net als Liewensmëttel nom Reglement (EC) 178/2002 kéint betruecht ginn.

Nom rezenten Arrêt am Fall C-663/18 ass den Europäesche Geriichtshaff allerdéngs zur Conclusioun komm, datt de CBD, deen als net psychoaktiv gëlt, net als Stupefiante am Sënn vun der UN-Konventioun sollt ugesi ginn. Doropshin huet d'EU-Kommissioun matgedeelt, datt d'CBD-Extrakter vun allen Deeler vun der Hanfplanz als Liewensmëttel betruecht kënne ginn a sou och iwwert de Wee vum Novel Food kënnen evaluéiert ginn.

ad 2. Wat Liewensmëttel ugeet, ass dës Fro net méi aktuell, vu d'Conclusioun vun der EU-Kommissioun (Äntwert ënner Fro 1).

Et bleift, datt d'Sécherheet an d'Kontroll vun de Liewensmëttel souwéi de Verlaf vun enger Zouloossung als Novel Food ënnert dat europäescht Recht falen.

Question 3206 (26.11.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **stockage des énergies renouvelables :**

Am Kader vun der energetescher Transitioun hin zu mëttelfristeg 100 % erneierbaren Energië spillt de Stockage, op allen Niveaue vum System, eng essenziell Roll fir d'Versuergungssécherheet ugesiichts vun der inherenter Volatilitéit vu Sonnen- a Wandenergie ze garantéieren.

Den nationalen Energie- a Klimaplang verweist an där Hisiicht virun allem op de Pentalateralen Energieforum, ouni awer konkreet Projeten a Mesuren ze nennen.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Gëtt et e Gesamtkonzept fir de Stockage vun erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg? Wann net, ass geplangt esou ee Konzept auszeschaffen an dee Secteur zu Lëtzebuerg z'entwéckelen oder favoriséiert d'Regierung éischter den Import vu gespäichertem grénge Stroum bei Bedarf?

2. Wa jo, wéi gesäit dat Konzept aus?

3. Wéi eng Späicherkapazitéiten, opgeschlësselt no kuerz-, mëttel- a laangfristeger Späicherung, brauche mer zu Lëtzebuerg fir eng Versuergungssécherheet iwwer dat ganzt Joer ze garantéieren? Ginn et Etüden zu deem Theema? Wann net, huet den Här Minister wëlles, sou Etüden an Optrag ze ginn?

4. Ass virgesinn, nei zentral Späicherméiglechkeeten ze bauen? Wéi eng Technologië géifen an deem Fall an den Asaz kommen? Wéi eng Kapazitéite si geplangt?

5. Sinn nei Mesuren um Niveau vum Endverbraucher virgesinn, fir de lokale Stockage ze encouragéieren?

6. Wéi eng zousätzlech Mesuren, nieft dem Stockage proprement dit, si vu Säite vum Energieministère geplangt, fir d'Volatilitéit an engem Energiesystem, deen zu 100 % op erneierbaren Energiequelle baséiert, ze geréieren, z. B. am Beräich vun der „Demand Response", d. h. dem Verréckele vun der Demande op Momenter vun enger héijer Offer?

7. Investéiert de Lëtzebuerger Staat a Projeten am Beräich vun den erneierbaren Energien a vum Stockage am Ausland? Wéi eng Projete wieren dat genee?

8. Wéi wäit sinn d'Aarbechten am Pentalateralen Energieforum zu deem Theema? Kann den Här Minister konkreet Projeten an deem Beräich nennen?

Réponse (23.12.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. + 2. D'Regierung huet d'Konzept vum Stockage am Kader vum „Plan national intégré en matière d›énergie et de climat" (PNEC) als e wichtegt Element opgegraff. Domadder soll haut an an der Zukunft d'Integratioun vu méi héijen Undeeler un erneierbarem Stroum an de System facilitéiert ginn. De Stockage kann an deem Kontext net isoléiert gesi ginn, mee spillt am Zesummenhang mat aneren Optioune fir eng besser Integratioun a méi Flexibilitéit am System, wéi zum Beispill Laaschtsteierung („Demand Response"), flexibele Produktiounstechnologien an och d'Notzung an d'Verstäerkung vun de Reseauskapazitéiten. Effektiv ka Stockage eréischt am Zesummespill mat aneren Optiounen seng verschidde Virdeeler duerch dat zäitlecht Entkopele vu Produktioun a Consommatioun och wierklech liwweren.

D'Strategie fir de Stockage ass deementspriechend enk mat Dispositioune fir Flexibilitéit am gesamte System verbonnen, a gëtt zu Lëtzebuerg aktuell op verschidden Niveaue weiderentwéckelt.

Op europäeschem Niveau ass mam „Clean energy for all Europeans package", a besonnesch mat der neier Stroummarchésdirektiv (Directive 2019/944 EC) eng legal Basis geschafe ginn, fir d'Marchésreegelen esou unzepassen, dass si och fir de Stockage weesentlech méi favorabel sinn. Zum Beispill doduerch, dass all Client, wann en et wënscht, Accès op dynamesch Stroumpräisser kritt, fir e Stockage ze bedreiwen, oder duerch e méi wichtege Rôle vun Aggregateuren an Autoconsommateuren, fir déi d'Flexibilitéit vu Stockage besonnesch interessant ka sinn.

Op nationalem Niveau gëtt d'Stroummarchésdirektiv aktuell a lëtzebuergescht Recht transposéiert, ënner anerem och mam Zil, de regulatoresche Kader méi attraktiv fir Stockage ze maachen an de Marché fir Flexibilitéit weiderzeentwéckelen. Donieft setzt Lëtzebuerg och weiderhin op eng staark Integratioun an den europäesche Stroummarché. Effektiv kënne verschidde Virdeeler vun der Flexibilitéit besonnesch da genotzt ginn, wann de Stroum iwwer méi grouss Distanzen transportéiert gëtt, z. B. duerch lokal Wiederkonditioune vun erneierbaren Energien oder Späichertechnologien, déi regional ënnerschiddlech disponibel sinn. Importer bleiwen domat och an Zukunft e wichtege Bestanddeel vum Lëtzebuerger Energiekonzept a si komplementar zur Entwécklung vu lokale Späichermëiglechkeeten.

ad 3. D'Versuergungssécherheet zu Lëtzebuerg ass haut mat duerchschnëttlech 22 Minutten Ausfall pro Client pro Joer op engem ganz héijen Niveau an d'Nummer 2 an der EU. Dozou droen nieft enger staarker Integratioun am zentralwesteuropäesche Stroumsystem esouwuel Produktions- a Reseauskapazitéiten, wéi och Späichertechnologie bäi. Esou ass de Späicher vun der Société électrique de l'Our (SEO) SA zu Vianden am Norde vu Lëtzebuerg mat 1.296 MW Produktiounsleeschtung ee vun de gréisste Späicher an Europa. Well Lëtzebuerg am Energieberäich an der däitsch-lëtzebuergescher Kontrollzon ass, an d'Pompspäicherkraaftwierk vu Vianden direkt an dat däitscht Netz aspeist, liwwert et ee wichtege Bäitrag zu der Stabilitéit vun eisem Stroumnetz an hëlleft och d'Fluktuatioune vun den erneierbaren Energien auszegläichen.

Den zukünftege Besoin u Späicherkapazitéiten hänkt - wéi uewe scho beschriwwen - mat der Entwécklung vum gesamte System zesummen a kann an deem Sënn net pauschal ermëttelt ginn. Am PNEC gëtt den zukünftege Besoin a Rôle vu Stockage op verschidde Plazen diskutéiert. Komplementar dozou ass d'Regierung aktuell amgaang, hir „Stratégie à long terme en matière d'action pour le climat" ze finaliséieren, wou sech ee Kapitel explizitt mam Stockage beschäftegt. Donieft schafft d'Regierung och un enger Waasserstoffstrategie, déi ënnert anerem och d'Notzung vu Waasserstoff als Späicheroptioun consideréiert. De Waasserstoff wäert awer réischt mëttel- bis laangfristeg eng Roll spillen. Lo ass de Moment fir déi noutwenneg Analysen ze maachen an éischt Decisioune fir déi zukünfteg Ausriichtung a Prioritéiten am Beräich Waasserstoff ze huelen.

Am Stroumberäich kann zousätzlech eng rezent Etüd „Scenario Report 2040" vum Netzbedreiwer Creos evoquéiert ginn, déi analyséiert, dass d'Leeschtung, déi d'Netz op nationalem Niveau wäert mussen zu Spëtzenzäite liwweren, däitlech wäert steigen, an dass Flexibilitéitsoptiounen, wéi Späicher, kënnen hëllefen dës Hausse e Stéck wäit ze limitéieren.

ad 4. Am Moment sinn dem Energieministère keng nei Pläng fir zentral Energiespäicherprojete bekannt.

ad 5. Wéi schonn an der Äntwert op d'Froen 1 an 2 weider uewe beschriwwen, ass d'Regierung amgaang duerch verschidde Mesuren de regulatoresche Kader méi attraktiv fir de Stockage ze maachen an de Marché fir Flexibilitéit weiderzeentwéckelen. Eng Modifikatioun vum Lëtzebuerger Stroumgesetz am Kader vun der Transpositioun vun der europäescher Stroummarchésdirektiv ass dobäi dat zentraalt Element.

Zousätzlech dozou préift d'Regierung aktuell, a wéi wäit eng direkt finanziell Ënnerstëtzung vun dezentraliséierte Späicher (z. B. Batterien a Gebaier) sënnvoll a méiglech ass. Et ass awer aktuell nach ze fréi fir Conclusiounen.

[38] Projet de loi portant sur l'accessibilité à tous de lieux ouverts au publics, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs

ad 6. Et ass geplangt, an deenen nächste Joren de legale Kader weiderzeentwéckelen, fir „systemdienlech Flexibilitéit" duerch verschidden Technologien nach méi explizitt ze incitéieren. Notamment soll d'Variabilitéit vun erneierbaren Energien doduerch opgefaangen a kompenséiert ginn, dass si mat verschiddene Flexibilitéitsoptiounen, meteorologeschen Donnéeën a Previsiounsmodeller kombinéiert ginn. Nieft Späichertechnologië spillen och „Demand Response" an intelligent Reseauen dobäi Schlësselrollen. Fir de legale Kader wäerte wichteg Elementer mat der Transpositioun vun der uewe genannter Stroummarchésdirektiv implementéiert ginn.

Besonnesch ervirzehiewe sinn d'dynamesch Stroumpräisser, de Kader fir Aggregateuren, Demand Response, Autoconsommatioun an Energiecommunautéiten, esouwéi d'explizitt Consideratioun vu Flexibilitéitsoptiounen a verschidden Aufgabe vu Gestionnairen, notamment am Beräich Netzentwécklung.

ad 7. Lëtzebuerg ass aktuell a Kooperatioun mat aneren europäesche Länner, fir den Ausbau vun den erneierbaren Energië gemeinsam weiderzedreiwen. An der Zukunft wäerten et méi cibléiert Projete ginn, un deenen och Lëtzebuerg sech bedeelege kann, wann et dorëm geet, konkreet erneierbar Energien ze developpéieren (z. B. Wandenergie-Projeten an der Nordséi).

Mat der konsequenter Erhéijung vun der erneierbarer Energie an den europäesche Stroumnetzer, gi Flexibilitéitsoptiounen a Sektorkopplung noutwenneg an dofir och de Waasserstoff. Lëtzebuerg wëllt an deenen nächste Joren aktiv, souwuel op der europäescher Bün wéi och regional, dru matschaffen, fir d'Jalone fir d'Zukunft ze setzen, zum Beispill am Beräich Infrastruktur a bei sougenannten Hybridprojeten. Bei Hybridprojete geet et generell dorëms, d'Produktioun (vun erneierbarer Energie) mat der Späicherung ze kombinéieren.

ad 8. Am Kader vum Pentalateralen Energieforum schafft eng vun den dräi „Support Groups" explizitt um Sujet Flexibilitéit am Energiesystem. De Fokus war bis elo virun allem am Beräich Marchéë fir Ausgläichsenergie, Intradaymarchéen an „Demand Response". Verschidde Rapporten, ze fannen op dem Site vum Benelux Sekretariat, goufen zu deene verschiddene Sujeten an de leschte Jore fäerdeg gestallt an als Basis fir entspriechend Diskussiounen a Mesuren op dem nationalen, regionalen an europäeschen Niveau genotzt.

Do dernieft huet ee weideren Aarbechtsgrupp am Pentalateralen Energieforum eng politesch Deklaratioun iwwer d'Notzung vun erneierbarem Waasserstoff ausgeschafft. Dës ass och berécksiichtegt gi bei der Finalisatioun vun der europäescher Waasserstoffstrategie. Fir 2021 ass geplangt, d'„Strategie européenne pour l'intégration du système énergétique" (déi den nämmlechten Dag wéi d'europäesch Waasserstoffstrategie presentéiert gouf) um Niveau vum Pentalateralen Energieforum ze begleeden an ëmzesetzen, Flexibilitéitspotentialer an der Regioun ze identifizéieren, an den Echange an d'Bëndele vu lokaler Flexibilitéit an engem grenziwwerschreidende Marché ze facilitéieren.

Question 3209 (26.11.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **dettes locatives :**

Ech si gewuer ginn, datt Äre Ministère enger Firma, déi Loyerscholden huet, via Ären Affekot ugedréit huet, si a Faillite unzesichen.

- Wéi gesitt Dir dës Virgoensweis an dësen Zäiten, wou Dir an aner Regierungsmembere Privatproprietären opgeruff hutt, Gedold ze hu mat Locataren, déi am Ament Réckstänn am Bezuelen hunn?

- Sidd Dir Iech bewosst, wéi vill privat Proprietären hire Locataren Ausstand gewäert hunn oder souguer op Loyere verzicht hunn?

- Wéi sollen dës Proprietäre fir esou eng Virgoensweis ausgerechent vum Wirtschaftsministère Versteesdemech opbréngen?

Réponse (22.12.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Dem Wirtschaftsminister ass net bekannt, dass an enger nationaler wirtschaftlecher Aktivitéitszon enger Firma wéinst Réckstänn am Bezuele vu Loyeren ugedréit gi wier, se en faillite unzesichen.

Question 3211 (26.11.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **sociétés de gardiennage privées assurant l'ordre public :**

D'après une information relayée par les médias et depuis confirmée par le Ministère de la Sécurité intérieure, le Collège échevinal de la Ville de Luxembourg a décidé d'engager des sociétés de gardiennage privées pour assurer des patrouilles dans le quartier de la gare et le centre-ville afin de lutter contre le trafic de drogues.

La décision du Collège échevinal a été rendue publique peu de temps après une entrevue et visite de terrain à Luxembourg-ville de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Y a-t-il une base légale pour attribuer le maintien de l'ordre public à des sociétés privées ? Si oui, laquelle ?

2) Quelles compétences auront exactement ces agents des sociétés de gardiennage et quelle en est la base légale ?

3) Monsieur le Ministre entend-il généraliser cette pratique ?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cela équivaut à une privatisation des pouvoirs régaliens de l'État ?

5) La Ville de Luxembourg a justifié le recours à ces entreprises en citant le problème du trafic de drogues et de la toxicomanie. Ces agents sont-ils formés pour faire face à cette problématique et à sa complexité ?

6) Est-ce que Monsieur le Ministre a été informé au préalable de la démarche du Collège échevinal ? Dans l'affirmative, quelle était la position de Monsieur le Ministre à ce sujet ?

7) Est-ce que la démarche a été décidée en concertation avec le Ministère de la Sécurité intérieure respectivement en concertation avec la Police grand-ducale ?

Réponse (21.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Le maintien de l'ordre public a toujours été et demeure une mission exclusive des agents de police. Aussi, le principe politique et juridique le plus important en matière de sécurité privée au Luxembourg est et a toujours été de ne pas faire des agents privés de sécurité des « policiers auxiliaires ».

ad 2) Nous ignorons quelle mission spécifique a été confiée aux agents concernés. La Ville de Luxembourg est mieux placée pour répondre à cette question. Il est peut-être aussi utile de renvoyer à la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance.

ad 3) Le ministre ne soutient pas cette initiative et l'a fait connaître lorsqu'il en a été informé par la Ville de Luxembourg. Il s'agit d'une position que le Ministre a d'ailleurs répétée à plusieurs reprises par le passé également.

ad 4) Le Ministre de la Sécurité intérieure est contre une privatisation du service du maintien de l'ordre public qui demeure une mission exclusive de la police qui a été spécialement formée à cet effet. Il est primordial de maintenir une stricte répartition des tâches, les sociétés de gardiennage privées n'étant pas habilitées à effectuer des missions de police.

ad 5) Le Ministère de la Sécurité intérieure ne dispose pas de ces informations. Il peut uniquement se prononcer sur les qualifications des agents de police qui ont été formés à la lutte contre la délinquance liée au trafic de stupéfiants.

ad 6) Cette démarche a été portée à la connaissance du ministre lors d'une réunion à l'Hôtel de Ville le 24 novembre dernier. Lors de cette réunion, le ministre a clairement exprimé son avis défavorable. En raison de l'autonomie des communes, il ne peut s'y opposer tant que le cadre de la loi sur les activités de gardiennage est respecté.

ad 7) Le ministère a été informé de la démarche le 24 novembre et n'a aucunement été inclus dans le processus de décision.

Question 3220 (30.11.2020) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant l'**engagement du Fonds de compensation dans le développement du parc immobilier locatif abordable :**

Fin septembre 2017, le Gouvernement avait présenté un projet pilote encourageant le Fonds de compensation (FDC) à s'engager davantage dans le développement du parc immobilier locatif abordable.

Une première opportunité d'investissement s'étant en effet présentée à Grevenmacher, le Gouvernement comptait jadis développer ainsi un « nouveau modèle » en parlant même de « changement de paradigme ».

C'est pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre du Logement peut-il informer sur l'avancement, voire la finalisation du projet immobilier à Grevenmacher ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale peut-il informer sur les montants engagés par le Fonds de compensation, depuis automne 2017, dans le développement du parc immobilier locatif abordable au Grand-Duché de Luxembourg ? Jusqu'à concurrence de quel pourcentage de ses avoirs le FDC serait-il disposé à investir dans le logement locatif à coût abordable ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils présenter, le cas échéant, des projets immobiliers analogues réalisés entre-temps ou à réaliser dans un avenir proche ?

Réponse commune (09.12.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Tel que précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 3002, la stratégie actuelle du Fonds de compensation (FDC) a été définie en 2017 pour une période quinquennale allant de 2018 à 2022. Depuis 2008, le quota réservé à la part immobilier Luxembourg est resté constant en pourcentage, à savoir 5 % du total des actifs.

Au cours des dix dernières années, le montant absolu investi dans l'immobilier a évalué comme suit :

2010 : 208,4 millions d'euros,

2014 : 247 millions d'euros,

2015 : 391 millions d'euros,

2019 : 402,8 millions d'euros.

Au vu de l'évolution positive des autres actifs qui sont notamment investis à travers la Sicav du FDC, la part relative de l'immobilier, qui volontairement ne fait pas l'objet d'une réévaluation périodique, ne représente aujourd'hui que 1,9 % du total des actifs du FDC. Ce quota étant donc bien inférieur au quota stratégique, un investissement supplémentaire d'un ordre de grandeur de 700 millions d'euros serait nécessaire pour atteindre le quota stratégique. Un relèvement de celui-ci au-delà de 5 % est donc pour le moment donné peu réaliste et conséquemment pas prévu.

Le FDC a acquis en juillet 2020 un immeuble résidentiel à 23 appartements sis à Grevenmacher de la part du Fonds du logement agissant en tant que promoteur social et par après en tant que bailleur social pour la gestion des logements et des revenus locatifs. Actuellement, le FDC est en train de construire la Cité de la sécurité sociale dont le développement se fera en deux phases. La première phase sera terminée en 2023 alors que la deuxième phase s'achèvera en 2027.

Un projet en phase d'étude actuelle consiste dans l'urbanisation du terrain abritant l'Office des assurances sociales situé route d'Esch à Luxembourg dans le cadre du Plan d'aménagement particulier « Nei Hollerich ». Suivant l'état actuel des études, il est prévu d'affecter 41 % de la surface au logement, dont une partie sera réservée à des logements à loyer abordable, et 59 % aux commerces/bureaux.

Un autre projet en phase de préétude se situe sur un terrain de plusieurs hectares au nord du pays. Ce projet est à voir dans le cadre de la réalisation de la « Nordstad ». La surface constructible brute s'élève prévisionnellement à 80.100 m^2, dont 42.900 m^2 destinés au logement. De cette surface, une partie est également destinée au logement à loyer abordable.

Ainsi, l'ensemble de ces projets permet la création de quelque 660 logements endéans dix ans.

Les développements immobiliers seront réalisés soit en maîtrise d'ouvrage interne soit en collaboration avec un autre acteur du secteur public.

À noter que dans le cadre de l'immobilier d'habitation, le FDC est le deuxième actionnaire de la SNHBM dont le champ d'action couvre, à côté de la construction elle-même, la recherche et l'acquisition de terrains à bâtir, la gestion d'un parc locatif, l'élaboration de PAP, etc. La SNHBM prévoit de construire 300 logements par année.

Question 3222 (30.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **échanges individuels dans le cadre des bilans intermédiaires :**

An enger Circulaire vum Educatiounsministère vum 25. November 2020 un d'Léierpersonal aus de Cyclen 2 bis 4 iwwert d'Bilans intermédiaires heescht et:

« Remarque :

Il est rappelé que les parents des élèves des cycles 2-4 participeront à des échanges individuels organisés par le titulaire de classe avant les vacances de Noël. Les entretiens avec les parents se dérouleront, dans la mesure du possible, en présentiel à l'école et ceci dans le respect des mesures de protection des gestes barrière qui s'imposent. »

Verschidde Persounen hei am Land (Leit vum Léierpersonal grad ewéi och verschidden Elteren) gëllen als vulnerabel a sollten am beschten all direkte Kontakt mat Leit vu bausse vermeiden.

Doriwwer eraus sollen awer och net vulnerabel Léit am Moment op all net essenzielle Kontakt verzichten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Hält de Minister et fir richteg, d'Léierpersonal unzeweisen, d'Eltereversammlungen an der Schoul ofzehalen?

Sollt dës Decisioun net de Concernéierten um Terrain iwwerlooss ginn, fir esou d'Léierpersonal zesumme mat den Elteren déi bescht Approche fir een Treffen auswielen ze loossen?

2. Wat mengt de Minister, wann hie seet, dass dës Entretienen sech sollen „dans la mesure du possible" an de Schoulen ofhalen?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Ewéi den honorabelen Här Deputéierte richteg a senger parlamentarescher Fro seet, steet an der Circulaire zu de Bilans intermédiaires, datt d'Entretiene mat den Elteren „dans la mesure du possible" sollen an der Schoul ofgehale ginn.

Dëst bedeit gläichzäiteg och, datt d'Méiglechkeet besteet, d'Entretienen op eng alternativ Aart a Weis ofzehalen, sollt dëst vum Enseignant oder vun den Eltere gewënscht sinn. D'Léierpersonal steet a reegelméissegem Kontakt mat den Elteren, esou datt si zesumme kënnen decidéieren, wéi eng Approche déi richteg fir si ass. Deemno kann, zum Beispill am Fall wou den Enseignant oder ee vun den Eltere vulnerabel ass, och op eng Video- resp. Audiokonferenz zeréckgegraff ginn.

Question 3258 (07.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **carte de séjour pour les membres de famille en provenance d'un pays membre de l'UE :**

Familljemembere vun engem Lëtzebuerger Resident aus engem EU-Memberstaat dierfen hei am Land liewen. Si kënnen eng Carte de séjour ufroen a wa si méi wéi fënnef Joer onënnerbrach beim Resident gewunnt hunn, kënne si eng Demande de séjour permanent stellen. Bis dohi musse si hir Carte de séjour de membre de famille ëmmer bei sech hunn. Dës Carte de séjour ass aus Pabeier a passt net onbedéngt an all Portmonni.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi steet de Ministère zu enger Carte de séjour, déi besser an de Portmonni passt an aus méi stabillem, nohaltege Material besteet?

2. Ass virgesinn, dëst Dokument an noer Zukunft ze erneieren an et esou méi daachlech fir den Alldagsgebrauch ze maachen?

Réponse (09.12.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. Den 20. Juni 2019 gouf op europäeschem Niveau ee Reglement adoptéiert, dat d'Format festleet vun de „cartes de séjour" an de „cartes de séjour permanent", déi am Kontext vun der Direktiv 2004/38 u Familljemembere vun engem EU-Bierger, déi aus engem Drëttstaat kommen, ausgestallt ginn (Règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation).

Bis elo war et de Memberstaate selwer iwwerlooss, d'Format vun dësen Dokumenter festzeleeën. D'Reglement 2019/1157 gesäit vir, datt d'„cartes de séjour" an d'„cartes de séjour permanent" dat selwecht eenheetlecht Format kréie wéi d'Openthaltstitelen, déi un Drëttstaatler ausgestallt ginn, déi net ënnert d'Direktiv 2004/38 falen. Dat heescht, si ginn als kleng Kaarte mat biometreschen Donnéeën ausgestallt.

ad 2. D'Reglement 2019/1157 ass vum 2. August 2021 un applicabel. D'Virbereedunge fir d'Ëmsetzung vum Reglement sinn ugaangen. Well an deem Kontext verschidde prozedural Aspekter nei gereegelt musse ginn, huet d'Regierung ee Projet fir d'Ëmännere vum Immigratiounsgesetz a vum Reglement iwwert déi administrativ Formalitéiten ugeholl. Dëse Gesetzesprojet gouf der Chamber de 16. Oktober 2020 ënnerbreet (Rôle: 7682).

Rectificatif de la question urgente 4295 (18.05.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**inauguration d'une sculpture à Echternach :**

Le Collège échevinal de la Ville d'Echternach s'apprête à inaugurer le mardi de Pentecôte sur le terrain dit « Vulpert » (Porte Saint Willibrord), en face

de la basilique, classée monument national suivant arrêté du Conseil de Gouvernement du 10 novembre 1989, une sculpture en bronze conçue en l'hommage de la procession dansante d'Echternach, patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Le terrain à proprement parler est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments classés, par arrêté du 9 août 2004.

En principe, le ministre ayant dans ses attributions la Culture doit être mis au courant de toute intervention sur un espace classé monument national. Dans une brochure éditée récemment par la Ville d'Echternach sous le titre « Stadtbild Echternach » pour sensibiliser les habitants de la ville afin qu'ils respectent davantage le patrimoine culturel, il est par ailleurs précisé: « Für unter Denkmalschutz stehende Gebäude und Elemente gelten darüber hinaus noch weitere Regelungen. So darf an diesen Gebäuden kein Abriss, kein Umbau und keine Modifikation oder Vergrößerung durchgeführt werden, die der historischen, künstlerischen oder ästhetischen Wertschätzung schaden könnte oder ihren Umriss oder andere architektonische Aspekte verändert ».

Sous ces prémisses, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) La sculpture en bronze a-t-elle fait l'objet d'une autorisation de la part de Madame la Ministre ? Dans la négative, les services concernés du ministère avaient-ils pourtant été mis au courant au préalable ?

2) L'abbaye d'Echternach constituant un patrimoine d'une valeur exceptionnelle remontant à l'origine de la ville abbatiale, voire du pays, l'installation d'une telle sculpture en face de la basilique est-elle conforme à la législation et aux dispositions actuellement en vigueur en matière de protection du patrimoine culturel ?

Réponse (19.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Le Ministère de la Culture a été saisi d'une demande d'autorisation concernant l'installation d'une statue sur le terrain dit « Vulpert » ce matin, cela suite à l'engagement de quelques citoyens avertis et à des réclamations du Service des sites et monuments nationaux adressées aux responsables communaux.

La commune d'Echternach a dès lors été informée que les travaux sous objet devront cesser, tant que l'autorisation ministérielle y relative, telle que prévue par les articles 10 et 17 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, n'aura été accordée.

Ce dossier sera soumis à la prochaine réunion de la Commission des sites et monuments nationaux.

Question urgente 4336 (21.05.2021) de **Mmes Martine Hansen, Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **certificat numérique européen Covid :**

D'Memberstaate vun der Europäescher Unioun an dat Europäescht Parlament hu sech op ee Covid-19-Zertifikat gëeenegt. Dat huet déi portugisesch Rotspresidence en Donneschdeg matgedeelt.

Et schéngt sech hei ëm ee Kompromëss ze handelen, bei deem net an Hoheitsrechter vun de jeeweilege Memberstaaten agegraff gëtt. Och den Zäitpunkt vun der Aféierung ass nach onkloer. Däitschland schwätzt zum Beispill vun engem elektroneschen „Impfnachweis" an dat „in der zweiten Hälfte des zweiten Quartals".

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat ass aus Lëtzebuerger Siicht genee d'Beschlosslag vum uewegenannte Kompromëss a Saache Covid-19-Zertifikat?

2. Wat fir Konsequenzen huet dëse Beschloss elo fir Lëtzebuerg a fir d'Leit, déi hei wunnen a schaffen?

3. Wéi gedenkt d'Regierung, innepolitesch op déi europäesch Eenegung ze reagéieren? Wéi gesinn déi konkreet Mesuren an d'Zäitrumm an deem Kontext aus?

Question urgente 4343 (21.05.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mmes Francine Closener** et **Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **certificat numérique européen Covid :**

Déi dräi europäesch Institutiounen, d'Europaparlament, de Ministerrot an d'Kommissioun, hu sech gëschter iwwer e sougenannte Coronazertifikat gëeenegt. Deen Zertifikat soll bescheinegen, datt déi betraffe Persoun geimpft an/oder getest, bzw. erëm gesond ass. Domat soll kuerz virun der Summervakanz d'Beweegungsfräiheet vun de Leit innerhalb vun der EU erëm erliichtert ginn.

- Mir géife gären an deem Zesummenhang vun der Madamm Gesondheetsministesch wëssen, wat genee den Inhalt vun deem Accord ass.

- Wéi an a wat fir engem Zäitraum an a wéi enger Form gedenkt d'Regierung, den Zertifikat ëmzesetzen?

- Wat soll dee Kompromëss de betraffene Leit vu Virdeeler bréngen?

Réponse (31.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Accord deen d'lescht Woch zwëschent der Commissioun, dem Conseil an dem Europaparlament fonnt gouf, betrëfft den „EU Digital Covid Certificate" an huet no engem véierte politeschen Trilogue den 20. Mee 2021 follgend Haaptpunkten zréckbehalen ():

1. Den Numm vum Certificat ass vun „Digital Green Certificate" op „EU Digital Covid Certificate" geännert ginn.

2. Et ass ee Passage iwwer „Affordable Testing" zréckbehale ginn, wou gesot gëtt, dass och dee méi bëllegen Antigen-Schnelltest ka benotzt ginn, fir e Certificat auszestellen. Parallell dozou huet d'Commissioun sech engagéiert, weider 100 Milliounen Euro am Kader vum „Emergency Support Instrument" zur Verfügung ze stelle fir de Finanzement vu Covid-19-Tester.

3. Eng Rei Textpassagë sinn adaptéiert ginn, fir méi kloerzestellen, wéi de Certificat d'Recht op fräi Circulatioun an Europa ënnerstëtzt.

4. Den Text ass och duerch e weideren Artikel (7a) ergänzt ginn, deen d'Méiglechkeet gëtt e Certificat auszestellen, ënner bestëmmte Bedingungen, wa Leit an Drëttstaate geimpft goufen.

5. Schlussendlech gouf och gekläert, dass serologesch Tester als Beweis vun enger geheelter Covidinfektioun („recovery") nëmme gëllen, falls kloer wëssenschaftlech Beweiser erbruecht ginn, dass si och dofir zouverlässeg sinn.

Den „EU Digital Covid Certificate" soll ab dem 1. Juli europawäit agefouert ginn, et gëtt awer domat gerechent, dass Lëtzebuerg eventuell schonns géint Mëtt Juni dofir prett wär. Et ass och eng Iwwergangsphas vu sechs Woche virgesinn.

De Certificat u sech ass nëmmen eng verifiabel a sécher Bestätegung, dass den eenzelnen Europabierger entweeder geimpft ass oder eng geheelten Infektioun hannert sech huet oder ee rezenten negative PCR- oder Antigentest gemaach huet. D'Grondiddi ass natierlech, de Bierger erëm ze erméiglechen fräi ze reesen.

Wat fir Rechter schlussendlech domat verbonne sinn (z. B. Recht an d'Land anzereesen), decidéiert awer all Land selwer, baséierend op der aktueller epidemiologescher Situatioun (Inzidenz, Verbreedung vu Varianten, etc).

Question urgente 4368 (28.05.2021) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **règlement grand-ducal du 14 mai 2021 fixant les conditions de réalisation et de certification des tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2 :**

En date du 14 mai, le Gouvernement a pris en urgence un règlement grand-ducal pour fixer les conditions de réalisation et de certification de tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2. Si quelques articles de ce règlement grand-ducal trouvent leur base légale dans la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyse médicale, les dispositions essentielles, à savoir celles qui définissent les personnes habilitées à manipuler les tests dont question dans le règlement grand-ducal et qui précisent les instructions à leur donner, relèvent clairement de la base légale fournie par l'article 1er (1) de la loi du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux. Or, le texte de loi dont il s'agit précise clairement qu'un règlement se rapportant à cette base légale doit obligatoirement être pris sur avis du Conseil d'État. Malgré cela, le Gouvernement a choisi la procédure d'urgence, et n'a demandé ni l'avis du Conseil d'État ni celui des chambres professionnelles concernées.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Pourquoi Madame la Ministre n'a-t-elle pas soumis les modifications absolument nécessaires du règlement grand-ducal en question au Conseil d'État, ainsi qu'aux chambres professionnelles concernées, ensemble avec le texte du projet qui va devenir la loi du 14 mai 2021 modifiant la loi du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, permettant ainsi à la haute institution d'aviser dans les délais les deux textes ?

- Pourquoi le règlement en question n'a-t-il été introduit et signé que par Madame la Ministre de la Santé alors que le texte de loi précise explicitement qu'il s'agit en l'occurrence d'une responsabilité partagée avec Madame la Ministre de la Justice ?

- Madame la Ministre n'estime-elle pas que ces entorses à la procédure nuisent à la sécurité juridique d'un texte pourtant sensible et qui risque d'être contesté en justice ?

- Comment Madame la Ministre entend-elle, le cas échéant, remédier à cette situation ?

Réponse (04.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Afin de pouvoir aligner la réglementation fixant les conditions de réalisation et de certification des tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2 aux dispositions du projet de loi n° 7820 modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, le Ministère de la Santé a élaboré un avant-projet de règlement qui fut soumis au Conseil de Gouvernement alors que le Conseil d'État était déjà saisi du projet de loi précité.

L'objectif de l'avant-projet de règlement grand-ducal, devenu le règlement grand-ducal du 14 mai 2021, auquel se réfère l'honorable Député, répond ainsi à la nécessité de disposer d'un ensemble de règles cohérentes et à jour relatives aux différentes techniques de dépistage et diagnostique du virus Sars-CoV-2.

Force est de souligner que les dispositions contenues aux articles 1er à 3 dudit règlement grand-ducal s'appliquent au prélèvement réalisé à des fins de dépistage ou diagnostique du virus Sars-CoV-2, et qui constitue un examen de biologie médicale au sens de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales. C'est d'ailleurs pour cette raison que la loi précitée est citée en premier lieu au niveau du visa du règlement grand-ducal du 14 mai 2021.

Pour le surplus, l'article 4 de ce même règlement, qui a trait aux tests rapides qui tombent dans le champ d'application du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2001 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, prévoit que lesdits tests « peuvent être réalisés par toute personne physique dans le strict respect du mode d'emploi fourni par le producteur du test, et dès lors que leur réalisation suppose un prélèvement superficiel ». Cette disposition a dès lors trait à l'application de ces tests par des personnes profanes.

Si en application de la loi la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux, « la commercialisation, l'importation, la publicité et l'utilisation des dispositifs médicaux sont soumises à la surveillance des ministres ayant respectivement la Santé et la Justice dans leurs attributions », il importe de souligner que l'article 4 s'applique à la réalisation proprement dite de ces tests et non pas à leur utilisation. Pour le surplus, la certification des résultats de ces tests trouve son assise dans la loi du 14 mai 2021 modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Indépendamment du fait que la disposition de l'article 4 du règlement grand-ducal précité ne relève dès lors pas de la compétence du Ministère de la Justice, toujours est-il que la signature d'un seul membre du Gouvernement, en l'occurrence la Ministre de la Santé, suffit à valider cet acte.

Question urgente 4385 (01.06.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **liberté de la presse :**

Am Artikel „Pressefreiheit für Anfänger", deen den 31. Mee op reporter.lu veröffentlecht gouf, heescht et, datt eng héich Mataarbechterin vum Här Minister bei deem besote Medium ugeruff hätt, fir d'Läsche vun engem kriteschen Artikel ze verlaangen.

Duerfir géif ech dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Faite confirméieren?

2. Wa jo, huet déi genannte Mataarbechterin op Instruktioun vum Här Minister oder enger anerer Autoritéit am Ministère fir bannenzeg Sécherheet gehandelt?

3. Wat waren d'Ursaache vun der Demande, fir e bestëmmten Artikel ze läschen?

4. Gesäit den Här Minister an dësem Virgoe vu sengem Ministère e Verstouss géint de Prinzip vun der Fräiheet vun der Press?

Réponse (07.06.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Pressefräiheet ass e fundamentaalt Recht an eng constitutionnel Garantie zu Lëtzebuerg an deemno ee vun den Haaptpiliere vun all Demokratie. Et wor ni dem Ministère seng Intentioun, d'Journalistin ze zenséieren oder verhënneren hir Aarbecht ze maachen. D'Formulatioun « je vous demande de bien vouloir supprimer l'article » vun der Ufro, fir den Artikel erofzehuelen, war ganz onglécklech a wann duerch dëst Virgoen d'Zweifel opkomm sinn am Bezuch op d'Pressefräiheet entschëllege mir eis heifir offiziell.

ad 1. - 4. Reporter.lu huet den 29. Abrëll 2021 en Artikel mam Titel „Police grand-ducale - Une réforme à l'épreuve de la Constitution" publizéiert. Thematiséiert goufen d'Reform vun der Police an déi dräi Mecanismen, déi de Polizisten zur Verfügung stinn, fir de Groupe de traitement ze wiesselen. Niewent enger Rei faktueller Feeler waren och d'Mecanisme fir e Changement de groupe de traitement am Artikel falsch duergestallt ginn. De Ministère huet am Ganzen zwielef Passagen identifizéiert, déi faktuell net gestëmmt hunn. Dës zwielef Passagen hunn dem Artikel e feelerhaften an ierféirende Charakter ginn. Den Artikel huet beispillsweis uginn et wäre schonn Urteeler komm am Kader vun de Recourse bezüglech der Demande vun engem automatesche Reklassement an de Groupe de traitement B1. Dëst entsprécht net der Wouerecht. Des Weideren huet den Artikel den Uschäi ginn, dass d'Beamte vun der Generalinspektioun vun der Police automatesch an de Groupe de traitement B1 koumen, dëst entsprécht och net der Wouerecht.

D'Pressespriecherin vum Ministère huet doropshin d'Initiativ geholl, d'Journalistin vum Artikel per E-Mail ze kontaktéieren, fir se op déi zwielef concernéiert Passagen hinzeweisen. Zum Schluss vun der E-Mail huet d'Pressespriecherin vum Ministère virgeschloen, den Artikel vum Site erofzehuele mat follgender Formulatioun « Au vu de ces éléments, je vous demande de bien vouloir supprimer l'article de votre site. » Dës Optioun war au vu vun der Envergure vun de feelerhafte Passagen, déi der Pressespriecherin am mannste komplex virkomm ass, notamment och well en Droit de réponse op 1.000 Charaktere limitéiert ass, wat et net erlaabt hätt, all néideg Punkten ze redresséieren.

D'Journalistin huet dorops hin d'Pressespriecherin accuséiert, géint d'Fräiheet vun der Press ze verstoussen an d'Press ze verhënneren, hir Aarbecht ze maachen. D'Pressespriecherin huet der Journalistin assuréiert, dass deem net esou wier andeems si hir d'Ursaach vun hirer Demarche nach emol erkläert huet. Si huet der Journalistin och virgeschloen, en Dementi ze publizéiere mat all den Elementer, déi hir per E-Mail geschéckt gi waren. D'Pressespriecherin huet duerno d'Journalistin ugeruff, fir sech fir de Mëssel ze entschëllegen, fir d'Situatioun ze berouegen an eng gemeinsam Léisung ze fannen.

Eisem Empfannen no, ass dëst Gespréich positiv verlaf. D'Journalistin huet virgeschloen, dass de Ministère op de Wee vun engem Droit de réponse sollt goen, wat der Demarche en offizielle Charakter géif ginn, se huet och betount, dass Reporter.lu keen Dementi géif maachen.

En éischten Droit de réponse ass de 5. Mee u Reporter.lu adresséiert ginn. De Chefredakter huet d'Pressespriecherin no der Receptioun vum Bréif kontaktéiert. Dësen huet erkläert, dass Reporter.lu de Bréif vum Ministère net géif publizéieren, ënner anerem, well de Contenu vill méi laang wier, wéi déi gesetzlech limitéiert 1.000 Charakteren a well hir Lecteuren déi annotéiert Passagen net verstoe géifen. D'Pressespriecherin huet doropshin nach eemol nogefrot ob en Dementi méiglech wier. Laut dem Chefredakter wären awer déi eenzeg Optioune fir si e Suivisartikel oder en neien Droit de réponse.

No interner Diskussioun ass decidéiert ginn, en neien Droit de réponse unzefroen. Fir der Limitt vun 1.000 Charakteren kënne gerecht ze ginn, huet de Ministère sech op fënnef vun deenen zwielef Fakte limitéiert. D'Pressespriecherin huet dem Chefredakter d'Decisioun telefonesch matgedeelt, an den zweeten Droit de réponse ass den 21. Mee verschéckt ginn. Dëse gouf den 27. Mee um Site vu Reporter.lu publizéiert. Den 31. Mee ass den Artikel „Pressefreiheit für Anfänger", vum Chefredakter geschriwwen, op Reporter.lu veröffentlecht ginn.

Dozou kann een nach Erwänen, dass och e Vertrieder vun enger Police-Gewerkschaft wéinst dem initialen Artikel bei der Journalistin intervenéiert ass. Dat opgrond vun enger Verwiesslung am Text a wéinst engem Saz bezüglech dem Minister, deen

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

net richteg war. Déi concernéiert Passagë sinn an der Zwëschenzäit verbessert ginn.

D'Formulatioun vun der Ufro vum Retrait vum Artikel ass ouni Zweifel éischter eng Ongeschécklechkeet, als eng Intentioun ze zenséieren. Wéi gesot, d'Pressefräiheet ass en Engagement an eng Prioritéit fir de Ministère fir bannenzeg Sécherheet. Mir probéieren, op all Ufro ze äntwerten an ëmmer esou gutt wéi méiglech am oppenen, nëtzlechen a konstruktiven Dialog a mat Respekt mat de Journalisten ze echangéieren.

Question urgente 4386 (01.06.2021) de **Mmes Viviane Reding** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **liberté de la presse :**

Dans un sujet publié ce lundi 31 mai 2021 sur reporter.lu, il est question d'un message émanent d'une porte-parole du Ministère de la Sécurité intérieure adressé au portail en ligne. Dans ce message, la porte-parole demande la suppression pure et simple d'un article concernant la réforme de la police.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il nous confirmer que sa porte-parole a bien demandé au portail de supprimer un article concernant la réforme de la police ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure avait-il chargé sa porte-parole de demander la suppression de l'article en question ?

3) Quelle est la position de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias à l'égard de ce type de comportement vis-à-vis de la presse nationale ? Est-il d'avis qu'il s'agit d'une atteinte manifeste à la liberté de la presse ?

4) Est-ce qu'il est dans l'habitude des membres du Gouvernement de formuler de telles demandes lorsque le contenu d'articles ne leur convient pas ?

5) Dans la négative, comment est-ce que le Gouvernement entend s'assurer que ce type de comportement ne se reproduise pas à l'avenir ?

Réponse commune (07.06.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

La liberté de presse est un droit fondamental et une garantie constitutionnelle au Luxembourg qui représente un des principaux piliers de toute démocratie.

Le Ministère de la Sécurité intérieure (ci-après « MSI ») n'avait, à aucun moment, l'intention de porter atteinte à la liberté de la presse voire de censurer un journaliste. La formulation « je vous demande de bien vouloir supprimer l'article », est mal choisie et si elle avait pour conséquence de créer un doute quant au respect du principe de la liberté de la presse, le MSI s'en excuse officiellement.

ad 1) Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 4385.

ad 2) Non.

ad 3) Le Ministre des Communications et des Médias n'est pas en mesure de commenter un échange de courriels entre un fonctionnaire et un journaliste et constate que l'article que la porte-parole aurait demandé à voir supprimé se trouve toujours en ligne.

ad 4) Le Ministre des Communications et des Médias n'a pas connaissance de telles demandes et renvoie à la phrase suivante extraite de l'article en question : « Dabei muss man betonen, dass die Episode durchaus eine Ausnahme darstellt. »

ad 5) La liberté de presse est encadrée par les dispositions de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias.

Question urgente 4388 (01.06.2021) de **Mme Diane Adehm** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**utilisation des tests rapides Covid-19 dans les hôtels :**

Eisen Informatiounen no gëtt et gewëssen Onkloerheeten, wat déi aktuell Covidmesuren ugeet, dëst am Beräich vun der Hotellerie, wou et net kloer wier, ob Hotelgäscht moies fir de Petit-déjeuner am ëffentlechen Deel vum Hotel mussen en negative Covidtest virleeën oder sur place maachen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung eis bestätegen, datt fir den Hotellerie-Secteur déi selwecht Reegele gëlle wéi am Banneraum vu Restauranten, Baren a Caféen?

2. Wa jo, deelt d'Regierung d'Meenung, datt déi concernéiert Betriber nach emol méi kloer mussen informéiert ginn?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn gëllen hei aner Reegele wéi am Rescht vum Horeca-Secteur?

Réponse commune (07.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

D'Regierung ka bestätegen, dass fir den Hotellerie-Secteur déi selwecht Reegele gëlle wéi an de Banneraim vu Restauranten, Baren a Caféen, well dëse Secteur effektiv zum Beräich Horeca gehéiert. Falls néideg kann d'Regierung do via d'Associatioun Horesca e Rappel maachen.

Question urgente 4399 (03.06.2021) de **Mme Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **certificat numérique européen Covid :**

La Commission européenne a diffusé hier, 1er juin 2021, un communiqué de presse annonçant la « mise en service du système technique au niveau de l'UE, qui permet de vérifier les certificats [numériques Covid] d'une manière sûre et en assurant le respect de la vie privée ». L'institution bruxelloise explique que son « service passerelle de l'UE permet la vérification des dispositions de sécurité contenus dans les codes QR de tous les certificats. Les citoyens et les autorités pourront ainsi s'assurer que les certificats sont authentiques. » D'après le communiqué, 22 pays ont déjà testé ce service passerelle avec succès et depuis hier, sept États membres - la Bulgarie, la Tchéquie, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, la Croatie et la Pologne - ont décidé de s'y connecter et ont commencé à délivrer les premiers certificats UE.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Le Gouvernement a-t-il pris connaissance de ce communiqué de presse de la Commission européenne ?

- Est-ce que les codes QR déjà émis actuellement au Luxembourg dans le cas d'une vaccination Covid passent par le système technique mis en place au niveau de l'UE décrit par la Commission européenne ? L'institution ne mentionne pas le Luxembourg comme pays s'étant déjà connecté au service.

- Est-ce que les codes QR déjà émis actuellement au Luxembourg dans le cas d'une vaccination Covid sont valables à l'étranger ?

- Est-ce que le Luxembourg fait partie des 22 pays ayant déjà testé ce service passerelle ? Dans l'affirmative, quelles conclusions peuvent être tirées de l'expérience ? Dans la négative, pourquoi le Luxembourg n'a-t-il pas participé à cette phase de test ?

Réponse commune (07.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation :*

Le communiqué de presse cité par les honorables Députés annonce la mise en production du service passerelle au niveau de l'Union européenne et informe, d'une part, que 22 pays ont testé la connexion au service avec succès et, d'autre part, que sept pays délivrent dès à présent un certificat au format européen. Le Luxembourg a participé au projet pilote développant l'interopérabilité du service passerelle au niveau européen et a également effectué avec succès les tests de connexion au service passerelle précité. D'ailleurs, la connexion définitive du Luxembourg au système européen est établie depuis le 1er juin 2021.

Depuis le début de la campagne de vaccination au Luxembourg, le certificat de vaccination est pourvu d'un code QR vérifiable avec l'application mobile nationale GouvCheck. Ce code QR est indépendant du système technique mis en place par l'Union européenne. Il sert uniquement à la vérification de l'authenticité du certificat de vaccination et n'a pas d'incidence sur les critères de validité fixés au Luxembourg ou à l'étranger.

L'Union européenne prévoit que les « certificats numériques Covid » au format européen seront disponibles dans tous les États membres à partir du 1er juillet 2021. Le Luxembourg entend émettre dès mi-juin des certificats conformément au format défini par l'Union européenne, avec un nouveau code QR vérifiable par une nouvelle application dénommée covidcheck.lu. Ce nouveau code QR permet de vérifier, d'une part, l'authenticité du document et, d'autre part, la validité du certificat suivant les règles fixées au Luxembourg.

Dès que les certificats au format européen seront émis, tous les certificats de vaccination établis au Luxembourg avant l'utilisation de ce nouveau format seront disponibles au format européen sur la plateforme MyGuichet.lu. Tous les citoyens n'ayant pas d'espace personnel dans MyGuichet.lu pourront solliciter l'envoi d'une copie du certificat de vaccination au format papier.

Question urgente 4418 (04.06.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant les **demandes de résidence par les ressortissants du Royaume-Uni :**

Depuis le 1er février 2020, les ressortissants du Royaume-Uni ne sont plus considérés comme citoyens de l'Union européenne.

Alors que le droit de séjour et les droits associés resteront similaires à ceux dont ils ont bénéficié en tant que citoyen de l'union, ils doivent disposer d'un nouveau document de séjour qui attestera de leur qualité de bénéficiaire de l'Accord de retrait et qui remplacera le document de séjour actuel.

Il nous revient que l'association « British in Europe », qui donne une voix aux citoyens britanniques dans les négociations sur le Brexit, a publié un communiqué de presse soulignant que d'après le « third joint report on the implementation of residence rights under part two of the withdrawal agreement », des milliers de citoyens britanniques résidants actuellement légalement dans leur pays d'accueil de l'Union européenne risquent de se réveiller le 1er juillet 2021 en tant que migrants sans papiers.

En effet, selon le report, qui illustre les chiffres respectifs de demandes reçues et traitées par États membres, 68 % des ressortissants du Royaume-Uni au Luxembourg auraient fait une demande de résidence, et 80 % d'entre eux auraient reçu une décision concernant leur demande (chiffres datant du 13 avril 2021). Prenant en compte la date d'expiration du 30 juin 2021 pour présenter une demande, ainsi que les chiffres concernant les demandes de résidence faites en date du 13 avril 2021, l'échéance actuelle pourrait s'avérer problématique pour les résidents britanniques vivant et travaillant au Luxembourg.

Afin de remédier au problème similaire, les Pays-Bas ont décidé de prolonger la période de demande de trois mois jusqu'au 1er octobre 2021 et de donner ainsi plus de temps aux personnes devant encore soumettre leur candidature.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Le Gouvernement peut-il communiquer les derniers chiffres sur les demandes de résidence soumises par les résidents britanniques ? Combien d'entre elles ont été traitées à ce jour ?

- En fonction de la réponse à la question ci-dessus, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait souhaitable de prolonger la période de demande de résidence, comme l'ont fait les Pays-Bas afin de donner plus de temps aux personnes devant encore soumettre leur candidature ?

• Si oui, de combien de semaines ou mois cette période sera-t-elle prolongée ?

• Si tel n'est pas le cas, le Gouvernement peut-il nous en indiquer les raisons ? Dans ce cas, qu'est-ce que le Ministre planifie d'entreprendre ?

Réponse (09.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le Gouvernement suit de près l'évolution des demandes introduites par les ressortissants britanniques et leurs membres de famille en tant que bénéficiaires de l'Accord de retrait conclu entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

Il convient de rappeler que la demande d'un document de séjour pour bénéficiaire de l'Accord de retrait constitue une obligation pour les personnes concernées afin qu'elles puissent bénéficier des droits découlant de cet accord. Pour permettre aux personnes concernées de faire leur demande en temps utile, l'introduction desdites demandes a été possible au Luxembourg depuis le 1er juillet 2020, le Grand-Duché ayant été ainsi parmi les premiers États membres à ouvrir la procédure de demande. Par ailleurs, les personnes identifiées comme étant soumises à l'obligation de se munir d'un nouveau document de séjour ont été contactées individuellement à ce moment par une lettre pour les informer de la procédure à suivre et toutes les informations relatives à la procédure ont été rendues accessibles via le site Internet www.guichet.lu. Les personnes concernées par l'Accord de retrait qui sont arrivées après juin 2020 ont également reçu un courrier individuel pour les informer de leur obligation de solliciter un document de séjour en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait. Ainsi, un total d'environ 4.350 lettres ont été expédiées aux personnes concernées.

Au Luxembourg, la date butoir pour l'introduction des demandes a été fixée au 30 juin 2021, une période d'une année ayant été jugée appropriée notamment au vu de la procédure simplifiée mise en place, qui se déroule sans nouvel examen au fond des conditions de séjour.

En date du 4 juin 2021, un total de 3.838 demandes pour un document de séjour en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait ont été introduites. Pour 3.273 de ces demandes, le traitement a pu être finalisé. 565 sont en cours de traitement. Aucune demande n'a été refusée.

L'évolution des demandes introduites ayant été surveillée de très près depuis quelques mois, un ralentissement du rythme des demandes a pu être constaté depuis le début de l'année 2021. Fin avril, près de 700 personnes (ressortissants britanniques et leurs membres de famille résidant au Luxembourg) ont pu être identifiées qui, selon les informations disponibles, étaient censées introduire une demande mais qui n'avaient pas encore fait leur demande à ce moment. De ce fait et au vu de l'approchement de la date butoir pour l'introduction des demandes, une deuxième lettre individuelle de rappel a été envoyée en date du 20 mai 2021 à toutes ces personnes.

Au 4 juin 2021, le nombre de personnes qui doivent encore introduire une demande est d'environ 630. Ce nombre ayant été établi sur base d'une analyse approfondie des informations disponibles, il faut préciser que le nombre de personnes sans demande ne peut pas être déduit des données sur les résidents britanniques au Luxembourg et des données sur les demandes. Tout d'abord, le nombre des résidents ne correspond pas d'office au nombre de personnes concernées par la date butoir du 30 juin 2021 alors que ce nombre inclut des personnes qui, au Luxembourg, ne sont pas obligées d'introduire une demande endéans ce délai car elles disposent d'un autre document de séjour valable dans une autre qualité (par exemple en tant que fonctionnaire d'une organisation internationale). En même temps, le chiffre des demandes comprend également les demandes introduites par des personnes disposant d'une double nationalité (un total de 377 personnes au 4 juin 2021) ainsi que celles des membres de famille ressortissants de pays tiers.

Il faut préciser que la date butoir du 30 juin 2021 vaut pour l'introduction des demandes et que chaque personne ayant introduit sa demande avant cette date garde son droit de séjour, même si le traitement de sa demande n'est pas encore conclu jusqu'au 30 juin 2021. Il convient de noter dans ce contexte également que conformément à l'Accord de retrait, une demande introduite après la date butoir doit être acceptée si le demandeur peut présenter des raisons valables pour le retard.

Finalement, il est rappelé que l'introduction d'une demande relève de la seule responsabilité des personnes concernées. En cas de non-introduction en temps utile, et sans motif valable, les personnes concernées risquent la perte du droit de séjour et, y découlant, du droit de travailler et du droit d'accéder à certaines prestations sociales.

Le Gouvernement reste fortement attaché au respect des droits des citoyens tels que prévus par l'Accord de retrait, par les deux parties contractantes, et, dans cet état d'esprit, continuera à suivre de très près la situation jusqu'au 30 juin 2021.

Le saviez-vous ?

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°05
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 05 | Session ordinaire 2020-2021

Débat sur la politique européenne et étrangère	p. 116	Sommaire des séances publiques nos 10 à 12	p. 157	10e séance	Jeudi 12 novembre 2020
Mesures sanitaires dans structures pour personnes âgées et personnes en situation de handicap	p. 140	Sommaire des questions parlementaires	p. Q131	11e séance	Mardi 17 novembre 2020
Financement des grands projets d'infrastructure	p. 147			12e séance	Mercredi 18 novembre 2020

« Aller de l'avant, tous ensemble »

Le retour vers une « nouvelle normalité » en n'oubliant personne était le fil conducteur de l'allocution du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, à l'occasion de la fête nationale en période de crise sanitaire.

Lors d'une cérémonie officielle en comité restreint au pied du monument national de la Solidarité luxembourgeoise (« Kanounenhiwwel ») le 23 juin 2021, le Président a rappelé que « le virus a secoué notre société, transformé notre quotidien et bouleversé nos habitudes. En cette journée de fête nationale, nous pouvons tous être fiers de la manière dont cette crise a été gérée grâce à un engagement collectif. Nos concitoyennes et concitoyens et tous ceux qui viennent travailler chez nous ont fait beaucoup d'efforts et renoncé à beaucoup de choses ».

Vers une nouvelle normalité : ne laisser personne pour compte

« La fin de la pandémie n'est pas pour demain », a poursuivi le Président de la Chambre. « Mais nous entrevoyons enfin une lumière à la fin du long tunnel. Nous avançons pas à pas vers une nouvelle normalité. Il s'agit de petits pas prudents, d'une vie avec le virus caractérisée par les masques, les tests, les vaccins et le CovidCheck, une vie qui engage la responsabilité de tout un chacun. »

M. Fernand Etgen a appelé à ne laisser personne pour compte dans cette phase de transition : « les personnes qui ont souffert sur le plan économique, celles qui ont été mises au chômage partiel, celles qui ont perdu leur emploi ou encore celles dont l'entreprise a dû mettre la clé sous la porte ; les personnes qui ont peur ; les personnes qui peinent à trouver leur voie dans une nouvelle normalité ».

« La pandémie a été un fardeau pour toutes les générations », a-t-il ajouté. « J'ai une pensée pour les jeunes, la "génération de la Covid-19". Depuis seize mois, ils doivent renoncer à beaucoup de choses pour protéger les autres et ne peuvent pas vivre leur jeunesse comme ils l'entendent. Les masques et la distanciation sociale ne vont pas de pair avec les aspirations des jeunes. Eux aussi ont à présent besoin d'un soutien. »

Faire confiance à la démocratie et aux valeurs européennes

« La crise a aussi montré que nous pouvons faire confiance à notre démocratie », a constaté le Président du Parlement. « Nous avons à nouveau pris conscience, pendant cette période difficile, de l'importance de disposer d'institutions stables et démocratiques pour surmonter une crise », a-t-il encore précisé. Des leçons de la pandémie de la Covid-19 peuvent à son avis également être tirées au niveau européen. « Nous avons appris - de manière positive aussi bien que négative - à quel point une Europe forte est précieuse. Et j'affirme aujourd'hui à haute voix ce qui est inscrit en grandes lettres à Schengen : "Schengen is alive" - Schengen est vivant. » Selon M. Fernand Etgen, les contrôles aux frontières et les restrictions de la liberté de circulation dans l'espace Schengen n'ont pas de raison d'être.



Le Président de la Chambre lors de son allocution *© SIP/Sophie Margue*



1re rangée : le Président de la Chambre et S.A.R. le Grand-Duc ; 2e rangée, de gauche à droite : les trois Vice-Présidents de la Chambre, Mme Djuna Bernard, M. Marc Spautz et M. Mars Di Bartolomeo *© SIP/Jean-Christophe Verhaegen*

La crise sanitaire : une césure et un signal d'alarme

Le Président de la Chambre des Députés a observé que les seize derniers mois ont fait prendre conscience de la valeur, mais aussi de la fragilité de ladite normalité.

« Le coronavirus marque une césure. Nous devons considérer la crise comme un signal d'alarme pour repenser notre mode de vie et mieux prendre soin de notre planète. » M. Etgen a déclaré qu'il espérait que la lutte contre le changement climatique et le développement durable se verraient accorder beaucoup plus d'importance à l'avenir.

« L'un des enseignements que nous avons tirés de cette crise, c'est qu'en nous protégeant, nous protégeons aussi les autres. En protégeant l'environnement, nous nous protégeons aussi nous-mêmes. »

Pour conclure, M. Fernand Etgen a appelé à aller de l'avant, tous ensemble. « Toutes les expériences que nous avons faites au cours des derniers mois nous confèrent du courage et de la force. C'est avec un optimisme prudent que nous avançons. Et nous empruntons cette voie ensemble, au Luxembourg et en Europe. »

L'Administration parlementaire recrute :

un TECHNICIEN EN INFORMATIQUE (m/f) / Groupe de traitement B1 - CDI tâche complète

(poste à pourvoir par changement d'administration, par des fonctionnaires déjà nommés)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://govjobs.public.lu/fr/postuler/recrutement-interne/changement-administration

un RESPONSABLE du Project Management Office (m/f) / (CHD59S) - CDI tâche complète

(poste à pourvoir par un(e) salarié(e) de droit privé, titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5)

Pour plus de renseignements, prière de consulter le lien suivant : https://www.chd.lu//portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi

Lancement de la Conférence sur l'avenir de l'Europe



(de gauche à droite) M. Marc Angel, député européen, M. Claude Wiseler, Mme Simone Beissel, M. Yves Cruchten, députés, Mme Isabel Wiseler-Lima, députée européenne

Tendre l'oreille aux attentes des citoyens européens pour l'avenir de l'Europe : tel est le but de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (COFE), lancée officiellement le 9 mai 2021. Le 19 juin, une séance plénière inaugurale en présence de quelque cent députés des 27 parlements nationaux de l'Union européenne et d'une centaine de députés européens a eu lieu au Parlement européen à Strasbourg. La Conférence veut aborder les défis sociétaux et transfrontaliers en misant sur une participation citoyenne active. Les citoyens seront impliqués dans l'élaboration des priorités de l'Union européenne via des panels de citoyens. Un premier panel s'était donné rendez-vous quelques jours auparavant à Lisbonne.

Quatre parlementaires de la Chambre des Députés, membres de la délégation auprès de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, ont participé à cette séance plénière inaugurale à Strasbourg : M. Yves Cruchten, Président de la délégation, Mme Simone Beissel et M. Claude Wiseler en présentiel de même que Mme Nathalie Oberweis par visioconférence.

Les députés nationaux et européens ont discuté de plusieurs volets de la COFE dont les travaux devraient se terminer au printemps 2022 : l'organisation de différents évènements répartis dans toute l'Union européenne, la composition de groupes de travail thématiques ou encore les attentes face à la large consultation des citoyens européens.

Au Grand-Duché, la Chambre des Députés lancera des manifestations destinées à faire participer le public au grand débat sur l'avenir de l'Europe. En amont de ces évènements, des groupes de discussion sont destinés à bien cerner les questions qui intéressent les citoyens et les thèmes qui les interpellent.

La **délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence sur l'avenir de l'Europe** récemment lancée se compose des membres effectifs suivants : M. Yves Cruchten (LSAP), Président, Mme Simone Beissel (DP), Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) et M. Claude Wiseler (CSV).

Séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux (Parlement Benelux)

Énergie, climat, agriculture durable et mobilité

Les 18 et 19 juin 2021, le Parlement Benelux s'est réuni en séance plénière à Bruxelles avec comme thème central un vaste débat sur le climat.

Lors de la première journée de séance plénière, les parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois se sont penchés sur les moyens de renforcer la coopération européenne en matière énergétique et le rôle actif que devrait jouer le Benelux en ce sens. La création de nouveaux parcs éoliens, assortie de mesures de réduction des émissions de CO_2 ainsi que d'un concept de mobilité durable, est la clé pour accompagner cette transition énergétique.

Mobilité respectueuse du climat

Les experts invités à la séance plénière ont présenté une étude sur l'utilisation de voitures moins polluantes et l'extension du parc automobile électrique qui devra aller de pair avec une hausse du nombre de bornes de chargement et une augmentation de l'autonomie des véhicules.

L'hydrogène pour les véhicules lourds jouera également un rôle crucial dans la transition énergétique. Les parlementaires ont insisté sur le rôle de laboratoire que joue le Benelux en raison de sa position géographique avec un accès à la mer du Nord et de ses capacités en recherche et développement.

Recommandation sur l'agriculture durable

Au cours de sa deuxième journée de séance plénière, le Parlement Benelux a voté une recommandation relative à l'agriculture durable dans le Benelux. Dans ce contexte, les parlementaires ont identifié l'agriculture comme secteur économique stratégique assurant une alimentation en quantité suffisante, saine et durable. Le développement de nouveaux modèles d'exploitation agricole pourra apporter une réponse aux défis sociétaux et bénéficier à de nombreux acteurs.

Le Green Deal européen servira de cadre pour le renforcement de la coopération au sein du Benelux afin de permettre un meilleur échange d'informations, de connaissances et d'expériences, notamment par le biais de plateformes communes pour l'agriculture biologique.

Les parlementaires s'accordaient sur le fait que la mise en place d'un système efficace de chaînes courtes entre le consommateur et l'agriculteur entraînera un regain d'intérêt pour la production biologique et aura des effets positifs sur l'environnement.

L'objectif est d'arriver à 25 % d'agriculture biologique jusqu'en 2030 en soutenant activement les agriculteurs qui souhaitent passer à une agriculture plus durable.

Les parlementaires des trois pays ont également souligné que, parallèlement, il faudra garantir la durabilité de l'agriculture traditionnelle et laisser aux agriculteurs le libre choix de pouvoir s'orienter vers l'une ou l'autre voie.

Perspectives et évolution des trains de nuit

En cette année européenne du train, une recommandation relative au retour des trains de nuit au départ du Benelux a également trouvé l'aval des parlementaires. En effet, les trains de nuit représentent un enjeu économique et touristique majeur ainsi qu'un tournant dans la politique environnementale. Il y est question de positionner la dynamique des trains dans le débat de relance de l'UE, notamment en matière de développement durable, ce type de transport étant écologiquement plus viable que le transport aérien.



Le Parlement Benelux s'est réuni en séance plénière à Bruxelles.

Le Parlement Benelux a finalement mis en avant le rôle fédérateur des parlements nationaux dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, étant donné qu'ils sont le point de référence dans la recherche du dialogue avec les citoyens. Dans ce contexte, les parlementaires ont insisté sur l'importance de faire entendre la voix du Parlement Benelux et de soutenir cette démarche européenne dans le but de garantir la démocratie, la paix, la sécurité et le progrès social.

En raison des mesures sanitaires en vigueur, la réunion a eu lieu sous forme hybride. La délégation luxembourgeoise était composée de Mme Cécile Hemmen, Présidente, Mme Diane Adehm, M. Jeff Engelen, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, Mme Lydia Mutsch et M. Gilles Roth, membres effectifs.

Remise de décorations honorifiques

À l'occasion de la fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis les distinctions honorifiques suivantes à des membres de la Chambre des Députés et de l'Administration parlementaire :

Grand Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne : M. Claude Frieseisen, Secrétaire général honoraire *(au milieu)*

Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne : Mme Diane Adehm, députée

Officier de l'Ordre de Mérite : M. Marc Baum, député

Chevalier de l'Ordre de Mérite : M. Pascal Gross, inspecteur *(à gauche)*, M. Christoph Herbrig *(à droite)* et Mme Sandy Reuter *(2e de gauche)*, rédacteurs



Luxembourg Pride Week



Mam Fändel an de Reeboufaarwen huet d'Chamber sech mat der Luxembourg Pride solidaresch gewisen.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu ...



... le Président sortant de la Cour supérieure de Justice, M. Jean-Claude Wiwinius (2e de droite), de même que le nouveau Président, M. Roger Linden (2e de gauche), en présence du Secrétaire général de la Chambre, M. Laurent Scheeck (à gauche)



... le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et européennes de la République slovaque, M. Martin Klus

Accord LU-Malte : informations classifiées

7502 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Malte relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à New York, le 26 septembre 2019

Le projet de loi a pour objet de porter approbation à l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Malte relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à New York, le 26 septembre 2019.

L'Accord suit le même modèle qu'une série d'autres accords relatifs à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées déjà conclus avec un certain nombre d'autres pays. Tous ces accords reposent sur la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à protection des pièces et aux habilitations de sécurité. Les accords définissent le type de documents et d'informations visés ainsi que les niveaux et mesures de protection réciproque.

L'Accord a été négocié par l'Autorité nationale de sécurité (ANS) en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères et européennes. Il a été signé le 26 septembre 2019 à New York.

Les articles 1 à 4 visent à définir le champ d'application, à établir des définitions communes des termes utilisés, à établir des équivalences entre les différents niveaux de classification nationaux, ainsi qu'à définir les autorités nationales de sécurité compétentes.

Sont définies ensuite les mesures applicables à la protection d'informations classifiées, ainsi qu'au transfert, à la reproduction et traduction, de même qu'à la destruction de celles-ci (articles 5 à 8).

L'article 9 porte sur les modalités de conclusion et d'exécution de contrats classifiés (le terme « contrat classifié » étant défini dans l'article 2). Dans le cadre de leur coopération, les autorités nationales de sécurité peuvent effectuer des visites mutuelles selon les règles établies dans l'article 10.

En cas d'infraction à la sécurité, l'autorité nationale concernée doit en informer immédiatement l'autorité nationale de l'autre partie et prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter les conséquences conformément à l'article 11. Enfin, les articles 12 à 14 contiennent des dispositions relatives aux frais, au règlement des litiges ainsi qu'à l'entrée en vigueur, la durée et la modification de l'Accord.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 06.12.2019
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

28.09.2020	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.11.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.11.2020
Loi du 30 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 968, page 1

Procédure WLTP

7506 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

Le présent projet de loi a pour objet une adaptation de la législation nationale suite à des changements dans la législation européenne, à savoir les modifications de la directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil européen du 5 septembre 2007 établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques destinés à ces véhicules, apportées par le Règlement (UE) 2017/1151 de la Commission du 1er juin 2017.

Il s'agit de mettre en œuvre la transition du cycle d'essai « New European Driving Cycle » (NEDC) vers le cycle d'essai « Worldwide Harmonised Light Vehicle Test Procedure » (WLTP) et d'adapter en conséquence les valeurs de base servant au calcul de la taxe sur les véhicules routiers.

Au Luxembourg, la taxe sur les véhicules routiers est calculée en fonction du type de motorisation et des émissions de CO_2. Le présent projet de loi vise donc à remplacer l'ancienne référence à la valeur combinée de CO_2 en g/km déterminée lors du cycle d'essai dit NEDC à la nouvelle référence WLTP telle que reprise au certificat de conformité communautaire défini à l'annexe IX de la directive 2007/46/CEE. Actuellement, comme le cycle NEDC n'est plus applicable depuis le 1er septembre 2017 pour la réception des nouveaux types de véhicules, les constructeurs doivent obligatoirement indiquer pendant une phase transitoire, allant jusqu'au 31 décembre 2020, à la fois les valeurs NEDC et les valeurs WLTP sur les certificats de conformité.

Sur base du présent projet de loi, les nouvelles valeurs WLTP serviront de base pour calculer la taxe pour les voitures à personnes de la catégorie M1 dont la 1re mise en circulation est effectuée à partir du 1er janvier 2021. Les nouvelles valeurs ne seront par contre pas appliquées de manière rétroactive lors du calcul de la taxe pour les voitures précitées déjà immatriculées au Luxembourg avant le 1er janvier 2021.

Enfin, le projet de loi amendé propose d'augmenter le montant de la taxe qui peut être remboursé aux familles nombreuses d'au moins cinq personnes. Jamais adapté depuis son introduction en 2008, ledit montant augmentera de 80 euros actuellement à 125 euros.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 18.12.2019
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :

13.02.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
27.02.2020	Présentation et examen d'une série d'amendements parlementaires Adoption des amendements parlementaires
05.03.2020	Adoption d'une deuxième série d'amendements parlementaires
02.07.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une troisième série d'amendements parlementaires
22.10.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.10.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

13.02.2020	Présentation du projet de loi
27.02.2020	Présentation et examen d'une série d'amendements parlementaires

Vote en séance publique : 18.11.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1001, page 1

Accord LU-Serbie : informations classifiées

7602 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Serbie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 4 février 2020

Le projet de loi a pour objet de porter approbation à l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Serbie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 4 février 2020.

L'Accord suit le même modèle qu'une série d'autres accords relatifs à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées déjà conclus avec un certain nombre d'autres pays. Tous ces accords reposent sur la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à protection des pièces et aux habilitations de sécurité. Les accords définissent le type de documents et d'informations visés ainsi que les niveaux et mesures de protection réciproque.

L'Accord a été préparé lors d'une visite des autorités serbes à Luxembourg en janvier 2018, suivie d'une visite de retour en août 2019. L'accord a été signé le 4 février 2020 à Luxembourg.

Les articles 1 à 4 visent à définir le champ d'application, à établir des définitions communes des termes utilisés, à établir des équivalences entre les différents niveaux de classification nationaux, ainsi qu'à définir les autorités nationales de sécurité compétentes.

Sont définies ensuite les mesures applicables à la protection d'informations classifiées, ainsi qu'au transfert, à la reproduction et traduction, de même qu'à la destruction de celles-ci (articles 5 à 8).

L'article 9 porte sur les modalités de conclusion et d'exécution de contrats classifiés (le terme « contrat classifié » étant défini dans l'article 2). Dans le cadre de leur coopération, les autorités nationales de sécurité peuvent effectuer des visites mutuelles selon les règles établies dans l'article 10.

En cas d'infraction à la sécurité, l'autorité nationale concernée doit en informer immédiatement l'autorité nationale de l'autre partie et prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter les conséquences conformément à l'article 11. Enfin, les articles 12 à 14 contiennent des dispositions relatives aux frais, au règlement des litiges ainsi qu'à l'entrée en vigueur, la durée et la modification de l'Accord.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.05.2020
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

28.09.2020	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.11.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.11.2020
Loi du 30 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 967, page 1

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat sur la politique européenne et étrangère**
   - Débat : M. Claude Wiseler (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn) (dépôt des motions 1 et 2) - M. Gusty Graas - M. Yves Cruchten (dépôt de la motion 3) - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser (dépôt de la motion 4) - M. David Wagner - M. Sven Clement - Mme Viviane Reding
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. le Ministre Jean Asselborn - M. David Wagner (parole après ministre) - M. le Ministre Jean Asselborn (intervention de M. David Wagner)
   - Motion 1 : M. Sven Clement - M. Yves Cruchten
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. David Wagner - M. Yves Cruchten - M. Sven Clement - M. Claude Wiseler - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Claude Wiseler (parole après ministre)
   - Vote sur la motion 2 (adoptée)
   - Motion 3 : M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 3 (adoptée)
   - Motion 4 : M. Claude Wiseler - M. David Wagner - M. Yves Cruchten - M. Claude Wiseler
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
3. **7529 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo, le 17 juillet 2018**
   - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. David Wagner (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. **7502 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Malte relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à New York, le 26 septembre 2019**

   7602 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Serbie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 4 février 2020
   - Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile sur les projets de loi 7502 et 7602 : Mme Lydia Mutsch
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
   - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Jean Asselborn, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Nee, Här President.

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

M. Fernand Etgen, *Président.*- Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik vun der Regierung. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner, den Här Sven Clement an d'Madamm Viviane Reding. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen.

Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. D'lescht Joer op där selwechter Plaz - et war net op där selwechter Plaz, mee an där selwechter Debatt - hu mir gefrot als CSV-Fraktioun, datt mer sollten e Pabeier kréien iwwert d'aussepolitesch Strategie, iwwert d'Ziler, iwwert d'Moyenen, iwwert d'Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg Aussepolitik maachen, well mer wollten eng Novollzéibarkeet kréien, well mer wollte kucken, datt mer deen esou wichtege Konsensus, dee mer an der Aussepolitik als klengt Land solle fannen, och kéinten um Pabeier novollzéien an och wëssen, wat fir eng Zilsetzungen dës Aussepolitik vun der Regierung huet.

Mir haten eng Motioun hannerluecht. Mir kruten als Äntwert, datt de Regierungsprogramm eng sougenannt „planification stratégique" géif virgesinn, datt do géif d'Matrice vun de Relation-extérieure festgesat ginn. Mir hate versprach kritt, datt zumindest dat géif gemaach ginn. Ech stellen haut, annerhalleft Joer duerno, fest, datt dat selbstverständlech net geschitt ass, datt mer keen esou e Pabeier kruten an datt mer och Schwieregkeeten hunn, an deem, wat an deene leschte Méint geschitt ass, ëmmer eng Linn an der Lëtzebuerger Aussepolitik ze erkennen.

An d'Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Gëtt et e minimaalt Konzept vun eiser Lëtzebuerger Aussepolitik? Gëtt et Zilsetzungen? Gëtt et och Methoden, déi mer huele respektiv déi mer net huelen, wa mer Aussepolitik maachen?

Ech hunn dem Här Ausseminister, dem Här Asselborn seng Ried gëschter gutt nogelauschtert an ech hu fonnt, datt en en Tour, esou wéi oft, ronderëm d'ganz Welt gemaach huet. En huet dat kommentéiert, mee ech hunn net doranner erkannt, wat dann déi grouss Richtlinne vun eiser Aussepolitik wéilte sinn.

An ech hat, wann ech dat resuméieren, am Fong dräi Impressiounen an deem leschte Joer: datt den Ausseminister - mee mir hunn dat schonn hei gesot - ganz oft de Chefkommentator vun dem EU-Conseil op deene verschiddensten europäeschen Tëleeë war. Seng Kommentare sinn dobäi ganz oft cool, mee wann e se bis gesot huet, stellen ech mer eigentlech d'Fro: Wat wëlle mer dann elo als Lëtzebuerg an der Aussepolitik, ausser datt mer d'Saachen zesummen a gemeinsam wëllen an ausser datt mer dem Här Kurz heiansdo d'Wourecht soen? Mee do hu mer scho virun engem Mount driwwer geschwat. Ech ginn also net nach eng Kéier op dee Sujet an. Dat ass heiansdo sympathesch. Dat ass heiansdo fir mech net novollzéibar. Mee ech vermësse ganz oft eng Linn an deem, wéi mer eis behuelen, an deem, wat mer soen.

Ech hunn och d'Impressioun, datt d'Aussepolitik ganz oft aus Eenzelaktioune vum Ausseminister besteet, wou heiansdo seng privat, seng perséinlech Prioritéite sech erëmspigelen, mee net ëmmer déi Regierungspolitik, esou wéi se an engem Konzept aus engem Goss sollt gemaach ginn. Och doriwwer hu mer scho geschwat. Ech mengen domat ënner anerem déi repetitiv Palästinenseraussoen, déi en hei mécht, déi ech éischter als eng Privatinitiativ empfanne wéi als eng konzertéiert Lëtzebuerger Aussepolitik. An ech hu gëschter erëm am Ausseminister senger Ried och iwwert dee Sujet héieren, datt Israel un allem schold ass, a kee Wuert iwwert d'Froe vu Mënscherechter, vun Demokratie, déi op där anerer Säit awer och bei der Hamas sécherlech Realitéit sinn. Och do hätte mer gär méi equilibréiert Aussoen. Mir wëssen, datt d'Torten op béid Säite sinn. A mir fannen, datt Lëtzebuerg eng Zweestaateléisung soll ustriewen, mee awer am Equiliber vun de Positiounen tëschent deem engen an deem aneren.

Ech weess net, ob dat d'Regierungspolitik ass, wat den Ausseminister hei mécht. Heiansdo hunn ech d'Impressioun, datt an deenen doten Dossieren d'Regierung den Ausseminister einfach lafe léisst.

Eng drëtt Impressioun, dat ass déi, datt Aussepolitik jo net ëmmer vum Ausseminister gemaach gëtt, mee selbstverständlech och vum Premier, vum Verteidegungsminister, vum Kooperatiounsminister, vun anere Fachministeren. An do stellt sech d'Fro: Ass an där Politik iergendwellech Koordinatioun dran? Wou ass d'Linn? Wou sinn déi gemeinsam Ziler? Wou ass déi gemeinsam Koordinatioun? Heiansdo huet een d'Impressioun, datt jiddwereen dat seet a jiddwereen dat mécht, wat e wëllt a wat am Interêt vu sengem Departement ass. An ech ginn lech do wierklech gär e puer Beispiller, fir datt Der gesitt, wat ech mengen.

Dat éischt Beispill, dat ass de Premierminister a senger Pressekonferenz ouni de Boris Johnson virun der Dier vun dem Haus vun de fréieren Affaires étrangères, wou am Fong de Premier de britteschen Ausseminister richteg virgefouert huet zu engem extreem kriddelegen ...

(Interruption)

... de brittesche Premierminister - Dir hutt Recht - virgefouert huet zu engem ganz sensibele Moment, kriddelegen Zäitpunkt vun de Brexit-Negociatiounen, an dat virun der ganzer Weltpress! Ech hunn dat als eng onräif Prestatioun empfonnt. An eng Prestatioun, déi u sech Lëtzebuerg net gehollef huet. An ech hunn doriwwer dee Moment kee Kommentar vum Lëtzebuerger Ausseminister héieren.

Ech mengen, zweetens, och dee groussen Optrëtt vun eisem Vizepremier, dem Dan Kersch, am Juni 2019, dee staatsmännesch eng Äntwert ginn huet op eng Fro, déi kee Mënsch em gestallt hat, andeem e gesot huet, e géif demissionéieren, wa Lëtzebuerg un engem Krich géint Iran géif participéieren. Dat war eng couragéiert Ausso, well de Risiko, datt mer géifen un esou engem Krich participéieren, dee war nu wierklech minim, wann net null. An esou Aussoen droe sécherlech och net zur Kredibilitéit vun der Lëtzebuerger Aussepolitik bäi. An och do hunn ech kee Wuert vun eisem Ausseminister iwwert deen Typ vun Ausso héieren.

Mäin drëtt Beispill, dat ass dat vum deemolege Vizepremier a Wirtschaftsminister, dem Étienne Schneider, dee mam Finanzminister zesummen eng Wirtschaftsmissioun an d'Vereenegt Arabesch Emirater am Januar 2020 mécht, wou da festgestallt gëtt, mat groussem Pomp, datt eis grouss Ziler déi selwecht sinn, datt mer an deene selwechte Secteure schaffen: Innovatioun, Espace, Énergie renouvelable, Santé, Logistik, Tourismus, FinTech an esou weider an esou virun, wou mer grouss Kooperatiounsaccorden dann ënnerschreiwen a wou mer ofmaachen, datt mer eng ganz verdéifte Coopération bilaterale mat deem Land wëllen agoen. An als grouss Reunioun, zum Schluss vun där Rees, ass dann eng Entrevue mam Ministre de la Tolérance. Mam „Ministre de la Tolérance"!

Sou, an da komme mer hei an d'Chamber, da mécht den David Wagner eng Motioun vun deene Lénken, e reecht déi eran, wou en da seet: „Ma mir hätten awer gär vun der Regierung, datt d'Regierung sech och géif asetzen, fir datt déi Leit, déi Journalisten, déi an de Prisonge wären, géife fräigelooss ginn an datt mer och de Respekt vun de Mënscherechter géifen afuerderen oder zumindest uschwätzen an deenen Diskussiounen, déi mer mat de Vereenegten Arabeschen Emirater hunn." An da kréie mer déi hei vun der Chamber ofgeleent! Dat fannen ech natierlech kontradiktoresch, wann een op där enger Säit déi Politik mat esou Länner mécht, ouni dann emol hei ze akzeptéieren, datt een och muss d'Mënscherechtssujeten uschwätzen, an op där anerer Säit bei der UNO da probéiert, e Sëtz an der Mënscherechtskommissioun ze kréien.

A mäi véiert Beispill, dat ass deen anere Vizepremier, de François Bausch, deen am Oktober 2019 a China op Chengdu fiert, wat alles okay ass, fir dat ze maachen, mee da virun der gesamter Lëtzebuerger Press op d'Mënscherechter ugeschwat seet, datt en iwwerzeegt wier, datt China duerch déi ekonomesch a sozial Entwécklung, déi mer mat hinnen hunn, duerch déi Relatiounen, déi mer mat hinnen opbauen, notamment ekonomesch Relatiounen, déi mer mat hinnen opbauen, sech ëmmer méi no op déi europäesch Mënscherechtsstandarde géif zoubeweegen.

Ech muss Iech soen: Ech mengen net, datt de François Bausch, a mat him d'Lëtzebuerger Regierung, do Recht huet. Ech mengen, datt China seng eege Standarden huet, déi wäit ewech si vun deene vun der Europäescher Unioun, datt et sech net deene Standarde nähert. A wann ech kucken, wat an deene leschte Méint zu Hongkong geschitt ass, a wann ech kucken, wat mat den Uiguren a China geschitt, wou Der jo och gëschter net driwwer geschwat hutt, da froen ech mech, ob déi do Approche nach d'Strooss hält. Wéi gesot, op där anerer Säit siche mer e Sëtz am UNO-Mënscherechtsrot, wat ech honnertprozenteg ënnerstëtzen, mee ech mengen, da muss an eiser koordinéierter Aussepolitik, déi och vun anere Ministere bedriwwe gëtt, och do eng konsequent Haltung sinn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President!

Nee, ech wollt just soen, Här Wiseler, dann hutt Der schlecht gelauschtert! Ech hu kloer och d'Uigure genannt, op jidde Fall déi Regioun, wou se liewen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da war dat déi zéng Sekonnen, wou ech net opgepasst hunn an Ärer Ried, Här Asselborn. Dat deet mer da leed. Mee ech géif mengen, datt Der awer och dat do sollt de Kolleegen an der Regierung weidersoen, déi och Lëtzebuerg dobausse vertrieden an déi domat och en Deel Aussepolitik maachen.

An dat alles, dat ass jo an Zäiten, wou alles riichtleeft, wou net vill Changementer sinn, kee Problem. Mee haut si mer awer net méi a rouegen aussepoliteschen Zäiten. Haut si mer an enger Zäit, wou d'Welt changéiert, wou Paradigme wiesselen, wou een net méi ka weiderfueren, wéi wann näischt wier. An d'Analys vun deem, wat amgaang ass ze geschéien, déi muss och do sech beweegen, datt mer eng konsequent Astellung an Ëmstellung vun eiser Aussepolitik virhuelen.

An dee gréissten Iertum, mengen ech, deen een haut kéint maachen, dat ass, net ze gesinn, datt d'Welt total geännert huet säit där Zäit, 2004, wou den Här Asselborn Ausseminister ginn ass. Well dat war eng Zäit, no 1989, wou mer - nom Fall vun der Mauer - gemengt hunn, datt deen demokratesche Modell sech géif ëmmer weider an der Welt entwéckelen, datt Moral, Fräiheet, Mënscherechter, Fridde sech géife lues a lues ronderëm d'Welt etabléieren, datt d'Vereenegt Staaten an Europa déi geopolitesch Stabilitéit erreecht hätten. Dorun ze gleewen, war, an dat muss ee kloer soen, e Feeler. D'Welt ass ëmmer a Beweegung, och oft ouni datt mer et mierken. An heiansdo, andeem mer et mierken an andeem mer net dorop reagéieren, op jidde Fall net fréi genuch reagéieren.

Fir mech huet dee grousse Changement u sech 2014 ugefaangen, mat der Annexioun vun der Krim duerch Russland. Eng illegal Annexioun, dat ass kloer a mengen Aen, mee haaptsächlech eng Annexioun, déi an Europa duerch militäresch Interventioun gemaach ginn ass a wou duerch Force Territoirë besat gi sinn. Diplomatie, Integritéit vun de Staaten hunn net méi gezielt. Hei hunn d'Waffe gezielt, inklusiv an Europa. Dat war e Mouvement, dee mer säit laange Joren net méi kannt hunn.

Dat Zweet, dat sinn déi ganz Transformatiounen, déi mer mam Brexit kannt hunn, wou mer jo warscheinlech an e puer Wochen dann um Schluss sinn. Mir hunn eis elo schonn dru gewinnt. Mee ech soen awer: Maache mer eis näischt vir! De Brexit ass näischt anescht wéi d'Afrostellung vun deem gréisste Friddensprojet, dee mer an deene leschte Joerzéngte kannt hunn. Fir mech ass d'Finalitéit, datt Europa zesummekënnt, ëmmer méi zesummekënnt an zesummewiisst, plëtzlech vun engem Moment op deen aneren total a Fro gestallt ginn. Dee Partenariat, déi Solidaritéit, dat gemeinsaamt Liewen, wat mer wollten zesummen opbauen, dat ze inverséieren ass op eemol erëm méiglech ginn; och en neit Element an eng nei Gefor, déi mer mussen, wa mer Aussepolitik maachen, mat betruechten.

Dat Drëtt, dat war d'Elektioun vun dem neien amerikanesche President, dem Här Trump, dee wärend véier Joer eng absolutt isolationistesch Politik gemaach huet, déi konsequent Méiglechkeeten opginn huet, fir d'Weltuerdnung ze influenzéieren, an deen och konsequent d'Prinzippie vum Multilateralismus a Fro gestallt huet an deen och net gezéckt huet, wéi zum Beispill bei de Kurden a Syrien, seng Frënn am Stach ze loossen, och wann déi jorelaang gehollef hunn, géint den islamisteschen Terror ze kämpfen. Ech hunn dat sengerzäit net fir méiglech gehalen. Dat ass awer an deene leschte Joren einfach d'Realitéit gewiescht. Mir wëssen elo, datt et méiglech ka sinn. Och wann d'amerikanesch Walen elo en anert Resultat bruecht hunn, wësse mer awer, datt déi Positioun méiglech ass, an dofir musse mer als Europa dorobber reagéieren.

An dee fënnefte Punkt, dat ass e China, wat seng Muecht ëmmer méi spille léisst, wat net e Profil bas bedreift, wéi et dat déi lescht Joerzéngte gemaach huet, a wat net nëmme seng national Ekonomie virundréckt, mee de President Xi huet mat Kraaft a Vitess seng Strategie weltwäit imposéiert.

An dee leschte Punkt, dat ass dann e Russland, wat sech nom Boris Jelzin net, wéi erhofft, Schrëtt fir Schrëtt der Demokratie nähert, mee dem Här Putin säin Zil ass e russeschen Nationalismus, ass et, russesch Kraaft duerchzesetzen. An dat mécht en och.

An derbäi kënnt, datt mer an Europa momentan schwaach sinn, oneens no bannen an och schwéierfälleg. Mir ginn ugegraff - ugegraff am diplomatesche Sënn - vum Här Putin, vum Här Erdoğan. Mir gesinn och, datt an okzidentaleschen Demokratien notamment Russland probéiert sech anzemëschen. De Rapport Mueller an Amerika huet dat relativ kloer gesot. Mir hunn intern Geforen duerch Rechtsextremismus an Italien, a Frankräich, souguer an Däitschland. Mir hu Verteidegungsstrukturen, déi mer heiansdo selwer a Fro stellen, ech kommen duerno nach drop zréck, mat der NATO. Mir hunn

d'Rechtsstaatlechkeet an der EU, déi a Fro gestallt gëtt duerch Ungarn an duerch Polen. D'Welt ass anescht!

D'Welt ass anescht, et ass eng aner Weltuerdnung. Mir kënnen net méi esou weiderfuere wéi virdrun. Virun 30 Joer hate mer gemengt, mir wären op der Gewënnerstrooss. Dat ass haut net de Fall. Haut si mer par rapport zu anere Groussmuechte schwaach an enger Welt, déi weesentlech méi brutal ginn ass, wéi dat an deene leschte Joerzéngten de Fall war, an enger Weltuerdnung, wou vill anerer och hir Plaz gären hätten, mat hire Methoden - wat net eis Methode sinn.

Wa mer dat net verstinn, hu mer keng Chance. A mir mussen eis eens ginn, a wat fir engem europäesche Format mer wëllen nach eng international Roll an Zukunft spillen a wat d'Roll vu Lëtzebuerg an deem Format ass. Wéi kënne mer eis stäerken a wéi kënne mer eis Stäerkte konsequent ausspillen?

Ech mengen, d'Madamm von der Leyen - an déi nei Kommissioun - huet dat relativ kloer erkannt, andeem se seet, si géif gär eng geostrateegesch Kommissioun maachen. Wat näischt anescht heescht, wéi datt se déi Stäerkten, déi mer hunn, benotze wëllt, déi ekonomesch Stäerkten, déi kulturell Stäerkten, mee och déi militäresch Stäerkten, déi eenzel Länner an Europa nach ëmmer hunn, fir eis Interêten, eis Iddien, eis Sécherheet an eis Zukunft virzebereeden.

Si huet et verstanen. Ech weess awer net, ob se et duerchgesat kritt! Well mir wësse jo och, a mir hunn dat an deene leschte Conseile jo oft gesinn, wéi verschidde Länner d'Ëmsetzung vun där geostrateegescher Kommissioun och lues a lues, awer konstant bremsen. An ech mengen, datt an enger Diskussioun iwwert d'Zukunft vun Europa dat ee vun den Haapttheemae muss ginn, déi mer uschwätzen. An hei ass natierlech d'Fro: Wéi verhale mir eis als Lëtzebuerg an där doter Situatioun?

Dat huet natierlech eng Influenz op déi Aussoen, déi mer an der Europapolitik maachen. An ech géif der just gär e puer opzielen: Dat Éischt sinn zum Beispill evidenterweis eis Positiounen, wann et ëm de Budget an Europa geet. Et ass kloer, datt eng zukünfteg budgetär Situatioun, also e Pluriannuel, e budgetäre Pluriannuel an Europa och muss nei Politicke kënne finanzéieren, nei Politicken, wéi Sécherheetspoliticken, wéi Recherchepoliticken, déi mer brauchen, wa mer Europa wëlle méi stabel maachen. Dofir musse mer Suen degagéieren oder dofir musse mer nei Ressourcë schafen.

Dat Zweet, dat ass, wat den Elargissement ugeet: Do ass et natierlech och esou, datt mer musse geostrateegesch Gedanken hunn. Et ass fir mech evident, datt déi ganz Froen, déi sech um Balkan stellen, och musse ganz haart a ganz kloer beäntwert ginn; ob dat elo Albanien, Nordmazedonien, Montenegro oder Serbien ass, ass mer och - jiddwereen a senge Phasen - zimmlech egal, mee si gehéiere schlussendlech an Europa. An dofir muss dee Reflex ganz kloer sinn. A maache mer dee Reflex net esou, datt mer kloer an däitlech soen, wat mer wëllen, dann ass et absolutt evident, datt aner Länner, wéi China oder wéi Russland, sech wäerte lues a lues do etabléieren.

Déi sinn och amgaang dat ze maachen. An dofir hunn ech fonnt, datt déi Bremstaktik, déi de President Macron virun e puer Méint ageluecht huet, einfach vum Bild hier, wat mer ofginn hunn, eng Katastroph war. An ech sinn elo frou, datt mer op eng aner Schinn komm sinn. Dir hutt gëschter, Här Asselborn, gesot: „Si brauchen Zäit." Dat ass absolutt richteg. Jo, si brauchen Zäit. Mee mir däerfe se awer och net decouragéieren, well heiansdo ginn d'Decisiounen an aner Richtunge ganz schnell. Eng ganz virsiichteg Politik ass also do ubruecht.

Deen nächste Punkt, dat ass dee vun der Rechtsstaatlechkeet. Deen ass fir mech an de Prinzippie jo absolutt kloer. Et kann net sinn, datt deen, dee Prinzippien net respektéiert, och nach vun der Europäescher Unioun kritt! Ob dat elo Polen ass, ob dat elo Ungarn ass, Tschechien, Rumänien, wat och ëmmer déi Länner sinn, déi Problemer mat der Rechtsstaatlechkeet ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Slowenien.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... Slowenien, déi Problemer mat der Rechtsstaatlechkeet hunn. An ech mengen, datt mer do voll d'Kommissioun sollen ënnerstëtzen an där Positioun, déi se ageholl huet. Dat hutt Der och gëschter an aller Däitlechkeet esou am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung zum Ausdrock bruecht an do war ech ganz frou driwwer.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir deen anere Prinzip, dat ass dee vun der Solidaritéit: Ouni Solidaritéit, notamment an der Flüchtlingspolitik, geet et net. An du kanns net op där enger Säit fir déi aner Solidaritéit refuséieren a fir dech se awer beusprochen, wann s de gär eppes häss. Dat geet evidenterweis net! An do hutt Der och Recht an Ären Aussoen.

Deen nächste Punkt sinn eis Aussoen, déi mer iwwer Aussepolitik a Verteidegungspolitik kënnen hunn. Fir eis besteet keen Zweifel, datt mer mussen op d'Unanimitéit an deene Gebidder verzichten, well mer brauchen eng gemeinsam Aussepolitik a mir brauchen eng gemeinsam Verteidegungspolitik.

Wéi mer et hikréien, ass heiansdo ganz schwéier, well mer wëssen, datt an deene grousse Länner an a ville Länner do innepolitesch Grënn matspillen. Ech fannen et och heiansdo lamentabel, wann ech gesinn, wa mer eng Decisioun, zum Beispill par rapport zu Russland, huelen, déi scho ganz schwiereg ass ze huelen, datt dann aus verschiddene Länner Ausseministeren dohinner pilgeren, fir hinnen ze erklären: „Mir hunn dat zwar matgemaach, mee et ass net eis Schold. Et ass deenen aneren hir Schold." Esou mécht ee keng europäesch Aussepolitik! Esou komme mer net weider. An dat ass awer ee vun de weesentlechste Punkten. An dat ass och ee vun de fundamentale Problemer vun der europäescher Konstruktioun.

Deen nächste Punkt, dat ass de Brexit. Do wëll ech haut net vill driwwer soen. D'nächst Woch wäert mäi Kolleeg, de Laurent Mosar, nach eng Question élargie doriwwer stellen. Dat Eenzegt, wat ech wollt doriwwer soen, dat ass, datt ech awer do emol eng Kéier am Positive festgestallt hunn, datt mer et fäerdegbruecht hunn, wärend quasiment deenen zwee Joer awer eng Unanimitéit ze halen, datt den Här Barnier eng Politik gemaach huet, wou quasiment jiddweree mat ... net quasiment, wou jiddweree mat u Bord war, an datt mer kloer, propper, transparent eng Linn vun hanne bis vir gefouert hunn. Elo musse mer nach kucken, wéi et ausgeet. Mee zumindest hunn ech dat ganz staark fonnt vum Här Barnier a vun all deene Leit, déi do mat dru geschafft hunn.

An da wëll ech soen, Här Ausseminister, am Kader vum Brexit - ech hunn dat säit dräi Joer scho gesot - fannen ech et net normal, datt eis Interêten an Irland vun engem Ambassadeur zu London vertruede ginn. An ech wëll nach eng Kéier hei e Plädoyer halen, fir eng Ambassade zu Dublin opzemaachen.

Irland ass e Partner, gëtt ëmmer méi e Partner an engem Europa, wou Groussbritannien net dran ass. Irland ass och e Konkurrent, a mir hu besser ze wëssen, wat an Irland geschitt, fir datt mer wëssen, wéi mir zu Lëtzebuerg kënne reagéieren. Et ass sécherlech a mengen Ae wichteg, mat Irland méi Relatiounen an Zukunft ze hunn.

A wa mer schonns bei den Ambassadë sinn, dann, säit Dir Ausseminister sidd, Här Asselborn, ass u sech dat diplomatescht Personal verduebelt ginn, op 150 Leit. Ech fannen et och wichteg, datt mer uerdentlech dobausse representéiert sinn. Ech soen lech just, ech hunn dat och schonn e puermol gesot: Ech fannen et wierklech onsënneg, datt mer zwee Reseauen hunn: ee Reseau vun Ambassaden an ee Reseau vun ekonomesche Missiounen dobaussen.

Et ass a mengen Ae ganz kloer, datt dat einfach zesummegehéiert, well d'Capacitéiten, déi mer hunn, schonn net esou grouss sinn a well et dach einfach normal wier, wa mer se géifen zesummeleeën, a wa mer och Rivalitéiten, déi ëmmer, an dat ass mënschlech, entstinn, esou kéinten ausser Kraaft setzen.

An ech soen lech mat e wéineg Ironie, mee et ass mer am Fong eescht gemengt: Et ass elo en neie Wirtschaftsminister do. Deen huet vläicht net gradesou e risegen Ego, wéi dee virdrun een hat ...

(Hilarité)

... an ass vläicht e wéineg manner profilsüchteg. Dofir roden ech lech: Profitéiert elo dovunner, fir dat zesummenzeleeën! Et weess een net, wéi laang et dauert beim Här Fayot!

Ee Wuert zur Afrika-Politik, well déi läit mer och wierklech um Häerz. D'Kommissioun wëllt eng nei Afrika-Politik maachen. Si wëllt d'Afrika-Politik als e groussen Deel vun hirer Aussepolitik maachen. Wat natierlech besonnesch ass, well se domat am Fong d'Zilsetzung vun der Aussepolitik a vun der Afrika-Politik changéiert, andeem se et vun enger Kooperatiounspolitik deelweis eriwwershift op eng klassesch Aussepolitik.

Ech fannen dat absolutt richteg esou. Mir maache mat Afrika net nëmme Kooperatioun, mir maachen och wirtschaftlech - richteg wirtschaftlech - Partnerschaften. Mir maachen och Rechercheprojeten, mir maachen och Entwécklungsprojeten zesummen. An ech soe mer kloer an däitlech, datt, wann d'Kommissioun esou Politicken op de Wee bréngt, dann ass et sécherlech fir Lëtzebuerg vu Wichtegkeet, datt mer do derbäi sinn an datt mer dat vun Ufank un ënnerstëtzend matmaachen. Well do hu mer sécherlech eng Roll dran ze spillen.

Ech war och ganz frou, gëschter aus Ärem Mond ze héieren iwwert d'Gesetzgeebung vum Devoir de diligence, datt Der kloer Wierder gëschter gesot hutt, datt Der déi europäesch Léisung am Kader vum Devoir de diligence wëllt drécken. Ech fannen dat wichteg. Am beschten, mir géifen eng europäesch Léisung hei fannen, mee wann dat net de Fall ass, esou hunn ech op jidde Fall Är Ausso emol verstanen, dann ass en nationale gesetzleche Kader fir Iech och wichteg an envisageabel. Dat ënnerstëtze mer ganz kloer.

Dir hutt och Positioun geholl zur aktueller aussepolitescher Situatioun am Kader vun der Kris vum Coronavirus. An Dir hutt fënnef Enseignementer aus där Kris gezunn. Ech deelen déi alle fënnef. Ech wëll der just nach zwee derbäisetzen, zwou Lektiounen, déi een am Fong kéint léieren.

Dat eent ass natierlech déi vun der Autonomie vun Europa. Eng Onofhängegkeet, déi mer mussen, notamment par rapport zu Medikamenter, hunn, déi mer mussen och par rapport zur Alimentatioun hunn. Dat schéngt mer och evident. An eng, déi mer musse par rapport zur Cybersecurity hunn an déi mer och musse par rapport zur Militärautonomie hunn. Dat schéngt mer evident.

Mee - dat kënnt hannendrun -, well mer och gesinn hunn, datt déi europäesch Länner um Ufank vun der Krisesituatioun awer net ëmmer gradesou solidaresch waren, wéi mir eis et alleguer gewënscht hätten, och virsiichteg zu Lëtzebuerg handelen an eis do och eng gewëssen Autonomie bréngen zu deem, wat mer einfach brauchen, wann eng Krisesituatioun kënnt. Dat waren an dësem Fall Masken a medezinnescht Material. Mee dat kann och bei anere Krisen zum Beispill Energieapprovisionnement, an ech mengen domat Tanklager, sinn. Esou Reflexiounen, wéi mir autonom kënne fonctionéieren, wa mer Krisen hunn, sinn iwwert déi Coronakris hei eraus och zu Lëtzebuerg ze zéien.

A schlussendlech wëll ech mech deem Merci uschléissen, deen Dir schonn ausgedréckt hutt, dem Personal vun den Affaires étrangères an all deenen, déi an den Affaires étrangères gehollef hu sengerzäit, fir awer déi enorm Aarbecht, déi a grousser Hetz, mee och a grousser Disziplinn gefouert ginn ass, fir all eis Leit sécher heemzekréien.

An dann ass natierlech ee vun deene wichtege Sujeten, zu deem ech awer och wëll e puer Wuert soen, mir hunn e viru 14 Deeg schonn hei ugeschnidden, ee vun deenen, wou mer alleguer drënner leiden, säit Joren: Dat ass de Problem vun der Flüchtlingskris, déi eis an Europa bedréckt, well déi Kris d'Schwächt vun Europa - wéi soll ech dat soen? - a bal all hiren Aspekter gemeinsam ugeschwat huet.

Éischtens: dee Mangel u Solidaritéit, dee sech kloer gewisen huet.

Zweetens: déi Incapacitéit, fir Léisungen erbäizeféieren, well d'Strukturen net do waren a well de Leadership einfach opgeléist gi war an deenen europäesche Strukturen, déi net erlaabt hunn, schnell déi noutwendeg Decisiounen ze huelen.

Drëttens: d'Incapacitéit, fir de Rechtsstaat respektéieren ze doen a Länner, déi en net anhalen, souguer et fäerdegbréngen, Urteeler vum Europäesche Geriichtshaff net ze respektéieren.

Véiertens: eis total Irrelevanz, wann et ëm eng Léisung vun internationale Problemer geet. Wat hu mer dann a Syrie fäerdegbruecht, ausser driwwer ze schwätzen?

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Näischt! Näischt! An dat ass de grousse Problem vun der Incapacitéit, fir och Aktioun ze maachen, nodeem datt mer heiansdo grouss Wierder geschwat hunn.

A fënneftens: eis Schwieregkeet, a Krisesituatiounen ze reagéieren. Ech erënneren hei un d'Erpressung, notamment wat d'Flüchtlingen ugeet, vum Här Erdoğan, well d'Decisiounsstrukturen an Europa komplizéiert sinn.

Elo huet d'Kommissioun e Migratiounspak virgeluecht. E Pakt, dee vill Aspekter huet: Asylrecht a Prozeduren, illegal a legal Migratiounen, Migranten, déi am Mier gerett ginn, Grenzofsécherung, Réckféierungen, Familljenzesummeféierung, d'Kooperatioun mat Hierkonftslänner, Prozeduren a Responsabilitéiten, Integratiounsfroe fir déi, déi heibleiwen.

Mir haten hei eng Diskussioun an der Chamber driwwer. An d'Konklusioun, déi d'Regierung aus dëser Diskussioun gezunn huet, ass mer net ganz kloer. Här Asselborn, Dir hutt gesot, Äert Häerz géif hin- an hiergoen: op där enger Säit tëschent engem Refus, well dee Pak net op genuch, net generéis genuch, net solidaresch genuch wär, an op där anerer Säit awer der Akzeptatioun, well et deen eenzege Wee ass, fir Europa weiderzebréngen, fir eng gemeinsam Politik weiderzeféieren.

Ech soe ganz kloer: Ech kann dat zwar verstoen, mee ech mengen, datt d'Lëtzebuerger Regierung géif gutt maachen, net op de Wee vun dem totale Refus ze goen. Well wann Der dat maacht, a wann Europa dat mécht, da blockéiere mer eis, an eisen Aen, definitiv an där doter Diskussioun! Ech weess, datt mer net onbedéngt ëmmer zefridde si mat deem, wat um Dësch läit. Ech weess awer gradesou, datt mer elo musse kucken, fir datt mer dat Bescht do eraushuelen an datt mer emol iwwerhaapt e Pak kréien. Well wa mer näischt kréien, wa mer eis blockéieren, da lafe mer einfach an d'Mauer.

An ech géif wierklech d'Lëtzebuerger Regierung bieden, de Maximum ze maachen, fir hei e Konsensus, zumindest schnell an de grousse Linnen, ze kréien. Well dat, wat um Dësch läit, dat ass realistesch, dat ass effikass, dat gëtt Rechter a Garantien och fir individuell Persounen. Dat ass eng Organisatioun vun obligatorescher Solidaritéit. Dat läit um Sockel vu Responsabilitéiten an et setzt d'Kommissioun an den Zentrum vun enger kohärenter Gouvernance.

An ech soen nach eng Kéier dat, wat ech viru 14 Deeg gesot hunn: Europa huet keng zéng Chancen, fir hei weiderzekommen. Europa huet elo scho jorelaang Echecken an deem Domän gehat. Mir hunn elo eng Chance, fir weiderzekommen. An ech géif Iech wierklech biede matzehëllefen, datt mer déi Chance och kënnen huelen.

D'Lëtzebuerger Aussepolitik an d'europäesch Aussepolitik gëllt et also an deene leschte Joren an haut ze repositionéieren, well d'Verhale vu Länner par rapport zur EU anescht ginn ass, wéi dat an de Joerzéngte virdrun de Fall war. Ech kann hei net alles opzielen, mee e puer Saache wëll ech awer soen iwwert d'Türkei, iwwer China, Russland an d'Vereenegt Staaten.

Ugefaange mat der Türkei: Iwwer 30 Joer, säit 1987, sinn déi Diskussiounen iwwert d'Adhesioun vun der Türkei amgaang. Viru 15 Joer huet de Prozess hei zu Lëtzebuerg d'ailleurs ugefaangen. Déi Zäit huet d'Türkei probéiert, sech un EU-Standarden erunzetaaschten, sech an d'westlech Allianz anzeschreiwen. Haut ass dat anescht, drastesch anescht! Mir hunn et mat enger provokatorescher Regierung an der Türkei ze dinn, déi intern wäit vun de Mënscherechter ewech ass - Meenungsfräiheet, Justizsystem, Gewaltentrennung, Fräiheet am grousse Ganzen, Grondrechter - an déi a Riseschrëtt sech entfernt vun eise Wäerter a vun eise Standarden.

Mee dat ass awer net alles. Well den Här Erdoğan Schwieregkeeten huet a well e sech an enger Sakgaass, souwuel militäresch wéi strateegesch, a Syrie spiert, well en am Land finanziell an ekonomesch a Schwieregkeeten ass, setzt en Europa an d'NATO ënner Drock, fir Finanzen a fir Alliéierter ze fannen, a benotzt dofir d'Flüchtlingen. Dat ass absolutt dramatesch an dat ass absolutt inakzeptabel! Am Mëttelmier mécht e geféierlech Provokatiounen, feindschaftlech Deklaratiounen an e militärescht Drogebare géint Länner, déi Member vun der Europäescher Unioun sinn. Ech ginn elo iwwert d'Waffeliwwerungen a Libyen ewech, well dat gradesou dramatesch ass.

An Nagorny-Karabach, och dovun hu mer viru 14 Deeg hei geschwat, ënnerstëtzt d'Türkei déi aserbaidjanesch Offensiv op eng entscheedend Aart a Weis. An Dir hutt et gëschter kloer an däitlech gesot: Et gi Streebommen agesat, op Ziviliste geziilt, et gi Mercenairen aus Syrie mat Ënnerstëtzung vun der Türkei agesat, et gi Waffen a Fligeren an Drone mat der Ënnerstëtzung vun der Türkei agesat. D'Verantwortung fir Honnerten Doudeger, fir massiv Leit, déi op der Flucht sinn, ass hei ze droen.

Et gëtt eng destabiliséierend, aggressiv Aussepolitik gemaach. An déi türkesch Aussepolitik stellt sech géint d'EU-Aussepolitik a provozéiert d'EU-Aussepolitik. A wat mir wéideet, dat ass, datt d'EU net uerdentlech an net zolidd genuch reagéiert! An elo si mer an enger Situatioun, wou Armenien e Friddensvertrag huet missen ënnerschreiwen, deen an eisen Aen e katastrophale Friddensvertrag ass.

Also verbal Provokatiounen, militäresch Provokatiounen, mee dann och, an do wëll ech och nach eng Kéier drop agoen, déi verbal Provokatioun géint de President Macron! Ech wëll emol net hei widderhuelen, wat driwwer gesot ginn ass, mee wat huet de President Macron gemaach? En huet am Fong just d'Expressiounsfräiheet verteidegt. An d'Expressiounsfräiheet ass ee vun de Grondwäerter, op déi eis Gesellschafte sech opbauen. An dofir soen ech ganz kloer hei: Et geet elo iergendzwousch duer a mir mussen iergendzwousch e Schlussstréch dorënner zéien!

An et fält mer schwéier, et ze soen, well ech vill Frënn hunn, déi aus der Türkei kommen an déi ganz oft hoffen, datt e Méi-no-Kommen zur EU de Regimm an hiert Land géif evoluéieren doen. Mee do, wou mer elo sinn, mengen ech, ass esou eng Partnerschaft awer net méi méiglech an ass deen EU-Adhesiounsprozess net méi méiglech. Dat wësse mer alleguer, mir fäerten awer heiansdo, et ze soen. Mir halen nach de Schäin dozou bäi. Ech mengen, dat ass an dësem Moment net méiglech. Dofir deposéieren ech hei eng Motioun, déi biet dann, dat ze ënnerstëtzen, datt d'EU soll definitiv deen Adhesiounsprozess stoppen, deen do leeft.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que l'Union européenne est « fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de li-

berté, de démocratie, d'égalité, de l'état de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités [...] » (Article 2 Traité UE) ;

- considérant que la République de Turquie, candidate à l'adhésion depuis 1987, s'éloigne politiquement et diplomatiquement de l'Union européenne et ce depuis des décennies : « Le pays continue de s'éloigner toujours plus de l'Union européenne, avec un sérieux recul dans les domaines de l'état de droit et des droits fondamentaux et un affaiblissement des contre-pouvoirs au sein du système politique résultant de l'entrée en vigueur de la réforme constitutionnelle » (Commission européenne sur les « Réformes dans les Balkans occidentaux et en Turquie », 2019) ;

- considérant que le précité éloignement s'est accéléré depuis le lancement du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne le 3 octobre 2005 à Luxembourg ;

- rappelant, à titre d'exemples, l'aggravation du conflit avec les Kurdes depuis 2010, la répression des manifestations de la place Taksim en 2013, le refus d'Ankara du retrait des soldats turcs au nord de Chypre en 2017, les emprisonnements de journalistes, les limogeages de juges et d'enseignants ainsi que la censure d'Internet et des réseaux sociaux depuis 2018, le soutien de la politique d'agression de l'Azerbaïdjan dans la région du Haut-Karabakh, les tensions suscitées en Méditerranée ainsi que les propos inacceptables du Président turc envers le Président de la République française en 2020 ;

- rappelant, de manière générale, « les graves préoccupations de l'UE quant à la dégradation de l'état de droit, des droits fondamentaux et du pouvoir judiciaire » (Rapport annuel de la Commission européenne sur la candidature turque de 2019) ;

- considérant que le développement d'une nouvelle relation géopolitique, économique et culturelle avec le partenaire stratégique qu'est aussi la Turquie au sein du Conseil de l'Europe, de l'OTAN et de l'ONU est d'une importance capitale pour la stabilité régionale de l'Eurasie et de la Méditerranée, pour la paix mondiale ainsi que pour la liberté, la sécurité et le bien-être de nos populations,

invite le Gouvernement

- à s'engager au niveau des institutions de l'Union européenne pour un arrêt définitif du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union ;

- à rappeler à Ankara ses engagements relatifs aux valeurs communes et aux buts communs du Conseil de l'Europe, de l'OTAN et de l'ONU ;

- à s'investir politiquement et diplomatiquement aux niveaux bilatéral, européen et mondial dans la relance d'une nouvelle relation géopolitique, économique et culturelle avec la Turquie basée sur le dialogue durable et les intérêts réciproques.

(s.) Claude Wiseler, Martine Hansen, Viviane Reding, Gilles Roth, Marc Spautz.

An iwwert d'NATO wëll ech dem Ausseminister soen, datt e richteg gesot huet, elo misst an der NATO der Türkei emol eng Kéier den Diks geriicht ginn. Ech soen Iech: Ech weess awer net, ob et duergeet mat engem „Diksriichten". Well ech froe mech, ob eng NATO-Partnerschaft nach méiglech ass an engem Kader, wou een NATO-Land géint en anert NATO-Land am Fong amgaang ass, konstant Provokatiounen ze maachen a militäresch Beweegungen ze maachen, a wou och mat sengem Engagement a wat eng Rei NATO-Länner d'Méiglechkeet an d'Gefor kommen (veuillez lire: a wou och duerch deem säin Engagement eng Rei NATO-Länner méiglecherweis an d'Gefor kommen), fir sech missen iwwer kontraktuell Verbindungen ze engagéieren an engem Krich, deen en anert NATO-Land féiert - deen awer mir net wëllen! An ech mengen, déi Diskussioun muss och an deenen Terme kloer an däitlech gefouert ginn.

Ech ginn Iech d'Motiounen duerno, Här President.

E puer Wuert iwwer China. Och a Saache China-Politik muss een eraus aus der Naivitéit. Et ass net, well mer méi Handel maachen, datt doduerch a China eis Wäerter méi eriwwerkommen. Et muss ee sech einfach bewosst sinn, datt China eng aner Philosophie huet, aner Grondwäerter huet, datt China, an ech soen dat och ganz kloer, eng aner Weltuerdnung wëllt, ëmmer méi Plaz anhuele wëllt. A China huet d'Gréisst, huet d'Kraaft, huet d'Kompetenz, huet d'Energie, fir et ze maachen. An et huet och d'Zäit an d'Dauer, well se en anert Zäitgefill hunn, wéi mir dat hunn.

Ech weess awer och, datt mer China, mat där ekonomescher Gréisst, mat där Wichtegkeet, och där militärescher Gréisst, déi et huet, net kënnen op der Säit loossen. Mir brauche China a verschiddenen Domänen als Partner, a wier et schonn nëmmen, fir alles dat, wat d'Klimaprotektioun ugeet, hinzekréien. Mir wëssen och, datt mer China als Competiteur hunn a brauchen. Mir wëssen awer och, an dat musse mer kloer an däitlech soen, datt China an där Kompetitioun net ëmmer fair spillt par rapport zu Reegelen, déi mer wëlle gemeinsam festsetzen an déi mer och an der WTO gemeinsam festgesat hunn. A mir mussen eis bewosst sinn, datt schlussendlech China e systeemesche Rival ass, laanscht deen een net ka kommen, an dee musse mer och esou consideréieren.

An da soen ech ganz kloer: Dat brénge mer net fäerdeg als Eenzellänner, dofir brauche mer Europa; dat brénge mer awer och net fäerdeg als Europa an dofir brauche mer och hei d'Zesummenaarbecht mat engem Amerika, wat sech dann elo hoffentlech anescht an deenen nächste Jore wäert behuelen, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war.

Ech war frou ze héieren, Här Ausseminister, datt Der elo der Meenung sidd, datt mer sollen als Lëtzebuerg e Gesetzestext maachen iwwert Foreign Investments, datt heescht wéinst dem Schutz vu Lëtzebuerger Betriber par rapport zu Investissementer, déi aus China, mee méiglecherweis och aus anere Länner kommen, fir déi Betriber opzekafen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat musse mer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir mussen et maachen. Mee ech soen Iech: Ech hu viru sechs Méint schonn eng Proposition de loi an dësem Haus deposéiert, fir et ze maachen! An ech verstinn net, well mir hätten et scho kënne säit zwee Joer maachen, da wären och vläicht verschidden Diskussioune ganz anescht gelaf, wat den Akaf vun Entreprisen ugeet. Ech hunn op jidde Fall eng Proposition de loi deposéiert. Déi läit scho säit sechs Méint do. Ech fannen, datt déi gutt ass. Soss hätt ech se och net geschriwwen, wa se net gutt wär. Mee ech mengen: Huelt se einfach a gitt se weider! Et ass wichteg, datt mer esou schnell wéi méiglech dee Schutz vun eisen Entreprisë par rapport zu auslänneschen Iwwername fäerdegbréngen. Hei musse mer en Effort maachen. An hei musse mer eis an de Kader vun deenen europäeschen Efforte kloer an däitlech aschreiwen.

Iwwer Russland kéint een hei laang diskutéieren. Mee do wëll ech och soen, Dir hutt gesot: „Mir mussen an der Diskussioun bleiwen." Evidenterweis musse mer mat Russland an der Diskussioun bleiwen. Russland ass och en Deel vun engem gréisseren Europa, an et kann ee mat deene Länner, déi an Europa sinn, net einfach net schwätzen. Mee et ass awer gradesou kloer, datt verschidde Saachen, déi d'Russe gemaach hunn an deene leschte Méint a Joren, an eisen Aen inakzeptabel sinn an datt mer dat och kloer an däitlech mussen no bausse soen. Dat, wat an der Ukrain geschitt ass, mee och dat, wat a Syrie geschitt ass, mee och dat, wat elo am Fall Nawalny geschitt ass, ass ganz kloer an däitlech inakzeptabel. An da soen ech: Wann Diplomatie an d'Diskussiounen näischt bréngen, wann een eng kloer Sprooch geschwat huet, da muss een och Moossname follge loossen. Mécht een dat net, ass een net méi kredibel. D'Europäesch Unioun huet et elo viru Kuerzem gemaach. Dat ass och positiv esou.

A mäi lescht Kapitel, dat geet dann ëm d'Vereenegt Staaten. Ech si säit ville Joren e groussen Unhänger vun transatlantesche Relatiounen, well ech einfach iwwerzeegt sinn, datt mer eng gemeinsam Geschicht mat de Vereenegte Staaten hunn, datt mer Basisprinzippien deelen, datt mer Demokratie a Mënscherechter nach ëmmer eis zesummen op de Fändel schreiwen.

D'Welt vun haut, mengen ech, brauch eng staark Allianz tëschent Europa an de Vereenegte Staaten, well d'Welt changéiert ass, well d'Weltuerdnung changéiert ass a well dat fir mech eng absolutt Evidenz ass, datt kee vun den USA oder der Europäescher Unioun eleng staark genuch ass, fir seng Iddien an der Welt, wéi se haut ass, oprechtzeerhalen. Ech hoffen, datt mer dat an deenen nächste Joren erëm anescht fäerdegbréngen, wéi dat an de Jore virdru war.

An ech soen hei, ganz independent vun der amerikanescher Innepolitik - wouriwwer ech och meng Meenung hunn, déi ze soen awer hei net onbedéngt d'Plaz ass - ginn et fënnef wichteg Saachen, déi mer an deenen nächste Méint a Jore musse gesinn: déi kommerziell Froen, wou Amerika a mengen Ae kee Rival méi sollt sinn, wou mer net méi mat Dealen handelen, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war, mee wou mer e Partner solle sichen a gemeinsam Reegele festleeën, wéi de Commerce soll tëschent Europa an de Vereenegte Staaten an deenen nächste Jore lafen. Ouni Stroftaxen, ouni Dealen a Verhandlungen, mee mat gemeinsame Reegelen ënner Partner, wou ee weess, datt een heiansdo a Konkurrenz ass, mee wou ee sech awer gemeinsam u Reegelen hält, déi een zesumme festgeluecht huet. An enger fairer Konkurrenz also.

Ech weess awer och - mir stëmmen haut esou en Accord -, ech weess awer och, wat fir eng Diskussiounen dat alles méiglecherweis ka ginn. Mee ech soen Iech: Ech hu léiwer en uerdentlecht Ofkommes wéi Dealen, wéi Stroftaxen, wéi konstant Sträit. Eng Diskussioun, déi mer musse féieren!

Zweete Punkt ass: d'Partner an der Verteidegung. Ouni d'NATO si mer awer als Europäer momentan net ganz staark. An ech si frou, datt mer elo erëm en amerikanesche President kréien, deen un d'NATO, esou mengen ech op jidde Fall, gleeft. Mee wann een eppes geléiert huet aus där rezenter Geschicht, ass dat, datt et jo ëmmer nees kann erëm anescht goen, deen anere Wee dréien. Déi nächst Walen, do weess ech jo net, wie gewënnt. An dofir fannen ech et weesentlech, datt mer aus där Experienz trotzdeem léieren a soen, datt mer eis eng eegen europäesch Verteidegung sollen opbauen, déi mer der NATO kënnen zur Verfügung stellen, mee déi am Noutfall awer och eis verteidegt, well mir se brauchen a mir responsabel fir eis eege Verteidegung musse sinn.

Ech sinn och frou, datt mer Vereenegt Staate fannen, déi verstinn, wat d'EU amgaang ass opzebauen. Déi och e Gefill hunn derfir, wat eis Geschicht bedeit an datt dat alles net esou einfach ass, déi europäesch Constructioun, déi mer maachen. Eng amerikanesch Regierung, déi de Brexit net ënnerstëtzt an déi och net als éischten Uspriechpartner Länner huet wéi Ungarn, Polen, Slowenien, déi u sech euroskeptesch sinn, a schlussendlech an der Weltpolitik an iwwert d'Grenzen eraus e verlässleche Partner a Froen, déi fir eis weesentlech sinn, wéi den Accord de Paris, d'Klimaziler, wéi och evidenterweis déi Covidpandemie, wou et dach evident ass, datt eng Zesummenaarbecht, eng gemeinsam Recherche, e gemeinsame Leadership eis guttgedoen hätten an deene leschte Méint a wou mer Retard dowéinst kruten. An och Vereenegt Staaten, déi sech fir d'Mënscherechter erëm kräfteg asetzen. A schlussendlech, last but not least, Vereenegt Staaten, déi sech erëm zum Multilateralismus bekennen: an der WHO, an der WTO, an den Nations Unies, notamment an dem Human Rights Council. An ech mengen, datt mer och als Lëtzebuerg déi amerikanesch Efforten, souwäit mer et kënnen, sollte begleeden.

An de leschte Punkt, an ech soen dat och hei, obwuel et am Fong net an d'aussepolitesch Debatt gehéiert, dat ass d'Wichtegkeet vu robusten Institutiounen - mir lauschteren all, wat amgaang ass ze geschéien -, d'Wichtegkeet vun „checks and balances", vun Institutiounen, déi zolidd sinn, déi independent sinn, vun enger gutt fonctionéierender Justiz, vun enger krisefester Constitutioun, fir d'Demokratie ofzesécheren. An et ass dat e klengen Appell un all déi Leit, déi sech hei ëm d'Fréschschreiwe vun eiser Constitutioun bekëmmeren, datt ee muss ganz gutt oppassen, wéi ee se redigéiert, wat ee seet. Well et weess een ni, wat ka virkommen. Alles ass méiglech. An et ass derwäert, fir d'Demokratie ze kämpfen.

"Today, democracy is under more pressure than at any time since the 1930s. Freedom House has reported that of 41 countries consistently ranked 'free' from 1985 to 2005, 22 have registered netdeclines in freedom over the last five years", sot den Joe Biden viru sechs Méint an engem Artikel, dee geheescht huet: "Why America must lead again".

(Interruption)

Dat fannen ech fundamental richteg. Dat ass wouer. An dat ass wouer och iwwerall op der Welt. Dat ass och wouer d'ailleurs an Amerika. An et ass och d'ailleurs wouer an Europa, wou d'Demokratie, d'Fräiheet ofgeholl huet an net zougeholl huet an deene leschte Joren.

An ech soen, an dat ass mäi Schluss: Dee Kampf ass et derwäert anzegoe mat allen éierleche Partner, déi dozou bereet sinn!

An zum Schluss nach ee Wuert an eng Motioun, déi ech wëll deposéieren. De President huet et gëschter am Ufank vun eiser Sessioun gesot, datt allkéiers do, wou e Partner ënner Drock gesat gëtt, notamment duerch Extremismus, an an dësem Fall duerch de radikalen Islamismus, een an aller Däitlechkeet seng Solidaritéit muss bekennen. Hei an dësem Fall mat Frankräich, mat Éisträich.

Ech wollt dat nach an enger Motioun eng Kéier festhalen, mee awer net nëmme just déi Solidaritéit, andeem ech hannendrun d'Regierung oder mir hannendrun d'Regierung opfuerderen, datt mer déi Initiativ, déi elo vun Däitschland, vu Frankräich, vun der Europäescher Unioun, vun Éisträich gestart ginn ass, fir eng Initiativ ze maachen, fir ze kucken, wéi ee géint de radikalen Islamismus hei an Europa gemeinsam kann ugoen, datt mer dat ënnerstëtzen, do, wou mer kënnen, esou, wéi mer et kënnen, datt mer dat mat u Bord ginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'Europe et l'Union européenne constituent des communautés de valeurs basées sur les droits de l'homme et sur l'état de droit ;

- considérant que la haine, la violence et l'intolérance n'ont aucune place dans nos États européens et dans nos sociétés européennes ;

- considérant que la montée des extrémismes en général et de l'islamisme radical en particulier constitue des phénomènes inacceptables pour une société libre et ouverte telle que l'Europe et l'Union européenne ;

- condamnant avec force les récents attentats terroristes et meurtriers de Paris, de Nice et de Vienne ;

- proclamant sa profonde solidarité européenne avec la République française et la République d'Autriche, avec les populations françaises et autrichiennes ainsi qu'avec les familles et les amis des victimes des précités attentats,

invite le Gouvernement

- à afficher avec force la solidarité politique et diplomatique du Grand-Duché de Luxembourg avec la République française et la République d'Autriche face à la menace terroriste issue de l'islamisme radical en Europe ;

- à s'investir proactivement dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie européenne contre l'islamisme radical lancée par l'Autriche, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Union européenne ;

- à œuvrer en faveur d'une réponse commune, coordonnée et rapide de l'Union européenne à la menace terroriste lors du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020 à Bruxelles.

(s.) Claude Wiseler, Martine Hansen, Viviane Reding, Gilles Roth, Marc Spautz.

Ech denken, Här Ausseminister, datt dat am nächste Conseil wäert op den Ordre du jour kommen. A mir wäre frou, wa Lëtzebuerg do proaktiv kéint mathëllefen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. D'Welt ass eng aner zënter néng Méint. D'Joer 2020 wäert ouni Zweifel an der kollektiver Erënnerung bleiwen. Mee net onbedéngt an där beschter. Et ass bal wéi en Albdram, wat déi lescht Méint passéiert ass. Obwuel een awer och muss éierlech sinn: Et soll een awer elo net alles iwwerdramatiséieren!

(Brouhaha)

De Covid-19 huet eis nach wie vor ganz fest am Grëff. An ech fäerten, dat wäert och leider nach eng Zäitchen esou bleiwen.

Vill logistesch Aarbecht war déi lescht Wochen a Méint erfuerdert, fir déi ganz Kris ze geréieren. An ech schléisse mech hei och dem Merci un, deen den Ausseminister gëschter och u säin eegene Ministère geriicht huet, un déi vill Leit - iwwert déi fënnef Kontinenter, kann ee bal soen -, déi eis Interessen dobausse vertrieden an déi derzou bäigedroen hunn, datt iwwer dausend Leit konnte rapatriéiert ginn. An ech weess aus eegener Erfarung, datt dat net ëmmer einfach war.

An do huet ee gemierkt, wéi wichteg et ass, wann och e klengt Land weltwäit gutt connectéiert ass, wann och e klengt Land seng Relatiounen huet. An ech mengen, dat ass eleng schonn de Bewäis, datt et och wichteg ass, datt mer an Zukunft dat musse méi wéi jee fleegen.

Trotz der sanitärer Kris dréit d'Welt natierlech weider. Mir mussen eis de Konditiounen upassen, wat mer och schonn an deene leschte Wochen a Méint ouni Zweifel gemaach hunn. Et ass och ganz kloer, datt um internationale Plang eng besser Kooperatioun muss ugestrieft ginn. An ech denken hei an éischter Linn virun allem un d'WHO.

Eppes huet de Covid-19 allerdéngs net fäerdegbruecht: En huet et net fäerdegbruecht, d'Krisen ze reduzéieren. Krise gëtt et leider nach wie vor ganz vill, ze vill. An et brennt op ville Plazen nach wie vor op der Welt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschten 3. November war an de Vereenegte Staate vun Amerika eng historesch Wal. Firwat eng historesch? Mee ganz einfach, well Amerika en anert Gesiicht kritt hat an deene leschte véier Joer. An dee President, dee jo u sech nach do ass, deen éischter opgefall ass duerch d'Polariséierung, deen opgefall ass duerch d'Zerstéierung vu multilaterale Relatiounen, d'Hoffnung war grouss virun de Walen, datt den Här Trump géif ofgeléist ginn. Dat ass och geschitt.

An ech soen dat och am Numm vun der Demokratescher Partei hei, datt mer frou sinn, datt et zu deem Wiessel do komm ass. A mir drécken elo schonn dem Här Joe Biden an och der designéierter Vizepresidentin, der Madamm Kamala Harris, eis bescht Gléckwënsch aus, an datt si déi bescht Hand wäerten hunn, fir an den nächste véier Joer net nëmmen déi amerikanesch Interessen ze vertrieden, mee virun allem awer och d'Interesse vun internationalem Charakter.

Sécher däerf ee sech elo net alles erwaarden. Den Här Trump hat den Nol ganz déif ageschloen. An et wäert net einfach gi fir den Här Biden, fir deen Nol lues a lues erëm erauszezéien.

Wat inakzeptabel war, dat waren awer gewëssen Aussoe vum nach amtéierende President, deen um Walowend vu Walbedruch geschwat huet, woubäi emol nach net d'Hallschent vun de Stëmmen ausgezielt war. Dee sech schonn als Vainqueur deklaréiert huet. Et ass jiddefalls bedenklech, wann e President emol net e Minimum u Respekt vis-à-vis vun den Institutioune gewisen huet. An ëmsou méi ass et gutt, datt et zu där Ännerung do komm ass.

Et ass jiddefalls ze hoffen, datt sech um Niveau vun der republikanescher Partei an deenen nächste Wochen a Méint gewichteg Stëmme wäerten erausschielen, déi den Här Trump drop opmierksam maachen an him soen: „The game is over!"

Déi éischt Deklaratioune vum Här Biden hu jiddefalls gewisen, datt de Mann d'Statur huet, fir neie President vun Amerika ze ginn. Ech hat d'Chance, zesumme mat der Kolleegin Josée Lorsché a mam Claude Haagen op der Plaz ze sinn als OSZE-Walbeobachter, wou mer d'Méiglechkeet haten, a Washington D.C. an och a Maryland eng ganz Rei Büroen ze kontrolléieren. Et kann een hei soen, zumindest no där bescheidener Erfarung, déi mir gemaach hunn, datt een do keng Onreegelméissegkeete konnt feststellen.

Mee et huet een awer eppes gemierkt: Et huet ee gemierkt, datt et deem Land do awer un enger uniformer Gesetzgeebung feelt. Et ass schonn erstaunlech, datt eng vun deene gréissten, wann net déi gréissten Demokratie vun der Welt, no enger Gesetzgeebung hir Walen ofhält, déi awer zumindest däerf an och muss hannerfrot ginn. Et gëtt 50 amerikanesch Staaten. Et gëtt nach Washington D.C. An et kann ee bal soen, mat liichter Iwwerdreiwung, datt et 50 verschidde Gesetzgeebunge gëtt, fir déi federal Walen ofzehalen. Dat ass jiddefalls déi Konklusioun, déi ee muss als bescheidene Walbeobachter mat zréckbréngen, datt et wichteg ass, datt hei awer eppes geännert gëtt.

Ech ginn lech zwee Beispiller. Éischtens d'Bréifwal, déi jo natierlech och derzou bäigedroen huet, datt mer an där Situatioun sinn, wou mer no de Wale ware respektiv elo deelweis nach sinn. Et gëtt Staaten an de Vereenegte Staate vun Amerika, déi soen: „D'Bréifwal ass nëmme gëlteg bis deen Dag, wou se wierklech an der Boîte läit." Da sinn anerer, déi soen: „Nee, mir beruffen eis op de Poststempel, den Datum vum Poststempel." Dat huet natierlech derzou gefouert, virun allem a Pennsylvania, datt eeben do verschidden Interpretatioune virkomm sinn.

Dann nach eppes Zweetes, wat engem och do opgefall ass: Datt si d'Méiglechkeet hunn, praktesch esou, wéi et hinne gutt gefält, d'Wallëschten ze änneren. Ech ginn lech d'Beispill vu Georgia. Do sinn an deene leschte Joren Honnertdausenden, Honnertdausende vu Leit vun der Wallëscht gestrach ginn. Firwat? Mee well se a Konflikt mam Gesetz komm waren. Bis dohinner kann een dat nach novollzéien. Mee wann een dann awer weess, datt zum Beispill Leit, déi gescheet goufen, datt dat duergaang ass, datt se vun der Wallëscht gestrach goufen, ech mengen, da muss ee sech awer munch Froe stellen.

An dann nach en drëtte Punkt, an dat ass de sougenannten „Gerrymandering". Ëm wat geet et? Mee dat ass en Term, dee staamt vun 1811, an deen ass deemools kreéiert gi vun dem Elbridge Gerry. Dee war Gouverneur vu Massachusetts. An deen huet am Fong esou no sengem Gutdünke Walbezierker geännert. Mee och dee System besteet haut nach, dat heescht, d'Walbezierker kënnen, jee nodeems, wien um Rudder ass, geännert ginn. An ech mengen, dat ass awer méi wéi ze hannerfroen.

Ech wollt just déi puer Beispiller hei ënnersträichen, fir domadder awer och kloerzemaachen, datt och esou eng grouss Demokratie, déi mer héich respektéieren, awer nach Defiziter huet, wat um Niveau vun der Gesetzgeebung fir hir Walen ofleeft.

Wat kann een dann elo vun deem neie President Joe Biden erwaarden? Sécher ass, an dat ass, mengen ech, ganz wichteg: Den Toun wäert virun allem méi ziviliséiert ginn. Déi gestéiert Relatioune wäerten hoffentlech erëm lues a lues en neien Ufank huelen. Mee natierlech däerf ee sech och net all Wonner erwaarden. Och den Här Biden huet nëmme véier Joer, fir munches erëm ze flécken, wat an deene leschte Joren deelweis muttwëlleg zerstéiert gouf. An ech mengen, mir sollen och net an der Illusioun liewen, datt d'Zäit erëm kann zréckgedréit ginn op 2016, wéi de Barack Obama mat senger Presidentschaft opgehalen huet.

Jiddefalls, aus der Siicht vun der Europäescher Unioun kann et jo bal nëmme besser ginn. D'Europäesch Unioun huet eng Rei vun Humiliatioune missen iwwer sech ergoe loossen an deene leschte Joren. Ech mengen, besonnesch mat deem Slogan vun „America first" vum Här Trump ass natierlech net onbedéngt d'Basis geluecht ginn, fir eng gutt Diskussioun ënner Partner ze féieren. An eppes däerf een natierlech och net vergiessen: Dee Slogan ass nach déif verwuerzelt an enger relativ grousser Zuel vu Leit, déi an de States liewen. Dat hu mer jo och um Resultat gemierkt.

Den Här Biden huet scho virun de Walen ugekënnegt, datt en de Kontakt géif mat der Europäescher Unioun sichen, datt e relativ séier géif och versichen, an d'Haaptstied, oder déi wichtegst Haaptstied vun der Europäescher Unioun ze kommen. Ech mengen, och dat ass fir eis ouni Zweifel e positiivt Zeechen.

Mir erhoffen eis virun allem och um Niveau vum Klimaschutz eng aner Politik. En huet och do gesot, e géif d'Paräisser Ofkommes erëm nei respektéieren.

Och um Niveau vun der Noostpolitik wäerte vläicht nei Signaler gesat ginn.

Jiddefalls, eppes ass ganz kloer: D'Hoffnung ass grouss! An ech sinn och iwwerzeegt, datt déi Hoffnung net wäert enttäuscht ginn.

Natierlech gëtt et och eng Rei Domänen, wou Differenze wäerte bestoen. Ech denken zum Beispill un d'Sécherheetspolitik, wou den Här Biden och kloer ze verstoe ginn huet - an da si mer ganz séier bei der NATO -, datt natierlech och hie wäert verlaange vun deenen eenzelnen NATO-Memberstaaten, fir hire Verflichtungen um finanziellen Niveau nozekommen. Ech ginn dat ganz éierlech zou: Dat ass och deelweis nozevollzéien. A grad mir als Lëtzebuerg, déi de Moment esou ëm 0,6 % oscilléieren, mussen eis awer och emol eng Kéier froen, ob mir net awer och nach missten zousätzlech Efforten do maachen.

Datt den Här Biden en faveur ass vun enger Digitalsteier, ass och bekannt. Mee, wéi gesot, nach eng Kéier, ënnert dem Stréch erwaarde mir eis hei virun allem méi eng ziviliséiert politesch Kultur, an dat ass an der Politik awer nach ëmmer ganz wichteg an eng grouss Viraussetzung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mir um Niveau vun der Europäescher Unioun dat Wuert „Krich" net kennen, et ass e Friemwuert fir eis, esou wëllt dat awer natierlech net heeschen, datt mir net och eng ganz Rei Problemer kennen. Ech mengen, d'Pandemie - mir sinn erëm ganz séier beim Covid-19, an ech versti ganz gutt, datt den Här Ausseminister och gëschter a senger ganz gudder Ried den Akzent op d'Pandemie gesat huet, wat jo net méi wéi normal ass - huet natierlech bis elo bal iwwer 250.000 Doudeger an der Europäescher Unioun gefuerdert.

Eppes ass ganz kloer do ersiichtlech ginn: D'Europäesch Unioun huet keng Kompetenzen um Niveau vun der Gesondheetspolitik, an dat ass en Defizit. Dat hu mer alleguer erkannt. An dowéinst ass et och fir eis evident, datt mer musse versichen, do nozebesseren, well wat jo awer zum Deel enttäuschend war, dat waren eng Rei national Elenggäng. Woubäi ech awer elo guer kee Land hei wëll direkt stigmatiséieren. D'Grenze goufen op eemol am Schenge-Raum zougemaach, eppes, wat fir eis onvirstellbar war. Mee et war awer dunn Tatsaach. A fréier Frënn ware sech op eemol friem. An dat kann natierlech net déi Europäesch Unioun sinn, déi mir eis virstellen. Ech mengen, mir sinn der Meenung, datt d'Europäesch Unioun e Raum muss sinn, wou elementar Wäerter vermëttelt ginn. An dat kann natierlech net bei zouene Grenze geschéien.

Och mir Lëtzebuerger hu leider do net déi allerbescht Erfarunge gemaach mat deem engen oder aneren Noper. Et war net einfach, wéi op eemol laanscht d'Musel, laanscht d'Sauer, laanscht d'Our d'Grenzen zougemaach goufen, wéi eenzel Lëtzebuerger net méi d'Méiglechkeet haten, souguer d'Famill op där anerer Säit ze besichen a vice versa. Dat huet wéigedoen. An trotzdeem mengen ech awer, datt et keng Ursaach soll sinn, fir net déi gutt Relatioun, déi mer virun allem och mat eisen östlechen Noperen hunn, a Fro ze stellen. Au contraire! Mir sollen alleguer elo positiv denken a kucken: Wéi kënne mer am Fall, wou sech esou eng Situatioun widderhëlt, besser dee Moment mateneen ëmgoen?

Och de Benelux huet ouni Zweifel eng grouss Roll an Zukunft ze spillen. Ech ginn och ganz gären zou, datt de Benelux sech vläicht net onbedéngt vun där beschter Säit gewisen huet. An net méi spéit wéi de leschte Méindeg hat de Bureau vum Benelux-Parlament nach eng Entrevue mam hollänneschen Ausseminister. An och deen huet dat awer onverblimmt zouginn, datt och do nach Nohuelbedarf besteet. An ech mengen, grad de Benelux kéint an Zukunft, falls sech esou eng Situatioun nach eng Kéier géif astellen, nach eng verstäerkten an eng besser Roll spillen.

Mee et soll een awer och déi positiv Säite vun der Europäescher Unioun de Moment gesinn. Ech denken do zum Beispill un déi Vaccin-Strategie. Net méi spéit wéi virgëschter ass jo en Ofkommes do ënnerschriwwe ginn, an d'Europäesch Unioun wäert sech eeben elo derzou verflichten, fir 300 Milliounen Impfstoffdosen ze kréien. Dovunner sollen och 0,14 % u Lëtzebuerg falen. Ech mengen, och dat ass awer e ganz kloert, e ganz wichtegt Zeechen an eng gutt Nouvelle.

Da muss een och op de Coronaneesopbaufong vu 750 Milliarden Euro hiweisen. Eenzel Leit schwätzen do vun engem sougenannten neie Marshallplang, obwuel een ëmmer muss virsiichteg si mat esou historesche Begréffer. Jiddefalls, d'Europäesch Unioun huet elo an deene leschte Woche ganz kloer gewisen: Wa se wëllt, da ka se! An dat ass Ursaach genuch, fir nach wie vor un d'Europäesch Unioun ze gleewen.

D'Presidentin vun der EZB, d'Madamm Lagarde, huet jo och kierzlech virgeschloen, fir deem Fong u sech en dauerhafte Charakter ze ginn, fir besser preparéiert ze sinn, wann erëm eng Kéier esou e Schock op d'Unioun wäert zoukommen. Déi Iddi ass net iwwerall gutt ukomm, mee zumindest, mengen ech, soll se awer iwwerluecht ginn.

An da muss ee virun allem awer och op de Budget européen hiweise vun 2021 bis 2027, wou elo insgesamt mat dem Coronafonds 1.824,3 Milliarde sollen investéiert ginn. Milliarden! An och dat ass dee beschte Bewäis, wéi weesentlech datt et ass, wa mer esou eng Struktur wéi d'Europäesch Unioun hunn. An ech ka mech hei nëmmen dem Charles Michel uschléissen, deen zu deem Budget bemierkt huet: « Cet accord envoie un signal concret indiquant que l'Union européenne est une force motrice. » An dat ass richteg!

An esou Investissementer sinn och de Moment noutwendeg, well d'Ekonomie an Europa, an ech bezéie mech do op Aussoe vum Internationale Wärungsfong, wäert ëm 7 % falen am Laf vum Joer. Wuel gëtt gesot, datt fir d'nächst Joer eng Progressioun vu 4,7 % virgesinn ass, allerdéngs ënnert der Reserv, et kéim net nach eng zousätzlech Covidwell. An et muss een och ofwaarden, wat de Brexit fir eis bedeit.

À propos Brexit. Ech mengen, zënter deem ominéisen, et muss ee schonn esou soen, Referendum vum 23. Juni 2016 begleet eis och dee Virus. Well dat ass och e Virus! Et ass e Virus, dee manner schlëmm ass wéi de Covid, mee et ass awer och een, deen ouni Zweifel seng Problemer schaaft. An et bleift leider net méi vill Zäit, fir eng Eenegung ze fanne mat Groussbritannien. Egal, wéi et ausgeet, et ass e gewëssenen Desaster fir d'Europäesch Unioun. Jiddefalls, den Austrëtt vu Groussbritannie wäert leider och d'Europäesch Unioun schwächen.

Et däerf een net vergiessen, datt zum Beispill d'Investitiounen a Groussbritannien zënter 2016 an 2019 ëm 15 % zréckgaange si par rapport zu de Jore virdrun. An et ass also net ausgeschloss, wann et wierklech zu kengem Deal kënnt, an et gesäit jo leider e bëssen duerno aus, datt et dann nach méi schlëmm wäert ginn. Jiddefalls, déi ganz grouss Verléierer sinn natierlech un éischter Linn d'Britten. Dat däerf een net vergiessen. Si importéieren, oder exportéiere 14 % vun hire Wueren an d'Europäesch Unioun. Ëmgedréit sinn et nëmmen 3 %. Wann et, wéi gesot, zu kengem Deal kënnt, da sinn d'Konsequenzen Douaneserklärungen, da sinn d'Konsequenze Kontrollen an da sinn d'Konsequenze mat Sécherheet och nach méi Stauen op de Grenzen zu Groussbritannien.

Ech wëll awer hei ganz kloer ënnersträichen: Onofhängeg dervun, wéi dat doten elo ausgeet, ass et awer wichteg, datt mer nach wie vor och an Zukunft Groussbritannien als e wäertvolle Partner gesinn, mat deem mer sollen eng enk Relatioun an Zukunft fleegen.

U sech hätt jo sollen de leschten 9. Mee den Debut si vun enger wichteger Konferenz iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun. Mee och do huet de Covid eis jo e Stréch duerch d'Rechnung gemaach. Mee deen Debat ass net opgehuewen. An et soll een deen ouni Zweifel och ënner esou oder esou enger Form elo weiderféieren. Mir als Chamber hu jo schonn en éischte wichtege Schrëtt de leschten 12. Februar gemaach. An ech soen et ganz éierlech: Fir eis als Demokratesch Partei gëtt et haut, gëtt et muer a gëtt et iwwermuer keng Alternativ zur Europäescher Unioun!

Dat heescht natierlech net, datt net gewëssen Upassunge musse gemaach ginn. Mee d'Europäesch Unioun muss sech natierlech och ambitiéis Ziler setzen, muss och vläicht méi Selbstvertrauen entwéckelen, muss och an enger Rei vun Domäne sech méi duerstellen an och méi e gewëssent Profill kréien. Ech mengen, et däerf een net vergiessen: Dat, wat mer 1957 als Fundament geschafen hunn, dat muss Ursaach genuch sinn, fir och an Zukunft dorobber opzebauen!

Och wa mer an der Unioun selwer eng Rei Suergekanner hunn. Erlaabt mer, hei awer e klenge Schwenk a Richtung Polen ze maachen. Et ass traureg, et ass wierklech traureg, datt an enger moderner Zäit, wou mer elo liewen, awer dann op eemol e Land do d'Rad zréckdréit, wann et ëm d'Ofdreiwungsverbuet geet. An dat ass jiddefalls net onbedéngt virdeelhaft fir d'Entwécklung vun enger Europäescher Unioun.

Et gëtt awer aner Gebidder, wou mer nach musse méi enk zesummeschaffen, zum Beispill um militäresche Gebitt. An hei gëtt et jo ëmmer méi Stëmmen - fir nëmmen den Här Macron an d'Madamm Merkel ze nennen -, déi der Meenung sinn, och hei misst Europa en neie Profill kréien. Och hei soll d'Fro gestallt ginn, ob mer net eng eegen europäesch Arméi brauchen. Sécher! Mir brauchen duerfir zum Beispill net onbedéngt eng Ännerung vum Lissabonner Vertrag. Ech verweisen hei op den Artikel 42 Paragraf 2, deen u sech d'Grondlag géif bidden, fir iwwert déi Iddi nozedenken.

E besonneschen Akzent muss awer ganz kloer - an och dat huet den Här Ausseminister gëschter jo hei richteg ënnerstrach - op d'Klimaschutzpolitik geluecht ginn. Dat ass ouni Zweifel déi gréissten Erausfuerderung, virun där d'Mënschheet weltwäit steet, net nëmmen um Niveau vun Europa. Et geet natierlech elo net nëmmen duer, markant Wierder ze maachen, mee et muss och eppes Konkreetes nokommen. Mee hei bitt sech awer och eng Chance fir Europa. Mir kënnen do Virreider sinn. Mir hu ganz vill Potenzial, fir do aktiv ze ginn. An d'Europäesch Unioun soll jo bis 2050 klimaneutral sinn. Mir sinn där kommender Generatioun dat och schëlleg. An et muss ee ganz kloer hei soen: Den CO_2 muss eebe méi deier gi wéi d'Nohaltegkeet.

Wien haut un Europa denkt, denkt natierlech och un d'Flüchtlingspolitik. An och grad an deem Beräich huet Europa eng ganz wichteg Roll ze spillen, obwuel dee Rôle an deene leschte Méint, Joren och net ëmmer deen allerbeschte war. Ronn 714.000 Mënschen hunn 2019 de Wee an d'EU souwéi, wéi gesot, an Norwegen, Island, Liechtenstein an an d'Schwäiz fonnt. Dat si souguer nach 18 % méi, wéi dat 2018 war. Déi meescht kommen - wie wonnert et? - aus Syrien, 72.000, Afghanistan 60.000 a Venezuela 45.000.

Déi illegal Zouwanderung huet leider och erëm zougeholl, virun allem an Italien. An et si laut dem italieeneschen Inneministerium awer net nëmme Flüchtlingen. Zumindest, an dat ass e gewëssent positiivt Zeechen, och wann et nëmmen e klengen Trouscht ass, si jiddefalls manner Doudeger um Niveau vum Mëttelmier ze registréieren. Allerdéngs schätzt d'UNHCR, datt méi afrikanesch Migranten um Wee zum Mëttelmier stierwe wéi op Séi selwer.

Richteg Problemer mat der Flüchtlingswell huet jo awer virun allem och Griicheland, an d'Biller vun den Ägäis-Insele sinn alarméierend. An do si jo souguer Bierger, déi versichen, mat Gewalt de Bau vun neie Flüchtlingslageren ze verhënneren.

Da si mer natierlech och ganz séier bei dem Deal tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei. An et ass awer zumindest ze hannerfroen, wéi e Rôle d'Tierkei do spillt. Datt d'Tierkei elo erëm quasi d'Grenz opgemaach huet, erëm Flüchtlingen a Richtung Griicheland zougelooss huet, jiddefalls huet den Här Erdoğan dat do elo e bëssen als Drockmëttel geholl, fir op Europa anzewierken. An ech mengen, et muss een dem Här Erdoğan awer eppes hei kloer soen: „En Ofkommes ass en Ofkommes, an och d'Tierkei huet sech ouni Zweifel dorunner ze halen!"

Jiddefalls, an der Flüchtlingsproblematik ass méi Solidaritéit erfuerdert. Duerfir ass et och gutt an interessant, datt d'Europäesch Kommissioun elo en neie Pakt iwwert d'Migratioun virgeluecht huet, iwwert dee mer jo hei schonn diskutéiert hunn. Natierlech, et muss een och ganz éierlech sinn: Wa Mória vläicht net virkomm wier, da wiere mer nach net op deem Niveau vun der Diskussioun.

Mee onofhängeg dovun ass et awer gutt, datt mer elo doriwwer diskutéieren. Virun allem sinn et dräi Punkten, déi een hei muss ënnersträichen, dat heescht: besser Kontrollen op de Baussegrenzen, d'Reform vum Eurodac a virun allem endlech, endlech ass jo emol virgesinn, fir eng Dublin-Reform anzeleeden an och en neit Reglement do virzegesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da muss een natierlech och zu dësem Zäitpunkt sech d'Fro stellen: Ass et opportun, nodeem mer ee Member verluer hunn, op d'Sich ze goen no neie Memberen an der Europäescher Unioun? Am Prinzip schonn. Mee och do muss een hei ganz kloer ënnersträichen: Da mussen awer och seriö Reegele gëllen! An d'Krittäre vu Kopenhage musse jiddefalls an Zukunft nach vill méi strikt applizéiert ginn, besonnesch och, wat d'Norme vun engem Rechtsstaat ubelaangt, de Respekt vis-à-vis vu Minoritéiten an - do si mer och erëm ganz séier bei anere Länner aus dem Oste vun Europa - déi fräi Meenungsäusserung. An natierlech och déi reliéis Fräiheet. Jiddefalls, wann dës elementar Wäerter net respektéiert ginn, dann ass et fir eis evident, dann hunn esou Länner keng Chance, fir an d'Europäesch Unioun opgeholl ze ginn.

An duerfir ass et luewenswäert, datt d'Europäesch Unioun elo decidéiert huet, datt an Zukunft souguer d'Färdergelder kënnen un de Respekt an un d'Uechtung vis-à-vis vun deenen elementare Mënscherechter gekoppelt ginn. Wann also esou Leit oder esou Länner Rechtsprinzippien net respek-

téieren, kann dat derzou féieren, datt se gegeebenefalls net déi Färdergelder kréien, déi se normalerweis zegutt hunn.

Wa mer, wéi gesot, vun den neie Memberen an der Europäescher Unioun schwätzen, da geet de Bléck natierlech ganz séier op de Westbalkan. Sécher, do schwätzt d'Europäesch Kommissioun och vun enger geostrateegescher Iwwerleeung. Et däerf een och net vergiessen: Albanien, Montenegro an Nordmazedonie gehéieren entre-temps der NATO un, dat heescht, dat sinn also scho Länner, déi eis zumindest op deem Niveau ganz no stinn. Nordmazedonien ass ouni Zweifel e potenzielle Kandidat. An ech mengen, dee Rôle, deen dat Land gespillt huet bei der Nominatioun vun hirem Numm fir dat Land, ass mat Sécherheet alles aneschters wéi negativ anzestufen. Wat Serbien ubelaangt, däerf een och net vergiessen, datt do scho ganz vill Investitioune vun europäescher Säit an deem Land gemaach ginn.

Zur Tierkei, do ass d'Positioun vun der Demokratescher Partei ganz kloer: Wann den Här Erdoğan - woubäi den Här Erdoğan, dat muss een och emol fairerweis hei soen, jo net onbedéngt awer fir ee Vollek eleng dosteet, mee en ass nun eeben awer hire President -, wann den Här Erdoğan déi lescht Wochen a Méint sech esou geäussert huet, wéi e sech geäussert huet, dann ass et evident, datt dat Land net prett ass fir an d'Europäesch Unioun. Ech mengen, do si mer eis och alleguer eens. Och dat huet den Här Ausseminister jo ganz kloer hei gëschter gesot. Well dat, wat an deene leschte Wochen a Méint passéiert ass, dat kann een net einfach esou onkommentéiert loossen. Ech denken un de Konflikt mat de Séigebidder mat Griicheland, Krich am Nordirak, a Syrien, a Libyen, am Kaukasus. Do ass jiddefalls ouni Zweifel eng gewësse Grenz vun der Akzeptanz iwwerschratt.

An dann och d'Rhetorik. D'Rhetorik vum Här Erdoğan ass och net méi esou, wéi mir u sech eis et virstellen, wéi ee mat potenzielle Partner ëmgeet. An ech verweisen hei virun allem op déi, jo, beleidegend Wierder, primitiv Wierder, muss ee scho bal soen, déi e vis-à-vis vum Här Macron benotzt huet, ...

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... wéi dat Attentat, dat schrecklecht Attentat a Frankräich op den Här Professer Samuel Paty war. A seng Menacen, déi e géint Griicheland ausgeschwat huet! Also eppes ass awer ganz kloer: D'Satir muss awer nach ëmmer zur fräier Meenungsäusserung gehéieren!

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Wann déi net méi d'Recht huet, benotzt ze ginn, da si mer awer an engem Rechtsstaat wäit fortkomm, an zwar op eng negativ Säit! An dowéinst muss een dat och ganz, ganz kloer hei soen: Ech mengen, eis Sympathie gëllt dem franséische Vollek, eis Sympathie gëllt dem Emmanuel Macron, deen hei awer ganz kloer Wierder fonnt huet. An och dat musse virun allem awer Leit, déi reliéis Fanatiker sinn, déi och nach Gaascht an engem Land sinn, akzeptéieren, datt et an eiser Kultur op jidde Fall ganz normal ass, datt d'Satir zu der fräier Meenungsäusserung gehéiert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschten 9. August war och e schwaarzen Dag fir Wäissrussland. Den Alexander Lukaschenko, dee jo elo schonn zënter 26 Joer President ass, huet jiddefalls mat sengem autokratesche Regimm dat Land an eng déif Kris gestierzt. Déi Walen haten eng ganz aner Sprooch geschwat. Den Här Lukaschenko hat déi allerdéngs net verstanen. An dowéinst ass et och richteg, datt reagéiert ginn ass, datt och virun allem um Niveau vun der Europäescher Unioun do reagéiert ginn ass, net nëmme geschwat ginn ass, mee datt awer och konkreet Moossname geholl gi sinn.

D'Fro, déi sech natierlech elo op deem Niveau stellt, dat ass: Wéi laang gëtt den Här Lukaschenko nach vum Här Putin gestäipt? Dat wäerten déi nächst Wochen dann och weisen. De Chaos jiddefalls an deem ganze Raum do ronderëm Russland, seng Noperen - ech denken zum Beispill och u Kirgisistan, ech denken och un déi Affär vum Alexej Nawalny -, deen huet natierlech d'Bezéiungen zu Russland net onbedéngt verbessert, fir net méi ze soen. Dowéinst si jo och elo siwe Russen an e Chemieskonzern op eng Sanktiounslëscht gesat ginn. Elo kann een natierlech soen: „Siwen Nimm, wat ass dat? Dat ass net vill." Mee wann een déi awer méi am Detail analyséiert, da fënnt een eraus, datt dat keng onweesentlech Leit sinn. Dat si Leit, déi aus dem direkten Entourage vum Här Putin sinn, soudatt de President aus Russland u sech awer och misst dee Message verstoen.

Leider huet déi politesch Entfriemung, kann ee scho bal soen, zu Russland mat der Annexioun 2014 vun der Krim jo agesat an och déi Entwécklunge vun deene leschte Joren, ech denken un d'Ostukrain, hunn natierlech net onbedéngt eis Relatioun zu Russland verbessert. Nichtsdestotrotz sollen awer, mengen ech, all diplomatesch Hiewelen a Beweegung gesat ginn, fir och mat Russland déi beschtméiglech Relatiounen an Zukunft ze fleegen.

Da si mer natierlech, wa mer schonn an deem Raum sinn, net ganz wäit ewech vun deem neie Krich tëschent Armenien an Aserbaidjan. Dat ass e Konflikt, deen ass net nei, dee geet op 1923 zréck. Dat sinn also scho bal 100 Joer. An deemools hat déi deemoleg Sowjetunioun d'Nagorny-Karabach-Oblast vu 4.400 km geschafen. Oblast, muss ech éierlech zouginn, ech wousst och net genee, wat dat wär, mee dat ass den Term fir eng administrativ sowjetesch Regioun. An ufangs den 90er-Joren hat dee Krich schonn 30.000 Doudeger gefuerdert. Dat ass also schonn e Konflikt, deen eng grouss Envergure huet. Aserbaidjan war deemools de grousse Verléierer. Si hu misse 15 % bis 20 % vun hirem Terrain ofginn. Eng Millioun Leit hu misse flüchten.

Do waren 1993 schonn Efforte vun der UNO duerch Resolutiounen, fir dee Konflikt ze léisen. 2007 haten d'USA, Frankräich a Russland, och am Kader vun der OSZE, eng Friddensmissioun lancéiert. Mee dëse Konflikt hat natierlech elo och u Bedeitung gewonnen. Firwat? Mee virun allem, well erëm eng Kéier d'Tierkei eng gewësse Roll do gespillt huet. A mir wësse jo, datt d'Tierkei sech ganz kloer hannert Aserbaidjan gestallt huet, et och militäresch ënnerstëtzt huet. An d'Tierkei huet natierlech och wirtschaftlech Interessen. Ech wëll un déi Gaspipeline erënneren, déi vu Baku iwwer Tiflis op Erzurum an d'Tierkei féiert. An natierlech, wat och ee Moment war, deen déi Saach am Fong geholl nach vill méi geféierlech gemaach huet, dat war d'Aschleisung vun Terroristen aus dem Noen Osten.

D'Hoffnung besteet natierlech elo, an déi ass gëschter zum Deel erfëllt ginn, datt et elo endlech zu engem definitive Waffestëllstand soll kommen duerch eeben d'Interventioun vu Russland, déi jo elo dann Truppen dohinner entsenden, wat eng ganz gutt Saach ass. A mir kënnen nëmmen hoffen, datt et dann elo definitiv zu engem Waffestëllstand däerft kommen. Natierlech kann dat awer erëm en neie Konflikt provozéieren, an zwar an Armenie selwer. An net méi spéit wéi gëschter konnt een dat jo an der internationaler Press verfollegen, datt elo do lues a lues awer eng Onzefriddenheet opkënnt, well de President Paschinjan dee Waffestëllstand do ënnerschriwwen huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Méint stoung jo och Israel eemol méi am Fokus. Si haten et souguer gepackt bis hei an d'Chamber. Och mir hunn eis mat Israel do auserneegesat. An dat, wat an deene leschte Wochen a Méint do virgaangen ass an deem ganze Raum, huet awer natierlech déi Zweestaateléisung, dat muss ee soen, trotzdeem hypothekéiert. An och déi geplangten Annexioun vun Terraine vu palästinensesche Gebidder am Westjordanland huet mat Sécherheet zu enger grousser Opreegung gefouert.

An dat, wat natierlech elo déi ganz Saach nach eng Kéier opgeheizt huet, dat war elo, datt grad um Dag vun den amerikanesche Walen, wou Israel natierlech wousst, datt de Fokus op d'amerikanesch Wale konzentréiert war an net op hir Politik, d'Zerstéierung vun engem Beduinenduerf. An d'Gefor besteet souguer, datt eng Schoul, déi vun EU-Gelder finanzéiert gëtt an der Gemeng Ras El Tin, géif ofgerappt ginn. Ech beruffe mech hei, wéi gesot, op international Presseorganer, déi dat elo kierzlech matgedeelt hunn. Falls dat sollt de Fall sinn, ech mengen, da muss een awer ganz éierlech soen, da géif de Spaass awer ophéieren.

Kierzlech hu jo och d'Vereenegt Arabesch Emirater an de Bahrain mat Israel e sougenannte Friddensvertrag ënnerschriwwen. A priori ass dat ëmmer positiv, wa Länner ënner sech Friddensverträg ënnerschreiwen. Et däerf een och net vergiessen, dat ass net nei. Ech mengen, do gouf et scho geheim Relatiounen an all deene Joren. Mee aus Rücksicht op d'Palästinenser ass dat do net public gemaach ginn. Elo ass et public gemaach ginn, wat natierlech erëm eng Kéier d'Situatioun vun de Palästinenser net onbedéngt wäert verbesseren.

Et war och elo kierzlech eng héichrangeg Delegatioun vun Abu Dhabi zu Tel Aviv, wou dann och definitiv decidéiert ginn ass, datt all Dag solle Fligeren tëschent Abu Dhabi an Tel Aviv zirkuléieren an datt och déi geschäftlech Relatiounen, déi kommerziell Relatioune sollen ausgebaut ginn. Et sollen Ambassaden opgemaach ginn. A priori, wéi gesot, nach eng Kéier, ass dat jo alles positiv ze gesinn. Mee et däerf een awer och net vergiessen, wat dat do ka fir d'Situatioun vun de Palästinenser an deem Raum bedeiten.

D'USA waren elo an deene leschte Wochen a Méint do manner aktiv. Et muss een och elo ofwaarden, wéi den Här Biden sech dozou positionéiert. Et däerf een och net vergiessen, datt d'USA u sech esou e Friddensofkommes ëmmer positiv begleet hunn. 1979 gouf e Friddensvertrag tëschent Ägypten an Israel ënnerzeechent, mam Resultat, datt Ägypten all Joer zwou Milliarden Dollar Militärhëllef vun den USA kritt.

Jiddefalls, dës nei Entwécklunge sinn och e gewëssent Zeechen a Richtung Palästinenser, déi dat natierlech de Moment e bëssen als Verrot ugesinn, well eeben all déi Joren déi diplomatesch Bezéiungen, déi virgesi waren, ëmmer gekoppelt waren un d'Fuerderung, datt dat gläichzäiteg géif awer bedeiten, datt déi Zweestaateléisung géif konkreet ginn.

Eppes ass jiddefalls kloer: Wat bedeit dat dote fir d'Zukunft vun enger Zweestaateléisung? Ech mengen, och hei ass d'Europäesch Unioun gefuerdert. An ech bezéie mech hei op eng Deklaratioun vum Héije Vertrieder vun der EU, dem Här Josep Borrell, deen och ganz kloer - an ech mengen, den Här Ausseminister ass och gëschter drop agaangen - gesot huet: „Wann, da muss dat am Kader vun de Grenze vun 1967 geschéien." An elo wëll ech och op eng Ausso hiweisen, déi seng Virgängerin fir d'Aussen- an d'Sécherheetspolitik an der EU, d'Madamm Federica Mogherini, sengerzäit an engem „Monde"-Artikel gemaach huet. Si hat deemools gesot: « Je serais heureuse si l'État palestinien existait au terme de mon mandat. » Bon, hiert Mandat ass eriwwer, de Problem ass net geléist! Ech wëll net ze vill pessimistesch sinn, mee ech fäerten, wann dem Här Borrell säi Mandat eriwwer ass, dann ass leider d'Chance grouss, datt de Problem och nach net geléist ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Nopeschland vun Israel, wat awer déi lescht Wochen a Méint och erëm méi an de Fokus komm ass, ass natierlech de Libanon. De Libanon, do war jo e fierchterleche Biergerkrich tëschent 1975 an 1990, deen iwwer 130.000 Doudeger gefuerdert hat. An déi rezent Explosioun am Hafe vu Beirut, déi net nëmme vill kierperleche Schued, mee och materielle Schued provozéiert huet, huet awer och gewisen, datt dat Land grouss innepolitesch Problemer huet. Dat huet jo och zum Stuerz vun der Regierung dee Moment gefouert. Dat heescht, den Hassan Diab huet missen zrécktrieden. An och säin Nofollger, de Mustapha Adib, huet echoueiert. An op eemol, wéi Phönix aus den Äschen, steet elo erëm de Milliardär Saad Hariri do. Den Här Hariri trëtt elo säin drëtt Mandat do un. Bon. Mir loossen eis elo emol iwwerraschen, wéi sech dann do d'Situatioun am Libanon wäert entwéckelen.

Jiddefalls huet seng Reapparitioun zu ganz grousse Protester gefouert, an et ass nëmmen ze hoffen, datt dat Land, wat enorm vill Potenzial huet, elo net erëm eng Kéier an en neie Biergerkrich wäert gestierzt ginn. Hei ass et natierlech ganz wichteg, op de Rôle vu Frankräich hinzeweisen an ze hoffen, datt dat, wat den Här Emmanuel Macron gesot huet, datt e seng Ënnerstëtzung un eng Rei vu Reforme koppelt, datt dat och wäert dann an Zukunft de Fall sinn.

Insgesamt muss ee soen, datt am Mëttleren an am Noen Osten d'Situatioun natierlech ugespaant ass, net nëmmen zënter gëscht, mee schonn, kann ee soen, zënter dräi Joerzéngten. Ee Land, wat do op der Lauer ass, muss ee soen, dat ass den Iran. Et däerf een net vergiessen, de Mullah-Regimm bedeit jo awer och eng gewësse Gefor. A mir wëssen och, datt se nach ëmmer Appetitt op Atomwaffen hunn. An dowéinst och hei jiddefalls d'Hoffnung, datt den Här Biden eng aner Politik wäert maache vis-à-vis vum Iran wéi den Här Trump.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een déi Haaptkonflikter op der Welt analyséiert, da kéint een natierlech nach laang heiriwwer schwätzen; dat dinn ech lech awer elo net un. Mee awer kuerz trotzdeem nach e Bléck op Latäinamerika. Och den Här Ausseminister ass gëschter drop agaangen, an zu Recht.

Venezuela an Nicaragua stinn de Moment manner am Fokus. Virun engem Joer hu mer eis virun allem op déi zwee Länner konzentréiert. Leider muss een allerdéngs soen, datt déi Diktatoren do, den Här Maduro an den Här Ortega, nach ëmmer um Rudder sinn. Si stinn elo mat hire Regimmer, wéi gesot, net méi esou am Brennpunkt vun der internationaler Politik, wat awer mat Sécherheet net wëllt heeschen, datt d'Problemer do geléist sinn. Ganz au contraire!

An dann ass natierlech ee Land do, wou mir och, géif ech soen, als Lëtzebuerg awer Interêt hunn, eis nach méi dorop ze konzentréieren, dat ass Chile. E ganz interessant Land. E schéint Land! Een, deen do war, kann dat nëmme bejoen. An Chile ass zënter engem Joer, kann ee soen, an enger dach ugespaantener Situatioun. Do ass et duergaangen, datt d'Erhéijung vu Metrostickete vun 800 op 830 Pesos, dat sinn ongeféier dräi Eurocent, zu grousse Manifestatioune gefouert huet. Ech wëll hei elo net falsch verstane ginn: Fir eis heibanne sinn dräi Cent natierlech net onbedéngt d'Welt, mee fir ganz vill Leit doënne bedeit dat extreem vill, an dat huet natierlech dee Moment och zu deene Reaktioune gefouert.

Allerdéngs gëtt et de Moment ee Liichtbléck an deem Land an dat ass déi nei Verfassung, déi elo virgesinn ass. Et däerf een net vergiessen, datt d'Verfassung an Chile nach vum Här Pinochet staamt. Dat sinn elo iwwer 40 Joer hier. An et ass elo virgesinn, déi ze änneren, un déi modern Situatioun unzepassen. Do gëtt elo eng nei Assemblée geschafen. Déi soll am Abrëll fir d'éischt zesummekommen. Déi gëtt och paritéitesch zesummegesat, wat jo vill Leit och heibanne wäert erfreeën. An et geet virun allem ëm d'Recht op Bildung, et geet ëm d'Privatiséierung, d'Entprivatiséierung vun de Renten. An dat sinn natierlech weesentlech Elementer. Den Här Piñera, den aktuelle President, huet sech natierlech laang dergéint gewiert, gesäit awer elo an, datt den Drock ëmmer méi grouss gëtt. Et ass e Liichtbléck do. Ob et zwar wierklech zu enger Verbesserung wäert féieren, dat muss een emol ofwaarden. Ech fäerten, soulaang den Här Piñera do ass, wäert awer net déi ganz grouss Ännerung do kommen.

An da muss een och soen, datt Chile jo awer e wichtegen Handelspartner fir Lëtzebuerg ass. Ech denken do un den Echange vu Servicer. Ech denken un d'Fongenindustrie.

An à propos Handelspartner, ech mengen, den Här Minister ass gëschter laang op d'Handelspolitik agaangen; dat ass och ze verstoen, dat gehéiert jo och zu sengem Ressort, dat ass och ganz weesentlech, dat ass ganz wichteg. Dat hu mer an deene leschte Wochen a Méint och gemierkt, wéi wichteg datt et ass, datt mer gutt Handelsrelatiounen duerch d'Welt hunn. An ech wëll hei Wierder vun him iwwerhuelen, virun allem, wat en zur Handelspolitik gesot huet, „Lëtzebuerg géif sech fir eng equilibréiert an transparent Handelspolitik asetzen". Dat ass eng Ausso, déi mir, Här Minister, nëmme kënne matdroen!

Dat heescht natierlech och, datt mer eis musse verstäerkt Gedanke maachen iwwert déi Liiwwerung vu Wueren, déi och an d'Europäesch Unioun komme respektiv an eist Land, ënner wat fir enge Konditiounen déi Wuere produzéiert gi sinn.

Da si mer natierlech och ganz séier bei dem Devoir de diligence. Ech mengen, dat ass och e Punkt, deen eis scho méi laang beschäftegt. Mir hate bei der Debatt iwwert d'Entwécklungspolitik an d'Kooperationspolitik doriwwer scho rieds. Och Dir sidd gëschter drop agaangen. Ech kann lech do och mat ënnerstëtzen, datt fir d'éischt soll versicht ginn, um Niveau vum europäesche Level eng Decisioun ze fannen. Dat wär jo u sech vläicht déi, déi am meeschte Poids hätt. Wat allerdéngs net verhënnert, datt mer eis nach wie vor sollen och virun Aen halen, gegeebenefalls eng national Gesetzgeebung ze maachen, esou wéi dat jo de Moment och a Frankräich ass.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, och fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass d'Aussepolitik awer vu ganz grousser Wichtegkeet. Den Här Ausseminister huet dat gëschter e puermol ënnerstrach, an dat muss een och hei erëm eng Kéier erneieren, datt et grad fir eis als klengt Land immens wichteg ass, datt mer queesch duerch all d'Kontinenter gutt Relatiounen hunn, datt mer gutt vernetzt sinn, datt mer Partner hunn iwwert dee ganze Globus. Och wa mer, wéi gesot, en extreem klengt, bescheidend Land sinn, wëllt dat net dervun ofhalen, fir eis weiderhin och an Zukunft op deem Niveau ze engagéieren. An ech woen ze behaapten, an ech sinn och iwwerzeegt, wa mir déi grouss Chance hunn, an engem Land ze liewe mat esou engem héije Liewensniveau, dann ass dat awer virun allem och op eisen oppene Geescht zréckzeféieren, datt mir grad op sinn, fir nei Relatiounen unzestriewen, datt mir bereet sinn, Relatiounen ze fleegen op allen Niveauen. An dat wäert an dat kënnt eisem Land ouni Zweifel zegutt.

Dat ass och dem Asaz ze verdanke vu ganz, ganz ville Politiker, egal wellecher Couleur, dat muss een och ganz éierlech a ganz offen hei soen, déi um Rudder waren, déi vill Asaz bewisen hunn an am Fong geholl dat och fäerdegbruecht hunn zu deem, wou mer eis haut entwéckelt hunn. An do gehéiert Dir, Här Asselborn, och derzou. Ech mengen, mat Ärem Asaz an deene leschte Joren, ech hat et d'leschte Kéier scho gesot, sidd Dir entre-temps also den Déngschteelsten an der Europäescher Unioun an den drëttdéngschteelsten Ausseminister vun der Welt. Dir hutt doudsécher och e Meritt dorun, datt Lëtzebuerg an der Welt eeben dat Gehéier fënnt, wat fir eis Gesellschaft vu grousser Wichtegkeet ass.

An deem Sënn soen ech Merci fir d'Nolauschteren an erneieren hei awer och d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei fir de Kurs vun der Regierung an der Aussepolitik an och méi speziell fir Ären Engagement, deen Dir ëmmer ënner Bewäis stellt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. An ech erlabe mer direkt, Iech, Här President, eng Motioun ze iwwerreechen, ...

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la sécurité internationale est aujourd'hui menacée par une grande variété de risques et qu'aux conflits classiques se rajoutent aujourd'hui de nouvelles menaces telles que le changement climatique, la radicalisation, le terrorisme, la cybercriminalité, des menaces sanitaires, les inégalités et la désinformation ;

- estimant que face aux défis transfrontaliers, un système multilatéral et une coopération internationale forts ainsi qu'une Union européenne unie sont plus nécessaires que jamais ;

- considérant que le système multilatéral fondé sur des règles est sous pression ;

- estimant que la montée d'un nationalisme aigu complique la coopération internationale et la recherche de solutions communes ;

- estimant qu'il est primordial que l'Union européenne et ses États membres assurent le plein respect des valeurs au sein de l'Union qu'ils cherchent à défendre dans le monde ;

- considérant que l'élection de Joe Biden représente une opportunité pour renouveler les relations transatlantiques et la coopération sur des questions d'intérêt commun ;

- saluant les engagements du Président élu en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale, notamment l'annonce que les États-Unis rejoindront l'Accord de Paris sur le climat et l'Organisation mondiale de la santé et son intention de proroger le traité New Start ;

- considérant que les Nations Unies demeurent l'enceinte internationale phare en ce qui concerne la coopération internationale ;

- notant les propositions du Secrétaire général des Nations Unies pour réformer l'Organisation, mettant l'accent sur le développement, la gestion et la paix et la sécurité ;

- considérant que la lutte contre la pandémie du Covid-19 et ses conséquences exige de renforcer la coopération internationale ;

- considérant que la pandémie souligne également la nécessité d'une architecture mondiale de santé robuste pour faire face aux défis sanitaires du futur ;

- considérant le rôle fondamental de l'Organisation mondiale de la santé à cet égard ;

- soulignant que la prévention de crises est plus sûre, plus efficace et toujours moins coûteuse ;

- estimant que l'Union européenne devrait prendre l'initiative dans la recherche de solutions multilatérales ;

- considérant que la crise sanitaire a réaffirmé l'importance de la coopération au sein de la Grande Région,

invite le Gouvernement

- à maintenir son engagement en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale à tous les niveaux et à poursuivre son soutien aux organisations internationales ;

- à œuvrer pour une meilleure coopération et coordination transatlantique, y compris dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris ;

- à défendre l'État de droit et les libertés fondamentales au sein de l'Union européenne ;

- à redynamiser les échanges et les relations politiques au sein de la Grande Région ;

- à appuyer les efforts de réforme des Nations Unies en vue de les rendre plus réactives aux crises mondiales ainsi que la réforme de l'Organisation mondiale du commerce ;

- à soutenir les efforts visant à renforcer les systèmes de soins de santé à travers le monde et à fortifier l'architecture mondiale de la santé ;

- à soutenir une réforme de l'Organisation mondiale de la santé en vue de renforcer ses capacités à réagir à des menaces sanitaires futures ;

- à s'engager pour une mise à disposition équitable du futur vaccin contre le coronavirus à travers le monde.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- ... déi d'Ënnerschréften dréit selbstverständlech vu mir, deen den Depot mécht, mee och vun der Madamm Empain, dem Här Gusty Graas, ...

(Interruption)

Gesitt Der, elo sinn ech schonn esou gewinnt un déi Masken!

... awer och d'Ënnerschréft vum Här Kartheiser an d'Ënnerschréft vum Här Wiseler.

Ech wäert net eng separat Interventioun zu där Motioun maachen, mee ech wäert am Laf vu menger Interventioun hei eigentlech op déi eenzel Punkten agoen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn 1975 gebuer.

(Interruption)

An et sinn der nach heibannen.

Ech zielen also zu där Generatioun, déi nach ganz bewosst d'Trennung an Europa erlieft huet. Mir hunn dat thematiséiert an der Schoul an och doheem. Gradesou wéi an den Noriichte stänneg rieds goung vun deenen zwee Bléck, déi sech géintiwwerstoungen, dem Kale Krich, der militäresch an atomarer Bedroung an esou weider.

D'Welt war zwar net onbedéngt manner komplex, se huet awer méi einfach geschéngt, well mer d'Welt engersäits an déi Gutt an anerersäits an déi Béis agedeelt haten. Dat huet een deemools besonnesch gutt an den amerikanesche Filmer gesinn.

Wéi zu Berlin d'Mauer gefall ass, hat ech also 14 Joer. An op ee Coup war déi Bedroung fort, de Konflikt tëscht Ost a West verschwonnen.

Meng Generatioun hat dunn de grousse Privileeg, an enger Zäit opzewuessen, an där op international Zesummenaarbecht gesat gouf. D'Europäesch Unioun huet méi a méi u Bedeitung gewonnen, och an eisem alldeegleche Liewen. D'Grenzen zu den Ostblocklänner goungen op, awer och d'Grenzkontrollen tëscht de Memberstaaten an der EU sinn ewechgefall. D'Unioun huet sech erweidert an dat direkt e puermol.

A quasi alle politeschen Domäne gouf ëmmer méi kooperéiert. Besonnesch do, wou ee sech virdru géigesäiteg net iwwert de Wee getraut huet. Ofrüstungstraitéë goufe geschloss. Déi eng Verdeedegungsbündnisser goufen opgekënnegt, anerer erweidert respektiv verdéift. Och wann ee bei der NATO-Osterweiderung réckbléckend muss agestoen, dass mer net ëmmer dat néidegt Fangerspëtzegefill haten.

Mee dovun ofgesinn, zanter dem Zweete Weltkrich goufen op sëllege politeschen Niveauen Organisatioune geschafen, an deenen d'Länner weltwäit kooperéiere sollten an net just a Kompetitioun een zuenaner stoungen. Gemeinsam Problemer wollten d'Staaten och zesumme léisen, ob am Welthandel oder an der Medezinn, an der Recherche, an der Hongers- an Aarmutsbekämpfung oder nach am Klimaschutz. D'Devise war: duerch international Kooperatioun no vir kommen, Wuelstand schafen a Fridde sécheren. Kuerz gesot: eng besser Welt schafen. Och wann net all Versprieche konnten agehale ginn, meng Generatioun hat eng glécklech Zäit, eng Zäit vum Fortschrëtt an eng Zäit vum Fridden.

Här President, den nächste Mount kritt mäi Bouf 14 Joer. A wann ech kucken, a wéi enger Zäit hien a seng Generatioun opwuessen, da muss ech feststellen, dass haut d'Welt manner sécher ass, dass manner op international Kooperatioun gesat gëtt, dass et erëm méi Kompetitioun gëtt tëscht de Länner, dass déi transatlantesch Bezéiunge gelidden hunn, besonnesch an deene leschte véier Joren, dass ëmmer méi Länner mengen, si wäre besser drun eleng, dass et a villen internationalen Organisatioune kee Fortschrëtt méi gëtt, mee Stëllstand, dass d'Europäesch Unioun mam Austrëtt vu Groussbritannien erëm méi kleng gëtt, dass Ofrüstungsverträg opgekënnegt ginn an dass esou vill an de Militär investéiert gëtt wéi nach ni virdrun.

D'Welt ass haut méi komplizéiert. Regional Konflikter hunn direkt en Impakt op de Rescht vun der Welt. Iwwer 60 Millioune Mënsche weltwäit sinn op der Flucht, mat alle Problemer, déi dat mat sech bréngt, net nëmme fir eis, mee virun allem dat trauregt Schicksal vun de Leit selwer.

De Klimaschutz gëtt manner eescht geholl.

Kuerz gesot: Ech fäerten, dass d'Generatioun vu mengem Bouf net an esou enger glécklecher Zäit an net esou sécher wäert opwuesse wéi meng. A well ech dat mat aller Bescheidenheet, déi een engem Lëtzebuerger Deputéierten ëmmer muss rappeléieren, awer net einfach esou hinhuele wëll, wëll ech meng Ried haut notzen, fir e Plädoyer ze hale fir de Multilateralismus, fir eng Verdéiwung vun eise Relatioune mat anere Länner. E Plädoyer fir méi international Kooperatioun an eigentlech e Plädoyer géint den Egoismus.

Ech wëll do op de globalen Niveau agoen, d'Entwécklungen an der EU uschwätzen, mee och op d'Groussregioun kucken, där hir Wichtegkeet, eiser Meenung no, duerch d'Pandemie nach eng Kéier ënnerstrach gouf.

Här President, dëst Joer feiere mer 75 Joer vun de Vereenten Natiounen, dräivéierelsjoerhonnert zanter dass déi international Communautéit nom Zweete Weltkrich zesummekomm ass a sech an de Leit versprach huet, duerch international Zesummenaarbecht Fridden a Wuelstand ze schafen, déi méi destruktiv Impulser vum Mënsch ze bremsen an Erausfuerderungen zesummen unzegoen.

D'Vereent Natioune sinn den Epicenter vun der internationaler Zesummenaarbecht ginn a sinn eigentlech net méi ewechzedenken. An neen, d'UNO konnt d'Hoffnungen net ëmmer erfëllen, déi vun de Länner a vun de Leit mat hir verbonne goufen! D'Versprieche konnten net ëmmer agehale ginn. D'Welt, an där mer haut liewen, ass sécher net déi, déi d'Grënnungsmembere sech viru 75 Joer gewënscht hätten. Mee d'UNO huet, trotz widdregen Ëmstänn, en Ënnerscheed um Terrain gemaach: Si huet Liewe gerett, Liewenskonditioune verbessert, nei Norme gesat.

A kommt, mer sinn och éierlech: D'UNO kann och nëmmen dann all hir Verspriechen aléisen, wann d'Länner hir dat och erlaben! Et ass déi éiweg Tensioun tëscht engersäits der Hoffnung fir eng besser Zukunft, dem Glawen u Kooperatioun, der Méiglechkeet, d'Differenze friddlech ze iwwerbrécken, an anerersäits de geopoliteschen Ausenanersetzungen, der Kompetitioun an eisem internationale System.

An dës Tensioun, déi bleift eng Realitéit. Mee mir wëssen och, dass Wiessel méiglech ass, dass Identitéiten a Relatiounen evoluéiere kënnen an dass d'Verhale vu Staate ka beaflosst ginn.

D'Geschicht vun Europa ass hei dat beschte Beispill! Geheie mer e Bléck op eis Welt vun haut, da schéngt de Pendel an deene leschte Joren erëm méi a Richtung vu Kompetitioun ausgeschloen ze hunn. Dat huet eis d'Covid-19-Pandemie besonnesch virun Ae gefouert. Eng Rëtsch Facteuren, op déi ech méi spéit ze schwätze kommen, maachen eng effikass international Zesummenaarbecht haut méi schwéier. Dat ass ëmsou méi bedauerlech, well mer hautdesdaags d'Kooperatioun ëmsou méi brauchen, fir Konflikter ze léisen a global Erausfuerderungen unzegoen.

A fir Lëtzebuerg als klengt Land ass e multilaterale reegelbaséierte System ëmsou méi wichteg. Eng multipolar Uerdnung mat Allianzen a Rivalitéiten, déi méi onbestänneg sinn, e fulminanten technologesche Fortschrëtt, eng bal belaaschtend Komplexitéit ... Alles dat dréit derzou bäi, dass mer an enger ëmmer méi - soe mer emol - onlieserlecher Welt sinn, wat och d'Gefill vun Onsécherheet fir de Mënsch mat sech bréngt.

D'Fundamenter, op déi eis Aussepolitik opbaut, sinn amgaange sech eigentlech opzeléisen. Amerika huet an deem Kontext ëmmer eng wichteg Roll gespillt als enke Partner, och aus strateegescher Siicht. Dës Relatioun huet an de leschte véier Jore gelidden, a mir setzen an Europa vill Hoffnung an en neit transatlantescht Bündnis, ënner engem neien US-President, deen de Wäert vun der Zesummenaarbecht kennt.

Déi international Zesummenaarbecht, de Multilateralismus, d'Diplomatie mussen e Kärinteressi vu Lëtzebuerg bleiwen. A mir hoffen, dass d'Europäesch Unioun sech global heifir asetze wäert.

Eis Aussepolitik huet d'Aufgab, d'Interesse vum Land a vu senge Bierger ze verdeedegen an ze vertrieden, mee och, fir fir eis Wäerter dobaussen anzestoen an der Welt, zum Fridden op der Welt, der Sécherheet, der nohalteger Entwécklung, dem Respekt vun de Mënscherechter an esou weider bäizedroen. Well dat och fir Lëtzebuerg méi Sécherheet bedeit!

Als klengt Land hu mir selbstverständlech nëmme begrenzte Méiglechkeeten. Dat ass jiddwerengem vun eis, mengen ech, kloer. Dofir sinn a bleiwen d'Kooperatioun an de Multilateralismus e Muss! An dat aus verschiddenen Ursaachen.

An eiser laanger Geschicht si mer méi wéi eng Kéier zum Spillball vu geopolitesche Consideratioune ginn. A mir hunn déi arbiträr Decisioune vun deene Grousse missen iwwer eis ergoe loossen.

An engem System, wou just d'Muecht, dacks a Form vu militärescher Kraaft, zielt, ass engem klenge Land seng Souveränitéit am Endeffekt dem Wëllen an, loosse mer soen, der Willkür vun deene méi grousse Länner ausgeliwwert. Oder, wéi den algriicheschen Historiker - elo probéieren ech da säin Numm och richteg ze soen - Thukydides et schonn am Kader vun de Peloponneesesche Kricher ausgedréckt huet: „Déi Staark maachen, wat se wëllen, an déi Schwaach erdroen dat, wat se mussen."

Eng international Uerdnung, déi op klore Reegelen a Prinzippie baséiert, déi duerch international Organisatioune fonctionéiert, huet dowéinst fir kleng Staaten eng ëmsou méi grouss Bedeitung: Multilateral Approchen erlaben et, dass och kleng Länner op Aenhéicht matdiskutéiere kënnen, dass hir Stëmm gehéiert gëtt, dass déi natierlech Asymmetrie tëscht de Staaten op d'mannst zum Deel entschäerft gëtt.

Am Kader vun der Europäescher Unioun oder duerch d'UNO konnt Lëtzebuerg sech an d'Weltgeschéien abréngen, zum Beispill als net permanente Member vum UNO-Sécherheetsrot oder dann, wa mer d'Presidence vum Conseil haten.

International Reegele setzen och Grenze fir d'Behuele vun deene Groussen. Se bremsen hir Impulser, probéieren d'international Relatiounen iergendwéi ze ziviliséieren. Si ginn eis theoreetesch Schutz virun arbiträren Aktiounen, deene mir näischt entgéintzesetzen hätten. Et kann een also soen, dass déi international Uerdnung mat hire Reegelen eigentlech d'Konditioun ass, fir dass mir eis Souveränitéit kënnen exercéieren.

Haut gëtt et genuch global Erausfuerderungen, déi mer nëmmen op internationalem Niveau wierklech geléist kréien. Wann do all Land, all Regioun seng eegen Zopp kacht, kënne se sech zwar vläicht herno op d'Schëller klappen, mee wa mer dës Problemer net global léisen, da léise mer se guer net! E multilaterale System, deen zerfält, mécht et net just méi schwéier, Léisungen ze fanne fir déi haiteg Erausfuerderungen, mee féiert och derzou, dass eise System als Ganze méi onsécher gëtt.

A genee dat hu mer an deene leschte Jore gesinn! Eng ganz Rëtsch Facteuren hunn derzou bäigedroen, dass eis multilateral Uerdnung ënner Drock komm ass: eng Kris vun der Globaliséierung, wou et relativ kloer Gewënner a Verléierer gouf tëscht de Länner, mee och bannent de Länner.

D'Finanzkris, déi pervers Konsequenz vun engem neoliberale Kapitalismusmodell, huet gewisen, wat d'Risike sinn a virun allem, wien um Enn herno muss bezuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Mat soziale Konsequenzen, déi dat hat, iwwerall an der Welt, och hei bei eis an Europa.

Eng Verbreedung vun engem rauen an heiansdo autoritären Nationalismus, gekoppelt mat engem Verloscht u Vertrauen an déi national an international Institutiounen. Esou eng Approche mécht déi kollektiv Aktioun dacks onméiglech an de Konflikt deelweis onëmgänglech, besonnesch well eigentlech déi dote Regierungen d'Konflikter brauchen, fir sech kënnen ze legitiméieren.

Do, wou de politesche Géigner als Feind duergestallt gëtt, leit d'Demokratie. Do tauche Spannungen op. Do gëtt Dialog méi schwéier an d'Sich no Kompromësser bal onméiglech. Esou eng Polariséierung gesi mer den Ament an Amerika, mee deelweis och ëmmer méi hei bei eis an Europa. Déi Entwécklung musse mer verhënneren, well mer soss déi Kohäsioun verléieren, déi fir eist Land esou eminent wichteg ass.

En Amerika, dat sech ënnert der Trump-Administratioun progressiv aus dem multilaterale System zréckgezunn huet. Ënnert dem Här Trump hunn d'USA d'Welt just nach duerch den America-first-Brëll gekuckt a Multilateralismus a Kooperatioun hu si als eng Schwächt gesinn.

Alles dat huet derzou bäigedroen, dass international Reegelen, Regimmer, Institutiounen a Fro gestallt a contestéiert goufen, dass dee System, dee mer hei am Weste bal fir selbstverständlech ugesinn hunn, amgaangen ass ze bréckelen.

Här President, wann een de multilaterale System stäerke wëllt, muss et an enger éischter Linn drëms goen, dass déi Grondreegelen, déi mer hunn, méi konsequent ëmgesat an deels gestäerkt ginn. Ech denken zum Beispill un d'internationaalt humanitäert Recht. Dat ass ze dacks lénks leie gelooss ginn, wourënner virun allem d'Zivilisten an de Konfliktregioune gelidden hunn.

Verschidden Organisatiounen an Institutioune sollte reforméiert ginn. Heizou gehéiert och d'UNO selwer, wou schonn e Reformprozess amgaang ass a wou och de Wëllen do ass, se op d'Erausfuerderunge vun haut ze adaptéieren.

D'Covid-19-Pandemie huet eis gewisen, dass mer méi a Preventioun an an e proaktive Management investéiere mussen. Et ass evident, dass eng global effikass Pandemiepreventioun, déi Infektiounskette lokal andämmt, manner kascht wéi deen immense gesondheetlechen, wirtschaftlechen, soziale Schued, mat deem mer eis elo mussen ausenanersetzen.

Heizou gehéiert och eng Reform respektiv eng Stäerkung vun der OMS. An dat hu mir hei an der Chamber an och an der Kommissioun schonn des Ëfteren thematiséiert.

Preventioun muss d'ailleurs och a Saache Konflikter nach méi an de Fokus réckelen.

Och d'OMC, d'Organisation mondiale du commerce, an den internationalen Handelssystem méi generell, op deen ech méi spéit nach ze schwätze kommen, musse reforméiert ginn.

An als Lescht solle mer och kucken, ob mer zousätzlech international Kaderen oder Reegele brauchen, fir nei Phenomeener oder Trends ze cadréieren. Ech denken zum Beispill un de Cyberspace, autonom Waffesystemer oder dat, wat sech nennt Global Public Goods.

Als Lëtzebuerg sollte mer engersäits weiderhin an de multilaterale System investéieren a kucken, wou mer spezifesch en Apport brénge kënne respektiv wou et an eisem Interessi ass, nei Reegelen opzesetzen.

Multilateralismus ass engersäits e Mëttel zum Zweck, fir a verschiddene Situatioune Konflikter ze léisen a besser Léisungen ze fannen, mee et kann zu engem gewëssene Grad och e Selbstzweck sinn, fir eis international Relatiounen op méi stabill Fondatiounen ze foussen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Neen, Multilateralismus an d'Diplomatie sinn net ëmmer spannend! Mee dat läit eigentlech an hirer Natur. Et ass en iterative Prozess, keng Revolutioun. Et geet drëms, jiddwereen um Dësch ze halen, Léisungen trotz allen Differenzen ze fannen. Et ass d'Hoffnung, dass een aus dem Duerjerneen un Interessen an u verschiddene Stëmmen aus engem gefillte Chaos et nawell fäerdegbréngt, op e gemeinsamen Nenner ze kommen. Ob dat vun der Ambitioun hier ëmmer genuch ass, kann een a Fro stellen, mee et muss op jidde Fall erëm den Ufank vun eisem Matenee ginn.

Här President, ech gleewe fest drun, dass mer international besser zesummeschaffe kënnen. D'Europäesch Unioun ass eng Inkarnatioun vun internationaler Kooperatioun, vun engem multilaterale System, engem gemeinsame Projet, deen eis als Éischt Fridden an da Wuelstand bruecht huet.

D'Europäesch Unioun muss awer och um internationalen Niveau méi Verantwortung huelen, multilateral Léisunge virschloen, wann anerer just no sech selwer kucken. D'EU muss Leadership iwwerhuelen, wann anerer sech zréckzéien.

Ech hoffen, dass mer dëse Wee elo erëm méi koordinéiert mat den USA bestreide kënnen. Europa ass jo historesch enk mat den Amerikaner verbonnen. Lëtzebuerg verdankt den Amerikaner immens vill. Mir hunn d'Hoffnung, dass mer déi transatlantesch Bezéiunge mat enger Biden-Administratioun erneieren an erëm op méi stabill Fundamenter a Wäerter stelle kënnen. De besseren Ëmgang eleng wäert hei scho vill ausmaachen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Den Joe Biden schätzt a versteet d'Geschicht an de Sënn vun der europäescher Konstruktioun, gesäit an der EU e Partner a kee Feind.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Op wichtege strateegesche Froe wäerte mer erëm méi alignéiert sinn: Pandemiepreventioun a -bekämpfung, Klimawandel, Demokratie an esou weider. Och op anere Sujeten, wéi zum Beispill dem Iran, hoffe mer, dass mer erëm méi un engem Strang zéie kënnen, genee wéi bei der Rettung vun den Ofrëschtungsverträg.

Mir wäerten och weiderhi Spannungen hunn, zum Beispill am Handel.

Och haut si mer a Saache Sécherheet nach op Amerika ugewisen. Do brauche mer eis näischt virzemaachen. Eng Biden-Administratioun wäert och weiderhin drop pochen, dass d'EU-Memberstaaten hir Defenseausgaben erhéijen, och wann hei bestëmmt den Toun wäert änneren.

Allgemeng wäert Amerika sech och weider aus verschiddene Sphären zréckzéien. Mee och onofhängeg vun dëse Consideratioune sollt d'EU e weidere Schratt no vir maachen a Richtung Sécherheets- an Defenseunioun, fir eis op internationaler Bün méi selbststänneg ze maachen, an eisen Nopeschgéigende méi Verantwortung kënnen ze iwwerhuelen, aner Partnerschaften ze stäerken - ech denken zum Beispill un den APS, dee mer elo herno mat Japan wäerte stëmmen - a mat enger méi staarker Stëmm eis Interessen an eis Wäerter an der Welt ze verdeedegen.

Ganz wichteg ass an eisen Aen och d'Relatioun mam afrikanesche Kontinent, deen e wichtege Partner a villen Domäne ka sinn. De Sommet tëscht der EU an der Afrikanescher Unioun, deen d'Prioritéite fir d'Zesummenaarbecht fir déi nächst Jore festleeë sollt, gouf wéinst dem Coronavirus, wéi esou villes, verréckelt. Mir hoffen awer, dass mer geschwënn déi richteg Jalone setze kënnen, fir eng staark politesch an och wirtschaftlech Kooperatioun opzebauen.

Här President, d'EU muss fir hir Wäerter an der Welt astoen. Se kann eng gewësse moralesch Kloerheet bidden, déi duerch zynesch Regierungen op verschiddene Plaze verluer geet.

Mat all sengen Imperfektiounen ass en demokratesche System nach ëmmer déi beschte Form, fir Sécherheet, Wuelstand an de Schutz vun individuelle Rechter a Fräiheeten ze garantéieren. Wa mer uechtert d'Welt kucken, da gesi mer, dass d'Demokratie net onbedéngt d'Norm ass.

D'Analyse vum Freedom House soen eis zum Beispill, dass, global gesinn, d'Fräiheet zanter 14 Joer zréckgeet. Dat si jo awer beonrouegend Tendenzen. Och Demokratië verlafe sech heiansdo. Beispill: Brasilien, Indien, Amerika, awer och Länner an der Europäescher Unioun.

Ech wëll hei e puer Saachen uschwätzen. Mir musse bei eis selwer ufänken an derfir suergen, dass mer bannent der Europäescher Unioun a Saachen Demokratie, individuell Fräiheeten a Rechtsstaatlechkeet e Virbildcharakter hunn. Et ass eng Fro vun der Glafwierdegkeet. An do gëtt et genuch ze dinn. Ech wäert och nach herno drop zréckkommen.

D'EU muss doheem an iwwerall den Hate Speech an all Form vun Diskriminatioun bekämpfen. An hei si selbstverständlech souwuel de radikalen Islamismus wéi och déi rietsextreem Gruppéierunge gemengt. Mir mussen d'Desinformatioun an d'Verschwörungstheorië bekämpfen, well se probéieren, d'Vertrauen an d'Demokratie an an hir Institutiounen ze ënnergruewen.

2019 an elo och erëm 2020 hu mer Masseprotester a Beweegunge gesinn, déi sech géint eng ganz Rëtsch Mëssstänn geriicht hunn: zu Hongkong, a Wäissrussland, am Iran, am Irak, am Chile, am Libanon, am Sudan oder an Algerien; d'Lëscht ass laang. De Courage vun deene Leit, sech mat hire Regierungen unzeleeën, enger dacks brutaler Repressioun an d'Aen ze kucken, jo, heiansdo hiert Liewen ze riskéieren, fir géint Korruptioun a fir Fräiheet an e bessert Liewen anzestoen, dat kann ee vun hei aus nëmme bewonneren. Dës Leit solle wëssen, dass d'Europäesch Unioun hinne bäisteet.

Wa Staate matenee schwätzen, dierfen d'Mënscherechter net aus Bequeemlechkeet lénks leie gelooss ginn. Eng international Uerdnung muss net nëmme fir d'Staaten, mee och fir d'Mënschen do sinn. Dofir brauche mer eng staark international Mënscherechtsarchitektur. Mir mussen d'Mënscherechter an eis demokratesch Wäerter uechtert d'Welt kategoresch verdeedegen. Eklatant Verstéiss géint internationaalt Recht musse mer kloer verurteelen a Länner wann néideg un de Pranger stellen. Naming and shaming!

Mir sinn houfreg, dass Lëtzebuerg e Sëtz am Mënscherechtsrot 2022 bis 2024, mengen ech, ustrieft, wou mer eebe wäerten d'Mënscherechter promouvéiere kënnen. Mir begréissen och d'Annonce vun der Kommissiounspresidentin, dass eng Zort „Magnitsky Act" lancéiert soll ginn, also eng Basis, fir déi ze sanktionéieren, déi d'Mënscherechter violéieren.

Här President, mir si vläicht tentéiert, virun allem mat aneren demokratesche Staaten zesummenzeschaffen. Staaten, mat deene mer Prinzippien a Wäerter deelen. Dat ass och wichteg, fir spezifesch Erausfuerderungen ze diskutéieren, sech op deene Punkten, déi ech grad ugeschwat hunn, och ze koordinéieren. Dem Joe Biden seng Iddi, en Netzwierk un Demokratien op d'Been ze stellen an e Summit for Democracy ze organiséieren, geet hei an déi richteg Richtung.

Mee dat däerf awer net dozou féieren, dass d'Demokratië just ënner sech probéieren, d'Problemer eleng ze léisen. Mir musse léieren, och grad mat deene Länner zesummenzeschaffen, déi eis Wäerter net deelen, fir global Problemer kënnen ze léisen. Ouni si geet et och net! Ënnerschiddlech Wäerter heescht net, dass mer net gemeinsam Interessie kënnen hu respektiv dass mer net duerch Kooperatioun an eng multilateral Approche do kéinte Léisunge fannen.

Et geet drëms, erauszefannen als Lëtzebuerg, als Europäesch Unioun, wou mir eis Grenzen zéien. Zum Beispill am Ëmgang mat Länner wéi China oder Russland, mat deene Lëtzebuerg jo duerchaus och ganz gutt Bezéiungen huet. Wëlle mir virun allem en Handelspartner sinn a wirtschaftlech profitéieren oder wëlle mer als Europäesch Unioun och eng Roll an der internationaler Uerdnung spillen, andeems mer eis fir eis Wäerter och do asetzen?

Fir d'LSAP kann et just déi zweet Optioun sinn. Mir mussen ofweien an e strateegeschen Discours entwéckelen, deen dann och determinéiert, wéi eng Ressourcë mer an der EU nei opbauen, ausbauen oder verdeedege wëllen a wou mer eis Ofhängegkeete reduzéiere wëllen.

D'Technologië wäerten eis Zukunft matbestëmmen. Wichteg geopolitesch Froe sinn effektiv déi heiten: Wie wäert d'Reegele fir déi nei digitaliséiert Welt bestëmmen? Wiem seng Algorithme bestëmmen d'Zukunft? Wie beherrscht déi kënschtlech Intelligenz am beschten? An: Wie produzéiert hei d'Hardware an d'Software?

D'EU huet zwar en Technologiesecteur, deen am Endeffekt awer weeder mam amerikaneschen nach mat deem chineesesche ka mathalen. Villméi huet d'EU probéiert, sech als reglementéierende Superpower opzestellen, virun allem duerch dee berüümte GDPR. Och a Saache kënschtlech Intelligenz wëlle mer do matschwätzen. Dat ass och ze begréissen. Fir eis ass et zentral, dass déi digital Revolutioun richteg encadréiert ass, de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt a Vertrauen inspiréiert. Mee d'Fro stellt sech, ob dat nach duergeet.

Dat hu mer zum Beispill a Saache 5G gesinn, wou mer tëscht Amerika a China gerode sinn, well d'Technologie och ëmmer méi eng sécherheetspolitesch Dimensioun kritt. Dofir si mer d'accord, dass an Europa och nach méi op Innovatioun gesat gëtt, fir esou eng digital Souveränitéit ze erreechen. An dat geet nëmmen, wa mer op europäeschem Niveau zesummeschaffen.

Loosst mech bei dëser Geleeënheet kuerz op China agoen: China, dat Land, wat vun den Amerikaner als gréisst strateegesch Erausfuerderung gesi gëtt. E Land, dat säin autoritäre Geschäftsmodell als Alternativ zu eisem westleche Modell vermaart an exportéiert. Dat hu mer jo an der Covid-19-Kris besonnesch kloer gesinn. E Land, dat d'Wäerter an d'Prinzippie vum existéierende multilaterale System ëmfunktionéiere wëllt an eege multilateral Strukturen opbaue wëllt an engem Land, mat deem vill EU-Memberstaaten - Lëtzebuerg inklusiv - profitabel Geschäftsbezéiungen opgebaut hunn. E Land, dat mer brauchen, fir Erausfuerderunge wéi de Klimawandel oder d'Pandemiepreventioun unzegoen. Mee och e Land, dat Uiguren zu Honnertdausenden aspäert a seng eege Bierger duerch Technologie un der ganz kuerzer Léngt hält. Duerch dës Komplexitéit musse mir als Europäer navigéieren.

D'Ursula von der Leyen huet China deslescht als Negociatiounspartner, wirtschaftleche Konkurrent a systeemesche Rival beschriwwen. Genee esou nuancéiert sollte mer eis Relatioun mat China ugoen: Den Dialog sichen a féieren, do kooperéieren, wou et geet, mee och kloer kritiséieren an eis net ënnerbottere loossen.

Änlech musse mer eis mat Russland arrangéieren, mat deem mer eng gemeinsam Noperschaft hunn. D'Relatioune stinn hei net zum Beschten: d'Annexioun vun der Krim, hir Roll an der Vergëftung vum Sergej Skripal an dem Alexej Nawalny, Desinformatiounscampagnë fir d'EU an d'NATO ze destabiliséieren an esou weider. Mee gläichzäiteg musse mer agesinn: Ouni Russland geet et net! Dofir muss och den Dialog mat Russland weidergefouert a gekuckt ginn, wou mer konstruktiv kënnen zesummeschaffen.

Mat der Tierkei hu sech d'Relatiounen och decisiv ofgekillt. De Versuch, den tierkeschen Afloss an der Regioun, déi souwisou scho fragill ass, auszebreeden, déi heiansdo dach ganz aggressiv Rhetorik vun Ankara, d'Erosioun vun der Demokratie an dem Rechtsstaat virun allem nom Coupversuch am Joer 2016, alles dat huet d'Relatioun vun der EU mat der Tierkei erschwéiert. Besonnesch déi illegal Buerungsaktivitéiten am Mëttelmier schléissen e gewaltsame Konflikt net méi aus.

Dass d'Tierkei e Member vun der NATO ass an domat fir Tensioune bannent der Allianz suergt, ass dofir ëmsou méi problematesch. An dësem Kontext ass et onméiglech ze envisagéieren, Gespréicher en vue vun enger tierkescher EU-Memberschaft weiderzeféieren. Mee mer dierfen awer net vergiessen: Dem Erdoğan seng Politik representéiert net all d'Tierken! Dat hunn net zulescht déi rezent Gemengewalen an der Tierkei gewisen. Fir dass d'Europäesch Unioun sech an dësem Kontext behaapte kann, muss se reaktiv sinn a séier mat enger Stëmm schwätzen. Mir stinn dowéinst nach ëmmer hannert där Fuerderung, d'Unanimitéit an aussepolitesche Froen ofzeschaffen an Decisiounen op Basis vun enger Majorité qualifiée ze huelen.

Här President, wann ech fuerderen, dass d'EU sech international méi abréngen, d'Kooperatioun virubréngen, hir Wäerter verdeedege soll, dann ass et an enger éischter Linn och emol wichteg, dass mer bannent der EU staark sinn, dass mer eng Stëmm hunn, dass mer heiheem maachen, wat mer dobausse priedegen, dass mer déi digital an déi gréng Transitioune weiderdreiwen, dass mer d'Kooperatioun hei an Europa virliewen an dass mer d'Solidaritéit, déi mer vun anere verlaangen, eis selwer entgéintbréngen.

Ma mir mussen awer zouginn: All dëst stoung deslescht e bëssi op wackelege Been. Déi éischt Reaktioun op d'Coronakris huet eis gewisen: Déi éischt Reflexer vu ville Länner waren national. Unilateral Moossnamen amplaz d'Äntwert op e Virus, dee vu senger Natur aus keng Grenze kennt, op EU-Niveau ze sichen. Mir hu gesinn, dass d'Grenzen dacks ouni Ofsprooch zougemaach goufen oder Grenzkontrollen agefouert goufen. De Geescht vu Schengen ass fir kuerz Zäit effektiv zu engem Geescht ginn. Déi ganz Diskussiounen ëm Risikogebidder an d'Reesverbueter an d'Quarantänflichten oder Testflichten, déi waren eng Konsequenz vu Manktem u Kooperatioun an hunn zu extreem villen Onsécherheete bei de Leit gefouert. Eisen Ausseminister an eis ganz Regierung hu sech vun Ufank u fir méi Kooperatioun agesat an hunn och no an no Verbesserungen erreecht.

Eréischt virun e puer Woche gouf endlech den Ampelsystem agefouert. Woubäi deen awer keng eenheetlech Prinzippie festhält, wat d'Reesbedéngungen an esou weider ugeet. Mee eent steet fir eis fest: D'Beweegungsfräiheet, eng vun de gréissten Errungenschafte vun der europäescher Integratioun, musse mer an Zukunft besser schützen. Och den Exportstopp, dee verschidde Länner op verschiddent Schutzmaterial erlooss hunn, war fir eis e Versoe vun der europäescher Solidaritéit.

D'Kommissioun hat et an enger éischter Phas net fäerdegbruecht, fir dës national Reflexer ze stoppen an d'Länner zu enger méi kooperativer Approche ze beweegen. Woubäi een awer och soe muss, dass d'Europäesch Unioun a Saache Gesondheet nëmme ganz wéineg Kompetenzen huet. Mee no an no ass Besserung komm a Mesurë goufe geholl, zum Beispill d'Flexibilitéit an de Reegelen zu de Staatshëllefen am Kader vum Pacte de stabilité et de croissance, d'Aféiere vun engem gemeinsame Stock vu Material oder dat SURE-Instrument, fir de Chômage partiel matzefinanzéieren. Och déi zentral Uschafung a Verdeelung vum Vaccin duerch d'EU-Kommissioun ass positiv. Mee de Bilan bleift awer mitigéiert.

Wat hu mer aus dëser Erfarung geléiert? Wéi stelle mer eis op, fir déi nächste Kéier kënne besser ze reagéieren? D'Fro no enger Zort Gesondheetsunioun muss gestallt ginn. An domat och d'Fro, ob d'EU méi Kompetenzen a Saache Gesondheet soll kréien oder net.

D'Pandemie huet eis och gewisen, wéi fragill e globaliséierte System mat enger héijer Interdependance tëscht Länner an Entreprisë weltwäit ass. Duerch den onerwaarte Schock vun der Coronaviruspandemie hu mer gesinn, wéi vulnerabel eis Wirtschaft an doduerch och mir als Länner gi sinn. D'Globaliséierung an eng exzessiv Profittlogik hunn zu enger ëmmer méi staarker Auslagerung vun der Produktioun gefouert. Dacks dohinner, wou et am bëllegsten ass oder wou een, ech soen emol, ongehënnert d'Ëmwelt ka verknaschten. Den Drang, fir Käschten ze spueren, ass deelweis op d'Käschte vun eiser Produktionssécherheet gaangen. Och well déi global a komplex Liwwerketten net méi transparent an ersiichtlech waren.

Et ass bei verschiddenen elementare Produiten zu Ofhängegkeete komm, zum Beispill vu China an Indien, besonnesch a Saache Medikamenter. D'Coronakris huet eis d'Gefore vun esou enger Globaliséierung gewisen, déi op Käschtereduktioun a fragill Liwwerkette baut amplaz op e sozialen Imperativ. Vun der Mentalitéit, d'Produktioun ze verleeën, fir Suen ze spueren, musse mer endlech fortkommen. Och den „Just-in-time-Prinzip" muss hannerfrot ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Mir brauche méi Transparenz a Sécherheet an deem Domän. Vill Stëmmen hunn e Rapatriement vun der Produktioun vu wichtege Produkter, eng strateegesch Autonomie fir d'EU an eng Verréngerung vun eiser Ofhängegkeet vun Drëttlänner gefuerdert. Dat zum Beispill a Saache Gesondheetsmaterial a Medikamenter, mee och an anere strateegeschen Industrien oder nach, mengen ech, an der Agrikultur.

Eiser Usiicht no muss een hei awer verschidde Saachen diskutéieren. Éischtens: Wéi eng Produiten a Ressourcë wëlle mer zréck an Europa huelen? An: Awéiwäit ass dat iwwerhaapt méiglech, vu dass d'Liwwerketten deels extreem komplex sinn?

Mir sollten och kucken, wéi a wou mer Liwwerketten diversifizéieren a méi resilient a besonnesch fair maache kënnen, soudass se duerch e Schock, wéi eng Pandemie, net direkt a Fro gestallt ginn. An deem Kontext drängt sech och d'Diskussioun iwwer e Liwwerkettegesetz op. Mir stinn zu esou engem Liwwerkettegesetz. Mir hätten natierlech eng Preferenz fir esou e Gesetz op EU-Niveau. Dat géif dozou bäidroen ze gesinn, wat déi verschidde Risiken an de Liwwerkette sinn. Entreprisen hätten esou en Devoir de vigilance, fir sech ze assuréieren, dass ënner anerem d'Mënscherechter respektéiert ginn an och den Impakt op d'Ëmwelt minimiséiert gëtt.

Här President, mir verdäiwelen d'Globaliséierung net. Si huet gehollef, Mënschen aus der Aarmut ze hiewen, a si huet och uechtert d'Welt vill Aarbechtsplaze geschaaft. Mee d'Globaliséierung, haut méi wéi jee, brauch Reegelen. Handel soll net nëmme fräi, mee muss och fair a gerecht sinn. D'Diskussioune ronderëm Nohaltegkeet, Schutz vum Klima, Demokratie, Erhalen an Ausbau vu soziale Standarden däerfen net méi en Accessoire sinn, mee mussen en zentralen Deel vun engem Accord sinn. Handelspolitik muss fir d'Europäesch Unioun och en Instrument sinn, fir dës Wäerter ze verbreeden.

Här President, och ouni Pandemie steet d'EU viru groussen Erausfuerderungen, déi mer nëmme kënnen duerch Zesummenaarbecht léisen. D'Zukunft vu Lëtzebuerg ass och ëmmer mat der Zukunft vun der EU verbonnen. Mir wëssen alleguer, dass mir als klengt Land vun der EU immens profitéieren. Dat gëllt fir eis Wirtschaft a Finanzplaz, mee geet wäit

doriwwer eraus. Et ass also wichteg, dass d'EU eng staark Roll spillt, fir aus der Kris erauszekommen, an d'Jalone setzt, fir déi gréng an digital Transitioune virunzedreiwen, fir eng nohalteg Wirtschaft opzebauen a fir Ongläichheeten ze bekämpfen.

Déi sozial Dimensioun an Europa spillt fir eis eng extreem wichteg Roll. Si ass et, déi de Leit a ville Situatioune konkreet Verbesserunge bréngt. Dem Nicolas Schmit seng Propos, fir endlech e faire Mindestloun an allen EU-Länner ëmzesetzen, ass d'Resultat vu sengem onermiddlechen Asaz a vu villen Negociatiounen, wou vill verschidden Interessien hu misse berücksichtegt ginn. Wa mir vun deem sozialen Europa schwätzen, dann ass et genee dat doten. An ech sinn houfreg, dass et e Lëtzebuerger Kommissär ass, deen dësen Dossier virundreift. A wann ech dat och däerf soen: Ech sinn och houfreg, dass e bei mir an der Partei ass!

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Am Brexit hu mer et bis elo fäerdegbruecht, d'Nerven ze behalen an zesummenzestoen. Eng gutt zukünfteg Zesummenaarbecht mat Groussbritannien ass am Interessi vun eis alleguerten, wa mer dann en akzeptabele Kompromëss fannen.

Wat d'Migratioun ugeet, ee vun de gréissten Defien, deen d'EU zanter Jore spléckt an iwwert dee mer an der Chamber virun e puer Wochen nach méi am Detail diskutéiert haten, wëll ech just widderhuelen, dass déi Ad-hoc-Approche an de Manktem u Solidaritéit der Europäescher Unioun schuet, well se domat hir eege Wäerter ënnergrueft.

Gradesou schwéier ass et bei der Rechtsstaatlechkeet an de fundamentale Wäerter vun der EU. Hei solle mer eis net op faul Kompromësser aloossen, well och dat ënnergrueft d'Glafwierdegkeet vun der EU um internationale Parkett.

Wa mer fir d'Demokratie an de Rechtsstaat uechtert d'Welt antrieden, awer mer eis eege Memberstaate gewäerde loossen, da soe sech déi aner Länner: „Firwat solle mer op Iech lauschteren, wann Är eege Memberstaate sech un näischt halen?" Eiser Meenung no muss ee méi effikass Prozedure fannen, déi eng méi ofschreckend Wierkung hunn a méi séier och ëmsetzbar sinn. Mir begréissen de rezenten Accord tëscht dem EU-Parlament an dem Conseil, fir EU-Fongen un de Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet, mee och vun de fundamentalen EU-Wäerter ze knäppen.

Ech kann hei nëmmen op e Brochdeel vun deem agoen, wat wichteg ass. Mee wat fir eis ëmmer zentral bleift, ass de Bezuch zum EU-Bierger. D'Konferenz zur Zukunft vun Europa kann hei zousätzlech Impulser ginn. A mir hunn als Chamberskommissioun, awer och als Chamber insgesamt schonn ugekënnegt, eis hei aktiv ze bedeelegen. Soubal déi lescht Detailer geklärt goufen an d'Pandemie eis et erméiglecht, wäerte mir e breeden Dialog mat de Bierger féieren iwwer hiert Europa, hir Wënsch an hir Usprëch un d'Unioun. Dat si mer elo amgaang ze preparéieren.

Här President, an der Pandemie hu mer och d'Groussregioun méi wouergeholl. Eppes, wat mer soss am Alldag éischter als normal empfonnt hunn, ass an der Coronakris op eemol méi siichtbar ginn: Grenzen, déi virun allem déi méi jonk Generatiounen net kannt hunn, waren op eemol zou. D'Zesummeliewen, dat eis Groussregioun ausmécht, gouf duerch politesch Entscheedungen a Fro gestallt an deels onméiglech. Déi an eisen Aen nach ëmmer onnëtz Grenzschléissunge waren och en Aschnëtt an d'Psychologie vun de Leit.

Une voix.- Jo!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- An heibäi muss ee soen, dass et virun allem mat Däitschland a Saachen Zesummenaarbecht gehapert huet. Et gouf wéineg Ofsprooch an Informatioun. Heibäi hunn eis Nopeschbundeslänner sech zu Berlin fir eise Modell vun der Groussregioun a fir Ausnamereegelunge mat Lëtzebuerg staarkgemaach. Meeschtens awer mat engem limitéierten Erfolleg.

D'Coronakris huet eis gewisen, dass mer an dëser Noutsituatioun als klengt Land am europäesche Konstrukt op eemol keng Loft méi kritt hunn, dass eise Lëtzebuerger Modell a Krisesituatioune vulnerabel a fragill ass. E Modell, dee voll op d'Fräiheeten a Saache Wirtschaft a Mobilitéit setzt, deen eis enk mat eise Grenzregioune verbënnt, well en ouni hir mënschlech Ressourcë warscheinlech zesummebrieche géif. Eise Spidolssecteur ass do nëmmen dat eklatantste Beispill, mee där ginn et der nach. Dat kann alles an dierf eis alles net egal sinn. Mir mussen eis där Realitéit méi staark bewosst ginn. Mir mussen d'Groussregioun, trotz eventuellen administrative Schwieregkeeten, méi an de Vierdergrond stellen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Engersäits um Niveau vun der Politik, déi sech méi mat eisem Ëmland beschäftege soll. Sécherlech ginn et parlamentaresch a ministeriell Echangen, mee et misst sech nach méi systematesch am Alldag mat de relevante politeschen Entitéite koordinéiert ginn.

Ech hunn an deene leschte Minutten en Tour gemaach duerch d'UNO, d'NATO, d'Europäesch Unioun an all déi grouss international Institutiounen; do si mir Lëtzebuerger, vu eis Gréisst, ëmmer déi Kleng. Mee an der Groussregioun, do si mir dee Groussen. Deen, op deen déi aner kucken.

Hei hu mir dofir och eng besonnesch Verantwortung. Vun eis gëtt eigentlech erwaart, dass mir d'Initiativ huelen. Lëtzebuerg ass ouni Zweifel de Motor vun der Groussregioun. Mee dee Motor fiert fir mech scho vill ze laang am Ralenti. Mir ginn eis zefridde mat där Roll vum ekonomeschen, wirtschaftleche Stëbssuckler, deen alles schléckt, wat d'Groussregioun hiergëtt.

Als Lëtzebuerg musse mer spéitstens awer elo erkannt hunn, dass mer als Metropol, als wirtschaftlechen Zentrum vun der Groussregioun zwar ville Leit kënnen eng Aarbecht ubidden, mee dass dat och en Impakt op eist Ëmland huet. An den Ae vun der LSAP musse mer hei responsabel a solidaresch agéieren. Hei ginn et Iddien, wat méi regional grenziwwerschreidend Entwécklungsmodeller ugeet. Mir sollen eis esou Diskussiounen net verschléissen, well se op laang Siicht eiser Meenung no och Lëtzebuerg zeguttkomme wäerten.

Eng Stäerkung duerch Kooperatioun, duerch Zesummepoole vu Kompetenzen, dat ass an eisen Ae ganz op enger Linn och mam europäesche Gedanken a wäert eis als Lëtzebuerg laangfristeg stäerken. Mir bezeechnen d'Groussregioun gären als de Laboratoire fir d'europäesch Konstruktioun. Ech mengen, dass do nach Loft no uewen ass, fir innovativ och kënnen an d'Zukunft ze kucken.

Anerersäits musse mer sécherstellen, dass d'Groussregioun de Leit méi zeguttkënnt, dass et net eng eidel Formulatioun ass, mee eng lieweg Entitéit, an där sech hir Bierger och erëmfannen. Dat geet a mengen Ae just iwwer konkreet Projeten an, ech soen et och elo, Visiounen. D'Bierger musse spieren, dass si vun der Groussregioun profitéieren, soss bleift d'Groussregioun just eng Iddi an de Käpp vun de Politiker.

Op EU-Niveau waren et ëmmer grouss konkreet Projeten, déi d'Leit matgerappt hunn an déi hinnen herno eppes och bruecht hunn. Als Éischt de Fridden, dann déi fräi Zirkulatioun, dann eng gemeinsam Wärung. Firwat net driwwer nodenken, och an der Groussregioun u Projeten ze schaffen, déi d'Bierger gesinn? Eppes, fir direkt unzepaken.

Ech wëll heibäi net soen, dass et keng Efforten an déi Richtung ginn. Sou wëll ech zum Beispill d'Efforte vun eiser Gesondheetsministesch ervirhiewen, déi mam Saarland eng verstäerkt Kooperatioun an der Bekämpfung vun der Pandemie ofgemaach huet. Mat Rheinland-Pfalz soll en Accord kommen, deen et den Ambulanzen erlaabt, grenziwwerschreidend ze agéieren, fir esou de Bierger esou séier wéi méiglech an engem medezinneschen Noutfall hëllefen ze kënnen.

Mee ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass d'Groussregioun nach eng méi wichteg praktesch Roll fir de Bierger spille kann, wa mer eis Zesummenaarbecht stäerken. Ech geheien einfach emol e puer Iddie fir d'Politiker an der Groussregioun op den Dësch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Här Cruchten, Dir sidd schonn zolidd iwwert der Limitt!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Dir waart net hei, wéi ech gesot hunn, dass ech och géif zur Motioun schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo, ...

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- An do hunn ech jo zéng Minutten zegutt. Dann hunn ech laut Ärer Auer, déi hei leeft, nach siwen an eng hallef Minutten.

Une voix.- Sechs!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Sechs an eng hallef.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Okay. Okay. Da loosse mer dat alt esou goen.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Mir hunn zu Lëtzebuerg de gratis ëffentlechen Transport agefouert. Dofir gi mer am Ausland och vill bewonnert. Mee wa mer eise Verkéiersproblem zu Lëtzebuerg kucken, dann ass dat do eigentlech e groussregionale Problem. Mir investéiere richtegerweis an der Groussregioun an Opfänkparkingen, besonnesch fir eis Frontalieren.

Kommt, mer denken awer emol e Schratt méi wäit! Firwat also net driwwer nodenken, an der Groussregioun den ëffentlechen Transport, wa vläicht net direkt gratis - bon, firwat awer net? -, mee dann awer op d'mannst méi bëlleg ze maachen? En Zuchticket vu Metz op Saarbrécken an zréck, dee kascht haut 40 Euro. Vu Lëtzebuerg op Metz kascht en 20 Euro. Wéi wär et da mat engem eenheetlech verbëllegten Tariff an der Groussregioun?

Eng aner Iddi wär déi vun engem groussregionale Kulturpass, mat deem d'Bierger e verbëllegten Accès kréien zu Muséeën, Ausstellungen, Concerten a Virstellungen. Domat géif dann endlech d'Kooperatioun an der Kultur op méi nohaltege Bee stoen an net just an eleng bestoen, wann d'Groussregioun Kulturhaaptstad ass.

Et gëtt vill Méiglechkeeten, fir d'Konzept vun der Groussregioun ze beliewen. Et soll een d'Geleeënheete vun de reegelméissege Fuerderungen iwwer Finanzausgläicher notzen, fir esou Iddien a Konzepter ze diskutéieren. Da kënne mer eis nämlech déi iwwerflësseg Diskussiounen, déi mer heiansdo an deem Kader héieren, spueren.

Ech géif gären op dëser Plaz eisem Ausseminister Merci soe fir seng Ried, déi ganz komplett war. Hien ass ganz vill op d'Theema Migratioun agaangen. Dat erlaabt mir, dass ech dat Kapitel a menger Ried e bësse méi kleng konnt halen. Mee ech wëll dem Här Minister net just Merci soe fir seng Ried, déi e gëschter hei gehalen huet, ech wëll him och Merci soen, dass en et ëmmer erëm fäerdegbréngt, an all sengem politeschen Agéieren eis an de Leit, jiddwerengem ëmmer kloerzemaachen, dass, wa mer Politik maachen, och an der Aussepolitik, et dann ëm d'Mënsche geet. Dat ass a mengen Ae ganz wichteg.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Här President, vun der Groussregioun iwwert d'EU bis erop zum globalen Niveau: International Zesummenaarbecht, Multilateralismus ass eis beschte Chance, fir d'Erausfuerderunge vun eiser Zäit unzegoen. Et ass och eis beschte Chance, fir eise Kanner Fridden, Sécherheet a Wuelstand ze garantéieren. Kommt, grad mir Lëtzebuerger, déi wëssen, wéi wichteg d'Kooperatioun tëscht de Länner ass, setzen alles drun, fir de Multilateralismus ze förderen an ze stäerken!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci, Här Cruchten.

An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, all Ried fänkt plus/minus d'selwecht un haut. Wann dat heiten en normaalt Joer gewiescht wier, dann hätt dës aussepolitesch Debatt virun e puer Méint stattfonnt, am Mäerz. An ech mengen, ech brauch och elo kengem hei e Bild ze molen: Hätt se deemools stattfonnt - a mir soe scho bal deemools, well et kënnt engem wéi eng Éiwegkeet vir -, da wier d'Ausriichtung eng ganz aner gewiescht vun dëser Debatt.

Ech hat effektiv, wéi warscheinlech déi meescht Riedner haut, mer meng Theeme schonn erausgesicht, déi ech couvréiere wollt, a mer och scho relativ vill zesummegesicht, wat ech wollt a meng Ried abauen. An ech hätt zum Beispill gären iwwert d'Situatioun am Noen Oste geschwat, insbesondere iwwert de Konflikt tëscht Israel a Palästina an den, aus EU-Siicht, schwierege Kurswiessel säitens den USA. Oder iwwert déi tierkesch Interventioun a Syrien, woufir et iwwregens och Feu vert aus den USA ginn huet, wat fir eis Europäer erëm eng Partie weider Froen opgeworf huet.

Ech hätt mat Sécherheet och méi allgemeng iwwert d'Roll vun den USA am Mëttleren Oste geschwat an hätt mäin Onverständnis doriwwer zum Ausdrock bruecht, dass d'USA et fäerdegbruecht hunn, e Verstouss géint d'Krichsrecht a Betruecht ze zéien.

Dir erënnert Iech sécher nach un dem President Trump seng Droungen am Januar 2020, iranesch Kulturstätten ze zerstéieren. Haut denkt ee bal net méi dorunner, mee zu deem Moment huet dat nawell zu Recht Schlagzeile gemaach, well et e weidere Beweis derfir war, wéi wäit sech d'USA ënnert dem Nach-President Donald Trump vun esou zimmlech allem ewechbeweegt hunn, wat eis bis dohinner verbonnen huet.

Ech hätt wëllen driwwer schwätzen, wéi d'EU sech an hirer Iran-Politik nei misst opstellen, dass mir méi erreeche kéinten, wa mir eis hei nei géifen erfannen. Justement, well mir an der Konstellatioun vun deem Moment vill ze vill als Unhängsel vun den USA gesi gi sinn an domadder eeben net als neutralen a fairen Acteur konnte gesi ginn.

Ech wier och gär op dem Här Asselborn seng Initiativ zréckkomm, fir Palästina unzeerkennen um Niveau vun der EU. Ech hätt mat Sécherheet och gär de Volet Migratioun ugeschwat - zum Gléck hate mer duerno nach déi eng oder déi aner Méiglechkeet, fir drop zréckzekommen -, mee besonnesch den Deal mat Libyen, wou mir a Kaf huelen, dass Mënscherechter verletzt ginn an eis Fuerderungen no der Uechtung vu Mënscherechter net konsequent genuch ausgefouert ginn, a wou mat europäesche Steiergelder net just déi libesch Küstenwache matfinanzéiert gëtt, mee och eng Partie weider Milizen, déi do mat ënnerwee sinn.

An natierlech, well et dee Moment aktuell war, déi onerdréiglech Aart a Weis vun der Tierkei, um Bockel vun de Leit wëllen d'EU ënner Drock ze setzen. Och dat ass haut schonn e puermol ugeschwat ginn. Leit, déi du gefaang waren tëscht enger EU, déi se ënner Waffegewalt dru gehënnert huet, EU-Territoire ze betrieden, an enger Tierkei op där anerer Säit, déi hinnen de Wee zréck verspaart huet. Dee Moment ass enorm däitlech ginn, a wéi eng Situatioun sech d'EU do eramanövréiert huet a wéi vill mer eis domadder an eng Situatioun bruecht hunn, an där en autokrateschen Erdoğan eis konnt erpressen.

Ech hätt warscheinlech och iwwert den Untrëtt vun der neier Kommissiounspresidentin geschwat an d'Erausfuerderungen, déi si ugoe muss, notamment am Beräich vun der Klimapolitik an och an der Migratiounspolitik. Ech hätt och wuel zum Theema Brexit e bësse méi wäit ausgeholl an och e puer Wuert iwwer Nord Stream 2 verluer.

Kee vun deene Sujeten huet bis haut u senger Brisanz an Aktualitéit ganz verluer. Och elo wier et nach derwäert, de Gros dovunner eent zu eent opzegräifen, och wann et zum Deel aus haiteger Siicht bal al Kamelle sinn.

Mee du koum Corona. Eng Kris, an där mer zu hirer Ufangsphas ganz skurrill Reaktiounen op europäeschem Terrain erliewe konnten, wou Leit ugefaangen hunn, Nuddelen an Toilettëpabeier ze bunkeren, wann den Noper ugefaangen huet mat Néitschen, wärend se gläichzäiteg all Flüchtling d'Recht ofgeschwat hunn, aus enger Krichsregioun oder virum Erhéngeren ze flüchten.

Mee et koum net just Corona. Et koum eng Well vun Evenementer, déi eis Welt gänzlech op d'Kopp gestallt hunn. Vill Feieren, déi mateneen ze läsche waren. Mir sinn als Staaten, awer och als EU haart op d'Prouf gestallt ginn. An ech ka leider net behaapten, dass mer all Prouf mat Bravour gemeeschtert hätten. D'EU huet mat Momenter uerg gestruewelt a si mécht et och haut nach, Stéchwuert: zoue Grenzen an Europa, Sträit ëm Coronabonds, oder déi laang Diskussiounen ëm den Hëllefspak. Zum Gléck, och dat ass haut ugeschwat ginn, huet d'EU sech do zu engem groussen Deel erkrabbelt an Initiative proposéiert, op deene mer haut awer och kënnen opbauen.

Wier et just d'Coronakris gewiescht, dann hätte mer eigentlech scho genuch mat eis ze di gehat. Mee derbäi koume jo nach Krisen, wéi den US-Ugréff op de Soleimani, d'Kris ëm Hongkong, de Brexit, Libyen, Mali, den undauernde Krich am Jemen, d'Explosioun zu Beirut, d'Feier zu Mória, ëmmer erëm nei Momenter am Syrie-Konflikt, d'Konflikter tëscht der Tierkei an der EU am Mëttelmier, Belarus, Bergkarabach an esou weider. Net ze vergiessen d'USA, déi sech aus dem Open Skies Treaty an dem Atomdeal mam Iran zréckgezunn hunn a sech net méi als fiabele multilaterale Partner erwisen hunn.

Mee och intern an der EU hapert et: mat Memberstaate wéi Ungarn oder och Polen, wou d'Rechtsstaatlechkeet ëmmer méi a Gefor geréit, Rechter vu Fraen a Minoritéiten net méi garantéiert sinn, mat Memberstaaten, déi alles blockéieren, wat et ze blockéiere gëtt an domadder grad an esou kniwwelege Situatioune wéi déi, an där mer elo grad sinn, och net derzou bäidroen, dass d'EU schnell reagéiere kéint.

An eisen aussepolitesche Kommissiounssëtzunge si mer reegelméisseg iwwert déi verschidden Theemen informéiert ginn a mir konnten natierlech och Froe stellen. An do war ee Moment, deen op eemol esou richteg däitlech gemaach huet, wéi vill ze vill där Feiere mir dee Moment ze läschen haten: Et ass nämlech nom Konflikt am Jeme gefrot ginn an ob dësen am Conseil thematiséiert gi wier. An d'Äntwert war: „Nee, d'EU war dee Moment därmoosse mat Corona beschäftegt, dass keng Zäit iwwreg bliwwen ass, fir och nach déi aner drëngend Dossieren unzegoen."

A Politik, natierlech och d'Aussepolitik, ass eng Saach vun Agendasetting. Wann e Sujet net um Ordre du jour steet, dann ass dee Sujet eeben dee Moment keen Theema. Dat ass e battere Constat, mee en éierlechen: Et ass mat Momenter net dran, iwwerall matzeschwätzen, ze versichen ze hëllefen oder ze moderéieren. An esou musse mer feststellen, dass dëst Joer en aussergewéinlech schwieregt Joer war, wat sécher mat villen trageschen Evenementer an d'Geschichtsbicher wäert agoen.

D'Fro ass also an enger Debatt wéi där heiten, fir e sënnvollen Usaz ze fannen, fir erauszefannen, wou een iwwerhaapt soll ufänken, fir där Debatt iergendwéi e Sënn ze ginn an hir gerecht ze ginn. Well deen Exercice, dee maache mer hei jo net, fir zum Spaass e Rundumschlag vun de Krise ronderëm d'Welt ofzeliwweren. Nee, et geet drëm, sech kritesch mat der aktueller Situatioun ausenanerzesetzen an ze versichen, Pisten opzeweisen.

Bei allem Iwwel, dat eis ëmgëtt, huet eise System jo awer och Stäerkten, op déi mir opbaue mussen, wa mer wëllen eppes zum Positiven änneren. Et gëtt jo och genuch Lektiounen, déi mer aus dëse schwieregen Zäite kënnen zéien an déi eis hoffentlech hëllefe wäerten, eis fir d'Zukunft besser opzestellen. An duerfir wäert ech och fir dës Ried net ufänken, all Konflikt op dësem Planéit chronologesch opzezielen, mee mech noutgedrongen op e puer Theeme konzentréieren.

Duerfir géif ech de Rescht vu menger Riedezäit am Fong gären integral notzen, fir opzeweisen, awéifern dës Pandemie net just en enormen Impakt op eis Gesondheet, eis Fräiheet, de Santéssecteur, eis Wirtschaft an d'Weltwirtschaft souwéi op eis politesch Bezéiungen huet, mee eeben och op dat gesamt Gefüge vun eisem internationale System. Dës Pandemie huet net nëmme verschidden Defiziter vun eisem System zum Virschäi bruecht, si huet och eng Rei vun Entwécklungen extreem beschleunegt. An ech denken hei zum Beispill un d'Konfrontatioun tëscht China an den USA.

Viru ville Joren hunn ech e Buch gelies: „The Rise and Fall of the Great Powers". Et ass e Klassiker, deen duerch eng historesch Analys iwwert d'Joerhonnerten ewech weist, dass näischt a Stee gemeesselt ass an dass Muechtverhältnisser permanent ännere kënnen. Awer dass e minusculle Virus esou Evenementer kann enorm beschleunegen, kréie mer de Moment wierklech virun Ae gefouert, an ech hunn an de leschte Méint oft missen u meng Lektür vun deemools zréckdenken.

Mee loosst mech ufänke mam EU-Krisemanagement wärend dëser Pandemie. Den Här Ausseminister ass gëschter relativ am Detail dorop agaangen an huet zu Recht net dervun ofgesinn, de Fanger an d'Wonn ze leeën, do, wou et néideg war. Et ass grad an enger Kris, wou ee gesäit, ob eng Struktur sech bewäert. Mee leider huet d'EU sech an dëser Kris op villen Niveaue relativ schwéiergedoen.

Et ass vill dovunner rieds gewiescht, ech brauch elo hei net méi am Detail drop anzegoen: Grenzschléissungen, nationalistesch Reflexer, déi erëm opkomm sinn an déi d'Vertrauen an den Noper, net just bei de Bierger, mee och tëscht de Regierungen, relativ op d'Prouf gestallt hunn. Eist oppent Europa, et ass vun haut op muer op eng traureg Aart a Weis einfach esou op d'Spill gesat ginn. Déi zum Deel onsolidaresch Diskussiounen ëm déi initial Coronabonds hunn dat Bild vun enger gemeinsamer EU zousätzlech zerstéiert.

An ofgesi vun de Constaten, dass et der EU an der Kris am Ufank net richteg gelongen ass, de Lead ze iwwerhuelen, dass et hir u Kompetenzen am Beräich vun der Santé mangelt, koum dann och ganz schnell kloer derbäi eraus, dass d'EU sech am Wettbewerb vun de Systemer net richteg aus eegener Stäerkt behaapte kann. Eis Liwwerkette maachen eis ze vill ofhängeg. De System kënnt domadder am Stresstest schnell u seng Grenzen. An dat ass jo gëschter och ugeschwat ginn. Den Här Ausseminister huet d'Fragilitéit vun eisen Handelsketten ugeschwat an och, dass mer doriwwer nodenke mussen, wéi mer fir méi resilient Liewensmëttelkette suerge kënnen a mussen.

Et ass och dervu rieds gaangen, wéi wichteg et ass, dass déi international Diskussiounen iwwert déi demesuréiert Agréffer vum Mënsch an d'Natur schnell weidergefouert ginn. Fir eis sinn dat natierlech enorm wichteg Theemen. A grad dowéinst maache mir eis och Suergen, wann et ëm d'Ausriichtung vun zukünftege Fräihandelsaccorde geet. Den Här Asselborn huet et gëschter gesot: „D'Welt huet geännert a mir mussen deem Rechnung droen." D'Fro ass eeben: Wéi droe mer deem Rechnung?

Dass mir keng esou Accorden agi mat „Partner", déi de Paräisser Klimaaccord net respektéieren an den Amazonas ofholzen, wéi wann et kee Muer géif ginn, dat ass de Minimum. Mee geet dat effektiv duer? „Misst een net e Schratt méi wäit goen a guer keng esou Accorde méi zustane komme loossen?", stelle sech eng Partie Leit d'Fro.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An den Här Ausseminister huet et och gëschter ugeschwat a seng Interpretatioun vun der Situatioun duergeluecht. Et ass dat eng Iwwerleeung iwwert d'strateegesch Opportunitéit, aneren Acteuren d'Spillfeld ganz ze iwwerloossen an domadder ze riskéieren, dass déi dee Vide, dee mir hannerloossen, notzen, fir ouni jeeglech Krittären um Niveau vum Ëmwelt- oder Naturschutz oder och um Niveau vun de Sozialstandarden Handel ze bedreiwen, an dass domadder nach méi Schued géif ugeriicht ginn.

An, jo, do ass eppes drun, un deem Argument! Mir gesi jo elo schonn, ganz speziell un den Handelsbezéiungen, déi China a verschiddenen afrikanesche Staaten opgebaut huet, wat dat fir dës Länner an hir Ressourcë bedeit. An duerfir gesinn ech dat och e bësse méi nuancéiert. Mir brauche ganz kloer nohalteg Exportfilièren. A mir widdersetzen eis jo och net per se dem Welthandel.

Mee, wéi scho gesot, eis Welt huet sech geännert a verschidde Saache sinn eis haut extreem bewosst, am Géigesaz zu virun 20 Joer, wéi zum Beispill e Mercosur-Vertrag ugefaangen huet ausgehandelt ze ginn. Mir verstinn, dass et no all deene Joren net einfach ass ze soen: „Elo maache mer dat Dëppen do erëm op a mir ginn iwwerall noverhandelen." Mee mir dierfen eis et awer och net d'office mat Iwwerleeungen iwwer strateegesch Interessen einfach maachen. Well fir eis ass den alleréischte strateegeschen Interessi deen, derfir ze suergen, dass eis Handelsbezéiungen an eis Handelspolitik net den Interesse vum Planéit, ergo eiser Liewensgrondlag schueden.

Wa mir also kucken, au cas par cas, wat esou e Fräihandelsaccord beinhalt - well e Fräihandelsaccord ass och net gläich e Fräihandelsaccord, déi kënne jo ganz ënnerschiddlech opgestallt sinn -, dann ass et fir eis, grad nodeems mer schonn eng Partie Konklusiounen aus dëser Pandemie gezunn hunn, notamment wat eis Liewensmëttelketten ubelaangt, ganz schwéier novollzéibar, wéi een an esou engem Fräihandelsaccord nach ëmmer kann därmoossen op den transatlanteschen Export an Import vun Agrar- a Fleescherzeugnisser setzen.

Do muss een da vläicht de Courage hunn an soe kënnen: „Leit, mir wëssen, dass mer elo hei 20 Joer un engem Text gedoktert hunn an dass et net evident ass, dee fäerdegen Text elo a Fro ze stellen." Mee d'Alternativ fir keen Accord dierf an eisen Aen awer och net e schlechten Accord sinn! A mir wëssen, dass zum Beispill e Mercosur-Accord net en ligne ass mat deem, wat mir entretemps alles wëssen, an dass deen Accord et grad deene Länner a Latäinamerika wäert nach méi schwéier maachen, d'Ziler vum Paräisser Klimaaccord ze respektéieren, déi sech haut schonn domadder schwéierdinn.

Mee zréck zur EU an deem extreem hektesche Summer mat senger scheinbar endloser Serie vu Katastrophen an Evenementer, déi eng Reaktioun erfuerdert hunn. Dëse Summer war duerch eng erkennbar Hausse vu Konflikter, Tensiounen a geopoliteschem Gerangel gekennzeechent. An d'Fro, déi mer eis hei all stelle mussen, ass, wéi mir d'EU an deem Ganzen do nach stäerke kënnen. Mir mussen natierlech oppe bleiwen. Mir mussen den Dialog weider sichen. Mir musse weiderhi kënnen eng Roll och als Mediateur spillen. Mee mir däerfen awer och net naiv sinn. A virun allem musse mer eis eebe bewosst sinn, dass mer aktuell net gutt genuch opgestallt sinn, fir eisen Ambitioune gerecht ze ginn. Mir stellen der EU och net déi néideg finanziell Ressourcen zur Verfügung, fir eise Wierder Tate follge kënnen ze loossen. An natierlech: Duerch d'Unanimitéit sinn eis Reaktioune weeder schnell nach staark genuch.

Ech hunn am Ufank schonn déi laang Lëscht vu Konflikter genannt, déi eis an de leschte Méint begleet hunn. Mee loosst mech da vläicht elo op e puer vun hinnen zréckkommen, ugefaange mat der Situatioun a Belarus, well entre-temps huet d'EU sech jo duerchgerongen, Sanktioune géint verschidde Persounen, déi an d'Repressiounen implizéiert sinn, auszestellen. An de Krees vu viséierte Leit ass jo och elo rezent ausgeweit ginn. Mee déi Reaktioun huet awer och erëm immens laang op sech waarde gelooss. Fir eis ass kloer, dass, wann d'EU en eeschtzehuelende Player an dëser Regioun wëllt ginn, se da muss léieren, méi schnell mat enger Stëmm ze schwätzen. Einfach Formulle vu „mir verurteelen", wéi se oft stattfonnt hunn, ginn einfach net méi duer. An ech mengen, dee Message fänkt och un, bei jiddwerengem unzekommen an ass och elo mat der neier Kommissioun, déi sech eng ganz aner Ausriichtung ginn huet, e bësse méi present.

E Land wéi Litauen huet sech hei vill méi fréi erausgewot an huet der Swetlana Tichanowskaja schnell Asyl ugebueden. An engem Bäitrag schreift och de litaueschen Ausseminister: "The EU rightly has not hesitated to declare that the elections in Belarus were unfair, undemocratic and unfree; that brutal violence against peaceful people is a breach of human rights; and that only new leadership will help Belarus get out of a political and moral deadlock. But words aren't enough."

Fir hien ass kloer, an dat soen ech och elo hei: D'Situatioun a Belarus ass en Test fir eis europäesch Wäerter a fir eist Engagement, fir dass dës och respektéiert ginn. Mir wëlle jo net zouloossen, dass Repressioun a Gewalt als Gewënner aus dëser Situatioun erausginn. An duerfir mussen eis Wierder elo och duerch Taten ënnermauert ginn, a Sanktioune géint dem Lukaschenko säi Regimm sinn hei just en éischte Schratt. Mir mussen den Opfer vu staatlecher Gewalt Ënnerstëtzung bidden an derfir suergen, dass all politesch Gefaange fräigelooss ginn. D'Gesellschaft an d'Medien a Belarus brauchen dréngend eis Ënnerstëtzung. An d'EU muss och e kloert Zeechen a Richtung Russland setzen, dass all weideren Agréff an dëse Konflikt en negativen Impakt op eis Bezéiunge mat Russland wäert hunn.

Zur Roll vu Russland an enger Partie anere Konflikter wier och esou munches ze soen: Syrien, Libyen, fir elo emol just déi ze nennen. Mee mir dierfen hei och net de Fall Nawalny vergiessen, deen eis jo awer och eng länger Zäit schwéier beschäftegt huet an deen och en déiwen Impakt op d'EU-Russland-Bezéiungen hat, alle virop och op d'Bezéiungen tëscht Däitschland a Russland, deem Däitschland, wat laang un der Iddi vun der strateegescher Partnerschaft mat Russland festgehalen huet an immens vill Gedold vis-à-vis vum President Putin opbruecht huet.

Mee wat ass schonn eng strateegesch Partnerschaft, wann d'Wuert vum Géigeniwwer näischt wäert ass? Et ass jo och net esou, wéi wann et do keng Antecedente gi wieren: de Gëftuschlag op de Sergej Skripal a Groussbritannien, Hackerugréff op de Bundestag an esou weider. Elo mam Fall Nawalny huet Däitschland doduerjer, dass se et fäerdegbruecht hunn, den Nawalny an Däitschland ze kréien, de Fall effektiv zu engem Politikum gi gelooss. Mee d'Reaktioun vun der EU war och hei relativ blatzeg vis-à-vis vun engem Russland, wat näischt ënnerhélt, fir dëse Fall opzekläre, a wat am Géigendeel d'Ergeebnisser vun den Analysen aus der Charité oppen a Fro stellt.

Fakt ass: Jo, mir bleiwen an der internationaler Politik op Russland ugewisen, egal ob a Syrien, a Libyen, am Iran, an der Ukrain oder a Belarus. Russland huet a Syrien dem Erdoğan Schützenhëllef ginn an och elo a Belarus de Lukaschenko gerett. Transatlantesch Geschlossenheet wier hei natierlech och net vu Muttwëll gewiescht - mee gutt: Dat ass eeben och en anert trauregt Kapitel, wat elo scho véier laang Joren ugehalen huet a wou mer hoffentlech och elo ganz geschwënn déi Säit kënnen ëmdréien.

De Constat bleift awer, an dat ass eis säit dem Amtsuntrëtt vum Nach-President Trump däitlech zum Verhängnis ginn: D'EU beherrscht d'Sprooch vun der Muecht net terribel gutt. An der Handelspolitik kréie mir et ganz gutt hin, mat enger Stëmm ze schwätzen. Dat selwecht misste mer an der Aussepolitik hikréien, wa mer wierklech wëllen zu enger verhandlungsfäeger politescher Muecht ginn - mee hei steet eis d'Unanimitéit, wéi gesot, am Wee -, a bis dohinner ass et nach e wäite Wee.

Mat enger Stëmm ze schwätzen, wier och a Libye kruzial gewiescht. Eis ass do wierklech och zum Verhängnis ginn, dass verschidde Memberstaaten hei verschidde Konfliktparteien ënnerstëtzt hunn. Doduerch dass d'EU sech hei därmoossen oneens war, war et ëmsou méi einfach fir d'Tierkei a fir Russland, fir dee Vide auszefëllen. Libyen ass domadder zermürbt ginn an engem weidere Stellvertriederkrich tëscht Russland an der Tierkei an d'EU huet vill ze laang einfach nogekuckt. E Land, wat am Chaos ënnergaangen ass, wou verschidde Milizen d'Situatioun nach méi komplizéiert maachen a wou mir versichen, Partnerschaften am Kader vun eiser Migrationspolitik oprechtzeerhalen, ouni wierklech derfir suergen ze kënnen, dass Mindeststandarden agehale ginn.

An da komme mer automatesch och erëm zréck zu de Relatioune mat der Tierkei. D'EU ass konfrontéiert mat enger Tierkei, déi vu Woch zu Woch méi affrontéiert gëtt. Sief dat a Syrien, a Libyen, an dem Konflikt ëm Bergkarabach, der Migrationsfro an natierlech och dem Konflikt am Mëttelmier, d'Tierkei setzt konsequent op Konfrontatioun. An dat ass eng Ofwäertsspiral an de Relatiounen tëscht der EU an der Tierkei, déi wierklech entretemps geféierlech ginn ass. Dobäi ass de Basisconstat eigentlech deen: D'Tierkei ass zwar e schwieregen, awer u sech wier et e wichtege Partner.

Mee mir dierfen eis awer net vun der Tierkei doweinst dreiwe loossen. An och hei muss d'EU e klore gemeinsame Standpunkt vertrieden: Mir weisen eis däitlech an onmëssverständlech solidaresch mat Griicheland an Zypern. An dat mécht d'EU och.

D'EU huet déi ganzen Zäit ugekënnegt, dass se jidderzäit bereet ass, den Dialog erëm opzehuelen. An et ass duerfir och elo ganz kloer un der Tierkei, fir als alleréischt emol opzehalen, permanent Droungen auszeschwätzen, an erëm derfir ze suergen, dass esou eppes Änleches wéi Vertraue kann entstoen. Mee aktuell ass den Dialog, wéi elo schonn e puermol gesot ginn ass, total op null gefuer. U Bäitrëttsverhandlungen ass wierklech net ze denken. An dobäi wiere gutt Relatioune mat der Tierkei eigentlech wichteg, well d'Tierkei kéint a misst e strateegesche Partner vun der Europäescher Unioun sinn.

D'Tierkei huet Millioune vu Flüchtlinge bei sech opgeholl. An d'EU hält um Migratiounsdeal mat der Tierkei fest. Nëmmen, dat dierf awer och elo net derzou féieren, dass mer elo permanent Erpressungsversich säitens der Tierkei hinhuele mussen. Ech denken dobäi, wéi gesot, ënner anerem och un déi ondrobar Situatioun vun ugangs des Joers, ech hu se schonn ugeschwat gehat, wou d'Tierkei Dausende vu Migranten ausgenotzt huet, andeems se hire Misär fir politesch Zwecker genotzt huet, fir Drock op d'EU auszeüben.

Mee wat hu mer dann elo als EU nach u Levieren, an enger Situatioun, wou souguer eng militäresch Konfrontatioun op eemol e klore Risiko ginn ass? Ouni Dialog, ouni Aussiicht op Bäitrëttsverhandlunge gëtt et och eigentlech keen Instrument méi, mat deem een deen Deel vun der tierkescher Gesellschaft, deen un eng europäesch Vokatioun vun der Tierkei gleeft, nach iergendwéi kéint e Minimum ënnerstëtzen. Domadder hu mer eis am Fong och e bësse selwer all Hiewele geholl, mat deene mer nach usazweis konnte verschidden Entwécklungen an der Tierkei beaflossen.

Mee och hei gëllt erëm de Constat: Et wier virun allem d'Sprooch vun der Muecht, déi hei gefrot gewiescht wier. A Frankräich huet jo och elo do däitlech Reaktioune gewisen an d'Muskele spille gelooss. Mee Unitéit um Niveau vun der Europäescher Unioun a virun allem och transatlantesch Unitéit, well mir schwätzen hei ëmmerhin och vun engem NATO-Partner, wier och an dësem Dossier méi wéi wichteg gewiescht.

Mee ofgesi vun alle Krise ronderëm Europa huet d'EU awer och all Interêt drun, fir sech selwer eng uerdentlech Portioun Opmierksamkeet ze schenken, well och hei ginn et beonrouegend Entwécklungen. Ech denken hei u Memberstaate wéi Polen an Ungarn, déi et mam Prinzip vun der Rechtsstaatlechkeet net méi esou hunn. An ech si frou, dass gëschter den Här Ausseminister an och haut meng Virriedner ausféierlech heirop agaange sinn. Et ass ugeschwat ginn: de Versuch vun der polnescher Regierung, fir d'Rechter vun de Fraen op Selbstbestëmmung extreem anzeschränken, wat wierklech en extreeme Réckschrëtt ass. Et wier egal wéi e Réckschrëtt, egal wou et stattfënnt, mee fir e Memberstaat aus der EU ass dat ganz schwéier ze erdroen.

An Ungarn kämpfen d'Universitéiten derfir, fir weiderhin onofhängeg schaffen ze kënnen. Och d'Fräiheet vun der Press ass net méi garantéiert. Dat selwecht gëllt fir d'Onofhängegkeet vun der Justiz. An dat ass am Europa vum 21. Joerhonnert dann dach extreemst beonrouegend.

Dat si Grondprinzippie vun der Rechtsstaatlechkeet a vun eisen europäesche Wäerter, déi hei mat Féiss getrëppelt ginn. An dat ass och esou vum Conseil de l'Europe a vun der Commission de Venise festgestallt ginn: Aus hire Rapporte geet kloer ervir, dass eng däitlech Deterioratioun vun der Situatioun a verschiddene Memberstaate stattfonnt huet. An et ass en traurege Constat, dass mir an der EU keng ausräichend breet ugeluecht Kultur hunn, fir iwwer Rechtsstaatlechkeet ze schwätzen.

Ech sinn awer immens frou ze gesinn, dass sech hei wierklech amgaangen ass eppes ze doen: En Dënschdeg hunn ech deem éischten "Interparliamentary Committee Meeting on the first annual rule of law report by the Commission and the role of national parliaments" dierfe bäiwunnen. An dat war wierklech e ganz spannenden Nomëtteg, mat ville Bäiträg, déi gewisen hunn, dass de Sujet mëttlerweil relativ breet an de nationale Parlamenter ukomm ass. Do ass och confirméiert ginn, dass ab elo reegelméisseg Rapporte gemaach ginn, déi dann um Niveau vum Conseil och erëm reegelméisseg thematiséiert ginn

Dobäi gouf jo och scho gëschter drop higewisen, dass aktuell jo scho Mesurë preparéiert ginn, déi kënne géint déijéineg Länner applizéiert ginn, déi sech net u Grondreegele vun der Demokratie halen. An dat ass absolutt richteg, well natierlech musse mer fir d'Zukunft derfir suergen, dass keng Färdergelder méi dohinner fléissen, wou Rechtsstaatlechkeet net méi garantéiert ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- A fir dann d'Bréck awer och erëm zréck zum Theema Covid a Pandemie ze schloen: Pandemie a Rechtsstaatlechkeet, dat ass e schwéiere Balanceakt grad an Zäiten, wou ee feststellt, dass et a verschiddene Länner Bestriewunge ginn, den État de droit ze ënnerwanderen, an dat ganz bewosst. Dës Pandemie representéiert ee vun de gréissten Challengë fir d'Mënscherechter aktuell an d'Fundamental Rights Agency suivéiert d'Entwécklungen an der EU hei ganz no.

Dee Balanceakt kann och schnell zu engem geféierlechen Zesummespill ginn. Well et ass dem Staat seng Missioun, d'Liewen an d'Gesondheet vu senger Bevëlkerung ze schützen. Duerfir musse Staate verschiddener vun eisen anere Rechter limitéieren. Ech denken hei un d'fräi Beweegung, d'Versammlungsrecht, zum Deel och d'Recht op Bildung an esou weider. An hei ass kloer: D'Entscheedungen, déi getraff ginn, dierfen net arbiträr sinn. Si mussen dem Allgemengwuel déngen a si musse proportional zur Bedroung sinn.

De Prinzip vun der Non-Diskriminatioun muss och applizéiert ginn, fir dass d'Laascht net ongläich op verschidde Gruppen oder Randgruppen opgedeelt gëtt. Well allgemeng ass et esou, dass, wa Rechtsstaatlechkeet net garantéiert ass, et da grad déi ënnerrepresentéiert Gruppe sinn, déi als Alle-

réischt déi negativ Konsequenzen dovunner ze spiere kréien: Migranten, Flüchtlingen, Fraen a Kanner, Leit mat engem Handicap, Leit, déi wéinst hirer sexueller oder reliéiser Orientéierung diskriminéiert ginn.

(Interruption)

Am grousse Ganze sinn dës Prinzippien duerch Europa respektéiert ginn. Mee elo heescht et oppassen, dass déi Entscheedungen, déi an der Urgence getraff gi sinn, kee negative Laangzäitimpakt op eis Demokratien hunn. Virun allem, well d'Applikatioun vun deene Prinzippen net ëmmer an iwwerall ofgeséchert ass, grad erëm bei de „usual suspects", déi dann d'Tendenz hunn, d'Crise sanitaire ze notzen, fir weider Mënscherechter anzeschränken. An do musse mir ganz vigilant sinn!

Hei geet et wierklech drëm sécherzestellen, dass déi Mechanismen, déi d'EU huet, kënnen applizéiert ginn, fir dass d'EU genee dat weise kann, wat se selwer och als Usproch huet: als Wäertegemeinschaft ze fonctionéieren an derfir ze suergen, dass all EU-Bierger déi selwecht Grondrechter huet. D'EU muss hei als Garde-fou fonctionéieren!

Loosst mech awer elo nach méi e globale Bléck op dat werfen, wat dës Pandemie um Niveau vun den internationale Bezéiungen ugeriicht huet, well et schéngt sech awer erauszeschielen, dass d'Covidkris duerchaus Auswierkungen op déi global Muechtverdeelung am 21. Joerhonnert wäert hunn. Mir schwätzen hei och vun enger globaler Wirtschaftskris, déi warscheinlech net ouni gréisser machtpolitesch Bouleversementer wäert auskommen. D'Fro, déi sech ënner anerem stellt, ass déi, wéi eng Supermuecht sech wäert als Gewënner aus der Affär zéien an de Lead an der Weltuerdnung vum 21. Joerhonnert wäert iwwerhuelen. Bleift et bei den USA? Oder schléit de Pendel a Richtung China ëm?

Elo ass et natierlech esou, dass déi Konfrontatioun tëscht den USA a China net eréischt zënter dem Ausbroch vun der Pandemie stattfonnt huet. Et schéngt awer, wéi wann d'Pandemie e risege Beschleunigungseffekt heifir géif duerstellen, well natierlech versicht jiddwereen, d'Gonscht vun der Stonn ze notzen, fir temporär Schwächte vun deem anere fir den eegene Profitt auszenotzen. Sou ënner anerem geschitt am südchineesesche Mier, wou China versicht huet, Territorialusprécher ofzesécheren grad dee Moment, wéi covidbedéngt US-Träger am Pazifik ausgefall sinn.

D'Bezéiunge mat China erweise sech och als ganz schwiereg an d'EU deet sech schwéier mat hirer China-Strategie, wou engersäits, an dat ass och haut e puermol gesot ginn, wichteg Handelsbezéiungen drunhänken an anerersäits awer schwéier Mënscherechtsverletzunge stattfannen, notamment vis-à-vis vun den Uiguren. Och déi ganz Situatioun ronderëm dat neit Sécherheetsgesetz fir Hongkong, wat iwwregens prakteschерweis och wärend der Covidkris duerchgeboxt ginn ass, schaaft alles aneschters wéi Vertrauen.

D'EU huet sech hei awer zesummegerappt kritt, fir dann awer relativ schnell e Pak mat Mesuren a Sanktiounen ze ficeléieren a fir e klore Message a Richtung China ze ginn. An hei hunn ech gemengt ze verstoen, dass op EU-Niveau nach dëst Joer soll e Suivi vun der Situatioun gemaach ginn, fir ze kucken, wat d'Applikatioun vun deem Sécherheetsgesetz an der Praxis fir d'Rechter vun de Bewunner vun Hongkong bedeit. Hei geet et dann och drëm ze evaluéieren, wéi et mat de Sanktiounen an Zukunft soll weidergoen. Duerfir wollt ech froen, ob et hei schonn nei Entwécklungen am Dossier gëtt an ob et effektiv esou ass, dass d'EU nach virun Enn des Joers wëllt zu enger neier Evaluatioun vun der Situatioun kommen.

Wat d'Roll an d'Responsabilitéit vu China an dëser Pandemie ubelaangt, esou ass mëttlerweil kloer, dass et säitens China anfänglech Versäumnisser am Handling vun der Kris gouf. Mee China huet dës Versäumnisser ganz schnell an engem neie globalen, sexyen Narrativ iwwer seng erfollegräich Coronapolitik ëmgeschriwwen. Esou vill, dass se esou déck opgedroen hu mat hirem Spinning vun enger „Politik vun der Generositéit", dass vill Regierungscheffe sech dovunner distanzéiert hunn. An och den EU-High-Representative Josep Borrell huet dësen Usaz zu Recht kritiséiert.

Trotzdeem muss ee feststellen, dass China als eent vun de wéinege Länner net als Verléierer aus dëser Kris erausgeet an och mat engem positive Wirtschaftsjoer wäert clôturéiere kënnen. Et ass schonn e bësse schicksalhaft, dass et China grad an der Amtszäit vum Donald Trump gelongen ass, een Deel vu sengem Retard weider opzehuelen a sech och geopolitesch weider besser opzestellen. An och heirobber muss d'EU natierlech eng Äntwert fannen, eng gemeinsam Äntwert, an dat souwuel um politesche wéi um handelspolitesche Plang.

Ob d'EU do op d'USA als fiabele Partner an Zukunft ziele kann, dat ass op alle Fall ze hoffen. An no de Resultater vun de leschten US-Wale gëtt dat jo och erëm vill méi probabel. Well, jo, d'Bezéiungen tëscht der EU an den USA hunn terribel gelidden déi lescht véier Joer. An et kann een ouni Zweifel soen, dass den Nach-President Trump et innerhalb vu véier Joer fäerdegbruecht huet, esou vill Parzeläin ze zerschloen, dass ee mol net weess, ob déi nächst Amtszäit duergeet, fir alleguerten déi Schierbelen erëm opzekieren.

Fir nëmmen e puer vun de memorabelen an onverständlechen Entscheedunge vun den USA, fir sech aus dem System vun der internationaler Zesummenaarbecht zréckzezéien, ze nennen: d'Opkënnegung vum Open Skies Treaty, d'Opkënnegung vum Iran-Accord, d'Astellung vun den Zuelungen un d'WHO, de geplangten Ausstig aus dem Paräisser Klimaaccord. An dozou koum dann och nach d'Ukënnegung, déi fir ganz grousst Onverständnis och gesuergt huet, nämlech Sanktioune géint héich Beamte vum Internationale Strofgeriichtshaff ze verhänken. Dat war éierlech gesot ee vun de Schrëtt, dee mech mat am meeschte schockéiert huet, well et esou e manifeste Schrëtt géint dat gesamt Vëlkerrecht war an et sech engem einfach net erschléisse kann, wéi e Partner wéi d'USA op esou en Déifpunkt konnt falen, an dat an esou kuerzer Zäit.

An dobäi geet et hei net just ëm Vertrauen, wat futschgaangen ass, et geet drëm, dass d'Politik vum President Trump Steng un d'Rulle bruecht huet, déi elo eng ganz aner international Landschaft hannerloossen. Hei si vill Fakte geschafe ginn, déi net einfach esou réckgängeg gemaach kënne ginn. Deen iwwerdriwwenen Unilateralismus, wou sech d'USA aus ville Verträg erausgezunn hunn, dat hat natierlech Konsequenzen. Nämlech dass do, wou si sech zréckgezunn hunn, anerer schnell versicht hunn, dee Vide ze fëllen, an déi wäerten net zécken, fir all déi Strukture fir hir eegen Zwecker ze notzen.

Et ass op alle Fall kloer, dass dat neit Biden-Harris-Team ganz, ganz vill wäert opzeschaffen hunn. An ech wënschen hinnen dobäi wierklech ganz vill Chance an eng glécklech Hand. Ech ka jiddefalls kaum a Wierder faassen, wéi grouss d'Erliichterung ass, dass déi Schreckenszäit do geschwënn en Enn kritt an dass mir geschwënn erëm kënnen ufänken, eis Wonnen ze lecken an den Neistart unzegoen, zesumme mat eise Partner déi aner Säit vum Pull.

Mir sinn eis bewosst, dass mat der Wal vum Team Biden-Harris net all d'Problemer, alle virop déi sozial Konflikter an den USA, sech wäerten a Loft kënnen opléisen, well dat ass eng Mammutaufgab, déi do bewältegt muss ginn. Mee aussepolitesch besteet awer all Grond zur Hoffnung. An do komme jo elo awer och wierklech eng Partie positiv Impulser, ugefaange mat der Tatsaach, ech muss et einfach nach eemol ervirsträichen, dass mam Kamala Harris déi éischt Fra a Woman-of-color d'Fonctioun vun der Vizepresidentin wäert iwwerhuelen. Eng Fra, déi immens kompetent ass, sympathesch a charismatesch an déi sech Zesummenhalt an Nohaltegkeet op de Fändel geschriwwen huet.

Den Joe Biden huet jo och schonn ugekënnegt, dass en dem Paräisser Klimaaccord wëllt trei bleiwen. A wat och ganz erfreelech ass, dat ass, dass de Klimawandel och elo als Global Challenge Nummer eent fir d'USA unerkannt gëtt, wat bedeit, dass d'USA sech d'Zil setzen, Weltleader am Kampf géint de Klimawandel ze ginn. En huet och ugekënnegt, dass d'USA sech weider a multilateralen Organisatiounen engagéiere wäerten an hiren internationale Verflichtunge wäerten nokommen. Dat ass fir d'EU alles méi wéi erfreelech!

An trotzdeem, an dat wollt ech hei awer och net ongesot loossen, well et weist, dass d'EU sech emanzipéiert huet an dass sech an deene leschte véier Joer effektiv Saache gedoen hunn: Wéi elo kierzlech bekannt ginn ass, wäert d'EU wéinst rechtswiddregen US-Subventioune fir Boeing Strofzöll op verschidden US-Importer erhiewen. Deemno waart d'EU net of, wéi eng Politik den neie President an Zukunft fuere wäert, mee huet sech derfir entscheet, eng eege Politik vun der Konsequenz ze féieren, fir net direkt schonn erëm als Underdog unzefänken a Konzessiounen ze maachen, ier et lassgeet.

Do si scho kloer Zeeche fir e Kurswiessel an der EU erkennbar an et ass wuel esou, dass d'EU sech an där Roll och lues a lues muss a wäert erëmfannen. Wichteg ass et op alle Fall, dass een nieft aller Konsequenz awer eeben och weiderhin e fairen an dialogbereete Partner ass, deen, wéi schonn ufangs gesot, oppen, awer net naiv un déi Saachen erugeet.

D'USA an Europa hu vill Gemeinsamkeeten a mir sinn historesch Partner. Déi Partnerschaft heescht et elo ze honoréieren, notamment och, fir zesummen déi gréisst Bedroung fir eis all ofzewieren: de Klimawandel an d'Usteige vun den Temperaturen.

A wann d'Covidkris eis eppes gewisen huet, dann ass et, dass d'Weltgemeinschaft kann den Hiewel ëmleeën, wa se muss a wann eng Urgence besteet. Hei geet et elo drëm, dass d'Urgence vum Klimawandel iwwerall gläichermoossen erkannt gëtt an dass déi grouss Pollueuren all erkennen, dass si musse ganz viv de Klimahiewel ëmleeën. Mir brauchen e Konsens, net just um Pabeier, dass dat elo ganz uewen op d'Prioritéitelëscht gehéiert.

A jo, d'Klimapolitik muss an eisen Aen och en Deel vun aussepolitesche Consideratioune sinn. Genee esou wéi mir an eise Bezéiunge mat anere Länner op d'Anhale vu Mënscherechter bestinn, genee esou musse mer och op d'Anhale vu klimapoliteschen Ziler pochen. Well Klima- an Naturschutz, dat ass och Mënscheschutz. An de Klimawandel net ofzewenden, dat wäert natierlech och schwéier Konsequenzen op déi international Politik hunn: Duerch de Klimawandel verwüste ganz Landstrécher, et ginn ëmmer méi Stierm oder schwéier an immens laang undauernd Reefäll. Doduerch gi ganz Recoltë futti, d'Leit verléieren all Accès zu fruchtbarem Bueden an hu keng Narungsgrondlage méi. Déi automatesch Konsequenz dovunner sinn enorm Migratiounsstréim vu Leit, déi alles verluer hunn a bei sech net méi genuch virfannen, fir ze iwwerliewen. D'Waasserknappheet op ville Plaze féiert zousätzlech zu Konflikter bis zu oppene Kampfhandlungen. Et gi scho Géigenden, wou sech Milizen etabléiert hunn, déi Waasserquellen accaparéiert hunn. Dat Ganzt ass also och e gudden Närbuedem fir Terrorismus a verstäerkt domadder Tendenzen, mat deene mir elo scho genuch Problemer hunn.

Am Endeffekt, a wa mer kucken, wéi schwéier d'EU sech haut schonn domadder deet, dës Konflikter, notamment am Sahel, unzegoen, a wéi vill mir eis schwéierdi mat der ganzer Fro vun der Gestioun vun der Flüchtlingssituatioun, muss et an eiser aller Interêt leien, dass mer alles drusetzen, dass mir d'Situatioun net nach duerch eng verfeelt Klimapolitik weider verschlechteren. Mir si frou, dass sech dat Bewosstsinn lues a lues ufänkt op ganz ville Plazen duerchzesetzen. Mee elo kënnt et awer drop un, deenen Erkenntnisser dann effektiv och an der Praxis Dote follgen ze loossen.

A jo, duerfir brauch ee Courage! De Courage fir ze soen: „Jo, ech weess, dat war en Acquis. Mee mir kënnen net weider kollektiv un deem Aascht seeën, op deem mir sëtzen. Also musse mer bereet sinn ëmzedenken." A wa mir eis eppes wënsche mussen an dierfen, dann ass et, dass et genuch Leadere weltwäit ginn, déi genee dee Courage an déi Wäitsiicht hunn.

An ech soen domadder och eisem Ausseminister dofir Merci, dass hien ee vun deene couragéierte Leaderen ass an dass en dat och a sengen Echangen um internationale Parkett zum Ausdrock bréngt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain.

Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt och ufänke mat e puer Mercien. E Merci fir d'éischt un den Här Minister Asselborn fir déi Deklaratioun, déi en hei gëschter gemaach huet. E Merci och un den Ausseministère, dee besonnesch an der Covidkris wierklech eng fantastesch Aarbecht gemaach huet.

Ech mengen, ech erënnere mech selwer un e puer Geleeënheeten, wou mer dem Ausseministère matgedeelt hunn, der konsularescher Direktioun, wa Leit am Ausland Problemer haten. Do hu mer zum Beispill eng Kéier um 11.00 Auer owes e Mail geschéckt. Um Hallefnuecht dee selwechten Dag hate mer eng Äntwert. Déi Leit hunn nuets geschafft! Oder um 8.00 Auer moies, dat wor nach viru Kuerzem, hu mer e Fall virugi vun engem Här op de Philippinnen, an um 9.00 Auer huet deen Här aus de Philippinnen eis geschriwwen, d'Ambassade vun Tokio hätt e schonn ugeruff. Manner wéi eng Stonn!

Also, den Ausseministère huet eng fantastesch Aarbecht gemaach! An ech wëll Iech bieden, Här Minister, Äre Kolleegen a Mataarbechter e grousse Merci och dofir auszespriechen.

Mir hunn och an dëser Situatioun, an dëser Ried vum Här Minister eng ganz Rei Saache gehat, wou ech awer wëll kloer soen, datt mir aner Akzenter géife setzen oder datt mir eng aner Politik géife bedreiwen. Well a villem vun deem, wat Dir gesot hutt, Här Minister, kënne mer eis erëmfannen. A ganz villem kënne mer eis awer och net erëmfannen.

Ech wéilt ufänke mat Ärer Theorie zum Rechtsstaat. En ass och vu villen anere Kolleegen hei opgegraff ginn, de Rechtsstaat, an do ass ëmmer Osteuropa genannt ginn. Et si vill Länner genannt ginn, wéi Polen, wéi Ungarn, wéi Slowenien.

An ech mengen, et ass wichteg fir all déi Leit heibannen, déi soen: „Mir wëllen Europa bauen", datt se musse wëssen a verstoen, datt een Europa nëmme ka matenee bauen. Europa heescht net: Mir als Weste setzen eis Usiichte géintiwwer dem Oste vun Europa duerch a si hunn dat ze maachen, wat mir wëllen. Et geet drëm, fir mat eisen osteuropäesche Frënn a Partner eng Zukunft opzebauen. Dat heescht, datt ee se muss verstoen. Dat heescht, datt ee muss hir Geschicht mat a Betruecht huelen, hir Kultur, hir politesch a kulturell Preferenzen. Well Europa bauen, dat ass eeben net: Eis Vuë si besser wéi hir. Mee si a mir zesumme kucken, datt mer e Wee fanne fir eng gemeinsam Zukunft.

Et ass vill ze liicht, fir einfach ze soen: „Jo, d'Polen, d'Ungarn," - wa si eng aner Meenung hunn, „si respektéieren de Rechtsstaat net." Loosse mer och emol kucken, wéi et zu Lëtzebuerg ass.

Mir haten hei viru Kuerzem de Premier, dee gesot huet: „Wann d'Chamber net mécht, wat ech gär hätt, an Zäit vun e puer Deeg, da ruffen ech den État de crise aus." Wann den Här Orbán dat gemaach hätt, oder den Här Kaczyński, deen Dir sou gär zitéiert, Här Asselborn, wat hätt Der da gesot?

Wéi ass et mat enger Regierung wéi där vum Här Bettel, déi en Oppositiounspolitiker viru Geriicht hëlt, well e seng Quellen net wëllt bekannt ginn? Den Här Bettel huet de Prozess verluer! Gott sei Dank huet en e verluer! Dat wor eng Stäerkung vun der Rechtsstaatlechkeet zu Lëtzebuerg.

Dofir, wa mer ufänken, am Oste vun Europa Problemer ze sichen, da loosse mer och drun denken, wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass. Är Regierung, där Dir ugehéiert, déi huet selwer dacks Problemer mat Rechtsstaatlechkeet.

Mir hunn och zum Beispill de Problem, wa mer am État de crise sinn, datt et keng juridictionnel Kontroll gëtt iwwert deen État de crise. Mir hunn als ADR - den Här Reding - eng Proposition de loi, eng Proposition de révision vun der Constitutioun gemaach, déi dat wëllt redresséieren. Wou d'Regierung iwwregens en Avis ginn huet, dee guer net negativ ass. Ech plädéieren, d'ADR plädéiert fir vill méi Modestie, ier mer anerer kritiséieren. Mir sollen och kucken, wat mer kënne maachen, fir d'Rechtsstaatlechkeet hei am Land ze stäerken.

Ech wëll och, well et eng komplizéiert Diskussioun ass, an d'Leit gi jo heiansdo gär komplizéierten Diskussiounen aus dem Wee, e Wuert soen iwwert dat Beispill, wat Der aus Pole bruecht hutt, wou Der iwwert d'Ofdreiwungsdiskussioun geschwat hutt. Dat ass natierlech eng ganz problematesch Diskussioun, awer et kann ee se net reduzéieren op d'Rechter vun der Fra. Mir maachen dat net als ADR. Eis Legislatioun mécht et och net.

Ech wëll Iech emol dat Lëtzebuerger Gesetz vun 1978 zitéieren, den éischte Saz, deen och net amendéiert ginn ass bei der leschter Reform, deen éischte Saz seet: « La loi garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie. » An a Polen ass déi aktuell Diskussioun no engem Urteel vum Verfassungsgeriicht ëm d'Recht op Liewe vu behënnerte Persounen. Vu behënnerte Persounen! An et si ganz vill Associatioune vu behënnerte Leit an der Welt, déi mat Interessi op déi Diskussioun a Pole kucken, net, well dat e Verstouss géint d'Rechtsstaatlechkeet wär, mee well et drëm geet, ob och e behënnerte Mënsch e Recht op seng Gebuert huet, e Recht op eng Perspektiv, op e Liewen, e Recht op eng Zukunft!

(Interruption)

An da kann een net soen: „Dat ass eng Diskussioun ëm d'Recht vun der Fra", an domadder soen: „Et ass e Verstouss géint d'Rechtsstaatlechkeet." Et ass de Contraire! Et ass eng déifgräifend Analys iwwert d'Recht vun all Mënsch, déi am Ableck do geschitt. An dofir concernéiert se eis och. Mee et ass net un eis, fir eis anzemëschen! Et ass un de Polen, fir dat ze maachen! Do sinn demokratesch gewielte legitimm Strukturen, déi sech dorëm këmmeren. Mir kënnen dat observéieren, mee déi polnesch Parlamentarier mësche sech net an eis Diskussiounen an, a mir wäre gutt beroden, och d'Souveränitéit vun deenen aneren ze respektéieren.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- En drëtten Ënnerscheed tëschent Ärer Politik an eiser Politik, Här Asselborn, dat ass d'Attitüd zum Terrorismus. Mir hunn an deene leschte Wochen, Méint, Joren x Attentater an Europa gehat. Dovunner ginn der en Deel, e groussen Deel souguer, op de Konto vun engem radikaliséierten Islam. An do hu mer eeben de Problem: Wéi gi mer domadder ëm?

Dat ass och eng ganz problematesch Saach, well mir kënnen net higoen an all Muslimen do an den Eck vum Terrorismus drécken. Dat wär grondfalsch, dat wësse mer. Mee mir mussen awer de Courage hunn ze soen, datt den Islamismus als Form vun enger radikaliséierter Interpretatioun vum Islam oder vun engem politiséierten Islam absolutt net akzeptabel ass. Mee déi Reaktiounen, déi Dir gemaach hutt, an do kommen ech op de Punkt, Här Asselborn, no der Ermuerdung vum Här Paty a Frankräich, no der Ermuerdung vun e puer

Leit zu Wien: Dir hutt emol net gesot, wie schëlleg ass!

Dir hutt mat Recht gesot: „Mir sinn entsat a mir verurteelen den Terrorismus an den Extremismus." Mee gitt dach emol der Saach en Numm! Da sot dach wéinstens, hutt dach wéinstens de Courage fir ze soen: „Déi doten Attentater, déi sinn op de Konto vum Islamismus gaangen." Dir hätt jo och kee Problem fir ze soen, wann iergendwou e rietsradikaalt Attentat wär oder vläicht och e lénksradikaalt Attentat wär, fir ze soen: „Dat ware Rietsradikaler" oder „Et ware Lénksradikaler". Mee gitt deene Kriminellen en Numm! Well wa mer de Kriminellen en Numm ginn, dann hu mer och iwwerhaapt emol eng Upak, fir déi Saach ze verfollegen.

Mir hunn och zur Kenntnis geholl, datt d'CSV eng Motioun do tabléiert huet. Mir stëmmen déi mat. Jo, et ass wichteg, datt an Europa Initiative geholl ginn. Den Här Kurz, den Här Macron, anerer hunn do Initiative geholl. Mir stëmmen dat mat.

De véierte Punkt, an dat ass en Ënnerscheed, dat hate mer hei schonn diskutéiert, Här Asselborn, Dir wësst dat, dat ass de Stil. Dir hutt an Ärer Ried gëschter erëm ganz laang géint de sloweenesche Premierminister geschwat. Dir hutt gesot, dat wär net wierdeg fir d'Europäesch Unioun. De Mann hat dat Verbrieche gemaach, an Ären Aen, fir dem Här Trump fir seng Victoire gratuléiert ze hunn. Eng Victoire, déi en net huet. Mee bon, ech mengen, et gëtt méi Schlëmmes. Mee firwat hei géint Slowenien a géint de sloweenesche Premierminister eng Ried halen am Lëtzebuerger Parlament bei der Debatt iwwer eis Baussepolitik? Wat bréngt dat eis?

Mir als ADR, aner Parteie vläicht och, mir si konsequent fir gutt Relatiounen, an dat heescht einfach fir Respekt, fir Héiflechkeet géintiwwer anere Staaten. An et huet kee Wäert, Leit ze kritiséieren an als onwierdeg fir Europa duerzestellen, well se soi-disant dat Verbrieche gemaach hunn, dem Här Trump ze felicitéieren, well e geduecht hat, e wär erëmgewielt ginn.

(Hilarité et interruption)

Dat war esou. Dat war esou! En huet gratuléiert. Et huet dem Här Trump gratuléiert, en hat geduecht, e wär erëmgewielt ginn. De Mann ass net erëmgewielt ginn. An dat geet duer, fir datt den Här Asselborn seet, dat wär Europa onwierdeg.

Den nächsten Ënnerscheed ass d'Asylpolitik. Mir hunn als ADR vun Ufank un, vun 2015 u gesot, datt déi Politik vun der Madamm Merkel falsch ass, aus enger Rei Ursaachen. Ech kann déi nach eng Kéier opzielen. An der Tëschenzäit sinn 22 vun deene 27, oder 21, et ass egal, mee op jidde Fall iwwer 20 vun deene 27 EU-Länner op där Linn, déi d'ADR säit 2015 vertrueden huet. Et ass déi falsch Politik!

An Däitschland: Mir sinn iwwerzeegt, datt, wann d'Madamm Merkel eng Kéier net méi do ass a si hiert Gesiicht net méi muss verdeedegen, och d'CDU net, dann ass och déi däitsch Politik eng aner vun haut op muer, well dat, wat am Ableck geschitt, einfach an der Zäit net duerchsetzbar ass.

Et ass eng falsch Politik vun Ufank un an et wäert nach eng falsch Politik bleiwen, soulaang Däitschland op där Positioun bleift. Et ass eng falsch Politik, well international Konventiounen ausser Kraaft gesat goufen oder net respektéiert goufen. Et ass eng falsch Politik, well se net rational ass, mee bewosst emotionaliséiert.

Mir sinn och fir Mënschlechkeet, mee et gëtt vill gutt Weeër, fir mënschlech ze sinn, intelligent Weeër, grousszügeg Weeër. Mee et brauch ee keng falsch Politik, fir mënschlech ze sinn. Et brauch een net de Mëssbrauch vu Biller a Gefiller ze bedreiwen an deen aneren als onmënschlech duerzestellen, just well en en anere Wee proposéiert.

Déi Iddien, fir Quoten an Europa duerchzesetzen, waren 2015 falsch, se sinn haut falsch. Wann d'EU probéiert, am Migratiounspakt Länner zu enger bestëmmter Politik ze zwéngen, fir eng gemeinschaftlech Asylpolitik duerchzesetzen, wäert se och déi Kéier echouéieren. A mir soen, dass et och e falschen Usaz ass an einfach kee Wäert huet, d'Souveränitéit vun de Staate wëllen op deem Wee anzeschränken.

Rettung am Mëttelmier ass absolutt noutwendeg, mee eng Rettung am Mëttelmier heescht net Recht op Arees an Europa. Och do muss ee ganz gutt oppassen.

A schlussendlech wëll ech och soen, datt mer musse kucken, wat elo d'Konsequenze fir Lëtzebuerg sinn, wa mer net dat applizéieren, wat am internationale Recht virgesinn ass, nämlech datt déi Leit nëmme sou laang kënne bleiwen, wéi se Schutz brauchen. Well e Recht op Schutz ass kee Recht op Immigratioun. A mir hunn elo an deene leschte Joren Dausende vu Leit opgeholl: Déi kënnen net ëmmer heibleiwen. Déi kënnen heibleiwen, sou laang se de Schutz brauchen. Da musse se duerno awer zréckgoen. Well mir kënnen net higoen an einfach elo eng international Schutzdebatt an eng nei Immigratioun verwandelen. Dat ass net de Sënn an den Zweck.

A mir soe ganz kloer als ADR: Eis Politik ass ophuelen, wie Schutz brauch, sou laang e Schutz brauch, an dann derfir suergen, datt déi Leit zréckginn an hir Länner an do derzou bäidroen, hir Länner erëm opzebauen.

D'internationaalt Recht - neien Ënnerscheed. Mir hunn als ADR - an ech mengen, vill Leit heibannen - ëmmer vertrueden, datt et d'Kraaft vum Recht soll sinn, déi d'Welt regéiert, an net einfach dee méi Staarken, wéi et op Franséisch esou schéin heescht: „la force du droit et non le droit du plus fort". A mir maachen eis Suergen, ob dës Regierung och den Droit international public nach esou eescht hëlt, wéi se dat misst.

Ech ginn lech just e puer Beispiller dofir. Mir hunn als ADR zum Beispill elo viru Kuerzem d'Fro gestallt: Wéi ass et mat dem rekreative Cannabis? Eng Initiativ, déi d'Regierung wëllt huelen a wou mir eis vill Froe stellen, wou mer en Hearing ugefrot hunn, well mer eng Rei vu Konventiounen ënnerschriwwen hunn, déi dat explizitt verbidden. An dofir géife mir gär wëssen: Wéi wëllt d'Regierung et fäerdegbréngen, wa se wëllt op de Wee vun der Toleranz oder der Legaliséierung goen, dat an Aklang ze brénge mat deene Konventiounen? Mir hunn e puermol eng Question parlementaire gestallt an teleologesch ganz vag Äntwerte kritt. Mir hätte gär prezis Äntwerten.

D'Kannerrechtskonventioun: D'Kanner hunn e Recht op Mamm a Papp, op hir Mamm an hire Papp souwäit wéi nëmme méiglech. Dofir wiere mer eis géint déi Kommerzialiséierung vu medezinneschen Techniken an der Procréation médicalement assistée. Kee Mënsch huet e Recht op e Kand! Mir hätte gär, datt d'Rechter vun de Kanner konsequent verdeedegt ginn, déi mir och an der Kannerrechtskonventioun ënnerschriwwen hunn.

Mir hunn d'Responsabilité civile en matière nucléaire. Do hu mer zwou Konventiounen ënnerschriwwen. An der Tëschenzäit huet dës Regierung, mat de Stëmmen, mengen ech, och vun der CSV, e Gesetz ugeholl, fir d'Responsabilité civile op engem Wee ze léisen, déi deene Konventioune widderspréicht, déi mir ënnerschriwwen hunn, ouni datt mer déi gekënnegt hätten oder vun eisen Ënnerschréften zréckgetruede wären.

Mir hätte gär, datt Lëtzebuerg international glafwierdeg bleift. An dozou gehéiert och eng kloer Observatioun vun dem internationale Recht. Mir froen eis, Här Asselborn: Vertriet Dir d'Lëtzebuerger Interessen ëmmer mat där selwechter Kraaft an Energie, wéi mir et géife maachen?

Beim CETA, an där Diskussioun hate mer hei gesinn, datt d'Kompetenze vun den Nationalstaaten zréckgeschrauft goufen. Eppes, wat mir net gemaach hätten. Well mir hu jo gesinn, wéi interesséiert eis Zivillgesellschaft war un deem CETA. A wann ee wëllt kucken, datt och d'Stëmm vun der Zivillgesellschaft an déi Suerge kënnen opgegraff ginn, da brauchen d'Staate Kompetenzen, och an der Baussepolitik.

D'CSV kënnt heihinner a seet: „Mir wëllen d'Kompetenze komplett ofschafen. Mir hätte gär eng Majoritéitsdecisioun." Dat heescht, mir géifen eis u sech an d'Hänn vun Däitschland a vu Frankräich beginn an allem, wat dann an der Aussepolitik gemaach gëtt. Mir hätte kee Matsproocherecht méi zum Beispill bei Saache wéi CETA. Mir géifen all eis Rechter opginn. A mir musse wëssen, wat dat heescht, d'Opgi vun der Eestëmmegkeet an der Baussepolitik!

Mir hunn d'Mutualiséierung vun de Scholden. Dir hutt dat hei, Här Asselborn, duergestallt, ech zitéieren lech, als en „historesche Fortschrëtt an der europäescher Integratioun". Et ass de facto e Vertragsbroch. Wa mer gär Europa opbauen, an zwar esou, datt jidderee ka matgoen, an ëmmer vu Rechtsstaat schwätzen, musse mer d'Traitéë respektéieren. Liest emol den Avis juridique, deen de Service juridique vum Conseil geschriwwen huet! Deen huet dat mat x Virbehalter gemaach. Mat x Virbehalter! En huet et zäitlech limitéiert, ënner enger ganzer Rei Konditiounen. Alles dat gëtt net observéiert. Et ass e Rechtsbroch.

Mir hunn esou vill Saachen, Här Asselborn, wou mer eis froen, ob déi Lëtzebuerger Interessie vertruede ginn, a wou mir jiddefalls et géifen anescht maachen, decidéiert maachen am Interessi vun eisem Land.

Mir hunn an de Covidzäiten ... Den Ausseministère huet, wéi ech et virdru gesot hunn, ganz gutt geschafft. Mee mir hunn eis iwwer Är Prioritéite gewonnert, iwwer Är perséinlech Prioritéiten. Mir haten eng Situatioun, wou mer gehofft hunn a konfrontéiert ware mat der Fermeture vun de Grenzen, eng absolutt Prioritéit, a wou d'Baueren am Éislek protestéiert haten, well se net méi op hir Felder koumen. Dunn huet een lech effektiv och gesinn, datt Der agéiert hutt an datt Der an Däitschland Interlocuteure gesicht hutt, fir déi Situatioun dann ze verbesseren; wat och gutt ass.

Mee virdru waren zwou grouss Prioritéiten a Covidzäiten, a mir hunn eis permanent gewonnert: éischtens, zwielef Mineuren aus Griicheland heihinnerbréngen, an dat mat engem zimmlech grousse Presseopwand, an zweetens, eng Initiativ géint Israel am Conseil vun der Europäescher Unioun. Dat waren Är Beschäftegungen an der Covidzäit. An dat ass op jidde Fall net dat, wat mir als Prioritéiten do identifizéiert haten.

Mir hu mat Erstaune festgestallt, datt Dir deen eenzege westlechen Ausseminister waart, deen den Normaliséierungsaccord zwëschent de Vereenegten Arabeschen Emirater an Israel ëffentlech kritiséiert huet, eppes, wat u sech nëmmen ... also, wann ech géif soe „verwonnerlech", da wär dat vill ze schwaach. Mee et ass skandaléis! Wann endlech Friddensaccenten am Noen Oste gesat ginn, wéi kann een dann higoen an dat kritiséieren, well Palästinenser do net dervu profitéiert hunn?

Mee ech soen lech, wat den Hannergrond ass: An der arabescher Welt ass den israeelesch-palästinensesche Konflikt einfach net méi prioritär. An d'Palästinenser hunn dat Vetorecht verluer, d'palästinensesch Autoritéit. D'Fatah, Hamas hunn e Vetorecht verluer an der arabescher Welt, wat se bis elo haten. A si hunn et verluer, well se vill ze no beim Iran stinn a well se déi Friddensefforten, déi ëmmer erëm gemaach goufen an där Regioun, systematesch refuséiert hunn. Dee leschten ass elo dee vum Här Trump. Do kann ee mengen, et ass e schlechte vläicht, mee och deen ass einfach ecartéiert gi wéi virdrun dee mam Olmert an aner Initiativen. Et ass ëmmer dee selwechten Zenario. An et kann een einfach net d'Zukunft vun enger ganzer Regioun hypothekéiere mat enger Attitude de refus systématique.

Et ass eng ganz sensibel Saach. Mee och do wëll ech lech eppes soen - well Dir hutt och an Ärer Ried erëm géint Israel geschwat - an ech hunn lech hei emol matbruecht, wat Amnesty International iwwert d'Zoustänn seet vun der palästinensescher Autoritéit: vun der Fatah a vun der Hamas. Well d'Mënscherechter an Israel gi wäit besser garantéiert wéi dat, wat do ass!

Amnesty International schwätzt vun - Dir braucht nëmmen den Artikel ze liesen, dat ass alles ëffentlech accessibel - Leit, déi arbiträr arrêtéiert ginn. Si hu keng Meenungsfräiheet online, dat gëtt zensuréiert. Si gi gefoltert, d'Leit - gefoltert! -, seet Amnesty International, a mësshandelt. Gefaangener gi mësshandelt an dat mat Impunitéit. Dat heescht, déi Leit, déi dat maachen, ginn net bestrooft.

Dir schwätzt vu feministescher Aussepolitik, ee vun Ären Accenten. An hei schreift Amnesty International, datt d'Fraen an der Westbank an am Gaza diskriminéiert ginn a gewalttäteg behandelt ginn. Dir schwätzt vun den LGBTI-Rechter a Polen, an hei steet, datt bei Äre Frënn do bei der palästinensescher Autoritéit just déi wéinst hirer sexueller Orientéierung mësshandelt ginn an diskriminéiert ginn. An datt d'Geriichter am Gaza d'Doudesstrof nach ëmmer verhänken, ass och eng Tatsaach!

Wësst Der, mir denken och, datt eng Zweestaateléisung eng gutt Léisung wär, datt mer mussen en negociéierten Accord fannen, mee déi Eesäitegkeet an Ärer Politik, dat ass eppes, wat mir net akzeptéieren! Mir mussen einfach géintiwwer eisen israeelesche Frënn soen, wat mer gär hätten. Dat ass legitimm a si verstinn dat och. Awer mir mussen och géintiwwer de Palästinenser mat där selwechter Energie fir Mënscherechter antrieden, wéi mer et op anere Plaze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dir hutt iwwer d'IHRA geschwat, de 75. Gebuertsdag, Auschwitz, eis IHRA-Presidence, jo. A mir sinn och frou a mir soen och dem Ambassadeur Santer Merci fir säin Engagement. Dat war alles ganz gutt. Mee firwat huet d'Regierung, obschonn hei d'Chamber et gefrot huet, déi IHRA-Definitioun vun dem Antisemitismus nach ëmmer net oppen a kloer ugeholl? Dat ass eis e Rätsel! Déi Lëtzebuerger Regierung! An d'Europaparlament huet en Antisemitismusbeoptraagten an all Land recommandéiert. Firwat hu mir deen hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net?! Alles dat si Saachen, déi eis wonneren.

A wann een et eescht hëlt mam Antisemitismus, Här Asselborn, dann hëlt een einfach esou Decisiounen, déi keen Zweifel loossen un der Entschlossenheet vun der Regierung, fir dann dee Wee ze goen. An et mécht een och net eppes, wat Dir gemaach huet, nämlech als Guestspeaker bei enger BDS-Manifestatioun optrieden, also bei där Boykottgruppmanifestatioun do, déi de Comité pour une paix juste hei organiséiert hat, well de BDS, wéi den Däitsche Bundestag komplett zu Recht festgestallt huet, ass eng antisemittesch, also eng rassistesch Beweegung.

(Interruption)

D'Europäesch Unioun däerfe mir net splécken. An do si mir eis eens, Dir sot dat och. Et däerf een d'Europäesch Unioun net splécken! Mee dann, Här Asselborn, da muss een och Hand an Hand mat den Osteuropäer goen an et muss een och ophalen, d'Britten ze kritiséieren. D'Britten hunn eng Decisioun geholl, si sinn erausgaangen. An eis Prioritéit muss et sinn, mat den Englänner eng konstruktiv Zukunft opzebauen. Dat ass ganz wichteg. Dat betrëfft d'Finanzplaz. Et betrëfft d'europäesch Verdeedegung a vill aner Saachen.

Ech hu meng Zäit bal opgebraucht, dofir kann ech villes net soen, wat ech nach wollt soen. Mee loosst mech ee Wuert nach vläicht iwwert d'Tierkei soen!

D'Tierkei, ech si gespaant, wéi Dir lech do stellt. Mir haten och als ADR eng Motioun virbereet iwwert d'Tierkei, datt maache mir traditionell, well mer scho säit Laangem, säit Joren der Meenung sinn, datt d'Tierkei näischt an der Europäescher Unioun verluer huet, awer datt et fir eis e strateegeschen a wichtege Partner ass, mat deem mer eng gutt Bezéiung an eng intensiv Bezéiung wëllen. Mir hunn dat jorelaang hei tabléiert.

D'CSV huet reegelméisseg dergéint gestëmmt. Et ass fir eis eng grouss Freed, Här Wiseler, fir ze gesinn, datt d'CSV hir Meenung geännert huet. Mir wäerten eis Motioun also net tabléieren, well mer mat enger grousser Satisfaktioun an enger grousser Freed eng CSV-Motioun wäerte matdroen, déi dat endlech akzeptéiert, wat mir säit Jore fuerderen, nämlech datt d'Tierkei net soll an d'Europäesch Unioun opgeholl ginn!

Dir hutt Recht, Här Wiseler, an ech felicitéieren lech fir deen historesche Meenungswiessel. A wëllkomm am Club vun deene Leit, déi eng realistesch Approche zur Tierkei hunn!

Mir hunn trotzdeem eng Motioun virbereet, nämlech iwwert d'NATO. Déi eenzeg Motioun, déi wëll ech lech hei ginn, Här President.

Motion 4

D'Chamber,

an déiwer Suerg iwwert

- déi aggressiv tierkesch Politik an der Ägäis géint d'NATO- an EU-Memberland Griicheland souwéi permanent Verletzunge vun der territorialer Integritéit vun der Griichescher Republik,

- d'Amëschung vun der Tierkei an d'Konflikter a Libyen an an der Regioun Nagorny-Karabach,

- déi undauernd Verletzung vun der territorialer Integritéit vun der Arabescher Republik Syrien duerch d'Tierkei,

- d'Verletzung vun der territorialer Integritéit vun der Republik Zypern an déi militäresch Occupatioun vun engem groussen Deel vun hirem Staatsgebitt zënter 1974,

fuerdert d'Regierung op:

- am Kader vun de politeschen a militäreschen Instanze vun der NATO d'Modalitéite vun der zukünfteger Zesummenaarbecht vun den Alliéierte mat der Tierkei unzeschwätzen,

- dorop hinzewierken, datt eng Decisioun geholl gëtt, datt d'Tierkei, fir de Fall wou si duerch hir eege Verletzunge vum internationale Recht a besonnesch vun der Charta vun de Vereenten Natioune sollt Zil vu militäresche Géigemoossnamen duerch aner Staate ginn, net kann op d'Solidaritéit vun den Alliéierten no Artikel 5 vum NATO-Vertrag zielen,

- dorop hinzewierken, datt d'Opportunitéit vun enger weiderer Bedeelegung vun der Tierkei u multilateralen Operatiounen an Exercicen iwwerpréift gëtt,

- virzeschloen, datt d'Tierkei keng Informatioune méi aus alliéierte Quelle ka kréien, déi hir bei hiren offensiven Operatioune géint aner Staate kéinten hëllefen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Do ass d'Problematik, wou mer soen - et ass jo net nëmmen an der Europäescher Unioun, wou sech déi Problemer stellen -, an Dir hutt selwer gesot, och als CSV, datt eeben d'Tierkei e ganz aggressiivt Verhalen huet géintiwwer Griicheland, géintiwwer Zypern, an der NATO eng ganz Rei Problemer verursaacht. A mir denken, datt mir och mussen an der Tierkei, an der NATO kloermaachen, datt d'Tierkei net kann op déi automatesch Solidaritéit vun den Alliéierte rechnen, wann hiert eegent Verhalen derzou bäidréit, fir e krichsänlecht ... oder Spannungsverhältnisser an där Regioun ervirzeruffen.

Dat gesot, soen ech lech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet. Ech wëll vläicht mat engem Saz ophalen, an dat ass deen, datt mer als ADR kloer Verschiddenes ënnerstëtzen an Ärer Politik, Här Asselborn, do, wou mer e Konsensus hunn an der Lëtzebuerger Politik: d'Wichtegkeet vun de Relatioune mat den USA zum Beispill, d'Wichtegkeet vum internationalen Handel, och déi Iddi, fir d'Groussregioun méi staark ze betounen. Alles dat kënne mer ënnerstëtzen. Mee ech mengen, datt mer awer am Realismus an an der Betounung an am Respekt och virun osteuropäesche Staaten an anere Partner eng ganz aner Positioun vertrieden.

Ech soen lech Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här David Wagner ageschriwwen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den imperiale Poids, deen d'USA op de Globus hunn an och ausüben, ass wierklech net ze iwwersinn. Dat mierkt een all véier Joer, wann d'US-Bierger a -Biergerinnen hire Staats- a Regierungschef wiele ginn. Dofir kuckt och e gudden Deel vun de Weltbierger mat Spannung no, wien da vun de Kandidate vum de facto Zweeparteiestaat d'Leedung iwwerhuele wäert.

Jo, den Här Trump huet wärend véier Joer fir vill Spektakel gesuergt. Et wier awer kuerzgegraff ze mengen, hien hätt de Monopol vum US-Politspektakel. Et wier och kuerzgegraff ze mengen, den Här Trump hätt de Monopol vun der äusserst ongesonder Verstréckung tëscht Politik a Big Business.

Ech kann nëmmen eng Saach soen: Ech sinn u sech frou, hei zu Lëtzebuerg Politik ze maachen an net an den USA. Et ass méi pluralistesch hei, et ass méi fräi an et brauch een och vill manner Geld. An dat gëllt op jidde Fall fir déi meescht europäesch Länner. A mir sinn och net vun delirante sougenannten evangeelesche Sekten ënnerwandert; wou ech awer ganz kloer wëll soen: Déi hu strictement näischt mat Protestanten ze dinn, vis-à-vis vun deenen ech vill Respekt hunn.

Also neen: De politeschen an ekonomesche System vun den USA ass kee Beispill. Trotzdeem gëtt et awer och e klenge Liichtbléck an den USA, an zwar déi nei oder deelweis erëmgewielt Deputéiert vun den Democratic Socialists of America ronderëm déi méi bekannt Deputéiert Alexandria Ocasio-Cortez an de Senator Bernie Sanders, deen erëm eng Kéier vum Establishment vun der Demokratescher Partei verhënnert gouf. Ob all déi Leit eng politesch Zukunft hunn an der maroder Demokratescher Partei, steet op engem anere Blat geschriwwen. Op jidde Fall si se schonn amgaang, sech ganz kloer Iwwerleeungen an eng gewësse Richtung ze maachen.

Jo, et kann ee sech freeën, datt den Här Trump héchstwarscheinlech ofgewielt gouf. Mee dat heescht awer net onbedéngt, datt ee sech iwwert d'Wal vum Här Biden freeë soll, dem Vertrieder vum Business-as-usual. An et soll een - an dat gëllt net nëmme fir d'USA - net vergiessen, datt, wann een d'Aarbechterklass, oder e gudden Deel dovunner als vermeintlech fortschrëttlechen, op der Säit léisst, da grad esou Monstere wéi den Trump aus hire Lächer krauchen!

De Problem ass jo deen, datt spéitstens zanter dem Ronald Reagan - deen iwwregens, paradoxerweis, wéi all Ultraliberalen e Bierg Scholden hannerlooss huet -, d'Aarmut an den USA explodéiert ass. An dat ass vu kengem vu sengen Nofollger, ob se Republikaner ware wéi de Bush Senior oder säi Fils, oder awer och dem Clinton, deen d'Demokraten ekonomesch no riets gedriwwen huet (veuillez lire: gedriwwen huet, corrigéiert ginn). An den Obama war doranner u sech net vill besser.

Wat ass den Trump? Hien ass de Verteideger vun de Kapitalinteressen an huet versicht, deelweis mat Erfolleg, awer net ganz, en Deel vun den Aarmen oder Chômeuren ze mobiliséieren, net andeems hie géint déi richteg Schëlleg un hirem Misär - also déi amerikanesch Kapitaliste - mobiliséiert hätt, mee andeems hien no gudder aler rietser Manéier d'Kapitalisten a Schutz geholl huet, andeems hien aner, nach méi aarm Sündebéck ausgemaach huet, dës Kéier ënnert der Form vun den Immigranten aus Latäinamerika oder de Muslimen. Bon, mir hunn och där selwechter an Europa wéi den Trump.

Mee wat ass de Biden? Hien ass déi elegant Versioun vun der Vertriedung a Verteidegung vun de Kapitalinteressen, deen och kapabel ass, geschwächt Gewerkschaften hannert sech ze kréien, déi sech dat manner Iwwelt erhoffen, wéi och déi eduquéiert Bourgeoisie, déi sech fir hir Privileegie mat engem Minimum vu Moral muss rechtfertegen. Mir hunn och där selwechter hei an Europa. Dat ass natierlech eng graff Aschätzung. Mee ech mengen, d'Strategie vum „moindre mal" geet seelen op laang Dauer op.

Hu mir eis da wierklech esou staark ze freeën? Dem Trump säi Slogan war jo "Make America great again" respektiv "America first". An der Revue „Foreign Affairs" huet de Joe Biden seng aussepolitesch Doktrinn esou betitelt: "Why America must lead again". Dat ass de Programm! An ech weess net, ob dat e gudde Programm ass. A wann ech éierlech sinn, mir fält kee richtegt Beispill an, wou d'USA zënter dem Zweete Weltkrich ausserhalb vun hire Grenzen iergendeng richteg positiv Roll gespillt hätten. Do fält mir kee richtegt Beispill an. Vläicht hunn aner Leit eng Iddi.

(Interruption)

„Zënter dem Zweete Weltkrich", hunn ech gesot, ganz kloer, jo. Woubäi mer net just den Amerikaner déi Liberatioun ze verdanken hunn, muss een och soen.

(Interruption)

Dofir muss een e bëssen oppassen: Ob de President an den USA reliéis a rau ass oder ob en intellektuell a sophistiquéiert ass, ech mengen, eng Bomm ass eng Bomm, an déi Zivilisten op anere Kontinenter, an Afrika oder an Asien, déi esou eng amerikanesch Bomm mussen erliewen, deenen ass et relativ egal, ob e republikanesch oder demokratesch ass.

An ech fäerten awer och e bëssen, datt d'Europäer mam Biden erëm all kritesch Haltung vis-à-vis vun den USA wäerte verléieren an datt d'USA erëm e Blankoschäi wäerte kréien.

Här President, et huet een och a leschter Zäit héieren, dës Kéier vun Trump-Unhänger hei an Europa, och hei zu Lëtzebuerg, den Trump, deen hätt als eenzege President zënter bal éiweg keng Kricher méi gefouert. Dat ass net ganz richteg, well et koum zu Militärinterventiounen. Oder kommt, mir denken d'ailleurs och un den Noen Osten, wou e bereet war, d'Palästinenser dem Netanjahu ze opferen.

Zweetens, déi Leit hunn och d'Tendenz ze vergiessen, datt et Latäinamerika gëtt an datt den Trump weiderhin déi Géigend als de Virhaff vun den USA ugesäit, genausou wéi all seng Virgänger an och warscheinlech wéi säin Nofollger.

E puer Beispiller: Den Trump war sech net ze schued, fir de Putsch géint den Här Morales a Bolivie matzedroen. Ech froe mech zwar, ob et ënnert dem Obama oder Biden aneschters gaange wier. Den Trump war sech och net ze schued, fir am Venezuela de rietsextreeme Guaidó ze ënnerstëtzen - mir zwar och -, an hien huet souguer Krichsschëffer a Richtung Venezuela geschéckt! Den Trump war sech och net ze schued, fir den Embargo géint Kuba erëm ze verschäerfen.

An déi Covidkris, déi ass jo a Wierklechkeet net ouni Ironie, well, just niewebäi gesot, eis super amerikanesch Frënn, eis superräich an entwéckelt amerikanesch Frënn hunn eis Material, wat fir eis geduecht war, ofkaaft, fir net ze soe geklaut wärend der Covidkris!

Kuba, Entwécklungsland vun zwielef Milliounen Awunner mat manner Affer, Covidaffer wéi Lëtzebuerg - et ass net nëmmen, well et eng Insel ass, et ginn aner Ursaachen -, huet ville räichen europäesche Länner seng Hëllef ugebueden an an Italie warscheinlech och vill Mënscheliewe gerett.

Et ass awer esou, muss ee soen, datt mir als Lëtzebuerg d'Intelligenz hunn, relativ gutt Bezéiunge mat Kuba ze fleegen. An ech wollt dann och an deem Kontext vum Här Ausseminister wëssen - Dir erzielt him dat! -, ob Lëtzebuerg gewëllt wier, fir sech fir d'Ophiewung vun deem mäerderesche Embargo anzesetzen. Do kéint et awer tatsächlech sinn, datt et mam Här Biden méi einfach kéint goe wéi mat engem Republikaner.

Mee egal wéi mussen déi latäinamerikanesch Staaten op der Hutt bleiwen, well leider ass et esou, datt si seelen den Ënnerscheed gesinn tëschent enger republikanescher an enger demokratescher Regierung.

Mir musse léieren hei an Europa, net ëmmer esou westlech zentréiert ze denken. Et ginn nach aner Géigenden op der Welt, déi d'Welt net ëmmer esou gesi wéi mir an erfuere wéi mir.

An ech géif mer och e bësse manner Suivismus wënschen an och manner Suivismus par rapport zur EU. Well ech héieren, et gëtt ëmmer méi déi Tendenz fir ze soen: „Mir brauchen eng gemeinsam Stëmm an der Aussepolitik an der EU." Ech gleewen net, datt mir iergendeng Kéier eng Aussepolitik an der EU wäerten hunn, well d'Interessen tëschent verschiddene gréissere Staaten ze grouss sinn, d'Ënnerscheeder ze grouss sinn. A wann et drëms geet, fir eng gemeinsam Positioun ze hunn, déi awer schlecht ass, da gesinn ech och net den Zweck vun der Aarbecht, well eng schlecht Positioun bleift eng schlecht Positioun. Ech mengen, eng gemeinsam Aussepolitik kann och kee Selbstzweck sinn u sech. Bon.

D'lescht Joer ass awer och a Bolivien eebe géint den Här Morales geputscht ginn. De Putsch, muss een och soen, ass doduerch vereinfacht ginn, datt den Här Morales och mat engem gudden Deel vu senger eegener Basis a Konflikt geroden ass. Et muss ee ganz kritesch si par rapport zum Här Morales. Glécklecherweis hunn d'Bolivianer an d'Bolivianerinnen awer d'Putschisten, déi wierklech zu deene reaktionäerste Secteure vum Land gehéieren, erëm an d'Wüüst geschéckt.

Allerdéngs muss ee feststellen, datt dee Putsch ganz wéineg condamnéiert gouf vun der ominéiser „Communauté internationale". Dat sinn a Wierklechkeet déi westlech Länner, ce n'est pas du tout une communauté internationale, dat ass gelunn! Ech hunn och Lëtzebuerg wéineg héieren.

Här President, et gëtt an Europa vill vu Wäerter geschwat. Dat ass déi nei Relioun. Mee ech ginn den Androck net lass, datt mer weiderhi mat „deux poids, deux mesures" schaffen. Fréier hunn d'Europäer am Numm vun hirer vermeintlecher zivilisatorescher Missioun de Kolonialismus gerechtfertegt. Haut ass et aneschters: Haut intervenéiere mer am Numm vun der Demokratie, géint den Terrorismus, fir d'Fräiheet, fir d'Maartwirtschaft an esou weider.

Erlaabt mer ze soen, Här President, datt d'Interventiounspolitik, d'Militärpolitik an och d'Handelspolitik vun den Europäer genausou vill mat Demokratie, Fräiheet a Gerechtegkeet ze dinn hu wéi deemools de Kolonialismus mat der Zivilisatioun!

Erlaabt mer souguer ze behaapten, datt mer an der Kontinuitéit vum Kolonialismus sinn, deen och ganz oft vu vermeintlech Fortschrëttleche verteidegt gouf, wéi zum Beispill dem Jules Ferry a Frankräich. Mat hirer Handelspolitik mécht d'EU soss näischt wéi hir eegen Interessen duerchzesetzen, och wann dat Entwécklungslänner schiedegt.

Den Här Asselborn ass gëschter op déi Fräihandelsverträg agaangen an huet gemengt, d'Bevëlkerung géif vun der Kommissioun méi abezu ginn. Ech gleewen dat net. Ech trauen der Kommissioun net. An ech mengen, ech hunn ni enger EU-Kommissioun getraut, an elo nach manner. An niewebäi gesot: No dëser Debatt, haut nach, wäerte mer erëm eng Kéier e Fräihandelsaccord ofstëmmen, an zwar dee mat Japan. De strateegeschen Deel, versteet sech natierlech, well den Accord selwer, do ginn d'national Parlamenter jo emol net ëm hir Meenung gefrot!

Ech wäert herno nach drop agoen, mee ech wollt erëm eng Kéier ënnersträichen, datt deen Accord erëm eng Kéier, wéi all déi aner, antidemokratesch ass, souwuel a sengen Auswierkunge wéi och an der Aart a Weis, wéi en zustane komm ass. Innerhalb vun zwee Deeg bréngt d'Regierung et fäerdeg, vun Demokratie a Fräihandel ze schwätzen, an den Dag drop geschitt strictement de Géigendeel!

A wa mer schonn dobäi sinn, wat d'Dekonnexioun ugeet tëschent de Parolen an der Realitéit, erlaabt mer e flagrant Beispill ze huelen. Ech mengen, mir kann ee wierklech wéineg ënnerstellen, e gestéiert Verhältnis mat Frankräich ze hunn, vu datt d'Hallschent vu menger Famill do lieft. Ech hunn a mengem Liewen, ech muss awer zouginn, fréier méi wéi haut, ganz dacks a Frankräich u Manifestatiounen deelgeholl. Et war ëmmer e bëssen dat selwecht: A Frankräich, do knuppt et e bësse méi schnell, Tréinegas an esou weider. Et huet ee misse lafe kënnen an esou weider. Mee et war alles okay.

De Problem ass elo an der Tëschenzäit deen, …

(Interruption)

… datt ee vu ville Säiten héiert - jo -, datt eppes a Frankräich geschitt ass, wat vill Leit net geduecht hätten: Vill Fransousen a Fransousinnen hunn Angscht ze manifestéieren, Angscht, arbitrairement festgeholl ze ginn, Angscht, vu Polizisten a CRSe geschloen ze ginn oder souguer uerg blesséiert ze ginn oder souguer vläicht ze stierwen. Et geet souguer esou wäit, datt Leit, déi just en Autocollant oder en Trakt an der Täsch droen hannen, verbaliséiert gi vun der Police, well se un enger illegaler Manifestatioun wéilten deelhuelen. Dat sinn Zeenen, déi elo ënnert dem Macron sengem Regimm a Frankräich sech ofspillen!

Wa Russland esou eppes mécht, gëtt et condamnéiert, zu Recht warscheinlech och. Wa Frankräich esou eppes mécht oder Spuenien - doriwwer kéint een och nach diskutéieren -, dann ass et net esou schlëmm. Et ass jo och net fir näischt, datt d'Madamm Bachelet, d'Héichkommissarin fir d'Mënscherechter vun der UNO an ehemoleg Presidentin vum Chile, déi franséisch Regierung dowéinst un de Pranger gestallt huet.

Wat nach méi traureg ass, ass, datt gewësse Kreesser un der Muecht a Frankräich déi grujeleg Attentater instrumentaliséieren, fir lénk Militantinnen a Militanten ze diskreditéieren an hinnen den Islamogauchismus virzewerfen; dat ass eng Erfindung d'ailleurs vun der extrême Droite a Frankräich. Dat sinn awer déi selwecht, déi Business bedreiwe mat Saudiarabien, engem Regimm, deen aktiv déi terroristesch Gruppen ënnerstëtzt a finanzéiert!

Här President, den islameschen Terror kann een net bekämpfen, ouni d'Iwwel un der Wuerzel ze paken. Schéi Parolen hëllefen do guer näischt. De Westen en général, mee och Lëtzebuerg mussen all Form vu Finanzement, all Form vun net noutwendeger ekonomescher Kooperatioun mat de Golfmonarchien ënnerbannen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt Entreprisen, déi a Saudiarabien investéieren. Dat muss ophalen!

Ech sinn och domadder averstanen zum Beispill och, datt een den Här Assad als Krichsverbriecher bezeechent, well dat och stëmmt. Ech verstinn awer net, firwat de Kinnek vu Saudiarabien oder säi Fils, dee staarke Mann, de Mohammed bin Salman, net och als Krichsverbriecher wéinst de Massakeren am Jeme bezeechent ginn, well dat si se!

Dat selwecht gëllt och fir de staarke Mann vun den Emirater, de Krounprënz Mohammed bin Zayed Al-Nahyan, dee sech och als Krichsverbriecher am Jemen en Numm mécht.

Firwat seet eis Diplomatie net, datt déi Leit Krichsverbriecher sinn? Firwat? Ma well mir Bezéiungen, ekonomesch Bezéiungen hu mat deene Staaten, a soss näischt! Mir hu souguer mat den Emirater exzellent Bezéiungen. Mir hunn de Pavillon a mir wëlle souguer 100 Schüler dohinnerschécken, fir iwwert den Développement durable an d'Mënscherechter ze schwätzen. Dat ass fir sech ze schummen! Mee ëmmerhi kann eis Finanzplaz mat den Emirater Geld maachen! Dat ass méi wäert wéi d'Liewe vun hire Sklaven a vun de jemenittesche Kanner.

Mat deem Regimm ekonomesch ze kollaboréieren, heescht och, dee Regimm ze ënnerstëtzen an ze stäerken an och all déi Konsequenzen, déi sech deemno wéi op europäesche Stroossen ofspillen, wou Europäer stierwen, Leit stierwen, iergendwéi e bësse matzedroen.

Här President, et kann een net hei op dëser Tribün an a Sonnesriede vu Wäerter schwätzen, ouni konsequent ze sinn. Lëtzebuerg ass jo Kandidat fir e Sëtz an der Mënscherechtskommissioun vun der UNO. Mir hunn näischt dergéint. Mee mir froen eis, ob Lëtzebuerg dee Sëtz iwwerhaapt verdéngt. An der aktueller Situatioun menge mir et net.

Gëschter war virun der Chamber e Piquet vun der Initiativ Devoir de vigilance, déi d'Regierung opfuerdert, e Gesetz ze maachen, wou Entreprisë mat Sëtz zu Lëtzebuerg derfir suerge sollen, datt keng vun hiren Aktivitéiten en negativen Impakt sollen hunn op d'Mënscherechter, op sozial Rechter, op d'Ëmwelt. Dat misst u sech selbstverständlech sinn! An de Lëtzebuerger Staat soll sech och déi Mëttele ginn, fir dat ganz seriö a ganz strikt ze iwerwaachen. Mee et dauert! Dat mannst, wat ee ka soen, ass, datt Lëtzebuerg doranner net grad e First Mover ass.

An dat huet och gutt Grënn: De Lëtzebuerger Businessmodell berout zu engem groussen Deel dorobber, datt Entreprisë sech einfach hei néierloosse kënne wéinst eisem Steierdumping. An hei si bestëmmt vill Entreprisen an hir Duechtergesellschaften, déi Dreck am Stecken hunn an déi zur Ausbeutung vu Mënschen, zu der Verletzung vun de Mënscherechter bäidroen. Esou Entreprisë sollen zu Lëtzebuerg näischt verluer hunn. Den Här Asselborn ass gëschter kuerz dorobber agaangen: D'Regierung waart nach op eng weider Etüd vun der Uni, obwuel een och ouni Etüd kéint agéieren. Well eis Konkurrente fir de Sëtz bei der UNO, dat sinn d'Finnen. Déi si schonn amgaangen, d'Gesetz ze schreiwen, a warscheinlech hu se manner Ursaache wéi mir, et ze maachen. Ech weess net.

Mee op jidde Fall hoffe mir, datt dat Gesetz awer gutt ass an datt et keen Alibigesetz ass. Mee ech mengen, do wäerte vill Leit derfir suergen hei zu Lëtzebuerg, fir ze kucken, datt dat och net esou geschitt.

Här President, gëschter ass nach den Armistice gefeiert ginn. Ech schléissen of mat engem Zitat, well et gëtt den Armistice gefeiert, mee ech wëll awer un all déi Affer denke vum Éischte Weltkrich, Affer vun engem degueulassë Krich, deen d'Konsequenz war vum Imperalismus, deen d'Konsequenz war vum Kapitalismus, deen ugestiwwelt ginn ass vun deene räichste Familljen hei an Europa a wou déi Äermst, d'Aarbechter an d'Baueren, massiv geschluecht gi sinn, wéi de Jean Jaurès, dee scho virun deem Krich gewarnt hat, sot: « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. »

En hat Recht - en ass dofir gestuerwen - an ech mengen, mir däerfen net vergiessen, wa mer Fridde wëllen hei - a mir sinn erëm an enger ganz geféierlecher Situatioun -, datt mer all d'Konsequenze mussen dorauser zéien, wéi de Jean Jaurès se och opgezielt huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Asselborn huet eis gëschter op eng grouss Weltrees matgeholl. Meng Zäit fir déi grouss Weltrees ass nëmmen zéng Minutten. Duerfir beschränken ech mech op déi wichteg Punkten. Ech hunn net Zäit wéi aner Kolleegen, fir en Exkurs vun dem Walrecht an Amerika ze maachen. Ech hunn net Zäit, fir iwwer wat hätt kënne sinn ze schwätzen, wann net eng Coronapandemie dertëschentkomm wär. Bref, ech kommen direkt op dat Wichtegt ze schwätzen.

Den Här Ausseminister huet nämlech mat verschiddene Punkten aus senger Ried ganz Recht. Lëtzebuerg brauch an Zukunft e méi breetgefächerte konsularesche Reseau, fir kënnen a Krisenzäite besser ze reagéieren. Dir hutt exzellent Aarbecht gemaach an dat gouf jo hei och méi wéi eng Kéier

schonn ervirgehuewen. Mee gutt geet ëmmer besser. A wann een d'Moyenen huet, a Lëtzebuerg huet d'Moyenen, da sollt een déi notzen, fir eeben nach eng besser Aarbecht ze maachen. An duerfir begréisse mer all Ustrengung, fir de konsularesche Reseau auszebauen. Eis diplomatesch Ustrengunge mat eisen Nopeschlänner souwéi mat Länner op der ganzer Welt gehéiere verstäerkt.

Jo, Lëtzebuerg huet wärend dëser Kris Solidaritéit gewisen, andeem mer Patienten opgeholl hunn a gehollef hunn, Material an aner Länner ze transportéieren. Mee och ausserhalb vu Krisenzäiten - an hoffe mer, datt mer séier erëm dohinner kommen! - brauche mer e besseren Dialog mat eise Partner, wann et ëm Fréiwarnsystemer a Liewensmëttelsécherheet geet. A jo, mir brauchen och eng EU-Struktur, fir d'Fuerschung an der Unioun ze stäerken. Esou wäit si mer eis eens.

Mee et ginn awer nach e puer verschidde Punkten, op déi mer wëllen am Kader vun der Lëtzebuerger Aussepolitik agoen, wou mer vläicht anerer Meenung sinn.

De Problem vum Klimawandel zum Beispill gouf heibanne schonn e puermol genannt. E wichtegen Deel am Kampf géint de Klimawandel sinn eis Bëscher. Mir all wëssen, datt all Dag weider grouss Stécker vum Reebësch verschwannen. D'Ofholzung op der ganzer Welt huet dëst Joer nach eemol zougeholl. Vum August 2019 bis Juli 2020 goufen am Amazonasgebitt 34 % méi illegal Ofholzunge verzeechent wéi nach am Joer virdrun!

D'lescht Joer gouf et déi schlëmmste Waldbränn am Amazonas zanter dem Ufank vum Joerdausend. Am Juli hat de brasilianesche President Bolsonaro d'Brandrodung fir 120 Deeg a verschiddene Regioune verbueden. Dat ass awer, wann een dat esou ka soen, wierklech just eng kleng Drëps op de gliddege Steen, vun engem Mann, deen nach ëmmer d'Follge vum Klimawandel bestreit a sech net aktiv fir d'Erhale vum Reebësch asetzt.

D'EU-Kommissiounspresidentin von der Leyen hat versprach, datt d'EU och bis 2030 hir Emissiounen ëm 55 % erofsetzt. Dëst gëtt vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt. An och do, Här Ausseminister, Dir hutt eis Ënnerstëtzung, fir dat ze erreechen, well et ass absolutt noutwendeg, wa mer bei maximal 1,5 Grad Celsius Äerderwärmung wëlle bleiwen. Lëtzebuerg mécht hei Efforten. Et sinn awer aner Länner, déi et nach e gutt Stéck besser maache wéi mir. Mir kafen - aus deem Grond! - gréng Zertifikater aus Litauen an Estland, fir esou iwwerhaapt kënnen eise viséierten Niveau vun 11 % erneierbaren Energië fir 2020 ze erreechen. A Realitéit ass nämlech eisen nationale Stroummix nach guer net esou gréng a mir hänke vun eisen Nopeschlänner an deelweis souguer vu Länner vill méi wäit fort of, fir eist Zil ze erreechen.

An och de Biodiesel aus Palmueleg gëtt nach ëmmer op der Tankstell verkaaft. Och dat ass e Problem, dee mer mussen ugoen, e Problem, dee mer net kënnen eleng hei zu Lëtzebuerg ugoen, well mir wëssen, datt all déi Chaîne-de-livraisonen, Chaîne-de-productionen net nëmmen zu Lëtzebuerg gemaach ginn, mee international. Dat heescht, mir brauchen hei eis Partner. Mir mussen op eis Partner awierken, wa mer eng kohärent an nohalteg Politik wëlle maachen.

An dat géif viraussetzen, datt all eis Partnerlänner eleng schonn an Europa géife matmaachen, wat d'Klimaziler ugeet. An Däitschland zum Beispill kënnt den Ausstig aus dem Kuelesecteur eréischt an 18 Joer. A Pole soll nach bis 2049 Kuel ofgebaut ginn. A Polen huet sech och als eenzegt EU-Land net verflicht, fir 2050 klimaneutral ze sinn.

Et wäerten also och an Zukunft nach ëmmer Steiergelder an de Kuelesecteur fléissen, e Secteur, deen nëmmen duerch esou Finanzsprëtzen iwwerhaapt nach iwwerliewe kann. Dës Subventioune kéinten an eisen Aen an d'Zukunft amplaz an d'Vergaangenheet vun Europa investéiert ginn. Mir mussen oppassen, wéi mer an der EU mat deenen Hëllefen ëmginn, dëst virun allem, wann a verschiddene Memberstaate carrement europäesch Wäerter ënnergruewe ginn.

Dëse Mount hunn den EU-Conseil an d'Europaparlament sech op e Mechanismus gëeenegt, deen zukünfteg soll Verstéiss géint de Rechtsstaat an Europa stoppen. Dat ass e gudden a wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Esou krite Länner, an deenen zum Beispill d'Onofhängegkeet vu Geriichter net méi garantéiert ass, zukünfteg manner EU-Gelder. Dëse Mechanismus ass awer nach net beschlosse Saach. A wéi den Här Ausseminister scho sot, erwänen Ungarn a Polen, datt si den EU-Budget an déi domat verbonne Covidhëllefen net matstëmmen, falls dëse Mechanismus agefouert gëtt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou komme mer net virun! Et kann net sinn, datt verschidde Länner nach ëmmer net zur Rechenschaft gezu gi fir Praktiken, déi kloer géint europäescht Recht verstoussen. Mir dierfen eis do och net erpresse loossen! A mir mussen eis do net erpresse loossen.

Den Här Asselborn sot de leschte Mount, den Orbán hätt villes kapott gemaach. Ech bieden den Här Minister ausdrécklech drëm, sech derfir anzesetzen, datt d'EU-Covidhëllefen an de Rechtsstaatlechkeetsmechanismus net och nach op d'Lëscht vun deene Saache kommen, déi hei an Europa wéinst dem Här Orbán net erreecht ginn.

Mir mussen eis méi konsequent géint déi radikal réckwäertsgewannte Politik vu verschiddene Memberstaate stellen. Mir mussen no vir kucken anstatt ëmmer no hannen. Esou och am Moment, wa mer eis Polen a Malta ukucken. Et gouf ewell ugeschwat: D'Ofdreiwungspolitik a Polen ass problematesch! Et kann net sinn, datt e Land respektiv eng Regierung enger Fra d'Recht hëlt, iwwer hiren eegene Kierper ze entscheeden, an dat an enger Europäescher Unioun, wou d'Fraerechter an d'Gläichberechtegung tëscht de Geschlechter u sech als fundamental misste gëllen.

Dëse Fall weist nach eemol, wéi wichteg dëse Rechtsstaatlechkeetsmechanismus ass a wéi wichteg et wär, datt, wéi vum EU-Parlament gefuerdert, dësen och scho misst kënnen applizéiert ginn, wann e Verdacht op e Verstouss virläit. Nëmmen esou kënne mer als europäesch Wäertegemeinschaft Drock ausüben an derfir suergen, datt d'Memberstaate sech fir déi elementar Rechter a Wäerter asetzen.

Net nëmmen an Europa, mee och am Rescht vun der Welt muss Lëtzebuerg sech weider derfir asetzen, datt d'Mënscherechter respektéiert ginn.

Am Moment ass et roueg gi ronderëm d'Mënscherechtssituatioun zum Beispill zu Hongkong. Et gëtt net méi all Dag an de Medien dovunner bericht, a genau dat spillt China an d'Kaarten. Vill Leit an Europa hu sech mëttlerweil scho vläicht domadder offonnt, datt Hongkong sech elo net méi vu China ënnerscheet. Mir mussen de Leit erëm kloermaachen, datt et hei net nëmmen ëm eng Stad oder e Wirtschaftsstanduert geet. Hei geet et ëm Mënschen, Dausende Mënschen, déi vun der Police menacéiert a verhaft ginn, Mënschen, déi hiert Recht op fräi Walen erëmwëllen an déi hir Fräiheeten an engem Rechtsstaat ausliewe wëllen.

Europa dierf net weider nokucken, wéi China, mee och aner Länner méi no bei eis, wéi zum Beispill och schonn ugeschwat haut, Wäissrussland, hire Biergerinnen a Bierger scheiwerchersweis d'Rechter ewechhuelen a se stëll an heemlech aspären, well se mam Regimm net d'accord sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Nicolas Schmit vertrëtt als EU-Kommissär fir Aarbecht a sozial Rechter Lëtzebuerg an der EU-Kommissioun. Ee grousse Projet vun dëser EU-Kommissioun ass et, e Mindestloun an all Land an Europa festzeleeën.

D'Piraten sti jo u sech fir en universaalt Grondakommes, mee trotzdeem ënnerstëtze mer dëse Projet, wann esou jiddereen Accès zu engem faire Loun kritt. D'Kommissioun rifft och derzou op, datt an de Memberstaaten d'Aarbechtskonditiounen duerch e kollektiven Dialog mat alle Parteie solle verbessert ginn, eng Initiativ, déi mir begréissen.

Wat d'EU-Aarbechtspolitik ugeet, ginn et awer leider net nëmme positiv Punkten. Wéi am Text vum Budget fir 2021 festgehalen ass, kann do nämlech nach e grousse Problem op Lëtzebuerg zoukommen. An och dee Problem gouf hei schonn e puermol thematiséiert. Wann nämlech d'EU-Reglementer 883 an 987 geännert ginn an esou d'Sozialsystemer an Europa koordinéiert ginn, muss Lëtzebuerg an Zukunft de Chômage u betraffe Frontaliere bezuelen an dës Leit an der ADEM betreien.

Doduerch stéing eise Sozialsystem, do misste mer eis alleguerten eens sinn, viru groussen Erausfuerderungen. D'ADEM misst massiv ausgebaut ginn an et géif de Staat méi wéi 60 Milliounen d'Joer Supplement kaschten. Eis Regierung muss sech an eisen Aen op de Fall virbereeden, falls dës Reform kënnt, an däerf net waarden, bis d'Kand am Pëtz läit. Dat hate mer schonn eng Kéier mat der E-TVA. Mir brauchen e konkreete Plang, wéi mer an deem Fall d'ADEM an aner Administratiounen ëmstrukturéieren an dës Käschte finanzéieren.

An dann, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kommen ech och schonn zu mengem leschte groussen Theema, en Theema, wat de Piraten säit ëmmer um Häerz läit, Dir kënnt et eroden: den Dateschutz.

D'Piraten setze sech europawäit fir de Prinzip vun der Datespuersamkeet an. An d'Dateniwwerwaachung an d'Datespäicherung solle just duerchgefouert ginn, wann ee Verdacht op e Verbrieche virläit. Geheimdéngschter hunn an eisen Ae keng Legitimitéit, ganz Länner an hir Bierger mat Hëllef vun onproportionale rechtlechen an technesche Mesuren ze iwwerwaachen.

Wéi dës Woch vum Éisträichesche Rundfunk gemellt gouf, plangt den EU-Ministerrot, datt Plattformbedreiwer wéi zum Beispill WhatsApp an Zukunft e Generalschlëssel missten hunn, fir eng Iwwerwaachung vun allen Noriichten am Fall vun enger Ermëttlung säitens der Police oder de Geheimdéngschter ze erméiglechen.

Ech wäert elo net am techneschen Detail op dat Theema agoen, well mir hunn nach eng Aktualitéitsstonn d'nächst Woch, fir am Detail iwwert dës Geforen ze informéieren. Et ass allerdéngs net déi éischte Kéier, datt als Reaktioun op en terroristeschen Ugréff probéiert gëtt, duerch en Auswäite vum Iwwerwaachungsstaat e Gefill vu Sécherheet ze vermëttelen, ouni datt dëst Verspriechen an iergendenger Form kéint agehale ginn.

An Éisträich hu mer gesinn, datt de Verfassungsschutz den Täter kannt huet. En ass zweemol duerch de Raster gefall, an déi drëtte Kéier huet e seng grujeleg Dot begaangen. Et seet een esou gären: „Wann een d'Nol am Stréi net fënnt, muss ee vläicht manner Stréi op de Koup leeën amplaz méi." Mee genau dat ass et, wat hei probéiert gëtt: Et gëtt probéiert, méi Stréi op de Koup ze puchen, an doduerch gëtt déi Nol ëmmer méi schwéier ze fannen. Dat heescht, amplaz elo méi Daten iwwer onschëlleg Bierger ze erhiewen, misst et an eisen Aen drëm goen, fir déi Daten, déi do sinn, méi effikass ze notzen an eis Sécherheetsinfrastrukture méi effikass opzestellen, méi Beamten, besser ausgebilte Beamten an déi Outilen zur Verfügung ze stellen, déi eng Auswäertung vun de bestoenden Donnéeën erméiglechen, éier mer no neien Donnéeë schilen.

Dat selwecht ass nämlech och bei der Aféierung vun der Vorratsdatespäicherung geschitt, déi duerno net nëmmen eemol, mee direkt e puermol vum Europäesche Geriichtshaff als e Verstouss géint d'Grondrechter considéréiert gouf. Ma och hei ass et enttäuschend, datt eis Regierung stillschweigend bei engem Ënnerfaange kollaboréiert, dat vun der Justiz als illegal arrêtéiert gouf an als contraire zu eise Grondrechter deklaréiert gouf.

Mir dierfen eis Grondrechter net opginn, fir der Fata Morgana vu kompletter Sécherheet nozelafen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst war ganz sécher keen einfacht Joer a mir sinn och nach net um Schluss vun dësem Joer ukomm. A puncto Klimawandel huet d'Mënschheet dëst Joer op beandrockend Manéier kënne gesinn, wat fir en Afloss d'Mënsche wierklech op hir Ëmwelt hunn. Kaum hunn d'Leit missen an hiren Haiser bleiwen, schonn huet d'Natur ugefaangen, sech hire Wee zréck an d'Stied ze sichen. Och mir hoffen, datt den designéierte President Biden sengem Verspriechen nokënnt, an den USA esou séier wéi méiglech d'Ziler vum Paräisser Klimaofkommes ëmzesetzen.

Och hoffe mer, datt de Rechtsstaatlechkeetsmechanismus endlech déi autoritär Tendenzen an Europa stoppt. Mir mussen als Europa erëm léieren, besser zesummenzeschaffen an eis op d'Grondrechter ze besënnen.

Ma mir kënnen net ëmmer nëmmen op dat Bescht hoffen, mir mussen eis och fir méi schlecht Zäite virbereeden an eis deenen an de Wee stellen, déi eis Welt an eis Europäesch Unioun wëlle futti maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. A leschten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Viviane Reding. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Merci, Här President. Lëtzebuerg ass e klengt Land an dofir ass seng Influenz op Weltniveau begrenzt. Mee Lëtzebuerg ass en Deel vun engem groussen Ensembel, a soulaang Lëtzebuerg seng Memberschaft an deem enge vun deenen dräi Muechtzentren op der Welt notzt, kann eist Land wuel iwwert deen Ëmwee eng Roll spillen, déi wäit iwwert dat erausgeet, wat seng eigentlech Gréisst erlabe géif.

Dofir ass ee Prinzip fir eis Aussepolitik spezifesch an och fir eis Politik allgemeng eng absolutt Basis: Et ass mat an duerch Europa, wou eist klengt Land zum Spiller gëtt an net zum Gedréckten, wou mer gestalte kënnen an net brauchen nëmmen ze follegen, wou mer, wéi et op Englesch heescht, zu engem „standard maker" ginn amplaz zu engem „standard taker".

An dofir muss all eist politescht Handelen an eng kloer Direktioun goen: Europa stäerken, well mat engem staarken Europa si mir och staark, an Europa eng konstruktiv Roll spillen, da gi mir als klenge Member vun deenen anere Partner och seriö geholl, op Alenggäng verzichten, mee Unerkennung an Influenz gewannen doduerch, datt mer eng staark a respektéiert Stëmm fir Europa a mat Europa sinn.

Et ass nëmmen op déi Aart a Weis, wou eis eegen Dossieren eng reell Chance kréien, wou eis eegen Entwécklungsstrategië gestäerkt ginn a wou mer am Noutfall op Frënn an Alliéiert kënnen zréckgräifen. Souwäit zum éischte Prinzip.

En zweete Prinzip ass, datt Aussepolitik net eng isoléiert politesch Aktioun fir dobaussen ass, mee et ass eng inklusiv Politik, déi eist Land, seng Gesellschaft, seng Ekonomie, säi Wëssen, säi Wëllen als Ganzt an d'Europapolitik abréngt.

Da loosse mer mol ufänke mat engem Beispill, dem Budget an deem Coronafong, 1,8 Trilliounen. Dës Woch ass et am Europaparlament an am Conseil vun de Ministeren en Accord ginn driwwer, wéi dee Budget an dee Coronafong sollen ausgesinn a sollen ausgedeelt ginn. Wichteg ass dee Preaccord wéinst enger historescher Entscheedung. Fir d'éischte Kéier geet et nämlech net nëmmen ëm Geld, mee et geet och ëm Prinzippien. Et geet ëm déi eegen Einnamen, d'Ressources propres, déi fir d'éischt an engem Text ageschriwwe sinn. Et geet ëm de Rechtsstaatlechkeetsprinzip, dee fir d'éischt am Budget ageschriwwen ass. Déi eegen Einname sollen elo eng bindend Verflichtung fir all eis Memberstaate ginn. Déi historesch Bedeitung dovunner brauch ech lech wuel net ze erklären. Zënter Jorzéngte scho gëtt dat dote verlaangt. Endlech ginn elo Neel mat Käpp gemaach!

Am Kader vum Coronafong ass et wichteg ze wëssen, datt d'Kommissioun awer nëmme kann op de Marché goen, fir Geld ze léinen ... An dat däerft an der Praxis net allze schwéier sinn, wéinst der Glafwierdegkeet a well genuch Liquiditeiten um Marché sinn. Fir dat se dat also ka maachen, brauch se d'Zoustëmmung vun deenen nationale Parlamenter.

Här President, mir sinn direkt gefuerdert. An ech géif dofir opruffen, datt mer d'Aussepolitik an d'Finanzpolitik an eis Budgetspolitik beieneesetze fir ze kucken: Wat steet dann elo an deem Kompromiss dran? Wéi wäit ass dat eppes, wat Lëtzebuerg gutt fënnt? Ass nach eppes dorunner ze änneren? Mir hunn eng Responsabilitéit als nationaalt Parlament hei ze spillen. An ech géif Iech bieden, fir esou séier wéi méiglech hei eis Politiker zesummenzeruffen, fir déi Diskussioun unzegoen! Et geet ëm gréng Finanzen, ëm eng gemeinsam Steierbasis fir Entreprisen, ëm Ëmwelttaxen, ëm d'Digitalsteier a vläicht och souguer ëm d'Financial Transaction Tax. Et geet ëm d'Wurscht! A mir mussen derbäi sinn, mir musse matmaachen an eis net iwwerrasche loossen am leschte Moment.

Wat de Budget an d'Rechtsstaatlechkeet ubelaangt: eng ganz kloer Zesummeféierung vun der Europapolitik, vun der Finanzpolitik a vun de Wäerter. An et ass net esou, wéi an deem héijen Haus hei gemengt gouf, datt dat elo eréischt 2020 geschitt ass. Neen, déi ganz Rechtsstaatlechkeetsprinzippien hunn am Joer 2009 mam Traité vu Lissabon a mat der Charta vun de Grondrechter - d'Charta vun de Grondrechter huet Traitéeffet! - ugefaangen.

An zënterhier ass agéiert ginn: Ungarn ass e puermol virun den Europäesche Geriichtshaff bruecht ginn. 2014 ass deen éischte Grondsaz, de Rechtsstaatlechkeetsmechanismus op den Dësch geluecht ginn. Mee et huet gedauert bis 2020, bis dee Rechtsstaatlechkeetsmechanismus och an de Budget soll ageschriwwe ginn. Fir datt dat esou geet, huet d'Europaparlament, an dat ass an deem heite Fall zoustänneg, kee Problem, do gëtt et eng grouss Majoritéit. De Problem läit bei de Regierungen, well do muss et eng Unanimitéit ginn an do hu mer esou Pappenheimer wéi d'Ungarn an d'Polen, déi mat Rechtsstaatlechkeet relativ wéineg um Hutt hunn.

Wien d'Wäerter anhält, dee brauch Wäerterkontrollmechanismen net ze fäerten. Wien d'Wäerter net anhält, huet an Europa näischt verluer!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- An ech wollt deenen Hären Orbán a Kaczyński soen: „Europa baséiert op Wäerter, an Europa ass net e Bancomat!"

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- An deem Kontext wollt ech drop hiweisen, well et eppes mat Lëtzebuerg ze dinn huet, Här Ausseminister, an d'Justizpolitik ass och Budgetspolitik, ass och Aussepolitik, ass och Europapolitik: Den Europäesche Staatsanwalt, deen huet säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg, dee sollt elo ufänke mat schaffe fir ze kucken, datt d'Budgetsgelder, déi europäesch Gelder, net duerch Korruptioun, duerch Mëssbrauch oder duerch Kriminalitéit mëssbraucht ginn. Dee kann awer nach net richteg schaffen, well net all d'Länner derfir gesuergt hunn, datt déi noutwendeg Mesuren do sinn, déi noutwendeg Leit an där Staatsanwaltschaft sëtzen.

Ech mengen, et wär eng Flicht an eng Schëllegkeet vu Lëtzebuerg, fir hei emol derfir ze suergen, datt do eppes geschitt! Well et ass net an der Rei, datt mer, fir am Rechtsstaatlechkeetsmechanismus ze schwätzen, eng Staatsanwaltschaft grënnen ... Wou kee jeemools geduecht hätt, dat wär méiglech! Mee et ass méiglech, mir hu se! Da kuckt, datt se och schaffe kann!

A wann ech scho bei der Rechtsstaatlechkeet sinn - an ech brauch net vill drop anzegoen, well den Här Wiseler huet dat schonn däitlech gemaach fir eis -, wëll ech awer just drop hiweisen, datt elo deen éischte Rapport vun der Kommissioun iwwert d'Rechtsstaatlechkeet, net nëmmen an deene bekannte Länner, wou déi guer net fonctionéiert, mee an alle Länner, op den Dësch koum.

An do soll och elo en Netzwierk vun alle Memberstaate geschaf gi fir ze kucken, datt een déi kleng Problemer oder déi méi grouss Problemer no an no ka léisen. An den Didier Reynders, de Justizkommissär, huet ugekënnegt, datt en en Tour mécht duerch sämtlech Memberstaate bei sämtlech national Parlamenter, fir mat hinnen doriwwer ze schwätzen.

Och do, Här President, géif ech bieden, datt mer ufänken, déi Virbereedungsaarbecht ze leeschten, nämlech fir déi véier Haaptpunkten, déi am Mechanismus drastinn: Onofhängegkeet vun der Justiz, Antikorruptiounssystemer, Mediefräiheet an institutionell a gesellschaftlech Kontrollmechanismen, datt mer déi sollen op de Leescht huelen, datt mer eis hei zu Lëtzebuerg solle virbereeden op déi Diskussioun an net drop waarden, bis datt de Kommissär bei eis kënnt. Mir sollen eis eegen Hausaufgaben hei maache fir Lëtzebuerg a fir Europa. Dat géif eiser Reputatioun notzen.

An a puncto Reputatioun: Aussepolitik huet och eppes mat Reputatioun op Weltniveau ze dinn. An och hei gëllt: Lëtzebuerg huet keen Interêt, Eenzeltouren ze dréien, op Konfrontratioun ze goen, mee Lëtzebuerg huet Interêt, am Team ze spillen an doduerch u Stäerkt ze gewannen.

Wann ee vun Aussepolitik schwätzt, denkt een natierlech dëser Deeg fir d'éischt un Amerika. A mir sinn alleguerten, mengen ech, erliichtert, datt e Changement komm ass, well déi traditionell gutt Relatiounen zwëschent Europa an Amerika, déi hunn nawell elle gelidden an deene leschte Joren an et ass vill Parzeläin zerschloe ginn.

Mir haten ëmmer eng Garantie vu Sécherheet. Mir hunn déi Garantie ewechgeholl kritt, fir e Faktor vun Onsécherheet amplaz ze setzen. Mir haten e Partner bei globalen Interessevertriedungen, an Europa huet sech missen unhéiere vun engem President, et wär elo e Géigner. Mir hunn an de multilateralen Organisatiounen a Verträg derfir gesuergt, gemeinsam, fir datt Recht an Uerdnung als Basis vun der Politik géife gëllen. Amerika huet sech verabschit aus deene multilateralen Organisatiounen.

Et wär also gutt, wa mer esou séier wéi méiglech kéinten, vum Januar un, derfir suergen, datt Amerika nees an den Accord vu Paräis iwwert d'Klimapolitik derbäikënnt, datt d'Welthandelsorganisatioun reorganiséiert gëtt an datt dat Spillche vun Amerika, dat Spillche vum Här Trump ophéiert, deen einfach keng Jugen, keng Richter méi nomméiert huet an der Geriichtsbarkeet vun der Welthandelsorganisatioun, soudatt déi Geriichtsbarkeet net méi fonctionéiere kann. Dat ass besonnesch fir kleng Länner a kleng Entreprisen eng Katastroph. Mir mussen derfir suergen, datt dat dote ganz séier anescht gemaach gëtt.

D'Weltgesondheetsorganisatioun: wou mer gesinn hunn, wéi et am Uerge läit an datt do eng Reform absolutt noutwendeg ass an datt alleguerten d'Länner, déi wëlle matmaachen, och musse kënne matmaachen. Ech erënneren nach eng Kéier un d'Resolutioun, wou drasteet, datt Taiwan ausgeschloss ass vun der Weltgesondheetsorganisatioun. Skandaléis!

An dann den Internationale Geriichtshaff, dee sech ëm d'Krichsverbrieche këmmert an dee vum Här Trump als korrupt Ariichtung consideréiert ginn ass! Also, all déi Problemer do mussen esou séier wéi méiglech kënne geléist ginn. D'Hoffnung besteet, datt mer nees zréck zu Uerdnung a Vertraue kommen.

Awer - awer! - mir sollen eis keng Illusioune maachen: Et wäert net méi gi wéi virdrun, well an Amerika, do gëtt nach ëmmer d'Hallschent vun der Gesellschaft vun Trump-Leit besat. D'republikanesch Meerheet am Senat besteet nach ëmmer, dat heescht, en neie President wäert et och net esou einfach kréien.

A vergiesst och net a mengt net, den Här Trump wär de Verursaacher gewiescht vu ganz ville Saachen. Ech mengen, e war plutôt e Symptom vun engem Welttrend. An dofir solle mer erwächen, eis kloer sinn: De Problem besteet weider, och wa mer nees zu Frënn wäerte fannen an Amerika. Mee de Protektionismus wäert weiderliewen an de China-Konfrontatiounskurs och.

A wann een dat dote weess, da gëtt et fir Europa nëmmen eng eenzeg Léisung: Europa muss op eegene Féiss stoen. Fir geopolitesch kënnen déi Roll ze spillen, déi mer brauchen, muss Europa selbstbewosst optrieden, seng Roll spillen a senger Roll gerecht ginn.

Nondikass nach emol, mir sinn déi éischt organiséiert Wirtschaftsmuecht an der Welt, kommt mir behuelen eis dach endlech deemno! Mir mussen eis och an eiser Politik ëmmer op eis Wäerteprinzippien a Standarde beruffen. An et geet och net méi, datt mer mengen, mir géife vun anere geschützt ginn, wéi mer dat gewinnt waren. Mir mussen eist eegent Schutzschëld opbauen an eng Defensecapacitéit an Europa an d'Weeër leeden. A mir musse kucken, datt mer déi industriell Selbststännegkeet wierklech net nëmmen an de Sonndesrieden, mee an der Realitéit opbauen, duerch eis Recherche, déi weltwäit unerkannt ass, an duerch eis Wuesstumsfäegkeet, wou nach ganz vill ze maachen ass, besonnesch a Saache Risikokapital, wat net zu eise Stäerkte gehéiert.

An, Här Ausseminister, ech géif dorëm bieden, datt mer astinn dofir - well mir hunn en Interêt, dat ze maachen -, datt déi europäesch Kapitalmaartsunioun endlech Realitéit gëtt, well wa mer gären eng industriell Entwécklung hätten, brauche mer déi Kapitalmaartsunioun onbedéngt! An, an dat huet och schonn den Här Wiseler gesot an op seng Proposition de loi higewisen, mir musse kucken, datt déi auslännesch Investoren, déi mat staatleche Subsiden hei op eise Marché komme fir anzekafen, et net méi esou einfach hunn.

Direct Investment Screening ass vun der Kommissioun elo virgeschloe ginn. Et läit eng Proposition de loi do vum Här Wiseler. Da loosst eis och do Neel mat Käpp maachen! A wann ech soen „Neel mat Käpp" a wann ech soen „eis Interête vertrieden", mengen ech domat guer net „Europe first". Ech mengen net, datt mer sollen d'Oppenheet vun eisem Bannemaart als Prinzip opginn. Mee mir sollen awer och net naiv sinn a mir sollen higoen op eng reegelbaséiert Konkurrenz. An déi solle mer förderen, awer eng „reegelbaséiert" Konkurrenz.

A mir mussen derfir suergen - an do iwwerschneit sech dann dat, wat och scho virdru gesot ginn ass vun eisem Spriecher -: D'Aussepolitik mat der Wirtschaftspolitik, déi Zwee gehéieren net a verschidden Ecker gedréckt ze ginn, déi Zwee gehéieren an déi selwecht Richtung ze goen. Mir mussen an Europa eng Gigabit-Gesellschaft opbauen um digitale Bannemaart, och am Sënn vu „standard maker, standard taker". An datt mer dat kënnen, dat hu mer dach bewisen! D'Dateschutzgesetz - den Här Clement huet driwwer geschwat -, ma dat ass e Weltstandard ginn. Et hätt keen et geduecht, mee dat weist, datt, wa mer mat deene richtegen Iddie kommen an déi mat Zesummenhalt duerchsetzen, datt mer da virukommen.

Dat selwecht musse mer elo maache bei der artifizieller Intelligenz. Och do musse mer eng eethesch Basis schafen nom Prinzip: D'Technologie ass do fir de Mënsch an net de Mënsch fir d'Technologie. Wa mer dat net hikréien, da gi mer iwwerrannt vun deenen technologeschen Entwécklungen an d'Mënsche verléieren d'Vertrauen an d'technologesch Entwécklung. Mir brauchen dat, wa mer wëllen an deem Sënn virugoen. Och do sinn déi éischt Efforte gemaach ginn op europäeschem Plang. An ech géif mer vu Lëtzebuerg e bësselche méi Engagement erwaarden.

Mir wëllen als Zentrum vun Europa fir de Supercomputer gëllen. Mir hunn elo gesot, mir wéilten och d'Instituter fir d'Cybersécherheet hei op Lëtzebuerg kréien. Dat alles huet mat Dategesellschaft ze dinn. Dat alles huet mat artifizieller Intelligenz ze dinn. Da loosse mer dach och higoen, wa mer dat schonn esou wëllen - an dat kënne mer och maachen, wa mer dat wëllen, dat kréie mer hin! -, mee da musse mer awer gläichzäiteg derfir suergen, datt och déi eethesch Basis gemaach gëtt. An do ass et immens wichteg, datt mer Kollaboratioun hunn, d'Kollaboratioun an der Recherche.

Ech wollt iwwregens dem Europaparlament Merci soe fir déi Efforten, déi et gemaach huet an de Budgetsdiskussiounen, fir datt méi Suen do sinn an Zukunft fir d'Kollaboratioun an der Recherche. Dat ass eng gutt Saach. Dat ass och gutt fir kleng Länner wéi Lëtzebuerg, déi onbedéngt op déi kollaborativ Recherche mussen Zougang hunn.

Ech mengen, et wär och wichteg, datt mer endlech géifen derfir suergen, datt Europa eng Politik hätt zum Zougang zu de Mineralien, déi gebraucht ginn, fir all déi Technologien opzebauen, déi mir awer net onbedéngt an Europa hunn. Och dat, Här Ausseminister, ass en Deel vun der Aussepolitik, dee sech iwwerschneit mat der Technologiepolitik a mat der Wirtschaftspolitik.

An deem Sënn: Aussepolitik ass keng Dobausse-Politik. Et ass Sozialpolitik, et ass Ëmweltpolitik, et ass Wirtschaftspolitik, et ass Nationalpolitik.

An da wëll ech, well ech net der Meenung sinn, datt dat esou funktionéiert an datt mer eng kohärent Visioun hunn, ee Chercheur zitéieren, den Niklas Nováky, dee Follgendes seet, op Englesch: "Sometimes it feels like more attention is given to the branding rather than the actual substance of EU foreign policy." Wann dat esou ass a wann dee Chercheur Recht huet, da muss dat geännert ginn.

Wat och net geet an enger Post-Trump-Situatioun, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Reding, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Dat maachen ech, Här President. Ech hunn nach just kuerz eppes ze soen an ech hu jo och nach déi Zäit vun de Motiounen, déi den Här Wiseler schonn erageholl hat.

Wat och net geet an enger Post-Trump-Situatioun, dat ass, datt an Zukunft Europa vun engem anere Kontinent ofhänkt. Dofir muss Europa op sengen eegene Féiss stoen. Zwëschent op där enger Säit eisen amerikanesche Frënn, „nees" amerikanesche Frënn, mat deene mer no Méiglechkeet sollten zesummeschaffen, an op där anerer Säit dem chineesesche Kontinent mat immense wirtschaftlechen an technologesche Méiglechkeeten, mee mat engem komplett anere Wäertesystem, do derzwëschent ass Europa mat sengem eegene System, mat sengen eegene Wäerter an no de Stéchwierder: Eng Politik, déi baut op Selbstvertrauen, op Engagement, Kooperatioun, Kredibilitéit a Respekt!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Viviane Reding. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci, Här President. Ech versichen, esou kuerz wéi méiglech ze sinn an esou vill Froe wéi méiglech ze beäntwerten. An ech wëll fir d'éischt e grousse Merci soen un lech alleguerten, well déi Mercien, déi gaange sinn un eis Leit an dem Ausseministère, ech mengen, déi dinn deene bestëmmt gutt. Si ware present, heiansdo zu méi wéi 20 Leit, 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg an der Woch. An hir Tâche ass jo nach net eriwwer, awer et si Leit, op déi ee sech ka verloossen, an ech mengen, et ass gutt, dass esou Leit do sinn, fir deenen anere Leit ze hëllefen, déi dee Moment a Schwieregkeete sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Bon, natierlech, d'Ried vum Här Wiseler hunn ech fir d'éischt hei zu Ouere kritt de Mëtteg, an am Prelude vu senger Ried huet en eppes gesot, wat en d'leschte Kéier wierklech och zur Sprooch bruecht hat, nämlech, ob mer net kéinte méi strateegesch virgoen. An ech mengen, en hat och deemools vun enger Matrice geschwat, dat heescht, fir esou eng Tabell ze maachen: Wat sinn eis Prioritéiten, mat wat fir Länner hu mer Prioritéiten? Esou hu mir et op jidde Fall verstanen. Bon, mir hunn dat, Här Wiseler, am Ausseministère diskutéiert. An do gëtt et jo vill Leit, déi vill méi wéi ech vun Aussepolitik kennen, an déi hu gesot, dat do solle mer net maachen.

Firwat solle mer et net maachen? Well d'Aussepolitik e Prozess ass, an dee kann een net fixéieren op ee Moment. Do muss een also kënne reaktiv sinn an et muss ee kucken, eis Interessen esou ze verdeedegen, wéi dat eeben dee Moment, wou et gëllt, de Fall ass.

Ech wëll och vläicht eppes soen, wann Der dat erlaabt, ech mengen, et war den Här Wiseler an och nach en anere Kolleeg, déi de Premierminister ugegraff hunn, bon, ugegraff, kritiséiert hunn. Eng Kéier wéinst dem Brexit, dat war déi Renconter mam Här Johnson. Also, ech kennen den Här Johnson e wéineg, well e jo e puer Joer Ausseminister war. An dat ass e ganz sympathesche Kärel, mee en zimmleche Pokerspiller. An ech mengen, dee Moment, wou en hei zu Lëtzebuerg war, ass e ville Leit op den Ticker gaangen, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg. A wann een an esou enger Situatioun ass, kann ech mer op jidde Fall gutt virstellen, dass een dann emol eng Kéier dat mécht, wat ee vläicht net geplangt huet. Mee et weist, dass et Limitte gëtt, a méi huet en do net gemaach.

Ech mengen, wat wichteg ass an dëser Debatt, déi a mengen Aen e ganz, ganz héijen Niveau hat, dat ass, dass mer eis wierklech vun alle Säiten ënnerhalen hunn iwwert dat, wat elo nom Covid an Europa geschitt. An eng vun deene wichtegste Saachen ass jo de Budget. Bon, do sinn d'Nouvellen net terribel, dat muss ech hei soen. Gëschter Owend waren eis Ambassadeuren zesummen am COREPER (ndlr: Comité des représentants permanents de l'UE), esou heescht dee Gremium zu Bréissel, an do huet Ungarn offiziell gesot, dass si dee Mechanismus vun der Rechtsstaatlechkeet net kënne mat ënnerstëtzen. A si hunn hir Oppositioun dozou kundgetan. D'Polen hunn dëse Moment nach näischt gesot, d'Sloweenen och net. Mee et ass awer méiglech, dass dat an engem Pak och kéint geschéien.

Bon, fir dass mer richteg wëssen, wou de Problem ass: Si kënnen net de Mechanismus stoppen, dat ass d'Majorité qualifiée. Mee wat se kënne stoppen, dat ass dat Ganzt, jo, déi ganz 1,8 Trilliounen.

Mir mussen elo gesinn, wéi dat sech weiderentwéckelt. Bon, an der Europäescher Unioun gëtt et immens staark Retizenzen, virun allem an de Südlänner. Denkt drun, an ech wëll dat och dem Här Kartheiser soen: Also hei geet et jo net ëm d'Romantik an der Europäescher Unioun. Hei geet et drëm, dass keng Honnertdausende Leit an Italien, a Spuenien, a Frankräich an op anere Plazen hir Aarbecht verléieren an aarbechtslos ginn! Duerfir brauche mer e Plan de relance. A ech mengen, wann deen elo blockéiert gëtt vu Länner, déi net wëllen d'Rechtsstaatlechkeet an der Europäescher Unioun unerkennen, da si mer wäit komm! Mee dat ass de Fait, virun deem mer elo haut stinn.

Mir hunn nach en anere Problem, deen Der net kënnt wëssen, well Der vläicht net esou all Dag domadder ze dinn hutt. Mee Dir wësst, dass och bei de Saache vum Balkan vill Leit hei gesot hunn: „De Balkan gehéiert zu der Europäescher Unioun." Mir hunn elo de Problem geléist tëschent Nordmazedonien a Griicheland. An do kënnt een neien op. Dat ass tëscht Nordmazedonien a Bulgarien, wou et een Noperschaftsaccord gëtt a wou d'Bulgare soen, dass deen net géif richteg agehale gi vun de Mazedonier, an ëmgedréint och. Bon, dat heescht, et ka keng CIG (ndlr: Conférence intergouvernementale) lancéiert ginn, fir dee Prozess unzefänken. Mir hunn also „du pain sur la planche".

Da wollt ech lech och natierlech e Wuert soen an einfacher Sprooch zum „devoir de diligence". Also, mir maachen dat. Mir hunn an dësen Deeg elo den Accord ënnerschriwwe mat der Uni fir ze kucken, wéi mer kënnen zu Lëtzebuerg d'Mënscherechter an de Betriber am beschten abauen. Et muss een och dovunner ewechkommen, wat ëmmer gesot gëtt, well mir hu kee Land, wat dat doten huet, wat mir kéinte benotzen, och net Finnland, wat hei gesot ginn ass. Och Holland huet dat just op engem Punkt gemaach, nämlech bei der Kanneraarbecht. Dat ass och net ganz schwéier ëmzesetzen. Wann et dorëms geet, dass mer näischt fäerdegbréngen an Europa, da sinn ech och direkt bereet, fir eppes hinzekréien op deem Gebitt mat der Kanneraarbecht. Allerdéngs wëlle mer jo méi wäit goen!

An ech soen lech just, et ass falsch, dass ee seet: Lëtzebuerg verstoppt sech hannert der Europäescher Unioun! Mir si mat den Hollänner déi Eenzeg, déi bei all Reunioun vun den Tradeministeren dorobber opmierksam maachen. A mir wëlle probéieren, dass d'Europäesch Unioun eppes do fäerdegbréngt.

Déi Däitsch hate geplangt, fir an hirer Presidence dat hinzekréien. Leider ass dat elo am Moment net gaangen. Bon, elo kënnt d'portugisesch Presidence, déi aner Prioritéiten huet. Da kommen d'Fransousen (veuillez lire: Da kommen d'Sloweenen an d'Fransousen). Mir maachen alles, dass et an Europa geet. A wann et net geet an Europa, duerfir maache mer déi Etüd mat der Uni, fir dass mer kënnen usetzen an dat national maachen, allerdéngs national eppes maachen, wat natierlech och am Marché unique muss Bestand hunn. Dat ass net esou ohne. Mee mir schaffen dorunner a mir maachen do eist Bescht. Et ass net sou, dass mer do nokucken. Mir hunn elo e wéineg Zäit verluer mam Covid, well mir sollten dat schonn éischter mat der Uni ufänken, et ass awer bis elo net gaangen.

Bei der Migratioun, do huet den Här Wiseler Recht, dat ass och meng Meenung, dass een net däerf elo einfach soen: „Mir blockéieren dat do!" Mir hu muer de Mëtteg JAI-Conseil a mir kucken dann, dass mer et hikréien, wou déi eenzel Länner stinn. Allerdéngs däerfe mer eis elo do net ze vill grouss Hoffnunge maachen. Déi Plack, déi bei verschiddene Länner leeft zënter 2015, déi huet net opgehalen. A mir sinn zu e puer Länner ... Et ass net, wat den Här Kartheiser seet, dass et 22 Länner si vu 27, dat ass total falsch, mee et si vill Länner, déi einfach net wëlle mathëllefen, déi Solidaritéit ze deelen an deene Länner, déi op den Aussegrenze sinn, duerch eng Relokalisatioun ze hëllefen, déi net volontär ass, mee déi dann obligatoresch wier. A mir sinn awer zu enger Zuel Länner, déi wëllen op dee Wee goen an do dann erauskommen.

Ech wëll och dem Här Kartheiser soen, dass seng Vue, déi en do huet, falsch ass. Dat ass eng Vue, déi ech net kann deelen. Leit, déi zu Lëtzebuerg Schutz kréien, déi zu Lëtzebuerg de Statut kréien, déi hunn deen, bis se en ewechgeholl kréien. A wa se näischt maachen, fir e mussen ewechgeholl ze kréien, dann hunn déi dat fir d'Liewen.

A kuckt emol eng Kéier: Wivill Leit sinn an den 90er Joren, 2000er Joren aus dem Balkan op Lëtzebuerg komm? Deenen hir Kanner, deenen hir Kanner sinn haut Diplomaten. Deenen hir Kanner sinn haut an der Politik. Deenen hir Kanner maachen hiert Liewen hei. Mir hunn elo - ech mengen, virun zwee Deeg - deen éischten Diplomat, dee säin Exame bestanen huet mat grousser Excellence, deen aus Tunesien ass. Ech hoffen, dass ech nach a mengem Liewe materliewen, dass hei zu Lëtzebuerg - esou wéi mer jo vill Buergermeeschteren hunn, vill Deputéiert hu mat Nimm, déi net typesch Lëtzebuergesch sinn, wann ech esou däerf soen - och Leit, déi aus Syrie komm sinn oder aus dem Irak, kënnen hei Fouss faassen, an d'Politik antrieden, wichteg Fonctiounen hunn an eiser Gesellschaft. Dat ass dach eng Beräicherung fir eist Land! An duerfir, déi vläicht e wéineg ageklemmte Positioun vun der ADR, déi deelen ech net.

Ech wéilt och direkt soen, dass ech - wat d'Motiounen ugeet, wann Der wëllt - eigentlech besser deele wéi d'Pissinger mat de Kueben: Et sinn der zwou, déi vun der CSV abruecht gi sinn, an ech géif proposéieren, dass d'Chamber soll opgrond vun der Recommandatioun vun der Regierung - mee

d'Chamber mécht, wat se wëllt - eng ofleenen, dat ass déi vun der Tierkei. Dat kënne mer net! Mir kënnen net op dee Wee goen. Mir wieren do dat eenzegt Land nieft Éisträich, dat esou eng Positioun géif anhuelen. Dat ass dat Eent. Mee et ass net, well mer fäerten, mee dat wier eng „fleur" fir den Här Erdoğan. Dat maache mer net!

An denkt och ëmmer drun, ech hunn dat schonn honnertmol hei gesot, dass mer an der Tierkei, wann esou eng Decisioun géif geholl ginn, do immens vill Leit géife blesséieren. Do si Leit, déi hoffen op d'Europäesch Unioun. D'Buergermeeschterwalen zu Istanbul, Izmir, Ankara hu gewisen, dass et an der Tierkei net nëmmen AKP-Mënsche gëtt, mee dass et och anerer gëtt. An dat wëllt och keen an der Europäescher Unioun vun all deenen anere Länner. Duerfir géif ech Iech recommandéieren, wann Der wëllt, déi vläicht net unzehuelen, wärend déi aner Motioun iwwert den Terrorismus, domadder hunn ech op jidde Fall kee Problem, an d'Regierung och net.

Mir mussen allerdéngs oppassen - ech soen dat hei, dat huet näischt mat där Motioun direkt ze dinn, mee indirekt -, dass mer ganz wachsam sinn, an dat maache mer och, fir ze kucken, wat mat Schenge geschitt. Mir kënnen net Schengen afferen, fir den Terrorismus ze bekämpfen. Da gi mer deene Recht, déi Terrorakten hei an Europa maachen. Da géifen déi hiert Zil erreechen. Mee esou, wéi d'Motioun hei steet, domadder hunn ech kee Problem.

Da vläicht e Wuert zu deem Investitiounsscreening. Jo, den Här Wiseler huet sech do eng gutt Aarbecht gemaach. Et ass eng wichteg Aarbecht. Déi huet doudsécher hir Meritten, mee déi Matière ass zimmlech komplex. Mir mussen do kucken, dass mer keng Feeler maachen, dass mer schéin d'Lëtzebuerger Spezifissitéiten abauen. Awer mir accouchéieren, do ass keng Fro!

Da vläicht e Wuert och nach zu Amerika-Europäesch Unioun, wéi ech et vläicht gesinn. Gëschter hat ech jo gutt Zäit, fir dat duerzeleeën an Dir hutt dat och wierklech ganz gutt hei de Mëtteg kommentéiert. Ech géif dräi Saache soen:

Dat Éischt, dat ass d'Innepolitik an Amerika. Dat ass, wou deen neie President sech elo muss drop konzentréieren. Dat Land ass wierklech gespléckt. Et ass 50:50, 71 Milliounen, oder 73 Milliounen, géint 75-76 Milliounen. Esou vill Leit sinn nach ni do stëmme gaangen! Mee et ass e Land, wat gespléckt ass. An duerfir mengen ech, dass déi éischt Konzentratioun net op d'Aussepolitik ass, mee éischter op d'Innepolitik. An da muss een och bedenken: An Amerika ass déi Demokratesch Partei kee Block! Et ass keen esou ee Block wéi zum Beispill d'Parteie vun der haiteger Regierungskoalitioun. Dat ass schonn eppes, wou et vill, jo, Dynamik gëtt. An och dat gëtt eng Debatt bei den Demokraten, wou een natierlech och muss kucken, a wat fir eng Richtung dass dat geet.

Dat Zweet, dat ass - an dat ass schonn ugaange mam President Obama -, dass Asien eng grouss Prioritéit ass fir Amerika, net onbedéngt direkt Europa, mee dass Asien eng grouss Prioritéit ass. An duerfir hu mir all Interêt, eng Position commune ze hunn a ville Saachen, an dass mer eis asetzen an och den Amerikaner erëm kloermaachen, dem President Biden a senge Leit, dass Europa op hie waart, a waart, fir erëm eng aner Relatioun, wéi et gesot ginn ass, hierzestellen.

An dann dat Drëtt, dat ass den Handel. Also, ech hat schonn zwee Conseilen iwwert den Handel - virun zwee Deeg, mengen ech, war dee leschten -, do ass och all Mënsch vun de Ministeren an Europa der Meenung, dass d'Industrialiséierung an den USA vill méi staark elo virugefouert gëtt. Kuckt, de Biden huet gewonnen a Michigan, a Pennsylvania, dat sinn déi Staaten, wou effektiv drop gewaart gëtt, dass erëm méi Industrie och erëm besser fonctionéiert, dass d'Leit hir Aarbecht, déi se verluer hunn, erëmkréien. An do ass natierlech eng Differenz och mat eis hei, mat den Interête vun der Europäescher Unioun. Mee ech mengen, et wier scho wichteg, dass mer net ëmmer géife fuchtele mat Zoll op Wueren, zemol déi an deene staarken Exportlänner an der Europäescher Unioun - ech denken un Däitschland -, déi natierlech ganz staark zielen.

Ech géif och mengen, dass ech mat all deem d'accord sinn, wat iwwert den Här Erdoğan gesot gouf. D'Europäesch Unioun, dat ass jo eng Saach, si sinn do net Member, mee do, wou se Member sinn, dat ass d'NATO. An et kann net sinn, dass dat doten esou weidergeet, dass hie säi spezielle Programm huet a Syrien, dass e säi spezielle Programm huet a Libyen, eng Kéier mam Här Putin, eng Kéier géint den Här Putin. Also, hei sinn ech och der Meenung, dass dat do nëmme ka besser ginn, wann een anere President do ass. Ech hu mat mengen eegenen Ae gesinn um leschte Sommet vun der NATO zu London, wéi den Här Erdoğan an den Här Trump do matenee gemauschelt hunn. Dat war schonn eng Complicitéit, déi erstaunlech war, mee déi awer Saache bewierkt huet, vun deenen een ni geduecht hätt, dass d'Amerikaner géife mat op esou eng Schinn goen!

Dann, jiddereen, dee geschwat huet, den Här Gusty Graas ... Vläicht just ee Wuert, ech ka jo net alles erëm kommentéieren, mee vläicht just ee Wuert. Ech mengen, Dir hutt ganz Recht, Här Graas, wann Der nëmme just de Punkt huelt vum Vaccin: Ech weess net, ob et eng Chance ass oder ob et wichteg ass, dass mer dee Vaccin eng Kéier kréien, ech mengen, et sinn awer vill Leit, déi dat hoffen. Wéi krite mir als Lëtzebuerger dee Vaccin, wann et d'Europäesch Unioun net géif ginn? Da géife jo déi Grouss profitéieren a mir hätte keng Chance. An hei hu mer och zum Beispill bei esou engem Punkt eng Chance, dass d'Europäesch Unioun eis do awer kann hëllefen.

Ech ginn Iech och total Recht bei där Satir, dass et eis Kultur ass, dat mat der Meenungsfräiheet, dass déi total muss fräi sinn. Den Här Yves Cruchten huet, mengen ech, och dat richtegt Wuert vu virera benotzt: international Zesummenaarbecht, de Multilateralismus. Ech mengen, déi Grouss hunn de Multilateralismus, internationaalt Recht ze respektéieren, déi Kleng kënnen et revendiquéieren, wa se et brauchen. Dat ass eppes, wat och futtigeschloe ginn ass an de leschte véier Joer a wat erëm muss opgebaut ginn. An duerfir, dee Reset, dee mer musse maachen tëschent der Europäescher Unioun an Amerika, dee muss op deem Niveau do stattfannen.

Stéphanie Empain, Dir hutt ugefaangen ze soen: „Et hätt jo kee Wäert, fir alles hei opzezielen, wat mer gemaach hunn oder net gemaach hunn an der Aussepolitik, mir missten eis mam Kär vum Problem e wéineg ausenanersetzen", an Dir hutt dat gemaach. Wéi Dir geschwat hutt, hunn ech un eppes geduecht, an dat ass, dass mer eis och musse kritesch ausenanersetze mat der Basis vun eisem Fonctionnement, nämlech mat der Demokratie. Kuckt, wat sech an Amerika zougedroen huet! Do ass jo eng onwarscheinlech Brèche tëscht der Astellung vun engem Obama an der Astellung vun engem Trump, awer alles an der Demokratie.

Et fënnt statt ënnert dem Deckmantel vun der Demokratie, an dat ass jo och richteg. Et sinn zwee Leit, déi gewielt gi sinn, awer wat fir eng Nuance dass sech kann do zoudroen, déi eng immens grouss Importenz huet fir déi ganz Welt! An duerfir, an den USA, mengen ech, wann dat nach deeglaang, wochelaang vläicht schleeft - et sinn der jo, déi rechnen, dass dat nach schleeft elo bis an den Dezember eran -, do kënnt een awer un d'Limitten. A wann een dann e Verglach mécht mat deem, wat de Lukaschenko gemaach huet - et ass kloer, dass den Trump elo net d'Leit toturéiert oder d'Leit aspäert an esou weider -, wat d'Unerkennung vun engem Resultat vun enger Wal ugeet, do si mer allerdéngs net méi ganz wäit ewech vunenaner. An duerfir wier et scho gutt, wann dee Mann géif wëssen, wat elo ze maache wier.

Bon, zu China, ech mengen, et war d'Stéphanie Empain, wat gefrot hat iwwer Hongkong: Also, et ass esou, wann ech et richteg am Kapp hunn, da soll de Borrell, dat heescht de Service européen pour l'action extérieure, bis Enn des Joers e Rapport maachen, wéi d'Situatioun zu Hongkong ass an a China. Dir hutt gëschter Owend Biller gesinn, déi net ganz encourageant sinn a wou déi Leit praktesch alleguerten demissionéiert hunn, déi elo do am Parlament waren.

Jo, vläicht huelen ech nach fir ofzeschléissen den Här Kartheiser mat senge Froen, déi e gestallt huet. Ech mengen, dat Éischt, dat ass d'Ofdreiwung a Polen, d'Ofdreiwung. Also, wann ech richteg kapéiert hunn, an dat hunn ech och iwwerall gelies, dann ass et jo dorëms gaangen, dass emol fir d'alleréischt de Kaczyński higaangen ass an en huet d'Verfassungsgeriicht, wat bestanen huet, futtigemaach. An en huet et mat Leit besat, änlech wéi den Här Trump dat gemaach huet, op déi en absolutt kann zielen. An déi hunn d'Decisioun geholl, dass souguer bei engem Viol - mir schwätzen hei vun engem Viol, wann eng Fra vergewaltegt ginn ass! -, da muss ... da kann, och wann déi Fra dat wëllt, keen Avortement gemaach ginn.

An ech mengen, wann dat harmlos wier, Här Kartheiser, da géife keng Honnertdausende Fraen a Polen op d'Strooss goen! Déi gi jo op d'Strooss, fir sech do dergéint ze wieren, dass esou eppes geschitt. An duerfir, passt op, ech mengen, do sidd Der ganz wackeleg op de Been, wann Der esou eppes wëllt verdeedegen.

(Brouhaha)

Da wëll ech nach soen, dass mer bei den … Bon, ech hunn dat do gesot.

Den Här David Wagner; do ginn ech Iech ganz Recht, wann Der sot, an ech hunn dat jo och elo gesot: Mir mussen déi Mënscherechtsfroen, déi Dilligence virubréngen! Mir wëllen dat och maachen. Ech mengen, dat wier e wichtege Punkt. Mee mir musse wëssen, an deem Kontext, wou mer sinn, dass et besser wier, mir géifen et europäesch fäerdegbrénge wéi nëmmen national.

Ech géif Iech och d'Beispill ginn, wou mer national eng Kéier mam Fanger op eng Societéit gewisen hunn. Ech hunn hinnen e Bréif geschriwwen. Ech sot: „Dat do geet net zu Lëtzebuerg!" Wat hu se gemaach? Si hu sech a Spuenien etabléiert. An dat soll jo net de Sënn sinn. De Sënn soll jo sinn, dass dat europäesch gekuckt gëtt an dass dann och um europäesche Bannemaart esou Firmen dann eeben net méi kënnen agéieren.

Den Här Clement. Jo, also, ech mengen, mat ville Saache kënnt Der liewen, wéi Der gesot hutt. An alles, wat de Rechtsstaat ugeet, do hunn ech näischt bäizefügen. Dat ass alles richteg. An d'Madamm Reding huet och mat Recht drop higewisen, dass an där Staatsanwaltschaft jo net all d'Länner dra sinn, et si jo Länner, déi guer net do partizipéieren. Ech hunn der schonn zwee elo genannt. Mee et läit net un eis. Déi Madamm, eng ganz dichteg Madamm aus Rumänien, déi genannt ginn ass, déi war bei eis, bei e puer Ministere vun eis. Mir hunn och mam Kommissär Hahn doriwwer geschwat. Et feelt de Moment nach un de Moyenen, déi si muss kréien als Staatsanwalt zu Lëtzebuerg, fir hire Service kënnen auszebauen.

Mee wa mer schwätzen iwwert d'Rechtsstaatlechkeet, huet dat domadder ze dinn. Et si Staaten an der Europäescher Unioun, déi net wëllen, dass déi Kontroll do stattfënnt. Esou einfach ass et! Mir maachen als Lëtzebuerg alles, wat mer kënne maachen, fir do ze hëllefen.

Sou, ech mengen, et geet duer. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Ausseminister. Dann huet den Här Kartheiser Parole après ministre gefrot, an duerno den Här Wiseler.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools merci, Här President. Ech soen dem Här Asselborn och Merci fir seng Kommentaren. Ech kann awer déi Manéier, wéi e se bruecht huet am Kontext vun der Diskussioun a Polen, net akzeptéieren, aus e puer Grënn.

Dat Éischt ass och de Vergläich mam Här Trump an Amerika. Den Här Trump huet am Kader vun den amerikanesche Gesetzer eng fräi Plaz elo am ieweschte Geriicht besat. Dat war och scho virdrun de Fall. Ech mengen net, datt et un eis ass, fir dat ze kritiséieren. En huet am Kader vu senge konstitutionelle Rechter gehandelt.

A Pole gouf et eng grouss Diskussioun, déi war an der Europäescher Unioun e Sujet, ëm de Pensiounsalter vun de Riichter. Do gouf et en intensiven Dialog. Polen huet souguer d'Gesetzer herno ëmgeännert, fir do eng Satisfaktioun och bei de Partner an der Europäescher Unioun ze fannen. Dat ass geschitt. Déi polnesch Prozeduren ënnerscheede sech zum Deel net vun deenen däitschen oder deene spueneschen, dat muss een och wëssen. Dat heescht, wann een déi eng kritiséiert, da muss een och kucken, wéi et an anere Länner ass. Mee ech mengen, dee Problem ass scho laang geléist. Op jidde Fall ass dat mäi leschten Informatiounsstand.

Wat elo déi Debatt iwwert d'Ofdreiwung ugeet, gutt, ech hu just d'Presseartikele gelies, ech kann also nëmmen opgrond vun deene Presseartikelen diskutéieren. Mee wat do drastoung, ass och ganz kloer. Dat Gesetz, dat geholl gouf vum polnesche Parlament, huet de Viol als Ofdreiwungsgrond unerkannt. Dat war eng Indikatiounsléisung, wéi mir se och hate bis '78. Wat awer duerno koum, dat war en Urteel vum Verfassungsgeriicht, wat sech spezifesch mam Recht op Liewe fir déi behënnert Kanner ausernanergesat huet. Dat ass dee Punkt, soen déi Presseartikelen, deen am Ableck contestéiert ass. Dat ass absolutt net dee Punkt vum Viol.

Also, wéi gesot, ech sinn och kee Spezialist an der Matière, mir diskutéiere warscheinlech allen zwee opgrond vun Informatiounen, déi mer aus zweeter oder drëtter Hand hunn. Mee déi Duerstellung, déi Dir hei maacht, Här Minister, kann ech net akzeptéieren. Ech mengen, éischtens ass et eng polnesch intern Diskussioun an zweetens ass et och fir déi Kanner aus engem Viol oder déi Kanner mat enger Behënnerung ëmmer eng Fro vu Recht op Liewen. An et ass ëmmer eng komplizéiert Diskussioun, an där een net nëmme soll politesch Argumenter kucken, mee et däerf een ni d'Eethik aus den Ae verléieren. An dofir bieden ech Iech drëm, fir esou eng Diskussioun an aller Seriositéit a mat deem néidege Respekt ze féieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert direkt weider un den Här Wiseler.

Une voix.- A wéi ass et mat dem Recht vun de concernéierte Fraen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Just ee Saz. Dat ass jo den Ënnerscheed tëscht Ärer Konzeptioun vun Europa a vläicht där, déi déi meescht Leit heibannen hunn: Wann a Polen d'Rechter vun de Fraen net garantéiert sinn, zemol an esou engem kruziale Punkt wéi dem Avortement, ass dat net nëmmen e Problem vun de Polen, mee et ass e Problem vun der europäescher Solidaritéit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Minister. Da wier et um honorabelen Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll just kuerz soen, den Här Asselborn hat seng Ausféierung elo ugefaangen, andeem e gesot huet, ech hätt eng Matrice gefrot vun der Aussepolitik. Ech hunn am Fong keng Matrice gefrot. Ech hunn eng Strategie gefrot vun der Aussepolitik, wou a sech eng Kéier géif festgeluecht ginn, wat fir eng Moyenen, wat fir eng Ziler a wat fir eng Aart a Weis mer hätten, fir Aussepolitik ze maachen.

Do hutt Dir d'lescht Joer geäntwert, Dir géift am Fong de Regierungsprogramm wëllen ëmsetzen. An am Regierungsprogramm, do steet: « Le Ministère ayant les affaires étrangères et européennes dans ses attributions développera sa planification stratégique et mettra notamment en place une "matrice" des relations extérieures du Luxembourg. » Dat war d'Äntwert, déi ech d'lescht Joer kritt hunn, an dat war genau dat, wat net ech gesot hunn, mee wat an Ärem Regierungsprogramm steet. An do hat ech gehofft - wéi Dir dat esou léif gesot hutt -, Dir géift dëst Joer „accouchéieren" domadder. An ech sinn elo ganz erstaunt, datt Der sot, datt d'Beamten an déi Leit an Ärem Ministère, déi da méi kenne vun Aussepolitik wéi mir zwee, gesot hätten, dat wier net gutt, wat am Regierungsprogramm géif stoen.

Ech hat alt gemengt, datt d'Regierung dat, wat am Regierungsprogramm géif stoen, och géif duerno ëmsetzen. Op jidde Fall, an dësem Punkt regrettéieren ech, datt d'Regierung hiren eegene Regierungsprogramm net ëmsetzt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, den Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Also, et ass esou, dass mer jo op jidde Fall all Joer versichen, souguer am Covid, déi Debatt hei ze féieren. Et ass esou, dass mer bei all wichtegem Punkt, wou de President vun Ärer Kommissioun, den Här Cruchten, oder ee vun lech oder ech mengen, dass mer sollten an d'Kommissioun goen, dass mer dat da maachen an dass mer eis explizéieren. Mir hunn och e schréftleche Rapport vum Ministère, dee mer all Joer maachen.

An ech mengen, wann ech richteg verstanen hunn, Här Wiseler, mir kënnen net eis fokusséieren, eis eng Strategie ginn an da soen: „Hei, dat do sinn elo déi Länner, mat deene maache mir virun allem eng gutt Relatioun a mat anere vläicht e wéineg manner." Dat ass dee Punkt, déi Dynamik, déi an der Aussepolitik drastécht, déi mer net kënnen op e Blat Pabeier bréngen. Dat ass d'Konklusioun vun där Diskussioun, déi mer dobanne gefouert hunn.

Awer ech mengen, ech sinn zu all Moment bereet, fir mat Iech ze diskutéieren, wat eis Strategie ass. Dat, wat elo virgedroe ginn ass gëschter, dat ass jo net nëmme mäint - dat ass natierlech och mäint, soss géif ech et jo net soen -, mee dat ass awer eppes, wat dee ganze Ministère concernéiert. An do gesäit een awer dran, wou mer eis Schwéierpunkte vun der Politik setzen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Ausseminister. An da Parole après ministre fir den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech hätt och nach eng Nofro un den Här Ausseminister, wat justement déi national Gesetzgeebung ugeet fir den Devoir de diligence. Den Här Ausseminister huet gesot zum Beispill, datt en ... Vläicht ass et e Malentendu an ech wär frou, wa mer deen aus dem Raum kéinte kieren u sech.

Den Här Ausseminister, wann ech e richteg verstanen hunn, favoriséiert eng europäesch Léisung. En huet dat och argumentéiert mat engem Beispill, andeems e sot, datt eng Entreprise ugeschriwwe gi wär an datt se sech als Konsequenz a Spuenien etabléiert hätt. Jo, natierlech, ech mengen, ech kennen déi Diskussioun vum Level-Playingfield als Observateur vun der Finanzkommissioun, do féiere mer se ganz oft. An et gëtt oft gesot, et misst een ëmmer op eng aner Juridictioun waarden, eng méi grouss: d'EU, d'OCDE, wat och ëmmer, d'UNO, de „Conseil intergalactique", wa mer eng Kéier esou wäit sinn. An et geet jo meeschtens drëms, fir u sech Zäit ze gewannen an eppes net ëmzesetzen.

Eng national Gesetzgeebung muss net ... Et muss een net op d'EU waarden, fir eng national Gesetzgeebung ze hunn. Et muss ee guer net! Vill Länner waarde guer net drop. An da kann een natierlech soen: „Jo, da kann et gutt sinn, datt gewëssen Entreprisen, déi net propper sinn, Lëtzebuerg verloossen, fir an aner Länner ze goen." A wann aner Länner sech entéieren, fir eeben déi Entreprisen ze empfänken, dann ass dat hire Problem.

Ech mengen, mir mussen awer dohinnergoen als Lëtzebuerger a soen: „Mir wëllen esou Entreprisë

ganz einfach net!“, well fir eis eis Wäerter wichteg sinn. Dat Wuert ass honnertdausendmol gefall haut: „Eis Wäerter sinn esou wichteg!“ Ma kommt, mir sinn iergendeng Kéier konsequent! An natierlech wäerte gewësse Leit manner Geld maachen, well déi (veuillez lire : well déi Entreprisë) wäerten dann net méi hei sinn. Mee dat ass et derwäert. D'Mënscherechter sinn et derwäert. An ech sinn der Meenung, datt mer ganz kloer mussen och national agéieren, wéi d'Finnen d'ailleurs. Ech hunn dat virdrun a menger Ried gesot, dat sinn eis Konkurrente fir de Sëtz an der Kommissioun fir d'Mënscherechter. An déi waarden net op d'EU, souwäit ech verstanen hunn. Déi hunn och eng relativ fortschrëttlech Regierung. Déi waarden net op d'EU!

Mir kommen do an eng komesch Diskussioun. Ech duecht am Ufank, mir wiere bereet, eng national Gesetzgeebung ze maachen. An elo soe mer erëm: „Mir waarden op d'EU.“ Ma da waarde mer vläicht och nach relativ laang! A vläicht kënnt dobäi näischt eraus.

Also agéiert a rassuréiert mech och; an net nëmme mech!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also just, Här Wagner, d'Finnen hu kee Gesetz. Déi hu kee Gesetz! D'Hollänner hunn e Gesetz, dat hunn ech gesot, …

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Si schaffen drun!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- … just Kanner… Jo, mir schaffen och drun! Mee d'Finnen hu kee Gesetz. D'Fransousen hunn e Gesetz, mee wa mer dat géifen applizéieren, dat géif jo iwwerhaapt näischt bréngen, well dovu sinn nëmmen immens grouss multinational Betriber viséiert. Do wier praktesch kee Betrib, deen zu Lëtzebuerg hei géif drënnerfalen. Duerfir, loosst mer dach eent nom anere maachen!

Ech weess net, wou op eemol déi Hektik do hierkënnt. Mir hu mat der Uni en Accord, souguer eng Konventioun, fir dass si eis d'Konsequenze seet oder wat fir Weeër mer kéinte beschreiden, fir eng national Legislatioun ze maachen.

Mee ech soen lech awer ganz kloer, déi géif jo awer vill besser gräifen, wa mer um europäeschen Niveau eppes géife fäerdegbréngen, wann dat fir dee ganze Bannemaart wier an net nëmme fir ee Land. A gleeft mer, ech sinn absolutt net dergéint. Mir hunn och vläicht am Virfeld zwee Joer elo verluer, dat stëmmt! Mee do war eng Diskussioun hin an hier an hin an hier - d'Uni huet vläicht och e wéineg gezéckt -, mee dat steet elo. Loosst mer dat dach ofwaarden! An e puer Méint hu mer déi Äntwert.

Ech soen dat och elo eng Kéier an der Ëffentlechkeet - bon, d'Chamber ass jo d'Ëffentlechkeet -, fir dass ech dat kann explizéieren: Et ass net esou, dass ee sech do dergéint wiert, mee et ass awer esou, dass mer musse versichen, eppes ze maachen, wat Kapp a Fouss huet a wou mer net als eenzegt Land an der Europäescher Unioun eppes maachen - als „eenzegt Land“ an der Europäescher Unioun eppes maachen! -, woumat mer da riicht an d'Mauer do lafen.

Mir mussen ophalen domadder, dass et aner Gesetzgeeber ginn. D'Finnen hunn esou vill wéi mir. D'Hollänner hunn dat. An ech si muer bereet, fir dat ze maache mat den Hollänner, dass mer och soen: „Kanneraarbecht fält do drënner, basta!“. Méi hunn déi net. An d'Fransousen, dat Gesetz kënne mer net applizéieren, well dat betrëfft, wéi ech gesot hunn, nëmme just Firmen, wou keng Lëtzebuerger Firma géif drënnerfalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zum Vott iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et drëm geet, fir den Adhesiounsprozess vun der Türkei definitiv ze stoppen. Ass nach een, dee wëllt zu dëser Motioun eppes soen, soss kënne mer zum Vott kommen?

Den Här Sven Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Merci, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Et ass esou, datt mer dës Motioun net matstëmme wäerten aus deem ganz einfache Grond, well mer mengen, datt et wichteg ass, der Oppositioun an der Tierkei weiderhin eng Perspektiv ze bidden, op déi et sech lount hinzeschaffen, an net eng Dier zouzeklaken, just well un der Spëtzt grad ee steet, deen eis net geet. Wann dat nämlech esou wär, misste mer mat enger ganzer Rëtsch Länner ophalen, verstäerkte Verhandlungen ze féieren. An dat hu mer net gemaach. Deementspriechend sollte mer et och net elo hei maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. An ech kann direkt do uknäppen, wou den Här Clement opgehalen huet. Och ech proposéiere menger Fraktioun, déi Motioun hei net ze stëmmen. Ech mengen, dass eisen Ausseminister ganz kloer war a sengen Erklärungen. A wann ech de ganze Mëtteg gutt nogelauschtert hunn, dann hu quasi all d'Riedner vun alle Fraktiounen, déi haut d'Wuert ergraff hunn, an der Tierkei d'Rechtsstaatlechkeet beklot. Si hu sech Suerge gemaach iwwert d'Onsécherheet, déi d'Tierkei an där Regioun ausléist. A mir hunn eis iwwert d'Verletzung vun de Mënscherechter beklot.

Wa mir deen heiten Text hei stëmmen, do freet d'CSV, dass mer sollen e Prozess stoppen, deen eigentlech gestoppt ass. An do soen ech mer: Wann dat dat Eenzegt ass, wat mer heimadder sollen erreechen, da wëll ech wierklech op dat zréckkommen, wat de Sven Clement gesot huet, an nach eng Kéier drun erënneren, dass et an der Tierkei net just den Erdoğan gëtt an net just d'AKP, mee do gëtt et och nach eng Oppositioun, wéi zum Beispill de Buergermeeschter vun Istanbul, an et gëtt nach ganz vill aner Parteien. An ech fannen, dass et wichteg ass, dass mer deenen ëmmer eng Perspektiv weisen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten. Ech mengen, da kënne mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt zum Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmme mat 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Kënne mer do duerch Handophiewen ofstëmmen?

Une voix.- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee. Den Här David Wagner huet d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Terrorismus ass e sensibelt Theema, well mer wëssen, wat et bedeit: Mënscheliewen. Onschëlleg Mënscheliewen! An et ass natierlech en immens emotionaalt Theema. Natierlech ass jiddereen der Meenung, datt een alles muss maachen, fir dass esou eppes net geschitt.

Et kann een och eng Motioun deposéieren, wéi d'CSV dat mécht. An et muss een awer och hannerfroen, ob souwuel d'Considerante wéi och d'Invitte vun der Motioun wierklech deem Rechnung droen oder ob se net vläicht och kéinten deemno wéi falsch interpretéiert ginn.

Mir hunn e puer Schwieregkeeten. Schonn nëmmen an de Considerante gëtt vun der „montée des extrémismes en général“ geschwat. Mir sinn net naiv a mir wësse ganz genau, wéi dat kann interpretéiert ginn. Do kann zum Beispill de radikalen islameschen Terror dra sinn. Do kënne rietsextreem Terroristen dra sinn. Et kënnen awer och vläicht Manifestante sinn, Streiker sinn an esou weider an esou virun, déi als extremistesch ugesi ginn; a si gi jo a leschter Zäit ëmmer méi och als extremistesch bezeechent. Dorënner kann een dat och verstoen. An dat ass an deem Sënn immens problematesch, fir Leit an ee selwecht Dëppen ze geheien, déi diametral näischt mateneen ze dinn hunn an déi heiansdo jo och nach deen een deem anere säi Feind kënne sinn. Dat ass emol dat Éischt.

An duerno, jo, et gëtt geschwat, et muss ee « s'investir proactivement dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie européenne contre l'islamisme radical lancée par l'Autriche, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Union européenne ». Mee wat ass dat fir eng Strategie? Et kann een net einfach esou soen: „Et ass gutt!“ Ech kenne se mol net. Et ka jo eng problematesch Strategie sinn. Et ka souguer eng Strategie sinn, déi fräiheetsberaubend ass. Also do, wann een iwwer esou seriö Saache schwätzt, muss een awer och e bësse méi seriö Motiounen deposéieren. Dat ass mat dëser Motioun a mengen Aen net de Fall.

An ech hu virdrun d'Geleeënheet gehat, fir och iwwer aner Punkten ze schwätzen, wien zum Beispill och den islameschen Terrorismus matfinanzéiert. A wann ech gesinn, la France zum Beispill: De Macron verkeeft de Saudie seng Rafalen an esou weider. Wat geschitt mat deene Suen? Déi ginn eeben dann och an de Banlieuen ..., do gëtt salafiséiert an esou weider.

Also kommt, mir sinn e bësse méi seriö! Aus deenen Ursaache wäerte mer géint déi Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wäert menge Kolleegen an der Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei matzestëmmen. Ech verstinn dem Här Wagner seng Bedenken, déi en elo ausgedréckt huet. Ech deele se awer net op deem Punkt, well an där Motioun hei ass awer verfaasst: « à s'investir proactivement dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie européenne ». Dat heescht, mir wëssen (veuillez lire: mir wëssen nach net, wéi eng), mee mir sollen hëllefen, do eng anstänneg europäesch Strategie ze entwéckelen. Dofir kann ech mat deem Text hei d'accord sinn.

Ech sinn och ganz frou, dass mer hei eis politesch Solidaritéit ausdrécke mat Éisträich an och mat Frankräich, déi an der Lescht vill gelidden hunn ënnert den terroristeschen Attacken.

Mee ech wëll awer eent hei ganz kloer soen: Wa mir hei an där Motioun haut ofstëmmen, dass mer e besonnescht A sollen op den extremisteschen Islam, op de radikalen Islam halen, dann heescht dat awer net, dass mer herno blann sinn op deem rietsen A, wann et ëm dee rietsen Extremismus geet. An dee musse mer gradesou bekämpfe wéi de radikalen Islamismus!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et virdru scho gesot: Mir däerfen net eis Grondrechter affere fir enger Fata Morgana vun enger absolutter Sécherheet nozelafen. Dat heiten ass eng Motioun, déi genau dat mécht. Et ass eng Motioun, déi eis d'Mär vun enger Sécherheet wëllt verkafen, wa mer dach nëmmen eng gemeinsam Äntwert op den Terrorismus géife fannen. Eng gemeinsam Äntwert, déi an der Vergaangenheet meeschtens vum Europäesche Geriichtshaff kasséiert gouf. Eng Äntwert, déi bis elo allkéiers zu enger Erosioun vun de Grondrechter gefouert huet.

A wien am Moment d'Texter liest, déi Macron, Merkel, Groussbritannien deelweis souguer och nach ausgeschafft hunn an déi am Moment nach de Wee duerch de Ministerrot maachen, dee mierkt: Et geet hei net drëm, iergendwellech Grondrechter ze schützen. Et geet hei drëm, fir en Iwwerwaachungsstaat auszebauen, fir datt jiddweree vun eis zum gliesene Bierger gëtt, fir datt jiddweree vun eis als Éischt emol verdächteg ass an eréischt duerno gekuckt gëtt: Vläicht bass de onschëlleg?

Ma dat ass d'Ëmdréine vum Rechtsstaatsprinzip! A genau dowéinst kënne mir net matdroen, datt mer do eng gemeinsam Politik maachen, déi d'Grondrechter ëmmer méi ofschaaft.

Den David Wagner huet gesot, datt ee sech dann och nach d'Fro muss stellen, ob net nach aner Leit op eemol och an déi Iwwerwaachung erafalen. Ma ech soen em ganz kloer: Jiddweree vun eis fält herno dorënner, well et kann een eng Dier net nëmmen e bëssen opmaachen, fir den Terroristen nozekucken. Wann een d'Dier opmécht, mécht ee se fir jiddwereen op. A genau dat ass de Problem, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Ech si ganz averstane mam éischten Invite. Jo, mir sollten eis Solidaritéit politesch an diplomatesch, mee virun allem mënschlech mat deene getraffene Länner ausdrécken. Mee just well mer betraff sinn, sollte mer net an iergende blannen Aktionismus verfalen a Grondrechter erodéieren, ouni datt et dofir iergendeen erwisene Benefiss gëtt. Well bis haut ass jiddwereen de Beweis schëlleg bliwwen, datt d'Grondrechter ofschafen iergendwéi géif zu méi Sécherheet féieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun dëser Motioun, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt am Fong näischt méi soen, well ech meng Explikatioun dozou ginn hunn. Ech ka just staunen iwwer Textinterpretatiounen, déi hei gemaach ginn a Saache Grondrechter ofschafen an a Fro stellen a wat och ëmmer.

Dat Eenzegt, wat hei steet, dat ass, datt mer solle kucken ze probéieren, zwëschent den europäesche Länner eng gemeinsam Äntwert ze fannen. An ech fannen dat eng absolutt Normalitéit, datt ee bei engem Terrorismus, deen duerch ganz Europa an eenzelne Länner déi selwecht Schied, dat selwecht Leed, déi selwecht Suergen a Problemer mécht, probéiert, sech do zesummenzesetze fir ze kucken, wat fir eng Äntwerten, wat fir eng Kooperatioun ee ka fannen, fir deem entgéintzewierken. Ech fannen et eng Normalitéit.

An all déi Textinterpretatiounen, déi Der hei maacht, an alles, wat Der hei an deen Text drandicht, steet net dran! Et ass einfach, well Der en net wëllt, woufir dass Der eng Interpretatioun maacht, déi absolutt dem Text net entsprécht, deen Der virun lech leien hutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. Ech wollt am Numm vun eiser Fraktioun awer elo op déi Diskussioun och zréckkommen, fir awer kloerzestellen, wou mir eis hei par rapport dozou situéieren. Mir droen déi heite Motioun op alle Fall mat, awer och mat der klorer Indicatioun, och zréckkommend op dat, wat den Här Wiseler elo grad gesot huet, dass mer hei net solle Saachen an deen Text eraninterpretéieren, déi esou net geduecht waren.

Dat hei ass net eng Mär vun der absolutter Sécherheet, déi mer elo hei proposéiert kréien oder där mer mussen nolafen. Et geet och net drëms, en Iwwerwaachungsstaat ze etabléieren oder eis Grondrechter iergendwéi ofzeschafen. Et geet drëm, dass mer hëllefen, un enger Strategie ze schaffen.

Fir mech zum Beispill heescht eng Strategie opzebauen och, dass een emol kuckt: Wou kënnt iwwerhaapt déi Radikaliséierung hier? Da si mer guer net am aussepolitesche Beräich, da si mer éischter an der Innepolitik an am soziale Beräich. Dat geet vläicht elo e bësselche wäit, mee esou eng Strategie beinhalt dee Volet och. An ech si mer sécher, dass eis Vertrieder, wa se do matschaffen, déi komplex Geschichten och mat erabréngen.

An da wollt ech awer och nach ee leschte Punkt soen, well dat mer awer och relativ wichteg erschéngt. An ech ënnerstellen dem Här Wiseler och guer net, dass dat matgeduecht gi wier, virun allem, well d'Motioun och net esou formuléiert ass. Mee et ass enorm wichteg, dass mer immens oppassen, wéi eng Wierder mer gebrauchen, wa mer eis hei an dësem Kader situéieren.

Bei eis an an alle Länner an Europa hu mer eng grouss muslimesch Gemeinschaft. Dat si Leit, déi friddlech mat eis hei zesummeliewen an déi keen Interêt drun hunn, iergendwellech terroristesch Akten ze begoen, déi sech och dovunner distanzéieren an déi ganz schwéier géifen dorënner leiden, wa mer hei en Amalgamm géife maachen.

Wéi gesot, mir maachen deen net. Mee et ass ganz wichteg opzepassen, wéi dat geschitt. Well mir hunn dat alleguer matkritt elo, wéi de President Macron seng Aussoe gemaach huet. Ech hunn déi Aussoen, éierlech gesot, emol net als immens schlëmm empfonnt, oder ech hunn de Problem net direkt gesinn. Mee et huet een an der muslimescher Welt awer direkt eng immens staark Géigereaktioun gesinn. A mir wëlle jo alles, ausser d'Radikaliséierung weiderbréngen. Mir wëllen zesummeliewen. Also ass et wichteg, wéi eng Wierder mer benotzen. An ech mengen, dass mer eis dat och hei an dësem Kader musse virun Aen halen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Da geet d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, et ass einfach eng Fro och vu Realpolitik, déi mer hei maachen. An et ass wichteg, datt mer dësen Text matstëmmen.

Mir hunn eng Gesellschaft ze verdeedegen. Et geet net drëm, d'Grondrechter a Fro ze stellen, d'Grondrechter ofzeschafen, mee d'Grondrechter ze schützen: zum Beispill dat Grondrecht vun all normalem Bierger, fir friddlech kënnen op de Schwedenplatz

ze goen an do owes een huelen ze goen, ouni vun iergendengem radikaliséierte Verréckten ëmbruecht ze ginn.

Et ass e Grondrecht vun all Professer an enger Schoul, deen iwwert d'Meenungsfräiheet wëllt schwätzen a senge Schüler op eng virbildlech Manéier verschidden Iddien dozou wëllt presentéieren, datt en dat ka maachen, ouni duerno vu Schüler oder vun Elteren oder vun iergendwellechen domadder verbonnenen Interessevertriedungen op der Strooss gekäppt ze ginn!

Dat sinn déi Grondrechter, déi mer musse verdeedegen. Datt mer dat maachen am Kader vun der Demokratie a vum Rechtsstaat, dat versteet sech vu ganz eleng! Mee mir hunn eng Prise de conscience am Ableck. Mir hunn dat, wat den Här Macron gesot huet, mir hunn dat, wat den Här Michel als President vum Conseil européen gemaach huet. Mir hunn elo en Optrag kritt och an der Europäescher Unioun, fir emol driwwer nozedenken, wéi d'Imamen forméiert ginn an Europa. Alles dat ass eng Prise de conscience.

Mir hunn de Problem vun de Parallellgesellschaften an de Faubourgen a Frankräich. Mir hu Quartieren zu Bréissel, déi Parallellgesellschafte sinn, a ganz Bevëlkerungsgruppen an Däitschland, déi sech iwwer Generatiounen net integréiert hunn.

Mir hunn elo en Discours, deen ufänkt, un déi Problemer erunzegoen, duerch den Här Macron, duerch den Här Michel, duerch d'Madamm Merkel. Mir mussen eis deem Problem an Europa stellen. Mir maachen dat selbstverständlech am Kader vun den demokratesche Reegelen, selbstverständlech am Rechtsstaat, selbstverständlech am Schutz vun de Grondrechter, mee et gëtt héich Zäit, datt mer eis Gesellschafte verdeedegungsfäeg maache géint de radikalen Islam.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da wier et nach eng Kéier um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Just ee Saz vläicht nach dozou: Wa mer all dat Geld, wat mer an deene leschten 20 Joer investéiert hunn a sënnlos Iwwerwaachungsmoossnamen, wouvun déi normal Biergerinnen a Bierger betraff waren a mat deene mer ganz wéineg Impakt haten, a Bildung an a Sozialleeschtungen investéiert hätten, da misste mer haut vläicht guer net iwwert déi Motioun hei ofstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, Här President, merci. Och just ee Saz. Ech widderhuelen nach eng Kéier, wat ech gesot hunn: Wat fir mech wichteg ass, ass deen éischten an zweeten Tiret. Total d'accord.

Beim drëtten däerfe mer keng falsch Interpretatioun drasetzen, dass dat dote géif heeschen, dass de Schenge-Raum anescht consideréiert gëtt wéi elo. Dass de Schenge-Raum zougemaach gëtt no baussen, dat ass eng Saach, mee net no bannen!

Also, duerfir: Et sinn an deem Kontext hei Verschiddener op d'Bün gaangen an hu gesot: „Mir mussen elo dovunner profitéieren, fir Schengen total nei ze gesinn an Zukunft." Mir sinn e Land, wat vu Schengen ofhänkt, vläicht méi wéi déi grouss Länner an der Europäescher Unioun, a mir däerfen net d'Gefor vum Extremismus, vum Terrorismus esou wäit bekämpfen, dass mer eis fundamental Rechter an och de Schengen-Aquis a Fro stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann eng leschte Kéier Parole après ministre fir den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, ech wollt just als Parole après ministre soen, datt ech mam Minister d'accord sinn, wann en dat seet.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Domadder kënne mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Ass nach een, dee wëllt d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Fernand Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech soen Iech villmools Merci an ech soen och dem Här Cruchten Merci fir déi Initiativ, déi e geholl huet, fir eis dës Motioun ze proposéieren. Ech si frou fir ze gesinn, datt, ech mengen, all politesch Fraktiounen a Sensibilitéiten heibannen déi matdroen.

Une voix.- Nee.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee? A, eng net! Mee ëmmerhi sechs vu siwen droen déi mat.

Ech wollt awer soen, datt mer se matdroen ouni iwwergrouss Begeeschterung trotzdeem, well mer net der Iwwerzeegung sinn, an a verschiddenen Debatten ass dat virdrun och schonn ugeklongen, datt d'Relatiounen tëschent den USA an Europa an Zukunft ouni Problemer wäerte sinn. Deen Enthusiasmus, deen e bëssen hei erauszeliesen ass, dee muss een hannerfroen.

Mir hunn och eng ganz Rei Handelsstreidegkeete mat den Amerikaner, déi nach mussen ausdiskutéiert ginn. Dozou gehéieren d'Digitaltaxen, zum Beispill. Dozou gehéieren och ganz aner Saachen, wéi d'Relatioune mat Russland, wou den Här Biden a seng Demokratesch Partei zum Beispill méi aggressiv optrieden, wéi den Här Trump an d'Republikaner et gemaach haten.

Ech mengen also, datt mer och an nächster Zukunft nach eng ganz Rei Diskussioune mat eisen amerikanesche Frënn souwuel an der Ekonomie wéi och an der Politik wäerten hunn. A mir kënnen och net dervun ausgoen, datt den Drock op d'Verdeedegungsausgaben a priori ofhëlt. Mir droen den Text awer mat, mee mir sinn eis bewosst, datt och an Zukunft d'Relatioun tëschent den USA an Europa eng besonnesch Erausfuerderung wäert bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Domadder kënne mer dann zum Vott vun ...

(Interruption par M. David Wagner)

Nee, den Här David Wagner huet nach d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, ganz kuerz, Här President. Ech mengen, mir musse vläicht justifizéieren, firwat mer als eenzeg eis Ënnerschrëft net ginn hunn an eis och wäerten enthalen. Bon, et ass elo keng gréisser Geschicht, mee ech muss awer soen, datt mer eis haaptsächlech och u gewëssen Invitte stoussen, well mer net mengen, datt et esou „primordial" ass, datt d'Europäesch Unioun, déi natierlech, wéi et do drasteet, sech engagéiert, fir hir Wäerter ze verteidegen, déi och nach ... „qu'ils cherchent à défendre dans le monde".

Mir si skeptesch a mir mengen, datt dat net der Realitéit entsprécht an datt och déi nei transatlantesch Bezéiungen an déi Kooperatioun „sur des questions d'intérêt commun" ... Ech weess jo net, gemeinsam Interessen tëschent den USA an der Europäescher Unioun si vläicht net onbedéngt d'Interessen och vum Rescht vun der Weltbevëlkerung. Dofir wäerte mir eis enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Domadder kéime mer dann zum Vott.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummero 4, déi vun der ADR deposéiert ginn ass. Ass nach een, deen zu dëser Motioun d'Wuert wëllt ergräifen? Den Här Claude Wiseler, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, Här President, ech wëll d'Wuert ergräifen, well villes, wat an där Motioun hei steet, kann ech verstoen an ech kann och domadder d'accord sinn, well ech hunn dat virdrun och an där Ried gesot, déi ech gehalen hunn. Ech gesinn net, wéi haut eng Türkei kann déi Obligatiounen, déi een als NATO-Land huet, och wouerhuelen, wann ech gesinn, datt een NATO-Land Türkei en anert NATO-Land wéi Griicheland militäresch bedrot an datt mer a Situatioune kommen, déi riskéieren, Konflikter ze ginn zwëschent zwee NATO-Länner op där enger Säit, an datt op där anerer Säit eng Türkei sech a Konflikter erabegëtt an och riskéiert, Äntwerten ze kréie vun anere Länner, wou Krichssituatiounen entstinn, déi och fir Bündnispartner extreem geféierlech kënne sinn.

Dofir verstinn ech ganz villes, wat hei gesot gëtt, mee ech soen awer och hannendrun, datt mir eng Rei vun deene Punkten, esou wéi se elo hei stinn, mat hiren Implikatiounen an dësem Moment net ganz iwwersinn, wat d'NATO-Traitéen, wat hir strateegesch Implikatiounen ugeet.

Dofir war meng Demande, fir a sech ze soen, ob mer déi hei Motioun kéinten an d'Aussekommissioun respektiv an d'Defensekommissioun huelen, well ech géif och gär wëssen, wat dat um militäresche Plang heescht, an dat vum Defenseminister eng Kéier erklärt kréien, éier mer kënnen hei driwwer ofstëmmen.

Also d'Demande wär, fir se an d'Kommissioun ze schécken. Wann dat net de Fall ass, da géife mer eis hei aus deenen dote Grënn enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert un den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten eis och bei dëser Motioun enthalen, aus deem ganz einfache Grond, datt mer eis iergendwéi net beruff fillen, fir zu enger Verbesserung vun enger militärescher Organisatioun, déi mir souwisou prinzipiell ofleenen, kënne bäizedroen.

Mir sinn der Meenung, datt d'NATO keng positiv Saach ass. Mee vläicht kéint een dat à la limite aneschters maachen. U sech wier et vläicht besser, datt all déi aner Länner aus der NATO géifen austrieden, dann hätte mer „d'une pierre deux coups": Dann hätte mer den Erdoğan vläicht embêtéiert an dann hätte mer d'NATO och opgeléist; well eng Welt ouni NATO ass bestëmmt keng méi schlecht Welt, au contraire.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Also ech proposéiere menger Fraktioun, dass mer déi Motioun hei net stëmmen. Wat ech awer géif proposéieren, opgrond och vun deem, wat den Här Wiseler elo grad virgeschloen huet, ass, dass mer eis eng Kéier an der Kommissioun Zäit huelen, wou mer eis och emol eng Kéier mat eise Vertrieder an der Assemblée parlementaire vum Europarot gradesou wéi mat eise Vertrieder an der Assemblée vum NATO-Parlament austauschen, vläicht och mat Vertrieder vum Ministère, fir ze kucken: Op wéi engem Niveau kënne mir wat maachen?

Mee ech géif elo proposéieren, dass mer déi Motioun géifen an där Form hei ofleenen. Mee, wéi gesot, ech ginn awer mäin Engagement, dass mer an der Kommissioun op d'Thematik wäerten zréckkommen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten. Ech mengen, domadder kënne mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Huele mer d'Motioun net an d'Kommissioun?

(Brouhaha)

Une voix.- Nee.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt déi Propos maachen, oder déi hunn ech virdru gemaach.

Une voix.- Jo, an et ass och vum Här Cruchten ugeholl ginn.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Do ass gefrot ginn, datt mer zum Vott solle komme vun där Motioun.

Une voix.- Voilà!

Une autre voix.- Et war gutt gemengt.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmme mat 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

3. 7529 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo, le 17 juillet 2018

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7529, enger Partnerschaft tëschent Japan an der Europäescher Unioun. D'Riedezäit vun dësem Projet ass de Basismodell. Ech géif direkt dem Rapporteur d'Wuert ginn, dem honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dës Kéier hunn ech dru geduecht, fir d'Mask auszedinn.

Här President, léif Kolleegen, dëse Projet de loi huet zum Zil, deen Accord zur strateegescher Partnerschaft, kuerz den APS, tëscht der Europäescher Unioun a Japan ze approuvéieren. Dëse gouf de 17. Juli 2018 zu Tokio vun deenen zwou Parteien ënnerschriwwen.

Haut hu mer virdrun an der aussepolitescher Debatt de Constat gemaach, dass de multilaterale System

an d'international Kooperatioun an der Lescht e schwéiere Stand haten. Duerfir ass d'Ratifikatioun vun dësem Accord dann och ganz pertinent, well en eeben d'Kooperatioun an den Asaz fir de Multilateralismus stäerke soll.

Et ass och en Zeechen, dass mer als Europäescher Unioun an dëser Zäit op Partnerschafte mat verschiddenen Acteure setzen. Ech erënneren drun, dass mer virun e puer Méint esou en Accord mat Kanada an och en Accord de partenariat et de coopération mat Singapur hei am Cercel gestëmmt hunn.

Japan ass effektiv e wichtege Partner vun der Europäescher Unioun ginn. D'Originne vun den offiziellen diplomatesche Bezéiungen tëscht der EU a Japan ginn op d'Joer 1959 zréck mat der Ouverture vun der éischter japanescher Ambassade bei der Europäescher Communautéit. Deen éischte bilaterale Sommet tëscht deenen zwee Staaten huet dann awer bis 1991 misse waarden. D'Resultat war d'Den-Haag-Deklaratioun, déi en éischten institutionelle Kader opgesat huet, fir en Dialog an eng verstäerkt Kooperatioun an enger ganzer Rëtsch vun Domänen ze erlaben, virun allem a Saachen Handel an Industrie.

Mam gemeinsamen Aktiounsplang vun 2001 hunn d'EU a Japan hire Wëllen ënnerstrach, fir dës Partnerschaft ze verdéiwen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Intentioun hannert der Negociatioun vun dësem Accord zur strateegescher Partnerschaft war d'Moderniséierung vun de bilaterale Bezéiungen an d'Stäerke vun enger strateegescher Komponent vum Partenariat. Et war och d'Europäesch Unioun, déi drop gepocht huet, e politesche Kader fir d'Relatiounen ze setzen, wärend Japan an enger éischter Phas virun allem e Fräihandelsaccord negociéiere wollt.

Um 20. Sommet tëscht der EU a Japan, den 28. Mee 2011, hunn déi zwou Säite sech drop verstännegt, d'Ausschaffe vun zwee Accorden unzestriewen: engersäits e Fräihandelsaccord respektiv en Accord de partenariat économique, kuerz APE, an eeben den Accord de partenariat stratégique.

Am November 2012 huet de Conseil vun der EU Negociatiounsdirektiven ugeholl. D'Negociatioune selwer goufen dunn am Mäerz 2013 ugefaangen.

De prinzipiellen Accord zum APR gouf am Juli 2017 fonnt. Am Abrëll 2018 goufen dunn d'Verhandlungen zum APS no 13 Tier ofgeschloss. Den Accord gouf wéi gesot de 17. Juli 2018 am Kader vum 25. EU-Japan-Sommet zu Tokio ënnerschriwwen a gouf am Dezember 2018 vum Europaparlament approuvéiert.

Et handelt sech beim APS ëm en Accord mixte, deen also souwuel reng europäesch an och national Kompetenze couvréiert an duerfir och duerch déi national Parlamenter ratifizéiert muss ginn, ier e ganz a Kraaft triede kann. Bis elo hunn 13 EU-Memberstaaten a Japan dat gemaach. Dobäi muss een awer soen, dass e groussen Deel vum Accord zanter dem 1. Februar 2019 provisoresch applizéiert gëtt.

En APS ass déi héchste Form vu Kooperatioun tëscht der EU an Drëttlänner. Zesumme mam APE, also dem Accord de partenariat économique, etabléiert en en neit Fundament fir déi bilateral Kooperatioun mat Japan an erlaabt e besseren Engagement mat dëser Regioun.

Den Accord zur strateegescher Partnerschaft ass deen éischte bilaterale Kaderaccord tëscht der EU a Japan. E setzt e verbindleche Kader an offréiert eng kohärent a strateegesch Basis fir d'Bezéiungen an d'Zesummenaarbecht tëscht den zwee Acteuren an hëlleft, d'Sich no Léisunge fir gemeinsam Erausfuerderungen ze vereinfachen. E stäerkt déi gemeinsam Partnerschaft a fördert déi politesch a sektoriell Kooperatioun souwéi gemeinsam Aktivitéiten an iwwer 40 Domänen, déi vu gemeinsamem Interesse sinn, zum Beispill an der Sécherheet, der Energie, der Recherche oder nach an der Cyberkriminalitéit (veuillez lire: oder nach an der Bekämpfung vun der Cyberkriminalitéit).

Eng méi exhaustiv Lëscht vun de Sujeten, déi dësen Accord couvréiert, fannt Der a mengem schréftleche Rapport.

D'Fundament vum APS sinn eis gemeinsam Wäerter a Prinzippien, virun allem d'Mënscherechter, d'Rechtsstaatlechkeet, e reegelbaséierten internationale System souwéi de Fridden an d'Stabilitéit weltwäit. Den APS wäert gemeinsam Efforte bei der Promotioun vun dëse Wäerter an och d'Kooperatioun a regionalen an internationalen Organisatioune vereinfachen.

Grad an enger Welt, wou de multilaterale System a Fro gestallt gëtt an de reegelbaséierten Handel ënner Drock ass, kann dësen Accord e wichtegt Instrument sinn. Wann den Accord vun all de Memberstaate ratifizéiert gouf, wäert den APS déi nei Basis fir d'Relatiounen tëscht der EU a Japan a Saachen Aussepolitik sinn an e wäert en offizielle politeschen Dialog zu relevante Froen erméiglechen.

Sou kann d'Europäesch Unioun zum Beispill d'Fro vun der Doudesstrof opwerfen, déi Japan nach ëmmer net ofgeschaaft huet. Ech wëll hei nach eemol drun erënneren, dass d'Doudesstrof onmënschlech, grausam an erniddregend ass. An och wann déi manner an der Aktualitéit steet, dierfe mer keng Geleeënheet verpassen, fir dat ëmmer erëm nees un de Pranger ze stellen!

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Rezent hunn d'EU a Japan de 26. Mee am Kader vun enger Visiokonferenz ënnerstrach, dass den APS schonn e positiven Impakt hat.

Japan ass d'ailleurs och e wichtege Partner vu Lëtzebuerg. Eis diplomatesch Bezéiunge reechen zréck bis an d'Joer 1927, wéi deen éischte japaneschen Ambassadeur hei an der Stad akkreditéiert gouf. Et gi reegelméisseg Echangen a Visitten, souwuel op ministeriellem Niveau, awer och tëscht eise Monarchien, déi eng enk Bezéiung fleegen. Och op parlamentareschem Niveau ginn et Echangen. Ech mengen, et gëtt e Groupe d'amitié.

Japan ass ausserdeem e wichtegen Handelspartner fir Lëtzebuerg. Eng 120 lëtzebuergesch Entreprisen exportéieren a Richtung Japan. Sechs japanesch Finanzinstituter hunn e Sëtz hei zu Lëtzebuerg. An am Kader vum Brexit hunn dräi japanesch Assurancen hir europäesch Filial op Lëtzebuerg verluecht. Et gëtt och eng Kooperatioun mat der japanescher Spaceagency. Den APS mécht natierlech och nei Weeër fir déi lëtzebuergesch-japanesch Kooperatioun op.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Här President, den 28. September gouf de Projet an der Kommissioun presentéiert an analyséiert. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 1. Abrëll ofginn, an deem se dem Projet eigentlech zougestëmmt huet. Dem Staatsrot säin Avis koum den 3. Abrëll, och ouni Problem. E Méinden de Moien hu mer de Rapport dunn an der Kommissioun ugeholl.

Heimat ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Rapporteur Yves Cruchten Merci a ginn direkt d'Wuert weider un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- An dee fänkt u mat engem ganz grousse Merci un de Rapporteur, deen eis net nëmmen dee ganze Projet nach eng Kéier detailléiert geschildert huet, mee deen haaptsächlech och nach eng Kéier op d'Wichtegkeet higewisen huet.

Ech wollt och nach eng Kéier widderhuelen: Et gëtt vill vu China am Moment geschwat. Dat wëllt awer net heeschen, datt Japan net och e wuelesou wichtegt Land ass, mat deem mer och traditionell ëmmer exzellent Relatiounen hunn an haten, souwuel op wirtschaftlechem Plang wéi awer och op ganz villen anere Pläng.

Duerfir, mengen ech, ass dee Projet haut e wichtege Schrëtt, fir déi Relatiounen nach ze verbesseren. A mir wäerte mat grousser Iwwerzeegung eisen Accord zu deem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Mëtteg ganz vill iwwert d'Europäesch Unioun geschwat. Mir hunn eis ganz vill Gedanke gemaach, wéi d'Euopäesch Unioun soll muer ausgesinn. Mee ech mengen, hei ass erëm e ganz gutt Beispill, wat beweist, wéi wichteg et ass, datt et esou eng Struktur wéi d'Europäesch Unioun gëtt, well hei ginn nei Méiglechkeeten opgemaach, net nëmme fir déi 27 Memberstaaten, mee hei gi virun allem och Méiglechkeete fir eist Land opgemaach. An et ass schonn hei ënnerstrach ginn, datt mir scho jorzéngtelaang gutt Relatioune mat Japan hunn.

Da wëll ech och drop hiweisen, datt déi Accords de partenariat stratégique eng ganz grouss Bedeitung hunn, wéi de Rapporteur Yves Cruchten dat hei schonn ënnerstrach huet - ech wëll em och direkt Merci soe fir seng verschidde Rapporten -, a mir haten net méi spéit wéi virun e puer Wochen een hei mat Kanada ënnerschriwwen. An déi muss een och emol e bëssen am Detail analyséieren. Da gesäit ee jo, datt do ganz vill Domäne vun der Politik touchéiert ginn, déi et also erlaben, och méi enk zesummenzeschaffen. Ech denke virun allem un déi grouss Defien, déi eis alleguerten de Moment Suerge maachen, an éischter Linn natierlech de Klimaschutz, doriwwer eraus awer och nach eng Rei aner Problemer, d'Sécherheet virun allem.

An da kënnt een awer net derlaanscht, wann een iwwer Japan e Wuert verléiert, de Rapporteur ass och schonn drop agaangen: Japan ass natierlech leider, muss ee soen, nach eent vun deenen zivilisséierte Länner, wat awer leider nach ëmmer d'Doudesstrof huet. Esou Accorden erlaben eis zumindest, dat och ze thematiséieren. Sécher, et mengt een ëmmer, et misst een direkt eppes erreechen. Dat ass an der Politik net esou. Mir wëssen alleguer heibannen, datt et oft e laangen, laange Wee ass oder „d'Buere vun décke Brieder", wéi scho bedeitend Leit dat gesot hunn.

Duerfir ass dat heiten e wichtegt Gesetz, e Gesetz, wat mir als Demokratesch Partei selbstverständlech matdroen. An deem Sënn ginn ech d'Zoustëmmung vun der DP.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ma et passt jo och elo vum Timing hier relativ gutt. Mir si gëschter an haut e puermol op d'Bezéiungen tëscht der EU a Japan, awer och tëscht Lëtzebuerg a Japan agaangen. Wéi gesot, dësen Accord setzt en zolitte Kader fir eng ganz Partie vu Beräicher, notamment ass gesot ginn: Energie, Cyberkriminalitéit, Sécherheet, Friddenserhalung an esou weider. Dat heescht, dat huet och fir eis als Land eng gewësse Bedeitung, an eeben och net nëmmen, well Japan och fir eis e wichtegen Handelspartner ass.

Ech wollt awer och just nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat den Här Graas och elo nach eng Kéier gesot huet. Jo, Japan hält och weiderhin un der Doudesstrof fest. Mir sinn eis eens, dass dat och fir eis elo e Problem duerstellt. Mee mir hunn awer - an dat ass eeben och esou - ouni esou Accorden, ouni Plattformen, wou een e reegelméissegen, etabléierten Dialog ustriewe kann, och weider keng Méiglechkeeten, fir esou Saachen unzeschwätzen.

Mir ginn eis eebe mat deem Accord och domadder eng Plattform, wou mer kënnen iwwer eis Bedenke schwätzen a wou mer vläicht - och wann een e laangen Otem muss hunn, wéi den Här Graas gesot huet - och da kënnen éischter eppes erreechen, wéi wa mer deen Dialog net hätten.

Voilà! Domadder ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Och e Merci un den Här Cruchten fir säi gudde schréftlechen a mëndlechen Exposé. Dat Gesetz hei ënnersträicht d'Wichtegkeet vun eise Relatioune mat Japan. A mir droe selbstverständlech dësen Accord och mat.

Et ass allerdéngs net den JEFTA. Mir kréien nach eng Diskussioun iwwert de Fräihandel, iwwer e Fräihandelsofkommes mat Japan, wat natierlech och seng eege Komplexitéiten huet. Mee dat hei ass awer e wichtegen Accord.

Ech wéilt awer zwou Bemierkunge maachen:

Déi éischt ass: Mir haten dat, wéi mer d'CETA-Diskussioun haten. An déi Doktrinn vun deem Accord mixte, déi hei applizéiert gëtt, ënnerscheet sech vun deem Accord partagé, deen an den europäeschen Traitéen entsteet. Mir haten am Detail diskutéiert, wat geschitt ass eigentlech, fir den Afloss vun de Memberstaate vun der Europäescher Unioun bei esou Accorden zréckzedrängen.

Mir sinn als ADR der fundamentaler Iwwerzeegung, datt et wichteg ass, datt all Memberstaat iwwer all Traité ka voll decidéieren. Mir ënnerscheeden eis domadder och par rapport zu enger Decisioun, déi sengerzäit och den Här Asselborn mat ausgehandelt hat am Conseil. A mir bestinn op d'Rechter vun de Memberstaaten. Et ass wichteg, och besonnesch fir déi kleng Memberstaaten, datt se esou Aflossméiglechkeete behalen.

Eng zweet Bemierkung ass déi vun der Doudesstrof. Mir hunn dat hei mat Japan. An ech si frou iwwert dee Konsensus, dee mer heibannen hunn, datt dat a Friddenszäiten eng méi wéi bedauerlech Form vum Strofvollzuch ass. Et ass schéin, datt mer dee Konsensus hei hunn. Ech wëll awer soen: Mir diskutéieren dat elo mat Japan, mee mir hunn et och an den USA. Och den Joe Biden vertrëtt e Land, dat d'Doudesstrof applizéiert. A mir hunn et och, a mir haten et virdrun ënnerstrach, an anere Regimmer, wéi och a Palästina.

Dat heescht, wa mer hei d'Doudesstrof am Kontext vu Japan kritiséieren - an eisen Ae vollkommen zu Recht -, dann ass dat och eng Saach, déi mer sollten iwwerall maachen, erga omnes, géintiwwer jidderengem, deen déi Form vu Strofvollzuch praktizéiert, fir eng Glafwierdegkeet och an dësem Beräich ze behalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Bon, wéi gesot, mir hunn et hei mat engem Accord tëscht der EU a Japan ze dinn, deen op 20 Säite lauter ganz schéin Absichten opzielt: „Mir si fir d'Mënscherechter, mir si fir d'Demokratie, fir de Rechtsstaat, mir kämpfe géint de Klimawandel, den Terrorismus och, a géint d'Massevernichtungswaffen, a mir tauschen eis aus a Saachen Ëmwelt-, Kultur- a Landwirtschaftspolitik."

Dat ass wonnerschéin. Et ass schéin. Ech muss bal kräischen, esou schéi wéi dat ass, esou emouvéiert sinn ech! Déi Wierder, déi si fantastesch.

« Mais un accord en cache un autre ! » An den Här Kartheiser ass drop agaangen. Well deen heiten Accord stratégique ass jo just d'Feigeblat vun engem vill méi groussen Accord, deen net 20 Säiten huet, mee 1.800, an deen net allgemeng schéin Absichten erkläert, mee bis an de klengsten Detail juristesch contraignant Reegelen opstellt.

Do si mer erëm eng Kéier op där selwechter Diskussioun wéi virdrun: Engersäits erëm schéi Parolen, alles „Friede, Freude, Eierkuchen", Bussibären! Mir sinn déi Bescht, mir si ganz fein, mir si schéin, mir si géint Terrorismus, mir si fir d'Demokratie. An duerno d'Realitéit, déi geet an eng aner Richtung!

D'EU-Memberstaaten an d'Kommissioun hunn aus deene ganze Protestaktioune ronderëm den CETA an den TTIP eppes geléiert: Fir ze vermeiden, datt d'Zivillgesellschaft an déi national Parlamenter d'EU-Handelspolitik kritesch hannerfroen, gi se an Zukunft einfach emol net méi gefrot an dann ass de Problem geléist!

De Fräihandelsaccord tëscht der EU a Japan ass einfach vum Conseil als „non mixte" agestuuft ginn, soudatt et just duerch d'EU-Parlament muss goen an net méi duerch déi national Parlamenter.

Déi grouss Verspriechen a Saachen Transparenz sinn all vergiess! Mir als national Deputéiert si praktesch näischt gewuer gi vun deene Verhandlungen zum JEFTA, geneesou wéineg wéi d'Bierger dobaussen. Just déi grouss Industrieverbänn, déi sinn an Honnerte vu Reuniounen ëm hir Meenung gefrot ginn, wéi d'EU-Kommissioun jo och op Nofro vun EU-Deputéierten huet missen zouginn.

Am Fräihandelsaccord JEFTA fënnt ee genee déi selwecht problematesch Konzepter wéi am CETA: reglementaresch Kooperatioun, Liberaliséierung vun de Servicer unhand vun Negativlëschten a Liberaliséierung vun de Marché-publicken an de Kapital- a Finanzflëss. Sanktionéiert gi just Verstéiss géint déi kommerziell Reegelen, wärend d'Verstéiss géint Ëmwelt- oder sozial Dispositiounen egal sinn.

Et ass alt nees en Accord vun de Multinationalle fir d'Multinationallen, deen den ekologeschen a soziale Froen net Rechnung dréit! Dofir muss dat ganz schnell goen! Dofir däerfen national Parlamenter, quitte datt se vläicht souguer majoritär fir esou komesch Accorde sinn, emol net matagebonne ginn.

(Brouhaha)

Mee alles dat, déi 1.800 Säiten detailléiert Reegele si vun eisem Parlament weeder gekuckt nach analyséiert ginn. Mir däerfe just hei nach debattéieren iwwer en 20-Säiten-Heile-Welt-Text ouni Valeur - ouni Valeur! -, deen och nach zu engem groussen Deel scho säit Februar 2019 a Kraaft ass.

Éierlech gesot, ech fille mech ugeschass hei! Ech hunn d'Flemm! Mir maachen hei Politik an déi schéi Parolen, dat ass fir Kanner, net fir Volleksvertrieder. An dat ass dat, wat mir zerwéiert kréien! Ech soen Iech, gëschter huet den Här Asselborn gesot: „Passt op, d'Kommissioun", - déi fantastesch Kommissioun! -, „déi wäert elo d'Bierger méi abannen an d'Decisiounsmechanismen iwwert d'Fräihandelsaccorden."

Pustekuchen! Ech gleewen dat net! An et wäert net geschéien, well et ass net erwënscht! Et ass just reng Kommunikatioun. Wien drop erafält, ass naiv!

Mir hunn näischt géint Japan, au contraire - au contraire! -, mee well deen heiten Accord just e Blinddarm ass vum JEFTA an aus Protest géint déi generell Virgoensweis, wäerte mir selbstverständlech dergéint stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wagner. Da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporteur Yves Cruchten fir den exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, et gouf schonn ugeschwat: Lëtzebuerg huet op ganz héijem Niveau ganz enk Relatioune mat Japan, an déi soll een och net vergiessen, wann een iwwert deen heiten Text schwätzt. An deem heiten Text geet et ... Ben, ech géif en elo net als „Blinddarm" bezeechnen, et ass awer definitiv en „Heile-Welt-Text".

Et ass en Text vu relativ eidele Verspriechungen, vun Hoffnungen, datt sech eppes an déi richteg Richtung géif dréinen. Ech mengen, mir dierfen net vergiessen, an och dat gouf ugeschwat: Japan huet nach ëmmer eng Doudesstrof a Japan huet déi Justiz, déi international dofir bekannt ass, den héchsten Taux u Verurteelungen ze erreechen. Et si reegelméisseg iwwer 90 % vun de Fäll, déi a Japan viru Geriicht landen, déi och zu enger Verurteelung féieren, deelweis mat ganz harsche Strofen. Also et ass net „heile Welt".

Netdestotrotz muss ee sech bewosst sinn, datt een, wann ee mat Länner wëllt am Gespréich bleiwen, ech hunn et virdru gesot, och muss mat deene Länner schwätzen. Mir musse mat deene Länner handelen, mir musse mat deene Länner verhandelen. An dat heiten ass eeben d'Resultat, wat bei enger Verhandlung erauskomm ass.

Et ass sécherlech net dat Resultat, wat ech mer perséinlech géif wënschen. Ech hätt mer e bësse méi contraignant Formuléierunge gewënscht. Mee et ass e Resultat, wat an déi richteg Richtung weist. An duerfir wäerte mir dat heiten dann och matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, vläicht och zwee Sätz. Et deet mer leed, ech muss hei ënne schwätzen.

Also, fir d'alleréischt dem Yves Cruchten merci fir all seng Aarbecht, an d'Regierung steet voll hannert him.

Ech wollt och soen, dass mer hei eppes maachen, Här Wagner, wat ze dinn huet mam Lissabonner Vertrag. Am Lissabonner Vertrag steet, dass d'Handelsaccorde vum Europaparlament guttgeheescht ginn. An beim Europaparlament kann ech mer awer net virstellen, dass Dir géift mengen, dass dat en ondemokratesche Veräi wier.

(Interruption par M. David Wagner)

D'Europaparlament muss déi national Parlamenter froen, wann Investitiounsschutz derbäi ass. Dat ass an aneren Accorde jo gemaach ginn, wéi mer dat wëssen. Mee hei ass et just en Accord, wou keen Investitiounsschutz derbäi ass, wou also keng national Kompetenzen erakommen. An da musse mer de Lissabonner Vertrag a Fro stellen, wa mer dat contestéieren.

Bon, dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass, dass an Europa gerechent gëtt, dass 600.000 Aarbechtsplazen aus Europa ofhänke vun eise wirtschaftleche Relatioune mat Japan.

An dat Drëtt ass, dass an dësem Accord eng spezifesch Referenz op deen Accord iwwert de Klima vu Paräis drasteet, wat jo och net näischt ass.

D'Doudesstrof: Mat allem, wat hei gesot ginn ass, sinn ech selbstverständlech d'accord. Mee et ass besser, et huet een en Hiewel, fir och kënne mat engem Land - zemools esou engem wichtege Land wéi Japan - wirtschaftlech besser Relatiounen opzestellen, fir e Moyen ze hunn, fir enges Daags och iwwert d'Doudesstrof a Japan kënnen zu enger anerer Konsequenz ze kommen.

Mee d'Doudesstrof ... Also, ech sinn zënter 2004 op deem Posten, op deem ech sinn, an all Joer si Konferenzen doriwwer. D'Zuel vun de Länner, déi d'Doudesstrof ofschafen, déi hëlt zou - dat däerfe mer net negativ gesinn -, déi hëlt zou. Allerdéngs soulaang wéi eent vun de mächtegste Länner vun der Welt d'Doudesstrof huet, wäert se net eradiquéiert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Ausseminister. Parole après ministre fir den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, natierlech, de Mechanismus, dee benotzt gëtt, ass dee vum Lissabonner Vertrag. Wat ass de Lissabonner Vertrag? Dat ass u sech dat, wat erauskomm ass vum europäeschen Traité constitutionnel, dee jo op gréissere Widderstand gestouss ass, zemools an deene Länner, déi e Referendum organiséiert hunn. Souguer hei zu Lëtzebuerg war et knapps.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Nee, nee, dat war de Verfassungsvertrag.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Hei si mer beim Lissabonner Vertrag. Deen ass vun 2009.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, jo. Maja, jo, justement, ech war net fäerdeg.

An duerno, de Lissabonner Vertrag ass u sech op eng äusserst ..., also dës Kéier net méi mat esou enger demokratescher Legitimitéit duerchgeboxt ginn. Dat war esou e komeschen Accord, dee justement vum Prinzip hier net demokratesch ass. En ass formal korrekt, de Lissabonner Vertrag, mee éierlech gesot, déi demokratesch Legitimitéit vum Lissabonner Vertrag wëll ech a Fro stellen. Ech sinn net deen Eenzegen, deen dat mécht.

An ech fannen dat awer problematesch, well et hätt een trotz Lissabonner Vertrag kënne soen, datt den Accord trotzdeem „mixte" wier. Well dat ass jo och mat aneren Accorde geschitt. Mee elo gëtt sech hannert dem Lissabonner Vertrag, dee souwisou op eng komesch Aart a Weis an net demokratesch Aart a Weis zustane komm ass, verstoppt.

Also u sech, dat Ganzt spigelt wierklech gutt erëm, wéi d'EU funktionéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. D'Wuert geet kuerz zréck un den Här Ausseminister ... Wat net de Fall ass. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7529. Den Text steet am Document parlementaire 7529[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7529 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7502 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Malte relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à New York, le 26 septembre 2019

7602 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Serbie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 4 février 2020

Als nächst hu mer de Projet de loi 7502, een Accord tëschent Lëtzebuerg a Malta am Beräich vum Austausch vu klassifizéierten Informatiounen. De Rapport fir dëse Projet de loi gëtt vun der Madamm Lydia Mutsch gemaach. A si mécht da gläichzäiteg de Rapport vum Projet de loi 7602, wou et ëm en Accord geet tëschent Lëtzebuerg a Serbien, och wat den Austausch vu klassifizéierten Informatiounen ugeet.

Ech wëll just drop hiweisen, datt laut Artikel 37 vun der Verfassung den Artikel 114 vun der Verfassung geltend gemaach gëtt an esou also eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmme fir dëse Projet de loi an och fir de Projet de loi 7602 erfuerdert ass an datt de Vote par procuration net erlaabt ass.

Herno maache mer dann d'Diskussioun och fir déi zwee Projeten zesummen an duerno stëmme mer separat iwwert déi zwee Projeten of. Domadder géif ech dann direkt der Rapportrice d'Wuert ginn.

Une voix.- Très bien!

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile sur les projets de loi 7502 et 7602

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Da leeën ech elo lass. Wéi Dir et richteg gesot hutt, wäert ech hei zwee Gesetzer presentéieren, déi allen zwee deen nämmlechten Objet hunn, och wann et ëm en anert Land geet. Mee et geet bei deenen zwee drëm, en Accord zum Echange a reciproquë Schutz vu klassifizéierten Informatiounen ze approuvéieren.

Effektiv ass dat heiten en Deel vun enger Strategie, déi mir hunn, fir mat wa méiglech alle Länner, déi an der EU sinn an och an der NATO, an och anere privilegiéierte Partner esou eng Zort Accorden ofzeschléissen. Stand haut hu mer der scho 27. Dat heescht, mat deenen zwee Gesetzer, déi mer haut stëmmen, kommen der zwee derbäi, da si mer op 29 Accorden.

Mir kruten och gesot, dass nach dräi aner Accorden an der Maach sinn, an zwar mat Litauen, Bosnien-Herzegowina an Holland. An och mat der Schwäiz sti schonn Demarchen un. A wann ech déi nennen, da sinn domadder déi multilateral Protektiounsregimmer vun der NATO, der Europäescher Unioun an der ESA, der European Space Agency, emol guer net matagerechent.

Elo awer zu dëse Gesetzer. Et kommen also elo zwee Accorden derbäi: ee mat Malta, also engem weideren EU-Memberstaat, an ee mat Serbien, engem EU-Bäitrëttskandidat.

Ech wëll och kuerz resuméieren, wourëm et bei deenen Accorde geet. Majo, si schafen, fir dat kuerz ze soen, de rechtleche Kader, deen den Austausch an de Schutz vu klassifizéiertem Material tëscht zwou Vertragsparteie reglementéiert. An domat garantéiere mer am Fong, dass klassifizéiert Dokumenter eenheetlech behandelt an och protegéiert ginn, well dat si ganz sensibel Informatiounen, déi do drastinn.

Firwat ass deen Typ vun Accorden esou wichteg? Majo ganz einfach: Et gëtt hei e ganz enke Lien zu den nationale Sécherheetssituatiounen an deene Länner, déi concernéiert sinn. Do gëtt dann eng Ofweiung gemaach, ob verschidden Informatiounen net ëffentlech zougänglech solle gemaach ginn, well eeben e potenzielle Risiko kéint bestoe fir déi national Sécherheet.

Dat gesäit elo e bëssen aus, wéi wann dat net ganz transparent wier oder wéi wann hei d'Ëffentlechkeet express net géif informéiert ginn, mee et gëtt duerchaus Situatiounen an Zenarien, an deenen d'Klassifizéierung vun Informatiounen notwendeg a wichteg ass. Mir hunn haut am Zesummenhang mat der aussepolitischer Diskussioun doriwwer geschwat. Déi Menacen, deenen d'Länner géigeniwwerstinn, déi ginn ëmmer méi komplex. Et sinn ëmmer méi Acteuren implizéiert, virun allem och ëmmer méi net staatlech Acteuren.

D'Konfliktlinne kënnen net ëmmer ganz kloer gezeechent ginn, keng einfach Situatioun. Mee kloer ass: Déi international Zesummenaarbecht gewënnt weider u Wichtegkeet, fir grenziwwerschreidend Phenomeener wéi den Terrorismus oder Drogen- a Mënschenhandel oder och d'organiséiert Kriminalitéit ze bekämpfen.

An da kënnt nach derbäi, dass den technologesche Fortschrëtt an all dësen Evolutiounen natierlech eng Haaptroll spillt. An enger ëmmer méi informatiséierter Welt, an enger Zäit, wou Cyberattacken zouhuelen, muss de Staat och d'Sécherheet am virtuelle Raum sécherstelle kënnen. Et muss ee sech also op déi ganz komplex an och komplett verännert Situatioun kënnen astellen a sech déi néideg Mëttele ginn, fir déi Sécherheetslandschaft do richteg ze gestalten an och op déi Erausfuerderungen ze reagéieren.

Eppes stécht hei an d'A. Duerch de Fait, dass vill Erausfuerderunge keng Grenze kennen, ass et onerlässlech, fir mateneen zesummenzeschaffen an dass ëmmer méi Länner och op dee Wee ginn, wat mir natierlech begréissen.

Dës Accorden, déi mer haut stëmme wäerten - ech hoffen et op alle Fall -, sinn heibäi vläicht éischter e klengt, mee a mengen Aen awer e ganz wichtegt an noutwendegt Stéck an engem gréisseren Tablo vu Mesuren, déi an enger preventiver Logik agéieren, fir sech gemeinsam, also am Lännerverbond, wéi ech elo grad gesot hunn, dëse Menacen ze stellen a se zesummen ze stemmen.

Duerch déi bilateral Accorde leeë mer also e legale Kader fest. Mir etabléieren Equivalenzen tëscht de verschiddenen nationale Klassifikatiounsniveauen. Well mengt net, déi wieren iwwerall d'nämmlecht. Si ginn dann an engem Tableau d'équivalence veranschaulecht, fir dass dat och verständlech an novollzéibar ass, an d'Accorden definéieren och gläichzäiteg déi zoustänneg national Sécherheetsautoritéit, déi an dësem Domän kompetent ass. An da ginn déi applikabel Mesuren zum Schutz vun de klassifizéierten Dokumenter festgeluecht an den Transfert, d'Reproduktioun, d'Iwwersetzung an d'Zerstéierung vun dësen Dokumenter encadréiert.

Et gëtt och festgehalen, dass am Fall vun enger Infraktioun déi concernéiert Sécherheetsautoritéit hir Géigeparteie postwendend informéiere muss. Dat schéngt mer och ganz wichteg ze sinn, och fir d'Konsequenze vun dësem Verstouss ze limitéieren.

Bon, dat ass e klenge Resümmee. Wann Der elo wëllt méi Detailer doriwwer wëssen, da géif ech op mäi schréftleche Rapport verweisen. Dat nämmlecht gëllt fir d'Aarbechten, déi mir an der Kommissioun gemaach hunn, iwwert déi ech och eppes an de Rapport drageschriwwen hunn.

Mir hunn eis mat dësen zwee Projete befaasst, haten eng gutt Ausenanersetzung. Mir waren eis och an der grousser Majoritéit eens iwwert d'Wichtegkeet vun dëse Gesetzer. An ech fir mäin Deel bréngen op alle Fall den Accord vu menger Fraktioun fir déi zwee Projeten hei mat op de Wee a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. Ech soen der Madamm Mutsch Merci fir dee Rapport a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen der Madamm Mutsch och Merci fir deen duebele Rapport, dee se gemaach huet. An et bleift mer just deen duebelen Accord vun eiser Fraktioun fir déi Texter ze ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An ech ginn d'Wuert un den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Och mir bleift u sech näischt méi do derbäizefügen. Ech soen och der Madamm Mutsch villmools Merci fir déi interessant Rapporten, et waren der jo zwee, a brénge selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Graas. An da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech hunn deem och net vill bäizefügen. Ech géif allerdéngs eppes nohuelen, wat ech virdru vergiess hunn. Ech hunn nämlech virdru vergiess, dem Här Cruchten fir säi Rapport Merci ze soen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi lues!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Voilà! Dat heescht, ech géif heimadder dem Här Cruchten Merci soe fir de Rapport virdrun an der Madamm Mutsch fir hir zwee Rapporten, also fir dee gemeinsame Rapport vun deenen zwee Projet-de-loie vun elo grad, an dann och den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Empain. Da wier et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt dann och ufänke mat engem Merci un d'Madamm Mutsch fir déi zwee Rapporten, déi se eis gemaach huet.

Ech wëll awer zwou Bemierkunge maachen:

Dat Éischt ass, wann auslännesch Servicer mat eis sollen Informatiounen deelen, datt se da mussen dat néidegt Vertrauen an eise Service hunn. A mir hunn am Ableck eng Situatioun, wou mer net wëssen, ob et net schonn nees eng Fuite an eisem Geheimdéngscht gouf. Mir haten där Fäll schonn an der Vergaangenheet.

D'Geheimdéngschtkontrollkommissioun këmmert sech elo drëm. D'ADR huet eng Question parlementaire un de Premierminister gestallt. A mir mussen onbedéngt sécherstellen, datt och de Lëtzebuerger Geheimdéngscht vertrauenswürdeg ass an den Ae vun eise Partner, soss, Accorden hin oder hier, kréie mir keng Informatiounen, déi mer vläicht brauche fir eis Sécherheet.

Ech wëll also d'Kolleegen an der Geheimdéngschtkontrollkommissioun heimadder bieden, där Saach ganz seriö nozegoen, fir datt séchergestallt ass, datt Informatiounen, déi eise Geheimdéngscht huet, säi Personal inklusiv, datt dat absolutt geschützt ass, an zouverlässeg geschützt och an den Ae vun eisen auslännesche Partner ass.

Dat Zweet ass: Wa mir Informatiounen an d'Ausland ginn, dann ass et net nëmmen, datt mer elo eng legal Basis hunn, fir mat verschiddene Länner zesummenzeschaffen, mee de Problem ass a verschiddene vun deene Länner, datt mer, soe mer mol, en onzouverlässegen oder defiziente Justizsystem hunn. Mir hunn och an deenen zwee Rapporten, déi mer elo hunn, ee Land, wou d'Justiz bekannt ass fir hir Korruptioun an hir Lenteuren, fir et emol esou auszedrécken.

Dat ass och eng Saach vun der Verantwortung, wéi mir mat Informatiounen ëmginn, wou Leit dann an anere Staaten eventuell virun eng Justiz gestallt ginn, an déi mir kee Vertrauen hunn. Och dat ass eng Problematik, wou ech unhuelen, datt déi Leit, déi mat deenen Dokumenter ëmginn - et ass zum Deel eis Justiz, et ass och d'Police, et ass de Geheimdéngscht -, eng besonnesch Sensibilitéit fir d'Rechtsstaatlechkeet vun deene Partnerstaate mussen entwéckelen, fir datt mam Austausch vun Informatiounen awer net aner Problemer nach kënnen opdauchen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Et ass, mengen ech, wichteg, fir esou Accorden ze hunn. Dat hu mer ni bestridden. Dat hu mer och schonn e puermol, wa mer iwwer esou Accorden ofgestëmmt hunn, betount. Et ass awer eng wiederkehrend Kritik vun eis, déi ech och hei nach eng Kéier wëll ubréngen, datt déi Accorde kéinte méi änlech sinn, méi kohärent ënnereneen, well se sinn dach ëmmer dem jeeweilege Land ugepasst. Se sinn ëmmer e bësse speziell.

Ech hunn e bëssen d'Gefill, datt mer hei amgaange sinn, e Fléckenteppech ze schafen zwëschent deem, wat mer mat deenen eenzelne Länner ofmaachen. Heiansdo muss d'Land eis notifiéieren, wa se Donnéeë vun eis vernichten. Heiansdo muss et dat net. Heiansdo muss et eis aner Notifikatiounen zoukomme loossen. Heiansdo hu mir Obligatiounen.

Et ass also eppes, wat immens vill Manpower brauch, fir dat herno och mat Liewen ze fëllen. Dat gesot, ech sot et, et ass also wichteg, datt mer esou Texter hunn. Duerfir wäerte mer och eisen Accord ginn, net ouni awer nach der Rapportrice Merci ze soe fir deen exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport zu deenen zwee Texter.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, ech wëll just der Madamm Mutsch Merci soe fir dee schréftleche Rapport, dee mer natierlech alleguerte gutt gekuckt hunn, an dee mëndlechen och. Méi huet d'Regierung net ze soen. Si ass d'accord mam Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Asselborn.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7502. Den Text steet am Document parlementaire 7502[3]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert. An de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7502 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 48 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7502 est adopté par 49 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen et Fernand Kartheiser ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zum Vott iwwert de Projet de loi 7602. Den Text steet am Document parlementaire 7602[3]. An och hei ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an e Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7602 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 47 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7602 est adopté par 49 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen et Fernand Kartheiser ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 17., 18. an 19. November virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.51 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Mars Di Bartolomeo**
   - M. Mars Di Bartolomeo
5. **Dépôt d'une motion par M. Fred Keup**
   - Exposé : M. Fred Keup
6. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 145 du 17 novembre 2020 de M. Marc Spautz relative à la réunion de la tripartite sidérurgie du 12 novembre 2020, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - M. Marc Spautz - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

   Question n° 146 du 13 novembre 2020 de M. André Bauler relative à l'état d'avancement des travaux de modernisation de la gare d'Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - M. André Bauler - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 147 du 17 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la mise en œuvre des recommandations du GRECO, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
   - M. Sven Clement - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

   Question n° 148 du 16 novembre 2020 de M. Yves Cruchten relative à la suspension éventuelle des déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation, adressée à M. le Ministre du Logement
   - M. Yves Cruchten - M. Henri Kox, Ministre du Logement

   Question n° 149 du 17 novembre 2020 de M. Georges Mischo relative à l'application pratique de la mise en isolement dans le cadre du Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Georges Mischo - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 150 du 16 novembre 2020 de M. Charles Margue relative à l'étude « Environmental credit risks for EU-27 sovereigns: Vulnerability and mitigation profiles determine exposure », adressée à M. le Ministre des Finances
   - M. Charles Margue - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

   Question n° 151 du 17 novembre 2020 de M. Léon Gloden relative au rachat respectivement la prise de participation par le groupe Enovos dans des entreprises actives dans le domaine des équipements techniques des bâtiments, adressée à M. le Ministre de l'Économie
   - M. Léon Gloden - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

   Question n° 152 du 17 novembre 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la réorganisation du Service d'aide médicale urgente (SAMU), adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur
   - M. Mars Di Bartolomeo - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

   Question n° 153 du 17 novembre 2020 de Mme Martine Hansen relative à la publication du poste de directeur au Lycée technique pour professions éducatives et sociales, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
7. **Question élargie n° 57 de M. Laurent Mosar relative aux équivalences dans le secteur financier dans le cadre du Brexit**
   - M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna
8. **Dépôt de trois motions par M. Marc Baum**
   - Exposé : M. Marc Baum
9. **Heure d'actualité du groupe politique CSV sur les mesures et recommandations sanitaires prévues par le Ministère de la Santé au niveau des établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap, ainsi que sur la stratégie de testing ciblée aux résidents et au personnel dans les structures**
   - Exposé : M. Marc Spautz
   - Débat : M. Gusty Graas - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert
10. **Motion de M. Fred Keup relative à l'arrêt de toute privatisation de l'école publique**
    - Discussion générale : M. Gilles Baum - M. David Wagner - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Gilles Baum - M. Fred Keup
    - Vote sur la motion (rejetée)
11. **Motion de M. Marc Baum relative à la mise à disposition de gel désinfectant dans les transports en commun et dans l'espace public, ainsi qu'une nouvelle distribution gratuite de masques**

    Motion de M. Marc Baum relative à la suspension des déguerpissements ordonnés et des coupures d'approvisionnement en eau, gaz, électricité et télécommunications

    Motion de M. Marc Baum relative à la prolongation de douze mois de la période pendant laquelle les indemnités de chômage peuvent être perçues pour tout demandeur d'emploi indemnisé
    - M. Marc Baum
    - Vote sur le renvoi des 3 motions en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 17 novembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1712** - Demande de pétition publique : Pour la création d'un Bus Express Luxembourg-gare–Aéroport*

Dépôt : Paulo Jorge Santos Piçarra, le 09.11.2020

***1713** - Demande de pétition publique : Construction d'un monument marquant le point culminant du Grand-Duché*

Dépôt : Dorian Ertl, le 10.11.2020

***1714** - Demande de pétition publique : Extension de l'utilisation du bon d'hébergement de 50 euros à la restauration*

Dépôt : Jerry Paul Antoine Le Vaillant, le 11.11.2020

***1715** - Demande de pétition publique : Levée des restrictions Covid-19 d'entrée au Luxembourg pour les couples non mariés, permettre aux couples non mariés de se retrouver*

Dépôt : Ramon Xavier Santos, le 13.11.2020

***1716** - Demande de pétition publique : Éloigner des habitations à une distance de 200 mètres minimum, les antennes relais de téléphonie émettant des ondes radio-électromagnétiques extrêmement puissantes et dangereuses pour les populations*

Dépôt : Amar Goudjil, le15.11.2020

***1717** - Demande de pétition publique : Stop à la privatisation de l'école publique au Luxembourg - Non au projet de loi 7662 du Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance*

Dépôt : Ana Pinto, le 16.11.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Mars Di Bartolomeo

Den Här Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Proposition de révision de la Constitution ze maachen. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun eiser Institutiounskommissioun wëll ech heimat den zweeten Deel vun der geplangter Verfassungsrevisioun deponéieren, an dat sechs Méint nodeems mer deen éischten Deel, deen d'Justiz betrëfft, hei am Haus deponéiert hunn.

Bei dëser Propositioun mat der Nummer 7700, eng schéin Nummer, déi ee misst kënne verhalen, geet et ëm eis Staatsform, eisen Territoire a seng Leit, eise Staatschef, de Grand-Duc, de Fonctionnement vun der Monarchie, d'Regierung, d'Gemengen, d'Relatiounen tëschent dem Staat an de Glawensgemeinschaften an d'Établissements publics.

Dës Proposition de révision ass ënnerschriwwe vu mir selwer, als Rapporter vun deem Deel, an deenen dräi Corapporteren, der Madamm Simone Beissel, dem Här Léon Gloden an dem Här Charles Margue.

Heimat, Här President, iwwerginn ech lech d'Resultat vun eisen Aarbechten, dat deene gudde Viraarbechte vun deene leschte 15 Joer wäitgeeënd Rechnung dréit. Här President, hei ass se.

***7700** - Proposition de révision des Chapitres I[er], III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo.

5. Dépôt d'une motion par M. Fred Keup

An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup fir den Depot vun enger Motioun. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei ëm de Gesetzesprojet 7662, dee jo vum Ordre du jour gëschter geholl ginn ass, als Suite vu ganz vill Widderstand, Protester, déi déi lescht Deeg dozou komm sinn.

Mir géifen dann hei an dëser Motioun virschloen, fir am Allgemengen all Tendenz fir d'Privatiséierung vun der ëffentlecher Schoul ze stoppen. Mir géifen an dëser Motioun och virschloen, fir d'Nominatioun vun den Direktere ganz eleng op d'Membere vum Schoulpersonal ze konzentréieren an net op Leit zréckzegräifen, déi vun ausserhalb kommen. A mir géifen och hei proposéieren, fir an Zukunft ze assuréieren, dass déi Leit, déi op esou Positioune kommen, iergendwéi an eisem Schoulsystem, dass déi Leit och eis dräi administrativ Sprooche perfekt beherrsche mussen.

Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Keup.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten,

stellt fest, datt

- d'Regierung et virgezunn huet, de PL 7662 vum Ordre du jour huelen ze loossen;

- de Retrait vum Gesetzesprojet net definitiv ass;

- de Ministère all Erklärung, wéi en zukünftege „konstruktiven Dialog" iwwert dëse Gesetzesprojet soll ausgesinn, schëlleg bleift;

- d'feelend Dialogbereetschaft vum Schoulminister beim Gesetzesprojet 7662 fir vill Opreegung a Protester gesuergt huet;

fuerdert d'Regierung op

- all Usaz an all Tendenz fir eng Privatiséierung vun der ëffentlecher Schoul ze stoppen;

- fir Nominatioune vun Direkteren an der ëffentlecher Schoul weider exklusiv op Memberen aus dem Enseignantskader zeréckzegräifen;

- ze assuréieren, datt och an Zukunft eng perfekt Beherrschung vun eiser Nationalsprooch an eisen Amtssproochen d'Konditioun fir Positiounen och an eisem ëffentleche Schoulwiese bleift.

(s.) Fred Keup.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen. An d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 145 vum Här Marc Spautz un de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert d'Versammlung vun der Tripartite vun der Stolindustrie vum 12. November 2020. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 145 du 17 novembre 2020 de M. Marc Spautz relative à la réunion de la tripartite sidérurgie du 12 novembre 2020, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn eis déi lescht Woche mat enger Tripartite Aviatioun beschäftegt, wou et zu engem Accord komm ass. Et ass eng Tripartite Siderurgie amgaangen, wou et - wann déi lescht Zuelen, déi mir bekannt sinn, mee de Minister kann eis déi confirméieren -, ëm e Plan de réduction vu 536 Aarbechtsplazen an der Stolindustrie hei zu Lëtzebuerg geet.

Bei deene 536 Aarbechtsplaze ginn der 308 innerhalb den nächste fënnef Joer an d'Preretraite respektiv an d'Pensioun. An da géifen der nach 280 bleiwen. Vun deenen 280, déi bleiwen, do geet et drëm: Wat geschitt mat deene Leit? Wat fir eng Zukunft hunn déi Leit? An do ass et an der Siderurgie, wat et och an der Zwëschenzäit an anere Secteure gëtt, ëmmer d'Cellule de reclassement ginn, wou gekuckt ginn ass, wat fir eng Méiglechkeet besteet, fir déi Leit a Beschäftegung ze hale respektiv de Leit déi Formatioun ze ginn, déi se brauchen, fir kënnen op enger anerer Aarbechtsplaz, op engem anere Verfaren, wat an der Siderurgie méiglech ass, respektiv doriwwer eraus och an anere Betriber kënnen agestallt ze ginn. Dat sinn déi Froen, déi eis bekannt sinn, déi Diskussiounen, déi doriwwer gefouert gi sinn.

Et leeft eng Diskussioun: Bleift de Site Dummeldeng oder verschwënnt de Site Dummeldeng? Ech muss lech soen, als Schëfflenger kann ech mech erënneren, do ass et eng Zäitchen drëm gaangen: Bleift Schëffleng oder bleift Schëffleng net? Jo, Schëffleng war op eemol zou. Mee de Site war nach ëmmer offiziell do. An et huet nach sechs Joer gedauert, bis dunn och de Site Schëffleng definitiv zougemaach ginn ass. An dofir drängt sech do meng Fro op, Här Minister: Wéi gesäit et aus mam Site vun Dummeldeng? Bleift dee Stolstanduert erhalen oder fält deen deem ganze Plan de restructuration zum Affer?

An dat selwecht ass: Wéi gesäit et aus mat dem Géigepart, deen d'Siderurgie, d'Patronat, d'Aktionäre sollen iwwerhuelen? Et ass ëmmer geschwat gi vun engem Plan d'investissement vun 150 bis 200 Milliounen. Wat ass do virgesinn? Wéini ass dermat ze rechnen, dass Der - hoffentlech! - zu engem Accord an der Tripartite kommt, fir dass dann och jiddweree weess, a wat fir eng Richtung et an deem Secteur geet?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Den Här Aarbechtsminister Dan Kersch huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Spautz fir dës Fro, och wann ech e warscheinlech muss enttäuschen, well ech net op all seng prezis Froen esou prezis kann äntwerten, wéi hien et vläicht vu mir gewinnt ass.

Richteg ass awer, dass mer den 12. November eng éischt Tripartite-Sitzung haten, nodeems dass mer och scho virdrun eng Preparatiounssitzung haten, wou ech zesumme mam Ekonomiesminister Franz Fayot d'Regierung vertrueden hunn.

Mir wëssen, dass zënter der Ukënnegung vun der Spëtzt vun der Arcelor mer eis grouss Suergen ëm eis Lëtzebuerger Stolindustrie maachen. Ech kann awer hei bestätegen, dass souwuel vun der Direktioun wéi och vu Gewerkschaftssäit a selbstverständlech och vu Regierungssäit mer eis an eppes eens waren: Nämlech, dass dat grousst gemeinsaamt Zil muss doranner bestoen, fir d'Lëtzebuerger Stolindustrie mëttel- a laangfristeg ofzesécheren, an dass all d'Beméiungen, déi mer hei zesumme maachen, vun deem Geescht sollte geleet ginn.

D'Sozialpartner sëtzen, wéi gesot, am Moment zesummen, fir ze kucken, fir Léisungen ze fannen, fir déi ugekënnegt Restrukturatiounen och kënne sozial ze begleeden.

An an dësen Diskussiounen, an ech hat et virdru schonn ugedeit, geet et selbstverständlech drëms, fir jiddwer Eenzelnen eng Léisung ze fannen. Mee et geet awer och drëms, fir Léisungen ze fannen, fir dass an d'Lëtzebuerger Stolindustrie investéiert gëtt an domadder och de Bestand vun de Wierker soll ofgesécher ginn.

Et ass zu dësem Moment schwéier, fir méi wäit ze goen, well mer matten an den Diskussioune sinn. Ech wollt awer vläicht soen, dass mer decidéiert hunn, zwou Aarbechtsgruppen anzesetzen: Eng, déi sech mat der Externalisatioun, also mat dem Outsourcing beschäftegt, deen ugeduecht war, fir ze kucken, ob een dat kann eventuell reduzéieren, wat do vun Direktiounssäit aus virgeschloe ginn ass, mam Zil, méi Aarbechtsplaze bei der Arcelor nach ze erhalen. An déi aner notamment mat dem Theema, deen Der ugeschwat hutt, dee wichteg ass, vun den Investissementer.

Wéi gesot, zwee Aarbechtsgruppen, déi sech domadder beschäftegen, déi mengen Informatiounen no den 23. November fir d'éischt wäerten tagen. An eréischt wann déi Aarbechtsgruppen hir Aufgab ofgeschloss hunn, wäerte mer dann zu enger weiderer Tripartite-Ronn kommen.

Déi Zuelen, déi Der genannt hutt, déi kann ech hei bestätegen, och déi Gréisstenuerdnung. Do geet et effektiv dorëms, dass mer herno wäerten an eng Situatioun kommen, dass ronn 280 Leit wäerten an enger neier Cellule de reclassement landen, wuel wëssend, dass mer och nach hautzudaags 71 Leit an där aktueller Cellule de reclassement sëtzen hunn.

Ech mengen, dat si Chifferen, déi ech hei ka bestätegen. Selbstverständlech probéiere mer, am Kader vun dësen Diskussiounen déi Chifferen nach erofzedrécken. Mee et ass awer net sécher, ob eis dat wäert geléngen. Duerfir kann ech zu dësem Moment op jidde Fall déi Zuelen do bestätegen.

Ech wollt vläicht nach soen, well dat och wichteg ass a well dat awer eng Neierung ass par rapport zu deem, wat mol an aneren Zäiten an der Stoltripartite diskutéiert ginn ass: Vun deenen 280 Leit, wou mer elo zousätzlech schwätzen, fir an eng CDR, wäerte ronn d'Hallschent Leit sinn, déi am administrative Beräich geschafft hunn, also engersäits um Site an anerersäits och am administrative Beräich vun deene jeeweilege Sitten, ëm déi et geet.

Dummeldeng, do hu mer eng Bestätegung kritt, dass zumindest déi Aktivitéit, déi Haaptaktivitéit, déi mer am Moment zu Dummeldeng um Site nach hunn, nämlech déi vum Atelier, net soll ewechfalen, an eventuell awer soll op engem anere Site dann integréiert gi mat der Virgab, dass een da kéint Synergië maachen an eng Rei vun Aarbechtsweeër méi kuerz maachen an domadder och Käschte spueren. Et ass also net esou, dass elo zu dësem Moment iergendeng definitiv Decisioun geholl gi wär, wat Dummeldeng ugeet.

Méi kann ech, wéi gesot, zu dësem Zäitpunkt net soen. Mir si matzen an de Verhandlungen. An ech hat mech engagéiert, esou wéi mer et och bei der Tripartite vun der Luxair gemaach hunn, dass mer, soubal et zu konkreete Resultater kënnt, och an d'Kommissioun kommen an d'Deputéierten dann iwwert de Wäerdegang vun den Diskussiounen opklären.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 146 vum Här André Bauler un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Moderniséierung vun der Ettelbrécker Gare. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 146 du 13 novembre 2020 de M. André Bauler relative à l'état d'avancement des travaux de modernisation de la gare d'Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. An der Commission de l'exécution budgétaire goufe mer am Summer gewuer, datt et zu Méikäschte ronderëm de Reamenagement an d'Modernisatioun vum Quartier Gare zu Ettelbréck wäert kommen. Minimum 20 Milliounen Euro. Dowéinst schéngt et mer interessant ze sinn, fir no e puer Méint de Point vun dësem grousse Projet hei am Plenum eemol kuerz ze maachen.

Et war gewosst, datt den Tunnel, deen nach gebaut wäert ginn, zu enger Waasserverdrängung géif féieren, zemools an engem Gebitt, an deem méi Quellen zesummekommen. Datt do den Drainage muss iwwerkuckt ginn, dat ass absolutt net iwwerraschend. Dat war schonn am Virfeld vum Projet ze erwaarden. Dat kruten, esou hunn ech héieren, d'Spezialisten och scho virun iwwer aacht Joer - wéi Dir, Här Minister, nach keng Verantwortung an deem Dossier hat - gesot.

Elo mussen 20 Milliounen Euro nogestëmmt ginn, net nëmme fir den Tunnel, mee och fir d'Bréck. Dat bedeit, datt de gesamte Käschtepunkt, esou krute mer gesot an der Comexbu, ëm 13 % klëmmt. Et stellt sech awer d'Fro, ob et dobäi bleiwe wäert. Duerfir wollt ech lech, Här Mobilitéitsminister, Folgendes froen:

Kann den Här Minister eis allgemeng driwwer informéieren, wou de Chantier vun der Ettelbrécker Gare de Moment drun ass? Sinn d'Méikäschte vum Tunnelbau dës Kéier realistesch ageschat? Kann et do net nach zu weideren Iwwerraschunge kommen? Et ass gewosst, datt um Areal bei der Gare Bunkeren aus dem Zweete Weltkrich gebaut gi waren. Sinn d'Onkäschten, déi duerch d'Ofrappe vun deene Bunkeren entstinn, am jëtzege Projet agerechent? Ass et iwwerhaapt méiglech, dës Bunkeren ouni gréisser Problemer ofzerappen?

An zum Schluss wollt ech froen: Sinn d'Nofollgekäschten, déi duerch de Bau vum Tunnel entstinn, evaluéiert ginn? Wësse mer zimmlech genee, wat do op d'Allgemengheet an Zukunft finanziell wäert zoukommen?

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President; och dem Här Bauler fir déi Froen.

Ech wëll nach eng Kéier preziséieren, datt ech selwer d'Deputéierten dorobber gestouss hunn de 6. Juli 2020, datt et hei zu Méikäschte kënnt, well ech, wéi dat sech gehéiert, an d'Budgetskontrollkommissioun gaange sinn an e Reporting gemaach hunn, wou d'Deputéierten och den Detail kritt hunn, duerch wat datt déi Méikäschte kommen. An dat ass och net nëmmen duerch Drainageaarbechten, wéi den Här Bauler elo gesot huet. Mee et sinn e puer Aspekter, déi do matspillen.

Dat eent ass mol, datt d'Adjudikatioun, also d'Ausschreiwung, e Krack méi deier ginn ass wéi den Devis. Dat huet warscheinlech dermat ze dinn, dat hunn ech an der Kommissioun och gesot, datt mer an dem Bausecteur zu Lëtzebuerg mindestens virun der Covidkris, elo no der Covidkris weess ech net, ob et esou weidergeet oder net, datt mer an enger Surchauffe sinn an datt d'Präisser, déi mer géife kréien, net méi déi nämmlecht wäre wéi nach annerhalleft Joer oder zwee Joer virdrun. Dat heescht, den Devis, dee mer am Fong als Basis haten, fir den APD opzestellen deemools, deen ass an der Ausschreiwung natierlech depasséiert ginn, well d'Präisser, déi mer kritt hunn, alleguer weesentlech méi héich ware wéi dat, wat am Devis geschat gi war.

Deen zweete Punkt ass natierlech de Cours d'eau. Dat huet mam Drainage ze dinn. An da kënnt awer och e Punkt derbäi, dat ass, datt déi Bréck duerch Oplagen, déi mer kritt hunn am Kader vun der Autorisatiounsprozedur mat dem Waasserwirtschaftsamt, huet misse méi laang gebaut ginn. Dat heescht, si gëtt méi laang, wéi se urspréinglech virgesi war, an dat ass natierlech och e Käschtepunkt.

An da kënnt ee leschte Käschtepunkt, deen huet sech eréischt erausgestallt, wéi ugefaange ginn ass um Terrain ze schaffen. Do ass festgestallt ginn, datt déi Terrainen zimmlech polluéiert sinn, well do virdrun Industrieaktivitéite waren op deenen Terrainen, wou gebaut gëtt. An natierlech, wa muss depolluéiert ginn, an dat musse mer maachen, kascht dat och méi.

Ech hunn an der Kommissioun gesot, mir géife schätzen 20 Millioune Méikäschten, 13 % also vum gesamte Budget. An natierlech, wéi dat och d'Kontabilitéitsgesetz virgesäit, muss ech do en APD an e Finanzéierungsgesetz maachen. Dat ass awer allerdéngs nach net fäerdeg. Dat ass an der Ausaarbechtung. Ech hunn awer gesot, datt mer dat esou séier wéi méiglech, wéi et sech gehéiert, wäerten an der Kommissioun deposéieren. Duerfir, am Moment si mer nach ëmmer bei deenen 20 Milliounen. Ech hoffen och, datt mer éischter manner wäerten herno am APD hu wéi méi. Mee definitiv kann ech dat awer eréischt soen, wann den APD fäerdeg ass a wann dat Gesetz, well mer musse jo e Gesetz nostëmmen als Chamber, wann dat bis fäerdeg ass.

A fir de Rescht muss ee soen, datt mer natierlech och an den Aarbechte respektiv an den Aschätzunge Verspéidunge kritt hunn, wéi bei alle Projeten, duerch d'Covidkris, well d'Chantieren net fonctionéiert hunn, d'Aarbechte brooch louchen. Alles dat huet natierlech en Impakt op den Timing. Gott sei Dank elo keen allze groussen, well mer mat de Chantiere jo relativ fréi, am Verhältnis zum Rescht vun der Ekonomie, erëm konnten ufänke mat schaffen. Mee mir haten hei awer net d'Chance wéi bei anere Chantieren, datt mer konnten am Congé collectif schaffen. Also, et ass awer mat Retarden ze rechnen.

An deementspriechend, wéi gesot, soubal de Gesetzesprojet fäerdeg ass, wäert ech deen an der

Chamber deposéieren an da kréien d'Deputéierte selbstverständlech um Niveau vum APD den definitive Chiffer. Bis elo bleiwen ech bei deenen 20 Milliounen, wou ech am Summer, am Juli, der Kommissioun matgedeelt hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Minister François Bausch.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 147 vum Här Sven Clement un de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel iwwert de GRECO-Rapport. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 147 du 17 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la mise en œuvre des recommandations du GRECO, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass esou, datt de 6. November de GRECO, wat näischt anescht ass wéi de Grupp vu Staate géint Korruptioun, säi Rapport iwwert d'Konformitéit fir Lëtzebuerg virgestallt huet.

Am Rapport huet de GRECO da festgestallt, datt Lëtzebuerg leider nëmmen aacht vun deenen 21 proposéierte Recommandatiounen ëmgesat huet. An och d'Chamber, an dat wëll ech och hei direkt eng Kéier soen, muss sech selwer un der Nues huelen, well mir sinn do och net e Musterschüler als eegen Institutioun. Nichtsdestotrotz gëtt et och nach véier Recommandatiounen, déi de Staat betreffen, déi d'Regierung betreffen, déi nach net ëmgesat goufen. Dobäi geet et ëm d'Reegelung vum Kontakt mat Lobbyisten, d'zoustänneg Autoritéiten am Fall vun enger Infraktioun, awer och d'Gestion de risque bei der Police an eng Integritéitskontroll vun héije Beamten.

Do stellt sech fir mech d'Fro: De GRECO huet do strikt Deadlinë virgesinn. Plangt d'Regierung, dës anzehalen? Ginn déi véier Punkten nach an Ugréff geholl an dann och ëmgesat? Wa jo, bis wéini? A wat ass de Plang derfir? Wann net, wéi eng Recommandatioune sollen net ëmgesat ginn? An, wa jo, firwat sollen déi dann net ëmgesat ginn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierte Clement Merci fir dës Fro, déi wierklech ganz aktuell ass, well de Rapport ass jo eréischt virun e puer Deeg och presentéiert ginn.

Et si véier Recommandatiounen, wou en eis opmierksam mécht vun 21. Bei deenen aneren ass et, wéi gesot, ganz ëmgesat ginn oder och partiellement ëmgesat ginn.

Mee wa gesot gëtt, et wier guer näischt geschitt bei deene véier, ass dat net ganz richteg. Mee, wéi gesot, do sinn Äntwerte komm vu Regierungssäit, déi awer vläicht de GRECO net zefriddegestallt huet. Dat heescht, dat ass och de Prinzip, dass de GRECO déi Propositiounen, déi mer maachen, analyséiert an doriwwer en Avis gëtt an da seet en: „Déi dote Propositioun ass en Ufank, déi dote Propositioun geet net wäit genuch, déi huele mer net un." Etc, etc. Dowéinst ass et fir eis och wichteg, dass een déi Recommandatioune vum GRECO och als Zil hëlt. Et si verschidde Punkten, wou mer och mat der Chamber mussen diskutéieren. Well ech mengen, et ass och e Paralllismus, déi Form, déi wichteg ass, bei verschiddene Punkten. Net, dass deen een eppes mécht, deen aneren eppes net mécht. Dowéinst ass et och wichteg, dass een interinstitutionell kuckt, wéi een op déi dote Froen eng Äntwert gëtt.

Wéi gesot, fir eis si mer amgaangen, dee Rapport ganz am Detail ze analyséieren. Mir hu bis Abrëll 2022 Zäit, fir drop ze äntweren.

Et sinn och Punkten, déi elo an där neier Verfassung sinn, an ech soen duerfir och dem Rapporter, dem Här Di Bartolomeo, also dem President vun der Kommissioun, Merci hei iwwert déi ganze Poursuite pénale zum Beispill vun de Ministeren. Wann déi nei Verfassung ugeholl gëtt, ass et jo de Fait, dass d'Chamber net méi decidéiert, mee de Ministère public; dat ass eng vun deene Recommandatiounen, déi de GRECO eis seet. Dat heescht, wa mer eng nei Verfassung op deem dote Punkt stëmmen, gëtt nach eng Recommandatioun dann ëmgesat. Wéi gesot, dat ass dann och duerch d'Änderung vun der Verfassung.

Déi aner Punkten: Et sinn zwou Recommandatioune concernant d'Police, wou den Här Kox och amgaangen ass mat der Police auszeschaffen, wéi een déi dote kann ëmsetzen. Wéi gesot, dee Punkt gëtt och an nächster Zukunft analyséiert. Mee d'Police selwer, d'Direktioun, ass zesumme mam Minister amgaangen ze kucken, wéi een do kann eng Äntwert ginn.

Wéi gesot, de But ass, esou zäitno wéi méiglech an esou gutt wéi méiglech och d'Recommandatioune vum GRECO ëmzesetzen. An ech sinn iwwerzeegt, dass déi Missioun Enn 2022, wann dann eeben déi nei Evaluatioun gemaach gëtt, dann och an déi richteg Richtung wäert goen. Mee, wéi gesot, Dir hutt virdru Saachen zitéiert, wou mer eebe mussen en Echange hunn tëschent den Institutioune fir ze kucken, wéi mer kohärent, och als Institution publique, op déi Froen eng Äntwert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Mir kéimen dann elo un d'Fro Nummer 148 vum Här Yves Cruchten un de Wunnengsbauminister iwwert déi Bail-Kontrakter, déi auslafen. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 148 du 16 novembre 2020 de M. Yves Cruchten relative à la suspension éventuelle des déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation, adressée à M. le Ministre du Logement

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll virausschécken: Et ass jo selbstverständlech, dass ee säi Prêt muss bezuelen, an et ass selbstverständlech, dass ee säi Loyer muss bezuelen. Dat ass allerdéngs mat deene Wunnengspräisser, déi mer den Ament kennen, fir vill Leit ëmmer méi schwéier. An et gëtt nach e gudde Krack méi schwéier, wann ee wärend enger längerer Period, wärend Méint, just 80 % vu sengem Revenu huet, wéi dat den Ament eng ganz Partie Leit hunn.

Am Mäerz, wärend dem Confinement, wéi den État de crise ausgeruff war, do hate mer schonn an der Chamber eng Kéier driwwer rieds, Här Minister. Do hat ech lech op d'Situatioun opmierksam gemaach an lech gefrot: Wat maache mer dat deene Leit, déi elo an där doter Situatioun vun haut op muer, sief et well d'Wunneng muss fräigemaach ginn, sief et well souwisou e Litige war tëscht dem Proprietär an dem Locataire, mussen op der Strooss landen? An ech wëll lech do felicitéieren, well Dir hutt deemools séier reagéiert als Regierung. Dir hutt séier decidéiert, dass d'Loyeren net sollte gehéicht ginn, an Dir hutt och e Stopp vun den, ech soen elo mol, den Expulsiounen decidéiert.

Déi lescht Woch hutt Der d'Verlängerung vun der Dispositioun vum Gel, vum Afréiere vun de Loyeren decidéiert, wat, mengen ech, och eng ganz richteg Decisioun ass. Mee duerfir stellt sech elo fir mech d'Fro: Denkt d'Regierung drun, och elo nees d'Aussetze vun den, ech soen elo mol, Expulsiounen anzeféieren? Wann net, wat misst dann eigentlech geschéien? Wat wären dann d'Konditiounen, ënnert deenen d'Regierung da géif iwwer esou e weidere Schratt nach eng Kéier nodenken? Respektiv: Gëtt et vläicht aner Méiglechkeete fir deene Leit ze hëllefen, déi am Moment an esou enger miserabeler Situatioun sinn?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci, Här President. Merci och fir d'Fro. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, op déi puer Punkten hei anzegoen.

Fir d'éischt ass et fir mech als Wunnengsbauminister net schéin ze gesinn, wa Leit mussen aus hirer Wunneng goen. Dat ass ëmmer eng dramatesch Situatioun. Mee en fin de compte ass et ëmmer ganz schwéier, vu baussen ze jugéieren, wat da genau de Fait ass.

Ech wëll op dräi Punkten agoen, déi Der hei och gesot hutt. Fir d'éischt de gesetzleche Kader. Ech wëll net widderspriechen, mee et gëtt kee vun haut op muer op d'Strooss gesat. Dat ass ganz kloer, dat ass d'Bail-à-Loyersgesetz, wat de Kader gëtt. Dat ass vun 2006, do steet dat ganz kloer dran. A mir hunn et och an der Diskussioun gehat, wéi ech eng Propos gemaach hat, fir de Bail à loyer nei ze reformëieren.

Éischtens muss e Preavis do si vu mindestens sechs Méint. Et ka verlängert ginn. Schlussendlech ass et net einfach de Proprietär, deen decidéiert, dass een aus enger Wunneng kënnt. Et ass ëmmer d'Friddensgeriicht, wat schlussendlech dat lescht Wuert huet an do au cas par cas, wéi den Dossier gestréckt ass, dat u sech och exekutéiert. Dat ass u sech de gesetzleche Kader, dat hat ech gemengt deemools 2006, dee ganz gutt ass, an dee misst och d'Strooss halen.

E Wuert zu deenen Diskussiounen ëm GLSen. Och do hu mer jo eng Moossnam, déi seet: „Mir ginn Haiser zur Verfügung oder Wunnengen zur Verfügung, vun engem Proprietär, dräi Joer." An do kënnt et och zu där Situatioun, dass do Leit sech vläicht net un déi Konditiounen halen, déi am Virfeld ausgemaach ginn. Fir e Suivi vun enger GLS-Wunneng muss jiddereen och e Suivi social matmaachen, fir eng Rei vu Konditioune kënnen ze erfëllen. Dat gëtt och ëmmer gemaach. An ech hunn och nach eng Kéier nogefrot bei där gréisster Agence, déi GLSen huet, d'Agence immobilière sociale, do kann ech soen: Vun deenen 900 Wunnengen hu si der praktesch 600 an der Gestioun. An de Gros vun de Leit suivéiert och hir Recommandatiounen. An 59 % vun deene Leit kommen och innerhalb vun dräi Méint erëm an de Genoss vun enger anerer Wunneng. 10 % gi souguer Proprietär. Et sinn der awer och derbäi, déi iwwert déi Echeance vum Gesetz an deene Wunnenge bleiwen. Et gi souguer 7 %, déi sinn iwwer siwe Joer, wou de Suivi social mat deene gemaach gëtt, fir ze kucken, dass se weiderkommen.

Dann déi konkreet Fro. Jo, mir hunn den Deckel elo mol nach eng Kéier agefruer, de Gel vun dem Loyer fir d'nächst Joer, well et ass eng Kohärenz tëschent deene Moossnamen, wat mer beim Chômage partiel gesot hunn, nach en halleft Joer duerno, géife mer och do e Parallelismus vun den Ënnerstëtzunge ginn.

Wat elo eng Suspensioun ubelaangt, do ass d'Situatioun de Moment eng ganz aner. Firwat hate mer déi Suspensioun am Kader vun dem Lockdown? Do war et jo kloer. Well fir all Aktivitéit dobaussen hu mer gesot: „Et ass elo Rou." Et konnt ee keng Alternativ vu Wunnenge méi kucke goen. Et konnt ee keng Beweegung maachen. Et konnt een net plënneren. An dofir war dat och déi dräi Méint ausgesat, well et onméiglech war, vun enger Wunneng an déi aner ze kommen. Dofir, mengen ech, stellt sech de Moment, ech paken Holz un, déi Situatioun net, déi mer wärend dem Lockdown haten.

Dat wëllt awer net soen, dass mer hannendrun, wann esou en Deguerpissement ass, net en Opfangnetz hunn. D'Opfangnetz - an dat muss ech awer leider soen, an dofir ass jo de Pacte Logement fir mech esou wichteg, dass mer zesumme mat de Gemenge Léisunge fannen -, d'Opfangnetz ass an de Gemengen. Mir sinn, oder d'Gemenge sinn obligéiert, wann en Deguerpissement ass, eng Noutwunneng, sief et am Fall vu Feier, sief et am Fall och vun engem Deguerpissement, fir kënnen déi Leit ënnerzekréien. Et gëtt Gemengen, déi souguer Hoteller deementspriechend lounen, fir déi Leit dann ënnerzekréien. Mee dee Rôle, de Suivi social, bleift nach ëmmer ganz wichteg. D'Offices sociaux hunn e ganz wichtege Rôle. An dofir ass mäin Opruff jo gewiescht, dass mer eng ganz Rei vu Moossname musse maachen.

Mir hunn d'Äntwert haut nach net direkt. Awer ech mengen net, dass een op der Strooss wäert zréckgelooss ginn. Wann de Wëllen do ass, fir déi ënnerzekréien, hu mer bis elo nach ëmmer gehollef. Mir, oder ech als Wunnengsbauminister, hunn net déi Instrumenter fir dat ze maachen. Ech ka just hëllefen, dat ëmzesetzen, awer d'Gemenge sinn hei an der Flicht. Awer ech loosse se net gären eleng. A mir mussen zesumme kucken, fir dat esou séier wéi méiglech ëmzesetzen. An eng Rei vun Noutwunnengen, och regional, mengen ech, ass e ganz wichtegen Usaz. Et gëtt Gemengen, déi eeben, wa se Feier haten, net direkt déi Noutwunnenge kënne besetze loossen, well se scho besat sinn. An dofir ass déi regional Zesummenaarbecht an dësem Punkt ganz wichteg, dass een deem aneren zouschafft a fir och an dëser Situatioun déi Noutsituatioun ze behiewen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Da kéime mer zur Fro Nummer 149 vum Här Georges Mischo un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert den Isolement am Kader vum Covid-19. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 149 du 17 novembre 2020 de M. Georges Mischo relative à l'application pratique de la mise en isolement dans le cadre du Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Gesondheetsministesch, am aktuellen, nach aktuellen, muss ee jo bal soen, Covidgesetz, steet am Artikel 7, ënner „mise en isolement", dass dat doheem oder soss an enger Habitatioun soll sinn, mat Interdiction de sortie fir eng Zäitdauer vun zéng Deeg. Mir kruten och gëschter Owend eng Äntwert op eng Question parlementaire vum 19. Oktober vun der Madamm Hansen an dem Här Wiseler. Mee trotzdeem gëtt et um Terrain awer Interpretatiounsdivergenzen. Mir hunn zum Beispill Kenntnis vun zwee konkreete Fäll.

Éischte Fall: Eng Persoun huet donneschdes Grippesymptomer. Samschdes geet déi Persoun an den Test. D'Resultat kënnt dënschdes drop, an der Woch drop, eraus. D'Ordonnance d'isolement vun zéng Deeg gëllt vum Resultat vum Test un.

Dann en zweete Fall: Méindes gi bei enger anerer Persoun Symptomer festgestallt. Méindes duerno ass dann den Test. D'Resultat vum Test kënnt zwee Deeg duerno. D'Ordonnance d'isolement vun deene faméisen zéng Deeg gëllt elo vum éischten Dag vun de Symptomer un, also een Dag nom Test. Den Här vum Fall 1 hat op der Santé nogefrot. Du krut hie gesot, datt dat vu Fall zu Fall gekuckt géif ginn.

Dofir meng Fro, fir all weider Interpretatioune bei de Leit dobaussen, déi eis Question-parlementairen net liesen, aus der Welt ze schafen: Wéi gëtt dës Mise en isolement dann elo gekuckt? A wéi ginn déi zéng Deeg genau definéiert? Dat dierf jo net à la tête du client sinn.

Villmools merci fir eng Äntwert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci fir dës Fro. Et ass effektiv gutt, dat kënnen ze preziséieren an ze rappelléieren. Et ass, wéi Der richteg gesot hutt, eng Aschätzung vun deem Medezinner, deen am Kontakt ass mat de Leit. D'Reegel ass déi, dass entweeder am Fall vu kloer definéierbare Symptomer, dat heescht, wann d'Leit Symptomer hunn a si kënne kloer erklären, wéini déi agesat hunn, dann ass et deen Dag, deen d'Referenz ass fir den Ulaf vun deenen zéng Deeg Isolement. Wann dat net méiglech ass, dann ass et den Dag vum Prelevement, dee geholl gëtt. Dat ass d'Reegel.

Mir hunn awer Fäll, an do wierke mer dann ëmmer erëm drop a bei de Laboen, wou mer just den Datum vum Resultat matgedeelt kréien. Dat ass dann dee Moment d'Resultat. Mee do huet den Direkter vun der Santé scho méifach drop agewierkt, fir dat wierklech ze alignéieren, dass mer wierklech prezis den Datum, am beschte Fall och d'Auerzäit, vum Prelevement indiquéiert kréien. Dat klappt och lues a lues ganz gutt. Mee mir sinn natierlech net Meeschter iwwert dat, wat ausgestallt gëtt. Mir kréien d'Resultater vun de Laboe bei eis erageschéckt, soudass et effektiv ka sinn, dass faute de mieux, wa mer weeder Indikatiounen hunn zu Symptomer, wéini den Datum vun de Symptomer ass - et sinn och Fäll, wou keng Symptomer do sinn - an och net den Datum vum Prelevement hunn, dann ass et eeben den Datum vum Resultat. Voilà.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

An da kéime mer un d'Fro Nummer 150 vum Här Charles Margue un den Här Finanzminister iwwert d'Studie „Environmental credit risks for EU-27 sovereigns: Vulnerability and mitigation profiles determine exposure". Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 150 du 16 novembre 2020 de M. Charles Margue relative à l'étude « Environmental credit risks for EU-27 sovereigns: Vulnerability and mitigation profiles determine exposure », adressée à M. le Ministre des Finances

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Gudde Mëtteg, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 12. November huet déi däitsch Ratingsagence „Scope Ratings" eng Etüd mam Titel „Environmental credit risks for the EU-27 sovereigns" publizéiert. Et geet ëm „Vulnerability and mitigation profiles determine exposure". D'„Lëtzebuerger Land" huet doriwwer bericht an huet sech op d'„Frankfurter Allgemeine" beruff, déi dorobber agaangen ass.

Une voix.- Moien.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Moien.

Voilà. Ech hunn op déi Etüd higewisen, Här Minister, déi d'lescht Woch publizéiert ginn ass. Contrairement zu deenen Indicateuren, déi d'Ratingsagencen traditionell an hirer Evaluatioun vun der Kredittwierdegkeet vun de verschiddene Länner benotzen, huet Scope an hirer Analys och d'Riske vun der Klimakris berécksiichtegt, fir déi 27 Länner anzestufen. Lëtzebuerg huet dobäi net esou gutt ofgeschnidden, wéi eisen Triple-A een dat normalerweis kéint gleewe loossen.

D'Auteure vun der Etüd kommen zur Konklusioun, datt „some small rich economies, such as the Netherlands and Luxembourg, are highly vulnerable to risks related to the cost of reducing dependence on fossil fuels and access to natural resources".

An dësem Kader wëll ech de Minister froen, ob hien éischtens vun där Etüd weess, d'Methodologie kennt, schonn Zäit hat, se zur Kenntnis ze huelen?

Zweetens, ob hien déi Konklusiounen novollzéie kann, respektiv ob et aner Analyse gëtt, déi an déi selwecht Richtung ginn.

An drëttens, wat fir Konklusiounen hien aus dëser Etüd zitt. Oder ass et dofir nach ze fréi?

Ech soen lech Merci am Viraus.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Merci, Här Deputéierten, fir déi Fro, déi natierlech ganz no bei der Aktualitéit ass. An Dir stellt mer d'Fro, ob mer déi Etüd am Finanzministère gesinn hunn, déi och an de Medien e bëssen erëmgeholl ginn ass, comme quoi Lëtzebuerg dann, nom Rechne vu Scope, guer net esou gutt géif dostoen. Dat ass natierlech en immense Raccourci par rapport zu deem, wat an der Etüd steet. An ech géif also gäre mol fir d'éischt zwou Saachen dozou soen.

Et gëtt dräi ganz bekannt Ratingsagencen: Moody's, Standard & Poor's a Fitch. Dat sinn déi dräi grouss, déi ginn eis allen dräi en Triple-A-Rating. An da gëtt et DBRS, déi si méi nei, déi ginn eis en Triple-A-Rating. Alleguerten am September. Da gëtt et Creditreform, déi hunn eis am Mee en Triple-A-Rating ginn. An da gëtt et Scope, déi hunn eis den 31. Juli selwer och en Triple-A-Rating ginn.

An da soen ech dobäi: Et ass gutt, dass Scope den Akzent drop setzt, datt och d'Riske par rapport zum Klimaschutz, Klimachangement, par rapport zum Environnement, dass déi dat méi kucke wéi déi aner. Dat begréissen ech ganz kloer! Mee wann dat gekuckt gëtt par rapport zur Gréisst vum Land, ech mengen, d'Surface, d'Quadratkilometer par rapport zu der Zuel vun den Awunner, da soen ech lech, dann ass awer an där Analys, déi se do gemaach hunn, wierklech kee Scoop! Mir sinn an der Populatioun dat 26. Land vu 27. An an der Gréisst och dat 26. vu 27. A mir hunn zwar Buedemschätz, haaptsächlech de Minett, dee kenne mer, deen huet eis de Räichtum bruecht zu Lëtzebuerg, mir hu keng Buedemschätz, déi ee kéint vill exploitéieren, fir aus eiser klenger Surface Räichtum ze zéien.

Nun hu mer och, anescht wéi Malta, net vill Sonn a kee Mier. Da rëtsche mer natierlech vun der 26. Plaz op déi 27. Ech wëll soen: Et muss een natierlech d'Methodologie kucken. An déi Methodologie huet natierlech hir Schwächten. Heescht dat, dass mer dat solle komplett ignoréieren? Natierlech net.

Ech war 1997 bei der Kyoto-Konferenz derbäi. Deemools hat Lëtzebuerg d'Presidence. An ech hunn dann am Numm vun der EU d'Positioune vun Europa verdeedegt. An ech hunn do reegelméisseg vun de Journaliste gesot kritt: „Ma Dir sidd mir mol gutt geroden. Dir, de Lëtzebuerger, deen elo d'Presidence huet, kuckt emol d'Lëscht vum CO_2 per Awunner op der ganzer Welt. Do sidd Dir Nummer 1 oder Nummer 2." 1997! Evidemment, mat vill Industrie, grousser Konzentratioun vun Industrie op engem klenge Land, mat wéineg Awunner. Jo, da kënnt esou e Resultat eraus. Et muss een dat also mat Pincetten huelen. Mee dat heescht net, dass een dat net muss seriö huelen, de Klimaschutz an den Environnement, an dat maache mir jo ganz bestëmmt hei zu Lëtzebuerg.

Mir hunn eng vun deenen, géif ech soen, méi avantgardistesche Politicken, wat d'Soutenabilitéit an de Finanze selwer ubelaangt. Wat mengen ech domat? Majo, dass mer eis eng Strategie ginn hunn, zesumme mat dem Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, a mir hunn d'„Luxembourg Sustainable Finance Roadmap" gemaach, a mir sinn amgaangen, d'Initiativ auszerullen. Mir hunn en Emprunt gemaach, dee Pionéieraarbecht gemaach huet am September, wou mer fir d'éischt d'Krittären ESG hei ëmgesat hu fir en Emprunt ze maachen.

Mir hunn, an dat ass mäi leschte Punkt, eng CO_2-Steier annoncéiert. Mir hunn déi am Budget virgesinn an déi gëtt d'nächst Joer ëmgesat. Dat heescht, mir sinn eis bewosst, dass mer wéineg Energieressourcen zu Lëtzebuerg hunn, dass déi natierlech CO_2-Ausstéiss provozéieren an dass mer dogéint mussen handelen. Dofir hu mer déi CO_2-Steier, wat jo keng einfach politesch Decisioun war, decidéiert, d'nächst Joer ëmzesetzen, wann Dir dat heibanne stëmmt.

Ech mengen, mir si waakreg op deem Sujet a mir wäerten et och bleiwen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Da kéime mer un d'Fro Nummer 151 vum Här Léon Gloden un den Energieminister iwwert d'Participatioun vun Enovos a verschiddene Betriber. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 151 du 17 novembre 2020 de M. Léon Gloden relative au rachat respectivement la prise de participation par le groupe Enovos dans des entreprises actives dans le domaine des équipements techniques des bâtiments, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här Minister ... Euh, Här President.

(Hilarité)

Une voix.- Nach net!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Et ass, well ech elo hei 2018 stoen hat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dunn hat ech déi Éier nach net.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Ech hat de 16. Juli 2018 eng Fro un den deemolege Wirtschaftsminister gestallt, am Kader vun der Reprise vu Paul Wagner & Fils duerch Encevo, d'Mammegesellschaft vun Enovos a Creos. Ech hat do méi prezis gefrot, ob de Minister net géif fäerten, datt Encevo do eng Position dominante um Marché vun den elektreschen Installatioune géif kréien a soumat dem Handwierk, de Kleng- a Mëttelbetriber géif schueden.

A senger Äntwert, de 24. August 2019, krut ech geäntwert, datt do en Accord de coopération tëschent Encevo an der Fédération des artisans géif bestoen, deen eng Kooperatioun virgesäit, fir eeben d'Transition énergétique mat de Betriber ze maachen. A sengem leschte Saz sot den deemolege Wirtschaftsminister: « [...] je veillerai à ce que cette reprise par Encevo, dont le secteur public est l'actionnaire majoritaire, ne nuise pas au secteur en question. »

An Zwëschenzäit, Här President, konnt ee virun e puer Deeg am „Paperjam" liesen, datt Encevo elo och Power Panels a Minusines iwwerholl huet respektiv an d'Kapital do ageklommen ass.

Duerfir dës Froen un den Här Minister: Wéi bewäert den Här Minister deen Accord de coopération? Wat waren do d'konkreet Avantagë bis elo fir d'Handwierksbetriber an deem Secteur?

Mat der Reprise vu Power Panels a Minusines, hëlt de Staat via Encevo dem Secteur Clienten ewech. Sidd Der net der Meenung, datt domadder Betriber, an deenen de Staat da majoritär present ass, net awer riskéieren, en Abus de position dominante ze maachen? Besonnesch a Covidzäiten: Ass dat déi richteg Strategie, wou scho vill Kleng- a Mëttelbetriber et net einfach hunn, fir hei an engem Secteur ze investéieren an doduerch Kleng- a Mëttelbetriber an den Eck gedréckt ginn?

Ech soen dem Minister Merci fir d'Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Villmools merci fir d'Fro. Wéi Der wësst, sti mer viru groussen Erausfuerderungen an der Energie- a Klimapolitik. Ech mengen, déi klassesch Energiepolitik, wou mer ofhängeg ware vu fossiller, klimaverschmotzter Energie, déi ännert sech. A si ännert sech zum Gudden!

Op deem Wee a Richtung propper Energie, ech mengen, do brauche mer engersäits eng Regierung, déi Gesetzer mécht, eng Regierung, déi Hëllefstellunge gëtt, a mir brauchen natierlech och Handwierker, déi dann déi Investitiounen ëmsetzen.

Déi gutt Noriicht ass, dass all Solar... Also, mir wäerten esou vill Solarpanele bauen, dass mer méi Aarbechtsplazen an deem Beräich hunn. Mir wäerten esou vill Wärmepompelen opriichten, dass mer méi Aarbechtsplaze kréien. Mir wäerten esou vill elektresch Bornen opriichten, dass mer méi Aarbechtsplaze kréien.

A just fir lech eng Gréissenuerdnung ze ginn: An deem Secteur hunn 2000 8.500 Leit geschafft, 2010 12.200 Leit an haut - wann dem Statec seng Donnéeë richteg sinn, wouvun ech ausginn - méi wéi 16.000 Leit. An dat ass zu engem Moment, wou mer jo eigentlech eréischt richteg ugefaangen hunn, elo méi Solarpanelen an elektresch Bornen an esou weider opzeriichten. Dat heescht, et ass e Secteur, wou ëmmer méi Aarbecht geschaaft gëtt an och méi Aarbechtsplaze geschaaft ginn.

Dat heescht, déi Transition énergétique schaaft Aarbecht hei zu Lëtzebuerg a mir ersetzen doduerch eigentlech de Scheck, dee mer oft ganz wäit an d'Welt geschéckt hunn, duerch Investitiounen an Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg. Mir renforcéieren dat natierlech duerch de Klima- an Energieplang. Et ass och esou, den „Neistart", de Programm, dee mer maachen, fir eise Betriber elo an dëser schwiereger Situatioun mam Covid ze hëllefen, deen ass natierlech och ganz spezifesch achséiert op d'Handwierk, mat eeben Ersatz vun Heizungen, erneierbaren Energien an esou weider an esou weider.

Dat heescht, d'Lëtzebuerger Handwierk ass gebraucht mat engem gudden Knowhow. Et ass e Marché, dee wiisst. Natierlech mussen d'Handwierker sech dorobber astellen.

Et ass natierlech och esou, dass d'Energiebetriber, déi op deem Marché existéieren, sech och upasse mussen. An et ass relativ kloer, an dat gesäit een och am Ausland, dass natierlech d'Margë beim Stroumhandel méi kleng ginn. D'Gasgeschäft ass ee Geschäft, wat éischter manner wäert sinn an Zukunft. Dat heescht, déi probéieren eeben och da méi an d'Servicer ze goen, déi eeben och quasi parallell lafe mat der Transition énergétique.

Wann déi dat maachen, ass et natierlech absolutt kloer fir mech, dass d'Konkurrenzrecht muss agehale ginn an d'Marché-publics-Gesetz muss agehale ginn. An dat, wat vläicht dobaussen net genuch gewosst ass: Doduerch, dass Enovos op där enger Säit a Creos, déi jo d'Stroumnetz maachen op där anerer Säit, dass déi eng Participation publique hunn; déi si gezwongen, all Ausschreiwungen och op engem Marché public ze maachen, wou da Betriber, wou si selwer eventuell Aktien dran hunn, matmaachen. Mee si mussen en concurrence gesat ginn.

Et ass esou, dass déi Solaranlagen, déi zum Beispill d'Enovos an der Lescht opgeriicht huet, nach laang net alleguerte vun hinnen, quasi dann „in house" opgeriicht gi sinn, well aner Konkurrenten, wéi zum Beispill Engie, wat eng belsch-franséisch Entreprise ass, an der Lescht eng Offer gewonnen hunn, fir fir Enovos eng Solaranlag opzeriichten. Dat heescht, och déi Energieentreprisen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi gi konkurrenzéiert op deem Marché.

Wat mir am Wichtegsten ass, dat ass, dass mer eng Partnerschaft hunn. An déi Partnerschaft, déi Der ugeschwat hutt - „mydiego" - ass eng Partnerschaft zwëschent eeben Enovos op där enger Säit an dem Handwierk op där anerer Säit, wou sech géigesäiteg gehollef gëtt mat standardiséierten Offeren, deelweis och mat Formatioun. Et ass eigentlech mäi Wonsch, dass „diego" gutt funktionéiert an och an Zukunft weidergeet an och an Zukunft nach besser soll fonctionéieren.

An dann ass natierlech den Dialog wichteg. Dat, wat ech gemaach hunn déi lescht Deeg, ass: Ech hu laang mat der Handwierkerfederatioun geschwat. Ech hu mer hir Doleancen ugehéiert. Ech hunn och laang mat Enovos oder mat Encevo geschwat. An ech hunn deenen zwee eebe suggeréiert, si solle sech elo emol kuerzfristeg eng Kéier zesummesetzen, fir och nach eng Kéier ze kucken, wéi se déi „diego"-Zesummenaarbecht kënne weidermaachen.

Fir datt eeben d'Zesummenaarbecht vun den Handwierker op där enger Säit, der Regierung op där anerer Säit an awer och den Energiebetriber - a mir hu jo net nëmmen d'Encevo, mir hu jo och aner Energieliwweranten hei zu Lëtzebuerg -, fir dass déi Zesummenaarbecht esou harmonesch wéi méiglech ofleeft, hunn ech decidéiert, fir d'nächst Joer e ronnen Dësch ze maachen zur Transition énergétique, wou mer da gemeinsam all d'Froen diskutéieren, vun: Sinn d'Aidë vum Staat gutt genuch? Si se onbürokratesch genuch? Hu mer genuch Formatioun?

Meng gréisste Suerg ass, dass mer eigentlech net genuch Elektriker hunn, jonk Fraen a jonk Männer, déi bereet sinn, deen Zukunftsjob ze maachen, well, a vläicht einfach als lescht Wuert, säitdeem mer d'„Neistart"-Aidë quasi lancéiert hunn, wësse mer, dass d'Hotline vu „myenergy" waarmleeft a mir wëssen, dass vill méi Nofro ass. Mir kréien deelweis um Ministère Uriff vu Leit, déi soen: „Ech kréie keen Handwierker erbäi, fir eng Fotovoltaiksanlag opzeriichten oder fir eng elektresch Borne." Dat heescht, et gesäit een, de Marché ass do, e wiisst. An ech mengen, dass fir jiddwereen op deem Marché Plaz ass.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Da komme mer zur Fro Nummer 152 vum Här Mars Di Bartolomeo un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Restrukturatioun vum SAMU. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 152 du 17 novembre 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la réorganisation du Service d'aide médicale urgente (SAMU), adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Kader vun der Ëmsetzung vum Gesetz vum 28. Mäerz 2018 iwwert déi zivill Sécherheet huet d'Madamm Inneministesch de 15. Mäerz 2019 avancéiert, d'Couverture vum SAMU-Déngscht ze verbesseren an zousätzlech Standuerter ze schafen.

Nom Stationéiere vun engem zousätzleche SAMU-Gefier an dem Interventiounszentrum CIS zu Hesper gouf den 1. Abrëll eng fënneft SAMU-Basis um Findel a Betrib geholl, déi mat Personal vun der Luxembourg Air Rescue bedriwwe gëtt.

An deem Kontext wollt ech vun der Madamm Inneministesch wëssen, ob et schonn éischt Erkenntnisser gëtt, wat d'Verbesserung vun der Couverture ugeet an ob sech déi nei Standuerter bewäert hunn, och virun allem wat d'Couverture vun deene méi ländleche Géigenden hei am Land ugeet.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, wéi den honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo scho grad drop higewisen huet, ass säit dem 1. Juli 2019 e weidere SAMU am CGDIS-Asazzenter zu Hesper stationéiert, dee mat Mataarbechterinnen a Mataarbechter vum CGDIS selwer och bedriwwe gëtt. Säitdeem ass de „SAMU Lëtzebuerg 2", esou wéi en dann intern genannt gëtt, insgesamt 2.510-mol an de Asaz gefuer. Dat war elo Stand gëschter.

Niewent der zousätzlecher Ekipp, déi vun Hesper aus fortfiert, flitt dann och säit dem 1. Abrëll vun dësem Joer de Rettungshelikopter, den LAR1 mat enger eegener Ekipp vun der Air Rescue direkt vum Findel aus an den Asaz. Virdru war den Helikopter bei de Spideeler hei an der Stad, ofwiesselnd CHL a Kierchbierg, stationéiert, ëmmer mat engem Doktter an enger Infirmière aus dem Spidol. An dëser Ekipp, also der Ekipp vun de Spideeler, steet och weiderhin nach e SAMUs-Auto zur Verfügung.

Säit dem 1. Abrëll ass dann de SAMU LAR1 175-mol an den Asaz komm. A mam SAMU Hesper an dem SAMU Findel stinn dem CGDIS dann haut insgesamt fënnef SAMUen zur Verfügung, déi, an dat ass jo interessant, zäitgläich an den Asaz kënne fueren. Dat ass e Plus vun zwee am Verglach zum 1. Juli 2018.

Och wann et zu dësem Zäitpunkt, haut, nach ze fréi ass, fir elo en definitive Bilan ze zéien, esou kann een awer scho feststellen, dass déi ergraffe Mesuren awer gräifen an eeben och hiren Zweck erfëllen.

Wéi ech mam Dossier saiséiert gouf, war deemools festgestallt ginn, dass et an der Moyenne 2,5-mol den Dag virkomm ass, dass kee SAMU disponibel war, obwuel en awer dee Moment gebraucht ginn ass. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass dat eng Situatioun ass, déi mer net esou kënnen akzeptéieren. Dofir gouf och reagéiert. An haut läit déi Zuel bei 0,96. Also, am Duerchschnëtt ass dat elo manner wéi eemol den Dag, wou et da virkënnt, dass kee SAMU disponibel ass. Mir ginn awer dervun aus, eeben duerch d'Optimiséierung vum System weiderhi vum CGDIS an och vum 112, dass déi Zuel awer nach weider no ënne revidéiert ka ginn.

Der SAMU-Basis um Findel steet och säit ongeféier engem Mount zousätzlech nach en Auto zur Verfügung. Dee kann zum Beispill agesat ginn, wann d'Wieder et elo net zouléisst, dass de Fliger kann zum Asaz kommen. An deem Fall kann dann d'Ekipp vum Rettungshelikopter eebe mam SAMUs-Auto an engem CGDIS-Asazzenter hei am Land stationéiert ginn, fir dann dee Moment vun do aus kënnen an den Asaz ze fueren.

Dat gouf och elo eng éischte Kéier gemaach. Do muss ech och soen, dat war schonn en éischten Erfolleg. Dat war elo den 11. November, wou dat ëmgesat gouf. Dat war een Dag, wou ganz vill Niwwel war an eeben den Helikopter net zum Asaz konnt kommen. An dofir war et wichteg, dass dee Moment d'Ekipp, wéi gesot, mam Auto an de CIS vu Wolz stationéiert konnt ginn. An dee Moment si se och deen Dag dräi Asätz gefuer. Also dräi Asätz, déi wichteg waren, fir esou Leit an Nout ze hëllefen.

Ofschléissend wëll ech ënnersträichen, wa mer elo d'Besoine vun de Leit kucken, ganz besonnesch eeben hei an der Stad, wou awer déi meescht Leit wunnen a schaffen, wou eeben och de Besoin do ass, fir esou de Rettungssystem auszebauen, esou ass et wichteg, weiderhin an de CGDIS an eeben och an de SAMU als ganz wichtegt Element an der Rettungsketten ze investéieren.

Dat hu mer elo gemaach mat deenen zwee SAMUs-Autoen. A wéi gesot eeben och, dass mer gläichzäiteg déi Flexibilitéit do erakréien, dass dee Moment, wann den Helikopter net ka fléien, eeben den Auto op enger anerer Statioun hei am Land ka stationéiert ginn.

Et ass wichteg, dass mer weiderhin déi Beméiunge maachen, soudass - an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens - mer weider Efforte maachen, dass mer d'Noutfallversuergung hei am Land beschtens kënnen opstellen an dass mer an der Situatioun si fir bei Leit, déi dann direkt musse gehollef kréien, fir do och direkt kënnen ze reagéieren. Dofir ass et och wichteg, dass mer déi ganz Beméiunge ronderëm d'Form vum CGDIS weidermaachen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Da kéime mer zur Fro Nummer 153 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Publikatioun vum Direkterposten am Lycée technique pour professions éducatives et sociales. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 153 du 17 novembre 2020 de Mme Martine Hansen relative à la publication du poste de directeur au Lycée technique pour professions éducatives et sociales, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Gëschter ass de Projet de loi 7662 iwwert dat breet Opmaache fir d'Besetzung vun den Direkteschposten an de Schoulen oder an eenzelne Schoulen zréckgezu ginn. Dat begréisse mer. Hei handelt et sech ëm véier Schoulen. A bei enger vun deene véier Schoulen, nämlech der Educateursschoul, geet den Direkter am Dezember a Pensioun.

Ech hu bei GovJobs gekuckt. Do sinn eng ganz Partie Direkteschposten, déi vakant sinn, bis den 31. Dezember ausgeschriwwen. Dëse spezifesche Posten allerdéngs net.

Duerfir hunn ech véier prezis Froen, wourop ech natierlech och gäre véier prezis Äntwerten hätt.

Déi éischt Fro: Firwat ass de Poste vun der Educateursschoul, wou den Direkter am Dezember a Pensioun geet, nach net ausgeschriwwen? Aner Poste vu Schoulen, wou Leit am Dezember och kéinten ersat ginn, sinn awer ausgeschriwwen.

Zweetens, gëtt dëse Posten elo, wou de Projet de loi 7662 zréckgezu ginn ass, no deenen aktuell gëltege Krittären ausgeschriwwen?

Wa jo, wéini?

A wann nee, firwat?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wéi d'Madamm Hansen ganz richteg gesot huet, hunn ech der Chamber gëschter proposéiert, de Projet de loi 7662 vum Ordre du jour erofzehuelen. E wäert also dës Woch net zum Vott stoen.

Mir sinn dovunner ausgaange bis gëschter, datt e warscheinlech dës Woch géif votéiert ginn, datt mer also och aner Krittären hätten, no deene mer kéinten Enn des Joers am LTPS rekrutéieren. Mir huelen elo zur Kenntnis, datt dat net de Fall wäert sinn a wäerten da selbstverständlech de Posten elo ausschreiwen. Et kann ee sech dann och zu de jëtzege Konditioune mellen. An e wäert besat ginn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

7. Question élargie n° 57 de M. Laurent Mosar relative aux équivalences dans le secteur financier dans le cadre du Brexit

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 57 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Equivalenzen am Finanzsecteur am Kader vum Brexit. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An duerno huet de Minister zéng Minutten Zäit fir ze äntwerten. Ech mengen, den Här Minister ass nach net heibannen. Hie war awer virdrun hei. Da misste mer vläicht ee Moment waarden.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Soll ech mech erëm sëtze goen, Här President?

D'Chamber waart op d'Regierung. Dat ass awer net normal, Här President!

Une voix.- En ass ënnerwee.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Finanzminister ass do. Här Mosar, Dir kënnt elo roueg Är Fro stellen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, d'Deadline iwwer Brexit-Deal leeft den 31. Dezember aus. Dat ass geschwënn. Am Moment hunn ech d'Gefill, datt d'Verhandlungen op Héichtoure lafen. A wann ee sech esou ëmhéiert, héiert een och, datt dës Woch soll virentscheedend ginn, well do eng Rei ganz wichteg Sujeten zwëschent deenen zwee Negociateure wäerten tranchéiert ginn.

Et ass esou, datt ech mengen, an do si mer eis warscheinlech och alleguerten heibannen eens, datt duerch d'Wal vum Joe Biden déi ganz Brexit-Diskussioun vläicht elo erëm nei Impulser kritt an deem Sënn, datt mer wëssen, datt den zukünftegen amerikanesche President do eng fundamental aner Meenung huet wéi déi aktuell brittesch Regierung an hire Premierminister.

Mir wëssen och, Här Finanzminister, datt et do ganz enk Liene gëtt zwëschent dem Här Biden an Irland. Soudatt ech mer och ka virstellen, datt eng zukünfteg amerikanesch Regierung an en zukünftegen amerikanesche President do net egal wat wäert akzeptéieren. Soudatt ech mengen, datt déi ganz Diskussiounen do positiv Impulser an d'Diskussioun wäerte bréngen.

Et kënnt awer och nach en zweet Element derbäi, wat mech eigentlech méi positiv stëmmt. Dat ass, datt den Här Johnson a senger eegener Partei relativ ënner Drock geroden ass, well besonnesch d'Hardliner an der Tories-Partei onbedéngt drop pochen, datt et endlech zu enger definitiver Separatioun zwëschent Groussbritannien an der Europäescher Unioun kënnt an datt déi alles maachen, fir datt et och op den 31. Dezember zu deem definitive Brexit wäert kommen.

Aus deenen Iwwerleeungen eraus wollt ech Iech eng Rei vu Froe stellen, Här Finanzminister.

Déi alleréischt natierlech ass déi ze wëssen, wéi Dir selwer am Moment d'Chancen aschätzt, datt et iwwerhaapt nach zu engem Deal kënnt. Engem Deal, an do, mengen ech, si mer eis och eens, dee sech reng kann op Handelsfroe limitéieren, well jo hei just nach kënnen zwee Acteuren hiren Accord ginn. Dat eent ass den EU-Conseil an dat anert ass d'Europaparlament.

Ech mengen, et ass net méi méiglech, datt nach déi national Parlamenter bis den 31. Dezember hei wäerte gefrot ginn. Duerfir och meng zweet Fro: Deen Accord, deen dann eventuell kënnt, sollen do iergendwéi nach zu engem spéideren Zäitpunkt awer déi national Parlamenter gefrot ginn oder bleift et do reng bei engem Handelsdeal, dee just vum Europaparlament wäert approuvéiert ginn?

Dann, erlaabt mer e bësse méi op déi Froe vun de Service-financieren anzegoen. Ech mengen, mir sinn eis eens, déi Service-financiere si keen Deel vun deene Verhandlungen. Se ginn also reng iwwert d'Equivalenzen traitéiert. Et schéngt awer elo esou ze sinn, wéi wann och do en neit Element an deem Sënn wier. Well anscheinend de UK fräiwëlleg an ouni Géigeleeschtung der Europäescher Unioun eng Rei Equivalenzen zougestanen hätt.

Meng Fro wär do un Iech, Här Finanzminister: Kënnt Der eis vläicht do méi prezis soen, ëm wat fir eng Equivalenzen et hei genau geet oder op wat fir enge Services financiers déi wäerte spillen?

An deem selwechte Kontext wollt ech dann och froen, ob Iech och bekannt ass, ob op der Géigesäit d'Europäesch Unioun och eng Rei vun Equivalenzen ouni Géigeleeschtung wäert un de UK ginn. Ech hoffen, datt dat net de Fall ass an datt mer do bei eisem Prinzip bleiwen, datt jiddwereen, dee gär Equivalenzen hätt, sech och 100%eg muss un d'Konditioune vun der Stee halen.

Déi nächst Fro, déi ech Iech wollt stellen, ass déi, datt jo eng Rei vu Servicer och net iwwer Equivalenze gereegelt ginn, mee nëmmen iwwer e Passporting, wéi d'Kreditter, wéi d'Assurancen, wéi d'UCITSen. Ech huelen och do un, Här Finanzminister, datt et bei den aktuelle Reegelunge bleift. Wann dat net de Fall wier, wär ech och frou, wann Der eis do kéint zousätzlech Prezisioune ginn.

Da last but not least, awer keng onweesentlech Fro, ass déi: Wann et net zu engem Deal géif kommen a vum 1. Januar u géife just déi normal Reegele vun der OMC spillen, wat hu mir do och als Lëtzebuerg virgesinn, fir trotzdeem weider Handelsrelatioune mat Groussbritannien ze ënnerhalen? Do denken ech notamment un d'Douane, un d'Taxen, déi do musse bezuelt ginn. Kënnt Der eis vläicht do eng Rei vu Prezisioune ginn?

An dann déi allerlescht Fro. Ech mengen, et ass wichteg, datt och Lëtzebuerg a ganz besonnesch seng Finanzplaz an den nächste Méint wäert ganz enk Relatioune mat der City of London weider ënnerhalen. Ass do eventuell virgesinn, datt do bilateral Verhandlunge wäerte gefouert ginn a mer eis zumindest emol zwëschent eise Finanzplazen, eis do op eng Rei vu minimale Reegele kéinte festleeën?

Ech soen Iech scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här Deputéierte Mosar, fir déi Fro, déi natierlech ganz staark an der Aktualitéit ass. Op där anerer Säit si mer matzen an der Negociatioun, soudass mer nach net an enger Positioun sinn, wou mer kënne fest Äntwerte ginn, wat dann elo erauskënnt.

Déi Negociatiounen, déi elo amgaange sinn, just fir de Kader ze poséieren, sinn natierlech Negociatioune fir ze wëssen, wéi et nom 31. Dezember 2020 virugeet. Well de Moment ass nach ëmmer d'Vereenegt Kinnekräich an enger Phase transitoire, wou en fait nach näischt changéiert huet. Alleguerten d'Reegele vun der EU spillen.

Déi Negociatioune gi lues virun. Dës Woch sinn effektiv zu London Verhandlungen. A kee Mënsch ka richteg soen, a wellech Richtung et geet. An ech wäert mech och elo net hei an e Pronostic lancéieren, ob dat elo positiv endegt oder net.

Ech mengen, dass et hei wichteg ass, well et jo net déi éischte Kéier ass, wou mer driwwer schwätzen, dass ech nach eng Kéier rappeléieren, dass Lëtzebuerg sech ganz, mengen ech, diskreet, awer och gutt positionéiert huet an der ganzer Diskussioun Brexit/Post-Brexit, wat seng Finanzplaz ubelaangt, well mer iwwer 60 Acteure vun der Finanzwelt op Lëtzebuerg konnten unzéien.

Zum engen, well vill vun deenen Acteure verstanen hunn, déi just zu London oder enzwousch anescht op der Welt waren an net um Kontinent, dass se eng Zweigstell, eng Filial um Kontinent gebraucht hunn, fir kënne vum Marché unique ze profitéieren. A vill vun hinnen hu Lëtzebuerg erausgesicht. An dat hu mer gemaach, andeems mer kee rouden Teppech ausgeluecht hunn, keng extra Moossname geholl hunn a just nëmme gesot hunn: „Mir hunn en Triple-A a mir sinn eng effikass Finanzplaz, wou London-Acteure wëllkomm sinn." Dat ass eis gutt gelongen am Fongeberäich, am Bankeberäich an am Assurancëberäich.

Nun sinn d'Negociatiounen an enger Phase finale. An de leschte Méint sinn e puer Saache geschitt, déi ech wëll ënnersträichen, fir ze beweisen, dass, contrairement zu deem, wat vläicht geschriwwe gëtt oder vum grand Public gesi gëtt, awer verschidde Saache sech an de Service-financieren dinn.

Ënner anerem huet d'Europäesch Unioun eng Mesure geholl, wat d'Equivalenzen ubelaangt, vun der europäescher Säit par rapport zu London. Dat ass fir d'Contrepartie-centrallen. Do huet Europa schonn am September gesot, dass mir do eng Equivalenz mat London, mat England unerkennen.

Op där anerer Säit huet och London eng ganz Rëtsch Equivalenzmesuren an de leschte Wochen ugemellt. Ech mengen, Dir hutt selwer drop ugespillt. Eng ganz Rëtsch, déi se relativ unilateral gemaach hunn. Et ass och e gutt Zeechen. Si hätten dat jo net misse maachen.

Firwat maache se dat? Majo well, mengen ech, grad dee System vun den Equivalenzen, an enger Period, wou mer herno net méi zesummen an der Europäescher Unioun sinn, deen eenzege Wee ass, fir kënne weider gutt matenee Geschäfter ze maachen. London huet dat gemaach, net nëmme fir d'EU, mee och fir den Espace économique européen. Dat heescht, déi Länner vun der fréierer AELE sinn do mat dran. An déi hu si unilateral gemaach, ouni dass d'Contrepartië vun europäescher Säit komm sinn.

Dat erlaabt mer, vläicht eppes hei ze ënnersträichen, wat vläicht e bësse verluer geet am Räsonement. Dat ass, dass déi ganz Verhandlungen iwwert d'Equivalenze jo wierklech net den Objet si vun der Verhandlung, déi de Moment amgaangen ass, well d'Service-financieren net am Mandat si vun der Kommissioun, mee dass dat en fait relativ technesch Diskussioune sinn.

Leider hate mer an der Vergaangenheet een, zwee Beispiller, wou d'Europäesch Kommissioun mat Länner, déi net England waren, déi heiansdo déi Equivalenzen e bësse méi politesch ausgenotzt hunn. Mee mir pochen drop als Lëtzebuerg ... Ech kann Iech och hei soen, dass mir eis vill derfir asetzen als Lëtzebuerg, dass déi ganz Diskussioun vun den Equivalenze soll esou sachlech wéi méiglech gemaach ginn.

Well et geet jo am Fong geholl ëm wat? An enger Equivalenzdiskussioun geet et dorëm ze kucken, ob e Land, wat net an der Europäescher Unioun ass, en Ensembel vu Reegelen huet, déi als Resultat dat selwecht erreeche wéi déi Reegelen, déi mir an der Europäescher Unioun hunn. Et ass also eng Finalitéit, déi gemooss gëtt. Et kann een iwwer verschidde Weeër op dat selwecht Resultat kommen. Wann een dat feststellt, jo, da soll een Equivalenz accordéieren.

Deen unilaterale Geste vum Vereenegte Kinnekräich vun de leschte Wochen ass an deem Sënn, mengen ech, e bëssen en Zeugnis vu Wëllen, fir op e relativ onpoliteschen a sachleche Wee ze goen, wou mir dann als Europäer natierlech och mussen drop reagéieren.

Firwat huet Europa net reagéiert? Dat ass elo eng perséinlech Interpretatioun: Jo, well mer matzen an der Verhandlung sinn an dass mer déi nach musse klären.

Dann ass eppes anescht geschitt zu London. Dat ass, dass de Finanzminister eng Financial Services Bill presentéiert huet, wat e bëssen e Bléck an d'Zukunft werft, wéi London sech soll an Zukunft positionéieren. An do si ganz vill Sujeten, déi do opgezielt gi sinn an där Financial Services Bill.

Ech zielen der e puer op: Dat si Kapitalbesoine vun de Banken, dat ass Solvency II, dat ass d'Welt vun den Assurancen, dat ass d'Regulatioun vu Benchmarks, déi ech och 2015 verhandelt hunn an eiser Presidence, dat sinn d'Rating Agencies an esou weider.

Also, eng ganz Rëtsch vu Saachen, wou London sech positionéiert a sech d'Fro stellt: Wéi kënne mer an Zukunft doranner kompetitiv sinn?

Do kann een natierlech och dra liesen: Wa se dat doten op eng ganz dynamesch Aart a Weis maachen a sech lassléise vun den existéierende Reegelen an der Europäescher Unioun, wat se natierlech relativ séier do aner Charakteristiken hunn, en anere Kader vu Gesetzer hunn, wat d'Equivalenze méi schwéier mécht.

Alles dat, mengen ech, beweist eppes: Dass mir mat London als Finanzplaz en Dialog brauchen. E strukturéierten Dialog an e reegelméissegen Dialog. Mir plädéieren elo säit Joren dofir. Ech hoffen, dass dat och ee vun de Resultater ka si vun der Verhandlung, déi de Moment amgaangen ass.

Wat elo déi Verhandlung ubelaangt, déi amgaangen ass, hutt Der mer eng konkreet Fro gestallt: ob dat och nach virun d'Nationalparlamenter kënnt. Wa keng Iwwerraschung an deem Accord ass, am Sënn, dass Saachen dra géife verhandelt ginn, déi net an der Compétence exclusive vun der Communauté sinn, dann däerft dat net de Fall sinn. Well et ass e Mandat vun der Kommissioun, fir Saachen hei ze verhandelen, déi an hirer Kompetenz sinn. Wat jo dann och erlaabt, dass deen Accord kéint relativ séier en musique gesat ginn.

An eng lescht Prezisioun, well Der mer och déi Fro gestallt hutt: Wéi positionéiere mir eis national? Majo, mir positionéieren eis fir d'alleréischt emol fir déi Period vun no 2020, also vum nächste Joer un, dass mer hoffentlech alles kënnen iwwert den europäesche Wee reegelen. Well dat ass deen effikassesten. Dat ass och deen, wou mer dann eng Couverture vum ganze Marché unique hu par rapport zu London. Wann dat allerdéngs net méiglech ass, huet all Land d'Méiglechkeet, fir national Mesurë vun Equivalenz zum Beispill ze ginn. Mir schléissen dat natierlech guer net aus. Mir sinn och prett, wann dat soll gemaach ginn.

Fazit: Ech mengen, déi Diskussioun hei kënnt zu engem gudde Moment, och wa se vläicht e puer Deeg ze fréi kënnt, well mer d'Endresultat vun der Verhandlung net kennen. Mee ech kann Iech versécheren, Här Mosar, mir suivéieren dat alldeeglech. An eis Ekippe sinn do ganz, ganz opmierksam, well mir wëssen, dass d'Relatioun zwëschent London a Lëtzebuerg ganz weesentlech ass fir de Succès vun eiser Finanzplaz.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister Pierre Gramegna. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Mosar fir eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci dem Här Minister fir déi relativ komplett Beäntwertung vun deene villen technesche Froen. Ech wollt awer nach eng Kéier op zwou Froen zréckkommen, well déi fir mäin Déngen net prezis genuch beäntwert gi sinn.

Déi Éischt, Dir hutt elo gesot, et wär richteg, datt effektiv London eng Rei Equivalenzen ouni Géigeleeschtung attribuéiert hätt. Ech weess elo net, ob Der mer dat kënnt soen, soss kënnt Der mer dat och gäre schréftlech eng Kéier noreechen. Mech géif wierklech interesséieren, op wat fir enge Punkten datt déi Equivalenzen accordéiert gi sinn, an haaptsächlech, wat natierlech wichteg ass, inwiefern eventuell mir och als Finanzplaz vun deenen Equivalenze betraff wäerte sinn. Well, ech mengen, et ass jo och wichteg, datt d'Acteure vun der Plaz dat wëssen.

Déi zweet Fro: Ech hat Iech och gefrot, ob eventuell elo ugeduecht wär vun der Europäescher Unioun, eng änlech Taktik ze fueren an och ouni Géigeleeschtung dem UK eng Rei vun Equivalenzen ze accordéieren; wouvun ech zwar net ausginn. Mee ech wollt dat awer nach eng Kéier sécherheetshalber och vun Iech wëssen, well dat och net onninteressant ass.

An dann déi drëtt Fro, déi och mat deenen aneren zwou ze dinn huet: Ech mengen, mir sinn eis eens, Här Finanzminister, dat ka jo nëmme sinn, wa Groussbritannien sech wierklech engagéiert, den Acquis communautaire ze respektéieren. Ech mengen, dat muss jo déi Conditio sine qua non sinn. Elo ass awer d'Fro, an dat héiert een och e bësselchen am Ëmfeld, datt awer, besonnesch a Finanzfroen, London amgaange wär, sech eventuell an eng Richtung ze beweegen, déi net méi géif de gesamten Acquis communautaire respektéieren. An duerfir dann och nach eng Kéier meng Fro: Hutt Dir do méi Informatiounen? Wou si mer genau op deem dote Punkt drun?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung. Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Den Här Mosar huet am Ufank gesot, e géif zwou Froe stellen. En huet der schlussendlech dräi gestallt. Mee ech sinn em ganz dankbar, dass en déi drëtt gestallt huet, well mat der drëtter huet e selwer déi zweet beäntwert.

Dir hutt richtegerweis gesot ... An der zweeter Fro sot Der: Ass d'EU da bereet, och als Géigeleeschtung zu den Annoncë vu London, fir Europa verschidden Equivalenzen ze ginn? Ass Europa bereet, dat selwecht ze maachen?

An do hätt ech Iech genau dat Drëtt geäntwert: Dat kann Europa nëmme maachen, wann d'Vereenegt Kinnekräich sech engagéiert, den Acquis communautaire grosso modo - ech soen elo emol „grosso modo" - bäizebehalen.

An dat ass haaptsächlech de Grond, firwat d'Kommissioun, den Här Barnier, sech an där ganzer Diskussioun iwwerhaapt net wollt an net wëllt iwwert d'Equivalenzen ausschwätzen. E seet: „Wann ech no verschiddene Garantië ginn an den Equivalenzen an dann herno verhandele mer eppes aus, wou ech muss feststellen, dass London den Acquis communautaire nëmmen hallef akzeptéiert, jo, dann hunn ech e Problem mat den Equivalenzen."

Dofir, et ass eng Saach vu Sequenz. Europa ass de Moment net bereet ... Mat enger Ausnam, déi ech scho genannt hunn, vun de Contreparties centrales. Do hu mer et gemaach. Ech soen och herno e Wuert, firwat mer et do gemaach hunn. Dat ass jo d'Ausnam zu der Reegel. Mer hu gesot: „Nee, mir musse fir d'éischt wëssen, wéi Dir Iech muer beweegt. Bleift Dir am Giron? Haalt Dir den Acquis communautaire zum groussen Deel bäi?" An da kënne mer natierlech vill méi Equivalenze maachen.

E Wuert zu de Contrepartie-centrallen. Do huet Europa eng Ausnam gemaach. Well do effektiv haut d'Kompensatiounen, vun den Derivéën an all deene Fongen, déi ginn all zu London weltwäit gemaach. Wann een dat also net géif maachen als Europa, géif ee sech selwer an de Fouss schéissen, well een dann och net weess, wou déi Calcullen a wou déi Kompensatioune gemaach ginn.

Zu Ärer éischter Fro. Ech hu generell drop geäntwert, andeem ech gesot hunn: „Jo, esou unilateral Equivalenze si vun England gemaach ginn." Ech schécken Iech eng detailléiert Lëscht. Well ech verstinn d'Fro - se ass ganz berechtegt -: Inwiefern kënnt dat eiser Finanzplaz zegutt? Dat ass alles relativ rezent. Mir analyséieren dat an Dir kritt dat schréftlech nogeschéckt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

8. Dépôt de trois motions par M. Marc Baum

Ier mer dann zur Aktualitéitsstonn kommen, géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Marc Baum gi fir nach den Depot vun enger Motioun. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Baum *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Et ass souguer net nëmmen eng Motioun, mee et sinn der gläich dräi, déi ech awer do zesumme presentéieren.

Mer liewen am Moment a ganz komeschen Zäiten. An net méi spéit wéi haut de Moien huet d'Regierung méiglech Mesuren ugekënnegt am weidere Kampf géint d'Pandemie. Mer wäerten an der Chamber an deenen nächsten Deeg dorobber zréckkommen, doriwwer diskutéiere mussen an eventuell selwer driwwer befannen, ob dat déi richteg Mesurë sinn, ob se wäit genuch ginn, ob se net wäit genuch ginn, wat een eventuell anescht misst maachen.

Et gëtt awer Elementer, wou mer mengen, déi een elo scho kéint anescht maachen, anescht ugoen. Notamment, an dat ass déi éischt Motioun, wat de Volet Sensibilisatioun a Preventioun, also déi zwou éischt Achse vun der Strategie vun der Regierung, ugeet, menge mir nach ëmmer, esou wéi ech dat och scho virun dräi Woche gesot hunn, datt bei deene Geste-barrièren, déi esou wichteg sinn an déi mer alleguer akzeptéieren als Zentralelement vum gemeinsame Kampf géint de Virus, och de Leit do muss entgéintkomm ginn.

Duerfir betrëfft déi éischt Motion d'Mise à disposition vu Gel désinfectant fir d'Leit am ëffentlechen Transport, op zentralen ëffentleche Plazen. Dat misst wierklech geschéien! Dat géif net d'Welt kaschten an et wier ganz wichteg fir d'Leit; d'selwecht, wéi een nach eng Kéier, mengen ech, misst driwwer diskutéieren, ob eng zweet Distributiounswell vu Masken net utile wier an dëser Zäit.

Déi zweet Motioun geet dorobber an, datt mer ënnert dem Siegel vum „Bleif doheem!", ënnert dem Motto vun der physescher Distanz, mussen oppassen, datt et net zu enger sozialer Distanz kënnt an datt mir mengen, datt een eng seriö Reflexioun driwwer féiere muss, ob et elo och un der Zäit wier, fir déi Mesuren, déi och schonn am éischten État de crise an der éischter Well stattfonnt hunn als sozial Kompensatioun, erëm anzeféieren, notamment well mer eis elo am Spéithierscht/Wanter befannen.

An et gesäit jo och éischter aus, wéi wann et an Zukunft nach méi kal géif ginn, och temperaturméisseg méi kal dobausse géif ginn. Duerfir fuerdere mer d'Regierung op, déi Mesure, déi se och scho geholl hat am État de crise, och erëm an dëser Situatioun anzeféieren, notamment dat, wat den Här Cruchten virdrun erwäänt huet: Deguerpissementer mussen an dëser Situatioun suspendéiert ginn an dësem Wanter, op jidde Fall esou laang, wéi déi Noutstandsmesuren elo awer musse gëllen.

Mer musse verhënneren, datt d'Leit am Wanter Waasser, Gas oder Elektresch ofgestallt kréien. Mer musse kucken, datt Expulsion-forcéeën, änlech wéi dat am éischten État de crise de Fall war, reduzéiert ginn. Mer mussen och kucken, datt verschidden Delaie verlängert kënne ginn oder assoupléiert ginn, notamment wat d'Allocation de vie chère fir dat vergaangent Joer ugeet.

A mer mengen, an dat ass déi drëtt Motioun, datt mer och musse kucken ... Zu deene soziale Konsequenze gehéiert och, datt de Chômage am Moment amgaangen ass, massiv an d'Luucht ze goen. An et gesäit net esou aus, wéi wann d'Mobilitéit vum Aarbechtsmarché ville Leit, déi eventuell ongewollt an de Chômage gefall sinn, et géif erméiglechen, eng nei Aarbecht ze fannen.

Duerfir menge mer och, datt mer déi Mesure aus der éischter Well missten nach eng Kéier aféieren, nämlech datt d'Zäit, wou een de Chômage ka kréien, ëm déi entspriechend Zäit verlängert gëtt. Dat ass och eng Gewerkschaftsfuerderung. Ech mengen, datt dat ganz an deem Esprit ass, wéi ganz am Ufank ëmmer erëm gesot ginn ass, nämlech, datt et e gemeinsaamt Engagement ass. An e gemeinsaamt Engagement ass en Engagement vu jiddwer Eenzelnen, mee et ass och e kollektiivt Engagement.

Duerfir deposéieren ech Iech elo dës dräi Motiounen.

Motion

« Mise à disposition de gel désinfectant dans les transports en commun et dans l'espace public, ainsi qu'une nouvelle distribution gratuite de masques »

La Chambre des Députés,

- vu la recrudescence significative d'infections au Covid-19 parmi les personnes résidentes et/ou travaillant au Luxembourg ;

- vu l'aggravation générale de la situation sanitaire et sa répercussion sur le système de santé et des soins ;

- considérant que les gestes barrières préconisés par le Gouvernement dépendent aussi de certains moyens de protection sanitaire tels que les masques et le gel désinfectant mis à disposition de la population ;

- considérant que la dernière initiative du Gouvernement de distribution de masques aux habitant.e.s des communes date du 4 mai 2020 ;

- considérant qu'outre l'importance de l'accès gratuit aux masques protecteurs, une distribution par le Gouvernement de ces masques permet de sensibiliser davantage la population aux gestes barrières ;

- considérant que les espaces publics devraient être équipés d'un nombre suffisant de points de distribution de gel désinfectant ;

invite le Gouvernement

- à mettre à disposition des usagers des transports en commun du gel désinfectant en quantité suffisante en veillant à installer des bornes de distribution de gel désinfectant respectivement dans les abribus, à proximité des arrêts de bus, dans les bus ainsi que dans l'enceinte des gares et sur les quais, de même que dans les trains ;

- à installer dans l'espace public aux points de rencontre des artères principales des centres-villes des bornes de distribution de gel désinfectant en quantité suffisante ;

- à organiser une nouvelle distribution gratuite de masques aux ménages des communes en prévoyant un nombre suffisant de masques pour chaque personne composant le ménage.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

Motion

« Suspension des déguerpissements ordonnés et des coupures d'approvisionnement en eau, gaz, électricité et télécommunications »

La Chambre des Députés,

- vu la recrudescence significative du nombre d'infections au Covid-19 parmi les personnes résidentes et/ou travaillant au Luxembourg ;

- vu l'aggravation générale de la situation sanitaire et sa répercussion sur le système de santé et des soins ;

- vu le dispositif des règles sanitaires actuellement en place, dont la réduction des contacts et le couvre-feu entre 23.00 heures et 6.00 heures visant à endiguer la propagation du Coronavirus/Covid-19 et de protéger la population ;

- considérant les contraintes imposées par le dispositif de règles sanitaires en vigueur à la population résidente et plus spécialement sur les personnes socialement vulnérables ;

- considérant que lesdites mesures continuent d'entraîner une diminution d'une partie des activités économiques au Luxembourg ;

- considérant que cette diminution peut engendrer des pertes de revenu pour une partie concernée de la population active et dont l'impact économique et social continuera à se manifester dans les mois prochains ;

- considérant la situation particulièrement tendue sur le marché immobilier avec des hausses de prix de l'immobilier très inquiétantes depuis des années ;

- considérant l'annonce du Gouvernement de prolonger jusqu'au 31 juillet 2021 la décision du 20 juin 2020 de procéder à un gel des loyers dont l'échéance était initialement fixée au 31 décembre 2020 ;

- vu la reprise des déguerpissements témoignant de l'incapacité des personnes concernées de payer leur loyer ;

- considérant que selon le paragraphe 2 de l'article 8 du Règlement du Gouvernement en conseil du 8 novembre 2019 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2020, les demandes complètes d'allocation de vie chère au titre de l'année 2020 doivent parvenir au Fonds national de solidarité entre le 1er janvier 2020 et le 30 septembre 2020 au plus tard et que par conséquent toute demande étant motivée par une perte de revenu dans le contexte actuel ne pourra plus être prise en compte ;

- considérant la situation extrêmement précaire des personnes sans domicile fixe dans un contexte de pandémie et de couvre-feu ;

- considérant la nécessité pour les personnes précitées de pouvoir bénéficier des moyens de respecter les mesures sanitaires et de se protéger un maximum du risque d'infection à la Covid-19 ;

- considérant que de nombreux hôtels au Luxembourg sont désaffectés ou momentanément inoccupés ;

- considérant les restrictions en vigueur relatives aux voyages à l'étranger et considérant la vulnérabilité des personnes ayant fui une situation de détresse dans leur pays d'origine en demandant l'asile au Luxembourg ;

invite le Gouvernement

- à suspendre les déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation pour la durée d'application de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

- à suspendre les coupures d'approvisionnement en eau, gaz, électricité et télécommunications pour cause de retard de paiement pour la durée d'application de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

- à prolonger d'une année consécutive le délai réglementaire pour pouvoir soumettre une demande d'allocation de vie chère au titre de l'année 2020 ;

- à garantir à chaque individu sans domicile fixe ou contraint de quitter son domicile une chambre d'hôtel ;

- à suspendre les expulsions forcées de personnes vers des États tiers et les transferts de personnes vers des États appliquant le règlement Dublin III pour la durée d'application de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

Motion

« Prolongation de douze mois de la période pendant laquelle les indemnités de chômage peuvent être perçues pour tout demandeur d'emploi indemnisé »

La Chambre des Députés,

- vu la recrudescence significative du nombre d'infections au Covid-19 parmi les personnes résidentes et/ou travaillant au Luxembourg ;

- vu l'aggravation générale de la situation sanitaire et sa répercussion sur le système de santé et des soins ;

- vu le dispositif sanitaire en vigueur pour lutter contre la propagation du Covid-19 ;

- considérant que ledit dispositif continue d'entraîner une diminution d'une partie des activités économiques au Luxembourg ;

- considérant que cette diminution peut engendrer des pertes de revenu pour une partie de la population active concernée et dont les effets économiques et sociaux continueront à se manifester dans les mois prochains ;

- vu l'augmentation du nombre des personnes au chômage depuis le début de la pandémie en mars 2020 ;

- considérant que l'impact économique de la recrudescence du nombre d'infections au Covid-19 depuis le début de l'automne risquera de faire perdurer un taux élevé de personnes au chômage et de prolonger les périodes de chômage des personnes concernées ;

- vu que la période maximale légale d'indemnisation de chômage est fixée à 365 jours au cours d'une période de référence de 24 mois ;

- considérant que suite à la diminution des activités économiques et de ses répercussions sur l'accès à l'emploi d'une partie considérable des personnes au chômage risquera de dépasser la durée d'indemnisation légale ;

- vu la décision de prolonger, pour les demandeurs d'emploi indemnisés pendant la durée de l'état de crise, la durée des droits aux indemnités de chômage, qu'ils soient initiaux ou en prolongation, ainsi que la période de référence de 24 mois d'une période équivalente à la durée de l'état de crise ;

invite le Gouvernement

- à prolonger de douze mois à partir du 16 mars 2020 la période pendant laquelle les indemnités de chômage peuvent être perçues pour tout demandeur d'emploi indemnisé, qu'il bénéficie de droits initiaux ou en prolongation.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

9. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur les mesures et recommandations sanitaires prévues par le Ministère de la Santé au niveau des établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap, ainsi que sur la stratégie de testing ciblée aux résidents et au personnel dans les structures

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Mesuren an d'sanitär Recommandatioune vum Gesondheetsministère an den Alters- a Fleegeheimer, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. Ech ginn d'Wuert direkt un den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu viru ronn véier Méint heibannen eng Heure d'actualité gefouert iwwert d'Situatioun an den Altersheimer an an de Strukture vum Handicap, wou och d'Madamm Familljeministesch eis op vill Remarken a vill Froen, déi mer gestallt hunn, geäntwert huet, wéi et deemools drëm gaangen ass: Wéi kënne mer déi Leit besser protegéieren?; wéi et deemools drëm gaangen ass: Wat kënne mer maachen, dass et net zu dem sozialen Isolement kënnt? Well mer jo do déi eng oder aner Schwieregkeeten a verschiddenen Haiser fonnt hunn an, ech hunn dat de Moien och nach eng Kéier nogelies, well och an deene 54 Haiser net iwwerall déi selwecht Moossname gegollt hunn, wou et och heiansdo ganz schwiereg war, éischtens fir d'Bewunner, awer och fir d'Famill vu baussen, ze verstoen, wat an deene jeeweilege Punkte géif geschéien.

Mir waren eis deemools alleguerten heibannen eens, dass mer dat aneschters missten ugoen an dass et wichteg wier, dass mer do eng aner Strategie géife fannen an dass och do géif gekuckt ginn, fir dass déi Moossname méi iwwersiichtlech wieren an dass et och kloer wier, dass an den Haiser wa méiglech, ech wëll elo net soen, dass d'Moossnamen alleguertene d'selwecht wieren, mee dass een awer weess plus ou moins, well d'Konditiounen nämlech ëmmer anerer sinn, wéi et an deene jeeweilegen Haiser sollt weidergoen.

De 14. August huet mäi Kolleeg, den honorabele Paul Galles, an deem Kontext eng Fro un d'Familljeministesch gestallt, wou et drëm gaangen ass, wéi et mat den Handicapéiertestrukture wier. An den 23. September hu meng Kolleegin Martine Hansen an ech eng Fro gestallt, souwuel un d'Familljeministesch wéi un d'Gesondheetsministesch, wéi et wier mat den Alters- a Fleegestrukturen, wat mer do alles géife virgesinn, fir dass mer net méi an déi Situatioun zréckkommen, wéi mer dat am Fréijoer haten.

Do ass geschwat gi vun zousätzlech nach méi Impfungen oder méi séier Impfungen, well och an der éischter Phas ware schonn iwwer 11.000 Tester ... net 11.000 Tester, mee bei deenen 11.000 Leit Tester duerchgefouert ginn. Mee do ass et och nach drëm gaangen: Wéi ass et mat FFP2-Masken? Ob dat net eng Méiglechkeet wier, fir och do dat virzegesinn.

Dat waren och alles Mesuren, déi mer ganz gutt fonnt hunn an déi mer konnten ënnerstëtzen.

Den 28. September hunn d'Madamm Lenert an d'Madamm Cahen eng Konventioun ënnerschriwwe mat der AMMD a mat der COPAS, wou et drëm gaangen ass: Wéi brénge mer et fäerdeg, dass d'Médecine générale nach ëmmer an de Strukture vum Hebergement deen Zougang huet, dee se brauch? Well et jo och do wichteg ass, mir hu jo och nach ëmmer Patienterechter, dass jiddwereen d'Recht muss hunn, op deen Dokter kënnen zréckzegräifen, deen hie brauch. An déi ass den 28. September zwëschent der AMMD, der COPAS an dem Familljen- an dem Gesondheetsministère ënnerschriwwe ginn.

Duerno ass et virugaangen a mir hunn och d'Besuchsreegele kritt, déi de 25. Oktober bekannt gi sinn, wou och nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass, wat ee kéint maachen, well ee mat alle Mët-

tele wéilt verhënneren, dass et zu engem Cluster an enger Ariichtung vun der Fleeg respektiv vun den Altersheimer géif kommen, wat eis jo leider - an Zwëschenzäit wësse mer et - net gelongen ass, well et a méi wéi an engem Altersheim zu esou engem Cluster komm ass.

Meng Initiativ, fir dës Heure d'actualité awer unzefroen, geet zréck op eng Nott vum 29. Oktober 2020, wou an engem Altersheim ausgehaange ginn ass, et wier elo wichteg, dass ee sech géif u Reegelen halen, an et wier och elo wichteg, dass een dat mat de Visitte géif andämmen, wou sech deelweis op deen Accord beruff gëtt, dee fonnt gi war mat der COPAS, wou déi Diskussioune stattfonnt hunn. An do steet dann ënnendrënner, dass se sech awer gläichzäiteg géifen un alles dat halen, wat den Dispositif vun der Mise en place vum Gesondheetsministère ubelaangt, fir Tester ze maachen.

An ech hat Iech gesot, dat war den 29. Oktober. An do war ech awer e bëssen erstaunt, wéi do hannendru stoung, déi Tester kéinte fréistens de 16. November gemaach ginn. Well, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wa mir soen: „Mir musse Leit testen a mir musse preventiv schaffen", dann ass et awer fir mech komesch, wa mer den 29. Oktober ukënnegen: „Fréistens de 16. November kënnen déi Tester gemaach ginn."

Do muss ech soen, ech verstinn do ënner Preventioun eppes anescht. An ech hat awer do gemengt, et hätt misse méiglech sinn, dass mer an esou Alters- a Fleegestrukturen déi Tester méi séier kënne maachen, wéi dass dat méi wéi 14 Deeg dauert, d'Leit et ugekënnegt kréien a gläichzäiteg gesot kréien: „Esou laang maache mer aner Restriktiounen, bis sécher ass, dass mer déi Tester kënne maachen."

Dat fanne mer net gutt. Do si mer der Meenung, dass mer eng aner Strategie brauchen, fir dat och kënnen an Zukunft unzegoen. Mer wësse jo, dass mer a verschiddenen Altersheimer Clusteren hunn, wou alt iwwer 50 Leit dervu betraff sinn, déi elo de Moment an Isolatioun, Quarantän oder och selwer dervu betraff sinn, dass een do d'Méiglechkeet gehat hätt, mat Tester kënnen éischter ze reagéieren an et och éischter erauszefannen.

An och bei den Tester muss ee sech dann d'Fro stellen, mir kenne jo verschidden Zorte vun Tester. Mir kennen elo neierdéngs - a Gott sei Dank! - déi Schnelltester, déi solle kommen, wou een awer och net weess, wéi d'Zouverlässegkeet vun deenen Tester ass.

Mee do war ech awer iwwerrascht, wéi ech haut de Moien op engem Radio, dat net RTL war, mee den 100,7, gelauschtert hunn an do de Responsabele vun engem Laboratoire gesot huet, et misst een och oppassen, et kéint een net ëmmer déi Resultater, déi do gemaach ginn, eent mat deem anere vergläichen, well et do dach awer aner Manéiere géif ginn, fir dat kënnen ze interpretéieren. An och wann d'Resultat heiansdo méi schwaach ass oder méi e schwaacht Resultat ugewise gëtt, dass et dann och wichteg ass, do déi néideg Schlussfollgerungen ze zéien. Do géif et de Moment nach keng Eegerecommandatioun ginn, fir dat ze vereenheetlechen, mee dass jiddwereen do d'Méiglechkeet hätt, dat selwer ze interpretéieren. Wat mech awer dach iwwerrascht huet. An dat kënnt Der alleguer noliesen an nolauschteren, wann Der de Radio vun 100,7 vun haut de Moien noliest, wou deen dat seet.

Well da muss ee sech jo awer d'Fro stellen: Ech war duerch Zoufall gëschter a mäin Test. Ech hunn elo geschriwwe kritt, ech wier an der Rei. Mee wann awer do d'Interpretatioun, …

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ... wou awer och d'Interpretatioun dann awer méiglech ass, obwuel dat do steet, dass awer eng aner Interpretatioun vläicht méiglech ass, da musse mer awer oppassen, ob et net wichteg wier an noutwendeg wier, dass mer géifen déi selwecht Parameteren an déi selwecht Wäerter uwennen, egal wat fir en Test dat ass, fir dass et do net kann zu Mëssinterpretatioune kommen.

Mir mussen eis jo bewosst sinn, dass d'Gesondheet am Mëttelpunkt muss stoen: D'Gesondheet vun eisen eelere Leit, vun eise Matbierger, mee och vun eise Leit alleguer. An do ass et jo och virun allem d'Personal, dat an deene Strukturen eng enorm an eng ganz gutt Aarbecht mécht. Och hinne musse mer jo do hëllefen, dass se sech bewosst sinn, wat mat hire Clientë lass ass a wéi et mat hire Clienten ausgesäit an dass een dann dofir och eng kloer an däitlech Teststrategie brauch. A wann et elo zu deene Schnelltester kënnt, wier et och wichteg, dass mer an deenen Haiser géife kucken, fir déi Schnelltester kënnen ze maachen, déi ubruecht sinn, fir och schnellstméiglech Äntwerten ze hunn.

Aner Äntwerten huet d'Madamm Minister eis de Moie gi bei der Virstellung vun den Haiser, wéi d'Altersstruktur ass bei deenen, déi stierwen. Well och do déi Zuel, déi plakeg Zuel, déi mer all Owend gesot kréien, dat féiert och zu enger Ongewëssheet an zu ville Froen, well do heescht et dann alt erëm, wéi dat gëschter de Fall war: „Zéng Doudeger wéinst Corona."

Ech mengen, de Problem ass nämlech, an dat ass och am Juni ënnerstrach ginn, et ass net onbedéngt wéinst Corona, mee et ass mat Corona!

An ech mengen, dass et och do wichteg wier - an ech weess, dass dofir net de Ministère kann, mee da sinn et éischter déi jeeweileg Medienanstalten -, dass een dat och emol nach eng Kéier géif richteg erklären an nach eng Kéier drop hiweisen, dass et net ass, dass déi Leit net onbedéngt alleguerte just wéinst Corona gestuerwe sinn, mee dass se mat Corona gestuerwe sinn, well dat och en Angschtgefill ausdréckt, souwuel an de Spideeler wéi och an den Altersstrukturen, wou d'Leit da soen: „Ech huelen dann awer léiwer d'Mamm, de Papp, d'Bom oder de Bop elo heem, well ech wëll elo net, dass deen och esou an eppes mat eraleeft."

Dass mer do och eng Flicht hunn an eng Aufgab hunn als Chamber, als politesch Verantwortlech, drop hinzeweisen, dass et mat Corona ass an net onbedéngt um Corona! Wivill dat der elo si bei deenen 226, där enger an där anerer ... Ech weess, ech hunn en Dokter gefrot, ob een dat dann net kéint feststellen. Dunn huet e mer erkläert, da misst een all Kéiers eng Autopsie maachen, an dat géif éischtens zäitopwändeg ginn a b) häss de och nach net all doudsécher Äntwert, ob et och doru wier. An duerfir wier et relativ schwéier, fir dat och ze gestalten.

Et muss een och un déi sozial Kontakter denken, déi déi Leit awer brauchen. An déi sozial Kontakter hierzestellen, dat ass an deenen engen Haiser méi einfach wéi an deenen aneren. Mee do ass et och wichteg, dass mer déi sozial Kontakter net komplett ofbrieche loossen!

Virun allem bei deenen - an ech weess, wéi et do ass, well ech an der Famill selwer esou e Fall hat - mat Alzheimer, well déi iwwerhaapt net verstinn, wat do lass ass. Engem, deen nach gutt ass, deem kënnt Der erklären. En huet zwar dann awer sentimental Problemer, wat d'Strategie ass a wat hannendrunhänkt. Mee engem Mënsch, deen net méi onbedéngt weess, wéi dat leeft, wann en Alzheimer huet, och deene Leit musse mer déi Hëllef zoukomme loossen. An och déi däerfe sech net an enger sozialer Vereinsamung befannen, dass se net méi verstinn, wat ronderëm si lass ass. Och dofir brauche mer eng Strategie, fir deene Leit kënnen ze begéinen.

An da stellt sech d'Fro vun all deene Kostümer an deem Sécherheetsmaterial, wat et gëtt, wat jo och d'Personal huet, wann et dohinnergeet, ob dat net och eng Léisung ka sinn, fir do och de Besucher - ech weess, dass een dann net ka soen: „Si kommen zu zéng" -, mee ee Besucher, deen d'Méiglechkeet huet, esou Material zur Verfügung gestallt ze kréien, fir dann awer kënne mat deem Mënsch déi néideg Kontakter ze hunn, déi fir de Mënsch wichteg sinn, awer och fir d'Famill.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir wëssen, dass déi Situatioun net besser gëtt. Ech hoffen, dass se eng Kéier besser gëtt, wann de Vaccin bis do ass, mee dass mer, bis de Vaccin do ass respektiv bis mer eng Herdenimmunitéit hei zu Lëtzebuerg hunn, dass nach vill där Problemer do wäerten op eis zoukommen.

Fir eis ass et wichteg, dass mer do eng Strategie hunn, well deenen ale Leit oder deenen eelere Leit hei zu Lëtzebuerg hu mer ganz vill ze verdanken. Well dass nämlech Lëtzebuerg do steet, wou et haut ass, dat ass de Verdéngscht vun deene Leit. Et geet och drëm, deene Leit dat erëmzeginn, wat se gären hätten. An dat ass Léift an dat ass awer och keng sozial Isolatioun, mee soziale Kontakt.

Dofir wëlle mer wëssen, wéi d'Regierung sech virstellt, dat mat deenen Tester ze maachen, an och op déi Froen, déi ech gestallt hunn, eng Äntwert ze kréien, well et wichteg ass, dass mer och dat kënne soen no baussen, dass do kee vergiess gëtt an dass et och méiglech ass, eng eenheetlech Bewäertung vun deenen Tester ze kréien an dass et net ënnerschiddlech Méiglechkeete sinn, esou Tester ze interpretéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas agedroen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Et brauch ee wuel net méi nach eng Kéier ze widderhuelen, datt de Covid natierlech e ganz hartnäckege Virus ass, vun deem u sech leider theoreetesch kee ka verschount ginn. Mee virun allem: Déi, déi am meeschte vulnerabel sinn, dat sinn un éischter Linn natierlech och eeler Leit.

Wärend der éischter Well, an dat muss een och hei däitlech soen, wou mer alleguerten nach keng Experienz haten, koum et natierlech och besonnesch a Strukture fir eeler Leit zu deelweis dramateschen Zeenen. Wochelaang konnte Leit kee Besuch kréien, héchstens um virtuellen Niveau. An et ass ganz sécher, datt et do och zu ganz dramateschen Zeenen an zu schlëmme Fäll koum.

Ech mengen, jiddwerengem vun eis heibanne sinn och Fäll bekannt, wou een emol net konnt an deene leschte Stonne bei engem léiwe Mënsch sinn, fir em Äddi ze soen, well dat dee Moment net méi méiglech war.

Elo wou mer natierlech an der Situatioun sinn, datt mer eng Rei vun Experienze gesammelt hunn, kënne mer eis natierlech och vill méi op déi ganz grouss Problematik konzentréieren. An och ouni mussen elo en Hellseeër ze sinn, kann een awer hei elo scho behaapten, datt mer nach net iwwert de Bierg sinn an, an net méi spéit wéi an der Mëttegstonn si mer dat jo och gewuer ginn, datt mer theoreetesch souguer nach mussen erëm eng Kéier aner Moossnamen huelen.

Hoffentlech kënnt et awer net zu engem kompletten zweete Lockdown, wéi dat an der éischter Phas de Fall war! Well et däerf een eppes net vergiessen: Et si virun allem och déi eeler Leit, déi op e soziaalt Liewen ugewise sinn, virun allem an den Altersstrukturen. Si hunn och natierlech aner Problemer, si hunn och aner Pathologien. Ech mengen, et brauch een hei net an den Detail anzegoen.

Ech wëll awer och hei ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei awer och eng gewëssen Autonomie vun deenen eenzelnen Haiser wëllt respektéieren. Et ass virdrun hei vu 54 geschwat ginn. Do sinn natierlech och eng ganz Rei Privathaiser drënner. Et ass evident, datt se mussen déi elementar gesetzlech Moossname respektéieren, mee et kann een een Haus net mat deem aneren Haus vergläichen. Et ginn eeben do Ënnerscheeder. Et ass eeben och normal, datt gewëssen, verschidden Decisioune musse geholl ginn.

Wat och wichteg ass, wéi gesot, dat ass, datt och d'COPAS vun Ufank u mat an déi Cellule de crise mat agebonne gi war. Mir hunn och entre-temps eng Rei Moossname geholl. Ech wëll och deenen zwou Ministeschen hei Merci soen, datt se sech wierklech an all deene Méint derfir agesat hunn, datt d'Situatioun och op deem Niveau géif verbessert ginn.

Mir hunn haut zum Beispill dee sougenannte Luuchtesystem, deen awer relativ gutt klappt. Dat muss een hei soen.

Da muss een och soen, datt mir et als Demokratesch Partei och begréissen, datt deen Accord zwëschent der COPAS an der AMMD mat de Ministèren de leschten 28. September ënnerschriwwe ginn ass, wou et jo ëm d'Garde vun de Generaliste geet, fir datt déi kann an den Alters- an an de Fleegeheimer séchergestallt ginn. Jiddefalls, domadder ass och garantéiert, datt nach onnéideg Deplacementer musse gemaach ginn ausserhalb vun deene Strukturen, wat natierlech kann derzou féieren, datt d'Situatioun dee Moment manner grousse Risiken ausgesat ass.

Da kënne jo och d'Alters- an d'Fleegeheimer entretemps gewësse Medikamenter stockéieren, wat natierlech och kann derzou féieren, datt eeben, wéi gesot, onnéideg Deplacementer nach eng Kéier musse gemaach ginn. Sécher kënnen déi Strukturen net eng Klinik ersetzen, mee et kënnen dann awer elo eng Rei Soinen op der Plaz gemaach ginn.

Op dëser Plaz muss ee vläicht och drop hiweisen, datt et wichteg ass, datt déi digital Moyenen nach méi sollen agesat ginn. Ech mengen, et ass virdrun hei zu Recht gesot ginn, datt déi eeler Leit natierlech och op sozial Kontakter ugewise sinn, wéi all Mënsch, mee si virun allem! Och do muss een natierlech realistesch sinn, et ass net all eeler Persoun à même, fir digital Moyenen ze notzen. Mee et soll een awer hei vläicht den Opruff maachen, och an déi Richtung ze kucken, datt déi Leit eebe vläicht nach méi dovunner kënne profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och positiv, datt e gewëssene Planning opgestallt ginn ass vun der Gesondheetsdirektioun, och zesumme mam Familljeministère, wat eeben d'Tester ubelaangt.

Den Här Spautz, deem ech och Merci soe fir déi Ufro hei vun där Heure d'actualité, déi vun enger ganz grousser Wichtegkeet ass, huet natierlech och op d'Problemer higewisen, virun allem wat d'Delaie vun deenen Tester ubelaangt. Ech, wéi gesot, kann elo net driwwer jugéieren, ob dat net schnell genuch gaangen ass bis elo, mee ech sinn awer och iwwerzeegt, datt hei déi néideg Moossname wäerten ergraff ginn.

An dann ass awer natierlech een Aspekt, an deen ass och virdrun hei schonn ugeschwat ginn, dat ass d'Personal. Mir wëssen, datt villes vum Niveau vum Personal natierlech och ofhänkt, net nëmmen an de Strukture fir eeler Leit, mee virun allem och um Niveau vun de Klinicken. Mir wëssen, datt et do an eenzelnen Haiser souguer schonn zu Enkpäss kënnt. Doduerch huet jo d'Chamber och hei kierzlech eng Adaptatioun vum Gesetz gestëmmt an deem Sënn, datt d'Fleegepersonal an de Klinicke ka gegeebenefalls méi laang schaffen.

D'Fro ass eeben ze stellen, ob dat net och an dësem Secteur vläicht soll envisagéiert ginn, fir eebe gewëssen Enkpäss an Zukunft kënnen dee Moment ze evitéieren.

Ech mengen, mir stinn natierlech elo lues a lues och virum Enn vum Joer. Et ass also wichteg, datt mer net erëm déi Situatioune kenneléieren, déi mer am Ufank vun der éischter Well haten. A virun allem déi Leit, op déi mer besonnesch awer mussen an Zukunft bauen, dat sinn déi eeler Leit, an et ass richtegerweis hei gesot ginn, dass mir an enger gewëssener Schold hei sinn als eis Generatioun. An et däerf een net vergiessen: Jiddweree vun eis ka vun haut op muer an déi Situatioun kommen!

Dowéinst ass et fir eis jiddefalls als DP och wichteg, datt mer och an deenen nächste Wochen a Méint an där schwiereger Situatioun hei besonnesch grouss Solidaritéit vis-à-vis vun deenen eelere Leit an deene verschiddene Strukture weisen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wann déi vill Mesuren a sanitär Recommandatiounen, déi ettlech Restriktiounen an de Lockdown am Fréijoer ee gemeinsaamt Zil haten an och elo nach hunn, dann ass et dat, fir eis vulnerabel Matbierger ze schützen, fir eis Spideeler net ze iwwerlaaschten an natierlech dem Virus keng Chance ze gi fir sech ze verbreeden.

Leider ass et esou, dass zu deene vulnerabele Leit nieft Persoune mat Virerkrankunge virun allem eis eeler Matbierger an och Leit mat engem Handicap zielen, woubäi een awer betoune muss, dass net all behënnert Persoun automatesch eng vulnerabel Persoun ass. Do ginn et grouss Ënnerscheeder. A leider gëtt och net dacks genuch vun dëser Problematik geschwat.

Net zulescht weisen d'Zuelen, dass d'Moyenne vun de Leit, déi mat dem Coronavirus gestuerwe sinn, am Moment bei 84 Joer läit. D'Madamm Gesondheetsministesch huet nach de Mëtten an der Pressekonferenz och gesot, dass 15 % vun de Leit iwwer 65 Joer riskéieren, am Spidol musse behandelt ze ginn. Deemno musse mer nach ëmmer alles drusetzen, fir eis eeler Matbierger ze schützen. Mir musse weiderhin alles probéieren, fir d'Kurv flaach ze halen oder besser gesot erëm flaach ze kréien.

An enger éischter Phas, wou een de Virus nach net esou gutt kannt huet, war d'Zoumaache vun de respektive Strukturen - an dat hunn och schonn aner Leit hei gesot - fir d'Leit vu baussen deen eenzegen an zu deem Zäitpunkt effikasste Schrëtt, deen ee konnt goen. Dat dierf awer och just an den extreemste Fäll esou ugewant ginn.

Och eis eeler Leit, déi a Strukture wunnen, hunn e Recht op e soziaalt Liewen an en Austausch an der Gesellschaft. An och eis behënnert Leit hunn e Recht op Inklusioun. Dofir gëllt et Zwëscheweeër ze fannen. Mëttlerweil kennt een de Virus jo schonn e bësse besser an et weess een, wou een usetze muss.

An esou kann eng geziilt Teststrategie, wéi se vun der Gesondheetsministesch Paulette Lenert an d'Liewe geruff gouf, hëllefen. De Large-Scale-Testing ass bei eis am Land eng effikass Method, fir all eis Awunner, Frontalieren an och eenzel Beruffskategorië méi dacks duerchzetesten. Dës Strategie ass ausgebaut ginn, fir ënner anerem d'Strukture fir eeler Leit méi geziilt ze testen.

D'Équipe mobile d'intervention geet säit dem November an d'Strukture selwer, fir Tester bei allen Awunner vun den Haiser duerchzeféieren. Dës Tester erméiglechen, d'Verbreede vum Virus fréizäiteg ze erkennen an da kann och séier drop reagéiert ginn.

Déi mobill Ekipp kann dann och am Fall, wou an engem Haus e Cluster entstanen ass, ganz séier an der Urgence Interventioune maachen. Heimat huet de Ministère reagéiert, fir eis Strukture vun den eelere Leit alleguer a reegelméissegen Ofstänn ze testen a gegeebenefalls eppes ze ënnerhuelen.

Wat d'Strukture vun de behënnerte Persounen ubelaangt, muss ee jo tëscht Strukture mat Bewunner, déi eng kierperlech Behënnerung hunn, a Strukture mat geeschteg behënnerte Leit ënnerscheeden. Am leschte Fall kënne mer eis nëmme virstellen, wéi schwiereg dës Pandemie an dësen Haiser ze bewältegen ass. Wéi komplizéiert muss et sinn, fir grad do Geste-barrièren anzehalen, a fir d'Personal, de Leit do kloer ze maachen, dass een elo net méi esou zesumme ka liewen a schaffen, wéi dat bis

elo ëmmer war! An hei ass de Large-Scale-Testing u sech schonn eng gréisser Erausfuerderung.

Här President, do dernieft gëllt et awer och, fir déi eenzel Alters- a Fleegehaiser eng kloer an transparent Strategie opzesetzen. D'COPAS huet dës Roll mat hirem Ampelsystem iwwerholl, en Ampelsystem, wou kloer mat grénger, rouder an oranger Phas gekennzeechent ass, a wéi enger Phas dat Haus sech befënnt, dat heescht, ob Visitten nach kënnen erlaabt ginn oder ob et besser ass, Visitte vu bausse ganz ze verbidden, well e Cluster am Haus ass.

Fir eis ass dat eng ganz gutt Approche fir déi Haiser, déi sech selwer keng Prozedur ginn hunn. Et kann ee verstoen, dass déi eenzel Gebailechkeeten net ëmmer all d'Recommandatioune kënnen erfëllen an dass een differenzéiere muss an net all Haus oder all Bewunner matenee vergläiche kann.

Mee et wier eiser Meenung no awer wichteg, verschidde Recommandatiounen ze zentraliséieren. Et ass wichteg, dass déi eenzel Haiser sech mat hirem Ministère zesummesetzen, fir déi beschtméiglechst Prozeduren auszeschaffe fir d'Wuelbefanne vun hire Residenten.

D'Psychologe si sech eens, dass d'Ongewëssheet fir déi Leit dat Schwéierst ass, fir an der Pandemie duerchzehalen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer alles drusetzen, fir d'Leit net an der Ongewëssheet ze loossen. An deem Sënn war et och eng ganz gutt Iddi, dass Enn Oktober d'Familljeministesch Corinne Cahen, zesumme mat der Gesondheetsministesch Paulette Lenert, e gemeinsame Bréif un d'Familllje vun de Bewunner aus de Strukture verschéckt huet, fir ënner anerem op de Large-Scale-Testing opmierksam ze maachen an och fir déi generell Recommandatiounen ze rappeléieren.

Zum Schluss wollte mer nach ervirhiewen, dass mer et enorm wichteg fannen, dass et trotz alle Restriktioune weider nach méiglech wäert sinn, eise Familljememberen, déi „en fin de vie" sinn, nach kënne bäizestoen an dës Leit esou op hirem leschte Wee kënnen ze begleeden an Äddi ze soen.

Ech wëll dann och nach eemol op dësem Wee e ganz décke Merci soen all deene Leit, déi a Strukture schaffen, awer och am Large-Scale-Testing oder soss iergendzwousch schaffen, fir dass mer gutt duerch déi Kris hei kommen.

Här President, mir sinn en Deel vun der Léisung, an dat ass keng eidel Floskel, mee eng ganz wichteg Ausso, déi mer eis all zu Häerz sollen huelen, och a grad, fir déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft ze schützen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn oft widderholl ginn: Fir Infektiounen an den Alters- a Fleegeheimer ze verhënneren, sinn hir Bewunner wärend Wochen a Méint an hirem Zëmmer praktesch isoléiert ginn an hu kee Besuch méi dierfen empfänken. Net anescht war et an de Strukture fir Persoune mat spezifesche Bedierfnesser.

Dës Decisioun ass awer ganz sécher net aus Grënn vu Lidderegkeet, Inkompetenz oder Indifferenz getraff ginn, mee aus Virsiicht an aus Angscht, eppes falsch ze maachen an enger iwwerraschend schwiereger Situatioun. Dat ass am Fong déi éischt Konklusioun, déi mer haut mussen zéien. Et gëtt awer nach eng zweet. Déi zweet Konklusioun ass déi, datt dës Approche sech net méi däerf widderhuelen, well se weeder eethesch nach gesondheetlech vertrietbar ass.

Quitte datt de Virus mat dëse Moossname méi oder manner aus den Etablissementer erausgehale konnt ginn, esou ass et awer e Feeler ze mengen, déi mënschlech Gesondheet kéint een op d'Ofwiesenheet vun engem Virus am Kierper reduzéieren. Besonnesch bei eeleren an hëllefsbedierftege Persoune sinn et zu engem groussen Deel, och dat ass scho betount ginn, déi sozial Kontakter, déi d'Gesondheet erhalen, well se d'Mënschen am Sënn vum Wuert animéieren, dat heescht, um Liewen halen a staark maachen.

Ginn déi direkt Kontakter verluer oder carrement verbueden, klëmmt d'Gefor vum sougenannte „syndrome de glissement". Dat heescht, datt déi betraffe Leit sech opgrond vun der Vereinsamung a feelenden Interaktioune mat anere Leit selwer opginn an ausgi wéi eng Käerz. D'Gerontologe schwätzen an deem Kontext vun enger „mort sociale", engem Doud, deen an eiser wäertorientéierter Gesellschaft op d'mannst esou bedenklech ass, wéi am Alter un engem Virus ze stierwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo wou d'Zuelen nees méi héich sinn, mussen aner Reegele gëllen. A mir si frou, datt mir dat alleguer zesumme mat der Regierung esou gesinn. Positiv ass virun allem, datt Beweegung an d'Spill koum an datt wichteg Acteure wéi d'COPAS, déi ech besonnesch wéilt ervirhiewen, mee och d'AMMD, den Eethikrot an d'CCDH konstruktiv matschaffen, wann et drëms geet, méi mënschlech an eethesch korrekt Reegele fir den Hëllefs- a Fleegesecteur op d'Been ze stellen an d'Prise en charge gläichzäiteg ze verbesseren.

D'Zil muss et jo sinn, grad wéi an allen anere Secteuren, am Trilemma, kann ee soen, tëscht Schutz, Aschränkung a Fräiheet, déi richteg Decisiounen ze huelen. Insgesamt schwätze mer hei vun iwwer 6.000 Persounen, déi an enger Institutioun liewen, d'Mënsche mat engem Handicap mat abegraff.

Domat kommen ech vun der Theorie bei d'Praxis. Déi éischt Feststellung ass an der Praxis déi, datt all Etablissement seng Besonneschkeeten huet. Dat huet och d'Madamm Asselborn virdru betount, an et muss differenzéiert ginn tëschent deenen engen an deenen aneren, jee no mentaler a physescher Situatioun vun de Residenten. Wat fir déi eng ganz sënnvoll ka sinn a richteg, ka fir anerer carrement kontraproduktiv sinn.

Bei der Opstellung vu Covidreegele mécht dat d'Saach natierlech net méi einfach. Et däerf awer net de Grond sinn, fir guer keng Reegelen opzestellen a keng Kaderbedingungen ze schafen, déi sécherstellen, datt den Isolement vun hëllefsbedierftege Mënschen an Zukunft déi absolutt Ausnam muss bleiwen.

A wat d'Pandemie méi laang dauert, Dir Dammen an Dir Hären, wat dës Approche méi wichteg gëtt an enger Gesellschaft, déi sech den Numm „inklusiv" wëllt ginn.

Erlaabt mer zum Schluss nach e puer Wierder zu de Richtlinnen, déi eiser Meenung no op sechs Piliere musse berouen a vun allen Etablissementer misste respektéiert ginn.

Éischtens muss de Besuch vun nostoende Persoune generell erlaabt ginn, wärend all Ausnam zu deem Recht rechtfertegt an zäitlech limitéiert muss ginn.

Zweetens muss an all Heem e sanitäert Schutzkonzept opgestallt ginn an transparent kommunikéiert ginn. Dozou gehéiert och den Ampelsystem, dee mer begréissen, mee och raimlech Konzepter, jee no Infrastruktur, an natierlech Schutzmaterial. Hei sinn d'Etablissementer um gudde Wee.

Drëttens mussen och Neiopnamen an Erëmopnamen a Pandemiezäite méiglech sinn, wuel wëssend, datt dat méintelaang net de Fall war.

Véiertens, an dat ass eis ganz wichteg, muss e Monitoring an eng Informatiounsflicht agefouert ginn, wat de Management vun der Kris an d'Evolutioun vun den Infektiounen an de Stierffäll an den Haiser ugeet. Mir mengen, dass hei nach déi néideg Statistike feelen, déi et géifen erlaben, de Krisemanagement vun den Haiser konsequent op hir Wierksamkeet ze evaluéieren.

Fënneftens ass et wichteg, un der Teststrategie fir d'Bewunner an d'Personal an natierlech och fir d'Besicher festzehalen a se auszebauen, quitte datt d'Schnelltester nach an de Kannerschong stiechen a just och en Deel vun der Léisung wäerte sinn.

Dat selwecht zielt fir d'Impfstrategie, sollt de Vaccin dann emol do sinn a sech bewären.

E sechste Punkt ass dee vun den Häertefäll, wou mer der Meenung sinn, dass déi och gereegelt misste ginn an datt Ausname mussen zougelooss ginn, och bei héich ustiechende Persounen. Esou zum Beispill, wann eng krank Persoun um Stierwe läit a wann hir Famill se gären op hirem leschte Wee begleet, muss de Prinzip vun der Selbstbestëmmung vun de Familllje Virrang hunn.

Iwwert dës Pilieren eraus, Dir Dammen an Dir Hären, musse mer eis awer och eng Kéier fundamental d'Fro stellen, wéi mir an eiser Gesellschaft mat de Seniore wëllen ëmgoen. Ass et eigentlech normal, datt jiddwereen, deen am Summer an d'Vakanz wollt fueren oder fléien, e Gratistest konnt ufroen, wärend dee Service net och deene Leit zeguttkoum, déi e Familljemember an engem Heem wollte besichen? Villméi goufen d'Senioren an hirem Zëmmer isoléiert, well kee Konzept fir den Alters- a Fleegesecteur virlouch. Mee zum Gléck si mer do gutt ënnerwee.

Dir Dammen an Dir Hären, ech denken och, mir sinn eis eens, wa mer et fäerdegbréngen, d'Ekonomie an den Aarbechtsmaart mat Milliarden Euro ze retten, da brénge mer et och fäerdeg, d'Mënschen an den Hëllefs- a Fleegesituatiounen ze schützen an hinne gläichzäiteg déi Rechter zoukommen ze loossen, déi se verdéngen. Dat erfuerdert ganz sécher e weidere logisteschen, personellen a finanziellen Effort. Et erfuerdert awer och dat Ëmdenken, wat eis Gesellschaft munchmol nach ëmmer néideg huet.

Dat gesot, wéilt ech dem Marc Spautz nach Merci soe fir seng Demande, dës Diskussioun ze féieren, an awer och deenen zwou Damme Minister fir hir Efforten aus der Lescht an och déi Efforten, déi nach kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Lorsché Merci a ginn direkt d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken e Merci dem Här Marc Spautz fir seng Aktualitéitsstonn zu der Situatioun an den Alters-, Fleege- a Behënnertenheemer an dëse Covidzäiten. D'Leit an dësen Heemer vun Alters-, Fleege- a Behënnertegruppen hei am Land gehéieren zu de vulnerabele Risikogruppe vum Covid-19.

An der éischter Well haten d'Leit an dësen Heemer well misse vill matmaachen, wéi Isoléierung, Leed, mënschlech Schicksaler an esou weider. Kuerz gesot, déi betraffe Mënschen hate keng Kontakter mat hire Familllje kënnen halen.

Do derbäi koum am Fréijoer eng gréisser Opreegung, well Familljemembere keen Zougang zu de Strukturen haten, wann hir Léifsten, déi positiv getest waren, um Stierwe louchen. Fir d'national Eethikkommissioun war dëst e kloren Akt vun Diskriminéierung. Och aktuell bestinn an der zweeter Well Problemer, nodeems gläich e puer Infektiounsclusteren an Alters- a Fleegeheemer festgestallt goufen.

Fir d'ADR dierf et an dëser zweeter Well net méi zu esou Situatioune komme wéi an der éischter Well. Hei sollt de gesonde Mënscheverstand kënne spillen. Generell ass ze soen, datt déi 70- bis 90-Järeg déi grouss Majoritéit ausmaache vun alle Coviddoudesaffer.

Den 11. November goufe 750 Bewunner a 610 Mataarbechter als positiv consideréiert. Fir d'Ausbreedung vum Virus ze stoppen, ginn op en Neits Infizéierter, jee no Heem, an hiren Zëmmeren agespaart, verbonne mat méi strenge Schutzmesuren an drasteschem Erofsetze vun de Visitte vu baussen.

Bei ville Familllje vu Betraffener ass aktuell eng grouss Suerg iwwert déi ze streng Schutzmoossnamen. D'ADR bedauert d'Feele vun externen Ulafplazen, wou d'Familljemembere Froen a Reklamatioune kënnen eraginn. Et feelt un engem Ombudsman fir den Drëtten Alter, deen d'ADR scho méi laang fuerdert.

Et feelt och un Transparenz vun der Regierung, wat d'Covidsituatiounen an den Alters- a Fleegeheimer ubelaangt. Et wär vu Virdeel, fir eenheetlech Recommandatiounen als Basis ze hu vum Gesondheets- a Familljeministère mat Besuchsreegelen. Dës waren de Membere vum Daachverband, der COPAS, iwwerlooss ginn, soudatt vill Heemer ganz ënnerschiddlech Reegelen hunn; eppes, wat d'Saach net einfach mécht dobausse fir d'Leit.

D'ADR géif et begréissen, datt et zu kenger kompletter wochelaanger Isolatioun méi vun eelere Mënschen an Heemer kéim. An eenzelnen Heemer bestinn de Moment nach Ofstandsreegele wéi Plexiglas an de Visiteurssäll, mee dës maachen de mënschleche Kontakt schwéier. A grad dës Leit brauchen déi sozial Kontakter.

Zréck bei déi national Eethikkommissioun. Déi hat an hirer Evaluatioun festgehalen, wéi wichteg eng éierlech an oppe Kommunikatioun vun den zoustännegen Autoritéite wär. D'Heemer selwer maache keng Covid-19-Statistik public an och keng Reegelen. Et schéngt och esou, datt d'Familljeministesch d'Feld a Saachen Alters-, Fleege- a Behënnertenheemer bal praktesch ganz der Kolleegin aus dem Gesondheetsministère iwwerlooss huet. Fir déi sanitär Moossnamen an all dëse Strukture sinn awer Gesondheets- a Familljeministère zesummen zoustänneg.

D'Fleeg an déi medezinnesch Versuergung an all den Heemer am Land ass de Moment nach garantéiert. Am Kader vun deene ville positive Covidfäll vum Fleegepersonal, an déi domat verbonne quarantän- oder isoléierungsbedéngten Ausfäll vun deene Leit, kommen d'Heemer awer esou lues un hir Grenzen. Hei ass d'Regierung also méi wéi gefuerdert fir ze kucken, datt d'Leit an dësen Heemer mënschewierdeg kënne behandelt ginn.

D'Fro stellt sech, ob een net och hei misst eng Réserve sanitaire aféiere bei de Fleegeheemer, fir dann an deem Fall kënnen op dës Leit zréckzegräifen, wann Nout um Mann wier.

D'Unerkennung vum Fleegepersonal fir hir Déngschter a fir hir Aarbecht soll sech net nëmmen eleng op e renge Merci beschränken, mee soll och ausgeweit ginn op eng Revalorisatioun vun hire Beruffer an hirer spéiderer Karriär.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Spautz, deen dës Heure d'actualité gefrot huet iwwert d'sanitär Recommandatiounen a Reegelen am Alters- a Fleegesecteur. E Secteur, wou mer eis, mengen ech, alleguerte bewosst sinn, datt en déi Vulnerabelst vun deene Vulnerabele betrëfft. A mer gesinn och un den trauregen Doudesstatistiken, datt ganz vill vun deenen Doudesfäll, déi mer ziele mussen, virdrun an engem Alters- oder Fleegeheim waren. Och wa se eventuell net selwer am Alters- oder Fleegeheim gestuerwe sinn, mee am Spidol, war hir lescht Residenz awer de fait do.

Dat ass eng schwiereg Situatioun, an déi Leit musse protegéiert ginn op där enger Säit - si musse kënne geschützt ginn -, an op där anerer Säit däerfe se awer net isoléiert ginn, an Isolatioun geroden, a Vereinsamung kommen an hir sozial Kontakter zréckgefouert ginn oder komplett ofgebrach ginn, soudatt se wierklech géife vereinsamen. An ech mengen, och hei, an dat ass virdrun och scho vu verschiddene Riedner gesot ginn, ass Selbstbestëmmung dat zentraalt Wuert, wat och fir Leit an deene Situatiounen nach ëmmer gëlle muss.

Wann een awer elo muss kucken oder bewäerte soll, wéi den Ëmgang vun der Regierung mat deem dote Secteur ass, da mierkt ee bei ganz villen esou eppes wéi en Unbehagen. Et mierkt een, wann een d'Press liest, en Unbehagen, et mierkt een, wann ee Kolleegen Deputéierten héiert. An et huet, mengen ech, ganz vill domadder ze dinn, datt fir deen esou vulnerabele Secteur vill vun eise Saachen net kloer ze si schéngen. Et schéngt un Transparenz ze feelen. An et schéngt och, wat d'Kommunikatioun ugeet, zumindest suboptimal ze sinn.

Recommandatiounen, menge mir och, misste méi zentraliséiert ginn. An e Beispill duerfir, wéi wéineg Kader deem ganze Secteur gesat ginn ass, ass grad deen Ampelsystem, deen d'COPAS matentwéckelt huet, wou ee sech jo hätt kënne virstellen oder wënschen, datt eigentlech d'Initiativ dovunner hätt vum Familljeministère misse kommen, quitte datt een dann nach ëmmer muss kucken, wéi esou e Kader sech pro Haus, wat ënnerschiddlech ass, kéint adaptéieren.

Et ass virdrun och schonn erwäänt ginn, d'Eethikkommissioun huet dat, kritiséiert kann ee vläicht net soen, mee zumindest ganz staark recommandéiert, datt een effektiv éierlech an oppe muss iwwert d'Situatioun kommunizéieren, datt een, och wann een op Eegeverantwortung setzt, op Eegeverantwortung souwuel vun deene Leit an de Strukture wéi awer och vun de Familljen, mee da setzt dat grad Opklärung viraus. Da muss een zäitno kënne gesinn, wou Clustere gebilt ginn. An duerfir ass déi Fro vum Monitoring vun deem dote Secteur, mengen ech, och esou wichteg. Duerfir brauche mer Zuelematerial. Duerfir brauche mer Statistiken.

A wann ech gesinn, wéi zum Beispill an engem anere Secteur den Educatiounsminister reegelméisseg Pressekonferenze mécht an informéiert driwwer, wéi d'Entwécklung am Beräich vun der Educatioun ass, mat awer relativ genauen Zuelen, obwuel dat och net ëmmer de Fall war, mee dat huet sech effektiv an deene leschte Wochen, wat dat ugeet, an eng wierklech positiv Richtung entwéckelt, esou menge mir, datt dat awer grad fir de Secteur vun der Fleeg a vun der Altersbetreiung och misst sinn, wëssend, datt eeben do déi ganz Vulnerabel dervunner betraff sinn.

Dann och nach eng Kéier e Wuert zur Teststrategie. Do hunn ech änlech Froe wéi déi, déi de Marc Spautz och opgeworf huet. Et stellt sech d'Fro vun enger spezieller Teststrategie, déi muss gëlle fir deen dote Secteur, well grad do ass d'Clusterbildung fatal, grad do ass et wichteg, datt een Infektiounskette ganz, ganz séier feststelle kann an domadder och ganz, ganz séier ënnerbannen an ënnerbrieche kann. An do bleiwe mir awer och als Deputéierten, mengen ech, bis elo nach ëmmer e bëssen op eisem Honger sëtzen, och wat Informatioune vun esou enger Strategie a vun esou enger Praxis ugeet.

E lescht Wuert vu mir zum Personal. Och d'Personal ass um Limitt. Am „Lëtzebuerger Land" war de leschte Freiden en Artikel iwwertitelt mat „Pflege am Limit". An ech mengen, dat zielt fir all déi Leit, déi do schaffen an déi ganz vill Iwwerstonne maache mussen, wou ganz vill Leit och ausgefall sinn doduerch, datt se sech selwer infizéiert hunn oder a Quarantän sinn, déi fir Kolleege matschaffen ënner ganz schwieregen a widdrege Konditiounen. Ech mengen, hinnen alleguer gëllt vun eis hei uewen e ganz, ganz grousse Merci. An ouni déi Leit wéisste mer net, wou mer am Moment druwieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An da wier dee leschten agedroene Riedner den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, och ech wëll als Éischt der CSV, an dem Marc Spautz,

Merci soen, dass si dëse wichtege Sujet op den Ordre du jour gesat hunn.

Persounen, déi opgrond vun enger Krankheet, Alter oder engem Handicap drop ugewise sinn, an enger spezieller Struktur ze liewen, hate schonns virun der Covidpandemie oft mat schwéiere Schicksaler ze kämpfen.

Mir Piraten deelen d'Aschätzung vun de Virriedner iwwert d'Vulnerabilitéit vun de Bewunner, mee d'Visitt vun hire Familljen an d'Zouneigung vun de Mataarbechter aus de Strukturen hunn hinne Kraaft ginn.

Et sinn hei Fäll, wou een alt iwwer 60 Joer all Dag zesummegelieft huet, bestuet ass, säi Liewen zesummen erlieft huet an da vun engem Moment op deen aneren ass ee getrennt duerch d'Moossname géint de Virus.

U mech goufe ganz traureg Fäll erugedroen, wou Leit sech wierklech a berechtegt ausgekrasch hunn, dass se mat hirem Mann oder hirer Fra net méi kéinten zesumme si wéi soss all Dag, net méi zesummen iessen, keng gemeinsam Zäit verbréngen, net gecksen oder laachen. Et ass och eng eethesch Fro, wéi wäit een elo esou Aschränkunge fir Koppelen oprechterhale wëllt. D'Gespréicher mat de betraffene Leit si mir richteg nogaangen.

Koppelen hu mir gezielt, fir eis méi Jonk wär dat Waarde vläicht eng Léisung. Waarden op eng Impfung oder Waarden, dass an der Gesellschaft jidderee sech un d'Reegelen hält an d'Zuelen erofginn. Awer fir Leit am héijen Alter ass oft all Dag, wou ee moies nach opsteet, schonn ee glécklechen Dag. Aus de Gespréicher koum eraus, dass een als eeler Koppel net ëmmer Zäit huet fir ze waarden, bis eng Regierung oder eng Direktioun engem erëm erlaabt fir zesummenzekommen. D'Zäit leeft erbaarmungslos weider. Dat bedréckend Gefill, vläicht e Partner, d'Enkelen oder och einfach d'Kolleegen net méi erëmzegesinn, well leider den Doud méi schnell kënnt wéi eng Oplockerung vun de Moossnamen, dat belaascht ganz vill Bewunner. A mir als Politiker hunn och do eng Verantwortung, déi Leit net eleng ze loossen.

Eeler Koppelen hu mech gefrot, ob d'Politik hinnen net de Choix kéint loossen, déi puer Méint awer nach zesummen ze verbréngen, och mam Risiko vu Corona, well den Doud géif recht schnell kommen, mat oder ouni Virus, mee da wéinstens nach mat méiglechst schéinen Zäiten zu zwee oder mat der Famill.

Mir mussen oppassen, dass net méi Leit un de sanitäre Moossnamen, un Depressioune wäerte leide wéi um Virus selwer. Esou laang de Virus nach an eiser Gesellschaft zirkuléiert, wäerte vulnerabel Persoune sech net fräi beweege kënnen. Duerfir ass et wichteg, dass mir d'Persounen, déi an de Fleegestrukture liewen, duerch eng ambitionéis Teststrategie an e wéineg Normalitéit zréckbrénge kënnen. Eng Struktur, vun där gewosst ass, dass d'ganzt Personal an alleguerten d'Bewunner een Dag virdru getest goufen an negativ waren, muss natierlech ganz aner Restriktiounen treffen, wat d'Besuchsrechter ugeet wéi Haiser, an deenen et Fäll ginn.

Mir stëmmen zou, ab November an de Strukturen d'Leit op der Plaz testen ze loossen. Mir begréissen et dofir ausdrécklech, dass d'Regierung, wann och e bësse spéit, elo d'Méiglechkeete vun enger mobiller Teststatioun ubitt.

Här President, als Iddi fir e weidere groussen Debat sollte mir, wa mir iwwert d'Wunnstrukture schwätze fir d'Leit, deenen et net méi méiglech ass, am eegenen Doheem ze bleiwen, och driwwer schwätzen, ob eis aktuell Strukturen nach zäitgeméiss sinn. Déi Diskussioun géife mir als Piraten gären ustoussen.

Wann et ëm Kannerheemer geet, si mir laang fort vun der Iddi, grouss Heemer ze schafen, wou mir alleguerten d'Kanner zesummeleeën. Bei de Kanner setze mir op méi kleng Gruppen, déi an engem familiäre Kader zesummeliewen. Bei der Prise en charge vu Persoune mat Handicap gi mir lues a lues och op dee Wee.

Eis eeler Matbierger verbréngen déi lescht Jore vun hirem Liewen awer oft a grousse Strukture mat ville Better. Mee et ginn och Haiser, an deenen d'Bewunner sech wuelfillen. Just hei ginn, wann et net méi anescht geet, ze seelen déi eenzel Moossname gesot. An et muss een awer do ganz kloer soen: Verschidden Direktiounen huele wierklech sech en Häerz a probéieren, déi lescht Momenter vun de Leit méiglechst gutt ze gestalten!

Dës Pandemie huet eis gewisen, wou d'Erausfuerderunge fir d'Zukunft am aktuelle System leien. An elo ass et un der Politik, dorauser déi néideg Konsequenzen ze zéien. Dofir wollt ech och ze bedenke ginn, dass et vläicht envisagéiert misst ginn, e finanzielle Merci auszebezuelen un all déi zousätzlech Aarbechten, déi geleescht goufen.

Ech wëll ofschléissen, andeems ech béide Secteuren, deem vum Encadrement vu Persoune mat Handicap an deem vun der Fleeg vun eelere Leit e grousse Merci ausschwätzen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.-* Merci, Här President. Ech probéiere mech kuerzzefaassen. Et si vill Froe gestallt ginn zu den Tester. Mee vläicht fir unzefänke just e klenge Rappel: Effektiv, de mënschleche Kontakt, dat ass eppes, wa mer beim Theema vum Dag sinn, wat eis extreem beschäftegt vun Ufank u vun der Kris. De mënschleche Kontakt brauche mer, an d'Leit, déi an den Alters- a Fleegeheimer sinn, am generellen nach méi wéi déi aner. Mee et ass och grad dee mënschleche Kontakt, deen hei ganz oft zum Verhängnis gëtt. Ëmmer erëm gi mer drun erënnert, wéi schnell dëse Virus ëm sech gräift, wéi schnell e sech grad an Alters- a Fleegeheimer ka verbreeden, wann e bis dobannen ass, d'selwecht wéi dat a Spideeler, an anere Strukturen de Fall ass, wou eebe justement méi fragill Leit zesumme wunnen.

Et ass der Regierung wichteg gewiescht, vun Ufank un alles drop ze setzen, hei eng méiglechst genau Vue vun der Situatioun ze behalen a schnell ze intervenéieren, wa Problemer optauchen. Maximale Schutz fir d'Residenten an trotzdeem mënschleche Kontakt oprechterhalen, dat ass eng Zilsetzung, déi mer alleguerten deelen.

Déi richteg a virun allem eng perfekt Léisung ze fannen, wéi een dat ëmsetzt, dat ass allerdéngs éischter d'Quadratur vum Krees. Dass ee sech do onwuel derbäi spiert, kann ech ganz gutt verstoen. Et geet mir net anescht vum Ufank vun der Kris un. Wann een dat eent mécht, da schuet een op deem anere Plang. Wann een ze vill op de mënschleche Kontakt geet, geet de Risiko an d'Luucht. Et ass wéi d'Quadratur vum Krees, eppes, wou een ëmmer erëm ka probéieren, déi perfekt Léisung ze fannen. Ech fäerte ganz, et gëtt se net. Et kann ee just säi Bescht maachen, fir méiglechst gutt equilibréiert ze schaffen an ze intervenéieren, do wou Problemer sinn, a virun allem ganz staark op Preventioun ze setzen.

Ech géif eng Kéier kuerz rappeléieren, dass mer vun Ufank un e groussen Akzent op d'Hygiène gesat hunn. Déi ass wichteg an dëser Pandemie. Dat sinn d'Ekippe vun der Santé och mat allen Haiser duerchgaangen, ob wierklech alles en place ass, fir dat beschtméiglechst ze garantéieren. Mir hu Recommandatioune ginn, wéi een d'Leit soll isoléieren, wat ee mécht, wann e Cluster ausbrécht an engem Haus, wéi ee sech do soll uleeën.

Dann hu mer mam Laboratoire national de santé direkt Mëtt Abrëll eng sougenannten „action coup de poing" gemaach, wou mer d'Haiser eng Kéier ganz duerchgetest hunn. Dat ware 5.780 Residenten an iwwer 12.000 Mann Personal, déi proaktiv eng Kéier systematesch duerchgetest gi sinn. Mir hunn och am Kader vum Large-Scale-Testing 1 d'Fleegepersonal op Basis deemools vun den Nace-Coden identifizéiert a reegelméisseg agelueden, fir sech testen ze loossen. Dat ass am Kader vum Large-Scale-Testing 2 iwwerholl ginn. D'Lëschten, déi mer hunn, si verbessert ginn. Mir hunn entre-temps dat kënnen iwwereneeleeë mat de Lëschten, déi mer vun der COPAS kritt hunn, fir wierklech esou breet wéi méiglech d'Personal ze erreechen. Zousätzlech sinn och Voucheren disponibel. Mir sinn do wierklech besuergt, all Mënsch ze erreechen, a komplettéieren déi Lëschten au fur et à mesure, wou mer Zousazinformatiounen dozou kréien.

Am selwechte Sënn ass och ufanks November eng zweet „action coup de poing" elo lancéiert ginn, well d'Situatioun elo erëm vill méi kritesch ass, wou eng Kéier mat de mobillen Ekippen eebe sämtlech Altersheimer sollen duerchgetest ginn. Dat ass eng Operatioun, déi ganz ambitiéis ass. Do sinn an der programméierter Phas 23 Haiser schonn duerchgetest ginn. Donieft si mer awer am Kader vum Large-Scale-Testing 2, soubal mer déi Équipe-mobillen haten, systematesch, wann e Problem lokal war, natierlech dohinnergaangen. An deem Sënn wore bis elo insgesamt scho 14 Interventiounen, also nieft deem systemateschen a programméierten Duerchtesten hate mer 14 Interventiounen an Haiser, well eebe Problematiken an deenen Haiser waren, wou mer wierklech, dank deem Monitoring, dee mer hunn, ganz schnell kënnen op d'Plaz goen an dat da maachen.

Och an där nächster Phas, déi si mer amgaangen ze plangen, ab Januar, ass et selbstverständlech virgesinn, dass déi mobill Testcapacitéiten och weiderhin an dëse Secteure wäerten agesat ginn, dëst och an de Strukture vum Handicap a bei de Structures d'accueil fir Toxicomannen.

Wat den Handicap betrëfft, esou ass och do, genau wéi an deenen anere Strukturen, dee Moment, wou Problematike lokal waren, direkt intervenéiert gi mat de mobillen Ekippen. An d'Populatioune selwer sinn als Residenten am Large-Scale-Testing erfaasst, d'selwecht à même titre wéi d'Population générale, wou och am Moment nees eng verstäerkten Aktioun erëm um Lafen ass, fir wierklech eng Kéier d'Menagen eng Kéier flächendeckend duerchzegoen.

D'Schnelltester, déi erwäänt gi sinn, sinn net ze verwiesselen an net ze vergläiche mat engem PCR-Test. D'Direktioun vun der Santé huet hir Recommandatiounen dozou erausginn. Mir hunn eng ganz grouss Bestellung, déi misst normalerweis am Laf vun dëser Woch ukommen an och an den Asaz goen. Et ass ganz wichteg, dass déi Recommandatiounen, déi mer dozou erausginn, och observéiert ginn. Dat si verschidde Saachen. Dat kann een net d'nämmlecht uwennen.

Mir hunn och do virgesinn, dass dat fir d'Visiteuren an den Altersheemer kann agesat ginn, dëst eeben, fir en Zousazscreening ze hunn, wann d'Leit erakommen. Dat kann ee wierklech do ganz gutt maachen. D'Personal wäert weiderhin all zwou Wochen am Kader vum Large-Scale-Testing mat couvréiert sinn.

Allerdéngs ginn d'Schnelltester net prekoniséiert fir Leit iwwer 65 Joer. Dat ass net dat, wat recommandéiert ass, weeder hei a Lëtzebuerg elo, mee och d'selwecht net a Frankräich an an der Schwäiz. Do hu mir eis alignéiert zu deene Recommandatiounen, déi do applikabel sinn am Moment.

Mir wäerten och weiderhi ganz genau kucken, wat d'Recommandatioune sinn, déi vun der europäescher Gesondheetsbehörde elo an den nächsten Deeg normalerweis misste komme fir den Asaz vun de Schnelltester. Si sinn anescht wéi d'PCR-Tester. Do muss ee schonn oppassen, wat ee mécht a se richteg do an den Asaz bréngen, wou se Sënn maachen a wou se net zu enger falscher Sécherheet kéinte féieren.

Ech géif och nach eng Kéier kuerz op d'Réserve sanitaire ze schwätze kommen. Ech géif rappeléieren, dass d'Réserve sanitaire séier wuel an der éischter Well am Asaz war. Mir hu ganz vill Leit an de Secteur vun den Altersheimer kënne vermëttelen. An och elo am Moment ass d'Réserve sanitaire natierlech op. Wann do Ufroe sinn, maache mer d'Vermëttlung vu Leit, wëssend natierlech, dass och dee Reservoir net onendlech ass. Mee dat ass eppes, wat virgesinn ass, wat an deem Sënn net eréischt brauch en place gesat ze ginn. Dat ass eng Suerg, déi mer weiderhin hunn. Mir wäerte beméit bleiwen, fir mat allem, wat mer hunn, esou schnell wéi méiglech, esou flexibel wéi méiglech an den Asaz ze goen an déi Testcapacitéiten natierlech dohinner ze drainéieren, wou déi Leit sinn, wou mer wëssen, dass se e gréissere Risk hunn.

Voilà! Ech géif Iech Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Jo, villmools merci. Ech war elo ganz beschäftegt, well ech krut grad déi lescht Chiffere vu gëschter an ech hunn dat elo mol hei, fir Iech dann elo déi ganz nei Chifferen ze ginn aus den Alters- a Fleegeheemer. Do hu mer um Dag vun haut 259 Bewunner aus 28 Alters- a Fleegeheemer, déi aktuell als positiv gëllen op de Covid-19. Et si 25 Leit bäikomm haut, déi positiv getest gi sinn, allerdéngs nach 23, déi elo nees als „guéri" do stinn, dat heescht, et sinn der par rapport zu gëschter zwee bäikomm.

Am ganzen Total vum Ufank vun der Kris u sinn 846 Bewunner positiv getest ginn, 125 Stierffäll, dat wësst Der. Ech mengen, et kommen der nach eng Kéier dräi elo derbäi. A beim Personal, do weess ech och nëmmen d'Gesamtzuel. Do sinn entre-temps, elo muss ech eng Kéier rechnen, 696 Membere vum Personal, déi iergendwann eng Kéier positiv getest gi sinn. Wivill der elo awer akut aktuell positiv sinn, weess ech net.

Ech soen Iech déi Chifferen, souwéi ech Iech se och ëmmer an der Kommissioun ganz gäre soen, wann ech se hunn. Et ass vun de Phasen oder vun den Ampele geschwat ginn. Do ass et vläicht och net oninteressant ze wëssen, wou mer do dru sinn.

Just fir eng Kéier ze soen: Et gëtt den Niveau 1, dat ass „ouvert aux visites", all Besuch ass normal zougelooss. Da gëtt et den Niveau 2 an den Alters- a Fleegeheemer, dat ass, dass de Besuch normal ka kommen, onugemellt an esou weider, mee net an d'Zëmmer, mee an e „lieu dedié", dat heescht, an e Raum, deen extra dofir virgesinn ass, sief dat zum Beispill am Restaurant, an engem anere Raum, an der Cafeteria. Dann den Niveau 3, do ass d'Struktur och op, mee mat weidere Contrainten, dat heescht, zum Beispill muss een e Rendez-vous huelen oder d'Visiteurszuel ass ageschränkt zum Beispill. An den Niveau 4, dat sinn déi Strukturen, déi just nach op si fir de „fin de vie", fir een ze begleeden, deen um Enn vu sengem Liewen ass.

Fir Iech dann ze soen, vun deenen 52 Alters- a Fleegeheemer hunn ech am Moment, wann ech dann elo richteg hei gerechent hunn, der 6, déi um Niveau 1 sinn, dat heescht wou all d'Visitten normal zougelooss sinn, 9 Strukture sinn um Niveau 2, dat heescht mat Lieu-dédiéen, 26 Strukture sinn um Niveau 3, wou een dann eventuell e Rendez-vous muss huelen oder wou nëmmen eng gewëssen Unzuel vu Leit matenee kann op Besuch goen, an 8 sinn um Niveau 4, wou ee just nach am Fall vun engem Léiwen, deen amgaangen ass ze stierwen, däerf eragoen.

Dann hu mer awer och, fir komplett ze sinn, 1 Struktur, déi Niveau 2 an 3 huet. Dat si Strukturen, déi verschidde Gebailechkeeten hunn, wou vläicht an engem Gebai Leit sinn, déi u Covid erkrankt ginn, an engem aneren net. An dann hu mer 2 Haiser, wou dann um Niveau 3 a 4 sinn, dat heescht, wou vläicht net de ganze Site um selwechten Niveau vun de Visitten ass.

Ech géif gäre soen, par rapport zu deem, wat ech haut héieren hunn, mengen ech, muss ee soen, dass mer alleguerten iergendwéi geléiert hunn, mat deem Virus ze liewe respektiv wéi mer kënnen domadder eens ginn. Och an den Alters- a Fleegeheemer hu mer grouss Fortschrëtter gemaach zanter dem Fréijoer, wou mer de Virus guer net kannt hunn. Allerdéngs kenne mer en nach ëmmer net genuch. Mir verstinn nach ëmmer net richteg, wéi e sech propagéiert, firwat op eemol e Cluster enzwousch optaucht an op enger anerer Plaz vläicht Leit net krank ginn, firwat och Leit asymptomatesch sinn.

Mir hunn an den Alters- a Fleegeheemer ëmmer nach ganz, ganz vill Leit, déi asymptomatesch sinn, wou mer eréischt no engem Large-Scale-Testing, wéi d'Gesondheetsministesch e grad beschriwwen huet, erausfannen, dass se iwwerhaapt positiv sinn an déi an deenen zéng Deeg oder 14 Deeg net eng eenzeg Kéier Symptomer entwéckelen.

Ech hu mat ville Gestionnairen, Chargé-de-direction geschwat vun den Alters- a Fleegeheemer, an dat, wat sech am Fong virun allem geännert huet zanter dem Fréijoer, dat ass, dass elo haut dat richtegt Material sur place ass. Ech denken do zum Beispill u Sauerstoffapparater, well Dir kënnt déi beschten Dokteren an dat bescht Fleegepersonal hunn, wann dann awer herno um Enn vum Dag net genuch Sauerstoffapparater oder soss Material do ass, dann ass dat natierlech e Problem.

Dat heescht, dat ass alles haut do. D'Material existéiert. Mir hunn, an dat ass och haut de Mëtteg gesot ginn, iwwert de Summer gekuckt, fir dann am Hierscht prett ze sinn, fir mat der AMMD, dem Cercle des médecins généralistes, zesumme mam Gesondheetsministère Ligne-de-garden anzeféieren, dass d'Haiser och vun de Generaliste gutt begleet ginn. A wann ech un d'Generalisten denken, dann denken ech eeben effektiv och un d'Weekender, dass do eng Garde ass, nuets, dass do eng Méiglechkeet ass, dass an engem akute Fall den Dokter och ka kommen. Dat heescht, dat alles ass organiséiert. Grad wéi, wou mer och driwwer geschwat hunn a wat och elo organiséiert ass, dat ass, déi richteg Medikamenter sur place ze hunn, déi den Dokter dann och brauch, fir d'Leit kënnen ze versuergen.

D'Zil ass natierlech, dass ee ka bei sech doheem bleiwen, dass een do kann optimal versuergt ginn. Ech mengen, dat gëllt fir ons alleguerten, an et soll een, mir alleguerten, nëmmen an engem wierklech schwierege Fall an d'Klinik goen.

Bref, an den Alters- a Fleegeheemer hu se geléiert, mam Virus ze liewen, mee nach ëmmer net genuch. Mir hunn e ganz enke Kontakt natierlech mat der COPAS, déi d'Alters- an d'Fleegeheemer alleguerten och representéiert, fir dass mer eeben och kënnen aviséieren, hëllefen a kucken, wéi mer kënne liewen an den Alters- a Fleegeheemer. An dat ass de Mëtten och gesot ginn: Wichteg ass, dass d'Leit de soziale Kontakt net verléieren. Wichteg ass, dass mer alleguerten de Kontakt halen, souwäit et méiglech ass. A wann emol eng Kéier e puer Deeg zou ass, da kucken, vläicht méi dacks unzeruffen amplaz dohinner ze goen. Dat war och den Appell, dee mer gemaach hunn. Et ass net, well ech net physesch kann dohinnergoen, dass ech net ka mat engem schwätzen, net ka Kontakt mat engem hunn, wann et nëmme méiglech ass. Et soll ee kucken, an dësen Zäite vill Kontakt ze hunn iwwer Telefon, vill Kontakt ze hunn, dass ee freet, wéi et engem geet. An och do hunn, muss ech soen, d'Chargés de direction enorm Efforte gemaach mat Newsletteren all Dag un d'Familljen, wou de Kontakt oprechterhale gëtt.

An, wat wichteg ass, dass am Haus och d'Liewe ka weidergoen, dass d'Leit kënne liewen, e sozialen Austausch och ënner sech hunn, souwäit et méiglech ass, an dass d'Leit esou mann wéi méiglech an hiren Zëmmeren eebe musse bleiwen.

Vläicht, fir ganz komplett ze sinn, och nach e Wuert zum Handicap. Do hu mer aktuell 20 Persounen am Secteur vum Handicap, déi Covid-19-positiv getest sinn am Moment. An ech mengen, do huet och d'Personal dat ganz gutt ënner Kontroll. Och do ginn et nei Momenter. Et geet een a méi klenge Gruppen eraus, wann een eng Excursioun mécht. Och do hu se sech natierlech ugepasst. An da

wäerte mer iwwermar natierlech och vum Congé pour soutien familial schwätze fir déi Leit, déi e Léifsten hunn, deen an e CPG geet, an e Centre de jour a wou en am Moment net ka goen, well manner Plaze vläicht do sinn, dass mer deene Leit och hëllefen, dass se doheem dann och kënne beschtméiglechst vun engem Léifsten encadréiert ginn.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Dëse Punkt ass dann domat ofgeschloss.

10. Motion de M. Fred Keup relative à l'arrêt de toute privatisation de l'école publique

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 136 de ce compte rendu)

Mir kéimen dann zu de Motiounen, déi haut deposéiert goufen. Fir d'éischt déi Motioun, déi vum Här Fred Keup deposéiert ginn ass. Ass nach een, dee wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Gilles Baum.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. A Merci och fir d'Motioun. Ech mengen, dat gëtt mer awer d'Geleeënheet, fir deen een oder anere Punkt riichtzestellen an enger trotzdeem ganz emotional geféierter Debatt.

Erlaabt mer, dass ech Punkt fir Punkt duerch d'Consideranten an och duerch d'Invitte ginn. Ech huelen déi zwee éischt zesummen, wou festgestallt gëtt, dass d'Regierung de Projet zréckgezunn huet an dat awer net soll definitiv sinn. Effektiv, et schéngt eis, dass an deem Projet hei Klärungsbedarf ass, Klärungsbedarf um politeschen Niveau, awer och Klärungsbedarf mat den Acteure vum Terrain. Dat sinn d'Enseignanten, dat sinn d'Direkteren, dat ass awer och d'Staatsbeamtegewerkschaft. A mir sinn der Meenung, dass et richteg ass, dass mer eis elo déi Zäit huelen, fir deen doten Dossier duerchzeknaen, duerchzegoen an à bon port ze féieren.

Dann déi feelend Dialogbereetschaft. Ech muss lech soen, an ech huelen dat ganz gären als President vun der Kommissioun op meng Kap, wann ech soen, dass d'Kommunikatioun an deem heiten Dossier net esou gelaf ass, wéi se hätt solle lafen, wéi se hätt misse lafen. A spéitstens wéi en Artikel an der gréisster Dageszeitung war, wou awer eng Rei Saache vermëscht gi sinn, wou geschwat ginn ass vun all de Lycéeën, wou geschwat ginn ass vun de Sproochekonditiounen, déi net méi missten agehale ginn, wou geschwat ginn ass och vun Nationalitéiten, muss ech soen, du ware mer op engem Diskussiounsniveau, deen effektiv net deen ass, dee mer eis bei esou engem Projet hätte misse wënschen.

Do si ganz vill Saachen duercherneegehäit ginn, vermëscht ginn. Dat huet eng gewëssen Dynamik kritt, déi ongesond war an déi och falsch war. Ech wëll dat hei an aller Däitlechkeet soe fir d'Invitten, déi hei vun de Kolleege vun der ADR ugefouert sinn: all Usaz an Tendenze fir eng Privatiséierung vun der ëffentlecher Schoul ze stoppen. Et war zu kengem Moment, ech soen dat hei an aller Däitlechkeet, et war zu kengem Moment d'Intentioun, weeder vu menger Partei nach vun der Koalitioun, fir hei eng Privatiséierung vun de Schoulen ze forcéieren. Mee et ass wichteg, dass mer deen doten Dossier elo am Dialog à bon port féieren.

Dann hätten d'Kolleege vun der ADR gär eng exklusiv Nominatioun vun de Memberen aus dem Enseignementskader. Dat kann ee maachen, wann ee Leit huet, déi sech mellen. Dat wär jo dann och wënschenswäert. D'Fro ass awer déi: Wat maache mer, wa mer fir d'Direkteschposten an deene Schoulen - an ech widderhuelen hei, dass mer hei exklusiv vun deene véier spezialiséierte Schoule schwätzen, déi och am Projet de loi opgelëscht sinn, et ass d'Hotelsschoul, et ass d'Ackerbauschoul, et ass den LTPS an den LTPES -, wat maache mer, wa mer konkreet keng Leit hunn, déi bereet sinn, fir an d'Direktioun vun deene Schoulen ze goen?

An dann dee leschten Invite, dat ass, derfir ze suergen, dass d'Beherrschung vun der Nationalsprooch muss beim Schouldirekter eng Konditioun sinn. Wann ee sech mat deem Projet befaasst huet, an ech gi jo dervun aus, dass all Mënsch, dee sech elo zu deem dote Projet zu Wuert gemellt huet, sech extensiv mat deem Projet befaasst huet, da weess en, dass en Direkter, dee gemellt ass, natierlech an de Statut vum Staatsbeamte fält nom Gesetz vum 9. Dezember 2005, an déi Sproochekonditioune muss erfëlle laut dem Règlement grand-ducal vum 12. Mee 2010. Dat heescht, e muss déi dräi Sproochen, déi hei zu Lëtzebuerg Usus sinn, Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch, beherrschen.

Fir nach eng Kéier trotzdeem op de Fong ze goen. Et war zu kengem Moment - dat kënnt Der an de PVen noliese vun der Kommissioun - rieds dervun, eng Dispens ze gi vun den Nationalsproochen. Et war och net rieds dervun, fir de Projet op aner Lycéeën auszebreeden ausser déi véier Lycéeën, déi ech elo opgezielt hunn.

Duerfir mengen ech, dass et richteg ass, dass dee Projet vum Ordre du jour geholl ginn ass, dass mer kënnen onemotional, onopgereegt, an aller Rou, serainement mat de Gewerkschaften, mat de Leit vum Terrain deen doten Dossier nach eng Kéier ugoen an, le cas échéant, à bon port féieren.

Ech géif lech duerfir proposéieren, déi Motioun vum ADR hei net matzedroen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, wéi mäi Virriedner, den Här Baum et gesot huet: Et ass emotional diskutéiert ginn, well et och e gewëssene Grond gëtt, firwat een dat emotional muss diskutéieren.

Bon, mir haten zwou Sëtzungen och an der Educatiounskommissioun, wou mer driwwer diskutéiert hunn, eng Kéier bei der Presentatioun, an duerno war erëm eng Kéier eng Diskussioun, wou mer de Bericht ugeholl hu respektiv net matgestëmmt hunn, wéi dat bei eis och de Fall war.

Also engersäits muss ee soen, wärend der Diskussioun sinn awer eng Partie Froe gestallt ginn, ech war net deen Eenzegen, mengen ech souguer, deen déi Fro gestallt huet, notamment fir ze wëssen, wéi et ass mat de Kandidaten, déi sech mellen, Direkteren. An et hu sech tatsächlech och Leit aus dem Enseignement gemellt, dat krute mer emol gesot, mee se géifen déi Krittären net erfëllen. An ech mengen, am Laf vun den nächsten Diskussiounen, déi mer musse féieren, misst een dann awer och kloerstellen, a mir wäerten als Lénk erëm dorobber zréckkommen, wat fir eng Krittären da gestallt ginn, wat d'Krittären da waren, déi net erfëllt goufen a wat fir eng Mesuren ee misst huelen innerhalb vun der Fonction publique, fir eebe Leit weider auszebilden, wat souwisou schonn de Fall ass.

Duerno - ech hunn net vill Zäit - zur Motioun selwer. D'Motioun ass eis u sech ganz sympathesch. Den éischte Punkt, do si mer natierlech och géint eng Privatiséierung a géint all Privatiséierung vun der ëffentlecher Schoul. Dat heiten, dat war éischter eng Approche, fir managerial Methoden aus dem Private vläicht an der ëffentlecher Schoul anzeféieren, wat natierlech net gutt ass.

Zweetens, natierlech si mer och der Meenung, datt d'Direkteren aus dem Enseignementskader misste kommen. An dat Drëtt, dat ass kloer, domadder sinn ech och mam Här Baum total averstanen, et ass jo net a Fro gestallt ginn, datt een déi dräi Sproochen net misst kënnen. Dat ass ganz kloer. Dat krute mer och assuréiert.

Mee duerno, wann ech dat liesen, mir sinn och der Meenung als Lénk, datt een déi dräi Sprooche misst beherrschen. Mir wiere souguer bereet, déi heite Motioun unzehuelen, mee de Problem ass awer deen: Éischtens, eng perfekt Beherrschung vun deenen dräi Sproochen; ech mengen, dat gëtt et net. An dat riskéiert, wierklech restriktiv ze ginn. Souguer Lëtzebuergesch ... Wie kann hei perfekt Lëtzebuergesch schreiwen? Ech net!

(Hilarité)

An ech mengen, duerno hu mer nach just déi Häre Atten a Lex Roth, déi sech kéinte fir dee Poste mellen.

(Hilarité)

An ech weess net, ob déi venerabel Häre Loscht hunn, fir déi Chargen nach ze iwwerhuelen.

Dofir mengen ech, datt d'Beherrschung misst duergoen.

An duerno och d'Konditioun fir d'Positioun an eisem ëffentleche Schoulwiesen. Positioun ass vläicht och e bësselche vag. Wat heescht dat? Ass dat Fonctionnaire oder net? Dat ass warscheinlech da just fir e Fonctionnairesposten. Also, wann déi zwou Saache kéinte geännert ginn, zemools déi perfekt Beherrschung vun eisen dräi Sproochen, da kéinte mer se souguer matdroen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An da geet d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. U sech wollt ech net heirobber kommen. Ech wollt och net vill soen. Mee wéi den Här Baum bis ugefaangen huet, hunn ech geduecht, ech misst awer eropkommen, well eng feelend Dialogbereetschaft, mengen ech, war evidenterweis do. Den Här Baum seet, hei wier et net noutwendeg, dee Projet definitiv zréckzezéien, well et sech nëmme géif ëm véier Schoulen handelen.

Da kann ech lech soen: Déi véier Schoulen, mat deenen ass net geschwat ginn! Déi véier Schoule froe sech, firwat grad si déi sinn, déi aner Konditiounen hunn. Déi véier Schoule froe sech, wéi datt dat definéiert ginn ass. Wat ass eng spezialiséiert Schoul? An déi véier Schoule fille sech wéi Schoulen zweeter Klass heimadder, an dat kann ech definitiv hei net ënnerstëtzen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dann hu mer iwwert d'Sproochekonditioune geschwat. Ech ginn dervun aus, datt se d'Sprooche misste kënnen. Mee esou kloer ass dat net. Am Statut vum Fonctionnaire steet, datt een, ier een an de Stage geet, déi dräi Sprooche muss beleeën. Déi hei kommen net an de Stage. Et ass ee Reglement an deem Statut; an deem Reglement ass den Direktiounsposte vum Enseignement ausgeschloss. Bei dem Direktiounsposte vum Enseignement, do steet näischt dran iwwert d'Sproochen, well déi jo normalerweis aus dem Enseignement komm sinn a well déi aus dem Enseignement jo e Sproochentest gemaach hunn. Duerfir sinn ech mer hei guer net esou sécher, ob déi Konditioun vun de Sproochen erfëllt ass an dofir muss och dat gekläert ginn.

Also, mat där Motioun hei vun der ADR kënne mer sécherlech liewen. Mir wëllen och all Tendenz vu Privatiséierung stoppen. Mir wëlle gären hunn, datt d'Nominatioune vun de Schouldirektioune weiderhin aus dem Enseignement kommen. A mir wëllen och gären hunn, datt se déi dräi Sprooche kënnen. Just mat deem „perfekt", do wäre mer och frou, wann dat gestrach wier. Well wann ech schonn hei Éislekesch schwätzen, ech mengen, dann ass dat schonn net perfekt Lëtzebuergesch.

Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen. Da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Motioun ass u sech fir eis eppes, wat ganz sympathesch ass, well ech hunn déi lescht Deeg domadder verbruecht, mat den Direktiounen aus deene jeeweilege véier betraffene Lycéeën ze kommunizéieren, an déi véier Direktioune waren definitiv net consultéiert ginn.

A wann een elo seet, mir missten dann elo endlech diskutéieren, ass dat vläicht de falsche Wee. Wa mer esou e Projet maachen, da sollt ee vläicht am Viraus den Dialog sichen, a grad mat deene Betraffenen, well wann et nëmme solle véier Lycéeë sinn, dann hätt de Minister och kënnen en amont mat deene véier Direktioune schwätzen.

Elo ze behaapten, et wäre just véier Lycéeën, ass iwwregens, an do ginn ech dem Martine Hansen Recht, och e bësse geflunkert, well schonn am Exposé des motifs steet dran, datt ee kéint iwwerleeën, dat Ganzt nach eng Kéier fir aner Lycéeën opzemaachen. An et däerf een net vergiessen, datt et en analoge Gesetzesprojet gëtt, fir dat heiten och nach a véier aneren Instituter ze maachen.

Deementspriechend sinn ech der Meenung, datt mer hei wierklech sollten den definitive Retrait froen an datt een dee ganze Spaass do soll nei ufänken.

Dat Zweet ass: Wat mécht eis déi Motioun hei e bëssen onsympathesch? Dat ass wierklech dat mat där perfekter Beherrschung. Den David Wagner sot et, d'Martine Hansen sot et, ech hunn nach virdru mam Marc driwwer geschwat: Kee vun eis heibanne kann déi dräi Sprooche perfekt. A wann och nach ee vun eis perfekt Lëtzebuerg kéint schreiwen, da wär e warscheinlech an iergendenger anerer Sprooch defizitär. A wann en déi aner Sprooche perfekt kann, dann ass en am Lëtzebuergesche vläicht defizitär.

Deementspriechend, wann dat kéint geännert ginn, da kéinte mir déi Motioun matdroen. Wat de Rekrutement ugeet vun den Direkteren a Schoulen, mengen ech, sollt et evident sinn, datt déi eng gewëssen Erfarung, eng gewësse pedagogesch Ausbildung brauchen, an dat fënnt een ...

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- ... nun emol am Corps enseignant an net op iergendenger Bank oder an enger Assurance.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. An dann hat den Här Gilles Baum nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Just eng Kéier, fir drop ze reagéieren. Wat d'Madamm Hansen gesot huet, wat d'Sproochekonditiounen ugeet: Ech mengen, wa mer eis awer referéieren drop, dass déi Leit, déi eng Kéier Direkter kënnen nominéiert ginn an an de Statut vum Staatsbeamten erakommen, da spillt och d'Beherrschung vun de Sproochen. An ech huelen dann och dat Wuert „perfekt" net an de Mond, da spillt natierlech d'Beherrschung vun de Sprooche laut dem Gesetz vum 9. Dezember 2005 an dem Règlement grand-ducal vum 12. Mee 2010. Dat schéngt fir mech eng evident, evident Konditioun ze sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Gilles Baum. An da ginn ech nach d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR), auteur*.- Villmools merci, Här President. Ier mer elo an eng philosophesch Diskussioun hei erageroden, ob et Perfektioun iwwerhaapt gëtt op dëser Welt, géif ech proposéieren, wann dat méiglech ass, dass ech dat Wuert géif sträichen an der Motioun an dass se dann eebe kéint hei méi breet ugeholl ginn.

(Hilarité)

Ass dat okay? Geet dat, jo?

Une voix.- Jo, jo.

M. Fred Keup *(ADR), auteur*.- Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Keup. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Léon Gloden), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves

Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

11. Motion de M. Marc Baum relative à la mise à disposition de gel désinfectant dans les transports en commun et dans l'espace public, ainsi qu'une nouvelle distribution gratuite de masques

Motion de M. Marc Baum relative à la suspension des déguerpissements ordonnés et des coupures d'approvisionnement en eau, gaz, électricité et télécommunications

Motion de M. Marc Baum relative à la prolongation de douze mois de la période pendant laquelle les indemnités de chômage peuvent être perçues pour tout demandeur d'emploi indemnisé

(Motions déposées au cours de cette séance publique - à consulter en page 140 de ce compte rendu)

Da kéime mer zu deenen dräi Motiounen, déi vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk deposéiert gi sinn. Wann do meng Informatioune richteg sinn, ass et de Wonsch, fir dës dräi Motiounen an d'Kommissiounen ze verweisen; déi éischt an d'Transportkommissioun, déi zweet an d'Familljekommissioun an déi drëtt an d'Travailkommissioun.

An ech géif direkt dem Auteur vun dëse Motiounen d'Wuert ginn, dem Här Marc Baum, fir dat ze confirméieren.

M. Marc Baum *(déi Lénk), auteur.*- Jo. Merci, Här President. Dir hutt dat ganz richteg matkritt an och ganz richteg resuméiert. Ech hunn Zeeche kritt, datt duerchaus Bereetschaft wier, op deem engen oder anere Punkt d'Diskussioun ze féiere respektiv deem, wat do gefrot gëtt, nozekommen. Duerfir wëlle mir eis op kee Fall enger konstruktiver Diskussioun zäitno an deene jeeweilege Kommissioune verschléissen an dann zu engem breetméiglechste Konsens kommen, datt Elementer dovunner ëmgesat ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

Vote sur le renvoi des 3 motions en commission

Wien d'accord ass, fir dës dräi Motiounen an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen

Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

Domadder ginn déi dräi Motiounen an déi zoustänneg Kommissioune verwisen, wou se sollen zäitno behandelt ginn.

(La motion relative à la mise à disposition de gel désinfectant dans les transports en commun et dans l'espace public, ainsi qu'une nouvelle distribution gratuite de masques est renvoyée à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics.

La motion relative à la suspension des déguerpissements ordonnés et des coupures d'approvisionnement en eau, gaz, électricité et télécommunications est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration.

La motion relative à la prolongation de douze mois de la période pendant laquelle les indemnités de chômage peuvent être perçues pour tout demandeur d'emploi indemnisé est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.)

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.14 heures.)

SÉANCE 12

M. Fernand Etgen, Président I Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

Mercredi 18 novembre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une motion par M. David Wagner**
   - Exposé : M. David Wagner
3. **Question élargie n° 53 de M. Fernand Kartheiser relative aux accords Artemis**
   - M. Fernand Kartheiser - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Fernand Kartheiser - M. le Ministre Franz Fayot
4. **Question élargie n° 54 de M. Laurent Mosar relative à l'initiative « Space Resources »**
   - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot
5. **7663 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État**
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary (intervention de M. André Bauler) (dépôt de la motion 1)
   - Débat : M. Aly Kaes (interventions de M. Gusty Graas et M. André Bauler) - M. Claude Lamberty - Mme Cécile Hemmen - M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 2) - M. David Wagner - M. Marc Goergen - M. Serge Wilmes
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme Lydie Polfer)
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Motion 2 : Mme Josée Lorsché - M. Aly Kaes - M. Marc Goergen - M. Jeff Engelen - M. le Ministre François Bausch
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
6. **7506 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement**
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **Motion de M. David Wagner relative au programme de formation, aux critères d'éligibilité et aux compétences requis pour les postes de directeur de l'enseignement**
   - Discussion générale : M. Gilles Baum - M. David Wagner
   - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Franz Fayot, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Nee, Här President.

2. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géif ech d'Wuert un den Här David Wagner gi fir den Depot vun enger Motioun. Här David Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Ech wollt erëm op de Projet de loi zréckkommen, deen héich Welle geschloen huet, iwwert d'Nominatioun vun den Direkteschposten. An elo si mer jo gëschter oder souguer virgëschter iwwert d'Press gewuer ginn, datt den Här Minister Meisch deen elo zréckgeholl huet. An dann hu mer deen och vum Ordre du jour erofgeholl. Haut hätte mer jo sollen doriwwer ofstëmmen. Bon.

Elo ass et dann esou, datt mer an enger Situatioun sinn, wou dee Projet de loi u sech - wéi soll ech soen? - en suspens ass, op eng gewëssen Aart a Weis. An ech gi jo och dovunner aus, datt e soll weiderdiskutéiert ginn. Ech weess nach net, wéi et wäert oflafen. Mee op jidde Fall ass et ganz kloer - ganz dovunner ofgesinn, datt mir als Lénk mengen, datt dee Projet de loi iwwerhaapt a senger Philosophie net drobar ass -, datt en awer eng Partie Klarifikatioune brauch, déi mer och net richteg kritt hunn an der Kommissioun, wou u sech gewësse Saachen net ganz kloer waren, notamment justement wat d'Qualifikatioun an d'Formatioune vum Personal ugeet, dat Kandidat ass, fir déi Direkteschposten ze iwwerhuelen.

Et gouf jo gesot, et hätte Leit sech gemellt. Si hätten awer de Krittären net entsprach an dofir misst een dann déi Initiativ huele vun deem Projet de loi, fir dann déi Karriär fir Kandidaten aus der Privatwirtschaft opzemaachen.

Bon, mir si weiderhin der Meenung, datt dat net néideg ass. Mir si weiderhin der Meenung, wann et tatsächlech géif Schwieregkeete ginn, fir Leit ze rekrutéieren - dat sief emol dohigestallt, mee huele mer un, datt dat wierklech de Fall wier -, datt een do muss eng Solutioun innerhalb vum Service public fannen. Et gëtt jo och elo Formatiounen, och op der Uni, um IFEN, um INAP. Et gëtt och dee Master „Management und Coaching im Bildungs- und Sozialwesen" an esou weider an esou virun.

Et ass alles warscheinlech nach perfektibel. Dat muss ee kucken, dat weess ech selwer net. Mee op jidde Fall, vu datt awer och de Monde enseignant jo ganz staark dergéint war, géife mer hei eng Motioun deposéieren, déi dräi Saachen u sech fuerdert:

Déi éischt Saach wier, datt mer an der Kommissioun vun der Éducation nationale e prezise Bericht kréien iwwert de ganze Programme de formation, deen an der Fonction publique en vigueur ass fir d'Carrière supérieure, an och déi verschidden obligatoresch Formatioune fir d'Enseignantë vun der Carrière supérieure, déi Possibilitéiten, déi sech och opmaachen.

Zweetens wéilte mer, datt déi verschidde Critères d'éligibilité fir déi Poste vun deene Lycéeën, mat deene Kompetenzen, déi se och brauchen, an der Educatiounskommissioun och vum Ministère presentéiert ginn.

An drëttens, an ech mengen, do schloe mer op jidde Fall vir, datt dat à huis clos misst geschéien, wéilte mer awer och, datt de Ministère eis an der Kommissioun u sech d'Lëscht vun de Kandidaten mat hirer Qualifikatioun, déi fir déi prezis Poste postuléiert haten, presentéiert. Natierlech à huis clos, well et do ëm Leit geet.

Voilà! Dat wär dann déi Motioun, déi ech hei am Numm vun déi Lénk géif deposéieren. Wannechgelift.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que le projet de loi 7662 a pour motif d'ouvrir les postes de direction de quatre lycées spécialisés à des candidat(e)s issu(e)s du secteur privé ;

- que le projet de loi 7662 prévoit des modifications concernant l'éligibilité des candidat(e)s aux postes de direction des lycées spécialisés en question qui impliquent l'abrogation pour les candidat(e)s des obligations de formation et d'expérience professionnelle incombant normalement au personnel de la carrière supérieure de l'enseignement ou de la carrière supérieure de l'administration ;

- que Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale justifie les modifications susmentionnées par la nécessité d'obtenir davantage de candidatures aux profils variés susceptibles d'apporter des compétences et avis scientifiques expérimentés ;

- que les candidat(e)s issu(e)s de la fonction publique ont dû suivre des formations en partie obligatoires dans le cadre de l'IFEN et de l'INAP et qu'ils peuvent à titre bénévole suivre des formations universitaires telles que le master « Management und Coaching im Bildungs- und Sozialwesen » proposé à l'Université du Luxembourg ;

- que ces formations devraient apporter aux candidat(e)s de la fonction publique des compétences nécessaires à occuper des postes de direction dans les lycées et autres institutions et services de l'Éducation nationale ;

- que les compétences requises pour diriger une entreprise ne sont pas applicables de la même façon pour la direction d'une école publique ;

- que l'école publique a une mission de service public qui consiste à instruire obligatoirement tous les jeunes en âge de fréquenter l'école de manière à lutter contre les inégalités sociales et économiques et de promouvoir l'égalité des chances ;

- la résistance qu'ont manifesté les enseignant(e)s et leurs syndicats respectifs au projet de loi 7662 ;

- que le projet de loi 7662 se trouve en suspens et qu'il nécessite des clarifications,

invite le Ministre

- à présenter à la Commission de l'Éducation un rapport précis du programme de formation en vigueur dans la fonction publique pour les carrières supérieures de l'administration ainsi que les possibilités et programmes obligatoires de formation pour les enseignant(e)s de la carrière supérieure de l'enseignement ;

- à présenter à la Commission de l'Éducation les critères précis d'éligibilité aux postes de direction des lycées en termes de compétences et de formations requises ;

- à présenter à la Commission de l'Éducation à huis clos la liste des candidat(e)s et de leurs qualifications ayant d'ores et déjà postulé aux postes en question.

(s.) David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

3. Question élargie n° 53 de M. Fernand Kartheiser relative aux accords Artemis

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der erweiderter Fro Nummer 53 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Artemis-Accorden. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten Zäit zou, fir seng Fro virzedroen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Den 13. Oktober huet den Här Minister Fayot am Numm vun eisem Land d'Artemis-Accorden ënnerschriwwen, déi mat enger Rei vun internationale Partnerstaaten a Weltraumagenturen ofgeschloss goufen. Dorënner och d'Vereenegt Staate vun Amerika, fir déi den Administrateur vun der NASA, den Här Bridenstine, ënnerschriwwen huet.

Dës Accorde betreffen eng Rei vu Prinzippien, déi d'Zesummenaarbecht am Weltraumsecteur solle reegelen. Mir als ADR begréissen am Prinzip, wa mir Accorden ofschléissen, déi eisem Weltraumsecteur nei Méiglechkeeten opmaachen an eis et erlaben, eis och international an deem Secteur weider ze profiléieren.

Et stelle sech awer am Kontext vun deenen Accorden eng Rei vu konkreete Froen. Ech wéilt déi a fënnef Kategorien hei opdeelen.

1. Déi lëtzebuergesch intern Froen a Prozeduren.

Dësen Accord ass en internationaalt Ofkommes, well jo och eng Rei vu Staaten ënnerschriwwen hunn. Och den Här Fayot huet am Numm vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen. Déi éischt Fro ass also selbstverständlech: Wéini kritt d'Chamber déi Accorden, fir se ze ratifizéieren?

Zweetens, an der Preambel vun den Artemis-Accorde stinn eng ganz Rei vun internationalen Ofkommessen, déi do opgezielt sinn. D'Fro ass: Wéi enge vun dësen Accorde musse mir nach als Staat bäitrieden, fir datt mer konform sinn zu deem Accord? A wat sinn d'Inzidenze vun den Artemis-Accorden op eis eege Weltraumlegislatioun aus dem Joer 2017?

2. Zweete Beräich: déi international Zesummenaarbecht.

Et ass opgefall, datt déi Artemis-Accorden zwar vun enger ganzer Rei vu Staaten ënnerschriwwe goufen, awer net vu China an net vu Russland. Et ass also d'Fro: Wéi soll sech d'Zesummenaarbecht mat deene Staaten am Weltraum an Zukunft artikuléieren? Besteet nach eng Méiglechkeet, déi Staate matzeassociéieren oder kréie mer elo en Zenario vun engem neie Kale Krich, déi Kéier am Weltraum, well fundamental aner Vuen do openeestoussen?

3. D'Relatioun tëschent den Artemis-Accorden an dem Outer Space Treaty vun 1967.

Den Artikel II vum Weltraumvertrag vum 27. Januar 1967 seet: « L'espace extra-atmosphérique », ech zitéieren hei déi franséisch Versioun, « y compris la Lune et les autres corps célestes, ne peut faire l'ob-

jet d'appropriation nationale par proclamation de souveraineté, ni par voie d'utilisation » dat ass jo dat, wat eis hei géif interesséieren, « ou d'occupation, ni par aucun autre moyen ».

D'Artemis-Accorde schafen e juristesche Regimm, fir Staaten a privaten Entreprisen Aktivitéiten am Beräich vun der Exploitatioun vu Weltraumressourcen ze erméiglechen. An der „Section 10" vun den Accorden heescht et dozou - ech zitéieren dat op Englesch -: "The Signatories affirm that the extraction of space resources does not inherently constitute national appropriation under Article II of the Outer Space Treaty."

Sinn dës Dispositiounen der Regierung no matenee kompatibel, déi vum Outer Space Treaty an déi vun den Artemis-Accorden? A wéi interpretéiert d'Regierung d'Sektioun 10 an dat Wuert „inherently" an dësem Kontext?

4. D'Inzidenze vun den Artemis-Accorden op d'Aarbechte fir d'Upassung vum Weltraumvertrag vun 1967, op d'Fro vun der kommerzieller Exploitatioun vu Weltraumressourcen.

Lëtzebuerg probéiert an UNO-Fora, den Droit international public an engem Sënn weiderzeentwéckelen, deen déi friddlech Notzung vum Weltraum méiglech mécht. D'Universitéit Lëtzebuerg ass och an déi Efforte matagebonnen.

Wéi eng Inzidenzen hunn d'Artemis-Accorden op d'Aarbecht vun den UNO-Gremien, déi d'Weltraumrecht an engem internationale Konsens solle weiderentwéckelen, notamment de Committee on the Peaceful Uses of Outer Space?

Eng Fro, déi och an der Sektioun 10 Paragraf 4 vun den Artemis-Accorden ugeschwat gëtt, deen heescht: "The Signatories intend to use their experience under the Accords to contribute", eeben zu dem Developpement vun dem Weltraumrecht, "including through ongoing efforts at the COPUOS." Ginn déi Aarbechten net duerch d'Artemis-Accorden de facto ënnergruewen?

5. D'Problematik vun de „safety zones".

De Vertrag vun 1967 schreift vir, datt « toutes les régions des corps célestes doivent être librement accessibles ». En insistéiert och op déi friddlech Notzung vum Weltraum.

D'Sektioun 11 vun den Artemis-Accorden „Deconfliction of Space Activities" schaaft awer sougenannt „safety zones" ronderëm, zum Beispill, ekonomesch Aktivitéitszonen, fir eng sougenannt „harmful interference" vun aneren ze verhënneren. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi „safety zones" mat de Prinzippie vum Weltraumvertrag vun 1967 kompatibel sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Virop merci un den honorabele Fernand Kartheiser fir seng Fro zu dësen Artemis-Accorden, wat et mir erlaabt, och eng Kéier hei an der Chamber dorobber anzegoen.

Ech mengen, generell fir d'éischt sief iwwer Artemis gesot, dass dat, wéi Der wësst, e Programm ass vun der NASA, deen d'Zil huet, 2024 déi éischt Fra an e weidere Mann um Mound landen ze loossen, an awer och doriwwer eraus, fir laangfristeg um Mound Fouss ze faassen, sech do ze etabléieren, Infrastrukturen opzebauen, fir déi weider Erfuerschung vun anere Planéiten ze erlaben, notamment dem Planéit Mars, fir déi da seriö unzepeilen.

Dëse Programm ass dee seriösten a gréisste Programm, deen et weltwäit momentan an dësem Beräich gëtt. Et ass also extreem wichteg fir Lëtzebuerg, hei kënne matzemaachen. Et ass och ëmsou méi wichteg, fir hei an deem éischte Grupp, an deem Peloton de tête vu siwe Länner derbäi ze sinn, déi hei invitéiert goufen.

Den Objektiv vun deenen Artemis-Accorden ass eng gemeinsam Visioun, fir d'Gouvernance vun eisen Aktivitéiten ze etabléieren, mat Prinzippien, mat Guidelines a mat Best Practices. Dat soll méi Sécherheet a Kloerheet ginn.

Déi Accorde sinn en ligne mat dem Prinzip, zu deem mir och adheréieren an eiser Initiativ Space Resources, vun der friddlecher Natur vu Weltraumaktivitéiten, vun Transparenz, fir Konflikter ze vermeiden, a vum Commitment, fir wëssenschaftlech Daten ze publizéieren.

Wat elo déi spezifesch Froe vum Fernand Kartheiser ugeet, esou bezitt sech déi éischt op déi lëtzebuergesch intern Prozeduren an déi eventuell Kontradiktioun oder Inzidenz vun deenen Artemis-Accorden op eist Gesetz vun 2017.

Deen éischte Punkt, deen ech hei gär géif ganz kloer soen, dat ass, dass d'Regierung net der Meenung ass, dass dat heiten en Traité ass. Et ass eng politesch Deklaratioun. Déi Prinzippien, déi hei drastinn, si keng legal, juristesch bannend Verflichtungen, dofir ass et fir eis ganz kloer keen Traité, dee misst hei vun der Chamber approuvéiert ginn.

Dës Accorde si vun der Luxembourg Space Agency mat der NASA an dem State Department negociéiert ginn. Si sinn iwwregens och an enker Zesummenaarbecht mam Ausseministère ausgeschafft ginn, deen natierlech genee déi selwecht Meenung vertrëtt wéi déi, déi ech elo just gesot hunn.

D'Artemis-Accorden hunn och keng direkt Inzidenz op d'Gesetz vum 20. Juli 2017 iwwert d'Erfuerschung an d'Notzung vun de Ressourcë vum Weltraum. Awer ee wichtege Punkt, an dat schwätzt och eppes un, wat Dir thematiséiert hutt, Här Kartheiser, dat ass, dass déi Artemis-Accorden hei u sech eis Interpretatioun vum Outer Space Treaty vun 1967 confirméieren, an haaptsächlech dee ganz wichtege Punkt, wann een eppes op engem Planéit fënnt an dat do extrahéiert, dass een do kann eng Proprietéit drop ausüben.

Dir wësst - a mir haten déi Diskussioun en long et en large, wéi mer d'Gesetz adoptéiert hunn 2017 -, dass dat eng Fro ass, déi diskutéiert gëtt an der internationaler Doktrinn. Do gëtt et déi eng Meenung an déi aner. Mir waren deemools der Meenung a gesinn eis haut och doranner bestätegt mat deenen Artemis-Accorden, dass eis Interpretatioun déi richteg ass. An dat ass och déi, déi sech hei an den Artemis-Accorden erëmfënnt.

Bon, et ass esou, dass verschidden Aktivitéiten, wa mer déi da maachen am Kader vum Artemis-Programm, eventuell mussen iwwer Gesetz autoriséiert ginn, jee no der Natur vun der Aktivitéit. Mee Dir wësst jo och, dass mer do amgaange sinn, e Spacegesetz ze adoptéieren, wat scho ganz wäit fortgeschratt ass an der Chamberskommissioun, wat deemnächst ee méi largë Kader gëtt fir Spaceaktivitéiten.

An den Ae vun der Regierung léisst d'Gesetz genuch Flexibilitéit, fir d'Krittäre vun den Artemis-Accorden ze consideréieren, wann dat dann néideg wier.

Är Froen, wat déi limitéiert Memberschaft vun den Artemis-Verträg ugeet an de Fait, dass verschidde Länner net derbäi sinn, awer och d'Inzidenz vun den Artemis-Accorden op d'Aarbechte fir d'Upassung vum Weltraumvertrag vun 1967 un d'Fro vun der kommerzieller Exploitatioun vu Weltraumressourcen, ech mengen, do sief fir d'éischt emol gesot, dass d'Artemis-Accorde virun allem emol Reegelen opstelle fir den Artemis-Programm. Et ass also normal, dass just déi Länner, déi elo dans un premier temps deem Programm do bäigetruede sinn, och hei vun deenen Accorde concernéiert sinn.

Déi Accorde representéieren, wéi gesot, e politesche Commitment, fir eng Rei vu Prinzippien ze respektéiere fir eng friddlech an durabel Exploratioun vum Weltraum. Als politesch Guidelines sti se net am Wee vun engem zukünftegen internationale Kader iwwer Space-Resources-Aktivitéiten; wou Der ganz Recht hutt, dass mer als Lëtzebuerg natierlech och derbäi sinn an deene verschiddene Foren, wou dat geschitt, sief dat bei der UNO oder och am Kader vun där Demarche vun Den Haag.

D'Artemis-Accorde mentionéieren iwwregens e Besoin, fir dës Aspekter weiderhin och ze creuséieren an och dee multilaterale Kader weiderhin ze diskutéieren. Well et ass jiddweree sech bewosst, dass deen Outer Space Treaty vun 1967 muss ugepasst ginn. Dat heescht, dass d'Aarbechte bei der UNO op alle Fall solle weidergoen, fir d'Fro vun der kommerzieller Exploitatioun vu Weltraumressourcë weider ze klären.

Wéi gesot, nach eng Kéier: Mir gesinn do keng Kontradiktioun zwëschent dësem Accord an deenen Demarchen an deenen Diskussiounen, déi do en cours sinn. Au contraire menge mer, dass d'Prinzippie vun den Artemis-Accorden do en interessanten Input kënne sinn, genausou wéi d'Resultater vum Hague International Space Resources Governance Working Group, wou mir jo, wéi gesot, och als Lëtzebuerg staark dran implizéiert sinn.

Wat och wichteg ass, an dat ass, fir op Är Fro anzegoen, ob hei net kënnen diplomatesch Incidencen doduerch entstoen, dass verschidde Länner ausgeschloss sinn: D'Artemis-Accorde sinn op fir weider Länner. An deem Kontext ass et wichteg, och ze betounen, dass d'NASA och schonn an Diskussioun ass mat enger ganzer Rei anere Länner, déi hei interesséiert si matzemaachen. Doriwwer eraus wësst Der och, dass mer als Lëtzebuerg eng ganz Rei bilateral Accorden hunn am Kader vum Space mat anere Länner, déi hei net onbedéngt derbäi sinn, mee mat deene mer och am Beräich vum Space zesummeschaffen.

D'ESA huet och virun e puer Wochen en Accord mat der NASA ënnerschriwwen, fir beim Artemis-Programm matzemaachen. Do stellt sech natierlech och automatesch d'Fro fir d'ESA-Memberstaaten, ob se den Artemis-Accorde wëlle bäitrieden.

Bon, op d'Relatioun tëschent dem Artemis-Accord an dem Outer Space Treaty vun 1967 sinn ech schonn agaangen. Ech sinn der Meenung, d'Regierung ass der Meenung, dass déi Accorden hei en fait eng operativ Ëmsetzung vun de Verflichtunge vum Outer Space Treaty sinn an natierlech op kengem Punkt en contradiction si mat deem Traité.

Da schlussendlech iwwert d'Problematik vun de Sécherheetszonen: D'Artemis-Accorde reegelen eng zukünfteg Zesummenaarbecht am Weltraum, virun allem emol am Kader vum Artemis-Programm. Dës Prinzippie wäerten awer och nach mussen operationell agesat ginn am Kader vu ganz konkreete Projeten, zum Beispill deem Projet, wéi gesot, wou et ëm de Mound geet an eeben en durabelt Etablissement vu mënschlechen Aktivitéiten um Mound.

An dësem Kader spillen déi sougenannt Sécherheetszonen eng wichteg Roll. Dës ginn och an den Artemis-Accorden adresséiert. Dëst ass eng praktesch Ëmsetzung vum Artikel IX vum Outer Space Treaty, fir Interferenzen a Konflikter ze vermeiden.

Wat Är Fro oder Är Remark ugeet méi spezifesch zu der Sektioun 10 vun den Artemis-Accorden an déi Referenz op „inherently", nach eng Kéier: Ech mengen, et ass kloer, dass déi Interdiktioun, déi am Outer Space Treaty virgesinn ass fir Memberstaaten, fir États signataires, fir sech Planéiten ze appropriéieren, dass déi nach wie vor gëllt. Mee hei geet et eeben ëm d'Méiglechkeet, fir d'Utilisatioun vun deene Ressourcen an och d'Appropriatioun méiglecherweis, wéi dat am Lëtzebuerger Gesetz virgesinn ass, ze erlaben. Nach eng Kéier: Ech gesinn do keng Kontradiktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Den Här Kartheiser huet nach eng Zousazfro. Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. Ech soen och dem Här Minister Merci fir déi Äntwerten, déi en eis ginn huet. Ech wollt awer eng Zousazfro stellen un den Här Minister. An dat ass déi, wat seng Interpretatioun vun engem Traité ugeet.

Ech mengen, mir hunn hei zwee Staaten, méi Staate souguer, an eng Rei Agenturen, déi géintiwwereneen, wéi den Här Minister selwer a senger Äntwert gesot huet, „commitments" huelen, Engagementer, déi verflichtend sinn.

Elo hu mer awer hei am Land Juridictiounen, déi dozou geurteelt hunn. Mir hunn eng Rei Jurisprudenzen, déi gesot hunn: „All internationale Commitment", fir dat Wuert nach eng Kéier ze benotzen, egal wéi dat heescht, ob dat elo „Memorandum of Understanding" oder soss iergendwéi en Numm huet, Vertrag, wat och ëmmer, „dee fir eis Obligatioune mat sech bréngt, muss ratifizéiert ginn."

Mir hunn och virun zwee Joer en Avis juridique hei gefrot gehat am Parlament, well déi Fro sech och gestallt huet notamment am Beräich vun der Defense, well mer keng geheim Traitéen däerfen hunn: Wat muss ratifizéiert ginn, also och publizéiert ginn? A wat däerf iwwerhaapt geheim gehale ginn?

Dat sinn eng Rei Elementer, déi derzou féieren, datt eigentlech déi logesch Konklusioun ass, datt d'Chamber dat do misst däerfen, oder souguer muss ratifizéieren, fir konform ze sinn zu eiser Constitutioun an zu de Jurisprudenzen an deem Beräich.

Dofir ass eng Fro un den Här Minister: Wéi interpretéiert hien déi legislativ Dispositiounen a juristesch Urteeler am Kontext vun dësen Accorden? Et ass fir mech net nozevollzéien, firwat dat hei net sollt eng international Obligatioun sinn, déi dem Parlament muss zur Ratifizéierung virgeluecht ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Jo, Här President. Also, ech kann nëmmen dat widderhuelen, wat ech scho virdru gesot hunn. Ech héieren dat, wat den Här Kartheiser elo hei seet, mee nach eng Kéier: Hei si keng juristesch bannend Verflichtungen an deenen Accorden. Dat heite si politesch Deklaratiounen. Dat sinn, jo, oft „commitments". Mee e Commitment ass eppes aneschters wéi eng „binding obligation". Et ass en Engagement, fir och zu deene Prinzippie vum Outer Space Treaty ze adheréieren a fir se eeben operationell am Kader vun dësem Artemis-Programm ëmzesetzen am Esprit vun deem Traité.

Nach eng Kéier: Et ass net eis Lektür, dass hei en Traité gemaach ginn ass. An et ass och net d'Lektür vun de Servicer vum Ausseministère, déi natierlech Connaissance hunn an déi déi doten Avisen och kennen an déi sech däers ganz bewosst sinn, wann en Dokument wéi dat heiten ausgehandelt gëtt a schlussendlech dann och ënnerschriwwe gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Fayot.

4. Question élargie n° 54 de M. Laurent Mosar relative à l'initiative « Space Resources »

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 54 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Space Resources. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn och hei zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Wirtschaftsminister, d'Weiderentwécklung vun de Spaceressourcen ass am Koalitiounsprogramm vun dëser Regierung festgeschriwwen. Si huet sech do haaptsächlech zwee grouss Objektiver ginn. Deen een Objektiv ass gewiescht, fir e grousse Fonds d'investissement an deem Secteur opzeleeën, an deen zweete groussen Objektiv ass, der Luxembourg Space Agency e Statut juridique ze ginn.

Doniewent ass awer e ganz interessante Rapport vun der Cour des comptes zum Budget vun 2019 erauskomm, wou dës Cour des comptes eng genau an detailléiert Analys vun deenen Aktivitéite gemaach huet a wou se och eng ganz Rei vu prezise Recommandatioune gemaach huet, notamment wat d'Krittäre sinn, wat d'Finalitéite vun all deenen Aktivitéite solle sinn. Deemools, dat ass elo geschwënn e gutt Joer hier, wéi nach den deemolege Wirtschaftsminister an der zoustänneger Kommissioun war, hat dee versprach, fir och ze kucken, fir all déi Recommandatiounen, déi an deem Rapport stinn, ëmzesetzen.

Doniewent wëll ech awer och nach eng Kéier drop hiweisen, datt de Staat selwer, respektiv iwwert d'SNCI, och Participatiounen an eenzelne Gesellschafte gehalen huet, déi an deem Secteur aktiv sinn. Déi eng, dorop brauch ech net méi anzegoen, dat ass eng relativ traureg Erfarung gewiescht, dat war Planetary Resources, wou 11 Milliounen Euro an de Sand gesat gi sinn. An déi aner ass Spire Global, wou a sech anscheinend elo den Aktivitéitsberäich e ganz aneren ass wéi ursprünglech, deen a sech net méi ganz vill mat Space ze dinn huet, mee dee sech haaptsächlech op d'Satellittenaktivitéite konzentréiert.

Aus deene puer Developpementer eraus wollt ech eelef Froen un den zoustännege Minister stellen.

Déi éischt Fro, do geet et ëm den internationale legale Kader. Do huet och schonn den honorabelen Här Kartheiser e bëssen eng änlech Fro gestallt. Ech wollt eigentlech genau wëssen, wou mer konkreet dru sinn. Hei gëtt ëmmer erëm drop gewaart, datt d'Vereent Natioune solle legiferéieren. Dat kréie mer awer elo scho säit véier, fënnef Jore gezielt. Ech wëll vläicht méi genau wëssen: Wou si mer elo do drun? Wéi ass et notamment och do mat den eethesche Krittären, déi do sollen zréckbehale ginn?

En zweete Punkt ass deen, datt ënnert dem Virgänger vum Här Fayot och eng Rei vu bilateralen Accorden an deem Secteur ausgehandelt gi sinn. Ech wollt wëssen: Wëllt den aktuelle Minister virufuere mat deene bilateralen Accorden? A kann en eis eventuell scho soen, mat wat fir enge Länner en envisagéiert, esou Accorden an deem dote Secteur ze ënnerschreiwen?

Drëttens, dee sougenannte Fong Orbital Ventures, dee mer virgestallt kritt haten, deen e Capital-risque vu 70 Milliounen Euro virgesäit. Den Initial Closing war, wéi gesot, 70 Milliounen. De Final Closing ass op 150 Millioune festgeluecht. Ech wollt vum Minister wëssen: Wou si mer do drun? Hu mer eventuell schonn deen Objektiv vun deenen 150 Millioune Final Closing erreecht?

Véiert Fro: Luxembourg Space Agency, do waren eigentlech zwou Optiounen um Dësch. Déi eng Optioun ass déi vun enger Fondatioun an déi aner Optioun ass déi vun engem Établissement public. Ech wollt vum Minister wëssen, a wat fir eng Richtung datt et dann elo geet a wéi wäit datt mer eventuell och scho mat där enger oder anerer Optioun sinn.

Eng nächst Fro ass: Wat ass den Impakt vun der Covidkris op dee ganze Spacesecteur? Notamment ass mer do zu Ouere komm, datt ispace, eng net onwichteg Societéit an deem Beräich, amgaange wär, Plazen ofzebauen. Kann de Minister dat confirméieren?

Eng sechst Fro ass: Ass et envisagéiert oder sinn entre-temps Participatioune vun der Regierung direkt respektiv vun der SNCI an anere Gesellschafte geholl ginn?

Siwent Fro: Sinn entre-temps nei Entreprisen en place gesat ginn? A kann den Här Minister eis do vläicht och d'Zuel vun deenen Entreprisë soen an eis vläicht och méi Detailer ginn?

Aacht Fro: De fréiere Minister hat eng Kéier gesot, datt an deem Secteur 800 Leit géife schafen. Vun deenen 800 Leit muss een awer soen, datt der 500 eleng bei der SES sinn. Do ginn der relativ vill ofge-

baut. Ech wär interesséiert ze wëssen, wivill Leit schaffen elo, à ce moment-là, nach fir dee gesamte Secteur?

Néngt Fro: De fréiere Minister huet och gesot, datt de Secteur spatial 2 % vum PIB vun eisem Land géif ausmaachen. Wéi ass d'Situatioun am Moment? Sinn dat nach ëmmer 2 %?

Dann déi zéngt Fro: D'Cour des comptes hat gefrot, datt Indicateur-de-performancë sollten agefouert ginn. Do wollt ech wëssen: Wou si mer do drun? Huet de Minister wëlles, dat ze maachen?

A schlussendlech lescht Fro: Och eng Fuerderung vun der Cour des comptes war et, datt reegelméisseg sollt e Compte rendu iwwert d'Aktivitéite gemaach ginn. Och do wollt ech wëssen: Wou si mer do drun a kënnt do esou e Compte rendu?

Ech soen Iech Merci fir all Är Äntwerten, Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert. An hei ass et nach eng Kéier den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. E richtege Spacefestival haut. Och merci un de Laurent Mosar fir seng Froen zu eiser Spacepolitik an dozou, wou mer do dru sinn an der Ëmsetzung vun eisem Regierungsprogramm.

Bon, Dir wësst natierlech, dass de Space e wichtege Pilier ass vun eiser ekonomescher Diversifikatiounspolitik. Et ass e Secteur, dee sech och weiderhi ganz dynamesch entwéckelt. Net méi spéit wéi haut de Moien hat ech d'Freed, fir en neien Institut de recherche, den ESRIC, ze lancéieren, zesumme mat mengem Kolleeg Claude Meisch a mat den Haaptpartner: der ESA, dem LIST an der Luxembourg Space Agency. Dat ass den European Space Resources Innovation Centre, deen zesumme mat der ESA elo hei zu Lëtzebuerg opgebaut gëtt, an e soll wierklech um europäeschen Niveau Recherche maachen an deem Beräich an och wierklech fir den ekonomeschen Developpement vun dem Space-Resources-Secteur e wichtegt Instrument sinn, mat engem Incubateur, mat enger ganzer Rei ... a mat zolitte Moyenen, fir dat och weiderhin ze maachen.

Also, weiderhin och e ganz wichtegen neien Acteur am Beräich vum Space, deen och an eisem Ekosystem an där Form nach net do war an deen et och, mengen ech, um europäeschen Niveau an där doter Form nach net gëtt. Dofir ass dat, mengen ech, eng weider wichteg Entwécklung am Beräich vun dësem Wirtschaftssecteur.

Mir hunn eng Rei Saache gemaach, déi ech och nach eng Kéier wollt kuerz hei rappeléieren.

Mir hunn 2018 decidéiert, fir d'Luxembourg Space Agency ze grënnen als en Haaptinstrument, fir déi Politik ëmzesetzen am Beräich vum Space. Déi Missiounen, déi d'Luxembourg Space Agency huet, dat ass, fir de lëtzebuergeschen Ekosystem weiderzeentwéckelen an och d'Land an den internationalen Organisatiounen, déi am Space aktiv sinn, wéi d'Agence spatiale européenne, d'Europäesch Unioun oder d'Vereent Natiounen, ze representéieren.

Déi Aktivitéite vun där LSA sinn effektiv ganz breet. An Dir hutt Recht, et si Gedanken do, fir d'Luxembourg Space Agency anescht opzestellen. De Koalitiounsaccord huet effektiv virgesinn, dass d'Méiglechkeet, der LSA méi Autonomie ze ginn, soll studéiert ginn. Dat si mer och amgaang ze maachen. Mir sinn och do um Punkt, fir op eng Konklusioun ze kommen.

Dat Konzept soll der Agence méi Flexibilitéit ginn an hir et erméiglechen, d'Lëtzebuerger Weltraumpolitik nach méi dynamesch an effizient ëmzesetzen. Et ass effektiv wichteg, an et mécht en Ënnerscheed, ob een en Departement ass vun engem Ministère oder ob een eng eegestänneg Agence ass, och am Kontext vun deenen internationale Kontakter, déi een huet, wann ee gären esou ee Secteur op eng kredibel Aart a Weis entwéckelt. All eis aner Partnerlänner, déi do gutt ënnerwee sinn, hunn esou en Déier, wat op eegene Féiss steet a wat dann och seng eege Moyenen huet. Dat als Äntwert op Är véiert Fro.

Dir hutt och gefrot, ob mer déi Accords bilatéraux wëlle weiderféieren. Ech hunn elo éinescht gesot a menger Äntwert op d'Fro vum Fernand Kartheiser: Mir hu jo eng ganz Rei Länner, mat deene mer scho bilateral Accorden hunn. An et sinn och do nach weider Diskussioune mat anere Länner, ouni dass ech Iech awer elo, ganz éierlech, ka soen, mat wiem dat ass. Ech misst do Récksprooch huele mat mengen Ekippen, mee do ass e stännege Kontakt mat enger ganzer Rei Länner, déi och wierklech op dat kucken, wat mer hei zu Lëtzebuerg maachen: op den Developpement vun deem Secteur vun de Ressources de l'espace, mat engem kommerzielle Bléck. Dat ass eppes, wat ganz vill Attentioun op eis zitt a wat och explizéiert, firwat eng ESA sech an esou e Projet wéi den ESRIC hei eraginn huet.

Bon, wat de Cadre international ugeet, do kann ech Iech soen, dass déi national Initiativen, déi mer hei huelen, natierlech och mussen, an do hutt Der ganz Recht, mat Efforten um internationalen Niveau ausgebaut ginn. Dat maache mer duerch eng bilateral Approche, mee awer och duerch eng multilateral Approche an deene verschiddene Gremien, wou mer aktiv sinn.

2020 war hei e Joer, wou mer ënnert deem Bléckpunkt schonn ënnert dem Covid gelidden hunn, well den Debat zu Wien op der UNO net konnt weidergoen a well déi järlech Reunioun vum COPUOS (ndlr: Committee on the Peaceful Uses of Outer Space) a vu senge Souskommiteeën net konnt stattfannen, wéinst eeben dem Covid-19. Mir bleiwen awer do weiderhin engagéiert, fir déi Diskussioun weiderzeféieren an deenen nächste Joren.

An och an deem Kontext hat d'Kris och en Impakt op déi Weiderentwécklung vun eise Kooperatioune mat anere Länner. Dat ass also och retardéiert ginn, aus deem ganz einfache Grond, well manner gereest konnt ginn. Ech kann Iech awer soen, dass a menger leschter, bis elo eenzeger Rees als Wirtschaftsminister an Italien Enn Februar mer och Kontakter hate mat der italieenescher Regierung, mam Sous-secrétaire d'État, dee responsabel ass fir dee Beräich, an dass mer do och gutt weiderkomm sinn.

D'Fro vum Fong Orbital Ventures, an dat ass de Volet Investissement vun eiser Space-Ressources-Politik. Dee Fong huet effektiv am Januar dëst Joer en éischte Closing vu 70 Milliounen Euro gemaach. Mir souzen deemools nach zesummen an der Ekonomieskommissioun, wou mer dat effektiv explizéiert krute vu mengem Virgänger. Orbital Ventures huet och schonn éischt Investissementer gemaach. D'Ekipp vun deem Venturefong gëtt am Moment och zu Lëtzebuerg nach ausgebaut. Mee och hei huet d'Kris de Prozess ralentéiert, méi lues gemaach. De Final Closing ass elo fir Ufank 2021 virgesinn.

Bon, dann hutt Der eng Fro iwwer ispace. Do kann ech Iech ganz éierlech elo näischt dozou soen. Déi Informatiounen hunn ech net, ob do elo effektiv Stellen ofgebaut ginn, dat muss ech Iech da gegeebenefalls noreechen, wa mer déi Informatioun effektiv hätten. Wat schued wär, well et ass natierlech e Fleuron vun eise Betriber an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg.

Dat bréngt mech dann och zu enger weiderer Fro. Dat ass déi, wivill Entreprisë sech hei zu Lëtzebuerg niddergelooss hu respektiv geschaaft gi sinn a leschter Zäit. Bon, do ass et esou, dass mer effektiv weiderhi gesinn, dass e ganz groussen Interêt ass vun auslänneschen Entrepreneuren, fir zu Lëtzebuerg hir Aktivitéit hei opzestellen oder och auszebauen.

D'Luxembourg Space Agency kritt zënter 2017 ongeféier 200 nei Kontakter pro Joer. Dovunner bleiwen der tëschent fënnef a siwen iwwreg, déi dann och vun der Luxembourg Space Agency ënnerstëtzt ginn, fir hir Projeten zu Lëtzebuerg ze entwéckelen.

Fir de Moment hu mer eng Zuel vun ongeféier 50 Entreprisen, déi hei sinn. Ech mengen, dat korrespondéiert grosso modo mat deem, wat mer och schonn Ufank dëses Joers gesot kruten an der Chamberskommissioun. Mee mir erwaarden eis a mir si gudder Hoffnung, dass déi Zuel sech och weiderhin nach dynamesch entwéckelt, well et effektiv e Secteur ass, deen en plein essor ass.

Mir hunn do och, an Dir wësst dat, e Space Directory, dee veröffentlecht ginn ass um Site vun der Luxembourg Space Agency an dee jiddweree kann akucken. Do gesäit een all d'Acteuren, déi zu Lëtzebuerg ënnerwee sinn am Beräich vum Space an natierlech och déi verschidde Fuerschungslaboen, déi do amgaange sinn ze schaffen.

Vun deene 50 Entreprisë sinn der iwwregens 10 %, déi Aktivitéite méi spezifesch am Beräich vun de Spaceresources hunn. Mee mir hoffen och mat eiser Adhesioun zum Artemis-Programm, wou jo och Opportunitéiten entsti fir Entreprisen, fir kënnen do matzemaachen, dass dat sech och weiderhin nach entwéckelt.

Mir hunn - an dat ass dann, fir op d'Observatioune vun der Cour des comptes anzegoen - Enn 2019 bei der leschter Ministeschkonferenz vun der ESA matgemaach. Dir wësst, dass déi Konferenzen all dräi Joer stattfannen. Am Kontext vun där Konferenz hu mer eise leschte Plan d'action national à jour gesat. Dat ass am Fong eise Plang, wéi mer gedenken, déi Strategie hei bei eis ëmzesetzen.

Mir hunn do nei Engagementer festgesat, och am Kontext vun den ESA-Programmer. Dee Plang ass guttgeheescht gi vun der Regierung. Dat huet et eis erlaabt, nei Contributiounen an den ESA-Programmer ze maache fir d'Period 2021 bis 2024. Dee Plan d'action ass um Site vun der LSA op Fransëisch an op Englesch disponibel.

Wat elo d'Contributioun un dem PIB ugeet, do kann ech Iech just de Chiffer soe vun 2018. 2018 huet dat 1,5 % vum PIB ausgemaach. Méi rezent Chiffere hunn ech elo net. Mee nach eng Kéier: Dat ass awer Tendenz steigend, grad och esou wéi den Emploi, wou ech Iech och elo fir d'Joer 2018 de Chiffer vun 840 Leit hei ka soen. Mee och do - nach eng Kéier - hoffe mer, dass dat sech och wäert an deenen nächste Joren entwéckelen.

Dir wësst och an Dir kënnt Iech erënneren, dass mer deemools och eng Motioun adoptéiert haten hei an der Chamber, wéi mer d'Gesetz 2017 gestëmmt hunn. Ech hat dat och matgestëmmt. Dat hat iwwregens och e ganz breede Support hei vun den Deputéierten an der Chamber.

A wann ech déi verschidden Invitatiounen un d'Regierung elo kucken, déi do drastinn, da gesinn ech, dass all déi Invitatiounen do awer gréisstendeels agehale goufen, sief et am Beräich vun der Adoptioun vun Accorden, sief et och am Developpement vun engem Plan directeur, engem Masterplan, wat fir mech wierklech och dee Plan national do ass, vun deem ech Iech elo just gezielt hunn. Awer och an deenen anere Beräicher: Integratioun vun der Uni Lëtzebuerg a vun de Centres de recherche. Voilà, soudass mer do, wann net scho komplett compliant, mee awer op d'mannst um gudde Wee sinn, fir och déi Motioun do ze respektéieren an anzehalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Mosar fir eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci. Fir d'éischt emol merci un den Här Minister. Ech wëll dat och ervirsträichen: Et kritt een net ëmmer komplett Äntwerten. Den Här Fayot huet sech awer vill Méi ginn, quasiment op all meng Froen ze äntweren, wat ech och emol eng Kéier expressement wëll begréissen.

Allerdéngs huet en trotzdeem vergiess - an ech weess, et war och net einfach, well et ware vill Froen -, awer op eng ze äntweren, déi awer net onwichteg ass. An zwar ass dat déi, ob d'Regierung entre-temps ..., oder géif envisagéieren, selwer oder iwwert d'SNCI oder iwwer soss eng Institutioun nach Participatiounen a Gesellschaften an deem dote Secteur ze huelen.

Ech hunn a menger Introduktioun jo och do op déi méi schlecht Erfarungen higewisen, déi mer do gemaach hunn oder déi de Staat do gemaach huet, mat Planetary, awer och mat Spire Global. Duerfir wollt ech eigentlech vum Prinzip hier wëssen, ob d'Regierung trotzdeem nach gedenkt, an deem Secteur Participatiounen ze huelen, ob eventuell och do scho Kontakter lafen.

An deem Kontext wollt ech dann och dovu profitéieren - well dat jo awer nach ëmmer de Fleuron vun deem ganze Secteur Satellitten ass, d'SES -, fir eng Zousazfro ze stellen. Et war elo an deene leschten Deeg bekannt ginn, datt d'SES dee Splitting net méi géif wëlle maachen, deen ee Moment an der Diskussioun war, wou se déi reng Satellittenaktivitéite vun deenen anere géif trennen a wou och ee Moment envisagéiert war, dofir eng separat Struktur an den USA ze grënnen. Anscheinend ass dat vum Dësch. Ech wollt do froen, ob de Minister eis vläicht och zu deem Punkt kéint nach zousätzlech Informatioune ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister fir eng Zousazäntwert op dës Zousazfro.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Bon, wat deen éischte Volet vun der Fro ugeet, ob mer elo gedenken, weider Participatiounen ze huelen an anere Gesellschaften, déi an deem Beräich aktiv sinn, ass do näischt elo dans l'immédiat geplangt. Mee Dir hutt déi zwee Beispiller genannt, oder haaptsächlech dat vu Planetary Resources, wou mer jo vill hei an der Chamber driwwer diskutéiert hunn.

Ech ginn elo net méi an op den Argumentaire, dee mäi Virgänger deemools do gemaach huet, mee ech mengen, et soll een op si fir Opportunitéiten an et soll een op sinn, fir Saachen ze analyséieren. Ech mengen, et soll ee sech déi Méiglechkeet net huele loossen, sief dat iwwert d'SNCI oder iwwer iergendeng aner juristesch Form oder Méiglechkeet, déi een huet.

Mir sinn hei an engem Beräich, dee ganz dynamesch ass, dee sech staark entwéckelt a wou ee soll all d'Opportunitéite kucken, déi kommen. Mir maachen dat op eng ganz seriö a grëndlech Aart a Weis mat engem Aemierk op d'Vergaangenheet an op déi Risiken, déi et an deem Secteur natierlech gëtt, mee mir loossen eis déi Méiglechkeet awer op alle Fall net huelen.

Bon, wat d'SES ugeet, do kann ech Iech elo näischt dozou soen. Dat ass och en Dossier, wou Der wësst, dass och de Premier-, Medien- a Kommunikatiounsminister ganz staark implizéiert ass. Ech hu lo keng ganz rezent Informatiounen zu deem, wat Der elo do gesot hutt. Ech misst mech do schlaumaachen. Mee ech si sécher, dass dat e Sujet ass, deen dann nach eng Kéier wäert erëmkommen an deenen nächste Wochen a Méint.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

5. 7663 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Aly Kaes, den Här Claude Lamberty, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Jeff Engelen, den Här David Wagner, den Här Marc Goergen an den Här Serge Wilmes.

Ech géif dann direkt d'Wuert un d'Rapportrice vum Projet a vun der parlamentarescher Kommissioun, déi honorabel Madamm Chantal Gary, ginn. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, wéi Der wësst, geet et bei der järlecher Orientéierungsdebatt zu de grands Projets, déi mer haut de Mëtte féieren, ëm de Finanzement vun de grousse staatlechen Infrastrukturprojeten, déi d'Regierung am Laf vun den nächste Jore wëllt ëmsetzen.

Fir déi deementspriechend Etüden an natierlech och d'Projete kënnen ze realiséieren, muss d'Chamber fir d'éischt hiren Accord de principe dozou ginn. Engersäits kréien d'Deputéiert domat méi Informatioun a Matsproocherecht beim Plange vun neien Infrastrukturprojeten, anerersäits geet et awer och drëms, méi Transparenz an de finanzielle Suivi vun all Projet ze bréngen, esou wéi et vun der Budgetskontrollkommissioun 2005 an 2006 festgehale gi war.

Ënnert dës Prozedur falen zanter dem Joer 2009 sämtlech Projeten, déi viraussiichtlech e Käschtepunkt vun 10 Milliounen Euro, oder méi, erreeche wäerten. Doriwwer eraus muss dann awer bekanntlech och nach fir all Projet, deen de Seuil vu 40 Milliounen Euro iwwerschreit, an engem spéidere Stadium e speziellt Finanzéierungsgesetz ausgeschafft ginn, mat deem sech d'Chamber dann am Detail auserneesetze muss.

D'Budgetskontrollkommissioun ass fir de finanzielle Suivi vun de groussen Infrastrukturprojeten zoustänneg. Dat bedeit, datt den zoustännege Minister der Kommissioun all sechs Méint e Rapport iwwert déi finanziell Evolutioun vun all Projet muss presentéieren, deen am Kader vun dëse Grand-projets-Debatten accordéiert ginn ass. Dee leschte Rapport, zu 39 lafende Projete vu Bâtiments publics, ass nach ganz frësch, an zwar war deen elo Enn Oktober am Chambercourrier.

Souvill scho mol zur parlamentarescher Prozedur, déi elo, mat just liichten Upassungen, zënter bal 15 Joer besteet.

Haut de Mëtte geet et hei am Debat ëm den Accord de principe fir weider 20 Infrastrukturprojeten. 2 dovunner gehéieren an de Beräich vun der Eisebunn, 11 Projete leien an der Verantwortung vu Bâtiments publics a 7 an där vu Ponts et chaussées. An der Kommissioun vun der Mobilitéit an den ëffentleche Bauten hu mer dës Projeten an de Sëtzunge vum 24. September a vum 1. Oktober 2020 vun de verschiddenen Administratioune virgestallt kritt.

Wa mer eis déi Lëscht méi genee ukucken, stelle mer fest, datt de Spektrum vun de Projete wéi ëmmer ganz breet ass. Dat geet vun:

- neie Schinnen iwwer Strukture fir den ëffentlechen Déngscht,
- d'Police, d'Justiz, den Härebierg,
- den Accueil vu Flüchtlingen, Schoulen a multimodal Transportinfrastrukturen,
- bis zum klassesche Brécken- a Stroossebau
- an dem néidegen Ënnerhalt vu Strukturen, déi e bëssen an den Alter komm sinn,
- genee wéi och ëm d'Virfinanzéierung vun engem Gebai fir den Europäesche Stabilitéitsmechanismus.

Et geet deemno ëm weider Milliouneninvestitiounen an d'Zukunft vun eisem Land:

- ëm Investitioune fir modern staatlech Servicer,
- fir d'Educatioun, d'Sécherheet, erneierbar Energien,
- a fir eng effikass a multimodal Mobilitéit, déi Zuch, Bus, Tram, Auto, Vëlo a Foussgänger méiglechst gutt matenee vernetzt.

Dee leschte Punkt, d'Mobilitéit, kann een och als Haaptprioritéit vun der aktueller Editioun vun der Grand-projets-Lëscht gesinn. Ënnert den 20 Projete sinn dëst Joer nämlech net manner wéi sechs Projeten, déi e Pôle d'échange multimodal betreffen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, genee wéi meng Virgänger vun de Grand-projets-Rapporte wäert ech Iech dës 20 Projete mëndlech just a gekierzter Form virstellen. Déi weider Detailer kënnt Dir a mengem schréftleche Rapport an doriwwer eraus an de Presentatiounsdokumenter vun de Verwaltungen noliesen.

Ech fänken u mat den eelef Projete vu Bâtiments publics, an där selwechter Reiefolleg, wéi se am schréftleche Rapport opgefouert sinn.

Déi éischt siwe Projeten dovunner gi jo iwwert de Fonds d'investissements publics administratifs finanzéiert, zwee weider Projeten iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires, deen zéngte Projet iwwert de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux, an dee leschten iwwert d'Loi de garantie vun 1970 als Prefinanzement fir d'EU.

Beim éischte Projet geet et ëm d'Konstruktioun vun engem neien administrative Gebai fir de Staat zu Bouneweg um Bord vun der Rocade direkt bei der Bréck, dat heescht um Eck vun der Rue du Dernier Sol an der Diddenuewener Strooss. Dëse Projet gesäit e sechsstäckegt a flexibelt Gebai vir, mat den néidege Büros- a Versammlungsraim fir bis zu 250 Persounen. Et geet hei ëm eng Bruttofläch vu ronn 4.600 m².

Deen zweete Projet vu Bâtiments publics betrëfft d'Modernisatioun an d'Extensioun vum regionalen Depot vu Ponts et chaussées direkt nieft der Autobunnsopfaart um Potaschbierg zu Gréiwemaacher. Hei soll nieft engem neien administrative Gebai fir ongeféier 25 Leit och eng Lagerhal fir de Stockage vu Material a vu Gefierer gebaut ginn, genee wéi och zwee Siloe mat Salz, fir bei Glatäis séier kënnen op der Autobunn ze intervenéieren.

Beim drëtte Projet geet et ëm den 71 Meter héijen „Tuerm A" um Kierchbierg nieft der Philharmonie. Wann d'Europaparlament bis geplënnert ass, soll dëse 17 Joer alen Tuerm esou amenagéiert ginn, datt all d'Servicer vum Ministère vun der Fonction publique wéi och den INAP hei kënnen ënnerkommen. Zum Beispill soll d'Entréeshal esou ugepasst ginn, dass bis zu 500 Leit pro Dag kënnen empfaange ginn.

Fir de véierte Projet sprange mer vum Kierchbierg op de Verluerekascht. Hei solle bei der Kräizung vun der Rue Marie et Pierre Curie an dem Boulevard Général Patton d'Gebaier vum fréiere Garage vun der Gendarmerie renovéiert ginn, fir de Service de protection vun der Regierung hei ënnerzebréngen. Dëse Projet beinhalt ënner anerem 23 Büroen, 3 grouss Versammlungs- a Formatiounssäll, 1 Garage fir déi 34 Déngschtautoen a ronn 40 Parkplazen.

De fënnefte Projet betrëfft déi zweet Phas vun der Cité policière Grand-Duc Henri op der Route de Trèves um Findel. D'Zil ass et, dräi Gebaier ze reamenagéieren an nach en neit derbäizebauen. D'Police judiciaire genee wéi och verschidden aner Servicer vun der Police sollen heihinner plënneren. An deem neie Gebai soll ënner anerem och den DNA-Labo ënnerbruecht ginn.

Beim sechste Projet vu Bâtiments publics geet et ëm e wonnerschéint historescht Gebai direkt nieft der Kathedral, wou zanter 1973 a bis viru Kuerzem d'Nationalbibliothéik nach hire Siège hat. A senger laanger Geschicht war dëse Site säit dem 17. Joerhonnert de Sëtz vum Jesuittekolléisch an no kuerze militäreschen Episoden als Prisong, Kasär oder Spidol spéider nees eng Schoul, nämlech de Stater Kolléisch respektiv den Athénée bis 1964.

Als nächst Etapp soll d'Gebai elo fir d'Justiz amenagéiert ginn. Et geet haaptsächlech ëm Raimlechkeete fir d'Chambres commerciales vum Bezierksgeriicht, deenen hir aktuell Raimlechkeeten ufänken, ze kleng ze ginn. Nieft dem Geriicht mat Büroen, Bibliothéik, Archiven, zwee Reuniounsraim an dräi Geriichtssäll soll e Rez-de-chaussée fir Commerce, Restauratioun an ëffentlech Servicer amenagéiert ginn, soudatt de Public zur Säit zum Knuedler hi vun deem flotte Bannenhaff profitéiere kann an hei eng lieweg Plaz entsteet.

De siwenten a leschte Projet, dee vum Fonds d'investissements publics administratifs finanzéiert gëtt, betrëfft d'Kasär Grand-Duc Jean um Härebierg zu Dikrech. Hei geet et ëm e grousse Pilotprojet, genannt „Prosumer", zwecks Produktioun an Eegeconsommatioun vu gréngem Stroum. All notzbar Daachfläche vun der Kasär solle mat Fotovoltaikmodüllen ekipéiert ginn, fir d'Potenzial vun der Solarenergie maximal ze exploitéieren.

D'Konzept gesäit an deem Sënn eng Eegeproduktioun vun 3,4 Megawattstonne Stroum vir an eng Deckung vun iwwer 60 % vum Stroumverbrauch vum Härebierg. Fir d'Späicherung vum Stroum wäerte Batterië vun ongeféier 1,2 Megawattstonne Capacitéit installéiert ginn. Ob dat zentral op enger Plaz oder dezentral op méi Gebaier verdeelt gëtt, steet à ce stade awer nach net fest.

Beim aachte Projet, finanzéiert vum Fonds d'investissements publics scolaires, geet et ëm dat aalt Gebai vun der Ediff an der Route d'Esch zu Monnerech. Et ass geplangt, dëst Gebai ze renovéieren a fir de Grondschoulberäich vun der École internationale vun Déifferdeng an Esch ze amenagéieren. De Projet viséiert eng Schoulpopulatioun vu ronn 280 Schüler, mat zwielef Klassesäll, verschiddene Büroen, extrae Säll, wéi zum Beispill fir d'Musek oder fir d'Konscht, engem Sportssall, enger Bibliothéik, enger Kichen, enger Kantin, Raimlechkeete fir eng eege Structure d'éducation et d'accueil an natierlech dem Amenagement vum Ausseberäich mat Busquai a Parking.

Fir den néngte Projet bleiwe mer nach am Educatiounsberäich. Zu Ierpeldeng bei Ettelbréck soll op kommunalem Terrain tëschent dem Fussballsterrain an der Primärschoul, net wäit ewech vum zukünftege Site vum Nordstad-Lycée, eng prefabriquéiert Struktur fir dëse Lycée entstoen.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice.*- Domadder wäert den Nordstad-Lycée seng Aktivitéit schonn e gudde Krack méi fréi starte kënnen an d'Gemeng Ierpeldeng wäert hirersäits dëse Prefabriqué fir d'Extensioun vun hirer Primärschoul notze kënnen, soubal de Lycée an den definitive Schoulkomplex geplënnert ass.

M. André Bauler *(DP).*- Nach besser.

(Hilarité)

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice.*- Dëse Prefabriqué gëtt fir 400 bis 450 Schülerinnen a Schüler geplangt a beinhalt 15 Klassesäll, 4 multifunktionell Atelieren, Büroen an e Restauratiounsberäich.

Mam nächste Projet wiere mer dann och elo an der Hallschent vun de Projeten ukomm. Dëse gëtt vum Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux finanzéiert. Um Kierchbierg an der Rue Dr Nicolas Clasen soll en neit fënnefstäckegt Gebai fir den Office national de l'accueil gebaut ginn. Dëse Foyer soll eng Capacité d'accueil fir 120 Persoune bidden. Um Rez-de-chaussée ginn nieft de Raimlechkeete fir den ONA och nach 160 m² fir de Projet „Quartier Stuff" vum Kierchbierg zur Verfügung gestallt.

Den eelefte Projet, finanzéiert duerch d'Loi de garantie vun 1970, betrëfft de Bau vun engem administrative Gebai um Kierchbierg. Dëse Büroskomplex soll zur Hallschent vum European Stability Mechanism besat ginn an zur Hallschent vum Lëtzebuerger Staat. Et sinn Eenzelbüroen, Groussraumbüroen souwéi Reuniouns- a Konferenzsäll virgesinn. Um Rez-de-chaussée am Deel, dee fir de Staat virgesinn ass, ginn och Geschäfter a Restauratioun envisagéiert. Den ESM huet des Weideren eng Optioun op 6.000 m² vum Staat fir eng spéider Extensioun vu sengem Siège.

Da kommen ech bei d'Projete vu Ponts et chaussées, déi iwwert de Fonds des routes finanzéiert ginn. Wéi ugekënnegt, läit heibäi de Fokus op effikassen, sécheren a bequeeme Pôles d'échange multimodal.

Fir deen éischte vun de siwe Projete vu Ponts et chaussées bleiwe mer geografesch an der Stad. Heibäi geet et ëm de Reamenagement vun der Bouneweger Rocade op der Héicht vun der Gare. Hei gëtt de komplette Stroossereseau ronderëm deen neie Pôle d'échange reorganiséiert an d'Rocade nieft der Gare ënnerierdesch geluecht. Hei driwwer entsteet dann eng flott ëffentlech Plaz mat gudder Ubannung fir Vëlo a Foussgänger. Virun allem wäert dëse Projet awer och déi momentan staark urban Trennung tëscht Bouneweg an der Gare ophiewen. Dëse Projet ass deemno eng wäertvoll Ergänzung fir de Pôle d'échange Gare, deen d'Chamber schonns mat de grands Projets vun der Sessioun 2018 an 2019 validéiert huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice.*- Beim nächste Projet geet et ëm d'Rekonstruktioun vun der Eisebunnsbréck zu Beetebuerg. Fir eng komplett respektiv eng partiell Schléissung vun der Beetebuerger Gare ze evitéieren, wuel wëssend, datt Beetebuerg no der Stad déi Gare mat der gréisster Frequentatioun ass, gëtt d'Bréck net sanéiert, mee duerch en Neibau ersat.

M. André Bauler *(DP).*- Impressionnant!

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice.*- Heibäi handelt et sech ëm eng nei Bréck, déi eng Liewensdauer vun 100 Joer huet. Dëst bréngt mat sech, datt manner oft intervenéiert muss ginn a manner Entretiensaarbecht usteet. D'Bréck gëtt esou rekonstruéiert, datt op béide Säiten en 2,5 Meter breede Gabarit fir d'Mobilité douce matageplangt gëtt.

Den drëtte Projet vu Ponts et chaussées ass de Reamenagement vun der Stäreplaz. D'Stäreplaz spillt eng wichteg Roll, wat d'multimodal Mobilitéitsplanung ugeet, a soll e séiert a bequeemt Ëmklammen tëscht Bus an Tram garantéieren. Dat gëllt besonnesch fir d'Buslinnen aus dem Nordweste vum Land, awer och fir d'Tramslinn, déi spéider Richtung CHL fuere wäert. D'Busgare vun dësem wichtege Pôle d'échange muss awer aus Plazgrënn ënnerierdesch geluecht ginn, an zwar op den Niveau -1 vum urbanistesche Projet vun der Stäreplaz.

De véierte Projet vu Ponts et chaussées bezitt sech op de multimodale Korridor tëscht Agglo-Lux an Agglo-Sud, also tëscht der Stad an Esch. Nieft dem séieren Tram an der Vëlosexpresslinn gëtt et hei natierlech nach vill weider Nieweprojeten, fir och eng gutt Fluiditéit a Qualitéit vun dëser Streck ze assuréieren. Hei geet et virun allem ëm Projeten zur Verkéiersberouegung an ëm Vëloszoubréngerweeër zu Leideleng, Steebrécken, Wickreng, Féiz, genee wéi och ëm verschidde Reamenagementer zu Esch, um Belval an zu Bieles.

Och déi dräi lescht Projete vun de Ponts et chaussées betreffen d'multimodal Vernetzung vun der Mobilitéit.

Hei geet et eemol ëm den neie Pôle d'échange Ouest an der Stad an ëm d'Restrukturatioun vum Echangeur Stroossen/Helfent am Kontext vun der zukünfteger Tramslinn an dem Bau vun engem moderne Pôle d'échange multimodal fir Auto, Bus, Tram a Mobilité douce.

E weidere groussen neie Pôle d'échange multimodal soll dann um Bouillon entstoen, op der Intersectioun vun der A4 respektiv B4 an dem Boulevard de Merl/Boulevard de Cessange, wou och d'Tramubannung nees eng Roll spillt.

An dee leschte Projet betrëfft d'Optimisatiounsmoossname vun der A4 an der A13, déi en vue vun der Arrivée vum séieren Tram an dem Buscouloir adaptéiert ginn. Den neien Accès an d'Aktivitéitszon um Monkeler an de Reamenagement vum Echangeur Lalleng berücksichtegen deemno och de Besoin fir en neie grousse Pôle d'échange multimodal inklusiv engem Parkhaus.

An da kommen ech och scho bei déi zwee lescht Projete vun der Lëscht. Dës betreffen d'Eisebunn respektiv de Fonds du rail.

Deen éischte Projet vum Fonds du rail gesäit engersäits vir, d'Ateliere vu Beetebuerg nees op den neiste Stand ze bréngen. Anerersäits sollen hei dann awer och nach weider Atelieren a Büroen entstoe souwéi e weidere Quai. An den ënnerierdesche Reseau gëtt renouveléiert respektiv adaptéiert.

An da komme mer bei dee leschte Projet aus der Lëscht vun de grands Projets vun dësem Joer. Op der Ettelbrécker Gare komme véier elektrifizéiert Gleiser als „zone garage matériel voyageur" a fënnef net elektrifizéiert Gleiser als „zone base travaux" derbäi. Dës nei Gleiser a Parkcapacitéite wäerte vun Ettelbréck aus d'Gestioun vum Fuermaterial a vun de Chantieren am Norden an am Zentrum verbesseren.

Souvill zu den 20 Projete vun der Grand-projets-Lëscht fir d'Sessioun 2020 an 2021.

D'Kommissiounsmemberen hunn an der Sëtzung vum 22. Oktober hiren Aval zum virleiende Rapport ginn a proposéieren och der Plenière, der Regierung d'Zoustëmmung zum weideren Ausschaffe vun dësen 20 Projeten ze ginn.

An deem Sënn iwwerreechen ech Iech, Här President, déi üblech Motioun, mat där d'Chamber hir Zoustëmmung zu dëse Projete gi kann.

Motion 1

« Grands projets d'infrastructure de l'État »

La Chambre des Députés,

vu, d'une part,

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure ;

- la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;

vu, d'autre part,

- l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 ;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité ;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre ;

vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « Grands projets d'infrastructure Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;

vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors des réunions du 24 septembre et du 1er octobre 2020 de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics ;

considérant que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission de la Mobilité et des Travaux publics a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée ;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2021 afin de garantir les objectifs suivants :

A. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs :

· Bâtiment administratif à Luxembourg-Bonnevoie

· Administration des ponts et chaussées à Grevenmacher, dépôt Potaschbierg

· Bâtiment Tour A au Kirchberg - aménagement pour les besoins du Ministère de la Fonction publique

· Service de la protection du Gouvernement au Verlorenkost - rénovation et assainissement énergétique de l'ancien garage de la Gendarmerie

· Cité policière Grand-Duc Henri au Findel, 2e phase

· Ancienne Bibliothèque nationale, rue Notre-Dame - réaménagement notamment pour les besoins de l'Administration judiciaire

· Installation de panneaux photovoltaïques et travaux d'infrastructures Smart-Grid au Herrenberg

B. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires

· École fondamentale internationale EIDE à Mondercange - transformation de l'ancien bâtiment de l'Ediff

· Bâtiment préfabriqué pour le Nordstad-Lycée à Erpeldange

C. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux

· Nouveau Foyer ONA au Kirchberg

D. En ce qui concerne le champ d'intervention de la Loi de garantie (préfinancement)

· Bâtiment administratif pour l'ESM et pour des services de l'État au Kirchberg

E. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes

· Réaménagement de la Rocade de Bonnevoie au droit de la gare centrale

· Pont Hammerel à Bettembourg

· Réaménagements dans le cadre du développement/pôle d'échange de la place de l'Étoile

· Infrastructures de transports dans le cadre du tram rapide entre Luxembourg et agglo-Sud

· Pôle d'échange Ouest et restructuration des échangeurs de Helfent/Strassen sur l'A6

· Nouveau pôle d'échange Bouillon et raccordement à l'A4/B4

· Pôle d'échange A4 en interaction avec le tram rapide et le réaménagement A4/A13

F. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

· Nouveaux atelier et magasin au Centre logistique de l'infrastructure ferroviaire à Bettembourg

· Gare d'Ettelbruck - aménagement d'un faisceau de garage et d'une base de travaux

(s.) Chantal Gary, Jeff Engelen, Cécile Hemmen, Aly Kaes, Claude Lamberty, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice.*- Dës Motioun ass vu sechs Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten heibannen ënnerschriwwen a fuerdert d'Regierung op, déi néideg Planungsschrëtt ze lancéieren, fir datt déi ernimmte Projete kënnen ëmgesat ginn. Ech ginn elo net an den Detail vun dëser Motioun an. Bis op d'Lëscht vun de Projeten ass et déi nämmlecht Motioun, déi all Joers hei erëmkënnt.

Ech wéilt dann zum Schluss nach dovunner profitéieren, fir alle bedeelegte Beamten aus den

Administratioune vu Bâtiments publics, vu Ponts et chaussées a vun den CFL e grousse Merci fir d'Preparatioun an d'Presentatioun vun de Projeten an eiser Kommissioun ze soen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder schléissen ech mäi Rapport of a ginn och direkt den Accord vun der grénger Fraktioun fir d'Motioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Rapportrice, der honorabeler Madamm Chantal Gary. An ech ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Aly Kaes.

(Interruptions et brouhaha)

Här Kaes, loosst lech net impressionéieren! Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, Merci wëll ech fir unzefänken der Rapportrice, der Madamm Chantal Gary, soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, dee mer elo konnten an Turboform hei verfollegen.

Ech begréissen natierlech och, datt dës Kéier genau zum richtegen Zäitpunkt a sech hei iwwert déi grouss Infrastrukturprojete geschwat gëtt. Ech wëll duerfir ganz speziell eisem President vun der Kommissioun vun der Mobilitéit, dem Här Carlo Back, Merci soen. Ech hat e jo d'leschte Kéier kritiséiert. A wann ee kritiséiert, well eppes net gutt ass, an et duerno gutt gemaach gëtt, da soll een dat och soen.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Ben, mir hunn et tatsächlech och fäerdegbruecht, trotz all deenen Diskussiounen an deene Problemer, déi mer am Kader vum Covid hunn, wéi gesot, eis un déi Prozedur ze halen. Et ass einfach wichteg, an d'Madamm Gary huet et opgezielt, datt et wichteg ass, datt mer ganz fréi agebonne ginn hei als Chamber an déi ganz Prozeduren, an d'Diskussiounen ëm déi grouss Infrastrukturen. Dat ass heimadder geschitt. A mir kënnen also vun der Pick op, kann ee bal soen, verfollegen, wann déi Projeten ëmgesat ginn.

Ech wëll awer och soen, datt et eng Neierung ass an der Fraktioun vun der CSV: Et ass net nëmmen een, deen heiriwwer referéiert, schwätzt, mee mäi Frënd a Kolleeg Serge Wilmes wäert virun allem d'Projeten am Zentrum a speziell awer och an der Stad Lëtzebuerg e bëssen analyséieren an iwwert déi Projeten eventuell eng Rei Froe stellen an eng Rei Iwwerleeunge féieren. Hien ass gutt placéiert, fir dat ze maachen.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dat sot Der gutt!

(Interruption et brouhaha)

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Bon, zu de Projeten am Süde wäerten, wann et néideg ass, Froen ze stelle respektiv Iwwerleeungen ze maachen, déi dann natierlech och gemaach ginn. Do kënnt Der ganz berouegt sinn, Här Graas.

(Interruption)

Wéi ech virdru gesot hunn, ech wëll mech spezifesch ëm déi Projeten am ländleche Raum këmmeren. Dir wësst, datt ech mech zënter dem Ufank vu menger politescher Karriär ëmmer erëm agesat hu fir de ländleche Raum am Allgemengen - natierlech fir den Norden am Besonneschen -, well ech der Meenung si ganz einfach, datt een och den Awunner am ländleche Raum soll gutt Infrastrukture ginn. Keng Angscht, ech wäert elo net hei nach eng Kéier ufänken, iwwert d'N7 ze schwätzen, iwwert d'Véierspueregkeet, ...

(Exclamations)

... iwwert d'Véierspueregkeet, Dir kennt do meng Meenung. Déi huet sech net geännert, well dat déi richteg ass.

(Brouhaha et hilarité)

Ech wëll awer bei där Geleeënheet ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Kaes huet d'Wuert a soss keen!

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Ech wëll awer bei där Geleeënheet dem Här Minister Merci soen, datt e bei Geleeënheet vun der leschter Kommissiounssëtzung vun der Mobilitéit op meng Fro, wéi dann d'Evolutioun wier op der N7, gesot huet - an hie ka mech hei beléieren, wann ech dat net genau erëmginn, duerfir wier ech och frou, wann en dat hei géif bestätegen an eventuell schonn e puer weider zousätzlech Informatioune ginn -, hie géif dësen Hierscht - den Hierscht huet elo ugefaangen, ech ginn also dervun aus, datt dat deemnächst wäert sinn - dräi Finanzéierungsprojete presentéieren. Engersäits fir de Contournement Schieren - ech soen dat méi global -, anerersäits fir déi ganz Securisatioun vun der N7, vun ënne bis uewen. Do si jo eng ganz Rei vun Unterfürungen a Saache geplangt. An dann, dréttens, och fir de Contournement vun Housen. Wéi gesot, dat beweist jo, datt awer e bëssen eppes op där N7 geschitt. Wéi gesot, den Här Minister ka vläicht herno kuerz dodrop agoen.

Ech muss dann awer och soen, datt dëst Joer op där Lëscht vun de Projete virun allem Projeten am Zentrum an an der Stad sinn a manner Projeten am Norden, Osten, an datt souguer manner Projeten am Süden op der Lëscht sinn.

Et si virun allem dräi Projeten am Norden. Et ass virun allem ee Projet am Osten, en ass hei erwäänt ginn, de Potaschbierg, wou jo d'Ponts et chaussées nei Gebailechkeete solle kréien, wat natierlech mäi Kolleeg, de Léon Gloden, vun der Muselmetropol ganz besonnesch wäert freeën, well hie jo den direkten Noper vum Potaschbierg ass.

Ech hunn et gesot, et sinn dräi Projeten am Norden, op déi ech méi spezifesch wëll agoen, a wéi gesot, de Frënd Serge Wilmes wäert dann op déi aner Projeten am Detail ze schwätze kommen.

Ee Projet, deen natierlech vun der Madamm Gary och erwäänt ginn ass, ass den Härebierg, wou jo Fotovoltaikpannoen installéiert ginn an e Smart-Grid-System eebefalls installéiert gëtt. Dat heescht, et ass a sech, wéi et gesot ginn ass, e Pilotprojet an et geet do drëm, an engem neie System engersäits net nëmmen ze produzéieren, mee och ze consomméieren op der Plaz, dat heescht, déi Energie, déi op der Plaz produzéiert gëtt, och direkt op der Plaz a sech ze verwäerten. Mir fannen dat eng ganz positiv Approche. Mir fannen et och ganz sënnvoll, datt hei Batterië matinstalléiert ginn, eebe fir kënnen e Maximum vun Energie ze consomméieren.

Ech mengen, datt dat och e Projet ass, deen a sech eng gewësse psychologesch Wierkung bei de Leit däerft hunn, well d'Leit éischter bereet sinn, Pannoen op hiren Diecher ze installéieren, wa se déi Energie, déi do produzéiert gëtt, och selwer kënnen notzen. An deem Kontext ass jo och e Projet de loi vum Här Minister Turmes ënnerwee.

Als nächst wëll ech de Projet vum Nordstad-Lycée zu Ierpeldeng un der Sauer kuerz uschwätzen. Ben, et gëtt natierlech am Norden eng ganz Rei Besoinen, fir Lycéesinfrastrukturen ze realiséieren, soudatt et gutt ass, datt elo schonn, en attendant datt déi definitiv Raimlechkeete fir den Nordstad-Lycée fäerdeg ginn, e Prefabriqué installéiert gëtt, wou 400 bis 450 Schüler Plaz fannen.

Mir begréisse ganz sécher och hei, datt et eng Zesummenaarbecht mat der Gemeng Ierpeldeng gëtt, déi den Terrain jo zur Verfügung stellt, a wann dann eng Kéier déi prefabriquéiert Struktur verlooss gëtt vum Lycée, datt dann Ierpeldeng dat hëlt, fir seng Primärschoul kënnen ze erweideren. Ech hu jo ganz richteg verstanen, datt dat natierlech gratis der Gemeng Ierpeldeng iwwergi gëtt? Och do kann den Här Minister dat nach eng Kéier herno confirméieren.

(Interruption)

Mir hunn zënter Jore schonn eng Diskussioun iwwert deen Nordstad-Lycée. Et ass, mat Ausnam, datt elo Beweegung drakënnt, scho vill driwwer diskutéiert ginn. Ech wollt duerfir och hei froen, wéi datt et a sech mat der Evolutioun ass, dat heescht, mat der Acquisitioun vun den Terraine fir dësen Nordstad-Lycée. Zënter Joren, wéi gesot, gëtt driwwer geschwat, awer mir hunn do nach näischt Konkreetes héieren. Egal wéi, mir begréissen op jidde Fall, datt elo op d'mannst wierklech Beweegung an deen Dossier kënnt. An ech hoffen och, datt een dat ka soen, wat se zu Biisse soen, datt mer elo definitiv Neel mat Käpp maachen!

Ofschléissend dann zur Gare Ettelbréck. Ech denken, de Buergermeeschter Jean-Paul Schaaf ass frou, datt weider an d'Gare Ettelbréck investéiert gëtt, well se entscheedend ass fir den ëffentlechen Transport am Norden. Fir kloer ze sinn: Si ass den Dréi- an Aangelpunkt vum ëffentlechen Transport am Norden. Dës Infrastrukturen, déi um Wuerenhaff solle realiséiert ginn, sinn net onbedéngt fir de Voyageur schrecklech visibel, sinn duerfir awer ganz wichteg fir de Fonctionnement vun der Eisebunn.

Et gi jo véier elektrifizéiert Bunne gebaut als Gare (veuillez lire: als Garage), engersäits, a fënnef Bunnen, déi keng Uewerleitung hunn, déi am Beräich vun den Aarbechten agesat ginn. Och wann ee bedauere kann, dass dësen a sech optimale Site geholl gëtt fir dës Infrastruktur - mir hätten et léiwer gesinn, wann dat ausserhalb vun der Gare Ettelbréck, natierlech un der Schinn, geleeën hätt -, si mer awer der Meenung, datt et gutt a richteg ass, datt et realiséiert gëtt.

Erlaabt mer awer och nach, eppes ze soen zu deem, wat och net direkt an deene Projeten alleguerten dra virgesinn ass; leider net dra virgesinn ass: E Projet, dee ganz ville Leit am Norden, awer besonnesch deenen tëschent Ettelbréck a Wolz, um Häerz läit, ass dee vun engem korrekten Uschloss un den Autobunnsreseau. Hei denken ech virun allem un de Contournement vun Ettelbréck a vu Feelen. An de leschte Joren, Här Minister, ech muss dat ganz einfach soen, ass wierklech näischt geschitt.

Am Pluriannuel, an dat kann ee jo dann noliesen, stinn op der Säit 361 Depensë vum Fonds des routes fir dëse Projet: Et waren 19.000 Euro 2019, et si 50.000 Euro 2020 a 50.000 Euro 2021. Et sinn ... Jo, duerno klëmmt de Betrag minimal an d'Luucht. Woubäi datt dat bei 2024, wann ech mech nach kann erënneren un all déi Zuelen, e bëssen eropgeet. Ech hoffen op jidde Fall, datt dee Contournement do net an de Vergiess kënnt, well en ass einfach extreem wichteg fir de Fonctionnement a fir d'Erreeche vun dem Autobunnsreseau fir déi Leit, wéi gesot, tëschent Ettelbréck a Wolz. An et ass ganz sécher och all Dag eng vun den Ursaache vum Verkéierschaos an der Stad Ettelbréck.

Voilà. Dat sinn déi puer Bemierkungen, déi ech wollt maachen. Ech wëll och nach näischt derzou soen, ob mer dann d'Zoustëmmung ginn oder net. Dat mécht de Kolleeg Wilmes, ...

M. André Bauler *(DP)*.- Dir maacht et spannend.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- ... deen nach, wéi ech dat virdru schonn erwäänt hunn, zu enger ganzer Rei Projete wäert Stellung huelen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, trotz der aktueller Kris oder eebe grad wéinst der aktueller Kris weider investéieren. D'Demokratesch Partei huet sech vun Ufank u fir dëse Wee ausgeschwat. Scho bei där leschter Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojeten Ufank Abrëll, wou mer nach relativ um Ufank vun der Pandemie stoungen, hunn ech dëst a menger Ried op der Chamberstribün - déi aner Säit an der Chamber - ënnerstrach. Och a méi schwéieren Zäiten ass et essenziell, dass net bei wichtege Projete gespuert gëtt an dass déi noutwendeg Investitioune gemaach ginn.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Wat ufanks Abrëll richteg war, ass haut, siwe Méint méi spéit, nach ëmmer geneesou richteg.

Déi lescht Méint waren net einfach. Op ganz villen Niveaue stoungen a sti mir och weiderhin als Gesellschaft virun immens groussen Erausfuerderungen. Déi lescht Méint haten e gravéierenden Impakt op eis Ekonomie an op eis Staatsfinanzen. An et ass nëmmen dank der gudder Finanzpolitik vun de leschte Joren, dass mer de Schock bis ewell iwwerhaapt verkraafte konnten. Ouni déi zolidd Staatsfinanzen, mat deene mer an dës Kris eragaange sinn, wär d'Situatioun haut eng ganz aner. Da kéinte mir eis et net leeschten, déi fir eis Gesellschaft immens wichteg Investitiounen ze maachen. Dat wëll ech an dëser Diskussioun och eng Kéier kloer an däitlech ënnersträichen.

Et bleift ofzewaarden, wat déi nächst Méint wäerte bréngen. Hëllefe fir d'Wirtschaft si weiderhin noutwendeg an d'Regierung huet se jo och schonn ugekënnegt an deelweis virgestallt. Dat kënne mer als DP-Fraktioun ausdrécklech begréissen.

Mee d'Erausfuerderunge vu virun der Kris, déi bleiwen och no der Pandemie bestoen. An dofir musse mer och haut weider investéieren, fir muer net am Abseits ze stoen. Mir mussen investéieren, fir, éischtens, d'Wirtschaft ze stimuléieren an de Leit Aarbecht ze ginn, zweetens, d'Opportunitéit vun der Kris ze notzen, fir eis Gesellschaft an eis Ekonomie méi nohalteg, méi digital a méi resilient ze gestalten, a fir, dréttens, weiderhin a strateegesch wichtege Beräicher Retarden opzehuelen, eist Land op d'Zukunft ze preparéieren an d'Liewensqualitéit vun eise Bierger weider ze verbesseren. Wa mer dat nämlech haut net maachen, da komme mer an e puer Joer net méi no. An ech soen et ganz kloer: All Euro, dee mir haut a muer an eis Infrastrukture kënne stiechen, ass e Stéck Liewensqualitéit méi fir muer a fir iwwermuer.

Une voix.- Jo.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Dowéinst huet de Finanzminister Pierre Gramegna vollkommen zu Recht d'Wichtegkeet vun den Invester am Budget fir d'nächst Joer ënnerstrach. An dowéinst schreift sech de Budget 2021 och an d'Kontinuitéit vun de leschte Joren an, mat engem héijen Niveau bei den Investitiounen. Dat ass wichteg an och richteg, wa mer gären hätten, dass et sech zu Lëtzebuerg och no Corona weider gutt liewe léisst. Wa mer wëllen, dass eist Land och an Zukunft en dynamescht, modernt an attraktiivt Land ass, dann dierfe mer elo net ophalen, déi néideg Jalonen ze setzen.

Ech wëll awer dobäi soen, dass et fir eis als DP wichteg ass, dass d'Investitioune cibléiert a virop an deene Beräicher agesat ginn, wou se am meeschten an am dréngendste gebraucht ginn.

Här President, als Demokratesch Partei si mer der Iwwerzeegung, dass dës Regierung an de leschte Joren d'Prioritéite richteg gesat huet, fir dëst Land no vir ze bréngen. Dat gëllt am Allgemengen an dat gëllt och fir d'Investitiounen an d'Infrastrukturen.

Ech wëll elo net am Detail op all déi verschidde Projeten agoen, iwwert déi mer an de leschte Joren op dëser Plaz diskutéiert hunn, mee et ass sécher net ze vill gesot, dass et an de leschte siwe Joer massiv, massiv Investitiounen an d'Infrastrukture gouf an dass wichteg Akzenter gesat gi sinn, fir eist Land ze moderniséieren an den Erausfuerderungen, mat deene mer konfrontéiert sinn, Rechnung ze droen: sief dat an der Mobilitéit mat dem Ausbau vum ëffentlechen Transport a virop dem Tram an der Vergréisserung vun der Stater Gare, sief et bei de schouleschen Infrastrukture mat zeg Lycéeën, déi moderniséiert an ëm- oder ausgebaut ginn, sief et bei soss Infrastrukturen, wéi bei eise Verwaltungen, bei der Police, an der Santé oder och am Sport.

Wou et nom Confinement drëms gaangen ass, e Pak fir d'Relance zesummenzestellen, huet d'Regierung op en Neits d'Weichen an déi richteg Richtung gestallt. Et goufe kloer Chancen erkannt, d'Gesellschaft méi nohalteg, méi digital a méi resilient opzestellen. Wa mer haut iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat fir déi nächst Jore schwätzen, spigelt déi Lëscht dës Consideratiounen en gros zimmlech genee erëm.

Här President, eng vun de gréissten Erausfuerderunge fir eist Land ass a bleift d'Mobilitéit. D'Tatsaach, dass duerch de Covid an de leschte Méint vill méi staark Gebrauch vum Teletravail gemaach ginn ass, dierf net driwwer ewechtäuschen, dass mer hei weider musse Gas ginn, fir Lëtzebuerg méi mobill ze kréien an de Leit méi Méiglechkeeten ze ginn, fir sech ze deplacéieren. Fir eis als DP ginn déi zwou Saachen Hand an Hand: eng aner Manéier fir ze schaffen a fir ze liewen duerch den Homeoffice, duerch Dezentraliséierung an duerch d'Stäerkung vum Lokalen a gläichzäiteg eng gutt Infrastruktur fir all Zorte vun der Mobilitéit - fir de Bus, fir den Zuch, fir déi duuss Mobilitéit, mee och fir den Auto -, soudass d'Leit, déi sech mussen deplacéieren, dat och op eng kamoud an op eng effikass Manéier kënne maachen.

Den Teletravail muss fir eis onbedéngt iwwerall do, wou et méiglech ass, gefërdert ginn. D'Betriber sollen Ënnerstëtzung fannen, fir hire Leit dat kënnen ze erméiglechen. Mee mir sinn och ganz realistesch an där Hisiicht: Den Teletravail ass elo net d'Allheilmëttel, fir all d'Problemer ze léisen. Mee Tatsaach ass: Punktuell an der Woch vun doheem aus schaffen, dat hëlt e gewëssenen Drock vun eise Stroossen erof.

Gläichzäiteg mussen déi Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach goufen, natierlech weidergefouert ginn. Well och wann den Teletravail an d'Dezentraliséierung sécherlech wichteg Puzzlestécker sinn, brauche mer eng Mobilitéit hei am Land, déi et jidderengem erméiglecht, bequeem vun A no B ze kommen.

Eist Land wäert weider wuessen. Am Allgemenge kann een dovun ausgoen, dass eist Land attraktiv fir Leit aus dem noen an awer och aus dem méi wäiten Ausland wäert bleiwen. Deemno ass et elo de Moment, déi Evolutioun ze anticipéieren an eis Infrastrukture weider unzepassen.

De Minister Bausch huet mam séieren Tram tëscht der Stad an Esch an de leschte Wochen e richtungsweisende Projet virgestallt. Duerch e multimodale Korridor sollen déi zwee gréisst Ballungsgebidder am Land besser matenee verbonne ginn. De prinzipiellen Accord fir de séieren Tram, den Ausbau vun der Standspuer op der A4 fir de Covoiturage an de Vëlosexpresswee huet d'Chamber jo scho ginn. Wichteg ass awer och, dass d'Gemengen, déi un dëse Couloir grenzen, matabezu ginn an un dës Achs ugebonne ginn, fir op déi Manéier och wierklech vum Projet kënnen ze profitéieren.

Als DP begréisse mer dës Approche ausdrécklech, well mer der Meenung sinn, dass Mobilitéit nëmme funktionéiere kann, wa se no engem kohärente Globalkonzept geplangt gëtt. Als Demokratesch Partei hu mer eis ëmmer nees fir d'Förderung vun der aktiver Mobilitéit ausgeschwat a gläichzäiteg betount, dass gutt a sécher Infrastrukturen den A an den O bei deem Theema hei sinn.

Vill Leit si bereet, de Vëlo ze huelen, mee déi mannst wëllen awer moies am Beruffsverkéier op der Strooss stoen. Dofir kënne mir all Verbesserungen op dësem Plang natierlech nëmmen ënnerstëtzen. Net just d'Ubannung un de genannte Vëlosexpresswee ass eng gutt Saach, och innerhalb vun den Uertschafte selwer wäerten dës ganz positiv Wierkungen ze gesi sinn.

Des Weidere sinn am Kader vum séieren Tram och verschidden nei Pôles d'échange geplangt, notamment ee beim Bouillon an der Stad an een zu Lalleng, also am Prinzip allkéiers um Bord vun enger grousser Agglomeratioun. Dës Pôles d'échange

schreiwe sech op en Neits an déi méi grouss Strategie an, onnéidegen Trafick aus der Stad erauszehalen, andeems d'Autoen an der Peripherie ofgefaange ginn. Gläichzäiteg gëtt bei deene Leit, déi den ëffentlechen Transport benotzen, eng gréisstméiglech Flexibilitéit erméiglecht, fir hiren Trajet individuell festzeleeën an och esou dee séierste Wee fir sech selwer ze fannen.

Mam Ausbau vum Tram am Weste vun der Stad, engersäits op der Areler Strooss, mee och erof op Märel an Zéisseng, gëtt de Wee, deen an de leschte Joren ageschloe gouf, konsequent weidergaangen. Och hei si weider Pôles d'échange geplangt, notamment een tëscht Stroossen an der Helfenter Bréck. Et geet och hei drëm, fir de Verkéier, deen aus dem Weste kënnt, um Bord vun der Stad ofzefänken an d'Leit op den Tram ze dirigéieren, fir dann an d'Stad, an de Stadkär eranzekommen.

Op där anerer Säit huet d'Stad Lëtzebuerg besonnesch a Richtung Westen nach Potenzial fir ze wuessen. An dofir ass et essenziell, dass mer elo schonn déi néideg Infrastrukture plangen, fir dass déi dann och schonn tatsächlech do sinn, wann nei Quartieren entstinn.

Als DP sti mer voll a ganz hannert dëser Approche, virausschauend ze plangen, e Gesamtkonzept fir de Verkéier an a ronderëm d'Stad ze entwéckelen an och konsequent ëmzesetzen. Ech denken, wa mer dëst bis an d'Realitéit ëmgesat hunn, da wäerte mer, ouni ze iwwerdreiwen, hei zu Lëtzebuerg e qualitative Quantesprong an der Mobilitéit gemaach hunn.

Här President, wa mer elo kéinten e puer Joer an d'Zukunft sprangen an en Tour duerch eis Haaptstad maachen, ech mengen, da géife mer se bal net méi erëmerkennen. Sou vill Projete sinn an der Maach oder si geplangt, ëmmer mat der Iddi, eise Matbierger eng besser Mobilitéit an nach eng besser Liewensqualitéit ze bidden.

Ech hunn elo scho vill iwwert den Tram geschwat, ma ech hunn zwee Projeten nach net ernimmt, déi lues a lues wäerte realiséiert ginn a wou haut allkéiers just e klengen Deel zur Debatt steet. Mee dëse klengen Deel ass dach awer e wichtegen Deel vum grousse Ganzen.

Bleiwe mer am Weste vun der Stad a komme mer bei d'Stäreplaz. Ech wëll elo net onbedéngt grouss op d'Geschicht vun dësem Dossier agoen. Op alle Fall ass et en Dossier, dee schonn e laange Baart huet. Dofir si mer natierlech ëmsou méi frou, dass elo e Konzept steet, fir eppes Konkreetes aus där Plaz ze maachen, wou d'Leit sech, mengen ech, herno och gäre wäerten ophalen.

Wéi och ëmmer, et geet bei dësem Debat ëm de Volet vun der Mobilitéit, an och dee schéngt mer extreem villverspriechend ze sinn. Déi aktuell Busarrête ginn op den Niveau -1 verluecht, wou eng ënnerierdesch Busgare gebaut gëtt. Och den Autosverkéier wäert ënnerierdesch Richtung Boulevard Grande-Duchesse Charlotte ëmgeleet ginn. Iwwerierdesch soll da just nach den Tram d'Areler Strooss eroffueren, wouduerch eng grouss autofräi Zon entsteet, wou d'Leit sech kënnen ophalen, wou Terrasse sinn a quasi e klengt Erhuelungsgebitt ze fannen ass. Als DP fanne mer et wierklech e flotte Projet an doweinst sti mer natierlech voll do derhannert.

Deen anere Projet dann an der Stad betrëfft d'Rocade zu Bouneweg, wou u sech eppes Änleches geplangt ass. Dat Ganzt ass en Deel vum Reamenagement vun der Stater Gare, déi sech och an den nächste Jore weider verännere wäert. Op der viischter Säit vun der Gare gesäit ee jo scho verschidde Changementer mam Tram, deen ab Dezember dohinner wäert fueren.

Ma och déi hënnescht Säit Richtung Bouneweg zou wäert reamenagéiert ginn. Doduerch dass eng nei Foussgängerbréck vun der Gare eriwwer gebaut gëtt an d'Rocade ënnerierdesch verluecht gëtt, ginn zum engen de Bouneweger a Garer Quartier vill méi no matenee verzaant an zum aneren entsteet méi Raum fir de Foussgänger an och fir de Vëlosfuerer. Och hei si mer der Meenung, dass dëst ganz am Sënn vun der Liewensqualitéit vun de Leit aus der Stad an och de Randgemenge vun der Stad ass. A mir kënnen et vun dohier nëmmen ënnerstëtzen.

Erlaabt mer hei op dëser Plaz, awer och nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun enger anerer, definitiver Léisung ze pochen, wat den Ausbau vum Tram an déi domadder verbonne Changementer fir all d'Verkéiersmëttel a Richtung Cloche d'Or an och Gemeng Hesper ugeet. Mir brauchen de Contournement Hesper/Alzeng als lescht Puzzlesteck vum ganze Projet! Dat fir d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi aus Richtung Fréiseng, Weiler, Conter an Hesper a Richtung Stad kommen, awer och ganz besonnesch fir d'Awunner, déi an deem Raum liewen a wunnen. Déi aktuell Situatioun muss eng Léisung kréien, soss verpufft d'Verbesserung duerch de Gesamtreseau Tram genau op deem leschte Puzzlesteck, nämlech beim Contournement vun der Gemeng Hesper.

Ech weess, dass de Minister Bausch dru schafft, mee ech wollt hei nach eng Kéier ënnersträichen, wéi wichteg dass dee Contournement ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Här President, ech hunn elo scho vill iwwert d'Mobilitéit geschwat, well effektiv e groussen Deel vun de Projeten an déi Kategorie falen. Mee ech wëll awer och ganz kuerz op eenzel aner Projeten agoen.

Virop hu mer nach eng sëllege Projete fir den ëffentlechen Déngscht. Dat geet vu Gebailechkeete fir de Finanzministère iwwert den Depot fir Ponts et chaussées bis zum Ausbau vun der Cité policiaire um Findel. Lëtzebuerg wiisst. Et entwéckelt sech. An et ass evident, dass d'Fonction publique mat dëser Entwécklung Schratt hale muss. Fir e gudden Déngscht um Bierger ze garantéieren, brauch een déi néideg Infrastrukturen.

Fir d'Demokratesch Partei ass e performanten ëffentlechen Déngscht eng vun den ieweschte Prioritéiten. An dowéinst hätte mer natierlech och gären, dass déi Leit och déi Ressourcë kréien, déi se brauchen, fir hir Aarbecht ze maachen.

An der Educatioun sinn dës Kéier zwee Projeten op der Lëscht: déi international Grondschoul zu Monnerech an d'Strukture fir den Nordstad-Lycée zu Ierpeldeng. Op den Nordstad-Lycée wäerte mer an e puer Woche sécherlech nach eng Kéier méi am Detail ze schwätze kommen.

Ma och wann et haut just ëm déi zwee Projete geet, heescht dat awer net, dass dës Regierung net massiv an eis Kanner géif investéieren. Ech erënneren nach eng Kéier drun, wat de Bildungsminister de Summer d'lescht Joer annoncéiert huet: An den nächste Jore sinn net manner wéi 1,3 Milliarden Euro virgesinn, fir 15 Projeten am schoulesche Beräich ze realiséieren. Derbäi kommen nach ronn 40 Projeten, déi aktuell schonn an der Realisatioun sinn. Do gesäit ee ganz gutt: Dës Regierung investéiert an d'Kanner. Si investéiert an hir Zukunft an domadder och an d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land. Als Demokratesch Partei sti mir do natierlech voll a ganz derhannert.

Här President, och wann d'Lëscht vun neie Projeten dës Kéier e bësse manner laang ass wéi an anere Joren, kann a wëll ech awer net op all eenzelnen agoen. Ech kéint zum Beispill nach d'Installatioun vun de Fotovoltaikanlagen um Härebierg ernimmen, wouduerch d'Kasär hiren eegene Stroum produzéiere kann, oder och nach den neie Foyer fir den Office national de l'accueil um Kierchbierg. Am Endeffekt kann een et awer an engem Saz resuméieren: D'Demokratesch Partei steet hannert all dëse Projeten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- D'Coronakris stellt eng grouss Erausfuerderung duer fir eist Land, souwuel op sanitärem wéi op wirtschaftlechem a finanziellem Plang. Mir sinn an der glécklecher Situatioun, dass mer mat zolitte Staatsfinanzen an dës Kris eragaange sinn, soudass mer eis et erlabe kënnen, op déi aktuell Situatioun ze reagéieren duerch Hëllefe fir d'Betriber, duerch de Chômage partiel an de Congé pour raisons familiales. A gläichzäiteg hu mer awer d'Capacitéiten, fir trotz a wéinst der Kris weider ze investéieren an d'Zukunft vum Land ze preparéieren.

Dat gesot, wëll ech awer net vergiessen, der Rapportrice, dem Chantal Gary, e ganz grousse Merci fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport ze soen. An lech natierlech merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lamberty. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der Madamm Gary fir hir exzellent Presentatioun.

Wéi all Projeten, déi mir an deene leschte Méint op dëser Plaz diskutéiert an och gestëmmt hunn, an och all déi Projeten, déi mer wuel an deenen nächste Méint nach wäerten diskutéieren a stëmmen, steet och dësen haitegen Debat, wann net ganz, dann awer zu engem groussen Deel am Zeeche vun der Pandemie. Eigentlech bräicht ech dat net extra ze betounen. Mee Dir wësst et, mir wëssen et alleguer: De Virus ass omnipresent an eisem Alldag, bei eiser Aarbecht a virun allem awer och an eise Käpp!

Schonn a soi-disant „normalen" Zäite si modern an och funktionell Infrastrukture wichteg, déi deene momentanen an awer och den zukünftege Besoine vun eisem Land gerecht ginn. An déi ware bis elo nach ëmmer vun enger enormer Wichtegkeet. Gutt ausgebaut Infrastrukture sinn d'Grondlag fir eng Gesellschaft an eng Wirtschaft, déi funktionéieren, an d'Viraussetzung dofir, dass si sech kuerz-, mëttel- an och laangfristeg positiv an och nohalteg kënnen entwéckelen. Eng gutt ausgebaut Infrastruktur ass deemno d'Basis vun der Liewensqualitéit an domat awer och vum sozialen Zesummenhalt vun eisem Land.

A Krisenzäite spille gutt Infrastrukturen natierlech och nach ëmmer, wann net souguer nach méi, dës Roll. Wann ee vläicht der aktueller Kris ee positive Punkt muss ofgewannen, dann ass et nieft der enorm grousser Solidaritéit, déi ee säit Mäerz vun dësem Joer bei enger ganz grousser Majoritéit vu Biergerinnen a Bierger ka feststellen, virun allem de Fait, dass ee sech der Wichtegkeet vun engem Sozialsystem, dee gutt fonctionéiert, an awer och vun den Infrastrukturen, déi mir hei am Land hunn, bewosst gëtt. Allze oft huele mir hei zu Lëtzebuerg, am Verglach net nëmmen zum noen Ausland, mee virun allem och zum Rescht vun der Welt, eisen extreem héije Liewensstandard fir selbstverständlech. Fir ze selbstverständlech, géif ech souguer soen.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Nëmme ganz seele stelle mir eis Froen driwwer, wat fir all dës Investitiounen, net nëmme finanzieller Natur, mee wat fir all dës Investitiounen iwwerhaapt fir en Opwand néideg ass, fir zum Beispill proppert Drénkwaasser doheem aus dem Krunn ze kréien, soubal mir dësen opdréien. Och reege mer eis heiansdo léiwer iwwer Schantercher op eise Stroossen op, ouni awer vläicht ze froen, ob dës net en Deel vun engem Projet sinn, fir de Verkéier an Zukunft méi flësseg ze maachen. Dass eisen Zuch reegelméisseg ze spéit kënnt, ass nerveg, okay. Mee vläicht gëtt et jo hannendrun och eng Erklärung. Vläicht gëtt um Reseau geschafft, fir dëse Problem mëttelfristeg ze behiewen. An, an, an ...

Ganz kloer dierft awer an deene leschte Méint wuel och deem Leschte bewosst gi sinn, wéi wichteg, niewent der sougenannter Man- a Womanpower, déi een net genuch luewen an ervirhiewe kann, awer och gutt Infrastrukturen am Santésberäich sinn. Dat direkt am Spidolsberäich, wou d'Zuel vun de Better an d'Zuel vun de Beootmungsmaschinnen, fir nëmmen déi ze nennen, eng eminent wichteg Roll bei der Gestioun vun eiser Kris hei spillen. Awer och indirekt hunn d'Infrastrukturen, wéi zum Beispill gutt a schnell digital Netzer, sief et fir de schnellen Austausch oder fir d'Verschaffe vu medezinneschen Donnéeën, hiren Deel zu enger effikasser Gestioun vun der Kris bäigedroen. Net ze vergiessen Infrastrukture wéi de Flughafen zum Beispill, deen eis als Land erlaabt huet, séier Masken an och soss anert medezinnescht Material erbäizeschafen, wéi et ganz dréngend gebraucht gouf. Esou Beispiller fir d'Wichtegkeet vun effikassen Infrastrukturen ze ënnermaueren, och a virun allem an der Kris, gëtt et eng Hellewull.

An deem Sënn stellt, mengen ech, keen heibannen d'Wichtegkeet vun Investitiounen, a vun héijen Investitiounen, an d'Infrastrukturen a Fro, zumindest net an normalen Zäiten. A Krisenzäite ginn d'Meenunge vläicht, wann net radikal, dann awer zumindest spierbar auserneen an et gëtt vläicht méi intensiv iwwert de Sënn, iwwert den Zweck an och d'Drénglechkeet vun deem engen oder anere Projet diskutéiert, wéi dat nach vläicht virun der Kris geschitt wier. De Sträitpunkt heescht dann natierlech ëmmer „Budget".

Ech wëll elo hei net an dem Detail op dëst Theema agoen. Dozou wäerte mer an Zukunft méi wéi eng Kéier d'Geleeënheet kréien, spéitstens a ronn engem Mount. Mee bon, just esou vill dozou: Et ass e Fakt, dass eis Regierung opgrond vun der aktueller Situatioun an den domat verbonnenen Hëllefen onerwaart a virun allem onerwaart héich Depensen hat. Éischtens hat si awer keen anere Choix, wéi dës Zommen anzesetzen, an dat aus sanitärer, aus wirtschaftlecher a virun allem awer och aus sozialer a mënschlecher Siicht. Zweetens, an dat ass den zentralen Aspekt vun der Saach, war et esou, dass mir an der glécklecher Situatioun waren, dass mir, ier dee faméise Virus d'ganz Welt ugefaangen huet an Otem ze halen, ganz gesond Staatsfinanzen haten an et fir eis deemno einfach war, fir déi ganz Panoplie vu Covidhëllefen ze stemmen.

Sécher, eis Staatsfinanze gesinn elo net méi esou schéin aus, fir dat elo salopp auszedrécken, wéi mir dat an der rezenter Vergaangenheet gewinnt waren. Mee mir stinn awer nach ëmmer ganz gutt do - dat soe mir als LSAP hei kloer an däitlech -, fir net mussen iwwer e massiivt Zréckschrauwe vun den Investitiounen nozedenken.

Ech wëll awer och net mëssverstane ginn. E Festhalen un enger Politik vun héijen Investitiounen heescht net, dass een net kann iwwert d'Zweckméissegkeet oder d'zäitlech Realisatioun vun deem engen oder anere Projet diskutéieren. Et heescht just, dass et an eisen Aen elo net de Moment ass, fir op de falsche Plazen ze spueren. Et ass bal iwwerflëssig ze betounen, dass d'Coronakris vun Ufank un, mee besonnesch an der aktueller sougenannter zweeter Well, bei de Biergerinnen a Bierger, mee virun allem awer och an der Wirtschaft zu enger grousser Onsécherheet féiert.

Ëffentlech Investitioune wierken awer dëser Onsécherheet entgéint. An enger rezenter Etüd kënnt den internationale Wärungsfong zu der Konklusioun, dass staatlech Investitiounsausgabe grad an Zäite vu grousser Onsécherheet bei privaten Investisseuren den ekonomesche Wuesstem an d'Beschäftegung däitlech erhéijen. Esou géifen zum Beispill ëffentlech Investitiounen an Héicht vun 1 % vum PIB innerhalb vun zwee Joer zu enger Erhéijung vun der Wirtschaftsleeschtung vun 2,7 % féieren. Derbäi kéim, dass staatlech Investitioune privater reegelrecht géife boosten. Den ugeschwaten Invest vun 1 % vum PIB géif, esou wéi den Internationale Wärungsfong et seet, méi wéi 10 % méi Privatinvestitioune genau wéi 1,2 % méi Emploi generéieren.

Dëse positiven Impuls géif sech dann och net - wéi ee beim Finanzement vu groussen Infrastrukture kéint mengen - just am Bausecteur, mee och an anere Branchen aus dem Industrie- an Déngschtleeschtungssecteur bemierkbar maachen. D'Equatioun, wéi se och an der IWF-Etüd beschriwwe gëtt, ass eigentlech denkbar einfach: Wann de Staat investéiert, investéieren d'Entreprisen. Doduerch wiisst d'Beschäftegung an d'Steierrecettë klammen. A wann d'Wirtschaft wiisst, gëtt och den ëffentleche Scholdestand par rapport zum PIB méi kleng.

Am LSAP-Resümmee heescht dat: D'ëffentlech Hand däerf och kuerz- a mëttelfristeg keng Spuerpolitik bedreiwen. De Staat muss d'Wirtschaft an domadder d'Gesellschaft stabiliséieren, andeems en an d'Infrastrukturen investéiert. Zu dësen Infrastrukture gehéieren natierlech déi an deene vum IWF ugerodene Beräicher Santé an Digitaliséierung, mee an eisen Aen eeben och an anere Kärberäicher, wéi zum Beispill Logement, Ëmwelt, Educatioun an och den Transport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat sinn ech beim Stéchwuert Transport an och konkreet bei eisem Débat d'orientation vun haut de Mëtteg. Well net manner wéi néng vun deenen insgesamt 20 Projeten, fir déi haut d'Regierung en Accord de principe vun der Chamber wëllt kréien, betreffe grad d'Mobilitéit.

Op den éischten, ganz séiere Bléck op déi verschidde Projete kéint een dann och mengen, dass Lëtzebuerg sengem Image als Autofuerernatioun och an Zukunft erëm méi wéi gerecht gëtt. Schliisslech fält den absolutte Gros vun dëse Projeten an de Finanzéierungsplang vum Fonds des routes. Ech brauch se net extra opzezielen, meng Virgänger hunn dat gemaach.

Et sinn dëst awer nëmmen op den éischte Bléck ganz reng Stroossebauprojeten. Well kuckt een elo all dës Projeten, déi opgezielt goufen, sinn all dës Projete wéi gesot néideg, fir e bessert Zesummespill vun alle Verkéiersmëttelen - Mobilité douce, ëffentlechen Transport an Individualtransport, also d'individuell Mobilitéit, dat alles - an Zukunft ze garantéieren an esou déi multimodal Approche vum Transport hei am Land ze optimiséieren.

Dëse Punkt ass eis ganz besonnesch wichteg, weist en dach, dass dës Regierung staark op den ëffentlechen Transport setzt a gläichzäiteg awer keng dogmatesch Antiautopolitik bedreift.

Als LSAP wëlle mir, wéi et an deene vergaange Jore scho war a wéi mir et net midd gi sinn ze widderhuelen, alles drusetzen, dass am Sënn vun enger gesonder Ëmwelt an enger besserer Liewensqualitéit esou vill Leit wéi nëmme méiglech fir hir alldeeglech Trajeten den ëffentlechen Transport notzen oder awer de Vëlo huelen oder zu Fouss ginn. Ech wëll awer natierlech drun erënneren, dass den ëffentlechen Transport nëmme säi Succès kritt, wann en och „user-friendly" ass. Dat heescht, wann um Niveau vun de Frequenzen, wann um Niveau vun den Horairen, wann um Niveau vun den Ulaf- an Haltestellen alles drugesat gëtt, dass d'Leit zu hirem kommen a virun allem, dass d'Randgemengen an och d'Dierfer uechtert d'Land net vernoléissegt ginn.

Mir sinn awer och realistesch genuch, an dat hu mer och schonn e puermol gesot, fir ze wëssen, dass an Zukunft den Individualverkéier, also den Auto, och nach e groussen Deel vun eiser Mobilitéit wäert ausmaachen. Eng besser Mobilitéit insgesamt kréie mir eeben nëmmen, wa mer en intelligent Zesummespill tëschent deene verschiddenen Transportméiglechkeete schafen. Ganz an deem Sënn kréien déi entspriechend Projete vum Stroossebaufonds, awer och déi zwee opgefouert Projeten, déi de Fonds du rail betreffen - dat wieren den neien Atelier an och de Magaséng fir den CLIF, also de Centre logistique de l'infrastructure ferroviaire zu Beetebuerg, genau wéi och d'Schafe vu Park- respektiv Aarbechtsgleiser zu Ettelbréck -, selbstverständlech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

Et ass mir awer och wichteg, op déi insgesamt siwe Projeten hinzeweisen, déi d'Regierung der Chamber och an hirem Infrastrukturpackage virgeluecht huet an déi de Bau, den Ëmbau oder de Reamenagement vu verschiddenen administrative Gebaier virgesinn. Nieft deene modernen a praktesche Schoul-, Digital- an Transportinfrastrukturen ass et och essenziell, onofhängeg elo vum Service, zukunftsorientéiert a gutt ekipéiert administrativ Infrastrukturen ze hunn. Dës garantéieren, zesumme mat enger anstänneger Bezuelung natierlech, zefridden a mo-

tivéiert Mataarbechter, déi hirersäits dann och e gudden Déngscht um Bierger garantéiere kënnen.

Schliisslech - ech hu virdru schonn op déi zentral Wichtegkeet higewisen, déi mir als LSAP der Educa_tioun bäimoossen - begréisse mer och déi zwee fir de Fonds d'investissements publics scolaires opgefouert Projeten, déi do wieren: déi nei international Grondschoul vun Déifferdeng an Esch zu Monnerech an déi provisoresch Strukture fir den Nordstad-Lycée zu Ierpeldeng.

Fir ofzeschléissen an ouni de Projet vum neien ONA, dem Office national de l'accueil, onerwäänt ze loossen, wëll ech nach eng Kéier zesummefaassend erklären, dass all déi haut diskutéiert Projeten iwwert d'Motioun natierlech d'Ënnerstëtzung vun der sozialistescher Fraktioun kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Hemmen. An als nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen ageschriwwen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir unzefänken eng méi allgemeng Bemierkung zu dësem Projet. Mir féieren dës Debatt an enger schwéierer Zäit fir eist Land. De Moment weess nach keen, wou a wéi dat endegt mat der Coronapandemie. Dëst souwuel fir d'Pandemie selwer wéi och d'finanziell Rumm: Et ass nach onbekannt, wat dat Ganzt dann am Endeffekt kascht a wéi mer dat finanzéieren.

Mee wichteg ass et, fir eisem Land no dëser Pandemie eng wirtschaftlech Zukunft opzezeechnen. Et ka sinn, jee nodeem, wéi déi finanziell Lag vum Land sech duerch dës Pandemie entwéckelt, datt vun deene Projeten, iwwert déi mer haut befannen, deen een oder anere Projet no hanne muss gestallt ginn. Mir hate jo ewell am Fréijoer eng Debatt iwwert d'Infrastrukturen hei am Land, och dës däerfe mer net vergiessen.

Et ass duerfir onbedéngt wichteg, datt mer den ekonomeschen Impakt vun där aktueller Kris zu all Moment am A behalen an do, wou et néideg ass, hëllefe kompenséieren an offiederen. Eis Wirtschaft, eis Betriber, all déi, déi Suen an d'Keess eraleeën, bleiwen d'Zuchpäerd vun eiser Liewensqualitéit. Et ass duerfir der Politik hir verdammte Flicht, si ze schützen an alles derfir ze maachen, datt si ënner allen Ëmstänn kënne weider fonctionéieren.

An deem Sënn sinn och eis haiteg 20 Projeten ze gesinn. All gréissere Projet vun iwwer 10 Milliounë soll jo am Viraus an der Chamber gréng Luucht kréien, mat Ausnam vun deene Projeten iwwer 40 Milliounen, wou muss en extrat Gesetz hei an der Chamber gestëmmt ginn. Och wann am Viraus awer nach net gewosst ass, wat déi eenzel Projeten eis genee wäerte kaschten.

Erlaabt mer, vun deene Projeten deen een oder deen aneren e bësse méi ënnert d'Lupp ze huelen.

Éischtens: Am Gebai vun der fréierer Nationalbibliothéik soll jo een Deel der Justiz zur Verfügung gestallt ginn, plus eng Aart Brasserie oder Restauratioun, wéi och ëmmer. Erlaabt mer awer, parallell eng Iddi vum Här André Bauler opzegräifen, ob een hei net kéint e Musée abaue vum reliéise Liewen hei zu Lëtzebuerg, deen hei kéint e schéinen Ënnerdaach kréien. Plaz misst jo genuch do sinn. Do derbäi wier dat nieft der Kathedral nach eng super Plaz fir esou eng Iddi.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Zweete Punkt: Wat d'Fotovoltaikanlagen um Härebierg betrëfft, do solle jo praktesch op all Daach vun deenen eenzelne Pavillonen dëser Anlagen installéiert ginn. Do hu mer eis Bedenken. An zwar, ier een dës installéiert, wär et do net ubruecht, generell all déi Pavillonen ze iwwerdenken an ze plangen? Ech denken do zum Beispill un d'Modernisatioun vun de Wunnkonditioune fir eis Zaldoten. Ech si perséinlech ëmmer e Frënd, datt ee soll fir d'éischt e Gesamtplang zu engem Projet maachen an dann an Etappen dat realiséieren. Ech mengen, dat ass déi Fro, déi ech mir ëmmer stellen, och am Gemengeberäich, an domadder sinn ech ëmmer gutt gefuer.

Drëtte Punkt: Mir begréissen, datt eppes geschitt am Nordstad-Lycée, och wann et an enger éischter Phas nëmmen e Provisorium ass. Dëse Bau soll jo da spéider der Gemeng Ierpeldeng un der Sauer iwwerdroe ginn. Et wär awer gutt, wa mer zäitno iwwert deen definitive Bau hei kéinte befannen. Ech wollt emol nofroen, wéi wäit dëse Bau oder déi ganz Planung vun dësem Bau an der Virplanung ass.

Véiertens, eng allgemeng Bemierkung zum Ausbau vun der Cité policière. An dësem Kontext géife mer begréissen, wann ee sech géif zäitno Gedanke maachen, wou een dee Policemusée kéint anerwäerts ënnerdaach bréngen, gekoppelt mat engem Musée fir d'Rettungsdéngschter, Post an esou weider. Net méi spéit wéi haut de Moien hu mer an der Press kënne liesen, datt an allerleschter Minutt Rettungsdéngschter d'Pompjeesmaterial konnten an eng Hal transferéieren, soss hätt et misse verschrott ginn. Ech mengen, do gesäit een, wéi schlecht datt mer dru sinn, an do wier et awer gutt, wa mer eppes hätten.

An dann nach zum Schluss e puer Suggestioune fir d'Zukunft fir do, wou mer Problemer hunn:

Am Oste ginn et eng Partie Verkéiersproblemer an eise Grenzuertschaften, wou Brécke sinn a wou de Verkéier dann duerno duerch d'Uertschafte kanaliséiert gëtt. Dat ass haaptsächlech zu Iechternach, Waasserbëlleg, Gréiwemaacher, Wuermer, Réimech, Schengen a Munneref, wou Contournemente misste gebaut ginn, well déi aktuell Situatioun belaascht d'Liewensqualitéit extreem an dësen Uertschaften.

Och am touristesche Beräich sollt ee sech iwwerleeën, fir Offerten ze offréieren, déi der haiteger Zäit ugepasst sinn. Ech denken do zum Beispill un e Planetarium oder en Aquarium, wéi de Sea Life, dee géif eisem Land gutt zu Gesiicht stoen. Dës oder änlech Offerte ginn am Ausland mat groussem Erfolleg bedriwwen. Et sollt ee sech och emol Gedanke maachen, fir an deem Beräich méi aktiv ze ginn.

An als Vertrieder vum Norde wéilt ech nach eng Motioun deponéieren zu enger Transversale Fridhaff–Feelen, oder anescht ausgedréckt, engem Contournement, engem Nordcontournement fir d'Stad Ettelbréck. Et ass e Plang do fir eng Südvariant, wann ech dat esou däerf soen, déi geet vu Schieren eriwwer laanscht Ettelbréck, oder besser gesot nach bal duerch Ettelbréck, hannen iwwer Feelen. Et ass net, datt keng Variant do ass, mee mir sinn der Meenung, datt eng Nordtransversale déi besser Léisung wier.

Mir wëssen alleguerten, de Problem zu Ettelbréck, dat ass jo bal e „Stau-Ettelbréck", soss kann ee jo bal net dovun aneschters schwätzen. Mir sinn der Meenung, datt dës Variant, déi mir virschloen, méi einfach ze baue wär. Dat bedeit och manner déif Aschnëtter an d'Natur, manner Problemer, wat d'Topografie betrëfft, wéi déi aner Variant, déi mer elo vu Schieren duerch Ettelbréck op Feele bauen.

Déi Südvariant, wann ech dat esou däerf soen, huet och e puer Problemer an ech wëll Iech déi opzielen: Uewer- an Nidderfeelen, dat ass jo eng Gemeng, a wa mer eis Variant géife bauen, déi mir virschloen, da brauche mer déi zwee Dierfer net ze duerchschneiden. A mir hunn da manner Problemer am Waasserquelleschutzgebitt. Mir kommen net no un d'Wunngebidder zu Feelen. Mir brauchen op där Transversale just eng Opfaart ze programméieren, an zwar bei Waarke fir bei d'Spidol an den technesche Lycée eriwwer. Ettelbréck a Feele géife mer domadder vum Duerchgangsverkéier komplett befreien, wat eng Verbesserung vun der Liewensqualitéit fir all dës Bierger wär.

Eis Iddi hätt och nach de Virdeel, datt e ganz groussen Deel vum Zoufaartsverkéier aus de Regioune Wolz a Réide fir bei d'Spidol op Ettelbréck an an de Lycée technique géif aus Ettelbréck erausgehale ginn. Do hätte mer direkt en Accès, ouni datt déi Leit mussen duerch d'Stad Ettelbréck klonken.

Et muss ee soen, an dat muss een och wëssen, datt de Stau moies nach méi grouss wär zu Ettelbréck, an hei muss ee wëssen, datt vill Leit tëscht dem Rouscht a Schieren, oder Colmer, besser gesot, d'N7 verloossen, fir sech e Wee ze sichen duerch Colmer eriwwer op de Karelshaff an dann iergendwou do op d'N15.

Aus all dëse sachlechen Iwwerleeungen eraus géife mir an dëser Motioun virschloen, d'Méiglechkeet ze préiwe vun enger Transversale vum Fridhaff eriwwer op Feelen. An dat wier dann déi sougenannt Nordvariant. An ech géif Iech dann, Madamm Presidentin, dës Motioun deponéieren.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt de ganze Verkéier, dee vun der Nordstrooss eroffiert, fir op d'N15 ze kommen, fir Richtung Feelen an Heischent ze fueren, duerch Ettelbréck geschleist gëtt,

- datt doduerch d'Verkéierssituatioun zu Ettelbréck, besonnesch zu de Stousszäiten, dramatesch ass,

- datt dëst eng ganz onglécklech Situatioun ass fir d'Ambulanzen, déi séier d'Ettelbrécker Spidol erreeche mussen,

- datt déi geplangte Strooss vum Contournement vu Schiere laanscht Ettelbréck bis op Feelen déif Aschnëtter an d'Natur mat sech géif bréngen,

- datt eng Transversale tëscht dem Fridhaff a Feelen déi besser Variant ass an déi beschriwwe Problemer léise géif,

ass sech bewosst, datt eng Transversale tëscht dem Fridhaff a Feelen de Virdeel hätt:

- datt een Uewer- a Nidderfeelen net ze duerchschneide bräicht,

- datt sech keng Problemer mat Waasserquelleschutz géife stellen,

- datt de Verkéier wäit fort wier vun de Wunngebidder zu Feelen,

- datt ee just eng Opfaart misst bauen, fir vu Waarken aus d'Spidol an den technesche Lycée ze erreechen,

- datt Ettelbréck a Feele komplett vum Duerchgangsverkéier befreit wieren, wat eng méi héich Liewensqualitéit fir d'Awunner mat sech bréngt,

- datt e groussen Deel vum Zoufaartsverkéier aus der Regioun Wolz a Réiden, dee Richtung Spidol an technesche Lycée ënnerwee ass, aus Ettelbréck selwer erausgehale géif ginn,

fuerdert d'Regierung op,

- d'Méiglechkeet vun enger Transversale tëscht dem Fridhaff a Feelen an aller Objektivitéit ze préiwen.

(s.) Jeff Engelen.

Zum Schluss nach e Merci der Rapportrice, der Madamm Chantal Gary, fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech géif dann d'Zoustëmmung bréngе vun der ADR zu dëse Projeten.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wäert mech a menger Interventioun op zwee Punkte beschränken, op zwou Regiounen och, eng Kéier d'Stad an eng Kéier de Süden. Ech fänken emol mat der Géigend un, déi ech e bësse besser kennen, nämlech mat der Stad, mat engem Sujet, deen och relativ wichteg ass.

Mir wäerten an dëser Motioun, déi mer natierlech och matdroen, eppes matstëmmen: Dat ass de Pôle d'échange, dee mer op der Stäreplaz wäerte bauen. Mir sinn all domadder averstanen, datt d'Stäreplaz endlech, endlech soll viabiliséiert ginn, richteg viabiliséiert ginn. No deem Trauerspill, dat iwwer 30 Joer laang gedauert huet, gouf et wierklech Zäit, datt do eppes geschitt. Ob dat, wat elo do geschitt, an déi richteg Richtung geet, dat sief dann nach dohigestallt. Wann ech dat richteg verstanen hunn - den Här Minister ka mech duerno korrigéieren, wann dat net esou ass, mee ech hat dat, mengen ech, an der Press gelies -, soll jo de Projet de financement nach deposéiert ginn, bis Enn 2022, mengen ech. Dat hunn ech emol gelies am „Paperjam", mee vläicht ass et ...

Bon! Egal, mee op jidde Fall hu mer warscheinlech awer nach Zäit, fir Saachen, fir gewësse Korrekturen eranzebrénge par rapport zu deem Projet, deen och do presentéiert gouf. Et ass e risege Projet. Et ass e grousse Projet, deen en Impakt wäert hunn op déi ganz Géigend, net nëmme fir d'Stad.

Fir d'éischt emol, bon, gewësse Saachen, déi kënnen interessant kléngen: 1.500 Quadratmeter fir e Kino, an dat ass net schlecht, datt mer an der Stad erëm e Kino kréien, deen och méi zentral läit, wéi dat deemools och de Fall war - wa mer och do nees däerfen eragoen, wat, mengen ech, bis dohin hoffentlech wäert de Fall sinn, wa mer et net nach ëmmer verbidden, wat ech net hoffen -, dann Nohandel, e sougenannte Foodhall an esou weider an esou fort. Bon, dat sinn esou Projeten, déi presentéiert gi sinn. Virgesinn ass och, datt Logementer dohinnerkommen, a wann ech richteg informéiert sinn, solle vun deene ronn 100.000 Quadratmeter 47 % fir Logementer virgesi sinn. Dat sinn der ongeféier 600, dovunner 60 à coût modéré.

Bon, an der aktueller Situatioun - mir si jo och amgaangen doriwwer ze diskutéieren, wéi iwwerhaapt de Prix abordable soll reforméiert ginn - wësse mer op jidde Fall, datt à l'instant, esou wéi et elo ass, de Coût modéré, wéi mer dat esou oft musse soen, bei Wäitem net moderéiert ass. An der aktueller Situatioun ass et jo op jidde Fall esou, datt et 80 % vum Duerchschnëttspräis vum Marché ass, wat net moderéiert ass, vu datt den normale Präis schonn exageréiert ass.

600 Wunnengen, an d'Promoteure vu BC Partners, déi bretze sech och domadder, datt u sech dräimol méi Wunnenge gebaut gi par rapport zum initiale Projet, deen der 200 virgesinn hat. Allerdéngs, de Problem ass: Et geet jo net nëmmen drëms, vill Wunnengen ze bauen! Wann eng Wunneng net abordabel ass a wann eng Wunneng ze deier ass, wann eng Wunneng 1.600, 1.800 Euro kascht an et verdéngt een der ongeféier 3.000, dann ass et egal, ob eng Wunneng gebaut gëtt, ob zéng Wunnenge gebaut ginn oder ob 100.000 Wunnenge gebaut ginn. Et muss ee sech déi Wunnengen och leeschte kënnen! Dorops kënnt et un, net op d'Zuel. Net op d'Zuel, oder am beschten déi zwou Saache matenee kombinéiert.

45 % sollen anscheinend awer och fir Bürosfläche virgesi sinn. Do muss ee sech awer wierklech serieusement d'Fro stellen, ob mer nach weiderhin an déi Richtung solle goen, nach weider Bürosflächen ze hunn. Mir hu schonn ze vill Bürosflächen an dëser Géigend. Mir hu souguer méi Bürosfläche wéi Wunnengen an der Stad. A wann een awer kuckt, also et soll een net pessimistesch sinn, mee mir wäerten et och hei spieren, déi ekonomesch Kris, déi op eis duerkënnt. An da sti mer do mat Bürosraim, déi eidel sinn a wou een dorauser hätt kënne Wunnenge maachen.

Dat heescht, mir ginn erëm an eng Richtung, mengen ech, déi falsch ass. A mir schéngen nach ëmmer, op jidde Fall d'Autoritéiten hei am Land, verschidden Autoritéiten hei am Land, weiderhin déi selwecht Schinn ze fueren, fir Projeten ze maachen, déi net abordabel si fir den Duerchschnëttsbierger.

Den Här Lamberty hat virdru gesot: „A 50 Joer wäerte mer d'Stad net méi erëmerkennen." Dat ka gutt sinn. Ob et am Gudden ass oder am Schlechten ass, weess ech net. D'Stad ass wonnerschéin, dat soen ech, dat ass mäi klenge Chauvinismus. Mee de Problem ass, wann ech elo kucken, a wat fir eng Richtung gewësse Saache ginn, an ech schwätzen do vun net wäit ewech, de Royal-Hamilius zum Beispill: Näischt dergéint, datt een eppes verännert, mee ech hu schonn eppes dergéint, datt een eng Place publique privatiséiert an un e Fong verpacht. Dat ass schonn deen éischte Problem. An zweetens wier et awer vläicht och un der Zäit, Saachen ze bauen, déi iergendwéi human ausgesinn. Mee bon, vläicht wäert Dir soen: « Les goûts et les couleurs, ça se discute. » Mee ech hu reell Schwieregkeeten domat, an ech mengen, dat präägt awer och d'Zesummeliewen an enger Stad, wann een ëmmer esou déi selwecht Architektur baut, déi wéi geleckt ass, déi séilelos ass a mengen Aen, déi net ganz human ass, wéi dat beim Royal-Hamilius ass.

Bon, an dat schéngt jo och, wann ech déi Biller gesi vun deem, wat projetéiert ass fir d'Stäreplaz, e bëssen erëm an déi Richtung ze goen. Dat Ganzt gehéiert natierlech och der Abu Dhabi Investment Authority. Soll ech dozou nach e Kommentar maachen? Nach eng „Schneiderei" souzesoen. An ech mengen, mir musse wierklech nach vun der Zäit profitéieren! Souwisou, dat Ganzt hätt sollen, mengen ech, iwwerholl gi vum Staat oder vun der Gemeng. Op jidde Fall misst esou en Areal an ëffentlecher Hand sinn, fir do wierklech kënnen eppes Interessantes ze maachen: Wunnengen ze bauen, déi och abordabel sinn, natierlech mat Commercen, natierlech och mat Kino, dat sinn alles flott Geschichten, a vläicht mat anere Saachen. Mee ech mengen, mir hunn nach Zäit, fir do d'Kéier ze kréien.

Duerno en zweete Punkt, de séieren Tram. Ech wëll do net ze vill an d'Detailer goen, well mir als déi Lénk zurzäit, eis Südgemengen, d'Sektioune sinn do amgaangen, sech méi akribesch an am Detail domadder auserneenzesetzen a wäerten do deemnächst eppes presentéieren. A wann ech dann, och nach als Stater, hei virgräifen, da ginn ech vernannt.

(Brouhaha)

Warscheinlech zu Recht. Voilà, gesitt Der, et fänkt schonn un.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mee op jidde Fall, do sinn awer schonn e puer Saachen, déi ee misst kucken. Mir mengen, datt dee Projet, deen och eng Verbindung mat der Grenzregioun, dat heescht, och mat Loutrengen déi aner Säit vun der Grenz, virgesäit, sech op jidde Fall net nëmme soll dorobber beschränken, datt een eng Main-d'œuvre vu franséischer Säit bis hei op Lëtzebuerg eriwwerkritt, an datt nach weider muss am loutrengeschen Territoire d'Zesummenaarbecht weidergoen.

Mee wat op jidde Fall wichteg ass, dat ass d'Gestioun vun deem séieren Tram, doriwwer muss een awer och diskutéieren. An der Stad gouf mam Tram de Feeler gemaach, et un eng privat Gesellschaft ze ginn, obwuel een dat hätt kënne bei den AVL zum Beispill integréieren. Mee nee, do ass ëmmer e bëssen déi neoliberal Ideologie, déi matspillt, eng privat Gesellschaft kéint dat besser maachen! Mir hunn duerno gesinn, datt dat net de Fall war. A mir mengen dann och, datt déi séier Bunn muss an den TICE integréiert ginn an an der ëffentlecher Hand muss bleiwen an datt op kee Fall dee selwechte Feeler gemaach soll gi wéi beim Tram an der Stad! E Feeler beim Tram an der Stad, deen een natierlech och nach ëmmer réckgängeg ka maachen! Also, wa Staat a Gemeng sech eens ginn - si si jo d'Aktionären, ech mengen, souguer beim Staat eleng géif et duergoen -, da kéint ee vun deem Feeler erëm zréckkommen.

Voilà! Ech wäert dann dobäi bleiwen. Mir wäerten awer trotzdeem déi Motioun, déi mer ënnerschriwwen hunn, matstëmmen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, d'Landesplanung ass wichteg, fir dass sech d'Land kann an Zäite vu staarkem Wuesstum kohärent weiderentwéckelen. Mir brauchen hei eng intelligent Landesplanung, déi déi demografesch Krittäre respektéiert, mee déi och nach e Schrëtt méi wäit geet. Mir Piraten schwätzen eis kloer fir e staarken Invest an den nächste Joren aus, mee och Ëmweltkrittäre musse bei de groussen Infrastrukturprojeten eng wichteg Roll spillen.

Dofir begréisse mir Piraten eng Rei vu Projeten, déi hei virgestallt goufen. Do ass zum engen déi nei Cité policière um Findel, wou de Staat Gebaier ofkaaft huet, amplaz neier ze bauen. Fir eng gutt Zesummenaarbecht vun eise Policeunitéiten ass et wichteg, fir déi verschidde Servicer op engem Site zesummenzebréngen.

Een DNA-Labo, deen eis et erméiglecht, eis eegen Analysen ze maachen, ass och eng positiv Entwécklung.

Wou mer kënnen, musse mer op Renovatioune bauen, op Ëmbau setzen, fir esou ale Gebaier neit Liewen ze ginn, wéi zum Beispill am Fall vun der neier internationaler Primärschoul, déi an dat aalt Ediff-Gebai op Monnerech soll kommen.

Et dierf een awer bei all de virgestallte Projeten net vergiessen, dass Bëton weltwäit e groussen Ëmweltsünder ass. Bëton mécht ongefeier 8 % vun de weltwäiten Treibhausgasemissiounen aus. WWF schreift ganz kloer: „Die Zementherstellung ist einer der emissionsintensivsten Industrieprozesse. Deshalb ist der Klimaschaden, der durch die Verwendung von Zement entsteht, beträchtlich." Dofir ass et och an eisen Ae bei all de Projeten ze hannerfroen, wéi eng Ressourcë fir de Bau verbraucht ginn.

Et si Projeten, déi ech heibäi erwäne kann, well et sinn och ëmweltfrëndlech ugehaucht Projeten derbäi, wéi de Bau vun enger Fotovoltaikanlag um Härebierg. Mee d'Arméi keeft monter Militärfligeren. Allgemeng gehéiert d'Militär weltwäit zu de gréissten Ëmweltsünder an dann als Marketing ginn e puer Solarzelle gebaut. Dat do ass, wéi een neierdéngs esou schéi seet, Greenwashing. Well wéilt dës Regierung wierklech eng seriö Ëmweltpolitik bedreiwen, géif een d'Akafslëscht bei der Arméi anescht gestalten!

Zréck zur Solarenergie: Ëffentlech Gebaier, déi an der Hand vum Staat a vun de Gemenge sinn an déi iwwer e südlech ausgeriichten Daach verfügen, mussen alleguer mat Solarpannoen ausgestatt ginn. De Staat an d'Gemengen hunn hei eng Virbildfunktioun ze erfëllen. Et freet ee sech also, wisou net scho bei all de Gemengen esou Projeten ëmgesat gi sinn. Keng Gemeng brauch op den Accord vum Staat ze waarden, fir méi ëmweltfrëndlech ze ginn.

Här President, zu enger gudder Landesplanung gehéiert och, dass mer endlech e méi dezentraliséierte System opbauen. Jo, ronderëm Dikrech an Ettelbréck muss geschafft ginn! D'Nordstad bräicht direkt zwee Contournementen, fir de Verkéier besser an de Gréff ze kréien. Esou sollt ee Contournement nërdlech vun Dikrech verlafen an esou de Stadkär wéi och Angelduerf entlaaschten. Donieft ass et wichteg, endlech d'Verbindung Ettelbréck–Feelen ëmzeorganiséieren.

Den Norden, Osten a Süde vum Land musse méi an d'Landesplanung abezu ginn, wa mer wëllen de Verkéiersproblem ronderëm d'Stad an de Gréff kréien. Och hei muss de Staat eng Virbildfunktioun anhuelen a sech derfir asetzen, dass méi Aarbechtsplazen an allen Deeler vum Land opgebaut ginn.

Ee Projet, dee mir als Piraten staark kritiséieren, ass de Bau vun engem Tram tëscht der Stad an dem Süden, ee Projet, wou d'Regierung scho mat der Reklamm ugefaangen huet, fir de Leit dee schmackhaft ze maachen, awer nach kee Präis bekannt ass. Wënsche kann ee sech vill, bezuelen net. Op ville Plazen tëscht der Stad an Esch sinn elo scho Chantiere geplangt, fir den neien Tram un d'Stroossennetz unzebannen, dat deelweis op Terrainen, déi de Staat nach net huet.

Mir Piraten hu vun Ufank un en Expresszuch tëscht der Stad an Esch proposéiert, dat zesumme mat engem Ausbau vum Schinnennetz op dräi Spueren tëscht der Stad, Beetebuerg an Esch. An ënner 20 Minutte kéint een da vun der Stad op Esch fueren, ee Projet, deen déi virhande Struktur géif ausbauen, amplaz erëm eppes komplett Neies opzebauen, ee Projet, deen eis Finanze géif schounen an dobäi nach géif Aarbechtsplaze bei den CFL sécheren, souguer ausbauen. An den Expresszuch vun Esch an d'Stad ka méi schnell a méi gënschteg ëmgesat ginn.

Här President, net nëmmen am Logement, och bei dëse Projete gëtt et de Problem vu privaten Investoren a Spekulatiounen. Investisseuren aus dem Katar oder de Vereenegten Arabeschen Emirater, déi sech engagéieren, fir bei eis Projeten ze realiséieren, déi interesséiert just de Profitt. Dofir muss de Staat oppassen, wann en esou Projete wéi zum Beispill de Reamenagement vun der Stäreplaz an Ugréff hélt. Ee passenden a pickege Kommentar vum honorabele Ben Fayot fannt Der Ufank Oktober an enger Carte blanche op RTL zu deem Theema.

De Staat dierf hei net eng verstoppten Opwäertung iwwert d'Steiergelder fir grouss Investitiounsprojeten aus Abu Dhabi bezuelen. Bei esou Projeten, wou d'Besëtzer kloer vun enger Opwäertung vun hirem Terrain profitéieren, mussen d'Investoren och en Deel vun der Rechnung bezuelen an net nëmme Geld herno erauszéien. Bei esou Projeten dierften eiser Meenung no och keng Wunnenge reng aus Geldspekulatioun gebaut ginn, déi sech déi meescht hei am Land souwisou net wäerte leeschte kënnen. Dofir léisst d'Moossnam „Lex Koller" am Logement nach ëmmer op sech waarden, wou ee se dach awer esou schnell bräicht!

Zum Stroossebau op der A13: Fir vu Schenge kommend ass e Projet fir eng Verbesserung mat dran, mee an déi aner Richtung, do ass all Dag Stau an Accidentgefor, well sech d'Strooss, vu Péiteng op Éilereng kommend, op eng Spuer verklengert. Fir déi Plaz op der A13 misst och schnell eng Léisung fonnt ginn.

Da weider zum Problem A13: Zu Péiteng staut sech all Owend de Verkéier, dat, well zwar dräi Rondpointen fir Tunnelle virgesi waren, awer nëmmen zwee Tunnelle gebaut gi sinn. Soumat, um drëtte Rond-point staut et sech, well zwar Plaz ass fir en Tunnel, deen awer ni realiséiert ginn ass.

Här President, eng ganz Rei vun de Projeten, déi hei proposéiert sinn an déi ech net all ernimme konnt a menger kuerzer Riedezäit, si wichteg a stellen eng positiv Entwécklung fir eist Land duer. Anerer kommen ze spéit an nach anerer sollten am beschten ni realiséiert ginn.

Mir ginn net waarm mam Projet vun engem weideren Tram, deen an eisen Aen ze vill negativ Konsequenze fir d'Ëmwelt op der Streck wäert hunn a wou nach kee Präis bekannt ass. Dee wäert awer wuel d'Méiglechkeeten am Budget iwwersteigen.

D'Piraten stinn Innovatiounen am Transport net am Wee, mee et mussen nach vill Aspekter, d'Ëmwelt betreffend a finanzieller, verbessert ginn. Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci villmools, Här President. Ech wéilt fir d'éischt der Rapportrice, dem Chantal Gary, villmools Merci soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Débat d'orientation. Et ass jo en Diskussiounsdebat, dat heescht, et geet jo drëms, fir dann och Orientatiounen, Remarken, Suggestioune mat op de Wee ze ginn.

Effektiv, d'Hallschent vun deene Projete sinn dës Kéier, et ass vläicht éischter zoufälleg, an der Stad respektiv an hirer Agglomeratioun. Mee d'lescht Joer, do waren aner Lëschten, aner Projeten, wou nach aner Regioune mat drop sinn, an hei si jo och nach aner Regioune mat concernéiert.

Ech wéilt mech natierlech gäre konzentréieren op dat, wat d'Stad an déi grouss Agglomeratioun ass, mee awer net nëmmen. Well selbstverständlech droe mir alleguerten déi Projeten hei och mat a mir wäerten natierlech och déi Motioun matdroen, well et ass wichteg, datt déi Projeten virugedriwwe ginn. Mir sinn do am Prinzip mat deene Projeten och averstanen, mee mir hunn awer nach verschidde Remarken ze maachen.

Et fänkt u matzen hei am Häerz vun der Stad. Do hu mer jo den ale Kolléisch respektiv déi fréier Nationalbibliothéik. Déi ass jo elo zënter engem Joer an hiert neit Gebai op de Kierchbierg geplënnert. Dat ass also e ganz wichtegt a ganz historescht Gebai fir d'Stad Lëtzebuerg. Et war bal 400 Joer laang eng Schoul, duerno war et bal 50 Joer laang eeben eng Bibliothéik. Bon, elo steet et eidel. Do waren awer schonn Iddie vun der Regierung, vun der viregter Regierung: Et sollt jo d'Nationalgalerie drakommen. Esou wéi mer elo verstanen hunn, wäert déi op Diddeleng da kommen, wat mer awer begréissen. Ech mengen, et ass wichteg, fir de Süde vum Land och weiderzeentwéckelen an als Kulturstanduert auszebauen, soudatt eeben och eng Nationalgalerie an de Süde kënnt. Et muss net alles an der Stad konzentréiert sinn.

Da stellt sech natierlech d'Fro: Wat kënnt do amplaz? Ech mengen, den Här Minister huet et jo annoncéiert op Basis vun där heiter Lëscht, datt elo an deem ale Kolléisch, op d'mannst emol op deenen ieweschte Stäck, Plaz soll komme fir d'Geriicht, fir d'Handelsgeriicht oder fir déi dräi Handelskummere vum Bezierksgeriicht. Wat natierlech och nozevollzéien ass, datt déi Büroe brauchen. Ech mengen, den Helleg-Geescht-Platto, do ass et schonn ze enk. Dat versteet een, datt do Besoinen do sinn. Et hätten och kënne vläicht nach aner Iddien do sinn, mee mir verstinn dat awer.

Et ass eebe virun allem op dem Rez-de-chaussée, wou ee sech awer vläicht wënscht - an dat ass eng Suggestioun, déi mer mat op de Wee géife ginn -, Dir géift lech do oppe weise fir ze kucken, ob onbedéngt déi Iddi, déi elo do besteet, fir e Restaurant-Brasserie dranzemaachen, déi allerbeschten Iddi ass.

Ech mengen, et ginn awer nach aner Besoinen an der Haaptstad wéi Restauratioun a Brasserie. Där hu mer der scho ganz vill. An ob et och elo dee gudden Zäitpunkt dofir ass, wou et e schwéieren Zäitpunkt ass fir den Horeca? A leider Gottes - dat war awer net nëmme wärend dëser Zäit, dat war och scho virdrun de Fall - ass et net esou evident, well zum Beispill ganz vill Leit hir Mëttesstonn net méi mussen esou laang maachen, mee just nach eng hallef Stonn, an doduerjer vill Leit net méi an der Stad iessen, déi eebe soss eng méi laang Mëttespaus gemaach hunn. Doduerch war den Drock op d'Restaurante scho virdru grouss. Deen ass natierlech duerch d'Coronakris verstäerkt ginn. Mir wëssen nach net, wéi laang déi wäert daueren a wat herno nach d'Nowéien dovunner wäerte sinn.

Dat heescht, et ass e Secteur, deen ugeschloen ass. Solle mer elo higoen an do als ëffentlech Hand vläicht reng och nach just Restauratioun, Brasserie drasetzen, wou dann eng x-te Konkurrenzsituatioun domadder entsteet? Mir sinn der Meenung, datt dat net onbedéngt déi allerbeschten Iddi ass.

Mee et kéint een aner Iddie maachen. Bon, d'Stad Lëtzebuerg, mir si jo no bei eise Matbierger a mir hu vill Besoinen, déi un eis erugedroe ginn. Mir haten zum Beispill d'lescht Joer eng Porte ouverte gemaach iwwert d'Schluechthaus. Dat ass jo och e Site matzen an der Stad, dee mer gäre wëlle revaloriséieren. An do konnten och interesséiert Matbierger hir Meenung soen, wat do sollt drakommen. An do ass dacks erëmkomm, an der Stad géif eng Plaz feele fir d'Kanner, net eng Spillplaz, mee éischter eng kulturell Plaz, wou se och kënne pedagogesch erugefouert ginn u Kultur oder wou se kënnen och pedagogesch Aktivitéite matmaachen, déi an engem zouene Raum wäre respektiv natierlech och dobaussen. Op jidde Fall kéint een deen Usaz opgräifen, ob een net do kann esou ee Kannerkulturraum oder esou eng Plaz um Rez-de-chaussée do schafen.

Eis Offer ass op jidde Fall: Sëtzt lech vläicht nach eng Kéier mat deene concernéierten Acteuren, déi esou Saache kënnen denken, och mat de Verantwortlechen, dat heescht mat der Stad Lëtzebuerg, zesummen, fir vläicht un esou eppes ze schaffen. Dat wär op jidde Fall eng Suggestioun, déi mer lech géifen op eng ganz konstruktiv a positiv Aart a Weis mat op de Wee ginn fir deen dote Projet.

Da komme mer weider op d'Rocade op der Gare, wou wéi gesot dee Projet vun der Rocade elo ugeduecht ass, wat jo u sech keen neie Projet ass. Dir waart selwer deemools als éischte Schäffen an deem Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg, deen dee Projet jo lancéiert hat, dee Concours „Lëtzebuerg - Gare centrale", wou eng Kéier e grousse Concours gemaach gi war, fir eebe grad dat, wat jo elo hei erëm opgegraff gëtt, ze kucken: déi zwee Quartiere Bouneweg a Gare nees méi no beieneenzebréngen. Déi gi jo getrennt duerch eeben d'Gare an hir Schinnen.

Do war deemools e Gewënner vum Concours erausgesicht ginn, dee virgeschloen hat, dat Ganzt ze iwwerdeckelen. Bon, Dir kennt dee Projet jo, mengen ech, nach ganz gutt. Deen ass awer ni realiséiert ginn. Dat kann ee bedaueren. Dat hat seng Ursaachen. Bon, hei gëtt et elo eng Geleeënheet, vläicht dee Projet nees an enger bestëmmter Versioun, vläicht a méi enger liichter Versioun dann awer kënnen eng Kéier ëmzesetzen, op d'mannst emol déi Iddi, déi zwee Quartiere mateneen ze verbannen, méi Qualitéit do eranzebréngen, an datt déi Trennung eebe kann opgehuewe ginn.

Bon, d'Rocade misst jo dee Moment effektiv dann iergendwéi iwwerbréckt ginn. Et stellt sech just d'Fro: Dir schwätzt elo hei emol an deem Rapport vun engem Tunnel. Ass dat dann e klasseschen Tunnel? Dat heescht, wou mer wierklech eroffueren an de Buedem an och erëm eng Kéier eropfueren, erëm erauskommen? Wou awer Rampen da virgesi sinn, wat awer net onproblematesch ass ze kucken, well da jo och erëm zousätzlech Barriäre kommen!

Oder schwätze mer éischter vun enger Tranchée couverte, esou wéi et an deem Projet deemools virgesi war, wou een einfach géif en Deckel dropmaachen, wat u sech dann net bedéngt, datt ee muss erop- an eroffueren, wat méi einfach ëmzesetze wier?

Oder schwätze mer vun engem Réckbau an ee Boulevard urbain, deen een och kéint envisagéieren? Kéint Der och do vläicht soen, wat Der do undenkt?

An dann ass dat jo awer zousätzlech dozou net nëmmen e Verkéiersprojet, Mobilitéitsprojet, mee dat ass jo als méi eppes Grousses ze gesinn. E richtegen urbanistesche Projet, wat jo och den Usaz war 2005, wat och richteg ass. An do muss een och dorobber pochen, datt dat méi ass wéi datt mer nëmmen hei eebe Verkéiersinfrastrukturen à jour setzen oder verbesseren. An deem heite Fall geet et drëms, wierklech Urbanismus ze maachen.

Do ass natierlech och déi Zesummenaarbecht wichteg mat der Stad Lëtzebuerg. An et ass do awer och wichteg, datt een natierlech déi zwou Säite vun der Gare kuckt! Well et ass jo dann net nëmmen deen neie Parvis, deen een eventuell kéint schafen zur Säit vu Bouneweg, mee mir hunn elo och nach deen aktuelle Parvis, deen awer kee richtegen ass am Moment, nämlech d'Place de la Gare, wou et jo och schonn Iddie gëtt vun den CFL oder respektiv vun Ärer Säit aus, wéi déi kéint ausgesinn. Do soll wuel nach drop geschafft ginn. Do wäert jo d'Stad Lëtzebuerg och mat u Bord sëtzen.

Mee och do ass et wichteg, dat Ganzt ze kucken a vläicht net onbedéngt déi Iddi, déi Iech virschwieft, nämlech en ënnerierdesche Vëlosparking grad op där doter Plaz ze maachen. Wéi gesot, net datt mer a Fro stellen, datt muss eppes gemaach gi fir de Vëlo, datt iergendwou e Vëlosparking muss hikommen, mee vläicht net grad op der Place de la Gare, well domadder hypothekéiert een awer déi Plaz. Well mir hunn elo déi eenzegaarteg Méiglechkeet u sech, datt een déi Plaz emol eng Kéier kéint an eng richteg Plaz ëmwandelen, eng Plaz, déi och fräigeraumt ass, eng Plaz, wou ee ka méi maachen, déi ee kann animéieren, wou een och ka verweilen, wou och kann e Sejour, net nëmmen de Passage do sinn, wann een op de Bus muss klammen oder respektiv an Zukunft de Vëlo muss huelen. Eng richteg stättesch, urban Plaz, wou ee kann Terrassen hunn, wou kënnen Animatioune sinn, wou emol eng Kéier kann e Maart sinn, e Chrëschtmaart och sinn.

Ech mengen, et wär besser, op där Plaz an déi Richtung do ze goen. An dann huet een nach genuch Wach op der rietser Säit vun der Gare, fir vläicht do e Projet ze maachen, wou am Moment nach dee provisoreschen Autosparking ass, fir vläicht do en Neibau ze maachen, wou ee souwuel Parkplaze mécht fir de Vëlo wéi fir den Auto. Op jidde Fall wéilt ech lech dat och mat op de Wee ginn, lech dat awer nach eng Kéier duerch de Kapp goen ze loossen.

A mir géifen awer trotzdeem och d'Suggestioun maachen, datt ee muss, wann ee wëllt déi richteg Decisioun huelen, och déi eenzel Besoinen, déi et gëtt vun deenen, déi dat notzen am Alldag, considéréieren, dat heescht souwuel vun de Leit, déi do wunnen, wéi och vun de Leit, déi all Dag do ukommen oder fortginn oder do schaffen oder do e Restaurant oder e Commerce hunn. An dowéinst menge mir, mir sollten dat esou maachen, wéi Der dat jo och an der Zäit scho matgemaach hutt, wéi Der am Schäfferot waart, oder wéi d'Stad Lëtzebuerg et haut nach mécht an zum Beispill op der Paräisser Plaz jo och gemaach huet: op de Wee goe vun enger Biergerbedeelegung, fir d'Bierger do matanzebanne fir ze kucken, wat hir Besoine sinn, fir datt mer och wierklech herno eng Plaz kréien, déi de Besoine vun de Leit entsprécht, well et elo de Moment ass vun där eenzegaarteger Méiglechkeet, fir do kënnen déi richteg Decisiounen ze huelen.

Wa mer da weiderginn - dat ass jo elo net e Projet, deen hei explizitt an der Lëscht drasteet, deen awer och elo scho vum Kolleeg Claude Lamberty ugeschwat ginn ass -, dann ass dat selbstverständlech nach dee Südmodul vun der N3, dat heescht, de Contournement vun ënner anerem Alzeng an och dann Hesper a Fenteng, wou et wichteg ass, datt deen effektiv emol eng Kéier kënnt an datt do endlech och e Projet op den Dësch geluecht gëtt.

Den Hesper Gemengerot, wou ech net Member sinn, mee wou mer awer Memberen hei dran hunn, …

(Interruption)

Villmools merci! … deen huet de 26. Oktober op jidde Fall unanime och nach eng Kéier eng Resolutioun ugeholl gehat fir ze fuerderen, datt dee Projet endlech géif deposéiert ginn an datt e géif d'nächst Joer och dann Deel si vun där Lëscht hei vun deene groussen Infrastrukturaarbechten. Op jidde Fall, d'CSV setzt sech jo scho laang derfir an, den Här Lies als Buergermeeschter vun Hesper oder d'Madamm Adehm, an ...

(Interruption par M. François Bausch)

Ma et ass awer nach ëmmer kee Projet do, Här Minister. Et ass wichteg, datt endlech e Projet kënnt, deen op den Dësch geluecht gëtt, datt mer net just nëmmen iwwer Prinzippie schwätzen, mee datt mer endlech och do Neel mat Käpp kënne maachen, …

M. Marc Lies *(CSV).*- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- … well soss komme mer herno an d'Situatioun, datt mer wäerten d'N3 hu bis do op d'Cloche d'Or an da komme mer net méi weider! An dann hu mer do näischt geschafft domadder, well déi Cloche d'Or, de Ban de Gasperich ass voll amgaangen, entwéckelt ze ginn. Also et ass fir d'Liewensqualitéit vun deem ganzen Eck do wierklech enorm wichteg, datt do endlech Neel mat Käpp gemaach ginn. Op jidde Fall wäerte mir do hannendrubleiwen an ons Kolleegen am Hesper Schäfferot jo souwisou.

Da komme mer weider op d'Kockelscheier direkt niewendrun, wou jo dann de séieren Tram an Zukunft och soll ukommen, wat och e Projet ass, wou mir soen, datt mer en och awer wierklech als CSV ënnerstëtzen, well et eng Verbindung gëtt tëschent deenen zwou groussen Agglomeratiounen a Wirtschaftspolen aus dem Land. Do war jo emol eng Kéier viru laanger Zäit souguer eng Zuchverbindung. Bon, déi hätt natierlech immens deier kascht. Dat heiten ass elo, mengen ech, e gudde Kompromëss, eng gutt Alternativ, fir op dee Wee ze goen, fir mat engem séieren Tram Esch a seng Agglomeratioun mat der Stad mat hirer Agglomeratioun ze verbannen.

Et ass jo, wéi da bei all deene Projeten, och net reng nëmmen e verkéierstechnesche Projet. Effektiv kënnen do och, wéi hei an der Lëscht drasteet, urbanistesch Verbesserungen ënner all deenen Uertschaften, déi dertëschent sinn, gemaach ginn. Do kann et zu enger Verkéiersberouegung kommen. Et ass och net nëmmen eng Verbindung tëschent Esch an der Stad, mee, an dat freet jo och ganz besonnesch mäi Kolleeg a Buergermeeschter vun Esch, de Georges Mischo, den Tram soll zu Esch selwer och siwe Statiounen, siwen Arrête kréien, wat fir Esch wichteg ass, fir och esou e modernt Massentransportmëttel do ze kréien.

Mir op jidde Fall ënnerstëtzen dat! Natierlech stelle sech nach eng ganz Rei Detailfroen, ënner anerem awer och zum Beispill, wann den Tram dann ukënnt um Territoire vun der Haaptstad: Wéi ass dann do den Iwwergang vum séieren Tram op dee klassesche Tram? A wéi sinn do déi Infrastrukture geplangt, déi deen Tram och dann do brauch: den Tramsschapp ...? Respektiv, do wësst Der jo selwer, do kommen eng ganz Partie Saachen, do ass amgaangen, e Projet realiséiert ze gi vun lech, vun der Stad, dee Stadion an dann och dee Park & Ride, an da soll och de Busdepot vun der Stad Lëtzebuerg do an där selwechter Linn kommen. Kënnt dat laanschteneen, wann den Tram herno dann do muss a säi Schapp fueren? Hutt Der och déi Terrainen dofir, fir dat kënnen dann ze realiséieren? Empietéiert dat net op Terraine vun der Stad Lëtzebuerg? Do musse mer eis eens sinn, datt dat wierklech passt beieneen.

An dann och déi Fro, déi e bëssen den Här Wagner ugeschwat hat: Wäert dofir eng nei Gesellschaft gegrënnt ginn? Gëtt dat integréiert a LuxTram? Wéi wäert dat do viru sech goen? Wéi gëtt dat herno exploitéiert? Vu wiem? LuxTram? Oder vun enger neier Gesellschaft?

Da komme mer nach weider vun der Kockelscheier a Richtung dee ganze Südweste vun der Stad, dee jo wäert entwéckelt ginn a wou et jo wichteg ass, wa mer dee wëllen entwéckelen, datt mer effektiv do musse fir d'éischt déi néideg Verkéiersinfrastrukturen hunn, nämlech mat dem Boulevard vu Märel an dem Boulevard vun Zéisseng, déi jo dann och eng Kéier wäerten op der Kockelscheier ukommen. An do gëtt jo äerdeg dru geschafft.

Do hu mer awer och nach eng Kéier d'Fro: Kënnt Der eis nach eng Kéier soen, och der Öffentlechkeet, wou Der dru sidd mat deenen Aarbechten, dat heescht virun allem mam Kafe vun deenen Terrainen, fir datt déi Boulevarden och kënne lues a lues realiséiert ginn? Well et ass jo do, wou de Knackpunkt ass: Et muss een d'Terrainen zesummekréien. Wéi wäit sidd Der do scho komm? Wéi een Tronçon ka realistesch als Éischt opgoen? Ass et deen tëschent der Areler Strooss an der Lonkecher Strooss? Wéi geet et weider mat deenen anere Segmenter vun deenen zwee wichtege Boulevarden? Dat ass, mengen ech, eppes, wat eis ganz wichteg ass, well soss kréie mer dat jo net realiséiert.

Dir schwätzt och hei dovun, datt Der wëllt elo ufänke mat deem Pôle d'échange um Bouillon, fir dat ze maachen, wat effektiv och e wichtege Projet wäert sinn. Deen integréiert sech jo och an dee ganze Projet vun der Porte de Hollerich, dee jo d'Stad Lëtzebuerg wëllt gären och mam Staat ënner anerem zesumme realiséieren. An da brauche mer natierlech och do en Uschloss fir den Tram. Da brauche mer do Ëmklammméiglechkeeten. An do huet och d'Stad Lëtzebuerg Iwwerleeungen, vläicht mam Parking Bouillon, fir deen ze verlageren an dee vläicht mat do ze integréieren.

Also ech mengen, et ass egal wéi wichteg, datt déi zwee Haaptacteuren do ëmmer gutt mateneen zesummeschaffen. An op jidde Fall ënnerstëtze mir awer all déi Efforten, déi do vusäite vum Staat gemaach ginn, mee ech hunn lech, wéi gesot, eng Partie Remarken a Suggestioune mat op de Wee ginn, déi eis wichteg sinn als CSV. Mee mir ënnerstëtzen awer am Fong an och vum Prinzip hier déi Lëscht hei. An ech ginn dowéinst dann och nach eng Kéier offiziell den Accord vun der CSV fir déi Motioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wilmes. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President. Merci der Madamm Rapportrice fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport iwwert déi vill Projeten. A merci och allen Deputéierten an der gesamter Chamber fir déi breet Zoustëmmung a virun allem och fir den Encouragement, deen d'Regierung hei kritt huet, fir an deenen nächste Joren an den ëffentlechen Investitiounsausgaben a precisement bei dëse Projeten hei net ze spueren.

Ech hunn dat mat ganz vill Wohlwollen opgeholl, well dat deit jo dann drop hin, datt d'Chamber d'Regierung an deem, wat se déi nächst Jore wëllt maachen, nämlech déi Projeten hei a grouss ëffentlech Investitiounen ze maachen, wäert massiv ënnerstëtzen. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Noriicht fir mech an och fir d'Regierung. Doriwwer freeën ech mech.

Ech wéilt, Här President, profitéieren, fir op eng Rei Saachen anzegoen, déi elo vun den Deputéierten opgeworf gi sinn. Ech huele se elo e bësselchen esou der Rei no, wéi ech mer se opgeschriwwen hunn op Basis vun de Froen, déi gestallt gi sinn.

Ech fänke mam Här Kaes un, deen eng Rei Froe gestallt huet oder Remarke gemaach huet, déi berechtegt sinn, zu der N7 an haaptsächlech zu der Weiderentwécklung vun der N7 bis Richtung Wemperhaart. An effektiv, den Här Kaes hat mer d'Fro gestallt an der Kommissioun, an ech bestätegen dat nach eng Kéier och hei op der Tribün, datt ech bis Enn des Joers dräi Gesetzer, dräi Finanzéierungsgesetzer wäert dem Regierungsrot proposéieren:

Dat eent ass d'Securisatioun vun der N7 vun dem Fridhaff bis op d'Wemperhaart, wéi ech et och ëmmer versprach hunn, mat all deem, wat dat beinhalt, ënner anerem deene Projeten, déi den Här Kaes och opgezielt huet, deenen Echangeuren, déi ewechfalen an esou weider an esou fort.

Dat zweet ass de Contournement vun Housen, wou den APD och fäerdeg ass. Dat wäert och bis Enn des Joers duerch de Regierungsrot goen.

An dat drëtt Finanzéierungsgesetz, dat ass d'B7, den Ausbau vun der B7, wou jo och nach e wichtegt Stéck feelt, wou mer, wéi Der wësst, opgehale gi sinn duerch déi Entdeckung vun där réimescher Villa, wou awer d'Problemer elo all geléist sinn, wou d'Finanzéierungsgesetz och fäerdeg ass.

Dat heescht am Kloertext, datt mer, esou wéi ech et och ëmmer gesot hunn, wëllen e Package hei proposéieren, deen net méi Gepiddels ass mat eenzelne Stécker, mee wou mer an engem Block wierklech de Gros wäerte proposéieren.

Da feelt nach just dee vun Hengescht, de Contournement, deen ass natierlech nach e bësse méi hannendran. Do si mer eréischt um APS-Niveau. Mee dat ass dat eenzegt Puzzlesték, wat nach feelt. An Dir wäert awer och gesinn, datt dat awer ganz vill fir déi ganz Streck wäert bréngen.

Wann ech soen, datt fir d'B7 d'Finanzéierungsgesetz wäert bis Enn des Joers kommen, da soen ech awer och schonn, wat elo am Moment dat Wichtegst ass, ier mer iwwerhaapt kënnen ufänken, iwwert de Contournement vun Nidderfeele méi an den Detail ze goen. Well ech mengen, dat Stéck B7 ass elo emol d'Prioritéit gewiescht. Et gëtt awer och schonn eng Rei Iddien, déi lafen a Richtung vum Contournement Nidderfeelen. An ech kann lech och do versprriechen, datt mer bis spéitstens de Summer 2021 dat presentéieren, da wäert ech nämlech de „Plan national de mobilité 2035", wéi dee wäert heeschen, virstellen.

Wat ass dat? Mee dat ass eng Weiderentwécklung vun deem, wat mer amgaange sinn ze maachen. Do wäerte vill nei Projeten dra sinn, sougutt fir d'Schinn, fir d'Strooss wéi och fir den Tram oder aner Mobilitéitsmëttelen. An dat soll goe bis 2035. An do wäerte mer wëllen an d'Philosophie goen, fir Problemer ze antizipéieren. Mee doranner ass och eng Léisung virgesi fir de Contournement Nidderfeelen, also wat fir eng Variant oder wat fir e Wee mer duerfir wielen.

Ech géif och duerfir, Här President - ech wëll mech net amëschen, wat d'Chamber herno hei votéiert -, mee ech géif awer mindestens meng Meenung wëlle soen zu der Motioun, déi vum Här Engelen deposéiert ginn ass zu enger Variant am Kontext vum Contournement Nidderfeelen. Ech sinn ëmmer e bëssen iwwerrascht, wann ech bedenken, wivill Biergeretüden datt ech muss maachen, fir datt ech zu enger Konklusioun kommen, a mat wat fir engen Imprevuen datt meeschtens an deenen Etüden ze rechnen ass. Wann dann eng Fraktioun heihinnerkënnt oder en Deputéierten einfach aus der Hëft eraus seet: „Mir hunn elo hei eng super besser Variant!", an da gëtt dat hei an enger Motioun dohinnergeluecht, dat kléngt natierlech extreem gutt.

(Interruption par M. Jeff Engelen)

Mee ech soen ëmmer ... Jo, mee alles, Här Engelen, kléngt immens gutt. Dat muss och just herno machbar sinn an et muss och Sënn erginn! Dat kann een awer eréischt feststellen duerch Etüden. Dat ass nun emol esou, mindestens soulaang, wéi ech an der Regierung sinn.

Wann Dir eng Kéier sollt drakommen, da kënnt Dir jo anescht verfueren, da kënnt Dir mat Strécher op enger Kaart fueren. Ech fuere mat Etüden an ech wëll gär, datt mer herno Saachen hunn, déi och fonctionéieren. Duerfir géif ech der Chamber suggeréieren, esou eng Motioun ofzeleenen, well, wéi ech lech versprach hunn, bis den nächste Summer wäerte mer lech am Kader vum Plan national de mobilité 2035 och eppes proposéieren am Kontext vum Contournement Nidderfeelen.

Dann zu der Fro nach vum Här Kaes iwwert de Chantier zu Ettelbréck mat deem Faisceau de garage. Mir hunn dat gekuckt, ob dat machbar wär an ob et e Sënn géif erginn oder ob et fonctionéiere géif, fir et ausserhalb ze maachen. Do hu mer awer bal alles gekuckt, an dat ass net sënnvoll oder dat wier wierklech net machbar gewiescht. Dat hätt net fonctionéiert an der Praxis, niewent dem Fait, datt et och schrecklech deier gi wär.

Bon, ech weess, ech mengen, Dir hutt jo elo an der Stad gesinn, komplizéiert Chantiere bréngen ëmmer Nuisancë mat sech. Keen huet dat gär, och de Minister net. An ech mengen, och d'Gemeng Ettelbréck net, déi wier frou, éischter frou, wann dee Chantier scho fäerdeg wier. Mee wann ee wëllt dat maachen, wat mer do maachen, wat awer eng gewalteg Operatioun ass um Häerz vun Ettelbréck, dann huet dat natierlech leider eng Rei negativ Konsequenzen. Ech gesinn net, wéi mer do derlaanschtkommen.

Zu Ärer Fro mat der Gemeng Ierpeldeng: Do lafen nach Verhandlungen, ob mer dat gratis maachen. Also ech wëll et net ausschléissen. Mir sinn awer amgaang, mat der Gemeng nach doriwwer ze schwätzen.

Da kommen ech zu dem Contournement vun Hesper, dee jo och vun e puer Leit opgeworf ginn ass, e puer Vertrieder, nee, loosse mer soen, engem Vertrieder vun der Gemeng Hesper an engem, deen dann deen anere vun der Gemeng Hesper vertrueden huet, deen dat net gesot huet. Also ech mengen, et ass kloer, dee Contournement vun Hesper ass fir d'Regierung a fir de Minister eng absolutt Prioritéit! Ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier gesot an et gëtt och intensiv dru geschafft. Allerdéngs, dat ass natierlech e Contournement, deen ass extreem komplex an der Ëmsetzung a virun allem ass en och komplex, well en immens vill Inzidenzen huet. A mir wëlle jo eppes maachen, wat virun allem der Gemeng Hesper herno hëlleft, datt d'Gemeng Hesper herno den Uertskär kann aneschters gestalten, datt d'Liewensqualitéit do kann eng aner ginn, wéi se haut ass.

Also et geet elo net nëmmen duer, fir e Contournement ze bauen, géif ech soen, deen elo emol de Gros vum Verkéier géif do deviéieren, wann dann awer nach ze vill Achsen an den Hesper Kär erastoussen, déi mer net opgefaange kriten iwwert de Contournement, wat da fir d'Gemeng kee Gewënn wär. Duerfir, Dir wäert gesinn - mir sinn an der leschter Ligne droite, ech hunn och schonn, oder mäi Sekretariat misst d'Gemeng Hesper och scho kontaktéiert hunn -, mir wäerten nach virun de Chrëschtfeierdeeg mat der Gemeng zesummekommen an da wäerte mer all déi Variante virleeën, alles wat mer gekuckt hunn. An ech wäert lech dann och net verheemlechen, wat meng Prioritéit wäert sinn oder wat ech am léifsten hätt.

Woubäi mer mussen oppassen, well mir sinn hei an enger komplizéierter Prozedur: Mir hunn eng Natura-2000-Zon do leien. De Minister muss sech och un d'Gesetzer halen. Ech mengen, jiddweree muss sech dorun halen. Mir sollen do net e prozedurale Feeler maachen, dat wär ganz fatal, well mir sinn elo wäit fortgeschratt am Projet. An et leien och eng Rei Saachen um Dësch, vun deenen ech mengen, wann ech der Gemeng dat weisen, datt dat ganz sécher fir d'Gemeng eng ganz grouss Hëllef wäert sinn.

Op alle Fall ass et fir mech kloer, dat doten ass ee vun deene belaaschtsten Deeler am Land! Ech schwätzen och net nëmme vun der Fro vun de Stéckoxiden - well do kéint een nach soen, déi Fro léist sech vläicht an 20 Joer souwisou eng Kéier -, mee ech schwätzen och an der Fro vum Individualverkéier, vun den Autoen, déi do matzen duerch en Uertskär fueren. A wa mer, esou wéi déi Uertschaft och läit, där wëllen eng Chance ginn, brauche mer trotz all deem, wat mer bauen, och fir den ëffentlechen Transport mat enger neier Gare, mat engem Tram, mat engem ëmorganiséierte Busreseau an esou weider, brauche mer awer do dee Contournement. Dovu sinn ech fest iwwerzeegt.

A wéi gesot, ech sinn och der Meenung - Dir wäert gesinn, mir hu vill gekuckt, vill Detailer gekuckt, mir hunn ons vill Méi gemaach, fir all d'Varianten ze kucken -, datt mer do eng Léisung elo wäerte fannen. An da gi mer natierlech ufangs nächst Joer an d'Consultatiounsprozedur.

Da wollt ech zu e puer Saache Stellung huelen, déi den Här Wilmes gesot huet. Dat Éischt emol mat der Place de la Gare. Den ënnerierdesche Vëlosparking, dee muss dohinner kommen, well en dohinner gehéiert, well do läit e genau do, wou mer en nämlech gären hätten, fir datt e mat der Gare kann zesumme fonctionéieren. Dat kënnt Der och kucke goen. Mir waren eis jo villes am Ausland ukucken an deene Länner, wou dat scho gutt fonctionéiert. Dat ass awer och kee Problem! Dat beanträchtegt uewendrop iwwerhaapt näischt, well dat ass jo ënnerierdesch. A fir d'Plaz uewendrop hu mer Gestaltungsfräiheet. Am Moment ass just do emol e Pavillon virgesinn, mee et gëtt nach keng prezis Iddi. A selbstverständlech wëlle mer natierlech do mat den CFL kucken, wa mer déi Plaz nei gestalten, datt mer mat der Gemeng zesummen dat och kucken. Mir hätte jo gär, datt dat ee Ganzt gëtt herno.

Mir läit den urbane Raum ganz staark um Häerz. An ech sinn ëmmer der Meenung, wann ech eng Ëmgestaltung maachen an der Mobilitéit, datt dat eng immens Chance ass, fir den urbane Raum ëmzegestalten, zemools do op där Plaz am Häerz vun der Stad. An dat soen ech net nëmmen, well déi Stad mer un d'Häerz gewuess ass, well ech aus där Stad sinn a mäi ganzt Liewen do gewunnt hunn, mee well ech och déi Plaz do gutt kennen. An do, wéi gesot, dee Projet vum Vëlosparking hypothekéiert iwwerhaapt näischt, wat mer dann uewendriwwer kënne maachen a puncto Verschéinerung oder Verbesserung vun der urbaner Qualitéit.

Zu där anerer Säit dann, déi Iddi fir d'Strooss, ob et elo eng Tranchée couverte ass oder en Tunnelswee oder wat och ëmmer, mee déi kënnt ganz einfach aus där nämmlechter Iwwerleeung eraus: Dat ass fir déi Ënnerbriechung do opzehiewen, déi do besteet tëschent de Quartieren, mee och, well dat natierlech fir d'Gesamtorganisatioun vun der Mobilitéit e Risevirdeel wär, wann uewe just nach Foussgänger, Vëlo a Bus wären an den Auto iergendwou ënnerierdesch wär.

Ech soen awer direkt, et geet mer net drëms, fir e Réckbau ze maachen, well dat kënne mer net do maachen. Et ass éischter de Contraire! Ech ginn dovun aus, datt, wa mer d'Strooss ënnert de Buedem leeën, a wéi enger Form och ëmmer, ... Dat solle jo elo d'Etüden erginn. Dat ass jo den Objektiv hei vun där Motioun, wa mer hei eng Motioun stëmmen! Duerfir, de Contournement vun Hesper: Dir hutt virdru gesot, dee wier nach net op enger Lëscht gewiescht. Dee war schonn op enger Lëscht hei! Duerfir kann ech en och studéieren. Wann en net op enger Lëscht hei gewiescht wier, dann hätt ech net kënnen déi Studie maachen, déi ech elo gemaach hunn, déi dozou féieren, datt ech dem Hesper Gemengerot kann eppes proposéieren. Also dat war schonn de Fall.

An dat hei bedeit och just, datt ech d'Erlabnis elo kréien, fir d'Detailstudie ze maachen. Mir hu Virstudie gemaach, dat kann ech maachen, esou wéi mer eis Reegelen zesummen ofgemaach hunn tëschent Chamber a Regierung. An dat heite geet elo drëms, d'Detailstudie ze maachen, an déi ergëtt, wat et ass.

Mee firwat wëll ech och den Auto do ënnerierdesch leeën? Mee éischtens wéinst dem ëffentleche Raum uewendriwwer, an zweetens och, fir méi Fluiditéit ze kréien op der Rocade. Well wa mer dat maachen, fale Kräizungen ewech, fale Luuchten ewech, an da kënnt Der lech virstellen, datt dat natierlech fir de Verkéier, deen do ass, eng Verbesserung ass, och fir den Autosverkéier, deen do fiert. Well et wäert eis, egal wéi, nach ëmmer do e gudde Pak bleiwen, d'autant plus, wou mer jo elo an der Avenue de la Liberté, an der Avenue de la Gare keng Autoe quasi méi hunn. Bon, da wäert alles op der Rocade fueren an da musse mer kucken, datt mer dat do packen.

Mee och do huet et ëmmer zwee Objektiver. Dat eent ass den Trafick, eppes fir d'Mobilitéit ze maachen. An dat Zweet ass natierlech dann, an engems ze profitéiere fir ze kucken, den ëffentleche Raum do ze verbesseren. An och d'CFL hu jo nach e Projet, fir do ze urbaniséieren, well dee fënneften a sechste Quai, wann déi bis gebaut sinn, do hunn d'CFL jo och Méiglechkeeten, nach Gebaier hannendrun ze bauen.

Do bleift jo natierlech eng Busgare, well de Gros, fir net ze soen all d'RGTR-Busse wäerten herno do halen. Dat ass och da vun der Qualitéit hier kee Problem méi, well Dir wäert gesinn, wann Enn des Joers ..., pardon, Enn d'nächst Joer ass déi nei Passerell fäerdeg fir d'Foussgänger, Vëloen, an alles iwwert d'Quaie mat neie Lifter a Rolltrapen. Dat wäert schonn eng grouss Verbesserung ginn. An do komme jo och d'Souterrainen, déi gi jo weidergezu bis op Bouneweg, soudatt do am Fong de Flux fir de Foussgänger a soss méi duuss Mobilitéit ganz einfach ze maachen ass, soudatt mer dann den RGTR kënne ganz eriwwerhuelen, datt et keen een Nodeel méi ass fir een, deen dann op d'Gare wëllt.

Deen ass dann do eigentlech op der Gare, well en huet dann all Méiglechkeeten, fir sech vun do ze Fouss ze deplacéieren.

Mee, wéi gesot, et ass e wichtege Projet, dee mer ganz um Häerz louch, well ech natierlech do d'Situatioun, natierlech och vu menger Fonctioun vu virdrun hier, gutt kennen. An duerfir proposéieren ech, do den Autosverkéier gréisstendeels ze fluidifiéieren, well mer en ënnerierdesch leeën, mee awer och den urbane Raum ze verbesseren.

Dann zu der Stäreplaz ...

A, pardon, da wollt ech selbstverständlech nach eppes zu der Nationalbibliothéik soen, well Der dat och opgeworf hutt. Bon, also déi Nationalbibliothéik, wat wichteg ass natierlech, dat ass, datt dat Handelsgeriicht dohinnerkënnt. Ech mengen, mir brauchen dat. Jiddwereen, deen eng Kéier do war, wou et elo ass, dee weess, datt dat net méi zäitgeméiss ass an datt mer dat brauchen. An ech mengen, dat musse mer am Stadkär loossen, well all d'Geriichtsbarkeete sinn an der Stad, oder de Gros op alle Fall, an dat schéngt mer logesch ze sinn.

Dann zum Rez-de-chaussée: Wat um Rez-de-chaussée fir mech wichteg ass, dat ass, datt dat eppes ass, wat lieft. Ech hu gesot, ech wëll näischt do dramaachen, oder ech hunn der Regierung duerfir proposéiert, näischt do dranzemaachen, wat net dee ganzen Dag iwwer, moies, mëttes an och owes, ka liewen.

Bon, du koum d'Iddi, ob mer do e Restaurant-Brasserie maachen, well déi schéi Plaz do ass. Elo kënne mer kucken, ech hu kee Problem ze analyséieren, ob een net kombinéiert Saache ka maachen, oder eppes anescht ze maachen doranner, wat lieft. Dat ass och elo nach net figéiert, mee dat soll eppes sinn, wat och am Interêt ass vun der Stad. A well ech awer och weess, datt d'Stad Lëtzebuerg do dee ganze Projet huet mam Shared Space, mam Gruef, fir alles ze berouegen, dat gëtt e flotten ëffentleche Raum. An déi Plaz do, wa mer déi fir de Public moies, mëttes an owes accessibel maachen, datt do och Liewen ass, Aktivitéite sinn, ech mengen, da kann dat och nëmmen der Stad gutt-dinn. An dat ass d'Grondiddi, op där mer stinn!

Ech wéilt awer, wann Der erlaabt - Dir hutt mir eng Rei Tuyaue ginn -, ech wéilt Iech dann awer och ee ginn, wou ech mengen, wou Der eng Rei Saachen och kéint direkt realiséieren. Dir hutt och eng Rei flott Plazen an der Stad, déi Iech gehéieren als Stad Lëtzebuerg, zum Beispill d'Place des Bains, do kéint Der d'Autoen ewechhuelen an eng schéi Plaz maachen. Do ass e Gebai vun der Stad Lëtzebuerg, wat eidel steet, do kéint een och eppes maachen. Just fir Iech awer ze soen, datt ech mech vill interesséiere fir d'Stad, mee dat ass …

Mme Lydie Polfer *(DP).*- ... Dir gitt eis déi eng an ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Selbstverständlech, dat kënne mer gäre maachen. Mee mir hu jo e gemeinsame Projet och nach mat der Gëlle Fra, mat der Place de la Constitution. Do leeft jo e Concours d'architecture. Déi Plaz gehéiert dem Staat, an och do wäerte mer eppes Flottes gemeinsam maachen, soudatt ech mengen, datt mer och hei wäerten eens ginn.

Da kommen ech zu der Stäreplaz. An ech muss awer soen, do hunn ech e bëssen d'Impressioun gehat, datt ech hei am falsche Film wär, well do si Saache gesot ginn, dat betrëfft quasiment alles de PAG vun der Stad Lëtzebuerg. Domat huet de Staat strictement näischt ze dinn!

Ech wëll awer drop hiweisen, datt dee Projet vun der Stäreplaz, wat do gebaut gëtt, dat ass e private Promoteur, deen huet do Terraine kaaft. An do gëtt et, wéi dat sech gehéiert an enger Gemeng, e PAG an da musse Baugeneemegungen ugefrot ginn, et muss e PAP agereecht ginn an esou weider. Mee dat huet mam Staat strictement näischt ze dinn!

Dat Eenzegt, wat de Staat hei mécht, dat ass, déi ëffentlech Infrastrukturen ze bauen, déi e souwisou wollt bauen, well den Tram wollte mer souwisou bauen op der Areler Strooss. Mir wollte souwisou um Stroossereseau do Saachen änneren. An datt et op der Hand läit, wann dann e private Promoteur oder d'Stad Lëtzebuerg do esou e gewaltege Projet mécht, deen natierlech en Impakt huet och op dat, wat mir do maachen, datt ee sech dann zesummesetzt an doriwwer schwätzt, schéngt mer net anormal ze sinn.

An ech muss och soen, déi Léisungen, mindestens wat elo d'Infrastrukturen ubelaangt, déi do fonnt gi sinn, déi sinn exzellent, well dat huet eis villes erliichtert. Mir maachen och déi Busgare zum Beispill, déi kënnt jo dann ënnerierdesch, déi gëtt mat der Stad Lëtzebuerg zesumme gemaach. Bon, mee ech mengen, dat si Saachen, déi wäre souwisou gebaut ginn, och wann net deen dote Projet géif realiséiert ginn!

Duerfir, ech géif Iech bieden, wa mer doriwwer diskutéieren, wivill Prozent erschwéngleche Wunnraum do drakommen oder wat nach alles do soll kommen: All déi, déi hei geschwat hunn, déi sinn am Stater Gemengerot. Majo dann, allez hopp: Allez-y, maacht Neel do mat Käpp! Mee de Staat huet domadder wierklech net ganz vill ze dinn.

Wat ech nach wäert maachen, dat ass am Kontext vun den Extensioune vum Tram, an do gehéiert natierlech deen op der Stäreplaz derbäi ... Duerfir, et ass hei villes och elo geschwat ginn iwwert de séieren Tram. Dat ass jo allgemeng - doriwwer freeën ech mech - vu quasi alle Fraktiounen, mat Ausnam vun de Piraten, déi e ganz deieren Zuch wëlle bauen op Esch, begréisst ginn. Ech wéilt Iech soen, ech wäert Iech natierlech e prezise Chiffer nennen am Kader vun dëser Legislaturperiod, well d'Zil ass, bis Enn 2022 e Finanzéierungsgesetz, also en APD fäerdeg ze hunn.

An Avant-projet détaillé heescht, datt mer natierlech wëssen, wat et kascht, soss géift Der mech hei mat den Honn erausjoen, vëlleg zu Recht, wann ech bei d'Chamber kéim mat engem Gesetz, wou net drastéing, wat et géif kaschten. Well et ass jo dat, wat d'Chamber stëmmt, nämlech datt d'Regierung fir e gewëssene Betrag dat do dierf bauen. Duerfir, bis den Dezember 2022 wäert de Finanzéierungsvolumen hei festleien, sougutt fir de schnellen Tram op Esch, an ech wäert dräi Finanzéierungsgesetzer virleeën. Dat eent ass de schnellen Tram op Esch, dat anert ass den Tram op der Areler Strooss. An da gëtt et nach zwou Antenne vum Tram um Gebitt vun der Stad, dat eent ass Richtung Hollerech an dat anert ass um Kierchbierg selwer, well natierlech do eng immens Bebauung entsteet Richtung RTLs-Gebai, wou jo och nach eng Extensioun soll sinn.

Voilà! Mee ech mengen, ech sinn awer frou doriwwer, datt mer hei e groussen - dat schéngt mer awer esou -, e ganz grousse Konsens hunn, datt mer dat alles solle bauen. Dat freet mech. An d'Detailer wäerte mer dann diskutéieren, wann den APD bis fäerdeg ass.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och nach eppes zum Boulevard de Merl, Boulevard de Cessange, well den Här Wiseler, pardon, den Här Wilmes dat och nach gefrot hat.

Bon, éischtens emol ass et relativ kloer: De Boulevard de Merl an de Boulevard de Cessange mussen och 2028 fäerdeg sinn, wann den Tram rapide fäerdeg ass op Esch. Firwat? Ma well et ganz einfach natierlech herno an der Exploitatioun en immensen Afloss huet. Mir wëssen haut nach net genau, wéi um Stadgebitt fir déi eenzel Trammen do d'Exploitatioun wäert sinn. Ech mengen, dat gesi mer bis Enn 2022. Mee ganz sécher brauche mer och déi doten Achs mat der Areler Strooss erof, fir datt dat fonctionéiert.

Bon, an et ass esou, de Boulevard de Merl, do huet de Staat schonn de Gros vun de Proprietéiten, de Boulevard de Cessange nach net. Firwat nach net? Mee mir haten och do eng Etüd mat der Stad Lëtzebuerg zesumme gemaach, Här Wilmes, wou mer gekuckt hunn, wéi mer den Tracé sollen definitiv festleeën. Dat fir eeben och - an do gesitt Der, wéi wichteg datt et eis ass, wa mer esou Saache maachen, datt mer mat de Gemenge schwätze virdrun -, fir ze kucken, datt mer net do bebaubaart Land komplett duerchschneide ginn, datt den Tracé esou geluecht gëtt, datt en och urbanistesch gesi fir de PAG a fir d'Entwécklung vun der Stad an och vun den Nopeschgemengen e Sënn mécht, dat heescht, datt mer net wäertvollt Bauland muttwëlleg zerschneide ginn.

Duerfir, den Tracé ass elo do, déi Etüd ass ofgeschloss. Mat der Stad Lëtzebuerg, wéi gesot, gemeinsam hu mer déi gemaach, déi ass ofgeschloss. An op Basis vun där gëtt natierlech elo gekuckt, d'Emprisen ze kréien. Dat entsprécht dann och deem, wat och an anere Pläng, zum Beispill dem Plan sectoriel « Logement » festgeluecht ass. Well do wësse mer jo, datt zu Zéisseng e grand Projet d'envergure virgesinn ass. Do huet d'Stad Lëtzebuerg ..., bon, net d'Stad Lëtzebuerg an der Proprietéit, mee do gëtt et vill Bauland nach, wat am Perimeter ass, wat nach kann entwéckelt ginn. An deen heite Projet soll sech dann nahtlos doranner integréieren.

A wéi gesot, ech ginn duerfir dovunner aus, datt ech och an dëser Legislaturperiod ganz sécher nach Finanzéierungsgesetzer wäert brénge fir déi doten zwee Projeten, well déi mussen, wéi gesot, dann och gebaut ginn a parallell zu deenen aneren, déi ech virdrun zitéiert hunn.

Merci villmools fir Är Opmierksamkeet a fir Är Remarken. An ech sinn och frou doriwwer, datt dann dat heite jo unanime wäert gestëmmt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci och villmools, Här François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt déi grouss Motioun, déi vun der Rapportrice, der Madamm Chantal Gary, deposéiert ass ginn. Si mer d'accord, fir iwwert dës Motioun à main levée ofzestëmmen?

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, …

Plusieurs voix.- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee! De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun, déi vum Här Engelen deposéiert ass ginn, fir d'Méiglechkeet vun enger Transversale tëschent dem Fridhaff a Feelen ze studéieren, ze préiwen. Wëllt nach een eppes zu där Motioun soen?

D'Madamm Josée Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wéi jiddweree weess, setzt de Bau vun enger Transversale jo viraus, datt eng ganz Rei Etüde gemaach gi vun de Verwaltungen, datt och déi verschidde Variante gepréift ginn. Dat huet den Här Minister och a sengen Ausféierunge betount. Dat gëtt ëmmer gemaach. An duerfir gesi mir och net an, wisou een elo einfach kann aus der Hëft eraus eng Strooss fuerderen, wou een net weess, zu wat dat féiert. Et ass keng Etüd, déi hiergëtt, datt dat do Sënn mécht. An duerfir proposéiere mer, de klassesche Wee ze goen, d'Etüden ze maachen, d'Verwaltunge schaffen ze loossen, esou wéi dat och gesetzlech virgesinn ass. An duerfir wëlle mer dës Motioun net unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Aly Kaes d'Wuert gefrot.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech wollt just soen, datt mer u sech d'Wichtegkeet ënnerstrach hu vun deem Contournement Ettelbréck/Feelen. Ech mengen, datt déi Südvariant, déi Variant, déi elo um Dësch läit, zréckbehale ginn ass, dofir ware jo am Virfeld eng Rei vun Etüden, wat déi besser Variant wier. Et ass ëmmer erëm esou, et kann een ëmmer erëm alles a Fro stellen.

Kloer ass, an dat muss een awer och bedenken, wa mer elo erëm ufänken driwwer nozedenken, ob dat gutt wier, ob net nach erëm eng aner misst gemaach ginn, ech mengen, da réckele mer de Projet nach eng Kéier e gutt Stéck no hannen! A mir sinn duerfir och der Meenung, an ech mengen, et ass och elo vum Här Minister nach eng Kéier erwäänt ginn, datt u sech d'B7, dat heescht, de sougenannte Contournement Schieren, am direkte Lien mat dem Contournement Ettelbréck/Feelen op där Säit dach awer steet. Et muss een dat eent fir d'éischt realiséieren, ier dat anert ka realiséiert ginn.

Ben, ech hoffen, an ech soen dat nach eng Kéier, datt dat dann esou séier wéi méiglech geschitt, datt esougutt d'B7 wéi de Contournement esou séier wéi méiglech gemaach ginn.

Hei ass 2035 erwäänt gi vum Här Minister. Fir eis, jo, do dauert dat einfach ze laang. A wa mer nach eng Kéier géifen elo wierklech vu ganz vir ufänken, ech mengen, da brauche mer eis jo keng Zeechnung ze maachen, wéi laang datt et da géif daueren!

Duerfir kënne mir als CSV déi Motioun net ënnerstëtzen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. Dann den Här Marc Goergen, wannechgelift.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also de Problem vun Ettelbréck op Feelen ass bekannt. Et ass jo och esou, datt dat schnellstméiglech sollt behuewe ginn. Et ass awer och esou, ech wëll dat eng Kéier fairerweis soen: D'ADR huet geschriwwe „préiwen", si huet net geschriwwen „direkt ëmsetzen". Si huet geschriwwe „préiwen". Et ass awer elo esou, dass eisen Nordbezierk eis eng aner Variant ausgerechent hat a mir eis dofir wäerten enthalen, well mer elo net kënnen op de Moment kucken, ob iwwerhaapt d'Préiwen deementspriechend néideg wär.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Den Här Jeff Engelen nach eng Kéier als Auteur vun dëser Motioun.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Ech wollt soen, mir wëlle just déi Etüd iwwerpréiwen. Well et ass net gesot, Dir misst elo bauen oder net bauen. Mir hätte gären eng seriö Etüd, wéi dat elo ass. An ech gi jo dovun aus, wann déi Etüde scho gemaach gi si vun der Nordvariant, da missten déi jo doleien. Da bräicht een déi jo nëmme virgeluecht ze kréien.

Well ech ka mech erënneren, 1979 huet d'CSV eng Landkaart publizéiert bei de Walen, wou déi do Variant dra war an drop agezeechent war! Also et ass net aus der Loft gegraff! Deemools war eppes do. An ech wëll dat awer elo emol hei ganz kloer ervirbréngen, ...

(Brouhaha et interruption)

... datt d'CSV 1979 déi do Landkaart publizéiert huet bei de Walen! An elo si se dergéint! Dat ass awer komesch.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. An da ginn ech d'Wuert un den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten. Den Här François Bausch huet d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, merci, Här President. Just nach zwou Remarken. Den Här Kaes huet gesot: „Bis 2035". En huet mech do, mengen ech, net richteg verstanen. De Plan national de mobilité heescht „Plan national de mobilité 2035", ...

(Interruption par M. Aly Kaes)

www.petitions.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
44, rue du Canal
L-4050 Esch-sur-Alzette

... dat heescht, do si Projeten dran, awer net all gi se bis eréischt 2035 fäerdeg.

Une voix.- Dat heescht, et ass 2035 fäerdeg?

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Et si Projeten, déi gi bis 2035. An ech hunn domadder net wëlle soen, datt elo Feelen eréischt 2035 fäerdeg ass. Dat musse mer gesinn nächste Summer, wa mer dann eng Léisung doleien hunn.

(Interruption par M. Aly Kaes)

An dat anert, wat ech awer nach eng Kéier wollt soen, dat ass: Kommt, mir sinn awer emol eng Kéier verstänneg! Mir mussen awer einfach wëssen, eng Strooss oder e Contournement oder iwwerhaapt eng Infrastruktur ze bauen, dat ass net einfach e Stréch op enger Kaart. Dat ass komplizéiert, zemools jee nodeem, wou et ass. A mir wëssen och, wann ech kucken, tëscht Ettelbréck a Feelen, et ass jo net, wéi wa mer do am flaache Land wären an iergendwou do kéinten einfach rubbedupp quasi um Räissbriet eppes dohinnermolen! Dat ass vallonnéiert, mir fueren duerch Naturgebidder, mir si bei urbanem Raum.

Also, bon, wéi gesot, ech maache mäint bis 2023. Wann et ee gëtt, dee mengt, et wär esou einfach, fir dat alles ze realiséieren, ech wënschen do nach eng Kéier bonne Chance, wann e meng Plaz dann iwwerhëlt. Mee ech soen lech, dat ass net esou. Kommt, mir halen duerfir och op, de Leit esou Saachen ze verspriechen, wou mer hoergenee wëssen alleguerten, datt se net anzehale sinn!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 5 Jo-Stëmmen a 54 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 54 voix contre 4 voix et 2 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

6. 7506 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

Mir kéimen elo zum Projet de loi 7506 iwwert déi sougenannt WLTP-Prozedur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech presentéieren lech elo de Projet de loi 7506, deen, wéi gesot, am Text heescht: « Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement ».

Bon, et ass e bëssen e komplizéierte Sujet. Mee, wéi gesot, den Här President huet dat richteg gesot, et ass de WLTP-Projet. An ech erklären lech, ëm wat dass et elo geet.

All Clienten, déi sech an de leschten 18 Méint en neien Auto kafe wollten oder souguer kaaft hunn, misste beim Händler e Plakat gesinn hu mat zimmlech ënnerschiddleche Verbrauchs- an Ofgaswäerter fir de betreffenden Auto. Ab dem 1. Januar 2021 wäert dat awer net méi de Fall sinn a just nach dee méi héijen a weesentlech méi realistesche sougenannte WLTP-Wäert europawäit gülteg sinn.

An dësem Projet de loi mat just zwee Artikele geet et elo drëms, eis national Dispositiounen an Aklang ze brénge mat dëser legislativer Ännerung op EU-Niveau, déi 2017 als direkt Suite vum bekannten Ofgas- respektiv vum Dieselskandal decidéiert ginn ass.

Mam neien EU-Reglement 2017/1151 vum 1. Juni 2017 gouf nämlech festgehalen, dass europawäit dee bisheeregen, scho laang iwwerliefte Verbrauchs- an Ofgastestzyklus NEDC - dat steet fir New European Driving Cycle - duerch ee méi modernen a virun allem, dat ass dat Wichtegst, méi prezisen a kompletten Testzyklus géif ersat ginn.

Dëse Wiessel op deen neien Testzyklus WLTP, dat heescht Worldwide Harmonised Light Vehicle Test Procedure, ass als EU-Reglement och zu Lëtzebuerg direkt applikabel.

Bis den 1. Januar 2021 gëllt awer nach eng europawäit Iwwergangsphas, wou um Certificat de conformité vum Automodell souwuel d'Wäerter vum alen NEDC wéi och laut dem neie WLTP-Zyklus mussen dropstoen. Dat bedeit deemno, dass bis spéitstens den 31. Dezember vun dësem Joer d'EU-Memberstaaten hir gesetzlech a reglementaire national Dispositiounen un dëse Changement mussen upassen.

Fir Lëtzebuerg heescht dat, dass mir bis spéitstens den 31. Dezember 2020, also bis zum Enn vum Joer, mussen de Referenzwäert fir d'Berechnung vun eiser Autostax upasse fir sécherzestellen, dass fir all nei zougeloosse Gefierer vun der Kategorie M1 ab dem 1. Januar 2021 déi nei WLTP-Valeuren als Referenz gëllen. Fir d'Gefierer, déi virun dësem Stéchdatum zougelooss goufen, also déi, déi momentan op eise Stroossen zirkuléieren, wäerte weiderhin déi al NEDC-Valeure gëllen.

An deem Sënn ass et wichteg ze betounen, dass hei just den Ofgasreferenzwäert fir eis Autostaxen zu genee deem Stéchdatum ännert, wou souwisou just nach dës WLTP-Wäerter op den EU-Konformitéitszertifikater vun neie Modeller vermierkt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Un der Berechnungsformel vun der Tax, déi am Artikel 1 vun dësem Projet de loi steet, ännert sech domadder näischt.

Da wëll ech nach e puer Wierder zum Verbrauchsënnerscheed tëschent der Realitéit engersäits an der NEDC- an der WLTP-Norm anerersäits soen.

Bis elo goufen d'CO_2-Emissioune vun den Autosgefierer vun der Kategorie M1, wéi gesot, mat Hëllef vun dem NEDC-Testcycel gemooss, deen ursprénglech op d'Joer 1970 - 1970! - zréckgeet a fir d'Iescht Enn den 90er-Jore signifikant geännert gouf.

D'Europäesch Unioun huet reegelméisseg Evaluatiounen iwwert den Testcycel NEDC a seng Resultater duerchgefouert; d'Resultater, dat heescht d'CO_2-Emissiounen an d'Consommatioun vu Bensinn. Et ass hei festgestallt ginn, dass déi real Consommatioun vu Carburant op der Strooss, an domat och hir associéiert CO_2-Emissiounen, net mat den Donnéeën, déi mat Hëllef vum NEDC erstallt goufen, iwwereneestëmmen.

Déi nei Testprozedur WLTP gëtt mëttlerweil zënter dem 1. September 2017 bei der Receptioun vun de Gefierer applizéiert, déi ënnert déi betraffe Kategorie falen. An et gëtt, wéi ugangs erwäänt, eng Iwwergangsphas bis den 31. Dezember 2020, wou nach béid Normwäerter NEDC a WLTP niewenteneen um Konformitéitscertificat vermierkt ginn.

Zanter 2017 ginn déi offiziell Informatiounen zu der Consommatioun vu Carburant an zu de Schadstoffemissiounen, virun allem CO_2 an déi bekannten NO_x, mat Hëllef vun der WLTP gemooss a leie vill méi no bei der Realitéit vum Client. Dat läit notamment dorun, dass de WLTP-Testzyklus eng Combinaisoun ass vu Simulatiounen um Préifstand, also am Labo, an a realen Tester op der Strooss.

Well d'Emissiounen no der WLTP-Norm der Realitéit elo weesentlech méi no komme wéi no der NEDC-Norm, si se logescherweis och an den offiziellen Autospabeiere méi héich. Op Basis vum Fuerpark vun deenen zu Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefierer wäerten d'WLTP-Verbrauchswäerter dofir an der Moyenne iwwert de ganze Fuerpark, wéi gesot, ongeféier 20 % méi héich si wéi laut der NEDC-Norm.

D'Berechnunge vum Ministère hunn an deem Kontext och gewisen, dass fir déi am heefegsten immatrikuléiert Autoen zu Lëtzebuerg de Verbraucher bis elo an der Moyenne bis zu 215 Euro Méikäschten a puncto reellem Spritverbrauch hat.

Duerch dëse Gesetzesprojet ginn also ab dem 1. Januar déi nei WLTP-Wäerter als Basis benotzt, fir d'Autostaxe vun der Kategorie M1 ze berechnen. Dëst gëllt awer just fir Gefierer, fir déi eng éischt Mise en circulation ab dem 1. Januar 2021 gemaach gëtt. Déi nei Wäerter ginn also net retrospektiv applizéiert fir Gefierer, déi virum 1. Januar 2021 schonns a Circulatioun waren. Et ännert sech deemno och näischt un der Héicht vun der Autossteier fir all aktuell Proprietären.

Eis lëtzebuergesch Autosteier ännert mat dësem Projet also net. Si wäert och weiderhin no där selwechter Formel A x B x C berechent ginn, woubäi d'Variabel A weiderhin den CO_2-Ausstouss laut EU-Testzyklus duerstellt, d'Variabel B weiderhin eng Differenzéierung tëschent Diesel an anere Motortechniken erlaabt an d'Variabel C och weiderhi Gefierer mat groussem CO_2-Ausstouss proportionell méi héich besteiert wéi spuersam Autoen.

Well d'WLTP-Ofgaswäerter awer weesentlech méi realistesch, dat heescht méi héich si wéi déi al Testwäerter, wäerten all nei zougeloossen Autoen ab dem 1. Januar op dësem méi realistesche WLTP-Verbrauch besteiert ginn.

Zu dësen Dispositiounen aus dem Projet de loi koum bei de parlamentareschen Aarbechten nach en neien Aspekt derbäi. Een Amendement vun der CSV-Fraktioun, dee vun der Kommissioun ugeholl ginn ass, gesäit vir, dass de Montant vun der Autostax, deen eng Famillje mat minimum fënnef Membere ka rembourséiert kréien, vun 80 Euro op 125 Euro gehéicht gëtt. Dëst ass déi éischt Erhéijung zënter der Aféierung vun dëser Méiglechkeet am Joer 2008.

Da gouf et nach en Avis vun der Chambre des Métiers, deen zwee Elementer hat. D'Chambre des Métiers begréisst am Numm vum Automobillsecteur all Initiativ, déi dozou bäidréit, den Impakt vun der individueller Mobilitéit op d'Ëmwelt ze reduzéieren. Dann zweetens, den initialen Text hat virgesinn, dës Direktiv fir den 1. Mäerz ëmzesetzen. Well dëst mat dem Autofestival interferéiert hätt, ass do gefaart ginn, dass dat negativ Konsequenze kéint hu fir de Consommateur. Dofir huet d'Chambre des Métiers proposéiert, den Datum vun der Mise en vigueur op den 1. Januar 2021 ze réckelen, e Stéchdatum, deen op Basis vum Verlaf vun der legislativer Prozedur jo schlussendlech elo och de Fall ass.

Fir méi Detailer an Informatioune verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

De Projet de loi gouf den 18. Dezember 2019 deposéiert. Eng éischt Presentatioun vum Projet de loi ass den 13. Februar gemaach ginn. An de Reunioune vum 27. Februar a 5. Mäerz huet d'Kommissioun dräi Amendementer gemaach an dem Staatsrot zougeschéckt. Zwee vun dësen Amendementer sinn agereecht gi vun der CSV-Fraktioun. De Staatsrot huet deen éischten Avis den 9. Juni 2020 gemaach. Op Basis vun dësem Avis huet d'Kommissioun eng weider Serie vun Amendementer un de Staatsrot geschéckt, déi deen a sengem Avis complémentaire vum 13. Oktober 2020 ugeholl huet. De Rapport, deen Iech hei virläit, ass den 29. Oktober 2020 vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann och heimadder den Accord vun där grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Rapporteur, dem Här Carlo Back, villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten agedroene Riedner, den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. De Rapporteur huet dat gutt explizéiert. De Berechnungsmodus vun der Autossteier wäert ab dem 1. Januar 2021 net änneren, mee d'Formel vun den Ofgaswäerter, déi wäert schonn hir Repercussioun hunn, dass et fir déi Autoen, déi no dem 1. Januar 2021 ugemellt ginn, an der Generalitéit wäert méi héich sinn.

Ech soen och dem Carlo Back expressis verbis Merci, dass e mentionéiert huet, dass d'CSV zwee Amendementer bei dësem Gesetzesprojet abruecht huet, wat eis och erlaabt, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

Dat Éischt ass fir eis weesentlech gewiescht. Dat ass, dass sougenannt Famille-nombreusen, dat heescht, Famillje mat dräi Kanner, dat heescht, e Stot mat fënnef Leit, e Bonus kréie vun 125 Euro, well déi ganz einfach familljebedéngt och méi e groussen Auto mussen hunn.

An deen zweete Punkt ass deen, wou mer laang Diskussiounen haten nach virun der Pandemie. Dat war déi, dass mir gesot hunn, dass mer gären hätten, dass e kloren Datum wier, wéini déi nei Berechnung vun der Autossteier sech géif applizéieren. Mir hate sengerzäit plädéiert fir den 1. Januar 2021, well mer aus europäesche Grënn mussen do déi nei Norm WLTP applizéieren.

Erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären, obscho mer d'Zoustëmmung ginn zu dësem Gesetzesprojet, awer kuerz, well mir hu just fënnef Minutten, e puer grondsätzlech Remarken ze maachen.

D'CSV steet selbstverständlech zu ekologesche Lenkungselementer, wa se sozial ofgefiedert sinn. Ech soen awer gradesou däitlech, dass mer net domat d'accord sinn, dass ekologesch motivéiert Méibelaaschtunge fir d'Stéit zu dësen Zäite kommen, déi net sozial ofgefiedert sinn.

Ech erkläre mech. Mir hunn hei eng nei Autossteier, déi wäert, wann Der kuckt op dem Site vum Automobillsclub, fir zum Beispill en Tiguan Diesel awer ëm 100 Euro bis 125 Euro pro Joer méi deier ginn. Mir hunn zousätzlech Akzisen, déi agefouert goufen d'lescht Joer, vun zwee Cent um Liter. Et kënnt elo d'nächst Joer viraussiichtlech d'CO_2-Steier. Dat sinn nach eng Kéier fënnef Cent op dem Liter Sprit. Zousätzlech spigelt dat sech awer och erëm op dem Hëtzes. An addéiert een dat alles zesummen, dann ass dat fir Normalverdénger trotzdeem eng Méibelaaschtung! An et gëtt ëmmer gesot: „Dat ass de Präis vun enger Pizza." Nee, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass wäit méi wéi de Präis vun enger Pizza!

An da musst Der dat kucken, an d'Verhältnis setze mat enger elengerzéiender Persoun, déi zum Beispill en Akommes huet vu 4.000 Euro brutto. Do sot Der: „Jo, wivill ass dat?" Ma dat sinn 80 % vun dem mediane Loun, deen zu Lëtzebuerg verdéngt gëtt; 80 % dovun! Dat heescht, de mediane Loun läit bei ronn 65.000 Euro d'Joer, dat hei si 50.000 Euro pro Joer. Dat heescht, dat sinn 20 % manner wéi d'Hallschent vun de Leit verdéngen.

Da wëll ech soen, déi Persoun, déi huet 3.100 Euro netto, wa se Elengerzéier ass, um Enn vum Mount. Déi bezilt … En Haus ka se sech ganz schwéier leeschten als Eegentum. An de Moien, mengen ech, huet de Finanzminister d'Kaz aus dem Sak gelooss: Mat deene Krittären, déi wäerten ugewannt ginn, dass den Accès zu engem Kreditt wäert vill méi enk gekuckt ginn, wäert d'Schwieregkeet, fir sech en Eegenheem kënnen ze leeschten, vill méi grouss ginn.

Wann eng Persoun gescheet ass, da muss se an Zukunft, ab dem 1. Januar 2021 - Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll, dass Der dat awer och eng Kéier consideréiert -, 10 % vum Wäert vun hirem Haus mëttlerweil cash dohinnerleeën! De Wäert vum Haus, do sinn dann net beinhalt d'Uschafungskäschten, dat heescht den Akt, deen dropgerechent gëtt. Et ass bei engem Neibau net d'TVA dropgerechent, dat sinn normalerweis nach eng Kéier 50.000 Euro. Et ass keng Inneneinrichtung an deem Haus. A wann dat Haus kaaft gëtt, jo, da falen nach eng Kéier 6 % bis 7 % Enregistrementskäschten un.

Da kommen zousätzlech Käschten och nach um Niveau vun den Akzisen, et kommen zousätzlech Käschten um Niveau vun enger Autossteier. Jo, Dir Dammen an Dir Hären, an dat kritt se mol net erëm iwwer eng Indextranche. Firwat? Mee well dat hei alles sollt, esou wéi et am Budget virgesinn ass, indexneutraliséiert sinn.

An ech géif wierklech den Appell maachen, Dir Dammen an Dir Hären, dat awer eescht ze huelen, dass mer net hei déi sozial Kohäsioun, déi mer am Land hunn, op d'Spill setzen. An et kann een hei net

pauschal soen: „Mee dat ass de Wäert vun enger Pizza“, well déi Leit, déi huelen dat ganz schlecht op. A mat Recht huele se et ganz schlecht op! Well et ass schwéier, engem ze vermëttelen, dass esou Méibelaaschtungen an engem Stot oder bei engem Elengerzéier kommen, an anerersäits ginn da Primmen zum Beispill fir e Porsche Elektro vu bis zu 8.000 Euro ausbezuelt, wann ee sech deen uschaaft. Dat ass de Géigewäert vu 500 Pizzaen, wann een esou eppes schaaft!

(Brouhaha)

An ech wëll wierklech den Appell maachen, dass een dat hei a senger Globalitéit kuckt. Mir hätte gären, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat Ganzt sozial agebett gëtt, dass d'Steiererhéijungen, och wat d'ekologesch Steieren ubelaangt, dass déi am Sënn vun enger sozialer Kohäsioun, vu sozialen Offiederunge geschéien. A mir hätte léiwer gesinn, dass alleguerten déi Erhéijungen, déi hei kommen, sief dat d'Akzisenerhéijungen, sief dat d'Austousssteier, sief dat d'CO_2-Steier, dass een dat an enger Globalitéit gekuckt hätt zesumme mat enger Steierreform, wou een och déi Mëttel- an déi méi héich Mëttelverdénger zousätzlech steierlech entlaascht hätt.

Dat gesot an ënnert deene Reserven, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eigentlech un d'Riednerpult kommen, mee de Rapporter huet dat esou gutt gemaach, souwuel säi schréftleche wéi säi mëndleche Rapport, dass mir näischt anescht iwwregbleift, wéi just den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn an him nach eng Kéier Merci ze soe fir seng zwee Rapporten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och e grousse Merci un den Här Carlo Back. Hien huet eigentlech deen technesche Volet vun dësem Gesetzesprojet wierklech ganz gutt erklärt. Merci duerfir.

Ech wéilt wierklech, wat elo d'Kloerheet vun dësem Gesetz ubelaangt, nach eng Kéier drop hiweisen, dass et hei jo eigentlech drëms geet, dass de Keefer zukünfteg besser weess, wat den Auto, deen hien eventuell wëll kafen, net nëmmen an der Theorie, mee och a sengem Alldag genee verbraucht. An de Verbraucher, dee kann zukünfteg also en connaissance de cause, dat heescht, entspriechend sengem Portefeuille oder besser nach entspriechend dem Ausstouss vun den Ofgasen, sech fir e fuerbaren Ënnersaz entscheeden.

Dat Gesetz ass also ganz kloer e Gesetz fir e méi opgeklärte Bierger a fir e besseren Ëmweltschutz. De Bemoll, wann een dat dann elo esou wëll, ass dann awer, dass d'Autossteier, déi eeben op Basis vum CO_2-Ausstouss berechent gëtt, mat deem neien Testverfare méi héich wäert ausfalen. Si wäert méi héich ausfalen! Well Dir hutt et verstanen, déi Wäerter, déi mat der WLTP gemooss ginn, falen elo méi realistesch an deemno ronn 20 % méi héich aus wéi déi, déi bis elo mam NEDC gemooss goufen.

Engersäits kann a soll dësen Ëmstand dozou féieren, dass d'Autofuerer méi bewosst an och méi en ëmweltfrëndlechen Auto kafen, mee anerersäits muss een awer och bedenken, dass dës nei Mesuren zu enger finanzieller Méibelaaschtung vun de Menagë féieren. Doriwwer ass jo haut de Mëtteg elo scho vun e puer Riedner geschwat ginn an och prezis drop higewise ginn.

Problematesch gëtt dat dann, an dat hu mer jo och elo héieren, wann et Famillje mat ville Kanner betrëfft, déi souwisou schonn eventuell zu deene Menagë kéinte gehéieren, déi mat am stäerkste riskéieren, an d'Aarmut ze rutschen, a virun allem opgrond vun der Persounenunzuel an hirem Haushalt deemno net d'Méiglechkeet hunn, op e klengen Auto ëmzesteigen oder souguer ganz dorobber ze verzichten.

Dofir begréisse mir als LSAP ausdrécklech dee soziale Volet vun dësem Gesetz, dee virgesäit, dass de Remboursement vun der Tax, deen d'Familljen ab fënnef Membere kënnen ufroen an dee säit 2008 net méi adaptéiert gouf, elo vun 80 Euro op 125 Euro eropgesat gëtt.

An an deem Sënn ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Ech wëll da fir unzefänken dem Här Carlo Back en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir sinn der Meenung als ADR, datt et de Moment net den Zäitpunkt ass, fir Steiererhéijungen am Land anzeleeden, och wann dëst sech berifft op en neie Berechnungsmodus oder en anere Berechnungsmodus. Do gëtt dat jo als Ausgangsbasis geholl.

Mir sinn der Meenung, datt den Autofuerer schonn oppasst, wat fir en Auto datt e keeft, wat fir e Verbrauch hannendrunhänkt, well mir hu jo ewell déi eng an déi aner Steier drop: Dat sinn d'Akzisen an d'CO_2-Steier. An ech mengen, dat geet duer!

An ech mengen, mir si géint all Steiererhéijung an duerfir géife mir soen, datt mir dergéintstëmmen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. A leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Nodeems meng Virriedner scho vill zu dëser verännerter Autossteier gesot hunn: Jo, mat der WLTP ze moossen ass richteg a mir als Piraten ënnerstëtzen och déi Transparenz. Mee mir Piraten hunn och eng aner Vue.

Fänke mer emol domat un, datt fir eis Piraten eng geziilt Steier um Auto an enger gudder Form en Instrument am Sënn vum Ëmweltschutz kéint sinn. Eng Autossteier soll eiser Meenung no den Autofuerer méi staark dozou bréngen, fir méi ëmweltfrëndlech Autoen ze kafen an ze fueren, dat andeem d'Fuere vun ëmweltfrëndlechen Autoen am Verglach zum Fuere vun net ëmweltfrëndlechen Autoe méi attraktiv gemaach gëtt.

Eis Siicht op dës Steier ass déi, dass ee reng dee gewollten Ëmweltimpakt sollt kucken, wann een eng Formule opbaut. Genee wéinst dem Feele vun dësem Ëmweltimpakt stéiere mir eis un der aktueller Form vun der geännerter Autossteier, wéi se hei am Gesetzesprojet opgefouert ass.

Zwar ass et richteg, dass d'Ofgaswäerter, déi den Hiersteller ugëtt, esou prezis wéi méiglech sollte sinn, fir kënnen den Ëmweltimpakt vun den Ofgasen ze moossen, déi am Verbrennungsmotor entstinn an an eis Loft gelaangen.

Fir eis Piraten goufen iwwregens déi Autofirmen, déi de Client ugeschmiert hunn, dem Staat soumat falsch Zuele virgespillt hu fir Steierberechnungen, an dat an Europa a weltwäit, net genuch bestrooft. An och an Zukunft sinn nach Lächer do, fir kënnen de Client an och déi eenzel Staate bei de Verbrauchswäerter unzeschmieren.

Och wann elo d'Berechnung wäert geännert ginn, stellt sech an eisen Aen awer berechtegterweis d'Fro vun der Effikassitéit vun der Steier. Féiert déi dozou, dass d'Leit tatsächlech méi ëmweltfrëndlech Autoe kafen? Féiert eng Steier, déi een op e ganzt Joer bezilt, dozou, datt manner Ofgasen an eis Loft gelaangen?

Mir Piraten gesi jiddefalls net, wéi duerch déi aktuell Formel solle genuch positiv Effekter fir eis Ëmwelt erziilt ginn. Déi aktuell Steier ass en All-you-can-eat-Buffet: eemol bezuelen, esou vill fueren, a keen Ureiz, fir op de gratis ëffentlechen Transport ëmzeklammen.

Dofir si mir Piraten weiderhin der Meenung, datt mer ewech vun der klassescher Autossteier hin zu engem richtege Pollueur-payeur-System sollte kommen, dëst a Form vun enger digitaler Vignette an dat fir all Auto op eiser Strooss.

Domat vertriede mir eng aner Strategie. Mee dat war och scho bei eiser jorelaanger Fuerderung vum gratis ëffentlechen Transport de Fall. Dee koum bekanntlech elo.

D'Differenz tëscht eiser Iddi vun der Autossteier an där vun der Regierung: Mir wëllen eng Tax, déi net de Besëtz besteiert, mee den tatsächlechen Ëmweltimpakt vum Auto op der Strooss, an déi esou derfir suergt, dass de Stroosseverkéier zu Lëtzebuerg méi ëmweltfrëndlech gëtt.

Dobäi kënnt: An der aktueller Formule gi bal d'Hallschent vun den Autoen, déi op eise Stroosse fueren, net op hiren Ëmweltimpakt gepréift. An egal aus wéi engem Land een ass, all Auto, dee bei eis op der Strooss ënnerwee ass, sollt méiglechst ëmweltfrëndlech sinn, dat am Sënn vun enger gesonder Ëmwelt.

Mat enger digitaler Vignette misst all Auto säin Ëmweltschued uginn a baséierend op deem Schued e Präis bezuelen. Dofir wär eng digital Vignette - och ganz flexibel pro Dag, Woch, Mount oder Joer buchbar -, eebe bequeem a kryptéiert am Kader vum Dateschutz fir eis déi besser Léisung.

Duerch esou eng Approche géife mir vill méi Ureizer schafe fir ëmweltfrëndlech Autoen an eng besser Loft. De Modell vun enger digitaler Vignette huet och de Virdeel, dass d'Gemenge kéinten domat soen, bis zu wéi engem Grad vun Ëmweltverschmotzung Autoen an hir Gemeng erakomme kéinten. Et géife sech nei Modellen opdi fir méi Ëmweltschutz. Dat wär d'Léisung fir eng besser Ëmwelt, eeben eng mof Ëmweltpolitik.

Virun iwwer engem Joer hate mir de Projet och esou hei als Motioun virgestallt. Déi gouf ofgeleent. A well eis Hoffnung kleng ass, och haut ëmweltfrëndlech Partner ze fannen, déi esou eng digital Vignette ënnerstëtzen, hu mir op eng Motioun verzicht.

Mir Piraten si géint déi aktuell All-you-can-eat-Autossteier. Dofir wäerte mir Piraten haut géint den aktuelle Projet vun der Autossteier stëmmen, bei deem eeben net genuch no der Ëmwelt gekuckt gëtt.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, de Minister fir Mobilitéit, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci allen Deputéierte fir hir Interventiounen. Ech wëll vläicht dann awer nach eng Kéier ufänken, well ech elo haaptsächlech dee leschte Riedner och erëm héieren hunn.

Dir sot, mir géifen hei iwwer eng Erhéijung …, oder et géif ëm eng Autossteier goen. Ech wëll nach eng Kéier betounen, datt déi Reform, déi mer hei maachen, op enger europäescher Direktiv baséiert, wou laang verhandelt ginn ass, wou d'Haaptfuerderung vun de Konsumenteschutzverbänn koum. An zwar aus deene ganz gudde Grënn, well d'Konsumenteschutzverbänn natierlech eppes am Kapp haten, an dat war natierlech virun allem och virum Hannergrond vun deem, wat am Dieselskandal geschitt ass, fir ze soen: „Et geet elo duer! Mir hätte gär, wann ugewise gëtt oder berechent gëtt, wat den Auto reell verbraucht an och wat en u reellem CO_2 ausstéisst, datt dat, wat am Prospekt steet, och muss an der Realitéit esou sinn.“

Dat war den Hannergrond. An do sinn haart Verhandlunge gefouert ginn op europäescher Eebene tëschent der Automobillindustrie an der Europäescher Kommissioun, tëschent de Staaten an der Kommissioun. An do koum deen Text hei derbäi eraus, deen natierlech e komplette Paradigmewiessel ass an der Aart a Weis, wéi mer dann an Zukunft domadder ëmginn, an opgrond vun deem am Interesse vum Consommateur eeben elo méi fair a méi transparent an och deem, wat den Auto wierklech verbraucht, méi gerecht Norme musse publizéiert ginn.

Duerfir gesitt Der och elo schonn, zënter dem 1. Januar vun dësem Joer ass et obligatoresch gewiescht, datt d'Garagen hu missen indiquéieren, wat den Auto verbraucht laut der WLTP-Norm, dat heescht, wat d'Ënnerscheeder do sinn. Dat huet natierlech en immensen Impakt virun allem op eppes, dat huet de Rapporteur, den Här Back, deem ech och Merci soe fir säi Rapport, och hei ënnerstrach mat e puer Zuelen: Dat huet en immensen Impakt virun allem op de Verbrauch an donc op de Käschtepunkt fir de Consommateur duerch dat, wat e méi u Bensinn verbraucht. Dat ass den éischten Objektiv vun dëser Direktiv gewiescht fir ze soen: „Et kann net sinn, datt deen Auto ugëtt, e géif 6 Liter op 100 Kilometer verbrauchen, an an der Realitéit verbraucht en der awer 8!“

Well allkéiers wann ech tanke ginn a weess, datt mäin Auto, amplaz wéi ech gerechent hat, wéi ech e kaf hat, 6 Liter op 100 Kilometer ze verbrauchen, der 8 verbraucht, dann ass dat en enorme Käschtepunkt, och iwwert d'Joer gerechent. An zemools wann ech do u sozial schwaach Leit denken, déi natierlech méi genau kucke warscheinlech, wa se eppes kafe ginn, wéinst hire finanzielle Moyenen, virun allem wat den Auto verbraucht, mécht dat an deenen hirem Budget enorm vill aus.

Dat ass den Haaptobjektiv. An et ass och just un deem eppes geännert ginn an net un der Formule vun der Autossteier, och wann nach ëmmer hei esou suggeréiert gëtt vu menge Virriedner, dat wär awer elo de Fall.

Da wollt ech eppes soen zu deem ganze sozialen Aspekt, deen den Här Roth scho vill ugeschnidden huet; vëlleg zu Recht. Här Roth, ech kann lech soen, déi ganz sozial Dimensioun ass mir extreem wichteg, ëmmer, an desto méi bei deene ganzen ekologesche Reformen, déi mer wäerte maachen.

Wësst Der, Här Roth, ech kommen aus engem Familljeverhältnis, wou wierklech all Mount huet misse gekuckt ginn, ob d'Enner beieneekommen. Meng ganz Famill integral huet an der Stolindustrie geschafft. Mäi Papp huet mat 15 Joer ugefaangen, an der Stolindustrie ze schaffen. Ech kann lech soen, ech weess aus eegener Erfarung iwwer meng ganz Kandheet, wat et heescht, mat klengem Akommes mussen eens ze ginn.

An ech kann lech och soen, an de 60er a 70er Jore waren d'Salairë ganz sécher nach net esou an der Stolindustrie, wéi se vläicht duerno waren oder haut sinn. Op alle Fall hunn ech eng grouss Sensibilitéit fir dee Sujet an ech ginn lech och Recht duerfir, datt et wichteg ass, datt een op kee Fall, éischtens, de Geck domadder mécht a Rechnunge mécht, déi dat e bësselchen, wéi soll ech soen, net seriö huelen. An dat Beispill vun der Pizza, wat Der gesot hutt, fannen ech kee gutt Beispill. Dat soll een och net maachen. Ech mengen, et soll een déi sozial Dimensioun a Komponent extreem eescht huelen. An dat hu mer jo och gemaach.

An ech sinn lech och dankbar fir Ären Amendement hei zum Gesetzesprojet. Mee dat hu mer och gemaach am Kontext vun der CO_2-Steier. Do wäerte mer jo nach driwwer ze diskutéiere kréien. Mir hu jo zwee Mechanisme gewielt, fir genau deem Rechnung ze droen: Dat eent ass de Crédit d'impôt, dat anert ass d'Allocation de vie chère, déi wäert eropgoen. Bon, elo kann een ëmmer driwwer diskutéieren, ob dat duergeet oder net. Ech mengen, déi Debatt kënnt jo nach am Kader vun deenen Ännerungen an deene Gesetzer, wa mer déi dann an d'Chamber kréien, respektiv am Budget am Dezember.

Mee, wéi gesot, et ass wichteg, datt mer virun allem bei sozial schwaache Leit déi Komponent eescht huelen. Well ech mengen, virun allem och an der Ëmwelt- an an der Klimaproblematik, déi éischt, déi do schonn d'Affer sinn, si souwisou déi nämmlecht Leit. Een, dee ganz vill Suen huet, lieft à la limite, wann ech d'Klimakonsequenze kucken, nach vill méi laang à l'abri dovu wéi een, dee keng Moyenen huet.

Wann Der kuckt, och wa mer emol ausserhalb vun Europa kucken, a Länner, déi ganz vill méi haart scho getraff gi vum Klimawandel mat Iwwerschwemmungen oder Dréchenten, do gesäit een dat am Beschten, well do wunnen déi, déi ganz vill Suen hunn, meeschtens op Plazen, wou nach Accès ass entweeder zum Waasser, oder op Plazen, wou se net iwwerschwemmt ginn direkt. Par contre sozial schwaach Leit, déi droen do schonn d'Konsequenzen als Éischt. An esou ass et och hei bei eis, déi droen och hei als Éischt d'Konsequenzen.

Da kann et net sinn, datt herno déi, déi meeschtens am meeschten dozou bäigedroen hunn, datt de Klimawandel stattfënnt, well se vill Moyenen haten an iwwert de Verhältnisser op alle Fall vun deenen aarme Leit gelieft hunn, géifen do besser ewechkommen am Verhältnis. Ech mengen, et sinn och déi, déi de gréisste Bäitrag musse leeschten, wann et elo drëms geet, derfir ze suergen, datt mer an Aklang komme mam Klima- an Ëmweltschutz, fir datt mer déi Katastrophe kënnen ofwenden. Well ech mengen, datt et nach ëmmer Zäit ass, dat hinzekréien, och wann et eng Zäitfënster gëtt, déi ëmmer méi enk gëtt.

Ech soen ëmmer, et sinn 10, 15, 20 Joer - d'Wëssenschaft ass sech net ganz eens -, da komme mer op e sougenannten „tipping point“. Dat heescht, da gi vill Saachen irreversibel an da wäerte mer et mussen erleiden, erdulden. Da musse mer ons warscheinlech éischter Froe stellen, wat dat heescht fir d'Zesummeliewen an der Gesellschaft. A ech mengen, mir hunn an der Pandemie besonnesch eppes erlieft: wéi vulnerabel an ufälleg dës Gesellschaft ass. Esou e klenge Virus huet schonn eis Gesellschaft zum Kollaps bruecht. Ech woen net, un d'Konsequenzen ze denken, déi jee nodeem, wat geschitt, mam Klimawandel kommen, wéi mer dann domadder sollen eens ginn, well dat ass nach eng ganz aner Dimensioun.

Duerfir ass et och esou wichteg, datt mer esou Gesetzer wéi dat heite kréien, datt mer effektiv an déi Richtung fueren. An ech sinn och frou, datt d'Europäesch Kommissioun hei relativ streng verhandelt huet mat der Autosindustrie. An et sinn elo eréischt streng Verhandlungen och nach ofgeschloss ginn. Et wäerten nach vill Ännerunge komme bis 2025, well et ass jo net nëmmen dat heite Gesetz, wat do wäert draspillen, mee och nach ganz aner Direktiven, déi wäerte kommen, soudatt ech iwwerzeegt sinn, datt mer awer do ëmmer méi op e bessere Wee kommen. Op alle Fall op een, deen eis eng Chance bitt, datt mer och duerch dat Ganzt kënnen do derduerchkommen.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Dat gesot, Här President, wëll ech all deene Merci soen, déi geschwat hunn, a virun allem deenen alleguer Merci soen, déi d'Gesetz och matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7506. Den Text steet am Document parlementaire 7506[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7506 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 54 Jo-Stëmmen a 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Léon Gloden) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Motion de M. David Wagner relative au programme de formation, aux critères d'éligibilité et aux compétences requis pour les postes de directeur de l'enseignement

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 145 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zur Diskussioun iwwert d'Motioun, déi vum Här David Wagner am Ufank vun der Sitzung deposéiert ginn ass. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt froen zu dëser Motioun? Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Ech hu mer déi Motioun hei ugekuckt. Ech mengen, dass mer effektiv, och bedéngt duerch déi Thematik, déi mer an deene leschten Deeg haten, dat do sollte beschwätzen. An ech géif duerfir proposéieren, wann d'Kolleege vun déi Lénk domat averstane wären, dass mer dat géifen zäitno an d'Kommissioun huelen.

Awer mat enger klenger Nuance, an zwar den drëtten Tiret, also, ech mengen, éischtens emol, am Numm vun der Gewaltentrennung, an zweetens, well d'Personalpolitik, déi hei am Haus gemaach gëtt, jo déi Personalpolitik ass, déi eis soll interesséieren, dat heescht, de Chambersbureau. Ech mengen awer net, dass mer sollten ufänken, all Nominatiounen, déi an all de Ministèrë gemaach ginn, an de Chamberskommissiounen ze thematiséieren. Duerfir géif ech proposéieren, effektiv dat do zäitno an d'Kommissioun ze huelen. Mee eng Lëscht virzeleeë mat Kandidaten, ech mengen, dat geet awer definitiv iwwert d'Kompetenz vun dësem héijen Haus eraus.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Da géif ech direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun ginn, den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Jo, ech mierken, datt do tatsächlech e Wëllen ass, fir datt mer déi Punkten och diskutéieren an der Kommissioun. An dat ass och gutt esou.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg, datt mer eppes héieren. An Här Wagner, hutt Der de Mikro un?

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- En ass un, jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay, tipptopp! Da fuert lass!

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Also merci, Här President. Ech mierken, datt eng Volontéit besteet, datt mer déi Punkten och an der Kommissioun beschwätze sollen, well dat ass och néideg. Den Här Baum ass op den drëtten Tiret agaangen, dee justement och fuerdert, datt mer u sech, à huis clos natierlech, géifen déi Kandidaturen, déi gestallt goufen, scho mat de Qualifikatioune kennen.

Ech verstinn, datt dat sensibel ass. Ech verstinn, datt dat sensibel ass! De Problem ass jo deen, datt mer doriwwer och an der Kommissioun diskutéiert hunn. An ech hat den Androck, datt ech net deen Eenzege war, deen awer e bësse wollt wëssen ..., net onbedéngt, wie kandidéiert huet. Den Numm ass mir wierklech egal. An ech mengen, en ass jiderengem egal. Et geet emol net drëms ze wëssen, wie kandidéiert hätt, mee wéinstens ze wëssen, wat fir eng Kandidature gestallt goufen, wat fir eng Krittären ..., wat fir eng Qualifikatiounen déi haten a wouwéinst se net zréckbehale ginn. Dat kann een och ganz anonym maachen, souguer à huis clos, well et geet wierklech net drëms ze wëssen, wie genau do kandidéiert huet. Ech mengen, dat geet eis och näischt un. Mee et geet drëms ze wëssen, wéi dat gaangen ass, datt ee sech dovu kéint eng Iddi maachen.

Mee wann Der mer sot, datt mer dat alles kënnen an der Kommissioun diskutéieren, jo, da maache mer do mat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien ass d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder gëtt dës Motioun an der Kommissioun diskutéiert.

(La motion est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.35 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 10, 11 et 12

10e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 116

Débat sur la politique européenne et étrangère ..... p. 116-132

7529 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo, le 17 juillet 2018 ..... p. 132-134

7502 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Malte relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à New York, le 26 septembre 2019

et

7602 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Serbie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 4 février 2020 ..... p. 134-135

11e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 135

Communications ..... p. 135-136

Ordre du jour ..... p. 136

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Mars Di Bartolomeo ..... p. 136

Dépôt d'une motion par M. Fred Keup ..... p. 136

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 145 du 17 novembre 2020 de M. Marc Spautz relative à la réunion de la tripartite sidérurgie du 12 novembre 2020, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ..... p. 136
- Question n° 146 du 13 novembre 2020 de M. André Bauler relative à l'état d'avancement des travaux de modernisation de la gare d'Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ..... p. 136-137
- Question n° 147 du 17 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la mise en œuvre des recommandations du GRECO, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État ..... p. 137
- Question n° 148 du 16 novembre 2020 de M. Yves Cruchten relative à la suspension éventuelle des déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation, adressée à M. le Ministre du Logement ..... p. 137
- Question n° 149 du 17 novembre 2020 de M. Georges Mischo relative à l'application pratique de la mise en isolement dans le cadre du Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 137
- Question n° 150 du 16 novembre 2020 de M. Charles Margue relative à l'étude « Environmental credit risks for EU-27 sovereigns: Vulnerability and mitigation profiles determine exposure », adressée à M. le Ministre des Finances ... p. 137-138
- Question n° 151 du 17 novembre 2020 de M. Léon Gloden relative au rachat respectivement la prise de participation par le groupe Enovos dans des entreprises actives dans le domaine des équipements techniques des bâtiments, adressée à M. le Ministre de l'Économie ..... p. 138
- Question n° 152 du 17 novembre 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la réorganisation du Service d'aide médicale urgente (SAMU), adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur ..... p. 138
- Question n° 153 du 17 novembre 2020 de Mme Martine Hansen relative à la publication du poste de directeur au Lycée technique pour professions éducatives et sociales, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 138-139

Question élargie n° 57 de M. Laurent Mosar relative aux équivalences dans le secteur financier dans le cadre du Brexit ..... p. 139-140

Dépôt de trois motions par M. Marc Baum ..... p. 140

Heure d'actualité du groupe politique CSV sur les mesures et recommandations sanitaires prévues par le Ministère de la Santé au niveau des établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap, ainsi que sur la stratégie de testing ciblée aux résidents et au personnel dans les structures ..... p. 140-144

Motion de M. Fred Keup relative à l'arrêt de toute privatisation de l'école publique ..... p. 144-145

Motion de M. Marc Baum relative à la mise à disposition de gel désinfectant dans les transports en commun et dans l'espace public, ainsi qu'une nouvelle distribution gratuite de masques ;

Motion de M. Marc Baum relative à la suspension des déguerpissements ordonnés et des coupures d'approvisionnement en eau, gaz, électricité et télécommunications

et

Motion de M. Marc Baum relative à la prolongation de douze mois de la période pendant laquelle les indemnités de chômage peuvent être perçues pour tout demandeur d'emploi indemnisé ..... p. 145

12e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 145

Dépôt d'une motion par M. David Wagner ..... p. 145

Question élargie n° 53 de M. Fernand Kartheiser relative aux accords Artemis ..... p. 145-146

Question élargie n° 54 de M. Laurent Mosar relative à l'initiative « Space Resources » ..... p. 146-147

7663 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État ..... p. 147-155

7506 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement ..... p. 155-157

Motion de M. David Wagner relative au programme de formation, aux critères d'éligibilité et aux compétences requis pour les postes de directeur de l'enseignement ..... p. 157

d'Chamber online op **www.chd.lu**

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2019-2020
2758	Fernand Kartheiser	Château de Weymerich
		Session ordinaire 2020-2021
2990	André Bauler	Contournement de Hosingen
2992	David Wagner	Conditions d'acquisition et de déploiement de tablettes numériques dans le cadre scolaire
2998	André Bauler	Trafic routier dans la « Nordstad »
3040	Marc Goergen	Syndicats de chasse
3045	Sven Clement	Code vestimentaire dans les écoles
3046	Martine Hansen, Paul Galles	Systèmes photovoltaïques dans les zones vertes
3049	Sven Clement	Démarchage
3051	Stéphanie Empain, Charles Margue	Ratification de certains instruments en matière de droits de l'homme
3053	Martine Hansen, Paul Galles	Changement du fournisseur d'électricité
3063	Dan Biancalana	Histoire de la justice
3069	Yves Cruchten	Amortissement accéléré
3070	Cécile Hemmen	Permis de conduire
3071	Marc Goergen	Contrôle du couvre-feu
3072	Marc Goergen	Commissaire à l'éducation physique et aux sports
3073	Marc Goergen	Test rapide pour le diagnostic de la Covid-19
3074	Fred Keup	Consultation publique « Luxembourg in Transition »
3075	Fred Keup	Recyclage des bouteilles
3076	David Wagner	Exploitation agricole de surfaces en propriété publique
3077	Fernand Kartheiser	Appel à la dénonciation d'infractions
3079	Marc Goergen	Contrôle du couvre-feu
3080	Marc Goergen	Centre de dépistage pour la Covid-19 supplémentaire à Pétange
3082	Sven Clement	Chômage partiel
3083	Nancy Arendt épouse Kemp	Conséquences de la pandémie de la Covid-19 pour le sport
3084	Marc Goergen	Invitations pour le large scale testing
3085	Marc Goergen	Utilisation des parcmètres pendant la pandémie de la Covid-19
3088	Jeff Engelen	Personnel soignant
3089	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Contournement de Bascharage
3091	Marc Goergen	Mesures sanitaires dans les cantines scolaires
3092	Marc Baum	Coordination du « large scale testing » et gestion du « contact tracing »
3093	Laurent Mosar	Recyclage des batteries des voitures électriques
3096	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	Présence de la Covid-19 dans les rivières
3097	Fred Keup	Prestations familiales
3098	David Wagner	Demandeurs de protection internationale ou de protection temporaire mineurs
3100	Fernand Kartheiser	Protection des chauves-souris
3101	Jeff Engelen	Transfert de patients psychiatriques dans le contexte de la pandémie de la Covid-19
3102	André Bauler, Max Hahn	Société nationale des habitations à bon marché
3103	Stéphanie Empain	Centre of excellence for civilian crisis management
3105	Marc Spautz	Protection de licenciement dans le cadre du congé politique
3108	Jeff Engelen	Soins à domicile dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3109	Fernand Kartheiser	Cimetière forestier des communes de Kayl/Schifflange
3111	Fernand Kartheiser	Fuite d'informations auprès du Service de renseignement de l'État
3112	Martine Hansen, Claude Wiseler	Tests antigéniques
3113	Sven Clement	Facturation électronique
3114	Marc Baum	Dispositif prévoyant des subventions au bénéfice des entreprises pour compenser les frais d'indemnisation des chômeurs partiels pendant l'état de crise
3115	Marc Goergen	Impact de la pandémie de la Covid-19 sur le fonctionnement des communes
3116	Marc Goergen	Impact de la pandémie de la Covid-19 sur le transport public
3117	Martine Hansen	Critères d'avancement des enseignants
3118	André Bauler	Nouvelle auberge de jeunesse pour la « Nordstad »
3119	André Bauler	Galerie nationale
3120	Fred Keup	Stade de Luxembourg
3121	Josée Lorsché	Programme de l'enseignement de la langue des signes
4530 urgente	Jeff Engelen	Abandon de la vaccination avec AstraZeneca
4534 urgente	Jean-Marie Halsdorf	Vague d'urticaire au Luxembourg
4539 urgente cf.4544 urgente	Sven Clement	Tests rapides Covid-19
4544 urgente cf. 4539 urgente	Martine Hansen	Tests rapides Covid-19
4559 urgente	Marc Goergen	Attaque contre des soldats au Mali
4567 urgente	Paul Galles	Éloignement de travailleurs migrants irréguliers exploités
4602 urgente	Gilles Roth, Laurent Mosar	Nouvelles infections à la Covid-19
4624 urgente	Gilles Roth, Laurent Mosar	Nouvelles infections à la Covid-19

Question 2758 (02.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **château de Weymerich :**

Wéi een de 26. August 2020 am „Tageblatt" liese konnt, soll geplangt sinn, d'Schlass Weimerech, 1899 vum Virgil Burg gebaut, an Zukunft als Fliedermaushotel ze notzen. Zesumme mat de Felder ronderëm, gouf dëse Bau 2006 vun der Gemeng Jonglënster opkaf an 2017 un d'Administration de la nature et des forêts fir de symboleschen Euro op eng Lafzäit vun 30 Joer verlount. All déi Jore gouf sech net ëm den Zoustand vun deem Gebai gekëmmert, an d'Pläng fir d'Aart vun der zukünfteger Notzung sinn ëmstridden. Sou héiert een och de Wonsch, datt dëst Gebai renovéiert, valoriséiert an ënner Denkmalschutz gestallt soll ginn.

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi beurteelt de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) dëse Fall? Huet d'Schlass Weimerech e kulturellen an/oder historesche Wäert fir Lëtzebuerg? Wéi begrënnt den SSMN seng Beurteelung?

2. Gesäit den SSMN d'Méiglechkeet, datt d'Schlass Weimerech ënner Denkmalschutz gestallt gi kann? Wéi begrënnt den SSMN dës Beurteelung?

3. Wat wier nom SSMN eng adequat Restauréierung a wat wier d'Enveloppe budgétaire, déi do misst virgesi ginn?

Réponse (01.10.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Am Oktober 2019 gouf ech mat enger Demande saiséiert, fir d'Schlass Weimerech ënner Denkmalschutz ze setzen. Doropshin, huet de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) de Proprietär, d'Gemeng Jonglënster, kontaktéiert, fir d'Haus vu banne kënnen ze besichtegen.

Am Dezember hat den aktuelle Locataire, d'Administration de la nature et des forêts, sech beim SSMN gemellt, fir e Rendez-vous auszemaachen. Wéinst der Coronaviruspandemie hunn déi zwee Datumer, déi festgehale goufen, mussen ofgesot ginn. Aktuell gëtt en drëtte Rendez-vous geplangt.

Aus dësem Grond ass et dem SSMN momentan nach net méiglech, fir eng Beurteelung vun der Bausubstanz ze ginn, a sech zu engem eventuelle Klassement, oder enger eventueller Restauréierung an den domadder verbonnene Käschten ze prononcéieren.

Question 2990 (16.10.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **contournement de Hosingen :**

Aktuell gëtt am Ministère un engem Gesetzesprojet fir de Contournement vun Housen geschafft.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Kann den Här Minister soen, wou d'Aarbechten um Projet de loi dru sinn? Wéini wäert en an der Chamber kënnen deposéiert ginn?

- Wéi eng weider Analysen oder Studië missten, ënner Ëmstänn, nach gemaach ginn, fir de Gesetzesprojet kënnen ze finaliséieren?

- Ass den definitiven Tracé scho festgeluecht?

- War schonn eng Versammlung mat de Proprietäre, fir hinne verschidden Detailer ze erklären, virun allem wat den Agréff an hiren Terrain ubelaangt an déi ekologesch an hydrologesch Konsequenze vun den Aarbechte betréfft?

- Rezent goufen Hecke laanscht engem vun de méiglechen Tracéen ewechgemaach. Kann den Här Minister informéieren, ob eventuell scho verschidde Virbereedunge fir de Chantier ugefaange gi sinn?

- Goufen d'Propietäre schonn iwwer déi archeologesch Fouillen informéiert?

Réponse (10.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Gesetzesprojet ass amgaange finaliséiert ze ginn. An deem Kontext si weider keng Analysen oder Studien néideg; den definitiven Tracé ass schonn am Avant-projet sommaire festgeluecht ginn.

Den 23. Juli 2018 gouf den Avant-projet an enger ëffentlecher Reunioun zesumme mat der Stroossebauverwaltung an der Gemeng Housen dem Public virgestallt. Säit 2019 ass de Comité d'acquisition vum Staat amgaangen, déi néideg Terrainen ze kafen.

Am Kontext vun den archeologeschen Etüden, déi am Virfeld vun den Aarbechte musse gemaach ginn, sinn d'Proprietären ewéi och d'Pachte kontaktéiert ginn. Dës Aarbechte sinn am Moment amgaangen.

Bedéngt duerch d'Kampfhandlunge vum Zweete Weltkrich an dëser Géigend ginn am Virfeld all d'Terrainen um Tracé op Reschter vum Krich ënnersicht. Esou sinn elo schonn e puer Mol Blindgänger entdeckt ginn, déi duerch kontrolléiert Sprenge vun der Ekipp vum SEDAL konnten entschäerft ginn.

D'Aarbechte vum Contournement ginn des Weideren esou geplangt, dass et fir d'Nopeschterraine keng ekologesch respektiv hydrologesch Konsequenze ginn.

Am Moment sinn ewéi virdru beschriwwen déi archeologesch Etüden amgaangen, woufir och verschidden Hecken hu missen ewechgemaach ginn. Déi néideg Ëmweltgeneemegungen dofir waren am Virfeld ugefrot ginn.

Question 2992 (16.10.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **conditions d'acquisition et de déploiement de tablettes numériques dans le cadre scolaire :**

Lors de sa conférence de presse à la rentrée scolaire 2020-2021, Monsieur le Ministre a entre autres évoqué le renouvellement d'une commande de tablettes par le Ministère de l'Éducation nationale, dans l'objectif de l'accélération de la stratégie nationale one2one, une tablette par élève, dans l'enseignement secondaire. Ainsi, il a annoncé l'acquisition en 2020 de 15.500 nouvelles tablettes de type iPad précisant que 10.000 tablettes sont d'ores et déjà déployées dans les lycées. Au moment du confinement, 20.000 lycéens disposaient de leur tablette, facilitant le passage à l'enseignement à distance. L'acquisition de ce matériel implique un contrat avec des entreprises GAFAM et ouvre au sein de l'éducation nationale un marché quasi-monopolistique pour des multinationales comme Apple, notamment en ce qui concerne la commande de matériel informatique et les licences de certaines applications, mais aussi pour Microsoft concernant les logiciels et leurs licences.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les détails du contrat d'acquisition de nouvelles tablettes par le MENJE :

- Quelles sont précisément les parties impliquées dans ce contrat ?

- À quel montant s'élève le prix payé par le Ministère pour l'acquisition des nouvelles tablettes ?

- Existe-t-il des contreparties demandées aux différents contractants impliqués ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer sur quelles informations objectives il fonde sa démarche de favorisation de l'acquisition individuelle de laptops/tablettes? Quelles en sont les vertus ?

3) Est-il à long terme prévu que le Ministère de l'Éducation nationale achète également du matériel didactique numérique auprès d'entreprises privées comme Apple, de la même manière que l'éducation nationale procède déjà en achetant les cursus internationaux auprès d'entreprises privées ?

Considérant que le CGIE (Centre de gestion informatique de l'éducation) est le service ressource du ministère en question qui coordonne la location annuelle des tablettes dans le cadre de la stratégie one2one et du programme Mobile Learning et que la mise à disposition des tablettes aux lycées se fait sous condition d'un dossier pédagogique élaboré par les enseignant-e-s :

1) Existe-t-il des dispositions contractuelles spécifiques entre le CGIE et la partie fournisseuse du matériel en question ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il les spécifier ?

2) Combien de demandes pour des dispositifs mobiles incluant des dossiers pédagogiques ont-été introduites par les enseignant-e-s depuis la mise en vigueur de la stratégie one2one ?

3) Quels sont les critères de sélection des dossiers susmentionnés et quel service du Ministère sélectionne ces dossiers ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me faire parvenir une liste des projets retenus et non retenus depuis la mise en vigueur de la stratégie one2one ?

5) Comment est organisé le suivi des projets pédagogiques soumis par les enseignant-e-s souhaitant faire usage des tablettes dans leurs cours ?

6) Tous les enseignant-e-s disposent-ils actuellement de formations pour s'approprier le matériel numérique qu'ils sont censés de plus en plus utiliser en classe ?

7) Dans le cadre du programme one2one, comment les services compétents garantissent-ils la stricte utilisation du matériel numérique à des fins pédagogiques ?

Le CGIE ayant également pour mission de développer et/ou d'améliorer les applications, logiciels et systèmes informatiques pour les besoins des différents services et personnels de l'éducation nationale ainsi que des élèves dans les écoles, et constatant que sur son site web la CGIE met à disposition des élèves et personnels de l'éducation nationale des logiciels et applications provenant des multinationales Apple et Microsoft (développeurs privés), impliquant également des coûts à la charge des établissements scolaires et partant de l'éducation nationale, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

13) Quels sont les coûts accumulés à travers les années via le dispositif de location pluriannuelle des tablettes et autre matériel numérique ?

14) Combien de licences de logiciels et d'applications de développeurs privés sont actuellement en possession du CGIE ?

15) À combien s'élèvent actuellement les frais impliqués par l'achat de ces licences ?

16) Le CGIE a-t-il également recours à des logiciels open source, voire a-t-il développé ce genre de logiciels et/ou applications ?

17) Selon quels critères sont développés les applications utilisées par le personnel enseignant et les élèves ?

18) Existe-t-il un lien de collaboration entre le CGIE et le SCRIPT (service responsable du développement des cursus scolaires) pour le développement de programmes numériques pédagogiques ?

On peut lire sur le site web du CGIE que le CGIE a lancé un certain nombre de projets pilotes qui ont pour but de voir de quelle manière il faut utiliser les tablettes en classe afin qu'elles génèrent une réelle valeur ajoutée, non seulement pour l'enseignant, mais également pour l'élève. Partant, je me permets de demander à Monsieur le Ministre :

19) Quels sont les projets pilotes lancés par le CGIE et quels en sont les résultats ?

Toujours sur le site Internet du CGIE, on peut lire sous la rubrique ressources pour une nouvelle pédagogie que « les tablettes numériques apportent TIC, ebooks, manuels électroniques, encyclopédies et outils bureautiques dans le cartable des élèves et on n'a jamais été aussi proche de la dimension 1:1. La portabilité des contenus est absolue et l'outil permet de (presque) tout faire ». Supposant qu'il y ait dans cette dernière affirmation un sous-entendu faisant référence au fait que les tablettes ne réussissent pas encore tout à fait à remplacer l'enseignant en chair et en os, je voudrais me rassurer en demandant à Monsieur le Ministre,

20) s'il envisage à long terme d'utiliser les tablettes et les programmes pédagogiques numériques comme moyens de pallier à la pénurie d'enseigant-e-s.

Bien que l'acquisition de tablettes ou d'autres outils informatiques soit dans le cadre de l'enseignement secondaire financé par l'État, il en est autrement pour l'enseignement fondamental. Dans ce dernier cas, les communes doivent voter un budget pour l'acquisition du matériel informatique en question. Or, les moyens disponibles à cet effet diffèrent selon les communes et peuvent mener à un déploiement inégal de ce matériel dans les différentes écoles fondamentales. Ainsi, certaines communes refuseraient le financement du matériel en considérant que l'État devrait prendre en charge les frais. D'autres communes disposent d'un propre service informatique en charge de budgétiser les investissements dans l'acquisition de matériel informatique. Face à ces divergences, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

21) Monsieur le Ministre peut-il nous dire si les communes doivent communément suivre des instructions données par le Ministère de l'Éducation nationale en matière d'acquisition de matériel informatique à des fins pédagogiques ?

22) Dans l'affirmative quelles sont ces instructions ? Sont-elles éventuellement associées à des programmes pédagogiques développés par des services compétents du Ministère de l'Éducation nationale ? Si oui, de quels programmes s'agit-il ?

23) Existe-t-il un service d'accompagnement et de suivi du Ministère pour les communes souhaitant acquérir du matériel informatique à des fins pédagogiques ?

24) Comment Monsieur le Ministre souhaite-t-il assurer un déploiement égalitaire de matériel informatique dans les écoles fondamentales ?

Réponse (24.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des informations au sujet des conditions d'acquisition et de déploiement de matériel informatique pour l'apprentissage numérique dans les écoles.

ad 1) L'acquisition de toutes les nouvelles tablettes est soumise à la loi sur les marchés publics. Il appartient aux revendeurs agréés de répondre à l'appel d'offre européen lancé annuellement par le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE).

Le prix d'une tablette avec housse-clavier, stylo (pen) et accessoires s'élève à 460 € TTC (juillet 2020).

Aucune contrepartie n'est demandée aux contractants impliqués.

ad 2) Après l'élaboration de plusieurs scénarios didactiques sur tablettes dans le contexte de travaux de candidature et leur mise en œuvre dans diverses classes, il s'est avéré que ces stratégies d'apprentissage ne génèrent pas seulement un grand enthousiasme auprès des élèves, mais permettent aussi de travailler de façon hypermédia, par compétences et de créer une valeur ajoutée indéniable non seulement pour l'élève, mais également pour l'enseignant.

C'est ainsi que certains lycées ont décidé de créer à la rentrée 2015-2016 plusieurs classes qui participent au projet. Dans le contexte de cette démarche, tous les élèves desdites classes ont été équipés de tablettes numériques. L'encadrement des enseignants qui prennent en charge ces classes est assuré par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT). Les lycées respectifs, le SCRIPT et le CGIE, en collaboration étroite avec l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), leur proposent un accompagnement didactique et organisent des visites dans des écoles à l'étranger afin que les tablettes soient utilisées de façon conséquente pour que leur large palette de fonctionnalités permette non seulement à notre communauté scolaire de mieux apprendre, mais également et avant tout de relever les défis du XXIe siècle marqué par la communication, la collaboration, la création, la digitalisation et l'information.

ad 3) Étant donné qu'il est impossible de développer tous les contenus didactiques nécessaires par nos propres soins, qu'il s'agisse de manuels scolaires « classiques » ou d'applications numériques, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a dans la plupart des cas conclu des contrats avec des éditeurs étrangers (comme Westermann, Klett, Clé, etc.) et négocié avec eux des licences ainsi que des adaptations de leurs produits, réalisées en collaboration avec des groupes de travail constitués par des enseignants luxembourgeois, aux spécificités de notre système scolaire, en veillant à une différenciation des contenus et approches pédagogiques pour tenir compte de la diversité des apprentissages de nos élèves. Le MENJE entend bien maintenir cette approche, tant pour les manuels que pour des applications numériques.

ad 1) (Reprise de la numérotation d'origine, page 2 de la question parlementaire).

Il n'y a pas de dispositions contractuelles spécifiques entre le CGIE et le fournisseur de tablettes à part les conditions générales stipulées dans le cahier spécial des charges du marché public. Tout fournisseur désireux de participer à la soumission doit être soit le producteur même, soit un revendeur respectivement un distributeur agréé de produits de la gamme Apple, et doit être en droit d'offrir le programme DEP.

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend les quantités de tablettes qui ont été attribuées chaque année aux lycées. L'entrée en vigueur effective du programme one2one s'est faite en 2016. À noter que de nombreux lycées ont introduit parallèlement des chariots mobiles munis de tablettes à usage occasionnel en salle de classe. Le nombre de ces tablettes ne figure pas dans le tableau ci-dessous.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Les dossiers pédagogiques soumis par les lycées dans le cadre du programme one2one depuis l'année scolaire 2017-2018 doivent expliciter la démarche d'implémentation choisie par l'établissement en question en vue de l'utilisation pédagogique des tablettes. Puisque les tablettes ne sauraient constituer une fin en soi, il faut que les équipes pédagogiques élaborent une stratégie assurant que l'emploi de tablettes constitue une vraie plus-value pour les apprentissages des élèves. Au quotidien, un tel projet doit impérativement être soutenu par des enseignants motivés et formés. La pertinence des dossiers soumis au MENJE est évaluée par le CGIE et le SCRIPT.

ad 4) Depuis la mise en œuvre du projet one2one, aucun dossier soumis n'a été refusé.

En 2017-2018, 22 dossiers ont été introduits. En 2018-2019, 19 lycées ont reconduit leur dossier dans le cadre d'une seconde demande et neuf nouveaux projets ont été soumis.

Durant ces deux premières années de lancement, chaque dossier de candidature dûment rempli (vision et objectifs, équipe pédagogique, objectifs d'apprentissage, plan de développement professionnel, communication avec la communauté scolaire, environnement [infrastructure et déploiement], évaluation, budget) a été accepté. Le nombre de tablettes demandées a été honoré en fonction des budgets existants.

Depuis 2019, les écoles ont pu faire leurs demandes auprès du CGIE sans dossier pédagogique, en accord avec l'autonomie des lycées. L'émergence de nombreux projets d'établissements autour des projets one2one est accompagnée et soutenue par le Centre de coordination des projets d'établissement (CCPE).

Aussi, afin de garantir les ressources humaines nécessaires à la gestion pédagogique des tablettes, une décharge est accordée aux lycées en fonction du nombre d'appareils à gérer.

ad 5) Les projets pédagogiques des lycées relatifs à la stratégie one2one sont mis en œuvre au niveau local par les équipes pédagogiques concernées sous l'autonomie des lycées et s'inscrivent le plus souvent dans le cadre du Plan de développement de l'établissement scolaire (PDS) qui favorise la mise en place de concepts pédagogiques innovants. Le SCRIPT contribue au suivi des projets par la mise en place d'un réseau d'échange entre les équipes pédagogiques des lycées respectifs.

ad 6) L'IFEN propose dans le domaine « Medienpädagogik - Medienerziehung » une vaste offre de formations structurée en quatre volets :

- « Compétences technologiques - Maîtrise des outils liés aux TICE » : ces formations visent la prise en main des outils technologiques et leur utilisation pédagogique et didactique ;

- « Éducation aux médias » : ces formations ciblent l'utilisation responsable des médias et le développement d'une approche critique, pertinente et civique de l'usage des médias ;

- « Utilisation des tablettes numériques » : ces formations portent depuis les premiers débuts du programme one2one sur l'utilisation pédagogique et didactique des tablettes dans les différents domaines d'apprentissage et les différentes disciplines ;

- le volet « Enseignement et apprentissage à distance » complète l'offre de formations depuis mars 2020, suite au confinement lié à la crise sanitaire.

Ces formations s'adressent aussi bien à l'enseignement fondamental qu'à l'enseignement secondaire, aux enseignants et aux agents éducatifs et psychosociaux.

Les effectifs des formations et inscriptions de ce domaine auprès de l'IFEN se présentent comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Durant les quatre années passées, les inscriptions aux formations du domaine « Medienpädagogik - Medienerziehung » comptaient pour approximativement un sixième du total des inscriptions gérées par l'IFEN. Durant cette période, plus de 12.000 inscriptions ont été enregistrées dans les formations en relation directe avec les tablettes.

ad 7) Toutes les tablettes du programme one2one sont gérées (inventaire, déploiement, sécurisation) moyennant un système de gestion des appareils mobiles performant (Mobile Device Management).

Avec le système « Jamf School », tous les appareils peuvent être facilement gérés et sécurisés. « Jamf School » met à disposition de ses utilisateurs des outils simples de gestion destinés aux services informatiques des écoles, aux enseignants et aux parents d'élèves, permettant ainsi aux élèves d'apprendre devant un écran sans se laisser distraire.

Il appartient à l'équipe one2one du lycée ou à l'enseignant de décider s'il est opportun de bloquer sur les tablettes l'accès aux réseaux sociaux ou à des sites Internet. Il ne faut cependant pas oublier qu'un des objectifs de l'éducation aux et par les médias consiste à rendre les jeunes aptes à se servir des nouvelles technologies de manière responsable et réfléchie et qu'un blocage de certaines fonctionnalités pourrait s'avérer contraire à cet objectif.

ad 13) (selon la numérotation originale de la question parlementaire)

Le tableau ci-dessous reprend les coûts des tablettes qui ont été attribuées aux lycées chaque année depuis l'entrée en vigueur du programme one2one.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 14) + 15) Le CGIE prend en charge surtout la souscription de licences en gros volumes qui sont d'un intérêt général pour toute la communauté de l'éducation nationale, dont plus particulièrement les licences des éditeurs comme Microsoft, Adobe, Micro Focus, Symantec, Untis et Jamf.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 16) Le CGIE propose sur tous ses postes de travail fixes dans les lycées le produit « Open Office » à côté de « Microsoft Office Pro Plus » au choix des utilisateurs. Le CGIE utilise surtout au niveau de son parc de serveurs de nombreux produits du domaine de l'open source.

Pour des raisons évidentes de sécurité informatique, le CGIE se voit dans l'impossibilité de dévoiler plus de détails à ce sujet. Tous les développements du CGIE sont réalisés par ses propres soins. Pourtant, la libre redistribution, respectivement l'accès libre au code source n'est pas prévu, étant donné que la plus grande majorité des développements applicatifs sont spécifiques à l'éducation nationale luxembourgeoise.

ad 17) La division « Études et développements » du CGIE implémente prioritairement des applications et plateformes qui font partie du domaine de l'informatique de gestion plutôt que du domaine de la pédagogie, à l'une ou l'autre exception près. En règle générale, les besoins de digitalisation de processus métier sont exprimés par une administration ou un service de l'éducation nationale qui est le donneur d'ordre. Les critères de développement sont déterminés par les priorités politiques telles qu'évoquées dans le programme gouvernemental.

ad 18) Conformément à ce qui est prévu par le législateur, le CGIE assure par le biais de sa division « Études et développements » l'étude, la conception, le développement et l'exploitation d'applications informatiques pour les besoins de toutes les administrations et services de l'éducation nationale, y compris le SCRIPT. Tout développement informatique se fait en étroite collaboration avec le donneur d'ordre, ceci depuis l'élaboration du cahier des charges jusqu'à la mise en production de l'outil.

ad 19) Peuvent être considérés comme projets phares lancés parmi d'autres par le CGIE, les projets suivants :

Identity & Access Management (IAM) - La gestion des identités et des droits d'accès est un maillon clé de la sécurité du CGIE. Développé depuis fin 2006 et mis en service en 2007-2008, le système de gestion d'identité et d'accès IAM permet aujourd'hui aux utilisateurs, élèves, enseignants et autres acteurs en relation avec l'enseignement, de se connecter aux ressources et applications informatiques avec un même nom d'utilisateur et un mot de passe unique. Avec « IAM4Kids », le service IAM a été étendu aux élèves de l'enseignement fondamental. Aujourd'hui, 148.000 personnes peuvent

bénéficier d'un identifiant unique rassemblant sécurité et convivialité. Depuis quelques mois, l'introduction du service « eduKey » apporte une sécurité accrue dans la connexion sur les comptes utilisateurs IAM. Autant de services et administrations possèdent de nombreuses données à caractère personnel qui ne doivent pas être divulguées au public.

Digital Classroom Lëtzebuerg (DCL) - Avec Microsoft 365, le CGIE a introduit une offre évolutive, riche et cohérente d'applications en ligne qui favorisent le renforcement des usages collaboratifs au cœur de l'innovation pédagogique. Plus de 39.000 Teams et environ 280 TB d'espace de stockage occupés dans le cloud exposent le succès de cette plateforme qui a été initiée en 2014 et qui aujourd'hui est devenue la plateforme de communication et de collaboration phare de l'éducation nationale.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

eduWiFi - Avec eduWiFi, le CGIE a lancé un programme d'action wi-fi pour tous les lycées. Les principaux objectifs de ce programme sont :

- harmoniser les équipements réseau et plus particulièrement des infrastructures wi-fi dans les lycées ;

- optimiser les processus de configuration, de sécurisation et de maintenance de ces équipements réseau ;

- garantir au lycée l'extension de son infrastructure de base à des prix préférentiels permettant ainsi un meilleur contrôle des coûts.

Aujourd'hui, plus de 2.200 bornes wi-fi sont installées dans nos lycées et nos administrations permettant aux enseignants, élèves et personnel de se connecter à Internet.

one2one - Les classes iPad au lycée - En étroite collaboration avec le SCRIPT, le CGIE a mis en œuvre un programme ambitieux d'acquisition pluriannuel de tablettes de type iPad pour satisfaire aux demandes des lycées. Aujourd'hui, plus de 25.000 tablettes sont utilisées en mode one2one dans nos lycées.

ad 20) Il est de la volonté politique de généraliser l'introduction des dispositifs mobiles de type iPad dans les établissements secondaires et d'en faire un outil de production et d'apprentissage au service de la pédagogie. Cependant, les outils et programmes pédagogiques numériques ne sauraient nullement être considérés comme moyen pour faire face à la pénurie de personnel enseignant. L'utilisation de tablettes offre de nouvelles options dans l'approche pédagogique, mais l'interaction directe et l'échange entre élèves et enseignants resteront des éléments absolument nécessaires à un apprentissage de qualité.

ad 21) + 22) En ce qui concerne l'emploi d'outils numériques à l'enseignement fondamental, il n'y a pas d'instructions à suivre par les communes. Toutefois, le MENJE encourage ces dernières à moderniser le parc informatique de leurs écoles fondamentales. Cet investissement facilitera non seulement le passage à l'enseignement à distance en situation de crise sanitaire, mais amplifiera, d'une manière plus générale, l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'enseignement fondamental.

Pourtant, les services du MENJE ne sont pas habilités à accorder des subsides ou encore à prendre à charge l'acquisition des équipements informatiques pour les écoles fondamentales, notamment en raison des dispositions de l'article 35 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental qui dispose que « toute commune est tenue de mettre à la disposition les infrastructures et équipements nécessaires pour assurer l'enseignement fondamental […] Chaque école est dotée d'une bibliothèque scolaire et assure l'accès des élèves aux technologies de l'information et de la communication ».

ad 23) Le CGIE se tient à disposition des communes pour leur fournir, en cas de besoin, son expertise, son assistance et son conseil dans le domaine des TIC. À cet effet, le CGIE a élaboré un guide du matériel informatique dans les écoles fondamentales qui peut être téléchargé à l'adresse : http://downloads.cgie.lu

Celui-ci décrit le matériel informatique recommandé pour les écoles fondamentales au Luxembourg sur base des expériences faites par le CGIE au cours des dernières années, tout en sachant que les besoins en équipements informatiques peuvent varier en fonction des concepts pédagogiques des écoles. Le guide fournit une aide non contraignante à la planification des achats et définit les équipements informatiques et multimédia utiles à l'intégration des TIC dans l'enseignement fondamental.

Toutefois, le CGIE ne dispose pas des ressources nécessaires pour accompagner les communes dans l'informatisation de leurs écoles, ni pour assurer le suivi de cette dernière. C'est pourquoi le MENJE recommande aux communes de recourir à cet effet à des prestataires et fournisseurs de services externes.

Pour sa part, le SCRIPT met à la disposition des écoles une multitude de ressources numériques sur le site www.multi-script.lu, tandis que l'IFEN propose de nombreuses formations dans le domaine des l'implémentation des TIC et de l'éducation aux et par les médias.

ad 24) Compte tenu de l'autonomie communale, il est dans l'autorité des communes d'équiper les écoles fondamentales en infrastructures. Au même titre que les bâtiments et le mobilier, les communes sont responsables de l'acquisition de matériel informatique. Il en résulte que le MENJE n'a que peu d'emprise pour garantir un déploiement égalitaire.

Par le biais du SCRIPT, toutes les écoles fondamentales peuvent profiter de nombreuses applications numériques gratuites comme p. ex. l'outil MathemaTIC ou celles mises à disposition sur www.multi-script.lu. Récemment, du matériel spécialement développé a été distribué sous forme de starter kit à chaque école fondamentale, permettant une première initiation des élèves au coding.

Question 2998 (19.10.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **trafic routier dans la « Nordstad » :**

Depuis plusieurs mois, le nombre de véhicules légers et de poids lourds traversant les localités centrales de la Nordstad, à savoir Diekirch, Erpeldange-sur-Sûre, Ettelbruck et Warken va sensiblement croissant. Il semble d'ailleurs que le grand chantier à l'entrée du quartier de la gare d'Ettelbruck provoque une nette réorientation des flux de trafic vers les quartiers urbains, certains véhicules empruntant des ruelles des localités précitées et le CR351 pour éviter la N7 réaménagée entre Diekirch et Ettelbruck.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur d'éventuels comptages sur l'ensemble du réseau routier des communes de la Nordstad ? Une étude détaillée en la matière a-t-elle été effectuée récemment ? Quels en seraient les résultats et conclusions ?

- Dans la négative, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics se propose-t-il d'analyser à fond l'ensemble des mouvements routiers sur cette partie du territoire national dans un avenir proche ?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'intensifier les contacts avec les communes concernées afin de discuter avec leurs responsables la problématique décrite ci-dessus tout en formulant des mesures efficaces permettant de décourager les mouvements pendulaires et le trafic de transit par les rues des quartiers urbains de la Nordstad ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer si des analyses relatives à la pollution atmosphérique ont été réalisées en plusieurs endroits critiques de la Nordstad ? Si tel n'était pas le cas, Monsieur le Ministre serait-il disposé à intervenir auprès de Madame la Ministre de l'Environnement pour les faire effectuer ?

Réponse (30.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Lors d'une entrevue des communes d'Ettelbruck et de Feulen en ma présence en 2018, il avait été convenu que l'Administration des ponts et chaussées (APC) fasse une étude de trafic pour l'ensemble de la région.

Cette étude, s'étalant sur le réseau étatique sur le territoire des communes de Feulen, Colmar-Berg, Schieren et Ettelbruck, a été engagée en 2019. Il est à noter que pour une telle étude de trafic régionale, un simple comptage n'est pas suffisant mais le modèle de calcul doit être calibré et des scénarios de simulation sont à élaborer en termes d'infrastructures de transports et de concepts d'exploitation des transports publics et de développement urbain et national.

En outre, un comptage local avait déjà été réalisé en 2018 pour le noyau de la ville de Diekirch, dans le cadre de l'étude « Autoaarmt, autofräit Dikrich ».

Il ressort de ces deux études que certaines routes sont fortement sollicitées (le trafic sur certains axes atteint aujourd'hui presque 30.000 passages par jour) et que la région dite « Nordstad » souffre d'un problème de hiérarchisation du réseau de mobilité. Afin de trouver des solutions adéquates pour répondre à cette problématique, il sera nécessaire de lancer une étude régionale, multimodale à long terme et cohérente avec le plan national de mobilité PNM, élaboré et adapté à la demande projetée pour l'horizon 2035.

Quant au réseau vicinal sous compétence des communes, l'APC ne dispose pas de comptages sur cette partie du réseau routier.

Actuellement le grand chantier à l'entrée de la gare d'Ettelbruck est en pleine évolution. Les travaux se rapportant au réseau routier vont cependant se terminer en printemps 2021. Il en est de même pour le chantier de construction du pont Patton. À partir de ce moment, les flux de circulation dans le quartier de la gare reprendront leur rythme normal comme avant le chantier. En effet, le chantier de mise en souterrain de la route nationale N7 se concentrera dès lors sur les terrains devant la gare ferroviaire et ne perturbera plus le trafic routier. Avec l'achèvement en 2020 des autres chantiers routiers dans les communes limitrophes, comme par exemple la priorisation du bus sur la N7 entre Erpeldange et Diekirch, la problématique évoquée appartiendra finalement au passé.

Traditionnellement, mes services entretiennent de bonnes relations avec toutes les communes et sont ouverts aux propositions des édiles communaux pour trouver ensemble les meilleures solutions possibles aux divers problèmes pouvant se poser en relation avec la circulation routière. Or, jusqu'à ce jour, aucune des communes en question n'a formulé des doléances au sujet de la problématique décrite par l'honorable Député.

En ce qui concerne le volet de la pollution atmosphérique sur le territoire de la Nordstad, il ne faut pas perdre de vue les différents objectifs du Gouvernement visant la réduction de celle-ci à travers tout le pays. Dans le contexte du programme national de la qualité de l'air, l'Administration de l'environnement (AEV) a organisé une large campagne de mesurage de la qualité de l'air ambiant en collaboration avec les communes participantes au cours des années 2018, 2019 et 2020. Des emplacements de mesure sont notamment placés sur le territoire de la Nordstad. Un dépassement de la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote (NO_2) n'a pas été observé.

Question 3040 (26.10.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **syndicats de chasse :**

A menger parlamentarescher Fro N° 2703 hat ech mech iwwert d'Juegdsyndikater informéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Op d'Fro 1.7 iwwert d'Remuneratioun vum Secrétaire-trésorier zitéiert d'Ministesch den Artikel 28 Alinea 2 vum Juegdgesetz, dat beseet, dass d'Remuneratioun vum Deel „droit spécial" bezuelt gëtt an net méi héich wéi 8 % vum Pachtpräis däerf sinn.

- Wat geschitt an deene Fäll, an deenen d'Remuneratioun vum Sekretär méi wéi 8 % vum „droit spécial" bedréit?

- Wëssend, datt d'Konten der Naturverwaltung matgedeelt ginn, huet d'Ministesch Kenntnis vun esou Fäll?

- Wéi vill Mol ass et virkomm, dass d'Remuneratioun iwwert den 8 % vum „droit spécial" louch?

2. Wéi d'Ministesch op meng drëtt Fro äntwert:

„Vu datt duerch d'Reorganisatioun vun de Lousen déi nei Juegdsyndikater näischt méi mat deenen alen ze dinn hunn, mussen déi Dokumenter net iwwerholl ginn. Eng definitiv Ofrechnung vum ale Juegdsyndikat muss bis den 31. Dezember 2021 un den Direkter vun der Naturverwaltung geschéckt ginn."

Wärend d'Bilanen an d'Rapporte vu private Societéiten um LBR musse publizéiert ginn an do „veréiwegt bleiwen", kënnen déi al Juegdsyndikater hir Dossiere souzesoen „entsuergen".

- Wär et net besser, wann d'Dossiere vun de Syndikater och géifen an elektronescher Form archivéiert a publizéiert ginn?

3. Net fir all vun den iwwert 600 Syndikater fanne sech ëmmer dräi Membres effectifs an dräi Suppleanten. Virun allem a Fäll vu Wëldschued ass dat ee Problem, wa kee Beschloss ka geholl ginn, well d'Comitésmemberen Interessekonflikter Opweises hunn.

- Wéi gi Situatioune vu Wëldschued gehandhaabt, am Fall wou verschidde Comitéë wéinst Interessekonflikter net beschlussfäeg sinn?

4. Verschidde Gemenge pachte selwer Juegdlousen a verginn dës dann u Privatpersounen, déi dann d'Juegten däerfen duerchféieren. Et ass mir zougedroe ginn, dass an enger Gemeng am Süde vum Land d'Gemeng de Juegdterrain onentgeltlech de Jeeër zur Verfügung stellt.

- Huet d'Ëmweltministesch Kenntnis vun esou Praktiken?

- Falls jo, a wéi enge Gemengen ass dëst de Fall?

5. Bis Enn Januar 2021 ginn d'Steeë vun den neie 621 Juegdlousen ofgehalen. Opgrond vun de Covid-19-Mesurë gëtt den Accès zu verschiddene Steeë just de potenzielle Pächter erlaabt, esou steet et a verschiddenen Adjudicatiounsannoncen explizitt geschriwwen. Deemno ass et fir d'Proprietairë vun Terrainen a ville Fäll onméiglech, fir d'Steeën ze suivéieren an d'Präisser souwéi d'Pächter an hirem Syndikat gewuer ze ginn. Dës Virgoensweis kontrastéiert mam Caractère public vun enger Stee.

- Huet d'Ministesch Kenntnis vun dëser Problematik?

- Ass et virgesinn, fir an dëser spezieller Situatioun de Pächter an/oder de Pachtpräis pro Lous ze publizéieren?

- Ginn all dës Detailer explizitt an eenzel pro Lous vun de Gemengen opgelëscht, am Aklang mam Artikel 13 vum Règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 déterminant la procédure et les modalités de l'adjudication publique?

6. Wëssend, dass déi „nei" Juegdsyndikater fir hir Gestioun de MyGuichet kënne benotzen an domadder déi aktuell Kadaster- a Proprietärsdonnéeën zu all Zäitpunkt zu hirer Verfügung stinn:

- Ass virgesinn, dass een „neie" Besëtzer vun enger Parzell an engem Lous automatesch kontaktéiert gëtt (z. B. per Bréif oder Mail), fir dem Syndikat seng Donnéeë matzedeelen, oder gëtt weiderhin op dem Collège des syndicats an dem Secrétaire-trésorier hir Beméiunge vertraut, wuel wëssend, dass net ëmmer deen néidegen Engagement am „Proprietaire-siche-goen" un den Dag geluecht gëtt? Falls d'Ministesch op d'Initiativ vum Juegdsyndikat setzt, wéi gëtt dësen Engagement an Zukunft kontrolléiert?

- Wéi kann een neie Proprietär sech informéieren, wie seng Kontaktpersounen an engem bestëmmte Syndikat sinn? Ass virgesinn, eng aktualiséiert Lëscht vun dësen Donnéeën ze publizéieren, eventuell um Site vun der ANF? Oder kréien d'Notairen dës Donnéeë matgedeelt, fir se un d'Acquereure vun Terrainen an engem bestëmmte Lous virunzeginn?

Réponse (01.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Wa sech ee Secrétaire-trésorier méi wéi 8 % vum Pachtpräis ausbezuelt huet, ass dat net legal. De Collège des syndics (Comité) dierf dat och net zouloossen. Bei der järlecher Approbatioun vum „compte définitif" muss de Comité dorop oppassen.

Wann dat awer duerchgaangen ass, kann all Member vum Juegdsyndikat (d. h. all Proprietaire vun enger bejobarer Fläch) beim Comité eng Verbesserung ufroen an eventuell och froen, datt de Secrétaire-trésorier déi Suen, déi hien ze vill krut, nees zeréckbezuelt. Wann dësen dat net mécht, kann hie vun de Proprietairen um ziville Plang ugesicht ginn.

Wann d'Naturverwaltung Kenntnis vun esou engem Fall kritt, gëtt de Comité dorop higewisen, an dee Fall gëtt suivéiert.

D'Konte ginn der Naturverwaltung net matgedeelt. D'Naturverwaltung kritt just de Certificat vun der Publikatioun vun de Konten. (Art. 43 Punkt 5 vum Juegdgesetz)

Et ass säit 2012 (dem Ufank vun den aktuelle Pachtverträg) eng Reklamatioun erakomm. Dëst awer eréischt esou rezent, datt d'Dokumenter nach net konnte gepréift ginn.

ad 2. Vill Syndikater sinn nach op Pabeier geréiert ginn. D'Ofrechnunge gi versuergt. Eng digital Copie dovu wier ressourcenintensiv a bréngt kee Surplus. Wat aner Dokumenter ugeet, ass Kontakt mat den Nationalarchiven opgeholl ginn, fir eventuell eng Prozedur opzestellen.

ad 3. Am Fall vu Wëldschued geet et duer, wann zwee Membere vum Comité ënnerschreiwen. Bis elo ass dat nach ëmmer méiglech gewiescht.

No de Generalversammlungen, déi dëst Joer woren, kann zréckbehale ginn, datt et bei quasi alle Juegdsyndikaten ee Comité gëtt. Ronn eng Dose Lousen hu kee Comité. Dobäi kann ee preziséieren, datt déi Lousen, déi kee Comité hunn, Louse sinn, déi just ee Proprietaire hunn (Minett) oder déi net bejobar sinn (Findel, Stad Lëtzebuerg ...).

ad 4. Nee. De genannten Zenario ass och net verbueden. D'Gemeng decidéiert selwer, wéi se hiert Lous geréiert.

ad 5. Jo. Effektiv haten a verschiddene Fäll déi potenziell Piechter „Virrecht", fir an de Sall ze goen. Wann dann, am Respekt vun de Covid-19-Mesuren, nach Plaz am Sall war, konnten och nach aner Leit erakommen. D'Steeë gi jo vun deene Leit duerchgefouert (Comité), déi vun all de Proprietairë vu bejobare Fläche vun engem Lous dofir gewielt goufen.

D'Approbatioun vun dem Minister fir Ëmwelt gëtt publizéiert. D'Proprietairë kréien an Zukunft iwwer MyGuichet d'Informatioun, wéi vill si fir hir Terrainen u Pachtgeld zegutt hunn. Natierlech huet all Proprietaire d'Recht, dee Kontrakt beim Comité anzegesinn, dee seng Terrainen concernéiert.

Nee. Dem hei genannte Reglement no gëtt d'Approbatioun vum Kontrakt an de Raider vun de Gemenge publizéiert, hei den Text vum Reglement: « Dès réception de l'approbation du ministre, le collège des syndics fait procéder pendant une période de quinze jours à l'affichage de ladite décision tel que prévu à l'article 36 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse. »

ad 6. De Secrétaire-trésorier kritt iwwer MyGuichet all Joer de Rôle (also d'Lëscht vun de Proprietairen aus dem Lous, mat der jeeweileger Fläch vun der bejobarer Proprietéit) zur Verfügung gestallt.

Am MyGuichet kritt de Proprietaire (baséirend op d'Donnéeë vum Kadaster) ugewisen, a wéi enge Juegdlouse seng Proprietéite leien. Hei kann een och de Juegdsyndikater seng Kontosnummer iwwermëttelen. De Proprietaire kann och am Kadasterdeel vu MyGuichet seng ganz Proprietéite kucken. Dëst soll een natierlech iwwerpréiwen a bei Feeler och verbessere loossen.

Dëst misst also derzou féieren, datt d'Lëscht korrekt an à jour ass, an datt d'Kontosnummere gréisstendeels richteg sinn.

Et ass net um Juegdsyndikat, dem Proprietaire „nozelafen", mee um Proprietaire sech beim Syndikat ze mellen. Dëst ass elo iwwert d'Prozedur am MyGuichet esou einfach wéi nach ni. Wann duerch Reklamatiounen opfält, datt an engem Lous net reegelméisseg ausbezuelt géif ginn, gëtt mam Syndikat Kontakt opgeholl.

De Proprietaire kritt op MyGuichet de Kontakt vum Secretaire-trésorier vun deem Lous, wou hie bejobar Proprietéiten huet, ugewisen. Dës Kontakter ginn aus Dateschutzgrënn net ënner Lëschteform publizéiert.

Wéi schonn hei driwwer beschriwwen, kritt de Secrétaire-trésorier de Rôle virum Ausbezuelen zur Verfügung gestallt, mat den Donnéeën, wéi se dee Moment am Kadaster respektiv der Publicité foncière agedroe sinn.

Question 3045 (26.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **code vestimentaire dans les écoles :**

A menger Fro N° 2864 vum 21. September hat ech beim Här an der Madamm Minister nogefrot, wéi et hei am Land mat Dresscoden an de Lycéeën ausgesäit. Ënner anerem wollt ech wëssen, wéi vill Schoulen am Land ee Code vestimentaire fixéiert hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Gläichheet dës Froe stellen:

1. Huet de Ministère Kenntnis doriwwer, wéi vill Schoulen een Dresscode hunn?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 2864 hunn d'Ministeren, ënner anerem, geschriwwen:

D'Rechter an d'Flichten aus dem Code de vie bezéien sech ausdrécklech a gläichermoossen op béid Geschlechter.

No menger Fro hu verschidde lëtzebuergesch Medie beim Direkter vum Lycée nogefrot a Follgendes gemellt:

Besonnesch fir jonk Meedercher wier dëst villäicht heiansdo néideg, well si sech villäicht net bewosst wieren, wéi verschidden Tenuë vun anere Leit opgeholl géifen. Ausserdeem, esou den Direkter, wiere mam „Netweise vun der Ënnerwäsch" nach méi d'Jonge gemengt, bei deenen d'Boxe méi wéi nëmmen e bësse Vue op de Kalzong géifen zouloossen.

Deelt d'Regierung an dësem Sënn d'Opfaassung vum Direkter vum Dikrecher Lycée, wouno verschidden Deeler vum Code vestimentaire, wéi zum Beispill d'Netweise vun der Ënnerwäsch, dann dach awer méi ee Geschlecht viséieren ewéi een anert?

Réponse commune (01.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Esou wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2864 beschriwwen, entscheeden d'Lycéeën autonom, wéi eng Reegelen se sech fir d'Zesummeliewe vun der Schoulcommunautéit ginn. Den Educatiounsministère féiert an deem Sënn net Buch doriwwer, wéi eng Schoulen een „Dresscode" hunn a wéi eng net.

Dobäi ass ze betounen, datt de Passage iwwert déi vestimentär Reegelen am Lycée classique de Diekirch (LCD) nëmmen een Deel vum Code de vie ass. Dëse stellt engersäits eng Rei vu Reegelen op an anerersäits d'Rechter an d'Flichte vun de Membere vun der Schoulgemeinschaft. E gouf vum Conseil d'éducation als representative Gremium vun der Schoulgemeinschaft ugeholl.

De Passage, deen d'Kleeder am Code vum Lycée classique de Diekirch betrëfft, ass ausdrécklech neutral gehalen a viséiert kee spezifescht Geschlecht.

Question 3046 (26.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **systèmes photovoltaïques dans les zones vertes :**

An engem offizielle Communiqué vum Energieministère gouf rezent doriwwer informéiert, datt déi geplangten Ëmännerunge fir d'Aspeistariffer fir Fotovoltaik a Kraaft getruede sinn. Domadder kënnen och Privatleit Anlage vun 30 bis 200 Kilowatt bedreiwen, ouni mussen duerch Ausschreiwung oder eng Societéit ze fueren. Laut den Äusserunge vum Energieminister sollen doduerch besonnesch landwirtschaftlech Betriber mat hire groussen Daachflächen heivunner viséiert ginn.

Landwirtschaftlech Betriber befannen sech awer hautzudaags meeschtens mat hire Wirtschaftsgebaier an der Gréngzon, wou bei enger Implantatioun vu Fotovoltaiksinstallatiounen eng Naturschutzgeneemegung noutwenneg ass. Well net all d'Diecher eng ideal Südausriichtung zur Sonn hunn, ass et oft och ubruecht, d'Panneaue liicht opzestänneren. Laut eisen Informatioune verlaangt den Ëmweltministère an de jeeweilegen Autorisatiounen allerdéngs, datt d'Panneaue misste platt op den Daach leie kommen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi eng Critèrë berécksiichtegt den Ëmweltministère bei der Autorisatioun vun esou enge Geneemegungen?

- Stëmmt et, datt den Ëmweltministère esou eng Geneemegunge koppelt un d'Konditioun, datt d'Panneauen ëmmer musse platt op den Daach leie kommen?

- Wa jo, kann d'Regierung erklären, firwat dëst esou virgeschriwwe gëtt, wuel wëssend, datt ënnert deene Konditiounen de Rendement an domadder d'Produktioun vu gréngem Stroum negativ beaflosst gëtt?

Réponse commune (30.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Wéi déi zwee honorabel Deputéiert an hirer Introduktioun schreiwen, leie ganz vill landwirtschaftlech Gebaier oder ganz landwirtschaftlech Betriber an der Gréngzon an ënnerleien domat de Bestëmmunge vum Naturschutzgesetz.

Bei der Planung an der Geneemegung vun neien Aussiedlerhäff a vun neie landwirtschaftleche Wirtschaftsgebaier soll vu vir eran opgepasst ginn, datt dës naturfriem Konstruktiounen esou mann wéi méiglech an der Landschaft stéieren. Wat e Gebai méi grouss oder d'Plaz vun der Konstruktioun siichtlech méi exposéiert ass, ëmsou méi fält dat betreffend Gebai op a kann de Betruechter stéieren.

De Schutz vun der Landschaft ass eent vun den Ziler, déi am Artikel 1 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 definéiert sinn.

Am Kader vun der Geneemegungsprozedur ginn dofir Bedingunge gesat betreffend d'Gréisst, d'Form, d'Héicht an d'Baumaterialien. Zudeem ginn och standortspezifesch Beplanzunge virgeschriwwen, fir datt sech déi Gebaier mat der Zäit besser sollen an d'Landschaftsbild integréieren.

Besonnesch Diech kënnen ee grousse visuellen Impakt hunn. Sinn se ze héich, ze grouss, ze onroueg duerch Fënsteren, Gauben oder Änlechem, ze grell oder ze blénkeg, esou verléiert e groussen Deel vun der Landschaft hire Reiz.

Wat heescht dat elo fir d'Installatioun vu Fotovoltaikpanneauen (PV) op Gebaier an der Gréngzon?

Prinzipiell gi PV-Panneauen autoriséiert, soufern sech duerch d'Installatioun d'Daachform net ännert, d'Panneauen an däischtere Faarftéin sinn an net blénken.

Eng Installatioun vu Solarpanneauen op Stänneren op den Diecher vu Gebaier an der Gréngzon ännert de visuelle Charakter vun dëse Gebaier a féiert an der Reegel zu engem gréisseren Impakt, dee konträr ass zum Zil vum Naturschutzgesetz.

Solarenergie leescht ee wichtege Bäitrag, fir den nationalen Energiekonsum duerch erneierbar Energiequellen ze decken. Bei der Planung vun neie Gebaier soll dës Méiglechkeet vun Ufank un am Sënn vun enger optimaler Notzung vun enger PV-Anlag an d'Konzeptioun mat afléissen, souwuel an der Gréngzon wéi och an de Bauzonen. Bei bestoende landwirtschaftleche Gebaier an der Gréngzon geet et drëms, déi gutt sonnenexposéiert Diech ze identifizéieren. De Solarkataster, dee vun der ëffentlecher Hand entwéckelt gouf, kann dobäi eng sënnvoll Hëllefstellung bidden.

Question 3049 (27.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **démarchage :**

Heiansdo kënnt et vir, datt eng friem Persoun bei engem un der Dier schellt oder een ee Flyer vun enger Firma an der Bréifkëscht fënnt, mat der Offer, Aarbechten um Haus fir een attraktive Präis duerchzeféieren. Verschidde potenziell Clientë sinn dann net ofgeneigt, hiert Haus zu engem gudde Präis ze renovéieren an d'Firma ze engagéieren. Allerdéngs kann de Client op Basis vum Flyer oder dem éischte Gespréich net ëmmer wëssen, ob dës Firma an hir Aarbechter regulär zu Lëtzebuerg ugemellt sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wou kënne Privatpersounen nofroen, ob eng auslännesch Firma, déi se engagéiere wëllen, beim Wirtschaftsministère ugemellt ass?

Wou kënne privat Persounen nofroen, ob eventuell detachéiert Aarbechter vun dëser Firma bei der ITM ugemellt sinn?

2. Am Luxembourg Business Register kann een sech iwwert Betriber informéieren, déi ee Sëtz zu Lëtzebuerg hunn. Wéi ass et awer mat Firmen, déi just fir eenzel Opträg am Land sinn? Wou steet ee par rapport zu den Independanten?

Wéi steet den Här Minister zu enger deementspriechender Erweiderung vum LBR?

3. D'lëtzebuergescht Gesetz gesäit vir, dass Persounen, déi Affer vu Pratiques commerciales trompeuses goufen, sech bei der UCL, der CEC oder der Police kënne mellen. An dësem Fall gëtt eng Procédure de référé lancéiert.

A Frankräich kënnen d'Leit sech um Site vun der Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes mellen, wou se online Dokumenter kënnen eroplueden, déi da vun enger Kontaktpersoun gepréift ginn. Dës Kontaktpersoun kann direkt d'Police oder d'Douane op d'Plaz schécken. Ausserdeem kann de Kontakt dann tranchéieren, sief et no der Analys vun de geliwwerten Dokumenter, respektiv baséiert op der Kontroll sur place vun den Agenten, ob se d'Prozedur iwwert de Referé lancéiert. Dës Prozedur ass hëllefräich, am Fall wou d'privat Persoun sech net sécher ass, ob eng Pratique commerciale trompeuse virläit.

Wéi steet den Här Minister zu esou enger Prozedur?

4. Laut dem Art. L. 222-8 vum Code de la consommation:

« (1) Tout contrat conclu en dehors d'un établissement commercial suite à un démarchage, ou à une sollicitation de commandes lors d'une visite ou suite à une visite (non autorisée) par ou pour un professionnel au domicile d'un consommateur ayant manifesté son refus d'être démarché ou sollicité en apposant un autocollant, une vignette ou toute autre indication ad hoc sur la porte d'entrée de sa maison, de son appartement ou de l'entrée principale de l'immeuble dans lequel est sis son appartement ou ayant adhéré à une liste de consommateurs refusant tout démarchage ou sollicitation de commandes est nul de plein droit. Cette nullité ne peut toutefois être invoquée que par le consommateur. »

Ëm wéi eng Lëschten handelt et sech an dësem Fall?

Wéi kann eng Persoun sech op esou enger Lëscht androe lossen?

Hu Betriber Accès op dës Lëschte, fir kënnen ze iwwerpréiwen, ob si d'Recht hunn, eng Visite maachen ze goen?

Réponse commune (27.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Wann auslännesch Handwierks- oder Industriefirmen hir Servicer zu Lëtzebuerg wëllen ubidden, mussen si eng Notifikatioun un d'Generaldirektioun fir Mëttelstand schécken. Duerno kréien si een Zertifikat ausgestallt, mat enger Gültegkeet vun engem Joer. Op Guichet.lu ka jiddereen nosichen, wéi eng Betriber am Besëtz vun esou engem Zertifikat sinn a gesinn, wéi laang den Zertifikat nach gülteg ass. Des Weidere kann de Client dësen Zertifikat bei där Firma ufroen, déi en engagéiert huet.

ad 2. Firmen, déi just fir eenzel Opträg am Land sinn, ginn net am Handelsregëster gefouert. Et gëtt awer d'Méiglechkeet, Informatiounen iwwer europäesch Betriber ze fannen duerch de „Portail e-Justice: Trouver une entreprise" oder an dem European Business Register (EBR), dee vun der European Business Registry Association gefouert gëtt a vun där de Luxembourg Business Registers (LBR) och Member ass. De Portail e-Justice souwuel wéi den EBR sinn iwwert den Internetsite vum LBR[1] accessibel.

Et géif deemno kee Sënn maachen, an dat wier iwweregens méiglecherweis contraire zu EU-Dispositiounen, eng Obligatioun, sech am Handelsregëster anzedroe fir Firmen, déi just fir eenzel Opträg am Land sinn, anzeféieren.

Independantë ginn net am Handelsregëster gefouert an et ass net virgesinn, fir eng Flicht an dem Sënn anzeféieren. De Ministère de la Justice schafft awer momentan aktiv un engem Projet de registre des entreprises, wou Basisinformatiounen (Numm, Identifiant, Adress, Type d'entreprise) ze fanne wären.

ad 3. D'Regierung ass frou, dass d'Leit, déi sech duerch esou onéierlech Aktioune geschiedegt spieren, bei verschiddenen Acteure kënne mellen, fir déi Praktik ze denoncéieren an awer och fir gehollef ze kréien. Och de Konsumenteschutzministère kann niewent deenen opgefouerte Strukturen aktiv ginn, wann e mat esou engem Dossier befaasst gëtt, andeems en entweeder eng sougenannten „action en cessation" viru Geriicht aleet, well déi kollektiv Interêts vun de Verbraucher net respektéiert goufen, oder awer de Parquet saiséiert.

ad 4. Wéi den Avant-projet de loi 2012 preparéiert gouf, iwwert deen den Art. L. 222-8 an de Code de la consommation ageféiert ginn ass, goufen et Iwwerleeungen, wéi een d'Vente de porte en porte am Interêt vun de Bierger beschtméiglech kéint encadréieren. Deemno sollte verschidden Iddien, déi ee sougenannten „Opt-out", also ee Refus, fir doheem demarcheiert ze ginn, opgefouert ginn. Duerfir gouf engersäits d'Méiglechkeet vun engem visuellen Affichage wéi zum Beispill den Autocollant, deen de Wirtschaftsministère deemools de Leit gratis zur Verfügung gestallt huet, virgesinn. Anersäits ass op d'Optioun vun enger sougenannter „Robinson-Lëscht", déi zum Deel am Ausland existéiert, verwise ginn a wou d'Leit sech androe fir ze dokumentéieren, dass se kee Colportage un hirer Hausdier wëllen. Esou eng Lëscht gëtt normalerweis net vun de staatlechen Autoritéite gefouert, mee entsprécht enger Initiativ zum Beispill vun Associatiounen am Beräich Konsumenteschutz. Well keng esou Demarche vun den entspriechenden Acteuren initiéiert gouf, existéiert keng esou Lëscht zu Lëtzebuerg.

Question 3051 (27.10.2020) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant la **ratification de certains instruments en matière de droits de l'homme :**

En 2018, le Gouvernement luxembourgeois, conscient de ses engagements internationaux pour les droits humains, s'est engagé à mettre en œuvre les principes de protection et de mise en œuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales au sein des entreprises et a adopté le 22 juin 2018 un premier Plan d'action national (PAN 1) pour la période de 2018 à 2019, suivi du PAN 2 pour la période 2020-2022.

Or, selon l'étude « Mapping the business and human rights landscape in Luxembourg » de l'Université du Luxembourg, qui analyse et identifie des lacunes dans la législation et la politique concernant les entreprises et les droits de l'homme, le Luxembourg n'a pas signé un certain nombre d'instruments internationaux et régionaux en matière de droits de l'homme.

Il s'agit en l'occurrence de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, de 32 conventions ou protocoles de l'Organisation internationale du travail (des démarches législatives afin d'approuver quatre de ces conventions sont en cours) et le Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives.

En outre, le Luxembourg a signé sans ratifier les conventions ou protocoles suivants : la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (2007), la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (1995), la Convention européenne sur la reconnaissance académique des qualifications universitaires (1959), la Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant (1977), le Protocole additionnel à la Charte sociale européenne (1988), le Protocole portant amendement à la Charte sociale européenne (1991), la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants (1996) et la Charte sociale européenne révisée (1996).

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

[1] www.lbr.lu/mjrcs

1) Pour quelles raisons le Luxembourg n'a-t-il pas signé les conventions et protocoles mentionnés ci-dessus ? Est-il envisagé de les signer ?

2) Concernant les textes signés mais non pas ratifiés, dans quels délais Messieurs les Ministres estiment-ils que ceux-ci pourront être ratifiés ?

Réponse commune (27.11.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) S'agissant de la Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille de 1990, il faut signaler qu'il existe une position concertée de la part de l'Union européenne pour ne pas la signer, ni la ratifier.

En effet, certaines dispositions concernant les droits des travailleurs et de leur famille relèvent de la compétence de l'UE et les États membres ne souhaitent donc pas adhérer unilatéralement à la convention. L'Union européenne est compétente pour arrêter des mesures d'immigration et de protection des droits des ressortissants de pays tiers, ainsi que les conditions de séjour.

La Convention ne crée pas de droits que les migrants ne possèdent pas déjà en vertu du droit luxembourgeois ou européen, qu'ils soient en situation régulière ou irrégulière au Luxembourg. L'Union européenne et ses États membres disposent d'un arsenal juridique important pour protéger les droits des migrants.

Au Luxembourg, les droits fondamentaux des migrants, quel que soit leur statut, sont protégés par le droit national et par le droit européen, ainsi que par les autres traités internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Luxembourg.

En ce qui concerne les conventions de l'Organisation internationale du travail, il y a lieu de noter qu'à ce jour le Luxembourg a ratifié 101 conventions et 3 protocoles (dont 69 sont encore en vigueur), dont les huit conventions fondamentales, C29 sur le travail forcé, C87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, C98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, C100 sur l'égalité de rémunération, C105 sur l'abolition du travail forcé, C111 concernant la discrimination, C138 sur l'âge minimum et C182 sur les pires formes de travail des enfants et deux des quatre conventions de gouvernance, C81 sur l'Inspection du travail et C129 sur l'Inspection du travail dans l'agriculture, ainsi que la Convention du travail maritime.

Le reste des conventions ratifiées sont des conventions techniques.

Afin de poser un acte dans le cadre du 100e anniversaire de l'OIT, il a été décidé d'engager la procédure de ratification des deux conventions de gouvernance qui n'avaient pas encore été ratifiées par le Luxembourg, à savoir : la Convention C122 sur la politique de l'emploi et la Convention C144 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail.

Ainsi la ratification des conventions fondamentales et des conventions de gouvernance serait à 100 % complète.

Par ailleurs, et étant donné que la Déclaration du Centenaire a élevé le domaine de la sécurité et de la santé au travail au niveau des sujets fondamentaux, la procédure de ratification de la Convention C187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail a également été engagée.

Il en est de même du Protocole 29 relatif à la Convention sur le travail forcé.

Les projets de loi visant l'approbation de ces trois conventions et du protocole ont entre-temps été avisés par le Conseil d'État, évacués par la Commission parlementaire compétente et seront très prochainement adoptés par la Chambre des Députés.

En ce qui concerne les conventions non encore ratifiées, il y a lieu de noter qu'une majorité de celles-ci ont un caractère vétuste et leur approbation et ratification n'apporterait plus aucune valeur ajoutée.

Il n'en est pas ainsi pour les conventions C189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques et C190 sur la violence et le harcèlement.

Alors que pour cette dernière l'approbation peut être envisagée au plus tôt en parallèle avec un futur projet de loi sur le harcèlement, l'approbation de la C189 nécessite un projet de loi par lequel le temps de travail du personnel domestique doit être expressément réglementé.

En effet, l'approbation de ces deux conventions nécessite des modifications légales préalables afin de rendre notre dispositif légal conforme aux dispositions y prévues.

En ce qui concerne le Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives, de plus amples informations sont fournies sur la Charte sociale européenne révisée et d'autres instruments du Conseil de l'Europe ci-dessous. Dans le cas précis du présent Protocole additionnel, une adhésion au système de réclamations collectives n'est pas recommandable, celui-ci étant très critiqué par les 15 États qui en font partie. Ce système serait trop contraignant, ouvert aux abus fréquents et ses recommandations seraient excessives.

ad 2) La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées de 2007 est l'un des neuf principaux instruments des droits de l'homme du système des Nations Unies. L'instrument de ratification pour cette convention a été soumis à la Chambre des Députés le 23 octobre 2018 par le projet de loi 7374. Le 26 juin 2019, le Conseil d'État a rendu son avis. À présent, c'est la Commission de la Justice qui a été identifiée pour suivre le dossier au sein de la Chambre des Députés.

Parmi les conventions qui tombent sous l'égide du Conseil de l'Europe, il y a lieu de noter que le Luxembourg a ratifié tous les instruments principaux, comme la majorité des États membres de l'organisation strasbourgeoise.

Concernant la Convention européenne sur la reconnaissance académique des qualifications universitaires de 1959, il s'agit d'une convention désuète : elle a été remplacée par la Convention de Lisbonne qui a été signée et ratifiée par le Luxembourg.

Pour ce qui est de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales de 1995, celle-ci ne saurait s'appliquer au Luxembourg, le Grand-Duché n'ayant pas des personnes installées depuis de nombreuses générations sur son territoire, qui ont la nationalité luxembourgeoise et qui ont conservé des caractéristiques distinctes du point de vue ethnique et linguistique. En signant la Convention-cadre le 20 juillet 1995, le Luxembourg a souhaité marquer sa solidarité et son engagement politique par rapport aux valeurs fondamentales, droits et libertés ancrés dans le texte. À la même occasion, une lettre fut remise au Secrétaire général constatant qu'il n'existe pas de « minorités nationales » sur le territoire luxembourgeois. La société luxembourgeoise actuelle se compose de presque 48 % de résidents non luxembourgeois répartis sur quelque 150 nationalités. En vertu du principe constitutionnel d'égalité, l'approche luxembourgeoise consiste à intégrer toute personne qui veut s'établir légalement dans le pays sans singulariser un groupe de personnes en raison de son origine ethnique. L'art. 6 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel interdit la collecte de données ethniques. En conclusion, et en vertu de la politique d'intégration du Luxembourg, une ratification de la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe n'est donc pas à l'ordre du jour.

Concernant les conventions relevant du domaine social, celles-ci ne sont pas toutes considérées comme faisant partie du noyau dur de l'organisation. La législation de l'UE dépasse de manière générale les outils de « soft law » du Conseil de l'Europe en la matière, notamment celle du statut juridique du travailleur migrant (1977).

La Charte révisée de 1996 réunit en un seul instrument les droits garantis par la Charte de 1961 (ratifiée par le Luxembourg en 1991) et son Protocole additionnel de 1988, signé mais non ratifié par le Luxembourg, ainsi que les nouveaux droits et amendements adoptés par les Parties ; elle revêt une certaine importance, ayant été ratifiée par 33 des 47 États membres, et se substitue progressivement au traité initial de 1961. En date du 9 novembre 2012, le Conseil de Gouvernement a décidé, suite à des consultations au sein d'un groupe de travail interministériel dédié, de ne pas procéder à la ratification de la Charte sociale révisée car celle-ci ne prend pas en compte les spécificités du Luxembourg et notamment la question des frontaliers. Il faut toutefois rappeler que la Charte révisée, tout comme la Charte sociale de 1961, contient de nombreuses dispositions qui ne doivent pas obligatoirement toutes être acceptées par l'État signataire. Ici encore il y a lieu de noter que la législation de l'UE est plus contraignante que celle du Conseil de l'Europe.

Concernant le Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives, celui-ci n'a été ratifié que par 13 des 47 États membres du Conseil de l'Europe. Il est par ailleurs très critiqué par ces derniers car les abus sont fréquents et les recommandations ne sont quasi pas mises en œuvre parmi ceux qui l'ont ratifié.

Pour ce qui est de la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants (1996), seuls 20 États membres du Conseil de l'Europe l'ont ratifiée à ce jour. Compte tenu de l'évolution en matière de la législation concernant la prise en considération des droits de l'enfant dans le cadre du droit civil (notamment concernant les affaires familiales) et dans la perspective de la réforme en matière de protection de la jeunesse, il semble opportun d'étudier l'opportunité de ratifier ladite convention. Le Ministère de la Justice procédera à une analyse de fond concernant l'application de ladite Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants (1996), et ce en perspective d'une possible ratification de la convention.

Question 3053 (27.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **changement du fournisseur d'électricité :**

An sengem rezent veröffentlechte Rapport fir 2019 huet den ILR festgehalen, dass de Konsument vu Stroum nach net voll ëmfänglech vun enger Rei Changementer profitéiert, déi an deene leschte Jore geholl goufen. Esou läit den Taux de changement de fournisseur d'électricité bei den Haushälter zu Lëtzebuerg bei nëmmen 0,1 %, am Géigesaz zum europäeschen Ausland, wou dëse bei 7,4 % läit.

Weider ass et säit dem 1. Januar duerch d'Suppressioun vu Gebühren a Redevancen ekonomesch méi interessant fir de Verbraucher, seng selwer produzéierten Energie (zum Beispill vu Solarzellen) och selwer ze konsomméieren, anstatt se an d'Stroumnetz anzespeisen. Trotzdeem notzt am Duerchschnëtt nëmmen ee vun 800 Stroumproduzenten dës Méiglechkeet. Dobäi ass festzehalen, dass d'Produktioun an d'Consommatioun vu lokaler Energie en zentraalt Argument vun der Rifkin-Strategie ass.

D'Majoritéit vun den Haushälter huet mëttlerweil intelligent Compteuren, déi et de Consommateure sollten erlaben, sech iwwert hir Stroumconsommatioun ze informéieren an dës doduerch och besser ze kontrolléieren. Am Rapport gëtt awer festgehalen, dass d'Kommunikatioun vun de reellen Date vum Gestionnaire vum Reseau bis bei de Fournisseur nach oft net klappt. Engersäits ass et därzäit fir d'Consommateuren net nëmmen extreem ëmständlech, fir hir reell Consommatioun kënnen ze analyséieren (och doduerch bedéngt, dass et nach keen Dispositif „plug and play" um Marché ze kafe gëtt, mat wellechem de Verbraucher seng Consommatioun lokal kéint ofliesen). Anerersäits kënnen d'Fournisseuren och keng méi flexibel an dynamesch Offere fir de Moment ubidden.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Vu dass d'Konsumenten normalerweis vu méi lukrative Konditioune bei engem Stroumwiessel profitéieren, géife mir gäre wëssen, ob d'Regierung gedenkt, eppes ze ënnerhuelen, fir d'Leit ze incitéieren, d'Stroumpräisser aktiv ze vergläichen, zum Beispill mat dem Tool calculix.lu?

2. Wa jo, wéi eng Mesurë wëllt den Energieminister lancéieren?

3. Gedenkt d'Regierung, Mesuren ze ënnerhuelen, fir d'Leit op d'Méiglechkeet opmierksam ze maachen, bezéiungsweis se souguer nach méi staark ze incitéieren, fir de selwer produzéierte Stroum och tatsächlech selwer ze verbrauchen?

4. Wa jo, wéi eng Mesurë si geplangt?

5. Ass sech de Minister der Problematik vun der feelender Kommunikatioun tëschent de Gestionnairë vum Stroumreseau an de Fournisseure bezüglech den intelligente Compteure bewosst?

6. Wa jo, wat gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir d'Kommunikatioun ze verbesseren an nei Servicer op Basis vun den intelligente Compteuren ze förderen?

Réponse (27.11.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'Elementer vun dëser Reponse berouen op Informatioune vum Institut luxembourgeois de régulation, dee laut Gesetz autonom géintiwwer der Regierung ass. Et läit an de wichtege Kompetenze vum ILR, fir de Consommateur objektiv iwwert d'Stroumpräisser ze informéieren.

ad 1. + 2. D'Stroumgesetz gëtt dem Institut luxembourgeois de régulation (ILR) d'Missioun, autonom an onofhängeg vun der Regierung iwwert d'Stroumpräisser ze informéieren an derfir ze suergen, dass d'Clientë vun engem gutt funktionéierende Marché profitéieren. Als eng vu sengen Initiative stellt den ILR säit dem Joer 2013 den Online-Outil „Calculix" um Internetsite www.calculix.lu all den Haushaltsclientë gratis zur Verfügung, fir hinnen et ze erméiglechen, Stroum- a Gaspräisser vun den zu Lëtzebuerg aktiven Energiefournisseuren neutral an onofhängeg ze vergläichen.

De Konsument kann sech hei séier an onkomplizéiert en Iwwerbléck iwwer all déi aktuell Offeren an all verfügbar Produite verschafen, andeems hien seng Postleitzuel a säin duerchschnëttlechen Energieverbrauch (Stroum oder Gas) agëtt. Nieft de järleche Käschten a Verbindung mat de verschiddene Produiten, kann een sech och nach de Produiten hir Zesummesetzung wat Energiequellen ugeet, den Ëmweltimpakt an nach kontraktuell Konditiounen an eventuell Reduktiounen ukucken.

Iwweregens huet den ILR ganz rezent de Calculix-Tool nach weider verbessert an et ass elo méiglech, fir Produite mat fixen an och mat flexibele Präisser ze sichen oder no Remisen oder Produiten aus erneierbaren Energien ze filteren. En plus ass de Calculix ënnert der neier Rubrik „Calculix Business" elo och fir kleng a mëttelgrouss Betriber zougänglech.

Den ILR mécht en plus reegelméisseg Informatiounscampagnen an der Ëffentlechkeet, fir dësen Outil bekannt ze maachen a, fir d'Leit drun ze erënneren, dass et haut ganz einfach ass, fir säin Energiefournisseur ze wiesselen. Esou eng Campagne iwwert déi lokal Medien ass och aktuell am Kader vum Update vu Calculix amgaangen.

De Ministère begréisst dës Initiativ vum ILR. Et hënnert haut de Konsument näischt drun, fir d'Konkurrenz spillen ze loossen.

ad 3. + 4. D'Regierung huet e Projet de loi (N° 7266) deposéiert, fir d'Autoconsommatioun an d'Deele vu Stroum weesentlech méi attraktiv ze maachen a fir d'Leit explizitt ze incitéieren, selwer produzéierte Stroum och tatsächlech selwer ze verbrauchen. Et ass geplangt, eng Kommunikatiounscampagne an Zesummenaarbecht mat myenergy ze lancéieren, esoubal dëst Gesetz gestëmmt ass.

ad 5. + 6. Esou wéi och schonn an der Question parlementaire N° 3017 erkläert, mussen eng Rei Bedingungen erfëllt sinn, fir dass Zerwisser, déi mat den intelligente Compteure méiglech sinn, dem Endclient zur Verfügung kënne gestallt ginn:

- de Client huet en intelligente Compteur bei sech installéiert kritt;

- de Compteur kommunizéiert mat dem zentralen Datesystem vu Luxmetering a steet den Netzbedreiwer zur Verfügung;

- Donnéeën op Véierelstonnebasis vum Compteur goufen op hir Zouverlässegkeet iwwerpréift an de Compteur gëtt aktivéiert, esou dass dem Client säi Fournisseur Zougréff op d'Donnéeë kritt.

Aktuell si laut Netzbedreiwer ronn 95 % vun den Haushälter mat engem intelligente Stroumzieler ekipéiert a vun dësen Zieler kommunizéieren ongeféier 94 % hir Date bis bei d'Netzbedreiwer. Dëst Joer gouf a méi groussem Ëmfang mat der Aktivatioun vun de Stroumzieler ugefaangen, soudass déi éischt Clienten och Zougréff op hir Verbrauchsdonnéeën iwwert hire Fournisseur kënne kréien an och vun den ugebuedenen Zerwisser kënne profitéieren. Zil ass et, fir Enn 2020 zirka 40.000 bis 50.000 Compteuren aktivéiert ze hunn, soudass Mëtt 2021 all installéiert Compteuren och ganz funktionell kënne sinn. Ab Mëtt 2021 wäerte Fournisseuren dann och méi Zerwisser op Basis vun den intelligenten Zieler hir Fäegkeeten ubidden, esou wéi zum Beispill fir d'Deele vu Solarenergie am Kader vun der Autoconsommatioun an engem Appartementshaus oder innerhalb vun enger erneierbarer Energiekommunitéit, esou wéi se ab 2021 laut Stroumgesetz vum 1. August 2007 wäerte méiglech sinn.

Question 3063 (29.10.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**histoire de la justice :**

En 2018, une convention a été signée entre le Ministère de la Justice et le Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C²DH). Elle a pour objet, en étroite collaboration avec les Archives nationales, d'étudier scientifiquement l'histoire de la justice au Grand-Duché de Luxembourg, ceci à partir de 1815 jusqu'à nos jours.

Cette étude sera réalisée de 2018 à 2021. Il est prévu d'organiser une exposition virtuelle et de rédiger des articles scientifiques ainsi que de disposer de matériel didactique. L'université participera également à la mise en œuvre d'une exposition physique.

- Dès lors, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Justice quel est l'état d'avancement de ce projet hautement intéressant concernant les travaux d'inventaire, les rapports intermédiaires ainsi que les premières conclusions, les articles scientifiques publiés, les thèmes définissant l'exposition prévue. Un débat au sein de la Chambre des Députés est-il également envisagé comme faisant partie de la dissémination de ce projet de recherche ?

Réponse (30.11.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

La convention, dont fait état l'honorable Député, a été signée entre l'Université du Luxembourg (Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History/C²DH) et l'État du Grand-Duché de Luxembourg représenté par le Ministre de la Justice, l'administration judiciaire représentée par le procureur général d'État, la Cour supérieure de justice représentée par son président, les juridictions administratives représentées par le président de la Cour administrative et les Archives nationales de Luxembourg représentées par sa directrice.

Dans le cadre de cette convention, le C²DH réalise, de 2018 à 2021, une étude dans une double perspective : (1) une étude de nature chronologique et synthétique qui retrace l'histoire de la justice au Grand-Duché du Luxembourg de 1815 à aujourd'hui et (2) des études thématiques qui visent à problématiser des aspects spécifiques de cette histoire. Les travaux de recherche sont principalement réalisés par une chercheuse postdoctorale et une doctorante, engagées par le C²DH pour la durée de trois ans.

Le C²DH présente les résultats de l'étude et valorise le patrimoine en rapport avec l'étude premièrement par une publication scientifique et deuxièmement par la conception d'une exposition virtuelle.

Un travail d'inventaire d'archives non encore exploitées relevant du Ministère de la Justice, ainsi que d'archives relevant des autorités judiciaires, a été réalisé, en étroite collaboration avec les Archives nationales, par une archiviste engagée par le C²DH pour la durée d'un an et demi, au début du projet.

Un comité scientifique, composé d'experts luxembourgeois et étrangers dans le domaine de la recherche scientifique sur l'histoire de la justice au 19e et 20e siècle et d'un juriste ayant une connaissance approfondie de la justice et de l'administration judiciaire au Luxembourg, a pour mission de définir le périmètre exact du projet de recherche et les étapes de sa réalisation, de conseiller les chercheurs travaillant sur le projet et de valider les résultats de la recherche avant publication. Il se réunit une fois par an.

Un comité d'accompagnement, composé d'un représentant de chacun des partenaires signataires, d'un conservateur des Archives nationales et d'un représentant de la Bibliothèque nationale, qui a pour objet d'assurer son support et de faciliter le projet, de suivre le périmètre du projet défini par le comité scientifique, est informé au moins une fois par trimestre de l'avancement des travaux.

Les travaux avancent bien et tant la publication que l'exposition virtuelle sont prévues pour l'automne 2021.

Les résultats de l'étude seront ensuite mis à disposition en vue d'une exposition physique. Le C²DH participera activement à la mise en œuvre de cette exposition. Les détails de la mise en œuvre ainsi que les partenaires, les localités et les dates doivent encore être fixés dans une convention séparée.

Même si cela n'est pas explicitement prévu par la convention, il appartient bien sûr à la Chambre des Députés de prévoir, le cas échéant, un débat sur l'histoire de la justice au Luxembourg en son sein.

Question 3069 (30.10.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**amortissement accéléré :**

À l'occasion du projet de budget 2021, le dispositif de l'amortissement accéléré applicable aux immeubles ou parties d'immeubles bâtis affectés au logement locatif sera revu notamment en vue de faciliter la recherche d'un logement décent par les primo-acquéreurs potentiels, ces derniers étant souvent défavorisés par rapport à une position dominante des promoteurs immobiliers.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) À combien s'élève le déchet fiscal provoqué par le dispositif de l'amortissement accéléré actuellement en vigueur ?

2) En corollaire au déchet fiscal en question, quelle sera la recette supplémentaire prévisible en faveur des caisses de l'État grâce aux modalités plus restrictives concernant l'amortissement accéléré à partir de 2021 ?

3) Dans quelles proportions relatives est-ce que l'amortissement accéléré est utilisé en lien avec un revenu net au sens de l'article 98 L.I.R. respectivement un bénéfice commercial au sens de l'article 14 L.I.R. ?

Réponse (30.11.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) Concernant la question de l'honorable Député sur le déchet fiscal provoqué par le dispositif de l'amortissement accéléré actuellement en vigueur, il y a lieu de noter que seule une estimation approximative est possible. Par année budgétaire, le déchet fiscal induit par le système d'amortissement accéléré actuellement en vigueur est estimé à un ordre de grandeur de 50 millions d'euros.

ad 2) En ce qui concerne la deuxième question de l'honorable Député, il convient de remarquer que les changements proposés à travers le projet de loi budgétaire visent, d'une part, à apporter des modalités plus restrictives concernant l'amortissement accéléré en diminuant le taux d'amortissement accéléré actuel de six pour cent à cinq respectivement quatre pour cent. Toutes choses égales par ailleurs, ce nouveau dispositif devrait donc impliquer une limitation du déchet fiscal mentionné ci-avant. D'autre part, il est proposé de favoriser les rénovations durables des habitations existantes par un taux d'amortissement accéléré de six pour cent pendant dix ans. Ce dispositif pourrait le cas échéant susciter une augmentation du nombre d'amortissements demandés par les contribuables, ce qui impliquerait un effet négatif sur les recettes fiscales. L'estimation précise des recettes budgétaires liées à la réforme de l'amortissement accéléré opérée à travers le projet de loi budgétaire dépend toutefois non seulement du comportement des contribuables suite à de telles réformes, mais aussi de l'évolution des prix immobiliers en général qui ont un effet direct sur le montant de l'amortissement. En tenant compte de toutes ces incertitudes, il n'est à l'heure actuelle pas possible d'estimer avec précision l'effet global des changements envisagés au niveau de l'amortissement accéléré sur le niveau des recettes fiscales de l'État.

ad 3) Concernant la dernière question de l'honorable Député, il n'est pas possible à ce stade, à défaut de données saisies informatiquement, de déterminer la répartition de l'amortissement accéléré entre un revenu net au sens de l'article 98 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), respectivement un bénéfice commercial au sens de l'article 14 L.I.R.

Question 3070 (02.11.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **permis de conduire :**

Au Grand-Duché de Luxembourg, tout conducteur d'un véhicule automoteur correspondant aux catégories A-F doit être titulaire d'un permis de conduire valable pour la catégorie de véhicule conduit.

Pour l'obtention d'un permis de conduire, tout candidat doit prendre des leçons de conduite et suivre des cours auprès d'une auto-école agréée au Luxembourg ainsi que réussir aux examens théorique et pratique.

La matière de l'apprentissage théorique portant notamment sur les règles de la circulation routière est reprise dans le Code de la route populaire édité par la Sécurité routière ASBL. Il est en vente - en version française ainsi qu'en version allemande - chez les libraires et buralistes.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que le fait de pouvoir passer l'examen théorique pour le permis de conduire en langues luxembourgeoise, française, allemande, portugaise ou anglaise, alors que le Code de la route populaire sur lequel se fonde cet examen n'est disponible qu'en français et en allemand, relève d'une certaine incohérence ?

- Vu le nombre important (et croissant) de concitoyens non luxembourgeois, i. e. le plurilinguisme de la société luxembourgeoise, est-il prévu d'éditer à court ou moyen terme le Code de la route populaire en d'autres langues que l'allemand et le français (notamment en luxembourgeois, anglais et portugais) ?

- Quelles sont les possibilités s'offrant à une personne ne maîtrisant pas les langues allemande et française pour se familiariser avec les règles du Code de la route dans le but d'obtenir un permis de conduire ?

Réponse (01.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée se pose des questions quant à l'utilisation des différents régimes linguistiques dans le cadre de l'apprentissage en vue de l'obtention du permis de conduire.

Le seul texte normatif fixant les conditions pour recevoir un permis de conduire est le règlement grand-ducal modifié du 17 mai 2004 sur les matières des examens en vue de l'obtention d'un permis de conduire qui est rédigé, comme tous les actes législatifs, en langue française.

Selon le Code de la route, l'apprentissage en vue de l'obtention d'un permis de conduire doit se faire par le biais d'une auto-école agréée qui est obligée d'assurer l'enseignement des connaissances qui font partie des matières sur lesquelles le candidat-conducteur est examiné.

En effet, il incombe aux maîtres instructeurs de choisir la langue et le support qui leur semblent adaptés pour l'enseignement en question, soit en fonction des instructeurs, soit en fonction de la clientèle cible. Étant donné que les panneaux routiers sont tous tenus en langues française ou allemande, une certaine notion de base de ces deux langues s'impose toutefois pour bien pouvoir comprendre les prescriptions.

En général, le support choisi est le Code de la route populaire édité par la Sécurité routière ASBL qui constitue une version abrégée et simplifiée du Code de la route. Il est disponible en langues française et allemande. Cet instrument n'a toutefois pas de valeur légale et n'est pas rédigé sous la responsabilité de l'administration gouvernementale.

Afin de tenir compte du plurilinguisme des habitants du Grand-Duché, les candidats bénéficient de la possibilité d'effectuer l'examen théorique dans les langues luxembourgeoise, française, allemande, portugaise ou anglaise. En outre, le logiciel électronique pour effectuer cet examen permet même de changer de régime linguistique durant l'examen. Le cas donné qu'un candidat est dans l'incapacité d'effectuer l'examen dans une des langues proposées, il existe la possibilité de passer l'examen oralement avec l'assistance d'un traducteur assermenté.

Finalement, en analysant les résultats des examens théoriques pour 2020 (les chiffres des années précédentes sont similaires), il s'avère que le taux de réussite s'élève à plus de 87 %. Il s'ensuit qu'il ne semble pas exister de problème linguistique pour les candidats. D'après mes informations, il n'est pas prévu d'éditer le Code de la route populaire dans d'autres langues pour l'instant.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3071 (02.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **contrôle du couvre-feu :**

U mech sinn Informatiounen erugedroe ginn, dass Fräiwëlleger vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours de Weekend wärend engem Asaz vun der Police iwwerpréift gi wieren. Mengen Informatiounen no hunn déi Fräiwëlleg de Beamten hir Badgë gewisen, d'Policebeamten hunn awer nach zousätzlech beim 112 nogefrot, ob d'Zentral Kenntnis vun dësem Asaz hätt. Esou eng Kontroll kascht zousätzlech Zäit, Zäit, déi am Fall vun engem Asaz en entscheedenden Ënnerscheed ka maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis iwwert esou Kontrollen?

2. Wéi eng Uweisungen huet d'Police am Fall, wou si Fräiwëlleger vum Groupe vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours kontrolléieren?

3. Wat solle Leit, déi tëscht 23.00 Auer owes a 6.00 Auer moies wéinst hirer Aarbecht ënnerwee sinn, fir Pabeiere mat sech féieren, fir dass Kontrollen esou effektiv a séier wéi méiglech kënne gemaach ginn?

Ginn am Ministère Formulairen zu dësem Zweck ausgeschafft?

Falls jo, wéini sinn dës Formulairen ze erwaarden?

4. Wéi vill Kontrolle sinn am Kader vun der Ausgangsspär dëse Weekend gemaach ginn?

Réponse (03.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. De Minister fir bannenzeg Sécherheet gëtt reegelméisseg iwwert d'Kontrollen, déi d'Police duerchféiert, fir d'Anhale vun den Covidmesuren ze iwwerpréiwen, informéiert a kritt dann och déi betreffend Statistike matgedeelt. De Minister gëtt awer net iwwert all eenzel Covidkontroll, déi duerchgefouert gëtt, informéiert.

ad 2. Am Kader vun de Kontrollen, déi d'Police wärend dem Couvre-feu (23.00-6.00 Auer) mécht, gëtt selbstverständlech en Ënnerscheed gemaach tëscht Privatautoen an offiziellen Autoen, déi am Asaz vum Bierger sinn (Ambulanzen an aner Asazgefierer vum CGDIS asw.). Dës offiziell Ween ginn net vun de Patrullen ugehalen a kontrolléiert, onofhängeg dovun, ob se mat der bloer Luucht am Asaz sinn oder net. Sou wéi dëse Fall vum Deputéierte beschriwwe gouf, handelt et sech mat grousser Warscheinlechkeet ëm Fräiwëlleger vum CGDIS, déi mat hirem Privatauto um Wee an hiren Asazzenter waren, well se op en Asaz geruff goufen. Dëse Constat kann d'Police awer réischt maachen, nodeems se déi Persoune kontrolléiert huet.

ad 3. D'Police akzeptéiert all vum Employeur validéiert Schrëftsték, wat en Deplacement wärend dem Couvre-feu legitimiéiert, virausgesat, et befënnt ee sech am Kader vun den Ausnamen, déi am Text opgezielt sinn. An deem Kontext gouf d'Police informéiert, datt de CGDIS senge fräiwëllegen an haaptamtleche Mataarbechter eng Attestatioun ausgestallt huet, fir sech am Fall vun enger Kontroll kënnen auszeweisen.

ad 4. Vum Freideg, den 30. Oktober 2020 bis zum Méindeg, den 2. Dezember 2020 sinn am Zäitraum vun 23.00 bis 6.00 Auer insgesamt 102 Kontrollen duerch d'Police duerchgefouert ginn.

Question 3072 (02.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **commissaire à l'éducation physique et aux sports :**

Ufanks des Mounts huet de fréiere Commissaire à l'éducation physique et aux sports op RTL een Appell un de Ministère gemaach, fir säin Nofollger ze bestëmmen. Dem fréiere Beamten no brauch een am Ministère net nëmmen e politesche Beroder, mee och e Fachexpert am Sportberäich. „Eng Zukunft ouni Commissaire aux sports bedeit, datt fir déi organiséiert Sportswelt (Comité olympique a Sportfederatiounen a -veräiner) kee fachkënnegen Uspriechpartner méi am Ministère ass, a keen Expert fir nei Impulser aus dem Sportsministère erauszeginn."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Sportminister dës Froe stellen:

1. Gouf de Poste vum Commissaire à l'éducation physique et aux sports mëttlerweil nei besat?

Falls nee, ass de Sportminister der Meenung, dass de Sportsministère e Commissaire à l'éducation physique et aux sports brauch?

2. Wéi vill Beamte schaffe momentan am Sportsministère? Wéi vill vun deene Beamten hunn nogewise Kompetenzen am Beräich Sport, also absolvéiert Studien an de Beräicher vun der Sportwëssenschaft, dem Sportmanagement oder Änlechem?

3. Ass de Minister der Meenung, dass eng Professionaliséierung vum Spëtzesport Hand an Hand mat enger Professionaliséierung vun de Sportveräiner a Federatioune muss goen? Falls jo, wéi eng Schrëtt huet de Sportsministère bis elo an dës Richtung gemaach a wat fir Konzepter sollen an Zukunft nach ëmgesat ginn?

Réponse (03.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1. De Poste vum Commissaire à l'éducation physique et aux sports gouf bis ewell nach net besat.

Den 18. November 2020 ass de Projet de loi N° 7708 an der Chamber deposéiert ginn, wou et och ënner anerem ëm d'Funktioun vum Commissaire geet. De Projet läit am Moment an der zoustänneger Chamberskommissioun.

ad 2. Niewent de Salariéen, déi ënnert de Staatskollektivvertrag falen, schaffen insgesamt 74 Beamten am Sportsministère respektiv an de Servicer, déi ënnert d'Kompetenz vum Sportsminister falen.

Sechs Beamten dovunner hunn en ofgeschlossene Studium an de Sportswëssenschaften, anerer hu spezifesch Formatiounen am Beräich vum Sportmanagement, weiderer hu Formatiounen am Beräich vun den Trainingswëssenschaften an zulescht ginn et och Beamten am Sportsministère respektiv a senge Servicer, déi eng Trainerformatioun hunn. Niewebäi bemierkt schaffen och fréier Spëtzesportler am Sportsministère, déi zumindest en zolitte Bagage un Erfarungen, och am Beräich vum Spëtzesport, matbréngen.

Sief dann och nach gesot, datt am Sportsministère och Beamte schaffen, déi „nogewise Kompetenzen" an anere Beräicher hunn, déi zum Beispill bei der Berodung vun de Gemengen eng wäertvoll Aarbecht leeschten. Och huet de Sportsministère, niewent dem Spëtzesport, nach eng grouss Panoplie un Aufgaben, déi och net ze kuerz kommen a wou zum Deel, elo schonn an deemnächst och nach, zousätzlecht Personal wäert agestallt ginn.

ad 3. Wat dann awer elo de Spëtzesport erëm ubelaangt, sou sinn an de leschte Joren, net zulescht och mat der Hëllef vum Luxembourg Institute for High Performance in Sports (LIHPS), deen iwweregens integral vum Sportsministère finanzéiert gëtt, essenziell Schrëtter am Sënn vun der Professionaliséierung an d'Weeër geleet ginn. Vun der geplangter paralleler Carrière zu där vun de Sportszaldote wäert och d'Professionaliséierung am Spëtzesport mat Sécherheet profitéieren. Net ze vergiessen dann och nach déi sougenannten „Sportfabrik" zu Déifferdeng, wou ab Hierscht d'nächst Joer déi sportsspezifesch Recherche, och an der Trainingsoptiméierung, sécherlech zu méi Professionaliséierung wäert bäidroen.

De Renforcement vun de Verbandsstrukturen, deen iwweregens am Regierungsprogramm als eng vun de Prioritéiten definéiert ass, huet an de leschte Jore schonn eng gréisser Repercussioun am Budget an och am Pluriannuel vum Sportsministère gehat. D'Kreditter fir dëse Budgetsartikel weise par rapport zum Budget 2019 eng Hausse vu 24 % fir 2020, vun 38 % am Joer 2021, vu 54 % fir d'Joer 2020 a 70 % fir 2023. Eleng am Joer 2020 kruten d'Federatiounen insgesamt 12 Posten, administrativer an och technescher Natur, bäi, an dëst ass dann och a Konventiounen esou festgehale ginn. D'Mise

en place vun engem Fënnefjoresplang am Beräich vum Personal vun de Federatiounen weist d'Wichtegkeet, déi dem Renforcement vun de Verbandsstrukturen zoukënnt.

Sief dann och nach gesot, datt d'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) an Zukunft, nieft der neier Aus- a Weiderbildung am Kader vun den Trainerformatiounen, och Formatioune fir administratiivt Personal wäert ubidden, wat ouni Zweifel dozou wäert bäidroen, datt d'Federatioune sech eng méi professionell Struktur kënne ginn, wat dann och, ënner anerem, dem Spëtzesport zu Lëtzebuerg wäert zeguttkommen.

Question 3073 (02.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **test rapide pour le diagnostic de la Covid-19 :**

Op de Flughäfen JFK an Newark an den USA, goufen Teststatioune fir Schnelltester fir d'Passagéier a Betrib geholl. D'Hoffnung vun de Bedreiwer vum Flughafen ass, fir all Passagéier ze testen, ier e sech an de Fliger setzt, fir esou d'Verbreedung vum Virus duerch de Fluchverkéier ze verhënneren. D'Mesure soll och dozou bäidroen, de Leit d'Angscht virum Fluch ze huelen. An der Teststatioun um Findel kënne sech d'Passagéier no der Arrivée teste loossen, fir esou ze verhënneren, dass si de Virus am Land verbreeden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

- Ass d'Asetze vu Schnelltester an der Teststatioun um Findel geplangt?

Falls nee, firwat net?

Réponse (02.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Theoreetesch ass et eng Méiglechkeet, fir Schnelltester um Findel anzesetzen, fir déi Passagéier, déi fortfléien oder ukommen, ze testen. Am Moment ass dat awer net geplangt, well dës Tester am effikasste si bei Leit, déi och Symptomer hunn an an dëser Indikatioun recommandéiert sinn. Mee grad Leit mat Symptomer si jo gebieden, doheem ze bleiwen an net ze reesen.

Verschidde Länner hunn awer verschidden Approchen an dësem neie Gebitt vun der Diagnostik. Lëtzebuerg verfollegt ganz opmierksam d'Erfarungen, déi aner Länner dobäi maachen, fir eventuell eis Strategie ze adaptéieren, falls nei Effikassitéitsdonnéeë fir Reesender publizéiert ginn.

D'Logistik fir esou Schnelltester ze realiséieren ass och net einfach, well dës Tester vum Gesondheetspersonal musse gemaach ginn a relativ aarbechtsintensiv sinn. Et ass deemno net einfach, grouss Volumme vun esou Tester a kuerzer Zäit ze realiséieren.

Mam Dispositiv vu gratis a fräiwëllege PCR-Tester fir jiddereen, deen um Findel ukënnt, ass Lëtzebuerg elo schonns exzellent opgestallt.

Question 3074 (02.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **consultation publique « Luxembourg in Transition » :**

De Ministère fir Landesplanung mécht eng Consultatioun ënnert dem Numm „Luxembourg in Transition". D'Zeitung „Woxx" huet an hirer Editioun vum 30. Oktober 2020 vill Kritik un dëser Consultatioun virbruecht.

Zu deem Theema hunn ech e puer Froen un den zoustännege Minister:

1. Kann de Minister preziséieren awéiwäit, wou a wéini déi betraffen Architekturstëftung an hir Mataarbechter un deem Projet bedeelegt war, ass a wäert sinn? Wéi eng Roll hat, huet a wäert den Direkter an dësem Projet hunn?

2. Kann ee soen, datt hei déi betraffe Stëftung am Endeffekt eng prozedural Qualitéit vun engem Projet bewäert, dee vun hirem eegenen Direkter koordinéiert gëtt? Ass de Minister net der Meenung, datt hei Interessekonflikter sech ukënnegen?

3. Am Kontext vun der Landesplanungsconsultatioun „Luxembourg in Transition" ginn et Gremien, déi entscheeden, wéi eng Acteuren, no engem Casting, d'Méiglechkeet kréien, Projeten auszeschaffen iwwert eng Transitioun vu Lëtzebuerg. Am Januar 2021 soll een neie Gremium, de Biergercomité „Lëtzebuerg 2050", bäikommen, deen aus Awunner aus eisem Land an aus de Grenzgebidder besteet. An der Zeitung „Woxx" gouf geschriwwen, datt an deem Gremium jonk Leit iwwerrepresentéiert wäerte ginn. Kann de Minister dat bestätegen? A wa jo, wéi ass dann déi gewollten Ënnerrepresentatioun vu manner jonke Leit ze erklären? Ass dat net eng gewollten Diskriminatioun?

4. Ass de Minister der Meenung, datt all d'Projeten an dësem Kader veröffentlecht solle ginn?

5. D'Internetsäit vu „Luxembourg in Transition" ass just op franséisch an englesch. Wier et net ubruecht, dës Säit och op däitsch an/oder lëtzebuergesch ze maachen? Fir esou e méi groussen Deel vun der Bevëlkerung ze erreechen? Misst dat net och grad de Fall sinn, well et sech ëm e Projet fir d'Groussregioun handelt a well déi typesch, historesch original Sprooch an der Groussregioun Lëtzebuergesch ass, an e groussen Deel vun der Grenzregioun jo awer och däitschsproocheg ass?

Réponse (01.12.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

ad 1. Den Här Panos Mantziaras, Direkter vun der Schwäizer „Fondation Braillard Architectes", huet vun Ufank un eng berodend Funktioun am Opbau an an der Koordinatioun vum Prozess „Luxembourg in Transition" iwwerholl. Duerch seng berufflech a wëssenschaftlech Erfarungen a Qualifikatiounen, déi hien och bei de praktesch identesche Prozesser vum „Grand Paris" a vum „Grand Genève" am Beräich vun dësem Typ vun internationale Consultatioune gesammelt huet, ass seng Expertis eng immens hëllefräich Plus-value beim Suivi a bei der Ëmsetzung vun dësem Prozess hei zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun. An deem Sënn iwwerhëlt den Här Mantziaras vis-à-vis vum DATer eng Berodungsroll als Expert.

ad 2. De Prozess „Luxembourg in Transition" huet de Label schonns kritt. Dëse Label suergt fir eng wëssenschaftlech Qualitéit wärend dem Prozess a gëtt dem Prozess ouni Zweifel eng international Reconnaissance. D'Fro vun iergendengem Interessekonflikt stellt sech net, well den Här Mantziaras kee privaten Interêt dorun huet, datt de Prozess de Label huet.

ad 3. Et ass richteg, datt ab der 2. Phas ee Biergerkommitee de Prozess soll begleeden. Déi Proposen an Zenarie vun den Ekippen, déi zeréckbehale goufen, sinn an der éischter Phas nach relativ theoreetesch a wëssenschaftlech: Déi Ekippen definéieren dobäi virun allem hir Approche a Methodologie, fir den ökologesche Wandel um Lëtzebuerger Territoire an am Ëmland hinzekréien. An der 2. Phas ginn déi Projeten a Konzepter weider verdéift an un déi Lëtzebuerger Spezifissitéiten ugepasst, fir da schlussendlech an der 3. a leschter Phas ganz konkreet ze ginn.

Am Kader vun dësem phaséierte Prozess kommen d'Wichtegkeet an den Impakt vun esou engem Biergerkommitee réischt effektiv zum Droen ab deem Moment, wou d'Projeten/Konzepter méi gräifbar ginn.

An deem Biergerkommitee solle wa méiglech déi méi jonk Bierger staark vertruede sinn, fir iwwert hir Zukunft, déi elo an d'Weeër geleet gëtt, matzediskutéieren a se matzekonzipéieren. Mir gesinn do keng Diskriminatioun vun eelere Leit. D'Erwaardunge vun eise Bierger, deene Jonken an deene manner Jonken, sollen esou gutt ewéi méiglech an déi gesamt Reflexiounen integréiert ginn. Zil ass hei, datt dëse Biergerkommitee d'Diversitéit vun eiser Gesellschaft erëmspigelt. Fir dës Diversitéit an d'Zesummesetzung vum Biergerkommitee ze erreechen, schaffe mir zesumme mam TNS ILReS, deen d'Participanten auswielt.

ad 4. D'Endresultater vum Prozess ginn natierlech veröffentlecht. Et sinn d'Iddien a Propose vun den internationalen Ekippen, déi vun de verschiddene Kommiteeë begleet ginn.

ad 5. De Choix vun de Sproochen ass an enger éischter Etapp, also direkt bei der Veröffentlechung vum Marché op nationalem an europäeschem Niveau, op déi international Ekippen ausgeriicht ginn. Duerfir goufe logescherweis déi am wëssenschaftleche Beräich am meeschte genotzte Sproochen zeréckbehalen. Et ass awer sécherlech eng Iwwerleeung wäert, am Fortféiere vum Prozess, wou jo och de grand Public sech méi derfir kéint/sollt interesséieren, um Internet nach progressiv zousätzlech Sproochen ze benotzen, virop dat Lëtzebuergescht an dat Däitscht. Wat de Biergerkommitee ubelaangt, ass ervirzehiewen, datt an den dräi Landessprooche soll geschafft ginn.

Question 3075 (02.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **recyclage des bouteilles :**

Fläschen aus Glas an aus Plastik maachen all Dag e gudden Deel vun den Akeef hei am Land aus. Duerfir wéilt ech vun der Madamm Ëmweltminister an dem Här Wirtschaftsminister Prezisiounen zu den Zuelen an zu der Entsuergung vun dësen Offäll:

1. Wéi vill Fläschen aus Glas fir eemolege Gebrauch, wéi vill Fläschen aus Glas fir widderhuelte Gebrauch a wéi vill Plastiksfläsche sinn 2017, 2018 an 2019 zu Lëtzebuerg verkaf ginn?

2. Wéi vill Fläsche vun dësen dräi Kategorië sinn 2017, 2018 an 2019 hei am Land recycléiert ginn?

3. Wat entsteet aus deene Recyclagen u Materialien oder Produiten?

4. Wéi ass d'ekologesch Bilanz vun der Produktioun a vum Recyclage a wat bleift als net verwäertbaren Offall?

5. Wéi vill Energie gëtt bei der Produktioun a beim Recyclage vu Glas- respektiv Plastiksfläsche verbraucht?

6. Fir wéi eng Behälteren huet d'Madamm Ëmweltminister eng Preferenz?

Réponse (27.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Laut dem Artikel 35 vum modifizéierten Offallgesetz (Loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets) mussen déi respektiv „responsables d'emballages" am Kader vun hirem järleche Rapport uginn, wéi vill Quantitéite vu Verpackunge si op de Marché gesat hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Deklaratioune vun de Quantitéiten, déi op de Marché gesat ginn, bezéien sech ëmmer op déi verschidde Materialien. Et gëtt net preziséiert, ob et sech ëm Fläschen oder ëm aner Verpackungen handelt, an och net, ob déi fir den eemolegen oder widderhuelte Gebrauch gemaach sinn.

ad 2. De Recyclage vum Glas geschitt am Ausland, well et keng Filièren dofir zu Lëtzebuerg ginn.

Eng änlech Situatioun gëtt et fir de Plastik. Do ass et awer esou, datt een Deel vum Plastik, deen am Ausland a Recyclagebetriber verschafft gëtt, nees op Lëtzebuerg zréckkënnt, fir do an der Produktioun vu Plastikswueren erëm agesat ze ginn.

Wat z. B. de PET ugeet, gëtt deen am Ausland an enger Anlag geschreddert. Dës Anlag liwwert engem Lëtzebuerger Produzent dat geschreddert Material, fir et do nees an der Produktioun vun neie Preforme fir PET-Fläschen anzesetzen. Esou ginn an der Gréisstenuerdnung vu 25.000 Tonne PET-Flakes zu Lëtzebuerg recycléiert, also wäit méi wéi dat, wat hei am Land ufält.

Den Tableau hei drënner weist, wat vun de jeeweilege Materialien zu Lëtzebuerg agesammelt gouf a wat dovu recycléiert gouf.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Informatioune fir Plastik kommen aus der PMG-Sammlung (de „Bloe Sak"). Fir d'Joer 2017 stinn nämlech keng differenzéiert Donnéeën zu Verfügung, wat d'Sammlung an de Recyclingparke betrëfft. D'Sammlung an de Recyclingparke mécht ongefeier 2 % vun der globaler getrenntener Sammlung vun de Plastiksverpackungen aus PET aus. Dat meescht fält also am bloe Sak un.

D'Informatiounen iwwert d'Glasverpackunge betreffen all Zorte vu Glasverpackungen, net nëmmen d'Fläschen.

Et ass ze erwänen, datt ënnert anerem duerch den Ëmbau vun der Sortéierungsanlag vum Inhalt vum bloe Sak, e puer Schwankungen duerch eng Tëschelagerung bedéngt waren. Dofir refletéiert den Tonnage vun deem, wat ee Joer recycléiert ginn ass, e groussen Deel vun deem, wat dat Joer och gesammelt gouf, mee och en Deel, deen nach vum Joer virdrun am Stock iwwreg war.

ad 3. D'Glas gëtt erëm geschmolt fir Glas hierzestellen, dat dann an engem Produktiounsprozess ka benotzt ginn, bei engem Hiersteller vu Produiten aus Glas. Prinzipiell ginn aus gliese Fläschen nees gliese Fläschen hiergestallt.

De Recycling vum PET erfollegt aktuell duerch e mechanesche Prozess: De Plastik gëtt ganz kleng zu Plastiksflocken geschreddert. Dës kënnen dann an engem Produktiounsprozess benotzt gi fir verschidde Plastikswueren hierzestellen. Wéi uewe beschriwwen, geet och en Deel dovun nees an d'Produktioun vun neie PET-Fläschen. Eng aner gréisser Uwendung vu recycléiertem PET ass d'Produktioun vu syntetesche Fiedem, déi an der Textil- an Teppechindustrie agesat ginn.

ad 4. Déi genee ekologesch Bilanz vum Recyclage a vun der Produktioun vun neie Produiten sinn der Ëmweltverwaltung net bekannt, well eng prezis ekologesch Bilanz vun engem Betrib a vun engem Prozess zum anere wäert änneren.

Fir verschidde Verpackungen an och Eewee-/Méiweesystemer vergläichen ze kënnen, soll eng Ökobilanz relativ rezent sinn a sech op eng bestëmmte geografesch Géigend bezéien, wou all Spezifissitéiten iwwert dat Theema kënnen an där Bilanz erafléissen. Fir Lëtzebuerg ass et also e bëssche komplizéiert, fir tel quel Resultater vun auslännesche Studien ze benotzen. Vun enger Ökobilanz op déi aner kënnen d'Ëmweltkrittären, déi an Uecht geholl ginn, staark variéieren, wat d'Vergläichbarkeet tëschent deene Studien da méi komplizéiert mécht.

Et kann een trotzdeem soen, datt aus deenen allermeeschten Ökobilanzen erauskënnt, datt de Méiwee besser ass wéi den Eewee, dat zemools wann déi selwecht Verpackung oft an den Asaz kënnt. D'Material, dat fir d'Verpackung erausgewielt gëtt, huet och eng grouss Wichtegkeet, well d'Glas global duerch seng energieopwänneg Produktioun schlecht do steet, wann et net ëm Méiweefläsche geet, déi och tatsächlech oft benotzt ginn, awer och wéinst sengem Gewiicht beim Transport.

Den Asaz vu recycléierter Matière fir déi Verpackungen hierzestellen ass och ee Punkt, deen d'Ökobilanz weesentlech verbessere kann, grad esou wéi d'Weiderbenotzung vu Fläschen, déi vu villen Hiersteller oder Afëller kënne benotzt ginn, am Géigendeel zu net standardiséierte Fläschen, déi nëmme bei hirem Produzent erëm benotzt kënne ginn.

ad 5. Den Energiekonsum vun engem Produktiouns- oder Recyclingsbetrib sinn der Verwaltung net bekannt; wéi hei uewe schonn erwäänt, wäert dësen Aspekt och vun engem Betrib op deen anere variabel sinn. Aus verschiddenen Ökobilanze geet awer däitlech ervir, datt d'Produktioun vum Glas vill Energie verbraucht; dofir ass fir Glas de Méiwee ökologesch virzezéien, well den Impakt vun där Produktioun da besser ausfält.

ad 6. Souwäit et mat alle sanitäre Reegele kompatibel ass, a virausgesat, datt d'Analys vum Liewenszyklus vun deem Produit fir d'Ëmwelt positiv ausfält géigeniwwer vun anere Léisungen, ass eng erëm benotzbar Verpackung ze privilegiéieren, déi och net wäit muss transportéiert ginn. Dëst geet nämlech am Sënn vun der Vermeidung vun Offall. Nach méi am Sënn vun der Vermeidung ass et, zum Beispill Waasser vum Krunn ze drénken an esou dofir ze suergen, datt schonn emol bei dësem Gedrénks guer keng Fläsche gebraucht musse ginn an doweinst och net als Offall ufalen.

A well d'Vermeidung deen éischten Usaz fir eng besser Ressourcëgestioun soll sinn, befaasst sech déi national Null-Offall-Strategie ënnert anerem mat der Thematik vun de Verpackungen. Am Objektiv 3.1 „emballer pour conserver les ressources" geet et ëm d'Gestaltung vun de Verpackungen. Et gëtt do zum Beispill proposéiert, datt an de Geschäfter oder via eng App drop higewise soll ginn, wéi vill d'Verpackung weit vis-à-vis vum Produkt selwer, deen an der Verpackung dran ass, an do soll d'Weiderbenotzung vun där Verpackung och mat considéréiert ginn. Et soll och méi Transparenz kommen iwwert déi Matièren, déi an de Verpackungen dra sinn. Dëst soll d'Produzenten dozou féieren, datt si iwwert eng besser Hierstellung vun hire Verpackungen ee Recyclage vun héijer Qualitéit vun deene Verpackungen erméiglechen, andeems zum Beispill manner Stéierstoffer an d'Verpackungen drakommen.

Dat zweet Objektiv zu där Thematik ass d'Objektiv 3.2 „promouvoir les emballages réutilisables et une distribution en vrac". Do gëtt e ganz kloert Zil festgeluecht: D'Proportioun vun de Verpackungen, déi kënne weider benotzt ginn, muss erhéicht ginn. Fir Fläsche soll iwwert d'Ëmännerung vum Offallgesetz d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir de Pfandsystem anzeféieren.

Question 3076 (02.11.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**exploitation agricole de surfaces en propriété publique :**

Selon les informations fournies par le Statec, la surface agricole utilisée au Luxembourg correspondait à 131.592 hectares en 2019. De ces chiffres il ressort que plus de la moitié de la surface agricole est exploitée en location[2]. Même si la grande partie de ces surfaces exploitées par des entreprises agricoles est louée auprès de propriétaires privés dans le cadre légal du bail à ferme, une certaine partie de la superficie agricole utilisée est mise en location par l'État et les communes.

Dans son accord de coalition pour la période 2018-2023, le Gouvernement s'est donné l'objectif d'atteindre au moins 20 % des surfaces agraires exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025. De manière plus générale, le programme gouvernemental vise des mesures afin de réduire l'empreinte écologique de l'agriculture luxembourgeoise. Dans ce contexte, on peut citer l'engagement du Gouvernement à réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national pesticides et les efforts annoncés en vue de la réalisation des objectifs européens en matière de protection de la biodiversité.

Au vu de ces objectifs du Gouvernement, l'exploitation durable des surfaces agricoles mises en location par l'État et les communes à des entreprises agricoles pourrait constituer un levier important

[2] https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13359&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=2&RFPath=7274

pour réduire l'empreinte écologique du secteur agricole et accélérer la transition vers l'agriculture biologique.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quelle est la superficie totale (en ha) des surfaces actuellement louées par l'État à des exploitations agricoles ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me dire également combien de hectares sont actuellement loués par les communes à des exploitations agricoles et me donner ces informations ventilées par commune ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la superficie de la surface cultivée des terres mises en location par l'État et les communes ?

4) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les parts des terres mises en location par l'État et par les communes qui sont consacrées respectivement à des exploitations agricoles biologique, conventionnelle et en conversion ?

5) Combien d'hectares des surfaces mentionnées ci-dessus sont exploités dans le cadre d'une mesure de compensation telle que prévue par la loi sur la protection de la nature de 2018 ?

6) Les contrats de location signés entre l'État et les exploitations agricoles prévoient-ils des dispositions à respecter par l'exploitant, notamment en matière d'entretien des sols, d'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires ou des cultures à privilégier ? Dans l'affirmative, quelles sont précisément ces dispositions ?

7) Dans l'affirmative encore, les contrats de location signés entre l'État et les exploitations de l'agriculture conventionnelle prévoient-ils des dispositions spécifiques ?

8) Dans la négative à la question 6, Monsieur et Madame les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les surfaces en propriété publique mises en location à des fins d'exploitation agricole devraient principalement servir à développer l'agriculture biologique de manière à pouvoir suivre les objectifs de 20 % des surfaces agraires exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025 visés par l'accord de coalition du Gouvernement et par le même effet réduire l'empreinte écologique du secteur agricole ?

Réponse commune (03.12.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) Selon les chiffres d'une analyse récente, cette surface s'élève à 2.067 ha au total.

ad 2) L'État ne dispose pas de ces informations.

ad 3) Selon l'analyse citée au point 1, il s'agit de 682 ha de surface de terres arables.

ad 4) En ce qui concerne les surfaces appartenant à l'État, 3 % des surfaces de prairies et pâturages permanents et 1 % des surfaces de terres arables sont exploités selon le mode de l'agriculture biologique.

Par ailleurs, 5 % des surfaces de prairies et pâturages permanents et 3 % des surfaces de terres arables sont exploités dans le cadre d'une mesure agri-environnementale.

L'État ne dispose pas d'informations relatives à l'exploitation des surfaces appartenant aux communes.

ad 5) Actuellement, 203 ha de terres agricoles appartenant à l'État sont exploités par des agriculteurs dans le cadre de la mise en œuvre du pool compensatoire national. Il s'agit en l'occurrence de prairies, de pâturages et de labours exploités de manière extensive selon un cahier des charges, visant la gestion écologique de biotopes et habitats créés ou restaurés par l'Administration de la nature et des forêts.

ad 6) L'exploitant est en principe « libre du choix du mode de culture des biens loués. Toutefois, afin de prévenir un risque de dommage causé par le gibier, il veillera à ne pas cultiver, ni du maïs, ni de la pomme de terre sur les terrains longeant ou à proximité des bois et forêts » (clause tirée des contrats de fermage de l'administration).

ad 7) Non.

ad 8) L'accord de coalition stipule que : « Dans le même esprit que les initiatives des communes, l´utilisation des produits phytopharmaceutiques sera interdite à travers des stipulations expresses dans les baux à ferme et autres contrats de bail de terrains dont l´État est propriétaire. »

Une clause spéciale prévoyant cette interdiction sera ajoutée dans les baux.

Question 3077 (02.11.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**appel à la dénonciation d'infractions :**

Op enger Pressekonferenz iwwert d'Kontroll vun den neie Covidmoossnamen den 29. Oktober 2020, huet en héije Policeoffizéier, no Aussoe vun der Press, d'Leit opgefuerdert, „Behuelen ze mellen, dat géint d'Covidreegele géif verstoussen". Elo si Verstéiss géint déi Reegelen awer rechtlech gesinn nëmmen Infraktiounen a keng penal Faiten. Doweinst, an och aus méi allgemengen Iwwerleeungen eraus, muss ee sech froen, ob staatlech Organer sollen en aktiven Opruff zur Denonciatioun vun Infraktioune lancéieren, oder ob dat net sollt der perséinlecher Appreciatioun vun de Bierger iwwerlooss bleiwen.

Doweinst wéilt ech dem Här Policeminister dës Froe stellen:

1. Ass sech d'Regierung bewosst, datt déi Infraktiounen, déi hei sollen denoncéiert ginn an déi Aschnëtter an d'Grondrechter vun de Bierger sinn, wéi z. B. wann een nuets eleng spadséiere geet oder fënnef Leit bei sech doheem op Besuch huet, géint d'Stëmme vun allen Oppositiounsparteien an der Chamber ugeholl goufen? Ass d'Regierung der Meenung, datt bei esou enger knapper Majoritéit an der Chamber fir en Agréff an d'Grondrechter, den Ëmgang mat deene Restriktioune muss ganz besonnesch virsiichteg sinn?

2. Huet d'Regierung eng grondsätzlech Positioun zum Opruff zur Denonciatioun vun Infraktiounen duerch d'Populatioun? Encouragéiert si aktiv d'Denonciatioun vun Infraktiounen?

3. Kennt d'Regierung d'Diskussioun ëm d'Denonciatioun an deene Staaten, wou d'Regierung esou e Verhalen aktiv encouragéiert huet? Wéi beurteelt si hiert eegent Verhalen am Kontext vun esou Diskussiounen?

4. Ass d'Regierung sech bewosst, datt Denonciatiounen dacks aus Grënn gemaach ginn, déi näischt mat den inkriminéierte Faiten ze dinn hunn, an och net ëmmer der Wouerecht entspriechen?

5. Wa jo, huet d'Regierung dann net och déi Angscht, wéi vill Bierger se schonn hunn, datt Lëtzebuerg sech ëmmer méi un eng Onkultur vun der Denonciatioun kéint gewinnen?

6. Fäert d'Regierung wéinst esou Opriff net e Vertrauensverloscht vun de Bierger an d'Police?

Réponse (02.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Regierung ass sech bewosst, datt, esou wéi et sech an enger Demokratie gehéiert, all Partei an der Chamber vu sengem Recht Gebrauch maache soll, esou ofzestëmmen, wéi si et als richteg empfënnt. D'Regierung ass sech natierlech och bewosst, datt ee bei all Agréff an d'Grondrechter virsiichteg muss sinn.

ad 2., 3. + 5. D'Regierung mécht een Appell un all Bierger, fir sech responsabel ze behuelen. Bei de Covidmesuren ass den Eenzelen net just fir sech selwer responsabel, mee schützt duerch de Respekt vun de Covidmesuren och déi aner Leit. Am einfachste wier, dass jiddereen sech un d'Reegelen hält. D'Regierung mécht keen Appell zur Denonciatioun. Et muss ee sech awer och bewosst sinn, datt d'Police net iwwerall zur selwechter Zäit ka sinn, an also och un de Sens civique vun de Leit Appell mécht souwéi op d'Mathëllef vun de Bierger ugewisen ass.

ad 4. Wann een Incident bei der Police gemellt gëtt, geet d'Police sur place a constatéiert da Faits oder Absence vu Faits.

ad 6. D'Police mécht hir Aarbecht am Kader vun de bestoende Gesetzer. Et gëtt also kee Grond fir ee Vertrauensverloscht vun de Bierger an d'Police.

Question 3079 (03.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **contrôle du couvre-feu :**

Säit dem 30. Oktober kontrolléiert d'Police déi vun der Regierung gefroten Ausgangsspär. Jiddereen, deen zu Fouss, mam Vëlo oder mam Auto tëscht 23.00 Auer owes a 6.00 Auer moies ënnerwee ass, ka vun enger Policepatrull ugehale ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi eng Donnéeë ginn am Kader vun esou enger Kontroll festgehalen a gespäichert?

2. Wéi vill Avertissements taxés si bis elo wéinst Verstéiss vun der Ausgangsspär gesprach ginn?

Réponse (02.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Wann d'Persoun, déi kontrolléiert gëtt, sech am Kader vun den Ausnamen, déi am Gesetz opgezielt sinn, befënnt, gi guer keng Donnéeë festgehalen.

Wann d'Persoun, déi kontrolléiert gëtt, sech net am Kader vun dësen Ausname befënnt, gi follgend Donnéeë vum Contrevenant festgehalen:

Numm, Virnumm, Gebuertsdatum, Gebuertsuert, Adress, Datum a Plaz vun der Zuwiderhandlung, Artikel vum Gesetz, deen applizéiert gëtt, Zomm, déi ze bezuelen ass.

Entspriechend dem Artikel 12 Paragraf 7 vum Covidgesetz ginn all perséinlech Donnéeë vum Contrevenant, deen een Avertissement taxé bezuelt huet, spéitstens ee Mount nom Ausserkraafttriede vum Gesetz depersonaliséiert.

ad 2. Bis zum 23. November 2020 sinn 730 Avertissements taxés wéinst Verstéiss vun der Ausgangsspär ausgestallt ginn.

Question 3080 (03.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **centre de dépistage pour la Covid-19 supplémentaire à Pétange :**

Déi nächst Woche sollen op verschiddene Plazen am Land zousätzlech Covidteststatiounen opgemaach ginn. Esou soll, zum Beispill, d'nächst Woch een neien Drive-in-Zenter zu Stroossen opgoen. Duerch dës Mesure sollen d'Waardezäite fir d'Covidtester reduzéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

- Ronderëm d'Gemeng Péiteng wunnen ëm déi 50.000 Mënschen. D'Gemeng läit un der belscher a franséischer Grenz, wat och eng Chance op ee verkierzte Wee bei eng Teststatioun fir d'Frontaliere géif bedeiten. Dobäi kënnt, dass et, mam Site vum Projet Carena (Autokino) an der Rue Eucosider, eng grouss fräiraimeg Plaz gëtt, wou esou eng Teststatioun genuch Plaz hätt.

Wat fir eng Positioun vertrëtt d'Madamm Ministesch vis-à-vis vun enger zousätzlecher Teststatioun zu Péiteng?

Réponse (02.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Als éischt muss een e kloren Ënnerscheed maachen tëschent den diagnosteschen Tester, déi op Ordonnance médicale gemaach ginn, an dem Large-Scale-Testing, wat ee Programme de dépistage ass, wou een invitéiert gëtt.

Diagnostesch Tester kann een hei zu Lëtzebuerg haaptsächlech an de Centres de prélèvement vun dräi private Laboratoirë maachen. Dës Laboratoirë sinn natierlech fräigestallt, fir ee Centre de prélèvement op- oder zouzemaachen, wou si wëllen. Donieft ginn et och d'Laboratoiren an de Spideeler an den nationale Gesondheetslaboratoire (LNS) zu Diddeleng.

D'Direction de la santé ass an enkem Kontakt mat all de Laboratoiren, fir de ganzen Testsystem ze koordinéieren, esou dass de beschtméiglechen Accès fir d'Patiente garantéiert ass. Dat ass och de Grond, firwat den LNS sech rezent, no Demande vun der Direction de la santé, op dësem Gebitt abruecht huet an dofir elo een Drive-in zu Diddeleng bedreift.

Am Kader vun der aktueller Phas vum Large-Scale-Testing (LST), dee jo vu September 2020 bis Mäerz 2021 geplangt ass, sinn aacht Teststatiounen zeréckbehale ginn. Et goufen déi Plaze rausgesicht, déi an der éischter Phas vum LST am meeschte besicht goufen, an déi der gréisstméiglecher geografescher an demografescher Verdeelung entspriechen.

Et ginn eng Rei Plazen am Land, déi an Zukunft a Fro komme kéinten, fir weider Teststatioune fir den LST opzemaachen, virausgesat, dat géif erfuerderlech ginn. An deem Fall wier de Site vu Péiteng sécher ze diskutéieren.

Question 3082 (03.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **chômage partiel :**

Fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, duerch d'Covidkris ze kommen, setzt d'Regierung ënner anerem op den Outil vum Chômage partiel.

Wärend sech Lëtzebuerg matten an enger drëtter Infektiounswell befënnt, krute verschidde Patronen als Äntwert op hir lescht Demande, fir de Chômage partiel unzefroen, awer e Bréif, an deem si informéiert ginn, dass hir Aktivitéit net méi vum Covid betraff wier a si dofir net méi fir de Chômage partiel a Fro kéimen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi eng Aktivitéite sinn der Regierung no net méi vun der Pandemie betraff?

2. Unhand vu wéi enge Krittäre leet d'Regierung fest, wéi eng Aktivitéite fir de Chômage partiel a Fro kommen a wéi eng net?

Réponse (09.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Dës Fro gouf schonn an der parlamentarescher Ufro Nr. 3094 beäntwert.

ad 2. Decisioune gi vum Regierungsrot op Basis vun engem Avis vum Comité de conjoncture geholl.

An deem Kader respektéiert de Regierungsrot am Prinzip dësen Avis, dee jo och vun de Sozialpartner matgedroe gëtt an dee sech notamment dorunner orientéiert, ob de Betrib, deen d'Demande stellt, direkt oder indirekt vun der Pandemie vum Covid-19 betraff ass.

Question 3083 (03.11.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **conséquences de la pandémie de la Covid-19 pour le sport :**

Duerch d'Coronakris ass de Sport extreem beanträchtegt ginn, wourënner besonnesch d'Kanner leiden. Aus engem rezente Reportage op ZDF geet ervir, dass zu Berlin-Spandau zum Beispill zanter dem éischte Lockdown ca. 10 % vun de Kanner an de Veräiner opgehalen hunn, reegelméisseg Sport ze dreiwen. Dobäi ass de Sport awer extreem wichteg fir ons physesch a psychesch Gesondheet an domadder och entscheedend, fir dës Kris gutt ze bewältegen. Besuergneserreegend ass och d'Gewiichtszounam bei de Kanner an no rezenten Aussoe vun eisem Educatiounsminister schloe Pediatere schonn Alarm.

An deem selwechte Reportage gëtt och gesot, dass vill Benevoller de Sportsveräiner nom éischte Lockdown verluer gaange wären. Dobäi si vill Veräiner awer just op déi Aarbecht vun de Benevoller ugewisen, fir iwwerhaapt kënnen ze iwwerliewen an de Sportbetrib oprechtzeerhalen. Weider huet dës Entwécklung och Konsequenze fir d'Sportsveräiner, deenen hir Memberen ofhuelen an déi doduerch nach zousätzlech finanziell geschwächt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi huet sech d'Unzuel un aktive Membere bei de Sportsveräiner entwéckelt?

2. Wéi vill Kanner hunn zu Lëtzebuerg opgehale, reegelméisseg Sport ze dreiwen?

3. Gedenkt de Minister, an dësem Kontext eng genau Analys vum Impakt vun der Coronakris op déi sportlech Betätegung vu Kanner ze maachen? Wat et fir psychologesch oder physesch Nowierkunge wäert fir eis Gesellschaft mat sech bréngen?

4. Huet de Minister schonns konkreet Mesuren ageleet, fir dass rëm méi Kanner kënne Sport bedreiwen a sech beweegen?

5. Wéini annoncéiert de Minister eng differenzéiert Strategie, a wéi enger Phas vun der Pandemie wéi eng spezifesch Sportaarte kënne maximal erëm erlaabt ginn, fir esou mann wéi méiglech Kanner vun hirem Sport ewechzehalen?

6. Wéi huet sech d'Situatioun vun de Benevollen entwéckelt? Huet d'Zuel vu Benevoller zanter dem Ufank vun der Kris ofgeholl?

7. Hu Sportsveräiner scho missen ophalen oder sti kuerz virdrun?

8. Huet de Minister wëlles, de Veräiner ënnert d'Äerm ze gräifen, fir duerch déi schwiereg Situatioun ze kommen, a mat wéi enge Mesuren?

9. Wéi ass d'Situatioun an de Fitnesszenteren? Wéi vill Memberen hunn do opgehalen? Wéi eng finanziell Verloschter sinn duerch de Coronavirus opgetrueden? Hu Leit missen entlooss ginn oder Zentere misse ganz ophalen?

Réponse (03.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Datt déi aktuell Coronakris och een Impakt op de Sport respektiv d'Beweegung am Allgemengen huet, ass net vun der Hand ze weisen an der Regierung natierlech bekannt. Net och zulescht doweinst, an am Géigendeel zum Ausland iwweregens, war zu Lëtzebuerg déi sportlech Aktivitéit ni ganz verbueden, a jiddereen, an de Sportsminister un éischter Plaz, war erfreet, datt besonnesch an de Summerméint esou vill Leit, an dorënner och ganz vill Kanner, Sport gemaach hunn oder ganz einfach physesch aktiv waren.

Déi honorabel Deputéiert referéiert sech op e Reportage aus dem däitsche Fernseh, wou an engem Bezierk an der däitscher Haaptstad d'Zuel vun de Kanner an de Veräiner erofgaangen ass. Ech erlabe mer, an deem Kontext op en Artikel aus dem Lëtzebuerger Land vum 23. Oktober 2020 ze verweisen, wou de Journalist eng stéchprouwenaarteg Ëmfro a verschiddene Veräiner gemaach huet, net spezifesch baséiert op d'Kanner, a wou erauskënnt, datt entgéint allen Erwaardunge vill méi Leit wéi soss an d'Veräiner ginn an de Verantwortlechen hire

gréisste Problem e Manktem un Trainer ass, fir all dës Leit, déi bäikomm sinn, beschtméiglech ze encadréieren.

Et sief och drun erënnert, datt haut, an engem Moment vun deelweisem Lockdown, de Sport och net komplett verbueden ass, weeder am privaten nach am organiséierte Beräich. Och huet d'Regierung drop gehalen, datt de Schoulsport an déi peri- a parascolaire Aktivitéiten och am Sportsberäich oprechterhale gi sinn, mat deenen néidege sanitäre Konzepter a Recommandatiounen.

Natierlech huet d'Coronapandemie och e finanziellen Impakt op d'Veräiner, déi vill Manifestatiounen an Eventer hu missen ofsoe respektiv d'Buvetten nëmme beschränkt oder guer net konnte bedreiwen.

D'Regierung huet hei anticipéiert a schonn de 4. Juni 2020 konnt de Sportsminister de Plan de relance „Restart Sports" virstellen, wou ënner anerem och finanziell Hëllefe fir d'Sportsveräiner virgesi waren. Stand 30. November si bis elo 1,8 Milliounen Euro un eis Sportsveräiner gaangen an ech erënneren drun, datt dës Mesuren nach bis den 31. Dezember lafen.

De Sportsministère huet nach keng verlässlech Zuelen, wat d'Statistiken ubelaangt, dofir ass et nach ze fréi. Allerdéngs huet de Ministère, an dëst geet och aus dem virgenannte Plan de relance ervir, schonn am Juni dëst Joer, a Collaboratioun mam COSL, d'Lunex University vun Déifferdeng mat enger Studie beoptraagt, fir den Impakt vun der Covid-19-Pandemie op déi Lëtzebuerger Sportswelt ze identifizéieren.

Deemnächst wäerten an deem Kontext Table-rondë mat Vertrieder vu Verbänn a Veräiner organiséiert ginn. Éischt Resultater ginn dann ufanks nächst Joer erwaart.

Der honorabeler Deputéierten ass sécherlech bekannt, datt déi aktuell Mesuren am Kampf géint de Covid-19 bis de 15. Dezember 2020 wäerte gëllen, an de Sportsminister huet natierlech och schonn un déi Zäit duerno geduecht, och wann een haut nach net ka virausgesinn, wéini genau dat da wäert sinn.

Jiddefalls waren do scho Kontakter mat Presidente vu verschiddene Verbänn, fir sech iwwert eng eventuell Reprise vun de Championnater auszetauschen.

Wat elo spezifesch déi Froe vun de Fitnesszenteren ubelaangt, sou kann ech als Sportsminister dozou keng Aussoe maachen, well dës net ënnert mäi Kompetenzberäich falen, dës Betriber konnten a kënnen och am Moment allerdéngs och vun den Hëllefen an Ënnerstëtzunge vum Staat profitéieren.

Question 3084 (03.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **invitations pour le large scale testing :**

An enger zweeter Phas vum Large-Scale-Testing géif méi cibléiert getest ginn, sot d'Gesondheetsministesch. Ënner anerem solle Beruffsgruppen, déi am Alldag mat besonnesch ville Leit a Kontakt sinn, méi oft invitéiert ginn, um Large-Scale-Testing deelzehuelen.

« Le deuxième contingent sera constitué de la "population d'individus particulièrement exposés" en raison de sa vulnérabilité ou de son haut risque d'exposition. »

U mech ass d'Informatioun erugedroe ginn, dass d'Personal am Bildungssecteur säit dem Schoulufank manner Invitatioune geschéckt kritt hätt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Huet d'Zuel vun den Invitatiounen, déi u Persounen aus dem Bildungswiese geschéckt goufen, sech säit dem 15. September 2020 verännert?

Falls jo, wéi vill Tester sinn

- virum 14. September wéchentlech un dës Persoune geschéckt ginn,

- vum 14. September bis de 4. Oktober wéchentlech un dës Persoune geschéckt ginn,

- vum 5. Oktober bis den 1. November wéchentlech un dës Persoune geschéckt ginn?

Réponse (03.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Kader vun der zweeter Phas vum Large-Scale-Testing (LST 2) ginn d'Invitatioune méi cibléiert verschéckt wéi an der éischter Phas vum Large-Scale-Testing (LST 1).

Am LST 1 sinn eng ronn 6.500 Invitatiounen all zwou Wochen un d'Léierpersonal verschéckt ginn.

Am Kader vum LST 2 gëtt d'Léierpersonal souwuel aus den ëffentleche wéi och aus de private Schoule reegelméisseg invitéiert, an zwar an enger Testfrequenz vun aacht Wochen innerhalb vun der Catégorie „personnes à risques". D'Léierpersonal aus den ëffentleche Schoule gëtt per Bréif agelueden; fir déi privat Strukture gëtt op Voucheren zréckgegraff, well d'Effektiven anescht erfaasst sinn wéi déi aus den ëffentleche Schoulen.

Virun der Rentrée gouf all Enseignant an all Schüler invitéiert, sech testen ze loossen am Kader vun enger proaktiver Testaktioun „coup de poing", fir esou eng Iwwersiicht vun der Prevalenz vum Virus an der Schoulbevëlkerung ze kréien, iert d'Schoulen erëm opgaange sinn.

No der Rentrée gouf d'Léierpersonal ab der Woch vum 26. Oktober erëm integral invitéiert, fir sech testen ze loossen. Ab deem Moment louch eng komplett Lëscht vun de betraffene Persounen vir. Den 2. November gouf dat ganzt Schoulpersonal nach eng Kéier integral invitéiert op Basis vun enger aktualiséierter Lëscht.

Eng 1.000 Invitatioune ginn ab dem 7. Dezember all Woch verschéckt, fir ee kontinuéierleche Suivi vun der Situatioun bei dem ganze Personal am Bildungssecteur, wat sech op zirka 8.000 Effektiver beleeft, op Basis vun enger Aacht-Wochen-Testfrequenz sécherzestellen.

Et sief doriwwer eraus bemierkt, dass een dës Zuelen och am Kontext vun de jeeweilegen Testkapazitéiten vun der Phas 1 an 2 setze muss. D'Testkapazitéiten am LST 1 louche bei 110.000 Tester pro Woch, woubäi se beim LST 2 ugangs bei 53.000 louchen an op 70.000 wäerte ropgesat ginn.

Doriwwer eraus ass et fir d'Verständnis vun den Zuelen och wichteg, sech virun Aan ze halen, dass den LST 2 méi flexibel ausgeriicht ass wéi den LST 1. Allkéiers, wou an engem Secteur eng erhéichten Inzidenz festgestallt gëtt, erlaabt den Dispositif et, verstäerkt an de jeeweilege Secteur testen ze goen. Dat wier och am Bildungssecteur de Fall, wann dat néideg wier. Derbäi kënnt och, dass mobill Interventiounsequippen an de Schoulen agesat ginn, fir Tester ze maachen.

Question 3085 (03.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**utilisation des parcmètres pendant la pandémie de la Covid-19 :**

Verschiddenen Etüden no kann de Sars-Cov-2 bis zu néng Deeg op Uewerflächen aus Plastik, Glas oder Metall iwwerliewen. Dëst bedeit, datt de Virus dobaussen op eise Stroossen an, fir méi prezis ze sinn, op eise Parkinge present ka sinn. D'Parkaueren, bei deenen d'Armature jo meeschtens aus Plastik oder Metall sinn, funktionéiere ganz gutt als „Brutkasten" vun esou Viren, well hei Honnerte vu Leit den Dag mat den Hänn druginn.

Bei verschiddene Parkaueren, bei deenen de Benotzer souguer seng Plackennummer muss op eng Tastatur aginn, ass d'Kontaktzäit tëschent den Hänn an der net desinfizéierter Uewerfläch oft nach méi laang. D'Risiken, sech de Virus also vun enger Parkauer matzehuelen, si ginn, ëmsou méi wa sech bei verschiddene Parkauere Schlaange vu Leit bilde fir ze bezuelen. Net jiddereen huet ëmmer een Desinfektiounsgel am Auto, soudatt een dann eebe mat de potenziell infektiéisen Hänn aner Uewerfläche kontaminéiere kéint.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit, fir Interieur a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass et am Kader vun der Covid-19-Pandemie aktuell recommandabel, datt d'Leit Parkauere benotze sollen?

2. Wär et net sënnvoll, bei de Parkaueren, wou een d'Plackennummer vum Auto muss aginn, dës Funktioun bis op Weideres ze desaktivéieren?

3. Wär et net sënnvoll, dass bei all Parkauer och direkt een Desinfektiounsgel disponibel wär?

Réponse commune (02.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Et ass an der Tëschenzäit bewisen, datt de Sars-Cov-2 virun allem iwwer Drëpsen an Aerosolen, déi beim Houschten, Néitsen, Schwätzen an Ootmen ausgestouss kënne ginn, iwwerdroe gëtt. D'Iwwerdroe vum Virus iwwert d'Upake vu verschiddenen infizéierten Uewerflächen, déi duerno am Kontakt mat der Schläimhaut sinn, ass just e sekundären Iwwerdroungswee.

D'Liewensdauer vum Virus op Uewerflächen ass a villen Etüden analyséiert ginn; d'Majoritéit vun dësen Etüde goufe bei Temperaturen tëschent 20 an 23 Grad duerchgefouert, mat enger relativer Loftfiichtegkeet vu 35-40 %. Interessant ass ze bemierken, datt dës Experimenter op infizéierte Surfacen am Donkelen duerchgefouert gi sinn, déi also virun UV-Strale geschützt waren. UV-Stralen hunn nämlech antiviral Eegenschaften. D'Resultater vun dësen Experimenter kënnen also net 1 zu 1 op Parkaueren transposéiert ginn, well dës vill méi killen Temperaturen, de Wiederkonditiounen an dem Dagesliicht ausgesat sinn.

Question 3088 (03.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **personnel soignant :**

Wärend der éischter Well vun der Covidkris am Fréijoer vun dësem Joer huet sech erausgestallt, datt net genuch Respirateuren zur Dispositioun stoungen, fir Patienten ze beootmen. Aktuell ginn et zwar am ganzen 152 Respirateuren, esou wéi d'Regierung dat matgedeelt huet, mee elo stelle sech awer Problemer beim Fleegepersonal, wat dës soll bedéngen. Dat geet op alle Fall aus engem oppene Bréif vun der Infirmièresassociatioun un de Staatsminister ervir. Deemno wunnen déi Infirmierë mat enger Spezialisatioun, fir kënnen d'Respirateuren ze bedéngen a beotemt Leit ze fleegen, zu 46 Prozent am Ausland. Zousätzlech besteet de Risiko, datt dëst Personal am schlëmmste Fall kéint vun den Nopeschlänner agezu ginn fir d'Versuergung vun der eegener Populatioun.

Der Infirmièresassociatioun no ass et och esou, datt si elo an der Pandemie permanent dem Risiko ausgesat sinn, fir op eemol just nach op een Drëttel vum Fleegepersonal kënnen zeréckzegräifen, well insgesamt 65 Prozent vum Personal am Ausland wunnt.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Wat huet d'Regierung ënnerholl fir ze garantéieren, datt genuch spezialiséiert Personal do ass, fir déi iwwer 150 Respirateuren ze bedéngen, am Fall wou d'Grenzgängerinnen an d'Grenzgänger net zur Verfügung stinn?

2. Gouf zënter dem Fréijoer zousätzlecht Personal forméiert, fir kënnen d'Respirateuren ze bedéngen?

3. Wär et no all den Erfarungen, déi d'Land am Hibléck op d'Covidpandemie gemaach huet, net sënnvoll, eng generell Reform vum Gesondheets- a Fleegesystem ze envisagéieren, déi der Noutwennegkeet géif Rechnung droen, datt speziell op Personal mat Wunnsëtz hei am Land misst kënnen zeréckgegraff ginn? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader kéint ee mat dem Ëmsetze vun dëser Reform rechnen?

Réponse (02.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Laut der Etüd vun der Madamm Marie Lise Lair „État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg" vun 2019 wunne 64,7 % vun den Infirmieren, déi am Lëtzebuerger Gesondheetswiese schaffen, am Ausland, a 48,6 % vun den Infirmieren, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, sinn an de Spideeler agestallt.

Géifen d'Grenze mat eisen Nopeschlänner fir d'Grenzgänger an also och, fir d'Fleegepersonal, dat am Ausland wunnt, zougemaach ginn, dann hätte mir net nëmmen ee Problem, fir Personal ze fannen, fir eis Respirateuren ze bedéngen, mee mir hätte méi e generelle Problem, fir dass eis Spideeler nach weider funktionéiere kéinten.

Et wier also illusoresch ze mengen, dass eis Spideeler just mat Personal funktionéire kéinten, déi och hei zu Lëtzebuerg wunne géifen, och wann op alle Fall all Efforten an den nächste Jore musse gemaach ginn, fir de Beruff vum Infirmier esou attraktiv wéi méiglech ze gestalten, fir dass eis Lëtzebuerger Studenten de Beruff auswielen.

Fir awer an der aktueller Covidkris engem eventuelle Personalmanktem entgéintzesteieren, huet de Spidolssecteur sech organiséiert, fir generell kënnen op fräiwëlleger Basis op Infirmieren zeréckzegräifen, déi viru kuerzem an d'Fréipensioun gaange sinn oder déi Deelzäit schaffen, fir dass si nees wärend der Kris Vollzäit schaffen oder esou och op spezialiséiert Infirmiersstudenten.

Eis Regierung stellt och momentan, wou eise Gesondheetssecteur awer staark gefuerdert ass, alle Salariéen, déi am Gesondheetswiese schaffen an am Ausland wunnen, gratis en Hotelszëmmer zur Verfügung.

Question 3089 (03.11.2020) de **MM**. **Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** (*ADR*) concernant le **contournement de Bascharage :**

Den Tracé vun der zukünfteger Ëmgoungsstrooss vu Käerjeng werft eng ganz Rei vu Froen op. Wann och de Prinzip vun enger Ëmgoungsstrooss vu Käerjeng fir eis ausser Fro steet, sou muss een dach deene berechtegte Suergen, och vun de Suessemer Bierger, entgéint kommen. Och d'Sensibilitéit fir d'Ëmwelt ass op dëser Plaz ganz grouss an et sollt ee konstruktiv Virschléi am Interessi vun der Liewensqualitéit vun den Awunner an dem Schutz vun der Natur nach mat an de Projet vun der Ëmgoungsstrooss vu Käerjeng ophuelen.

Doweinst wéilte mir dem Här Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister bereet, fir d'Chamber mat Amendementer zu deem Gesetz iwwer de Käerjenger Contournement ze saiséieren, wann doduerch Verbesserunge fir d'Liewensqualitéit vun de Käerjenger a Suessemer Bierger kéinten erreecht ginn oder d'Natur besser geschützt kéint ginn?

2. Wär den Här Minister bereet, en Deel vun der Streck duerch en Tunnel ënnert dem Naturschutzgebitt ze féieren, änlech wéi dat zu Hesper gemaach gëtt? (Mir verweisen an deem Kontext op déi parlamentaresch Fro N° 2712)

3. Am Beräich vun der Ëmgoungsstrooss lieft momentan eng grouss Populatioun vu Wëllschwäin. Wéi gëtt de Contournement vu Käerjeng effizient géint Wëld geschützt - ausser duerch en einfachen Drot?

4. De Contournement gëtt op Basis vun Etüden aus dem Joer 2012 gebaut, wou vun enger Augmentatioun vum Trafick bis 2020 vu 16 % bis 22 % geschwat gëtt. Wéi huet déi Situatioun sech entwéckelt? Vu wéini u gëtt de Verkéier zu Käerjeng duerch en intelligente Luuchtesystem gereegelt?

5. Op der Gare zu Nidderkäerjeng gëtt e grousst Parkhaus vun der CFL ouni Uschloss un de Contournement gebaut. Sollt een net probéieren, hei en direkten Uschloss ze erméiglechen, fir d'Leit ze encouragéieren, op den ëffentlechen Transport ëmzeklammen an den Trafick duerch Käerjeng a Suessem ze miniméieren?

6. No wéi engen Norme gëtt am Schallschutz geschafft? Wéi deier ginn déi geplangte Schallwänn laanscht Suessem an aus wat besti si? Ass e Flüsterstroossebelag um Tronçon virgesinn?

7. D'Ouverture vun der Ëmgoungsstrooss muss och am Kontext vun deenen aktuelle Problemer op der A13 analyséiert ginn:

7.1. Wéi eng Moossname gi geholl, fir de Réckstau, deen et elo schonns ronderëm de Rond-point Biff gëtt, op der A13 ze reduzéieren ? Kann et sinn, datt duerch de Contournement vu Käerjeng de Rond-point Biff nach méi belaascht gëtt, ewéi bis elo?

7.2. Gëtt et Pläng, fir eng séier an effikass Entlaaschtung vum Rond-point Biff ze erreechen, speziell och no der Ouverture vun der Ëmgoungsstrooss?

7.3 Beim Echangeur, fir op de Contournement ze kommen, kann et zu engem massive Stau an de Spëtzestonne kommen. An der ganzer Etüd gëtt vun dësem Problem net geschwat. Mat wéi vill Autoe gëtt no der Ouverture vum Contournement an de Spëtzestonne gerechent?

7.4. Bei Accidenter an/oder engem Stau op der A13 gëtt d'CR110 vun Esch op Nidderkäerjeng dacks als Auswäichstreck benotzt. Si Moossname virgesinn, fir dës Praxis ze ënnerbannen? Gëtt d'CR110 tëschent Esch a Käerjeng zeréckgebaut?

7.5. Duerch de Rond-point op der Héicht vun der Käerjenger Industriezon kann et och op där Plaz zu Staue kommen. Wéi eng Moossname ginn ergraff, fir datt de Verkéier dowéinst net awer duerch Käerjeng fiert?

Réponse (10.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. De 17. Juli 2018 huet d'Chamber mat 56 Jo-Stëmmen, also mat ganz breeder Majoritéit, d'Finanzéierungsgesetz fir de Contournement vu Käerjeng gestëmmt. Do virdru sinn iwwer zéng Joer laang vun zwee verschiddene Ministere vill Variante studéiert ginn, dorënner och eng Null-Variant, an e Bierg vun Etüde produzéiert ginn. Et goufen och vill Biergerversammlungen organiséiert an d'Gemenge konnten hir Doleancen duerch hir Avisen abréngen.

Et gëtt keen neie Moment, an de Minister wäert, sou wéi e verflicht ass, wann den éischte Pouvoir e Gesetz gestëmmt huet, dee Contournement och elo ëmsetzen.

ad 3. Am Kader vun den Etüden iwwer de Käerjenger Contournement sinn och d'Wëldcouloiren analyséiert ginn. Doropshin ass festgehale ginn, dass zwou Wëldbrécke wärend dem Bau vum Contournement géife matgebaut ginn. Zousätzlech gëtt och am Virfeld vum Contournement nach eng drëtt Wëldbréck gebaut, mat der Verbindung vum Zämerbësch an dem Bobësch.

ad 4. Am Zentrum vu Käerjeng leie keng Zuele vir, well do kee permanente Verkéierscompteur installéiert ass. D'Stroossebauverwaltung huet awer Compteure ronderëm Käerjeng, an zwar op der N31 tëscht dem Dräilännereck an dem Rond-point Biff, op der A13 (Collectrice) tëscht der Biff a Lankelz esouwéi op der N5 tëscht Schuller an Dippech. Aus deenen dräi léisst sech ofliesen, dass den Trafick, dee vum Dräilännereck kënnt, effektiv konstant klëmmt, an 2019 ronn 11 % iwwer dem Stand vun 2011 louch. Eng Steigerung gëtt et och op der Collectrice op der Héicht vun den „Aessen˝, wou am selwechten Zäitraum eng Steigerung vun 13 % ze verzeechnen ass. Op der N5 tëscht Schuller an Dippech ass den Trafick dogéint net geklommen. Déi Phenomener kann een esou erklären, dass d'N5 zu de Spëtzestonnen esou saturéiert ass, dass en

Deel vum Verkéier, deen aus dem Dräilännereck kënnt, op der A13 bleift an dann iwwer d'A4 a Richtung Lëtzebuerg-Stad fiert, fir d'Duerchfuere vum saturéierten Zentrum vu Käerjeng ze evitéieren. Fir de Réckwee aus der Stad a Richtung Péiteng gëllt dat selwecht.

De Projet betreffend den intelligente Luuchtesystem op der N5 wäert viraussiichtlech am Fréijoer 2021 ausgeschriwwe ginn, soudass den Ufank vum Chantier am Summer 2021 nom Kollektivcongé programméiert ass. D'Aarbechte beinhalten d'Installatioun vun 13 Luuchtenanlagen, Buspriorisiérungen iwwer d'Längt vum Projet an eng Ëmmodeléierung vun der Kräizung mat der Zone industrielle (ZI) Bommelscheier mat engem Rietsofbéier vun 120 Meter aus der ZI eraus. D'Dauer vum baulechen Deel läit bei 200 Deeg an d'Dauer vun der Installatioun vun de roude Luuchten ass op 40 Deeg ugesat, mee déi Aarbechte kënnen deels simultan lafen. Momentan ass also ugeduecht, dëse Chantier fir de Kollektivcongé vum Summer 2022 fäerdeggestallt ze hunn.

ad 5. Et ass effektiv virgesinn, e Parkhaus fir d'Passagéier aus de Gemenge Käerjeng a Suessem op der Käerjenger Gare ze bauen. Dës Planung ass aus geometreschen an topographesche Grënn ganz enk mam Tracé vum Contournement verknäppt, fir dass déi Projeten net kollidéieren.

Den aktuelle P&R um Arrêt Käerjeng-Suessem huet e bësse méi ewéi 200 Parkplazen, verdeelt op béid Säite vun der Linn Péiteng-Lëtzebuerg. Deen neie Parking, dee geplangt ass, wäert eng Kapazitéit vu 460 Plazen hunn, bei déi déi aktuell ongefeier 100 Plazen op der Käerjenger Säit dobäikommen (rue de la Continentale). D'Gesamtkapazitéit wäert sech deemno op 560 Plaze belafen. Am Verglach zu de P&R Rodange a Belval, déi eng grouss Kapazitéit hunn, wäert de P&R Käerjeng-Suessem e „Pôle multimodal" vun enger mëttlerer Kapazitéit ginn.

Aktuell ass de Contournement vu Käerjeng op Basis vun der Variant 2 esou geplangt, dass d'Uertschaft kann ëmfuer ginn an dofir manner Zäit gebraucht gëtt, woubäi de CR110 ouni Uschloss ënnert dem Contournement duerchgefouert gëtt. Eng Brëtell vum Contournement a Richtung Arrêt Käerjeng-Suessem géif d'Attraktivitéit vun dësem Arrêt erhéijen. Allerdéngs wäerten déi zukünfteg Benotzer vum Käerjenger Contournement haaptsächlech Pendler sinn, déi aus der Géigend vun hannert der A13 kommen, ewéi Péiteng, Rodange an de Grenzgebidder aus Frankräich an der Belsch, déi schonn zu Rodange op den Zuch kënnen ëmklammen.

Mat Bléck op d'Unzuel vun de Parkplaze beim Arrêt Käerjeng-Suessem ass dëse P&R also éischter op eng lokal Notzung, dat heescht fir d'Awunner vun den Uertschafte Käerjeng, Kënzeg, Suessem an Ëmgéigend, ausgeluecht an de P&R Rodange éischter fir déi Leit, déi aus dem Grenzgebitt kommen, geduecht.

ad 6. Et si ronn 800 Meter Schallschutz am Beräich vun der Gare Käerjeng-Suessem virgesinn, an den Devis fir déi Wänn läit bei 1,76 Milliounen Euro. D'Normen, déi fir d'Berechnung vum Schallschutz gebraucht gi sinn, sinn déi däitsch „16.BImSchV" (16. Bundes-Immissionsschutzverordnung) an RLS (Richtlinien für den Lärmschutz an Strassen), esouwéi déi europäesch XPS 31-133. D'Normen, déi bei der Ausschreiwung vun de Kaméidischutzprodukter ze erfëlle sinn, sinn déi europäesch EN-1793-5 an EN-1793-6.

Et wäert ausserdeem e Stroossebelag mat gudden akustesche Eegenschaften agebaut ginn.

ad 7. D'Ouverture vun der Ëmgoungsstrooss muss och am Kontext vun deenen aktuelle Problemer op der A13 analyséiert ginn:

ad 7.1. + 7.2. Aktuell sinn Analysen amgaangen, fir de Verkéiersproblem vun der Biff an de Grëff ze kréien, an d'Stroossebauverwaltung studéiert eng funktionell Klassifizéierung („classification fonctionnelle") vum Stroossereseau an der Regioun. Dozou ginn et an de Strukture vum Stroossennetz verschidde Varianten, déi op hir Effizienz hi wäerten an enger Trafficksimulatioun gepréift ginn. Dës Simulatioun wäert dann och deenen neien Objektiver am ëffentlechen Transport Rechnung droen. Well dëse Modell eréischt am Opbau ass, stinn d'Resultater dovu kuerzfristeg net zur Verfügung. Et kann awer scho gesot ginn, dass duerch de Bau vum Contournement net mat enger globaler Erhéijung vum Trafick am Rond-point Biff ze rechnen ass.

ad 7.3. Et gëtt mat ronn 1.000 Gefierer um Contournement an de Spëtzestonne gerechent. D'Spuere vum Echangeur verlafen esou, dass de Wiessel vum Contournement op d'A13 konfliktfräi verleeft, also kee Stau entstoe wäert. Fir vun der A13 op de Contournement musse sech d'Gefierer verflechten, wat eng ganz gewéinlech Aart a Weis ass fir zwou Spueren op eng eenzeg ze reduzéieren.

ad 7.4. Momentan gëtt et op Käerjenger Säit e Projet, fir d'Strooss ëmzebauen a méi urban ze gestalten, wat d'Attraktivitéit vun deem Schläichwee reduzéiere wäert.

ad 7.5. All d'Kräizunge sinn esou dimensionéiert, dass d'Kapazitéiten an de „Level of service" acceptabel sinn, an et deemno net zu där an der parlamentarescher Fro gefaarter Stausituatioun soll kommen. Wann de Contournement bis fäerdeg ass, wäert natierlech, änlech ewéi beim Contournement vu Jonglënster, d'Traversée vu Käerjeng zeréckgebaut ginn, fir se fir den Trafick onattraktiv ze maachen.

Question 3091 (04.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **mesures sanitaires dans les cantines scolaires :**

Déi néi Covidmesuren, déi säit dem 30. Oktober 2020 a Kraaft sinn, schreiwe vir, dass bei Rassemblementer vun tëscht zéng an 100 Persounen dës Persoune souwuel eng Mask mussen unhunn a mindestens och zwee Meter Ofstand hale mussen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

- A Schoul- a Lycéeskantinne mussen d'Schüler keng Masken unhunn, wa si um Dësch sëtzen. A ville Kantinnen ass et awer schwéier, fir zwee Meter Ofstand ze halen.

Wat fir Recommandatiounen huet de Minister un d'Schoulen an un d'Lycéeën zum Theema Kantinnen erausginn?

Sinn an de Kantinne genuch Sëtzplazen, fir dass all d'Schüler sech kënnen a Gruppe vu maximal véier opdeelen a gläichzäiteg de Sécherheetsofstand vun zwee Meter respektéieren?

Réponse (08.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend huet zanter dem Ufank vun der Kris kloer Consignen erausginn, wat d'Schoulrestauratioun ugeet, a se reegelméisseg un d'Reegelen, déi och fir d'Restauranten a Kraaft waren, ugepasst. D'Kantinne sinn deemno esou opgestallt, datt esouwuel bei der Distributioun vum Iessen ewéi och beim Mëttegiessen un den Dëscher déi néideg Distanzen agehale kënne ginn.

An der Majoritéit vun de Lycéeën organiséiert Restopolis, de Service vun der Restauratioun vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, d'Schoulrestauratioun an huet an all senge Restaurantiounsstrukturen zanter der Rentrée 2020/21 follgend streng Sécherheetsmoossnamen applizéiert:

- D'Droe vun enger Mask ass obligatoresch bei all Zirkulatioun an dem Restaurant.

- Spendere fir Desinfektiounsmëttel stinn an der Entrée vun all Restaurant an all Cafeteria.

- Op all Dësch stinn Desinfektiounsspray a Rouleaue mat Kichepabeier.

- Markéierungen, fir d'Fluxen ze organiséieren.

- Net méi wéi zéng Gäscht un engem Dësch (maximum vu véier Gäscht pro Dësch zanter dem 12.11.2020).

- Schutzwänn an der Verdeelung vun dem Iessen an an de Keesen.

- System „Preparéiert Plateauen": d'Zuel vun de preparéierte Plateauen op de Weenercher entsprécht der Unzuel vu fräie Plazen an dem Schoul- oder Unirestaurant.

- Desinfektioun vun den Dëscher, Still a Weenercher no all Service.

- Opmaache vun de Glasfläschen duerch d'Personal.

- Kee fräie Service, ausser fir d'Platen, déi individuell agepak sinn.

- D'Buffete sinn zou.

- D'Brout, d'Zopp an d'Gewierzer gi vun dem Restopolis-Personal zerwéiert.

- D'Distributeure vum Typ „Fructomat" oder „Refill Station" gi virun all Service desinfizéiert.

- Keng Waasserkréi op den Dëscher.

- D'Distributeuren, déi vu Restopolis geréiert ginn, gi virun an no all Paus desinfizéiert.

- D'Mikrowelle gi virun an no all Paus desinfizéiert.

Et sief drun erënnert, datt all d'Schüler den Dag virdrun eng Frupstut online bei Restopolis bestelle kënnen. Verschidde Schoule stellen och Säll zur Verfügung an deenen, zousätzlech zu de Schoulrestauranten, d'Schüler iesse kënnen. Dës Moossnam erlaabt, d'Unzuel vun de Gäscht an de Kantinne méi niddereg ze halen an de Maximum vu véier Gäscht pro Dësch, deen zanter dem 12. November 2020 an de Schoulrestaurante gëllt, ze respektéieren.

Am Beräich vun de Bildungs- an Betreiungsstrukture fir Schoulkanner sinn d'Consignen un d'Träger verschéckt ginn. Och dës gi reegelméisseg aktualiséiert. Esou ass, wéi an de Restauranten, d'Unzuel vun de Persoune pro Dësch op véier limitéiert. Soubal d'Kanner an d'Educateuren am Restaurant zirkuléieren, mussen si d'Mask undoen. Eng minimal Distanz vun 1,5 Meter tëschent den Dëscher ass ze respektéieren. D'Iesse kann um Buffet presentéiert ginn, mee d'Kanner dierfe sech awer net selwer zerwéieren.

D'Hännwäschen ass net just a Covidzäite virum an nom Iesse selbstverständlech, genau wéi d'Anhale vun den Hygiènesnormen am Beräich vum Iessen.

Et ass ze betounen, datt de Ministère den Träger och rappeléiert huet, datt de pedagogeschen Aspekt vum Iessen net ze vernoléissegen ass. Och a Covidzäiten ass d'Ubidde vun engem equilibréierten an un d'Besoine vun de Kanner ugepassten Iessen onëmgänglech.

An de Restaurante vun de Bildungs- a Betreiungsstrukture fir Schoulkanner iessen d'Kanner meeschtens net all mateneen. Opgrond vun de Consignen ass et och méiglech, temporaire op zousätzlech Raim zeréckzegräifen, ënnert der Konditioun, datt dës Raim de legalen Normen entspriechen.

Question 3092 (04.11.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **coordination du « large scale testing » et** la **gestion du « contact tracing » :**

D'après des informations relayées par la presse, le Gouvernement aurait externalisé une partie des responsabilités dans le cadre du large scale testing (LST) vers des entreprises privées du secteur financier. Cette décision aurait pris effet dès la mi-août 2020.

Dès lors, des contrats auraient été établis avec trois entreprises comprenant des prestations spécifiques. L'État luxembourgeois aurait également alloué un budget propre à chaque entreprise.

Ainsi les prestations en question seraient le Project management disposant de 900.000 € de budget, l'analyse comparative de données en association avec les données élaborées par l'Inspection sanitaire impliquant 500.000 €, puis l'élaboration d'une campagne de communication à hauteur de 2,4 millions d'euros et enfin la gestion de la hotline comprenant 2.000 appels par jour.

Il est également précisé dans un article à ce sujet paru dans la presse que l'entreprise responsable du Project management ait la possibilité d'émettre des propositions et d'effectuer, le cas échéant, des adaptations au bénéfice du développement de la stratégie du LST. De ce fait, la responsabilité en matière de stratégie LST n'incomberait plus au LIH, ancien project leader conventionné par le Ministère de la Santé. En modifiant sa convention avec le LIH, le Ministère de la Santé aurait donc délégué la responsabilité pour la coordination du LST à une entreprise privée.

1) Madame la Ministre de la Santé peut-elle me dire si une telle externalisation des responsabilités dans le cadre du LST a bien eu lieu et pris effet ?

2) Dans l'affirmative, quels sont la plus-value et les avantages d'une telle démarche et à quel montant total s'élève le budget alloué aux entreprises en question ?

3) Toujours dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que ces responsabilités impliquent des décisions politiques d'envergure qui incombent avant tout au Gouvernement et ses instances compétentes en matière de santé publique ?

4) De même, Madame la Ministre peut-elle me dire qui décide actuellement des conceptions et des adaptations de la stratégie LST et, dans l'affirmative à la question précédente, quel est exactement le faisceau de responsabilités qui incombe respectivement à l'entreprise et aux administrations compétentes du Ministère de la Santé ?

5) Toujours dans l'affirmative à la première question, Madame la Ministre peut-elle m'éclaircir sur le contexte dans lequel le LIH a été destitué de ses fonctions de project leader dans le cadre du LST ?

6) Encore dans l'affirmative à la première question, Madame la Ministre peut-elle me renseigner si les entreprises en question ont répondu à un appel d'offres public ou bien s'il s'agit de sous-traitants d'entreprises ayant répondu à la soumission publique ?

7) Parmi les membres de la task force, y en a-t-il qui travaillent pour les entreprises ayant obtenu les contrats avec la Direction de la santé évoqués plus haut ? Si oui, combien de personnes sont concernées ?

8) Concernant l'analyse comparative de données dont une entreprise privée aurait été chargée, Madame la Ministre peut-elle me dire si cette entreprise aura un accès direct aux données dont dispose l'Inspection sanitaire, à savoir des données non anonymisées ?

9) Quel cadre légal s'applique en matière de protection de ces données de patients dans le cadre de leur transfert vers une entreprise privée ?

Dès sa première phase d'application, le large scale testing a fait l'objet de coopérations de l'État avec des entreprises privées via le LIH qui a chargé le groupe « Laboratoires Réunis » de l'exécution et de l'analyse des tests, lequel aurait à son tour engagé un consortium international d'entreprises pour prendre en charge la logistique et le recrutement du personnel des centres de tests. Concernant cette dernière tâche, l'entreprise aurait fait appel à des agences de recrutement étrangères, de sorte que le personnel engagé dans les centres de tests proviendrait majoritairement de pays étrangers et ne bénéficierait d'aucun contrat avec le LIH, mais avec des agences diverses, ce qui impliquerait une rémunération moins importante qu'en cas de recrutement via une instance étatique.

Face à ces circonstances, je voudrais poser les questions suivantes :

10) Qui est actuellement responsable du recrutement du personnel des centres de tests dans le cadre du large scale testing ?

11) Quelles sont les conditions légales de rémunération du personnel en question ? De quel(s) statut(s) bénéficie-t-il ?

12) Ce personnel provient-il majoritairement de pays étrangers et, le cas échéant, ces personnes bénéficient-elles de possibilités d'hébergement au Luxembourg le temps que durent leurs contrats respectifs ?

13) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'afin de garantir une meilleure supervision de la qualité du travail fourni et par souci d'équité, le personnel des centres de tests dans le cadre du LST devrait bénéficier au moins des mêmes conditions adaptées au service public ?

14) Dans l'affirmative, Madame la Ministre est-elle prête à intégrer le recrutement du personnel dans le cadre du LST dans les responsabilités du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé ?

Dans la deuxième phase du LST, les capacités de tests ont été revus à la baisse. Selon, le directeur de la Santé, cité dans un article de presse, ce choix aurait été motivé par une volonté de réduire les coûts et d'adapter les capacités de tests à la demande qui lors de la première phase du LST était plus faible que prévu. Dans le même article, on peut lire que le directeur de la Santé affirmait en juillet que lorsque le seuil de 100 infections par jour serait atteint, la situation risquerait de devenir tendue. Cependant, depuis septembre, le nombre d'infections est en hausse, atteignant au mois d'octobre bien davantage que 100 infections par jour. Les demandes de tests semblent également en hausse. D'ailleurs, dans leur réponse commune à ma question parlementaire urgente n° 2859 du 18 septembre 2020, Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale avaient indiqué que les capacités de tests étaient alors insuffisantes pour pouvoir systématiquement tester l'ensemble du personnel enseignant, tous statuts confondus.

En conséquence de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

15) Qui ont été les parties ayant apporté conseil à la Direction de la santé pour entamer la décision politique de réduire les capacités de tests ?

16) Ce choix a-t-il été exclusivement motivé par le souci de réduire les dépenses publiques ? Dans la négative, qu'est-ce qui a au juste motivé ce choix ?

17) Madame la Ministre a-t-elle prévu de réadapter la stratégie LST afin de tenir compte des nouveaux besoins générés par l'augmentation des infections, notamment dans certains secteurs spécifiques tels que l'enseignement et la santé et les soins ? Cette décision est-elle toujours du ressort du Ministère et de la Direction de la santé ?

18) D'ailleurs, quelle est actuellement la stratégie opérationnelle du LST ? Vise-t-elle le testing du plus grand nombre possible ou s'agit-il désormais de focaliser davantage le LST sur des populations spécifiques plus fortement exposées à un risque d'infection ?

En association au LST, la stratégie du contact tracing (CT) est censée rompre la chaîne des infections en retraçant les personnes ayant été exposées au contact avec une personne testée positive au Covid-19. Or, selon la déclaration officielle de Madame la Ministre, la source d'infection ne peut être déterminée que dans environ 40 % des cas dans le cadre du contact tracing. Il semble également que les capacités actuelles du CT en matière de ressources humaines notamment sont insuffisantes, l'Inspection sanitaire ne pouvant d'ailleurs plus assurer une prise de contact systématique et suffisamment rapide avec les personnes retracées via le contact tracing. D'ailleurs, le rapport journalier des contaminations, du 29 octobre 2020, publié par le Ministère de la Santé, indique 0 test et aucune nouvelle infection constatée dans le cadre

du contact tracing. Au vu de la recrudescence des cas positifs en général, ce bilan du CT semble douteux.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

19) Comment Madame la Ministre explique-t-elle qu'environ 40 % des infections n'ont pas pu être identifiées dans le cadre du contact tracing ?

20) Combien de personnes supplémentaires devraient être recrutées afin de garantir un fonctionnement optimal du CT ? Le personnel en question sera-t-il recruté ?

21) Dans l'affirmative, quelle serait la procédure du recrutement du personnel du CT ? De quel statut le personnel en question bénéficiera-t-il ?

22) Le personnel du contact tracing bénéficie ou bénéficiera-t-il d'une formation adéquate ?

23) Quelle stratégie opérationnelle le CT poursuit-il actuellement en matière d'identification de la source d'infection ?

24) Madame la Ministre peut-elle me confirmer si les chiffres du rapport journalier du 29 octobre 2020 au sujet du contact tracing sont corrects ?

En conséquence de l'impossibilité pour l'Inspection sanitaire de prévenir dans les meilleurs délais les personnes à risque identifiées dans le cadre du contact tracing, le Ministère de la Santé a changé ses instructions, incitant les personnes testées positives au Covid-19 à procéder elles-mêmes à la prévention des personnes avec lesquelles elles ont été récemment en contact et demande à ce que les personnes en question se mettent en auto-quarantaine et se fassent tester au plus tôt au sixième jour après leur exposition risquée à la personne testée positive au Covid-19. Or, sur le site du Ministère de la Santé, on ne trouve pas de précisions quant aux démarches à suivre pour obtenir un test.

25) Partant, je voudrais demander à Madame la Ministre comment les personnes à risque contactées directement par une personne privée testée positive peuvent se munir d'une ordonnance pour effectuer un test ? Les personnes concernées doivent-elles elles-mêmes contacter leur médecin traitant afin d'obtenir une ordonnance ?

Réponse (08.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Depuis septembre, la Direction de la santé a repris la gestion du large scale testing (« LST »), un projet qui était géré ensemble avec le Luxembourg Institute for Health (LIH) pendant sa première phase. Compte tenu de l'implication du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé dans la phase 1 et sur base des expériences acquises, il s'est en effet avéré qu'un renforcement de l'équipe interne était nécessaire afin de mener à bien un tel projet d'envergure et sur une durée nettement plus longue que celle du LST. Il ne s'agit donc pas d'une « externalisation des responsabilités », mais uniquement d'un renfort des équipes internes afin de soutenir toutes les activités en relation avec le LST. La responsabilité de la stratégie revient au groupe de travail « testing » qui fait partie de la cellule de crise. Les décisions relatives à la gestion du projet sont par ailleurs soumises à un comité de pilotage interministériel.

ad 2) La phase 1 du LST a montré la nécessité de pouvoir faire recours à du personnel dédié à certaines tâches très spécifiques comme le project management, la communication ou le call center. Étant donné que la Direction de la santé possède des ressources limitées, qui sont de surplus déjà fortement engagées dans la gestion des nombreux volets de la crise sanitaire, l'appel à du personnel externe était nécessaire pour renforcer les ressources humaines et en même temps bénéficier de compétences qui, en temps normal, ne sont pas présentes au sein des administrations. Le budget total pour la communication, la hotline, l'analyse des données et le project management s'élève à 4.600.000 euros pour une durée de 30 semaines.

ad 3) Le LST étant placé sous la responsabilité du comité de pilotage interministériel composé de représentants du Ministère et de la Direction de la santé, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que du Haut-Commissariat à la protection nationale, les décisions d'envergure politique sont remontées au Gouvernement et partant tranchées par le Gouvernement. La stratégie de la deuxième phase du LST a été développée bien avant la publication du marché public par la Direction de la santé. Toute décision ou proposition de décision de santé publique sera prise par Direction de la santé et par le comité de pilotage. Les personnes externes sont responsables du suivi, de l'organisation et du volet opérationnel du programme. Chaque changement est discuté et validé au sein du comité de pilotage et, au besoin, à la cellule de crise, donc en concertation avec la Ministre de la Santé.

ad 4) La Direction de la santé est responsable de la conception, de l'adaptation et de la mise en œuvre de la stratégie. Chaque changement ou adaptation est discuté au sein du comité de pilotage respectivement à la cellule de crise.

Les personnes externes interviennent dans le volet opérationnel du programme.

ad 5) Le LIH, en tant que centre de recherche public, a pour mission de mener des recherches dans le domaine biomédical et a participé à l'établissement d'un « proof of concept » pendant la première vague d'infections. Ceci a impliqué un arrêt temporaire de nombreuses activités de recherche et il est normal que le LIH souhaite actuellement reprendre ses activités usuelles.

Puisque la Direction de la santé avait été étroitement impliquée dans la gestion de la phase 1 du LST et étant donné que les missions de la Direction de la santé comprennent également la surveillance et la lutte contre les maladies transmissibles, il est tout à fait dans la logique des choses que la deuxième phase du LST soit menée sous la responsabilité de la Direction de la santé. Cette reprise de la gestion favorise en outre une meilleure intégration des activités de tests avec celles inhérentes au contact tracing, qui est également mené sous l'égide de la Direction. De même, l'alignement du LST avec la stratégie nationale de tests diagnostiques coordonnée au sein de la Direction de la santé depuis le début de la crise permet d'assurer une gestion de crise cohérente et dans la continuité.

ad 6) Les entreprises ont bien répondu à un appel d'offre public qui a été lancé en juillet/août 2020.

ad 7) Une seule personne de la task force Covid-19 mise en place par les institutions de la recherche luxembourgeoises pendant la crise travaille dans une des entreprises ayant obtenu un contrat avec la Direction de la santé.

ad 8) Afin d'exploiter davantage les résultats et données du LST et des tests Covid-19 en général, des experts ont été mandatés à aider les équipes de test et de monitoring pour des analyses spécifiques et l'établissement des dashboards. Les experts ont exclusivement accès aux données pseudonymisées ou anonymisées.

ad 9) Il n'y a pas de transfert de données vers une entreprise.

ad 10) La Direction de la santé a mandaté, sur base du marché public, les Laboratoires Réunis et ECOLOG de réaliser certaines tâches dans le cadre du LST 2. Il revient à ces entreprises de recruter le personnel pour couvrir les tâches convenues dans le contrat. Ces entreprises, comme toute autre entreprise, sont tenues de respecter les conditions et le cadre légal régissant les relations de travail au Luxembourg.

ad 11) Le Ministère de la Santé n'a pas d'informations concernant les grilles salariales appliquées par les entreprises privées.

ad 12) Si le personnel provient de pays étrangers, il bénéficie de possibilités d'hébergement organisées par leur employeur.

ad 13) Le personnel des centres de tests est tenu d'effectuer un travail de qualité, tout comme toute autre personne liée par un contrat de travail - qu'il soit ou non lié au service public. Le travail fourni dans le cadre de la gestion du LST est par ailleurs étroitement suivi par le comité de pilotage mentionné ci-dessus, lequel assure la supervision de la qualité du travail sur base d'une évaluation hebdomadaire.

ad 14) Non applicable au vu de la réponse à la question précédente.

ad 15) Une analyse de la phase 1 ensemble avec le LIH et les autres acteurs principaux de la phase 1 a montré que le nombre de tests dans le LST 1 n'a jamais dépassé les 16.000 tests par jour, alors que la capacité théorique était plus élevée. Les modélisations de la task force Covid-19 ont montré que 53.000 tests par semaine seraient appropriés pour avoir un impact suffisant sur le contrôle de la propagation du virus. Les responsables de la Direction de la santé ensemble avec le comité de pilotage du LST 1 et LST 2 ont analysé, discuté et validé la nouvelle approche du LST.

Il est par ailleurs important de préciser que le nouveau dispositif du testing se distingue du premier projet en ce qu'il vise à surveiller l'évolution de l'infection parmi la population dans la durée. Comme précisé ci-dessus, le projet se base sur les expériences gagnées du « large scale testing », sur l'évaluation de la pandémie et les connaissances acquises sur le virus. Ainsi, il s'est avéré depuis le début de la crise sanitaire, qu'il faut garantir une grande flexibilité en termes de réaction, tant au niveau du nombre des tests à réaliser, qu'au niveau de l'affectation des ressources, mais aussi en ce qui concerne les catégories de personnes cibles et au niveau de la répartition géographique, en s'adaptant en continu à l'évolution de la situation. Il est dès lors parfaitement possible d'adapter les capacités de tests à la situation. Ainsi, la capacité du LST 2 a été augmentée, dans le cadre de la 2e vague de la crise, de 53.000 à 70.000 tests par semaine, dépassant ainsi les capacités de la phase 1 du LST.

ad 16) Non, les modélisations et les expériences du LST 1 ensemble avec les publications scientifiques ont permis de définir l'envergure du 2e programme. Il ressort en effet des dernières modélisations de la Covid-19 task force de la Recherche[3], que le « large scale testing » est un outil efficace pour endiguer de manière significative une deuxième vague, en ce qu'il permet d'identifier et d'interrompre rapidement des chaînes de transmission.

ad 17) Comme précisé sous la question 15, le LST est un outil de dépistage qui est prévu pour être adapté à la situation. Ainsi, des tests ciblés sur des populations, communautés ou professions spécifiques ont été réalisés comme par exemple dans le secteur de la construction, ou auprès des écoles avant la rentrée. Dès le début de la 2e phase, le LST a inclus une surveillance des groupes particulièrement exposés au risque d'infection comme les professions de santé, les forces de l'ordre ou encore le personnel des maisons de soins. Ces choix ont été retenus sur base de publications scientifiques concernant l'exposition de certains groupes et sur base des expériences de la première phase du LST. Un autre exemple est la mise en place d'équipes d'interventions mobiles pour assurer le testing en cas de clusters d'infections.

ad 18) L'ensemble du dispositif de testing est basé sur une utilisation de la capacité des tests hebdomadaires visés, tout en gardant une certaine flexibilité en vue de les répartir sur les quatre catégories et groupes de personnes couvertes par le champ d'application du LST, à savoir :

- « Critical population testing » : Tests (PCR) de la population critique/vulnérable et à haut risque d'exposition.

- « Population testing » (barres vertes) : Tests (PCR) quotidiens sur un grand échantillon de la population luxembourgeoise pour assurer un monitoring étroit de la situation afin de pouvoir identifier des recrudescences d'infections. Ce groupe inclut les résidents luxembourgeois, les frontaliers et toute autre communauté résidente au Luxembourg (e. g. OTAN, UE, …).

- « Cluster testing et testing d'urgence » : Cet axe repose sur des capacités variables de tests PCR et pourra être utilisé selon les besoins actuels, comme par exemple la découverte d'un « cluster » important au sein d'un groupe ou pour permettre un nombre important de tests pendant une période de forte remontée de cas positifs (pics d'infection). La quantité des tests est très variable en fonction de l'identification réactive des poussées d'infection. Ce quatrième axe est à voir en relation étroite avec l'axe du « population testing », puisqu'il correspond en fait à une application de mailles très fines à des parties spécifiques de la population pour lesquelles une prévalence élevée d'infections a pu être constatée. Le dispositif de testing mobile permettra un testing efficace et rapide sur des sites spécifiques reliés à des « clusters ».

- Tests dans le cadre de voyages (obligations de tests pour voyages, tests à l'aéroport).

ad 19) Le contact tracing contacte toujours toute personne avec un diagnostic Covid-19 dont le résultat est communiqué par les laboratoires. Les collaborateurs de l'équipe du contact tracing réalisent des entretiens individuels avec ces personnes afin d'identifier tous les contacts des derniers jours (pour une mise en quarantaine) et essaient d'identifier ensemble avec la personne la source d'infection potentielle, et donc de tracer les contacts des dernières 48 heures. Dans de nombreux cas, les gens n'ont pas la conscience d'avoir été en contact avec une personne positive. Ainsi, dans ces cas, le contact tracing n'est pas en mesure de déterminer le lieu, le contact ou la date exacte de l'infection. D'ailleurs, le taux de 40 % de sources d'infections non attribuables se retrouve également dans d'autres pays qui font du contact tracing (p. ex. Allemagne, Suisse …). On retrouve au contraire plus facilement les infections avec un contact identifié dans un cadre bien délimité, comme p. ex. la famille, à l'école ou au travail.

ad 20) Le fonctionnement du contact tracing dépend fortement du nombre de nouveaux cas positifs par jour et aussi du nombre de contacts étroits de ces personnes. Actuellement, les bureaux du contact tracing disposent de 180 postes équipés en téléphones et ordinateurs. Plus de 220 personnes ont rejoint l'équipe de l'Inspection sanitaire depuis la mise en place du contact tracing. Le CT a eu du retard dans les appels des cas positifs (de un jour à maximum six jours fin octobre) mais depuis le 16 novembre, ces retards ont pu être résorbés.

ad 21) Il s'agit de personnel détaché par d'autres administrations, de bénévoles, de personnes mises à disposition par l'ADEM sous contrat OTI, du personnel d'entreprises sous le régime du prêt de main-d'œuvre, de volontaires, ou encore de soignants bénéficiant d'un contrat de la réserve sanitaire.

ad 22) Chaque personne reçoit systématiquement une formation initiale avant de commencer son travail. Elle bénéfice en plus d'une supervision par des professionnels de la santé pendant l'exécution de ses activités. Des réunions brèves de mise à jour ont lieu plusieurs fois par semaine ainsi qu'une distribution de nouvelles consignes, tenant compte de l'évolution de la situation épidémiologique et des nouvelles mesures en place dans le cadre de la lutte contre le virus. Une formation continue est proposée depuis le 1er décembre sous forme de webinar.

ad 23) Les personnes positives appelées sont interrogées, sur base d'un questionnaire type, sur leurs contacts, les lieux fréquentés et leurs déplacements. Les personnes sont invitées à déclarer leurs contacts sur le site https://covid19.public.lu/fr.html.

Les écoles font l'objet d'un suivi rapproché en collaboration avec le MENJE. Un suivi rapproché avec les instances compétentes est de même assuré en ce qui concerne les structures de soins et d'hébergement pour personnes âgées, les foyers pour enfants, personnes handicapées, demandeurs de protection internationale, ou autre, les hôpitaux, les structures de soins à domicile, les personnes précaires en collaboration.

Selon les situations et au besoin, des enquêtes sont menées par les inspecteurs sanitaires dans des colocations, restaurants, lieux de travail, etc.

ad 24) Le rapport journalier se rapportant à la journée du 29 octobre 2020 renseigne le chiffre 0 pour la rubrique des « personnes testées positives au Covid-19 dans le cadre du contact tracing ». La publication de ce rapport coïncidait avec la période pendant laquelle le contact tracing accusait un retard, suite à la hausse des nouvelles infections, comme précisé sous la question 20. L'absence de chiffre correspondant peut être expliquée par le fait que la méthode d'extraction journalière des données du monitoring ne prévoyait pas le cas de figure d'un retard d'appel des cas positifs. Cette méthode est en voie d'être adaptée pour refléter les chiffres exacts, même en cas de retard d'appel des cas.

ad 25) Les personnes contacts à risque peuvent s'autodéclarer. Elles reçoivent dans ce cas une ordonnance de quarantaine (délivrée par le directeur de la santé) et de test. Elles doivent, pour ce faire, fournir le numéro de référence de la personne positive avec laquelle elles ont été en contact.

En outre, les personnes positives communiquent par téléphone ou par autodéclaration sur https://covid19.public.lu/fr.html la liste de leurs contacts à risque.

Question 3093 (04.11.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **recyclage des batteries des voitures électriques :**

An Zukunft wäerte wuel ëmmer méi Elektroautoen an och Hybrider op eise Stroosse fueren. Domadder ergëtt sech awer och eng nei Problematik, déi et bei den traditionellen Autoe mat engem Verbrenner net gëtt. Méi spezifesch betrëfft dëst d'Entsuergung vun Autosbatterien am Fall vun engem Schued. Wéi aus engem rezenten Artikel aus dem Spiegel ervirgeet, huet d'Umweltbundesamt eng héich Geldstrof un Tesla verhaangen, well se sech net un d'Gesetzer bezüglech der Récknamflicht vu Batterië gehalen hunn. D'Entsuergung vun Autosbatterien, déi e Schued geholl hunn, zum Beispill bei engem Brand, ass nämlech komplizéiert an domadder och deier. D'Batterië (zum Deel zesumme mam Auto) mussen als éischt a spezielle Containeren am Waasser ofgekillt ginn. Duerno mussen déi accidentéiert Autoen da bei zertifiéierte Fachhändler entsuergt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gouf et schonn zu Lëtzebuerg Fäll, wou Batterien an Autoen ofgebrannt sinn, wouduerch et zu enger komplizéierter Entsuergung komm ass?

2. Gouf et schonn zu Lëtzebuerg Fäll, wou Autoshiersteller hirer Récknamflicht vu Batterien net nokomm sinn?

3. Wa jo, kann d'Ministesch ons Statistiken zu den zwou Froen nennen?

4. Huet d'Regierung eng Strategie, wéi se an Zukunft dëser Problematik entgéinttriede wäert?

Réponse (02.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Et ass net bekannt, datt et zu Lëtzebuerg Bränn duerch Batterië vun Elektroautoë gi sinn.

ad 2. Dem Gesetz iwwert Batterien an Offall vu Batterien (loi modifiée du 19 décembre 2008 relative

[3] "Analyses of the effectiveness of Large Scale Testing", LCSB, Covid-19 Task Force research Luxembourg, 2020/06/20.

aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs) no fale Batterien, déi elektresch Autoe bedreiwen, ënnert d'Definitioun vu „piles et accumulateurs industriels". Laut dem Paragraf 2) vum Artikel 7 vun dësem Gesetz däerfe Produzente vun dëse Batterien net refuséieren, dës Batterien zréckzehuelen. Et steet allerdéngs net kloer am Gesetz, datt si an all Fall d'Entsuergung vun deene Batterië mussen iwwerhuelen, wann net duerno verlaangt gëtt.

D'Produzenten däerfen dës Verflichtung entweeder individuell oder iwwert en Organisme agréé erfëllen; deen eenzegen Organisme agréé, deen et aktuell zu Lëtzebuerg dofir gëtt, ass d'ASBL Ecobatterien.

Weeder an den individuelle Systemer nach iwwert Ecobatterien ass esou ee Virfall bekannt.

ad 3. Wéi gesot ass bis elo keen esou ee Fall bekannt.

ad 4. Den neie Gesetzesprojet fir d'Ännerung vum bestoende Gesetz iwwert Batterien an Offäll vu Batterien leet elo kloer fest, datt d'Produzente vun industrielle Batterië mussen akzeptéieren, dës Batterien zréckzehuelen, wa se als Offall ufalen.

Batterien aus den alen Autoe ginn dann nach explizitt am Artikel 10 vun deem Gesetz ernimmt, fir datt se konform zur Gesetzgeebung iwwert al Autoen erausgeholl ginn an datt séchergestallt gëtt, datt se an Anlage behandelt ginn, déi gesetzeskonform sinn.

Question 3096 (05.11.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **présence de la Covid-19 dans les rivières :**

Lors des récentes conférences de presse, Monsieur le Premier Ministre et Madame la Ministre de la Santé viennent de confirmer que les analyses des eaux montrent que des traces du Sars-CoV-2 sont présentes dans toutes les eaux usées du pays. En règle générale, après traitement, ces eaux des stations d'épuration sont rejetées dans nos ruisseaux et rivières. Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de la Recherche :

1) Est-ce que les stations d'épuration arrivent à traiter les eaux usées et ainsi empêcher que des traces de Sars-CoV-2 arrivent dans nos rivières ?

2) Dans la négative, dans quelle dimension le Sars-CoV-2 est-il présent dans les fleuves nationaux ?

3) Est-ce que le virus se retrouve dans les boues d'épuration ?

4) Existe-t-il un risque de contamination pour la faune aquatique, notamment les poissons et partant, pour les pêcheurs ?

5) Est-ce qu'il existe des différences dans le traitement ainsi que dans la méthodologie des études sur le Sars-CoV-2 selon le mode de fonctionnement de la station d'épuration (qu'elle soit mécanique ou biologique) ?

Réponse commune (03.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) L'analyse des eaux de sortie des stations d'épurations, c'est-à-dire l'eau traitée par le processus d'épuration, a été effectuée par les chercheurs du LIST sur une quinzaine d'échantillons au début de la crise sanitaire (avril-mai 2020). L'ensemble de ces échantillons s'est révélé négatif pour la présence du virus, en appliquant les mêmes méthodes d'analyses que pour l'eau d'entrée de la station. Sur base de ces observations, résultats et des données disponibles dans la littérature scientifique, il est judicieux d'admettre que le virus Sars-CoV-2 est éliminé ou dégradé lors du processus d'épuration. S'y ajoute que les traces retrouvées dans les eaux usées, collectées à l'entrée des stations d'épuration, sont des fragments d'acides ribonucléiques (ARN) spécifiques pour le Sars-CoV-2 et non pas des virus intacts.

ad 2) À notre connaissance, aucune recherche du Sars-CoV-2 n'a jusqu'alors été effectuée dans les fleuves du pays. La principale raison étant que le virus n'est pas rejeté par les stations d'épuration au niveau de leur effluent. Toutefois, les chercheurs du LIST ont été sollicités pour leur savoir-faire par la région wallonne pour effectuer des analyses d'eau de baignade (rivières, lacs et étangs). Après adaptation du protocole de concentration et de détection du Sars-CoV-2 aux eaux de surface, les résultats ont montré une absence du virus dans tous les échantillons analysés (n=5). Selon la littérature scientifique, il n'existe aujourd'hui aucune preuve de transmission du Sars-CoV-2 par de l'eau contaminée (La Rosa et al., 2020, Water Research, Huraimel et al., 2020, Science of The Total Environment).

ad 3) Il n'existe aucune preuve publiée de la transmission du Sars-CoV-2 par la voie des déchets solides ou boues de stations d'épuration, mais le sujet a été beaucoup moins étudié que la présence dans l'eau usée elle-même. Aucune recherche du Sars-CoV-2 n'a jusqu'alors été effectuée dans les boues à l'échelle nationale. Une revue de la littérature concernant la présence du Sars-CoV-2 dans les eaux usées et les boues des stations d'épuration a été publiée dans la revue « Science of The Total Environment » en juin 2020 (auteurs Foladori et collaborateurs de l'Université de Trento en Italie). Il en ressort que la digestion thermophile des boues est efficace, car les températures appliquées sont supérieures aux limites de survie du virus. Le virus est donc détruit par le traitement. En ce qui concerne les étapes avant la digestion thermophile, les employés des stations d'épuration doivent porter un masque et des gants comme pour toute autre opération avec ces boues, y compris en dehors des périodes épidémiques.

ad 4) Non, les traces retrouvées dans les eaux usées, collectées à l'entrée des stations d'épuration, sont des fragments d'acides ribonucléiques (ARN) spécifiques pour le Sars-CoV-2 et non pas des virus intacts.

ad 5) À notre connaissance, il n'existe aucune étude montrant l'impact du mode de fonctionnement de la station d'épuration sur la présence et la dégradation du Sars-CoV-2 contenu dans les eaux usées. La différence majeure entre les deux types de traitement (mécanique versus biologique) est le temps de séjour de l'eau dans la station, celui-ci étant plus long pour une station biologique. Dans tous les cas, le Sars-CoV-2, du fait de sa structure enveloppée, est très rapidement dégradé et inactivé dans les eaux usées et dans l'environnement de manière générale.

Rappelons que jusqu'à présent, aucun élément n'indique un risque de transmission du Sars-CoV-2 par l'intermédiaire des eaux.

Question 3097 (05.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **prestations familiales :**

D'Chamber vun de Salariéen (CSL) huet e Gesetzesvirschlag gemaach, fir d'Familljeprestatiounen op 7,7 % ze revaloriséieren an d'automatesch Upassung vun de Prestatiounen un den Index nees anzeféieren.

Der CSL no haten déi dräi lescht Reformen zënter 2006 nämlech staark negativ Suitte fir d'Kafkraaft vun de Familljen. Si geet och dovun aus, datt d'Covidkris riskéiert, d'Situatioun vu verschiddene Familljen a finanzielle Schwieregkeeten nach ze verschlëmmeren an och weider Familljen an esou Schwieregkeeten ze bréngen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Familljeminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister a Kenntnes vun där negativer Entwécklung, déi der CSL no duerch déi dräi lescht Reformen entstane sinn, respektiv deelt d'Madamm Minister dës Analys?

2. Gesäit d'Madamm Minister och d'Gefor, datt d'Covidkris zur Verschlëmmerung vun där genannter Situatioun féiert? Wann nee, wourunner mécht si dat fest? Wa jo, huet si e konkreet Konzept oder geplangte Moossnamen, fir dëser Situatioun entgéintzewierken?

3. Wéi steet d'Madamm Familljeminister zu dëse konkreete Fuerderungen, déi d'CSL an hirem rezente Gesetzesvirschlag verschafft huet?

Réponse (04.12.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Den Deputéierte verweist a senger parlamentarescher Ufro op d'Propositioun vun der Chamber vun de Salariéë fir d'Familljeprestatiounen ëm 7,7 % ze revaloriséieren an d'automatesch Upassung vun de Prestatiounen un den Index nees anzeféieren.

ad 1. Dës, genau ewéi déi viregt, Regierung huet an hirem Koalitiounsaccord festgehalen, d'Prestations en nature weider auszebauen an de Kanner esou wéi hiren Eltere ganz geziilt do ze hëllefen, wou et am noutwendegsten ass.

Bei enger kompletter Analys muss een also all déi Reforme mat betruechten, déi an där Approche konkretiséiert gi sinn. D'CSL huet selwer op e puer vun deene Reformen higewisen. Dofir wëll ech nach emol op déi dach awer substanziell Reforme verweisen, déi vun der viregter bzw. dëser Regierung gemaach gi sinn, wéi zum Beispill der sougenannter Gratis-Kannerbetreiung, dem Ausbau vun de Kannerbetreiungsstrukturen, de gratis Schoulbicher am Secondaire, dem Bourssesystem fir d'Studenten, dem Eropsetze vun deem Deel, deen de Kanner am Kader vum Revenu d'inclusion sociale (REVIS) zousteet, an der Verbesserung vun der allocation vie chère (AVC).

ad 2. D'Covidkris ass fir vill Menagen a Kanner eng grouss Erausfuerderung, wou d'Regierung probéiert, mat alle Mëttelen de Leit hir Kafkraaft ze erhalen an d'Kanneraarmut ze bekämpfen, a fir grad deene Schwächsten an eiser Gesellschaft besser duerch d'Covidkris ze hëllefen. Aus dësem Grond huet d'Regierung zum Beispill d'allocation vie chère fir dëst Joer verduebelt. D'nächst Joer wäert de Montant vun der AVC dauerhaft ëm 10 % eropgesat ginn. Ab dem 1. Januar 2021 wäert och de REVIS ëm 2,8 % klammen.

ad 3. D'Regierung huet an hirem Koalitiounsaccord festgehalen, datt si fir d'Enn vun der Legislaturperiod d'Indexéierung vum Kannergeld ouni Rattrapage erëm wäert aféieren.

Question 3098 (05.11.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **demandeurs de protection internationale ou de protection temporaire mineurs :**

L'article 20 (4) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire stipule que : « Le ministre peut ordonner des examens médicaux afin de déterminer l'âge du mineur non accompagné lorsqu'il a des doutes à ce sujet après avoir pris connaissance de déclarations générales ou de tout autre élément pertinent. Si, par la suite, des doutes sur l'âge du demandeur persistent, il est présumé que le demandeur est un mineur. »

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Combien d'examens médicaux mandatés par la Direction de l'immigration pour la détermination de l'âge d'un(e) ressortissant(e) d'un pays tiers (ou apatride) ont été réalisés en 2018, 2019 et au courant de 2020 ?

2) Parmi les jeunes qui ont subi de tels examens, combien étaient enregistrés comme ayant plus de 18 ans sur leur attestation de protection internationale depuis le premier jour du dépôt de protection internationale ?

3) Parmi les mineurs qui se sont présentés pour demander l'asile, combien sont comptés comme ayant changé d'avis, c'est-à-dire comme ayant renoncé d'eux-mêmes à demander l'asile ?

4) Y a-t-il des progrès en cours pour la prise en charge et la protection des mineurs non accompagnés qui n'ont pas vocation à demander la protection internationale ?

5) Est-il arrivé par le passé qu'un ou des parents soient expulsés vers un autre pays alors que son (leur) enfant est resté au Luxembourg ? Dans quelle circonstance cela est-il possible ?

6) Les agents du ministère qui sont régulièrement en contact avec des enfants, que ceux-ci soient accompagnés ou non de leurs parents, ont-ils tous reçu une formation adaptée en matière de droits de l'enfant ? Dans l'affirmative, pouvez-vous spécifier quelle formation est dispensée aux agents ?

« Le Quotidien » a publié un article le 2 novembre 2020 selon lequel une mère et un enfant de 3 ans auraient été placés en rétention, alors même que l'enfant souffrait de traumatismes certifiés par un pédopsychiatre. Nonobstant le fait que la famille n'a finalement pas été transférée, j'aimerais encore poser la question suivante à Monsieur le Ministre :

7) Est-ce que le placement en rétention d'enfants en vue de leur expulsion est admissible lorsque l'enfant manifeste des troubles psychologiques objectivés par un professionnel de santé ?

Finalement, j'aimerais me renseigner sur l'État des travaux du règlement grand-ducal relatif à la composition et au fonctionnement de la commission consultative d'évaluation de l'intérêt supérieur des mineurs non accompagnés. Sauf erreur de ma part, celui-ci n'a pas encore été publié, alors que le Conseil d'État a rendu son avis le 16 juin 2020.

8) Est-ce que le projet de règlement grand-ducal sera publié dans sa version initiale ou est-ce qu'il sera encore retravaillé, notamment pour prendre en compte l'avis de la Commission consultative des droits de l'homme ? Pouvez-vous me renseigner sur l'état des travaux ?

Réponse (04.12.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) En 2018, huit examens médicaux en vue de déterminer l'âge ont été réalisés, comparé à 25, respectivement cinq en 2019 et 2020.

ad 2)

En 2018 : 7

En 2019 : 23

En 2020 : 5

ad 3) De manière générale, le Ministère des Affaires étrangères et européennes n'établit pas de statistiques sur les personnes se présentant aux guichets et primo-accueil pour des renseignements. Toutefois, il peut être mentionné qu'en 2018, 51 personnes ont indiqué être en fait majeures, en 2019, il s'agissait de 39 personnes et en 2020, dix ont reconnu être majeures.

Parmi ces personnes, certaines ont introduit leur demande avec leur âge réel, d'autres n'ont pas voulu introduire de demande en expliquant qu'elles ont tenté de se faire passer pour mineures en vue d'éviter l'application du règlement Dublin III et qu'en conséquence, elles ne voulaient plus introduire de demande.

Quant aux mineurs qui ont présenté et enregistré une demande de protection internationale, mais qui ne sont plus revenus pour l'introduire, en 2019, tout comme en 2020, il ne s'agit à chaque fois que d'un seul mineur, tandis qu'en 2018, cinq avaient enregistré une demande, mais n'étaient pas venus l'introduire par la suite.

ad 4) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes travaille en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en ce qui concerne la prise en charge et la protection des mineurs non accompagnés arrivant au Luxembourg. En effet, un appel à candidatures pour un centre de primo-accueil réservé exclusivement aux mineurs non accompagnés souhaitant introduire une demande de protection internationale au Grand-Duché de Luxembourg a été lancé en novembre pour permettre à tout mineur non accompagné de bénéficier d'un cadre de vie sécurisant et adapté à ses besoins bien spécifiques. Ainsi, le mineur non accompagné pourra bénéficier dès le début d'un dispositif d'aide lié à la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille.

ad 5) D'une manière générale, les parents sont rapatriés avec leurs enfants. Si la famille disparaît et que l'un des parents est par après appréhendé par la police, il se peut que ce dernier soit rapatrié seul.

ad 6) Les agents en contact avec les enfants ont reçu diverses formations adaptées aux droits de l'enfant, comme par exemple une formation en matière de traite des êtres humains, une formation en matière d'évaluation de la crédibilité des demandes d'asile, une formation en matière de violences sexuelles, une formation en matière d'entretiens avec les enfants et une formation concernant les entretiens avec les personnes vulnérables.

Il convient de préciser qu'un des objectifs du programme gouvernemental est d'étendre et de développer les formations relatives aux personnes vulnérables, comprenant les mineurs non accompagnés. Dans ce contexte, une formation du Bureau européen d'appui pour l'asile spécifique aux mineurs non accompagnés est prévue pour décembre 2020.

ad 7) Le Ministre de l'Immigration et de l'Asile renvoie à cet égard vers sa réponse du 4 novembre 2020 à la question parlementaire n° 3090.

ad 8) Suite à l'avis du Conseil d'État du 16 juin 2020, le projet de règlement grand-ducal relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission consultative d'évaluation de l'intérêt supérieur des mineurs non accompagnés a été adapté afin de tenir compte des observations formulées par celui-ci. Le règlement grand-ducal a été publié le 20 novembre 2020 au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Une modification du règlement grand-ducal sera prochainement élaborée afin d'intégrer un nouveau membre effectif issu de la société civile.

Question 3100 (05.11.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **protection des chauves-souris :**

Am Beräich vun der Ëmweltpolitik liest an héiert een ëmmer nees, souwuel bei ale Beem oder Gemaier, déi musse fir Neibauten ewechgerappt ginn, ewéi och bei Afluchschneisen an d'Dierfer oder och nach bei Ausweisunge vu Naturschutzgebidder, datt, esoubal Flantermais betraff sinn, besonnesch Precautioune misste getraff ginn, fir dës Aarte respektiv hiren Habitat ze schützen. All déi verschidden Zorte vu Flantermais, an et sinn der iwwert eng Dosen zu Lëtzebuerg, si jo menges Wëssens no streng geschützt, bei eis ewéi och soss an Europa. An engem rezente Rapport vum Observatoire de l'environnement naturel vum 9. September 2020 war dann och ze liesen, datt ë. a. d'Flantermais am oppene Land zu deenen am meeschte menacéierten Aarte gehéieren.

Al Minnen, wou fréier virun allem Eisenäerz ofgebaut gouf, gehéieren haut zu deene wichtege Wanter- a bei verschiddene Fliedermauszorten och Summerquartéieren. Esou gouf rezent z. B. zu Uewerkuer den Agang vun enger aler Minn, der Minn Renkert, nees fräigeluecht an et konnten, esou wäit ech weess, och ewell kuerz duerno Flantermais aus de Grouwen eraus observéiert ginn.

Parallel dozou plangt e private Promoteur e Wandpark um Plateau iwwert dëse Galerien ze erriichten.

Well dee Plateau allerdéngs duerch déi fréier ënnerierdesch Aktivitéiten onstabill ass, wat rezent duerch Buerungen och confirméiert gouf, a sech dowéinst a priori net fir déi 2.000 Tonne schwéier Wandmillen eegent, ass elo am Kader vun deene geologesche Sondagë proposéiert ginn, fir entweeder Bëtong vun uewen an d'Galerië lafen ze loossen oder awer sougenannte Pieux, d. h. Bëtongspilieren, ënnert den Niveau vun der ënneschter Galerie ze bueren an ze verfëllen (http://www.diffwand.lu/wp-content/uploads/2020/06/B2.2_Solarpower-Zusammenfassung-Untergrunderkundung_FR.pdf). Dat bedeit jo awer, datt den Habitat vun de Fliedermais an där Minn Renkert de Risiko leeft, substanziell gestéiert oder esouguer ganz zerstéiert ze ginn.

An deem Sënn wéilt ech dës Froen un d'Madamm Ëmweltminister riichten:

1. Wéi eng Positioun vertrëtt den Ëmweltministère am Kader vun Naturschutzgeneemegungen am Hibléck op Projeten, fir ënnerierdesch Galerien ze verfëllen, also och Forage bis ënnert den ënneschten Niveau vu Galerien ze autoriséieren? Wéi beaflosst d'Presenz vu Flantermais an esou Galerien d'Positioun vum Ëmweltministère?

2. Priméiert an esou Fäll, wou een sech an oder an direkter Noperschaft zu engem Naturschutzgebitt befënnt, den Naturschutz oder geet dësen zu Laaschte vun der Energiepolitik?

3. Gëtt et Wandparkkadaster, déi de Promoteuren am Virfeld wichteg Informatiounen zu méigleche Contraintë liwweren, besonnesch am Beräich vum Ëmweltschutz, esou datt net onnëtz Gelder a Projete gestach ginn, déi méiglecherweis aus Ëmweltschutzgrënn net kënne realiséiert ginn?

Réponse (08.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Prealabel Remarque:

An der parlamentarescher Fro gëtt Bezuch geholl op de geplangte Wandpark „Diffwand". Momentan ass dëse Projet Géigestand vun enger EIE (Évaluation des incidences sur l'environnement), déi nach net ofgeschloss ass. Bei enger EIE-Prozedur ginn den Afloss vun engem Projet op Schutzgidder analyséiert. Eng Geneemegung fir d'Realiséierung vun deem Wandpark ass nach net ugefrot ginn.

ad 1. D'Bedeitung fir d'Fliedermais vun ehemolege Minnen ass dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung bewosst. D'Naturschutzgesetz liwwert fir de Schutz vun de Fliedermais an de Minnen och déi passend Bestëmmungen. Esou si fir all d'Fliedermais d'Funktioune vun de Minnen als Wanterquartéier, Rouplaz oder Balzquartéier iwwert den Artikel 21 vum Naturschutzgesetz geschützt. Ausserdeem kënnen dës Funktiounen och iwwert den Artikel 32 vum Naturschutzgesetz geschützt sinn, wann d'Minne vu Bedeitung fir Fliedermaisaarte vum Anhang II vun der FFH-Richtlinn sinn an den Erhalt vun de Minnen zu de Schutzziler vun engem Natura-2000-Gebitt gehéiert. Am Fall vun dem geplangte Wandpark „Diffwand" ass hei d'Natura-2000-Gebitt „Differdange Est–Prenzebierg/Anciennes mines et carrières" ze nennen.

An dem EIE-Rapport zu dësem Wandparkprojet gëtt effektiv d'Méiglechkeet thematiséiert, fir d'Galerien ze verfëllen. Am Rapport gëtt dës Variant fir d'Hierstellung vun enger Fondatioun awer als net vereinbar mam Natura-2000-Gebitt ageschat. Am Avis vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung zu dësem Rapport ass dës Aschätzung bestätegt ginn, esou datt dës Variant net weider verfollegt ka ginn. Doniewent gouf och déi Variant mat Pilieren thematiséiert. An deem Fall solle Piliere bis op eng Schicht mat kompaktem, festem Steen ugeluecht ginn. Esou eng Schicht konnt ënnert der Schicht mat de Galerië festgestallt ginn. Dës Konstellatioun ass aus e puer Grënn problematesch. Esou kann zum Beispill momentan net ausgeschloss ginn, datt am Zesummenhang mat den Aarbechte fir d'Pilieren d'Galerien zesummefalen. Ausserdeem kéint et sinn, datt d'Vibratioune vun de Pilieren, wéi se duerch de Fonctionnement vun den Anlage kënnen ausgeléist ginn, zu enger Stéierung vun de Fliedermais féieren. Dës an aner Froen sinn nach am Kader vun der EIE-Prozedur ze klären.

Fir den Ënnergrond kënnen ze ënnersichen, goufe Foragen autoriséiert. Déi betreffend Autorisatioun war u verschidde Conditioune gebonnen. Dozou huet gehéiert, datt d'Aarbechte fir d'Foragen souwéi och d'seismesch Etüden nëmmen am Zäitraum vum 1. Juni bis den 31. Juli konnten ausgefouert ginn, dëst fir eng méiglech Stéierung vun de Fliedermais an de Galerien op ee Minimum ze reduzéieren.

ad 2. Eng Autorisatioun fir ee Projet wéi de Wandpark „Diffwand" kann natierlech nëmmen ausgestallt ginn, wann d'Bestëmmunge vum Naturschutzgesetz respektéiert ginn. A well am Fall vun deem Wandparkprojet och een Natura-2000-Gebitt betraff ka sinn, ass d'Viraussetzung vun enger Realiséierung d'Vereinbarkeet vum Projet mat de Schutzziler vun deem Gebitt.

ad 3. De Staat ass net a Besëtz vun engem Wandparkkadaster. Dëst aus deem Grond, datt d'Verhalen an d'Raumnotzung vun den Déieren net statesch, mee dynamesch ass, an au cas par cas fir all Wandpark muss erhuewe ginn an a Relatioun gesat gi mat dem jeeweilege Projet. Deemno mécht ee Wandparkkadaster ouni dës Informatiounen net vill Sënn a riskéiert, op falsch Pisten ze leeden.

Par contre bestinn awer eng ganz Rei vun ëmweltrelevanten Informatiounen a sinn digital verfügbar an ofruffbar. All d'Layeren vun Naturschutzgebidder an anere geschützten Zonen, souwéi georeferenzéiert Couchen zu Biotopen oder Bëscher, sinn disponibel a kënnen och um Geoportail ugewise ginn. Dës kënnen och informatesch zur Verfügung gestallt ginn oder iwwert den Open-Data ofgeruff ginn.

Question 3101 (05.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **transfert de patients psychiatriques dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 :**

De Covidvirus huet natierlech och Repercussiounen op d'Versuergung vu Leit mat psychesche Krankheeten. An deem Sënn muss elo dréngend d'Fro vun Ënnerbréngung vu covidpositiv geteste Patienten an enger zouener Psychiatrie gekläert ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch:

- Ass d'Regierung bereet - esou wéi si dat och schonns am Hibléck op déi éischt Covidwell zu Lëtzebuerg gemaach huet - der Chamber kuerzfristeg eng legislativ Ännerung ze proposéieren, fir datt covidpositiv geteste Patienten, déi an eng zoue Psychiatrie agewise goufen, am Fall, wou dat noutwenneg ass, och an aner zoue Psychiatrië kënnen transferéiert ginn?

Réponse (08.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesetz iwwert de Placement vu Patienten an enger zouener Psychiatrie, op dat den honorabelen Deputéierten hiweist, gouf an deem Sënn duerch d'Loi du 25 novembre 2020 modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ugepasst.

Question 3102 (06.11.2020) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **Société nationale des habitations à bon marché :**

Tout comme le Fonds du logement, la Société nationale des habitations à bon marché acquiert des terrains afin d'y aménager des logements les plus divers.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant des biens immobiliers actuellement en possession de la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) (année de l'acquisition, localité/commune, contenance, valeur d'acquisition du bien, etc.) ?

2) Selon quels critères la SNHBM acquiert-elle des biens immobiliers ?

3) Pour quelles raisons certains terrains et autres immeubles acquis par la SNHBM n'ont-ils pas encore pu être valorisés ?

4) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant la réalisation de logements de la SNHBM à Diekirch, Bettendorf et à Grosbous ? Qu'en est-il d'éventuels autres projets, situés dans le nord du pays, qui pourraient être réalisés dans un avenir proche ?

Réponse (01.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) La SNHBM est actuellement propriétaire de 1.199 parcelles réparties sur 148,7 ha dans 25 communes.

La superficie cadastrale appartenant à la SNHBM se répartit de la façon suivante :

- 3,7 ha sont du parc immobilier bâti ;

- 32,6 ha de foncier non constructible et/ou à régulariser (surfaces publiques à céder, terrains de compensation, …) ;

- 17,8 ha cédés par emphytéose ;

- 94,6 ha de potentiel foncier de développement, dont :

• 30 % constructibles à court terme (< 5 ans) ;

• 35 % constructibles à moyen terme (5 à 15 ans) ;

• 35 % constructibles à long terme (> 15 ans).

ad 2) La SNHBM, en tant que promoteur public, se considère comme un soutien aux communes et aux organismes publics dans la création de logements abordables. La SNHBM a ainsi déjà réalisé divers projets en collaboration avec des communes, l'État et le Fonds du Kirchberg.

Les terrains appartenant à ces acteurs lui sont majoritairement cédés en emphytéose ; toutefois, certains ont été acquis par la SNHBM en pleine propriété. La SNHBM réalise aussi des projets sur ses terrains propres, comme par exemple le projet Elmen.

La SNHBM a également déjà eu l'opportunité, par le passé, d'acquérir sur le marché libre des terrains constructibles à moyen ou long terme.

ad 3) Comme expliqué ci-avant, la SNHBM a acquis plusieurs terrains constructibles à moyen ou long terme. Ainsi, certains terrains sont en attente de reclassement PAG étant donné qu'ils sont classés hors périmètre, d'autres sont en phase de planification de PAP, soumis à des remembrements ou en attente d'autorisations manquantes, voire font l'objet d'un développement urbanistique ou des procédures de marchés publiques complexes.

ad 4) Les projets de la SNHBM dans le nord du pays se présentent de la façon suivante :

- Diekirch - Cité militaire

• L'État a chargé la SNHBM de revaloriser la cité militaire. L'objectif étant de créer plus de logements abordables. Le projet prévoit également des surfaces de bureaux pour l'État, ainsi que des commerces.

• Envergure du projet : +/- 2 ha ; 184 logements + bureaux + commerces.

• Le PAP est approuvé. Des études sont en cours pour préparer la démolition des bâtiments existants. L'élaboration des plans d'un premier bâtiment est en cours.

• En plus de la cité militaire, la SNHBM réalise actuellement à Diekirch la construction, respectivement la rénovation, de deux bâtiments avec 20 logements destinés à la location sociale.

- Bettendorf

• 19 unités, dont 10 appartements pour la location sociale et 9 maisons pour la vente.

• Les travaux de construction des logements sont en cours.

- Grosbous

• Envergure du projet : +/- 3,8 ha avec 85 logements.

• Le PAP est approuvé.

• Les travaux de viabilisation débuteront en 2021.

- Heiderscheid

• La SNHBM y développe un projet en collaboration avec la commune d'Esch-sur-Sûre.

• Le projet prévoit pour la SNHBM 12 appartements destinés à la location sociale et 13 maisons destinées à la vente.

• Les travaux d'infrastructure sont en cours.

• La mise en chantier des logements est prévue pour le printemps 2021.

- Harlange

• Envergure du projet : +/- 4 ha avec 69 logements.

• Le PAP est approuvé.

• Les travaux d'infrastructure sont en cours.

- Bourscheid

• La SNHBM est propriétaire d'environ 2,2 ha.

• La SNHBM y prévoit la réalisation d'un lotissement d'environ 50 unités.

• Le projet est en attente de la refonte du PAG.

- Erpeldange

• La SNHBM est en pourparlers avec la commune pour la réalisation des 10 % de logements à coût modéré d'un PAP au centre d'Erpeldange.

• Ce projet comprend approximativement 34 unités de logements.

- Hupperdange

• La SNHBM a été approchée par la commune de Clervaux pour la réalisation d'un projet à Hupperdange.

• Envergure du projet : +/- 2 ha avec +/- 40 logements.

Question 3103 (06.11.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **« Centre of excellence for civilian crisis management » :**

En février 2020, un centre d'excellence de la gestion civile des crises a été établi à Berlin. Initié par le Ministère fédéral des Affaires étrangères allemand, tous les États membres de l'Union européenne ont été invités afin de s'affilier. À ce stade, 18 États membres se sont affiliés. La mission principale du centre d'excellence est de fournir du support dans le cadre de l'implémentation de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) civile.

Dans leur réponse commune à la question parlementaire n° 2461, Monsieur le Ministre de la Défense, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, avaient réaffirmé « que le volet civil est un élément essentiel de la PSDC de l'UE ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de l'établissement du centre d'excellence de la gestion civile des crises à Berlin ?

2) Monsieur le Ministre considère-t-il opportun une affiliation à ce centre ?

3) Dans l'affirmative, endéans quel délai le Luxembourg pourrait-il rejoindre cette initiative ?

4) Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (01.12.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) L'idée de la création d'un centre d'excellence de la gestion civile des crises a été lancée en 2019 par l'Allemagne au Comité de l'UE chargé des aspects civils de la gestion des crises.

L'Allemagne a proposé d'établir ce centre d'excellence à Berlin, dans le cadre de sa présidence du Conseil de l'UE. Le centre a été officiellement inauguré le 17 septembre 2020, en marge de la réunion des directeurs de la politique de sécurité de l'UE.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes assure une participation permanente au comité précité, ainsi qu'aux réunions relatives à la politique de sécurité. Dans ce contexte, le Luxembourg a été tenu informé de la volonté de l'Allemagne de lancer un tel centre d'excellence.

ad 2) - 4) Avant de pouvoir décider en faveur d'une participation du Luxembourg au centre d'excellence de la gestion civile des crises, il convient d'examiner plus en détail les obligations financières et les obligations en termes de mise à disposition de ressources humaines dans la durée qui découleraient d'une telle participation.

Question 3105 (06.11.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **protection de licenciement dans le cadre du congé politique :**

En effet, selon nos informations, certains élus communaux exerçant leur droit au congé politique selon les articles 78 à 81 du chapitre 5 « De l'institution d'un congé politique » de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, viennent d'être licenciés durant ce même congé politique.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils me renseigner sur leur interprétation de la protection de licenciement dans le cadre spécifique du congé politique au Luxembourg ? Ne pensent-ils pas qu'un raisonnement par analogie à la protection des délégués du personnel s'impose en la matière ?

2) Monsieur et Madame les Ministres ne pensent-ils pas que la loi voire la Constitution doivent - du moins dans leur esprit - protéger les élus communaux et, a fortiori, les membres des collèges des bourgmestre et échevins dans l'exercice de leur droit au congé politique et, surtout, dans l'exercice de leur fonction politique importante dans une démocratie avancée ?

3) Dans l'affirmative, Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils me dire comment ils entendent impliquer cette protection démocratique sur le terrain ?

4) Dans la négative, Monsieur et Madame les Ministres ne pensent-ils pas qu'il faille légiférer au plus vite pour combler ce vide juridique - si vide y est ?

Réponse commune (09.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Comme soulevé par le Député dans sa question parlementaire, la base légale du congé politique se trouve dans la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, plus précisément, il s'agit des articles 78 à 81.

Selon ces dispositions, les élu(e)s locaux/locales ont droit à un congé politique pour remplir leurs mandats ou fonctions et bénéficient à ce titre d'un certain nombre de jours de travail ou de parties de jours de travail par semaine. Pendant ce congé, les agent(e)s concerné(e)s ont le droit de s'absenter de leur lieu de travail avec maintien de leur rémunération normale qui sera remboursée à l'employeur concerné par l'intermédiaire du fonds des dépenses communales. Par ailleurs, le congé politique est considéré comme temps de travail effectif.

Conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 6 décembre 1989 concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux et en fonction de la composition du conseil communal, un(e) bourgmestre peut bénéficier d'un congé politique de 9 à 40 heures et un(e) échevin(e) de 5 à 20 heures. Les conseillers(ères) communaux/communales bénéficient d'un congé politique de 3 à 5 heures dépendant du système de vote de la commune concernée (majorité relative ou représentation proportionnelle).

Selon le même règlement grand-ducal, les agent(e) s profitent des dispositions légales en matière de sécurité sociale et de protection de l'emploi qui leur sont applicables pendant la durée du congé politique. Toutefois, il y a lieu de préciser que cette protection ne joue que dans le cadre de l'exercice effectif du congé politique. En effet, en l'état de la législation actuelle, la protection de l'emploi ne joue pas en faveur des élu(e)s locaux/locales pendant toute la durée de leur mandat, comme il en est le cas dans la législation de nos pays voisins.

Cependant, pour répondre à cette lacune législative, la Ministre de l'Intérieur tient à relever que les travaux relatifs à la refonte de la loi communale, actuellement en cours, tiennent compte de ce vide juridique qui s'inscrit dans l'absence d'un statut social des élu(e)s locaux/locales. Il nous revient alors d'adapter la législation aux besoins des élu(e)s locaux/locales en vue de protéger leur statut tout en promouvant l'attractivité de l'exercice de mandats locaux.

Question 3108 (06.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **soins à domicile dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Am Kontext vun enger responsabeler Precautiounspolitik gëllt et och, déi eeler Persoune virum Covidvirus ze schützen, déi jo dacks op e Fleegedéngscht ugewise sinn. Et däerf een dobäi awer net aus den Ae verléieren, datt grad eeler Leit dacks mat chronesche Bronchial- an Otemproblemer geplot sinn an dës Symptomer an der Reegel net op de Covidvirus zeréckzeféiere sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

- Ass e Mataarbechter vun engem Fleegedéngscht berechtegt, ze ordonéieren, datt eng eeler Persoun sech engem Covidtest ënnerzéie muss?

- Wa jo, op wéi enger gesetzlecher Basis fousst dës Decisioun?

- Wa jo, wéi gesäit et aus am Fall, wou en demenzkranke Patient refuséiert respektiv sech wiert, fir de Covidtest iwwert sech ergoen ze loossen? Ass et an deem Fall an den Ae vun der Madamm Ministesch legitim, dës Persoun ze forcéieren, den Test iwwert sech ergoen ze loossen a wéi kann dann iwwerhaapt nach séchergestallt ginn, datt esou e Forcéieren net schonns un de Strofbestand vun der Kierperverletzung grenzt?

- Am Fall, wou eng Persoun, déi eng Betreiung vun engem Fleegeservice brauch, positiv op de Covidvirus getest gouf: Wéi kann an där Situatioun séchergestallt ginn, datt dës Persoun nach weiderhi ka betreit ginn? Hunn d'Mataarbechter vum Fleegedéngscht an deem Fall d'Recht, d'Betreie vun där Persoun ze refuséieren?

Réponse commune (03.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

All diagnosteschen Test muss am Prinzip vun engem Medezinner ordonéiert ginn.

Bei demenzkranke Leit ka Referenz geholl ginn op d'Gesetz vum 24. Juli 2014 betreffend d'Rechter an d'Pflichten vum Patient, an am Besonneschen op d'Artikelen 11, 12 a 14. De Wëlle vum Patient soll beschtméiglechst respektéiert ginn. Bei der Diagnose vum Covid-19 muss een awer och d'Aspekter vun der Santé publique consideréieren, well et geet och dorëm, aner Persounen ze schützen.

D'Mataarbechter vun engem Fleegeservice mussen och Covid-19-Patiente betreien, natierlech ënnert der Bedingung, dass den néidege Protektiounsequipement (Masken, Blusen etc.) benotzt gëtt an dass de Gesondheetszoustand vum Patient keng weider Therapien erfuerdert, déi eng Hospitalisatioun néideg maache géifen.

Question 3109 (06.11.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **cimetière forestier des communes de Kayl/Schifflange :**

Mir ass zougedroe ginn, datt deen 2014 ageweite Bëschkierfecht zu Keel mat senge begleedenden Infrastrukturaarbechten illegal erriicht gi wär, well déi néideg Geneemegungen net ugefrot gi wären. De Bëschkierfecht léich ausserdeem an Natura-2000-Gebidder, souwuel am Hibléck op d'Habitat, ewéi och op de Vulleschutz, déi och nach als nationaalt Naturschutzgebitt aklasséiert wären.

Des Weideren wär de befestegten Haaptaccès esou ugeluecht ginn, datt een net op engem ëffentleche Wee erauskënnt, mee op enger privater landwirtschaftlecher Parzell, esou datt de Proprietär sech genéidegt gefillt hätt, virun Allerhellegen den Accès op säin Terrain ze verspären.

An dësem Kontext hätt ech dës Froen un d'Madamm Ëmweltministesch:

1. Kann d'Madamm Ëmweltministesch confirméieren, datt beim Bau vum Bëschkierfecht zu Keel, besonnesch och bei deenen néidegen Infrastrukturaarbechten, ewéi beispillsweis de befestegte Weeër, keng Naturschutzgeneemegungen ugefrot goufen? Wéi e Statutt hunn déi betraffen Terrainen am Hibléck op de Schutz vun der Natur?

2. Wéi steet et mat deenen néidegen Impaktstudien op déi besoten Naturschutzgebidder?

3. Am Fall, wou Irregularitéite festgestallt goufen, ass den Dossier un de Parquet iwwermëttelt ginn?

4. Gëtt et eng Responsabilitéit an deem Dossier vun der zoustänneger Natur- a Bëschverwaltung? Wéi eng genee Zoustännegkeeten huet si an dësem Dossier? Wa Verstéiss vun der Säit vun der Verwaltung géint legal Dispositioune festgestallt goufen, hat dat administrativ, prozedural an/oder disziplinaresch Konsequenzen?

5. Wéi ass et ze erklären, datt d'Bëschverwaltung en Accès op e Bëschkierfecht esou geplangt huet, datt e sech zum gréissten Deel op engem privaten Terrain befënnt?

Réponse (08.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Nee.

Déi eenzeg Infrastrukturaarbecht, déi am Kader vum Bëschkierfecht Keel/Schëffleng realiséiert ginn ass, war e Bëschwee. Dëse Bëschwee gouf den 11. Abrëll 2013 iwwert dat deemolegt Naturschutzgesetz autoriséiert. De Bëschkierfecht läit am Natura-2000-Gebitt „Esch-sur-Alzette-Est–Anciennes minières/Ellergronn" (laut der Vulleschutz- an der Habitatdirektiv). De Bëschkierfecht läit net an engem nationalen Naturschutzgebitt.

ad 2. Well zu kengem Zäitpunkt ee signifikant negativen Impakt op d'Schutzziler vun dësen Naturschutzgebidder ze erwaarde war respektiv bestanen huet, war eng verdéiwend Impaktetüd net noutwendeg.

ad 3. Et gi keng Irregularitéiten.

ad 4. D'Naturverwaltung huet déi zwou Gemengen an dësem Projet berodend ënnerstëtzt (Hëllef beim Eraussiche vum Bësch, Planung vum Bëschwee, Eraussiche vun de Beem).

Et gi keng Verstéiss.

ad 5. Den Haaptaccès fir op de Bëschkierfecht ass tëscht Keel a Schëffleng um CR166. Dësen Accès benotzt en ale bestoende Wee, deen integral op ëffentlechem Terrain am Bësch erauskënnt (Parcelle cadastrale 1696, Commune de Schifflange, section A de Schifflange). Bei engem zweeten Accès, engem Niewenaccès, wou e bestoende Bëschwee aus dem Gemengebësch op e fréiere Wee vun der ARBED stéisst, besteet eng Onstëmmegkeet betreffend de Poprietéitsverhältnisser op e puer wéinege Meter. Laut der Analys vun der Naturverwaltung, baséierend souwuel op der Consultatioun vum Geoportail wéi och op enger Visitt um Terrain, wier besote Wee integral op Gemengenterrain. Eng Neivermoossung duerch e Geometer wäert an dëser Saach Kloerheet schafen.

Question 3111 (09.11.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fuite d'informations auprès du Service de renseignement de l'État :**

No RTL Informatioune vum 6. November 2020 wär et engem Staatsbeamten, deen net Informatiker ass, gelongen, sech eng Lëscht vun ongefeier 80 Mataarbechter vum SREL zesummenzestellen.

Weider heescht et, de Beamten hätt de SREL doriwwer informéiert an eng E-Mail u seng Direktesch geschéckt, déi awer ni geäntwert hätt. Weider hätt hien den Här Staatsminister informéiert, deen och net geäntwert hätt, a mam Chef de Cabinet vum Här Staatsminister geschwat.

Dowéinst wéilt ech dem Här Staatsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Elementer aus dem Reportage vun RTL kann den Här Staatsminister confirméieren? Wéini ass hien, respektiv d'Madamm Direkter vum SREL, iwwert dës Affär informéiert ginn?

2. Ass et wierklech méiglech gewiescht, datt eng normal Recherche vun engem dofir net speziell qualifizéierte Bierger duergaangen ass, fir eng ronn 80 Mataarbechter vum SREL ze identifizéieren? Wa jo, wéi erkläert sech den Här Staatsminister dëse schwéiere Sécherheetsproblem?

3. Wa jo, wéi eng Konsequenzen zitt den Här Staatsminister aus dëser Affär? Huet hien direkt reagéiert, wou hien informéiert gouf, a wa jo, op wéi eng Manéier?

4. Wéi eng Moossnamen hëlt de SREL, fir seng Leit besser ze schützen?

5. Ass sech den Här Staatsminister bewosst, datt dës Affär kann op en Neits dozou bäidroen, datt auslännesch Geheimdéngschter net genuch Vertrauen an de SREL hunn, fir mat him zesummen ze schaffen?

6. Gëtt et an dësem Dossier penalrechtlech Aspekter, a wa jo, ass de Parquet saiséiert ginn?

7. Gëtt séchergestallt, datt déi Lëscht vu ronn 80 SREL-Mataarbechter net kann zirkuléieren?

Réponse (16.11.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Enn Abrëll 2020 huet e Staatsbeamte via Email eng spontan Kandidatur beim Service de renseignement de l'État (SRE) gemaach. Dëse Staatsbeamte krut deen nämmlechten Dag eng Äntwert vum Service des ressources humaines vum SRE op seng Kandidatur mat der Informatioun, datt all fräie Poste wéi bei all aner Administratioun och um Site www.govjobs.lu publizéiert gëtt an datt all Vacance de poste am SRE exklusiv iwwert déi offiziell Prozedur, also via eng Kandidatur op www.govjobs.lu, besat gëtt.

Ugangs Mee 2020 huet dee selwechte Staatsbeamte sech beim SRE gemellt am Kader vun engem fräie Posten, deen awer net senger Karriär entsprach huet. De Kandidat krut och hei erkläert, datt seng Demande aus deem Grond net recevabel wier. Hien huet doropshin eng Lettre de motivation a säi Liewenslaf un den SRE geriicht.

Ugangs Juni 2020 kontaktéiert dee selwechten Staatsbeamten den SRE op en Neits a behaapt, hien hätt eng Lëscht zesummegestallt mat de Mataarbechter vum SRE. Hien huet uginn, den Accès op den internen informatesche Reseau vum Staat, deen him just wéinst senger Aktivitéit als Staatsbeamten zur Verfügung steet, genotzt ze hunn, fir eng detailléiert Recherche ze maache mam Zil, d'Matarbechter vum SRE ze identifizéieren. Hien huet uginn, mat där Aktioun beweisen ze kënnen, datt hien déi néideg Qualitéiten hätt, fir beim SRE ze schaffen.

Am Kontakt mat deem Staatsbeamten ass kloer ginn, datt et sech bei enger Rei Nimm, déi hie mat senger Recherche identifizéiert huet, effektiv ëm Mataarbechter vum SRE handelt. Bei aneren Nimm, déi hien als Beispill genannt huet, war dat net de Fall.

D'Direktioun vum SRE, déi zäitgläich och de Premierminister an den Délégué au SRE informéiert huet, huet doropshin de Service informatique vum SRE beoptraagt, Schwaachstellen am staatlechen informatesche Reseau ze identifizéieren an ze behiewen, wat och direkt geschitt ass. Datt dëst geschitt ass, gouf och vum Staatsbeamten confirméiert, wéi hien ugangs Juli 2020 de Staatsministère kontaktéiert huet, fir nach eemol op seng Aktioun hinzeweisen a mat Nodrock ze bekräftegen, datt hien e Posten beim SRE wéilt kréien.

Doropshi gouf de Comité ministériel du renseignement a senger nächster Sëtzung vum 13. Juli 2020 vun dëser Demarche an d'Bild gesat. Well am Juli keng weider Sëtzung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun ugesat war, huet nach deen nämmlechten Dag d'Direktrice vum SRE all d'Memberen vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum SRE ugeruff, fir si iwwert déi Demarche ze informéieren. Deemno sinn all d'Kontrollorganer, déi d'Gesetz iwwert den SRE virgesäit, en temps utile iwwert déi Demarche informéiert ginn.

De 14. Juli 2020 krut de besote Staatsbeamten en offizielle Bréif mat engem Refus, wat seng spontan Kandidatur betrëfft.

Enn Juli 2020 kontaktéiert dee selwechte Staatsbeamten op en Neits den SRE am Kader vun enger Publikatioun vun engem Posten um Site www.govjobs.lu. Hie kritt ugangs August 2020 d'Äntwerte vum SRE op seng Froen an deem Kontext. Doropshin reecht hie seng Kandidatur an.

Mëtt September 2020 kontaktéiert de Kandidat den SRE fir ze froen, ob hie fir de Posten zeréckbehale ginn ass.

Ugangs November 2020 gëtt dee selwechte Staatsbeamten an engem Reportage vun RTL zitiert, an deem en seng Vue vun de Faiten presentéiert.

D'Identitéit vun de Matarbechter vum SRE muss am Exercice vun hirer sensibler Missioun am Déngscht fir déi national Secherheet beschtméiglech geschützt ginn. D'Regierung schafft permanent dorun, deem Rechnung ze droen.

D'Lëscht, déi vun deem besote Staatsbeamten erstallt gouf, gouf dem Staatsministère net kommunizéiert a se gouf och net publizéiert. De Staatsministère huet de Parquet deemno och net saiséiert.

Question 3112 (09.11.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **tests antigéniques :**

Au Luxembourg, comme dans le monde entier, la circulation du virus s'est accélérée et il est essentiel de casser les chaînes de contamination pour endiguer l'épidémie liée au Covid-19. Il paraît important de tester le plus grand nombre de personnes possible afin d'identifier le plus de personnes infectées d'une part et d'autre part de disposer de résultats le plus rapidement possible pour mettre en place les mesures d'isolement, tracer les personnes contacts et ainsi casser les chaînes de contamination.

En France, la Haute Autorité de Santé (HAS) a rendu fin septembre un avis favorable à l'utilisation des tests antigéniques sur prélèvement nasopharyngé permettant d'obtenir un résultat en moins de 30 minutes et réalisables en dehors des seuls laboratoires d'analyses de biologie médicale. La HAS en a précisé les performances requises : une sensibilité minimale supérieure à 80 % et une spécificité minimale supérieure à 99 %.

Les tests antigéniques ont eu entre-temps le marquage CE et peuvent ainsi être vendus en Europe.

En Belgique, le Gouvernement a d'ailleurs déjà commandé des tests antigéniques le 21 octobre 2020, en Allemagne, ces tests étaient même déjà disponibles fin septembre 2020, et en France, ces derniers figurent sur le marché depuis quelques jours.

La Ministre de la Santé a annoncé une commande de 900.000 tests antigéniques avec une livraison prévue pour la fin du mois.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- En septembre, alors que la France et l'Allemagne avaient déjà souligné la nécessité de recourir aux tests antigéniques, la Ministre de la Santé s'était encore montrée réticente envers l'utilisation de ces derniers. Est-ce que la position du Gouvernement envers ces tests a changé ?

- Étant donné que ces tests antigéniques sont déjà disponibles en Allemagne, en France et en Belgique depuis quelques semaines, respectivement depuis quelques jours, pourquoi ces tests ont été commandés que maintenant par le Gouvernement, sachant que la livraison est prévue que pour la fin de ce mois ?

- Le Gouvernement peut-il nous communiquer la stratégie de déploiement concernant ces 900.000 tests antigéniques commandés ? Combien de tests seront déployés dans quels secteurs et dans quelles situations ?

Réponse (09.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

L'Allemagne utilise des tests antigéniques depuis le 15 octobre, mais dans des secteurs très restreints (p. ex. maisons de soins). En France, la Haute Autorité de Santé (HAS) a émis un avis favorable sur l'utilisation des tests antigéniques dans des indications très limitées, essentiellement chez les personnes symptomatiques, en date du 8 octobre (avis publié le 19 octobre). Leur introduction se fait progressivement. En Belgique, l'annonce a été faite le 5 novembre d'une utilisation des tests antigéniques à partir de mi-novembre. Au Pays-Bas, l'autorité de santé a envoyé un avis sur les tests antigéniques au Gouvernement le 12 octobre. Les Pays-Bas conservent cependant une politique de test assez restrictive selon la recommandation « Pointless to test without symptoms ». La Suisse a annoncé l'utilisation de tests antigéniques rapides à large échelle vers la fin du mois d'octobre, leur déploiement dans différents cantons ne s'est cependant fait qu'à partir de la deuxième semaine de novembre.

Au Luxembourg, le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) a émis un avis sur les tests antigéniques rapides en date du 29 octobre 2020 et la Direction de la santé a envoyé des recommandations aux médecins sur l'utilisation de ces tests le 10 novembre 2020. Les tests antigéniques rapides sont disponibles dans notre pays via des grossistes en matériel médical depuis la fin du mois d'octobre. La première livraison des tests achetés par le Gouvernement luxembourgeois est arrivée en date du 20 novembre. Globalement, le Luxembourg n'a donc pas de retard dans la mise en œuvre de ces tests comparé à ses pays voisins.

En général, le besoin d'utiliser des tests antigéniques rapides est d'autant plus prononcé qu'un pays a des difficultés d'offrir assez de capacités de tests classiques de type PCR. Or, le Luxembourg s'est doté en capacités de tests PCR de façon unique au monde, comme le montrent régulièrement des comparaisons internationales.

Dans ce contexte d'accès large au test PCR, il faut bien comprendre que les tests antigéniques sont moins performants que les tests PCR, et que leur défaut majeur est une sensibilité moins bonne (environ 85 à 90 % dans des études récentes), donc un risque non négligeable de ne pas détecter des infections, surtout si la charge virale est basse. Ceci est le cas notamment des infections asymptomatiques.

En conséquence, la Direction de la santé a retenu, à ce stade, comme indications utiles des tests :

1) Le diagnostic de patients symptomatiques suspects de Covid-19, entre le 1er et le 4e jour suivant l'apparition des symptômes.

2) Le tri des patients symptomatiques suspects de Covid-19 à l'entrée d'un service d'urgence d'hôpital, d'un centre de consultation Covid-19 (CCC) ou d'un cabinet médical.

3) Le diagnostic chez le personnel des établissements hospitaliers et des institutions de soins en cas de symptômes légers.

4) Le dépistage dans le cadre du primo-accueil des demandeurs de protection internationale avant l'admission dans un centre de quarantaine.

5) Le dépistage systématique à intervalles réguliers au sein de populations à haute densité (et à haute fréquence de transmission) : p. ex. campus d'étudiants, foyers et colocations à haute densité, communauté carcérale, etc.

6) Dépistage systématique à intervalles réguliers chez des personnes qui visitent des communautés à haut risque de transmission, comme p. ex. les visiteurs des structures d'hébergement de personnes âgées.

Le nombre de tests à affecter selon les différents cas de figure est en train d'être évalué, ensemble avec les acteurs du terrain. Avec environ 5.000 tests antigéniques utilisables par jour, nous estimons pouvoir couvrir tous les besoins.

La Direction de la santé ne recommande pas l'utilisation des tests antigéniques rapides chez des personnes d'âge supérieur à 65 ans. En effet, dans cette population, le risque pour la santé des personnes (complications/mortalité) est majeur si on ne fait pas correctement le diagnostic de Covid-19. Il faut donc absolument utiliser les tests avec la meilleure sensibilité possible pour cette catégorie de personnes, donc les tests PCR.

Sur base des données scientifiques actuelles, la Direction de la santé ne recommande pas non plus le dépistage systématique par test antigénique avant la participation à un évènement familial ou social, ou comme spectateur à un évènement sportif ou culturel.

Question 3113 (09.11.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **facturation électronique :**

Mat der EU-Direktiv 2014/55/UE solle Betriber an och de Staat encouragéiert ginn, op een elektronesche Rechnungsystem zeréckzegräifen. Esou ee System huet virun allem ökologesch Virdeeler par rapport zu Pabeiersrechnungen.

D'EU-Direktiv sollt vun de Ministèren, 18 Méint no hirer Publikatioun, also de 6. November 2015, ëmgesat ginn. D'lokal a regional Administratiounen haten 30 Méint Zäit, also bis de 6. November 2016.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Benotzt mëttlerweil all Administratioun dee vun der Direktiv virgesinne System?

Huet de Minister Statistiken, deene verschiddene Ministèren no opgelëscht, zum Gebrauch vun der Facturation électronique?

2. Ginn et Statistiken zum wirtschaftlechen Impakt vun dëser Digitalisatiounsmoossnam op d'Entreprisen an op de Staatsbudget?

Ginn et Statistiken zum ökologeschen Impakt vun dëser Digitalisatiounsmoossnam?

3. Donnéeë vun de Factures électroniques ginn op Servere gespäichert, déi d'Confidentialitéit vun den Donnéeë solle garantéieren.

- Goufen et Formatiounen, fir sécherzestellen, dass déi zoustänneg Leit an den Administratiounen den neie System richteg a sécher notzen? Falls jo, wéi vill Employéen oder Fonctionnairen hunn un esou Formatiounen deelgeholl?

- Wéi gesäit et mat de private Betriber aus, wéi gouf assuréiert, dass och hir Aarbechter richteg mat dem System vun de Factures électroniques ëmginn?

- Ass virgesinn, fir reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnë fir d'Mataarbechter beim Staat esouwéi am private Secteur zu dësem Theema ze organiséieren?

4. Gesäit de Ministère vir, privat Betriber zur Ëmstellung op esou ee System ze verflichten? Falls jo, ab wéini wier esou eng Obligatioun virgesinn?

Réponse (10.12.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

D'Direktiv 2014/55/EU iwwert d'elektronesch Facturatioun am Kader vun de Marchés publics ass mam Gesetz vum 16. Mee 2019 iwwert d'elektronesch Facturatioun transposéiert ginn. Wat d'Delaien déi an der parlamentarescher Fro erwäänt ginn ugeet, sou seet d'Gesetz, datt d'Pouvoirs adjudicateurs ab dem 18. Abrëll 2019 musse fäeg sinn, elektronesch Rechnungen ze empfänken an ze traitéieren. Fir d'Pouvoirs adjudicateurs sous-centraux an d'Entités adjudicatrices ass dës Obligatioun eréischt den 18. Abrëll 2020 a Kraaft getrueden.

D'Direktiv an d'Gesetz schreiwen och kee prezise System vir. D'Direktiv an d'Gesetz gesi just de Gebrauch vun enger EU-Norm a vun enger vun zwee akzeptéierte Syntaxe vir.

Scho virum Akraafttriede vun der Obligatioun fir kënne konform elektronesch Rechnungen ze empfänken an ze traitéieren (18.4.2019), hat de staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) en Zougangspunkt zum Reseau PEPPOL (peppol.eu) en place gesat, iwwert dee Ministèren a Verwaltunge konform elektronesch Rechnungen empfänke kënnen.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2498 preziséiert, gi manner wéi 20 Rechnungen iwwert dee Wee pro Joer empfaangen. De wirtschaftlechen an den ökologeschen Impakt sinn doduerch am Moment net relevant, an et ginn och nach keng Statistiken opgestallt.

De PEPPOL-Zougangspunkt, dee vum CTIE fir Ministèren a Verwaltungen en place gesat ginn ass, limitéiert den Accès ëmmer nëmmen op d'Destinatäre vun de jeeweilege Rechnungen. D'Sécherheet an Zougrëffsrechter sinn am Virfeld definéiert, an all User kann nëmme mat sengem eegenen Account op de System zougräifen. Well den Accès iwwert dee selwechte séchere, scho bekannten Authentifizéierungssystem leeft, deen am Prinzip quasi fir all Systemer beim Staat gebraucht gëtt, si gréisser Formatioune fir Beamte beim Staat bis elo net noutwenneg gewiescht.

De PEPPOL-Zougangspunkt vum CTIE kann net vu Betriber accedéiert oder op iergendeng Manéier genotzt ginn. All Betrib muss iwwert säin eegene PEPPOL-Zougangspunkt Rechnunge verschécken a bleift, wéi dat och schonn haut de Fall ass, op senger Säit dofir zoustänneg, fir d'Confidentialitéit an d'Sécherheet ze garantéieren.

D'Betriber bleiwe responsabel fir hir Systemer a mussen natierlech, wéi haut och schonn, derfir suergen, dass hir Leit forméiert a sensibiliséiert ginn an dass d'Gesetzer respektéiert ginn.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2498 preziséiert ass et virgesinn, all Opérateurs économiques ze obligéieren, fir all hir Rechnungen am Kader vun de Marchés publics als konform elektronesch Rechnungen ze erstellen an ze verschécken. Et ass ugeduecht, dës Ëmsetzung an Etappen anzeféieren.

Den Depot vum Gesetzesprojet dozou soll an den nächste Woche stattfannen.

Question 3114 (09.11.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant le **dispositif prévoyant des subventions au bénéfice des entreprises pour compenser les frais d'indemnisation des chômeurs partiels pendant l'état de crise :**

Le Code du travail luxembourgeois prévoit dans son article L.511[4] des mesures destinées à prévenir des licenciements conjoncturels. Ce dispositif peut être déclenché si une ou plusieurs branches de l'économie sont confrontées à un recul considérable et temporaire de l'activité dû principalement à des causes conjoncturelles et offre des subventions publiques à la faveur des branches et aux entreprises concernées en échange d'un engagement de leur part de maintenir les contrats de travail de leur personnel. Le Code du travail définit à cet effet une procédure détaillée pour décider de l'octroi de subventions publiques aux entreprises qui en font la demande.

L'octroi des subventions publiques précitées peut être étendu à des entreprises qui connaissent des difficultés structurelles (art. L.512-7) ou en cas de force majeure (art. L.511-4).

Depuis mars 2020 et le déclenchement de la pandémie de la Covid-19 en Europe et au Luxembourg, le dispositif a connu plusieurs adaptations. Ces dernières visaient dans une première phase le maintien dans l'emploi du personnel des entreprises concernées par un arrêt complet de leurs activités et, par conséquent, un allègement et une accélération de la procédure de demande de subventions. Ainsi, les demandes des entreprises saisies en ligne qui n'ont plus pu exercer leurs activités suite aux décisions gouvernementales de mars 2020 ont été directement traitées par l'ADEM sans que le Comité de conjoncture n'ait dû émettre un avis. Les demandes des autres entreprises ont continué d'être traitées qu'après avis du Comité de conjoncture.[5] Cet allègement de la procédure à l'égard des entreprises touchées par la situation sanitaire a permis de traiter un nombre important de demandes endéans quelques jours et de libérer rapidement les fonds nécessaires pour assurer le maintien dans l'emploi de dizaines de milliers de salariés pendant la période de confinement entre la fin du mois de mars et juin 2020.

Pourtant, ce réaménagement de la procédure a également augmenté le risque de pratiques potentiellement illicites. Dans ce contexte, deux types de pratiques pourraient être envisagées : Une première concerne le maintien en activité soit à temps partiel, soit à temps plein, d'employés en chômage partiel. Ce cas de figure pourrait se présenter dans des entreprises ayant dans un premier temps cessé leurs activités pour ensuite décider d'en relancer une partie mais selon des modalités adaptées à la situation (p. ex. avec livraison à domicile d'achats effectués en ligne). Le deuxième cas de figure concerne la soumission par des entreprises de demandes de chômage partiel incomplètes, fausses ou illicites. Pour ces deux cas de figure se pose la question des moyens de contrôle à disposition des agences publiques en charge de la supervision du dispositif.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

1) Combien d'entreprises ont obtenu des subventions destinées à l'indemnisation des chômeurs partiels pendant la durée de l'état de crise au printemps 2020 ? Combien de salariés ont été concernés pendant cette période ? Quel est le montant total versé aux entreprises pendant cette période ?

2) Combien d'entreprises ont obtenu les subventions précitées qui n'ont en principe pas dû arrêter leurs activités pendant la période de l'état de crise et combien de salariés en ont été concernés ?

3) Combien de demandes ont dû être traitées par les autorités compétentes pendant cette période sachant que la mise au chômage partiel de chaque salarié individuel nécessite une demande de subvention et que chaque demande a dû être renouvelée pour chaque mois ?

4) Quel(s) service(s) de l'ADEM a/ont été chargé(s) du traitement des demandes des entreprises qui n'ont plus pu exercer leurs activités suite aux décisions gouvernementales de mars 2020 ? Combien de fonctionnaires respectivement d'employés étaient en charge du traitement de ces demandes ?

5) Comment le traitement et le contrôle des demandes des entreprises a pu être assuré sachant que l'ADEM a versé des subventions dans des délais extrêmement courts afin d'éviter des impasses financières au niveau des entreprises ? Un contrôle a minima des demandes a-t-il pu être assuré en amont du versement des subventions ou a-t-il eu lieu a posteriori ?

6) Les subventions accordées aux entreprises qui n'ont pas directement été concernées par les décisions gouvernementales de mars 2020 et dont les demandes ont continué d'être traitées par le Comité de conjoncture, ont-elles été vérifiées et versées dans les mêmes délais et selon les mêmes modalités que celles accordées aux entreprises confrontées à un arrêt de leurs activités sous l'effet du confinement ? Dans la négative, comment la procédure du Comité de conjoncture différait-elle de celle de l'ADEM ?

7) Quel est le taux des demandes de la part d'entreprises pour des subventions dans le cadre du dispositif précité qui ont été rejetées avant tout versement d'aides par l'ADEM ? Quels ont été les motifs pour ces rejets éventuels ?

8) Le contrôle a posteriori des demandes des entreprises par l'ADEM conformément à l'article L.511-13 du Code du travail est-il toujours en cours ou a-t-il déjà été clôturé ?

9) Pour combien de cas l'ADEM a-t-elle pu constater que les subventions ont été accordées sur la base de déclarations fausses (art. L.511-14) ?

10) Si de tels cas ont pu être constatés par l'ADEM quel est le montant total des subventions qui a dû être restitué jusqu'à ce jour ? Combien d'entreprises ont été contraintes à restituer des subventions ?

11) Des sanctions ont-elles été prononcées à l'égard d'entreprises pour lesquelles des manquements ont été constatés ou qui ont fait des déclarations fausses pour la période d'avril à juin 2020 ? Dans l'affirmative, combien de sanctions ont été prononcées et pour quel montant au total ?

12) Les autorités compétentes ont-elles été en mesure de contrôler pendant l'état de crise si des salariés mis au chômage partiel par leurs employeurs n'ont pas été sollicités pour continuer à travailler que ce soit à temps plein ou à temps partiel ? Dans l'affirmative et dans le cas où des manquements aux règles ont été constatés, quelles ont été les sanctions prononcées dans ces cas de figure ?

13) Dans la négative à la question 11), les autorités compétentes disposent-elles de moyens pour réaliser des contrôles a posteriori pour ces cas de figure ?

Réponse (09.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Entre mars et juin 2020, 13.790 entreprises et 135.098 salariés ont bénéficié du chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du coronavirus.

L'ADEM a payé un montant de 856.864.122 €, dont 821.932.723 € sous formes d'avances. Parmi les avances, 402.465.789 € doivent être remboursés par les entreprises. Début décembre 353.753.359 € ont été remboursés.

ad 2) 9.524 entreprises et 80.342 salariés dont les activités n'étaient pas arrêtées suite à une décision gouvernementale ont bénéficié du chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du coronavirus.

ad 3) L'ADEM a traité 44.889 demandes pour chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du coronavirus.

ad 4) Le « Service maintien de l'emploi » est en charge du traitement des dossiers relatifs au chômage partiel. En temps normal, la cellule est composée de deux personnes. Suite à la crise sanitaire, ce nombre fut augmenté à 14 fonctionnaires et employés. Il y a lieu de souligner qu'au début, lors du traitement des avances, tout le service fut chargé de la liquidation de celles-ci, c'est-à-dire 22 personnes.

Par ailleurs, le service informatique a informatisé tout le processus en collaboration avec le CTIE, le CCSS, l'IGF et la Trésorerie de l'État.

En outre, le « Service employeurs » et le « Service contact center » étaient en charge du support administratif et des relations avec les employeurs.

Ainsi, entre 14 et 40 personnes ont participé de manière directe ou indirecte au traitement des dossiers.

ad 5) Afin d'éviter des risques de fausses déclarations de la part des employeurs, le système a été conçu de telle manière que les avances étaient payées sur base des informations du Centre commun de la sécurité sociale en ce qui concerne le nombre des salariés, les affiliations et la détermination de la masse salariale.

La délégation du personnel, le cas échéant, et/ou le représentant légal d'une société ont été dans l'obligation de certifier l'exactitude des données communiquées et d'informer les salariés du recours du chômage partiel.

Le contrôle principal est opéré a posteriori avec l'introduction des décomptes (déclarations de créances) par les sociétés. Ce contrôle est surtout axé sur le nombre exact des salariés au chômage partiel, le nombre réel d'heures chômées, les permis de travail etc. Là aussi, l'ADEM a recours aux données du CCSS.

De surcroît, l'application utilisée par le « Service maintien de l'emploi » est configurée de manière à opérer un certain nombre de contrôles automatiques, comme par exemple le respect du plafond, le maximum des heures ouvrables par mois, l'âge limite ou encore les affiliations.

ad 6) Les entreprises dont les activités étaient interdites suite à une décision gouvernementale étaient directement éligibles au chômage partiel. Les demandes de ces entreprises ont été traitées et liquidées directement par l'ADEM.

Les demandes des entreprises qui ont pu continuer leurs activités ont dû être validées par le Comité de conjoncture. Afin de garantir un traitement rapide de ces demandes, le Comité de conjoncture s'est réuni à un rythme hebdomadaire plutôt que mensuel. Ceci a permis de liquider ces demandes rapidement sans trop de délais supplémentaires.

Pour le mois de juin, la procédure a été modifiée pour les entreprises qui ont pu continuer leurs activités, celles-ci n'ont plus reçu d'avances. Leur indemnisation s'est faite directement sur base d'un décompte introduit par après. Par contre, les entreprises dont les activités étaient interdites, ont continué à recevoir des avances au mois de juin.

ad 7) Parmi toutes les demandes reçues, 929, soit 2,1 %, ont été refusées par le Comité de conjoncture.

ad 8) Ce contrôle est effectué en permanence. En effet, les employeurs doivent certifier sur l'honneur l'exactitude des informations communiquées et

[4] http://data.legilux.public.lu/file/eli-etat-leg-code-travail-20200828-fr-pdf.pdf

[5] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2020/03-mars/27-chomagepartiel.html

l'ADEM procède à la vérification des décomptes mensuels individuels.

En outre, au niveau de la demande auprès du Comité de conjoncture, la délégation du personnel et/ou le représentant légal doivent signer une attestation certifiant que les données sont correctes et que le personnel ou ses représentants ont été informés.

ad 9) - 11) Suite aux dénonciations, l'ADEM a opéré une cinquantaine d'enquêtes. À l'heure actuelle, une vingtaine de dossiers demeurent en suspens en attendant le rapport de l'enquête. Néanmoins, il faut souligner qu'en règle générale, les faits n'étaient pas avérés ou fondés.

Dans le cas contraire, l'ADEM exécutera un redressement des dossiers et se réservera le droit d'en informer le Ministère de la Justice.

ad 12) Pendant l'état de crise, les demandes d'avances ne renseignaient pas le nombre de salariés. En cas de dénonciation, l'ADEM a opéré des contrôles. Or, suite à l'introduction des décomptes relatifs aux demandes d'avances, les faits ne se sont pas avérés établis.

ad 13) Le contrôle a posteriori demeure toujours possible et est effectué par le « Service contrôle » de l'ADEM, l'ITM et par le parquet.

Question 3115 (09.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**impact de la pandémie de la Covid-19 sur le fonctionnement des communes :**

Duerch déi nei Hausse vun de Covid-19-Neiinfektioune ginn och d'Gemengen ëmmer méi an hirem Fonctionnement beanträchtegt, entweeder well d'Gemengepersonal oder politesch Vertrieder positiv op de Covid-19 getest ginn oder well si preventiv a Quarantän musse goen. An der Gemeng Réimech zum Beispill gouf virun e puer Wochen ee Gemengerot ofgesot, well zwou Persounen am Gemengenhaus positiv op de Coronavirus getest goufen. Des Weidere gouf d'Gemengenhaus fir eng Zäit zougemaach.

Wann de Gemengeservice muss zoumaachen, si vill Biergerinnen a Bierger an der jeeweileger Gemeng betraff, well si hir Demarchen net kënne maachen. Och verschidden Decisiounen, déi eng Gemeng nëmmen duerch de Vott vum Gemengerot huele kann, ginn op onbestëmmten Zäit ausgesat, wann dorobber gewaart gëtt, datt de Gemengerot physesch kann zesummekommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt aktuell séchergestallt, datt d'Gemengen all hir Servicer weider kënnen ubidden, och wann se Covidbedéngt hir Diere mussen zoumaachen?

2. Wat d'Gemengerotssëtzunge betrëfft, wär et net endlech un der Zäit, datt d'Schäfferéit de Gemengeconseilleren de gesamten Ordre du jour am legalen Delai vu fënnef Deeg an digitaler Form (zum Beispill iwwert de SIGI-Drive) zoukomme loossen an och Gebrauch maache vun der Videokonferenz, déi duerch d'ofgeännert Gesetz vum 24. Juni 2020 erlaabt gouf? Ass d'Ministesch der Meenung, datt méi Gemengen op den digitale Wee misste goen?

3. Aktuell ass et nach Usus, dass d'Deliberatiounen am Gemengerot ënnert Papeierform ronderëm gereecht a vun de Gemengeconseilleren ënnerschriwwe ginn, wat d'Infektiounsgefor duerch de Kontakt tëschent de Persounen erhéicht. Ass et der Ministesch no méiglech, dass d'Ënnerschrëften aktuell scho kéinten digital op d'Dokumenter opgedroe ginn (no den eIDAS-Krittären), wann ee Gemengerot iwwer Videokonferenz stattfënnt?

Réponse (09.12.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Fir de Fonctionnement vun de Gemengen an den assimiléierten Entitéiten an Zäite vun enger Pandemie souwäit wéi méiglech ze garantéieren, hunn ech schonn den 12. Mäerz 2020 d'Circulaire N° 3782 verschéckt, mat Recommandatiounen, déi ech zesumme mam Syvicol an der Stad Lëtzebuerg ausgeschafft hunn an déi e Guide ware fir e Plan de continuité d'activité communal opzestellen. Generell konnt ech feststellen, dass alleguer d'Gemengen Efforte gemaach hu fir hir Gemengeservicer op déi eng oder aner Aart a Weis souwäit wéi méiglech an néideg oprechtzeerhalen an se och wärend der Pandemie weider unzebidden, natierlech ëmmer am Respekt vun de Mesuren déi a Kraaft waren. Duerch weider Circulairë sinn d'Gemengen iwwer d'Méiglechkeeten informéiert ginn, wéi se hir Servicer un déi jeeweileg Situatiounen upasse kéinten.

Den Artikel 13 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit vir, dass Dokumenter, Akten a Piècen déi d'Punkte betreffen, déi um Ordre du jour vun enger Gemengerotssëtzung stinn, wärend dem Convocatiounsdelai op der Gemeng fir d'Conseilleren disponibel musse sinn, an dass dës se och kënne kopéieren, géint d'Bezuele vun enger Tax wann dat virgesinn ass. Näischt verhënnert, dass de Schäfferot déi selwecht Dokumenter, Akten a Piècen och iwwert een anere Wee zur Verfügung stellt, sief dat iwwer eng elektronesch Plattform wéi dem Sharepoint, per E-Mail, de SIGI-Drive oder aner adequat Instrumenter.

De Gebrauch vun enger elektronescher Ënnerschrëft fir Deliberatioune vum Gemengerot ass aktuell net méiglech, weeder op Basis vun der nationaler Gesetzgebung nach op där vum EU-Reglement eIDAS.

Am Kader vum ofgeännerte Gesetz vum 14. August 2000 iwwert de Commerce électronique an d'Services de confiance, sou wéi am Kader vum Artikel 1322-1 vum Code civil, ass d'elektronesch Ënnerschrëft nëmme fir d'Ënnerschreiwe vun Actes sous seing privé virgesinn, a gëtt och nëmmen a senger Valeur probatoire berécksiichtegt (fonction ad probationem vun der Ënnerschrëft). D'Benotzung vun der elektronescher Ënnerschrëft fir d'Ënnerschreiwe vun administrativen Akten ass dofir aus zwee Grënn net virgesinn: engersäits wéinst der Natur vun administrativen Akten déi keng Actes sous seing privé sinn an anerersäits well d'Ënnerschreiwe vun engem administrativen Akt eng Funktioun erfëllt fir d'Validitéit ze garantéieren, an net fir säi Beweis ze bréngen (fonction ad validitatem vun der Ënnerschrëft).

Laut der Jurisprudenz vum Tribunal administratif ass d'Ënnerschrëft eng Formalité substantielle an eng Konditioun fir d'Validitéit vun den administrativen Akten: « Une décision administrative non signée n'existe pas et ne peut produire d'effet juridique. » (Trib. adm., jugement du 4 mai 2009, n° 24361, p. 6)

Och wann de Règlement (CE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (dit « règlement eIDAS ») eng generaliséiert Notzung vun der elektronescher Ënnerschrëft bei Transaktioune virgesäit, ass et zweifelhaft, ob dat och fir administrativ Akte gëllt. Souguer wann dat eng Méiglechkeet wier, muss ee feststellen, dass déi aktuell Lëtzebuerger Gesetzgebung d'elektronesch Ënnerschreiwe vun administrativen Akten net unerkennt an de Reglement eIDAS legal oder prozedural Verflichtunge vu formeller Natur betreffend d'Validitéit vun Actes juridiques, déi an der nationaler Gesetzgebung virgesi sinn, aus sengem Champ d'application ausschléisst (cf. Artikel 2(3) règlement eIDAS : « Le présent règlement n'affecte pas le droit national ou de l'Union relatif à la conclusion et à la validité des contrats ou d'autres obligations juridiques ou procédurales d'ordre formel »).

Question 3116 (09.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**impact de la pandémie de la Covid-19 sur le transport public :**

Zënter Woche kämpft eist Land mat erhéichten Infektiounszuelen, wouduerch vill Leit sech fir de Moment a Quarantän befannen. Eleng an der Woch vum 28. Oktober op de 4. November waren et méi wéi 8.000 Persounen. Duerch d'Covid-19-Erkrankungen a Quarantänmoossname feelt och am ëffentlechen Transport aktuell Personal.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Sinn am Mount Oktober méi Zich ausgefall ewéi an normalen Zäiten?

2. Sinn am Mount Oktober méi Bussen ausgefall ewéi an normalen Zäiten?

3. Sinn am Mount Oktober méi Trammen ausgefall ewéi an normalen Zäiten?

4. Wéi vill Verspéidungen an Ausfäll sinn op feelend Personal zeréckzeféieren?

Réponse (03.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte stellt an dësen Zäite vun héijen Infektiounszuelen d'Fro, ob Covid-19-Erkrankunge Repercussiounen op den ëffentlechen Transport hunn.

ad 1. Bei den CFL sinn net méi Zich a Busse wéi normal ausgefall, well coronabedéngt Personal gefeelt hätt.

Et sief nach ze bemierken, datt am Zuchverkéier Richtung Frankräich, d'SNCF déi aktuell Offer op zirka 80 % reduzéiert huet, dëst well d'Demande duerch d'sanitär Mesuren a Frankräich zeréckgaangen ass.

ad 2. D'Leetstell vum Verkéiersverbond, déi de Busreseau vum RGTR geréiert, stellt fest, dass d'Zuelen iwwert d'ganzt Joer 2020 konstant bloufen.

ad 3. Opgrond vun der méi niddereger Nofro (-50 %) ass decidéiert ginn, fir den Tram just nach am Fënnef-Minutten-Takt fueren ze loossen amplaz am Véier-Minutten-Takt wéi am Ufank vum Joer. Dëst huet awer näischt mat Personalmangel ze dinn.

ad 4. Fir den Zuch:

Et ass am Mount Oktober net zu Verspéidungen oder Ausfäll vun Zich komm, well d'Personal coronabedéngt ausgefall wier.

Fir de Busreseau RGTR:

Wat Ausfäll betrëfft, waren am Mount Oktober 5 Faarten ausgefall wéinst Covid-19-Erkrankungen. Dovunner konnten awer 4 Faarten ersat gi mat Hëllef vun engem anere Busbetrib.

Zweemol koum et zum Fall, dass duerch Verkéierschaos am Süden (grouss Accidenter op den Autobunnen A3 an A4) d'Busbetriber un hir Grenze komm sinn, fir Ersatzbussen, d. h. also och Ersatzchaufferen, erauszeschécken, doduerch, dass ze vill Personal krankgemellt war, sou dass zwar de reguläre Busverkéier konnt assuréiert ginn, just d'Reserve net grouss genuch war. Op dësen zwee Deeg si wéinst deene Verspéidungen eelef Faarten ausgefall. Allgemeng louch de Wäert vun der Pénktlechkeet am Mount Oktober awer am grénge Beräich bei 81%.

Fir den Tram:

Duerch ee relativ gerénge Krankestand an zousätzlecht Personal, wat am Kader vun der Ouverture bis op d'Gare am Moment forméiert gëtt an och schonn zum Deel asazbereet ass, gouf et weeder Verspéidungen nach Ausfäll vun Trammen.

Question 3117 (09.11.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **critères d'avancement des enseignants :**

Den Artikel 50 (4) vum Traitementsgesetz fir d'Fonctionnairë vum 25. Mäerz 2015 gesäit vir, dass déi Enseignanten, déi scho virum Datum vum Akraafttriede vun dësem Gesetz (1. Oktober 2015) hir definitiv Nominatioun als Professer haten, zéng Joer no hirer éischter Nominatioun een Avancement an hirem Traitement kréien: « Les fonctionnaires dont les fonctions sont reprises à l'annexe A II. sous b) Régime transitoire de la rubrique "Enseignement" de la présente loi et qui sont classés aux grades E5 à E8 bénéficient d'un avancement de deux échelons supplémentaires après dix ans de bons et loyaux services depuis leur première nomination […]. » Wärend dat aalt Traitementsgesetz vum 22. Juni 1963 a Bezuch op dësen Avancement nach een zousätzlechen Abschnitt enthalen hat, dass falls eng Karriär eng éischt Nominatioun als Kandidat beinhalt, eréischt déi definitiv Nominatioun als Professer fir d'Applikatioun vun dësem Avancement zielt, esou enthält dat neit Traitementsgesetz vun 2015, duerch dat d'Gesetz vun 1963 abrogéiert gouf, dësen Zousaz net méi.

An dësem Kontext géif ech gären deenen zoustännege Ministere vun der Éducatioun nationale an der Fonction publique follgend Froe stellen:

- Wéi gëtt den Avancement vun de betraffene Professeren elo gehandhaabt? Op wéi eng konkreet legal Basis berout sech de Ministère an dësem Kontext?

- Eisen Informatiounen no gëtt d'Nominatioun als Fonctionnaire, déi déi betraffen Enseignanten deemools no hirem gepackte Stage duerch een Arrêté vum Grand-Duc kruten, net als hir éischt Nominatioun unerkannt. Kënnen d'Ministeren eis dëst confirméieren? Wa jo, wéi justifizéieren d'Ministeren dës Decisioun?

Réponse commune (02.12.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Mechanismus vum Avancement „de deux échelons supplémentaires" huet seng Originnen am Artikel 8.-V. vum Gehältergesetz vun 1963 a seet Folgendes:

« Les fonctionnaires dont les fonctions sont reprises à l'annexe A de la présente loi sous la rubrique IV "Enseignement" et qui sont classés aux grades E5 à E8 bénéficient d'un second avancement de deux échelons supplémentaires après dix ans de bons et loyaux services depuis leur première nomination sans préjudice du report de l'ancienneté acquise par le fonctionnaire dans l'échelon auquel il était classé avant l'avancement en traitement. Le bénéfice de cette disposition ne peut être accordé qu'une seule fois pour l'ensemble des grades visés à la présente section.

Lorsque la carrière du fonctionnaire comporte une première nomination de candidat, le grade de professeur est considéré comme grade de début de carrière pour l'application de la disposition de l'alinéa 1er ci-dessus. »

Säit der Reform vum 1. Oktober 2015 hunn d'Enseignantë keng „carrière plane" méi, esou wéi et fréier bei den E-Grade war, ma ginn an de Groupe de traitement A1 klasséiert, wou si vum Grad 12 bis an de Grad 16 avancéiere kënnen. D'Enseignanten, déi virum 1. Oktober 2015 rekrutéiert gi waren, sinn an hirer aler „carrière plane" bliwwen a goufen an ee Régime transitoire gesat.

Dat neit Gehältergesetz vun 2015 gesäit keng Dispositioun méi vir iwwert d'Candidats-professeurs.

Am neie Regime gëtt et de Mechanismus vum Avancement „de deux échelons supplémentaires" also net méi.

Wéinst dem Régime transitoire war et awer néideg, am Artikel 50 Paragraf 4 eng Iwwergangsbestëmmung fir d'Enseignantë virzegesinn, déi schonns virum 1. Oktober 2015 hir Nominatioun als Professer haten.

Dës Iwwergangsbestëmmung iwwerhëlt den éischten Abschnitt vum Artikel 8.-V. vum Gehältergesetz vun 1963, net awer den zweeten Abschnitt.

Aktuell presentéiert sech d'Situatioun vum Mechanismus vum Avancement „de deux échelons supplémentaires" wéi follgend:

1) Wat d'Enseignanten ugeet, déi um 1. Oktober 2015 Kandidat waren oder duerno genannt goufen, wennt sech den Artikel 5 vum Gesetz vum 2. September 2020 iwwert d'Funktioun vum Kandidat an de Karriäre vun den Enseignantë vum Enseignement postprimaire un. Hei gëtt de Mechanismus vum Avancement „de deux échelons supplémentaires" follgendermoosse gereegelt:

« (1) Par dérogation à l'article 8, point III, alinéa 2, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, les dispositions suivantes s'appliquent à l'agent qui, à la date du 1er octobre 2015, était candidat ou a été nommé à la fonction de candidat à partir de cette date :

1° pour l'agent dont la nomination en tant que candidat a eu lieu à partir du 1er octobre 2015 et qui par la suite a obtenu une nomination définitive à la fonction pour laquelle il a accompli avec succès son stage pédagogique, la date de nomination en tant que candidat est considérée comme date de début de carrière ;

2° pour l'agent dont la nomination en tant que candidat a eu lieu avant le 1er octobre 2015 et qui par la suite a obtenu une nomination définitive à la fonction pour laquelle il a accompli avec succès son stage pédagogique, la date du 1er octobre 2015 est considérée comme date de début de carrière.

(2) Par dérogation à l'article 8, point V, alinéa 2, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, les dispositions suivantes s'appliquent à l'agent qui, à la date du 1er octobre 2015, était candidat ou a été nommé à la fonction de candidat à partir de cette date :

1° pour l'agent dont la nomination en tant que candidat a eu lieu à partir du 1er octobre 2015 et qui par la suite a obtenu une nomination définitive à la fonction pour laquelle il a accompli avec succès son stage pédagogique, la date de nomination en tant que candidat est considérée comme date de début de carrière ;

2° pour l'agent dont la nomination en tant que candidat a eu lieu avant le 1er octobre 2015 et qui par la suite a obtenu une nomination définitive à la fonction pour laquelle il a accompli avec succès son stage pédagogique, la date du 1er octobre 2015 est considérée comme date de début de carrière. »

2) Wat d'Situatioun vun den Enseignanten ugeet, déi hir Kandidatur ofgeschloss hunn a virum 1. Oktober 2015 Professer genannt goufen, ännert sech näischt par rapport zum Regime vum 1963er Gehältergesetz.

D'Nominatioun als Kandidat gëtt net als déi éischt Nominatioun an d'Funktioun vum Professer consideréiert, well d'Annex aus dem Gehältergesetz d'Funktioun vum Kandidat net virgesäit. Dëst ass och duerch e Geriichtsurteel confirméiert ginn.

Den Artikel 50 Paragraf 4 vum Gehältergesetz vun 2015 ass jo just eng Iwwergangsbestëmmung, dat heescht eng Bestëmmung, déi de Passage vum ale Regime an den neie Regime reegele soll an dofir just eng zäitlech limitéiert Liewensdauer huet.

Dës Iwwergangsbestëmmung ass domat nëmmen d'Fortsetzung vum Artikel 8 Paragraf 5 vum ale Gehältergesetz vun 1963 a kann net méi wäit goe wéi dat, wat initialement virgesi war.

Question 3118 (09.11.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **nouvelle auberge de jeunesse pour la « Nordstad » :**

Dans le cadre du réaménagement et de la modernisation de la gare d'Ettelbruck, le Gouvernement se propose d'y construire une auberge de jeunesse, en tenant compte de la fonction actuelle et future à jouer par la région Nordstad.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre du Tourisme, Ministre des Classes moyennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution du projet en question ? Peut-il informer aussi sur le concept de gestion de cette auberge de jeunesse et sur ses différentes missions ? Est-il également prévu de coopérer, entre autres, avec les lycées du pays, en particulier durant la saison hivernale, afin d'assurer une utilisation rationnelle de cette structure (formations continues, séminaires, réunions diverses, …) ? Quel sera le rôle de cette auberge de jeunesse dans la promotion touristique du pays ?

2) Quand les travaux d'exécution pourraient-ils être lancés au plus tard ? Quelle sera leur durée ?

3) Quelle sera la capacité d'hébergement finale de cette auberge de jeunesse et quels types de personnels seront requis afin de l'exploiter dans de bonnes conditions ?

Réponse commune (30.11.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

ad 1) Actuellement les études du projet développé sous régie de l'Administration des bâtiments publics se trouve au stade de l'avant-projet sommaire.

Il importe de préciser que ledit projet comprend deux entités distinctes, à savoir une auberge de jeunesse avec des chambres et un complexe administratif avec des bureaux pour des services étatiques ou para-étatiques. Les espaces communs de restauration et de réunion sont planifiés de manière à pouvoir réaliser des synergies nécessaires entre les utilisateurs des bâtiments.

Si une utilisation rationnelle des espaces mis à disposition est certes aspirée, toute déclaration relative à une coopération éventuelle s'avère en ce moment prématurée alors qu'elle dépendra fortement de l'attribution définitive des surfaces du complexe administratif.

Des coopérations quelconques ne sont actuellement pas prévues. Bien que les auberges de jeunesse soient traditionnellement ouvertes à toute sorte de partenariat avec des organisations du domaine de la jeunesse, il y a lieu de considérer que l'auberge de jeunesse d'Ettelbruck aura probablement de toute manière un taux de réservation élevé.

Il convient de noter que l'auberge de jeunesse bénéficie d'un potentiel important en matière de promotion touristique, surtout en ce qui concerne le tourisme à vélo. En effet, Ettelbruck pourrait devenir une jonction importante du réseau européen de cyclotourisme reliant le Luxembourg notamment à la Belgique, à l'Allemagne et aux Pays-Bas par la « Vennbahn », ou encore au réseau de pistes cyclables de la Sûre et de la Moselle en passant par Vianden ou Echternach. Il est ainsi prévu de construire un parking équipé et sécurisé pour les touristes venant avec leurs propres vélos sur le site de l'auberge de jeunesse.

ad 2) Le début des travaux d'exécution est fortement conditionné par les contraintes techniques et temporelles en relation avec les autres projets de construction réalisés dans le cadre du Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck, à savoir un tunnel routier (APC) ainsi qu'une gare de bus, un park & ride et un nouveau bâtiment voyageur (CFL).

En effet, les phasages très complexes entre les différents ouvrages engendrent une cascade bien définie des différentes étapes d'exécution. Suivant les prévisions actuelles, les travaux de construction du complexe de l'auberge et du bâtiment administratif pourraient commencer en 2024. La durée des travaux est actuellement estimée à quelque 30 mois.

ad 3) Suivant le programme de construction défini par l'« Auberges de Jeunesse Luxembourgeoises ASBL », le projet se base sur une capacité de 124 lits.

Quant aux types de personnels requis afin d'exploiter l'auberge de jeunesse dans de bonnes conditions, force est de constater que cette décision n'est pas du ressort du Gouvernement, elle revient au gestionnaire de l'auberge de jeunesse, à savoir l'« Auberges de Jeunesse Luxembourgeoises ASBL ».

Question 3119 (10.11.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **galerie nationale :**

Je viens d'apprendre que la galerie nationale ne sera pas aménagée à côté de la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg, dans les anciens locaux de la Bibliothèque nationale, mais bien à Dudelange, dans le quartier « Neischmelz ».

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle préciser pour quelles raisons le site de la future galerie nationale sera implanté au sud du pays ? Ce choix repose-t-il entre autres sur une stratégie de décentralisation culturelle ?

- Suite au choix de transférer la galerie nationale dans la Minette, le Gouvernement serait-il désormais disposé à réfléchir sur l'aménagement d'une infrastructure culturelle dans le nord du pays, telle par exemple celle du dépôt national pour les collections publiques auquel pourrait s'ajouter une surface d'exposition au service des citoyens intéressés ?

Réponse (08.12.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Suite à la décision du Gouvernement de ne pas réaliser le projet de la galerie nationale au bâtiment de l'ancien Athénée en Ville de Luxembourg, les réflexions se sont concentrées sur l'idée de lier le projet d'une galerie nationale avec celui de la création d'un centre national des collections publiques des instituts et d'établissements culturels. Il s'agit en d'autres mots de réaliser un centre national contenant la majeure part de la mémoire et de l'histoire de notre pays, incluant des ateliers de restauration et laboratoires, ainsi qu'une grande salle d'exposition faisant foi de galerie nationale.

Les repérages effectués en ce sens ont a priori permis d'identifier le site « Neischmelz » à Dudelange, et plus précisément l'ancienne aciérie et une partie du laminoir comme appropriés pour accueillir un tel centre national des collections publiques avec lieu d'exposition. L'affectation définitive de ces deux immeubles au centre national devra cependant encore être confirmée dans une étude de faisabilité. Notons encore que les repérages de terrains et de localités mentionnés ci-avant n'avaient pas permis d'identifier d'alternative viable, y inclus dans le nord du pays.

Les raisons ayant motivé ce choix sont d'ordre logistique avant tout, vu, d'une part, les contraintes techniques inhérentes à un projet de centre national de collections avec galerie tel que décrit ci-dessus, et les conditions architecturales et géographiques présentés par les bâtiments identifiés d'autre part. De surcroît, le Gouvernement s'engage par cette voie à proposer à la commune de Dudelange un projet d'envergure nationale, tel qu'il avait été mis en perspective suite à l'abandon du projet cinématographique créatif initialement y envisagé.

Question 3120 (09.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **Stade de Luxembourg :**

En neie Stadion ass eng ganz symbolkräfteg Plaz fir eist Land, den Numm wäert jidderengem bekannt sinn a vill benotzt ginn. Och an den nationalen an internationale Sportmedie wäert den Numm oft virkommen an esou eng Vitrinn fir eist Land duerstellen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Sportminister gär follgend Froe stellen:

1. Ween huet decidéiert, datt den Numm vum neie Stadion „Stade de Luxembourg" ass?

2. Aus wéi enge Grënn ass sech géint en Numm a Lëtzebuerger Sprooch entscheet ginn?

3. Hätt e Lëtzebuerger Numm net eng méi originell, typesch lëtzebuergesch Ausstralung no bausse bruecht, déi och eisem nationale Sport zegutt komm wier?

4. Hätt een net kënnen den Numm zwee- oder dräisproocheg maachen? Wier et nach méiglech, dem Stadion zousätzlech och déi lëtzebuergesch Versioun vum Numm ze ginn: Stadion vu Lëtzebuerg?

5. Ass de Minister net der Meenung, datt e lëtzebuergeschen Numm kengem wéideet an datt an Zukunft änlech Projeten e Lëtzebuerger Numm kréichen?

Réponse (09.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Den honorabelen Deputéierte stellt e puer Froen iwwert den Numm vum neie Fussball- a Rugbystadion zu Lëtzebuerg-Kockelscheier. Och wann ee sech virun der Annonce mateneen ofgeschwat huet, fält dat net an de Kompetenzberäich vum Sportsminister, mee ënnert d'Responsabilitéit vum Proprietaire, der Stad Lëtzebuerg.

Question 3121 (10.11.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **programme de l'enseignement de la langue des signes :**

Die deutsche Gebärdensprache (DGS) wurde durch das Gesetz vom 23. September 2018 offiziell als eigenständige Sprache anerkannt, indem sie in das Sprachengesetz von 1984 eingetragen wurde.

Damit steht jedem betroffenen Kind seit dem 1. Oktober 2020 das Recht zu, dem Unterricht sowohl in der Grund- als auch in der Sekundarschule in Gebärdensprache zu folgen.

In der ministeriellen Antwort auf meine parlamentarische Anfrage (Nr. 1875) vom 12. Februar 2020 wurde darauf hingewiesen, dass eine Arbeitsgruppe innerhalb des Centre de Logopédie an der Ausarbeitung eines Lehrplanes für die Gebärdensprache in der Grundschule und in der Sekundarschule arbeite. Ziel sei, die entsprechenden Dokumente für den Herbst 2020 fertigzustellen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend richten:

1. Sind die oben erwähnten Arbeiten am entsprechenden Lehrplan abgeschlossen?

2. Welchen Status möchte der Herr Minister diesem Dokument zuerkennen?

3. Wird der Lehrplan für das Fach Gebärdensprache in Anlehnung an andere Lehrpläne als großherzogliches Reglement auf den Instanzenweg geschickt? Wie sieht gegebenenfalls die vorgesehene Zeitspanne für das Inkrafttreten des Reglements aus?

4. Meinen Informationen zufolge hat das Ministerium bereits damit begonnen, die in der Antwort auf meine parlamentarische Frage erwähnten Muttersprachler*innen im Unterrichten deutscher Gebärdensprache am Centre de Logopédie einzustellen. Allerdings werden Letztere nicht in der Lehrerlaufbahn, sondern in einer administrativen Laufbahn eingestellt. Worin liegt der Grund der Entscheidung, die administrative Laufbahn für diese spezialisierten Lehrkräfte zu bevorzugen?

5. Wieviel Unterrichtsstunden pro Woche sollen von diesen Fachkräften gewährleistet werden?

Réponse (24.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Die eingesetzte Arbeitsgruppe, bestehend aus Mitarbeitern des Centre de Logopédie und wissenschaftlich begleitet durch Frau Prof. Dr. Claudia Becker der Humboldt Universität Berlin, hat im Oktober 2020 einen fertigen Entwurf eines Lehrplans hinsichtlich eines Sprachunterrichts in DGS bei Grundschulschülern vorgelegt, und damit die Erarbeitung am eigentlichen Lehrplan abgeschlossen. Derzeit ist angedacht, diesen durch eine pädagogische Handreichung zu ergänzen, in welcher Themenfelder und Anwendungsbeispiele vorgestellt werden, damit der Lehrplan auch in konkreten Lernsituationen angewandt werden kann. Die Erarbeitung der Handreichung durch das Fachpersonal des Centre de Logopédie wird voraussichtlich noch das gesamte Schuljahr 2020/2021 in Anspruch nehmen.

ad 2. Für die Grundschule werden die beim Schüler zu fördernden Entwicklungsbereiche im Rahmen des Gesetzes vom 9. Februar 2009 hinsichtlich der Organisation der Grundschule bestimmt. Der Lehrplan wird seinerseits durch das großherzogliche Reglement vom 11. August 2011 festgelegt. Beide legale Texte richten sich an die Schülerschaft der Grundschule in ihrer Ganzheit und machen nur bedingt Aussagen bezüglich möglicher bzw. notwendiger Anpassungen des Unterrichts bei vorliegendem sonderpädagogischem Förderbedarf.

Die Einbindung der DGS in den Unterricht von hörgeschädigten Schülern jedoch, ist derzeit durch das Gesetz vom 20. Juli 2018 über die Einrichtung psychopädagogischer Kompetenzzentren zur Förderung der schulischen Inklusion geregelt. Das Gesetz vom 20. Juli 2018 sieht vor, dass der Unterricht von Schülern mit besonderem Förderbedarf gemäß den Curricula der Regelschule stattfindet. Allerdings sind Gegenstand, Inhalte und Ziele, sowie Medien und Methoden auf den einzelnen Schüler und seine jeweiligen Bedarfe individuell abzustimmen und mit Hilfe eines individuellen Lern- und Entwicklungsplans zu dokumentieren. Hierzu werden bei Bedarf seitens des Ministeriums für Bildung, Kinder und Jugend, Empfehlungen und Richtlinien gegeben. Die von der Arbeitsgruppe erstellte Publikation bezüglich des Unterrichts von DGS bei Grundschülern bietet sich an, den Status solcher ministerialen Empfehlungen und Richtlinien einzunehmen.

Es wird also im Sinne der Inklusion bewusst auf separate Lehrpläne für die Beschulung von Schülern mit besonderem Förderbedarf verzichtet. Es gilt der Anspruch, auch bei Schülern mit besonderem Förderbedarf die gleichen Entwicklungsziele und -bereiche anzuvisieren und dabei auf die jeweiligen spezifischen Bedarfe Rücksicht zu nehmen.

Ähnliche Beispiele wären u. a. das Zurückgreifen auf die Blindenschrift beim Leselernprozess von Kindern mit einer Sehbeeinträchtigung oder auf Methoden der Unterstützten Kommunikation im Bereich des sprachlichen Ausdrucks bei Kindern mit körperlich-motorischen Beeinträchtigungen.

ad 3 /

ad 4. + 5. In der Tat hat das Centre de Logopédie bereits eine hörgeschädigte Person eingestellt, welche als Muttersprachlerin die Kommunikation in DGS mit hörgeschädigten Schülern in alltäglichen Situationen, innerhalb des Unterrichts und innerhalb von Gruppen- und individuellen Aktivitäten zu ihren Aufgaben zählt (Immersion in Gebärdensprache). Ein weiterer Mitarbeiter wird am 1. Januar 2021 dazustoßen und ebenfalls als Muttersprachler hörgeschädigten Schülern zwecks Kommunikation in DGS zur Verfügung zu stehen.

Weitere Aufgaben dieser Mitarbeiter sind:

- das Planen und Durchführen von DGS Kursen für Erwachsene;

- die Zusammenarbeit im multiprofessionellen Team des Centre de Logopédie;

- die Zusammenarbeit mit den Eltern;

- die Mitarbeit bei der Ausarbeitung von Medien und Materialien (u. a. Übersetzungen von Texten in DGS, Produktion von Videos, Gestaltung der Internetpräsenz);

- die Mithilfe bei der Öffentlichkeitsarbeit in Bezug zur DGS.

Da die Aufgabenbereiche der beiden Mitarbeiter sowohl pädagogischer als auch administrativer Natur sind und nicht die einer eigentlichen Lehrkraft, wurden beide in der administrativen Laufbahn eingestellt.

Diese Mitarbeiter gewährleisten keinen Regelunterricht. Stattdessen sind sie punktuell aber regelmäßig während der Schultage in den Klassen des Centre de Logopédie anwesend um sich mit den Schülern mittels DGS zu unterhalten, aus einem Buch vorzulesen oder auch um die Schüler am Mittagstisch zu betreuen.

Question urgente 4530 (21.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**abandon de la vaccination avec AstraZeneca :**

Virun e puer Deeg huet e Responsabele vun der Impfstoffstrategie vun der Agence européenne des médicaments (EMA) an engem Interview mat der italieenescher Dageszeitung „La Stampa" gesot, et wier virzezéien, de Covid-19-Impfstoff vun AstraZeneca, respektiv Vaxzevira, fir all Altersklassen ze stoppen, wann Alternativen disponibel sinn. De Marco Cavaleri, Responsabele vun der Impfstoffstrategie vun der EMA, huet och matgedeelt, datt den Impfstoff vun Johnson&Johnson sollt virzuchsweis fir Leit iwwer 60 Joer benotzt ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung a Kenntnes vun dëse rezente Recommandatioune vun der EMA? Wéi steet d'Regierung dozou?

2. Gëtt no dësen neie Recommandatioune vu Säite vun der EMA och zu Lëtzebuerg driwwer nogeduecht, den AstraZeneca ze stoppen, onofhängeg vun der Altersklass? Wann nee, firwat net?

3. Änneren dës Recommandatioune vun der EMA eppes dorunner, wéi den Impfstoff vun Johnson& Johnson zu Lëtzebuerg agesat gëtt? Wa jo, wéi genau? Wann nee, firwat net?

Réponse (25.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet Kenntnis vu Medieberichter, an deenen Aussoe vun engem Representant vun der EMA (Europäesch Medikamentenagence) falsch interpretéiert goufen. Déi initial Versioun vum Artikel vun der Zeitung „La Stampa" ass kuerz no senger Veröffentlechung korrigéiert ginn, a Medie wéi „ANSA" and „Reuters" hunn déi korrekt Positioun vun der EMA publizéiert.

https://www.reuters.com/business/healthcare-pharmaceuticals/astrazeneca-shots-should-be-halted-over-60s-too-ema-official-2021-06-13/

Och op Twitter ass vun der EMA kloergestallt ginn, dass d'Balance tëscht de Beneficen an de Risike positiv an all den Alterskategorien ab 18 Joer ass. Den Impfstoff vun der Firma AstraZeneca, de Vaxzevria, bleift also generell zougelooss fir Persounen ab 18 Joer. D'Regierung hält sech un d'Recommandatioune vun der EMA an dofir ass och zu Lëtzebuerg den Impfstoff bei Erwuessenen ënner Berécksiichtegung vun den am „Résumé des charactéristiques de produit" festgeluechte Konditiounen asetzbar. Et ass heibäi kloer ze preziséieren, dass eng Ausso vun engem Representant vun der EMA an enger Zeitung, keng offiziell Recommandatioun vun der EMA duerstellt.

Ewéi schonns erkläert, hält d'Regierung sech un d'Recommandatioune vun der EMA. Den Impfstoff ass op Basis vun der Evaluatioun vun der EMA nach ëmmer fir déi breet Uwennung bei Persounen ab 18 Joer zougelooss.

Mir hu keng Kenntnis dovunner, dass den EMA-Representant an de jeeweilegen Interviewen sollt eppes iwwert de Janssen-Impfstoff gesot hunn. Eisem Wëssensstand no huet hien nëmmen iwwert de Vaxzevria geschwat. D'Regierung hält sech och beim Impfstoff vu Janssen un d'Recommandatioune vun der EMA. Dësen Impfstoff ass op Basis vun der Evaluatioun vun der EMA nach ëmmer fir déi breet Uwennung bei Persounen ab 18 Joer zougelooss, genau wéi de Vaxzevria.

Question urgente 4534 (22.06.2021) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **vague d'urticaire au Luxembourg :**

An de leschten Deeg ware vill Leit geplot mat Hautreizungen, Picken a Bass bedéngt duerch Grasmilben, Eichenprozessionsspinner an awer och normal Moustiquen.

Bei eisen däitschen Nopere ginn et am Moment änlech Problemer an z. B. zu Saarbrécken goufe Schoulen a Spillschoulen zougemaach, well d'Grasmilben och vun engem Mënsch zum anere kënne weidergoen.

An den Apdikten ass d'Demande fir Medikamenter oder Crèmë ganz héich, awer am Moment sinn d'Stocke vun dëse Mëttelen nach gutt. Sollt d'Situatioun awer weider unhalen, kéint et an dräi Wochen awer zu enger Knappheet vun de Medikamenter kommen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Santé amgaang, d'Situatioun ze evaluéieren?

2. Wéi huet d'Regierung wëlles, dës Situatioun an den nächste Wochen ze kadréieren? Ass virgesinn, Recommandatioune rauszeginn?

3. Wéi gedenkt d'Regierung ze assuréieren, datt och an den nächste Woche genuch Medikamenter a Crèmen disponibel sinn?

4. Kann d'Regierung confirméieren, datt en Aktiounsplang „Eichenprozessionsspinner" ausgeschafft gouf?

5. Wa jo, firwat gouf deen net der breeder Ëffentlechkeet presentéiert?

Réponse commune (29.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Direktioun vun der Santé hat eng Rei Gespréicher mat Hausdokteren an Dokteren an den Urgencen esouwéi an der Kannerklinik. Doraus ergëtt sech, dass effektiv Hautproblemer wärend e puer Deeg ganz heefeg waren, besonnesch nodeem et elo ganz waarmt Wieder war. Dëst schéngt awer staark zréckzegoen, nodeem och d'Wieder erëm méi kal a reenereg ass. Dëst ass typesch fir d'Grasmilben, déi haaptsächlech bei ganz dréchenem a waarmem Wieder erauskommen.

D'Recommandatioune betreffen haaptsächlech d'Vermeide vum Kontakt mat de Grasmilben, d. h. entweeder net an d'Gras goen oder wann et da muss sinn, mat Schong a laange Kleeder. Verschidden Insektemëttel schéngen och zum Deel ze wierken. Wann ee gebass gouf, bleiwen déi üblech Antihistaminika oder Cortison-Crèmen, oder aner Produkter géint de Bass.

Op Nofro bei verschidde Grossisten, schéngen do keng gréisser Enkpäss ze erwaarden ze sinn, et besteet nach e Stock vu verschiddene Produkter, och wann net alles disponibel ass. D'Bestellunge vun de Grossisten am Ausland si schonns un déi méi héich Besoinen adaptéiert ginn, an d'Fournisseure wäerten deemnächst do noliwweren, wat dann erëm eng normal Disponibilitéit vun de Medikamenter an den Apdikten erlaabt.

Ënnert der Leedung vun der Direktioun vun der Santé gouf den 22. Abrëll 2021 den „Aktionsplan für den Umgang mit dem Eichenprozessionspinner in Luxemburg" publizéiert, deen zesumme mat der Naturverwaltung, der Ëmweltverwaltung an anere Partner ausgeschafft gouf. Dëse Plang erkläert op 48 Säiten déi verschidden Aspekter ronderëm dëse Päiperlek a seng Raupen, a besonnesch deenen hir Auswierkungen op Mënsch, Déieren a Planzewelt, an och d'Méiglechkeeten zur Bekämpfung. Mir verweisen och op den Depliant, deen et schonns 2017 gouf an nach ëmmer aktuell bleift. Dës Dokumenter kënnen op de respektive Websäiten vun de Verwaltungen erofgeluede ginn (https://sante.public.lu/fr/actualites/2020/06/eps/index.html).

Question urgente 4539 (24.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests rapides Covid-19 :**

Am Mäerz hat ech d'Gesondheetsministesch an der parlamentarescher Fro N° 4160 ëm Erklärunge gebieden, wat de Choix u Schnelltester zu Lëtzebuerg ugeet. Esou goufen et Differenzen tëscht den Decisioune vun den däitschen an de lëtzebuergeschen Autoritéiten. Elo huet d'FDA, déi amerikanesch Food and Drug Administration, eng Decisioun geholl par rapport zu Schnelltester vun der Firma Beijing Lepu Medical Technology Co., Ltd., déi, wéi d'Ministesch an der Äntwert op meng Fro erkläert, hei an der Educatioun agesat ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

- Weess de Gesondheetsministère ëm de Réckruff vun der Firma Lepu Medical bëtreffend de „Sars-CoV-2 Antigen Rapid Test Kit" a „Leccurate Sars-CoV-2 Antibody Rapid Test Kit (Colloidal Gold Immunochromatography)", well de Risiko fir falsch Resultater laut Hiersteller ze héich ass?

- Wéi erkläert sech d'Regierung, dass d'FDA een Avis rausginn huet, fir dës Tester net méi ze benotzen? Wéi steet si zu de Bedenken, déi vun der FDA geäussert goufen?

- Wat fir Follge wäert d'Decisioun vum Hiersteller, all d'Tester zréckzeruffen, déi nom 20. Mäerz produzéiert goufen, op d'Notze vun de Schnelltester zu Lëtzebuerg hunn?

- Wéi eng Follge wäert dës Entwécklung op d'Schnelltesstrategie an de Schoulen hunn?

Question urgente 4544 (24.06.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **tests rapides Covid-19 :**

Déi zoustänneg amerikanesch FDA (Food and Drug Administration) huet rezent d'Autorisatioune fir de „Sars-CoV-2 Antigen Rapid Test Kit" vun der Firma Lepu Medical Technology an och de „Sars-CoV-2 Antibody Rapid Test Kit" vum Produzent Leccurate zréckgezu wéinst engem héije Risiko vu falsche Resultater. Mengem Wëssen no sinn dës béid Tester och um europäesche Marché zougelooss.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Weess d'Regierung ob dës Tester och zu Lëtzebuerg verkaf an agesat ginn?

2. Weess d'Regierung ob et op EU-Niveau och Demarchë ginn, fir dës Tester zréckzezéien?

3. Wann nee, gedenkt d'Regierung, dëst an d'Weeër ze leeden?

4. Gëtt d'Regierung eng Recommandatioun eraus fir d'Benotze vun dësen Tester am Grand-Duché?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De „Sars-CoV-2 Antigen Rapid Test Kit" vun der Firma Lepu Medical Technology ass zu Lëtzebuerg am fräie Verkaf erhältlech. Et handelt sech ëm een Test mat CE-Marquage an deen och vun dem Paul-Ehrlich-Institut an Däitschland evaluéiert ginn ass, op Basis vun de Mindestufuerderunge vun der Weltgesondheetsbehörde (WHO), a vum Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte (BfArM), wouropshin dësen Test op d'Lëscht vun den Covid-19-Schnelltester geholl ginn ass. Mat dem CE-Marquage erkläert den Hiersteller, datt seng Produite konform zu der applicabeler Legislatioun sinn an datt si d'Performancen erreechen a sécher benotzt gi kënnen. D'Regierung huet och gréisser Quantitéite vun dësem Test bestallt, déi am Moment an de Schoulen zum Asaz kommen.

De „Leccurate Sars-CoV-2 Antibody Rapid Test Kit (Colloidal Gold Immunochromatography)" ass och zu Lëtzebuerg erhältlech an huet och e CE-Marquage. D'Regierung huet awer keng Bestellung vun dësem Antikierpertest gemaach.

Rezent huet déi amerikanesch Food and Drug Administration (FDA) virun dësen zwee Tester gewarnt, well si falsch Resultater kënne ginn, a virun allem well keng Autorisatioun fir d'Vereenegt Staate virläit. De Réckruff betrëfft Tester, déi an den USA kommerzialiséiert goufen - et handelt sech ëm eng Emergency Use Application, déi vum Hiersteller zréckgeruff gouf. Den Hiersteller kommerzialiséiert dofir an den USA den Antikierpertest fir de professionelle Gebrauch (FDA Listing D378763).

Déi europäesch Tester hunn en CE-Marquage a goufen an Holland enregistréiert, a méi spéit vum BfArM validéiert, an als „Sonderzulassung" registréiert.

Am Allgemengen hunn Antigen-Schnelltester (Test antigénique rapide, TAR) eng manner gutt Spezifissitéit a Sensibilitéit wéi PCR-Tester, an domat e Risiko vu falsche Resultater. Well dëst bekannt ass an och no bausse kommunizéiert ginn ass, gi Schnelltester och zu Lëtzebuerg just als Complement zu de PCR-Tester agesat.

D'Regierung deelt d'Meenung vun der FDA, dass d'regulatoresch Konditioune strikt respektéiert musse ginn, an dofir an de Vereenegte Staate keng Tester ouni Zouloossung vun der FDA an den Ëmlaf kënne kommen, besonnesch wa keng Qualitéitsevaluatioun vun dëser Agence gemaach gouf. Wéi schonns erkläert, an Europa sinn d'Reegelen anescht an een CE-Marquage geet duer, fir legal den Testkit op de Marché ze bréngen.

Weider hält Lëtzebuerg et fir wichteg, fir sech un déi international gülteg Qualitéitskrittären ze halen, déi vun der Weltgesondheetsbehörde (WHO) opgestallt gi sinn. Fir Schnelltester heescht dat, dass een Test eng Sensibilitéit vu mindestens 80 % an eng Spezifssitéit vu mindestens 97 % muss hunn.

A puncto Efficacitéit ass et wichteg, fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, sech op international Etüden, Evaluatioune vu renomméierten Instituter an och op eegen Evaluatiounen kënnen ze baséieren. De LEPU-Antigentest ass ënner anerem vum Paul-Ehrlich-Institut an Däitschland evaluéiert a fir gutt empfonnt ginn, ënnert de WHO-Krittären.

Eng ganz Rei vun EU-Länner wéi z. B. Däitschland, d'Belsch an d'Slowakei benotzen de LEPU-Antigentest, fir dës Pandemie ze bekämpfen, wéi dat an enger Ëmfro rezent vum Health Security Committee vun der EU-Kommissioun festgestallt gouf.

Des Weideren ass de LEPU-Test och genau wéi zu Lëtzebuerg, an de Schoulen an Éisträich groussfläcneg am Asaz.

Dës Tester stinn nach ëmmer op der europäescher Lëscht („A common list of Covid-19 rapid antigen tests, including those of which their test results are mutually recognised, and a common standardised set of data to be included in Covid-19 test result certificates"). Wann d'Konformitéit vun den Tester net den Ufuerderungen entsprécht, wäerten déi betraffen Tester zréckgezu ginn, a Koordinatioun mat den aneren europäesche Länner.

Am Moment ginn et eisen Informatioune no keng Demarchen an Europa, fir dës Tester vum Marché ze huelen. Duerch den CE-Marquage däerf d'Fachpersonal d'Tester ouni Restriktioun benotzen. Zu Lëtzebuerg huet dësen Test och, no däitschem Virbild, eng Derogatioun kritt, fir dass och Laien dësen Test maache kënnen. Dës Derogatioun ass begrenzt op de 15. September 2021 well bis do eng Rei vun Tester eng Zertifikatioun als Selbsttest mussen hunn.

Falls de Produzent den Antigentest zréckruffe géif, parallell zu deem wat d'Firma an den USA gemaach huet, missten an de Schoulen aner Antigen-Schnelltester zum Asaz kommen, fir eis Teststrategie oprechtzeerhalen. D'Regierung huet am ganzen dräi verschidde Marke vun Tester akaf, fir souwuel Liwwerschwieregkeete vun enger Mark Tester virzebeugen, an och fir op aner méiglech Problemer virbereet ze sinn. An dësem Fall kéinten aner Tester de LEPU-Test ersetzen.

Aktuell, wou nach keng Kanner ënner zwielef Joer kënne geimpft ginn, a jonk Erwuessener ënner 18 lo réischt invitéiert ginn, fir sech impfen ze loossen, bleift d'Testen an de Schoulen ee wichtegen Outil fir d'Propagatioun vum Virus anzedämmen. Dëst natierlech en complément zu de PCR-Tester an den anere sanitäre Mesuren. D'Santé huet Recommandatioune fir d'Benotzen vun Antigentester erausginn an dës gëllen natierlech och an de Schoulen. Dobäi gëtt och ganz kloer op d'technesch Limitte vun esou Schnelltester higewisen

Question urgente 4559 (25.06.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**attaque contre des soldats au Mali :**

Laut der däitscher Presseagentur koum et de Moien am Mali zu engem Ugréff op Zaldote vun der UN-Missioun MINUSMA. Den Ausseminister hat an enger viregter Fro (N° 2683) bestätegt, dass Lëtzebuerger Zaldoten un der MINUSMA-Missioun deelhuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Sinn och Lëtzebuerger an dës Attacke geroden?

2. Huet sech d'Risikolag fir eis Zaldoten a Poliziste verännert?

3. Plangt d'Regierung, fir eis Zaldoten ze rapatriéieren oder op der Plaz ze loossen? Falls d'Zaldote sollten am Mali bleiwen, wéi eng zousätzlech Sécherheetsmoossname gi getraff?

Réponse (29.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Et ware keng Lëtzebuerger vun der Attack op déi temporär MINUSMA-Base de 25. Juni 2021 an der Regioun vu Gao betraff. D'Membere vun der Lëtzebuerger Arméi, déi sech un der MINUSMA bedeelegen, hunn dee Moment wéi gewinnt am Haaptquartéier vun der UNO-Missioun zu Bamako geschafft. D'Membere vun der Lëtzebuerger Arméi, déi sech un der Trainingsmissioun vun der Europäescher Unioun, der EUTM Mali bedeelegen, waren zu deem Zäitpunkt och net an der Géigend vu Gao am Asaz. De Moment si keng Lëtzebuerger Polizisten am Mali.

ad 2. Et leeft am Moment eng detailléiert intern Enquête an der MINUSMA iwwert d'Attack vum 25. Juni. Dës Attack huet verdäitlecht, wéi fragill d'Sécherheetssituatioun am Mali ass. D'Lag huet sech awer net grondleeënd verännert. D'Risike gi weider konstant analyséiert, fir d'Sécherheet vun de Mataarbechter beschtméiglech ze garantéieren.

ad 3. Ech hunn den 28. Juni 2021 d'Lag am Mali mam Heiko Maas, dem däitschen Ausseminister, beschwat. Grad wéi déi däitsch Regierung plangt och d'Lëtzebuerger Regierung net, d'Arméipersonal aus dem Mali zeréckzezéien. Mir bleiwen an enkem Kontakt mat eise Partner, déi och am Mali present sinn.

Eng honnertprozenteg Sécherheet kann et an engem Land wéi dem Mali net ginn, an e gewëssene Risiko an esou Missiounen ass inherent. D'Personal ass deementspriechend ausgebilt an equipéiert, fir dass de Risiko op e Minimum ka reduzéiert ginn. D'MINUSMA huet e Risikoanalysbüro, deen d'Sécherheetssituatioun konstant iwwerwaacht an Alarmstufe festleet. De Bewaffnungsgrad, d'Equipement an den Transportmëttel vun de Militär, wa se erausréckelen, ginn der Sécherheetssituatioun weiderhin ugepasst.

Question urgente 4567 (29.06.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**éloignement de travailleurs migrants irréguliers exploités :**

Dans un communiqué signé par l'ASTI, le CID Fraen an Gender, Finkapé - Réseau afro-descendant Luxembourg, le CLAE et Time for Equality, les associations rendent publique un événement subi par une jeune femme brésilienne en situation irrégulière qui aurait été exploitée par son patron et menacée d'expulsion après avoir porté plainte à la Police grand-ducale pour des faits de non-respect du Code de travail au niveau de la rémunération mais aussi harcèlement sexuel, d'attouchements sexuels ainsi que de violences verbales et physiques de la part de son patron.

Après l'entretien avec la Police grand-ducale et après que la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes a été informée, son passeport lui aurait été confisqué et un ordre de quitter le territoire endéans 30 jours lui aurait été transmis. Selon le communiqué la femme devra également se présenter à la Direction de l'immigration le 1er juillet 2021 pour organiser son retour volontaire. Pour ce qui est de la plainte contre l'employeur, il sera simplement convoqué pour donner sa version des faits.

Les cinq associations soulignent dans leur communiqué : « […] il est inacceptable de décourager des victimes d'exploitation et d'agression de porter plainte à la police surtout si elles sont sans titre de séjour. Cet événement illustre pourtant bien cela, les conséquences d'une plainte à la police étant plus grandes pour la victime que pour l'employeur. Cette logique favorise la violence, l'exploitation et le trafic d'êtres humains. »

Les associations interpellent ainsi dans leur communiqué le Ministre de l'Immigration et de l'Asile afin de suspendre l'ordre d'éloignement de la victime.

Il me revient que d'après les recommandations de la Fondamental Rights Agency (FRA) de l'Union européenne en matière de protection des droits de travailleurs migrants exploités, issues le 24 juin 2021, « tous les travailleurs ont le droit de demander et d'obtenir justice de la part d'employeurs exploiteurs. Les migrants irréguliers ne font pas exception ». « Les règles de l'UE protègent les droits des travailleurs à obtenir justice. Les pays de l'UE doivent intensifier leurs efforts pour protéger les migrants en situation irrégulière contre l'exploitation par le travail, indemniser les victimes et garantir que les employeurs paient tous les salaires dus, surtout maintenant pendant la pandémie. »

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

- Le Gouvernement peut-il confirmer cet événement subi par la jeune femme en situation irrégulière ?

- Le Gouvernement est-il d'accord avec les déclarations dans le communiqué signé par les cinq associations : « […] il est inacceptable de décourager des victimes d'exploitation et d'agression de porter plainte à la police surtout si elles sont sans titre de séjour. Cet événement illustre pourtant bien cela, les conséquences d'une plainte à la police étant plus grandes pour la victime que pour l'employeur. Cette logique favorise la violence, l'exploitation et le trafic d'êtres humains. » ?

- Si tel n'est pas le cas, quelles en sont les raisons sachant que le directeur de la FRA Michael O'Flaherty a souligné : « tous les travailleurs ont le droit de demander et d'obtenir justice de la part d'employeurs exploiteurs. Les migrants irréguliers ne font pas exception ». « Les règles de l'UE protègent les droits des travailleurs à obtenir justice. Les pays de l'UE doivent intensifier leurs efforts

pour protéger les migrants en situation irrégulière contre l'exploitation par le travail, indemniser les victimes et garantir que les employeurs paient tous les salaires dus, surtout maintenant pendant la pandémie. » ?

- Le Gouvernement prévoit-il de suspendre l'ordre d'éloignement de la victime ?

- Le Gouvernement prévoit-il d'agir au plus vite pour qu'une procédure soit mise en place afin de permettre aux victimes en situation de séjour irrégulier d'être protégées et que les plaintes contre des employeurs sans scrupules soient jugées ?

Réponse (29.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Le Ministre de l'Immigration et de l'Asile peut confirmer le dépôt d'une plainte par la jeune femme en question, plainte dont le ministre n'a eu connaissance qu'en date du 28 juin 2021. Il renvoie par ailleurs à son communiqué de presse du même jour, annexé à la présente.

Notons que le ministre a décidé de suspendre l'éloignement de l'intéressée.

Le Ministre de l'Immigration et de l'Asile est ouvert à toute suggestion améliorant la protection des victimes visées, tout en rappelant qu'il n'est pas compétent en matière de procédures pénales.

Information de la part du Ministre de l'Immigration et de l'Asile, Jean Asselborn, suite au communiqué « Quand la victime est punie… » signé par cinq associations luxembourgeoises

Le Ministre de l'Immigration et de l'Asile prend note des informations fournies par les cinq associations luxembourgeoises signataires d'un communiqué du 24 juin 2021 au sujet du sort d'une femme en séjour irrégulier, victime d'attouchements, de harcèlement sexuel, ainsi que de violence verbale et physique.

Alors que la décision en matière d'immigration a été prise à la lumière des informations à sa disposition en date du 17 juin 2021, le ministre reste disponible pour un échange afin de permettre aux associations concernées de lui présenter tout élément pertinent relatif à cette affaire.

Pour des raisons évidentes relatives à la protection des données et de la vie privée de la concernée, le ministre n'est pas en mesure de présenter plus de détails.

Question urgente 4602 (02.07.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **nouvelles infections à la Covid-19 :**

Vis-à-vis vun de Journaliste vun RTL seet de Gesondheetsdirekter, dass hien hei ee Lien mat Nationalfeierdag gesäit. Ënnert de positiv geteste Leit wieren haaptsächlech Jonker, déi nach net geimpft wieren.

Hie betount weider:

„Do wou bëssen de Problem ass, ass bei deene Leit, déi nach net geimpft sinn an déi am Prinzip misste getest gi fir eng ganz Rei Situatiounen. De System CovidCheck ass u sech gutt, mee et muss een en natierlech konsequent applizéieren."

D'Organisateuren hätten hei eng grouss Responsabilitéit.

Duerfir wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch riichten:

- Zanter dem Akraafttriede vum leschte Covidgesetz, wéi vill Etablissementer, déi ee Public empfänken, wéi vill Organisateure vu Manifestatiounen oder Evenementer hunn de Regimm CovidCheck beim Santésdirekter ugemellt, a wéi engem Beräich (Fester, Sport, Musek etc.) a fir wéi eng Dauer?

- Bei wéi vill vun deenen Evenementer/Manifestatioune konnt entre-temps mindestens ee Cluster nogewise ginn? Wéi vill Etablissementer sinn dovunner betraff? Kann d'Madamm Ministesch d'Land-Informatiounen (Artikel vum Pierre Sorlut vum 02.07.2021) bestätegen, dass sech um Virowend vun Nationalfeierdag ee Minister an engem Horeca-Etablissement ugestach huet, an dat trotz CovidCheck?

- Wéi vill Leit konnten deene jeeweilege Clusteren zougeuerdent ginn? Bei wéi vill vun deenen Evenementer waren tëscht 10 a 50, tëscht 50 an 300 Leit, méi wéi 300 Leit gemellt?

- Goufen a verschiddenen Etablissementer iwwert déi lescht Wochen ëfters Clustere festgestallt? Goufen an deem Kontext Gesetzeswiddregkeete festgestallt an, wa jo, wéi vill Amendë goufen an deem Kontext gesprach? Koum et eventuell schonn zu administrative Fermeturë vun esou Etablissementer?

• Wéi vill Kontrollen op de Respekt vun de CovidCheck-Moossname sinn déi lescht Wochen duerchgefouert ginn a wat waren d'Resultater dovunner?

- Ass et méiglech, opgrond vun den Informatiounen, iwwert déi d'Regierung verfüügt, den Ausbroch vu Clustere gewëssene Wochendeeg zouzeuerdnen? Op wéi eng Date baséiert sech de Gesondheetsdirekter, wann hien e Lien mécht tëscht der neier Infektiounslag an Nationalfeierdag?

- Wéi eng Erkenntnisser zitt d'Regierung doraus?

Réponse commune (06.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Zwëschent dem 14. Juni an dem 4. Juli krut d'Direktioun vun der Santé 782 Notifikatioune fir de Regimm CovidCheck. 49 % hu Fester betraff, 10 % Concerten, 10 % aner kulturell Evenementer, 10 % sportlech Evenementer, 15 % offiziell oder administrativ Evenementer (z. B. Receptioune fir Nationalfeierdag), a 6 % de Secteur Horeca. 30,2 % hunn Evenementer ënner 50 Leit betraff, 25,8 % 51-100 Leit, 10,8 % 101-150 Leit, 10,8 % 151-200 Leit, 2,5 % 201-250 Leit, 15,4 % 251-300 Leit, an nëmme 4,4 % iwwer 300 Leit, d. h. mat Besoin fir e Concept sanitaire eranzereechen. D'duerchschnëttlech Dauer vun den Evenementer louch bei de Fester bei 6 Stonnen, bei de Concerte bei 3 Stonnen, beim Sport bei 6 Stonnen, bei offiziellen oder administrativen Evenementer bei 3 Stonnen, bei anere kulturellen Evenementer bei 5 Stonnen a beim Horeca bei 3 Stonnen (mee dann oft „à répétition").

Laut Stand vum 5. Juli hu mer 307 Fäll bei Leit, déi beim Appell vum Contacttracing gesot hunn, si wieren an der Stad Lëtzebuerg owes erausgaangen den 22. Juni oder no deem Datum. Ee groussen Deel vun dëse Leit mengen, si hätten sech do ugestach, entweeder well vill Kolleeg(inn)e mat deenen se do waren och positiv getest gi sinn, respektiv well si empfonnt hunn, datt vill Leit op enkem Raum dobaussen zesumme waren, wéineg Masken unhaten, keng Distanze respektéiert goufen oder datt d'CovidCheck-Reegelen an Etablissementer net respektéiert goufen. Déi meescht soen awer, si wëssen net genau wou a wéini si sech ugestach hunn.

Vun deenen 307 Fäll hunn der 245 op d'mannst ee vun 29 Etablissementer an der Stad ernimmt. Dräi Etablissementer stiechen eraus a goufen am ganzen 63-, 41- an 32-mol ernimmt. Vill Leit hunn och méi wéi een Etablissement ernimmt.

Am Ganze soten 205 Leit, si wieren den 22. Juni um Virowend vun Nationalfeierdag an der Stad gewiescht, an hunn dobäi Restauranten, Baren, ëffentlech Plazen oder e Park besicht. Et handelt sech hei virun allem ëm jonk Erwuessener tëschent 18 a 40 Joer. Den Duerchschnëttsalter vu deene Fäll läit bei 26 Joer.

De Contacttracing gëtt - och bei engem Minister - vun der zoustänneger Administratioun (d. h. der Direktioun vun der Santé) gemaach. Dobäi ginn eventuell Sourcë vun Infektioune festgestallt, doduerch dass d'Leit gefrot ginn, wou si waren an der Zäit vun der eventueller Ustiechung. Dës Donnéeë bleiwe strikt um Niveau vun der Direktioun vun der Santé a ginn aus Grënn vum Secret médical a vum Dateschutz dem Gesondheetsminister net matgedeelt, ausser a Form vun agreéierte Statistiken.

21 Etablissementer an der Stad goufe méi wéi eng Kéier ernimmt. Richteg Clustere mat ville Fäll goufen et wéi gesot an dräi Etablissementer. Dobäi hat de gréisste Cluster 63 Infektiounen, dovunner ware 37 Leit den 22. Juni an dem Etablissement, a 26 no dësem Datum.

Eis leie weider keng Clustere vir aus anere Gemengen.

Zanter dem 14. Juni 2021 huet d'Police am Ganzen 168 Kontrollen am Kader vun deene Spezialmesuren ausgefouert.

Et goufe bei 57 Etablissementer an Evenementer Kontrollen ë. a. am CovidCheck-Kontext säitens der Police duerchgefouert.

Et sinn eng sechs Avertissements taxés/Convocatiounen dobäi ausgestallt ginn.

Gréisser Problemer si bei deene Stéchprouwe keng festgestallt ginn, dowéinst ass et och net zum Erstelle vu Rapporte komm.

Souwäit méiglech, probéiert de Contacttracing d'Source an de Moment vun den Infektioune festzestellen. Opgrond vun dësen Informatiounen, déi duerch déi infizéiert Leit deklaréiert goufen, kann ee feststellen, dass vill Infektioune warscheinlech op de Virowend vun Nationalfeierdag zeréckginn. Eng Rei aner Infektioune ginn och op de Weekend dono zeréck. Et ass och ze bemierken, dass eng Rei Infektiounen an dëse Clustere mat der Variant Gamma (fréier och P1, oder brasilianesch Variant) geschitt sinn, déi soss éischter seelen hei zu Lëtzebuerg ass, wat dann och erlaabt, den Zesummenhang zwëschent den eenzelen Infektiounen och op molekular-virologeschem Niveau ze dokumentéieren. De Sequençage vun all den disponibele Virusisolater, an d'phylogeenesch Analys ass awer nach net komplett ofgeschloss. Och wann e groussen Deel vun de Leit soen, si wieren e spezifeschen Dag erausgewiescht (22. Juni), ginn et awer och eng Unzuel vu Jonken, déi e puer Deeg hannereneen „um Tour" waren a wou et manner kloer ass, wéini genau a wou si sech kënnen ugestach hunn.

D'Regierung ass sech dem Risiko vun enger neier Reprise vun den Infektioune bewosst, mat enger 7-Deeg-Inzidenz, déi elo op ronn 125 geklommen ass (Valeur vum 5. Juli), mat enger Predominanz vun de Jonken. Doropshi sinn eng Rei Direktmesurë getraff ginn:

a. De Gesondheetsministère huet den Numm vun den Etablissementer, déi vu Clustere betraff sinn, souwéi d'Nimm vun enger Rei Etablissementer, déi anscheinend d'CovidCheck-Mesuren net respektéieren, no Aussoe vu Clienten, weider un d'Polizei gi mat der Demande, an Zukunft verstäerkt Kontrollen ze maachen. An deene betraffenen Etablissementer goufen och zwielef Employéë positiv getest an natierlech direkt an Isolement gesat, esou wéi hir enk Kontakter a Quarantän.

b. De Comité de pilotage vum Large-Scale-Testing huet decidéiert, iwwert déi nächst 14 Deeg systematesch all Leit an der Alterstranche vu 15 bis 40 Joer ze invitéiere fir ee PCR-Test. Et ass en fait dës Altersgrupp, déi de Gros vun den Infektiounen aktuell opweist.

Des Weidere wäert d'Regierung och den Erkenntnisser aus dëser Situatioun Rechnung droen an der Preparatioun vum Avant-projet de loi fir d'Verlängerung vum Covidgesetz.

Question urgente 4624 (07.07.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **nouvelles infections à la Covid-19 :**

Eiser Meenung no, huet d'Regierung keng bis keng zefriddestellend oder auswäichend Äntwerten op eenzel Froestellungen a Bezuch op Etablissementer, déi sech net un d'Reegele gehalen hunn, voire an deene Clustere festgestallt goufen, geliwwert.

Duerfir wéilte mir follgend Froen un d'Madamm d'Gesondheetsministesch an un den Här Policeminister, komplementar zu eiser Fro N° 4602, noreechen:

1. Unhand vu wéi enge Krittäre maachen d'Autoritéiten en Ënnerscheed tëscht Fester (49 % vun den Notifikatioune fir de CovidCheck-Regimm) an Evenementer am Horeca-Beräich (6 %)?

2. Kann d'Regierung eis erklären, a wéi enger Konstellatioun ee Betrib aus dem Horeca-Beräich de CovidCheck-Regimm just fir 3 Stonne kann ufroen, wëssend dass bei engem normale Service (deen owes um 18.00 Auer ufänkt) mindestens 6 Stonne kann zerwéiert ginn?

- Kann d'Regierung eis deemno erklären, op wat sech déi „3 Stonnen" beim Horeca an den Zousaz dann op „à répétition" bezéien?

- Ass et méiglech fir een Etablissement z. B. den Dag selwer um 17.00 Auer eng éischt Notifikatioun ze maache fir d'Zäitspan tëscht 18.00 an 21.00 Auer, um 20.00 Auer eng zweet fir d'Zäitspan tëscht 21.00 a Mëtternuecht, an um 23.00 Auer eng drëtt fir d'Zäitspan tëscht Mëtternuecht an 3.00 Auer moies?

3. Vun deenen 21 Etablissementer, déi méi wéi eng Kéier ernimmt goufen, waren do Etablissementer derbäi, déi och schonn an der Vergaangenheet, also virum Aféiere vum CovidCheck-Regimm, negativ opgefall sinn? Waren der derbäi, déi nom Aféiere vum CovidCheck-Regimm an dem Virowend vun Nationalfeierdag negativ opgefall sinn? Waren der derbäi, géint déi an der Vergaangenheet och schonn Amendë verhaange goufen? Huet d'Regierung nom 14. Juni 2021 an deenen Etablissementer Kontrollen duerchgefouert an, wa jo, bei wéi vill vun deenen Etablissementer?

4. Vun deenen 3 Etablissementer, wou d'Autoritéite „richteg" Clustere festhalen, waren do Etablissementer derbäi, déi och schonn an der Vergaangenheet, also virum Aféiere vum CovidCheck-Regimm, negativ opgefall sinn? Waren der derbäi, déi nom Aféiere vum CovidCheck-Regimm an dem Virowend vun Nationalfeierdag negativ opgefall sinn? Waren der derbäi, géint déi an der Vergaangenheet och schonn Amendë verhaange goufen? Huet d'Police an deenen Etablissementer nom 14. Juni 2021 Kontrollen duerchgefouert an, wa jo, bei wéi vill vun deenen Etablissementer?

5. Wat versteet d'Regierung ënner „richtege" Clusteren? Wat wieren am Géigesaz „falsch" Clusteren?

6. Op wéi vill Etablissementer deelen sech déi 12 Employéen op?

7. Kann d'Regierung confirméieren, dass déi 6 ATe respektiv Convocatiounen exklusiv physesch Persoune viséiert hunn? Betreffen déi ë. a. och virgenannten Employéen?

8. Wann d'Regierung schreift, et wiere keng „gréisser" Problemer bei de Stéchprouwe festgestallt ginn, kann d'Regierung eis erklären, wat si domat mengt?

- Goufe Verstéiss géint d'Covidgesetz festgestallt an, wa jo, firwat huet d'Police an deem Fall kee Rapport verfaasst?

- Wéi een Ermiessensspillraum huet d'Police an esou engem Fall? Sinn d'Beamte gehalen, dat un d'Autoritéite weiderzereechen?

• Wa jo, firwat ass dat net geschitt a wéi soll sech déi Situatioun an Zukunft änneren?

• Wann net, ginn et Déngschtvirschrëften an deem Sënn?

Réponse commune (08.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Santé preparéiert hir Statistike baséierend op den Notifikatioune vun den Organisateuren. Bei den Notificatioune mellen d'Organisateure selwer, ob si eng Aktivitéit Horeca bei engem festiven Evenement derbäi hunn oder net. Baséiert op den Notificatiounen, déi d'Santé erakrut, gesäit et esou aus, wéi wann déi allermeescht Horeca-Betriber net Gebrauch maache vum Regimm CovidCheck, mee preferenziell Clienten dobaussen op Terrassen empfänken oder dann dobannen, mee am Respekt vun de véier Leit (oder eng Famill) pro Dësch.

ad 2. Déi dräi Stonnen, déi fir den Horeca-Beräich mentionéiert ginn, sinn eng Moyenne, woubäi et grouss Differenzen zwëschent den Etablissementer gëtt. Déi meescht Horeca-Aktivitéiten, déi fir de CovidCheck declaréiert ginn, sinn en rapport mat engem bestëmmten Evenement (z. B. eng Receptioun fir eng Feier an engem Restaurant) an dofir sinn si zäitlech limitéiert. Heinsdo hunn esou Aktivitéite repetitive Charakter. Dei meeschten Horeca-Betriber schéngen awer net no dem CovidCheck-Regimm ze lafen.

ad 3. Vun deenen 21 genannten Etablissementer, ware keng dovunner an der Vergaangenheet scho mat Clustere vun Infektiounen associéiert.

Wat eventuell Amendes administratives ubelaangt, déi vum Gesondheetsministère op Basis vum Artikel 11 vum Covidgesetz gesprach goufen, hunn 2 vun den 21 genannten Etablissementer effektiv schonn eemol eng Amende an der Vergaangenheet gesprach kritt, well si sech net un d'Covidgesetzegebung gehalen hunn, déi zu deem Zaitpunkt en vigueur war (a béide Fäll hunn déi zwee Etablissementer nach iwwert déi erlaabten Auerzaiten eraus Gäscht empfaangen).

Wat eventuell Irregularitéiten ubelaangt, déi de Virowend vun Nationalfeierdag constatéiert goufen, also den 22. Juni, si keng spezifesch Covidrapporte säitens der Police opgestallt ginn.

Wat eventuell Kontrollen an deenen 21 Etablissementer säit dem 14. Juni ubelaangt, kann d'Police confirméieren, datt säit dem 14. Juni an 9 vun deenen 21 Etablissementer Kontrollen duerchgefouert goufen. Zum Zäitpunkt vun dëse Kontrolle konnte keng Irregularitéite mat der Covidgesetzgebung festgestallt ginn.

ad 4. Och bei deenen 3 Etablissementer, wou elo gréisser Clusteren opgetrueden sinn, ware keng dovunner an der Vergaangenheet mat Clustere vun Infektiounen associéiert.

Vun deenen 3 genannten Etablissementer huet d'Police bei 2 och effektiv Kontrolle säit dem 14. Juni duerchgefouert. Dobäi si keng Aktivitéite festgestallt ginn, déi net conforme waren zur Covidgesetzgebung, an et sinn deemno och keng Rapporten ausgestallt ginn.

ad 5. Significativ Clusteren am Sënn vun der Santé publique si Clustere mat enger grousser Zuel vun Infektiounen. An deem Sënn gëtt et hei 3 „richteg" Clusteren.

ad 6. Vun den 12 Employéë waren der zwee aus engem selwechten Etablissement, déi aner awer all vu verschidden eenzelen Etablissementer.

ad 7. Et handelt sech bei deene 6 Fäll ëm physesch Persounen. Et ass der Police net méiglech ze bestëmmen, ob déi déi vir genannten Employéë betreffen, well et sech hei ëm strofrechtlech Prozeduren handelt, wou d'Arbechtsqualitéit kee Critère duerstellt, deen op esou enger Prozedur vermierkt gëtt, respektiv kann d'Police aus dateschutzrechtleche Grënn keng esou Vergläicher ustellen.

ad 8. Betreffend d'Covidgesetzgebung si keng Verstéiss festgestallt gi wou hätt missen ee Rapport opgestallt ginn, well d'Dispositioune vun der Covidgesetzegebung net respektéiert goufen. D'Police huet do keen Ermiessensspillraum a muss all Verstéiss un d'Autoritéite mellen.

Et handelt sech an dëse Fäll ëm Stéchprouwen, wou zu deem Moment keng Verstéiss am „Cadre Covid" festgestallt goufen. Allerdéngs kann et bei gréisseren Usammlunge vu Leit virun den Etablissementer oder bei den Evenementer zu Problemer kommen, déi näischt direkt mat der Covidgesetzgebung ze dinn hunn (Flux/Canalisatioun vun de Leit, Diskussioune bei der Entrée, Tapage nocturne asw.). Bei esou Problemer intervenéiert d'Police dann och.

N°06
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 06 | Session ordinaire 2020-2021

LUXEOSys : réévaluation des dépenses p. 164
Chiffrement des messages électroniques p. 158
Sommaire de la séance publique nº 13 p. 177
Sommaire des questions parlementaires p. Q150

13e séance
Jeudi 19 novembre 2020

L'Ombudsman fortement sollicité en temps de crise

Dans son rapport annuel 2020, Mme Claudia Monti dresse le bilan d'une année particulièrement marquée par la pandémie.

« Dans une situation de crise, le principe de l'état de droit doit prévaloir ». Tel fut l'appel de l'Ombudsman, Mme Claudia Monti, lors de la présentation de son rapport annuel 2020 aux députés, réunis en présentiel au Cercle municipal le 5 juillet 2021.

Quelques mois après avoir présenté son rapport annuel 2019, dont la publication avait pris du retard en raison de la crise sanitaire, Mme Claudia Monti est revenue sur les principaux faits de l'année dernière. Sans surprise, celle-ci a été fortement marquée par les effets néfastes de la pandémie de Covid-19, et la Médiatrice a pu constater que les citoyens se sont tournés vers les administrations à la recherche d'un soutien. Ce constat, qui est également partagé par ses collègues européens, va de pair avec des sollicitations des services de l'Ombudsman par des citoyens parfois désespérés et à la quête d'informations qu'ils n'obtiennent pas ou difficilement de la part d'administrations souvent inaccessibles.

Le nombre de réclamations introduites en 2020 a connu une légère baisse par rapport à l'année 2019 (914 en 2020 par rapport à 975 l'année d'avant).

La digitalisation des démarches administratives renferme des obstacles

Mme Claudia Monti a ainsi pu constater que beaucoup de démarches administratives ont nécessairement dû être réalisées à distance, surtout pendant les premiers mois de la crise où la plupart des administrations n'étaient pas ouvertes au public. Ceci pose problème, selon la Médiatrice, dans la mesure où beaucoup de personnes ne disposent pas des outils ou compétences nécessaires pour effectuer des démarches administratives à distance.

À son avis, certaines de ces procédures sont très compliquées, voire impossibles à réaliser autrement qu'en présence d'un agent administratif.

Par ailleurs, Mme Claudia Monti a pu constater que la situation des personnes se trouvant dans une situation précaire s'est empirée à cause de ces obstacles. D'où son appel aux administrations d'accorder une importance au contact direct et en présentiel avec le citoyen.

Des entraves supplémentaires en raison de la pandémie

L'Ombudsman a mis en évidence les difficultés que rencontrent les citoyens dans certains aspects de la vie quotidienne, notamment pendant les mois de « lockdown ». Les sujets tels que le logement, la fiscalité ou la sécurité sociale sont les plus visés, comme à l'accoutumée, notent les services de la Médiatrice. Pandémie oblige, d'autres obstacles sont venus s'ajouter aux doléances des citoyens, telle que la rigidité de diverses administrations dans l'application des dispositions législatives dans certaines situations, jugée parfois trop stricte par Mme Claudia Monti. Les services de l'Ombudsman ont ainsi pu relever un certain manque de flexibilité dans le cadre de l'octroi des aides spécifiques aux entrepreneurs et entreprises pendant la crise alors que ceux-ci en avaient besoin plus que jamais. Malgré ses interventions, certaines réclamations n'ont pas trouvé de solution satisfaisante, a déploré la Médiatrice.

Une accessibilité des services publics pour tous

Les députés ont notamment souhaité savoir dans quelle mesure les administrations ont su s'adapter à la crise, face aux problèmes d'accessibilité rapportés par l'Ombudsman. Si, d'un côté, Mme Claudia Monti admet que les administrations ont redoublé d'efforts afin de rester accessibles au public, elle craint, de l'autre, que celles-ci tendent à généraliser la digitalisation des démarches administratives, ce qui peut poser problème pour certaines catégories sociales. À son avis, il est important que tous les citoyens soient mis sur un pied d'égalité et que l'outil informatique ne soit pas un moyen d'exclusion. En ce sens, l'Ombudsman, en tant que « veilleur des droits fondamentaux », appelle les administrations à mettre tout en place pour rester accessibles sans exclure personne et à s'adapter aux besoins de leurs usagers pour remplir leur mission de service public.



Mme Claudia Monti a présenté son rapport 2020 aux députés.

Un député s'est intéressé à l'interaction entre la Médiatrice et les différentes administrations en cas de litige. Il a demandé s'il était prévu d'étendre le principe de « personne de référence » pour les services de l'Ombudsman à l'ensemble des ministères et administrations publiques. Mme Claudia Monti a expliqué que ses services ont développé au fil des années des liens avec les instances publiques avec lesquelles ils sont le plus souvent en contact, qu'il s'agisse d'un ministère ou d'une administration.

Les députés font le suivi au cours de l'année 2021

Dans les semaines suivant la présentation du rapport, les députés se pencheront en détail sur les différentes doléances évoquées. Par la suite, les commissions parlementaires compétentes élaboreront une prise de position. Un débat en séance publique concernant le suivi des députés aura lieu au cours de l'année 2021.

Pour le rapport 2019, les préparations du débat sont en cours. En tant que rapporteur de la Commission des Pétitions, M. Paul Galles chapeaute ces travaux.

Entrevue avec M. Patrick Schnieder, Président du groupe d'amitié du Parlement allemand

La Grande Région a réussi son «stress test»


(de gauche à droite) M. Laurent Scheeck, M. Ullrich Klöckner, M. Fernand Etgen, M. Patrick Schnieder et M. Mars Di Bartolomeo

Les leçons de la crise sanitaire des derniers mois pour la Grande Région ont dominé les discussions lors d'une première rencontre depuis le début de la pandémie avec le Président du groupe d'amitié Benelux du Parlement allemand, M. Patrick Schnieder. Ce député du Bundestag ainsi que l'Ambassadeur allemand au Grand-Duché, M. Ullrich Klöckner, ont été reçus le 8 juillet 2021 à Luxembourg pour une visite de travail. Ils ont été accueillis par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Vice-Président, M. Mars Di Bartolomeo.

Alors que le début de la crise sanitaire avait été marqué par une fermeture des frontières par Berlin, véritable handicap au bon fonctionnement au sein de la Grande Région, celle-ci a fini par réussir son « stress test ». Suite à ce début de crise qui a mis à l'épreuve les relations entre les pays voisins, des solutions pragmatiques ont été trouvées pour ne pas bloquer le quotidien des citoyens de part et d'autre des frontières. Tel était un des constats partagés lors de ces discussions parlementaires germano-luxembourgeoises. Un des défis des mois à venir concerne le télétravail, notamment pour les travailleurs frontaliers, ont encore souligné les hommes politiques des deux pays.

L'engagement commun pour le respect des droits individuels et démocratiques en Europe figurait également parmi les sujets de ces discussions interparlementaires, qui illustrent la relation amicale liant la Chambre des Députés et le Bundestag allemand.

Visite de Mme Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA

La situation du VIH dans le monde



Mme Winnie Byanyima (3e de gauche) et sa délégation reçues par Mme Djuna Bernard (2e de gauche), Vice-Présidente de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo (au milieu), Président de la Commission de la Santé et des Sports, en présence de M. Marc Angel (3e de droite), Ambassadeur spécial 90-90-90 de l'ONUSIDA

Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et de la Commission de la Santé et des Sports ont reçu la Directrice exécutive de l'ONUSIDA (UNAIDS), Mme Winnie Byanyima, dans le cadre d'une visite de travail le 6 juillet 2021.

« L'épidémie de sida reste un fléau mondial, surtout dans les pays en voie de développement, principalement en raison d'un accès inégal aux soins de santé », constate la Directrice exécutive. 77,5 millions de personnes ont été infectées par le VIH depuis le début de l'épidémie, parmi lesquelles 34,7 millions sont décédées de maladies liées au sida. En Afrique subsaharienne, six nouvelles infections au VIH sur sept chez les adolescents âgés de 15 à 19 ans concernent des filles. Les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans sont deux fois plus susceptibles de vivre avec le VIH que les hommes. « Il reste encore du progrès à faire, notamment en matière d'éducation sexuelle », a noté Mme Winnie Byanyima. Si l'objectif global que s'étaient fixé les Nations Unies à l'horizon 2020 n'a pas pu être atteint, la représentante de l'ONUSIDA a tout de même remarqué que certains pays, notamment des pays pauvres, ont réussi à freiner l'épidémie de sida.

Une nouvelle stratégie globale pour le combat du VIH

Lors de sa 37e réunion, le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA a adopté une nouvelle stratégie pour mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace de la santé publique d'ici à 2030. Mme Byanyima a souligné avec beaucoup de satisfaction que le Luxembourg est un allié précieux dans la mise en œuvre de cette stratégie. En effet, l'ONUSIDA peut non seulement compter sur le soutien politique du Luxembourg, mais aussi sur son appui financier, puisque le Grand-Duché est le plus gros donateur par habitant au monde. M. Marc Angel, député européen et Ambassadeur spécial 90-90-90 de l'ONUSIDA présent lors de cette visite de travail, s'est également réjoui de l'importance accordée par le Luxembourg au combat de l'épidémie de sida.

La stigmatisation pose encore problème

Une des causes ardemment défendues par Mme Winnie Byanyima est l'égalité des sexes. La Directrice exécutive de l'ONUSIDA a relevé que la stigmatisation de certaines catégories de la population pose encore problème dans les pays d'Afrique, notamment dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de sida. En effet, trop souvent les personnes qui sont diagnostiquées avec le VIH se retrouvent exclues de la société et des soins de santé. « Ce phénomène s'est accentué avec la pandémie de Covid-19 », a déploré la Directrice exécutive. « Les personnes les plus vulnérables sont les LGBTQ, qui peuvent être victimes de lois allant à l'encontre des droits fondamentaux de l'homme. La lutte contre le fléau du VIH doit donc aller de pair avec un changement des mentalités et des normes sociales », a conclu Mme Winnie Byanyima.

Deuxième Conférence interparlementaire sur la migration et l'asile

L'UE mise sur la migration légale

La deuxième Conférence interparlementaire de haut niveau sur la migration et l'asile a été organisée par le Parlement européen, le 14 juin 2021, par visioconférence. M. Margarítis Schinás, Vice-Président de la Commission européenne, a présenté la stratégie de l'Union européenne dans ce domaine.

L'afflux de réfugiés notamment de la Syrie en 2015 et 2016 a démontré qu'aucun État membre de l'Union européenne ne peut résoudre seul le problème et qu'une réponse commune européenne est nécessaire. Selon le Vice-Président de la Commission européenne, l'instauration d'un nouveau pacte sur la migration et l'asile est le seul moyen apte à répondre à cette situation. Or, pour le rendre efficace, il faut de la solidarité de la part de chaque État membre.

Le pacte prévoit de conclure des partenariats équilibrés avec les pays voisins et d'améliorer la vie de leurs citoyens. Un soutien renforcé à la sécurisation des frontières extérieures et l'élimination des causes de la migration irrégulière sont d'autres éléments de cette stratégie. Par ailleurs, l'Union européenne mise sur la migration légale en promouvant des visas et bourses pour étudiants ainsi que l'intégration des travailleurs réguliers.

Les efforts faits depuis 2015 sont multiples. L'Union européenne met à disposition d'importants moyens financiers pour les pays d'origine et les pays de transit des migrants, ceci en rendant prioritaires des solutions durables. De nouveaux outils innovants sont instaurés, dont une nouvelle agence liée au bureau EASO, des mesures concrètes pour renforcer la coopération par le biais du code des visas, ainsi que des arrangements juridiques pour renforcer les projets pilotes concernant les systèmes de migration légale. Selon le Vice-Président de la Commission européenne, l'UE a les moyens de mettre en place avec les pays partenaires un système de migration légale qui fonctionne.

Le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), M. António Vitorino, a fait le point sur l'impact de la pandémie de Covid-19 dans ce contexte. Pour la première fois, le transport international était coupé et un coup socio-économique inouï a frappé les populations à l'échelle mondiale. Beaucoup plus de gens qu'avant la crise sanitaire ont eu besoin d'aide humanitaire. La fermeture des frontières avait comme effet que des migrants étaient bloqués et que des travailleurs saisonniers ont perdu leur emploi. Les inégalités et la pauvreté sont en croissance. Les effets socio-économiques risquent de durer encore longtemps.

À l'avis de M. Vitorino, il serait essentiel de déployer la vaccination contre le Covid-19 à l'échelle mondiale, car la relance économique est liée aux effets de la vaccination. L'OIM et COVAX assument la tâche de distribuer des vaccins aux pays les moins développés. Selon le Directeur général de l'OIM, la stabilisation de la situation sanitaire est une condition préalable à la migration légale.

De la part de la Chambre des Députés, Mme Viviane Reding et M. Claude Wiseler ont participé à cette Conférence de haut niveau.

Visitt vum neie Stadion



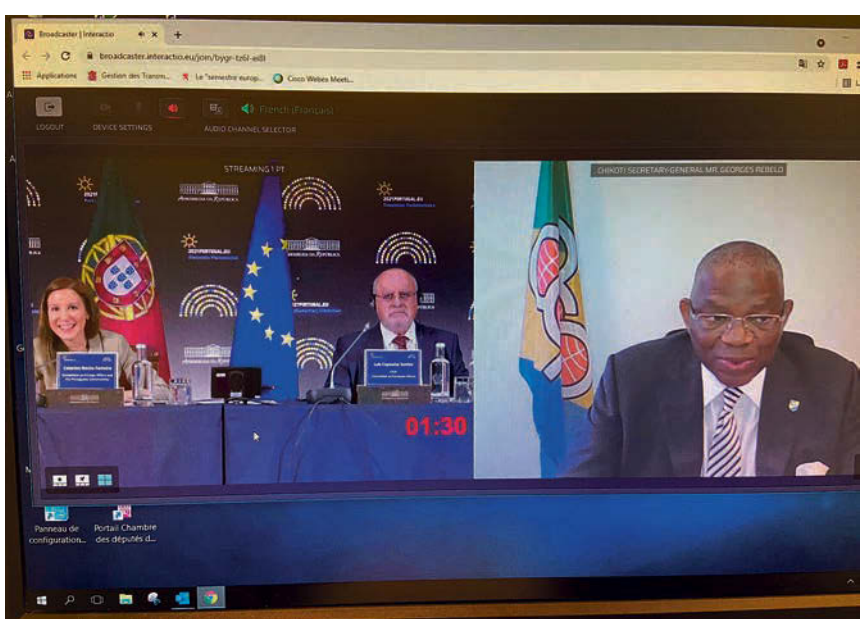
Op Invitatioun vun der Deputéierter a Stater Buergermeeschtesch Lydie Polfer waren d'Membere vun der parlamentarescher Sportskommissioun den 9. Juli 2021 den neie Stadion kucken. Mat derbäi waren de Chamberspresident Fernand Etgen, de Sportsminister Dan Kersch, d'Membere vum Gemengerot a vun der Sportskommissioun vun der Stad Lëtzebuerg souwéi d'Press.

No enger Konstruktiounsdauer vu véier Joer konnt déi visuell Identitéit vum neie Stadion presentéiert ginn. Ganz opfälleg ass d'Faarwekonzept: D'Sëtzer sinn an de Faarwe vum Lëtzebuerger Fändel (rout, wäiss a blo), déi een och an der visueller Identitéit erëmfënnt. De Käschtepunkt vum Stade de Luxembourg, deen net nëmme fir Fussballsmatcher, mee och fir de Rugby benotzt soll ginn, läit bei ronn 76 Milliounen Euro.

Den éischten offiziellen UEFA-Qualifikatiounsmatch tëscht der Lëtzebuerger Nationalekipp an dem Aserbaidjan ass den 1. September 2021. Déi offiziell Aweiung, esou d'Lydie Polfer, ass fir Enn September geplangt.

Visioconférence sur le rôle des parlements dans l'approfondissement des relations entre l'UE et l'Afrique

Une nouvelle stratégie UE-Afrique basée sur le partenariat



Le Secrétaire général de l'ACP, M. Georges Rebelo Pinto Chikoti (à droite)

Dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne a eu lieu, le 21 juin 2021, une visioconférence sur le rôle des parlements dans l'approfondissement des relations entre l'UE et l'Afrique.

Le Secrétaire général du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), M. Georges Rebelo Pinto Chikoti, a évoqué le rôle de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, composée de représentants de 106 pays. Cet organisme œuvre dans l'intérêt du peuple, se focalisant notamment sur le processus démocratique et la bonne gouvernance. En soulignant la position privilégiée entre les parlements, le peuple et les institutions, le Secrétaire général de l'ACP a fait le point sur la crise sanitaire du Covid-19 qui nécessite la solidarité de tous les partenaires et une coopération parlementaire accrue.

M. Carlos Zorrinho, Président de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE du Parlement européen, a présenté les assemblées conjointes régionales, à savoir les assemblées UE-Afrique, UE-Caraïbes et UE-Pacifique.

Les relations entre l'UE et l'Afrique sont régies en premier lieu par l'Accord de Cotonou, signé en 2000, qui a remplacé la Convention de Lomé de 1975. L'Accord de Cotonou aurait dû expirer en février 2020 et a été prolongé jusqu'au 30 novembre 2021. Un accord politique a été conclu en décembre 2020 entre l'UE et l'OEACP, organisation internationale des États ACP. L'Accord post-Cotonou a été conclu le 15 avril 2021. Il s'agit d'un nouveau cadre légal avec les 79 pays de l'OEACP touchant entre autres les domaines de la démocratie, la bonne gouvernance, les droits humains, le développement durable, le changement climatique, la paix, la sécurité, les migrations et la mobilité.

La nouvelle stratégie de l'UE, présentée en mars 2020 par la Commission européenne, se base sur cinq axes principaux :

- un partenariat pour une transition verte et l'accès à l'énergie;
- un partenariat pour la transformation numérique;
- un partenariat pour une croissance et des emplois durables;
- un partenariat pour la paix et la gouvernance et
- un partenariat en matière de migration et de mobilité.

La Chambre des Députés était représentée à la visioconférence par Mme Lydia Mutsch et M. Paul Galles.

Troisième partie de la session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Liberté des médias, droits de l'homme, impact de la crise Covid-19

La troisième partie de la session ordinaire de l'APCE 2021 s'est tenue du 21 au 24 juin 2021 à Strasbourg, sous forme hybride. Parmi les recommandations et résolutions adoptées figurent notamment des sujets comme la liberté des médias, la poursuite des responsables politiques pour les déclarations faites dans l'exercice de leur mandat, la participation des femmes issues de groupes sous-représentés dans la prise de décision politique et publique, la lutte contre l'afrophobie et les violations des droits humains commises à l'encontre des Tatars de Crimée en Crimée.

Risque d'inégalités avec l'extension du passe sanitaire

Les répercussions de la crise de la Covid-19 faisaient l'objet de plusieurs débats. L'impact négatif sur les enfants, l'intensification des clivages socio-économiques et les conséquences particulièrement négatives pour les groupes de population et les régions économiques d'Europe vulnérables ont été constatés. Par ailleurs, l'Assemblée met en garde devant les dangers et inégalités liés à l'instauration du passe Covid. Il est souligné qu'il importe que les autorités nationales distinguent soigneusement les différents cas d'utilisation des passes sanitaires sur la base des droits et libertés auxquels il est porté atteinte et de la durée de la dérogation aux restrictions que permet ce passe.

Améliorer les perspectives professionnelles des jeunes

Quant aux programmes d'aides socio-économiques suite à la crise de la Covid-19, l'Assemblée recommande d'intégrer l'égalité dans toutes les mesures prises et d'étendre les programmes publics d'investissement visant à améliorer la qualité et l'accessibilité, de stimuler l'emploi et la création d'emplois de haute qualité, d'améliorer les perspectives éducatives et professionnelles des jeunes, de garantir un niveau de revenu minimum et de protection sociale suffisant ainsi qu'un logement convenable, de renforcer les bases de l'économie numérique et de sa gouvernance dans le cadre d'une organisation du travail humain économe en ressources, et de développer d'urgence la capacité de production à l'échelle mondiale des vaccins et des médicaments contre la Covid-19 grâce à un transfert de savoir-faire et de technologie par le biais d'accords de licence obligatoire ainsi que, le cas échéant, par une levée temporaire des brevets.

Transparence et réglementation des dons aux partis politiques

Le Président de la délégation du Luxembourg, M. Gusty Graas, a pris la parole au sujet de la transparence et de la réglementation des dons de sources étrangères en faveur de partis politiques et de campagnes électorales.

Dans son discours, il a souligné que les partis politiques se trouvent à la base du processus démocratique. Un contrôle serait nécessaire pour favoriser l'égalité.

Selon M. Graas, il en ressort une obligation de tenir une comptabilité convenable. L'orateur a en outre proposé des dotations de l'État pour couvrir une partie des frais pour les campagnes électorales et d'autres frais. Quant aux dons effectués de sources étrangères, une limitation stricte à des personnes physiques serait de mise.



(de gauche à droite) Mme Josée Lorsché, M. Rik Daems, Président de l'APCE, M. Gusty Graas

Deux débats d'actualité se sont par ailleurs ajoutés à l'ordre du jour de la troisième partie de la session ordinaire de l'APCE 2021, dont l'un portait sur la pression migratoire et l'autre sur le Belarus.

Les rapports, recommandations et résolutions peuvent être consultés sur le site Internet de l'Assemblée (https://pace.coe.int).

La Chambre des Députés était représentée à Strasbourg par M. Gusty Graas, Président de la délégation, et Mme Josée Lorsché, membre effectif.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Les discriminations au Belarus et en Crimée au centre du débat


M. Gusty Graas

Pour la première fois depuis la session annuelle 2019 à Luxembourg, les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) se sont réunis pour une session annuelle sous forme hybride. Seuls les présidents et secrétaires des délégations, les membres du Bureau et les représentants spéciaux étaient présents, début juillet 2021, à la Hofburg à Vienne, siège du Conseil permanent de l'OSCE. Les autres membres ont suivi les travaux par vidéo. Précédée des réunions sous forme de visioconférence des trois commissions générales et d'une réunion du Comité permanent en présentiel à Vienne, la séance plénière était dominée par trois sujets : la situation au Belarus, l'occupation illégale de la Crimée et le discours de la haine et de l'intolérance dans l'espace de l'OSCE.

Dans les résolutions respectives, l'OSCE revendique que les États membres de l'OSCE adoptent un plan d'action contre la discrimination, pour l'égalité et l'inclusion.

L'Assemblée parlementaire regrette la situation actuelle au Belarus et l'oppression des dissidents dans ce pays. Elle appelle les parlementaires et les autorités du Belarus à reconsidérer les restrictions concernant les manifestations et la liberté de la presse, de libérer tous les prisonniers politiques et de permettre la tenue d'élections libres et équitées sous l'observation de l'OSCE.

L'Assemblée lance un appel fort aux autorités russes de cesser l'occupation illégale de la Crimée, de retirer les troupes, armes et équipements militaires déployés sans autorisation des autorités ukrainiennes sur leur territoire, et de lever toutes les restrictions à la liberté de naviguer dans les eaux de la Mer Noire et de la Mer d'Azov.

L'élection d'un nouveau président, de huit vice-présidents et d'autres membres du Bureau et des bureaux des trois commissions générales s'est déroulée pour la première fois de façon électronique. L'ancienne Vice-Présidente, Mme Margareta Cederfelt (Suède), a été élue nouvelle Présidente de l'Assemblée.

La Chambre des Députés était représentée par le Président de la délégation, M. Gusty Graas, qui s'était déplacé à Vienne, ainsi que par les membres de la délégation, Mme Josée Losché, M. Dan Biancalana, M. Claude Haagen, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Gilles Baum (suppléant).

Programme « LUXEOSys » : réévaluation des dépenses

7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre

Le programme « Luxembourg Earth Observation System » (« LUXEOSys ») a comme objectif de mettre en place et d'opérer un système d'observation de la Terre. Ce dispositif répond aux besoins croissants en capacités d'observation, de communication et de transmission des données identifiées dans le domaine de la défense. Par ce programme, le Grand-Duché de Luxembourg pourra satisfaire à ses besoins et à ses obligations en matière de défense en contribuant activement aux efforts de défense de l'OTAN et de l'UE dans le domaine de l'observation, ISR (« Intelligence, Surveillance and Reconnaissance »).

La loi du 14 août 2018 autorise le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite dans le cadre du programme LUXEOSys pour un montant de 170 millions d'euros (hors TVA) sur une période de 14 ans, ce montant ayant été prévu pour l'acquisition ainsi que le déploiement du système (4 ans) et sa gestion (10 ans). Or, une revue du programme a démontré que ce budget, qui a été établi sur base d'une prospection sommaire effectuée de juin à décembre 2017, ne permet pas de couvrir l'ensemble des coûts nécessaires à l'exploitation du programme LUXEOSys sur les dix années d'opération après lancement du satellite. Il s'avère donc nécessaire d'adapter le budget afin de tenir compte des besoins non identifiés ou sous-évalués dans le projet de loi initial.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 27.03.2020
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense (Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
11.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
26.06.2020 Examen du projet de loi (volet technique)
13.07.2020 Examen du projet de loi (volet financier)
13.10.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
10.11.2020 Continuation des travaux
13.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente : Mme Diane Adehm) :
26.06.2020 Examen du projet de loi (volet technique)
13.07.2020 Examen du projet de loi (volet financier)

Vote en séance publique : 19.11.2020
Loi du 4 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 971, page 1

Prolongation du congé pour soutien familial

7698 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

La mesure du congé pour soutien familial a été instaurée pour venir en aide à des salariés et travailleurs indépendants et agents publics qui sont forcés d'arrêter de travailler pour soutenir une personne majeure en situation de handicap ou une personne âgée faisant l'objet d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité, le temps de la non-disponibilité d'une place dans un service agréé en raison de la crise du Covid-19.

Les services agréés visés par la présente loi sont, d'une part, les services agréés au Luxembourg, à savoir les services de formation, d'emploi, d'activités de jour ainsi que les Centres psycho-gériatriques. D'autre part, il s'agit des services agréés en dehors du Luxembourg, comparables, au niveau de leurs missions, aux services agréés au Luxembourg.

La loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19 prévoit l'octroi du congé jusqu'au 24 novembre 2020. Depuis son instauration en avril 2020, quelque 57 personnes ont bénéficié du congé pour soutien familial.

Si la plupart des services agréés situés au Luxembourg ont déjà repris leurs activités depuis le 25 mai 2020, il existe néanmoins encore certains services agréés qui font toujours face au manque de places en raison de la crise du Covid-19.

Ceci, d'une part, en raison de locaux trop petits pour pouvoir accueillir le même nombre d'usagers qu'avant la crise tout en respectant les mesures sanitaires recommandées pour éviter la propagation du Covid-19 et, d'autre part, en raison de la particulière vulnérabilité et de l'incapacité de certains usagers de respecter les gestes barrières, en raison de leur handicap et de leur âge.

En effet, certaines personnes se sont d'ores et déjà adressées au Ministère de la Famille et de l'Intégration pour demander la continuation du congé pour soutien familial après le 24 novembre 2020.

Avec en toile de fond la forte hausse des infections ces derniers temps et pour venir en aide à ces personnes pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que de s'occuper de leurs proches à leur domicile, le présent projet de loi prévoit donc de prolonger le délai de l'octroi du congé de six mois.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10.11.2020
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration (Président : M. Max Hahn) :
18.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.11.2020
Loi du 23 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 922, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement**
   - Exposé : M. Sven Clement
3. **Dépôt d'une motion par M. Marc Baum**
   - Exposé : M. Marc Baum
4. **Heure d'actualité de la sensibilité Piraten sur le projet de résolution du Conseil européen « Sécurité grâce au chiffrement, la sécurité malgré le chiffrement » et sur la position du Gouvernement quant au droit au chiffrement**
   - Exposé : M. Sven Clement (dépôt de la motion 1)
   - Débat : M. Laurent Mosar - M. Guy Arendt - Mme Francine Closener - M. Marc Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner
   - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure (intervention de M. Sven Clement) - M. Sven Clement (parole après ministre) (dépôt de la motion 2)
   - Motions : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Laurent Mosar - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Laurent Mosar - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
5. **Question élargie n° 55 de M. Marc Spautz relative à la promotion de la presse écrite**
   - M. Marc Spautz - M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
6. **Question élargie n° 56 de M. Dan Biancalana relative à la justice dite « restaurative »**
   - M. Dan Biancalana - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
7. **7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre**
   - Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (dépôt de la résolution 1)
   - Discussion générale : Mme Diane Adehm (dépôt de la résolution 2) - M. André Bauler - M. Dan Biancalana - M. Fernand Kartheiser- M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense (interventions de M. Sven Clement, M. Fernand Kartheiser, M. Gilles Roth, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement et M. Marc Goergen) - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - M. Gilles Roth - M. Léon Gloden
8. **Dépôt d'une résolution par M. Léon Gloden**
   - Exposé : M. Léon Gloden
9. **7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre (suite)**
   - Résolution 1 : M. David Wagner (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et Mme Octavie Modert) - M. Sven Clement - Mme Diane Adehm (intervention de M. le Ministre François Bausch) - M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Marc Goergen, M. Sven Clement et M. Marc Spautz) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Sven Clement (parole après ministre) (interventions de M. Claude Haagen) - M. Gilles Roth - M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Sven Clement) - M. Gilles Roth - M. David Wagner - Mme Josée Lorsché - M. Georges Engel (intervention de M. Sven Clement) - M. Sven Clement - M. Gilles Roth
   - Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)
   - Vote sur la résolution 2 (rejetée)
10. **Question urgente n° 3169 de Mme Diane Adehm concernant le blocage par POST Luxembourg de SMS envoyés par un laboratoire dans le cadre du large scale testing**
    - Mme Diane Adehm - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
11. **7698 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19**
    - Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Chantal Gary - M. Fred Keup - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. **Résolution de M. Sven Clement relative à la mise à l'ordre du jour simultanée des projets de loi n° 7694 et n° 7703**
    - Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Mars Di Bartolomeo
    - Vote sur la résolution (rejetée)
13. **Motion de M. Marc Baum relative à la présentation de la stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre la Covid-19**
    - Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo - M. Marc Baum
    - Vote sur la motion modifiée (adoptée)
14. **Résolution de M. Léon Gloden relative à la décision de rendre les réunions des commissions publiques**
    - Discussion générale : M. Georges Engel - M. Léon Gloden - M. Fernand Kartheiser - Mme Josée Lorsché - M. Marc Baum - M. Claude Wiseler - M. Sven Clement - M. Léon Gloden - Mme Josée Lorsché
    - Vote sur la résolution (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; Mme Corinne Cahen, Mme Sam Tanson, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement

Ech ginn d'Wuert un den Här Sven Clement fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn alleguer opmierksam déi lescht Deeg nogelauschtert, wat d'Regierung annoncéiert huet. Mir hunn déi Texter och hei an der Chamber scho beschafft, haaptsächlech d'Amendementer fir de 7694.

Déi nei Covidmesuren hu mer jo awer wierklech schonn diskutéiert, och an der Kommissioun. An do gëtt et eppes, wat och an der Kommissiounsaarbecht ëmmer erëm erauskoum, nämlech d'Aidë fir déi Betriber, déi zougemaach ginn. D'Aidë fir déi Betriber, déi also hei duerch dat neit Gesetz sollen administrativ Fermeturen hunn.

Do hunn de Premier an och d'Gesondheetsministesch e puermol gesot, datt se dervun ausginn, datt déi och dee Moment a Kraaft trieden, wou dann déi nei Covidmesurë géifen a Kraaft trieden. Dat hunn ech nogelauschtert. An dunn hunn ech mech e bëssen erageknéit a gekuckt, wéi een Text dat da soll sinn. Dat ass de Projet de loi 7703, deposéiert vum Mëttelstandsminister Lex Delles, deen also déi Aidë soll aféieren.

Aiden, déi bis zu 90 % vun de Pertë wärend där Fermeture administrative ginn. 90 % also, déi couvréiert wären. Ech mengen, datt dat ganz wichteg ass, fir deene Betriber net komplett d'Genéck ze briechen.

Wär ech frou, wann eppes anescht an deem Gesetz géif stoen? Méi Aiden? Sécherlech! Mee mir hunn hei en Text virleien, deen d'Regierung wëllt. An ech sinn der Meenung, datt d'Chamber sech soll dann och d'Moyene ginn, datt mer deen Text stëmmen, éier mer déi nei Covidmesurë stëmmen. Well et kann net sinn, datt mer op där enger Säit e Gesetz stëmmen, wat d'Restauranten an d'Hoteller zoumécht, an op där anerer Säit d'Aiden no hanne schiben.

Dofir, Här President, deposéieren ech eng Resolutioun, wou ech d'Chamber invitéieren, de Projet de loi 7694 eréischt op den Ordre du jour ze huelen, wann de 7703 och op dësem steet.

Ech soen Iech Merci.

Résolution

D'Deputéiertechamber stellt fest, datt

- d'Land vun enger Pandemie heemgesicht gëtt, déi e groussen Impakt op d'Gesondheet an d'Wirtschaft huet;

- d'Chamber mat de Projets de loi 7694 (Mesures Covid-19) a 7703 (Hëllefe fir Betriber) saiséiert ass;

- de Projet de loi 7694 virgesäit, eng ganz Rei vu Betriber mindestens bis de 15. Dezember zouzemaachen;

- de Projet de loi 7703 Hëllefe fir net gedeckte Käschten aféiert, déi bis zu 90 % vun dëse Käschte kënne bedroen;

- dës Hëllefe wichteg fir d'Iwwerliewe vun de Betriber sinn, déi wéinst der Pandemie zougemaach ginn.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Deputéiertechamber,

- de Projet de loi 7694 réischt op den Ordre du jour ze huelen, wann de 7703 och um Ordre du jour steet.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum

An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Marc Baum gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'Coronakris huet am Moment déi ëffentlech Debatt am Grëff a virun allem och d'Leit alleguer an dat, wat d'Leit diskutéieren, dat, wat de Leit hir Haaptpreoccupatioune sinn.

A senger Ried zur Lag vun der Natioun hat de Premier an Aussiicht gestallt, datt eventuell am Dezember kéinten déi éischt Vaccinen do sinn. Iwwert de genauen Datum wësse mer nach net Bescheed - et kann eventuell och Januar ginn -, mee et ass op jidde Fall eminent, datt déi Vaccine sollen do sinn an datt d'Populatioun d'Méiglechkeet ka kréien, sech dergéint ze schützen.

Natierlech brauch dat eng Strategie, wéi virgaange gëtt mat där Vaccinatioun. Déi Vaccinatioun, déi bis elo nach ëmmer schéngt, deen eenzege Moyen ze sinn, wéi mer eis mëttelfristeg kënne vun deem Virus befreien. Et ass, mengen ech, immens wichteg, datt virun der Vaccinatioun e gréisstméigleche politesche Konsens driwwer bestoe muss, wéi déi Vaccinatioun vonstatte geet, wéi d'Leit, a wéi enger Reiefolleg wéi eng Gruppe vu Leit drukommen.

Duerfir deposéiere mer eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, hir Vaccinstrategie ze presentéieren, awer och d'Acquisitioun vun de Vaccinen, d'Utilisatioun an d'Distributioun vun de Vaccinen ze presentéieren an dëst der Chamber zur Debatt ze stellen, well ech mengen, datt et wichteg ass.

Et ass eng iwwerliewenswichteg Fro fir eis Gesellschaft. An ech mengen, datt mir als Chamber missten doriwwer diskutéiere kënnen. Ech mengen, mer mussen driwwer diskutéieren, well et geet eeben drëm, e gréisstméigleche politesche Konsens op där doter Fro ze fannen. Well mer wëssen alleguer: Eréischt wann iwwert d'Hallschent vun de Leit immun géint dee Virus ass, hu mer esou eppes wéi eng Herdenimmunitéit. An duerfir ass et wichteg, datt mer driwwer diskutéieren. Duerfir deposéiere mer dës Motioun.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- vu l'acquisition par le Gouvernement de 420.000 doses de vaccins anti-Covid-19 en tant que bénéficiaire de la commande groupée de la Commission européenne ;

- considérant la nécessité d'élaboration d'une stratégie nationale d'utilisation de ces vaccins ;

- considérant l'enjeu d'une réglementation démocratique d'acquisition, d'achat et de distribution des vaccins anti-Covid-19 permettant un accès juste et équitable au vaccin des populations aux échelles nationales et internationales ;

- considérant que l'efficacité du vaccin anti-Covid-19 dépend d'une participation suffisamment large de la population à la campagne de vaccination ;

- considérant la nécessité en amont d'une campagne de vaccination, d'une campagne de sensibilisation de la population propre à susciter sa confiance et favoriser son consentement ;

- considérant l'enjeu du recours libre et non imposé par les personnes individuelles au vaccin en question,

invite le Gouvernement

- à présenter sa stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre le Covid-19 et de la soumettre à un débat à la Chambre des Députés.

(s.) Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

4. Heure d'actualité de la sensibilité Piraten sur le projet de résolution du Conseil européen « Sécurité grâce au chiffrement, la sécurité malgré le chiffrement » et sur la position du Gouvernement quant au droit au chiffrement

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwer eng Resolutioun vum EU-Ministerrot iwwert d'Verschlësselung, déi d'politesch Sensibilitéit vun de Piraten ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, d'Madamm Lydia Mutsch, den Här Marc Hansen, den Här Roy Reding an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Sven Clement vun der Sensibilitéit vun de Piraten, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot hunn. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 6. November huet den EU-Ministerrot en Entworf fir eng Resolutioun virgeluecht, déi Plattformbedreiwer wéi WhatsApp, Signal a Co zwénge soll, Generalschlëssele unzeleeën, fir et den nationalen Autoritéiten ze erlaben, Enn-zu-Enn-verschlësselt Messagen zu all Moment entschlësselen ze kënnen.

Bis elo ass et esou, datt digital Messagen, zum Beispill vu WhatsApp, verschlësselt verschéckt gi fir ze verhënneren, datt Persounen, déi e Message géifen offänken, en einfach liese kéinten.

Anescht wéi e Bréif, deen ee mat der Post verschéckt, huet en digitale Message am Internet, wann en net verschlësselt ass, nämlech keng Enveloppe a keng Bréifboîte mat engem Schlass, déi e viru frieme Blécker géif schützen. Elo huet den EU-Ministerrot awer en Dokument virgeluecht, wat proposéiert, genee dës Protektioun vun eise private Messagen ze ënnergruewen, andeems d'Plattformbedreiwer solle gezwonge ginn, en Zougréff op Messagen ze erméiglechen am Kader vun Ermëttlunge vusäite vun der Police an de Geheimdéngschter.

An ech verstinn, datt dat sech fir d'Leit, déi sech net mat der digitaler Kommunikatioun auskennen, als Éischt emol no enger gudder Iddi kéint kléngen. Esou wéi d'Autoritéite sech mat engem riichterleche Beschloss Zougang zu engem Haus verschafe kënnen, solle se elo och Accès op Messagë kënnen ufroen. Esou einfach, esou gutt.

Hei gëtt et just zwee Problemer.

Éischtens wunnt jidderee vun eis normalerweis just an engem Haus, vläicht heiansdo och nach op zwou oder dräi Plazen, mee an der Reegel net méi. A mat wéi ville Leit hutt Dir en Chatverlaf op ärem Handy? Warscheinlech hutt Der fir all eenzelne vun Äre Kontakter en eenzelnen Chatverlaf. An dann och nach divers Gruppenchatten.

Dat sinn dann awer scho ganz vill Haiser. An elo gehéieren dës Haiser och nach alleguerten e puer verschiddene Proprietären. WhatsApp wär, wann de Projet vum Ministerrot géif zu engem Gesetz ginn, verflicht, zu all Moment zu all Chatverlaf vu senge Clienten en Accès kënnen ze hunn. Wann Dir Milliounen oder souguer Milliarden Haiser géift besëtzen an zu all Moment ee misst kënnen eraloossen, hätt Dir dann eng Milliard verschidde Schlëssele? Wuel kaum. Dir hätt ee Passepartout!

A falls Der elo driwwer nodenkt, wéi ee vläicht awer eng Milliard Schlëssele dank der Digitaliséierung sënnvoll sortéiere kéint, denkt drun, datt Firme wéi WhatsApp a Co déi bëllegste Weeër sichen an net dee beschten.

Dat heescht, et gëtt herno ee Schlëssel, fir Saachen ze entschlësselen. An dat ass e Code, mat deem een op ee Coup Zougréff op eis ganz privat digital Kommunikatioun kréie kéint.

Mengt Der wierklech, dee Code géif laang geheim bleiwen? Soubal et ee Generalschlëssel wäert ginn, wäerten Hacker op der ganzer Welt probéieren, en an d'Hänn ze kréien. Mir hunn dat gesi mat de Schlässer op Äre Wallissen. Jiddwereen huet esou en TSA-konformt Schlass drop. Et gouf ëmmer gesot, déi Schlëssele si geheim. Majo, mëttlerweil kritt een déi Schlësselen iwwerall am Internet ze

kafe fir e puer Euro, soudatt, wann een eng Walliss fënnt, een déi ouni Problem kann opspären, egal wat Äre Code ass.

Dat ass Sécherheet ënnergruewen! Dat si Generalschlëssele fir Schlässer, ouni datt et e Gain de sécurité gëtt.

An ech weess, da kënnt och nach gären d'Argument: „Wie sech näischt zu Scholde komme léisst, huet jo och näischt ze verstoppen." Mee mir schwätzen hei vun engem Zougang op eis gesamt Onlinekommunikatioun. Keen - kriminell oder net - wëllt, datt Fotoe vu senge Kanner, déi en un d'Bomi an de Bopi schéckt, an e puer Deeg am Darknet ze fanne wären. Kee vun eis wëllt, datt d'Police einfach esou eng Dier kann opmaachen, ouni demokratesche Contrôle.

Wa mer der Police wéilten Accès zu verschlësselter Onlinekommunikatioun ginn, bedeit dat nämlech, datt mer der Police eng Dier opmaachen. An eng Dier, wa se bis eemol opsteet, kann ee grad am Digitalen net méi esou einfach zoumaachen. An da kann een och net garantéieren, datt net vläicht nefaste Leit och duerch déi Dier erakommen. Dat heescht, mir maachen domadder och der Cyberkriminalitéit d'Dieren op.

Dat wär et da mat der Privatsphär, well wie versprécht eis, datt déi Bréifboîttebedreiwer oder déi Provideren online net dee Schlëssel vläicht abuséieren? Vläicht net selwer an net strukturell, mee vläicht eenzel Mataarbechter. Gedriwwe vun engem Profittdenke kéint et da sinn, da schreift ee senger Fra, datt d'Meedche sech fir Chrëschtdag en neie Vëlo wënscht, an da gëtt ee wochelaang mat Reklamme fir Vëloen am Internet zougespamt. An dat wär nach dee beschte Fall. Säit dem Skandal ëm Cambridge Analytica wësse mer, wat mat eisen Date ka geschéien a wéi se kënne mëssbraucht ginn.

Domat awer och net genuch. Obwuel ech denken, datt dat Gesote scho misst duergoe fir ze ënnermaueren, firwat Lëtzebuerg géint dës Resolutioun misst stëmmen, gëtt et awer nach weider Problemer. D'Resolutioun gesäit schliisslech vir, datt d'Plattformoperateuren den Autoritéite sollen Zougréff ginn. Wien dës Autoritéite sinn, gëtt net gesot. Wéi eng Konditioune mussen erfëllt ginn, fir Zougréff ze kréien, gëtt net gesot. Esou kann net ausgeschloss ginn, datt d'Geheimdéngschter ouni riichterlech Kontroll Accès op egal wéi eng Chats ufroen an d'Regierungen d'Kommunikatioun vun hire Bierger iwwerwaache kéinten.

Ech hoffen, datt mer eis eens sinn, datt mer esou eng Situatioun an der Europäescher Unioun net wëllen. Scho guer net an Zäiten, an deene Staate wéi Ungarn oder Polen d'Rechter vun hire Bierger elo scho Schrëtt fir Schrëtt ënnergruewen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, wa mer doriwwer schwätzen, Hannerdiere fir verschlësselt Chats unzeleeën, da schwätze mer vun engem Verstouss géint eis fundamental Rechter op Privatsphär an Dateschutz. Da schwätze mer dervun, Geheimdéngschter, Regierungen a groussen Entreprisë wéi Facebook e Schlëssel ze ginn, mat deem si d'Totalitéit vun eiser Kommunikatioun am Internet matliese kënnen, an Hannerdieren opzemaachen, déi eis Sécherheet am Internet gefäerden.

A mat wat fir engem Zil? Mat der Wonschvirstellung, esou géint d'Kriminalitéit kënne virzegoen, well een deem organiséierte Verbriechen an dem Terrorismus ëmmer e Schrëtt viraus kéint sinn, well een hir Kommunikatioun verfollege kéint. Kee wäert nach iwwer WhatsApp e Verbrieche plangen, wann der EU hir Pläng bis ëmgesat sinn.

Déi Leit, déi eppes ze verstoppen hunn, wäerte sech aner Weeër siche fir ze kommunizéieren. Zur Nout setze si hir eege Plattform op oder fueren iwwer en Operateur, dee kee Sëtz an der EU huet. Wat kéint d'EU scho maachen, wann eng russesch oder eng chineesesch Plattform fir Onlinekommunikatioun einfach refuséiere géif, den Europäer hir Entschlësselungscoden ze ginn?

Déi Leit, ëm déi et hei bei deem ganze Projet geet, wäerte sech der Saach entzéien. Wat bleift, si Millioune vu Leit, déi sech näischt zuscholde komme loossen an einfach mat hire Frënn an hirer Famill a Kontakt wëlle bleiwen. Et sinn déi Leit, déi duerno wäerten iwwerwaacht ginn, net d'Terroristen! Déi wäerten da scho laang enzwousch anescht am Internet ënnerwee sinn.

An dee Problem ass och net nei. Schonn de Premier huet 2010, deemools war en nach Deputéierten, am Kader vun enger Upassung vum Gesetz iwwert d'Vorratsdatespeicherung beim Depot vun enger Motioun, déi duerno och deene Gréngen hir Ënnerstëtzung fonnt huet, gewarnt, mir géife jo net mengen, datt, wann een esou Texter géif stëmmen, déi Leit, déi wierklech spezialiséiert wieren, dann nach op déi Matièrë géifen zréckgräifen. Déi géife scho Saache fannen, fir dat kënnen ze ëmgoen. An den Utilisateur doheem, deen net wéisst, wat kontrolléiert géif ginn a wéi kontrolléiert géif ginn, wär dat, wat géif bleifen. Deemools sot den Här Bettel, esou eppes wär inakzeptabel fir d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech hoffen, datt dat haut nach ëmmer esou ass.

Mee natierlech kann een net ausschléissen, datt net awer iergendwann emol ee géif e Feeler maachen an aus Gewunnecht nach emol iwwer seng al Chatkanäl kommunizéiere géif, fir e Verbriechen ze plangen.

Dofir huele mer emol ee Moment un, dass dëse Projet genausou funktionéiere géif, wéi de Ministerrot sech dat virstellt: Déi Kriminell géifen chatten an d'Police kéint matliesen. Selbstverständlech kann d'Police net permanent all Chat matliesen, soss misste mer sou vill Poliziste wéi Krimineller hunn. Et gëtt also decidéiert: Wien ass verdächteg? An et gëtt decidéiert: Wien iwwerwaache mer?

Ma wat ass dat? Dat ass klassesch Ermëttlungsaarbecht! Dat bedeit, datt mer gutt ausgebilte Poliziste brauchen, déi kënnen Ermëttlungsaarbecht maachen. Ermëttler um Terrain, déi kënnen erausfannen: Wien ass verdächteg?, an net einfach nëmme méi iwwerwaachen.

An engem iwwerlaaschte System, an deem een d'Nol net fënnt, well de Koup Hee ze grouss ass, hëlleft et näischt, nach méi Hee op de Koup ze puchen, wa mer dee Koup sollen duerchsichen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech hoffen, et ass mer gelongen, lech hei an deene puer Minutten duerzestellen, firwat de Plang vum EU-Ministerrot geféierlech, naiv an absolutt net zilféierend ass.

D'Piraten hunn dës Heure d'actualité ugefrot fir ze verhënneren, datt Lëtzebuerg an der kommender COREPER-Sëtzung fir dës Resolutioun stëmmt.

Et géif mech awer och vum Minister interesséieren, wéi da Lëtzebuerg sech de Moien an der COSI-Sëtzung dozou positionéiert huet. Well, datt mer haut hei doriwwer diskutéiere kënnen, ass nëmmen engem Leak ze verdanken, well déi Dokumenter, iwwert déi d'EU hei diskutéiert, net public sinn. Se si limitéiert.

Ech fannen, datt et sech u sech gehéiert hätt, bei esou engem déifgräifende Projet déi zoustänneg Kommissioun en amont ze informéieren an en Debat, mengetweegen à huis clos, wann et esou geheim muss sinn, ofzehalen, fir datt d'Parteie sech hätte kënne positionéieren, fir datt mer hätte kënnen iwwert dat Theema schwätzen an net op e Leak ugewise wären, fir hei am héijen Haus driwwer ze schwätzen.

Dofir hu mir haut déi ëffentlech Diskussioun ugefrot an hoffen, datt mer zu engem breede Konsens komme kéinten an eis eens ginn, datt Lëtzebuerg engem Verstouss géint d'Recht op Privatsphär an Dateschutz zugonschte vu grousse Konzerner a Geheimdéngschter net zoustëmme kann. Lëtzebuerg muss sech op europäeschem Niveau fir d'Erhale vun enger sécherer digitaler Kommunikatioun asetzen.

Mir reechen dofir haut och dës Motioun an, mat där mer d'Regierung invitéiere wëllen, géint den Entworf vun der Resolutioun ze stëmmen a sech doriwwer eraus och an Zukunft géint all Projet ze stellen, deen envisagéiert, d'Rechter op Privatsphär an Dateschutz opzeweechen duerch e Verbuet oder eng Aschränkung vu verschlësselter Onlinekommunikatioun. Et wär e wichtege Schrëtt, wa mer dës Motioun haut gemeinsam stëmme kéinten.

Wéi de Minister Asselborn d'lescht Woch richteg sot, dierfe mir vis-à-vis vun Extremismus an Islamismus eis fundamental Rechter net a Fro stellen.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun de Respekt vum Privat- a Familljeliewen an de Schutz vu persounebezunnenen Date mat den Artikele 7 an 8 festschreift;

- dass d'Recht op Privatsphär zu Lëtzebuerg am Gesetz vum 11. August 1982 concernant la protection de la vie privée verankert ass;

- dass Letzebuerg mat enger ganzer Rei Texter d'Recht op Dateschutz festgehalen huet, dorënner d'Gesetz vum 1. August 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, d'Gesetz vum 1. August 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, d'Gesetz vum 1. August 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers an d'Gesetz 30. Mee 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques;

- dass den EU-Ministerrot den 9. November en Entworf fir eng Resolutioun ausgeschafft huet, déi e Verschlësselungsverbuet fir Enn-zu-Enn-verschlësselt Messengerdéngschter virgesäit;

- dass eng Ëmsetzung vun der genannter Resolutioun engem Ënnergruewe vun de Grondrechter op Privatsphär an Dateschutz entsprieche géif;

- dass eng Ëmsetzung vun der genannter Resolutioun mat erhiefleche Risike fir d'Sécherheet vun eiser gesamter verschlësselter Onlinekommunikatioun verbonnen ass.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. dem Entworf vun der Resolutioun mam Titel „Security through encryption and security despite encryption" op europäeschem Niveau net zouzestëmmen;

2. sech op europäeschem Niveau fir de Respekt vun de Rechter op Privatsphär an Dateschutz staarkzemaachen an

3. sech och an Zukunft géint all Projet ze stellen, deen envisagéiert, d'Rechter op Privatsphär an Dateschutz opzeweechen duerch e Verbuet oder eng Aschränkung vu verschlësselter Onlinekommunikatioun.

(s.) Sven Clement.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, fir d'éischt wëll ech de Piraten Merci soe fir hir Initiativ, dëse Punkt op den Ordre du jour gesat ze hunn. Ech mengen, et ass eng ganz wichteg, sensibel Thematik, bei där et gutt ass, datt d'Chamber sech och eng Kéier hei driwwer ausdréckt.

Virun e puer Deeg sinn déi Propositioune vun der EU-Kommissioun (veuillez lire: vum EU-Ministerrot) op den Dësch komm, déi a sech hei eng Opweechung vun der Verschlësselung op den Instanzewee wëlle bréngen.

Bis elo ass et eigentlech esou gewiescht, datt déi Pläng scho bestanen hunn. Déi louche just bis elo am Tirang. Ech mengen, et war och ënnert der däitscher EU-Presidentschaft, wou se ausgeschafft gi sinn. A wéi sou oft gëtt jo dann op déi richteg Geleeënheet gewaart, fir déi Pläng aus dem Tirang ze huelen. An déi ganz traureg Attentater a Frankräich an zu Wien sinn dann déi Geleeënheet, fir se dee Moment aus dem Schaf ze huelen.

Ech wëll awer fir d'éischt hei kloer an däitlech och am Numm vu menger Fraktioun soen, datt de Kampf géint den Terrorismus fir eis eng absolutt Prioritéit muss hunn, an Europa, awer och hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn dofir d'lescht Woch eng Motioun hei deposéiert, vu mengem honorabele Kolleeg Claude Wiseler, wou mer och d'Regierung gefrot hunn - an déi Motioun ass jo iwwregens och ugeholl ginn -, datt mer eis sollten där Initiativ Merkel/Macron/Kurz uschléissen, well mer mengen, datt et wichteg ass, datt eng koordinéiert Äntwert géint den Terrorismus och an Europa wäert kommen.

Ech wëll och soen, datt et do e Rapport gëtt vum Beroder vun der Europäescher Unioun, dem Här De Kerchove, dee kloer seet, datt am Moment den Terrorismus an Europa a weltwäit extreem an d'Luucht geet, datt et haaptsächlech zwou Zorte vun Terrorismus sinn: Dat eent ass dee rietsextreemen an dat anert ass deen islamisteschen. Do soll een also net d'Aen zoumaache virun der Realitéit. Mir wäerten an deenen nächste Méint a Joren nach ganz intensiv mat deem Problem do beschäftegt sinn.

Allerdéngs, an, ech mengen, dat ass eppes Wichteges: Et soll ee sech virun allem mat den Ursaache vum Terrorismus auserneesetzen an net onbedéngt ëmmer nëmmen d'Symptomer bekämpfen. Ech wëll elo hei net laang op d'Ursaachen agoen. Eng vun den Ursaache vum islamisteschen Terror ass awer doudsécher d'Attitüd vum Här Erdoğan, deen net midd gëtt, hei an Europa wëllen den Islamismus no vir ze bréngen an deen och u gewëssen Attentater zumindest indirekt net ganz onschëlleg ass.

Wéi sou oft gëtt dann awer, wéi gesot, dat typescht Muster erëm aus dem Tirang geholl an et gëtt e Generalugréff op d'Grondrechter virgeholl. Mir hätten dann erëm gär de gliesene Bierger, dee muss à tout moment kënnen iwwerall kontrolléiert a surveilléiert ginn. Dat ass natierlech eppes, woumat och d'CSV-Fraktioun absolutt net kann d'accord sinn. Duerfir si mir och net d'accord, datt et zu engem Generalverbuet vun der Verschlësselung kënnt. Dat wär dee falsche Wee. Dat wär och eng Gefor fir de fräien, oppenen a sécheren Internet.

An iwwregens, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eigentlech d'Europäesch Unioun hei a Kontradiktioun mat sech selwer. Si huet elo iwwer Joren derfir plädéiert, datt mer justement sollen e sécheren Internet kréien. Elo hu mer duerch déi Enn-zu-Enn-Verschlësselung e sécheren Internet fir d'Wirtschaft, fir d'Privatleit, fir d'Politik a lo gi mer deen erëm a Fro stellen, andeem mer esou eng Verschlësselung wëllen hunn!

Ech wëll elo net méi am Detail op all déi Konsequenzen dovun agoen. Ech fannen, datt de Sven Clement dat exzellent gemaach huet. Ech wëll awer nach eng Kéier ganz klipp a kloer soen, datt et fir eis wichteg ass, datt een déi Hannerdier do net opmécht.

An ech wëll just nach eng Kéier dat Beispill soen - de Sven Clement huet et och schonn e bësse beschriwwen -: Esou e Generalschlëssel géif jo derzou féieren, datt een eigentlech e Passepartout fir en Haus hätt. Dat heescht, do kann een à tout moment iwwerall op all Computer, op all Handy en Accès kréien. An dat ass fir eis eppes, wat total inakzeptabel ass! Mir kënnen duerfir och dozou net eis Zoustëmmung ginn.

Ganz schnell zum Schluss nach, Här President, och zwou méi perséinlech Observatiounen.

Éischtens muss ech soen, ech kann och net am Numm vu menger Fraktioun akzeptéieren, datt muer de Bierger, awer och de Politiker, dee mir alleguerte sinn, à tout moment zum Beispill kéint vun engem SREL surveilléiert ginn. Dat ass eppes, wat mir net kënnen akzeptéieren! An och dowéinst ass esou e Generalschlëssel fir eis net ze akzeptéieren.

An dann zweetens, an domadder halen ech op, an dat ass vläicht fir mech dat allerwichtegst Argument: Mir liewen hei an engem fräien, oppenen an demokrateschen Europa. A mir wëlle virun an esou engem Europa liewen. Déi Terroristen, déi wëlle just dat doten net! Déi wëllen en autoritäert Europa! En ondemokratescht Europa! Andeem mir elo op dee Wee ginn, fir de gliesene Bierger, fir eng Generalsurveillance ze maachen, maache mer genau dat, wat déi dote Leit wëllen. Duerfir kann et fir eis net dee richtege Wee sinn. An duerfir si mir ganz skeptesch a reservéiert par rapport zu där Initiativ vun der Europäescher Kommissioun (veuillez lire: vum Europäesche Rot).

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP).*- Jo. Merci, Här President. Duerch d'Bänk kann ech natierlech mat menge Virriedner d'accord sinn, obschonns ech vläicht net grad esou e Pessimist si wéi den Här Clement.

Mee mir wëssen et: D'Welt an alles ronderëm eis gëtt ëmmer méi digital. Och eis Kommunikatiounsweeër verlafe mëttlerweil ganz vill digital, souwuel am ëffentleche wéi och am private Liewen. D'Verschlësselung vun dëse Kommunikatioune spillt deemno e grousse Rôle am Schutz vun eise fundamentale Rechter op Privatsphär, Confidentialitéit an de Schutz vun eise perséinlechen Daten.

D'Welt ännert sech, mee och d'Kriminalitéit huet iwwert déi lescht Joerzéngte geännert. D'Kriminalitéit erlieft och en digitale Wandel a weess, sech deenen neie Moyene fir seng eegen Zwecker ze bedéngen. Ee Beispill ass eeben, an dat gëtt och an der Resolutioun vum Conseil vun der EU, déi hei virläit, als Beispill uginn, dass verschidde Plattformen a Messagerië vu kriminelle Gruppementer benotzt ginn, fir eng verschlësselt Kommunikatioun ënnereneen ze organiséieren.

Virun deem Hannergrond bréngt d'Resolutioun och an d'Gespréich, de responsabelen Autoritéiten d'Moyenen ze ginn, d'Verschlësselung vu Messagen a ganz bestëmmte Fäll ze dechiffréieren. Et geet also net dorëm, all Kommunikatioun vun all Mënsch ze iwwerwaachen a jidderengem seng Messagë matzeliesen. Am Géigendeel geet et hei dorëm, ganz cibléiert am Fall vun enger potenzieller an eminenter Gefor anzegräifen, fir méiglecherweis kënnen Attacken oder änleche kriminellen Aktivitéite virzegräifen.

Terrorismusbekämpfung ass d'Wuert. A jo, den Terrorismus muss bekämpft ginn! Mee d'Regierung huet och scho kloer zu dësem Theema Stellung bezunn. D'Grondrechter vum Mënsch dierfen hei net a Fro gestallt ginn. De Kampf géint den Terrorismus mat all sengen néidege Mëttel dierf net zu enger Klassestrof fir d'ganz Gesellschaft ginn. Do si mir zouversiichtlech, dass do wäert e richtege Mëttelwee fonnt ginn.

« [...] d'utiliser le plein potentiel de ces technologies sans faire de concessions concernant les droits fondamentaux » war am Communiqué vun der Regierung ze liesen.

An deem Kontext stelle sech eng ganz Rei vu Froen:

Wat sinn déi sougenannte rechtlech Grondlagen, fir eng Verschlësselung fräizeginn?

Wéi definéiert sech hei Relevanz a Legitimitéit?

Wat bedeit et, wann nëmme prezis Incidente kontrolléiert ginn?

Wéini soll et de responsabelen Autoritéiten erméiglecht ginn, dës Schrëtt anzeleeden?

Wie sinn déi autoriséiert Instanzen a wien huet Accès op dës Informatiounen?

Wéi soll d'Zesummenaarbecht op dësem Sujet an Europa funktionéieren?

A wie sinn déi Kontrollinstanzen?

Dir gesitt, eng ganz Partie Froen, déi engem wierklech e bëssen Angscht maachen a wou ee wierklech muss virsiichteg sinn, wat fir eng Moossnamen dass een trëfft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass ganz sécherlech e sensibele Sujet, deen eis och alleguerte betrëfft. An awer och net. D'Resolutioun schwätzt vu prezise Fäll, wou en Dechiffrement kéint erméiglecht ginn. Net bei jiddwerengem an net ouni plausibele Grond. Et gëllt elo, dës Demarche ganz kloer ze definéieren an e kloren a feste Kader ze setzen, a Fräimaache wierklech nëmmen als lescht, als allerlescht Léisung.

Ganz sécher ass den Dechiffrement keng Wonnerwaff - an dat ouni Wuertspill -, déi an Zukunft all kriminellen Akt wäert kënne verhënneren, mee et ass eng Realitéit, dass och dës Weeër genotzt ginn, fir Kriminalitéit ze plangen. An dës Resolutioun mécht en Ufank, fir Weeër opzeweisen, wéi een dës selwecht Moyenen, wéi se och fir kriminell Aktivitéiten exploitéiert ginn, an Zukunft an an engem legale Kader kéint zum Schutz vun de Bierger gebrauchen.

Sécherlech stinn de Moment nach vill Froen op, mee et muss alles gemaach ginn, fir dass duerch eng gutt Zesummenaarbecht Weeër fonnt ginn, fir béides - de Mënschen hir Privatsphär an awer och hir Sécherheet - weiderhi kënnen ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wëll virausschécken, datt d'Madamm Mutsch haut net kann hei sinn an datt ech dës Interventioun an hirer Plaz maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net fir d'éischt, datt sech op europäeschem Niveau mam Theema vun enger cibléierter Iwwerwaachung oder Beschränkung vun de sougenannte Messengerservicer wéi WhatsApp, iMessage oder Signal befaasst gëtt. 2015 goufen et zu Bréissel scho ganz änlech Diskussioune wéi déi heiten. Deemools hat ënner anerem Europol argumentéiert, datt déi verschlësselt Servicer eent vun den Haaptinstrumenter vun Terroristen a Kriminelle wieren an datt een dowéinst misst agéieren.

Et irritéiert duerfir schonn e wéineg, datt och den aktuelle Resolutiounsentworf vum EU-Conseil fir eng deelweis Opweechung vum Recht op Verschlësselung mat där rezenter Terrorattack zu Wien erklärt a justifiéiert gëtt. Dobäi schéngt et awer mëttlerweil déi gängeg Meenung ze sinn, datt dat Attentat virun allem wéinst dem Versoe vu verschiddenen Administratiounen an Ermëttlungsfeeler net konnt verhënnert ginn, an net wéinst verschlësselte Messagen op WhatsApp oder anere Messengerdéngschter.

Duerfir stelle mir als LSAP d'Fro an de Raum, ob et sech hei net éischter ëm en Alibiargument handelt, fir en Ophiewe vun der securiséierter Verschlësselung duerchzesetzen. An duerfir schéngt et eis och ubruecht, mat enger kritescher Grondhaltung un déi Diskussioun erunzegoen.

Une voix.- Très bien!

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Prinzipiell geet et bei dësem Debat ëm en albekanntent Theema, wou sech déi bal scho klassesch Froe géintiwwer sti vun der kollektiver Sécherheet engersäits a vum Schutz vun der individueller Fräiheet an de Perséinlechkeetsrechter anerersäits. Wat dierf de Staat? Wat muss de Staat dierfen, fir seng Bierger ze schützen? Wou fänken déi individuell Fräiheeten, déi perséinlech Rechter un a wou hale se op?

Déi Fro, déi mer eis stellen ass: Wëlle mer d'Aféieren oder d'Bereetstelle vun engem sougenannte Generalschlëssel fir d'Autoritéiten, also notamment d'Geheimdéngschter oder d'Police? A wat bedeit dat fir den normale Bierger? Wann een eng Äntwert op déi dote Fro huet, dann huet een eigentlech och eng Äntwert op d'Fro, ob ee fir oder géint e Verschlësselungsverbuet ass oder muss sinn.

Vläicht wonnert sech deen een oder aneren, datt mer hei vu Verschlësselungsverbuet schwätzen an net den administrative Language vum Aféiere vun engem Generalschlëssel benotzen. Mir maachen dat bewosst, well mer eeben der Meenung sinn, datt d'Méiglechkeet, fir sech Asiicht a privat verschlësselt Messagen ze verschafen, an der Praxis engem Verschlësselungsverbuet gläichkënnt.

Déi meescht vun eis heibanne si keng Experten en la matière, mee wann ee sech propper informéiert an dokumentéiert, da gëtt et mam aktuelle Wëssensstand méi Argumenter géint en Opweeche vun der Verschlësselung wéi derfir.

Als LSAP hu mir réckbléckend op déi rezent Tracingapp-Diskussiounen och hei e klengen Déjà-vu. De Mot-clé ass nämlech och hei d'Verhältnismëissegkeet. An Experten aus ënnerschiddlechste Richtunge schénge sech eens ze sinn, datt en Ophiewe vun der Verschlësselung eklatant onverhältnismëisseg an e Verstouss géint d'Grond- an d'Mënscherechter wier.

Als LSAP deele mer déi Aschätzung. D'Verschlësselung ofschafe géif nämlech virun allem déi normal Bierger treffen. D'Krimineller an d'Terroristen, soen Experten, hätten nawell keng Problemer, fir mat wéineg Méi an Opwand a verschlësselter Form weiderzekommunizéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Virstouss vum EU-Ministerrot géif an eisen Ae riskéieren, net nëmmen de Bierger hir informativ Selbstbestëmmung a Gefor ze bréngen, mee och de Schutz vu Firmen a Geschäftsgeheimnisser. Eng sécher, sprëch eng verschlësselt Kommunikatioun ass nämlech och fir eng modern Wirtschaft een zentral wichtege Punkt. Gëtt dësen ënnergruewen, da kéint dat souguer derzou féieren, datt dee ganzen Digitaliséierungsprozess an Europa an domat déi wirtschaftlech Entwécklung gebremst ginn, fäerten Ekonomisten.

A last but not least, an net gradesou demokratesche Länner kéint esou e Schratt och dramatesch Auswierkungen op Oppositiounspolitiker hunn, déi mat Hëllef vun dëser Technologie d'Chance hunn, fir op eng geschützte Manéier mateneen ze kommunizéieren an esou hir Meenung ze verbreeden.

Ech mengen, et ass kloer ginn: Als LSAP sti mer engem Verschlësselungsverbuet prinzipiell kritesch géintiwwer. „Prinzipiell" soen ech, well wéi genee esou en Agréff an d'Verschlësselung soll ausgesinn, wësse mer am Moment nach net. Den Text, dee mer aus de Medien hunn, ass vag formuléiert a geet net am Detail drop an, wéi d'Sécherheetsdéngschter déi Messagë sollen dechiffréiere kënnen.

Et ass och net kloer, wéi d'Administratioune mat den Ubidder vu verschlësselte Messengerdéngschter géifen ëmgoen, déi eng Zesummenaarbecht mat de staatlechen Instanze refuséieren. Mee vläicht kann eis de Premier- a Medieminister heizou Detailer ginn, wann en eis driwwer informéiert, éischtens, wéi et zu där Resolutioun koum, zweetens, wat d'Argumenter fir esou e Generalschlëssel vusäite vum EU-Ministerrot sinn, drëttens, wéi et elo weidergeet a virun allem, véiertens, wéi d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an dësem Dossier ass.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun zwou an enger hallwer Wochen war och mäi Meedchen, dat zu Wien studéiert, am Zentrum vu Wien ënnerwee. Hatt war net matzendran, awer ganz no drun un den Attentater vu Wien. Deen emotionale Stress, dee mäi Meedchen a mir als Eltere matgemaach hunn, bis hatt erëm sécher doheem war, wënschen ech kengem.

Duerfir verstinn ech gutt, datt een als Éischt emol emotional reagéiert a reflexaarteg méi streng Mesurë fuerdert. Ech wëll awer direkt kloerstellen, datt d'Politik eebe grad net reflexaarteg däerf reagéieren. Jo, evidenterweis mussen et Méiglechkeete fir de Rechtsstaat an d'Sécherheetsautoritéite ginn, fir effikass a geziilt géint presuméiert Attentäter a Grousskrimineller kënne virzegoen. D'Politik muss awer sachlech a reflektéiert Decisiounen huelen, déi noutwendeg, passend a verhältnismëisseg musse sinn.

Här President, sinn obligatoresch Hannerdiere fir staatlech Servicer bei Messengerplattformen, fir och end-to-end-kryptéiert Messagë kënnen onkomplizéiert matzeliesen an esou eventuell weider Terrorakten ze verhënneren, sënnvoll a respektéiere se déi dräi grad genannte Prinzippien? Mir mengen: Nee! Et ass weeder demokratesch nach technesch sënnvoll an d'Kollateralschied fir de Fonctionnement vun eiser ëmmer méi digitaler Gesellschaft wären ze héich.

Huet duerch d'Feele vu Cryptagehannerdieren d'Attentat zu Wien net konnte verhënnert ginn? D'Äntwert op dës Fro ass och kloer: Nee. Well all déi noutwendeg Informatiounen och ouni Hannerdier virloungen. Mee: Si sinn net do ukomm, wou d'Decisiounen hätte kënne geholl ginn, fir den Attentäter proaktiv aus dem Verkéier ze zéien. Dëst misst eigentlech zu engem Audit féiere fir ze analyséieren, wou d'Feeler geschitt sinn, fir dës an Zukunft ze vermeiden, an net zu zousätzleche Mesuren, an dat och nach op EU-Niveau.

Da stellt sech d'Fro, ob weider Attentater oder soss schwéier kriminell Aktioune mat enger Cryptagehannerdier kënnen evitéiert ginn. Ech kann dat net definitiv beurteelen. Wat ech awer ka beurteelen, ass, datt domat, éischtens, massiv oncibléiert Informatioune kënnen ugesammelt ginn, zousätzlech zu deenen, déi d'Geheimdéngschter schonn hunn an déi se, wéi et ausgesäit, schonn net geréiert kréien.

Zweetens kann ee realistescherweis dervun ausgoen, datt d'Terroristen oder d'organiséiert Kriminalitéit wäerten aner kryptéiert Kommunikatiounsméiglechkeete sichen an och wäerte fannen. Dat, wat bleift, sinn Hannerdieren, mat deenen da just nach d'Messagë vun normale Bierger a Klengkriminelle kënnen ofgelauschtert ginn. Ass et dat, wat mer wëllen? Ech mengen net!

An drëttens géif domadder d'Dier fir all méiglech Abuse vun dëser Hannerdier grouss opgemaach ginn. Mir sinn awer der Meenung, datt eis digital Gesellschaft op sécher Kommunikatiounsweeër ugewisen ass.

Eng bësse sécher kryptéiert Kommunikatioun mat Hannerdier gëtt et einfach net. D'Schafe vu ganz offiziellen Hannerdieren am Cryptage géif all betraffe Kommunikatiounsflëss per se onsécher maachen an all Hacker invitéieren, dës Hannerdieren ze knacken, Informatiounen ze sammelen a selwer ze notzen, ze erpressen oder weiderzeverkafen. D'Virstellung vun engem exklusiven Zougang fir Police a Justiz ass illusoresch.

Autoritär oder manner autoritär Staate ginn domat och invitéiert, dës Hannerdiere geziilt ze mëssbrauchen. Ech mengen net, datt mer wëllen eng Situatioun schafe wéi déi vun der NSA, wou mer bei den Enthüllunge vum Edward Snowden zudéifst schockéiert waren. Ech mengen och net, datt et sënnvoll a kredibel ass, fir als EU elo eppes ze fuerderen, wat Europa gläichzäiteg de Chineesen a puncto Huawei-5G-Ekipementer virwerft.

Hei musse mer och den EU-Kontext kucken. Wann ech gesinn, wéi an Ungarn an a Polen d'Justiz ëmmer méi vun der Politik kontrolléiert gëtt, stellen ech mer d'Fro, ob an deene Länner d'Ofhéierstandarde kompatibel zu der Rechtsstaatlechkeet sinn an ob et an engem digitalen EU-Netz dann net och zu engem Impakt op d'Rechter vun der EU-Bevëlkerung kënnt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kampf géint den Terrorismus däerf net ëmmer nëmmen a Richtung méi Kontroll a méi Aschnëtter an d'perséinlech Fräiheete goen, mam Argument, grad dës Fräiheete wëllen ze verteidegen. Esou wéi meng Fraktiounskolleegin Stéphanie Empain dat schonn de leschten Donneschdeg bei der Motioun iwwert d'Mesurë géint d'Menace vun Terroriste gesot huet, si mir der Meenung, datt eng proaktiv Politik géint Terrorismus eng seriö Ursaachefuerschung a Léisung zu dësen Ursaache beinhalt.

déi gréng si kloer derfir, aktiv géint den Terrorismus virzegoen, an dat am beschten an engem europäesche Kader, well mir eleng net déi néideg Moyenen hunn. Mee - ech betoune mat engem grousse „mee" - d'Moossnamen, déi geholl ginn, mussen, wéi scho gesot, noutwendeg, passend a verhältnismëisseg sinn. An dat ass am Fall vun deene proposéierten Hannerdiere fir kryptéiert Kommunikatioun net de Fall.

Wat heescht dat fir eis? Mir sinn der Meenung, datt bei kloren Hiweiser op Terrorakten och muss kënne geziilt, an engem definéierten Zäitraum ënner riichterlecher Unuerdnung, Date vun de Messageplattforme gesammelt an ausgewäert ginn. Dëst däerf awer net iwwer permanent Hannerdiere geschéien. De Verschlësselungsprinzip, an domat d'Datesécherheet, däerf net a Fro gestallt ginn.

An enger vernetzter Welt ass d'Kryptografie e wierksaamt Mëttel, fir Daten ze schützen, souwuel am private Beräich fir den Austausch mat Frënn wéi fir de Staat fir den Austausch vu vertraulechen Donnéeën an och fir d'Betriber, déi sensibel Date wëlle sécher iwwermëttelen oder ofspäicheren, oder Beruffer wéi Journalisten oder Affekoten, déi hir Sourcë musse schützen. Duerfir si mir géint d'Schwäche vun de Cryptagemethoden.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hansen. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just den Här Reding entschëllegen, hien ass am Ableck verhënnert. Ech probéieren also hei, mat e puer Wuert ze resuméieren, wat hien Iech eigentlech wollt soen. Dat wäert mer allerdéngs net esou geléngen, wéi hien et hei hätt kënne presentéieren.

Fir d'ADR ass op jidde Fall mol ganz kloer, datt de Kampf géint den Terrorismus eng ganz engagéiert Demarche muss sinn. Net nëmme géint den Terrorismus, och géint d'Kriminalitéit, déi sech och ëmmer moderniséiert, och zum Deel sech ëmmer méi radikaliséiert an hire Methoden. Mee de Kampf géint den Terrorismus, deen huet eng ganz Rei Aspekter. A mir mussen, ier mer ufänken, iwwert d'Ophiewe vun allgemenge Schutzmoossnamen ze schwätzen, wéi och eng Verschlësselung et ka sinn, am Detail mol préiwen, wat mer kënne maachen am aktuelle Kader vun eisem Rechtsstaat, fir de Kampf géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit ze stäerken.

Do ass nach ganz vill méiglech. Do ass vill méiglech am Beräich vun der Police. Et ass vill méiglech am Beräich vum Geheimdéngscht, wou mer kënne cibléiert Moossnamen, rechtlech Dispositiounen elo schonn huelen, ouni mussen un d'Grondrechter vun de Leit erunzegoen. Dat ass déi éischt Prioritéit. Mir sollten also dat hei vläicht och als en Appell fir eis huelen, fir mol zesumme mat der Police, zesumme mam Geheimdéngscht an deenen néidege Kommissiounen ze préiwen: Wat kënne mer maachen, fir de Kampf ze verbesseren?

Mir hunn elo d'nächst Woch, ech mengen op Initiativ vun de Kolleege vun der CSV, eng Diskussioun iwwert den Islamismus an den Terrorismus aus deem Beräich. Och dat ass eng Méiglechkeet, fir eis eventuell mat dësen Aspekter dann ze beschäftegen.

Wann ech soen „am Beräich vun deenen existéierende Méiglechkeeten", dann hu mer eng Rei Saachen, international an national, elo schonn. Mir hunn zum Beispill e gewëssenen Zougréff op Passagéierdonnéeën. Mee ëmmer wa mer esou Saachen diskutéieren, dann ass och direkt gesot ginn: „Och bei Passagéierdonnéeën" - wat jo am Verglach heizou nach harmlos ass -„däerfe mer net alles kommunikéieren!" Mee da musse mer eis kohärent sinn. D'Regierungskoalitioun, déi ass jo och zum Beispill bei der administrativer Police extreem virsiichteg. Méi virsiichteg, wéi mir et wären, wou mer soen: „D'Police huet net genuch Kompetenzen!" Jo, wann ee schonn esou virsiichteg ass bei der administrativer Police, da muss een et natierlech och sinn hei bei Verschlësselungstechniken.

Fir eis als ADR ass den éischte Prinzip: Mir musse géint Terrorismus a Kriminalitéit engagéiert virgoen an eis déi néideg Mëttelen dozou ginn! An en zweete Prinzip ass selbstverständlech, datt d'Privatsphär vun de Leit muss geschützt ginn. Si muss geschützt gi virum Staat. An déi Kolleegen, déi virun eis elo hei geschwat hunn an déi insistéiert hunn op déi Risiken, déi dermat verbonne sinn, wann een esou allgemeng entweeder e Verschlësselungsverbuet oder technesch Méiglechkeete gëtt, fir d'Kommunikatioune vun de Leit ze entschlësselen, déi hunn am Prinzip Recht. D'Mëssbrauchsméiglechkeete sinn enorm. Och d'Risike fir eis Ekonomie sinn net ze ënnerschätzen. Mir mussen als Staat oder als Europäesch Unioun och d'Rechter vun de Bierger schützen an och eis Ekonomie effikass protegéieren.

Do komme mer awer dann zu engem nächste Problem. Wéi ass et dann, wann ee wëllt an d'Ausland reesen? Elo hu mer schonn eng Rei Staaten, déi soen: „Wann Der wëllt bei eis kommen, an Der wëllt e Visum kréien, da musst Der och Är Kommunikatiounsméiglechkeeten eise Sécherheetsdéngschter opmaachen!" Dat ass och e Risiko. Et hänkt zesumme mat der Reesfräiheet. Wéi ass do eigentlech dat Spannungsverhältnis, wou mer d'EU-Bierger och sollte protegéiere géintiwwer den Exigenze vun anere Staaten, déi soen: „Wann Der wëllt bei eis areesen, musse mer de kompletten Duerchbléck op Är Donnéeë kréien!"

(Brouhaha)

Et ass also wichteg, datt mer am Virfeld vun deenen Diskussioune vun der Europäescher Unioun e Konzept ausschaffen, e Konzept, wou mer gutt berode sinn, wa Lëtzebuerg sech fir de Schutz vun de Grondrechter vun de Bierger asetzt, sech derfir asetzt, datt d'Leit kënne weider confidentiel mateneen diskutéieren. Awer datt mer gläichzäiteg och probéieren, de Kampf géint Terrorismus a Kriminalitéit do ze verstäerken, wou mer dat kënnen, ouni d'Grondrechter vun de Leit ze verletzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

(Brouhaha)

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt emol awer e Merci un den Här Clement, fir deen immens wichtege Sujet hei an d'Plenarsëtzung ze bréngen. Et ass, wéi mer dat gesinn hunn, immens wichteg, doriwwer ze diskutéieren. Et wier natierlech och eendeiteg besser gewiescht, wa mer am Virfeld doriwwer diskutéiert hätten an der zoustänneger Medien- a Kommunikatiounskommissioun. Et wier net vu Muttwëll gewiescht, wann d'Regierung déi Initiativ proposéiert gehat hätt.

Et si jo vill Parallelle scho gemaach ginn. Et kéint een tatsächlech eng Parallell maachen, wann ee

sech virstellt, mer wieren nach an den 80er oder 90er Joren - déi meescht vun eis, déi allermeescht vun eis, souguer ech, kënne sech nach e bëssen drun erënneren - an deemools hätt dann en EU-Ministerrot diskutéiert iwwert d'Méiglechkeet, fir vun all Bréif, an deemools gouf nach iwwer Bréiwer kommunizéiert, eng Fotokopie ze maachen an déi Fotokopie de Geheimdéngschter ze iwwerreechen. Ech mengen, do wier kee Mënsch domadder, hoffentlech, averstane gewiescht. An elo si mer an enger Situatioun, wou et a Wierklechkeet an déi selwecht Richtung kéint goen. Ech héieren dat eraus aus de Positioune vun all de Kolleege virdrun, quitte datt ech mierken, datt et e bësse méi komplizéiert ze si schéngt an der Koalitioun, fir déi Resolutioun unzehuelen.

(Brouhaha)

Mee Dir diskutéiert, wat Der wëllt.

(Brouhaha)

Dir maacht, wat Der wëllt. Dir musst net no-lauschteren! Mee ...

Une voix.- Ech lauschteren no!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mee mir sinn awer weiderhin der Meenung, also et gesäit jo derno aus, datt et awer e breede Konsensus gëtt, fir immens kritesch, fir net ze soen hostile, ze si par rapport zu där Resolutioun, déi an Ausaarbechtung ass.

Et gläicht wierklech tatsächlech e bëssen dem politeschen Aktivismus vu gewëssene Regierungen op EU-Niveau, déi och gedriwwe ginn u sech vun de sougenanntene „Five Eyes". Dat heescht, dat sinn d'Déngschter vun den angelsächsege Länner, haaptsächlech d'USA, England, Australien, Kanada an Neiséiland, zesummen och nach mat Indien a Japan, déi do Drock maachen, fir déi Verschlësselung, fir dee Verbuet duerchzesetzen.

Wie wäert dorënner leiden? Et ass scho gesot ginn, warscheinlech wäerten d'Terroristen net dorënner leiden. An et kann een dervunner ausgoen, datt d'Terroriste souguer gestäerkt aus dëser Saach kéimen. Wie wäert dorënner leiden? D'Zivillgesellschaft kann dorënner leiden. An et ass och scho virdru gesot ginn: Gewësse Regierungen, och innerhalb vun der EU, déi zum Beispill Organisatiounen, déi sech ëm Migrante bekëmmeren, als quasi terroristesch ugesinn, déi kéinten dat zum Beispill benotzen, fir déi ze iwwerwaachen. A gewëssene Länner ginn och Déiereschutzorganisatioune quasi als terroristesch ugesinn. Investigativ Journalisten a Whistleblower wäerte sech dräimol méi iwwerleeën, ob se iwwerhaapt hir Informatiounen engem Journalist weiderleeden. Et gëtt natierlech ëmmer aner Mëttele fir ze kommunizéieren, och analoger. Mee dat mécht d'Saach natierlech net vill méi einfach. Géifen also déi Pläng duerchgesat ginn, hätte mer just eng eenzeg Saach fäerdegkritt, dat ass, deen Dram ze realiséiere vun deene Leit, déi der Meenung sinn, datt een d'Pressefräiheet, d'Meenungsfräiheet misst ënnerbidden. Dann hätte mer dat realiséiert.

Et gëtt vill Mëttelen, verschidde Mëttelen, fir zum Beispill den islameschen Terrorismus ze bekämpfen. Et géif schonn domadder ufänken, dat hate mer och d'lescht Woch gesot, datt een déi verschidde Finanzéierungsquelle géif drécheleeën, andeems ee mat gewëssene Länner ekonomesch net zesummeschafft a si net weiderhi finanzéiert. Dat ass eng Aart a Weis, fir dat ze maachen.

An natierlech, an dat ass och schonn e puermol gesot ginn: Et ass jo wierklech naiv an un Naivitéit net méi ze iwwertreffen, ze mengen, datt déi Leit wierklech iwwert déi verschidde Messengerdéngschter géife fueren, fir mateneen ze kommunizéieren. Do gëtt et vill aner Methoden, deemno wéi, mengen ech, souguer iwwer ganz einfach Diskussiounsforen, wou een do kann diskutéieren. Also déi Leit, sou dreckeg déi sinn a sou dreckeg hir Pläng sinn, si leider, leider keng Idioten. A si wëssen, wéi ee matenee kommunizéiert. Souguer analog Kommunikatioun ass nach ëmmer, mengen ech, ugesot.

Wéi oft gesot gëtt: „If privacy is outlawed, only outlaws will have privacy." Well den Normalstierflechen, deen net onbedéngt ganz bewandert ass an de Kommunikatiounstechniken, dee wäert dorënner leiden. Déi Persounen, déi sech engagéiere fir anerer, ONGen, Journalisten, déi wäerten dorënner leiden. Mee richteg professionell Krimineller an Terroriste wäerte scho wëssen, wéi een dat Ganzt ëmgeet. Si wëssen dat elo schonn a si wäerte just nach e Virsprong hunn.

Et ass net nëmme keng Wonnerwaff, dat, wat an der Diskussioun ass, et ass de Géigendeel, et ass éischter eng Wonnerwaff vun de Feinde vun der Fräiheet! Dofir freeë mir eis natierlech och iwwert déi Diskussioun. Mir freeën eis trotzdeem och iwwert déi Interventiounen, déi gemaach gi sinn, déi awer all éischter an déi Richtung ginn, datt se kritesch sinn. Mir ginn dervunner aus, datt eis Regierung, mir hoffen dat op jidde Fall, och eng kloer Sprooch wäert schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert, de Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, et ass natierlech wichteg, dass iwwert d'Sécherheet vun der Verschlësselung hei an der Chamber diskutéiert gëtt. Ech mengen, an der Vergaangenheet ass och schonn e puermol driwwer diskutéiert ginn a mir waren eis am Prinzip ëmmer eens, dass mer dat net wéilten.

Firwat stinn ech elo haut hei? Effektiv war et de leschte Freideg am JAI-Conseil, an ech als Responsabele vun der bannenzeger Sécherheet war do an deem Conseil derbäi, fir d'Positioun vu Lëtzebuerg dee Moment ze vertrieden.

Ech wëll op véier Punkte vläicht agoen: éischtens, de Prinzip vun der Verschlësselung; zweetens, vläicht d'Verschlësselung am Zesummenhang mat der Policeaarbecht; en drëtten Domän ass d'Positioun vu Lëtzebuerg, déi ech de leschte Freideg vertrueden hunn, an awer och nach en Ausbléck aus mengem Ressort, nämlech d'Policezesummenaarbecht, well dat ass och e bëssen ugeklonge mat all deem, wat gelaf ass, do wëll ech dann och nach eng Kéier Stellung huelen.

Et muss ee vläicht awer och soen, wat virdru gesot ginn ass: De COSI wäert zesummekommen. Dat ass eppes op Beamtenniveau, wat d'Preparatiounen ugeet. Déi hunn awer Richtlinnen. An déi hale sech och natierlech dorunner, wat de Minister an deene Konferenze virdru gesot huet. An dofir ass dat e Prozess, deen dauernd iwwerschafft gëtt. An déi Resolutioun, déi eng Kéier erauskomm ass, dat war déi vum 6. November. Mëttlerweil si mer beim 16. November ukomm. An déi gëtt stänneg iwwerschafft an der Hoffnung, dass, ...

Une voix.- Am Geheimen!

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- ... déi Positioun, déi mir vertrieden, och erreecht gëtt.

Zum Prinzip vläicht: D'Verschlësselung, jo, si ass omnipresent. Si ass iwwerall. D'Firme gebrauche se, de Secteur public, a mir als Privatpersoune sinn natierlech och frou, wa mer kommunizéieren, datt dat och verschlësselt ass. Dat ass e Prinzip vun der Confidentialitéit, Integritéit an och Authentizitéit. Dat heescht, dat do ass gläichbedeitend mat dem Dateschutz am Allgemengen.

Eng staark Verschlësselung ass och e grousse Prinzip vun de Firmen, fir dass Donnéeën, déi sécher an enger Firma opgebaut gi sinn, virun dem Klaue geschützt ginn. Och tëschent de Privatleit ass et natierlech ganz kloer, dass dat e Schutz ass fir d'Privatsphär, fir seng eege Privatsphär ze schützen. Mir sinn an engem digitalen Zäitalter, an et ass scho virdru vun de Riedner gesot ginn, dass et ganz wichteg ass, dass mer esou wäit wéi méiglech dat och schützen.

Dofir kommen ech dann zum zweete Punkt, aus der Policesiicht. Natierlech hunn ech hei geschwat vun alleguerten deenen, déi sécher wëllen am gudde Sënn d'Verschlësselung benotzen. Leider gëtt et awer och Krimineller, déi sech mat deem ausenanersetzen, déi dat och ganz gutt kënnen.

Dofir, d'Police huet ganz vill Aarbecht domadder, fir eng Verschlësselung opzemaachen, fir schlussendlech da bei de Strofdote kënnen aktiv ze ginn an och de gesichte Kriminellen ze kréien.

Et gëtt zwou Positiounen, déi an der Vergaangenheet an och haut erëm an der Diskussioun sinn: Wéi kënne mer ... Duerch d'Verschlësselung kënne mer op de Contenu zougräifen, fir en terroristescht Attentat ze verhënneren. An dofir steet eis Positioun, an ech komme méi spéit nach eng Kéier drop zréck, dass et ëmmer schwiereg ass, tëschent enger krimineller Aktioun an enger legitimmer Aktioun ze ënnerscheeden, wann et en Automatissem ass, fir eng Verschlësselung ze ëmgoen.

Dofir ass et éischter esou, wa mer dat géife maachen, da kann natierlech och déi Verschlësselung ..., an et ass virdru geschwat gi vu Verschlësselungsaktiounen, déi an aner Beräicher sinn, wann dee Schlëssel eng Kéier bis fräi ass, kann dat natierlech och vu Krimineller erëm genotzt ginn.

An déi zweet Méiglechkeet ass éischter déi, déi de Moment och virgesinn ass, dat ass, dass nëmmen ënner autoritärer ..., also Autoritéit ...

(Brouhaha)

Pardon! Pardon!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Et ass e Freudsche Verspriecher!

(Interruption et hilarité)

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- ... ënnert der Autoritéit vun der Geriichtsbarkeet och eng Méiglechkeet besteet, op déi Daten zouzegräifen. Eng cibléiert, motivéiert Méiglechkeet, fir och insbesondere bei Terrorismus kënnen aktiv ze ginn.

Wat war d'Lëtzebuerger Positioun elo? National wéi international ware mer an der Vergaangenheet ëmmer fir eng Balance tëschent dem legitimmen Interêt vun den Autoritéiten, also dem Staat, wat mer alleguerten duerstellen, an de fundamentale Rechter natierlech vum eenzelne Bierger, fir déi richteg Balance ze fannen. A mir hunn dat des Ëftere scho gemaach, de Félix Braz, fir deen hei eng Kéier ze nennen, huet 2016 an 2017 ëmmer op deenen zoustännege JAI-Conseilen dat och nach eng Kéier plädéiert. An dofir wëll ech och hei Transparenz spillen.

De leschte Freideg hunn ech, ënnert der däitscher Presidence, och follgende Wuertlaut gesot. Ech zitéieren en hei op Däitsch, well et ass jo eng däitsch Presidence de Moment, an do hunn ech dat dann och op Däitsch virgedro: „Hier besteht die große Herausforderung darin, einen Weg auszuarbeiten, der uns erlaubt, diese Technologien nutzbar zu machen, ohne unsere Grundrechte und Werte über Bord zu werfen." An nach dozou: „Was die Frage der Verschlüsselung angeht, ist es dringend angebracht, sicherzustellen, dass etwaige Lösungen das Prinzip der Verschlüsselung an sich und damit die Datensicherheit unserer digitalen Gesellschaft keineswegs in Frage stellen."

Dat ass eng Positioun, déi mer queesch duerch d'Regierung och ëmmer vertratt hunn. Et ass jo net nëmme mäi Ressort eleng hei - et ass éischter d'Exekutioun, d'Police ass éischter d'Exekutioun hei -, deen ech ëmmer vertratt hunn an der Vergaangenheet an och nach eng Kéier hei direkt de leschte Freideg.

E leschte Punkt, deen ech awer wollt nach erwänen: Et sinn net nëmmen déi digital Méiglechkeeten, déi bestinn. Wann een déi schrecklech Terrorattacken iwwert déi lescht Joren oder rezent och kuckt, ass oft d'Policezesummenaarbecht ee vun deene wichtegste Schlëssele-lementer och an deem Punkt. Dofir gëtt et eng ganz Rei europäesch Initiativen. Eng ass déi sougenannten EC3, dat ass de European Cybercrime Centre, fir do déi richteg Koordinatioun sécherzestellen, och déi néideg Informatiounen auszetauschen, fir ënnert de Memberlänner dat wichtegst kënnen erauszehuelen, fir dann och matzäiten ze anticipéieren, well dat ass et jo meeschtens, wat vergiess gëtt bei all deene schrecklechen Attentater, déi do waren. Et sinn der awer och eng ganz Rei scho verhënnert ginn. Dat entschëllegt näischt, wann et zu engem Attentat kënnt, mee et as awer esou, dass duerch déi Zesummenaarbecht op ville Plazen dat awer scho verhënnert ginn ass.

Also et bleift ëmmer déi Balance, wéi ech virdru gesot hunn, tëschent dem Schutz vun dem perséinlechen Interêt, also dem Schutz vun der Privatsphär, fir déi ze behalen, an tëschent dem allgemenge Gut, also staatlech dem Schutz vum Ordre public, dee ganz kloer awer och verbonnen ass mat de schrecklechen Doten, déi do passéiert sinn.

Dofir, ofschléissend nach eng Kéier eis Positioun, dat ass ganz kloer: Mir wëllen de Verschlësselungsschutz bäibehalen. Ganz kloer! Et ass dee Plädoyer, dee mer och ëmmer gefouert hunn op all den Eebenen, wou mer ënnerwee sinn, natierlech am Interêt vun där Balance, wéi mer virdru gesot hunn, tëschent dem Schutz vun de perséinleche Fräiheeten an awer vun engem cibléierten a koordinéiertem Asaz, fir déi dann awer ze kréien, déi dee schreckleche Misär iwwer eis bréngen. An et ass virdrun an der Debatt gesot ginn: Et kann net sinn, dass mer eppes afferen, an dann hätte just grad déi och nach eng Kéier gewonnen, wa mer ze vill perséinlech Fräiheete missten afferen. An dofir mengen ech, dass déi Balance wichteg ass. An et ass dat, wat och op allen Eebene vun eis vertruede gëtt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet Henri Kox. Den Här Clement freet nach d'Wuert fir Parole après ministre.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo. Merci, Här President. Ech war mer elo net sécher, ob et just den Henri Kox wär, dee géif schwätzen, dofir wollt ech just op Nummer sécher goen, well elo weess ech nach ëmmer net, wéi d'Regierung déi Resolutioun géif stëmmen, wa se da géif virgeluecht ginn.

Et huet mech awer eppes anescht interpelléiert. An dat ass: Den Henri Kox huet gesot, datt et mëttlerweil nei Versioune vun deem Text gëtt.

An dofir, Här President, géif ech Iech dann hei eng Motioun iwwerreechen, déi fuerdert, datt d'Regierung der Chamber virun engem Vott op europäeschem Plang déi Texter vun där Resolutioun zougänglech mécht, se presentéiert, an awer och gläichzäiteg déi Recommandatioun, déi derzougehéiert, wéi déi Resolutioun soll ëmgesat ginn. Well och déi stoung de Moien um Ordre du jour vum COSI an och déi ass geheim.

An ech mengen, datt et irresponsabel ass fir eis als Chamber, fir sollen Diskussiounen ze féieren iwwer esou aschneidend Agréffer an eis Grondrechter, ouni datt de Minister och nëmmen de Courage hätt, fir en amont hei an d'Kommissioun ze kommen. An dofir wär ech ganz frou, wa mer dann och déi Texter als Chamber kéinte kréien.

Une voix.- Très bien!

Motion 2

D'Chamber stellt fest, datt se keen Zougang zum aktuellen Text vun der Verschlësselungsresolutioun huet.

D'Chamber invitéiert d'Regierung, hir all d'Texter a Versioune vun der Resolutioun „Security through encryption and security despite encryption" souwéi d'Recommandatioun, déi derzougehéiert, ze presentéieren. Dëst virun engem Vott op EU-Niveau.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Déi hei Motioun, bleift déi dann oprecht-erhalen?

Une voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo.

(Brouhaha)

Motions

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Premier-a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech mengen, d'Lëtzebuerger Regierung wor ëmmer an deem doten Dossier ee vun deenen, vun deenen ee seet, dee moderéiert ass, dat heescht, een dee weess, dass d'Sphère privée eppes ass, wat fir eis ganz groussgeschriwwe gëtt an déi mer net wëllen opginn. An Dir hutt jo déi eng, déi duerch d'Protection des données soen: Et dierf iwwerhaapt näischt geschéien, wou d'Law enforcement, also d'Law-Autoritéiten am Fong kënnen iwwerhaapt schaffen. An Dir hutt op där anerer Säit verschidde Leit, déi esou Fanatiker si vun de Law enforcements, déi d'Privatsphär an all déi Punkten, déi am Fong d'Protection des données garantéieren, iwwer Bord geheien.

Ech mengen, dass mer hei ëmmer dee gesonde Wee haten, ëmmer dee gesonde Wee, pragmatesch, an ëmmer den Equiliber tëschent deem engen an deem aneren. Et ass irresponsabel, an et si Faite ginn, wou mer wëssen, dass, wann een alles einfach refuséiert, alles einfach verneint, verschidde Leit haut net viru Geriichter stéingen no Akten, déi am Ausland stattfonnt hunn.

Dowéinster, Här President, sinn ech wierklech der Meenung, dass een net soll soen, dass een automatesch alles refuséiert, esou wéi dat hei an deem Text steet, wou drasteet, et soll ee sech och an Zukunft géint all Projet stellen. Mir dierfen eis net an den Eck setze vun deenen, déi einfach alles refuséieren. Mir sollte weider déi pragmatesch Haltung hunn. D'Recht op Privatsphär ass e gëllene Prinzip. D'Recht op Sécherheet ass och e Prinzip. Mee mir dierfen net deen een oder deen aneren total iwwer Bord geheien, well mer eis da géifen an den Eck dreiwe loosse vun deem enge Fanatiker oder vun deem aneren.

Dofir wier ech frou, Här President, mat deenen Explikatiounen der Chamber ze recommandéieren, op jidde Fall dësen Text net unzehuelen, well, wéi gesot, eng moderat Positioun vun enger pragmatescher Situatioun a pragmatescher Solutioun hei déi richteg ass.

A wéi gesot, déi eng, déi ze wäit ginn, an ech brauch jo keng Länner elo ze zitéieren, déi carrement en Accès op alles wëllen hunn, dat ass wierklech dat, wat mer wëllen evitéieren. Mee ze soen, dass mer an Zukunft och géint all Text sollte sinn, deen awer vläicht dann equilibréiert kéint sinn, géif et der Regierung onméiglech maachen, op europäeschem Niveau verschidde Projete matzestëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Den Här Laurent Mosar huet nach d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President. Merci och ganz besonnesch dem zoustännege Minister, deen dat nach eng Kéier alles erkläert huet. Allerdéngs wollt ech trotzdeem nach eng Kéier eng Prezisioun, well et war fir mech och net ganz kloer, an ech wollt och nach eng Kéier wierklech op déi Gefore vun engem sougenannte Generalschlëssel opmierksam maachen. Och e bëssen op Base vun deenen Diskussiounen, a verschidde Leit wëssen dat, déi mer elo säit Méint an dësem Haus féieren.

Wann ee wëllt den Dateschutz respektéieren, muss en Accès ëmmer nëmmen ënner kloer definéierten Hypotheesen an ënnert dem Contrôle vun der Justiz méiglech sinn. Duerfir hunn ech perséinlech schonn e Problem mat där Notioun „Generalschlëssel", well dat géif jo heeschen ...

(Interruption)

Jo, ech soe just, wéi dat am Moment duergestallt gëtt. Dat ass also fir mech e reelle Problem, eleng schonn déi Notioun.

Da wollt ech awer op eppes opmierksam maachen, Här Minister, wou Der net ganz vill driwwer gesot hutt, wat iwwerhaapt e bëssen an den Diskussiounen ënnergaangen ass, well mer och vläicht net déi Zäit haten, fir dat auszeféieren. Dat ass, datt mer jo am Moment hei zu Lëtzebuerg eng Prozedur hunn, déi et iwwregens och an anere Länner gëtt, déi vum sougenannte Staatstrojaner. Wat ass dat? Dat ass en informatesche System, deen et erlaabt, gewëssen Inhalter vun Netzer ofzezapen. Dat ass eng Prozedur, déi muss eng Rei vu Konditiounen erfëllen. An déi Konditioune wëll ech elo nach eng Kéier hei widderhuelen. Dat eent ass: Si mussen e legitimmen Zweck erfëllen. Zweetens musse se verhältnisméisseg sinn. An drëttens, an d'Madamm Justizministesch sëtzt hei, musse se ënnert dem Contrôle an der Autoritéit vun de Justizautoritéiten duerchgezu ginn.

Dat sinn also ganz kloer Prozeduren. Duerfir kommt, mir maachen och net, wéi wann et net schonn esou Méiglechkeete géif ginn, op déi ee kann zréckgräifen! Et ass also net esou, wéi et fälschlecherweis och ëmmer erëm duergestallt gëtt, datt am Moment d'Autoritéiten, déi verschidde Geheimdéngschter guer keng esou Prozeduren hätten. Dach, si hu se! An déi si kloer definéiert! An déi si kloer ënnert dem Contrôle an der Surveillance ...

(Interruption)

... vun der Justiz.

An ech mengen duerfir och, datt esou e Generalschlëssel oder e Verbuet vun der Verschlësselung, egal wéi mer dat och elo nennen, iwwerhaapt emol net onbedéngt noutwendeg ass. Wat vill méi wichteg ass, Dir Häre Ministeren, an ech hoffen, datt mer dat an där Diskussioun, déi mer d'nächst Woch wäerte féieren, uschwätzen, dat ass d'Kooperatioun tëschent deene verschiddenen Autoritéiten. An et ass virdrun zu Recht vun deem engen oder anere Riedner och nach eng Kéier ugeschwat ginn: Wat ass zu Wien falschgelaf? Zu Wien ass falschgelaf, datt do gewëssen Donnéeën net kommunikéiert gi sinn. Dat heescht, souguer mat engem Generalschlëssel oder mat engem Verbuet vun der Verschlësselung hätte mer hei dat Attentat iwwerhaapt net empêchéiert. Ech wollt Iech dat trotzdeem nach eng Kéier mat op de Wee ginn.

Wann Der mer vläicht nach eng Kéier dorobber wëllt äntweren, well dat ass elo net thematiséiert ginn. Mir hunn a sech e System, deen en Zougréff erméiglecht.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech huelen zur Kenntnis, datt den Här Bettel sech grondsätzlech wéilt fir Dateschutz asetzen, wéi och d'Kolleegen aus der Majoritéit dat heibannen duergestallt hunn, datt e sech awer um drëtten Invite stéiert, den Invite, fir och an Zukunft méi kohärent sech do courageiert géint all déi Projeten ze stellen.

Ma, mir läit et hei un der Saach. Mir läit et hei un der Saach vun dësem Projet haut ganz konkreet!

An dofir kann ech ...

(Interruption)

... just soen: Ech si bereet, den drëtten Invite falen ze loossen, wann dat derzou féiert, datt mer déi Motioun haut kënnen unhuelen. Wann dat net de Fall ass, géif ech en natierlech oprechterhalen.

An als kleng Anekdot: Den Här Bettel, ech weess, en hat virdrun e wichtegen internationale Rendez-vous. Ech erënneren e just u seng Wierder vun 2010, wéi en nach Deputéierte war an en am Kader vun den Upassunge vum Gesetz iwwert d'Vorratsdatespeicherung beim Depot vun enger Motioun gesot huet, mir géifen net mengen, datt, wann een esou Texter géif stëmmen, déi Leit, déi wierklech spezialiséiert wieren, dann nach op déi Matièrë géifen zréckgräifen. Déi géife scho Saache fannen, fir dat kënnen ze ëmgoen. An den Utilisateur doheem, deen net wéisst, wat kontrolléiert géif ginn a wéi kontrolléiert géif ginn, wär dat, géif bleifen! Deemools sot den Här Bettel dann och nach, esou eppes wär inakzeptabel fir d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech hoffen, datt sech an deene leschten zéng Joren näischt u senger Meenung geännert huet. An deementspriechend wär ech bereet, den drëtten Invite ze sträichen, wann dat d'Zoustëmmung vun der Majoritéit fënnt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Kartheiser nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools merci, Här President. Also ech mengen, dat heiten ass ganz opportun, datt mer hei eng Positioun bezéien als Lëtzebuerger Chamber, déi sech kloer fir de Schutz vun der Privatsphär ausschwätzt. Dofir wäre mir éischter der Meenung, datt mer dat hei sollte matdroen. Mir kéinten derfir stëmmen, wann den Här Clement effektiv deen drëtten Invite géif ganz ewechhuelen, well mir kënne jo net einfach all Verhandlungsléisung fir all Zäiten ausschléissen. Dat heescht, déi Radikalitéit vun der Formuléierung, déi gefält eis net. Mee wann den Här Clement - en huet et jo schonn offréiert - deen drëtten Invite eraushëlt, da géife mer derfir stëmmen. Soss géife mer eis enthalen. Mee op jidde Fall, mengen ech, ass d'Initiativ déi richteg, datt mer bei allem Sécherheetsbedierfnes vun eiser Gesellschaft awer net op eemol ufänken, d'Privatsphär vun de Leit net méi ze respektéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An dann hat den Här Mosar nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Och vläicht zu deenen zwou Motiounen, well den Här Clement huet jo elo nach eng zweet deposéiert. Déi zweet - ech wëll vläicht mat där ufänken, well déi méi einfach ass -, déi wäerte mir matstëmmen, well ech fannen et effektiv wichteg, datt d'Chamber virun all Decisioun, déi geholl gëtt, soll informéiert ginn an datt mer och do permanent au courant gehale ginn. Dat schéngt mer eigentlech gudde parlamentaresche Stil ze sinn. Duerfir wäerte mer déi Motioun op jidde Fall matdroen.

Wat elo déi éischt Motioun ubelaangt, hu mir prinzipiell och kee gréissere Problem dermat. Ech hunn nach eng Kéier selwer deen drëtten Alinea do gelies. Ech gesinn dat elo manner dramatesch wéi vläicht aner Kolleegen, well an der Motioun jo awer kloer gesot gëtt, géint wat fir eng Projeten datt mer eis stellen, an hei gëtt gesot: „e Verbuet oder eng Aschränkung vu verschlësselter Onlinekommunikatioun". Ech mengen, wann ech d'Positioun vun der Regierung richteg verstanen hunn, a si wär le cas échéant bereet, do eng kleng Ouvertür ze maachen, da wär dat just e ganz, ganz limitéierten Accès, ënner alle méigleche Contrôlë vu Justizautoritéiten. An dat schéngt mer manifestement net esou wäit ze goe wéi dat, wat hei drasteet. Also mir wäerten op jidde Fall déi Motioun hei matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Bon, mir wäerten, wéi ech dat och schonn ugedeit hunn, d'Motioun vun de Piraten natierlech matunhuelen, mat oder ouni Sträichung vum drëtten Invite, wéi den Här Clement et virschléit. Ech muss awer soen, datt et relativ erschreckend ass, datt d'Regierung sech awer um drëtten Invite stéisst, well den drëtten Invite seet awer soss näischt, wéi datt sech d'Regierung soll an Zukunft géint all Projet stellen, deen envisagéiert, d'Rechter vu Privatsphär an Dateschutz opzeweechen. An ech verstinn net, wéi et ka sinn, datt eng liberal gefouert Regierung sech un esou engem Invite stéiert.

Wat heescht dat da fir d'Zukunft? Datt mer eis vläicht net wäerte wiere géint d'Opweechung vun der Privatsphär a vum Dateschutz? Ech hätt elo net domadder gerechent. Ech ginn zou, dass ech e bëssen erschreckt sinn. Mee bon. D'Regierung mécht, wat se wëll. Mee op jidde Fall wäerte mir déi heite Motioun an den zwou Varianten unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Ass nach een, deen d'Wuert zu dësen zwou Motioune wëllt ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kënne mer zum Vott komme vun deenen zwou Motiounen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi freet, fir dem Entworf vun der Resolutioun um europäesche Plang net zouzestëmmen. De Vote électronique fir d'éischt fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché).

Vote sur la motion 2

Da komme mer zum Vott vun der Motioun Numero 2. Dat ass déi, déi op deem trapeezfërmege mofe Pabeier ofgi ginn ass. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Stëmmen och verworf.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Léon Gloden), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché).

5. Question élargie n° 55 de M. Marc Spautz relative à la promotion de la presse écrite

Deen zweete Punkt vum Ordre du jour vun haut ass déi erweidert Fro Nummer 55 vum Här Marc Spautz iwwert d'Förderung vun der Press. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten zou, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An d'Regierung huet zéng Minutten. Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zeitungen, déi geschriwwe Press ass a Schwieregkeeten. Hei zu Lëtzebuerg wësse mer, dass den 31. Dezember de „Lëtzebuerger Journal" ophält, als Zeitung erauszekommen, da geet en an déi elektronesch Versioun iwwer. D'„Lëtzebuerger Wort" huet ufangs dëses Joers den Aktionär gewiesselt. An Enn dëses Joers ..., oder virun zwee Méint ass matgedeelt ginn, si géifen 71 Plazen ofbauen. Wéi ass d'Zukunft vun der geschriwwener Press hei zu Lëtzebuerg? Well eng staark onofhängeg Press ass wichteg fir eng Demokratie.

An do stelle sech Froen: Wéi ass et mat der Pressehëllef? Brauch d'Press méi Hëllef? Well ech hunn elo vun deenen do zwee geschwat, mee mir wëssen, dass schonn aner geschriwwe Medien agestallt gi sinn déi lescht Wochen a Méint, fir net ze soen déi lescht Joren. A mir wëssen, dass och nach anerer wéi déi zwee, déi sech geout hunn, Schwieregkeeten hunn, fir kënnen um Marché ze bestoen. Wat sinn do d'Pläng vun der Regierung a puncto Pressehëllef?

Wat sinn d'Pläng vun der Regierung bei deenen 71 Entloossunge beim „Lëtzebuerger Wort"? Do war e Kollektivvertrag, dee virgesäit, dass bis 2021 keng Aarbechtsplazen däerfen ofgebaut ginn. Wéi steet d'Regierung dozou? A wat bedeit dat, e Kollektivvertrag, dee jo och hannerluecht ginn ass op der Gewerbeinspektioun? Firwat ass an engem Betrib wéi dem „Lëtzebuerger Wort" kee Sozialplang ausgehandelt ginn? Et ass zu enger Verhandlung komm, mee déi ass gescheitert.

Et ass eng vun deene rare Kéieren, an den Här Minister weess et besser wéi ech, well hien huet d'Detailer, dass zu Lëtzebuerg e Sozialplang scheitert. An dass et grad an engem Betrib ass, dee schonn esou laang hei zu Lëtzebuerg verwuerzelt ass, ass och e schlechte Message fir aner Betriber, déi amgaang sinn, Sozialpläng ze verhandelen, well wann déi kënnen ophalen an et scheiteren doen, da mécht dat vläicht Appetitt bei anere Betriber, fir Sozialpläng scheiteren ze loossen. Well eng Preretraite, eng Ëmschoulung a verschidde Finanzhëllefe sinn do, wou e Kollektivvertrag ass, un e Plan de maintien dans l'emploi oder un e Plan social gebonnen. Dofir, wat bedeit dat elo fir dee Betrib a fir dat Personal, dass do ouni Sozialplang déi Plazen ofgebaut ginn?

Mir hunn déi lescht Wochen heibannen iwwert d'Luxair geschwat, mir hunn net méi spéit wéi virgëschter heibannen iwwer ArcelorMittal geschwat, wou och d'Regierung Engagementer geholl huet a gehollef huet, dass déi Betriber kënnen heibleiwen. Dofir meng Fro: Hunn och Diskussioune stattfonnt mat dem „Lëtzebuerger Journal"? Hunn och Diskussioune stattfonnt mat dem „Lëtzebuerger Wort", fir Moyenen zur Verfügung ze stellen, dass si nach kënnen an där aler Form fonctionéieren? Well wa mer elo schwätze vun 71 Plazen, déi ofgebaut ginn, esou stelle sech jo awer och aner Leit an deem Secteur d'Fro, wéi laang hir Aarbechtsplazen nach sécher sinn.

Ech hunn e Bréif kritt - ech hat mech do agemëscht - vu Mediahuis, dat ass deen neien Aktionär vum „Lëtzebuerger Wort". Déi soen, si hätten ni eng Invitatioun kritt vum Aarbechtsminister, fir bei se ze kommen. Ech hunn op anere Plazen héieren, dass Gespréicher stattfonnt hunn, wou en eidele Stull war, also en eidele Stull, well se net komm sinn, soe mer esou. Dofir ass dat och alles e bësse konfus an duerjerneen. An dofir géif et mech och do interesséieren, wéi d'Regierung dat gesäit, well dat ass och e Message un d'Press an dat ass och e Message un all déi aner Haiser.

An dann nach en anere Punkt: Do ass och e Buergermeeschter derbäi, dee 40 Stonne Congé politique huet! 40 Stonnen ...

(Interruption)

Här Graas, wann Dir sot: „E gudde Buergermeeschter", Dir schwätzt aus éischter Hand.

(Interruption)

Ech wëll do soen: Wat ass dat fir e Message?

Une voix.- En huet e gudde Schäffen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- 40 Stonne Congé politique, dat ass Fulltime. Wou kann een do soen: „Mir mussen dee Mann entloossen"? Well mer jo am Congé politique e Gesetz hunn, dass déi 40 Stonne remboursëiert ginn, mat der Charge patronale. Dat ass jo e Message, deen no bausse geet - an alleguerten déi Parteien, déi heibanne vertruede sinn, si jo sécher och schonn amgaangen, un d'Wale vun 2023 ze denken! -, wou dann awer Leit aus dem Privatsecteur domadder de Message kréien: Da gëss de Freiwild! An och do géif ech gär d'Positioun héiere vun der Regierung.

Ech hunn och do, muss ech fairnesshalber soen, eng Question parlementaire un den Här Kersch an un d'Madamm Bofferding gestallt, wou ech et awer verstinn, dass d'Äntwert nach net virläit. Mee vläicht kann den Här Kersch se haut de Mëtten och beäntwerten. An da gëllt et och fir ze wëssen: Wéi ass d'Responsabilitéit vum fréieren Aktionär? Well ech hunn et am Virfeld gesot: Bei dem „Lëtzebuerger Wort" huet den Aktionärswiessel virun aacht Méint stattfonnt. Ass do och eng Obligatioun, dass déi elo Leit, déi am Sureffectif sinn, géife matastellen, fir och deene Leit eng Hoffnung ze ginn an eng Aarbecht ze behalen?

Well, Kolleeginnen a Kolleegen, och wann een net ëmmer mat allem averstanen ass, wat een an der Press liest oder héiert, eis Demokratie ass opgebaut op eng fräi, demokratesch Press. An et ass dat, wat mer brauchen. An dofir ass et och un eis als politesch Responsabel, alles drunzesetzen, dass mer och eng fräi, onofhängeg Press souwuel gedréckt, geschwat wéi gewisen behalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. D'Regierung huet d'Wuert. De Staats- a Medieminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Merci, Här President. Ech wëll dem honorabelen Här Spautz Merci soe fir déi Méiglechkeet, déi mer haut hunn, fir op d'Situatioun vun der Press a méi spezifesch d'Imprimerie Saint-Paul

kënnen anzegoen. Ech wäert méi generell op d'Press agoen an de Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch wäert dann eeben op déi Situatioun mat der Imprimerie Saint-Paul méi agoen.

Mir sinn eis all bewosst, dass de Pluralismus an der Press eng existenziell Wichtegkeet huet. Eng existenziell Wichtegkeet an enger Demokratie ass, dass een do eebe Saachen hannerfreet, dass een d'Leit och informéiert. An et stellt een awer och fest, dass et weltwäit eng Kris am Moment an dëser Branche gëtt. Dat ass eng Situatioun, déi ass beonrouegend. Déi ass esou beonrouegend fir d'Leit, mee déi ass och beonrouegend fir eis Gesellschaft. Dat muss een och wëssen.

Zu Lëtzebuerg hu mer ongeféier 200 Journalisten am Moment schaffen. An all Eenzelne vun deenen ass wichteg, Här President. An d'Covidkris huet wierklech nach eng Kéier bewisen, wéi wichteg de professionelle Journalismus ass. Well professionelle Journalismus ass eeben den Ënnerscheed tëschent enger Campagne de désinformation, d'intox, déi leeft vis-à-vis vu Qualitéitsjournalismus, deen eis d'Wourecht awer ënnerbreet. An dat hu mer och gesinn. A fir eis war et ganz wichteg, an der Covidzäit - well mer woussten och, dass do Coupe-budgetairë géife komme vun anere Säiten - de Medienhaiser direkt ze hëllefen. An 18 Editeure kruten och direkt méi wéi 1,2 Milliounen op eng zimmlech rapid Aart a Weis iwwerwisen.

Déi Hëllef fir d'Press zu Lëtzebuerg datéiert jo vun 1976, wou mer eng strukturell Hëllef fir déi geschriwwe Press haten, déi wor baséiert op der Zuel vu Pabeieren. Do ass den Ënnerscheed mat haut. Den Ënnerscheed ass, dass se op d'Journalisten, op d'Qualitéit vun der Aarbecht eebe baséiert gëtt. A mir hunn haut, a mir sinn och houfreg driwwer, awer nach ëmmer fënnef Dageszeitungen a mir hu véier Wochenzeitungen. An d'Pressehëllef 2019 louch hei zu Lëtzebuerg fir d'gedréckte Press bei 6,6 Milliounen Euro.

Et muss een awer wëssen, dass 1976 an elo 2020 d'Gewunnechte vum Lecteur net méi déi selwecht sinn. Do, wou een an der Zäit eng Zeitung gelies huet, huet een haut ganz oft den iPad, en Telefon, e Computer. An et dréit een d'Säit net méi, mee et kuckt ee mam Curseur, fir déi nächst Säit ze kréien. Dofir wor et eis och wichteg, 2017 eng speziell Hëllef fir d'Onlinemedien anzeféieren. An do sinn zwielef Onlinemedien - zwielef Stéck! -, déi hei zu Lëtzebuerg eng Hëllef vun 1,2 Milliounen Euro d'Joer kritt hunn.

Mir hu jo hei den Text deposéiert iwwert déi sougenannte Pressehëllef, wou mer och schonn Diskussiounen haten an der Kommissioun, dee keen Ënnerscheed méi mécht am Fong tëschent dem Gedréckten an dem Online a wat am Fong erlaabt, dass eeben eng gewësse Previsibilitéit fir d'Editeuren da ka garantéiert ginn. De But ass wierklech, amplaz de Pabeier ze ënnerstëtzen, wéi ech virdru gesot hunn, op d'Qualitéit wëllen ze setzen. An de Montant vun der Hëllef soll och integral an d'Publikatioun goen.

Mir hunn ausserdeem, Här President, eng Hëllef fir Startuppe virgesinn. An Hëllefe fir Startuppen hëllefen nees eng Kéier, de Pluralismus an der Press kënnen ze stäerken.

Laut de Berechnunge geet d'Hëllef fir bal all Editeur an d'Luucht. Mir sinn eis awer bewosst, an ech wëll dat och direkt transparent soen, dass zwee vu 16 Editeure (veuillez lire: dass dräi vu 14 Publikatioune) mat deem Calcul, dee gemaach ginn ass, awer géife manner kréien. An dofir ass elo och eng Phase de transition vu fënnef Joer virgesinn, wou se näischt solle verléieren an am Fong dee Montant vun 2019 solle weider kréien.

2019 louch déi direkt Pressehëllef am Ganze bei ronn 8 Milliounen Euro. Mam neie System komme mer op méi wéi 10 Milliounen Euro d'Joer. Zousätzlech zu der direkter Pressehëllef muss een och soen, dass et nach eng indirekt Pressehëllef gëtt. Dat ass eeben déi vun der Aide à la distribution, déi eleng 11 Milliounen Euro d'Joer ausmécht.

Nieft den Editeuren ënnerstëtze mer och de Presserot mat 110.000 Euro an d'ALJP, mat 6.700 Euro, fir dass si eeben och hir Missioune kënnen erfëllen.

Op d'Situatioun am Medienhaus Saint-Paul wäert den Aarbechtsminister a Vizepremier agoen.

Mee wéi gesot, Här President, fir eis muss alles drugesat ginn, fir eng pluralistesch Presselandschaft hei zu Lëtzebuerg kënnen ze garantéieren. Staatlech Hëllefe sinn noutwendeg. Et geet net ouni. Et soll een net mengen, dass iergendeen hei zu Lëtzebuerg kéint fënnef Dageszeitungen hunn, ouni dass de Staat géif hëllefen. An ech als Medieminister wäert och alles maachen, fir dass dat och laangfristeg esou ass, fir dass eeben och eng Previsibilitéit do ass, dass een och Leit kann engagéieren an dass een e Projet och kann hunn, deen net nëmmen à durée très limitée soll sinn.

Wéi gesot, mat deem neie Pressegesetz soll am Fong d'Hëllef fir d'geschriwwe Press ëm méi wéi 27 % an d'Luucht goen. Ech kann lech just soen: An deenen Zäiten, wou an deene meeschte Länner Krisenzäite sinn a gekuckt gëtt, wou gespuert ka ginn, si mir der Meenung, dass en Invest an d'Lëtzebuerger Press, esou wéi ech virdru gesot hunn, dee richtegen Invest ass. A virun allem an dësen Zäiten! An ech weess, dass Der duerno och wäert iwwert d'Vaccinatioune schwätzen, an an an an. An deene Covidzäiten ass professionelle Qualitéitsjournalismus dat Wichtegst an enger Demokratie, well Desinformatioun an Intox dierfen net d'Iwwerhand kréien. Soss kréie mer als Gesellschaft och e Problem!

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Premier, Medien- a Kommunikatiounsminister Xavier Bettel. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Spautz fir dës Question élargie. Ech mengen, de Premier huet elo schonns eng Rei Informatioune ginn, wéi d'Regierung zur politescher Meenungsvillfalt an de Lëtzebuerger Medie steet. An ech brauch dorobber net nach eng Kéier anzegoen.

Ech wëll soen, dass ech méi wéi enttäuscht war iwwert d'Virgoe vun der Direktioun vu Saint-Paul. A wann ech elo deen Ausdrock enttäuscht gewielt hunn, dann ass dat deen am mannsten offensiven an deen am meeschten diplomateschen, deen ech konnt fannen, fir dat auszedrécken, wat ech wierklech denken.

Ech perséinlech hat d'Personaldelegatioun vu Saint-Paul de 5. Oktober a mengem Ministère getraff. An där Aarbechtsreunioun sollten u sech och Vertrieder vun der Direktioun vu Saint-Paul derbäi sinn. Si ware jiddefalls vun der Gewerkschaft dozou invitéiert ginn. Mee si haten ofgewonk an hu gesot, si hätte keen Interêt un enger Reunioun mam Minister. D'Personalvertrieder vum LCGB hu bei där Geleeënheet och ënnerstrach, dass si ganz kloer deen Interêt hätten.

D'Direktioun hat och schonn eng gewëssen Erfarung am Ofbau vu Personal. Ech ka mech erënneren, dass mer mol an enger Situatioun waren, wou bei Saint-Paul bal ronn 1.000 Leit geschafft hunn, haut si mer nach bei ronn 250. An déi Plazen, déi do ofgebaut gi sinn, sinn traditionell iwwer Plans de maintien dans l'emploi gelaf respektiv iwwer Plan-sociallen, soudass also hei genee gewosst war, wéi eng Instrumenter zur Verfügung géife stoen, fir eng eventuell Restrukturatioun vum Betrib op eng sozial verträglech Aart a Weis kënnen ofzewéckelen.

Mee et war offensichtlech keen Interêt do. An dat huet sech och bestätegt, nodeems ech den Dag drop, wéi ech d'Personaldelegatioun gesinn hunn, d'Initiativ geholl hunn a Saint-Paul mat engem Bréif quasi invitéiert hunn, op déi Instrumenter vun engem Plan de maintien dans l'emploi zréckzegräifen, well dat eng ganz Rei vu Virdeeler géif brénge fir déi Leit, vun deene se sech wéilten trennen.

Dat Instrument hat ech iwwregens och eng Kéier ugewannt an der Diskussioun ëm e Sozialplang zu Diddeleng bei eiser grousser Glasfirma vu Luxguard notamment, fir se ze nennen. Dat huet deemools gewierkt gehat, well opgrond vun deem Bréif huet d'Direktioun vu Luxguard d'Strategie geännert an huet sech zumindest an d'Direktioun vun engem Plan de maintien dans l'emploi beweegt, och wann herno uschléissend nach e Sozialplang komm ass.

Mee hei bei Saint-Paul war et vun Ufank un e kategoreschen Nee. An dat hu se mer och matgedeelt an enger Äntwert, déi ech de 16. Oktober kritt hunn. D'Äntwert huet geheescht: « Je voudrais vous assurer que tous les éléments d'un plan de maintien dans l'emploi seront inclus dans les négociations du plan social avec les délégations et le représentant syndical, et vous informe que grâce à plusieurs départs volontaires du transfert de notre activité de reliure à une autre entreprise, le nombre d'emplois touchés par le plan social a pu être réduit de 80 à 74. »

Am Kloertext: Also ganz kloer keen Interêt un engem Plan de maintien dans l'emploi a ganz vun Ufank u viséiert op e Plan social, deen dann duerno awer och net zu engem Erfolleg ginn ass, well d'Gewerkschaft sech aus erklärbare Grënn geweigert hunn, dee Plan social, dee virbereet ginn ass, ze ënnerschreiwen.

Mir sinn also hei an enger Situatioun, wou mer kee Plan social hunn, wou also den Droit commun wäert spillen. An dat heescht natierlech fir déi Leit, déi dovunner betraff sinn, näischt Guddes.

Ech bedaueren, wéi gesot, dat Virgoe vu Saint-Paul. En Haus, wat, wéi den Här Spautz richteg gesot huet, jo awer eng gewësse Reputatioun hei zu Lëtzebuerg huet an och eng gewësse Strategie bis elo un den Dag geluecht huet, déi net méi deem entsprécht, wat mer elo haut hei gesinn hunn.

Ech bedaueren och, dass, nodeems de Bistum Saint-Paul u Mediahuis verkaaft hat, elo wierklech probéiert gëtt, mat äiskale Praktiken hei praktesch e Präzedenzfall ze schafen, dee mer hei zu Lëtzebuerg esou nach net kannt hunn.

Et kann een och bedaueren, dass dee viregten Aktionär seng Leit net, zumindest mëttelfristeg, ofgesécher huet.

Ech wäert elo probéieren, d'Schierbelen esou gutt wéi méiglech erëm zesummenzekiere mat deenen Instrumenter, déi mer op der ADEM hunn, fir déi Leit, déi heivunner betraff sinn, esou séier wéi méiglech erëm an d'Aarbecht eranzebréngen.

Dir hutt mech gefrot: Wéi steet d'Regierung zu deem Passus am Kollektivvertrag, dee seet, dass u sech eng Aarbechtsplazgarantie do wär bis zum Oflafe vun deem Kollektivvertrag, dee jo awer heiduerch net ausser Kraaft gesat ass? D'Äntwert dorobber ass héchstens eng perséinlech Äntwert, déi ech lech ka ginn, well et u sech ganz onwichteg ass, wéi d'Regierung dozou steet, well ech ginn dovunner aus, dass dat dote muss um Aarbechtsgeriicht gekläert ginn. Well den LCGB huet, bei mir zumindest, ugekënnegt, dass se dat dote wéilte juristesch kläre loossen. An ech ka se an där doter Demarche och nëmmen ënnerstëtzen.

Et ass och interessant ze kucken, ob eng ekonomesch Entloossung vun engem Mataarbechter - eng ekonomesch Entloossung, déi et jo an eisem Aarbechtsgesetz mat deem Term net gëtt, mee et gëtt mat deem Term „non inhérent à la personne" eng ekonomesch Entloossung fir e Mataarbechter, deem seng Pai integral rembourséiert gëtt, eeben doduerch, dass mer de Congé politique hunn -, ob déi virun engem Aarbechtsgeriicht Bestand huet. Och dat, mengen ech, wär eng ganz interessant Jurisprudenz, fir déi ze kréien. An ech hunn och dem Syvicol ganz gutt nogelauschtert, deen, mengen ech, och dorunner e groussen Interêt hätt. An ech kann deen Interêt nëmme mat de Gemengevertrieder deelen.

Den Här Spautz huet sech virdru ganz diplomatesch ausgedréckt, wéi e sech iwwert déi dote Fäll ausgedréckt huet. Ech halen dat, an ech soen dat och hei, fir eng Provokatioun vis-à-vis vum gesamte Gemengesecteur, eng Provokatioun vis-à-vis vun alle Leit, déi sech hierginn, fir sech an der Lëtzebuerger Gemengepolitik ze engagéieren! An ech wäert alles maachen, fir déi Jurisprudenz mat ze ënnerstëtzen.

An am Fall, wou d'Geriichter dat géifen als legal erklären, sinn ech perséinlech der Meenung, dass mer da musse legal nobesseren an déi Leit besser schützen, déi bereet sinn, sech am Déngscht vun der Allgemengheet an der Politik anzesetzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

6. Question élargie n° 56 de M. Dan Biancalana relative à la justice dite « restaurative »

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass déi erweidert Fro Nummer 56 vum Här Dan Biancalana iwwert déi sougenannte restaurativ Justiz. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2017, am Kader vun der Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv vun 2012, huet d'Notioun vun der „justice restaurative" de Wee an eis national Gesetzgeebung fonnt. De Cours de procédure pénale gesäit vir, dass bei all Stadie vun der Geriichtsprozedur wéi och bei der Exécution des peines, dat heescht am Strofvollzuch wéi och bei Bewärungsstrofen, d'Affer wéi och den Auteur vun enger Strofdot op Demande op d'Justice restaurative zréckgräife kënnen.

Bei der Justice restaurative geet et jo dorëms, dass béid Parteien zesummekommen a vun enger drëtter an neutraler Instanz, engem Facilitateur, an engem kloer definéierte Kader begleet ginn, fir dass engersäits d'Affer, dat physesch a moralesch a senger Integritéit verletzt gouf, dat en traumatescht Erliefnis hat, en Agréff a säi Liewen hat an och dorënner leit, verstoe kann, firwat dass grad hatt Affer gouf vun enger Strofdot, fir dass et och duerno besser kann domadder ëmgoe - bon, souwäit dat méiglech ass -, an dass anerersäits den Auteur vun der Strofdot sech bewosst gëtt, wat säin Akt beim Affer bewierkt huet, wéi en Impakt et hat op säi Liewen an effektiv ronderëm d'Strofdot och responsabiliséiert gëtt. An dat kann och hëllefen bei der Aglidderung erëm an d'Gesellschaft.

D'Iddi respektiv d'Konzept vun der Justice restaurative ass Mëtt de 70er-Joren entstanen. An dës Aart a Weis vun der Konfliktléisung ass notamment ugewannt ginn a Südafrika nom Enn vum Apartheid-Regimm an awer och am Ruanda nom Genocide un den Tutsi. An Europa si Frankräich an d'Belsch Virreider an der Justice restaurative.

Am Vierdergrond steet jo hei ganz kloer d'Reparatioun ronderëm d'Dot, déi begaange gouf. An et geet och hei ëm Resilienz. An et ass natierlech fir béid Parteien en emotional schwierege Moment. Et ass och net ëmmer esou, wéi fälschlecherweis och emol duergestallt gëtt, dass d'Affer systematesch vindikativ Gedanken huet an déi och fleegt.

Et huet awer och de Virdeel, dass dëse Prozess vun der Justice restaurative méi wäit geet wéi déi eigentlech Strof, déi vum Geriicht geschwat gëtt an déi och nach ëmmer zentrale Kärpunkt an eiser Strofjustiz bleift. A mir wëssen awer och alleguerten heibannen, dass d'Strofjustiz a villen, a ganz ville Situatiounen och nëmmen eng Deeläntwert gëtt. An d'Justice restaurative ass hei ganz kloer eng zousätzlech.

De Moment gëtt et hei zu Lëtzebuerg néng Facilitateurs en justice restaurative, déi 2018 op der Uni Lëtzebuerg eng spezifesch theoreetesch Formatioun gemaach hunn an e längere Stage an der Belsch, fir deemno och d'Justice restaurative hei zu Lëtzebuerg kënnen ëmzesetzen, bon, déi och Ärem Virgänger, Madamm Tanson, dem Här Braz ganz wichteg war, wéi lech och.

Wuelverstan ass d'Justice restaurative net ze verwiessele mat der Médiation pénale - dat ass oft de Fall -, déi éischter als eng Alternativ gesi gëtt zu de Poursuites pénales.

À ce stade hunn déi néng Leit awer nach ëmmer keen Agrement kritt, fir hir Fonctioun vun der Justice restaurative auszeüben, a koumen och deemno nach net zum Asaz.

E Projet de règlement grand-ducal, dat kann een och am Rapport vum Ministère de la Justice noliesen, gouf ausgeschafft iwwert d'Justice restaurative, en somme wéi se sollt organiséiert ginn, vum Werdegang hier. De Staatsrot huet och säin Avis ofginn. Bon, de Règlement grand-ducal ass nach ëmmer net a Kraaft getrueden.

Dofir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch:

Wéi geet et generell weider mat der Justice restaurative hei zu Lëtzebuerg?

A soll nach ëmmer, esou wéi d'Diskussioun war, de Centre de médiation dee Volet vun der Justice restaurative iwwerhuelen, fir och do d'Koordinatioun ze maachen?

Wéini kréien awer och déi Facilitateuren hiren Agrement? Mir hunn d'lescht Woch an der zoustänneger Justizkommissioun jo geschwat iwwert dat neit Gesetz vun de Conditions d'honorabilité, dass och d'Facilitateurs en justice restaurative do den Agrement solle kréien. Mussen déi waarden, bis d'Gesetz hei a Kraaft trëtt? Oder gëtt et en attendant aner Méiglechkeeten, fir dass se hir Fonctioun kënnen ausüben?

Mee virun allem d'Fro, sachant, dass d'Justice restaurative nach net konnt ausgeüübt ginn hei zu Lëtzebuerg, gouf et scho respektiv wéi vill Ufroe gouf et scho vun Affer, vun Täter respektiv aneren Instanzen, déi wollten op d'Justice restaurative zréckgräifen, mee déi awer à ce stade net konnte consideréiert ginn?

An eng lescht Fro: Wéi gedenkt Der, de Pouvoir judiciaire, d'Magistratur ze sensibiliséieren, fir dass och si an dësem Kontext op dës relativ nei Mesure zréckgräifen?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Dan Biancalana. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminister Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci, Här Dan Biancalana, dass Der déi Fro hei op den Ordre du jour de Mëtte vun der Chamber gesat hutt. Et ass e ganz, ganz wichtege Sujet, well et och eng aner Aart a Weis ass, fir an der Justiz ëmzegoe mat Stroftäter, an zwar eng Aart a Weis, déi dem Affer och kann zeguttkommen.

D'Terminologie vun der Justice restaurative verweist op eng Prozedur, déi eng nei Approche duerstellt. Et geet net drëm, um Enn vun engem Prozess einfach eng Strof ze verhänken, mee et geet och drëm, d'Méiglechkeet ze ginn, fir, wa béid Parteien dat wëllen, also den Täter an d'Affer, en Echange tëschent hinnen ze erlaben an och dem Affer ze erlaben, d'Dot besser ze verschaffen. Well dat ass en Element, wat een dacks vergësst, wann een et reng vum Strofrechtlechen hier kuckt, dass do en Affer ass, wat och muss mat där Dot eens ginn.

Am selwechte Kontext gëllt et natierlech och, den Täter ze responsabiliséieren a schnellstméiglech positiv op säi Verhalen anzewierken, fir och zukünfteg Strofdoten ze verhënneren.

Mir schwätze generell vun enger Mesure de justice retaurative, déi allerdéngs vill Gesiichter kann hunn, jee nodeems wat de Kontext verlaangt an och erlaabt. Et ka sech ëm Travaux philanthropiques handelen, sougenannte Sozialstonnen, ma och ëm e spezifesch mat der Victime negociéierte Reparatiounsprogramm. Seng adequat Exekutioun gëtt vum Parquet iwwerwaacht an evalueiert.

Dir hutt et erkläert: D'Prozedur geet zréck op e Gesetz vun 2017, wat am Artikel 8.1 vum Cours de procédure pénale verankert ass, an et weist, dass d'Justice restaurative als Complement zu eise klassesche Prozeduren ze verstoen ass. D'Justice restaurative ass kee Moyen, Poursuitten oder engem Prozess ze entkommen. Se leeft, le cas échéant, och parallell, mat der Méiglechkeet, Retombéeë vum Justice-restaurative-Programm och am Kader vun der Urteelspriechung an Uecht ze huelen.

Vu dass et sech ëm e Complement handelt, kann d'Justice restaurative zu all Moment ugesat ginn, sief et virum Prozess, duerno oder am Stadium vun der Exekutioun vun der Strof.

Allerdéngs geet e Prinzip fir d'Lancéiere vun esou enger neiaarteger Prozedur net duer, soudass eng Serie vu Mesuren hu misse geholl ginn an och nach en cours sinn, geholl ze ginn, fir dass mer och kënnen eng uerdentlech Mise en œuvre vun deem Ganzen erlaben.

Et ass eng Formatioun lancéiert ginn ab dem Joer 2019, wou dann eng ganz Rëtsch vu Kandidate matgemaach hunn. An et sinn der aacht, déi schlussendlech déi Formatioun gepackt hunn, déi 140 Stonne gemaach hunn. Do war eng theoreetesch Formatioun vun 80 Stonnen an eng praktesch Formatioun och mat derbäi. An d'Uni Lëtzebuerg huet dann am Juni 2019 déi Certificaten ausgestallt.

Mir hunn e Règlement grand-ducal geholl gehat. An de Staatsrot huet awer do eng Rëtsch Saachen dru bemängelt a notamment och eng Base légale verlaangt, fir dass mer definitiv domadder ukommen. Mir sinn amgaangen, dat ze finaliséieren, dass mer dat kënnen op den Instanzewee ginn. A parallell awer schaffe mer eng Konventioun aus, déi och misst an den nächste Wochen ënnerschriwwe ginn, mat dem Centre de médiation, wou et drëms geet, dass eng Coordinatrice oder e Coordinateur kann agestallt ginn am Centre de médiation, fir de Projet kënnen ze koordinéieren, wou et och drëms geet, den éischten Ekipement ze installéieren an eng Mise en place vun engem Comité de pilotage.

Dat heescht, à ce stade hu mer nach keng Demanden, fir dovunner ze profitéieren. A wat insgesamt d'Sensibiliséierung dovunner ugeet, fannen ech déi genausou wichteg wéi d'Mediatioun en général, wou mer och an enkem Kontakt si mam Centre de médiation, fir ze kucken, wéi mer dat nach kënne besser um Geriicht vermëttelen. An et ass fir mech en Deel allgemeng vun der Formatioun a vun der Formation continue vun de Magistraten.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Justizministesch.

7. 7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre

Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 7542 iwwert de LUXEOSys-Programm. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand Kartheiser, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn haut hei, fir Iech de mëndleche Rapport ze maache vum Projet de loi 7542, also deem Gesetz, wat eng Augmentatioun vum Budget fir de sougenannte LUXEOSys virgesäit. De Gesetzestext ass relativ kuerz. Dofir gëtt de Rapport awer e bësse méi laang, well et awer hei eng Partie Punkte gëtt, déi an der Kommissioun diskutéiert gi sinn.

Wéi mir all wëssen, geet et hei ëm méi wéi eng simpel Augmentatioun vum Budget, mee eeben och ëm den Historique vum Dossier, deen derzou gefouert huet, dass mir haut iwwert dës Augmentatioun schwätzen.

Als Presidentin vun der Defensekommissioun kann ech soen, dass mir eis laang mam Dossier beschäftegt hunn an zu méi wéi enger Geleeënheet eis mam Minister a sengen Experte konnten austauschen. Allméiglech Froe konnten a si gestallt ginn, soudass d'Kommissioun vun der Defense elo prett war, fir de Projet an d'Plenière ze ginn a sech ze prononcéieren. An esou sinn ech also elo hei, fir Iech dëse Rapport vun deem Gesetz a vun der Aarbecht an der Kommissioun ze ginn, ouni awer drop ze verzichten, och zu engem Deel op d'Aarbecht an der Commission de l'exécution budgétaire anzegoen. Mir hunn am Kader vun dësem Projet de loi deels am Binom geschafft, dat och relativ gutt. An dofir hu mer eis zesummen derfir entscheet, d'Ergeebnisser dovunner och an dëse Rapport matafléissen ze loossen.

Loosst mech ufänke mat deem relativ einfachen Deel vum Projet de loi. Et handelt sech hei ëm e Projet, deen aus zwee Artikele besteet. Deen éischten Artikel beseet, dass de Budget vum Projet op elo e Maximum vun 309 Milliounen Euro erhéicht gëtt, dëst ouni TVA, an dat Ganzt op 14 Joer. Den Artikel, dee leet och däitlech fest, wat alles an dëser Zomm enthalen ass: Dat sinn d'Acquisitioun, de Lancement an d'Exploitatioun vum Satellitt.

Deen zweeten Artikel, deen hält d'Modalitéite fest, wou d'Depensë verbucht ginn: Alles wat d'Acquisitioun ubelaangt, leeft iwwert de Fonds d'équipement militaire, an alles wat d'Gestioun an d'Exploitatioun ubelaangt, leeft iwwert de Budget vun der Direction de la Défense. Dës Detailer sinn duerch en Amendement gouvernemental de 24. August derbäikomm, dëst nodeems de Staatsrot op d'Necessitéit higewisen huet, fir eng kloer Distinctioun ze suergen eeben tëschent den Dépenses d'investissement engersäits an den Dépenses de fonctionnement anersäits.

Wat d'Antecedente vum Projet ubelaangt: De Projet ass de 27. Mäerz 2020 an der Chamber deposéiert ginn. De 26. Mee hu mir den Avis vum Staatsrot kritt. De 24. August hu mer d'Amendements gouvernementaux ugeholl, déi dem Avis vum Staatsrot sollte gerecht ginn, an de Staatsrot sollt doropshin och weider keng Remarke méi hunn.

De Projet ass natierlech och e puermol an der Kommissioun traitéiert ginn, mol als Jointe mat der Comexbu, mol reng an der Zesummestellung vun der Defensekommissioun. Dozou muss ee vläicht erklären, dass ganz am Ufank just d'Comexbu saiséiert war, well et jo als Alleréischt emol eng Fro vun der Exécution budgétaire war.

Den 11. Juni ass de Projet de loi dunn eng éischte Kéier an der Defensekommissioun presentéiert ginn. Duerno koumen nach zwou Réunions jointes mat der Comexbu derbäi, eng Enn Juni, fir iwwert den technesche Volet ze schwätzen, an eng den 13. Juli, fir iwwert de finanzielle Volet vum Projet ze schwätzen. Firwat do als Jointe? Ma well dat dann dee Moment Informatioune waren, déi fir béid Kommissioune gläichermoosse relevant waren.

Duerno hu mer eis nach zweemol an der Defensekommissioun gesinn, fir Detailer ze beschwätzen, dat am Oktober an dunn nach eemol elo kierzlech, den 10. November, wou mer de Point gemaach kritt hunn, wat den Emplacement vun den Antennen ubelaangt.

Mee och d'Comexbu huet parallell un engem Rapport geschafft. An eis war et eeben, wéi ech virdru gesot hunn, wichteg, d'Konklusiounen aus deem Rapport och an eise Rapport matafléissen ze loossen. An nodeems mer déi Konklusiounen elo kritt hunn, hu mer déi dann och an dëse Rapport hei integréiert.

Elo zu deem e bësse méi komplexen Deel: Ëm wat geet et am Projet? A wat sinn d'Knackpunkten hei an dësem Projet? Ech mengen, eng ganz Partie Leit heibanne kennen de Projet schonn e bësse méi laang wéi ech, well se 2018 schonn an der Chamber waren, dee Moment, wou de Projet initialement an der Chamber diskutéiert ginn ass an dunn och gestëmmt ginn ass.

Et geet wéi gesot ëm de Luxembourg Earth Observation System, LUXEOSys, e Programm, dee virgesäit, en Äerdbeobachtungssystem en place ze setzen an en dann och ze operéieren. An deem Beräich entsteet eng ëmmer méi grouss Demande am Beräich vun der Defense. A Lëtzebuerg huet heimadder e Beräich identifizéiert, wou mer kënnen, notamment andeems mer eng Lacune fëllen, eisen Obligatiounen en matière de défense nokommen, déi um Niveau vun der EU a vun der NATO gebraucht ginn: Dat si Capacitéiten um Niveau vun der Intelligence, der Surveillance an der Reconnaissance, déi mir heimadder kënnen zur Verfügung stellen.

Ze notéieren am Kader vun dësem Projet ass, dass et sech heibäi net ëm e Programm handelt, deen eng kommerziell Exploitatioun vun den héichopgeléiste Biller virgesäit, well et sech hei ëm e Projet handelt, dee sech um Niveau vun institutionelle Kooperatioune mat eise Partner usidelt.

Wéi gesot, de Projet war am August 2018 schonn an der Chamber. An dës hat der Regierung dunn och dee Moment de virgesinnene Budget vun den initialen 170 Milliounen Euro hors TVA accordéiert fir d'Acquisitioun an den Deploiement vum System.

Allerdéngs ass am weidere Verlaf vum Projet festgestallt ginn, dass de geplangte Budget net géif duergoen, fir d'Gesamtkäschte vun der Exploitatioun iwwert déi gesamt Lafzäit ze decken. Effektiv huet sech erausgestallt, dass den Dossier relativ iwwerstierzt an innerhalb vun immens kuerzer Zäit - mir schwätzen hei vun engem Zäitraum vu Juni bis Dezember 2017 - opgestallt gi war. Dëst ass, soubal dëst sech erauskristalliséiert huet, der Comexbu direkt vum Minister Bausch matgedeelt ginn. An d'Comexbu huet sech dem Dossier dunn och am Detail ugeholl an eng Partie Leit, déi um Projet bedeelegt waren, geruff, fir Froen ze stellen a fir méi Kloerheet ze suergen.

Vu den erheeblechen Ecart tëscht deem, wat d'Chamber ursprénglech als Budget presentéiert kritt huet, an deem, wat et am Endeffekt wierklech wäert kaschten, huet de Projet natierlech musse reevaluéiert ginn, net nëmmen um Niveau vun der Comexbu, déi sech mam Historique vum Dossier befaasst huet, mee eeben duerno och an der Verdeedegungskommissioun, déi derfir zoustänneg ass, sech mam technesche Volet ze befaassen. Dëst alles, fir kënnen ze evaluéieren, ob sollt um Projet festgehale ginn oder eeben net.

Esou huet d'Verdeedegungskommissioun och musse festhalen, dass den initiale Projet, wéi gesot, iwwerstierzt opgestallt gi war. Den Depot vum Gesetz war jo och gemaach ginn, ier d'Resultater vun der Preetüd do waren, an domadder gouf et eng ganz Rei Käschten, déi net am initiale Budget figuréiert hunn. Och war et esou, dass de Budget op Basis vun enger Rëtsch vun Hypotheesen opgestallt gi war, déi net ausräichend am Virfeld verifiéiert gi waren.

Ënnert dem Strëch ass festgestallt ginn, dass de Budget net richteg definéiert gi war: Verschidden Ausgabe waren iwwerhaapt net virgesinn, anerer waren ënnerschat ginn. A bei dëse Feelaschätzungen handelt et sech ënner anerem ëm de Budget, dee gebraucht gëtt, fir de Projet ze operéieren, dat souwuel um Niveau vum Pilotage vum Satellitt, mee och um Niveau vum Data Processing Centre a vun der allgemenger Maintenance vum System. Ze nenne sinn hei ënner anerem och d'Installatioun vun enger Redondance um Niveau vum Datacenter, d'Location de service beim Gestionnaire vun der Polarantenn an och d'Mise en place vu securiséierte Linnen, déi net budgetiséiert gi waren.

Derbäi kommen awer och Infrastrukturkäschten, déi net virgesi waren an déi awer néideg sinn, fir de Projet iwwerhaapt starten ze kënnen. Esou brauch et zum Beispill Sockelen, fir d'Antennen opzestellen. Och déi sinn elo nodréiglech mat budgetiséiert ginn.

Elo war et awer esou, dass vun deenen 170 Milliounen, déi ursprénglech virgesi waren, schonn eppes iwwer 168 Milliounen eleng fir d'Acquisitioun vum System opgebraucht gi sinn. Dat ass dat, wat de Kontrakt mat OHB-I esou virgesinn huet. Domadder war, wéi gesot, quasi den integrale Budget schonn opgebraucht, woubäi dëse Kontrakt eebe just d'Livraisoun vum Segment spatial a vum Segment sol an déi derzougehéiereg Assurancë beinhaltet huet.

Wat des Weideren awer och nach gefeelt huet, dat war d'Gestioun vum System. Ursprénglech gouf ugeholl, d'Lëtzebuerger Arméi kéint dat iwwerhuelen. Am Kloertext hätt dat bedeit, dass d'Arméi ënner anerem derfir zoustänneg gewiescht wier, déi Donnéeën an Empfang ze huelen, d'Biller auszewäerten an ze verschaffen. An dat ass dee Volet, dee mir als „Data Processing Centre" bezeechnen.

Et ass awer esou, dass d'Arméi déi Méiglechkeeten haut net huet an dass se och à court oder moyen terme net d'Méiglechkeet hätt, sech déi Capacitéiten ze ginn, mat Sécherheet jiddefalls net, ier de System sollt an der Realitéit fonctionéieren.

Fir also sécherzestellen, dass dëse Projet iwwerhaapt kéint an den Delaien ulafen, huet mussen no enger externer Léisung gesicht ginn. Dat schléisst net aus, dass mir elo drop hischaffen, dass mer eiser Arméi déi Capacitéiten au fur et à mesure ginn, fir dass si sech och hei an dësem wichtege Beräich ka Savoir-faire uneegnen a Karriärsperspektive kann ubidden. Och dat war e Punkt, deen e puermol an der Kommissioun diskutéiert ginn ass. Mee an enger éischter Phas war dat schonn eleng wéinst der Rekrutementsprozedur an der Ausbildungsdauer net méiglech, soudass fir dës extern Léisung och weider Käschten ugefall sinn.

Des Weidere war ursprénglech virgesi ginn, dass LuxGovSat de Pilotage vum Satellitt géif iwwerhuelen. Och dat huet sech herno als net méiglech erauskristalliséiert, soudass och fir dëse Volet, dee mer als „Mission Operating Centre" bezeechnen, huet mussen no enger externer Léisung gesicht ginn. Egal wéi, dëse Volet war och net am Budget virgesinn. A vu dass mer och net kënnen dovun ausgoen, dass LuxGovSat dëst gratis ugebueden hätt, wier dëse Budgetsposten esou oder esou och derbäikomm.

Da koum d'Problematik vum Emplacement vun den Antennen nach derbäi. Och dat war e Punkt, dee mer relativ vill diskutéiert hunn an der Kommissioun. Ursprénglech war Dikrech als Site virgesi ginn. Mee dat war, ier d'Etüd um Site vun Dikrech stattfonnt huet. Dës Etüd ass eréischt Ufank 2019 gemaach ginn an et huet sech dunn erausgestallt, dass Dikrech aus méi Ursaachen net adaptéiert heifir ass. An nieft technesche Contrainten huet hei och matgespillt, dass déi Plaz, déi heifir gebraucht gi wier, eigentlech och operationell Contrainten hat, vu dass d'Arméi dës Plaz fir aner Saache brauch. Mir kruten dunn erkläert, dass déi Plaz gebraucht gëtt och fir Taktikübungen oder als Landeplaz fir Dronen zum Beispill.

De Punkt vum Emplacement vun den Antenne respektiv der Necessitéit, de Standuert op Redu an der Belsch ze verlageren, huet an eiser Kommissioun effektiv och fir länger Diskussioune gesuergt. Duerfir huet de Ministère eis elo Ufank Oktober och eng Note explicative virgeluecht, déi all d'Punkten nach eemol opgegraff huet. Dat ass deels och technescher Natur, a fir ze versichen, et a ganz einfache Wierder ze erklären - dat war net ëmmer esou ganz evident, wann een net grad en Ingenieursstudium gemaach huet -: Et handelt sech hei ëm eng Zort Satellitt, déi um Niveau vun den Antenne virgesäit, dass dës dem Satellitt kënnen „nogoen". Dat heescht, si mussen och nach eng gewëssen Inclinaisoun hunn, well se mussen eng gewëssen Zäit mat deem Satellitt a Kontakt bleiwen, wärenddeems de Satellitt de passage ass. Wann dat net de Fall ass, wann dat net kann assuréiert ginn, dann ass net genuch Zäit, fir dass d'Donnéeë vum Satellitt dee Moment, wann en eebe laanschtkënnt, kënnen erofgespillt ginn.

Fir dat kënnen hei ze maachen, hätte mer relativ opwändeg Infrastrukturaarbechte musse maachen. An ofgesi vun Dikrech waren dunn eeben och nach de Findel an de Site vun der SES a Betruecht gezu ginn. Mee all déi dräi Optiounen hu mussen ecartéiert ginn, an d'Detailer heizou fannt Der och am schréftleche Rapport.

Fir de Programm net och nach duerch zousätzlech Delaien a Gefor ze bréngen, ass dunn d'Optioun vu Redu zréckbehale ginn, wéi gesot, an der Belsch. Hei ginn also d'Antennen elo stationéiert an hei soll och d'Station de contrôle d'urgence hikommen. Par contre muss heizou gesot ginn, dass op d'mannst dës Entscheedung keng allze grouss Repercussiounen op de Budget huet an och vun engem operative Point de vue keng gréisser negativ Implikatiounen huet, vu dass mir immens gutt mat eise belsche Partner zesummeschaffen. An en plus ass et esou, dass d'European Space Agency do och Satellitte stoen huet a sech domadder also och Méiglechkeete fir weider Kollaboratioune kënnen erginn.

Par contre, de Mission Operating Centre, zwee Datacentere souwéi de sougenannte Centre de traitement des images wäerten hirersäits hei zu Lëtzebuerg ugesidelt ginn.

Fir also elo kënne mat enger zouverlässeger Estimatioun bei d'Chamber zréckzekommen, huet de Verdeedegungsminister eng extern Etüd an Optrag ginn. Dës Etüd, déi op Experten am Beräich vun de Satellitten zréckgegraff huet, soll sämtlech Depensen iwwert déi gesamt Liewensdauer vum Projet berécksiichtegen. Des Weideren ass och op d'Expertis vun der belscher Arméi zréckgegraff ginn souwéi och op d'Expertis vun der SES.

Dës Etüd ass zur Konklusioun komm, dass eng 139 weider Milliounen néideg sinn, fir de Projet ganz zu Enn ze bréngen. Dat ass zwar nach ëmmer eng relativ pessimistesch Evaluatioun, mee ech mengen, mir wëlle jo alleguerten elo net, dass et derzou géif kommen, dass mer nach eng Kéier missten noschéissen.

A genee dat ass et och elo, wouriwwer mer eis haut hei prononcéieren. Stëmme mer fir dës Augmentatioun vum Budget, fir de Projet kënnen ëmzesetzen? Oder soe mer, dass mer net weiderfueren, woumat mer dann déi 168 Milliounen, déi schonn engagéiert gi sinn, ausginn hätten, fir am Endeffekt awer näischt ze hunn?

Loosst mech just vläicht nach eng Kéier kuerz erklären, wéi d'Aarbecht opgedeelt ginn ass tëscht deenen zwou Kommissiounen:

Also, an der Defensekommissioun - déi huet sech halt musse prononcéieren iwwert d'Zukunft vum Projet - ass et ëm d'Detailer vum Projet gaangen, dee méi technesche Volet, d'Opportunitéit vum Projet vun engem Defense-Point-de-vue aus gesinn. D'Memberen aus der Defensekommissioun sollten all d'Informatioune kréien, déi se brauchen, fir kënnen ze entscheeden, ob mir als Chamber sollen déi zousätzlech Gelder gewären, fir dass de Projet kann exekutéiert ginn, oder eeben net.

An d'Defensekommissioun ass majoritairement zur Konklusioun komm, dass se zwar d'Evolutioun vum Projet regrettéiert, duerfir awer trotzdeem der Meenung ass, dass de Programm LUXEOSys nach ëmmer eng Plus-value fir Lëtzebuerg duerstellt an dofir och weidergefouert sollt ginn.

An der Comexbu war et esou, dass d'Aarbecht sech méi drop konzentréiert huet, d'Vergaangenheet ze kucken, den Dossier opzeschaffen. Si huet sech also net onbedéngt iwwert d'Opportunitéit vum Projet ausgeschwat, mee si huet sech eebe mam Historique ausenanergesat an déi demokratesch Kontroll assuréiert. Dat heescht, dass d'Aarbecht an der

Comexbu eng aner Finalitéit hat an deemno hir Konklusiounen um Niveau vum Historique vum Dossier och net onbedéngt en direkte Lien zur Entscheedung hunn, wéi et nieft dem Opschaffe vun der Vergaangenheet eeben an Zukunft soll mam Projet weidergoen. An trotzdeem, vu dass d'Comexbu an d'Commission de la Défense hei zu engem groussen Deel am Binom fonctionéiert hunn, hu mir zesummen d'Entscheedung getraff, dass déi Aarbecht aus der Comexbu och soll zu engem Deel mat an dëse Rapport afléissen, nämlech deen Deel vun de Recommandatiounen, déi ausgeschafft gi sinn.

Dës Recommandatioune géif ech duerfir och hei gären a mengem mëndleche Rapport erëmginn an ech géif och gären direkt soen, dass mir eis an der Verdeedegungskommissioun deene Recommandatiounen nëmme kënnen uschléissen.

Eis éischt Recommandatioun war et, dass an Zukunft bei esou gréissere Projeten ëmmer am Virfeld ganz detailléiert Zuele solle geliwwert ginn, fir dass d'Chamber sech e ganzt Bild vum geplangte Budget ka maachen, vum gesamte Projet.

Déi néideg Etüden, souwuel um Niveau vun der Faisabilitéit wéi och um Niveau vum Budget, mussen ofgeschloss sinn, ier d'Chamber mam Projet saiséiert gëtt.

Drëttens: D'Comexbu recommandéiert staark, dass d'Chamber bei grousse Projete méi en intensive Suivi vum finanzielle Volet assuréiert, dat onofhängeg vum concernéierte Ministère. Aktuell ass et jo esou, dass dat just fir de Suivi vun de Grands projets d'infrastructure geschitt, wou da reegelméisseg Representantë vu Bâtiments publics, Ponts et chaussées, CFL, Fonds Belval oder esou gesi ginn. An esou war et och de Verdeedegungsminister selwer, dee proposéiert huet, dass dës Prozedur och sollt op gréisser Defenseprojeten ausgeweit ginn.

A véiertens: Um Niveau vun der Kommunikatioun an der Koordinatioun tëscht de concernéierten Acteuren um Niveau vum zoustännege Ministère an der Arméi recommandéiert d'Comexbu, dass op Regierungsniveau sollen Aarbechtsgruppe geschafe ginn, déi déi richteg Leit, also Leit mat den néidege Kompetenzen an dem néidege Rang, sollen zesummebréngen, fir esou gréisser Projeten adequat ze begleeden.

Heimadder ass mäi mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi eigentlech ofgeschloss. Fir weider Detailer invitéieren ech lech natierlech, och de schréftleche Rapport ze consultéieren.

An domadder bleift mer awer elo nach, den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ze ginn. An deen Accord, dee gi mir, well mer zur Konklusioun komm sinn, no all deenen Informatiounen, déi mer elo kritt hunn, dass dëst e gudde Projet ass, deen elo och soll zu Enn gefouert ginn.

Loosst mech awer hei och nach a mengem perséinlechen Numm e puer Mercie lassginn. Fir d'éischt wollt ech Merci soen all deene Leit, déi an deene leschte Méint un dësem Projet geschafft hunn, virop dem Minister a senge Leit, déi sech net gescheit hunn, op d'Chamber duerzekommen, fir eis Deputéiert iwwer all d'Entwécklungen an dësem Projet a Kenntnis ze setzen, an hinnen ëmmer Ried an Äntwert stoungen. Ech géif awer och gären der Madamm Adehm als Presidentin vun der Comexbu Merci soe fir déi Aarbecht, déi si heiran investéiert huet, mat de Membere vun der Kommissioun, fir hei am demokratesche Prozess fir méi Kloerheet ze suergen.

A well mir hei op voll Transparenz setzen, géif ech heimadder och gären am Numm vun der Majoritéit eng Resolutioun deposéieren, well och wa mir elo all d'Informatiounen um Dësch leien hunn a kënnen en toute connaissance de cause haut eng Entscheedung fir de Suivi vum Projet treffen, esou weess ech awer, dass um Niveau vun der Comexbu weiderhin Onsécherheeten, wat den Historique ubelaangt, um Dossier bestinn.

Déi Resolutioun, déi mer deposéieren am Numm vun der Majoritéit, beseet, dass mer als Chamber e Rapport spécial bei der Cour des comptes sollen an Optrag ginn, fir un d'Aarbechte vun der Comexbu unzeknäppen.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- D'Cour des comptes ass dat Organ, wat kompetent ass, fir de Contrôle vun der Gestion financière vum Staat ze assuréieren, a si steet der Chamber justement heifir zur Säit. An deemno sollte mir och dorobber zréckgräifen.

Voilà, Här President, ech ginn lech d'Resolutioun of a soen lech Merci.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'historique du projet « LUXEOSys », notamment en ce qui concerne le coût du projet ;

- vu les conclusions du rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire relatif au projet de loi n° 7542 ;

- saluant et partageant la volonté de transparence du Gouvernement dans ce dossier et dans la planification de futurs projets ;

- considérant que la Cour des comptes est l'organe compétent pour le contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'État et que la Chambre des Députés peut à tout moment demander à la Cour des comptes de présenter un rapport spécial sur des domaines spécifiques de gestion financière,

décide

- de demander à la Cour des comptes d'établir un rapport spécial sur la gestion financière du projet LUXEOSys et de le présenter à la Chambre des Députés.

(s.) Stéphanie Empain, André Bauler, Dan Biancalana.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech an de Vif vum Sujet eraginn, wéilt ech eppes ganz kloerstellen: D'CSV steet zur NATO an d'CSV steet zu den Engagementer vu Lëtzebuerg géintiwwer der NATO. Mee beim Vott vum zousätzleche Budget haut de Mëtteg fir den Observatiounssatellitt, do kënne mir beim beschte Wëllen net mat Jo stëmmen.

Dat, wat an dësem Dossier - oder soll ech éischter soen Affär, well mir sinn net méi um Niveau vun engem Dossier hei, mir si carrement an enger Affär dran -, wat doranner geschitt ass, geet net méi op déi berüümte Kouhaut.

Ier ech richteg mam Dossier ufänken, géif ech gären op d'Lignes directrices de la défense zréckkommen, déi 2017 veréffentlecht gi sinn, an dat no jorelaangen Diskussioune mat all de concernéierten Acteuren. Ouni elo a sämtlech Detailer vun dëse Lignes directrices de la défense anzegoen, well ech och net d'Zäit hunn, fir dat ze maachen, wéilt ech awer e puer Punkten ervirsträichen, déi hëllefen, fir déi Geschicht hei mam Militärsatellitt besser ze verstoen.

Éischtens: Et gouf an deene Lignes directrices de la défense ganz kloer festgehalen, dass d'Lëtzebuerger Arméi soll aktiv sinn am Beräich vum sougenannten ISR, der Intelligenz, der Surveillance an der Reconnaissance. Dës Capacitéite vun der Arméi solle moderniséiert ginn duerch Investissementer an nei Technologien. An dëst soll am Aklang geschéie mat der traditioneller Reconnaissancemissioun vun der Lëtzebuerger Arméi.

Zweetens: Et soll e Pôle gouvernemental aérien um Findel geschaf ginn, well de Findel schonn deelweis fir militäresch Zwecker benotzt gëtt. Lëtzebuerg huet eng grouss Expertis am Fluchberäich an och am Krankentransport iwwert d'Aviatioun.

En drëtte Punkt: Lëtzebuerg huet e grousse Savoirfaire am Satellitteberäich. An hei ass och eis Arméi ganz aktiv an der Kommunikatioun iwwer Satellitten. An dësem Zesummenhang steet och schwaarz op wäiss geschriwwen: « La défense étudiera en outre des options en vue de s'engager dans un programme d'observation spatiale. »

Et ass an de Lignes directrices de la défense des Weidere festgeschriwwen, dass den Defensebudget vum Lëtzebuerger Staat soll bis d'Joer 2020 vun 0,4 % op 0,6 % vum Bruttoinlandsprodukt eropgoen. Laut dem fréieren Defenseminister Étienne Schneider wieren dat bal 400 Milliounen Euro pro Joer.

Dës véier Punkte si wichteg, fir d'Suite vum Dossier ze verstoen. 2018 hu mer dunn den éischte Projet LUXEOSys gestëmmt. Deemools huet den Defenseminister Étienne Schneider e Gesetzesprojet deposéiert iwwert den Observatiounssatellitt an et huet geheescht, dass an deem Dossier alles dra wier. Alles! De Rapporter Marc Angel sot op der Chamberstribün, an ech zitéieren en: „An där Zomm vun 170 Millioune sinn och d'Frais de gestion an och d'Margen abegraff. An déi Ausgaben do sinn à charge vum Fonds d'équipement militaire." Am schréftleche Rapport vum Marc Angel steet dat selwecht.

Eng Fiche financière gouf et bei deem Projet net. D'Argument war, dass d'Verhandlungen nach amgaang wieren an d'Fiche financière wär confidentiel. Dat huet och de Staatsrot deemools gestéiert. An den deemolege Spriecher vun der CSV, de Jean-Marie Halsdorf, huet um Chambersmikro gesot, dass mer amgaang wieren, eng Virwëlztut ze stëmme mat deem Observatiounssatellitt, an en huet vum Minister Schneider deemools zousätzlech Informatioune gefrot. Déi sinn awer net geliwwert ginn, well mir waren de 24. Juli 2018, also an enger vun de leschte Plenarsitzunge virun de Walen am Oktober 2018.

Firwat insistéieren ech drop, dass an deenen 170 Milliounen alles sollt dra sinn? Well genee dat de Problem ass! Et war awer net alles an deenen 170 Milliounen dran, soss géife mir haut net hei stoen, dës Diskussioun féieren an eis iwwerleeën, ob mer dann elo mussen 139 Milliounen zousätzlech stëmmen oder net.

Wou kommen déi 139 Milliounen hier? PricewaterhouseCoopers hunn eis e schéine Rapport gemaach, a laut hinne gëtt et dräi verschidde Kategorië vun zousätzleche Käschten an dësem Projet:

Éischtens: Modification de la configuration afin d'améliorer le système, néng Milliounen Euro, dat ass d'Resilienz vum System, déi soll gestäerkt ginn.

Eng zweet Kategorie, dat sinn Hypothèses de base, déi net realisabel sinn: 58,7 Milliounen. Do geet et ënner anerem ëm d'Antennen, déi dann awer net kënnen zu Dikrech gebaut ginn, en Data Processing Centre, e Mission Operating Centre, déi och sollten op Dikrech kommen, an natierlech nach déi ganz Exploitatioun vun den Donnéeën, déi sollt vun der Lëtzebuerger Arméi gemaach ginn, wat déi jo dann och net mécht.

Eng drëtt Kategorie vu Käschte si Käschten, déi am Gesetz vum 14. August 2018 net virgesi waren: 67,1 Milliounen. Heiranner fale Maintenancekäschte vun informatesche Systemer a vun Antennen, Locatioune vun den Antennen zu Svalbard, awer och d'Exploitatioun an d'Supervisioun vu LUXEOSys an dem Mission Operating Centre, deen zoustänneg ass fir d'Kontroll an d'Steierung vum Satellitt. An dëst hätt solle vu LuxGovSat gemaach ginn.

A schlussendlech kommen nach d'Coûts de support externe. Dat sinn awer Peanuts am ganze Chiffer, dat sinn 3,5 Milliounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den aktuellen Defenseminister François Bausch huet am Mäerz vun dësem Joer eng dréngend Reunioun vun der Budgetskontrollkommissioun gefrot, well hien hätt en Dossier, wou et finanziell Schwieregkeete géif, an hie wéilt esou séier wéi méiglech mat deem Dossier an d'Chamber kommen.

Nodeems d'Budgetskontrollkommissioun vun der Chamber da vum aktuellen Defenseminister François Bausch fir d'éischt informéiert gouf iwwer finanziell Problemer bei der Ëmsetzung vum Gesetz an iwwer méiglech zousätzlech Käschten, huet dës Kommissioun beschloss, eng ganz Partie Leit ze héieren, déi an deen Dossier implizéiert waren. An dëst gouf gemaach an der Optik fir ze verstoen, wat schifgelaf ass a wéi eng Konsequenzen een doraus kann zéie fir d'Zukunft.

Ugefaangen hu mir mam Patrick Heck, dem fréieren Direkter vun der Defense ënnert dem deemolege Minister Étienne Schneider. Och den Étienne Schneider, als fréieren Defenseminister, gouf gehéiert. Des Weidere gouf mam Kolonell Paul Nilles de fréiere Personalchef vun der Lëtzebuerger Arméi gehéiert, an och de Chef d'état-major vun der Arméi, de Generol Alain Duschène. Eise leschten Invité war den Direkter vu LuxGovSat, de Patrick Biewer.

An ech mengen, d'Reaktioune vun den Deputéierten no deenen eenzelne Kommissiounssitzunge waren an deem Sënn ganz opschlossräich. Do ass e puermol de Saz gefall: „Mir si belu ginn!"

Ech ginn lech just ee Beispill, dat Beispill vum Här Heck: Den Optrëtt vum Här Heck war, ech muss scho soen, äusserst speziell. An hien huet d'Chamber carrement belunn. Op d'Fro hin, ob hie viru senger Ausso mam Étienne Schneider geschwat hätt, huet hien an der Kommissioun „Nee" gesot. Deen Dag drop huet hie seng Ausso revidéiert a behaapt, hie wier mat der Situatioun an der Chamber iwwerfuerdert gewiescht. Entschëllegt, den Här Heck war awer ëmmerhi mol eng Kéier Direkter vum Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerg an e war Direkter vun der Defense!

(Brouhaha)

Et ass en héije Beamten hei am Lëtzebuerger Land. Dee kann net einfach soen, e wier iwwerfuerdert gewiescht, wann d'Chamber him e puer Froe stellt zu engem Dossier. Da muss dee Mann wéinst Onverméigen zréckgestuuft ginn, oder et muss ee sech wierklech Froe stellen iwwer seng Capacitéiten, déi en nach huet.

(Brouhaha)

Zousätzlech huet dee gudde Mann eis e Memorandum gi fir d'Membere vun der Budgetskontrollkommissioun, fir dass mer dann zousätzlech Informatioune kréichen. An dee Memorandum, deen da just fir den interne Gebrauch geduecht war, dee war bannent kierzester Zäit integral um Internetsite vun RTL ze liesen. Méi ass an där ganzer Saach net erauskomm. Et ware just Ongereimtheeten a kontradiktoresch Aussoe vu vir bis hannen, déi sech an de Verbatime vun all deenen Auditiounen erëmspigelen. Ech ka se net alleguerten hei opzielen, well ech géif Stonnen duerfir brauchen. Ech wëll awer just e puer Punkten eraushuelen, well déi einfach markant waren.

Ugefaange mat der Genèse vum Projet a mat OHB-I: Wéi koum dee Projet deemools an de Wirtschaftsministère? A wéi ass et duerno weidergaangen? Wéi eng Roll huet HITEC an dësem Dossier gespillt? Gouf et iergendwellech Verspriechen un OHB? Wéi eng Verbindung huet bestanen zwëschent dem CEO vun OHB an dem deemolege Wirtschafts- an Defenseminister Étienne Schneider? OHB ass fir den deemolege Wirtschaftsminister keen onbeschriwwent Blat. Hie war reegelméisseg a Kontakt mat hinnen am Kontext vu senger Spacemining-Initiativ. Dës Firma gëtt also vum Wirtschaftsminister Étienne Schneider un den Defenseminister Étienne Schneider weidergeleet.

An dunn ass et eng Kéier ganz séier gaangen: Am Dezember 2017 krute si den Optrag, fir eng Viretüd ze maachen, eng Etüd, déi iwwregens, wéi de Projet de loi virgeluecht ginn ass, nach net ofgeschloss war! Déi war eréischt am Juni 2018 ofgeschloss, an am Juli ass de Projet gestëmmt ginn. An am September gouf schonn ënnerschriwwen.

Et ass eng enk Verbindung, vläicht eng perséinlech Verbindung tëscht dem deemolege Wirtschaftsminister an Defenseminister an dem CEO vun OHB, dem Marco Fuchs, well dee lueft den Étienne Schneider um Site vun OHB de 6. Februar 2020 explizitt. Hie lueft den Étienne Schneider an den héchsten Téin an e bedauert säin Ausscheeden aus der Regierung.

Wann ee gesäit, mat wéi enger Vitess dee Projet duerch sämtlech Instanze geboxt ginn ass, da stéisst et engem sauer erop! An et muss ee sech d'Fro stellen, ob hei alles selon les règles de l'art geschitt ass. Wann ee gesäit, wéi d'Marché-publics-Gesetz méiglecherweis gebéit ginn ass, fir där Firma den Zouschlag ze ginn, da kann ee mol esou munch Zweifelen un der Rechtméissegkeet vun deem Marché äusseren.

Erschwéierend kënnt nach derbäi, dass mir einfach keng kloer Äntwerte kréien. Den Étienne Schneider verstoppt sech hannert senge Beamten, de Patrick Heck, éischte Beamten an der Defense deemools, stellt sech entweeder domm oder en huet keng Anung vum Marché-publics-Gesetz. D'Madamm Nina Garcia schwätzt vu Gewunnechten, déi deemools an der Defense waren, well och nodeems et e Marché-publics-Gesetz an der Defense zënter 2012 gouf - 2012! -, wier awer nach weidergeschafft gi wéi virdrun: „Jo, dat Gesetz, dat gouf et dann eeben, mee mir haten eis Gewunnechten."

Den Här Bausch sengersäits seet awer als jëtzegen Defenseminister, d'Marchéë sollen ausgeschriwwe ginn.

Niewebäi sief bemierkt, dass et géint déi Attributioun vum Satellittebau un OHB-I zwee Recourse gouf, déi awer duerno fale gelooss gi sinn. Firwat? Kruten déi zwee Konkurrenten aner Saachen an Aussiicht gestallt? Mir wëssen et net. Goufen d'Lignes directrices vun der Defense eventuell sengerzäit adaptéiert, fir dëse Projet mat eranzekréien, sou wéi eng Journalistin dat an engem Interview mam aktuellen Defenseminister suggeréiert hat? Mir wëssen et net. Dat misst opgekläert ginn.

Zweete Punkt: PwC. PwC ass vum Här Bausch beoptraagt ginn, eng Revue de programme ze maachen, Enn 2019. Firwat goufen an deem Kontext déi Häre Schneider an Heck net gehéiert? PwC seet eis: „Mir hu just op Basis vun Dossiere geschafft an et war net virgesinn, fir iergendeen ze héieren!" Wat och ëmmer dat heescht.

Et muss ee sech d'Fro stellen, ob et wierklech intelligent war, fir PwC mat där Revue de programme ze befaassen, well et stelle sech an eisen Ae verschidde Froen. Den Här Heck erzielt eis zum Beispill, dass PwC eng Stratégie de recrutement fir d'Arméi gehollef huet ze entwéckelen. Stëmmt dat? PwC ass de Wirtschaftsprüfer vun OHB SE an Däitschland. Här Minister, sidd Dir dovunner au courant? Mir stellen eis ganz kloer d'Fro, ob PwC net en Interessekonflikt huet an dat Mandat vläicht guer net hätt dierfen unhuelen. Firwat also grad PwC?

Och hei gouf sech bei der Vergab vum Marché net un d'Marchésgesetz gehalen, oder mir wëssen et zumindest net. Dat Eenzegt, wat kloer ass, dat ass, dass PwC als Assistance à la maîtrise d'ouvrage zréckbehale gouf, well si déi Revue de programme realiséiert hunn. An do ass kloer an däitlech gesot ginn, dass do keng Ausschreiwung méi gemaach gi war.

Do sinn eng ganz Partie onglécklech Zoufäll an eisen Aen, an déi missten am Detail beliicht ginn.

Drëtte Punkt: d'Roll vun der Arméi an deem heiten Dossier. Am Gesetzesprojet war virgesinn, dass d'Arméi géif den Data Processing Centre iwwerhuelen. Hei ginn d'Ufroe fir d'Biller behandelt an et gëtt derfir gesuergt, dass och déi richteg Biller gemaach ginn a weidergeleet ginn. Duerfir brauch ee laut PwC eng 20 bis 25 Leit mat dem néidegen informatesche Material. Dës 20 bis 25 Leit gouf et awer 2018 net an der Lëtzebuerger Arméi.

Den Här Beaudot, de belsche Spezialist, dee fir d'Lëtzebuerger Defense schafft, huet eis erkläert, dass et sech ëm eng Formatioun vun ongeféier sechs Méint handelt, déi een an der Belsch mécht,

fir spezifesch kënnen déi Biller do ze exploitéieren. De Gesetzesprojet, deen éischten, gouf 2018 deposéiert, de Satellitt sollt 2022 operationell sinn, also hätt ee véier Joer gehat, fir d'Leit anzestellen an auszebilden. Et hätt een dach direkt kënnen de Profill vun de Leit ausschaffen a se rekrutéieren. Jiddweree weess jo, dass déi dote Prozedur dauert. An da mussen déi Leit nach hir Formation de base um Härebierg maachen. Dann eréischt gi se fir eng spezifesch Formatioun an d'Belsch.

Laut de Lignes directrices hätt d'Arméi sech missen dës Kompetenzen uneegnen, well dat jo an de Beräich ISR fält, dee sollt ausgebaut ginn. An d'Arméi war derbäi, wéi d'Lignes directrices ausgeschafft goufen. Esouwuel de Patrick Heck wéi den Étienne Schneider soten eis, dass d'Arméi dës Tâchë sollt iwwerhuelen an dass dat och esou virgesi war.

De Kolonell Nilles, dee bis 2018 responsabel fir d'Personal vun der Arméi war, sot eis, dass ni rieds gaangen ass, fir zousätzlech Leit anzestelle respektiv Spezialisten anzestellen. Och den Här Beaudot seet eis, dass d'Diskussioun ronderëm d'Astelle vun zousätzleche Persounen ëmmer relativ flou war.

An de Generol Duschène seet eis carrement, dass hien eréischt beim Liese vum Gesetzesprojet realiséiert huet, dass d'Arméi concernéiert wier. Des Weideren huet hien eis gesot, dass d'Leit fir de LUXEOSys dann zousätzlech zu deene 45 Leit missten agestallt ginn, déi d'Arméi all Joer astellt, an déi zousätzlech Leit wieren awer nun emol am Budget pluriannuel vun der Arméi net virgesinn.

Hei stellt sech wierklech d'Fro, wie mat wiem geschwat respektiv net geschwat huet!

Et gëtt dach Reunioune vum sougenannte „COCODEF", do sëtzt d'Defense dra grad wéi d'Arméi. Wat schwätzen déi Leit dann do mateneen, wa se net iwwert déi heiten Dossiere schwätzen? Drénke se Kaffi? E Gliesche Waasser? Et muss ee sech Froe stellen! Firwat ass näischt geschitt? Firwat huet d'Arméi sech net op d'Bee gesat an insistéiert, fir déi Leit ze kréien, déi se gebraucht huet?

Firwat huet de Minister Bausch keng Initiativ ënnerholl, fir d'Leit anzestellen? Hie stellt just fest, oder éischter gesot, hie léisst duerch PwC feststellen, an dat am Mäerz 2020, nodeems en awer schonn iwwer ee Joer Defenseminister ass, dass déi Leit net do sinn. An eisen Ae gesäit proaktiv Politik anescht aus!

Véierte Punkt: d'Antennen. Am urspréngleche Projet vun 2018 war jo virgesinn, dass d'Antenne sollten op den Härebierg kommen. Wéi d'Kommissioun vun der Defense eng Visitt um Härebierg uganks 2019 gemaach huet, war dat och nach esou virgesinn. Duerno sinn d'Experte vun OHB-I an HITEC och op de Site gaangen an dunn hu si festgestallt, dass et awer net geet. Et gouf vun engem Hangar geschwat. Et gouf vu Beem geschwat. Et gouf vun enger Landeplaz fir Drone geschwat. An zu gudder Lescht gouf gesot, d'Arméi bräicht dës Plaz fir aner Projeten.

Och de Site vun der SES zu Betzder gouf eréischt am Juni 2020 verworf. Am leschten Oktober si mir du gewuer ginn, dass nach am August 2020 eng Visitt um Site stattfonnt huet, mee wou dann awer festgestallt ginn ass, dass et zwar duerchaus méiglech gewiescht wier, technesch méiglech gewiescht wier, fir d'Antennen op Betzder ze setzen, mee et wier een elo ënner Zäitdrock, well et misst e Kommodo gemaach ginn an et missten héich Bëtonssockele gebaut ginn. A ganz niewebäi si mer dunn och nach gewuer ginn an enger Nott, déi mer kritt hunn, dass et och emol Iwwerleeunge gouf, fir d'Antennen op de Findel ze setzen.

Fënnefte Punkt: d'Roll vu LuxGovSat. Am Verwaltungsrot vu LuxGovSat sëtzen eng Rei Vertrieder vum Lëtzebuerger Staat, well dës Firma deels Staat an deels SES ass. Den Étienne Schneider huet eis an der Budgetskontrollkommissioun Extraite vu Procès-verballe vum Verwaltungsrot virgelies, wou allkéiers drasteet, dass LuxGovSat interesséiert wier, fir d'Exploitatioun vum Satellitt ze maachen. Dat sinn Extraite vun 2018.

Am September vun dësem Joer war de Patrick Biewer, Direkter vu LuxGovSat, bei eis an der Budgetskontrollkommissioun. Hie liest eis e puer méi Sätz aus deene selwechte Procès-verballe vir. An do héiere mir dann, dass eigentlech ëmmer hannendrusteet: "subject to the right diligence and reception of the requirements from the Luxembourg Defence". An dës Requirements vun der Luxembourg Defence louchen eréischt am Hierscht 2019 vir. An dunn huet LuxGovSat festgestallt, dass si eigentlech keng Offer elo géifen op deen detailléierte Cahier des charges maachen, well si net outilléiert wieren, a souwisou wéilte si der SES, wat jo och deelweis hiert Mammenhaus wier, keng Konkurrenz maachen.

Sechste Punkt: d'Marchésgesetz. Ech hat et schonn ugeschwat: OHB-I hat den Optrag kritt, fir eng Viretüd ze maachen iwwert d'Parameteren an d'Besoine vum System an dës Etüd war nach net ofgeschloss 2018, wéi de Projet deposéiert ginn ass. Ass et do zu enger Ausschreiwung komm oder net? Esou wéi mir et verstanen hunn, ass et net wierklech zu enger Ausschreiwung komm. Et koum wuel zu engem RFI, engem „request for information". Dee gouf awer just gemaach, fir de Präis ze drécken. A PwC soen an hirer Revue de programme just lapidar, si géife sech net zur Legalitéit vun deem Marché oder Net-Marché, oder wat och ëmmer, ausschwätzen. Dont acte!

Den Étienne Schneider mengt dozou: „Jo, ech hu mech op meng Beamte verlooss." An de Beamte Patrick Heck stellt sech entweeder domm oder e weess et net. An d'Madamm Nina Garcia, ëmmerhi Juristin aus der Defense, kënnt dann erëm op hir „Gewunnechten" zréck, déi et an der Defense gouf, jo, voilà: „ Ier et dat Gesetz 2012 gouf iwwert d'Marchés publics an der Defense, huet een dat esou gemaach, wéi een dat fir gutt fonnt huet, an dunn duerno ass een eigentlech mat deene Gewunnechte virugefuer."

(Brouhaha et hilarité)

Jo, Dir laacht! Et ass net méi fir ze laachen an där heiter Saach!

An da gëtt et zu all deenen inhaltleche Froen, déi ech elo opgeworf hunn, och nach aner Punkten, déi opstinn: Firwat ass de Gesetzesprojet esou séier vum Étienne Schneider virun de Walen 2018 duerch d'Chamber gedréckt ginn? D'Chamber wousst zu deem Zäitpunkt net, dass dee ganze Budget aleng nëmmen duerch de Bau an de Lancement vum Satellitt opgebraucht war. Am Ministère ware se sech däers awer wuel bewosst. An och de Wirtschaftsminister wousst dat. En huet d'Chamber net informéiert. Firwat? Och net am September 2018, wéi en de Vertrag mat OHB-I ënnerschriwwen huet, wou scho gewosst war, dass déi 170 Milliounen net géifen duergoen. Firwat?

Zweet Kategorie Froen: Firwat ass den aktuellen Defenseminister François Bausch eréischt am Mäerz 2020 mam Dossier an d'Chamber komm, obschonns hie schonn am Fréijoer 2019 gemierkt huet, dass et net duergeet mat de Suen? Wollt hie waarden, bis den Étienne Schneider aus der Regierung ausgetrueden ass?

An et mécht mech richteg rosen - awer wierklech richteg! -, dass den aktuelle Verdeedegungsminister dëst Haus, den éischte Pouvoir, net éischter informéiert huet. Hie wousst dat schonn esou laang am Viraus. Hi wousst, dass et mindestens 70 bis 80 Milliounen Euro méi deier géif ginn. An en huet d'Chamber annerhalleft Joer laang am Donkele gelooss. Och dat ass en handfeste Skandal a weist, wat de Minister vun der Chamber hält.

Dass de fréiere Minister net wollt virun de Walen zréck an d'Chamber kommen, kann ee sech virstellen. Mee Dir als neie Minister, Här Bausch, Dir hätt missen Tacheles schwätzen. An dat hutt Dir net gemaach! Dir hutt gewaart, bis den Här Schneider sech aus der Regierung zréckgezunn hat.

An da ginn et zwou Méiglechkeeten, firwat dass een dat esou mécht, wéi Dir et gemaach hutt: Entweeder Dir wollt net, dass den Här Schneider Iech nach am Regierungsrot géif draschwätzen. Esou wéi beim PwC-Rapport sollt hien nëmmen net iwwer Är Pläng informéiert ginn. Oder Dir hutt mam Här Schneider gemeinsam Saach gemaach. Dir wollt verhënneren, dass d'Chamber him e Stréck géif draus dréien, an Dir wollt verhënneren, dass seng politesch Responsabilitéit géif engagéiert ginn. Dat, nodeems de „Macher Schneider" schonn esou munch Suen an de Sand gesat hat. Ech erënneren u Planetary Resources, Join an esou weider.

Sou oder sou, egal wéi den Dossier gelaf ass, Här Minister, och Dir sidd responsabel dofir. An da kommt Dir bei eis an d'Chamber an da wëllt Dir eis Rotschléi ginn, wat mir an der Comexbu ze maachen hunn!

Ech hu mir Ären Interview vum Mee 2020 nach eng Kéier ugelauschtert. Deen ass eigentlech un Iwwerhieflechkeet vis-à-vis vun der Chamber net méi ze iwwertreffen. Frappant ass an deem Interview, dass Dir maacht, wéi wann Dir Iech guer net mat der Vergaangenheet auserneegesat hätt. All Fro, wou et ëm Äre Virgänger geet a wat do am Ministère gelaf ass, gitt Der aus de Féiss. Mee der Chamber, där gitt Der awer gutt Rotschléi!

An ech soen et nach eng Kéier: Dat hutt Dir gemaach, nodeems Dir et verpasst hutt, d'Chamber en temps utile iwwert d'Mëssstänn an Ärem Haus ze informéieren. An et geet sécherlech net duer, fir sech hei hannert engem Kontabilitéitsgesetz ze verstoppen an ze soen: „Ech brauch eréischt an d'Chamber ze kommen, wann de Budget opgebraucht ass, oder kuerz virdrun, fir eng Rallonge gestëmmt ze kréien." Dat ass de Geck mat der Chamber gemaach! An dat ass Är Responsabilitéit, Här Bausch.

En drëtte Punkt: Et gëtt och nach aner technesch Méiglechkeete wéi e Satellitt, fir Biller vun der Ærd ze kréien. Dat sinn Dronen. Ass d'Optioun vun den Dronen analyséiert ginn, ier mer elo nach eng Kéier 139 Millioune fir de Satellitt noschéissen?

Véiert Fro: Et gëtt en Artikel vum „Lëtzebuerger Land" vum 31. Juli 2020. Ech zitéieren: „Verteidigungsminister Bausch bestätigt dem Land, dass das Satellitenprogramm in NATO-Kreisen auf wenig Verständnis gestoßen ist und Luxemburg aktuell unter Druck steht. Die NATO erwarte vor allem, dass Luxemburg sich stärker auf terrestrische Aufklärungsarbeit konzentriert. Das heißt: mehr Truppen mit mehr Feuerkraft."

Firwat gëtt trotzdeem um Projet LUXEOSys festgehalen, wa mir riskéieren, en net als NATO-Effort unerkannt ze kréien? Kënne mer dozou eng kloer an däitlech Ausso kréien, wannechgelift?

An dann nach eng Kéier e fënnefte Punkt, d'Lignes directrices de la défense, wou erëm eng Kéier vum Pôle gouvernemental aérien um Findel geschwat gëtt. Et war virgesinn, fir en Hangar ze bauen, an deem d'Militärfligere kéinte stoen an och d'Maintenance gemaach ginn. An deen Hangar sollt och fir d'Militärmedezinn benotzt ginn. Firwat ass dëse Pôle aérien net geschaf ginn um Findel?

De jëtzege Minister seet: „Et ass net genuch Plaz do." Da stellen ech meng Fro anescht: Firwat huet de Mobilitéitsminister Bausch net an der viregter Regierung drop opmierksam gemaach, dass et keng Plaz um Findel fir dee Pôle aérien gëtt? Firwat huet hien déi Ligne-directricë matgedroen an der Regierung? Hätt hien net missen den deemolegen Defenseminister dorop hiweisen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen esou lues zum Ofschloss. Ech mengen, mir sinn eis hei am Haus eens, dass esou e Fiasko wéi dësen net méi däerf virkommen. Mir sinn eis eens, dass d'Chamber muss fréizäiteg komplett an och kontinuéierlech iwwer nei Projeten informéiert ginn.

An an deem Sënn géif ech en Appell un de Minister maachen, esou séier wéi méiglech an déi zoustänneg Chamberskommissioun ze kommen, fir déi aktuell ustoend an zukünfteg Projeten ze presentéieren. Dat hutt Dir an Aussiicht gestallt, et ass awer nach net geschitt.

Mir hätten och gäre weider Prezisiounen zu de Berechnunge vum Effort vun der Defense, well mir mengen, dass et do eng Partie Onkloerheete gëtt, wéi gerechent gëtt, fir op déi 400 Milliounen ze kommen. An ech mengen, mir sinn eis och hei am Haus eens, dass et kee Sënn mécht, sënnlos Suen auszeginn, just fir eisen Engagementer vis-à-vis vun der NATO gerecht ze ginn.

D'Gesetzesinitiative musse sämtlech Käschten ëmfaassen. Dat gouf an der Vergaangenheet wäitgeeëndst gemaach. Dat gouf och vusäite vun der Madamm Garcia confirméiert, entgéint vun den Aussoe vum Här Heck an och verschiddene Membere vun der LSAP-Fraktioun. Et däerf kee Fléckenteppech méi sinn!

D'Koordinatioun um Niveau vun de betraffene Gremie muss verbessert ginn. De Ministère, d'Arméi an d'Direction de la défense mussen Hand an Hand schaffen.

Donieft ass et awer och wichteg, dass mir eis als Chamberskommissioun déi néideg Moyene ginn, fir och eiser Kontrollfunktioun besser gerecht ze ginn. An duerfir géif ech en Appell un d'Chamberadministratioun maache fir ze kucken, wéi Projeten am Beräich vun der Defense gemengerhand am Ausland begleet ginn.

An ech wéilt dann awer zum Schluss nach eng Kéier kuerz eisen Nee zu dësem Projet resuméieren: Eist Vertrauen an de viregten, awer och den aktuellen Defenseminister huet staark gelidden. Et sinn zwee Ministeren, déi sech géigesäiteg Scholdzouweisunge maachen, d'Direction de la défense, déi de Ball der Arméi dohispillt, d'Arméi, déi de Ball nees zréckspillt, Beamten, déi d'Chamber riichteraus beléien. Eventuell illegal Handlungen. Steiergelder, déi mir näischt, dir näischt zur Fënster erausgehäit ginn, well och dëse Projet kéint eventuell duerch den Asaz vun Dronen a seng Schranke gewise ginn.

Déi lescht Informatiounen a Saachen Emplacement vun den Antenne weisen iwwregens, dass den Dossier nach ëmmer net mat dem néidege Seriö ugepaakt gëtt. Et herrscht nach wie vor net déi néideg Transparenz. Esou si mir zum Beispill als Defensekommissioun, wou ech dann och d'Chance hunn, Member ze sinn, bei enger Visitt vun der NSPA (ndlr: NATO Support and Procurement Agency) an engem Niewesaz gewuer ginn, dass d'NSPA eventuell kéint fir de Projet LUXEOSys Datecapacitéit zur Verfügung stellen. Vu Regierungssäit si mir dat doten net gewuer ginn. Mir hunn dat just op Nofro hi confirméiert kritt.

Och wat de Rekrutement vum Niveau vun der Arméi ugeet, huet sech näischt gedoen zënter dem Amtsuntrëtt vum François Bausch.

Och eng besser Informatioun iwwer nei Projeten huet nach net stattfonnt. Et ginn zwar schéin Annoncë gemaach, mee et huet sech nach näischt gedoen.

An de Projet LuxGovSat, och en anere Projet, deen an der leschter Legislatur gestëmmt ginn ass, kann och net un d'Versprieche vum Étienne Schneider uknäppen, well wann een d'Konte fir d'Joer 2019 kuckt, do gesäit een, dass relativ vill Perten accumuléiert gi sinn. An do ass ze liesen, dass et wäert schwéier sinn, dës Perten opzehiewen.

Aus all deene Grënn a well mir jo dovunner ausginn, dass och kee Wëlle besteet, an dësem Dossier vollëmfänglech opzeklären, wäert d'CSV géint dëse Projet stëmmen.

An ech deposéieren duerfir och am Numm vun de véier Oppositiounsparteie - mat der ADR, déi Lénk an de Piraten - eng Resolutioun, fir eng Enquêtëkommissioun ze froen, fir alleguerten déi Froen, déi ech elo hei opgezielt hunn, beäntwert ze kréien, an zwar richteg an net mat Kontradiktiounen a Wischiwaschi-Äntwerten.

Résolution 2

« Instauration d'une commission d'enquête dans le contexte du projet LUXEOSys »

La Chambre des Députés,

- rappelant l'adoption en fin de législature dernière du projet de loi n° 7264 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre (ci-après « projet LUXEOSys ») pour un montant total de 170.000.000 euros TVA non comprise (y inclus les frais liés à l'acquisition, le lancement et l'exploitation du satellite) ;

- rappelant dans ce contexte les affirmations du rapporteur du projet de loi n° 7264 sur les ondes de la radio 100,7 : « Ech hu gemengt, et wier alles abegraff » ;

- renvoyant toutefois à la revue de programme commanditée par le Ministre de la Défense et présentée à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (ci-après la « Commission ») le 30 mars 2020, laquelle fait état d'une augmentation de l'enveloppe budgétaire de presque 140 millions d'euros, soit pratiquement le double du prix initialement prévu ;

- rappelant qu'au vu de cette explosion des coûts, la Commission a décidé d'entendre les parties en charge du dossier ;

- qu'il en est ressorti que :

• l'ancien Ministre de la Défense et l'ancien directeur de la Défense savaient déjà en septembre 2018 que le budget voté était insuffisant,

• l'actuel Ministre de la Défense et son directeur de la Défense en avaient connaissance au plus tard avant l'été 2019,

- qu'ils ont toutefois tardé à en informer la Commission ;

- que l'audition des parties en charge du projet LUXEOSys n'a au demeurant pas permis de faire la lumière des tenants et aboutissants du dossier ;

- que pire encore, au cours des entrevues, il est apparu que les déclarations des parties prenantes n'étaient pas concordantes et même contradictoires, notamment en ce qui concerne :

· la mise en place du segment sol, y compris les antennes,

• le rôle à assumer par l'Armée dans la prise en charge du projet,

• l'implication de la société LuxGovSat,

• la passation des marchés publics,

• la budgétisation du projet,

- qu'il s'ensuit que les députés ont été induits en erreur, manipulés, pour ne pas dire trompes ;

- rappelant la fonction de contrôle que la Chambre des Députés est en droit d'exercer vis-a-vis du Gouvernement dans un régime démocratique ;

- notant dans ce même contexte que les moyens de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire sont limités,

décide

- d'instituer une commission d'enquête conformément à l'article 64 de la Constitution, aux dispositions de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires avec pour mission :

• d'examiner la genèse du projet LUXEOSys,

• de revoir la gestion du projet au sein de la Direction de la défense et l'interaction de celle-ci avec les différentes parties prenantes,

• de vérifier le respect des procédures notamment en matière de passation des marchés publics,

• d'examiner les questions connexes qui pourraient surgir au cours de ses travaux,

- de faire rapport à la Chambre des Députés conformément à l'article 12 de la loi précitée, et ce dans les meilleurs délais.

(s.) Diane Adehm, Sven Clement, Fernand Kartheiser, David Wagner.

An ofschléissend géif ech nach gären eng Kéier op zwee Zitater zréckkommen, souwuel vum Patrick Heck wéi vum Étienne Schneider, déi praktesch

identesch sinn. De Patrick Heck seet: „Et ware Suen do a mir hu Projete gesicht fir d'NATO." An den Étienne Schneider seet an engem Interview op RTL: „Och wann de Projet méi deier gi wier wéi déi ursprénglech 170 Milliounen Euro, et ware jo Suen do."

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächste Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt virop der Rapportrice fir d'éischt Merci soe fir deen dach awer ganz detailléierte Rapport, dee si hei gemaach huet iwwert dësen dach äusserst techneschen a komplizéierten, jo, verwurrelten Dossier, virun allem och dee ganze Wäerdegang vun dësem Dossier, dee mer jo och ënnert der Presidence vun der Madamm Adehm an der Comexbu iwwer Wochen a Méint duerchstudéiert hunn.

(Brouhaha)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et si bal 65 Joer hier, datt den éischte kënschtlechen Äerdsatellitt an de Weltall geschoss gouf. Nodeems den amerikanesche President Eisenhower 1955, am Kader vun de Virbereedunge fir dat internationaalt geophysikalescht Joer, den Uerder fir de Bau vun engem Äerdsatellitt ginn hat an d'Sowjetunioun -.véier Deeg duerno eng änlech Aktioun ugekënnegt hat, war d'Course zwëschent deenen zwou Weltmuechte lancéiert.

Déi westlech Welt huet net schlecht gestaunt, wéi d'Sowjetunioun schonn de 4. Oktober 1957, also zwee Joer drop, de Satellitt Sputnik 1 an de Weltall geschoss huet. D'Missioun vum éischte Satellitt war et fir ze beweisen, datt et méiglech ass, kënschtlech Objeten am Weltraum ze lokaliséieren.

Mam Sputnik 1 - no deem jo och d'ailleurs en neie Vaccin soll benannt sinn - huet d'Ära vun der Weltraumfaart ugefaangen. Zanterhier kreesen zeg Satellitte ronderëm d'Äerd a Planéite bezéiungsweis Stäre vun der Mëllechstrooss. Ob Navigatiouns-, Observatiouns-, Kommunikatiouns- oder eebe Militärsatellitten, eleng 2.800 Satellitten oder Äerdtrabante kreesen zurzäit ronderëm eise Planéit.

Vergiesse mer net, datt Lëtzebuerg Enn den 80er Joren et gepackt hat, fir sech als Satellittestanduert op der Landkaart ze positionéieren. No den 1970er Joren hätt kee Mënsch dat fir méiglech gehalen an och an den 80er Jore gouf et Stëmmen, déi dëse Projet äusserst kritesch gesinn hunn. Enn 1988, viru bal 22 Joer also - ech ka mech nach genee un d'Biller erënneren -, ass et eiser deemoleger Regierung ënnert dem Staatsminister Jacques Santer du gegléckt, vun der Weltraumstatioun Kourou aus e Satellitt an de Weltall ze schéissen. Dat huet vill Courage verlaangt. Eng déck Staang Sue stoung um Spill. De Risiko war also ganz héich, ma mir hate Chance an d'Aventure ass um Enn gegléckt. Haut kënne mer op eng 30-järeg Erfarung am Beräich Satellitten zréckkucken.

Deemnächst soll dann en neie Satellitt bäikommen, de militäreschen Observatiounssatellitt LUXEOSys. D'DP steet hannert den Ziler an der Noutwendegkeet vun dësem Projet. De Satellitt ass e Bäitrag vu Lëtzebuerg am Kader vun eiser Bedeelegung an der NATO.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Lëtzebuerg ass an der NATO an an der EU Verflichtungen agaangen an d'Regierung ass och gewëllt, déi Obligatiounen ze erfëllen. Eist éischt Zil, bis d'Joer 2020 0,6 % vum PIB an d'NATO ze investéieren, hu mer erreecht. Elo geet et drëms, fir eist zweet Zil, bis 2023 also op 0,72 % ze kommen, och ze erreechen.

Mat dem Projet Militärsatellitt kann ee ganz kloer Biller maachen a se un d'NATO oder un d'UNO weiderginn. Loosst mech ganz kuerz zwee Beispiller vum Notze vun deem Satellitt ginn: Sou kënne mer zum Beispill d'Küste besser iwwerwaachen, awer och Konflikter duerch Observatioun, duerch Beobachtunge besser antizipéieren a vläicht dozou bäidroen, se ze entschäerfen.

Eise Bäitrag an der NATO wier och mat 0,72 % vum PIB nach kleng am Verglach zu dem Seuil vun 2 %, dee mer gesat kritt hunn. Mäi Fraktiounskolleeg Gusty Graas huet awer schonn dacks hei op dëser Tribün betount, dass déi 2 % fir eis op guer kee Fall en ustriewenswäert Zil sollte sinn. Fir Lëtzebuerg ass et zimmlech illusoresch, fir dat ze erreechen.

Aus de genannte Grënn wier et net gutt, wa mer dee Projet vum Militärsatellitt op hallwer Streck wuertwiertlech géifen ofwiergen oder ofschéissen. Mir géifen eisen Zousoen op internationalem Plang net gerecht ginn. Mir géifen net méi als zouverlässege Partner an der NATO ugesi ginn.

Ech kommen awer net derlaanscht, fir iwwert de Finanzement vum Militärsatellitt ze schwätzen. Vill Käschten, a meng Virriednerinnen hunn dat hei betount, waren am initiale Projet, deen 2018 kuerz virun de Wale vun der Chamber gestëmmt gouf, net opgelëscht. Dat ass e Fakt an dee bedauere mer.

Mir begréissen awer, dass den aktuelle Minister, wuelgemierkt Verdeedegungsminister, sech kloer derfir ausgeschwat huet, dass an Zukunft de geneeë Käschtepunkt vun engem Projet vun esou engem Ausmooss vun Ufank un an engem Projet de loi opgelëscht an esou komplett wéi méiglech ageschat soll, jo, muss ginn. Do däerf et an Zukunft keng zwou Meenungen driwwer ginn. Do mussen, wéi mäi Fraktiounskolleeg Gusty Graas et och schonn an engem RTL-Interview ganz kuerz, mee awer treffend sot, all d'Kaarte vu vireran op den Dësch kommen.

Nieft dem Finanzement huet fir déi dräi Antenne vum Satellitt och nach mussen eng appropriéiert Plaz gesicht ginn, well se net, wéi ufangs geplangt, zu Dikrech um Härebierg konnten opgeriicht ginn. Och zu Betzder an um Findel wier dëst no den Etüde schlussendlech awer net méiglech gewiescht. D'Rapportrice huet eis dës Tatsaach des Breeden an des Laangen - am gudde Sënn vum Wuert - erkläert. Grad wéi se eis den Hin an Hier an dësem dach komplizéierten an deelweis däregen Dossier detailléiert resuméiert huet.

An der Comexbu hu mer zesummen eng ganz Rei vu Recommandatiounen ausgeschafft, déi eestëmmeg ugeholl goufen. Ech wëll op dëser Plaz just nach betounen, dass d'Demokratesch Partei an hir Fraktioun hei an der Chamber hannert deene Recommandatioune stinn.

Fir meng Fraktioun ass net de Projet u sech, also per se, de Problem, mee eng mangelhaft Kommunikatioun a Koordinatioun an domat och eng feelend Transparenz. Dat muss an Zukunft verbessert ginn. Et muss deemno méi ënnert den eenzelne Servicer an Acteure geschwat ginn, oder vläicht, esou wéi et ausgesäit, iwwerhaapt mol geschwat ginn. Hei gouf et tëscht der Arméi an dem Ministère, wéi et schéngt an no deenen Echangen, déi mer an der Comexbu haten, keen Austausch, deen awer dréngend noutwendeg gewiescht wier.

Här ... - ech muss eng Kéier hannert mech kucken, ob et eng Presidentin oder e President ass -, jo, Här President, och d'DP stellt ganz eniichter fest, dass esou munches an deem Dossier hei schifgelaf ass. Och de Kolleeg an Defenseexpert Gusty Graas huet scho virun enger Zäitchen um Radio Kloertext geschwat, dass d'Deputéiert hei net alles gesot kritt hunn. An trotzdeem stellt sech d'Fro, ob een net awer elo muss no vir kucken a sech virun allem mat de Konsequenzen auserneesetzen, déi op eis duerkommen, wann dee Projet elo géif ratschdeg ofgebrach ginn.

Da géifen déi Milliounen Euro, déi schonns investéiert goufen, komplett an de Sand gesat ginn. Déi wieren also komplett verluer, wann dëse Projet géif gestoppt ginn. Dat ka jo a kengem sengem Interessi sinn. Ech kann do nëmmen dem Minister Bausch zoustëmmen, deen dat och viru Wochen esou änlech an engem „Wort"-Interview erkläert huet.

An der leschter Kommissiounssitzung huet de Minister selwer gemengt, et géif Sënn maachen - och wann hien der Chamber an näischt wéilt draschwätzen -, wann d'Chamber d'Cour des comptes géif beoptragen, fir hei dach emol iwwerhaapt e Rapport spécial ze maachen. Am Numm vu menger Fraktioun plädéieren ech och fir dës Optioun a mir ënnerstëtzen natierlech d'Resolutioun, déi vun der Presidentin vun der Verdeedegungskommissioun hei deposéiert ginn ass.

Aus de virdru genannten Ursaache steet d'Demokratesch Partei hannert dësem Projet, mee net hannert der Manéier, wéi de Projet organisatoresch a konzeptuell ugepaakt gouf. E Rapport spécial vun eisem Rechnungshaff kann an eisen Ae fir méi Kloerheet suergen an offeleeën, wat wou a wéini konkreet schifgelaf ass, wou also deen een oder anere Mëssel entstanen ass.

Wéi och ëmmer, den diskutéierten Observatiounssatellitt ass eise Bäitrag zu den Ustrengungen, déi och mir an der NATO leeschte mussen, enger NATO, op där hire Schutz mir als klengt Land besonnesch ugewise sinn.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, d'Chamber huet haut iwwer e Projet ze bestëmmen, deen an deene leschte Méint, Wochen an Deeg vill iwwer sech schwätze gedoen huet. An ech wëll och hei schonn direkt uganks vu menger Ried kloer ervirsträichen: An den Ae vun der LSAP ass de LUXEOSys e wichtege Projet. Där Meenung war den ehemolege Verdeedegungsminister an där Meenung ass och de jëtzege Minister.

Kloer ass fir eis natierlech, dass d'Konzeptioun an d'Budgetisatioun vum Projet suboptimal gelaf sinn. An doraus musse mer déi richteg Léiere fir d'Zukunft zéien. An ech kommen zum Schluss vu menger Ried nach eng Kéier drop zréck.

Firwat ass et e gudden a wichtege Projet? Lëtzebuerg huet sech 2014 zu Wales dozou engagéiert, seng Defenseefforte vun 0,4 % op 0,6 % vum PIB eropzesetzen a sech mëttelfristeg den 2 % unzenäheren. Och hu mer eis dozou engagéiert, 20 % vun den Defenseefforte fir Investissementer ze reservéieren.

Mir huelen also hei eis Verantwortung wouer a weisen international Solidaritéit, andeems mer d'Efforte vun der NATO, mee och vun der Europäescher Unioun duerch dës nei Capacitéiten ënnerstëtzen. Als klengt Land mat bescheidene Mëttel ass eis national Sécherheet enk mat der NATO verbonnen. An duerch dëse Projet droe mir e klengen, awer wichtegen, also net onweesentlechen Deel zum Bündnis bäi.

D'Haaptaufgabegebitt vun eiser Arméi vis-à-vis vun der NATO ass dat vun der Reconnaissance. A mir sinn an der Reconnaissance terrestre spezialiséiert, en Deel vum Gebitt vun der Intelligence, Surveillance a Reconnaissance, kuerz ISR.

Lëtzebuerg huet och eng ganz Rëtsch Kompetenzen a Capacitéiten am Space an a Saache Satellitten entwéckelt, sou virun allem och an der Satellittekommunikatioun, zum Beispill duerch d'SES, fir och déi hei ervirzesträichen. Dësen Knowhow kënnt och elo schonn a Krisesituatiounen duerch eis Arméi an den Asaz, zum Beispill am Mali, fir dëst Land net ze nennen.

Mat LUXEOSys moderniséiere mer eis also um Gebitt vum ISR a verréngere gläichzäiteg de Risiko fir déi implizéiert Leit aus der Arméi. D'Moderniséierung vun eisen ISR-Capacitéiten, wou mer jo op besteeënd Capacitéiten opbaue kënnen, ass d'ailleurs och en Haaptzil vun de Ligne-directricë vun der Defense, déi 2017 adoptéiert goufen. Mat dësem Projet komme mer also engem reelle Besoin vun der Europäescher Unioun an och der NATO a Saachen ISR no, dat well et och an haitegen Zäiten ëmmer méi gefrot gëtt.

De LUXEOSys ass e ganz attraktive System, dee verschidde Besoinen, souwuel a militäresche wéi och an zivillen Domäner, couvréiert. De Projet kann och eis Arméi duerch nei Beruffer a Perspektive méi attraktiv maachen. Och wann d'Arméi jo net méi, wéi uganks geplangt, direkt mat der Exploitatioun implizéiert wäert sinn, huet de Verdeedegungsminister awer ënnerstrach, dass d'Arméi mëttelfristeg an de Projet matabezu wäert ginn, an dat ass och nëmmen ze begréissen.

Finalement huet de Projet LUXEOSys awer och e Retour économique fir Lëtzebuerg, duerch d'Firma OHB-I. Sou schafft dës Firma och mat lëtzebuergesche Sous-traitanten zesummen, déi effektiv dann och de Spacesecteur weiderdreiwen.

Niewebäi, an och dat Resultat ass e Fait, schaffe mer verstäerkt a verdéiwen och d'Lienen a Saachen Defense mat der belscher Arméi. Och déi Kooperatioun steet hei am Vierdergrond.

Dat sinn an eisen Aen eng ganz Rei positiv Punkten, dat sinn eng Rei Plus-valuen.

Här President, trotzdeem wëlle mer net verstoppen, dass d'Konzeptioun vum Projet hätt kënne besser sinn, wouduerch eng Rei Nobesserungen net néideg gewiescht wären, déi natierlech och en Impakt op de Budget haten.

Do ass et wichteg, fir an Zukunft Verbesserunge virzehuelen, an ech mengen, et ass och fir eis wichteg als Deputéiert, eng komplett Vue op esou grouss Projeten ze hunn, éier mer se stëmmen. An ech mengen, dat hu mer alleguerten heibannen erkannt.

Den initiale Projet vun 2018 huet op eng Rëtsch vun Hypotheese gefousst, déi hirersäits op den Donnéeë vun der Defense a vun der Arméi gemaach goufen an op déi sech den deemolege Minister beruff huet, wann et zum Beispill ëm d'Implantatioun vun den Antennen, d'Operatioun vum Centre de traitement vun de Biller duerch d'Arméi oder de Contrôle an d'Steierung duerch LuxGovSat gaangen ass.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Dat war zu deem Zäitpunkt déi beschten Optioun an den Ae vum Minister, eng Decisioun, déi vun Informatiounen, déi em zougedroe goufen, gestëtzt war. Et leien haut aner Donnéeën um Dësch, wouduerch verschidden Hypotheesen net méi machbar sinn an de Projet ëmgeännert huet misse ginn.

De Fait, dass en cours de route Ännerungen hu misse virgeholl ginn, ass vläicht net ëmmer Usus. Et goufen eng Rei nei Elementer, déi zur Verfügung stounge par rapport zum éischte Projet. Deemools wéi och haut hu béid Ministeren, par analogie, op Donnéeën zréckgegraff, déi hinnen zur Verfügung stounge respektiv stinn. A béid Demarchë si komplett nozevollzéien.

Här President, d'Fakte leien um Dësch. All déi wichteg Acteure goufe gehéiert. Et ass elo an der Verantwortung vun der Chamber fir sécherzestellen, dass an Zukunft dës Prozeduren an och dës Planungsprozesser méi transparent a previsibel oflafen, fir dass mir och als Chamber e Maximum u Kloerheet hunn, wa mer gréisser Projete stëmmen.

Dofir droe mer och ganz kloer als LSAP déi Rëtsch Recommandatioune mat, déi d'Comexbu ausgeschafft huet an déi och hei an de Rapport agefloss sinn an déi och un d'Regierung adresséiert goufen. An ech wëll hei kuerz op déi eng an op déi aner agoen:

Mir sollte sécherstellen, dass d'Etüden, déi grondleeënd Hypotheesen an déi initial Käschte vun engem Projet confirméiere sollen, an Zukunft esou wäit wéi méiglech ofgeschloss sinn, éier d'Projeten hei an der Chamber op den Dësch geluecht ginn an och gestëmmt ginn. Sou kënne mer Konstellatiounen, dass nom Vott vum Projet Ännerungen néideg sinn, well grondleeënd Hypotheese geännert hunn, an Zukunft vermeide respektiv zumindest miniméiere respektiv reduzéieren.

Et ass kloer, dass ee konnex Käschte vun engem Projet net ëmmer am Viraus kennt. Et kënnen nei Situatiounen optrieden. Et kann een dat net ëmmer virausgesinn, notamment wann et ëm d'Acquisitioun an och ëm d'Realisatioun geet.

Mir sinn och d'accord, dass d'Chamber méi generell de finanzielle Volet vu grousse Projete méi intensiv suivéiere soll a virun allem och - dat hu mer duerch déi verschidden Aussoe vun deene verschiddenen Acteuren, déi net ëmmer deckungsgläich waren, héieren -, dass mer eng besser Kommunikatioun a Koordinatioun tëschent deene verschiddenen Entitéite brauchen an dass dofir och, mengen ech, eng Plattform, en institutionelle Kader soll geschaf ginn, wou dës Acteuren nieft der gemeinsamer Ausaarbechtung och de Suivi vum Projet maache kënnen.

Ech ginn also heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun, dass mer och déi Rallonge budgétaire hei vun 139 Millioune stëmmen, fir dass dëse Projet ganz kloer eng Realitéit gëtt an dass mer och weiderhin international Solidaritéit weisen. A merci awer och der Rapportrice fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Biancalana. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Ech hu leider nëmmen e puer Minutte fir dëse ganz wichtege Sujet. Mee ech fänken un, fir der Madamm Empain Merci ze soe fir hire Rapport an der Madamm Adehm ze felicitéiere fir hire Virtrag, deen, géif ech soen, och vun eis bal ganz ka matgedroe ginn an dee mat ganz vill Expertis, Kompetenz hei virgedroe gouf.

D'ADR war deemools fir de Projet vum Satellitt aus änleche Grënn wéi d'CSV: well mir eis zu der kollektiver Verdeedegung bekennen, well mer och mengen, datt Lëtzebuerg sollt e verlässlechen Alliéierten an der NATO sinn, an och well d'Argumenter, déi virgedroe goufen, deemools schonn iwwerzeegend waren.

D'Lignes directrices vun der Defense waren zwar net mat der Oppositioun ofgeschwat deemools, mee et ass awer geschwat ginn, fir deen Technologieréckstand vun der Lëtzebuerger Arméi auszegläichen, wat och an eisen Aen eng richteg Approche war, fir d'Zukunft virzebereeden. Et ass gesot ginn, datt d'ISR-Capacitéiten - also Intelligence, Surveillance a Reconnaissance - vun der Arméi sollte besser opgebaut ginn. Och dat ass an eisen Aen eng richteg Approche gewiescht, well d'Arméi do eebe schonn eng gewëssen Expertis hat.

An et ass eis vu Retombée économique geschwat ginn deemools duerch de Verkaf vu Biller. Dat konnte mer net kontrolléieren deen Ableck, mee dat ass jo an der Tëschenzäit eigentlech esou net méi ze halen. A mir haten eng Fro, déi och deemools am Raum stoung, dat ass d'Kontinuitéit vum Projet: Wat geschitt, wann de Satellitt no zéng Joer dann net méi op Orbit ka bleiwen? Gëtt en dann ersat? Hu mer Kompetenzen opgebaut, déi mer dann an d'Zukunft projezéieren? Mee grosso modo ware mir d'accord mat deenen Argumenter, déi virgedroe goufen.

Haut ass et anescht. Mir wësse méi! A mir wësse méi an e puer Aspekter. Dat Éischt ass de Konzept en tant que tel. Här Bausch, ech mengen, d'Madamm Adehm hat dat och scho gesot, Dir hutt selwer op Zweifelen an der NATO opmierksam gemaach, ob dat elo dee Genre Kontributioun ass, dee vun eis wierklech erwaart gëtt. Gëtt et e Manktum an der NATO un deem Typ Satellitt? Dat musse mer och emol méi genau ofklären. Ass et dee

Manktum och deemools ginn, wéi déi hei Decisioun geholl ginn ass, 2018? Oder hätte mer kënnen op aner Weeër goen? D'Madamm Adehm hat d'Dronen ernimmt. Dat ass richteg. Mee et gëtt och aner Weeër wéi elo deen heiten Typ Satellitt.

An ech mengen, Här Bausch, Dir hat selwer viru Kuerzem e Message op der Websäit vun enger Lëtzebuerger Firma hannerlooss, dat ass Kleos. Kleos, déi hunn eng aner Approche, vill méi bëlleg. Déi hunn en aneren Typ Satellitt, déi hunn aner Satellitten. Déi maachen am net optesche Beräich eng ganz effizient Opklärungsaarbecht. Déi hunn der elo véier eropgeschoss mat engem indesche Lanceur, dänesch Satellitten. Ech mengen, déi goufen an Dänemark gebaut. Déi si mat engem indesche Lanceur eropgeschoss ginn. A si plangen elo schonn un enger zweeter Well vun Nanosatellitten, Käschtepunkt ronn 12 Milliounen Euro.

An d'Fro stellt sech, wann een dat da vergläicht, och wa mer op de Wee vu Satellitte ginn, fir Äerdobservatioun ze maachen, wann dat dann den Usaz soll sinn, ob deen, dee mir deemools gewielt haten, deen eis vun der Regierung recommandéiert gouf, deemools schonn dee richtege war oder ob net aner Optioune mat Acteuren zum Deel hei am Land oder Acteuren, déi sech an der Tëschenzäit hei am Land niddergelooss hunn, och gangbar gewiescht wären.

Drëtt Element: OHB-I, och dat huet d'Madamm Adehm schonn ernimmt. Mee normalerweis hätte mer jo och iwwer Arianespace oder anerer kënnen esou Operatioune maachen. An d'Fro stellt sech eeben, an och dat musse mer elo am Nachhinein kucken: Firwat OHB-I a firwat net bei der Konkurrenz? Oder firwat net deelweis aner Optiounen och studéieren?

War de Konzept realistesch? Sou wéi en eis presentéiert gouf, war en et sécher net! Déi Iddi vum Verkaf vun de Biller huet sech och am Nachhinein als net realistesch erausgestallt. Well engersäits gëtt gesot, datt déi Biller héichopléisend sinn, also och héichsensibel vum Militäreschen hier, an dann hu se awer keng Klassifikatioun! Well et ass esou: Well se keng Klassifikatioun hunn, hätte se nämlech déi Nisch an der kommerzieller Welt kënnen ausfëllen, fir datt och anerer op esou Biller kéinten zréckgräifen.

Mee dee Modell geet net! A mir hunn et och gesinn an dat hu mer och entdeckt bei den Diskussiounen a leschter Zäit, dat geet net, well och bei LuxGovSat hu mer Problemer vu Vertrauen. Et ass nun eemol esou, datt an deem do Beräich eigentlech d'Vertraue vu Militär zu Militär existéiert. An et ass ganz schwéier fir militäresch Clienten oder staatlech Clienten, fir genuch Vertrauensbasis zu engem net militäresche Partner opzebauen. Dat ass net einfach. Et ass mat LuxGovSat net einfach an et ass hei am Beräich vun der Auswäertung vu militäreschen Opklärungssatellitten och net einfach.

D'Fro ass: Wéi wäit ass et dann iwwerhaapt realistesch? A bleift d'Regierung bei deem Konzept, fir déi Biller net ze classifiéieren, déi sou bei deem LUXEOSys da sollte geholl ginn.

Et ass e bëssen eng falsch Alternativlosegkeet, déi hei opgebaut gëtt. Et gëtt eng ganz Rei Aspekter, wou ee sech kéint soen: „Dee Satellitt do, dee kënne mer vläicht bei anere Partner viruverwäerten."

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

A mir, och wa mer am Satellitteberäich wéilte bleiwen, kéinten op de Wee vun Nanosatellitten oder vun anere Satellitte goen, soudatt déi finanziell Perten, wann iwwerhaapt, kéinte limitéiert ginn. Also brauche mer eng nei Iwwerzeegungsaarbecht um Fong vum Dossier, wann d'Regierung eis wëll kredibel duerstellen, datt mer op deem do Wee sollte virugoen.

Mir hunn, wat elo den Oflaf vun der Saach ugeet, einfach mat engem schrecklechen Amateurismus hei ze di gehat. Et kann ee sech legitimmerweis froen, ob d'Regierung net hätt missen direkt och op de Wee goen an deem ganze Verlaf vum Projet, fir mat engem anere Staat zesummenzeschaffen, deen eng grouss Experienz an deem do Beräich huet. D'Amerikaner, d'Fransousen, wien och ëmmer, mee een, dee vun A bis Z weess, wéi d'Gestioun vun esou Satellitte gemaach gëtt, dat wär och e Wee gewiescht, dee kredibel gewiescht wär, amplaz datt e Ministère wéi eisen, dee ganz kleng ass a kloer net outilléiert ass, fir e Projet vun esou enger Envergure ze geréieren, datt dee sech dorunner gëtt.

Mir hu jo elo gesinn, wou do d'Problemer opdauchen a mir mussen entweeder op de Wee goe vun enger vill méi intensiver Zesummenaarbecht mat eisen Alliéierten, wa mer esou Projeten hunn, oder de Ministère esou ausbauen, datt e kapabel ass, mat esou Projete besser ëmzegoe wéi an der Vergaangenheet. Op jidde Fall, dat wat do geschitt ass, ass einfach net kredibel, et ass net ze vertrieden. An d'Responsabilitéit vun deene Saache siche mir net bei de Beamten, mee beim Minister, bei deem Minister, deen Äre Virgänger war, Här Bausch, awer och bei lech. Well et ass nun eemol esou, datt ee sech net kann aus där Verantwortung eraushuelen, wann ee Chef vun engem Ministère ass oder eeben de politesch Verantwortleche vun engem Ministère.

Gëschter an der Pressekonferenz vun der Oppositioun sinn ech méi laang op d'Problemer vun dem Personal agaangen. Ech wëll just hei kuerz widderhuelen, datt et nach ëmmer kee Personalopbau gëtt, kee Personalkonzept, déi kredibel sinn, fir datt d'Arméi eng Kéier kann d'Auswäertung vun deene Biller iwwerhuelen. Et ass just nach eng Kéier viru Kuerzem vum Generol Thull confirméiert ginn, datt dat d'Absicht ass. Mee nach ëmmer si mer wäit dovun ewech, fir e konkreete Projet an deem Beräich ze hunn.

D'Antennen. Ech wëll hei och kuerz op déi Diskussioun agoen. Et ass eis erklärt ginn, d'Antenne kéinten net op den Härebierg kommen. Mir haten och do virun zwou Wochen e puer Erklärungen héieren. Ech kennen den Härebierg warscheinlech relativ gutt, och am Vergläich zu allen anere Kolleegen heibannen, well ech nun emol eelef Joer Offizéier vun der Arméi war.

(Interruption)

Ech kennen den Härebierg an ech kann lech soen: Et ass kee Problem. Mir hunn do dräi Erklärungen héieren, déi eng manner glafwierdeg wéi déi aner. Déi eng ass, et bräicht ee Plaz, fir eng Wäschanlag dohinner ze setzen. Déi aner ass d'Landeplaz fir d'Dronen; ech ginn net op d'technesch Detailer an, ech erspueren lech dat. An dat Drëtt ass, et wär déi eenzeg Plaz um Härebierg, fir Taktik ze maachen. Déi dräi Erklärungen halen d'Strooss net! Et ass einfach net kredibel.

Et ass eis och gesot ginn, datt wann déi Missioun dohinner komm wär, do e puer Beem hätte missen ëmgehae ginn. Dat deet mir och leed, mee et kann ee se dann op enger anerer Plaz erëm planzen. An et hätte misse Sockele vun zwielef Meter dohigesat ginn. An dat sinn Objektiounen, déi aus engem Ministère kommen. Mat allem Respekt, Här Minister, Är Partei baut industriell Wandanlage vun 200 Meter a méi Héicht an dann ass e Sockel vun zwielef Meter fir eng Antenn fir lech op eemol e Problem! Wësst Der, näischt vun deenen do Saache kann eis iergendwéi iwwerzeegen.

D'Antenne kënnen elo op Redu kommen. Da sot Der eis, an dat ass vläicht an absolutten Zuelen oder aus der Vue vum gesamte Staatsbudget richteg, dat wär net vill. Dat sinn dann 2,5 oder 2,9 Milliounen Euro oder esou, déi dat kascht. Ech hunn trotzdeem e schlecht Gefill, wësst Der. Och 2,9 Milliounen sinn e Käschtepunkt.

An ouni wëllen ze polemiséieren, ech erënnere mech hei un déi Diskussiounen, déi mer beim Adapto haten, ëm Milliounebeträg an där dote Gréisstenuerdnung, fir den Adapto ze reforméieren. A fir mech sinn déi 2,9 Milliounen, déi mer fir näischt ausginn, fir d'Antennen op Redu ze setzen, wou mer se hätte kënnen op den Härebierg setzen, net akzeptabel! An Äert Argument vun deenen zwou Milliounen, datt dat net géif an d'Gewiicht falen, dat akzeptéieren ech net. Mir hunn aner Projete gehat, wou déi Sue méi wéi wëllkomm gewiescht wären.

Mir hunn elo mat der Belsch eng Zesummenaarbecht fonnt, fir déi Biller auszewäerten. Dat ass ganz gutt. Eis belsch Frënn, déi hëllefen eis bei ganz villem. Dat ass eng exzellent Zesummenaarbecht. Trotzdeem wier et gutt, wa mir déi eege Kapazitéite géifen opbauen, fir dat ze maachen, fir och déi Karriäre méi interessant ze maachen, fir d'Arméi méi interessant ze maachen.

Mee mir hunn en Accord belgo-luxembourgeois ofgeschloss am Oktober 2017, dat steet och an den Dokumenter. Dat ass en internationalen Accord, Här Minister, a wéi ëmmer froe mer lech: Wéini kréie mer dee virgeluecht, fir en ze ratifizéieren? Dir wësst, et gëtt en Avis juridique, et gëtt ganz wéineg Saachen, déi mer net kënnen hei ratifizéieren, déi musse geheim gehale ginn, Dir kennt dat. Dat heescht, deen Accord bilatéral, deen hätte mer gär hei, fir en ze ratifizéieren. A mir géife gär wëssen: Wat kascht dat, datt elo déi belsch Arméi dat mécht? Wien decidéiert, wéi eng Biller an Optrag gi ginn?

Ech mengen, dat hänkt jo och domat zesummen. Well mir, d'Lëtzebuerger Arméi, hu jo elo nach net déi Kompetenzen, fir dat ze maachen. Dat heescht: Wien decidéiert, wéi eng Biller gemaach ginn, wéi se ausgebeut ginn, wéi se verwäert ginn, u wie se virugi ginn? Dat alles wäert jo wuel an deem Accord stoen. Dofir hätte mer e gär hei an der Chamber, well dat ass e wichtegen Deelaspekt vun deem ganze Projet iwwert déi Joren, bis da schlussendlech Lëtzebuerg déi Kompetenzen huet, fir dat selwer ze maachen.

Dann de „pôle gouvernemental aérien au Findel". Dat ass eng Saach, wësst Der, wou éischtens d'Lignes directrices sech dorop bezunn hunn - an och dat huet d'Madamm Adehm ernimmt gehat -, dat war eng Saach, déi bannent der Koalitioun an där viregter Regierung ofgekläert ginn ass. Dat war an der Koalitioun esou ofgemaach, an da stoung et och am Koalitiounsaccord vun 2018, datt dee Pôle gouvernemental aérien soll op de Findel kommen. An da kënnt et elo net! An do froe mir eis: Wou ass dann do de Problem? Ech mengen, wann ech elo bei der LSAP wär, da géif ech awer déi gréng froen: „Wéi trei sidd Dir zum Koalitiounsaccord?", well dat stoung jo awer do dran.

An elo hu mer hei erheeblech Méikäschten, zum Deel, well de Pôle gouvernemental aérien op eemol net méi geet, obschonn en am Koalitiounsaccord war. Fir eis ass dat och net kredibel. Mee dat ass éischter e koalitiounsinterne Problem.

Mir wëllen als ADR, datt mir eng kredibel Defense hunn, déi vun den Alliéierten unerkannt gëtt. Mir stinn därmoossen ënner Drock, well mer esou eng niddreg Kontributioun leeschten, datt mer prinzipiell mat lech d'accord sinn, datt mer mussen do méi maachen, fir eis Flichten als Alliéierte kënnen ze erfëllen. Ech mengen, där Saach kënne mer eis net entzéien a mir wëllen eis och där Saach net entzéien.

Awer wa mer esou vill Suen investéieren, da musse mer dat op eng seriö Manéier maachen. Mir mussen eng reell Plus-value hunn. Et muss eng Saach sinn, déi eisem Land notzt. Et muss probéiert ginn, d'Arméi doduerch ze revaloriséieren. Et muss probéiert ginn, och ekonomesch, datt et am Virdeel vum Land ass. Et muss een, kuerz gesot, eng responsabel Gestioun maache vun dësem Dossier. Et däerf een net amateuristesch virgoen. Et muss ee kucken, datt de Ministère esou opgebaut ass, datt e seng Aarbecht kann erfëllen. Dat schëllege mer all deene Leit, déi Steiere bezuelen, fir esou een Dossier ze maachen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Wat alles bei deem Projet Militärsatellitt schifgelaf ass, dat ass virdru vu verschiddene Virriedner schonn ausféierlech an och ganz gutt debattéiert ginn. Duerfir wëll ech och elo hei op dëser Plaz net méi laang dorobber agoen. Mir menge souwisou, datt mer nach keng Konklusiounen zéie kënnen, well mer nach net genuch Elementer hunn. A genau dowéinst brauche mer och eng Enquêtëkommissioun, déi déi Kontradiktiounen, déi an deem Dossier bestinn, wierklech opkläre kann an och ka Konklusiounen zéien, politesch Konklusiounen. An dat kann e Rapport vun der Cour des comptes mat Sécherheet net!

Här President, fir eis war am Summer 2018 de Kaf vun engem Spionagesatellitt fir 170 Millioune komplett absurd an onnëtz. Duerfir hu mer och deemools als eenzeg am Parlament vertruede Partei dergéint gestëmmt. Ëmsou méi absurd an onnëtz ass et fir eis, elo nach eng Kéier 140 Milliounen dropzeleeën. An ech mengen, do muss een awer soen, datt ee vläicht Gréisstenuerdnungen hierstellt.

An der Wunnengskris, an där mer am Moment sinn, huet de Fonds du logement e Joresbudget vun 170 Milliounen. Hei verpolfere mer 309 Millioune fir eppes, wat an eisen Aen onnëtz an absurd ass, an dat ass den eigentleche Skandal, onofhängeg dovunner, datt dee Projet katastrophal geréiert gouf.

Wat eis bei där ganzer Saach awer am meeschte wonnert, ass, datt sech esou vill gewonnert gëtt. Well dëse Projet spillt sech, wéi och all anere Militärprojet, an engem ganz ongesonden Ëmfeld of, dat carrement predestinéiert ass, fir Steiergelder ze verbëtzen.

Well bei all aner Investitioun vum Staat gëtt fir d'éischt e konkreete Besoin festgestallt, zum Beispill: Mir brauchen an enger bestëmmter Regioun e Lycée oder en neit Spidol oder mir brauchen nei Zuchinfrastrukturen et cetera. Fir d'éischt gëtt e Besoin festgestallt, da gëtt e Projet geplangt, da gëtt e chiffréiert, et ginn Etüde gemaach an da gëtt gekuckt, wou een an der Staatskeess de Budget zesummekritt, fir kënnen dee Projet ze realiséieren.

Bei der Defense ass et ëmgekéiert. Do gëtt et fir d'éischt de Budget an duerno gëtt gekuckt, wat een da mat deene Sue maache soll. An dat féiert dann dozou, datt net op genee artikuléiert Besoinen higeschafft gëtt, well et jo kee wierkleche Besoin gëtt, mee datt et méi oder manner der Kreativitéit vum jeeweilege Minister iwwerlooss ass, wéi een déi 400 Milliounen Euro pro Joer iwwerhaapt lassgëtt. An dat wëssen d'Entreprisen och!

Déi privat Acteure wëssen natierlech, datt d'Regierung sech muss riseg Ausgaben aus de Fangere suckelen. An am Land vun de kuerze Weeër hunn déi natierlech Interessi dorunner, der Kreativitéit vum jeeweilege Minister op d'Spréng ze hëllefen. An ech zitéieren hei den ehemolege Verteidegungsminister Étienne Schneider am Projet vum Rapport vun der Comexbu, wou e gesot huet: „Ma déi", also déi privat Acteuren, „déi liese jo och d'Zeitung. Déi hu jo och matkritt, datt mer zu Wales eis engagéiert hunn, anstatt 80, 90 Milliounen an Zukunft 400 Milliounen d'Joer auszeginn. An da wären et schlecht Geschäftsleit, wa se net op d'Iddi kéimen ze soen: ‚Elo hëllefe mer deem awer emol, déi Suen auszeginn.' Voilà!" Zitat um Enn.

Voilà, da kommen esou hallefgar Projeten dobäi eraus, déi kee Mënsch brauch a fir déi d'Autoritéite manifestement net déi néideg Expertis an och net déi néideg Kompetenz hunn.

Här President, déi Affär hei ronderëm de Spionagesatellitt ass just e Symptom vun engem Problem, dee säin Ursprong op deem onsäglechen NATO-Sommet 2014 zu Wales huet, wou deemools eng nei Oprëschtungsspiral decidéiert gouf. Datt mir als Lénk der NATO hir Existenzberechtegung ofschwätzen, dorobber brauch ech net méi ze insistéieren, mee d'Absurditéit vun deem Club gëtt mat senger reng quantitativer Approche nach eng Kéier zousätzlech op d'Spëtzt gedriwwen. Och wann et deelweis Planungsprozesser ginn, heescht et grosso modo einfach: „Léif Staatscheffen, Dir musst méi Suen ausginn an alles gëtt gutt." Ma d'Resultat ass dann dat doten, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee e bëssen iwwerall.

An och do nach eng Kéier, den Étienne Schneider huet et selwer gesot an der Kommissioun, och erëm en Zitat: „Et ass keen, deen iergendee Waffesystem sech liwwere gelooss huet, deen am Präis war." Dat ass Politik, dat ass d'Realitéit an deem dote Beräich! A wie profitéiert dann dovunner? Ma et ass kee Geheimnis, datt d'USA an déi grouss EU-Länner déi aner NATO-Membere virun allem dowéinst zu méi héije Militärausgaben drängen, well se sech massiv Opträg fir hir Rüstungsindustrie erhoffen.

Wéi d'Geschicht jo och androcksvoll bewisen huet, spillen an deem Beräich d'Interessie vum Kapital ëmmer eng grouss Roll. A fir dat vis-à-vis vun der Bevëlkerung ze rechtfertegen, erfënnt oder exageréiert d'NATO da stänneg nei Bedroungspotenzialer, fir datt och nëmme keen op d'Iddi kënnt, dat doten a Fro ze stellen. An esou fléissen dann iwwerall nei Milliarden an d'Rüstungsindustrie an an d'Täsche vun hiren Aktionären.

Mee fillt sech duerfir iergendeen an Europa méi sécher? An déi Fro misst ee sech jo awer och am nationale Kontext stellen. Mécht dëse Satellitt eist Land méi sécher? Well dat ass jo awer dat, wat zumindest an der Theorie d'Aufgab vun der Defense misst sinn.

Et ass ëmmer erëm erstaunlech, wéi wéineg sech mat der Fro beschäftegt gëtt, wat da schlussendlech mat deem Krichsmaterial gemaach gëtt, dat d'Regierung sech wëll uschafen. Dat, wat eis jo eigentlech sollt interesséieren, ass d'Exploitatioun, déi schlussendlech mat dësem Satellitt gemaach gëtt. Wat ass d'Finalitéit dovunner?

Deen heite Satellitt soll kënne Biller mat enger ganz héijer Opléisung schéissen, et ass virdru scho gesot ginn: manner wéi 50 Zentimeter, vun egal wéi enger Plaz op der Welt. Mee wéi eng Objete ginn dann do fotografiéiert an a wéi engem Kontext? Wie kritt déi Biller a wat maachen déijéineg schlussendlech domat? An do, muss ech soen, sinn d'Informatiounen awer ganz spärlech geséit: Am éischte Projet ass nach gesot ginn, en Deel vun de Biller géif u privat Firme verkaaft ginn. Dovunner schéngt elo mëttlerweil keng Ried méi ze sinn. De Minister Bausch huet eis an der Kommissioun erkläert, datt d'Biller ausschliisslech am Kader vu Kooperatiounsaccorden tëschent Regierungen oder awer mat Institutioune wéi der NATO oder der UNO géifen ausgetosch ginn.

Ech gi jo net dovunner aus, datt mir als Deputéiert jeemools wäerten esou Kooperatiounsaccorden ze gesi kréien. Mee ech froen awer trotzdeem mol den Här Minister: Wat sinn dann dem Staat Lëtzebuerg seng Konditiounen, déi hie stelle wäert, fir datt auslännesch Regierungen oder d'NATO kënnen op Satellittenopname vu LUXEOSys zréckgräifen?

Wann zum Beispill eisen NATO-Partner Tierkei elo eng Ufro mécht, fir Prezisiounsopname vun de Kurdegebidder am Norde vum Irak ze kréien, wat maache mer dann? Schécke mer hinnen déi dann? Wann Israel Biller vun der Gazaträif ufreet oder Italie Biller vun den Uelegfelder a Libyen, schécke mer hinnen déi dann? An opgrond vu wéi enge Prozeduren an Decisiounen?

Iwwerhaapt ass et schwéier virstellbar, wéi dëse Satellitt soll fir d'Verdeedegung agesat ginn, zumindest emol fir d'Verdeedegung am strikte Sënn, nämlech d'Verdeedegung vum europäeschen Territoire. Wat ee sech awer ganz gutt virstelle kann, ass, datt de Satellitt fir d'Verdeedegung vun ekonomeschen Interessien an alle méigleche Weltgéigenden agesat gëtt.

Här President, d'Majoritéit vun dëser Chamber wäert viraussiichtlech eng Rallonge fir de Satellitt stëmmen, deen domat am Ganzen 309 Millioune

kaschte wäert, zumindest Stand haut. Et weess ee jo net, wat nach wäert derbäikommen. Et muss een och soen, déi 309 Milliounen, déi sinn hors TVA. Den Ursprong vun deene Méikäschten ass net opgekläert. D'Plus-value fir eis Arméi ass méi wéi zweifelhaft an d'Finalitéit an d'Utilisatioun vun deem Satellitt sinn total am Onkloren. Derbäi kënnt, datt de lëtzebuergesche Satellitteprogramm bei der NATO, sou gëtt zumindest de Minister Bausch an engem Artikel vum „Land" zitéiert - d'Madamm Adehm huet en och schonn ernimmt -, op wéineg Verständnis stéisst.

An do soen ech mer: Do bäisst sech jo dann awer d'Kaz an de Schwanz. Wa mer soen, datt mer mussen eis Ausgaben am Militärberäich an d'Luucht setze wéinst der NATO, an duerfir maache mer dann esou Acquisitioune wéi déi heiten, an d'NATO seet dann: „Jo, mee dat ass awer net, wat mir eis dorënner virstellen, oder dat, wat mir wënschen", da muss ee soen, mee dann ass dat awer en Argument, wou ee wierklech d'Finalitéit vun deem Ganzen a Sënn an Zweck dovu kann a Fro stellen.

Här President, Dir eraant et: Mir kënne wierklech net novollzéien, wéi een dëse Projet gudde Gewëssens matstëmme kann. Mir wäerten et op alle Fall net maachen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu bei dëser Diskussioun ee grousse Virdeel géintiwwer menge Virriedner, vläicht mat der Ausnam vum Här Baum, well d'Piraten, wéi Der wësst, 2018 net mat fir dëse Projet gestëmmt hunn, well mer dee Moment nach net Deel vun dësem héijen Haus waren.

(Interruption)

Verschiddener heibanne géife sech warscheinlech haut wënschen, dass se net missten erklären, firwat si fir esou e Projet gestëmmt hunn, obwuel, an dat wëll ech hei ganz kloer soen, d'Chamber net schold drun ass, datt d'Finanzéierung vun dësem Projet esou kolossal aus dem Rudder gelaf ass. D'Verantwortung fir dëse Projet an déi domat a mengen Ae verlueren 309 Milliounen Euro läit ganz kloer bei der Regierung.

Jo, et war dem Här Schneider säi Projet. A jo, den Här Schneider ass haut net méi do. Mee dat spillt keng Roll. Et ass hei ze einfach fir ze soen, datt dëst alles eleng dem Här Schneider seng Responsabilitéit gewiescht wier. Eng Regierung ass eng Ekipp, eng Ekipp vu Spiller, déi sech all Woch, normalerweis freides, trëfft an dann u sech och misst wëssen, wat déi aner Spiller esou dreiwen. Just well ee Spiller aus dem Veräin austrëtt oder en Transfert an d'Privatwirtschaft mécht, heescht dat net, datt déi aner net weiderspillen.

Wéinst „manque de temps et de ressources", esou steet et am Rapport (veuillez lire: esou steet et am Exposé des motifs), wier et 2018 zu engem Feeler komm, e Feeler, deen de Steierzueler läppesch zousätzlech 139 net Euro, mee Milliounen Euro kascht! 139 Milliounen Euro, dat ass genuch, fir de Mindestloun fir 3.860 Leit wärend engem Joer mat alle Chargen ze bezuelen. Stellt Iech emol vir, wat een domat maache kéint. Dat ass, wéi de Marc Baum et richteg sot, e gudde Batz vum Budget fir soziale Wunnengsbau. Wat kéint een nëmme maachen an Domänen, wou et Krise ginn: Logementskris, Sozialkris ..., a Klimakris, soyons fous! Et kéint een also wierklech eppes mat deenen 139 Millioune maachen. A wat maache mir? Ma mir schécke se hannert 170 anere Milliounen an d'Stären!

Verbessert mech, wann ech falsch leien, mee et ass jo awer keen, deen an der Regierung en Zäitplang virgeluecht krut ausser deem, deen d'Regierung sech selwer ginn huet. Also de „manque de temps et de ressources" ass e selbstverschëlte Feeler. Fir bei de Sportsmetapheren ze bleiwen: e Selbstgoal.

All anere Projet de loi, deen an dësem héijen Haus virgeluecht gëtt, soll ausgeschafft, ausgerechent an iwwerpréift sinn. Firwat gouf dat bei dësem Projet verpasst? Aus deem ganz einfache Grond vläicht, well d'Regierung gefaart hat, si hätt keng Zäit méi. Et war vläicht schonn déi 91. Minutt an et hat ee vläicht d'Impressioun, datt ee sech net géif iwwert d'Nospillzäit erausretten an datt déi nächst Legislatur eng aner Ekipp um Terrain géif stoen. Si huet gefaart, datt d'Wielerinnen an d'Wieler hinne keng zweete Kéier hiert Vertrauen ausspriechen géifen. Also amplaz ofzewaarden an dësem Projet déi néideg Zäit ze loossen, gouf mat der Briechstaang en Text ofgestëmmt, deen esou net hätt däerfe gestëmmt ginn.

Deemools gouf gesot, d'Arméi hätt deen néidegen Knowhow schonn opgebaut. „Ee Projet, dee sech 100%eg areit an d'Kompetenze vun der Lëtzebuerger Arméi", Zitat Étienne Schneider Juli 2018. D'Arméi wier am ISR-Beräich ausgebilt an duerfir géif dëse Projet gutt bei si passen.

Haut steet fest, d'Arméi kann och mëttelfristeg net déi Leit ausbilden, fir mat dem Satellitt ëmzegoen. An dat ass nëmmen ee Facteur, wou sech verkalkuléiert a verplangt gouf. Net nëmme war an ass d'Arméi net prett, fir mam Satellitt ëmzegoen, d'Antennen hätten och net op den Härebierg gepasst.

D'Infrastrukture fir d'Biller vum Satellitt ze empfänke mussen op enger gesécherter Plaz ënnerbruecht ginn, duerfir fält och all anere Standuert hei am Land dann an d'Waasser. Duerfir mussen d'Infrastruktur an d'Bedreiwung elo vun de belschen Noperen iwwerholl ginn. Et gouf einfach net mat den Acteuren um Terrain geschwat. Och mat engem virleefege Rapport vun der Budgetskontrollkommissioun, dee bal 150 Säite laang ass, si mer eis emol nach net sécher, ob net nach méi an dësem Dossier schifgelaf ass.

Et kéint een elo soen, a verschiddener vu menge Virriedner hunn et gemaach, datt et besser ass, fir elo nach eng Kéier 139 Milliounen dranzestiechen, well soss déi 170 Milliounen, déi mer schonn investéiert hunn, herno komplett fir näischt waren. Also leeë mer elo nach eemol méi wéi dräi Véierel vum Kafpräis drop an der Hoffnung, datt elo alles klappt? Well souguer wa mer mat deenen 309 Milliounen averstane wären, wie seet dann, datt et dobäi bleift? Soen eis dat déi nämmlecht Consultanten, déi mer elo hu misse froen, fir dat Ganzt ze decortiquéieren, wat bei där éischte Kéier schifgaangen ass, wéinst engem „manque de temps et de ressources".

Ben, eppes kann ee soen: E „manque de temps et de ressources" kann dës Kéier net d'Excuse sinn, well d'Oppositioun huet drop insistéiert, datt mer hei souguer nach méi laang géifen driwwer diskutéieren. A wann et herno erëm géif dozou kommen, datt et e „manque de temps et de ressources" wär, da wär dat deen zweete Selbstgoal vun der Regierung. Da géif et 2:0 stoen.

Mir wëssen awer och nach ëmmer net mat Sécherheet, wat wou wéi genau schifgaangen ass. Well et an de Gespréicher mat de Leit um Terrain deels zu ganz widderspréchlechen Aussoe koum, kënne mer net garantéieren, datt an dësem Projet net nach méi Problemer optauchen.

Duerfir fuerderen d'Piraten mat deenen aneren Oppositiounsparteien, datt d'Chamber eng Enquêtëkommissioun zouléisst. Nëmme wa mer verstinn, wat hei alles schifgaangen ass, kënne mer sécher sinn, dass mer an zwee Joer net nach eemol op där selwechter Plaz stinn an de Staat net nach eemol Sue fir e Satellitt hiergëtt.

D'Regierung huet hei vill Vertraue verspillt. A mir Piraten sinn net dovun iwwerzeegt, datt dat heiten déi lescht Finanzsprëtz fir Satellitten ass, well: Dëse Satellitt huet eng Liewensdauer vun zéng Joer. D'Arméi geet dovunner aus, datt se fënnef bis zéng Joer brauch, fir déi néideg Capacitéiten intern opzebauen. Dat heescht, mir hunn elo e Choix. Entweeder mir soen der Arméi: „Baut déi Ressourcen op!" An da soe mer domadder implizitt: „Majo, da baue mer och nach en neie Satellitt duerno, an da kascht dat eeben dat, wat et kascht." Mir gesi jo, wat et kascht. Oder mir soen: „Nee, mir hunn elo agesinn, datt eis Arméi wierklech net mat Satellitte kann. An da schéisse mer elo e Satellitt an d'Stären, fir an zéng Joer dee Satellitt net méi ze brauchen, en net méi kënnen ze brauchen, well en dann näischt méi liwwert!"

Den Här Angel sot deemools: „De Satellitteprojet passt gutt bei Lëtzebuerg", well mer, ech zitéieren, „ee grousse Savoir-faire" hätten a well dëse Projet eis eng - nach eng Kéier Zitat - „grouss Visibilitéit am Ausland" géif ginn. Also de „Savoir-faire" hu mer, fir Geld an d'Stären ze schéissen! D'„grouss Visibilitéit am Ausland", bon, ech hat geduecht, de Projet sollt eis eng grouss Visibilitéit „op" d'Ausland ginn, mee vläicht hunn ech et och falsch verstanen, an de Satellitt soll Fotoe vu sech selwer maachen.

Ganz éierlech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et war e schéinen Dram: den Dram vun engem Militärprojet, mat deem mer eise Verflichtungen als Member vun der NATO nokomm wieren a mat deem mer nach e groussen - ech zitéieren erëm - „retour économique" gehat hätten. Den Dram, datt mer d'Biller vum Satellitt hätte kënne verkafen an esou en Deel vun de Käschten zréckkriten. D'Realitéit, dat musse mer all agesinn, elo wou mer mat engem décke Kapp moies erwächen, war an ass eng ganz aner.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet, deen hätt sollen ee vun dëser Regierung hire grousse Prestigeprojete ginn, wäert an d'Geschicht agoen als ee vun hire gréissten Echecken. „Wie mengt, domat géif et duergoen, deen iert", sot den Här Baum viru méi wéi zwee Joer. A wéi Recht e sollt hunn! Ech mengen, dat war em deemools selwer emol nach net esou ganz bewosst.

Mir mussen agesinn, datt de Projet vun engem Satellitt net méi drobar ass, an ophalen, de Steierzueler hiert Geld muttwëlleg weider zur Fënster erauszepuchen. A wat déi schonn engagéiert Käschte sinn: Jo, mir hunn e Slot, fir e Satellitt an de Weltall ze schéissen. Wann et stëmmt, wat d'Regierung eis erzielt huet, datt et do esou eng grouss Demande no deene Slotte gëtt, fanne mer sécher een, deen dee keeft.

Mir hunn en Engagement fir zwou Antennen. Wann et stëmmt, wat d'Regierung eis erzielt huet, an et géif e Mangel un esou Antennecapacitéite ginn, well mer déi och net um fräie Marché kéinte kafen, ma da kënne mer sécher een um fräie Marché fannen, fir deem déi Antennen zu engem vläicht méi bëllege Präis weiderzeverkafen.

A mir hu Sue fir e Satellitt ausginn. Ma wann et esou eng grouss Demande dobausse gëtt, fir esou e Satellitt ze bedreiwen, da fënnt sech sécher och een, deen eis dee Satellitt géif ofkafen.

Dat heescht, amplaz hei ze behaapten, mir géifen 170 Milliounen zur Fënster erauspuchen, wa mer dee Projet hei net géife verlängeren, sollte mer eis vläicht d'Fro stellen, wéi mer 170 Milliounen erëm kënnen erakréien, andeem mer de Krëppeng verschierbelen an domadder den Defizit esou kleng wéi méiglech halen. Well mir sinn hei net an enger Kris, mir sinn an enger Sammlung vu Krisen, an do kënnt et op all Euro un! An éier mer hei dovu schwätzen, 139 Milliounen nozeschéissen an domadder 309 Milliounen an de Sand, pardon, an d'Stären ze setzen, sollte mer vläicht kucken, wéi mer de Leit um Terrain hëllefen, an dat direkt, an net als Éischt an d'Stäre kucken.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och allen Deputéierte fir hir Beiträg, och wann et bei Verschiddenen, haaptsächlech zum Schluss, e bëssel-chen ... Effektiv, ech hu bal d'Stäre gesi bei där Interventioun, mee et hat eigentlech a groussen Deeler net méi esou schrecklech vill mam Projet ze dinn. Ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

Ech muss Iech soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn eigentlech e bësse perplex. Ech si perplex iwwer ...

Une voix.- Ma mir och!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- ... virun allem déi Interventiounen, déi hei gemaach gi vun der Oppositioun. Net, well d'Oppositioun natierlech gär Transparenz a Kloerheet hätt an deem Dossier. Déi wëll jiddwereen an dat fannen ech och absolutt berechtegt, zemools fir d'Oppositioun, mee d'Parlament am Generellen, datt se déi verlaangt.

Mee ech si perplex iwwert den Toun, ech si perplex iwwert d'Aggressivitéit, déi hei un den Dag geluecht ginn ass, ech si perplex, verwonnert, well dat an deene leschte Méint eigentlech net de Fall war, zënter datt mer an der Kommissioun - ob et an der Comexbu war oder och an der Defensekommissioun - Stonnen a Stonnen iwwert de Projet diskutéiert hunn, Tonnen Dokumenter hannerluecht hunn.

Ech sinn eigentlech e Fervent vun der Direktiwwerdroung vun de Kommissiounssëtzungen an de Public.

(Interruptions)

Jo, et kënnt heiansdo vir, datt een an der Oppositioun där nämmlechter Meenung ass wéi e Member vun der Regierung. Dat kann duerchaus virkommen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Awer net all Kéier!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Mee ech war nach ëmmer der Meenung, datt dat wichteg wär. An hei hunn ech am Fong e gutt Beispill geliwwert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat ass der Chamber hir Fro, net der Regierung hir!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Här President, ech hunn den Deputéierte ganz attentif nogelauschtert wärend bal zwou Stonnen. Ech wär frou, wa se sech elo géifen esou wäit beméien, mir och nozelauschteren! An duerno kënne se sech selbstverständlech d'Wuert froen - Parole après ministre -, an ech hunn Zäit, da kënne mer nach bis zwielef Auer hei weiderdiskutéieren. Dir hutt zwar nëmme Modell 1 gewielt als Chamber, mee ech hu kee Problem domadder. Ech wär elo frou, wann ech meng Ausféierungen normal, disziplinéiert kéint weiderféieren an net dauernd géif ënnerbrach ginn. Well ech hunn d'Deputéiert och net ënnerbrach!

Wéi gesot: Ech sinn e Fervent vun der Iwwerdroung an dat heiten huet mer e gutt Beispill ginn. Well ech kann Iech soen: Deen Toun an dat, wat hei elo gesot ginn ass, dat war guer net de Fall an der Kommissioun! An der Kommissioun si vill Froe gestallt ginn - sachlech, roueg. Ech sinn als Minister souguer oft gelueft ginn an ech krut mindestens 100-mol Merci gesot, well ech esou transparent wär an d'Dokumenter géif hannerleeën. Mee natierlech, dat kritt ee jo net mat. An ech kann och verstoen, datt ee jo elo en Narrativ haut brauch, fir den Dossier ofzeschléissen. An den Narrativ mécht, datt een dat natierlech muss zu enger Affär héichschaukelen, well soss passt dee Narrativ jo net no baussen. Dat ass jo da warscheinlech de Grond, firwat dat esou gemaach ginn ass.

Mee bon, soit! Ech kann domadder liewen an ech wëll och direkt soen: Mir ass et an deene ganze Méint, wou mer elo an deenen eenzelne Kommissiounen diskutéiert hunn, iwwerhaapt net drëms gaangen, fir Scholdzouweisungen ze maachen. An et ass mir och guer net drëms gaangen, fir meng eege Responsabilitéit, déi ech wärend zwee Joer hat - de 4. Dezember sinn ech genau zwee Joer Defenseminister -, vu mer ze weisen.

An ech wollt och soen: All déi Saachen, déi ech do bei d'Kommissioun bruecht hunn, déi Dokumenter, déi Notten, déi mer viruginn hunn, dat hu mer net gemaach, fir Scholdzouweisungen ze maachen. Dat hu mer gemaach, well mer wollten erausfannen: Wéi ass dat gelaf an der Vergaangenheet, wéi ass deen Dossier evoluéiert a firwat sinn déi Schwieregkeeten do komm?

A wann da gesot gëtt, dat wär bal Arroganz, ech hätt d'Kommissioun ze spéit informéiert ... Ech wëll der Madamm Adehm an och allen aneren Deputéierte vun der Oppositioun soen: Ech sinn am Dezember 2018 Defenseminister ginn. Dat heescht, wann een da rechent, räsonabeler Weis war et Januar 2019, ier ech en marche war - fir datt mer dann och wëssen, wou mer an de Joren dru sinn. Wann et esou wär, wéi Dir behaapt, datt ech annerhalleft Joer gewaart hätt, ier ech d'Kommissioun informéiert hätt, dann hätt ech d'Kommissioun eréischt am Summer 2020 informéiert. Or, ech hunn awer ufangs des Joers 2020 scho gefrot, fir an d'Kommissioun ze kommen!

Firwat hunn ech eréischt ufangs 2020 an net am Summer 2019 gefrot? Ma am Summer 2019 huet sech effektiv erausgestallt, datt mam Budget Schwieregkeete kéinten opkommen, mee ech hat nach keen Iwwerbléck. An et war mer natierlech wichteg, fir d'éischt emol mat engem externe Consultant zesummen Uerdnung an den Dossier ze kréien an ze kucken: Wou wäerte mer dann herno landen?

An ech muss och soen, an der Pressekonferenz kréien ech dann op där enger Säit gesot, ech wär ze spéit an d'Kommissioun komm, fir se ze informéieren. An da gëtt awer gläichzäiteg gesot, do hätt ech vun 180 Millioune geschwat an elo wären et awer nëmmen 139 Milliounen, déi missten nogestëmmt ginn, wat eigentlech de Beleeg ass, datt et mer drëms gaangen ass, datt ech der Kommissioun awer hallefweegs eppes iwwert den Historique an iwwert de Verlaf vum Dossier kéint virleeën, wat dann och kéint dozou féieren, datt mer an der Kommissioun kéinten doriwwer diskutéieren.

Ech hätt Iech am Summer 2019 natierlech kënne soen: „Ech hunn do schonn eng Rei Bedenken, ech weess awer nach net esou richteg, wou ech d'Bedenke siche ginn an duerch wat se kommen. An ech kann Iech och elo finanziell nach näischt soen, well ech muss dat emol nach kucken." Dann hätt Der gesot: „Dee mécht de Geck mat eis! E soll emol kucken, datt en eis en uerdentlechen Dossier virleet, an da soll en erëmkommen!"

Mee precisement dat hunn ech gemaach! Soubal den Dossier an d'Berechnunge fäerdeg waren, hunn ech d'Kommissioun informéiert, an dunn hu mer ugefaangen ze diskutéieren. An Dir krut an där Kommissioun - an et ware Gott weess vill Stonnen a Sëtzungen - all Dokumenter an alles, wat Der gefrot hutt.

Elo kënnt Der mer soen, dat stellt Iech net zefridden, wat Der do gesot kritt hutt. Mag sinn. Dat akzeptéieren ech och! Mee ech hunn och schonn deemools gesot, an zwar relativ fréi, dat wär net u mir ze decidéieren, mee ech wär awer fir total Transparenz an d'Chamber hätt eng Instanz zur Verfügung: Wann Der mir net gleeft, datt dat alles ass vun Dokumenter, déi ech hunn, ma wannechgelift, da beoptraagt d'Cour des comptes, déi jo eng onofhängeg Instanz ass, déi der Chamber ënnersteet, déi precisement duerfir do ass, fir d'Exekutioun vum Budget ze kontrolléieren! Ma beoptraagt déi, e Rapport spécial ze maachen, da kënne mer jo kucken, ob se méi erausfënnt oder méi Dokumenter fënnt wéi déi, déi ech hunn oder ech Iech hei ginn hunn, oder ob ech iergendeppes gezielt hunn, wat net deem entsprécht, wéi et wierklech ofgelaf ass.

Dat ass iwwer Méint net gemaach ginn! An ech sinn duerfir och frou, datt d'Majoritéit dat dann elo wëllt nohuelen an duerfir déi Resolutioun haut deposéiert huet, fir datt d'Cour des comptes déi Aarbecht ka maachen. Ma duerfir ass déi do! Dat ass Äert Instrument als Chamber. A méi hunn ech och deemools an deem Interview iwwregens net gesot, wou Der gesot hutt, dat wär „arrogant Schulmeisterei". Nee, dat hunn ech gesot, well ech laang Depu-

téierte war, laang an der Budgetskontrollkommissioun war an oft esou Rapporte gekuckt hunn, och oft Rapporte gefrot hunn an oft Rapporter bei esou Froe war. A well ech weess, wéi d'Chamber fonctionéiert.

Dat war éischter de Contraire: Dat war aus Respekt virun der Chamber, datt ech gesot hunn, datt ech eigentlech net kéint verstoen, datt déi Instrumenter, déi d'Chamber huet, net géife genotzt gi fir ze kucken, dann ze verifiéieren, ob dat, wat ech der Chamber géif soen, herno och wierklech géif stëmmen, a wéi de Verlaf wierklech war.

Duerfir: Fir mer do e Reproche ze maachen, bon, wann Der dat mengt, Dir hutt dee gemaach. Mee ech soen Iech just nach eng Kéier: Am Januar 2019 hunn ech, wéi gesot, ugefaangen. Am Summer 2019, sechs Méint duerno, hunn ech festgestallt, wou d'Schwieregkeete waren. Ech hunn direkt eng Bestandsopnam maache gelooss a soubal mer d'Resultat haten, hunn ech informéiert. Dir kommt, Madamm Adehm, jo da vläicht och eng Kéier an d'Regierung, da wënschen ech Iech bonne Chance, wann Der mengt, dat géif méi séier goen oder Dir kéint dat aneschters maachen. Op alle Fall ass dat net esou.

An da wëll ech Iech soen zu deene Recommandatiounen, déi Der gemaach hutt an Ärem Rapport: De Gros vun de Recommandatiounen, déi hunn ech Iech selwer relativ fréi an der Budgetskontrollkommissioun proposéiert! A firwat hunn ech dat proposéiert? Ma well ech dovun iwwerzeegt sinn a well ech och vun Ufank u gesot hunn, datt ech do d'Schwieregkeete gesi bei der Handhabung vun dësem Projet.

An da kommen ech zu der Vergaangenheet an zu de Schwieregkeeten an zu de Widderspréch - Dir nennt dat „widderspréchlech Aussoen", déi den Här Heck gemaach huet. Den Här Heck huet keng widderspréchlech Aussoe gemaach; oder vläicht huet en där och gemaach, i don't know, dat ass un Iech, dat ze verifiéieren. Mee op alle Fall: D'Grondphilosophie, mat där den Här Heck bei Iech komm ass, wéi en Iech erkläert huet, wéi de Projet ugaange ginn ass, dat ass iwwer Joerzéngte virdrun effektiv d'Grondphilosophie an der Defense gewiescht. Déi hunn ech awer net gutt fonnt! A wéi ech dee Projet gesinn hunn an entdeckt hunn, datt e Schwieregkeeten huet, hunn ech effektiv och dowéinst d'Hänn iwwert dem Kapp zesummegeschloen, well ech mer gesot hunn: Dat kann net sinn! An d'autant plus, well 2012 eng nei europäesch Gesetzgebung do war, déi mécht, datt een an der Defense zwar nach ëmmer kann aus Defensegrënn zum Beispill net iwwer Marché-publicke fueren, mee datt dat awer vill méi ageschränkt ass.

Mee dat war awer eigentlech nach dee mannste Problem hei an där ganzer Geschicht. Fir mech war den Haaptproblem, datt ech der Iwwerzeegung sinn, datt et net ka sinn, datt ech e Projet zesummestellen, bei deem net all d'Käschten, déi domat ze dinn hunn, direkt dra sinn. An dat huet den Här Heck Iech och hei erkläert, en huet gesot: „D'Philosophie an der Defense war ëmmer, datt gesot ginn ass: ‚Jo, do huele mer dann d'Fonctionnements- oder d'Exploitatiounskäschten, déi ginn herno iwwert de Fonds d'équipement militaire finanzéiert. Dat anert gëtt iwwert den normale Budget vun der Defense finanzéiert.'"

An ech hunn eng Kéier an der Kommissioun gesot, dat wär, wéi wann ech bei Bâtiments publics géif soen: „Ech bauen e Gebai", an ech bréngen iergendee Finanzéierungsgesetz vun engem Gebai. An da soen ech: „Dat ass awer nëmmen de Réibau mam Daach drop an esou weider. Mee herno d'Heizung, d'Elektresch an alles, wat drakënnt, dat finanzéieren ech iwwert deen normale Budget, iwwer iergendee Fong a mengem Budget, well dat huet jo nëmmen indirekt mam Gebai ze dinn."

Esou ass et och hei. An ech hunn Iech dat vun Ufank un an der Kommissioun gesot: Ech hunn do eng aner Philosophie. An ech si vun Ufank un och an dee Ministère eragaange mat där nämmlechter Philosophie wéi déi, déi ech iwwert déi Jore virdrun an dem Bauteministère hat, wou ech vill méi Projeten hu misse geréieren an deem heite Sënn wéi an dem Defenseministère.

An duerfir hunn ech Iech och proposéiert, datt ech d'office gär hätt, datt d'Defenseinvestissementsprojeten an dëser Legislaturperiod genau wéi d'Projete bei Bâtiments publics oder an aneren Administratiounen ënnert déi nämmlecht Prozedure géife falen, datt mer also reegelméisseg an d'Budgetskontrollkommissioun géife kommen, fir Iech d'Exekutioun vum Budget ze weisen.

Duerfir, et kann een awer d'Saachen elo net esou verdréien, och wann et engem an den Narativ passt haut, fir eng Affär draus ze maachen a fir dann ze versichen ze soen: „Hei ass e Minister, deen huet versot!" Ech kann domadder liewen, wann Der mengt, dat mussen ze soen. Mee bleift awer wannechgelift bei der Wourecht, wéi et war!

D'Realitéit war déi, datt de Minister d'Chamber drop opmierksam gemaach huet. An d'Realitéit ass awer och déi, muss ee soen, datt d'Chamber 2018 bei der Analys vum Gesetz an der grousser Majoritéit - mat Ausnam vun deene Lénken - awer guer näischt fonnt huet a fir dat Gesetz hei gestëmmt huet!

Dat mannst, wat een do awer och muss soen, dat ass, datt d'Froen net ganz wäit hu misse goen. Well wann Der deemools als Oppositioun esou kritesch gewiescht wäert, dann hätt Der och deemools kënnen dergéint stëmmen. Dir hutt et net gemaach! Duerfir wannechgelift, ier Der Léieren ausdeelt an hei Scholdzouweisunge maacht, kuckt awer och e bëssen op Är eegen Agenda a wéi Der Iech am Dossier hei verhalen hutt!

(Interruptions et brouhaha)

Da wëll ech awer och soen, datt hei eng Rei Saache gesot ginn, déi einfach net stëmmen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Selbstverständlech.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här Bausch. Dir hutt elo Referenz gemaach op de Vott, deen deemools gemaach gouf, ënner anerem vun der CSV-Fraktioun. Ech wëll Iech da just d'Fro stellen: Huet de Rapporter - wann ech mech gutt erënneren, war dat den Här Angel - dann drop higewisen, dass nach misst eng Zousazrallonge gestëmmt ginn?

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Den Här Rapporter huet net op eng Zousazrallonge higewisen. Mee, Här Roth, wann ech awer héieren, mat wéi enger Einfachheet elo hei analyséiert gëtt, datt een hätt misse wëssen, wat alles am Projet géif feelen an datt dat mat deenen 170 Milliounen net kéint duergoen - et gëtt jo hei duergestallt, wéi wann dat scho virdru quasi d'évidence gewiescht wär -, dann hätt ee sech awer och mindestens als Chamber, als Deputéierten, Majoritéit wéi Oppositioun, missen deemools eng Rei Froe stellen, ob et mat deenen 170 Millioune géif duergoen, d'autant plus, wou awer och eng Rei Indicë schonn deemools do waren, datt et net géif duergoen.

Dann hätt ech op alle Fall an der Oppositioun warscheinlech d'Gesetz net gestëmmt. Vläicht net, well ech et net gutt fonnt hätt, mee well ech gesot hätt: „Ech hunn awer do eng Rei Zweifelen, ob dat doten herno opgeet." Mee dat ass awer net mäi Problem. Mäi Problem ass deen, datt een net elo hei ka maachen, …

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Mir hunn awer deemools gesot, et wär eng Virwëlztut, Här Minister. Eng Virwëlztut, dat ass eng Virwëlztut!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Jo, mee Dir hutt et awer gestëmmt, Här Halsdorf. Dir hutt d'Virwëlztut awer gestëmmt, Här Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Justement well mer eng proaktiv Haltung haten.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Jo. Mee …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Halsdorf, Dir kënnt net einfach esou draschwätzen.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Här Halsdorf, ech hu jo kee Problem ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roth freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Minister, ech mengen, dass awer d'parlamentaresch Aarbecht net kann dra bestoen, dass een näischt seet. Et ass den Objet vun dem Minister, dee Ministre du ressort ass, fir en Dossier a voller Transparenz a mat alle Konsequenzen ze presentéieren. An et ass och dann um Rapporter, dee meeschtens de Majoritéitsfraktiounen zougehéiert, fir da vollëmfänglech d'Chamber opzekläre, wat dass se dann herno stëmmt.

Dir kënnt awer elo net hei behaapte kommen a soen: „Ma Dir musst alles erausfannen, wat fir eng Faillen a wat fir engem Gesetz drastinn." Ech mengen net, dass dat de Sënn vun engem gesonde Parlamentarismus ass!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Här Roth, ech ginn Iech Recht, datt et d'Verflichtung ass vum Minister, fir hei a voller Transparenz ze weisen, wat am Projet steet. Mee wann ech awer als Oppositiounspartei, wéi den Här Halsdorf et jo selwer seet, deemools der Meenung war, et wär eng Virwëlztut, eng Virwëlztut vun 170 Milliounen ...

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Mir hätten och kënnen dergéint stëmmen. Mir hunn dat justement net gemaach.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Här President, ech hu jo kee Problem, datt ech Froe gestallt kréien, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Halsdorf, ech hat Iech schonn eng Kéier gesot gehat: Wann Der gären d'Wuert hätt, da mellt Iech, da frot et. Mee Dir kënnt net einfach esou hei draschwätzen!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Wann ech awer deemools der Meenung war, et wär eng Virwëlztut, als Oppositiounspartei, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Här Halsdorf war Arméiminister.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- … ech weess net, ob ech dann als Oppositiounspartei eng Virwëlztut gestëmmt hätt.

Une voix.- Ech weess.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Méi wollt ech domat net soen. Ech wëll dat där Einfachheet an där Liichtegkeet géigeniwwerstellen, mat där elo hei Virwërf gemaach gi par rapport zu mir, datt ech hätt missen a sechs Méint quasi d'Virwëlztut schonn decortiquéiert hunn an erkläert hunn a virun d'Chamber erkläre kommen. Méi wollt ech am Fong domadder net soen, wéi datt et an der Praxis e bësse méi komplizéiert war.

A fir nach eng Kéier drop zréckzekommen: All Froen, selbstverständlech, vun allen Deputéierte sinn ëmmer berechtegt. D'Chamber ass do, fir d'Regierung ze kontrolléieren, domadder hunn ech kee Problem. Mee ech sinn erstaunt iwwert de Verlaf an der Kommissioun an den Toun, deen haut hei war. Dat wollt ech domadder erausträichen.

Dann zu enger Rei Saachen, déi gesot ginn, déi einfach net richteg sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Häre! Et ginn hei eng Rei Saachen duercherneegehäit, bewosst, onbewosst, ech weess et net. Et ass mer eigentlech och egal.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Bewosst!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Ech wëll se awer eng Kéier beliichten.

Fir d'éischt emol ugefaange mat deenen zwee Haaptelementer vum Segment sol, also vun der Exploitation au sol. Mir wousste scho relativ fréi, also dat hu mer haut an der Bestandsopnam drastoen, datt scho relativ fréi bekannt war, datt de Segment sol net an den Ausgaben ..., also an dem éischte Finanzéierungsgesetz kéint dra sinn. Firwat? Mee well effektiv jo schonn Enn September, ufangs Oktober e gudden Deel vum Budget opgebraucht war fir d'Constructioun vum Satellitt, d'Eropschéisse vum Satellitt an esou weider. Dat heescht, dee ganzen Exploitatiounsdeel war net dran.

An do kënnt de Problem hier. De Problem kënnt menger Aschätzung no dohier, datt einfach e Feeler gemaach ginn ass vun dem deemolegen Defensedirekter a vun der Defense en général an och warscheinlech vum deemolege Minister, datt einfach geduecht ginn ass: Mir finanzéieren dat separat iwwert de Fonds d'équipement militaire. Or, ech hunn eng aner Positioun dozou. Ech mengen, dat geet net. Ech mengen, et kann net sinn, datt de Satellitt just an der Luucht flitt, dovun hu mer jo näischt. De Segment sol gehéiert per se zum Satellitt an et hätt een dat d'office missen an de Projet drasetzen.

Dat ass ee vun de grousse Problemer. Mee et ass awer net esou, wéi et hei duergestallt gëtt, datt all déi Suen, déi mer elo hei virgesinn, déi 139 Milliounen, datt dat d'Suen zu der Fënster erausgehäit wär, datt déi onnëtz géifen ausgi ginn. Nee, dat ass net richteg! Déi Suen do, déi gehéieren zum Käschtepunkt vun esou engem Satellitt. Dat heescht, et ass net esou, datt mer duerch de Fait, datt se am éischte Finanzéierungsgesetz net dra waren, elo doduerjer méi missten ausginn, well do eppes vergiess gi wär an doduerjer d'Saach méi deier géif ginn. Nee, et gëtt méi deier, well ee menger Aschätzung no d'office hätt missen 2018 am Projet, deen d'Chamber fir de Vott virgeluecht kritt huet, dee ganzen Deel vun der Exploitatioun an d'Finanzéierungsgesetz setzen. Da wär d'Situatioun net esou gewiescht.

Mee dat wëllt awer dann och heeschen, datt et keng Elementer sinn, déi mer elo musse finanzéieren, just well dat deemools vergiess gi wär. Et gehéiert einfach zum Projet. Dee ganzen Data Processing Centre an och dee MOC, déi iwwregens jo och op Lëtzebuerg kommen, déi gehéieren zum Projet. An dat ass ee groussen Deel vum Käschtepunkt.

An da wëll ech och soen, dat huet nëmmen indirekt ze di mat dem Fait, datt mer elo soen, et hätte 40, 50 Leit vun der Arméi dat misse maachen - ech kommen och nach op dee Volet ze schwätzen -, mee déi ganz Infrastruktur war jo och net virgesinn. Et ass jo net nëmmen de Käschtepunkt vum Personal, et ass och d'Infrastruktur, déi net virgesi war. Bon, an dat ass eeben elo hei am Projet mat dran.

Da kommen ech zu den Antennen. Dat ass zënter Méint den Haaptsujet an der Kommissioun gewiescht. An ech wëll éischtens emol dozou soen, datt ech och vläicht léiwer gehat hätt, wann d'Antennen zu Lëtzebuerg gewiescht wären. Mee dat ass awer net den Haaptproblem, éischtens, firwat mer hei e Gesetz mussen nostëmmen, an et ass och net déi Haaptschwieregkeet, déi mer am Projet hunn. A wann da gesot gëtt, dat wär e Verloscht vun der Souveränitéit, datt mer d'Antennen elo op Redu setzen, da wonneren ech mech iwwer esou Aussoen, well d'Antenne vu LuxGovSat stinn och zu Redu. Dat ass jo och deemools hei an der Chamber gestëmmt ginn. Do huet kee Mënsch sech déi Froe gestallt. An zu Redu, do stinn och SES-Antennen. Redu ass e Site, deen op europäeschem Niveau virgesinn ass, fir dat dohinzesetzen. Et ass eigentlech iwwerhaapt kee Problem, fir dat do ze maachen.

Mee dat ass, wéi gesot, net de Méikäschtepunkt. An dat ass och ganz sécher net e Verloscht vu Souveränitéit. Mee ech plädéieren awer fir Redu an net fir aner Varianten, well all aner Varianten, déi de Moment nach an der Diskussioun waren oder sinn, mat esou grousse Schwieregkeete verbonne sinn, datt ech fäerten, datt mer dann erëm eng Kéier Verspéidung kréien, datt dat erëm mat méi Käschte verbonnen ass an eis am Endeffekt awer näischt méi bréngt. Well déi Antenne fonctionéiere wonnerbar vu Redu aus, sou wéi och d'LuxGovSat-Antenn, déi schonn do steet, do bedriwwe gëtt, ganz gutt do fonctionéiert.

An da wonneren ech mech och, datt net méi driwwer geschwat gëtt - well dat sinn zum Beispill Punkten, déi mech perséinlech erstaunt hunn, datt déi emol iwwerhaapt net virgesi waren, weeder an den urspréngleche Diskussiounen nach soss iergendzwousch -: Mee zum Beispill d'Antenn an Norwegen - déi zweet Antenn, déi ee brauch -, déi ass absolutt noutwendeg, well déi Biller musse jo 24 Stonnen op 24 kënne gesent ginn, 7 Deeg op 7. Dee Satellitt kreest jo x-mol ronderëm d'Äerd, dat heescht, dee ka jo och op Plaze gesteiert ginn, duerfir brauch een déi zwou Antennen. Or, déi an Norwege war guer net virgesinn, déi war weeder am Projet insgesamt virgesinn nach soss iergendwou. Déi ass och elo virgesinn an deem heiten. Duerfir ass dat, wéi gesot, méi sécher an deem Ganzen.

Den Datacenter respektiv de Backup vum Datacenter waren och net virgesinn am Projet. Dir sot, Dir wäert erstaunt gewiescht bei der NSPA; ech hat et zwar eng Kéier an enger Kommissioun erwäänt. Mee ech muss lech awer éierlech soen, ech mengen, datt de Projet, dee mer elo haut hei diskutéieren, a wou mer wat wëlle maachen, dat ass jo net méi den Objet gewiescht vun der Budgetskontrollkommissioun. An der Budgetskontrollkommissioun war den Objet fir ze kucken, d'Vergaangenheet opzeschaffen.

Mee et ass jo awer eng gutt Iddi, datt mer versichen, och do mat Lëtzebuerger Partner ze schaffen, mat der NSPA, mat där mer laang Erfarung hunn, an datt mer versichen, op déi zréckzegräifen, fir dat do ze maachen. Mee dat war och net am Projet virgesinn.

Dat heescht, et gëtt eng ganz Rei Ausgaben, déi am Finanzéierungsgesetz net virgesi waren, well se eeben an där falscher Logik ugewannt gi sinn, nom Motto: „Mir maachen dat iwwert de Fonds d'équipement militaire; mir maachen et iwwert den normale Budget", wou iwwregens awer och d'Suen net am Pluriannuel virgesi waren, an dat huet dozou gefouert, datt mer déi Schwieregkeeten hunn.

Dat ass och eng Philosophie, déi ech net deelen, well ech mengen, nach eng Kéier, datt ee bei engem Investissementsprojet einfach alles an de Projet setze muss, deen een der Chamber virleet, an net iwwer verschidde Weeër fuere soll wéi hei, well soss huet ee jo net transparent par rapport zu der Chamber geschafft, wann een de Projet deposéiert.

Mee, wéi gesot, déi Philosophie do ass an der Defense iwwer Joerzéngten ugewannt ginn! An déi ass awer elo gebrach, kann ech Iech soen. An dat op eege Proposen, déi ech gemaach hunn an deene leschte Joren. Dat huet och erëm eng Kéier näischt mat Scholdzouweisung ze dinn, dat ass einfach meng Meenung an dat ass och d'Aart a Weis, wéi ech un dee Projet wëll erugoen.

Da kënnt d'Fro: D'Arméi, wat hätt d'Arméi kënne maachen? A wéi staark ass d'Arméi haut am ISR-Beräich?

Éischtens emol wëll ech soen: den ISR-Beräich, dat ass jo net nëmmen de Satellitt. D'Arméi huet haut Erfarung opgebaut, an dat maache mer jo an dat gesi mer jo am Mali, wou mer iwwert de GovSat Kommunikatiounen zur Verfügung stellen, wou d'Lëtzebuerger Zaldoten dohinnerginn an do d'Kommunikatiounssystemer opriichten. Do ass iwwert déi lescht Joren Erfarung an Knowhow opgebaut ginn. Mee dat ass eng aner Technik, do geet et ëm aner Saachen.

Et gëtt am ISR-Beräich zum Beispill och den Droneprogramm, wou d'Arméi amgaangen ass, vill ze maachen, a wou mer och elo am Kader vun där neier Missioun am Mali, der European Union Training Mission Mali, wou mer mat dra sinn, e Contingent an de Mali schécken, wou d'Lëtzebuerger Arméi mat hiren Erfarungen a mat hirem Knowhow, dee se am ISR-Beräich opgebaut huet, am Droneberäich ka schaffen.

Mee an deem hei Beräich ass et keng Erfarung ginn. An et ass esou, dat muss een awer wëssen, wann ee bei der Arméi 40 spezialiséiert Leit brauch, an dat hei si jo awer méi spezialiséiert Leit, da muss een déi emol rekrutéieren an da mussen déi jo mol hir

Formatioun maachen an der Arméi. Dat heescht, véier Méint ITB, a wann een d'ganz Formatioun an der Arméi kuckt, dann ass een op mindestens dräi, dräi an en halleft Joer. Dat heescht, och wann een dann 2018 e Gesetz stëmmt, wou esou eppes drasteet oder wou dann och gesot gëtt, mir maachen dat iwwert d'Arméi, da muss ee feststellen, datt dat net realistesch war bei deem Timing, deen do gi war, well d'Ausbildung vun der Arméi eleng - sous condition, datt een iwwerhaapt Leit fënnt, déi een duerfir brauch - effektiv esou vill Joer dauert.

Et ass awer elo esou, datt mer de Gros vun deenen operationelle Saache jo zu Lëtzebuerg maachen. Mir wäerten dee ganze Steierungssystem an och dat, wou d'Date verschafft ginn, zu Lëtzebuerg hunn. Do gëtt et entre-temps schonn eng Rei Iddien. An et ass mir jo och wichteg, datt dat zu Lëtzebuerg ass. An ech hu kee Problem, fir no an no Leit vun der Arméi natierlech do ausbilden ze loossen, datt déi no an no kënnen dorobber schaffen. Mee dat ass awer elo och net dat, wat de Projet, wéi soll ech soen, zum Scheitere bréngt.

Dann zum Pôle gouvernemental aérien: Beim Pôle gouvernemental aérien, do ass jo esou, do steet jo keng Beschreiwung an deene Ligne-directricen, déi iwwregens ni duerch de Regierungsrot ... Déi sinn zwar duerch de Regierungsrot gaangen, mee net an deenen Detailer, wéi Dir dat hei geschildert kritt hutt. Mee dat ass emol egal, dat ass och net wichteg. Wat wichteg ass, dat ass dat, wat dosteet.

Natierlech hu mer um Flughafen och haut e Pôle oder baue mer eppes op am Sënn vun engem Pôle gouvernemental aérien um Niveau vun der Defense. Ech wëll awer drun erënneren, datt mer rezenterweis zwee Helikoptere fir d'Arméi geliwwert kritt hunn. Déi stinn um Flughafen. Ech wëll och drun erënneren, datt mer de Programm A400M hunn. Den A400M ass zwar net hei stationéiert, mee wäert awer och mat iwwer Lëtzebuerg fonctionéieren. Ech wëll drun erënneren, datt mer fir den MRTT-Programm elo rezenterweis nach d'Stonnen an d'Luucht gesat hunn. Dat ass och e Programm, deen dozou gehéiert.

Also dee Pôle gouvernemental aérien am Beräich vun der Defense, dee beinhalt vill Facetten. Mee op alle Fall konnt déi Satellittefacette vum NAOS (ndlr: National Advanced Optical System) net dra sinn, well deemools, wéi 2017 d'Ligne-directricë festgehale gi sinn, do ass et en NAOS-Projet iwwerhaapt nach net ginn! Dat heescht, dee Projet ass jo vill méi spéit derbäikomm. Datt et do emol Iddien oder Virstellunge gi si fir ze soen: „Kënne mer dat net op de Flughafen hisetzen?", dat ass eng Saach - dat ass iwwregens och de Grond, firwat gekuckt ginn ass, d'Antenn ronderëm de Flughafen ze setzen -, mee realistesch gesinn ass dat awer net machbar, well effektiv do keng Plaz ass.

An ech wëll Iech och soen - dat hunn ech och als Mobilitéits-, als Transportminister deemools dem Defenseminister méi wéi eng Kéier gesot -, datt dat limitéiert ass, wat mer vu Méiglechkeeten hunn um Flughafen, well de Flughafen einfach limitéiert ass a senger Capacitéit. An a priori ass et awer nach ëmmer en ziville Flughafen a mir wëlle jo net e militäresche Flughafen draus maachen. Mir kënnen eng Rei Saache maachen, awer ganz sécher net e grousse Pôle do opbauen, wéi dat da vläicht verschidde Leit sech wéilte virstellen.

Da kommen ech zur Fro: Firwat hu mer PwC gewielt? Éischtens emol ass et net richteg, mir hunn eng ... Do muss ee jo wëssen, mir sinn an zwou Etappe virgaangen. Wéi ech am Summer 2019 entdeckt hunn, datt et Schwieregkeete géife gi mam Finanzement, du wollt ech jo déi Analys maachen. Dunn hunn ech emol dräi Offere gefrot. Ech wousst jo net, wat d'Envergure wär, wou ech do géif erauskommen. Ech hunn do jo missen ... Ech hunn eng Rei Saache festgestallt, datt et net géif opgoen, an do hu mer dräi Offeren erageholl, an déi bescht Offer, also déi gënschtegst Offer - wéi dat da virgesinn ass - war deementspriechend déi vu PwC. Mir hu PwC net einfach esou gewielt.

Wéi dunn natierlech PwC déi Viraarbecht gemaach hat a wéi mer du festgestallt hunn, wou de Misär léich an datt et awer wichteg wär, datt mer eng Begleedung hätten en vue vum Fäerdegstelle vum Projet de loi a fir datt mer op déi richteg Bunne kéimen, jo, logescherweis si mer du mat PwC weidergefuer, well dat hätt jo kee Sënn ergi fir ze soen: „Elo schreiwe mer erëm frësch aus." Da wär en Neien eventuell erakomm, deen hätt déi ganz Aarbecht vu virdrun erëm eng Kéier missen oprullen an och nach eng Kéier misse genau kucken. An dat war de Grond, firwat mer dat gemaach hunn.

Ech muss Iech och soen: Ech fannen et e bëssen e staarkt Stéck, éierlech gesot! Dir werft hei enger Gesellschaft, enger Fiduciaire - an net där mannster, enger vun de Big Four - e Conflit d'intérêts vir. Dat ass liichtfankeg gesot. Ech hätt dat an Ärer Plaz net onbedéngt gemaach, well ech gi jo awer dervun aus, datt PwC als eng vun de Big Four schlau genuch ass an oppasst, wa se en Optrag unhëlt, datt se kee Conflit d'intérêts huet. Ech hoffen dat zumindest! Dat ass net dem Minister seng Responsabilitéit, mee dat ass deem seng Responsabilitéit, deen den Optrag unhëlt. Do muss et kloer sinn, datt dee kee Conflit d'intérêts huet. Duerfir géif ech awer e bëssen oppassen, wann ech esou Saache soen an an de Raum geheien.

An och bei enger Rei anere Saachen, déi gesot gi sinn! Et huet jo awer kee Wäert, datt mer hei mat Vermutunge schaffen, wou iwwerhaapt keen ee Beleeg do ass par rapport zur Fro, wien do wou wat fir eng Interesse gehat hätt. Op alle Fall kann ech Iech eent soen: Dir sot, ech hätt bewosst gewaart, ier ech an d'Kontrollkommissioun komm wär, fir den Étienne Schneider ze protegéieren oder wat weess ech, well ech gewosst hätt, e wéilt aus der Regierung erausgoen.

Ech hunn Iech virdrun och erkläert, firwat ech eréischt tëschent Januar an ... Ech hunn iwwregens schonn am Januar déi éischt Ufro gemaach a mir wëssen och: En éischten Datum war scho méi fréi fixéiert ginn, an du koum Covid. Duerfir huet dat sech och alles e bësse verschoben. Mee ech si komm zu engem Zäitpunkt, ech hunn ugefrot zu engem Zäitpunkt, wou den Étienne Schneider nach an der Regierung war, just fir dat ze soen! An ech hunn och déi do Aarbecht, déi Viraarbecht all gemaach zu engem Zäitpunkt, wou den Étienne Schneider nach an der Regierung war. An ech muss lech och soen, ech wousst am Summer 2019 net, datt den Étienne Schneider den 1. Mäerz net méi an der Regierung wär. Dat huet den Étienne Schneider mir selbstverständlech net gesot, an dat geet mech och eigentlech näischt un. Dat ass jo seng Decisioun, net meng Decisioun, an hie mécht och do, wéi hien dat fir richteg fënnt. Dat ass eenzeg an eleng seng Decisioun.

An déi Decisioun ass bekannt ginn ufangs des Joers, wéi ech scho längst ugefrot hat, fir bei d'Budgetskontrollkommissioun ze goen. A wat wär och mäin Interêt dovunner? Sot mir mol ee Grond, wat do mäin Interêt wär, fir dat ze maachen! Fir datt ech herno d'ganz Responsabilitéit eleng droe géif, oder wat? Pardon, ech mengen, dat ergëtt kee Sënn hannen a vir, fir mer dat ze ënnerstellen! A virun allem ergëtt et kee Sënn, well ech Iech erkläert hunn, wéi ech un d'Saach erugaange sinn a firwat et mer esou wichteg war, datt ech eréischt bei d'Chamber géif kommen zu deem Zäitpunkt, wou ech och wierklech konnt soen, wat d'Envergure wär a wou ech géif mengen, op Basis vun enger genauer Analys, datt d'Schwieregkeete wären.

Dat gëtt iwwregens och ëmmer esou gemaach. Mir komme jo ni an d'Budgetskontrollkommissioun, och net am Stroossebau ..., well mir ware jo nach ëmmer an der Legalitéit. Ech hu kee Centime bis elo ausginn iwwert dat eraus, wat am Finanzéierungsgesetz, dat d'Chamber gestëmmt huet, virgesi war. Wann ech dat gemaach hätt, dat wär e gréissere Problem gewiescht!

Mee ech hunn dat net gemaach an duerfir hunn ech et gemaach, wéi et ëmmer gelaf ass, och an der Bautekommissioun an der Vergaangenheet. Well do ass et jo net esou, wéi wann et do net och Projete gi wären, wou d'Käschten emol explodéiert wären. Ech wëll nëmmen un d'Nordstrooss denken: Dir kënnt Iech jo erënneren, wéi vill Mol do huet missen nogestëmmt ginn, a vu verschiddenste -.Ministeren. An déi sinn och allkéiers an d'Budgetskontrollkommissioun gaangen, wa se bis eng genau Bestandsopnam haten, wat da wierklech Saach wär a wéi vill se gerechent hunn, datt misst nogestëmmt ginn. Duerfir, wéi gesot, ass dat zimmlech mat den Hoer erbäigezunn, fir mir dat hei wëllen ze ënnerstellen.

Da wëll ech nach op eng Rei Froen agoen, déi den Här Kartheiser och gestallt huet. Dat Éischt ass, e seet: „Jo, wie seet eis dann, datt hei en Interêt do ass?" Mir hätte jo gesi bei LuxGovSat, datt et schwiereg wär, fir Projeten ze ficeléieren an Zesummenaarbecht mat anere Regierungen oder mat der UNO, mat der NATO, also mat ëffentlechen Institutiounen.

Da wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, datt et e groussen Ënnerscheed gëtt: LuxGovSat gëtt geréiert vun enger kommerzieller Gesellschaft. Also LuxGovSat ass eng kommerziell Gesellschaft: 50 % Staat, 50 % SES. Déi grouss Schwieregkeet, déi do besteet, ass natierlech, datt dat, wat mer hei kënne maachen, nämlech e Government-to-Government-Vertrag - wéi Dir et och richteg beschriwwen hutt -, datt dat bei LuxGovSat net geet. Dat geet just fir déi 10 %, déi mir d'office als Lëtzebuerger Staat kafen, wou mir driwwer verfügen. Déi kënne mir verginn, dat hu mer jo och gemaach, elo zum Beispill mat der MINUSMA-Missioun am Mali mat der UNO. Mir hunn dat gemaach, andeem mer en Deel vun eiser Capacitéit der UNO zur Verfügung stellen, fir da kënnen eng Telekommunikatiounsverbindung hierzestellen iwwer Satellitt am Mali.

Mee hei ass jo e Satellitt - do geet et ëm d'Observatioun -, an deen ënnersteet zu 100 % der Defense, also dem Staat an der Arméi, dat heescht, et ass eng ganz aner Saach! Mir kënnen hei parfaitement e Government-to-Government-Vertrag maachen. Et geet jo och net ëm kommerziell Interêten, mee et geet ëm wierklech institutionell Interêten, déi hannendrustiechen. An duerfir ass dat, mengen ech, eng ganz aner Geschicht.

Dann zu Ärer Fro mat Kleos: Firwat gi mer net op esou e Wee? Ma Kleos ass e flotten, e gudde Projet, menger Meenung no, mee dat ass eppes ganz aneschters, e ganz anere System. Do maache se keng Fotoen. Do geet et zum Beispill drëms, fir Schëffer duerch elektronesch Moyenen ze identifizéieren. Dat heescht, dat huet net déi Prezisioun wéi déi Biller, déi mer kënnen iwwert de Satellitt hei maachen. Dat heescht, et ass e ganz aneren Hannergrond hannendrun, wéi gesot, deen natierlech gutt ass, mee just fir ze erklären, firwat dat awer en Ënnerscheed ass.

An ech wëll Iech och soen: Mat de Belsch hu mir nach net en Accord, mee mir hunn eng „letter of intent" ënnerschriwwen. Dat heescht, dat ass keen Accord. En Accord wär, wa mer eppes ënner..., also mir hunn eis do nach zu näischt engagéiert. An ech mengen, mir komme selbstverständlech bei d'Chamber, soubal mer eis zu iergendeppes engagéieren.

Da wéilt ech dem Här Baum soen, dass ech natierlech, éischtens emol, seng Meenung absolutt respektéiere wëll, well ech mengen, déi Lénk sinn déi Eenzeg heibannen, déi eigentlech eng kloer Haltung hunn an deem Dossier hei, well se aus politeschen, klore Grënn vun Ufank u géint dee Projet waren. Ech deelen déi Meenungen net vun hinnen an allen Hisiichten. Et sinn eng Rei Saachen, déi den Här Baum seet, déi ech souguer kann deelen. Nach laang net alles, mee et sinn eng Rei Saachen, déi ech kann deelen. Mee déi Lénk sinn déi Eenzeg, déi eng kohärent Haltung hei am Dossier hunn an déi ganz kloer och duerfir, …

(Interruptions)

… wéi een op Däitsch géif soen, „erhobenen Hauptes" hei kënnen dergéint stëmmen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Regierung huet also keng?

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Gelift?

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Regierung huet also keng kohärent Haltung?

(Coups de cloche de la présidence)

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Nee! Ech schwätzen elo vun deenen, déi dergéint sinn.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Ech schwätze vun deenen, déi dergéint sinn. Ech si jo derfir, Här Clement. Ech kommen nach drop zréck, ech si jo nach net fäerdeg. Gitt mer emol eng Chance! Ech sinn nach net fäerdeg.

(Interruption par M. Sven Clement)

O, Här Clement, …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch huet d'Wuert a soss keen!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- … Dir hat laang Zäit, Dir hutt net vill gesot an deenen zéng Minutten, wou Der geschwat hutt. Bon!

Den Här Baum huet …

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Awer en huet d'Wourecht gesot!

(Coups de cloche de la présidence)

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Dem Här Baum seng Meenung ass ganz kohärent gewiescht, ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- E bësse Respekt virum Parlament hei!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- ... duerfir respektéieren ech se, och wann ech net an allem mat em averstane sinn.

Ech muss och soen, natierlech kann een all militäresch Ausgab ëmmer erëm vergläiche mat aneren Ausgaben, an da kléngt et natierlech ëmmer am beschten, wann ee schwätzt vu Logement oder Sozialausgaben, vun allem, wat d'Mënschen, wat mir alleguer gär hunn a wou mer frou sinn, wann investéiert gëtt, och ech. Mee ech mengen, dat ass jo awer net de Sënn vun der Saach. Bon, ausser et seet ee mer: „Ech sinn der Meenung, mir brauche keng Defense, mir brauche keng Arméi a mir sollen einfach déi Sue komplett aspueren an domadder just Wunnenge bauen." Déi Meenung kann een hunn, dat ass awer net meng Meenung. An ech mengen, dat ass och net d'Meenung vun deene meeschten heibannen. Mee, wéi gesot, ech respektéieren dat awer, zumindest ass dat eng gewësse Kohärenz, mat där hien déi Saachen hei virdréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll als Ofschloss soen: Ech si wierklech, an dat hunn ech an der Kommissioun méi wéi eng Kéier gesot, Demandeur, datt den Historique hei am Detail opgeschafft gëtt. An duerfir fannen ech och déi Propos, fir d'Cour des comptes ze beoptragen, eng gutt Propos. Bon, dat ass der Chamber hir Decisioun. An ech ginn och dovun aus, datt déi onofhängeg, neutral Instanz Cour des comptes do och eng uerdentlech Aarbecht wäert maachen an eis en uerdentleche Rapport wäert herno virleeën. An da musse mer kucken, wat an deem Rapport herno steet. A wann dee Rapport ergëtt, datt ee vläicht nach duerno weider muss diskutéieren, da solle mer duerno weiderdiskutéieren! Ech hunn domadder als Minister glat a guer kee Problem, a wéi enger Form och ëmmer, soen ech Iech och ganz kloer.

Mee alles dat ännert awer näischt drun, datt ech der Iwwerzeegung sinn, datt dee Projet hei als Projet a mat der Finalitéit, déi en huet - datt en eng Defensefinalitéit huet an eng zivill Finalitéit kann hunn -, e gudde Projet ass an datt et een ass, dee mech iwwerzeegt.

An ech wëll och soen, datt et net richteg ass, wa behaapt gëtt ... Ech hunn an engem Interview gesot, datt d'NATO net frou wär, datt mir nëmme wéilte Suen ausgi fir deier Projete wéi a Satellitten an esou virun. Domadder hunn ech awer net gesot, datt d'NATO eis dat net unerkennt. Dat ass net wouer, dat ass en NATO target! Mee d'NATO huet eis gesot: „Dir kënnt net nëmme just dat do maachen." Dat war meng Ausso an dozou stinn ech och nach haut!

Dat heescht, mir si jo elo am NATO Defence Planning Process dran ... An iwwregens wëll ech der Madamm Adehm soen: Am Januar, de Rendez-vous ass scho fixéiert mat der Chamberskommissioun, iwwregens fir d'éischt! Ech ka mech net erënneren, an ech war laang an der Chamber, ech war och eng laang Zäit an der Defensekommissioun als Oppositiounsdeputéierten, ech ka mech net erënneren, datt eng Kéier jeemools ee Minister an eng Kommissioun komm wär, an dat wärend dem NATO Defence Planning Process, dat heescht, wärenddeem wou diskutéiert gëtt driwwer, wat da fir den zukünftegen Effort de défense soll ustoen. Datt ech do wëll d'Chamber consultéieren, dat ass en Novum, Madamm Adehm! Deen hunn ech agefouert an dëser Legislaturperiod.

An deen hunn ech iwwregens net agefouert wéinst deem Projet hei, mee well ech et wichteg fannen, datt an den Defensefroen d'Chamber matabezu gëtt. Iwwregens kréie mer och duerfir am Januar en neit OMPs-Gesetz (ndlr: Opérations pour le maintien de la paix) - ech hoffen, datt den Avis vum Staatsrot, dee leschten Avis, elo geschwë kënnt -, dat och e Risennovum ass, wou d'Parlament vill méi abezu gëtt a Missiounen a vill méi Matsproocherecht kritt, wann et drëms geet, Auslandsasätz ze maachen. An dozou stinn ech! Duerfir, dat ass och en Novum, dat hätten der vill och virdru scho laang kënne maachen.

Genausou wéi et och en Novum wäert sinn, datt mer an dem Defenseberäich an de Projeten an den nächste Joren op e ganz anere Wee wäerte goen an och um gudde Wee sinn dohinner.

Duerfir, wéi gesot, dat bleift alles sinn. Mee dat ännert näischt drun, datt ech dee Projet hei gutt fannen, well ech iwwerzeegt dovu sinn, datt dee Projet eis vill ka bréngen an der Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschlänner, an der Zesummenaarbecht an der NATO, an der UNO, och vläicht nach op aneren Niveauen. Mir kënnen och am humanitäre Beräich dee Beobachtungssatellitt hei notzen. Dir hutt vill Beispiller an der Kommissioun kritt. An duerfir, wéi gesot, sinn ech och iwwerzeegt, datt mer e solle maachen. An duerfir stinn ech och dozou an duerfir soen ech och Merci, datt dee Projet wäert eng Majoritéit fannen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Verdeedegungsminister François Bausch. Da freet den Här Marc Baum Parole après ministre.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci och fir déi Erklärunge vum Här Minister. Ech hat awer nach eng Fro gestallt, nämlech d'Fro, mat Beispiller ënnerluecht, wat dann d'Konditioune sinn, déi de Lëtzebuerger Staat stellt, fir Biller weiderzeginn, zum Beispill un de Koalitiounspartner Tierkei, zum Beispill am Fall Israel/Palästina. Wat sinn d'Konditiounen, déi de Staat stellt, fir esou Biller weiderzevermëttelen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert geet zréck un den Här Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här Baum, entschëllegt, ech hat effektiv déi Fro vergiess ze beäntwerten, mee déi ass pertinent. Mee ech sinn awer frou, well vu datt dat heiten ausschliisslech an eisem Lëtzebuerger politesche Contrôle ass - dat heescht, mir selwer kënne festleeën, wann de Satellitt bis fonctionéiert, wat fir eis eethesch, deontologesch Konditioune sinn, ënnert deene mer och wëlle Biller liwweren -, kënne mer dat definéieren. An do kennt Der jo meng Meenung! Also, Dir kënnt Iech virstellen, datt et kaum probabel ass, datt ech d'accord wär, datt mir géife Biller liwwere fir dat Beispill, dat Der virdrun zitéiert hutt an der Tierkei.

Duerfir, hei kënne mir selwer d'Konditiounen definéieren. An ech soen Iech, mir kënne jo kucken, wann et esou wäit ass, an da komme mer gär eng Kéier an d'Kommissioun, da weise mer Iech d'Richtlinnen, mat deene mer wëlle schaffen. Mee ganz kloer ass fir mech hei, datt ech mech wëll op dat baséieren, wat wierklech Defense ass, an datt ech net wëll hunn, datt hei Biller geholl ginn oder Biller zur Verfügung gestallt gi fir Saachen, déi an déi Richtung ginn, déi Dir Iech kéint virstellen. Mee Dir hutt Recht, et ass eng ganz berechtegt Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7542. Den Text steet am Document parlementaire 7542[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7542 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vott par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme bei 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zu deenen zwou Resolutiounen, déi bei dëser Debatt deposéiert gi sinn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den Här Gloden freet nach Parole après ministre.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ech wollt nach eng Resolutioun deposéieren.

8. Dépôt d'une résolution par M. Léon Gloden

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gloden huet d'Wuert.

(Brouhaha)

Exposé

M. Léon Gloden *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Ech hat elo dem Här Bausch, wéi mir alleguer heibannen, ganz gutt nogelauschtert. An en huet mech op eppes Spezielles hellhöreg gemaach. Et huet elo näischt direkt mam Satellitt ze dinn. En huet gesot, wann et no him géif goen, da kéinten d'Sëtzunge vun de Kommissioune public sinn, dat heescht, déi kéinten iwwerdroe ginn.

Mir haten d'lescht Joer hei eng Resolutioun deposéiert, déi ass dunn un de Bureau verwise ginn, Här President. Ech deposéiere se hei nach eng Kéier dann elo mat den néidegen Ënnerschréften. An ech gi jo dovunner aus, datt déi gréng Kolleegen hiren eegene Vizepremier dann den Owend net hei séance tenante desavouéieren. Duerfir froe mer elo de Vott haut.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- constatant que pour pouvoir participer pleinement au processus démocratique, il est impératif que les citoyens et citoyennes se voient reconnaître l'accès à l'information publique comme un droit fondamental ;

- notant que ce droit contribue à la légitimité et à la confiance envers les institutions étatiques ;

- constatant que les séances plénières de la Chambre des Députes sont publiques et qu'elles sont retransmises à la télévision ainsi que disponibles en ligne ;

- constatant également que d'autres parlements, dont le plus emblématique, à savoir le Parlement européen, vont plus loin dans leur volonté de transparence et d'ouverture en permettant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct via retransmission télévisée et/ou en différé sur le web les discussions au sein des commissions parlementaires ;

- constatant que les discussions préparatoires au sein des commissions parlementaires font partie intégrante de la procédure législative,

décide

- dans le sens de la transparence que les réunions des commissions sont par principe publiques ;

- de permettre partant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct les débats et discussions au sein des commissions parlementaires via retransmission télévisée sur Chambre TV et en différé via retransmission sur le site de la Chambre des Députés ;

- de réserver le huis clos aux réunions portant sur des dossiers sensibles.

(s.) Léon Gloden, Sven Clement, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden.

9. 7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre (suite)

Résolutions

Mir kommen awer elo fir d'éischt zréck op déi Resolutiounen, déi am Kader vum Projet 7542 deposéiert goufen.

Résolution 1

Fir d'éischt déi Resolutioun, déi vun der Madamm Stéphanie Empain ofgi ginn ass. Ech mengen, do ass alles gesot. Kënne mer …

(Interruption)

Den Här David Wagner freet nach d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Nee, Här President, merci, mee et ass nach net alles gesot ginn. Ech mengen, et muss een awer e bëssen iwwert déi zwou Resolutioune schwätzen.

Et geet hei wierklech net, a mir hunn dat oft gesot, ëm e Procès d'intention, a kenger Richtung. Den Här Minister Bausch huet virdru gesot, datt e perplex wier, well an de Kommissiounssëtzunge vun der Comexbu den Toun u sech relativ roueg war, diplomatesch war a mer net wéi Barbaren do randaléiert hunn.

Dat stëmmt jo och, étant donné, datt mer kee Procès d'intention wollte maachen! An ech gehéieren zu deenen, déi e puermol souguer och dem aktuellen Här Verteidegungsminister felicitéiert hu fir seng Zesummenaarbecht. An ech sinn och nach ëmmer net der Meenung, datt de gréisste Problem beim Här Bausch läit, nach ëmmer net.

Mee mir krute Saache gesot an dëser Kommissioun, an dofir ass et lues gaangen, mir krute Saache gesot an dëser Kommissioun, wou mir perplex waren, an net just d'Oppositioun, mee ech mengen, och jiddweree vun der Majoritéit. An et kann een dovun ausgoen - ech hunn net vill Zäit, d'Madamm Adehm ass awer op déi Saach ganz komplett agaangen -, et ass héchstwarscheinlech esou, datt d'Volleksvertriedung - Volleksvertriedung! - belu ginn ass vun héijere Beamten, belu ginn ass!

An dat ass déi Fro, déi sech stellt: ob et bewosst war oder onbewosst war an esou weider; mee et si jo vill Kontradiktiounen do. D'Fro, déi sech stellt, ass, ob dat normal ass hei am Lëtzebuerger Staat, datt vläicht Ministeren oder héijer Beamten an iergendenger Form vu Prozedur d'Wourecht net soen a weiderhin op Ufro vu Volleksvertrieder d'Wourecht net soen. Akzeptéiere mir dat - wat och e Signal ass fir d'Zukunft! - oder soe mer: „Dat geet net!"?

Mir haten an der Kommissioun e bëssen driwwer diskutéiert. Et gouf gesot: „Et mécht kee Sënn, déi Leit erëm eng Kéier anzelueden." Mee am Prinzip, wa Kontradiktiounen do sinn, da muss ee se konfrontéieren domat, fir duerno wierklech d'Saach erauszehuelen. Vläicht ass net vill hannendrun. Vläicht ass awer villes hannendrun!

An da gouf gesot: „Jo, mee da soe se dat selwecht!" Mee dofir brauche mer eng Enquêtëkommissioun, fir justement déi Leit erëm eng Kéier anzelueden, an dës Kéier si se ënner Eed! Ënner Eed musse se aussoen! Du däerfs och ënner Eed léien, et huet awer just aner Konsequenzen. An eng Enquêtëkommissioun gëtt sech och aner Mëttelen.

Fir sech herno hannert der Cour des comptes ze verstoppen ... Also, ech fannen d'Resolutioun vun der Majoritéit legèrement skandaléis, well mir sinn amgaangen hei als Chamber, e bëssen eis Muecht ze amputéieren! Et geet net just drëms, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- D'Cour des comptes ass en Instrument vun eis!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- D'Cour des comptes ass en Instrument vun eis?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Eng Commission d'enquête ass „och" en Instrument vun eis!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, wëllt Dir Juge d'instruction ginn?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Nee! Ech wëll hei just ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Voilà!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här Di Bartolomeo, Iech huet een an der Kommissioun och net esou vill héieren!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech wëll Parlamentarier sinn! An anscheinend wëllt Dir dat net.

(Brouhaha)

Also, mir sinn der Meenung, de Problem ass deen, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wagner huet d'Wuert a soss keen!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... mir sinn hei zu Lëtzebuerg - ech wëll awer eppes soen: Dofir kënne mer net -, mir sinn eent vun deene rare Länner, wou d'Majoritéit muss d'accord sinn, fir dass eng Enquêtëkommissioun kann instruéieren. Egal, wien dofir zoustänneg ass a wien d'Schold dorunner dréit: Dat ass net normal!

A ville Länner brauch een eng kritesch Mass fir d'Enquêtëkommissioun. Dir hutt an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch, an den USA Parlamenter, déi sech eescht huelen, déi maache reegelméisseg Enquêtëkommissiounen! Et ass am Prinzip näischt dobäi, eng Enquêtëkommissioun ze maachen iwwer iergendeppes, iwwer iergendeng Fabrick, wou e Problem ass, iwwer en Ëmweltproblem. Si maachen Enquêtëkommissiounen. Bei eis ass dat eng gréisser Staatsaffär!

An de Problem ass justement, mengen ech, wann ee seet: „Mir wëlle keng Enquêtëkommissioun maachen", da bedeit dat zwou Saachen ... A mir haten eng 2013, do war d'ganzt Parlament, y compris déi deemoleg Regierung, domadder averstanen, wat een där muss zegutthalen, an en Deel vun dëser ehemoleger Regierung huet dat jo och misse bezuelen. Wann ee seet: „Mir wëlle keng Enquêtëkommissioun", heescht dat zwou Saachen: Mir schwächen d'Parlament. An et ass e Prezedenzfall an deem dote Fall, well et sinn 29 Deputéierter, eng ganz grouss Minoritéit, géint eng ganz kleng Majoritéit vun 31 Deputéierten, déi soen: „Nee, mir maache keng Enquêtëkommissioun!" Mir schwächen d'Parlament!

A wat ass dat fir e Signal!? Well ech ginn net dovunner aus, datt et eppes ze verstoppe gëtt oder datt et ëm en handfeste Skandal geet. Mee wann een dat refuséiert, dann denken ech et awer!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Richteg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et geet ëm näischt anescht wéi d'Glafwierdegkeet vun eis alleguerten heibannen. Dat ass net einfach esou dohinnergesot. Ech hunn ugefaangen, Politik ze maachen, well ech un de Parlamentarismus gleewen, well ech dru gleewen, datt d'Demokratie eppes Wäertvolles ass, eppes ass, wat d'Derivë vun deenen, déi grad de Pouvoir hunn, kontrolléiert, eppes, wat vum Vollek gedroe gëtt, an zwar vum ganze Vollek.

A mir stinn hei alleguerten, alle 60, déi heibanne sinn, si mer hei, fir d'ganzt Land ze vertrieden. Mir sinn net hei, fir eng Partei ze vertrieden. Mir gi certes iwwer Parteilëschte gewielt, mee mir sinn hei, fir d'Land ze vertrieden. Mir sinn hei, fir d'Regierung ze kontrolléieren.

Et ass net ëmgedréit: Et ass net un der Regierung, fir dem Parlament ze soen, wat et ze maachen huet. Et ass um Parlament, fir ze kucken, ob d'Regierung dat mécht, wat se seet. An dann, wa se eppes anescht mécht oder wa se eppes mécht, wat potenziell problematesch ass, dann ass et un eis, fir dat ze denoncéieren. Dat ass net Riichter spillen, dat ass net „Juge d'instruction" spillen, dat ass net e Prozess maachen. Dat ass sech eescht huelen! Dat ass demokratesch Wäerter eescht huelen!

D'Resolutioun vun der Regierung, oder vun der Majoritéit - mee mir hu jo vum Minister héieren, datt e se ganz, ganz sympathesch fënnt an en huet dat och an der Kommissioun e puermol ugedeit, soudatt een do wierklech emol vun „ofgeschwat" kéint schwätzen - verlaangt, datt just, an dat ass wichteg, „just" d'Gestion financière vun deem Projet soll gekuckt ginn. Ech fannen dat skandaléis!

Ech muss Iech ganz éierlech soen: Dat geet mir net wäit genuch! Well den David Wagner huet et hei gesot, a jiddwereen, deen déi 150 Säite vum Rapport vun der Comexbu gelies huet, weess, datt iergendeen d'Parlament ugelunn huet. Iergendeen huet d'Onwourecht gesot, ob bewosst, onbewosst, ob en et geplangt hat, premeditéiert oder net. Méi wéi een huet souguer hei am Parlament dem Parlament, dem héchste Kontrollorgan, wat mer an enger Demokratie hunn, d'Onwourecht gesot!

A wa mir haut domat averstane sinn, deen Dossier einfach ze klasséieren a just d'Finanzgestioun vun deem Projet ze analyséieren, da soe mir domadder dobaussen als Éischt emol: „Et ass okay, Dir kënnt eis uléien!" Ech weess net, ob mer dann iwwerhaapt nach als Parlament mussen zesummekommen. Well wa mir dobaussen de Leit soen, déi an d'Chamber convoquéiert ginn, fir hei eng Ausso iwwert d'Kontroll vun engem Budget ze maachen: „Dir däerft eis uléien an et geschitt Iech guer näischt", da kënne mer de Buttek zoumaachen, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Well ganz éierlech, da si mer hei just nach Statisten an engem Schauspill, wat inzenéiert ass, fir datt herno 29 Leit dat eent soen an 31 Leit awer dat maachen, wat d'Regierung hinnen an d'Hausaufgabebichelche geschriwwen huet. Dat kann et net sinn!

Mir als Chamber mussen eis eescht huelen! An den David Wagner huet et richteg gesot: Et ginn op der ganzer Welt Parlamenter, wou ee mat substanziell méi klenge Minoritéite wéi 29 Siechzegstel eng Enquêtëkommissioun ka kréien.

Elo ass et esou, wéi et ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg am Moment nach eng Majoritéit dofir brauchen. Jiddweree vun deenen, déi hei an der Regierung sinn am Moment, an der Majoritéit sëtzen, ka sech warscheinlech - vläicht mat Ausnam vun der LSAP, déi si scho méi laang derbäi - drun erënneren, wéi et ass, an der Oppositioun ze sëtzen. Denkt ëmmer dorunner, wann Der 31 zu 29 eng Enquêtëkommissioun rejetéiert haut, datt et an Zukunft och Dir kéint sinn, déi hei stinn an eng Enquêtëkommissioun froen, well iergendeen aneren, deen haut vläicht an der Oppositioun ass, eppes gemaach huet, wat derwäert ass, enquêtéiert ze ginn! An d'Chamber unzeléien, ass derwäert, enquêtéiert ze ginn, an dat däerf net ouni Konsequenze sinn!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Richteg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An dann hat d'Madamm Diane Adehm d'Wuert gefrot. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Ech mengen, et ass ganz kloer, dass d'Chamber hei gefuerdert ass, fir dat doten ze analyséieren, dat doten ze kucken, erauszefannen, wat den Historique ass, an deementspriechend alles festzehalen an engem Rapport, deen der Chamber misst hannerluecht ginn.

Mir hunn, fir dat kënnen ze maachen, eng Dispositioun an der Verfassung stoen, am Artikel 64 vun eiser Verfassung respektiv am Gesetz vum 27. Februar 2011 an och an eisem interne Reglement vun der Chamber, nämlech déi vun der Enquête parlementaire, fir eng Enquête parlementaire anzeleeden an esou engem Fall.

Duerfir geet an där Resolutioun dann hei nach rieds dovun: „datt d'Chamber soll haut nach decidéieren, datt déi parlamentaresch Untersuchungskommissioun soll ageruff ginn, fir datt sollen déi ganz Operatiounen" - deemools ass et ëm de Service de renseignement gaangen; Här Bausch, Dir hutt Iech richteg erëmerkannt, well ech sinn amgaangen, Iech ze zitéieren -, „also dat, wat do gegrënnt ginn ass, et soll alles gekuckt ginn, wat dee Service gemaach huet, an dat alles op der Basis vun der Legalitéit, ob dat alles op der Basis vun der Legalitéit gemaach ginn ass, respektiv d'Methoden, mat deene geschafft ginn ass, ob dat alles Methode waren, déi op der Basis vun der Legalitéit stinn, an datt deementspriechend, wéi gesot, e Rapport géif ofgescheckt ginn, deen an der Chamber géif hannerluecht ginn an deementspriechend och eng Kéier an enger ëffentlecher Sitzung hei géif debattéiert ginn."

An dat doten, Här Bausch, dat sinn Är Wierder, mat deenen ech Iech elo hei zitéiert hunn.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Déi géif ech och haut nach soen.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- An deemools ass eng Resolutioun hei deposéiert ginn, déi vu sämtleche Parteien ënnerschriwwe ginn ass, Majoritéit wéi Oppositioun. Majoritéit wéi Oppositioun! Wat hutt

Dir ze verstoppen, dass Dir keng Enquêtëkommissioun an dësem Fall wëllt?

Mir wëssen alleguerte ganz genee, …

(Brouhaha)

… wa mer deen heite Rapport an d'Cour des comptes ginn, ech zitéieren lech d'Gesetz vun der Cour des comptes, d'Gesetz vun 1999, Artikel 2: Champ de contrôle vun der Cour des comptes: „contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'État", Artikel 3: « Objectifs de contrôle. La Cour des comptes examine la légalité et la régularité des recettes et des dépenses ainsi que la bonne gestion financière des deniers publics. »

Jiddwereen, dee Member vun der Budgetskontrollkommissioun ass, weess, dass d'Cour des comptes net iwwert dat doten erausgeet. A wa se et an der Vergaangenheet probéiert huet, ass se op d'Plaz gesat ginn.

D'Cour des comptes kontrolléiert keng Opportunitéit vun den Depensen. Si kontrolléiert net, wou OHB-I hierkomm ass, wat mat OHB-I geschitt ass. Si analyséiert net, firwat dass mer 2018 am Juli nach hu misse coûte que coûte e Gesetz stëmmen. Si analyséiert net, firwat dass Dir, Här Minister, eréischt am Mäerz 2020 an d'Chamber komm sidd. Si analyséiert net, firwat dass d'Arméi hir Kompetenzen net éischter opgebaut huet. Si analyséiert net, wat bei LuxGovSat geschitt ass, wat d'Vertrieder vum Staat am Verwaltungsrot vu LuxGovSat gesot oder net gesot hunn. Si analyséiert net d'Kommunikatioun zwëschent deene verschiddenen Acteuren, déi awer maassgeeblech dozou gefouert huet, dass mer haut mussen 139 Milliounen nostëmmen.

Duerfir, Här Bausch, firwat weigert Der lech, fir d'Enquêtëkommissioun matzestëmmen?

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Bausch freet direkt d'Wuert, fir dorobber ze reagéieren.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- … dem Minister mol no … 32:29!

(Hilarité)

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Dir maacht dach, wat de Minister wëll!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Bei enger Resolutioun, Här President!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Wat d'Debatt méi spéit gëtt, wat se méi komesch Tournuren unhëlt. An d'Madamm Adehm verlaangt elo schonn, datt ech hei soll mat ofstëmmen. Ech mengen, Dir wësst jo, datt de Minister hei net mat ofstëmmt. Ech sinn net Member vun der Chamber.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Dir gitt awer de Kommando.

(Exclamations)

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Jo, mee lauschtert emol, dat ass jo awer d'Realitéit. Also heihinnerzekommen an ze soen, de Minister, dee wär …

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ganz schwaach, ganz schwaach!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Bausch huet laang gewaart, fir kënnen dorobber ze reagéieren, an en däerf elo dorobber reagéieren!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- A wéi enger Prozedur?

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Dat, wat Der do virgelies hutt, wat ech deemools als Deputéierte gesot hunn, dozou stinn ech nach zu 100 % haut. A wann ech dat an där doter Geschicht haut ze decidéieren hätt, géif ech et nach eng Kéier 100 %eg d'nämmlecht decidéieren, well ech et richteg fonnt hunn.

(Interruption)

Jo! Da loosst mech emol ausschwätzen! … well ech et 100 %eg richteg fonnt hunn. An natierlech kann een ëmmer iwwer eng Enquêtëkommissioun diskutéieren. An ech hunn hei nach kee Wuert gesot, wat meng Meenung ass zu der Enquêtëkommissioun. Dat ass un der Chamber, dat ze decidéieren, wat se wëllt decidéieren, net u mir. Genausou wéi d'Chamber och déi aner Resolutioun hei wäert stëmmen oder net stëmmen, déi deposéiert ginn ass.

D'Chamber ass souverän ze decidéieren, wat se wëllt. A wann Dir keng Majoritéit an dësem Parlament kritt fir eng Initiativ, déi Dir geholl hutt, dann ass dat net dem Minister seng Schold, beim beschte Wëllen!

(Brouhaha et protestations)

Jo. Jo, an ech wëll lech just soen, wann Der dat hei virgelies hutt, wat der Cour des comptes hiren Objektiv ass, dat ass richteg. Mee ech mengen, datt dat och d'Haaptaufgab ass, déi de Moment ze analyséieren ass. Well ech maachen et nämlech net wéi verschidde Leit heibannen, datt ech d'office, d'office, ouni e Beleeg ze hunn, Beamten hei an der Chamber ënnerstellen, si géife léien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Mir hu Preuven dofir.

(Coups de cloche de la présidence)

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Da leet déi Preuvë vir!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- 150 Säite Rapport! Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Ech muss lech soen, Här President, ech muss lech soen …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Clement, Dir hutt d'Wuert net!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Här President, ech muss lech soen, wat hei, wat ech hei …

(Interruption)

Ech hu mech bis elo nach net hei dozou geäussert. Mee ech muss lech awer soen, et ass awer e bëssen e staarkt Stéck! Hei gëtt iwwer Beamten hiergefall, hiergezunn op eng Aart a Weis, wéi ech et scho laang net méi erlieft hunn an dësem Parlament. A mir haten eng Diskussioun jo elo rezenterweis iwwer Respekt par rapport zu Beamten. Ech mengen, Verschiddener erënnere sech net méi dorunner. An ech fannen, datt dat net geet, datt mer awer hei kënnen op der Chamberstribün - en public! - einfach mam Numm och Beamten zitéieren an d'office behaapten, si géife léien, si wäre Ligener, si géifen hir Aarbecht net uerdentlech maachen, ouni datt dat beluecht ass. Ech fannen dat wierklech e ganz staarkt Stéck, Här President, Dir Dammen an Dir Hären!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- An dat loossen ech och net zou par rapport zu de Beamten.

A fir de Rescht, ech hu jo gesot, dat passt an Ären Narrativ, wat Der hei wëllt maachen, fir eng Show ze veranstalten um Schluss vun dësem Projet.

Ech hunn awer och gesot - a wann den Här Wagner seet, et wär ziviliséiert erofgaangen, dat wär, well kee wollt an esou weider an esou virun -, et si vill Froen, déi zum Deel souguer hei gestallt gi sinn, déi sinn zum Deel emol net an der Kommissioun gestallt ginn, och net u mech gestallt ginn! Just fir ze soen. Et ass jo awer, kommt, mir sinn …

An dat ass och, firwat ech gesot hunn, ech géif mer wënschen, datt et iwwerdroe gëtt, well da géif warscheinlech de Public och emol matkréien, wat an de Kommissiounen diskutéiert gëtt. Dann hätt de Public och en anert Bild dovunner. Mee bon, ech kann awer domadder liewen, dat gehéiert och zum Parlament, datt den Narrativ dora besteet, fir herno e Showdown ze maachen an der Plenière ronderëm e Gesetz, mat deem een net averstanen ass. Okay!

Une voix.- O, Dir maacht elo hei och Show!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Bon, dat hutt Der elo hei veranstalt.

Mee fir de Rescht, wann de Rapport vun der Cour des comptes do ass … Well dat ass awer dat Wichtegst, dat Wichtegst ass awer hei, an dat kuckt d'Cour des comptes: Si kuckt precisement, wéini ech wou wat ënnerholl hunn a puncto vun der Gestioun a vun der Exekutioun vum Budget par rapport zu deem heite Projet. D'Cour des comptes kuckt hei, ob d'Ausschreiwungsgesetz respektéiert ginn ass oder net. D'Cour des comptes kuckt hei, ob alles am Projet dra war, wat hätt missen dra sinn an ob dat kontabilitéitsméisseg richteg war, datt een dat hätt wëllen zum Beispill esou maachen, wéi den Här Heck dat hei erklärt huet, oder net.

An d'Cour des comptes wäert och do Recommandatioune maachen. An et gëtt e Contradictoire, deen och do organiséiert gëtt tëschent der Cour des comptes an dem Ministère an de Verwaltungen an der Arméi. Déi wäert dat alles kucke goen!

Natierlech schwätzt d'Cour des comptes sech net iwwert d'Opportunitéit vum Satellitt aus. Dat wär jo nach de Clou! Dat ass jo net deenen hiren Objektiv. An dat ass jo och net haut d'Theema, wann ech dat richteg hei verstinn. Haut ass jo den Haaptsujet … Well ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen, datt d'Chamber hei, datt se all mat Ausnam vun deene Lénke d'Opportunitéit vum Projet agesinn haten, well en ass mat enger grousser Majoritéit hei gestëmmt ginn 2018! Dat schéngt elo hei aus der Siicht nees erauspulveriséiert ze ginn, well mer en Narrativ brauchen, deen eng grouss Affär draus mécht.

Et hunn hei 58 Deputéierter fir dee Projet gestëmmt 2018! Also d'Opportunitéit, fir de Projet ze maachen, schéngt jo awer, huelen ech emol un, mat deenen 58 Deputéierte gi gewiescht ze sinn.

A fir de Rescht, wann dee Rapport do ass, dat hunn ech och gesot a menger Ried, da soll d'Chamber dee kucken. Mee, wéi eebe gesot, d'Chamber mécht dat, wéi se dat wëllt. Ech hu kee Problem, an dat soen ech och kloer, mat kenger Aart a Weis a mat kengem Moyen, fir hei zu Transparenz ze kommen. Well, wéi gesot, ech hunn dee Projet hei iwwerholl an ech stinn zum Projet als solchen, well ech e gutt fannen, mee ech stinn net zum Historique.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Bausch. Da Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Ech mengen, et ass ganz vill gesot ginn, wat de Fong ugeet elo vun där Diskussioun. Dofir wëll ech elo net onbedéngt dorobber agoen. Ech wëll just soen, datt mir als ADR selbstverständlech och déi Resolutioun fir eng Enquêtëkommissioun ënnerschriwwen hunn an datt dee Räsonement, deen hei vun der Madamm Adehm am Numm vun eis véier Parteie virgedroe ginn ass, eis Ënnerstëtzung fënnt.

Et ass eppes anescht, wat ech wollt soen. Ech hunn dem Här Minister Bausch nogelauschtert an ech hu mech gefrot: Wéi ass eigentlech déi Situatioun, an där mer elo sinn, ze interpretéieren, iwwert déi Diskussioun eraus, ob mer elo sollen eng Enquêtëkommissioun maachen oder net?

Ech maache mer vill Suergen! An ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen. Ech erënnere mech, am Ufank, wéi Gambia ugetrueden ass, do huet et geheescht: „Mir maachen d'Fënstere grouss op. Mir sinn eigentlech déi Koalitioun vun der Transparenz, vun der Oppenheet. Mir maachen alles nei."

A wat ass elo geschitt an all deene Joren? Mir gesinn, datt déi Koalitioun hei eng Koalitioun ass, déi sech Lëtzebuerg lues a lues accaparéiert. Mir gesinn eng Koalitioun, déi sech der Kontroll entzitt. Mir gesinn eng Koalitioun, déi méi a méi d'Beamte politiséiert, déi Prozeduren aushielegt. Mir gesinn eng Koalitioun, déi en Ëmbau mécht vu ganz ville Saachen am Land, laanscht dëst Parlament. A virun allem, mir gesinn eng Regierung, déi sech hirer Verantwortung entzitt.

Esou vill Feeler sinn a leschter Zäit geschitt! A wat fir eng Konsequenze goufen op Regierungsniveau gezunn? Keng! Et ass eng Kultur vun den „Intouchables": „Mir sinn zwar Ministeren, mir maache Feeler, mee mat eisen 31 Deputéierte brauche mir d'Verantwortung dofir net ze iwwerhuelen." Et ass dat, wat mer fundamental Suerge mécht: Wou geet déi demokratesch Kultur an dësem Land hin?

Den Här Wagner huet e gutt Beispill genannt. Mir sollten eis iwwerleeën, ob mer net op e Wee ginn, datt mer eng Enquêtëkommissioun mat manner wéi der Majoritéit hei am Parlament kënnen aféieren. Mir sollten dat an der Reglementskommissioun elo an nächster Zukunft diskutéieren. Mir wäerten als ADR déi Initiativ iwwerhuelen, datt mer dat konkretiséieren. Mir kënnen net nokucken, wéi dëst Land lues a lues seng demokratesch Kultur ewechgeholl kritt.

Här Minister, och Dir sidd nëmmen nach e puer Joer do an da komme Walen. A mir brauchen an deene Walen eng Diskussioun iwwert d'Demokratie zu Lëtzebuerg.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Als Éischt emol, den Här Minister huet hei déi ganzen Zäit dovunner geschwat, datt en e grousse Fan dovunner wär, datt d'Kommissiounssëtzunge sollten ëffentlech sinn - ech schwätzen herno nach eng Kéier iwwert déi Resolutioun -, an do wëll ech just drop hiweisen, datt déi heite Kommissiounssëtzunge vun der Comexbu Verbatimen hunn. An au contraire vun der Chamber war et just d'Regierung, déi an déi Verbatime fusche gaangen ass mam schwaarze Stëft! Dat heescht, wa mer hei vun Transparenz schwätzen, da kommt, wannechgelift, bleiwe mer éierlech: D'Chamber huet Verbatimen ufertege gelooss an et ass doranner gefuscht ginn: vun der Regierung!

Also wannechgelift, ëmmer erëm drop hinzeweisen, mir bräichten ëffentlech Kommissiounssëtzungen … Da sollte mer wéinstens éierlech bleiwen: Mir hunn déi PVen!

Wa gesot gëtt, an ech stinn dozou, ech hu gesot: „Mir goufen ugelunn." A firwat soen ech dat? Ma well et schwaarz op wäiss aus deene Verbatimen ervirgeet, datt verschidde Leit kontradiktoresch Aussoe gemaach hunn.

Ech sinn der Meenung - an de Minister huet mech jo dann och dozou invitéiert an den Här Haagen huet mech och dozou invitéiert, datt dat mäi Rôle wär -: Nee, ech sinn der Meenung, datt dat „eise" Rôle wär als Chamber!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Nee, Dir hutt jo Preuven! Ech hu se net.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- A, Här Haagen, Dir gitt also zou, datt Der 150 Säite Rapport vun der Comexbu einfach net gelies hutt! Très bien! Très bien!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Clement huet d'Wuert a soss keen!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- … Contradictiounen, ech gesi keng Contradictiounen …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Clement, fuert roueg weider! Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Dat ass kee Rapport, et ass eng Compilatioun.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Et geet elo duer!

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Bon, ech waarden dann, bis den Här Haagen opgehalen huet mat jäizen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Clement, et ass un lech!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Mir kënnen also déi Verbatimen tel quel un de Parquet weiderginn, ouni d'Schwärzungen, well, ech mengen, dat géif ganz kloer weisen, wat hei geschitt ass, datt mer hei Lige gezielt kruten. An dat, denken ech, sollte mer dann och maachen!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann huet den Här Roth nach d'Wuert gefrot gehat. An da kritt de Minister d'Wuert zréck.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, ech wëll déi Diskussioun hei net verlängeren. Ech muss awer soen, dass mir an dëser Legislaturperiod, déi 2018 am Oktober ugaangen ass, menger Erënnerung no dräi Seancë vu Chamberskommissiounen haten: Dat war d'Justizkommissioun an der berüümter Datenaffär, dat war d'Environnementskommissioun an der Geschicht Gaardenhaischen, mat allem, wat sech do hannendru beweegt huet, an et ass d'Affär LUXEOSys gewiescht.

An deenen dräi Kommissiounen ass noweislech vu Leit, déi do opgetruede sinn, net d'Wourecht gesot ginn. An deenen dräi Kommissiounen! Dat war an der Gaardenhaischenaffär, dat war an der Geschicht vun den Daten, wou Vertrieder vun Institutioune kontradiktoresch Aussoe gemaach hunn, wou se am Ufank gesot hunn, et wier keng Recherche nominative méiglech. Herno huet sech erausgestallt, dass bei den Date Recherche-nominativë méiglech waren.

An hei weess jiddwereen, souwuel vun der Majoritéit wéi vun der Oppositioun, déi an der Comexbu waren, an der Commission de l'exécution budgétaire, dass hei vu Beamten Onwourechte gesot gi sinn. Et steet enger éischter Institutioun, an dat ass nun eemol d'Parlament, zou, dass se esou Komportementer net kann toleréieren. An duerfir muss ech ganz éierlech soen: Ech kann net novollzéien, firwat dass eng Majoritéit hei mat 31 géint 29 Stëmmen eng Enquêtëkommissioun fir d'Wourechten - hei sinn et faktuell Wourechten, ëm déi et geet! - kann ofleenen.

Et ass emol nach net, dass herno politesch Konsequenze géife gefrot ginn, mee et geet ganz einfach ëm faktuell Wourechten: Wat ass richteg an deem Dossier a wat ass net richteg?

A wann eng Majoritéit untrëtt, déi gesot huet, a besonnesch hei ee Minister, deen, ëm deen et geet, deen net méi an de Fonctiounen ass, dee gesot huet als Éischten: „De ‚Mief' vun der CSV, dee muss eraus!", dass déi Partei an déi Majoritéitsvertrieder, dass déi dat hei net kënne matstëmmen, dat ass fir mech onverständlech!

A fir domadder opzehalen, géif ech op jidde Fall froen, … Well ech gesinn, dass déi hei sech jo net béien, hei gëllt einfach Majoritéit géint Oppositioun. Dat ass dat Mëttel, hei gëtt dat duerchgeboxt mat 31 géint 29! Leit, déi sech Transparenz an hire Walprogramm schreiwen, déi Transparenz schreiwen a Regierungsprogrammen, Leit, déi net fäerdeg ginn, hei vun Transparenz ze schwätzen! Mee dann exercéiert se! Dann exercéiert se a weist dem Land, dass Der dozou stitt, a kuckt, dass déi Fakte vun deem Militärsatellitt, dass déi hei ee fir alle Mol ëffentlech opgekläert ginn!

A wann Der dat net wëllt maachen, Dir Dammen an Dir Hären, da verlaange mer zumindest, dass Der an där Resolutioun, déi Der dann als Majoritéitspartei zu 31 wëllt hei virleeën, zumindest akzeptéiert, dass dee Rapport vun der Cour des comptes an der Chamber an engem ëffentlechen Debat diskutéiert gëtt an net nëmmen einfach an der Comexbu. Dat ass op jidde Fall dat, wat mer froen.

Dat heescht, mir froe principalement, dass Der déi Enquêtëkommissioun hei matstëmmt, a subsidiairement hätte mer gären, dass Der zumindest dann an der Resolutioun, déi Der selwer abruecht hutt, schreift, an ech zitéieren dat: « de présenter à la Chambre des Députés le rapport de la Cour des

comptes qui en discutera en séance publique dans les meilleurs délais ».

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Minister Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Jo, Här President, ech wëll elo näischt méi soen zu deem doten. Mee ech wëll awer eppes soen zu deem, wat den Här Clement virdru gesot huet, well dat soss dobaussen ausgesäit, wéi wann d'Regierung hei an engem Rapport, an engem PV vun der Chamber Zensur bedriwwen hätt.

Ech muss soen, dat ass awer e staarkt Stéck, Här Clement! Dir wësst ganz genau, wat mer gefrot hunn deemools als Defense, well et geet jo hei ëm privat Firmen: datt verschidden Nimm a verschidde Saache sollte schwaarz gemaach ginn, annet wat Aussoe si vu verschiddene Leit, déi do ausgesot hunn. Dat ass jo wierklech ongeheierlech, esou e Virworf ze maachen! Mee et geet haaptsächlech drëms, datt verschidde Saachen eeben aus rechtleche Grënn par rapport zu Firme sensibel waren. An dat ass natierlech gekuckt ginn, dat war och ganz wéineg, wat schwaarz gemaach ginn ass. An dat ass dat, ëm wat et geet.

Ech wëll lech awer just soen, …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir wollt et awer streamen. Dat hutt Der virdru gesot.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Jo, mee nee! Ech wéilt lech, jo, Här Clement, Dir … Lauschtert, wësst Der, et ass awer e groussen Ënnerscheed, ob Der elo hei ... Dir hutt dat elo esou duergestallt, wéi wa mir carrement Aussoen do sträiche gelooss hätten, wat net stëmmt! Mee duerfir ass et awer wichteg, datt ech dat preziséieren. Bon, Dir sidd jo de Spezialist doranner, fir esou Saachen esou duerzestellen no baussen. Dat hu mer jo schonn erausfonnt.

(Interruptions)

Ech wëll lech awer och soen, datt, wann eppes - wat ech net weess, ech weess jo net, ob et hei sou ass, a priori gesinn ech hei näischt, wat strofrechtlecher Natur ass -, mee wann eppes iergendwann eng Kéier géif kommen, wat strofrechtlecher Natur ass an et geet bei d'Justiz, bon, dann ass et jo esou: D'Justiz wäert da souwisou alles saiséiere vun Dokumenter, wat do ass, an dann ass dat jo souwisou net ze verheemlechen.

Duerfir, haalt awer op ze maachen, wéi wa mir elo géifen hei als Regierung carrement net nëmme wierklech d'Procès-verballe wëlle fälsche vun der Chamber, mee och nach wéilten an der Justiz hei intervenéieren! Wou si mer dann ukomm?!

Pardon, ech mengen, mir sollen hei jiddweree seng Aarbecht maachen! An ech bleiwen derbäi, ech si selwer och interesséiert, datt an deen Dossier hei 100 %eg Transparenz drakënnt.

Voilà! Méi soen ech elo dozou net méi, Här President, well ech mengen, ech hunn alles gesot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bausch.

Ech gesi keng Wuertmeldung méi, soudatt mer kënnen zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun Nummer 1 kommen.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen ...

(Brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Mat oder ouni Ajoute?

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Resolutioun Nummer 1, déi vun der Madamm Stéphanie Empain deposéiert ginn ass an déi e Rapport spécial iwwert d'Gestion financière bei der Cour des comptes freet.

Den Här Roth freet nach d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, vun eiser Säit vun der CSV géife mer déi Resolutioun do matstëmmen a mir géifen lech bieden, dass Der derbäi géift schreiwen, dass d'Chamber iwwert de Rapport vun der Cour des comptes an enger ëffentlecher Sitzung debattéiert. Dat heescht, wann Der dat gär formuléiert hätt, da géife mer en Addendum maachen, dee proposéiert: « décide de demander à la Cour des comptes d'établir un rapport spécial sur la gestion financière du projet LUXEOSys et de le présenter à la Chambre des Députés, qui en discutera en séance publique ».

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech gesinn, datt eng Zoustëmmung duerfir do ass. Mee den Här Wagner huet nach d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President.

(Brouhaha général)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, mee ass et ...? Mir kënnen den Ordre net méi inverséieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, mir fannen dat u sech och, wat d'Ajoute ugeet, déi den Här Roth elo fir déi Resolutioun proposéiert huet. Déi Resolutioun stellt eis, wéi ech virdru gesot hunn, net zefridden, well mer der Meenung sinn, datt d'Majoritéit - ech soen net „d'Regierung", mee „d'Majoritéit", dat sinn anscheinend zwou ganz verschidde Saachen - sech hannert der Cour des comptes verstoppt. Mee (veuillez lire: Mee et wär gutt), wa mer dann awer och wéinstens déi Debatt kéinten hunn, well et geet jo hei nëmmen drëms, fir net Uschëllegungen ze maachen, mee just Kontradiktioune festzestellen; an dofir bräicht een a Wierklechkeet eng Commission d'enquête, wa mer seriö wieren. Mee dat si mer anscheinend zum Deel net an deem Mooss, op jidde Fall net an dësem Sall. Mee voilà, mir wäerte mat där Ajoute déi heite Resolutioun matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Dann nach d'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir stinn dozou, dass mer d'Cour des comptes wëlle mat deem Dossier saiséieren, fir Transparenz ze schafen. D'Cour des comptes ass en onofhängege Gremium, deen an der Verfassung verankert ass, deen och vun der Chamber gewielt ginn ass a vun der Chamber saiséiert ka ginn, fir eebe grad déi ëffentlech Depensen ze kontrolléieren. A mir bleiwen der Meenung, datt et zu dësem Moment dat richtegt Organ ass, fir dës Aufgab ze maachen.

Mir sinn awer ganz gär bereet, hei och eng Debatt driwwer ze féieren. An och dat gehéiert zu der Transparenz an zu der politescher Meenungsbildung, nach eng Kéier, op all de Säiten. Mir ënnerstëtzen deen do Zousaz. An ech mengen, da misste mer domat awer vläicht och emol eng Kéier zu engem Konsens kommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech ka mech der Madamm Lorsché uschléissen, obwuel deen Zousaz u sech superfetatoire ass, well d'Chamber ka sech ëmmer nach mat engem Debat saiséieren, dee se kann halen. Mir sinn awer d'accord. Ech gesi schonn: Den Här Clement, dee spréngt scho bal aus der Këscht.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Well Der d'Reglement net kennt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- E ka säi Pathos hei net ganz ausspillen, deen zimmlech op d'Nerve geet, wëll ech just soen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- O Dir mir och!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Déi Resolutioun hei kënne mer matstëmmen, obwuel deen Zousaz superfetatoire ass. Mir kënnen en awer matstëmmen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, u sech schéngt et awer kloer. Den Här Roth nach, wannechgelift.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech soen de Majoritéitsvertrieder Merci fir déi Flexibilitéit, eis Ajoute bäizemaachen. Mee an der Argumentatioun, an ech wëll dat nach eng Kéier widderhuelen, hate mir principalement fir d'Enquêtëkommissioun gefrot. An duerfir géife mir och froen, Här President, dass déi Resolutioun iwwert d'Enquêtëkommissioun fir d'éischt gestëmmt gëtt an dann duerno déi iwwert d'Cour des comptes.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Da stëmme mer fir d'éischt …

Plusieurs voix.- Nee!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, kommt mir bleiwen dobäi. Mir haten de Vott schonn ugefaangen an duerno hutt Dir eréischt reagéiert. Mir stëmmen elo iwwert d'Resolutioun Nummer 1 of, déi vun der Madamm Stéphanie Empain deposéiert ginn ass, mam Zousaz, deen den Här Roth gemaach huet.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant l'historique du projet « LUXEOSys », notamment en ce qui concerne le coût du projet ;

- vu les conclusions du rapport de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire relatif au projet de loi n° 7542 ;

- saluant et partageant la volonté de transparence du Gouvernement dans ce dossier et dans la planification de futurs projets ;

- considérant que la Cour des comptes est l'organe compétent pour le contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'État et que la Chambre des Députés peut à tout moment demander à la Cour des comptes de présenter un rapport spécial sur des domaines spécifiques de gestion financière,

décide

- de demander à la Cour des comptes d'établir un rapport spécial sur la gestion financière du projet LUXEOSys et de le présenter à la Chambre des Députés, qui en discutera en séance publique.

(s.) Stéphanie Empain, André Bauler, Dan Biancalana.

Vote sur la résolution 1 modifiée

Wien domadder averstanen ass, dee soll mat Jo stëmmen.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Frank Colabianchi, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zum Vott vun der Resolutioun Nummer 2, déi den Asaz vun enger Enquêtëkommissioun freet.

Vote sur la résolution 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun mat 29 Jo-Stëmme an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, Frank Colabianchi, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

10. Question urgente n° 3169 de Mme Diane Adehm concernant le blocage par POST Luxembourg de SMS envoyés par un laboratoire dans le cadre du large scale testing

Mir kommen dann zur Question urgente Nummer 3169 vun der Madamm Diane Adehm iwwert d'Blockéiere vun SMSen am Kader vum Large-Scale-Testing. D'Madamm Adehm huet fënnef Minutten, fir hir Fro virzedroen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Den 2. November 2020 huet de Santésministère op sengem Facebook-Kont annoncéiert, dass ee just soll den offizielle Sourcen trauen, wann een um Large-Scale-Testing deelgeholl huet, an et kréich ee keng Resultater iwwer Facebook, also d'Messagerie vu Facebook geschéckt, mee just iwwer SMS oder iwwer Courrier.

Gëschter Owend war op „Tageblatt" online ze liesen, dass et awer Problemer gi si mat deene Messagen, mat deenen SMSen, déi vun dem Large-Scale-Testing weidergeschéckt gi sinn, an dass déi bei verschiddene Leit net ukomm sinn, aus deem Grond, well d'Post e Filter, en Antifraudefilter dropgesat huet, an doduerjer sinn eng ganz Partie SMSe blockéiert ginn.

Duerfir hunn ech aus deem dote Grond eng Partie Froen un de Minister: Wärend wéi enger Period sinn d'SMSen net duerchgaangen? Sinn all d'SMSe vun deem Laboratoire betraff, deen zitéiert gëtt? A wéi vill SMSe sinn net duerchgaangen? Huet de Laboratoire kierzlech de Provider gewiesselt, fir d'SMSen erauszeschécken? Betrëfft dëse Problem nëmme Post-Clienten oder sinn och Clientë vun anere Providere concernéiert?

Wann et nëmme Post-Clientë sinn: Gëtt et eng offiziell Lëscht vu Provideren op internationalem oder europäeschem Niveau, déi esou e fiabele Service des messageries mobiles ubidden, op déi d'Post sech baséiert? A wann et keng esou eng Lëscht gëtt, op wéi enger Basis huet d'Post dann decidéiert, wéi eng international Sécherheetsstandarde si géinge respektéieren? A wéi kënnt et, dass déi aner Mobilltelefonsbedreiwer net déi selwecht Standarden hunn?

A wann deen heite Problem net nëmme Post-Clientë betrëfft, mee och d'Clientë vun anere Provideren, wéi eng Providere sinn dat? Wéi vill SMSe sinn hei vun dëser Saach betraff an iwwer wéi eng Zäitspan? An ass de Minister der Meenung, dass dës Problemer de Kampf géint de Virus net beaträchtegen? An ass de Minister net der Meenung, dass déi zoustänneg staatlech Servicer d'Leit hätte missen iwwert dëse Problem informéieren, amplaz dass se dat doten aus der Press gewuer ginn?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. D'Regierung huet d'Wuert: den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci un d'Diane Adehm fir déi Fro hei. An ech wëll soen, dass et eng wichteg Fro ass, dass et och eng ass, wou et mer wichteg ass, de Sachverhalt ze erklären, well d'Leit dobaussen, all déi Leit, déi en Test gemaach hunn, sech hei natierlech ganz seriö Froe stellen, dass et wichteg ass, dass si wëssen, wat passéiert ass, well se natierlech Vertrauen an eise Gesondheetssystem mussen hunn.

Als Éischt géif ech awer gäre ganz kloer soen an och betounen, dass d'Post hei hir Aarbecht gemaach huet an dass een der Post hei kee Reproche ka maachen, wat een och, mengen ech, kann anescht interpretéieren, wann een deen Artikel do liest, deen zitéiert gëtt an där Question urgente.

Wat ass geschitt? Et ass esou, dass all Laboen d'Resultater vun den Tester per SMS verschécken, wat de schnellste Moyen ass, fir de Leit Bescheed ze soen. D'Laboe verschécken déi SMSe mat den Testresultater an der Reegel net selwer, mee gräifen dofir op extern Firmen zréck, déi dat fir si maachen. Déi extern Firme gräifen dann op Soustraitanten zréck, op Telecom-Operateuren, déi dës SMSen dann un den Ennclient verschécken.

Leider ass e klengen Deel vun deenen SMSen an dësem konkreete Fall iwwer en Telecom-Operateur verschéckt ginn, deem seng Servicer vun der Post als net vertrauenswierdeg ugesi ginn. An aus Grënn vu Cybersécherheet huet d'Post déi SMSen erausgefiltert an net weiderginn.

D'Post huet héich Sécherheetsstandarden, jo. A si huet u sech hei näischt aneschters gemaach wéi hir Aarbecht an déi Standarden ugewannt. Et kann een also dofir der Post kee Virworf maachen. Si

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

hélt hir Aufgab vu Cybersécherheet eescht an dat, dat muss ech och als zoustännege Minister fir d'Post soen, ass eppes, wat mech rassuréiert.

An dësem Eenzelfall sinn also eenzel SMSen net direkt bei de Leit ukomm. Dat Allerwichtegst ass awer hei, dass bei all deene Leit, déi positiv getest gi sinn, déi SMS iwwer en anere Wee direkt un d'Leit verschéckt ginn ass. Et ass also net virkomm, dass d'Informatiounen iwwer e positiven Test net direkt bei deene Concernéierten ukomm sinn. Jiddwereen, deen also positiv getest ginn ass, ass och direkt informéiert ginn an déi SMSe sinn net erausgefiltert ginn, si sinn also net iwwert dee geblacklistete Soustraitant verschéckt ginn.

De Problem ass elo erkannt. An et ass och ewell dru geschafft gi fir sécherzestellen, dass SMSe vum betraffene Labo just nach iwwer vertrauenswierdeg Operateure verschéckt ginn, also och déi negativ Tester.

Et ass och esou, an dat wësst Der, well d'Santé huet dat och op hirer Facebooksäit gesot, dass bei all Test, dee positiv war, net nëmmen dës SMS verschéckt ginn ass, mee d'Servicer vun der Santé och de Leit esou séier wéi méiglech direkt iwwer e Kontakt Bescheed gesot hunn. Dir wësst, dass dat de Standardwee zu Lëtzebuerg ass, dass souwuel iwwer SMS wéi och duerno direkt iwwert d'Santé informéiert gëtt.

Nieft der SMS ass et och esou, dass jiddwereen, deen en Test gemaach huet, d'Méiglechkeet huet, säi Resultat direkt beim Labo iwwer Telefon nozefroen oder awer och iwwert d'Internetsäit vum Labo nozechecken.

Wat wichteg fir mech ass, dat ass, dass de Problem mëttlerweil erkannt ginn ass an alles drugesat ginn ass, fir de Problem ze behiewen, och duerch eng exzellent Zesummenaarbecht tëscht dem betraffene Labo an der Post, déi hei dem Labo schnell gehollef huet, eng Solutioun ze fannen.

Dat Allerwichtegst ass awer, dass duerch dëse Problem net déi ganz Lutte géint d'Pandemie a Fro gestallt gëtt. Well nach eng Kéier, jiddwer Persoun, déi positiv getest ginn ass, krut och op direktem Wee d'Resultat an huet net onnéideg aner Persounen ugestach.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot.

11. 7698 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen dann elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, de Projet de loi 7698 iwwert de Congé pour soutien familial am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. D'Zuele vun de Covid-19-Infizéierte sinn an de leschte puer Woche massiv geklommen. Vill Stierffäll sinn effektiv bei den eelere Leit deklaréiert ginn. D'Situatioun an den Alters- a Fleegeheemer ass sécher keng einfach, mee och an den Dagesstrukture fir eeler Leit a Persoune mat Handicap bestinn eng Rei Problemer, dorënner natierlech an éischter Linn ze kleng Raim, fir déi selwecht Zuel vu Leit opzehuele wéi virun der Pandemie. Aus deem Grond schwätze mir haut iwwert dëse Projet.

De Gesetzesprojet 7698 ass eng Ännerung vum Gesetz vum 20. Juni 2020 iwwert de Congé pour soutien familial am Kader vun der Covid-19-Kris.

Vill Dagesstrukturen, déi sech ëm eeler Leit oder Persoune mat engem Handicap këmmeren, hunn am Fréijoer aus bekannte Grënn hir Diere missen temporär zoumaachen. D'Familljen, an deene jidderee schafft, hu sech du selwer ëm hir Familljemembere misse këmmeren, an dat huet si viru grouss Erausfuerderunge gestallt. Fir d'Leit an dëser Situatioun ze ënnerstëtzen, huet de Familljeministère de Congé pour soutien familial als Noutfallmesure agefouert gehat. Mir stëmmen haut dësen Text, fir dass dëse Congé och nom 24. November nach ka bis de 25. Mee 2021 verlängert ginn.

Duerch déi vill Neiinfektiounen an de leschten Deeg a Wochen an déi domat entstanen nei Restriktioune kënne verschidde Strukture fir eeler Leit oder Persoune mat Handicap nëmmen eng begrenzten Zuel vu Leit ophuelen, sief dat duerch coronabedéngten Ausfäll beim Personal oder duerch ze kleng Raimlechkeeten, fir d'Geste-barrièren anzehalen.

Dobäi kënnt natierlech déi besonnesch Vulnerabilitéit vu verschiddene Persounen, déi et och oft onméiglech mécht, dass déi Leit sech un d'Geste-barrièren halen. Ech denken do u Leit, déi duerch eng bestëmmte Krankheet oder en Handicap de Mask eeben doduerch net kënnen unhalen.

E puer Demanden, fir de Congé pour soutien familial verlängert ze kréien, koumen och scho beim Ministère eran. Dofir ass et eiser Meenung no immens wichteg, dat besteeënd Gesetz ze änneren an dëse Congé ze verlängeren. Dëst ass, wéi gesot, geplangt fir weider sechs Méint an natierlech och just fir déi Leit, wou et wierklech keng aner Léisung gëtt. De Kader vum Gesetz bleift deen nämmlechten.

De Congé pour soutien familial kann ugefrot ginn, wann eng autoriséiert Struktur temporär an am Kader vun der Covid-19-Pandemie hir Aktivitéiten deelweis oder komplett astelle muss. De Congé ka souwuel vu Residente wéi och vu Frontalieren ugefrot ginn. Eng autoriséiert Struktur muss sech deemno net onbedéngt zu Lëtzebuerg befannen, mee kann och am EU-Ausland leien.

D'Demande fir de Congé pour soutien familial muss un de Familljeministère geschéckt ginn an ass natierlech u gewësse Konditioune gebonnen. Och dës Konditioune sinn déi nämmlecht wéi am ale Gesetz. Dofir ginn ech och op dëser Plaz net nach eng Kéier dorop an.

Wann d'Demande akzeptéiert gëtt, da stellt de Familljeministère e Certificat an duebeler Ausféierung aus, deen un den Employeur an un d'Krankekeess geschéckt muss ginn. De Congé hält dann op, wann déi autoriséiert Struktur de Minister informéiert, dass si hir Aktivitéit erëm deelweis oder komplett ophuele kann an doduerch och erëm eng Plaz fir déi eeler oder behënnert Persoun fräi ass.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

D'Zäit am Congé pour soutien familial ass gläichgesat mat enger Incapacité de travail, déi am Fall vun enger Krankheet oder engem Accident ugefrot ka ginn. Doweinst profitéieren d'Salariéen hei och vun deene selwechte Rechter, wat d'Sécurité sociale an den Aarbechtsschutz betrëfft.

Fir dass et zu kenger finanzieller Benodeelegung kënnt, wäert dëse Congé och weider remuneréiert ginn. D'Sécurité sociale iwwerhëlt zu 100 % d'Bäihëllefen, op déi d'Salariéen en Urecht hunn. D'Mutualitéit vun den Employeure rembourséiert de Patronen dann och de komplette Salaire mat de Charges patronales, déi si un hir Salariéen am Congé pour soutien familial ausbezuelt hunn, an iwwerhëlt och d'Indemnité pécuniaire fir d'Independanten.

Do dernieft genéisst de Salarié nämlech och Kënnegungsschutz, soulaang den Employeur virschrëftsméisseg vun der Absence informéiert gouf. Betoune wëll ech dann och nach eng Kéier, dass hei ausschliisslech erwuesse Persoune viséiert sinn, déi e groussen Deel vun hirer Autonomie verluer hunn an doweinst an hirem Alldag op d'Hëllef vun engem Drëtten ugewise sinn. A soulaang de Virus net mat Sécherheet verschwonnen ass oder ëmmerhin eng Impfung um Maart ass, musse mir och weiderhin de Familljen ënnert d'Äerm gräifen, fir dass se sech ëm hir Léifste këmmere kënnen.

Am Numm vun der DP-Fraktioun ginn ech lech dofir natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun an ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Här Rapporter. An als éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll dem Rapporter villmools Merci soe fir seng Explikatiounen. Ech mengen, dass et fir eis als CSV wichteg ass, dass mer eng Verlängerung maachen, well dat Gesetz de 25. November géif auslafen. Wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, hate mer gehofft, et wier net noutwendeg - wéi mir alleguerten héchstwarscheinlech -, mee dass mer de Coronavirus bis Enn des Joers am Griff hätten. An ech hoffen och elo, dass mer et fäerdegbréngen, de Virus virum Oflaf vum Gesetz an de Grëff ze kréien, mat alle Moyenen, déi eis zur Verfügung stinn, fir dass mer net nach eng Kéier mussen op eng Verlängerung vun deem Congé zréckgräifen.

Et wier awer flott, wann d'Madamm Minister an hirem Discours herno nach eng Kéier d'Zuel vun deene Leit géif erwänen, déi dodrop zréckgegraff hunn, well mir haten zoufälleg - nodeem mer gëschter de Rapport hei zwar ugeholl hunn - de Moien eng Diskussioun mam Sozialminister, wou och nach eng Kéier iwwer all déi Méiglechkeete geschwat ginn ass. Och dat, wat den Här Hahn elo just gesot huet, wat bei der Mutuelle geschitt a wat och beim Congé geschitt, dass een dat och eng Kéier géif hei an der Chamber soen.

Dat gesot, villmools merci nach eng Kéier dem Rapporter an d'CSV wäert deem Gesetz d'Zoustëmmung ginn. Merci.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Als nächsten agedroene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz agedroen. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, merci dem Max Hahn fir säin ausféierlechen a prezise Rapport hei um Mikro an awer och säi schréftleche Rapport. Deem ass och net ganz vill bäizefügen. En huet ganz vill gesot a ganz vill explizéiert. Mir als LSAP kënnen deem nëmmen zoustëmmen.

Mir soen all deene Leit Merci, déi doduerch eng Hëllef kréien. De Pendant vun dem Congé pour raisons familiales ass jo de Congé pour soutien familial. Ech mengen, et ass ganz wichteg, dass dat elo och déi sechs Méint weidergefouert gëtt. Ech schléisse mech och dem Här Spautz u fir ze soen, dass mer hoffen, dass mer dann duerno vläicht dee Congé net méi esou brauchen an deem Mooss an dass mer d'Covidkris da vläicht e bëssen iwwerstanen hunn. Loosse mer Holz upaken!

An ech soen op jidde Fall Merci an ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Déi nächst agedroe Riednerin ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Merci. Merci dem Här Hahn fir säin detailléierte Rapport a fir d'Explikatiounen. Natierlech begréisse mer d'Verlängerung vum Congé pour soutien familial, well et gëtt näischt méi Wichteges, wéi an onerwaarten Zäiten doheem eng Stäip ze hunn. Duerfir ass et och nëmme wichteg a richteg, dass dës familiär Hëllef och an Netcoronazäite méiglech soll sinn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. Da wär et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Merci och dem Max Hahn fir de Rapport. Mir hunn d'Gesetz matgestëmmt, dat éischt virun e puer Méint. An ech mengen, d'Situatioun ass elo esou, dass et nach eng Kéier muss verlängert ginn; leider, wéi dat gesot ginn ass. Mir mussen deene Familljen d'Ënnerstëtzung ubidden, déi dat brauchen. Och wann et der net vill sinn, ass et awer fir déi wichteg. An dofir stëmme mer natierlech och dëst Gesetz elo hei mat Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. Da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech ka mech do och just menge Virriedner uschléissen. Och wann et keng Masse sinn, déi dorobber zréckgräife mussen, ass et awer wichteg fir déi betraffe Leit.

Ech schléisse mech och ausdrécklech deem un, wat d'Madamm Gary gesot huet, nämlech datt mer esou en Instrument och brauchen no Coronazäiten, well ee sech jo och Fäll virstelle kann, wann en Accident an engem Altersheim geschitt oder soss iergendwellech Saachen, wou mer dat doten Instrument kënne benotzen oder dorobber kënnen zréckgräifen. Ech mengen, datt dat wichteg ass, och ausserhalb vu Coronazäiten. An ech mengen, datt de Ministère esou Reflexiounen duerchaus féiere sollt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Max Hahn fir säi gudde Rapport. Hei hëllefe mer konkreet de Leit, déi an deene Fäll sinn, an dofir wäerte mir als Piraten och eisen Accord ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert: d'Madamm Familljeministerin Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci all de Riedner elo a villmools merci dem Rapporter fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

Vläicht dann nach: Ech sinn nach eng Äntwert schëlleg. Et ware 57 Persounen, déi vum Congé pour soutien familial profitéiert hunn. Am Moment sinn nach 13 Dossieren aktiv. Dir gesitt, et sinn der net immens vill. Mee fir déi, déi et brauchen, ass dat Gesetz hei wierklech ganz, ganz wichteg.

Esou wéi den honorabelen Deputéierte Marc Baum grad gesot huet, wëlle mer dat och duerno a Krisesituatioune perenniséieren oder wann emol eppes geschitt, dass dann dee Congé pour soutien familial och no der Covidkris ka gräifen.

Ech soen lech vill, villmools Merci. Här President, mir gesinn, wann et ëm Mënsche geet an ëm Hëllefen, dann ass jiddweree sech eens heibannen. An ech mengen, dass dat e ganz schéine Schluss ass am Fong geholl haut. Dofir sinn ech am Fong frou, dass dat heiten haut dee leschte Projet war, well ech fannen, et ass flott, sech op esou enger Nott haut och Awar ze soen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Familljeministesch. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7698. Den Text steet am Document parlementaire 7698[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7698 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer nach zum Vott vun de Resolutiounen an der Motioun, déi am Ufank vun der Sëtzung deposéiert gi sinn.

12. Résolution de M. Sven Clement relative à la mise à l'ordre du jour simultanée des projets de loi n° 7694 et n° 7703

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 158 de ce compte rendu)

Fir d'éischt déi Resolutioun, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass, wou gefrot gëtt, de Projet de loi 7694 eréischt op den Ordre du jour ze huelen, wann de Projet 7703 och um Ordre du jour steet.

Wëllt nach een zu där Resolutioun d'Wuert ergräifen? Dat ass net de Fall.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Dach, den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, ech versti ganz kloer, wat d'Piraten hei wëlle maachen, well et effektiv wichteg ass, datt dee Projet, deen den Entreprisen Hëllefe gëtt, esou schnell wéi méiglech gestëmmt gëtt. Ech soen awer och ganz kloer: Mir kënne mat deem anere Projet net waarden. A wann iergendeng Diskussioun wier, datt dee géif vertaagt ginn, wär dat fir eis problematesch.

Fir mech ass et just wichteg, datt mer garantéieren, datt dee Projet iwwert d'Hëllefen och réckwierkend ass. Well dat eng Disposition plus favorable ass, mengen ech, wier dat och juristesch kee Problem. Dat ass fir eis wichteg, an aus deem Grond kënne mer déi Resolutioun hei net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mars Di Bartolomeo huet nach d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, deem ass näischt bäizefügen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kënne mer zum Vott vun dëser Resolutioun kommen.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 6 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen net ugeholl.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

13. Motion de M. Marc Baum relative à la présentation de la stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre la Covid-19

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 158 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun, déi vun déi Lénk deposéiert ginn ass iwwert d'Stratégie d'acquisition. Den Här Mars Di Bartolomeo.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt der Chamber proposéieren, déi heite Motioun mat enger klenger Ännerung unzehuelen, déi ech mat de Fraktiounscheffen an och mam Auteur ofgestëmmt hunn, an zwar an der Disposition finale: « à présenter sa stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre le Covid-19 à la Commission de la Santé et des Sports, qui proposera la forme que pourra prendre la présentation et la discussion de cette stratégie à la Chambre des Députés ».

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber mat där Propositioun d'accord? Den Här Marc Baum als Auteur vun dëser Motioun.

M. Marc Baum *(déi Lénk), auteur.*- (…)

(Micro défectueux)

Une voix.- De Mikro geet net.

(M. Marc Baum emprunte le micro de Mme Simone Asselborn-Bintz.)

M. Marc Baum *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Merci och dem President vun der Santéskommissioun. Et ass mer wichteg gewiescht, datt mer hei d'Unanimitéit kréien op engem extreem wichtege Sujet. E Sujet, wou et drëms geet, eng Sortie de crise sanitaire ze entwéckelen. Mir brauchen déi Unanimitéit, mengen ech. Duerfir brauche mer och Transparenz, mer brauchen Opklärung, mer brauche Sensibiliséierung. An dat ass de Wee, dee mer gemeinsam musse goen, fir gemeinsam als Chamber och no bausse kënnen opzetrieden.

Dat heiten ass, mengen ech, e richtegt a wichtegt Signal, wat d'Impfungen ugeet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- vu l'acquisition par le Gouvernement de 420.000 doses de vaccins anti-Covid-19 en tant que bénéficiaire de la commande groupée de la Commission européenne ;

- considérant la nécessité d'élaboration d'une stratégie nationale d'utilisation de ces vaccins ;

- considérant l'enjeu d'une réglementation démocratique d'acquisition, d'achat et de distribution des vaccins anti-Covid-19 permettant un accès juste et équitable au vaccin des populations aux échelles nationales et internationales ;

- considérant que l'efficacité du vaccin anti-Covid-19 dépend d'une participation suffisamment large de la population à la campagne de vaccination ;

- considérant la nécessité en amont d'une campagne de vaccination, d'une campagne de sensibilisation de la population propre à susciter sa confiance et favoriser son consentement ;

- considérant l'enjeu du recours libre et non imposé par les personnes individuelles au vaccin en question,

invite le Gouvernement

- à présenter sa stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre le Covid-19 à la Commission de la Santé et des Sports, qui proposera la forme que pourra prendre la présentation et la discussion de cette stratégie à la Chambre des Députés.

(s.) Marc Baum

Vote sur la motion modifiée

Wie mat där Propositioun d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass déi Propositioun esou ugeholl.

14. Résolution de M. Léon Gloden relative à la décision de rendre les réunions des commissions publiques

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 172 de ce compte rendu)

Dann hu mer nach d'Resolutioun, déi vum Här Léon Gloden deposéiert ginn ass. Den Här Georges Engel.

Discussion générale

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Am Oktober d'lescht Joer huet d'CSV effektiv déi heite Resolutioun schonn eng Kéier proposéiert. An dee Moment hunn déi meescht, mengen ech emol, Fraktioune sech derfir ausgeschwat, dass se soll an de Bureau kommen, fir diskutéiert ze ginn. Do ass se och elo scho méi wéi eng Kéier op alle Fall diskutéiert ginn an et sinn och eng Rei vun Demarchen an och Saachen doranner festgehale ginn. De Prinzip vun der Ëffentlechkeet vun de Kommissiounssitzungen, mengen ech, huet och keen a Fro gestallt, mee et gëtt awer eng Rei vu Momenter, wou ee vläicht seet, dass se net sollten ëffentlech sinn.

An där heiter Resolutioun steet dran, dass se u sech am Prinzip alleguerten ëffentlech wären an dass bei Dossiers sensibles kéint e Huis clos geschwat ginn. Mir sinn u sech der Meenung, dass vläicht en Zousaz sollt derbäikommen, dass mer am éischte Saz soen « décide dans le sens de la transparence que les réunions des commissions peuvent être publiques sous réserve de l'accord de la commission ».

(Interruptions diverses)

Mir sinn der Meenung, dass et nämlech eng ganz Rei vu sensibelen Donnéeë gëtt oder et och Momenter an der Kommissioun gëtt, wéi zum Beispill an enger Finanzkommissioun, an enger aussepolitescher Kommissioun, wéi awer och an der Santéskommissioun, wéi mer se elo eng ganz Rei vu Kéieren haten, dass gesot ginn ass: „Et wär besser, wann dat heiten heibanne bleift."

Wann dat awer elo ëffentlech Sitzunge sinn, da kann een dat net méi esou maachen, soudass mer mengen, dass et richteg wär, wann een dee Saz do géif derbäisetzen. Wann dee Saz derbäikënnt, kënne mer als Majoritéitsparteien dat heiten och esou matdroen. Wann dat awer net derbäikënnt, da wäerte mer se mussen ofleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gloden als Auteur vun der Resolutioun.

M. Léon Gloden *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Et ass richteg, dass mer déi Resolutioun d'lescht Joer am Oktober deposéiert hunn. Se ass un de Bureau verwise ginn. Den Här Engel huet gesot: „Et ass elo scho puermol dodriwwer diskutéiert ginn." Et kritt kee richtege Fortgang. Opgrond vun den Debatten haut hei an der Ausso vum Här Bausch hu mer déi elo nach eng Kéier deposéiert.

Ech stelle fest, dass mer eis eens si mam Här Engel, dass et de Prinzip soll sinn, dass déi ëffentlech sinn. Mee de Prinzip ass de Prinzip, an d'Exceptioun ass d'Exceptioun. Mir hunn drageschriwwen, dass bei Sujets sensibles kann de Huis clos ugefrot ginn. Dat kënnen d'Membere vun der Kommissioun decidéiere sur-le-champ. A wann do eng Majoritéit ass, ass d'Kommissioun à huis clos.

Duerfir musse mer awer net de Prinzip verbesseren. Mir wäerten hei net un de Wording goen. Et ass elo hei, wéi et an engem däitsche Lidd heescht: „Hier und jetzt". Ech erënneren un d'Ausso vum grénge Vizepremier an ech fuerderen elo hei de Vott.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Mir hunn all d'Sympathie fir d'Propositioune vun der CSV an dësem Beräich, datt mer sollten d'Ëffentlechkeet an d'Transparenz spille loossen. Ech fanne just d'Prozedur iwwerraschend, well d'Diskussioune sinn amgaangen doriwwer, och an der Reglementskommissioun.

(Interruption)

Dat heescht, mir hunn elo eng Situatioun, wou d'Diskussiounen am Bureau an an der Reglementskommissioun just iwwert deen dote Sujet lafen an da solle mer nach eng Kéier hei driwwer ofstëmmen. Dat ass vun der Prozedur hier fir eis eigentlech net richteg. Dofir wäerte mir eis hei enthalen.

Mee prinzipiell si mir och fir esou vill Transparenz wéi méiglech. Mir hunn also Sympathie fir dësen Text, denken awer, datt en am Abléck diskutéiert gëtt an datt mer dofir eigentlech net méi sollten driwwer hei ofstëmmen, wéinstens net am Abléck.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, mir ware jo och als Fraktioun ugeschwat gi virdrun. Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer wierklech zu der Ëffentlechkeet stinn. Mee natierlech huet och de Georges Engel Recht, wann e see: „Et gëtt sensibel Dossieren."

Et ass awer elo net un eis hei ze decidéieren, wat sensibel ass a wat net. Et ass d'Kommissioun selwer, déi dat am beschten aschätzt. Et ass och de President vun enger Kommissioun, dee muss wëssen: Wëll ech nach mat menge Memberen e sensibelen Dossier beschwätze respektiv e sensibele Punkt iwwer Persounen, déi net onbedéngt gefilmt wëlle ginn, déi an der Kommissioun sinn? Dat muss nach ëmmer d'Autonomie vun de Kommissioune sinn. Dofir schloe mir och vir, dass mer deen Zousaz drasetzen: „sous réserve de l'accord de la commission". Soss huele mer hinnen all Rechter ewech.

Dat stellt net a Fro, datt alles, wat ëffentlech ka ginn, och soll ëffentlech ginn. Vun dohier ënnerstëtzen ech deen Zousaz och am Numm vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech soen der Madamm Asselborn-Bintz Merci fir d'Mise à disposition vun hirem Mikro.

Et ass e bëssen eng kokass Situatioun elo. Mir haten eng ganz belieften Debatt ronderëm e sensibelen Dossier. An de Minister fuerdert sechsmol, wann ech mech net verzielt hunn, datt d'Kommissioune misste public sinn.

Mir als Lénk menge vum Prinzip hier och, datt et e Gewënn fir d'Demokratie wier, wann d'Kommissiounssëtzunge public wieren. Ech hat och geduecht, datt mer do ronderëm eigentlech hei an der Chamber e Konsens hätten. An elo kréie mer eng Motioun presentéiert, wou ech bedaueren, datt d'CSV amgaangen ass, sech e Selbstgol ze schéissen, well elo hu mer keng Unanimitéit méi op där doter Fro respektiv d'Majoritéit leent se of.

Ech fannen dat häerzlech onglécklech, well mer, mengen ech, riskéieren, deem vun eis alleguer gewënschte Prinzip vu méi Transparenz domadder net méi nozekommen. Ech sinn awer mam Inhalt vun där Resolutioun absolutt averstanen a wäert deen och matvotéieren. Ech fanne just d'Demarche häerzlech onglécklech.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nom Här Marc Baum kënnt den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Ech muss mengem Namensvetter absolutt Recht ginn. Mir sinn an enger Situatioun, déi e bëssen onglécklech ass, well mir hunn eng Resolutioun, déi mer verwisen hunn a wou d'Aarbechten en cours sinn! A well et net esou virugeet, wéi ee sech dat kéint wënschen ... Ech hu Verständnis dofir, mee ech mengen, dee Projet hei ass och en Affer vum Covid, well deen net prioritär behandelt ginn ass. An ech mengen zu Recht!

Wann Dir alleguerten Ären Agenda gekuckt hutt dës Woch oder vläicht den Dag vu muer an Dir gesitt, wivill dass dës Woch um Programm war, da muss een och iwwerleeën, dass déi ganz Administratioun hannendru genausou gefuerdert ass, wéi mir et sinn. Dat ass d'Erklärung, firwat dass dat doten net esou weidergaangen ass, wéi ee sech dat hätt kënne wënschen.

Et ass awer net, dass näischt gemaach ginn ass. Ech mengen, virun dräi Wochen, do war eng Reunioun vum Bureau zesumme mat der Conférence des Présidents. Do ass de Memberen - och de Membere vun der CSV - en Dossier mat op de Wee gi gi fir ze weisen, wéi et an deenen anere Länner fonctionéiert.

Bon, mir hunn am Oktober d'lescht Joer als Demokratesch Partei gesot, mir géifen dozou stoen. Mir stinn och elo dozou! Mir brauchen allerdéngs ganz kloer Reegelen, ech soen lech dat. Et erlieft ee jo emol an där enger oder anerer Kommissioun, dass dann den éischte Riedner 20 Froe stellt, dann ass eng Stonn eriwwer. Ech maache mer awer och Gedanken iwwert déi Beamten, déi dann do solle gefilmt ginn.

Ech mengen, fir eis als Leit aus dem ëffentleche Liewe schéngt dat jo normal ze sinn. Fir e Beamten ass et vläicht net onbedéngt esou, dass hie wëllt, dass hien elo um Livestream gewise gëtt. Mer mussen eis och bewosst sinn: Wa mer zwou Kommissioune gläichzäiteg hunn, dat packe mer nach. Wa mer der dräi hunn ... Dat hu mer jo awer och, wéi gesot.

Bon, ech kommen op dat zréck, wat de Kolleeg Georges Engel gesot huet, fir eppes bäizesetzen am éischte Punkt vun den Invitten, da géife mir dat doten och matdroen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Claude Wiseler d'Wuert gefrot.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech wëll just eppes soen, well ech déi Debatten heibanne respektiv an deene verschiddene Gremien, wou mer an der Chamber driwwer diskutéiert hunn, awer bal alleguer matkritt hunn. Ech mierken ëmmer, datt de Wëllen zur Transparenz hei grouss deklarativ ausgedréckt gëtt, mee ech hunn awer d'Impressioun, an dat huet strictement näischt mam Covid ze dinn, datt, wa mer dann an den Detail vun den Diskussioune kommen, hei e Problem fonnt gëtt, do e Problem gesicht gëtt, en anere Problem nach opbruecht gëtt, dann d'Perfektioun vun de Kameraen. Dann: Wéi vill Anglen? Musse mer dann elo den Deputéierte weisen oder net weisen?

Mir hunn e Generalsekretariat, wat eis gesot huet, datt se parfaitement à même wären, innerhalb vun e puer Deeg oder innerhalb vun zwou Wochen dat doten en place ze setzen, datt dat iwwerhaapt kee Problem ass, fir dat en place ze setzen.

Wann ech d'Reglement vun der Chamber kucken, ass et a priori och kee Problem, fir do mat engem, zwee Sätz dat, wat an där Motioun hei steet, einfach an d'Reglement anzeschreiwen an dat da fonctionéieren ze loossen. Ech hätt just gär, datt et gemaach gëtt, well et läit elo scho méintlaang a méintlaang do.

Déi Froen, déi opgeworf gi sinn, déi si virun ... Ech weess net, ech hunn elo den Ziedel net hei, mee viru véier, fënnef, sechs Méint krute mer de Pabeier, wat fir eng Froe mer ze beäntweren hunn. An et geet net virun! Eis Ongedold kënnt dohier, datt mer d'Impressioun hunn, datt déi Transparenzaussoen, déi hei gemaach ginn, duerno an der Realitéit gebremst ginn, well et am Fong net richteg gewollt ass. Ech mag mech ieren, mee dat ass awer d'Impressioun. An dofir soe mer: Mer hätten et elo gär esou schnell wéi méiglech, alleguer!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech wollt als Éischt eng Kéier op den aktuelle Règlement agoen, well dat, mengen ech, hei an där Resolutioun wierklech wichteg ass, fir de Kader ze setzen.

Dat Éischt ass: Den Artikel 22 (7) (veuillez lire: Artikel 25 (7)) seet, datt eng Kommissioun ka mam Accord vun der Conférence des Présidents ëffentlech Sëtzungen ofhalen. Dat heescht, et wär am Moment méiglech, wann dann d'Majoritéit dat géif matdroen, bei Sëtzungen, wou mer eis eens sinn, se ëffentlech ze maachen, fir se ëffentlech ze maachen, sous condition datt d'Conférence des Présidents do vläicht eng Kéier e prinzipiellen Accord géif ginn.

Ech géif dann deementspriechend och d'Demarch ënnerhuelen, fir der nächster Conférence des Présidents esou eng Demande fir e prinzipiellen Accord virzeleeën. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, den Artikel 86 (3) (ndlr: aktuellen Artikel 89 (3)) seet, datt eng Motioun, déi hei deposéiert gëtt an an eng Kommissioun verwise gëtt, innerhalb vun engem Delai vun dräi Méint erëm muss zréck an d'Chamber kommen.

Mir wëssen alleguerten, datt dat hei an der Chamber reegelméisseg net de Fall ass. Bei deem heite Fall ass dat manifestement net de Fall gewiescht. Mir schwätzen hei vun eppes, wat bei engem État de la nation virun engem Joer deposéiert gouf, wat nach ëmmer net erëm zréckkomm ass. D'Generalsekretariat huet hir Aarbecht gemaach.

Da wëll ech awer dozou kommen, wat wichteg ass: Ass et méiglech? Vläicht net fir all Sëtzung, déi mer am Moment en présentiel maachen. Mee dat sinn déi wéinegst. Mir benotzen am Moment Webex, fir déi Sëtzungen ze maachen, déi mer maachen. Do huet jiddwereen eng Kamera. Jiddwereen ass à même, datt seng Kamera e filmt. A jiddwereen ass à même, déi Kamera, dat Bild komescherweis an den Internet ze iwwerdroen, well soss géife mer lech net gesinn.

Webex huet eng flott Fonctionalitéit, an dat ass: Et kann een et direkt op Youtube oder änlech Plattforme streamen. Dat heescht, technesch gëtt et keen Argument, fir hei dergéint ze sinn! Mir benotzen haut eng Software, fir eis Kommissiounen ze organiséieren, déi dat kann, déi parfaitement à même ass, dat ze maachen.

Et gëtt also keen Argument, iwwer Kameraen ze schwätzen, iwwer Mikroen ze schwätzen. Wann et da bei engem Deputéierte sollt un de Suen hänken, fir en anstännege Mikro ze kafen, mengen ech, fanne mer och eng Léisung dofir.

Et ass nun emol esou: Technesch ass et méiglech, politesch war et emol eng Kéier gewollt, zumindest ëffentlech deklaréiert. Mee kommt, da maache mer et! Ech hoffen dann, datt dat, wat haut gesot gouf, datt an der Conférence des Présidents dann do op meng Propos hin, wann dat heiten da rejetéiert sollt ginn, wéinstens eng Unanimitéit do ass, fir en Accord de principe ze ginn, fir datt all Kommissioun, déi wëllt ëffentlech tagen, och ëffentlech tage kann.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Den Här Gilles Baum wollt nach eppes soen. Oder net?

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, ech weess net ganz genau, wat mer elo ofstëmmen. Wann et déi Textpropos ass, déi gemaach ginn ass, da kënne mer et leider net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- U sech gëtt et keen Accord vum Auteur, fir d'Motioun mat där Textpropos, mat deem Zousaz ofzestëmmen. Da kënne mer de Moment, à moins datt den Här Gloden elo eppes aneschters seet ...

(Interruption)

Den Här Gloden wëllt emol eppes soen. Da kommt, mir loossen emol den Här Gloden nach eppes soen!

M. Léon Gloden *(CSV), auteur.*- Här President, ech hunn elo hei gutt nogelauschtert. Jiddweree seet, e wär mam Prinzip vun der Publicitéit vun den Debaten an der Kommissioun d'accord. Dat steet am éischte Punkt. Ni moins, ni plus. Par principe si se ëffentlech.

Ass e sensibele Sujet do, da gi mer op den drëtte Punkt. An do steet ganz kloer, datt een da kann de Huis clos uwennen. D'Fraktiounsspriecherin vun deene Gréngen huet genau dat repetéiert, wat ech gesot hunn: Et ass un der Kommissioun ze decidéieren, zesumme mam Bureau, wann e sensibele Sujet do ass, fir dann de Huis clos am Viraus ze froen.

Dat steet hei! Mee dat, wat d'Majoritéitsparteien elo erëm hei am Wording wëlle verlaangen, dat ass erëm esou ganz vag an dat verbessert dee ganzen Text.

Also, eis Fuerderung ass ganz kloer: Dësen Text a soss näischt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Josée Lorsché freet d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Mir sinn eis jo eigentlech eens. Wann den Här Gloden seet: „Et ass un der Kommissioun ze decidéieren", da froen ech mech, firwat e sech un deem Zousaz stéiert, wou just hei explizitt gesot gëtt, datt d'Kommissioun dat dann och ka selwer aschätzen. Et muss jo ee kënnen aschätzen, wien deen Dossier sensible do dann als sensible erkläert oder net.

Dofir ass et eis Iddi fir ze soen: Et sinn d'Kommissioune selwer. Mir ginn net vun uewen erof op se zou, mee d'Kommissioune selwer decidéieren, Jo oder Nee, well se hir Dossieren am beschte kennen. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech gesinn, datt mer eis net eens ginn iwwert de Wording. Da stëmme mer iwwert d'Resolutioun of, esou wéi se deposéiert ginn ass.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Claude Wiseler), Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Viviane Reding), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.29 heures.)

Sommaire de la séance publique nº 13

13e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 158
Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement ..... p. 158
Dépôt d'une motion par M. Marc Baum ..... p. 158
Heure d'actualité de la sensibilité Piraten sur le projet de résolution du Conseil européen « Sécurité grâce au chiffrement, la sécurité malgré le chiffrement » et sur la position du Gouvernement quant au droit au chiffrement ..... p. 158-162
Question élargie n° 55 de M. Marc Spautz relative à la promotion de la presse écrite ..... p. 162-163
Question élargie n° 56 de M. Dan Biancalana relative à la justice dite « restaurative » ..... p. 163-164
7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre ..... p. 164-172
Dépôt d'une résolution par M. Léon Gloden ..... p. 172
7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre (suite) ..... p. 172-174
Question urgente n° 3169 de Mme Diane Adehm concernant le blocage par POST Luxembourg de SMS envoyés par un laboratoire dans le cadre du large scale testing ..... p. 174-175
7698 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ..... p. 175-176
Résolution de M. Sven Clement relative à la mise à l'ordre du jour simultanée des projets de loi n° 7694 et n° 7703 ..... p. 176
Motion de M. Marc Baum relative à la présentation de la stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre la Covid-19 ..... p. 176
Résolution de M. Léon Gloden relative à la décision de rendre les réunions des commissions publiques ..... p. 176-177

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2019-2020
2869	Roy Reding	Fonds du logement et Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM)
2894 urgente	Gilles Baum	Luxembourg placé en zone rouge par la Belgique
2931	Mars Di Bartolomeo	Affaire Panama Papers
2935	Sven Clement	Accessibilité des sites web et applications mobiles du Gouvernement
2941	Georges Mischo	Transport public dans le cadre de Esch2022
2972	Gusty Graas	Générateur de texte
		Session ordinaire 2020-2021
3122	Sven Clement	Travailleurs handicapés
3125	Fred Keup	Construction de nouvelles lignes à haute tension
3126	Sven Clement	Travaux scolaires à domicile
3127	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Compétences linguistiques requises pour les agents de la Police grand-ducale
3128	Claude Lamberty, Max Hahn	Gratuité des manuels scolaires
3129	Jeff Engelen	Vêtements de protection pour le personnel soignant
3131	Diane Adehm	Mesures d'hygiène et de sécurité dans les administrations
3132	Diane Adehm	Réalisation des mesures compensatoires au titre de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature
3133	Laurent Mosar	« E-Sport » au Luxembourg
3134	François Benoy	Conversion des surfaces agricoles vers l'agriculture biologique
3135	Gusty Graas, Carole Hartmann	Vaccin contre la Covid-19
3136	Sven Clement	Protection des données dans le cadre des tests de dépistage de la Covid-19
3138	Fernand Kartheiser	Déclaration d'impôts en ligne
3139	Jeff Engelen	Vaccination contre la grippe pour les membres du CGDIS
3140	Carole Hartmann	Voie de délestage d'Echternach
3142	Marc Hansen	Différentes règles sanitaires en termes d'isolement
3143	Carole Hartmann	Licenciement après la 26e semaine d'incapacité de travail
3144	Simone Asselborn-Bintz, Francine Closener	Cours de rattrapage
3145	Martine Hansen	Spray nasal pour les patients souffrant de diabète
3148	Gusty Graas	Mobilité transfrontalière entre Arlon et Luxembourg
3149	Dan Biancalana	Protection des témoins
3150	Fred Keup	Remboursement des frais d'inscription des cours de langue
3151	Diane Adehm	Égalité de traitement entre « salariés » du secteur public et privé
3152	Jeff Engelen	Compensation dans le cadre du chômage partiel
3153	Nancy Arendt épouse Kemp, Georges Mischo	Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports
3154	Fred Keup	Autorisation concernant la construction d'un parking près d'un atelier protégé
3156	André Bauler, Gusty Graas	Besoins en eau actuels et futurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture
3158	Sven Clement	Affectation du bâtiment « Darwin » à la Cloche d'or
3159	Laurent Mosar, Gilles Roth	Memorandum of Understanding (MoU)
3161	Gusty Graas, Carole Hartmann	Test rapide corona
3162	Octavie Modert, Marc Spautz	Interprétation des résultats des tests de dépistage de la Covid-19
3164	Gusty Graas	Blocage du passage d'El Guergarat entre le Maroc et la Mauritanie
3165	Fred Keup	Langues administratives dans la fonction publique
3166	Georges Engel	Création d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) entre les communes de Pétange et Dudelange
3167	Nancy Arendt épouse Kemp	Lits d'hôpitaux
3168	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Déprogrammation de certains soins hors Covid-19
3170	Nancy Arendt épouse Kemp	Stratégie concernant les lits d'hôpitaux dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3171	Tess Burton, Francine Closener	Extension de la validité des bons d'hébergement
3172	Léon Gloden	Entretien des cours d'eaux
3174	Fred Keup	Sécurité dans le cadre de la natation scolaire
3175	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Mémoire des volontaires des brigades internationales
3176	Francine Closener	Bilan de la foire des étudiants
3177	Marc Goergen	Pratiques des huissiers de justice
3178	Jeff Engelen, Fred Keup	Offre de formation pour les étudiants en médecine à l'Université du Luxembourg
3180	Sven Clement	Conformité des masques
3182	Diane Adehm	Immeuble « Darwin » situé à la Cloche d'or
3184	Jeff Engelen	Extension du réseau de fibre optique
3185	Marc Goergen	Transports publics dans le contexte de la pandémie de la Covid-19
3186	Marc Baum	Évolution du chômage durant la pandémie de la Covid-19
3187	Sven Clement	Réduction de l'offre des transports publics
3188	André Bauler, Max Hahn	Taux de TVA réduit dans le cadre des travaux de construction d'un logement
3189	Max Hahn	Non-respect du port du masque dans les transports publics
3190	David Wagner	Postes de direction dans les lycées
3191	André Bauler	Adaptations au niveau des transports en commun tant au niveau national qu'au niveau de la capitale
3192	Fernand Kartheiser	Fuite d'informations auprès du Service de renseignement de l'État
3193	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Armoires à livres installées dans les villages
3199	Francine Closener	Feux d'artifice de la Saint-Sylvestre 2020-2021
3200	Martine Hansen, Claude Wiseler	Communiqué du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur l'état de la situation dans les écoles luxembourgeoises au 15 novembre 2020
3205	Yves Cruchten	Déguerpissements
3207	Mars Di Bartolomeo	Relations de Google avec la presse écrite
3208	Simone Asselborn-Bintz, Francine Closener	Accès à Internet
3213	Chantal Gary	Violence domestique au Luxembourg lors de la crise de la Covid-19
3215	Roy Reding	Aides financières pour les entreprises impactées par la pandémie de la Covid-19
3216	Fernand Kartheiser, Roy Reding	Bons d'hébergement
3217	Marc Goergen	Sociétés de sécurité privées
3218	Nancy Arendt épouse Kemp	Indemnités et jetons de présence des membres du conseil d'administration de la Coque
3219	Martine Hansen, Claude Wiseler	Gratuité du vaccin
3222	Sven Clement	Échanges individuels dans le cadre des bilans intermédiaires
3223	Marc Goergen	Exercice du culte dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3224	Marc Goergen	Mesures sanitaires dans les galeries marchandes
3225	Fred Keup	Mise à disposition de désinfectants dans les écoles
3226	Fred Keup	Utilisation de la langue française pour les avertissements taxés
3227	Fred Keup	Langage épicène
3228	Gusty Graas	Transferts d'argent par des entités internationales vers l'Inde
3229	Jeff Engelen, Fred Keup	Commissaire à l'éducation physique et aux sports
3231	André Bauler	Mise en place d'un tram pour la « Nordstad »
3232	Fred Keup	Impact de l'obligation du port du masque sur les enfants
3233	Marc Spautz	Baisse des cas de rhume
3234	Marc Goergen	Gardes champêtres
3235	Gusty Graas, Gilles Baum	Masques transparents
3237	Laurent Mosar, Gilles Roth, Léon Gloden	Activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de l'État
3238	Jeff Engelen	Utilisation privée de locaux commerciaux
3239	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Digitalisation des démarches administratives
3241	Marc Goergen	Note de la direction du TICE concernant les chauffeurs
3242	Roy Reding, Jeff Engelen	Classification du bénévolat comme activité de loisir
3243	Fernand Kartheiser	Mesures sanitaires lors de cérémonies religieuses
3244	Roy Reding	Mises en faillite demandées par des administrations
3245	Diane Adehm	Test rapide pour le diagnostic de la Covid-19
3246	Max Hahn, Gusty Graas	Pollution lumineuse
3247	Simone Asselborn-Bintz, Georges Engel	Chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19
3249	Sven Clement	Accès au dossier patient et à l'ensemble des informations relatives à la santé
3250	André Bauler, Max Hahn	Logements de service
3251	Gusty Graas	Traitement d'eaux usées
3252	Marc Goergen	Classification de la chasse comme activité de loisir
3253	Roy Reding	Aides pour le secteur Horeca
3254	Marc Baum	Respect des obligations sanitaires dans le contexte d'activités professionnelles
3255	Laurent Mosar, Gilles Roth	Vente de participations par la BCEE et la SNCI
3256	Roy Reding	Connaissances de langues requises pour le poste de directeur auprès d'une entité publique

Question n°	Auteur	Objet
3257	Martine Hansen	Postes vacants au sein des directions de l'enseignement fondamental
3259 cf. 3343	Jeff Engelen	Délai de remboursement
3261	Francine Closener, Cécile Hemmen	Intégration des réfugiés
3263 cf. 3266	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Remboursement de la psychothérapie
3264	Sven Clement	Accueil des patients au Centre Hospitalier du Nord
3265	Sven Clement	Tests à domicile
3266 cf. 3263	Sven Clement	Remboursement de la psychothérapie
3267	André Bauler	Trafic routier aux entrées du village de Bettendorf
3269	Claude Haagen	Mesures sanitaires dans les salles d'audience
3270	Cécile Hemmen	Risque de pauvreté
3271	Max Hahn, Claude Lamberty	Recrutement interne auprès de la Police grand-ducale
3272	Nancy Arendt épouse Kemp	Enquête sur la facturation dans le secteur de la santé
3274	Fred Keup	Brochure sur la Deuxième Guerre mondiale au Grand-Duché de Luxembourg
3275	Sven Clement	Transfert de données par les compteurs intelligents
3276	Jean-Marie Halsdorf	Surplus de vaccin contre la grippe
3277	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Prêts logement
3280	Paul Galles	Bénévolat
3281	Octavie Modert	Transport fluvial sur la Moselle
3282	Max Hahn, Claude Lamberty	Activité de location subventionnée du Fonds du logement
3289	Georges Mischo	Infirmiers de la médecine scolaire
3295	Mars Di Bartolomeo	Nouvelles règles en matière de péage pour poids lourds
3302	Fred Keup	Recensement de la population au cours de l'année 2021
3304	Gusty Graas	Permis de pêche
3306	Cécile Hemmen	Tram rapide
3309	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Vidéosurveillance
3314	Laurent Mosar, Léon Gloden, Emile Eicher	Situation dans les structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale
3325	Gilles Roth, Marc Lies	Gestion locative sociale
3326	Max Hahn, Claude Lamberty	Impact des radars fixes
3335 cf. 3348	Octavie Modert, Diane Adehm	Sonorisation du pavillon luxembourgeois à l'Expo 2020 Dubaï
3336	Mars Di Bartolomeo	Batterygate
3338	Marc Lies	Adaptation du réseau RGTR suite à l'extension du tram
3342	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Liaison ferroviaire Luxembourg–Chine
3343 cf. 3259	Mars Di Bartolomeo	Délai de remboursement
3344	Gusty Graas, André Bauler	Drones de l'armée luxembourgeoise
3345	André Bauler, Gusty Graas	Production de légumes
3348 cf. 3335	Fred Keup	Expo 2020 à Dubaï
3353	Sven Clement	Évaluation et contrôle de l'état de santé des assurés par le Contrôle médical de la sécurité sociale
3356	Fred Keup	Carence en vitamine D
3359	Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler	Vaccination de personnes incapables d'en manifester leur volonté
3361	Jeff Engelen	Stratégie de vaccination contre la Covid-19
3362	Martine Hansen, Claude Wiseler	Report de traitements à cause d'une infection Covid-19
3363	Jeff Engelen	Fermeture du secteur Horeca
3366	Laurent Mosar, Gilles Roth	Décisions de blocage de transactions financières sur ordre de la Cellule de renseignement financier (CRF)
3380	Martine Hansen	Helpline du large scale testing
4649 urgente	Jeff Engelen	Tests PCR pour les voyages en avion

Question 2869 (21.09.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **Fonds du logement et** la **Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) :**

De Fonds du logement an d'SNHBM si wichteg Acteuren um Lëtzebuerger Immobiliemarché.

An deem Zesummenhang géif ech gär dës Fro un den Här Logementsminister stellen :

- Wéi vill Wunnenge sinn zënter 2013 - pro Joer - vum Fonds du logement respektiv vun der SNHBM fäerdeggestallt an op de Marché komm - esouwuel verlount ewéi och verkaaft?

Réponse (05.10.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Zuel vu Wunnengen, déi säit 2013 vun der SNHBM an dem Fonds du logement gebaut gi sinn:

Tëschent 2013 an 2019 huet d'SNHBM 943 Wunnengen op de Marché bruecht, wouvunner 771 verkaf goufe mat de Konditioune vum Ierfpachtrecht an dem Réckkafrecht iwwer 99 Joer, 116 Wunnenge si verlount ginn a 56 sinn nom Gebrauch vum Réckkafrecht nees weiderverkaf ginn.

Am Joer 2013 sinn 79 Unitéiten op de Marché komm, 56 Unitéiten am Joer 2014, 102 Unitéiten am Joer 2015, 78 Unitéiten am Joer 2016, 191 Unitéiten am Joer 2017, 205 Unitéiten am Joer 2018 an 232 Unitéiten am Joer 2019.

Um 31. Dezember 2019 hat d'SNHBM an hirem Patrimoine 262 Wunnengen an der Locatioun, 1.200 Wunnengen am Verkaf mat de Konditioune vum Ierfpachtrecht an dem Réckkafrecht a weider 961 Wunnenge waren am Bau.

Tëschent 2013 an 2019 huet de Fonds du logement 651 Wunnengen op de Marché bruecht, opgedeelt op d'Joren heescht dat: 119 Unitéiten am Joer 2013, 81 Unitéiten am Joer 2014, 125 Unitéiten am Joer 2015, 19 Unitéiten am Joer 2016, jeeweils 133 Unitéiten an de Joren 2017 an 2018 an 41 am Joer 2019.

Dozou ass ze soen, dass bei zousätzleche 34 Wunnengen, déi Enn 2019 hätte sollen op de Marché kommen, kuerzfristeg decidéiert gouf, dës Wunnengen ze verlounen an net ze verkafen ewéi urspréngglech geplangt. Doduerch sinn dës Wunnengen eréischt ufangs 2020 op de Marché komm.

Op den 31. Dezember 2019 zielt de Fonds du logement 1.937 Wunnengen, déi zu soziale Konditioune verlount ginn. 1.670 Unitéiten huet de Fonds du logement bis haut verkaf a 484 Wunnenge si fir de Staat an aner Institutioune gebaut ginn.

Question urgente 2894 (24.09.2020) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **Luxembourg placé en zone rouge par la Belgique :**

À partir du 25 septembre 2020, 16.00 heures, le Luxembourg sera de nouveau considéré par la Belgique comme zone de risque et replacé sur la liste rouge.

Selon les informations publiées jusqu'à présent, tous les résidents belges rentrant du Luxembourg seront mis en quarantaine et devront faire un test de dépistage, alors que chaque résident luxembourgeois devra remplir un formulaire d'identification avant de se rendre en Belgique pour plus de 48 heures.

Alors que les frontaliers seront exclus des mesures nommées ci-dessus, la situation des 3.327 étudiants luxembourgeois reste confuse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'explications supplémentaires sur la situation des étudiants luxembourgeois ? Seront-ils exclus des mesures énumérées ou devront-ils remplir à chaque retour en Belgique le formulaire d'identification ?

- Est-ce que les étudiants risquent d'être mis en quarantaine à chaque retour en Belgique ?

Réponse (02.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Les étudiants luxembourgeois en Belgique qui se rendent au Luxembourg pour moins de 48 heures ou qui rentrent pour moins de 48 heures en Belgique, n'ont pas besoin de remplir le « Passenger Locator Form (PLF) » en ligne et ne tombent pas sous l'obligation de quarantaine ou de test.

Les dispositions belges telles qu'applicables aux étudiants luxembourgeois connaissent des évolutions constantes et des mises à jour ne sont pas à exclure.

Les règles générales sont consultables sur https://travel.info-coronavirus.be/. Concernant le « Passenger Locator Form (PLF) », les modalités applicables sont consultables sous https://travel.info-coronavirus.be/.

Question 2931 (01.10.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**affaire Panama Papers :**

Le Ministre des Finances de la Belgique vient de confirmer que l'Inspection spéciale des impôts belge a reçu de l'Administration fiscale allemande « des données de masse concernant des contribuables belges cités dans l'affaire Panama Papers » et concernant des cas possibles d'évasion fiscale suite aux opérations douteuses du cabinet d'avocat Mossack Fonseca.

Les autorités allemandes avaient en effet, peu après la publication des Panama Papers parus dans une centaine de médias internationaux, pu acheter une grande partie des documents originaux auprès du lanceur d'alerte. Les autorités allemandes avaient accepté le principe d'un partage avec leurs voisins.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si un tel partage a aussi été réalisé avec les autorités fiscales luxembourgeoises.

- Quel a été le cas échéant le résultat de l'examen de ces documents et quelles suites ont été données ?

Réponse (22.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En date du 2 septembre 2020, l'autorité compétente allemande a communiqué à l'Administration des contributions directes, par voie d'échange spontané, une grande quantité de documents extraits du fichier communément appelé « Panama Papers » ayant un lien personnel avec le Luxembourg.

L'Administration des contributions directes est en train d'analyser ces documents à des fins d'imposition au Luxembourg. Ces documents se composent notamment de courriels, d'actes de constitution de sociétés offshore, de contrats de fiducie, de résolutions des actionnaires et de copies de passeports.

Question 2935 (01.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accessibilité des sites web et applications mobiles du Gouvernement :**

Am Februar 2019 hat ech am Kontext vum Projet 7351, bei deem et ëm behënnertegerecht Internetsäiten an Applikatioune vum Lëtzebuerger Staat gaangen ass, an der Digitaliséierungskommissioun no zousätzlechen Informatioune gefrot. Ech wollt wëssen, wéi vill Internetsäiten an Applikatioune vun den Dispositiounen aus dem Projet 7351 (deen duerno zum Gesetz vum 28. Mee 2018 gefouert huet), betraff wieren. Deemools huet de Minister Bettel mir geäntwert, dass ongeféier 102 Internetsäiten an 20 Applikatioune concernéiert wieren an aktualiséiert misste ginn, fir se méi accessibel fir Leit mat enger Behënnerung ze maachen.

Dem Gesetz vum 28. Mee 2018 no, missten allegueer déi betraffe Websäite bis den 23. September 2020 ugepasst gi sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi vill Säiten an Applikatiounen hu missen ugepasst ginn? Goufen all déi vum Gesetz viséiert Säite virum 23. September 2020 ugepasst? Wann net: Wéi vill Websäite mussen nach iwwerschafft ginn a firwat konnten déi gesetzlech Delaien net agehale ginn?

2. An der Kommissioun hat ech och gefrot, wéi vill dës Upassunge géife kaschten. De Minister konnt mir deemools awer leider keng Äntwert op meng Fro ginn. Leien dem Ministère haut Donnéeë fir, déi chiffréieren, wéi vill d'Adaptatioune kascht hunn?

3. Den Artikel 1 § 2 a § 3 gesäit eng Rei Ausname vir, soudass et ëmmer nach vill Informatioune ginn, op déi Léit mat enger Behënnerung keen Accès hunn. Huet de Ministère vir, Applikatiounen a Websäiten, déi vum Gesetz vum 28. Mee 2018 ausgeschloss ginn, ze aktualiséieren?

Réponse (29.10.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation :*

ad 1. Bis Enn 2020 huet de Service information et presse (SIP) 86 Accessibilitéitsdeklaratioune fir Internetsitte kritt. Ier eng Accessibilitéitsdeklaratioun ka gemaach ginn, muss all concernéiert Organ en Accessibilitéitsaudit ofschléissen. Deemno goufe 86 Internetsitte virum 23. September 2020 a Konformitéit gesat.

Fir déi Internetsitten, bei deenen et keen Audit gouf, spillt eng Konformitéitspresomptioun. Sou wéi d'Gesetz et virgesäit, kontrolléiert de SIP d'Accessibilitéit unhand vun Echantillonen. Eng Kontroll vun allen Internetsitten ass net virgesinn. Et ass deemno net méiglech, eng prezis Zuel vun Internetsitten ze nennen, déi nach net konform wieren. D'Anhale vun de gesetzlechen Delaien ass eng Obligatioun, déi bei deem Service läit, dee fir d'Realisatioun vun deem jeeweilegen Internetsite responsabel ass.

Fir déi mobill Applikatiounen huet de SIP nach keng Accessibilitéitsdeklaratioune kritt. De gesetzlechen Delai ass hei net den 23. September 2020, mee den 23. Juni 2021.

ad 2. All Internetsite muss konform sinn, deemno gehéieren d'Käschte fir d'Mise en conformité (souwäit dofir Käschten ufalen) och zu de Käschte vun der Entwécklung a vum Bedreiwe vum Internetsite. All Organ, dat an de gesetzleche Kader fält, ka säin eegenen Internetsite kreéieren. Et gëtt keng

zentraliséiert Opstellung vun de Käschten, déi eventuell iwwert dee Wee ugefall sinn.

ad 3. Verschidden Exemptioune sinn an der europäescher Direktiv, op där d'Gesetz vum 28. Mee 2019 baséiert, virgesinn. Och wann en Internetsite dispenséiert ass, ënnerläit en awer der gesetzlecher Obligatioun, fir eng Prozedur an place ze setzen, déi en Informatiounsretour méiglech mécht. Dat bedeit, datt eng Persoun mat Handicap d'Recht huet, dat concernéiert Organ ze kontaktéieren, fir eng accessibel Alternativ vum betreffenden Inhalt ze kréien. Deemno sinn d'Persoune mat Handicap net systematesch vun dispenséierten Inhalter ausgeschloss.

De SIP ass zoustänneg, fir der Europäescher Kommissioun e Rapport ze maachen iwwert d'Accessibilitéit vun den Internetsitten an de mobillen Applikatiounen, grad sou wéi iwwert d'Resultater vun de Kontrollen, déi bis Enn 2021 an deem Kontext gemaach goufen. Opgrond vun de Resultater aus deene verschiddene Memberstaate kann d'Europäesch Kommissioun d'Direktiv an hir Exekutiounsdecisiounen iwwerschaffen oder komplettéieren.

Question 2941 (02.10.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **transport public dans le cadre de Esch2022 :**

Mengen Informatiounen no, ass geplangt 2022, wann Esch europäesch Kulturhaaptstad wäert sinn, d'Zuchstreck Lëtzebuerg Esch/Uelzecht wärend zwee Méint wéinst Aarbechten ze spären.

An dësem Kontext géif ech gären der Regierung follgend Froe stellen:

- Kann de Minister dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, wat fir eng Aarbechte gi gemaach?

- Ass et net méiglech, dës Aarbechte virun 2022 ze maache respektiv dono?

- Wat ass d'Alternativléisung wann dës Aarbechten onëmgänglech sinn?

- Deelt de Minister d'Meenung, datt et onglécklech wier d'Haaptachs vun der Mobilité douce wärend dem Kulturjoer ze spären an datt domat de ganze Projet „Esch2022" zum Deel hypothekéiert wier?

Réponse (22.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Momentan ass effektiv geplangt, d'Zuchstreck Lëtzebuerg–Beetebuerg am Joer 2022 am Summer wärend zwee Méint ze spären. D'Etüde lafen op Héichtoure bei den CFL fir ze analyséieren, ob dës Spär an där Envergure net ka reduzéiert ginn.

An éischter Linn ass et de Reamenagement vun der Gare Lëtzebuerg mat dem Uschloss vun den neie Quaien, wéinst deem deen Deel vun der Gare Lëtzebuerg a Richtung Beetebuerg muss gespaart ginn. Donieft gëtt dann och vun der Streckespär profitéiert, fir op där Linn zum Beispill d'Pose vu Schallschutzmaueren zu Beetebuerg ze realiséieren.

Well d'CFL op der Achs Lëtzebuerg–Beetebuerg eng ganz Partie grouss Projete gläichzäiteg ëmsetzen, gëtt et ee coordinéierte Planning, deen de Rhythmus vun de Chantieren an den domat verbonnene Gleisspäre virgëtt. De Planning gesäit beispillsweis vir, dass am Summer 2021 de Nordkapp vun der Gare Lëtzebuerg gespaart ass, an am Summer 2022 den Deel a Richtung Beetebuerg. Ee Virzéie vun deenen Aarbechten ass deemno net méiglech.

Ee Verleeën no hannen ass technesch méiglech, hätt awer als Konsequenz, dass de Planning vum Projet „Gare de Luxembourg. Aménagement des quais V et VI et restructuration du plan des voies" misst iwwerschafft ginn an eventuell kéint Retard kréien. Opgrond vun der Ofhängegkeet tëschent de Projeten op dëser Achs, kéint e Report vun deenen Aarbechten och Auswierkungen op d'Planninge vun de Projeten „Gare périphérique à Luxembourg-Howald phase II", „Nouvelle ligne Luxembourg–Bettembourg", „Modernisation des installations fixes en gare de Bettembourg" a „Gare de Berchem : renouvellement des infrastructures" hunn.

D'Alternativléisung ass e Busersatzdéngscht tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg. Ab Beetebuerg wäerten d'Zich dann normal a Richtung Esch, Diddeleng an Thionville fueren. An de Spëtzestonnen an der Woch sinn zousätzlech direkt Busser tëschent Lëtzebuerg an Esch geplangt. Dëse Service kann, wann déi néideg Kapazitéiten zur Verfügung stinn, och op d'Weekender ausgebaut ginn.

Donieft gëtt, wéi an der Äntwert op déi éischt Fro ugedeit, momentant analyséiert, ob et eng Méiglechkeet gëtt, déi geplangten Aarbechten sou ëmzeplangen, dass am Summer 2022 zumindest zäitweis Zich tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg an engem adaptéierten Horaire fuere kéinten.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Question 2972 (09.10.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **générateur de texte** :

Une organisation de recherche sur l'intelligence artificielle vient de commercialiser une nouvelle version de son générateur de texte « GPT-3 », capable entre autres d'écrire des articles de presse, de créer du code informatique et même de résoudre des problèmes mathématiques.

Le GPT-3 est désormais le système d'apprentissage automatique le plus puissant en sa matière et nécessite qu'un minimum d'entraînement. La machine aura la faculté de générer des textes complètement cohérents.

Bien que le logiciel reçoive beaucoup de louanges pour sa capacité rédactionnelle, de nombreuses critiques mettent en garde contre son utilisation malveillante et ses effets néfastes sur la création littéraire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance et à Madame la Ministre de la Culture :

- En général, comment l'utilisation de générateurs de texte pourrait-elle influencer la capacité écrite dans les milieux scolaires ? Quelles opportunités et quels dangers pourraient en résulter ?

- La commercialisation de générateurs de texte pourrait-elle augmenter le risque de triche dans le cadre de la rédaction de travaux académiques ?

- Est-ce qu'il est prévu d'informer les élèves sur le fonctionnement et la manipulation de systèmes d'écriture autonome ? Les élèves pourraient-ils être confrontés à utiliser des générateurs de texte dans leur quotidien scolaire ? À partir de quel âge ou niveau d'enseignement serait-il envisageable d'initier des actions de sensibilisation en cette matière ?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que la création littéraire de l'être humain soit menacée par les systèmes d'écriture autonome, étant donné que la qualité rédactionnelle des générateurs de texte pourrait se rapprocher de plus en plus de celles des hommes ? Quelles seraient les conséquences d'un recours accru aux générateurs de texte pour les écrivains ?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence au générateur de textes GPT-3 (Generative Pretrained Transformer 3) de l'entreprise OpenAI LP et s'interroge sur les conséquences d'une éventuelle utilisation de tels outils dans un contexte scolaire.

- Indépendamment du constat que l'intelligence artificielle (IA) génère des outils de plus en plus performants dans le domaine de la production de textes, il est peu probable qu'ils arrivent à se substituer aux auteurs humains et nous sommes absolument persuadés que la capacité des élèves et des adultes à produire des textes authentiques restera une compétence importante à bien des égards, tant dans le contexte de l'éducation que pour la société en général. Dans les écoles, les apprentissages en vue de l'acquisition des compétences de la compréhension et de la production écrite garderont toute leur place, puisqu'elles sont essentielles pour la communication entre les humains, mais permettent aussi à l'individu de mieux structurer ses pensées et réflexions et de les partager avec autrui.

À ce stade, même les générateurs de textes les plus performants ne peuvent ni inventer un texte se basant sur de nouveaux faits ni produire des contenus originaux. Il s'agit de modèles statistiques de langage qui fonctionnent selon le principe de la prédiction de mots en calculant la probabilité qu'un mot succède à un autre. Pour y arriver, le générateur a dû apprendre et mémoriser d'énormes quantités de textes et de données (570 GB ou l'équivalent d'un milliard de mots dans le cas de GPT-3), auxquelles il a recours pour compléter des textes. Cependant, les développeurs eux-mêmes avouent que, contrairement aux êtres humains, les générateurs de textes sont incapables de comprendre ou d'interpréter ce qu'ils ont appris. Pour réussir une communication réelle, ils devraient non seulement reconnaître les formes linguistiques, mais aussi comprendre leur dépendance en relation avec l'intention communicative de l'auteur. Le développement de telles compétences exige une connaissance du monde qui ne survient que lors d'un échange communicatif avec d'autres personnes et en interaction avec elles, comme c'est le cas entre élèves et enseignants.

Cependant, les générateurs de textes pourraient servir pour promouvoir les processus d'écriture de textes dans certains contextes et s'avérer fort utiles, notamment dans la synthèse et la reproduction de contenus existants.

- Le risque de voir des candidats se servir d'un système d'écriture autonome dans le cadre de la rédaction de travaux académiques au moment où de tels outils seront abordables et plus répandus ne peut pas être totalement exclu. Ce phénomène existe bel et bien depuis longtemps quand des étudiants ont recours aux services d'un prête-plume ou lorsqu'ils recopient des passages d'œuvres d'autres auteurs sans les déclarer comme étant des citations. Afin de minimiser ce risque, il pourrait s'avérer nécessaire de revoir les formes d'évaluation utilisées communément en délaissant peu à peu la simple reproduction de savoirs au profit de la réalisation de productions individuelles et authentiques. Le recours croissant à des présentations orales devant un public ou un jury pourrait gagner en importance dans ce contexte.

- Pour l'instant, l'utilisation systématique de générateurs de textes dans les cours n'est pas prévue. Cependant, il pourra être intéressant d'aborder ce sujet le moment venu dans le cadre des cours d'initiation au coding qui viennent d'être introduits au cycle 4 de l'enseignement fondamental et qui seront intégrés de manière transversale à partir du cycle 2 dès la prochaine rentrée, tout comme dans la discipline « Computer science » qui sera introduite aux classes inférieures de l'enseignement secondaire en septembre 2021 et dont un des objectifs sera de jeter un regard averti derrière les coulisses de la digitalisation et d'apprendre à connaître certaines formes d'IA avec leurs opportunités et risques. Dans ce contexte, les élèves pourront être confrontés à des systèmes d'écriture autonome et seront sensibilisés à reconnaître les caractéristiques de textes générés par un logiciel.

- En ce qui concerne la menace que pourraient représenter des générateurs de textes dans le cadre de la création littéraire et par conséquent pour les écrivains, nous ne partageons pas les craintes exprimées par certains. Les écrivains en chair et en os continueront surement à rédiger des œuvres intéressantes, issues de leur propre imagination et servies par leur style personnel et leurs talents langagiers. Si un système d'écriture autonome sera un jour capable de générer des récits, romans, poèmes, etc. dignes des meilleurs écrivains et que ces œuvres seront clairement marquées comme étant issus d'un processus d'IA, les lecteurs auront la liberté de choisir la lecture qui leur procure le plus de plaisir.

Question 3122 (10.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **travailleurs handicapés :**

D'ADEM mellt an hirem Rapport zum Mount September, dass 3.258 Mënsche mat engem Statut spécifique bei hinnen als Demandeurs d'emploi ageschriwwe sinn. Dovun 1.651 Persounen, déi als Salariés handicapés oder als Salariés handicapés et à capacité de travail réduite ageschriwwe sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Zu Lëtzebuerg musse 5 % vun de Posten am ëffentlechen Déngscht vu Persoune mat engem Statut de salarié handicapé besat ginn.

Sinn déi 5 % vu Salariés handicapés am ëffentlechen Déngscht iwwerall erfëllt? Falls net, firwat net?

2. Och fir de Privatsecteur ginn et Virgaben. Esou muss zum Beispill eng Firma mat méi wéi 300 Mataarbechter 4 % vun hire Poste mat Persoune mat engem Statut de salarié handicapé besetzen. Falls een Employeur d'Quot net erfëllt, muss hien dem Staat 50 % vum Mindestloun vun engem Employé iwwerweisen.

2.1 Wéi vill privat Betriber halen sech net un déi gesetzlech festgeluechte Quoten?

2.2 Wéi vill Employeuren hunn dës Strof respektiv dësen Ausgläich dëst Joer schonn un de Staat bezuelt? Muss dëse Montant eemol am Mount oder eemol am Joer un de Staat iwwerwise ginn?

2.3 Wat fir Moossname gesäit de Staat vir, fir d'Betriber zum Anhale vun de Quoten ze motivéieren?

Réponse commune (12.01.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. Déi éischt Fro ass e bëssen iwwerraschend, well genee dëse Sujet am Kader vun enger erweiderter parlamentarescher Ufro vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz den 12. Mee 2020 am Detail am Plenum vun der Chamber vum Minister fir d'Fonction publique beäntwert gouf, dat och a Presenz vum honorabelen Deputéierte Sven Clement. No esou kuerzer Zäit hu sech d'Zuelen dann och net signifikant verännert. Et sinn am Ganzen 914 Agenten an der Fonction publique ënnert dem Statut vum Salarié handicapé beschäftegt, zwee méi wéi nach am Mee 2020. Am Regimm vum Employé maachen dat 7,3 % a beim Salarié 11,3 % aus. Bei de Fonctionnairë stinn eis keng Zuelen zur Verfügung aus den Ursaachen, déi an der Interventioun vum 12. Mee explizéiert goufen an en iwwergräifende Prozentsaz fir déi ganz Fonction publique kann dowéinst net genannt ginn.

ad 2.1 Vun den am Ganzen 2.359 Betriber, déi am Februar 2020 25 oder méi Salariéë beschäftegt haten, hunn 1.928 Betriber (81,7 %) d'Quot net erfëllt. An der Kategorie vun de Betriber mat 300 a méi Beschäftegte läit dësen Taux souguer bei 98 % (154 vun 157 Betriber).

Bei den Entreprisen, déi 25-49 Salariéë beschäftegen, sinn 33 % vun der Quot erfëllt. Bei de mëttelgroussen Entreprisë mat 50-299 Salariéë sinn souguer 72 % erfëllt. An der Kategorie vun den Entreprisë mat 300 a méi Mataarbechter si 27 % vun der Quot erfëllt.

De follgenden Tableau gëtt en detailléierten Iwwerbléck iwwert d'Situatioun am Privatsecteur:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2.2 Den Artikel L. 562-5 vum Code du travail gesäit vir, dass am Fall vun engem Refus vum Employeur, fir déi virgeschriwwen Unzuel vu Salariés handicapés anzestellen, finanziell Sanktiounen ustinn. De Fait eleng, dass Quoten net erfëllt sinn, bedeit awer net forcement, dass e Refus vum Employeur virläit. D'Situatioun wär anescht, wann e Salarié handicapé mat der néideger Qualifikatioun sech an engem Betrib, deen d'Quoten net anhält, op eng fräi Plaz mellt an net géif agestallt ginn. An deem Fall misst d'Sanktioun applizéiert ginn. Dem Aarbechtsministère läit aktuell keng esou eng Reklamatioun vir.

ad 2.3 De Staat verfüügt iwwert eng ganz Rei vu Mesuren a Bäihëllefen, fir d'Betriber ze incitéieren, Mataarbechter mat enger Behënnerung anzestellen:

- eng staatlech Bäihëllef zum Loun vu 40 %-100 %, inklusiv d'Charges patronales ;

- Bedeelegung u Formatiounskäschten ;

- speziell Bäihëllefe fir d'Aarbechtsplaz an d'Aarbechtsëmfeld ze amenagéieren ;

- Bereetstellung vu spezialiséierten Aarbechtsekipementer ;

- Bedeelegung un den Transportkäschten.

Mam Gesetz vum 1. August 2019 ass d'Aktivitéit vum « Assistant à l'inclusion » agefouert ginn. Dëst erlaabt et engem Betrib, zesumme mam betraffene Mataarbechter op en agreéierte Service zeréckzegräifen, fir d'Inklusioun vum Mataarbechter am Betrib ze plangen an ze begleeden.

Doriwwer eraus setzt d'Regierung op eng geziilt Sensibilisatioun an der Gesellschaft am Allgemengen, a speziell vun de Betriber, esou wéi et och am nationalen Aktiounsplang 2019-2024 fir d'Ëmsetzung vun der UN-Behënnerterechtskonventioun virgesinn ass, dat mam Zil, d'Kompetenzen an d'Plus-value vu Mënsche mat enger Behënnerung an der Aarbechtswelt ervirzeträichen. An deem Sënn ënnerstëtzt d'Regierung och Initiative vun anere privaten an ëffentlechen Acteuren, z. B. am Kader vu Projete vum Europäesche Sozialfong (FSE).

Question 3125 (11.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **construction de nouvelles lignes à haute tension :**

D'Buergermeeschtere vu Luerenzweiler a Steesel reagéiere ganz empfindlech op Pläng vu Creos fir eng Héichspannungsleitung iwwert den Heeschdréffer Plateau an duerch de Gréngewald ze féieren. Esou e Projet werft eng Rëtsch generell mee och punktuell Froen op, déi ech hei wëll dem Här Energieminister an der Madamm Ëmweltminister stellen:

1. Wéi entwéckelt sech de Stroumverbrauch hei zu Lëtzebuerg an den nächste Joren, an zwar a) an engem Zenario, wou d'Land seng Klimaziler anhält, b) an engem Zenario, wou d'Hallschent vun den Autoen elektresch sinn?

2. Wéi vill vun deem Stroum kann hei am Land produzéiert ginn a wéi vill dovun duerch erneierbar Energien?

3. Gëtt et, nieft de Pläng, dës Leitung iwwert 60 bis 70 Meter héich Masten tëscht Luerenzweiler an Hënsdref ze spanen, en Alternativplang?

4. Wéi ass de Lëtzebuerger Staat finanziell un deem Projet bedeelegt?

5. Ass et méiglech, fir dës Héichspannungsleitung ënnerierdesch ze maachen?

6. Huet eng ënnerierdesch Féierung Nodeeler géintiwwer enger Uewerleitung?

7. Wéi vill Beem géingen dëser Leitung zum Affer falen an a wéi enge Bëscher?

8. Wéi vill Beem misste bei enger ënnerierdescher Féierung ëmgeluecht ginn?

Réponse commune (10.12.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. + 2. De Lëtzebuerger Energie- a Klimaplang (PNEC) huet als Zil, déi fossil Energien (Diesel, Bensin, Mazout, Gas), déi nieft dem Effet op eise Klima och eis Loftqualitéit schiedegen, schrëttweis duerch Energieeffizienzmoossnamen an erneierbar Energien ze ersetzen.

Dëse Plang gesäit vir, dass fir d'Erreeche vun de Klimaziler am Joer 2030 d'Hallschent vun den Autoen elektresch bedriwwe ginn. Déi zwee gefrot Zenarie falen deemno am Joer 2030 zesummen. An dësem Zilzenario entwéckelt sech de Stroumverbrauch zu Lëtzebuerg vu 6,1 TWh am Joer 2020 op 6,4 TWh am Joer 2030, woubäi den Undeel vum Stroum um Gesamtenergieverbrauch vun 13 op 18 % klëmmt. Op der Säit vun der Produktioun geet de PNEC am Zilzenario dovunner aus, dass bis 2030 den Undeel vun der eegener Produktioun zu Lëtzebuerg un der Consommatioun bei 35,4 % wäert leien. Den Undeel vun erneierbaren Energië läit liicht drënner, bei 33,6 %.

Nieft der Gesamtconsommatioun ass de jeeweils aktuelle Leeschtungsbedarf fir d'Ausleeë vum elektresche Reseau maassgeebend. Virun allem ass et fir de Reseau méi schwiereg eng héich Leeschtung fir eng kuerz Zäit bereetzestelle wéi eng méi kleng Leeschtung iwwer eng méi laang Zäit, och wann d'Consommatioun déi selwecht ass. Iwwer d'lescht Jore weist sech, dass zu Lëtzebuerg de Spëtzeleeschtungsbedarf opgrond vun eiser industrieller, demographescher, technologescher a sozialer Entwécklung méi séier an d'Luucht geet wéi d'Gesamtconsommatioun, ënnert anerem och a Periode mat wéineg Stroumproduktioun am Land.

ad 3. Am Kader vun de Prozeduren, an notamment an der Évaluation des incidences sur l'environnment (EIE), déi rezent fir de Projet 380 ugelaf ass, gi verschidden Alternative fir d'Realiséierung hisiichtlech dem Impakt op de Mënsch an d'Ëmwelt ënnersicht an enger ëffentlecher Consultatioun ënnerluecht. Dobäi ginn ënner anerem och verschidde Formen an Héichte vu Maste gekuckt, an och d'Méiglechkeet fir d'Leitung ënnerierdesch ze féieren. Zousätzlech Propose kënnen an der sougenannter „Scoping-Phas" nach dozou kommen.

Grondsätzlech ass geplangt, dass de Projet 380 duerch eng Kombinatioun mam Réckbau vu Leitungen a Posten op verschiddene Plazen zu enger Verbesserung féieren, notamment doduerch, dass bestoend Leitunge vu Wunngebidder ewech geholl ginn.

ad 4. De Lëtzebuerger Staat ass net finanziell un dem Projet bedeelegt.

ad 5. + 6. Prinzipiell ass et méiglech, Héichspannungsleitungen ënnerierdesch ze verleeën. Heibäi ginn isoléiert Kabelen an eng Roueranlag agezunn, déi virdrun an de Buedem agebaut gouf. Par rapport zu enger Fräileitung erginn sech Ënnerscheeder besonnesch hisiichtlech vun:

- Landschaftsbild a visuellen Impakt;
- Flächebedarf a Flächennotzung;
- Agréff op de Buedem;
- Versuergungssécherheet;
- Energeetesch Verloschter beim Transport;
- Maintenance a Reparaturaarbechten;
- Käschten.

Fir eng Decisioun bezüglech iwwerierdesch Fräileitung oder ënnerierdesch Kabelanlag kënnen ze huelen, musse verschidde Vir- an Nodeeler consideréiert ginn. Dës gi wärend der EIE opgelëscht a bewäert, a kënne jee no Emplacement a Projet ganz ënnerschiddlech Resultater weisen.

ad 7. + 8. Och dës Fro gëtt am Kader vun der EIE gekuckt. Aktuell huet Creos fir säi Projet 380 de Bau vun enger Fräileitung virgesinn, vun där den Trasseverlaf awer nach net detailléiert feststeet an och weeder de Mastdesign nach d'Leitungshéicht endgülteg definéiert sinn. Aus deem Grond kann och nach keng Ofschätzung gemaach ginn, ob, a wat fir engem Bësch, a wéi vill Beem eventuell noutwenneg wieren ofgeholzt ze ginn a wou der eventuell bäikomme kënnen.

Och fir d'Optioun vun enger ënnerierdescher Féierung gëtt et aktuell keen detailléierte finalen Trasseverlaf. Dofir ass eng Ausso zum Verloscht vu Beem am Moment nach net méiglech a gëtt am Kader vun der EIE gekuckt.

Generell ass awer virgesinn d'Trass ausserhalb vu wäertvolle Biotopen ze leeën. Des Weidere kënne Fräileitungen duerchaus iwwert e Bësch gebaut ginn ouni datt eng Schneis muss gehae ginn. Et ass an deem Kontext och drop hinzeweisen, datt am Projet 380 geplangt ass, dass insgesamt méi Pottoen a Leitungen zeréckgebaut wéi bäigesat gi wou d'Fläch dann entspriechend erëm ka genotzt ginn.

Question 3126 (11.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **travaux scolaires à domicile :**

Dat lescht Schouljoer gouf am zweeten an drëtten Trimester virum allem vu Covid-19 dominéiert.

Verschidden Enseignanten hunn elo d'Gefill, mat hire Klasse vill Schoulprogramm missten nozehuelen, a schaffen dofir am Cours méi intensiv a ginn de Kanner och méi Hausaufgabe wéi gewinnt.

Ënnert der Madamm Ministesch Delvaux-Stehres, war d'Fro, wéi vill Hausaufgabe Primärschoulkanner solle kréien, e grousst Theema. An enger ministerieller Consigne vun 2005 gouf deemools festgehalen, dass Kanner eréischt ab dem drëtte Schouljoer sollten Hausaufgabe kréien, an dass dës Aufgaben, déi ouni d'Hëllef vun engem Erwuessene misste kënne bewältegt ginn, am Total net méi wéi zwou Stonne pro Woch dierften an Usproch huelen am drëtte Schouljoer, an net méi wéi véier Stonnen ab dem véierte Schouljoer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Consigne fir Hausaufgabe kann de Minister haut, bal 15 Joer no de genannte Richtlinne vun der Madamm Ministesch Delvaux-Stehres, virum Hannergrond vun der aktueller Pandemie ginn?

Hält de Minister un der Consigne fest, dass et Hausaufgaben eréischt ab dem Cycle 3 sollt ginn, an dass e Workload vun zwou, respektiv véier Stonnen, net depasséiert sollt ginn?

2. Däerf en Enseignant decidéieren, sech net un dës Consignen ze halen a méi Hausaufgabe ginn?

Ëm wéi vill Minutten/Stonnen däerf en Enseignant déi vum Minister proposéiert Consignen depasséieren?

Réponse (15.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. An der Lettre circulaire de printemps 2020 kruten d'Enseignanten am Fréijoer 2020 déi aktuell Consignë par rapport zu den Hausaufgabe matgedeelt.

Eréi an dëse Consignen op en Neits betount gëtt, ass et wichteg, de Volume vun den Hausaufgaben un déi individuell Kompetenze vun de Schüler unzepassen. Et ënnerläit dem Enseignant, op Basis vun enger formativer Evaluatioun, déi passend Hausaufgabe fir seng Schüler eenzel ze definéieren. D'Zil vun den Hausaufgaben ass eenzeg d'Wëssen, dat d'Schüler sech an der Klass ugëeegent hunn, ze verdéiwen a gläichzäiteg d'Entwécklung vun hirer Selbststännegkeet an hirer Kapazitéit am Beräich Zäit-Management ze ënnerstëtzen. D'Hausaufgaben erméiglechen et zugläich den Elteren, sech een Iwwerbléck ze verschafen iwwer déi Contenuen, déi an der Klass behandelt ginn, a se ginn hinnen doriwwer eraus d'Geleeënheet, d'Efforten, déi d'Kanner an der Schoul gemaach hunn, doheem nozevollzéien.

Eréi am Plan d'études festgehalen, ass et och wichteg, de Kanner hir transversal Kompetenzen ze entwéckelen, andeem si ënner anerem léieren, richteg ze léieren („apprendre à apprendre"). D'Hausaufgabe spillen an dësem Kontext eng wichteg Roll. Hire Volume respektiv d'Dauer fir hir Ëmsetzung mussen an dësem Zesummenhang allerdéngs ëmmer dem Niveau vum Developpement an de Schoulfächer vun de Schüler ugepasst sinn.

Et war net néideg, d'Consignë fir d'Hausaufgaben am Kader vun der aktueller sanitärer Kris unzepassen.

E Kand, dat Ënnerstëtzung an engem bestëmmte Beräich brauch oder dat Retarden am Developpement vu bestëmmte Kompetenze virweist, kann op de Support vun der Equipe pédagogique zielen. An dësem Fall gi spezifesch Mesuren ënner anerem am Kader vum Appui pédagogique organiséiert. Dofir sinn d'Hausaufgaben net do.

Fir eventuell Lacunnen, déi am Kader vum Confinement entstane sinn, opzeschaffen, goufe virun der Rentrée Nohëllefscoursen organiséiert. Wärend dëse Coursë goufen d'Kanner duerch Léiersequenze guidéiert, déi vum SCRIPT ausgeschafft goufen, fir geziilt den Developpement vun eenzele Kompetenzberäicher ze förderen an esou op déi individuell Besoine vun de Kanner anzegoen. D'Organisatioun vun de Nohëllefscoursë war eng wäertvoll komplementar Offer zum Appui pédagogique, deen aktuell an de Grondschoulen ugebuede gëtt.

ad 2) D'Léierpersonal ass gehalen, d'Consignen aus der leschter Circulaire ze respektéieren. Zentral beim Verdeele vun den Hausaufgaben ass ëmmer d'Analys vun de Kompetenze vun de Kanner. Et ënnerläit dem Enseignant senger Kompetenz, op Basis vun dëser Analys an enger reegelméisseger Kommunikatioun mat den Elteren, de jeeweils passende Volume un Hausaufgabe fir all Schüler ze definéieren. Heibäi ass et besonnesch wichteg, enger differenzéierter Approche nozekommen an där och dem Rhythmus vum eenzele Kand Rechnung gedroe gëtt, well et selbstverständlech méiglech ass, datt ee Kand fir déi nämmlecht Aufgab méi oder manner Zäit brauch ewéi en anert.

Question 3127 (11.11.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** (*ADR*) concernant les **compétences linguistiques requises pour les agents de la Police grand-ducale :**

Am Règlement grand-ducal du 12 mai 2010 fixant les modalités du contrôle de la connaissance des trois langues administratives pour le recrutement des fonctionnaires et employés des administrations de l'État et des établissements publics heescht et am Art. 3:

« En fonction de son niveau de carrière, le candidat déterminera laquelle des trois langues constituera sa première, sa deuxième et sa troisième langue. »

Am Hibléck op déi ënnescht Karriäre steet am nämmlechten Artikel:

« En ce qui concerne les épreuves préliminaires organisées pour les carrières inférieures, les niveaux de compétences à atteindre tant pour la compréhension de l'oral que pour l'expression orale dans les trois langues sont fixés comme suit :

niveau B1 pour la première langue

niveau A2 pour la deuxième langue

niveau A1 pour la troisième langue. »

Well dës Virschréfte jo och fir de Rekrutement bei der Police gëllen, ass et deemno esou, datt e Policebeamten an der ënneschter Karriär, dee Lëtzebuergesch als drëtt Sprooch ugëtt, just en Niveau A1 an dëser Sprooch brauch.

Dowéinst wéilte mir dem Här Policeminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister sech bewosst, datt den Niveau A1 just ganz rudimentär Kenntnisser vun der Sprooch viraussetzt, wuel wëssend, datt et fir e Policebeamten zu Lëtzebuerg onverzichtbar ass, fléissend an ouni sproochlech Barrièrë kënnen op Lëtzebuergesch ze kommunizéieren?

2. Ass den Här Minister der Meenung, datt déi sproochlech Kompetenz am Hibléck op d'Lëtzebuergescht onbedéngt misst eropgesat ginn, fir datt och e Policebeamten an der ënneschter Karriär senger Aufgab voll a ganz gerecht ka ginn?

3. Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader kann een domat rechnen, datt déi sproochlech Ufuerderungen an deem Hibléck iwwerschafft an no uewen ugepasst musse ginn? Wéi ee sproochlechen Niveau gedenkt den Här Minister fir d'Lëtzebuergescht virzeschreiwen?

4. Wéi eng sproochlech Ufuerderungen, besonnesch am Hibléck op d'Lëtzebuerger Sprooch, solle fir d'Karriären A1, A2 a B gëllen? Wéi en Niveau ass fir den Interview an der Lëtzebuerger Sprooch virgesinn? Wéi verleeft den Interview a wéi laang dauert en? Sinn déi Leit, déi de Sproochenniveau sollen iwwerpréiwen, dofir besonnesch qualifizéiert? Wa jo, wéi? Wann nee, firwat net? Ass et eliminatoresch, wann ee Kandidat fir an d'Police net fléissend Lëtzebuergesch schwätze kann?

Réponse (10.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Jo, ech si mir bewosst, dass den Niveau A1 just ganz rudimentär Kenntnisser vun der Sprooch viraussetzt an dass e Polizist muss kënne fléissend an ouni sproochlech Barrièren op Lëtzebuergesch kommunizéieren.

ad 2. + 3. De Rekrutement vun de Poliziste gëtt duerch ee groussherzoglecht Reglement vum 29. Juli 2020 gereegelt. An dësem Reglement ass virgesinn, dass all Kandidat, dee Polizist wëllt ginn, am Lëtzebuergesche getest wäert ginn. Beim C1 sinn am Artikel 12 (1) dräi mëndlech Exercicen oder Gespréicher op Lëtzebuergesch virgesinn a beim C2 gesäit den Artikel 16 eng Epreuve op Lëtzebuergesch vir.

ad 4. Fir d'Fonction publique am Allgemenge sinn d'Niveauen am Artikel 3 vum groussherzogleche Reglement vum 12. Mee 2010 festgeluecht.

Fir d'Poliziste gëllen ausserdeem d'Artikelen 9 an 10 vum groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020, woubäi de Reglement awer keng fix Niveaue virgesäit. Et ass also der Examenskommissioun iwwerlooss, fir den Oflaf vum Gespréich ze gestalten, an och d'Krittäre festzehalen, déi een erfëlle muss. D'Memberen aus der Kommissioun, där hir Zesummesetzung an den Artikele 4, 18 an 20 definéiert ass, sinn duerchaus qualifizéiert, fir eng Aschätzung vun de Kompetenze vun de Kandidaten ze maachen, déi awer weeder op d'Sproochekenntnisser spezifizéiert ass, nach sech dorops beschränkt.

An den Artikelen 9, 10 an 12 ass festgehalen, dass en Echec am Lëtzebuergeschen zum Ausschloss vum Kandidat féiert.

Question 3128 (11.11.2020) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **gratuité des manuels scolaires :**

Depuis la rentrée 2018-2019, les manuels scolaires obligatoires sont distribués à titre gratuit aux élèves de l'enseignement secondaire classique et général ainsi qu'à ceux de la formation professionnelle. Le programme de la gratuité des manuels scolaires a ainsi contribué à l'égalité des chances de notre système scolaire.

Afin d'encourager l'utilisation durable des manuels scolaires, le recours aux manuels d'occasion est récompensé par un bon d'achat à hauteur de 50 % de la valeur des livres non commandés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre et la valeur des manuels scolaires obligatoires qui ont été commandés via l'application MyBooks pour la rentrée 2020-2021 ?

2) Est-ce que le nombre et la valeur totale des bons ont augmenté ou diminué depuis l'introduction du programme de gratuité ?

3) Combien d'argent un ménage peut-il économiser en moyenne par enfant et par année scolaire ?

Réponse (14.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés demandent des informations au sujet de la gratuité des manuels scolaires.

ad 1) Le tableau ci-après renseigne sur le nombre et la valeur des manuels scolaires obligatoires qui ont été commandés via l'application MyBooks pour la rentrée 2020-2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) L'évolution du nombre et de la valeur totale des bons d'achats générés en cas de non-sélection d'un manuel scolaire obligatoire se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Le montant qu'un ménage peut économiser en moyenne par enfant varie en fonction de la classe et de l'ordre d'enseignement dans lesquels un élève est inscrit. En effet, le nombre de manuels obligatoires est p. ex. plus élevé pour un élève de 7e, alors qu'en classe de 1re, moins de manuels obligatoires figurent au programme. L'économie engendrée par la gratuité des manuels peut s'élever jusqu'à 450 EUR par élève. Pour l'année scolaire actuelle, la moyenne s'élève à 212,42 EUR. Elle était de 187,21 EUR en 2018-2019 et de 179,51 EUR en 2019-2020. À ce montant vient s'ajouter, le cas échéant, la valeur du chèque-livres.

Question 3129 (11.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **vêtements de protection pour le personnel soignant :**

Wann d'Asazpersonal vum CGDIS an enger Situatioun intervenéiert, wou confirméiert ass, datt eng Persoun mam Covidvirus infizéiert ass, si si ugehalen, en Tyvek-Kostüm unzedoen. An deem Hibléck stellt sech déi berechtegt Fro, wéi d'Personal vun de Fleegedéngschter virgoe soll, wann och si am Kontakt si mat Persounen, wou de Verdacht op eng Covidinfektioun besteet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Ass d'Personal vun de Fleegedéngschter, esou wéi dat beim CGDIS de Fall ass, ugehalen, en Tyvek-Kostüm unzedoen, falls si am Kontakt si mat Persounen, wou confirméiert ass, datt si mam Covidvirus infizéiert sinn?

2. Wa jo, ginn et fir d'Fleegepersonal Instruktiounen, wéi et den Tyvek-Kostüm richteg un- an ausdoe soll?

3. Wa jo, ginn et fir d'Fleegepersonal Instruktiounen, wéi et den Tyvek-Kostüm richteg entsuerge soll a wéi gesinn dës Instruktiounen aus?

4. Wann nee, firwat gëllt dës sënnvoll Mesure just fir de CGDIS an net och fir d'Fleegepersonal? Ass an deem Fall garantéiert, datt d'Fleegepersonal mat genuch héichwäertege Maske versuergt ass, fir sech effektiv géint de Virus ze schützen?

Réponse commune (09.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Säit Ufank vun der Covid-19-Pandemie huet d'Direktioun vun der Santé Recommandatiounen erausginn iwwert d'Benotzung vun de sougenannten „Équipements de protection individuelle (EPI)", déi och reegelméisseg à jour gesat goufen no den neiste wëssenschaftlechen Erkenntnisser. Dës Recommandatioune sinn och disponibel um Site vum Ministère vun der Santé.

D'Direktioun vun der Santé war och iwwert déi lescht Méint ëmmer erëm am direkte Kontakt mat de Spideeler, Alters- a Fleegeheemer an de Fleegedéngschter, fir op Froe vun de Mataarbechter par rapport zu de Schutzkleeder a Masken ze äntwerten.

Den Tyvek-Kostüm ass just recommandéiert, wann d'Personal e ganz enke Kontakt mam Kranken huet a wann dobäi virauszegesinn ass, dass et zu Eclaboussurë vu Kierperflëssegkeete komme kéint. Dëst ass z. B. de Fall an de Soins intensifs, wann e Patient muss intubéiert ginn an dobäi staark houscht.

Bei den normale Soinen ass een Tyvek net néideg.

Et ginn effektiv Instruktiounen, wéi een en Tyvek richteg un- an ausdeet (z. B. Videomaterial). Am beschten ass awer, dass een dëst e puermol praktesch geüübt huet ënner Opsiicht vun enger Persoun, déi domat Erfarung huet, ier een esou en Equipement benotzt. D'Entsuergung geschitt wéi bei all aner Schutzmaterial am Kader vum Covid-19, et ginn do keng speziell Obligatioune fir den Tyvek.

Et ass genuch adequat Schutzmaterial disponibel zu Lëtzebuerg.

D'Personal vun den Hëllefs- a Fleegedéngschter hält sech am Fall vu Kontakt mat potenziellen oder nogewisenen Infektioune bei hire Clientë mam Covidvirus un déi Richtlinnen, esou wéi se vun der Direktioun vun der Santé virgi sinn an och op hirem Internetsite publizéiert sinn[1].

Den Tyvek-Kostüm ass deementspriechend fir Hëllefs- a Fleegedéngschter net virgesinn.

Question 3131 (11.11.2020) de **Mme Diane Adehm** (*CSV*) concernant les **mesures d'hygiène et de sécurité dans les administrations :**

Op verschiddene Verwaltungen ass et duerch Plazmangel net méiglech, Personal an eenzel Büroe respektiv d'Leit zwee Meter auserneenzesetzen, fir dann déi néideg Distanz zum Dëschnoper ze hunn. Eng Méiglechkeet wier, déi Büroe mat Plexiglas ofzedeelen. Laut mengen Informatioune stinn de Verwaltungen net ëmmer déi néideg budgetär Moyenen zur Verfügung, fir sech mat Plexiglasscheiwen ze ekipéieren, soudass d'Personal de ganzen Dag mat enger Mask an dem Büro muss sëtzen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Finanzminister, den Här Minister fir d'Fonction publique an den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Wien ass responsabel an zoustänneg, fir d'Sécherheet vun de Mataarbechter an de Verwaltungen ze assuréieren?

- Wien ass responsabel, fir Plexiglas an de Büroen ze installéieren?

- Ass Budget an de jeeweilege Verwaltungen disponibel, fir Plexiglas ze installéieren? Wann nee, firwat net?

- Wéi eng Verwaltunge si mat Plexiglas ekipéiert ginn a wéi eng sinn net ekipéiert ginn?

Réponse commune (12.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Responsabilitéite si gesetzlech gereegelt. Prinzipiell ass den Direkter oder den Administratiounschef vum jeeweilege Service zoustänneg fir d'Sécherheet vun de Mataarbechter.

Am Artikel 6 vun der „Loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique" ginn d'Responsabilitéiten am Detail beschriwwen.

ad 2. Den Direkter oder Administratiounschef ass zoustänneg, fir an hire jeeweilege Gebaier déi organisatoresch Moossnamen ze ergräifen, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Mataarbechter ze schützen.

D'Installatioun vu Plexiglastrennwänn kann eng Moossnam sinn, déi vum Responsabelen a Betruecht geholl gëtt, wann et net méiglech ass, eng physesch Distanz vu mindestens zwee Meter tëscht eenzele Mataarbechter, déi an engem Büro schaffen, ze respektéieren.

ad 3. D'Bauteverwaltung (ABP) huet op Ufro Reuniounssäll vu verschiddene Ministèrë mat Plexiglasscheiwen ekipéiert. Déi Fraise sinn och vun der ABP iwwerholl ginn.

Aner staatlech Servicer si fir d'Uschafung, d'Installatioun an d'Bezuele vun esou Oftrennwänn eegeverantwortlech. Duerfir hu si Kreditter am Kader vun de Budgetsartikelen xx.x.12.08x „Bâtiments : exploitation et entretien" respektiv xx.x.12.270: „Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses" zur Verfügung. Wann ee Service keng Méiglechkeet hat, fir Trennwänn ze bezuelen, huet d'ABP déi Fraisen iwwert de Fonds d'entretien et de rénovation en charge geholl.

ad 4. D'Bauteverwaltung huet insgesamt a ronn 25 Gebaier Plexiglastrennwänn duerch Betriber installéiere gelooss, zousätzlech goufen eng 40 Gebaier mat Trennwänn ekipéiert, déi am Atelier vun der ABP hiergestallt a bei den Demandeuren installéiert goufen. Well de Gros vun de Servicer sech selwer ëm esou Ekipementer gekëmmert huet, ass et net méiglech ze soen, wéi vill Verwaltungen insgesamt op esou Moossnamen zeréckgegraff hunn.

Question 3132 (12.11.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **réalisation des mesures compensatoires au titre de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature :**

La présente fait suite à ma question parlementaire n° 2441 du 25 juin 2020 et dont la réponse date du 13 octobre 2020. Beaucoup d'interrogations restent pourtant ouvertes. C'est pourquoi je me permets de fournir les précisions suivantes en espérant obtenir les informations demandées dans un délai rapproché :

Sur le site compensation.lu édité par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, l'Administration de l'environnement et l'Administration de la nature et des forêts du Grand-Duché de Luxembourg, on peut lire ce qui suit :

« Dans beaucoup de pays, la responsabilité pour la réalisation de mesures compensatoires incombe aux maîtres d'ouvrage. Au Luxembourg, ceux-ci participent, de manière générale, à la mise en œuvre des mesures compensatoires dans ce qu'on appelle des pools compensatoires.

Les pools compensatoires constituent un patrimoine foncier, qui est aménagé pour des besoins de compensation futurs en y réalisant des projets écologiques d'envergure.

La loi prévoit deux types de pools compensatoires : le pool compensatoire national, géré par l'Administration de la nature et des forêts (ANF) et des pools compensatoires régionaux, gérés par des communes.

Contre le payement d'une taxe, les maîtres d'ouvrage peuvent se dédouaner de leur obligation de compenser le dommage écologique causé par leur projet.

Cette démarche permet notamment de réduire les délais de réalisation des mesures compensatoires, et ainsi de diminuer les pertes de biodiversité pouvant survenir entre la réalisation d'un projet d'aménagement et la mise en œuvre effective des actions de compensation.

En outre, elle rend possible une mutualisation entre les compensations de plusieurs projets d'aménagement, afin de réaliser des économies d'échelle et de favoriser la cohérence écologique. Cette démarche permet également de mieux aligner les différentes mesures compensatoires avec les priorités nationales en matière de protection de la nature. »

D'après la loi du 18 juillet 2018 sur la protection de la nature, il se trouve toutefois que si la réalisation concrète des mesures compensatoires doit se faire au moins endéans le même délai que celui relatif à la réalisation des projets pour lesquels ces mesures sont prescrites, suivant les conditions imposées par le ministre, en sont exceptées celles réalisées dans les pools compensatoires, i. e. celles mises en œuvre par l'État.

Autrement dit,

- la compensation immédiate de la perte de la biodiversité constitue actuellement l'exception, i. e. si le ministre autorise la réalisation de mesures compensatoires particulièrement favorables à la diversité biologique, en précisant les sortes de mesures, leur localisation dans le même secteur écologique et leur envergure, sur des terrains dont le demandeur est propriétaire ;

- les autres mesures compensatoires, à charge de l'État notamment, peuvent être enregistrées pour un délai de sept années à partir de la mise en vigueur de la loi de 2018 précitée. Autrement dit, l'État se donne sept ans pour constituer les pools ;

- de même, les éco-points y relatifs peuvent être débités du registre suite au paiement de la taxe de remboursement par le demandeur d'autorisation, même si les terrains accueillant les mesures compensatoires ne sont pas encore disponibles ou si les mesures compensatoires n'ont pas encore été exécutées.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de fois des éco-points ont été débités depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée sans que les terrains accueillant les mesures n'eussent été disponibles, voire sans que les mesures compensatoires n'eussent été exécutées ? Combien d'éco-points ont ainsi été débités par an et à quelles fins ?

2) Quelle est la surface totale acquise par l'Office national du remembrement pour servir de terrains à la réalisation de mesures compensatoires depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 sur la protection de la nature et pour quel budget ? Serait-il possible d'avoir le détail par année ?

3) Madame le Ministre peut-elle m'indiquer (i) les zones destinées à la création de pools compensatoires et (ii) pour chaque pool compensatoire, la délimitation géographique à l'échelle 1/2500 ?

4) Madame le Ministre peut-elle m'indiquer si ces informations sont accessibles au public depuis un site Internet géré par l'État ? Dans l'affirmative, quel est ce site Internet ?

5) Madame le Ministre peut-elle me renseigner sur l'existence de pools compensatoires régionaux ? Quelle a été la somme totale remboursée aux exploitants de tels pools compensatoires ?

6) Madame le Ministre est-elle disposée à fournir tous ces détails dans le cadre des projets de loi « budget » et « programmation financière pluriannuelle » ?

Réponse (15.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a été saisi de 161 demandes d'autorisation ayant déclenché les mécanismes de compensation tel que précisés par l'article 63.1 et pour lesquelles une taxe de remboursement en vertu de l'article 65 a été versée. La ventilation du nombre de demandes et des montants (€) versés par année jusqu'au 28 septembre 2020 est indiquée dans le tableau 1. ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Étant donné que les projets compensatoires repris sous le point 3 n'ont pas encore été enregistrés au registre, l'intégralité des éco-points repris au tableau ci-dessous reste à être débitée. Les opérations de comptabilisation des éco-points dans le registre des mesures compensatoires débuteront au premier semestre 2021. Vu l'envergure des mesures compensatoires déjà réalisées ou en cours de réalisation (31.815.680 éco-points v. pt. 3), il s'agit en l'occurrence d'un déficit compensatoire virtuel plutôt qu'un manquement réel de réalisation de mesures concrètes. Le déphasage entre la réalisation des mesures compensatoires et leur enregistrement s'explique par la rigueur scientifique dédiée à l'évaluation de la bonne réalisation des mesures compensatoires tel que prévue à l'article 7 du règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points.

En ce qui concerne les fins pour lesquelles les éco-points ont été débités, il est renvoyé aux précisions communiquées dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 2441.

ad 2) L'achat de terrains pour le compte du pool compensatoire national est assuré par le Comité d'acquisition du Ministère des Finances. Le tableau ci-dessous reprend les surfaces totales et le montant par année relatifs à ces acquisitions :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) À ce jour, seule l'Administration de la nature et des forêts a soumis des propositions concrètes de zones destinées à la création du pool compensatoire, en l'occurrence le pool compensatoire national pour approbation selon les dispositions de l'article 64 de la loi du 18 juillet 2018. Le tableau ci-dessous reprend les zones approuvées, leurs surfaces respectives et le nombre d'éco-points escomptés suite à leur mise en œuvre. Les projets repris en gras sont en cours de réalisation. Les cartes à l'échelle demandée sont annexées à la présente.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Les zones reprises sous le point 3 ainsi que des fiches signalétiques y relatives peuvent être consultées sur le Géoportail national du Grand-Duché de Luxembourg (www.geoportail.lu), thème « Environnement », rubrique « Mesures compensatoires », couche « Zones de compensation approuvées ».

ad 5) Le syndicat intercommunal SICONA a obtenu, en date du 20 juin 2019, un accord de principe pour la constitution d'un pool compensatoire régional. Un premier projet à hauteur de 398.000 éco-points a été présenté à l'Observatoire de l'environnement naturel. Il sera soumis à l'avis du comité de gérance avant son approbation éventuelle par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

ad 6) Le Comité de gérance, instauré par la loi concernant la protection de la nature, fera au premier semestre 2021 le bilan de toutes les transactions financières réalisées dans le cadre des mesures compensatoires. Ce bilan sera rendu accessible au public.

Question 3133 (12.11.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**« E-Sport » au Luxembourg :**

Duerch d'Digitaliséierung an d'Technologiséierung vun eiser Gesellschaft, déi an deene leschte Joren ëmmer méi staark zougeholl huet, huet sech och den E-Sport staark weiderentwéckelt. Ëmmer méi Spiller bedreiwen E-Sport, wou se eleng oder an Equippen zesumme spillen. Domadder gëtt den Teamgeescht an de Wettbewerb, wéi och bei deenen „normale" Sportaarten, gefërdert. Zulescht huet sech och schonns eng Federatioun (Luxembourg Esports Federation) gegrënnt. Hire President waart awer laut engem Artikel aus dem Lëtzebuerger Land vum 7. November 2020 bis haut op eng Äntwert vum Sportminister bezüglech engem Gespréich, fir iwwert déi zukünfteg Entwécklung vum E-Sport ze schwätzen. Niewent dem Sport selwer spillt déi wirtschaftlech Perspektiv och eng Roll, wat zum Beispill de Sponsoring vun Equippen ugeet. Och kéinte grouss Turnéier zousätzlech Touristen an d'Land bréngen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Sportminister stellen:

1. Erkennt de Sportminister den E-Sport als eng sportlech Aktivitéit un? Kann de Minister dës Entscheedung begrënnen?

2. Huet de Minister wëlles, déi opkommend Branche vum E-Sport speziell ze fërderen, fir hir Potenzialer besser auszeschaffen?

Réponse (15.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

D'Regierung verfollegt mat groussem Interessi d'Entwécklung vum E-Sport op internationalem an och besonnesch op nationalem Niveau. Och de Regierungsprogramm geet op déi ëmmer méi grouss Envergure vun dësem Phenomeen an, deem säi wirtschaftlechen a sozialen Impakt evaluéiert soll ginn.

D'Situatioun vum sougenannten E-Sport zu Lëtzebuerg war och e Sujet an der rezentster Reunioun tëschent dem Sportministère an dem COSL. An deem Kontext, an dëst ass och der Luxembourg Esports Federation schrëftlech matgedeelt ginn, wëll ech den honorabelen Deputéierten drun erënneren, datt, gemäss dem Artikel 2 vum ofgeännerte Sportgesetz vum 3. August 2005, eng Federatioun muss representativ um nationalen Niveau sinn, wat déi sportlech Aktivitéite betrëfft, fir als agreéierte Verband unerkannt kënnen ze ginn. Dës sportlech Aktivitéite mussen des Weideren op internationalem Niveau unerkannt sinn, an et ass um Demandeur ze beweisen, datt all dës Konditiounen erfëllt sinn.

Des Weidere seet dann nach d'Sportgesetz, datt de Sportminister e Sportverband kann unerkennen, op Avis vum COSL.

Dësen Avis vum Daachverband vum privatorganiséierte Sport zu Lëtzebuerg, ass elo kierzlech un de Sportministère geriicht ginn an ass amgaang analyséiert ze ginn.

Question 3134 (12.11.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **conversion des surfaces agricoles vers l'agriculture biologique :**

Selon un article paru dans l'hebdomadaire « d'Lëtzebuerger Land » du 16 octobre 2020, 450

[1] https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/000-covid-19/000-covid-191-annexes/recommandations-reseaux.pdf

https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/000-covid-19/000-covid-191-annexes/060-protections-du-personnel-de-sante.pdf

https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/000-covid-19/000-covid-191-annexes/epi-affiche-reseaux-visite-medicale-fr.pdf

hectares de surfaces agricoles supplémentaires seraient en conversion vers l'agriculture biologique depuis le début de cette année. Ce chiffre signifierait une augmentation considérable par rapport aux années précédentes, où il variait entre 100 hectares et 350 hectares.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer le chiffre mentionné ci-dessus ? Peut-on constater une augmentation de la surface en conversion par rapport aux dix années précédentes ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont, selon le Ministère, les raisons pour les nouvelles conversions ? Quelles sont les mesures que le Ministère estime déterminantes d'avoir incité les agriculteurs à une conversion vers l'agriculture biologique ?

3) Quelle incidence ce chiffre a-t-il sur le pourcentage de surfaces agricoles exploitées en agriculture biologique au Luxembourg ?

Le deuxième Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique a été lancé au début de cette année avec les premières mesures prévues à être mises en place avant fin 2020.

4) Quelles mesures ont déjà été mises en place et quelles mesures sont en train d'être élaborées ?

Réponse (08.12.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) + 2) En 2020, jusqu'à présent, dix exploitations avec au total 456,7 ha ont entamé la période de conversion vers l'agriculture biologique, deux autres exploitations ont en outre reporté le début de leur conversion au 1er janvier 2021.

Le tableau ci-après reprend les superficies et le nombre d'exploitations (sans les apiculteurs) ayant entamé la conversion durant les dix dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ce tableau montre que la taille moyenne des exploitations se convertissant vers l'agriculture biologique a tendance à se stabiliser entre 40 et 55 ha durant ces dernières années, ce qui n'était pas le cas auparavant. L'année 2020 ne ressort néanmoins pas particulièrement par rapport aux années précédentes.

Dans l'interprétation de ces chiffres, le nombre et le type d'exploitations jouent un rôle prépondérant. Ainsi, en 2020, parmi les exploitations ayant entamé la conversion, se trouvent sept exploitations de faible superficie (maraîchage, fruiticulture, viticulture …), alors que les trois exploitations « purement agricoles » sont nettement plus grandes (124,11 ha en moyenne).

Ces disparités rendent très difficiles une comparaison d'année en année ainsi que les conclusions à en tirer.

Plusieurs autres exploitations prêtes à entamer la conversion ont attendu la fixation du montant définitif des nouvelles primes à l'hectare pour l'agriculture biologique et entameront la conversion en 2021. Le montant de ces primes est un des aspects importants dans la prise de décision des exploitations quant à la conversion.

Évidemment, d'autres aspects comme l'orientation générale de la production, les possibilités de mise sur le marché des produits agricoles, la structure de l'exploitation et sa capacité à s'adapter aux règles de la production biologique, notamment au niveau des bâtiments d'élevage, jouent un rôle prépondérant dans la prise de décision.

Dans ce cas, le rôle joué par les conseillers agricoles est très important. Le service de conseil spécialisé en agriculture biologique a été largement sollicité en 2020, ce qui laisse prévoir une augmentation des conversions dès 2021.

ad 3) Voir la dernière ligne du tableau ci-dessus pour les années 2010 à 2019. En 2020, et au vu de la superficie nouvellement convertie, le niveau des 5 % de la SAU cultivée selon le mode biologique sera vraisemblablement atteint.

ad 4) Le PAN-Bio 2025 est constitué de 29 mesures regroupées au niveau de quatre axes. Une précision sur le ou les acteurs responsables ainsi qu'un calendrier indicatif (court terme : avant fin 2020 ; moyen terme : 2021-2023 et long terme : après 2023) ont été mis en place. Le comité d'exécution (ComEx) se réunit depuis mars selon besoin, mais au moins toutes les quatre semaines pour faire avancer le développement du PAN-Bio 2025.

Au niveau de l'axe 1, l'inventaire des données existantes (mesure 1-1) a été entamé et l'étude de caractérisation des filières (mesure 1-2) va se faire en relation avec la mesure de développement de filières prévues à l'axe 4.

Au niveau de l'axe 2, les mesures 2-1 et 2-2 (responsable « bio » auprès du MAVDR et Service de l'agriculture bio à l'ASTA) ont été mises en place, les mesures 2-3 et 2-4 (mesures d'information) ont été entamées ; la mesure 2-5 continue comme les années précédentes.

Au niveau de l'axe 3, les mesures 3-1 (primes bio) et 3-4 (critères d'éligibilité pour les primes) vont être appliquées dès 2021. Le soutien des frais de contrôles des exploitations agricoles (mesure 3-5) est assuré en continu. Concernant le conseil agricole, la mesure 3-6 est en train d'être mise en pratique et la mesure 3-7 a été engagée. Les mesures de formation ont en partie été assurées par l'association des producteurs biologiques, mais sont restées à un niveau malheureusement très faible à cause de la crise du Covid-19.

La mesure 3-12 concernant les champs d'essais et les essais variétaux a été mise en œuvre et pour la mesure 3-14, l'évaluation du dossier a démarré afin de pouvoir être réalisée en 2021.

Au niveau de l'axe 4, la mesure 4-1 s'est penchée sur le perfectionnement de la culture d'orge de brasserie et l'utilisation du soja pour l'alimentation des poules pondeuses. En outre, les mesures 4-4, 4-5 et 4-6 sont en cours.

Toutes ces mesures vont continuer en 2021 et d'autres vont s'y rajouter, selon l'échelonnement du budget prévu dans le PAN-Bio 2025.

Question 3135 (12.11.2020) de **M. Gusty Graas** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **vaccin contre la Covid-19 :**

L'Union européenne a passé un contrat d'achat anticipé pour le vaccin contre la Covid-19 des entreprises pharmaceutiques BioNTech et Pfizer. La commande s'élève à 300 millions de doses du vaccin.

Le Luxembourg aura droit à 0,14 % de cette commande, donc environ 420.000 doses du vaccin.

La stratégie de vaccination contre le coronavirus de l'Union européenne propose de vacciner en premier lieu le personnel de la santé, les personnes vulnérables ainsi que les personnes travaillant dans des secteurs d'importance systémique.

Cependant quelques défis se posent quant à la vaccination de la population.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle préciser de quelle manière une personne pourra attester sa vulnérabilité afin de recevoir une dose de vaccination, dès que celle-ci sera disponible ? Une personne vulnérable devra-t-elle présenter une attestation médicale ou recevra-t-elle une invitation par la Caisse nationale de santé ?

2) Le Luxembourg dispose-t-il à ce moment des capacités suffisantes en personnel qualifié et en équipements de protection pour l'administration du vaccin ?

3) Le vaccin de BioNTech/Pfizer devra être maintenu à -80 degrés Celsius à tout moment. Madame la Ministre peut-elle nous fournir des explications quant au stockage et le transport du vaccin avant son utilisation ?

4) Madame la Ministre a-t-elle prévu de former une cellule mobile de vaccination pour les maisons de retraite et de soins afin d'éviter un déplacement aux personnes âgées ?

Réponse (30.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les questions ci-dessus seront adressées dans le cadre de la stratégie vaccinale, actuellement en voie d'élaboration.

ad 2) Les capacités seront adaptées en fonction de l'arrivée des vaccins qui auront effectivement obtenu une autorisation de mise sur le marché par l'Agence européenne des médicaments.

ad 3) Les plans et des outils logistiques détaillés pour soutenir un transport et un stockage efficaces des vaccins et une surveillance continue de la température (détails disponibles sur le site de la firme Pfizer[2]) sont actuellement en voie d'élaboration.

ad 4) Cette question sera adressée dans le cadre de la stratégie vaccinale, actuellement en voie d'élaboration.

Question 3136 (12.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **protection des données dans le cadre des tests de dépistage de la Covid-19 :**

Am Kader vum Large-Scale-Testing (souwuel am klassesche LST wéi och um Fluchhafen) gi verschidde Kommunikatioune mam Patient per SMS duerchgefouert. Sou kritt een um Fluchhafen z. B. säi QR-Code per SMS geschéckt an a béiden Zenarie kritt ee säi Covid-19-Testresultat per SMS kommunizéiert. Elo ass et esou, datt souwuel d'Kommunikatioun vum Fluchhafen-Test wéi och d'Kommunikatioun vun de Resultater am Kader vum LST (deelweis) vun enger belscher Nummer kënnt, déi Proximus gehéiert. Déi selwecht Nummer gëtt énner anerem benotzt, fir OTP vun Amazon, Google, Microsoft an Twilio, véier US-Firmen, ze verschécken. Dernieft hunn och well d'Luxair an aner Airlines déi selwecht Nummer fir de Versand vun SMSe benotzt.

Et ass also dovunner auszegoen, datt ee Prestataire gewielt gouf, fir d'SMSen ze verschécken, deen eng Rei vun Nummere mutualiséiert benotzt. Och wann nëmmen negativ Covid-Testresultater verschéckt ginn, sou kann ee mam Link fir de QR-Code um Fluchhafen, op d'Matricule vun der Persoun déi getest soll ginn zougräifen. Et entsteet also eng Verbindung tëscht Handysnummer a Matricule, déi vun enger Firma traitéiert gëtt, déi och fir US-amerikanesch Firme schafft.

D'Valeur ze wëssen, wéi eng Nummer zu wéi enger Matricule gehéiert an dat eventuell kënnen ze verknäppen, mat der Erkenntnis ob ee Client bei Amazon, Google oder Microsoft ass, plus eventuell mat Boardingkaarte vun Airlines, ass enorm. Hei kënne kommerziell Datebanken opgebaut ginn, déi et dann och nach erméigleche fir ze hannerleeën, ob a wéi heefeg eng Nummer (an domadder eng Persoun), negativ op Covid-19 getest gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wien ass alles als Sous-traitant fir de Versand vun deenen SMSen zoustänneg?

2. Wéi gëtt séchergestallt, technesch a kontraktuell, datt et net zum Opbau vun

Datebanke kënnt, an deene festgehalen ass, ob eng Nummer (an domadder Persoun) negativ getest gouf, respektiv wéi eng Nummer wéi heefeg getest gouf?

3. Plangt d'Regierung Schrëtt ze ënnerhuelen, fir dës Problemer ze mitigéieren?

4. Ass geplangt, en Data Protection Impact Assessment (DPIA) am Kader vun den Dateniwwerdroungen an -traitementer am Kader vum LST ze erstellen? Respektiv gëtt et well esou een?

5. Wien ass Responsable de traitement fir dës Traitementer?

Réponse (15.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Fir am Kader vum LST-Programm Daten am Zesummenhang mat Prouwen, Analysen an d'Resultater ze verschaffen an un déi betraffe Persounen ze verschécken, gi perséinlech Date vu Laboratoires Réunis benotzt. Laboratoires Réunis handelt hei als Responsable de traitement.

Laboratoires Réunis huet den Hosting vun engem Deel vun den Daten engem Déngschtleeschter uvertraut. D'Dateverschlësselung an d'Conservatioun vum Verschlësselungsschlëssel gëtt duerch Laboratoires Réunis assuréiert. Klinesch Date ginn an enger privater Cloud vun engem lëtzebuergesche Fournisseur vu Laboratoires Réunis gehost. An dësem Kontext gouf d'Verschécke vu Resultater per SMS automatiséiert an d'Infrastruktur vum Déngschtleeschter benotzt. Aus dësem Grond sinn dës SMSe vun engem Sous-contractant komm. Dëse muss vum Bedreiwer vum lëtzebuergeschen Telekommunikatiounsnetz akzeptéiert ginn, sou datt d'SMSen net blockéiert ginn an hiren Empfänger erreechen.

ad 2. Laboratoires Réunis, als Responsable de traitement, veraarbecht perséinlech Date fir spezifesch, explizitt a legitimm Zwecker, nämlech Covid-19-Tester ze organiséieren, an auszewäerten als Deel vum LST-Programm. Dës Zwecker ginn am ëffentleche Marché public beschriwwen a stellen dofir kontraktuell Obligatioune fir Laboratoires Réunis duer. Also veraarbecht Laboratoires Réunis keng perséinlech Daten, déi aus dem LST-Programm entsti fir aner Zwecker wéi déi, déi am Kader vum Marché public autoriséiert sinn.

Wat den Déngschtleeschter, de Sous-traitant vu Laboratoires Réunis ugeet, ass dësen duerch kontraktuell Verflichtunge gebonnen, déi besonnesch den Artikel 28 vum Reglement (UE) 2016/679 reflektéieren. De Sous-traitant huet dofir eng kontraktuell Verflichtung, nëmmen op d'Instruktioune vu Laboratoires Réunis ze handelen. Als Sous-traitant muss den Déngschtleeschter och déi pertinent gesetzlech Bestëmmunge vun deem genannte Reglement respektéieren.

Schlussendlech, wéi uewen uginn, sinn d'Date fir déi de Sous-traitant am Numm vu Laboratoires Réunis den Hosting assuréiert, verschlësselt; den Déngschtleeschter kann dofir net Zougang dozou hunn, soudatt ee Weiderbenotze vun Date baussent den definéierten an autoriséierten Zwecker net méiglech ass.

ad 3. Au vu vun der aktueller Situatioun wéi uewe beschriwwen, mengt d'Regierung net, datt zousätzlech Moossnamen néideg sinn. Et wäert ee weiderhin enk mat Laboratoires Réunis kooperéieren, fir de Schutz vun den Date vun de betraffene Persounen ze garantéieren.

ad 4. D'Risike vun de verschiddenen Traitementer, déi am Kader vum LST-Programm ausgefouert ginn, gi kontinuéierlech bewäert, fir en adequate Schutzniveau ze garantéieren, entspriechend der Natur vun den Traitementer.

ad 5. Wéi schonn uewen ernimmt, handelen d'Laboratoires Réunis als Responsable de traitement fir d'Prelevementer, fir d'Analysen a fir d'Verschécke vun de Resultater.

Question 3138 (12.11.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **déclaration d'impôts en ligne :**

D'Entreprisen hunn zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, hir Steiererklärung op digitalem Wee un d'Steierverwaltung eranzereechen. Dës gëtt dann och an der Steierverwaltung digital verschafft. Och Privatpersounen (physesch Persounen) hunn d'Méiglechkeet, hir Steiererklärung digital eranzereechen. Allerdéngs ass et esou, datt d'Steiererklärung vun de physesche Persoune bis dato vun der Steierverwaltung nach net kann - esou wéi dat eebe bei den Entreprisen de Fall ass - elektronesch verschafft ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Aus wéi enge Grënn kann d'Steiererklärung vun de physesche Persoune bis elo vun der Steierverwaltung nach ëmmer net digital verschafft ginn?

2. Sinn aktuell Beméiungen um Lafen, fir datt an der Steierverwaltung och d'Steiererklärung vun de physesche Persoune kann digital verschafft ginn? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Léisung vun deem Problem gerechent ginn?

Réponse (10.12.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Zanter enger Rei Joren ass d'Digitalisatioun ee kontinuéierleche Prozess op der Steierverwaltung.

Vu d'Komplexitéit vun der Steiermatière an hirer digitaler Ëmsetzung ass et schwiereg, gréisser Projete parallell ze entwéckelen, besonnesch wann et sech ëm ganz nei informatesch Prozesser handelt wéi ënner anerem den elektroneschen Depot vun enger Steiererklärung mat digitalem Traitement.

Déi physesch Persounen, genee wéi d'Entreprisen, hunn zu Lëtzebuerg zanter e puer Joer d'Méiglechkeet, hir Steiererklärung op elektroneschem Wee eranzereechen. Zanter dem Steierjoer 2017 ass fir déi meescht Entreprisen eng elektronesch Demarche vun der Steiererklärung op der Plattform MyGuichet obligatoresch. Ee groussen Deel vun dëse Steiererklärunge gëtt digital verschafft. Dëst war an ass nach ëmmer ee ganz grousse Projet fir d'Steierverwaltung, well ënner anerem déi neiste Gesetzeschangementer respektiv -entwërf (ë. a. um Niveau ATAD) dëse pluriannuelle Projet ëmmer nees virun nei Erausfuerderunge stellen.

D'Digitalisatioun geet weider, sou zum Beispill am Projet de loi vum Budget 2021, wou elo d'legal Basis geschaaft soll ginn, fir d'Steierkaarten net nëmme pluriannuell, mee och digital ze gestalten. An e puer Deeg wäert de Bierger och kënne verschidden Dokumenter iwwer een Abonnement op MyGuichet entgéinthuelen.

Um Niveau vun de physesche Persoune gouf Mëtt 2019 e pluriannuelle Projet lancéiert, fir hir digital Steiererklärung, änlech wéi bei den Entreprisen, och digital kënnen ze verschaffen. Dëse Projet ass aktuell a senger Entwécklungsphas um Niveau vun der Steierverwaltung an dem CTIE.

Question 3139 (12.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination contre la grippe pour les membres du CGDIS :**

De CGDIS lancéiert all Joer am Hierscht eng Campagne, fir datt sech d'Membere géint déi saisonal Gripp sollen impfe loossen. An deem Kontext heescht et elo awer an engem rezente Schreiwes vum CGDIS, datt sech dëst Joer just déi Persoune sollen impfe loossen, déi am „Secours à personne" (SAP) operationell sinn. Grond heifir wier eng Penurie bei den Impfstoffer an iwwerdeems géif de CGDIS och keng Impfstoffer méi bei de Fournisseuren no kréien.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

- Ass sech d'Regierung bewosst, datt et net nëmme fir d'Leit am SAP, mee fir all d'Membere vum CGDIS wichteg ass, grad an dëser Saison net grippebedéngt auszefalen, fir esou kënnen hirer wichteger Aarbecht nozegoen?

[2] https://www.pfizer.com/news/hot-topics/covid_19_vaccine_u_s_distribution_fact_sheet

- Wuel wëssend, datt d'Besuerge vun Impfstoffer géint déi saisonal Gripp en Exercice ass, deen sech all Joer widderhëlt an zu 100 Prozent virauszegesi war, a wuel wëssend, datt den Effectif vun de Membere vum CGDIS jo och bekannt ass: Wéi ass et ze erklären, datt de CGDIS elo mat enger Penurie bei den Impfstoffer fir déi saisonal Gripp konfrontéiert ass?

- Gedenkt d'Regierung elo, all Ustrengungen ze ënnerhuelen, fir därer Penurie entgéintzewierken? Wa jo, wéi sollen dës Ustrengunge konkreet ausgesinn? A wéi engem zäitleche Kader kann de CGDIS domat rechnen, datt all seng Memberen d'Méiglechkeet hunn, sech géint déi saisonal Gripp impfen ze loossen?

Réponse commune (04.12.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De CGDIS organiséiert all Joer eng Impfcampagne fir seng Memberen. Déi 3 lescht Joer hu sech am Kader vun där Campagne tëscht 100 an 140 Persounen impfe gelooss.

Op Grond vun deenen Zuelen ass och fir 2020 eng Bestellung vun 150 Impfdose gemaach ginn. D'Fournisseure verlaangen, dass d'Commande am Ufank vum Joer gemaach gëtt. Dëst ass fir d'lescht de 7. Abrëll 2020 geschitt. Duerch d'Tatsaach, dass weeder d'Produzenten nach d'Fournisseuren no deem Datum hir Quantitéite kënnen eropsetzen (d'Produktioun vun engem Impfstoff ass eng laangwiereg Prozedur mat ville Risiken, déi ee net kuerzfristeg kann eropschrauwen), war et dem CGDIS net méiglech, seng Commande nodréiglech ze erhéijen, well keng Dose méi um (inter)nationale Marché sinn. Dobäi kënnt, dass de weltwäiten Interessi un enger Grippenimpfung duerch d'Covid-19-Pandemie méi héich ass wéi déi Jore virdrun.

Et ass virgesinn, dass d'Leit vum CGDIS, déi am direkte Kontakt mat der Populatioun sinn, wéi och d'Gesondheetsberuffler vun den zousätzlechen 30.000 Dose Grippenimpfstoff profitéiere kënnen, déi d'Direktioun vun der Santé dëst Joer kaf huet an déi am Dezember geliwwert ginn. Bei déi initial 150 bestallten Impfdose kommen deemno 50 weider Dosen dobäi.

Question 3140 (12.11.2020) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **voie de délestage d'Echternach :**

Afin de soulager le trafic routier transfrontalier passant par la ville d'Echternach, la réalisation d'une voie de délestage a été prévue déjà en 2013. Ce projet a été également inclus dans l'accord de coalition actuel ainsi que dans le plan sectoriel transports avec l'ordre de priorité 1, c.-à-d. que les travaux devraient commencer en principe avant 2020.

D'autres pistes pour améliorer la situation routière à Echternach incluent notamment la création d'un P&R près de la frontière allemande et la mise en place d'un couloir de bus bidirectionnel sur la N11 entre Gonderange et le Waldhof.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'état d'avancement de la construction de la voie de délestage précitée ? Quelles seront les prochaines étapes dans le dossier ?

- Est-ce que tous les terrains nécessaires ont pu être acquis entre-temps par l'État ? Dans la négative, combien de terrains n'ont pas encore été vendus ? Pour quand Monsieur le Ministre estime-t-il que les terrains restants pourront être acquis par l'État ?

- Quand les travaux des différentes étapes de ce projet de construction pourront-ils débuter ? Quand les travaux relatifs à la voie de délestage pourront-ils être terminés ?

- À part le P&R existant près du lac à la sortie d'Echternach en direction de Luxembourg, existe-t-il un projet de construction d'un P&R dans les environs du nouveau pont frontalier, que ce soit du côté luxembourgeois ou du côté allemand ?

- Quel est l'état d'avancement de la mise en place du couloir de bus bidirectionnel susmentionné ? Pour quand celui-ci pourra-t-il être opérationnel ?

Réponse (16.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Tout d'abord, il faut préciser que le projet de la voie de délestage de la ville d'Echternach est divisé en trois lots, à savoir la liaison Morgenstern (lot 1), le by-pass « Knepperkräizung » (lot 2) et la voie Charly (lot 3).

Pour ce qui est du premier lot « liaison Morgenstern », le projet est actuellement en attente des autorisations requises. Parallèlement, le dossier de soumission est en cours de finalisation. Dans l'hypothèse que le projet pourra être autorisé dans un futur proche, les travaux afférents pourraient prévisiblement être entamés vers la fin de 2021. Pour le deuxième lot by-pass « Knepperkräizung », l'avant-projet sommaire est en préparation et me sera présenté au cours de l'année 2021. En ce qui concerne le troisième lot « voie Charly », l'avant-projet sommaire a déjà été approuvé, de sorte que l'avant-projet détaillé sera présenté en 2021.

Les emprises foncières nécessaires pour le lot 1 ont déjà toutes été acquises ; quelques-unes restent encore à être réalisées pour le lot 2. Quant au lot 3, le dossier des emprises est en voie de finalisation et sera prochainement transmis au Comité d'acquisition afin que les pourparlers avec les propriétaires concernés puissent être entamés.

Il est à noter que le début des travaux pour les lots 2 et 3 est tributaire de l'acquisition préalable de toutes les emprises nécessaires.

Hormis les parkings relais P&R existants près du lac à la sortie d'Echternach en direction de Luxembourg et celui du côté allemand en amont du nouveau pont frontalier, il n'existe pas de projet de construction d'un autre P&R.

L'étude de faisabilité du couloir bus sur la N11 entre l'échangeur Waldhof et Gonderange a été approuvé par mes soins en date du 7 septembre 2018. La mise en place du couloir bus implique l'élargissement de la voirie existante par endroits dans la zone protégée « Gréngewald ». Pour simplifier les procédures d'autorisation administrative et dans le but d'avancer dans les meilleurs délais, le projet du couloir bus a été divisé en trois tronçons dans l'ordre suivant :

1) Carrefour Waldhof N11/CR126 - installation d'un carrefour à feux ;

2) Tronçon échangeur Waldhof - carrefour Waldhof ;

3) Tronçon Waldhof - Gonderange.

Le dossier de soumission du carrefour Waldhof N11/CR126 - installation d'un carrefour à feux, en cohérence avec la mise en place ultérieure du couloir bus, a été approuvé par mes soins en date du 29 avril 2020. La procédure ouverte pourra être lancée dès que les autorisations nécessaires auront pu être accordées.

La finalisation des études du tronçon 2) échangeur Waldhof - carrefour Waldhof N11/CR116 pourrait être prévue pour fin 2023.

Question 3142 (13.11.2020) de **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant les **différentes règles sanitaires en termes d'isolement :**

Selon les règles sanitaires en vigueur, un résident luxembourgeois qui a une infection confirmée au Covid-19 doit s'isoler pour une durée minimale de dix jours après le début des symptômes. Pendant cette période de confinement à domicile, tout contact doit être évité avec d'autres personnes. Le non-respect d'une mesure d'isolement est puni d'une amende. La personne reçoit une ordonnance d'isolement qui, au besoin, peut valoir certificat d'incapacité de travail. L'isolement prend fin si la personne n'a plus eu de symptômes pendant les 48 heures précédant la fin du dixième jour.

La situation pour le frontalier résidant en Allemagne est quasiment identique. Ainsi une personne qui a une infection confirmée peut sortir de l'isolement après dix jours d'isolement sous condition qu'elle n'a pas eu de symptômes pendant 48 heures. Pour les frontaliers belges et français, la durée minimale d'isolement est uniquement de sept jours, sous condition que la personne ne souffre plus de fièvre.

En pratique, ces divergences au niveau des règles sanitaires pourraient donner lieu à des situations où un salarié frontalier belge ou français doit retourner à son lieu de travail après sept jours d'isolement tandis que son collègue résidant au Luxembourg ou en Allemagne doit encore rester en isolement et donc potentiellement dans l'incapacité de travailler pendant trois jours supplémentaires.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de cas de figure où ces divergences au niveau des règles sanitaires provoquent des problèmes dans les entreprises ?

2) Quelles sont les recommandations aux entreprises confrontées à ces divergences en termes de règles sanitaires ? Est-ce que les frontaliers seront par exemple explicitement encouragés à ne pas se rendre sur leur lieu de travail avant la fin du dixième jour ?

3) Quelle est la base légale qui vaut pour la prescription d'un certificat d'incapacité de travail ? Celle du pays de résidence du salarié ou celle du lieu de travail ?

Réponse commune (10.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Nous sommes conscients qu'il existe des différences au niveau des règles sanitaires entre les pays européens. En effet, les États membres jouissent d'une compétence nationale exclusive en ce qui concerne l'organisation de leur système de santé (art. 168 TFUE). Ainsi, aucun accord européen n'existe à cet égard ce qui rend effectivement parfois complexe la situation pour les frontaliers.

Dans la pratique et afin de ne pas s'exposer à des infractions aux lois, nous recommandons aux personnes concernées d'observer les règles les plus contraignantes des pays impliqués, dans un esprit « qui peut le plus, peut le moins ».

Les certificats d'incapacité de travail sont reconnus mutuellement entre pays, et ne devraient donc pas poser de problèmes.

Question 3143 (13.11.2020) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **licenciement après la 26e semaine d'incapacité de travail :**

L'article 2 de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail a suspendu pour toute la durée de l'état de crise la période de 26 semaines, pendant laquelle un salarié est protégé contre tout type de licenciement, y compris un licenciement pour motif grave.

Le paragraphe 2 du même article prévoit qu'à partir du premier jour de la 27e semaine de protection contre le licenciement, l'employeur est à nouveau autorisé, « uniquement pour motifs graves », à résilier le contrat de travail du salarié ou à le convoquer à un entretien préalable.

Sur question lors de la réunion de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale du 15 juin 2020, vous aviez précisé quant à ce paragraphe « qu'il s'agit d'un retour au texte actuel en la matière, l'idée étant qu'un licenciement, même pour faute grave, est exclu au cours des premières 26 semaines d'incapacité de travail. C'est à partir de l'écoulement de la période de 26 semaines qu'un licenciement pour faute grave devient de nouveau possible. »

Un retour au droit commun en la matière, tel qu'il est prévu à l'article L-121-6 du Code du travail, devrait cependant permettre à l'employeur de licencier un salarié avec préavis ou pour motif grave ou de le convoquer à un entretien préalable au-delà de la période de 26 semaines.

En présence de deux textes légaux contradictoires, les employeurs qui sont face à des salariés qui ont, au-delà de la fin de l'état de crise et même en tenant compte de la suspension pendant la durée de l'état de crise, dépassé la période de 26 semaines pendant laquelle ils ne peuvent pas licencier, quel que soit le motif, ou convoquer à un entretien préalable, sont incertains quant aux conditions qui s'appliquent à ces salariés.

Eu égard à la confusion créée, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 20 juin 2020 susvisée a-t-il voulu imposer un retour au droit commun, dans le cadre duquel, même en tenant compte de la période de suspension pendant toute la durée de l'état de crise, l'employeur peut à nouveau licencier avec préavis ou pour motif grave ou convoquer à un entretien préalable au-delà de la période de 26 semaines ?

2) Ou alors le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 20 juin 2020 susvisée a-t-il eu pour objet d'instituer une dérogation au droit commun, qui ne permet pas de licencier avec préavis ou de convoquer à un entretien préalable, mais qui n'autorise que des licenciements pour motifs graves ?

Réponse (15.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Non, l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail, n'a pas voulu imposer un retour au droit commun, dans le cadre duquel, même en tenant compte de la période de suspension pendant toute la durée de l'état de crise, l'employeur aurait pu à nouveau licencier avec préavis ou pour motif grave ou convoquer à un entretien préalable au-delà de la période de 26 semaines.

ad 2) L'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 20 juin 2020 susvisée ne constitue pas une dérogation au droit commun, mais au principe de la prolongation du délai de protection de 26 semaines par le fait de sa suspension pour la durée d'incapacité de travail se situant pendant la durée de l'état de crise posé par l'alinéa premier ; elle se limite aux cas de faute grave.

En effet, en cas de faute grave du salarié, l'employeur retrouve son droit de licencier dès le premier jour de la 27e semaine d'incapacité de travail.

Question 3144 (16.11.2020) de **Mmes Simone Asselborn-Bintz** et **Francine Closener** *(LSAP)* concernant les **cours de rattrapage :**

D'Schwieregkeete vu ville Schüler an der Schoul hu sech duerch d'Covidkris weider verstäerkt. Méi schwaach Schüler respektiv Schüler aus sozioekonomesch defavoriséierte Milieue leide besonnesch ënnert den Auswierkunge vun der Coronakris. D'Cours-de-rattrapagen, déi eigentlech bis Februar sollten ofgehale ginn, huet den Här Educatiounsminister awer aus Grënn vum Infektiounsschutz falegelooss. Onofhängeg vun der Pandemie gesäit de Koalitiounsaccord d'Aféiere vun enger Gratisnohëllef vir.

An deem Kontext wollte mir dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

- Wéi vill Schüler hunn an de leschte fënnef Joer un Nohëllefscoursë vun der ëffentlecher Schoul deelgeholl?

- Huet de Minister den Iwwerbléck vun der Nohëllefsoffer, déi vu Schüler oder Studenten offréiert gëtt?

- Huet de Minister den Iwwerbléck iwwert den Zoulaf vu Societéiten/Associatiounen (Intellego, Abacus ...), déi eng privatiséiert Offer un Nohëllef ubidden? Wéi gesäit et mat der Nohëllef aus, déi vu Gemengen offréiert gëtt?

- Ginn et Pläng vum Ministère, fir eng qualifizéiert Nohëllef online ze assuréieren?

- Wat ass dem Minister seng Meenung zu der Iddi, fir vu staatlecher Säit eng Onlineplattform ze schafen, déi Offer an Demande ënnert Schüler a Studenten zesummebréngt? Schafft de Ministère un engem Site, deen déi komplett Offer un Nohëllef vu Schüler, Enseignanten an Drëttpersoune regruppéiert?

- Ass de Minister d'accord mat der Propositioun vum Jugendparlament, dass „de Schüler, deen d'Nohëllef hält, een Diplom zum Schluss vum Schouljoer kritt"? Wéi steet de Minister zur Iddi, dass dës Schüler iwwert den Educatiounsministère sollte bezuelt ginn?

- Gesäit de Minister vir, am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet d'Käschte vun der Nohëllef, déi privat Acteuren ubidden, wärend der Pandemie an och doriwwer eraus ze iwwerhuelen?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

An den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoule sinn ausserhalb vum schoulesche Kontext keng Nohëllefscoursë virgesinn. Fir ënner anerem d'Kanner mat spezifeschem Fërderbedarf beim Opschaffe vun eventuelle Lacunnen ze ënnerstëtzen, gesäit d'Tâche vum brevetéierten Enseignant 54 Stonnen Appui pédagogique pro Schouljoer vir, déi nieft der Tâche d'enseignement zousätzlech am Déngscht vum Kand geleescht ginn. D'Relevanz vun dësem Appui pédagogique, dee fir Ënnerstëtzungs- an Differenzéierungsmoossnamen agesat gëtt, gouf ënner anerem an der Circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée 2020-2021 op en Neits festgehalen:

« Un enfant qui a besoin d'un soutien spécifique dans une matière particulière ou qui présente un retard dans le développement de certaines compétences doit pouvoir compter sur le soutien de l'équipe pédagogique ; des mesures spécifiques doivent être organisées dans le cadre de l'appui pédagogique et être prévues, le cas échéant, dans le plan de développement de l'établissement scolaire. Il n'est ni du devoir des parents, ni du devoir de l'équipe socio-éducative de la structure d'éducation et d'accueil de prendre des mesures de remédiation, celles-ci relèvent du domaine de l'école. »

Dee selwechte Constat gëllt fir den Enseignement secondaire. Hei verfügen d'Lycéeën iwwert e Contingent vun APPUI- an ETUDE-Dechargen, déi et de pedagogeschen Ekippen erlaben, Schüler ze ënnerstëtzen. Dobäi sinn ënnerschiddlech Forme vun Nohëllef méiglech: vun den „études surveillées", wärend deenen d'Schüler ënner Opsiicht hir Hausaufgabe kënne maachen, bis hin zum geziilten Appui fir Schüler, déi Lacunnen an/oder Léierschwieregkeeten opweisen. Donieft ginn et pedagogesch Offere wéi Léiere Léieren oder Schüler hëllefe Schüler, wou och d'Schüler selwer implizéiert sinn.

Zousätzlech heizou gouf déi digital Plattform schouldoheem.lu mat Léiermaterial ausgebaut. Eng spezifesch Rubrik erlaabt et den Elteren an de Schüler, gratis Exercicë mat Corrigéen erofzelueden, souwuel am Hibléck op déi perséinlech Be-

soine vum Schüler wéi op d'Matière, déi baussent de Schoulstonnen ze widderhuelen - an net nozehuelen - ass.

D'Summerschool 2020 war eng Initiativ, déi, am Kontext vun der aktueller sanitärer Kris, d'Schüler dobäi ënnerstëtzt huet, eventuell Lacunnen, déi sech am Confinement opgedoen hunn, opzeschaffen. Fir déi concernéiert Schüler heibäi ze ënnerstëtzen, goufen ausschliisslech Persounen agesat, déi Erfarung beim Encadrement vu Kanner an den ëffentleche Grondschoulen haten.

Wat d'Propositioun vum Jugendparlament betrëfft, esou erschéngen déi genannten Iddien, datt de Schüler, deen den Appui gëtt, en Diplom um Enn vum Schouljoer kritt a vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend bezuelt gëtt, duerchaus interessant. Fir dës Virschléi ze verdéiwen, gouf d'Jugendparlament och schonn agelueden, fir kënnen zesummen iwwert hir Recommandatiounen ze diskutéieren. Dësen Echange ass am Februar 2021 virgesinn.

Am Kontext vun der Chancëgläichheet verweisen ech hei op d'Berechnung vum Contingent, dee mëttels der d'Unzuel vun de Stonnen, déi d'Gemenge fir d'Organisatioun vun den eenzele Schoulen op hirem Territoire zur Verfügung hunn, ermëttelt gëtt. Nieft der Unzuel vun de Schüler gëtt an dëser Berechnung ee sozio-ekonomeschen Indice fir déi jeeweileg Gemenge mat verrechent, esou datt d'Gemengen nieft dem Contingent u Schoulstonnen, dee reng op d'Unzuel vun de Schüler berechent gëtt, bis zu 20 Prozent zousätzlech Schoulstonnen zur Verfügung gestallt kënne kréien. Deemno huet eng Gemeng mat defavorabelem sozio-ekonomeschem Indice ee Recht op weider Ressourcen, déi hir zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Schüler beim Developpement vun hire Kompetenzen ze ënnerstëtzen. Dëst erlaabt, am Sënn vun der Chancëgläichheet, déi entspriechend Ressourcë fir eng differenzéiert Prise en charge vun der Schoulpopulatioun ze erméiglechen.

Question 3145 (12.11.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **spray nasal pour les patients souffrant de diabète :**

Diabetespatiente riskéiere bei enger Hypoglycemie ohnmächteg ze ginn oder esouguer bei schwéiere Fäll an de Koma ze falen. Diabetiker kréien doweinst ugeroden, eng Glucagon-Sprëtz am Frigo ze hunn, fir bei enger Hypoglycemie vun enger Begleetpersoun an de Muskel gesprëtzt ze kréien.

Mengen Informatiounen no gëtt et neierdéngs awer och fir esou Noutfäll en Nuesespray mam selwechten Effekt, deen awer de Virdeel huet, datt den Diabetiker en ëmmer kann dobäi hunn, well en am Géigesaz zur Sprëtz net gekillt muss ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, ass deen neien Nuesespray schonn zu Lëtzebuerg zougelooss?

- Wa jo, gëtt e vun der CNS remboursëiert?

- Wann nee, firwat?

Réponse commune (11.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Deen Nuesespray, deen déi honorabel Deputéiert mentionéiert, ass zu Lëtzebuerg enregistréiert ënnert dem Medikament BAQSIMI. Dëst Medikament kann aktuell net vun der Gesondheetskeess remboursëiert ginn, well et net op der positiver Lëscht vun de Medikamenter steet. Den Hiersteller huet nämlech bis elo nach keng Demande bei der Gesondheetskeess eraginn, fir op dës Lëscht ze kommen.

Fir datt e Medikament nämlech op déi Positivlëscht vun de Medikamenter kann drop gesat ginn, muss et eng „autorisation de mise sur le marché" vum Gesondheetsministère hunn an den Hiersteller muss dono eng Demande bei der Gesondheetskeess maachen, fir datt et op déi Positivlëscht kënnt a vun der Krankeversécherung remboursëiert ka ginn.

Den Artikel 22 Paragraf 1 Alinea 5 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« Ne peuvent être inscrits sur la liste positive que des médicaments disposant d'une autorisation de mise sur le marché, d'un prix au public et pour lesquels le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché a introduit une demande auprès de la Caisse nationale de santé en vue de l'inscription du médicament sur la liste positive. »

Question 3148 (17.11.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **mobilité transfrontalière entre Arlon et Luxembourg :**

Au sujet de la situation difficile que vivent quotidiennement les navetteurs entre la Province de Luxembourg et le Luxembourg, les deux députés wallons Anne Laffut et Yves Evrard ont soumis récemment un projet concret pour fluidifier la mobilité transfrontalière entre Arlon et Luxembourg à hauteur de Sterpenich.

L'idée est de développer une solution de mobilité, peu coûteuse et permettant d'optimiser la bande de covoiturage existante, sur l'aire de stationnement de Sterpenich, en reliant le parking autoroutier frontalier à la gare de Kleinbettingen au moyen d'une navette accessible gratuitement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance du projet de mobilité proposé par les deux députés wallons ?

- Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de se familiariser avec cette proposition ?

- Dans l'affirmative, quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à cette idée ?

- Est-ce que, le cas échéant, le Luxembourg serait prêt à participer aux frais éventuels ?

Réponse (28.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député reprend l'idée des deux députés wallons Anne Laffut et Yves Evrard qui consiste à aménager un P&R sur l'aire de stationnement de Sterpenich et de relier celui-ci avec une navette à la gare de Kleinbettingen.

Dans ce contexte, il est important de rappeler que les P&R constituent un maillon important de la stratégie de mobilité Modu 2.0 et que celle-ci prévoit une augmentation significative de l'offre dans les années à venir et ceci sur tous les corridors en direction de la capitale.

Au niveau de la ceinture frontalière du corridor de l'A6/E25, le Gouvernement luxembourgeois soutient depuis 2014 l'idée d'aménager un P&R à Viville combiné à une desserte attractive par train. Or, ce projet a été reporté à 2027 par le précédent Gouvernement fédéral avec l'argument que d'abord les travaux sur la ligne 162 devraient être terminés et qu'aux abords de la gare d'Arlon un nombre suffisant d'emplacements seraient encore disponibles actuellement. Le Gouvernement luxembourgeois reste cependant d'avis que le P&R de Viville devra être réalisé pour faire face à la demande croissante et qu'il est idéalement situé pour inciter les frontaliers belges à changer sur les trains qui, grâce aux pôles d'échanges réalisés, les transportent notamment aux portes des centres d'activités du Kirchberg et de la Cloche d'or.

Le projet repris par les deux députés wallons nécessite deux changements de mode de transports en un laps de temps assez restreint, d'abord de la voiture individuelle vers une navette, puis de la navette vers les trains CFL. Le fait que des retards peuvent s'accumuler tant au niveau de la desserte de la navette qu'au niveau de l'exploitation des trains rend ce projet nettement moins attractif en termes de temps de trajet et de confort que l'utilisation du P&R de Viville. S'y ajoute que la navette devrait desservir, pendant toute la journée, chaque train s'arrêtant dans l'une ou l'autre direction à Kleinbettingen, ce qui entraînerait des coûts significatifs pour l'exploitant.

Aussi les surfaces près de la douane, situées intégralement sur le territoire belge, sont-elles nécessaires pour le stationnement de poids-lourds et ne se prêtent pas pour un P&R. Mais surtout, le parking IKEA sert actuellement de P&R pour une ligne de bus RGTR qui amène les navetteurs à la gare de Kleinbettingen, respectivement à Steinfort vers la ligne de bus « express » vers Luxembourg-ville. Cette ligne RGTR et la co-utilisation du P&R de IKEA répondent donc exactement au besoin formulé par les deux députés wallons. Pour les raisons précitées, il n'est pas prévu de dédoubler cette offre.

En ce qui concerne le projet de bande de covoiturage et de bus sur la bande d'arrêt d'urgence aménagée, il a été annoncé en 2018 et les pré-études y relatives ont été entamées par l'Administration des ponts et chaussées. Tant que ces priorisations pour bus ne seront pas en place sur l'A6 du côté du Grand-Duché, il n'est pas prévu d'y faire circuler des lignes RGTR.

Question 3149 (17.11.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **protection des témoins :**

Contrairement à la France, à l'Allemagne et à la Belgique, le Luxembourg ne dispose actuellement pas d'une législation spécifique relative à la protection des témoins. Dans le cadre d'affaires pénales et surtout criminelles, les personnes amenées à produire un témoignage décisif peuvent courir le risque d'être mises en danger et d'être menacées. Dans nos pays voisins, elles peuvent ainsi bénéficier de plusieurs types de mesures de protection allant du témoignage anonyme jusqu'à la relocalisation et au changement d'identité. Les membres de la famille peuvent également en bénéficier.

La déposition d'un témoin est primordiale pour le bon fonctionnement de la justice pénale. Afin de préserver l'état de droit, il est essentiel qu'un témoin puisse déposer dans un cadre judiciaire sans craindre l'intimidation ou des représailles. Il importe donc d'éviter tout risque résultant d'une confrontation directe.

Lors d'une récente interview le procureur d'État adjoint de Luxembourg a expliqué que, malgré l'absence de textes législatifs, les autorités judiciaires, en étroite collaboration avec la police, ménagent beaucoup d'efforts pour mettre en place des dispositifs de protection de témoins.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Vu l'absence de législation spécifique, quel est l'éventail des dispositifs de protection qui sont actuellement mis en place et dont peuvent bénéficier les témoins ?

- Quelle autorité définit ces dispositifs ? Qui décide de leur application ? À quel stade du procès pénal sont-ils appliqués ?

- Dans quelle nature d'infraction sont-ils appliqués ?

- Au cours des cinq dernières années, combien de témoins ont pu bénéficier de tels dispositifs ?

- Le Luxembourg ne devrait-il pas se doter, à l'instar de ses pays voisins, d'une législation en la matière ?

Réponse (17.12.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Malgré l'absence d'une législation spécifique en matière de protection des témoins, le Luxembourg dispose d'un arsenal de dispositions légales et de mesures pratiques, qui s'appliquent tantôt pour les témoins, tantôt pour les victimes, et qui permettent d'offrir une protection efficace ainsi qu'une certaine flexibilité au vu des circonstances particulières de l'espèce. À noter que la double qualité de victime-témoin est souvent de mise.

Les dispositions légales énumérées ci-dessous sont données à titre d'indication générale.

L'article 11 (3) de la Constitution stipule entre autres que « [l]'État garantit la protection de la vie privée, sauf les exceptions fixées par la loi ». Les autorités policières et judiciaires ont de facto l'obligation d'offrir une protection en cas de menaces ou d'actions de vengeance, commises entre autres par l'auteur des faits.

L'article 48-1 du Code de procédure pénale, dans le cadre d'une enquête préliminaire, prévoit que « l'audition d'un témoin […] peut faire l'objet d'un enregistrement sonore ou audiovisuel, sur autorisation du procureur d'État. » Devant les juridictions d'instruction, en vertu de l'article 70 du Code de procédure pénale, « les témoins sont entendus séparément, et hors la présence de l'inculpé et de la partie civile, par le juge d'instruction ». L'article 79-1 du même code introduit également la possibilité de procéder ou de faire procéder à l'enregistrement sonore ou audiovisuel de l'audition d'un témoin. Ces enregistrements sont placés sous scellés fermés. À noter que les enregistrements peuvent être écoutés ou visionnés par les experts désignés et les parties dans les mêmes conditions que celles régissant l'accès au dossier, permettant le cas échéant de ne pas devoir citer les témoins devant la juridiction.

L'article 85 du même code prévoit que la consultation du dossier peut être, en tout ou en partie, restreinte, à titre exceptionnel, d'office ou sur réquisitoire du procureur d'État, par ordonnance motivée du juge d'instruction lorsqu'elle peut constituer une menace grave pour la vie ou les droits fondamentaux d'un tiers, ou lorsque son refus est strictement nécessaire en vue de préserver un intérêt public important, notamment lorsque la consultation risque de compromettre une enquête ou une instruction préparatoire en cours ou de porter gravement atteinte à la sécurité nationale. L'article 190 prescrit d'ailleurs que les audiences sont publiques, mais le tribunal peut néanmoins, en constatant dans son jugement que la publicité est dangereuse pour l'ordre public ou les mœurs, ordonner par jugement rendu en audience publique que les débats auront lieu à huis clos.

Depuis une loi du 1er août 2018, les articles 553 et suivants du Code de procédure pénale renforcent la possibilité de recourir à des moyens de télécommunication devant les juridictions du fond pour faire les dépositions et auditions et permettront de réduire le risque de contact (avec transmission dans la salle d'audience, le témoin n'étant pas physiquement présent dans la salle d'audience même).

Les articles 1017-13 et 14 du nouveau Code de procédure civile prévoient lorsqu'une personne tente d'intimider un témoin, un membre de sa famille ou une connaissance du témoin ou lorsqu'elle se prépare à commettre un acte de représailles contre l'une de ces personnes, le président du tribunal d'arrondissement prononce à son encontre, à la requête de la personne concernée, l'une ou plusieurs des mesures suivantes, à savoir l'interdiction de se rendre en certains lieux, l'interdiction de prendre contact, de quelque façon que ce soit, avec la personne à protéger, l'interdiction de détenir ou de porter une arme et l'injonction de remettre contre récépissé les armes éventuelles auprès d'un service de police désigné.

Afin de créer un cadre sécuritaire minimal pour convaincre ces témoins de venir déposer sans crainte pour leur sécurité, les services de police ainsi que les autorités judiciaires, pour lesquelles les dépositions de témoins peuvent avoir un poids considérable dans la découverte de la vérité et dans l'instruction d'un dossier, disposent d'une série d'outils pratiques.

Une protection efficace ne peut à l'évidence être assurée qu'au prix de la discrétion tant dans la préparation que dans l'exécution de l'opération et les moyens à disposition des autorités policières et judiciaires doivent par conséquent être discrets et flexibles. En cas d'éléments concrets et en présence d'infractions au détriment des témoins, les autorités judiciaires agissent de suite et mandatent les services policiers de mener les investigations qui s'imposent tout en assurance si besoin en est des mesures de sécurité au profit des témoins en question.

D'un autre côté, même en l'absence d'éléments concrets ou d'infractions, si un témoin se montre craintif ou montre des signes d'angoisse, il est prévu de mettre en alerte les commissariats de proximité ou centres d'intervention territorialement compétents afin que ceux-ci intensifient leurs mesures de patrouille dans les environs du domicile du témoin. De plus, en cas d'appel téléphonique ou de manifestation quelconque de la part de ce dernier, les policiers sont requis de se rendre de suite et dans l'urgence sur place pour analyser la situation. Les services policiers organisent dans les détails le déroulement sur le terrain, le plus souvent la situation est examinée ensemble avec les autorités judiciaires et la décision est prise conjointement d'ordonner telle ou telle mesure en fonction de la situation générale et après avoir examiné toutes les données disponibles.

Ces mesures peuvent être prises aussi bien en cours d'enquête que lors de la procédure de convocation aux audiences judiciaires.

Il n'y a pas de liste limitative d'infractions qui a été arrêtée pour envisager une mesure de protection, il suffit qu'une menace ou crainte réelle soit possible.

Le système informatique ne permet pas de donner des statistiques quant à la question soulevée, mais il peut être souligné que ces mesures, même si elles ne sont pas très souvent utilisées, refont leur apparition régulièrement dans des dossiers surtout d'envergure.

L'accord de coalition ne prévoit actuellement pas de légiférer en la matière.

Question 3150 (17.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **remboursement des frais d'inscription des cours de langue :**

Fir e Land ewéi Lëtzebuerg, mat villen Auslänner, ass et wichteg, datt op där enger Säit d'Nationalsprooch vermëttelt, ënnerriicht a gefërdert gëtt an op där anerer Säit och d'Méisproochegkeet hir Plaz behält. Aus deem Grond huet den Institut national des langues (INL) eng wichteg Funktioun als ëffentleche Sproochen- a Bildungszenter vum Land.

An deem Kontext wéilt ech den Här Educatiounsminister gär froen:

1. Stëmmt et, datt de Leit, déi hire Sproochecours am INL net packen, de volle Präis vum Cours remboursëiert gëtt? Zënter wéini gëtt et dee Prinzip vum Remboursement beim Netbestoe vun engem Sproochecours am INL?

2. Huet eng Persoun, déi an enger privater Sproocheschoul Coursen hëlt, och d'Méiglechkeet, de Präis vun hirem Cours, oder en Deel dovunner, remboursëiert ze kréien, wa si dësen net packt?

3. Wat fir eng Administratioun ass verantwortlech fir de Remboursement?

4. Gëllt dëse Prinzip bei all Zort vu Sproochecours oder gëtt dësen op bestëmmte Coursë limitéiert?

5. Ass d'Unzuel vu méigleche Remboursementer hei limitéiert? Wa jo, wéi vill Remboursementer stinn engem zou, wann ee Sproochecourse beleet? Bezitt sech d'Limitatioun vun der Unzuel vu méigleche Remboursementer op d'Persoun, déi Sproochecoursë beleet, oder op d'Widderhuele vun engem Cours?

6. Wéi vill Remboursementer goufe jeeweils am Lëtzebuergeschen, Däitschen a Franséischen an deene leschte fënnef Joer gemaach?

7. Wat fir Coursë ginn am heefegste rembourséiert?

Réponse (24.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Et gëtt kee Prinzip, datt een Apprenant vum INL rembourséiert géif ginn, am Fall wou en ee Cours net packt. Déi Fäll, wou ee Cours am INL rembourséiert gëtt, sinn am Artikel 6 vum Règlement grand-ducal du 27 juin 2018 fixant le montant des droits d'inscription aux cours organisés par l'Institut national des langues festgehalen, an déi bezéie sech net op d'Reussite vum Apprenant an engem Cours, ma virun allem op organisatoresch Ännerunge par Rapport zu der Annonce vum Cours. Dës Feststellung bréngt mat sech, datt all déi aner Froe vum honorabelen Deputéierten hifälleg ginn.

Question 3151 (17.11.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**égalité de traitement entre « salariés » du secteur public et privé :**

Dans une interview accordée au journal en ligne paperjam.lu, Monsieur le Ministre Marc Hansen estime que la question de l'égalité de traitement entre les salariés du privé et ceux du public concernant le versement du chômage partiel mérite d'être posée après les propos tenus par le président de la Fédération des artisans lundi sur les ondes de RTL. Il a également affirmé « prendre ces réflexions au sérieux », tout en reléguant les discussions à ce sujet à la période après-crise.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils souscrire aux propos de Monsieur le Ministre de la Fonction publique ?

- Le Gouvernement envisage-t-il un rapprochement entre le « statut » des salariés du secteur public et du secteur privé ? Dans l'affirmative, de quelle manière ?

Réponse commune (16.12.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

L'article cité par l'honorable Députée appelle à la solidarité et l'unité entre secteurs surtout en période de crise tout en mettant en évidence « les efforts considérables des deux secteurs, public et privé durant cette crise ». L'article décrit également la législation actuelle, en précisant que l'État couvre en principe 80 % de la somme du revenu d'un salarié relevant du secteur privé en chômage partiel, et que toute entreprise est libre de verser un solde au salarié concerné, possibilité mise en réalité d'ailleurs par bon nombre d'entreprises.

À titre de rappel, il y a lieu de rappeler que le Gouvernement a déjà, dès le mois de mars 2020, pris les mesures nécessaires afin que tout salarié en chômage partiel sera indemnisé au moins à hauteur du salaire social minimum. Il s'ensuit que les salariés touchant le salaire social minimum sont indemnisés à 100 % par rapport à leur salaire usuel, et que bon nombre de salariés touchant des salaires autour du SSM profitent de cette mesure.

Ceci étant dit, il est de mise de réaffirmer que le Gouvernement prend toujours au sérieux les soucis des citoyens et multipliera ses efforts sur base du programme gouvernemental pour faire augmenter la justice sociale en général.

Question 3152 (17.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **compensation dans le cadre du chômage partiel :**

Am Kader vun der Coronapandemie iwwerhëlt de Staat bei der Kuerzaarbecht eng Ausgläichsentschiedegung an der Héicht vun 80 Prozent vum Gehalt. Dës ass no uewe begrenzt op 250 Prozent vum Mindestloun an no ënnen op de soziale Mindestloun fir net qualifizéiert Salariéen. D'Differenz tëschent dem Betrag vun der Ausgläichsentschiedegung an dem Mindestloun gëtt vum Beschäftegungsfong iwwerholl. Dës Moossnam gëllt vum 18. Mäerz 2020 un.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Wéi vill Salariéë si bis elo vun dëser Ausgläichsentschiedegung op de soziale Mindestloun betraff a wéi eng Zomm gouf insgesamt a pro Mount opgeschlësselt bis elo definitiv un d'Salariéeën ausbezuelt?

2. Wann een hypotheetesch unhuele géif, datt déi genannten Ausgläichsentschiedegung (nieft der Begrenzung no uewe vun 250 Prozent vum Mindestloun) net just op 80 Prozent vum Gehalt festgeluecht gi wär, mee op 100 Prozent vum Gehalt festgeluecht gi wär: Ëm wéi vill wär de Gesamtbetrag vun deem, wat bis elo insgesamt verrechent gouf, geklommen?

Réponse (17.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. De follgenden Tableau stellt eng Schätzung duer vun de Salariéen, déi bis elo ënnert d'Ausgläichsentschiedegung op de soziale Mindestloun gefall sinn. Ausserdeem weist den Tableau, wéi eng Zomm insgesamt a pro Mount opgeschlësselt bis elo definitiv un d'Salariéen ausbezuelt gouf.

Et sief och nach dorop higewisen, dass d'Zuelen nom August nach net definitiv sinn a se sech duerfir och net am Tableau erëmfannen.

	Betraffe Salariéen	Ausbezuelten Zommen
3/2020	45.191	2.824.519
4/2020	47.881	5.897.639
5/2020	28.480	2.911.347
6/2020	15.736	1.456.846
7/2020	8.368	867.231
8/2020	5.808	517.572

ad 2. Vu Mäerz bis August huet d'Kuerzaarbecht de Staat ronn 494 Milliounen Euro kascht. Wann elo d'Salariéen 100 % vun hirem Loun géife kréien an de Maximum op 250 % vum Mindestloun géif gedeckelt bleiwen, da géif de Käschtepunkt bei maximal ronn 601 Milliounen Euro leien.

Question 3153 (17.11.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports :**

De Schoulsport, vum Precoce bis zum Schoulofschloss am Lycée, ass extreem wichteg fir d'Entwécklung an d'Gesondheet vun de Kanner a Jugendlecher. Aus engem rezenten Artikel vum Tageblatt geet ervir, dass am Sportsministère un engem Gesetzesentworf geschafft gouf, wouduerch de vakante Poste vum „Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports" den Zousaz „éducation physique" verléiere soll, wat net nëmmen eng ganz Rei Deputéierter, mee och all ausgebilte Sportsproff erstaunt. Wa mir de Gesetzesentworf richteg interpretéieren, brauch den héchste Beamten am Sportsministère an Zukunft weeder Erfarung (zum Beispill 15 Joer am Staatsdéngscht wéi bis elo), nach eng spezifesch Ausbildung (Sportspedagogik, Didaktik/Methodik, Sportsmedezinn, Anatomie, Beweegungswëssenschaft asw.) méi. Op sou engem Poste sinn dës Kompetenzen an Erfarungen awer indispensabel. Vu dass de Sportskommissär sämtlech Beräicher an der Sportspolitik koordinéiert, kontrolléiert an de Sportsministère och beréit, biergen dës nei Vergabekrittären d'Gefor, dass de Sportskommissär zu engem politesche Posten ëmfunktionéiert gëtt an doduerch déi néideg politesch Distanz an Onofhängegkeet fir d'Ausübe vu sengen Aufgabe verléiert.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Firwat wëll de Sportsminister op d'Kompetenzen an d'Erfarunge vun engem Sportsproff op dësem Poste verzichten?

- Firwat gëtt beim Choix fir den „Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports" net op d'Meenung vun der APEP, LASEP, LASEL, COSL asw. gelauschtert?

- Stëmmt et, dass och de Poste vun enger/engem Direktesch/Direkter vun der ENEPS (École nationale de l'éducation physique et des sports) op dës nei Aart a Weis erausgesicht a nominéiert soll ginn?

- Verzicht de Sportsminister op déi pedagogesch Erfarungen an der „Commission d'analyse critique" vum Travaux publics?

- Gëtt domadder d'Sportskonzept vum COSL, wou de Schoulsport ee wichtegen Deel anhëlt, net ofgewäert?

- De Schoulsport dréit och zum Projet LTAD (Long Term Athlete Development) bäi. Gëtt dëse Projet duerch dëse Mangel u Kompetenzen an Erfarungen am Schoulsport net a Fro gestallt?

Réponse (07.01.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Den 18. November 2020 ass d'Gesetzesvirlag N° 7708 mam Titel „projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports" an der Chamber deponéiert ginn. Den 23. November 2020 ass dës Virlag da vum Chamberspresident un déi zoustänneg Chamberskommissioun an absënns der Gesondheets- a Sportskommissioun weidergeleet ginn.

An dëser Gesetzesvirlag geet et, niewent villen anere Bestëmmungen, och ëm d'Funktioune vum Sportskommissär a vum Direkter vun der ENEPS.

Et ass jo elo net Usus, datt iwwer eng parlamentaresch Fro d'Aarbechte vun der zoustänneger Chamberskommissioun antizipéiert ginn, dem Chambersreglement no ass dëst eng Attributioun vun der zoustänneger Chamberskommissioun, an där déi zwee Froesteller jo och selwer Member sinn.

Ech wëll allerdéngs den honorabelen Deputéierten elo schonn op verschidde Froen eng Äntwert ginn, fir datt och duerno an der Chamberskommissioun d'Aarbechte vläicht méi schnell an effikass kënne virukommen.

Op d'Fro, firwat de Sportsminister an Zukunft op d'Kompetenz an d'Erfarunge vun engem Sportsproff um Poste vum Sportskommissär verzichte wëll, muss ech den honorabelen Deputéierten äntweren, datt säit dem Akraafttriede vum Gesetz vun 1988 déi Spezialreferenz, datt de Poste vum Kommissär och ka vun engem Sportsproff besat ginn, ewechgefall ass. Ewéi een aus dem „commentaire des articles" erausliese kann, ass deemools fonnt ginn, datt dëst net justifiéiert wär, well esou eng Dispositioun säit der Harmoniséierung vun de Klassementer (groussherzoglecht Reglement vum 24. Juli 1972) jo souguer diskriminatoresch wär. Deen elo proposéierten Text léisst, esou wéi dat och am Gesetz vun 1988 de Fall war, awer nach ëmmer duerchaus d'Méiglechkeet op, de Poste mat engem Sportsproff ze besetzen. Et ass also net richteg ze behaapten, datt duerch dës Gesetzesännerung d'Konditioun, e Sportsproff mussen ze sinn, fir kënne Sportskommissär ze ginn, ofgeschaaft géif ginn.

Dem Artikel 10 vum groussherzogleche Reglement vum 10. Abrëll 1978 no muss den Daachverband vum privat organiséierte Sport zu Lëtzebuerg, sprécht de COSL, zu all Gesetzes- oder Reglementsvirlag ëm säin Avis gefrot ginn.

An dësem konkreete Fall ass dëst schonn den 2. November 2020 geschitt, et ënnerläit dann dem COSL, seng zoustänneg Gremien domadder ze saiséieren, fir en Avis ze erstellen. Op Nofro beim COSL hin ass dëst dann och an d'Prozedur u säi Conseil consultatif gaangen, fir den Avis ze erstellen. Deemno mécht et kee Sënn, nach aner, dem COSL ënnergeuerdent Gremien, ëm hiren Avis ze froen. Den Avis vum COSL vum 16. Dezember 2020 zu der entspriechender Gesetzesvirlag ass dann och schonn un d'Chamber weidergeleet ginn.

Wat de Poste vum Direkter vun der ENEPS ubelaangt, muss dat haut e Sportsproff sinn, deen an der ENEPS Coursen hält. Hei soll elo, duerch eng Formulatioun, déi och esou bei aner, similairë Funktioune beim Staat besteet, d'Zuel vun de potentielle Kandidate méi grouss kënne gemaach ginn. Dës nei Formulatioun schléisst och eng eventuell Nominatioun vun engem Sportsproff aus der ENEPS oder vu baussen, sprécht engem Lycée zum Beispill, net aus. Fir de Rescht verweisen ech op den „exposé des motifs" an de „commentaire des articles" vun der Gesetzesvirlag N° 7708.

D'Commission d'analyse critique (CAC) ass e konsultatiivt Organ, dat dem Minister fir ëffentlech Aarbechten ënnersteet, mat der Missioun, eng Analys vum staatleche Konstruktiounsprogramm och an Hisiicht vun den Investissementskäschten ze formuléieren. De Sportsministère hat do eigentlech ni e permanente Vertrieder, en revanche kann de Vertrieder vum Sportsministère mat bäigezu ginn, wann et ëm staatlech Sportsinfrastrukture geet, wat des Ëfteren dann och Schoulinfrastrukture sinn, wou och d'Vertrieder vum Educatiounsministère mat um Dësch sëtzen, an domat de pedagogesche Volet an der CAC gutt vertrueden ass.

Wat elo konkreet de Schoulsport ubelaangt, esou ass d'Regierung sech der Wichtegkeet vum Schoulsport duerchaus bewosst, an net zulescht och doweinst ass de Schoulsport, wann och a beschränkter Form, bedéngt duerch déi aktuell sanitär Situatioun, weiderhin oprechterhale ginn. Hei hunn och d'Sportsproffen, duerch d'Ausschaffe vun adaptéierte Konzepter, ee wäertvolle Bäitrag geleescht.

Doriwwer eraus sief dann och op dëser Plaz preziséiert, datt de Schoulsport u sech ënnert d'Kompetenz vum Schoulminister fält an ech erlabe mir do generell op d'Schoulgesetzgeebung hinzeweisen, mee awer och da besonnesch den Artikel 4 vum ofgeännerte Sportsgesetz vum 3. August 2005 ze zitéieren: « Le ministre ayant dans ses attributions l'Éducation nationale établit le volume et le contenu de l'enseignement par des activités motrices et de l'éducation sportive dans le cadre des horaires et programmes. »

De Schoulsport ass doriwwer eraus e wichtege Bestanddeel vum LTAD-Projet, dee vun de Spezialiste vun der ENEPS, de Leit vum Terrain, sprécht vun de Federatiounen an de Vertrieder vum COSL, opgestallt gouf an deemnächst wäert der grousser Ëffentlechkeet presentéiert ginn. All dës Iwwerleeunge weisen, datt weeder de Schoulsport nach d'Sportskonzept vum COSL aus dem Joer 2014 ofgewäert, mee, au contraire, an d'Praxis ëmgesat wäerte ginn.

Question 3154 (17.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**autorisation concernant la construction d'un parking près d'un atelier protégé :**

An der Gemeng Lëntgen suergt ee Projet fir Opreegung, an zwar esou, datt d'Gemengeverwaltung eng ganz Partie Leit ugeschriwwen huet, well si hiren Hänn kee Rot méi weess.

Et geet ëm e soziale Projet, nämlech d'Installatioun vun „ateliers protégés" vum Tricentenaire an engem ale Café, deen d'Gemeng kaf hat. Do sollen an Zukunft eng 50 Leit, dovu ronn 40 Matmënsche mat enger Behënnerung, schaffen. Duerfir bräicht et eng Parkplaz, allerdéngs op engem Terrain, deen an der Gréngzon louch. Den Ëmweltministère huet frëndlecherweis d'Etüd an d'Pläng fir eng ekologesch Parkplaz iwwerholl, mee d'Baugeneemegung refuséiert. D'Argument war, datt déi Parkplaz net d'„utilité publique" wär (wéi zum Beispill eng Parkplaz fir e Vëloswee).

Dee Krittär vun der „utilité publique" steet am Ëmweltschutzgesetz, dat nach net a Kraaft war, wéi d'Autorisatioun ugefrot gouf. A Récksprooch mat der Madamm Minister a fir de soziale Projet ze retten, huet d'Gemeng dorop d'Gréngzon am PAG ëmklasséiert. Allerdéngs krut si duerno e Refus vum Ëmweltministère, deen du mat der Opnam vum Terrain an de Bauperimeter net d'accord war.

Duerfir wéilt ech der Madamm Ëmweltminister an der Madamm Integratiounsminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ëmweltminister déi widderspréchlech Reaktiounen aus hirem Ministère an dësem Dossier confirméieren?

2. Ass d'Madamm Ëmweltminister der Meenung, datt Ateliere fir Mënsche mat enger Behënnerung keng „utilité publique" hunn an also net d'Zerstéierung vun engem Biotop an der Gréngzon rechtfertegen? Wéi ass hei d'Positioun vun der Madamm Integratiounsminister?

3. Wéini ass déi éischt Demande fir en ekologesche Parking an dësem Projet beim Ëmweltministère agaangen?

4. Wär de Parking no den Dispositioune vu virun dem Ëmweltschutzgesetz nach ze autoriséiere gewiescht?

5. War d'Madamm Minister sech bewosst, datt den Terrain fir dëse Parking op hire Rot an de Bauperimeter geholl gouf, soudatt hie bei entspriechender Kompensatioun an ouni seng „utilité publique" mussen ze beweisen hätt kéinte bebaut ginn?

6. Wat erkläert, datt och dës Transaktioun vum Ëmweltministère - trotz dem Rot vun der Madamm Ëmweltminister - net fir gutt fonnt ginn ass?

7. Wéi war d'Koordinatioun am Ministère an dësem Dossier?

8. Waren e puer Persounen oder Servicer bedeelegt?

9. Gëtt et am Ministère keng Ofsprooch driwwer, wéi esou en Dossier ze behandelen ass?

10. Gëtt et eng Koordinatioun mam Ministère, dee fir Mënsche mat Behënnerung do ass, fir iwwert de Wäert an d'Noutwennegkeet vun esou engem soziale Projet - an d'Fro op hien d'„utilité publique" ass - ze diskutéieren, oder trëfft den Ëmweltministère eleng esou Decisiounen, déi och d'Intressie vun anere Ministère beréieren?

Réponse commune (17.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Fro vun der „utilité publique" vun engem geplangten Atelier fir Mënsche mat Behënnerung stellt sech net.

Esou wéi déi Lëntgener Gemengenautoritéiten hire Projet bei enger Entrevue am Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) virgestallt hunn, soll en aalt bestoend Gebai, dat d'Gemeng opkaaft huet, zu enger Brasserie mat engem integréierten therapeuteschen Atelier ëmgebaut ginn. Dat Gebai läit haut schonn am Bauperimeter an net an der Gréngzon. De MECDD muss sech deemno net zu der „utilité publique" vun der Ëmnotzung vun deem Gebai äusseren.

Ronderëm dat besteeënd Gebai, wou d'Brasserie soll dra kommen, huet de Schäfferot vun der Gemeng Lëntgen d'Initiativ geholl, eng gréisser Fläch (ca. 25 a) aus der Gréngzon an de Bauperimeter eranzehuelen, dëst am Kader vun dem Iwwerschaffe vum PAG, deen aktuell an der Geneemegungsprozedur ass. Dës Fläch, déi am Héichwaassergebitt läit, soll deelweis als Zon fir ëffentlech Bauten an deelweis als Zon fir Fräizäitaktivitéiten ëmklasséiert ginn.

Den Informatioune vum Buergermeeschter no wier et net virgesinn, op deem Terrain och Parkplaze fir d'Mataarbechter oder fir d'Clientë vun der Brasserie ze realiséieren. D'Iddi vum Schäfferot wier villméi, ee grousse Parking op der anerer Säit vun der Uelzecht ze bauen, op engem Terrain, dee souwuel am Héichwaassergebitt wéi och an der Gréngzon läit.

Am Juli 2018 ass den Ëmweltministère mat enger éischter Demande fir een ekologesche Parking an der Gréngzon befaasst ginn. Am Mee 2019 koum eng ugepassten Demande mat ofgeännerte Pläng eran.

Den ugefrote Parking gesäit op iwwer engem hallwen Hektar 124 Autosparkplaze vir, dovunner dräi Parkplaze fir Mënsche mat Behënnerung.

Nodeems d'Gemengenautoritéite schonn 2019 bei enger Entrevue um Ministère drop higewise gi sinn, datt de Parking an der Gréngzon net ze geneemege wier, huet den MECDD am September 2020 d'Konstruktioun formal refuséiert, mat der Begrënnung, datt ee Parking no Artikel 6 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 net zu deene Konstruktioune gehéiert, déi kënnen an der Gréngzon geneemegt ginn.

An der Decisioun ass d'Gemeng och informéiert ginn, datt ee reduzéierte Parking fir d'Utilisateure vun der nationaler Vëlospist, als „infrastructure connexe" vun eeben dëser nationaler Infrastruktur kéint eng Geneemegung kréien, wann d'Gemeng de Projet géif op maximal 40 Parkplaze limitéieren. Des Weideren ass d'Gemeng opgefuerdert ginn, eng alternativ Plaz innerhalb vun der Lokalitéit ze wiele fir d'Parkplaze vum Atelier respektiv vun der Brasserie.

Parallell zu senger Naturschutzdemande huet de Schäfferot d'Initiativ geholl, fir am Kader vum neie PAG d'Wiss, op déi de Parking sollt kommen, als „zone de bâtiments et d'équipements publics", also als Bauterrain, auszeweisen; dëst, fir d'Obligatioun vun enger Naturschutzautorisatioun ze ëmgoen.

Den „aménagement communal" ass eng Kompetenz vun de Gemengen, an et ass de Gemengerot, deen decidéiert, ob een Terrain zu Bauterrain soll ginn oder net. Et sief allerdéngs drun erënnert, datt den „aménagement communal" sech no den Ziler aus dem Artikel 2 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 riichte muss. Dozou gehéieren de spuersamen Ëmgang beim Buedemverbrauch, d'nohalteg an harmonesch Entwécklung vun de ländleche Strukturen, verdicht bauen, en héije Standard beim Ëmweltschutz an esou weider. Dofir gesäit d'Gesetz och vir, datt dës Gemengekompetenz ënnert der Opsiicht vum Inneminister an, falls d'Gréngzon betraff ass, och vum Ëmweltminister exekutéiert gëtt.

Am Avis vum 11. August 2020 zu der Ergänzung vun der Ëmwelterhieflechkeetspréifung (UEP) fir d'Iwwerschaffe vum PAG huet den MECDD eng éischte Kéier kloer dorop higewisen, datt de Klassement vun enger Bauzon am Beräich vun der Fläch fir dee geplangte Parking net ënnerstëtzt gëtt:

« Il convient toutefois de souligner que le classement en zone destinée à être urbanisée de la surface P05 est vu d'un œil très critique. En effet, elle se situe dans la plaine alluviale de l'Alzette à proximité de ce cours d'eau et empiète sur une zone inondable (HQ10) ainsi que sur la zone protégée d'intérêt national (ZPIN) projetée "Kinneksbrill". Comme présenté par le bureau d'études efor-ersa, "le projet d'aménagement contribue à la dégradation de l'intégrité des milieux alluviaux et au mitage du paysage de l'ensemble de la vallée de l'Alzette". Il est vivement recommandé de renoncer au classement de la surface P05 en zone destinée à être urbanisée. »

Nodeems d'Gemeng d'Prozedur fir d'Iwwerschaffe vum PAG lancéiert hat, huet de MECDD mat sengem Avis vum 19. November 2020 zu den Extensiounen eng zweet Kéier duergeluecht, datt déi proposéiert „zone de bâtiments et d'équipements publics" net ënnerstëtzt gëtt. Dëst ass der Gemeng och mam Avis vum 19. November 2020 zu dem Ëmweltbericht, wéi e fir d'Iwwerschaffe vum PAG ausgeschafft gouf, matgedeelt ginn. Am Ëmweltbericht entsprécht d'Fläch P05 der Fläch L13:

« Dans mon avis du 11 août 2020, j'avais souligné qu'une analyse approfondie de la surface L13 s'impose en se focalisant sur les thématiques de l'éclairage, de la perte éventuelle de volume de rétention en zone inondable, des plantations envisagées et des solutions de substitution. Le rapport environnemental ne comporte toutefois pas une telle analyse et ne répond donc pas aux exigences de l'article 5 de la loi EES. Abstraction faite de ce défaut, il est vivement recommandé de maintenir cette surface en zone verte. »

Wat d'Aarbecht am Ministère ugeet, sief dem honorabelen Deputéierte verséchert, datt all Service, sief et dee vun den Autorisatiounen, sief et dee vun der Begleedung an Analys vun de PAGen, sief et dee vun de Finanzen, seng Aarbecht no beschtem Wëssen a Gewëssen an am Respekt vun de Gesetzer leescht. Et kann duerchaus emol virkommen, datt eng Gemengenetüd subventionéiert gëtt, de Projet selwer awer um Enn net de gesetzleche Krittären entsprécht an dowéinst och net kann autoriséiert ginn.

Well et sech bei dësem Projet ëm eng Initiative vun engem privaten Träger handelt, an de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun hei net de Bauhär ass, braucht dësen an dëser Prozedur net consultéiert ze ginn.

Question 3156 (17.11.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **besoins en eau actuels et futurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture :**

L'eau est une ressource essentielle en agriculture.

L'agriculture et la viticulture dépendent du climat. Des conditions climatiques changeantes entraînent des déséquilibres entre précipitations et besoins des cultures durant leur période de végétation. Elles ont un impact notable sur les rendements et la qualité des produits agricoles.

Les situations de stress hydrique ou les sécheresses induites par des étés plus chauds ont des répercussions sur les sols au Luxembourg. De plus en plus souvent l'irrigation doit être utilisée en complément des précipitations naturelles.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Viticulture et du Développement rural et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce que, le cas échéant dans le cadre d'une étude, il a été détecté dans quelles filières de l'agriculture domestique des systèmes d'irrigation s'avéreraient indispensables durant les années à venir pour garantir la production de certaines cultures ?

2) Les ministères ont-ils déjà pu évaluer les besoins en eau actuels et futurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ?

3) Quelles sont les techniques d'irrigation appliquées actuellement au Luxembourg ?

4) Est-ce que l'exploitation d'un système d'irrigation nécessite une autorisation préalable des ministères ? Dans l'affirmative, combien de demandes pour exploiter un tel système ont été introduites ces dernières années ? Combien de ces demandes ont été autorisées ?

Réponse commune (16.12.2020) de **M. Romain Schneider,** *Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Les périodes de sécheresse longues, surtout quand elles sont combinées à des températures élevées avec un ensoleillement intense, peuvent avoir des effets néfastes sur toutes les cultures. Le changement climatique, surtout avec la montée des températures, risque d'accroître la fréquence de telles situations à l'avenir.

Des raisons d'ordre technique peuvent s'opposer à l'irrigation des cultures. Ainsi, dans la majorité des cas, il n'y a pas d'eau aisément disponible ou, par exemple, la topographie des parcelles agricoles n'est pas favorable à l'installation d'un système d'irrigation. La mise en place et l'exploitation de tels systèmes doivent être économiquement raisonnables. Pour les cultures qui n'ont que des faibles valeurs à l'hectare ceci n'est en général pas le cas.

Les cultures horticoles, comme le maraîchage, l'arboriculture fruitière ou la production de plantes ornementales, pour lesquelles les pertes de rendement liées à un stress hydrique engendrent des pertes financières importantes, sont celles où le recours à l'irrigation est crucial. Aussi l'irrigation des jeunes cultures de vigne pendant des périodes de sécheresse intense s'est avérée nécessaire pendant les dernières saisons estivales.

ad 2) Les prélèvements totaux d'eau se chiffrent en moyenne à environ 132.000 m^3/jour (2018), dont environ 121.000 m^3/jour sont distribués par des réseaux d'approvisionnement public en eau potable (communes, syndicats intercommunaux). 11.000 m^3/jour sont prélevés par des captages privés.

Parmi les 132.000 m^3/jour, le secteur de consommation le plus important est celui des ménages (60 % de la consommation moyenne), suivi du secteur tertiaire/industrie (23 %) et de l'agriculture (8 %).

Une étude portant sur les besoins futurs en eau potable effectuée en 2016 pour le compte de l'Administration de la gestion de l'eau a montré que le Luxembourg connaîtra à moyen et long terme une augmentation considérable de la consommation en eau potable (190.000 m^3/jour au niveau des réseaux d'approvisionnement public à l'horizon 2040), en grande partie due à la croissance rapide de la population et de l'économie. Il est difficile de réaliser des prévisions précises au niveau du secteur agricole, viticole et horticole, étant donné que cette évolution dépend fortement de l'orientation de la politique agricole dans les années à venir, ainsi que des adaptations nécessaires suite aux changements climatiques.

Néanmoins les demandes d'autorisation pour la réalisation de forages en vue de l'exploitation de l'eau souterraine ont significativement augmenté ces dernières années. La plupart de ces demandes se rapportent à l'abreuvage de bétail.

ad 3) L'irrigation par asperseur est souvent utilisée dans les cultures maraîchères de plein champ. Les systèmes de micro-irrigation ou goutte-à-goutte, sont appliqués dans l'arboriculture, la viticulture, certaines cultures de légumes de plein champ et pour les légumes sous serre.

Le système d'arrosage par submersion ou inondation n'est pas utilisé au Luxembourg.

ad 4) Les prélèvements d'eau de surface et d'eau souterraine sont soumis à autorisation conformément à l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Depuis 2015, au total 108 demandes d'autorisation ont été introduites en majorité pour des prélèvements par forages-captages d'eau souterraine en vue de l'abreuvage de bétail. Les demandes de prélèvement pour l'exploitation d'un système d'irrigation restent marginales.

Les demandes d'autorisation se répartissent de manière suivante en fonction des années :

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (jusqu'au 25.11.20)	2015 à 2020
Nombre de dossiers	12	12	11	10	28	25	108

En ce qui concerne la réalisation de forages-captages, une vérification préliminaire (« screening ») en vue d'une réalisation éventuelle d'une évaluation des incidences sur l'environnement conformément à la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement est nécessaire avant l'introduction d'un dossier de demande d'autorisation suivant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Question 3158 (18.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**affectation du bâtiment « Darwin » à la Cloche d'or :**

Laut engem Artikel vum 18. November vu reporter.lu gouf et 2018 Pläng vum deemolege Verdeedegungsminister Etienne Schneider, fir d'Direktioun vun der Defense an der Police esou wéi de SREL a Gebailechkeeten op der Cloche d'Or ënnerzebréngen. Laut dem Noriichteportal hätt dëse Projet, dee warscheinlech de Sécherheetsstandarde fir dës Administratiounen net entsprach hätt, de Steierzueler um Enn bis zu 70 Milliounen Euro kascht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gebailechkeeten huet de Staat säit dem 06.12.2013 duerch eng sougenannte Prozedur „location-vente" kaaft?

2. Firwat hunn d'Ministeren no de Walen 2018 decidéiert, déi verschidden Direktiounen net an d'Gebai „Darwin" op d'Cloche d'Or ze plënneren?

3. Firwat gouf no de Walen 2018 decidéiert, fir d'Servicer vum Ministère de la Santé an dësem Gebai ënnerzebréngen?

Gëtt et eng Clause d'achat am Kontrakt tëscht dem Staat an de Besëtzer vum Gebai?

4. Laut reporter.lu huet den deemolegen Arméisminister Drock op seng Servicer gemaach, dass de Projet nach virun de Walen 2018 ofgeschloss sollt ginn. E Projet, an deen e Promoteur verwéckelt ass, bei deem den deemolege Minister och privat gelount huet.

Gesinn d'Ministeren an dësem Fall en Interessekonflikt?

Réponse commune (18.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Zu der 1. Fro ass fir d'éischt ze soen, dass et sech hei net ëm eng „location-vente" handelt, mee ëm e Locatiounskontrakt, an deem eng Option d'achat virgesinn ass.

Dëst ass eng gängeg Praxis. Beim Ugoe vun engem Projet vun engem neie Gebai gëtt versicht, mat dem Proprietaire esou eng Dispositioun auszehandelen. Dëst erméiglecht dem Staat, fir bei engem Gebai, dat him konvenéiert, net éiweg duerch e Locatiounskontrakt gebonnen ze sinn, mee och Proprietaire kënnen ze ginn.

Des Weideren erméiglecht dës Prozedur, den eventuelle Kafpräis am Viraus ze kennen. Wann dëse Präis de Seuil vu 40 Milliounen Euro iwwerschreit, ass genuch Zäit, d'Autorisatioun vun der Chamber anzehuelen, éier d'Optioun gezu ka ginn. Ouni esou eng Klausel géif de Staat bei lafende Verhandlungen, wou en och oft a Konkurrenz mat Acteure vum Privatsecteur steet, reegelméisseg de Kierzeren zéien, well en déi Autorisatioun net mat Zäit kréie géif.

Tëschent 2013 an 2020 huet de Staat bei zéng gelounte Gebaier seng Option d'achat gezunn:

2015 - Cité policière I zu Sandweiler: 86,39 Milliounen Euro (Gesetz vum 01.04.2015);

2016 - e Gebai, 26, Route d'Arlon zu Lëtzebuerg: 30 Milliounen Euro;

2018 - e Gebai, 6, Avenue du Swing zu Esch-Belval: 21,40 Milliounen Euro;

2018 - e Gebai, 8-10, Rue de la Fonderie zu Lëtzebuerg: 16,63 Milliounen Euro;

2019 - e Gebai, 1, Porte de France zu Esch-Belval: 38,25 Milliounen Euro;

2019 - Cité policière II zu Sandweiler: 108 Milliounen Euro (Gesetz vum 04.12.2019);

2019 - Halen, Rue Irbicht zu Beringen: 11,51 Milliounen Euro;

2020 - e Gebai, 10, Rue Bender zu Lëtzebuerg: 18,00 Milliounen Euro;

2020 - e Gebai, 35, Rue de Bonnevoie zu Lëtzebuerg: 22,26 Milliounen Euro;

2020 - e Gebai, 17a, Route de Longwy zu Bartreng: 12,53 Milliounen Euro.

Wéi de Verdeedegungsminister am Dezember 2018 säin neie Ressort iwwerholl huet, huet e sech direkt de Projet ugekuckt. Zu deem Zäitpunkt war nach keen Avant-projet détaillé (APD) validéiert an de Minister huet d'Konklusioun gezunn, dass d'Gebai net adequat fir d'Defense wier. Vu d'Spezifissitéit vum Projet, deem seng Envergure iwwer 40 Millioune gewiescht wär, wollt de Minister net an e Gebai investéieren, an deem de Staat just Locataire mat enger Option d'achat gewiescht wär, ouni dass dee Kaf schonn duerch e Gesetz autoriséiert gewiescht wär.

Doropshin ass decidéiert ginn, all déi fir d'Defense speziell erfuerdert Sécherheetsmesurë falen ze loossen an en normaalt Bürosgebai ze plangen. Dëst huet och erlaabt, den Taux d'occupation potenziell sensiblement bis zu 200 Persounen eropzesetzen.

Wat d'Villa Louvigny ugeet, esou gesäit de Koalitiounsaccord 2018-2023 dat heite vir: « La Villa Louvigny au coeur de la capitale est un bâtiment historique aux nombreuses facettes. Ce site unique sera utilisé de manière judicieuse afin d'y créer un site de création pour les artistes, qui leur propose de nouvelles possibilités de création et d'exposition. La salle de concert existante sera revalorisée pour des représentations artistiques. »

Doropshin ass ënnert dem deemolege Gesondheetsminister no engem passenden neie Gebai gesicht ginn.

D'Gebai „Darwin" op der Cloche d'Or huet sech vun der Superficie an de Gebailechkeeten als passend Alternativ zu der Villa Louvigny ugebueden.

D'Ministeren hu keng Kenntnisser iwwert d'Diskussiounen innerhalb vun der Defense ronderëm dat Gebai wärend der leschter Legislaturperiod.

Question 3159 (18.11.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **« Memorandum of Understanding (MoU) » :**

Dans sa réponse du 27 mai 2019 à notre question parlementaire n° 0681 ayant trait aux MoU signés par le Gouvernement avec un pays, voire avec des entreprises privées, le Gouvernement s'est exprimé comme suit :

« MoU constitue une déclaration d'intention sur une volonté commune de nature politique des parties à l'égard d'un projet concret. Ces déclarations ne contiennent aucun engagement de type juridique, ne sont pas opposables aux tiers et ne sont justiciables devant aucune juridiction. »

Or, dans le cadre d'un recours formé par le Mouvement écologique contre des décisions de l'État du Grand-Duché de Luxembourg de maintenir le refus de communication du document intitulé MoU signé entre l'État, la commune de Bissen et un géant de

l'informatique, l'État a argumenté devant les juges du tribunal administratif que :

« le MoU, qui serait un instrument usuel de la politique économique, industrielle et commerciale du Ministère de l'Économie, dresserait le cadre général des relations entre les trois parties signataires en ce qui concerne l'installation d'un data center sur le territoire de la commune de Bissen. Le document détaillerait les différentes phases préalables à réaliser avant tout développement d'un projet plus concret, les engagements respectifs des signataires, ainsi que les modalités de retrait ou d'interdiction de continuation du projet. Il contiendrait encore un "put and call option agreement" par lequel serait organisée la rétrocession, à la demande de la société... et à la demande de l'État, des terrains que... se proposerait d'acquérir en vue de la construction de son data center, cette rétrocession faisant intervenir... comme venderesse conditionnelle et l'État comme acquéreur conditionnel.

L'État est d'avis qu'une relation contractuelle telle que le MoU ne relèverait pas, en droit luxembourgeois, du droit administratif qui ne s'étendrait qu'aux actes unilatéraux de l'administration, tandis que les contrats relèveraient de l'article 1134 du Code civil et partant du droit privé. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Le Gouvernement maintient-il sa position que les MoU seraient des déclarations qui ne contiennent aucun engagement de type juridique ?

• Dans l'affirmative, comment l'État a-t-il alors pu plaider le contraire devant les juges administratifs ?

• Dans la négative, quelles raisons avaient amené le Gouvernement de l'époque à libeller sa réponse comme il l'a fait en mai 2019 ?

- Le Gouvernement est-il enfin disposé à fournir aux députés une liste des MoU et accords similaires en vigueur desquels le Luxembourg fait partie avec la précision

• des signataires de ces accords,

• de la matière / des matières couvertes par lesdits accords,

• des engagements financiers et autres pris par le Gouvernement aux termes de ces accords,

• de la date de signature et d'expiration (respectivement des conditions d'expiration) desdites conventions ?

- Le Gouvernement peut-il enfin nous indiquer (i) les MoU et autres accords qu'il entend soumettre pour approbation à la Chambre des Députés et (ii) évoquer les raisons amenant les membres du Gouvernement à ne pas saisir la Chambre des Députés des MoU et accords autres que ceux visés sub (i) ?

Réponse commune (16.12.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'emblée, il y a lieu de rappeler que tant la question que la réponse antérieure de par leur formulation fort générique et générale portaient sur la procédure applicable aux accords qualifiés de « Memorandum of Understanding », ci-après MoU.

Ainsi, les développements consacrés dans ladite réponse visaient dans leur généralité tant les MoU signés avec des entreprises que ceux signés avec des États tiers.

La comparaison par les députés des éléments de réponse de nature générique donnés par le Gouvernement à l'époque avec les arguments forts récents que l'État vient de développer par le biais de son mandataire dans le cadre d'un litige particulier porté devant la juridiction administrative en relation avec un MoU signé entre autres avec une entreprise commerciale dans le contexte du projet d'un futur data center à Bissen ne saurait être retenue pour invalider les réponses données par le Gouvernement à la question parlementaire en cause.

En effet, le Gouvernement maintient sa position que les MoU sont des déclarations qui, en elles-mêmes, ne sont pas constitutives d'un engagement juridique. Les engagements de nature juridique dont il est question, à l'époque comme aujourd'hui, sont bien entendu ceux inopposables aux tiers. Par définition, les déclarations visées n'engagent donc que les signataires et n'emportent pas d'effets à l'égard des tiers, ce qui n'empêche pas à l'un ou l'autre de ces MoU de contenir des clauses de portée juridique à l'égard des signataires du MoU, tel un droit de préemption ou de rétrocession d'un terrain.

Pour le reste, le Gouvernement renvoie les honorables Députés aux éléments de réponse apportés à la question précitée n° 0681 qui restent valables dans leur intégralité et sont maintenus en l'état.

Question 3161 (19.11.2020) de **M. Gusty Graas** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **test rapide corona :**

Une Start-up de technologie médicale à croissance rapide, a annoncé le 17 novembre 2020 avoir terminé avec succès la procédure d'évaluation d'entrée sur le marché de l'Union européenne pour son test rapide corona basé sur la PCR. Ce test sera désormais progressivement disponible en Allemagne et dans d'autres pays de l'UE dans lesquels le marquage CE pour le diagnostic in vitro (CE-IVD) s'applique.

Le système de la Start-up est particulièrement adapté pour une utilisation dans les cliniques, les services ambulatoires d'urgence et les cabinets médicaux, car le Covid-19 suspecté peut être rapidement clarifié sur place, après environ 40 minutes. Ainsi, un seul appareil peut analyser jusqu'à 60 tests par jour.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Ce nouveau test rapide corona basé sur la PCR sera-t-il disponible au Luxembourg ? Dans la négative, pour quelles raisons ce test ne sera-t-il pas disponible au Luxembourg ? Dans l'affirmative, combien de tests seront disponibles et où seront-ils utilisés ?

Réponse (21.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Depuis le début de la pandémie, le Laboratoire national de santé (LNS) réalise une veille scientifique des tests Sars-CoV-2 qui ont été récemment développés. Cette veille comprend des tests PCR, des tests de séquençage, des tests antigéniques rapides, des tests sérologiques (recherche d'anticorps) et des tests salivaires.

Cette veille permet d'adapter de manière permanente la stratégie nationale en matière de tests diagnostiques ainsi qu'en matière de large scale testing en fonction de la mise sur le marché de nouveaux tests plus adaptés à certaines situations spécifiques. Parallèlement à la veille qu'effectue le LNS, il évalue également certains nouveaux tests qui semblent être prometteurs, notamment en ce qui concerne leur sensibilité et spécificité.

Un test PCR dont le résultat peut être disponible endéans seulement 40 minutes semble a priori intéressant. Il faudrait cependant examiner le processus d'utilisation dans sa totalité, y inclus les étapes préanalytiques avec la purification de l'échantillon et l'extraction d'ARN, afin de pouvoir déterminer si ce test offre de réels avantages pour une utilisation au Luxembourg. En effet, à titre d'exemple, un test peut être rapide et présenter ainsi un avantage, en ce que le résultat est rapidement disponible, mais il se peut qu'il ne se prête pas à une automatisation et ne permet partant pas de traiter de grandes quantités d'échantillons en peu de temps.

Afin de pouvoir apporter une réponse précise aux questions soumises par les honorables Députés, il serait utile d'obtenir de plus amples renseignements quant à la question de savoir de quelle entreprise et de quel test précisément il s'agit, car actuellement de très nombreux producteurs essaient de commercialiser de nouveaux tests diagnostiques.

Question 3162 (18.11.2020) de **Mme Octavie Modert** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**interprétation des résultats des tests de dépistage de la Covid-19 :**

Gëschter war vun engem vun de Responsabele vun engem Lëtzebuerger Laboratoire, dee Coronatester virhëlt, gewuer ze ginn, datt et keng harmoniséiert Approche gëtt fir d'Resultater vun deenen Tester. Verschidde Laboe géifen d'Resultater op verschidde Manéiere liwweren. Wann zum Beispill e PCR-Test e schwaacht positiivt Resultat uweist, misst ee virsiichteg sinn, wéi een dat Resultat interpretéiert.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass d'Regierung sech dëser Problematik bewosst?

2. Firwat ginn et bis elo keng esou kloer Recommandatiounen zur Interpretatioun vun den Testresultater?

3. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt esou eng Recommandatioun mat kloren Instruktiounen, wéi d'Testresultater ze interpretéiere sinn, noutwendeg an hëllefräich wier?

Réponse (17.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Fir den Diagnostic vum Covid-19 huet den Direkter vun der Santé aktuell (Stand 17. November 2020) eelef verschidden Testkitten autoriséiert, an d'Applikatioun vum Règlement grand-ducal vum 17. Mäerz 2020, deen de Règlement grand-ducal vum 30. November 2017 iwwert d'Nomenclature vun den Akten a Servicer vun de Laboratoiren ofännert. All dës Testkitten hunn natierlech e CE-Label a sinn domat konform mat den europäeschen an de Lëtzebuerger Exigenzen, wat d'Qualitéit vun den Tester betrëfft.

All Lëtzebuerger Laboratoirë sinn och ISO15189-zertifiéiert. Dës ISO-Zertifikatioun verlaangt am Prinzip, dass de Laboratoire sech strikt un de „mode d'emploi" vun den Testkitten hält, dee fir jidder Testkit vum jeeweilege Produzent festgeluecht ginn ass. Dëst betrëfft d'technesch Realisatioun vum Test (z. B. d'Zuel vun de geneeteschen Amplifikatiounen, wat dann déi oft diskutéiert Ct-Valeur bestëmmt), an och d'Interpretatioun vum Testresultat (positif, négatif, faiblement positif, indéterminé ...). Do huet de Laboratoire u sech net vill Spillraum, a wann den Testkit a bestëmmte Fäll d'Méiglechkeet vun engem Resultat „faiblement positif" virgesäit, misst de Laboratoire dat dann och esou kommunizéieren.

An der Medezin gëtt normalerweis all diagnosteschen Test vun engem Dokter gefrot, nodeem e mam Patient geschwat (Anamnees) an en ënnersicht (Examen clinique) huet, an dësen Dokter huet dono d'Responsabilitéit, d'Resultat vum Test am gesamte klinesche Kontext vum Patient ze interpretéieren. Dës normal medezinesch Demarche ass oft net de Fall beim Covid-19, aus enger Rei Grënn, zum Beispill: De Patient léisst sech spontan an engem Labo testen ouni Ordonnance, de Patient kritt direkt d'Resultat vum Test via SMS a geet net bei säin Dokter zeréck, fir driwwer ze schwätzen, oder den Test ass am Large-Scale-Testing gemaach, wou keng individuell Ordonnance vun engem Dokter virläit a wou de Patient (oder oft déi gesond Persoun) net onbedéngt de Reflex huet, mat engem positive Resultat bei een Dokter ze goen. All dëst zesumme mécht, dass eng Rei Resultater net vun engem Dokter interpretéiert ginn, deen d'Situatioun vum Patient kennt an him doduerch kéint erklären, wat d'Testresultat schlussendlech fir hien, a senger spezieller Situatioun, bedeit. D'Leit wende sech dann oft un d'Inspection sanitaire, déi awer weeder d'klinesch Informatioune vum Patient huet, nach d'Kompetenz oder d'Missioun huet, de Rôle vum „médecin traitant" ze iwwerhuelen. D'Inspection sanitaire kuckt d'Resultater an enger Perspektive vu Santé publique.

Dëse Problem gëtt et net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee e gëtt och international diskutéiert. Et ginn am Prinzip zwou Léisungsméiglechkeeten, déi u sech komplementar sinn: Entweeder probéiert een, eng besser Standardisatioun zwëschent de verschiddenen Tester ze kréien, y compris an hirer Interpretatioun, oder et probéiert een, de Rôle vun den Doktere bei den Testresultater ze verstäerken.

Wat déi éischt Optioun vu Standardisatioun betrëfft, huet notamment d'Société française de microbiologie (SFM) eng excellent Aarbecht geleescht an huet eng ganz Rei Testkitten, déi a Frankräich um Marché sinn, matenee verglach. Dës Publikatioun, déi alle Lëtzebuerger Laboratoirë bekannt ass, erlaabt e bessere Verglach zwëschent de Resultater vun den Testkitten, an och eng Interpretatioun, wat dann als signifikant positiivt Resultat soll zeréckbehale ginn. Baséiert op dëser Aarbecht huet d'Direktioun vun der Santé, am Gespréich mat de Laboratoiren, recommandéiert, dass Resultater wou zum Beispill een eenzege Geen (vun dräi geteste Geener) positiv ass, an dat mat enger héijer Ct-Valeur, net méi als „faiblement positif" soll eraus-goen, mee als „résultat indéterminé, à contrôler sur un nouvel échantillon". De praktesche Problem ass, dass eng Rei Testkitten, déi zu Lëtzebuerg benotzt ginn, net an der franséischer Etüd evaluéiert goufen a soumat net verglach kënne ginn. Een anere potenzielle Problem ass, dass verschidde Kitten (am Moment just an engem Laboratoire benotzt) net méi mat Ct-Valeure schaffen, mee mat aneren Unitéiten, fir d'Resultat auszedrécken, an domat net méi direkt verglach kënne ginn.

Et ass awer dovun auszegoen, dass an Zukunft weider esou international Etüde gemaach ginn, an dass mir dofir méi Informatioune kréie wäerten. Lëtzebuerg ass ze kleng an huet och net déi néideg Ressourcen, fir dat eleng ze maachen a mir mussen eis dofir op international Efforte baséieren.

Déi zweet Optioun besteet doran, de Rôle vum Dokter bei der Interpretatioun vun den Tester ze stäerken, an dëst geet iwwer zwee Weeër: D'Direktioun vun der Santé huet reegelméisseg recommandéiert, dass d'Tester, ausser beim LST, wat eng speziell Situatioun ass, nëmmen op Ordonnance vun engem Dokter gemaach sollte ginn, fir ze garantéieren, dass dann och een Dokter d'Resultat kritt a mam Patient driwwer schwätze kann. An Zwëschenzäit hunn déi meescht Laboratoiren och decidéiert, dass si nëmmen nach Tester op Ordonnance médicale maachen.

Den zweete Wee besteet dran, den Dokteren eng Hëllefsstellung ze gi bei der Interpretatioun vun den Tester. D'Direktioun vun der Santé ass dobäi, hir Testrecommandatioune fir d'Dokteren, déi et säit Ufank vun der Epidemie gëtt, à jour ze setzen, an de Volet Interpretatioun vun den Tester méi ze developpéieren.

Question 3164 (19.11.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **blocage du passage d'El Guergarat entre le Maroc et la Mauritanie :**

Depuis le 21 octobre 2020, le « Polisario » et ses milices ont bloqué la traversée de biens et de personnes dans la zone tampon du passage d'El Guergarat entre le Maroc et la Mauritanie. En réaction à ce blocage, le Maroc a lancé une opération afin de rétablir la libre circulation civile et commerciale sur cet axe routier.

Le Secrétaire général de l'ONU avait d'abord appelé le « Polisario » à mettre fin à ses actes déstabilisateurs. Ce dernier ne respecte pas le statut de la zone, viole les accords militaires et ses actions constituent une réelle menace pour le maintien du cessez-le-feu en place depuis environ 30 ans.

L'Algérie voisine a souligné son soutien au « Polisario » dans une vidéo martiale dont le but était de faire comprendre que l'on était capable d'effectuer des frappes militaires massives si cela devait s'avérer nécessaire. Parallèlement, des déclarations du président et de l'état-major ont été insérées, qui classent clairement le Maroc comme nation ennemie.

D'après un communiqué de presse du Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains résidant à l'étranger, le Maroc aurait agi « dans le respect de ses attributions, en vertu de ses devoirs et en parfaite conformité avec la légalité internationale ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires européennes et étrangères :

1) Cette opération ne risque-t-elle pas d'aggraver à nouveau la situation dans la région ?

2) Quelle est l'opinion de l'Union européenne face à la situation actuelle dans la zone tampon et les régions limitrophes ?

3) Est-ce que l'UE serait en mesure d'intervenir au niveau diplomatique ?

Réponse (17.12.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Les incidents récents au passage d'El Guerguerat sont en effet préoccupants. Suite au regain des tensions, il paraît que les parties se soient conformées de nouveau au cessez-le-feu, en place depuis 1991. Il n'en reste pas moins qu'il faut continuer d'œuvrer en faveur d'un règlement pacifique de la question du Sahara occidental, qui est posée depuis 1975.

ad 2) + 3) Le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell s'est entretenu le 15 novembre 2020 avec les Ministres des Affaires étrangères du Royaume du Maroc Nasser Bourita et de l'Algérie Sabri Boukadoum (le communiqué de presse est joint en annexe).

Lors de ces appels, le Haut représentant a réitéré le plein soutien de l'Union européenne à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). La résolution 2548, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 30 octobre 2020 a prorogé le mandat de cette Mission pour une année, jusqu'au 31 octobre 2021. Le Conseil de sécurité demande par ailleurs aux parties de reprendre les négociations sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies et invite les États membres à prêter le concours voulu à ces négociations.

L'UE continue d'appuyer les efforts en vue de trouver un règlement pacifique à la question du Sahara occidental. Dans ce contexte, la nomination d'un nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général, suite à la démission de Monsieur Horst Köhler en mai 2019, serait d'une importance primordiale.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3165 (19.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **langues administratives dans la fonction publique :**

Zënter e puer Joer gëtt net méi verlaangt, datt am ëffentlechen Déngscht jiddereen déi dräi administrativ Sprooche vum Land schwätzt. An enger ganzer Rei vu Gesetzer sinn Dispositioune geholl ginn, déi et erlaben, mat Kenntnesser an nëmmen enger oder zwou vun deenen dräi Sprooche beim Staat ze schaffen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir déi ëffentlech Funktioun gär follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister der Chamber eng aktualiséiert Lëscht vun alle Funktiounen am ëffentlechen Déngscht schécken, fir déi net méi verlaangt gëtt, déi dräi administrativ Sprooche vum Land ze schwätzen? Kënnen op där Lëscht och d'Karriären an d'Verwaltunge preziséiert ginn, fir déi dës Sproochereegelunge gëllen?

2. Wéi vill Leit sinn am Ganzen op dëse Plaze positionéiert ginn a wéi eng Nationalitéit hunn dës Leit? Kann den Här Minister opschlësselen, wéi eng vun deenen dräi administrative Sproochen dës Leit jeeweils schwätzen an op wéi engem Niveau?

3. Ass d'Regierung grondsätzlech der Meenung, datt den ëffentlechen Déngscht zu Lëtzebuerg an éischter Linn soll lëtzebuergeschsproocheg sinn?

Réponse (17.12.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Generell gëllt bekanntlech fir den ëffentlechen Déngscht d'Reegel, datt déi dräi Amtssprooche beim Staat musse beherrscht ginn, ma et ginn awer, wéi den honorabelen Deputéierten et aus de Gesetzestexter kann erausgesinn, Ausnamen. Doraus ergëtt sech awer zwangsleefeg, datt et keng Lëscht vu Verwaltungen an/oder Fonctioune gëtt, bei deenen ee Postulant d'office eng Sproochendispens ka kréien, well bei all Astellung vu Fall zu Fall gekuckt muss ginn, ob d'Konditiounen erfëllt sinn, fir dem Kandidat gegeebenefalls eng Dispens fir eng oder zwou vun den dräi administrative Sprooche kënnen ze ginn.

Eenzeg Ausnamen zum generelle Prinzip stinn am groussherzogleche Reglement vun 2004 a betreffe ganz restriktiv eenzel Fonctiounen aus dem Secteur vum Enseignement.

An der Zäitspann vun 2018 bis Enn 2019 gouf et beim Staat en Zouwuess vun 2.072 Persounen. Dovunner hunn 237 Agenten eng Sproochendispens vum Regierungsrot kritt. Dobäi waren et der 220 fir d'Lëtzebuergescht, 184 fir déi däitsch Sprooch an 42 fir déi franséisch Sprooch. Déi meescht Dispense goufen an der Carrière A1 (155) an A2 (45) accordéiert. D'Entitéiten, déi an dëser Zäitspann am meeschten Dispense ginn hunn, sinn den CTIE mat 33 Dispensen, de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend mat 20 Dispensen an d'Direction de la santé mat 16 Dispensen. Vun deenen 237 Agente sinn 101 Fransousen, 43 Belsch an 38 Däitscher. Mir hunn awer och 28 Lëtzebuerger. Wéi erwaart huet eng grouss Majoritéit vun de Fransousen an de Belsch eng duebel Dispens am Lëtzebuergeschen an am Däitsche kritt. Eis däitsch Mataarbechter hunn eng duebel Dispens am Franséischen an am Lëtzebuergesche kritt. Agente mat der Lëtzebuerger Nationalitéit hu gréisstendeels eng Dispens am Lëtzebuergeschen an am Däitsche kritt. Fir zesummenzefaassen, hu vun deenen 237 Agenten eng Ronn 208 eng duebel Sproochendispens kritt.

D'Regierung ass effektiv der Meenung, dass den ëffentlechen Déngscht zu Lëtzebuerg an éischter Linn soll lëtzebuergeschsproocheg sinn. An deem Kontext setzt d'Regierung mam Gesetz vum 20. Juli 2018 (Loi du 20 juillet 2018 relative à la promotion de la langue luxembourgeoise) och ganz kloer Akzenter, fir déi Lëtzebuerger Sprooch an deenen nächste Jorzéngten ze förderen. Mam groussherzogleche Reglement vum 17. Dezember 2018 ass e Comité interministériel assistant le Commissaire à la langue luxembourgeoise agefouert ginn. Den Artikel 4 preziséiert d'Missioune vun dësem Comité, dee fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch an de jeeweilege Ministèren zoustänneg ass.

De Formatiounsprogramm fir d'Lëtzebuerger Sprooch gouf am September 2018 lancéiert an zanterhier gi progressiv Niveauen an de Formatiounskatalog vum INAP bäigesat. Esou wéi den INAP eis matgedeelt huet, goufen et am Joer 2019 Formatiounen a siwe Klassen, a verschiddenen Niveauen, woubäi et an der Moyenne zwielef Apprenantë pro Klass sinn. Am Joer 2020 waren et schonn néng Klassen, trotz méi komplizéierten Ëmstänn. Den INAP huet sech awer op déi nei Situatioun agestallt, well sechs vun den néng Klasse goufen a Form vu „Webinaire" gehalen. An deem Kontext kann een och ernimmen, datt beispillsweis 2019 zéng Sessiounen am Kader vun der Formation continue ugebuede goufe fir d'Orthografie vun der Lëtzebuerger Sprooch a véier Sessioune fir d'Redaktioun vun administrativem Courrier op Lëtzebuergesch, mat Hëllef vum lod.lu (Lëtzebuerger Online Dictionnaire).

Schlussendlech bleift et also de respektive Ministèren a Verwaltungen iwwerlooss ze definéieren, wéi wichteg d'Beherrsche vun enger Sprooch ass, fir déi betreffend Fonctioun korrekt an effikass auszeüben. D'ëffentlech Verwaltung mécht hirersäits alles, fir hir Mataarbechter ze encouragéieren, déi jeeweileg Sproochekenntnisser ënner anerem duerch Formatiounen, déi iwwert den INAP dispenséiert ginn, den Ufuerderungen vun der Fonctioun beschtméiglechst unzepassen.

Question 3166 (19.11.2020) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **création d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) entre les communes de Pétange et Dudelange :**

Dans le cadre de la présentation du projet d'un tram rapide entre Luxembourg-ville et la région Sud du pays, Monsieur le Ministre a informé sur la création d'une ligne de « Bus à haut niveau de service » (BHNS) entre les communes de Pétange et Dudelange. D'après un article de presse, le ministre aurait déclaré à cette occasion que l'exploitation de ce BHNS serait confiée au RGTR (« Régime général des transports routiers ») et non au Syndicat des transports des communes du Sud TICE. Le rôle de ce dernier changerait légèrement avec la mise en service du BHNS, aurait expliqué le ministre. Plutôt que d'offrir de longues lignes régionales, le TICE serait amené à se concentrer sur le transport local, plus ciblé, nécessitant plus de bus, mais de moindre taille.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations quant à la création de la ligne BHNS et quant à l'exploitation de cette dernière par le RGTR ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser les raisons qui ont motivé cette décision ?

- Dans la négative, à quel organisme et selon quels critères l'exploitation de la ligne BHNS est-elle confiée ?

- Quelle incidence la création de la ligne BHNS aura-t-elle sur l'organisation des transports en commun transfrontaliers ?

Réponse (16.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des renseignements concernant l'exploitation d'un futur BHNS (Bus à haut niveau de service) entre Pétange et Dudelange.

Avec l'offre des CFL et la ligne du « tram rapide », des lignes de bus à haut niveau de service constitueront les éléments structurants de l'offre des transports en commun dans la région Sud. Cette offre structurante sera complétée par des lignes RGTR et TICE.

La complémentarité entre les différents réseaux de transports en commun routiers dans la région Sud fera sujet d'une étude de mobilité, dont l'un des résultats sera un programme de mise en service progressif, coordonné avec la mise en place de mesures de priorisation, du BHNS reliant Dudelange et Pétange, d'ici la mise en service du tram rapide.

L'objectif premier consistera à proposer pour la région Sud un réseau de transport en commun adapté au mieux à la demande des usagers. Ainsi, l'incidence de la ligne BHNS sur l'organisation des transports en commun, y inclus transfrontalier, fera également sujet de la prédite étude.

Cette étude sera lancée par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics au premier trimestre 2021 et se fera en collaboration étroite avec les acteurs concernés, notamment le RGTR, le TICE et l'Administration des ponts et chaussées.

Ce ne sera qu'une fois les différentes lignes de bus identifiées, que leurs fonctions respectives donneront une indication de l'exploitant le plus approprié. La question de l'exploitation pourra alors être traitée, ligne par ligne, y inclus pour le BHNS entre Pétange et Dudelange et pour les lignes transfrontalières.

Question 3167 (19.11.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **lits d'hôpitaux :**

Laut dem Rapport „Le système de santé au Luxembourg - une comparaison internationale" N° 10 vum September 2020 vun der Inspection générale de la sécurité sociale, hat Lëtzebuerg 2009 5,5 Spidolsbetter pro 1.000 Awunner zur Verfügung. 2018 wieren et nëmmen nach 4,5 Better pro 1.000 Awunner ginn, an dovunner 3,7 Better fir d'Soins curatifs an 0,8 Better fir d'Soins de réadaptation.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Aus wéi engem Grond ass d'Zuel vun de Spidolsbetter erofgaangen an deene leschte Joren?

2. Wéi vill Better ginn et momentan an alle Klinicken zu Lëtzebuerg ? Wéi vill dovu sinn Intensivbetter?

3. Laut eisen Informatioune wieren d'Intensivbetter a verschiddene Spideeler d'lescht Joer ëm dës Zäit scho komplett besat gewiescht, kann d'Regierung dëst confirméieren?

Réponse (17.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Laut den Donnéeë vun de „Cartes sanitaires" - aktualiséiert Versioune vun 2017 an 2019 (in press), ass d'Gesamtzuel vun de Spidolsbetter liicht erofgaangen tëschent 2011 an 2019 (2.716 Spidolsbetter am Joer 2011 an 2.569 Spidolsbetter am Joer 2019). Wärend dësem Zäitraum huet ee follgend Feststellunge kënne maachen:

- Ännerunge vun der Definitioun vu Spidolsbetter, dëst a Verbindung mam Akraafttriede vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 (z. B. d'Klasséierung vun de Better aus de Palliativpfleegeservicer ënnert d'Better vum „moyen séjour", d'Ëmännerung vun der Aktivitéit vum Kolpecher Schlass (Château de Colpach) zu engem Rehabilitationszentrum Château de Colpach.

- Eng Erhéijung vun de Better „moyen séjour".

- Eng Erhéijung vun den Dagesklinikplazen a -better a Verbindung mam ambulante System an d'Schafung vun Dagesklinikservicer.

- Eng Erhéijung vun der Awunnerzuel (vu 511.1840 Awunner am Joer 2011 op 613.894 op den 01.01.2019).

D'zesummefassend Indicateure vun der Spidolsaktivitéit weisen eng Erhéijung vun der Aktivitéit a vun den ambulant duerchgefouerten Akten un.

Joer	Unzuel vun den Openthalter	Unzuel vun de Spidolsopenthaltsdeeg	% vun den Openthalter an der Dagesklinik	Beleeungsprozentsaz
2013	126.885	633.481	36,8 %	73,4 %
2018	138.546	645.605	43,9 5	74,1 %

Auszuch: Carte sanitaire - Versioun 2019 (in press): Spidolsopenthalter vu Spideeler (ouni Rehabilitatiounsaktivitéit)

Et sief awer och ze bemierken, dass laut der Annex 1 vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 de Maximum vu Better, deen theoreetesch kann autoriséiert ginn, bei 3.107 läit.

ad 2. Laut den Donnéeën aus der „Carte sanitaire" vun 2019 beleeft sech d'Gesamtunzuel vun de Spidolsbetter op 2.659.

D'Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 gëtt keng Definitioun vun engem Intensivbett, mee d'Annex 2 vun deem selwechte Gesetz definéiert déi zwee Servicer, déi Intensivbetter benotzen, an zwar sinn dat de Service „Soins intensifs et anesthésie", mat engem nationale Maximum vun 100 Better, an de Service „Soins intensifs pédiatriques", mat engem nationale Maximum vu fënnef Better.

Et ergëtt sech aus dësen Zuelen, dass et an enger Period „hors pandémie" 105 Intensivbetter (intensive care beds) an eise Spideeler ginn, déi exklusiv vun de spezialiséierten Dokteren an der Anesthésie réanimation benotzt ginn.

Wärend der Pandemie konnten a kënnen dës Capacitéiten un Intensivbetter au fur et à mesure erhéicht ginn, fir sech der Evolutioun vun der Pandemie unzepassen an dat ënner anerem, well wärend der éischter Well eng ganz Rëtsch Respirateuren ugeschaaft konnte ginn.

Et ginn awer niewent den Intensivbetter och nach aner Better (lits de surveillance intensive, de middle care oder den intermediate care), déi fir eng Intensivfleeg vu Patiente benotzt kënne ginn, mee déi net vun Dokteren, déi spezialiséiert an der Anesthésie réanimation exploitéiert ginn an déi an anere Servicer si wéi de Service „Soins intensifs et anesthésie" a „Soins intensifs pédiatriques". Dëst ass zum Beispill de Fall an de Servicer vun der Chirurgie neurovasculaire (stroke unit), Cardiologie, Neurochirurgie, etc.

D'Gesamtzuel vun dëse Better beleeft sech laut den Donnéeë vun der Carte sanitaire op 153 (105 Intensivbetter an 48 Lits de surveillance intensive, de middle care ou de intermediate care).

ad 3. D'Servicer vum Gesondheetsministère hu keng Dagesopenthaltszuele pro Mount, déi sech spezifesch op d'Intensivbetter fir dës Period bezéien.

Question 3168 (19.11.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **déprogrammation de certains soins hors Covid-19 :**

Fir d'Gesondheetsversuergung wärend der Covid-19-Pandemie beschtméiglech ze garantéieren, gëtt et e Plang fir d'Organisatioun vun de Spideeler, dee véier Phase virgesäit. Vun der Phas 3 un ass virgesinn, datt net urgent Agrëffer verréckelt ginn. Säit dësem Dënschdeg sinn eis Spideeler an der Phas 4.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Agrëffer an Operatiounen an eise Spideeler goufe scho verréckelt?

2. Wéi gëtt do den Tri gemaach? Zielt just déi medezinnesch Noutwendegkeet oder ginn och aner Critèrë wéi z. B. d'Péng vum Patient mat a Betruecht gezunn?

Réponse (18.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsministère verweist op d'Äntwert zur Question parlementaire urgente N° 3273, déi déi honorabel Deputéiert Martine Hansen den 10. Dezember gestallt hat an an där eng Rei Elementer scho beäntwert gi sinn.

ad 1. De Gesondheetsministère huet keng Donnéeën iwwert déi genau Unzuel vun Agrëffer an Operatiounen, déi an de Spideeler opgrond vum Covid-19 hu misse verréckelt ginn. Waardelëschte vun Operatiounen, déi net presséieren, gi jo an den Dokteschpraxe gefouert. Dës Operatioune ginn eréischt an de Reservatiounssystem vum Spidol aginn, wann e konkreeten Datum muss mam Patient fixéiert ginn. Global gesi stellen d'Spideeler an de leschte Wochen eng Reduktioun vun der chirurgescher Aktivitéit fest, déi zwësche 14,5 %-50 % jee no Institutioun läit.

ad 2. D'Entscheedung, ob eng Operatioun stattfënnt oder verréckelt gëtt, gëtt vum Dokter, no Récksprooch mam Patient, geholl. Déi Operatiounen, déi vum Dokter zesumme mam Patient als net presséiert ageschat ginn, ginn als éischt verréckelt.

Ausschlaggebend ass dobäi, dass kee Patient doweinst eng Perte de chance soll dovundroen. D'Péng, déi de Patient verspiert, ass e wichtege Facteur vun der gemeinsamer Diskussioun zwëschent dem Dokter an dem Patient an deen dozou bäidréit, ze decidéieren, ob d'Operatioun stattfënnt oder net.

Question 3170 (19.11.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **stratégie concernant les lits d'hôpitaux dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Den Här Dokter Philippe Turk huet de 17. November an engem Interview mat RTL ënnerstrach, datt d'Kapazitéite vun eise Spideeler extreem belaascht wieren. Notamment géif ee sech mëttlerweil an der 4. Phas vum Spidolstufeplang befannen, wat e „shutdown" vu gewëssene Spidolsaktivitéite mat sech brénge géif an esou nëmmen nach urgent Aktivitéite funktionéiere géifen. Lëtzebuerg géif bei der Beleeung vun den Intensivbetter par rapport zu der Awunnerzuel iwwert Frankräich leien.

Wéi vun der Regierung kommunizéiert, missten d'Spideeler an der 4. Phas ëmorganiséieren, esou datt bis zu 264 Better an de Soins normaux an ëm déi 100 Better an de Soins intensifs zur Verfügung stinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Vu datt d'Unzuel vun den deeglechen Neiinfektioune mam Covid-19 extreem héich ass (den 18. November 2020 goufen et 891 Neiinfektiounen), wat ass der Regierung hir Strategie, wann d'Unzuel u Better an de Soins normaux an an de Soins intensifs an der 4. Phas op eemol net méi duerginn?

Réponse (18.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wann d'Unzuel u Better an de Soins normaux an an de Soins intensifs an der 4. Phas net méi duergoe géifen, da missten d'Spideeler hir Aktivitéiten nach méi staark reduzéieren an am allerschlëmmsten Zenario bis zu enger Reduktioun vun den Aktivitéite goen, déi änlech wier wéi bei der éischter Well, d. h. dass just nach urgent an net deprogrammabel Spidolsaktivitéite géife geleescht ginn.

Eise Stufeplang an déi kontinuéierlech Adaptatioun un d'Evolutioun vun der Pandemie, déi eis Spideeler leeschten, hunn awer justement als Zil, dëse „Worst-case-Zenario" ze verhënneren.

Et sief doriwwer eraus bemierkt, dass den eigentlechen Engpass an dëser Pandemie éischter bei der ausräichender Unzuel vu Personal ewéi bei der Unzuel vun disponibele Better läit.

Question 3171 (19.11.2020) de **Mmes Tess Burton** et **Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**extension de la validité des bons d'hébergement :**

730.096 „Iwwernuechtungsbongen" à 50 € goufe Mëtt des Joers vun der Regierung u Residenten a Frontaliere verdeelt. Eng Aktioun, déi den Hoteller, wéi d'Horesca ëmmer rëm betount, vill gehollef huet. Dat, obwuel bis de 26. Oktober 2020 „just" 67.518 där Bongen ageléist gi sinn. Wäit iwwer 600.000 Bonge missten also nach am Ëmlaf sinn.

An deem Zesummenhang wollte mir dem Här Tourismusminister dës Froe stellen:

1. Denkt d'Regierung drun, fir d'Gültegkeet vun de Bongen, déi am Ëmlaf sinn, ze verlängeren?

2. Huet d'Regierung Kenntnis driwwer, wéi vill Bongen nach an den nächste Wochen, speziell wat d'Chrëschtzäit ugeet, sollten ageléist ginn?

3. Denkt d'Regierung alternativ drun, dës Aktioun nach emol komplett ze widderhuelen? Et ass jo dovunner auszegoen, dass Leit, déi déi éischte Kéier vun dëser Initiativ Gebrauch gemaach hunn, dëst och eng zweete Kéier géife maachen?

4. Iwwer dräi Milliounen Euro huet d'Aktioun „Iwwernuechtungsbongen" bis Enn Oktober den Hoteller a Campingen direkt abruecht. Huet d'Regierung Kenntnis iwwert déi ganz Envergure, déi dem Lëtzebuerger Tourismus duerch dës Bongen zegutt komm ass (Restauratioun; touristesch Aktivitéiten; etc.)?

Réponse (21.12.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. Jo, d'Gültegkeet vun de Bongen, déi am Ëmlaf sinn, gëtt bis den 18.04.2021 verlängert. Bis haut si 94.097 Bongen ageléist ginn.

ad 2. Säitdeem Enn November nei covidbedéngte Restriktiounen agefouert gi sinn, an notamment d'Restauranten hir Dieren erëm hu missen zoumaachen a keng organiséiert Fräizäitaktivitéite méi konnte stattfannen, ass e Sejour an engem vun eisen Hebergementsbetriber an dëse Wochen natierlech och erëm manner interessant fir potenziell Cliente ginn.

Aus dësem Grond huet d'Regierung d'Decisioun getraff, d'Validitéit vun de Bongen nach emol ze verlängeren.

ad 3. Aktuell lafe keng Diskussiounen an dësem Sënn.

ad 4. Aus den Enquêten, déi LFT bei de Lëtzebuerger Residenten am Joer 2019 duerchgefouert huet, geet ervir, dass e groussen Interêt fir d'Visitt vun historeschen a kulturelle Sitte besteet (Buergen, Schlässer, Muséeën, Kierchen, etc.), an dass Wanderen a Vëlofuere beléiften Aktivitéite vun de Residente sinn.

An de Méint Juli bis Oktober 2020 goufen an enger grousser Unzuel Attraktiounen däitlech méi Visiteuren aus Lëtzebuerg gezielt. Dës sinn an der Moyenne ca. + 40 % bei Fräizäitsitten, + 60 % bei Buergen, a méi wéi eng Verdueblung vun de Visitten an den touristeschen Informatiounsbüroen iwwer Land. D'Enquêtë vun LFT hunn ausserdeem gewisen, dass 69 % vun eisen Hotelieren an 61 % vun eise Campingsbedreiwer an der Saison 2020 eng Hausse vu Clienten aus Lëtzebuerg festgestallt hunn.

Question 3172 (19.11.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**entretien des cours d'eaux :**

D'Ufere vun de Baachen uechtert d'Land ze botzen ass eng wichteg Aufgab fir ze verhënneren, datt et zu schlëmmen Iwwerschwemmunge kënnt, zemol bannent den Uertschaften. Dëst kann zum Beispill geschéie bei schwéiere Reefäll, wou vill doudegt Holz, Steng a Bulli matgeschwemmt ginn. Des Weideren, wa laang net gebotzt gëtt, wiisst vill Onkraut aus de Baachbetter, wat och erëm d'Waasser staut.

Allerdéngs gëtt et hei Onkloerheeten, wat d'Kompetenzen ugeet, well engersäits d'Administration de la gestion de l'eau (AGE) eng Kompetenz huet, anerersäits awer och d'Gemengen hir Responsabilitéit mussen huelen. Aussoe vu Responsabele vun der AGE no géifen et hei scho jorelaang Diskussiounen, well et kee legalen Text gëtt, deen d'Aufgabe kloer definéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un d'Madamm Inneminister stellen:

- Kann d'Regierung dës Aussoe confirméieren?

- Wa jo, gedenkt d'Regierung eng legal Basis auszeschaffen, fir d'Kompetenzopdeelung kloer ze reegelen? Wann nee, aus wéi enge Grënn?

- Wann dës Aussoen net stëmmen, kann d'Regierung d'Gemengen driwwer informéieren, wéi dës Situatioun an Zukunft ze handhaben ass?

Réponse commune (17.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

- Am Laf vun de leschten 20 Joer gouf et ee Paradigmewiessel beim Theema Ënnerhalt vun de Baachen, an zwar am Sënn vun engem integréierten Natur- a Gewässerschutz. Virum Akraafttriede vum ofgeännerte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 sinn d'Baachen an hir Uwänner reegelméisseg „curéiert", dat heescht gebotzt ginn, deelweis och mam Bagger, fir dass d'Waasser esou séier wéi méiglech kann oflafen a propper ausgesäit. Dëst war doduerch begrënnt, dass deemools vill Schmotzwaasser an eis Baache gelaf ass, vill Knascht matkomm ass, et oft gestonk huet an esou munch Pabeierfatzen a Fäkalien ze gesi waren.

Mat der Direktiv (2000/60/CE; Kaderdirektiv iwwert d'Waasser) am Joer 2000 an hirer Ëmsetzung a lëtzebuergescht Recht duerch d'ofgeännert Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 gouf lues a lues mat dëse Praktiken opgehal, well engersäits méi Kläranlage gebaut gi sinn, d'Waasser also méi propper ginn ass, an anerersäits de Fokus op den Aspekt Ekosystem an déi ekologesch Funktionalitéite vun de Baache geluecht ginn ass, esou wéi souwuel d'Direktiv eréi och d'Waassergesetz et virschreiwen. D'Baache ginn haut net méi als Transportwee vu Schmotzwaasser gesinn, mee als wichtege Liewensraum fir Fauna a Flora, deen et ze schütze gëllt. An deem Sënn ass et vu grousser Wichtegkeet, d'Baache sech selwer ze iwwerloossen, soudass déi verschidden Aarte sech kënnen entfalen an de Liewensraum Baach net gestéiert gëtt. D'Uwänner, grad eréi d'Baachbett si peupléiert vun enger Onmass vun Déieren a Planzen, déi noutwenneg sinn, fir eis Baachen an ee gudden ekologeschen Zoustand ze bréngen. Dëst ass och de Grond, wisou d'Waasserverwaltung d'Ënnerhaltsaarbechte koordinéiert an iwwerwaacht, soudass déi europäesch Virgabe vun der Kaderdirektiv iwwert d'Waasser agehale ginn.

D'Héichwaasser iwwerhëlt déi natierlech Funktioun vum Botze vun de Baachen. All Héichwaasser hëlt Sedimenter vun den Uwänner an dem Baachbett mat ewech a leet se op enger anerer Plaz nidder, bis dat nächst Héichwaasser se nees mat weiderhëlt. Sou ginn d'Uwänner stänneg nei modeléiert. Dëst gehéiert zur natierlecher, hydrologescher an hydromorphologescher Dynamik déi eise Baache gutt deet.

De Mënsch léisst der Baach net ëmmer genuch Plaz, fir sech fräi ze entwéckelen, well ze no un d'Uwänner gebaut gëtt, dës befestegt ginn a Brécken iwwert d'Waasser gebaut ginn. Aus deem Grond ass et a verschiddene Fäll noutwenneg, Beem a Gestrëpp aus der Baach ze huelen, fir ze verhënneren, dass sech esou vill Material géif oflageren, dass net méi den néidegen Offloss duerchlafe kann an et esou eventuell zu méi Schied bei Iwwerschwemmunge kënnt. Och dëst ass e Grond, wisou d'Waasserverwaltung d'Ënnerhaltsaarbechte koordinéiert an iwwerwaacht, soudass d'Oploe vun der Héichwaasserdirektiv (2007/60/CE) am Aklang mat deene vun der Kaderdirektiv iwwert d'Waasser (2000/60/CE) ausgeféiert ginn. Dës Attributioune sinn och an deem Sënn am uewe genannte Waassergesetz gereegelt.

- D'Kompetenzen am Beräich Ënnerhalt vun Uwänner vun de Baache gi sech vu verschiddenen ëffentlechen Instanzen (Waasserverwaltung, Naturverwaltung, Gemengen) a Privatleit gedeelt a sinn deemno och a verschiddene juristeschen Texter gereegelt, déi am Kompetenzberäich vun de Gemengen a verschiddene Ministèrë leien, awer och am Code civil. Et hänkt kloer dovun of, wiem d'Baach gehéiert. Zousätzlech kënne souwuel d'Gemengen eréi och Privatleit e Subsid vum Waasserfong kréie fir den Ënnerhalt vun de Baachen. D'Héicht vun dësem Subsid hänkt dovun of, wéi ekologesch den Ënnerhalt ass.

- D'Waasserverwaltung plangt, fir e Guide pratique zum Theema Ënnerhalt vun de Fléissgewässer auszeschaffen. Dëst Dokument soll fir d'Gemengen an de Public méi Transparenz an d'Aarbechte vun der Verwaltung am Kader vum Ënnerhalt bréngen an och d'Demarchë beschreiwen, déi noutwenneg sinn, fir esou e Projet unzegoen. D'Dispositiounen zu den uewegenannte Subside sinn an der neier Circulaire N° 3774 vum 8. Oktober 2020 vun der Ëmweltministesch zu de Subsidiendispositioune vum Waasserfong am Detail erkläert.

Question 3174 (19.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **sécurité dans le cadre de la natation scolaire :**

Am Gesetz vum 29. Oktober 2020 „portant : 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées" geet et ënner anerem drëm, neit Ersatzpersonal fir an der Grondschoul ze rekrutéieren. Hei ass festgesat, datt déi Leit ausser engem Premièresdiplom keng weider Qualifikatioun brauchen.

Laut Règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire, deen de 4. September 2014 nach eemol publizéiert gouf, ass den Titulaire vun enger Klass responsabel fir de Schwammcours. Hie muss awer dofir ënner anerem e Rettungsbrevet hunn. Dat ass eng Dispositioun, déi am Kader vun der elementarer Sécherheet geholl gouf.

Hei ass den Auszuch aus dem Reglement:

« Art. 7. Peuvent être chargés des cours de natation dans les différents ordres d'enseignement a) les professeurs d'éducation physique ; b) les instituteurs de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire ; c) les chargés de direction, les chargés de cours et les remplaçants des personnes visées sous a) et b) ; d) les instructeurs de natation.

Art. 8. Le niveau de qualification est basé sur des connaissances et capacités fondamentales dans les matières renseignées ci-après et à acquérir, pour les personnes visées sous b) et c) de l'article 7 ci-devant, dans le cadre de la formation initiale et continue : pédagogie et technique relatives à l'organisation et au déroulement des cours d'apprentissage de la nage ; nage, plongée et plongeon ; premiers secours, sauvetage et réanimation ; hygiène des eaux.

Le niveau de qualification déterminé ci-dessus est vérifié dans le chef a) des instituteurs ayant terminé leur formation avant l'entrée en vigueur du présent règlement ainsi que b) de remplaçants pouvant se prévaloir d'une formation adéquate ou chargés de l'enseignement de la natation avant l'entrée en vigueur du présent règlement. De par leur formation professionnelle, la qualification pédagogique est dans tous les cas acquise aux instituteurs. »

Wann awer elo ee Klassentitulaire, dee selwer säi Schwammunterrecht gehalen huet, vun engem Remplaçant ouni Rettungsbrevet ersat gëtt, misst jo dee Remplaçant och selwer mat der Klass schwamme goen, wat awer dann net méi dem Reglement entsprécht an e Sécherheetsrisiko fir d'Kanner duerstellt.

Des Weidere gesäit dat besotent Reglement vir, datt den Titulaire a verschiddene Fäll kéint dispenséiert ginn, de Schwammunterrecht ze halen:

« Art. 11. L'enseignement de la natation appartient au titulaire de la classe. Toutefois, le titulaire peut être déchargé de cette obligation et remplacé pour tout ou partie des charges inhérentes au cours de natation par décision des autorités scolaires. Dans ces cas, celles-ci concluent un arrangement avec l'autorité responsable de la piscine. »

Well an dëse Punkten am Beräich vum Schoulsport, notamment am Schoulschwammen, am Gesetz keng Prezisioune stinn, wëll ech dem Här Schoulminister gäre follgend Froe stellen:

1. Ass eventuell virgesinn, en aneren Intervenant mat der Klass schwamme goen ze loossen, wann de Remplaçant net déi néideg Qualifikatiounen huet? Wéi vill vun de Remplaçanten, déi haut do sinn, erfëllen d'Bedéngunge vum Reglement iwwert d'Schoulschwammen?

2. Wat heescht den Art. 11 vum Reglement konkreet? Soll de Schwammmeeschter aus der Piscine de Schwammunterrecht halen?

3. Ass dat och de Fall, wann de Remplaçant kee Rettungsbrevet huet?

4. Ass assuréiert, datt déi Sécherheetsdispositiounen agehale ginn, wann d'organisatoresch Dispositioune ganz séier iwwert d'Bün goe mussen?

5. Denkt de Schoulministère generell net doriwwer no, fir all den Titulairen oder Chargéen, déi Sport halen, eng Rei Iddie fir d'Gestaltung vun engem Unterrecht zoukommen ze loossen, deen de sanitäre Mesurë gerecht gëtt (Spiller ouni Kierperkontakt, Eenzelübungen asw.)?

6. Erkläert sech d'Vergiesse vun der Sécherheet vun de Kanner an esou engem wichtege Gesetz aus där extreem kuerzer a séierer Prozedur, mat där et geholl ginn ass? Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt säi Ministère méi Proaktivitéit an de legislative Prozess kritt, fir datt net Gesetzer bannent véier Deeg duerch den Instanzewee ginn?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Kader vun der Schoulorganisatioun gëtt déi Persoun definéiert, där d'Tâche vum Schwammcours zougedeelt gëtt. Dëst ass entweeder den Titulaire de classe oder ee Chargé de cours, deen, wéi am Artikel 15 respektiv am Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental festgehalen, een net besatene Poste kann iwwerhuelen. Am Kontext vum Erstelle vun der Schoulorganisatioun ass deemno sécherzestellen, datt d'Persoun, déi de Schwammcours hält, och déi néideg Viraussetzungen erfëllt. Dës Viraussetzunge ginn am Artikel 8 vum Règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire definéiert an an der Circulaire de printemps widderholl.

Ausschliisslech déi Remplaçanten, déi d'Konditiounen erfëllen, dierfen d'Schwammcoursen assuréieren. Am Kader vun der Organisatioun vun de Remplacementer duerch d'Regionaldirektiounen, respektiv a vereenzelte Fäll duerch d'Gemengeservicer, identifizéieren déi Responsabel am Viraus d'Personal, dat déi néideg Konditiounen erfëllt, fir de Schwammunterrecht ze encadréieren, a setzt dëst Léierpersonal entspriechend an. Hinne leien um regionalen Niveau déi néideg Informatioune vir, fir och am Fall vun engem Remplacement ee sécheren Oflaf vum Schwammcours ze garantéieren.

Sollt kee Remplaçant méi disponibel sinn, deen déi néideg Viraussetzungen erfëllt, da kann ausnamsweis en aneren Enseignant de Schwammunterrecht assuréieren, wärend de Remplaçant dësem Enseignant seng Klass iwwerhëlt.

D'Sécherheet ass grad am Kader vum Schwammcours e prioritäre Facteur. Aus dësem Grond ass nieft dem Enseignant ausserdeem zu all Moment, wéi am Artikel 2 vum Règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire virgesinn, ee Schwammmeeschter present, deen sech ausschliisslech ëm d'Sécherheet an der Schwämm këmmert.

ad 2. + 3. Den éischten Artikel vum Règlement grand-ducal du 24 mars 2014 fixant le taux de participation de l'État aux frais des prestations de services fournies par les instructeurs de natation dans le cadre de l'assistance aux titulaires de classe de l'enseignement fondamental ou à leurs remplaçants ainsi que les modalités de remboursement des frais par l'État aux communes ou syndicats de communes schreift vir, datt et am Prinzip den Enseignant ass, deen de Schwammcours hält: « Dans l'enseignement fondamental, le cours de natation est assuré par le titulaire de classe ou son remplaçant. Dans le cadre de l'organisation du cours précité, celui-ci peut être assisté par un instructeur de natation lors de l'instruction d'élèves non nageurs sur décision émanant de l'autorité commune, siège de la piscine. »

Op d'Decisioun vun de Gemengenautoritéite kann deemno e Schwammmeeschter zur Verfügung gestallt ginn, fir den Enseignant respektiv de Remplaçant bei sengem Cours ze assistéieren a bei den Netschwëmmer eng Hand beim Cours unzepaken. An dësem Fall iwwerhëlt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend een Deel vun de Käschten. Den Enseignant bleift allerdéngs weiderhi fir den Encadrement vum Cours responsabel.

ad 4. Am Kader vun der Gestioun vun de Remplacementer gräifen d'Regionaldirektiounen, respektiv d'Gemengeservicer, op d'Informatiounen zeréck, déi si um regionalen Niveau am Virfeld scho gesammelt hunn, fir esou ze garantéieren, datt de Remplaçant déi néideg Kompetenzen huet, fir de Schwammcours kënnen ze halen.

ad 5. Am Kader vun hirer Grondformatioun léieren d'Enseignanten, wéi si e Schwammcours organiséieren. Laut dem Artikel 6 vum Personalgesetz ass all zoukënftegen Enseignant-fonctionnaire, deen an der Grondschoul wëllt intervenéieren, dru gebonnen, virum Ufank vu sengem Stage ee Rettungsschwëmmerbrevet ze absolvéieren, fir esou sécherzestellen, datt am Noutfall déi richteg Mesurë kënne vum Personal ergraff ginn. Den Enseignant kann och iwwer seng Grondausbildung eraus sech am Centre de documentation pédagogique nach weider informéieren oder un der breeder an diversifizéierter Formatiounsoffer vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) deelhuelen.

ad 6. D'Sécherheet vun de Schüler ass am Kader vum legislative Prozess net vergiess oder vernoléissegt ginn. Dat vum honorabelen Deputéierten ugeschwatent Gesetz huet keen Afloss op d'Viraussetzungen, déi e Remplaçant muss erfëllen, fir kënnen e Schwammcours ze encadréieren. Och virum Akraafttriede vum Gesetz vum 29. Oktober 2020 war de Schwammbrevet net Deel vum Stage, deen eng Persoun huet missen ofleeën, fir Remplaçant ze ginn. An dësem Kontext hate vill Remplaçantë scho virdrun e Brevet de sauvetage oder hunn dësen nogeholl, nodeems si de Stage gemaach haten. Hei ass op en Neits ze betounen, datt eng Persoun selbstverständlech eréischt dann dierf Schwammcoursen encadréieren, wa se déi néideg Konditiounen erfëllt.

Question 3175 (19.11.2020) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **mémoire des volontaires des brigades internationales :**

Aujourd'hui les mérites des 102 volontaires partis du Luxembourg pour se battre entre 1936 et 1938 pour la cause démocratique aux côtés des troupes républicaines espagnoles contre les troupes du général Franco sont généralement reconnus. Les brigadistes sont considérés comme résistants de la première heure contre les mouvements fascistes et nazis et contre les futures dictatures en Europe « en montrant la voie à ceux qui allaient bientôt les suivre » comme s'était exprimé le Premier Ministre Jean-Claude Juncker en 1997.

Considérés pendant trop longtemps comme « hors la loi » au Luxembourg, les brigadistes luxembour-

geois dont un quart sont morts au front ou ont été blessés, ont finalement été réhabilités en 1997 sans néanmoins se voir accorder un statut de résistant.

Sous l'impulsion des Amis des brigades internationales du Luxembourg (ABIL) et avec le soutien du sculpteur luxembourgeois Lucien Wercollier, un monument à la mémoire des brigadistes, partis du Luxembourg, fut érigé au quartier Italie à Dudelange où une cérémonie de commémoration est organisée chaque année.

Dans un même ordre d'idées, l'ABIL a adressé une lettre au Gouvernement proposant l'installation d'une plaquette à la mémoire des volontaires des brigades internationales au Monument du souvenir « Gëlle Fra », symbole de la résistance face à la répression nazie.

1) Cette demande étant restée sans réponse jusqu'à ce jour, nous aimerions savoir de Monsieur le Premier Ministre si le Gouvernement entend donner une suite à la demande de l'ABIL, ceci d'autant plus qu'une plaquette en souvenir des volontaires luxembourgeois de la Guerre de Corée est déjà apposée au Monument du souvenir ?

2) Dans l'affirmative, quelle est l'autorité qui décide de l'apposition de cette plaquette ?

Réponse (17.12.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 2) La loi du 21 juin 2016 portant création d'un Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale décrit la mission de ce dernier comme suit dans son article (2).

Le comité a pour mission :

a) de perpétuer la mémoire des événements de la Deuxième Guerre mondiale ;

b) d'intervenir auprès des instances publiques dans l'intérêt des résistants, des enrôlés de force, des victimes de la Shoah et des victimes de la Deuxième Guerre mondiale en général ;

c) de participer à l'organisation de la commémoration officielle de la Deuxième Guerre mondiale ;

d) de formuler des recommandations concernant l'organisation de la commémoration de la Deuxième Guerre mondiale et l'identification et la valorisation des lieux de mémoire ;

e) d'entreprendre des actions de sensibilisation du public et plus particulièrement de la jeunesse en relation avec la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale.

Le Gouvernement sollicite l'avis du comité sur toutes les questions en relation avec la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale.

Le comité est consulté par le Gouvernement pour l'organisation de la Journée nationale du souvenir qui constitue la commémoration annuelle officielle de la Deuxième Guerre mondiale.

Le Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale est ainsi le partenaire privilégié du Gouvernement dans le cadre de la question sous objet et un avis y relatif a été demandé au Comité.

ad 1) Les honorables Députés soulignent les mérites des quelque 102 volontaires partis du Luxembourg en 1936 pour se battre dans la guerre civile en Espagne, aux côtés des troupes républicaines contre les troupes du général Franco. Les mérites de ces volontaires dans leur combat contre les mouvements fascistes et nazis, à un moment où ni la Société des Nations, ni les gouvernements européens n'avaient su reconnaître les dangers d'une Deuxième Guerre mondiale, sont aujourd'hui reconnus.

Il est utile de rappeler ici la loi du 13 avril 1937 destinée à empêcher la participation à la guerre civile en Espagne de Luxembourgeois et d'étrangers résidant sur le territoire luxembourgeois. Cette loi avait eu comme but de préserver la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg.

Cette loi de 1937 a été abrogée par la loi du 27 juillet 2003 relative à la réhabilitation des volontaires de l'Espagne républicaine.

En tenant compte de ce qui précède, le Gouvernement s'aligne sur l'avis et les recommandations du bureau exécutif du Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale (CM2GM) qui a consulté les membres des trois communautés représentées et qui, « tout en réitérant sa conviction que notre pays a un devoir moral de reconnaissance vis-à-vis des volontaires partis du Luxembourg en Espagne pour combattre le fascisme et le nazisme » suggère de ne pas apposer de plaque supplémentaire sur la « Gëlle Fra ».

Cela étant, et afin de (mieux) faire entrer dans le conscient de nos citoyen-ne-s l'engagement de ces volontaires à un moment où les libertés démocratiques élémentaires étaient écrasées, le comité a soumis les propositions suivantes :

- Le CM2GM se propose d'inclure dans sa liste des commémorations nationales, la Journée No Pasarán à Dudelange, la cérémonie commémorative en l'honneur des volontaires des brigades internationales.

- Le Gouvernement soutient cette proposition.

- Dans ce même ordre d'idées, le CM2GM propose de consulter ses membres sur l'idée suivante : Comme le Gouvernement avait décidé de placer la Journée de commémoration nationale du 18 octobre 2020 sous le signe du rôle et des souffrances des femmes pendant la Deuxième Guerre mondiale, le CM2GM analysera la possibilité de placer cette journée en 2021 sous le thème de la résistance avant le début de la Deuxième Guerre mondiale.

- Le Gouvernement soutient cette proposition.

- Le CM2GM se propose également d'organiser entre autres au cours des prochaines années :

• un large sondage auprès de la population du Grand-Duché, (Luxembourgeois et non-Luxembourgeois incluant les travailleurs transfrontaliers), sur les connaissances du grand public des causes ayant provoqué la Deuxième Guerre mondiale et ses effets sur la société d'aujourd'hui ;

• un cycle de conférences grand public, des ateliers pédagogiques pour un public de jeunes 15 plus pour travailler sur les causes et les effets de la Deuxième Guerre mondiale ;

• les détails seront élaborés par les groupes de travail respectifs du CM2GM.

- Le CM2GM se propose également de sensibiliser le public sur son nouveau site Internet https://cm2gm.lu/ et d'y rajouter un chapitre consacré aux brigades internationales.

Question 3176 (19.11.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **bilan de la foire des étudiants :**

Wéinst dem Covid-19 konnt déi 34. Studentefoire net wéi gewinnt organiséiert ginn. Fir den zukünftege Studenten awer eng Orientéierungshëllef ze ginn, gouf den Internetsite studentefoire-goes-digital.lu, wou virun allem Universitéiten a Studentecercelen sech presentéiert hunn, ageriicht. „Richteg vill Klicks goufen et an deenen zwee Deeg op studentefoire-goes-digital.lu, ob dat elo op eenzel Stänn war oder a Webinaren eran oder am Chatroom", steet dann och um Internetsite vum CEDIES ze liesen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Héichschoulminister dës Froe stellen:

1. Wéi fält de Bilan vun der Studentefoire aus? Wéi vill Klicks sinn et wärend deenen zwee Deeg op dëse Site ginn? Anescht ewéi de CEDIES weisen sech Studentevertrieder a Studentecercelen éischter enttäuscht, wat den Zoulaf, zum Beispill an den Chatrooms, ugeet. Huet de Minister Kenntnis vun Zuelen, wéi vill esou direkt Echangen et gi sinn?

2. Wéi huet d'Zuel u Participanten un der online-Studentefoire par rapport zu Versiounen a regulären Zäite variéiert? Wéi huet d'Zuel u Visiteuren op der Studentefoire iwwert déi lescht Joren evoluéiert?

3. Wier et net méiglech, esou e Site an enger liicht adaptéierter Form laangfristeg online ze loossen, fir datt Schüler a Studente permanent an op ee Bléck déi verschidde Studieméiglechkeeten a Studentecercele kéinte gesinn?

Réponse (17.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Ech reagéieren op der honorabeler Deputéierten hir Froe mat follgende Prezisiounen:

ad 1. Den Héichschoul- a Fuerschungsministère ass de Moment amgaangen, de generelle Bilan vun der Studentefoire 2020 ze zéien, deen en Abléck soll ginn an déi grouss Tendenzen, déi sech bei dëser alleréischter virtueller Editioun vun der Foire gewisen hunn. Fir en Evenement an där Gréisstenuerdnung a mat engem ganz neie Konzept ass et wichteg, all concernéiert Acteuren an dës Evaluatioun mat anzebannen.

À ce stade kann ee scho mat Gewëssheet soen, dass d'Haaptzil vun dëser virtueller Foire, nämlech d'Schüler a Schülerinne vun den 2es- a 1res-Klassen aus dem Enseignement secondaire beschtméiglechst ze informéieren iwwer d'Studieméiglechkeeten, d'Studenteliewen an och iwwer d'Perspektiven an der Beruffswelt, erreecht gouf. Besonnesch gutt ukomm ass d'Konzept vun enger sougenannter „Phase d'exploration", dat dora bestanen huet, dass wärend den dräi Deeg virun der eigentlecher Foire déi digital Plattform schonn zougänglech war, esou dass ee scho konnt duerch déi verschidden Hale vu Stand zu Stand navigéieren a sech d'Informatiounsmaterial vun den Exposanten (Flyeren, Broschüren, Videoen etc.) ukucken. Dëst huet et de Schüler a Schülerinnen erlaabt, sech mat deem neien Outil vertraut ze maachen a sech, mat der Ënnerstëtzung an der Berodung vun de Membere vun de Cellules d'orientation aus de Lycéeën, ganz geziilt op hir Visitt vun der eigentlecher Foire virzebereeden.

Am Ganze kënnen 107.424 Visitten op de Stänn verzeechent ginn, wouvun der 39.425 wärend der „Phase d'exploration" (vum 9. bis den 11. November 2020) a 68.036 wärend der „Phase d'interaction", also der eigentlecher Foire (vum 12. bis den 13. November 2020), gezielt goufen.

Des Weidere weist d'Zuel vun 29.327 Klicken, dass e groussen Interessi un de Broschüren an de Videoe vun den Exposantë bestanen huet.

Wichteg ze ernimmen ass, datt et sech bei dësen Zuelen ëm Klicken handelt, déi net onbedéngt individuell an eemoleg Visitten duerstellen, wou ee Klick eng Persoun géif duerstellen, mee déi vun all de Visiteuren zesummegedroe gi sinn. Fir déi Zuelen e bëssen an de Kontext ze setzen, sief preziséiert, dass 2020/2021 am Ganzen 8.848 Schüler a Schülerinnen op enger 2es- oder 1res-Klass (Enseignement secondaire classique, Enseignement secondaire général an Diplôme du technicien) ageschriwwe sinn.

Doriwwer eraus konnte bal 4.000 aktiv Participatiounen un de Webinairë gezielt ginn. Dës Zuel spigelt den allgemeng grousse Succès erëm vun dëser neier Komponent am Konzept vun der Studentefoire.

Ausserdeem hunn iwwert déi zwee Deeg vun der Foire 1.769 Gespréicher am Chatberäich stattfonnt.

ad 2. Wéi uewe schonn ernimmt, ass d'Natur vun de Klicken eng aner wéi déi vun enger „regulärer", physescher Visitt op der Studentefoire. Anescht wéi dëst Joer, wou d'Presenz op der Studentefoire unhand vun eenzele Klicke kann illustréiert ginn, sinn déi leschte Jore keng änlech Zuelen erhuewe ginn, woubäi muss betount ginn, datt en direkte Verglach vun zwee esou ënnerschiddleche Modeller vun der Studentefoire net méiglech ass.

ad 3. Dëst Joer hat den Héichschoul- a Fuerschungsministère sech fir eng punktuell Plattform entscheet, déi beschtméiglechst den Esprit vun enger „traditioneller" Foire sollt erëmginn, esou dass dat dann och eng Plattform war, déi, genee wéi eng „physesch" Foire, zäitbegrenzt bestanen huet. Et kéint ee sech duerchaus e Konzept virstellen, wou déi Plattform e puer Deeg oder och esouguer e puer Woche méi laang accessibel wier, mee doriwwer eraus géif sech de Problem vun der Mise à jour vun den Donnéeën, déi jo vun deene méi wéi 180 Exposanten op déi Plattform gesat goufen, stellen.

An deem Kontext wéilt ech drop hiweisen, dass den Internetsite www.cedies.lu vun den zwee zoustännege Servicer vum Héichschoul- a Fuerschungsministère, dem Service Informations études supérieures an dem Service Aides financières, d'ganzt Joer iwwer eng Hellewull Informatioune bitt ronderëm d'Studéieren zu Lëtzebuerg esou wéi an enger ganzer Rei anere Länner, zu verschiddene Beräicher an zu bestëmmten, aktuellen Thematiken, genee wéi och zu de Méiglechkeete vun enger staatlecher Studiebäihëllef. Dës Informatioune gi reegelméisseg à jour gehalen.

D'Servicer beäntwerten och individuell Froen zu spezifeschen Héichschoulinstitutiounen a Formatiounen, a beruffe sech hei op déi offiziell an disponibel Informatioune vun de jeeweilegen Institutiounen a Länner. Ausserdeem huelen d'Vertrieder vun deenen zwee Servicer reegelméisseg un Informatiounsveranstaltunge vun de Lycéeën deel, déi sech souwuel un d'Schüler a Schülerinne vun den Ofschlossklasse wéi un hir Elteren adresséieren.

Den Internetsite vun der ACEL, dem Daachverband vun de Lëtzebuerger Studentecerclen, regruppéiert sengersäits alles ronderëm d'Studenteliewen an d'Cerclen an hält dës Informatiounen ëmmer op neistem Stand.

Question 3177 (19.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **pratiques des huissiers de justice :**

Mir gouf zougedroen, datt verschidden Dierwiechter (Huissiers de justice) et sech zur gängeger Praxis gemaach hunn, am Kader vun der Exekutioun vu Justizentscheedunge verschiddene Persounen als lescht Warnung e Pechbild op d'Dieren ze pechen.

Konkreet läit mir eng Foto vun esou engem Sticker mam Logo vun den Huissiere vir, op deem an Handschréft drop geschriwwe steet: „Dernier avertissement avant ouverture forcée", suivéiert vun der Telefonsnummer vum Huissier an der Dossiersnummer vum Client.

Et ass besuergneserreegend, wann Dierwiechter, déi Decisiounen am Numm vun der Justiz ausféieren, den Dateschutz vu Persoune manifestement ënnergruewen, well, an de Parties communes oder op den Entréesdiere vu Residencen d'Allgemengheet vun Dossiere vun den Huissiers gewuer gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass der Justizministesch an der Procureur d'État déi uewe genannte Praxis vun Dierwiechter bekannt? Wéi eng Meenung vertrëtt d'Justizministesch géigeniwwer dëser Praxis, virun allem aus Siicht vum Dateschutz?

2. Firwat ginn an dësem Kontext sensibel Informatioune vun de betraffene Persounen net einfach an diskreet an d'Bréifkëscht geheit?

3. Kann ausgeschloss ginn, dass eng Persoun, déi d'Dossiersnummer an den Numm vun der betraffener Persoun kennt, per Telefon Accès op d'Informatioune vum Dossier kréie kéint?

4. Nom Gesetz vum 4. Dezember 1990 iwwert d'Organisatioun vun den Dierwiechter waacht de Procureur d'État iwwert d'Uerdnung bei den Huissieren. Wéi vill Kontrolle goufen an deene leschte fënnef Joer gemaach a wéi eng Infraktioune goufen heibäi festgestallt?

Réponse (18.12.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Op Nofro bei der Chambre des huissiers de justice schéngt et esou ze sinn, dass déi Praxis an eenzele Fäll ugewant ginn ass.

Eng Indikatioun vun der Telefonsnummer vum Huissier an der Dossiersnummer vum Huissier ass keng Violatioun vum Dateschutz, vu dass keng personell Donnéeën do affichéiert sinn.

Dobäi kënnt, dass déi Moossnam (Interventioun vum Huissier) no engem Urteel kënnt an dass op base vum Artikel 88 vun der Verfassung souwuel Sëtzunge wéi de Prononcé vun engem Urteel an enger ëffentlecher Sëtzung ofgehale ginn.

ad 2. D'Chambre des huissiers preziséiert, dass esou Fäll just stattfannen, wann den Debiteur virdrun net op seng Ufroe reagéiert huet. Dës Praktik ass och motivéiert doduerch, fir eng forcéiert Exekutioun mat Interventioun vun engem Schlässer an der Police an d'Wunneng vum Debiteur ze evitéieren.

ad 3. Donnéeë vun engem Dossier gi vum Huissier de justice net no bausse kommunikéiert. De Secret professionnel spillt.

ad 4. Den Artikel 29 vum Gesetz vum 4. Dezember 1990 seet:

« Le procureur d'État veille au maintien de l'ordre et de la discipline des huissiers de justice de l'arrondissement et à l'exécution des lois et règlements qui les concernent.

Il instruit les affaires dont il est saisi sur plainte ou dont il se saisit d'office et les défère au tribunal d'arrondissement, chambre civile, s'il estime qu'il y a infraction à la discipline. Il en informe la Chambre des huissiers pour demander un avis. »

De Procureur d'État kann also Affären instruéieren an un d'Geriicht weiderginn. An de leschte fënnef Joer goufe vum Procureur d'État dräi Affären instruéiert, wouvun der zwou un d'Geriicht weidergi goufen. Keng vun deenen Affäre war am Zesummenhang mat dem Objet vun dëser parlamentarescher Fro.

Question 3178 (20.11.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**offre de formation pour les étudiants en médecine à l'Université du Luxembourg :**

Den nationalen Zenter fir affektiv a sexuell Gesondheet (CESAS) huet eng Missioun, déi hie fir seng véier Tutellesministèren erfëllt, also fir den Educatiounsministère, de Gesondheetsministère, de Familljeministère an de Ministère fir Gläichstellung tëscht Mann a Fra. D'Missioun ass, d'Approche vun enger affektiver a sexueller Gesondheet bekannt ze maachen. Si sollen dofir suergen, datt dës Approche duerch d'Informatioun, d'Formatioun an d'Sensibiliséierung promouvéiert gëtt. An deem Zesummenhang schaaft de CESAS e Reseau vun Acteuren, Kompetenzen a Ressourcen am Sënn vun dëser Approche.

D'Coordinatrice vum CESAS huet den 21. Oktober 2020 an engem Interview mam Radio 100komma7 gesot, den Zenter wier amgaang, mat de Ministèren en „outil" auszeschaffen - grad wéi och mam Educatiounsministère, well déi Jugendlech eng besonnesch wichteg Roll géinge spillen - mat deem ënner anerem d'Schoulpersonal fir dës Thematik soll sensibiliséiert ginn. Och mat der Uni Lëtzebuerg géif kollaboréiert ginn. Esou sollen d'Studenten am neie Medezinsbachelor iwwert e Formatiounsprogramm fir dës Approche sensibiliséiert ginn, dëst en vue vun hirer Aarbecht als zukünfteg Dokteren.

An deem Kontext wéilte mir gär dem Educatiounsminister, der Gesondheetsministesch, der Familljeministesch an der Ministesch fir Gläichstellung tëscht Mann a Fra follgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eis erklären, wat genau deen Outil ass a wat dëse virgesäit? Wéi a wou iwwerall soll dësen Outil agesat ginn?

2. Wéi gesäit dëse Formatiounsprogramm fir Medezinsstudente konkreet aus? Aus wéi vill Coursë besteet dee Programm? Wien alles huet beim Ausschaffe vun dësem Formatiounsprogramm matgewierkt?

3. Wien hält dës Formatiounscoursen op der Uni Lëtzebuerg? Gehéiert dës Formatioun zum Flichtprogramm vun de Lëtzebuerger Medezinsstudenten oder ass et eng Optioun?

Réponse commune (24.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1. Am Januar 2019 ass den nationalen Aktiounsplang fir d'Förderung vun der affektiver a sexueller Gesondheet am Kader vum nationale Programm „Promotion de la santé affective et sexuelle" a Kraaft getrueden. Dëse gouf - ënnert der Tutelle vum Gesondheetsministère - an Zesummenaarbecht mam Bildungsministère, mam Chancëgläichheetsministère a mam Familljeministère definéiert.

Am Kader vum viregten nationalen Aktiounsplang 2013-2018, ass de CESAS (Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle) an d'Liewe geruff ginn. Déi véier uewe genannte Ministèrë schaffen enk mam CESAS zesummen.

En internen Aarbechtsgrupp vum CESAS mat diversen ëffentlechen an associative Vertrieder (HIV-Berodung, Planning Familial, LGBTQ+ Centre CIGALE, APEMH, ECPAT a BEE SECURE) huet déi zweet Editioun vum „Guide en matière de santé affective et sexuelle des jeunes à destination des professionnel.le.s" ausgeschafft.

2015 gouf schonn eng éischt Editioun vun dësem Guide erstallt, an déi nei Editioun gouf den aktuelle gesellschaftleche Besoinen ugepasst.

D'Zil ass et, de Professionellen aus de Schoulen an de psycho-sozio-edukative Strukturen, déi direkt oder indirekt dësen Theemeberäich mat Kanner an/oder Jugendleche behandelen, e prakteschen Outil ze bidden, deen am Alldag ka benotzt ginn, fir bei de Kanner a Jugendlechen e gesonden Ëmgang mat hirem Kierper, hiren Emotiounen an hirer Sexualitéit unzereegen an ze förderen. Den Outil ass e Classeur mat eenzele Fichen, déi kënnen erausgeholl ginn an als Aarbechtsdokument kënne benotzt ginn. Ugefaange beim Mënsch a sengem Kierper, iwwert d'Léift an d'Sexualitéit, ginn och d'Verhütung, d'ISTen an déi sexuell Rechter ofgedeckt.

De Bildungsministère assuréiert d'Diffusioun an d'Distributioun vum Outil innerhalb vun all de Strukturen aus sengem Kompetenzberäich.

Dësen Outil gouf offiziell am Kader vun der Eréffnung vun der „Semaine de la santé affective et sexuelle" de 7. Dezember 2020 virgestallt. De CESAS bitt 2021 Informatiounsseancë fir déi Professionell un, déi mam Guide wëlle schaffen.

ad 2. + 3. Am Kader vum Formatiounsprogramm vun der Universitéit Lëtzebuerg fir Medezinsstudente gouf am Wantersemester 2019/2020 een Online-Seminaire vun enger Dauer vu véier Stonnen organiséiert. Déi Responsabel vun der Medezinsformatioun op der Universitéit Lëtzebuerg an d'Representantë vum CESAS hu sech iwwer de Programm vun deem Seminaire concertéiert. Follgend Theeme goufen an dëser Formatioun abordéiert: „plaisir et anatomie; violences, chemsex et consentement; infections sexuellement transmissibles et contraception". Den Online-Seminaire war fakultativ, mee gouf de Studente recommandéiert. Een zweeten Online-Seminaire vun dräi Stonnen iwwert d'sexuell Gesondheet huet de 4. Dezember 2020 stattfonnt a war fir d'Medezinsstudente vum éischte Joer obligatoresch.

D'Universitéit Lëtzebuerg wäert dës Formatioun, déi bis elo nëmme virgesinn ass fir d'Medezinsstudenten aus dem éischte Joer, weiderféieren, andeems se eventuell och de Studenten aus anere Formatiounen oder de Studenten aus dem zweeten oder drëtte Bachelorjoer am Kader vum Modüll iwwert déi transversal Kompetenzen ugebuede gëtt. Den Online-Seminaire gëtt gehale vu Mataarbechter vum CESAS, déi an deem Beräich spezialiséiert sinn.

Question 3180 (20.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **conformité des masques :**

D'Europäesch Unioun huet mam Standard EN149 Krittäre fir Otemschutzmasken um EU-Maart festgeluecht.

Leider koum et an der Vergaangenheet ëmmer nees dozou, dass Maskenhiersteller vun der aktueller Noutsituatioun profitéiert a Produiten an Europa an zu Lëtzebuerg verkaaft hunn, déi den europäeschen Normen net entsprach hunn. Eng ganz Rei Masken, déi der Verpackung no als FFP2-, N95- oder KN95-Mask mam entspriechende Filterpotential gekennzeechent waren, sinn an uschléissenden Tester duerchgefall, well se d'Standarde vun den europäeschen Normen net erfëlle konnten.

Zousätzlech erschwéiert d'Differenzéierung tëscht Masken, déi dem FFP2-Standard entspriechen, mee net fir en Asaz am medezinesche Beräich gëeegent sinn, an FFP2-Masken, déi souwuel an der Industrie ewéi och am professionelle medezinesche Beräich zum Asaz komme kënnen, de Konsumenten de Choix vum richtege Produit.

Och de Lëtzebuerger Staat hat an de vergaangene Méint Bestellunge vu Masken ze verzeechnen, déi net den europäesche Standarden entsprach hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Masken (chirurgesch Masken an FFP2/KN95/N95 oder anerer, opgeschlësselt no der Aart vu Mask), déi de Lëtzebuerger Staat kaf huet, waren net konform mat den europäesche Standarden?

2. Wéi vill Masken (chirurgesch Masken an FFP2/KN95/N95 oder anerer, opgeschlësselt no der Aart vu Mask), déi de Lëtzebuerger Staat kaf huet, goufen u Professioneller a Privatleit verdeelt an hunn am Nachhinein mussen zeréckgeruff ginn, well sech erausgestallt huet, dass d'Masken net konform waren?

Falls dës Masken u bestëmmte Beruffsgruppe verdeelt goufen: Wéi eng Beruffsgruppe ware betraff?

3. Wéi iwwerpréift d'Regierung, ob d'Masken (chirurgesch Masken an FFP2/KN95/N95 oder anerer), déi si kaf huet, den europäesche Standarde fir en Asaz am medezinesche Beräich entspriechen?

4. Ass et richteg, dass zu Lëtzebuerg just nach FFP2-Masken a keng KN95- oder N95-Maske méi verkaf däerfe gi fir den Asaz am medezinesche Beräich?

5. Stinn de Professionellen aus dem Beräich vun der Santé aktuell genuch FFP2-Masken zur Verfügung, déi den europäeschen Norme fir en Asaz am medezinesche Beräich entspriechen?

Falls net: Denkt d'Regierung driwwer no, Masken, déi zwar net als FFP2-Maske gekennzeechent sinn, mee konform zu den EN-Norme sinn, fir en Asaz am medezinesche Beräich zouzeloossen (beispillsweis KN95-Maske mat enger EN14683 Kennzeechnung)?

6. Wéi probéiert de Ministère fir Konsumenteschutz, Persounen, déi sech wëlle Maske kafen, fir sech virum Covid-19 ze schützen, viru Verkeefer mat mangelhafte Produiten ze protegéieren?

Réponse commune (24.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Mam Ausbroch vun der Pandemie am Mäerz dëst Joer waren d'Marchéë vu verschiddenem Schutzmaterial saturéiert an et war net méi méiglech, déi néideg Quantitéiten u Schutzmaterial an Europa ze kafen. Aus deem Grond huet d'Cellule logistique vum Gesondheetsministère Schutzmaterial a China akaf.

Dëst Material gouf ënnert dem zäitlech befristeten Arrêté vum Wirtschaftsministère vum 2. Abrëll 2020 kaf an op de Marché bruecht. Dësen Arrêté gëtt eng Derogatioun zum europäesche Reglement (UE) 2016/425 iwwert d'„équipements de protection individuelle" (EPI), an huet et esou erméiglecht, d'Masken, déi equivalenten auslänneschen Normen entspriechen (wéi zum Beispill KN95- an N95-Masken), konform zu der EU-Legislatioun op de Lëtzebuerger Maart ze bréngen.

D'Cellule logistique huet decidéiert, d'Masken aus dem Stock national dem belschen ATP Test ze ënnerzéien, dëst no internationale Meldunge vu Masken, déi net déi néideg Filtratioun hunn. Dës Tester si vum belschen SPF Économie (Ministère de l'Économie) ausgeschafft gi fir ze assuréieren, dass d'Masken déi néideg Schutzmesuren erfëllen, woubäi haaptsächlech d'Filtratioun vum Mask getest gëtt.

Bei dësen Tester huet sech erginn, dass Maske vun zwee verschiddenen Hiersteller, déi als KN95 gezeechent waren, net déi néideg Filtratioun vu 94 % erreecht hunn. Am Ganzen handelt et sech dobäi ëm 850.000 Masken.

ad 2. Vun den uewegenannte Maske goufen der am Ganzen 279.400 verdeelt. Dovu sinn der 200.000 un d'Klinicke verdeelt ginn, fir et hinnen ze erlaben sech ee Reservestock zouzeleeën. Weider 63.000 Maske goufen un d'Zänndoktere verdeelt, a 16.400 Maske goufen u staatlech Administratioune verdeelt. D'Cellule logistique huet dës Masken zeréckgeruff an den Destinatäre Masken offréiert, déi iwwer déi néideg Filtratioun verfüügt hunn. Et goufe keng FFP2-Masken u Privatleit verdeelt.

ad 3. Masken, chirurgesch Masken an FFP2-Maske musse konform zu der applicabeler Legislatioun sinn a CE markéiert sinn. De CE Marquage implizéiert, dass d'Masken enger Prozedur zur Evaluatioun vun der Konformitéit ënnerzu goufen. Den Hiersteller stellt eng „déclaration de conformité" aus. Bei FFP2-Masken ass zousätzlech en Organisme notifié/benannt Stell an der Evaluatiounsprozedur implizéiert an de CE Marquage ass vu véier Nummere suivéiert.

D'Masken déi ënnert dem zäitlech befristeten Arrêté vum Wirtschaftsministère vum 2. Abrëll 2020 kaf an op de Marché bruecht goufen, huet d'Cellule logistique Tester duerchféiere gelooss.

ad 4. FFP2-Maske sinn „équipements de protection individuelle" (EPI) a mussen dem europäesche Reglement (UE) 2016/425 entspriechen, fir op den europäesche Marché gesat kënnen ze ginn/kommerzialiséiert kënnen ze ginn, onofhängeg dovun, ob dat fir de medezinesche Beräich ass oder net.

Den zäitlech befristeten Arrêté vum Wirtschaftsministère vum 2. Abrëll 2020, deen et erlaabt huet Schutzmaterial ouni CE Marquage op de Lëtzebuerger Marché ze bréngen, ass um Enn vum État de crise ofgelaf.

Allgemeng dierfen um Lëtzebuerger Marché also keng KN95- oder N95-Maske méi verkaf ginn. Et däerfen nëmme Schutzmaske verkaf ginn, déi konform zum europäesche Reglement UE 2016/425 sinn, wéi zum Beispill d'FFP2-Masken.

ad 5. D'Cellule logistique ass bis haut an engem reegelméissegen Echange mat de Spideeler, fir ëmmer genee ze wëssen, ob et Enkpäss um Marché gëtt oder net. Keen Indicateur weist am Moment drop hin, dass et Enkpäss um Marché vun den EPI-e gëtt.

ad 6. D'Kommunikatioun an déi regulär Aktivitéite vun der Surveillance vum Marché erméiglechen et, net konform Produite vum Marché ze verbannen.

Den ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services) ënnerhëlt, als kompetent Autoritéit fir d'Surveillance de Marché vun de perséinleche Schutzequipementer (EPI), déi néideg Mesurë wat d'Kontrollen an de Geschäfter betrëfft.

Den ILNAS féiert stéchprouwenaarteg Kontrollen an de Geschäfter an Apdikten duerch, fir eventuell net konform Schutzmasken ze detektéieren. Falls bei dëse Kontrollen net konform Maske fonnt ginn, ginn déi néideg Mesuren ënnerholl, fir dës Maske vum lëtzebuergesche Marché zeréckzezéien, respektiv beim Benotzer zeréckzeruffen. Des Weidere kontrolléiert den ILNAS Schutzmaske vun zweiwelhafter Qualitéit, op déi en duerch extern Ufroen oder Informatiounen opmierksam gemaach gouf.

Den ILNAS mécht och de Suivi vun der wéchentlecher Lëscht vum europäesche Schnellwarnsystem vun der Europäescher Kommissioun, wou all déi geféierlech Produiten, déi vun anere Memberstaaten notifiéiert goufen, drop stinn. Am Fall wou Schutzmasken och zu Lëtzebuerg am Ëmlaf kéinte sinn, ginn déi néideg Mesuren ënnerholl, fir dës Masken aus dem lëtzebuergesche Marché zeréckzezéien, respektiv beim Benotzer zeréckzeruffen. Den ILNAS informéiert an deem Fall och de Krisestaf.

Question 3182 (20.11.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**immeuble « Darwin » situé à la Cloche d'or :**

Dans un article paru le 18 novembre 2020 sur reporter.lu, il est question de « liaisons à risque » de l'ancien Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense et de la Sécurité intérieure et Ministre de la Santé avec un promoteur immobilier luxembourgeois.

Fin décembre 2017, ledit ministre aurait pour ses besoins personnels signé un contrat de bail pour trois ans avec une société appartenant audit promoteur. Il aurait même eu droit à trois mois et demi de gratuité de loyers. Au-delà, le loyer aurait été largement en deçà des prix du marché.

Pour de prétendues raisons d'économie, il cherchait, dans sa fonction de ministre des services de la Force publique, à regrouper dans un même immeuble lesdits services. Et c'est en 2018 que les services du Ministère des Finances tombent sur le projet Darwin en cours de réalisation par le promoteur susmentionné.

L'article de presse fait ensuite état de discussions ayant eu lieu avec les représentants de l'état-major, de la Direction de la défense, du ministre de tutelle et des membres de son cabinet autour du contrat à signer.

- Il aurait été question du prix du bâtiment estimé à quelque 60 millions d'euros et de la nécessité de passer par une loi de financement.

- Le scénario initial portait sur une procédure de location-vente permettant de diminuer le prix en dessous des 40 millions d'euros, la construction envisagée aurait été « monstrueuse » et aurait risqué à aboutir à un prix d'achat final de 60 à 70 millions d'euros.

L'ancien ministre aurait d'ailleurs fait pression sur ses services pour faire avancer le dossier avant les élections de 2018.

Après les élections d'automne 2018, le projet rebondit au Ministère de la Santé à la tête duquel se trouve l'ancien Ministre de la Défense. Ledit ministre nie avoir été impliqué dans les négociations du contrat liant actuellement l'État au promoteur immobilier. Il renvoie la balle au Ministère des Finances. En tout état de cause, les conditions exactes du bail finalement conclu n'ont pas été communiquées.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de la Défense et à Madame le Ministre de la Santé :

- Le Gouvernement peut-il nous communiquer le détail du contrat liant l'État audit promoteur au Ban de Gasperich ?

• S'agit-il d'un contrat de location-bail ?

• Quelle est la durée du bail, le loyer à régler par l'État et pour quelle surface ?

• Quel est le prix final à payer (loyers compris) ?

- Le Gouvernement peut-il nous indiquer s'il est de pratique courante de recourir à un contrat location-vente pour ne pas dépasser le plafond rendant nécessaire le passage par une loi de financement ? Combien de contrats de location-vente l'État a-t-il conclu dont le prix global (loyers compris) dépasse 40 millions d'euros ? Où sont localisés ces immeubles ?

- Quand les ministres, voire les services étatiques, ont-ils pour la première fois signalé au promoteur immobilier leur intérêt pour la location/l'acquisition dudit immeuble ?

- Les ministres peuvent-ils nous fournir un récapitulatif des négociations menées avec ledit promoteur au sujet de l'immeuble en question ?

- Le Gouvernement peut-il confirmer que ledit immeuble devait à l'origine héberger les services de la défense et de l'armée ? Comment se fait-il que l'immeuble en question doive actuellement accueillir les services du Ministère de la Santé ? L'ancien Ministre de la Défense et ancien Ministre de la Santé y était-il pour quelque chose ?

- Les ministres disposent-ils d'informations d'une implication directe ou indirecte de l'ancien Ministre de la Défense et de la Santé dans les tractations contractuelles ? Les ministres disposent-ils d'informations sur le fait que les services du Ministère de la Défense, voire de la Direction de la défense, auraient été mis sous pression pour faire aboutir ledit contrat encore avant les élections d'octobre 2018 ?

Réponse commune (18.12.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'abord il y a lieu de préciser qu'en ce qui concerne l'immeuble en question sis rue Charles Darwin à Luxembourg, il ne s'agit pas d'un contrat de location-vente, mais d'un contrat bail de neuf ans, assorti d'une option d'achat au profit de l'État. L'option d'achat pourrait, le cas échéant, être tirée pendant une période de 30 mois après la remise du bâtiment à l'État.

L'immeuble dispose de surfaces de bureaux de 4.676 m^2, de surfaces d'archives de 508 m^2 et de 34 emplacements parking.

Le prix fixé dans le contrat de bail correspond aux conditions de marché usuelles pour ce type d'immeuble. En ce qui concerne l'option d'achat prévue dans le contrat au profit de l'État, celle-ci s'élève à 41,31 millions d'euros.

Lors de chaque projet de prise en location d'un nouvel immeuble, il est de pratique courante d'essayer de négocier avec le propriétaire de l'immeuble une option d'achat. Ceci permet à l'État de faire le choix de devenir propriétaire d'un immeuble qui lui convient et de ne pas être tenu éternellement à un contrat de bail. Les coûts d'un contrat de bail ne peuvent toutefois pas être additionnés aux coûts d'une acquisition puisqu'en cas d'option pour un transfert de propriété, le bail prend fin.

Cette pratique permet aussi de fixer le prix de vente au préalable et, au cas où le seuil des 40 millions d'euros est atteint, de demander l'autorisation de la Chambre des Députés avant de tirer l'option d'achat. Le fait de demander cette approbation en pleine négociation n'est guère indiqué puisque la dynamique d'une négociation où l'État est en concurrence avec d'autres acteurs du secteur privé, demande une réaction rapide. En outre, à ce stade, il n'est pas possible d'indiquer avec certitude le montant en question et l'indication publique d'un montant plafond supérieur laisserait peu de chances de conclure un accord plus avantageux pour l'État lors des négociations.

En ce qui concerne plus particulièrement l'immeuble en question, les négociations ont débuté

en 2017 et avaient effectivement pour but de trouver un immeuble pour y loger les services de la défense et de l'armée.

Lorsque le nouveau Ministre de la Défense a repris son ressort en décembre 2018, il a réévalué le projet pour lequel un avant-projet détaillé (APD) n'avait pas encore été validé. Il est arrivé à la conclusion que l'immeuble n'était pas adéquat pour la défense. Par ailleurs, au regard des spécificités du projet, dont l'envergure aurait dépassé les 40 millions d'euros, le ministre ne souhaitait pas investir dans un bâtiment dont l'État n'aurait été que locataire avec option d'achat, avant le vote d'une loi autorisant, le cas échéant, un tel achat.

Suite à ce constat, les mesures spéciales de sécurité requises pour la défense ont été abandonnées et il a été décidé d'orienter les planifications en cours dans le sens d'un immeuble de bureau normal. Ceci a d'ailleurs permis d'augmenter sensiblement le taux d'occupation potentiel de l'immeuble jusqu'à 200 personnes.

Lorsque le nouvel accord de coalition 2018-2023 prévoyait d'affecter le site de la Villa Louvigny à d'autres fins, une solution de rechange a été recherchée pour les occupants de ce site. À ce moment, l'immeuble Darwin s'est montré être une alternative adéquate pour satisfaire à ce besoin.

Les ministres n'ont pas d'informations sur une implication directe ou indirecte de l'ancien Ministre de la Défense et de la Santé dans les négociations.

Question 3184 (20.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**extension du réseau de fibre optique :**

D'Post hat sech d'Zil vun engem flächendeckenden Ausbau vum Glasfasernetz gesat. Pro Joer ginn an dësen Ausbau ronn 30 Milliounen Euro investéiert, zousätzlech kommen nach 50 Milliounen déi nächst Joren derbäi. D'Coronapandemie, verbonne mat Heemaarbecht, huet gewisen, datt dësen Ausbau vu Wichtegkeet ass.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Wéi vill Kilometer Glasfaser goufe bis elo verluecht?

2. Wéi vill Kilometer Glasfaser bleiwen nach ze verleeën, fir datt all Stot am Land un de Reseau ugeschloss ass?

3. Bis wéini kann een ongefeier dermat rechnen, datt de ganze Reseau am Land op Glasfaser ausgebaut ass?

4. Huet d'Post e verbindleche Kalenner? Wéi vill Retard huet d'Post par rapport zu deem leschte verbindleche Kalenner, dee si annoncéiert oder publizéiert hat?

5. Ass séchergestallt, datt all Resident ka vun der Glasfaser profitéieren an datt och an Appartementshaiser de Glasfaseruschloss fir all Partei méiglech ass?

Réponse commune (18.12.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Wann et ëm den Uschloss vun all Resident un den ultra-séieren Internet geet, ass et wichteg ze wëssen, dass et nieft der Glasfaser och aner Technologië wéi z. B. de Koaxkabel oder 5G gëtt, déi den Accès op den ultra-séieren Internet erlaben, esou wéi dëst och an der Äntwert op d'parlamentaresch Froen 2872 an 3018 beschriwwe gouf. Donieft ass POST Lëtzebuerg och net deen eenzegen Operateur vun engem Glasfasernetz am Land.

POST Lëtzebuerg gëtt op Nofro hin un, dass se Enn 2019 méi wéi 1.371.000 km Glasfaser verluecht hat. Wat d'Quantitéit vu Kabel, déi nach ze verleeën ass, ugeet, weist POST drop hin, dass dëst vu ville Facteuren ofhänkt, zum Beispill wat fir Weeër benotzt ginn, wéi vill Kapazitéit gebraucht gëtt, wou a wéi vill gebaut gëtt an ob dëst Wunnquartieren, Industrie- oder Aktivitéitszone sinn. Et ass also net méiglech, eng genee Zuel ze nenne vu Kilometer Glasfaser, déi nach ze verleeë sinn.

POST weist drop hin, dass se d'Extensioun vum hirem Netz als Operateur plangt, deen en akzeptabele Rendement fir seng Investitiounen erwirtschafte wëllt, an déi néideg Schantercher och wéinst dem Impakt op d'Awunner an d'Wirtschaft op e Minimum reduzéiere wëllt. Esou Infrastrukturaarbechte ginn also vu POST, wann et nëmme geet, zesumme mat de Gemengen, der Administration des ponts et chaussées an anere Concessionnairë vun ënnerierdeschen Netzer wéi Stroum, Waasser a Gas koordinéiert. Eng konkreet Virausso, wéini de ganze Reseau steet, ka POST dowéinst net maachen.

POST erkläert, dass se d'Glasfaser bis an d'Gebaier eraleet, dat heescht bis bei de Boîtier vun der POST. Dat gëllt fir all Zort vu Gebai, also och fir Appartementshaiser. Am Appartementshaus selwer ass et awer um Proprietaire, oder un de Proprietairen, fir eng intern Verkabelung vun den eenzele Wunnunitéiten ze maachen, esou wéi dat an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen 2872 vum 22. September 2020 an 3018 vum 22. Oktober 2020 erkläert gouf. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 3018 och beschriwwen, ass am Fall vun engem Koaxuschloss, wann dee schonn an Appartementshaiser läit, keng Modifikatioun un der interner Verkabelung néideg.

Question 3185 (20.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **transports publics dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 :**

An engem Artikel vum 17. November am Tageblatt ass rieds iwwert voll Busser beim TICE. Wéi den TICE-Direkter hei am Interview erkläert, hat den TICE op ee Lockdown säitens der Lëtzebuerger Regierung spekuléiert an de Fuertakt vu verschiddene Buslinne reduzéiert, fir méi Kapazitéite fir de Schülertransport ze hunn. Och wann den TICE net vum Staat, mee vun engem Gemengesyndikat verwalt gëtt, esou ass den ëffentlechen Transport, virun allem a Coronazäiten, vun allgemengem ëffentlechen Interessi an dem Passagéier ass et a leschter Instanz egal, wéi eng ëffentlech Organisatioun en organiséiert. Voll Busser sinn, egal wou am Land, ze evitéieren, wann d'Zil soll sinn, datt d'Passagéier kënnen d'Gestes barrières an d'Sécherheetsdistanzen zoueneen anhalen. Dat war, wéi op ville Fotoen am Netz ze gesi war, an de leschte Wochen, virun allem zu Spëtzestonnen, net de Fall.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Gouf de Minister am Viraus iwwert d'Reduktioun vum Takt beim TICE a Kenntnis gesat?

Falls jo, wat war seng Reaktioun?

2. Gouf de Minister des Weidere vun de Responsabele vum TICE kontaktéiert, fir d'Fueraktivitéiten vum TICE am Kader vun der Coronapandemie ze ënnerstëtzen?

3. Ass de Minister der Meenung, datt den ëffentlechen Transport - speziell a Coronazäiten - iwwerall am Land sollt zu de Spëtzestonnen um Maximum lafen, wat de Fuertakt an d'Kapazitéite beträfft, an dat am Interessi vun der Gesondheet vun de Passagéier an onofhängeg dovunner, ob d'Busser ënnert engem Gemengesyndikat oder ënnert dem Minister senger Responsabilitéit fueren?

4. Besteet d'Méiglechkeet, datt de Minister mam TICE kéint zesummeschaffen, fir de Fuertakt vum ëffentlechen Transport am Süde vum Land op engem héijen Niveau ze halen a soumadder d'Sécherheetsdistanze vun de Passagéier am ëffentlechen Transport kënnen ze garantéieren?

5. Ass et, zum Beispill, méiglech, datt den TICE vu staatlecher Säit aus kéint Buschauffere geléint kréien, fir de Fuertakt zu Spëtzestonne kënnen ze assuréieren?

6. Wäert de Minister wärend dëser Pandemie derfir suergen, datt d'Gestes barrières an d'Distanzen zoueneen iwwerall am ëffentlechen Transport kënnen assuréiert ginn?

Réponse (01.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Allgemeng ass zum Sujet Covid-19 am ëffentlechen Transport ze soen, dass de gesamten ëffentlechen Transport dermat ze kämpfen huet, wann d'Fuerpersonal a Quarantän oder krank ass. Dës Pandemie stellt och de Secteur vum ëffentlechen Transport viru grouss Erausfuerderungen. D'Kapazitéitsproblemer goufen ë. a. och scho vum honorablen Deputéierten an anere parlamentaresche Froen opgeworf, esou z. B. N° 2769, wou schonn drop higewise gouf, dass net all Schoulfaarte kéinte verduebelt ginn, well net esou vill Reserven, weeder u Bussen nach u Chaufferen, disponibel sinn.

Als Mobilitéitsminister kucken ech permanent mat menge Mataarbechter, zesumme mat den Acteuren um Terrain, fir d'Offer der Situatioun unzepassen, am Sënn vun der gesondheetlecher Sécherheet fir d'Benotzer, do wou et noutwenneg ass a wann et och méiglech ass.

ad 1. De Mobilitéitsministère ass vun der Mesure vun der Taktreduktioun beim TICE am Viraus a Kenntnis gesat ginn.

Dëst ass am Aklang mat de Consignen, fir prioritär de Schoultransport ze garantéieren. An der offizieller Kommunikatioun vun de Ministere François Bausch a Claude Meisch war déi Prioritéit kloer annoncéiert ginn.

ad 2. De Mobilitéitsministère ass a stännegem Kontakt mat all den Operateuren, och mam TICE, fir sech auszetauschen an een deen aneren ze ënnerstëtzen.

ad 3. All Operateur probéiert och a Coronazäiten, fir den Zerwiss oprechtzeerhalen, besonnesch an de Spëtzestonnen. Dëst ass fir all Operateur wichteg an et gëtt keen Ënnerscheed gemaach, ob et sech elo ëm den TICE-Reseau handelt oder den RGTR-Reseau. Ma et ginn awer leider Limitten, souwuel beim Fuerpark ewéi och bei de Chaufferen. An dësem Fall ass eis éischt Prioritéit, de Schoultransport ze fueren, duerno geet et drëms, den Zerwiss flächendeckend oprechtzeerhalen. Eng vun den éischte Mesuren ass et deemno, fir den Takt ze reduzéieren. Dëst geschitt haaptsächlech an den Niewenzäiten an net an de Stousszäiten, wou och am regulären ëffentlechen Transport vill Leit matfueren. D'Taktreduzeierung vum TICE ass eréischt no der Spëtzestonn, vun 8.45 Auer un, op verschidde Linnen ëmgesat ginn.

ad 4. Wéi scho geschriwwen, schafft de Minister scho mam TICE zesummen, mee muss mat all den Operateuren zesummeschaffe fir den Zerwiss oprechtzeerhalen, a kéint net einfach Fuerpersonal vum RGTR ewechzéien, wann do och keng Reserv méi ass. Den TICE fiert vum 23. November 2020 un op zwou Haaptlinnen erëm riicht duerch am Véierelstonnentakt.

ad 5. De Mobilitéitsministère iwwerpréift den Ament, wéi ee ka geziilt do d'Bussen asetzen, wou se och wierklech gebraucht ginn, a wéi ee kéint op zousätzlecht Personal zréckgräifen. De Moment gouf eng Léisung fonnt, fir souwuel den Takt am Süden ze fueren a gläichzäiteg d'Schoulfaarten ze verstäerken.

Question 3186 (20.11.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**évolution du chômage durant la pandémie de la Covid-19 :**

L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) publie tous les mois un bulletin avec les chiffres-clés du marché de l'emploi. Ces bulletins montrent qu'une augmentation considérable du nombre de personnes au chômage a pu être constatée à la suite des effets économiques de la pandémie de la Covid-19 et que ces chiffres - même si une légère baisse a pu être observée en été - se situent toujours largement au-dessus du niveau pré-Covid. Selon les projections macroéconomiques à moyen terme du Statec publiées en septembre 2020[3], le taux de chômage resterait élevé en 2021 et en 2022 et pourrait même atteindre 8 % ou plus si la pandémie connaissait une résurgence.

Même si les bulletins précités donnent un aperçu sur un nombre restreint de chiffres en relation avec le chômage et le marché de l'emploi, ils ne donnent pas nécessairement des indications sur les évolutions des chiffres et les dynamiques au sein des différentes catégories de personnes inscrites au chômage, surtout pendant une période de crise marquée par des mutations importantes et abruptes de la population au chômage. De plus, ils ne permettent pas de cerner les effets des mesures en matière d'insertion qui ont été prises au début de l'été en réaction à la hausse du chômage.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

1) Quel est le nombre des personnes qui sont inscrites à l'ADEM depuis le début du confinement du 16 mars 2020 ? Quel est le nombre des demandeurs d'emploi qui ont pu trouver un emploi rémunéré ou pour lesquels un emploi rémunéré a pu être trouvé par l'ADEM depuis la décision de confinement en mars 2020 ?

2) Combien de personnes dont l'inscription comme demandeur d'emploi à l'ADEM est postérieure au début du confinement du 16 mars 2020, ont entretemps retrouvé un emploi rémunéré ? Combien de personnes restent inscrites à l'ADEM comme demandeur d'emploi ?

3) Combien de demandeurs d'emploi indemnisés sont concernés par une prolongation de leurs droits aux indemnités de chômage sur base de l'article L. 521-11 du Code du travail ?

4) Combien de demandeurs d'emploi sont actuellement encore inscrits à l'ADEM qui perçoivent encore des indemnités de chômage du fait que la période de l'état de crise a été neutralisée pour le calcul de la durée des droits aux indemnités ?

5) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si possible la part des emplois à durée indéterminée parmi tous les emplois trouvés par des demandeurs d'emploi depuis le début du confinement en mars 2020 ?

6) Quelle est la part des postes vacants à durée déterminée déclarés auprès de l'ADEM par rapport à la totalité des postes déclarés ? Cette part a-t-elle évolué depuis le début du confinement en mars 2020 ?

7) Combien de demandeurs d'emploi ont accepté un contrat de réinsertion-emploi depuis que les conditions d'accès à ce type de contrat ont été élargies à tous les demandeurs d'emploi âgés de 30 ans au moins et inscrits depuis au moins un mois à l'ADEM ?

8) Combien de demandeurs d'emploi ont accepté un stage de professionnalisation depuis que les conditions d'accès à ce stage ont été élargies à tous les demandeurs inscrits depuis au moins un mois à l'ADEM ?

9) Combien de jeunes âgés de moins de 30 ans se sont inscrits comme demandeurs d'emploi à l'ADEM depuis le début du confinement ? Parmi ces personnes, combien sont à la recherche d'un premier emploi ? Quelle est la part des jeunes inscrits auprès de l'ADEM bénéficiant de l'indemnité de chômage ?

10) Parmi les jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, combien font actuellement partie d'une mesure d'emploi dans le cadre du dispositif garantie jeunesse ? Comment a évolué le nombre de jeunes concernés par le dispositif de la garantie jeunesse depuis le début du confinement en mars 2020 ?

11) Monsieur le Ministre peut-il également nous fournir des données sur l'évolution des durées d'inscription au chômage et d'inactivité ainsi que sur le niveau de diplôme des jeunes demandeurs d'emploi ayant intégré une mesure du dispositif garantie jeunesse depuis le début du confinement en mars 2020 ?

Réponse (15.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Entre le 16 mars et le 30 novembre 2020, l'ADEM a ouvert 22.970 dossiers de demandeurs d'emploi. Pour savoir si un demandeur d'emploi a trouvé un emploi, l'ADEM calcule un indicateur appelé « sorties vers l'emploi ». Cet indicateur recense les demandeurs d'emploi qui occupent un emploi rémunéré au Luxembourg, trois mois après la clôture de leur dossier à l'ADEM. Le recul est nécessaire pour avoir des chiffres suffisamment stables et fiables. À l'heure actuelle, l'indicateur des sorties vers l'emploi est disponible jusqu'à la fin de juillet 2020. D'après cet indicateur, 5.317 personnes, dont le dossier était clôturé entre le 16 mars et le 31 juillet 2020, se trouvaient en emploi trois mois après.

ad 2) Parmi les 22.970 personnes qui se sont inscrites à partir du 16 mars 2020, 2.220 ont retrouvé un emploi et 12.508 sont toujours inscrites (en date du 30 novembre 2020). Comme au point précédent, les sorties vers l'emploi ne concernent que les demandeurs d'emploi dont le dossier a été clôturé entre le 16 mars et le 31 juillet 2020.

ad 3) 12.460 personnes sont concernées par la prolongation de leurs droits.

ad 4) Au début du mois de décembre 2020, 7.317 personnes se trouvent dans cette situation.

ad 5) Cette information n'est pas disponible dans les données que l'ADEM exploite pour calculer les sorties vers l'emploi.

ad 6) De mars à novembre 2020, 15 % des emplois déclarés à l'ADEM étaient des contrats à durée déterminée et 15 % des missions de travail intérimaire. De mars à novembre 2019, 12 % des emplois déclarés à l'ADEM étaient des contrats à durée déterminée et 11 % des missions de travail intérimaire. Le tableau ci-dessous renseigne l'évolution mensuelle de ces taux entre janvier 2019 et novembre 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7) Entre le 24 juillet 2020, date où les conditions d'accès ont été élargies, et le 30 novembre 2020, 104 contrats de réinsertion-emploi ont été signés.

ad 8) Entre le 24 juillet 2020, date où les conditions d'accès ont été élargies, et le 30 novembre 2020, 181 stages de professionnalisation ont été signés.

ad 9) Entre le 16 mars et le 30 novembre 2020, 8.765 personnes âgées de moins de 30 ans se sont inscrites comme demandeur d'emploi à l'ADEM. Parmi elles, 2.411 déclarent être à la recherche d'un premier emploi. Parmi tous les jeunes âgés de moins de 30 ans inscrits à l'ADEM au 30 novembre 2020, 25 % bénéficient de l'indemnité de chômage complet.

ad 10) Au 30 novembre 2020, l'ADEM recense 770 demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 qui participent à une mesure pour l'emploi. Le tableau ci-dessous indique l'évolution des jeunes de moins de 25 ans inscrits à l'ADEM et concernés par le dispositif de la garantie pour la jeunesse.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 11) Entre le 16 mars et le 30 novembre 2020, 1.507 demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans ont bénéficié d'une mesure pour l'emploi dans

[3] https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/analyses/2020/PDF-Analyses-05-2020.pdf

le cadre de la garantie pour la Jeunesse. Les durées d'inscription (au début de la mesure) et les niveaux d'éducation de ces jeunes sont affichés dans les deux tableaux ci-dessous.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3187 (23.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **réduction de l'offre des transports publics :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2917, hunn ech de Minister iwwert d'Ännerungen um RGTR-Netz befrot. De Minister huet a senger Äntwert uginn, dass et nëmme bei enger eenzeger Buslinn zu enger Reduzéierung vun de Frequenze komm ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ass d'Linn 192 (Bous–Weiler-la-Tour–Luxembourg) déi eenzeg, bei där d'Frequenz erofgesat gouf?

Bei wéi ville Buslinne gouf d'Frequenz vun den Trajete reduzéiert?

2. Wéi vill Buslinne fueren elo manner Arrêten un ewéi virum 13. September?

Réponse (01.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Opgrond vu menger Äntwert zur parlamentarescher Fro N° 2917 fäert den honorablen Deputéierten, dass et zu enger Reduzéierung vun der Offer am ëffentlechen Transport um Busnetz vum RGTR kënnt. An dëser Äntwert hat ech bestätegt, dass et bei der Linn 192 Bous–Weiler-zum-Tuerm–Lëtzebuerg an den Niewestonnen zu enger Reduzéierung vum Takt kënnt.

An den ëffentlechen Informatiounsowender zur Reorganisatioun vun de Buslinne vum RGTR, déi am November an Dezember iwwer live-Streaming stattfannen, gëtt ganz kloer gesot, dass den neie Reseau eng beträchtlech Erhéijung vun de Kilometerleeschtunge mat sech bréngt. Et ass bei der konkreeter Ëmsetzung gekuckt ginn, op Basis vun de sëllegen Donnéeën a Studien, fir de Bierger eng Offer unzebidden, déi op d'Besoinen ofgestëmmt ass, esou wéi et néideg a vertrietbar ass. Den neie Fuerplang ass ugepasst ginn, esou datt mir elo eng equitabel Verdeelung vun der ÖPNV-Offer hunn.

Streng geholl ass d'Linn 192 net déi eenzeg, bei där d'Frequenz no ënnen ugepasst gouf.

Ech wëll mir awer net soe loossen, dass meng Äntwerten net transparent oder souguer falsch wieren.

Beim neie Reseau geet et net duer, eenzel Linnen erauszepicken, fir dann ze soen, eng Linn huet e manner gudden Takt, oder manner Arrêten, an dat dann als Verschlechterung un de Pranger ze stellen. Et muss een et als Ganzt gesinn, well de Reseau ass komplex opgebaut, an et gëtt net just schwaarz a wäiss. An de Reseau ass, ech widderhuelen et ëmmer nees, op d'Donnéeën aus de Comptagen an de Studien opgebaut.

Bei verschiddene Linne gëtt d'Frequenz op der Linn zwar erofgesat, wat kéint bedeiten, dass déi betraffen Dierfer net esou dacks e Bus hunn. Allerdéngs ginn d'Linnen op verschiddene Plazen esou matenee kombinéiert, fir dass se op engem gewëssenen Deel vun Trajet am Zesummespill erëm méi en héijen Takt ubidden, well d'Leit kënnen op e puer Linnen zréckgräifen.

D'Linnen 192, 194 an 195, déi all eng Funktioun „Eurobus" haten, d. h. dass hiren Trajet an der Stad dee selwechte war an d'Bussen tëschent Bouneweg Route de Thionville iwwert d'Gare an Hamilius op de Kierchbierg gefuer sinn, fir op där Streck och e reng urbane Verkéier ze assuréieren, fueren net méi den Trajet esou wéi virdrun; d'Linn 144 ass komplett iwwerschafft ginn. Genee déi Streck duerch d'Stad, also Bouneweg–Gare–Hamilius–Kierchbierg war awer eigentlech d'Ursaach, wisou den Takt esou héich war. Eleng duerch d'Passagéier vun de regionalen Dierfer wier déi staark Frequenz net gerechtfertegt gewiescht. Dës Uertschaften hu jorelaang vun enger iwwerproportionaler Offer profitéiert, wann ee mat aneren Nopeschdierfer vergläicht.

Duerch d'Aféiere vum Tram verléiert den RGTR an haaptsächlech déi Eurobus-Linnen hir Funktioun an der Stad. Schlussendlech geet et drëms, de Kär vun der Stad ze entlaaschte vun de regionale Bussen. Doduerch, ass et fir dës Linnen zu enger Reduktioun vum Takt komm, wat vu veschiddene Lokalitéiten an deene betraffene Bierger als Verschlechterung vun der Offer ugesi gëtt.

D'Fro, wéi vill Buslinnen elo manner Arrêten ufuere wéi virum 13. September, ass net global ze beäntweren.

- Déi nei Express-Buslinne fueren z. B. manner Arrêten un, fir méi séier ze sinn; dofir fueren déi regional Buslinnen, déi parallell dozou fueren, eng besser Tëschebedienung mat méi Arrêten.

- Bei ville Linnen ass den Trajet geännert. Doduerch ass d'Zuel vun den Arrêten net méi déi selwecht.

- Bei der Reorganisatioun ass Wäert drop geluecht ginn, dass all Awunner am Ëmkrees vun ca. 500 m eng Méiglechkeet huet, op den ëffentlechen Transport zréckzegräifen.

Question 3188 (23.11.2020) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **taux de TVA réduit dans le cadre des travaux de construction d'un logement :**

Afin de stimuler la création de logements, l'État soumet les travaux de construction d'un logement au taux de TVA réduit de 3 %, à condition qu'il soit affecté à des fins d'habitation principale pendant un délai de deux ans. À défaut de répondre à ces conditions, les investisseurs doivent payer le taux normal de la TVA sur l'achat de biens immobiliers qui s'élève à 17 %. En outre, certains cas de figure empêchent une application directe du taux de TVA réduit et impliquent dès lors une demande de remboursement de TVA.

En observant les offres des sociétés de construction immobilière, on constate que la majorité des prix annoncés sont calculés à partir du taux de TVA réduit. Cette pratique d'affichage des prix constitue cependant un risque pour le consommateur dans le sens qu'il n'est informé que du plafond minimal des coûts de son investissement.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 1301 du 8 octobre 2019, Madame la Ministre de le Protection des consommateurs et Monsieur le Ministre du Logement ont annoncé qu'ils analyseraient la possibilité de standardiser les annonces de biens immobiliers afin de contribuer à une meilleure transparence des prix.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

- Madame la Ministre a-t-elle abordé cette problématique lors de ses dernières entrevues avec la Chambre immobilière ? Dans l'affirmative, quelles conclusions ont été retenues ?

- Madame la Ministre peut-elle informer sur l'avancement de son idée de standardiser les annonces de biens immobiliers ? Est-ce qu'au cours de cette année de nouvelles mesures ont été décidées, voire seront encore mises en œuvre afin d'harmoniser l'affichage des prix immobiliers ?

- Madame la Ministre se propose-t-elle d'introduire, dans un avenir proche, une loi exigeant l'application du taux normal de TVA (17 %) pour les prix affichés par les sociétés de construction immobilière ?

- Quels autres moyens pourrait-elle envisager pour assurer la transparence des prix sur le marché immobilier ?

Réponse (17.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Les travaux pour faire avancer le dossier concernant une meilleure transparence des annonces immobilières sont actuellement en cours.

Concernant la question relative à l'indication du taux de TVA dans les publicités de vente de biens immobiliers, il y a lieu de distinguer selon la qualité de l'acheteur considéré.

Un acheteur qui souhaiterait faire l'acquisition d'un bien à des fins d'habitation, ne sera pas induit en erreur par l'indication du taux réduit de 3 % dès lors qu'il lui est applicable. En revanche en cas d'acquisition par un acheteur expérimenté à des fins d'investissement, la qualité d'acheteur averti permet difficilement de conclure à un risque réel de confusion ou d'erreur quant au prix.

Je rejoins toutefois les honorables Députés pour dire que cette situation mérite d'être clarifiée davantage. J'entends dès lors me concerter avec les autres départements compétents pour évaluer l'opportunité d'introduire d'une obligation visant à indiquer expressis verbis dans une annonce « taux de TVA réduit » dès lors qu'il est fait application du taux de 3 %.

Question 3189 (23.11.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **non-respect du port du masque dans les transports publics :**

Et ass mir scho méi dacks zu Ouere komm, respektiv ech hunn et selwer erlieft, dass ëmmer nees Leit d'Obligatioun, eng Mask am ëffentlechen Transport unzedoen an déi och wärend dem ganzen Trajet unzehalen, net respektéieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Gehéiert et zu den Aufgabe vun den Zuchbegleeder, d'Clienten op d'Maskeflicht hinzeweisen?

- Falls jo, dierfen d'Zuchbegleeder Passagéier, déi sech net drun halen, op iergendeng Manéier sanktionéieren?

- Falls net, op wéi eng Manéier gedenkt den Här Minister, de Respekt vun der Maskeflicht an den Zich duerchzesetzen?

- Gi reegelméisseg Stéchprouwen an de Busser gemaach, fir de Respekt vun der Maskeflicht ze kontrolléieren?

- Wa jo, wat ass d'Resultat vun dëse Kontrollen?

- Huet den Här Minister Donnéeën iwwert d'Heefegkeet vun esou Virfäll, wou e Passagéier sech net un d'Maskeflicht gehalen huet?

Réponse (08.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Zuchpersonal ass ugewisen, fir wärend de Kontrollgäng an den Zich sécherzestellen, dass all Passagéier d'Maskeflicht respektéiert.

Onglécklecherweis profitéieren awer verschidde Passagéier, fir nom Passage vum Kontroller hir Mask erëm erofzehuelen. Wann d'CFL-Personal feststellt, dass ee Client ouni Mask am Zuch sëtzt, gëtt dësen onverzüglech gebieden, d'Mask erëm unzedoen. Am Fall vun engem Non-respect, fir dëser Fuerderung nozekommen, huet d'Zuchpersonal d'Méiglechkeet, fir de Passagéier aus dem Zuch ze verweisen.

Dem Zuchpersonal ass et rechtlech net erlaabt, d'Passagéier ze sanktionéieren. Dës Méiglechkeet ass der Police an der Douane virbehalen, déi onugekënnegt an a reegelméissegen Ofstänn Kontrollen am ëffentlechen Transport duerchféieren.

An deem Zesummenhang huet d'CFL zesumme mat der Douane bis ewell un zéng Deeg an an 49 verschiddenen Zich Kontrollen organiséiert an et si 15 taxéiert Avertissementer ausgestallt ginn.

Am Kader vun enger Kontroll an der Gare Lëtzebuerg si 65 taxéiert Avertissementer geschriwwe ginn.

Zesumme mat der Police huet d'CFL u véier Deeg a 34 verschiddenen Zich verstäerkt kontrolléiert, woubäi keen taxéierten Avertissement huet missen ausgestallt ginn.

Insgesamt si bei dëse Kontrollen an den Zich 5.192 Leit kontrolléiert ginn.

Do dernieft ginn et keng weider Donnéeën, wou d'Passagéier am Zuch sech net un d'Maskeflicht gehalen hunn.

Question 3190 (23.11.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **postes de direction dans les lycées :**

Selon mes informations, un grand nombre de directeurs et, surtout, de directeurs adjoints de lycées et de services du MENJE ont démissionné de leurs postes ces dernières années. Il s'agirait, entre autres, des :

directeurs du SCRIPT et du Lycée Hôtelier Alexis Heck ainsi que des directeurs adjoints des lycées et écoles suivants :

- Lycée de Garçons de Luxembourg (LGL),
- Lycée technique d'Esch-sur-Alzette,
- Atert Lycée Réiden (ALR),
- Lënster Lycée International School (LLIS),
- École nationale pour adultes (ENAD),
- Lycée Michel Rodange Luxembourg (LMRL),
- Lycée des Arts et Métiers (LAM),
- Lycée technique de Bonnevoie (LTB),
- Lycée Michel Lucius (LML).

D'autres, tels les directeurs adjoints de l'École de Commerce et de Gestion et du Lycée classique d'Echternach ont été intégrés dans les services du MENJE, sans pour autant avoir démissionné de leur poste.

De plus, le Service de la formation professionnelle a connu trois directeurs différents en un espace de temps assez court avec en plus au moins un directeur adjoint qui a démissionné de son poste et une directrice adjointe dont le mandat n'aurait pas été prolongé par le Gouvernement.

Ce nombre important de démissions et de changements de service de membres de direction depuis 2014 m'interpelle. Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les démissions et changements de service énumérés ci-dessus ?

2) Peut-il me fournir les causes qui ont mené à ces démissions et changements de service ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste détaillée de toutes les démissions de directeurs et de directeurs adjoints et des chargés de direction depuis 2014, comprenant tous les lycées, écoles et services concernés (donc également les directions de l'enseignement fondamental et celles des centres de compétences), avec une énumération des causes qui ont mené à ces démissions ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me fournir la même liste pour la période de 2004 à 2013 ?

Il m'a également été rapporté que certains de ces fonctionnaires ont réintégré d'autres directions de lycées, tel par exemple l'ancienne directrice adjointe du LTB qui est devenue attachée à la direction au LLIS, ou l'ancien directeur adjoint du AR qui lui aussi a intégré la direction du LLIS.

5) Étant donné que Monsieur le Ministre affirme ne plus trouver de personnel adéquat pour occuper les postes de direction dans ses services et les lycées, j'aimerais savoir s'il n'aurait pas considéré de procéder à une politique volontariste et de contacter les fonctionnaires démissionnaires, mais disposant manifestement d'une grande expérience en la matière, pour, à l'instar de ce qui se passe au LLIS, les intégrer dans des directions d'autres lycées et services ?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) - 4) Je puis confirmer qu'un certain nombre de fonctionnaires ont en effet démissionné de leur poste, tandis que le mandat de certains autres n'a pas été renouvelé. Toutefois, je suis au regret d'informer l'honorable Député qu'en raison des règles qui nous sont imposées en matière de protection des données à caractère personnel, mon Ministère ne dispose pas d'un répertoire des fonctionnaires ayant démissionné de leur poste de direction.

Quant aux raisons à la base d'une démission, elles peuvent être liées à l'état de santé ou à l'âge, de même qu'à un nouveau projet personnel ou professionnel de l'agent en question. En tout état de cause, dans ce domaine aussi, les impératifs résultant de la protection des données à caractère personnel nous interdisent de révéler les causes d'une démission, si tant est qu'elles nous sont connues.

ad 5) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse mène en matière de pourvoi des postes de direction la politique volontariste souhaitée par l'honorable Député en contactant, en cas de vacance d'un poste de direction, non seulement des fonctionnaires démissionnaires, mais également d'autres fonctionnaires qui, par leur expérience et leurs compétences, répondent aux exigences requises pour l'exercice d'une fonction dirigeante.

Question 3191 (23.11.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **adaptations au niveau des transports en commun tant au niveau national qu'au niveau de la capitale :**

En date du 19 novembre dernier, Monsieur le Ministre a annoncé certaines adaptations au niveau des transports en commun tant au niveau national qu'au niveau de la capitale, qui entreront en vigueur le 13 décembre.

Or, il s'avère que ces modifications risquent d'avoir un impact négatif sur certaines lignes de bus du transport scolaire à proprement parler. En effet, en ce qui concerne la ligne 545 Heiderscheid–Ettelbruck et vu les nouveaux horaires, les élèves arrivent soit en retard à leur lycée (vers 08.03 heures), soit une heure en avance (vers 07.05 heures).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation ?

- Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation dans les plus brefs délais ?

- Monsieur le Ministre est-il au courant de situations similaires ? Dans l'affirmative, quelles autres lignes de bus du transport scolaire seront concernées ?

Réponse (08.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'honorable Député demande des informations au sujet des adaptations réalisées en date du 13 décembre 2020 et de l'impact que ces adaptations auraient sur certaines courses scolaires :

- Oui, je suis au courant qu'avec les nouvelles adaptations au réseau du RGTR, entrées en vigueur à partir du 13 décembre 2020, certaines courses scolaires sont impactées de façon à ce que les élèves arrivent soit en retard, soit une heure en avance à leur lycée.

- Par conséquent, mes services ont déjà réagi à la situation. En effet, en ce qui concerne la ligne 545 Heiderscheid–Ettelbruck, elle a été renforcée avec 2 courses supplémentaires (avis RGTR 2020/186 du 27 novembre 2020 et Avis RGTR 2020/192 du 14 décembre 2020).

- Je suis également au courant que d'autres lignes de bus du transport scolaire sont directement concernées par l'impact de cette récente réorganisation. En conséquence, les lignes réorganisées 522, 536, 540, 560, 568, 571 et 572, ayant eu des modifications similaires, ont entre-temps été renforcées avec des courses supplémentaires afin de garantir aux usagers et aux élèves une offre appropriée.

Question 3192 (24.11.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fuite d'informations auprès du Service de renseignement de l'État :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 3111) informéiert den Här Staatsminister, datt et engem Staatsbeamten opgrond vun engem technesche Mëssel effektiv gelonge wier, eng Rei Mataarbechter vum SREL ze identifizéieren. Weider heescht et an der Äntwert:

„D'Identitéit vun de Mataarbechter vum SRE muss am Exercice vun hirer sensibeler Missioun am Déngscht fir déi national Sécherheet beschtméiglech geschützt ginn. D'Regierung schafft permanent dorun, deem Rechnung ze droen."

Den Här Staatsminister informéiert dann awer och, datt et a sengen Aen net noutwendeg war, de Parquet ze saiséieren, well d'Lëscht vun de Mataarbechter néierens publizéiert gouf.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Staatsminister an un den Här Policeminister:

1. Wien dréit d'Verantwortung dofir, datt et zu sou engem Incident konnt kommen? Wéi konnt et sinn, datt d'Sécherheet vum Geheimdéngscht informatesch net besser protegéiert gouf?

2. Gouf an der Vergaangenheet net getest, wéi sécher déi Donnéeë vum SREL sinn? Wéi kann et sinn, datt eng Privatpersoun mat deenen einfachste Mëttelen un esou Informatioune kënnt?

3. Datt d'Lëscht vun den Nimm vun de besote SREL-Mataarbechter net publizéiert gouf, heescht net, datt se net iwwert en anere Wee, deen der Regierung eventuell net bekannt ass, no bausse gedroe ginn ass oder datt aner Déngschter, Organisatiounen oder Persounen, net och un déi selwecht Donnéeë konnte kommen. Kann d'Regierung sécherstellen, datt déi besote Lëscht net awer iwwert aner Weeër no bausse gedroe ginn ass?

4. Wa jo, op wat baséiere sech den Här Staatsminister an den Här Policeminister, fir d'Netveröffentleche vun där Lëscht ze garantéieren?

5. Ass an deem Kontext séchergestallt, datt d'Anonymitéit vu SREL-Mataarbechter weiderhin zu all Moment garantéiert ass?

6. Hunn als Konsequenz vun deem Date-Leak SREL-Mataarbechter misse versat ginn oder kruten Eenzeler vun hinnen eng nei Tâche zougedeelt?

7. Wéi eng konkreet Moossname gi geholl, fir esou e Leak an Zukunft ze verhënneren? Ginn och Moossnamen um Niveau vum Centre des technologies de l'information de l'État geholl?

8. Och an der Police gëtt et Unitéiten, déi besonnesch sensibel Missiounen erfëllen. Ass no dëser Affär beim SREL iwwerpréift ginn, ob d'Sécherheet vun deene Beamte geschützt ass?

Réponse commune (23.12.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Regierung ënnersträicht, datt et net „zu engem Incident" komm ass, wéi dat an der parlamentarescher Fro duergestallt gëtt. Et kann och net rieds si vun engem „Date-Leak". Et gouf zu kengem Moment d'Méiglechkeet, vu baussen op Donnéeën zeréckzegräifen, déi sech um staatlechen informatesche Reseau befannen an doduerch geschützt sinn.

Wéi d'Regierung schonn op déi parlamentaresch Fro N° 3192 geäntwert huet, war et deem Staatsbeamte just méiglech, sou eng Lëscht ze erstellen, well e wéinst senger Funktioun beim Staat en Accès huet op den internen, geschützten informatesche Reseau vum Staat. D'Duerstellung, et géing sech bei deem Beamten ëm eng „Privatpersoun" handelen, déi „mat deenen einfachste Mëttelen un esou Informatioune kënnt", ass deemno falsch.

Et ass den Detenteur vun der Lëscht, dee responsabel ass fir hire Gebrauch. De concernéierte Beamten ass och drop higewise ginn, wat d'Riske wiere vu engem Deelen oder Diffuséiere vun där Lëscht un Drëtter. Der Regierung ass kee weidere Gebrauch vun der Lëscht bekannt.

De Geheimdéngscht huet seng intern Mesurë fir d'Protektioun vu senge Mataarbechter weider verschäerft.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3192 ze liesen ass, muss d'Identitéit vun de Mataarbechter vum SRE am Exercice vun hirer sensibeler Missioun beschtméiglech geschützt ginn. D'Regierung schafft permanent dorun, deem Rechnung ze droen. Dozou gehéiert och eng enk Zesummenaarbecht tëscht dem SRE an dem CTIE.

Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht gëtt permanent iwwert Mesuren an dësem Kontext informéiert.

Bei der Police mussen all d'Prozedure kontradiktoresch kënne gefouert an all Kontestatioun vum Bierger muss kënnen iwwerpréift ginn. Dat verlaangt dofir, dass d'Identitéite vun de concernéierte Beamte bekannt sinn. An deem Sënn droen z. B. d'Protokoller esou wéi och d'Rapporten d'Nimm vun all de konstatéierende Beamten. Et ginn awer och e puer Missiounen an der Police, déi méi sensibel sinn, a wou d'Affektatioun vun de Beamten an deenen Unitéiten méi diskreet behandelt gëtt, ouni et awer am selwechten Ausmooss ze gesi wéi dat beim SRE de Fall ass.

Question 3193 (24.11.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant les **armoires à livres installées dans les villages :**

Op ville Plazen am Land si Bicherschief ze fannen. Dëst ass eng gutt Initiativ, fir de Bierger en onkomplizéierten Zougang zur Kultur a Literatur ze erméiglechen. Et schéngt awer esou ze sinn, eréi wann d'Initiativ, fir Bicherschief ze placéieren, virun allem vun de jeeweilege Gemengen ausgéing.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt d'Initiativ, fir Bicherschief ze placéieren, eleng vun de Gemengen ausgeet?

2. Ginn an deem Kontext op Regierungsniveau Ustrengungen ënnerholl, fir d'Gemengen ze encouragéieren, d'Konzept vum Bicherschaf ze propagéieren? Wa jo, wéi gesinn dës Ustrengunge konkreet aus?

3. Huet d'Regierung Informatiounen iwwer ënnerschiddlech Konzepter vu Bicherschief? Fonctionéieren dës ëmmer nom Konzept vun engem Tosch, wou ee sech e Buch eraushëlt an dobäi awer opgefuerdert ass, en anert Buch eranzestellen, oder ginn et och Bicherschief, wou ee sech Bicher eraushuele kann an dës domat geschenkt krut?

4. Ginn et Méiglechkeeten, fir esou Echangen oder Kaddoen iwwer lokal Bibliothéiken ze organiséieren? Wa jo, wéi eng lokal Bibliothéike géifen do a Fro kommen?

5. Ginn et Initiativen, duerch déi Leit nei oder gebrauchte Bicher kënne spezifesch u sozial schwaach Leit viru ginn? Gëtt et dobäi och speziell Méiglechkeeten, fir Kannerbicher u méi aarm Kanner ze ginn?

Réponse commune (15.12.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Verschidde Bicherschief gi vun der Gemeng selwer oder vun der lokaler ëffentlecher Bibliothéik initiéiert an organiséiert. Verschiddener si mat Hëllef vun engem Syndicat d'initiative entstanen an nees anerer sinn op privat Initiativ hin an d'Liewe geruff ginn. Dacks ass et och eng Kooperatioun tëschent verschiddene Partenairen, wéi beispillsweis der Gemeng, der ëffentlecher Bibliothéik, POST Lëtzebuerg, verschiddene gemengnëtzegen Associatiounen, Jugendhaiser oder Spideeler, déi sech d'Gestioun deelen. An deene meeschte Fäll huet d'Bibliothéik näischt oder nëmmen eng niewesächlech Roll an der Gestioun vum Bicherschaf. D'Propperhaalen, déi reegelméisseg Kontroll vun de Bicher an hirem Zoustand, erfuerdere Moyenen, déi a ville Bibliothéike feelen. Deelweis hëllefen d'ëffentlech Bibliothéiken, d'Bicherschief mat ausgesënnerte Bicher opzefëllen.

ad 2. Op Regierungsniveau ginn et aktuell keng Bestriewungen, fir d'Konzept vum Bicherschaf auszebauen. Et sief awer drop hinzeweisen, datt d'Bibliothéiksgesetz vum 24. Juni 2010 d'Erweiderung vun ëffentleche Bibliothéiken iwwert de ganzen Territoire vum Grand-Duché als Zil huet, fir esou den egalitären Accès zum Wëssen, zur Informatioun, zur Bildung an zur Kultur ze verstäerken. An den zwielef Bibliothéiken, déi den Agrement als „bibliothèque publique" hunn, sinn d'Consultatioun an de Prêt vu Bicher souwéi aner Servicer, wéi den Internet-Accès an Aktivitéiten déi d'Liesen an d'Wësse promouvéiere fir all Mënsch gratis. An dësem Kader huet de Staat 2020 déi ëffentlech Bibliothéike mat Subsiden an Héicht vu 559.000 EUR ënnerstëtzt.

Donieft sief och nach op d'Existenz vum Bicherbus higewisen, dee mat senge 14 wëchentlechen Tournéeë ronn 82 Uertschaften ofdeckt, an esou den Awunner Accès op de gesamte Katalog vum Reseau bibnet.lu offréiert.

ad 3. Bicherschief sti fräi zougänglech op ëffentleche Plazen, esou dass si fir jidderee gutt accessibel sinn. An deene meeschte Fäll kann de Bicherschaf jidderzäit benotzt ginn. De grondsätzleche Prinzip ass den Tosch. D'Leit si supposéiert Bicher matzehuelen an anerer amplaz ofzeginn. Eng Iwwerwaachung vun dësem Tosch gëtt et awer net. Eng Alternativ zum Bicherschaf kënnen d'Bicherkëschte sinn, déi net op ëffentleche Plaze stinn, mee a geziilt ausgewielte Lokalitéite wéi enger Maison relais, dem Entréesberäich vum Gemengenhaus oder engem Foyer installéiert ginn. Dës Këschte gi vun der ëffentlecher Bibliothéik mat ausrangéierte Bicher oder Done gefëllt. D'Leit dierfen dës Bicher mathuelen ouni en anert Buch dozeloossen.

ad 4. All Gemeng souwéi all Bibliothéik ass fräi, fir op eegen Initiativ esou Aktiounen ze lancéieren. D'Roll vun den ëffentleche Bibliothéiken ass et, hir Kollektioune jidderengem gratis zur Verfügung ze stellen. Jiddereen, onofhängeg vu sengem soziale Stand, sengen Originnen, sengem Geschlecht oder Alter, ka vun dësem Service profitéieren. D'Bibliothéike bidde vu sech aus eng grouss Offer un Dokumenter un, déi engem gewësse Qualitéitsusproch entsprécht a si kënnen hire Benotzer domat och eng deementspriechend Informatiounskompetenz vermëttelen. Eng ëffentlech Bibliothéik bitt vill méi wéi en ausschliisslechen Echange vu Bicher.

ad 5. Et ginn Associatiounen, déi Bicher sammelen a fir wéineg Geld fir de gudden Zweck weiderverkafen (z. B. Nei Aarbecht, Refugibary, Croix-Rouge etc.). De Comité national de défense sociale (CNDS) huet zum Beispill eng Initiativ, TABA, wou Spillsaachen a virun allem Kannerbicher gesammelt ginn, déi dann u Kanner aus Foyeren oder aus finanziell schwaache Familllje weidergi ginn. Et gëtt zu Beetebuerg och d'Librairie sociale „De Bicher-Kueb", wou et Bicher zu reduzéierte Präisser gëtt oder gebrauchte Bicher. Et sief och op d'Lëtzebuerger Bicherfrënn higewisen, déi an der Pabeierscheier zu Buerglënster oder awer an der Bicherstuff zu Wolz Bicher zu abordabele Präisser ubidden.

Duerch hir sozial Roll an hir gratis Offer kënnen ëffentlech Bibliothéike sécherlech awer och als direkt Ulafstell fir manner privilegéiert Kanner an Erwuessener ugesi ginn. No dem reegelméissegen Desherbage vun hire Kollektioune gi vill ëffentlech Bibliothéiken hir ausgesënnert Dokumenter gratis un hir Benotzer oder soss Ariichtunge weider. Duerch reegelméisseg Participatiounen u Liesungen oder aneren Aktivitéite vun der Bibliothéik, hu Kanner a verschiddene Bibliothéiken d'Méiglechkeet, Stempelen ze sammelen. Bei enger voller Stempelkaart kréie si dann en neit Buch geschenkt. Sporadesch stëfte munch ëffentlech Bibliothéike Bicher u Kanner. Dës Offer riicht sech un all Kand, onofhängeg vu senger sozialer Situatioun.

Zousätzlech kënnen op dëser Plaz och d'Schoulbibliothéiken ernimmt ginn, déi jidder Kand opstinn.

Question 3194 (24.11.2020) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **mise en œuvre des plans d'aménagement particulier (PAP) dans les différentes communes du pays :**

La crise du logement invite tous les acteurs concernés de planifier et de mettre en œuvre de manière plus conséquente et rapide des plans d'aménagement particulier (PAP) dans les différentes communes du pays. Il nous semble donc intéressant de dresser l'état actuel d'avancement de ces PAP en vue d'améliorer nos regards sur le secteur immobilier et sur ses potentiels de développement futur.

C'est pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle informer sur le nombre de PAP en cours d'analyse auprès du Ministère de l'Intérieur ?

2) Combien de ces PAP sont en voie de finalisation et peuvent être mis en œuvre dans un avenir assez proche ?

3) Madame la Ministre peut-elle dire quel est le nombre de logements potentiels qui peuvent être créés dans ce contexte ? Dans quels intervalles de temps respectifs sont-ils réalisables ?

4) Combien de logements à coût abordable sont programmés dans le cadre des PAP en voie de finalisation ?

Réponse commune (18.12.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement* :

Les honorables Députés s'enquièrent sur l'état d'avancement auprès du Ministère de l'Intérieur des procédures d'adoption relatives aux plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » (« PAP NQ ») et aux plans d'aménagement particulier « quartier existant » (« PAP QE »).

Les réponses formulées ci-dessous reflètent la situation au 9 décembre 2020.

ad 1) À ce jour, trois projets de PAP NQ et 18 projets de PAP QE sont en attente d'être avisés par la Cellule d'évaluation du Ministère de l'Intérieur.

Celle-ci a avisé 136 PAP (NQ et QE) entre le 1er janvier 2020 et le 9 décembre 2020.

ad 2) Concernant les PAP en voie de finalisation, 18 PAP NQ et 18 PAP QE pourront être soumis à l'approbation ministérielle qui se fera au plus tard en mars 2021.

Par ailleurs, 149 PAP (NQ et QE) ont été approuvés entre le 1er janvier 2020 et le 9 décembre 2020.

Dès l'approbation ministérielle des PAP, il pourra être procédé à leur publication, telle que prévue par l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Dès leur entrée en vigueur, la mise en œuvre pourra être entamée.

ad 3) + 4) Actuellement 1.858 unités de logement sont prévues par des PAP en voie d'approbation ministérielle.

Les PAP approuvés entre le 1er janvier 2020 et le 9 décembre 2020 prévoient 5.014 unités de logement.

Étant donné que la réalisation des PAP dépend des initiateurs respectifs, il n'est pas possible de donner des précisions quant aux délais de réalisation.

Parmi les unités de logement prévues par les PAP NQ en voie de finalisation, 176 sont aujourd'hui réservées aux logements à coûts modérés.

Plus encore, 433 unités de logement à coûts modérés sont envisagées dans les PAP NQ ayant fait l'objet d'une approbation ministérielle entre le 1er janvier 2020 et le 9 décembre 2020.

Question 3199 (25.11.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant les **feux d'artifice de la Saint-Sylvestre 2020-2021 :**

Fir de Gesondheetssystem ze entlaaschten huet Holland viru Kuerzem annoncéiert, de Verkaf grad eréi d'Zünde vu Freedefeier ze verbidden. Dëse Verbuet soll dozou bäidroen, d'Spideeler iwwer Silvester ze entlaaschten, awer och de Feinstaub, deen duerch Freedefeier massiv an d'Loft geréit, ze reduzéieren. Et gëtt prognostizéiert, dass dëse Stëbs eng zousätzlech Belaaschtung fir Leit, déi u Corona erkrankt sinn, kéint sinn.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch, der Madamm Inneministesch an der Madamm Ëmweltministesch dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zum Ofschéisse vu Freedefeier beim Joreswiessel 2020/2021?

2. Iwwert d'Dekreter vu 1789 a 1790 souwéi d'Artikelen 29, 58 a 67 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 kënnen d'Gemengenautoritéiten haut scho Mesuren huelen, fir déi ëffentlech Sécherheet ze garantéieren. Gedenkt d'Madamm Inneministesch, doriwwer eraus national Mesurë fir dëse Silvester ze huelen?

3. Huet d'Madamm Gesondheetsministesch Zuele vun deene leschte Joreswiesselen, wat Hospitalisatioune wéinst Verletzungen oder soss kierperleche Schied ugeet?

4. Leien der Regierung Zuele vir, wéi héich den Undeel u Feinstaubpartikelen an der Loft an der Silvesternuecht/op Neijoerschdag par rapport zu normalen Deeg ass? Weess d'Madamm Gesondheetsministesch, ob et Etüden, wat e méi héije Feinstaubundeel an der Loft fir Coronaerkrankter bedeit, ginn?

Réponse commune (28.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. An hirer parlamentarescher Fro geet déi honorabel Deputéiert op de Verbuet vum Verkaf a vum Zünde vu Freedefeier an Holland an.

Holland huet dës Mesure geholl, fir um Joreswiessel an den Urgencen eng zousätzlech Belaaschtung mat Patienten ze verhënneren, déi bei Freedefeier blesséiert ginn. Zousätzlech soll och d'Aarbecht vum Sécherheets- an Asazpersonal reduzéiert ginn.

Bis ewell gouf esou e Verbuet zu Lëtzebuerg net ausgeschwat, ënner anerem well d'Situatioun vun de Klinicken hei am Land eng aner wéi an Holland ass.

Zu Lëtzebuerg gëtt et aktuell och keng Gesetzgeebung, déi Freedefeier aus Ëmweltschutzgrënn d'office verbitt. Et ass och net geplangt, d'Ëmweltgesetzgeebung an deem Sënn unzepassen.

ad 2. D'Gemengenautoritéite kënnen, op Basis vun den Dekreter vu 1789 a 1790 souwéi den Artikelen 29, 58 a 67 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 déi noutwenneg Mesuren huelen, fir d'ëffentlech Sécherheet an d'Rou vun de Biergerinnen a Bierger ze garantéieren. Duerch d'Gemengenautonomie kënnen déi Mesurë vu Gemeng zu Gemeng verschidde sinn.

D'Schéisse vu Freedefeier ass a ville Gemengen an deene meeschte Fäll verbueden a just ausnamsweis ënner verschiddenen Ëmstänn a Konditiounen erlaabt. Verschidde Gemengen hunn ugefaangen, Alternativen ze erlaben, fir bei feierlechen Evenementer d'Schéisse vu Freedefeier zum Beispill duerch „light shows" oder „light painting" ze ersetzen.

D'Regierung huet de Moment keng Absicht, d'Modalitéite fir d'Schéisse vu Freedefeier ze adaptéieren oder anescht ze reegelen. Vu dass de legale Kader de Gemenge bekannt ass a vill vun hinnen entspriechend Reglementer hunn, ass et de Moment och net néideg, fir Recommandatiounen un d'Gemengen ze ginn.

ad 3. D'Spideeler hu keng genau Donnéeën zu der Unzuel vu Patienten, déi op de leschte Joreswiessele wéinst Verletzungen oder soss kierperleche Schied ageliwwert gi sinn, well Verletzungen duerch Feierwierker net mat engem spezifesche Code an de System vun den Urgencen agedroe ginn.

Op Silvester 2019 huet d'Spidol, dat an der Regioun Zentrum Garde hat, ee Patient mat liichte Brandverletzungen am Gesicht en charge geholl souwéi ee Patient, deen eng Brandverletzung un der Hëft hat. Béid Patiente kruten ambulant Soinen.

ad 4. D'Miessunge vun de Feinstaubkonzentratiounen an der Loft duerch d'Ëmweltverwaltung weisen ëmmer an de Stonne ronderëm de Joreswiessel een Unzéie vun de Wäerter op de stättesche Statiounen, dat, jee no Wiederlag, méi oder manner héich ausfält. Esou konnten an de leschte Jore Stonnemëttelwäerter vu Feinstaub PM10, also deene Partikelen, déi am Duerchmiesser méi kleng sinn eléi 10 µm, vun iwwer 200 µg/m^3 observéiert ginn. Dëst war besonnesch dann de Fall, wann Inversiounswiederlage mat schlechten Ausbreedungsbedingunge fir d'Loftschuedstoffer virlouchen. Zum Vergläich, am Joresmëttelwäert leien d'PM10-Wäerter zu Lëtzebuerg bei ëm déi 20 µg/m^3. Wat d'PM10-Kuerzzäitgrenzwäerter ugeet, esou gëtt et kee fir de Stonnemëttelwäert, mee ee fir den Dagesmëttelwäert, an deen däerf net méi oft eléi 35-mol pro Joer iwwer 50 µg/m^3 leien. Bei de leschte sechs Joreswiessele gouf den Dagesmëttelwäert vu 50 µg/m^3 just eemol op enger Statioun iwwerschratt. Meeschtens war um Niveau vum Dagesmëttelwäert quasi keen Ënnerscheed tëschent der Silvesternuecht/Neijoerschdag an normalen Deeg ze gesinn. Dëst war eléi gesot an deene Fäll op déi fir d'Loftqualitéit gënschteg Wiederkonditiounen zréckzefeiéieren. Et sief nach bemierkt, datt d'Emissiounsinventairë vun der Ëmweltverwaltung am Joer 2018 ee landeswäiten Ausstouss vu Feinstaub PM10 vun 1.495 Tonnen ausweisen, wouvunner 3 Tonnen (0,2 %) op d'Freedefeieren zréckzefeiere sinn.

Question 3200 (25.11.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **communiqué du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur l'état de la situation dans les écoles luxembourgeoises au 15 novembre 2020 :**

Den 18. November huet den Educatiounsministère e Communiqué publizéiert mam Titel „Covid-19 : état de la situation dans les écoles luxembourgeoises au 15 novembre 2020" an deem et heescht,

« aucune nouvelle chaîne d'infections (scénario 4) n'a été constatée, ni dans les écoles fondamentales ni dans les établissements de l'enseignement secondaire »,

an dëst tëscht dem 9. November an dem 15. November.

Laut engem Artikel vun der Zeitung „Luxemburger Wort" vum 25. November 2020, hätt den Educatiounsministère béiden Zeitungen „d'Land" a „Luxemburger Wort" op Nofro hin en Ableck a seng Statistike ginn. Dëse Statistiken no wieren an der Woch vum 9. November eelef Klassen am Zenario 4 gewiescht. Och laut dem „rapport d'analyse sur la situation de la Covid-19 dans les établissements scolaires du 15 septembre au 1er novembre 2020" vum Educatiounsministère wieren tëscht dem 26. Oktober an dem 1. November néng Secondairesklassen am Zenario 4 gewiescht.

Des Weidere geet aus deem selwechten Artikel aus dem „Luxemburger Wort" ervir, datt am „Rapport d'analyse sur la situation de la Covid-19 dans les établissements scolaires du 15 septembre au 1er novembre 2020", keng Wëssenschaftler matgewierkt sollen hunn. Tatsächlech hätten nëmme Mataarbechter vum Ministère un dësem Rapport matgeschafft. Och den Dr. Jean-Claude Schmit hätt op Nofro hi bemierkt, datt et en deskriptive Rapport wier mat kenger besonnesch entwéckelter Methodologie. Den Här Paul Wilmes vun der Covid-19-Taskforce hätt zudeem bemierkt, datt de leschte Kontakt tëscht der Covid-19-Taskforce an dem Educatiounsministère am September gewiescht wier.

Aus dëse Grënn wëlle mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Vu datt den Educatiounsministère selwer kommunizéiert huet, datt Enn Oktober néng Klassen am Zenario 4 waren an datt och laut de Statistiken, déi de Ministère béiden Zeitungen zoukomme gelooss huet, an der Woch vum 9. November eelef Klassen am Zenario 4 gewiescht wieren, mengt d'Regierung net, datt et falsch ass am Communiqué vum 18. November ze behaapten, et wiere keng nei Infektiounsketten derbäikomm?

- Kann d'Regierung eis matdeelen, wien um „Rapport d'analyse sur la situation de la Covid-19 dans les établissements scolaires du 15 septembre au 1er novembre 2020" matgewierkt a -geschriwwen huet? Wien huet d'Analys gemaach?

- Kann d'Regierung bestätegen, datt den Educatiounsministère säit September kee Kontakt méi mat de Wëssenschaftler vun der Covid-19-Taskforce hat?

- Aus wéi engem Grond schafft de Ministère, deem säi Minister jo och Héichschoul- a Fuerschungsminister ass, net zesumme mat eise Wëssenschaftler?

Réponse (09.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Déi honorabel Deputéiert wëlle wëssen, wien den Auteur vun dem Rapport ass, deen den 12. November 2020 virgestallt ginn ass. Ech géing déi honorabel Deputéiert dofir invitéieren, d'Introduktioun vun dem concernéierte Rapport ze liesen. Do steet dran, datt de Rapport vum Educatiounsministère erstallt ginn ass, op der Basis vun den offiziellen Zuele vun der Inspection sanitaire. Iwwert d'Zil vum Rapport renseignéiert d'Introduktioun och: « Les conclusions qui se dégagent de cette analyse orientent le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dans ses prises de décision, qu'il s'agisse du maintien ou de l'adaptation des mesures en place ou de l'introduction de mesures sanitaires ou organisationnelles complémentaires qui permettraient, le cas échéant, d'aligner le dispositif sanitaire de l'éducation nationale sur des mesures de portée générale décidées par le Gouvernement. » De Rapport ass deemno eng statistesch Auswäertung vun den offiziellen Zuelen duerch den Educatiounsministère an huet d'Zil, eng transparent Informatioun vun der Ëffentlechkeet ze assuréieren an de Ministère a sengen Entscheedungsprozesser ze orientéieren. Datt et sech dobäi net ëm eng wëssenschaftlech Fuerschungspublikatioun handelt, dierft op den éischte Bléck ersiichtlech sinn.

Un dem Rapport matgewierkt hu Leit aus follgende Gremien a Servicer:

- Memberen aus dem „Comité de pilotage Covid-19 & Éducation";

- Mataarbechter aus der „Cellule de coordination" vum MENJE an der Inspection sanitaire;

- Mataarbechter aus der „Division du traitement de données" vum SCRIPT.

Dës Mataarbechter hunn och schonn un dem éischte Rapport d'analyse iwwert d'Verbreedung vum Covid-19-Virus an de Schoulen am August 2020 matgeschafft an erstellen och déi Zuelen an Analysen, déi de Ministère all Woch publizéiert. Et handelt sech dobäi engersäits ëm erfuere Statistiker an Data-Analysten, déi zanter Joren d'Kontributioune vu Lëtzebuerg zu nationalen an internationalen Etüden erstellen, an anerersäits ëm déi responsabel Beamte fir d'Covid-19-Strategie an de Beräicher vun de Grondschoulen an de Lycéeën.

Esou wéi d'Aarbechte vum Educatiounsministère am Summer schonn d'Basis ware fir eng wëssenschaftlech Publikatioun duerch d'Fuerscher vun der Covid-19-Taskforce vun der Uni.lu a Membere vun der Inspection sanitaire, wäerten och d'Donnéeë vum aktuelle Schouljoer fir eng wëssenschaftlech Publikatioun genotzt ginn. Dobäi huet den Héichschoulministère e permanente Kontakt mat de Fuerscher vun der Taskforce.

Ech stellen dann awer fest, datt et bis haut kaum inhaltlech Kriticken un der Qualitéit vum Rapport vum Educatiounsministère gëtt. D'Kritik fokusséiert op d'Auteuren, déi Beamten aus dem Educatiounsministère sinn. D'Froe vun den honorabelen Deputéierte confirméieren dëst nach eng Kéier.

Ech bedaueren, datt eng sachlech Ausernanersetzung mat dem Rapport net stattfënnt, mee sech amplaz op d'Auteuren ageschoss gëtt. Auteuren, déi Experten a vereedegt Beamten aus deene verschiddenste Verwaltunge vun der Educatioun sinn an déi hirer Aarbecht mat Devouement an Impartialitéit noginn.

Ech erlabe mer an deem Zesummenhang, meng grouss Suerg auszedrécken, wann an dëser Krisesituatioun d'Integritéit vun den ëffentleche Verwaltungen onbegrënnt a Fro gestallt gëtt. Wouhinner dat féiert, wann d'Glafwierdegkeet vun de staatlechen Institutiounen ënnergruewe gëtt an eng sachlech Diskussioun net méi méiglech ass, gesi mir bei verschiddene Protestbeweegungen an eisen Nopeschlänner. Déi honorabel Deputéiert wäerte mer zoustëmmen, datt mir esou eng Situatioun zu Lëtzebuerg net wëllen.

Ech bedaueren dann awer och, datt den Zeitungsartikel aus dem „Luxemburger Wort", op dee sech déi honorabel Deputéiert an hirer Fro bezéien, méi zur Konfusioun wéi zur Opklärung vun der Ëffentlechkeet bäigedroen huet.

D'Presseufro vun dem „Luxemburger Wort" bestoung doranner, en Ableck an d'Infektiounszuele pro Schoul a Lycée ze kréien. Den Educatiounsministère hat eng Auswiel vu Gebaier a sengem Rapport d'analyse beliicht. An deene Graphike gi pro Etablissement all d'Klassen opgelëscht entspriechend der Unzuel vu positive Schüler, déi et an der Klass zanter dem Schoulufank gouf. Dës Graphike renseignéiere guer net doriwwer, wéi dës positiv Fäll an Infektiounsketten (Zenarie 4) zesummenhänken, an och net doriwwer, wéini dës Infektiounskette stattfonnt hunn.

Trotzdeem versicht d'„Luxemburger Wort" sech an dem concernéierten Artikel doranner, dës Schlussfolgerungen ze zéien a Widdersprëch an d'Zuele vum Educatiounsministère eran ze interpretéieren. Dobäi ginn d'Zuelen aus dem Kontext gerappt, falsch gedeit an och déi falsch Conclusiounen dorauser gezunn.

Ech bedaueren zudéifst, datt duerch dës sachlech falsch an ontransparent Aart a Weis virzegoen, d'Analysen an d'Zuele vum Educatiounsministère ëffentlech a Fro gestallt gi sinn, an domadder och d'Vertraue vun den Enseignanten, Elteren a Schüler an d'Aarbechte vum Educatiounsministère ënnergruewe sollte ginn.

Ech erlabe mer an deem Zesummenhang, och nach eng Kéier op d'Aussoe vum Communiqué vum Educatiounsministère vum 18. November 2020 zeréckzekommen. Dëse Communiqué beliicht d'Zuele vun der Woch vum 9. bis de 15. November 2020, an där et net zu engem neien Zenario 4 komm ass. Fir engem falschen Androck aus de Schoulen a Lycéeën entgéintzewierken, preziséiert de Communiqué gläichzäiteg, datt fir d'Woch duerno eng Rei vu potentiellen Zenarie 4 amgaange wieren analyséiert ze ginn.

« Au cours de la période indiquée, aucune nouvelle chaîne d'infections (scénario 4) n'a été constatée, ni dans les écoles fondamentales ni dans les établissements de l'enseignement secondaire (...). Plusieurs cas potentiels de scénario 4 sont actuellement analysés pour la semaine du 16 novembre, dont le cas de l'école fondamentale de Steinsel. »

Am Communiqué vum 27. November 2020 geet den Educatiounsministère dann och op dräi Fäll an, bei deenen en Zenario 4 virlouch.

Question 3205 (26.11.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **déguerpissements :**

Lors de récents échanges à la Chambre des Députés, sur la question des déguerpissements, Monsieur le Ministre du Logement a rappelé à juste titre la loi sur le bail à loyer et a souligné que : « Les communes ont la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur leur territoire. » Dès lors, les communes sont tenues de reloger ces personnes afin de ne pas les mettre à la rue.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Combien de cas de relogements ont eu lieu les dernières années ? Quelle est l'évolution en matière de relogement ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le nombre de logements effectifs dont disposent les communes luxembourgeoises à cet effet ? Combien de ces logements sont occupés actuellement ?

- Quelles sont les communes où le nombre de relogements a été le plus important ces dernières années ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste détaillée par commune avec les informations sur le nombre de déguerpissements et sur le nombre de logements à disposition dans de telles situations ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que toutes les communes subviennent à leur obligation de reloger les personnes dans le besoin ? Comment le ministère vérifie-t-il que lesdites dispositions de la loi sur le bail à loyer sont observées ?

- Existe-t-il un service auquel les personnes dans le besoin peuvent s'adresser dans le cas où ni une commune ni un office social ne peut leur venir en aide lorsqu'ils perdent leur logement ?

- Lors de la séance publique du 17 novembre 2020, Monsieur le Ministre a répondu à ma question parlementaire n° 0148 que certaines communes ont recours à des chambres d'hôtels pour pouvoir assurer leur rôle en matière de relogement. Combien de relogements dans un hôtel ont eu lieu et dans quelles communes ? Quelle est la procédure exacte lors de tels relogements ? Est-ce que les opérateurs hôteliers sont contraints d'accepter ces situations ?

- Lors de la même réponse, Monsieur le Ministre a également souligné l'importance du Pacte logement 2.0. De quelle manière ce nouveau pacte avec les communes peut-il aider à résoudre le problème du relogement ?

- Existe-t-il des communes qui ne disposent ni de logements adaptés ni de chambres d'hôtel pour reloger des personnes qui sont dans le besoin, notamment lors de déguerpissements ? Quelles solutions sont envisagées pour ces communes ?

- Lors d'un article récent paru dans le « Tageblatt », on peut lire que les bureaux d'aide sociale recommandent parfois à des personnes concernées par un déguerpissement d'aller chercher un logement au-delà des frontières luxembourgeoises. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de telles pratiques ? Ne serait-il pas opportun de créer des structures nationales permettant de reloger de manière temporaire les personnes ayant subi un déguerpissement ?

Réponse (08.01.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Comme le Député le soulève à bon escient, la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation prévoit dans son article 26 que les communes ont la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur leur territoire. C'est sur base de cet article que les communes relogent des personnes qui ont perdu leur logement. Toutefois, comme il n'existe pas de données sur le recours à ce mécanisme, je ne suis pas en mesure de répondre à la plupart des questions soulevées par l'honorable Député.

Par ailleurs, les situations qui rendent le relogement de personnes indispensable sont des plus diverses.

Ainsi, il peut s'agir notamment de relogements rendus nécessaires à cause de l'insalubrité dont souffrent certains biens donnés en location qui ne répondent pas aux critères de salubrité, de sécurité et d'habitabilité. Dans le cas d'une décision du bourgmestre de fermer le logement concerné, il appartient à l'exploitant, ou à défaut, au propriétaire, de pourvoir au relogement des occupants. Le cas échéant, le bourgmestre y procède pour le compte et aux frais du propriétaire ou de l'exploitant. Les coûts liés au relogement devront dans ce cas être pris en charge par le propriétaire ou l'exploitant pour une durée maximale de 3 mois.

Dans d'autres cas, par exemple en cas d'incendie ou d'une catastrophe naturelle, le relogement peut effectivement être temporairement pris en charge, dans la mesure du possible, par la commune ou l'office social du territoire concerné.

Dans tous ces cas, les responsables communaux et les offices sociaux peuvent évidemment s'adresser respectivement aux bailleurs sociaux, tels que le Fonds du logement, la SNHBM ou aux bailleurs associatifs, voire aux organismes actifs dans le domaine de la gestion locative sociale.

Question 3207 (26.11.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **relations de Google avec la presse écrite :**

Le géant du Net « Google » vient d'effectuer un virage majeur dans ses relations avec la presse écrite.

En effet, la multinationale américaine vient de signer plusieurs accords avec des journaux français afin de rémunérer l'utilisation de leurs contenus. Ceci constitue une première mondiale qui s'inscrit dans le cadre de la législation européenne sur les droits voisins.

Ces droits voisins prévoient une rémunération pour les contenus des éditeurs de presse, notamment pour les photos, vidéos et textes utilisés par les plateformes en ligne et apparaissant dans les résultats de recherche.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias si des discussions comparables ont été entamées par le prédit géant du Net ou autres avec les éditeurs luxembourgeois.

- Étant donné que « Google » entend renforcer substantiellement sa présence au Luxembourg, Monsieur le Ministre entend-il encourager de tels accords ?

Réponse commune (05.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

La directive 2019/790 du 17 avril 2019 sur les droits d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique a été adoptée en 2019 après deux ans et demi de négociations. La transposition de cette directive qui doit intervenir pour le 7 juin 2021 est actuellement en cours.

Entre autres, cette directive impose aux États membres de l'Union européenne de prévoir dans la législation nationale un nouveau droit voisin au profit des éditeurs de presse en ligne pour l'utilisation en ligne de leurs publications de presse par des fournisseurs de services de la société de l'information. La plupart des États membres de l'Union européenne sont actuellement dans la phase de transposition de cette directive et l'entrée en vigueur de ce nouveau droit voisin n'est pour le moment pas encore obligatoire pour les États membres. La France est le premier État européen à avoir transposé les dispositions relatives à ce nouveau droit.

Au Luxembourg, le Gouvernement n'a à l'heure actuelle pas connaissance de négociations entre les éditeurs de presse en ligne et les fournisseurs de services de la société de l'information tels que Google.

Dans le cadre des échanges du Gouvernement avec Google autour du projet d'implantation d'un data center au Luxembourg, il n'y a pas eu de discussions à ce sujet.

Question 3208 (26.11.2020) de **Mmes Simone Asselborn-Bintz** et **Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**accès à Internet :**

Bedéngt duerch d'Coronakris, de Lockdown an déi respektiv Restriktioune gouf d'Digitaliséierung zu Lëtzebuerg acceleréiert. Vill Salariéë mussen Homeoffice maachen, vill Schüler sinn op den Homeschooling ugewisen an et ass net ofzegesinn, ob a wéini sech dat nees weesentlech ännert. Fir een optimaalt Schaffen a Léieren ass eng gutt a stabel Internetverbindung deemno absolutt onverzichtbar.

An deem Zesummenhang wollte mir dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Digitaliséierungs-, Kommunikatiouns- a Medieminister an dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

- Huet 2020 jiddereen zu Lëtzebuerg ee Fiber-Accès, sou wéi de Premier et 2016 ugekënnegt hat?

- Wann net, wéi gesäit déi prozentual Unzuel u Stéit pro Gemeng aus, déi un dëst Netz ugeschloss sinn?

- An der Äntwert vum 17. Januar 2019 vun dem Wirtschaftsminister an dem Kommunikatiouns- a Medieminister op d'parlamentaresch Fro Nr. 0081 geet ervir, dass virun allem méi rural Géigende kaum un de séieren Internet ugeschloss sinn. Awéiwäit huet sech dat verännert?

- Sinn de Ministere Problemer bekannt, wou Schüler net um Enseignement à distance konnten deelhuelen, well si keng fiabel Internetconnectioun hunn? Sinn de Ministere sou Problemer vu Salariéen am Teletravail bekannt?

- Wat huet d'Regierung wëlles fir Schüler ze maachen, déi aus technesche Grënn, un deene si net Schold sinn an déi si och net kënnen änneren, net un Onlinecoursë kënnen deelhuelen?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Lëtzebuerg ass aktuell ee vun de Virreiderlänner, wat den Uschloss mat ultrahéijem Debit un den Internet ugeet. Esou geet aus dem ILR sengem Rapport statistique vun 2019 ervir, datt d'lescht Joer iwwer 67 % vun de Stéit e Fiberuschloss haten a 85 % vun de Stéit via e Koaxuschloss mat der schneller Docsis 3.x-Norm verbonne sinn. Domat missten haut insgesamt ca. 95 % vun de Stéit d'Méiglechkeet hunn, fir vu Vitesse vun 100 Mbps ze profitéieren, an 90 % kéinte vun 1 Gbps profitéieren.

Wat méi spezifesch POST ugeet, sou gëtt si op Nofro hin un, datt se sech am Kader vun hirer Strategie engagéiert huet, fir bis Enn 2023 75 % vun de Stéit mat Glasfaser un hire Reseau unzeschléissen. Um Stand vun haut wiere méi wéi 70 % vun de Stéit mat Glasfaser un eng Telefonszentral oder un e POP vun der Post ugeschloss. Fir Enn 2020 gesäit POST 72 % vir. POST gëtt och un, datt dësen Ausbau och duerno nach wäert virugoen, op laang Siicht wäerten 100 % vun der Bevëlkerung mat engem ultrahéijen Debit connectéiert sinn. Dëst wäert awer net onbedéngt mat Glasfaser realiséiert ginn, well aner gläichwäerteg Techniken am Eenzelfall méi appropriéiert kënne sinn. Weider Detailer heizou sinn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3018 vum 22. Oktober 2020 erëmzefannen.

POST Lëtzebuerg ënnersträicht, datt se beméit ass, eng qualitativ gutt a fiabel Konnektivitéit mat héijem Debit fir 100 % vun de Stéit zur Verfügung ze stellen, dat onofhängeg vun der Technik, déi agesat gëtt. Wat de Postreseau ugeet, kënnen haut 95 % vun de Stéit eng Internetverbindung mat 100 Mbps Debit a méi wéi 98 % vun de Stéit eng Internetverbindung mat 30 Mbps Debit kréien.

Et sief allerdéngs bemierkt, datt POST Lëtzebuerg net deen eenzege Bedreiwer vun engem Glasfasernetz zu Lëtzebuerg ass.

Um Site vum Geoportail ka sech all Bierger iwwert d'Situatioun vum Internetaccès informéieren (Fiber a Koax zesummen) an déi verfügbar Vitesse visualiséieren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De „Broadband Coverage in Europe"-Survey vun der Europäescher Kommissioun weist, datt 2019 iwwer 80 % vun de Stéit a ländleche Géigenden iwwer en Internetuschloss verfüügt hunn, deen 100 Mbps oder méi bitt, iwwer 70 % konnte schonn 1 Gbps notzen. 2020 wäerten dës Zuelen nach eng Kéier méi héich leien. Ziel vun der Regierung ass et, datt all Stéit zu Lëtzebuerg iwwer en 100 Mbps-Accès op den Internet zougräife kënnen an dat iwwert déi ënnerschiddlech lokal verfügbar Technologien.

Vum Ufank vun der Pandemie un ass de Status vun der Internetkonnektivitéit vum SMC an ILR am A behale ginn. Obwuel den Trafic deelweis staark zougeholl hat, si keng gréisser Problemer mat der nationaler an internationaler Konnektivitéit bekannt. Eventuell Enkpäss goufe vun den Operateure séier erkannt a nogebessert. D'Situatioun huet sech zënterhier och erëm entspaant, woubäi net den Teletravail oder den Enseignement à distance fir héijen Trafic suergt, mee éischter dat méi intensiivt Notze vu Streamingdéngschter. Eventuell Problemer sinn och éischter op der Serversäit wéi op der Notzersäit ze sichen oder resultéieren aus dem parallellen Zougréff op ënnerschiddlech Internetressourcen.

Un den Educatiounsministère goufen an deem Zesummenhang keng Problemer erugedroen. Sollt awer e Schüler keng Internetconnectioun doheem hunn an esou net iwwer „Teams" oder aner Onlineapplicatioune kënnen um aktiven Unterrecht deelhuelen, kann hie sech all Moment un de Regent vu senger Klass wenden, fir gehollef ze kréien. Och wann den Internet et erlaabt, den Enseignement à distance multimedial an interaktiv ze gestalten, muss dës Form vu Schoulhalen a Léieren net onbedéngt exklusiv online stattfannen.

Question 3213 (26.11.2020) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant la **violence domestique au Luxembourg lors de la crise de la Covid-19 :**

Lors d'une conférence de presse le 11 juin 2020, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a mis le point sur les évolutions et les mesures d'aide en ce qui concerne la violence domestique au Luxembourg. Lors de cette conférence de presse, elle a souligné qu'au cours de la crise du Covid-19, la coopération de son ministère avec les institutions policières et judiciaires et les services d'aide dans le cadre de la loi sur la violence domestique avait été renforcée. Dès le début de la crise, un dispositif de gestion de crise aurait été mis en place pour éviter une augmentation substantielle de la violence domestique.

Ce dispositif prévoyait notamment un monitoring hebdomadaire sur l'évolution de la violence domestique, le développement du site d'information « violence.lu », la mise en place d'une helpline téléphonique (tél. : 2060 1060) pour les victimes et le maintien des dispositifs d'expulsion et la prise en charge des auteurs.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Est-ce que Mesdames et Monsieur les Ministres peuvent nous fournir l'évolution des statistiques en ce qui concerne les expulsions et les interventions policières depuis la mise en place du monitoring hebdomadaire de la violence domestique ?

2) Quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de l'évolution de ces données ?

3) Le site « violence.lu » est disponible en langue française et contient une rubrique FAQ « Violence domestique et Covid-19 » en langues luxembourgeoise, portugaise, française et anglaise. Est-ce que Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes partage notre avis, qu'il serait utile de mettre à disposition le site entier dans les quatre langues susmentionnées ainsi que dans la langue allemande ?

4) Depuis quand la helpline pour les victimes est-elle opérationnelle ? Combien d'appels ont été enregistrés et quelles ont été les raisons principales des appels ?

Réponse commune (16.12.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Partant du constat que la violence domestique sous ses multiples visages et formes est inacceptable et intolérable tant pour les femmes, que les hommes et les enfants et que la lutte contre ce fléau sociétal relève de la responsabilité de la société toute entière, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Madame la Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure ont dès le début de la crise sanitaire liée au Covid-19 renforcé leur collaboration avec leurs principaux acteurs de terrain, notamment les institutions policière et judiciaire, les associations d'assistance aux victimes et des auteur-e-s œuvrant dans le domaine de la lutte contre la violence et les partenaires conventionnés du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, afin d'éviter une augmentation et une aggravation substantielle des cas de violence domestique au Luxembourg en ces temps de crise sanitaire, sociale et économique.

Le dispositif de gestion de crise mis en place par Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Taina Bofferding, prévoit en effet un monitoring hebdomadaire mesurant l'évolution de la violence domestique, la continuité des mécanismes et procédures légales, règlementaires et administratifs en place, des alternatives de logement en cas de surpopulation des structures d'accueil d'urgence, le développement du site d'information « violence.lu », la mise en place d'une helpline 2060 1060 s'adressant aux victimes de violence domestique et la pérennité du soutien financier par l'État. Ces mesures assurent le fonctionnement discontinu du dispositif d'aide et permettent aux associations conventionnées avec le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes de maintenir une prise en charge effective et efficace des victimes de violence et de violence domestique ainsi que des auteur-e-s de violence domestique.

- Le monitoring hebdomadaire précité a été mis en place dès le début de la crise sanitaire avec les principaux acteurs de terrain précités dans l'optique de pouvoir d'une part, collecter en temps réel des données clés et évaluer de semaine en semaine la situation d'augmentation des risques de conflits, de comportements violents et d'actes de violences domestiques liée au Covid-19 obligeant les familles et les couples à vivre de manière continue dans une promiscuité inhabituelle et de longue durée et d'autre part, réajuster à tout moment les mesures nécessaires et appropriées pour garantir leur effectivité et leur efficacité dans l'intérêt du public cible.

En se référant sur les données administratives collectées jusqu'à présent dans le cadre du monitoring hebdomadaire, la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes est néanmoins disposée à relever que les chiffres préliminaires laissent supposer une situation plutôt stable par rapport aux semaines et mois comparables de l'année 2019. Un constat qui peut être confirmé en comparant les chiffres des interventions policières et des expulsions par mois. Notons, dans ce contexte, que le nombre des interventions policières s'élevait en novembre 2019 à 77 et celui des expulsions à 29 et que les données pour novembre 2020 restent comparables avec 79 interventions policières et 28 expulsions enregistrées par la Police Grand-Ducale.

Cette stabilité peut s'expliquer notamment par :

• la mise en place, le suivi de sa mise en œuvre et l'adaptation réguliers depuis 2003 d'un cadre législatif efficace et d'un mécanisme procédural d'intervention, d'actions et d'assistance y relatif de prise en charge et de protection des victimes, de poursuite et de prise en charge des auteur-e-s en coordination et en synergie avec les principaux acteurs de terrain,

• la mise en place, dès le début de la crise sanitaire, d'un dispositif spécifique de gestion de crise, tel le monitoring, la helpline violence domestique, les campagnes régulières de prévention via les médias et les réseaux sociaux à l'attention tant des victimes, que des auteur-e-s et des témoins de violence domestique, le soutien par des mesures adaptées d'urgence des partenaires conventionnés du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, mesures pour assurer le plus en amont possible l'accueil et l'assistance aux victimes de violence domestique, et la prise en charge des auteur-e-s de violence domestique ainsi que l'offre de soutien, d'aide et d'outillage aux personnes en situation de conflits en amont d'une situation de violence domestique.

Pour ce qui est des données officielles collectées en matière de violence domestique, les ministres se permettent de réitérer que c'est le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence (ci-après « Comité de coopération violence ») instauré par la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique et mis en place par le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2003 qui centralise et étudie les statistiques en la matière, y inclus les chiffres par rapport aux expulsions et aux interventions policières, données collectées par ses différents membres qui sont également les principaux acteurs de terrain, à savoir la police, les Parquets Luxembourg et Diekirch, les services d'assistance aux victimes majeures et mineures de violence domestique, le SAVVD, le Psy EA et Alternatives et le Service prenant en charge les auteur-e-s de violence domestique, le « Riicht Eraus ». Les chiffres officiels sont communiqués annuellement sous forme d'un rapport écrit soumis au Gouvernement et approuvé par lui. Ainsi les chiffres pour l'année 2019 sont consultables dans le rapport annuel officiel du « Comité de coopération violence » publié sur le site du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes[4]. Une analyse complète de l'évolution des statistiques en matière de violence domestique entre 2019 et 2020 sera disponible dans le rapport au Gouvernement du « Comité de coopération violence » pour l'année 2020.

- Le site « violence.lu » a été mis en place en 2010 pour sensibiliser sur toutes les facettes et formes de la violence à l'égard des femmes, des hommes et des enfants, pour informer sur le réseau d'aide et pour rassembler tous les acteurs publics et non publics dans le domaine de la lutte contre la violence. Depuis son lancement, le Ministère de de l'Égalité entre les femmes et les hommes a régulièrement mis à jour ce site suivant les évolutions et les besoins en matière de violence fondée sur le sexe et de violence domestique. Un prochain réaménagement du site « violence.lu » afin de le rendre plus actif et accessible pour les victimes, les auteurs et les témoins de violence domestique et de violence fondée sur le sexe, ainsi que les professionnels est prévu en 2021. Compte tenu de la situation linguistique au Luxembourg et de la multiculturalité de notre pays, il a été décidé de mettre à disposition ce site en langues allemande, anglaise, française et portugaise. Un choix qui reflète largement les besoins identifiés par nos partenaires au terrain.

- Dès le début de la crise liée au Covid-19, la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a soutenu le lancement par ses partenaires conventionnés, d'une nouvelle helpline violence domestique pour femmes et hommes pris dans la spirale de la violence qui est joignable 7 jours sur 7 de 12.00 à 20.00 heures au numéro 2060 1060 ou par courriel à l'adresse info@helpline-violence.lu. Opérationnelle depuis avril 2020, cette helpline permet de prévenir voire de stopper le plus en amont possible des situations de violence domestique par l'écoute, le soutien et au besoin la réorientation des appelants pour une prise en charge adaptée à leurs besoins. Le projet en question va faire l'objet d'une évaluation externe dans les semaines à venir. Outre cette initiative, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes continue ensemble avec ses partenaires à promouvoir ce service auprès des associations actives dans la lutte contre la violence et auprès du grand public ainsi que dans ses nombreux messages de prévention via les médias et les réseaux sociaux.

Dans cette optique, la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a lancé lors de l'Orange Week une campagne d'affichage sur la violence domestique informant sur le dispositif d'aide dans les pharmacies et les offices sociaux pour ainsi atteindre, informer et sensibiliser un maximum de personnes.

Les Ministres de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Justice et de la Sécurité Intérieure profitent de cette occasion pour informer Madame la Députée qu'ils ont, en novembre 2019, instauré un groupe de travail interministériel « Violence domestique » pour réunir autour d'une même table les institutions publiques directement impliquées et les acteurs de terrain y associés afin d'analyser la nécessité d'adapter le cadre, le mécanisme et le dispositif actuellement en vigueur. Les travaux sont toujours en cours.

Question 3215 (27.11.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **aides financières pour les entreprises impactées par la pandémie de la Covid-19 :**

Am Kader vum Confinement hu vill Betriber staatlech Hëllefe versprach kritt. Ëmmer nees héiert een, datt et beim Ausbezuele vun dëse Sue Schwiereg-

[4] Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence - Rapport au gouvernement 2019 : https://mega.public.lu/fr/publications/publications-ministere/2020/Rapport-au-gouvernement-2019-Comite-Violence/Brochure-Rapport-au-gouvernement-2019-Comite-Violence.html.

keete gëtt, och wann de Betrib all Euro bluttnéideg kéint brauchen.

Duerfir hatt ech dës Froen un den Här Finanzminister, un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Mëttelstandsminister:

1. Wéi eng Reegelen a Prozeduren huet de Staat am Fall, wou e Betrib Hëllefen aus dem Fonds de relance économique zegutt huet, awer nach géintiwwer aneren Administratiounen (z. B. Fonds pour l'emploi, Steierverwaltung ...) Scholden huet?

2. Ass et virkomm, datt zougesoten Hëllefen zeréckbehale goufen, bis déi Ausstänn gereegelt waren?

3. Ass et net méiglech, Betriber an dësem Fall en Delai ze ginn, fir hir Scholden ze begläichen, an déi benéidegt Finanzsprëtz direkt auszebezuelen, ier et fir de Betrib ze spéit ass?

4. Tauschen d'Staatsverwaltungen Informatiounen iwwert d'Finanzsituatioun vun engem Betrib ënnereneen aus, och wa keen direkten Zesummenhang besteet, z. B. bei enger neier ekonomescher Hëllef duerch de Fonds de relance économique an enger Schold beim Fonds pour l'emploi? Wat ass dofir d'rechtlech Grondlag a wéi ass dat an Accord mam Dateschutz?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Net remboursabel staatlech Bäihëllefe vum Wirtschaftsministère an der Generaldirektioun vum Mëttelstand am Kader vun der Covid-19-Pandemie ginn un d'Betriber ausbezuelt, onofhängeg dovun, ob dee betraffene Betrib nach Scholde géintiwwer aneren Administratiounen huet. Hei kënnt et deemno och net zur Situatioun, dass eng Hëllef zréckbehale gëtt wéinst eventuelle Réckstänn bei aneren Administratiounen an deementspriechend ginn och keng Informatioune fir esou Zwecker tëschent Staatsverwaltungen ausgetosch.

Et bleift ze betounen, dass d'Ausbezuele vun enger Avance remboursable oder enger Bäihëllef fir Investitiounen oder Fuerschungsprojeten am Kontext vun der Covid-19-Pandemie allerdéngs am Kader vun den europäesche Richtlinnen un d'Konditioun gebonnen ass, dass de Betrib net schonn am Virfeld vun der Pandemie an enger finanzieller Schiflag war, dëst entspriechend de Krittäre vun der „entreprise en difficulté", déi an de Reglementer vun der Europäescher Kommissioun festgeluecht sinn.

Beim Gros vun den Hëllefe muss de Betrib all Informatiounen an Dokumenter erareechen, déi néideg sinn, fir seng Demande ze traitéieren. Bei verschiddenen Hëllefen ass et néideg, dass sech d'Staatsverwaltungen ënnerteneen austauschen. An deem Fall ass awer ze bemierken, dass all Betrib a senger Ufro säin Accord zu dësem Austausch muss ginn, ausser wann et am Gesetz anescht virgesinn ass.

Question 3216 (27.11.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant les **bons d'hébergement :**

Den Här Mëttelstandsminister huet sech iwwert de Succès vu senger Aktioun mat lwwernuechtungsbongen zefridde gewisen. Déi kleng a mëttel Handels- an Déngschtleeschtungsbetriber leiden och ënnert de Konsequenzen vun den neie Covidmoossnamen. Besonnesch déi nei Fermeture vu Restauranten a Caféë wäert d'Attraktivitéit vun de Stied an de Foussgängerzonen an de klengen Handel am Allgemengen impaktéieren. An deem fir den Handel an d'Déngschtleeschter esou schwéiere Kontext hätt ech dës Froen un den Här Mëttelstandsminister:

1. Wéi steet den Här Minister zu där Iddi vun der Verdeelung vu Consommatiounsbongen un d'Bevëlkerung, déi beim Lëtzebuerger Handel a bei Déngschtleeschter kéinten an engem bestëmmten Delai ageléist ginn?

2. Wéi gesäit den Här Minister d'Méiglechkeet, dës Bongen op déi Geschäfter ze beschränken, déi beim éischte Confinement am Fréijoer 2020 hu missen zoumaachen?

3. Wann d'Regierung wéilt op de Wee vun der Verdeelung vu Consommatiounsbonge goen, wéi e budgetäre Volume wéilt si da fir deen Zweck engagéieren a wat géing dat fir all eenzele Stot bedeiten?

4. Ass an deem Fall sécherzestellen, datt d'Gesamtvaleur vun de Bongen, déi un d'Bevëlkerung verdeelt ginn, och beim klengen Handel an den Déngschtleeschter ukënnt, datt also d'Valeur vun de Bongen, déi eventuell net vun de Leit ageléist ginn, iwwer en anere Wee un déi concernéiert Betriber verdeelt gëtt?

Réponse (04.12.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Erlaabt mir, fir d'éischt op d'Beweeggrënn anzegoen, firwat d'Aktioun vun den lwwernuechtungsbongen agefouert gouf: Den Tourismussecteur ass mat Sécherheet ee vun de Secteuren, deen am schlëmmste vun der Covid-19-Pandemie getraff gouf. Zanter dem Fréijoer 2020 ass d'Unzuel vun den auslänneschen Touristen dramatesch gefall an de Businesstourismus ass quasi inexistent. No dësem massiven Abroch vun der traditioneller Demande gouf mam Aféiere vun den lwwernuechtungsbonge probéiert, fir eng nei Demande fir de Secteur ze schafen: De Lëtzebuerger Public sollt den Tourismus zu Lëtzebuerg fir sech nei entdecken, getrei dem Motto „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz". Eng Aktioun, déi och den ugepeilte Succès konnt erwirbréngen.

Am Géigendeel zum Tourismussecteur besteet d'Clientèle vum Eenzelhandel zu engem groussen Deel aus enger vill méi lokaler Populatioun. D'Ausdeele vu Bonge géif deemno keng substanziell nei Nofro schafen. Well d'Regierung sech der systemescher Relevanz vum Eenzelhandel bewosst ass, leet si ëmsou méi Wäert op eng cibléiert Ënnerstëtzung. Sou si wärend der Period vum éischte Confinement zwou Direkthëllefen agefouert ginn:

- eng Direkthëllef vu 5.000 € fir d'Geschäfter, déi hir Dieren hu missen zoumaachen;

- eng weider Direkthëllef vu 5.000 €, respektiv 12.500 € am Fall vun engem Abroch vum Ëmsaz vu minimal 50 %.

Fir d'Méint Juli, August a September ass e spezielle Regimm op d'Bee gestallt ginn („Aide spécifique pour le commerce de détail en magasin"), fir den Eenzelhandel geziilt ze stäerken. Hei war eng Direkthëllef vun 1.000 € pro Mataarbechter am Mount Juli méiglech, vu 750 € fir de Mount August a vu 500 € fir de Mount September.

Fir déi kommend Méint wäerten och nach weider Mesuren ergraff ginn, déi geziilt op den Eenzelhandel ausgeluecht sinn: Mat der neier „Aide de relance" kann den Eenzelhandel fir d'Méint November 2020 bis Mäerz 2021 eng Hëllef vun 1.250 € pro aktive Mataarbechter an Usproch huelen a vu 500 € pro Salarié, deen am Chômage partiel ass.

Erlaabt mir och, op d'Wichtegkeet vun der Onlineplattform LetzShop hinzeweisen. Si bitt eng wichteg komplementar Léisung zum klasseschen Eenzelhandel a kann et de Betriber erlaben, sech iwwert de Wee vum Online-Handel e Basisakommes ze sécheren. D'Covid-19-Kris huet gewisen, dass et wichteg ass fir e Betrib, seng Wueren iwwert méi Weeër unzebidden. D'Plattform LetzShop dréit dofir ee substanziellen Deel dozou bäi, fir dass den Eenzelhandel e gesonde Mix tëschent klasseschem Verkaf an Onlinepresenz ka fannen.

Question 3217 (27.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **sociétés de sécurité privées :**

De 25. November gouf bekannt, dass d'Stad Lëtzebuerg plangt, privat Sécherheetsfirmen a verschiddene Quartieren an der Stad patrulléieren ze loossen. Dës Firme ginn haut schonn oft genotzt, fir d'Sécherheet vu Geldtransporter oder op Concerten ze garantéieren. Och wann d'Konzept vu private Sécherheetsleit net nei ass, esou stellen sech awer eng Rei Froen zu de Rechter a Flichte vun de private Sécherheetsfirmen an hiren Employéen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, fir Justiz a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill privat Sécherheetsfirme sinn hei zu Lëtzebuerg ugemellt?

Wéi eng Autorisatioun mussen dës Firmen ufroen, fir hei am Land als privat Sécherheetsfirma dierfen ze fungéieren?

Iwwert wéi vill Employéë verfügen dës Firmen zesummegezielt?

2. Ginn et Krittären, déi eng Sécherheetsfirma muss respektéieren an iwwerpréiwen, am Fall wou si neit Personal astellt?

- Falls jo, ëm wéi eng Krittären handelt et sech?

- Falls nee, firwat net?

- Mussen dës Firmen och no dem Astelle vum Personal nach iwwerpréiwen, ob d'Personal d'Krittären erfëllt?

3. Mussen dës Employéë sech ausweise kënnen, wa si am Asaz sinn?

- Falls jo, op wéi eng Manéier musse si de Leit ronderëm sech matdeelen, dass et sech bei hinnen ëm privat Sécherheetsleit handelt?

- Falls nee, firwat net?

4. Wéi vill Plaintë sinn an deene leschte fënnef Joer géint Personal vu Sécherheetsfirmen am Asaz deposéiert ginn?

5. Wéi eng Objeten dierfen dës Agente mat sech féieren, fir sech géint eventuell Ugréffer ze verdeedegen?

6. Dierfe si, wa se am Asaz sinn, suspekt Persounen duerchsichen?

Dierfe si suspekte Persounen d'Rucksäck oder d'Poschen duerchsichen?

Réponse commune (29.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Entspriechend den Zuele vum Répertoire des entreprises luxembourgeoises 2019 vum Statec ginn et zu Lëtzebuerg 30 Betriber an der Kategorie „activités de sécurité privée", déi dem NACE-Code 80.100 entsprécht. An der iwwergeuerdenter méi breeder Kategorie vun den „enquêtes et sécurité", déi dem NACE-Code 80 entsprécht, ginn et 51 Betriber (déi 30 Betriber aus der Kategorie 80.100 sinn an dëser Zuel mat dran). Detailléiert Informatiounen zum Emploi an dësem spezifesche Secteur sinn net disponibel.

Um Justizministère sengem Internetsite ass donieft eng reegelméisseg aktualiséiert Oplëschtung virzefannen, wéi eng Betriber eng Autorisatioun ënnert dem Gardiennage-Gesetz vum 12. November 2002 kruten (cf. Annex, no Matièren opgelëscht).

D'Gesetz vun 2002 preziséiert och, wéi eng Critèren d'Betriber musse respektéieren, fir eng Autorisatioun ze kréien, esou wéi verschidden aner Elementer vun hirer Missioun an hirem Optriede par rapport zum Bierger.

D'Artikele 4 bis 10 vum Gesetz fixéiere generell Prinzippien a Konditiounen, déi fir all Autorisatioun gëllen:

« Art. 4.

Les demandes d'autorisation sont à adresser au Ministre de la Justice et doivent indiquer :

1. les noms, prénoms, lieu et date de naissance, nationalité, profession et domicile du requérant ou, s'il s'agit d'une société, la dénomination ou la raison sociale, la forme de la société et son siège social, ainsi que les noms, prénoms, lieu et date de naissance, nationalité, profession et domicile des directeurs, gérants et administrateurs ;

2. une description précise des activités projetées ;

3. les moyens techniques dont dispose le requérant ;

4. la liste du personnel engagé ;

5. l'aspect détaillé de l'uniforme porté par le personnel ;

6. le spécimen de la carte de légitimation portée par le personnel ;

7. le règlement de service.

La demande introduite par une société doit être accompagnée d'une copie des statuts coordonnés, d'un extrait récent du registre de commerce ainsi que d'une copie de l'autorisation délivrée par le ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement. La liste du personnel engagé visée au point 4. ci-dessus comprend l'indication des nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité et domicile des personnes concernées, en y joignant un curriculum vitae, un extrait récent du casier judiciaire, une copie de l'examen médical d'embauchage, selon les prescriptions de la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail, et une copie de la carte d'identité. La production de ces documents est, hormis la copie de l'examen médical d'embauchage, également requise pour les directeurs, gérants et administrateurs visés au point 1. ci-dessus. L'aspect de l'uniforme visé au point 5. ci-dessus est à documenter par une description détaillée des différentes pièces le composant et des photos couleurs y afférentes. L'uniforme doit être conçu de façon à ne pas pouvoir être confondu avec l'uniforme porté par les forces de l'ordre.

Art. 5.

L'autorisation est refusée, si le requérant ne dispose pas du personnel et des moyens techniques suffisants pour exercer les activités envisagées ou s'il ne bénéficie pas de l'honorabilité professionnelle requise.

Un accord de principe quant à l'exercice d'une des activités prévues à l'article 2 est délivré dès lors que les conditions prévues à l'article 4 sub 1°, 2°, 5°, 6°, et 7° sont remplies. L'autorisation est délivrée dès que les conditions prévues à l'article 4 sub 3° et 4° sont également remplies.

Avant de se prononcer sur la conformité avec les obligations légales et réglementaires des moyens techniques à la disposition d'un requérant, le Ministre de la Justice peut soumettre le dossier aux services spécialisés du ministre ayant l'Inspection du travail et des mines dans ses attributions, au ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions, au ministre ayant le contrôle technique des véhicules automoteurs dans ses attributions et au ministre ayant les services d'incendie et de sauvetage dans ses attributions. L'autorisation est retirée, si le requérant ou les dirigeants de la société ne se conforment pas aux dispositions légales, s'ils ne respectent pas les conditions fixées par l'autorisation ou s'il est établi que les conditions fixées à l'alinéa 1er ne sont plus remplies.

Art. 6.

L'autorisation est délivrée pour un terme de cinq ans. Elle peut être assortie d'obligations et de conditions.

Elle est renouvelable, chaque fois pour une nouvelle période de cinq ans.

Art. 7.

Tout changement au sein du conseil d'administration, de la direction et de la gérance doit être communiqué sans retard au Ministre de la Justice.

Art. 8.

L'engagement du personnel chargé des missions énumérées à l'article 2 de la présente loi doit être approuvé par le Ministre de la Justice.

L'autorisation d'engager est refusée si :

1. l'agent est âgé de moins de dix-huit ans ;

2. l'agent ne remplit pas les conditions d'honorabilité nécessaires ;

3. l'agent exerce des activités jugées incompatibles avec ses missions.

Art. 9.

Le personnel doit obligatoirement porter une carte de légitimation durant ses missions de gardiennage et de surveillance. Ce document, dont le modèle est à agréer par le Ministre de la Justice, doit contenir la photo de l'agent concerné, ainsi que ses nom et prénoms. Il doit indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'employeur et, pour les personnes morales, l'indication qu'il s'agit d'une société privée de gardiennage et de surveillance.

La carte de légitimation doit être exhibée sur demande des agents des forces de l'ordre.

Art. 10.

Le règlement de service visé à l'article 4 point 7° est un document qui contient toutes les dispositions générales utiles au fonctionnement du service et qui constitue pour le personnel le manuel de référence en cas de difficulté.

Ce document contient, entre autres, obligatoirement les dispositions suivantes :

1. les obligations découlant du secret professionnel ;

2. les principes de la légitime défense ;

3. le comportement de l'agent durant son service ;

4. l'organisation interne du service et la désignation des chefs hiérarchiques ;

5. les personnes de référence en cas de difficultés ;

6. les instructions relatives à l'octroi et au port de l'uniforme et de la carte de légitimation ;

7. l'obligation d'informer les forces de l'ordre en cas de constatation d'une infraction pénale ayant trait aux activités de gardiennage et de surveillance ;

8. en cas de port d'armes, les instructions relatives à l'octroi, à l'utilisation et au dépôt de ces armes, ainsi que l'obligation de participer régulièrement à des exercices de tir.

Le règlement de service doit être agréé par le Ministre de la Justice qui peut exiger l'insertion de toute autre disposition qu'il juge nécessaire à l'exécution des activités projetées.

Toute modification du règlement de service doit être approuvée au préalable par le Ministre de la Justice.

Art. 11.

La législation sur les armes et munitions est applicable aux personnes exerçant les activités visées par la présente loi. Les titulaires d'un port d'armes établi pour exercer des missions de gardiennage et de surveillance ne sont autorisés à porter ces armes que pendant le temps où ils sont en service et ils doivent se soumettre, quatre fois par an au moins, à des exercices de tir sous la surveillance d'un agent des forces de l'ordre. Un règlement grand-ducal peut fixer les conditions et les modalités de ces exercices de tir. »

Donieft gëlle spezifesch Konditioune fir verschidden Aktivitéiten.

Esou preziséieren d'Artikele 15 bis 17 Konditioune fir Prestatairen am Beräich vum Gebai- an Objektschutz:

« Art. 15.

Pour obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de surveillance de biens mobiliers et immobiliers, le requérant doit disposer de trois voitures de service au moins et avoir une équipe de quinze agents de surveillance au moins sous contrat. Il doit en outre disposer d'un central équipé d'une chambre forte qui doit être sous surveillance permanente.

Art. 16.

Le règlement de service doit, de manière détaillée et complète, prévoir les modalités concernant la conservation et la remise des clés des immeubles et des biens mobiliers surveillés ainsi que les règles à observer en cas de dépôt temporaire d'objets de valeur dans la chambre forte.

Art. 17.

Le port de l'uniforme de service est obligatoire pour les agents placés à l'intérieur des bâtiments à surveiller et pour ceux circulant en patrouille. Les agents de patrouille doivent être équipés d'un système de liaison radio avec le central ou du moins d'un téléphone mobile. »

Fir d'Matière vun der Gestion de centres d'alarme gëllen iwwerdeem follgend supplementär Konditiounen:

« Art. 19.

Pour obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de la gestion de centres d'alarmes, le requérant doit disposer de trois voitures de service au moins, d'une équipe de vingt agents au moins et d'un central fortifié.

Art. 20.

Le central doit être équipé d'un sas d'entrée avec des portes blindées et être occupé en permanence par deux agents de garde au moins. Il doit disposer d'un groupe électrogène ainsi que d'un équipement radio et téléphonique permettant de joindre en toute circonstance le réseau d'intervention des forces de l'ordre. Un règlement grand-ducal peut définir des conditions de sécurité supplémentaires auxquelles ce central doit répondre.

Art. 21.

Le règlement de service doit, de manière détaillée et complète, prévoir des dispositions concernant l'ouverture des portes du sas, le tri des personnes autorisées à pénétrer au central, les missions et la relève du personnel affecté au central, prévoir un contrôle permanent des patrouilles et contenir des instructions précises relatives aux suites à réserver aux alarmes reçues. Le règlement de service doit prévoir en outre un responsable de la conservation des plans des systèmes installés et des clés techniques qui sont obligatoirement à déposer dans un coffre-fort.

Il doit également déterminer les modalités quant à la consultation des plans et au retrait temporaire des clés techniques. »

Fir de Geldtransport ze encadréieren, gëtt et och nach emol matièrespezifesch Exigenzen:

« Art. 23.

Pour obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de transport de fonds ou de valeurs, le requérant doit disposer au moins de trois voitures de service, de trois fourgons, d'une équipe de vingt agents et d'un central fortifié.

Art. 24.

Le central doit être équipé d'un sas d'entrée avec des portes blindées, d'un lieu protégé permettant le chargement et le déchargement des fourgons à l'abri du regard de toute personne étrangère au service, ainsi que d'une salle de coffres permettant d'entreposer en toute sécurité les fonds ou valeurs qui ne peuvent pas être acheminés immédiatement vers leur destination. Le central doit être occupé en permanence par deux agents de garde au moins et être relié directement par une ligne spéciale au centre d'alerte de la police grand-ducale. Il doit disposer d'un groupe électrogène ainsi que d'un équipement radiotéléphonique permettant de joindre en toute circonstance le réseau d'intervention des forces de l'ordre. Le central doit en outre disposer d'un système de contrôle permettant de suivre constamment, dans un rayon de soixante-quinze kilomètres au moins, la position exacte des différents fourgons en mission.

Un règlement grand-ducal peut définir des conditions de sécurité supplémentaires auxquelles le central doit répondre.

Art. 25.

Les fourgons doivent être surveillés en permanence. S'ils renferment des fonds ou valeurs, il faut qu'un agent au moins se trouve en permanence à l'intérieur du véhicule. S'ils ne sont pas utilisés, ils doivent être stationnés sur un parking clos qui est constamment surveillé.

Art. 26.

Le règlement de service doit, de manière détaillée et complète, prévoir des dispositions concernant l'ouverture des portes du sas, le tri des personnes autorisées à pénétrer dans les différentes parties du central, les missions et la relève du personnel affecté au central, les contrôles concernant la salle des coffres, les opérations de chargement et de déchargement ainsi que le stationnement des fourgons. Il doit en outre contenir toutes les instructions nécessaires concernant les opérations de transport : la désignation des chauffeurs, des convoyeurs et du responsable des itinéraires, les recommandations d'observation et de prévention, les mesures de sécurité à prendre lors du chargement et du déchargement des fonds ou valeurs, les modalités du stationnement des fourgons, les directives concernant la collaboration avec les forces de l'ordre pour sécuriser les itinéraires et assurer une protection efficace des fonds ou valeurs transportés en cas d'attaque ainsi que la conduite à adopter pour riposter aux différents types d'agressions.

Art. 27.

Le port de l'uniforme de service est obligatoire pour les agents en service dans les fourgons. Les agents circulant en voiture de service doivent être équipés d'un système de liaison radio avec le central et d'un téléphone mobile. »

Wat d'Fro no der Zuel vu Plaintë géint privat Sécherheetsagenten ugeet, esou gëllt, dass beim Ophuele vu Plainten d'Androe vum geneeë Beruffsstand keng relevant Donnée fir déi weider Strofverfolgung ass. Aus deem Grond ass et eis net méiglech, Statistiken zu dësem Punkt ze liwweren.

Wat d'Fro zu de Befugnisser vun de Sécherheetsagenten ugeet, esou ginn déi net iwwert d'Befugnisser vum normale Bierger eraus. De private Sécherheetsagent duerf deemno keng vun de Missioune vun der Police iwwerhuelen - ergo och keng Persoun zwéngen, sech enger Fouille ze ënnerzéien - mee muss am Geforefall d'Police ruffen.

Question 3218 (27.11.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **indemnités et jetons de présence des membres du conseil d'administration de la Coque :**

Onsen Informatiounen no sinn d'Opwandsentschiedegung pro Mount souwéi d'Jetons de présence fir de Conseil vum Centre national sportif et culturel d'Coque rezent erhéicht ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann de Sportsminister dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Erhéijung?

3. Wa jo, ëm wéi vill sinn Opwandsentschiedegung a Jetons de présence eropgaangen an op wiem seng Initiativ hin?

Réponse (08.01.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Op d'Froe vun der honorabeler Deputéierter iwwer d'Indemnitéite respektiv d'Jetons de présence vun de Membere vum Verwaltungsrot vum Centre national sportif et culturel ass fir d'éischt ze soen, datt dem Artikel 3 Punkt 9 vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Juni 2000 no, dat de Centre national sportif et culturel organiséiert, d'Indemnitéiten an d'Jetons de présence vun de Membere vum Verwaltungsrot vum Centre vum Regierungsrot fixéiert ginn, an „à charge" vum Centre selwer sinn, dee sech ronn zur Hallschent duerch Eegemëttel finanzéiert.

Dës Indemnitéiten a Jetons de présence sinn zanter dem September 2000 net méi ugepasst ginn a waren och net indexéiert.

Am Kader vun der Ernennung respektiv der Erneierung vun de Mandater vum Verwaltungsrot vum Centre am Juli[5] dëst Joer huet d'Regierung och op Demande aus dem Ëmfeld vum Verwaltungsrot hin d'Indemnitéiten an d'Jetone souwuel der Deierecht, sprëch der Inflatioun, ewéi och der méi grousser Verantwortung vum Verwaltungsrot vum Centre, deen an Tëschenzäit ronn 90 Leit beschäftegt, ugepasst.

D'Indemnitéiten an d'Jetons de présence aus dem Joer 2020 sinn deemno opgrond och vun dësen Iwwerleeunge finalement an der Moyenne verduebelt ginn am Verglach zu den Indemnitéite respektiv Jetonen, déi am Joer 2000 fixéiert gi waren. Och sinn d'Indemnitéiten elo indexéiert, esou datt eng weider Upassung an Zukunft, am Prinzip, net méi néideg wäert sinn.

[5] Arrêté grand-ducal du 23 juillet 2020 portant nomination des membres du conseil d'administration du Centre national sportif et culturel « d'Coque ».

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Question 3219 (27.11.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **gratuité du vaccin :**

Le vaccin contre le Covid-19 est indispensable afin d'endiguer la circulation du virus. Les ministres de la Santé de la Belgique ont d'ailleurs annoncé les lignes directrices de leur campagne de vaccination contre le Covid-19 qui aura comme objectif de vacciner 70 % de la population belge avec un vaccin gratuit mais non obligatoire.

Notre groupe politique a déjà plaidé à plusieurs reprises pendant les débats publics pour que le futur vaccin soit gratuit pour la population du Grand-Duché. Cependant, le Gouvernement ne s'est à aucun moment exprimé à ce sujet, ni pendant les débats publics, ni dans sa réponse à notre question parlementaire n° 3130. Par ailleurs, la majorité gouvernementale a voté en date du 25 novembre contre une motion plaidant en faveur de la gratuité d'une telle vaccination.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce que le Gouvernement envisage de rendre le vaccin contre le Covid-19 gratuit ?

- Si tel n'est pas le cas, le Gouvernement pourrait-il nous donner plus de détails sur le prix à payer respectivement la partie que devront couvrir les citoyens pour se faire vacciner ?

- La question de la gratuité de ce vaccin a-t-elle déjà été soumise au Conseil gouvernemental tel qu'indiqué dans la réponse à notre question parlementaire n° 3130 ?

Réponse (29.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Comme annoncé dans la réponse du 12 novembre à la question parlementaire n° 3130, la question de la gratuité du vaccin a été soumise au Conseil de Gouvernement, ensemble avec la stratégie vaccinale, lors de sa séance du 4 décembre 2021. Le Gouvernement a décidé que les vaccins seront mis à disposition de manière gratuite - comme d'ailleurs dans une très grande majorité d'États membres -, indépendamment du fait que les personnes disposent ou non d'une assurance maladie.

Question 3222 (30.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **échanges individuels dans le cadre des bilans intermédiaires :**

An enger Circulaire vum Educatiounsministère vum 25. November 2020 un d'Léierpersonal aus de Cyclen 2 bis 4 iwwert d'Bilans intermédiaires heescht et:

Remarque :

Il est rappelé que les parents des élèves des cycles 2-4 participeront à des échanges individuels organisés par le titulaire de classe avant les vacances de Noël. Les entretiens avec les parents se dérouleront, dans la mesure du possible, en présentiel à l'école et ceci dans le respect des mesures de protection des gestes barrière qui s'imposent.

Verschidde Persounen hei am Land (Leit vum Léierpersonal grad ewéi och verschidden Elteren) gëllen als vulnerabel a sollten am beschten all direkte Kontakt mat Leit vu bausse vermeiden.

Doriwwer eraus sollen awer och net vulnerabel Leit am Moment op all net essenzielle Kontakt verzichten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Hält de Minister et fir richteg, d'Léierpersonal unzeweisen, d'Eltereversammlungen an der Schoul ofzehalen?

Sollt dës Decisioun net de Concernéierten um Terrain iwwerlooss ginn, fir esou d'Léierpersonal zesumme mat den Elteren déi bescht Approche fir een Treffen auswielen ze loossen?

2. Wat mengt de Minister, wann hie seet, dass dës Entretienen sech sollen „dans la mesure du possible" an de Schoulen ofhalen?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Ewéi den honorabelen Här Deputéierte richteg a senger parlamentarescher Fro seet, steet an der Circulaire zu de Bilans intermédiaires, datt d'Entretiene mat den Elteren „dans la mesure du possible" sollen an der Schoul ofgehale ginn.

Dëst bedeit gläichzäiteg och, datt d'Méiglechkeet besteet, d'Entretienen op eng alternativ Aart a Weis ofzehalen, sollt dëst vum Enseignant oder vun den Eltere gewënscht sinn. D'Léierpersonal steet a reegelméissegem Kontakt mat den Elteren, esou datt si zesumme kënnen decidéieren, wéi eng Approche déi richteg fir si ass. Deemno kann, zum Beispill am Fall wou den Enseignant oder ee vun den Eltere vulnerabel ass, och op eng Video- resp. Audiokonferenz zeréckgegraff ginn.

Question 3223 (30.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**exercice du culte dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Säit 2005 gëtt et zu Lëtzebuerg d'Glawensgemeinschaft vum Flying Spaghetti Monster (FSM). Hier Nuddelsmass feieren déi Gleeweg an engem Restaurant.

Den Horeca-Secteur muss, bedéngt duerch dat neit Covidgesetz, seng Dieren awer op d'mannst bis de 15. Dezember zoumaachen.

D'Gesetz vum 25. November 2020 hält am Artikel 3ter nämlech fest:

« Les établissements destinés à l'exercice du culte sont autorisés à rester ouverts exclusivement pour cet exercice, dans le respect des dispositions de l'article 4, paragraphes 2 à 6. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Kultusminister dës Froe stellen:

1. Dierfen d'Membere vun der Glawensgemeinschaft vum FSM sech an hirem Établissement destiné à l'exercice du culte treffen, fir hire Glawen auszeüben?

- Falls nee, wou dierften dës Gleeweg dann hire Glawen ausüben?

- Berécksiichtegend, datt déi Gleeweg vum FSM hir Massen ëmmer op Plazen halen, déi a Verbindung mat lesse stinn, wier et méiglech, dass d'FSM-Memberen sech a Restauranten oder Kantinnen treffen, falls dës dee Moment just fir d'Nuddelsmass benotzt ginn?

2. Huet de Ministère sech wärend dem Ausschaffe vun dësem Gesetz mat de Glawensgemeinschaften zu Lëtzebuerg zesummegesat?

Falls jo, ëm wéi eng Gemeinschaften handelt et sech a wéini hunn dës Treffe stattfonnt?

3. Wéi definéiert de Ministère „les établissements destinés à l'exercice du culte" aus dem Artikel 3ter? Wéi eng Konditioune muss eng Glawensgemeinschaft erfëllen, fir vum Artikel 3ter vum neie Covidgesetz profitéieren ze kënnen?

4. Kann all Gebai vun enger Glawensgemeinschaft zu hirem Établissement destiné à l'exercice du culte erkläert ginn?

Kéint eng Glawensgemeinschaft esou, zum Beispill, hir Zeremonien an engem Centre culturel oder enger Privatwunneng ausüben, wann d'Distanzreegelen an d'Maskeflicht respektéiert ginn?

Falls jo, wat muss eng Glawensgemeinschaft maachen, fir dëse Sëtz unerkannt ze kréien?

Réponse (05.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

ad 1. Dem Artikel 3ter vun der Loi modifiée portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 no kënne sech all Reliounsgemeinschaften an de Gebailechkeeten treffen, déi normalerweis an exklusiv dem Ausübe vun hirem Glawen déngen.

Den Exercice vum Glawen ass awer duerch all déi aner Dispositioune vun deem Gesetz limitéiert. Et muss ee spezifesch kucken, ob aner Dispositiounen an deem Gesetz sech op de spezifesche Glawen applizéieren oder net.

Fir se alleguer gëllen awer d'Dispositioune vum Artikel 4 Paragrafen 2 bis 6 vun dem Gesetz.

ad 2. D'Glawensgemeinschafte waren net um Ausschaffe vun dësem Gesetz bedeelegt. D'Gesetz ass vum Gesondheetsministère ausgeschafft ginn a Koordinatioun mam Kultusdepartement, wat de Volet vun der Reliounsausübung ugeet.

De Ministère hat den 22. Mee 2020 an de 14. Dezember 2020 en Echange mat de konventionéierte Reliounsgemeinschaften, fir iwwert d'Auswierkunge vun der Covidkris an hirem Secteur ze diskutéieren.

ad 3. Et gëtt hei op den Avis complémentaire vum Conseil d'État zum Projet de loi N° 7964 verwisen: « L'article 3ter, alinéa 2, prévoit que les établissements destinés exclusivement à l'exercice du culte sont autorisés à rester ouverts, sous condition de respecter les règles relatives aux rassemblements. »

Fir de Rescht ass d'Ausübe vun der Relioun vum Artikel 19 vun der Verfassung gereegelt. D'Regierung huet net wëlles, weider Critèren anzeféieren.

ad 4. E Gebai muss normalerweis an exklusiv vun enger Reliounsgemeinschaft benotzt gi fir den Exercice du culte.

Déi ugeschwaten Zeremonië sinn net vum Artikel 3ter (2. Alinea) erlaabt, well se sech net op Plazen ofspillen, déi normalerweis an exklusiv fir den Exercice du culte reservéiert sinn. Wéi schonn am Commentaire des articles erkläert, geet et hei drëms, sou Zeremonien ze evitéieren.

Question 3224 (30.11.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **mesures sanitaires dans les galeries marchandes :**

Wien de leschte Weekend ee vun de gréissere Shoppingzenteren am Land besicht oder d'Fotoen op Social Media gesinn huet, deen huet sech ee Moment wéi an d'Normalitéit viru Corona zeréckversat gefillt. D'Akafszentere waren deelweis esou voll, datt d'Schlaange virun de Geschäfter matenee verschmolt sinn.

Datt d'Akafszentere grad a Coronazäiten opbleiwen, wou d'Leit eigentlech zum gréissten Deel doheembleiwe sollen, fir sech kengem onnéidegen Infektiounsrisiko auszesetzen, ass op d'politesch Decisioun vun der Regierung zeréckzeféieren, d'Shoppingzenteren net zouzemaachen.

Et war virauszegesinn, datt mat deene leschte Mesuren an trotz héijen Infektiounszuelen hei am Land d'Leit d'Zäit virun de Chrëschtdeeg nach notze géifen, fir zu bëllege Präisser hir Kaddoen anzekafen. D'Biller aus deene verschiddene Shoppingzenteren hei am Land sinn awer, grad an Zäite vun dëser Pandemie, méi wéi besuergneserreegend a loossen Zweifel un de Mesurë vun der Regierung opkommen.

Wéi mir vu verschiddene Verkeefer zougedroe gouf, war et weeder an de Galerien nach a ville Geschäfter méiglech, d'Hygiènesmesuren an d'Distanzen anzehalen. Mataarbechter berichten, datt se zum Deel aacht Stonnen um Stéck face-à-face mat de Leit stoungen, honnerte vun Artikelen a Keessenticketen ugepaakt hunn an dacks net konnten hir Hänn desinfizéieren. Gesot gouf mir och, datt vill Leit hiert lessen aus dem Takeaway einfach matten an der Galerie um Buedem konsuméiert hätten an dat ouni Mask, wat dorobber zeréckzeschléissen ass, datt d'Regierung d'Restauranten an d'Caféen zougemaach huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Gesondheet a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrollen hunn am Virfeld vum Black Friday stattfonnt, fir ze iwwerpréiwen, datt all d'Geschäfter a Galerien déi néideg Sécherheetsmesurë virum Black Friday getraff hunn?

2. Wéi vill Kontrolle goufen dëse Weekend vun ëffentlecher Säit aus gemaach, fir ze iwwerpréiwen, datt d'Shoppingzenteren d'Maximalkontingenter u Visiteuren anhalen? Wéi vill Protokoller goufen ausgeschwat, well sech net un d'Maximalkontingenter gehale gouf?

3. Huet d'Regierung bei hirer Decisioun, d'Shoppingzenteren opzeloossen, och un d'Sécherheet vun de Salariéen an de Shoppingzentere geduecht? Falls jo, wat gouf vun ëffentlecher Säit aus ënnerholl a wéi gouf d'Sécherheet vun de Leit sur place kontrolléiert?

4. Aus wéi engem Grond goufen d'Shoppingzenteren net am Kader vun de Covid-19-Mesurë berécksiichtegt? Kann d'Regierung d'Proportionalitéit erklären, firwat Kinoen a Kulturaktivitéite gestoppt goufen, wärend Konsumaktivitéiten, déi dausende vu Leit op enkem Raum zesummeféieren, net weider ageschränkt goufen? Steet d'Regierung zu hirer Decisioun, d'Shoppingzenteren opzeloossen?

5. Ass no dësem Massenustuerm op d'Geschäfter ee Pic un Neiinfektiounen am Dezember ze erwaarden?

6. Kann ausgeschloss ginn, datt verschidde Regierungsmemberen Interessekonflikter hunn, well se selwer, oder duerch Bekannter, a kommerziell Aktivitéiten an der Branche vum Commerce „non essentiel" involvéiert sinn?

7. Hunn d'Ministeren, déi Participatiounen a Firme mat Verkafsfläch an Akafszenteren hunn, sech bei den Diskussiounen an den Entscheedungen iwwer covidbedéngte Fermeturen am Commerce enthalen?

Réponse commune (05.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. Am Ganze sinn an de véier Deeg virum „Black Friday" ronn 90 Kontrolle vun der Police ausgefouert ginn, déi sech net op de Couvre-feu bezunn hunn. Vu dass d'Police déi Kontrollen am Kader vun hirer normaler Surveillance générale de l'ordre public duerchgefouert huet, kann net statistesch separat erausgefiltert ginn, wéi eng sech op Geschäfter a Galerië bezunn hunn.

ad 2. De Weekend vum „Black Friday" selwer sinn an deem Kontext ronn 50 Kontrolle gemaach ginn, awer mat der nämmlechter Reserv wéi ënner ad 1. Vun der Police ass kee Protokoll opgestallt ginn an et gouf der Police och keen Tëschefall an deem Kontext gemellt.

ad 3. D'Generaldirektioun fir Mëttelstand ass am permanente Kontakt mat den Acteure vum Secteur. Fir sécherzestellen, datt d'Distanzen an d'Hygiènesmesuren an den Akafszentere respektéiert ginn, goufen eng Panoplie u Reegelen opgestallt an entspriechend Mesuren agefouert. Esou ass d'Droe vum Mask an den Akafszenteren obligatoresch. Zudeem dierfe Butteker mat méi wéi 400 Meterkaree Surface net méi wéi ee Client op zéng Meterkaree eraloossen. Fir dat ze kontrolléieren, hunn d'Akafszenteren op verschidde Methoden zeréckgegraff. Hei gouf et virun allem e Comptage vun den eenzele Clientë respektiv eng Limitatioun vun de Parkplazen. D'Regierung huet des Weideren am neie Covidgesetz zousätzlech Mesuren agefouert. Esou ass d'Consommatioun vun lessen oder Gedrénks an den Akafszenteren explizitt verbuede ginn. Zudeem mussen d'Akafszenteren en individuellt Sécherheetskonzept erstellen, dat de Respekt vun den Distanzen an den Hygiènesmesurë souwéi eng besser Zirkulatioun sécherstellt.

ad 4. Zum Zäitpunkt, wou den honorabelen Deputéierten dës parlamentaresch Ufro gestallt huet, huet d'Covidgesetz eng Limitt vun engem Client pro zéng Meterkaree fir all kommerziell Exploitatioun vun enger Surface de vente vu méi wéi 400 Meterkaree virgesinn. An der Definitioun vun der Surface de vente sinn d'Galeries marchandes ausgeschloss ginn, par analogie zu der Definitioun vun de Surfaces de vente am Gesetz vum 2. September 2011 („réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales"). Et huet sech awer an der Praxis erwisen, dass et an de Galeries marchandes zu gréisseren Usammlunge vu Leit an zu Situatioune vun onvirsiichtegem Verhale komm ass, wéi z. B. Consommatioun vun lessen oder Drénken ouni Maskeschutz a physesch Distanzéierung. Et hu sech doriwwer eraus grouss Waardeschlaange virun de Geschäfter an de Galeries marchandes gebilt. Aus dësem Grond ass an der Ofännerung, déi säit dem 16. Dezember applikabel ass, virgesinn, dass all Exploitant vun engem Centre commercial, deen eng Galerie marchande huet, gehalen ass, ee sanitäre Protokoll en place ze setzen, fir de Flux vun de Clienten ze reglementéieren an ze kontrolléieren.

ad 5. Iwwert déi zwou éischt Woche vum Dezember konnt kee Pic vun Infektiounen, mee éischter ee Plateau festgestallt ginn, d. h. d'Infektioune sinn op engem héijen Niveau bliwwen. Ob een direkte Lien mat dem „Black Friday" besteet, ass net méiglech ze soen.

ad 6. + 7. Den Artikel 7 Alinea 2 vum Code de déontologie fir d'Regierungsmembere gesäit vir: « Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le membre du Gouvernement tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes. » Regierungsmemberen, déi Participatiounen a Firmen hunn, déi an der parlamentarescher Fro viséiert ginn, gehéieren zur „large catégorie de personnes" vu Leit, déi sou Participatiounen zu Lëtzebuerg hunn an zéie kee besonneschen an disproportionéierte perséinleche Virdeel aus den aktuelle sanitäre Mesuren. Et läit deemno keen Interessekonflikt vir.

Question 3225 (01.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **mise à disposition de désinfectants dans les écoles :**

An der Stad Lëtzebuerg kruten d'Enseignantë säit der Rentrée de 25. Mee en Desinfektiounsmëttel, fir an der Klass reegelméisseg kënne Flächen ofzemaachen. Et ass awer ze héieren, datt dat säit Oktober awer elo net méi esou ass, mat der Begrënnung, datt d'Kanner net méi an der Klass iessen.

Et ass awer esou, datt déi kleng Collatioun moies dacks an der Klass op der Bänk geholl gëtt. Dobäi kënnt, datt bei verschiddene Fächer, z. B. den Appui, VieSo oder Cours d'accueil, all Stonn aner Kanner an de selwechte Klassesall erakommen an d'Bänke benotzen.

Vu datt déi aktuell Infektiounszuelen héich sinn an d'Schoulen sech als Hotspot erausgestallt hunn, wéilt ech dem Här Schoulminister follgend Froe stellen:

1. Ass et esou, datt d'Enseignanten an der Grondschoul keen Desinfektiounsmëttel méi ausgehändegt kréien?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt en Enseignant wéinst Allergiegefor keen Desinfektiounsmëttel, dat hie privat kaaft huet, benotzen duerf, fir d'Bänke vun de Kanner ofzewëschen?

3. Denkt den Här Minister net, datt dat awer eng wichteg Moossnam wier, fir d'Infektioune méi kleng ze halen?

4. Gesäit den Här Minister et net als problematesch un, wann en Enseignant net desinfizéiere kann a Säll, wou all Stonn aner Schüler kommen?

5. Sollt net all Enseignant en Desinfektiounsmëttel hunn, fir Objete wéi Kopiesmaschinn, Schneitmaschinn asw. virum oder nom Gebrauch kënnen ze desinfizéieren?

Réponse (05.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 5. Am Kader vun der sanitärer Kris goufen d'Gemenge wärend dem Deconfinement an am Ufank vum aktuelle Schouljoer an enger éischter Phas doduerch ënnerstëtzt, dass si bei mengem Ministère dat néidegt Material fir d'Ëmsetzung vun de Geste-barrièrë konnte bestellen an datt si dëst Material dee Moment gratis an déi eenzel Grondschoule geliwwert kruten. Vu dass de Bedarf u Produiten, mat deenen déi néideg Preventiouns- an Hygiènesmesurë sollten ëmgesat ginn, virun allem fir d'Reprise vun de Coursen de 25. Mee 2020, nei war, huet dës Offer dozou bäigedroen, d'Schoule mat deem néidegen Equipement ze versuergen.

Ewéi am Artikel 58 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, ass et un de Gemengenautoritéiten, fir déi néideg Infrastrukturen an d'Equipementer fir den Enseignement fondamental zur Verfügung ze stellen an hiren Entretien ze assuréieren. Huet mäi Ministère an enger éischter Phas ënnerstëtzend un der Versuergung vun de Grondschoule mat de Produiten, déi eng adequat Ëmsetzung vun den temporairë Recommandatiounen am Kontext vun der sanitärer Kris erlaben, deelgeholl, esou fält den Approvisionnement vun de Grondschoulgebaier mat den néidege Produiten an de Kompetenzberäich vun de Gemengen.

Et ass deemno un de Gemengen ze klären, ob d'Verdeele vun Desinfektiounsmëttel un d'Léierpersonal hinnen eng opportun Preventiounsmesure ze si schéngt. Méi sënnvoll schéngt et, op deene Plazen, op deene méi Leit een nämmlechten Objet benotzen, een Desinfektiounsmëttel hinzestellen, fir dass d'Utilisateure vun zum Beispill enger Kopies- oder Schneitmaschinn, virum a nom Benotzen hir Hänn kënnen desinfizéieren. Complementaire heizou kann eventuell eng periodesch Interventioun vun de Botzequippen op dëse Plazen organiséiert ginn.

ad 2. D'Assuréiere vun der Hygiène vun de Grondschoulgebaier ënnerläit der Autoritéit vun de Gemengen. D'Gemenge stellen esouwuel dat néidegt Personal ewéi och d'Material heifir zur Verfügung. Gläichzäiteg ënnerläit et och der Verantwortung vun de Gemengen, d'Frequenz vun de Botzinterventiounen der aktueller a lokaler Situatioun no ze analyséieren a festzeleeën. Esou e Fall, ewéi den honoréierten Deputéierten a senger Fro beschreift, ass mir net rapportéiert ginn.

ad 3. De Respekt vun der Hygiène ass zemools an der aktueller sanitärer Kris besonnesch wichteg. Aus dësem Grond gouf ënner anerem an de „recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 à l'attention du personnel enseignant et éducatif et des élèves fréquentant les cycles 1 à 4" festgehalen, datt et wichteg ass, d'Klassesäll esou wéi och d'Material an d'Miwwele reegelméisseg ze botzen an ze desinfizéieren.

Ewéi virdru scho beschriwwen ënnerläit d'Organisatioun vun der Interventioun vun de Botzequippen an d'Bereetstelle vum néidege Material der Verantwortung vun der jeeweileger Gemeng.

Question 3226 (01.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**utilisation de la langue française pour les avertissements taxés :**

Zu Lëtzebuerg kritt ee vun der Police d'Protokoller zougeschéckt, wann een ze séier fiert oder eeben op d'Fënster vum Auto gepecht, wann ee falsch parkt. Dës Protokoller sinn zu Lëtzebuerg eesproocheg - op Franséisch.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister:

1. Firwat sinn d'Protokoller eesproocheg an net méisproocheg?

2. Firwat sinn d'Protokoller just an enger vun eisen dräi Amtssproochen a firwat net an eiser Landessprooch?

3. Wier et net logesch, fir an engem Land, dat sech esou mat Multilinguismus bretzt, d'Protokoller op méi Sproochen ze maachen?

4. Fir déi allermeeschte Lëtzebuerger ass franséisch eng schwéier Friemsprooch an och fir déi meeschten Auslänner ass dat esou. Ongeféier 15 % vun den Awunner si franséisch Mammesproochler. Kéint een hei net de Bierger entgéintkommen an d'Protokoller a méi Sprooche maachen, déi si méi einfach verstinn?

5. Wann e Polizist oder e Pechert e Protokoll op der Hand schreift, huet hien dann d'Recht, eng vun eisen dräi gläichberechtegten Amtssproochen ze benotzen oder ass et him verbueden, déi eng oder aner vun eisen Amtssproochen ze benotzen? Wa jo, wéi eng Sprooch däerf hien net benotzen an aus wéi engem Grond ass dëst verbueden?

6. Wann e Lëtzebuerger an Däitschland geblëtzt gëtt, kritt en e Protokoll aus Däitschland op Lëtzebuerg geschéckt an deen ass dann op Franséisch. Firwat verfaasst Däitschland e Protokoll op Franséisch, fir en op Lëtzebuerg ze schécken, wou dach Däitsch eng Amtssprooch hei ass? Kann de Minister bestätegen, datt dëst esou ass, well Lëtzebuerg dat esou op internationalem Plang festgeluecht huet?

7. Wa jo, ass de Minister net der Meenung, datt et onsënneg ass, datt Lëtzebuerg festleet, datt Däitschland e Protokoll fir een Awunner vu Lëtzebuerg muss op Franséisch schreiwen?

8. Ausser bei de Gesetzer sinn eis dräi Amtssproochen eigentlech gläichberechtegt. Firwat gëtt hei da Franséisch besser behandelt an déi aner Amtssproochen diskriminéiert?

Réponse (17.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Bei de „Protokoller", déi an dëser parlamentarescher Fro ugeschwat sinn, handelt et sech a Wierklechkeet net ëm e Protokoll, mee ëm den Avertissement taxé, d'Convocatioun respektiv de Papillon am Stroosseverkéier.

ad 1. D'Gesetzer an d'groussherzoglech Reglementer am Kader vum Stroosseverkéier sinn all op Franséisch, dat heescht all Infraktioun am Stroosseverkéier ass op Franséisch libelléiert. Doduerch gëtt och en AT (avertissement taxé), eng Convocatioun oder ee Papillon a franséischer Sprooch geschriwwen. Am modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 26. August 1993 ass de Modell vum AT, der Convocatioun an esou weider vum Legislateur op Franséisch festgehale ginn. D'Police hält sech un de gesetzleche Kader, dee vum Legislateur festgeluecht ginn ass.

ad 2. - 4. Mir verweisen op d'Äntwert ënner ad 1.

ad 5. Wéinst dem gesetzleche Kader ass den Text um AT, um Papillon oder op der Convocatioun op Franséisch ze schreiwen. Dëst ass och an den internen Déngschtvirschréfte vun der Police esou festgeluecht.

Ad 6. Dës Prozedure goufe festgeluecht duerch d'Direktiv 2011/82/UE vum 25. Oktober 2011 „facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité". Dës Direktiv ass vun den europäesche Länner an hiert nationaalt Recht transposéiert ginn, zu Lëtzebuerg ass dëst d'Gesetz vum 19. Dezember 2014 „facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière".

An Däitschland gesäit de Paragraf 27 vum „Strafenverkehrsgesetz" Follgendes vir:

„§ 27 Informationsschreiben

Hat die Verwaltungsbehörde in einem Bußgeldverfahren den Halter oder Eigentümer eines Kraftfahrzeugs auf Grund einer Abfrage im Sinne von Artikel 4 der Richtlinie 2011/82/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2011 zur Erleichterung des grenzüberschreitenden Austauschs von Informationen über die Straßenverkehrssicherheit gefährdende Verkehrsdelikte (ABl. L 288 vom 5.11.2011, S. 1) ermittelt, übersendet sie der ermittelten Person ein Informationsschreiben. In diesem Schreiben werden die Art des Verstoßes, Zeit und Ort seiner Begehung, das gegebenenfalls verwendete Überwachungsgerät, die anwendbaren Bußgeldvorschriften sowie die für einen solchen Verstoß vorgesehene Sanktion angegeben. Das Informationsschreiben ist in der Sprache des Zulassungsdokuments des Kraftfahrzeugs oder in einer der Amtssprachen des Mitgliedstaates zu übermitteln, in dem das Kraftfahrzeug zugelassen ist."

Den éischte Krittär ass deemno d'Sproch vum Certificat d'immatriculation, dëst erkläert, wéisou d'Schreiwes, wat een aus Däitschland zougeschéckt kritt, kann op Franséisch verfaasst sinn.

ad 7. Mir verweisen op d'Äntwert ënner ad 6.

Question 3227 (01.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **langage épicène :**

An de Publikatioune vum Zentrum fir politesch Bildung gëtt well en neimoudeschen „*" oder „/" be-

notzt, fir ze „genderen“. Zum Beispill „jede/-r Einwohner/-in“ (aus: Was ist... das Parlament?) oder „Luxemburger*innen“ (am Duerchbléck Nr. 3). Dës Broschüren an hir Inhalter wende sech un d'Schüler a sollen an de Schoule benotzt ginn.

Weeder de Genderstärchen nach de Genderbannen-l si virgesinn an den offizielle Rechtschreifreegelen. „Genderen“ ass also en orthografesche Feeler.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Ass de Minister der Meenung, datt déi offiziell Orthografie soll an de Schoulen ugewannt ginn?

2. Wéi steet de Minister dozou, datt Broschüren, ewéi z. B. déi vum Zentrum fir politesch Bildung, deen ënnert der Tutelle vum Schoulminister steet, mat orthografesche Feeler erausgi ginn?

3. Wéi steet de Minister dozou, wann an de Schoule Broschüren - oder soss Aarbechtsmaterialien - mat orthografesche Feeler, ewéi z. B. dem Genderstär, verdeelt a benotzt ginn?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Et ass wuel fir jiddereen evident, dass an de Schoulen déi offiziell Orthografie vun de jeeweilege Sproochen ze respektéieren ass.

ad 2. + 3. Den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) ass eng Fondatioun, déi onofhängeg vu parteipolitesch a weltanschaulech gebonnenen Organisatiounen ass. D'Fondatioun, hir Gremien an hiert Personal féiere keng Regierungspolitik aus a schaffen net op Instruktioun vu Ministèren oder Autoritéiten.

Wéi vill aner Acteuren ass och den ZpB fräi, Publikatiounen ze erstellen, déi sengem Objet an senge Missiounen entspriechen an déi an de Schoule kënne benotzt ginn.

Och wann et an den zitéierte Beispiller ëm déi däitsch Orthografie geet, sou ginn awer a ville Sproochen d'Gendermarkéierungen ënnerschiddlech benotzt, wat awer net als orthografesch Feeler ze bewäerten ass, mee éischter als Schreifvarianten, déi am Kader vun ëmmer méi grousse Beméiungen ze verstoe sinn, fir sproochlech Diskriminéierunge vun deem engen oder anere Geschlecht ze vermeiden. Et weist op e Bedierfnis hin, eppes auszedrécken, wat et an der Gesellschaft gëtt, wat awer nach net offiziell an de sproochleche Reegelwierker festgeluecht ass. Sprooche sinn eppes Lieweges a verännere sech lafend.

Och fir d'Lëtzebuerger Sprooch ginn aktuell lwwerleeungen zu engem gendergerechte Sproochgebrauch gemaach. Den Zentrum fir d'Lëtzebuerger Sprooch an de Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch schaffen u Recommandatiounen, fir déi Leit, déi gendere wëllen. Zum aktuellen Zäitpunkt sinn awer keng Virschréften an deem Zesummenhang virgesinn.

Wat déi däitsch Sprooch ugeet, sou huet den Aarbechtsgrupp „Geschlechtergerechte Schreibung“ vum Rat für deutsche Rechtschreibung an dësem Zesummenhang de 16. November 2018 no enger ganz interessanter Analys eng Rei Recommandatioune publizéiert, déi een hei noliese kann:

http://www.rechtschreibrat.com/DOX/rfdr_2018-11-28_anlage_3_bericht_ag_geschlechterger_schreibung.pdf

Question 3228 (01.12.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **transferts d'argent par des entités internationales vers l'Inde :**

Fin novembre, la loi sur les transferts d'argent de l'étranger vers l'Inde, « The Foreign Contribution Act (FCRA) » fut modifiée par le Gouvernement en Inde. Cet amendement règlemente l'admission et l'usage de fonds en provenance de pays tiers et impacte directement le travail et les opérations des ONG locales soutenues par des organisations à l'étranger.

Récemment, une ONG luxembourgeoise a contacté ses membres et communiqué que « l'application étendue de la FCRA place toutes les activités des ONG directement sous le contrôle du Gouvernement » et que le compte de leur correspondant en Inde « a été bloqué pour tout transfert de fonds venant de l'étranger ». Selon l'ONG, les changements dans le FCRA rendront impossible leur travail sur le terrain et, par conséquent, la décision aurait été prise d'arrêter toute activité en soutien et de dissoudre l'ASBL.

Selon les informations disponibles, le règlement amendé vise à régler la réception de fonds réceptionnés par des individuels, entreprises et associations, ceci dans un effort de prohiber toute acceptation de fonds reçus pour des activités nocifs à l'intérêt national. Le Gouvernement demande entre autres qu'au futur, les fonds puissent seulement être reçus sur des comptes enregistrés chez la « State Bank of India », enregistrés en tant que comptes FCRA.

L'ouverture d'un tel compte est en outre sujet à un enregistrement préliminaire et l'obtention d'une permission d'y procéder. En condition supplémentaire, l'organisation qui cherche à s'enregistrer doit avoir existé pour un minimum de trois ans et avoir dépensé un minimum de quinze roupies de Lakh (1,5 millions de roupies) pour le bénéfice de la société pendant les trois années passées.

Tandis que les amendements sont expliqués par la volonté d'éviter la fraude ou que des entités sans permission ne puissent avoir accès à des fonds internationaux, d'autres voix expriment que les conditions strictes servent comme mesures d'intervention contre des adversaires politiques et des organisations de bénévoles et non gouvernementales en mission d'aider les couches sociales en besoin. Plusieurs groupements de droits de l'homme se sont déjà exprimés contre les mesures du Gouvernement, dont Amnesty International qui, suivant leur site Internet, aurait aussi cessé ses activités suite au blocage de ses comptes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant des nouvelles restrictions et conditions impactant les transferts d'argent par des entités internationales vers l'Inde ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre est favorable aux amendements effectués ?

3) Dans la négative, serait-il envisageable de négocier des conditions pour les entités luxembourgeoises à travers des accords sur le niveau de la coopération ?

4) Étant donné que certaines ONG regrettent devoir arrêter leurs missions sur le terrain dans les conditions actuelles, comment le Gouvernement peut-il assurer une continuation des aides en Inde au niveau de l'aide humanitaire ?

5) Quelles ONG luxembourgeoises sont impactées par la nouvelle régulation ?

6) Quelle sera l'affectation des fonds déjà versés en tant que dons pour aider les associations si les comptes étaient en effet bloqués ?

Réponse (29.12.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

En réponse aux questions posées par l'honorable Député, il peut être indiqué ce qui suit.

ad 1) À travers notre ambassade basée à New Delhi, nous avons pris connaissance des nouvelles restrictions impactant les transferts d'argent par des entités internationales vers l'Inde. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a également pris connaissance des divers impacts de ces nouvelles mesures sur le travail des ONGD luxembourgeoises actives en Inde en octobre via la plateforme du Cercle de coopération des ONG de développement (ONGD). Une réunion a été organisée entre le MAEE et les ONGD actives en Inde pour faire le point sur la situation en novembre 2020.

ad 2) Au nom des 27 États membres de l'Union européenne, la Délégation de l'Union européenne à New Delhi a effectué des démarches auprès des autorités indiennes pour faire part de nos préoccupations quant à l'impact éventuel de ces nouvelles mesures sur la société civile et les entités internationales basées en Inde.

ad 3) Comme indiqué précédemment, nous sommes en contact avec nos homologues européens ainsi qu'avec la Délégation de l'Union européenne sur le sujet.

ad 4) À l'heure actuelle, le MAEE ne soutient pas de projet d'aide d'urgence en Inde, mais seulement des projets sous le volet coopération au développement. Il n'y a donc pas d'impact au niveau de l'aide humanitaire pour ce qui est de projets soutenus par le MAEE.

ad 5) Certaines associations ou fondations actives en Inde seront éventuellement impactées par les nouvelles mesures. Actuellement, la Coopération au développement cofinance huit ONGD qui mettent en œuvre des projets ou programmes en Inde. Il s'agit des ONGD suivantes : Les Amis du Tibet, Dignity, Entwécklung duerch e gerechten Handel, Action Solidarité Tiers Monde, ECPAT Luxembourg, Programme d'Aide au Développement des Enfants du Monde, Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal, Fondation Partage Luxembourg, Fondation Caritas Luxembourg, Christian Solidarity International et Pharmaciens sans Frontières.

ad 6) La nouvelle loi, entrée en vigueur le 29 septembre 2020, modifiant la loi intitulée « Foreign Contribution Amendment Act (FCRA Regulation Act) » régit la manière dont les organisations à but non lucratif actives en Inde peuvent recevoir des financements étrangers. Les partenaires locaux qui perçoivent un financement étranger de la part des ONGD devront se conformer aux nouvelles dispositions légales, c'est-à-dire, entre autres, obtenir un enregistrement FCRA et ouvrir un compte bancaire auprès de la State Bank of India à New Delhi. Le MAEE est en contact étroit avec les ONGD luxembourgeoises actives en Inde pour faire en sorte que les fonds qui seront envoyés en 2021 le soient seulement vers des partenaires locaux disposant d'un enregistrement FCRA. La majorité des ONGD luxembourgeoises travaillant avec des partenaires locaux n'ayant pas ce statut ni de compte bancaire auprès de la State Bank of India sont actuellement en train d'accomplir des démarches pour se conformer aux nouvelles dispositions légales. Le risque de voir des fonds déjà versés bloqués est donc très limité, compte tenu des mesures de mitigation mises en place par les ONGD actives en Inde.

Question 3229 (01.12.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant le **Commissaire à l'éducation physique et aux sports :**

D'Sportsproffe sinn net d'accord mat der geplangter Reform beim Poste vum „Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports“, eng Plaz, déi dacks aus de Reie vun den Enseignante besat ginn ass. Den Titel selwer soll an Zukunft nach just „Commissaire aux sports“ sinn. Doraus ergi sech e puer Froen, déi mir dem Här Sportsminister an dem Här Schoulminister gär géife stellen:

1. Ass séchergestallt, datt an Zukunft d'Kommissäre fir Sport a Schoulsport mussen en akademesche Master-Ofschloss am Sport hunn?

2. Ass séchergestallt, datt si déi dräi Amtssproochen op héijem Niveau meeschteren?

3. Garantéiert den Här Sportsminister, datt den Anciennetéitsprinzip am ëffentlechen Déngscht respektéiert bleift an datt d'zukünfteg Kommissären a leedend Staatsbeamten a sengem Ministère nieft hirer akademescher Ausbildung och eng laang genuch Erfarung an der staatlecher Verwaltung hunn?

4. Huet dee Kommissär am Sportsministère nieft senger berodender Aufgab fir de Minister net och eng Koordinatiounsverantwortung am Sportswiesen? Wär et dann net méi logesch, wann hie weiderhin d'Sportaktivitéiten an de Schoule géing koordinéieren?

Réponse commune (07.01.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Froe vun den honorabelen Deputéierte bezéie sech op d'Funktioun vum Sportskommissär, déi, niewent villen anere Bestëmmungen, och an der Gesetzesvirlag N° 7708 e Sujet ass. Dofir verweist d'Regierung op d'Äntwert vum Sportsminister op déi parlamentaresch Fro N° 3153 zum selwechte Sujet, respektiv op den Text vun der Gesetzesvirlag N° 7708, déi den 18. November 2020 an der Chamber deponéiert ginn ass.

Question 3231 (01.12.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **mise en place d'un tram pour la « Nordstad » :**

Depuis des années, le nombre d'habitants de la « Nordstad », troisième pôle de développement urbain du pays, va croissant, d'où également une intensification du trafic et la nécessité de mieux organiser la mobilité sur le territoire des cinq communes concernées, voire au-delà.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun la mise en place d'un tram pour la « Nordstad » ?

- Dans l'affirmative, est-ce que des études à ce sujet ont déjà été réalisées ?

- À quel stade les travaux au sein du ministère se trouvent-ils ? Quand Monsieur le Ministre pourrait-il présenter un projet concret au public ?

- Monsieur le Ministre peut-il se prononcer d'ores et déjà sur un tracé provisoire ? Quelles localités seraient, le cas échéant, desservies par le tram ?

- Est-ce que le réaménagement de la gare d'Ettelbruck a été conçu de façon à pouvoir intégrer une ligne de tram à l'avenir ?

Réponse (28.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert de l'opportunité d'un tramway pour la Nordstad et de l'avancement d'éventuelles études en ce sens.

Sans parler de l'urbanisation diffuse, en partie rurale, de la Nordstad et du fait que ses centralités principales sont déjà directement reliées par une voie ferrée - non seulement entre elles, mais également avec les deux autres pôles de développement urbain du pays que sont l' « Agglolux », et l' « Agglosud » -, le seul fait que la Nordstad (« Agglonord ») compte 24.000 habitants montre qu'un tramway y serait très largement surcapacitaire par rapport à la demande.

Concernant les planifications en cours, notamment pour le Plan national de mobilité 2035, je renvoie l'honorable Député à ma réponse à la récente question parlementaire n° 3021 des honorables Députées Francine Closener et Cécile Hemmen. En résumé, un système de transport multimodal adapté à la demande projetée pour l'horizon 2035, couvrant naturellement aussi la Nordstad, sera présenté à la fin 2021. Ce Plan national de mobilité ne vise pas à doter toutes les régions du pays d'un mode de transport en particulier, mais d'offrir à un maximum de résidents et de travailleurs frontaliers des connexions attractives, avec idéalement un seul transbordement vers les principales destinations du Grand-Duché.

Le changement de paradigme consiste donc à partir, région par région, des besoins en mobilité de la population, pour en conclure quelle combinaison de modes de transport est la plus adaptée à leur situation spécifique.

Question 3232 (01.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact de l'obligation du port du masque sur les enfants :**

Et geet ëm d'Maskeflicht an de Schoulen a Betreiungsstrukturen. Hei hu rezent eng Rei Orthophonisten an aner Spezialiste festgestallt, datt d'Maskeflicht vum Personal negativ Auswierkungen op d'Kanner kann hunn. Dat an deem Sënn, datt d'Kanner net méi dat ganzt Gesiicht vun de Bezuchspersoune gesinn. Doduerjer kënne gewësse Problemer optrieden, virun allem beim Léiere vun der Sprooch. An der Haaptsaach betrëfft dat kleng Kanner an de Crèchen, déi amgaange si schwätzen ze léieren. Betraff sinn awer och Kanner mat Dyslexie oder Kanner, déi Friemsprooche léieren. Et ass deemno wichteg, datt sou e Kand d'Lëpsen an de Mond vum Enseignant oder Educateur ka gesinn.

Dowéinst wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen.

1. Ass sech d'Regierung dëser Problematik bewosst?

2. Am Fall wou d'Maskeflicht nach méi laang gëllt, si Mesurë virgesinn, fir dësem Problem entgéintzewierken?

3. Wär et méiglech, fir dat betraffent Personal vun der Maskeflicht ze befreien, wa si am Déngscht sinn?

4. Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung, fir Defiziter vun de betraffene Kanner opzefänken?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Duerch de Mask ass et esou, datt de Mond verdeckt ass an d'Kanner d'Stëmm vum Erzéier oder Enseignant net ganz esou däitlech héiere wéi ouni e Mask.

Aus dësem Grond besteet am nonformale Bildungsberäich vun de klenge Kanner (Crèchen) keng Maskeflicht fir d'Personal am Ëmgang mat de Kanner. Mat de steigenden Infektiounszuelen ass allerdéngs eng Consigne erausgaangen, laut där de Mask fir d'Personal an der Crèche „fortement recommandé“ ass. Et gëtt gläichzäiteg drop higewisen, datt de Gestionnaire soll op transparent Masken zeréckgräifen, besonnesch fir de Kanner ze erméiglechen, d'Mimik vum Personal zu all Moment ze erliewen.

ad 3. Schüler mat Beanträchtegunge sinn heefeg vun der Maskeflicht entbonnen opgrond vu Certificate vun hirem jeeweilegen Dokter.

ad 4. Kompenséiert gëtt mat Hëllef vu Visièren a Plexiglasoftrennungen. Awer och transparent Maske kommen an den Asaz. Am Alldag wiesselt dat spezialiséiert Personal tëschent normalem Mask, „duerchsiichtegem“ Mask an Op-Distanzgoen-ouni-Mask of. Den Asaz vun audiovisuelle Medien (Video, Fotoen, Biller oder Tounbeispiller) oder och Onlinecoursen erlaben et, ouni Mask mam Kand ze schaffen. Kompenséiert gëtt awer och duerch nonverbal Matdeelungen, wéi d'Kierpersprooch oder Beréierungen.

Question 3233 (02.12.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **baisse des cas de rhume :**

Laut engem Artikel vum 29. November 2020 an der „Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung“ hätt ee festgestallt, dass déi Däitsch sech säit dem Hierscht manner erkaalt hätten. Dëst kéint op de Fait zeréckzeféiere sinn, datt een duerch d'Pandemie generell manner ënnert d'Leit geet an d'Geleeënheet sech unzestieche soumat reduzéiert gëtt.

Deemno hunn déi däitsch Apdikten a Krankekeesssversécherungen uginn, datt den Ëmsaz un Houscht-a Schnappmëttelen ëm ronn 40 Prozent erofgaangen ass par Rapport zum leschte Joer. Och konnt eng vun deene gréissten däitsche gesetzleche Krankekeesen e Sechstel manner ageschriwwen Employéën, déi opgrond vun Otemweeerkrankunge krankgeschriwwe sinn, registréieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch an un de Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, ob och zu Lëtzebuerg säit dem Hierscht eng Baisse un Erkältungen, respektiv Otemweeerkrankungen, festzestellen ass?

- Ass den Apdikten hiren Ëmsaz un Houscht- a Schnappmëttelen zu Lëtzebuerg och erofgaangen? Wa jo, ëm wéi vill Prozent?

- Konnt eis national Gesondheetskeess och eng Baisse vun den Employéen, déi opgrond vun Otemweeerkrankunge krankgeschriwwe sinn/waren, par Rapport zum leschte Joer feststellen? Wa jo, ëm wéi vill Prozent ass dës Zuel par Rapport zum leschte Joer erofgaangen?

Réponse commune (21.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Erkältungen an Otemweeerkrankunge gehéieren net zu de meldeflichtegen Infektiounen. Dofir huet d'Santé do keng komplett Statistiken.

D'Direktioun vun der Santé, den nationale Gesondheetslaboratoire, d'Generalisten an d'Pediatere bedreiwen awer e sougenannte „réseau sentinelle" (projet REVILUX), deen ënner anerem säit dem 13. Oktober d'Frequenz vun de Consultatioune fir ARI (acute respiratory infection)-Symptomer evaluéiert.

Deen Taux läit an der Woch 48 (vum 23. November bis 29. November) bei 16,9 %. Am Verglach mam leschte Joer an op d'Populatioun vum Land normaliséiert ass dësen Taux net wierklech verschidden iwwert den Zäitraum vun der Woch 41 bis 48, wéi och de Graphique vun dem European Centre for Disease Control and Infection (ECDC) weist:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Zur gläicher Zäit analyséiert den LNS och Echantillonen aus den zwee „centres de consultation Covid-19" op verschidde respiratoresch Viren an huet do an 11 % d'Presenz vun engem HRN (human rhinovirus) festgestallt.

D'Inspektioun vun der sozialer Sécherheet kann awer dozou méi genee Donnéeë liwweren, mee dat eréischt Enn Mäerz 2021. Déi Donnéeë vum Hierscht, déi den honorabelen Deputéierte freet, sinn aktuell nach net all disponibel.

Question 3234 (02.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **gardes champêtres :**

Laut dem Artikel 97 vum Text coordonné vun der Loi communale vum 13. Dezember 1988 kann eng Gemeng een oder méi Gardes champêtres (Bannhidder) astellen. Dës kéinten da laut Gesetz verschidde Kompetenze kréien:

« Il concourt, sous l'autorité du bourgmestre, à l'exécution des lois et règlements de police ainsi qu'au maintien du bon ordre et de la tranquillité dans la commune. »

Am Artikel 14-2 vum Code de procédure pénale zu de Gardes champêtres heescht et:

« Ils conduisent devant un officier de police judiciaire tout individu qu'ils surprennent, dans les limites de leur compétence territoriale, en flagrant crime ou délit. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an der Madamm Inneminister dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministere confirméieren, dass dës Gesetzer nach esou applizéiert kënne ginn?

2. Kënnen d'Ministere bestätegen, dass d'Positioun vum Bannhidder haut nach kann als Funktioun de Gemengebeamten uvertraut ginn?

3. Kéinten dës Bannhidder am Kader vun den uewe genannte Gesetzer d'Police also an hirer Aarbecht ënnerstëtzen?

Réponse commune (16.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Den Artikel 97 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 an den Artikel 14-2 vum Code de procédure pénale sinn a Kraaft a kënnen zu all Moment applizéiert ginn.

ad 2. De Garde champêtre respektiv de Bannhidder huet och weiderhin de Statut vum Gemengebeamten an d'Qualitéit vum Agent de police judiciaire, fir Infraktiounen ze recherchéieren a festzestellen „qui portent atteinte aux propriétés forestières et rurales (...) et pour lesquelles compétence leur est attribuée par des lois spéciales".

Ergänzend dozou ass awer nach ze bemierken, dass de Gesetzesprojet N° 7126 iwwer d'Sanctions administratives virgesäit, dass d'Fonctioune vum Bannhidder auslafe wäerten, an dass d'Agents municipaux déi Fonctioun wäerten iwwerhuelen an zousätzlech Kompetenze kréien.

Dat heescht, dass an Zukunft d'Agents municipaux Avertissements taxés kënnen ausstelle wéinst Falschparken, Infraktioune géint Gemengereglementer kënne feststellen, déi via Sanctions administratives oder Amende pénale bestrooft ginn. Ausserdeem iwwerhëlt den Agent municipal dem aktuelle Bannhidder seng Fonctiounen op Basis vum Artikel 14 vum Code de procédure pénale.

Déi Agents municipaux, déi d'Qualitéit als Agent de police judiciaire kréien, mussen zousätzlech Weiderbildung maachen an de Promotiounsexame vun hirer Carrière bestan hunn.

ad 3. Am Kader vun hire Kompetenzen, déi am Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 an den Artikele 14 bis 14-2 vum Code de procédure pénale festgehale sinn, kënnen d'Bannhidder d'Police duerchaus an hirer Aarbecht an deenen ënnert ad 1. zitéierte limitéierte Kompetenzberäicher ënnerstëtzen. Dozou muss een awer preziséieren, dass et sech hei ëm ganz spezifesch Infraktiounen am Kader vun de Gemengereglementer an dem Naturschutz handelt, déi d'Bannhidder duerch Procèsverbaux, déi un den zoustännege Parquet adresséiert ginn, aktéiere mussen. All weider Amtshandlung kënne se just a Presenz vun engem Policebeamte maachen, deen de Statut vum Officier de police judiciaire huet.

Question 3235 (02.12.2020) de **MM. Gusty Graas** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant les **masques transparents :**

Le port du masque constitue une mesure efficace pour la limitation de la propagation du Sars-CoV-2. En même temps, il peut poser un réel défi au développement langagier des jeunes enfants.

Or, de nombreux articles et témoignages de médecins indiquent que l'impossibilité de voir ni le mouvement des lèvres ni les expressions du bas de visage peut avoir un impact négatif sur l'apprentissage du langage des enfants.

À cet égard, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Les Ministres jugent-ils utile d'approvisionner le personnel du cycle 1 et les SEA d'une certaine quantité de masques transparents ? Dans l'affirmative, de quelle manière entendent-ils procéder ?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Le contexte de la crise sanitaire sans précédent auquel nous faisons face depuis presqu'un an a induit une série de mesures dans les services d'éducation et d'accueil en vue de protéger les populations à risque. Outre les gestes barrière, le port du masque constitue une mesure qui s'avère efficace pour limiter la propagation du Covid-19.

Vu l'augmentation des cas, il a été décidé d'introduire des mesures supplémentaires au sein des services d'éducation et d'accueil pour enfants scolarisés où le port du masque est devenu obligatoire.

Cette obligation ne s'applique cependant pas aux services d'éducation et d'accueil pour jeunes enfants. En effet, il est essentiel pour le développement cognitif et social des enfants qu'ils puissent observer les mimiques et l'expression du visage du personnel d'encadrement. Dès lors, il a été communiqué que le port du masque pour le personnel d'encadrement est fortement recommandé et il a été précisé de privilégier le recours à des masques transparents.

À ce jour, les structures d'accueil concernées n'ont pas formulé de demande en la matière auprès du ministère. Chaque gestionnaire, en tant qu'employeur, doit fournir le matériel de travail nécessaire à son personnel en vue de lui permettre d'exécuter son travail dans le respect des consignes sanitaires et dans le respect de sa mission pédagogique. Bien entendu, les frais relatifs au matériel de travail, y compris les masques transparents, sont éligibles au niveau de la convention. Dès lors, le ministère n'a à ce stade pas envisagé de fournir des masques transparents aux services d'éducation et d'accueil.

Question 3237 (02.12.2020) de **MM. Laurent Mosar, Gilles Roth** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de l'État :**

La loi modifiée du 12 novembre 2002 soumet à agrément les activités privées de gardiennage et de surveillance.

Son article 2 définit le champ d'application des activités en question dont il y a lieu de citer plus particulièrement (i) la surveillance de biens mobiliers et immobiliers et (ii) la protection des personnes.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Madame le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Combien de sociétés disposent actuellement de l'agrément ministériel pour l'exercice des activités en question ?

- Combien de services, administrations, établissements publics étatiques et autres personnes investies par l'État d'une mission de service public ont actuellement conclu des contrats avec ces sociétés ?

- Combien de ces contrats permettent aux agents de gardiennage et de surveillance des contrôles d'accès à l'enceinte voire aux bâtiments publics tout court ?

- Combien de ces contrats permettent aux agents des sociétés en question d'exercer l'activité de protection des personnes ?

- Serait-il possible d'obtenir une liste complète de ces contrats avec la précision du cocontractant « étatique », des activités couvertes par lesdits contrats et des prestations accessoires éventuellement prévues ?

- Quel est le budget total projeté par les acteurs étatiques pour les activités de gardiennage et de surveillance respectivement pour la protection des personnes ?

- À quelles données ces sociétés privées de gardiennage ont-elles accès pour accomplir leurs missions ? Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir des précisions à cet égard pour chaque type de contrat de prestation concerné et l'intégrer dans la liste mentionnée supra ? La législation sur la protection des données est-elle respectée dans ce contexte ?

Réponse commune (04.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Il n'existe pas de liste centralisée de contrats de gardiennage conclus par les services, administrations, établissements publics étatiques et autres personnes investies par l'État d'une mission de service public. Il existe néanmoins dans une multitude de cas un besoin certain pour le gardiennage privé de bâtiments et d'objets divers. Dans ce cas, des contrats de gardiennage sont conclus suivant la législation en vigueur.

Question 3238 (02.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**utilisation privée de locaux commerciaux :**

Et kënnt dacks vir, datt d'Patrone vu Geschäfts- an Horescalokaler Leit privat an dës Raimlechkeeten alueden.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mëttelstand:

1. Wa Patrone vu Geschäfts- an Horescalokaler Leit privat an hir Raimlechkeeten alueden, gëllen dës dann och offiziell net méi als ëffentleche Beräich a mussen an deem Hibléck och d'Covidbestëmmunge vun der Regierung net méi anhalen?

2. Wéi eng Autoritéite sinn am Horescaberäich alles befuugt, Kontrollen däerfen ze maachen an zu wéi engen Auerzäite kënnen dës Kontrolle gemaach ginn?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Säit der Gesetzesännerung vum 25. November 2020 dierfen Horescalokaler net méi privatiséiert ginn. Dëst gëllt och fir Geschäftslokaler säit der Entrée en vigueur vum Gesetz vum 24. Dezember 2020. Dës Etablissementer si fir de Public zou an also net accessibel. D'Patrone kënnen deemno d'Raimlechkeeten net un Drëttpersoune viruverlounen.

Ee Patron, deem säi Geschäftslokal respektiv säin Horescalokal awer op der selwechter Adresse ass wéi säin Domicile (z. B. eng Duerfwiertschaft), dierf Leit an dës Raimlechkeeten invitéieren. An deem Fall gëlle selbstverständlech och d'Covidbestëmmungen, sou wéi se vun der aktuell applicabeler Gesetzgeebung festgehale sinn:

« Les rassemblements à domicile ou à l'occasion d'événements à caractère privé, dans un lieu fermé ou en plein air, sont limités aux personnes qui font partie du même ménage, qui cohabitent ou qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice d'un droit de visite et d'hébergement ou dans l'exercice des résidences alternées, et à un maximum de deux visiteurs qui font également partie d'un même ménage ou qui cohabitent. » (article 4 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19)

De Patron an d'Leit aus sengem eegene Stot oder déi mat him zesummeliewen dierfen deemno nach zwee Leit aus engem anere Stot invitéieren. Dës Leit mussen awer allen zwee dem selwechte Stot ugehéieren.

ad 2. Hei muss een ënnerscheeden tëscht Kontrollen, déi am normale legale Kader oder am Kader vun de Covidbestëmmunge gemaach ginn.

Am normale gesetzleche Kader dierfe souwuel Beamte vun der Police wéi och speziell formëiert Beamte vun der Douane, ITM, Santé oder Veterinärsinspektioun Kontrollen an Horescalokaler duerchféieren, an dëst zu allen Auerzäiten, wou déi Lokaler op sinn. Dëst gëllt awer just fir dee jeeweilege Beräich, wou déi eenzel Beamte gesetzlech Kompetenzen hunn.

Am Kader vun de Covidbestëmmunge gëlle follgend Reegelen am Horescaberäich. All Aktivitéite vun engem Horescalokal am Kader vum Artikel 3bis (2) si verbueden, dat betrëfft och Aktivitéite wéi „divertissement en salle". Laut dem Artikel 3 ter (1) sinn, mat Ausnamen, all „établissements relevant du secteur culturel" fir de Public zou. Och den Artikel 3 quater alinéa 1er gesäit vir, datt allgemeng „établissements de restauration et de débit de boissons" fir de Public zou sinn.

D'Infraktioune géint Covidbestëmmungen, och am Horescaberäich, gi vun de Beamte vun der Police an der Douane konstatéiert. An dësem Sënn si Covidbestëmmungen ee Spezialgesetz an d'Beamte vun der Police an der Douane kënnen zu allen Dages- an Nuetszäiten an den Horsecalokaler kontrolléieren, virausgesat, déi Autoritéiten hu fräien a legalen Zougang zu dëse Lokaler.

Question 3239 (02.12.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **digitalisation des démarches administratives :**

Grad eis eeler an/oder sozial méi schwaach Matbierger hunn dacks kee Computer. Elo ass et awer esou, datt een zu Lëtzebuerg sëllege Verwaltungsvirgäng just nach iwwert den elektronesche Wee ofwéckele kann, esou muss een z. B. och d'TVA-Erklärung elo digital areechen. D'Regierung forcéiert bewosst de Wee an d'Digitaliséierung, och well si sech op dës Manéier eng Reduzéierung vum Pabeierverbrauch verspréicht.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt duerch déi uewe beschriwwen Ëmstänn all Bierger, respektiv Stot, lues a lues forcéiert gëtt, sech e Computer mam néidegen Internetuschloss unzeschafen?

2. Wa jo, ass d'Regierung sech bewosst, datt dëst fir vill Matbierger aus finanziellen, sozialen oder Altersgrënn schwiereg oder esouguer net méiglech ass? Kann d'Regierung iwwerhaapt op iergendeng gesetzlech Basis zeréckgräifen, fir ëmmer méi Leit quasi ze forcéieren, sech e Computer mat Internetuschloss unzeschafen?

3. Gedenkt d'Regierung deene Leit entgéintzekommen, déi sech aus den uewe genannte Grënn kee Computer uschafe kënnen?

4. Wa jo, wéi soll dës Ënnerstëtzung konkreet ausgesinn?

5. Wéi héich ass aktuell den Undeel um Stroumverbrauch, respektiv un equivalente Kuelendioxidemissiounen, vun den elektroneschen Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien a wéi entwéckelt sech dësen Undeel an deenen nächste Joren?

Réponse commune (06.01.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Nieft de Beméiungen, fir déi administrativ Ofleef ze entmaterialiséieren an domat den Alldag vun de Bierger ze erliichteren, ass eng vun den Attributioune vum Ministère fir Digitaliséierung déi digital Inclusioun. Dowéinst ass Enn 2019, ënnert der Leedung vum Ministère fir Digitaliséierung, een interministeriellen Aarbechtsgrupp op d'Bee gestallt ginn, deen als Optrag huet, een nationalen Aktiounsplang

fir digital Inclusioun auszeschaffen. Dëse Plang, deen ugangs 2021 wäert fäerdeggestallt ginn, beinhalt eng Rei vun Initiativen, déi sollen hëllefen, engem digitale Gruef entgéintzewierken. De Ministère fir Konsumenteschutz ass och an dësem Aarbechtsgrupp vertrueden an ënnerstëtzt natierlech och all Initiativ, déi zu enger digitaler Inclusioun bäidréit. Ëmmer méi Marchéë ginn digital, an et ass wichteg, dass all Konsument Zougang zu all Marché huet.

Den Digitaliséierungsministère huet och schonns 2019 eng Ëmfro bei TNS ILReS an Optrag ginn, fir erauszefannen, wéi d'Biergerinnen an d'Bierger d'Digitaliséierung vun de Servicer empfannen a wat hir Erwaardungen an deem Kontext sinn. Hei ass emol als alleréischt d'Feststellung, dass Lëtzebuerg sech duerch eng exzellent Connectivitéit auszeechent. Iwwer 95 % vun de Befrote ginn un, reegelméisseg Internetdéngschter ze notzen, deemno och d'Méiglechkeet ze hunn, op dës zeréckzegräifen. Dës Zuele ginn och Joer fir Joer am Digital Economy and Society Index (DESI) vun der Europäescher Kommissioun bestätegt, an deem Lëtzebuerg an der Rubrik Connectivitéit an deene leschten dräi Joer ëmmer ënnert deene beschte véier Länner am europäesche Vergläich war. Et ass awer och an der Ëmfro 2019 erauskomm, dass et eng gewëssen Demande un déi ëffentlech Instanze gëtt, fir Formatioun am Digitalen unzebidden. All dës Erkenntnisser wäerten natierlech an den nationalen Aktiounsplang fir digital Inclusioun mat afléissen.

Zousätzlech muss een ënnersträichen, dass et fir déi ganz grouss Majoritéit vun administrativen Demarchen och nach ëmmer eng „net digital" Alternativ gëtt. Et läit awer an der Responsabilitéit vun deenen eenzele Ministèren a Verwaltunge fir festzeleeën, ënnert wéi enger Form si hir Demarchen ubidden.

Wichteg ass an dësem Kontext awer ze ernimmen, dass Biergerinnen a Bierger, déi Schwieregkeeten hunn, hir Demarchen online ofzewéckelen, well si beispillsweis kee Computer, Smartphone oder Tablett besëtzen oder Problemer hunn, dës digital Hëllefsmëttel ze notzen, ëmmer d'Méiglechkeet hunn, sech an de physesche Guichet vu Guichet.lu ze deplacéieren. Hei steet hinnen déi néideg Hëllef zur Verfügung, fir déi administrativ Demarchen ofzewéckelen. Ausserdeem kann een och bei Guichet.lu ufroen, fir seng Formulairen ënner Form vu PDF-Dokumenter ausgedréckt ze kréien, wann dëst an der Demarche virgesinn ass.

Och wann dat éischt Uleies vun der Digitaliséierung vun administrativen Ofleef doranner besteet, de Biergerinnen a Bierger den Alldag ze vereinfachen, esou ass d'Reduzéierung vum Pabeierverbrauch sécherlech och een interessanten Nieweneffekt, deen net ze ënnerschätzen ass. Wéi héich aktuell den Undeel um Stroumverbrauch, respektiv un equivalente Kuelendioxidemissioune vun den elektroneschen Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien ass, a virun allem wéi en sech an deenen nächste Jore weiderentwéckelt, ass schwéier anzeschätzen, well detailléiert Donnéeën opgrond vun der Diversitéit vun Technologien an Uwennungen an och wéinst dem Dateschutz net ëmmer virleien. Opgrond vun der wirtschaftlecher, demografescher an technologescher Entwécklung ass awer dervun auszegoen, dass de Stroumbedarf insgesamt an den nächste Jore weider wäert klammen. Energieeffizienzmesuren, ënnert anerem och am Beräich Digitaliséierung, mussen dowéinst en héije Stellewäert kréien, notamment am Beräich vun Ofwäermenotzong a Kille vun IT-Infrastrukturen an Datenzentren. Donieft muss d'Energieconsommatioun vun der Digitaliséierung natierlech ëmmer och an de Kontext gesat gi wéi zum Beispill enger doduerch erreechter Reduzéierung vu physeschen Deplacementer am Kader vun der Ofwécklung vun administrativen Demarchen.

Question 3241 (03.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **note de la direction du TICE concernant les chauffeurs :**

Beim TICE suergt aktuell eng Note de service interne fir vill Onmutt bei de Chaufferen. Bis viru kuerzem duerften d'Chaufferen no engem Schichtwiessel vir an der Chaufferskabinn als Bäifuerer Plaz huelen. Wann zum Beispill op enger Gare ee Schichtwiessel stattfënnt, ass et Usus, datt de Chauffer, deen am Feierowend ass, nach ee kuerzt Stéck matfiert, fir bis bei säin Auto ze kommen. Zënter dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie zu Lëtzebuerg droen d'Chaufferen, déi sech am viischten Deel vum Bus befannen, dofir och eng Mask.

An enger Note de service vun der TICE-Direktioun ginn d'Chaufferen elo opgefuerdert, no engem Schichtwiessel net méi als Bäifuerer vir beim Chauffer ze sëtzen, mee hanne bei de Passagéier.

Wien d'Auslaaschtung vun de Busser an de leschte Woche gesinn huet, dee ka sech ausmolen, datt de Risiko, als Passagéier am ëffentlechen Transport matzefueren, méi héich ass, wéi vir ofgeschott hannert enger Ofspärung ze sëtzen. Net fir näischt goufen d'Chauffere vir am Bus hannert enger Ofspärung vun de Passagéier isoléiert. D'Chauffere mussen nämlech gesond bleiwen, well si systemrelevant sinn, an ouni si den ëffentlechen Transport zum Erleie kënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wëssend, datt de Minister a stännegem Kontakt an Austausch mam TICE ass, ass hien iwwert d'Decisioun beim TICE a Kenntnis gesat ginn? Betruecht de Minister dës Mesure als sënnvoll?

2. Gëllen änlech Consignë wéi beim TICE och bei anere Busoperateuren am ëffentlechen Transport? Falls nee, firwat net? Falls jo, zënter wéini a firwat?

3. Wou existéiert, dem Minister no, eng gréisser Infektiounsgefor fir d'Chaufferen: vir an der Kabinn oder hannen am Bus (wëssend, datt d'Chaufferen alle béid Masken unhunn)?

4. Geet den TICE mat dëser Mesure ee Risiko an, datt nach méi Buschauffere riskéiere krank ze ginn, wat erëm dozou féiere kéint, datt de Fuertakt misst erofgesat ginn?

Réponse (16.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Decisioun fir eng Note de service interne un d'Mataarbechter beim TICE erauszeginn, wou d'Chauffere gebiede ginn, no engem Schichtwiessel net méi als Bäifuerer vir beim Chauffer ze sëtzen, ass vun der TICE-Direktioun getraff ginn, ouni de Mobilitéitsministère a Kenntnis ze setzen, well et eng reng intern Organisatiounsentscheedung vum TICE ass, déi näischt mam Linneverlaf oder der Taktveränneerung ze dinn huet. D'Decisioun ass beim TICE getraff ginn, och fir de Chauffeur an der Ausübung vun senger Aarbecht maximal ze schützen, well hie jo däerf ouni Mask fueren.

D'Lëtzebuerger Douane huet bei enger Kontroll op der Escher Gare d'Direktioun vum TICE op de Problem opmierksam gemaach, datt Mataarbechter vum TICE sech vir am confinéierte Beräich vum Chauffer géifen ophalen.

ad 2. Fir d'Entreprisë vum RGTR-Netz souwéi bei den CFL treffen dës Consignen net zou, well am Géigesaz zum TICE e Fuererwiessel net op der Stréck stattfënnt. De Problem stellt sech also hei net.

ad 3. Am Ufank vun der Pandemie ass decidéiert ginn, datt de Chauffer am Bus soll maximal geschützt ginn. Dofir bleift d'Dier vir am Bus zou an déi éischt Sëtzrei gëtt gespaart fir d'Benotzer vum ëffentleche Persounentransport. An enger zweeter Phas gouf decidéiert, datt de Chauffer, vu datt hie jo am confinéierte Beräich sëtzt, keng Mask méi brauch unzedoen, well déi hie bei der Ausübung vu senger Aarbecht kéint negativ beaflossen.

ad 4. D'Mitfahrt vun der Escher Gare bis bei den Depot vum TICE dauert knapp zéng Minutten an et besteet keng Gefor, wann d'Chaufferen am Passagéierdeel matfueren, wou all Mënsch eng Mask unhuet, am Géigesaz zum Chauffersberäich, wou de Chauffer ouni Mask fueren däerf. Dës Decisioun ass am Averständnis vum „Délégué à la sécurité" vum TICE geholl ginn.

Wéi aus enger weiderer Note de service interne vum 8. Dezember 2020 un d'Mataarbechter beim TICE ervirgeet, huet d'Direktioun - no Ofsprooch mam Aarbechtsdokter vun der Fonction publique, mam Délégué à la sécurité vum TICE, mam President vun der Personaldelegatioun souwéi mam President vum Syndicat - d'Erlabnis ginn, dass d'Chaufferen däerfen als Bäifuerer am confinéierte Beräich sëtzen, ënnert der Konditioun, dass si eng Mask unhunn, an de Chauffer vum Bus eng Mask unhuet, an dass si sech bei der Faart vun der Gare bis an den Depot op ee vun den zwee Sëtzer an der éischter Rei sëtzen.

Question 3242 (03.12.2020) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **classification du bénévolat comme activité de loisir :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3210 vum Deputéierte Guy Arendt heescht et, datt d'Madamm Ëmweltminister d'Dreifjuegd als Fräizäitaktivitéit klasséiert, obwuel am Gesetz vun 2011 d'Juegd als gemengnëtzeg Aktivitéit („intérêt général") bezeechent gëtt, déi an deem Sënn vu Benevolle gemaach gëtt. Eist Land ka sech a ville gesellschaftleche Beräicher op déi vill Benevolle verloossen, déi am Déngscht vun der Allgemengheet eng wichteg Aarbecht maachen. An deem Kontext sief ë. a. un déi vill Benevolle bei der Caritas a beim Roude Kräiz erënnert an un d'Organisatiounen, déi am Beräich vum Streetwork schaffen a grad an de Wanterméint derfir suergen, datt Leit, déi op der Strooss liewen, mam Néidegste versuergt sinn.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Klasséiert d'Regierung gemengnëtzeg Aarbecht vu Benevollen als Fräizäitaktivitéit an? Wa jo, mat wéi enger Begrënnung?

2. Goufe bis elo schonns Organisatioune respektiv Veräiner, déi am gemengnëtzege Benevolat schaffen, um Ausübe vun hirer Aarbecht gehënnert doduerch, datt hiren Engagement als Fräizäitaktivitéit klasséiert gouf? Wa jo, ëm wéi eng Organisatiounen handelt et sech hei?

3. Kann d'Regierung kloer definéieren, wéi eng Aktivitéiten an Aarbechten am Beräich vum Benevolat als Fräizäitaktivitéit a wéi eng als „d'intérêt général" klasséiert sinn?

4. D'Juegd ass eng Aktivitéit, déi „d'intérêt général" ass an trotzdeem gouf d'Dreifjuegd vum Ëmweltministere als Fräizäitaktivitéit klasséiert. Wéi ass séchergestallt, datt änlech Inkoherenzen net och an anere Beräicher vun der gemengnëtzeger Benevolatsaarbecht optrieden?

Réponse commune (07.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Den Artikel 2 vum Juegdgesetz gesäit net vir, dass d'Juegd u sech eng Aktivitéit „d'intérêt général" ass. Wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3210 preziséiert, kann eng Juegd nëmme stattfannen, wa se am Intérêt général ausgefouert gëtt. Dëst ass ee fundamentalen Ënnerscheed.

Eng Fräizäitaktivitéit ass eng Aktivitéit, déi kee professionellen, also beruffleche Charakter huet, mee déi Mënschen an där Zäit maachen, an där se net schaffen. De Benevolat ass am Prinzip och e fräiwëllegen an onentgeltlechen Engagement, dee Mënschen hunn, deen onofhängeg vun hirer Aarbecht ass - also an hirer Fräizäit stattfënnt.

All Aktivitéiten am Beräich vum Benevolat kënnen a mussen also, genee wéi d'Juegd, am Respekt vun de gesetzlechen Oplagen ausgefouert ginn. Dobäi ass et duerchaus méiglech, dass an engem spezifesche Beräich komplementar Reegele gëllen, déi sech op ee Secteur oder ee Gebai bezéien.

Question 3243 (03.12.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mesures sanitaires lors de cérémonies religieuses :**

Am Kader vun de gesetzleche Bestëmmunge vum ofgeännerte Covidgesetz sinn an der kathoulescher Kierch nei an nach méi strikt Reegelen a Kraaft getrueden. D'Ofstandsreegel an d'Maskeflicht gëllen elo och fir d'Sänger, d'Kantoren, d'Organisten an d'Dirigenten. Dovunner ausgeholl ass quasi nëmmen nach de Paschtouer, deen d'Mass hält.

An dem Zesummenhang wéilt ech dem Här Premier- a Kultusminister dës Froe stellen:

1. Firwat muss en Dirigent, en Organist oder e Kantor d'Maskeflicht anhalen, och wann en d'Ofstandsreegel respektéiert oder souguer eleng u sengem Pult ass oder eleng virun engem Mikro séngt?

2. Ass et den Här Kultusminister, deen déi nei méi strikt Bestëmmunge fir d'kathoulesch Kierch definéiert an decidéiert huet? Gouf et virdrun eng Koordinatioun mat anere Ministèren an/oder mat der kathoulescher Kierch? Gëtt et fir all dës Dispositiounen am Kultusberäich eng prezis legal Basis oder berouen dës Reegelungen op eegenen Interpretatioune vum Här Kultusminister?

3. Wa jo, da stellt sech d'Fro, ob déi méi streng Ofstandsreegel a Maskeflicht och fir déi aner reliéis Communautéiten am Land gëllen? Wéi eng Reegelungen huet de Kultusministère fir déi netkathoulesch reliéis Communautéiten am Land erausginn?

Réponse commune (05.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Virop sief ënnerstrach, dass d'Interaktioun tëscht Mënsche wärend dëser Pandemie am Prinzip ëmmer mat engem gewëssene Risiko vun enger Infektioun mam Sars-CoV-2 verbonnen ass an et trotz dem Anhale vu Gestes barrières och kann zu enger Infektioun kommen - woubäi dee Risk natierlech staark ka reduzéiert ginn duerch d'Distanzanhalen an de Port du masque.

Et besteet doriwwer eraus wëssenschaftleche Konsens, dass do, wou haart geschwat oder gesonge gëtt, de Risk méi héich ass ewéi an anere Situatiounen.

Wat d'Maskeflicht fir d'Membere vun engem Chouer fir d'kathoulesch Kierch ugeet, sou ass dës zesummen am Kader vum Aktualiséiere vum Gesondheetsprotokoll an der kathoulescher Kierch tëschent dem Bistum, dem Kultusdepartement an der Santésdirektioun festgeluecht ginn, fir den Infektiounsrisk duerch d'Sangen an enger Mass nach weider ze reduzéieren.

All konventionéiert Reliounsgemeinschaft huet hiren eegene Protocole sanitaire ausgeschafft, dee vun der Santésdirektioun, op Basis vum aktuelle Wëssensstand iwwert de Sars-CoV-2, analyséiert gouf.

D'Santésdirektioun kann eventuell Recommandatiounen dozou ausschwätzen.

Question 3244 (03.12.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **mises en faillite demandées par des administrations :**

Am Joer 2019 goufen op de Bezierksgeriichter Lëtzebuerg an Dikrech respektiv 1.091 an 136 Faillittenurteeler geschwat. No mengem Wëssensstand ginn déi meescht Faillitten op Assignatiounen duerch d'Enregistrementsverwaltung, d'Steieramt oder d'CCSS zeréck.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. A wéi vill vun deenen Urteeler waren déi genannte Verwaltunge jeeweils Demandeur vun der Mise en faillite?

2. Besteet eng Méiglechkeet, déi Fuerderungen a Krisenzäiten ze echelonéieren?

3. Hunn déi dräi Staatsverwaltunge sech am Kader vun der Coronasituatioun mat hiren Assignatiounen e bësse méi zeréckgehalen am Verhältnes zu de Jore virdrun? Konkreet: Wéi vill Assignatioune goufen 2020 vun dëse Verwaltunge lancéiert?

4. Sinn déi zoustänneg Ministeren net der Meenung, datt grad elo misst méi virsiichteg mat dësem Mëttel vum Recouvrement vun de Creancen ëmgaange ginn?

Réponse commune (08.01.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. Am Laf vum Joer 2019 gouf, opgrond vun enger Demande vun der Enregistrementsverwaltung, fir 255 Gesellschaften d'Faillite gesprach.

Fir d'Joer 2019 huet d'Enregistrementsverwaltung insgesamt 463 Assignatiounen en faillite zougestallt.

Am Laf vum Joer 2019 ass, opgrond vun enger Demande vun der Steierverwaltung (Administration des contributions directes), fir 477 Gesellschaften d'Faillite gesprach ginn. Vun deene 477 Gesellschaften huet et sech an 305 Fäll ëm eng Gesellschaft gehandelt, wou den Dierwiechter kee méi op der Plaz fonnt huet, wou en d'Assignatioun zougestallt huet.

Fir d'Joer 2019 si vun der Steierverwaltung 689 Assignatiounen en faillite zougestallt ginn.

Am Joer 2019 huet de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) am Ganzen 302 Assignatiounen en faillite initiéiert.

D'Receveure vun de Steierverwaltungen hu sech un de Kontext vun der Pandemie ugepasst. Dossieren, déi an normalen Zäiten op d'Lëscht komm wiere fir eng eventuell Assignatioun en faillite, ginn en suspens gehalen, wou de Receveur weess, datt de Betrib am Ableck net schaffe kann oder manner verdéngt duerch de Kontext vun der aktueller Kris.

Éier d'Decisioun geholl gëtt, fir effektiv op de Wee vun enger Assignatioun en faillite ze goen, gëtt den Dossier am Kader vun enger Reunioun tëschent Steierverwaltung, Enregistrementsverwaltung an CCSS gekuckt.

Déi Analys mécht sech opgrond vum Artikel 8 vum Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'interadministrativ Kooperatioun: « En vue d'apprécier l'opportunité d'une assignation en faillite, le Centre commun de la sécurité sociale, l'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines échangent, à l'aide de procédés automatisés ou non, des informations relatives aux arriérés respectifs concernant les commerçants et sociétés commerciales dont la situation financière est compromise au moins envers l'une de ces administrations. »

Et ass eréischt nodeems déi Analys tëschent de Verwaltunge gemaach gouf, datt de jeeweilege Receveur decidéiert, effektiv op de Wee vun enger Assignatioun en faillite ze goen.

Et ass och ze ënnersträichen, datt all Contribuabel iwwert den Extrait de compte, d'Contrainte an de Commandement, deen zougestallt gëtt, genau iwwer seng Situatioun Bescheed weess an do virdru Geleeënheeten huet, sech ze regulariséieren an doduerch net vun enger Assignatioun en faillite iwwerrascht ka ginn.

ad 2. D'Steierverwaltung huet am Kontext vun der Pandemie de Contribuabele follgend Méiglechkeete ginn:

- eng Annulatioun vun den Avancë vum éischten an zweeten Trimester 2020 beim Steierbüro konnt ugefrot ginn;

- no de Besteierungen, wou d'Echeance nom 28. Februar 2020 louch, konnt de Contribuabel een Delai de paiement vu véier Méint ufroen, deen automatesch accordéiert gouf;

- déi Contribuabel, déi den Delai, fir eng Demande ze maachen, verpasst haten, konnten nodréiglech eng Demande maachen, fir den Delai accordéiert ze kréien;

- déi Contribuabel, déi den Délai, fir eng Demande ze maachen, verpasst haten, konnten eng Remise gracieuse fir d'Zënsen ufroen.

Doniewent ginn et déi follgend normal Méiglechkeeten:

- mat enger motivéierter Demande kann de Contribuabel de Steierbüro froen, datt d'Avancen erofgesat ginn;

- no enger Besteierung a virun der Echeance vun dëser Besteierung kann de Contribuabel een Delai de paiement ouni Zënsen (véier Méint) oder mat reduzéierten Zënsen (fënnef Méint bis dräi Joer: 0,2 %) beim Steierbüro ufroen.

All déi Méiglechkeete sinn um Internetsite vun der Steierverwaltung publizéiert a kënne vum Contribuabel consultéiert ginn.

Bei der Enregistrementsverwaltung besteet och d'Méiglechkeet, Fuerderungen ze echelonéieren, dëst souwuel a Krisenzäite wéi och ausserhalb vun dësen Zäiten. Am Joer 2019 huet d'Enregistrementsverwaltung zum Beispill 1.176 Plans d'apurement accordéiert.

Mam Ufank vum État de crise am Mäerz 2020 huet den CCSS eng Suspensioun vun de Recouvrementsprozedure bis November 2020 decidéiert. Duerno goufen eenzel Scholdepläng ausgeschafft, déi sech iwwert en Zäitraum vun zwee Joer zéien, fir den Debiteuren ze erméiglechen, hir Schold vis-à-vis vum CCSS ze bezuelen. Zënter dem 26. November 2020 ginn et erëm nei sanitär Mesuren. Dëst huet den CCSS dozou bruecht, déi Debiteuren, déi an engem Secteur schaffen, dee ganz staark vun der Kris betraff ass, ze schützen. Fir dës Debiteure goufen déi eenzel Scholdepläng vun de soziale Cotisatiounen an de forcéierte Recouvrement fir eng gewëssen Zäit suspendéiert.

ad 3. D'Enregistrementsverwaltung huet am Zesummenhang mat der Covid-19-Kris vill Versteesdemech gewisen, andeems se wärend dem État de crise tëscht dem 18. Mäerz an dem 24. Juni keng Faillitten ugefrot huet. Doriwwer eraus si wärend dem Joer 2020, bis den 30. November, an 294 Fäll d'Faillitten ugefrot ginn. Et gëllt heibäi ze ënnersträichen, dass dës Demandë gréisstendeels am Zesummenhang sti mat Scholden, déi virun der Krisenzäit entstane sinn. Heivu betraff ware gréisstendeels Entreprisen, déi net méi aktiv waren.

Am Laf vum Joer 2020 gouf, opgrond vun enger Demande vun der Enregistrementsverwaltung, fir 173 Gesellschaften d'Faillite gesprach.

Fir d'Joer 2020 si vun der Steierverwaltung 806 Assignatiounen en faillite zougestallt ginn.

Opgrond vun enger Demande vun der Steierverwaltung ass am Laf vum Joer 2020 fir 529 Gesellschaften d'Faillite gesprach ginn. Vun deene 529 Failliten sinn der 23 gesprach ginn op Basis vun enger Zoustellung vun der Assignatioun, déi am Joer 2019 gemaach ginn ass, also virun der Pandemie. Vun deene 529 Gesellschaften huet et sech des Weidere bei 405 Gesellschaften ëm eng Gesellschaft gehandelt, wou den Dierwiechter kee méi op der Plaz fonnt huet, wéi d'Assignatioun zougestallt gouf.

Déi Assignatiounen en faillite, déi den CCSS initiéiert hat, goufen zënter dem État de crise suspendéiert. Am September 2020 huet den CCSS bestëmmten Dossieren, wou de forcéierte Recouvrement vun de soziale Cotisatioune scho laang virum État de crise lancéiert gouf, un déi zoustänneg Autoritéite weiderginn.

De follgenden Tableau weist d'Zuel vun den Dossieren, wou eng Assignatioun en faillite lancéiert gouf, pro Joer an Trimester.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et stellt ee fest, datt 2020 d'Unzuel staark erofgeet, wat domadder ze dinn huet, datt den CCSS de forcéierte Recouvrement vun de soziale Cotisatioune suspendéiert hat. Vum CCSS gouf am zweeten Trimester vum Joer 2020 keng Mise en faillite lancéiert.

ad 4. D'Explikatiounen hei virdru weisen, dass d'Mëttel vun der Assignatioun en faillite am Zesummenhang mat der aktueller Kris mat vill Fangerspëtzegefill a virsiichteg ugewannt gouf.

Bedéngt duerch d'Pandemie huet d'Regierung eng ganz Rëtsch u Mesurë geholl, fir d'Wirtschaft ze stabiliséieren. Eng vun de wichtegste Prioritéiten ass, derfir ze suergen, dass d'Liquiditéiten an de Firme garantéiert bleiwen, fir dass si weider kënne fonctionéieren. Bei den direkte Steiere krut de Contribuabel, wéi schonn hei virdrun explizéiert, d'Méiglechkeet, d'Avancë fir déi zwee éischt Trimestere vun dësem Joer ze annuléieren an op einfach Ufro huet d'Steierverwaltung och Délais de paiement accordéiert. Op de Stand vum 30. November 2020 huet de Staat opgrond vun dëser Mesure op Liquiditéite verzicht an Héicht vun 231,7 Milliounen Euro. Ausserdeem gouf den Delai verlängert, fir d'Steiererklärung ofzeginn.

Gläichzäiteg goufen d'Remboursementer vun der TVA acceleréiert, wat zousätzlech Liquiditéiten den Entreprisë bruecht huet. Tëschent Januar an November 2020 louchen déi bei 1,6 Milliarden Euro. Eleng am Mäerz an Abrëll, um Héichpunkt vum Confinement, louchen d'TVA-Remboursementer bei 460 Milliounen Euro, wat enger Hausse vu +79 % par rapport zum leschte Joer zur selwechter Zäit entsprécht.

All dës Mesurë beweisen, dass d'Regierung sech am Kontext vun der Kris hirer Verantwortung bewosst ass an dofir och weiderhin deene Betriber ënnert d'Äerm gräife wäert, déi duerch déi konjunkturell Situatioun vun der Pandemie vum Covid-19 an eng prekär Situatioun gerode sinn.

Question 3245 (03.12.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **test rapide pour le diagnostic de la Covid-19 :**

Déi däitsch Autoritéiten hunn haut ugekënnegt, datt vu muer un d'Léierpersonal grad esou wéi d'Educatricen an Educateuren no enger kuerzer Formatioun Antigen-Schnelltester och dierfe bei sech selwer maachen. Bis elo hunn déi Tester misse vu medezinnesch geschoultem Personal duerchgeféiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wier et virstellbar, datt och zu Lëtzebuerg verschidde Beruffskategorië sech selwer testen dierfen?

2. Wa jo, deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt et sënnvoll wier, wann och d'Fleegepersonal aus den Altersheemer a vun de Reseauen sech dierft selwer testen, grad esou wéi d'Spidolspersonal?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (31.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dem Website vum Bundesministerium für Gesundheit (BMG) no (Stand 3. Dezember 2020) huet de Bundesgesundheitsminister Spahn follgend Deklaratioun gemaach: „Lehrer werden sich selbst testen dürfen. Und die Schulträger können bei Bedarf mit geschultem Personal Tests vor Ort durchführen. Das ist eine weitere alltagstaugliche Option, um Kindern auch während der Coronapandemie den Kita- oder Schulbesuch zu ermöglichen."

De selwechte Site preziséiert awer op der selwechter Säit: „Es handelt sich hierbei ausdrücklich um Schnell- und nicht um Selbsttests. Die Änderung der Medizinprodukte-Abgabeverordnung bedeutet lediglich, dass z. B. eine Apotheke PoC-Antigentests auch an Schulen und Kitas abgeben dürfen. Der gesamte Testablauf (Schutzkleidung, Einweisung usw.) muss im Detail von den Ländern vorgegeben werden."

No direkter Récksprooch mam Bundesministerium für Gesundheit kënne mir bestätegen, dass an Däitschland d'Selbsttester bis op Weideres net autoriséiert sinn.

Dëst ass och de Fall zu Lëtzebuerg, esou dass et zu dësem Zäitpunkt net méiglech ass, op d'Froe vun der honorabeler Deputéierten ze äntweren.

Question 3246 (03.12.2020) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution lumineuse :**

D'Madamm Ministesch huet den 28. Juni 2018 de Guide „Leitfaden ‚Gutes Licht' im Außenraum" virgestallt, fir d'Liichtverschmotzung zu Lëtzebuerg ze reduzéieren an notamment d'Gemengen dobäi ze ënnerstëtzen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Madamm Ministesch den Impakt vum Guide um Terrain?

2. Wéi vill Projeten huet den Ëmweltministère zënter der Publikatioun bis elo an deem Beräich ënnerstëtzt?

3. Gëtt et ee Conseiller am Ëmweltministère, deen Interessenten, z. B. d'Gemengen, mee och Firmen an Individuen, bei hire Projeten, fir d'Pollution lumineuse ze reduzéieren, berode kann?

4. Ass, no der Etüd vun 2016, eng weider Etüd zur Liichtverschmotzung zu Lëtzebuerg geplangt, fir d'Evolutioun vun der Liichtverschmotzung kënnen ze bewäerten? Wa jo, fir wéini wier dës ugesat? Fir wéini kéint mat Resultater gerechent ginn?

5. Wéi eng Initiative gëtt et vu Säite vum Staat, fir déi eege Beliichtunge bei staatlechen Infrastrukture méi ëmweltfrëndlech ze gestalten? Kann den Här Minister e Bilan vun de Projeten an där Hisiicht wärend de leschte fënnef Joer maachen?

6. Wéi eng Projete si fir d'Zukunft geplangt?

7. Ginn et eventuell Pilotprojeten, fir speziell Technologien ze testen, z. B. Luuchten, déi bei enger Beweegung uginn a fir de Rescht hir Intensitéit eroffueren? Wann net, sinn esou Projete geplangt?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. De Guide ass ee Leitfaden, deen eng Rei Recommandatioune fir ee besseren Asaz an a bestëmmte Fäll souguer d'Vermeidung vun der Aussebeliichtung liwwert an d'Zil verfollegt, op eng Reduktioun an d'Vermeidung vun der Liichtverschmotzung zum Schutz vun der Natur an der Ëmwelt hin ze sensibiliséieren. Vu de kuerzen Zäitraum säit der Publikatioun vum Leitfaden am Joer 2018, ass eng Aschätzung vum Impakt vum Guide um Terrain nëmme schwéier méiglech. Et ass awer dovunner auszegoen, datt sech d'Impakter vum Leitfaden bis elo virun allem op regionalem a lokalem Niveau konzentréiert hunn, dat zum Beispill och bei Projeten, déi bei der Ëmsetzung d'Prinzippie vum Leitfaden als Basis huele respektiv geholl hunn. Ech erlabe mir, hei och op d'Äntwert op déi zweet Fro ze verweisen.

Des Weideren applizéiert de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) de Grondprinzip vum Leitfaden a sengen Naturschutzgeneemegungen, nämlech eng Aussebeliichtung an der Grëngzon nëmmen op deene Plazen ze autoriséieren, wou se och absolutt noutwendeg ass, zum Beispill bei landwirtschaftleche Betriber oder bei Verbindungsweeër zum éffentlechen Transport. Dës Geneemegunge sinn da mat Krittäre konditionéiert, déi d'Aussebeliichtung vun Infrastrukturen an d'Beliichtung op dëse Plaze reegelen, wéi zum Beispill den Zäitraum vun der Beliichtung, d'Faarftemperatur an d'Ausriichtung vun der Beliichtung. Dëst huet deemno een direkten a positiven Impakt op de Landschafts- an Naturschutz.

ad 2. Säit 2018 si siwe Pilotprojeten, déi d'Thematik vun der Liichtverschmotzung behandelen, vum MECDD iwwert den Ëmweltschutzfong ënnerstëtzt ginn. Et gouf ee Gesamtmontant vu ronn 700.000 € an deem Kader ausbezuelt.

Nieft dësen Aidë sinn awer och d'Aiden opzelëschten, déi fir Gemenge säit 2014 am Kader vum Ëmweltschutzfong fir d'Oprëschtung vun hirer éffentlecher Beliichtung op LED (Stroossen a Weeër) kënnen accordéiert ginn. Och bei dësen Aidë gëtt op d'Anhale vu Krittäre gekuckt, déi zu enger Reduktioun vun der Liichtverschmotzung bäidroen, wéi z. B. d'Minimiséierung vun de Liichtemissiounen an déi iewescht Hemisphär. Den MECDD accordéiert op reegelméisseger Basis Aidë fir dës Zort Projeten.

De Koalitiounsaccord 2018-2023 gesäit och vir, den Interventiounsberäich vum Ëmweltschutzfong fir exemplaresch Projeten, déi mat de Prinzippie vum Guide fir eng gutt Aussebeliichtung alignéiert sinn, ze adaptéieren.

ad 3. Den Energieministère an den MECDD sti bei Informatiounsufroen zur Verfügung, sief dat vu Gemengen, Entreprisen, Bierger oder eventuell nach aneren Acteuren.

Doriwwer eraus bitt den Naturpakt kloer Ureizer, fir datt d'Gemengen am Beräich Liichtverschmotzung méi aktiv ginn. Am Kader vum Naturpakt wäert den Naturpaktberoder d'Gemengen drop hiweisen, datt se fir de Volet Reduktioun vun der Liichtverschmotzung kënne Punkte sammelen. Dëse Beroder wäert awer net ëmmer spezialiséiert genuch sinn, fir d'Ëmsetzung vun de Moossnamen um Terrain an deem Beräich ze plangen. Dobäi kënne Gemengen dann och op extern Expertisen an deem Beräich zréckgräifen.

Den MECDD bedeelegt sech iwwert den Ëmweltschutzfong mat 50 % um Finanzement vun engem onofhängege Liichtberoder iwwert eng dräijäreg Pilotphas bis inklusiv 2021, dee fir d'Membergemenge vum Naturpark Our an den Entreprisen a Privatleit aus där Regioun als Uspriechpartner zur Verfügung steet a se an hire weideren Demarchen a Projete berode kann.

ad 4. Fir de Moment ass keng weider Etüd zur Liichtverschmotzung zu Lëtzebuerg virgesinn.

ad 5. Nieft der Energieeffizienz vun de Luuchten ass bei de Projete vun der Bauteverwaltung d'Vermeidung vun onnëtzer Liichtverschmotzung am Bausseraum zanter e puer Joer ee wichtegt Zil.

An deem Kontext gëtt jeeweils fir all neie Projet a fir all Erneierung vu Baussebeliichtungen ee Konzept ausgeschafft, bei deem d'Beliichtungsstäerkt an all Beräich am Bausseraum vun de Gebaier engem Minimum entsprécht, deen duerch international Norme fir d'Persounesécherheet gefrot ass.

Zousätzlech gëtt d'Gewiicht dorop geluecht, datt d'Beliichtung konsequent no ënne geriicht ass an net no uewen ofstraalt, virun allem bei Gebaibeliichtungen. Ausserdeem gëtt och eng méiglechst waarm Liichtfaarf ugestrieft.

Beispiller vu Projeten, wou dës Strategie ëmgesat gouf, sinn d'Alentoure vum Lycée Edward Steichen zu Clierf souwéi vun der Nationalbibliothéik um Kierchbierg, bei där och d'Beliichtung vun der Fassad op méiglechst geréng Liichtverschmotzung optiméiert ass.

Als Erneierung vu bestoender Beliichtung ass rezent de Bausseberäich vum Hôtel Saint-Maximin an der Stad souwéi de Parvis vum Athenée ze ernimmen.

ad 6. Als Beispill vun neie Projete stinn d'Baussebeliichtunge vum Lycée agricole zu Gilsdréf, dem CIPA zu Käerjeng an dem Centre pénitentiaire um Uerschterhaff um Programm. Des Weideren ass d'Erneierung vun de Beliichtunge vum Campus Geesseknäppchen a vum Park „Schlass Senneng" virgesinn.

ad 7. An alle Gemenge vum Naturpark Our souwéi och bei villen anere Gemengen hei am Land sinn déi nei Stroosseluuchte mat LED-Technologie esou programméiert, datt se hir Intensitéit an domadder och hir elektresch Leeschtung wärend de Randstonnen eroffueren.

Beweegungsgesteiert Luuchten an der ëffentlecher Beliichtung sinn technesch eréischt sënnvoll méiglech säit der Aféierung vun der LED-Technik. Et gëtt bei eis am Land mëttlerweil eng Rei interessant Pilotprojeten, wou Erfarunge gesammelt ginn, wat net nëmmen ekonomesch an ekologesch méiglech ass, ma awer och de Faktor Mënsch a seng Bedürfnisser respektéiert.

Fir e puer där Installatiounen ze nennen:

Gemeng Biekerech - Duerf Liewel, Stroossebeliichtung;

Gemeng Wolz - Salzbaach, Busarrêten;

Gemeng Dippech, ee Spadséierwee;

Gemeng Rammerech - Duerf Hueschtert, Stroosseluuchten ouni Stroumuschloss, gespeist duerch Fotovoltaikpannoen an eenzel gesteiert mat Beweegungsmelder.

Am Naturpark Our ass fir dat éischt Trimester 2021 virgesinn, an der Gemeng Veianen op ronn 250 Meter tëscht der Cité Scheierhaff an engem Bauerenhaff eng beweegungsgesteiert Stroossebeliichtung mat 10 Liichtpunkten ze realiséieren.

Eng zweet interessant Technologie ass déi vun insektefrëndleche Stroosseluuchten, déi säit Dezember 2020 am Naturpark Our an der Gemeng Pëtschent op d'Biergerakzeptanz getest gëtt. Déi Luuchten hunn ee spezielle Liichtspektrum mat begrenztem Bloundeel, deen de Gros vun den Insekten net méi unzitt.

En drëtten technologeschen Usaz gëtt och am Naturpark Our ëmgesat, fir den Impakt vun Ustralunge mat architekturellem Hannergrond op d'Liichtverschmotzung drastesch erofzesetzen. Hei kann ee mat aktuellster LED- a Gobo-Technik de Liichtstroum, dee laanscht de beliichten Objet geet, op ee Maximum vun ongeféier zwee bis dräi Prozent begrenzen, fréier waren dat ëm 50 %. Éischt Pilotprojete ginn hei ëmgesat an der Gemeng Wëntger, fir d'Kierch zu Tratten souwéi och an der Gemeng Clierf.

Bei der Bauteverwaltung gëtt eng dynamesch Beliichtungssteierung jee no Frequentatioun generell op den eenzele Sitten individuell analyséiert an dann no Méiglechkeet ëmgesat.

Question 3247 (04.12.2020) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** et **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteg Entwécklung huet an engem Communiqué vum 28. November 2020 matgedeelt, datt, fir der neier Covidgesetzgeebung Rechnung ze droen, d'Klappjuegd bis de 15. Dezember verbueden ass.

Allerdéngs seet d'Juegdgesetz vum 25. Mee 2011 am Artikel 2: « L'exercice de la chasse doit répondre à l'intérêt général. » Doriwwer eraus deelt d'Jeeërfederatioun mat, datt de Wëldschued momentan an d'Luucht geet a vill Wëllschwäin ënnerwee sinn. Net nëmmen d'Bauere riskéiere bei engem reduzéierten Ofschoss zousätzleche Wëldschued, eenzel Gemenge sinn eisen Informatiounen no relativ vill „geplot" mat Wëllschwäin, déi bis an d'Uertschaften erakommen, wat jo net ongeféierlech fir d'Awunner ka sinn.

An deem Zesummenhang wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass et an den Ae vun der Madamm Ministesch méiglech, fir d'Ziler vum Ofschossplang ze erreechen an de Wëldschued ze limitéieren ouni d'Klappjuegten? Gëtt et hires Wëssens no Alternativen, déi genausou effikass sinn?

2. Wou gesäit d'Madamm Minister d'Schwieregkeeten, fir bei enger Klappjuegd déi sanitär Reegelen anzehalen, déi noutwendeg sinn, fir d'Verbreedung vum Coronavirus ze verhënneren? Gesäit d'Madamm Ministesch vir, d'Klappjuegd och nach nom 15. Dezember weider ze verbidden? Wa jo, ass eng Analys vum Impakt op de Wëldschued vun dësem Verbuet geplangt?

3. Wéi vill Accidenter ginn am Joer zu Lëtzebuerg op eise Stroossen duerch Wëld verursaacht?

4. Kéinte Vitesslimitatiounen op de Stroossen am Ëmfeld vun enger Klappjuegd dozou bäidroen, Accidenter mat Déieren, déi iwwert d'Strooss lafen, ze verhënneren?

Réponse (08.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Ofschossplänge si fir eng Juegdperiod („période cynégétique") ausgeluecht. Dës dauert dräi Joer, fir de Juegdpiechter ee ganz laangen Zäitraum ze ginn, an deem si hir Ofschossplänge kënnen erfëllen.

D'Klappjuegd dogéint ass elo wéinst dem Covid-19 eemol fir e puer Wochen net erlaabt. Dat ass eng kuerz Zäit am Verglach zu enger ganzer Juegdperiod. Dass d'Ofschossplänge wéinst deene puer Wochen net ze realiséiere sinn, ass onwarscheinlech. Mam neie Projet zum Covidgesetz (Nr. 7743) fält de Passage zu de Fräizäitaktivitéiten ewech an d'Juegd fält ënnert déi allgemeng Reegele vun de Rassemblementer. Dëst géif et erlaben, kleng Klapp- oder Dréckjuegten ze organiséieren.

D'Klappjuegd ass vun deenen dräi erlaabte Juegdmethode sécherlech déi effikassten, fir ee quantitativen Ofschoss notamment vum Wëllschwäin ze realiséieren. Natierlech kënnen och déi aner Juegdaarte wéi den Usëtz an d'Pirsch beim Erfëlle vun den Ofschossplänge hëllefen, et ass allerdéngs fir de Juegdpiechter méi opwändeg.

Global gesi muss een nach dobäi soen, dass quasi néierens op der Welt, wou d'Wëllschwäi virkënnt, d'Fräizäitjuegd et fäerdeg bréngt, déi immens upassungsfäeg Déierenaart an de Grëff ze kréien. D'Populatioune klammen, de Wëldschued klëmmt, och mat der Fräizäitjuegd. An engem rezente Rapport vun der EFSA (European Food Safety Authority) steet dran, dass een all Joer misst >67 % vun de Wëllschwäi schéissen, fir och nëmme mol eng Stabiliséierung vum Bestand ze erreechen. Dat wier op grousser Fläch a bei gudde Liewensraim (fir d'Wëllschwäin ass zu Lëtzebuerg de Liewensraum exzellent) absolutt net machbar a gëtt och néierens erreecht.

ad 2. Eng Klappjuegd ass ëmmer nach eng Aktivitéit, wou an der Reegel vill Leit beienee kommen. Dëst ass eppes, wat awer grad am Ablack bei den existente sanitäre Problemer absolutt ze vermeiden ass a wou och d'Jeeër fir eng kuerz Zäit hire Bäitrag leeschten.

Déi sanitär Restriktioune goufe mam Vott vum 15. Dezember 2020 all bis an de Januar verlängert, och mat de Stëmme vun den honorabelen Deputéierte Simone Asselborn-Bintz a Georges Engel. Mam Vott vum neie Covidgesetz (Nr. 7743) kënnen, mat Anhale vun den allgemenge sanitäre Reegele fir Rassemblementer, rëm kleng Klappjuegden organiséiert ginn.

De Wëldschued duerch Wëllschwäin ass och schonn an de leschte Joren an d'Luucht gaangen, an dat huet och d'Fräizäitjuegd net an de Grëff kritt. Et ass net méiglech, eng quantitativ Analys vum Impakt vun e puer Woche Klappjuegdverbuet op de Wëldschued ze maachen.

ad 3. Duerch eis Fierschtere goufen 2020 bis elo 168 an 2019 292 doudeg Déiere laanscht d'Stroosse gemellt, déi eventuell duerch Verkéiersaccidenter gestuerwe sinn. D'Naturverwaltung huet keng komplett Statistik, wéi vill Wëldaccidenter et pro Joer hei am Land ginn.

Fakt ass awer, dass duerch Klappjuegd evidenterweis d'Wëld am Dag (wou am meeschte Verkéier ass) opgedoe gëtt (wat ouni Klappjuegd géif an enger Dickung raschten) an esou de Risiko vu Wëldaccidenter an d'Luucht geet.

ad 4. Jo.

Question 3249 (04.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accès au dossier patient et à l'ensemble des informations relatives à la santé :**

Op meng parlamentaresch Fro N° 2766 iwwert de Käschtepunkt vu Kopië fir Patienten hat d'Gesondheetsministesch mir Follgendes geäntwert:

„Am Gesetz vun 2014, wéi och am GDPR, ass virgesinn, dass de Responsabele vum Traitement dem Patient eppes ka verrechnen, fir Kopieskäschte vum Patientendossier ze decken, wéi och fir all zousätzlech Kopie, déi gefrot ass. An der Substanz schéngen och d'Terme "coût administratif" a "coût de la reproduction et, le cas échéant, de l'envoi" net am Widdersproch ze stoen."

Dëst ass faktesch net richteg, well am GDPR steet am Artikel 15 Paragraf 3 geschriwwen:

« Le responsable du traitement fournit une copie des données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement. Le responsable du traitement peut exiger le paiement de frais raisonnables basés sur les coûts administratifs pour toute copie supplémentaire demandée par la personne concernée. […] »

Dëst bedeit, datt déi éischt Kopie, dem GDPR no, näischt kaschten dierft an eréischt déi zweet Kopie dierft facturéiert ginn. Am Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Flichte vum Patient gëtt et déi Ënnerscheedung net:

« Art. 16 (3) Le patient a en outre le droit d'obtenir une copie de l'intégralité ou d'éléments du dossier patient.

[…] La contribution aux frais de copie éventuellement mis à charge du patient ne peut excéder le coût de la reproduction et, le cas échéant, de l'envoi. »

De Wuertlaut vum GDPR ass u sech richtungsweisend: d'Mise à disposition vun der éischter Kopie vun engem Traitement muss gratis sinn. Just d'Dispositioun vum Artikel 16 ass hei e bësse méi flou, well den Term „éventuellement" interpretéierbar ass. Mee am Respekt vun der Hierarchie des normes misst och, dem Wuertlaut vum Gesetzestext no, d'Bereetstelle vun enger éischter Kopie gratis sinn. Eréischt ab enger weiderer, zweeter Kopie wär et, dem Wuertlaut vum GDPR no, erlaabt, dës weider Kopie a Rechnung ze stellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Bleift d'Ministesch bei hirer Ausso, datt wann de Prestataire vun engem Traitement dem Patient déi éischt Kopie vun engem Dokument kann a Rechnung stellen, dës Praxis GDPR-konform ass? Falls jo, wéi ass dëst mam éischte Saz vum Artikel 15 Paragraf 3 vum GDPR vereenbar?

Réponse (05.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wéi och an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro Nr. 2766 vermierkt, huet all Patient d'Recht op eng Kopie vu sengem Patientendossier. De Patient kann en Deel oder säi ganzen Dossier beim Prestataire ufroen, sou ewéi dëst am GDPR an am Artikel 16 (3) vum Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Flichte vum Patient festgehalen ass. D'Kopie kann ënnert enger informatescher oder enger Pabeierversioun gefrot a geliwwert ginn.

De GDPR gesäit am Artikel 12 Paragraf 5 an am Artikel 15 Paragraf 3 als Prinzip vir, dass keng Käschten dofir verrechent solle ginn, ausser wann d'Ufro vun enger Persoun manifestement onbegrënnt oder exzessiv ass, oder fir all zousätzlech Kopie, déi vum Betraffenen ugefrot gëtt.

Et ginn zum Prinzip vun enger Gratiskopie deemno och am GDPR zwou Ausnamen, wou vernënfteg Käschten, baséiert op administrative Käschten, gefrot kéinte ginn. D'Gesetz vun 2014 ass soumat net a Kontradiktioun mam GDPR an all Prestataire sollt an der Praxis béid Texter respektéieren.

Et sief nach emol bemierkt, dass d'Spideeler am Prinzip de Patiente keng finanziell Participatioun froen, fir eng Kopie vun hirem medezinneschen Dossier ze kréien.

Question 3250 (04.12.2020) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **logements de service :**

Depuis plusieurs années, des logements réservés jadis à différents agents publics, tels par exemple ceux de la police ou encore ceux destinés aux fonctionnaires et employés de l'Administration des douanes et accises, ont été libérés afin de les rénover, voire de les démolir pour l'une ou l'autre raison.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Combien de logements ont pu être rénovés dans ce contexte ? Quelle est leur capacité d'hébergement maximale ? De quels types de logements s'agit-il ?

- Combien de ces logements sont en voie de rénovation ?

- Combien de ces logements ont été affectés à d'autres usages ?

- Dans quelle mesure le Fonds du logement et la SNHBM sont-ils associés aux projets de revalorisation de ces logements à des fins d'habitation ?

- Quels sont les principaux bénéficiaires de ces logements rénovés ? Une priorité serait-elle réservée aux jeunes et, en particulier, aux jeunes familles ?

Réponse (07.01.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

À l'heure actuelle, pour les 400 logements en question, on peut distinguer entre plusieurs catégories avec un nombre important de cas de figure où chaque situation doit être examinée au cas par cas :

- anciens logements de service dans une enceinte de bureaux ;

- logements individuels ;

- grands sites avec plusieurs anciens logements de service.

Les types de logements sont les suivants :

- maisons individuelles ;

- appartements ;

- immeubles de type « résidence ».

Des travaux de rénovation, respectivement d'entretien lourds sont nécessaires pendant toute la durée de vie d'un immeuble. Pour les logements qui sont attribués à des tiers, les travaux d'entretien et de rénovation ne sont plus exécutés par l'État. Le niveau de rénovation des logements en question dépend de leur état au moment de leur désaffectation en tant que logement de service.

La capacité d'hébergement dépend de la surface utile d'habitation laquelle varie suivant le type d'immeuble en question.

Une grande partie des anciens logements de service libres ont été attribués à l'Agence immobilière sociale (AIS). Cette attribution est faite à titre précaire. Jusqu'à présent, quelque 180 remises de clés ont eu lieu.

Une soixantaine de logements susceptibles d'être réattribués sont encore occupés en tant que logement de service. Des remises de clés supplémentaires sont organisées chaque fois qu'un logement de service se libère.

Une vingtaine de logements ont été identifiés, soit pour pouvoir accueillir des bénéficiaires de protection internationale, soit pour être attribués à des associations conventionnées avec l'État actives dans le domaine du logement social autres que l'AIS.

Une cinquantaine de logements ont été réservés pour la réalisation de grands projets de construction d'habitations, soit du Fonds du logement, soit de la SNHBM.

Un nombre limité de logements, imbriqués dans des surfaces de bureaux, ont été utilisés en tant qu'extension de ces surfaces de bureaux, une utilisation autonome n'étant pas possible.

Comme décrit ci-dessus, les logements sont à disposition des associations œuvrant dans le domaine du logement et qui ont toutes un besoin urgent de logements. Par ailleurs, je peux vous confirmer que lesdits logements sont mis à disposition aux candidats-locataires de ces associations.

Question 3251 (04.12.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **traitement d'eaux usées :**

Comme le soulèvent certains membres du Syvicol et du Siden dans un article de presse récent, les circonstances actuelles seraient très défavorables pour atteindre les objectifs en termes de traitement des eaux urbaines résiduaires tels que fixés par le cadre européen.

En effet, de plus de la baisse des dotations financières de l'État aux communes, suite à la pandémie actuelle, une saturation du marché des constructeurs de stations d'épuration laisserait exploser les prix de celles-ci, entraînant des problèmes importants de financement pour les communes.

D'après le même article, le Ministère de l'Environnement aurait réagi à cette situation par une circulaire selon laquelle les communes et syndicats pourraient réintroduire leurs demandes de subsides afin de les adapter aux prix du marché plus élevés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de projets de traitement d'eaux usées sont actuellement en phase de planification ou en phase de construction ?

2) Madame la Ministre peut-elle chiffrer les surcoûts à prévoir pour les projets concernés par rapport aux montants prévus initialement ?

3) Est-ce que des réunions ont déjà eu lieu entre les représentants des communes et des syndicats d'un côté et du Ministère de l'Environnement et de l'Administration de la gestion de l'eau de l'autre côté afin de discuter de cette problématique et de trouver une solution autre que de simplement payer des prix plus élevés ?

4) Madame la Ministre peut-elle confirmer que jusqu'à présent les appels d'offres publics en matière de traitement d'eaux usées se sont largement concentrés sur les marchés allemand et suisse ?

5) Madame la Ministre estime-t-elle qu'en élargissant les appels d'offres à d'autres marchés, tels que le marché français, belge ou néerlandais, les coûts pour les projets en question pourraient être réduits ?

6) Dans l'affirmative, est-il prévu de sensibiliser les communes et syndicats davantage à cette option et de les assister dans cette entreprise, le cas échéant ?

7) Madame la Ministre envisage-t-elle de donner aux communes et syndicats la possibilité de décaler leurs projets en attendant un apaisement du marché ? Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

Réponse (04.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) On compte actuellement 48 stations d'épuration biologiques en planification et 35 stations d'épuration en phase de soumission ou de construction.

ad 2) Étant donné qu'une attribution d'un marché est la décision par laquelle le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, il serait difficile, voire impossible de prévoir l'évolution des marchés dans le futur et de chiffrer les surcoûts éventuels.

ad 3) Les syndicats ont rapporté leurs doléances aussi bien auprès du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable qu'auprès de l'Administration de la gestion de l'eau par divers échanges de courriers et courriels. Le sujet a également été discuté lors de réunions portant sur différents projets concernés par la hausse des prix et lors d'entrevues avec les syndicats intercommunaux. La faisabilité de différentes variantes et d'alternatives a été analysée.

ad 4) Rappelons tout d'abord que les communes et syndicats de communes agissent comme maître d'ouvrage et sont responsables de la forme et du contenu de leurs cahiers de charges. Le choix de la langue de soumission est dès lors réservé au pouvoir adjudicataire, donc aux communes et syndicats de communes en ce qui concerne les projets de traitement des eaux usées. Bien que le choix d'une langue puisse en effet avoir une influence sur l'origine des candidats répondant à l'appel d'offres, il est à noter que les procédures de soumission des travaux se font dans les cadres légaux et réglementaires qui se doivent. D'ailleurs, tout projet d'une envergure financière supérieure à 5.548.000 euros hors TVA doit faire l'objet d'une procédure de soumission européenne. Néanmoins, il est toujours possible de prendre recours à une soumission européenne afin de diversifier les offres soumises, même si le seuil mentionné n'est pas atteint.

ad 5) Le choix de soumissionner en langue allemande, française ou autre est réservé au pouvoir adjudicataire. Il est à rappeler que les soumissions européennes sont par définition accessibles à toute entreprise ressortissante de l'UE. Rédiger les appels d'offres en plusieurs langues pourrait néanmoins potentiellement élargir le recrutement de candidats potentiels.

ad 6) Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ne peut que rappeler que la procédure des marchés publics est à respecter pour tous les projets. L'État fixe également les critères pour la qualité des eaux traitées à réaliser par la nouvelle station. Cependant, il n'appartient pas à l'État de se prononcer sur les détails des cahiers de charges et des modalités de soumission qui sont sous la responsabilité des communes et syndicats intercommunaux.

ad 7) En novembre 2013, la Commission européenne a pénalisé le Luxembourg pour ses manquements dans la mise en œuvre de la directive européenne 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, ce qui a généré des coûts de 6,2 millions d'euros à charge du budget de l'État luxembourgeois.

Lors de l'établissement du premier plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises), tel qu'imposé par la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE), en 2009, seulement 7 % des masses d'eau de surface étaient dans un bon état écologique. Lors de l'établissement du deuxième plan de gestion en 2015, seulement 2 % des masses d'eaux étaient classés en bon état écologique. Partant de l'interdiction de détérioration de l'état des masses d'eau, la réalisation des mesures retenues par le programme de mesures, y incluses celles concernant les projets d'assainissement, est une obligation absolue pour permettre au Luxembourg de se rapprocher du « bon état de toutes les masses d'eau en 2027 ».

Il va sans dire qu'un non-respect des délais imposés par les deux directives précitées dans le do-

maine de l'eau et de l'assainissement directive risquerait d'engendrer, le cas échéant, une procédure d'infraction pour le Luxembourg. Partant, un retard supplémentaire dans la réalisation des projets, dont tant la nécessité et les obligations y afférentes découlant des textes communautaires précités étaient connues depuis de nombreuses années, n'est pas envisageable et un décalage des projets ne pourrait être accepté.

Il convient également de rappeler que les projets d'infrastructures d'eaux usées sont censés être financés à travers la tarification de l'eau, qui conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau doit prendre en compte les coûts réels des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur. C'est pour cette raison que les consommateurs paient une redevance assainissement, établie par règlement communal. Conformément à l'article 14 de la loi précitée, la redevance couvre l'ensemble des charges liées à la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des infrastructures nécessaires à l'assainissement des eaux usées, y compris les amortissements de ces infrastructures.

Question 3252 (04.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **classification de la chasse comme activité de loisir :**

D'Ëmweltministesch huet an hirer Äntwert Nr. 3210 d'Klappjuegd als Fräizäitaktivitéit definéiert a schreift, datt d'Ausübung vun der Juegd am Kader vun eiser Gesellschaft muss anescht encadréiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op meng Fro Nr. 0538 iwwert de massiven Ofschoss vu Wëllschwäin hat d'Ministesch nach geäntwert:

„D'Klappjuegd ass eng vun de gesetzlech erlaabte Juegdmethoden, fir Wëld ze bejoen, déi am Moment am Kader vun enger breeder Diskussioun evaluéiert gëtt."

Ugesiichts der Tatsaach, datt d'Ministesch d'Klappjuegd elo als Fräizäitaktivitéit definéiert huet an och schreift, datt d'Ausübung vun der Juegd muss recadréiert ginn, wäert si sech derfir asetzen, datt d'Klappjuegten zu Lëtzebuerg wäerte verbuede ginn? Falls jo, wäert dëst nach an dëser Legislaturperiod geschéien?

2. Sinn och Dréckjuegten als Fräizäitaktivitéit ze begräifen an deemno elo am Kader vum neie Covidgesetz verbueden?

3. Wann d'Klappjuegd nëmmen eng Fräizäitbeschäftegung ass: Wéi eng Krittäre muss dës Fräizäitbeschäftegung erfëllen, fir datt een den Accès vu ganze Grondstécker Bësch derfir späre kann?

4. Wëssend, datt verschidden Déiereschutzorganisatiounen oder Veräiner sécherlech och gären een Nomëtteg de Bësch fir hir Aktivitéite beusproche wéilten: Fir wéi eng aner Fräizäitaktivitéite kann een de Bësch soss nach späre loossen?

5. No wéi enge Krittäre muss eng Fräizäitbeschäftegung wéi d'Klappjuegd signaliséiert bzw. ausgeschëldert ginn?

6. Wéi gi Schoulklassen oder Veräiner, déi an de Bësch ginn, am Viraus virun enger Klappjuegd gewarnt? (nieft den eventuelle Krittäre vum Ausschëlderen aus der viregter Fro)

Réponse (08.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Nee. De Koalitiounsaccord gesäit keng Ännerung an dësem Sënn vir.

ad 2. Am neie Projet (Nr. 7743) zum Covidgesetz (Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19) gëtt et d'Notioun vun der Fräizäitaktivitéit net méi. D'Reegele fir d'Juegd sinn déi selwecht wéi fir all aner Rassemblementer.

ad 3. Den Accès gëtt wärend enger Klappjuegd net gespaart, mee et muss op d'Gefor higewise ginn, déi besteet.

ad 4. D'Juegdrecht erlaabt dem Juegdpiechter vun engem Lous, an domat op de Parzellen, déi an engem Lous sinn, ze joen. Fir dës Aktivitéit huet de Piechter also d'Recht, eng Parzell ze begoen, a muss dofir eemol d'Joer Juegdpacht bezuelen. Déi Proprietären, déi aus eethesche Grënn net d'accord dermat sinn, datt op hire Parzelle gejot gëtt, kënne vum Artikel 24 vum Juegdgesetz Gebrauch maachen.

All aneren Accès op eng Parzell kann eleng vum Proprietär accordéiert oder refuséiert ginn.

ad 5. D'Sécherheetsmesuren, déi bei enger Klappjuegd musse respektéiert ginn, stinn am Règlement grand-ducal du 13 mars 2015 déterminant les mesures de sécurité à respecter par les chasseurs et les tiers (http://www.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2015/03/13/n1/jo).

ad 6. D'Gemenge musse vum Juegdpiechter iwwert d'Klappjuegten informéiert ginn a si gehalen, déi am Raider ze annoncéieren. Domat dierft et och ganz einfach sinn, déi Datumen u Schoulen a Veräiner weiderzeginn.

Déi responsabel Persoune sollte sech ëmmer am Viraus op geoportail.lu informéieren, ob eng Klappjuegd an hirer Géigend ass.

Question 3253 (04.12.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **aides pour le secteur Horeca :**

Vill Betriber aus dem Horeca-Secteur sinn duerch den neie Lockdown an enger schwiereger finanzieller Situatioun. Et riskéiert zu engem massive Verloscht vun Aarbechtsplazen an zu sëllege Faillitten ze kommen. Dofir hunn déi Responsabel vum Secteur nei Fuerderunge gestallt an hunn d'Regierung opgefuerdert, fir dem ganze Secteur weider Hëllefen zoukommen ze loossen. Et gëtt sech doriwwer beklot, datt d'Regierung d'Gastronomie op en Neits zougemaach huet, iwwerdeems d'Butteker opbliwwe sinn a vill Akafszenteren um leschte Weekend „schwaarz" vu Leit waren. Nodeems den Här Staatsminister Xavier Bettel zouginn hat, datt den Horeca-Secteur responsabel mat der Coronasituatioun géif ëmgoen, géifen elo, no der Decisioun vun der Regierung, d'Recettë komplett ausbleiwen. Dat wär net acceptabel a finanziell géif dat bedeiten, datt vill Betriber net méi iwwert d'Ronne kënne kommen. Gefuerdert gëtt ënnert anerem, datt de Staat all déi fix Käschten, wärend der Period wou de Secteur muss zoubleiwen, iwwerhëlt. Weider misst d'Gültegkeet vun den Iwwernuechtungsbonge fir weider 12 Méint verlängert ginn. Fir den Horeca-Secteur misst dann och e Moratoire ouni Zënsen agefouert ginn, dat wat d'Payementer un ëffentlech Verwaltungen oder fir d'TVA ugeet. Fir d'Joer 2021 fuerderen déi Responsabel vun der Horesca, datt d'TVA fir all d'Servicer vum Secteur nees op 3 % erofgesat gëtt.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung gewëllt, fir d'Fuerderunge vun der Horesca alleguerten ze erfëllen?

- Fixkäschten

- Iwwernuechtungsbongen

- Payementer ëffentlech Verwaltungen

- TVA op 3 %

2. Wann nee, wat fir enge Fuerderunge vun der Horesca plangt d'Regierung nozekommen a wat fir engen net?

Réponse commune (06.01.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Regierung ass sech der Wichtegkeet vum Horeca-Secteur voll a ganz bewosst a steet dofir an enkem a reegelméissege Kontakt mam betraffene Secteur. D'Regierung wäert dofir och weiderhin deene Betriber ënnert d'Äerm gräifen, déi net duerch en eegent Feelverhalen, mee duerch déi konjunkturell Situatioun vun der Pandemie vum Covid-19, an eng prekär Situatioun gerode sinn.

An deem Kontext schéngt et eis wichteg, op déi nei Hëllef vun enger Kompensatioun vun de Käschten hinzeweisen („Aide coûts non couverts"); eng Hëllef, déi sech ënnert anerem un de Secteur vum Horeca riicht a fir d'Méint November 2020 bis Mäerz 2021 kann ugefrot ginn. De Grondgedanke vun dëser neier Hëllef ass et, fir deene Betriber, déi massiv Aboussen an hirem Ëmsaz hunn, beim Stemme vun hire Käschten zur Säit ze stoen an hinnen e groussen Deel vun hire Käschten ze kompenséieren.

Esou kann zum Beispill ee klenge Restaurant mat manner wéi 50 Mataarbechter d'Differenz tëschent senge Recetten a 75 % vu sengen Ausgabe geltend maachen. Vun dëser Differenz kann de Staat dann 90 % iwwerhuelen an a Form vu staatlechen Hëllefen ausbezuelen. Bei engem Betrib vu 50 oder méi Mataarbechter kann de Staat 70 % iwwerhuelen. Well d'Decisioun fir d'Restauranten an d'Caféen zouzemaachen awer ee besonnesch groussen Impakt op d'Tresorerie vun de betraffene Betriber wäert hunn, ass et fir d'Méint November, Dezember a Januar virgesinn, dass de Betrib net just 75 %, mä 100 % vu sengen Ausgabe ka geltend maachen.

Des Weideren huet d'Regierung d'Decisioun getraff, d'Validitéit vun de 50-Euro-Iwwernuechtungsbongen nach emol bis den 18. Abrëll 2021 ze verlängeren.

Doriwwer eraus huet d'Regierung schonn am Mee 2020 eng Panoplie vu steierleche Mesuren en place gesat, fir Betriber ze ënnerstëtzen, déi mat Liquiditéitsschwieregkeeten ze kämpfen hunn, notamment d'Méiglechkeet, eng Annulatioun vun den Avancë vum éischten an zweeten Trimester 2020 beim Steierbüro ze froen, an d'Méiglechkeet, fir no de Besteierungen, wou d'Echeance nom 28. Februar 2020 louch, een Delai de Paiement vu véier Méint ze froen, deen automatesch accordéiert gouf. Och den Delai, fir d'Steiererklärung vun 2019 ofzeginn, gouf vun Enn Mäerz 2020 op Enn Juni 2020 verlängert. Des Weidere konnt een zousätzlechen Delai bis den 31. Dezember ugefrot ginn. Den 21. Dezember huet d'Regierung decidéiert, dësen Delai ëm weider dräi Méint bis den 31. Mäerz 2021 ze verlängeren, an den Delai fir d'Steiererklärung vun 2020 ofzeginn, vun Enn Mäerz 2021 op Enn Juni 2021 ze verlängeren. All dës Mesurë sinn natierlech fir de ganzen Horeca-Secteur applicabel.

Och bei der TVA weist d'Enregistrementsverwaltung am Zesummenhank mat der Covid-19-Kris vill Verständnis, applizéiert déi Toleranz beim Depot vun den Deklaratiounen an ass tolerant, wat d'Bezuele vun der TVA ugeet.

A fir speziell de klenge Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, remboursëiert d'Verwaltung zäitno all „soldes créditeurs" an der TVA ënnert engem Montant vun 10.000 Euro.

Och besteet d'Méiglechkeet, beim Enregistrement d'Fuerderungen ze echellonéieren, dëst souwuel a Krisenzäite wéi och ausserhalb vun dësen Zäiten.

Wat d'TVA vun 3 % fir all d'Servicer aus dem Horeca-Secteur ugeet, esou gëtt et momentan keng Pläng, fir iwwert den aktuelle Regimm erauszegoen.

Question 3254 (04.12.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant le **respect des obligations sanitaires dans le contexte d'activités professionnelles :**

Des informations publiées par le journal en ligne reporter.lu mettent en doute le respect par une chaîne de supermarchés au Luxembourg des conditions sanitaires destinées à limiter la propagation du Coronavirus et à protéger la santé des salarié(e)s. En effet, selon des témoignages relayés par l'article en question, des mesures de protection de base ne seraient pas respectées : ainsi, des salarié(e)s qui ont eu un contact à risque avec une personne dont l'infection est confirmée seraient incité(e)s par la hiérarchie à poursuivre le travail et de ne pas respecter la mise en autoquarantaine prescrite par la législation en vigueur. De plus, dans ce même article, il est question de mesures sanitaires prises par la direction de l'entreprise qui n'auraient pas été l'objet d'une consultation préalable de la délégation du personnel et notamment du/de la délégué(e) à la santé et à la sécurité. Ces informations soulèvent des questions fondamentales en ces temps de pandémie à propos du contrôle du respect des règles sanitaires sur les lieux de travail, notamment dans les magasins d'alimentation et de la répartition des responsabilités au sein des entreprises en cas de non-respect de ces règles.

En effet, le Code du travail impose aux chef(fe)s d'entreprise de garantir la sécurité et la santé de leurs employé(e)s (Art. L 321). Dans les entreprises disposant d'une délégation du personnel, le/la chef(fe) d'entreprise est en plus tenu(e) de consulter et de renseigner le/la délégué(e) à la sécurité et à la santé du personnel sur tous les aspects liés à la sécurité et à la santé des employé(e)s (art. L 414-14). L'Inspection du travail et des mines est chargée de contrôler le respect des règlementations e. a. en matière de sécurité et de santé et, le cas échéant, de mettre fin aux situations en contradiction avec les règlementations en vigueur et de constater des infractions (Art. L 611-2).

La loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 a introduit des mesures sanitaires spécifiques.

Les dispositions (dont notamment l'obligation du port de masque) s'appliquant aux activités commerciales qui accueillent un public et qui se déroulent en lieu fermé sont régies par l'article 3 de la loi en question. Toutefois l'article 12 de la loi ne prévoit que des sanctions à l'égard de personnes physiques en cas d'infractions aux dispositions prévues à l'article 3. Les relations professionnelles souvent caractérisées par un lien de subordination entre l'employeur et l'employé(e) ne font donc pas l'objet de dispositions spécifiques.

Ainsi, les chefs d'entreprises qui sont - suivant le Code du travail - responsables du respect des règlementations en matière de sécurité et de santé ne semblent pas l'être dans les situations sanitaires règlementées par la loi dite Covid-19 précitée. Le respect des obligations en matière sanitaire dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 serait donc plutôt la responsabilité des personnes physiques que des personnes morales. Ainsi, les personnes physiques exerçant une activité professionnelle en tant que salarié(e) subordonné(e) à un(e) employeur/employeuse, seraient susceptibles d'être sanctionnées pour non-respect des règlementations sanitaires appliquées à leur domaine de travail et à l'exercice de leur profession.

Selon les informations disponibles sur le site d'information covid19.lu, le non-respect des instructions en vigueur concernant l'isolement est passible d'une amende pour toute personne concernée par une mesure d'isolement. De ce fait, la responsabilité légale incombe à la personne malade testée positive au Covid-19. De même que toute personne potentiellement infectée en attente de confirmation de son état de santé doit se mettre en autoquarantaine sans pour autant être soumise à une sanction en cas de non-respect de cette prescription. Or, si la personne testée positive ou potentiellement infectée est soumise à l'injonction de son employeur/employeuse de maintenir sa présence physique au travail, la question du transfert des responsabilités du/de la salarié(e) vers l'employeur se pose d'autant plus que le salarié se trouvant provisoirement en autoquarantaine peut ne pas avoir à sa disposition une preuve certifiée par l'inspection sanitaire de son état de santé à risque.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Combien de verbalisations ont été dressées par les agents et officiers de police administrative de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises depuis l'entrée en vigueur de la loi dite Covid-19 du 17 juillet 2020 à l'encontre de personnes physiques sur base de l'article 3 de la loi précitée ?

2) Parmi ces verbalisations, combien ont concerné des violations commises par des personnes physiques pendant leur temps de travail et dans le cadre d'accomplissement de tâches prévues par leurs contrats de travail ?

3) Si de telles verbalisations ont été enregistrées, ont-elles été dressées à l'encontre d'employé(e)s ou à l'encontre des employeurs/employeuses respectivement des gérants ou autres personnes responsables des activités en question ?

4) L'Inspection du travail et des mines réalise-t-elle des contrôles spécifiques au sujet des mesures sanitaires en vigueur au sein des entreprises tombant sous l'application de l'article 3 de la loi précitée, notamment en ce qui concerne la protection de la santé des salarié(e)s ?

5) Dans l'affirmative, combien et quels types de violations ont pu être constatées par les agents de l'ITM ?

6) Existe-t-il une coopération entre la police administrative de la Police grand-ducale respectivement entre l'Administration des douanes et accises et l'ITM dans le contexte des contrôles du respect des mesures sanitaires sur le lieu du travail, sachant qu'une violation d'une règlementation prescrite par la loi précitée constatée par un agent ou officier de police peut être en relation avec le non-respect de dispositions sanitaires prescrites par le Code du travail constaté par un agent de l'ITM et vice-versa ?

7) Est-il prévu de procéder à des contrôles plus systématiques dans les entreprises et grandes surfaces commerciales par les organes de contrôle habilités à faire respecter les mesures sanitaires inscrites dans la loi Covid en question ?

8) Messieurs et Madame les Ministres sont-ils d'avis que le principe de la responsabilité légale de l'employeur/employeuse à l'égard du respect des règlementations en matière de sécurité et de santé des employé(e)s selon le Code du travail devrait être précisé dans la loi Covid actuellement en vigueur ?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) - 3) Toutes les verbalisations dressées dans le contexte du non-respect des dispositions sanitaires sont enregistrées sous un code identique. Par conséquent, il est impossible d'effectuer des recherches spécifiques parmi les verbalisations enregistrées, comme par exemple sur la qualité de l'auteur. La Police grand-ducale n'est par conséquent pas en mesure de répondre à ces questions.

ad 4) Conformément aux articles L. 312-1 et L. 312-2 du Code du travail, l'employeur est effectivement obligé d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail et, dans le cadre de ses responsabilités, il est tenu de prendre les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des salariés, y compris les activités de prévention des risques profession-

nels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires.

De même, en application de l'article L. 313-1 du Code du travail, il incombe à chaque salarié de prendre soin, selon ses possibilités, de sa sécurité et de sa santé ainsi que de celles des autres personnes concernées du fait de ses actes ou de ses omissions au travail, conformément à sa formation et aux instructions de son employeur.

L'article L. 612-1 du Code du travail prévoit que l'Inspection du travail et des mines (ITM) est chargée notamment :

« a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation dont notamment les conditions de travail et la protection des salariés ;

b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels ;

c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ;

d) de constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le procureur d'État ; […]. »

Les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 s'appliquent notamment aux personnes physiques et donc a fortiori également aux salariés.

Outre les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée, le Ministère de la Santé a établi des recommandations sanitaires pour les différents secteurs économiques qui s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée ainsi que de celles du Code du travail et qui s'appliquent aux employeurs et aux salariés.

Par conséquent, les employeurs sont obligés de transposer les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée et de suivre les recommandations sanitaires au sein de leur entreprise. Les salariés doivent suivre les instructions de leur employeur afin de garantir, d'une part, leur propre sécurité et santé et, d'autre part, de ne pas mettre en péril la sécurité et la santé des autres salariés de l'entreprise.

Dans le cadre de ses contrôles, l'ITM veille notamment à ce que les dispositions légales en matière de sécurité et de santé au travail ainsi que les recommandations sanitaires, qui s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée et de celles du Code du travail, soient respectées tant par les employeurs que par les salariés.

ad 5) Entre le 18 mars 2020, date de début de l'état de crise en raison de la pandémie Covid-19, et le 31 décembre 2020, l'ITM a effectué 2.102 contrôles spécifiques en matière de sécurité et santé au travail dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 dans tous les secteurs économiques et a veillé à ce que les mesures y relatives soient appliquées tant par les employeurs que par les salariés.

Suite à ces contrôles, les entreprises concernées ont été enjointes de se conformer aux dispositions légales en matière de sécurité et de santé au travail ainsi qu'aux recommandations sanitaires y afférentes.

Les types et les nombres de violations aux dispositions légales ainsi qu'aux recommandations sanitaires suivants ont été constatés lors des contrôles de l'ITM :

- 38 infractions pour avoir omis de mettre à la disposition des salariés des équipements de protection collective ou bien des équipements de protection individuelle ;

- 24 infractions pour avoir omis, soit de faire appliquer aux salariés les principes relatifs à la distanciation physique, soit de faire porter aux salariés des masques ou tout autre dispositif permettant de recouvrir efficacement le nez et la bouche ;

- 38 infractions pour avoir omis d'aménager les postes de travail ;

- 68 infractions pour avoir omis, soit de mettre en place des points d'eau, du savon et des serviettes en papier jetables, soit de mettre à la disposition des salariés du gel hydroalcoolique ;

- 124 infractions pour avoir omis, soit d'informer les salariés en la matière, soit d'afficher les mesures de prévention au sein de l'entreprise ;

- 64 infractions pour avoir omis de mettre en place les mesures de sécurité ensemble avec la délégation du personnel.

13 amendes administratives ont été infligées à l'encontre d'entreprises n'ayant pas régularisé leur situation et trois arrêts de travail ont été prononcés à l'encontre d'entreprises qui n'avaient pas respecté lesdites dispositions légales ou recommandations sanitaires.

En outre, entre le 20 mars 2020 et le 19 avril 2020, période de fermeture des chantiers de construction, l'ITM a effectué 3.207 contrôles spécifiques sur de tels chantiers. Lors de ces contrôles, 18 entreprises ont été verbalisées pour ne pas avoir respecté les règles de confinement.

ad 6) + 7) Il n'existe pas de coopération spécifique entre la Police grand-ducale, l'Administration des douanes et accises et l'ITM dans le contexte des contrôles du respect des mesures sanitaires sur le lieu de travail.

La Police grand-ducale veille au respect de ces mesures dans le cadre de la surveillance générale de l'espace public et des patrouilles ordinaires respectivement dans le cadre des interventions sur appel estimées nécessaires.

ad 8) Le Code du travail prévoit déjà la responsabilité légale de l'employeur à l'égard du respect des règlementations en matière de sécurité et de santé des salariés (cf. ad 4)) de sorte qu'il n'y a pas besoin de la préciser de nouveau dans la loi Covid.

Question 3255 (07.12.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **vente de participations par la BCEE et la SNCI :**

Laut Informatiounen, déi eis zougedroe gi sinn, sollen d'Spuerkeess an d'SNCI envisagéieren, hir Participatiounen an eenzele Gesellschaften ze verkafen, ënner anerem bei enger weltwäit operéierender Entreprise beim Bau vun Héichiewen, Kokereien an ëmwelttechneschen Ekipementer fir den Eisen- a Stolsecteur.

Mir wéilten dofir follgend urgent Froen un den Här Finanzminister an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

- Kann d'Regierung eis dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, ëm wat fir eng Gesellschaften handelt et sech hei am Prezisen?

- Wa jo, ginn et prezis Grënn fir dëse Verkaf?

- Wa jo, wéini soll dëse Verkaf iwwert d'Bün goen an zu welche finanzielle Konditiounen?

- Wéi gesäit d'Investitiounspolitik vum Lëtzebuerger Staat a vun den Établissements publics an Zukunft aus?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

An hirer parlamentarescher Fro bezéie sech déi honorabel Deputéiert Laurent Mosar a Gilles Roth op d'Participatioun, déi de Staat, zesumme mat der SNCI an der Spuerkeess, un enger privater Entreprise am Stol- an Héichiewesecteur hält.

Et ass ze bemierken, dass de Staat seng Participatioun an där Firma am Kader vun der Finanzkris vun 2008 geholl huet. Haut ass d'Situatioun vun deem Secteur an där Firma eng aner wéi deemools. An Zukunft wäerten an deem Beräich nei Technologien op de Marché kommen, déi et erméiglechen, fir Stol hierzestelle mat staark reduzéierten CO_2-Emissiounen. D'Entreprisen, déi an deem Secteur täteg sinn, musse sech op déi Erausfuerderungen astellen a sech entspriechend opstellen. D'Regierung wëllt dës Technologien um Standuert Lëtzebuerg förderen an hei nei Ëmwelttechnologien entwéckelen. Am Moment lafen an deem Sënn Gespréicher tëscht den Aktionären.

Generell sief gesot, dass de Portefeuille vun de Participatioune vum Staat iwwert d'Zäit ëmmer evaluéiert an ugepasst gëtt. Esou kann de Staat zum engen de Fonctionnement vu strategeschen Infrastrukturen a Servicer sécherstellen a sech zum aneren aktiv un Entreprisë bedeelegen an deene Fäll, wou eng staatlech Interventioun sënnvoll oder souguer néideg ass, fir ee Secteur ze stabiliséieren oder nei wirtschaftlech Aktivitéiten entstoen ze loossen. An deem Sënn muss de Staat d'Méiglechkeet behalen, fir an de leschtgenannte Fäll Ëmstrukturéierungen am Aktionariat ze begleeden, wa sech d'Situatioun erëm stabiliséiert huet oder sech doduerch nei Opportunitéite fir de Standuert kënnen erginn. Dës Investitiounspolitik gëtt vun der Regierung ënnert der Leedung vun de jeeweileg zoustännege Ministere suivéiert an ëmgesat. Eventuell Changementer am Aktionariat vun Entreprisen, an deenen de Staat Participatiounen hält, ginn an all Fall offiziell matgedeelt, soubal déi noutwendeg Prozeduren duerchlaf sinn.

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

Question 3256 (07.12.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **connaissances de langues requises pour le poste de directeur auprès d'une entité publique :**

Viru Kuerzem hat den Educatiounsminister Claude Meisch e Projet eraginn, fir datt Leit aus dem Privatsecteur kéinten Direkter ginn a verschiddene Lycéeën. Ënner anerem ass gefaart ginn, datt déi Persoun net méi all 3 administrativ Sprooche gutt beherrsche géif par rapport zu dem Personal an de Schüler. Bei den ëffentlechen Ariichtungen ass d'Rekrutéieren am Privatsecteur scho méiglech a gëtt och do gemaach, wéi elo an dësem Fall:

De Regierungsrot huet decidéiert, fir en neien Direkter vun der Versécherungsopsiicht (Commissariat aux assurances) ze nominéieren. De Kandidat, deen aus dem Privatsecteur kënnt, gëtt a senger Biographie op Paperjam selwer un, datt hie just Franséisch an Englesch als Sprooche kann. De Kandidat beherrscht also weeder eis Nationalsprooch nach Däitsch. An deem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un den Här Minister vum ëffentlechen Déngscht an den Här Finanzminister:

1. Wat fir eng sproochlech Kompetenze si gefrot vun engem Direktiounsmember an enger ëffentlecher Ariichtung? Ginn eventuell Kandidaten op déi Sproochkompetenze getest?

2. Steet am Aarbechtsvertrag dran, datt ee muss déi aner zwou administrativ Sproochen nohuelen a Coursen an duerno en Test ofleeën?

3. Wéi wichteg ass d'Beherrsche vun deenen dräi Verwaltungssprooche fir en Direkter, mee och all aner Direktiounsmemberen vun enger ëffentlecher Ariichtung an den Ae vun den Häre Ministeren?

4. Wéi kann en Direkter, deen eng Sprooch net versteet, seng Aarbecht maachen, wann déi intern Kommunikatioun a senger ëffentlecher Ariichtung zënter Jore grad an där Sprooch gemaach gëtt?

5. Ass de Minister net besuergt iwwer eis enk Bezéiungen an d'Vertrauensbasis mat Däitschland, wann en Direkter vun enger lëtzebuergescher ëffentlecher Ariichtung net méi op Däitsch mat sengem däitschen Homolog schwätze kann?

6. Huet e Staatsbeamten d'Recht, an interne Reuniounen, d'Nationalsprooch ze gebrauchen? Respektiv, ass de Staatsbeamte fräi, d'Sprooch, déi hien an enger Reuniouun benotzt, fräi ze wielen, an dat ënnert den 3 administrative Sprooche vum Staat?

7. Kann e Staatsbeamte vun engem Direktiounsmember (aus enger ëffentlecher Ariichtung) gezwonge ginn, fir an interne Reuniounen eng gewësse Sprooch ze gebrauchen?

8. Kann e Staatsbeamten vun engem Direktiounsmember (aus enger ëffentlecher Ariichtung) an interne Reuniounen eng gewësse Sprooch verbuede kréien?

9. Kann de Staatsbeamten och eng Sprooch opgezwongen oder verbuede kréien am interne Mailverkéier?

10. Kann e Staatsbeamten eng Rüg kréien oder bestrooft ginn, well hie Lëtzebuergesch intern an enger ëffentlecher Ariichtung benotzt?

11. Wéi vill Direkteren an Direktiounsmembere vun ëffentlechen Ariichtunge ginn et? Wéi vill vun hinne beherrsche respektiv Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch, also eis Nationalsprooch an déi zwou aner Verwaltungssproochen, op engem Niveau, datt se Reuniounen op Lëtzebuergesch oder Däitsch hale kënnen (also op d'mannst den Niveau B2 vun der gemeinsamer europäescher Referenz fir Sproochen)?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Wann en Direktiounsposte vun enger ëffentlecher Ariichtung e Fonctionnairesposten ass, da muss déi Persoun, déi dorop genannt gëtt, déi dräi administrativ Sprooche kënnen, ausser an deem betreffende Gesetz vun där ëffentlecher Ariichtung géifen aner Konditioune stoen oder de Regierungsrot géif eng Derogatioun op Basis vum Artikel 2 vum Statut vun de Fonctionnairen decidéieren.

ad 2. E Fonctionnaire huet keen Aarbechtsvertrag, mee gëtt duerch en Arrêté genannt.

ad 3. D'Beherrsche vun deenen dräi administrative Sprooche fir en Direktiounsmember ass wichteg, mee et ass op d'mannst grad esou wichteg, dass en déi néideg Kompetenzen huet, fir déi Funktioun ausfëllen ze kënnen.

ad 4. Op déi hypotheetesch Fro kënne mir keng Äntwert ginn.

ad 5. Déi international Diskussioune lafen am Prinzip op Englesch, soudass en däitschen Homolog déi Sprooch och beherrscht.

ad 6. - 10. Déi Situatioun gëtt et jo schonn, dass spezialiséiert Agenten eng Derogatioun iwwert de Regierungsrot kritt hunn, fir eng oder zwou administrativ Sproochen net mussen ze beherrschen. Dat féiert forcément dozou, dass am Alldag net méi nëmme Lëtzebuergesch geschwat oder geschriwwe gëtt.

Et ass ons net bekannt, dass dat zu Schwieregkeete gefouert hätt, warscheinlech doduerch, well op där enger Säit kee Problem ass, fir déi dräi Sproochen ze schwätzen, an op där anerer Säit de Wëllen do ass, fir z. B. Lëtzebuergesch ze léieren.

Ouni e konkreete Fall ze hunn, ass et natierlech schwéier ze soen, ob e Verhale ka bestrooft ginn oder net. Wann en Agent sech esou behëlt, dass dat géint seng Obligatioun vu Kollegialitéit géif verstoussen, da kann dat disziplinaresch Konsequenzen hunn (« […] il doit prêter aide à ses collègues dans la mesure où l'intérêt du service l'exige », Art. 9 vum Statut).

ad 11. Well déi ëffentlech Ariichtungen administrativ a juristesch eegestänneg Entitéite sinn, déi net zentral vum Staat verwalt ginn, hu mir déi Informatiounen net.

Question 3257 (07.12.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **postes vacants au sein des directions de l'enseignement fondamental :**

Laut mengen Informatioune sinn an de Regionaldirektiounen eng Partie A1-Posten als „employé de l'État" ausgeschriwwe ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dëst confirméieren?

2. Wéi vill där Poste sinn ausgeschriwwe ginn?

3. Wéi ee Profil, Ausbildung hunn déi Leit, déi engagéiert gi si fir dës Posten?

4. Firwat sinn dës Posten net fir Fonctionnairen ausgeschriwwe ginn?

5. Wéi eng hierarchesch Befugnisser hunn dës Employéë vis-à-vis vun den Enseignanten an de Schouldirektiounen?

Réponse (05.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Ech ka confirméieren, datt effektiv Plazen innerhalb vun de Regionaldirektiounen als Employé de l'État, groupe d'indemnité A1, sous-groupe administratif, ausgeschriwwe waren a sinn.

ad 2. Am Kader vum Rekrutement an de Regionaldirektioune war initial eng Plaz pro Direktioun ausgeschriwwen. Op Nofro vun zwou Direktioune kruten dës jeeweils ee weidere Posten accordéiert. Esou sinn am Ganze 17 Plazen an de Regionaldirektiounen ausgeschriwwe gewiescht.

ad 3. Dës Poste waren a sinn am Kader vun der Karriär A1 am administrative Beräich ausgeschriwwen. Dëst bedeit, datt d'Kandidaten ee Masterdiplom mussen hunn. Zousätzlech ware weider Kompetenze vun de Kandidate gefrot. Hei en Extrait aus der Publikatioun vun de Posten, deen ee méi detailléiert Bild vum gesichte Profil zeechent:

« Connaissances, compétences opérationnelles et techniques :

1) Système éducatif et ses enjeux

2) Connaissances juridiques et budgétaires générales

3) Connaissances générales des ressources humaines

4) Techniques de la rédaction administrative

5) Méthodologie de conduite de projet

6) Jouer le rôle de conseil et d'aide à la décision du domaine

7) Travailler en équipe

8) Mettre en œuvre des procédures et des règles

9) Savoir planifier et respecter des délais

10) Réaliser des synthèses

11) Rédiger et mettre en forme des textes administratifs et des comptes rendus

12) Utiliser des logiciels spécifiques au domaine

Compétences comportementales :

13) Sens de l'initiative

14) Capacité d'adaptation

15) Sens de l'organisation

16) Réactivité

17) Sens relationnel

18) Sens de la confidentialité

19) Sens de l'innovation et de la créativité

20) Rigueur et fiabilité »

ad 4. D'Posten innerhalb vun de Regionaldirektioune si Posten, déi nei kreéiert gi sinn an aus dësem Grond net intern ausgeschriwwe ginn. Fir de Rekrutement fir méiglechst vill Leit opzemaachen, goufen dës Posten als Employé de l'État ausgeschriwwen. Dëst erlaabt et och Persounen, déi kee Staatsexame gemaach hunn, sech op dës Posten ze mellen. Ëmgekéiert ka selbstverständlech och eng Persoun mam Staatsexamen ëmmer fir ee Posten als Employé de l'État postuléieren.

ad 5. Dës Mataarbechter vun de Schouldirektiounen hu keng hierarchesch Befugnisser par rapport zu den Enseignanten an dëst onofhängeg vun hirem Statut. Ewéi am Artikel 60 vun der Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, huet nëmmen den Direkter e Pouvoir hiérarchique:

« [...]

Le directeur veille au bon fonctionnement des écoles publiques de l'enseignement fondamental de la région et il est responsable de la gestion pédagogique et administrative des écoles de la région. Le directeur représente le ministre auprès des communautés scolaires de la région et il soutient le dialogue, ainsi que la concertation entre les partenaires scolaires.

Il est le chef hiérarchique :

1) du personnel intervenant dans l'enseignement fondamental tel que défini à l'article 67 ;

2) des directeurs adjoints ;

3) du personnel administratif de la direction.

[...] »

Question 3259 (07.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **délai de remboursement :**

Duerch d'Coronakris verdénge vill Leit, déi elo an der Kuerzaarbecht sinn, just nach 80 Prozent vun hirem urspréngleche Salaire. Dës finanziell Belaaschtung gëtt nach doduerch verstäerkt, wa weider Käschten duerch medezinnesch Leeschtungen ufalen, déi déi Betraffen an Usproch huelen. An deem Sënn ass et elo essenziell, datt déi Betraffen net onnéideg laang op de Remboursement vun de Käschten duerch d'Krankekeess waarde mussen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

1. Wéi hu sech am Kader vun der Coronakris d'Waardezäite fir de Remboursement vu medezinnesche Leeschtungen duerch d'Krankekeess entwéckelt?

2. Wat gedenkt d'Regierung konkreet ze ënnerhuelen, fir d'Waardezäite fir de Remboursement vu medezinnesche Leeschtungen duerch d'Krankekeess esou kuerz wéi méiglech ze halen?

Question 3343 (18.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **délai de remboursement :**

Suite à la crise du Covid-19 et aux mesures positives décidées pour amortir les suites de cette crise surtout en faveur des familles, la Caisse nationale de santé a dû assurer un surplus de travail considérable.

- J'aimerais dès lors savoir du Ministre de la Sécurité sociale si la crise actuelle et ses répressions ont eu un impact sur les délais des remboursements par la « Gesondheetskeess »

- Quelle a été l'étendue de la charge supplémentaire de travail pour le personnel de la CNS ?

- Quels sont actuellement ces délais et, le cas échéant, quelles sont les meures qui ont été prises pour parer à d'éventuels retards ?

- Est-ce que le personnel de la CNS a été renforcé pour être à même d'assumer le travail supplémentaire ?

Réponse (05.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale* :

An deene leschte Woche gouf et, saisonal bedéngt, eng Erhéijung vun den Demandë fir d'Remboursementer. Den Departement vun den Naturalleeschtungen (Departement PN) vun der Gesondheetskeess kritt pro Dag an der Moyenne 22-23 Keesen, déi ongefeier 800 Remboursementsdemandë beinhalten, fir ze traitéieren. Zäitweis kann esouguer e Pic vun 28 Keese pro Dag erreecht ginn.

Et sief ze bemierken, datt virun der Covid-19-Kris den alen Departement „National Remboursementer" vun der Gesondheetskeess 16-18 Keese pro Dag traitéiert huet.

Aktuell braucht d'Gesondheetskeess 6 bis 8 Wochen fir de Remboursement. Dëst ass ze erklären duerch méi héich Remboursementsdemanden, awer och duerch méi laang Krankeschäiner oder duerch Pensiounsdepartен, déi nach net konnte remplacéiert ginn, an eeben och duerch Projete mat enger grousser Envergure, déi vill Ressourcë vum Personal vum Departement PN beusprochen. Zudeem kommen och nach vill Appellen an E-Mailen, déi musse beäntwert ginn, grad och wéinst dem Retard vun de Remboursementer.

D'Gesondheetskeess ass amgaange sech intern ze reorganiséieren, fir dës Retarde kënnen opzehuelen. Dozou gehéiert zum Beispill d'Mise en place vun engem neien optesch liesbare System vun de Rechnungen, fir kënnen e méi héije Volume ze traitéieren. Dëse Changement ass awer eréischt effektiv, wann déi intern Reorganisatioun fäerdeg ass (Reaffektatioun a Formatioun vum Personal).

Den Departement PN huet ausserdeem seng Preparatiouns- a Validatiounsprozeduren iwwerschafft, huet 15 nei Kollaborateure forméiert, zwee befriste Kontrakter an een onbefriste Kontrakt agestallt, déi sech elo grad an der Formatioun befannen, an huet e serréierte Monitoring en place gesat.

Zudeem ginn déi aktuell Delaien um Site vun der Gesondheetskeess an op Facebook publizéiert an an de Waardeschlaangen um Telefon leeft eng automatesch Info, déi iwwert d'Delaien informéiert. Um Site vun der Gesondheetskeess kréien d'Leit och rappeléiert, datt se kënnen direkt iwwer Chèque rembourséiert ginn, wann d'Rechnung iwwer 100 Euro ass.

D'Gesondheetskeess huet nach e weidere Renforcement vum Personal ugefrot. Bis dëse Renforcement accordéiert ass, wat eng Ännerung vun engem groussherzogleche Reglement mat sech brëngt, huet d'Gesondheetskeess vun der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) 3 CDD-Kontrakter accordéiert kritt fir d'Joer 2021. Dovunner geet een an den Departement PN an et ginn 3 Leit vum Service Courrier provisoresch an den Departement PN detachéiert.

Am Laf vum éischten Trimester vun 2021 wäert d'Gesondheetskeess en digitalen Dispositif a Produktioun ginn, dee progressiv soll hëllefen, den analogen Austausch vun Dokumenter ze reduzéieren, deen ënnert de Prestatairen, den Assuréen an de verschiddene Verwaltunge stattfënnt. Dësen digitalen Dispositif wäert et den Assuréen erméiglechen, Applikatiounen um Handy ze benotzen, mat deenen se kënnen hir Honorairen, Krankeschäiner an Ordonnancë geréieren. Esou kann d'Prozedur vum Remboursement acceleréiert a vereinfacht ginn.

Question 3261 (08.12.2020) de **Mmes Francine Closener** et **Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant l'**intégration des réfugiés :**

Eng gelongen Integratioun an eis Gesellschaft ass fir jidderee vu grousser Wichtegkeet. Fir Mënschen, déi viru Misär, Aarmut a Krich hu misse flüchten an zum groussen Deel aus anere Kulture kommen, zielt dat ëmsou méi. Lëtzebuerg ass gutt opgestallt mat sëllege Servicer, fir déi Betraffen op all Etapp vun hirer Integratioun beschtméiglechst ze begleeden.

An deem Zesummenhang wollte mir der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi huet d'Zuel vu Flüchtlingen, déi an de Grand-Duché komm sinn, déi lescht Méint iwwer evoluéiert?

2. Wéi gesäit d'Integratioun vu Flüchtlingen an eis Gesellschaft a Pandemieszäiten aus?

Wéi huet d'Situatioun vun dëse Mënschen an der Pandemie evoluéiert? Wéi gesäit hiren Alldag aus a sinn duerch d'Pandemie nei Problemer bäikomm, zum Beispill wat d'Sich no enger Aarbecht ugeet?

3. Wéi eng Outilen, fir d'Integratioun virunzedreiwen, gi vum Familljen- an Integratiounsministère zur Verfügung gestallt? Wéi eng Acteure si fir d'Integratioun vu Flüchtlingen zoustänneg? Wéi gesäit d'Zesummenaarbecht tëscht de verschiddenen Acteuren aus?

4. Wann en Demandeur de protection internationale (DPI) op Lëtzebuerg kënnt, gëtt e fir d'éischt vum Office national de l'accueil (ONA) betreit. Erhält en de Statut a gëtt zum Bénéficiaire de protection internationale (BPI), leet den ONA d'Betreiung an d'Hänn vum LISKO, dem Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohesiounszenter. Wéi eng Prozedur gëtt hei ugewannt? Geschitt dat automatesch fir all BPI? Wann net, wéi eng Leit gi prioritär un dëse Service weidergeleet a wéi e Prozentsaz mécht dat aus?

5. Wéi gesäit d'Madamm Ministesch de Rôle vum LISKO? A wéi wäit gëtt dës Initiativ, déi vum zoustännege Ministère konventionéiert ass, vun der Madamm Ministesch ënnerstëtzt? Awéiwäit huet dem LISKO säi Fonctionnement, awer och säin Zoulaf säit senger Grënnung evoluéiert?

Réponse (18.12.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Den éischten Tableau weist d'Zuel vun de Leit, déi iwwert déi lescht Méint eng Demande de protection internationale agereecht hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Den zweeten Tableau weist d'Evolutioun vun dësen Zuelen iwwert déi lescht Joren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Den drëtten Tableau gëtt weider Prezisiounen iwwer d'Decisiounen, déi am Beräich vun der Protection internationale geholl gi sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. D'Situatioun vun de Flüchtlingen ass a Pandemieszäiten, wéi fir all aner Bierger, méi schwiereg wéi an normalen Zäiten. D'Aschränkunge vum Alldag treffe si genau sou haart wéi och déi aner. Si kënnen natierlech, wéi zu normalen Zäiten, op d'Servicer vum Staat zielen an zu all Moment froen, fir Hëllef a Begleedung ze kréien. Wa si de Statut nach net hunn, kréie si eng Begleedung vum ONA, am Zesummespill mat aneren Acteure vum Staat. Soubal si de Statut hunn, kënne si, esou wéi all aner Bierger, op d'Hëllef vum Office social zeréckgräifen. Den Office social kuckt hinnen da weiderzehëllefen, entweeder sur place oder andeem si d'Persoun weiderorientéiere bei eng kompetent Instanz. Bei der Sich no enger Aarbecht ass d'ADEM den Uspriechpartner a si begleeden all hir Clienten, ouni Ausnam, duerch dës schwiereg Zäit, wou d'Situatioun um Aarbechtsmaart och ugespaant ass.

ad 3. D'Integratioun vun de Flüchtlingen ass en Deel vun eiser Integratiounspolitik. All Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg ukënnt, ka vun den Integratiounsmesurë profitéieren, fir datt d'Zesummeliewe gutt kann oflafen. Fir datt dat gutt funktionéiert, muss jiddereen hei am Land mathëllefen. De Staat setzt de legale Kader an huet duerch de Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) an de Parcours d'intégration accompagné (PIA) zwee Programmer, déi souwuel Flüchtlingen ewéi och aneren auslännesche Matbierger eng Aféierung an d'Liewen hei zu Lëtzebuerg ginn an hinnen och erlaben, d'Sproochen, déi hei geschwat ginn, ze léieren. D'Gemenge spillen och eng wichteg Roll, andeem si deene Leit, déi sech bei hinnen nidderloossen, Informatioune mat op de Wee ginn iwwert d'Liewen an der Gemeng an erklären, wéi eng Aktivitéiten et gëtt a wien d'Uspriechpartner sinn, wann si Hëllef brauchen. Dëst maache si zesumme mat hiren Integratiounskommissiounen. De Plan communal d'intégration ass en Outil, deen dës Aktivitéit ënnerstëtzt, an 2021 wäerte weider Gemenge sou ee Plang ëmsetzen. D'Zivilgesellschaft ass och e staarken Acteur, deen duerch ganz vill verschidden Aktivitéiten dofir suergt, datt all d'Bierger sech hei zu Lëtzebuerg wuel fillen. Si ginn och vum Staat iwwer Konventioune finanziell ënnerstëtzt. Donieft huet och de Conseil national pour étrangers eng wichteg Roll ze spillen.

D'Kommunikatioun an d'Informatioun ass e wichtegen Aspekt, besonnesch an dësen Zäiten.

Fir datt d'Informatiounen iwwert d'Pandemie fir d'Flüchtlingen, mee och fir all aneren Auslänner, deen hei zu Lëtzebuerg lieft, esou gutt wéi méiglech zougänglech ass, huet de Staat iwwert déi ganz Zéit dofir gesuergt, datt d'Informatiounen och a verschiddene Sproochen disponibel waren. Et ass och eng „Toolbox" zesummegestallt ginn an un d'Acteure vun der Integratioun verschéckt ginn, fir datt all déi, déi mat de Flüchtlingen an aneren net lëtzebuergesche Matbierger a Kontakt sinn, all d'Informatiounen op enger Plaz erëmfannen.

Niewent dem Guichet unique huet de Staat och Konventioune mat verschiddenen Associatioune fir Guichete, wou d'Leit, souwäit et méiglech ass, och an hirer Sprooch Hëllef kréien. Fir 2021 ass ee weidere Poste virgesinn, fir dës Aktivitéit ze stäerken.

D'Zesummenaarbecht tëschent de verschiddenen Acteuren ass an der Integratioun ganz wichteg. D'Zesummespill tëschent de verschiddene Ministèrë gëtt iwwer de Comité interministeriel gestäerkt, deen och vun Dezember 2020 un op ass fir Representante vun der Zivillgesellschaft, fir och do eng méi staark Collaboratioun ze garantéieren. Och am Kader vum Plan d'action national an dem Appel à projets schafft de Familljen- an Integratiounsministère ganz enk mat anere Ministèren zesummen, fir sécherzestellen, datt d'Integratioun eng transversal Dimensioun ass, déi sech an alle Ministèren erëmfënnt, a fir datt och nei an innovativ Integratiounsprojete kënnen op laang Zäit finanzéiert ginn. D'Zesummespill tëschent dem Ministère an de Gemengen an dem Syvicol wäert och an den nächste Joren duerch d'Ëmsetze vun de Plans communaux d'intégration weider gestäerkt ginn. Dës Zesummenaarbecht betrëfft all Beräicher vun der Integratioun, souwuel déi vun de Flüchtlingen ewéi och déi vun aneren auslännesche Bierger, déi an d'Land kommen.

ad 4. De Staat leet vill Wäert drop, datt d'Bénéficiaires de protection internationale (BPI) genau esou behandelt ginn ewéi och all aner Bierger. Si hunn natierlech Accès op all Servicer vum Staat, ouni Ausnam. Bei soziale Froe solle si sech dofir prioritär un den Office social vun hirer Gemeng adresséieren, wou si kompetent Hëllef kréien. Den Office social ka sech, wann dat gebraucht gëtt, méi spezialiséiert Hëllef froe vun enger anerer Administratioun oder engem externe Service. De LISKO ass ee vun dësen externen Acteuren, deen an de leschte Jore ganz vill Ënnerstëtzung ugebueden huet, besonnesch bei interkulturelle Froen, déi och d'Flüchtlinge betreffen. Den Office social ass also deen Acteur, deen decidéiert, wéi eng Persoun soll prioritär vum LISKO encadréiert ginn. De Familljen- an Integratiounsministère ass amgaang, zesumme mat den Offices sociaux, eng Analyse ze maachen, fir besser ze verstoen, wéi eng Besoinen d'Agente vun den Office sociaux hunn, wann et drëm geet, den Encadrement vu Flüchtlingen an anere Leit mat engem Migratiounshannergrond esou gutt wéi méiglech ze organiséieren. Opgrond vun dësem Austausch wäert de Ministère dann och Conclusiounen zéien, wéi d'Offices sociaux nach kënne besser outilléiert ginn, fir hirer Aufgab gerecht ze ginn. Dat kann eng intern Ënnerstëtzung sinn duerch eng Verbesserung vun den administrative Mëttelen a Formatiounen zum Beispill am interkulturelle Beräich, oder awer eng weider Ënnerstëtzung duerch extern Partner wéi de LISKO.

ad 5. De LISKO wäert och an Zukunft eng Roll spillen als Ënnerstëtzung vun den Offices sociaux, do wou d'Agente vun den Offices sociaux op hir Limitte stoussen am Encadrement vu spezifesche Situatiounen. Dës Situatioune mussen net onbedéngt nëmme Flüchtlingen oder Auslänner betreffen, mee Beräicher, an deenen d'Croix-Rouge Lëtzebuerg eng Kompetenz huet an doduerch d'Offices sociaux kann ënnerstëtzen. De Familljen- an Integratiounsministère wäert an den nächste Méint, zesumme mam LISKO a mat den Offices sociaux, definéiere, wou d'Zesummenaarbecht am meeschten Impakt huet an da kann d'Missioun ugepasst ginn, wann dat noutwenneg wier.

Question 3263 (09.12.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **remboursement de la psychothérapie :**

Am Joer 2015 huet d'Chamber d'Gesetz gestëmmt, dat de Beruff vum Psychotherapeut zu Lëtzebuerg unerkennt a reegelt. Am selwechte Gesetzestext ass virgesinn, datt Psychotherapie-Akten an der Nomenclature ageschriwwe ginn an domat vun der CNS rembourséiert ginn.

Am Januar 2018 hat d'Fédération des associations représentant des psychothérapeutes au Grand-Duché de Luxembourg (Fapsylux) Gespréicher mat der CNS ugefaangen, fir eng Konventioun iwwert d'Modalitéite vum Remboursement auszehandelen. No sechs Méint konnt keen Accord fonnt ginn an och an der Mediatioun ass een sech net eens ginn, esou datt d'Gespréicher ofgebrach goufen.

Den 29. November 2019 huet de Sozialminister dem Staatsrot e groussherzoglecht Reglement fir Avis zoukomme gelooss, an deem hien déi Punkten, déi eigentlech duerch d'Konventioun sollte festgehale ginn, reegele wollt. An hirem rezenten Avis huet déi héich Kierperschaft dësen Text vum Minister allerdéngs als contraire zur Verfassung zeréckgewisen. Ënner anerem gesäit den Text vum Gesetz nämlech vir, datt d'Psychotherapeuten hire Beruff kënnen autonom an ouni Aschränkungen ausüben. Am proposéierte groussherzogleche Reglement wëllt de Minister awer virschreiwen, datt de Patient eng Psychotherapie vun engem Dokter muss verschriwwe kréien an och e Behandlungsplang vun der CNS muss geneemegt ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat gedenkt de Minister elo ze ënnerhuelen, fir datt de Remboursement vu Psychotherapien zäitno Realitéit gëtt?

- Deelt de Minister d'Feststellung, datt duerch déi aktuell Pandemie de Besoin fir e Remboursement vu Psychotherapië méi grouss ginn ass, well vill Leit ënnert der aktueller Situatioun psychesch leiden? Wa jo, wéi gedenkt de Minister dëse Leit séier an effikass ze hëllefen?

Question 3266 (09.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **remboursement de la psychothérapie :**

A menger Fro vum 29. November (N° 3065) hat den Här Minister fir Sozialversécherung mir Follgendes geäntwert:

Esoubal dëst Reglement publizéiert ass, kënnen erëm Verhandlunge gefouert ginn tëschent der Gesondheetskeess an der Fapsylux, fir déi Punkten ze definéieren, déi net ënnert déi obligatoresch Dispositioune falen.

De Staatsrot huet dëst Reglement awer elo fir verfassungswiddreg erkläert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat sinn dem Minister seng nächst Schrëtt an dësem Dossier?

2. Wäert de Minister sech elo erëm mat de Representantë vun der Fapsylux zesummesetzen?

Wa jo, fir wéini sinn éischt Gespréicher geplangt?

Réponse (05.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'groussherzoglecht Reglement befënnt sech aktuell an der normaler reglementarescher Prozedur.

Déi zoustänneg Servicer sinn amgaangen den Avis vum Staatsrot ze analyséieren a wäerten de Reglement doropshin adaptéieren. Deemno wéi eng Upassunge gemaach ginn, muss de Staatsrot nach eng Kéier saiséiert ginn.

Duerno gëtt dat groussherzoglecht Reglement publizéiert an d'Verhandlungen tëschent der Gesondheetskeess an der Fapsylux wäerten erëm opgeholl ginn, fir déi Punkte vun der Konventioun ze definéieren, déi net ënnert déi obligatoresch Dispositioune falen.

Gläichzäiteg gëtt dann och nach d'Nomenclature vun den Akten ausgeschafft an de Remboursement vun der Gesondheetskeess definéiert.

Question 3264 (09.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accueil des patients au Centre Hospitalier du Nord :**

Rezent hu sech Stëmmen zu Wuert gemellt, déi bemängelen, dass et am Centre Hospitalier du Nord zu Ettelbréck e Problem géif gi bei der Prise en charge vu Patienten, déi opgrond vu Verletzungen oder Krankheeten an d'Spidol mussen an net um Covid-19 leiden.

Aus sanitäre Grënn musse Patienten, déi um Covid-19 leiden, wa se am Spidol ukommen, un enger anerer Entrée empfaange gi wéi Patiente mat anere gesondheetleche Problemer.

Vill Spideeler am Land, an dorënner och de Centre Hospitalier du Nord zu Ettelbréck, hunn awer nëmmen eng richteg Ambulanzzoufaart. Esou ergëtt sech de Problem, dass déi eng Patiente regulär iwwert de Wee vun enger Ambulanzgarage kënnen am Spidol opgeholl ginn, wärend fir déi aner eng alternativ Entrée muss genotzt ginn, déi leider oft méi schlecht accessibel fir d'Ambulanzen an/oder net iwwerdaacht ass.

An de vergaangene Méint gouf am Centre Hospitalier du Nord zu Ettelbréck probéiert, dëse Problem duerch eng Zeltanlag ze léisen, mee säit Kuerzem sinn och dës Zelter net méi do. Esou kënne Patienten, déi net um Covid-19 leiden, aktuell zu Ettelbréck vun der Ambulanz just nach bis virun d'Spidol gefouert ginn a mussen dann awer nach ënner fräiem Himmel e Stéck ze Fouss bis an d'Spidol trëppelen oder mat engem Rollstull oder Brancard gefouert ginn. Jee nodeem, a wéi engem Zoustand sech e Patient befënnt a wéi d'Wieder ass, kann dësen zousätzleche Wee duerch dat kaalt an naasst Wieder eng erhieflech Belaaschtung duerstellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass der Ministesch den duergestallte Problem bekannt?

2. Ginn et nach aner Spideeler am Land, an deenen et Problemer gëtt, well net genuch iwwerdaachten Zoufaarte fir Ambulanzen existéieren?

3. Wäert d'Ministesch sech mat de betraffene Spideeler a Kontakt setzen, fir eng Léisung auszeschaffen, déi weeder Patienten, déi um Covid-19 erkrankt sinn, nach Mënschen, déi aus anere Grënn an d'Spidol mussen, benodeelegt?

Réponse (08.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Accès fir Ambulanzen ass am Centre Hospitalier du Nord (CHdN) fir all Patient garantéiert, esou gutt fir Covidpatiente wéi fir Netcovidpatienten.

Wéinst de raimleche Spezifissitéite vum CHdN huet awer missen d'Ambulanzegarage an eng Covidurgence ëmfunktionéiert ginn amplaz vum Arméizelt, dat am Mäerz/Abrëll 2020 fir dës Urgencë benotzt gi war.

D'Lokaler vun der Ambulanzegarage sinn nämlech am Wanter gutt ze hëtzen, wat bei den Zelter net de Fall gewiescht wär.

D'Konsequenz vun der Ëmnotzung vun der Ambulanzegarage ass, datt d'Patiente mat der Ambulanz am Haff ageliwwert ginn. Dëst geschitt esou no wéi méiglech zu den Agäng vun de Covid- an Noncovidsecteure vun den Urgencen.

Eng Iwwerdaachung (ouni Pottoen) vun der Urgenceentrée Noncovid a Covid, wou d'Ambulanz kéint drënner fueren, ass aus architektonesche Grënn net méiglech.

Déi aner Spideeler hunn eisen Informatiounen no keen esou e Problem an hiren Ambulanzegaragen, well si duerch hir spezifesch architektural Gegeebenheeten hir Covidfilière an Noncovidfilière an den Urgencen anescht organiséiere konnten.

Question 3265 (09.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests à domicile :**

Leit mat schwéiere Krankheeten, déi reegelméisseg an d'Klinik mussen, fir Radio- oder Chemotherapie, si gebieden, sech virdrun testen ze loossen.

Déi Tester ginn am Prinzip och doheem ugebueden, et schéngt awer, wéi wann d'Leit oft ze laang misste waarden, bis ee bei si heem ka kommen, fir den Test ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Personal steet zur Verfügung, fir Tester bei Leit heem maachen ze goen?

Wéi vill Ufroe ginn et all Woch, fir esou Tests à domicile ze maachen?

2. Wéi laang muss eng vulnerabel Persoun, déi esou een Test fir doheem ufreet, am Schnëtt waarden, fir den Test kënne gemaach ze kréien?

3. Wëssend, datt vulnerabel Leit sech esou mann wéi méiglech sollen deplacéieren a Pandemieszäiten, gedenkt d'Ministesch, d'Testcapacitéiten an dësem Domän ze erhéijen?

Réponse (08.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Eisen Informatiounen no schécken d'Spideeler kee Spidolspersonal bei Patienten heem, fir Covid-19-Tester ze realiséieren. Leit, déi reegelméisseg an d'Klinik musse goen an e negative Covid-19-Test virweise mussen, kréie vun de Spideeler eng Ordonnance ausgestallt. Mat dëser Ordonnance hunn d'Patienten de libre Choix vum Prestataire a kënnen da bei ee private Laboratoire goen, fir den Test ze maachen.

Et ass richteg, datt verschidde Privatlaboratoiren och d'Méiglechkeet ubidden, datt d'Leit e Prelèvement (bei sech doheem ufroe kënnen. D'Capacitéite vun de Privatlaboratoiren, fir dëse Service unzebidden, sinn awer limitéiert, well sou e Service natierlech och zousätzlecht Personal bedeit. Deemno kënnen d'Waardedelaien, fir en Test doheem maachen ze kënnen, jee no Laboratoire och méi laang daueren.

Vu datt et sech bei de Laboratoiren, déi e Service doheem ubidden, ëm privat Laboratoiren handelt, ass et dem Gesondheetsministère net méiglech, virzeschreiwen, awéiwäit d'Laboratoiren hir Capacitéiten, fir Tester bei de Leit doheem ze maachen, eropsetze sollen. Et sief awer bemierkt, datt säit dem Ufank vun der Kris d'Testcapacitéiten fir den Diagnostic permanent eropgesat gi sinn, mee de Mangel u Personal bleift e Problem.

Question 3267 (09.12.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **trafic routier aux entrées du village de Bettendorf :**

Il me revient que le trafic routier aux entrées du village de Bettendorf dans le canton de Diekirch va non seulement croissant, il risque également de devenir de plus en plus périlleux. Ainsi, en venant d'Echternach, certains conducteurs de véhicules qui passent par l'allée de hêtres qui précède le panneau d'agglomération, doublent d'autres, mouvements osés qui peuvent être à l'origine d'incidents critiques, voire d'accidents.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut-il informer sur l'évolution du trafic sur la N19 entre Bleesbruck et Reisdorf au fil des cinq dernières années ?

2) Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il dire si des contrôles de vitesse y ont été effectués ces derniers temps ?

3) Est-il prévu d'améliorer la signalisation à l'entrée de Bettendorf en venant de Bleesbruck afin d'éviter des excès de vitesse en cet endroit précis ?

4) Au vu des situations critiques qui peuvent se présenter dans l'allée de hêtres à la sortie de Bettendorf en direction de Bleesbruck, ne serait-il pas nécessaire d'adapter le marquage horizontal dans les délais les meilleurs ?

5) De même, à l'intérieur du village, ne faudrait-il pas également adapter le marquage horizontal en certains endroits critiques étant donné que certains conducteurs y doublent de manière périlleuse ?

Réponse commune (15.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure* :

En ce qui concerne l'évolution du trafic sur la N19 entre Bleesbruck et Reisdorf, les moyennes journalières suivantes dans les deux sens de circulation ont été enregistrées par les postes permanents de comptage du trafic : 7.259 véhicules en 2015, 7.239 en 2016, 6.124 en 2017, 7.327 en 2018, 7.435 en 2019 et 6.661 en 2020. On constate que le trafic n'a pas évolué lors des cinq dernières années. Les quelques variations notées, plutôt vers le bas, sont certes dues à la réalisation de chantiers routiers en cet endroit ou dans les environs pour les années en question. À l'égard d'une éventuelle nouvelle signalisation à l'entrée de Bettendorf en venant de Bleesbruck, des pourparlers ont déjà eu lieu avec les édiles communaux et il est envisagé de réaménager l'entrée en localité du village de Bettendorf. Toutefois, il y a lieu d'attendre l'entrée en vigueur d'un nouveau Plan d'aménagement général (PAG). Ensuite, en tenant compte des éventuelles répercussions que le nouveau PAG aura sur les respectives limites d'agglomération, l'Administration des ponts et chaussées se concertera avec les édiles communaux pour reconfigurer les entrées en village.

Durant l'année 2020, la Police grand-ducale a effectué 56 contrôles de circulation sur le territoire de la commune de Bettendorf. Le tronçon de route mentionné dans la présente question parlementaire a durant cette même période fait l'objet de 19 contrôles de circulation dont trois contrôles de vitesse moyennant radar mobile.

Actuellement, il y a une bande ralentisseur à l'entrée de Bettendorf en venant de Bleesbruck, et de l'autre côté de la localité sur la N19, en venant de Moestroff, une bande ralentisseur pourrait également être envisagée.

Le marquage horizontal, actuellement en place dans l'allée des hêtres à la sortie de Bettendorf en direction de Bleesbruck, est jugé tout à fait suffisant. Devant les grands arbres il avait été procédé à la mise en place de glissières de sécurité et la vitesse maximale autorisée de 90 km/h en venant de Bettendorf, a été réduite à 70 km/h à l'approche de Bleesbruck.

Enfin, à l'intérieur de Bettendorf, où la vitesse maximale est limitée à 50 km/h, la commune de Bettendorf est compétente pour la signalisation en place, donc aussi pour une adaptation du marquage horizontal, si cela devrait s'avérer nécessaire.

Question 3269 (09.12.2020) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **mesures sanitaires dans les salles d'audience :**

Il me revient que des parties concernées par un procès en cours se voient parfois refuser l'entrée dans des salles d'audience en raison de l'exiguïté de celles-ci et dans un souci de respecter les règles de distanciation visant à endiguer la pandémie Covid-19. Ceci semble notamment être le cas pour le Conseil arbitral et le Conseil supérieur de la sécurité sociale.

Or, la loi du 25 novembre 2020 modifiant : 1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux prévoit de manière explicite que les parties au procès en cours ne sont pas soumises à l'obligation de garder une distance interpersonnelle minimale de deux mètres dans les salles d'audience. Par ailleurs, par respect de l'article 88 de la Constitution, le public ne peut être exclu des audiences, ce qui rend l'interdiction d'entrée en salle d'audience pour les parties concernées difficilement acceptables.

1) Madame la Ministre de la Justice a-t-elle connaissance de telles situations où la loi précitée ne serait pas appliquée ? Dans l'affirmative, comment cette situation peut-elle être redressée ?

2) Madame la Ministre est-elle d'avis que des solutions alternatives à la présence physique du public sont envisageables ? Si oui, lesquelles ?

Réponse (18.12.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) L'article 88 de la Constitution ne prévoit pas que le public ne peut être exclu des audiences, mais cet article dispose que les audiences des tribunaux sont publiques, ce qui signifie qu'elles ne peuvent se dérouler à huis clos que si un tribunal le déclare par un jugement. Cette publicité reste de toute manière relative, puisqu'en toutes circonstances, elle est limitée par la taille de la salle.

L'article 7 (7) de la loi du 25 novembre 2020 dispose ce qui suit :

« Dans les salles d'audience des juridictions constitutionnelle, judiciaires, y compris les juridictions de la sécurité sociale, administratives et militaires, l'obligation de respecter une distance minimale de deux mètres ne s'applique pas :

1° aux parties au procès en cours, leurs avocats et leurs interprètes, ainsi qu'aux détenus et aux agents de la Police grand-ducale qui assurent leur garde ;

2°aux membres de la juridiction concernée, y compris le greffier et, le cas échéant, le représentant du ministère public, si la partie de la salle d'audience où siègent ces personnes est équipée d'un dispositif de séparation permettant d'empêcher la propagation du virus Sars-CoV-2 entre ces personnes.

En faisant usage de sa prérogative de police d'audience, le magistrat qui préside l'audience peut dispenser du port du masque une personne qui est appelée à prendre la parole dans le cadre du procès en cours, pour la durée de sa prise de parole, si cette personne est en situation d'handicap ou si elle présente une pathologie et est munie d'un certificat médical. »

Les personnes concernées par un procès en cours ne se voient jamais refuser l'accès dans les salles d'audience du tribunal d'arrondissement dans lesquelles se déroule leur affaire.

En ce qui concerne le Conseil supérieur de la sécurité sociale il faut noter ce qui suit :

Depuis la reprise des audiences devant le Conseil supérieur de la sécurité sociale après le premier confinement, les parties et leurs représentants sont convoqués à heure fixe pour limiter le nombre des personnes présentes dans la salle d'audience. Le Conseil supérieur siège dans les salles d'audience 2.28 et 2.29 situées au deuxième étage de la Cour supérieure de justice. Ces salles sont spacieuses et permettent de respecter sans problèmes les règles de distanciation, compte tenu du nombre limité de personnes présentes dans la salle au vu du système de convocation prédécrit.

La présidente de la juridiction souligne qu'aucune personne n'a jamais été renvoyée de la salle d'audience du Conseil supérieur de la sécurité sociale sous prétexte du respect des règles de distanciation.

ad 2) Étant donné que le principe de la publicité des audiences est ancré dans la Constitution, aucune solution alternative n'est envisagée.

Question 3270 (09.12.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **risque de pauvreté :**

Och wann 2020 wéinst der Covid-19-Pandemie d'Wirtschaft zum Deel zesummegebrach an d'Inflatioun op méi en déiwen Niveau gefall ass, geet d'Präisdeierecht zu Lëtzebuerg nawell an d'Luucht. Laut dem leschte „rapport travail et cohésion sociale" vum Statec louch den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg virun der Pandemie bei iwwer 18 %; ouni Sozialtransferte léich en eng 10 % méi héich. Nieft dësen Transferten, de finanziellen Hëllefen awer och de Sachleeschtunge vum Staat sinn déi Leit, déi vum Aarmutsrisiko betraff sinn, nach op ganz aner Hëllefen ugewisen.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Ministesch fir Famill dës Froe stellen:

1. Leien der Madamm Ministesch schonn éischt Zuele vir, wéi den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg 2020 evoluéiert huet?

2. Huet d'Madamm Ministesch en Iwwerbléck, wat den Zoulaf an de sozialen a solidaresche Butteker vu beispillsweis der Caritas oder dem Roude Kräiz, awer och de verschiddene Gemengen ugeet?

3. Wéi gi betraffe Leit hei zu Lëtzebuerg iwwert déi verschidden Hëllefsariichtungen an Instrumenter, wéi zum Beispill déi genannte Butteker, wou si méi bëlleg kënnen akafen, informéiert?

4. Am Dezember kënnt op privat Initiativ e Guide op de Maart, deen et de betraffene Leit soll méi einfach maachen, fir mat wéineg Geld duerch d'Liewen am Grand-Duché ze kommen. Ginn et Iwwerleeungen op Säite vum Ministère, fir de betraffene Leit Informatiounen iwwer Hëllefsstellungen a soss Tuyauen zoukommen ze loossen, fir hinnen an hirem Alldag ze hëllefen?

Réponse (07.01.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Referenzindicateuren iwwert den Aarmutsrisiko an d'sozial Exklusioun zu Lëtzebuerg erginn

sech aus der EU-SILC-Etüd iwwert d'Revenuen an d'Liewenskonditioune vun de Stéit. Dës Enquête gëtt all Joer vum Statec mat engem Echantillon vun 3.500 bis 4.000 private Stéit an 10.000 individuelle Persoune gemaach. D'Donnéeë gi vun Enquêteure bei de Leit doheem an engem individuelle Questionnaire erfaasst.

Des EU-SILC-Etüd berifft sech ëmmer op d'Donnéeë vun dem Joer virdrun. Zum Beispill bezitt d'Etüd vun 2020, déi elo grad fäerdeg ginn ass, sech op d'Revenuen, déi d'Leit wärend dem Joer 2019 kritt hunn. Déi final Indicateure sinn awer nach net publizéiert, well de Statec déi brut Zuelen nach muss korrigéieren.

Fir kënnen den Impakt vun der sanitärer Kris op d'Revenue vun 2020 ze rechnen, brauch ee sämtlech Donnéeë vun deem Joer an déi kritt de Statec eréischt 2021. D'Etüd um Terrain gëtt dann 2021 gemaach an no de Korrekture kënnen ugangs 2022 consolidéiert Donnéeë produzéiert ginn.

ad 2. Zwielef Epiceries sociales, dräi Centbutteker, „Eis Epicerie Zolwer" an d'Banque alimentaire bedeelege sech um FEAD, dem Fonds européen d'aide aux plus démunis, iwwert dee Leit an der Nout gratis Liewensmëttel verdeelt kënne kréien.

Wann een den Accès vun de Beneficiairen an d'Epicerië vun dem Joer 2019 mat dem Joer 2020 vergläicht, stelle mer fest, datt et net zu engem méi groussen Zoulaf am Joer 2020 am Verglach mam Joer 2019 komm ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Déi 30 Offices sociaux an déi 43 agreéiert Associatiounen aus dem Sozialsecteur kënne Leit Accès an d'Epiceries sociales an an d'Centbutteker ginn.

Déi betraffe Leit kréien d'Informatiounen iwwert d'Epiceries sociales deemno virun allem iwwert d'Offices sociaux an d'Associatiounen aus dem Secteur, grad esou eméi vun den Epiceries sociales selwer.

ad 4. D'Offices sociaux hunn d'Missioun, de Leit all d'Informatiounen iwwert déi méiglech Hëllefen ze ginn; dofir kréien déi allermeeschte Leit hir Informatioune vun den Offices sociaux selwer. D'Associatiounen aus dem soziale Secteur sinn och do, fir de Léit déi néideg Informatiounen ze ginn. Natierlech kënnen d'Leit och beim Ministère selwer oder bei enger vun den Administratiounen déi néideg Informatioune kréien.

Question 3271 (09.12.2020) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **recrutement interne auprès de la Police grand-ducale :**

Den 28. August 2020 war den Här Francis Lutgen, Personaldirekter bei der Police grand-ducale, Gaascht bei RTL Radio Lëtzebuerg.

Am Interview ass hien dorop agaangen, dass iwwert déi nächst dräi Joer sollen iwwer 800 nei Poliziste rekrutéiert ginn. Och iwwert déi nei Formatiounsprozeduren an d'Changementer beim Rekrutement ass geschwat ginn. Esou géif d'Police säit enger Zäit och iwwert de Site Govjobs.lu rekrutéieren.

Op d'Fro hin, ob beim momentane Besoin u Personal net och kéint op Fonctionnairen zeréckgegraff ginn, sot den Här Lutgen, dëst wier bis ewell net méiglech gewiescht. Mat den Ännerunge beim Rekrutement wier dëst allerdéngs eng Optioun, déi ee géif an d'A faassen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir d'Fonction publique an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Gëtt beim Rekrutement vu Polizisten an Zukunft de „recrutement en interne" aus dem ëffentlechen Déngscht envisagéiert?

2. Falls jo, ab wéini a wien aus der Fonction publique ass dofir eligibel?

Falls nee, wisou net?

Réponse commune (06.01.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. Prinzipiell applizéiert sech dat Gesetz iwwert den interne Rekrutement (Changement d'administration) och op d'Police.

Verschidde Poste vum Zivillkader bei der Police sinn och scho säit längerer Zäit iwwert dee Wee ausgeschriwwe ginn an et sinn och Leit aus dem Zivillkader an eng aner Verwaltung gewiesselt.

Et ass och scho virkomm, dass Leit aus dem Policekader an eng aner Verwaltung gewiesselt sinn, mee bis elo ass dat nach net fir de Rekrutement vu Poliziste selwer gemaach ginn.

ad 2. No der Rekrutementscampagne vun dësem Joer, wou sech jo ganz vill Kandidate gemellt hunn, wäert d'Police eng Evaluatioun maachen an awer och analyséieren, ënnert wéi enge Konditiounen esou ee Changement d'administration beim Rekrutement vun de Poliziste kéint ëmgesat ginn.

Eng vun den Haapterausfuerderungen an deem Kontext betrëfft d'Ausbildung vun deene Beamten. Et muss och iwwerpréift ginn, wéi dës Beamten an d'Anciennetéitslëscht vun der Police, un där dann och d'Qualitéit vum „agent de police judiciaire/administrative" (APJ/APA), respektiv „officier de police judiciaire/administrative" (OPJ/OPA) drunhänkt, kënnen ageglidd ert ginn.

Question 3272 (10.12.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**enquête sur la facturation dans le secteur de la santé :**

Eis national Gesondheetskeess (CNS) realiséiert aktuell eng Enquête iwwert d'Facturatiounen am Gesondheetswiesen.

Deemno hu laut mengen Informatiounen de Kinéen hir Patienten e Formulaire zougeschéckt kritt, op deem de Relevé mat de facturéierte Prestatiounen, dee vum Kiné „par voie de tiers-payant", also direkt am Numm vum Patient an d'Gesondheetskeess ageschéckt gëtt, figuréiert. Op dësem Formulaire sinn d'Patiente gebieden, auszefëllen, ob déi eenzel Prestatiounen op deem vum Kiné kommunizéierten Datum tatsächlech effectuéiert gi sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Aus wéi engem Grond gëtt dës Enquête am Kinéssecteur gemaach?

- A wéi enge weidere Beräicher ginn esou Enquête gemaach?

- Si schonn an anere gesondheetleche Secteuren esou Enquête gemaach ginn?

- Wann dëst de Fall ass, a wéi engen?

- Wat ass de Käschtepunkt vun esou enger Enquête?

- Sinn d'Leit obligéiert, op dëse Courrier ze äntwerten?

Réponse (08.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Bei dëser Enquête handelt et sech ëm eng generell Enquête am Domaine vun der Kinesitherapie. Dës Enquête ass e wichtegen Instrument am Kader vun der neier Politik vun der Lutte géint d'Abusen a Fraudë vun der Gesondheetskeess (CNS).

Am Kader vun der CNS hirer Missioun vun der Kontroll vun de Rechnungen, och am Beräich vun der Kinesitherapie, huet d'CNS missen a verschiddene Fäll Inkoherenze feststellen. Dozou gehéiert zum Beispill, datt verschidde Kinéen Datumer vun enger Prestatioun geännert hunn, nodeems d'CNS e Refus erausginn huet, oder datt verschidde Kinéë scho moies eng Facturatiounsfiche eraginn hunn fir Prestatiounen, déi eréischt am Laf vum Dag realiséiert gi sinn.

Ausserdeem gouf d'CNS ëfters vun Assuréë kontaktéiert, datt verschidde Prestatiounen, déi facturéiert goufen, awer net geleescht goufen.

All dëst huet d'CNS dozou bruecht, hir Kontrollen ze erweideren an dës Enquête ze lancéieren, fir déi verschidde Fäll méi am Detail ze analyséieren, och op Basis vun den Äntwerten, déi d'CNS duerch dës Enquête wäert kréien.

Et sief awer ze preziséieren, datt kee Soupçon besteet wéinst enger generaliséierter Fraude géigeniwwer vun de Prestatairen, weeder bei där heiter Enquête, nach bei änlechen Enquêten, déi wäerten an Zukunft gemaach ginn. Wann elo vill Inkoherenze festgestallt ginn, wäert d'CNS an Zukunft méi systematesch a méi approfondéiert Analyse maachen, fir esou vill wéi méiglech Feeler an eventuell och Frauden ze evitéieren.

Dat heiten ass elo déi éischt Enquête mat esou enger grousser Envergure, mee d'CNS envisagéiert awer, an Zukunft méi reegelméisseg op esou Enquêten zeréckzegräifen a se och op déi aner Beräicher vun der Krankeversécherung an och an der Fleegeversécherung auszebreeden.

An der Vergaangenheet huet d'CNS och alt emol Enquêtë gemaach, awer net an der selwechter Gréisstenuerdnung wéi elo bei där heiten. Et sinn alt emol punktuell Enquêtë bei Patiente gemaach ginn, wann e Verdacht do war, datt ee bestëmmte Prestataire sech net un d'Legislatioun gehalen huet. Dës punktuell Enquêtë goufe bei Prestatairen aus dem medezinnesche Beräich gemaach, awer och zum Beispill bei Fournisseure vu medezinneschem Material.

D'Fraise vun esou enger Enquête limitéiere sech op d'Fraise vum Personal an op d'Fraise vun der Post, fir d'Bréiwer ze verschécken. D'Käschte kënnen an deem heite Fall esou op 10.000 bis 15.000 Euro geschat ginn. D'Participatioun un esou enger Enquête ass selbstverständlech op fräiwëlleger Basis. D'CNS hofft natierlech op esou eng grouss Participatioun wéi méiglech, fir esou vill Informatioune wéi méiglech kënnen ze sammelen. D'Assuréë kënnen esou d'CNS ënnerstëtzen an hirer Missioun fir ze garantéieren, datt hir Cotisatiounen um Niveau vun der Leeschtungserbréngung richteg agesat ginn.

Question 3274 (10.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **brochure sur la Deuxième Guerre mondiale au Grand-Duché de Luxembourg :**

Den 9. Oktober huet de Staatsminister am Sennenger Schlass eng Broschür iwwert den Zweete Weltkrich zu Lëtzebuerg presentéiert. An dëser Broschür vun 30 Säite gëtt eis deemoleg Groussherzogin zweemol erwäänt, an zwar op der Säit aacht iwwert d'Verloosse vum Land 1940 an an der Zesummefaassung op der leschter Säit iwwert d'Zeréckkommen am Abrëll 1945. Den Numm „Charlotte" gëtt net eng eenzeg Kéier erwäänt! D'Nimm vum Prënz Jang a vum Prënz Felix, déi den 10. September 1944 zesumme mat den Amerikaner d'Stad befreit hunn, ginn net eng eenzeg Kéier an där ganzer Broschür erwäänt!

Au vu

- vun der historescher patriotescher Leeschtung vun eiser groussherzoglecher Famill am Zweete Weltkrich, déi sech duerch den onermiddlechen Asaz bei auslänneschen Autoritéiten am Exil fir eist Land gewisen huet;

- vun de ville reegelméissege Radiosemissioune vun der BBC, wou d'Groussherzogin Charlotte de Lëtzebuerger Mutt zougeschwat huet (Film: A Royal at War [Léif Lëtzebuerger]);

- vun der Befreiung, wou de Prënz Felix an de Prënz Jean mat den Amerikaner d'Stad befreit hunn:

1. Wier et net historesch wichteg gewiescht, der Groussherzogin Charlotte, hirer Famill an hire Leeschtunge fir eist Land eng Plaz an där Broschür ze ginn?

2. Ass de Staatsminister net der Meenung, datt déi uewe beschriwwen Ëmstänn e Manktem u Consideratioun géigeniwwer eiser groussherzoglecher Famill ass an doriwwer eraus och e Manktem un historescher Wourecht?

3. Ass eventuell geplangt, eng iwwerschaffte Broschür ze publizéieren?

Réponse (07.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Déi historesch Leeschtung vun der Groussherzogin Charlotte an der groussherzoglecher Famill am Kontext vum Zweete Weltkrich ass onëmstridden. Déi Broschür, déi an der parlamentarescher Fro viséiert ass, gouf a ganz viller fräiwëlleger an onofhängeger Aarbecht vum Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale, mat der Ënnerstëtzung vun Historiker a vum Zentrum fir politesch Bildung editéiert an erausbruecht. Si huet net den Usproch, all Aspekt vun dëser un historesch wichtegen Evenementer räicher Zäit am Detail duerzeleeën.

Question 3275 (10.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **transfert de données par les compteurs intelligents :**

Op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2015 iwwert d'Organisatioun vum Stroummarché ginn zurzäit iwwerall am Land déi nei intelligent Stroummoossapparater „Smarty" installéiert. Dës Generatioun vu Compteur huet gewësse Virdeeler: De Verbraucher kritt méi Informatiounen iwwert säi Stroumverbrauch an d'Firme brauchen d'Moossapparater net méi ofliesen ze komme fir de Stroumverbrauch ze schätzen.

300.000 Compteure solle bis Enn 2020 installéiert ginn. Dëst och an der Hoffnung, dass dës Informatiounen hëllefen de Stroumverbrauch ze senken, well eng méi prezis Aschätzung vum Stroumverbrauch féiert dozou, datt de Stroumverbrauch kann optimiséiert an d'Ressourcëverschwendung verhënnert ginn. Elo ass et awer esou, dass net nëmmen d'Verbraucher dës Informatioune kréien, mee natierlech och d'Fournisseure vum Stroum.

Laut groussherzoglechem Reglement vum 27. August 2014 ginn d'Daten zum Stroumverbrauch all 15 Minutten um Moossapparat gespäichert a mindestens eemol den Dag un d'Zentral geschéckt. Do ginn se da bis zu 15 Joer gespäichert.

Vun der Firma heescht et dozou:

« La granularité (quart-horaire ou horaire) des données de consommation globale de l'installation client ne permet pas d'identifier les appareils individuels du client, ni d'en déduire des comportements précis d'occupants. »

D'CNPD schreift dozou an hirem Avis (N° 566/2013) vum 13. Dezember 2013 Follgendes:

« La Commission nationale estime qu'une conservation des données au "quart-horaire" […] pour une période de quinze ans permet d'obtenir un profilage extrêmement détaillé des habitudes des individus, de sorte que les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée prévalent sur les intérêts des gestionnaires de réseaux […]. »

Um Internetsite vun der CNPD heescht et weider:

« En collectant les informations toutes les 10 à 30 minutes, ils génèrent une masse de données dont on peut déduire des informations très personnelles sur les habitudes des usagers. De plus, si on connaît la consommation d'électricité d'une maison, il est notamment possible de savoir dans quelle pièce se trouvent les habitants, quand ils sont présents et quand ils dorment. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Energie dës Froe stellen:

1. Firwat ass entscheet ginn, d'Informatiounen iwwert de Stroumverbrauch vun de Leit an esou engem intensive Rhythmus ze sammelen?

2. Firwat huet d'Regierung trotz dem kriteschen Avis vun der CNPD entscheet, fir dëse Rhythmus am groussherzogleche Reglement festzehalen?

3. Am Sënn vum Dateschutz: Fannen d'Ministeren, dass een dem Konsument muss d'Méiglechkeet ginn, fir kënne bei der Firma unzefroen, dass seng Informatiounen net an engem 15-Minutten-Takt vum Moossapparat gespäichert ginn, mee zum Beispill nëmmen eemol den Dag?

4. Fannen d'Ministeren net, dass déi gesammelt Daten, nodeems se fir hir ugeduechten Zwecker genotzt goufen, zesummegefaasst an dann no enger méi kuerzer Zäit komplett geläscht misste ginn, esou wéi d'CNPD dat och an hirem Avis proposéiert hat?

5. Wäert d'Regierung Ännerungen um groussherzogleche Reglement virhuelen an, falls jo, wéi eng a bis wéini?

Réponse (14.01.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Zil vun der Installatioun vun intelligenten Zieler ass, dem Client d'Méiglechkeet ze ginn seng Consommatioun besser kënnen ze kontrolléieren, a kënne méi aktiv un den Energiemarchéen deelzehuelen.

De véierelstëndleche Rhythmus vum Stroumzieler ass deemno gewielt ginn, well en dem Rhythmus vum europäesche Stroummarché entsprécht. Effektiv funktionéieren den däitsch-lëtzebuergesche Grousshandelsmarché am Stroum, grad wéi de Marché vum Equilibrage vum Stroumsystem deemno och op véierelstëndlecher Basis, an och d'Netzbedreiwer huelen dëse Rhythmus als Referenz fir hir Netzer ze steieren.

Fir zukünfteg Entwécklungen am Stroumsystem kënnen ze erméiglechen, gëtt et ëmmer méi wichteg, och bei klenge Clientë Verbrauchs- oder Produktiounsdonnéeën an enger Granularitéit ze hunn, déi där vum Marché entsprécht. Zum Beispill gesäit d'EU-Direktiv 2019/944/EC vir, dass all Client e Recht op en dynamesche Stroumtarif kritt, deen d'Variatioune vum Präis op de Grousshandelsmarchéen erëmspigelt, déi mindestens den Ofrechnungsintervallen op dëse Marchéen entsprécht. Och fir den Eegeverbrauch vu selwer produzéiertem Stroum ouni techneschen Ëmbau ze erlaben a fir den Elektroauto aus der eegener Solaranlag ze lueden, d'Deele vu Stroum an enger erneierbarer Energiecommunautéit, wéi se am Projet de loi 7266 virgesinn ass, si Véierelstonnewäerter noutwenneg.

ad 2. De Règlement grand-ducal du 27 août 2014 relatif aux modalités du comptage de l'énergie électrique et du gaz naturel ass a voller Transparenz an a Concertatioun mat der CNPD erstallt ginn. Ënner anerem waren am Joer 2012 Aarbechtsreunioune mat der CNPD, dem Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a Luxmetering, dem GIE, dee vun den Netzbedreiwer fir den Deploiement vun den intelligenten Zieler gegrënnt ginn ass, organiséiert ginn. An dëse Reunioune konnt e groussen Deel vun de Suerge vun der CNPD iwwert d'Späichere vun de véierelstëndleche Verbrauchsdonnéeën am Stroum ecartéiert ginn.

Et ass esou, dass d'Donnéeën, déi Luxmetering, den Zesummeschloss vun de Verdeelernetzbedreiwer, sammelt an all Dag bei den Netzbedreiwer schéckt, ausser der Nummer vum Liwwerpunkt (POD Nummer) keng Informatiounen iwwert de Client beinhalten. Luxmetering an hir zentral Plattform kënnen de Client deemno net identifizéieren. Déi Zielerwäerter, déi gemooss ginn - een Zielerwäert pro Véierelstonn -, erlaben et och net fir individuell Geräter ze erkennen oder beispillsweis erauszefannen, a wéi engem Zëmmer vum Haus de Verbrauch stattfënnt, an domat dat geneet Verhale vum Client ze analyséieren. Dofir wiere vill méi granulaire Donnéeën an Echtzäit, also quasi am (Milli-)Sekonne-

beräich, an eng Kenntnis vun de Geräter, déi de Client benotzt, noutwenneg.

Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 erkläert, gi Véierelstonnewäerter gebraucht fir dem Client d'Méiglechkeet ze ginn, säi selwer produzéierte Stroum ze verbrauchen a korrekt ofgerechent ze kréien, oder mat aneren ze deele respektiv méi eng aktiv Roll um Marché ze spillen. Dëst souwuel fir Accès u Präissignaler vum Grousshandelsmarché ze kréien, wéi fir Incitatiounen ze kréien, fir iwwerpréifbar Flexibilitéitszerwisser un den Netzbedreiwer ze ginn a fir verschidden nei Zerwisser unzebidden, déi an der europäescher Energiegesetzgebung virgesi sinn.

ad 3. De Stroum, deen e Fournisseur fir seng Clienten akeeft, gëtt dem Fournisseur an Zukunft op Basis vum reelle Verbrauch op Véierelstonnebasis verrechent, an net méi op Basis vu sougenannte Standardlaaschtprofiller, mat deenen dem Client säi Joresverbrauch op déi eenzel Véierelstonne verdeelt ginn ass. Dat wäert eng méi prezis Ofrechnung erméiglechen an erméiglecht dem Fournisseur, och potenziell dem Client eng Erspuernis weiderzereechen, falls dësen zu besonnesch gënschtege Momenter verbraucht.

Et gëtt och driwwer nogeduecht, fir an Zukunft Netztarifmodeller anzeféieren, déi op der maximaler Leeschtung, déi de Client gebraucht huet, baséieren an de Client domat incitéiere sollen, säi Verbrauch besser iwwert den Dag ze verdeelen, statt punktuell méi an der Spëtzt ze verbrauchen. Dës Maximalleeschtungswäerter ginn ermëttelt iwwert den héchste Stroumverbrauch vun enger Véierelstonn an engem Joer. Aus Verrechnungsgrënn ass et dofir wichteg, dass dës Wäerter och iwwert eng gewëssen Zäit musse gespäichert ginn.

Wann alleguerten déi intelligent Zieler aktivéiert sinn, wäert d'Verrechnung grondsätzlech iwwert reell verbrauchte Véierelstonnewäerter geschéien.

Besonnesch wichteg ass awer, datt de 15-Minutten-Takt den Netzbedreiwer hëlleft, eng besser Planung vum Verbrauch ze maachen, wat zur Versuergungssécherheet bäidréit. De Virschlag vun engem Widdersprochsrecht („droit d'opposition") fir de Konsument kéint dozou féieren, dass d'Donnéeën zu der Consommatioun, déi d'Fournisseuren an d'Netzbedreiwer brauchen, net méi vollstänneg a koherent wieren an dës de reelle Verbrauch net méi richteg anticipéiere kënnen. Den europäeschen Dateschutzreglement (RGPD) (Artikel 21 Paragraf 1) gesäit an dësem Sënn vir, dass verschidde legitim a schutzwürdeg Grënn („motifs légitimes et impérieux") fir en Traitement dem Recht zum Widdersproch vun der eenzeler Persoun iwwergeuerdent kënne sinn.

Op alle Fall muss den Traitement vun de concernéierte perséinlechen Donnéeën ëmmer onbedéngt den Ufuerderunge vum europäeschen Dateschutzreglement (RGPD) entspriechen.

ad 4. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1500 vum 20. November 2019 hunn d'Ministeren erkläert, dass déi gesammelten Donnéeën esou konservéiert ginn, fir ze assuréieren, dass all concernéiert Acteuren (Consommateuren, Fournisseuren a Gestionnairë vum Reseau) sech kënnen op dës Donnéeën am Fall vun engem Contentieux beruffen. Den honorabelen Deputéierte fënnt zu dësem Punkt detailléiert Informatiounen an der genannter parlamentarescher Äntwert.

ad 5. Aus deenen hei driwwer beschriwwene Grënn ass aktuell net virgesinn, Ännerungen um groussherzogleche Reglement virzehuelen.

Question 3276 (10.12.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **surplus de vaccin contre la grippe :**

Nodeems et am Oktober eng Penurie u Grippenimpfunge gouf an d'Apdikten net genuch Vaccine konnte geliwwert kréien, ass Ufank der Woch eng Circulaire un d'Dokteren erausgaangen, aus där een erausliese kann, datt vill ze vill Vaccine fir d'Leit an de Gesondheetsberuffer bestallt goufen an datt déi iwwerflëssteg Dosen elo den Dokteschcabineten zur Verfügung gestallt ginn, fir Risikopatienten ze impfen.

Mengen Informatiounen no war och am Summer eng grouss Quantitéit vu Pneumovax géint Longenentzündung bestallt ginn. Well dëse Vaccin awer just ganz kuerz haltbar ass, hätte vill Dosen dovun elo missen zerstéiert ginn.

Am Kader vun enger nationaler Impfstrategie ass et effektiv sënnvoll, déi vulnerabel Leit nieft enger Impfung géint de Covid och géint déi saisonal Gripp an d'Pneumocoquen ze impfen. An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet stellen:

1. Stëmmt et, datt elo op eemol ze vill Grippevaccine bestallt goufen?

2. Wa jo, wéi vill Vaccine goufen ze vill bestallt? Wat ass de Käschtepunkt?

3. Besteet elo net de Risiko, datt d'Apdikten op hiren Dose sëtze bleiwen?

4. Wéi laang sinn dës Vaccinen haltbar a kënne se eventuell d'nächst Joer nach genotzt ginn?

5. Kann d'Regierung d'Informatioun bestätegen, datt ze vill Pneumovax bestallt gouf an datt vill Dosen hu missen zerstéiert ginn? Firwat war keng Impfcampagne heivir lancéiert ginn?

6. Wa jo, aus wéi enge Grënn huet d'Regierung deemools keng Campagne gemaach mam Opruff, sech impfen ze loossen?

7. Wéi vill hunn déi Dose kascht, déi hu missen zerstéiert ginn?

Réponse (16.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Ech erlabe mer, den honorabelen Deputéierten op meng Äntwert op seng dréngend parlamentaresch Fro vum 16. Oktober 2020 (QP N° 2989) ze verweisen, wou am Detail explizéiert gouf, wéi d'Situatioun vun der Grippenimpfung dëst Joer ass, a firwat d'Direktioun vun der Santé, no engem Gespréich am Juni dëst Joer mam Syndicat des pharmaciens luxembourgeois (SPL), deen eis op de Risk vun enger Penurie higewisen huet, decidéiert huet, selwer 30.000 Dose Vaccin ze kafen, zousätzlech zu de Vaccinen, déi iwwert d'Apdikte bestallt gi waren. Dës Dose sinn elo wéi geplangt ukomm. Den Akafspräis pro Dosis läit bei 9,50 Euro HTVA.

Vun den 30.000 Dose ginn der 5.000 ausgedeelt u verschidde Servicer an Administratioune vum Staat, déi normalerweis hir Leit am Oktober impfen, mee dëst Joer fräiwëlleg gewaart hunn, fir vulnerabele Persounen de Virtrëtt ze loossen, souwéi u verschidde Gesondheetsberuffler an och u Leit, déi a sozial prekäre Situatioune liewen.

De Rescht vun den Dosen ass disponibel iwwert d'Dokteren, fir vulnerabel Leit ze impfen, déi bis elo keen Impfstoff kritt hunn. D'Informatioun vun der Disponibilitéit vum Vaccin ass un all d'Doktere gaange wéi och un d'Press.

Eiser Meenung no besteet elo kee Risiko, dass d'Apdikten op Dose sëtze bleiwen, well säit Woche keng Grippenimpfunge méi an den Apdikten disponibel sinn. Dës potenziell Penurie vu Grippenimpfunge war jo och den Objet vun dem honorabelen Deputéierte senger parlamentarescher Fro am Oktober.

Mir wëssen effektiv net genau, wéi vill vulnerabel Leit sech nach wëllen impfe loossen, mee mir kréie reegelméisseg Ufroe vu besuergte Bierger, déi kee Vaccin méi fannen. D'Grippenimpfung ass jo dëst Joer ëm sou méi wichteg, wou mir an der Pandemie Covid-19 sinn a mir Duebelinfektioune wëlle vermeiden.

Als Apdikter weess den honorabelen Deputéierten och, dass d'Grippenimpfung all Joer changéiert an dass een dofir net kann d'Impfung vun dësem Wanter den nächste Wanter nach benotzen.

De Staat huet effektiv 3.220 Dose Pneumovax am Summer bestallt. Den Akafspräis pro Dosis war 20,50 Euro HTVA. Den Expiratiounsdatum vun dësem Vaccin war leider relativ kuerz. Vun der Liwwerung sinn der 83 direkt benotzt gi via verschidden Dokteren an eng Officine, de Rescht ass vum Comptoir pharmaceutique luxembourgeois iwwerholl ginn a koum an d'Vente iwwert d'Apdikten. Op dësem Wee sinn 1.002 weider Dose bei d'Patiente komm. Déi reschtlech 2.135 Dose si gehale ginn, bis den Expiratiounsdatum ofgelaf war an hunn dono missen zerstéiert ginn, well de Produzent, no internationale Reegelen, den Impfstoff net méi kann zeréckhuelen, wann e bis eemol säin Depot verlooss huet.

De Gesondheetsministère mécht selwer oder ënnerstëtzt säit Jore Campagnë fir d'Vaccinatioun géint de Pneumocoque bei den eelere Leit oder bei Leit mat chronesche Krankheeten. Esou eng Campagne ass och dëst Joer am Hierscht gelaf, notamment als TV-Spot op engem nationale Fernseesender, zur beschter Sendezäit just virun oder no den Owesnoriichten. Leider huet dës Campagne net erlaabt, d'ganz Quantitéit vun disponibelem Impfstoff ze benotzen.

Question 3277 (10.12.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **prêts logement :**

Récemment la CSSF a présenté un resserrement des conditions d'octroi des crédits immobiliers. Ainsi, un primo-acquérant peut recevoir jusqu'à 100 % du montant du bien visé sous forme de prêt et un propriétaire qui souhaite étendre son patrimoine immobilier ne peut recevoir qu'un crédit dans les limites de 80 % du montant de son investissement. Les experts de l'immobilier pensent que ces changements ne vont pas vraiment avoir d'effets sur le marché immobilier national, même si la limitation du prêt hypothécaire à 80 % pourrait inciter les investisseurs à s'intéresser à d'autres options d'investissement que le logement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance du nombre respectivement du pourcentage des emprunts qui sont octroyés à 100 % ? Est-ce que les institutions financières n'exigent pas d'ores et déjà une certaine proportion de capitaux propres lors de l'octroi d'un emprunt ?

- Est-ce qu'actuellement les instituts financiers constatent une augmentation du nombre de bénéficiaires de crédits hypothécaires qui ne sont plus à même de rembourser leurs mensualités et ceci plus particulièrement depuis le début de la crise sanitaire ?

- Lors de la réponse à la question parlementaire n° 2316, Monsieur le Ministre du Logement a indiqué le nombre de garanties de l'État pour prêts hypothécaires. Dans combien de cas, cette garantie locative a-t-elle due être invoquée ? Quel montant l'État a-t-il dû mobiliser pour couvrir ces garanties réclamées ?

Réponse commune (12.01.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Sur base d'informations recensées par la CSSF, la proportion des prêts hypothécaires octroyés par des banques luxembourgeoises pendant le 1er semestre 2020 et affichant un ratio « prêt-valeur » supérieur à 100 % représentait 5 % du total des prêts octroyés durant cette période. Ce chiffre amène dès lors à conclure que la majorité des financements de biens immobiliers incluait un apport personnel de fonds propres par l'emprunteur.

À la fin du mois de septembre 2020, le ratio des prêts hypothécaires non performants se situait à 1,5 %, contre 1,3 % à fin décembre 2019.

La question parlementaire n° 2316 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernait les garanties locatives, c'est-à-dire l'aide que peuvent demander les personnes qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour financer une caution exigée par le bailleur lors de la location d'un logement. Pour ce qui est des garanties de l'État pour des prêts hypothécaires dans le cas d'une acquisition de logement, nous pouvons informer l'honorable Député que jusqu'à présent cette garantie n'a été invoquée qu'une seule fois.

Question 3278 (10.12.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **construction de logements :**

Selon les prédictions du Statec, pour combler la demande des années à venir, chaque année plus de 7.500 nouveaux logements devraient venir s'ajouter à notre parc national de logements. Pourtant en réalité seulement plus ou moins 3.000 unités de logements sont créées par année.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Le Luxembourg dispose-t-il de suffisamment de ressources en main-d'œuvre pour augmenter, voire doubler la construction de logements ? Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des ressources disponibles par corps de métier ? Existe-t-il des pénuries pour des secteurs spécifiques ?

- Les constructeurs actifs sur le marché national du logement disposent-ils de capacités suffisantes pour pouvoir assurer une hausse considérable des constructions ? Quelle est la part de nouvelles constructions réalisée par des entreprises venant de l'étranger ?

- Quelles sont le cas échéant les initiatives que le Gouvernement entend prendre avec le secteur de la construction pour parer à d'éventuelles pénuries en main-d'œuvre spécialisée ?

Réponse commune (12.01.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Conscient du fait que le secteur de la construction fait face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, le Gouvernement a initié et/ou soutenu bon nombre d'initiatives pour contrecarrer cette problématique. Ces initiatives peuvent être scindées entre celles visant la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et celles visant à améliorer l'image du secteur auprès du grand public, en essayant de transmettre une image positive du secteur, tout en mettant en avant ses perspectives d'avenir et l'attractivité de ses métiers.

En ce qui concerne la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, on peut citer notamment les Centres de compétences Génie technique du Bâtiment et Parachèvement qui ont pour vocation de fournir aux entreprises artisanales des mesures de gestion des compétences, afin qu'elles puissent disposer des compétences nécessaires pour être compétitives sur les marchés et faire face aux nouvelles évolutions technologiques, réglementaires et économiques.

Il convient également de mentionner la future Stratégie nationale « Talent Attraction » qui a pour objectif de coordonner les efforts des ministères et administrations et d'élaborer une stratégie nationale pour attirer, développer et retenir les talents nécessaires.

En matière de promotion de l'entrepreneuriat, il faut également faire état des efforts de l'ASBL « Jonk Entrepreneuren Luxembourg ». Cette ASBL, avec le soutien de la Direction générale des classes moyennes, a pour objectif d'expliquer et d'apprendre aux jeunes tout au long de leur cursus scolaire que le statut d'indépendant est une alternative concrète à l'emploi salarié et de leur donner le goût d'entreprendre, d'innover, de créer et de prendre des initiatives.

Quant aux différents projets visant à améliorer l'attractivité de l'artisanat en général, nous nous permettons de renvoyer à la réponse à la question parlementaire 3183.

Finalement, nous tenons à préciser que le Gouvernement a des échanges réguliers avec le secteur. À cet égard, le « Haut comité PME » s'avère être un organe utile, car décideurs politiques et représentants des secteurs peuvent s'y échanger et élaborer des réponses communes face aux différents défis auxquels les entreprises sont confrontées.

Question 3280 (10.12.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **bénévolat :**

De 5. Dezember war den internationalen Dag vum Benevolat. Dësen Dag gehéiert deene Persounen, déi sech éierenamtlech fir d'Allgemengheet engagéieren.

Eng Gesellschaft ass op de Benevolat ugewisen a sollt och ënnerstëtzt ginn. D'Leit vum Terrain fuerderen an deem Kontext eng besser Organisatioun vum Benevolat, d'Aféiere vun enger „flächendeckender Assurance" respektiv eng Validation des acquis de l'expérience.

An dësem Zesummenhang géif ech der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun gär follgend Froe stellen:

- Wat ass d'Positioun vun der Familljeministesch zu dëse Proposen?

- Gedenkt d'Madamm Ministesch an dës Direktioun mat ze goen?

- Wa jo, wat ass virgesinn?

- Wann nee, firwat net?

Réponse (07.01.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Benevolat spillt eng ganz wichteg Roll an eiser Gesellschaft an et ass dëser Regierung och dru geleeën, de Benevolat weider ze promouvéieren an ze developpéieren. Dofir huet d'Regierung och am Accord de coalition 2018-2023 konkreet Moossname festgehal.

Esou gesäit den Accord de coalition 2018-2023 vir, datt eng Strategie ausgeschafft soll ginn, déi de Benevolat méi effizient a méi attraktiv soll maachen. An dësem Zesummenhang wäert d'Agence du bénévolat e strukturéierten Dialog mat den implizéierte Partner organiséieren. Dësen Dialog soll déi verschidde Besoinen thematiséieren, déi de Benevolat concernéieren.

Fir datt dësen Dialog op enger fondéierter Basis ka stattfannen, schafft de Familljeministère am Moment e Cahier des charges aus, deen als Basis fir déi am Accord de coalition ugekënnegt Etüd wäert déngen.

Dës Etüd soll a Kollaboratioun mat den implizéierte Ministèren an och mat der Agence du bénévolat ausgeschafft ginn.

D'Etüd wäert e quantitativen an e qualitative Volet hunn. Esou gëtt net nëmmen eng Analys vun der aktueller Situatioun vum Benevolat gemaach, mee et geet och drëm, Besoinen ze identifizéieren a konkreet Verbesserungsvirschléi vun den Associatiounen, eréi och vun de Benevolle selwer, ze erfaassen, fir duerno déi néideg Mesurë kënnen ze huelen.

Esou wäerten d'Punkte vun enger flächendeckender Assurance, eréi och vun der Validation des acquis de l'expérience, an dëser Etüd behandelt ginn.

Question 3281 (10.12.2020) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **transport fluvial sur la Moselle :**

Am Ufank vun der Covidpandemie war a Frankräich e Réckgang vum Wuerentransport um Waasserwee vu ronn 40 % ze verzeechnen. Et schéngt wéi wa

momentan och manner Transportschëffer op der Musel ënnerwee wieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi ass d'Entwécklung vum Tonnage op der Musel dëst Joer am Vergläich zu 2019?

2. Ass e Réckgang an der Schëfffaart a beim Wuerentransport op der Musel zënter dem Ufank vun de Beschränkungen duerch d'Pandemie ze verzeechnen?

3. Wa jo, wat heescht dat fir d'Lëtzebuerger Muselschleisen?

4. Wéi eng Entwécklung gëtt et am Hafe vu Mäertert zënter Mëtt Mäerz 2020? Ass e grousse wirtschaftleche Schued duerch d'Covidpandemie entstanen?

Réponse (28.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An hirer parlamentarescher Ufro freet déi honorabel Deputéiert Informatiounen iwwert d'Entwécklung vum Wuerentransport op der Musel an am Hafe vu Mäertert.

ad 1. Zu der éischter Fro vun der Entwécklung vum Giddertransport op der Musel an dësem Joer am Verglach mam leschte Joer ass ze soen, datt vu Januar bis November 2019 5.243.135 Tonne Gidder duerch d'Schleis Grevenmacher transportéiert goufen an an dem nämmlechten Zäitraum 2020 4.664.899 Tonnen, dat ass en Ënnerscheed vu - 578.236 Tonnen an deemno e Réckgang vun 11,03 % am Giddertransport.

Et ass ze bemierken, datt dee Réckgang sech och deckt mat engem Réckgang vun 11 %, dee wärend dem éischte Semester 2020 op dem Rhäin festgestallt gouf.

ad 2. Et ass och e Réckgang am Opkommes vun de Schëffer wärend der Period vun der Pandemie, ab Mäerz 2020, ze verzeechnen, deen sech follgendermoossen an de verschiddene Kategorië vu Schëffer duerstellt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et ass kloer, datt d'Pandemie en Impakt op de Wuerentransport an op de Persounentransport hat.

Esou ass europawäit ze konstatéieren, datt besonnesch d'„Trockengüterfahrt" gelidden huet, wat sech domat erkläert, datt verschidden Industriezweiger ewéi de Beräich „Automobilindustrie" zäitweileg net operationell war an domat den Transport vu Stol an Äerzer erofgaangen ass. Bei den Tankschëffer, déi Pëtrol oder aner flësseg Gidder transportéieren, ass awer de befierchten Abroch net ze constatéieren.

Doriwwer eraus ass ze bemierken, datt vill aner Faktoren sech op de Volume vum Wuerentransport op der Waasserstrooss auswierken, a besonnesch d'Periode vum Niddregwaasser um Rhäin, déi definéieren, wéi vill d'Schëffer ofluede kënnen. Och gouf d'Schëfffaartsspär dëst Joer coronabedéngt an de September verréckelt, esou datt am Mount September vergläichsweis wéineg Wueren duerch d'Schleisen op der Musel transportéiert goufen.

Wat de Persounentransport ugeet, esou sinn déi grouss Réckgäng (- 35,98 % am Joer 2020 par rapport zu 2019 fir Persouneschëffer an - 64,69 % fir Sportsbooter) direkt op d'Beschränkungen (Ausgangsbeschränkungen, Quarantainereegelen, zoue Grenzen etc.) vun de verschiddene Länner am Grenzberäich vun der Musel an an der Benelux zeréckzeféieren.

Et geet aus enger Etüd vun der Zentralkommissioun vum Rhäin ervir, datt a Frankräich mat enger Reduktioun vum Chiffre d'affaires an der Passagéierschëfffaart vun 220 Milliounen Euro an den éischten aacht Méint vun 2020 gerechent gëtt an an Däitschland fir dat éischt Semester 2020 mat enger Perte vun 142 Milliounen Euro. An deem Beräich ass och d'Aussiicht fir d'Zukunft nach net kloer an et gëtt weiderhi mat groussen Abousse fir de Secteur gerechent.

ad 3. Dank dem onermiddlechen Asaz vum Personal an de Mesuren, déi geholl goufen, fir de physesche Kontakt op e Minimum ze reduzéieren, konnt de Betrib vun de Schleise Grevenmacher a Stadtbredimus bis elo 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg garantéiert ginn.

ad 4. Wat d'Entwécklung am Hafe vu Mertert ugeet, esou ass de Gesamtëmschlag an Tonne wärend den éischten eelef Méint vun dësem Joer am Verglach mat där selwechter Period vun 2019 ëm 4,91 % zeréckgaangen. Dobäi sinn déi eenzel Produktgruppen ënnerschiddlech betraff. Esou ass zum Beispill den Export vu fäerdege Stolprodukter ëm 5,62 % zréckgaangen an den Import vu Schrott fir d'Stolindustrie ëm 26,89 %. An där selwechter Zäit ass den Import vun Uelegprodukter ëm 13,49 % zeréckgaangen.

Den Import vun Uelegprodukter op Lëtzebuerg geschitt momentan nach zum groussen Deel iwwert d'Strooss. E gréisseren Undeel iwwert de sécheren an ëmweltfrëndleche Waasserwee wär mat engem Ausbau vun den Installatiounen am Hafen zu Mertert méiglech.

Dank der Investitiouns- an Diversifikatiounspolitik, wéi zum Beispill vun 2015 un de Containerëmschlag, konnt de Schued agegrenzt ginn. Esou ass d'Unzuel vun de Containere vu 7.622 op 10.889 ugewuess.

Question 3282 (11.12.2020) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**activité de location subventionnée du Fonds du logement :**

Den ëffentleche Wunnengsbau konzentréiert sech déi lescht Jore méi staark op d'Locatioun amplaz op d'Vente. D'Locatioun vun dëse subventionéierte Wunnenge riicht sech u Stéit mat niddregem Akommes. De Fonds du Logement huet am Beräich vun der Locatioun déi lescht Joren - an an Zesummenaarbecht mat de Gemengen – eng Réi Efforte gemaach, fir méi abordabel Locatiounswunnengen op de Marché ze bréngen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister vum Logement follgend Froe stellen:

- Deelt den Här Minister eis Aschätzung, datt zousätzlech Efforte néideg sinn, fir d'Akzeptanz vu subventionéierte Locatiounswunnenge bei de Gemengepolitiker a bei de Bierger ze verbesseren?

- Ass den Här Minister der Meenung, datt e Virrecht op subventionéiert Locatiounswunnenge fir eligibel Bierger aus der concernéierter Gemeng eng Piste ass, déi d'Akzeptanz bei de Bierger ka verbesseren?

- Wann net, fënnt den Här Minister, datt e Virrecht op subventionéiert Locatiounswunnenge fir eligibel Bierger aus de concernéierten Offices sociauxen eng Piste ass, déi d'Akzeptanz bei de Bierger ka verbesseren?

- Ass den Här Minister eiser Meenung, datt e Virrecht op subventionéiert Locatiounswunnenge fir jonk Bierger aus der concernéierter Gemeng dem Duerf- oder Stadliewen an dëser Gemeng zegutt wäert kommen?

Réponse (17.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Déi éierwäerten Deputéiert Claude Lamberty a Max Hahn bemierke ganz richteg, datt d'Prioritéit am ëffentleche Wunnengsbau scho vun der viregter Regierung op d'Schafe vun abordabele Locatiounswunnengen orientéiert gouf.

Dëst gouf iwwregens an der rezenter Debatt zum Finanzéierungsgesetz fir de Wunnengsbauprojet Elmen nach eng Kéier vun enger Rei Vertrieder an der Chamber als e wichtege Schratt begréisst. Och dowéinst wäert dës Regierung un där Prioritéit festhalen. Et entsprécht ganz einfach dem Bedarf vun deene Leit, déi Schwieregkeeten hunn, sech eng bezuelbar Wunneng ze leeschten, an deenen de profitorientéierte private Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg keng Optioune bitt.

Bei menge ville Kontakter um Terrain erliewen ech och reegelméisseg dat grousst Engagement vu responsabele Politiker a Beamten um kommunale Plang, déi sech fir d'Schafe vun abordabelem Wunnraum asetzen. An de leschte Joren huet sech op ville Plazen eng exzellent Zesummenaarbecht tëscht de Gemengen an dem Fonds du Logement oder der SNHBM opgebaut, wouduerch eng Rei nei Projete konnte lancéiert ginn.

Dës Initiative gi vun der Regierung och finanziell ënnerstëtzt mat Subventiounen, déi bis zu 75 % vun den Investitiounskäschten ausmaachen. De Projet de budget pluriannuell, deen nach dëser Deeg an der Chamber zum Vott gestallt an ugeholl gouf, weist och kloer, datt d'Regierung an d'Parlament d'Zeeche vun der Zäit erkannt hunn an déi néideg finanziell Ënnerstëtzung wäerten oprechterhalen.

Dësen nationalen Effort ass grad an Zäite vun enken ëffentleche Keesen en Zeeche vu Solidaritéit a Wäitsiicht a kann net genuch wäertgeschätzt ginn. Ech kann dofir och kee Feele vun Akzeptanz fir dës Wunnengsbaupolitik erkennen, weeder um kommunalen, nach um nationale Plang.

Wat déi sougenannten „Attributiounskrittären" ugeet, sou schéngt et mir selbstverständlech, datt Wunnengen, déi zu 75 % vun nationale Steiergelder finanzéiert ginn, och alle Bierger am Land sollen opstoen, wa si de soziale Krittären entspriechen. Nëmmen esou kënne mer de Bierger am Land glafwierdeg maachen, datt d'Stäerkung vun der sozialer Kohäsioun keen eidelt Verspriechen ass, mee eng Realitéit soll si fir all Mënsch, deen hei wunnt oder schafft.

Am Moment si meng Servicer amgaang, d'Attributiounskrittären ze iwwerschaffen, wéi se haut am sougenannten 98er Reglement virgesi sinn. Et ass geplangt, do och eng Rei regionalspezifesch Krittären anzeféieren, esouwäit se sozial- a familljiepolitesch oder landesplaneresch sënnvoll sinn a rechtlech net géint Antidiskriminéierungsreegele verstoussen. Beispillsweis solle Famille mat Kanner d'Méiglechkeet kréien, prioritär fir eng Wunneng ze kandidéieren, déi et de Kanner erlaabt, an hirem gewinnte Liewensëmfeld ze bleiwen. Grad esou ass et wichteg, datt mer dem Krittär vun der Aarbechtsplaz eng gewësse Wichtegkeet zougestinn, fir datt d'Leit méiglechst no bei hirer Aarbechtsplaz kenne wunnen an doduerch u Liewensqualitéit gewannen a manner Zäit am Trafic verléieren.

Esoubal dës Krittäre bis iwwerschafft sinn, wäert ech déi der Chamber an de Gemengevertrieder presentéieren.

Question 3289 (11.12.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **infirmiers de la médecine scolaire :**

Eisen Informatiounen no sinn aktuell an enger Rei vu Schoulen d'Infirmièren/Infirmiere vun der Médecine scolaire, déi integral vun de Gemenge bezuelt ginn, am „Leerlauf".

An dësem Zesummenhang géif ech der Gesondheetsministesch an dem Bildungsminister gär follgend Froe stellen:

- Kann den Här Educatiounsminister mer dës Informatioun confirméieren?

- Firwat ginn dës Infirmièren/Infirmieren net an den Testekippe beim Asaz an de Schoulen agesat, respektiv an den Impfzentren, fir matzehëllefen?

Réponse commune (15.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Als éischt ass et wichteg ze preziséieren, datt et schoulmedezinnesch Infirmieren/èren, déi vun de Gemenge finanzéiert ginn, just a vereenzelte Gemenge ginn, wéi an der Stad Lëtzebuerg, Esch/Uelzecht, Diddeleng, Schëffleng a Péiteng. Fir de Rescht gëtt den Depistage am Enseignement fondamental och zum Deel vum Personal vum Volet médico-scolaire vun der Ligue médico-sociale gemaach. Am Enseignement secondaire gëtt dësen Depistage vun der Gesondheetsdirektioun assuréiert.

Uganks dësem Schouljoer gouf eng generell Evaluatioun vun der sanitärer Situatioun gemaach souwéi eng Analys vum Benefice/Risiko-Verhältnis, wa Gruppe vu Schüler zesummekommen, déi bei normale pedagogeschen Aktivitéiten net onbedéngt a Kontakt stinn, esou wéi dat de Fall bei der Schoulmedezinn ass. Schliisslech gouf decidéiert, d'Ënnersichungen an de Schoulen an an de Lycéeën temporaire ze suspendéieren, fir zousätzlech Gruppéierunge vu Schüler ze vermeiden. Dëst bedeit awer net, datt d'Ekippe vun der Schoulmedezin wärend dëser Period kenger Aufgab nogaange sinn an „am Leerlauf" waren.

An dësem Kontext hunn d'Infirmieren/èrë virun allem entweeder den Empfang oder d'Inclusioun vu Kanner mat spezifesche Besoine garantéiert, an dëst méi spezifesch duerch sougenannte „Projets d'accueil individualisés". Si hu missen derfir suergen, datt d'Konditioune fir en optimalen Empfang an eng optimal Inclusioun vun dëse Kanner am Schoulëmfeld erfëllt goufen.

An dësem Kontext hunn d'Infirmieren/èren och spezifesch Formatioune gehalen, wéi z. B. iwwert de PAI oder nach d'Uwendung vu spezifesche Medikamenter a Schoulen a Crèchen op vereenzelten Ufroe vun Enseignanten.

Zousätzlech hunn d'Infirmieren/èrë vertraulech medezinnesch Informatiounsblieder a Questionnairë gesammelt a sinn amgaangen, d'Impfkaarte vun de Schüler ze kontrolléieren, esou wéi dat all Joer, am Kader vun de preventive Missioune vun der Schoulmedezinn, de Fall ass. Si sinn och vereenzelt op Ufro vun den Enseignanten hin bei Schüler intervenéiert.

Zënter November sinn och verschidden Infirmieren/èrë vum Volet médico-scolaire vun der Ligue médico-sociale am Asaz a verschiddenen Testzentren, fir Prelevementer bei Kanner tëschent zwee a sechs Joer ze maachen.

D'Infirmieren/èrë vun der Schoulmedezinn vun der Gesondheetsdirektioun sinn zënter Mäerz virun allem beim Contacttracing matagebonnen.

Question 3295 (14.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **nouvelles règles en matière de péage pour poids lourds :**

Les ministres des Transports de l'Union européenne viennent de se mettre d'accord sur de nouvelles règles en matière de péage pour poids lourds.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics quel est le contenu de cet accord.

- Quelles sont, le cas échéant, les conséquences pour le Luxembourg ?

- Quelle est l'échéance pour l'introduction de ce système harmonisé et quelles sont les exceptions prévues par ledit accord ?

Réponse (17.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'honorable Député souhaite s'informer sur le récent accord des ministres des Transports concernant de nouvelles règles en matière de péage pour poids lourds.

Lors de leur visioconférence du 8 décembre 2020, les ministres des Transports se sont globalement mis d'accord sur le contenu d'une position commune concernant la révision de la directive dite « Eurovignette ». Cette position commune ouvre la voie vers les négociations du Conseil avec le Parlement européen. Il est donc trop tôt pour se prononcer sur le contenu de la future directive modificative.

Par conséquent, il n'y aura pas de conséquences directes pour le Luxembourg.

La future directive modificative n'introduira pas de système harmonisé pour toute l'Union européenne, mais apportera des modifications à la directive-cadre actuelle et continuera à permettre aux États membres à adopter différents systèmes selon leurs choix et besoins. Ainsi, les exceptions seront celles que les différents États membres jugeront utiles, dans les limites de la directive.

Question 3302 (14.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **recensement de la population au cours de l'année 2021 :**

D'nächst Joer wäert zu Lëtzebuerg nees eng Vollekszielung stattfannen. Déi lescht Vollekszielung war 2011. Fir laangfristeg Entwécklungen ze erkennen, ze vergläichen an ze analyséieren, ass et wichteg, ëmmer erëm déi selwecht Froen ze stellen.

1. Ass geplangt, an der Vollekszielung vun 2021 déi selwecht Froen ze stelle wéi 2011?

2. Ass geplangt, fir weider Froen ze stellen an zu wéi engem Theema?

An der Vollekszielung 2011 ass de Sproochgebrauch esou erfrot ginn: „Welche Sprache(n) sprechen Sie üblicherweise?" Gefrot ginn ass nom Sproochgebrauch „zuhause, mit den Angehörigen" an „in der Schule, am Arbeitsplatz". Zur Wiel stoungen: „Luxemburgisch, Franzësisch, Deutsch, Portugiesisch, Italienisch, Englisch, eine andere Sprache", mat der Méiglechkeet, e puer Sproochen ze nennen.

3. Ass geplangt, déi Fro vun 2011 iwwert de Sproochegebrauch genee esou och 2021 ze stellen?

Réponse (08.01.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Vollekszielung, déi den 1. Juni 2021 duerchgefouert gëtt, gëtt virgeschriwwe vum „Règlement (CE) n° 763/2008 concernant les recensements de la population et du logement" souwéi vum „Règlement d'exécution (UE) 2017/543 établissant les règles pour l'application du règlement (CE) n° 763/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant les recensements de la population et du logement en ce qui concerne les spécifications techniques des thèmes et de leurs subdivisions".

Déi europäesch Gesetzgeebung huet net vill geännert am Verglach mat der leschter Vollekszielung vun 2011. De Statec weist also op Nofro drop hin, dass déi Froen, déi 2021 wäerte gestallt ginn, zu engem groussen Deel déi nämmlecht sinn, och wa verschidde Formulatiounen iwwerschafft goufen.

De Statec preziséiert, dass d'Froen iwwert d'Ausstattung vun engem Stot (Toilette, Garage, Fernsee, Telefon…) bei der nächster Vollekszielung net méi gestallt ginn. Et ginn aner Ëmfroe vum Statec, déi et erlaben, fir dës Froe besser an och méi reegelméisseg ze stellen.

Doriwwer sammelt de Statec verschidden Informatiounen net méi direkt bei de Stéit, wéi zum Beispill déi iwwert d'Demografie (Nationalitéit, Familljestand, Gebuertsland…), well dës Informatiounen aus dem nationale Persouneregëster kënne geholl/gezu ginn.

De Statec erkläert, dass fir d'Verständnis vun de Froe bei der nächster Vollekszielung ze vereinfachen, souwuel déi elektronesch Questionnairë wéi och déi op Pabeier an den dräi Verwaltungssproochen (Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch) disponibel sinn souwéi och op Portugisesch an Englesch.

Nieft de Finalitéiten, déi vun der europäescher Gesetzgeebung definéiert ginn, sammelt de Statec och verschidden Informatioune fir national Zwecker. An deem Kontext huet de Statec verschidde Ministèren a Verwaltunge consultéiert, fir gewuer ze ginn, ob si Informatiounen am Kader vun der nächster Vollekszielung wéilte sammelen. An der nächster Vollekszielung ginn et deemno zwou nei Thematiken:

- eng eventuell Situatioun vun engem Handicap,

- de Besoin, fir ze renovéieren, respektiv déi energeetesch Renovatioun vun de Logementer.

De Statec preziséiert, dass d'Froen iwwer d'Sproochen déi nämmlecht sinn, déi och schonn 2011 bei der Vollekszielung gestallt goufen, just wat d'Formuléierung betrëfft, si liicht Upassunge gemaach ginn. Zousätzlech gëtt et fir 2021 och eng Infobox, déi preziséiert, wat mat „op der Aarbecht" an „an der Schoul" gemengt ass.

Dës Froe si follgend:

- Wat ass Är Haaptsprooch, dat heescht déi Sprooch, op där Dir denkt an déi Dir am beschte schwätzt?

- Wéi eng Sprooch(en) schwätzt Dir gewéinlech doheem resp. mat de Persounen, déi Iech nostinn? (Méi Äntwerte méiglech)

- Wéi eng Sprooch(en) schwätzt Dir gewéinlech op der Aarbecht resp. an der Schoul oder op der Universitéit? (Méi Äntwerte méiglech)

D'Äntwertméiglechkeete sinn déi nämmlecht wéi 2011 mat Ausnam vun der éischter Fro, bei där d'Modalitéit dobäigesat gouf: „Nach net al genuch, fir ze schwätzen".

Question 3304 (15.12.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **permis de pêche :**

Comme il a été relayé dans un article de presse récent, le nombre de permis de pêche délivrés en total et achetés en ligne en Wallonie aurait connu une forte croissance en 2020 par rapport aux années précédentes. Cette hausse serait notamment liée à la pandémie, qui aurait poussé beaucoup de personnes à se tourner vers des activités récréatives en plein air, dont la pêche.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce qu'un effet similaire a été enregistré au Luxembourg ?

2) Combien de permis de pêche ont été délivrés au Luxembourg ces trois dernières années ? Combien de ces permis ont été délivrés en ligne ?

3) Quel est l'état d'avancement de l'élaboration d'une procédure de délivrance du permis de chasse en ligne ?

Réponse (14.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) En ce qui concerne l'année 2020, on peut effectivement noter une augmentation significative du nombre de permis de pêche délivrés.

Depuis le 1er mai 2019, la délivrance des permis se fait par le biais du portail « guichet.lu ». Tout permis délivré à partir de cette date est systématiquement délivré moyennant le système de génération de permis de pêche du Gouvernement, même ceux émis dans les guichets physiques de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED). Depuis cette date, les renouvellements des permis de pêche par l'apposition d'un timbre de chancellerie ne sont plus possibles et un nouveau permis de pêche est donc délivré pour chaque requête.

Rappelons que les renouvellements des permis de pêche pour les eaux intérieures pouvaient jadis se faire par l'apposition d'un timbre de chancellerie et ceci jusqu'à huit renouvellements. Ceux-ci n'étaient, jusque-là, pas comptabilisés séparément par l'AED et n'apparaissaient dès lors pas dans les statistiques. Il s'avère donc difficile de comparer les chiffres de façon totalement univoque, respectivement d'expliquer ou d'attribuer l'augmentation du nombre de permis de pêche délivrés par un effet lié directement à la pandémie.

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend les permis de pêche délivrés, lors des trois dernières années, selon le type de permis permettant d'exercer la pêche dans les eaux frontalières avec l'Allemagne ou dans les eaux intérieures luxembourgeoises.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, un total de 9.707 permis de pêche a été délivré. Le nombre de permis délivrés en ligne s'élève à 8.741 permis, soit un pourcentage de plus de 90 %.

ad 3) Un projet de digitalisation de la procédure de délivrance du permis de chasse est en cours. À l'instar de la procédure concernant le permis de pêche, la démarche concernant les permis de chasse se fera par le biais du portail « guichet.lu ». La procédure d'obtention d'un permis de chasse est néanmoins légèrement plus complexe que celle pour obtenir un permis de pêche et nécessite des développements supplémentaires, notamment pour les pièces à joindre à la demande. Selon le planning mis en place, les développements devraient être terminés pour la fin de l'année 2021, de sorte qu'une mise en ligne de la procédure est prévue pour le 31 décembre 2021.

Question 3306 (15.12.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **tram rapide :**

Ënnert dem Slogan „Le tram rapide et son contexte multimodal entre Luxembourg-ville et la région Sud" gouf viru Kuerzem de séieren Tram an d'Strategie, wéi een d´Stad Lëtzebuerg besser mam Süde vum Land kéint verbannen, presentéiert. An deem gläichen Zäitraum ass eng Etüd[6] erauskomm, déi analyséiert huet, wéi laang e Bierger an Europa duerchschnëttlech brauch, fir op seng Aarbechtsplaz ze kommen. Zu Lëtzebuerg waren dat 2019 29 Minutten, dat ass eng vun den héchsten Zäiten a véier Minutte méi wéi déi europäesch Moyenne.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

- Läit dem Här Minister eng méi detailléiert Analys vir, wéi sech dës Moyenne zesummesetzt? Aus wéi enge Regioune vum Land brauch ee beispillsweis méi laang? Hänkt dëst mat der Ubannung un den ëffentlechen Transport zesummen? Esou brauche 36,3 % vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, tëscht 30 an 59 Minutte fir op hirer Aarbechtsplaz unzekommen; europawäit brauchen duerchschnëttlech just 26,3 % vun de Leit esou laang.

- Wéi ass d´Evolutioun vun dësen Zuelen?

- „A 14 Minutte vun der Cloche d'Or bis an den neie Quartier Alzette", esou gëtt de Projet vum séieren Tram an de Süde beschriwwen; heimat kéint d´Moyenne vun 29 Minutten also gesenkt ginn. Sinn esou Projeten och fir déi aner Regioune vum Land, notamment den Norden an den Osten, déi haut scho méi schlecht ugebonne sinn, geplangt?

- E „séieren Tram" bis op Jonglënster stoung emol als Iddi am Raum; gëtt där Iddi nach nogaangen?

- Beim Tram an de Süde gëtt ervirgestrach, dass um éischten Deelstéck laanscht d'Autobunn, de Staat majoritär Proprietär vun den Terrainen ass. Wéi gesäit d'Situatioun laanscht d'Stroossen an den Osten, zum Beispill op Jonglënster–Iechternach aus?

Réponse (06.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

D'Etüd Luxmobil vun 2017, bei där eng 37.500 Residenten a Frontaliere matgemaach hunn, huet erginn, dass den Aarbechtswee fir Residenten an der Moyenne 34 Minutte bedréit, fir Frontalieren aus Frankräich 54 Minutten, aus Däitschland 49 Minutten, an aus der Belsch 51 Minutten.

Dass dës Wäerter iwwert der europäescher Moyenne leien, ass an éischter Linn op dat aussergewéinlecht Ongläichgewiicht vun Aarbechtsplazen an Aktiven an der Stad Lëtzebuerg zeréckzeféieren. 2019 koumen eng 165.000 Aarbechtsplazen op eng 50.000 Awunner vun der Stad, déi berufflech aktiv waren.

Duerchschnëttlech Reeszäite kënnen also virun allem duerch landesplaneresch Mesurë reduzéiert ginn. Dass méi séier Transportachsen dëst mëttela laangfristeg net bewierken, gëtt weltwäit beobacht. An zwar schéngt sech de Mënsch iwwert d'Kulturen ewech ee „Reeszäitbudget" vun engen 90 Minutten den Dag ze ginn, woubäi exzeptionell Ureizer dat bis op eng Toleranzgrenz vun zwou Stonne kënnen erhéijen. Besonnesch am motoriséierten Individualverkéier ass et d'Beobachtung, dass esoubal eng Streck méi séier gëtt, d'Leit vu méi wäit hir pendelen, respektiv méi wäit ewech vun hirer Aarbecht wunne ginn - bis der dann esou vill dat maachen, dass hire Stau dës Strooss erëm lues mécht.

An deem Kontext soll den ëffentlechen Transport d'Kaart vun der Attraktivitéit, der Zouverlässegkeet an der Previsibilitéit vun der Reeszäit spillen. Tëscht deenen zwee dichten urbane Ballungszentere vun Esch/Uelzecht an der Stad Lëtzebuerg wäert dëst den Tram erreechen. Tëscht dem ländlech gepräägten Osten an der Stad mécht een Tram weeder vu senger héijer Kapazitéit, nach vun der diffuser Siidlungsstruktur hier Sënn. Hei gëtt d'Zil vun der zouverlässeger Reeszäit doduerch erreecht, dass den RGTR-Reseau, dee vu senger Feinerschléissung hier bis an all Duerf europawäit sengesgläiche sicht, an der Approche vun der Stad ee staufräie Couloir reservéiert kritt. Dëst ass tëscht Gonnereng an dem Kierchbierg jo geplangt. Vun dem ländlechen Norden an d'Stad iwwerhëlt d'Nordstreck vun der Eisebunn dës Roll. Och hir Zouverlässegkeet wäert duerch den Ëmbau vun der Gare Lëtzebuerg signifikant verbessert ginn, grad esou wéi hiert Zesummespill mat den RGTR-Bussen, déi am Verspéidungsfall iwwert déi nei Leetstell méi oft kënne mat den CFL ofgestëmmt ginn.

Question 3309 (15.12.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **vidéosurveillance :**

De 16. Juni 2018 huet d'Lëtzebuerger Wort getitelt: „La vidéosurveillance étendue dès cet automne dans la capitale" a weider:

« Cet automne, tout le quartier de la gare sera couvert : la rue de Strasbourg, l'aire de jeux place de Strasbourg, la rue 1900, une section de la rue Adolphe Fischer, la rue Glesener, la rue du Commerce et la rue du Fort Wedell.

Le quartier de Bonnevoie est aussi concerné : des caméras viseront la place Léon XIII, une partie de la rue de Bonnevoie et les aires de jeux de la rue Sigismond et de la rue des Ardennes. »

A méi wäit:

« Dès l'achèvement du projet Royal-Hamilius, qui devrait avoir lieu mi-2019, 21 caméras seront installées sur la place publique, la rue de la Poste, la rue Aldringen et une partie de la Grand-Rue. »

Den 31. August 2018 huet den deemolege Minister fir bannenzeg Sécherheet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro Follgendes geschriwwen:

« (…) on peut mentionner que d'autres zones de sécurité, en dehors de la gare, sont prévues sur la passerelle de vélos sous le pont Adolphe ainsi qu'à Bonnevoie ».

Den 23. Januar 2019 schreift den neie Policeminister:

« (…) j'encourage la poursuite du projet d'extension du système de vidéosurveillance dans la continuité de ce qui avait été annoncé par mon prédécesseur ». Hien huet dunn awer weider Etüden annoncéiert.

Am Juli 2019 schreift deen nämmlechte Minister:

« Pour conclure, je reste d'avis que la vidéosurveillance ne constitue pas un remède miracle pour la prévention de la criminalité et que son exploitation doit être strictement limitée et clairement encadrée. »

Virun enger Woch si mer du gewuer ginn, dass eng Ëmfro bei de Leit zu deem Sujet amgaangen ass. An anere Wierder huet sech zanter den Annoncë vum Juni 2018, wéineg bis guer näischt an déi Richtung gedoen.

Mir sinn awer elo gewuer ginn, dass an nächster Zäit Iwwerwaachungskameraen am Tram an op de Quaien installéiert wäerte ginn. D'Regierung huet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 25. September 2019 Prezisioune gi betreffend d'Kameraiwwerwaachung an den Zich, Bussen a Garen:

- Sou sinn tëscht dem 25. Mee 2018 an dem 3. Oktober 2019 114 Demandë fir d'Visualisatioun vun den Enregistrementer an den Zich gemaach ginn,

- 22 Mol sinn d'Biller an de Busse visualiséiert ginn,

- 246 Mol sinn d'Videoopzeechnungen an de Garë consultéiert ginn.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir Kommunikatioun a Medie stellen:

1. Kënnen d'Häre Ministere bestätegen, dass an nächster Zäit Iwwerwaachungskameraen am Tram an op de Quaie kommen?

2. Waren d'Häre Ministeren doriwwer informéiert a wat ass hir Aschätzung dozou?

3. Gouf déi national Dateschutzkommissioun (CNPD) mat engem Avis saisiéirt? Wann net, firwat net? Wa jo, wat waren d'Konklusioune vun der CNPD dozou?

4. Kënnen d'Häre Ministeren eis erklären, firwat also d'Kameraiwwerwaachung op deene Plazen am ëffentleche Raum kuerzfristeg méiglech, aner laang annoncéiert Projeten nach ëmmer net ëmgesat sinn?

5. Kënnen d'Häre Ministeren eis aktualiséiert Zuele liwweren iwwer d'Consultatioun vun Enregistrementer, déi iwwer d'Videosurveillance am ëffentleche Raum realiséiert goufen (opgeschlësselt no Plaz: Zuch, Bus, Gare, aner Sécherheetszone wou d'Kameraiwwerwaachung bedriwwe gëtt)?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. Op de Quaie wéi och am Tram si schonn Iwwerwaachungskameraen installéiert.

Iwwerwaachungskameraen am Tram selwer déi d'Passagéier filme sinn aktiv an d'Biller ginn enregistréiert. Dëst Bildmaterial gëtt zéng Deeg gehalen. Eng Autorisatioun vun der CNPD gouf 2018 ausgestallt, iert dat neit Dateschutzgesetz a Kraaft getrueden ass, ënnert deem d'CNPD keng Autorisatioune méi ausstellt.

D'Kameraen, déi op d'Quaien a Kräizungen ausgeriicht sinn, sinn aktiv, d'Frontkamera vum Tram ass awer ausgeschalt. D'Bedenken, déi vun der CNPD geäussert goufen, hunn dozou gefouert, dass d'Frontkamerae vum Tram net aktivéiert gi sinn an d'Biller op de Quaien an op de wichtege Kräizungen net enregistréiert ginn.

ad 2. Jo, d'Ministere waren doriwwer informéiert. Haaptzil vun de Kameraen op de Quaien a Kräizungen ass et net Leit ze iwwerwaachen, mee am Fall vun engem Tëschefall (zum Beispill bei engem Accident oder enger Pann vun engem Gefier) séier kënne betriblech Entscheedungen ze treffen.

No Ofstëmmung mat der CNPD huet de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten decidéiert, d'Kameraen op de Quaien an op wichtege Kräizungen ze aktivéieren, awer kee Bildmaterial ze späicheren, fir de Recommandatioune vum Dateschutz Rechnung ze droen.

Et ass also net d'Police, déi dëse System exploitéiert a si ass och net de Responsabele vum Traitement, mee Luxtram.

ad 3. Déi national Dateschutzkommissioun (CNPD) huet follgend Elementer zum Theema vun der Videoiwwerwaachung publizéiert:

- Lignes directrices en matière de vidéosurveillance (17/08/2018) :

D'CNPD huet Richtlinne fir d'Videoiwwerwaachung veröffentlecht, an deenen d'CNPD d'Prinzippien aus dem Dateschutzreglement (RGPD) an dësem Beräich erkläert. Dës Richtlinne wenne sech un de Responsabele vum Traitement vun den Donnéeën.

An dëse Richtlinnen erkläert d'CNPD ënner anerem, dass et net néideg ass, eng Autorisatioun vun der CNPD ze froen, fir e Videoiwwerwaachungssystem ze installéieren.

- Avis de la CNPD relatif à la vidéosurveillance des espaces et lieux publics à des fins de sécurité publique (15/03/2019) :

An dësem Avis recommandéiert d'CNPD, dass d'Videoiwwerwaachung zu polizeilechen Zwecker, déi net dem RGPD ënnerläit, mee dem Gesetz vum 18. August 2018 iwwer „la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale", spezifesch sollt encadréiert ginn. De viregte Minister fir bannenzeg Sécherheet huet am Oktober 2019 de Gesetzesprojet N° 7498 deposéiert, deen d'Videoiwwerwaachung vun der Police encadréiert.

- Avis de la CNPD relatif au recours à la vidéosurveillance par les communes (10/05/2019) :

An dësem Avis rappelléiert d'Dateschutzkommissioun, dass keen Avis muss gefrot ginn, fir e Videoiwwerwaachungssystem kënnen ze installéieren, mee dass d'Prinzippie vum Dateschutz musse vum Responsabele vum Traitement agehale ginn. (« La nouvelle législation [le RGPD] a supprimé l'obligation pour les responsables de traitement de données à caractère personnel d'effectuer une demande d'autorisation à la CNPD avant l'installation de dispositifs de vidéosurveillance. Les communes, en tant que responsables de traitement, sont à présent tenues de respecter les principes et obligations consacrés par le RGPD lorsqu'elles mettent en place des systèmes de vidéosurveillance. »)

ad 4. D'Videoiwwerwaachung ka verschidde Finalitéiten hunn, a laut Dateschutzbestëmmungen zwee verschiddene Gesetzestexter ënnerleien, a befollegt deemno och aner Prozedure wat hir Mise en place ugeet.

D'Videoiwwerwaachung vun der Police (VisuPol) beispillsweis ëmfaasst déi Kameraen am ëffentleche Raum, déi vun der Police installéiert an exploitéiert ginn, a fir déi si de Responsabele vum Traitement ass. Dësen Traitement fält wéi gesot ënnert d'Gesetz vum 18. August 2018 iwwer „la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale" an net ënnert den RGPD.

Wat den Dispositiv VisuPol vun der Police ugeet, ass en Deel vun den annoncéierte Projeten 2019 ëmgesat ginn: Am Mee 2019 gouf d'Zon „C" Gare erweidert an ëmfaasst elo d'Plaz virun der Gare, d'Place de la Gare esouwéi eng Rei Stroossen aus dem Quartier Gare (rue d'Anvers, rue Adolphe Fischer, rue Glesener, rue de Strasbourg, rue Wilson, rue des États-Unis, rue André Duchscher, rue 1900, Place de Strasbourg). Am Mee 2019 gouf och d'Zon „F", Vëlos- a Foussgängerwee ënnert dem Pont Adolphe, a Betrib geholl.

Am Quartier Bonnevoie gëtt et nach keng Videosurveillance; d'Zon, déi et bis virum Reamenagement

[6] Eurostat - "Employed people by commuting time and country 2019" (28.10.2020) - https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=File:Employed_persons_by_commuting_time_and_country,_2019_(%25).png&oldid=500387

vum Centre Hamilius gouf, ass och nach net reaktivéiert ginn.

De viregte Minister fir bannenzeg Sécherheet huet am Fréijoer 2019 d'Inspection générale de la police (IGP) mat enger Etüd iwwer d'Effikassitéit vun der Videoiwwerwaachung vun der Police („VisuPol") beoptraagt. D'Resultater vun dëser Etüd wäerten eis deemnächst virleien. Des Weideren ass de Gesetzesprojet N° 7498 nach um Instanzewee. Dës Elementer wäerten eis erlaben, eng nei Analys ze maache vun der Opportunitéit vun der Videoiwwerwaachung am Quartier Bonnevoie an dem Royal-Hamilius.

ad 5. D'Videosurveillance vun der Police limitéiert sech op den ëffentleche Raum. Et gëtt keng Videosurveillance säitens der Police an de Garen, den Zich oder de Busse gemaach. Wat den Dispositif VisuPol ubelaangt, goufen et vum 1. August 2019 bis den 31. Juli 2020 abegraff 291 Consultatiounen. Vum 1. August 2020 bis den 21. Dezember abegraff waren et 154 Consultatiounen.

D'Enregistrementer vun der Kamera am Tram, déi d'Passagéier filmt a vu Luxtram exploitéiert ginn, goufe bis elo zwielef Mol vun der Police consultéiert no diversen Tëschefäll.

Wat d'Videoiwwerwaachung vun de Bussen, Zich an Garen ubelaangt, goufen am Joer 2020 bei der CFL follgend Consultatioune gemaach:

Am Zuch: 113

Am Bus (CFL): 16

Am Bus (RGTR): 22

Op den Arrêten/Garen (CFL): 183.

Question 3314 (16.12.2020) de **MM. Laurent Mosar, Léon Gloden, Emile Eicher** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation dans les structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale :**

Depuis un certain temps déjà, le taux d'occupation des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI) est préoccupant. À cela s'ajoute que la crise sanitaire actuelle constitue non seulement pour la population autochtone, mais aussi pour ces personnes déjà fragilisées une charge mentale supplémentaire. À cet égard, la nouvelle d'un décès dans une de ces structures, à la suite d'une altercation, nous a attristés et en même temps révoltés.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame le Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement peut-il nous fournir la liste des structures d'accueil gérées respectivement par Caritas, Croix-Rouge et l'ONA ?

2) Quel est le nombre de résidents par structure d'accueil ? Quelle est la proportion des bénéficiaires de protection internationale (BPI) logés dans chacune de ces structures ?

2.1) Le Gouvernement peut-il confirmer que le taux d'occupation de ces structures d'accueil est toujours à un point critique ?

2.2) Quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour désamorcer cette situation ?

2.3) Comment le Gouvernement entend-il p. ex. faire en sorte que des places occupées actuellement par des BPI soient libérées pour les DPI ?

3) Quel est le nombre de personnes d'encadrement affectées sur place à chacune des structures d'accueil (hors personnel de sécurité) ?

4) Dans quelle mesure et par quels moyens les autorités communales sont-elles informées de la vie des structures d'accueil ?

5) Comment les structures d'accueil sont-elles équipées en matériel informatique pour permettre aux enfants et jeunes d'y suivre l'enseignement à distance ?

6) Quelles sont les mesures spécifiques prises relatives à la pandémie : tests, quarantaine, etc. ? Le poste mobile pour les tests dont disposent les services de l'Éducation nationale est-il mis à contribution ?

7) Quelles sont les précautions spécifiques que le personnel de sécurité doit prendre ?

8) Lors de la plénière du Ronnen Dësch le 15 juin 2019 à Platen, il a été annoncé que toutes les structures d'accueil seraient équipées d'une cuisine. Où en est ce déploiement ?

9) Le Gouvernement peut-il nous informer des projets pilotes lancés pour contribuer à l'autonomisation des DPI ? Quels enseignements ont été tirés de ces projets pilotes ?

10) Le Gouvernement peut-il nous fournir des informations sur la sécurité des personnes hébergées dans ces structures d'accueil ? Combien d'agents de sécurité sont déployés sur place (dans les différentes structures d'accueil) pour y subvenir ? Comment la sécurité des personnes y hébergées pourrait-elle davantage être garantie ?

11) Combien de fois les agents des forces de l'ordre ont-ils dû intervenir dans ces structures d'accueil au cours des neuf respectivement douze derniers mois ? Le Gouvernement dispose-t-il d'autres informations permettant d'apprécier si la situation au sein des structures d'accueil s'est améliorée voire détériorée par rapport aux années précédentes ?

Réponse commune (15.01.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) L'ONA gère une totalité de 54 structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI). Au moment du dépôt de la question parlementaire, la Croix-Rouge luxembourgeoise est mandatée pour assurer la gestion de 14 structures et Caritas Luxembourg est mandaté pour la gestion de douze structures d'hébergement selon les accords de collaboration actuels conclus avec l'ONA.

ad 2) Au moment du dépôt de la question parlementaire, les BPI résidant dans les structures d'hébergement pour DPI représentent une proportion totale de 49 %. La ventilation des BPI par structure n'est pas disponible.

ad 2.1) Oui, les structures d'hébergement sont structurellement saturées.

ad 2.2) L'ONA compte renforcer encore la collaboration avec les institutions compétentes. La solidarité active des communes est également un facteur important.

ad 2.3) L'ONA collabore activement avec les instances compétentes pour le suivi et la prise en charge des BPI, tels que l'Agence immobilière sociale ou les services de LISKO (Croix-Rouge luxembourgeoise) et LogIS de la Fondation Caritas, conventionnés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Veuillez-vous référer également à la réponse à la question parlementaire n° 3261 du 8 décembre 2020 (points 2, 4 et 5).

ad 3) Le nombre du personnel d'encadrement affecté dépend du type de structure et du nombre de lits disponibles.

ad 4) Les autorités communales ont la possibilité de participer à des comités de suivi qui se réunissent régulièrement. Ces comités sont composés de représentants de l'administration communale, de membres des commissions communales, d'agents de l'ONA et du personnel encadrant. Ils traitent de questions organisationnelles et de l'encadrement des structures.

ad 5) Dans le cadre de l'enseignement à distance, les établissements scolaires ont fourni aux élèves le matériel informatique nécessaire à la poursuite de leurs apprentissages. Dès lors, en vertu du principe de l'égalité des chances, les élèves en structures d'accueil ont bénéficié, au même titre que tous les élèves résidents, de ces dispositions. L'ONA garantit une connexion wi-fi dans toutes les structures d'hébergement pour DPI, permettant aux élèves de maintenir le lien avec l'école et de continuer leur éducation.

ad 6) L'ONA s'est donné comme priorité la protection des personnes vulnérables et la mise en place de mesures pour éviter la propagation du virus dans les structures d'hébergement, même avant le décret de l'état de crise en 2020. Des structures d'urgence temporaires ont été mises en place courant 2020. L'ONA continue de chercher des solutions pour isoler les personnes vulnérables et collabore avec les autorités compétentes de la Santé et du Haut-Commissariat à la protection nationale pour trouver des structures d'hébergement supplémentaires dans le cadre de la crise sanitaire.

Du matériel et de l'équipement de protection sont mis à disposition des agents et des prestataires travaillant dans les structures d'hébergement, ainsi que pour les personnes hébergées.

L'ONA collabore également étroitement avec l'Inspection sanitaire, afin de garantir un dépistage et une prise en charge des résidents des structures d'hébergement testés positifs au Covid-19, similaire à la prise en charge du grand public au Luxembourg.

En cas de besoin, des campagnes de dépistage à large échelle ont été effectuées et seront effectuées dans les structures d'hébergement collectif, afin de pouvoir isoler les personnes au mieux et dans la mesure des places d'hébergement disponibles. Dans certains cas, les personnes infectées sont isolées dans des centres d'isolement spécialisés.

ad 7) Il appartient aux employeurs de garantir la sécurité de ses employés. L'ONA met toutefois à disposition le matériel de protection nécessaire et informe ses partenaires et prestataires des mesures de sécurité et des gestes barrières à respecter, selon les mesures décidées par le Gouvernement.

ad 8) Il a été annoncé que toutes les futures structures d'accueil seraient équipées de cuisines, non pas l'ensemble des structures d'hébergement pour DPI existantes. En effet, les structures à construire seront des modules d'hébergement équipés de cuisines et d'un aménagement moderne.

Actuellement, l'ONA gère 51 structures durables, dites de phase 3. Environ 80 % de ces structures durables sont équipées de cuisines ou de kitchenettes, permettant aux résidents de cuisiner. Trois de ces structures permettent de cuisiner seulement de manière ponctuelle et planifiée, par exemple lors d'ateliers cuisine, pour des raisons d'organisation et dépendant du système des allocations de repas en place dans ces structures.

L'ONA continue néanmoins ses efforts pour augmenter l'autonomisation des DPI.

ad 9) Un projet d'autonomisation de carte prépayée pour les DPI sera évalué courant février et mars 2021.

Un second projet pilote d'autonomisation a été lancé le 1er novembre 2020, permettant aux DPI résidant dans des structures définies de disposer des allocations mensuelles et des aides étatiques sous forme de versements sur leur compte. L'objectif est de responsabiliser les DPI et de leur permettre de gérer un budget. Une première évaluation pourra se faire au mois d'avril 2021 au plus tôt.

ad 10) L'ONA travaille avec trois entreprises de sécurité, dont les agents sont mandatés de veiller à la sécurité des résidents des structures d'hébergement. Les missions sont fixées dans un cahier des charges. Le nombre d'agents actifs, ainsi que les missions de ces agents, sont évolutifs et adaptés en fonction des ouvertures et fermetures des structures d'hébergement.

L'ONA accorde la plus grande importance au volet de la sécurité et collabore étroitement avec les responsables et les coordinateurs des différentes entreprises, afin d'améliorer continuellement les conditions de vie des résidents, mais aussi les conditions de travail de toute personne travaillant dans une de ses structures.

ad 11) La Police grand-ducale ne relève pas de statistiques spécifiques sur ses interventions dans les structures d'accueil. Le système de dispatching ELS ne répertorie par ailleurs que les interventions des unités de police administrative, sans tenir compte des interventions d'autres unités pouvant entrer en ligne de compte.

Question 3325 (17.12.2020) de **MM. Gilles Roth** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant la **gestion locative sociale :**

Sur son site Internet, le Ministère du Logement vante les multiples avantages de la gestion locative sociale :

- loyer garanti,

- encadrement de l'occupant du bien par une équipe de professionnels du domaine social,

- disponibilité du bien en cas de besoin personnel du propriétaire,

- surveillance de l'entretien du bien et intervention en cas de menus travaux de réparation, et

- une exonération d'impôts (à hauteur de 50 %) des revenus locatifs, compensant substantiellement le fait de louer son bien environ 30 % à 40 % moins cher que sur le marché privé.

À ce dernier égard, il nous revient désormais que si le revenu locatif net est négatif (en présence de dépenses déductibles en relation avec le bien supérieures aux recettes), le même taux de 50 % serait appliqué aux revenus (négatifs) en question, réduisant donc de moitié le montant pouvant être fait valoir sur les revenus nets des autres catégories de revenus du contribuable.

Prenons donc l'exemple d'un contribuable lambda qui décide de suivre l'appel du Gouvernement et de confier son bien à un organisme conventionné de la gestion locative sociale :

- si son bien générait des revenus locatifs nets de 5.000 euros, il ne serait imposable que sur 2.500 euros (tranche de 50 % exempte d'impôts). Avec un taux d'imposition de 40 %, il payerait donc 1.000 euros d'impôts sur ces revenus au lieu de 2.000 euros ;

- si, au contraire, son bien générait des revenus locatifs nets de -5.000 euros, le montant que le contribuable pourra déduire de ses autres revenus soumis à imposition serait réduit de moitié, i. e. -2.500 euros (au lieu de -5.000 euros). Supposons toujours un taux d'imposition de 40 %, ledit contribuable payera 1.000 euros d'impôts en sus par rapport à une personne qui loue son bien sur le marché privé.

Le contribuable sera donc deux fois perdant : une fois en raison des moins-values de loyers et une seconde fois en raison de l'application irrationnelle de l'exemption de 50 % appliquée sur les revenus nets locatifs (négatifs).

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer nos informations ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que telle ne peut pas avoir été l'intention du législateur ?

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il faille réserver aux propriétaires de biens immobiliers confiés à des organismes conventionnés de la gestion locative sociale un traitement au moins aussi favorable qu'aux propriétaires d'immeubles louant leur bien sur le marché privé ? Que tel devrait donc également être le cas en présence de revenus locatifs nets négatifs ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que l'Administration des contributions directes (ACD) n'applique l'article 115, numéro 22a de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) de la manière décrite dans la partie introductive de notre question parlementaire ?

- Messieurs les Ministres entendent-ils intervenir auprès du directeur de l'ACD afin que la loi soit appliquée de manière uniforme à travers les services de cette administration dans le sens d'un traitement plus favorable pour le propriétaire « social » ?

- Messieurs les Ministres seraient-ils enclins à revoir l'article 115, numéro 22a de la L.I.R. dans le sens d'une exonération à 50 % du loyer brut ?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Les informations des honorables Députés ne peuvent pas être confirmées et ne reflètent ni l'interprétation de l'Administration des contributions directes (ACD) ni l'intention des auteurs du projet de loi numéro 7020 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017.

L'article 115, numéro 22a de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), introduit par la loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017, prévoit une exemption des loyers imposables à cinquante pour cent au cas où la location est assurée par l'intermédiaire d'organismes conventionnés exerçant la gestion locative sociale prévus dans la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Les honorables Députés se demandent si l'exemption de la tranche de cinquante pour cent s'appliquerait également si les frais d'obtention étaient supérieurs aux recettes.

Dans le commentaire des articles, il est précisé que le projet de loi « a pour objectif d'exempter de l'impôt sur le revenu une tranche de cinquante pour cent du revenu net positif (c'est-à-dire que les dépenses déductibles supportées par le propriétaire en relation avec le bien loué sont inférieures aux recettes) provenant de la location de biens qui sont mis à la disposition d'organismes conventionnés exerçant la gestion locative sociale ».

Le directeur des contributions a publié en date du 9 novembre 2017 la circulaire L.I.R. n° 115/10 qui traite de l'exemption partielle du revenu net provenant de la location de biens dans le cadre de la gestion locative sociale. À la deuxième page, il est précisé que « par revenus nets, il y a lieu d'entendre la différence (positive) entre les recettes et les frais d'obtention relatifs au logement concerné ». Pour éviter toute ambiguïté, le directeur a clarifié que « [l]orsque, en ce qui concerne le logement visé, les frais d'obtention sont supérieurs aux recettes, le montant intégral de la perte est compensable avec d'autres revenus (positifs) de la même catégorie de revenu net ou, à défaut, avec des revenus positifs d'autres catégories de revenu net ». Un exemple concret est donné à la fin de la circulaire afin de visualiser cette interprétation. L'ACD n'applique donc pas l'article 115, numéro 22a L.I.R. de la manière décrite dans la partie introductive de la question parlementaire des honorables Députés.

Outre le fait que les propriétaires, mettant à disposition leur logement à un organisme conventionné, profitent de cet avantage fiscal, la gestion locative sociale constitue un instrument efficace dans la lutte contre l'exclusion sociale par le logement et un levier de mixité sociale. Le Gouvernement ne voit donc aucune nécessité de changer le présent cadre qui s'avère efficace dans l'objectif d'accroître l'offre de logements locatifs sociaux au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 3326 (17.12.2020) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**impact des radars fixes :**

Viru bal fënnef Joer sinn déi éischt fix Radaren zu Lëtzebuerg installéiert ginn. Zënterhier sinn der eng Rei derbäi komm, mat engem Total vun haut 25 fixe Radaren. Dës goufe bekanntlech op strategesche Plazen opgeriicht, fir do d'Unzuel un Accidenter ze reduzéieren an d'Verkéierssécherheet ze verbesseren.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Ass dëst Zil erreecht ginn? Ass op de Strecken, op deenen e fixe Radar steet, d'Unzuel un Accidenter däitlech erofgaangen?

- Wéi ass d'Evolutioun vu geblëtzte Gefierer pro fixe Radar? Kann den Här Minister fir all fixe Radar d'Unzuel u geblëtzte Gefierer pro Mount, zënter dass de Radar installéiert gouf, opgeschlësselt no der Gravitéit vum Verstouss (Avertissement taxé 45 €, Avertissement taxé 145 € + retrait 2 points, Procès-verbal) nennen?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Mat hire parlamentaresche Froe froen déi éierbar Hären Deputéiert no Informatiounen zu den automatesche Radaren. An dësem Zesummenhang sief dorops higewisen, datt am Moment nëmmen Zuele fir de gesamte Reseau disponibel sinn an net fir eenzel Streckenofschnëtter.

Insgesamt kann een awer festhalen, datt an deene leschte Jore generell gekuckt d'Zuel vun de schwéieren Accidenter mat Doudegen a schwéier Blesséierten erofgaangen ass. Sinn am Joer 2016, dat Joer wou den éischte Radar a Betrib geholl ginn ass, nach 32 Leit bei engem Verkéiersaccident ëm d'Liewe komm, esou waren et der 2019 (déi definitiv Zuele fir 2020 leien nach net vir) just nach 22. Noweislech ass d'Haaptursaach vu schwéieren Accidenter eng ze héich Vitess. Déi fix Radaren hunn dozou bäigedroen, datt op eise Stroossen insgesamt méi lues gefuer gëtt. Dëst ass awer net nëmmen op déi fix Radaren zeréckzeféieren, déi jo op an der Vergaangenheet besonnesch geféierleche Plazen opgestallt goufen, mee genausou op déi reegelméisseg Kontrolle vun der Police an den Asaz vun de mobillen an de Chantiersradaren, esou datt e Chauffer elo ëmmer Gefor leeft kontrolléiert ze ginn, an net nëmmen do wou e fixe Radar steet. Och de Streckeradar, deen 2020 a Betrib geholl ginn ass, huet säin Deel dozou bäigedroen. Par Rapport zum fixe Radar dee virdrun do stoung, sinn d'Infraktioune beim Streckeradar nennenswäert erof gaangen.

Am November 2019 goufen am Kader vun der „mise à jour du plan stratégique national pour la réduction des accidents de la circulation par intervention sur l'infrastructure" d'Stroossen op Verbesserungsméiglechkeete vun der Infrastruktur op Basis vun der „accidentologie" ënnersicht. Hei goufe fir déi Tronçonen, wou Radaren opgestallt goufen, follgend Feststellunge gemaach:

Bei siwen Tronçonen, déi mat engem Radar equipéiert sinn, huet sech d'Situatioun verbessert:

- CR101: Kopstal - Schoenfels (Direndall)
- N12: Heiderscheidergrund - Heiderscheid
- N12: Wincrange - Asselborn (Emeschbaach)
- N13: Welfrange
- N14: Stegen
- N7: Hoscheid - Marnach (Dorscheiderhaischen)
- N8: Brouch - Reckange.

Op zwee Tronçone bleift d'Situatioun onverännert:

- N28: Oetrange - Bous (Pleitréng)
- N3: Hesperange - Frisange (Schlammesté).

Op engem Tronçon huet sech d'Situatioun verschlechtert:

- N5: Bascharage - Helfent (Niderterhaff).

Am Allgemengen ass festzestellen, dass op deene Strecke virun an hannert de Radaren, d'Radaren e positiven Afloss op d'Behuele vun den Automobilisten hunn. D'Radaren hunn noweislech als eng vu méi Moossnamen dozou bäigedroen, fir d'Verkéierssécherheet op eise Stroossen ze verbesseren.

Wat elo d'Unzuel u geblëtzte Gefierer pro fixe Radar ugeet, esou huet dës Zuel am Allgemengen eng falend Tendenz. D'Zuele gesi wéi folgt aus, woubäi awer ze bemierken ass, datt d'Mise en service vun engem neie Radar allgemeng net um Ufank vun engem Joer ass, wat natierlech d'Statistik vun dem éischte Joer beaflosst:

Nombre de véhicules flashés par année/mois inventorié selon la gravité de l'infraction

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Évolution du nombre d'infractions (par année)

(Graphiques à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Question 3335 (18.12.2020) de **Mmes Octavie Modert** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **sonorisation du pavillon luxembourgeois à l'Expo 2020 Dubaï :**

An engem Interview mam Radio 100,7 vum 15. Dezember 2020 bedauert de Lëtzebuerger Komponist an Dirigent Gast Waltzing, datt d'Musek am Lëtzebuerger Pavillon fir d'Expo 2020 zu Dubai net vu Komponisten aus Lëtzebuerg kënnt. Tatsächlech gëtt de Lëtzebuerger Pavillon mat Kläng vum Berliner Kling Klang Klong gefëllt.

Och d'Federatioun vun de Lëtzebuerger Auteuren a Komponisten (FLAC) schwätzt an engem Communiqué vun engem Affront géint déi Lëtzebuerger Komponisten.

Wëssend, datt de Pavillon op enger Weltausstellung en Aushängeschëld fir e Land duerstellt a besonnesch d'Méiglechkeet bitt, fir d'Kënne vu senge Kënschtler a Kulturschafenden ze weisen an ze promovéieren, gradsou wéi dat vun anere vu senge Secteuren an am Generelle vu sengen Awunner, wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Kulturministesch stellen:

- Aus wéi engem Grond si keng Komponisten, déi hei am Land wunnen, resp. Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, fir d'Musek fir de Lëtzebuerger Pavillon op der Weltausstellung 2020 zu Dubai engagéiert ginn?

- Wat huet verhënnert am Cahier des charges festzehalen, dass e Komponist aus Lëtzebuerg misst fir d'Museksstécker geholl ginn?

- Ass d'Regierung net och der Meenung, datt Lëtzebuerg eege Kënschtler huet, déi dës Missioun exzellent géife meeschteren?

- Mengt d'Regierung net och, datt Lëtzebuerg, bei esou engem groussen Evenement a wichtegem Optrag, am Ganze misst representéiert ginn? Dëst am Generellen, mee och zemools wann ee bedenkt, datt eis Kënschtler duerch d'Pandemie scho leiden an de Kultursecteur duerch déi aktuell Pandemiesituatioun staark betraff ass.

Question 3348 (19.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**Expo 2020 à Dubaï :**

D'Weltausstellung zu Dubai ass ee Joer no hanne verluecht ginn. Um Internet ass Lëtzebuerg awer scho present. En Interview vum 15.12.2020 mam Gast Waltzing um Radio 100,7 iwwert d'Weltausstellung zu Dubai huet den Titel „Si mir net gutt genuch?" Als Introduktioun steet op der Internetsäit vum Radio 100,7: „Si mir net gutt genuch?" Dës Fro stellt sech de Komponist an Dirigent Gast Waltzing am Kader vum Lëtzebuerger Pavillon fir d'Expo 2020 zu Dubai. Gefëllt gëtt dee mat Kläng vum Berliner Kollektiv Kling Klang Klong. An deem Kader hätt ech e puer Froen un den Här Wirtschaftsminister, un d'Madamm Minister fir nohalteg Entwécklung an un d'Madamm Kulturminister:

1. Den Internetsite http://www.luxembourgexpo2020dubai.lu ass op Franséisch an Englesch. Firwat si grad dës Sproochen erausgesicht ginn a keng aner?

2. Ass de Minister net der Meenung, datt ee kéint am Kontext vun enger Weltausstellung, wou Lëtzebuerg sech virun der Welt virstellt, grad d'Eegenaarte vun eisem Land duerstellen, hei an dësem Fall engersäits eis Lëtzebuerger Sprooch, an anersäits de Fakt, datt mir e Land mat enger Nationalsprooch, awer dräi Amtssprooche sinn?

3. Ass et virgesinn, de Site och op Lëtzebuergesch an Däitsch an eventuell anere Sproochen ze veröffentlechen?

4. Wéi wäert Lëtzebuerg seng Joerhonnerten al Geschicht am Pavillon zu Dubai virstellen?

5. Wat fir eng Roll wäert déi groussherzoglech Famill an der Duerstellung vun eisem Land zu Dubai spillen? Wéi gëtt si am Pavillon duergestallt?

6. Wéi wäert Lëtzebuerg seng typesch lëtzebuergesch Kultur zu Dubai virstellen?

7. Wéi e Stellewäert wäert eisen typesche Miseler Wäin op der Weltausstellung zu Dubai spillen? Wéi kënnen eis Wënzer dovu profitéieren?

8. Wéi e Stellewäert, wéi eng Plaz am Pavillon a wéi eng Plaz op der Dubai-Internetsäit vu Lëtzebuerg ass virgesi fir d'Kultur, an dat am Verglach zur Wirtschaft?

9. Op der Internetsäit sinn de Wirtschaftsministère an de Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur als Partner vermierkt. Wéi eng Roll spillt de Kulturministère fir d'Weltausstellung?

10. Wien huet déi wirtschaftlech Interessegemeinschaft (GIE), déi sech ëm de Projet këmmert, zesummegestallt? Firwat ass do keng Persoun aus dem Kulturberäich vertrueden?

Wat elo méi speziell d'Kritik ugeet, déi am Interview mam Gast Waltzing ukléngt:

11. Ënnert dem Titel „So who is Luxembourg?" liest et sech op der Internetsäit, wéi wa Lëtzebuerg e Land wier, dat haaptsächlech vun externen Aflëss lieft. Kee Wuert iwwer eis Eegenaarten, eis Dynastie, eis kathoulesch a weltlech Traditiounen a Rituale, eis Nationalsprooch, d'Konscht an d'Literatur an eis Geschicht, also ganz wéineg iwwert eis Kultur, déi et trotz friemen Aflëss behalen huet. Wär net och bei der Gestaltung vun der Internetsäit den Apport vum Kulturministère wichteg gewiescht?

12. Lëtzebuerg gëtt zu Dubai am Pavillon musikalesch vertruede vun engem Berliner Kollektiv, an net duerch Lëtzebuerger Komponisten. Sinn d'Ministeren der Meenung, datt déi Lëtzebuerger Komponisten net gutt genuch sinn?

13. Wier et net méi logesch an och éierlech, op enger Weltausstellung, wou d'Land sech als Natioun soll virstellen, och op national Komponisten zeréckzegräifen? Och fir eis Kulturschafend domat ze ënnerstëtzen?

14. Wéi e Budget ass virgesi fir deen dote musikaleschen Optrag?

Réponse commune (15.01.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

D'Theema vun der Weltausstellung 2020 zu Dubai ass „Connecting minds, creating the future". De Lëtzebuerger Pavillon zu Dubai steet ënnert dem Motto „Resourceful Luxembourg". Et geet dorëms fir Lëtzebuerg an all senge Facetten duerzestellen. Deemno ass d'Haaptzil vun der Szenografie vum Pavillon, fir esou vill Secteure wéi méiglech ze weisen a fir d'Promotioun vun den Atoute vun der Lëtzebuerger Wirtschaft bei engem internationale Public ze maachen. Dofir waren och Vertrieder vu ville verschiddene Secteure bedeelegt beim Ausschaffe vun deem, wat am Pavillon gewise gëtt.

An der Szenografie gëtt Lëtzebuerg a fënnef Kapitele beliicht, esou dass villes vun deem, wat déi Lëtzebuerger Eegenaarte sinn, kann duergestallt ginn. Dozou gehéieren nieft de wirtschaftlechen Aspekter och d'Monarchie, d'Méisproochegkeet an déi dräi offiziell Sproochen, d'Regiounen a Landschaften, d'Leit an d'Bezéiungen zu Europa an dem Rescht vun der Welt. An all dëse Beräicher ginn déi Saache gewisen, déi Lëtzebuerg besonnesch auszeechnen. De Visiteur soll am Pavillon dat Lëtzebuerg vun haut kenneléieren an och dem Land seng Originne verstoen.

De Groupement d'intérêt économique (GIE), dee vum Wirtschaftsministère an d'Liewe geruff ginn ass, huet, wéi gesetzlech virgeschriwwen, eng europäesch Ausschreiwung fir de Gesamtprojet vum Pavillon gemaach, also och fir d'Szenografie. De Cahier de charges huet den Theema fir d'Szenografie virginn. De Gewënner vum Appel à candidatures ass de Lëtzebuerger Architektebüro Metaform, dee sech mat engem däitsche Prestataire, engem spezialiséierte Büro aus Däitschland, zesummegedoen huet, deen op esou Realisatioune spezialiséiert ass an och international dofir bekannt ass.

Am Cahier de charges war net virgesinn, dass eng speziell Musek sollt komponéiert ginn. Awer beim Ausschaffe vun der Szenografie huet et sech erginn, dass nieft der visueller och eng akustesch Komponent nëtzlech wär, mat Geräischer an Hannergrondvertounung, fir d'Biller esou ze begleeden. Well dës Hannergrondvertounung een integrale Bestanddeel vun der Szenografie ass, huet sech och den däitsche Prestataire drëms bekëmmert.

Dat ganzt Konzept fir d'Szenografie ass am Laf vum Joer 2019 am Kader vun de Preparatiounsaarbechte fir d'Konstruktioun an de Bannenausbau vum Pavillon ausgeschafft ginn an ass deemno och am Gesamtprojet a -budget integréiert. D'Expo sollt jo den 20. Oktober 2020 opmaachen, éier se wéinst der Covidkris verluecht ginn ass.

Well de GIE och de kulturelle Secteur vu Lëtzebuerg wollt promovéieren, ass schonn 2019 den OPL gefrot gi fir bei Filmsequenzen deelzehuelen, bei deenen och d'Hannergrondvertounung produzéiert sollt ginn. Esou gouf deem Ganzen eng wichteg duebel Lëtzebuerger Signature ginn: d'Sonorisatioun ass vum Lëtzebuerger Orchestre philharmonique ënnert der Leedung vum renomméierte Lëtzebuerger Museker Gast Waltzing realiséiert ginn. Just d'Kompositioun selwer vun der Hannergrondvertounung ass effektiv net iwwert e Lëtzebuerger Komponist gemaach ginn, mee iwwert den däitsche Prestataire ausgeschafft ginn.

Doriwwer eraus ass déi allgemeng artistesch Presenz am Lëtzebuerger Pavillon weesentlech. De Comité de sélection artistique, dee vun der Generalkommissärin vum Lëtzebuerger Pavillon presidéiert gëtt, huet, zesumme mam GIE, e Kollektiv vun aacht Kënschtler selektionéiert fir eng artistesch Presenz um Pavillon ze assuréieren. Mat der Ënnerstëtzung vum Kulturministère a vum Focuna ass dëse Kollektiv, an deem déi verschidde Kultursparten (Literatur, Danz, Theater, Konscht, Musek, Film, Design) representéiert sinn, amgaangen déi kulturell Projeten ze realiséieren, déi an den nächste Méint d'Diversitéit, d'Kreativitéit an d'Exzellenz vun der Lëtzebuerger Kulturzeen um Lëtzebuerger Pavillon ënner Beweis stelle wäerten. Dorënner sinn och musikalesch Kreatioune vum Patrick Müller. D'Lëtzebuerger Kultur wäert dann och am Kader vun der Semaine culturelle um Lëtzebuerger Pavillon nach emol spezifesch en valeur gesat ginn.

D'Presenz an de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Kultur hunn nach bis haut bei kenger Weltausstellung, wou de Grand-Duché derbäi war, esou e grousse Rôle gespillt ewéi bei der Expo zu Dubai.

Niewent der Konscht sollen och Lëtzebuerger Produiten am Pavillon zur Geltung kommen. Ënner anerem gëtt dofir am Restaurant vum Pavillon, dee „Schengen Lounge" heescht, Muselwäin zerwéiert an de Menü fir d'Iesse wäert sech bei den typesche Lëtzebuerger Platen inspiréieren, déi an Zesummenaarbecht mat der EHTL - École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg - ausgeschafft ginn.

Question 3336 (18.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **« Batterygate » :**

Après des plaignants aux États-Unis, en France et en Italie qui ont attaqué en justice la puissante multinationale ayant comme emblème la pomme pour avoir manipulé leurs smartphones sans en informer les détenteurs, Test Achats Belgique vient de porter plainte à son tour.

En effet la multinationale s'est vue reprocher d'avoir installé sur son modèle 6 en 2017 une fonction visant à allonger la durée de la batterie au prix de performances dégradées et ceci à l'insu des utilisateurs.

Ce « Batterygate » a déjà mené la pomme à verser cette année 500 millions de dollars à des plaignants américains.

En France, l'affaire a intéressé la direction générale de la concurrence et a mené à une transaction de l'ordre de 25 millions d'euros. En Italie, le dédommagement a atteint un montant de 10 millions d'euros.

- J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et de Monsieur le Ministre de l'Économie s'ils ont suivi cette affaire et si le cas échéant le Conseil de la concurrence respectivement une autre instance sont saisis.

Réponse commune (20.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Les problèmes apparus en 2017 auxquels se réfère l'honorable Député ont fait l'objet d'échanges au niveau européen dans le cadre du réseau dit CPC (consumer protection cooperation) auquel l'autorité compétente luxembourgeoise a assisté. En revanche, celle-ci, à l'instar du Centre européen des consommateurs GIE et de l'Union luxembourgeoise des consommateurs, n'a reçu - ni à ce moment-là, ni récemment - de plainte d'un consommateur résidant au Luxembourg.

Par ailleurs, la législation de protection des consommateurs ne prévoit actuellement pas la possibilité d'imposer des sanctions financières aux professionnels pour les faits décrits. Le Ministère de la Protection des consommateurs restera néanmoins vigilant pour ce qui est des évolutions du dossier « Batterygate » dans d'autres États membres.

Les prérogatives du Conseil luxembourgeois de la concurrence se limitant au droit de la concurrence, l'intervention de celui-ci n'est pas pertinente dans cette affaire.

Question 3338 (18.12.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**adaptation du réseau RGTR suite à l'extension du tram :**

D'Reform vum RGTR Reseau suergt zanter dem 13. Dezember fir vill Diskussiounen an der Bevëlkerung. Bei der Presentatioun vum 9. Dezember ass de Ministère op vill gestallte Froen net agaangen. Eng sëllege Froe sinn sech gestallt ginn iwwert den Terminus op der Rocade zu Bouneweg. Praktesch all d'RGTR Buslinnen, déi aus den ugrenzende Gemenge vun der Stad Lëtzebuerg komm sinn, an an der Vergaangenheet duerch d'Stad gefuer sinn, fannen awer lo zanter dem 13. Dezember op der Rocade hiren Terminus.

Fir déi Leit déi an de Gemenge südlech vun der Stad Lëtzebuerg wunnen an iwwert d'Route de Thionville a Richtung Stad mam Bus gefuer sinn, ass den Terminus op der Rocade keng glécklech

Léisung a mécht den ëffentlechen Transport fir dës Leit extrem oninteressant.

De Mobilitéitsministère huet eng Navett agefouert, déi bis op de Kierchbierg fiert, wat ze begréissen ass. Laut mengen Informatiounen zirkuléiert dës Navette tëscht 9.00 a 16.00 Auer awer leider just am Stonnentakt, wat de Besoine vun de Leit net gerecht gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Kann dës Navett tëscht 9.00 a 16.00 Auer net op d'mannst am 30-Minuttentakt tëscht der Rocade an dem Kierchbierg zirkuléieren?

- Wat sinn d'Alternative fir déi Leit, déi mam Bus aus de Gemenge südlech vun der Stad Lëtzebuerg wëllen an d'Stad fueren?

Réponse (21.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Am Kader vun der Reform vum RGTR Busnetz an dem Fuerplangwiessel vum 13. Dezember 2020 huet de Mobilitéitsministère, opgrond vu verschiddenen Demanden, eng Buslinn agefouert, déi d'Passagéier déi aus dem Süde kommen, weider bis op de Kierchbierg bréngt. Selbstverständlech gëllt dat am ëmgedréite Wee och: Déi Leit, déi aus dem Oste kommen a séier an de Quartier Gare wëllen, hunn och d'Méiglechkeet, esou vum Pôle d'échange Luxexpo op d'Rocade ze kommen.

Mäin Departement vum Transport huet kuerz virun der Reorganisatioun vum 13. Dezember 2020 d'Initiativ ergraff, deene Leit, déi op der Rocade ukommen an op de Kierchbierg wëllen, dës Navett zur Verfügung ze stellen. Et ass de Moment als provisoresch Léisung unzegesinn, well d'Linn vun de Servicer vum RGTR exploitéiert gëtt, mee awer den Territoire vun der Stad Lëtzebuerg bedéngt. Fir déi Leit, déi mam Bus aus de Gemenge südlech vun der Stad Lëtzebuerg wëllen an d'Stad fueren, sinn als Terminus jo haaptsächlech d'Pôle d'échange Rocade, Gare Lëtzebuerg an Howald P&R Lux-Sud virgesinn.

Vu dass d'Navett haaptsächlech geduecht ass, fir an de Spëtzestonnen tëscht béide Pôle d'échangen ze fueren, wou d'Nofro am gréissten ass, gouf d'Kadenz ausserhalb vun de Spëtzestonne manner staark geplangt, also just am Stonnentakt. Deplacementer um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg gi vun der AVL vu Luxtram assuréiert. Den Tram ass d'Alternativ, fir den Zentrum vun der Stad ze erreechen. Vum P&R Lux-Sud aus verbënnt d'Linn 5 vun der AVL de südlechen Deel vum Territoire vun der Stad mat der Uewerstad.

Question 3342 (18.12.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **liaison ferroviaire Luxembourg–Chine :**

Il y a presque deux ans, la première liaison de fret ferroviaire directe Luxembourg–Chine a été lancée. Un convoi formé de 41 conteneurs avait quitté la plateforme multimodale de Dudelange/Bettembourg à destination de Chendu (Province de Sichuan).

À cette occasion, les responsables des CFL et du Gouvernement avaient annoncé que cette nouvelle liaison devrait adopter un rythme hebdomadaire à partir de la mi-2019. Même si ce premier test a été concluant, une relation ferroviaire régulière n'a pas encore pu être mise en place.

En réponse à la question parlementaire n° 0818 du 20 juin 2019, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait expliqué ces retards par le fait que le projet relevait surtout des négociations commerciales entre les CFL et leur partenaire chinois.

Par ailleurs, Monsieur le Ministre avait évoqué une concurrence directe entre les hubs logistiques de Dudelange/Bettembourg d'un côté et de Duisbourg et Hambourg d'un autre côté.

Or, force est de constater que le hub de Duisbourg accueille depuis 2019 entre 40 et 60 trains en provenance de la Chine et qu'entre-temps une autre liaison ferroviaire entre la Chine et Trilogiport de Liège a été établie.

- Comme le directeur général des CFL n'a pas évoqué la liaison avec la Chine dans une récente interview, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre si le projet de liaison ferroviaire reste toujours d'actualité.

Réponse (15.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La réponse à la question parlementaire n° 0818 en date du 20 juin 2019 mentionnait que la décision finale concernant le démarrage de nouvelles connexions ferroviaires entre les terminaux chinois et européens revient aux partenaires chinois qui eux seuls décident d'attribuer les subventions nécessaires à la viabilité de ces services.

Pour l'heure, les partenaires chinois n'ayant pas fait le choix de Luxembourg, les CFL se sont concentrés sur le développement de leur réseau intermodal européen, avec notamment le démarrage d'une connexion intermodale régulière sur Kiel (Allemagne) à raison de trois allers-retours par semaine depuis janvier 2020, ainsi que sur Rostock (Allemagne) à partir de janvier 2021 afin de connecter de manière régulière le Luxembourg à la Scandinavie. Par ailleurs, les CFL ont pour projet de mettre en place des connexions intermodales entre le Luxembourg et la Pologne d'une part, et la Hongrie d'autre part, d'ici fin 2021 à début 2022. Cela dépendra cependant de l'évolution de la crise sanitaire et de la demande du marché.

Le réseau européen ainsi complété permettra d'offrir indirectement la destination ferroviaire vers la Chine au départ de Luxembourg, puisque plusieurs de ces pays disposent de connexions régulières vers l'Asie.

Question 3344 (18.12.2020) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **drones de l'armée luxembourgeoise :**

D'Lëtzebuerger Arméi huet eng Rei Drone fir Observatiounen an Iwwerwaachungen a Krichsgebidder ze maachen. Dës Drone si schonn agesat ginn, besonnesch am Mali.

A Kollaboratioun mat der Lëtzebuerger Arméi soll d'nächst Joer e Formatiounszenter fir d'Fléie vun esou Dronen am Mali installéiert ginn. Dësen Zenter gëtt och vu Lëtzebuerg finanzéiert.

An de Medie war weider ze liesen, dass nach zousätzlech Drone solle kaaft ginn.

Dofir wëlle mir follgend Froen un den Här Minister fir d'Verdeedegung stellen:

- Wéi vill Dronen huet d'Lëtzebuerger Arméi?

- Kann de Minister confirméieren, dass nach weider Drone fir d'Arméi solle kaf ginn?

- Wa jo, wéi vill a wéi eng Zort vun Drone solle kaf ginn?

- Gi mat deenen Drone reegelméisseg Formatiounen an Übunge gemaach?

- Wa jo, op wéi engem Territoire?

- Wat sinn d'Krisegebidder, wou d'Lëtzebuerger Arméi mat deenen Dronen aktiv ass?

- Wéi eng eethesch Prinzippien a Recommandatiounen zitt eis Arméi a Betruecht, ier et zum Asaz a Krisegebidder kënnt?

- Wou sollen dës Dronen an noer Zukunft nach agesat ginn?

Réponse (15.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Zanter dem 13. November 2020 setzt d'Lëtzebuerger Arméi Mikro- a Mini-Observatiounsdronen am Mali an, fir d'Europäesch Trainingsmissioun (EUTM Mali) ze ënnerstëtzen. Dësen Asaz ass bis den 19. Juni 2022 geplangt.

Allerdéngs ass am Géigesaz zu den Aussoen an der Ufro vun den honorabelen Deputéierte weeder ee Finanzement vu Lëtzebuerg nach eng Kollaboratioun mat der Lëtzebuerger Arméi virgesinn, fir e Formatiounszenter fir d'Fléie vun Dronen am Mali ze installéieren.

D'Asätz vun der Lëtzebuerger Arméi a Krisegebidder fannen exklusiv am Kader vun enger Missioun ënnert internationalem UNO-, EU- oder NATO-Mandat statt. An de jeeweilege Missiounen definéieren UNO, EU oder NATO „Rules of Engagement", déi sech un d'internationaalt humanitäert Recht a Vëlkerrecht halen an déi d'Lëtzebuerger Arméi beim Asaz vun hiren Observatiounsdronen applizéiert.

D'Lëtzebuerger Arméi huet am Moment véier verschidden Zorte vu rengen Observatiounsdronen, déi weeder arméiert nach arméierbar sinn. Et handelt sech ëm Dronen aus de Klasse Mikrodron mat 1,5 kg, Minidron mat 2 kg respektiv 7 kg souwéi Medium Taktesch Dron mat 75 kg Gesamtgewiicht.

Am Detail huet d'Arméi:

- an der Klass Mikrodron:

• 12 Dronen,

- an der Klass Minidron:

• 6 Systemer à 3 Drone vun 2 kg an

• 8 Systemer à 3 Drone vu 7 kg,

- an der Klass Medium Taktesch Dron:

• 2 Systemer à 2 Dronen.

Am Kader vun der Erneierung an der Moderniséierung vun hire Kapazitéiten am ISR-Beräich (Intelligence, Surveillance, Reconnaissance) wäert d'Arméi hiren Dronepark weider ausbauen, ouni dass scho prezis Pläng bestinn.

D'Formatiounen an d'Übunge fannen an dofir predefinéierte Loftraim zu Lëtzebuerg, an der Belsch, Holland a Spuenien statt.

Question 3345 (18.12.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **production de légumes :**

Malgré le fait que la production de légumes au Luxembourg ne cesse de croître, elle semble rester une production de niche. Dans l'accord de coalition, le Gouvernement luxembourgeois a annoncé que la diversification de l'agriculture sera soutenue, notamment dans les domaines de la culture de légumes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Combien d'exploitations au Luxembourg produisent des légumes (salades, carottes, tomates, oignons, ail, asperges et autres) ?

2) Combien de ces exploitations sont issues de l'agriculture biologique ?

3) Combien cultivent de manière conventionnelle ?

4) De quels subsides peut profiter actuellement ce secteur ?

5) Des changements sont-ils prévus à ce niveau dans le plan stratégique pour la PAC 2021-2027 ?

Réponse (15.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) - 3)

Graphique I. Évolution de la surface de production et du nombre d'exploitations actives dans la production de légumes et de fraises de 1999 à 2019

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour l'année 2020, un total de 88 exploitations agricoles ont indiqué dans leur déclaration de surface un total de 177 hectares de production maraîchère. Parmi celles-ci figurent dix entreprises qui sont certifiées en agriculture biologique pour une surface de 27 hectares.

ad 4) La loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit un certain nombre de régimes d'aides accessibles au secteur maraîcher. Comme il a déjà été mentionné dans la réponse à la question parlementaire n° 1973 de Monsieur le Député André Bauler de 2020, les producteurs peuvent bénéficier des aides à l'investissement, de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et de l'aide pour les primes d'assurance en relation avec les phénomènes climatiques défavorables. Comme déjà annoncé dans la même réponse, la prime pour les cultures maraîchères de plein champ a été augmentée sensiblement, de façon à inciter les producteurs à se lancer dans cette production. Les producteurs peuvent aussi bénéficier d'aides pour des modules de conseil. Les producteurs maraîchers qui remplissent les conditions, peuvent également bénéficier du régime d'aides pour l'installation des jeunes agriculteurs. Finalement une aide destinée au démarrage pour le développement des micro-exploitations, qui a été proposée dans le projet de modification de la loi précitée, devrait être intéressante aussi pour développer de nouvelles entreprises maraîchères qui jusqu'ici ne pouvaient guère bénéficier des autres régimes d'aide.

ad 5) Les travaux au niveau du plan stratégique sont en cours, il est donc encore trop tôt pour annoncer des conclusions de ces discussions.

Question 3353 (21.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'évaluation et le **contrôle de l'état de santé des assurés par le Contrôle médical de la sécurité sociale :**

A menger Fro vum 26.10.2020 (N° 3043) huet de Sozialversécherungsminister erkläert, dass, esou wéi et am Code de la sécurité sociale virgesinn ass, nëmmen op ausdrécklech Demande vum Patient eng Diagnos vum Kontrolldokter erstallt gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Ass garantéiert, datt, wann den Assuré esou eng Demande gestallt huet, en d'Diagnos vum CMSS kommunizéiert kritt, fir esou eventuell een zweeten Avis bei sengem eegenen Dokter kënnen unzefroen?

2. Sinn dem Minister Fäll bekannt, an deenen eng Diagnos festgehale gouf, ouni dass de Patient dës ausdrécklech gefrot hat?

3. Op wéi engem Wee ass virgesinn de Patient ze informéieren, falls de Kontrolldokter eng Aarbechtsonfäegkeet (Incapacité de travail) feststellt?

Réponse (15.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. All Assuré, deen ufreet fir eng Diagnos vum Kontrolldokter erstallt a kommunizéiert ze kréien, kritt dës och matgedeelt.

ad 2. Esou e Fall ass net bekannt.

ad 3. Falls dem Assuré seng Aarbechtsonfäegkeet weiderhi gerechtfäerdegt ass, kritt hien dat vum Kontrolldokter an der Sëtzung matgedeelt. De Code vun der sozialer Sécherheet gesäit dofir awer keng spezifesch Prozedur vir.

Question 3356 (21.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **carence en vitamine D :**

Et ass schonns méi laang bekannt, dass iwwer 80 % vun den Awunner aus eisem Land e Manktem u Vitaminn D opweisen. Et sinn an de leschte Méint Studien erauskomm déi besoen, dass e Manktem u Vitaminn D zu engem méi schwéiere Verlaf bei enger Infektioun duerch de Coronavirus géif féieren. Och wann de Vitaminn D net virum Virus selwer schützt an och keen Heelmëttel ass géint de Virus, sou kann e Manktem awer schiedlech sinn an dat och net nëmmen am Hibléck op de Coronavirus, mee allgemeng.

Ech wollt dofir d'Madamm Gesondheetsminister froen:

1. Zënter e puer Joer gëtt bei Bluttanalysen d'Analys vum Vitaminn D-Spigel net méi zeréckbezuelt. Wat waren d'Grënn fir dës Entscheedung?

2. Ginn et aktuell Zuelen zum Manktem u Vitaminn D an der Bevëlkerung?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass dëse Manktem allgemeng fir de gesondheetlechen Zoustand vun der Bevëlkerung e Problem duerstellt?

4. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass de Staat sollt agräifen, z. B. mat Sensibiliséierungscampagnen, fir dem Manktem u Vitaminn D bei den Awunner entgéintzewierken?

Le saviez-vous ?

Enquête parlementaire

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

Groupe politique

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.

5. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass eng besser allgemeng Versuergung mat Vitaminn D, grad elo an der Coronakris, eng Hëllef wier, bei schwéiere Krankheetsverleef am Fall vun enger Infektioun?

Réponse (21.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass effektiv esou, dass an de meeschten europäesche Länner d'Bevëlkerung e relativ déiwen Taux u Vitaminn D huet, woubäi d'Experte sech net ëmmer eens sinn, wat dann elo een Taux ass, dee wierklech e Manktem duerstellt. Eng representativ Etüd bei Erwuessene vun 2015 zu Lëtzebuerg weist, dass 15,5 % vun der Bevëlkerung eng „Deficience" u Vitaminn D huet (manner wéi 25 nmol/L vun der Form 25-hydroxy-Vitamin D am Blutt), 40,4 % hunn eng „Insuffisance" (25-49 nmol/L), 27,1 % hunn een „inadequaten" Niveau (50-74 nmol/L), a 17,1 % hunn een „desirabelen" Niveau (75 nmol/L a méi). Wat dës eenzel Niveauen awer als Konsequenzen op d'Gesondheet hunn, ass net einfach ze soen, ausser fir Leit, déi kloer ënnert 25 nmol/L leien, wou de Manktem dann Effekter op d'Muskelen an d'Schanken huet (Osteomalacie, Osteoporos...).

Déi selwecht Etüd huet och gewisen, dass de Problem besonnesch bei Leit festgestallt gouf déi fëmmen, iwwergewiichteg sinn, reduzéiert Bluttwäerter vun dem „gudde" Cholesterol (HDL-Cholesterol) hunn, an och eng schlecht Meenung iwwert hiren eegene Gesondheetszoustand hunn. De Manktem war och méi prononcéiert bei Leit, déi keen Alkohol drénken, a Leit aus aneren europäesche Länner, déi zu Lëtzebuerg liewen.

Et gëtt aktuell eng Rei Publikatiounen, déi probéieren e Rapport ze fannen zwëschent dem Manktem u Vitaminn D an enger méi schwéierer Form vu Covid-19. Dës Etüde sinn awer deelweis kontradiktoresch, sinn net ëmmer methodologesch richteg opbereet, a kommen dann och net ëmmer zum selwechte Resultat. Et ass och net kloer, ob zwëschent dem Vitaminn D Mangel an dem schwéiere Verlaf vum Covid-19 e kausale Rapport besteet, oder ob de Vitaminn D Mangel just een Indicateur ass, datt dës Leit eng allgemeng manner gutt Gesondheet hunn, an deemno méi vulnerabel sinn. An dësem Fall géif ee Supplement vu Vitaminn D warscheinlech net wierken, well domat zwar en eenzele Bluttwäert korrigéiert géif ginn, den Allgemengzoustand awer net domat verbessert wär.

Eng änlech Diskussioun gouf et och schonns virun enger Rei Joren, wou behaapt gouf, dass Vitaminn D Mangel d'Evolutioun vun der Hepatite C, an och vun aneren Infektiounskrankheeten, schlecht beaflosse géif. No laangen Diskussioune konnt dëst awer schlussendlech net bewise ginn.

Am Zesummenhang mam Covid-19 ass et aktuell net méiglech, eng definitiv Ausso ze maachen op Basis vun zolitte wëssenschaftlechen Erkenntnisser.

Et ass net richteg ze soen, datt d'Gesondheetskeess dës Bluttanalys net méi zeréckbezilt. D'Prise en charge vun de Vitaminn D-Dosagë gëtt awer effektiv net méi systematesch iwwerholl, mä ass u verschidde Konditioune gebonnen, déi opgrond vun de Recommandatioune vum Conseil scientifique iwwer d'Supplementatioun an den Dosage vun der Vitaminn D festgehale gi sinn.

Vitaminn D kann duerch d'Iessen opgeholl ginn, mee gëtt haaptsächlech och vum Kierper selwer produzéiert, wann ee sech dem Sonneliicht aussetzt. Eng gesond Liewensweis ass dofir essentiell (Iessen, net fëmmen, normaalt Kierpergewiicht halen...) a gëtt och schonns säit Jore vun der Direktioun vun der Santé gefërdert, z. B. am Programm „Gesond iessen, Méi bewegen".

Referenz:
Prevalence and correlates of Vitamin D deficiency and insufficiency in Luxembourg Adults: evidence form the observation of cardiovascular risk factors (ORISCAV-LUX) study. A. Alkerwi, N. Sauvageot, G. Gilson and S. Stranges. Nutrients 2015; 7:6780-96.

Question 3359 (22.12.2020) de **MM. Laurent Mosar, Gilles Roth** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **vaccination de personnes incapables d'en manifester leur volonté :**

Début décembre, le Gouvernement a dévoilé sa stratégie de vaccination contre le Sars-CoV-2. À cet égard, il avait été retenu « de répartir les vaccins en fonction des quantités qui seront allouées dans une première phase parmi les catégories considérées comme prioritaires, à savoir les professionnels de la santé et le personnel des établissements hospitaliers, de même que le personnel des structures d'hébergement pour personnes âgées et des réseaux d'aide et de soins, ainsi que les personnes résidant dans ces mêmes structures. »

Alors que les vaccinations des personnes vulnérables devraient débuter sous peu, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille :

- Mesdames les Ministres peuvent-elles nous expliquer qui devra consentir à la vaccination de personnes incapables d'exprimer leur consentement (personnes démentes, etc.) ? Qu'en est-il plus particulièrement des personnes sans famille ou autre personne de confiance déclarée ?

- Alors que le Gouvernement a déclaré tous azimuts que la vaccination devrait se faire sur une base volontaire, est-ce que les résidents de structures d'accueil et d'hébergement qui hésitent à se faire vacciner/souhaitent attendre n'ont pas à craindre d'être discriminés pour cette raison? Le Gouvernement peut-il exclure que les résidents précités soient isolés au sein des établissements en question ou pire être invités à déguerpir ?

Réponse commune (22.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

- C'est le médecin traitant de la personne concernée qui pose l'indication de vaccination et qui recueille le consentement éclairé du patient. Le personnel soignant qui réalise l'injection agit sur prescription médicale.

Lorsqu'une personne est dans l'incapacité de manifester sa volonté, le médecin fait appel à une personne de confiance afin d'établir la volonté présumée de la personne concernée. Lorsqu'aucune personne de confiance n'a été déterminée, le médecin peut avoir recours à une autre personne susceptible de connaître l'opinion du résident. Cette procédure est conforme à l'article 11 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient[7].

Un résident qui ne dispose plus de toutes ses facultés permettant une gestion de ses affaires financières et qui est placé de ce fait sous curatelle ou sous tutelle, mais qui peut néanmoins encore exprimer son avis quant à une vaccination, prend lui-même cette décision après avoir reçu une information adaptée à son état. Cette procédure est conforme à l'article 14 (2) de la loi du 24 juillet 2014[8].

Le consentement écrit du résident à se faire vacciner n'est pas nécessaire ; en conformité avec l'article 8 (8) de la loi du 24 juillet 2014 le consentement peut être tacite[9].

Il est à noter que cette procédure n'est pas spécifique à la vaccination contre la Covid-19, mais qu'elle est appliquée lors des campagnes de vaccination annuelles contre la grippe saisonnière ou le pneumocoque.

- Les résidents des structures d'hébergement pour personnes âgées ont la possibilité de se faire vacciner prioritairement. La campagne de vaccination dans les 52 structures d'hébergement pour personnes âgées a débuté le 6 janvier 2021 ; des équipes mobiles se déplacent dans les maisons de soins et dans les CIPA afin de donner à tous les résidents la possibilité de se faire vacciner.

La vaccination est facultative. Si un résident d'une structure pour personnes âgées ne souhaite pas être vacciné lors de la campagne qui vient de débuter, il ne sera réinvité à se faire vacciner qu'à la fin de la campagne de vaccination.

L'organisation d'une mission de vaccination au sein d'une structure d'hébergement pour personnes âgées prévoit que, dix jours avant la date prévue de la vaccination, la liste des personnes pouvant être vaccinées est transmise à la cellule de coordination par la direction de la structure concernée.

Pour les personnes qui ne seraient pas recensées sur cette liste parce que nouvellement entrées dans la structure ou retournées d'une hospitalisation après la date butoir, la direction de la structure pourra transmettre les coordonnées de ces personnes jusqu'à au plus tard deux jours avant la date prévue pour la vaccination. Au-delà de ce délai, l'ajout de nouvelles personnes à vacciner sera soumis à l'accord du médecin-fonctionnaire chef d'équipe, le jour de la vaccination.

[7] Article 11 : « De la volonté du patient hors d'état de manifester sa volonté. (1) Si le patient est, de façon temporaire ou permanente, hors d'état de manifester sa volonté, le prestataire de soins de santé cherche à établir sa volonté présumée. Dans le cadre de l'établissement de cette volonté, le professionnel de santé fait appel à la personne de confiance éventuellement désignée conformément à l'article 12 ci-après. Il peut faire appel à toute autre personne susceptible de connaître la volonté du patient. (…) »

[8] Article 14 (2) : « Sans préjudice de ce qui précède en ce qui concerne le consentement du tuteur, du curateur ou de la personne spécialement désignée pour agir dans l'intérêt du patient, le patient sous régime de protection est associé à l'exercice de ses droits suivant sa capacité de compréhension et reçoit une information adaptée à son état. Son consentement personnel est recherché dans la mesure du possible. »

[9] Article 8 (8) : « Le consentement ou le refus de consentir du patient est en principe donné de façon expresse. Le consentement peut être tacite lorsque le professionnel de santé, après avoir adéquatement informé le patient, peut raisonnablement déduire du comportement de de celui-ci qu'il consent aux soins de santé conseillés. (…) »

Question 3361 (23.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **stratégie de vaccination contre la Covid-19 :**

Déi däitsch Bundesregierung huet rezent eng detailléiert Impfstrategie public gemaach, wou preziséiert gëtt, wéi eng Persounen - nodeems en Impfstoff verfügbar ass - elo als éischt solle geimpft ginn. D'Bundesregierung huet sech eegenen Aussoen no, wat dës Strategie ugeet, zu 99 Prozent un d'Virgaben an Empfeelunge vun der „Ständigen Impfkommission" (STIKO) gehalen.

Um Site vun der Santé kann een aktuell (Stand 21. Dezember 2020) follgend Informatioune fannen:

„Die Fachkräfte des Gesundheitswesens und das in Krankenhäusern und Altenheimen tätige Personal gehören zu denjenigen, die am stärksten gefährdet sind, Covid-19 ausgesetzt zu werden, und verdienen daher besondere Beachtung und speziellen Schutz, auch um einen ‚sanitären Gürtel' um die in ihrer Obhut befindlichen infizierten Personen zu bilden.

Ebenso werden Personen, die in Altenheimen leben, vorrangig geimpft. In der Tat sind das Alter und das Vorhandensein von Komorbiditäten nicht zu vernachlässigende Risikofaktoren.

Über die Priorisierung anderer Personenkategorien wird zu einem späteren Zeitpunkt entschieden, je nach Verfügbarkeit zusätzlicher Impfstoffdosen."

E Méindeg (22.12.) war dann an der Press ze liesen, datt de Premierminister bekannt ginn huet, datt elo an enger éischter Phas emol dat medezinescht Personal geimpft soll ginn. Vum 30. Dezember u soll dann och d'Personal an de Fleegeheemer geimpft ginn. Déi meescht europäesch Länner prioriséieren an hirer Impfstrategie dann och déi eeler Leit.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Goufen am Kader vun der Impfstrategie vun der Regierung déi eenzel Persounegruppen, déi elo solle prioritär geimpft ginn, schonn informéiert?

2. An enger éischter Phas soll d'Personal vun de Gesondheets- a Fleegeariichtunge geimpft ginn: Huet d'Regierung doriwwer eraus schonn e Konzept ausgeschafft, wéi eng Persounegruppen duerno prioritär solle geimpft ginn?

3. Wa jo, wéi gesäit dëst Konzept konkreet aus an a wéi engem zäitleche Kader kënnen déi betraffe Persounegruppen domat rechnen, informéiert ze ginn?

4. De Gesondheetsministère weist jo besonnesch drop hin, datt grad déi eeler Leit prioritär geimpft solle ginn. Ewéi de Premierminister elo awer bekannt ginn huet, sollen elo mol prioritär aner Persounegruppe geimpft ginn. Huet dës Verzögerung vun der Impfung bei eelere Leit als Grond, datt deen zu Lëtzebuerg zougeloossenen Impfstoff iwwerhaapt net an der néideger Quantitéit verfügbar ass?

5. Huet dës Verzögerung vun der Impfung bei eelere Leit net och als Grond, datt den Impfstoff iwwerhaapt nach net un der Persounegrupp vun den eelere Leit getest gouf? Wéi wär et an deem Kontext ze veräntwerten, datt eis eeler Leit zu engem spéideren Zäitpunkt mat engem Impfstoff solle geimpft ginn, iwwert deen et bis dato am Hibléck op d'Uwendung op eeler Persounegruppen nach iwwerhaapt keng Erkenntnisser ginn?

6. Wann dëst net de Fall ass: Wéi eng Erkenntnisser hunn sech aus deenen Tester, wat d'Sécherheet vum Impfstoff op déi eeler Leit ugeet, erginn?

Réponse (22.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Fir méi detailléiert Informatiounen iwwert d'Impfstrategie erlabe mir eis op déi rezent parlamentaresch Ufroen, déi gestallt a beäntwert goufen, ze verweisen, z. B. d'Froen Nr. 3219, 3297, 3357, 3364, 3373, 3381, 3412, 3443, 3447, 3451 an 3473.

ad 1. D'Persounegruppen, déi op Basis vun der éischter Phas vun der Impfstratgie prioritär geimpft ginn, sinn och doriwwer informéiert ginn.

ad 2. D'Regierung huet schonns festgehalen, wien an der éischter Phas vun der Impfung prioritär soll geimpft ginn. Et sinn an deem Sënn véier Kategorië vu Leit festgehale ginn:

- d'Gesondheetsberuffler an d'Personal aus de Spideeler;

- déi liberal Gesondheetsberuffler;

- d'Personal aus den Altersheemer souwéi d'Personal vun de Réseaux d'aide et de soins;

- d'Residenten aus den Altersheemer.

D'Regierung huet och schonns eng éischt Propositioun gemaach fir déi nächst Impfphasen. Dës Propositioun ass vun der Gesondheetsministesch an der Chamber am Kader vun der Heure d'actualité den 8. Januar presentéiert ginn. Et gëtt awer nach op den Avis vun der Commission nationale d'éthique (CNE) gewaart, ier dës nächst Phasen definitiv vum Regierungsrot festgehale ginn.

ad 3. De geneeën zäitleche Kader fir dës nächst Phasen ass schwéier ze bestëmmen, well dëst vun der Liwwerung vun den autoriséierte Vaccinen ofhänkt an och vun eventuell neien Zouloossunge vu weideren Impfstoffer.

ad 4. Wéi schonns preziséiert, ginn och déi eeler Leit prioritär geimpft wa si an Alters- a Fleegeheimer wunnen. Aner eeler Leit wäerten esou schnell wéi méiglech wann d'Impfstoffer bis disponibel sinn och un d'Rei kommen.

ad 5. Un den Etüden, déi fir d'Zouloossunge vun den Impfstoffer genotzt goufen, hu Leit bis zu 85 Joer participéiert. Entre-temps goufen och schonns mat dësen Impfstoffer ganz vill eeler Leit a verschiddene Länner geimpft, z. B. a Groussbritannien oder an Israel. Et bestinn dowéinst gutt Erfarungswäerter fir dës Impfstoffer bei eelere Leit.

ad 6. Op Basis vun de rezenten Erfarunge vu Leit, déi och a verschiddene Länner geimpft gi sinn an op Basis vun den Etüden an och an de verschiddene Länner, kann ee soen, dass den Impfstoff sécher ass bei eelere Persounen, ausser si wiere ganz gebriechlech an hätte schwéier Virerkrankungen.

Question 3362 (23.12.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **report de traitements à cause d'une infection Covid-19 :**

E positive PCR-Test féiert zwangsleefeg zu enger Quarantän. Déi meescht Patiente ginn no enger Ustiechung mam Covid-19 erëm ganz gesond a sinn och deemno net méi positiv. An e puer seelene Fäll kann et awer esouguer no der Geneesung erëm zu engem positiven Testresultat kommen. Esou weist de Robert-Koch-Institut (RKI) an engem Communiqué vum 30. November 2020 op senger Internetsäit rki.de mam Titel „Hinweise zur Testung von Patienten auf Infektion mit dem neuartigen Coronavirus Sars-CoV-2" drop hin, dass en Infizéierten nach Wochen nodeems seng Symptomer ausgebrach sinn, positiv getest ka ginn. Den RKI beseet weiderhin „dass diese positiven RT-PCR-Ergebnisse bei konvaleszenten Patienten nicht zwingend mit Kontagiosität gleichzusetzen sind, wurde mehrfach gezeigt, zum einen durch die parallele Durchführung von PCR und Virusanzucht und zum anderen durch eine großangelegte Studie des koreanischen CDC, die unter anderem Kontaktpersonen von genesenen Patienten mit erneut positiver PCR untersuchte."

Tageblatt.lu bericht an engem Artikel vum 22. Dezember 2020 vun engem Fall, an deem eng Persoun dréngend eng Daarmspigelung an engem Spidol misst gemaach kréien. Dës Koloskopie hätt missen Enn Oktober gemaach ginn, mee opgrond vun enger Ustiechung mam Covid-19 konnt dës net stattfannen. D'Persoun ass a Quarantän gaange bis de 7. November, se ass dono erëm schaffe gaangen an d'Koloskopie ass op den 11. Dezember verréckelt ginn. Zwee Deeg virun der Daarmspigelung huet dës Persoun erëm missen e Covid-19-Test maachen, deen erëm oder nach ëmmer positiv ausgefall ass. De Rendez-vous vun der Koloskopie ass doropshi vum Spidol ofgesot ginn an op Mëtt Januar verluecht ginn. D'Persoun muss zwee Deeg virdrun erëm en Test maachen, am Fall wou deen erëm positiv wier, kéint d'Persoun dann erëm net ënnersicht ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet stellen:

- Kann d'Regierung dëse Fall bestätegen, wou Persounen, déi dréngend e Service an der Klinik misste gemaach kréien, dëse refuséiert kréien opgrond vun engem positive PCR-Test, och wann d'Quarantän schonns Wochen oder Méint zeréckläit?

- Huet d'Regierung Kenntnis geholl vun de Studien, déi beweisen, datt eng Persoun, déi infizéiert war mam Virus, nach relativ laang dono kann e positiven Test opweisen an datt dëst net forcement heescht datt déi Persoun nach ustiechend ass?

Déi besote Persoun krut anscheinend vum Gesondheetsministère gesot, se sollt sech beim Service des plaintes mellen oder am beschte mam concernéierte Spidol schwätzen.

- Wéi oft huet de Service des plaintes vum Gesondheetsministère schonns esou Fäll traitéiert?

- Wat gëtt an deem Fall, wou eng Persoun, déi (nach ëmmer) e positiven Test opweist, an déi awer dréngend op eng Analys oder en Agréff am Spidol ugewisen ass, gemaach?

Réponse (22.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass allgemeng bekannt, dass e PCR-Test fir Sars-CoV-2 bei enger Rei Leit nach positiv ka bleiwen, obwuel d'Infektioun schonns laang eriwwer ass.

Eng Etüd[10] bei jonke Leit, a gudder allgemenger Gesondheet, a mat liichte Covid-19-Symptomer, huet gewisen, dass am Duerchschnëtt e PCR-Test bis zu 20 Deeg positiv bleiwe kann. Allgemeng geet een dovun aus, dass d'Leit no maximal zéng Deeg net méi ustiechend sinn, dofir huet d'Lëtzebuerger Gesetz jo d'Dauer vum normalen Isolement op zéng Deeg festgeluecht. De Conseil supérieur des maladies infectieuses recommandéiert, dass een um Enn vun der Isolementsperiod keen neie PCR-Test maache soll, ebe grad well deen nach positiv ka sinn, obwuel keng Ustiechungsgefor méi besteet. Eng rezent hollännesch Etüd[11] beweist, dass d'Leit am Duerchschnëtt no aacht Deeg kee Virus méi ausscheeden, a confirméiert domat eis Approche fir den Isolement ze limitéieren.

Et gëtt awer wéi ëmmer an der Medezin Ausnamen, z. B. wann de Patient no zéng Deeg nach Symptomer huet.

Do gëtt ugeroden, dass de Patient da Récksprooch mat sengem Dokter hëlt, fir ze decidéieren, wéi ee weider virgoe soll.

D'Direktioun vun der Santé recommandéiert ee PCR-Test ze maachen ier eng Persoun stationär an e Spidol opgeholl gëtt, si recommandéiert net een Test ze maache fir just eng Ënnersichung, wéi z. B. eng Daarmspigelung. D'Spideeler sinn natierlech fräi fir weider Mesuren ze huelen, wa si déi fir néideg fannen. Si hu schlussendlech d'Responsabilitéit fir d'Sécherheet vun hire Patienten.

An deem Sënn ass ganz kloer, dass et fir e Spidol wichteg ass ze wëssen, wéi ee Patient eventuell ustiechend ass, fir säi Personal an och aner Patienten ze schützen. Et ass awer och esou, dass eng dréngend Ënnersichung oder eng Hospitalisatioun ni däerf verluecht ginn, wa si da wierklech dréngend ass. Et ginn all Dag esou Patiente mat Covid-19 a de Spideeler opgeholl (z. B. no Accidenter, oder bei Häerzinfarkt, etc.), mat deenen néidege Virsiichtsmossnamen (Isolement, Mask etc...), déi sech imposéieren.

D'Regierung kann an dësem Eenzelfall natierlech keng Ausso maachen iwwert de Grad vun Dréngleechkeet, deen hei virlouch. Dëst ze beurteelen ass d'Responsabilitéit vum Dokter, dee gegeebenefalls mat dem Dokter, deen Prescriptioun vum der Ënnersichung gemaach huet, Récksprooch huele muss.

Question 3363 (23.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **fermeture du secteur Horeca :**

An engem RTL-Interview vu Mëtt Dezember huet den Här Mëttelstandsminister op d'Fro hin, firwat d'Regierung decidéiert huet, den Horesca-Secteur ganz zouzemaachen, Follgendes geäntwert:

« La fermeture décidée par le Gouvernement n'est pas aléatoire, il y avait des raisons bien précises. »

Fir vill Leit - net nëmmen aus dem Horesca-Secteur - war dës Decisioun allerdéngs net nozevollzéien. Den RTL huet iwwerdeems den 8. Dezember en Artikel veröffentlech mat follgendem Inhalt:

„Oppe Restauranten a Caféen hu keen negativen Effekt op d'Infektiounszuelen. Au contraire géifen oppe Restauranten d'Zuel vun den Infektioune weider erofdrécken. Dat ass d'Conclusioun vum hollänneschen Institut fir ëffentlech Gesondheet. Dës baséiert virop op der Observatioun, dass de Reproduktiounstaux erëm an d'Luucht gaangen ass, wéi d'Restauranten hir Dieren hu missen zoumaachen."

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mëttelstandsminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wat déi „raisons bien précises" genee sinn a wéini dës genee veröffentlecht goufen?

2. Goufen d'Leit aus dem Horesca-Secteur iwwert déi „raisons bien précises" informéiert? Wa jo, wéini an iwwert wéi e Medium?

3. Wann nee, wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt e ganzen Aarbechts-a Gesellschaftsberäich, deen elo mat finanziellen an existenzielle Suerge konfrontéiert ass, net eemol iwwert d'Noutwennegkeet vun där Decisioun informéiert gouf?

4. Ass der Regierung déi uewe genannten hollännesch Etüd bekannt?

5. Wa jo, firwat goufen d'Conclusioune vun dëser Etüd net iwwerpréift, respektiv zeréckbehalen?

Réponse (20.01.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Am Géigesaz zum klasseschen Handel mussen d'Clienten hire Mask ausdoen, wann si an engem Restaurant wëllen iessen. Ouni Mask sinn d'Leit dem Virus zwangsleefeg méi exposéiert wéi mat Mask.

Bei der Entwécklung vum Reproduktiounstaux ass ze bemierken, dass den Effekt vun enger neier Mesure net direkt ze moossen ass, mä an der Zäit decaléiert ass. Dëst ass ë. a. bedéngt duerch d'Inkubatiounszäit vum Virus. Déi nei Moossnamen hunn awer, op d'mannst zum Deel, déi erhoffte Resultater erreecht an de Reproduktiounstaux ass zanter dem Akraafttriede vun den neie Mesurë mëttlerweil zeréckgaangen.

A Saachen Etüde kann d'Regierung dem honorabelen Deputéierten Engelen versécheren, dass all disponibel Etüd mat deem néidege Sérieux analyséiert gëtt an dass zu all Moment probéiert gëtt, déi adequat Mesuren anzeleeden, fir d'Allgemengwuel beschtméiglechst ze schützen.

Question 3366 (24.12.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **décisions de blocage de transactions financières sur ordre de la Cellule de renseignement financier (CRF) :**

Plusieurs personnes nous ont fait part de leur désarroi face au blocage de leurs transactions financières par la CRF. Même si ces blocages font partie de l'arsenal à disposition de la CRF, leur utilisation devrait rester exceptionnelle et ne pas impacter le citoyen lambda intègre. Si les rapports annuels de la CRF fournissent des informations quantitatives sur le nombre de blocages ordonnés, aucune information n'est fournie sur la qualité des blocages opérés, i. e. des blocages injustifiés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget :

- Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils d'informations sur d'éventuels ordres de blocage donnés de manière injustifiée par la CRF ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils exclure que des transactions des personnes à la moralité irréprochable aient récemment été bloquées ? Y a-t-il éventuellement eu un bug au niveau du traitement des informations reçues par la CRF ?

- La responsabilité de l'État pourrait-elle être engagée si des blocages d'opérations financières ordonnées par la CRF avaient causés des dommages aux personnes concernées ?

- Les personnes en question ont-elles accès aux informations les concernant traitées par la CRF conformément aux règles et principes généraux applicables en matière de protection des données à caractère personnel ?

Réponse (22.01.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

- Les ordres de blocage de la CRF peuvent faire l'objet d'un recours devant la Chambre du conseil, conformément à l'article 9-3 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Comme ces recours sont introduits directement, par requête, auprès de la Chambre du conseil, la CRF ne tient pas de statistiques détaillées au sujet des recours contre les décisions de blocage. D'une façon générale, il apparaît que la grande majorité des blocages ordonnés par la CRF sont confirmés par la Chambre du conseil. Lorsque la Chambre du conseil déclare le recours fondé, elle ordonne une mainlevée de l'ordre de blocage.

- Il n'y a pas eu de bogue au niveau du traitement des informations reçues par la CRF. Dans certains cas, la CRF ordonne un blocage pour empêcher une infraction tentée de se consommer. Ainsi la CRF a bloqué le transfert de fonds liés à des cas de fraude dite « au président » ou encore le transfert de fonds de victimes d'un d'abus de faiblesse pour empêcher que les fonds ne se transforment en produit d'une infraction dès leur remise. Il convient de rajouter que les transferts vers des juridictions lointaines sont en général irréversibles, puisque les auteurs des fraudes ou leurs complices prélèvent les fonds dès leur réception. Par ailleurs, le blocage d'opérations ou de comptes d'une victime est en général partiel et ne vise que les transactions en lien avec la tentative de fraude. Par ailleurs, la CRF ordonne immédiatement la mainlevée de la mesure si l'analyse de la CRF ou les enquêtes diligentées par le parquet ne confirment pas le soupçon initial ou que la victime révoque l'ordre litigieux.

- La loi du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques règle la question de tout dommage causé par le fonctionnement défectueux de leurs services, tant administratif que judiciaire, sous réserve de l´autorité de la chose jugée.

- La CRF répond à toutes les demandes d'information reçues des personnes concernées. Le délégué à la protection des données vérifie systématiquement si le traitement des données remplissait bien les conditions fixées par la loi.

Question 3380 (05.01.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **helpline du large scale testing :**

Nodeems et ufänglech eng Rei Diskussioune gi war, well een net direkt e Rendez-vous fir e Large-Scale-Test (LST) konnt iwwer Telefon ausmaache mee just iwwer de Site www.covidtesting.lu, ass dës Méiglechkeet dono ageriicht ginn an d'Leit konnte sech op der Helpline melle fir hire Rendez-vous fir en Test festzeleeën.

Mir gouf elo rezent awer e puermol rapportéiert, datt et am Moment bal onméiglech wier, e Rendez-vous iwwer d'Helpline ze kréien, well entweeder dauernd all d'Telefonslinne besat sinn oder ee gesot kritt et géif een zeréckgeruff kréien, wat dann awer net de Fall ass. Et muss een also feststellen, datt Leit, déi keen Internetuschloss hunn oder net esou bewandert an den neie Medie sinn, nach ëmmer benodeelegt si wat den LST ugeet.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet stellen:

1. Ginn et am Moment Problemer mat der Helpline vum LST?

2. Wa jo, wéi eng?

3. Wann nee, wéi erkläert d'Madamm Minister sech déi uewe beschriwwen Informatiounen?

4. Wat ass an de leschte Méint konkreet geschitt, fir och de Leit ouni Internetzougang e gudden Accès zum LST an och anere covidrelevanten Informatiounen ze garantéieren?

5. Wat ass an dësem Kontext geplangt, fir d'Rendez-vouse fir d'Impfunge géint de Covid-19?

Réponse (20.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Kader vum Large-Scale-Testing 2 (zënter dem 16. September) ass d'Helpline elo 7 Deeg op 7 vun 8.00 bis 19.00 Auer op. Tëschent dem 16. September an dem 31. Dezember hunn eis Agenten do 147.018 Appeller krut. Vun all dësen Appeller konnten nëmmen 2.833 net ugeholl ginn. Domat hu mir e ganz héijen Taux de réponse vun 98,7 %.

Am Duerchschnëtt huet et nëmmen néng Sekonne gedauert, bis en Appell ugeholl ginn ass.

Aus dëser Analys schléisse mir, datt et kee prinzipielle Problem zwëschent der Zuel vun Agenten an der Quantitéit vun Uriff gëtt.

Och de qualitative Feedback, deen d'Leit no dem Uruff kënnen hannerloossen, ass ganz positiv mat enger Moyenne vun 3,68 op e Maximum vu 4.

Mir wëssen allerdéngs och, datt eng Rei Leit verschidden aner Nummeren uruffen, fir Froen iwwert de Large-Scale-Testing ze stellen, oder fir ze probéieren nach e Rendez-vous ze kréien, obwuel déi gewënschte Kalennerplagen net méi disponibel sinn. Sou kritt den Helpdesk vum guichet.lu reegelméisseg Uriff zu deem Theema, ewéi och aner covidrelevant Hotlinen. Dat kann zu Confusioun a Frustratioune féieren. Mir probéieren dofir, déi richteg Nummer esouwäit ewéi méiglech an de Virdergrond ze setzen (op der Websäit, op der Invitatioun, op der Confirmatioun etc.), fir d'Leit richteg ze orientéieren.

An 58,8 % vun allen Uriff geet et ëm eng Hëllef fir e RDV ze huelen oder ze verleeën, oder eng Confirmatioun nach emol geschéckt ze kréien. Fir ganz vill vun dëse Leit maachen d'Agenten de RDV dann direkt am System, well dës Leit dat net selwer kënnen oder wëllen. D'Leit kréien dann d'Confirmatioun per Post heemgeschéckt. Leit ouni Internetaccès oder den néidege Kenntnisser sinn also do net benodeelegt.

Wat d'Informatiounen ugeet, esou notzt d'Direktioun vun der Santé all disponibel Kommunikatiounskanäl, fir der Bevëlkerung Informatiounen zur Verfügung ze stellen. Dat geet vun der Press bis zu Informatiounsblieder vum Typ „toutes-boîtes". Natierlech besteet och nach ëmmer eng Hotline fir generell Covid-19-Froen.

Fir d'Impfunge besteet och e Reservatiounssystem iwwer Internet, wou een op Invitatioun kann eng Plage-horaire reservéieren. Et wäert och kuerzfristeg eng speziell Hotline fir d'Impfunge ginn.

Question urgente 4649 (12.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests PCR pour les voyages en avion :**

Vill Leit, déi kuerzfristeg mam Fliger verreese wëllen, hunn am Moment Problemer, fir mat Zäit en entspriechenden Antigen- oder PCR-Test ze kréien. Dëst, well d'Apdikten, d'Laboen an och déi entspriechend Teststatioun no der Erfarung un hir Kapazitéitsgrenz stoussen, wärend gläichzäiteg eng Rei informatesch Problemer optrieden, déi d'Veraarbechtung vun der Demande nach méi schwéier maachen. Wa kee gëltegen Test virläit, bleift de Leit näischt anescht iwwreg, wéi de Fluch ofzesoen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatioune confirméieren? Wa jo, wéi gedenkt si dorop ze reagéieren?

2. Wéi eng Reegele gëllen um Fluchhafe bis de 14. September 2021 an der Hypothees, datt déi aktuell Propositioune vun der Regierung esou vun der Chamber akzeptéiert ginn an als Gesetz gestëmmt ginn? Gëtt d'Regierung eng kloer Instruktioun eraus, an där all Leit, déi wëlle mam Fliger reesen, genee gesinn, wéi eng Zertifikater oder Tester si brauchen an a wéi enger Form si déi musse kënnen dokumentéieren?

3. No mengen Informatiounen ass et och scho virkomm, datt eng iresch Lowcost Airline Passagéier de Fluch vum Findel aus verweigert huet, well si net geimpft waren. Sinn d'Dispositioune vum 3G fir d'Fluchgesellschaften am Sënn vun enger Maximalrestriktioun gesetzlech verflichtend, oder dierfen si doriwwer eraus nach eegen, zousätzlech Aschränkunge fixéieren?

Réponse (13.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Am Kader vum Large-Scale-Testing, wou een einfach ee Rendez-vous online fir fréistens den nächsten Dag buche kann, waren déi lescht zwou Wochen nach all Dag Rendez-vouse fräi. Verschidden Drive-in wéi den Howald oder Bouillon si besser besicht, soudass et ka virkommen, dass déi ausgebucht sinn, an een dann op een aneren Drive-in auswäiche muss. Virun 20.00 Auer ass eng Reservatioun nach fir den nächsten Dag méiglech.

D'Laboratoires d'analyses waren eises Wëssens no déi lescht zwou Wochen och net ausgebucht, an och do war et nach méiglech, kuerzfristeg ee Rendez-vous fir ee PCR-Test ze buchen. Des Weideren ass eis och näischt bekannt, wat déi zertifiéiert Antigen-Tester ugeet, och wann do d'Kapazitéiten e bësse méi kleng si wéi am Large-Scale-Testing.

D'Teststatiounen um Fluchhafe si weiderhin nach aktiv a bidde follgend Méiglechkeeten un:

Déi Passagéier, déi vum Findel fortfléien, hunn d'Méiglechkeet, e Rapid-Antigen-Test, e PCR oder en Express-PCR-Test géint Bezuelung duerchféieren ze loossen. Dës Tester gi vum Fluchhafebedreiwer a Kooperatioun mat engem approuvéierte Laboratoire ugebueden an organiséiert. D'Passagéier sollen am Viraus e Rendez-vous iwwert den Internetsite vum Fluchhafebedreiwer maachen, well d'Kapazitéite limitéiert sinn.

Déi Passagéier, déi um Findel ukommen, hunn d'Méiglechkeet, e PCR-Test am Kader vum Large-Scale-Testing ze maachen. D'Passagéier kréien e Bong fir e gratis PCR-Test, deen se direkt op der Plaz maache kënnen. Dës Tester gi vum Gesondheetsministère ugebueden. Et ginn also eng ganz Rei Méiglechkeete fir vun engem Test ze benefitséiere fir Leit, déi eng Vakanz geplangt hunn an en Noweis vun engem negativen Test mussen hu fir anzereesen. D'Leit musse just am Virfeld hir Dispositiounen huelen, fir den Dag vun der Ofrees och déi néideg Dokumenter ze hunn.

ad 2. D'Areesbestëmmungen a Lëtzebuerg sinn net am Kader vum Covidgesetz fixéiert, mee baséieren op enger Ordonnance vum Direkter vun der Santé, déi a Fonctioun vun der Situatioun kann adaptéiert ginn. Wat d'Ausreesbestëmmungen ubelaangt, muss all Persoun sech am Virfeld iwwert d'Areesbestëmmunge vum Land, an dat hie reest, informéieren an ofklären, wat fir eng Dokumenter virgeluecht musse ginn. Dës Informatioune fënnt ee meeschtens op den Internetsäite vun den Ausseministërë vun de concernéierte Länner.

ad 3. All Land huet seng eegen Areesbestëmmungen, iwwert déi all Passagéier sech am Viraus bei den offizielle Sourcë vun der jeeweileger Destinatioun oder der Fluchgesellschaft informéiere soll. D'Fluchgesellschafte sinn och verflicht, déi spezifizéiert Bestëmmunge vum jeeweilege Land ze berécksiichtegen a mussen derfir suergen, datt d'Passagéier dës Krittären erfëllen, ier se hir Fluchrees untrieden. Dëst gëtt vun der Fluchgesellschaft oder hirem Groundhändler beim Check-in oder beim Boarding um Gate kontrolléiert.

D'Fro, ob déi genannten iresch Bëllegfluchgesellschaft zousätzlech Aschränkunge fixéiere kann, muss un déi relevant Fluchgesellschaft adresséiert ginn.

[10] Duration of Sars-CoV-2 detection in Israel Defense Forces soldéiers with mild Covid-19. T Talmy et al. J Med Virol 2021; 93(2): 609-10

[11] Duration and key determinants of infectious virus shedding in hospitalized patients with coronavirus disease-2019 (COVID-19). JJA van Kampen et al. Nature Communications 2021; 12, 267, published January 11, 2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°07
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 07 | Session ordinaire 2020-2021

Mesures de lutte contre la pandémie	p. 179	Sommaire des séances publiques nos 14 et 15	p. 209	14e séance	Mercredi 25 novembre 2020
Prise en charge de dépenses de la CNS par l'État	p. 206	Sommaire des questions parlementaires	p. Q191	15e séance	Mardi 1er décembre 2020

Les sujets de santé au cœur des pétitions

M. Fernand Etgen et Mme Nancy Arendt ont dressé le bilan de la Commission des Pétitions pour l'année écoulée.

« Les pétitions restent un moyen pour les citoyens pour entrer en contact avec les députés afin d'exprimer leurs revendications et doléances. » Tel était le constat de la Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, le 20 juillet 2021, lors du bilan des travaux de la Commission des Pétitions au cours des douze derniers mois.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné qu'en moyenne tous les jours une pétition publique est soumise sur petitiounen.lu, le site Internet de la Chambre dédié aux pétitions.

Depuis mars 2014, date de lancement de « cet outil de participation démocratique », 1.495 pétitions publiques et ordinaires ont été adressées à la Chambre des Députés. Mme Nancy Arendt a rappelé les conditions pour qu'une pétition puisse être validée par les députés : elle ne doit pas être discriminatoire, xénophobe, homophobe, etc.

271 pétitions publiques, 14 pétitions ordinaires et 7 débats publics

Depuis le dernier bilan tiré en juillet 2020, la Commission des Pétitions s'est réunie à 23 reprises. Ses membres ont analysé 271 demandes de pétitions publiques et 14 demandes de pétitions ordinaires, dont 159 respectivement 14 ont été déclarées recevables. En tout, 7 pétitions publiques - dont une au sujet de laquelle un débat est prévu en automne - ont atteint le seuil de 4.500 signatures nécessaires pour être discutées publiquement entre les pétitionnaires, les députés et les ministres.

Les débats publics ne restent pas sans suite

Mme Nancy Arendt a encore relevé que la Chambre fait un suivi régulier des débats publics écoulés. Des entrevues avec les ministres concernés, l'impact sur une réforme ou une loi, l'organisation de « hearings », des motions adressées au Gouvernement, etc. : les conclusions issues des débats publics sont nombreuses.

La Présidente de la Commission a encore rappelé que même si une pétition publique n'atteint pas le seuil de 4.500 signatures, les thématiques peuvent être une source d'inspiration pour les députés ou encore les ministres.

Elle a cité des exemples tels que le congé de paternité (« Pappecongé »), la taxe de 3 % sur les produits hygiéniques, une punition plus sévère pour les déchets sauvages (« littering »), l'interdiction des emballages en plastique à usage unique, le tiers payant généralisé, etc. Ces idées soulevées dans des pétitions publiques ont été reprises par les différents ministères concernés.

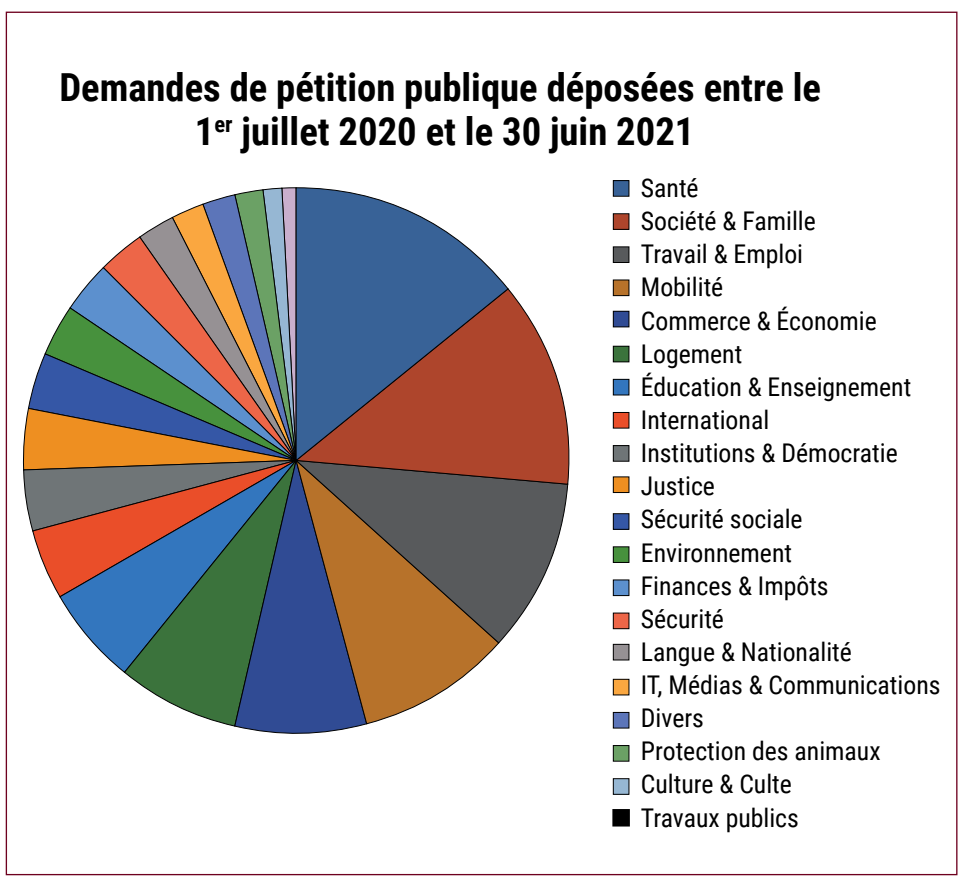
Une pétition publique n'ayant pas atteint le seuil peut être convertie en pétition ordinaire. À ce moment, la Commission des Pétitions peut notamment demander une prise de position au ministre compétent ou bien entendre les pétitionnaires lors d'une de ses réunions.

Le top trois des thèmes : santé, société et famille, travail et emploi

Les thématiques des pétitions publiques restent similaires à celles de l'année dernière sauf que le sujet « santé » passe en tête de liste, ce qui pourrait être dû à la crise sanitaire. L'année précédente, ce thème se situait dans le classement en quatrième position. Sur les places suivantes figurent les sujets relatifs à la société et la famille, le travail et l'emploi, de même que la mobilité (trafic et transports publics). Suivent des thèmes tels que le commerce et l'économie, le logement, l'éducation et l'enseignement, l'international et finalement les institutions et la démocratie.



Mme Nancy Arendt et M. Fernand Etgen ont présenté le bilan des pétitions.



Des données personnelles affichées par erreur

Grâce à un utilisateur averti, l'Administration parlementaire a constaté que plus de 24.000 noms et lieux de résidence de signataires de pétitions publiques étaient visibles sur le site chd.lu, alors qu'ils n'auraient pas dû l'être.

Ces données n'étaient à aucun moment accessibles sur le nouveau site petitiounen.lu, qui est le principal outil pour le dépôt, la signature et la consultation des pétitions publiques. Les équipes techniques ont promptement corrigé l'erreur technique sur chd.lu, dont une nouvelle version sera par ailleurs lancée d'ici la fin de l'année prochaine. Il ne s'agit pas d'une fuite ni d'une action malveillante. Aucun autre type de données n'est concerné.

Au moment de la signature d'une pétition publique, chaque signataire a le choix de rendre les données concernées (nom et lieu de résidence) publiques ou non. Ladite erreur technique a fait que les noms et lieux de résidence de signataires ont été potentiellement accessibles sur le site sans leur accord. Ce traitement erroné des données s'est matérialisé depuis au moins juin 2021 et la correction a été effectuée le 2 août dernier. Une analyse détaillée concernant les dates exactes est en cours.

La procédure appropriée impliquant les acteurs compétents en matière de protection des données a été lancée : la déléguée à la protection des données (DPO) a procédé à une analyse et la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a été saisie.

Dans un souci de transparence complète, la Chambre des Députés a communiqué publiquement cet incident majeur. Les personnes concernées sont également notifiées individuellement.

La Chambre des Députés tient à remercier l'utilisateur qui a signalé le problème et à présenter ses excuses à toute personne dont les informations personnelles ont pu être exposées par erreur.



L'affichage erroné concernait uniquement le site chd.lu et non le site dédié petitiounen.lu.

Droit à l'assistance judiciaire

7442 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat aux fins de transposition de :

1° la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ;

2° certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil

Le projet de loi 7442 tend à transposer, en premier lieu, la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen.

Il a, en deuxième lieu, pour objet de transposer certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil, qui a déjà été transposée en partie par le législateur luxembourgeois.

Jusqu'à présent, la possibilité d'une assistance judiciaire pour les non-résidents était limitée aux affaires transfrontalières civiles et commerciales.

Les deux modifications projetées viennent combler une lacune en permettant l'assistance judiciaire aux victimes et aux suspects non résidents et indépendamment de leur nationalité dans le cadre de procédures pénales engagées sur le territoire luxembourgeois, y compris dans le cadre d'une procédure d'extradition ou d'un mandat d'arrêt européen.

Le texte proposé accorde le droit à l'assistance judiciaire, sans condition de résidence ni de nationalité, aux personnes visées à l'article 3-6, paragraphe 1er, du Code de procédure pénale, aux personnes visées à l'article 18-1, paragraphe 3 de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition et aux personnes visées aux articles 7-1, paragraphe 3, et 27-1 de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne et dont les ressources sont insuffisantes.

Les personnes ayant la qualité de victimes suivant les dispositions de l'article 4-1 du Code de procédure pénale dans le cadre d'une procédure pénale se déroulant au Grand-Duché de Luxembourg qui entendent se constituer partie civile suivant les dispositions du Code de procédure pénale et dont les ressources sont insuffisantes ont également droit à l'assistance judiciaire, sans condition de résidence et quelle que soit leur nationalité.

Dans un souci de simplification, les demandes d'assistance judiciaire sont centralisées auprès du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Luxembourg.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22.05.2019
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
12.02.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
01.07.2020 Examen et adoption d'une série d'amendements
21.10.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.11.2020 Présentation et examen d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1008, page 1

Approbation de la Convention n° 122 de l'OIT

7517 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 122 de l'Organisation internationale du travail sur la politique de l'emploi, signée à Genève, le 9 juillet 1964

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la Convention n° 122 de l'Organisation internationale du travail (ci-après « OIT ») sur la politique de l'emploi, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, du 9 juillet 1964, et entrée en vigueur le 15 juillet 1966.

L'objectif de la Convention n° 122 de l'OIT est de fixer une politique active visant à promouvoir le plein emploi, et ce en étroite collaboration avec les milieux intéressés tels que les représentants des employeurs et les représentants des salariés.

Le présent projet de loi n'entraînera pas de modification des dispositions légales afférentes de droit luxembourgeois.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
12.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis des chambres professionnelles et de l'avis du Conseil d'État
16.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1020, page 1

Approbation de la Convention n° 144 de l'OIT

7518 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 144 de l'Organisation internationale du travail sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, signée à Genève, le 21 juin 1976

Le projet de loi 7518 a pour objet d'approuver la Convention n° 144 de l'Organisation internationale du travail (ci-après « OIT ») concernant les tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail.

La Convention n° 144 vise la mise en œuvre de procédures qui assurent des consultations efficaces entre le Gouvernement et les organisations syndicales et patronales jouissant de la liberté syndicale sur des questions concernant les activités de l'OIT.

Le présent projet de loi n'entraînera pas de modification des dispositions légales afférentes de droit luxembourgeois.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
12.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis des chambres professionnelles et de l'avis du Conseil d'État
16.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1021, page 1

Approbation de la Convention n° 187 de l'OIT

7519 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, signée à Genève, le 15 juin 2006

Le projet de loi 7519 a pour objet d'approuver la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail (ci-après « OIT »), concernant le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail. La Convention n° 187 est la plus récente adoptée en matière de sécurité et de santé sur le lieu de travail. Elle a pour objectif de promouvoir la sécurité et la santé au travail.

Le présent projet de loi n'entraînera pas de modification des dispositions légales afférentes de droit luxembourgeois.

Les dispositions prévues par la Convention n° 187 sont largement couvertes par la loi du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines et par les missions du Comité permanent du travail et de l'emploi.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
12.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis des chambres professionnelles et de l'avis du Conseil d'État
16.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1022, page 1

Approbation du Protocole de l'OIT concernant le travail forcé

7521 - Projet de loi portant approbation du Protocole P029 - Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, fait à Génève, le 11 juin 2014

Le projet de loi 7521 a pour objet d'approuver le Protocole P29 de l'Organisation internationale du travail relatif à la convention sur le travail forcé qui se réfère directement à la Convention fondamentale C29 sur le travail forcé.

Le présent projet de loi n'entraînera pas de modification des dispositions légales afférentes de droit luxembourgeois.

Le Protocole P29 de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé, adopté à la cent-troisième session de la Conférence internationale du travail modernise la Convention n° 29 sur le travail forcé adoptée en 1930 que le Grand-Duché de Luxembourg a ratifiée en 1964, en vue de s'attaquer aux pratiques telles que la traite des êtres humains. Il renforce le cadre juridique international en créant de nouvelles obligations pour prévenir le travail forcé, protéger les victimes et donner accès à des compensations, telles que l'indemnisation des préjudices matériels et physiques. Il exige des Gouvernements qu'ils prennent des mesures en vue de mieux protéger les travailleurs, en particulier les travailleurs migrants, des pratiques de recrutement frauduleuses et abusives et met l'accent sur le rôle des employeurs et des travailleurs dans la lutte contre le travail forcé.

Dans ce contexte un plan d'action national contre la traite des êtres humains a été élaboré par le Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains instauré par la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.

Ce plan a été avalisé par le Conseil de Gouvernement en date du 21 décembre 2016.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.01.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
12.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis des chambres professionnelles, de la Commission consultative des droits de l'homme et du Conseil d'État
16.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1023, page 1

Modification de dispositions concernant Eurojust

7614 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2° du Code de procédure pénale

Eurojust a été créée le 28 février 2002 par la décision 2002/187/JAI du Conseil.

Le règlement (UE) 2018/1727 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust) et remplaçant et abrogeant la décision 2002/187/JAI du Conseil a donné une nouvelle base à Eurojust.

Le règlement (UE) 2018/1727 détermine en particulier le statut et les pouvoirs des membres nationaux d'Eurojust et fixe les modalités d'association du Parlement européen et des parlements nationaux à l'évaluation des activités d'Eurojust. Il règle également les relations de l'Agence avec le Parquet européen.

Le règlement constituant un acte législatif de l'Union européenne directement applicable dans les États membres, une transposition en droit national n'est pas exigée. Pourtant, des dispositions nationales existantes portant sur des points désormais régis par le règlement doivent être adaptées ou abrogées.

Il s'agit essentiellement d'adapter les articles 75-1 et suivants de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire concernant l'unité (désormais l'Agence) Eurojust en prenant en compte les modifications apportées par le règlement (UE) 2018/1727 remplaçant et abrogeant la décision 2002/187/JAI du Conseil.

Le texte du projet de loi précise notamment les modalités de désignation du membre national auprès de l'Agence Eurojust ainsi que de son adjoint, les attributions du membre national et les points de contact officiels pour les demandes émanant de l'Agence Eurojust. Dans le code de procédure pénale, l'accès direct par un système informatique aux traitements de données à caractère personnel énumérés au paragraphe 1er de l'article 48-24 est élargi au membre national auprès de l'Agence Eurojust.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 09.06.2020
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
01.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
18.11.2020 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1007, page 1

Organisation de réunions et suspension de délais

7692 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales et

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil

Alors que la pandémie de Covid-19 continue à avoir des conséquences sur la bonne gouvernance des sociétés et autres personnes

morales, le texte du projet de loi propose, d'une part, de prolonger les mesures de la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales jusqu'au 30 juin 2021 et, d'autre part, de les étendre à l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, aux associations d'assurances mutuelles ainsi qu'à l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg et à l'Ordre des avocats du Barreau de Diekirch.

En effet, tant la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil que la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ne prévoient pas de dispositions légales permettant respectivement à l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils et aux associations d'assurances mutuelles de tenir leurs réunions à distance alors que la crise sanitaire actuelle justifie de leur offrir également cette possibilité. Enfin, la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ne prévoit pas que les ordres puissent se réunir à distance.

Suite à leurs avis respectifs du 4 et 5 novembre 2020, la Chambre des Notaires et la Chambre des Huissiers de justice ont été inscrites à la liste des sociétés et autres personnes morales auxquelles les dispositions concernant la tenue à distance de réunions sont applicables.

En outre, compte tenu de la situation sanitaire actuelle et des conséquences qu'elle peut impliquer au niveau économique, le projet de loi propose de prolonger également jusqu'au 30 juin 2021 le délai pendant lequel l'obligation de faire aveu de la cessation des paiements est suspendue.

Finalement, le texte propose de suspendre pour la même durée le délai de cinq jours endéans lequel les déclarations de naissance de nouveau-nés doivent être faites conformément à l'article 55 du Code civil.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 02.11.2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
18.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
24.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25.11.2020
Loi du 25 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 932, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux

Le présent projet de loi a pour objectif d'adapter la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 afin d'y intégrer de nouvelles restrictions jugées nécessaires au vu de l'évolution de la situation épidémiologique Covid-19 au Luxembourg. Celle-ci exige de limiter davantage les contacts sociaux et les activités afin de réduire au minimum les occasions susceptibles de favoriser les interactions sociales et donc les risques de contamination.

Le présent projet de loi prévoit, entre autres, les mesures suivantes :

- L'interdiction de certaines activités commerciales et autres, à savoir :

• les représentations cinématographiques ;

• les activités des centres de culture physique ;

• les activités des piscines et des centres aquatiques, à certaines exceptions près ;

• les activités des parcs d'attractions et des parcs à thèmes ;

• les activités de jeux et de divertissement en salle ;

• les activités des casinos de jeux ;

• les foires et salons.

- Au niveau des établissements recevant du public :

• la fermeture au public des établissements relevant du secteur culturel, à l'exception des musées, centres d'art, bibliothèques et archives nationales ;

• les établissements destinés exclusivement à l'exercice du culte sont autorisés à rester ouverts, dans le respect des dispositions relatives aux rassemblements ;

• la fermeture des établissements de restauration et de débits de boissons et l'interdiction des activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débits de boissons. Cette interdiction ne vise ni les cantines scolaires et universitaires, ni la vente à emporter, la vente au volant ou la livraison à domicile.

Les établissements d'hébergement sont autorisés à rester ouverts, à l'exception de leurs restaurants et de leurs bars, le service de chambre et le service à emporter restant autorisés ;

• la fermeture au public des établissements du secteur sportif.

Une dérogation concerne les installations du Centre national sportif et culturel qui restent accessibles aux sportifs d'élite et à leurs partenaires d'entraînement et encadrants ainsi qu'aux équipes nationales senior.

Les infrastructures sportives en salle et les piscines et centres aquatiques restent également accessibles pour la pratique du sport scolaire ou des activités sportives péri- et parascolaires ainsi que pour les activités physiques sur prescription médicale.

Les installations sportives en plein air restent accessibles.

La pratique d'activités sportives en groupe de plus de quatre acteurs sportifs est interdite. Cette interdiction ne s'applique pas aux personnes pratiquant une activité physique sur prescription médicale, ni aux équipes nationales senior, ni aux sportifs d'élite, ni à leurs partenaires d'entrainement et encadrants ;

• l'interdiction d'activités récréatives en groupe de plus de quatre personnes, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent ;

• le maintien des activités scolaires, périscolaires et parascolaires, y compris sportives.

- En ce qui concerne les rassemblements :

• la limitation des rassemblements à domicile ou à l'occasion d'événements à caractère privé, dans un lieu fermé ou en plein air, aux personnes qui font partie du même ménage, qui cohabitent ou qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice d'un droit de visite et d'hébergement ou dans l'exercice des résidences alternées, et à un maximum de deux visiteurs qui font également partie d'un même ménage ou qui cohabitent.

Ne sont pas considérées comme des visiteurs les personnes qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice de leurs activités professionnelles ;

• le port du masque est obligatoire pour tout rassemblement qui met en présence plus de quatre personnes ; les rassemblements entre quatre et dix personnes sont soumis à l'obligation de port du masque et de respect d'une distance minimale de deux mètres ; les rassemblements entre dix et cent personnes sont soumis à l'obligation de port du masque et de l'attribution de places assises en respectant une distance minimale de deux mètres.

Les rassemblements de plus de cent personnes sont interdits. Cette interdiction ne s'applique ni à la liberté de manifester, ni aux marchés à l'extérieur, ni aux transports publics. Lors de ces situations, le port du masque est obligatoire à tout moment.

L'obligation de distanciation physique ne s'applique pas non plus aux marchés à l'extérieur et aux usagers des transports publics.

L'obligation de se voir assigner des places assises ne s'applique ni dans le cadre de l'exercice de la liberté de manifester, ni aux funérailles, ni aux marchés, musées et centres d'art.

Les obligations de port du masque, de distanciation physique et d'attribution de places assises ainsi que l'interdiction d'activités récréatives ou sportives de plus de quatre personnes ne s'applique ni dans le cadre de la pratique des activités des sportifs d'élite et des équipes nationales senior, ni aux activités sur prescription médicale, ni dans le cadre d'activités scolaires, péri- et parascolaires. Il convient de préciser que ces limitations ne sont pas applicables entre personnes faisant partie d'un même ménage ou qui cohabitent ;

• le projet de loi définit les mesures de sécurité à respecter dans les salles d'audience des juridictions.

- Le projet de loi prolonge la durée d'application du couvre-feu entre 23.00 heures du soir et 6.00 heures du matin jusqu'au 15 décembre 2020 inclus ; l'échéance générale des dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 et des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 est également fixée au 15 décembre 2020.

- La mise en vigueur des nouvelles dispositions est fixée au lendemain de la publication de la nouvelle loi au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 04.11.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
18.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et examen d'une série d'amendements gouvernementaux
23.11.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25.11.2020
Loi du 25 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 933, page 1

Prise en charge de dépenses de l'assurance maladie-maternité

7678 - Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020

Depuis le début de l'année 2020, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures destinées à atténuer l'impact de la crise sanitaire sur la population, notamment en garantissant un revenu de remplacement.

Au niveau de la sécurité sociale, le congé pour raisons familiales a été élargi, la prise en charge des indemnités pour incapacité de travail a été transférée vers l'assurance maladie-maternité et un nouveau congé pour soutien familial a été introduit.

Dans un premier temps, ces mesures ont été financées en ayant recours aux réserves financières de l'assurance maladie-maternité qui ont été constituées au fil des dernières années par la Caisse nationale de santé (CNS). Le Gouvernement s'est engagé, notamment lors de la réunion du comité quadripartite du 17 juin 2020, à faire une analyse des dépenses et, le cas échéant, de prendre en charge certaines d'entre elles.

Le présent projet de loi vise à donner suite à cet engagement en ce qui concerne les trois mesures précitées qui, quant à leur essence, dépassent l'objet de l'assurance maladie-maternité comme établi par les lois et règlements en vigueur.

Pour assurer une répartition financière plus équilibrée, notamment en considérant que ces mesures exceptionnelles dépassent l'objet même de l'assurance maladie-maternité, le présent projet prévoit de verser à l'assurance maladie-maternité une dotation d'un montant global de 386 millions d'euros à répartir sur plusieurs exercices budgétaires. Ce montant résulte des calculs réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale sur base des données disponibles fin octobre 2020. À noter que le présent projet de loi n'exclut pas une adaptation ultérieure des montants prévus en fonction des montants réels déboursés par la CNS pour les trois mesures exceptionnelles concernées, ni, le cas échéant, une dotation supplémentaire en fonction du recours à ces mesures dans les mois à venir.

Le versement de la dotation est prévu en quatre étapes, chacune à charge d'un exercice budgétaire distinct. En l'occurrence, la première tranche à hauteur de 200 millions d'euros est à imputer à l'exercice 2020. De ce fait, le présent projet de loi prévoit une modification de la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020. Les trois autres tranches de la dotation seront à charge des exercices 2021 à 2023, à hauteur de 62 millions d'euros pour chaque exercice.

Comme la dotation globale de l'État à l'organisme gestionnaire de l'assurance maladie-maternité couvre également la part de 20 pour cent de la continuation de la rémunération normalement à charge des employeurs, l'État récupère la somme y liée par une réduction de ses dépenses au niveau du financement de la Mutualité des employeurs. Suivant les calculs de l'Inspection générale de la sécurité sociale, le montant en question s'élève à 30 millions d'euros.

Afin de limiter l'impact sur les employeurs, il est prévu que l'État récupère le montant en question sur trois exercices budgétaires, en l'occurrence 2021, 2022 et 2023, par une adaptation du taux de cotisation moyen des employeurs dans la Mutualité des employeurs pour la période visée. La modification légale y afférente est prévue dans le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021.

En conclusion, la dotation financière nette de l'État pour les mesures précitées s'élèvera in fine à 356 millions d'euros.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 12.10.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
19.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles
26.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 993, page 1

Réunions d'information publiques : mesures temporaires

7679 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à l'application des articles 12 et 18 de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le projet de loi a pour objectif d'adapter au contexte sanitaire actuel le fonctionnement des réunions d'information publiques organisées dans le cadre de la procédure d'élaboration d'un projet de Plan directeur sectoriel (PDS) et de Plan d'occupation du sol (POS). Il prévoit la possibilité pour le ministre ou son délégué d'organiser des réunions d'information avec la population par visioconférence. Si la réunion se tient entièrement ou partiellement par visioconférence, la publication du dépôt de dossier par voie d'affiches et sur le site internet des communes ainsi que la diffusion d'un avis de publication dans la presse doivent préciser que la réunion se tiendra par visioconférence, informer sur l'outil utilisé ainsi que sur les modalités d'inscription et d'accès. Il est prévu que la future loi restera applicable jusqu'au 30 juin 2021 inclus.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du Territoire, le 14.10.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
27.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
03.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 998, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **7700 - Proposition de révision des Chapitres Ier, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution**
   - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
5. **7692 - Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales
   2° de la loi du 20 juin 2020 portant
   1° prorogation de mesures concernant
   a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
   b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;
   c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et
   d) d'autres modalités procédurales ;
   2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
   3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et
   4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Guy Arendt - Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Kartheiser
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7694 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Josée Lorsché et M. Carlo Back)
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt des motions 1 à 11) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Yves Cruchten, Mme Martine Hansen pour fait personnel, M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Yves Cruchten, M. Marc Baum, M. Gilles Roth, M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Goergen, M. Marc Baum et M. Fernand Kartheiser) - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 12) - M. Marc Baum (M. Georges Engel pour fait personnel) - M. Marc Goergen
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Claude Wiseler (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert) - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. le Ministre Claude Meisch - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
8. **7694 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite)
   - Motion 1 : M. Marc Goergen
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)
   - Vote sur la motion 7 (rejetée)
   - Vote sur la motion 8 (rejetée)
   - Vote sur la motion 9 (rejetée)
   - Vote sur la motion 10 (rejetée)
   - Vote sur la motion 11 (rejetée)
   - Motion 12 : M. Marc Baum - M. Marc Spautz - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 12 (rejetée)
9. **Résolution de Mme Martine Hansen relative à un débat-audition sur l'avenir du personnel infirmier et soignant**
   - Discussion générale : M. Georges Engel - Mme Martine Hansen
   - Vote sur la résolution modifiée (adoptée)
10. **7694 - Projet de loi modifiant :**
    1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
    2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite)
    - Mme Martine Hansen - M. Gilles Roth - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Gilles Roth (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Claude Wiseler)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Meisch, Mme Paulette Lenert et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun de Propositions de loi, souwéi vun de Projets de règlement grand-ducal a vun der Proposition de révision vun der Constitutioun, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 25 novembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7703** - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 17.11.2020

***7704** - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :*

1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique ;

2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2. la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3. la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique ;

3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 17.11.2020

***7705** - Projet de loi portant modification*

1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19

2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 et

3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17.11.2020

***7706** - Projet de loi relatif à l'amélioration de la sûreté des navires*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17.11.2020

***7707** - Projet de loi portant modification*

1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement

4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17.11.2020

***7708** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre des Sports, le 18.11.2020

***7709** - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant*

1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;

2° modification du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.11.2020

***7713** - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 18.11.2020

***7714** - Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 18.11.2020

***7715** - Projet de loi relative à la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation, et portant modification de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 17.11.2020

***7716** - Projet de loi portant création et organisation de l'Agence vétérinaire et alimentaire, portant modification*

1) de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1983 portant réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux ;

3) de la loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

et portant abrogation

1) de la loi du 28 décembre 1992 réglant l'inspection des viandes et la surveillance des établissements dans lesquels sont traités ou entreposés des viandes ou produits de viande, et modifiant la loi du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires ;

2) de la loi du 14 juillet 2015 portant organisation de l'Administration des services vétérinaires

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 19.11.2020

***7717** - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 24.11.2020

***7718** - Projet de loi relatif à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 24.11.2020

***7719** - Projet de loi modifiant l'article L 222-9 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 24.11.2020

3) Les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7710** - Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de modifier le règlement grand-ducal modifié du 4 novembre 1994 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.11.2020

***7711** - Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de modifier le règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de protection individuelle*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.11.2020

4) La proposition de révision de la Constitution suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7700** - Proposition de révision des Chapitres Ier, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution*

Dépôt : M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel et M. Charles Margue, députés, le 17.11.2020

5) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1718** - Demande de pétition publique : Géint de changement d'affectation vum abordabele Wunnraum*

Dépôt : Anne-Marie Neyens, le 17.11.2020

***1719** - Demande de pétition publique : Pflicht, bei Kindern die gelbe Weste anzuziehen*

Dépôt : Stéphane Hamm, le 19.11.2020

***1720** - Demande de pétition publique : Give us a Voice*

Dépôt : Nathalie Heuschling, le 20.11.2020

***1721** - Demande de pétition publique : La création d'une loi spécifique pour l'imposition de sanctions pénales pour le harcèlement sexuel verbal dans les espaces publics (« catcalling »)*

Dépôt : Tom Zeimet, le 22.11.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7700 - Proposition de révision des Chapitres Ier, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 23. November 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision de la Constitution ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de révision Nummer 7700 vum I., III., V., VII., IX., X., XI. an XII. Kapitel vun der Constitutioun, déi de 17. November 2020 vum Här Mars Di Bartolomeo, vum Här Léon Gloden, vun der Madamm Simone Beissel a vum Här Charles Margue deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de révision de la Constitution Nummer 7700 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President!

5. 7692 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir fänken den Ordre du jour vun de Mëtte mam Projet de loi 7692 iwwert d'Organisatioun vun den Assemblées générales an eng Ofännerung vum Code civil un. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren Iech de mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet 7692 - vläicht en Déjà-vu, wann Der mech elo héiert. D'Pandemie geet weider, dofir prolongéiere mer d'Mesuren, déi et de Societéiten an anere Personne-morallen erlaben, op Videokonferenzen zréckzegräifen, fir hir Assembléeën ofzehalen, och wann d'Statuten dat net explizitt virgesinn.

Et geet ëm d'Verlängerung vun de Mesuren aus dem Gesetz vum 23. September dëses Joers, déi den 31. Dezember dëst Joer sollten auslafen. Dëst Gesetz vum September war sengersäits schonn eng Verlängerung vum Gesetz vum 20. Juni dëses Joers, dat déi urspréinglech Mesuren aus dem Règlement grand-ducal vum 20. Mäerz verankert hat.

Elo mam Projet de loi 7692 verlängere mer dës Mesuren, an dat bis den 30. Juni d'nächst Joer, also ëm nach emol iwwer en halleft Joer.

Well mer bei den Aarbechten um Gesetz vum 23. September vum Staatsrot d'Remark gemaach kruten, dass eis Dispositioun „catch-all", déi mer ugeduecht haten, net déi bescht Léisung wier, an dass mer amplaz eng Enumeratioun vun de Personnes morales an d'Gesetz aschreiwe sollten, do war et ze erwaarden, dass verschidde Personnes morales géife vergiess gi respektiv dass anerer, duerch d'Längt vun der Pandemie, schlussendlech awer och elo betraff wieren a sech dofir gemellt hunn, fir op d'Lëscht bäigestallt ze ginn.

Dofir maache mer mam neien Text an der Lëscht vun de Societéiten a Personnes morales, déi am Artikel 2 vum Gesetz vum 23. Dezember (veuillez lire: vum 23. September) 2020 opgezielt ginn, dës Ajoutten: Den Ordre vun den Architekten an den Ingénieurs-conseils, d'Mutuellen, also d'Associations d'assurances mutuelles, den Ordre des avocats, dat heescht de Barreau aus der Stad an dee vun Dikrech, d'Chambre des Notaires, an d'Chambre vun den Dierwiechter sinn elo derbäi.

Eng aner Mesure, déi verlängert gëtt, ass d'Suspensioun vum Delai, innerhalb vun deem, laut Code de commerce, eng Déclaration de faillite muss gemaach ginn. Am Artikel 9 vum Gesetz vum 20. Juni dëses Joers, an deem et ënner anerem ëm d'Mesurë fir d'Audiences publiques an ëm Adaptatioune vu verschiddene prozedurale Modalitéite gaang ass, gouf dësen Delai, wéi gesot, ausgesat bis sechs Méint nom Enn vum État de crise, wat heescht: 24. Juni plus sechs Méint, war elo virgesinn. Dës Suspensioun vum Delai gëtt och mat dësem Projet de loi bis den 30. Juni 2021 verlängert.

Dozou preziséiert de Staatsrot a sengem Avis: « Partant, les commerçants et sociétés commerciales qui ont cessé leurs paiements pendant ce délai de suspension ne sont pas obligés de faire aveu de faillite, mais il leur appartient de le faire en prenant en considération leur situation commerciale. De même, le droit des créanciers d'agir en faillite n'est pas affecté. »

D'Chambre de Commerce werft an hirem Avis iwwregens d'Fro op, ob et sënnvoll ass, dësen Delai ëmmer erëm weider ze verlängeren.

Schlussendlech reaktivéiere mer eng aner Mesure, déi am Gesetz vum 6. Juni 2020 (veuillez lire: vum 20. Juni 2020) bis just ee Mount nom État de crise verlängert gouf, a follglech Enn Juni (veuillez lire: Enn Juli) ausgelaf ass: nämlech d'Verlängerung vum Delai, innerhalb vun deem eng Gebuert um État civil muss deklaréiert ginn. Dëst ass elo wichteg, well déi aktuell sanitär Restriktiounen an de Maternitéen oder och de Fait, dass frëschgebaken Eltere méiglecherweis an Isolement oder Quarantän sinn, et ënner Ëmstänn net erlaben, e Kand innerhalb vun deenen übleche fënnef Méint um État civil unzemellen. Dofir maache mer och dës Prolongatioun vum Delai fir d'Aussetze vun der üblecher Prozedur bis den 30. Juni d'nächst Joer.

Ech weess, dat schéngt en immens laangen Delai ze sinn, an dat war och net onbedéngt esou gewollt. Mir hunn déi Diskussioun och an der Justizkommissioun gefouert. Mee well et awer eng Mesure ass, déi elo dréngendst gebraucht gëtt, och vun de Maternitéen, a fir den Text doduerch net duerch en Amendement an en Aller-retour an de Staatsrot weider ze verspéiden, si mer eis eens ginn, d'Mesure elo emol esou ze stëmmen, wéi se am Gesetzesprojet steet, an dësen Delai da bei där nächster Geleeënheet op ee Mount no der Gebuert erofzesetzen. Dat heescht, dass Dir net méi wäert fënnef Deeg hunn, wéi bis elo, fir Äert Kand unzemellen, mee maximal ee Mount. Wéi gesot, déi Rektifikatioun stëmme mer zäitno.

Hei de Kalenner vun dësem Sprint, fir dëse Projet haut hei an der Chamber zum Vott ze bréngen: Den 2. November huet d'Madamm Justizminister Sam Tanson de Projet deposéiert. De 17. November krute mer en Avis vum Staatsrot. Den Dag drop, den 18., hate mer eng Kommissiounssëtzung, wou mer de Projet virgestallt an den Avis vum Staatsrot diskutéiert hunn a wou och de Rapporter designéiert gouf.

Gëschter Moien, de 24., gouf de Rapport à l'unanimité vun der Kommissioun ugeholl. Merci nach eemol un d'Kolleege fir déi onkomplizéiert a konstruktiv Aart a Weis ze schaffen.

Kuerz: Wat steet an den Avisen?

Dee vum Staatsrot ass grondsätzlech en Accord an en hat e puer legistesch Observatiounen.

An deenen aneren Avise gouf et och Zousproch vum Barreau aus der Stad a vun der Chambre des Notaires, déi och elo frou sinn, d'Méiglechkeet ze hunn, an d'Lëscht vun den Entitéiten, déi per Visio fonctionéiere kënnen, opgeholl ze ginn. Dat selwecht gëllt fir d'Dierwiechter, d'Chambre des Huissiers, déi eis dat de 5. November matgedeelt hunn.

Den 9. November huet d'Chambre de Commerce - ech soen et nach eng Kéier - gesot, dass de Projet fir si gutt ass. Si freet sech awer, ob déi Mesuren, fir den Delai ze verlängeren, an deem d'Commerçanten hir Obligation d'aveu de la cessation des paiements maache mussen, op Dauer sënnvoll ass.

Weider Avisen, déi ugefrot waren, leie bis dëse Moment net vir.

Ech schléissen heimadder mäi mëndleche Rapport a soe jiddwerengem Merci, deen un den Aarbechte bedeelegt war. Ech froen Är Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn an engems den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Merci och dem Här Margue fir säi Rapport, an deem en alles detailléiert huet, wat am Gesetz steet. Effektiv gesäit dat Gesetz hei elo vir, datt mer bis Mëtt vum nächste Joer deen Delai verlängeren. Elo kann ee sech natierlech froen: Gëtt dann elo dovunner ausgaangen, datt bis Mëtt d'nächst Joer och Coronakris wäert sinn?

Ech mengen awer, datt et méi wichteg wär, sech déi heite Fro ze stellen: Misste mer eis net Gedanken driwwer maachen, wat no der Kris kënnt - falls se dann hoffentlech eng Kéier zu Enn ass -, an ob, wéi a wéi vill sech duerno och weider iwwer esou Mechanisme vun Iwwerdroung oder Interaktioun op Distanz ka concertéiert ginn? Dat soll ee sécherlech net ze vill maachen, mee vläicht soll een d'Méiglechkeet awer loossen.

Eng aner wichteg Ännerung, déi hei kënnt, ass déi, bis wéini een d'Kanner umelle goe kann. Et ass sécher eng néideg Erliichterung, och fir d'Hiewanen, grad an dëser Zäit. Mir waren als CSV derfir, trotzdeem en Enn vum Delai dranzesetzen an deen net einfach bei siwe Méint (veuillez lire: fënnef Méint) ze loossen. Dat gëtt bei engem zukünftege Gesetzesprojet, dee schonn esou gutt wéi do ass, och esou gemaach, an dat begréisse mir. Well ech mengen, et soll ee Sputt loossen, mee et soll een d'Leit awer och drun erënneren, datt se dat ze maachen hunn. Et ass vläicht méi einfach fir se, wa se wëssen, bis wéini dat dann de Fall wär.

Elo kann ee soen: Et ass wichteg, datt de Papp Zäit huet, fir d'Kand umellen ze goen. Dat ass wuel wouer. A mir hoffen, datt an dëser Zäit virun allem och déi zukünfteg Mamm d'Kand an der Maternité op d'Welt brénge kann. Well wat ass, wann déi Corona huet? Wéi geet dat dann? Dat ass elo vläicht eng Fro, fir dat Gesetz duerno ze diskutéieren.

Mir wënschen den zukünftege Mammen all Guddes. A mir denke sécherlech op deem Dag vun haut, um Internationalen Dag géint d'Gewalt u Fraen, och un déi, déi et net esou einfach hunn an hirem Liewen, a wou vläicht och de Gang an d'Maternité nach ganz aner Ursaachen huet. Dat um Rand gesot zu dëser Dispositioun, fir déi, souwéi fir de ganzen Text, d'CSV hiren Accord gëtt.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Modert. Da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Jo, merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur Merci fir säi Projet. De Rapport war extreem explizitt, soudatt ech am Fong näischt derbäizeflécken hunn an hei den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech schléisse mech och de Mercien un de Rapporter un. Et war wierklech ganz detailléiert an ech géif och net wëssen, wat ech deem nach bäizefügen hätt. Duerfir ganz einfach: den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools merci, Här President, och vun eiser Säit aus e Merci. Vu datt jidderee schonn alles gesot huet, bleift och fir eis nëmmen nach dat iwwreg, also e Merci. A mir ginn den Accord.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Da wier et un der Regierung, d'Madamm Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo. Villmools merci. Ech wäert dann och ganz kuerz sinn. Et ass alles gesot.

Just nach als Preziséioun: Effektiv ass de Projet de loi deposéiert, fir, wéi dat an der Kommissioun gefrot gi war, deen Delai nach eng Kéier anzeschränken, soudass een net sechs Méint Zäit huet, fir déi Deklaratioun ze maachen. Quitte dass et natierlech eng ganz Rei praktesch Iwwerleeunge gëtt, firwat dass ee souwisou net sechs Méint waart, fir säi Kand ze deklaréieren. Mee vu dass dat d'Demande war vun der Kommissioun, hu mer deem Rechnung gedroen. An dee Projet wäerte mer dann deemnächst, am Kader vun engem aneren Text, hei kënnen unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7692. Den Text steet am Document parlementaire 7692[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7692 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Ma dann ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Gilles Roth), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun haut de Mëtteg, dem Projet de loi 7694, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer dobaussen, Dir kënnt Iech wuel alleguer virstellen, dass ech haut léiwer iwwer eppes méi Positives géif berichte wéi iwwert déi nächst, déi x-ten Etapp am Kampf géint deen hannerlëschtege Virus, deen eis elo säit aacht Méint belagert. Mee fir dass mer eis dee Wonsch no méi Normalitéit, méi positiven Initiative kënnen erfëllen, musse mer emol fir d'éischt dee Krankmécher, Mäerder a Raiber vun eise Fräiheete lassginn. Well dat ass en! Dat muss eist gemeinsaamt Zil sinn a bleiwen. An dofir musse mer

iwwer all Meenungsverschiddenheeten am Detail eraus zesummeréckelen, wann et ëm dat grousst Ganzt geet.

Loosst mech dës Kéier vläicht ufänke mat deem, wat mer awer wichteg schéngt a wat, mengen ech, och all de Kolleegen an der Kommissioun an doriwwer eraus wichteg war, fir dass keng falsch Impressiounen no baussen opkommen, wat mer eigentlech zesumme wëllen a wat eis an deem Kampf verbënnt. Ier mer also iwwert déi verschidde Moossname streiden, hei am nobele Sënn vum Wuert, oder besser debattéieren - kontrovers maache mer dat, wéi mer dat an de Kommissioune gemaach hunn -, wëll ech um Ufank vu mengem Rapport op dat insistéieren, wouriwwer mer eis eens sinn:

Mir sinn eis eens, dass dee geféierleche Virus nach ëmmer omnipresent ass a vill ze vill Leit krank, jo, schwéier krank mécht an erschreckend vill Leit dorunner stierwen. Mir sinn eis eens, dass een dee Virus net däerf verharmlosen, sech net däerf dru gewinnen, an dass mer keng Diere fir hien däerfen oploossen. Mir sinn eis eens, dass déi Moossnamen, déi mer virun engem Mount decidéiert hunn, d'Explosioun vun den Infektiounszuelen zwar gebremst hunn, mee net genuch! Mir sinn eis eens, dass déi Leit an eisem Gesondheetssystem eng formidabel Aarbecht leeschten, mee no aacht Méint Dauerasaz op de Felge fueren. Mir sinn eis eens, dass weider staark Moossnamen noutwendeg sinn. Mir sinn eis eens, dass, och wann d'Situatioun eescht bleift, mer keen zweeten État de crise, kee vollstännege Lockdown wëllen, net alles wëllen zoumaachen.

D'Regierung huet an deene leschte Wochen dëse Gesetzesprojet an Amendementer ausgeschafft a mir, d'Chamber, eist Personal, eis Fraktiounen, de Staatsrot, hunn innerhalb vun enger Woch eis Aarbechten ofgeschloss. Schnell, awer grëndlech.

Mir sinn eis eens, dass mer iwwer all Meenungsverschiddenheeten eraus dee Virus nëmme Meeschter ginn, wa mer him esou wéineg wéi méiglech Ugréffsfläch loossen. An do muss jiddweree mat upaken. A mir sinn eis schliisslech eens, dass mer deenen, déi am häertste vun der Kris an de Géigemoossname betraff sinn, mat eiser Solidaritéit mussen hëllefen.

Ech fannen, dass et wichteg ass, dass mer Diskussioune féieren, berechtegt Diskussiounen, déi een esou oder esou tranchéiere kann, well dee Kampf géint de Virus ass en dauerhafte Choix. An et gëtt am Moment quasi keen op der Welt, deen eng Patentléisung huet, ausser vläicht déi, déi, wéi e berüümte Mann virdrun, en traureg berüümte Mann virdrun, deen d'Inflatioun iwwer Gesetz ofgeschaaft huet, einfach de Virus iwwer Gesetz ofschafen. Et handelt sech, wéi Der verstitt, ëm Diktatoren an Änleches. Mee soss hu mer keen, deen e Patentrezept hat, bis elo. Soss hätte mer et einfach kopéiert. A wa mir et hätten, dann hätten déi aner et kopéiert.

Mee esou schlecht, esou schlecht, an do bezéien ech jiddwereen an, dierfte mer eis Aarbecht jo awer net gemaach hunn, well ech hunn haut an där gréisster Dageszeitung gelies, dass et en Appell gouf an där Lëtzebuerger Dageszeitung, dass d'Kanzlerin Angela Merkel sech um Lëtzebuerger Beispill orientéieren an inspiréiere sollt.

Also, Kolleeginnen a Kolleegen, esou schlecht schénge mer eis Aarbecht zesummen net gemaach ze hunn; an ech soen „zesummen", well mir hunn alleguer eisen Undeel un där Aarbecht, déi an deene leschte Méint geleescht ginn ass. Esou schlecht kann eis Aarbecht deemno net sinn!

Mir ware virun enger Woch hei mat enger Inzidenz vun iwwer 600 Fäll op 100.000 Awunner op siwen Deeg konfrontéiert. Enn Oktober waren et der 750. Ronn d'Hallschecht vun den disponibelen Intensivbetter ass vu Covidpatiente beluecht, déi e ganz groussen Asaz vu Personal an Zäit bedeiten, an d'Zuel vun de Leit, déi un a mam Covid-19 stierwen, ass fir eis Verhältnisser enorm grouss. An et soll kee mam Argument kommen, dass dat eeler Leit sinn! Dat ass fir mech keen Argument! Och wann een eng Aacht oder eng Néng a senger Joreszuel huet, huet een e Recht op Liewen a muss net engem Virus zum Affer falen. An do kënne mer alleguer mat upaken.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Mir sinn eis dowéinst eens, dass mir musse reagéieren. Mir mussen d'Zuelen erofdrécken, fir all Mënsch eng gutt Gesondheetsversuergung bei enger Coviderkrankung, mee och bei allen anere gesondheetleche Problemer kënnen ze garantéieren. Oder an anere Wierder: Mir mussen derfir suergen, dass esou wéineg Leit wéi méiglech sech ustiechen, krank ginn oder stierwen. Dat ass d'Zil, op dat deen neie Paquet vu Mesuren ausgeriicht ass.

Wéi gesot: Iwwert déi eng oder déi aner Moossnam kann een duerchaus diskutéieren. Dat ass diskutabel. An dat hu mer och gemaach. An heiansdo sinn d'Entscheedungen an der Kommissioun ganz knapp ausgefall, méi knapp kann et an enger Kommissioun wierklech net goen. Do gesäit een, dass keen déi allgemeng Wourecht gepacht huet! A wa jiddweree just säin Häerz schwätze gelooss hätt, jo, dann hätte mer warscheinlech Unanimitéit kritt. Mee ob dat zu dësem Zäitpunkt dat Richtegt gewiescht wär, dat ass eng aner Saach. Mee mir kommen nach dorop zréck. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer hei nach eng Kéier eis Argumenter kënnen austauschen.

Déi nei Moossname setzen do un, wou d'Ustiechunge warscheinlech sinn. Ob se do am warscheinlechste sinn, doriwwer streiden d'Experten an et kritt een am Moment Expertisen, Konterexpertisen en masse. A wann d'Experte sech net eens ginn, jo, da mussen déi, déi am mannsten Expertis an deene Beräicher hunn, tranchéieren. Esou ass et ëmmer. A wann d'Experten Onrecht hunn, da kréien d'Experten herno keng Streech, mee da kréien déi, déi d'Decisioune geholl hunn, d'Streech. Esou ass dat. Mir hunn eis dat jo gewielt, also, mengen ech, musse mer dat och mat alle Konsequenzen droen.

Also déi nei Mesurë setzen do un, wou et am wierksaamsten ass: Distanz halen, Mask droen an, wann et muss sinn, d'Dieren an d'Fënstere zoumaache fir de Virus.

Mir hunn dee Projet 7694 an enger hallwer Dose Sëtzunge behandelt, also sécher net manner wéi iergenden anere wichtege Projet, mat der Madamm Gesondheetsministesch an den Experten aus de Ministèren, mam Sportsminister. Beim urspréngleche Projet goung et eigentlech just ëm eng Deelofännerung vun de Prozedure virum Tribunal, déi sech am Rame vum Covid-19-Schutz opdrängen. De Projet huet awer doduerch en anert Gewiicht kritt, dass d'Regierung eng ganz Rei vu fundamentalen Amendementen opgrond vun där Situatioun, wéi se sech presentéiert huet, huet missen noreechen.

A mengem Rapport wollt ech dat kloer ervirsträichen, an dofir, Här President, wann ech déi eng oder déi aner Minutt méi misst brauchen, schalt mer de Mikro wannechgelift net aus, ech wollt eng Géintiwwerstellung maache vun deem, wat ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Rapporter, Dir wësst, datt ech e generéise President sinn.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Jo, ech muss Iech dat zougestoen. A wann ech esou zréckdenken, soen ech mer: Ech hätt eigentlech och heiansdo kënne méi generéis sinn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat ass net falsch!

(Hilarité)

D'Regierung schléisst sech Äre Wierder un.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Rapporter, ech bieden Iech weiderzefueren!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Jo, mee dat gesäit een ëmmer eréischt no fënnef Joer.

Also, ech wollt op d'Froen äntwerten, wat sech dann elo net wäert änneren, wat sech ännere wäert a wat vu méi fundamentalen Ännerunge virgesinn ass.

Déi incisiivst Moossnam, déi bestoe bleift fir eis all, dat ass d'Ausgangsspär tëschent 23.00 Auer a 6.00 Auer. Aus deene bekannte Grënn fale jo do dann d'Bistroen an d'Restauranten eraus, well déi komplett zou sinn. D'Geschäfter bleiwen op. Fir d'Geschäfter ze invitéieren, fir hir Clienten esou sécher wéi méiglech kënnen ze empfänken, gëlle weiderhi verschidde Virsiichtsmoossnamen. Dat sinn déi allgemeng Gestes barrières. An dat sinn déi Moossnamen, déi an de Grande-surfacë mat deem leschte Gesetz agefouert gi sinn.

D'Kierchen, „reliéis Plazen", wéi dat iwwersat ass - dat gefält mer awer net -, net ze verwiessele mat esou „solutions de fortune", wou och Masse gehale ginn, mee also wierklech reliéis Gebaier, wou och reliéis Zeremonië gehale ginn, gi genotzt. Dat ass ee vun deene Punkten, iwwer déi och, zumindest zwëschent den Zeilen, an der Kommissioun haart diskutéiert ginn ass: Theateren/Kinoen zou - reliéis Bauten op. D'Argument, dat gezu ginn ass, och zu Recht, mengen ech, dat ass d'Reliounsfräiheet, wéi se duerch d'Verfassung garantéiert gëtt. Selbstverständlech gëtt et derniewent och eng ganz Rei vun anere Fräiheeten. Mee eigentlech hunn ech awer elo keng ganz, ganz staark Tendenz an der Kommissioun verspuert, fir d'Kierche während där Zäit zouzemaachen, mat där enger oder anerer Ausnam.

(Interruption)

Nee, nee, nee! Also, ech ... Watgelift?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Däerf ech just kuerz ...?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Jo, selbstverständlech! Selbstverständlech.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dir hutt elo gesot, et géif eng gewëssen Ausnam ginn, an Dir hutt mech bekuckt hei als Rapporter. Ech hunn zu kengem Moment gesot, ech wär derfir, datt d'Kierche sollten zougemaach ginn. An ech distanzéiere mech dovun. Dat hunn ech zu kengem Moment gesot.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Wann et fäerdeg ass, dann ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Also, ech ergi mech! Ech hunn Iech net dofir gekuckt.

(Brouhaha)

Une voix.- Loosst den Här Rapporteur schwätzen!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Ech dréie mech déi ganzen Zäit hei am Krees.

(Brouhaha)

An, Madamm Lorsché, Dir waart net viséiert! Wann Dir Iech viséiert gefillt hutt, et deet mer leed, ech kann net do derfir! Mee ech bestätegen awer Är Berichtegung.

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Kommt, mir klären dat herno!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- D'Hoteller kënne weider Gäscht empfänken, awer Baren an esou weider sinn zou. D'Sportsinfrastrukturen ënner fräiem Himmel bleiwen op. De Mask muss ënner allen Ëmstänn wärend allen Aktivitéite mat engem ëffentleche Public gedroe ginn, an de Supermarchéen, Administratiounen.

Et ass och wënschenswäert, dass dee Mask gedroe gëtt, wann esou Drauwe vu Leit sech an Haaptgeschäftsstroossen oder op anere Plazen ophalen. Och wann dat net expressis verbis elo a Bëton gegoss ass. Dat seet de Verstand einfach!

Gesitt Der, Madamm Polfer, ech hunn Iech elo gekuckt, ech hunn Iech awer iwwerhaapt net viséiert. Ech fannen Iech méi schéin ouni Mask, mee de Mask ass de Präis, dee mer musse bezuelen.

(Brouhaha)

De Mask ass de Präis, dee mer musse bezuelen. Ech hunn hei de Privileeg, dass ech e fir eng Kéier net brauch ze droen. Mee Dir sidd sécher mat mir d'accord, dass et eng Evidenz ass, dass een op den ëffentleche Plazen, wou ganz vill Leit sinn, de Mask soll droen.

Versammlunge sinn nach wie vor méiglech, awer vill méi restriktiv.

(Brouhaha)

Versammlunge mat méi wéi 100 Leit si verbueden. Wann een zu méi wéi véier Leit ass, muss een de Mask droen. Reliéis Acteuren, Riedner, Schauspiller bei Film an Theater, Museker an Dänzer ginn net bei déi Zuel vun den 100 Leit derbäigezielt, wann et sech ëm eng Representatioun handelt.

Et bleiwen Ausname bei deene bestoen, déi de Mask net mussen droen. Dat ass an der Zwëschenzäit genügend bekannt. Och d'Sanktioune bleiwe gréisstendeels déi selwecht.

Wéi eng Reegelungen ännere sech elo? Och wann d'Geschäfter prinzipiell opbleiwen, musse verschidden Aktivitéiten an Etablissementer zoubleiwen. D'Kinoen, d'Fitnesszenteren, d'Spill- an Entertainmentplazen, Foiren a Salonen, Kasinoen, kulturell Etablissementer wéi zum Beispill Theateren an Hale fir Concerte mussen hir Diere fir de Public zouloossen. Schauspiller a Museker genau wéi aner professionell Artiste kënnen awer weiderhin dës Plazen notze fir ze prouwen oder hire professionellen Aktivitéiten nozegoen.

Ausnam: Muséeën a Konschtausstellungen, Bibliothéiken, Nationalarchive bleiwen op, well de Public kann zirkuléieren an net iwwer eng länger Zäit mat enger Persoun an engem Raum sëtzt. Hei kënnen d'Fluxe vun de Leit liicht gereegelt ginn an esou d'Gesondheetsrisike méi niddreg gehale ginn.

D'Restauranten an d'Baren, déi bis elo bis 23.00 Auer konnten opbleiwen, mussen zoubleiwen. Livraison à domicile an Takeout sinn nach wie vor erlaabt.

Mir hunn och eng Rei vu Studie vun dem Gesondheetsministère virgestallt kritt oder sinn drop higewise ginn, déi weisen, dass Restauranten a Caféë reng doduerch, dass d'Leit laang zesummesëtzen ouni Mask, well se par définition kee Mask kënnen droen an heiansdo d'Belüftungskonditiounen net gutt sinn, awer Plaze sinn, wou ee kann unhuelen, dass d'Ustiechungsgefor méi grouss ass ewéi op anere Plazen. Temporär less- a Gedrénksugebueter sinn och verbueden.

Déi Infrastrukturen, déi fir de Sport banne geduecht sinn, bleiwen och zou, genausou wéi d'Piscinnen. Dëst gëllt net fir d'Elittesportler an och net fir d'Nationalekippen. Déi sportlech a rekreativ Aktivitéite - Bitzcoursen, Poterie - kënnen net a Gruppe vu méi wéi véier Persounen ausgeübt ginn, ausser wann d'Participanten alleguer aus engem Haushalt sinn.

Versammlunge sinn nach ëmmer méiglech, mee ënner méi strenge Reegelen.

An da komme mer op ee vun deene Punkten, déi och ganz kontrovers bei eis diskutéiert gi sinn, déi net nëmme bei eis kontrovers diskutéiert gi sinn, mee och de Staatsrot huet sech eng Meenung do gebilt. Dat ass d'Zuel vun deene Leit, déi ee kann doheem bei sech empfänken. Do hu mer d'Optioun am Gesetzestext an den Amendemente festgehalen, dass een Haushalt maximal zwou Persounen, déi awer mussen aus deem selwechten zweeten Haushalt kommen, däerf empfänken. Do gëtt et selbstverständlech Alternativen. Et hätt ee kënne soen: Haushalt bei Haushalt, Haushalt plus véier, plus sechs. Haushalt plus Haushalt: Wann een en Haushalt vu sechs oder vu siwen hëlt, en aneren Haushalt vu sechs oder siwen, da wär een op e Maximum vun enger gudder Dosen, 14, 15 Persoune komm. Jo, gutt. Op där enger Säit elo kann een op e Minimum komme vun eent plus eent. Een an engem Haushalt an een aus engem aneren Haushalt, wann et eng Begéinung ass. An et kann een op e Maximum komme vun engem Haushalt mat engem, zwee, dräi, véier, plus maximal zwee. Et kann awer och nëmmen ee sinn.

(Brouhaha)

Allerdéngs hu mer do ganz kontrovers driwwer diskutéiert. An d'Kommissioun, d'Kommissioun war gedeelt.

(Brouhaha)

D'Kommissioun war gedeelt an d'Argument, dat den Ausschlag ginn huet, war, dass mer hei musse beim Gesetzestext bleiwen, well d'Kontakter an der Famill, d'Familljefester, Familljefeieren, Familljepartyen, wann een dat däerf esou nennen, awer ee vun deenen haaptidentifizéierten Infektiounsherde sinn. Also, op deem Punkt do besonnesch opgepasst! An et ass déi méi streng Optioun, déi sech duerchgesat huet. Bon, dat war e Choix, dee gemaach ginn ass. An duerch d'ganzt Gesetz zitt sech eeben déi Noutwendegkeet, Choixen ze huelen.

Allerdéngs sinn an deem neien Text eng Rei vun Ouverturë gemaach ginn, wann d'Kanner versuergt ginn oder am Scheedungsfall, wou et e bësse méi flexibel gëtt.

Ech wëll awer och drop insistéieren, dass déi Diskussioun op enger fairer Basis an argumentativ gefouert ginn ass an dass herno eeben huet mussen tranchéiert ginn.

D'Leit, déi an den Haushalt schaffe kommen, déi ginn net matgezielt, zum Beispill en Handwierker. Bon. Bei de Versammlunge ginn eis Reegelen och e bësse méi strikt. D'Sportsmanifestatioune fannen hanner zouenen Diere statt.

D'Reegelen zum Droe vun de Masken, d'physesch Distanz an d'Obligatioun, fir Sëtzplazen zouzeweisen, si fir déi verschidde Juridictioune preziséiert ginn. Dat war och eng Diskussioun ginn, zwar net an der Kommissioun, mee dobausse bei deene Betraffenen. Och hei konnte mer tranchéieren. Och hei konnte mer eng Opposition formelle vum Conseil d'État evitéieren.

D'Gesetz gouf och esou geännert, dass de Prêt de main d'œuvre am Kader vum Contacttracing, dass mer do méi staark kënnen drop zréckgräifen - a nee, pardon, ech hu mech hei verlaf - dass och déi Leit am Kader vum Prêt de main d'œuvre op Daten am Kader vum Tracing kënnen zréckgräifen.

Da gouf et eng Rei vun Ännerunge beim Gesetz vun 2009, wou et sech ëm d'Hospitalisatioun vun de Persoune mat psychesche Problemer handelt.

Déi Gesetzesbestëmmungen, an dat ass vläicht nach e ganz wichtege Punkt, wou ech wëll drop insistéieren, d'Gesetzesbestëmmungen, déi mer haut wäerten decidéieren, wa mer där Meenung sinn, dass dat muss geschéien - an ech sinn definitiv der Meenung, dass mer mussen handelen -, gëllen, och wann et Nuancë gëtt an deene verschiddene Moossnamen, souwuel fir déi Moossnamen, déi nei sinn, bis de 15. Dezember, wéi och fir déi Moossnamen, déi bis elo gegollt hunn, bis de 15. Dezember. Mir hunn also eng Clause de rendez-vous, déi schonn elo ganz kloer ass.

Mir hunn och eng Clause d'évaluation, déi steet zwar net esou am Gesetz, mee mir wäerten déi Zäit notzen, fir eng Evaluatioun ze maache vun deenen eenzelne Moossnamen: Wéi hu se gegraff? A mir wäerte probéieren, niewent deenen Informatiounen, déi mer elo schonn iwwert déi eenzel Moossnamen hunn, zousätzlech Informatiounen iwwert d'Sourcen ze kréien, iwwert déi sougenannt Clusteren - sou seet een eigentlech richteg, mee dat wësst Der, dass deen Term mer net gefält -, fir da gegeebenefalls kënnen eis Mesuren ze ajustéieren.

D'Schoulkantinne bleiwen op, d'Betribskantinnen net. Dat war och ee vun deene Punkten, déi mer kontrovers diskutéiert hunn a wou d'Majoritéit an d'Oppositioun an engem Nuesschnappech sech erëmfonnt hunn, sou enk war et. Och do, och do ass drop insistéiert ginn. An Dir kennt dat aus dem Ausland, dass och a Betribskantinne kënnen

Infektiounsherde sinn. Ech ginn dervun aus, dass mam Secteur praktesch Léisunge fonnt ginn, fir dass déi Leit, déi an de Betriber schaffen, net am Ree stoe bleiwen. A wann ech d'Madamm Minister richteg verstanen hunn, sinn déi Gespréicher schonn amgaang.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et si keng einfach Zäiten. Mir wéilten all nees an d'Normalitéit zréck. An all déi nei Mesurë sinn Aschnëtter, déi mer léiwer net missten huelen. Déi Mesuren, déi mer mussen huelen, sinn der, déi och an Nopeschlänner geholl goufen. An do ginn d'aschneidend Moossnamen zum gréissten Deel méi wäit. Et gëtt awer eng ganz Rei vu Parallelismen am Ausland, wéi zum Beispill d'Schléissung vu Caféen a Restauranten, wéi zum Beispill d'Spärstonn. An do gesäit een, dass et net ee Choix gëtt, mee dass et vill Choixe gëtt an dass ee muss kucken, herno - wann een et net virdru konnt, well eeben déi Donnéeën heiansdo feelen, et se einfach net gëtt -, de Bilan ze zéien.

Mir maachen hei de Choix, fir e komplette Lockdown wéi am Mäerz ze vermeiden, well mer wësse, wat dat fir Konsequenze gehat hätt. En zweete Lockdown hätt, niewent deem, wat mer elo schonn hu vu sanitäre Konsequenzen, ...

(Brouhaha)

... och gesellschaftlech, psychologesch, sozial a wirtschaftlech Konsequenze gehat, déi een esou lapidar als „Kollateralschied" bezeechent. Mee hannert deem Begréff stieche ganz vill Eenzelschicksaler. An ech hunn et virdru gesot: Wa mer hei déi Moossnamen huelen, ginn der méi an der manner haart getraff. An déi, déi méi haart getraff ginn, ëm déi musse mer eis prioritär bekëmmeren.

Komero..., Kolleeginnen, ech sot elo bal: „Komerodinnen", ...

(Hilarité)

... „Léif Frënn", seet de Marc ëmmer, de Marc seet ëmmer: „Léif Frënn".

(Brouhaha)

An deem heite Kampf géint de Virus, do däerf een deen dote Begréff gebrauchen, well mir hunn ee gemeinsaamt Zil!

Dat Gesetz, Kolleeginnen a Kolleegen, ass net perfekt. Et ass e Seeldanz, deen doraus besteet, e Maximum fir d'Gesondheet ze maachen, ouni net ze verantwertend Kollateralschied ze provozéieren. Mir hunn et mat engem Virus ze dinn, dee kee Plang brauch. Dee schléit planglos zou! Mir kënnen en nëmmen an de Grëff kréien, wa mir eng Strategie hunn. An iwwert de Gros vun der Strategie si mer eis eens. Am Detail nach net, mee vläicht muer.

De Message central ass: Prioritéit fir d'Gesondheet, Doudesfäll evitéieren, d'Gesondheetswiese schützen, d'Personal entlaaschten. D'Gesetz gëtt eng Rumm, mee ass net d'Panacée fir alles. Mir mussen dat Gesetz mat Liewe fëllen. A wa mer wierklech dat Ganzt an de Grëff wëlle kréien, da musse mer eis manner dermat ausenanersetzen, wat mer kënne kritiséieren, wéi villméi mat deem, wat jiddwer Eenzelne ka bäidroen, fir deem Virus Meeschter ze ginn, fir eis ze schützen, fir déi Leit, déi eis léif sinn, ze schützen, a virun allem och, fir déi vulnerabel Leit ze schützen.

Här President, ech kommen zum Schluss, zur leschter Iwwerleeung. Et bedéngt en zäitweise Verzicht, deen haart ka sinn, mat awer enger Rei vu Perspektiven: der Perspektiv, dass e Vaccin sech ukënnegt. A fir dat hei nach eng Kéier kloer ze soen: Wann e gudde Vaccin do ass, da solle mer deen huelen. Mee et denkt keen drun, fir d'Leit ze forcéieren. Déi Topegkeeten, déi ech an deene leschten Deeg op de Sozialnetzer gelies hunn, dat ass degueulasse. Dat ass degueulasse! An dat sinn Ënnerstellungen, déi een net ka gëlle loossen. Hei an dësem Land gëtt keen derzou forcéiert. De gesonde Mënscheverstand, mengen ech, geet duer, fir dass een dee richtege Choix mécht.

Mir hunn och eng Perspektiv alleguer am Hannerkapp,...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här President, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Ech kommen zum Schluss.

Mir hunn och eng Perspektiv am Hannerkapp, Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass déi, dass mer duerch déi Efforten, déi mer hei maachen, vläicht e bëssen Normalitéit ënnert de Beemche geluecht kréien!

An ech wëll schléisse mat engem klengen Zitat vun enger Infirmière, déi an deene leschten aacht Méint wierklech mat hire Kolleeginnen a Kolleegen e Maximum bruecht huet. „Ech bleiwen optimistesch", seet se, „datt mer déi Pandemie packen, wa jiddweree säin Deel derzou bäidréit." Dat seet eng Infirmière, déi Dag an Nuecht a Schichte schafft, déi Dag an Nuecht mat der Mask dorëmmer leeft, déi Dag an Nuecht mat enger Schutzkleedung muss dorëmmer lafen. À nous de juger, ob eis Affe-ren net awer weesentlech méi kleng si wéi déi vun deenen, déi un der Front sinn, an ob déi, déi un der Front sinn, net eis Mataarbecht verdéngen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, den 29. Oktober, de leschte Mount, do hunn ech meng Ried opgehalen, andeem ech gesot hunn, deen Text, dee mer deemools um Ordre du jour haten, géif ze spéit kommen, wär net kohärent, wär technesch problematesch a wär haaptsächlech net komplett. An dat, wat mer an deene leschte véier Woche gesinn hunn, dat, wat do geschitt ass, huet eis Recht ginn. Déi Zuelen, déi mer haut kennen, sinn net erofgaangen, jiddefalls net stabill erofgaangen.

Dee Weekend duerno ass de Staatsminister opgetrueden um Radio an huet deklaréiert, datt déi Woch drop eng zousätzlech Decisioun géif geholl ginn an datt déi misst schnell ëmgesat ginn. An en huet souguer nogeduecht iwwer en État de crise, wann d'Chamber dann net géif paréieren an net schnell genuch wär. Iwwert deen Intermezzo hunn ech keng Loscht vill ze schwätzen, well ech en als éischter peinlech, duebel peinlech empfonnt hunn, well een d'Chamber a priori net ënner Drock setzt an déi absolutt fonctiounsfäeg ass, fir hir Aarbecht ze maachen, esou wéi se se soll maachen, a well en haaptsächlech an deem Sënn iwwerflësseg war, datt am Fong Moossnamen annoncéiert gi sinn, déi net komm sinn an deene 14 Deeg duerno! An ech soen lech éierlech: Ech hunn déi Woch duerno op d'Moossname gewaart.

Mir hu gesot virun engem Mount, deen Text géif eis net duergoen. Mir hunn du gewaart a gehofft, et géife Moossnamen nokommen, an déi sinn net komm. An ech verstinn haut nach net, firwat Der esou laang gewaart hutt, bis Der en nächsten Text deposéiert hutt. Well wann een d'Zuele kuckt, op 14 Deeg, d'Zuele vun der leschter Woch, da si mir zu Lëtzebuerg mat 1.302 Fäll op 100.000 Awunner déi Héchst an Europa, virun Tschechie mat 1.100 Fäll, Éisträich mat 1.000 Fäll, der Belsch mat 779, Frankräich mat 880, Portugal mat 681, Däitschland mat 310 an Irland mat 123. All déi Länner, inklusiv Irland, hunn drastesch Moossname geholl, net eréischt elo, mee viru 14 Deeg, dräi Wochen, engem Mount. Just zu Lëtzebuerg hu mer dat, an eisen Aen, zu engem Deel einfach lafe gelooss. Mir hu gewaart a mir hu gekuckt.

Et ass gesot ginn hei: „Mir nuancéieren déi Aart a Weis, wéi mer druginn, well mer net nëmmen d'Zuel vun den Neiinfektioune wëlle kucken, well mer och den Alter wëlle kucke vun den Infizéierten, well mer och d'Situatioun an de Spideeler an op den Intensivstatioune wëlle kucken." An dat ass och vum Prinzip aus richteg. Mir hunn e gutt fonctionéierende Secteur hospitalier. Deen huet eis et erlaabt, villes ze vermeiden. Mee wann een awer d'Zuel vun den Infizéierte gesäit, da weess een, datt e puer Deeg duerno, oder eng Woch duerno, sech dat automatesch an den Hospitalier wäert iwwerdroen an duerno automatesch op d'Intensivstatioune wäert iwwerdroen.

A mir si säit Wochen an der Phas 3 gewiescht vun deem Plang, deen am Secteur hospitalier festgeluecht war. An déi Héicht vun deenen Zuelen, déi mer haten, déi huet eis noutgedrongen iergendwann an d'Phas 4 gefouert, wou mer haut sinn. An haut si mer an enger Phas, wou déi klassesch Medezinn zu engem Deel muss ofgesot ginn a wou mer massiv Deprogrammatiounen, an net urgenten Interventiounen, mee trotzdeem Deprogrammatiounen an de Spideeler kennen. Mir sinn iwwert den Zuele vun der éischter Well, wou mer schonn eng ugespaant Situatioun haten a wou mer sengerzäit drastesch reagéiert hunn. Mir hunn haut 237 Leit hospitaliséiert.

Dat ass awer net eréischt säit haut, mee dat ass säit iwwer 14 Deeg esou. An et ass net nëmmen d'Zuel vun den Neiinfizéierten, déi wichteg ass. Et ass net nëmmen d'Zuel vun der Betterbeleeung, déi wichteg ass, mee och d'reng Zuel vun den Doudegen, iwwert déi mer schwätzen.

An ech soen lech, et fält mer schwéier, dat ze soen, well déi Zuelen, dat sinn och Leit, an dovunner hunn ech deen een oder deen anere kannt. An deen hat nach Jore viru sech, déi en elo net méi huet. Mir hu säit dem 18. Oktober 150 Doudeger an der zweeter Well kannt. Dat ass vergläichsméisseg, wann ech d'lescht Woch kucken, méi wéi Frankräich, méi wéi Éisträich, méi wéi Spuenien, méi wéi Däitschland, souguer méi wéi d'Vereenegt Staaten. An der Moyenne ass just nach d'Belsch virun eis. Mir hu konstant d'Fro gestallt: „Op wat waarde mer?"

Ech verstinn och net déi Kommunikatioun vun der Regierung. De 17. November seet de Premier: „D'Situatioun ass stabel. Keng gréisser Repercussiounen op eise Gesondheetssystem, op eis normal Gesondheetsversuergung." Den 18., een Dag duerno, seet den Dokter Turk, dee Member vun der Cellule de crise ass, an ech zitéieren hei: „Fir mech ass d'Situatioun an de Spideeler ganz ugespaant. Phas 4 heescht fir ons eng massiv Deprogrammatioun vun all deenen aneren Aktivitéiten." An dee selwechte Member vun der Cellule de crise huet den 3. November, dat heescht, scho wäit iwwer eng Woch virdrun, en Appell am „Quotidien" gemaach, wou e seet: « Nous espérons de nouvelles mesures, confinement, semi-confinement, c'est au Gouvernement de décider ce qu'il trouve approprié. » Ech verstinn déi Kommunikatioun net. Hei ginn d'Saache vun der eegener Cellule de crise vun der Regierung kloer op den Dësch geluecht. An an deene multiple Pressekonferenzen, déi d'Regierung hat, behaapt se zu engem Deel de Contraire.

Mir hate virun zwou Wochen eng Kommissiounssëtzung. Do ass eis gesot ginn: „Deen héijen Niveau vun den Zuelen huet sech elo stabiliséiert an elo musse mer kucken." Deemools hunn ech, wéi ech erausgaange sinn aus där Kommissiounssëtzung, der Press gesot, datt ech géif mengen, dat wär wéinst der Vakanz, datt sech alles méi lues géif dréien, an datt ee ganz gutt oppasse misst, wat no der Vakanz géif geschéien. Deemools ass mer dat an der Kommissioun widderluecht ginn. Dat hätt strictement näischt domadder ze dinn.

An du hu mer nees gekuckt a mir hu gewaart, bis de leschte Méindeg nei Moossname proposéiert gi sinn. An och bei deene Moossnamen ass eis nach gesot ginn: „Elo musse mer kucken, wat an deenen nächsten Deeg geschitt." An d'Madamm Lenert huet de leschte Samschdeg um Radio d'Explikatioun ginn a si huet gesot, déi Situatioun hätt sech och kënnen anescht entwéckelen, dowéinst hätt een ofgewaart. Elo ass meng Fro: A wat fir engem Land hunn d'Zuele sech dann anescht entwéckelt, ouni datt aschneidend Moossname geholl gi sinn?

An et ass do och interessant, déi Courben ze kucken, déi een an anere Länner gesäit. An ech gi se hei un op siwen Deeg an op eng Millioun Awunner, datt se vergläichbar sinn. Wann ee kuckt, wat an der Belsch geschitt ass, wou d'Zuelen exponentiell an d'Luucht gaange sinn, da gesäit een, datt den 23. Oktober, dat heescht viru méi wéi engem Mount, déi éischt Mesurë geholl gi sinn. D'Zuelen hunn net direkt reagéiert drop. Mee den 1. November sinn nach zousätzlecher geholl ginn, an du konnten d'Zuele vu 1.400 op ënner 400 den Dag erofgesat ginn. A Frankräich sinn den 28. Oktober Moossname geholl ginn. Do si mer vu 600 op 400 erofgaangen. An Däitschland ass och gebremst ginn. Do si mer op 210 Fäll vun enger Millioun iwwer siwen Deeg. An den USA ass näischt gemaach ginn. Do si mer op 500 Fäll. Lëtzebuerg hat d'lescht Woch 800 Fäll, wann ee kuckt op eng Woch respektiv op eng Millioun Awunner, wann een déi Zuele vergläicht.

D'Gesondheetsministesch an de Premierminister hunn de 17. November och iwwert den Taux de positivité geschwat a sech belueft, datt een all déi Zuelen, déi mer virdru gesot hätten, awer misst relativéieren, well mir hätten op siwen Deeg e relativ niddregen Taux de positivité vun eisen Tester, 5 % bis 6 %, par contre zu Éisträich 23 %, Belsch 14 %, Frankräich 12 %. Do géife mer also gutt dostoen.

Dat mag vläicht richteg sinn. Mee ech soen awer do och ganz kloer: Zéie mer de Large-Scale-Testing eraus, a mir hunn eis jo ëmmer gebretzt, datt mer weesentlech méi géifen teste wéi alleguer déi aner Länner, zéie mer also de Large-Scale-Testing eraus, da gesi mer, datt eis Zuele weesentlech méi héich sinn, datt mer, wa mer just déi Zuele kucken op den Ordonnancen, net bei 5 % bis 6 %, mee bei 12,69 % Taux de positivité leien. Respektiv, wa mer d'Zuele vun iwwer sonndes kucken, wou jo da kee Large-Scale-Testing dran ass, leie mer de 15. bei 16 % an den 8. November bei 20 % Taux de positivité. Dat ass dat selwecht wéi an der Belsch, a Frankräich. Dat ass méi héich wéi an Däitschland.

Dofir soe mir ganz kloer: „Déi Reaktioun hei, déi kënnt ze spéit!" An dat, wat mer hannendrusoen, dat ass, datt haaptsächlech och verpasst ginn ass, déi Méint, déi virun der zweeter Well waren, eng Rei Virbereedungsaarbechten ze maachen.

Dat Éischt, wat mer gär gehat hätten a wat eis absolutt wichteg schéngt, dat ass e Stufeplang, dee Phase virgëtt, déi predeterminéiert sinn, wou d'Zuelen, d'Indikatioune kloer sinn, wou d'Moossnamen och kloer an däitlech sinn, wou jiddweree weess, wat e sech muss erwaarden a wéini mer wat maachen, wou et organiséiert ass, wou et diskutéiert ass a wou et och direkt ëmsetzbar ass. Dat schéngt eis absolutt weesentlech. Dat ass einfach verpasst ginn.

(Interruption)

Dat Zweet, wat an eisen Ae verpasst ginn ass, ass d'Mise en œuvre, dat hunn ech schonn d'leschte Kéier gesot, vun engem Covidspidol oder zumindest vun enger Organisatioun, déi eng Rei Zentre polariséiert op de Covid, fir d'Méiglechkeet ze ginn, datt déi normal Medezinn an aneren Ofdeelunge vun de Spideeler ka weidergemaach ginn. Et ass eis gesot ginn: „Dat ass net méiglech!" Ech stelle fest, datt zu Tréier awer e Covidspidol konnt opgemaach ginn.

(Interruption)

Dofir deposéieren ech elo eng Motioun, fir kënnen ze kucken, datt an deenen nächste Wochen Iwwerleeungen iwwer änlech Reflexiounen zu Lëtzebuerg solle gemaach ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Den drëtte Punkt ass dee vun der Teststrategie. Mir wëssen, wéi laang d'Waardezäiten an de Privatlaboe sinn. Eege Leit vun eis hunn d'Erfarung gemaach, datt, wa se um 6.00 Auer, 6.15 Auer moies a Privatlaboe ginn, schonn an der Keelt 12, 13 Leit virun hinne stinn, an och Leit iwwer 80 Joer, déi laang an der Keelt musse waarden, fir an de Labo eranzekommen. Mir hunn d'leschte Kéier scho gefrot: „Wann ech gelift, déi grouss Capacitéiten, déi Der am Large-Scale-Testing hutt, switcht der do eng Rei eriwwer fir an d'Laboen, datt mer och kënnen uerdentlech Konditioune bei där Teststrategie ubidden!" Och dat ass net gemaach ginn. Dat wär an eisen Aen extreem wichteg gewiescht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Beim Tracing, do huet d'Madamm Lenert de leschte Samschdeg gesot, datt den Tracing elo erëm okay wär, datt ee kéint no engem bis dräi Deeg, nodeems e positive Coronatest gemaach gi wär, dann d'Leit erëm kontaktéieren. Dat mag richteg sinn. Mee dat ass a mengen Aen awer keen Tracing. Den Tracing ass, wann Der dee Positive kontaktéiert hutt an dee gëtt lech d'Nimm an d'Adresse vun deene Leit, bei deenen e war, fir datt déi an enger zweeter Etapp kontaktéiert ginn.

Et ass esou, wéi ech den Tracing verstanen hunn. Dee gëtt awer iwwerhaapt net gemaach momentan! Dee gëtt iwwerhaapt net gemaach. All déi Leit kréien dann eng Nummer, eng Matriculesnummer, fir a sech selwer ze kucken, datt se un déi Leit kommen, mat deene se zesumme waren, deenen d'Matriculesnummer weiderzeginn, an déi sinn da gebieden ze telefonéieren. Wann Der do sot, den Tracing wär elo erëm an der Rei an et géif normal fonctionéieren, dann hunn ech net verstanen, wat Tracing normalerweis soll sinn! Et ass op jidde Fall net just, dem Covidkranken telefonéieren! An Dir sidd, hunn ech festgestallt, nach ëmmer géint eng Tracingapp, déi eis wéinstens eppes gehollef hätt an dësem Fall, wou an dem Tracing guer näischt méi esou fonctionéiert, wéi et soll fonctionéieren.

(Interruption)

D'ailleurs, an dat ass mäi fënnefte Punkt, déi Artikele 5 a 7 am Gesetzestext, esou wéi se hei sinn, déi ginn dee Moment och guer net méi applizéiert, well am Fong kee Mënsch deen, dee covidkrank ass, um Telefon freet, datt e soll dann Adressen an Nummere vun deene Leit ofginn, déi e begéint huet, mee datt en deen Telefon selwer muss maachen. Déi Prozedur mat der Matricule ass d'ailleurs iwwerhaapt net am Gesetz virgesinn. Si ass iwwerhaapt net virgesinn am Gesetz, et gëtt awer jiddwereen, deen am Fall ass, obligéiert, se ze applizéieren.

Dann d'Applikabilitéit vum Text selwer. Mir hunn eng ganz Rei Situatiounen, Familljesituatiounen, wou am Fong dat, wat an der Realitéit geschitt, iwwerhaapt net deem entsprécht, wat am Gesetz momentan ass. Ech ginn Iech e Beispill: Elteren, déi doheem sinn an déi bei engem Kand, wat positiv krank ass, sinn, do steet am Gesetz, datt een am Fong da selwer en Test misst maache sechs Deeg nom leschte Kontakt mat deem positiv Kranken. Elo muss ee mir soen: Wann Der bei Ärem Kand doheem sidd, wat positiv getest ass, wéini ass dann dee leschten Dag, no deem Der sechs musst ofzielen, esou wéi et am Gesetz steet? Wéini ass dee leschten Dag?

An da fueren ech weider: Wann den Test negativ ass, da kënnt Der erausgoen, quitte datt Der Äert Kand, wat nach ëmmer positiv ass, deen Dag selwer gesinn hutt. Wann den Test positiv ass, musst Der awer nach zéng Deeg am Isolement bleiwen. Wann Der awer refuséiert, en Test ze maachen, da musst Der nach siwen Deeg am Isolement bleiwen. Esou liesen ech op jidde Fall de Gesetzestext. Ech weess awer net, wéi dat do an der Realitéit soll opgoen a wat fir ee Sënn dat Ganzt mécht.

Dann, wa Famillje probéieren, fir Hëllef ze kréien, kréie se ganz wéineg Informatiounen, well einfach - an ech verstinn dat, an ech maachen deene Leit wierklech kee Reproche - d'Inspection sanitaire absolutt iwwerfuerdert ass, an och d'Hausdokteren. Déi komme sech dann duerno bekloen, déi ginn dann ugeruff a musse vill Zäit hierginn - wat se och maachen, an och probéiere gutt ze maachen -, vill Zäit ginn, fir d'Leit ze informéieren. Dat ass awer

Zäit, déi se net hunn, fir sech deenen anere Patienten, déi et och brauchen, ze consacréieren.

A mäin aachte Punkt: Wann dann Informatioune kommen, dann ass et heiansdo ganz schwiereg, domat ëmzegoen. Ech hunn en Extrait aus engem Bréif, dee geschéckt ginn ass un e Kand, wat e Positive bei sech an der Klass hat. Do steet dann an deem Bréif: « Votre enfant ou vous-même êtes en autosurveillance, si vous êtes membre du personnel enseignant, pendant quatorze jours. Des symptômes peuvent apparaître jusqu'à quatorze jours après un constat. C'est pourquoi nous vous recommandons de bien surveiller l'état de santé, de veiller à respecter les mesures de protection », an esou weider an esou virun.

Dat heescht, déi ginn an Autosurveillance gesat. Dat steet am Bréif. Elo muss awer ee mir soen: Wou steet dat dann, dass de kanns an Autosurveillance gesat ginn? A wat heescht dat dann, wann een e Bréif kritt: „Du bass elo an Autosurveillance"? Wat muss deen da maachen? Wat ass dat? Wou steet et? Ass dat dat selwecht wéi eng Quarantän? Kann en erausgoen? Kann en net erausgoen? Wat soll e surveilléieren? Bei wiem soll e sech mellen, wann en eppes feststellt? Alles dat ass net kloer. An d'Applikatioun vun deem, wat haut Realitéit ass, ass fir d'Leit heiansdo extreem, extreem problematesch!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Haut si mer de 25. November. Mir hunn dat lescht Gesetz den 21. Oktober deposéiert kritt, den 29. gestëmmt. Et ass elo ee Mount hier. Mir sinn haut exactement op där selwechter Zuel vun Infektiounen, wéi dat virun engem Mount de Fall war. Et huet sech stabiliséiert, mee et ass net erofgaangen. An déi Moossnamen, déi elo haut proposéiert ginn, wëll ech kommentéieren.

D'Restriktiounen am Horeca-Secteur: Mir sinn d'accord mat alle Restriktiounen, wa mer kënne beweisen, datt déi Restriktiounen den Infektiounsfortgang blockéieren. Mir sinn och d'accord mat deene Moossnamen, déi am Horeca-Secteur geholl gi sinn. Ech wëll awer just soen, datt awer trotzdeem a mengen Aen evidenterweis e Kommunikatiounsproblem do ass, well virun e puer Wochen ass nach gesot ginn, datt den Horeca kee Problem hätt, datt et net do wär, wou d'Leit sech géifen ustiechen, datt jo all d'sanitär Moossnamen am Gesetz festgesat gi wären an datt d'Leit sech éischter géifen doheem ustieche wéi dann am Horeca-Beräich. An elo ass dat alles anescht. Elo gëtt dat zougemaach. Wéi gesot, ech soen net, datt et net soll sinn. Ech soen: A priori si mer jo d'accord. Mee mir hätten awer och vun der Regierung verlaangt, datt se eis da géif soen, wat dann elo changéiert wär. Oder mir hätte vun der Regierung verlaangt, datt se et hätt solle scho méi fréi maachen.

Do krute mer elo gëschter eng Etüd vun der OMS uginn, wou dann drasteet, datt effektiv am Secteur Horeca vill Infektiounskette géife stattfannen. Just, déi Etüd, déi staamt awer vum 9. Juli. Säithier hu mer awer schonn eng ganz Rei Texter gestëmmt, wou eis konstant de Contraire gesot ginn ass. Also mir hunn trotzdeem e Problem mat der Argumentatioun a mat der Aart a Weis, wéi un déi Dossieren hei erugaange gëtt, well et ass net ëmmer novollzéibar, firwat Der eppes maacht oder firwat Der eppes net maacht.

Dir hutt niewent dem Zoumaache vun dem Horeca-Secteur en Artikel dran, wou mer iwwert d'Kantinne schwätzen, wou mer soen, datt d'Kantinnen an der Schoul opbleiwen aus noutwendege Grënn - dat schéngt eis evident! -, mee wou Der awer sot, oder wou Der net preziséiert, ob Entreprisëkantinnen och däerfen opbleiwen. Au contraire. Mir hate gëschter an der Kommissioun eng Diskussioun, wou sech drop behaapt ginn ass, datt a sech déi Entreprisëkantinne missten zou sinn. Ech kann dat Räsonement och novollzéien.

Mee ech soen op där anerer Säit: Wann ech kucken, wat an der Alldagsrealitéit vu verschiddenen Entreprisen de Fall ass, da verstinn ech et awer net. Dir maacht d'Kantinnen zou an den Entreprisen, elo, wou et kal gëtt, wou Leit um Bau schaffen a wou déi a mengen Aen awer och e Recht hunn, fir zumindest eng hallef Stonn oder eng Stonn, wa se Paus maachen, an uerdentleche sanitären Hygièneskonditioune kënnen z'iessen an net dobaussen um Chantier mussen ze bleiwen oder bei den Entreprisen niewent hire Maschinne mussen ze sëtzen. Net jiddwereen huet en eenzelne Büro, fir kënne seng Schmier z'iessen. An ech fannen, datt et normal wär a logesch, datt mer uerdentlech sanitär Konditioune géifen oprechterhalen, fir datt déi Leit och kënne mëttes iessen. Ech mengen, hei ass ganz einfach eng Feelaschätzung vun der Realitéit gewiescht.

An och do deposéiere mer eng Motioun, fir esou schnell wéi méiglech erëm déi normal Situatiounen, déi sanitär an déi Hygiènessituatiounen hierzestellen, fir datt d'Leit, déi schaffen, och an uerdentleche Konditioune kënnen eng Mëttespaus maachen an hiert Iessen zou sech huelen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Iwwert de Sport sot Der, datt mer d'Halen zoumaachen. Déi meescht Federatiounen hunn dat souwisou schonn eng Zäitche gemaach, hunn elo net op d'Gesetz gewaart. Ech hunn dat och richteg fonnt. Si hu méi fréi reagéiert. Mir fannen och okay, datt de Schoulsport ënner gewëssene Restriktioune ka gemaach ginn.

Mee wat mer gär gehat hätten, wär - an dat war den Objet gëschter an enger laanger Kommissiounssëtzung -, datt een un déi eenzel Sportsevenementer respektiv sportlech Aktivitéite vläicht méi nuancéiert a méi prezis drugaange wär, wéi dat an dësem Text pauschal de Fall war, well nach extreem vill Froen opbleiwen, déi net geléist sinn an déi an der Realitéit am Alldag wäerte grouss Schwieregkeete stellen. Zum Beispill, fir den Ënnerscheed a verschiddene Situatiounen ze maachen zwëschent deem, wat eng Sportsaktivitéit op där enger Säit ass an eng rekreativ Aktivitéit op där anerer Säit, wëssend, datt Sportsaktivitéiten ënner aner Konditioune fale wéi rekreativ Aktivitéiten, an d'Leit dofir net ëmmer wëssen, u wat se sech sollen halen.

Dat selwecht ass de Fall am Kultursecteur. Mir fannen et normal, datt hei zougemaach gëtt, datt déi Restriktioune gemaach ginn. Mee mir hätten awer och gär gehat, datt eis eng Rei Justifikatiounen an eng Rei Zuelen op den Dësch géife geluecht ginn. Et ass eis just gëschter gesot ginn, oder mir krute vun der Santé en Text erageschéckt, deen heescht: « Certaines activités se déroulent aussi sur plusieurs heures dans des endroits fermés multipliant le risque de transmission du virus. Il en est ainsi des cinémas, des salles de spectacles, des théâtres et des casinos. » Dat wären zwar agreabel, mee keng essenziell Aktivitéiten, an dofir géifen déi zougemaach ginn. Ech muss soen: Dat geet mer awer als Explikatioun net duer!

Wéi gesot, et ass keng Moossnam, wou mer dergéint sinn - mir ënnerstëtze se! -, awer mir hätte gär mindestens vun der Regierung eng Rei wëssenschaftlech Explikatioune gehat, déi eis déi aschneidend Politik kéinten novollzéie loossen, déi hei gemaach gëtt.

Ech kommen dann zu deene Moossnamen, déi am Kader vun dem Accueil vun de Famillje gemaach gi sinn. Och do fanne mer et logesch, datt Restriktioune gemaach ginn, mee fir eis ass et absolutt onverständlech, esou wéi déi Restriktiounen haut sinn. Wësst Der, wann d'Grousseltere kënnen zu zwee bei d'Kanner an en Enkelkand goen, an dat ass kee Problem, an op där anerer Säit soe mer: „D'Kanner an d'Enkelkanner kënnen awer net bei d'Grousseltere kommen, well dat ass e Problem!", da verstinn d'Leit dat dobaussen net. 3 an 2 an 2 an 3 gëtt dat selwecht, mengen ech, och sanitär dat selwecht.

Mir kréien dann eng ganz Rei Explikatiounen: wéi et da wär, wann zwou Famille-nombreusen zesummekommen, datt dat da weesentlech méi problematesch wär! Ech ka jo och déi Explikatiounen do verstoen, mee ech kann lech awer gradesou vill Beispiller ginn, wou Der aner sanitär Problemer schaaft, wann Der dat do net erlaabt, déi mindestens gradesou grav sinn. An de Conseil d'État huet der selwer a sengem Avis e puer opgefouert wéi déi, déi Dir opféiert.

Dofir wär et wichteg, datt mer géifen hei eng Änneru maachen. D'ailleurs si mir net déi Eenzeg, déi dat soen. De Conseil d'État huet eng Propositioun gemaach, fir op ee Menage zréckzegoen, wat eis eng ganz aner Aart a Weis fir ze handele géif erlaben. Déi selwecht Apprehensiounen huet d'Chambre des Salariés ausgedréckt, déi seet, datt deen hei Text « conduit à encore plus d'aberrations qu'avant ». Si huet sech relativ kloer doriwwer ausgedréckt, a mir héieren och vun de Leit enorm Reklamatiounen iwwert deen do Punkt.

Elo weess ech, datt een heiansdo inzisiv muss sinn, well d'Situatioun dozou obligéiert. Mee ech soen dem Premier an der Ministesch awer och hannendrun, datt et wichteg ass, datt déi Moossnamen, déi geholl ginn, och vun de Leit verstane ginn, datt se als logesch empfonnt ginn an datt se dann och akzeptéiert ginn. Well wann Der bis eng Kéier hei d'Akzeptanz vun de Leit verléiert, dann hutt Der richteg Schwieregkeeten, fir déi Politik, déi noutwendeg ass, ëmzesetzen. Dofir muss ee ganz gutt oppassen, wéi een déi Moossnamen, déi ee wëllt maachen, formuléiert a wéi ee se an der Realitéit ëmsetzt. Mir mengen, datt dat hei falsch wär. An dofir ginn ech lech och duerno, Här President, eng Motioun zu deem do Sujet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir kënnen all eenzel Moossnam verstoen, mee mir hätte gär d'Argumentatioun, mir hätte gär d'Erklärungen dozou. An do si mer och net déi Eenzeg, wann ech kucken, wat de Conseil d'État seet! Also, de Conseil d'État seet: « Le Conseil d'État constate que les auteurs de l'amendement ne fournissent aucune explication sur les raisons pour lesquelles ce sont précisément ces sept activités », déi hei am Gesetz stinn, « qui sont prohibées. [...] Les auteurs n'expliquent pas non plus si un nombre particulièrement important d'infections résulte de ces activités », an de Conseil d'État freet an aller Däitlechkeet, datt objektiv Krittäre sollen hei bruecht ginn.

Dat selwecht seet d'Commission consultative des droits de l'homme: « Or, ce fait ne suffit pas à lui seul pour permettre à la CCDH d'évaluer la nécessité et la proportionnalité des mesures spécifiques envisagées par le projet de loi. »

A genau dat selwecht seet och nach eng Kéier d'Chambre des Salariés. Déi freet hei no Analysen, Recherche-scientifiquen an no Beweisféierunge vun deem, wat hei gemaach gëtt.

Nach eng Kéier: Mir kënnen déi Moossnamen novollzéien. Mir kënne se intuitiv novollzéien. Mir hätten awer verlaangt, datt bei esou aschneidende Moossnamen och eng wëssenschaftlech Beweisféierung hannendru géif leien. An och dofir gi mer, Här President, lech eng Motioun of, fir d'Regierung ze froen, datt se eis déi Beweisféierung esou schnell wéi méiglech bréngt.

Et ass an eisen Aen e Problem an eng Fro vu Kohärenz. An d'Kohärenz vun der Politik, déi elo gemaach gëtt, ass dat, wat eis am meeschte Problemer mécht. Wéi gesot, hei ginn drastesch Moossname wéi d'Ausgangsspär net nei geholl, mee awer - do gëtt net vill driwwer geschwat - nach eng Kéier 14 Deeg verlängert duerch dësen Text, subrepticement nach eng Kéier 14 Deeg méi laang gemaach. An d'Fro ass: Wou ass dann d'Evaluatioun vun deem, wat dee Couvre-feu do bruecht huet?

Mir hunn d'leschte Kéier gesot, mir géifen déi Moossname kënnen akzeptéieren. D'Madamm Lenert huet eis gesot, si géif awer eng Evaluatioun dovunner maache loossen. Si géif se analyséiere loossen a kucken, wat se dann effektiv bruecht huet. Mir hunn haut keng Evaluatioun. A mir froen, datt mer déi Moossnamen awer, wa se da scho geholl sinn, op hir Effikassitéit kontrolléiert kréien, fir datt mer wëssen: Hu se eppes bruecht oder hu se näischt bruecht? Et mécht kee Sënn, drastesch Moossnamen ze huelen, wa se näischt bréngen. An et huet haaptsächlech kee Sënn, drastesch Moossnamen ze huelen, wann een op där anerer Säit eng Politik mécht, wou een an aneren Domänen d'Diere grouss opléisst an am Fong keng Moossnamen hélt, also sech net konsequent an der Politik ass. A mir hätten a sech gär Konsequenz.

Wann een nämlech kuckt, wat déi lescht Weekender hei zu Lëtzebuerg lass war, wéi d'Groussgaass an aner Stroosse voll vu Leit waren, dann ass dat an engem Sënn vläicht positiv, mee an dëser Situatioun ass et awer äussert problematesch gewiescht. Mir plädéieren elo net, fir d'Commercen zouzemaachen, mee mir plädéieren awer hei kloer an däitlech derfir, datt eng Rei parallell Moossname geholl ginn, déi d'Akafe méi sécher maachen, wéi et momentan ass.

Esou plädéiere mer fir eng Maskeflicht an de Zonepiétonnen an iwwerall do, wou dichte Verkéier ass. D'Polizei huet eis nämlech alleguer zesummen an där Kommissiounssëtzung, déi mer mat hinnen haten, kloer an däitlech gesot, datt, esou wéi den Text haut am Gesetz steet, e vun hinnen net contrôlabel wär a si en och net géife kënne kontrolléieren, dat heescht, d'Applikabilitéit vun där Mesure, déi haut virgesinn ass, net maachbar wär. An dofir froe mer kloer an däitlech, datt d'Maskeflicht allgemeng op deene Plazen an den Text geschriwwe gëtt, fir datt d'Polizei se och ka kontrolléieren an datt se och an der Realitéit kann applizéiert ginn. Vereinfacht déi Moossnamen, maacht d'Moossname kloer! Si musse kënne kontrolléiert ginn. A probéiert och, d'Sécurité juridique méi grouss ze maachen, andeem Der d'Kloerheet vun de Moossnamen ënnersträicht.

D'ailleurs huet de Procureur d'État eis och gesot, datt en e Problem mat der Proportionalitéit vun de Strofmoossnamen an deem leschten Text hätt. An zwar wär et a sengen Aen net normal, datt de „simple oubli du port du masque" d'selwecht géif bestrooft ginn, wéi wann een den Isolement brécht. Dat heescht, Leit, déi héich infektiéis sinn, wann déi awer op d'Strooss ginn an aner Leit a Gefor setzen, hunn déi déi selwecht Strof wéi een, dee just vergësst, säi Mask unzedoen oder deen de Mask just ënnert der Nues hänken huet. Dat ass net proportional, an do muss eng Proportionalitéit vun de Strofen agefouert ginn.

Och fir déi zwee Punkten, Maskeflicht a Proportionalitéit vun de Strofen, hu mer eng Motioun preparéiert, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat selwecht hätte mer gär bei de Centre-commerciallen. Och do gesi mer, wat d'Realitéit ass. Do hate mer virun engem Mount schonn eng Diskussioun driwwer. Déi Moossnam, wéi se haut dosteet, ass eng Moossnam, wou Restriktioune sinn a grousse Centre-commerciallen, wann et sech dann ëm déi eenzel Geschäfter an de Centre-commerciallen handelt an net ëm d'Galerien an de Centre-commerciallen, wou awer enorm vill Verkéier ass. Mir froen och, datt déi Reglementatioun iwwerkuckt gëtt. Och do huet eis d'Polizei an aller Däitlechkeet gesot, datt se bis elo quasiment nach keng Kontroll gemaach hätt, an dat ass fir eis e Problem. An dofir hätte mer gär kloer an dem Text eng Moossnam stoen, déi déi Kontrollen erméiglecht an déi d'Galerië materanhëlt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech muss vläicht e wéineg ofkierze mat deem, wat ech wollt soen, dofir kommen ech elo direkt zur Schoul hei.

Une voix.- A.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Madamm Lenert sot eis, de Virus wär iwwerall diffus. Iwwerall diffus. An dat ass och richteg. Dat ass och an der gesamter Politik esou. Dofir verstinn ech net, datt hei zu Lëtzebuerg vum Prinzip aus d'Schoule separat behandelt ginn, an an eisen Ae mat enger anerer Mooss, wéi dat fir de Rescht vun der Gesellschaft ass.

Den Här Meisch huet eis e Rapport d'analyse virun enger Woch virgeluecht, wou en d'Konklusiounen zitt, datt déi zweet Vague haaptsächlech bei Adultë wär, datt ee kéint behaapten, datt d'Acceleratioun vun den Infektiounen näischt mat der Schoul ze dinn hätt. A wann Ustiechungen do waren, da wär dat prinzipiell net an der Schoul. Dat wär haaptsächlech op anere soziale Manifestatioune respektiv bei Familljekontakter. En conclusion, datt alles, wat an der Eduatiounspolitik bis elo gemaach gi wär, also infolgedessen richteg wär.

Dat ass en Eegebericht vun der Éducation nationale, wou ech kloer an däitlech soen a froen: Wien huet en dann, ausser d'Beamten an der Educatioun, gemaach? Wéi ass e verifizéiert ginn? Wat si seng wëssenschaftlech Basen? Well wann ech déi Konklusioune liesen aus deenen Zuelen, déi an deem Rapport do ugi gi sinn, da kann ech net mat där absolutter Sécherheet, déi den Här Meisch huet, hei déi Konklusiounen zéien aus deenen Zuelen, déi ech an deem Rapport liesen. Haaptsächlech aus e puer Grën: Well ech weess, datt niewent deenen Zuelen an der Schoul eng ganz Rei asymptomatesch Fäll sinn, déi net hei opgefouert sinn an deem Rapport, woufir een also extreem virsiichteg mat deenen Zuele sollt ëmgoen. Well ech och d'Zuel vun den Tester hei gesinn: Bei deene 5-Järegen ass et 1,3 %, bei de 6-Järegen 1,6 % a bei deene 16-Järegen 2,9 %, dat heescht, weesentlech méi héich wéi bei deene méi Klengen. An déi kann een also absolutt net vergläichen esou, wéi et hei gemaach gëtt.

Wann ech och gesinn, datt mer op eng Question parlementaire, déi ech mat der Madamm Hetto gestallt hat, gesot gëtt, datt innerhalb vu véier Wochen, zwëschent dem 15. September an dem 23. Oktober - fënnef Wochen -, just véier Schüler sech an der Schoul infizéiert haten, an déi Woch duerno wären dat der awer 101 gewiescht, da muss ech soen: Ech verstinn awer déi Zuelen net! Wou kann dat vu véier Schüler innerhalb vu fënnef Wochen déi Woch duerno op 101 Schüler op eemol eropgoen? Dat ass a mengen Aen absolutt schwiereg ze erklären.

A wann ech dann den Här Kersch op där anerer Säit gesinn, dee mer seet, datt d'Etüde géife kloer an däitlech beweisen, datt d'Ustiechungsgefor an de Sportshalen enorm grouss wär, wou kann een da parallell soen: „Mee an der Schoul inklusiv am Schoulsport ass dat net de Fall"? Iergendwou ass awer eppes net richteg!

A wann ech am Ausland kucken, wéi et do behandelt gëtt, da gesinn ech, datt se am Ausland eng ganz aner Approche hunn. Den Här Meisch seet: „D'Kanner gi manner oft ugestach vun dësem Virus, si hu manner Symptomer a stiechen an der Reegel och manner un." Voilà. Kloer Ausso, eng Äntwert op eng Question parlementaire, Här Meisch, déi Dir eis ginn hutt; Dir wësst dat, dat ass esou. Wann ech awer da beim RKI liesen, déi soen, datt een extreem muss oppassen, well et total onkloer ass, wat an der Schoul geschitt, well do nach eng ganz Rei Fuerschunge lafen an ee keng Resultater huet: Si wëssen et net! Dir wësst et. A si roden, eng ganz Rei Virsiichtsmoossnamen ze huelen, woubäi se soen: bei iwwer 50 Infektiounen op 100.000 d'Maskeflicht, Verklengerung vun de Klassen, Deelung, Wiesselklassen. Si schléissen och deelweis kuerzzäiteg Schléissunge vun de Schoulen net aus - wat ech als äusserst problematesch géif empfannen, mee ech wëll lech just soen, wat den RKI seet.

D'OMS seet och, et wär „incompletely understood". Mir wëssen et nach net. Also musse mer oppassen. Also solle mer kleng Gruppe maachen an de Schoulen, fir d'Ustiechungsgefor esou kleng wéi méiglech ze halen. A Frankräich hu se de Port du masque an d'Continuité vum Presentiel op 50 % gehalen. An der Belsch hu se méi e laange Congé

ginn an à partir vu 14 Joer an der Wallonie alternativen Unterrecht fir déi grouss Lycéesklassen.

Den Ënnerscheed, wësst Der, ass a mengen Aen d'Logik, déi derhannertstécht. D'Schoul gëtt net bei deenen, beim OMS, beim RKI a bei wiem och ëmmer, als e „monde à part" consideréiert, wou ee seng eegen Analysen huet. Mee jiddweree vun deenen Instituter seet, datt een déi Decisiounen, déi een an der Schoul hëlt, muss aschreiwen an deem, wat an der ganzer Gesellschaft ass, an dorops reagéieren. Eng total aner Logik, wéi Dir se, a mengen Aen, zu Lëtzebuerg hutt!

Eis Zilsetzung ass et, d'Schoul opzehalen zu Lëtzebuerg, well et wichteg ass fir d'Entwécklung vum Kand, well et psychologesch wichteg ass, well och soss ze vill sozial Ënnerscheeder zousätzlech nach kënnen entstoen a well et letztendlech och fir d'Wirtschaft wichteg ass. Mee mir mussen awer virsiichteg sinn a mir mussen oploossen, mee vläicht anescht Schoul maachen.

Ech war frou, datt Der à partir vum 30. November elo A- a B-Gruppen agefouert hutt. Dat empfannen ech als eng positiv Moossnam an ech wëll dat och ausdrécklech hei soen. Mee et bleift, datt mer en 13-Punkte-Programm ofginn hunn, wou nach eng Rei zousätzlech Moossnamen dra waren, déi fir eis och wichteg sinn.

Ech soen och: Hei ass en technesch schlecht Gesetz, well et eng Rei Froen opléisst, déi net gekläert ginn. Ech hat der a menger leschter Ried schonn eng ganz Rei evoquéiert, ech widderhuelen déi elo aus Zäitgrënn net. Mee bei dësem Gesetz kommen der nach derbäi. Zum Beispill déi Prezisioun, déi et misst ginn, wann een iwwer „activités périscolaires et parascolaires" schwätzt, déi „maintenues" sinn.

Wat sinn „activités périscolaires et parascolaires"? Op Nofro hi krute mer du gesot: „Dat ass dat, wat am Artikel 16 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 steet." A mir hunn dunn insistéiert, datt dat soll, ouni Analys, an de Bericht vun dem Rapporteur erakommen, deem ech par ailleurs Merci soe fir seng Aarbecht. Mee ech fannen dat eng schlecht legislativ Aarbecht, datt muss op Nofro vun der Chamber preziséiert ginn, wat dann den Text heescht, a mir dat dann an de Rapport vun der Chamber schreiwen, wou een also muss noliese goen, wat mam Gesetz gemengt ass.

An da sinn nach eng Rei Saachen net kloer. Wéi gesot, wat ass den Ënnerscheed zwëschent dem Rekreativen an dem Sport? Oder eng Rei Froen: Wann Activité-maintenuen do sinn, wéi zum Beispill d'Musekschoule vun de Gemengen, wou hei geschriwwe gëtt, datt se elo „maintenues" wären, wëssend awer, datt eng Rei Gemenge se schonn annuléiert hunn, da stelle sech awer do eng Rei Froen: Wat geet a wat geet net? De Conseil d'État hat gefrot, datt Der dee Passage sollt ganz eraushuelen. En ass awer elo dragelooss ginn, se sinn also gesetzlech „maintenues", eng Obligation de les maintenir. Also stelle sech do an der Realitéit och eng ganz Rei Froen.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier soen, wat eis am meeschte stéiert: Dat ass hei, datt d'Moossnamen net erkläert an net beluecht ginn, datt mer keng wëssenschaftlech Analys hunn, datt mer kee Suivi hunn, datt mer keen Debriefing hu vun deene Moossnamen, déi do sinn, a warscheinlech och kee wäerte kréie vun deene Moossnamen, déi dann héchstwarscheinlech haut gestëmmt ginn.

An dann deet et eis nawell leed, datt dann Zuelen an d'Welt gesat ginn, wou mer net ëmmer wëssen, wat mer sollen domadder ufänken. Elo fir haut ass gesot ginn: „Wann den Taux vun den Neiinfektiounen net ënner 500 fält, dann huele mer nei Moossnamen." Da muss ech soen: Jo, mee 500, wat heescht da 500? 500 vu wéi vill Tester, déi gemaach ginn? Vu wat 500? Ass dat iwwer eng Woch? Iwwer siwen Deeg? Iwwer wivill Tester? Alles dat ass esou approximativ. An a mengen Aen empfannen ech dat als amateurhaft. An zur selwechter Zäit seet den Här Wilmes - aus der Taskforce awer, net den Här Wilmes, deen hei sëtzt, mee deen aus der Taskforce - dann: „Mir mussen op 200 erofkommen!" Ass dat richteg? Ass dat falsch? 200 vu wat? Vu wat fir engen Tester? Alles dat ass esou onkloer. An dat ass dat, wat mech fundamental stéiert.

Dofir meng Fro elo, fir de 15. Dezember: Wéini a bei wéi vill Fäll vu wéi vill maache mer dann elo an Zukunft entweeder nach méi Moossnamen, oder wéini fänke mer un, se opzehiewen? Mir wëllen einfach Perspektive kréien, wéi dat soll weidergoen. Et ass net, datt Dir eis musst soen, wéi déi Infektiounen elo lafen, mee datt Der eis awer sollt soen, a wat fir eng Richtung Der wëllt goen, wann et esou leeft, oder a wat fir eng Richtung Der wëllt goen, wann et an déi aner Richtung geet. An ech mengen, datt d'Leit dobaussen dat och kënne wëssen an e Recht hunn, fir dat ze wëssen.

D'ailleurs, mat engem Stufeplang - hätt Der e gemaach - wären déi Saache weesentlech méi kloer elo schonn a mir wéissten, opgrond vu wat fir enge Krittären hei géif agéiert ginn. An an deem Kader ginn ech Iech och eng Motioun, Här President, haut of.

Als leschte Punkt wëll ech dann iwwert den Datum vum 15. Dezember schwätzen. Dat heescht, an dräi Woche musse mer kucken, ob dat Gesetz nach sënnvoll ass oder net. Ech verstinn absolutt, datt een e kuerzen Datum hëlt, well mir musse jo reaktiounsfäeg sinn. Mee ech soen awer och, datt ee muss gesinn, éier een decidéiert, ob een d'Moossname bäibehält oder net bäibehält, ob déi Moossname gräifen oder net gräifen. Elo ass deen Datum an dräi Wochen. Mir mussen jo awer, wa mer eis seriö wëllen huelen, dat Gesetz zumindest eng Woch virdrun hunn, fir et an uerdentleche Konditioune kënne gestëmmt ze kréien.

A wéi wëllt Der dann elo d'Effikassitéit vun deene Moossnamen, déi mer haut stëmmen, kucken, wa mer wëssen, datt, éier se an der Realitéit gräifen, mer awer mindestens 14 Deeg brauche fir ze gesinn, wat se bruecht hunn? Ech hunn d'Impressioun, deen Datum, esou wéi en hei steet, ass en Datum, dee sënnvoll gewiescht wär, wa mer e Gesetzestext virun dräi Woche gemaach hätten, esou wéi et am Ufank geduecht war, esou wéi Dir et och an der Radiosemissioun, Här Premier, gesot hat, datt déi nächst Woch ee géif kommen. Dann hätt deen Datum hei logesch geschéngt. Esou hunn ech einfach Problemer, net, well e mer ze kuerz ass, mee well ech einfach net weess, wéi Der wëllt a 14 Deeg kommen an eis d'Resultater vun deem heite Gesetzestext da soen a soen, wat et bruecht huet a wat et net bruecht huet.

Haut sinn nach Efforten néideg. Mee contrairement zu deem, wat mer de leschte Mount konnten, sinn awer aner Perspektive gesat: an zwar Perspektive vun engem Vaccin. An dofir ass et wichteg, datt mer haut net mat den Efforten ophalen, mee, well mer Perspektiven hunn, weiderfuere mat Efforten an nach méi Efforten, fir datt mer et bis zur richteger Verdeelung vun engem Vaccin och kënne packen, datt mer et duerchhale bis, ech weess et net: Ouschteren? Bis d'grouss Vakanz? Ech kann et net soen, mee dat ass ganz kloer an däitlech eng Fro un Iech. Mir wäre frou, wa mer kéinten eng Strategie vun der Vaccinatioun kréien. En Zäitplang - ech weess, datt dat warscheinlech dat Schwieregst ass - froe mer och net onbedéngt, mee wa mer zumindest eng Strategie vun der Vaccinatioun kréichen a wéi d'Virbereedungsaarbechte lafe respektiv wéi d'Campagne d'explication un d'Leit virgesinn ass, fir esou eng Vaccinatioun ze maachen. A fir eis ass et evident, an ech soen dat, datt déi Vaccinatioun och soll gratis de Leit zur Verfügung gestallt ginn.

Iwwert d'Test-rapiden an iwwert d'Vaccinatiounen, Här President, ginn ech Iech och zwou Motiounen.

Mir sinn der Meenung, datt muss reagéiert ginn, datt muss haut reagéiert ginn, datt zousätzlech Moossname musse kommen. D'Zuele weisen dat. Dofir si mer och mam Prinzip vun dëse Moossnamen averstanen. Mir sinn der Meenung, datt d'Ekonomie, datt d'Schoul muss opbleiwen, wann och anescht muss opbleiwen. Mir sinn och der Meenung, datt Restriktiounen am soziale Liewen dofir noutwendeg sinn. Mee mir soen nach eng Kéier kloer: Dësen Text kënnt ze spéit, ass an eisen Aen net kohärent, ass technesch äusserst problematesch, ass net komplett, an dofir wäerte mer dergéint stëmmen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la situation tendue actuellement dans les quatre Centres hospitaliers du Luxembourg ;

- considérant la hausse des hospitalisations des dernières semaines ;

- considérant le passage en phase 4 du plan de montée en charge des hôpitaux le 17 novembre 2020 ;

- considérant dès lors l'appel officiel aux hôpitaux à « déprogrammer toute intervention chirurgicale qui peut être décalée dans le temps sans entraîner des pertes de chance pour l'individu » ;

- rappelant la possibilité - selon l'OMS - d'une possible troisième vague de Covid-19 début 2021 en Europe,

invite le Gouvernement

- à instaurer le plus rapidement possible des « centres de soins Covid-19 » séparés dans le cadre d'une collaboration étroite des différents Centres hospitaliers ;

- à présenter un concept y relatif dans les meilleurs délais.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la fermeture au public des établissements de restauration et de débit de boissons ;

- considérant l'exception de la précitée fermeture au public pour les cantines scolaires et universitaires ;

- considérant que, malgré la proposition du Conseil d'État, les cantines des entreprises restent fermées jusqu'au 15 décembre,

invite le Gouvernement

- à exclure le plus rapidement possible et par analogie aux cantines scolaires et universitaires, aussi les cantines des entreprises de l'interdiction de l'article 3quater ;

- à intégrer des règles sanitaires claires et cohérentes tant pour les cantines des entreprises que pour les cantines scolaires et universitaires ;

- à assurer, dans tous les cas, des conditions sécurisées et dignes pour les différentes prises de repas des travailleurs.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant la limitation actuelle des rassemblements à domicile à deux personnes d'un même ménage ;

- considérant l'avis du Conseil d'État et de la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché de Luxembourg en la matière ;

- considérant les manifestations d'incompréhension de plus en plus nombreuses dans l'opinion publique,

invite le Gouvernement

- à permettre le plus rapidement possible la possibilité d'une visite à domicile des personnes faisant partie d'un seul ménage ou qui cohabitent.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ne correspondent pas toujours à des critères objectifs et scientifiques ;

- considérant que l'amendement 4 du Projet de loi 7694 ne fournit, selon l'avis du Conseil d'État, « aucune explication sur les raisons pour lesquelles ce sont précisément ces sept activités qui sont prohibées »,

invite le Gouvernement

- à fournir des explications claires et cohérentes ainsi que les critères scientifiques étant à la base des choix ayant abouti aux précitées interdictions.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant la forte affluence dans de nombreuses villes, zones piétonnes et centres commerciaux du pays ;

- rappelant le risque d'infection élevé dans les zones à forte affluence,

invite le Gouvernement

- à rendre le plus rapidement possible le port du masque obligatoire dans les zones piétonnes ainsi que dans les zones à forte affluence afin de limiter la propagation du Covid-19.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant un manque de proportionnalité des peines dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19,

invite le Gouvernement

- à respecter le plus rapidement possible le principe de proportionnalité des peines pour infraction aux lois Covid-19 ;

- à renforcer les sanctions pour les personnes ne respectant pas leur mise en isolement.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant les zones grises dans la réglementation de la fréquentation maximale des centres commerciaux et des galeries du pays dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ;

- rappelant le risque d'infection élevé dans toutes les zones à forte affluence,

invite le Gouvernement

- à mettre en place le plus rapidement possible des règles claires et uniformes relatives à la fréquentation maximale des commerces de détail, des galeries ainsi que des centres commerciaux ;

- à veiller à ce que des critères comparables et équitables en ce qui concerne la surface retenue pour fixer la précitée fréquentation maximale soient appliqués ;

- à lancer une étude d'évaluation objective de l'efficacité des mesures en question et à procéder, le cas échéant, aux adaptations nécessaires.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance des mesures de protection et de prévention contre la pandémie du Covid-19 dans les transports publics ;

- considérant l'affluence notamment dans les transports scolaires,

invite le Gouvernement

- à présenter le plus rapidement possible des règles claires et compréhensibles pour l'utilisation des transports publics et scolaires en toute sécurité ;

- à renforcer les fréquences des transports publics en général et des transports scolaires en particulier ;

- à envisager - dans la mesure du possible - un système de décalage horaire dans les écoles du pays.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant la période présumée de validité des nouvelles mesures dans la lutte contre la pandémie Covid-19 jusqu'au 15 décembre 2020 (Amendement 12 relatif à l'Article 11),

invite le Gouvernement

- à informer dès à présent le public et la Chambre des Députés des critères sanitaires objectifs, scientifiques et chiffrés qui seront à la base des décisions du Gouvernement pour soit abandonner, continuer ou renforcer les restrictions en vigueur.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance des tests antigéniques rapides Sars-CoV-2 pour surveiller l'évolution de la pandémie du Covid-19 ;

- considérant les améliorations considérables des précités tests ;

- considérant la livraison de quelque 900.000 tests rapides pour fin novembre,

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre une stratégie intégrée pour l'utilisation et la distribution des tests antigéniques rapides Sars-CoV-2 et ce avant le 30 novembre 2020.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance des vaccins anti-Covid pour combattre durablement la pandémie du Covid-19 ;

- considérant qu'une première livraison de vaccins anti-Covid de 45.000 doses est attendue pour la mi-décembre,

invite le Gouvernement

- à procéder à une distribution gratuite des différents vaccins anti-Covid en question ;

- à présenter une stratégie de vaccination à court et à moyen termes comprenant une priorisation claire et argumentée et ce jusqu'au 15 décembre 2020 ;

- à intégrer le médecin de famille en tant que consultant de confiance des patients dans la précitée stratégie.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Claude Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, mir alleguerten heibannen, dat hoffen ech an dovunner sinn ech iwwerzeegt, hunn e gemeinsaamt Zil, net nëmmen haut de Mëtteg, mee och doriwwer eraus, an dat ass, eise Gesondheetssecteur ze entlaaschten an esou derfir ze suergen, dass niewent de Covidpatienten och alleguerten déi aner Patienten optimal kënnen an eise Spideeler betreit ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- De Spriecher vun der CSV huet op eng Rei Inkohärenzen, Verfeelungen

higewisen, huet awer och Alternativen opgezeechent, en huet Propose gemaach. Mir wäerten eis déi natierlech elo an de Motiounen ukucken. Ech vergläichen dat mat eisem gemeinsame Wee, dem gemeinsame Wee, dee mer alleguerten zesummen, alleguerten d'Leit zesummen, amgaange sinn ze goe géint de Virus.

Jo, et ass richteg, vläicht, hätt schonn deen een oder anere virun e puer Deeg seng Wanderschong ugedoen, fir op deen dote Wee ze goen amplaz haut d'Lafschong, vläicht hätt een da schonn e puer Hürden, e puer Inkohärenzen an deem dote Fall kënne vermeiden. Vläicht wär een och scho méi fréi lénks ofgebéit oder riets ofgebéit. Dat wësse mer net. Mee eppes ass sécher: De Virus leet keng Paus an a mir alleguerte kënnen och keng Paus aleeën!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech denken, heibanne wäert keen - an och dobausse keen - an d'Luucht sprange vu Freed iwwert dat heite Gesetz. Jiddwer Eenzelne wäert een oder vläicht méi Punkte fir sech fannen, déi him an deenen nächsten dräi Wochen net passen. Mir kënnen et dréien a kéieren, wéi mer wëllen, dëst Gesetz ass en Aschnëtt an eis Fräiheeten. Et ass en Aschnëtt an eist Liewen. A jiddwer Eenzelne wäert déi nächst dräi Wochen op dat eent oder anert musse verzichten. Dat huet kee gär, awer et muss sinn.

Am Moment geet et net ëm deen Eenzelnen, mee et geet ëm eis alleguer. Et geet ëm d'Land. An et geet drëms, dat Richtegt ze maachen zum richtege Moment. Et geet drëms, Verantwortung ze iwwerhuelen an dëser Kris. An d'Demokratesch Partei iwwerhëlt de Mëtteg hir Verantwortung.

An awer ass dëst dat Gesetz, dat mer elo brauchen: e Wellebriecher, fir derfir ze suergen, dass eis Spideeler an eist Gesondheetspersonal entlaascht ginn, dass si, déi säit Wochen a Méint mat ganz vill Asaz a mat ganz vill Courage alles gi fir d'Patienten, elo déi Hëllef kréien, déi se brauchen, fir net iwwerschwemmt ze ginn. A besonnesch, dass si selwer et um mënschleche Plang packen an net zesummebriechen.

Jo, et gëtt Leit, déi net verstinn, firwat se elo net kënne schwamme goen, dass se net kënnen an de Fitness goen. Ech hu Verständnis dofir. Et gëtt Leit, déi net verstinn, dass se elo net kënnen an den Theater, an de Kino goen. An et gëtt och Familljen, déi déi Situatiounen, déi mer elo déi nächst dräi Woche wäerten erliewen, net verstinn. Jo, mir mussen eis an de Familljen déi nächst dräi Wochen upassen.

(Brouhaha)

Mengt net, mir géifen dat heiten elo maachen einfach esou, well mer Loscht hunn, dat ze maachen. Mir maachen dat net aus gaieté de cœur. Mee de Grond ass ganz einfach: d'Solidaritéit mat an de Respekt virun all deene Leit, déi am Spidolswiese schaffen. Dat si mer hinnen elo schëlleg.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An de Klinicke si mer un eise Limitten ukomm, Limitten, déi mer net kënnen an net däerfen iwwerschreiden. Wa 50 % vun den Intensivbetter beluecht si mat Covidpatienten, da brauche mer eng Reserv fir all déi aner Urgencen. Mir brauchen eng Reserv fir Leit, déi mat engem Häerzinfarkt an d'Klinik kommen. Mir brauche Reserve fir Leit, déi mat engem Hireschlag an d'Klinik kommen. Dat si Saachen, déi geschéien zu Lëtzebuerg all Dag.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz richteg!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Och fir Leit, déi e schwéiert Aarbechtsaccident haten oder en Autosaccident. Mir brauche Better a Betreiung och fir déi Leit. A mir wëllen a mir kënnen eis keng Situatiounen erlaben, wéi mer se am Fréijoer an Italien erlieft hunn, wou Leit an de Spideeler hu missen ofgewise ginn. Dat wär moralesch net vertrietbar.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An ech si mer bewosst, dass eis Kolleegen aus den Oppositiounsparteien dëst Gesetz net wäerte stëmmen. Dat hu mer an de Kommissiounssëtzunge verstanen. An de Kolleeg Marc Baum dohannen - ech hat de Mëtteg schonn d'Chance, mat em ze schwätzen - huet gëschter eent vu senge villen Argumenter, firwat dass en dat Gesetz hei net wäert stëmmen, an engem Post resuméiert an ech verstinn dat an ech respektéieren dat och. Ech respektéieren dat, awer mir, d'Majoritéit vun DP, LSAP an déi gréng, mir kënnen elo net no deem Eenzelne kucken. Nee, mir mussen nom Land kucken!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir wollten 2018 Verantwortung, mir kruten 2018 d'Verantwortung a mir iwwerhuelen d'Verantwortung. An dofir stëmmt d'DP haut de Mëtten dëst Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Virus ass net fort. En huet eis iwwert de Summer vläicht e bëssen eng Paus gegënnt oder un der Nues erëmgefouert an en huet eis e Gefill vu falscher Sécherheet ginn. Elo ass en erëm iwwerall am Land present. D'Zuele sinn an de leschte Wochen an d'Luucht geschoss. Déi lescht Deeg erkennt een eng ganz, ganz liicht Tendenz no ënnen, mee si geet bei Wäitem net duer. Dofir ass elo de Moment, fir d'Handbrems ze zéien an erëm am Schrëtttempo weiderzefueren. Dat ass fir vill Leit frustréierend. Ech hu Verständnis fir d'Leit. Mee et ass dee richtegen an am Moment och deen eenzege Choix. De Marathon, vun deem ech schonn esou oft hei uewe geschwat hunn, geet a seng nächst Phas.

D'Experten, déi ware sech alleguerten eens, dass eng zweet Well géif kommen. De Summer hu mer relativ gutt verkraft hei zu Lëtzebuerg an dofir, mengen ech, sinn och vill Leit duerch déi héich Infektiounszuelen am Hierscht elo richteg erféiert.

Natierlech gëtt et Erklärunge fir déi héich Infektiounszuelen. Am Summer gouf et manner Infektiounen, well d'Leit vläicht manner zirkuléiert sinn. Si waren am Congé collectif, si waren an de Vakanzen, si ware manner mobill. An dat huet et dem Virus méi schwéier gemaach, einfach eriwwerzesprangen. Bei guddem Wieder hu mer eis vill dobaussen opgehalen, an der frëscher Loft, do, wou d'Aerosollen net esou gutt kënnen iwwerdroe ginn. Elo, wou et kal an naass ass, hale mer eis vill méi dobannen op, wou de Virus sech an der Raumloft usammele kann. Hei gëllt: Wat méi Leit fir eng länger Zäit beienee sinn, wat den Infektiounsrisiko méi grouss gëtt.

Dat alles mécht de Kampf géint de Virus méi komplizéiert. An all Mesure - all Mesure! -, déi agefouert gëtt, huet onbeabsichtegt Konsequenzen, déi een a Betruecht muss zéien. E komplette Lockdown géif ville Betriber d'Genéck briechen an eiser Wirtschaft extreem schueden. A mir sollten net vergiessen, dass un all Betrib Existenzen hänken an Aarbechtsplazen hänken, déi verluer kéinte goen, wa mer elo ze radikal géifen duerchgräifen. Och déi mental Belaaschtung vun de Leit, déi hir Léifsten elo eng Zäitchen net kënne gesinn, musse mer berücksichtegen.

Ech mengen, mir sinn eis all bewosst, dass et e schwierege Balanceakt ass am Moment, e schwierege Balanceakt, dee vun der Politik verlaangt ass tëschent, op där enger Säit, der sanitärer Sécherheet an, op där anerer Säit, der Zukunft vun eise Betriber an der Zukunft vun alleguerten deene Leit, déi do schaffen.

Dofir ënnerstëtze mer d'Virgeeënsweis vun der Regierung, well se net einfach elo a Panik an a blannen Aktionismus verfält, mee op eng verantwortlech Manéier, op Fakte baséierend dem Virus Barriären an de Wee stellt.

Déi éischt Barriären, a Form vum Couvre-feu a vun der Limitatioun vun de Persounen, déi een däerf begéinen, hunn d'Zirkulatioun vum Virus ausgebremst, awer net erofgedréckt. Nom Akraafttriede vun dëse Mesuren hunn d'Experten d'Infektiounszuelen an d'Occupatioun vun de Better an eise Klinicke streng ënnert d'Lupp geholl, fir séier reagéieren ze kënnen. An eise Gesondheetssystem stéisst u seng Grenzen. Fir dass et besser gëtt, musse mer also zousätzlech Barriären opriichten, well och wa mer de Virus ausgebremst hunn, krute mer en net gestoppt. D'Infektiounszuele si weider héich. An dofir musse mir haut handelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, et gëtt keng Mesure, déi jiddwereen hei am Land wäert zefriddestellen. De Premierminister huet et a sengem Bréif un d'Bierger vu Lëtzebuerg ganz richteg gesot: Et gëtt keng honnertprozenteg Gerechtegkeet bei de Reegelen an Niewewierkunge sinn och leider net auszeschléissen. Mee mir mussen elo nees méi streng Mesuren afëieren, well eis Capacitéiten un hir Grenze stoussen, och well erëm méi eeler Leit a méi vulnerabel Leit sech infizéieren an erkranken.

D'Ekippe vum Contacttracing hunn et bei dëser Mass u Fäll schwéier, fir alleguerten d'Kontakter séier ze identifizéieren an domadder d'Infektiounsketten ze ënnerbriechen. Eist Gesondheets- a Fleegepersonal ass zënter aacht Méint onermiddlech am Asaz - trotz Infektiounen a sengen eegene Reien, déi de Personalmangel an d'Aarbechtsbelaaschtung nach verstäerken. Den Haaptbut vun alleguerten de sanitäre Mesuren ass et awer ëmmer gewiescht, dass de Gesondheetssecteur net iwwerlaascht gëtt. Eis Spideeler sinn, an et ass schonn ugeklongen, elo an der Phas 4. Si verleeën also nees Agréff oder Prise-en-chargen, déi net essenziell sinn. Dat ass e Signal fir eis, fir elo ze reagéieren.

Dëst Gesetz ass eise Wellebriecher. Et wäert eis hëllefen, net iwwerschwemmt ze ginn a gläichzäiteg e komplette Lockdown ze evitéieren. Mir wëllen heimadder mat Sécherheet kee bestrofen a mir wëllen och an dëser Situatioun keng Scholdzouweisunge maachen.

Wéi ech virdru schonn erkläert hunn, si vill Facteuren zesummekomm, déi eng Verbreedung méi warscheinlech gemaach hunn. An dass d'Infektiounen zënter Enn Oktober net nach weider exponentiell an d'Luucht gaange sinn, dat weist, dass awer ganz vill Leit matgehollef hunn an dass awer ganz vill Leit sech un d'Mesurë vu virun engem Mount halen a gehalen hunn.

Mee mir alleguer mussen nach méi virsiichteg sinn an eis solidaresch weisen. Et féiert leider kee Wee derlaanscht, de physesche Kontakt tëschent de Leit erëm op en absolutte Minimum ze reduzéieren. Well mer awer och wëssen, wéi wichteg de soziale Kontakt ass, kann een zwar manner, mee ëmmerhin nach zwou Persoune bei sech heem invitéieren. All Kontakt, deen net muss sinn, sollte mer am Moment ënnerloossen. De Mot d'ordre ass erëm: Bleift doheem!

A wa mer vläicht an dräi Wochen hei stinn a mir gesinn, dass déi Mesurë gegraff hunn - ech schwätzen net fir mech eleng, mee ech erlabe mer, fir d'Kolleegen aus der Santéskommissioun ze schwätzen -, ech mengen, dass da kee sech wäert dru stéieren, dass mer d'Wuert „ménage" erëm an den Text eranhuelen.

Net essenziell Commercë wéi Kinoen, Casinoen, Schwämme gi bis de 15. Dezember zougemaach. Trotzdeem huet d'Regierung probéiert, en akzeptabelen Equiliber ze fannen, andeems souwuel de Schoulsport wéi och de Sport op medezinnesch Ordonnance weider zougelooss sinn. Anescht wéi am Fréijoer, wou mer e komplette Lockdown hu mussen afëieren, soll et och méiglech bleiwen, verschidde kulturell Offere weider an Usproch ze huelen, zum Beispill d'Muséeën an d'Bibliothéiken.

D'Gastronomie, déi et schonn am Fréijoer ganz haart getraff huet, huet et och dës Kéier schwéier. Mee mir komme leider net derlaanscht, d'Restauranten an d'Caféen nees zouzemaachen. Et ass eng vun de wéinege Plazen, wou Leit, och aus ënnerschiddleche Clusteren, fir eng laang Zäit ouni Mask beieneesëtzen. Dës Vermëschung vu Clusteren ass e Facteur, deen dem Virus dobäi hëlleft, sech méi séier ze verbreeden. Wann och déi allermeescht Betriber sech vill Méi ginn hu, fir d'sanitär Mesuren anzehalen, sou kann een awer näischt dorun änneren, dass ee beim Iessen oder beim Drénken d'Mask ausdoe muss. An der aktueller Situatioun ass dat en Infektiounsrisiko, dee mer leider net méi kënnen a Kaf huelen.

D'Regierung léisst awer och dës Kéier kee Betrib am Stach an huet zousätzlech Aidë versprach an och eng Verlängerung vum Chômage partiel bis de Juni 2021. D'Liwwerdéngschter an d'Takeout-Servicer, déi bleiwe wéi am Abrëll weider méiglech. An ech leeë jiddwerengem heibannen an och dobaussen un d'Häerz, seng lokal Restaurateuren esou gutt et geet ze ënnerstëtzen an hir Servicer an Usproch ze huelen.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech sinn iwwerdeems der Meenung, dass déi richteg Decisioun geholl ginn ass, fir d'Schoulkantinnen opzeloossen. Hei muss een nämlech bedenken, dass d'Schoulkantin fir vill Kanner déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir am Dag eng waarm Moolzecht ze kréien.

A mir mussen och un d'Perspektive vun eise Kanner denken.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An ech ginn dem Här Wiseler an deem dote Punkt honnertprozenteg Recht: Et ass keng Optioun, fir d'Schoulen zouzemaachen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- D'Kanner gi manner oft schwéier krank vum Coronavirus. Mee se hunn awer gelidden, wéi d'Schoulen hir Dieren zougemaach hunn! Den Homeschooling huet zwar gutt fonctionéiert, awer näischt ersetzt de soziale Kontakt mat Gläichaltregen, deen d'Kanner fir eng gesond Entwécklung brauchen.

Och an der Schoul wäert et zu weideren Upassunge kommen. Och dat huet den Här Wiseler ugeschnidden. Den Educatiounsminister Claude Meisch huet ugekënnegt, dass ab dem nächste Méindeg geswitcht gëtt: An den héije Klassen an de Lycéeë landeswäit fuere mer erëm mat A- a B-Gruppen, an dat an de Klasse vu Quatrième, Troisième an Deuxième. Ech denken, dass dat kohärent ass mat der Analys vun de leschte Fallzuelen an der Schoul. Et gëtt nämlech am Moment eng méi héich Prevalenz bei méi ale Schüler.

An deem Kontext wëll ech awer och drun erënneren, dass ab der leschter Woch mobill Testekippen uechtert d'Land am Asaz sinn, fir d'Schüler an d'Enseignanten op der Plaz, also an der Schoul, a wärend de Schoulstonnen ze testen. Sou kënne mer eng 700 bis 800 Tester pro Dag maachen. Dat entlaascht enorm eis Testzentren. An et ass natierlech méi komfortabel fir déi Betraffen. Si brauche weeder e Rendez-vous nach musse se sech deplacéieren. Ech mengen, dass dat eng ganz gutt Saach ass. An och d'Verschécke vun den Testordonnancë fir d'Schüler gëtt elo vun de Servicer vun der Educatioun assuréiert. Ech mengen, dat wäert nach eng Kéier derzou bäidroen, d'Prozedure méi séier a méi effikass ze maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätze vill vum Virus a mir schwätzen net genuch vun de Mënschen, déi ënnert der Pandemie leiden. Ech denken natierlech un d'Famillje vun den Affer an éischter Instanz, an awer och denken ech un all Mënsch, dee mental an dëser Situatioun ze kämpfen huet: Mënschen, déi Depressiounen entwéckelen, well se ganz vill eleng sinn a permanent mat schlechten Nouvellë konfrontéiert ginn; Mënschen, déi sech Suerge maachen ëm hir Zukunft; Mënschen, Independanten, Geschäftsleit, déi net méi wëssen, ob se muer nach eng Liewensgrondlag hunn.

A Krisenzäite sinn et oft déi Schwächst an eiser Gesellschaft, déi am meeschte leiden. Dës Regierung léisst dat net zou. An de Premier huet et d'lescht Woch annoncéiert - an ech fannen, dass et eng wichteg Annonce ass! -: Och an dësen Zäiten, oder vläicht grad an dësen Zäiten, ginn de Mindestloun an de REVIS, déi zwee, ëm 2,8 % gehéicht. Zousätzlech dozou gëtt d'Allocation de vie chère nohalteg ëm 10 % gehéicht, nodeems se schonn d'lescht Joer verduebelt gi war. Ech mengen, et ass an dësen Zäiten ee ganz, ganz wichtegt Signal, dass mir keen am Ree stoe loossen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Natierlech däerfe mer an dëser Rechnung net déi concernéiert Betriber vergiessen, déi de Mindestloun ausbezuelen. Déi Secteuren, déi besonnesch betraff sinn, kréie mat enger zousätzlecher Hëllef vum Staat ënnert d'Äerm gegraff a Form vu 500 Euro pro Salarié, deen elo déi Erhéijung vum Mindestloun kritt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, am Ufank vun der Pandemie ass ganz vill geschwat gi vu "flatten the curve". Dëse Saz ass och elo erëm oder muss och elo erëm eise Mantra ginn. Et gëllt erëm, op d'Zänn ze bäissen an duerchzehalen, bis mer geschwënn e Vaccin hunn, deen disponibel ass. Loosst eis alleguerten dee Liichtbléck um Enn vum Tunnel am A behalen! Dee Liichtbléck um Enn vum Tunnel, fir aus där Situatioun, an där mer alleguerten zesumme sinn, erauszekommen!

Deen éischte Lockdown hu mer mat vill Kreativitéit an Upassungsverméigen iwwerstanen. Ech erënneren un den Teletravail, den Homeschooling. Et konnt weider produktiv geschafft ginn. Iwwer Videochats huet ee Frënn a Kolleege gesinn. Et konnt ee souguer interaktiv Evenementer virtuell genéissen. Mir hunn et eemol gepackt a mir packen et och eng zweete Kéier. Alt nees heescht et: Bleift doheem! Ech mengen, bei dësem kale sabbelege Wieder fält dat eis op d'mannst net méi gradesou schwéier wéi am Fréijoer.

Kolleeginnen a Kolleegen, heimadder ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President.

Frankräich: Confinement total säit dem 30. Oktober, den zweete Confinement an dësem Joer. Ausgangsspär, wou ee maximal ee Kilometer vun doheem ewech dierf, ausser a ganz spezielle Fäll. Erliichterunge sinn elo ab dem 28. November méiglech, wou een dann 20 Kilometer vun doheem ewech däerf. Geschäfter zou säit dem 30. Oktober. Déi dierfen elo erëm opmaachen. Kinoen an Theatere bleiwen zou bis de 15. Dezember. Restauranten a Schoule bleiwen zou bis den 20. Januar.

No der Ausgangsspär kënnt dann e Couvre-feu ab dem 15. Dezember vun 21.00 Auer owes bis 7.00 Auer moies. An och Erliichterunge sollen et nach ab dem 20. Januar ginn, dat also an zwee Méint.

Däitschland: Theateren, Operen, Concertssäll säit dem 1. November zou, gradesou wéi de Fräizäit- an Amateurberäich am Sport, d'Schwämmen och. De ganze Gastronomieberäich ass zou. De Grousshandel an d'Schoule bleiwen awer op.

D'Belsch: säit dem 2. November Confinement fir annerhallwe Mount, an der Wallonie e Couvre-feu vun 22.00 Auer bis 6.00 Auer. Eng Persoun, déi net am Stot wunnt, dierf op Besuch kommen. Leit, déi aleng wunnen, dierfen zwee Leit op Besuch kréien, awer net zum selwechte Moment. D'Commercë sinn zou, d'Gastronomie och, d'Coifferen och - manner wichteg fir mech, mee fir anerer. D'Schoule ware bis den 13. November zou, funktionéieren awer erëm säit dem 16. November.

Lëtzebuerg: Bis elo waren d'Geschäfter all op. D'Restauranten an d'Caféë waren all op. D'Schoule sinn all op. D'Theateren, d'Kinoen, d'Muséeën, d'Bibliothéike waren all op. Et gouf kee Confinement,

mee eng Ausgangsspär, e Couvre-feu vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer.

Mat deene Mesuren, déi mer geholl hunn, hu mer eis Zuele stabiliséiert kritt. Mir sinn net méi no uewe gaangen. D'Mesuren hunn also gegraff an d'Hoffnung war grouss. An d'Hoffnung war och berechtegt, dass d'Zuelen nach kéinten erofgoen, obwuel mer net esou streng Mesurë geholl hu wéi eis Nopeschlänner.

D'Zuele sinn awer leider net erofgaangen. An dofir ass och elo de Moment, fir déi Mesuren ze huelen, déi mer haut hei stëmmen. Well Lëtzebuerg ass keng Insel. Och wann een heiansdo mengt, wann een dobaussen de Leit nolauschtert oder liest, wat se schreiwen, mir wären eng Insel.

Haut stëmme mir hei nei Mesuren, fir dem Virus, deen eis säit Méint beschäftegt an deen eis alleguer kräfteg op de Geescht geet, Meeschter ze ginn, oder zumindest emol, fir en am Zam ze behalen. Dat ass keen einfache Schratt, wat mer haut hei maachen. An dofir fannen ech et och richteg, datt een dee Schratt esou laang wéi méiglech erausgezögert huet.

An, jo, Dir Dammen an Dir Hären, ech gi gären zou: Et ass net alles kohärent, an dat ass och ganz normal esou. Well wann een an esou ville Beräicher Restriktioune mécht, wann een an esou ville Beräicher intervenéiert, da kann et zu Inkohärenze kommen. An ech fannen et och normal, dass een dat vun der Oppositioun gesot kritt. Dat ass hiert Recht an dat ass och hir Flicht.

Jo, et kann een iwwert déi eng oder déi aner Mesure diskutéieren. An dat ass net nëmme bei den Oppositiounsparteien esou, mee dat ass och bei de Majoritéitsparteien esou gewiescht. Mee kommt, mir vergiessen hei awer net, ëm wat et schlussendlech geet: Wann d'Zuelen an eise Spideeler weider esou héich bleiwen, da packt d'Personal déi Aarbecht net méi!

Une voix.- Richteg!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wann d'Zuelen nach méi an d'Luucht ginn, da klappt dee System do zesummen.

M. André Bauler *(DP)*.- Richteg!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- A mir sti virun engem Kollaps, dee ganz grav Konsequenzen huet fir se alleguer - fir eis alleguer, eis all.

An opgrond vun dëser Feststellung géif ech mech awer wierklech freeën, wa jidderee seng Kriticken zu der Demarche vun der Regierung op hir Verhältnismëissegkeet géif préiwen. D'Regierung proposéiert hei Mesuren, duerch déi mer, no der Erfarung vun deene leschte Méint an och dem Beispill vun de Länner ronderëm eis no, dee gréissten Impakt erwaarden, mat deenen d'Resultat am beschte fir eis all wäert sinn.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, fir nämlech all Inkohärenz aus dem Wee ze goen, gëtt et just ee Moyen, an dat ass de komplette Lockdown. Alles geet zou: D'Schoule ginn zou, d'Geschäfter ginn zou, kee soziale Kontakt méi. D'Restriktioune ginn nach vill méi streng, esou wéi dat an eisen Nopeschlänner war, mat alle Konsequenzen, déi dat dann och huet.

Wëlle mer dat? Wann d'Äntwert „nee" ass, ass et dann net besser, déi eng oder déi aner Inkohärenz a Kaf ze huelen an dann awer en Deel vun eisem Liewe kënne bäizebehalen?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mir haten Diskussiounen an der Santéskommissioun iwwert déi zwee Leit an engem Stot, déi elo op Besuch kënne kommen. An déi waren zum Deel, muss ech éierlech soen, penibel. „Elo duerfen déi zwee Leit", esou ass gesot ginn, „bei fënnef Leit op Besuch goen, mee ëmgedréit geet dat net. Déi fënnef Leit dierfen net bei déi zwee Leit op Besuch kommen, dat geet dach net! Dat ass dach inkohärent! Wéi kann een nëmmen esou eppes maachen?"

An ech muss soen: Wien esou argumentéiert, deen huet d'Situatioun awer nu wierklech net richteg verstanen. Well et geet hei net drëms, fir dräi Wochen all Kontakt, dee méiglech ass, ze erhalen. Mee et geet drëms, all Kontakt ze evitéieren! An dat ass dach net esou schwéier ze verstoen!

A wann dann awer d'Mamm, de Papp, de Bopi an d'Bomi an d'Tatta an de Monni aleng doheem wunnen, da sollt et méiglech sinn, dass een awer nach Besuch ka kréien. An dofir stinn déi zwee Leit am Gesetz. Et geet net drëms, dass mer elo zu fënnef beieneen op Besuch ginn an dat och andauernd weidermaachen. Nee! Wann een dat net versteet, dann huet een d'Gravitéit vun der Situatioun wierklech net erkannt.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- „Reduzéiert Är Kontakter!", „Wann s de deng Famill gären hues, da schütz se an hal Distanz!" An dat ass jo awer net esou schwéier ze verstoen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also, et gëtt vill Situatiounen, wou dat do net klappt, wat Der sot.

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An am Commerce?

M. Georges Engel *(LSAP)*.- „An am Commerce?"? Dat heescht, op Är Ausso hin, Madamm Hansen, Dir hätt gär, dass alles zougemaach gëtt! Ech kommen awer nach gären dorobber ze schwätzen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Nee, mir hu kloer Proposen gemaach!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Nee, mir hätte gär, datt Der iwwerall konsequent wäert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Hutt Der d'Proposen net gelies?

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech kommen nach gären dorobber ze schwätzen. Ech hunn do e flott Beispill vun Iech, Madamm Hansen. Dat ass ganz, ganz schéin.

(Brouhaha)

De Besuch, Dir Dammen an Dir Hären, dee muss d'Ausnam sinn an dëse Wochen, déi elo kommen. Mee mir wëllen awer verhënneren, dass déi Leit, déi aleng doheem sinn, vereinsamen, an duerfir sinn déi zwee Leit op Besuch och do. An den Tracing, dee weist et: Och wann a ville Fäll net méi kann novollzu ginn, wou sech d'Leit ugestach hunn - bei 40 %, net bei deene meeschten -, esou kann ee bei deenen, wou een dës Informatioun huet, mat Ofstand dee gréissten Deel vun den Ustiechungen am privaten a familiäre Beräich fannen.

Dorauser kann een also schléissen, an dofir muss een elo net e grousse Wëssenschaftler sinn, dass eng staark Aschränkung vun deene Kontakter zu enger Reduktioun vun den Neiinfektioune ka féieren.

Et geet also hei net drëms, all d'Fräiheeten, déi d'Gesetz engem gëtt, bis zum Schluss auszereizen. Bleif doheem, limitéier deng Kontakter! An och wann der iwwert d'Gesetz méi zousteet, bleif awer doheem!

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mir hunn iwwert d'Kantinnen diskutéiert. D'Schoulkantinne bleiwen op. An de Gilles Baum huet et hei richteg gesot: Et ass fir vill Kanner déi eenzeg waarm Moolzecht, déi se kënne kréien. An d'Kantinnen an den Entreprisen, déi mussen zoumaachen. Glécklech emol iwwerhaapt déi Entreprisen, déi eng Kantin hunn! Et gëtt der vill, déi keng hunn.

(Interruptions)

A wann een d'Diskussiounen an der Kommissioun matkritt huet, da kann ee sech d'Fro stellen, wéi alleguer déi Leit aus deenen Entreprisen, déi keng Kantin hunn, bis elo iwwerlieft hunn! Well heiansdo hat een d'Impressioun an der Kommissioun, wéi wann et hei ëm d'Iwwerliewe vun de Leit géif goen, dass déi elo näischt méi z'iesse kréichen. Ma ech si frou, dass et awer elo esou ass, dass ...

(Brouhaha)

... och d'Entreprisëkantinnen en Takeout kënnen organiséieren an dass mer elo net responsabel si fir den Hongerdoud vun all deene Mataarbechter.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also, Dir maacht zwar do de Geck mat Saachen, bei deenen Der besser hätt, net de Geck ze maachen. Awer wierklech net!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Well d'Zil ass et, an deenen nächsten dräi Wochen esou wäitgeeënd wéi méiglech ze verhënneren, dass Leit, déi net an engem Stot liewen, a gréissere Gruppen zesummen iessen, ouni eng Distanz vun zwee Meter anzehalen, vu dass ee beim Iessen noutgedronge seng Mask ausdeet.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Nee, herno eréischt froen, Här Roth, wann Der dat wollt froen, mee den Här President kann Iech awer gären drop äntwerten.

De Probleem ass also éischter déi Plaz, wou d'Leit normalerweis zesummekomme fir z'iessen, ob dat, am Fall vu Kantinnen, e Refectoire ass oder, bei klenge Betriber, eeben eng Kichen, oder och soss Plaze sinn, wou d'Leit sech an normalen Zäiten zesummesetze fir z'iessen. An do gëtt et jo den Explikatioune vun der Gesondheetsministesch no, wann Der gutt nogelauschtert hutt, Recommandatioune fir d'Betriber, déi an deene kommende Woche jee no Situatioun musse kucken, wéi se dee Probleem konkreet kënne léisen, fir hirem Personal alternativ Méiglechkeeten ze bidden, déi mat de Recommandatioune vereinbar sinn. Et huet jo definitiv kee Betrib en Interêt dorunner, dass seng Mataarbechter krank ginn.

Jo, mir maachen eng Ausnam fir d'Schoulkantinnen. A generell bezitt sech e groussen Deel vun den Ausnamen, déi an dësem Gesetz festgehale ginn, op de Beräich vun der Schoul, der Maison relais a vun den Aktivitéite vu Kanner a vu Jugendlechen. Et ass e klore politesche Choix, fir grad dee Beräich net esou staark anzeschränke wéi all déi aner. D'Oploosse vun de Schoulkantinnen ass kloer an deem Kontext ze gesinn a mir stinn och dozou.

An dann zum Horeca-Beräich: Jo, dee Lockdown, deen ass fir dee Secteur extreem haart. Vill Betriber an deem Beräich hu sech ganz vill Méi ginn, fir all d'Recommandatiounen ëmzesetzen. Et kann een novollzéien, dass si et als ongerecht empfannen, dass si elo mussen zoumaachen an d'Geschäfter net. Dofir ass et och wichteg, dass déi Hëllefen, déi versprach sinn, och ganz séier kommen.

Et bleift awer, dass Leit, déi an de Restaurant ginn, iwwer eng länger Zäit ouni Mask no beieneesëtzen, wat an engem Kleedergeschäft awer zum Beispill net de Fall ass. Et muss een der Regierung zegutthalen, dass se sou laang wéi méiglech probéiert huet, déi sanitär Situatioun ze redresséieren, ouni dës Mesure mussen ze huelen. Mee dat ass awer elo leider net de Fall. Et ass leider net duergaangen an duerfir muss se haut geholl ginn.

An engem „Tageblatt"-Artikel, do werft d'Madamm Hansen der Regierung Inkohärenz vir, well se engersäits ouni klore Beweis, dass d'Leit sech an de Restauranten an an de Caféë géifen ustiechen, dëse Secteur elo zoumécht an anerersäits déi aner Geschäfter opléisst.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Nee, nee, nee!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ben, ech liesen dat ... Ech hunn dat gelies, wat am „Tageblatt" stoung, Madamm Hansen ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Fait personnel!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et ass jo schonn oft hei zitéiert gi vun Iech. Do war et nach ëmmer richteg. Dann ass et och dës Kéier richteg!

(Hilarité)

Dobäi ass et dann net ganz kloer, ob d'CSV der Meenung ass, dass een d'Geschäfter amplaz vum Horeca-Secteur hätt sollen zoumaachen oder dass een alles oploosse soll, wann een net genau beleeë kann, ...

Une voix.- Richteg!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... dass d'Leit sech op där enger Plaz méi heefeg ustieche wéi op enger anerer.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also wann Der mer nogelauschtert hätt, hätt Der kloer d'Äntwerte gehéiert!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Här President, intervenéiert emol do!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Vu dass d'CSV awer seet, generell hätt d'Regierung scho vill méi fréi misse reagéieren, bedeit dat fir mech wuel éischter, dass d'CSV vill méi fréi souwuel den Horeca-Secteur wéi och déi aner net essenziell Commercen hätt wëllen zoumaachen. A wann Der dat scho virdrun hätt wëlle maachen, ma firwat hutt Der eis dat dann net gesot?! Dir hätt dat jo kënnen hei ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Engel, wannechgelift, d'Madamm Hansen wëllt Iech direkt interpelléieren!

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Fait personnel.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Hansen!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, also e Fait personnel kann een och no der Ried maachen. Mee well Dir et sidd, maachen ech awer elo eng Ausnam.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Gären.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir hutt gesot, mir hätte gefuerdert - oder ech hätt gefuerdert -, datt d'Geschäfter sollen zougemaach ginn. Dat hunn ech net gefuerdert! Ech hu gesot: „Et geet net, datt een op där enger Säit d'Restauranten an d'Caféen zoumécht an op där anerer Säit de Commerce esou lafe léisst, wéi en elo leeft." An dat hu mer de leschte Weekend gesinn an der Stad - oder net nëmmen an der Stad - an dofir bräichte mer do ganz kloer ...

(Interruption)

Pardon?

... dofir bräichte mer do ganz kloer Reegelen. Ech hunn net gesot: „zoumaachen", mee: „ganz kloer Reegelen"! An an deem Sënn huet den Här Wiseler och eng Motioun hannerluecht. Mir soen net: „zoumaachen"!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Wuert geet zréck un den Här Engel, an nëmmen un den Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Är Interventioun elo war ongeféier esou kloer wéi den Interview am „Tageblatt".

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Mat dem Zoumaachen - sou, wéi dat da warscheinlech vun der CSV gefrot gi wär, wa se de Mumm gehat hätten, dat och scho virdrun ze soen -, domat wäre mer effektiv en ligne gewiescht mat eisen Nopeschlänner, déi vill méi fréi e richtege Lockdown gemaach hunn. Mee ob d'Akzeptanz dovunner an eise Betriber, Geschäfter a bei de Leit da méi grouss gewiescht wär, dat woen ech ze bezweifelen. An dat ass och, mengen ech, de Problem hei vun der Oppositioun, awer haaptsächlech - fannen ech - vun der CSV am Allgemengen, well si wëlle sech hei Liebkind bei jiddwerengem maachen, a genau dofir gëtt d'CSV och net méi seriö geholl.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also Dir hutt déi Ried do geschriwwen, mee Dir hutt net gelauschtert, wat mer proposéiert hunn, well soss hätt Der se missen änneren.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An dann dat ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir loossen eis jo awer net andauernd falsch Wierder an de Mond leeën!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An dann dat ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Engel huet d'Wuert!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat hu mir jo guer net gesot!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Dir hutt ganz Recht, Här Engel!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Engel huet d'Wuert, a soss keen!

Une voix.- Lächerlech!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An dann dat Geklos, dass d'Oppositioun net matagebonne wier: Säit dem 17. November läit dee Projet de loi elo zur Mataarbecht bereet - do kann ee sech wierklech net bekloen, et hätt een net dierfe matschaffen -, an da muss een och mat konkreete Propose kommen! An et geet net duer, dass ee seet: „Mir hätte gär Maskeflicht iwwerall!", wéi wann dat de Problem géif léisen. Et gëtt dofir e groussen Ënnerscheed tëschent der Majoritéit an der Oppositioun, Dir Dammen an Dir Hären: D'Majoritéitsparteien, déi hu sech missen op eng Meenung eenegen, an dat hu se och gemaach, an d'Oppositiounsparteien, déi kënnen aus ënnerschiddleche Grënn fir oder géint e Projet sinn.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Et si jo och ënnerschiddlech Parteien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, jo, dat ass och gutt! Mee an der Majoritéit sinn och ënnerschiddlech Parteien, Här Baum!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, mee ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat misst ee sech mol awer vläicht eng Kéier ...

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- D'Oppositioun huet keng ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, mee Dir sidd awer zesummen an der Majoritéit!

(Hilarité)

(Interruption et coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- A wann et dann heescht: „D'Oppositioun" - sou gëtt dat jo ëmmer no baussen hin duergestallt - „stëmmt geschlosse géint dee Projet", dann heescht dat nach laang net, datt d'Oppositioun sech eens ass, ...

(Interruption)

... andeems se nei, aner a besser Propose mécht, mee et heescht just, dass se dergéint ass, ...

(Interruption)

... dass se géint d'Positioun vun der Majoritéit ass. Dat ass dat Eenzegt, wou se sech eens sinn: Si sinn dergéint.

Déi eng wëllen am léifsten, wann iwwerhaapt, nëmme ganz duuss Mesuren huelen an op kee Fall an de Privatberäich vun de Leit andréngen. Si wëllen déi vulnerabel Persoune geziilt schützen. Cibléiert Moossname wëlle se huelen a virun allem eis eeler Leit schützen - wéi wann net jiddwereen heibannen dat wéilt. Si bleiwen awer dann, no deene schéine Wierder, bei der Theorie stoen a ginn dann och net emol en Usaz vun enger konkreeter Moossnam präis. Wat wëllt d'ADR da konkreet maachen, fir déi vulnerabel Leit ze schützen? Ech fäerten, dat heescht, dass mer déi Leit missten aspären an hiren Altersheimer an dass hinnen all Kontakt mat der Famill géif verbuede ginn. A mir wëllen dat als Majoritéitsparteien eebe grad net! Dat wëlle mir net!

(Brouhaha)

Wann dat d'Positioun vun der ADR wär, da musse se dat och hei vertrieden!

(Brouhaha)

Déi aner, déi wëllen d'Maskeflicht, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kartheiser, vläicht herno!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, herno!

... déi aner - Dir sidd net d'Madamm Hansen! -, déi aner, wéi d'CSV, déi wëllen d'Maskeflicht iwwerall, ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, dat ass och richteg, ech sinn et och net!

... d'Maskeflicht, déi de facto haut scho besteet, wa méi wéi véier Leit beienee sinn, déi awer leider net ëmmer agehale gëtt - do ginn ech lech vollkomme Recht! -, wéi mer dat d'leschte Kéier jo och an der Stad konnte gesinn. Mee och do kann ee sech d'Fro stellen, wéi et mat der Kohärenz ass. Wann ech eleng mat mengem Hond duerch de Bësch spadséiere ginn, firwat muss ech dann do eng Mask unhunn? Ech géif lech gären héieren, wéi Der gejaut hätt, wat do d'Kohärenz ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat steet guer net an der Motioun dran!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... wat do d'Kohärenz ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn dat jo och net gefrot, Dir sot dat just! Dir sot dat einfach!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ass de Bësch an der Innestad, oder ass do eng Foussgängerzon?

(Coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Oder: nach méi Bussen a Buschaufferen! - woubäi mer och nach musse kucken, ob mer Bussen erbäikréien, wat, mengen ech, nach méiglech wär. Mee laut mengen Informatioune kéint et éischter bei de Human Resources, bei de Buschaufferen, haperen, déi aktuell net um Marché sinn, well se elo scho beim TICE a bei der CFL asprangen an do wäertvoll Hëllef leeschten, fir datt eisen ëffentlechen Transport iwwerhaapt nach funktionéiere kann. Wann dat sollt eng Pist sinn, da sollt een dat analyséieren.

Ech ginn do der Propos Recht - d'CSV, mengen ech, hat déi d'leschte Kéier gemaach, an ech fannen dat eng gutt Propos -, datt näischt soll ënnerlooss ginn, fir déi Situatioun ze verbesseren. Ech si mer do och net ze schued, fir meng Ausso, déi ech virun e puer Deeg hei gemaach hunn, zréckzehuelen, dass mer keng Bussen a keng Chaufferen hätten; wann der do wären, da soll een dorobber zréckgräifen. Dat war dee Moment nämlech de Stand vu mengen Informatiounen, deen ech awer ganz gär revidéieren, well wann et do zousätzlech Elementer gëtt, déi ech dee Moment net wousst, da soll een dat nach eng Kéier kucken.

Ënnerstëtze wéilt ech och d'Propos vun déi Lénk vun der leschter Woch - fir beim ëffentlechen Transport ze bleiwen -, dass mer do Desinfektiounsapparater zur Verfügung stelle sollen. Dat, mengen ech, wär eng gutt Saach.

Et ass awer e politesche Choix, doriwwer eraus zum Beispill d'Zuel vun de Voyageuren net staark ze begrenzen an déi, déi da keng Plaz méi kréichen, op der Haltestell stoen ze loossen. Et soll een net vergiessen, dass vill Leit einfach op den ëffentlechen Transport ugewise sinn, fir op d'Aarbecht oder an d'Schoul ze kommen. Dat ass en essentiellen ëffentleche Service, an dee musse mer oprechterhalen! Aner Parteie ginn dat méi philosophesch un, wat och eng interessant Approche ass, mee wat de Kär awer net trëfft, well de Virus sech net esou vill vun der Philosophie beandrocke léisst.

A well et dach einfach ass, Nee ze soen, an dat fir mech awer aus zimmlech fadenscheinege Grënn, a wann d'Inkohärenzen d'Ursaach solle sinn, firwat datt een Nee seet, da géif ech all den Oppositiounsparteien awer gäre follgend Froe stellen - an ech hu lo zum Deel Äntwerte kritt vum Här Wiseler, dat ass richteg, mee déi aner Oppositiounsparteie kënnen dat jo dann och beäntwerten: Si si dann der Meenung, dass nei Mesuren iwwerhaapt noutwendeg sinn? Si se der Meenung, dass mer d'Butteker an d'Chantieren, sou wéi am éischte Lockdown, sollen zoumaachen? Si se der Meenung, datt d'Schoulen an d'Maison-relaise mussen zougemaach ginn? Oder solle mer alles oploossen, ouni Restriktiounen, ouni Agréff an d'Fräiheeten?

Dir Dammen an Dir Hären, d'Majoritéitsparteien hunn eng kloer Meenung an déi hu se an dësem Gesetz formuléiert, an dofir stëmme mer dëst Gesetz och. D'Oppositioun bleift eis do eng Äntwert schëlleg an ech hunn e bëssen d'Impressioun, dass sech hei laanscht d'Verantwortung gedréckt gëtt. Hannert dem Argument vun de Widdersprëch verstoppt sech awer och e bëssen Opportunismus an och zum Deel net wëlle Faarf bekennen: Well hei op der Well vun den Onzefriddene wëllen ze surfen, vun deenen déi eng méi Restriktiounen an déi aner de Contraire wëllen, ech mengen, datt déi Demarche do net opgeet.

An ech loosse mech hei och net beiere vun de Commentairen op de soziale Reseauen an och soss Commentairen. Ech si gläich fäerdeg, Här President. D'Mesuren, déi geholl goufen, an och déi nei Mesuren, déi fanne groussen Uklang bei de Leit dobaussen. Si hunn, am Géigesaz zu enger ganzer Rei vun anere Leit, verstanen, wéi schwéier et ass, fir dëser Situatioun Meeschter ze ginn. Si hunn och d'Komplexitéit vun der Situatioun verstanen a si ënnerstëtzen déi hei Mesuren. An duerfir wéilt ech och deenen, der grousser Majorité silencieuse, e grousse Merci soen, well si sinn et, déi hëllefen, dass mer de Match géint dëse Virus gewannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et ass e Gesetz fir e puer Wochen, an net fir d'Éiwegkeet. Jo, ech hat och wéinst där enger oder anerer Mesure de Bauch wéi. Een, dee mech kennt, dee weess, datt ech e ganz grousst Häerz fir Kultur hunn; een, dee mech kennt, dee weess och, datt ech och gäre mäi Patt huele ginn an och gär an de Restaurant ginn. Mee dat alles hei, dat ass e Ganzt an dat ënnerstëtze mir.

An ech ginn heimadder dann och den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engel. Virdrun haten nach den Här Roth an duerno den Här Kartheiser d'Wuert gefrot, an duerfir kréie se et och elo. Fir d'éischt den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech hunn zur Kenntnis geholl, dass den Här Engel sech eigentlech e bëssen erofloossend a beléierend vis-à-vis vun der CSV ausgedréckt huet: D'Leit géifen eis net méi seriö huelen. Ech muss soen, mat deem Kuddelmuddel vu Moossname mengen ech, dass d'Leit lues a luesd'Regierung geschwënn net méi seriö huelen. Mee ech hätt eng konkreet Fro un hien: Hien huet gesot, et wier e politesche Choix gewiescht, fir d'Betribskantinnen zouzemaachen an d'Schoulkantinnen opzeloossen. Ech wollt hien duerfir froen: Heescht dat och, dass zum Beispill d'Kantinnen am Spidolssecteur zou sinn? An ass hie sech bewosst, wat fir eng Konsequenzen dat géif mat sech bréngen, notamment well ganz vill Frontalieren am Spidolssecteur beschäftegt sinn?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Roth. An dann den Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Ech mengen, den Här Engelen, dee wäert jo elo eis Positiounen duerstellen, mee ech wollt awer dem Här Engel op e puer vu senge Bemierkungen äntwerten.

Ech fannen et vun der Demarche hier ganz befriemend fir en Här, deen awer scho méi laang an der Politik ass, datt e sech driwwer wonnert, datt et bei véier verschiddenen Oppositiounsparteie keng eenheetlech Positioun vun der Oppositioun gëtt. Ech kommen awer zur Konklusioun, datt egal wéi eng Ideologie oder wéi eng gesellschaftlech Virstellung déi véier Parteien hunn, d'Konklusioun déi selwecht ass: nämlech, datt Äert Konzept net dat richtegt ass. An dat fannen ech interessant politesch.

Dat Zweet, wat ech lech wollt soen, ass dëst: Wéi kënnt Dir heihinnerkommen als LSAP an einfach net Är historesch Verantwortung an dëser Kris unerkennen?! Wéi eng Partei wor et, déi d'Spidolsbetter wollt plafonéieren, wou d'Gesondheetsministesch vun der LSAP higaangen ass an e Projet de loi hei an d'Chamber bruecht huet, fir d'Spidolsbetter ze plafonéieren? A mir leiden haut an dëser Kris ënnert der Konsequenz vun enger falscher LSAP-Gesondheetspolitik! Wéi eng Partei hat jorleaang de Gesondheetsminister? A mir hate keng Reserven an dësem Land!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Mir hate keng Strukturen, fir d'Spideeler virzebereeden. Mir haten näischt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, Här Kartheiser ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- An dat Éischt, wat mer hei hu musse maachen, dat ass, emol eppes an d'Plaz setzen, ...

(Interruptions)

... fir d'Karenz vun enger schlechter LSAP-Politik ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kartheiser, Dir sollt lech zu den Äusserungen ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass Quatsch am Quadrat!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Kënnt Der lech just zum Fong elo äusseren an net e ganz neien Discours hei ufänken.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech géif den Här Engel invitéieren, sech selwer an de Spigel ze kucken, ier en anerer kritiséiert. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An dann huet nach den Här Marc Goergen zu den Äusserunge vum Här Engel d'Wuert gefrot. An duerfir kritt en et.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Natierlech, Här President. Also, hei hannen ass et hëtzeg. Ech wollt just dem Här Engel dorobber äntwerten. Also, d'Piraten sinn anescht. Mir passen och net an iergenden Dëppen. Dofir, wannechgelift, haalt op, eis ëmmer mat der ganzer Oppositioun einfach an een Dëppen ze geheien!

Ech wëll lech awer och nach eng Kéier drop opmierksam maachen - wann Der déi Santéskommissiounen opmierksam verfollegt hutt -, wéi oft de Sven Clement Artikelen do verbessert huet an d'Ministesch dat och unerkannt huet an och nach gëschter am Rapport Feeler erausgeholl huet, déi haut hätte kënne penibel sinn.

Deementspriechend, wannechgelift, gitt net einfach ganz frech a mat engem Bashing iwwert d'ganz Oppositioun! Mir hunn eis Verantwortung als Piraten geholl an an der Kommissioun matgeschafft.

Mir sinn eeben net enger Meenung mat lech. Wann Dir den Theater zoumaacht an d'Kierch loosst Der op, da si mir net enger Meenung. Mir sinn net enger Meenung, dass Der de Stot net generaliséiert. Mee dat wäerte mer herno nach eng Kéier soen. Mee et huet näischt domat ze dinn, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- ... dass mer komplett géint lech sinn. An do ass meng Fro: Erkennt Dir da wéinstens un, dass d'Oppositioun, oder zumindest mir, an der Kommissioun konstruktiv matgeschafft hunn?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. Dann hat nach den Här Marc Baum d'Wuert gefrot zu den Äusserunge vum Här Engel.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, och just zu deenen Äusserungen, well ech wäert jo herno nach kënnen am Detail op Saachen agoen. Ech wéilt den Här Engel awer drun erënneren, datt mir hei net an Amerika sinn.

(Interruption)

Mir hunn hei net e Bipartismus, wou zwee Bléck sech géintiwwerstinn an déi drëm kämpfen, wie méi homogeen oder kohärent ass. Dat gëtt et net.

Ech wëll och den Här Engel drun erënneren, datt vun 1999 bis 2004 d'LSAP zesumme mat der ADR an der Oppositioun war. An ech huele jo un, datt d'LSAP an d'ADR och deemools net ëmmer déi selwecht Meenung haten. D'LSAP hätt sech deemools och verbidden, sech dat vun de Regierungsparteien ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dir och, Här Baum. Dir och!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- ... virgeheien ze loossen.

Duerfir, ech mierken net nëmmen, datt d'Majoritéit aus dräi Parteie besteet, mee ech gesinn och souguer, datt d'LSAP aus zwee Courante besteet: een, deen elo hei eng Ried gehalen huet, dee probéiert huet, d'Parteien alleguer zesummenzehuelen, fir datt mer als Land, als Gesellschaft dat probéieren ze packen, an een, dee probéiert, ze trennen an d'Leit virzefréieren. Also, dat muss een dann awer och considéréieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. Elo kritt den Här Engel d'Wuert fir ze reagéieren. Här Engel, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Just ganz séier. Zwou Äntwerten op d'Fro vum Här Roth. Jo, déi Kantinnen - hunn ech mer elo nach eng Kéier soe gelooss - am Spidolssecteur sinn och zou. Et ass awer net esou, dass een do keen Iesse ka siche goen. D'Leit kréie jo de Service op d'Zëmmer. Also déi Leit, déi am Spidol sinn, déi kréien eppes z'iessen. Dat ass jo awer selbstverständlech.

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Bravo! Bravo!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An déi Leit, déi do schaffen, déi kënne sech eppes siche goen. An déi kënnen dat dann och do iessen. Souwéi dat, wann déi sanitär ...

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei, wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... wann déi sanitär ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Loosst den Här Engel elo dorobber äntwerten!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wann déi sanitär Mesuren, esou wéi d'Madamm Ministesch dat an der Kommissioun gesot huet, agehale ginn, kënne si dat och op der Plaz iessen.

Zum Här Kartheiser: ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et ass net wouer, wat Der sot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dach. Dach!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dach.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir kënnt soen ... Dir kënnt och nach sechsmol „dach" soen, mee et ass awer net wouer.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dach, et ass wouer!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Eh voilà. Bon.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Haha!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Da soen ech, da soen ech et deenen anere Leit, well den Här Kartheiser lauschtert mer net no.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dach.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- D'Zuel vun de Better ass net erofgaangen. D'Zuel vun de Better ass souguer eropgaange bei deem leschte Gesetz. Ech hunn nämlech nach eng Kéier d'Ried vun der Madamm Hemmen, déi Rapportrice war vun deem Gesetz, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Bon.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... nogelies. Do steet ganz kloer dran, datt ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Da kuckt emol de Statec, Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... d'Zuel vun de Better an d'Luucht gaangen ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kartheiser, wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mir kënnen awer gären nach eng Kéier iwwert déi dote Situatioun diskutéieren.

Zum Här Baum: Ech weess och, datt déi véier Oppositiounsparteien net déi selwecht Meenung hunn. Ech weess dat och! An ech sinn och frou driwwer, dass et net déi selwecht Meenung ass.

Ech wëll just soen, dass hei déi dräi Majoritéitsparteien, déi och net ëmmer enger Meenung kënnen op verschiddene Punkte sinn, sech awer zesummegesat hunn, fir eeben en Text ze maachen. A wann dann dobausse gesot gëtt: „Jo, d'ganz Oppositioun ass dogéint", da gesäit dat aus, wéi wann et e Block Majoritéit géint Oppositioun wär. Jo, d'ganz Oppositioun ass dogéint, mee aus ënnerschiddlechen Ursaachen. An dat wollt ech just nach eng Kéier hei kloermaachen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Elo geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Ech schwätzen e bësse méi lues wéi verschidden Häre virdrun. Da fléie manner Aerosollen hei duerch d'Loft.

(Hilarité)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wéilt ech eppes ganz kloer ënnersträichen, an zwar dat, datt mir als gréng Fraktioun der Regierung eis Ënnerstëtzung ginn, wann et ëm de Kampf géint d'Pandemie geet. Mir wäerten dëse Projet de loi och kloer stëmmen. Grad wéi seng Virgänger huet en nämlech e liewenswichtegt Zil, an zwar dat, d'Infektiounen op e verträglecht Mooss ze reduzéieren an d'Iwwerbelaaschtung vun de Spideeler ze verhënneren.

An Dir wësst alleguer: Geléngt dat eis net, bleift net nëmmen d'Versuergung an d'Behandlung vun Netcovidpatienten op der Streck, mee och déi scho souwisou ganz schwiereg a belaaschtend Aarbechtsbedéngunge vum ganze Personal an de Spideeler. Dir wësst, vu wat ech schwätzen.

Dozou däerf et, och an eisen Aen, op kee Fall kommen an dowéinst sti mir derzou, datt gehandelt muss ginn. Dat maache mir mat dësem Projet de loi. Et ass och do, wou mir eis Verantwortung wëllen iwwerhuelen an eis net eraus wëlle schläichen.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Dir Dammen an Dir Hären, vu datt d'Infektioune klammen, wann déi physesch Kontakter zouhuelen, bleift et natierlech wichteg, och zréckzekucken op dat, wat mer schonn alles geschafft hunn, an de Respekt vun de Gestes barrières a vun anere Reegele weiderhi grousszeschreiwen. Dat solle mer net vergiessen.

Wa sech dann awer erausstellt, datt et domat net duergeet, wat sech jo an der leschter Woch och bewisen huet, mussen déi physesch Interaktiounen zousätzlech ageschränkt ginn. An da stellt sech, wéi scho bei deene viregte Covidgesetzer, d'Fro, wéi eng Interaktiounen dat dann elo a wéi enge Secteure solle sinn. A spéitstens bei där Fro fänkt et un, komplizéiert ze ginn, well op en Neits tranchéiert muss ginn tëscht Zouspären an Oploossen, tëscht Verbidden an Erlaben, tëscht Fräiheet an Onfräiheet an eiser fräier Demokratie.

De Pak vu Moossnamen, dee schlussendlech vun der Regierung an dësem Projet de loi proposéiert gëtt an och zréckbehale ginn ass, betrëfft grosso modo véier Secteuren, global gekuckt, innerhalb vun deenen dann awer ënnerschiddlech Reegelen agefouert ginn, jee nodeem, ëm wéi eng Aktitivéit an ëm wéi eng Situatioun et sech dann handelt.

Deen éischten ass dee vum Mëttelstand, wou jo dee ganze Beräich vum Horeca a vum Evenementiel vun enger Schléissung betraff ass, wärend d'Commercen opbleiwen.

Deen zweeten ass dee vum Sport, wou ech nach eng Kéier drop zréckkommen.

Deen drëtte Beräich ass dee vun der Kultur, wou d'Theateren an d'Kinoen zougemaach ginn, wärend all déi aner Etablissementer opbleiwen.

An dee véierten ass dann de Privatberäich, wou nach just zwou Persounen aus deem selwechte Stot an engem anere Stot däerfen empfaange ginn, egal aus wéi vill Memberen dee Stot da besteet. Och dorop kommen ech zréck.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Fong ass et offensichtlech: Mat dëser Approche strieft d'Regierung eigentlech eng equilibréiert Verdeelung vun de Moossname queesch duerch d'Ressorten un, fir déi gefaart Kollateralschied op méiglechst vill Secteuren ze verdeelen. Déi Strategie ass verständlech a legitimm an och vum politesche Standpunkt hier nozevollzéien.

Si werft awer och eng Rei Froen op. An dat wëll ech wierklech net verheemlechen. Et sinn déi, déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn an op déi ech am Numm vun der grénger Fraktioun wéilt agoen. Ech denken och, datt dat erlaabt ass.

Wann ee sech dee ganze „Set vu Mesurë" - wéi d'Madamm Minister et ausdréckt - méi genee ukuckt, muss eng Feststellung erlaabt sinn: Et ass déi, datt eng equilibréiert Verdeelung op méi Schëlleren net onbedéngt zu kohärenten, novollzéibaren a gutt begrënnte Reegele féiert.

Änlech gesinn et och de Staatsrot, déi berodend Mënscherechtskommissioun, de Collège médical, d'Chambre des Salariés an anerer, déi doriwwer eraus drop hiweisen, datt fräiheetsaschränkend Moossnamen ëmsou besser vun der Gesellschaft akzeptéiert ginn, wat se méi kohärent a méi novollzéibar sinn.

Datt dat net an allen Hisiichten de Fall ass, huet seng Grënn. Engersäits ass et jo doduerch ze erklären, datt mir an der Gestioun vun der Kris nach ëmmer, zu engem Deel jiddwerfalls, am Blannen tappen, wann et drëms geet, reng faktebaséiert Entscheedungen ze treffen. D'Wëssenschaft leeft do meeschtens der Politik hannendrun.

Anerersäits si verschidde Moossname carrement politesch begrënnt. Och doriwwer hu mer gëschter nach an der Kommissioun diskutéiert. Ech wëll dat mat engem Beispill illustréieren, wat mir perséinlech an och der grénger Fraktioun ganz besonnesch um Häerz läit. Et ass dat, d'Kierchen opzeloossen, wärend d'Kinoen an d'Theatere fir de Public zougemaach ginn.

Et ass hei, wou mir eis als gréng Fraktioun eng Rei méi fundamental Gedanke maachen, wat d'Kohärenz ugeet. Ganz sécher stelle mer d'Grondrecht op d'Ausübe vun engem Culte net a Fro a mir ënnerstëtzen och d'Decisioun, d'Kierchen zu deem Zweck opzeloossen an domat e gewëssene Risiko a Kaf ze huelen.

Deem géigeniwwer muss et awer och erlaabt sinn, de Stellewäert vun Theater a Kino als vitale Pilier vun eiser fräier an opgeklärter Demokratie ze beweisen. Béid Secteuren - déi donieft och als Wirtschafts- a Standuertfacteur ugesi ginn, mee dat ass hei vläicht manner relevant - déngen also net just der Ënnerhalung oder der Fräizäitgestaltung, wéi zum Beispill d'Casinoen, si hu villméi eng systeemrelevant Funktioun, well se zu der interkultureller Expressiounsfräiheet, zu der Meenungsbildung an domat och zum Iwwerliewe vun eiser Demokratie bäidroen. An dat op d'mannst esou staark wéi oppe Kierchen. Woubäi ech wéilt bemierken, datt d'Grondrechter a kengerlee Hierarchie zuenee stinn.

Och vum sanitäre Standpunkt aus, dee mir beim Schutz géint de Virus jo awer nach ëmmer als prioritär ugesinn, stelle mer eis hei eng Rei Froen. Wann d'Theateren an d'Kinoen aus sanitären Ursaachen zougemaach ginn, wärend d'Kierchen opbleiwen, da gesi mir wierklech net richteg, wéi eng Logik sech dohannert verstoppt, emol onofhängeg vun den demokrateschen a kulturellen Iwwerleeungen, déi ech virdrun opgefouert hunn.

Une voix.- Richteg.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dëst ëmsou méi, well souwuel am Theater wéi och am Kino extreem streng Hygiènekonzepter opgestallt gi waren, déi erwisenermoosse wärend Méint respektéiert gi sinn a geneesou fonctionéiert hunn, wéi d'Wëssenschaft et verlaangt. An engem oppene Bréif vun der Theaterfederatioun fannt Der déi néideg Detailer. Ech denken, dee geet haut eraus. Et ginn och eng Rei Iwwerleeungen zu de Mënscherechter gemaach. Jiddefalls konnten d'Ustiechungsclusteren an d'Infektiounskette vun Ufank u verhënnert ginn, dat ëmsou méi, well d'Zuschauer a béiden Etablissementer - wëllt soen: dem Theater an dem Kino - sëtzen an de Mond halen, also keng Aerosollen duerch Sangen a Bieden an der Loft verspreeën.

Här President, wéi gesot: Mir verstinn, datt d'Regierung u méiglechst ville Schrauwe wëllt dréien an all Secteur wëllt matabezéien. Mir mengen awer, datt dës Schrauwen trotz allem nach eemol op hir Kohärenz, hir Effikassitéit, hir Novollzéibarkeet an hir Kollateralschied analyséiert musse ginn, sollt sech dann erausstellen, datt nom 15. Dezember nach ëmmer eng Rei Aschränkunge musse gëllen. Well och nom 15. Dezember wäert de Virus nach ënnerwee sinn a sech vu Kontakter ernären. Dorop musse mer eis virbereeden.

Am Kontext vum Zoumaache vun Theater a Kino huet d'Ministesch Sam Tanson kierzlech op eng kritesch Fro vun engem Journalist hin am Radio behaapt, datt mer hei bei enger Matière à discuter wieren. Dat heescht an anere Wierder, datt dës Moossnamen net a Stee gemeesselt bleiwe wäerten, mee spéitstens no dräi Wochen evaluéiert an nach eemol diskutéiert kënne ginn. Déi Diskussiounsbereetschaft begréisse mir ausdrécklech a mir sinn och frou, datt d'Regierung dëse Projet de loi bewosst op just dräi Woche wëllt limitéieren an domat däitlech mécht, datt all déi Dispositiounen net zur Laangzäitreegel ginn. Se sinn eenzeg an eleng geduecht, fir den aktuelle Pic vun Infektioune kuerzfristeg ze briechen, ...

(Interruption)

... an dat ass dat iewescht Zil.

Dat selwecht zielt fir de Beräich vum Sport, wou sech natierlech och eng Rei Froen opdrängen. Och déi sinn an der Kommissioun diskutéiert ginn. A si mussen och weider diskutéiert ginn, wa weider Moossnamen iwwert de 15. Dezember eraus sollten néideg sinn.

Sou kann ee sech zum Beispill froen, firwat dem professionelle respektiv dem leeschtungsorientéierte Sport grad a Pandemiezäite méi Rechter zougestane ginn wéi dem gesondheetserhalende Fräizäit- a virun allem dem Senioresport. Woubäi ech dem Leeschtungssport seng Rechter net wëll ofstreiden, ech wëll awer just drop hiweisen, datt grad fir déi méi vulnerabel eeler Leit, d'Senioren also, sech duerch sportlech Aktivitéiten eng ganz wichteg Funktioun erfëllt, nämlech déi: hir Gesondheet um Liewen ze halen a sech op déi Manéier virun engem schwéiere Krankheetsverlaf ze schützen. Dat nennt sech Preventioun - déi jo och muss groussgeschriwwe ginn an déi och an eisem Koalitiounsaccord eng wichteg Roll spillt. Och dat ass eiser Meenung no eng Iwwerleeung wäert nom 15. Dezember.

Bleift nach de Privatberäich, deen déi ganz Gesellschaft betrëfft an och scho vill kommentéiert ginn ass. Och de Rapporter Mars Di Bartolomeo huet a sengem Rapport hei nach eng Kéier mëndlech op déi Diskussiounen an der Kommissioun higewisen. De Projet de loi leeft jo am Alldag drop eraus, datt eng Koppel ouni Kanner bei eng Famill mat Kanner op Besuch däerf goen, wärend dat am ëmgedréite Sënn verbueden ass, obwuel d'Zesummesetzung vum Grupp a béide Fäll identesch wier. Souwäit ech weess, huet d'Belsch dës Restriktioun net un zwou Persounen an engem Stot festgemaach, mee ganz einfach un engem Stot, wat dës Inkohärenz aus der Welt geschaaft huet a warscheinlech och zu méi Akzeptanz dobaussen an der Gesellschaft gefouert huet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis bewosst, datt dës Dispositioun wierklech gutt gemengt ass an och berechtegt ass, well et prinzipiell drëms geet, d'Kontakter am Privatberäich ze reduzéieren. Dat ass och virdrun erklärt ginn. De Virdeel ass, datt et mat dëser Reegel erlaabt bleift, datt eng oder zwou Persounen aus engem Stot sech ëm eng oder zwou vulnerabel Persounen aus engem anere Stot kënne bekëmmeren. Wärend dem Confinement war dat net erlaabt an dat huet zu ganz ville Problemer gefouert. An dofir akzeptéiere mir och déi do Erklärung.

Op där anerer Säit wier et awer och net vu Muttwëll, och dës Moossnam nach eemol a Rou ze diskutéieren a se op all, awer wierklech all hir Vir- an Nodeeler hin ze analyséieren, wëssend, datt vill Famillje mat Kanner dës Dispositioun awer net richteg verstinn, se éischter als Diskriminatioun erliewen, och wa se just als Schutz virun Infektioune geduecht ass. Mir mengen, datt hei gutt kommunikéiert muss ginn, fir dee Message eriwwerzebréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, onofhängeg vun dësen an aneren Detailer, déi an dësem Projet de loi gereegelt ginn, ass et eiser Meenung no awer och un der Zäit, fir méi wäit an d'Zukunft ze kucken, iwwert de 15. Dezember eraus. Da musse mer eis Gedanke maachen, wéi et duerno soll weidergoen.

Datt mir de Virus net mat dësem Gesetz an och net mat anere Gesetzer aus der Welt schafen, ech denken, dat ass eng Evidenz. Dowéinst drängt sech noutgedrongen déi méi fundamental Fro op, wéi mir och laangfristeg léieren, mam Virus ze liewen, ouni eis Gesellschaft zum sozialen Doud ze verurteelen.

Datt Infektiounen eng Gefor fir de Gesondheetssystem duerstellen a fir eng ganz Rei Leit liewensgeféierlech sinn, ass ganz kloer. Dat stellt keen a Fro. Wéi mir awer mëttel- a laangfristeg mat där Gefor ëmgoe mussen, ass manner kloer. Virun allem dann, wann et drëms geet, d'Biergerinnen an d'Bierger mat an d'Boot ze kréien a se vun de Moossnamen ze iwwerzeegen. Spéitstens do, Dir Dammen an Dir Hären, kënnt d'Psychologie zum Droen, an déi spillt eng weesentlech Roll, wa mer wëllen, datt fräiheetsaschränkend Moossname wärend enger längerer Zäit, vläicht souguer iwwer Joren, respektéiert ginn, an am beschten och nach fräiwëlleg.

Éischtens léiert d'Psychologie eis, datt mir séier un enger Aufgab scheiteren, déi géint déi mënschlech Natur verstéisst, souguer wa mer eis déi Aufgab fräiwëlleg operleeën. Dat erliewe mer jo net nëmmen, wa mer eis virhuelen, wärend engem ganze Joer nëmme Geméis z'iessen oder all Dag virun zéng Auer am Bett ze leien. Déi meescht vun eis scheitere ganz sécher och um Virsaz oder un der Virschrëft, op sozial Kontakter ze verzichten, ganz einfach, well den direkte Kontakt zu de Matmënschen e Grondbedürfnis vu jiddwerengem ass.

D'Gefor ass deemno grouss, datt den Appell oder d'Virschrëft, sech dauerhaft vun anere Mënschen ewechzehalen, fréier oder spéider net méi gräift a ganz kreativ contournéiert gëtt. Dat mécht den Ëmgang mat der Pandemie net méi einfach an et däerf awer net ignoréiert ginn, wa mir an d'Zukunft kucken.

Zweetens, léiert d'Psychologie eis, datt Verhalensweise reegelméisseg trainéiert musse ginn, wa se zur Gewunnecht solle ginn. Dat setzt allerdéngs d'Konstanz an d'Berechenbarkeet vun de Reegele viraus. Anescht ausgedréckt: Wann d'Reegelen ëmmer wiesselen oder net richteg verstane ginn an zum Deel och nach widderspréchlech sinn, da kënne se net zu Routine ginn am Verhale vun de Leit an da kënne se och net laangfristeg e Resultat hunn.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat stelle mir als Gréng net a Fro, datt déi meescht Biergerinnen a Bierger och nach haut bereet sinn, hir Kontakter aus Angscht, Virsiicht a Solidaritéit an eiser Gesellschaft fir eng gewëssen Zäitchen anzeschränken an d'Reegelen och vun dësem Gesetz ze befollegen. Mir woen awer ze bezweifelen, datt „Covid-Instantstrategië" laangfristeg iwwer Joren Erfolleg wäerten hunn. Dowéinst musse mer et fäerdegbréngen, aus dem onberechenbaren Däiwelskrees vu Reglementéierung a Liberaliséierung, vum Op- an Zoumaachen, vum Verbidden an Erlaben auszebriechen an iwwer eng Laangzäitstrategie nozedenken. Déi Gedanke si wichteg, well se betreffen eis alleguer.

Ech denken, mir mussen dat awer net am Hauruckverfare maachen, mee mam Bléck op aner Länner, déi de Moment schonn Erfarungen domat maachen, an och mat wëssenschaftlecher Berodung zur Säit.

Dat ass eng Strategie, déi, wéi gesot, a ville Länner diskutéiert gëtt an déi op berechenbaren, novollzéibaren a previsibele Reegele berout. Ganz oft gëtt vun Ampelsystem oder Stufeplang geschwat. Dee System setzt viraus, datt sougenannt Reegelstufen definéiert ginn, déi jee no Infektiounstaux zum Droe kommen a jee no Entwécklung previsibel sinn. Esou ee System huet de Virdeel, datt net reegelméisseg e Klengkrich betreffend ënnerschiddlech oder souguer widderspréchlech Moossname gefouert muss ginn, wann d'Infektioune klammen oder awer falen.

Zu der Laangzäitstrategie gehéiert awer och, datt déi vulnerabel Persounen esou effikass wéi méiglech geschützt an identifizéiert musse ginn, well et si si, déi am meeschte Gefor lafen, vun engem schwéiere Krankheetsverlaf betraff ze sinn, an déi riskéieren, fir eng länger Zäit am Spidol ze leien.

Zu de vulnerabele Persounen zielt natierlech och dat ganzt Personal ronderëm, ouni dat kee Spidol ka fonctionéieren. Hei spillt ganz kloer d'Teststrategie eng wichteg Roll, och an Zukunft, wärend de kommende Vaccin weider Perspektive schaaft, an da gesi mir och e Liicht um Enn vum Tunnel, vun deem virdru geschwat ginn ass.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir et wierklech mat enger Laangzäitstrategie fäerdegbréngen, méiglechst vill Biergerinnen a Bierger mat an d'Boot ze kréien an ze motivéieren, weiderhin hir Verantwortung ze iwwerhuelen, da si mir iwwerzeegt, datt mer dann am Kampf géint de Virus e gewaltege Sprong no vir maachen. An da gëtt et bestëmmt méiglech, och heibanne manner opgereegt mat deem Theema ëmzegoen.

Mat där Perspektiv am Hannerkapp ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen am Numm vun der grénger Fraktioun och Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht an der Santéskommissioun. Merci.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Merci, Madamm Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen agedroen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Madamm Presidentin. - Ech misst awer bal d'Mask hei ofdinn.

Une voix.- Et ass esou schéin.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Et war esou schéin, jo.

(Hilarité)

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut befaasst mat engem weidere Gesetz zum Covid-19 an et wäert nach fir dëst Joer net dat lescht sinn. A fir unzefänken e Merci dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'ADR ass weiderhi grondsätzlech géint eng Ausgangsspär a géint e staatlechen Agréff an d'Privatsphär! Eis Grondrechter musse geschützt ginn. Mir wëlle Reegelungen am ëffentleche Raum, do, wou de Staat kompetent ass, inklusiv de Schoulen an dem ëffentlechen Transport.

Confirméiert gëtt eis grondsätzlech Positioun, well mer och gesinn, datt et an der Praxis eng Rei vu Problemer gëtt bei der Applikatioun vun deene ville Gesetzer, déi mer bannent kuerzer Zäit zu dëser Problematik gemaach hunn. Et gëtt ëmmer méi konfus. Weeder d'Leit selwer wësse geschwënn nach, wou se dru sinn, nach déi Agenten, déi um Terrain zoustänneg sinn, fir all dës Reegelen ze kontrolléieren.

Dobäi muss ee sech d'Fro stelle bei deene villen Tester, Analysen, ob een net misst méi geziilt virgoen, well virun allem misst ee jo déi vulnerabelst Leit aus eiser Gesellschaft schützen. Wat ass gerechtfertegt? Wat ass proportional? Dat war d'Meenung vun der ADR vun Ufank an, a si gëtt elo a villen Avisen zu dësem Gesetz gedeelt. Et muss ee sech froen, wou d'Grenz ass tëscht der Aufgab, fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen, an engem ze wäiten Agréff an d'Privatsphär.

Doniewent muss alles gemaach ginn, fir d'Iwwerlaaschtung vun de Spideeler ze verhënneren. Dëst gëllt generell, net nëmmen an der haiteger Situatioun.

D'ADR trëtt dowéinst konsequent fir d'Stäerkung vum Gesondheetssecteur an. Hei hu mer viru Kuerzem schonn eng éischt deementspriechend Gesetzespropositioun gemaach. Mir erënneren drun, datt deen éischte Confinement deen ausschliisslechen Zweck hat, d'Spideeler virun enger Iwwerlaaschtung ze schützen. Mee aacht Méint méi spéit ass d'Situatioun nees änlech, soudatt d'Fro erlaabt ass: Wat huet d'Regierung gemaach, fir d'Spideeler besser virzebereeden an d'Personal ze entlaaschten?

Da stelle mer fest, datt d'Altersmoyenne vun de Persounen, déi positiv op de Coronavirus getest goufen a verstuerwe sinn, iwwert déi lescht Woche bei 83,7 Joer läit. Dowéinst ass et wichteg, cibléiert Moossnamen ze huelen, fir eis eeler Matbierger, déi am meeschte menacéiert sinn, ze schützen.

D'ADR privilegiéiert dowéinst prioritär eng Strategie fir de Schutz vun eisen eelere Matbierger a Vulnerabele géintiwwer aneren, méi allgemenge Moossnamen. All Moossnam an dës Richtung muss awer den eelere Leit e mënschewierdegt Liewen erlaben an däerf net zu enger kompletter Isolatioun vun der Famill a vun de Frënn féieren, wéi dat am éischte Confinement de Fall war.

Da si mer op alle Fall dergéint, fir d'Betriber vum Horeca-Secteur zouzemaachen. Am Fall wou d'Regierung trotzdeem dës Decisioun géif huelen, hale mir drop, datt déi betraffe Betriber duerfir vollstänneg kompenséiert ginn. Wéi sollen d'Caféen an d'Restauranten iwwerliewe kënnen, wa se hir Dieren nees fir e puer Woche mussen zouloossen, an dat an engem Zäitraum, dee sech besonnesch staark an hire Finanzen an an hirem Ëmsaz ofzeechent?

Och d'Forainen an d'Maartleit sinn immens schlecht drun. Si hunn et ganz schwéier. Grad d'Foraine liewe jo am Fong geholl vum Mäertchen, vun der Schueberfouer an och vum Chrëschtmaart. An dëst Joer hate si näischt vun deenen dräi, soudatt si am Fong geholl reegelrecht ausbludden. Mee dat sinn awer grouss saisonal Fester, op déi si ugewise sinn, an domadder kënne si och hir Fraisen am Laf vum Joer decken.

A wa mer elo grad bei der Horesca sinn, géife mir et begréissen, wa matzäiten - an ech betoune „matzäiten" - géif matgedeelt ginn, wat d'Privatleit wéi och den Horeca-Secteur däerfen iwwer

Chrëschtdag a Sylvester organiséieren, net datt et erëm geet wéi viru Päischten, wou dat e puer Deeg virdru matgedeelt gouf.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, firwat datt den Horeca-Secteur elo muss zougemaach ginn. Ass d'Regierung der Meenung, datt dëse Secteur verantwortlech ass fir déi nei Covidfällzuelen, déi d'Santé eis matdeelt?

Souwäit ech aus eegener Erfarung weess, hu grad si sech all penibel un d'Virschrëfte gehalen, an elo gi si dann nach dofir bestrooft. Si hu schonn am meeschte gelidde vun alle Wirtschaftszweiger, déi mer hunn, an elo musse se dann nach eng Kéier bludden. Ginn et do Zuelen, déi dëst beleeën? Eng weider Fro: Huet déi Ausgangsspär vun 23.00 bis 6.00 Auer eppes bewierkt?

Am Avis vun der CSL steet, datt et un Erklärunge vun der Regierung an un enger wëssenschaftlecher Analys feelt, op déi sech déi nei Mesurë baséieren. Der CSL no géifen d'Leit am Land net méi verstoen, wat vun uewen erof géif decidéiert ginn.

Weeder Faillitten nach méi Aarbechtslosegkeet däerfen d'Konsequenz vun esou Moossname sinn an de Chômage partiel muss anstandslos weidergefouert ginn. Et däerf een net vergiessen, datt hei ganz vill Existenzen um Spill stinn.

D'ADR fuerdert, d'Ausgläichszalung bei der Kuerzaarbecht, dem sougenannte Chômage partiel, am private Secteur op 100 % vum Gehalt festzeleeën, amplaz 80 % wéi elo - do gëtt et jo just eng Ausnam, de Mindestloun, deen ass jo ewell bei 100 %. Dat wär eng sozial gerecht Moossnam, déi d'Kafkraaft géif stäerken, an dat géif speziell deene Leit, déi net wäit iwwert dem Mindestloun leien, wierklech hëllefen. An domadder hätte mer och eppes Klenges gemaach, fir der Aarmut hei am Land entgéintzewierken a se net nach méi grouss ze maachen. Well grad am Horeca-Secteur schaffe vill Leit, déi an der ënneschter Stuf vun de Gehälter leien.

An deem Sënn deposéieren ech hei, Madamm Presidentin, eng Motioun, fir de staatleche Lounausgläich am Privatsecteur op 100 % ze hiewen, bis zur Limitt vun 250 % vum onqualifizéierte Mindestloun, an dëst fir all déi concernéiert Betriber, déi op Unuerdnung vun der Regierung mussen zoumaachen.

O, pardon, et ass den Här President!

Motion 12

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

- d'Kuerzaarbecht (Chômage partiel) mat neie Coronarestriktiounen nees wäert zouhuelen;

- d'Personal vun Hoteller, Restauranten, Caféen a vun anere betraffene Geschäfter, déi op Unuerdnung vun der Regierung mussen zoumaachen, besonnesch betraff ass;

- Patronen, déi hiert Personal net wëllen entloossen, verstäerkt op Kuerzaarbecht zréckgräife mussen, well d'sanitär Situatioun an d'Moossnamen dogéint ëmmer méi wirtschaftlech Konsequenzen hunn,

ass sech bewosst, datt

- de Staat probéiert huet, d'Kuerzaarbechtskonditiounen am Kader vun der Coronaepidemie duerch eng materiell Offiederung ze verbesseren;

- datt d'Lounabousse bei Kuerzaarbecht an allen Akommesklassen empfindlech sinn an och wéinst der laanger Dauer zu sozialen Noutsituatioune kënne féieren,

fuerdert d'Regierung op,

- de staatleche Lounausgläich op 100 Prozent ze hiewen, bis zu der Limitt vun 250 Prozent vum onqualifizéierte Mindestloun fir Leit iwwer 18 Joer;

- all d'Moossname vun der Kuerzaarbecht, déi am Kader vun der Coronaepidemie geholl gi sinn, an enger éischter Etapp bis den 1. Juli 2021, respektiv sou laang wéi néideg, ze verlängeren.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Mir mussen ons och eng Kompensatioun iwwerleeë fir d'Patrone vun deene Betriber souwéi och fir déi Betriber selwer, well si hu jo och Fixkäschten a si sti jo alleguerten net a rosaen Dicher.

Et muss ee sech och seriö Gedanken a Suerge maachen, well de Risk vun enger ekonomescher Kris ass ginn, mee och de Risk fir vill individuell a gesellschaftlech Krisen. Et wäerte Krisen derbäikommen am privaten an am gesellschaftleche Secteur, wou d'Phenomeener vu Stress, Burnout a Suiciden ewell zouhuelen.

Bei de Preventiounsmoossnamen insistéiere mer op déi am Prinzip op den ëffentleche Raum limitéiert Zoustännegkeet vum Staat. Agréffer an déi perséinlech Fräiheeten, besonnesch och an d'Liewe vun de Leit doheem, sinn an dëser Situatioun net ze vertrieden. D'ADR widderhëlt dowéinst hir Oppositioun géint eng Ausgangsspär an och géint all Reegelen, déi de Leit virschreiwen, wéi si sech am Privaten doheem ze verhalen hunn. D'Leit sollen a mussen d'Entscheedungen an hirem private Liewe fräi an aus eegene Stécker treffe kënnen.

Op där enger Säit gëtt et eng Rëtsch vu Moossnamen, déi et de Leit awer nach erlaabt, dat eent oder dat anert ze maachen, mee op där anerer Säit verbidde mer hinnen, sech am Privaten ze treffen, ausser et bleift begrenzt op zwou Persounen aus deem selwechte Stot. Wann zum Beispill eng Koppel op Besuch kënnt, déi een oder zwee Kanner huet, da mussen dës doheembleiwen. An deem Fall brauch déi Koppel e Babysitter, dee jo vu baussen erakënnt, an da wier d'Ustiechungsgefor net limitéiert, mee nach eropgesat.

Eng aner Iwwerleeung ass déi: Wéi soll een de Kanner erklären, datt een op där enger Säit doheem am Private maximal zu zwee däerf op Besuch goen, an op där anerer Säit sinn d'Kanner am Schoultransport, an de Schoulen, an de Schoulkantinnen awer beieneen?

Et muss der perséinlecher Aschätzung an der Entscheedung vu Mënsch a Bierger iwwerlooss bleiwen, wéi vill Leit si bei sech doheem wëllen empfänken. Am Fall, wou d'Regierung dat schonns reglementéiert, wier et ubruecht gewiescht, op d'mannst ze schreiwen: „Persounen aus engem Stot", dat wier duergaangen. Dann hätte wéinstens déi Famillje kënnen zesummebleiwen, déi och ëmmer zesumme sinn.

En Agréff vum Staat an d'Privatliewe vun de Leit ass net normal a Friddenszäiten. De Bierger soll sech senge Rechter op Fräiheet bewosst bleiwen, an d'Regierung huet dat ze respektéieren. D'ADR warnt virun der gesellschaftlecher Entwécklung, datt staatlech Agréffer an d'Privatliewen an Zukunft als eng Normalitéit kéinten ugesi ginn. D'Privatsphär an d'Rechter vun de Leit dierfen net verletzt ginn an d'Hausdier muss d'Grenz sinn.

Och bei dësem Gesetzesprojet bleiwen eng Rei juristesch Problemer bestoen. Dat ass eng vun den Ursaachen, firwat d'ADR dës Gesetzgeebung net ka matdroen.

D'CSL ass och der Meenung - esou wéi d'ADR scho méi dacks drop higewisen huet, zulescht nach am Oktober an enger Question élargie -, datt en nationalen Epidemieplang hätt missen opgestallt ginn, deen et bis haut nach net gëtt.

Wat mer bei dësem Gesetz nach vermëssen, dat ass d'Basis an d'Donnéeën, déi zu all dëse Moossname gefouert hunn. Do ass Verschiddenes net nozevollzéien, dat seet och de Staatsrot a sengem Exposé des motifs. Et muss een de Leit erklären, firwat dat esou gemaach gëtt - op Basis vun novollzéibare Reegelen -, da kéint een dës Moossnamen och rechtfertegen. Dat géif d'Glafwierdegkeet an d'Akzeptanz bei de Leit erhéijen, a schliisslech ass jo grad dat e wichtege Facteur an dëser Pandemie.

Wat den Eethikrot betrëfft, dee soll jo no dësem Gesetz nach virun der Chrëschtvakanz en Avis ofginn. A wa schonns beim Eethikrot en Avis gefrot gëtt, da wär et gutt, wann d'Regierung sech och géif méiglechst no heirunner halen.

An zum Schluss nach e Wuert zu de méiglechen Impfunge géint de Corona, déi hei am Raum stinn: Do wär et gutt, wa mer géife kloer festhalen, wéi dat ze erfollegen hätt - dëst op fräiwëlleger Basis an esou weider, och fir d'Fleegepersonal an alle Beräicher, wéi et och d'selwecht fir déi vulnerabel Leit gëllt; och fir d'Uschafung, de Gebrauch an d'Verdeelung vun den Impfstoffer. Eng Motioun gouf jo ewell hei ugeholl, fir dat hei an der Chamber ze debattéieren. An et wär gutt, wann an dëser wichteger Fro all d'Kaarte matzäiten um Dësch géife leien.

Aus all dësen Iwwerleeungen eraus, a well den Text op ville Passagen onverständlech oder onkloer ass - op déi vill Onkloerheeten an e Mangel u Kohärenz hunn och de Staatsrot, d'Mënscherechtskommissioun an d'CSL an hiren Avisen higewisen -, kënne mir als ADR dëst Gesetz net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wéi mer virun zimmlech genau véier Wochen hei diskutéiert hunn, hu mir als Lénk gesot, datt mer deen dote Projet net kéinte matstëmmen, well mer fonnt hunn, datt déi Mesurë géife laanscht d'Zil - nämlech eng Reduktioun vun Neiinfektiounen - féieren, mee aner disproportionéiert, inzisiv Mesuren aféieren.

Deemools stoung ech hei an ech hu festgestallt, datt d'Zuel vun den aktiven Infektiounen dräimol méi héich wär wéi op der Spëtzt vun der éischter Well; elo stinn ech hei an déi Zuel ass véieranhallefmol esou héich wéi um Pic vun der éischter Well. Deemools hate mer pro Dag eng Moyenne vun - iwwer eng Woch gekuckt - eppes iwwer 600 Neiinfektiounen; haut si mer bei 550, also just e ganz liichten Trend no ënnen. Deemools hate mer 150 Hospitalisatiounen, haut hu mer der 230.

Deemools hate mer e groussen Trend no uewe vun Neiinfektiounen, haut hu mer e klengen Trend no ënnen. Dat sinn déi plakeg Fakten. An ech mengen, datt een eppes awer festhale kann: datt déi Mesuren, déi deemools getraff gi sinn, net onbedéngt hiert Zil erreecht hunn, firwat mer jo och haut erëm hei stinn an diskutéiere mussen.

Verschidde Riedner si virdru schonn drop agaangen; de Rapporter huet et duergestallt, wéi wann dat esou eng Ausenanersetzung tëschent Häerz a Verstand wier. Den Här Baum huet gesot, et wiere faktebaséiert Decisiounen, déi géife geholl ginn, an der Majoritéit géif et eeben net ëm deen Eenzelne goen, mee ëm d'Land. Ech mengen, datt et jiddwerengem an der Santéskommissioun ëm d'Land gaangen ass an net ëm den Eenzelnen. An ech mengen och, datt jiddweree versicht huet, mat Verstand op déi Situatioun ze reagéieren an net mam Häerz, just datt mer eis eventuell net eens driwwer sinn, wat deem Verstand dann zugronn läit.

An do ass nach ëmmer eis Haaptkritik, datt et keng wëssenschaftlech Donnéeë sinn, opgrond vun deene mer verschidde Mesuren haut elo huele wäerten, weeder Donnéeën, déi eis eege Rechercheservicer, Rechercheinstitutiounen opbruecht hunn, nach Donnéeën, bei deene mer eis um Ausland a comparabele Situatiounen orientéieren.

An dat ass, mengen ech, déi zweet Etapp, déi mer haut da franchéieren, nom Sëndefall vum 29. Oktober, wou mer d'Feld, d'Basis vum Verstand, vun dem Faktebaséierten, vun der Verhältnismëssegkeet a vun deenen Erfarungswäerter, déi mer an der Vergaangenheet an deene sechs Méint virdru gesammelt hunn, verloossen.

Deemools ass e Couvre-feu agefouert ginn, dee - wat een elo awer soe kann a wat een deemools scho konnt virausgesinn - an där doter Form net zu weesentlech manner Kontakter gefouert huet. En huet eis guer keng, awer wierklech guer keng nei Erfarungswäerter ginn. E war immens inzisiv, well e Leit quasi ab enger bestëmmter Auerzäit doheem agespaart huet.

Seng Kollateralschied zu Lëtzebuerg si bis haut net ofzegesinn. Et ginn awer international Etüden, déi soen, datt de Couvre-feu, déi esou inzisiv Mesure grad am Beräich vun der Santé mentale an am Beräich vun der haislecher Gewalt eng wichteg an eng ganz negativ Roll spillt. "Say no to violence!" Jo, mee eng Gesellschaft muss och de Kader dofir schafen! An dee Couvre-feu penaliséiert virun allem déi Leit, déi op Schichte schaffen - och d'ailleurs déi, déi a Spideeler op Schichte schaffen - an déi guer kee soziaalt Liewe méi hu respektiv deenen hiert soziaalt Liewe ganz staark ageschränkt ginn ass.

An et ass och net esou, wéi wann ech net viru véier Wochen hei gestanen hätt an eng aner Propos gemaach hätt. Ech hu proposéiert: „Kommt, mir maachen e cibléierte Lockdown! Kommt, mir maachen dat! Kommt, mir ginn hin a maachen den Horeca-Beräich zou, well et do, zumindest am Ausland, Indizien derfir gëtt, datt deen e Vecteur vun Ustiechunge ka si, well et do evident ass, datt ee sech net schütze kann, well ee weeder eng Mask unhuet nach zwee Meter Ofstand anhale kann."

Dat hunn ech virun engem Mount gesot! Ech weess, datt dat elo haut da soll ëmgesat ginn. Mee et kann ee sech awer d'Fro vum Zäitpunkt stellen, ob dat net hätt kënnen éischter geschéien, woumat mer och méi en phase mat eisen Nopeschlänner gewiescht wieren, wou d'Zuelen elo massiv erofgaange sinn, wou mer och do hätte kënnen en phase sinn, wat an enger Gesellschaft, an där mer vun 200.000 Frontaliere wëssen, eventuell guer net onwichteg gewiescht wier, datt mer an enger gewëssener Koordinatioun mat eisen Nopeschlänner gewiescht wieren.

Ech hunn och gesot: „Natierlech musse mer, wa mer dat maachen, cibléiert hëllefen." Ech gesinn: Et ass elo e Gesetzesprojet deposéiert ginn, deen, wéi mer hoffen, esou séier wéi méiglech dann hei an der Chamber drukënnt, deen eebe genau cibléiert Hëllefe virgesäit - just eeben e Mount méi spéit. Ob déi cibléiert Hëllefen dann héich genuch sinn, cibléiert genuch sinn, doriwwer wäerte mer nach d'Méiglechkeet hunn ze diskutéieren. Mee alles dat ass elo zäitversat e Mount méi spéit komm, mat awer och nach enger anerer grousser Ausnam, nämlech: De Beräich vum Net-méi-Novollzéibaren, vum Irrationalen ass méi grouss ginn.

An dat soen net nëmmen déi véier Oppositiounsparteien, déi eebe kee Block duerstellen. An och wann ech engem Journalist soen, datt ech mat deene Mesuren net averstane sinn, da kann ech mech duerfir awer net dozou äusseren, wat d'CSV decidéiert, wat d'Piraten decidéieren oder wat d'ADR decidéiert. Déi Diskussioun solle mer ophalen! Well wie virun allem och nach seet, datt et net faktebaséiert an net kohärent ass, dat ass nieft deene véier Oppositiounsparteien dann och de Staatsrot, dat ass nach d'Mënscherechtskommissioun, dat ass d'Salariatskummer. Si soen, datt dat net kohärent ass.

Da muss een awer soen, Här Engel, dann ass et awer net an der Rei, datt Der all deenen Institutioune virgeheit, datt déi - ech zitéieren -: „d'Gravitéit vun der Situatioun net verstanen" hätten. Dat geet dach net, datt een einfach Institutioune wéi dem Staatsrot oder der Salariatskummer ënnerstellt, datt déi näischt verstanen hätten, an deenen 29 vu 60 Deputéierten och! Ech mengen, datt dat net déi richteg Virgeeënsweis ass an datt mer eis erëm sollte versichen op den Terrain vum rationalen Argument, vun der rationaler Ausernanersetzung ze beginn.

Mir stëmmen dat hei net mat. An ech wëll probéieren, lech ze erklären, wat fir eis net rational an net novollzéibar an doduerch net wierksam am Kampf géint de Virus ass.

Éischtens - dorop brauch ech net méi anzegoen, mee et ass ënnergaangen an deenen Diskussioune -: Dee Couvre-feu, deen an eisen Aen onnëtz an absurd ass, gëtt nach eng Kéier verlängert. Aleng dat wier schonn e Grond, fir dat heite Gesetz net ze stëmmen.

Da gëtt et eng Mesure, iwwert déi ganz vill diskutéiert gëtt dobaussen, iwwert déi och ganz vill an der Kommissioun diskutéiert ginn ass, dat ass déi Reegel, wéi Menagen, wou a wéi ee sech privat nach kann treffen. Ech bleiwen einfach derbäi: Aus engem sanitäre Point de vue ass zwee plus dräi fënnef an dräi plus zwee ass och fënnef. An Dir kritt dat de Leit dobaussen net erklärt! A wann Der et net erklärt kritt, ma dann halen d'Leit sech net drun oder fanne Weeër, fir et ze ëmgoen! Dat ass duerfir net rational! Dat soll een net maachen, well et net zilféierend ass am Kampf géint de Virus, well et net op d'Akzeptanz trëfft.

An et féiert dann derzou, datt effektiv net méi d'Famill mat de Kanner bei d'Bomi an de Bopi ginn, mee datt d'Bomi an de Bopi da bei d'Famill mat de Kanner wäerte goen. D'Resultat, wat déi zwou Bullen ugeet vu Leit, déi op enger Plaz zesumme sinn, wäert sech in fine awer net änneren.

Dat huet jo och de Staatsrot gesot, dat huet och d'Salariatskummer gesot, dat hunn all déi Institutiounen och bemängelt a si hu Weeër opgemaach. De Staatsrot huet souguer gesot: „Mir sinn elo schonn averstanen, wann Der einfach sot: ‚E Menage an e Menage, déi kënnen zesummekommen, a fäerdeg ass de Lack!'." Mee och do huet d'Majoritéit awer op stuer geschalt - dat muss een awer soen! - an huet déi Ouverturen, déi do gemaach gi sinn an déi e grousse Schrëtt zur Akzeptanz gewiescht wieren, net ugeholl.

En anere wichtege Beräich ass dee vun den Aktivitéiten, déi zougemaach ginn. Et sinn der eng ganz Rëtsch derbäi, mat deenen ech averstane sinn. Ech hunn et virdru gesot: den Horeca-Beräich - an do kucken ech net nom Eenzelnen, well ech kucken net no mir! Ech sinn nämlech méi dacks am Horeca; ech verbrénge méi Zäit vu mengem Liewen am Horeca-Beräich wéi am Theater.

(Interruptions)

An trotzdeem fannen ech et richteg a korrekt, well dat fir mech novollzéibar ass. Ech fannen dat och novollzéibar, wat d'Spillhalen ugeet. Ech hunn och an Etüde gelies, datt dat fir de Sport stëmmt, och wann et just wéineg Indicateure ginn. Ech hunn awer a kenger gelies, datt et fir Kinoen an Theatere gëllt. Ech hunn der awer gelies, wou et fir d'Cultë gëllt!

An do muss ech soen: Et geet net drëm, d'Culten an d'Kultur géinteneen auszespillen. Mee Dir maacht et awer! Dir schreift een Artikel 3ter, wou déi zwou Saachen zesumme an engem eenzegen Artikel stinn. De Staatsrot seet och erëm eng Kéier: „Maacht dat do net! Dat do bréngt absurd Diskussiounen. Maacht zwee getrennt Artikelen dorauser, well et sinn zwee getrennt Beräicher!" Nee, dat ass awer net gemaach ginn. Et ass elo nach ëmmer den Artikel 3ter.

A Kultur ass net iergendwéi e perséinlechen Desiderata, et ass en Deel vun engem Recht, vun engem Mënscherecht, wat och schonn 2013 an der Regierungserklärung vun der éischter Oplag vun dëser Koalitioun drastoung. Duerfir sollte mer och net Hierarchien aféieren an déi eng Rechter oder déi eng Grondprinzippie géint déi aner ausspillen.

Duerfir mengen ech och ... Ech sinn net derfir, datt d'Kierche sollen zoumaachen, wierklech net. Dat ass guer net mäi Propos. Just soen ech mer: Mee wa mer faktebaséiert wëlle sinn, da kënnt Der dach net och déi Beräicher zoumaachen, wou bis elo noweislech iwwerhaapt keng Clusteren, weeder zu Lëtzebuerg nach am Ausland, entstane sinn!

An nach méi absurd gëtt et bei de Museksschoulen, wou de Staatsrot da gesot huet: „Sidd Der lech bewosst: Wann Der dat do maacht, da ginn d'Museksschoulen zou?" Dorobber äntwert d'Regierung dann: „Nee, mir hunn eng aner Interpretatioun.

Et ass nämlech esou, datt alles dat, wat ënnert den Enseignement fält, seng spezifesch Reegelen huet. Duerfir ass dat dann net esou."

A wann een de Rapport liest, do steet da wierklech dra fir d'Activités musicales, datt déi, déi ënnert der Tutelle vum Enseignement sinn, erlaabt sinn, an déi Activités musicales, déi ënnert der Kultur sinn, déi sinn net erlaabt. Et kënnen awer duerchaus déi selwecht Aktivitéite sinn. Dat ass dach net rationell! Dat ass net novollzéibar fir d'Leit. Just well deen ee Ministère DP-gefouert ass an deen anere vun deene Grénge gefouert ass, ass et erlaabt oder net erlaabt. Dat ass dach net richteg! Dat ass dach keng Kohärenz!

D'Fro vun de Kantinnen ass opgeworf ginn. Ech si frou, datt den Här Roth déi Fro da gestallt huet: „Wéi ass et da mat de Kantinnen an de Spideeler?" A wannechgelift, d'Personal an de Spideeler kritt dach net säin Iessen op d'Zëmmer geliwwert! Solle se dann do mat de Covidkranken zesummen ouni Mask iessen?! Dat ass dach net richteg.

(Interruptions)

E weidere Problem, fir d'Rassemblementer heescht et elo: Rassemblementer iwwer véier Leit - zwee Meter plus Maskeflicht. Da soen ech Iech: A ganz ville Beräicher wäert dat net méiglech sinn. Wéi gesäit et dann aus a Foussgängerzonen? Kann een dat dann iwwerhaapt anhalen, wann een an enger bestëmmter Situatioun ass, wann een eventuell aus enger Gare erauskënnt, wou vill Leit an Drauwen openeen ukommen, déi zwee Meter a Maskeflicht, ouni doduerjer ze riskéieren, e Protokoll ze kréien?

D'Police huet - ech mengen, den Här Wiseler ass virdrun drop agaangen - selwer gesot: „Dat do kënne mer net kontrolléieren." Wier et dann net méi sënnvoll, mir maachen einfach, kloer Reegelen, wéi datt ee seet: Ma iwwerall do, wou keng zwee Meter agehale ginn, ass absolutt Maskeflicht. Iwwerall do! Eng einfach Reegel, kloer novollzéibar.

D'Zäit leeft mer dovunner. Ech gesinn, ech kann net op d'Schoul agoen, well d'Schoul ass jo iergendwéi extraterrestresch. Do ginn et aner Logike vu Propagatioun vum Virus.

Ech wëll duerfir als Schluss nach Follgendes soen: Déi Reegelen, déi hu sech 20-mol zënter dem 16. Mäerz geännert. Dat huet de Parquet eis gesot an enger Entrevue, an datt si Problemer hu mat all deene PVen, déi bis elo ausgestallt gi sinn, fir festzestellen: Ma wéi eng Reegel huet da gegollt den 22. Juli a wéi eng war et scho méi de 4. Oktober? A wann de Parquet an d'Police Schwieregkeeten hunn, an deem Konvolut vu Reegelen a Reegelsännerungen nach iwwerhaapt duerchzeblécken, wéi sollen déi normal Bierger dat dann alles maachen?

Duerfir musse mer oppassen, datt mer net déi ganz Responsabilitéit ëmmer nëmmen op d'Verhale vun den eenzelne Bierger hilenken, mee mir musse kollektiv Verantwortung iwwerhuelen an der Preventioun, an der Sensibiliséierung. Mir hunn esou vill Motiounen eraginn, wat dat ugeet, vun Desinfectanten, Masken, d'Gemengen, déi ee misst als Partner mat eranhuelen; wou ech och iwwerhaapt net weess, wéi dat weidergaangen ass. D'Santé huet dach eng Persoun delegéiert, déi fir d'Gemenge responsabel wier. Ech hat elo net matkritt, datt do terribel vill Preventioun oder Sensibiliséierungsaarbecht bis elo gemaach géif ginn.

Sozial ekonomesch Offiederung, partielle Lockdown, Vaccin; e leschten, allerleschte Saz an dann halen ech op:

Jo, et ass richteg, dee soll a muss gratis ginn. A fir do och all Ambiguitéit aus dem Wee ze goen: En ass natierlech op fräiwëlleger Basis! Ech hu bis elo nach kee Land héieren, wat gesot huet, datt et eng Impfflicht géif ginn. Duerfir kommt, mir féiere keng falsch Debaten! Natierlech ass en op fräiwëlleger Basis. An ech mengen, datt och heibannen Unanimitéit ass bei de Leit, datt se dat esou mengen.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Bleift nach ee Moment hei, well den Här Engel huet nach eng Fro un Iech!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Fait personnel, well e mech ugeschwat huet.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Warscheinlech ass et, well ech keng Diktioun gemaach hunn, datt Der mech net richteg verstanen hutt, datt ech et vläicht net gutt genuch ausgeschwat hunn, mee ech muss awer Iech berichtegen, well Der mech falsch zitéiert hutt.

Ech hu wuel op Inkohärenzen higewisen. An ech hu selwer gesot, dass et Inkohärenzen am Text gëtt. Ech hunn net gesot: „Wann een d'Gesetz wéinst deenen Inkohärenzen net stëmmt, dann huet een d'Gravitéit vun der Situatioun net erkannt." Dat hunn ech nämlech net gesot.

Ech hu gesot: „Et geet net drëms, dass mer elo zu fënnef beieneen op Besuch ginn. Wien dat net verstanen huet, deen huet d'Gravitéit vun der Situatioun net erkannt." Dat steet och hei, dat ass och dat, wat ech ofgelies hunn.

(M. Georges Engel montre un document.)

Dat ass de Virdeel vun deene geschriwwene Rieden. Ech wollt dat just nach eng Kéier ganz kloer soen.

An ech hunn och net gesot, dass d'Personal am Spidol d'lessen op d'Zëmmere kritt.

(Interruptions)

Dat hunn ech net gesot. Ech hu gesot, dass d'„Patienten" d'lessen op d'Zëmmer kréien, wat eng Evidence ass, an déi aner kënne sech et an d'Kantin als Takeout siche goen. Dat hunn ech gesot an näischt aneschters!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. An d'Wuert geet zréck un den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, effektiv dat ass de Virdeel vu geschriwwene Rieden. Mir kënne jo da kucken, et ka sinn, datt ech do falsch héieren hunn.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech hunn et vläicht net gutt ...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wann dat esou ass, dann huelen ech dat natierlech zréck. Mee et huet een awer trotzdeem den Androck gehat, zumindest deem konnt ech mech net verwieren, wéi wann Der all déi Kriticken einfach esou géift ofweisen, andeem Der sot: „Hei geet et elo drëm, datt mir onbedéngt mussen dat Gesetz stëmmen. An all déi, déi Saachen ze kritiséieren hunn, dat sinn éischter esou Querulanten." Dat ass net de Fall, well, ech mengen, och déi Querulanten hunn eege Propositioune gemaach.

A mir wäerte jo warscheinlech nach op déi Fro zréckkommen, wéi dann elo d'lessensvergab och un d'Personal an de Spideeler wäert sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Baum. Ech ginn d'Wuert un dee leschten agedroene Riedner, den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Fir d'éischt emol dem Mars Di Bartolomeo en éierleche Merci fir säi gudden a virun allem faire Rapport an déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun.

Ech mengen, vill Leit erwaarden et elo net, mee ech muss awer och nach en anere Respekt ausschwätzen, an zwar fir d'Ried vun der Madamm Lorsché. Déi huet mer ganz gutt gefall an do ware ganz vill richteg Punkten dran.

Här President, mir sinn eis hoffentlech heibannen alleguerten eens, dass et wichteg ass, dass geziilten a logesch Mesurë getraff ginn, fir den Infektiounstaux erofzekréien a soumat eise Gesondheetssystem ze schützen. Et ass kloer, dass mir alleguerten eppes ënnerhuele mussen. Wou déi eenzel Parteie sech ënnerscheeden, ass eeben de Wéi. De Projet, deen d'Regierung eis virgeluecht huet, ass net op allem schlecht, mee et feelt op eenzelne Punkten u Kohärenz a Logik.

Huele mer d'Schoulkantinnen. Déi bleiwen op, awer d'Betribskantinne ginn zou. Firwat net einfach soen: „D'Betribskantinne kënnen opbleiwen, wann een eleng um Dësch sëtzt"? Dat hätt de Problem geléist. Déi Leit missten net am Gank bei enger Maschinn oder soss enzwousch eppes iessen. Si kéinte ganz eleng um Dësch sëtzen. De Risiko wär null.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Awer nee, et wollt kee mat sech schwätze loossen.

Et muss een a ville Beräicher Ofstand halen, Persounen op klengem Raum reduzéieren, mee laut dem neie Gesetz net am ëffentlechen Transport. Aleng däerf ee keng Ronne méi an der Schwämm schwammen, mee eng ganz Schoulklass kann zesummen an d'Waasser hopsen. Elo wär de Moment gewiescht, d'Ausgangsspär erauszehuelen. Dat géif eis Police entlaaschten, déi och Personalproblemer an der Pandemie huet.

Wéi solle mir de Leit déi nei Moossnamen elo nach seriö erklären, d'Leit ëm Verständnis froen? Wéi soll de Bierger, deen nun emol dës Gesetzer all Dag liewe muss, verstoen, wat d'Regierung sech beim Text geduecht huet?

Sport ausserhalb vun der Schoul, dat geet quasi net méi. Mee et sinn déi selwecht Kanner, déi moies zu enger Villzuel zesumme Sport gemaach hunn, déi sech mëttes net méi dierfe gesinn, fir sech bei den Hausaufgaben ze hëllefen oder hire Fräizäitaktivitéiten nozegoen. Do feelt d'Logik. Mee et ass awer och jidderengem an der Bildung bewosst: D'Kanner kënnen nëmmen an der Schoul gutt sinn, wann den Ausglach duerno stattfënnt.

Eis Feststellung ass: Fir d'Regierung ass et wichteg, dass d'Eltere kënne weider schaffe goen, ausser d'Eltere schaffen an der Restauratioun, besëtzen e Kino, schaffen an der Kultur oder am Fitnessstudio. Da solle se doheembleiwen an de Betrib ass elo emol forcéiert zouzemaachen.

Do kann ee sech wierklech Froe stellen, ob hei net laut Regierungsmeenung all Soziales a Kulturelles soll agestallt ginn, awer de Mënsch nach weider wéi eng Maschinn soll schaffe goen. Haaptsaach, d'Rad vum Geld dréint weider. Schaffen an nëmmen net sech mat Aktivitéiten entspane kënnen: Do komme mir an e ganz bedenkleche Gesellschaftsmodell!

Mir Piraten stellen eis d'Fro - a mir hoffen, och aner Deputéiert heibannen -, wéi mir duerno aus den neie Gesellschaftsgewunnechten erëm erauskommen. An domat menge mir net d'Texter, mee d'Gewunnechten.

Restriktiounen a Verbueter goufen an der Vergaangenheet schonn oft agefouert an dann net méi opgehuewen. Terrorgesetzer mat Aschnëtter an d'Privatsphär sinn do dat bescht Beispill. Mir als Gesellschaft mussen immens virsiichteg sinn, wéi wäit mer ginn.

D'Kultur wäert mat dem Gesetz leider gestoppt ginn. Am Theater dierf kee méi optrieden, also d'Acteure vun enger fräier, oppener Welt dierfen net méi optrieden. An eis kritesch a piratesch Meenung zu de Reliounen ass bekannt. Elo kënnt et awer: Wat fir eis Piraten total onverständlech ass, wat d'Regierung opléisst am neie Gesetz, ass, dass d'Gotteshaiser - nenne mer se emol esou - weider dierfen hir Optrëtter hunn. Dat ass eng Formule aus dem Mëttelalter, fir déi eis Regierung sech entscheet huet an déi déi dräi Majoritéitsparteien och haut hei stëmme wäerten.

Dem Theater, a soumat der fräier Meenungsäusserung, sot Dir mam Vott „Nee", awer Reliounen dierfe weider viru Leit optrieden. Dat ass rengen Aktionismus, bedenklechen Aktionismus souguer!

Här President, komme mer zur Horesca. Obwuel vill Betriber an de leschte Méint vill Suen an e Konzept gestach hunn, fir d'Sécherheet vun hire Clienten duerch genuch Ofstand, eng gutt Belüftung an Trennwänn ze garantéieren, gi si elo nees gezwongen zouzemaachen, an dat, nodeems déi lescht Méint scho vill Geschäftsleit un hir finanziell an emotional Grenze bruecht gi sinn.

Och hei: Et wären Alternative ginn! Firwat hu mer net gesot, dass en Haushalt, dee sech souwisou scho kéint infizéieren, an de Restaurant ka goen? Mir verstinn, dass sech net véier verschidden Haushalter am Restaurant treffe mussen. Mee et wären och nach Zwëscheléisunge ginn, anstatt direkt do d'Fermeture auszeschwätzen. D'Horesca-Federatioun sot gëschter richteg, dass si ausgenotzt si ginn als Testlabo an elo mussen d'Rechnung bezuelen.

Mir Piraten hu scho viru Méint gefrot, fir de „LetzShop" drop virzebereeden, dass d'Restauratioun och elo iwwert dee Wee den Takeaway oder Liwwerunge kéint organiséieren. Esou hätt d'Regierung schnell kënnen der Horesca hëllefen. Si kéint se digital fit maachen, fir hire Betrib oprechtzeerhalen. Mee och do: Elo kënnt d'Fermeture fir d'Restauranten, awer „LetzShop" huet nach keng Léisung bereet - e weidere Feeler.

Komme mer elo zur Schoul. D'Schoul ass anscheinend quasi eng Zon mat engem Schutzschëld géint de Virus. Och wa scho bal kee méi am Land dat gleeft, de Bildungsminister betount gären, dass d'Schoul quasi net déi Plaz ass, wou d'Leit sech géifen ustiechen. Mee do kann een awer och d'Fro stellen: Wéi ass et mam Transport an d'Schoul? Allgemeng och: Wéi ass et bei den Erwuessenen? Wie seet, dass déi Fäll, bei deenen een net weess, wou d'Infektioun hierkënnt, net zum Deel aus dem Transport kommen?

Mir Piraten hate viru Wochen an der Santéskommissioun e Punkt ugeschwat, fir d'Chrëschtvakanz ze verlängeren, fir esou Infektiounen iwwer Chrëschtdag a Sylvester net direkt duerno weiderzeginn, mee sech eng natierlech Quarantän vun zéng Deeg no Neijoer ze ginn. Well egal, wéi eng Gesetzer elo kommen, ob mat Verlängerung nom 15. Dezember oder net, mir bezweifelen, dass d'Leit sech Chrëschtdag wäerten un nei streng Gesetzer halen - nee, si wäerten déi Zäit an der Famill genéisse wëllen. Nach ass et net ze spéit, fir eis Propos vun der verlängerter Vakanz opzegräifen - just fréi genuch der Educatioun Bescheed soen, net erëm „last minute"!

Esou Moossname géife méi brénge wéi eng Ausgangsspär. Mee an der Meenung vun der Regierung ass an de Schoulen, am ëffentlechen Transport jo iwwerall kee Problem. Schäerzhaft soen d'Leit schonn: „Fir sech ze treffen, kéint een einfach gratis mam Bus oder Zuch duerch d'Land fueren. Do kann d'ganz Famill sech erëmgesinn. Just den Desinfektiounsgel, dee muss een awer selwer matbréngen."

Zréck zum Commerce. Mécht een elo d'Horesca zou, féiert dat zu Aboussen an anere Geschäfter an der Ëmgéigend souwéi bei de Liwweranten, der Landwirtschaft, de Wënzer a ville weideren.

Mir Piraten wëllen dofir ze bedenke ginn, wéi wichteg et ass, och deene klenge Commercen, déi elo weider wäerten ophunn, finanziell iwwert d'Ronnen ze hëllefen, wa mer net wëllen, dass no der Pandemie just nach e puer grouss Marken de Marché dominéieren. Dofir ass et wichteg, dass mer Projete wéi de 7703, an deem spezifesch Aidë fir de Mëttelstand virgesi sinn, esou séier wéi méiglech op den Ordre du jour setzen a stëmmen.

Mir ginn awer och ze bedenken, dass d'Patronen deene Leit, déi mat vulnerabele Persoune schaffen, zum Beispill a Seniorien, professionell a genormt Maske sollen zur Verfügung stellen.

Här President, zum Ofschloss - a wéi gëschter an der Kommissioun gesot, ass d'Zäit haut net esou knapp bemooss - komme mer emol bei dee bestëmmte Punkt am Gesetz, deen déi mannste Famillje verstinn, well dee Punkt d'Familljen diskriminéiert, an zwar deen, fir nëmmen zwee Leit doheem dierfen ze empfänken. Dat ass sécherlech mat de gréissten Aschnëtt an d'Privatliewen; eng Reegel, déi ouni Logik opgesat ginn ass, well se net wéi an anere Länner vum „Haushalt" schwätzt, also Leit, déi all Moment Kontakt hunn, wat fir eis déi besser Wiel gewiescht wär a woufir mer eis och agesat hunn an der Santéskommissioun.

Huele mer dat einfacht Beispill vun der Famill zu véier, bei déi d'Grousselteren op Besuch kommen. Dat geet, awer déi selwecht véier dierfen net bei d'Grousselteren heem. Egal wéi: Véier plus zwee oder zwee plus véier ass ëmmer sechs an dee selwechten Infektiounsrisiko.

Wisou net d'Kanner eraushuelen aus dem Gesetz? Lauschtert een den Argumenter vum Educatiounsministère fir d'Schoulen no, kéint een eng Ännerung maachen, dass d'Kanner am Gesetz eréischt ab zwielef Joer betraff sinn. Et wären esou vill Méiglechkeete ginn, fir Familljen net ze diskriminéieren. Mee nee, d'Regierung ass stuer bei hirer falscher Formel vun zwee Leit bliwwen an net op den Haushalt iwwergaangen.

Dir maacht Iech als Majoritéitsparteie mat esou Manövere kee Gefalen, well d'Akzeptanz vum Gesetz geet erof an d'Infektioune ginn dann erop.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir brauchen e bessert Mobilitéitskonzept, wat de Leit et erlaabt, och um Wee fir op d'Aarbecht oder fir an d'Schoul hir Distanz anzehalen.

Mir brauchen eng Léisung fir d'Grande-surfacen, wou et zwar eng Limitatioun vun engem Client op zéng Meterkaree gëtt, mee trotzdeem net verhënnert gëtt, dass sech d'Leit fir e Mantel oder eng nei Spillkonsol iwwert d'Féiss falen. Do kënnt nach de Black Friday, elo kommen nach d'verkafsoppe Sonndeger derbäi. Et kann ee wierklech hannerfroen, ob een net hätt kënne soen: „Op déi verzichte mer!".

Déi Fro no der Kontroll hunn ech och an der Sécherheetskommissioun gestallt. Ma do gëtt drop gewaart, dass déi grouss Surface urifft - also, wéi wann ee géif uruffen -: „Kommt bei mech kucken, ech verkafe grad ze vill"! Do misste spontan Kontrolle stattfannen. D'Gesetz huet e grousst Lach, wat d'Grande-surfacen ugeet. D'Leit verdeele sech schliisslech net gläichméisseg. D'lokal Konzentratioun gëtt duerch déi aktuell Rayonen net ausgeschloss.

A wat mer awer net brauchen, ass eng Ausgangsspär, vun där den Notze bis elo net bewise konnt ginn - just bewise gouf den enormen Opwand vun der Police, fir dat ze kontrolléieren -, eng Ausgangsspär, bei där de Minister vergiess huet, e Formulaire auszeschaffen, dass d'Leit fir schaffen ze fueren oder, nach méi schlëmm, de CGDIS op engem Asaz net musse wichteg Zäit an enger Kontroll verléieren.

Mir schwätzen hei vun enger Beschneidung vun eise Grondrechter. Mir hätten dëse Gesetzesprojet och kënnen notzen, fir Feeler réckgängeg ze maachen.

Här President, wann d'Mesuren an och d'Kommunikatioun vun der Regierung net kohärent sinn, wéi sollen d'Leit dobaussen d'Reegele verstoen oder, nach besser, se akzeptéieren?

Soulaang mer kee logeschen Text hunn, en Text, deen den aktuelle Problemer kohärent Mesuren entgéintstellt, kënnen d'Piraten net hiren Accord ginn. Mir Piraten wäerte géint dëse Projet stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ganz kuerz: Ech wollt just wierklech de Riedner Merci soen. Fir mech war et wichteg, och als Regierungschef hei ze sinn. Ech

mengen, et ass dat, wat wichteg ass, an dofir wéilt ech wierklech och all de Parteie Merci soen, dass de But dee selwechten ass. Wierklech: Mir hunn e gemeinsame But. Dat heescht, dass mer wierklech kucken, den Impakt an d'Repercussioun vum Covid esou kleng wéi méiglech ze halen, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- … ouni, dat probéiere mer, e groussen, en ze groussen Impakt op eis Gesellschaft ze hunn.

Et ass net einfach. An ech soen lech och ganz éierlech: Et huet keen d'Patentrezept - keen! -, an Europa oder weltwäit, wéi déi geheim Léisung ass, mat där een alles géif an de Grëff kréien. Mee ech wëll wierklech hei just Merci soen, well dee But, dee wichteg ass, ass deen, dass d'Leit och gesinn, dass mer awer zesummenhalen. An och wann de Wee vun deem engen a vun deem aneren en aneren ass, ass d'Zil dat selwecht. An et ass fir mech als Premierminister wichteg, dass een an der Chamber awer do eng grouss Unanimitéit, also eng grouss Majoritéit op jidde Fall, an déi Richtung huet.

Ech géif just elo, Här President, wann Der averstane sidd, fir d'éischt, wann Der wéilt, dem Här Meisch d'Wuert ginn, fir dass deen op d'Punkten, déi d'Jugend an eeben och d'Schoul betreffen, kann agoen, an dann der Madamm Gesondheetsministesch, fir dee Projet de loi, deen och vun der Santé kënnt, dann eeben och hei fäerdeg kënnen ze presentéieren no deem Debat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech direkt dem Här Educatiounsminister Claude Meisch d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Staatsminister huet grad gesot: Mir sinn eis an enger Finalitéit eens, dat heescht, de Covid-19 souwäit wéi méiglech ze bremsen, de Gesondheetssystem ze schützen, déi vulnerabel Persounen ze schützen.

An engem anere Punkt hunn ech och haut nach eng Kéier festgestallt, datt mer eis eens sinn: Dat ass, datt et wichteg a richteg ass, datt eis Schoulen op sinn, och wann ee sécherlech iwwert d'Detailer ka streiden, iwwert de Fonctionnement, iwwert d'Approchen. An dat ass och gradesou richteg a wichteg an engem demokratesche Land a grad och zu dëser Zäit, well keen huet hei déi absolutt Wourecht gepacht a mir sinn alleguerten amgaange bäizeléieren, Dag fir Dag.

Ech denken, datt et richteg war, virun der Rentrée dee Stufemodell ze developpéieren. Hei ass virdrun e Stufemodell eigentlech fir d'Gestioun vun der Kris am ganze Land gefrot ginn. Mir hunn en an der Educatioun.

A mir hunn eis een Zil gesat: Dat ass, dem Virus esou mann wéi méiglech Plaz ze loossen an awer der Bildung esou vill wéi méiglech. An dorunner orientéiere mer eis bei all deenen eenzelnen Decisiounen. Nee, et gëtt keng absolutt Sécherheet, fir keen an a kenger Fro! Duerfir ass et jo esou, datt mer permanent liesen, wat vun neien Etüden erauskënnt. An duerfir wëll ech do awer och nach eng Kéier deenen äntweren, déi et hei sou duergestallt hunn, wéi wann ech an anerer der Meenung wären, an der Schoul kéint ee sech par définition net ustiechen an de Virus géif virun der Schoulpaart Demitour maachen. Dat ass natierlech net esou.

Firwat mengt Der wuel, datt mer esou vill Schüler an Enseignantë permanent testen? Firwat mengt Der, datt, wann ee Schüler positiv getest gëtt, dann d'ganz Klass an den Test muss goen an en an der Schoul emol isoléiert gëtt, a beim zweete positive Schüler oder Enseignant dann eng Quarantän ausgeschwat gëtt? Firwat mengt Der, datt mer déi séllege Mesuren dès le départ haten a permanent adaptéieren an och haut an dësem Pak an ab nächstem Méindeg jo op den ieweschte Klassen am Lycée do nach eng Kéier e Schratt méi wäit ginn?

Déi Etüden, déi eis guidéieren, soen eigentlech zanter Méint, datt d'Schoulen an d'Bildungsariichtunge kee Pandemiedreiwer sinn. Et ass gradesou gutt déi europäesch Agence ECDC, déi dat seet, wéi gëschter nach eng Kéier den däitschen RWI-Leipniz-Institut, deen nach eng Kéier kloer gesot huet, datt et eigentlech keen Ënnerscheed am Infektiounstaux ginn ass bei der Ouverture an der Fermeture an de Schoulen an Däitschland, souwuel bei der Summervakanz, no der Summervakanz, bei der Ouverture, wéi och an der Hierschtvakanz, bei der Fermeture an duerno, wéi et erëm opgaangen ass, datt eigentlech de Virus sech säi Wee duerch d'Gesellschaft sicht, mee datt dat eeben net iwwert d'Bildungsariichtunge geet. Trotzdeem musse mer do en A drop halen.

An trotzdeem, denken ech, war et richteg ze soen, esou wéi de Claude Wiseler et formuléiert huet: „D'Schoul ass e Monde à part." Wann et hei ëm d'Gestioun vun der Kris geet, wa mer gären hätten, datt mer permanent deem Zil gerecht ginn, de Virus esou wäit wéi méiglech dobaussen ze halen an der Bildung esou vill Plaz wéi méiglech ze ginn, dann ass et richteg gewiescht, och do emol eenzel Reegelen dach awer ze adaptéieren.

A mir hu virun allem eng Reegel adaptéiert: Dat ass, datt et bei engem positive Fall an der Klass eeben net direkt zu enger Quarantän kënnt, mee datt déi ganz Klass ka weider an d'Schoul goen, datt se am Gebai à part gesat gëtt, datt se eeben net méi an d'Kantin geet, kee Sport méi maache geet wärend där Zäit an dann och do getest gëtt.

Hätte mer net dee Monde à part do gehat, da wär dat direkt eng Quarantän ginn. Dat hätt derzou gefouert, datt mer dräimol méi Klassen a Quarantän gehat hätten, wéi mer dat bis elo hunn. Dann hätte mer eeben net méi deem Usproch kënne gerecht ginn, fir maximal Plaz fir d'Bildung ze loossen.

An deem Rapport, dee mer virun zwou Woche presentéiert hunn, hu mer gesinn, datt mer et och mat deem dote Modell fäerdegbruecht hunn, de Virus ze blockéieren, datt en net weidergaangen ass, do, wou e war, do, wou ee positive Fall war, do, wou der vläicht och zwee oder méi dorauser gi sinn, datt mer en awer hannendrun duerch déi Quarantän, déi mer du gemaach hunn, erëm gestoppt kritt hunn an aus de Schoule konnten eraushalen.

Vläicht, Dir Dammen an Dir Hären, ee Wuert zu där Adaptatioun, där gréisserer Adaptatioun - et sinn der jo e puer, déi elo ustinn -, dat ass den Apprentissage en alternance oder à distance op den ieweschte Klassen. Mir hunn d'Première dovunner ausgeholl, well mer awer soen, datt e Presenzunterrecht nach e Stéckwäit besser ass wéi dat, wat mer ëmmer mat deem beschten Engagement vun den Enseignanten, vun de Schüler a mat deem beschten techneschen Ekipement och kënnen à distance assuréieren - duerfir vu Quatrième bis Deuxième.

Dat féiert sécherlech derzou, datt mer nach eng Kéier d'Rencontren erofsetzen - well dorëms geet et jo allgemeng: déi sozial Kontakter an der Schoul erofzesetzen, am Klassesall kënnen erofzesetzen, och am Schoultransport erofzesetzen, an de Kantinnen erofzesetzen, well mer manner Schülerinnen a Schüler op de jeeweilege Sitten an och um Schoulwee wäerten hunn.

Wichteg ass dobäi awer, datt et net dee Modell ass, dee mer am Fréijoer hate vun A-a-B-Modell, wou mer eng Léierwoch an eng Übungswoch haten. Hei ass all Woch eng Léierwoch, well egal ob ech meng Presenz an der Schoul hunn oder den Unterrecht à distance vun doheem aus suivéiere wäert ech eng Kontinuitéit vum Léierprozess hunn, well ëmmer e Cours gehale gëtt, entweeder live an der Schoul oder iwwer e Streaming eebe vun doheem aus.

Dat bréngt mech vläicht kuerz zur Motioun Nummer 8 vun der CSV. Dat huet en Impakt op de Schoultransport, well doduerjer wäerte mer dräi Joergäng just zur Hallschent an der Schoul hunn! An doduerjer hu mer och dräi Joergäng just zur Hallschent am Schoulbus an am Schoultransport!

Duerfir géif ech soen: Kommt mir ginn dee Wee, well nieft deenen Adaptatiounen, déi scho gemaach goufen no der Allerhellgevakanz am Schülertransport, wou Busse bäigesat gi waren, ganz prezis op deene Linnen, déi am meeschten iwwerfëllt waren, kréie mer doduerch sécherlech nach eng Kéier eng Entlaaschtung vum Schoultransport.

Elo eng ganz einfach Solutioun hei ze proposéieren, déi jo heescht: „Kommt, mir decaléieren einfach de Schoulhoraire", dat, denken ech, ass awer méi schwiereg, wéi et sech op deem Pabeier do uliest. Wann et esou einfach wär, géif ech mengen, dann hätt schonn deen een oder aneren CSV-Buergermeeschter et a senger Gemeng gemaach. Well de Gemengerot kann och de Schoulhoraire adaptéieren an de Gemengerot kann och higoen an de Schoultransport adaptéieren. Dann hätt ee sécherlech dat dote ganz einfach hikritt.

Mir wëssen alleguer, datt et net esou einfach war. Mir kennen déi Diskussiounen nach, déi mer hate beim A-B-Modell a bei Decalagë vun Horairen a vum Schoultransport um Gemengeplang am Fréijoer, wou mer dee Moment ganz vill Schwieregkeeten haten, dat doten hinzekréien. Also, denken ech, kréie mer hei eng Entlaaschtung vun de Schoulbusse besser hin iwwert dat, wat mer elo hei maachen, wéi iwwer en Decalage vun de Coursen.

Vläicht nach en allerlescht Wuert, Här President, an da ginn ech d'Wuert weider, iwwert d'Diskussioune ronderëm déi peri- a parascolaire Aktivitéiten a wat dorënnerfält. Ech verstinn dat, datt d'Chamber seet: „Jo, mir wëlle wëssen, wat dat doten ass. Wat ass domadder gemengt?" Duerfir hu mer jo och an deene leschten Deeg gekuckt, dat méi kloer ze definéieren, d'Gesetzestexter beieneenzekréien an ze zitéieren, wat fir eng Aktivitéite generell dorënnerfalen, awer och nach Beispiller ze nennen.

Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt ech denken, datt et wichteg ass, datt mer prinzipiell déi eenzel Aktivitéiten do elo emol kënnen oploossen. Dat wëllt awer net heeschen, datt dat net och emol eng Kéier kann a muss adaptéiert ginn. Well och do hu mer allkéiers sanitär Mesuren a sanitär Konzepter. Dat muss och net heeschen, datt déi ganz Panoplie vun deenen Aktivitéiten do, déi kéinten drënnerfalen, permanent am normale Betrib misste weidergoen. Dat ass jo och haut schonn zum Deel net méi de Fall.

Zu de Museksschoule wëll ech soen, datt et schonn en Ënnerscheed ass, ob ech elo a mengem lokale Museksveräin reegelméisseg an d'Prouf ginn oder da reegelméisseg a meng Museksschoul ginn.

An der Museksschoul hunn ech e Programm. An der Museksschoul ginn ech duerno evaluéiert. An der Museksschoul wëll ech och en Ofschloss maachen. An der Museksschoul ginn ech an dat nächst Joer an da wëll ech och do kënnen de Suivi maachen. Duerfir gesi mer dat och als en Deel vun eiser Bildungsoffer an denken, datt et wichteg ass, datt mer do sou laang wéi méiglech an esou breet wéi méiglech eng Kontinuitéit kënnen assuréieren.

Och nach, an dat ass et awer wierklech en allerleschtent Wuert, e Wuert zum Schoulsport:

Jo, et kann een iwwerall hei Inkohärenze siche goen. An ech mengen, datt mer se awer beim Schoulsport souwäit wéi méiglech dach iergendwéi kënnen evitéieren, andeems mer nämlech gesot hunn: „De Schoulsport fënnt statt, mee ‚dans la mesure du possible', wann d'Meteo et erlaabt, dann awer och dobaussen." A wann et eeben emol eng Kéier net geet - well mir wäerten elo an den nächste Wochen och emol eng Kéier Temperaturen a Witterungsbedingungen hunn, wou, mengen ech, kee sech dat gäre wëllt virstellen -, dann a klenge Gruppen dobannen.

An da gëtt et nawell nach en Ënnerscheed zum Sport am Veräin, well de Schoulsport maachen ech mat deene Klassekolleegen, mat deenen ech all Dag an där selwechter Klass sinn. Do bleiwen ech a menger Bulle. A wann ech an de Fussball ginn, wann ech an de Basket ginn oder wann ech en anere Sport maache ginn, da verloossen ech meng Bulle, an där ech souwisou scho sinn, a kommen erëm eng Kéier mat enger anerer zesummen.

Duerfir, denken ech, justifizéiert dat doten och d'Oprechterhale vum Schoulsport, awer natierlech och do mat sanitäre Reegelen, mat gewëssenen Aschränkungen. Well mir wëssen och, datt et fir dee jonke Mënsch gutt ass, wann e sech weider sportlech ka betätegen. Am Schoulsport erreeche mer jiddereen, vum Precoce bis op d'Première, an net nëmmen déi, déi och an engem Veräin sinn. A mir wëssen och, datt ee méi resistent ass géint de Covid-19, wann ee kierperlech fit ass. Duerfir solle mer och de Schoulsport onbedéngt oprechterhalen!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Educatiounsminister. D'Madamm Hansen huet direkt Parole après ministre gefrot. Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt zwou Prezisioune froen, well den Här Minister dat ugeschwat huet.

Dat eent ass zum ëffentlechen Transport. Do steet am Gesetz am Artikel 4 Paragraf 3, datt do d'Mask obligatoresch ass. Dat war jo am Prinzip nach ëmmer esou. Et steet och am Artikel 4 Paragraf 5, datt am Prinzip alleguer d'Rassemblementer iwwer 100 Leit jo verbuede sinn, ausser am ëffentlechen Transport. An et steet am Artikel 4 Paragraf 6, datt u sech do déi Distanz vun zwee Meter net zielt.

Et steet awer och am Gesetz, datt bei all Rassemblement iwwer zéng Leit u sech d'Mask Flicht ass, d'Distanz Flicht ass an awer och d'Sëtzplaz Flicht ass. Dat heescht, hei am Gesetz steet jo dran: D'Mask ass am ëffentlechen Transport souwisou e Muss, un d'Distanz muss ee sech net halen. Awer, wann ech d'Gesetz applizéieren, da muss am ëffentlechen Transport jiddwereen eng Sëtzplaz hunn. Esou interpretéieren ech dat. An do wollt ech froen, ob dat och géif esou ugewannt ginn.

Dann hunn ech eng relativ einfach Fro zum Peri- a Parascolaire. An deenen Äntwerten, mir hu jo ganz vill Prezisiounen do kritt, do steet dran, datt am Prinzip alles, wat zum Educatiounsministère gehéiert, do drënnerfält. Meng Fro ass: Gehéiert do d'Uni och derzou?

Wann d'Uni net derzougehéiert, dann hu mer e Problem mat der Cantine universitaire. Dorobber ware mer och an der Kommissioun agaangen, well wann d'Cantine universitaire net als eng Activité scolaire zielt, well se net zum Educatiouns-, mee zum Héichschoulministère zielt, dann ass do an der Kantin Sëtzflicht, zwee Meter plus Mask. An dann huet ee Poblemer, datt d'Kantin ka funktionéieren. Dofir wollt ech just déi Prezisioune froen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, éischtens emol wëll ech bieden, wann ech nach hei elo Froe muss beäntweren, dann, mengen ech, misst d'Chamber awer och méi generéis si mat der Riedezäit vun der Regierung, well ech hu schonn e bëssen …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat meng Auer gestoppt vun deem Moment un, wou d'Madamm Hansen d'Fro gestallt huet. Mir droen deem selbstverständlech Rechnung.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- An ech selwer war net ganz fei mam Paulette Lenert, well ech schonn e bësse vill ugeknabbert hu vun deem, wat d'Paulette awer nach wollt soen.

Zu där Fro mam ëffentlechen Transport: Ech sinn net den Transportminister a kann lech do elo op dat Zesummespill vun deene Paragrafen hei net direkt aus dem Stand eraus eng Analys maachen. Dat deet mer leed an ech mengen, dat versteet jiddereen. Dat dote sinn elo net meng Texter a meng Aspekter. Duerfir kann ech dorobber net äntweren.

Zu der Kantin um Site Belval, do weess ech, datt ofgeschwat ass, datt déi weider och géif fonctionéieren.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- No wéi enge Reegelen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Meisch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

(Interruptions)

Den Här Wiseler huet nach eng Fro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn och nach zwou Froen un den Educatiounsminister.

Dat Éischt ass iwwert déi A- a B-Gruppen, déi jo dann à partir vun der nächster Woch, vum 30., sollen agefouert ginn. De Minister huet do a sengem Exposé, wéi en eis dat virgestallt huet, gesot: „Et gëtt zwou Méiglechkeeten, fir dat ze maachen. D'Schoulen hunn do d'Wiel."

Ech hunn dat och eng Kéier ugekuckt. Ech fannen eng vun deene Méiglechkeeten elo a mengen Aen - mee dat wëllt näischt heeschen - pedagogesch méi sënnvoll. Dat ass déi, wou s de eng Woch doheem bleifs an et suivéiers an dann alternativ allkéiers wiessels. Mee meng Fro ass einfach: Wësst Dir schonn, wat fir ee Modell déi eenzel Schoulen huele respektiv wat fir ee Modell méi gebraucht gëtt wéi deen aneren? Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro, déi geet och nach eng Kéier ëm de Schoultransport. Do wollt ech soen, datt effektiv dee Modell, fir en Decalage ze maachen, scho méi wéi eng Kéier an der Diskussioun war, inklusiv virun zéng Joer schonn, well gesot ginn ass: „Dat gëtt d'Méiglechkeet, de Schoultransport besser ze organiséieren, andeem een déi selwecht Bussen einfach zweemol fuere léisst an dee Moment och vill un Energie an de Busse selwer spuert, dat heescht, à la limite och Chauffere gespuert hätt oder manner Busse gebraucht hätt, fir dat ze maachen."

Déi Zäit war dat organisabel vum Transportministère, ouni ze vill Problemer. Par contre ware relativ grouss Resistenzen, aus ville Grënn, déi ech och sengerzäit verstanen hunn, vun de Schoulen do, wéinst Decalagen a wéinst Schwieregkeeten, wat d'Programmen ugeet.

Dofir soen ech, eis Propositioun an eis Motioun war elo mol éischter geziilt op de Secondaire, wou grouss Agglomeratioune vu Kanner zesumme sinn a wou et äusserst sënnvoll ass a wou ech mengen, datt et och organisabel wär, wann d'Schoule mat hiren Horairen dat och hikréien. Mee Dir hutt awer elo en aneren Aspekt opbruecht. Dat ass deen, fir dat och an deenen eenzelne Gemengen ze maachen. Dat war elo net onbedéngt eis Zilsetzung, mee vu datt Der d'Iddi opbruecht hutt, gräifen ech se awer op. Dat géif jo a sech heeschen, datt eng Modifikatioun vun der Organisation scolaire en cours d'année misst gemaach ginn.

Wann eng Gemeng dat da géif wëllen, wär d'Regierung bereet, mat op dee Wee ze goen an déi Organisatioun do mat guttzeheeschen?

Zweetens, wie bezilt et dee Moment? Wann eng Gemeng dat do wéilt maachen, well se seet: „Mir géife gär aner sanitär Moossnamen anhalen", ass dann d'Regierung, ass dann de Staat och bereet, finanziell do déi Gemengen ze ënnerstëtze respektiv dat ze finanzéieren?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, ech hunn nach kee genauen Iwwerbléck, wat fir ee Lycée

sech fir wat fir ee Modell vun den A- a B-Wochen decidéiert huet. Dat si mer awer amgaangen ze sondéieren. Mir hu jo zwee Modeller proposéiert: eng Kéier, wou d'Klass hallef an der Schoul bleift an déi aner Hallschent ass doheem a suivéiert den Unterrecht, an eng Kéier, wou dann déi eng Klass déi ganz Woch an der Schoul ass an déi aner Woch ass se dann doheem.

Sécherlech gëtt et aus pedagogescher Siicht Argumenter an et gëtt och aus sanitärer Siicht Argumenter. Duerfir hu mer et fräigelooss, an de jeeweilege Schoulen en fonction vun hirer Method ze fonctionéieren, vun hirem Ordre d'enseignement, deen do dominéiert, fir do déi richteg Decisioune kënnen ze huelen.

Aus dem Gefill eraus, mengen ech, geet et an déi Richtung, fir déi Dir och, Här Wiseler, eng Preferenz hätt. Dat ass op jidde Fall dat, wat ech aus ganz ville Gespréicher an deene leschten Deeg esou eraushéieren hunn.

Wat den Transport ubelaangt, gesinn ech kee Problem, wann eng Gemeng elo aus där doter Ursaach wéilt higoen, och am Laf vum Joer, fir eng Modifikatioun vun der Schoulorganisatioun ze maachen, datt, wann d'Gemeng dat decidéiert, mir dat och géifen approuvéieren, dat ass wouer. Da si mer awer nach laang net bei der Diskussioun, wien dann d'Käschten dovunner géif iwwerhuelen. Dat wär dann awer och nach eng Kéier ze diskutéieren, well de Schoultransport ass näischt, wat zulaaschte vun dem Staat geet. Fir de Primaire a fir de Fondamental ass dat eng Gemengekompetenz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Meisch. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Gudde Mëtteg. Virop merci lech alleguer fir déi elaboréiert Beiträg an och déi Zesummenaarbecht iwwert déi lescht Wochen a Méint, muss ee soen. Et ass och e Marathon fir eis alleguer.

Ech géif och wierklech vun der Geleeënheet profitéieren, fir e grousse Merci speziell un de Mars Di Bartolomeo auszeschwätzen als President vun der Santéskommissioun, deen déi Mammutaarbecht hei vun der Chamber elo eng länger Zäit scho begleet an et ëmmer erëm fäerdegbréngt, a ganz kuerzer Zäit dach e ganz sereinen Toun eranzekréien an eis Aarbechten, wou mer ganz konstruktiv kënne weiderkommen. Ech mengen, ouni deen Asaz stéinge mer haut och net hei, an och net ouni déi Erfarung, déi Gott sei Dank och schonn Hand an Hand domadder gaangen ass.

Mir sinn an enger ganz schwiereger Phas, net nëmme generell, matzen an där Pandemie. Mir sinn am Wanter, d'Zuele ginn iwwerall erop. D'WHO huet elo rezent nees en Appell gemaach, fir eis drun ze erënneren, dass et an Europa besonnesch schlëmm ass am Moment. Iwwert déi lescht zwou Woche gekuckt: e Plus vun 18 % un Decèsen. Dat erënnert eis drun, ëm wat et hei geet: e Virus, deen zu ganz schlëmme Konsequenze ka féieren. A Lëtzebuerg ass do net ausgespuert bliwwen.

Vill Länner ganz no un eis sinn un d'Limitte vun hire Spidolscapacitéite komm. Dat war de Fall a Frankräich mat 95 %, déi besat waren. An der Schwäiz ass et total voll. Mir hunn d'Chance, nach net do ze sinn. Och haut si mer bei 50 % vun eisen Intensivbetter, och wann eis Situatioun net déi glécklechst ass.

D'WHO huet och drop higewisen, dass mer virun de Feierdeeg sinn an dass ee ganz besonnesch soll oppassen. Mir hunn et mat engem Virus ze dinn, deen engem Grippevirus gläichkënnt an dee säin normalen, natierleche Pic normalerweis wäert am Januar hunn.

Dat heescht, mir ginn op déi Zäit duer, wou et besonnesch riskant wäert ginn. Mir kruten an Aussiicht gestallt, den Hierscht géif haart ginn. Den Hierscht war och haart. Mee dat nächst, wat haart wäert ginn, dat ass de Joresufank, well dat ass déi Zäit am Joer, wou dëse Virus ganz besonnesch wäert ëm sech schloen. An dofir och vun der Weltgesondheetsorganisatioun en Appell, deem ech mech uschléissen: Kommt, mir sinn alleguer zesumme virsiichteg iwwert déi Feierdeeg! Et ass do, wou mer wierklech wëllen zesumme sinn an et ass do, wou eng ganz grouss Gefor fir dës Saison 2020-2021 eis begleede wäert.

Den Exercice ass schwiereg, net nëmmen, fir duerch dës Pandemie ze kommen, et ass och schwiereg, op iwwer dräi Stonnen Discoursen hei an enger ganz kuerzer Zäit Stellung ze huelen. Ech wäert et och net hikréien, fir op alles anzegoen. Mee et ass ganz besonnesch schwiereg an där heiter Situatioun, e richtegen Equiliber ze fannen.

Et ass gesot ginn: „D'Spärstonn war e Sündenfall." Dir wësst, egal mat wiem Der schwätzt, jiddwereen huet aner Befindlechkeeten. Et ass eng Situatioun, déi ëm sech gräift, déi villes tangéiert. Fir deen een ass d'Spärstonn de Sündenfall, fir deen aneren ass grad dat d'Wonnermëttel, wat et muss sinn, dat mer elo all mussen hunn. Deen ass méi emphindlech ronderëm d'Kultur, deen anere ronderëm de Sport, deen anere ronderëm seng perséinlech Fräiheeten. Et ass fir keen einfach. A jiddwereen, wann e seng eege Situatioun kuckt, weess fir sech am beschten, wou en am meeschte getraff ass an där Situatioun hei.

Ech wëll drun erënneren, dass Lëtzebuerg an dëser Pandemie wäitgeeënd säin eegene Wee gaangen ass. Mir hate leider keng uniform Recommandatiounen oder Virgeeënsweis an Europa. Mir hunn eise Wee gesicht an deenen dräi Phasen, mir hu bis elo dräi gréisser Phasen, duerch déi mer gaange sinn.

Déi éischt war déi vum Confinement. Do war Lëtzebuerg ganz strikt an och ganz rapid. Ech erënnere mech nach ganz gutt - a wann ech mech net erënneren, da liesen ech mäin Tagebuch, wat ech féiere fir déi Chronik -, wat ech mer hu missen unhéieren zu deem Zäitpunkt: Mir hätte se jo net méi all a wéi een elo nëmme kéint alles zoumaachen. Et war guer net einfach am Ufank, déi Decisioun ze huelen.

Duerno hu mer en Deconfinement gemaach, deen éischter virsiichteg war. Do war den Drock do, fir et dach méi schnell ze maachen, well jiddweree ronderëm méi schnell gemaach huet. Mir hunn awer lues gemaach. Mir hunn et Schrëtt fir Schrëtt gemaach. Mir hunn eis ëmmer erëm Zäit geholl ze analyséieren. Och dat war e ganz eegene lëtzebuergesche Wee, wou mer am Fong geholl ni integral deconfinéiert hunn. Mir hunn e ganze Set u Mesuren déi ganzen Zäit duerch oprechterhalen, ënner anerem d'Maskeflicht wierklech am ëffentlechen Transport, an de Geschäfter, do, wou de Public an- an ausgeet, also Saachen, déi vill Länner elo eréischt afféieren.

Dann elo am Hierscht, wou et nees eropgaangen ass: Och do si mer eisen eegene Wee gaangen. Mir hunn et iergendwou fäerdegbruecht, e Status quo ze hale mat Zuelen, déi an anere Länner explodéiert sinn.

Et huet geheescht: „Hei ass alles aus dem Rudder." D'Situatioun ass keng einfach. Si ass schlëmm, mee si ass net aus dem Rudder geroden. Mir hunn iergendwou eppes gedeckelt kritt. Mir sinn op engem héijen Niveau stabiliséiert. An et ass bei esou engem héijen Infektiounsniveau sécherlech net vum selwen, wou dat geschitt. Ouni Mesuren ass dat net méiglech, soudass ech dovunner ausginn, dass och do eisen eegene Wee zu sengem Resultat gefouert huet.

Dat, wat dës Zäit elo charakteriséiert, an dat, wat eis Bestriewung ass, ass wierklech, e moderaten Ëmgang mat der Situatioun am Hierscht hinzekréien, wou mer et duerch ganz vill Mesuren, déi mer en place gesat hunn um Niveau vun der Preventioun, vun der Begleedung, eebe fäerdegzebréngen, net ze fréi an e Confinement ze goen, net a Panik ze verfalen, et awer och net ze spéit ze maachen.

All Mesuren, déi mer huelen, hunn enorm Konsequenzen. E Confinement huet enorm Konsequenze fir d'Moral vun de Leit elo grad am Hierscht, mee och op engem wirtschaftleche Plang. Vill Leit sinn an hirer Existenzgrondlag hei bedrot duerch déi Situatioun. Dat ass eppes, wat een net à la légère soll maachen a wou et wichteg ass, dass mer wierklech eis eege Situatioun hei kucken, dass mer net einfach blann eppes nomaachen, wat grad „dans l'air du temps" ass oder wat vläicht an anere Länner wierklech de leschten Auswee ass, well se mam Réck widdert d'Mauer stinn, wou mir nach net grad bei der Mauer stinn.

Eis Bestriewung ass et, verhältnisméisseg ze bleiwen. Mir bauen op eppes op, wat mer en place hu säit Méint, nämlech eng grouss Preventioun. Mir hu ganz vill investéiert a Monitoring, fir eng gutt Vue ze hunn op dat, wat bei eis geschitt. Mir hunn nach wie vor eng ganz ambitiéis Teststrategie an Tracingstrategie am Verglach mat anere Länner. Dat ass sécherlech alles nach méi perfekt ze maachen, mee am Verglach mat anere Länner si mer do gutt opgestallt, bei Wäitem besser.

Et ass eppes, wat och net ze negligéieren ass. Mir hu vun Ufank un, soubal mer och d'Tester haten ... Ech wëll och drun erënneren, et ass gesot gi virun e puer Deeg: „Wisou hu mer net éischter schonn ugefaange mat Testen?" Ma, ech wëll drun erënneren, wéi schwiereg et war, Tester ze kréien, a wéi schwiereg et war, d'Decisioun ze huelen, ganz fréi och Tester ze kafen. A wéi mer gedriwwe gi si wochelaang fir ze justifiéieren, wéi mer dat da kéinte justifiéieren, fir schonn esou fréi ze kafen.

Och dat war en Theema an huet ons ganz vill beschäftegt. Mee dat huet et ons erlaabt, ganz fréi present ze sinn, och grad bei eisen eelere Leit, fir schonn am Abrëll e ganze Screening ze maachen, wou d'Leit duerchgetest gi sinn. Vill Länner wiere frou gewiescht, wa se déi Moyenen en place gehat hätten.

Wéini ass dat Ganzt gekippt? Eh bien, ëm den 12.-18. Oktober dës Kéier. Dat ass déi Woch, wou d'Zuele wierklech massiv eropgaange sinn. An och do si mer net a Panik verfall. Dat war net eis Absicht. Allerdéngs hu mer dat och net klenggeriet, well mir hunn déi selwecht Woch selwer, samschdes, e Regierungsrot gehat, de 17. Oktober, mat enger Pressekonferenz hannendrun, fir en toute transparence de Leit matzedeelen, dass eis Zuelen an eng geféierlech Richtung evoluéieren, dass se sech verdräifacht hu bannent engem Mount. Domat hu mer zesumme mam Xavier Bettel en Appel à la vigilance lancéiert, fir d'Leit wierklech ganz fréi dorobber opmierksam ze maachen, dass sech hei eppes ubaant.

Dann hu mer ofgewaart fir ze kucken, ob sech dat géif confirméieren oder net. Ech erënneren drun: Mir haten déi dote Situatioun och schonn am Summer. Enn Juli sinn d'Zuelen immens eropgaangen. Vill Leit hunn do schonn Angscht gehat, mir géifen dat iwwerhaapt net méi gestäipt kréien, och Leit, déi Experienz hunn. Leit bei mir aus dem Service waren zimmlech a Panik.

Mir hu wierklech Angscht gehat, mir géifen dat net gestäipt kréien. A mir hunn et hikritt! Mir hunn et am Summer inverséiert kritt. Certes, et war de Summer. Mee och do ass gesot ginn: „Et ass alles aus dem Rudder a mir hunn et net méi am Gréff. Den Tracing packt et net." A mir hunn et gepackt an et ass erëm erofgaangen!

Déi Woch, nodeem alles eropgaangen ass, déi Woch vum 12. op den 18. Oktober, eh bien, do huet et sech confirméiert, dass et och weider géif eropgoen. Mir hunn dat an eisem Réckbléck op déi Woch kloer duergeluecht. Mir hunn och kuerz drop e Regierungsrot gehat. A mir hunn zu deem Zäitpunkt nei Mesurë proposéiert, en éischte Set un neie Mesuren, well mer der Meenung waren, dass een déi dote Situatioun net méi laang kéint nokucken, dass et ze vill schnell eropgeet.

Du koum et zum „Sündenfall", wéi et genannt ginn ass, zu der Ausgangsspär. Vun zéng Leit si mer op véier erofgaangen. Dat war en éischte Set u Mesuren. Eist Zil war et, mat deene Mesurë wierklech ze hoffen, dass et zesumme mat enger ganz verstäerkter Sensibilisatioun, mat enger verstäerkter a vill méi enker Teststrategie derzou kéint kommen, dass mer déi Situatioun och nach eng Kéier géifen an de Gréff kréien.

Och do hu mer net allze vill laang ofgewaart. No enger Woch si mer zur Konklusioun komm, dass een och déi Situatioun net kann ze vill laang undauere loossen. A mir hunn oppegeluecht, wéi mer eis virstellen, mat engem neie Set u Mesuren, an dat ass deen, ëm deen et haut geet, déi Saach da wierklech elo erëm an de Gréff ze kréien.

Wat wëlle mer mat dëse Mesuren? Ma mir wëllen eng kloer Besserung. Eng kloer Besserung vun enger Situatioun, déi kee Mënsch schéiriet. Mir sinn an enger Situatioun, déi mer net wëllen hunn. Wourunner maache mer dat aus? Ma un deem, wat an eisem Gesondheetssystem lass ass un éischter Stell. Mir wëssen, dass Leit krank ginn duerch dee Virus. Mir wëssen, dass vill Leit schwéier krank ginn an dass och, wat mer méi Neiinfizéierter hunn, forcement méi Leit wäerten dru stierwen an dass mer och deementspriechend eng Belaaschtung an eise Spideeler wäerten hunn.

Mir sinn haut nach wie vor an enger Phas 4. D'Spideeler hunn e Stufeplang. Mir hu séierwuel eng Strategie, wéi mer ëmgi mat der Prise en charge.

Wat bedeit dat, eng Phas 4? Dat ass ausgemaach un enger Beleeung um Niveau vun de Soin-normallen an och vun de Soin-intensiffe mat Covidpatienten. Déi iewescht Limitt vun där Phas 4 läit bei 264 op de Soins normaux, 96 op de Soins intensifs. Dat ass eng Richtlinn, déi d'Spideeler zesummen ausgeschafft hunn, déi och net a Stee gemeesselt ass, déi och erëm reegelméisseg wäert iwwerschafft an a Fro gestallt ginn, opgrond vun den Erfarungen, déi een eeben ëmmer erëm huet.

Haut sti mer bei 191 Leit op de Soins intensifs (veuillez lire: 180 Leit op de Soins normaux), also iwwert där Limitt vun 164, wat nach déi vun der Phas 3 war. A mir si bei 46 Leit (veuillez lire: 44 Leit) op de Soins intensifs, och do mat engem Fouss eebe ganz kloer an där Phas 4. Dat ass dat, wat mer kloer gesot hunn, wat mer net wëllen. Do wëlle mer erauskommen. An dofir gëtt et keng Wonnermëttel. Et gëtt just ee Wee, fir do erauszekommen: Dat ass, derfir ze suergen, dass d'Neiinfektiounen erofginn.

Et gëtt leider kee Geheimrezept. Et gëtt just eppes, woumadder ee kann d'Neiinfektiounen erofkréien. Dat ass, dass ee sech net méi ustécht. Et geet also drëms, an dat ass de ganze But vun dëse Mesuren, beschtméiglech ze evitéieren, dass d'Leit sech ustiechen.

Et gëtt och eng Erkenntnis - déi ass entre-temps weltwäit gedeelt, grad vun deene Leit, déi och scho virun der Kris Expert waren op dësem Gebitt -, dat ass, dass mer ganz villes net wëssen, dass mer eis an engem Ongewësse beweegen, dass et eng Gestion de crise ass an der Ongewëssheet. Et feelt ganz vill wëssenschaftlech Grondlag. Déi kënnt ëmmer im Nachhinein, mee mir sinn hei an enger Situatioun, wou mer musse mat der Ongewëssheet ëmgoen, wou mer mat Probabilitéite musse schaffen, mat Annamen, déi mer hunn, a wou et eebe ganz wichteg ass, dass mer ëmmer eise Kontext materanhuelen an net Konklusiounen zéien aus Mesuren aus anere Länner, well d'Situatioun net eent zu eent transposabel ass.

Och wa mer villes net wëssen, wësse mer e puer Saachen. Nieft deem, dass mer eebe villes net wëssen, wësse mer och, wéi de Virus sech weidergëtt. Dat ass zimmlech einfach: ganz banal vun engem Mënsch op deen aneren. A mir wëssen och mat zimmlecher Sécherheet, wou dat en héchste Risiko huet, nämlech do, wou een éischter an engem zouene Raum ass. Dobaussen ass et e manner héije Risiko, wéi wann een a geschlossene Räim ass. Am Wanter ass et verstäerkt, well et zou ass, well vläicht net esou vill gelëft ass.

Et ass do, wou ee matenee schwätzt, wou een zesumme ronderëm den Dësch sëtzt, wou ee keng Mask unhuet, wou een zesumme laacht, wou ee sech an den Aarm hëlt. Bref, do, wou een op enger kuerzer Distanz zesummen ass a wou de Virus et also relativ einfach huet, vun deem engen op deen aneren eriwwerzesprangen.

Et ass also net verwonnerlech, dass et an eise Statistiken ëmmer erëm opfält, dass et grad am Familljekrees ass, wou d'Leit sech am meeschten ustiechen. Dat ass nach ëmmer als eenzeg déi Ursaach, bei där mer esou kloer kënnen ausmaachen, wou dat geschitt, well et jo do ass, wou ee sech eeben normalerweis esou beweegt.

Et misst eigentlech och relativ aliichtend sinn, wann ee ronderëm en Dësch zesummen ësst ouni Mask, dass och dat eng Situatioun ass, déi et dem Virus relativ einfach mécht. An de Virus mécht do keen Ënnerscheed, ob do eng Famill ronderëm den Dësch sëtzt oder Kolleegen oder Leit, déi sech iwwerhaapt net kënne leiden, déi einfach musse ronderëm den Dësch sëtzen. Et ass dem Virus eigentlech egal! E sicht just deen Nächsten, fir eriwwerzesprangen.

Ech géif och gären d'Geleeënheet notzen, an dat ass guer net zynesch gemengt ... Ech weess, dass d'Familljenzesummesi mat ganz villen Emotioune verbonnen ass. Mee och wann et e Constat ass, dass mer eis an der Famill am meeschten ustiechen, da soll dat och net eng Fatalitéit sinn! Och do solle mer eis Méi ginn, fir et souguer an eiser Bulle, an eiser Cellule familiale dach awer iergendwou ze evitéieren, ze no openeenzesinn!

Dat muss net onbedéngt eng Fatalitéit sinn, dass ee sech automatesch een deen aneren an der Famill ustécht. Et kann ee sech ganz vill afale loossen, fir et och do ze evitéieren. An dat wär wierklech och mäin Opruff u jiddwereen: Huelt dat net als eng Selbstverständlechkeet!

De Virus mécht keen Ënnerscheed, ob e bei Iech an der Famill ass oder ausserhalb vun der Famill ass. E geet vun engem op deen aneren. Et ass just esou, dass de Risiko natierlech do méi héich ass an dass sech do statistesch gesi méi ugestach gëtt an dass mer och wëssen, dass et do vläicht méi schwéierfält, et ze evitéieren.

Wichteg ass och, sech drun ze erënneren, grad en vue vun de Feierdeeg, dass all Eenzelnen Träger vun dësem Virus ka sinn, ouni et ze wëssen, ouni et ze mierken, an dass en doduerjer anerer kann ustiechen, och seng Allerléifsten, mat deenen en zesummewunnt, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt. Mir wëssen, wann een en aneren ustécht, ben, vläicht gëtt e guer net krank, vläicht mierkt en et net, vläicht gëtt en e bësse krank, mee e kann och ganz vill krank ginn. E ka Pech hunn an e ka stierwen.

D'Mesuren, déi mer hei proposéieren, sollen derzou bäidroen, dass mer insgesamt manner zesummekommen. Et geet net drëm, enger bestëmmter Aktivitéit de Prozess ze maachen. Dofir hu mer keng wëssenschaftlech Grondlag. Dat ass ganz kloer an dat ass och net esou duergestallt. Mir kucke just am Mooss vun deem, wat mer vu Méiglechkeeten hunn. Mir musse liewen. Mir hunn eng Rei Saachen, vun deene mer gär hätten, dass se fonctionéieren: eis Schoulen, eis Wirtschaft mussen iergendwou fonctionéieren. Mir brauchen eng Existenzgrondlag. Also gi mer un déi Schrauwen dréinen, wou et méiglech ass, op esou munches ze verzichten. Dat spillt sech nun eeben emol am Beräich vun der Fräizäit of.

Do eng absolutt Kohärenz eranzekréien, dat ass „ein Ding der Unmöglichkeit", menger Meenung no. Ech hunn nach kee Set u Mesurë gesinn, dee vu Kohärenz glänzt. Et ass eppes, wou jiddweree probéiert, säi Bescht ze ginn, iergendwou iwwerleet: „Wat kann ee maachen? Wou kënne mer e groussen Impakt hunn?" Eng Sécherheet hu mer net.

Et geet drëm, méiglechst vill Situatiounen ze evitéieren, an deenen een de Virus eebe ka weiderginn. Dat grad elo am Wanter a grad elo, wou d'Feierdeeg och virun der Dier stinn.

Ech wënsche mer, dass eise Lëtzebuerger Wee eis an Erënnerung wäert bleiwen als e Wee, dee

wueliwwerluecht war, dee weeder vun der Angscht gedriwwe war, nach vun der Insouciance. An ech wënsche mer virun allem, dass et e Wee vun der Solidaritéit ass, deen eis an Erënnerung bleift. Well dat ass dat, wat fir mech nach wie vor dat Markantst ass an där Zäit hei: Jiddweree steet zesummen, jiddwereen hëlleft nodenken. Ech mengen, eis Debatten hei weisen et. Ech sinn iwwerzeegt, dass hei kee schlechte Wëllens ass. Jiddweree kuckt déi Saach kritesch. Dat ass och gutt esou, mee et ass schwiereg, hei wierklech dee richtegen, perfekten Equiliber ze treffen.

Ech sinn och ganz frou an dankbar, an dëser Zäit op eng ganz motivéiert an engagéiert Ekipp kënnen ze zielen, op Leit ronderëm mech an de Verwaltungen, op Experten ausserhalb, déi bei der Staang bleiwen, déi ëmmer nach do sinn. Ech géif gär vun der Geleeënheet profitéieren, hinnen alleguerten e grousse Merci ze soen, a virun allem och all de Leit, déi sech dach awer immens vill Méi ginn, och d'Recommandatioune vun der Santé ze befollegen. Et gëtt ganz vill bei eis nogefrot op eisen Hotlinen. D'Leit si besuergt, et richteg ze maachen. An deem Sënn: E grousse Merci u jiddwereen! Ech weess, dat ass eng ganz laang Zäit, a mir sinn nach net derduerch.

Ech hoffen och, weider kënnen drop ze vertrauen, dass Dir eis vertraut, dass mer hei eist Bescht probéieren. Jiddefalls mäi perséinlechen Engagement, dee steet! Ech schaffen am Interessi vun eis alleguerten, am Intérêt général. Ech weess, dass ech domadder net jiddwer eenzelnem Interêt ka gerecht ginn, mee ech kann lech nëmme just bestätegen, dass, wann ech mer eppes wënschen, dann ass et, op deem Wee hei esou mann wéi méiglech Feeler ze maachen. Et wäerte Feeler gemaach ginn. Déi wäerte mer och sécherlech herno erkennen. Mee bon, et kann een ëmmer nëmme probéieren, dat esou geréng wéi méiglech ze halen an esou verantwortungsvoll wéi méiglech virzegoen.

An deem Sënn géif ech vläicht och nach eng Kéier op déi eenzel Motiounen agoen. Et sinn der ganz vill. Ech géif eng no där anerer duerchgoen, well se eng Rei Froen opwerfen.

Eng éischt ass déi, wou gefrot gëtt, mir sollten „le plus rapidement" „centres de soins Covid" separat - vun de Spideeler, ginn ech emol dervun aus - installéieren an och e Konzept dofir virleeën. Dat ass eng Fro, déi hei politesch virbruecht gëtt.

Ech géif gär drop hiweisen, dass mer an der Cellule de crise vun Ufank u ganz enk mam Secteur zesummeschaffen an dass ech mech u sech ganz gär berode loossen - ech hunn domadder gutt Erfarunge gemaach - vun eisen Experten um Terrain. Dat sinn déi Leit, déi d'Spideeler féieren. Dat sinn déi Leit, déi de Metier kennen. Dat sinn déi Leit, déi am Austausch si mat hiren Homologen am Ausland.

An deem Sënn - et ass zitéiert ginn -, zu Tréier gëtt et e Covidspidol. Dat wësse mer. Ech wäert dat och, wéi den Zoufall et wëllt, den 3. Dezember visitéiere goen zesumme mam Dokter Schmit. Dat huet jo och am Abrëll scho fungéiert. Dunn ass et erëm zougaangen. Dat si Modeller, déi mer selbstverständlech diskutéiert hu mat der Fédération des hôpitaux, mat den Dokteren. Do gëtt et ënnerschiddlech Meenungen. Ech kann lech just soen, dass déi doten Diskussioun reegelméisseg gefouert gëtt an dass dee leschte Stand och eng ganz kloer Positioun ass vun der Fédération des hôpitaux, vun eise véier Spideeler, wou se sech ganz kloer zu dësem Zäitpunkt do dergéint ausschwätzen.

Et steet mir net zou, dat a Fro ze stellen. Si sinn d'Experten. An huelt mer et net iwwel, mee ech vertrauen do dach awer op si. Si sinn déi, déi dat heite musse geréieren. Si maachen eng fantastesch Aarbecht. Si hunn immens gutt zesummegeschafft, fir e Stufeplang iwwert de Summer auszeschaffen, wou se sech d'Prise en charge wierklech opdeelen, wou se sech vill Gedanke maachen, wou se sech all Dag souwisou ofschwätzen an och mat mir wéinstens eemol d'Woch e Bilan zéien. Ech hunn absolutt kee Grond, déi Kompetenzen a Fro ze stellen.

Ech kann lech och nëmme confirméieren, dass déi Leit extreem oppe si fir alles, wéi gesot, onofhängeg vun Ärer Motioun. Vun där hat ech keng Kenntnis. Mir hu souwisou en Echange mat Tréier och nach eng Kéier geplangt gehat elo Ufank Dezember fir en Erfarungsaustausch. Et muss ee jo och eppes aus där Kris hei zéie fir duerno. Dat si Saachen, déi fir eis selbstverständlech sinn.

Dann zu där zweeter Motioun. Do hutt Der gefrot, fir esou schnell wéi méiglech da „par analogie aux cantines scolaires et universitaires" och d'Entreprisëkantinnen ze exceptéiere vun der Interdictioun. Hei war d'Volontéit vun der Regierung ganz kloer, d'Betribskantinne gläichzezéie mam Horeca. Mir hunn et schwéier vertrietbar fonnt, dass den Horeca elo verschidde Beschränkungen huet, wärend am Betrib da soll normal weider kënne giess ginn.

Firwat d'Schoulkantin? Ech mengen, de Claude Meisch huet et schonn ëfters gesot: Mir considéieren d'Schoul mat allem, wat drunhänkt, als e Ganzt. Do gëtt et och aner Reegelen, separat Reegelen, wou den Oflaf an der Schoul gereegelt ass. Et ass esou, dass sech eng Betribskantin selbstverständlech, genau wéi all Restaurant, kann ëmstellen an op Takeout eriwwerswitchen. An deem Sënn gëtt et jo och generell Reegelen an dësem Gesetz, wat d'Rassemblementer betrëfft. Ech mengen, d'Reegel ass déi vu Gruppe vu maximal véier Leit, déi zougelooss sinn, ouni Mask. Dat ass eng generell Reegel, déi gëllt jo fir jiddwereen. Mir hunn d'Rassemblementer jo net méi spezifesch an deem heite Gesetz.

Ech hat och heizou Echangë souwuel mat der Fedil ... An ech ka mech och erënneren, dass an de Kantinnen - déi sinn och vun de Spideeler am éischte Confinement ugeschwat ginn - jiddefalls schonn op Takeout ëmgestige ginn ass. Ech denken net, dass dat gréisser Schwieregkeete mat sech bréngt. Dat ass eppes, wat fir eng Kantin, déi dat wëllt maachen, relativ einfach en place ze setzen ass.

Ech denken, dass een do gutt Weeër fënnt. Wann do de Support vusäite vun der Santé gewënscht ass vun den Acteuren um Terrain, da si mer natierlech och bereet, fir d'Recommandatiounen, déi et generell gëtt fir Refectoiren, nach eng Kéier unzepassen an do méi Spezifesches ze ginn. Dat war op alle Fall keng gréisser Diskussioun, op alle Fall net an där éischter Phas vum Confinement. Do waren zwar wuel d'Betribskantinnen effektiv op fir déi, déi geschafft hunn, mee och hei ass dat eppes, wat dach awer an der Praxis net allze vill Problemer dierft opwerfen.

Da kënnt eng nächst Motioun, do geet et ëm déi ganz schwiereg Fro, wou mer effektiv déi Optioun geholl hunn, fir ganz strikt ze limitéieren, wien op Besuch soll kommen. Sécherlech huet all Reegel iergendwou hir Inkohärenz. Dat ass eppes, wat net ausbleift, egal wéi eng Optioun Der huelt. Mir hunn e gemixte System zréckbehalen. Vun Ufank un - wëll ech just ënnersträichen - war ëmmer d'Optioun, déi mer geholl hunn, net a Bullen ze räsonéieren zu Lëtzebuerg, mee eeben ausgoend vun enger Famill, déi dann eng Variabel ass, plus eng Zousazzuel u Leit, déi kënne kommen.

Et ass eréischt, wat déi Zuel méi erofgeschrauft ginn ass, wat et de Leit natierlech och méi opfält a wat et d'Familljeliewe méi impaktéiert. Dat ass ganz kloer. Et kënnt déi Zousazreegel derbäi. Dofir ass et wierklech e gemixte System, deen elo proposéiert gëtt, wou mer soen: „Et ass net nëmme plus zwee", mee och: „Déi zwee sollen aus engem Stot sinn."

Dat ass wierklech net, fir d'Leit ze schikanéieren. Et ass, fir et de Leit ze veranschaulechen, wéi wichteg et ass, a fir dass se sech och dem Risiko bewosst sinn, dem Risiko, dee wierklech mam Zesummekommen Hand an Hand geet am Moment. Mir hunn héich Infektiounszuelen! An ech ka mech nëmmen de Riedner vu virdrun uschléissen, déi gesot hunn: „Et geet jo elo wierklech drëm, och grad déi Leit aus eise Famillen och ze schützen!" Ech mengen, mir sollen eis net onnéideg zesummesetzen. Wa mer zesummesëtzen, hu mer e Risiko. An dee Risiko ass genau dat, wat mer hei mussen a Schach halen.

Dofir war fir déi heite Situatioun, wou mer awer an enger ganz ugespaanter Lag sinn, fir eis de Message wichteg an et war och eng Geleeënheet, fir et ze thematiséieren, fir och d'Leit drop opmierksam ze maachen: Et ass net, well et Famill ass, dass dofir manner Risiko ass. Et ass de Contraire! Et ass genau de Contraire!

Mir wësse statistesch, dass sech grad an de Familljen am meeschten ugestach gëtt. Also wësse mer, dass do déi Reegelen och nach net richteg applizéiert ginn. Dofir fannen ech et grad elo wichteg, dass mer all zesummenhalen an dat och thematiséieren an et de Leit verständlech maachen, dass et net ass, well et Famill ass, dass kee Risiko do ass. Dat ass net de Fall! Et gëtt Risiken, mat deene musse mer liewen. Mir hunn eng ganz Rei Reschtrisiken hei. Et geet eeben drëm, dat ze evitéieren, wat iergendwéi kann evitéiert ginn.

Dofir ass wierklech eis Propos, an ech géif wierklech dorobber insistéieren, grad am Interêt vun eise Familljen, grad am Interêt vun eise Léifsten a grad elo am Wanter a virun de Feierdeeg, dach wierklech hei ganz virsiichteg ze sinn a sech op där anerer Säit natierlech och ëm seng Famill ze këmmeren.

Ech mengen, dat ass ganz wichteg, och grad déi Leit, déi eleng sinn, net eleng ze loossen, hinnen unzeruffen. Et kann ee sech och vläicht emol erëm e Bréif schreiwen - Saachen, déi ee guer net méi mécht, wat och ganz emotional ka sinn. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Leit och vill Iddie fannen, fir dach derfir ze suergen, dass d'Leit iwwert d'Feierdeeg net ze vill e moralesche Coup kréie wäerten.

Da géif ech nach op déi nächst Motioun agoen. Et sinn der ganz vill, mee ech denken, et ass awer wichteg. Dir frot do fir Explikatiounen, d'Critèrescientifiquen, déi eeben d'Basis si vum Choix. Ech mengen, ech hunn déi Äntwert scho ginn. Grad d'Wëssenschaft ass sech eens, dass et hei nach keng wëssenschaftlech Basis gëtt fir déi eenzel Mesuren. Et gëtt eng Rei wëssenschaftlech Erkenntnisser, mee mir sinn op kengem Stand, wou ee ka soen: „Do gëtt et eng Etüd, déi beweist kloer an däitlech, datt eng Mesure x gräift a wéi se gräift." Mir kënne just unhuelen.

De „Sündenfall" ass zitéiert ginn. Ech kann lech net soen, ob e wäert gräifen am Endeffekt oder net. Mir hu Länner, déi Spärstonnen hunn, wou effektiv d'Zuelen erofginn. Ass dat awer elo iwwert d'Spärstonn? Ass dat eng Kombinatioun vun anere Mesuren? Et ass extreem schwéier, dat haut kloer ze soen.

Mir probéieren dat, wat och anerwäerts esou probéiert gëtt. Ech mengen, mir maache keng ganz exotesch Saachen. Wann Der e bësselche lauschtert riets a lénks, da sinn déi Mesuren, déi mir proposéieren, dach awer och zimmlech en phase mat Pisten an Iddien, déi och queesch duerch d'Welt applizéiert ginn a gaange ginn. Och do, wéi gesot, ass dat eppes, wou ech beim beschte Wëllen net ka liwweren, well grad och d'Wëssenschaftler, mengen ech, déi Éischt sinn, déi lech soen, dass et hei am Moment eebe just un handfester wëssenschaftlecher Basis feelt.

Dat, wouzou ech mech awer kann engagéieren, an dat hu mer duerchaus gemaach, dat ass, all Informatiounen, déi mer hunn, ze deelen. Ech si ganz frou, fir Informatiounen ze deelen. Et ass hëllefräich fir d'Regierung. Mir maache ganz vill Informatiounen ëffentlech zougänglech, all Informatiounen, déi mer hunn. Si mussen natierlech stabiliséiert sinn. Mir gi keng provisoresch Resultater eraus. An eeben och op enger Fro, déi ëmmer kënnt: Wou stécht ee sech un? Mir ginn och just dat eraus, wou mer derzou kënne stoen, dass mer dat och wierklech handfest iergendwou kënnen dokumentéieren. Reng Spekulatioune gi mer net eraus. An deem Sënn denken ech, dass mer, jo, gemeinsam mussen op deenen Donnéeë schaffen, déi mer hunn, iwwerleeën op deem, wat mer hunn.

Mir hunn eng ganz aktiv Wëssenschaft, déi eis och alimentéiert, déi lech alimentéiert. Si schaffen net fir eis, si schaffe fir d'Land. An dat sinn déi Donnéeën, mat deene mir schaffen. A mir si gäre bereet, déi ze deelen. Dir wësst, dass den Dokter Schmit och ganz vill Stonne mat mir zesummen an der Chamberskommissioun verbréngt an ëmmer ganz oppen ass fir all Froen, déi him gestallt ginn. Ech mengen, do si mer sécherlech disposéiert, wann Der Froen hutt, wéi dat de Méinden de Fall war, da beäntwerte mer déi gären. Dat wäert sech och an Zukunft sécherlech net änneren.

Dann hu mer eng nächst Recommandatioun, fir de „port du masque" an de „zones piétonnes" an de „zones à forte affluence" obligatoresch ze maachen. Mir hunn déi Recommandatioun u sech scho säit Ufank vun der Pandemie en place. Ech stellen och fest, dass ganz vill Leit dat wierklech behäerzegen. Wann Der duerch d'Groussgaass gitt, wann Der duerch d'Philippsgaass gitt, da gesitt Der ganz vill Leit, déi d'Mask unhunn. Dat ass dat, wat d'Santé generell recommandéiert, a scho laang, dass een do, wou een déi zwee Meter net kann anhalen, d'Mask soll undoen.

Firwat hu mer dat eigentlech ni generaliséiert obligatoresch gemaach? Dir sot, et wär eng einfach Reegel. Ech mengen dat net. Wéi wëllt Der kontrolléiere ronderëm lech, ob een elo genau op zwee Meter ass oder net? Da misst Der jo permanent mat engem Reef oder engem Meter ronderëmgoen, fir dat ze gesinn.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, et kann een eng generaliséiert obligatoresch Maskeflicht hunn, dat ass sécher. Och do, mengen ech, sinn d'Befindlechkeeten ... Et ass e bësselche wéi de „Sündenfall" vun der Spärstonn: Déi eng, déi schwieren op d'Maskeflicht iwwerall, déi aner gesi se méi geziilt. Opsäite vun der Santé gesi mir nun eeben emol dobaussen de Risiko manner. Mir hunn eng staark Maskeflicht, a scho laang. Mir hunn déi och ni opgehuewen am ëffentleche Raum, an de Geschäfter, iwwerall do, wou de Public an- an ausgeet, an de Guicheten. Dat ass zu Lëtzebuerg ni opgehuewe ginn.

Et ass och dat, wat den Ënnerscheed mécht. Ech mengen, wann Der iwwert de Summer gereest sidd, da konnt Der feststellen, wéi dat an anere Länner ass. Déi Selbstverständlechkeet, mat där hei d'Mask gedroe gëtt an deene Situatiounen, wat wierklech exposéiert Situatioune sinn, huet een op alle Fall an där Form net iwwerall am Summer erëmfonnt.

Wéi gesot, dat si Recommandatiounen, déi mer hunn, déi mer och verstäerkt nach wäerten erausginn a wou ech och zimmlech zouversiichtlech sinn, dass d'Leit dat dach awer wäitgeeënd och respektéieren a verstinn, dass se sech selwer schützen.

Dann ass dat gefrot gi mat dem „principe de proportionnalité" vun de Strofen, dass deen net respektéiert wär. Ech muss lech soen, ech sinn ëmmer erëm awer frou driwwer, well mir hunn u sech ganz, ganz wéineg Recoursen an där Pandemie hei. Dat ass och eppes, wat eis vun anere Länner ënnerscheet. Déi puer Recoursen, déi mer verluer hunn - ech mengen, een oder zwee, ech weess et elo net genau -, do sinn, muss ech soen, déi Sanktiounen, déi ech als Santésminister gesprach hunn, erofgesat ginn. Si sinn do als ze streng empfonnt ginn, soudass ech do dat néidegt Vertrauen an eis Justiz hunn, dass, wann d'Impressioun do wär, dass mer an enger Disproportioun wären, si eis dat géif ze verstoe ginn.

Op alle Fall, fir déi konkreet Prozesser, déi gefouert gi sinn, do kann ech lech just bestätegen, dass zweemol, wou ech effektiv bei der Recidive op de Maximum gaange si vun deem, wat méiglech ass, d'Geriichter zur Konklusioun komm sinn, dat wär dach awer e bëssen iwwerdriwwen, an ech de Montant erofgesat hunn. Soudass dat awer éischter an eng Tendenz geet, dass d'Sanktioune wuel awer héich sinn.

Dann hu mer nach eng Motioun, fir, jo, am klenge Commerce eeben och d'Frequentatioun ze reegelen. Dat ass eng Diskussioun, déi mer laang gefouert haten, och an der Chamberskommissioun. Mir waren der Meenung, dass justement hei zu Lëtzebuerg de Commerce sech ganz vill Méi ginn huet, op fräiwëlleger Basis wierklech Mesuren en place ze setzen, och ze reegelen, an dass et schwiereg ass, wierklech grad fir kleng Commercen, do akribesch Reegelen en place ze setzen.

Mir hunn do och Recommandatiounen en place fir de Secteur, déi eiser Meenung no dach wierklech gutt ëmgesat gi sinn. Do, wou mer d'Problematik gesinn hunn, dat ass an de Grande-surfacen, wou effektiv elo dann déi Restriktioun komm ass bei deene leschte Mesuren, wou mer déi en place gesat hunn, fir do wierklech Beschränkungen anzeféieren, déi och deementspriechend kënne kontrolléiert a solle kontrolléiert ginn.

Dir frot och eng Étude d'évaluation vun der Effikassitéit, spezifesch vun deene Mesuren, wann ech dat richteg verstinn, an de Grande-surfacen. Ech ka gären dee Wonsch mathuelen an eng Kéier bei engem nächsten Austausch mat de Kolleegen aus der Fuerschung kucken, ob esou eppes Sënn mécht. Et géif mech wonneren, opgrond vun deem, wat si explizéiert hunn, ob se eng Mesure esou spezifesch kënnen evaluéieren op enger wëssenschaftlecher Basis. Mee ech kann awer ganz gären déi Iddi mathuelen an hinnen dat presentéieren a froen, ob et do Méiglechkeete gëtt, esou eppes esou spezifesch eeben ze evaluéieren.

Da kënnt déi Motioun vum ëffentlechen Transport. Ech mengen, déi huet de Claude beäntwert gehat oder dozou Stellung geholl gehat? Jo. Bon, et geet net drëm, se ze beäntweren, ech wëll elo just Stellung huelen, well ech krut déi elo an de Grapp. Ech denken, dass dat an der Rei ass.

Dann ass nach gefrot ginn, fir generell eeben och erëm eng Kéier wëssenschaftlech sanitär Krittäre virzeleeën als Basis vun den Decisiounen, déi d'Regierung hélt. Ech géif och do ënnersträichen, dass mer bis elo wierklech beméit waren, déi Berodung, déi mer kréien, déi Chifferen, déi mer hunn, eis Räsonementer mat lech ze deelen. Mir si ganz vill present an der Chamber, an der Chamberskommissioun, fir eis Aschätzung ze deelen.

Mir bréngen och ëmmer déi Experte mat, déi Der och wënscht ze héieren, wann dat gefrot ass. Ech engagéiere mech sécherlech, dat och an Zukunft esou ze maachen. Ech si fir mäin Deel eigentlech ganz zefridde mat där Expertis, déi ronderëm mech ass, sief et an der Direction de la santé, sief et op interministeriellem Plang, sief et mat deenen Erkenntnisser, déi eis iwwert d'Fuerschung zur Verfügung gestallt ginn.

Ech spiere mech u sech gutt entouréiert, fir déi Decisiounen ze huelen, déi mer ze huelen hunn, wëssend, dass et schwiereg Decisioune sinn - dat hëlt keen engem ewech. Et ass och keen, deen engem e Patentrezept virleet. Mee mir sinn do gäre bereet, en toute transparence, esou wéi mer dat och dës Kéier gemaach hunn, lech ze erklären, wourop mer eis foussen, fir eng Situatioun anzeschätzen, wourunner mer ausmaachen, dass d'Situatioun besuergniserreegend ass. Dat hu mer nach ëmmer gemaach, souwuel vis-à-vis vun der Ëffentlechkeet wéi och vis-à-vis vun der Chamber.

Ech mengen, hei ass et ganz kloer: Et war den Impakt, deen déi Neiinfektiounen op eise Gesondheetssystem hunn. Et war donieft och deen Impakt, deen déi ganz, ganz vill Quarantänen, déi Hand an Hand gi mat esou enger héijer Infektiounszuel, op eist gesamt Liewen hunn, sief et dat wirtschaftlecht Liewen, sief et an de Schoulen, sief et generell, well dat ganz vill Absencë generéiert.

Dofir hu mer lech och d'Projektiounen oppegeluecht, déi mer maachen. Mir berechnen eeben ... À partir vun der Altersstruktur vun den Neiinfizéierte maache mer Hypotheesen, wat dat bedeit an eise Spideeler opgrond vun eisen eegenen

Erfarungen a Situatiounen an de Spideeler. Et ass net vergläichbar mat Frankräich an och net mat der Belsch. Dofir schaffe mer mat eisen eegenen Donéeën. An ech mengen, dass mer do - op alle Fall war et eise Wëllen - en toute transparence mat Iech geschafft hunn an och déi Saachen deelen, déi mer hunn.

Da kënnt déi zweetlescht Motioun: Dir hutt eng Motioun fir d'Tests antigéniques, dat sinn d'„Schnelltester" op Lëtzebuergesch, dass mer do der Chamber sollen eng Strategie presentéieren, wat d'Distributioun vun dësen Tester ugeet, an dat virum 30. November dëst Joer. Ech sinn do e bësselche perplex - ech verstinn net -, also mir hu jo Recommandatiounen. Den Direkter vun der Santé huet jo d'Recommandatioune vum 10. November dëst Joer erausginn, déi a mengen Aen awer ganz prezis sinn.

Ech hat Iech déi och presentéiert a gesot, mir géifen déi, soubal - an dat ass amgaange gemaach ze ginn - Recommandatioune vun der europäescher Gesondheetsbehörde kommen, nach eng Kéier eventuell iwwerschaffen, wa se missten adaptéiert ginn. Et gesäit am Moment net esou aus. Déi Aarbechte lafen nach, fir dat ofzegläichen.

Mee déi Recommandatiounen, dat ass am Fong eis Strategie. Dat heescht, a mengen Ae gëtt et eng Strategie vun der Santé, déi mer Iech presentéiert hunn. Et gëtt en Dokument dozou, wat ëffentlech zougänglech ass, wat Der kennt. Ech gesinn net richteg, wat Der méi wëllt. Mir wollte se u sech elo effektiv ëmmer à jour halen an nei Erkenntnisser afléisse loossen, wann där da sollte sinn.

Wann do eppes anescht géif komme vun iergendenger Säit, wäerte mer se adaptéieren. Mee an eisen Ae sinn déi Recommandatiounen, wéi dës Schnelltester sollen an den Asaz kommen a wéi se och elo verdeelt ginn - dat ass jo schonn amgaangen -, relativ prezis. Dofir weess ech net wierklech, wat ech soss nach soll soen zu där Motioun.

Da kënnt déi lescht Motioun, wou u sech och d'Stratégie de vaccination gefrot gëtt. Och dat hunn ech Iech scho mehrfach beäntwert a gesot. Selbstverständlech schaffe mir un enger Strategie. Mir hunn en Aarbechtsgrupp an der Cellule de crise, dee sech just mat de Vaccine befaasst, an dat scho säit Wochen. Do lafe ganz vill Aarbechten.

De Stand haut ass, dass mer op den Avis vum Eethikrot waarden. A soubal deen do ass, kann ech Iech versécheren, dass déi Strategie vun der Regierung wäert - also déi Strategie, déi am Aarbechtsgrupp ausgeschafft gëtt - dem Regierungsrot ënnerbreet ginn a selbstverständlech och der Chamber wäert presentéiert ginn. Mee Dir verstitt, dass mer do awer deen Avis, dee mer gefrot hu vum Eethikrot, elo emol ofwaarden an dann eréischt déi Strategie finaliséieren.

Déi ass och esou annoncéiert vu mir. Dat wäert och mat ganz vill Warscheinlechkeet virun deem Datum sinn, deen Dir an de Raum setzt. Wéi gesot, eis Aarbechte lafen do op Héichtouren. An déi nächst Etapp ass eeben elo ze kucken, wat vusäite vum Eethikrot nach wäert erakommen, an da kënne mer dat op déi lescht Ligne droite bréngen. Also, do sinn ech ganz zouversiichtlech.

Wéi gesot, an deem Aarbechtsgrupp - an deem leschte Punkt frot Der, fir de „médecin de famille" matanzebannen -, do schaffe mer natierlech ganz enk mam Terrain, och mat den Dokteren. Och do hunn ech absolutt Vertrauen, dass eis Experten déi richteg Saache wäerte proposéieren, dass ech dat da kann och mat guddem Gewëssen der Regierung virleeën an Iech och presentéieren an dorobber vertrauen, well mer dee Rot vun den Experte vum Terrain kréien.

Mir schaffe mat den Dokteren direkt. Mir schaffe mat deene Leit, déi sech an den Impfsaache wierklech auskennen, zesummen, an dat net eréischt säit haut a gëschter, mee säit Wochen. Ech mengen, do kann ech d'Leit berouegen, dass mer Iech eppes Kohärentes wäerte presentéieren. Voilà!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci virleefeg der Madamm Gesondheetsministesch. D'Madamm Hansen freet nach Parole après ministre. Fir d'éischt den Här Wiseler awer. Parole après ministre fir de Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Parole après ministre an ech hunn a priori och nach fënnef Minutte fir d'Motiounen. Vu datt elo awer driwwer geschwat ginn ass an eng Rei Saache gesot gi sinn, muss ech awer och nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Ech wëll ufänken, fir der Madamm Minister ze soen, datt d'Analys vun der Situatioun, wéi Dir se gemaach hutt ... Dir hutt dat elo alles esou berouegend beschriwwen op déi Aart a Weis, wéi Der et esou oft maacht, mee ech muss awer soen, wann ech déi Zuelen hei kucken, dann ass dat net esou berouegend. Dir hutt selwer gesot: „Déi hu sech verdräifacht säit Mëtt Oktober, mee et däerf een elo keng Panik kréien."

Also heibannen ass keen, zumindest op eiser Säit, dee Panik kritt. Mee just, et ass awer nach erlaabt, wann ee gesäit, datt mer awer momentan op quasiment all deene groussen Indicateuren déi schlechtsten Zuelen hunn, déi et an Europa gëtt, datt ee sech dann awer eng Rei Froe stellt an datt een awer Reaktioune freet, wat aner Reaktioune si wéi déi, déi mer elo haut an deem Gesetzestext stoen hunn.

A wann een och gesäit, wat fir ee Gewulls awer momentan ganz oft um Terrain ass: Obwuel déi Leit, déi um Terrain sinn, enorm gutt schaffen, sech asetzen a fein a bereet sinn, fir hir Aarbecht nach méi ze maachen, wéi vun hinne verlaangt gëtt, ass et awer esou, datt notamment am Tracing wierklech richteg, richteg Problemer sinn! An och an de Spideeler ass et net ëmmer evident. Dat ass keng Panik, wann een dat seet. Dat ass a mengen Ae just e Constat vun der Realitéit!

Dann ass et och net esou, datt Der kënnt soen: „Et ass eng Saach vun der Empfindlechkeet vun deem engen an deem aneren, wat seng Situatioun ass, wéi en déi Moossnamen do empfënnt. Deen een ass eebe méi an der Kultur, deen anere méi an der Schoul, an deen aneren ass Grousspapp oder net Grousspapp an dofir huet een eebe méi Empfindlechkeet op där doten oder där heite Mesure." Et ass a mengen Ae keng Saach vun Empfindlechkeet.

Dat, wat mir gär gehat hätten, dat ass, datt een dat, wat Der d'ailleurs versprach hutt, och mécht: eng Evaluatioun vun deene Moossnamen, déi mer d'leschte Kéier gestëmmt hunn. Dat schéngt mer awer net anormal ze sinn, datt eng Chamber freet: „Do si Moossname gestëmmt ginn, wat ass dann d'Resultat dovunner? Huet dann dee Couvre-feu um 23.00 Auer eppes bruecht oder huet en näischt bruecht?" Et ass awer normal, datt een dat freet!

A gradesou normal ass et, wann een hei eng Rei Moossname virgeschloe kritt, datt een dann och gesot kritt, wat fir eng Effizienz déi Moossnamen eventuell kënnen hunn oder wat eng Regierung sech dovunner erwaart a wat fir eng wëssenschaftlech Basis se hunn. An anere Länner, déi Texter gestëmmt hunn, wann een d'Exposés des motifs kuckt, da stinn awer do eng Rei Explikatiounen, wat sech op déi eenzel Moossnamen hin dann erwaart gëtt oder net.

A wann ech dann hei op déi eenzel Motioune kann zréckkommen, déi éischt iwwert d'Covidspidol: Hei stellt kee Mënsch d'Kompetenze vun den Direktere vun de Spideeler a Fro! Et gëtt esou dohinnergestallt, wéi wa mir elo géifen déi Kompetenzen a Fro stellen a mengen, mir géifen dat besser kënnen. Ech stelle just fest, datt verschidden Direktere vun eenzelne Spideeler elo schonn decidéiert hunn, datt se zu engem Deel een Zentrum, dee se hunn, wëllen éischter covidfräi behalen an an deem aneren Zentrum, dee se hunn, all d'Covidpatiente wëllen a sech konzentréieren. A wann Der eis Motioun liest, dann ass et net eng Motioun, fir necessairement e Covidspidol ze maachen, mee dann ass et eng Motioun fir ze soen: Kommt, mir kënnen eng aner Organisatioun, Repartitioun - déi schonn deelweis, mengen ech, um Terrain vun deenen Direktere gemaach gëtt - iwwer Centres de soins Covid hikréien!

An där zweeter Motioun ass et och net esou, datt mer der Meenung sinn, datt d'Kantinnen ... Also dat, wat Dir iwwert d'Kantinne gesot hutt, dat ass, datt an der Praxis kee Problem wär, wann déi géifen zougoen. Mee ech hunn awer och haut nach Maile kritt vun deene Leit vun den Entreprisen, vu Representantë vun Entreprisen, déi mer soen, si wéissten awer net, wéi se dat muer sollen organiséieren um Terrain, wéi dann den dagdeeglechen Oflaf soll goen.

A wat déi praktesch Problemer ugeet, déi Der um Terrain elo hei kritt à partir vun deenen nächsten Deeg, do soen ech Iech kloer: Déi si richteg problematesch! An ech fannen, datt hei einfach e Saz an e Gesetz gesat ginn ass, ouni datt am Fong d'Konsequenze fir d'Entreprisen, mee haaptsächlech och fir déi Leit, déi um Terrain schaffen, déi domadder all Dag ze liewen hunn, gekuckt gi sinn. Ech fannen dat, esou wéi et elo gemaach gëtt, einfach extreem iwwerflächlech an net seriö an am Fong richteg problematesch fir dat, wat um Terrain geschitt.

Dann déi Visite-à-domicille vun zwee Menagen. Dir sot, et sollt een net a Bullë räsonéieren. Mee wann ech kucken, wéi den Text haut ausgesäit, da räsonéiert Dir och schonn a Bullen. Dir sot: „Zwee Leit vun där selwechter Famill." Och dat ass eng Bulle. Dat heescht, déi Logik, vun där Der hei sot, Dir wéilt se net erabréngen, déi hutt Der selwer an Ärem eegenen Text dran.

An ech soen nach eng Kéier: Mir sinn nu wierklech der Meenung, datt een och muss eng Akzeptanz vun deene Moossname bei de Leit, bei de Famillje kréien. A wann Der Moossnamen huelt, déi net op d'Akzeptanz vun de Leit stoussen, da kreéiert Der um Terrain méi Problemer an Dir kreéiert och Situatiounen, wou d'Leit net méi bereet sinn, dat ze maachen, wat Der gär vun hinnen hätt.

D'ailleurs soen ech, datt déi heite Propositioun och nach sanitär eng Rei Problemer wäert schafen. Liest den Avis vum Conseil d'État! Do ass e Beispill opgezielt, wat relativ kloer a relativ däitlech ass.

Déi nächst Motioun, déi geet iwwert déi „explications claires et cohérentes" fir d'Interdiktiounen, déi mer gären hätten. Dir sot, Dir kéint se beim beschte Wëllen net liwweren, mee Dir géift mat eis all déi Informatiounen deelen, déi Der kritt. Ech géif et zwar normal fannen, datt, wa mer e Gesetz maachen, mer zumindest probéieren, Justifikatiounen ze bréngen. Déi Justifikatiounen, déi mer nach gëschter fir de Rapport nogeliwwert kritt hunn, déi sinn äusserst sommaire. An ech hunn dat a menger Ried scho virdru gesot: Verschiddener si souguer esou, datt mer am Fong missten dovunner ausgoen, datt déi Moossnamen, wann dann Är Justifikatioune stëmmen, scho virun e puer Wochen an e puer Méint hätte misse geholl ginn.

An dann déi Fro vun der Mask. Dir sot, d'Santé hätt dat scho säit ganz Laangem recommandéiert. Ech ka mech awer hei erënneren, datt ech scho bei deenen zwee, dräi leschten Texter am Juni, Juli hei stoung a gesot hunn, Dir sollt och bei alle Rassemblementer eng „obligation de masque" maachen.

Dir hutt Iech laang geziert, fir dat ze maachen. Dir hutt et elo beim leschten Text eréischt agefouert, an do hunn ech och gesot, dat wier an der Rei, datt Der et beim leschten Text agefouert hätt, also bei de Rassemblementer, mee haut stelle mer fest - an dat sinn net mir, déi et soen, mee dat ass d'Polizei, déi eis et gesot huet -, datt et esou, wéi et actuellement formuléiert ass, einfach net applikabel ass.

Wat mir hei froen, dat ass, datt Der an den Text schreift, datt Der eebe just net Mooss musst huele fir ze kucken, ob déi zwee Meter agehale ginn oder net, mee datt Der au préalable sot, datt et an de Zone-piétonnen, do, wou vill Leit sinn, einfach eng Obligatioun ass - zwee Meter oder net zwee Meter -, fir dat anzehalen. A jiddweree muss se unhunn! Dat ass kloer, dat ass contrôlabel an dat ass dat, wat mer hei an der Motioun froen.

Bei der Motioun, déi iwwert d'Sanktiounen, d'Peinen an d'Proportionnalité des peines geet, hutt Der am Fong net op d'Demande, déi mer hei schreiwen, geäntwert. Dir hutt gesot, Dir géift mengen, d'Peinë wären am Allgemengen héich genuch.

Dat, wat mir hei gefrot hunn, ass och keng Iddi vun eis. Et ass de Procureur d'État, dee bei eis an der Reunioun war an deen eis drop opmierksam gemaach huet, datt senger Meenung no eng Disproportioun wär bei de Peinen, wann een e Mask vergësst unzedoen op där enger Säit, an op där anerer Säit, wann ee volontairement en Isolement brécht an domat aner Leit a Gefor bréngt. Dat huet eis ageliicht, dat huet eis sënnvoll geschéngt an dat hu mer an dëser Motioun niddergeschriwwen - an et ass dat, wat mer gär hätten, an näischt anescht! Ech mengen, et ass och kloer hei an der Motioun tel quel formuléiert.

Da geet déi nächst Motioun ëm d'„règles claires et uniformes relatives à la fréquentation maximale des commerces". Dir sot, dat géifen déi meescht Commerçantë fräiwëlleg scho maachen, dofir bräicht een elo näischt ze maachen. Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass am Horeca-Secteur och déi meescht Restaurante scho fräiwëlleg eng Rei Moossname geholl hunn, an do reagéiert Der awer drop. Bei deenen enge gëtt esou räsonéiert, bei deenen anere gëtt anescht räsonéiert!

Dat, wat mir hei froen, ass net eppes, wat eis einfach esou spontan agefall ass. Dat ass och eng Demande vum Conseil d'État, dee proposéiert huet, fir et esou ze maachen, dee proposéiert huet, datt niewent deene Meterkareeszuelen, déi bei de grousse Betriber a bei de Grande-surfacen drastinn, och bei deene klenge Commercë prezis Reegelen am Gesetz géife stoen. Beim viregte Gesetz hat de Conseil d'État och schonn eng ganz kloer an däitlech Propositioun gemaach, wéi dat ëmzesetze wär. A genau dat gëtt hei gefrot, zousätzlech dozou, datt an de Galerien och nach eng Ännerung vum Text géif kommen, vun deem d'Polizei eis och viru véier Deeg sot, datt en esou net applizéiert géif ginn.

Mir hunn also näischt erfonnt! Mir kruten dat vun der Polizei respektiv vun deenen Institutioune gesot, déi domadder beschäftegt sinn, a mir kucken déi Iddi. Mir kréie gesot: „Do si Saachen, déi net contrôlabel, also net applikabel sinn." Dofir froe mer hei an der Motioun, datt den Text esou gemaach gëtt, datt en an der Realitéit och kann applizéiert ginn.

Iwwert d'Transportmotioun hunn ech mech schonn ausgelooss.

Dann zu där Motioun vun de Krittären, mee do muss ech soen: Et schéngt mer awer relativ logesch ze sinn, datt, wann ee kuckt, wéi d'Evolutioun vun enger Situatioun weidergeet, ee sech dann eng Rei Ziler setzt, datt ee seet: „Wa mer op Infektiounsraten oder op Besetzungsrate vu Spideeler kommen, déi esou héich sinn, da reagéiere mer nach zousätzlech, a wann eis Zuelen erofgi bis op deen doten Niveau, da probéiere mer, déi Moossnamen erëm opzeléisen." Dat schéngt mer awer eng absolutt normal Fro fir d'Previsibilitéit ze sinn. Och déi hutt Der ofgewisen. A mengen Ae gesäit dat aus wéi e Pilotage à vue: Dir kuckt Dag fir Dag, wat geschitt, an da gëtt dat iergendzwousch decidéiert, ouni datt d'Zilsetzunge virdru kloer an däitlech gesot gi sinn. Dat ass fir mech och onverständlech.

An dann iwwert déi zwee Punkten hei vun den Tester: Do hätte mer ganz einfach gär eng Strategie gehat. Dat, wat mir hei gesinn hunn, war eng Strategie vun der ECDC, mee mir hätten u sech gär déi, wéi dat prezis zu Lëtzebuerg soll gemaach ginn.

An haaptsächlech déi lescht Fro, déi vun de Vaccinen, do schéngt et awer net anormal ze sinn, datt mer eng Stratégie de vaccination froen: Wou? A wat fir enge Gemengen? Wéi soll dat gemaach ginn? Kënnen d'Leit déi beim Hausdokter kréien? Musse se an Zentrume goen? Wat fir eng sinn déi, déi prioritär geholl ginn?

Mir hu jo och net gesot, Dir sollt eis dat direkt bréngen. Mir hu gesot, bis de 15. Dezember sollte mer dat awer vläicht kréien. Wann deen Delai ze laang ass, kënne mer en och ouni Problem verkierzen. Mee wat mer haaptsächlech och an där Motioun froen, dat ass, datt mer gär eng Distribution gratuite hätten. An do wäre mer och frou, wa mer dorop kéinten eng Äntwert kréien. Ech wëll just, datt hei och Prezisioun an déi Diskussioun erakënnt an datt mer kloer Äntwerten op eis Froe kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An dann hat d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot. Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Soll ech vläicht äntweren?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Duerno beieneen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech maachen et méi kuerz. Ech hu fënnef konkreet Froen.

Déi éischt bezitt sech nach eng Kéier op d'Schoul. A mengen Ae mussen d'Recommandatiounen an der Schoul sech och emol un d'Gesetz halen an am Kader vum Gesetz oflafen. Dofir wollt ech einfach froen, well ech dat net weess: Gëtt am Stufemodell 1 en Ënnerscheed gemaach bei de Kanner, déi bei engem Positive sëtzen, ob déi eng Personne à haut risque d'être infectée sinn? Wann do keen Ënnerscheed gemaach gëtt, da wëll ech u sech gären déi legal Basis wëssen, well am Gesetz steet, wann een à haut risque d'être infecté ass, datt een dann u sech misst a Quarantän goen.

Déi zweet Fro ass, op wéi eng Base légale sech déi Mise en autosurveillance wierklech bezitt.

Déi drëtt Fro, do kommen ech awer nach eng Kéier op den ëffentlechen Transport: Wann ech dat richteg interpretéieren, muss, wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt - mee, wéi gesot, et ass awer duerchaus méiglech, datt ech dat falsch liesen -, am ëffentlechen Transport jiddwereen eng Sëtzplaz attribuéiert kréien, soubal méi wéi zéng Leit am ëffentlechen Transport sinn. Kënnt Der mer soen, ob dat esou ass, a wann et esou ass, wéi Der dat kënnt garantéieren?

Déi véiert Fro bezitt sech dann nach eng Kéier op d'Kantinnen. Ech hat den Här Minister gefrot, ob d'Unisaktivitéiten zu den Activités scolaires gehéieren - esou wéi ech dat interpretéiere respektiv esou, wéi mer dat erkläert kritt hunn, net. Da gëlle bei dësen Aktivitéiten an an dëser Kantin, well do keng Ausname virgesi sinn, wa méi wéi zéng Leit an der Kantin sëtzen, eng Maskeflicht, zwee Meter Distanz a Places assises. An ech mengen, eng Kantin ka schwéier fonctionéieren, wann een d'Mask muss unhunn.

Dat selwecht gëllt fir déi Ausnamen, déi ech nach net verstinn, déi d'Madamm Minister fir d'Betribskantinne wëllt virgesinn, wou se sot: „Et kann ee jo en Takeout huelen", an da kann een, wann een iergendwellech sanitär Mesuren erfëllt ... Wou ech net weess, wéi eng sanitär Mesuren! Wann do méi wéi zéng Leit beienee sinn, da mussen déi sech och un dës Reegelen halen. Dofir wëll ech gäre wëssen, wéi d'Gesetz do soll applizéiert ginn.

Da wollt ech u sech just nach eng Prezisioun maachen: D'Madamm Minister huet gesot, si hätt eis eng Äntwert ginn op d'Schnelltester, mee mir hunn déi Äntwert op eis Question parlementaire net kritt. Mir hunn u sech just déi Recommandatiounen op Santé.lu gesinn, dat heescht: Déi Strategie, déi mer gefrot hunn, déi mer och an der Motioun gefrot hunn, hu mer nach net kritt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert zréck un d'Regierung, un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci! Ech probéieren, mech elo erëmzefannen, et ware vill Froen op ee Coup.

Déi éischt Fro gouf gestallt zum Couvre-feu, Dir wëllt wëssen, wéi den Effet ass. Ech hu gesot, et gëtt keng wëssenschaftlech Etüden, déi dat eent zu

eent géife beleeën. Dat Beispill, wat ech ginn hunn: Et gesäit een awer op alle Fall an deene Länner, wou Couvre-feue sinn, dass d'Zuelen erofginn. Do kann een e Lien de causalité unhuelen, mee beweise kann een en net. Dat ass ganz kloer. Méi hunn ech dozou net gesot, mee mir ginn awer dervun aus, well wann ee kuckt an der Belsch an a Frankräich, bon, do si jo ganz drastesch Mesuren en place, do ass ënner anerem de Couvre-feu derbäi an do fänken d'Zuelen un erofzegoen. Zumindest ass dat fir eis en Indice, dass dat awer e Wee ass, op deen ee geet.

Och wann Der liest, wat d'OECD esou zu der Kris schreift, gehéiert dat op alle Fall zu de Mesuren, déi si ausweisen als Mesuren, déi kënnen en Effet hunn. Mir ginn dovun aus, mee de wëssenschaftleche Beweis dofir, mengen ech, huet zu dësem Zäitpunkt nach keen.

Dir sot: „Wat ass d'Zilsetzung?" Mir huelen déi Mesuren hei jo net einfach esou. Ech hätt gemengt, et wär kloer gewiescht, dass eisen Alarm, dee mer ginn hunn … An ech wëll drop hiweisen, dass de Wording, dee mir haten - de 17. Oktober war dat, wéi de Xavier Bettel an ech virun d'Press gaange sinn -, dach en alarmanten Discours war. Mir hu gesot: „Eis Zuele sinn alarmant, déi ginn héich an d'Luucht! Mir mussen eis Suerge maachen!"

Mir hunn en Appel à la vigilance renforcée gemaach. Also ech mengen, mir hunn dat alles anescht wéi klenggespillt. Mir hunn d'Leit wierklech drop opmierksam gemaach: Do deet sech eppes, dat ass net normal, dat geet immens séier erop! A mir hunn déi Woch drop nach eng Couche dropgesat. Ech mengen, dass mer dat zu kengem Zäitpunkt klenggespillt hunn. Ech ka mech op alle Fall u keen esou e Wording vu menger Säit erënneren, an och net vun de Regierungskolleegen.

D'Zilsetzung ass och kloer. Wéi mer vun de Mesurë geschwat hunn, hu mer eis op de Stufeplang vun de Spideeler referéiert. De Stufeplang vun de Spideeler, wëll ech drop hiweisen, wat ass dat? Dat ass eng Organisatioun, déi si sech ginn hunn, wéi se sech d'Prise en charge opdeelen. An dat, wat Der virdrun ugeschwat hutt, dass si Sitten hunn, déi just Non-Covidpatienten hunn, dat ass vun Ufank un an deem Plang gewiescht. An ech hunn dat och schonn hei an der Chamber an an der Kommissioun exposéiert. Méifach hu mer schonn diskutéiert iwwert dee Stufeplang. An déi Leit, déi nolauschteren, wann ech dat soen, déi missten dat eigentlech wëssen, dass och dat zu deem Stufeplang gehéiert. Et si Sitten, Eech hunn ech zitéiert zum Beispill, et sinn eng Rei Sitten, déi gi fräigehalen - si nennen dat „covidpropper" -, fir Operatiounen ze maachen, déi programméiert sinn. Dat ass vun Ufank un an deem Stufeplang dran. Dat ass an deem Sënn näischt Neies.

An dat, wat ech gesot hunn - ech hunn net gesot, dee géif d'FHL festmaachen -, domat hunn ech mech just justifiéiert fir ze soen, dass mer déi Diskussioune féieren, a mir féiere se mat den Experten, mat enger FHL. An ech hunn lech d'schrëftlech Prise de position vun der FHL, eng rezent, matbruecht. Ech bréngen dat net alles an d'Ëffentlechkeet, mee ech hunn lech et awer gesot, dass ech den Austausch mat de Spideeler hunn. A si sinn unanimement der Meenung, dass et am Moment fir Lëtzebuerg kee gudde Wee ass, elo matten an der Kris eng extra Covidstruktur opzeriichten.

Et ass jo dorop, wou Der awer uspillt. Op alle Fall hunn ech d'Motioun esou verstanen, dass dat déi Diskussioun ass, déi ass jo och an der Press geféiert ginn, ob een net awer sollt e Covidspidol opmaachen. Esou hunn ech lech och an der Chamberskommissioun verstane gehat, wou ech lech déi hei Erklärungen och scho ginn hunn, also net an der ëffentlecher Sitzung eeben.

Dann, jo, d'Logik, Dir werft mer vir, mir wären net kohärent, mir hätten elo souwisou Bullen. Ech mengen, dass mer relativ kloer gesot hunn, dass déi Reegel, déi hei ass, eng duebel Konditioun huet. Lëtzebuerg hat ëmmer dee gemixte System. Dat ass e Mix, dat ass kee Bullësystem. E Bullësystem sinn zwee Foyere mat zwou Variabelen.

Mir hunn elo eng Bulle mat dann zwee Leit aus engem Foyer. Dat ass eppes liicht aneres. Ech mengen awer, dass dat relativ kloer war a sécherlech net mëssverständlech. Et ass eng duebel Konditioun dorobber. Ech mengen, d'Leit hunn dat och verstanen, wéi d'Mesurë presentéiert gi sinn. Et ass schonn eng restriktiv Approche fir ze soen: „ee Maximum vun zwee Leit aus engem Stot". Dat ass fir mech awer nach ëmmer eppes anescht wéi einfach tout court en zweete Stot, wat méi wéi zwee Leit kënne sinn. An dat ass jo och grad de Problem.

Dann d'Recommandatioune mat der Maskeflicht, do hat Der gesot, jo voilà, Dir géift et net kohärent fannen, dass se am Commerce ass an dobaussen net. Dat ass fir eis nach ëmmer en Ënnerscheed, well een do bannenan ass am zouene Raum, grad elo am Wanter. Dobaussen ass d'Ustiechungsgefor eng aner. An an deem Sënn ass dat eng Positioun, déi mer esou hunn. Do kann een natierlech gedeelter Meenung sinn.

Dann, bon, et ass schonn erstaunlech, ech hu bal d'Gefill, Dir reprochéiert mer, dass ech hei roueg bleiwen! Ech hunn lech och net Panik reprochéiert. Ech hu gesot, generell, ech fannen, dass Panik generell kee gudde Wegbegleiter ass, och net an enger Kris.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- An dat, wat ech gesot hunn a menger Ried, ass, dass een an där heiter Situatioun einfach soll evitéieren, generell a Panik ze falen. Ech hu guer kee perséinlech viséiert, net emol wëllentlech oder par inadvertance, ech hu generell vu Panik geschwat an ech gi mer selwer wierklech Méi, fir dat och ze evitéieren an net ze vill emotional ze ginn an deenen Diskussiounen hei.

Voilà, an déi aner Froe sinn, mengen ech, fir dech, Claude.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Vläicht nach ganz kuerz zu deenen zwou Froen, déi d'Martine Hansen gestallt huet. Dat eent, dat war de Bänknoper mat engem Zenario 1, ob deen net och a Quarantän misst gesat ginn. Dat ass momentan net esou applizéiert. Mir ginn dovunner aus, datt déi ganz Klass do isoléiert gëtt. A wann net, da gëtt jo och eng Mesure geholl, datt d'ganz Klass muss de Mask droe wärend op d'mannst där Woch, bis déi ganz Klass getest gëtt. Da gëtt se getest an da fanne mer jo och eraus, ob esou eppes weidergaangen ass oder net.

Dee Rapport d'analyse, dee mer virun zwou Woche konnte presentéieren, huet awer och kloer dokumentéiert, datt op d'mannst fir déi Woche Schoul tëscht der Rentrée an der Allerhellegevakanz d'Reegel déi war, datt mer een isoléierte Fall iwwert déi sechs, siwe Woche just an enger Klass haten. Dat heescht, datt näischt drop hiweist, datt de Bänknoper oder anerer sech do systematesch dann och infizéiert hätten. Dat ass punktuell geschitt, jo, mee awer net an engem breede Mooss.

Nach eng Kéier zu där Diskussioun iwwert d'Universitéitskantin: Also ech denken, datt momentan d'Universitéitskantin souwisou net an deem Mooss gebraucht gëtt an en Takeout och géif duergoen, well souwisou de Gros vun de Coursë momentan à distance organiséiert ginn. A wann een emol um Belval ass oder och hei an der Stad um Campus ass, do mierkt een, datt ganz wéineg Aktivitéit ass, well ganz einfach déi meescht Studente vun doheem aus hir Coursë suivéieren. Eng Rei vun Aktivitéiten, TPen an esou weider sinn a Presenz, mee do leeft awer ganz, ganz wéineg, soudatt also déi, déi um Site sinn, och kéinte mat engem Takeout liewen, wann d'Gesetz dat doten esou virgesäit.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci fir déi Prezisiounen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. An direkt nom Vott kritt d'Madamm Hansen d'Wuert nach fir den Depot vun enger Resolutioun.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et war nach eng Fro net beäntwert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Hansen wëllt nach eng Kéier à la charge kommen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, déi Fro war nach net beäntwert vum ëffentlechen Transport, wéi Der dat elo wëllt reegelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Eng leschte Kéier kritt d'Regierung d'Wuert an da misste mer zum Vott kommen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, et ass déi dote Fro effektiv. Do hu mer elo just och d'Confirmatioun kritt vum François Bausch, dass keng Intentioun do wär, eppes ze ännere par rapport zu dem Istzoustand. Déi eenzeg Exceptioun, déi mer an eisen Diskussiounen ageféiert hunn, ass déi mam Plaffong vun honnert, fir dat kloerzestellen.

Dat heescht, déi Intentioun ass, fir dass dat net ënnert de Rassemblement fält. Mir hunn och guer net doriwwer diskutéiert. Ech hu keng Erënnerung, dass dat bei der Presentatioun vum Projet den 18. en Theema war. Et war bei eis keng Intentioun do, eppes anescht ze maache wéi dat, wat Der scho gestëmmt hutt déi leschte Kéier. Dat ass am Fong dat, wat elo kloer … Ech ka mech effektiv och net erënneren, mir hunn d'ailleurs och net iwwert d'Kantinne geschwat den 18., mee dat ass eng aner Saach.

An dann nach just kuerz fir de Claude Wiseler: Dir sot, ech géif op Recommandatioune vun der ECDC verweisen. Dat ass net richteg. Ech verweisen op d'Recommandatioune vum Dokter Jean-Claude Schmit vum 10. November, déi, wéi d'Madamm Hansen richteg seet, ëffentlech zougänglech sinn. Ech hunn lech déi och an der Chamberskommissioun am Detail presentéiert gehat. An ech ginn dovun aus, wa se ëffentlech zougänglech si fir déi ganz Ëffentlechkeet, fir d'Press, dass se och eise Volleksvertrieder zougänglech sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Hansen, déi allerleschte Kéier.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech wëll einfach eng Äntwert hunn! Also elo, wa mir dat hei, oder wann Dir dat do Gesetz elo stëmmt, dann ass, mengen ech, ab muer Sëtzflicht am ëffentlechen Transport. Respektiv wann déi net agehale gëtt, ech weess net, ob eng Strof dropsteet, mee zumindest hält dee sech dann net un d'Gesetz. Wéi gëtt dat dann elo gereegelt? Oder maacht Der direkt en Amendement do?

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Ministesch nach eng Kéier.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dat ass net déi Absicht. Mir hunn dat net esou presentéiert, ...

(Brouhaha)

... Dir hutt dat och net esou interpretéiert wéi bis elo. Wann dat sollt en Tippfeeler sinn, ech kann dat och elo séance tenante schlecht am Detail am Text verifiéieren. Et ass deen Text, dee mer gemeinsam duerchgaange sinn. An de Stand ass, dass d'Situatioun esou ass, dass do keng nei Derogatioun sollt bäikomm si par rapport zu deem, wat mer en place haten. Asoufern …

(Interruption par Mme Martine Hansen)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ministesch. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7694. Den Text steet am Document parlementaire 7694[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7694 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme bei 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Semiray Ahmedova), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen

Da géif ech der Madamm Hansen d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun, ier mer zur Ofstëmmung vun de Motioune kommen.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure*.- Merci, Här President. D'Personal an de Klinicken an och an de Fleegestrukturen, ech mengen, do si mer eis alleguer eens heibannen, huet eng formidabel Aarbecht geleescht a leescht nach ëmmer formidabel Aarbecht. A si sinn zënter Méint am Dauerstress.

Dës Kris huet eis alleguer bewisen, wéi wäertvoll hir Aarbecht ass, a si huet eis awer och nach eng Kéier gewisen, wéi dramatesch et ass, wa mer an deem Secteur eng Penurie vu Personal hunn. An duerfir hate mer u sech am Abrëll schonn eemol eng Motioun hei deposéiert an och de Kolleeg Marc Spautz hat drop higewisen, datt dës Beruffer misste méi attraktiv ginn.

Mir haten och an deem Kader scho gefrot, fir eng gréisser Debatt an der Chamber heizou ze organiséieren. Am Kader vun enger Petitioun, déi och iwwert d'Primme gaangen ass, ass dat selwecht nach eng Kéier hei decidéiert ginn an der Chamber, nämlech als Konklusioun ass festgehale ginn, datt en Hearing vun alle concernéierte Vertrieder géif hei an der Chamber am Hierscht organiséiert ginn, Vertrieder vun de Klinicken, vum Fleegeberäich, an datt och géif e gréisseren Debat am Hierscht hei an der Chamber organiséiert ginn, fir iwwert d'Unerkennung vun dëse Beruffer, fir iwwert d'Formatioun ze diskutéieren.

A mir soen, et geet net duer, fir dëse Leit ze klappen - mee och dat gëtt am Prinzip net méi gemaach -, mee et ass onbedéngt wichteg, datt mer hei an der Chamber dat Verspriechen, wat mer do ginn hunn, och anhalen an datt mer - ech weess net, ob et am Hierscht nach méiglech ass -, souwäit et méiglech ass, bis Enn des Joers oder spéitstens am Januar dësen Hearing organiséieren an och dëse gréisseren Debat organiséieren. An an deem Sënn deposéieren ech hei eng Resolutioun.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

- le travail exceptionnel effectué par le personnel infirmier et soignant dans la lutte contre la pandémie Covid-19 ;

- la nécessité absolue d'augmenter durablement l'attractivité des professions de santé et soignantes en question ;

- l'annonce d'un « hearing » aussi en automne 2020 organisé par la Chambre des Députés,

s'engage

- à organiser, encore en 2020 ou au plus tard en janvier 2021, à la Chambre des Députés un « hearing » réunissant l'ensemble des représentants concernés du secteur hospitalier et des soins ;

- à programmer, aussi encore en 2020 ou au plus tard en janvier 2021, un débat sur une amélioration de la reconnaissance de ces métiers, sur une meilleure formation, sur une amélioration des infrastructures ainsi que sur les conditions de travail.

(s.) Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen.

8. 7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite)

Motions

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert déi verschidde Motiounen. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt ergräifen zu de Motiounen? Den Här Marc Goergen, wannechgelift.

Motion 1

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Da kënnen och emol aner Parteien eng Kéier hire Pefferkär dozou ginn. Ech hoffe jo, mir wäerten och nach eng Kéier elo dierfen zu den eenzelne Motioune schwätzen, oder hätt Der se gär alleguerten zesummen?

Also zur Motioun 1 wäerte mir eis enthalen, well och mir haten am Background dat esou matkritt, dass d'Spideeler et bedenklech géife fannen, wa mer esou en Zenter géife maachen, an dass dat warscheinlech eng Géigewierkung hätt. Deementspriechend ass et schwiereg, fir haut do ouni weider Dokumenter an Expertis Jo ze soen. Duerfir wäerte mir eis bei der éischter Motioun enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun där éischter Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Da kéime zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Duerno kéime mer dann zur Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun och mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et bleift och esou.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da kéime mer zur Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Martine Hansen), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Duerno kéime mer dann zur Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

Och hei fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmmen ... O nee, méi! Et ass e bëssen Duerjerneen.

(Interruptions et hilarité)

Domadder ass dës Motioun mat 23 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 6 est rejetée par 37 voix contre 23.

(Interruptions)

Une voix.- Dat kann net sinn!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nee. Si ass mat 23 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 5 est rejetée par 35 voix contre, 22 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 7.

Vote sur la motion 7

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 8.

Vote sur la motion 8

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 9.

Vote sur la motion 9

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass och dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 10.

Vote sur la motion 10

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass och dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 11.

Vote sur la motion 11

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Dann de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 12. Dat ass déi, déi vun der politescher Sensibilitéit ADR deposéiert ass ginn. Den Här Marc Baum freet nach d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Dat hei ass eng Motioun, déi mer vum Prinzip hier ganz sympathesch ass. Ech muss awer soen, datt ech mam zweeten Tiret vun der Opfuerderung e Problem hunn, e kognitiven. Ech weess nämlech net, wat gemengt ass. Do steet: „all d'Moossname vun der Kuerzaarbecht, déi am Kader vun der Coronaepidemie geholl gi sinn, an enger éischter Etapp bis [...] ze verlängeren". Elo ass et jo awer esou, datt vun deene ville Mesuren, déi do geholl gi sinn, ganz vill Jo-Jo war - also Saachen, déi bäikomm sinn, Saachen, déi ewechgeholl goufen. Duerfir géif ech gär wëssen, wéi eng Mesuren d'ADR sech dann do virgestallt huet, well soss weess ech awer net, wat ech hei votéiere soll.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt ergräifen zu dëser Motioun? Den Här Marc Spautz, wannechgelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, ech hu bei där Motioun och zwee Problemer. Beim éischten Tiret wëll ech och wëssen, wat de Käschtepunkt ass vun deem, wat dosteet. Wa jiddwereen iwwer 18 Joer deen Ausgläich bis 250 % soll kréien, do misst een awer de Käschtepunkt wëssen, wat dat géif bedeiten.

A bei deem zweeten Tiret ass et, wéi de Marc Baum gesot huet: Eng Kéier waren et d'Léierbouwen, déi hunn däerfen an d'Kuerzaarbecht, duerno hunn d'Léierbouwen net méi däerfen an d'Kuerzaarbecht ... Mir wier et jo léiwer, si wieren an der Kuerzaarbecht; mee mir wëssen net, wat heimadder gemengt ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Da kënne mer och zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 12

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- O, den Här Kartheiser wëllt nach d'Wuert ergräifen.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech wëll fir d'éischt dem Här Baum an dem Här Spautz Merci soen, datt se intervenéiert hunn.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei wannechgelift, e bësse méi roueg, soss versteet ee guer näischt! Här Kartheiser, wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Mee et wor relativ roueg am Sall, hunn ech fonnt, well ech hunn d'Koalitioun net héieren! A fir eng Koalitioun, déi eis virdrun hei Lektioune gemaach huet, wär et jo awer interessant ze wëssen, wéi si dozou steet, notamment wou eng sozialistesch Partei an där Koalitioun ass, wa mir hei froen, datt déi Leit fir eng Moossnam, déi d'Regierung hëlt, solle voll indemniséiert ginn. A mir héiere kee Wuert vun der Regierungskoalitioun an dëser Fro. Et wär awer vläicht interessant gewiescht.

Mir maachen awer, fir et vläicht de Kolleege vun der Majoritéit méi einfach ze maachen, hinnen eng Offer. Mir soen, wa se vläicht elo hei vun eiser Generositéit esou beandrockt sinn, datt se net direkt déi richteg Wierder fannen, fir se ze ënnerstëtzen, da géife mer hinne proposéieren, datt mer dat an eng Aarbechtskommissioun huelen an d'nächst Woch zréck an d'Plenière huelen. Dann hutt Der Zäit, fir all déi Saachen an déi Froen, déi hei gestallt gi si vun de Kolleegen, ...

(Interruption)

... ze beroden. An da kënnt Der Äert soziaalt Gewëssen, Här Engel, dat Der jo anscheinend hutt, d'nächst Woch an der Plenière hei beweisen!

(Brouhaha et interruptions)

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

De Vott ass schonn amgaang. Ech gesinn, datt kee méi wëllt d'Wuert ergräifen. Da kënne mer mam Vott virufueren. Fir d'éischt de Vote électronique.

An duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Et si 4 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen. Ech mengen, domadder si mer kloer. Domadder ass och dës Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Résolution de Mme Martine Hansen relative à un débat-audition sur l'avenir du personnel infirmier et soignant

Da komme mer nach zur Diskussioun respektiv dem Vott iwwert d'Resolutioun, déi vun der Madamm Hansen deposéiert ass ginn. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt zu dëser Resolutioun ergräifen?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Da soen ech eppes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Georges Engel huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, mir fannen déi Resolutioun hei am Prinzip ganz gutt. Mir kënnen och mam éischten Tiret ganz gutt liewen. Beim zweeten Tiret, och no Ofsprooch mat der Madamm Hansen, géife mer proposéieren, dass mer géife schreiwen „un débat sur une amélioration de la reconnaissance, sur une adaptation de la formation et sur les conditions de travail" an dat anert ewechloossen.

Dat ass mat der Madamm Hansen ofgeschwat a si ass och domat d'accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech géif dann d'Wuert zréckginn un d'Auteurin vun dëser Resolutioun.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Mir haten den Text ...

(Problème de sonorisation)

Résolution modifiée

« Débat-audition sur l'avenir du personnel infirmier et soignant »

La Chambre des Députés,

considérant

- le travail exceptionnel effectué par le personnel infirmier et soignant dans la lutte contre la pandémie Covid-19 ;

- la nécessité absolue d'augmenter durablement l'attractivité des professions de santé et soignantes en question ;

- l'annonce d'un « hearing » aussi en automne 2020 organisé par la Chambre des Députés,

s'engage

- à organiser, encore en 2020 ou au plus tard en janvier 2021, à la Chambre des Députés un « hearing » réunissant l'ensemble des représentants concernés du secteur hospitalier et des soins ;

- à programmer, aussi encore en 2020 ou au plus tard en janvier 2021, un débat sur une amélioration de la reconnaissance de ces métiers, sur l'adaptation de la formation ainsi que sur les conditions de travail.

(s.) Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber d'accord, datt mer iwwer dës Resolutioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution modifiée

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm.

Nee, d'Madamm Hansen freet nach d'Wuert, pardon! Bleift nach wannechgelift hei!

10. 7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also ech hunn ... Pardon, datt ech lech nach ophalen hei, mee ech hu mat Erstaune festgehalen, datt, wärenddeem mir hei sëtzen an iwwer e Gesetz ofstëmmen a Froen zu de Kantinne stellen, do de Ministère de la Santé u sech e Communiqué oder ech weess net wat erausgëtt, wou drasteet: « Je me permets de revenir à l'objet sous rubrique. En effet et après avoir parlé avec » - ech soen elo net, mat wiem - « il s'avère que les dispositions de la loi Covid à voter aujourd'hui concernant la fermeture des restaurants ne s'appliqueront pas aux cantines hospitalières sous réserve qu'elles ne soient pas ouvertes au public, que les repas soient servis au personnel, les repas soient pris assis avec écart réglementaire, que les règles d'hygiène, de distanciation et du port du masque soient respectées. Dans ce sens, le Ministère de la Santé vous contactera sous peu pour formaliser les règles ci-avant avec vous sous forme d'une recommandation. »

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Sou! Ech fannen dat doten u sech wierklech eng Frechheet hei fir eis alleguer! Mir hu gesot: „Esou wéi et hei am Gesetz steet, kann et net applizéiert ginn." Mir hu gefrot: „Wat maacht Der mat de Kantinne fir d'Entreprisen?" Dunn ass gesot ginn: „Déi bleiwen zou." Dunn hutt Der gesot: „Ma mir kucken, iergendwéi eng Reegel ze fannen." Déi „iergendwéi eng Reegel", dat geet net! Dat steet net hei am Gesetz!

An dann, wärenddeem wou hei eis Motioun ofgeleent gëtt, schéckt de Ministère ee Mail oder een … ech weess net, ob et ënner Form vu Mail war, un d'Klinicken, un d'Responsabel, datt se géife kontaktéiert ginn, datt déi Kantinne kéinten opbleiwen! Déi Kantinne kéinten opbleiwen, well se net „ouvertes au public" wären. Mee ech soen lech, alleguer d'Betribskantinne sinn och net „ouvertes au public". Also kënnen déi och alleguer opbleiwen.

Une voix.- Jo!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, mir hätte wierklech gären hei zousätzlech Erklärungen dozou vun der Madamm Minister.

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gilles Roth huet nach d'Wuert gefrot gehat.

Hei, wannechgelift e bësse méi roueg, soss huet et kee Wäert, datt mer diskutéieren!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, aus Respekt virun der Chamber! Ech ka mech erënneren, dass virun ongeféier zwou Stonnen d'Ministesch op eng prezis Fro vu mir gesot huet, dass d'Kantinnen an de Spideeler zou géife bleiwen. Duerfir ass meng konkreet Fro: Desavouéiert Dir dat, wat do erausgeschéckt ginn ass vun engem Agent vun dem Ministère de la Santé? Jo oder nee?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Wëllt d'Regierung Stellung huelen zu där Prise de parole?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn dat nach net gelies, wat Der virliest, well ech net parallell an de Medie liesen. Mee ech ginn dovun aus, dass meng Leit ganz normal an Zesummenaarbecht - dat maache se déi ganzen Zäit - mat den Acteure kucken, wéi d'Gesetzer ëmgesat ginn.

Ech hunn den Text elo net virun Aen. Ech ka gären dat nach eng Kéier mat hinne klären. Meng Positioun ass ganz kloer déi, déi ech gesot hunn an der Chamber an och virdrun: Eng Betribskantin huet genau déi nämmlecht Oplage wéi den Horeca. Déi kënne selbstverständlech Takeout maachen a si kënne selbstverständlech um Zëmmer zerwéieren. An ech ginn dovunner aus, dass dat déi Gespréicher sinn, déi lafen. Well dat Gesetz soll jo muer a Vigueur sinn a meng Leit si selbstverständlech a Kontakt mat den Acteure vum Terrain, fir hir Froen ze beäntwerten, wat do kënnt.

(Interruptions)

Mee fir de Rescht kann ech net Stellung huelen zu engem Mail, deen ech net kennen. Do musst Der mer schonn erlaben, Récksprooch ze huelen. Mee meng Leit kréien net all Mail vu mir validéiert, jiddefalls net deen doten. Ech hunn deen an där Form weeder an Optrag ginn nach gesinn!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Roth.

Wannechgelift, déi aner alleguer e bësse méi roueg, well soss huet et kee Wäert, datt mer diskutéieren, wann net een deen anere versteet! An den Här Roth huet d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Madamm Minister, mir ginn also dovun aus, dass dat, wat Dir an der Chamber gesot hutt ... Dir hutt dat op eng Question spéciale vun engem Deputéierten am Sënn vun der Applikatioun vun engem Gesetz gesot, dat de Mëtten zur Diskussioun stoung a wat ofgestëmmt ginn ass elo mat 31 géint 29 Stëmmen. An do hutt Dir ganz kloer gesot, dass d'Kantinne fir d'Betriber zou sinn!

An dat, wat d'Madamm Hansen virgelies huet, dat ass just de Contraire. Well eng Kantin, déi zou ass, ass zou! Et deet mer leed! Déi kënnt Der net als Takeaway ëmänneren. Well dat do géif jo am Umkehrschluss heeschen, dass all Restaurant en Takeaway kéint maachen an dass d'Leit sur place dann eebe mat den néidegen Distanciatiounen am Sall vum Restaurant kéinten den Takeaway konsméieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Wann ech dat soll méi kommentéieren, misst Der mer et wannechgelift nach eng Kéier virliesen. Ech hunn deen Text net virun den Aen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Domadder si mer um Enn vun der Sitzung …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma nee, nee!

(Protestations et brouhaha)

Also, d'Madamm Minister sot, ech soll et nach eng Kéier virliesen. Ech brauch net alles virzeliesen, mee ech soe just, wat hei steet: « … ne s'appliqueront pas aux cantines hospitalières », also d'Gesetz, « de la loi Covid à voter aujourd'hui concernant la fermeture des restaurants ne s'appliqueront pas aux cantines hospitalières sous réserve qu'elles ne soient pas ouvertes au public », an « que les repas soient servis au personnel, » - „servis", net „take away", net „siche goen", also pas de buffet, okay! - « les repas soient pris assis avec écart réglementaire, que les règles d'hygiène, de distanciation et du port du masque soient respectées. »

Une voix.- Maja!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Ministesch.

(Brouhaha)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech weess net (...)

(Micro non allumé)

Mee wann dat sollt de Fall sinn, klären ech dat do. Dat ass net dee Wording, deen ech hunn. Wat si domadder gemengt hunn, weess ech net genau. Ech kann dat net soen. Ech kennen dat Schreiwes net. Ech kucken dat no a klären dat mat menge Leit.

Une voix.- Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, deen dote Punkt kréie mer haut net méi kloergestallt. Dat musse mer da kucken.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mee d'Gesetz ass awer schlecht!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 1., 2. an 3. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.09 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 154 du 1er décembre 2020 de M. Claude Wiseler relative aux mesures au niveau des cantines d'entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Claude Wiseler - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen (parole pour fait personnel) - Mme la Ministre Paulette Lenert

   Question n° 155 du 1er décembre 2020 de M. Gusty Graas relative au dépistage précoce du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Gusty Graas - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 156 du 1er décembre 2020 de M. Jeff Engelen relative aux différents vaccins contre la Covid-19 disponibles en décembre, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Jeff Engelen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 157 du 1er décembre 2020 de Mme Francine Closener relative à la stratégie de la reprise scolaire en janvier 2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Mme Francine Closener - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 158 du 1er décembre 2020 de M. Marc Baum relative au respect des mesures sanitaires dans les grandes surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Marc Baum - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 159 du 1er décembre 2020 de Mme Djuna Bernard relative à la mise à disposition de produits hygiéniques féminins dans les établissements scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Mme Djuna Bernard - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 160 du 1er décembre 2020 de M. Léon Gloden relative à la recommandation du Gouvernement de port du masque dans des zones extérieures à forte densité de personnes, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Léon Gloden - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Gilles Roth)

   Question n° 161 du 30 novembre 2020 de M. André Bauler relative au programme « Fit 4 Resilience », adressée à M. le Ministre de l'Économie
   - M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

   Question n° 162 du 30 novembre 2020 de M. Marc Goergen relative aux services proposés aux restaurants par « LetzShop », adressée à M. le Ministre des Classes moyennes
   - M. Marc Goergen - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

   Question n° 163 du 1er décembre 2020 de M. Dan Biancalana relative au nombre préoccupant de mineurs radicalisés en fin de cycle de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - M. Dan Biancalana - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 164 du 1er décembre 2020 de M. Marc Spautz relative à une possible analyse de la situation des résidents dans les maisons de soins et de retraite pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

   Question n° 165 du 30 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la réserve sanitaire, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Sven Clement - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
5. **Question urgente n° 3212 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler concernant les mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020**
   - Mme Martine Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
6. **Question urgente n° 3214 de M. Fernand Kartheiser et de M. Jeff Engelen concernant les tests PCR**
   - M. Fernand Kartheiser - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
7. **Question élargie n° 58 de Mme Chantal Gary relative à l'élevage d'animaux de fourrure**
   - Mme Chantal Gary - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
8. **7678 - Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7442 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat aux fins de transposition de :**

   1° la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ;

   2° certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Pim Knaff - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **7614 - Projet de loi portant modification :**

    1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

    2° du Code de procédure pénale
    - Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Empain
    - Discussion générale : Mme Viviane Reding - Mme Carole Hartmann - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projets de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 1er décembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7720** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 26.11.2020

***7721** - Projet de loi portant*

1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et

2° abrogation de la loi du 20 juin 2020 portant

1. prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite,

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales,

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales,

2. dérogation temporaire aux articles 74, 75, 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat,

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 26.11.2020

***7722** - Projet de loi portant sur la modification de :*

1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 26.11.2020

***7723** - Projet de loi portant :*

1° transposition de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

2° transposition partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

3° mise en œuvre du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

4° mise en œuvre de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds ; et

5° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.11.2020

***7724** - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant*

1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27.11.2020

***7725** - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Moscou, le 6 novembre 2020, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Fédération de Russie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juin 1993*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.11.2020

***7726** - Projet de loi portant modification temporaire de l'article L. 121-6 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.11.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1722** - Demande de pétition publique : Création du délit d'outrage sexiste*

Dépôt : Thomas Andreos, le 23.11.2020

***1676** - Demande de pétition ordinaire : Déi nei Organisatioun vun de Maisons médicales permanent bäibehalen / Maintenir de manière permanente la nouvelle organisation des maisons médicales*

Dépôt : Steven Curfs, le 25.11.2020

***1723** - Demande de pétition publique : Lever l'interdiction des animaux de compagnie dans les appartements et les maisons en locations*

Dépôt : Philippe Claramunt, le 27.11.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet all Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

- Question n° 154 du 1er décembre 2020 de M. Claude Wiseler relative aux mesures au niveau des cantines d'entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Als éischt hu mer d'Fro Nummer 154 vum Här Claude Wiseler un d'Gesondheetsministesch iwwert d'Mesuren an de Betribskantinnen. Här Claude Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Leschte Mëttwoch wärend den Debatten zum Ge-

setzesprojet iwwert de Covid hate mer heibannen animéiert Debatten iwwert d'Entreprisen an d'Kantinnen. Den Artikel 3quater vum neie Gesetz, dee seet, datt d'Etablissementer an Aktivitéite vun der Restauratioun zou sinn. Déi eenzeg Ausname si just d'Schoul- an d'Uniskantinnen, d'Vente à emporter, d'Vente au volant an d'Livraison à domicile.

De Conseil d'État war sengerzäit dovunner ausgaangen, datt deen Text, wéi en do gestëmmt ginn ass, u sech en lertum war an datt d'Cantine-d'entreprisen och missten eng Ausnam sinn. An déi ganz Oppositioun war där selwechter Meenung. Mir haten eng Diskussioun an der Kommissioun, wou d'Propositioun aacht géint siwen ofgeleent ginn ass, a mir hunn eng Motioun hei gestëmmt, déi 31 géint 29 och ofgeleent ginn ass.

Fir eis war dat schwéier ze verstoen, well mer gemengt hunn, datt vill Entreprisen eng ganz Rei Problemer bei der Ëmsetzung hätten, datt mer méi sanitär Problemer géinge kréien an datt awer och Interpretatiounsschwieregkeeten do wären. An déi Interpretatiounsschwieregkeeten, déi hu schonn den Dag selwer vun der Diskussioun, zum Schluss vun der Diskussioun ugefaangen, wat schonn ëmmer e Problem fir e Gesetz ass, wann et net kloer ass.

Meng Froen haut un d'Gesondheetsministesch dréie sech ronderëm d'Theema: Wéi sinn déi Problemer, déi opgeworf gi sinn, geléist ginn a wat ass am Kader vun dësem Gesetz elo autoriséiert an autorisabel?

Déi éischt Fro: Sou wéi ech et verstanen hunn, ass et esou, datt d'Kantinnen zou sinn, mee awer als Takeout ëmfonctionéiert kënne ginn. Dat ass autoriséiert, conformement zum Artikel 3quater vum Gesetz. Ass dat esou?, ass meng éischt Fro.

Déi zweet Fro, bei där geet et ëm d'Utilisatioun vun de Refectoiren. Mir gëtt vu villen Entreprisë gesot, datt déi Raimlechkeeten, déi virdrun zur Kantin gehéiert hunn, als Refectoire benotzt ginn, datt dat och autoriséiert gi wär. Dat ass zwar dat, wat mer wollten, mee dofir hätte mer dat och gär kloer an d'Gesetz an anescht formuléiert gehat.

Mee am Kader vun dem Gesetz, dat dës Majoritéit stëmme wollt, seet den Artikel 4.3 awer ganz kloer, datt iwwer véier Persounen, déi zesumme sinn, mussen e Mask unhunn, an dat ass natierlech net méiglech beim Iessen. Dëst Gesetz gesäit och hei keng Exceptioun vir. An d'Artikele 5 a 6 iwwer zéng Leit, déi soen, datt d'Mask, d'Distanz a souguer iwwer zéng Place-assissë mussen do sinn.

Wann elo autoriséiert gi wier, fir de Refectoire trotzdeem ze gebrauchen, dann ass meng Fro: Op wéi enger gesetzlecher Basis aus deem neien Text kéint esou e Refectoire autoriséiert ginn? An déi Limitt vu véier Persounen, kann déi iwwerschratt ginn, a wa jo, op wat fir enger gesetzlecher Basis?

Meng drëtt Fro ass: Wéi ass et an der Praxis?

A meng véiert Fro ass, ob et net sënnvoll wär, fir Kloerheet fir jiddwereen ze schafen, fir de Betriber ze erlaben, gesetzlech konform ze fonctionéieren, ob d'Madamm Ministesch gedenkt, fir dat kloer, transparent a fir jiddweree verständlech an den Text vum Projet ze schreiwen, dee mer warscheinlech d'nächst Woch musse stëmmen, wa mer déi siwent Fassung iwwert de Covidtext maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler.

D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President, dat ass déi éischt Questioun. Déi ass haut de Moien um eelef Auer erakomm, effektiv, an huet mech natierlech un d'Diskussiounen erënnert, déi mer d'lescht Woch haten. Wann Der erlaabt, géif ech dat just gäre wëllen opgräifen, well um Schluss vun der Seance publique sinn ech hei a Fro gestallt ginn. Ech hu misse Rechenschaft ofleeën hei, virun der ganzer Gemeinschaft, iwwer e Communiqué, deen de selwechten Nomëtte vun der Santé sollt erausgaange sinn. Dat ass als „Frechheet" duergestallt ginn, an ech hu mech misse justifiéieren. Et ass och vu Respektlosegkeet vis-à-vis vun der Chamber geschwat ginn, vum Deputéierte Gilles Roth, an ech hat mech engagéiert, ech géif dat gären nokucken.

Ech hunn dat Schreiwes net an Optrag ginn. Et war mer och net bekannt. Dofir huet d'Madamm Hansen mer et, frëndlecherweis, virgelies. An ech hunn dat och nogekuckt an ech kann hei just soen, dass dat, wat virgelies ginn ass, kee Schreiwes vun der Santé ass. Et ass en E-Mail-Echange vun enger anerer Struktur, déi net der Santé ënnerläit. An ech muss och dozou soen: Do ass wuel op en Telefonsgespréich verwise ginn an d'Beamtin vun der Santé huet zéng Minutten drop kloergestallt, genau esou wéi ech et och hei presentéiert hunn, wat d'Reegelen an de Betribskantinnen an och an de Spidolskantinnen ze sinn hunn.

Dat, wat gesot ginn ass, wat d'Santé do erausginn hätt, ech widderhuelen et: Anscheinend hätte mer do gesot oder e Communiqué erausginn: « Les repas sont servis au personnel » - „servis", net „take away", dat waren der Madamm Hansen hir Wierder, net „siche goen", hat Der gesot, „pas de buffet". An et ass awer genau de Géigendeel, wat d'Beamtin vun der Santé, en réponse zu deem Mail, deen Dir virgelies hutt, sot an - do musst Der lech iergendwou an der Zeil geiert hunn - justement kloergestallt huet an hirer Äntwert, well si war wuel am Verdeeler vun deem Mail-Echange, deen Dir hei virgelies hutt, zweemol, mee si wor net Auteur dovunner an huet dat, wéi se e kritt huet, natierlech och direkt kloergestallt.

Ech kann dat och gäre virliesen, dat war wéi gesot zéng Minutten no deem Echange, deen Dir virgelies hutt, wéi vusäite vun der Santé da kloergestallt ginn ass: « Je me permets de compléter le mail de XY en précisant que la formule du "take away", tel que permise pour le secteur Horeca, est préconisée, tout en permettant au personnel de consommer le repas dans la cantine, en respectant, comme dit, les règles de distanciation applicables. » Also dat ass u sech och genau déi Erklärung, déi ech lech ginn hunn. Ech ginn lech se awer och elo nach eng Kéier formell op déi Fro hin, déi Der mer dann haut d'urgence gestallt hutt.

Wéi gesot: D'Établissements de restauration ou de débit de boissons sinn, laut Gesetz, fermés au public. Dat gëllt och fir eng Kantin, déi ouverte au public ass. Mir haten dat diskutéiert gehat: Och Kantinnen, déi op sinn, dat kann net sinn, déi si fermées au public. Par contre gëtt et awer fir all d'Restauratiounsbetriber an och Kantinnen eeben d'Méiglechkeet vun enger Vente à emporter. Et steet net am Gesetz, dass d'Refectoiren zou sinn.

D'Fro ass gestallt ginn: Wéi geet dat an der Praxis? Dat si mer amgaangen, mat den Acteuren natierlech, ze klären. D'Leit hu sech vill Froe gestallt. An et ass och dowéinst, dass meng Leit schonn d'lescht Woch am Nomëtteg a Kontakt mat eenzelnen Acteure waren, déi sech natierlech gefrot hunn: Wéi soll dat muer sinn? Wéi ass dat ze verstoen? An eis Positioun ass do ganz kloer, dass et der Entreprise fräisteet, d'Espaces de récréation fir hir Leit zur Verfügung ze stellen, sief dat, fir hire Kaffi ze drénken oder hiert Iessen, wat se vun doheem matbréngen oder wat se, wann dat sollt ugebuede ginn, an enger Form vun Takeout zur Verfügung gestallt kréien, fir dat iergendwou z'iessen. Do sinn d'Entreprisë gehalen, déi ganz normal Rassemblementsreegelen ze respektéieren, déi per Gesetz fir jiddweree gëllen.

Mir hunn, an ech mengen, dat war jo och de Wonsch vun den Oppositiounsparteien, net méi differenzéiert tëscht de Rassemblementer. Déi Reegele gëlle fir een ewéi fir deen aneren. Dat heescht, mir hunn eng Reegel, dass een ënner véier eebe keng Maskeflicht huet am Grupp, doriwwer eraus ass se - voilà.

An dat Ganzt ass, esou wéi ech dat annoncéiert hat, natierlech och an eis Recommandatiounen agefloss. Dat sinn der ganz vill an déi sinn iwwert de Weekend alleguerten opgrond vun deem neie Gesetz adaptéiert ginn. An Dir fannt, oder all déi Concernéiert fannen deen Text natierlech och elo en ligne, wou déi doten Erklärung dran ass. Ech kann lech gären nach eng Kéier virliesen: « Les cantines d'entreprises sont fermées au public, à l'instar des établissements de restauration et des activités de restauration accessoires. Par contre, la formule de vente à emporter ("take out") y est autorisée, » - dat ass dat, wat d'Beamtin vun der Santé och geäntwert hat op dee Mail, deen Dir eis virgelies hutt - « également par analogie à ce qui est prévu pour les établissements de restauration. Chaque entreprise est invitée à aménager les espaces de récréation, comme par exemple des réfectoires, mis à disposition de ses salariés de manière à ce que les règles sanitaires applicables puissent y être respectées. »

An an der Praxis, wéi leeft dat of? Ben, d'Leit renseignéiere sech bei eis, wéi se sech iwwer all déi nei Mesurë renseignéieren. Mir hu ganz vill Aarbecht natierlech, wann nei Mesurë kommen. D'Hotlinë sinn do gefuerdert an dat ass Deel vun eiser dagdeeglecher Kommunikatiounsaarbecht an dëser Kris, fir déi Leit, déi Froen hunn, natierlech opzeklären an op déi Recommandatiounen ze verweisen, déi, wéi gesot, ab haut de Moien och en ligne sinn.

Voilà, méi hunn ech dozou net ze soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. D'Madamm Hansen freet nach d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, u sech fir Fait personnel. Ech wëll hei nach eng Kéier liesen, wat an deem éischte Mail steet. Do steet dran: « Il s'avère que les dispositions de la loi Covid à voter aujourd'hui concernant la fermeture des restaurants ne s'appliqueront pas aux cantines hospitalières, sous réserve qu'elles ne soient pas ouvertes au public. » An da geet et virun, da kënnt tatsächlech dat mam Zerwéieren, dat heescht: „ne s'appliquent pas". An dann: An deem anere Mail, deen dann aus dem Ministère kënnt, do steet dran, datt deen u sech nach géif komplettéiert ginn. Do steet net dran, datt dat Gesetz sech awer elo heirop géif applizéieren.

(Interruptions)

An da steet dran: « Tout en permettant au personnel de consommer le repas dans la cantine ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... dans la cantine en respectant ...

(Interruptions)

... en respectant, comme dit, les règles de distanciation applicables. » An et war genau dat, wat mer gefrot hunn. Well wann et iwwer zéng Leit sinn, da mussen déi Leit mat der Mask iessen. An ech mengen, dat geet net. A genau dat hate mer och fir déi aner Betriber gefrot a mir haten et zum Beispill och fir d'Baubude gefrot.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. D'Madamm Ministesch wëllt nach eng Kéier dorobber äntwerten.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech wëll just nach eng Kéier ënnersträichen, dass dat, wat virgelies ginn ass, kee Communiqué vun der Santé ass. Dat ass no engem Gespréich geschitt an et ass preziséiert ginn, ...

(Brouhaha)

... an dat ass wierklech mëssverständlech duergestallt ginn.

(Brouhaha)

Ech wëll dat net beurteelen. Jiddwereen, deen dat wëllt lauschteren, dee kann op Chamber TV goen an dat nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da kënnt Der dee ganzen Echange nach eng Kéier live nokucken an och den État d'esprit, an deem e gefouert ginn ass, an dee Pleséier, deen dat zum Schluss war!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dont acte, dont acte.

(Brouhaha)

- Question n° 155 du 1er décembre 2020 de M. Gusty Graas relative au dépistage précoce du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), adressée à Mme la Ministre de la Santé

Da komme mer zur Fro Nummer 155 vum Här Gusty Graas un d'Gesondheetsministesch iwwert de fréizäitegen Aidstest. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, trotz der Coronakris soll een allerdéngs net vergiessen, datt et leider, leider och nach aner Epidemië ginn. An haut ass jo de Weltaidsdag, dat gesäit ee jo och un eise klenge Saachen hei.

(M. Gusty Graas montre son pin's.)

Wat opgefall ass, dat war, datt d'lescht Woch eng Nouvelle koum vum europäesche Büro vun der WHO, respektiv och vum ECDC, an zwar ass et do drëms gaang, datt d'Zuel vun deene Leit, déi mat engem net diagnostizéierten HIV liewen, an der Lescht awer an d'Luucht gaang ass. An dat kéint een drop zréckféieren, datt zum Beispill déi Teststrategie bei de Fréierkennungen net optimal wier.

Hei zu Lëtzebuerg hate mer d'lescht Joer 48 Neiinfektiounen. Dat ass déi selwecht Zuel, wéi dat d'lescht Joer de Fall war, also 2018. A wann een elo d'Entwécklung kuckt vun 2014 bis elo, da variéiert déi Zuel vun den Infizéierten tëschent 91 an 101.

Duerfir wollt ech an deem ganze Kontext fënnef Froen un d'Madamm Ministesch stellen:

Éischtens emol: Deelt se d'Aschätzunge vun deenen zwou Organisatiounen?

Zweetens: Besteet och hei zu Lëtzebuerg eng Gefor, datt d'Zuel vun den Infizéierten an d'Luucht geet oder datt och d'Fréierkennung vum HIV vernoléissegt kéint ginn?

Drëttens: D'lescht Joer hat jo de Comité de surveillance vum Sida d'Konzept iwwer e Logement encadré virgeluecht. Dowéinst wollt ech och emol froen: Wat sinn d'Suitte vun där Iddi, déi do proposéiert gi war?

A véiertens: Et ass jo och bekannt, datt et Problemer gi beim Verkaf vu Seringuen, haaptsächlech mat Distributeuren. Do ass mer matgedeelt ginn, datt dat zu Esch de Fall wier, am Abrigado wier dat och de Fall. Kann een do vläicht och d'Ursaache gewuer ginn? Et ass och opgefall, datt de Verkaf vun de Seringuen immens zréckgaang ass. Mir haten 2017 der nach 6.946 an d'lescht Joer, 2019, nëmmen 2.919. Duerfir d'Fro, wéi gesot, ob een net och do misst zu engem aneren an neie Konzept kommen.

Dann nach eng lescht Fro vläicht: Zënter dem Juli 2019 ginn et jo och déi sougenannten Autotester. Déi ginn et souwuel an den Apdikte wéi och an enger grousser Supermarchésketten. Wéi eng Erfarung hu mer bis elo domadder gemaach a gëtt och vläicht dru geduecht, fir dat Ugebuet do auszebauen?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Graas.

D'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Selbstverständlech ass HIV-Preventioun extreem wichteg, och an dësen Zäiten, an och drénglech.

Ech ka leider net op déi sechs Froen am Detail äntwerten. Ech hunn elo eng Rei Preparatioune kritt vu menge Leit, mee den Detail hat ech net virleie fir déi sechs Froen.

Ech géif drop verweisen, dass mer effektiv en neie Moment hunn duerch déi TROD-Tester, dat sinn „tests rapides d'orientation diagnostique". Déi sinn am Joer 2019 - dat ass déi Zäit, vun där mer Donnéeën hunn - iwwert déi dräi Permanencë vum Dépistage hebdomadaire vun der HIV-Berodung an och iwwert de Centre d'information gay et lesbien (Cigale) an den Asaz komm. Insgesamt konnten do 489 Tests rapides - där neier - am Joer 2019 gemaach ginn. Et ass effektiv eng Baisse an déi erkläert sech doduerjer, dass de Cigale am August eng Kéier seng Aktivitéite wéinst engem Demenagement agestallt huet. Mir hunn dernieft awer och den DIMPS, dat ass de mobillen HIV testing. Deen huet erlaabt, 283 där Tester ze realiséieren, an doduerch hunn awer eng ganz Rei Leit kënnen detektéiert ginn. Dass mer d'Preventioun musse virundreiwen, ass ganz kloer, dat ass eng Prioritéit, dat hu mer och scho bei eis constatéiert. Do muss weider dru geschafft ginn.

Wéi et sech elo an der Kris duergestallt huet, kann ech lech am Detail net soen. Ech weess just - ech war selwer gëschter op der Visitt am Abrigado -, dass awer ganz vill Seringuen do erausgi ginn. Dat leeft ganz gutt, dat ass gutt an Usproch geholl ginn.

Fir de Rescht kann ech lech esou am Detail op Är Froen net äntwerten. Do misst ech Récksprooch huelen an dat, gegeebenefalls, schréftlech maachen. Dat war mer elo an deene puer Minutten, déi ech elo hat heifir, net ginn, fir dat nach esou ze preparéieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

- Question n° 156 du 1er décembre 2020 de M. Jeff Engelen relative aux différents vaccins contre la Covid-19 disponibles en décembre, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mir kommen elo zur Fro Nummer 156 vum Här Jeff Engelen un d'Gesondheetsministesch iwwert déi verschidde Covid-19-Impfstoffer, déi am Mount Dezember solle verfügbar sinn. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Aktuell gëtt vill iwwert déi nei Impfstoffer vum Covid-19 geschwat. Vusäite vun der EU-Kommissioun heescht et, datt Mëtt Dezember déi éischt Dose kéinte geliwwert ginn. Vun dëse Liwwerunge sollen dann ongeféier 45.000 Dosen a Lëtzebuerg goen. Et sinn ënnerschiddlech Pharmakonzerner, déi dës Impfstoffer ausschaffen, an d'EU-Kommissioun huet bis elo mat sechs verschiddenen Hiersteller Kontrakter ofgeschloss.

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch gäre follgend Froe stellen:

D'Impfe vun enger Persoun géint Covid-19 besteet aus zwou Dosen, mat deenen zwee aktuellen Impfstoffkandidaten. Ass confirméiert, datt een Zäitofstand vu wéinstens véier Wochen tëschent deenen zwou Injektioune leie muss?

Zweetens: Wann d'EU-Kommissioun bis elo scho Kontrakter mat sechs verschiddene Pharmakonzerner huet, vun deenen der elo zwee an der decisiver Phas sinn, ass da garantéiert, datt den Impfstoff fir Lëtzebuerg nëmme vun engem Hiersteller kënnt? Wann neen, ass da garantéiert, datt all Persoun, déi sech impfe léisst, déi zwou Dose vum selwechten Hiersteller kritt?

Drëttens: Huet d'Madamm Minister Kenntnis dovunner, wéini et ze erwaarden ass, datt déi aner véier Hiersteller an déi decisiv Phas ginn?

Déi véiert a meng lescht Fro: Wéi ass d'Situatioun fir d'Frontaliere gereegelt? Kënnen d'Frontaliere sech zu Lëtzebuerg impfe loossen? Wa jo, sinn d'Frontalieren da bei der proportionaler Rechnung fir d'Verdeele vun der éischter Impfstoffliwwerung an Europa fir Lëtzebuerg mat agerechent ginn?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier un d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci, Här President, och fir dës ganz interessant an drénglech Froen. Mir hate schonn e puermol Geleeënheet, ze äntwerten. Dir wësst, dass d'Regierung am Moment un enger Impfstrategie schafft, déi an der leschter Ligne droite ass. Dat sinn déi Aarbechten, wou ech leider elo haut net konnt derbäi sinn. Mir wäerten déi natierlech insgesamt presentéieren, soubal mer och den Avis vun der Commission nationale d'éthique afléisse gelooss hunn. Dat ass eng grouss Aarbecht, déi do uleeft, an dat ass eminent, dass déi Strategie wäert finaliséiert ginn, an déi wäert selbstverständlech och der Chamber presentéiert ginn, le moment venu.

Wéi Der et richteg sot, si sechs Kontrakter scho vun der Kommissioun ënnerschriwwen. Lëtzebuerg huet sech engagéiert, bei den Achate via d'Kommissioun matzemaachen, dëst mat ënnerschiddleche Fabrikanten. Dat ass AstraZeneca, dat ass Johnson & Johnson, Sanofi, dat ass Pfizer/BioNTech, CureVac a Moderna. Dat heiten huet eis erlaabt, ze garantéieren, dass Lëtzebuerg gutt wäert beliwwert ginn. De Prorata vun deene Commanden, déi fir Lëtzebuerg wäerten zur Verfügung gestallt ginn, läit bei 0,14 %.

Et ass och esou, dass mer scho fir véier Kandidate vun dëse Vaccinen e fermen Engagement geholl hunn. Do gëtt jeeweils en Opruff vun der Kommissioun gemaach an da kann ee sech mellen. Lëtzebuerg huet sech do gemellt. An eleng mat deene véier Engagements fermes, déi mer geholl hunn, kënne mer schonn eng ronn 800.000 Leit impfen.

Fir op Är Froe konkreet ze äntwerten, Dir sot: Ass dat esou, dass en Delai vu 14 Deeg ass? Dat ass ganz ënnerschiddlech. Bis elo ass nach keen Impfstoff zougelooss. Et ass d'EMA, déi Europäesch Medikamentenagence - ech hat schonn d'lescht Woch Geleeënheet, dat hei ze preziséieren -, déi do hiert lescht Wuert wäert hunn. Si wäert d'Medikamenter, an och d'Vaccinen natierlech, zouloossen an dann och bestëmmen, wéi déi letztendlech musse verabreecht ginn. Do gëtt et ënnerschiddlech Delaien. Et ass ee Vaccin, deen an unidose ass. Déi aner si mat duebeler Dos, natierlech jee no Hiersteller. Do gëtt et net een Delai, dat ass och nach ënnerschiddlech. Dofir ass dat alles eng ganz grouss Erausfuerderung, och um Niveau vun der Logistik.

Mir wësse jo, Stand haut, net, wat mer als Éischt kréien, wivill mer kréien an esou weider. Et ass och nach keng Zouloossung gemaach. Wann Der d'Aktualitéit - an déi suivéiert Der alleguerte mat groussem Interessi, dovunner ginn ech aus -, d'Madamm von der Leyen héieren hutt, rechent d'Kommissioun ab Mëtt Dezember mat éischten Zouloossungen. Stand haut ass awer nach keng Zouloossung do. An ech mengen, mir sollen eréischt konkreet ginn, wa mer wëssen: Wat ass genau zougelooss? A wéi engen Delaien? A wat kënnt wéini zu Lëtzebuerg un?

Da stellt Der d'Fro: Vu dass eeben zwou Dose musse verabreecht ginn, ob séchergestallt ass, dass d'Leit vum selwechte Fabrikat dee kréien. Do kann ech lech vergewësseren, dass dat selbstverständlech wäert séchergestallt ginn. Mir wäerte sécherlech net veränderwerten, dass do Leit mat ënnerschiddlechen Impfstoffer géife geimpft ginn, eng éischt Dosis vun deem engen, eng zweet vun engem aneren. All Impfstoff huet säin eegene Protokoll, wéi en ze applizéieren ass. An et ass selbstverständlech, dass déi zweet Piqûre, déi ee kritt, muss mat deem Impfstoff geschéien, deen een och déi éischte Kéier kritt huet an net mat engem anere Fabrikat. Falls dat sollte Suerge sinn, déi d'Leit sech maachen.

Wéi gesot, Detailer zu der Impfstrategie kritt Der ganz vill, wa se bis fäerdeg erstallt ass. An do verweisen ech genau wéi d'lescht Woch drop, dass dat lafend Aarbechte sinn. Voilà. Mir hunn haut och elo erëm e bësse Verzuch kritt, well ech déi normalerweis och matpresidéieren. Mee dat ass awer net schlëmm. Do gi mer eens.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

- Question n° 157 du 1er décembre 2020 de Mme Francine Closener relative à la stratégie de la reprise scolaire en janvier 2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mir kommen elo zur Fro Nummer 157 vun der Madamm Francine Closener un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert de Schoulufank am Januar 2021. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Merci, Här President. Jidderee wier frou fir ze wëssen, wéini d'Pandemie eriwwer ass, mee wëssen deet keen et. An dee Manktem u Wëssen an de Manktem u Perspektiv ass, an dat weisen all Etüden, eng besonnesch grouss Belaaschtung fir Kanner a Jugendlech, déi awer meeschtens ouni vill ze muckse maachen, wat mer vun hinne verlaangen.

Bis zu engem bestëmmte Grad ass Navigation à vue am Krisemanagement och ganz normal, déi kann och keen hinnen erspueren. Op där anerer Säit ass et awer vun enormer Bedeitung, datt déi Jonk ee bestëmmte Kader hunn, fir datt et e wéineg previsibel ass, op wat se sech mussen astellen.

An der Schoul steet dee Kader bis d'Chrëschtvakanz. A wat ass duerno? De 4. Januar ass d'Vakanz eriwwer. Da geet d'Schoul erëm un. Mee wéi geet se nees un? An dat wollt ech den Här Minister haut froen: Wéini kréien d'Schoulen, d'Enseignanten, d'Elteren, d'Kanner matgedeelt, wéi d'Schoul am Januar, awer och doriwwer eraus, an deene Méint duerno, wäert ausgesinn?

Déi ganz Anticovidmoossname fir d'Schoul an och fir d'Maisons relais gi jo net duerch dat sougenannte Covidgesetz decidéiert, mee falen ënnert d'Kompetenz vum Educatiounsminister. An deem Kontext wéilt ech dann och vum Här Minister wëssen, ob déi iewescht Lycéesklasse vu Quatrième bis Deuxième sech och am Januar weiderhin op ee „système en alternance" sollen astellen. Vu wat mécht de Minister déi Entscheedung ofhängeg? A wéi gesot: Wéini kréien déi verschidden Acteuren dat matgedeelt?

Ech mengen, et wier eng Erliichterung fir jiddereen, wann ee mat engem Minimum un Informatioun an deem Kontext kéint an d'Chrëschtvakanz goen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Closener.

Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Kader fir d'Gestioun vun der Covidkris vun de Schoulen, souwuel an der Grondschoul wéi och am Lycée, ass de sougenannte Stufeplang, dee mer am September presentéiert hunn, deen awer nëmmen de Kader bitt an deen awer ganz vill Flexibilitéit och bitt, fir op jeeweileg Situatiounen, souwuel ënnerschiddlech Situatiounen a jeeweilege Schoulen, Regiounen, mee awer och op jeeweileg ënnerschiddlech Zäitpunkte kënnen ze reagéieren. An dat wäert sécherlech och d'Richtlinn sinn, no där mer och no de Feierdeeg am neie Joer 2021 wäerte misse weiderfueren, well mer solle jo emol dovunner ausgoen, datt de Covid net Neijoerschdag wäert op eemol verschwonne sinn.

Bis dohinner, denken ech, musse mer awer weiderhin dat maachen, wat mer bis elo gemaach hunn, nämlech evaluéieren, ofweien, d'Entwécklung suivéieren a kucken do, wou mer richtegleien, et weiderzeféieren, an do, wou mer vläicht mussen Upassunge maachen, déi gutt ze iwwerleeën, ze diskutéieren an dann och virzehuelen.

Ech denken emol, datt, wann d'Presenz vum Virus an der gesamter Populatioun esou bleift, wéi dat momentan ass, an d'Verhale vum Virus an d'Weidergoe vum Virus och an de Schoulen dat ass, wéi et elo an dëse Wochen ass, am neie Joer, da wäert sech och un deem Kader, un deene Mesure-sanitairen, un deene Reegelen, déi mer fir déi eenzel Ordre-d'enseignementen hunn an och vläicht op deenen eenzelne Plazen, déi emol kënne variéieren, näischt grondleeënd veränneren.

D'selwecht och eebe fir dat, wat gëschter op generaliséiert Manéier am Lycée op den ieweschte Klasse vu Quatrième bis Deuxième a Kraaft getrueden ass: den Unterrecht en alternance, wou jeeweils en Deel vun de Schüler aus der Schoul dann à distance iwwert digital Outilen doheem ënnerriicht gëtt. Ech denken, datt, sollt sech un der Prevalenz vum Virus net grondleeënd eppes änneren, dat och no der Chrëschtvakanz wäert weider de Fall sinn.

Trotzdeem wäerte mer weider evaluéieren, wäerte mer d'Situatioun suivéieren. Trotzdeem wäerte mer och an der Chrëschtvakanz nees erëm e Rapport d'analyse wëlle maachen iwwert de Covid-19 bei de Schülerinnen an de Schüler a bei deene jonke Leit an de Schoulen an och ausserhalb vun de Schoulen. A wa mer do d'Noutwendegkeet gesinn, Adaptatiounen ze maachen, da wäerte mer déi selbstverständlech och virhuelen.

Mir denken awer dorunner, datt, nach eng Kéier, wann d'Situatioun sech net grondleeënd verännert, mer och bei änlechen oder bei deene selwechte sanitäre Mesurë wäerte bleiwen. Och wa mer elo e liicht Zréckgoe vun de Fallzuele wäerten hunn, wat bei deene Jonken nach net onbedéngt festzestelle war an der leschter Woch, musse mer awer wëssen, datt eng Diskussioun momentan jo gefouert gëtt, datt et eventuell no de Feierdeeg dann awer erëm zu engem Uklamme vun de Fallzuele wäert kommen. An och dat, denken ech, sollte mer bei där Analys bedenken, datt et eventuell awer net onbedéngt bei deem Bild wäert bleiwen, ewéi d'Schoul opgehalen huet, mee datt et erëm eng Kéier liicht aneschters och kéint sinn, wann d'Schoul am Januar nees eng Kéier ufänkt.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

- Question n° 158 du 1er décembre 2020 de M. Marc Baum relative au respect des mesures sanitaires dans les grandes surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mir kommen elo zur Fro Nummer 158 vum Här Marc Baum un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Anhale vun de sanitäre Mesuren an den Akafszentren. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Fir d'Alleréischt wéilt ech preziséieren, datt dat hei eng Froestonn ass un d'Regierung. Et si keng Question-urgenten. An et ass och keen Harcèlement, wat d'Deputéierte maachen, wa se Regierungsmembere Froe stellen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, wann een duerch d'Stroosse vun der Stad Lëtzebuerg oder vun Esch geet, da gesäit een, datt ganz vill kleng Geschäfter eege Restriktiounen opgestallt hunn, andeem se soen, datt just zwou, dräi, véier oder fënnef Persoune maximal sech däerfen an deem Geschäft befannen. Dat ass eng Selbstregulatioun an dat huet e ganz staarken autoregulative Charakter, un deen d'Leit sech och ganz staark halen. An dëst obwuel et kee Gesetz gëtt, wat dat imposéiert.

Anescht ass et bei de Grande-surfacen. Do gesäit d'Gesetz vum 29. Oktober vun dësem Joer a sengem Artikel 3bis vir, datt déi Grande-surfacen iwwer 100 (veuillez lire: 400) m² Verkafsfläch net méi wéi eng Persoun pro 10 m² däerfen eraloossen. Elo ass et awer esou, datt besonnesch leschte Weekend op de soziale Reseaue ganz vill Fotoen zirkuléiert sinn, déi drop schléisse loossen, datt déi Reegel net iwwerall agehale ginn ass.

Net méi spéit wéi gëschter ass et en Artikel an enger Online-Zeitung ginn, deen Etat gemaach huet vun Aussoe vu Mataarbechter, déi sech driwwer beschwéieren, datt hir Geschäfter, hir Geschäftsleedung genau déi dote Reegelung net anhält. Et gëtt doriwwer geschwat, datt et vill Deeg onméiglech wier, déi 10 m² anzehalen. Et gëtt vu „Gedränge in den Gängen", vu „Rangeleien" geschwat. An dat, obwuel déi Geschäfter am Moment amgaange sinn, d'Geschäft vun hirem Liewen ze maachen.

Duerfir meng Froen:

Éischtens: Wat sinn d'Moyenen, déi d'Supermarchéen, d'Grande-surfacen an Ofsprooch mat der Santé asetzen, fir ze garantéieren, datt d'Gesetz agehale gëtt?

A meng zweet Fro: Gi Kontrolle gemaach respektiv si bis elo Amenden ausgeschwat gi respektiv aner Mesurë vusäite vun der Staatsgewalt geholl ginn, fir derfir ze suergen, datt dat Gesetz agehale gëtt? Dat schéngt mer besonnesch wichteg, well eng rezent Etüd aus England zumindest suggeréiert, datt d'Supermarchéen och eng Quell vun Infektioune kënne sinn, besonnesch dann, wann et sech ëm eng diffus Verbreedung, wéi am Moment bei eis, handelt.

Duerfir déi drëtt a lescht Fro un d'Madamm Minister: Gëtt et eventuell Iwwerleeungen, fir och an Zukunft verstäerkte Kontrollmesuren duerchzeféieren, respektiv deene Geschäfter, virun allem am Sënn vum Schutz vun de Clienten a vun de Mataarbechter, Moyenen an d'Hand ze ginn, fir dat do och wierklech duerchzesetzen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum.

D'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech hat effektiv - ech hunn dat elo gezielt - sechs Froe kritt fir déi Froestonn an eng véier oder fënnef, ech weess net méi genau, Questions parlementaires urgentes. Falls ech mech sollt an der Terminologie verheddert hunn elo just, dann deet dat mer ganz leed. Dat ass am Stress geschitt. Fir de Rescht hunn ech dat Wuert „Harcèlement" menges Wëssens net de près ou de loin gebraucht an deem Kontext hei.

(Interruption)

An ech wëll mer et och net an de Mond leeë loossen.

De Problem, deen Der uschwätzt, beschäftegt eis och vill. Dat ass eng Erausfuerderung. Dir wësst, dass och ganz vill Biller zirkuléiert sinn iwwert de Weekend ronderëm de Black Friday mat der Aktivitéit, déi a verschiddene Geschäftszentren ass. Kontrolle si gemaach ginn. Ech hat iwwert de Weekend och selwer direkt en Echange mat der Police, fir ze froen, wéi dat gaangen ass, wat hir Schwieregkeete sinn. A mir hunn an deem Sënn eigentlech elo am Nomëtten och eng Reunioun - an ech sinn och an där elo net derbäi -, do sëtze mer och mat de Leit vum Terrain zesummen, fir ze kucken, wéi een dat ka besser ugoen, ob et do Méiglechkeete gëtt, fir déi Kontrolle méi effikass ze maachen. Dat si Sujeten, déi eis an der Regierung natierlech och beschäftegen a wou mer alleguerten, déi jeeweileg Ministeren, beméit sinn, mat de Leit um Terrain zesummenzeschaffen. Wéi gesot, en Echange mat der Police wor och schonn.

Verstäerkt Kontrollen? Ech sinn net Policeministesch, ech ka mech net zu deenen engagéieren. Ech weess just, dass iwwert de Weekend eebe Kontrolle waren. Dat hunn ech bestätegt kritt. A mir sinn dobäi elo amgaangen auszewäerten, ob dat problematesch ass a wéi een dat an Zukunft eventuell kann anescht gestalten. Dat, wéi mer dat eigentlech ëmmer maachen, och an Ofsprooch an an Zesummenaarbecht mat de Leit um Terrain, wou déi Echangen haut lafen.

Ech géif lech Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

- Question n° 159 du 1er décembre 2020 de Mme Djuna Bernard relative à la mise à disposition de produits hygiéniques féminins dans les établissements scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mir kommen elo zur Fro Nummer 159 vun der Madamm Djuna Bernard un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Verfügbarkeet vun Hygiènesproduiten an de Schoulen. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Här President, Här Minister, virun e puer Deeg huet Schottland, als éischt Land op der Welt, annoncéiert, senge Biergerinne gratis sanitär Produiten op ëffentleche Plazen zur Verfügung ze stellen. Dës Aféierung hëlt en compte, dass d'Hallschent vun der Bevëlkerung all Mount méi Ausgaben huet, just well se zum weibleche Geschlecht gehéiert. Wa mer vu „Period poverty" schwätzen, da beschreift dat d'Tatsaach, dass et Meedercher a Frae gëtt, déi sech d'Kafe vun Hygiènesproduiten net leeschte kënnen. 10 % vun de Meedercher a Groussbritannie konnte sech op d'mannst zu engem Zäitpunkt keng Hygiènesproduite leeschten. Dat léisst sech natierlech net esou einfach op Lëtzebuerg iwwerdroen. Ech hu keng Zuele fir eist Land hei fonnt. Mee „Period poverty" ass sécher och hei en Theema.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg dës Ongerechtegkeet erkannt an 2019 den Taux de TVA super-réduit op weiblechen Hygiènesproduiten agefouert. An dëse Schrëtt ass absolutt an dësem Kontext ze begréissen.

Elo kommen ech awer zu menge Froen un den Här Educatiounsminister:

Eng ganz Rei Lycéeë stellen haut schonn de Schülerinnen Hygiènesproduiten a Form vun Tamponen a Binden gratis zur Verfügung. An ech wollt wëssen, ob dat eng concertéiert a systematesch Approche ass.

Wou sinn dës Produiten, am Fall wou, ze fannen? Ass d'Loge vum Portier, wéi dat a verschiddene Schoulen de Fall ass, wierklech déi richteg Plaz?

Sinn dës Produiten, falls se an der Schoul ze kréie sinn, gratis?

An ass och den Educatiounsminister der Meenung, dass een dës Initiativ op Grondschoulen oder op Jugendhaiser misst ausweiden?

Ech soen lech elo schonn e grousse Merci fir d'Beäntwerte vun dëse Froen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard.

Den Här Educatiounsminister Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vläicht e puer Wuert zu deenen eenzelnen Approchen, eng Kéier am Fondamental an eng Kéier am Lycée, zu där doter Thematik.

Et ass esou, datt mer natierlech fir d'Alleréischt och d'Opklärung groussschreiwen. Datt am Fondamental, am Cycle 4, wou mer wëssen, datt gemengerhand do déi éischt Meedercher och hir Reegel hunn, datt d'Pubertéit en Theema ass, datt et um Plan d'études steet, datt dat sollt thematiséiert ginn. Et ass och esou, datt mer do recommandéieren, datt den Titulaire de classe, den Enseignant, wat eng Confiance-Persoun ass vun der Schülerin, natierlech den Uspriechpartner, d'-partnerin soll sinn am Fall, wou een Hygiènesartikele géif brauchen, am Fall, wou ee seng Period kritt an net dofir preparéiert ass.

Ech muss zouginn, datt et awer keng kohärent Approche ass, datt et an deenen eenzelne Schoulen, bei eenzelnen Enseignantë par rapport zu anere sécherlech aneschters geet, méi wäit thematiséiert gëtt an och vläicht emol Hygiènesartikelen dann disponibel sinn. Ech huelen d'Iwwerleeung awer ganz gäre mat a kucken, ob mer net eng kohärent

Kommunikatioun un d'Enseignanten och an der Grondschoul, virun allem am Cycle 4 eeben, an déi dote Richtung wëlle maachen.

An de Lycéeën ass et esou, datt et an deenen allermeeschte Lycéeën - esou wéi mer an der kuerzer Zäit de Moien, déi eis bliwwen ass, fir eis heirobber ze preparéieren, konnten erausfannen - sécherlech en Theema ass an och Hygiènesartikele fir Meedercher disponibel sinn. Am dackste si se an de Raimlechkeete vum SePAS disponibel. Da ginn et awer och Distributeuren, déi fräi zougänglech sinn, wou ee se ka siche goen. Awer och d'Sekretariat, d'Infirmerie, wann et esou eng gëtt. Dir hutt elo d'Beispill vun der Conciergerie genannt. Mir hunn ee Lycée fonnt, wou dat de Fall war, muss ech soen. Vun e puer Stéck hate mer d'Äntwert nach net dobannen, elo ier ech heihinnerkomm sinn. Vläicht war dat dann do och nach de Fall. Mee dat schéngt op jidde Fall kee Massephenomeen ze sinn.

Déi sinn dann och gemengerhand gratis disponibel. Ech muss awer och soen, datt et fir déi allermeeschte Schoulen esou ass, datt et fir ze depanéiere geduecht ass, datt, wann een emol eng Kéier selwer net preparéiert ass a keng Hygiènesartikelen derbäi huet, ee se dann do ka kréien, mee datt et net esou ass, datt ee fir den alldeegleche Gebrauch se einfach dohinner siche geet. Dat ass hei sécherlech net d'Approche.

Mee hei gëllt déi Remark, déi ech och fir de Fondamental gemaach hunn, datt ee sech awer sécherlech kann iwwerleeën, fir déi Schoulen, déi bis elo dat doten net ubidden, a fir déi ënnerschiddlech Approchë vläicht och e bëssen ze harmoniséieren, datt mer eng gemeinsam Kommunikatioun géife preparéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

- Question n° 160 du 1er décembre 2020 de M. Léon Gloden relative à la recommandation du Gouvernement de port du masque dans des zones extérieures à forte densité de personnes, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 160 vum Här Léon Gloden un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Maskeflicht dobaussen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. D'lescht Woch ass hei an dësem héijen Haus mat knapper Majoritéit dat neit Covidgesetz gestëmmt ginn. D'CSV hat eng Motioun erabruecht fir eng Maskeflicht am ëffentleche Raum, besonnesch an de Zones piétonnes. Déi Motioun ass hei ofgeschmettert gi vun de Majoritéitsparteien. D'Madamm Gesondheetsministesch hat op d'mannst de Meritt, datt se dozou Stellung geholl huet an huet gesot, datt de Risiko bausse manner grouss wier an datt duerfir keng Maskeflicht misst ageféiert ginn.

De Freideg souz ech op menger Gemeng, du kréien ech d'Circulaire, déi vun der Madamm Gesondheetsministesch a vun der Madamm Inneministesch ënnerschriwwe ginn ass, Circulaire un d'Gemengen, wou dann drasteet, ech zitéieren: « [...] recommande le port du masque de façon systématique dans des lieux extérieurs à forte densité de personnes ». Wéi zum Beispill Foussgängerzonen. « Bien que ceci ne corresponde pas à la définition de rassemblements organisés [...] d'un point de vue santé publique, le port du masque [...] est fortement recommandé. » Entre parenthèses: Hei gëtt vun enger Notioun geschwat, „rassemblements organisés", déi mer am Gesetz vum Oktober ofgeschaaft hunn.

Ech wéilt do elo e puer Froe stellen:

Wat fir eng Vue huet dann elo d'Regierung zur Maskeflicht? Jo oder nee? Obligatoresch, fakultativ?

Wéi kann et sinn, datt an enger Circulaire Terminologië gebraucht ginn, déi duerch e Gesetz ofgeschaaft gi sinn?

A wat wier d'Base légale fir d'Gemengen, fir eng Maskeflicht anzeféieren? Well wann et just eng Recommandatioun ass, kann een dat jo net sanktionéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden.

D'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Zur Maskeflicht … - ëmmer erëm en interessant an och dréngend Theema an deem Sënn -, ech hat et d'lescht Woch hei och scho rappeléiert, wou mer driwwer rieds haten. D'Santé recommandéiert scho ganz laang - recommandéiert! scho ganz laang - de Port du masque do, wou een d'Distanz net kann anhalen, an dat säit Ufank vun der Kris. Dat sinn eis Recommandatioune scho vum 17. Juli, ech hunn dat och scho ganz oft an der Santéskommissioun ënnerstrach. Dat ass eis Positioun als Ministère de la Santé: Et ass eng Recommandatioun!

Dir wësst, dass ganz vill Länner déi Kris hei just mat Recommandatioune geréieren, a mir hu vun Ufank un - an dat widderhuelen ech eigentlech och iergendwou gebietsmillenaarteg - nieft de Gesetzer, nieft obligatoreschen a legal verflichtende Mesuren, selbstverständlech Recommandatiounen, déi och iwwert dat erausginn: Sou wéi mer am Moment och als Santé den Appell un d'Leit maachen, hir Kontakter op en absolutte Minimum erofzedrécken, an net onbedéngt Gesetzer bis op de leschte Punkt ze drécken.

Dës Recommandatioun, wéi gesot, déi gëtt et op alle Fall: Déi lescht, déi ech elo fonnt hunn, déi en ligne, ass déi vum 17. Juli gewiescht - ech mengen, virdrun hate mer der och schonn -, a si ass elo de 26. November 2020 à jour gesat ginn. Do steet dran - dat sinn déi normal Mesurë vun deene Recommandatiounen, vun deenen ech lech ganz oft schwätzen, wa mer iwwert déi Kris hei schwätzen -: „Drot Är Mask oder eppes Änleches, wat Mond an Nues verdeckt." „Wann eng interpersonell Distanz vun zwee Meter net anzehalen ass, ass d'Droe vun enger Mask recommandéiert; bei Rassemblementer vu méi wéi véier Leit ass d'Droe vun enger Mask dann obligatoresch", erkläre mer de Leit och nach eng Kéier. Mee déi Recommandatioun generell, dass een dat soll do maachen, wou een d'Distanz net anhält, déi hu mir scho längst artikuléiert als Santé - am Fong déi ganzen Zäit wärend där Kris hei, wou mer dat dach awer empfeelen ze maachen.

D'Recommandatioun, déi un d'Gemenge gaangen ass - d'Gemengen hunn hir eege Base-legallen -, ass fir déi och ze aktivéieren. Wéi gesot: Dëst Land huet net de Choix gemaach vun enger obligatorescher Maskeflicht, wéi ech dat och d'lescht Woch erkläert hunn. Dat ass e politesche Choix, ob een dat dobausse wierklech wëllt iwwer e Gesetz obligatoresch maachen, mee dat empêchéiert net, dass ee - vun engem sanitäre Point de vue - natierlech un de Leit hir Vernonft appelléiert. Et ass dat, wat mer och ronderëm eis ëmmer soen. Ech mengen, d'Leit versti scho ganz gutt, an dat gesäit een: Wann Der duerch eis Groussgaass gitt, gesitt Der, dass d'Leit séier wuel déi Recommandatiounen och verstanen hunn. Ganz vill Leit - déi meescht Leit, géif ech souguer soen - droen d'Mask an der Groussgaass, wa vill Leit do sinn. Dat ass eppes, wat een instinktiv mécht.

Wéi gesot, ech verweisen hei op Recommandatiounen, déi ech scho ganz oft erwäänt hunn. Nieft de Mesuren, déi legal Mesuren, esou, wéi se … - déi lescht Versioun, déi ech elo fonnt hunn, war déi vum 17. Juli, geupdate elo de 26. Mee, mee dat ass u sech näischt Neies -, dat ass dee Katalog u Recommandatiounen, och sektorieller Aart, déi mer vun Ufank u vun der Kris hei hunn, fir d'Leit ze begleeden, déi eenzel Secteuren ze begleeden, de grand Public ze begleeden, fir e beschtméiglechen Ëmgang mat der Kris ze kréien.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wéi d'Gemenge Mamer an Hesper gratis Maske verdeelt hunn, Madamm Minister, dunn hutt Dir an enger schréftlecher Äntwert eppes ganz aneschters gesot.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kommen elo zur Fro Nummer 161 vum Här André Bauler un de Wirtschaftsminister iwwert de Fit 4 Resilience. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 161 du 30 novembre 2020 de M. André Bauler relative au programme « Fit 4 Resilience », adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Kader vun der Strategie „Neistart Lëtzebuerg" huet d'Regierung eng Partie Hëllefsmoossnamen entwéckelt, déi d'Relance vun eiser Ekonomie ënnerstëtze sollen. Eng vun dëse Moossnamen ass de Programm Fit 4 Resilience, dee vun der Agence Luxinnovation an Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère op d'Bee gestallt gouf.

Mat dësem Programm wëllt een den Entreprisen hëllefen, fir sech de strukturelle Veränneruṅge vun eiser Wirtschaft, déi duerch d'Coronapandemie ausgeléist goufen, unzepassen. Déi Entreprisen, déi a Fro kommen - déi sougenannt eligibel Entreprisen -, kënne sech deemno vun engem professionelle Beroder ënnerstëtze loossen, deen hir Stäerkten a Schwächten analyséiert an hinne Virschléi gëtt, wéi se sech no der Kris eebe besser opstelle kënnen. 50 % vun dëse Berodungskäschte ginn an deem Kader vum Wirtschaftsministère iwwerholl.

Déi lescht Woch huet den Här Wirtschaftsminister an de soziale Medien ugekënnegt, dass de Programm Fit 4 Resilience bis den 31. Dezember 2021, also dat nächst Joer, soll verlängert ginn. Dofir wollt ech him follgend Froe stellen:

Éischtens, wéi vill Demandë si bis den 30. November un de Wirtschaftsministère gestallt ginn? Zweetens, wéi vill Betriber kruten hir Demande bis ewell accordéiert, a wat fir ee Genre, wat fir eng Zort vu Betriber sinn dat?

Drëttens, wéi héich sinn d'Depensen, déi de Wirtschaftsministère bis ewell fir d'Honorairë vun de Beroder ausbezuelt huet?

A véiertens, firwat gouf decidéiert, de Programm bis den 31.12.2021 ze verlängeren?

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler.

Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Bauler fir déi Fro. Zanter dem Ufank vun der Kris ass et effektiv esou, dass mer jo als Wirtschaftsministère mat enger ganzer Hellewull vun Hëllefsmoossname probéieren, mat alle Moyenen, d'Betriber an hir Mataarbechter esou gutt wéi et geet duerch dës Kris hei ze kréien. A mir wëssen net genee, wéini d'Reprise kënnt. Et ass natierlech elo Hoffnung mat deem Vaccin, dee sech annoncéiert, dass mer awer iergendwann eng Kéier am Fréijoer erëm kënnen eng Relance kréien. A verschidde vun deenen Hëllefsinstrumenter, déi mer gemaach hunn - souwuel an der Ekonomie, mee awer och ganz vill am Mëttelstand -, si jo wierklech do, fir de Betriber an enger éischter Phas ze hëllefen, iwwert de Bierg ze kommen, fir Liquiditéiten ze schafen, fir hinnen iwwer hir Enkpäss ze hëllefen, mee anerer erlaben de Betriber et och schonn, fir sech fit ze maache fir no der Kris. An zu deenen Hëllefe gehéiert dëse Programm Fit 4 Resilience, dee mer zesumme mat Luxinnovation opgeluecht hunn.

D'Iddi vun deem Programm ass, fir am Fong eng Analys ze maache vun de Stäerkten an de Schwächte vun engem Betrib an och fir ze kucken, wéi resilient dee Betrib ass par rapport zu esou engem Schock, an dann aus deem Constat eraus sech ze restrukturéieren, sech nei ze organiséieren, fir säi Businessmodell unzepassen a Fonctioun vun de Lektioune vun der Pandemie. An dat ass u sech eng Aart Repositionnementsplang, dee mer de Firmen hëllefen, esou matzemaachen. Dat heescht, dat geet meeschtens a Richtung vu méi Digitaliséierung; ze kucken, wéi ee sech och ka méi nohalteg opstellen; vläicht, wéi ee Kreeslafwirtschaft a säi Betrib erakritt; wat fir eng nei Sparten ee ka besetzen; wat déi Creneaue sinn, wou ee gesäit, dass se elo méi gefrot ginn oder wou ee mengt, dass se méi gefrot wäerte ginn an enger Post-Pandemie-Zäit.

Dir hutt et gesot: Wann d'Demande ugeholl gëtt, iwwerhëlt de Ministère d'Hallschent vun de Käschten - dat si Consultanten, déi op enger Lëscht sinn, wou ee sech da kann een eraussichen, deen de Betrib da beréit an och betreit an där Phas.

Ech kann lech soen op Är éischt Fro, wéi vill Demandë gemaach goufen: Dat si 16 Demanden. Déi sinn och all ugeholl ginn an dat ass en Opkommes fir de Staat vun enger Gesamtenveloppe vun 218.000 Euro. Dat sinn effektiv, dat gesäit elo net no vill aus, mee dat ass all Kéiers …, do muss ee Rechnung droen, dass de Betrib natierlech selwer muss 50 % vun deene Fraisen iwwerhuelen, wat jo och net ëmmer evident ass an esou enger Zäit wéi dëser, wou ee vläicht aner Prioritéiten huet a sengem Betrib.

Betriber, déi matgemaach hunn, kommen aus deene verschiddenste Beräicher, aus der Konstruktioun, aus dem Handwierk - do ass zum Beispill ee Schräinerbetrib derbäi an och e grousse Garage -, et kommen der och aus dem Commerce oder Entreprisen aus dem Logistiksecteur oder IT-Provideren.

Et gëtt och eng Partie Beispiller, déi Der elo scho kënnt kucken. Do gëtt et e klenge Videotemoignage vun enger Firma INSTALTEC, dee gëschter diffuséiert gouf iwwert de Kont vum Wirtschaftsministère, dee ganz flott ass, wou och erkläert gëtt, wat d'Perspektiv ass vun deem Betrib, firwat en dat gemaach huet, wat dat em gehollef huet, wat dat em bruecht huet. An aner Betriber, déi de Programm duerchlaf hunn a vun deene mer ganz positiv Echoen hunn, sinn zum Beispill d'Brasserie Nationale, awer och CHAMP Cargosystems an eng Rei anerer. Wéi mer et annoncéiert hunn, war de Betrib Robin Peintures mat derbäi, deen dat u sech als Pilotbetrib matgemaach huet, an am Fong opgrond vun där Experienz hu mer dunn decidéiert, dee Programm ze lancéieren.

An déi 16 Betriber, dat gesäit da vläicht net no vill aus, mee bei all Betrib mécht et eng Differenz, an ech mengen, et muss een dat am Package gesinn, als e Ganzt. Dat ass eng éischt Etapp, wou e Betrib e Constat mécht an da vläicht opgrond dovunner sech seet: „Tiens, elo maachen ech vläicht gären deen Digitalisatiounsprozess, un deen ech d'lescht Joer geduecht hunn, deen ech net gemaach hunn." Oder: „Ech maache vläicht gär deen Investissement a méi eng ëmweltfrëndlech Produktioun oder an d'Kreeslafwirtschaft." An da geet en hin an e kuckt, wat fir eng Instrumenter derfir do sinn, an dann hëlt en déi „Neistart"-Hëllef, déi mer och an eisem Package hunn am Wirtschaftsministère, a gebraucht dat, fir sech nei opzestelle fir d'Zukunft, fir sech méi fit ze maachen.

Mir hunn och där Beispiller. Et ass ee ganz flotte Betrib, deen ech elo hei net ka soen, mee deen awer wierklech genee dat gemaach huet, deen déi ganz Panoplie vun eise Mesuren, ugefaange mam Fit 4 Resilience, gebraucht huet, fir sech eeben nei ze organiséiere fir eng Post-Covid-Zäit. Déi Hëllefen do sinn disponibel egal wéi grouss d'Entreprise ass, dat heescht, dat ass wierklech fir d'Betriber aus dem Commerce, der Industrie oder aus dem Handwierk, a mir gesinn och, dass dat, wéi gesot, e gewëssene Succès huet.

Firwat maache mer et, firwat maache mer déi Extensioun? Majo, well mer mengen, dass effektiv elo eréischt d'Phas kënnt, wou vill Betriber sech déi dote Froe stellen - well déi bis elo beschäftegt ware mat hirer Krisegestioun -, an datt déi am Fong elo eréischt an deen Esprit kommen: „Tiens, elo kéint ech jo am Fong dovunner profitéieren, fir mech ze analyséieren a fir mech da besser opzestelle fir ...

(Coups de cloche de la présidence)

... d'Zukunft."

Voilà, merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Wirtschaftsminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 162 vum Här Marc Goergen un de Minister fir Mëttelstand iwwert d'Déngschtleeschtunge vum „LetzShop" un d'Restauranten. Här Marc Goergen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 162 du 30 novembre 2020 de M. Marc Goergen relative aux services proposés aux restaurants par « LetzShop », adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir hutt mer am November geäntwert op d'Question parlementaire 3059, dass iwwer dräi Millioune Consultatioune vun de Säite vu Juni bis Oktober stattfonnt hunn um „LetzShop" an dass e positiven Trend do ass an dass Der géift permanent analyséieren, wéi eng Funktiounen op der Plattform kënne weider ugebuede ginn.

Doropshi meng Fro haut: Et sinn e puer Restaurateuren, déi u mech erugetruede sinn, an der aktueller Situatioun, wou de Restaurant zou ass, si awer just liwweren oder Takeout kënne maachen, ob „LetzShop" net do kéint eng Méiglechkeet ubidden, fir deene Restaurateuren ënnert d'Äerm ze gräifen. Dofir meng Fro: Wäert „LetzShop" esou ëmgebaut ginn, dass se och eng Offer kënnen ubidden, egal a wéi enger Form, fir de Restaurateuren ze hëllefen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

Den Här Minister fir Mëttelstand Lex Delles huet d'Wuert.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Ech wëll, fir unzefänken, dem Här Goergen villmools Merci fir déi Fro hei soen. Et ass e ganz interessant Theema, well et gesäit een, dass et wärend där heiter Kris eebe grad wichteg war, dass „LetzShop" do ass. Ech hat lech op Är Question parlementaire geäntwert, dass et e grousse Succès ass, dat op där enger Säit, well mer gesinn hunn, dass an där Period 2020 iwwer 200 Commercen nei op der Plattform „LetzShop" mat derbäi sinn, dass mer och gesinn, dass alleguerten déi Commercen, déi mat derbäi sinn, och eng Panoplie vun Artikelen online gesat hunn. An natierlech, wann ech lech am … - ech weess net méi genau, wéini d'Question parlementaire war -, mat 3 Millioune Säiteviews si mer elo bei ronn 4,5 Millioune Säiteviews. Also do gesäit een, dass et immens an d'Luucht geet, tout en sachant awer natierlech och, dass - wa mer vum ROPO-Effekt schwätzen - et eng ganz Panoplie vu Leit gëtt, déi eeben online nosichen an och wierklech an d'Geschäft entweeder et siche ginn oder op där anerer Säit hire Produit duerno am Geschäft wäerten entdecken. Dofir ass den Horeca-Secteur och e ganz interessante Secteur, fir mat op d'Plattform „LetzShop" ze huelen.

Ech hat lech op d'Fro geäntwert, dass et ëmmer erëm a Fro gestallt gëtt, dass et och ëmmer erëm Neiegkeete gëtt, déi op der Plattform gemaach ginn. Elo d'lescht Woch ass ganz nei e System vu Bongen online gesat ginn, dat heescht, et kann een elo e „LetzShop"-Bong um Site kafen a verschenken. Dat heescht, ech kann lech just invitéieren, wann Der e Bekannten hutt, dee Gebuertsdag huet, deem kënnt Der dann och e „LetzShop"-Bong verschécken. Mir sinn amgaangen, mat der Horesca drun ze schaffen, fir och alleguerten d'Horeca-Betriber mat op d'Plattform ze kréien, dat a Form vun engem Bong, soudass een zum Beispill net nëmmen e „LetzShop"-Bong ka verschenken, fir eppes ze kafen, mee och zum Beispill en lessen an engem gewëssene Restaurant oder eng Iwwernuechtung an engem gewëssenen Hotel. Doru si mer am Moment amgaangen, mat der Horesca ze schaffen.

Ech wëll awer parallell och direkt op dëser Plaz soen, dass „LetzShop“ ni wäert eng waarm Spaghetti all'arrabbiata liwweren. Dat ass net de Sënn vun der Plattform, dat heescht en Home Delivery fir waarm Moolzechten, dat wäert et net ginn. Mir schwätzen hei vun de Bongen, déi een da kann an engem Restaurant oder an engem Hotelsbetrib aléisen, dat nämmlecht, wéi d'Regierung och déi 50-Euro-Bonge gemaach huet, soudass een da kann e Bong huelen an deen dann op där anerer Plaz aléisen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Mëttelstandsminister Lex Delles.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 163 vum Här Dan Biancalana un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'radikaliséiert Schüler am Lycée.

- Question n° 163 du 1er décembre 2020 de M. Dan Biancalana relative au nombre préoccupant de mineurs radicalisés en fin de cycle de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, am Joresbericht 2019 vu respect.lu, wat jo e Preventiounszenter ass géint Radikalisatioun an deen och 2017 gegrënnt gouf, kann een erausliesen, dass dësen Zenter dräi Missiounen huet: d'Sensibilisatioun, d'Preventioun ronderëm d'Radikalisatioun; d'Ënnerstëtzung an och d'Begleedung vun deene Leit, déi um Wee vun der Radikalisatioun sinn; an natierlech och den drëtte Pilier: d'Deradikalisatioun. Am Rapport kann een och erausliesen, dass all Alterskategorie betraff ass an dass och an deem Kontext ganz vill op den Knowhow an op d'Expertis vu respect.lu zréckgegraff gëtt.

Wat awer eng Première ass - an dat kann een och am Rapport erausliesen -, dat ass, dass eng beonrouegend Unzuel vu Kanner tëschent zéng an zwielef Joer um Wee vun der Radikalisatioun sinn. Et geet also hei ëm Mannerjäreger, ëm Mineuren, déi et gëllt ze schützen - et ass am Fong de Jugendschutz, deen hei deementspriechend spillt -, an och fir Alternativen ze fannen, fir effektiv déi Kanner, déi Schüler ze stäerken.

Déi Grënn, déi genannt goufen, fir an dëse Prozess eranzegoen, dat ass ganz oft en Drock, deem se ausgesat sinn; d'sozial Reseauen, déi spillen; d'Medien; psychologesch Problemer, wou een effektiv dann an der Radikalisatioun Zouflucht fënnt, well d'Kanner an d'Schüler och vulnerabel sinn.

Dofir fënnef Froen hei un den Educatiounsminister:

Wat ass Är Aschätzung vum Joer 2019 vun deenen Zuelen, awer och vun 2020 an och de Schoulufank 2021?

Well duerch d'Covidkris vill op den Homeschooling zréckgegraff gouf an doduerch déi Detektioun méi schwéier ass wéi am Klassesall: Awéifern ass d'Léierpersonal forméiert a sensibiliséiert, fir déi éischt Unzeechen ze detektéieren?

Ënner wéi enger Form gëtt mat de Schüler geschafft an der Schoul, ausserhalb der Schoul?

Wéi gëtt d'Famill mat abezunn?

A wat kënnen och Sensibilisatiounsprogrammer sinn, fir effektiv dësem Prozess entgéintzewierken?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana.

Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och un den Dan Biancalana fir déi interessant Fro, mat där ee sech, mengen ech, e bësse méi am Fong misst beschäftegen a sech Zäit huelen. Op den éischte Bléck erféiert een e bëssen, wann een denkt: „Siwe Kanner tëschent zéng an zwielef Joer, déi um Wee vun der Radikaliséierung sinn“, dann ass dat eppes, wat eis alleguerte sollt preoccupéieren, wéi et méiglech ass, datt matten ënnert eis Kanner - deen doten Alter - deen dote Wee aschloen.

Et muss een awer och gesinn, datt dat der siwe vu ronn 50.000 aus dem Enseignement fondamental sinn - dat relativéiert dat zum Deel. Et muss een och gesinn, datt Kanner, a Jonker am Ufank vun der Pubertéit, wärend der Pubertéit, natierlech och gären emol provozéieren, natierlech och gären emol géint allgemeng unerkannte Reegele verstoussen, andeems se sech aneschters verhalen, andeems se sech aneschters äusseren, andeems se probéieren, eis Erwuessener dann zu Reaktiounen ze zwéngen.

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, an deem doten Domän d'Aen opzehalen, ze reagéieren, wa mer musse reagéieren, awer och net an all Fall ze iwwerreagéieren. An dat ass déi Virgab, déi mer maachen, dee Rot, dee mer ginn. An natierlech ass et awer ganz komplex, do wierklech dann d'Differenz ze maachen. Duerfir ass et esou, datt mer op Formatioun setzen, op Ënnerstëtzung setzen, déi ënner anerem vu respect.lu dann och un d'Enseignantë ka gi ginn, souwuel aus dem Fondamental wéi och aus dem Secondaire. Dat ass wichteg!

D'Zuele fir d'Joer 2020 hu mer effektiv nach net, do si mer scho gespaant. Well op där enger Säit gëtt et vläicht eng Donkelziffer, déi méi grouss ass, well de Kontakt ofgebrach ass wärend enger gudder Zäit mat deene Jonken, aus deene bekannte Grënn. An op där anerer Säit hu mer déi Jonk jo awer an d'sozial Medie gedréckt wéi ni virdrun. A mir wëssen, datt dat oft d'Source ass vu radikaliséierende Gedanken, vu Verschwörungstheorien, vun einfachen Erklärungen op komplex Problematiken. An duerfir muss och dat eng Pist vu Preventioun sinn.

Ech si frou, datt mer nach kuerz virun der Pandemie, uganks Mäerz, konnten de Mediekompass presentéieren, deen den Enseignantë ganz vill flott Initiativen un d'Hand gëtt, fir souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire medienerzéieresch kënnen täteg ze ginn. An dat ass jo preventiv fir ze wëssen, wat fir eng Geforen eeben och am Netz an op anere Plazen op de soziale Plattforme laueren a wéi Jonker do kënnen ewechbleiwen, wéi mer och Eltere kënne matabannen. Mee awer och, wéi mer d'Enseignantë kënnen opklären iwwert déi Risiken a wéi si dann och kënnen deementspriechend adequat reagéieren.

Ech denken, datt et fir eis alleguerte wichteg ass, datt mer Jonker staark maachen, well wa se u sech selwer gleewen, wa se Perspektiven hunn, wa se Erfollegserliefnisser hunn, wa se fest encadréiert sinn an hirer Famill, an engem Frëndeskrees an och an der Schoul a riskéieren, sech do weider gutt ze entwéckelen, da sinn all déi aner Risike vill méi kleng, fir an d'Radikaliséierung ofzerëtschen, fir, wéi gesot, deenen einfachen Theorien nozelauschteren, deenen einfachen Äntwerten op ganz komplex Froen eeben nozeginn. An dat ass eng Gesamtaufgab, eng global Aufgab, déi mer als Bildungswiese musse wouerhuelen. Dozou gehéiert d'Schoul. Dozou gehéiert déi nonformal Bildung. Dozou gehéiert d'Elterenhaus. Dozou gehéiere mir alleguerten, déi a Kontakt si mat de Kanner, mat deene Jonken.

Mee nieft zum Beispill och Aspekter vun der Medienerzéiung, denken ech, sinn dat och Aspekter, déi ee an engem Schoulfach wéi Vie et société grad ganz besonnesch groussschreiwe muss: sech selwer erkennen, sech selwer veruerten an der Gesellschaft, am Kontakt mat deenen aneren an enger Gesellschaft, déi ganz divers a pluralistesch ass, mat ënnerschiddleche Meenungen, an och seng eege Meenung kënne vertriede par rapport zu Meenungen, déi anerer sinn. Mee gläichzäiteg awer och Respekt fir aner Meenungen an aner Approchen an zum Deel och aner Wäerter hunn, déi an eiser Gesellschaft present sinn an och musse sinn. Awer gläichzäiteg och d'Limitte vun där doter Oppenheet an Toleranz, wann et ëm Wäerter geet, kloermaachen.

Dat, denken ech, ass eis gemeinsam Aufgab par rapport zu deene Jonken, déi mer ni däerfen aus den Ae verléieren, fir déi et ganz vill Programmer gëtt op där enger Säit, mee wou et awer déi perséinlech Kontakter sinn, sief dat vum Enseignant, sief dat vum Educateur, sief dat an der formaler oder an der nonformaler Bildung, mee virun allem vun eis alleguerten, déi finalement kënnen ausschlaggeebend sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 164 vum Här Marc Spautz un d'Ministesch fir Famill an Integratioun iwwer eng méiglech Analys vun der Situatioun an den Alters- a Fleegeheimer. Madamm Corinne ..., nee, Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 164 du 1er décembre 2020 de M. Marc Spautz relative à une possible analyse de la situation des résidents dans les maisons de soins et de retraite pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Madamm Ministesch ka schonn äntweren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kënnen och ëmwiesselen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da stellen ech d'Fro, wa si geäntwert huet, dat ass kee Problem.

(Hilarité et interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Spautz, et ass un lech.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Madamm Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et geet ëm d'Situatioun an den Alters- a Fleegeheimer. Mir haten heibanne scho méi oft eng Diskussioun doriwwer. Mir wëssen, dass mer iwwer 50 Haiser hunn, wou d'Entwécklung elo de Moment vum Covid ënnerschiddlech ass.

(Interruption)

Mir wëssen, dass en Accord fonnt ginn ass tëschent der COPAS, dem Familljeministère an och der Santé, wéi ee soll mat der Krankheet ..., net mat der Krankheet, mee mam Virus ëmgoen a wat een alles soll maache fir ze verhënneren, dass mer Hotspotten an deenen 52 Haiser géife kréien.

Et ass awer ëmmer erëm eng Diskussioun iwwert den Droit de visite. Et ass ëmmer erëm eng Diskussioun, wien däerf wéini wie besiche goen, well mir wësse jo, an deenen Alters- a Fleegestrukturen hu mer verschidden Zorte vu Leit. Mir hunn der, déi nach relativ gutt a mobill sinn an déi gären ënnert d'Leit ginn. A mir hunn anerer, déi sech wëllen e bëssen zréckhalen. An do ass et oft schwéier, de Mëttelwee ze fannen: Wat ass déi richteg Léisung?

Dann ass d'Diskussioun, kënne mer einfach zu de Leit soen: „Dir bleift elo heibannen, well mir e Fall vu Covid an eiser Struktur hunn!“? An dofir gëtt et ganz vill Zefriddener an et gëtt och ganz vill Onzefriddener bei de Clientë vun deene jeeweilegen Haiser.

Et muss een awer och déi fantastesch Aarbecht ënnersträichen, déi gemaach gëtt vun dem Alters- a Fleegepersonal, well déi maachen eng groussaarteg Aarbecht do. An déi kënnen och net ëmmer hire jeeweilege Clienten erklären, firwat deen een eraus däerf an deen aneren net. A mir hu jo dëser Deeg d'Madamm Minister héieren, dass schonn déi éischt Leit ufänken, bei den Ombudsman ze trëppelen an ze soen: „Däerf ech elo eraus oder däerf ech net eraus? Däerfe se mer dat verbidden oder net?“

Mir wëssen, dass de President vun der CCDH, der Mënscherechtskommissioun, gesot huet, si wiere bereet, eppes ze maachen, wa se deen néidege Budget zesummegestallt géife kréien.

A meng Fro ass: Ass dat de richtege Wee, ob mer do elo schwätze vun der CCDH, ob mer do schwätze vun dem Ombudsmann oder der Ombudsfra? Oder ob et do net änlech ass, wéi mer et an der Santé kennen? Do hu mer eng extra Struktur, déi sech drëm bekëmmert, wou déi Leit sech sollen a kënnen hiwenden, wa se net dermat averstane sinn, wat an de jeeweilegen Haiser geschitt. Well ech mengen, dass et de falsche Wee wier, elo einfach ze soen, si solle sech un den Ombudsman wenden oder un d'CCDH, déi scho wichteg Aufgaben hunn, déi eng fantastesch Aarbecht, deen ee sou gutt wéi deen aneren, maachen. Mee ob dat déi richteg Plaz ass, fir elo och nach déi do Aufgab unzehuelen?

An do ass eis Fro: Wéi denkt d'Regierung doriwwer? Wëllt se dat wierklech bei dem CCDH maachen? Huet d'Regierung schonn eng Diskussioun gehat? Oder kéint een dat net och bei der Santé uglidderen, wou et a mengen Aen e bësse méi nobäi wier wéi bei deenen anere Strukturen?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. D'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen, huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci fir d'Fro, dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz. Ech mengen, dat ass eng ganz berechtegt Fro. An Dir hutt och scho vill verschidden Äntwerte ginn an der Fro am Ufank, wou Der nämlech d'Fro gestallt hutt: „Wéi ass et mam Droit de visite?“

Am Moment ass et esou, dass d'Alters- an d'Fleegeheemer ganz vill aus där éischter Well geléiert hunn, muss ee soen. Déi éischt Well, dat war: „Bleift doheem!“ Dat war fir ons alleguerten e „Bleift doheem!“. An dat war och fir d'Leit an den Alters- a Fleegeheemer e „Bleift doheem!“. Do hu mer nach net richteg gewosst, wéi mer mat deem Virus sollen ëmgoen.

Elo ass et awer esou, dass dat vill méi differenzéiert gekuckt gëtt, wéi Dir richteg gesot hutt. D'Haiser kucken dat heiansdo souguer esou differenzéiert, dass et souguer am eegenen Haus aneschter ass vun engem Stack op deen aneren, jee nodeem, ob d'Leit krank sinn oder net. Ob ee se eebe muss protegéieren oder ob se, wéi mir alleguerten och, wa mer de Virus hunn, dann och mussen eeben doheem bleiwe respektiv an hirem Zëmmer bleiwen.

Do, wou Der och Recht hutt - an am Fong hutt Der haut an allem Recht, wat Der gesot hutt, muss ech jo awer zouginn -: ...

(Brouhaha et hilarité)

... Et ass schwéier, e Mëttelwee ze fannen tëscht ... Natierlech, d'perséinlech Fräiheet, well contrairement zu deem, wat ee mengt, ass et jo net nëmmen de Besuch, deen an d'Altersheem geet, et sinn och Leit am Alters- a Fleegeheem, déi erausginn. Déi liewen am Alters- oder Fleegeheem, mee déi ginn awer eraus, déi liewen hiert Liewen. Déi wunnen eeben do, esou wéi mir och op enger Plaz wunnen. An do, mengen ech, ass eeben d'Entrée an d'Sortie an d'Haiser an déi zwou Richtungen.

Allerdéngs soen d'Gestionnairen, dass se festgestallt hunn, dass d'Leit, soubal se am Zëmmer si bei engem, vergiessen, dass een d'Geste-barrièrë soll anhalen, de Mask soll ophalen, an an an. Bon, dat ass d'nämmlecht ewéi bei ons doheem. A fir dat eebe besser ze kontrolléieren, well een an engem Altersheem och responsabel ass fir seng Matbewunner, déi riets a lénks an der Kummer wunnen oder um Stack, probéiere se, dat dann éischter a Lieu-dédiéen ze maachen.

Et ass esou, et si jo verschidde Phasen.

D'Phas I ass: Et ass op.

D'Phas II net. Also d'Phas II ass: Et ass e Lieu dédié.

D'Phas III, do sinn nach e puer Beschränkungen. Et däerfen zum Beispill nëmmen zwou Persounen op Besuch kommen an esou weider.

An d'Phas IV ass ganz zou.

Déi meescht Haiser sinn an der Phas III.

An do stellt sech jo d'Fro, wéi Dir se och gestallt hutt: Bräicht een net eng extra Struktur, déi sech ëm d'Mënscherechter bekëmmert? An dat ass och déi Fro, déi d'CCDH opgeworf huet: Wéi ass et mat de Mënscherechter an den Alters- a Fleegeheemer? Wéi war et virun allem mat de Mënscherechter an der Phas I an där éischter Well, wou mer alleguerte méi oder wéineger agespaart waren? An den Alters- a Fleegeheemer an och an den Handicapstrukture warscheinlech nach méi, well een an der Communauté gelieft huet an eeben dat Haus dunn einfach op eemol hermeetesch zou war.

Ech mengen, dass mer nach eng Aufgab virun eis hunn. Am Moment si mer an der zweeter Well a jiddwereen huet de Kapp am Guidon. Mee mir hunn nach eng Aufgab virun ons fir ze kucken: Wéi si mer mat där Kris hei ëmgaangen? Wat waren d'Problemer? Wat ware Saachen, déi mer draus kënne léieren, déi mer net méi esou wëlle maachen, wann nees eng Kéier eng änlech Situatioun sech géif stellen?

A wien dat mécht, dat musse mer kucken, effektiv. Ass dat herno d'CCDH? Den Ombudsman? Ass dat vläicht en aneren? Do si mer amgaangen, dat hu mer jo och gesot, dass mer géife kucken, wéi een dat am beschte kéint maachen, dass ee kuckt, dass d'Mënscherechter respektéiert ginn, respektiv och, wéi een et vläicht besser ka maache wéi an der éischter Well. Mee ech mengen, kënnen ze soen, dass elo an der zweeter Well villes scho vill, vill besser ass wéi an där éischter, einfach well mer alleguer geléiert hunn, e bësse besser mam Virus ze liewen. Och wa mer nach net alles iwwert de Virus wëssen. Mee ech mengen, mir kënnen elo scho vill méi differenzéiert agéieren, an dat geschitt och an den Alters- a Fleegeheemer hei am Land.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ministesch fir Famill, der Madamm Corinne Cahen. Da komme mer elo zur Fro Nummer 165 vum Här Sven Clement un d'Gesondheetsministesch iwwert d'sanitär Reserven. Här Sven Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 165 du 30 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la réserve sanitaire, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Madamm Ministesch, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi ass um Wee fir eran.

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... déi ënnerwee ass, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi ass do.

M. Sven Clement *(Piraten).*- ...et ass esou, datt am Kader vun der Covid-19-Kris jo an der Réserve sanitaire eng ganz Rëtsch Professioneller rekrutéiert goufen an och aktivéiert goufen. Do waren et déi, déi schonn Dokter sinn - dat war, mengen ech, offensichtlech -, da waren et awer och eng ganz Rëtsch Studenten, Schüler iwwer 18 Joer, déi e Beruff aus dem Beräich vun der Santé léieren, pensionéiert Persounen oder Leit, déi am Congé sans solde sinn a virdrun, éier se an de Congé sans solde gaange sinn, engem Beruff aus dem Beräich vun der Santé oder de Soinen nogaange sinn. All dës Leit goufen invitéiert, fir an der Réserve sanitaire matzemaachen. An den Echo dorop war jo och beuechtlech.

Elo ass et awer esou, datt et och Leit zu Lëtzebuerg gëtt, déi am Ausland an deelweis am Net-EU-Ausland en Diplom an der Medezinn oder generell am Santésberäich gemaach hunn an déi deelweis hiren Diplom nach net unerkannt kruten oder och guer keng Voie fir eng Unerkennung ënnert den europäeschen Direktive fir hiren Diplom hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech denken do ënner anerem un DPIen oder och deelweis BPIen, déi natierlech heiansdo Schwieregkeeten hunn, hir Diplomer unerkannt ze kréien.

Mir wëssen: Eng Kris ass speziell. An d'Réserve sanitaire huet gewisen, datt eng Kris och ausseruerdentlech Moossname justifiéiert, nämlech esou Leit temporär eng Autorisation d'exercer ze ginn.

Dofir froen ech: Envisagéiert d'Regierung, wärend der sanitärer Kris Persounen, déi en Ofschloss an der Medezinn un enger Universitéit ausserhalb vun der EU gemaach hunn an hiren Diplom zu Lëtzebuerg nach net unerkannt kruten, fir d'Réserve sanitaire zouzeloossen? Oder, falls net, firwat dat de Fall ass.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Merci och dem Sven Clement fir dës Fro. Dat erlaabt mer ze preziséieren, wat mer alles esou gemaach hunn, firwat a wat mer och net maachen zum Deel. Et ass eng komplizéiert Matière.

Säit der Mise en place vun der Réserve sanitaire am Abrëll dëst Joer huet de Gesondheetsministère e ganz largen Opruff un d'Bevëlkerung gemaach, fir sech bei der Réserve sanitaire anzeschreiwen. Ech géif drun erënneren, dass d'Réserve sanitaire am Ufank vun der Kris ganz large opgestallt war mat 3.635 Leit, déi sech ageschriwwen haten als Benevoller, an donieft 8.498 Professionnels de santé, dat heescht Dokteren a Leit aus all deenen anere Gesondheetsberuffer. Dëst weist, wéi eng grouss Hëllefsbereetschaft do vun der ganzer Gesellschaft ausgaangen ass, fir um Terrain matzeschaffen.

Dës Leit waren aktiv. Dëst an de fréiere Centres de soins avancés, och an den aktuelle Centres de consultation Covid, an de Spideeler, an den Altersa Fleegeheimer, an de Covidtestzentren, bei eis am Contacttracing an och nach op deene verschiddenen Hotlinen, déi jo au fur et à mesure en place gesat gi sinn.

D'Gesondheetspersonal, mir wëssen et alleguer, dat bleift de sougenanntene „Casus knacksus" vun der aktueller sanitärer Kris. Et bleift och weiderhin eng Erausfuerderung, fir derfir ze suergen, dass mer dat néidegt a virun allem och dat adequat Personal am Asaz hunn, dat heescht, déi richteg Ressourcen de richtege Moment op där richteger Plaz.

Wann ech elo an déi no Zukunft kucken, denken ech virun allem un déi kommend Centres de vaccination, kënnt Der lech virstellen. Vun Ufank vun der Kris un hu mer probéiert oder war et eist Uleies, wierklech d'Sécherheet vun de Patienten ze garantéieren. Dir wësst, dass déi eenzel Beruffer reglementéiert sinn hei am Land. Dat ass esou gewollt, dass wierklech genau encadréiert ass, wie wat däerf maachen, wie wéi eng Akten däerf maachen, fir dass dat och konform ass zu der Ausbildung, déi gemaach ginn ass, an dass mer kënnen domadder déi néideg Sécherheet vum Patient garantéieren.

Mir hunn an deem Sënn eng Rei Oplockerunge gemaach, fir Attributiounen ëmzeschichten an deem Fall. Ech géif se eng Kéier duerchgoen.

Mir hunn duerch Reglement elo, fir vun hannen unzefänken, den 30. Oktober 2020 am Kontext vun deenen neie Schnelltester beispillsweis eng Ausweitung gemaach, fir Leit an den Asaz ze huelen, nieft Dokteren an Infirmieren eeben och de Laborant, deen am Laboratoire d'analyses médicales exercéiert, an och d'Hiewannen.

Generell hu mer fir d'Prelevementer, do ass jo e grousse Besoin mat deene villen Tester, déi mer maachen, e Reglement, dee rezentsten elo ass vum 3. November dëst Joer, wou mer dat ausgedeent hunn op d'fräiwëlleg Pompjeeën an och op déi Professionell, déi beim CGDIS sinn, Psychologen, Psychotherapeuten an Apdikter.

Elo méi spezifesch beim Taskshifting bei de Professions de santé, do beweege mer eis am Kader vum Artikel 6 vum ofgeännerte Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert d'Gesondheetsberuffer. Dat ass de Cadre légal, dee mer hunn. Opgrond vun deem kënne mer Arrêté-ministériellen huelen. Dat sinn dann eenzel Decisiounen, déi geholl ginn. Den Arrêté ministériel vum 7. September 2020, ech erënneren drun, dat ass elo dee rezentsten, do hu mer de Studenten aus dem véierten, fënneften a sechste Joer vum Medezinnstudium erlaabt, bis zum 31. Mäerz 2021 d'Attributioune vun der Profession de laborantin, och erëm eng Kéier am Kader vun de Prelevementer, ze exercéieren.

Am selwechte Sënn gouf et schonn en Arrêté ministériel den 3. August 2020, wou mer dat en place gesat haten, allkéiers fir eng begrenzten Zäit, deemools bis op de 5. September. An och schonn den 22. Juni 2020 ass dat an deem Sënn gemaach ginn.

Ech gi se net an all Detail duerch. Mir hunn dann och de 14. Abrëll, fir eng Kéier dorunner ze erënneren, erëm eng Kéier esou en Arrêté ministériel geholl gehat, fir d'Studenten aus dem zweeten an drëtte Joer vum Medezinnstudium bis zum 29. Mee 2020 ze befugen, dass se kënnen d'Attributioun, d'Professioun vum Aide-soignant ausüben.

Am nämmlechten Arrêté ministériel vum 14. Abrëll 2020 ass et am Artikel 2 drëms gaangen, fir d'Studenten, erëm d'Medezinnstudenten aus dem véierten, fënneften a sechste Joer, ze habilitéieren, fir bis den 29. Mee deemools d'Attributioune vum Infirmier auszeüben.

An och nach eng Kéier en Arrêté ministériel vum 3. Abrëll 2020, dës Kéier geet et ëm d'Elèven aus dem drëtte Joer vum Aide-soignants-Studium, fir dass déi och scho kënnen an den Asaz goen als Aide-soignant an der Praxis.

Dann hate mer och nach den 1. Abrëll 2020 en Arrêté ministériel vun där selwechter Aart, allkéiers op där nämmlechter Base légale, deen dann d'Elèven aus dem LTPS, dem Lycée technique pour professions de santé, concernéiert huet. Hei waren d'Schüler aus dem drëtte Joer vun de Studien, fir Aide-soignant ze ginn, viséiert, déi aus der Formation initiale. An et war nach eng Konditioun vum Alter gesat: Mir hunn déi viséiert, déi iwwer 18 Joer al waren. Dëst och erëm eng Kéier, fir dann zäitlech begrenzt bis den 29. Mee 2020 d'Attributioune vum Aide-soignant kënnen auszeüben. Den Artikel 2 huet dann d'Studenten aus dem drëtten a véierte Joer aus dem Infirmiersstudium viséiert, déi dann och eng Kéier mat Akraafttriede vun dësem Arrêté ministériel befuugt gi sinn, fir als Aide-soignant an den Asaz ze goen.

Den Artikel 3 vun deem nämmlechten Arrêté ministériel huet dann d'Studenten aus dem éischten, zweeten an drëtte Joer Studium, déi Kéier vum Assistant technique médical de radiologie, viséiert. Och si waren an der Kris duerch dës Mesure befuugt, bis zum 29. Mee dëst Joer dann ze exercéieren, an zwar als Aide-soignant.

De selwechten Arrêté nach eng Kéier huet gereegelt, dass d'Studenten aus dem éischten, zweeten an drëtte Joer aus dem Studium vun der Hiewan och konnten zäitlech begrenzt an den Asaz goen als Aide-soignant an deementspriechend Akte maachen.

Dës laang Lëscht vu Reglementer weist, dass mer hei bestrieft waren, wierklech allzäit d'Qualitéit vun de Soinen a virun allem och d'Sécherheet vum Patient ze assuréieren.

Wat elo méi spezifesch d'Demandë vu Persounen, déi Net-EU-Diplomer an der Medezinn hunn, ugeet, fir an der Réserve sanitaire matzemaachen, do ass et esou, dass mer déi Kandidaturen natierlech ganz gäre matophuelen. Dat heescht awer net, dass se als Medezinner an den Asaz kommen. Selbstverständlech hu mer där mat op der Lëscht, hate mer och schonn eng ganz Zäit. Mir kucken da prioritär, wou mer déi Leit kënnen an den Asaz bréngen.

Prioritär hu mer bis elo wierklech ëmmer nëmme Medezinner agesat, déi all d'Konditiounen erfëllen, fir zu Lëtzebuerg den Accès an den Exercice vun dem Beruff ze kréien. Fir Persoune mat enger Net-EU-Ausbildung an der Medezinn wär et allerdéngs méiglech, op där selwechter Base légale, déi mer fir all déi aner Arrêtéen haten, esou eppes ze maachen, also esou en Taskshifting vun Attributiounen ze maachen, wann dat sollt néideg ginn iwwert déi nächst Wochen oder Méint.

Dat sinn awer, ech hat et scho gesot, dee Moment individuell Dossieren, déi wierklech genau géifen analyséiert gi fir ze kucken, ob een dat ka vertrieden oder net, fir ze gesinn, wéi eng Ausbildung déi Leit genau gemaach hunn a wou.

An Dir hat d'Situatioun vun den DPIen ugeschwat. Och do hunn ech eng éischte Kéier, op alle Fall säit menger Amtszäit ... Do gëtt et eng Procédure d'équivalence, déi ee ka maachen, déi ass relativ schwéierfälleg, mee mir hunn engem Demandeur de protection internationale dat och méiglech gemaach. Deen huet säi Studium unerkannt kritt. Dat war eng länger Prozedur. An dee Mann ass och, wéi den Zoufall et wëllt, bei eis am Asaz elo.

Ech géif lech Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

5. Question urgente n° 3212 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler concernant les mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020

Mir kommen elo zur Drénglechkeetsfro Nummer 3212 vun der Madamm Martine Hansen an dem Här Claude Wiseler un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert de Covid am ëffentlechen Transport. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten zou an d'Regierung huet zéng Minutten. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Vu datt ech gemengt hat, ech däerft se net méi stellen, hunn ech se net hei, mee ech hu se awer am Kapp.

Am Gesetz, wat déi lescht Woch gestëmmt ginn ass, do steet dran, datt den ëffentlechen Transport u sech ausgeholl ass vun der Restriktioun vun 100 Leit. Dat heescht, et kënne méi wéi 100 Leit am ëffentlechen Transport sinn. Et steet och dran, datt eng allgemeng Maskeflicht am ëffentlechen Transport gëllt.

En ass awer net ausgeholl vun der Sëtzflicht, esou wéi d'Gesetz et virgesäit. Dat heescht, wann ee Rassemblement ass an iwwer 10 a bis zu 100 Leit do sinn, da steet am Gesetz, datt misst eng Sëtzflicht gëllen.

Dofir war d'Fro: D'Madamm Minister hat déi lescht Woch hei mëndlech drop geäntwert, datt si dat net esou gewollt hätten, mee et steet awer esou am Gesetz. An ech hunn och nach ëmmer net verstan - och elo, wou ech d'Äntwert scho gelies hunn, well si war dann elo, ech mengen, um Véirel op zwou am Courrier -, wéi d'Regierung d'Gesetz interpretéiert, datt se et net op den ëffentlechen Transport applizéiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert: d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci, Här President. Ech géif vläicht virop kloerstellen, dass ech sécherlech gesot hunn, dass et net gewënscht war, eppes ze änneren an där Hisiicht. Ech hunn awer net gesot, dass mer dat doten iwwersinn hätten an iergendenger Hisiicht. Et war just kloergestallt ginn an der leschter ëffentlecher Sitzung, wou Der déi Fro gestallt hutt, dass do keng Diskussioun war, eppes un de besteeënde Reegelen ze änneren. Dat war meng Ausso. Dat ass en Ënnerscheed. Voilà!

Zu Ärer Fro dann: Am Artikel 4 (2) vum Covidgesetz vum 25. November ass festgehalen, dass am ëffentlechen Transport fir d'Benotzer eng allgemeng Maskeflicht besteet. Dat ass eng Reegel, déi mer scho ganz laang hunn hei am Land, déi mer och duerchgeeënd haten. An et steet och am jëtzegen Artikel 4 (5), dass d'Verbuet vu Rassemblementer iwwer 100 Leit, dat heescht déi Limitatioun, sech net applizéiert.

Am Punkt 6 vun deem selwechten Artikel 4 ass festgehal, dass d'Obligatioun vun der Distanciation physique, déi am Gesetz virgesinn ass, net fir den Notzer vum ëffentlechen Transport gëllt. Dat war eng Optioun, déi mer scho ganz fréi geholl hunn, wou mer gesot hunn: Well am ëffentlechen Transport eeben d'Distanz net méiglech ass, dofir hu mer ganz fréi hei zu Lëtzebuerg als Contrepartie déi allgemeng Maskeflicht agefouert am ëffentlechen Transport.

Ass den Artikel 4 (4) elo applikabel op den ëffentlechen Transport? Wa jo, wat fir eng Konsequenzen ... A, dat war elo d'Fro, déi hei nach eng Kéier dran ageblent war. Entschëllegt. Voilà!

Fir d'éischt ass ze preziséieren, wat ech an der Introduktioun gesot hat, dass dat neit Gesetz d'Bestëmmungen fir den ëffentlechen Transport, déi zanter dem initiale Gesetz vum 17. Juli gëllen, net geännert huet. Souwuel dat initiaalt Gesetz wéi och déi Texter duerno, déi hunn eeben engersäits eng Ausnam fir den ëffentlechen Transport virgesinn, wat déi minimal Distanzéierung ugeet, well mer dervun ausgaange sinn, dass een déi do net ka respektéieren, well d'Leit jo och eran- an erausginn an d'Affluence ënnerschiddlech ass. An anerersäits ass awer dofir eeben am Géigenzuch déi generaliséiert Maskeflicht agefouert ginn.

Eis Iwwerleeung, an dat deemools ewéi haut, ass déi, dass d'Finalitéit vun der Zouweisung vu Sëtzplazen doranner besteet, fir bei grousse Rassemblementer, wou d'physesch Distanzéierung obligatoresch ass, dës ze garantéieren. Dat war d'Iwwerleeung, firwat mer zousätzlech zur Distanciatioun eng Sëtzflicht agefouert hunn. Do hu mer gesot: Ab enger gewëssener Unzuel ass d'Distanciatioun schwéier ze organiséieren. Dofir koum zousätzlech eeben als Modalitéit fir déi physesch Distanzéierung d'Sëtzflicht derbäi.

Wann een, wéi am Kader vum ëffentlechen Transport, also generell kenger Distanzéierungsflicht ënnerläit, esou wéi dat den Artikel 4 (6) virgesäit, deen den ëffentlechen Transport exceptéiert huet vun der Distanzéierungsreegel, dann ënnerläit een eiser Meenung no ipso facto och ganz kloer kenger Zouweisung vu Sëtzplazen, well dat jo just eng verstäerkten Distanzéierung ass. Déi allgemeng Reegel vum Artikel 4 (4) spillt an dësem Fall also net an eisen Aen.

Mir versécheren och den honorabelen Deputéierten, dass, zanter dat Gesetz vum 17. Juli a Kraaft ass, kee Passagéier, weeder vum Zuch, Bus oder Tram, wéinst engem Verstouss géint d'Sëtzflicht sanktionéiert gouf. Mir hunn dat ni esou interpretéiert, vun Ufank un net. An op Basis vun den Erkenntnisser - hei referéieren ech mech op de Kolleeg aus dem Transportministère - sinn d'Clientë vum ëffentlechen Transport ganz disziplinéiert. Si hunn all de Mask op a setze sech wäit auserneen. Am Géigesaz zum Covoiturage, wou mer méi Problemer domat hunn, wou et keng Maskeflicht gëtt, och wa Persounen aus verschiddene Stéit do kënnen zesumme sëtzen.

Doriwwer eraus misst ee sech och d'Fro stellen - dat ass och an der schréftlecher Äntwert, déi Der hutt -, wéi dat ze kontrolléiere wier. An och, ob de Bus- oder den Tramschauffer d'Leit op den Arrêten, op de Quaien dee Moment da misst stoe loossen, wann e géif mengen, d'Sëtzplaze wären all besat.

Wéi gesot, eis Positioun war déi, dass et keen neie Moment war mat dësem Gesetz. Et war och bei der Presentatioun vum Projet keng Diskussioun an der Chamberskommissioun dozou, dat wéilt ech gären ënnersträichen. Fir eis ass et keen neie Moment.

Dat doten ass d'Interpretatioun vum Gesetz, wéi mer se vun Ufank un haten: Engersäits eng Onméiglechkeet vun Distanz oder net de Wëllen, fir eng Distanz ze imposéieren am ëffentlechen Transport, dofir war awer am Géigenzuch scho ganz fréi hei am Land an zu all Moment eng obligatoresch Maskeflicht. An eng Sëtzflicht ass eng Modalitéit vun der Distanzéierung, fir bei Rassemblementer bis zu 100 Leit dës eeben nach méi prezis kënnen anzehalen a sécherzestellen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

6. Question urgente n° 3214 de M. Fernand Kartheiser et de M. Jeff Engelen concernant les tests PCR

Mir kéimen dann zur Drénglechkeetsfro Nummer 3214 vum Här Fernand Kartheiser, nach eng Kéier un d'Madamm Gesondheetsministesch, iwwert d'PCR-Tester. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ier ech zur Fro kommen, wéilt ech vläicht eng Bemierkung zur Prozedur maachen. Mir hunn an der Reglementskommissioun a leschter Zäit geschwat iwwert d'Questions urgentes. A mir hunn och zréckbehalen an deem Projet, dee mer do wëllen der Chamber proposéieren, datt bei enger Question urgente ka gefrot ginn, datt se schréftlech beäntwert gëtt. Ech kann haut d'Madamm Minister net drun hënneren, fir se mëndlech ze beäntwerten. Awer ech invitéieren d'Madamm Minister - ech soen herno firwat -, fir dës Fro schréftlech ze beäntworten.

Firwat? Déi Fro ass fënnef Säite laang. Wann ech se hei a fënnef Minutte wéilt virliesen, ass dat einfach onméiglech. Dat heescht, ech sinn haut an enger Situatioun, wou ech eng Fro nëmme beschreiwen, obscho se en Drénglechkeetscharakter huet, deen Dir, Här President, unerkannt hutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Deen Dir gefrot hutt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dee mir gefrot hunn, fir eng schréftlech Äntwert ze kréien, wéi gesot. Ech wëll awer elo hei soen, firwat.

Fir op d'Fro ze schwätzen ze kommen, awer ënner Protest. Mir schécke se och haut, dat wëll ech lech och soen, Här President, an och lech, Madamm Minister, nach eng Kéier un d'Press eraus. An ech hoffen, datt och méiglechst vill Leit an och Journaliste kucken, wat wierklech an där Fro ass, fir och weider déi Froen un lech ze riichten, net, datt mer hei mat enger summarescher Prozedur net kënnen op d'Detailer agoen.

Elo zur Fro. Ech wëll just soen, datt ech elo zur Fro kommen, Här President, datt ech lech also bieden, elo unzefänke mat dem Countdown an net elo mat 3 Minutten 48 schonn unzefänken.

Sou.

(Brouhaha)

Ëm wat geet et bei dëser Fro? Et geet drëm, datt d'Regierung 100 Milliounen Euro bis elo ausginn huet fir dee Large-Scale-Testing, déi PCR-Tester. A mir kennen alleguer déi enorm Konsequenze vun deenen Tester, déi Fallzuelen, déi do identifizéiert gi sinn, déi jo eigentlech déi ganz Regierungspolitik beaflossen, justifiéieren, déi mer elo a leschter Zäit geholl hunn. Dat heescht, déi Fallzuelen an de PCR-Tester determinéiere jo déi Politik, déi mer am Ëmfeld vu Corona hei am Land huelen.

Dofir hu mir eis virgeholl, och dat ze hannerfroen. Well 100 Milliounen Euro mat enorme gesellschaftleche Konsequenze verdéngen et einfach, datt mer eis ausenanersetze mat där Teststrategie a mat deene Methoden, déi do gebraucht ginn, och wat hire wëssenschaftleche Wäert a wat hir Aussoen eigentlech ugeet.

Dofir hu mer an deene 14 Froen, déi mer gestallt hunn, eigentlech Froen zur Qualitéit gestallt vun deenen Tester. Mir hunn eis beruff op d'Food and Drug Administration, déi déi zougelooss huet, allerdéngs just am Fall vun enger Noutfallerlabnis - Emergency Use Authorisation -, an et sinn och Qualitéitsstandarden do festgeluecht ginn. A mir wollten lech froen, ob déi Standarden hei am Land respektéiert ginn, déi bei der provisorescher Zouloossung vun deenen Tester virgeholl goufen. Et ass en CE-Zeechen drop, awer ouni Referenzinstitut, dat heescht, wann ee wëllt sécher sinn, datt déi Tester enger Konformitéitsbewäertungsprozedur

ënnerleien, da muss eng véierstelleg Zuel derbäi sinn; déi ass net derbäi, och do wollte mer nofroen.

Mir hunn eng Rei vun interessanten Aussoen, zum Beispill iwwert d'Empfindlechkeet vun den Tester an hir Opportunitéit, fir se dann anzesetzen. Dat hate mer schonn 2014 och vun engem Professer Drosten, dee jo ganz bekannt ass, deen och scho gesot huet, datt déi ganz staark Empfindlechkeet vun deem Test eigentlech net onbedéngt déi bescht Diagnosmethod ass, mee éischter e wëssenschaftlechen Interessi huet. An deem Kontext hu mer och Froe gestallt.

An dann, fir ganz konkreet ze sinn, hate mer elo Aussoe vum President vun den akkreditéierte Laboratoiren (ndlr: vum President vum Verband Akkreditierter Labore in der Medizin), deen nach viru Kuerzem gesot huet: D'Flächenteste vun alle Bierger wär „weder medizinisch angemessen noch epidemiologisch effektiv, sondern letztlich eine nicht notwendige Verschwendung von Finanzmitteln". Also och do muss een nokucken: Wat ass wierklech opportun?

Da sinn och eng ganz Rei interessant Aussoen, déi mer opgegraff hu vun deem Här, deen den Test erfonnt huet, den Dokter Mullis, an deen huet jo selwer gesot: „Et ass en Test, deen eng qualitativ Iwwerpréiwung mécht." Dat heescht, et gëtt eigentlech gekuckt: Ass en Erbmolekül, ass e Molekül do dran, eng Spuer vun deem Virus, dee gesicht gëtt? Mee wat en net ka maachen, ass, d'Viruslaascht determinéieren. E kann also net …

Den Här Mullis huet selwer gesot: "Quantitative PCR is an oxymoron." Dat heescht, et kann een net soen, wat elo genau …, d'Diagnos vun enger klinescher Infektioun kann een net stellen domadder. Et kann een net erkennen, ob eng aktiv Infektioun virläit oder net, ob ee krank ass oder net. Et kann een net erkenne mat deem Test, ob eng detektéiert Virusspuer lieft oder ofgestuerwen ass oder ob een nach krank ka ginn. An et kann een och net erkennen, ob een infektiéis ass, also ustiechend. Dat kann een alles mat deem Test net! Dofir steet an der wëssenschaftlecher Literatur de Begréff vun der „overestimation", dat heescht: Wéi sinn déi Testresultater wierklech anzeuerdnen?

Dann ass och eng nächst Serie vu Froen, déi mer stellen, déi beschäftegt sech mam Cycle-threshold-Wäert, dat ass déi Zuel vu Prozeduren, wann een eng Spuer fënnt, wéi dacks déi multiplizéiert gëtt, fir kënnen déi Ausso ze maachen, ob se present ass an där Prouf. Dat ass e bësse komplizéiert, mee desto méi dacks een dat multiplizéiert, desto méi grouss ass d'Warscheinlechkeet, datt een dat identifizéiert.

Bei enger Viruslaascht, déi op eng aktiv Infektioun hindeit, sinn dat normalerweis 10 bis 15 Zyklen. Wéi grouss ass déi Zyklenzuel zu Lëtzebuerg? Well desto méi dacks een dat mécht, ass eeben d'Warscheinlechkeet méi grouss, dass een de Virus fënnt, an och d'Aussokraaft da méi kleng iwwert d'Ustiechungsfäegkeet vu deem Virus.

Dann op Research Luxembourg gëtt et eng Rei Aussoen, déi eiser Meenung no wëssenschaftlech …, déi ginn zwar als wëssenschaftlech presentéiert, mee no eisen Nofuerschungen ass dat awer net ze halen. Zum Beispill, datt den Test géif determinéieren, ob eng Persoun ustiechend ass oder net a wat hire Gesondheetszoustand ass. Ech mengen, do brauch een eng klinesch Diagnos vun engem Dokter, fir dat kënne festzestellen! Do ass eng Fro vun der Symptomatik, déi gestallt ass. An nach aner Aussoe méi.

An déi nächst Froe beschäftege sech mat deem Testmaterial, wat geholl gëtt, ob wierklech séchergestallt gëtt, datt net nach aner Saache kënnen domadder gemaach ginn. Dir hat eis eng Kéier geäntwert op eng Question parlementaire: „Déi Stäbercher an esou weider, dat gëtt eng Woch gehal." Mee ass séchergestallt, datt net aner … - do ass geneetescht Material drop! -, datt dat wierklech alles zerstéiert gëtt? Dat si jo net staatlech Instanzen, déi déi Tester maachen.

An eng lescht Serie vu Froen, déi beschäftege sech mat der Qualitéitsiwwerpréiwung, de Ringtester. Normalerweis, wann e Laboratoire esou Tester mécht, da gëtt dat engem Qualitéitssécherungsprogramm ënnerworf an et gëtt Referenzinstituter, déi dann d'Prouwen och nach eng Kéier nopréiwen. D'Fro ass: Wéi gëtt dat zu Lëtzebuerg gemaach? Mécht een esou Ringtester mat, fir d'Qualitéit vun deenen Tester ze iwwerpréiwen?

Dat wor also elo just eng Beschreiwung vun e puer Froe vu 14. An nach eng Kéier Madamm Minister, mir wäre frou, wann Der eis géift eng schrëftlech Äntwert op all déi Froe schécken, fir datt mer se och kënnen nopréiwen an eventuell weider Froe stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn: Dës drénglech Ufro zu de PCR-Tester eleng huet scho fënnef Säiten, an et war mer dofir och beim allerbeschte Wëllen net méiglech, dat nach an der leschter Ligne droite alles esou compiléiert ze kréien, dass mer et schrëftlech eraginn an deem kuerzen Delai.

Meng Leit hu sech awer ganz vill Méi ginn, mer déi Äntwerten zesummenzebréngen, well jo d'Reegel ass - a well dat och hei erwaart gëtt -, wann een deen Delai, deen een huet fir esou eng Question urgente, egal wéi grouss se ass, net respektéiert, dass een da gebieden ass, dat hei mëndlech ze maachen. Ech wollt an där Hisiicht hei just och deementspriechend de Respekt ausdrécken. Dir kritt déi Fro selbstverständlech schrëftlech nogereecht, dat ass iwwerhaapt kee Problem. Et wor just haut beim allerbeschte Wëllen zäitlech net méi dran, ech mengen, mir haten de Moien eng Kommissiounssëtzung och nach vun der Santéskommissioun, dat wësst Der alleguerten, an dat war einfach net méiglech. Ech hoffen, an der Äntwert elo net summaresch ze sinn, dat war net d'Absicht. Mir hu probéiert, hei esou explizitt wéi méiglech ze sinn.

Et geet hei ëm PCR-Tester fir Covid-19, ech géif gär drun erënneren, déi säit Januar 2020 hei zu Lëtzebuerg benotzt ginn. Aus eiser Vue, an ech géif dat gären direkt ervirsträichen, gëtt et do keen neie Moment. Mir hunn och schonn eng ganz Rei parlamentaresch Froen zu der Teststrategie an de PCR-Tester beäntwert iwwert déi lescht Méint. Jiddwereen, dee sech dofir méi interesséiert, kann ech och wierklech invitéieren, dat nozeliesen, do gëtt et scho ganz vill Informatiounen dozou.

Fir awer elo op déi 14 Froen anzegoen, géif ech dann ufänken domadder ze erklären: Wat ass de PCR-Test, vun deem Der geschwat hutt? Dat ass dee vu Fast Track Diagnostics, dat ass eng Firma, déi der däitscher Firma Siemens gehéiert. An do muss een direkt ervirsträichen, dass dat net déi eenzeg PCR-Tester sinn, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Bis haut oder bis dato huet den Direkter vun der Santé en Total vun eelef PCR-Tester vu verschiddene Firmen hei zu Lëtzebuerg autoriséiert. Mir hunn also net just dee vu Fast Track Diagnostics hei am Ëmlaf, mee och aner Fabrikater, déi hei duerch den Direkter zougelooss gi sinn.

Wat d'Feelerhaftegkeet vun de PCR-Tester betrëfft, ginn natierlech all Resultater vun de Laboratoiren iwwerpréift. Wéi maache se dat? Ma sou, wéi dat vun den ISO-Norme virgeschriwwen a gefuerdert ass. D'Direktioun vun der Santé kontrolléiert och all Dag d'Inzidenz vun de positiven Zuele bei all Laboratoire, dëst, fir eventuell onerkläerten Ënnerscheeder tëschent de Laboratoiren ze hannerfroen. D'Direktioun vun der Santé mécht och reegelméisseg Auditen an dësem Kontext bei de Laboratoiren, fir hir Aarbechtsweis ze iwwerpréiwen. Donieft geet d'Direktioun och all Nofro, ënner anerem vun Dokteren oder och Patienten - där hu mer och alt -, no, falls Onkloerheete sinn, andeems mer da Récksprooch huele mat de Laboratoirë fir nozekucken, ob alles no de Reegele gelaf ass.

Wat elo den Test vu Fast Track Diagnostics betrëfft, do ass ervirzesträichen, dass dëse souwuel eng ganz héich Sensibilitéit huet wéi och eng héich Spezifizitéit, dëst sou, wéi d'Firma dat ugëtt, an déi souwuel vum Laboratoire national de santé wéi och vum Luxembourg Institute of Health onofhängeg iwwerpréift gi sinn. Ech sinn och ganz frou ze soen, dass d'Detailer vun dëser onofhängeger Evaluatioun deemnächst an enger internationaler Fachzäitschrëft solle publizéiert ginn. An deem Sënn kënne mer do och bäidroen, fir d'Kenntnisser hei ronderëm ze erweideren.

An den offiziellen Deklaratiounen - elo gëtt et e bësse méi technesch - vun der Firma Fast Track Diagnostics steet dran - ech soen Iech et op Englesch, well dat ass d'Original dovunner -: "The results showed an overall diagnostic sensitivity", dass déi op 100 % läit, an dat an engem 95 %-Confidence-Interval, dee sech tëschent 91,78 an 100 beweegt. An dat selwecht fir d'Overall Diagnostic Specifity, déi ass och mat 100 % uginn. An en deementspriechende 95 %-Confidence-Interval situéiert sech tëschent 93,84 an 100, dëst, fir d'Detektioun vum Sars-CoV-2 a béide Matrissen, déi bei Fast Track Diagnostics benotzt ginn. An d'Source dovunner sinn déi offiziell Deklaratioune vun der Firma selwer, dat kann een alles noliesen, wann een dat am techneschen Detail interesséiert.

An Amerika, fir dorobber ze schwätzen ze kommen, ass den Test vu Fast Track Diagnostics wéi och all déi aner diagnostesch PCR-Tester fir Covid-19 ënner enger Emergency Use Authorisation zougelooss ginn, wat effektiv eng méi schnell Prozedur ass, well de Besoin do sur place als esou grouss empfonnt ginn ass am Ufank vun der Pandemie. Dëst heescht awer och ëmgedréint, dass de Produzent huet mussen Date virleeën, déi beweisen, dass säin Test e Minimum u Spezifizitéit a Sensibilitéit opweise kann. Ass dat net ginn, kritt den Test och keng Zouloossung vun der Food and Drug Administration, vun der FDA, déi net bekannt ass, fir relativ large ze sinn, et ass genau de Géigendeel weltwäit.

D'Zertifikatioun CLIA, déi betrëfft amerikanesch Laboratoiren - fir op Är Fro ze äntweren - an ass net an Europa applikabel. Den Test gëtt hei zu Lëtzebuerg an agreéierte Laboratoiren ënnert den ISO-Norme realiséiert, dat sinn déi Normen, déi hei bei eis gëllen. Fir agreéiert ze sinn, mussen dës Laboratoiren natierlech d'Kompetenz an der Ausféierung vu molekularbiologeschen Tester hunn an och noweise kënnen.

De Produzent vum Fast Track Diagnostic Test huet sech un déi national an och un déi europäesch Bestëmmunge gehalen a säi Produkt mam CE-Label gekennzeechent, sou wéi dat virgeschriwwen ass. Fir dat ze maachen, huet hien den Test an der europäescher Datebank EUDAMED enregistréiert, doduerch dass hien den 23. Abrëll 2020 gemäss dem Artikel 8 vum Règlement grande-ducal vum 24. Juli 2001, dee sech op d'Dispositifs médicaux de diagnostic in vitro bezitt, een Numéro d'enregistrement national an och en europäeschen Numéro d'enregistrement kritt huet, dëst no Iwwerpréiwung vun der Conformitéit vu Säite vun der Direktioun vun der Santé.

Wat elo d'Feelerquot vun der éischter Phas vum Large-Scale-Testing betrëfft, muss ee soen, dass bei engem molekularbiologeschen Test, sou wéi d'ailleurs bei all aner Laboratoiretester, et an enger praktescher Applikatioun keng 100 % Sécherheet gëtt, och wann ee ganz no dobäi läit.

Bei all Analys an engem Laboratoire, deen zertifiéiert ass, gi positiv an och negativ Kontrollechantillone matgetest fir ze iwwerpréiwen, dass de PCR-Test selwer korrekt ausgeféiert gouf. Dës Resultater vun dësen Echantillone ginn da vun engem Biologist iwwerpréift, dee sech déi Wäerter genau ukuckt an dann d'Resultat validéiert.

Bei Fäll, wou een op der Grenz vun der Erkennung läit, dat heescht schwaach positiv, gëtt dann en zweeten Test op engem neien Echantillon gefrot, fir d'Situatioun vun esou Patienten ze klären. Ee schwaach positiivt Resultat fënnt een zum Beispill bei Persoune ganz am Ufank vun der Infektioun oder zum Enn vun enger Infektioun.

Wat ass e PCR-Test? Dat ass eigentlech eng indirekt Method, fir e Virus nozeweisen a scho geréng Menge vu viralem Ierfmaterial detektéieren ze kënnen. Dat heescht net onbedéngt, dass de Patient nach infektiéise Virus produzéiert oder klinesch krank ass. De PCR ass also net do, fir enger Persoun ze soen, dass si krank ass, mee fir ze identifizéieren, ob een an deem Moment mam Virus infizéiert ass.

Beim Sars-CoV-2 ass et esou, dass eng ganz Rei vun de Leit keng oder quasi keng Symptomer hunn, mee déi Leit kënnen awer nach Leit ustiechen. Dëst mécht et esou schwéier, fir dës Pandemie ënner Kontroll ze kréien an och ënner Kontroll ze behalen.

Lëtzebuerg huet sech mam Large-Scale-Testing - et ass net nëmmen de Large-Scale-Testing -, mee och donieft mat ganz breeden diagnosteschen Tester - ech wëll drun erënneren, dass mer scho ganz fréi ugefaangen hunn, all Patienten och mat liichte Symptomer via eng Ordonnance vum Dokter ze testen - eng Teststrategie ginn, déi et eis besser wéi anere Länner erméiglecht, fir d'Propagatioun vum Virus ze ënnerbriechen. Dat huet eis déi lescht Méint sécherlech gehollef, fir d'Zuele vun den Neiinfektioune méi stabill ze halen.

E positiven Test bei enger asymptomatescher Persoun heescht, dass een Infektiounsketten hei ënnerbrach huet, dëst wann déi Persoun sech och dru gehalen huet an an den Isolement gaangen ass. An et däerf een net vergiessen, dass dëst net geschitt wär, wa kee Large-Scale-Testing géif gemaach ginn, well dës Persoun wier jo sécherlech net op d'Iddi komm, datt se infektiéis wier.

Wann een dat dann elo op déi Dausende Leit héichrechent, déi am LST schonn identifizéiert gi sinn, heescht dat, dass mir domadder de Virus besser ënner Kontroll hale konnte wéi vläicht aner Länner, déi net op dëser Schinn gefuer sinn.

Mir gesinn awer och, dass mer mam Large-Scale-Testing net nëmmen Infektiounskette briechen, an dat scho ganz fréi, éier iwwerhaapt d'Persoun ka wëssen, dass se infizéiert ass, mee mir kënnen hei och preventiv ganz vill bewierken, wéi zum Beispill an Altersheemer. Zudeem gëtt et eis eng ganz gutt Vue op d'Entwécklung vum Virus an der Populatioun.

Laut Aussoe vun deene meeschten Experte bleift de PCR-Test de sougenannte gëllene Standard fir d'Detektioun generell vu viralen Infekter, net nëmme fir de Sars, mee dat ass och e viralen Infekt, an do ass generell eeben de PCR dat, wat als gëllene Standard gëllt. Dëst ass déi beschte Method, fir fiabel ze identifizéieren, ob eng Persoun infizéiert ass oder net, an ouni dës Detektioun ass d'ailleurs och kee Contacttracing an domadder och keng direkt Kontroll vun der Pandemie méiglech.

Fir elo nach e bësselche méi konkreet op Är Froen ze äntweren: Dach, de PCR-Test ass, obwuel et eng indirekt Method ass, eng fiabel Method, fir de Virus nozeweisen. Den Test erkennt awer net - an dat ass och guer net déi Pretentioun, déi en huet -, ob ee krank ass a Symptomer opweist. Dofir ass nach ëmmer d'Consultatioun beim Dokter ganz wichteg an onentbierlech.

Den Test weist effektiv och kee liewege Virus no. D'Iddi vum liewege Virus, sou wéi et genannt gëtt, ass och souwisou keng wëssenschaftlech korrekt. De Virolog, hunn ech mer soe gelooss, schwätzt hei korrekt vun engem infektiéise Virus an net vun engem liewege Virus. Infektiéise Virus am Laboratoire nozeweisen, dat ass technesch komplizéiert, et ass deier, et ass lues an dofir net a grousse Serië vun Tester ze maachen.

De CDC an Amerika weist zu Recht op d'Limitte vun den Tester hin, an all Responsabele vun engem Laboratoire an all Dokter, hunn ech mer soe gelooss vun der Direktioun vun der Santé, wier sech dëse Limitte bewosst.

Säit e puer Méint ginn et och Multiplex-PCR-Tester, déi bis zu 15 verschidde Krankheete mateneen teste kënnen. Dëst hëlleft sécherlech, a komplizéierte Situatiounen d'diagnostesch Onsécherheet ze reduzéieren.

Dann, fir op de CT-Wäert ze schwätzen ze kommen, Dir hutt d'Fro gestallt: Wéi ass de CT-Wäert zu Lëtzebuerg? De CT-Wäert ass eng indirekt Indikatioun, wéi vill Ierfmaterial vun dësem Virus an enger Prouf fonnt ginn ass. D'Quantitéit vu Virus an enger Prouf, déi hänkt effektiv vun der Infektioun of, mee awer och vun der Qualitéit vum Prelevement. Jidder Produzent, also all eenzele Produzent vu PCR-Tester - wéi gesot, mir hunn där méi hei am Ëmlaf - gëtt am Mode d'emploi vum Test un, wéi vill PCR-Zyklen ee fuere soll. Dat ass also net eng lëtzebuergesch Bestëmmung, dat steet am Mode d'emploi vun deenen eenzelnen Tester. Mir haten och schonn éfters Geleeënheet, an der Chamberskommissioun doriwwer ze schwätzen an dat ze erklären: Et ass net eng lëtzebuergesch Bestëmmung, déi de CT-Wäert festsetzt, mee et ass de Mode d'emploi vun deem jeeweilege Produkt.

De Laboratoire sengersäits ass duerch d'ISO-Norm gehalen, de Mode d'emploi vum Produzent ze respektéieren, soss géif e riskéieren, seng Akkreditatioun ze verléieren.

Baséierend op enger grousser Evaluatioun vun der Société française de microbiologie gëtt allgemeng akzeptéiert, dass d'Wäerter iwwer 34 als schwaach positiv anzeschätze sinn an am beschten op engem neien Echantillon solle kontrolléiert ginn.

D'Direktioun vun der Santé souwéi all Dokter, deen en Test gefrot huet, kann op Nofro bei de Laboratoiren d'Detailer vun all Test kréien a soumat och d'CT-Valeuren an d'Interpretatioun vun der klinescher Bedeitung vum Test afléisse loossen.

Et däerf een awer net vergiessen, dass et och Sars-CoV-2-PCR-Tester ginn, déi anescht fonctionéieren a kee CT-Wäert produzéieren, well si op enger anerer technologescher Léisung baséieren, fir d'Resultat ze quantifizéieren.

Am Resümmee: Kloer tëschent symptomateschen an asymptomatesche Leit ze ënnerscheeden, ass oft schwéier, well d'Leit heiansdo nëmmen atypesch oder ganz wéineg Symptomer hunn, a sech dat och iwwert d'Zäit vun e puer Deeg vun der Infektioun kann änneren. Et misst een also quasi all positiv geteste Persoun reegelméisseg no Symptomer offroen, an dat iwwer eng gewëssen Zäitdauer.

Am Allgemengen a fir d'Besoine vun der Statistik gi mir dovunner aus, dass d'Leit, déi en Test maache mat enger Ordonnance vun hirem Dokter, éischter zu där Kategorie gehéieren, déi Symptomer hunn, soss wäre se eisem Verständnis no jo warscheinlech och net bei den Dokter gaangen. An déi Leit, déi sech ëmgedréint am Large-Scale teste loossen, dass dat Leit sinn, déi éischter keng Symptomer hunn, well si jo vun ons erausgesicht gi sinn an invitéiert gi sinn an a priori keng Leit mat Symptomer sinn.

Ech mengen, d'Leit wëssen entre-temps, dass, wa se Symptomer hunn, se de Wee bei den Dokter sollen huelen an dann iwwert d'Ordonnance fueren. Mir sinn eis natierlech bewosst, dass dëst nëmmen eng Aproximatioun ass, déi fir déi statistesch Zwecker ka benotzt ginn. Mee dat ass d'Opdeelung, sou wéi mir se gesinn.

Dann ass an dëser Drénglechkeetsfro och nach eng Kéier Research Luxembourg ugeschwat ginn. Wie sinn déi Leit? Majo, wann dat nach net sollt kloer sinn: Dat ass eng onofhängeg Taskforce, déi Fuerschung mécht a Recommandatiounen aus wëssenschaftlecher Siicht zesummendréit, an dës der Regierung an och generell der Ëffentlechkeet, an domadder Iech alleguerten, zur Verfügung stellt.

D'Regierung ka selbstverständlech dës Informatioune benotzen, fir hir Politik ze orientéieren. Allerdéngs ass et net un der Regierung, dës Aarbechten ze kommentéieren oder ze kontrolléieren, wat d'Ausso vun de Wëssenschaftler betrëfft. Si si fräi, hir Meenung ze äusseren, an dat ass och gutt esou, dëst gemäss der Liberté académique.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- D'Testmaterial vun den negativen Analyse gëtt ëmmer bannent enger Woch zerstéiert, dat ass esou virgesinn. Mir hu jo och ganz vill an animéiert doriwwer debattéiert gehat, wéi wichteg den Dateschutz ass. Dat ass eppes, wat d'Regierung sécherlech respektéiert. Mir hunn e ganz strenge Kader am Dateschutz hei an der Europäescher Unioun, an dee respektéiere mer och hei zu Lëtzebuerg. Dofir hu mer jo och vill Diskussiounen: Wat däerf ee maache mat Informatiounen a wat net?

D'Testmaterial vun de positiven Analysen, dat kann eventuell méi laang opbewaart ginn - dëst allerdéngs erëm eng Kéier an de Limitte vun deem legale Kader, dee mer hei vun der Legislativ gesat kritt hunn -, fir a bestëmmte Fäll Resultater iwwerpréiwen ze kënnen. D'Material kann net fir eng Finalitéit benotzt ginn, déi net vum Gesetz erlaabt wier.

All Lëtzebuerger Laboratoire, dee Covid-19-PCR-Tester mécht, huet, esou wéi et vun der Weltgesondheetsbehörde virgesinn ass, un enger externer Qualitéitskontroll deelgeholl an huet déi éischt Tester, déi gemaach goufen, vun engem externe Laboratoire entweeder an Däitschland oder an Holland iwwerpréiwe gelooss.

Ech erënnere mech an Dir bestëmmt och, dass mer doriwwer diskutéiert hunn an der Chamberskommissioun. Et ass am Ufank net richteg verstane ginn, firwat dat nach eng Kéier misst an Holland gemaach ginn. Eh ben, dat ass justement an deem Kader, deen Der uschwätzt. Dat ass Standard, fir esou eppes an enger éischter Phas ze maachen.

Souwuel déi privat wéi och déi ëffentlech Laboratoirë wäerten och an Zukunft un externe Qualitéitskontrollen deelhuelen, esou wéi se dat iwwregens fir all hir Analyse maachen. Dat ass also net Covid-spezifesch, mee Standard hei am Land.

An domadder mengen ech, dass déi 14 Froe beäntwert sinn. Wéi gesot, mir wäerten et nach eng Kéier zesummecompiléieren, iwwerschaffen an da kritt Der dat selbstverständlech och nach schréftlech matgedeelt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

7. Question élargie n° 58 de Mme Chantal Gary relative à l'élevage d'animaux de fourrure

Mir kéimen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 58 vun der Madamm Chantal Gary un den Här Landwirtschaftsminister iwwert d'Pelzzuucht. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru genau engem Joer hate mer hei an der Chamber en Debat iwwert den Zuuchtpelz an an deem Kontext hu mer och eng Motioun ugeholl.

Mir hunn d'Regierung opgefuerdert, sech derfir anzesetzen, dass d'Ziichte vun Déiere just fir hire Pelz europawäit verbuede soll ginn. D'Ufuerderung war et, eng Allianz mat Memberstaaten anzegoen, fir zesummen d'Zuuchtpelzindustrie an de jeeweilege Länner ze verbidden, an doriwwer eraus, dass effektiv op europäeschem Niveau de Pelzverkaf respektiv den Import vu Pelzproduiten net méi méiglech dierft sinn.

Mir zu Lëtzebuerg si mat eisem Gesetz vun 2018 Virreider, wat den Déiereschutz ugeet, an heidrënner fält ganz kloer, dass et zu Lëtzebuerg verbueden ass, Déieren ausschliisslech fir hire Pelz ze ziichten. An eise Landwirtschaftsminister setzt sech och ëmmer nees fir den Déiereschutz an d'Wäertschätzung vun eisen Déieren an.

Eist Gesetz huet als kloert Zil, ech zitéieren: « d'assurer la dignité, la protection de la vie, la sécurité et le bien-être des animaux. […] Il est interdit d'élever un animal en vue de l'utilisation principale de la peau, de la fourrure, des plumes ou de la laine. […] Il est interdit à quiconque sans nécessité de tuer ou de faire tuer un animal. »

An hei wiere mer dann och scho beim Stéchwuert vun der Necessitéit. Esou kal ass et an eise Géigenden nämlech net, dass d'Necessitéit bestoe géing, dass mer op e Pelzmantel oder op e Schal aus Fuussepelz ugewise wieren. Hei schwätze mer nämlech vu rengem Luxus. An och mat deem Term ginn ech mech an dësem Kontext net zefridden. Well ech gesinn hei absolutt kee Luxus, ech géing et éischter als ignorant an egoistesch beschreiwen. Ech weess nämlech net, mat wéi enger Argumentatioun een esou eng Dekadenz a Perversitéit un Déierequälerei rechtfertegen oder ënnerstëtze kéint: Näerzen, Kanéngercher, Wäschbieren, déi op engstem Raum, ouni Sonneliicht an ouni adequat medezinnesch Versuergung erugeziicht ginn, fir da vergaast ze ginn an dann de Pelz iwwert d'Ouere gezunn ze kréien.

Nach méi dramatesch gëtt et dann, wann d'Situatioun op eemol onerwaart eskaléiert, wéi zum Beispill bei enger Pandemie, ganz aktuell déi vum Covid-19. Komme mer also nach eng Kéier zréck bei d'Näerzen. An Holland, a Spuenien a ganz rezent an Dänemark gouf eng Mutatioun vum Coronavirus op Näerzfarmen nogewisen a Mënschen hu sech mat där infizéiert. Duerch d'Mutatioun vum Coronavirus bei den Näerze sinn a wäerten nach iwwer 15 Milliounen Näerze vergaast ginn, well de Risk vun der Ustiechung vum Mënsch ze grouss ass; e Grond méi, fir nach méi aktiv ze ginn, fir sech haart an däitlech fir de Verbuet vun der Pelzzuuchtindustrie, mee och fir de Verbuet vum Verkaf vu Pelz op europäeschem Niveau auszeschwätzen a staarkzemaachen.

De Verbuet vu Produiten aus Robbepelz huet zum Beispill gewisen, dass mer op EU-Niveau wuel handele kënnen, wann et ëm d'Déierewuel geet. Dat nämmlecht weist d'Biergerinitiativ „End the Cage Age", also „Schluss mat der Käfeghaltung". 1,5 Millioune Bierger hunn dës Petitioun ënnerschriwwen a fuerdere méi e staarkt europäescht Déiereschutzgesetz.

An da wëll ech nach eemol vum Moment profitéieren, fir nach eng Kéier un all Konsument ze appelléieren: Stellt lech d'Fro, wou, vu wiem an aus wéi engem Material Äert Gezei produzéiert gouf. Gitt lech dem Opwand bewosst, deen hannert der Produktioun vun engem Kleedungssteck stécht. Dee soll nämlech am Respekt an an der Responsabilitéit dem Mënsch, dem Déier an och der Ëmwelt géigeniwwer sinn. D'europäesch Textilbranche - an, dat wier wënschenswäert, och déi weltwäit - sollt op sozialen, ekologeschen, eetheschen an natierlech och op ekonomesche Krittären opgebaut sinn, an dat iwwert déi ganz Produktiounsketten.

Nieft Lëtzebuerg ginn et schonn eng Rei aner Länner, déi sech och fir de Verbuet vun Zuuchtpelzfarmen am eegene Land ausgeschwat hunn: Éisträich, d'Belsch, Kroatien, Slowenien, Mazedonien, respektiv grad am Ausstig sinn, esou wéi Holland, Serbien, Tschechien, d'Slowakei.

Elo gëllt et, och déi aner mat an d'Boot ze huelen, soudass d'Zuuchtpelzindustrie wéi och de Verkaf vum Zuuchpelz definitiv der Vergaangenheet ugehéieren a mer eist Konsumverhalen zäitgeméiss adaptéieren. Et geet nämlech net duer, just keng Produktioun ze hunn, mee et muss een och dann e Schratt weidergoen an och keng Consommatioun vun esou Produiten hunn.

Här Minister, follgend Froen hätt ech un lech:

Esou wéi Der d'lescht Joer beim Debat ugekënnegt hutt, gouf bei lech am Ministère en Déiereschutzbeoptraagten agestallt. Wéi genee gesäit deem seng Aarbecht a puncto Sensibilisatioun vum Consommateur aus? Gëtt et e Konzept, dat de Sujet vum Zuuchtpelz thematiséiert?

Wéi huet d'Regierung sech bis elo fir de generelle Verbuet vun Zuuchtpelzfarmen op europäeschem Niveau agesat? Wat ass en vue? Wéi eng Schrëtt si geplangt an a wéi enger Zäitfënster?

Si scho Partnerlänner alliéiert an identifizéiert gi respektiv ass schonn eng Analys gemaach ginn, mat wéi enge Länner een eng Kooperatioun agoe kéint, fir sech zesummen op europäeschem Niveau géint d'Zuucht an de Verkaf vun Zuuchtpelz staark ze maachen?

Gouf et op EU-Niveau en Debat am Conseil tëscht den zoustännege Ministeren iwwert dëse Sujet? Wat fir eng Positioun huet Lëtzebuerg bis elo am Conseil vertrueden?

A gëtt déi aktuell Situatioun vun den Näerzen an Holland, Spuenien an an Dänemark der Diskussioun en neien Opwand, fir endlech an Europa an deem Dossier virunzekommen?

Här Minister, lech schonn emol e grousse Merci am Viraus fir Är Äntwerten an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary. D'Regierung huet d'Wuert: den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Merci, Här President. Merci och, Madamm Gary, fir dës Froe respektiv och, datt Dir nach eng Kéier op de Sujet hiweist, dee mer effektiv, a si huet et scho gesot, virun engem Joer eng Kéier hei diskutéiert haten - deemools de Lex Delles an ech zesummen, well mer deemools och den Handel mat ugeschwat hunn. Dës Kéier, mengen ech, geet et ëm den Elevage; den Elevage, fir dee selbstverständlech de Landwirtschaftsminister zoustänneg ass.

Bon, an elo direkt wëll ech awer nach eng Kéier widderhuelen, wat och hei scho gesot gouf: Lëtzebuerg ass do eigentlech Virreider, well zënter dem 27. Juni 2018, zënter dem Gesetz iwwert d'Protection animale also, ass bei eis den Elevage vu Pelzdéiere verbueden, ganz einfach, an hei gouf och genau den Artikel aus dem Gesetz zitéiert.

An ech mengen, dat ass wichteg an dat ass och richteg esou, an et ass zu Recht op déi Motioun higewise ginn, déi hei gestëmmt gouf, fir och ze kucken, aner Länner mat an d'Boot ze kréien, fir sech effektiv anzesetzen, fir dat och op EU-Niveau ze kucken. Well ech mengen, dat wier eng Linn, déi een da kéint fueren, grad wärend der sougenannter Pandemie 2, nennen ech et emol, wärend dem Entdecke vun enger neier Souche vum Sars-CoV-2, déi eeben an Näerzfarme festgestallt gouf - an Dänemark, hu mer gesinn -, an ech kommen herno drop zréck.

Dir hutt gefrot: Waren Debatten am Europäesche Conseil? Jo, déi waren, déi sinn de 16. November gewiescht, wéi déi dänesch Delegatioun, mengen ech, mat ganz grousser Transparenz gewisen huet, wéi si hei direkt impaktéiert wier mat dem Ausbriechen eebe vum Sars-CoV-2 an den Näerzfarmen, vun deem, mengen ech, iwwer 200 Mënschen direkt betraff waren, déi am direkte Kontakt mat den Déieren an den Ziichtereie stoungen. Do ass effektiv eng gewësse Gefor do, fir sech unzestiechen. Wat doriwwer erausgeet, ass d'Gefor manner grouss, well effektiv de Sars-CoV-2 manner geféierlech ass, fir sech och unzestiechen, respektiv och d'Konsequenzen dovunner e manner grousse Risiko duerstellen.

Mee bei deem Debat, dee, wéi gesot, vun den dänesche Kolleege selwer ugereegt gouf, hu mer virun allem gesinn, datt et eigentlech ganz vill Länner ginn, déi esou Näerzfarmen hunn. An ech mengen, d'Madamm Gary huet eng Rei Länner zitéiert, ech ginn awer nach e bësse méi wäit, well et sinn der nach vill méi. A wéi mer wollte probéieren, Länner an d'Boot ze kréien, esou war dat net evident, well et sinn der nämlech ganz vill, déi eng Produktioun hunn. A grad dann, wann ee kuckt an engem Aspekt, wou et ëm d'Santé publique geet - hei geet et jo ëm d'Santé publique, hei geet et jo elo emol nach net ëm dat, wat mer och wëllen, datt och de Bienêtre animal ee Volet ass, dee mer wëllen an de Virdergrond stellen -, dann huet ee gesinn, wéi effektiv eenzel Länner sech hu misse bekennen.

Och a Polen, an Holland, an der Belsch, a Lettland, a Finnland, a Schweden, a Spuenien, a Frankräich a souguer a Griicheland ginn et esou Farmen, wat d'Ministere selwer do zitéiert hunn. Dir gesitt also: Et ass e grousse Gruppement vu Länner, déi effektiv Näerzer geziicht hunn, fir dann de Pelzhandel hannendrun ze bedreiwen.

Mir hu sécher intervenéiert an hunn och gesot an eisen Interventiounen, datt et gutt wier, eng europäesch Léisung ze fannen, fir dësen Elevage ze verbidden. Mir hunn och Kontakt opgeholl mat eise gängege Kontaktlänner, dee mer ëmmer erëm ophuelen, wa mer probéieren, do, wou Oppenheet ass, doniewent Positiounen ze fannen. An Dir hutt eng Rei vun dëse Länner zitéiert, an deenen effektiv och eng Oppenheet ass, op dëse Wee ze goen, mee d'Äntwert vun der Kommissioun - an och vun där neier Kommissioun - war awer och relativ kloer, datt och si net drun denken, an der Zukunft hei europäesch ze reglementéieren, mee datt d'Länner eenzel, selwer sollen hir Responsabilitéiten huelen. Ben, ech muss soen: Lëtzebuerg huet déi geholl, an et ass gutt, datt d'Parlament déi 2018 iwwregens esou unanime geholl huet. Do si mer genau op deem richtege Wee.

Also, wéi gesot, Dir hutt gefrot, engersäits: Ass d'Motioun suivéiert ginn? Jo, si ass suivéiert ginn, mir hunn dat op den Agrarconseillen effektiv kloer gesot. Mir hunn och probéiert, Initiativen ze huelen - zesummen a bilateralen an och méi grousse Reunioune mat eenzelne Länner, déi op dem Wee sinn -, mee d'Decisioun respektiv d'Meenung vun der Kommissioun ass hei relativ kloer.

Mir sollten domat awer net ophalen! An dofir ass och grad dat hei de Mëtteg eng nei Ureegung fir virunzefueren, mengen ech, ze kucken, och hei e gewëssenen Drock auszeüben, fir virun op dee Wee ze goen. Well ech mengen, hei si mer eis alleguerten eens, datt dat doten net kann de Wee sinn, wat virun allem och an der Landwirtschaft ee vun eise Punkten ass, an dofir hu mer d'Pelzzuucht grad an eiser Landwirtschaft och verbueden.

En anere Punkt, deen Der ugeschwat hutt: Effektiv, am Regierungsprogramm steet, datt mer en Déiereschutzbeoptraagten an der Veterinärsinspektioun géingen astellen. Dat hu mer gemaach. Mir hunn eng Damm, déi zënter enger Rei Méint do aktiv ass, mengen ech, déi och ganz aktiv eng Roll spillt, virun allem och e Rôle de conseil, eng Zort Ombudsfra fir d'Déieren ass, déi also zu all Moment ka kontaktéiert ginn.

Et ass eng Damm vum Terrain, déi sech, mengen ech, elo schonn exzellent ageschafft huet. An ech hunn och mat hir ausgemaach, wa se e bësse geschafft huet, fir konkreet ze weisen, op wat fir Problemer datt se gestouss ass, wat hire Feedback war bei de Bierger, datt se dann eng Kéier an déi zoustänneg Chamberskommissioun kënnt, fir och do eng Kéier Ried an Äntwert ze stoen a virun allem och eis a mir Suggestiounen ze maachen, fir virun ze kommen. Ech mengen, et ass eng gutt, et ass eng richteg Saach esou.

Dofir merci fir dës Fro de Mëtteg. Ech mengen, mir mussen alleguerten dobäibleiwen. Ech kann nëmme soen: Merci och der Chamber, datt mer deemools unanime dëst Gesetz gestëmmt hunn, dat och esou applizéiert gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

8. 7678 - Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7678 iwwert d'Finanzéierung vun de Mesuren, déi d'Assurance maladie-maternité am Kader vun der Covid-19-Pandemie iwwerhëlt. An ech ginn direkt dem Rapporter d'Wuert, dem honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7678 gesäit eng Dotatioun vum Staat un d'Gesondheetskeess CNS vir, fir d'Käschte vu verschiddene Moossnamen, déi am Kader vun der Gestioun vun der Kris geholl gi sinn, ze iwwerhuelen.

Déi Moossname konnte schnell realiséiert ginn, well d'CNS d'Virfinanzéierung an déi praktesch Ofwécklung dovun iwwerholl huet. Dat konnt se, well d'Gesondheetskeess am Moment gesond ass, an dat, mengen ech, ass e ganz groussen Atout an dëser Situatioun gewiescht.

Et ass also de Projet de loi, dee „Kassesturz" genannt gëtt. Dat heescht, dass de Staat d'Käschte fir déi extra Mesuren iwwerhëlt, déi am Kader vun der Coronakris, deels wärend dem Lockdown, deels awer och duerno, geholl goufen. Vun hirem Objet hier an och doduerch, dass si vill an Usproch geholl goufen an deemno grouss Depensë mat sech bruecht hunn an nach bréngen, ginn dës Moossnamen iwwert den Objet vun der Gesondheetskeess eraus.

Déi Mesurë sinn de Congé pour raisons familiales élargi, also de Congé aus familiäre Grënn, deen ausgedeent ginn ass. Deen normale Congé pour raisons familiales, deen op den Artikelen L. 234-50 bis L. 234-55 vum Code du travail baséiert, ass derfir geduecht, dass ee vun den Eltere kann doheem bei sengem Kand bleiwen, wann et krank ass an net an d'Schoul oder an d'Crèche ka goen. D'Elteren hu fir all Kand eng limitéiert Zuel vun Deeg zegutt, déi pro Alterskategorie gestaffelt sinn. Esou wäit zu der normaler Situatioun.

An der Kris a virun allem am Lockdown, wou d'Schoulen, d'Crèchen, d'Maison-relaisen zou waren, sinn d'Konditioune fir dee Congé ausgedeent ginn, mee och scho virdrun an och nach haut kënnen Eltere vu Kanner, déi wéinst enger Quarantän oder engem Isolement mussen doheembleiwen, deen extrae Congé aus familiäre Grënn huelen. D'Basis derfir ass de Règlement grand-ducal modifié vum 10.05.1999

Dës Deeg ginn net vun der Zuel vun den normale Congésdeeg pour raisons familiales ofgezunn. Den Echo vun där Mesure war impressionant: Iwwer 60.000 Famille konnten dovu profitéieren a si huet hinnen d'Liewen an enger schwiereger Zäit erliichtert. Duerfir, mengen ech, war dat hei eng gutt Moossnam, an nom Motto „wer schnell hilft, hilft doppelt", mengen ech, war dat an där schwiereger Situatioun just dat Richtegt.

Déi zweet Moossnam: d'Krankegeld, dat wärend de Méint Abrëll, Mee a Juni dëst Joer, also wärend der éischter Well, an aneschters wéi soss vum éischten Dag u vun der Gesondheetskeess iwwerholl gouf. Effektiv gëllt normalerweis zënter der Aféierung vum Eenheetsstatut wärend deenen éischte 77 Deeg vun der Krankschreiwung vun engem Salarié de Prinzip vun der Lounfortzalung, dat heescht, dass den Employeur d'Pai wärend där Zäit weiderbezilt an dass hien zu 80 % vun der Mutualitéit vun den Employeuren - d'Mutuelle, an déi d'Betriber kotiséieren - rembourséiert gëtt, 20 % bleiwen also zulaaschte vum Employeur.

Wärend der éischter Well am Kader vum État de crise gouf dës Reegel ausser Kraaft gesat an d'CNS

huet an der Urgence dës Käschte ganz iwwerholl, fir de Salariéen hir Revenuen ze garantéieren an d'Entreprisen, déi am Lockdown waren, ze entlaaschten, déi Entreprisen, déi also vill manner Ëmsaz haten a mat ville Krankeschäiner konfrontéiert waren. Vun där extraordinärer Moossnam hu bal 75.000 Assuréen an 11.000 Entreprisë profitéiert.

Do gesäit een d'Envergure vun där dote Moossnam. An hei gëllt erëm eng Kéier dat selwecht wéi virdrun: Hei gouf schnell gehollef an et gouf dozou bäigedroen, dass déi Kollateralschied vun der Kris hei zu Lëtzebuerg awer an de Limitte bliwwe sinn. Et war also eng ganz gutt Decisioun, déi och konnt geholl ginn, well eeben d'CNS an där Situatioun ass, an där se ass.

Deen neie Congé pour soutien familial, dat ass déi weider Mesure, déi et engem Salarié erlaabt, doheem bei engem erwuessene Familljemember ze bleiwen, dee vun engem Handicap betraff ass oder fleegebedürfteg ass an deen net kann normal an enger Struktur betreit ginn. Dësen extraordinäre Congé ass duerch d'Gesetz vum 20. Juni 2020 verlängert ginn.

De Finanzement ass wuel iwwert de Staatsbudget virgesinn, allerdéngs ass et aus praktesche Grënn esou, dass d'CNS sech weider ëm d'Ausbezuelung gekëmmert huet. Hei gouf et zwar méi bescheiden, awer déi, déi dovu profitéiert hunn - zirka 50 Beneficiairen -, déi hunn et wierklech gebraucht.

D'Käschte vun dëse Mesuren, déi also iwwert den normalen Objet vun der CNS erausginn, goufen Enn Oktober op 386 Milliounе geschat. Déi sollen elo zréckfléissen, zum engen duerch Dotatioun iwwer véier Etappen: 200 Milliounen iwwert de Budget 2020 an dann dräi Tranchë vun all Kéiers 62 Milliounen Euro an de Joren 2021, 2022 an 2023.

Do derniewent recuperéiert de Staat déi ronn 30 Milliounen Euro, déi d'Mutualitéit vun den Employeuren agespuert huet duerch eng Prise en charge vum Krankegeld vum éischten Dag un, andeems e seng Kontributioun fir déi Mutualitéit iwwert de Staatsbudget erofsetzt. D'Employeuren, déi jo normalerweis 20 % vum Krankegeld iwwerholl hätten, droen hiren Deel mat duerch eng Erhéijung vun dem Kotisatiounstaux un d'Mutalitéit vun 1,85 % op 1,90 % iwwert d'Joren 2021, 2022 an 2023.

D'Gesondheetskeess konnt spontan a séier an effikass an der Urgence asprangen, wat méiglech war duerch déi gutt Situatioun, op déi ech am Ufank higewisen hunn, well se ganz héich finanziell Reserven duerch eng virsiichteg Gestioun vun de Sozialpartner an der CNS iwwert déi lescht Joren hat. An, dat däerf een ni vergiessen, duerch deen Drëttel, deen an de Kotisatiounen iwwert de Staatsbudget bäifléisst.

D'Reserven, déi sinn am Moment op engem Niveau vun enger Milliard, dat heescht, 28 % vun de Joresausgaben am Verglach zu deenen 10 %, déi laut Gesetz missten als Reserv ugeluecht ginn.

An ech wëll nach eng Kéier ervirsträichen, dass d'Sozialpartner an och de Staat hei eng gutt Reaktioun haten, wéi d'CNS an déi positiv Chifferen erakomm ass, dat net direkt iwwer Kotisatiounssenkungen oder iwwer Verbesserunge mat der Strenz verdeelt ze hunn, mee dat zréckgeluecht ze hunn. An dat huet sech an dëser Situatioun enorm bewäert, an et gëtt och nach de Sputt, fir cibléiert Verbesserungen an der CNS duerchzesetzen.

D'CNS huet niewent dësen exceptionelle Moossnamen, déi iwwer hire legalen Objet erausginn an duerfir och vum Staat iwwerholl ginn, sech op ganz villen Niveaue bedeelegt an dozou bäigedroen, dass déi Kris konnt ofgefiedert ginn: zum Beispill d'Käschte fir de Gel vun de maximalen 78 Woche Krankegeld op 104 Wochen an natierlech déi vill extra Covidleeschtungen, zum Beispill Consultatiounen oder och Analysen an esou weider. Dat si Méibelaaschtunge vu 40 % (veuillez lire: vu 40 Milliounen), déi awer op de Kont vun der CNS ginn.

D'finanziell Situatioun vun der CNS, déi bleift och heino gesond, dat ëmsou méi, well jo elo déi Gelder zréckfléissen. Onofhängeg vun der weiderer Entwécklung vun der Pandemie an der sanitärer Situatioun ginn de Moment an och an Zukunft weider extraordinär Depensen iwwert d'CNS iwwerholl, déi deels och iwwer hiren Objet erausginn, zum Beispill de Congé pour raisons familiales bei Quarantän an Isolement. A mir wäerten och an Zukunft nach eng Kéier de Kassesturz 2 musse maache vun deene Moossnamen, déi elo weiderlafen. Mee dat ass fir eng nächst Etapp.

Ech hu virdru gesot, dass Sputt bleift, fir déi Verspriechen anzeléisen, déi vun der CNS, vun der Regierung gemaach gi sinn, fir cibléiert Leeschtungsverbesserungen ze maachen, zum Beispill bei de Brëller an endlech a Saache Psychotherapie, bei den Zänn an esou weider, an och dass déi noutwendeg Marge do ass, fir dat ze maachen, wat erwaart gëtt, dat heescht, beim Fleegepersonal déi Verbesserunge vun den Aarbechtskonditiounen an anerer an Ugréff ze huelen.

Just nach dräi Wierder iwwert de Cheminement vun dësem Projet. De Projet ass den 12.10.2020 deponéiert gi vum Minister fir Sécurité sociale, dem Romain Schneider. Den 28.10. krute mer den Avis vun der Chambre des Salariés, déi sech freet, ob de Montant duergeet. Mee dat ass an enger zweeter Etapp ze gesinn. Den Avis vun der Chambre de Commerce ass komm a war och positiv. De Conseil d'État hat keng déifgräifend Oppositiounen ze formuléieren. Den 19.11. gouf de Projet de loi an der Kommissioun presentéiert an de 26. gouf de Rapport eestëmmeg ugeholl.

An domat soen ech Iech Merci, andeem ech Iech bieden, fir de Projet, deen der CNS de Remboursement séchert, deen hir zousteet, mat esou vill wéi méiglech Stëmmen ze verofschidden.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Rapporter, dem honorabelen Här Mars Di Bartolomeo villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt vun eiser Säit aus e grousse Merci un de Rapporter fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. An och merci fir d'Disponibilitéit bei all deene Froen, déi mer an der Kommissioun un de Minister haten, fir all déi Äntwerten, déi mer op eis Froe kritt hunn.

Ouni déi Prise en charge vun der CNS hätt de Leit net kënnen esou séier gehollef ginn. An ech mengen, dat ass eppes, wat ee primordial muss an d'Fënster stellen, well d'CNS war jo net verflicht, dat do ze maachen, well et gehéiert net zu hire Käraufgaben. Mee et war wichteg an et war gutt esou, dass d'CNS dat gemaach huet.

A wa mer haut en éischte Kassesturz maachen ... Well dat muss een ëmmer erëm ënnersträichen - de Rapporter hat et och zum Schluss kuerz ugeschnidden -, hei ass en éischte Kassesturz op den 31. Oktober. Elo si mer den 1. Dezember, do ass schonn den November gewiescht. A mir wësse jo haut nach net, wéini mer de Covid lass sinn. An esou laang wäerten hei nach ëmmer Mesure vun der CNS als Hëllef gefrot ginn. Wat och eng gutt Saach ass, ass, dass d'CNS divers Méiglechkeeten huet. Mee et muss een ëmmer drun denken, dass et net mat haut ofgeschloss ass an dass mer domadder net all déi Suen, déi d'CNS fir de Staat virgestreckt huet, erëmginn hunn. Well et ass jo och wichteg, dass mer dat wëssen.

Et ass jo och wichteg: D'CNS fonctionéiert no engem Assurancëprinzip an et ass d'Assurance vun de Kotisatiounen aus dem Privatsecteur. Mir wäerten och nächsten Donneschdeg nach eng Kéier an enger anerer Diskussioun op déi selwecht Geschicht zréckkommen, wou hei Kotisatiounen opgehuewe gi bei de Versécherten, bei de Betriber, an duerno gëtt de Staat nach eng Partie bäi. Mee et ass awer och wichteg, dass een ëmmer erëm drun denkt, dass dat Sue sinn, déi d'Salariat zesummebruecht huet mat de Patronen, an dass et och wichteg ass, dass duerno déi Sue kënnen zréckkommen, fir aner Leeschtungen, déi vun der Krankekeess schëlleg sinn, déi vun der Krankekeess mussen erbruecht ginn, och kënnen auszebezuelen. De Rapporter huet och dodrop higewisen.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass mer ausser deem, wat ech elo gesot hu vum Montant, deen nach net definitiv ass, well mer jo nach net wëssen, wat nach alles an deem Dëppe bäikomm ass, och musse kucken, dass mer vläicht Zwëscherapporte maachen. Mir hunn elo haut een op den 31. Oktober gemaach, mee dass mer eis och duerno d'Wuert ginn, och wann net allkéiers direkt muss e Gesetz komme fir ze bezuelen, dass mer och allkéiers Zwëscherapporte maache fir ze kucken, wou mer dru sinn a wat fir eng Bedeitung dat fir d'Krankekeess huet. Net dass een duerno - ech hoffen et zwar net, ech wënschen et och net - op eemol eng Kéier de Fanger an de Mond hélt. Mee et ass ëmmer wichteg, dass ee weess, wou mer dru sinn op den 1. Januar, op den 1. Februar, fir allkéiers ze kucken, wou mer dru sinn a wat dat bedeit a wat bis dohinner alles investéiert ginn ass.

Wéi gesot, nach eng Kéier vun eiser Säit mat deene Remarken, déi ech gemaach hunn: Mir sinn averstane mat deem Gesetz, mir ginn deem Gesetz ganz gären d'Zoustëmmung. Mee ech wëll nach eng Kéier soen, dës Prise en charge war noutwendeg, well ouni dës Prise en charge vun der Krankekeess hätten d'Leit an d'Betriber vill méi laang op hir Sue misse waarden.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Covidpandemie huet Spueren hannerlooss, Spueren, déi net einfach verschwannen, mee eis nach eng Zäit begleede wäerten. D'mental Gesondheet vu ville Leit huet schwéier gelidden, eis Betriber si staark ënner Drock geroden an eist Gesondheetspersonal gouf a gëtt nach ëmmer staark iwwerstrapazéiert.

D'Bevëlkerung ze schützen an eise Gesondheetssystem ze entlaaschten, läit an der Verantwortung vun der Regierung a vun der Chamber. Dës Verantwortung hu mir iwwerholl a mir wäerten och weider déi néideg Decisiounen huelen, och wa se net einfach sinn an och net waren.

D'Betriber zouzemaachen an déi sportlech a kulturell Offeren anzeschränke, sinn Entscheedungen, déi net einfach iwwert de Knéi gebrach goufen, mee si waren néideg, fir méi katastrophal Auswierkungen ze verhënneren.

Als Revers huet de Staat vill finanziell Mëttele bereetgestallt, fir de Leit esou gutt et geet iwwert dës schwéier Zäit ewech ze hëllefen. An dat wäert och weiderhi gemaach ginn. Nieft de finanziellen Aidë fir d'Betriber an dem Chômage partiel, dee schonn e puermol verlängert gouf, goufen nach weider Mesurë geholl, fir d'Familljen an d'Betriber esou gutt wéi méiglech ze entlaaschten: De Congé pour raisons familiales gouf ugepasst, en neie Congé pour soutien familial agefouert an d'Indemnitéit bei enger Incapacité de travail ausnamsweis vun der Krankekeess an net vun der Mutualité des employeurs iwwerholl.

Genee ëm dës dräi Mesurë geet et an dësem Projet de loi, dee vum Rapporteur a sengem mëndlechen a schréftleche Rapport ganz gutt duergeluecht ginn ass.

De Congé pour raisons familiales gëtt an der Reegel vun der CNS iwwerholl. Well opgrond vum Lockdown vill Elteren hu missen doheem bei hire Kanner bleiwen, ass et zu enger considerabeler Hausse vun den Demandë fir dëse Congé komm, mat Käschten, déi d'Krankekeess enorm belaascht hunn. Dowéinst spréngt hei och de Staat an.

Och Strukturen, déi sech ëm eeler oder handicapéiert Persoune këmmeren, hu wärend der éischter Well hir Diere missen zoumaachen. Fir d'Familljemembere vun dëse Leit huet d'Familljeministesch de Congé pour soutien familial agefouert, en neien Typ vu Congé, deen och no dëser Kris bäibehale gëtt, wann eng Struktur an Zukunft aus ausserguéinleche Grënn eng Zäit misst zoumaachen. Och dëse Congé gëtt vum Staat iwwerholl.

Déi drëtt Mesure, wou de Staat hei à charge geet, betrëfft eis Betriber. D'Regierung huet Rekordzommen deblockéiert, fir der Wirtschaft erëm op d'Been ze hëllefen, dat notamment mam Stabilitéitspak a mam Plan de relance „Neistart Lëtzebuerg". Do dernieft gouf d'Mutualité des employeurs entlaascht, andeems d'CNS d'Käschte fir d'Indemnitéit vu Salariéen am Krankeschäin iwwerholl huet.

Normalerweis bezilt den Employeur de Salarié weider a kritt da vun der Mutualitéit 80 % vum Salaire rembourséiert. Fir den Impakt op d'Employeuren an der aktueller Situatioun esou kleng wéi méiglech ze halen, iwwerhëlt de Staat wärend enger Zäit 100 % vun dëse Käschten. Déi 20 %, déi normalerweis vun den Employeure gedroe ginn, dat sinn zirka 30 Milliounen, wäerten déi nächst dräi Joer iwwert de Kotisatiounstaux un d'Mutualité des employeurs zréckgoen. Den Taux gëtt dofir vun 1,85 % op 1,90 % erhéicht. Dat ass e gesonde Mëttelwee, deen et den Employeuren erlaabt, sech ze erblosen.

Eist Land kann houfreg sinn op säi staarke Sozialsystem an dorobber, datt mir virun dëser Kris gesond Finanzen haten, déi eis et erméiglechen, de Leit an de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen. Elo gëllt et, weider zesummenzehalen, dës Kris ze iwerwannen an derfir ze suergen, datt geschwënn erëm jiddereen op sengen eegene Bee ka stoen.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ufänke mat engem Merci un de Rapporter vun dësem Projet de loi. U sech huet en dat meescht gesot. A wéi gesot, ech wëll op e puer Saachen awer agoen, e puer Reflexiounen maachen, mee zum Inhalt, mengen ech, vum Projet de loi ass alles gesot ginn. Den Här Spautz huet och nach eng Rei Remarke gemaach, deenen ech mech och kann uschléissen.

Fir d'éischt stellen ech fest, datt et eis wierklech hei zegutt koum, datt d'CNS iwwert déi noutwendeg Logistik verfüügt, fir eeben dës Operatiounen an där Quantitéit och - de Rapporter huet dat jo och hei detailléiert - schnell, effikass an novollzéibar ze realiséieren.

Dann d'Pandemie, déi huet och gewisen, datt et utile ass, datt eis CNS, also d'Gesondheetskeess - wéi gesot, de Rapporter huet dat gesot -, gesond ass, jo, mee virun allem grouss ass, grouss Reserven huet. Ech mengen, dat war ronderëm eng Milliard Euro, ier d'Kris ugefaang huet. Dëst, do sollt een awer och nach eng Kéier drun erënneren, ass virun allem erméiglecht ginn duerch eng effikass Gestioun - de Rapporter seet: „Mir sinn net mat der Strenz gefuer", eppes wat ganz essenziell ass, mengen ech -, an duerch eng ganz positiv Demografie: Mir hu ganz vill Leit, déi schaffen, par rapport zu deenen, déi net schaffen, wou also de Bäitrag méi kleng ass. Wéi gesot, dat ass och ganz, ganz wichteg ze soen.

An da virun allem, virun allem, mengen ech, muss een awer erëm eng Kéier betounen, datt de Staat awer bis zu maximal 40 % kontribuéiert un de järlechen Ausgabe vun der Gesondheetskeess. 40 % vun engem Budget, vun Ausgaben, déi sech iwwer zwou Milliarde belafen, dat, mengen ech, gesitt Der direkt, dat si ganz grouss Montanten. An do gesäit een och nach eng Kéier, do soll een och wierklech drop insistéieren, datt mer e Sozialstaat hunn, dee wierklech deen Numm och verdéngt.

Mee opgrond vun där aktueller Situatioun kann ee wuel dovun ausgoen, datt effektiv nach zousätzlech Käschten op d'CNS duerkommen, well, wéi gesot, d'Konte sinn hei opgehale ginn um 31.10., an déi wäerten net onbedéngt all duerch dëse Projet de loi ofgedeckt ginn. Spéitstens wann d'Pandemie komplett ënner Kontroll ass, muss et also zu engem neie Kassesturz kommen.

Fir Enn 2021 rechent d'CNS mat enger Reserv vu 24,4 %, mee dat bleift opgrond vun der aktueller Situatioun natierlech immens onsécher. Dofir nach eng Kéier, do ass och d'Virsiicht ugesot.

Mee zum Schluss wëll ech awer hei déi gutt Zesummenaarbecht a Synergie ervirsträichen, déi onkomplizéiert - wann ech dat och kann esou soen - Zesummenaarbecht ervirsträichen, déi vun de Sozialpartner mam Staat hei praktizéiert gouf. De Rapporter huet et gesot, et war kloer net alles an den Attributioune vun der CNS, mee d'CNS huet gesot: Mir iwwerhuelen dat. Natierlech och mat der Hoffnung, wéi gesot, datt se déi Suen erëmkréichen, wat jo och elo hei mat dësem Projet de loi geschitt. An dës Solidaritéit ass nach méi wéi néideg an der Zukunft. Dës Pandemie ass nach net eriwwer a mir brauchen dës Solidaritéit nach an der nächster Zukunft.

Ech soen dem Rapporter nach eng Kéier villmools Merci. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Back. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dem Här Mars Di Bartolomeo en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat meescht ass gesot ginn. Ech mengen, dat hei si Mesuren, wéi d'Covidkris ugaangen ass, mat deene mer direkt reagéiere konnten, an op der Plaz hu mer kënne profitéiere bei der CNS vun där Erfarung an där Logistik, déi si haten. An ech mengen, dat koum den Assuréen an deenen, déi et betraff hat, zegutt.

An ech mengen, et ass ganz kloer, datt dat säi Geld kascht huet, mee et ass jo och elo kloer, an dat hu mer ëmmer op der Chamberstribün gesot, datt och déi Sue musse vun der Staatskeess un d'Gesondheetskeess rembourséiert ginn. Well et ka jo net sinn, datt d'Assuréen herno musse fir aner Saachen opkommen, déi si net verschëlt hunn.

An deem Sënn begréisse mir, datt mer dat rembourséieren, an ech bréngen den Accord vum ADR zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir wäerten dat heite Gesetz natierlech och matstëmmen. Eng ganz Rëtsch Virriedner hunn et scho gesot: D'CNS ass kuerzfristeg a relativ onbürokratesch, a kierzester Zäit agesprongen, fir Käschten ze iwwerhuelen, déi net onbedéngt an hirem Corebusiness vu Käschteniwwerhuele leien.

Mir hunn alt erëm eng Kéier gesinn, datt d'CNS als staarke Pilier vun eisem ëffentleche Gesondheetssystem eng immens Wichtegkeet huet an och eng immens Reaktivitéit huet, fir kënnen op Noutsituatiounen ze reagéieren.

Et ass och gesot ginn, et ass souwuel de Salariéë gehollef gi mat deene kuerzfristege Mesuren, mat verschiddenen Initiative wéi dem Congé pour raisons familiales, déi och ernimmt gi sinn, awer, an dat däerfe mer net vergiessen, och den Employeuren ass ganz kuerzfristeg an onbürokratesch gehollef ginn, deenen

Employeuren, déi, wann ech d'Press richteg liesen, elo sech awer erëm eng Hellewull beschwéieren iwwer Gesetzer oder eng Gesetzespraxis, déi zënter iwwer 30 Joer hei zu Lëtzebuerg existéiert, nämlech datt all zwee Joer de Mindestloun adaptéiert gëtt. Also och déi Employeure konnte profitéiere vun eisem ëffentleche Gesondheetssystem. Och dat muss een heiansdo rappeléieren, och wann et elo richteg ass, datt de Staat agräift an de Staat dorop hiwierkt, fir déi Fraisen, déi d'CNS virgestreckt huet, ze rembourséieren.

E leschte Gedanken ass, wat d'Zukunft vun der Gesondheetskeess ugeet a vum Finanzement vun der Gesondheetskeess: Ech mengen, datt mer net derlaanschtkommen, no der Covidkris - also mëttelfristeg - eis Gedanken ze maachen iwwert d'Leeschtunge vun der CNS, déi, mengen ech - wéi hei och scho gesot ginn ass -, richtegerweis mussen ausgebaut ginn an Zukunft, fir eise Gesondheetssystem nach méi performant ze maachen. A mir mussen dann och driwwer diskutéiere kënnen, wéi mer nach vläicht aner Finanzéierungsquellen erschléissen, déi am Moment nach onerschloss bleiwen, fir genau déi Leeschtungen am Interessi vum lëtzebuergesche Gesondheetssystem kënnen ze garantéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Marc Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, eis ass alleguerte bewosst, datt dëst Gesetz e wichtegt Puzzlesteck ass, fir d'Zukunft vun eisem Sozialsystem op d'mannst mëttelfristeg ofzesécheren. An ech schléisse mech als Éischt emol de Mercien un de Rapporter u fir säin ausféierleche Rapport, souwuel schréftlech wéi och mëndlech. Mee ech schléisse mech awer och de Mercien un d'CNS un, déi hei wierklech exemplaresch gewisen huet, firwat een e staarke Sozialsystem brauch a firwat et wichteg ass, datt mer net onbeduerft dorunner seeë ginn.

Et ass sécherlech esou, datt d'CNS hei a Virleeschtung gaangen ass an duerfir zu Recht - an dat gouf jo och gesot - déi Suen hei zréckkritt. Et däerf net op Käschte vun den Assuréé goen, fir eppes opzekommen, wat net vun hinne verscholt ass. Bon, wann een dee Gedankegang weiderspënnt, da kënnt een op eemol op ganz komesch Gedanken. Duerfir bleiwen ech einfach dobäi an ech soen: Et ass wichteg, datt déi Kris hei net einfach nëmmen um Réck vun Eenzelnen ausgedroe gëtt, mee datt d'Solidargemeinschaft, déi mer sinn, derfir opkënnt.

A wann ech dobäi sinn, da kënnt mer awer an de Kapp, datt dat heite jo als Éischt emol den Employéé gehollef huet, zweetens den Employeuren, fir d'Leit an der Aarbecht ze halen, well et ass ëmmer besser, Aarbecht ze finanzéiere wéi Chômage ze finanzéieren. Mee eng ganz Rëtsch Leit sinn trotzdeem ze kuerz komm, an dat sinn nämlech déi, déi net onbedéngt vun engem Krankeschäi konnte profitéiere respektiv déi och do Limitten hunn, an dat sinn natierlech eis Independanten, dat sinn natierlech eng ganz Rëtsch Patronen aus Betriber, déi deelweis hu missen zoumaachen, déi also wärend enger Fermeture forcement och net kënnen am Krankeschäi sinn.

Deementspriechend hoffen ech, an ech hat dat mat enger Motioun probéiert heibannen, datt mer déi Hëllefspäck, déi ënnerwee sinn, déi d'Regierung scho vollmundesch annoncéiert huet, datt mer déi dann awer elo och zäitno behandelen, datt mer déi zäitno och hei zum Vott kréien, well et vergeet, mengen ech, keen Dag, wou sech net déi eenzel Patronen d'Fro stellen, ob et nach esou ka weidergoen oder net. An dat huet zwar mat deem heite Projet, wou d'CNS ausdrécklech nach eng Kéier eng wierklech gutt Aarbecht geleescht huet, net direkt eppes ze dinn, mee et ass awer e Symptom vun engem grousse Malaise. A mir sollten eis heibannen deene Symptomer net verschléissen an derfir suergen, datt mer ganz séier all den Employéen an den Employeuren hëllefen, datt et hei net zu enger grousser Sozialkatastroph kënnt.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert: de Sozialminister, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. Merci och engersäits dem Rapporter fir säi schréftlechen a virun allem och säi mëndleche Rapport. Mee merci virun allem och de Riedner hei, déi, mengen ech, en ligne vun deem, wat hie gesot huet, drop agaange sinn, wat grad d'Wichtegkeet ass vun dëser … An ech nennen et elo net de Kassesturz. Ech war zwar selwer deen, deen deen Term lancéiert hat, mee ech mengen éischter, datt dat hei eng Bedeelegung vum Staat un de Covidmesuren ass, déi eeben iwwerholl goufe säitens vun der CNS, wat net direkt hir Haaptaufgab war. Kassesturz ass ëmmer eppes Negatives, dofir mengen ech, sollte mer an Zukunft och vun enger Bedeelegung vum Staat un de Covidmesure schwätzen.

Et ass awer gewosst, an do sinn d'Riedner all drop agaangen, datt mer dësen Exercice sécher och nach mussen eng zweete Kéier maachen, fir d'Dekonten ze maachen. Hei ass nämlech keen Dekont, hei ass eng Situatioun, déi sech op de Moment baséiert. Déi baséiert sech zwar e bësse méi wäit wéi op den 31. Oktober. All déi Zuelen, déi de Rapporter genannt huet, si schonn definitiv Zuele fir de 24. November, dee mer kënne rechnen, souwuel wat d'Leit, d'Beneficiairë vum Congé pour raisons familiales betrëfft, wéi doriwwer eraus och de Congé pour soutien familial, wéi awer och, an do ass jo definitiv d'Virstrecke säitens vun der Gesondheetskeess vum éischten Dag un, vum Krankegeld. Dat sinn definitiv Zuelen, déi effektiv konnte bis de 24. November elo scho chiffréiert ginn.

Mir gesinn also, datt mer relativ no eigentlech bei deem sinn, wat och wierklech gebraucht gouf a wat virgestreckt gouf, well mir kenne jo och déi zwou Haaptaktiounen, déi am Prinzip gemaach goufen a virgestreckt goufe vun der CNS: Engersäits de Congé pour raisons familiales, deen ass awer vill méi kleng fir de Moment. D'Schoule sinn op, d'Crèchë sinn op, vun do aus ass dee Volet vill méi kleng ginn. An op där anerer Säit de Congé pour soutien familiale, dat ass iwwerdeem e klenge Volet, hei schwätze mer an der éischter Phas vu 54 Leit, do si mer bei enger Charge vu manner wéi enger Milliount, souguer de Moment ëm déi 600.000 Euro. Also et ass eng Saach, déi de Moment previsibel ass, déi een effektiv och ka konkreet mat arechnen. Ech géif awer och dovu profitéieren - an et gouf hei scho gesot vu ville Riedner, déi sinn drop agaangen, déi eenzel Fraktioune souguer -, fir op déi wichteg an déi richteg Roll, déi hei d'Sozialpartner gespillt hunn, anzegoen.

Hei hu mer ganz einfach eng séier Léisung fonnt. Hei hu mer net nëmmen e Sozialdialog gehat, nee, mir hunn Decisioune geholl ënner Partner, eng grouss Solidaritéit gewisen. An der Regierung engersäits de Sozialminister zesumme mam Finanzminister. Och hei muss ee soen, datt mer e ganz séiert Zesummeschaffen haten. Mir Allenzwee waren an de Quadripartitten am Fréijoer an am Hierscht, fir transparent ze weisen, wat géif geschéien, wat géif lafen a wéi och herno den Dekont respektiv dëse Projet an engem Gesetzesprojet géif ofgewéckelt ginn. Déi 386 Milliounen, déi, mengen ech, de Mëtteg - esou wéi ech héieren hunn - d'Chamber wäert stëmmen, dat sinn am Ganzen, dat wësst Der, eng 400 Milliounen, vun deene mer 14 Milliounen ofzéie wéinst enger Participatioun vun der CNS, vun enger Rei Saachen, déi vun hinnen iwwerholl gi sinn, sief dat zum Deel Infrastrukturen oder Material, déi direkt eigentlech och an hire Kompetenzberäich erafalen, wéi och gewosst ass, datt aner Moossnamen, wéi zum Beispill verschidden Akten, verschidde Prestatiounen och direkt nach eng Kéier iwwerholl goufen am Beräich vun der CNS.

Déi 386 Milliounen, an dat stëmmt effektiv, déi brauche mer och an der CNS. Mir haten, an dat stëmmt, virum Ausbroch vun der Pandemie Reserve vun e bësse méi wéi enger Milliard. Mir stoungen eigentlech relativ gutt do.

Mir hunn och gesot, ganz kloer, datt an deenen nächste Joren d'Gesondheetskeess keng Spuerkeess soll sinn, mee datt do genau soll investéiert ginn an nei Prestatiounen, déi mer virun allem de Famille géife ginn, wou eng Rei Saachen nach in petto leien zënter enger Rei Joren, an datt mer eigentlech och do gewëllt wären, datt all Kéiers, vu Joer zu Joer, de Solde annuel géif erofgoen. Mir haten ëmmer esou gerechent, datt dat eng 100 Millioune kéinte pro Joer sinn, dann hätt een e gewësse Sputt gehat. Mir mussen awer oppassen, dass mer déi effektiv kontrolléierbar behalen, dës Méidepense wéi och d'Recetten. An dat ass e groussen Defi, wou mer eis och d'Wuert ginn hunn an der Quadripartite, datt mer e Groupe de travail asetzen, dee pluriannuel dat Ganzt eng Kéier wäert iwwerkucken, fir och do Sécherheeten a Garantien ze ginn, datt och d'Gesondheetskeess an Zukunft wäert op feste Féiss stoen.

Niewent de Mechanismen ass vläicht nach ganz interessant eriwwerzebréngen, datt grad och d'Fréijoersquadripartite, awer hannendru virun allem d'Hierschtquadripartite nach eng Kéier drop higewisen huet, wat vun enger Rei Riedner scho gesot ginn ass, datt mer Prestatiounen, déi mer eigentlech decidéiert haten 2016, 2017 schonn am Beräich vun den Zänn, am Beräich vun de Brëller, datt mer déi schnellstméiglech mussen ëmsetzen an datt déi och op kee Fall a Fro gestallt ginn elo - grad elo! -, wou och vläicht d'Situatioun e bësse méi ugespaant ass. Doniewent mussen och eng Rei Konventioune respektiv eng Rei vun Adaptatioune vun Nomenclaturen elo kommen an dat muss relativ schnell vustattegoen.

An deem Sënn, mengen ech, ass dat heiten e Gesetz, dat elo d'Keese vun der Gesondheetskeess erëm fëllt op een Niveau, dee méi wéi anstänneg ass. Mir hunn et ausgerechent gehat an der Hierschtquadripartite, elo komme mer erëm op Reserve vun 850 Milliounen, gewosst, datt mer elo fir d'éischt emol 200 Millioune kréien an dann all Kéiers 62 Milliounen iwwert déi nächst dräi Joer verdeelt wäerten an d'Keesen zréckkommen. Ech mengen, domadder kann och eng Gestioun gemaach ginn, déi ganz rezent (veuillez lire: effikass) ass.

Et ass eng vun den Aufgabe vun der CNS, hei anzesprangen, e soziaalt Netz opzebauen. Ech mengen, hei huet se voll hir Roll gespillt. Mir hunn en anere Volet, mengen ech, wou mer och als CNS nach effektiv mussen Efforte maachen, dat wësse mer och bei der CNS an dat ass och an der Quadripartite a virun allem um Gesondheetsdësch diskutéiert ginn: Dat sinn d'Kontakter tëschent Assuréen, Prestataren, awer och der CNS. Hei mussen och Saache verbessert ginn.

Ech mengen, och hei ass nach e grousse Sputt. De Moment gouf sech méi konzentréiert op d'Gestioun virun allem vun dëser schwéierer Pandemiezäit, mee dat anert ass sécher net vergiess, an do wäerte mer och kucke mussen, déi Kontakter ze fleegen, ze verbesseren an deenen nächste Joren.

Op jidde Fall vun dëser Plaz aus merci jiddwerengem, deen heiru geschafft huet, datt mer kënnen dës Situatioun presentéieren, datt mer virun allem grad an dëser Pandemie och d'Chance haten, datt engersäits, wéi hei scho gesot, d'Salariéen hir Sue konnten zu all Moment kréien, datt also do kee Problem war vu Liquiditéiten, datt op där anerer Säit awer och d'Betriber keng Liquiditéitsschwieregkeeten haten, andeem ee virun allem vum éischten Dag u Krankegeld ausbezuelt huet. Hei war e bëssen eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen, an der Optik, datt mer dës schwéier Zäit hei konnten iwwerbrécken.

An deem Sënn soen ech der Chamber e grousse Merci, datt, wéi ech héieren hunn, dëse Projet eng relativ staark Zoustëmmung fënnt. An an deem Sënn gi mer eis sécher Rendez-vous, sief et an der Kommissioun oder am Parlament hei, fir nach eng Kéier deen definitiven Dekont da kënnen ze maachen.

Merci bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Sozialminister Romain Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7678.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7678 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7442 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat aux fins de transposition de :

1° la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ;

2° certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil

Mir kommen elo zum Projet de loi 7442, eng Transpositioun vun zwou europäeschen Direktiven an nationaalt Recht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, ech presentéieren lech elo de Mëtteg e Rapport iwwert de Gesetzesprojet 7442 iwwert d'Ausweidung vum Recht op Assistance judiciaire am penale Beräich an am Kader vun de Prozedure vun engem Mandat d'arrêt européen. D'Ännerungen, déi mer haut zum Vott stellen, ginn aus zwou EU-Direktiven ervir, wéi de President et schonn ernimmt huet.

Wat ass am Fong d'Assistance judiciaire? E puer Wuert fir unzefänken: Firwat ass déi wichteg? Am franséischsproochege Raum och bekannt als Aide juridique oder Aide juridictionnelle, ass et an engem Rechtsstaat e weesentlecht Instrument, fir den Zougang zur Justiz fir all Bierger wierklech ze garantéieren. Bierger, déi sech selwer keen Affekot kënne leeschte respektiv d'Fraisen, déi mat enger Justizaktioun verbonne sinn, net kënnen droen, déi hunn e Recht op Assistance judiciaire. De Conseil de l'ordre vum Barreau an der Stad huet d'Missioun, déi Assistance judiciaire ze organiséieren, dat ass virun enger Rei Joren esou gereegelt ginn.

Mee ëm wéi eng Fraise geet et dann, wann ee vun Assistance judiciaire schwätzt? Ech huelen e puer Beispiller aus dem Artikel 8 vum modifizéierte Règlement grand-ducal vum September 1995 ervir. Do geet et ëm den Enregistrement, d'Timberen, déi een do muss bezuelen, et geet natierlech ëm d'Honorairë vun den Affekoten - ech mengen, dat ass am meeschte bekannt oder gëtt dorënner verstanen -, mee et falen och Fraisen u vun den Dierwiechter, Honorairë bei den Notairen, da gëtt et Taxen ze bezuelen, wann Der Zeie rufft, an da gëtt et ganz oft Iwwersetzungsfraisen an och Frais de déplacement. Dat heescht, et geet wäit iwwert d'Onkäschten eraus, déi een engem Affekot just misst bezuelen.

Bon, fir Assistance judiciaire ze kréien, ass d'Konditioun natierlech ëmmer déi, dass d'Persoun muss noweisen, dass se net iwwert déi finanziell Mëttele verfüügt. Si muss dat kënnen noweisen, dat steet am Artikel 1 vum selwechte Reglement.

Zum Inhalt elo vum Projet de loi: Et geet ëm d'Ëmsetzung vun Dispositiounen aus zwou Direktiven. Déi éischt ass d'(UE) 2016/1919 vum Europaparlament a vum Conseil vum Oktober 2016 « concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects, les personnes poursuivies dans le cadre de procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ». Et sinn also net déi lokal Affären, ëm déi et sech handelt, mee wa Leit aus dem Ausland … wa mer eng international Affär hunn.

An zweetens gëtt et verschidden Dispositiounen aus der Direktiv 2012/29/UE vum Europaparlament a vum Conseil vum Oktober 2012, « établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre » vum JAI vun 2001 Nummer 220.

E puer Wuert op Franséisch, ëm wat déi Direktiv geet: « Elle vise à garantir aux suspects, aux personnes poursuivies dans le cadre de procédures pénales, ainsi qu'aux personnes dont la remise est demandée de bénéficier de l'assistance d'un avocat rémunéré par les États membres, indifféremment de leur statut juridique, de leur citoyenneté ou de leur nationalité. Ils doivent bénéficier du droit d'accès à un avocat en vertu de la directive 2013/48/UE, ne pas y avoir renoncé, et être soit privés de liberté, soit tenus d'être assistés par un avocat conformément au droit de l'Union ou au droit national, soit tenus d'assister à une mesure d'enquête ou de collecte de preuves ou autorisés à y assister. Ces mesures concernent au moins les séances d'identification des suspects, les confrontations et les reconstitutions de scènes de crimes. »

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Wann déi betraffe Leit also net bemëttelt sinn, géif et Schwieregkeete ginn, déi Prozeduren duerchzeféieren. D'Aarbechten zu dëser Direktiv a virun allem den Trilog mam Europaparlament sinn 2015 gelaf, also wärend der Lëtzebuerger Presidence, wou de Félix Braz dru bedeelegt war.

D'Exigenzen aus dëser Direktiv si scho gréisstendeels an dem Lëtzebuerger Regimm iwwert d'Assistance judiciaire berücksichtegt. Dëse Regimm besteet haaptsächlech aus dem Gesetz vum 18. August 1995 iwwert d'Assistance judiciaire.

A mam Gesetz vum 8. Mäerz 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale goufen den Accès op den Affekot an déi meeschten Dispositiounen aus der zweeter grad genannter Direktiv iwwert d'Rechter, d'Ënnerstëtzung an de Schutz vun Affer vu Kriminalitéit gréisstendeels ëmgesat.

Am modifizéierten 1991er Gesetz iwwert den Affekoteberuff gëtt festgehalen, dass de Conseil de l'ordre d'Missioun huet, d'Assistance judiciaire ze organiséiere vun de Persounen, deenen hir Ressource-financièren eeben net duerginn, fir d'Fraise vun der Verteidegung ze iwwerhuelen.

Et ass awer esou, dass déi aktuell Legislatioun näischt seet iwwert d'Situatioun vun den Affer, déi sech als Partie civile constituéieren, an näischt iwwert déi verdächteg oder inkulpéiert Persounen am Kader vu penale Prozeduren, deenen hir Residenz net zu Lëtzebuerg ass oder wou et sech gegebenefalls ëm Persounen aus Drëttlänner handelt.

Wéi reagéiere mir dorobber? Mam neien Text wäerten déi Leit, déi am Kader vun enger penaler Prozedur poursuivéiert ginn, a Leit, deenen hir Remise am Kader vun engem europäeschen Haftbefeel gefrot ass, e Recht op Assistance judiciaire kréien, ouni Konditioune vu Wunnsëtz oder Nationalitéit mussen ze erfëllen, grad wéi och d'Victimmen, déi sech Partie civile erklären am Kader vun enger penaler Prozedur, déi hei zu Lëtzebuerg leeft, och wa se Netresident si respektiv aus engem Drëttland kommen.

De Kalenner vun eisen Aarbechte fir dëse Projet de loi: D'Gesetz ass deposéiert gi vum Félix Braz den 22. Mee 2019. De Staatsrot huet am Juli 2019 en éischten Avis ofgi mat zwou Oppositions formelles. En huet eis den 13. Oktober 2020 elo en Avis complémentaire ginn, wou déi zwou Opposition-formellen ewechgefall sinn. D'Kommissiounssitzung war am Februar 2020 fir d'Presentatioun, de Rapporteur ze designéieren a wou mer d'Artikelen duerchgeholl hunn. Den 1. Juli dëst Joer hu mer dunn Amendements gouvernementaux presentéiert kritt, déi mer zwee Deeg drop och ugeholl hunn. Den 18. November elo hu mer de Rapport ugeholl.

Mir krute weider Avisen: am Mee 2019 dee vun der Cour supérieure de la justice an den Avis vun dem Friddensgeriicht vun Esch, den Avis vum Barreau aus der Stad am Juni 2019, duerno krute mer d'Avise vum Parquet général a vun de Parqueten Dikrech a Lëtzebuerg am Juli 2019 a mir kruten en Avis vum Friddensgeriicht vun Dikrech am Juli 2019. An elo hu mer och nach en Avis non-daté aus dem Bezierksgeriicht aus der Stad kritt.

En gros waren déi Avisen all favorabel zum Projet de loi, mee de Barreau huet ënner anerem drop higewisen, och nëmmen déi Persounen ze assistéieren, déi onbemëttelt sinn, an dass d'Assistance de plein droit deenen zougesprach gëtt, déi explizitt am Artikel 1 virgesi sinn. De Barreau huet och d'Fro gestallt, wéi et da mat der Assistance ass, wann déi betraffe Persoun sech net als Partie civile constituéiert respektiv sech wärend dem Prozess op deem Punkt zréckzitt. D'Kommissioun huet deenen zwou Remarke Rechnung gedroen.

Wat steet och am Avis vum Staatsrot? Nieft enger Rei legistesche Remarke waren et eeben zwou Opposition-formellen, déi mat den Amendements gouvernementaux geléist goufen. Déi éischt Opposition formelle war eng Inkohärenz an der Terminologie: Gëtt et en Droit à l'assistance judiciaire, esou wéi et am Gesetz vun 1991 formuléiert ass, oder kann eng Assistance judiciaire accordéiert ginn, wéi et an der éischter Fassung vun dësem Projet de loi formuléiert war? De Staatsrot seet ganz kloer, dass et hei ëm e Recht geet, dat jiddwerengem zousteet, deen d'Konditiounen erfëllt, an dofir och déi entspriechend Terminologie soll genotzt ginn.

Bei der Ofännerung vum Artikel 37-1 Paragraf 6 vum 1991er Gesetz iwwert den Affekoteberuff, an deem et ëm de Retrait vun der Assistance judiciaire duerch de Bâtonnier geet, huet de Conseil d'État de proposéierte Libellé mat enger Opposition formelle beluecht. Et ass eng Insécurité juridique ginn. Mir hunn dëst par Amendement rektifizéiert an et ass elo kloergestallt, dass d'Affer, déi sech wëlle Partie civile constituéieren, vun der Assistance judiciaire kënne profitéieren.

Ech schléissen heimadder mäi mëndleche Rapport a soe jidderengem Merci, deen um Ministère, an der Chamber an a menger Fraktioun un den Aarbechte bedeelegt war, an all deenen, déi mat hiren Avisen zum Echange bäigedroen hunn. Merci och un d'Kolleegen aus der Justizkommissioun fir déi gutt Diskussiounen an eise Sitzungen, wou mer all erdenklech Cas-de-figurë wierklech duerchgespillt hu fir sécherzestellen, dass d'Recht op d'Assistance judiciaire och an alle gewollte Fäll gräift.

Ech froen, wéi gesot, d'Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn och an engems den Accord vun der grénger Fraktioun dofir. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'éischt merci un de Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Am Rechtssystem an engem Penalprozess hutt Der ganz oft zwou Parteien: op där enger Säit den Inculpé oder de Prevenu, also de sougenannten Täter, an op där anerer Säit d'Victime. Fir de sougenannten Täter spillt de grousse Prinzip vun der Présomption d'innocence a fir d'Victime ass et wichteg, datt se en adequaten Accès op den Dossier kritt, fir hir Rechter geltend ze maachen. D'Présomption d'innocence ass an eiser medialer Welt leider net ëmmer esou respektéiert, wéi dat misst sinn.

Fir datt déi zwee Prinzippie gëllen oder déi zwou Persoune kënnen hir Prinzippie geltend maachen, wa se net d'Moyenen hunn, ass generell d'Assistance judiciaire am Strofprozess do, niewent den zivillen a kommerzielle Prozesser.

Hei féiere mer elo duerch dëse Projet de loi an, datt, wann a Strofprozesser oder wann ee soll ausgeliwwert ginn, eng Partei betraff ass, déi net zu Lëtzebuerg wunnt oder déi net d'lëtzebuergesch Nationalitéit huet, déi och kann d'Assistance judiciaire kréien. D'ailleurs, am Projet vum Staatsbudget, dee mer dann och muer an der Commission juridique diskutéieren, gesäit een, datt de Montant vun der Assistance judiciaire och wäert an d'Luucht goen, wat och gutt ass.

Duerfir: Hei ass et wichteg, datt jiddwereen, dee mat der Justiz ze dinn huet, ka seng Rechter geltend maachen. An duerfir ass et esou wichteg, datt déi Leit, déi leider net d'Moyenen derfir hunn, Assistance judiciaire kréien. Et ass e fundamentale Prinzip vun eisem Rechtssystem an duerfir gëtt d'CSV hiren Accord zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech dem Här Rapporter Merci soe fir seng gutt Aarbecht. Souwuel seng schréftlech wéi och mëndlech Ausféierung erlabe mer, mech kuerzzefaassen.

Bei dësem Projet geet et ëm d'Aide judiciaire an domat ëm ee vun de wichtegste Piliere vun engem Rechtsstaat. Den Accès zu der Justiz muss onofhängeg si vun de finanzielle Mëttele vun engem Justiciabelen. Jiddereen an eiser Gesellschaft soll d'Recht an d'Méiglechkeet hunn, fir seng Interête viru Geriicht ze verteidegen.

Deemno géing ech och e puer Punkten ervirsträichen, déi eis als DP ganz wichteg waren a bei deene mer frou sinn, dass eisen Input an der Kommissioun ugeholl ginn ass an d'Gesetz no dëse Proposen ugepasst ginn ass.

Dëst wier dann zum engen de Punkt iwwert d'Eligibilitéit vun enger Persoun, fir eng Assistance judiciaire iwwerhaapt dierfen unzefroen. Natierlech ginn et Gesetzestexter, an och dësen Text definéiert kloer d'Konditiounen, déi eng Persoun muss erfëllen, fir eligibel ze sinn, esou zum Beispill d'Insuffisance des ressources, wou dann och déi néideg Pièce-justificativë musse virgeluecht ginn.

Mee de Fall gesat, et handelt sech hei ëm en Nonresident an dee gëtt virleefeg festgehalen, e soll ausgeliwwert ginn oder e sëtzt och nach am Prisong an huet eventuell och keng Méiglechkeet, mat Drëttparteien ausserhalb vum Prisong ze kommunizéieren oder sech déi néideg Pièce-justificativen ze beschafen, dann hätt dee riskéiert, keng Assistance judiciaire ze kréien.

Als DP war et eis hei wichteg, wierklech all Mënsch d'Méiglechkeet vun der Assistance judiciaire ze erhalen. Deemno si mer och ganz frou doriwwer, dass eis Remarken hei zréckbehale gi sinn an dass deene Persoune weiderhin e provisorescht Recht zousteet, eng Aide judiciaire an Usproch ze huelen, dëst en attendant bis et hinne méiglech ass, déi néideg Dokumenter ze erbréngen.

An dësem Kontext war et eis awer och wichteg, d'Affekoten ofzesécheren. Nun, et ka jo ëmmer emol virkommen, dass eng Persoun tatsächlech d'Krittären net erfëllt an hir deemno d'Assistance judiciaire entzu gëtt. Bis dohin huet den designéierten Affekot awer schonn Aufgabe fir säi Mandant erfëllt an et ass och deementspriechend ze remuneréieren.

Och hei freeë mer eis als DP, dass eisem Kommentar Rechnung gedroe ginn ass an all déi Akten, déi den Affekot bis zu deem Zäitpunkt ausgefouert huet, wäerten iwwert d'Assistance judiciaire couvréiert ginn. Dat ass natierlech am Sënn vum Affekot, mee assuréiert dem Mandant nach emol méi e finanziell onofhängegt a fairt Traitement zu jidder Moment.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, e weidere Punkt, deen eis wichteg war, ass den Aspekt vun der Partie civile. Hei hat meng Fraktiounskolleegin Carole Hartmann drop opmierksam gemaach, dass d'Persounen oft eréischt eng Partie civile presentéieren, nodeems se sech mat hirem Affekot consentéiert hunn. Dat ass also oft eréischt no deem Delai vun dräi Deeg, deen ufangs an dësem Text virgesi war.

Och de Barreau hat jo an dësem Punkt op deen extreem kuerzen Delai higewisen a mir als DP si frou, dass dës Aschätzung consideréiert an den Delai deementspriechend ugepasst gouf.

Fir eis hat sech och d'Fro gestallt, wéi d'Assistance judiciaire gehandhaabt gëtt, wann d'Demande vun enger Partie civile als irrecevabel consideréiert gëtt. An dësem Kontext war et eis ganz wichteg ze klären, wien d'Responsabilitéit dréit, de Barreau iwwert d'Intentioun, Partie civile anzereechen, ze informéieren.

Mir ware frou ze gesinn, dass de Barreau et hei d'selwecht gesinn huet a schliisslech méi prezis am Gesetzestext festgehale ginn ass, wiem dës Tâche an der Prozedur vun der Aide judiciaire operluecht gëtt, dëst am Sënn vun enger Vereinfachung vun de Prozesser an enger besserer Vertriedung fir d'Mandanten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi schonn ufangs gesot, empfanne mer et als wichteg a richteg, d'Assistance judiciaire, wéi virdru vum Här Rapporter presentéiert, ze assuréieren. An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, d'Ëmsetzung vun dësen zwou Direktiven dréit zu der Stäerkung vum Rechtssystem duerch eng Stäerkung vum Rechtsbäistand bäi, egal ob een am Kader vun enger penaler Prozedur e presuméierten Täter oder Affer ass, a virun allem och, wann een Nonresident ass, an dat fir Affären, déi virun de Lëtzebuerger Geriichtsbarkeete plädéiert ginn.

Et ass also hei eng Erweiderung, déi stattfënnt, vun de Beneficiairë vun der Assistance judiciaire, fir hinnen och den Accès zu der Justiz ze garantéieren. An ech mengen, et ass ganz kloer e fundamentalen Aspekt, deen Accès kënnen ze garantéieren. An dat kann een hei nëmme begréissen. An duerfir stëmme och mer als LSAP dësem Projet de loi zou.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. A merci dem Rapporter Charles Margue fir dee gudde Rapport. Et ass nach eng Kéier ervirzehiewen, dass effektiv an der Kommissioun ganz vill Bemierkunge koumen. An et muss een och eng Kéier do ganz luewend soen, dass alleguerten déi Kommentaren och opgegraff gi sinn, soudass déi Verbesserunge stattfonnt hunn. An och mir Piraten wäerten eisen Accord dozou ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert: d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, Här President, léif Deputéiertinnen an Deputéiert, d'Haaptzil - de Rapporteur huet et a sengem ausféierleche Rapport gesot - vun dësem Projet ass d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2016/1919 vum Europäesche Parlament a vum Conseil iwwert d'Assistance judiciaire, en elementar wichtegt Instrument, Dir sidd am Detail alleguerte schonn dorobber agaangen.

Dëse Projet de loi komplettéiert d'Ëmsetzung vun deem ganzen EU-Package iwwert d'Garantie procédurale souwuel fir déi presuméiert Stroftäter wéi och fir d'Affer. An enger éischter Etapp war jo d'Gesetz vum 8. Mäerz 2017, dat direkt véier Direktiven ëmgesat huet. Duerno koum d'Gesetz vum 10. August 2018 iwwert d'Présomption d'innocence. D'Rechter an d'Garantien an dësen Instrumenter si ganz enk matenee verbonnen.

Esou ass den Zweck vun der Direktiv, déi mer hei ëmsetzen, d'Recht op en Affekot, virgesinn duerch déi uewe genannt Direktiv vun 2013 fir d'presuméiert Täter an der Direktiv vun 2012 fir d'Affer, effektiv ze garantéieren.

D'Assistance judiciaire kenne mer hei zu Lëtzebuerg och schonn eng ganz Rei Joren, zënter dem 10. August 1991, an eng gréisser Ännerung gouf et besonnesch duerch d'Gesetz vum 21. Juni 2007. A mir sinn och am Moment erëm amgaangen, un enger gréisserer Adaptatioun vun der Assistance judiciaire ze schaffen, wou mer d'nächst Joer wäerten d'Geleeënheet kréien, dat an der Justizkommissioun grondleeënd ze diskutéieren.

Den Impakt - de Léon Gloden hat virdru vum Impacte budgétaire geschwat - vun deem heite Gesetz ass natierlech schwéier virauszegesinn, mee Dir wësst, et ass e Crédit non limitatif, soudass mer eeben déi néideg Moyenen och vum Budget zur Verfügung gestallt kruten.

Effektiv gesäit awer déi aktuell Gesetzgeebung näischt explizitt vir, wat d'Situatioun vun de Verdächtegen, Beschëllegten oder de Parties civiles am Kader vun enger Procédure pénale ugeet, déi net hei zu Lëtzebuerg hir Residenz hunn oder carrement Ressortissant vun engem Pays tiers sinn. Wéi och ëmmer, an der Praxis ginn d'Bestëmmunge vun den Direktiven, déi ze transposéiere sinn, awer scho laang am Grand-Duché applizéiert. An et ass virun allem awer de Cas de figure vun den Drëttlänner, deen hei wäert wichteg sinn.

De Projet de loi consacréiert den Droit à l'assistance judiciaire fir Mënschen, déi wuel am vulnerabelste sinn, Mënschen, déi hir Rechter am Kader vun enger Procédure pénale musse verdeedegen. De presuméierten Täter oder de Beschëllegten, voire déi Persoun, déi den Objet vun engem Mandat mécht, hunn d'Recht op eng Assistance dee Moment, wou si och Recht op en Affekot hunn, laut dem Code de procédure pénale, onofhängeg vun hirer Nationalitéit oder der Residenz. Och en Affer vun enger Strofdot hei zu Lëtzebuerg huet d'Recht op eng Assistance judiciaire, wann d'Affer eng Partie civile wëll maachen.

Verschidden Ajouten am Gesetz - an ech soen effektiv och der Kommissioun Merci fir déi ganz konstruktiv Diskussiounen, déi mer hei haten - preziséieren, wéi déi Demande da gehandhaabt gëtt vun der Kopie vun der Partie civile, déi hannerluecht muss ginn, an den eventuelle Retrait vun der Assistance judiciaire, wann dat net sollt geschéien.

Am Commentaire des articles gëtt preziséiert, wann eng Persoun an der Onméiglechkeet ass, fir hir Revenue kënnen ze beleeën, dass weiderhin no der Praxis verfuer gëtt, dass et eng Presomptioun gëtt vun Absence de ressources suffisantes an dass op alle Fall eng Assistance judiciaire provisoresch kann accordéiert ginn, bis d'Persoun en mesure ass, hir Revenuen ze beleeën.

Falls dem Affer seng Demande de partie civile sollt irrecevabel sinn, versteet et sech vum selwen, dass d'Affer d'Assistance net muss zréckbezuelen. E wichtegt Instrument also, wat d'Effektivitéit ugeet vun de Garanties procédurales, d'Kärstéck an onsem Rechtssystem.

An ech soen Iech Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7442. Den Text steet am Document parlementaire 7442[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7442 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Roy Reding) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7614 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2° du Code de procédure pénale

Mir schléissen d'Sitzung vun de Mëtteg mam Projet de loi 7614 iwwert déi sougenannt Eurojust-Agence. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Ech soen Iech Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e recht kuerzen an à première vue vläicht och méi en onspektakuläre Projet de loi, deen ech haut dierf virstellen, mee et ass awer e ganz wichtegen. Et geet ëm Eurojust an ech mengen, ech muss do vläicht e bësselchen am Virfeld erklären, ëm wat et sech do handelt.

Eurojust ass am Februar 2002 gegrënnt ginn an et ass en europäescht Organ, dat zum Zil huet, d'Coordination judiciaire en matière pénale op EU-Niveau ze verbesseren. Et geet also ëm d'Koordinatioun an d'Zesummenaarbecht um Niveau vun de grenziwwerschreidende Poursuitten an den Enquêten. Esou ass et zum Beispill wichteg, dass am Beräich vun der Entraide judiciaire déi national zoustänneg Autoritéite besser matenee schaffen. Mee Eurojust kann awer geneesou wéi och Europol selwer keng Enquête pénale féieren oder d'Auteure vun Infraktioune poursuivéieren.

Eurojust kann nëmmen an de Limitte vu senge Kompetenze schaffen, an déi leien eeben am Beräich vum Appui a vun der Verstäerkung vun der Koordinatioun an der Zesummenaarbecht tëscht den national zoustännegen Autoritéiten, wann et ëm déi grenziwwerschreidend grouss Kriminalitéit geet.

Dowéinst mussen d'Froe ronderëm Eurojust och ëmmer am Zesummenhang mat der Fro vum Parquet européen beschwat ginn. Et ass nämlech dësen europäesche Parquet, deen herno, grob gesot, derfir zoustänneg ass, Frauden, déi den EU-Budget betreffen, oder aner Crimmen, déi déi finanziell Interesse vun der EU negativ impaktéieren, ze poursuivéieren.

Frauden, Détournement de fonds, Korruptioun, Blanchiment, alles an allem ginn dem EU-Budget nämlech heiduerch vill Milliarden Euro duerch d'Lappen, an hei ass deels vu véierstellege Milliardebeträg rieds.

Dëse Parquet mat Sëtz zu Lëtzebuerg wäert, soubal en da wäert kënnen ufänke mat schaffen, déi éischt onofhängeg europäesch Instanz sinn, déi eege Compétences judiciaires wäert hunn, fir eebe penal Poursuitten ze féieren, notamment am Kader vun Infraktiounen, déi zu Laaschte vum EU-Budget ginn.

Bon, mir hunn et all matkritt, dëse Parquet hätt eigentlech scho sollen ufänke mat schaffen, wier u sech och prett lasszeleeën, mee et feelen nach e puer Nominatiounen an d'Membersstaate sinn opgefuerdert, dës ganz schnell virzehuelen. Mir ginn eis awer optimistesch, dass de Parquet européen nach dëst Joer kéint operationell ginn.

Firwat schwätzen ech elo hei iwwert de Parquet européen? Ma well dësen enk un Eurojust liéiert ass a sech aus deem Zesummespill och d'Wichtegkeet vun dësem Projet de loi ergëtt. De Parquet européen hänkt vun Eurojust of an déi zwee Organer mussen duerno och an enker Zesummenaarbecht zesumme fonctionéieren. Tëscht deenen Zwee besteet eng privilegéiert Partnerschaft an et muss och eebe gekuckt ginn, dass déi Zwee sech aus Kohärenzgrënn herno net géigesäiteg op d'Féiss trëppelen.

Fir dann awer op dëse Projet de loi zréckzekommen, wéi gesot, Eurojust ass schonn 2002 gegrënnt ginn, huet awer am Joer 2018 duerch en neit EU-Reglement eng nei Basis kritt. Hei handelt et sech ëm d'Reglement 2018/1727 vum 14. November 2018. An dësem neie Reglement ginn elo virun allem de Statut an d'Pouvoire vun den nationale Membere vun Eurojust determinéiert souwéi och hire Lieu de travail festgehalen. Ausserdeem gëtt festgehalen, wéi d'EU-Parlament an och déi national Parlamenter agebonne ginn, fir d'Aarbecht vun Eurojust ze begleeden an dann natierlech och ze evaluéieren.

Ausserdeem gëtt festgehalen, wéi d'EU-Parlament an och déi national Parlamenter agebonne ginn, fir d'Aarbecht vun Eurojust ze begleeden an dann natierlech och ze evaluéieren. Wichteg ass eeben och, dass dat neit Reglement virgesäit, wéi d'Aarbechtsrelatiounen, also d'Aarbechtsopdeelung tëscht Eurojust a Parquet européen gereegelt ass, also dann ab deem Moment, wou de Parquet européen wäert kënnen ufänke mat schaffen.

Bon, u sech ass jo normalerweis keng national Transpositioun vun engem Reglement néideg, mee vu dass hei awer besteeënd national Dispositioune concernéiert sinn, mussen dës elo un déi nei Gegeebenheeten, déi zënter Dezember 2019 a Kraaft sinn, ugepasst ginn, fir eis domadder dann och elo konform ze setzen.

Sou hu mir missen d'Artikele 75-1 an déi duerno vum Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire betreffend Eurojust adaptéieren, fir den neie Gegeebenheeten dann och Rechnung ze droen. Mir preziséieren hei ënner anerem d'Modalitéite vun der Designatioun vum nationale Member bei Eurojust, awer och vu sengem Adjoint.

Am Code de procédure pénale gëtt dann och den informateschen direkten Accès op d'Données à caractère personnel op den nationale Member bei Eurojust ausgeweit.

Eng Fro, déi an der Kommissioun och direkt e puermol gestallt gi war, war déi vun der Durée vum Mandat vum nationale Member. D'Durée ass nämlech am neie Reglement eropgesat ginn op fënnef Joer. An d'Fro, déi sech stellt, ass awer elo déi, ob dëst och fir déi Mandater gëllt, déi nach aktuell en cours sinn. Hei ginn et Interpretatiounsdivergenzen an et besteet tëscht de Memberstaaten, esou wäit ech weess, à ce jour och nach kee Konsens doriwwer, ob dës aktuell Mandater dann elo 2021 oder 2022 wäerten auslafen.

Fir weider Detailer zu den Dispositiounen aus dem Gesetzestext verweisen ech op de schréftleche Rapport. Ech wollt just nach eng Kéier kuerz den Historique vum Projet de loi opweisen. En ass den 9. Juni 2020 deposéiert ginn. En ass dunn an der Justizkommissioun den 1. Juli beschwat an analyséiert ginn. Den 10. Juli huet de Conseil d'État säin Avis ofginn. En hat um Fong vum Projet de loi och näischt ze beanstanden. Den 18. November hu mer an der Kommissioun den Avis vum Staatsrot analyséiert an du konnt de Rapport och relativ schnell de 24. November ugeholl ginn.

Voilà! Domadder wär mäi mëndleche Rapport fäerdeg. Ech géif jidderengem an der Kommissioun och villmools Merci soe fir déi gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht a ginn natierlech dann och den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi éischt ageschriwwe Riednerin, déi honorabel Madamm Viviane Reding. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, am Fong geholl ass et en historesche Moment, dee mer haut mat deem Gesetz hei hunn. D'Gesetz gesäit ganz technesch aus an et kann ee sech guer net virstellen, firwat et soll en historesche Moment sinn.

Mee et geet hei am europäesche Kontext ëm d'Evolutioun, wéi eis Justiz funktionéiert. Traditionell gesinn, ass an Europa d'Justiz ëmmer eng national Souveränitéit gewiescht. An et ass eréischt vun 2010 u mam Traité vu Lissabon a mat der Charta vun de Grondrechter, datt en Deel vun der Justiz europäesch ginn ass, an zwar war dat haaptsächlech den Droit civil an den Droit administratif, mee och, wéi mer et gesinn hu bei deem Gesetz virdrun, d'Rechter vun den Ugekloten a vun den Affer.

Dat war natierlech deemools e risegrousse Schrëtt a Richtung Europa vun der Justiz. An déi Evolutioun, déi weist sech och an deem Gesetzestext, dee mer haut sollen ofstëmmen. Wéi d'Madamm Rapporter et richteg gesot huet, ass Eurojust schonn am Joer 2002 geschafe ginn, an dat war nach eng Zäit, wou d'Justiz nach reng national war. An dofir ass et och geschafe ginn duerch eng Decisioun vun den nationale Ministeren, vum Conseil, fir d'Coopération judiciaire tëschent de Staaten ze organiséieren. Dat hat mat Europa relativ wéineg ze dinn.

An dofir ass elo, wéi Eurojust reforméiert gouf, e ganz anere System gebraucht ginn. Et ass carrement en europäescht Reglement gemaach ginn: Propositioun vun der Kommissioun, Decisioun vum Europaparlament a vum Conseil an direkt applikabel an de Memberstaaten. Also e risegrousse Schrëtt vun enger nationaler Zoustännegkeet op eng europäesch Zoustännegkeet.

A wat steet an deem Reglement? Dat ass nämlech och interessant, dat ass, datt d'Evaluatioun vun den Aktivitéite vun Eurojust elo vun den nationale Parlamenter gemaach gëtt a vum Europaparlament a wéi d'Zesummenaarbecht tëschent Eurojust an der Europäescher Staatsanwaltschaft fonctionéiere soll.

D'Europäesch Staatsanwaltschaft, och déi ass e Riseschrëtt an eng weider Richtung gewiescht, well hei geet et jo vill méi wäit wéi den Droit civil an administratif, déi am Ufank vun der Verallgemeinschaftung vun der Justiz um Ordre du jour stoung. Hei geet et ëm Fraude, Korruptioun, Kriminalitéit géint europäesch Gelder. A wéi ech viru laange Joren als deemoleg Justizkommissarin den éischte Projet vun enger europäescher Staatsanwaltschaft op den Dësch geluecht hunn, do hu verschidde Regierunge gemengt, ech hätt se wierklech net méi all.

Ben, esou vill Jore méi spéit hu mer dann elo eng Europäesch Staatsanwaltschaft. Si ass hei zu Lëtzebuerg etabléiert. Si huet mat hiren Aarbechten ugefaangen. 22 Memberstaate maache mat mat delegéiertem nationale Staatsanwalt. Och e Lëtzebuerger ass derbäi, selbstverständlech, mee et gëtt nach risegrouss Problemer, well net iwwerall si se esou begeeschtert vun esou enger Institutioun wéi mir hei zu Lëtzebuerg. An dofir leien nach ganz vill Steng am Wee, fir datt déi Staatsanwaltschaft zolidd gëtt.

Mir Lëtzebuerger hunn en Interêt drun, datt déi Staatsanwaltschaft, déi hei bei eis usässeg ass, sech och ka weiderentwéckelen an e weidere Schrëtt a Richtung europäesch Gesetzgeebung an europäesch Justizinstitutioune ka bréngen. An dofir, Madamm Minister, eis Demande, fir datt Der lech ganz staark asetzt, fir datt déi Problemer, déi se elo nach hunn, zum Beispill mat dem Personal, kënnen esou séier wéi méiglech geléist ginn. Et ass an eisem Interêt an et ass am Interêt vun der europäescher Justiz.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci virop der Rapportrice fir hire ganz komplette Rapport. De Projet, ëm deen et hei geet, huet mech u meng Uniscoursen iwwert d'Entraide judiciaire internationale an européenne erënnert an notamment dorun, wéi op EU-Niveau no an no d'Kooperatioun an d'Koordinatioun an der Bekämpfung vun der Kriminalitéit evoluéiert huet.

Fräi Circulatioun vu Persounen an oppe Grenzen hunn de Revers, datt och d'Kriminalitéit ëmmer méi transnational ginn ass.

D'Madamm Reding huet schonn e gudden Deel vum Historique selwer gemaach. Ech brauch duerfir net méi vill ze soen. Ech hu mer och nach den Traité vu Maastricht opgeschriwwen, duerch deen eigentlech de Pilier vun der Justice wierklech en place gesat ginn ass an domat och d'Coopération judiciaire a pénale op EU-Niveau lancéiert ginn ass.

Et huet awer u sech bis d'Attentater vun 9/11 gebraucht, bis och d'Entraide pénale op europäeschem Niveau un d'Rulle komm ass. Et ass no deenen Attentater, wou 2002 oder Enn 2001 schonn eng Rei Décisions-cadres geholl goufen an ënner anerem Eurojust, d'Méiglechkeet vun transnationa-

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



len Équipes communes d'enquête oder och nach de Mandat d'arrêt européen geschaaft gi sinn.

Säitdeem ass vill geschitt an der länneriwwergräifender Zesummenaarbecht. An awer stellt ee fest, an do kann een effektiv d'Beispill vum Parquet européen ginn, datt et dach laang dauert, fir eis Koordinatioun op EU-Niveau ze festegen.

Firwat ass elo de Projet vun de Mëtteg wichteg? Firwat ass Eurojust wichteg? Wann Der erlaabt, géing ech hei kuerz op dës Froen agoen.

D'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale oder Eurojust ass, wéi den Numm et schonn undeit, e wichtegen Acteur bei de grenziwwerschreidenden Enquêten a Poursuitten, an dat notamment bei schlëmme Forme vu Kriminalitéit respektiv Criminalité organisée. Sou kënnen déi verschidden national Instanze sech iwwer Eurojust zum Beispill Rechtshëllef bei anere Memberstaate froen. Si kënnen Hëllef kréie bei Enquêten, wou beispillsweis schonn an engem anere Land un engem parallelle Fall geschafft gëtt. Si kënnen awer och Perquisitiounen ufroen oder souguer parallell Arrestatiounen organiséieren.

Den Erfolleg vun Eurojust läit hei ganz kloer an de gudden an effektive Relatioune vun de Memberstaaten ënner sech a mat hiren aussereuropäesche Partner. Nëmmen eng gutt Zesummenaarbecht erméiglecht eng effikass Koordinatioun tëschent deene verschiddene Memberstaaten an erlaabt et, transnational Enquêten duerchzeféieren.

Dës Zesummenaarbecht gëtt assuréiert iwwert den nationale Representant vun all Land bei Eurojust, wat fir eis och e Magistrat ass. Sou kënnen de Parquet, d'Untersuchungsriichter oder och d'Police sech am Kontext vun engem Fait pénal, deen en internationale Charakter huet, iwwer hire jeeweilege Representant un Eurojust riichten, fir Informatiounen oder rechtlech Ënnerstëtzung ze kréien.

Här President, am Rapport annuel vun Eurojust vun 2019 liest een: « En 2019, des procureurs de toute l'Union européenne et de pays tiers ont demandé l'assistance d'Eurojust dans près de 8.000 enquêtes criminelles transfrontalières, ce qui représente une augmentation de 17 % […] par rapport à 2018. » 8.000 Fäll, dovunner 3.892 nei Fäll, dat ass net näischt a weist, dass mer besser ginn, wat eis Kooperatioun um penale Plang ugeet.

Aus Lëtzebuerg waren et dem Rapport no iwwregens 14 nei Fäll, wouvun 13 Fäll mindestens zwee Länner betraff hunn. Och dat ass net ze ignoréieren.

Eurojust erfëllt deemno eng wichteg Aufgab, an och Lëtzebuerg dréit als EU-Memberstaat en Deel zu der transnationaler Kriminalitéitsbekämpfung bäi. D'Upassung vun eiser nationaler Gesetzgeebung par rapport zum Eurojust-Reglement vun 2018 assuréiert, dës Aarbecht och an Zukunft kënnen ze maachen.

Ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, och der Rapportrice merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. Och dëse Projet de loi dréit zu der Stäerkung vun der Justiz bäi um europäeschen an och um nationale Plang, well e sech och ganz kloer hei an d'Kooperatioun an d'Zesummenaarbecht aschreift tëschent den EU-Memberstaaten. An Eurojust, dat hu mer jo och kloer haut hei eraushéieren, ass do e ganz, ganz wichtegen Acteur an Interlocuteur, op dee kann zréckgegraff ginn am Kader vun der Bekämpfung vun der Kriminalitéit op transnationalem Plang. An duerfir ginn ech heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Biancalana. An da wier et um leschten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Stéphanie Empain fir dee komplette Rapport. Als iwwerzeegt Europäer wäerten och mir Piraten den Accord ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert: d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, merci, Här President, a merci der Rapportrice vum Projet. Dir hutt scho ganz vill Punkten ervirgestrach, op déi ech elo net méi wäert agoen op dem europäeschen Niveau. D'Inzidenz heivunner ass natierlech och kloer um nationalen Niveau. De Statut an d'Durée vum Mandat vum nationale Member a sengem Adjoint sinn am Reglement selwer virgesinn, soudass dat elo net méi muss hei am Gesetz stoen.

Den Echange vun den Informatiounen tëschent den nationalen Autoritéiten an dem nationale Member ass elo och duerch d'Reglement gereegelt. Et bleift dann nach ze soen, dass den nationale Member Accès zu den Informatioune kritt iwwert d'Modifikatioun vum Artikel 48 (24) vum Code de procédure pénale. An dësem Artikel sinn zéng Regëster a Fichieren opgelëscht, op déi den nationale Member a säin Adjoint elo Accès direct kréien.

Et ass och elo kloer definéiert, dass déi national Autoritéiten, déi d'Demandë vusäite vun Eurojust kréien, respektiv de Procureur général d'État, Procureur d'État an d'Untersuchungsriichter sinn. Eng weider Ännerung betreffend d'Fonctions opérationnelles vun Eurojust, déi sinn elo net méi am Gesetz, mee an den Artikele 4, 5 an 8 vum Reglement virgesinn.

An ausserdeem gëtt et keen Organe de contrôle commun méi zënter dem Reglement, mee e Contrôleur européen de la protection des données. Duerfir ass den Artikel 75 (6) vun dem Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire och abrogéiert ginn.

An et bleift nach ze soen, dass den nationale Member consideréiert gëtt als Autorité compétente fir d'Receptiouan an d'Transmissioun vun Informatiounen tëschent Eurojust an dem Office européen de lutte antifraude, dem OLAF. Dës Ännerung am Gesetz ass och, fir dem Reglement gerecht ze ginn.

An dann nach zum Parquet européen, wou d'Madamm Reding drop agaangen ass. Dir wäert nächste Mount befaasst gi mat engem Projet de loi, fir déi ganz Prozedur och op de Lëtzebuerger Territoire unzepassen. Dat ass jo ganz wichteg, well mir den Untersuchungsriichter kennen, well deen awer an där heiter Form vu Prozedur natierlech esou net ka virkommen, soudass mer do musse Modifikatioune virhuelen an natierlech och kucken, dass déi nei Procureurs délégués sech och aschreiwen an de Statut vum Magistrat, wéi mer en hei kennen. Mee do wäerte mer dann am Januar Geleeënheet kréien, fir an der Justizkommissioun am Detail driwwer ze schwätzen.

An Dir wësst, dass d'Lëtzebuerger Regierung natierlech alles drusetzt fir d'Stäerkung vum Parquet européen hei zu Lëtzebuerg an och insgesamt seng Ausstralung op europäeschem Niveau.

Voilà! Merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7614. Den Text steet am Document parlementaire 7614[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7614 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt den nächsten Donneschdeg, den 3. Dezember, um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.58 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 14 et 15

14e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 178

Communications ..... p. 178-179

Ordre du jour ..... p. 179

7700 - Proposition de révision des Chapitres Ier, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution (Déclaration de recevabilité) ..... p. 179

7692 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales
2° de la loi du 20 juin 2020 portant
1° prorogation de mesures concernant
a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;
c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et
d) d'autres modalités procédurales ;
2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et
4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil ..... p. 179

7694 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ..... p. 179-194

Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen ..... p. 194

7694 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite) ..... p. 194-196

Résolution de Mme Martine Hansen relative à un débat-audition sur l'avenir du personnel infirmier et soignant ..... p. 196

7694 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite) ..... p. 196

15e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 197

Communications ..... p. 197

Ordre du jour ..... p. 197

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 154 du 1er décembre 2020 de M. Claude Wiseler relative aux mesures au niveau des cantines d'entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 197-198

- Question n° 155 du 1er décembre 2020 de M. Gusty Graas relative au dépistage précoce du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 198

- Question n° 156 du 1er décembre 2020 de M. Jeff Engelen relative aux différents vaccins contre la Covid-19 disponibles en décembre, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 198-199

- Question n° 157 du 1er décembre 2020 de Mme Francine Closener relative à la stratégie de la reprise scolaire en janvier 2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 199

- Question n° 158 du 1er décembre 2020 de M. Marc Baum relative au respect des mesures sanitaires dans les grandes surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 199

- Question n° 159 du 1er décembre 2020 de Mme Djuna Bernard relative à la mise à disposition de produits hygiéniques féminins dans les établissements scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 199-200

- Question n° 160 du 1er décembre 2020 de M. Léon Gloden relative à la recommandation du Gouvernement de port du masque dans des zones extérieures à forte densité de personnes, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 200

- Question n° 161 du 30 novembre 2020 de M. André Bauler relative au programme « Fit 4 Resilience », adressée à M. le Ministre de l'Économie ..... p. 200

- Question n° 162 du 30 novembre 2020 de M. Marc Goergen relative aux services proposés aux restaurants par « LetzShop », adressée à M. le Ministre des Classes moyennes ..... p. 200-201

- Question n° 163 du 1er décembre 2020 de M. Dan Biancalana relative au nombre préoccupant de mineurs radicalisés en fin de cycle de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 201

- Question n° 164 du 1er décembre 2020 de M. Marc Spautz relative à une possible analyse de la situation des résidents dans les maisons de soins et de retraite pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration ..... p. 201

- Question n° 165 du 30 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la réserve sanitaire, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 201-202

Question urgente n° 3212 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler concernant les mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020 ..... p. 202

Question urgente n° 3214 de M. Fernand Kartheiser et de M. Jeff Engelen concernant les tests PCR ..... p. 202-204

Question élargie n° 58 de Mme Chantal Gary relative à l'élevage d'animaux de fourrure ..... p. 204

7678 - Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ..... p. 204-206

7442 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat aux fins de transposition de :
1° la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ;
2° certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil ..... p. 206-208

7614 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
2° du Code de procédure pénale ..... p. 208-209

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2019-2020
2882	Françoise Hetto-Gaasch, Claude Wiseler	Test de dépistage de la Covid-19 pour les écoliers
		Session ordinaire 2020-2021
3179	Paul Galles, Jean-Paul Schaaf	Impact social de l'introduction d'une nouvelle taxe sur le CO_2
3183	Sven Clement	Carrière des fonctionnaires ayant un brevet de maîtrise
3240	Francine Closener	Conseil supérieur de l'éducation nationale
3248	Marc Hansen	Évolution de l'utilisation et fin de vie des réseaux de mobilophonie 2G et 3G
3260	Sven Clement	Mesures sanitaires dans les écoles
3268	Marc Goergen	Pôle d'échange à Moutfort
3279	Paul Galles, Jean-Paul Schaaf	Interdiction d'enregistrement de nouvelles voitures à combustion interne
3283	Martine Hansen, Paul Galles	Tarifs de rachat de l'électricité photovoltaïque
3284	Martine Hansen	Alternatives au glyphosate
3285	Martine Hansen, Marc Spautz	Dégâts causés par le gibier
3287	Marc Goergen	Organisation des transports publics lors des fêtes de fin d'année
3288	Laurent Mosar, Marc Spautz	Chômage partiel
3290	Nancy Arendt épouse Kemp	Mégots de cigarettes
3291	Laurent Mosar, Paul Galles	Particules fines des voitures électriques
3293	Jeff Engelen	Règlements grand-ducaux dans le cadre de la loi hospitalière
3296	Mars Di Bartolomeo	Application « MoveSafe » de la SNCB
3297	Georges Mischo, Jean-Marie Halsdorf	Campagne de vaccination contre la Covid-19
3299	Marc Lies	Nouvelle ligne RGTR 461
3300	Fred Keup	Service d'éducation et d'accueil pour enfants
3301	Fred Keup	Personnel éducatif et psychosocial
3305	Jeff Engelen	Personnes asymptomatiques à la Covid-19
3307	Martine Hansen	Déménagement de certains services du SNJ, du SCRIPT et de l'Office national de l'enfance
3310	Martine Hansen, Octavie Modert	Installations de biogaz
3312	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Séquelles de longue durée en relation avec la pandémie de la Covid-19
3313	Marc Goergen	Prolongation des vacances de Noël
3315	Léon Gloden	Adaptation du réseau RGTR suite à l'extension du tram
3317	Marc Goergen	Jeux de hasard
3318	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Signalements d'enfants en danger
3319	Marc Goergen	Construction d'immeubles sur des terrains réhabilités
3320	Marc Spautz	Tenue des réunions des délégations du personnel
3321	Max Hahn	Piste cyclable sur la N5 entre Dippach et Bertrange
3322	Carole Hartmann, Max Hahn	Lignes de bus express
3323	Chantal Gary	Magazine GUDD!
3327	Mars Di Bartolomeo	Bilan des recettes par cotisations et des prestations diverses des assurances complémentaires santé privées
3328	Mars Di Bartolomeo	Couverture des risques pandémiques par les assurances
3329	Martine Hansen, Claude Wiseler	Tests anticorps dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3330	Marc Goergen	Signalements d'enfants en danger
3331	Martine Hansen	Possibilité de comptabilisation des effets de substitution des usages de la biomasse agricole aux énergies fossiles au niveau national
3332	Lydia Mutsch	Lutte contre les abus sexuels visant en ligne des enfants et la pédopornographie
3333	Jean-Paul Schaaf, Martine Hansen	Évolution de la population scolaire
3334	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen	Directive européenne relative à la qualité de l'eau potable
3337	Mars Di Bartolomeo	Programme de formation à l'étranger de l'Union européenne « Erasmus »
3339	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Installation d'un centre pédagogique « forêt nature »
3340	Marc Goergen	Magazine « GUDD! »
3341	Sven Clement	Mises en quarantaine dans l'enseignement
3347	Fred Keup	Cours d'accueil
3352	Mars Di Bartolomeo	Gratuité des manuels scolaires
3354	Sven Clement	Commission nationale pour la protection des données (CNPD)
3358	Françoise Hetto-Gaasch	Prise en charge des frais supplémentaires des crèches non conventionnées
3367	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Radicalisation des jeunes
3371	Gusty Graas	Taxes pour la navigation sur la Moselle
3372	Martine Hansen	Classes de neige
3374	Sven Clement	Recrutement pour les centres de vaccination contre la Covid-19
3375	Nancy Arendt épouse Kemp	Vaccination contre la Covid-19 dans le cas d'une prise de médicaments pour fluidifier le sang
3376	Sven Clement, Marc Goergen	Achats de vaccins contre la Covid-19 par l'Union européenne
3378	André Bauler	Promotion de la culture de l'orgue au Luxembourg
3379	Fred Keup	Remboursement des frais d'inscription des cours de langue
3382	Laurent Mosar, Viviane Reding	Réglementation FATCA
3383	Jeff Engelen	Tests PCR
3384	Léon Gloden	Recyclage des emballages en plastique
3385	Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp	Extension de la prime « Clever fueren »
3387	Cécile Hemmen	Frais liés au « homeschooling »
3388	André Bauler	Couvent de Cinqfontaines
3389	Max Hahn, Claude Lamberty	Chaudières à bois déchiqueté et copeaux de bois
3391	Mars Di Bartolomeo	Priorités du deuxième Plan national cancer
3392	Fred Keup	Luxembourgeois vivant à l'étranger
3393	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler	Distribution du vaccin contre la Covid-19 dans les différentes structures et logements pour personnes âgées ou dépendantes
3394	Fred Keup	Signalements d'enfants en danger
3395	André Bauler, Carole Hartmann	Aides financières dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3396	Léon Gloden	Réservoirs supplémentaires de stockage de pétrole dans le port de Mertert
3397	Gusty Graas	Pollution de la « Rouschtbaach »
3398	Jeff Engelen	Subventions pour les entreprises de transport
3399	Fernand Kartheiser	Enrichissement de l'uranium à 20 % par l'Iran
3400	François Benoy	Zone franche
3401	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Exercice du droit de préemption par les communes
3402	Marc Goergen	Représentation équilibrée des femmes et des hommes
3403	Marc Goergen	Réorganisation des commissariats de police
3404	Jeff Engelen, Fred Keup	Lipœdème
3406	Jeff Engelen, Fred Keup	Nationalité des patients
3410	Jeff Engelen	Nutri-Score
3413	Gusty Graas	Mission d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Chine
3416	Sven Clement	Alertes alimentaires
3419	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Délinquance
3428	Gilles Baum, Gusty Graas	Situation des réfugiés en Bosnie-Herzégovine
3433	Marc Spautz	Médecine de contrôle
3436	Stéphanie Empain	Fonctionnement et situation financière des offices régionaux du tourisme
3442	Martine Hansen, Marc Spautz	Assurance dépendance
3444	Fred Keup	Recrutement auprès de la Police grand-ducale
3445	Sven Clement	Cannabis récréatif
3458	Martine Hansen	Alternatives au glyphosate
3459	Marc Baum	Certaines pratiques dans le secteur immobilier
3460	Marc Goergen	Sociétés de sécurité privées
3477	Paul Galles	Accusations contre Frontex
3485	Dan Biancalana	Bénéficiaire effectif
3532	Jean-Paul Schaaf	Semaine européenne de la mobilité
4674 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Application du régime « CovidCheck »
4685 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Utilisation du logiciel Pegasus

Question 2882 (23.09.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **test de dépistage de la Covid-19 pour les écoliers :**

Am Moment gi ganz vill Schoulkanner an de Covid-19-Test geschéckt, entweeder well se selwer Symptomer hunn, well e positive Fall an hirer Klass war oder well si mat engem Positiven a Kontakt waren. Dëst bréngt mat sech, datt vill Laboratoiren uechtert d'Land iwwerlaf sinn an d'Eltere mat hire Kanner oft stonnelaang waarde mussen, bis se getest ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Schüler goufe säit Schoulufank getest?

2. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et sënnvoll wier extra Teststatioune fir Schüler anzeriichten, fir datt d'Waardezäiten net ze laang sinn?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse commune (02.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Mat Bezuch op déi verschidden Zenarien, déi am Stufeplang vun der Educatioun virgesi sinn, kënne mer lech follgend Zuele fir den Enseignement public a privé vun der Rentrée bis den 23. November 2020 matdeelen:

Am Zenario 1 (enfants et jeunes infectés à l'extérieur de l'école sans qu'il y ait eu une propagation du virus à l'école) ware bis elo 591 Klasse concernéiert. An deem Kontext goufe 460 Schüler positiv getest.

Am Zenario 2 (maximum deux cas positifs dans une classe avec une source d'infection incertaine ou vraisemblablement extérieure à la classe) waren 145 Klasse betraff an 173 Schüler goufe positiv getest.

Am Zenario 3 (chaîne d'infections avec plusieurs cas reliés par une infection intrascolaire) ware véier Klasse concernéiert an deene véier Schüler positiv getest goufen.

D'Regierung huet mobill Teststatioune virgesinn, déi am Fall vun engem Besoin och an de Schoule kéinten agesat ginn.

Question 3179 (20.11.2020) de **MM. Paul Galles** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**impact social de l'introduction d'une nouvelle taxe sur le CO_2 :**

D'Regierung wäert am Kader vum Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) eng CO_2-Steier aféieren. Dobäi ass et fir ons essentiell, dass sou eng Steier sozial ausgeglach gëtt, fir datt déi akommesschwaach Stéit net benodeelegt oder zousätzlech belaascht ginn. Weider ass et fir d'Akzeptanz vu sou enger Steier zentral, dass d'Regressivitéit ofgefiedert gëtt. Zu Lëtzebuerg sollen déi sozial Offiederungen iwwert de Crédit d'impôt an d'Allocation de vie chère geschéien. Studie weisen awer dorobber hin, dass net nëmmen d'Akommes, mee och de benotzten Heizstoff, de Besëtz vun engem Auto an d'Wunnplaz (Stad-Land) relevant Aspekter sinn, déi d'sozial Impakter vun enger CO_2-Steier beaflossen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung Berechnungen oder Simulatiounen duerchgefouert, fir déi sozial Impakter vun der CO_2-Steier fir d'Period 2021-2023 kënnen ze chiffréieren?

- Huet oder erhiewt de Staat oder eng aner Organisatioun, wéi de Statec, Donnéeën, fir den Effekt vun de sozialen Ausgläichsmoossnamen (d. h. dem Crédit d'impôt an der Allocation de vie chère) op d'finanziell Situatioun vun de Leit, ofhängeg vum Wunnuert, dem Aarbechtswee, dem Heizstoff etc. ze berechnen?

- Wa jo, wäert d'Regierung dësen Donnéeë bei der Gestaltung vu sozialen Ausgläichsmoossnamen an Zukunft Rechnung droen?

- Plangt d'Regierung, an deenen nächste Joren déi steigend CO_2-Steier duerch weider Mesurë sozial auszegläichen? Wa jo, wéi eng?

Réponse commune (18.01.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'CO_2-Steier, déi mam Budget 2021 agefouert gouf, baséiert um „pollueur-payeur"-Prinzip, sou wéi dat och am Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) virgesinn ass. D'Regierung hat vu virera virgesinn, fir den Impakt vun dëser Steier op déi Menagë mat manner finanzielle Moyene ofzefiederen. D'Zil vun der CO_2-Steier ass net, fir nei budgetär Recetten ze schafen.

D'Regierung ass sech bewosst, dass fir vill Leit, déi duerch hir Aarbecht oder perséinlech Contraintë mussen den Auto benotzen, an déi méi kleng Revenuen hunn, esou eng Taxe am Portmonni spierbar ass. Obschonns verschidde Berechnungen duerchgefouert goufen, bleift et schwéier, den Impakt vun der CO_2-Steier anzeschätzen, well den Impakt vun enger ganzer Rëtsch vu Facteuren ofhänkt.

Der Regierung ass et wichteg, den Impakt vun dëser neier Steier op d'Leit mat manner finanzielle Moyenen ze minimiséieren. Duerfir gouf de Crédit d'impôt pour salariés (CIS), de Crédit d'impôt pour pensionnés (CIP) an de Crédit d'impôt pour indépendants ëm 96 Euro erhéicht, wat enger Progressioun vu méi wéi 15 % entsprécht. Donieft gëtt d'Allocation de vie chère 2021 ëm 10 % ugehuewen. Domadder gëtt séchergestallt, datt bei déiwe Revenuen dës nei CO_2-Steier net zu enger Reduktioun vum Pouvoir d'achat féiert.

De Statec huet den 23. November 2020 eng Analys zum Impakt vun der CO_2-Steier publizéiert (https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/analyses/2020/PDF-Analyses-08-2020.pdf) an och a senger Note de conjoncture 2 vun 2020 dëse Sujet opgegraff (https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/note-conjoncture/2020/PDF-NDC-02-20.pdf - Kapitel 6.5). D'Etüd vum Statec kënnt zur Conclusioun, dass duerch d'Erhéijung vum Steierkredit ëm 96 Euro den Impakt vun der CO_2-Steier op déi akommesschwaach Menagë quasi neutral wier. D'Erhéijung vun der Allocation de vie chère ëm 10 % gouf bei dëser Analys vum Statec net explizitt consideréiert, fir den Impakt vun der CO_2-Steier op déi akommesschwaach Menagen ze evaluéieren.

Nieft der Erhéijung vum Steierkredit an der Allocation de vie chère ginn och d'Subventioune fir d'Leit verlängert, fir hinnen ze hëllefen, doheem Energie ze spueren, wéi zum Beispill d'Heizung ëmzestellen oder op eng méi klimafrëndlech Mobilitéit ëmzeklammen.

D'Regierung wäert de sozialen Impakt vun der CO_2-Steier an deenen nächste Jore vu ganz no suivéieren.

Question 3183 (20.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **carrière des fonctionnaires ayant un brevet de maîtrise :**

De 17. Januar 2019 hunn ech an der Question parlementaire N° 0214 nogefrot, wéi et mat der Unerkennung vun der Meeschterprüfung an der Fonction publique ausgesäit.

Am Gesetz vum 28. Oktober 2016 ass festgehalen, dass um Niveau vun der Unerkennung vu Qualifikatiounen de Brevet de maîtrise op engem Level mat de Brevets de technicien supérieurs läit. De Meeschterbréif bedeit awer nach zwee Joer méi Schoul wéi den Technikerdiplom.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Ëffentlechen Déngscht an dem Här Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. An der Äntwert vum Minister huet et deemools geheescht, dass 192 Mënsche mat ofgeschlossener Meeschterprüfung eng Primm kriten, well si nach an enger D1-Karriär sinn, amplaz, ewéi neierdéngs virgesinn, an enger B1-Karriär.

Wéi vill Mënsche kréien haut nach esou eng Primm, well si bis elo nach net d'Chance haten an eng B1-Karriär opzesteigen?

2. Wéi vill Posten huet de Lëtzebuerger Staat säit dem 1. Januar 2019 op engem B1-Niveau ausgeschriwwen, fir déi Leit mat engem Brevet de maîtrise gesicht goufen?

3. Wat fir Projete lafen am Moment, fir d'Handwierk hei zu Lëtzebuerg erëm méi attraktiv fir Jonker ze maachen?

4. Fannen d'Ministeren, dass eng weider Opwäertung vun der Karriär vum Brevet de maîtrise wichteg wier, fir dem Problem vum Manktem un Handwierker, op d'mannst deelweis, entgéintzewierken?

Réponse commune (17.12.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Beim Staat gëtt et keng spezifesch Karriär fir den Handwierker mat Meeschterbréif an dowéinst kann och kee spezifesche Posten esou an der Karriär B1 ausgeschriwwe ginn. Mir kënne just bei der Ausschreiwung dobäisetzen, datt dëst een Avantage wär.

Den Artikel 24 vum modifizéierte Gesetz vun 2015 iwwert d'Gehälter vun de Staatsbeamte gesäit vir, dass am Groupe de traitement D1 den Handwierker, deen e Meeschterbréif huet, eng Primm vun zéng Punkte kritt.

Well de Meeschterbréif doriwwer eraus awer soss keen Impakt op d'Berechnung vun der Pai huet, verfüügt de CGPO just iwwer Statistike vu Fonctionnairen, déi am Groupe de traitement D1 fir hire Meeschterbréif eng Primm kréien, an am Moment sinn dat 176 Agenten.

Fir jonk Leit fir d'Handwierk kënnen ze begeeschteren, ass et primordial, dass d'Gesellschaft sech der Wichtegkeet vum Handwierk bewosst ass. D'Regierung ass dofir permanent beméit, d'Promotioun vum Handwierk net nëmmen um Niveau vum Schoulwiesen ze gestalten, mee och de Stellewäert an d'Attraktivitéit vum Handwierk an der Gesellschaft héich ze halen.

E wichtegt Element ass de Programm HandsUp, deen am Joer 2015 vun der Chambre des Métiers op d'Schinne gesat gouf, mat finanzieller Ënnerstëtzung vun der Generaldirektioun fir Mëttelstand. Mat dësem Programm gouf iwwert déi lescht fënnef Joer d'Handwierk aus enger neier Perspektiv gewisen, andeems d'Stäerkten aus enger Branche ervirgestrach ginn an de jonke Leit an hiren Elteren ee positiivt Bild vum Handwierk vermëttelt gëtt.

Ee weidert Beispill wéi d'Austellung „De Mains De Maîtres" dréit mat Sécherheet hei ee wichtegen Deel dozou bäi. Et handelt sech ëm eng Ausstellung, déi d'Kënschtler an d'Konschthandwierker, déi hei zu Lëtzebuerg an och an der Groussregioun aktiv sinn, zesummebréngt an hinnen erlaabt, sech esou der Ëffentlechkeet ze presentéieren an d'Konschthandwierk ze promouvéieren. Dës Austellung gëtt vun der Associatioun „De Mains De Maîtres" organiséiert, eng Associatioun, déi op Initiativ vun der lerfgroussherzogin Stéphanie an d'Liewe geruff gouf a finanziell vun der Generaldirektioun fir Mëttelstand ënnerstëtzt gëtt.

Donieft plangt d'Generaldirektioun fir Mëttelstand, zesumme mat der ASBL „Jonk Handwierk", un enger Campagne, fir d'Attraktivitéit vum Handwierk bei de jonke Leit a bei hiren Elteren nach weider ze férderen. Et war virgesinn, fir dës Campagne am September 2020 ulafen ze loossen. Bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie gouf se awer, mam Accord vun alle Partner, an d'Joer 2021 verluecht.

De Staat schafft dofir u Konzepter um Niveau vum „employer branding", fir sech och bei dësem Beruffsgrupp als eng modern an zukunftsorientéiert Alternativ fir eng Karriär am Handwierk unzebidden.

Question 3240 (03.12.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **Conseil supérieur de l'éducation nationale :**

En Austausch mat Acteure vum Terrain ass virun allem a Krisenzäiten a grad an der Educatioun e wichtegen Outil, fir adaptéiert Léisungen ze fannen. Ee Gremium, wou quasi sämtlech Acteuren aus dem Educatiounsberäich vertruede sinn, ass den CSEN. Eng 36 Memberen, Vertrieder vun Elteren, Schüler, Studenten, dem Léierpersonal awer och aus villen aneren Domäner, esou zum Beispill aus dem soziale Beräich, sinn hei vertrueden. Beschriwwe gëtt den CSEN als: „e Berodungsgremium, dee sech op Ufro vum Minister oder op eegen Initiativ zu alle Froen, déi mat dem nationale Bildungssystem ze dinn hunn, a virun allem zu de grousse Linne vum Bildungssystem äussert".

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

- Gouf den CSEN wärend der Coronakris consultéiert? Awéiwäit war dëse Gremium um Ausschaffe vu beispillsweis deene verschiddene Stufepläng bedeelegt?

- Wéi oft ass den CSEN déi lescht Joren iwwer zesummekomm?

- Wéi gesäit den Här Minister de Rôle vun dësem Gremium?

- Awéiwäit gouf den CSEN beim Ausschaffe vun de leschte Gesetzestexter mat agebonnen?

Réponse (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Conseil supérieur de l'éducation nationale (CSEN) ass wärend der Kris net zesummekomm, mee déi verschidden Acteuren aus dem CSEN sinn an deene verschiddene Phase vun der Kris ëmmer nees eenzel consultéiert ginn, wat aus logisteschen an zäitleche Grënn méi un d'Situatioun an déi deelweis Urgence ugepasst war. An deem Sënn war den CSEN indirekt am Virfeld vun deene verschiddene sanitäre Mesuren agebonnen.

Den CSEN ass an de leschte Joren a reegelméissegen Ofstänn beieneekomm. 2017 goufen et véier Reuniounen, 2018 waren et siwe Reuniounen an 2019 hat den CSEN véier Reunioune vu Januar bis Abrëll. Am Laf vum Joer sinn d'Mandater vun de Memberen ofgelaf an de 15. Oktober 2019 sinn déi nei Membere genannt ginn.

Den nei genannte Conseil war ugangs 2020 op eng Reunioun an den Educatiounsministère invitéiert ginn, fir den CSEN a senger neier Kompositioun ze constituéieren. D'Membere vum CSEN waren deemools och invitéiert ginn, fir sech op där Reunioun iwwert d'Roll vun dësem Gremium an hiren zukünftege Fonctionnement Gedanken ze maachen. Wéinst der Kris huet dës Reunioun awer leider missen ofgesot ginn a si konnt bis ewell nach net nogeholl ginn.

Den CSEN soll awer zäitno an där enger oder anerer Form aberuff ginn, fir seng Aarbechten nees kënnen opzehuelen a senger Roll als berodende Gremium gerecht ze ginn. De Conseil supérieur ass ee wichtegen Uspriechpartner fir den Educatiounsministère an dofir läit et mir um Häerz, dëse Gremium, zesumme mat de Memberen, beschtméiglech fir d'Zukunft opzestellen.

De Gros vun de rezente Gesetzesprojeten hat direkt mat der Kris an de Mesurë fir d'Bekämpfung vum Virus ze dinn. Wéinst dem Zäitdrock konnt leider net esou breet consultéiert ginn, wéi dat soss de Fall ass.

Question 3248 (04.12.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**évolution de l'utilisation et** la **fin de vie des réseaux de mobilophonie 2G et 3G :**

À l'heure où les opérateurs commencent à installer de nouvelles antennes et à lancer leur réseau 5G se pose la question de la fin de vie des réseaux 2G et 3G. En effet, il semble contre-indiqué, à la fois dans une logique commerciale et dans une logique de minimisation de l'empreinte environnementale ou de l'exposition aux rayonnements radioélectriques, de continuer à « empiler » toutes ces générations de réseaux et d'émetteurs.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 1607 du 13 décembre 2019, Monsieur Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, avait répondu, concernant la fin de vie des réseaux de mobilophonie 2G et 3G, que le Gouvernement ne disposait pas encore d'une planification spécifique relative à l'arrêt de l'exploitation des réseaux 2G ou 3G suite à la mise en service des réseaux 5G et que les opérateurs seraient « contraints d'attendre l'introduction des technologies adaptées […] qui permettront de basculer le trafic des communications vocales vers les réseaux de nouvelle génération (Voice over 5G) ainsi que l'existence d'une couverture équivalente aux couvertures 2G/3G actuelles avant de pouvoir libérer ce spectre ou de le réaffecter à une autre utilisation ». Il a également noté que la technologie 3G serait « probablement la première technologie à entre abandonnée en faveur des technologies 4G ou 5G ».

En vérifiant les annonces afférentes d'opérateurs étrangers ou d'autorités nationales, force est de constater que d'autres pays sont déjà bien plus avancés dans la planification de l'arrêt d'exploitation des réseaux de 2G et de 3G. En Amérique du Nord (USA & Canada), AT&T avait déjà cessé d'exploiter son réseau 2G fin 2016, tandis que le dernier opérateur 2G nord-américain arrêterait son réseau au 31 décembre 2020. À cette même date débuteront aux États-Unis les arrêts des réseaux 3G avec l'arrêt final prévu fin 2022. En Asie, le Japon a arrêté la 2G en 2012, Taïwan et Singapour en 2017 et la Thaïlande en 2019, tandis que la Corée du Sud fermera son dernier réseau de 2G en juillet prochain. L'Australie a arrêté la 2G en 2018 et l'Afrique du Sud le fera fin de ce mois.

En Europe par contre, la préférence de la majorité des pays semble pencher vers un démantèlement prioritaire des réseaux 3G plutôt que 2G. Ainsi, la 3G sera déjà démantelée en 2021 au Danemark, en Norvège et chez nos voisins allemands et en 2025 en Suède, tandis qu'un arrêt partiel est prévu en Lituanie et en Lettonie dès 2022.

L'exception qui confirme la règle de la « priorité au 3G » seraient la Suisse, le Liechtenstein et les Pays-Bas. En Suisse et au Liechtenstein, l'opérateur Swisscom fermera déjà son réseau 2G fin 2020, imitant un autre opérateur qui l'avait déjà fermé en 2018. Aux Pays-Bas, l'opérateur T-Mobile NL a annoncé la fermeture de son réseau 2G au 1er juin 2021 pour la mobilophonie grand public et deux ans plus tard pour tous les autres services dépendant encore du réseau 2G.

En France, aucune date officielle n'a été annoncée, mais le PDG d'Orange - opérateur également actif au Luxembourg - a expliqué, dans une interview au journal « Les Échos », qu'il est d'avis d'éteindre plutôt le réseau 2G et qu'on pourrait très bien envisager en Europe, d'ici à 2025, « l'extinction de la 2G, au moins pour le grand public ».

Toujours en France, un rapport d'information du Sénat de juin 2020, relative à la transition numérique écologique, recommande « d'engager une réflexion sur l'extinction des anciennes générations mobiles - 2G et 3G - toujours consommatrices d'électricité, bien que progressivement supplantées par les nouvelles générations 4G et 5G » afin d'améliorer « la sobriété des réseaux ». Enfin, interrogé le 1er juillet lors d'une table-ronde, le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep), a fait la déclaration suivante :

« Concernant les choix technologiques, ne pouvons-nous pas éteindre la 2G et la 3G ? Oui. Je crois que c'est un sujet auquel nous devons nous atteler à travailler avec le Gouvernement, l'Arcep et d'autres institutions. »

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Médias et des Communications et de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien d'opérateurs exploitent actuellement un réseau 2G et/ou 3G ? Est-ce qu'il s'agit de réseaux physiques propres à l'opérateur respectif ou de réseaux/équipements partagés ?

2) Est-ce que toutes les licences pour l'exploitation de ces réseaux de 2G et de 3G furent attribuées initialement pour une durée de 15 ans, renouvelables par périodes de 5 ans ?

3) Quelles sont les prochaines échéances de reconduction pour chacune des licences de 2G et de 3G des opérateurs concernés ?

4) Pour quelles raisons les réseaux 2G ne peuvent-ils pas encore être démantelés à court terme ? Quels sont actuellement les services (ou fonctionnalités) de télécommunication publics et privés qui restent dépendants de la technologie 2G ?

5) Quelle est l'évolution de l'utilisation, respectivement du nombre de connections au réseau et de la quantité de données transmises par les réseaux 2G au Luxembourg depuis 2010 ? Quelle est l'évolution au niveau des réseaux 3G ?

6) Les antennes passives des stations de base 2G et 3G émettent-elles en permanence leur rayonnement électromagnétique sur l'entièreté de l'aire de couverture, c'est-à-dire même en l'absence de communication, respectivement à l'inverse des antennes actives de dernière génération ?

7) Quelle est la puissance électrique cumulée des antennes 2G des stations de base installées/autorisées au Luxembourg ? Quelle est cette valeur pour les antennes des réseaux 3G luxembourgeois ?

8) Combien de kilowatts/heure d'électricité les réseaux 2G et les réseaux 3G consomment-ils annuellement au Luxembourg ?

9) Quel est actuellement le taux de couverture des réseaux de téléphonie mobile de 2e, 3e et 4e génération au Luxembourg ?

10) Quel est le nombre d'antennes de téléphonie mobile actuellement installées au Luxembourg, ventilé par génération technologique ?

11) Considérant que ces vieux réseaux sont de moins en moins utilisés, qu'ils ont une faible efficacité énergétique et émettent en permanence des rayonnements électromagnétiques à l'inverse d'antennes plus modernes, est-ce que des réflexions sont actuellement menées au sein de l'État ou au sein des opérateurs pour l'élaboration d'un calendrier, soit de migration, soit d'arrêt à terme, des services et fonctions dépendants toujours des technologies 2G ou 3G afin de pouvoir planifier de manière ordonnée la fin des réseaux 2G et/ou 3G ?

12) Est-ce qu'il ne serait pas opportun que le régulateur (ILR) lance - surtout face à l'arrivée de la 5G - une consultation des acteurs concernés au sujet de l'avenir, respectivement de la durée de vie restante des réseaux 2G et 3G au Luxembourg, notamment avec l'objectif de coordonner les éventuels plans de sortie de la 2G et de la 3G et de garantir une prévisibilité suffisante aux clients/utilisateurs publics, privés et commerciaux ?

Réponse commune (09.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Les trois sociétés Proximus, Orange et POST exploitent leurs propres réseaux mobiles 2G, 3G et 4G. Le partage des infrastructures passives (pylônes) est très répandu, cependant les équipements actifs diffèrent fortement d'un opérateur à l'autre et ne sont pas partagés parmi les opérateurs.

Les licences pour les fréquences des bandes des 800/900 et 1800 MHz ont été attribuées en 2012, elles ont une durée de validité de 15 ans et peuvent être prolongées sur demande des titulaires. Il en est de même pour les licences de la bande des 2100 MHz qui ont été attribuées en 2017 et qui ont une durée de validité de 16 ans.

Rappelons dans ce contexte la réponse à la question parlementaire n° 1607 de 2019 qui explique que « les opérateurs ayant reçu une licence dans le cadre du service mobile terrestre peuvent disposer du spectre alloué pendant la durée d'utilisation de la licence. Comme ces licences ne spécifient pas la technologie à utiliser, les opérateurs sont loisibles de déployer individuellement le type de technologie le plus approprié selon leur avis. » Puisque ces licences sont donc neutres du point de vue technologique, les opérateurs de réseaux mobiles continueront à décider de l'utilisation qu'ils font du spectre qui leur a été attribué.

D'après les opérateurs mobiles, une grande partie des appels vocaux passent encore par la technologie 2G et 3G. Ceci vaut également pour les clients des opérateurs étrangers visitant le Luxembourg en mode roaming, et dont certains abonnements ne donnent accès qu'à un service 2G. Aussi, bon nombre de terminaux de communication vocale installés dans des ascenseurs utilisent exclusivement la 2G ainsi que beaucoup d'applications IOT (Internet of Things) ou M2M (machine to machine) tels qu'une partie des lecteurs de cartes à puce du type « Bancomat » ou encore des systèmes d'alarme et certains systèmes d'appels d'urgence dans des voitures. S'y ajoutent éventuellement les communications effectuées moyennant des téléphones mobiles plus anciens utilisés par des personnes qui n'ont pas besoin de la connectivité Internet mais seulement d'un téléphone mobile fiable et facile à manipuler.

En raison du taux de pénétration croissant des smartphones, l'utilisation des réseaux 2G pour la transmission de données régresse constamment. Il en est de même pour les réseaux 3G. Ces deux technologies ne jouent plus de rôle significatif en ce qui concerne l'accès à l'internet mais restent importants pour l'acheminement des appels téléphoniques. Les réseaux 2G/3G ne peuvent donc pas être démantelés prématurément sans une pénétration adéquate des nouvelles technologies VoLTE ou similaire qui existent depuis l'introduction de la 4G.

Il est vrai que les antennes 2G et 3G émettent en permanence de l'énergie radioélectrique vers leur zone de couverture. L'introduction de la technologie 5G promet une augmentation de l'efficacité spectrale et énergétique pour un trafic donné et l'utilisation de nouveaux produits et types d'antennes (telles que les antennes MiMo) pourraient contribuer à cette tendance dans les années à venir et diminuer l'émission d'ondes radioélectriques des stations de base.

Quant à la consommation électrique des réseaux de communication mobiles, nous ne disposons que d'informations partielles. Nous estimons cependant que la quote-part de la consommation électrique cumulée des équipements 2G et 3G est proche de 50 % par rapport à la consommation totale des équipements des réseaux mobiles 2G, 3G et 4G. Un réseau de téléphonie mobile est constitué de quelque 900 stations de base toutes technologies confondues. Ce chiffre varie d'opérateur à opérateur tout comme le pourcentage d'équipements 2G, 3G ou 4G installés pour chaque réseau. En partant de l'hypothèse que les trois technologies sont utilisées de façon uniforme et qu'un site 2G ou 3G consomme en moyenne 7.000 kWh par année, un réseau 2G ou 3G constitué de 300 sites consommerait donc 2.100.000 kWh par année (valeur théorique approximative ne tenant pas compte des spécificités des différents réseaux).

Le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et spécialement les zones habitées sont bien couvertes par les trois réseaux de téléphonie mobile actuels. Il existe certes des différences entre les architectures des différents réseaux et leur taux de couverture, le taux de couverture moyen devrait cependant être proche des valeurs suivantes (selon les informations dont nous disposons) :

- 2G : > 95 % du territoire, > 99 % de la population ;
- 3G : > 93 % du territoire, > 99 % de la population ;
- 4G : > 95 % du territoire, > 99 % de la population.

Les opérateurs des réseaux de téléphonie mobile sont bien conscients des avantages des nouvelles technologies 4G et 5G par rapport aux technologies 2G. Il leur incombe d'élaborer leurs propres plans de migration. Cependant, ils doivent aussi prendre en compte des aspects autres que la seule efficacité énergétique. Alors que toute licence octroyée aux opérateurs mobiles au Luxembourg peut être utilisée de manière neutre par rapport à la technologie employée, l'efficacité spectrale et énergétique accrue des dernières générations des technologies de communication électronique sans fil donne aux entreprises concernées une incitation à changer vers les technologies 4G/5G.

Comme renseigné dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 0238 de 2019, il n'y avait presque plus d'investissement dans la technologie 3G en 2019 et les réflexions sur la mise hors service du 3G portaient sur une mise hors service « à moyen terme ».

Question 3260 (08.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mesures sanitaires dans les écoles :**

D'Gesetz vum 17. Juli 2020 iwwert d'Mesurë géint d'Covid-19-Pandemie, dat mam Gesetz vum 25. November 2020 fir d'lescht ugepasst gouf, gesäit am Artikel 4. Follgendes vir:

« (3) Sans préjudice des paragraphes 1er et 2 et de l'article 3quinquies, le port du masque est obligatoire pour tout rassemblement qui met en présence plus de quatre personnes, dans un lieu fermé ou en plein air.

(4) Sans préjudice des paragraphes 1er et 2 et de l'article 3quinquies, tout rassemblement à partir de quatre et jusqu'à dix personnes incluses est soumis à la condition que les personnes portent un masque et observent une distance minimale de deux mètres. L'obligation du respect d'une distance minimale de deux mètres ne s'applique toutefois pas aux personnes qui font partie du même ménage ou qui cohabitent.

Tout rassemblement au-delà de dix et jusqu'à cent personnes incluses est soumis à la condition que les personnes portent un masque et se voient attribuer des places assises en observant une distance minimale de deux mètres. »

Dës Reegele gëllen awer net an de Lycéeën. Hei kënnen d'Direktioune selwer entscheeden, ob si eng Maskeflicht an hirer Schoul wëllen aféieren oder net, an d'Gréisst vun de Klassesäll erméiglecht et oft net, eng Distanz vun zwee Meter tëscht de Schoulbänken ze respektéieren.

Mat der Aféierung vun der A-a-B-Woch sollen d'Kontakter tëscht de Schüler vu 4e bis 2e an de Lycéeën elo awer wéinstens e wéineg reduzéiert ginn, andeems dës Schüler a Gruppen opgedeelt ginn, déi ofwiesselend Woche mat Presenzunterrecht an Homeschooling hunn.

Dobäi kënnen d'Schoulen tëscht zwee Modeller wielen:

Entweeder gëtt innerhalb vun enger Klass eng A-Grupp an eng B-Grupp zesummegestallt, déi en alternance an d'Schoul ginn, oder zwou Klassen huelen en alternance um Presenzunterrecht deel. Wärend beim éischte Modell ëmmer nëmmen eng hallef Klass am Schoulsall zesumme léiert, bleift d'Klass am zweete Modell komplett a geet just eng Woch iwwert déi aner an d'Schoul. Egal wéi e Modell gewielt gëtt, gëtt d'Unzuel u Schüler aus de Klasse vu 4e bis 2e, déi an der Schoul sinn, also ëm d'Hallschent reduzéiert. Awer nëmme beim éischte Modell gëtt och d'Unzuel u Schüler an der Klass reduzéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schoulen hu sech fir den éischte Modell vun der A-a-B-Woch entscheet a wéi vill fir den zweeten?

2. Ass de Minister der Meenung, dass den zweete Modell eng genee esou gutt Hygiènesmesure ass wéi den éischten?

U wéi enge Krittäre mécht de Minister seng Argumentatioun fest?

3. Wéi vill Schoulen hu sech bis elo dofir entscheet, eng Maskeflicht anzeféieren?

4. Ass de Minister der Meenung, dass Schüler, déi an der selwechter Klass sinn an do ouni Mask a mat manner wéi zwee Meter Ofstand zesumme sëtzen, verstinn, dass si an hirer Fräizäit e Mask mussen undoen an Ofstand halen?

Réponse (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Véier Schoulen hu sech fir deen éischte Modell entscheet, all déi aner fir deen zweeten.

ad 2. Et ass nach ze fréi, fir op d'Fro vum honorabelen Deputéierte kënnen eng wëssenschaftlech fundéiert Äntwert ze ginn. Et gëtt awer aktuell eng Etüd gemaach, déi sech mam Impakt vun de Mesurë beschäftegt, déi an deene verschiddene Schoulen applizéiert ginn. Et sief awer scho gesot, datt duerch d'Absence vu ganze Klasse wärend verschiddene Wochen och Klassesäll fräiginn, soudatt a verschiddene Gebaier déi méi kleng Klassesäll manner genotzt ginn. Allgemeng weist sech an dëser Matière, datt een deene lokale Gegeebenheete muss Rechnung droen, wat eng allgemeng Äntwert op d'Fro schwéier mécht.

ad 3. + 4. D'Schoul ass eng Plaz, déi extreem strukturéiert ass: et ginn Horairen, gläichbleiwend Ofleef a fest Reegelen, déi vun allen Acteure vun der Schoulcommunautéit mussen agehale ginn; vill Infektioune gi vu „baussen" an d'Schoul eragedroen. Dofir wier et wënschenswäert, datt zum Beispill an der Fräizäit déi sanitär Reegele géifen agehale ginn; vill Enseignantë si ganz engagéiert, fir d'Schüler an deem Sënn ze sensibiliséieren.

Vu datt just an dräi Schoule keng allgemeng Maskeflicht besteet, stellt de Problem, deen den honorabelen Deputéierten opwerft, sech an der Realitéit net wierklech.

Question 3268 (09.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **pôle d'échange à Moutfort :**

Den 21. September 2018 hat d'„Wort" iwwert de Pôle d'échange zu Moutfort bericht. De Minister fir Mobilitéit huet deemools gesot:

„Baulich ist die Umsteigeplattform nicht sehr aufwendig. Im günstigsten Fall geht sie schon 2019 in Betrieb, spätestens 2020 mit der kompletten Reform des RGTR-Netzes".

Effektiv ass de Pôle d'échange zu Moutfort beim Fussballsterrain och am Plan sectoriel „Transports" opgefouert. Stand haut ass de Pôle d'échange zu Moutfort awer nach net gebaut.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéini wäert de Pôle d'échange fäerdeg gebaut ginn?

2. Aus wéi enge Grënn konnt d'Plattform net an deene vum Minister genannten Delaie gebaut ginn?

Réponse (13.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An den urspréngleche Studie war virgesinn, datt de Pôle d'échange laanscht d'Nationalstrooss N2 zu Mutfert dem Buspassagéier d'Ëmsteigen op de verschiddene Buslinnen tëschent Réimech an der Stad Lëtzebuerg sollt erméiglechen.

Doduerch wär et méiglech gewiescht, fir vu Linnen, déi op de Kierchbierg fueren, op Linnen ëmzeklammen, déi op d'Gare oder an de Süde vun der Stad gefuer wieren an och ëmgedréint. Déi Buslinne wieren dofir zu Mutfert an déi geplangte Busgare eragefuer an hätten do openee gewaart, fir d'Ëmklammen tëschent deenen zwou Linnen ze erméiglechen. Well fir déi Busgare awer keng Iwwerhuelméiglechkeet ageplangt war, hätt d'Ëmklammen ëmmer nëmmen tëschent zwee Busse gemaach kënne ginn.

Duerch d'Reform vum RGTR huet sech de Busreseau am Raum Mutfert am Sënn vum Busbenotzer verbessert. Dat bréngt aner Ufuerderungen un den Ëmsteigepunkt zu Mutfert mat sech. An deem Sënn ass de Projet amgaang, ëmgeplangt ze ginn.

- Esou ginn am neie Reseau och d'Zoninge vu Mënsbech a Sandweiler-Conter vu Mutfert aus erschloss.

- Insgesamt klëmmt d'Zuel u reguläre Faarten, ouni d'Schoulfaarten, vu 6 Faarte Richtung Kierchbierg an der Spëtzestonn op 10 Faarten.

- Ausserdeem ginn et nei Verbindunge Richtung Gare (2 Faarte pro Stonn) an Houwald (4 Faarte pro Stonn).

- Iwwert d'N2 fueren elo och d'Expresslinne 401 (vu Losheim am See), 403 (vu Merzig) a 406 (vu Réimech) an d'Stad. Wéi den Numm et seet, kennen Expresslinnen net ënnerwee an engem Pôle d'échange waarden.

Question 3279 (10.12.2020) de **MM. Paul Galles** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**interdiction d'enregistrement de nouvelles voitures à combustion interne :**

An deene leschte Méint hu weltwäit verschidden Natiounen ugekënnegt, Neizouloossunge vun Autoe mat engem Verbrennungsmotor ab engem bestëmmten Datum ze verbidden. Sou wëllen d'Holländner schonn 2030 an d'Fransousen 2040 dësen Ausstig gepackt hunn, fir nëmmen dës Länner ze nennen. Souguer am Autoland Bayern huet de Ministerpresident lautstaark iwwert e Verbuet bei den Neizouloossungen ab 2035 geschwat, nodeems Kalifornien dësen Austrëttsdatum genannt huet. Souguer eenzel Autoshiersteller hu sech scho vum Verbrennungsmotor verabschit. Sou huet Volvo scho säit 2019 opgehalen, nei Verbrennungsmotoren ze entwéckelen a wäert Schrëtt fir Schrëtt aus dem Verkaf vu sou Motoren erausklammen. Och wann ee wëll d'Klimaneutralitéit zu Lëtzebuerg bis 2050 erreechen, ass esou en Austrëttsdatum wichteg. Dobäi ass et och zentral, dass wann d'Regierung esou eppes plangt, dass dat mat Transparenz geschitt, fir d'Akzeptanz bei de Leit ze erhéijen a gläichzäiteg hinnen d'Méiglechkeet gëtt, sech doropper anzestellen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu engem Verbuet bei Neizouloossunge vun Autoe mat Verbrennungsmotoren?

- Plangt d'Regierung esou ee Verbuet a wa jo, ab wéini ass sou ee Verbuet geplangt?

- Wann nee, wat sinn d'Grënn fir dës Entscheedung?

Réponse commune (13.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

An hirer parlamentarescher Fro ginn déi honorabel Deputéiert dorop an, dass weltwäit verschidden Natiounen ugekënnegt hunn, fir Neizouloossunge vun Autoe mat engem Verbrennungsmotor ab engem bestëmmten Datum ze verbidden, a wëlle sech doriwwer informéieren, ob esou e Verbuet och zu Lëtzebuerg ugestrieft gëtt.

Wat d'europäesch Reglementer a Saachen Homologatioun betrëfft, ass ervirzehiewen, dass zum haitegen Zäitpunkt kee Memberstaat engem Gefier, wat den aktuelle Virschrëfte vun den europäesche Reglementer entsprécht, eng Neizouloossung verbidde kann. Op dësem Punkt ass den Artikel 6 Paragraf 5 vum „Règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, modifiant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009 et abrogeant la directive 2007/46/CE", wat d'Kaderreglement vun der europäescher Homologatioun duerstellt, kloer, an deem Follgendes festgehalen ass:

« 5. Les États membres ne peuvent interdire, restreindre ou empêcher la mise sur le marché, l'immatriculation ou la mise en service des véhicules, systèmes, composants ou entités techniques distinctes qui sont conformes au présent règlement, sauf dans les cas prévus au chapitre XI. »

Kloer ass allerdéngs, datt en vue vun den ambitiéisen Ziler, déi d'Europäesch Unioun an am spezielle Lëtzebuerg sech am Beräich vum Klimaschutz ginn hunn, eng séier Dekarboniséierung vum Transportsecteur noutwenneg ass. Dohier ass et wichteg, datt all Memberstaat konkreet Mesuren hëlt, fir dës Transitioun zu engem méi nohaltege Fuerpark schnellstméiglech ze erreechen. Eng Rei europäesch Länner hunn an dësem Zesummenhang e kloert Signal gesat an annoncéiert, ee Verbuet vun Neizouloossunge vun Autoe mat Verbrennungsmotoren unzestriewen, woubäi dëst ouni eng Upassung vum harmoniséierten europäesche Kader net méiglech schéngt. Lëtzebuerg huet sech dëse Memberstaaten ugeschloss an dës Positioun och formell am Kader vum integréierten Energie- a Klimaplang (PNEC) festgehal: „Luxemburg wird für ein Verkaufsverbot von Fahrzeugen mit Verbrennungsmotor auf EU-Ebene ab 2030 eintreten." En attendant, datt et zu esou engem Verbuet op EU-Niveau kënnt, wäert d'Regierung hier Efforten, fir de Kaf an d'Notze vun Nullemissiounsautoen ze promouvéieren, weiderféieren.

An dësem Zesummenhang huet d'Regierung sech ambitiéis Ziler gesat, wat d'Elektrifizéierung vum Lëtzebuerger Fuerpark ugeet. Sou gesäit de PNEC fir 2025 vir, dass ongeféier 23 % vun den zu Lëtzebuerg zougeloossene Persouneween (Kategorie M1) sollen Elektroautoe sinn an dass dësen Taux bis 2030 bis op 49 % klëmmt. Ufank Dezember 2020 louch den Undeel un Elektroautoen nach knapp ënnert 2 %.

Fir d'Ziler aus dem PNEC ze erreechen, gëtt d'Uschafung vun engem neien 100 %-Elektroauto de Moment mat enger Primm vun 8.000 Euro ënnerstëtzt. Dozou kommen nach Mesurë bäi, wéi zum Beispill eng Primm vu bis zu 50 % vun de gesamten Uschafungskäschten an d'Installatioun vu private Luedbornen. Dës Mesurë si lues awer sécher amgaangen, hir Friichten ze droen. Esou goufen eleng 2020 5.158 nei Elektroautoen immatrikuléiert (100%-Elektroautoen: 2.473; Plug-in-Hybride: 2.685), wat 11,4 % vun den neien Immatrikulatiounen entsprécht.

Question 3283 (11.12.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **tarifs de rachat de l'électricité photovoltaïque :**

Bei der Installatioun vun neie Fotovoltaikanlagen ergëtt et Sënn, net all d'Panneaue Richtung Süden ze orientéieren. Och wann hei d'Sonn am stäerkste schéngt, sou féiert dës besonnesch an de Summermeint zu enger Erwiermung vun de Panneauen, wat en negativen Impakt op hir Leeschtung huet. Sou kann et sinn, dass eng Fotovoltaikinstallatioun mat enger Ost-Süd- respektiv Süd-West-Richtung e bessere Rendement huet, well et méi kill ass a moies respektiv owes d'Sonn op d'Panneaue schéngt.

Fir an Zukunft eng besser Verdeelung vun der solarer Stroumproduktioun, déi an deenen nächste Jore jo soll kräfteg zouhuelen, ze garantéieren, kéint et och interessant sinn, wa Fotovoltaikanlage Richtung Osten oder Weste gedréint sinn. Sou hätt ee schonn an de Mueresstonne bzw. nach an den Owesstonne Stroum aus solarer Produktioun zur Verfügung. Leider ass de Rendement vun esou Anlagen iwwert d'Joer gekuckt awer net sou rentabel.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Plangt d'Regierung en extraen Aspeisetarif fir Solaranlage mat enger West- oder Ost-Ausriichtung, fir esou d'Produktioun vu Solarstroum besser iwwert den Dag ze verdeelen, bzw. plangt d'Regierung, de Stroum jee no Dageszäit ënnerschiddlech ze entlounen, wat de selwechten Effekt mat sech géif bréngen?

- Wa jo, wéi géif dës extra Entlounung ausgesinn?

- Plangt d'Regierung alternativ dozou extra Investitiounshëllefen op Solaranlage mat enger West- respektiv Ost-Ausriichtung?

- Wann nee, wéi eng aner Méiglechkeete gedenkt den Energieminister ze ënnerhuelen, fir eng konstant Stroumproduktioun aus erneierbaren Energien ze garantéieren?

Réponse (13.01.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Generell géif ech gären ernimmen, datt mat deene rezente Reformen, déi d'Regierung op de Wee bruecht huet, d'Attraktivitéit vun de Fotovoltaikanlage staark an d'Luucht gaang ass, souwuel fir d'Privatpersoune wéi och fir gréisser Anlagen op landwirtschaftleche Betriber, op Entreprisen an Industrien.

Et gi vill Facteuren, déi den elektreschen, awer och wirtschaftleche Rendement vun enger Fotovoltaikanlag beaflossen: Ausriichtung, Neigungswénkel, Temperatur vun de Modullen, Schiet, Kapazitéit vum Wiesselriichter etc. Generell kann een zu enger Anlag an Ost-West-Ausriichtung soen, datt den elektreschen Ertrag pro Module warscheinlech net um Optimum ass, den Ertrag pro Flächenunitéit awer warscheinlech méi héich ass wéi an enger Süd-Ausriichtung, well een an deem Fall jee no Neigungswénkel ee méi oder manner grousse Reienofstand wéinst dem Schiet muss virgesinn.

Et ass also bei all Projet ze kucken, wéi ee sech am beschten un d'Méiglechkeeten op der Plaz upasst, wat Ausriichtung an Neigungswénkel ugeet, fir ze entscheeden, wat am sënnvollsten erschéngt. Et ass ze soen, datt déi aktuell Aspeisetariffer an och déi proposéiert Maximalpräisser bei den Ausschreiwungen déi zwou grouss Optiounen - integral no Süden ausgeriicht oder eng gemëschten Ausriichtung - erméiglechen, well béides ass um Terrain ze observéieren. Op grousse Flaachdiecher z. B. gesäit ee méi oft eng gemëschten Ausriichtung an engem relativ flaache Wénkel wéi eng reng Süd-Optioun mat Reienofstand. Vun der renger wirtschaftlecher Säit schéngen also déi 2 Varianten no beieneen ze leien. An der Zukunft wäerten och ëmmer méi Konzepter fir den Eegeverbrauch kommen, bei deem Zenario wäerten dann éischter Anlage mat enger Ost-West-Ausriichtung gebaut ginn, well do a ville Fäll iwwer den Dag am meeschte Stroum selwer ka genotzt ginn.

Extra-Tariffer virzegesi fir esou Anlagen ass also an den Ae vum Ministère net opportun.

Anlage mat enger gemëschter Ausriichtung kënne méi reegelméisseg iwwert den Dag produzéieren. Déi aktuell Unzuel vun de Fotovoltaikanlage mécht et net néideg, aktuell an dësem Beräich ze intervenéieren, fir d'Produktioun ze glätten. Notamment ass den Aspeiseprofill vu Fotovoltaikanlage fir de System bis elo onkritesch. Ob dëst an noer oder méi wäiter Zukunft néideg gëtt, ass ze kucken am Zesummespill mat den Entwécklungen am Beräich vun dem Eegeverbrauch, de Batteriespäicher, den intelligenten Netzer a Verbindung mat Elektromobilitéit. An deene Beräicher lafen eng Rei Analysen an et wäert an deenen nächste Joren och zu enger Rei Pilotprojeten an dëse Beräicher kommen, fir méi Erfarungen ze sammelen an deem komplexen Zesummespill vun den Technologien.

Question 3284 (11.12.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **alternatives au glyphosate :**

A verschiddenen Äntwerten op parlamentaresch Froen huet d'Regierung informéiert, dass d'CFL fréistens ab dem Joer 2021 op den Asaz vu Produite mat dem Wierkstoff Glyphosat verzichte wäerten.

Dëst well et aktuell bei der Eisebunn keng Alternativ zum Sprëtze vu glyphosathaltege Produite géif ginn, déi direkt asazfäeg wieren an déi dat selwecht Resultat liwwere kéinten.

Vu dass d'CFL selwer keng Alternativen testen, gi Pilotprojeten am Ausland verfollegt, wou bei der SBB, der ÖBB, der DB, der SNCF an der Infrabel Alternativen zum Sprëtze vu glyphosathaltege Produiten evaluéiert ginn.

Dobäi handelt et sech ëm d'Bekämpfe vum Onkraut mat gliddegem Waasser, mat Elektrizitéit a mat Hëllef vu Feier.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wäert am Joer 2021 bei der Eisebunn op glyphosathalteg Sprëtzmëttel respektiv op aner Planzeschutzmëttel verzicht ginn?

- Wann nee, firwat nach ëmmer net?

- Wa jo, op wéi eng technesch Léisung wäerten d'CFL an der Onkrautbekämpfung zeréckgräifen?

- Sinn d'Pilotprojeten am Ausland mëttlerweil evaluéiert ginn?

www.chd.lu

- Wa jo, wat sinn d'Konklusiounen a wieren d'CFL bereet, dës Konklusiounen och ze iwwerhuelen?

Réponse commune (12.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Enn des Joers 2020 hunn d'CFL opgehalen, glyphosathalteg Mëttel ze sprëtzen.

D'CFL mussen ab dem Joer 2021 mat Alternativen d'Onkraut am Beräich vum Gleiskierper bekämpfen, well et muss verhënnert ginn, dass engersäits d'Fraise vun der Instandhaltung eropginn an anersäits d'Liewensdauer an d'Stabilitéit vum Gleiskierper reduzéiert ginn.

Wat d'Evaluatioun vun de Pilotprojeten am Ausland betrëfft, esou schafft d'CFL säit Kuerzem mat der Schwäizer SBB als Partner un der Entwécklung vun asazfäegen Alternativen.

Et ass momentan nach ze fréi fir ze soen, wéini datt déi Alternativen asazfäeg sinn.

Question 3285 (11.12.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **dégâts causés par le gibier :**

D'Regierung huet decidéiert, déi bestoend Restriktioune fir d'Covidbekämpfung bis de 15. Januar 2021 ze verlängeren. Domadder bleift och de Verbuet vun de Klappjuegte weiderhi bestoen. Duerch den Ëmstand, dass d'Wëldpopulatioun net reduzéiert ka ginn, riskéiert de Wëldschued op de landwirtschaftleche Flächen an nächster Zäit staark zouzehuelen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3221 vum 29. November 2020 zitéiert Madamm Minister den Artikel 44, 3. Abschnitt vum Juegdgesetz, dee virgesäit, dass wann opgrond vun engem groussherzogleche Reglement een allgemengt Verbuet vun der Juegd ausgesprach gëtt, de Staat de Schued muss iwwerhuelen, wann de Schued duerch dëst Verbuet entstanen ass. Dës Konditioune wäerten och weiderhin net erfëllt sinn, well d´Verbuet vun der Klappjuegd weiderhin duerch ee Gesetz an net duerch ee groussherzoglecht Reglement gereegelt gëtt.

Vu dass de Verbuet vun der Klappjuegd net iwwer ee groussherzoglecht Reglement, awer duerch e Gesetz de Jeeër imposéiert gëtt, géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung net der Opfaassung, dass duerch dësen exzeptionelle Verbuet, imposéiert duerch e Gesetz, de Staat net awer misst fir de Wëldschued opkommen?

2. Ass et net méiglech, de betraffene Baueren eng eemoleg Entschiedegung fir den entstanene Wëldschued op hire landwirtschaftleche Flächen zoukommen ze loossen?

Réponse commune (13.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Nee. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 6 vun der dréngender parlamentarescher Fro N° 3221.

Et ass net méiglech, eng quantitativ Analys vum Impakt vun e puer Woche Klappjuegdverbuet op de Wëldschued ze maachen.

ad 2. Nee. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 6 vun der dréngender parlamentarescher Fro N° 3221.

Et ass net méiglech, eng quantitativ Analys vum Impakt vun e puer Woche Klappjuegdverbuet op de Wëldschued ze maachen.

Question 3287 (11.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**organisation des transports publics lors des fêtes de fin d'année :**

Esou wéi d'Regierung gëschter annoncéiert huet, wäerten déi sanitär Mesuren, déi am November getraff goufen, weider bis de 15. Januar verlängert ginn. Dëst bedeit, datt iwwert d'Feierdeeg an och Silvester weiderhin d'Ausgangsspär vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer gëlle wäert.

Et stellt sech d'Fro, wéi den ëffentlechen Transport iwwert d'Feierdeeg a virun allem iwwer Silvester, wou den ÖT an normale Joren d'Nuecht duerchfiert, wäert organiséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister preziséieren, ob a wéi den ëffentlechen Transport iwwert d'Chrëschtdagsfeierdeeg organiséiert gëtt? Gëtt dofir gesuergt, datt Persounen a systemrelevante Beruffer ouni Auto iwwert dës Deeg mobill bleiwen?

2. A wéi engem Takt wäert den ëffentlechen Transport iwwert d'Chrëschtdeeg organiséiert ginn?

3. A wéi engem Takt wäert den ëffentlechen Transport fir Silvester organiséiert ginn?

Réponse (13.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den ëffentlechen Transport ass wéi déi aner Joren iwwert d'Chrëschtdeeg gefuer, sou datt jiddereen, deen op dësen Deeg geschafft huet, mam ëffentlechen Transport op seng Aarbecht komm ass. Wéi all Joer ass den ëffentlechen Transport de 24. Dezember just bis 20.00 Auer gefuer. De 25. huet den Déngscht mueres ab 08.00 Auer erëm ugefaangen an ass nom Sonndeg-/Feierdagshoraire gefuer. Bei der AVL ass de 26. Dezember och den Déngscht eréischt mueres ab 08.00 Auer ugaangen.

ad 2. Op de Chrëschtdeeg sinn d'Zich an d'Bussen nom Sonndesfuerplang gefuer. All Zuchlinn ass wéinstens eemol an der Stonn bedéngt ginn. Am Allgemenge sinn d'Linnen owes bis géint 23.30 Auer gefuer a wéinst der Späerstonn ass keen Nightbus um Reseau vum TICE oder vun der AVL gefuer.

ad 3. Op Silvester ass de Fuerplang vun engem normale Schaffdag ugebuede ginn. Wéinst der Ausgangsspär a well souwisou keng Partyen erlaabt sinn, si keng Zich duerch d'Nuecht op Neijoerschdag ugebuede ginn. Den 1. Januar 2021 huet den Déngscht ab 08.00 Auer mueres erëm ugefaangen nom Sonndeg-/Feierdagshoraire.

No den Entscheedungen, déi d'Regierung den 22. Dezember 2020 iwwert d'Adaptatioun vum Couvre-feu um 21.00 Auer geholl huet fir d'Period vum 26. Dezember 2020 bis den 10. Januar 2021 inklusiv, goufen d'Stonnen Déngscht vum Adapto-Transport ugepasst.

Fir d'Enn vum Joer 2020 huet den Adapto-Service zu de follgenden Zäite gefouert:

Dezember: Enn vum Transport um 20.00 Auer.

Dezember: Transport tëscht 08.00 an 22.00 Auer.

Dezember: Transport geet tëscht 07.00 an 21.00 Auer.

Dezember: Transport tëscht 07.00 an 21.00 Auer.

Januar: Transport geet tëscht 08.00 an 21.00 Auer.

Beneficiairen, déi scho Reesen nom Couvre-feu gebucht hunn, si vun der Mobilitéitszentral benoriichtegt ginn.

Question 3288 (11.12.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **chômage partiel :**

Le 19 novembre dernier, le Gouvernement a donné des précisions au sujet des modalités d'application du régime du chômage partiel pour le premier semestre 2021. Il a à cette occasion été précisé que « Le changement majeur porte sur la base sur laquelle les indemnités de chômage partiel seront calculées. Alors que celles-ci étaient jusqu'à présent évaluées sur base d'emplois temps plein (ETP), les indemnités à verser se baseront à partir du 1er janvier 2021 et jusqu'au 30 juin 2021 sur le nombre d'heures effectivement chômées par les salariés concernés. »

Le nouveau régime applicable à partir de l'année prochaine envisage deux phases distinctes de trois mois chaque fois, tout en partant de l'hypothèse que la situation sanitaire s'améliorera d'ici le 1er avril 2021. Le « nouveau » régime continue à distinguer entre quatre cas de figures [(i) entreprises industrielles, (ii) entreprises appartenant aux secteurs vulnérables de l'Horeca, du tourisme et de l'événementiel à condition de ne pas procéder à des licenciements au-delà de 25 % de leurs salariés, (iii) et (iv) toutes les autres entreprises, à l'exclusion des entreprises industrielles, en application de certains seuils …]. La quatrième catégorie d'entreprises devra soumettre un plan de redressement, si elles occupent moins de 15 salariés.

Ce plan de redressement devra au moins comprendre les cinq grands volets suivants :

1. présentation de l'entreprise et de son activité ;

2. données relatives à la situation économique de l'entreprise ;

3. données relatives à la situation de l'emploi et description des moyens propres utilisés par l'entreprise pour maintenir un niveau normal d'emploi ;

4. évolutions à attendre pour les trois prochains mois ;

5. durée du plan de redressement et objectifs à atteindre.

On peut également lire sur le site guichet.public.lu sous la rubrique « sanctions » :

« Les subventions accordées sur base de déclarations erronées sont à restituer.

Les subventions accordées sur base de déclarations délibérément fausses et dès qu'il y a un manquement délibéré dans le versement des indemnités de compensation à un ou plusieurs salariés

concernés ou que des subventions ont servi à des fins autres que le paiement des salaires sont à restituer. Le bénéficiaire doit restituer la totalité des sommes perçues sur base de l'ensemble des demandes introduites et le bénéfice du chômage partiel est retiré avec effet immédiat à l'entreprise concernée.

Ces infractions sont punies d'une amende de 251 à 5.000 euros. »

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer de l'utilité des plans de redressement dans la situation sanitaire actuelle ? N'est-ce pas une charge administrative supplémentaire pour les petites entreprises concernées ?

2) Les entreprises qui n'ont pas atteint les objectifs contenus dans le passé seront-elles, le cas échéant, désavantagées à l'avenir ?

3) Combien d'entreprises ayant soumis un plan de redressement en novembre 2020 (34 selon les informations du ministère) ont pu accéder au chômage partiel pour ce mois ? Combien de ces entreprises ont également pu profiter du chômage partiel pour le mois de décembre ? Comment Messieurs les Ministres s'expliquent-ils ces changements (alors que la situation n'a guère changé entre ces deux mois) ?

4) Les entreprises ayant soumis/soumettant un plan de redressement seront-elles sanctionnées si les informations contenues, souvent de manière provisoire dans les plans de redressement, seront redressées par la suite ?

5) Plus généralement, combien d'entreprises ont procédé à des recours gracieux contre les refus d'octroi du chômage partiel ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir ces informations pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2020 et par catégorie d'entreprises concernée (i. e. en fonction des quatre cas de figure définis par les partenaires sociaux) ?

- Combien d'entreprises ont, suite aux recours ainsi intentés, pu bénéficier du chômage partiel ?

6) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir de plus amples informations et les raisons du changement applicable au niveau du calcul des indemnités de chômage partiel ? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous préciser l'impact de ce changement de régime sur les montants à allouer en appliquant le nouveau système sur les derniers mois et en comparant les résultats ainsi obtenus par rapport aux montants effectivement alloués ?

7) Combien d'entreprises ont, depuis le début de la crise, bénéficié d'un avis positif de la part du Comité de conjoncture de leurs demandes d'exemption fiscale d'indemnités bénévoles de licenciement en application de l'article 115 (10) L.I.R. ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir ces informations par mois et le nombre de salariés concernés ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous chiffrer le déchet fiscal y relatif ?

Réponse commune (11.01.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) En ce qui concerne les plans de redressement, voire les plans de maintien dans l'emploi pour les entreprises de plus de quinze salariés, il y a lieu de préciser que ceux-ci doivent seulement être introduits par les entreprises qui doivent soit dépasser le quota en pourcentage éligible pour le chômage partiel, soit dépasser le nombre de personnes devant néanmoins être licenciées dans le cas des entreprises relevant des secteurs vulnérables.

Il en est ainsi aussi pour des entreprises isolées appartenant à un secteur hautement concurrentiel, si dans ce secteur la grande majorité des entreprises n'a pas recours au chômage partiel.

Dans tous ces cas, l'obligation de soumettre un tel plan sert à permettre aux autorités compétentes de pouvoir apprécier les raisons spécifiques qui amènent ces entreprises à dépasser individuellement les normes établies pour les différentes conditions d'accès au chômage partiel.

ad 2) Non, les entreprises n'atteignant pas les objectifs contenus dans le plan de redressement ne seront pas désavantagées.

ad 3) En novembre 2020, 33 plans de redressement ont été avisés favorablement (dont un plan a été classé sans suite sur demande de la société). 25 demandes de chômage partiel ont été avisées favorablement dans le cadre de ces 32 plans.

En décembre 2020, 30 demandes ont été avisées favorablement dans le cadre des mêmes plans.

Cette différence s'explique essentiellement du fait que certaines sociétés n'ont pas déposé de demande de chômage partiel par exemple en raison d'un simple oubli ou du fait qu'elles estiment ne pas nécessiter de recours au chômage partiel pour un mois donné.

ad 4) Non, ces entreprises ne seront pas sanctionnées si les informations contenues dans un plan de redressement sont redressées par la suite, toutefois des informations supplémentaires pourront être demandées.

Si par contre, dans le cadre des déclarations, des subventions auraient été accordées sur base de déclarations erronées, celles-ci seraient à restituer, et si elles auraient été accordées sur base de déclarations délibérément fausses, la totalité des sommes perçues sur l'ensemble des demandes introduites seraient à restituer et le bénéfice du chômage partiel serait retiré, avec effet immédiat, à l'entreprise concernée.

ad 5) Aux mois d'octobre, novembre et décembre 2020, quatre entreprises ont introduit un recours en annulation devant les juridictions administratives contre une décision en matière de chômage partiel.

Les décisions contestées par les entreprises requérantes n'ont pas conduit à un revirement de position et sont dès lors portées devant le tribunal administratif. Les décisions attaquées visent soit l'exclusion tout court de l'entreprise du chômage partiel, soit la limitation en matière de chômage partiel que l'entreprise a décidé de contester.

ad 6) En ce qui concerne le changement relatif à l'application du pourcentage éligible par rapport au temps de travail mensuel total de l'entreprise et non plus sur le nombre de salariés, il faut préciser que ce changement a été fait sur demande expresse des entreprises.

Cette approche permettra dorénavant une application plus flexible du régime dans les entreprises alors qu'elle permet une plus vaste distribution entre heures travaillées et heures chômées entre les salariés de l'entreprise.

À ce stade, une évaluation de l'impact de ce changement de régime n'est pas encore disponible.

ad 7) Onze entreprises ont bénéficié d'un avis positif de leur demande d'exemption fiscale d'indemnités bénévoles de licenciement en application de l'article 115 (10) L.I.R. depuis le début de la crise en mars jusque fin d'année 2020. Elles ont au total déposé 26 demandes portant sur 576 salariés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 3290 (11.12.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **mégots de cigarettes :**

D'Zigarettestëmp bedeiten eng reegelrecht Plo fir d'Ëmwelt, an dat iwwerall an de Stied an och am ländleche Raum. Se sinn net nëmme schwéier opzerafen an ze trennen, mee brauchen och zéng bis 15 Joer fir ze degradéieren an enthalen eng Hellewull un toxesche Substanzen, déi schiedlech fir d'Ëmwelt sinn. D'Anti-Tubak-Gesetz vun 2017 huet schonn eng Rei Restriktiounen a Sanktioune virgesinn, fir géint dës Verschmotzung virzegoen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Wéi vill Tonnen un Dreck resultéierend vun den Zigarettestëmp gi järlech agesammelt? Wéi eng Käschten entstinn doduerch?

2. Wéi vill Protokoller wéinst Verstéiss géint d'Anti-Tubak-Gesetz si schonn ausgestallt ginn?

3. Huet d'Regierung een Aktiounsplang oder Mesuren, fir géint d'Verschmotzung, déi duerch Zigaretten entsteet, virzegoen an dës Situatioun ze verbesseren?

4. Wéi ass an dësem Kontext den Tëschebilan vum Anti-Tubak-Gesetz?

Réponse commune (18.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Ëmweltverwaltung mécht reegelméisseg Analysen, fir ze bestëmmen, wéi eng Zorten Offall an der Natur landen. D'Resultater aus dësen Etüden erméiglechen et dann, geziilt Mesuren ze ergräifen. Esou Etüde sinn an de Joren 2008 a 2015 gemaach ginn. Déi nächst Etüd gëtt am Laf vum nächste Joer (2022) gemaach. Déi detailléiert Resultater vun den Etüde fënnt een ënner: https://environnement.public.lu/fr/offall-ressourcen/types-de-dechets/Littering.html.

Wéi vill d'Zigarettestëmp ausmaachen, ass leider net gewosst. Dëst soll an der nächster Etüd méi am Detail gekuckt ginn, dëst och am Hibléck op déi spéider Reduktiounsziler an dësem Beräich an op déi zukünfteg Opstellung vun engem Produzenteverantwortungssystem fir Filtere vun Tubaksprodukter.

ad 2. Am Kader vum Anti-Tubak-Gesetz goufen am Laf vum Joer 2020 12 Procès-verballe geschriwwen an 8 Avertissement-taxéen ausgestallt wéinst Consommatioun vun Zigaretten a Raimlechkeeten an op Plazen, wou dëst vum Gesetz hier verbueden ass.

ad 3. Déi europäesch Direktiv 2019/904 iwwer d'Reduktioun vum Impakt vu bestëmmte Plastiksprodukter op d'Ëmwelt, bekannt als „Single Use Plastics Directive", verlaangt vun de Memberstaaten, datt si e Regimm vun der erweiderter Produzenteverantwortung (responsabilité élargie des producteurs) opstelle fir Produzente vun Tubaksprodukter mat Filter a fir Filterhiersteller, deenen hir Filteren a Kombinatioun mat Tubaksprodukter benotzt ginn.

Dofir proposéiert de nationale Gesetzesprojet iwwert d'Reduktioun vum Impakt vu bestëmmte Plastiksprodukter op d'Ëmwelt, deen de 25. August 2020 an der Chamber deposéiert gouf, d'Schafe vun engem zukünftege Regimm vun der erweiderter Produzenteverantwortung fir Produzente vun dëse Produkter. Duerch dëse Regimm kréie laut dem Gesetzesprojet d'Produzente follgend Verflichtungen:

- eng spezifesch Markéierung op d'Verpakung vun Tubaksprodukter ze maachen, fir dem Konsument seng Verflichtung bewosst ze maachen, säin Offall richteg ze entsuergen;

- d'Käschte vu Sensibiliséierungscampagnë géint de Littering ze droen;

- d'Organisatioun, op d'mannst finanziell, vun der Gestioun vun den Offäll vun Zigarettefilteren an Zigarettestëmp (Sammlung, Transport, Behandlung), d'Botzen, den Transport an d'Behandlung vun den Zigarettestëmp, inklusiv de Littering, sécherzestellen;

- d'Käschten ze droen, fir d'Daten ze sammelen an ze iwwermëttelen a Bezuch op dëse Secteur, dëst am Kontext vun de Verflichtungen, fir Berichter ze maachen.

Den nationale Gesetzesprojet geet méi wäit ewéi d'Direktiv, andeems Produzente vun dëse Produkter d'Verantwortung iwwerdroe kréien, fir Moossnamen ze huelen, fir de Littering ze vermeiden. E setzt e järlecht Zil vun op d'mannst 10 % Reduktioun vun den Zigarettenoffäll am Littering am Verglach zu der Quantitéit vun Zigarettefilteren, déi dat Joer virdrun ewechgehäit goufen. Dëst Reduktiounszil gëllt ab dem 1. Januar 2024.

Et ass och virgesinn, datt Produzenten d'Käschte vun der spezifescher Sammelinfrastruktur iwwerhuele mussen. Dësen erweiderte Produzenteverantwortungsregimm muss bis de 5. Januar 2023 ëmgesat sinn. Fir den Opbau vun dësem Regimm ze garantéieren an d'Erreeche vun dësen Objektiver ze förderen, gouf e konstruktiven Dialog mat de Produzente gefouert. D'Haaptprioritéite goufe presentéiert an d'Responsabilitéite vun de Produzenten, awer och vun de Konsumenten, goufen ernimmt. Um Opstelle vun dësem Regimm wäert an den nächste Méint a Joren intensiv geschafft ginn.

ad 4. D'Anti-Tubak-Gesetz schränkt wuel d'Fëmmen an d'Vapotéieren an, gesäit awer keng direkt Moossname géint den Offall vun Zigarette vir.

Question 3291 (11.12.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant les **particules fines des voitures électriques :**

Laut enger rezenter Studie vun der OECD wäert ab 2035 de gréissten Undeel vu gesondheetsschiedlechem Feinstaub duerch den Ofriff vu Pneuen, Kupplungen a Bremsen an net méi duerch d'Verbrennung vu Kraaftstoffer entstoen. Dofir ass eng Konklusioun vun dem Rapport, dass sech d'Politik och misst mat der Reduktioun vu Feinstaub aus dëse Quellen (Pneu, Kupplung a Bremsen) auserneesetzen. Och wann E-Autoen ouni Kupplung fueren an duerch regenerativ Bremsen de Bremsofriff staark verréngert gëtt, sou sinn Elektroautoen, an och d'Hybrider, méi schwéier wéi vergläichbar Autoe mat engem Verbrennungsmotor, wouduerch Pneue vill méi staark belaascht ginn. Och hunn elektresch Autoe méi héich Dréimomenter. Doduerch kënnt et zu engem verstäerkten Ofnotze vun de Pneuen, wéi och vum Pneuefabrikant Michelin bestätegt ginn ass, wat dann erëm d'Feinstaubbelaaschtung virun allem an de Ballungsgebidder erhéicht. An der Studie ginn awer och puer Léisungsvirschléi gemaach, wéi zum Beispill manner schiedlech Materialien a Bremsscheiwen, alternativ Stroossebeläg oder „on board-filtering" vun Emissiounen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass sech d'Regierung dëser Problematik vun der Feinstaubbelaaschtung duerch Autoe mat enger Batterie bewosst?

2. Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung dëser Entwécklung entgéintzesteieren?

Réponse (14.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den Ofriff vu verschidde Komponente vun Autoe (Pneuen, Bremsen, Stroossebelag) spillt effektiv eng dominant Roll bei den Emissioune vu Feinstaub am Stroossentransport, an dës Emissiounsquell ass am nationalen Emissiounsinventaire berécksiichtegt. Et sief awer dorop higewisen, datt Autoe beim $PM_{2,5}$-Feinstaub relativ wéineg zu den nationale Gesamtemissioune bäidroen (6,8 % fir d'Joer 2018, c.f. Bild 3). Dëst steet am Géigesaz zu den CO_2-Emissiounen am Klimaberäich an der méi lokaler NO_2-Problematik (Stéckstoffdioxid) ronderëm d'Loftqualitéitshotspotten, wou d'Emissioune vum Stroossentransport zu de wichtegste Quelle gehéieren.

Et ass bekannt, datt Ofriff bei Pneuen, Bremsen a Stroossebelag och bei der Elektromobilitéit zu Feinstaubemissioune féiert an d'Evolutioun vum Stand vun der Technik gëtt vun der Regierung suivéiert.

Am Kader vun dem järlechen Emissiounsinventaire, dee Lëtzebuerg am Kader vun der Direktive zu den nationalen Emissiounsplaffongen[1] an der Loftkonventioun[2] bericht, ginn d'Feinstaubemissiounen duerch den Ofriff vu Pneuen, Bremsen a Stroossebelag no den aktuelle Richtlinne[3] berechent. An dëse Richtlinne gëtt bei den Emissiounsfacteure fir d'Ofriffemissioune keen Ënnerscheed gemaach tëschent Elektrogefierer a Gefierer mat Verbrennungsmotor. Dës Richtlinne ginn all dräi Joer duerch en internationaalt Gremium vun Experten aktualiséiert an am Fall vun enger Ännerung vun den Emissiounsfacteure wäerten déi entspriechend Upassungen an de Berechnunge fir den Emissiounsinventaire virgeholl ginn.

Baséierend op Berechnungen aus dem nationalen Emissiounsinventaire an aus Projektiounen am Kader vum NAPCP[4] ergi sech follgend Tendenze fir d'Feinstaubemissioune vun Autoen:

- PM_{10}- a $PM_{2,5}$-Emissiounen duerch Ofriff (Pneuen + Bremsen + Stroossebelag) wäerte bis 2030 weiderhi liicht eropgoen (Biller 1 an 2, gro Balken). Dëst ass eng direkt Konsequenz vum Klamme vun der Unzuel u gefuerene Kilometer pro Joer. Well d'Diesel- (blo Balken) a Bensinnautoen (giel Balken) zugonschte vun den Elektroautoe (gréng Balken) lues a lues verdrängt ginn, geet d'Kontributioun vun den Elektroautoen un den Ofriffemissiounen erop.

- Den Undeel vun den Ofriffemissiounen un de $PM_{2,5}$-Emissioune vun den Autoen ass säit dem Joer 2000 staark eropgaange (vun 21 % am Joer 2000 op 83 % am Joer 2018, fir all Motorisatiounstyppen zesummen) a wäert sech bis 2030 duerch d'Erweiderung vun der elektrescher Flott knapps ënner 100 % apendelen (96,5 % fir $PM_{2,5}$ an 98 % fir PM_{10}). Dat heescht, datt d'Feinstaubemissioune vun der Verbrennung vu Bensinn an Diesel duerch Autoen ëmmer manner relevant ginn (Bild 3). Hei ass deemno gutt ze erkennen, wéi sech déi technologesch Entwécklunge vun de leschte Joerzéngte virdeelhaft op de Feinstaubausstouss vun Autoe mat Verbrennungsmotor (besonnesch am Fall vun de Partikelfiltere bei Dieselautoen) ausgewierkt hunn.

- Wéi am OECD-Bericht preziséiert, ass am Allgemengen ervirzehiewen, dass 100 %-Elektroautoen net méi Feinstaub par rapport zu Autoe mat engem Verbrennungsmotor ausstoussen, deen net duerch d'Verbrennung vu Kraaftstoff kënnt an doduerch nëmmen duerch den Ofriff vu verschiddene Komponente vun Autoen entsteet. De Géigendeel ass esouguer éischter de Fall, well sech d'regeneratiivt Bremse bei elektresche Gefierer positiv op d'Ofnotzung vun de Bremse wéi och de Pneuen auswierkt an esou manner Feinstaub ausgestouss gëtt. Laut dem OECD-Bericht si PM_{10}-Emissiounen duerch den Ofriff bei 100 %-Elektroautoe 5-19 % méi niddereg wéi bei Autoe mat Verbrennungsmotor. Bei de $PM_{2,5}$-Ofriffemissioune sinn d'Ënnerscheeder méi kleng, woubäi an der Moyenne déi liicht 100 %-Elektroautoen ënnert dem Wäert vun engem Verbrenner leien an déi méi schwéier Gefierer liicht driwwer leie. Et sief och nach ze soen, dass et mëttlerweil um Marché speziell fir elektresch Autoe mat engem méi héije Gewiicht speziell entwéckelt Pneue mat verstäerkte Säitewänn gëtt, an déi doduerch e verbessert Oflafverhaalen opweisen.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

[1] National Emission Ceilings (NEC) directive, directive (EU) 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques

[2] UNECE Convention on Long-range Transboundary Air Pollution, CLRTAP

[3] EMEP/EEA air pollutant emission inventory guidebook 2019

[4] Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique

ad 2. Den Undeel vun den Ofriffemissioune vun Autoen un den nationale Feinstaubemissioune war 2018 mat 5,6 % relativ niddereg (Bild 3). De Bäitrag vu Feinstaubemissioune vun der Verbrennung vu Biomass (Holz) ass vill méi héich (49,8 %), an am Moment läit d'Prioritéit op der Reduktioun vun den Emissioune bei der Verbrennung vu Biomass. Dëst verhënnert allerdéngs net, datt d'Feinstaubemissiounen duerch Ofriff wäerte weiderhin ënnert Observatioun bleiwen. Falls sech an Zukunft duerch weider Studie sollt bestätegen, dass déi entspriechend Emissiounsfacteure fir Elektroautoe méi héich kéinte si wéi fir Autoe mat Verbrennungsmotor, wier sech ze erwaarden, dass dëst an enger neier Versioun vun de Richtlinne géif ugepasst ginn. Deen Ament géif déi Upassung och am Lëtzebuerger Emissiounsinventaire souwéi an de Projektiounsberechnunge reflektéiert ginn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3293 (14.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **règlements grand-ducaux dans le cadre de la loi hospitalière :**

Wéi ee rezent an der Press liese konnt, huet den Tribunal administratif kierzlech e groussherzoglecht Reglement iwwert d'Präisser vun den urgente Consultatioune bei de Kannerdokteren ausser Kraaft gesat, well dëst illegal wär. Dëst ass geschitt, nodeems eng Rei Kannerdokteren aus dem Hôpital Robert Schuman sech géint dat groussherzoglecht Reglement gewiert hunn, well et preferenziell Tariffer fir d'Kannerdokteren aus dem CHL virgesäit. Dës Dispositioun aus dem Gesondheetssecteur ass also net dem Staatsrot presentéiert ginn. E Staatsaffekot huet de Wee, fir dës Dispositioun iwwert e groussherzoglecht Reglement duerchzesetzen, mat der Drénglechkeet vun der Ugeleeënheet rechtfäerdegt - e Virgoen, wat awer aus rechtsstaatlecher Siicht eng ganz Rei Froen opwerft. Am engem Reporter-Artikel vum 2. Dezember ass iwwerdeems ze liesen: « Une quantité importante d'autres règlements grand-ducaux ont été adoptés à l'automne 2018 dans le sillage de la très controversée loi hospitalière [...] selon la même procédure d'urgence. »

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill groussherzoglech Reglementer sinn am Gesondheetsberäich zënter der Reform vum Spidolsgesetz 2018 bis dato geholl ginn?

2. Firwat ginn déi legislativ Ännerungen am Gesondheetssecteur, wéi et schéngt, a ville Fäll net dem Staatsrot presentéiert, esou wéi de reguläre gesetzleche Wee dëst eigentlech virgesäit?

3. Gëtt an den Ae vun der Regierung déi genannte „procédure d'urgence" net inflationär gebraucht, d. h. mëssbräuchlech ugewant, fir esou kënne méi einfach ze legiferéieren?

Réponse (12.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den 9. November 2020 huet d'Verwaltungsgericht d'groussherzoglecht Reglement vum 27. November 2015 „modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie" annuléiert.

D'Procédure d'urgence, déi d'Regierung evoquéiert hat, ass no engem laangwierege Prozess virun de Verwaltungssgeriichtbarkeeten net guttgeheescht ginn.

Wéi den Titel vum Reglement et och ausseet, modifizéiert dësen Text d'Nomenclature vun den Acten an den Servicer vun den Dokteren, déi vun der Gesondheetskeess en charge geholl ginn, andeem et speziell Tariffer virgesinn huet fir d'Pediateren, déi am Service national de soins intensifs pédiatriques an am Service national de pédiatrie spécialisée vum CHL ugestallt sinn.

Wéi all Modifikatioun vun der Nomenclature vun den Acten a Servicer vun den Dokteren ass d'legal Basis vun esou engem groussherzogleche Reglement den Artikel 65 vum Code de la sécurité sociale, an net Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018.

Dëst Reglement ass also keng Ausféierungsbestëmmung vum Spidolsgesetz.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Et ass och keent vun den Ausféierungsreglementer, déi op Basis vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 publizéiert gi sinn, no der Procédure d'urgence geholl ginn, mee de Staatsrot ass bei all dësen Texter ëm säin Avis gefrot ginn.

Generell referéiert d'Regierung sech am Prinzip op déi Procédure d'urgence just wann si der Meenung ass, dass och e reellen Handlungsbedarf do ass fir schnell mussen ze reglementéieren.

Question 3296 (14.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**application « MoveSafe » de la SNCB :**

La SNCB (Société des chemins de fer belge) vient de lancer MoveSafe, une application smartphone pour connaître le taux d'occupation des trains.

Elle doit permettre aux voyageurs en temps réel ou sur base de prévisions, si la distanciation sociale peut être respectée.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics s'il a pris connaissance de cette nouvelle application.

- Est-ce qu'une telle application pourrait être envisagée sur le réseau de la CFL ?

Réponse (13.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Actuellement, les CFL ne disposent pas des données nécessaires pour communiquer en temps réel, et sur base d'une prévision suffisamment précise, le taux d'occupation d'un train précis dans le contexte actuel.

D'un côté, les trains CFL ne sont pas encore équipés d'un système de comptage automatique des voyageurs, étant donné que le nombre de voyageurs est aujourd'hui déterminé par des comptages manuels sur base d'échantillons.

D'un autre côté, étant donné la nature du réseau et la gratuité des transports publics, les CFL ne disposent pas non plus de chiffres de vente de billets qui permettraient de faire des prévisions sur cette base pour un train précis.

Le taux d'occupation moyen d'un train précis en période normale, avant la pandémie, est bien sûr connu, mais n'est guère utile dans le contexte actuel. En effet, l'évolution rapide de la situation sanitaire et en parallèle des restrictions mises en place font que l'occupation des trains fluctue fortement et est actuellement très en dessous des niveaux d'avant-crise.

Les automotrices de la nouvelle série 2400, commandées fin 2018, et dont la livraison de la première automotrice est attendue pour fin 2022, seront par contre équipées d'un système de comptage automatique. Pour 2 séries, les automotrices de la série 2200 et les voitures à 2 niveaux DOSTO, des projets sont également en cours pour les équiper d'un tel système.

Il est prévu d'informer les voyageurs à ce moment en temps réel du taux d'occupation des trains, aussi bien par l'application mobile que par les afficheurs dynamiques sur les quais. Le moment venu, cette application permettra aussi de publier des prévisions sur le taux d'occupation.

Question 3297 (14.12.2020) de **MM. Georges Mischo** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **campagne de vaccination contre la Covid-19 :**

D'Memberlänner vun der EU waarden am Moment op d'Zouloossung vu verschiddene Covid-19-Impfstoffer duerch d'EMA (European Medicines Agency), fir dann nach Enn dëses Joers oder Ufank 2021 mat hiren Impfcampagnë kënnen unzefänken.

Éier et mat den Impfunge selwer lassgeet, muss natierlech eng Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne stattfannen, déi op méiglechst vill Froe vun de Leit äntwert a jidderee motivéiert sech impfen ze loossen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

- Wéi wäit ass de Gesondheetsministère mat dëser Campagne wëssend, datt no de Feierdeeg déi éischt Impfunge kënne gemaach ginn?

- Wéi gesinn de Plang an den Timing fir dës Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne aus?

- Iwwer wéi eng Medie gëtt déi Campagne lancéiert?

- A wéi enge Sprooche gëtt d'Campagne lancéiert?

- Wéi laang soll déi Campagne daueren?

Réponse (12.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Kommunikatiounscampagne ass en integraalt Element vun der Lëtzebuerger Impfstrategie a setzt sech aus dräi Phasen zesummen: Sensibilisatioun (Phas I), Informatioun (Phas II) a Motivatioun/call to action (Phas III). All déi Phase gi fléissend aneneen iwwer a lafen och parallel. Déi éischt zwou Phase vun der Kommunikatiounscampagne sinn am Hierscht ugelaf, déi drëtt leeft Ufank 2021 un. D'Dauer vun der Campagne ass ofhängeg vun der Entwécklung vun der Impfsituatioun zu Lëtzebuerg. Soumat riicht sech d'Dauer vun der Kommunikatiounscampagne no der Dauer vun der Impfcampagne.

Iwescht Zil ass et transparent ze kommunizéieren an d'Ëffentlechkeet esou ëmfaassend wéi méiglech mat Informatiounen ze versuergen. Wëssenschaftlech an technesch Informatioune solle verständlech kommunizéiert ginn, fir dass sech de Bierger gutt informéiert spiert, sech mat den Informatioune seng eege Meenung bilden a sech soumat bewosst fir d'Impfung entscheede kann. Bei der Kommunikatiounscampagne handelt et sech ëm eng integréiert, multimedial Campagne, déi op digital Medie setzt an awer och op déi traditionell Medien zeréckgräift. An der Kommunikatiounscampagne gëtt iwwerdeems och vill op den Dialog gesat: A verschiddene Formater wéi Webinaren, virtuell Lunch Talks, Facebook Lives an Informatiounsstänn trieden Experte mat de Persounen um Terrain an de Kontakt a beäntweren eventuell Froen an Ängscht. Doniewent fënnt de Bierger och um Internetsite www.covid19.lu ënnert der Rubrik „Vaccinatioun" ganz detailléiert Informatiounen.

D'Campagne gëtt an den Amtssprooche Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch lancéiert, wäert awer och op zousätzleche Sproochen, wéi ë. a. Englesch a Portugisesch, disponibel sinn.

Question 3299 (14.12.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **nouvelle ligne RGTR 461 :**

Säit dem 13. Dezember zirkuléiert eng nei RGTR-Buslinn 461 tëscht Izeg–Bouneweg, dem Houwald an Hesper. Den Trajet vun dëser Buslinn féiert iwwert den CR226. Um Izeger Stee gëtt den Ouvrage OA717 vun de Ponts et chaussées erneiert, wat zu Verkéiersbehënnerunge féiert.

Den CR226 steet zousätzlech nach ëmmer op der Lëscht vun deene Stroossen, déi am Wanter net prioritär gestreet ginn. Déi éischt Faart vun dëser neier Linn 461 zirkuléiert awer scho moies fréi géint 5.15 Auer iwwert den Izeger Stee.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann de Minister mir bestätegen, datt den CR226 tëscht Izeg a Bouneweg scho moies fréi an awer och duerchgoend bis owes bei wanterleche Konditioune gestreet gëtt?

- Am Moment zirkuléiert op dëser Streck just e Minibus. Suergt de Minister derfir, datt eventuell e puer Minibussen zum Asaz kommen, wann et zu Capacitéitsenkpäss sollt kommen?

Réponse (19.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Um Izeger Stee um CR226 ass momentan d'Bréck OA717 am Chantier. Hei ass d'Stroossebauverwaltung amgaangen, d'Bréck ze sanéieren. De Chantier dauert 275 Schaffdeeg a wäert am Summer 2021 fäerdeg sinn.

Aus Sécherheetsgrënn muss de Chantier vum Verkéier ofgetrennt ginn. Wärend den Aarbechte steet esou just eng Spuer vun 2,85 Meter fir de Verkéier zur Verfügung. Well direkt hannert der Bréck op der Izeger Säit eng 90-Grad-Kéier ass, huet d'Längt vun de Gefierer, déi wärend dem Chantier iwwert d'Bréck fuere kënnen, missen op 7,5 Meter erofgesat ginn.

Den CR226 steet op enger Lëscht vu Stroossen, déi wärend wanterleche Konditioune fir den Duerchgangsverkéier gespaart sinn.

Am Normalfall ginn d'Leit vum Streedéngscht moies fréi géint dräi Auer geruff a fueren dann, soubal si am Depot sinn, hir Streck of. Esou een Tour dauert am Schnëtt 2,5 bis dräi Stonnen. De Camion fiert hei eng kontinuéierlech Streck of, déi gestreet gëtt. Doraus ergëtt sech, dass déi eng Strooss éischter gestreet ass wéi eng aner. Den CR226 (Izeg–Bouneweg) gëtt vum Depot Houwald aus ugefuer an ass relativ um Enn vun deem Tour.

Fir dëse Wanter (2020/2021) gëtt ausnamsweis d'Streck Izeg–Bouneweg net duerchgoend gestreet. Bedéngt duerch de Chantier um Izeger Stee kann de Camion net iwwert d'Bréck fueren, well en ze breet ass. Ausserdeem géif d'Salz op deem fräi geluechte Bëton enorme Schued uriichten.

De Wanterdéngscht gëtt op der Bouneweger Säit vun der Stater Gemeng assuréiert, déi den CR226 vu Bouneweg erof bis bei d'Bréck iwwert d'Uelzecht street. Op der Izeger Säit assuréiert d'Stroossebauverwaltung de Streedéngscht bis op den Izeger Plateau (bis hannert d'Ënnerféierung vun der Autobunn op Héicht vun der Ofzweigung vun der Bouneweger Strooss). D'Strooss bis op den Izeger Stee ass net zou, et ass awer kee Wanterdéngscht op deem Abschnitt. Dozou ass och ze soen, dass déi néideg Schëlder op der Plaz stinn, fir dorop hinzeweisen.

Sollt et zu Capacitéitsproblemer duerch de momentanen Asaz vu Minibusse kommen, gëtt déi betraffe Buslinn selbstverständlech mat zousätzleche Faarte verstäerkt.

Question 3300 (14.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **service d'éducation et d'accueil pour enfants :**

Am Gesetz vum 29. August 2017 iwwert d'Kannerbetreiung ass festgehalen, wéi eng Konditiounen eng Crèche muss erfëllen, fir vun de Bonge fir ausserschoulesch Kannerbetreiung (Chèque-service accueil) kënnen ze profitéieren. Dës Konditioune sinn, ënner anerem:

- datt an enger Crèche mindestens eng Persoun muss am erzéieresche Beräich schaffen, déi den Niveau C1 am Lëtzebuergesche virweise kann,

- datt am Angebot 40 Stonne Lëtzebuerger Sprooch pro Woch virgesinn ass,

- datt d'Lëtzebuerger Sprooch an den alldeeglechen Aktivitéite benotzt gëtt an och an den üblechen Aktivitéite vun enger Crèche.

(Au moins une personne du service d'éducation et d'accueil maîtrise la langue luxembourgeoise à un niveau C1 du cadre européen commun de référence des langues, et au moins une personne du service d'éducation et d'accueil maîtrise la langue française à un niveau C1 du cadre européen commun de référence des langues. L'offre de chacune des deux langues doit être assurée pendant au moins 40 heures par semaine. La pratique des deux langues doit être garantie dans le contexte des activités journalières et faire partie intégrante des activités usuelles d'un service d'éducation et d'accueil.)

Vu datt vill Leit mech kontaktéiert hu fir sech ze beschwéieren, datt bei hirem Kand an der Crèche kee Lëtzebuergesch oder quasi kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt, an ech dat och souguer vun engem Verantwortlechen aus enger Crèche bestätegt krut, wollt ech der Madamm Familljeminister follgend Froe stellen:

1. Am Gesetz steet, datt all Crèche eng Betreiung vu mindestens 40 Stonnen d'Woch op Lëtzebuergesch muss garantéieren. Oft sinn a grousse Crèchë méi Gruppe vu Kanner. Ass also domat gemengt, datt all eenzel Grupp an der Crèche mindestens 40 Stonnen d'Woch op Lëtzebuergesch muss garantéiert kréien oder geet et duer, datt z. B. eng eenzeg Persoun an der ganzer Crèche ass, déi Lëtzebuergesch kann, an da fir all Stonn bei en anere Grupp geet, an esou da pro Dag aacht verschidde Gruppe fir jeeweils eng Stonn gesäit?

2. Wéi vill Kanner hunn déi gréisste Crèchen am Land bei sech ugemellt? Wat ass den Duerchschnëtt pro Crèche? Wéi vill Persoune schaffen a grousse Crèchen an der Kannerbetreiung?

3. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt eng eenzeg Persoun, déi Lëtzebuergesch schwätzt, duergeet, fir déi Ziler, déi am Gesetz formuléiert sinn, ze erreechen? Ass dëst och méiglech an enger grousser Crèche, wou zum Beispill zéng aner Persoune vum erzéieresche Beräich kee Lëtzebuergesch schwätzen?

4. Wéi vill Kontrollen, déi d'korrekt Benotze vun de Sproochen uginn, sinn an de Crèchen am Joer 2018 an am Joer 2019 gemaach ginn?

5. Si bei dëse Kontrolle Verstéiss géint d'Gesetz festgestallt ginn? Wa jo, wéi vill an a wéi vill Crèchen? Wat fir Moossnamen huet de Ministère an deene Fäll ergraff?

6. All Crèche muss mindestens eng Persoun agestallt hunn, déi Lëtzebuergesch um Niveau C1 schwätzt. Gëtt dëst an engem Test kontrolléiert a mussen d'Crèchen en Zertifikat dozou un de Ministère liwweren?

7. Wéi vill Persoune schaffen am Ganzen an der Kannerbetreiung an alle Crèchen, déi vum System vun de Bonge fir ausserschoulesch Kannerbetreiung (Chèque-service accueil) profitéieren? Wéi vill vun deenen hu mindestens den Niveau C1 am Lëtzebuergeschen?

8. Wann Eltere feststellen, datt d'Crèche sech net un d'Gesetz iwwert d'Sproochen hält, wou kënnen si dat melle beim Ministère? Wéi vill Reklamatiounen an deem Sënn sinn 2018 an 2019 un de Ministère erubruecht ginn?

9. Wéi verfiert de Ministère bei esou enger Reklamatioun?

10. Huet de Ministère Informatiounen doriwwer, ob déi Kanner, déi mat dräi oder véier Joer mat der Crèche fäerdeg sinn, an an d'Fréierzéiung (Precoce) oder an d'Spillschoul wiesselen, a vun doheem aus kee Lëtzebuergesch kënnen, Lëtzebuergesch an de Crèchë geléiert hunn?

Réponse (12.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Gesetz gesäit vir, datt e Minimum vu 40 Stonnen d'Woch pro agreéiert Struktur mussen assuréiert ginn. An der Ëmsetzung hunn d'Strukturen eng gewëss Flexibilitéit, esou kënne si op déi ënnerschiddlech Situatioune reagéieren an hir Offer geziilt un d'Besoinen upassen.

ad 2. Déi Gréisst vun insgesamt 475 Crèchen am Land huet eng maximal Kapazitéit vun 125 Kanner. D'Kapazitéit variéiert vu 6 bis 125 Plazen. An der Crèche ass follgende Ratio ze erfëllen:

- mindestens 1 Erzéier fir 6 Kanner ënner 2 Joer,

- mindestens 1 Erzéier fir 8 Kanner iwwer 2 Joer,

- fir de Programm vun der Méisproochegkeet muss den Effektiv ëm mindestens 10 % erhéicht ginn.

Hei handelt et sech ëm eng Mindestufuerderung, déi muss garantéiert ginn. D'Zuel vum Betreiungspersonal aus der Crèche variéiert jee no Alter an no Zuel vun de Kanner, déi present sinn.

ad 3. D'Zil vum Gesetz ass nieft enger Sensibiliséierung, virun allem d'Sproochentwécklung ze förderen, eng fréi Familiariséierung vun de Kanner mat de Sproochen op Basis vun enger individualiséierter Approche ze erreechen, déi kommunikativ Kompetenze vun de klenge Kanner ze entwéckelen, a si bei hirer Integratioun op lokalem Niveau an déi méisproocheg a multikulturell Gesellschaft vum Land ze ënnerstëtzen. Duerch eng spilleresch an individuell ugepassten Initiatioun an d'Sprooche gëtt eng Liichtegkeet an Oppenheet fir d'Léiere vu Sprooche geschaf an och d'Mammesprooche gi valoriséiert.

Hei geet et net ëm dat formaalt Léiere vun enger Sprooch. D'Léiere vum Lëtzebuergesche fänkt mat der Initiatioun eréischt un a verfeinert sech am stännege Gebrauch a Kontakt mat der Sprooch iwwert e laange Prozess.

Dës Aufgab läit net just bei deene Persounen, déi den Niveau vum C1 hunn, mee dëst soll sech am alldeeglechen Oflaf erëmfannen. D'Personal spillt hei eng wichteg Roll, si ënnerstëtzen dës Entwécklung duerch hir Haltung, andeems si de Kanner e villfältegen a flotten Ëmgang mat deene respektive Sprooche bidden. Eng reegelméisseg Weiderbildung vun der ganzer Ekipp ass hei eng Viraussetzung.

All Crèche muss e Konzept virleeën, wéi déi méisproocheg Erzéiung am Alldag vun der Struktur soll ausgesinn, a muss eng pedagogesch Kontaktpersoun nennen, déi d'Ëmsetzung koordinéiert. De Referent gëtt a spezielle Formatiounen op dës Aufgab virbereet.

ad 4. Déi pedagogesch Ëmsetzung vum Programm vun der Méisproochegkeet gëtt vun den Agents régionaux, déi beim Service national de la jeunesse (SNJ) agestallt sinn, kontrolléiert. Hei sinn am Prinzip zwou Visitte pro Joer virgesinn.

Zousätzlech dozou mécht de Ministère administrativ Kontrollen an Inspektiounen, fir ze iwwerpréiwen, datt d'Konditioune vum Gesetz agehale ginn.

ad 5. Bei dëse Kontrolle sinn ënnerschiddlech Verstéiss festgestallt ginn. Hei gëtt eng Prozedur ageleet, déi dem Gestionnaire en Delai gëtt fir sech ze konformëieren. Geschitt dëst net, kann dem Gestionnaire d'Unerkennung als „Prestataire du chèque-service accueil" an déi zousätzlech Hëllef am Kader vun der Méisproochegkeet ewechgeholl an e Remboursement ugefrot ginn.

Vun 125 Dossieren, déi 2020 wéinst enger Reklamatioun opgemaach goufen, waren der zwou, déi ënnert anerem och d'Méisproochegkeet als Ustouss haten.

ad 6. D'Konditiounen, fir den C1 am Lëtzebuergeschen ze kréien, si follgend:

- Attestatioun, datt d'Persoun mindestens zéng Joer Schoul zu Lëtzebuerg gemaach huet an dëst an enger Schoul, déi de lëtzebuergesche Programm applizéiert;

- Zertifikat „Lëtzebuergesch als Friemsprooch", ausgestallt vum Institut national des langues.

All dës Konditioune vun der Méisproochegkeet ginn esouwuel bei der Demande fir d'Reconnaissance fir de Prestataire CSA kontrolléiert, wéi och duerno am Kader vun de reegelméissege Kontrollen.

ad 7. D'Strukture vun der non formaler Bildung am Kandberäich ginn duerch extern Gestionnairë bedriwwen. De Ministère huet am non formale Bildungsberäich keng Datebank, déi et erlaabt, d'Zuel vun de Persounen, déi an dësem Beräich schaffen, ze saiséieren. Et gëtt dofir zu dësem Moment keng Angaben zu der Unzuel vun de Persounen, déi hei schaffen an och net, wéi vill Leit en Niveau C1 an der lëtzebuergescher Sprooch hunn. Wéi schonn erkläert, musse mindestens 40 Stonne pro Woch pro agreéiert Crèche assuréiert ginn.

ad 8. Um Ministère gëtt et eng Cellule réclamation, wou jiddereen, dee Reklamatiounen am Beräich vun der non formaler Bildung am Kandberäich huet, sech melle kann. Hei gëtt dann de Suivi vun den Dossiere gemaach. All Reklamatioun kann iwwer follgend Mail eragereecht ginn: reclamation.accueil@men.lu. D'Zuel vun de Reklamatiounen an de Joren 2018 an 2019 läit bei 188 respektiv 243. Bei dëse Reklamatiounen handelt et sech ëm ganz villfälteg Problemer. Verstéiss géint d'Oplage vun der Méisproochegkeet waren éischter marginal.

ad 9. D'Reklamatioune gi vun engem Mataarbechter opgeholl a schréftlech dokumentéiert. Duerno entscheet d'Cellule, wéi eng Suite entaméiert gëtt. Jee no Problemstellung kann d'Suite déi si vun enger Stellungnam vum Gestionnaire, engem administrative Contrôle oder och enger Inspektioun op der Plaz. Administrativ Suitte bei Verstéiss sinn och vum Gesetzgeber virgesinn.

ad 10. De Ministère huet keng Donnéeën driwwer, wéi eng Sproochen d'Kanner doheem schwätzen. Wéi schonn erkläert, geet et hei ëm eng spilleresch individuell ugepassten Initiatioun an net ëm e schoulescht Léiere vun enger Sprooch. All Kand, egal wéi eng Mammesprooch et huet, soll d'Méiglechkeet hunn, Lëtzebuergesch am Alldag ze héieren an ze schwätzen. Och lëtzebuergeschsproocheg Kanner profitéieren heivun. D'Léiere vum Lëtzebuergesche fänkt mat der Initiatioun eréischt un a verfeinert sech am stännege Gebrauch a Kontakt mat der Sprooch iwwert e laange Prozess.

Question 3301 (14.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **personnel éducatif et psychosocial :**

Den 8. Dezember 2020 hunn d'Gewerkschaften a Personalrepresentatioune vum edukativen a psychosoziale Personal, ALEE/CGFP, APCCA/SEW/OGBL, APPSAS, SLEG/CGFP an SPEBS/CGFP en oppene Bréif un d'Deputéiert erausginn.

Heizou wollt ech dem Här Schoulminister e puer Froe stellen:

1. Kann den Här Minister bestätegen, datt d'groussherzoglecht Reglement vun 2009 iwwert d'Tâche vum Éducateur gradué a vum Educateur an der Grondschoul weiderhi bis haut gülteg ass?

2. Wéi steet den Här Minister zu engem Avis juridique, dee vun den uewe genannten Associatiounen ugefrot gouf an dem Minister virläit an dee seet, datt déi vum Minister gefuerdert Aarbechtskonditiounen net legal verankert sinn?

3. Kann den Här Minister bestätegen, datt hien oder/a säi Ministère vun den uewe genannten Associatiounen eng Rei vun „demandes d'entrevue" an den zwielef Méint virum 6. Oktober 2020 iwwermëttelt krut? Kann den Här Minister eis soen, wéi vill et der waren an zu wéi engem Datum?

4. Kann den Här Minister bestätegen, datt zënter Juli 2019, also zënter 18 Méint, keen eenzegt Gespréich méi vun him oder vun engem Ministerialbeamte mat enger Gewerkschaft oder enger Personalrepresentatioun zum Theema Aarbechtskonditioune vum edukativen a psychosoziale Personal am Enseignement stattfonnt huet?

5. Wéi steet den Här Minister zu den aktuelle Fuerderunge vun den uewe genannten Associatiounen?

Réponse (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Dat groussherzoglecht Reglement vun 2009 iwwert d'Tâche vum Éducateur gradué a vum Educateur an der Grondschoul ass bis haut gülteg.

ad 2. D'Aarbechtskonditioune vun enger Tâche hebdomadaire vu 44 Stonne leeden sech of engersäits vum groussherzogleche Reglement vun 2009 an anerersäits vum Gesetz vum Statut vum Fonctionnaire, dat beseet, datt am Kontext vun der Mise en application vum Compte épargne-temps (CET) déi regulär Aarbechtszäit an der Woch ka bis zu 48 Stonne bedroen. En Avis juridique vum Educatiounsministère dozou ass un déi betreffend Gewerkschaften a Personalvertriedungen de 5. Januar 2021 adresséiert ginn a stoung um Ordre du jour vun enger Entrevue vum Minister mat de concernéierten Acteuren de 14. Januar 2021.

ad 3. An deenen zwielef Méint virum 6. Oktober 2020 krut de Ministère fënnef Demandë fir eng Entrevue an dëst zu den Terminer: 8. Oktober 2019, 4. Dezember 2019, 11. Februar 2020, 4. Mee 2020 an 31. Juli 2020.

ad 4. Nodeems wéinst dem Ausbroch vun der Pandemie an dem Confinement eng Entrevue tëschent dem Minister an de Vertrieder vun de Gewerkschaften an de Personalvertrieder am Abrëll 2020 ofgesot ginn ass, gouf dëse Rendez-vous am Juli 2020, nom Confinement, nogeholl. Hei gouf sech mat de concernéierten Acteuren zesummegesat, fir d'Dispositiounen, esou wéi se vun der aktueller Legislatioun virgesi sinn, duerzeleeën an déi besteeënd Tâchen nach emol ze preziséieren. Eng nächst Reunioun huet dunn de 6. Oktober 2020 stattfonnt. Hei gouf sech zesumme mat de Vertrieder vun de Gewerkschaften an dem Personal drop gëeenegt, d'Gespréicher a weideren Entrevuë virunzeféieren.

ad 5. Déi lafend Gespréicher tëscht dem Educatiounsministère an de Vertrieder vun de Gewerkschaften hunn zum Zil, fir ee géigesäitegt Verständnes vun de Besoine vun den implizéierte Partner ze entwéckelen a sech gläichzäiteg awer och iwwert déi entspriechend Ëmsetzung an de Schoulen auszetauschen. Sollten déi Gespréicher weisen, datt Upassungen an der Ëmsetzung néideg sinn, wäert deem Rechnung gedroe ginn. Och Adaptatiounen oder Ännerunge vum besteeënde legale Kader sinn net vu vireran ausgeschloss, sollt sech heifir eng entspriechend Noutwennegkeet erausstellen.

Question 3305 (15.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **personnes asymptomatiques à la Covid-19 :**

Schonn zënter Méint hält d'Regierung fest un hirer intensiver Teststrategie am Kader vum Covid-19. Hiren Ëmgang mat positiv geteste Persounen, wou d'asymptomatesch Fäll grad ewéi déi symptomatesch als infektiéis behandelt ginn, féiert zu restriktiven Handhabungen an Aschneidungen am ëffentlechen a private Liewen. Zwou international Quelle kontestéieren dës Manéier, bei där keng Differenz tëscht symptomateschen an asymptomatesche positive Fäll gemaach gëtt.

Den 8. Juni 2020 huet d'Madamm Dr. Maria Van Kerkhove op der virtueller Covid-19-Pressekonferenz vun der World Health Organization (WHO) eng Rëtsch Tatsaachen opgezielt. D'WHO huet eng Rei vu Berichter aus Länner, déi ganz detailléiert Kontaktverfolgungen duerchféieren. Dobäi ginn asymptomatesch positiv Fäll an hir Kontakter verfollegt. Hei fënnt sech keng weider Iwwerdroung vum Virus. Et heescht bei der WHO, dat wier ganz rar, dat géif awer kaum an der Literatur veréffentlecht ginn.

Wéi d'Madamm Dr. Maria Van Kerkhove offiziell fir d'WHO ervirsträicht, géif dëst konstant weider observéiert ginn an et géif schéngen, wéi wann et ëmmer nach rar wier, datt asymptomatesch Persounen de Virus tatsächlech géife weider iwwerdroen. D'WHO wéilt deemno, d'Länner géife sech wierklech fokusséieren, fir déi symptomatesch Fäll ze verfollegen. D'Wëssenschaftlerin huet an der Konferenz ënnerstrach, datt e systematescht Verfollege vun alle symptomatesche Fäll eng drastesch Reduktioun vun Iwwerdrounge géif bréngen. Géifen d'Länner sech dorop konzentréieren, géife si gutt leien, fir d'Iwwerdroung ze ënnerbriechen; sträicht d'Madamm Dr. Maria Van Kerkhove nach emol ervir.

"We have a number of reports from countries who are doing very detailed contact tracing. They're following asymptomatic cases, they're following contacts and they're not finding secondary transmission onward. It's very rare and much of that is not published in the literature. […] It still appears to be rare that an asymptomatic individual actually transmits onward.

What we really want to be focused on is following the symptomatic cases. If we followed all of the symptomatic cases […] it would be a drastic reduction in transmission. If we could focus on that I think we would do very, very well in terms of suppressing transmission." (World Health Organization; Covid-19 Virtual Press conference 8 June 2020)

Den 20. November 2020 gouf och eng grouss chineesesch Etüd veréffentlecht, un där zéng Millioune Leit deelgeholl hunn. Hei gouf festgehalen, datt asymptomatesch positiv Fäll allgemeng nëmmen eng geréng Viruslaascht an eng kuerz Dauer vun der Virusausscheedung weisen, wouduerch den Iwwerdroungsrisiko vu Sars-CoV-2 geréng wier. An där rezenter chineesescher Etüd gouf d'Viruszuucht (virus culturing) u Prouwe vun asymptomatesch positive Fäll duerchgefouert an et gouf kee „liewensfäege" Sars-CoV-2-Virus fonnt. Och all enk Kontakter vun den asymptomatesche positive Fäll goufen negativ getest. D'Etüd hält fest, datt dat dorop hiweist, datt all déi asymptomatesch positiv Fäll an dëser Studie net infektiéis waren, de Virus also net weider iwwerdroe konnten.

D'Resultater vun der Viruszuucht a vum Contacttracing konnten och kee Beweis erbrénge fir eng Infektiositéit bei Covid-19-Patienten, déi scho gesond waren, an duerno nees positiv („repositive") waren. D'chineesesch Etüd ënnersträicht och nach emol, datt dëst mat Beweiser aus anere Quellen iwwereneestëmmt. Esou sollen och déi offiziell Iwwerwaachungen a China vun deenen nees positive Fäll keng Beweiser fir eng Infektiositéit erginn.

"[…], asymptomatic infected persons generally have low quantity of viral loads and a short duration of viral shedding, which decrease the transmission risk of Sars-CoV-25. In the present study, virus culture was carried out on samples from asymptomatic positive cases, and found no viable Sars-CoV-2 virus. All close contacts of the asymptomatic positive cases tested negative, indicating that the asymptomatic positive cases detected in this study were unlikely to be infectious.

[…] Results of virus culturing and contract tracing found no evidence that repositive cases in recovered Covid-19 patients were infectious, which is consistent with evidence from other sources. […] The official surveillance of recovered Covid-19 patients in China also revealed no evidence on the infectiousness of repositive cases." [Cao, S., Gan, Y., Wang, C. et al. Post-lockdown Sars-CoV-2 nucleic acid screening in nearly ten million residents of Wuhan, China. Nat Commun 11, 5917 (2020).]

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Sinn der Madamm Gesondheetsminister déi uewe genannten Etüd an déi besote Recommandatioune vun der WHO bekannt?

2. Wéi steet d'Madamm Gesondheetsminister zu den Erkenntnesser vun där rezenter chineesescher Etüd an zu de Recommandatioune vun der WHO?

3. D'Teststrategie vun der Regierung, hiren Ëmgang mat den Testresultater, grad ewéi déi doru gekoppelt Restriktiounen, stinn am Géigesaz zu den Erkenntnesser vun dëser grousser Etüd an och zu de Recommandatiounen, déi d'WHO schonn zënter dem Summer offiziell vermëttelt. Kann d'Madamm Minister eis soen, op wat fir Etüden oder wëssenschaftlech Beweiser d'Lëtzebuerger Regierung sech konkreet berifft, wat hiren Ëmgang mat asymptomatesche positive Fäll ugeet?

Réponse (12.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Direktioun vun der Santé mécht eng reegelméisseg „veille scientifique" a rapportéiert all relevant nei Publikatiounen am Beräich Covid-19 un de Ministère vun der Santé. Bei den zwee Zitater vum honorabelen Deputéierten ass ze bemierken, dass eng Ausso vun engem Mataarbechter vun der Weltgesondheetsbehörde op enger Pressekonferenz - och wann déi sécher interessant ass - net ka gläichgesat gi mat enger offizieller Recommandatioun vun dëser Organisatioun.

D'Theema vun den „asymptomatesche" positiv geteste Persounen ass komplex a fënnt leider, wéi esou oft an der Wëssenschaft, keng definitiv Erklärung an enger eenzeger Etüd. Et muss ee feststellen, dass et do oft an de Studien eng Vermëschung vun Definitioune gëtt an deemno net ëmmer kloer ass, wat da genau gemengt ass. Verdäitscht ginn eng ganz Rei vu Leit, déi initial beim Test nach ouni Symptomer waren, duerno awer symptomatesch gi sinn. A ville Studie gëtt awer just d'Informatioun iwwert Symptomer beim Test enregistréiert, an net méi an den Deeg duerno. Zweetens, sinn eng Rei Leit déi soen, si hätte keng Symptomer, dann awer dat wat ee „pauci-symptomatique" nennt, dat heescht si hu ganz liicht Symptomer, déi hinne selwer kaum opfalen: e bësse Kappwéi, d'Nues déi liicht leeft oder zou ass, den Hals e bësse rout, oder ganz liicht Féiwer, wat si selwer net mierken. An zu gudder Lescht hunn effektiv eng Rei Leit guer keng Symptomer iwwert déi ganz Infektiounsdauer. Dëst nennt een da „persistently asymptomatic infections"[5]. Et gëtt entretemps eng Rei gutt Etüden, déi drop hiweisen, dass Leit mat „persistently asymptomatic infections" effektiv e ganz klenge Risiko hunn, d'Infektioun weiderzeginn an nei Leit unzestiechen[6]. De praktesche Problem ass natierlech, dass een ëmmer eréischt mat Sécherheet weess, dass ee keng Symptomer kritt, wann d'Infektioun bis fäerdeg ass (konkreet no ongefëier zéng Deeg).

D'Lëtzebuerger Teststrategie, an notamment de Large-Scale-Testing, déi den honorabelen Deputéierte kritiséiert, huet erlaabt, eebe grad d'Fro vum Rôle vun den asymptomatesche Leit bei der Transmissioun vun dem Covid-19 wëssenschaftlech ze ënnersichen. Dës Evaluatioun, déi aktuell als „preprint" an engem „peer-review process" vun enger ganz bekannter internationaler wëssenschaftlecher Zäitschréft ass, huet bewisen, wat fir e wichtege Facteur déi „Asymptomatesch" bei der Iwwerdroung vun der Krankheet spillen an dass een duerch hir fréizäiteg Detektioun kann Infektiounskette briechen[7].

An der selwechter Linn vun Evidenz weist eng ganz rezent Etüd aus Amerika och, dass méi wéi 50 % vun den neien Infektioune vun asymptomatesche Leit stamen[8] an dass et domat net méiglech wäert sinn, d'Verbreedung vun der Epidemie ze kontrolléieren, wann een nëmmen déi symptomatesch Leit diagnostizéiert an isoléiert.

---

[5] Towards an accurate and systematic characterisation of persistently asymptomatic infection with Sars-CoV-2. E.A. Meyerowitz, et al. Lancet Infect Dis 2020; published online December 7, 2020.

[6] Household transmission of Sars-CoV-2: a systematic review and meta-analysis. Z.J. Madewell et al. JAMA Network Open 2020; 3(12)e20231756, published online December 14, 2020.

[7] Mass screening for Sars-CoV-2 uncovers significant transmission risk from asymptomatic carriers. P. Wilmes et al. preprint, under peer review.

[8] Sars-CoV-2 Transmission from people without Covid-19 symptoms. M.A. Johanson et al. JAMA Network Open 2021; 4(1):e2035057, published online January 7, 2021.

Question 3307 (15.12.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **déménagement de certains services du SNJ, du SCRIPT et de l'Office national de l'enfance :**

Mengen Informatiounen no sollen am Laf vum Januar 2021 eng ganz Rei Servicer wéi den SNJ, de SCRIPT oder nach den Office national de l'enfance aus hiren aktuelle Raimlechkeeten an e Gebai a Clausen plënneren, dat am Moment eidelsteet. An dësem Gebai wieren haaptsächlech Open Space/ Groussraumbüroen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, deelt d'Regierung d'Meenung, datt et am Moment net onbedéngt opportun ass, a Groussraumbüroen ze sëtzen?

3. Wa jo, wat heescht dat fir d'Mataarbechter vun de genannte Servicer?

4. Besteet d'Méiglechkeet, datt déi Servicer réischt zu engem spéideren Zäitpunkt an dat neit Gebai plënneren?

5. Wann nee, wéi eng Mesurë gi getraff, fir d'Mataarbechter ze schützen?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Regierung bestätegt, datt tëscht Januar a Mäerz 2021 d'Directions générales vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE), de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), d'Direktioun vum Office national de l'enfance (ONE) an eng Partie Servicer vum Service national de la jeunesse (SNJ) a Clausen plënnere wäerten. Déi Gebaier a Clausen goufen dem Minister vun der Commission des loyers vum Finanzministère proposéiert a ginn aktuell bannen nei amenagéiert, fir de Besoine vum MENJE a senge Servicer ze entspriechen.

ad 2. D'Gebaier a Clausen sinn haaptsächlech „open space". Domat wäerten d'Servicer vum Educatiounsminister an änleche Konditioune schaffe wéi elo schonn eng Rei aner staatlech Verwaltungen, déi och an esou engem Typ Bürosgebai ënnerbruecht sinn. Och an deene Gebaier, wou de MENJE a seng Servicer aktuell ënnerbruecht sinn (Aldringen, Verluerekascht, Walfer, Gare), sëtzen d'Leit net all an Eenzelbüroen a mussen sech der sanitärer Situatioun upassen. Den Infektiounsrisiko besteet laang net eleng an de Büroe selwer, mee och ronderëm d'Aarbecht (Iessen, Transport). Duerfir gëtt och elo scho vill op den Teletravail zeréckgegraff, fir d'Risike méiglechst kleng ze halen.

ad 3. D'Gebaier a Clausen hu modern technesch Installatiounen, dorënner eng Ventilatioun mat 100 % Frëschloft. Et ass dësen Typ Ventilatioun, deen de Ministère de la Santé an dësem Moment recommandéiert. Zousätzlech dozou si gréisser Raim a méi kleng Îloten ënnerdeelt, déi jeeweils duerch héich Schief getrennt sinn. Innerhalb vun engem Îlot, deen tëscht véier an aacht Mataarbechter huet, sinn d'Aarbechtsplazen, déi vis-à-vis sinn, duerch Panneaux acoustiques ofgetrennt a säitlech duerch erhéichte Caissonen. D'Mataarbechter sëtzen also net ze enk zesummen an hunn och e kloer ofgegrenzten Aarbechtsberäich.

Derbäi kënnt, datt esoulaang de MENJE méiglechst vill op den Teletravail zeréckgräift, d'Büroen net voll besat wäerte sinn.

ad 4. D'Plënneraktioun no hanne verleeën ass net méiglech, well déi Flächen, déi duerch d'Plënnere fräiginn, fir aner Servicer, déi aus anere Gebaier eraus mussen, gebraucht ginn.

ad 5. D'Moossnamen, fir d'Mataarbechter ze schützen, sinn déi selwecht wéi an den aktuelle Gebaier. Et gëtt méiglechst vill op den Teletravail zeréckgegraff, et gëtt derfir gesuergt, datt d'Büroe manner staark beluecht si wéi am Normalfall an d'Reunioune fanne gréisstendeels iwwer Videokonferenz statt. Derbäi kommen déi aner üblech sanitär Mesuren (Masken undoen, wann een zirkuléiert, Gebrauch vun Desinfektiounsléisungen asw.).

Question 3310 (15.12.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **installations de biogaz :**

Biogasanlage sinn en wichtege Bausteen an der Lutte géint de Klimawandel. Sou konnte laut der Biogasvereenegung dëst Joer 17 Biogasanlagen 18.000 Stéit mat Stroum versuergen, wouduerch 9,8 Millioune Liter Mazout konnte gespuert ginn. Leider hëlt d'Zuel vun de Biogasanlagen, déi am Betrib sinn, an deene leschte Joren awer of: Sou si vun den 29 Biogasanlagen, déi nach 2017 am Asaz waren, der nëmmen nach 16 iwwreg bliwwen. Haaptgrond fir dëse Réckgang si laut dem Secteur vum Biogas d'Penalitéiten, déi an de Kontrakter géifen drastoen: „du hues deng Obligatioun net erfëllt, du muss en Deel vun dengem Subsid zréckbezuelen".

Den Energieminister huet doropshin annoncéiert, dass dëse Bedenke beim Opsetze vun neie Verträg mat Biogasanlage Rechnung gedroe ginn ass an dass z. B. sou Obligatiounen do net méi géifen drastoen. Dëst gëllt awer nëmme fir nei Anlagen/Verträg an net fir déi bestoend Anlagen, déi weider déi virgeschriwwe Quoten (bzgl. der elektrescher Leeschtung an der Stroumproduktioun) mussen erreechen, fir vu besseren Aspeisetariffer kënnen ze profitéieren.

Weider huet de Minister fir Energie, an awer och de Minister fir Landwirtschaft an deene leschte Jore gesot, dass de Secteur vum Biogas enger grondleeënder technescher a wirtschaftlecher Analys ënnerzu soll ginn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Denkt de Minister och deene bestoenden Anlagen, déi ënnert de Penalitéite leiden, ze hëllefen?

2. Wa jo, en vue vun der Urgence, wéi gedenkt de Minister ze reagéieren, fir dës Situatioun esou séier wéi méiglech ze änneren?

3. Wat sinn d'Resultater vun der technescher a wirtschaftlecher Analys vum Biogassecteur?

Réponse (14.01.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. + 2. An enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro vum 27. Februar 2020 (N° 1935) vun der nämmlechter honorabeler Deputéierten hat ech schonn deemools dorop higewisen, datt am Joer 2008 eng Reegelung fir Anlagen, déi virum 1. Januar 2007 a Betrib gaange sinn, agefouert gi war, fir méi een héijen Aspeisetarif fir de produzéierte Stroum ze kréien. Dat war deemools als Faveur fir déi bestoend Anlage geduecht. Fir dee méi héijen Tarif ze kréien, huet den Anlagebedreiwer awer eng Erhéijung vun der Leeschtung an der Stroumproduktioun missen duerchféieren. Dëst ass deemno eng Faveur, déi iwwert de bestoende garantéierten Tariff erausgeet, a keng Penalitéit.

Dës Faveur huet sech awer dunn als Hürd fir verschidden Anlagen erausgestallt an dëse Produktiounsseuil ass 2014 op Nofro vum Secteur no ënnen ugepasst ginn. Deemools huet d'EU-Kommissioun dat eréischt no Méint Verhandlungen accordéiert.

Wann de Produktiounsseuil fir ee Joer net erreecht gëtt, ass am Reglement virgesinn, datt de concernéierte Bedreiwer d'Differenz tëschent deem alen an deem méi héijen Tarif muss zréckbezuelen. Am Fall vun engem „cas de force majeure" oder wann duerch eng Interventioun vum Netzbedreiwer d'Anlag net aspeise kann, besteet d'Méiglechkeet, eng Demande beim Regulateur anzereechen, fir deem Rechnung ze droen.

Dësen ale Regime ass net belibeg upassbar. D'Tariffer si vun der Europäescher Kommissioun geneemegt an all Upassung muss erëm op en Neits geneemegt ginn. Dëse Seuil lo nach eng Kéier no ënnen upassen ass schwiereg argumentéierbar.

Meng Servicer sinn dofir, zesumme mam Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung amgaang mat kucken, ob et net nach aner Piste ginn, op déi ee setze kann. Sou wëll d'Regierung, datt verstäerkt Gülle a Mëscht an de Biogasanlagen zum Asaz kënnt. Biogas kann an Zukunft e wichtege Bäitrag zum Klima- a Waasserschutz leeschten a soll besonnesch an dësem Beräich gestäerkt ginn.

ad 3. Sou wéi ech dat ugekënnegt hunn, wäerte mir am Januar all deene betraffenen Acteuren aus dem Biogassecteur den Entworf vun der technesch-ekonomescher Etüd zoukomme loossen an dann een Echange organiséieren. Dräi Ministèren hunn zesummegeschafft, fir déi verschidde Virdeeler vum Biogas ze beliichten a méiglech Virgoensvariante fir d'Zukunft duerzeleeën: d'Landwirtschaft, d'Ëmwelt an d'Energie. Dofir sinn ech gudder Déng, datt mir zesummen de Biogassecteur gutt fir d'Zukunft opstelle kënnen.

Question 3312 (16.12.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **séquelles de longue durée en relation avec la pandémie de la Covid-19 :**

Le personnel soignant, les médecins et autres professionnels en contact direct avec les personnes atteintes du Covid-19 ont parfois payé un lourd tribut à leur combat contre le virus, respectivement leur engagement pour assurer des services essentiels pendant la pandémie.

Tombés malades eux-mêmes, certains d'entre eux souffrent de séquelles persistantes, voire invalidantes.

- L'OMS ayant reconnu l'existence de ces séquelles, respectivement du « Long Covid », nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale si les professionnels prémentionnés, souffrant de séquelles de longue durée, peuvent être reconnus comme atteints d'une maladie professionnelle, respectivement comme atteints d'une invalidité et être indemnisés en conséquence.

- Est-ce que des demandes allant dans ce sens - à l'instar de ce qui peut être observé dans nos pays voisins - ont été introduites auprès de l'assurance accident et quelles suites leur ont été réservées le cas échéant ?

Réponse (18.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

De manière générale, le Code de la sécurité sociale prévoit deux systèmes pour la reconnaissance d'une maladie professionnelle.

Le système dit « fermé » s'applique si la maladie déclarée figure au tableau des maladies professionnelles et si elle est contractée par suite d'une exposition professionnelle à un risque spécifique susceptible d'être à l'origine de cette maladie. En l'occurrence, la maladie est légalement présumée d'origine professionnelle, ce qui implique que l'assuré n'a pas à prouver le lien causal entre son activité professionnelle et la maladie. Il revient seulement à l'assuré de prouver l'existence de la maladie et de l'exposition professionnelle susceptible d'en être la cause. Si l'assuré a rapporté ces deux preuves, l'Association d'assurance accident ne peut refuser la prise en charge qu'en rapportant la preuve d'une cause étrangère à l'activité professionnelle.

À l'opposé, le système dit « ouvert » permet la reconnaissance d'une maladie en tant que maladie professionnelle même si celle-ci ne figure pas au tableau, mais à la condition que l'assuré prouve son origine professionnelle. Ici la charge de la preuve est renversée.

Bien que le tableau des maladies professionnelles ne comporte pas de numéro spécifique à la Covid-19, celui-ci est compris dans le n° 3101 du tableau qui s'applique à toute maladie infectieuse d'origine professionnelle. Par conséquent, ce numéro peut être invoqué par toute personne infectée qui « travaille dans un établissement ou un service s'occupant de la prophylaxie, du diagnostic et du traitement des maladies contagieuses, ou si l'assuré est particulièrement exposé à des risques similaires de contagion, en raison de son activité professionnelle ».

En date du 14 janvier 2021, l'Association d'assurance accident a été saisie de 120 déclarations en reconnaissance d'une maladie professionnelle en relation avec la Covid-19, dont 85 ont été reconnues. Les dossiers restants sont en cours d'instruction. Il y a lieu de préciser qu'aucune demande de prise en charge n'a pour l'instant été déclinée.

Toujours en date du 14 janvier 2021, aucune demande en indemnisation n'a été introduite. Le cas échéant, il relève de la compétence du Contrôle médical de la sécurité sociale de se prononcer si les séquelles constatées sont imputables aux suites de l'infection causée par la Covid-19.

En ce qui concerne les demandes d'invalidité, la Caisse nationale d'assurance pension ne dispose pas d'indicateur ou de codification des maladies, des infirmités ou des usures constituant la source d'une invalidité du chef de laquelle une pension d'invalidité est accordée. En effet, c'est le degré de l'invalidité qui est déterminant pour l'attribution d'une pension d'invalidité et non la maladie en soi.

Question 3313 (16.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **prolongation des vacances de Noël :**

Lëtzebuerg huet och kuerz virun der Chrëschtvakanz ëmmer nach mat der Covid-19-Pandemie ze kämpfen an no de Feierdeeg dreeën d'Infektiounszuelen nach emol unzesteigen, well net ofzegesinn ass, wéi vill Kontakt d'Leit mat hire Familllen a Frënn iwwert d'Chrëschtdeeg a Silvester wäerten hunn.

Fir ze verhënneren, dass Persounen, déi sech iwwert d'Feierdeeg ugestach hunn, de Virus no der Vakanz onkontrolléiert weiderginn, kéint een envisagéieren, d'Vakanz ëm eng Woch ze verlängeren, an där d'Leit gebiede ginn, esou vill wéi méiglech doheem ze bleiwen an esou gutt et geet kee Kontakt méi mat anere Menagen ze hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

- Envisagéiert d'Regierung, d'Chrëschtvakanz ze verlängeren?

Réponse (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Chrëschtvakanz ass net verlängert ginn; allerdéngs sinn d'Schoulklassen, souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire, wärend der Woch vum 4. Januar vum Presenzunterrecht an den Distanzunterrecht gewiesselt, dëst am Kader vun de Moossnamen, déi d'Regierung decidéiert huet, fir d'Ausbreedung vum Coronavirus ze limitéieren.

Question 3315 (16.12.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**adaptation du réseau RGTR suite à l'extension du tram :**

Säit dem 13. Dezember fiert den Tram bekanntlech elo vum Kierchbierg iwwer d'Stäreplaz eraus bis op d'Stater Gare. Doduerch entstinn um Hamilius an op der Gare och zwee nei Pôles d'échange. Mat der Streckenerweiderung vum Tram ginn et och weider Ännerungen am RGTR-Reseau grad esou wéi am AVL-Déngscht.

Och wann de Minister schonn e puermol erkläert huet, datt d'Konzept vum Tram mat sech bréngt, datt vun elo u ronn 1.750 Busser manner duerch de Stadzentrum fueren, esou muss een awer feststellen, datt d'Situatioun am Moment nach fir verschidde Géigende vum Land eng Verschlechterung vun der Offer am ëffentlechen Transport mat sech bréngt. Esou mussen Awunner aus verschiddene Géigenden am Oste vum Land, wa se mam ëffentlechen Transport vum Stadzentrum heem wëlle fueren, elo bal dat duebelt un Zäit aplange wéi virdrun. Dëst ass doduerch bedéngt, datt se sech ëmmer an enger éischter Phas mam Tram bis op de Kierchbierg musse begi fir da vun do aus de Bus ze huelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Deelt de Minister d'Meenung, datt esou eng substanziell Verschlechterung am ëffentlechen Transport fir verschidde Géigende vum Land kann dozou féieren, datt vill Leit dann awer rëm op den Auto ëmklammen?

- Wa jo, wat gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir datt bis zur kompletter Ëmsetzung vum neien RGTR-Reseau am Januar 2021, dee jo dann och soll ofgestëmmt sinn op den Tram, d'Leit aus dem Oste vum Land eng besser Ubannung hunn?

Réponse (25.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Prinzipiell kascht en Ëmsteigen tëschent puer Verkéiersmëttel ëmmer e bëssen Zäit. Eng Verdueblung vun der Fuerzäit konnte mir awer just ob ganz vereenzelte Plaze feststellen, wat zum groussen Deel awer op déi phaséiert Ëmstellung vum RGTR zeréckzeféieren ass, déi bis Enn 2021 ofgeschloss wäert sinn.

De Volet Zäit ass beim Choix vum Verkéiersmëttel wuel wichteg, awer net deen Eenzegen. Prinzipiell gëtt den Zäitverloscht beim Ëmsteigen op den Tram doduerch opgefaang, dass dëse méi eng fiabel Fuerzäit an, virun allem, vill méi een héijen Takt huet. Duerch d'Zesummeleeë vu Linnen op engem Pôle d'échange gëtt och den Takt an d'Regioun oft méi héich an de Client huet méi Flexibilitéit. Zum Beispill hat de Korridor N11 op Iechternach virun der Mise en service vum Tram véier Faarte pro Stonn an der Spëtzenzäit vun der Gare iwwert d'Biedergaass (pro Richtung) an zwou Faarte pro Stonn an der Spëtzenzäit vun der Luxexpo (pro Richtung). No der Ëmstellung vum Horaire am Mee 2021 wäerten et aacht Faarte pro Stonn vun der Luxexpo sinn.

Ech wëll dës Geleeënheet awer och nach eemol notzen, fir zu dësem Theema e bësse méi wäit auszehuelen, well mir vill Doleancen, net nëmmen aus dem Osten, zum Theema Terminus an der Stad kruten. Prinzipiell ass ee Bus een extreem flexibelen Outil am ëffentlechen Transport well de Bus op normale Stroosse fuere kann. Ausserdeem ass déi speziell Infrastruktur fir de Bus, virun allem am ländleche Raum, relativ einfach ze schafen. Wou ee Bussystem net méi funktionéiert, ass wann d'Demande u Leit déi sech op engem gewëssenen Tronçon wëlle beweegen, ze grouss gëtt, an ze vill Gefierer néideg sinn, déi sech da géigesäiteg behënneren an och ee grousse Plazbedarf um Terminus mat sech bréngen.

Wat an der Stad Lëtzebuerg nach speziell derbäikomm ass, war de Fait, dass verschidde Linne vum RGTR, parallell zur AVL, den Haaptronçon tëscht dem Kierchbierg, dem Zentrum an der Gare bedéngt hunn. Dëst war néideg, fir déi grouss Demande op dësem zentralen Tronçon ze decken. Leider huet dëst awer de Problem mat sech bruecht, dass d'Offer net lieserlech genuch war, an d'Bierger net vun der Offer profitéiere konnten, an trotz enger bestoender Offer, léiwer op „hire" Bus

gewaart hunn. Dëst huet dunn oft dozou gefouert, dass Bussen hallef eidel duerch den Zentrum gefuer sinn an anerer, mat där selwechter Destinatioun, iwwerfëllt waren. Dëse Problem war laang bekannt an et ass dofir jo och no Léisunge gesicht ginn. Déi Léisung, déi schlussendlech zeréckbehale gouf war den Tram an der Stad Lëtzebuerg, deen eng éischte Kéier en Detail am MoDu vun 2012 virgestallt ginn ass, hei gouf och schonn en RGTR-Netz skizzéiert. Op Basis vun dësen Dokumenter sinn all déi grouss Pôles d'échange definéiert an dimensionéiert ginn. Am Kader vun der Reorganisatioun vum RGTR sinn natierlech verschidden Upassunge gemaach ginn, déi Gréisst ass de provisoresche Pôle d'échange Faïencerie, deen nach net besteet. Prinzipiell handelt et sech bei engem Pôle d'échange awer ëm eng schwéier Infrastruktur, déi vum éischte Konzept bis zur Realisatioun gären eng fënnef bis zéng Joer braucht. Déi, wa se da bis en place ass, natierlech grouss Contrainten op d'Exploitatioun mat sech brëngt.

Aus dësem Grond mussen dës Punkte scho bei der konzeptueller Planung vun alle Verkéiersmëttelen esou fréi wéi méiglech berécksiichtegt ginn, wat mir am Plan national mobilité fir 2035 verstäerkt amgaang sinn ze maachen.

Déi zweet Fro bezitt sech op Mesuren déi virgesi sinn, fir d'Situatioun aus dem Osten ze verbessere bis den RGTR-Reseau ganz ëmgesat ass.

Ech hiewen ervir, datt et sech bei dëser Ëmstellung ëm eng grouss Envergure handelt. Dësen Exercice ass esou hei am Land nach ni duerchgefouert ginn. Natierlech stellt een do och emol kleng Schwaachstelle fest, déi mir awer probéieren esou séier wéi méiglech ze léisen. Eng gréisser Mesure ass déi nei Navett tëscht der Gare-Lëtzebuerg an dem Kierchbierg, déi esouwuel fir Linnen aus dem Süden, déi elo op der Rocade hiren Terminus hunn, wéi och fir d'Linnen aus dem Osten op der Luxexpo eng Alternativ zum Tram um Tronçon Gare-Rocade–Kierchbierg duerstellt.

Question 3317 (16.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **jeux de hasard :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2927 huet d'Ministesch d'Presenz vun 2.000 illegalen Internetbornë confirméiert. Festzestellen ass, datt et an de leschte fënnef Joer awer zu kenger Verurteelung wéinst Exploitatioun vun illegale Bornë komm ass an an deene leschte Joren, wéi et schéngt, keng Efforten ënnerholl goufen, fir dës Bornen iergendwéi juristesch anescht ze encadréieren.

D'Reglementéierung vum Glécksspill zu Lëtzebuerg huet, der Äntwert vun der Ministesch no, als Zil, Mineuren a vulnerabel Persounen ze schützen a géint d'Glécksspillsucht, Bedruch, Geldwäsch a Cyberkriminalitéit virzegoen. Festzestellen ass awer, datt Lëtzebuerg an deem Sënn net dem Schwäizer Modell nogaangen ass, wou d'Exploitatioun vum Glécksspill fir auslännesch Operateure generell verbueden ass.

Et stellt sech d'Fro vun der Koherenz vun der lëtzebuergescher Approche: engersäits argumentéiert ee mam Schutz viru Risiken, anerersäits ass d'Dier an eisem Land awer grouss op fir all Zorte vu Glécksspiller, déi op Serveren am Ausland iwwert den Internet ze erreeche sinn. D'Resultat ass, datt Dausende vu vulnerabele Leit an och Mannerjäreger engem dereguléierte Glécksspillmarché hei am Land ausgesat sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Justizministesch dës Froe stellen:

1. Wat wäert d'Regierung an dëser Legislatur vis-à-vis vun den 2.000 illegale Glécksspillbornen ënnerhuelen?

2. D'Ministesch schwätzt an der Äntwert op meng Fro N° 2927 dovunner, dass analyséiert muss ginn, ob eis Legislatioun zum Glécksspill muss ugepasst ginn. Ugesiichts vun diverse gréissere Lacunnen, virun allem am Bezuch mam Glécksspill um Internet, besteet net elo schonns ee konkreeten Handlungsbedarf, fir dat ganzt Glécksspillgesetz vun 1977 op de Leescht ze huelen an déi konservativ Doktrinn vun dësem Gesetz der Modernitéit an der Realitéit vun haut unzepassen?

3. Misst eng Reform vum Glécksspillgesetz net ëmsou méi envisagéiert ginn, wann ee bedenkt, dass eng Hellewull vu Spiller um Internet dem Charakter vu Geschécklechkeetsspiller entspriechen, déi, no der Äntwert vun der Ministesch op meng Fro N° 3141, kengerlee Autorisatiounen (voire Kontrollen) ënnerleien?

Réponse (13.01.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

De Moment gi verschidde Reflexioune gefouert, wéi een am beschten an effikasste géint déi vun Iech ugeschwaten illegal Glécksspillbornë ka virgoen. Och wann am Koalitiounsacccord net virgesi war, d'Glécksspillgesetzgeebung ofzeänneren, sou verweisen ech awer op meng Äntwert op Är parlamentaresch Ufro N° 2927, wou doraus ervir geet, dass analyséiert gëtt, wéi eis Legislatioun vum Glécksspill muss ugepasst ginn, fir der aktueller Situatioun entgéint ze wierken. Wéi aus menger Äntwert op Är parlamentaresch Ufro N° 3141 ervir geet, brauch de Bedreiwer fir d'Ubidde vun engem Geschécklechkeetsspill keng Autorisatioun op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwer d'Glécksspiller.

Question 3318 (16.12.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **signalements d'enfants en danger :**

In einem gestern erschienenen Artikel wird über den Fall eines Grundschulkindes berichtet, welches über Jahre durch Lernschwierigkeiten, ein aggressives Verhalten und ein tiefes psychisches Leiden den Schulverantwortlichen aufgefallen ist. Letztere, sprich Lehrpersonal, Psychologen, Pädagogen, die Commission d'inclusion und die Regionaldirektion, kamen zu dem Schluss, dass der Junge eine Scolarisation mixte benötige. Aus Dokumenten, die den Journalisten vorliegen sollen, geht hervor, dass die Schulverantwortlichen das Wohl des Kindes in Gefahr sahen. Der Regionaldirektor, in Abstimmung mit der Commission d'inclusion, wollte ein Signalement machen, um die Staatsanwaltschaft einzuschalten. Laut Informationen des Artikels wurde dieser Schritt vom Bildungsministerium untersagt. Das betroffene Kind verstarb letzten Sommer und die Justiz ermittelt.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

- Kann das Ministerium diesen Fall bestätigen?

- Laut Informationen des Artikels wollte sich die Regionaldirektion vor dem Abschicken des Briefes an die Staatsanwaltschaft beim Bildungsministerium rückversichern. Herr Bildungsminister, ist die Regionaldirektion verpflichtet, sich vor Beantragen eines Signalements das Einverständnis des Bildungsministeriums einzuholen?

- Wie viele solcher Signalements gab es in den letzten fünf Jahren?

- In wie vielen Fällen wies das Bildungsministerium eine Anfrage der Regionaldirektion, ein Signalement zu beantragen, ab? Auf welcher juristischen Basis beruhten diese Ablehnungen seitens des Bildungsministeriums?

- Ist eine Überarbeitung des Dokumentes „Maltraitance de mineur - procédures à suivre par les professionnels de l'enfance et de la jeunesse" vorgesehen, welches vom MEN in Zusammenarbeit mit dem Gesundheits- und dem Justizministerium 2018 veröffentlicht wurde?

- Was gedenkt das Bildungsministerium zu unternehmen, um in Zukunft solche tragischen Vorfälle verhindert zu bekommen?

Réponse (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Der Artikel des „Luxemburger Wort", auf dem die parlamentarische Frage der Abgeordneten beruht, entspricht nicht den Tatsachen. Das Ministerium hat kein Signalement untersagt, es gibt keine stichhaltigen Elemente, die auf eine Gefährdung des Kindeswohls hinweisen, und der Tod des Kindes steht in keinem Zusammenhang mit den Meinungsverschiedenheiten, die es zwischen den Schulpartnern zur Beschulung des Kindes gab. Ohne auf die Details des Falles eingehen zu können, möchte ich die Abgeordneten auf die Beiträge des Radio 100,7 vom 7. Januar 2021 verweisen, in denen der Fall beleuchtet wird.

Was die Sachlage des Signalements an sich anbelangt, möchte ich die Abgeordneten auf meine Antwort vom 6. März 2020 auf die parlamentarische Anfrage Nr. 1787 verweisen:

„Laut Artikel 23 vum Code de procédure pénale ass all Professionellen, deen am Kader vu senger Funktioun vu Faite weess, déi als ‚crime' oder ‚délit' kéinte consideréiert ginn, verflicht, se beim Procureur d'État ze mellen. Géif en dat ënnerloossen, sou géif en sech strofbar maachen."

Diese Aussage ist nach wie vor absolut gültig und eine Überarbeitung des Dokumentes „Maltraitance de mineur - procédures à suivre par les professionnels de l'enfance et de la jeunesse" keineswegs angebracht.

Ist das Wohlergehen eines Kindes oder Jugendlichen in Gefahr, brauchen weder die Mitarbeiter noch die Direktionen oder Kommissionen beim Erziehungsministerium das Einverständnis für ein sogenanntes Signalement einzufordern. Eher gilt das Gegenteil: Je näher und gründlicher ein Mitarbeiter oder eine Institution sich mit der Situation eines Minderjährigen befasst, desto besser kann sie die Notwendigkeit eines Signalements einschätzen. Es obliegt in keiner Weise dem Ministerium, in diesem Bereich seinen Mitarbeitern oder Kommissionen Vorschriften zu machen, Informationen über derartige Meldungen bei der Jugendjustiz einzufordern oder gar Statistiken über Signalements zu führen.

Doch darf ein Signalement unter keinen Umständen als Drohung benutzt werden und schon gar nicht, um Eltern dazu zu bewegen, in eine administrative Entscheidung einzuwilligen.

In dem besagten Fall fehlt den ehrenwehrten Abgeordneten die Information, dass die Eltern von Seiten einiger Mitarbeiter des Erziehungsministeriums vor die Wahl „gemischte Sonderbeschulung oder Signalement" gestellt wurden.

Es kann nicht angehen, dass Eltern ein Signalement bei der Justiz angedeutet bekommen, wenn sie sich für den Verbleib ihres Kindes in der Regelschule im Geiste der Inklusion entscheiden. Dies wurde in besagtem Fall seitens des Ministeriums klargestellt. Die betroffenen Beamten haben dabei professionell und umsichtig agiert.

Die Abgeordneten wollen darüber hinaus wissen, was das Ministerium gedenkt zu unternehmen, damit solch tragische Vorfälle in Zukunft verhindert werden können. Vor dem Hintergrund der dargestellten Sachlage werden die Abgeordneten mir wohl zustimmen, dass diese Frage sich als gegenstandslos erweist.

Question 3319 (16.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **construction d'immeubles sur des terrains réhabilités :**

Lëtzebuerg huet e grousse Wunnengsproblem, zanter Joerzéngten. Mat engem héije wirtschaftlechen an demografesche Wuesstem steigt och d'Nofro no Wunnengen hei am Land, mam Resultat, datt méi muss gebaut ginn. Grad well vill gebaut gëtt, misst eigentlech besser drop opgepasst ginn, wat, wou a wéi gebaut gëtt. Aspekter wéi Zäitdrock, Kompetenzgerangel an den Ëmstand, datt sech zu Lëtzebuerg mam Prinzip vum Pollueur-payeur oft schwéier gedoe gëtt, sinn an dësem Kontext net hëllefräich.

Grad dofir geet et net ëmmer duer, d'Konformitéit mat de kommunale Planungsvirgaben - PAG a PAP - ze préiwen. Et kënnt och op d'Qualitéit vum Ënnergrond un, net nëmmen um klasséierten Terrain selwer, mee och am direkten Ëmfeld. Och wann déi klassesch Industriebetriber ëmmer méi aus eise Stied verschwannen, bleift den Ënnergrond, op deem dës Industriegebaier joerzéngtelaang aktiv waren oder hiren Dreck gelagert hunn, heiansdo problematesch.

Ee méi rezent Beispill fir dës Problematik ass een Immobilieprojet zu Beggen, op der Beggener Strooss (Nr. 131-133), net wäit ewech vun der fréierer CASA-Decharge, en Dossier, deen an den 90er Joren a bis haut zu vill Polemik am Lëtzebuerger Wunnengsbau an Ëmweltschutz gefouert huet.

D'Continental Alloys, wéi dës ARBED-Duechter geheescht huet, hat grouss Quantitéite vu Schwéiermetaller am Buedem zeréckgelooss, dorënner Stoffer wéi Chrom, Cadmium, Vanadium, Molybdän oder Titan, déi toxesch fir Mënsch, Déier a Planzewelt sinn a massiv gesondheetlech Schied ervirruffe kënnen.

Deen urspréngleche Site vun der CASA-Deponie ass zum Deel entseucht ginn, steet am PAG vun der Stad Lëtzebuerg awer ëmmer nach als „zone à risque de contamination". Ouni Tamponszon. A grad ëm déi geet et hei.

An enger Luxcontrol-Etüd aus dem Joer 2013 steet geschriwwen:

« Dans l'hypothèse de construire des maisons et/ou appartements le long de la route de Beggen […], la législation relative à la gestion des déchets devra être appliquée lors des travaux de terrassement. Dans le cas où la nappe d'eau n'est pas touchée par les excavations du sol, c'est-à-dire au cas où les ouvrages souterrains ne dépassent pas une profondeur moyenne d'environ 2,50 m par rapport à la route de Beggen, la problématique en matière de gestion des déchets n'est pas jugée importante. »

An anere Wierder: Alles, wat méi déif wéi 2,50 Meter an de Buedem geet, ass problematesch.

Zeréck zum Immobilieprojet op der Beggener Strooss: Um Terrain stoung laang Zäit eng Villa. Si huet elo Plaz misse maache fir ee Projet vun enger grousser Residence mat 18 Appartementer. Déi zukünfteg Bewunner wësse warscheinlech net, wien de fréieren Noper war an op wéi engem Ënnergrond si sech nidderloossen. Aus de Bauplläng geet ervir, datt d'Residence véier Stäck héich gëtt, awer och zwee Stäck an de Buedem reecht. 5,50 Meter déif gëtt gebaut, also dräi Meter méi, wéi et vu Luxcontrol als onbedenklech agestuuft ginn ass.

Eis Nofuerschungen hunn erginn, datt kee sech esou richteg fir d'Problematik zoustänneg fillt. D'Stad Lëtzebuerg verweist op de PAG („Zone d'habitation 2") a fënnt, datt et um Promoteur ass, déi néideg Virsuerg ze treffen an d'Leit ze informéieren. D'Ëmweltverwaltung verweist op de Gesetzesprojet iwwert de Buedemschutz an d'Gestioun vun de polluéierte Sitten, deen nach ëmmer an der Maach ass. Eng am November 2020 op eng Privatinitiativ hin duerchgefouert an an Däitschland ausgewäert Proufentnam huet erginn, datt d'Belaaschtung um Site nach ëmmer héich a bedenklech ass, z. B. wat de Molybdän ugeet (360 mg pro kg).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur, fir Wunnengsbau a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Misst bei engem Bauprojet wéi dësem, wou nieft engem verseuchten Terrain gebaut soll ginn, de Bauhär net ganz besonnesch virsiichteg agéieren? Missten d'Autoritéiten hei net méi genee kontrolléieren, datt keng Risike fir déi nei Residenten entstinn?

2. Wéi ass et méiglech, datt am Virfeld vum Bau vum Immobilieprojet keng Buedemprouwe vu staatlecher Säit aus duerchgefouert goufen?

3. Maachen d'ëffentlech Autoritéiten - d'Gemeng Lëtzebuerg an d'Ëmweltverwaltung - sech et ze einfach, wann se d'Responsabilitéit op de Promoteur oder de Bauhär ofwälzen?

4. De Kadaster fir al Dechargen a kontaminéiert Sitten (CASIPRO) ass dem breede Public nëmme schwéier zougänglech. D'Privatleit mussen oft selwer aktiv ginn a laang investigéieren, fir iwwerhaapt un Donnéeën ze kommen. Misst net och de Staat senger Fürsorgepflicht gerecht ginn an déi néideg Analyse selwer duerchféieren, de Schantjen iwwerwaachen an d'Informatiounen dem Public ganz einfach zougänglech maachen?

Réponse commune (19.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Am Virfeld vun den Äntwerten op d'Froen:

Aktuell ass d'Bewäertung vum Risiko fir de Mënsch an d'Ëmwelt, dee vu Buedempollutiounen op engem Terrain kéint ausgoen, deen ausschliisslech fir Wunnzwecker genotzt gouf a gëtt, net konkreet an der nationaler Gesetzgeebung verankert. Dësem Volet gëtt am Gesetzesprojet iwwert de Buedemschutz an d'Gestioun vu polluéierte Sitte Rechnung gedroen. Eent vun den Haaptziler vun deem Gesetz ass et, e kloren, transparenten a juristesch séchere Kader am Kontext vu Buedempollutiounen ze kréien.

Am Laf vun deene leschte Joerzéngten huet d'Approche fir d'Gestioun vun historesch belaaschte Sitte weltwäit evoluéiert. De Gesetzesprojet dréit där Entwécklung Rechnung a baséiert sech op d'Konzept vum „risked based land management", deen als Stand der Technik a ville bestoende Legislatiounen an anere Länner ugesi gëtt.

Fir sech e Bild vun der tatsächlecher Situatioun vun de bestoenden historesche Pollutiounen ze maachen, goufe sech am Kontext vum Gesetzesprojet follgend Froe gestallt:

- Wat fir eng Sitte si betraff?

- Zu wat fir engem Zäitpunkt muss de Volet „Pollutiounen am Buedem" ugepaakt ginn?

- Wien ass dozou verflicht, sech ëm de Volet „Pollutiounen am Buedem" ze këmmeren?

- Wéi muss d'Prise en charge vun enger Buedempollutioun oflafen?

- Wien ass responsabel?

D'Äntwerten op dës Froe stinn am Gesetzesprojet, soudass dat geplangte Gesetz en transparente Kader fir all Acteur wäert ginn, deen a Kontakt mat (potenziell) belaaschte Sitten ass.

ad 1. Déi erlaabten Notzungen op engem Terrain ginn am Kader vum Plan d'aménagement général (PAG) definéiert. D'Ausschaffe vum PAG baséiert um ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 „concernant l'aménagement communal et le développement urbain". Dëst Gesetz huet als Objektiv „d'assurer à la population de la commune des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de toutes les parties du territoire communal". Am Kader vun der Erstellung vum PAG an der Geneemegungsprozedur vun dësem Reglement gëtt deemno schonn eng éischte Kéier eng Bewäertung gemaach, ob d'Terrainen, déi verseucht sinn, oder wéi am genannte Fall nieft verseuchten Terraine leien, sech och effektiv fir de Wunnengsbau eegnen. Bei dëser Bewäertung muss natierlech, niewent der Qualitéit vum Buedem, sämtlechen urbanisteschen Aspekter Rechnung gedroe ginn, wéi zum Beispill och enger harmonescher Entwécklung vum bestoende Quartier, der Mobilitéit oder och nach aneren Ëmweltaspekter. Bei der Exekutioun vum PAG, dat heescht wärend der konkreeter Realisatioun vun der Bebauung, gëllt et natierlech an dësem Fall, verstäerkt op den Aspekt vun der Sécherheet, der Salubritéit an der ëffentlecher Hygiène opzepassen.

Selbstverständlech ass et och wënschenswäert, dass bei engem Bauprojet wéi dësem de Bauhär virsiichteg agéiert an esou Aspekter besonnesch Rechnung dréit.

ad 2. An der Hypothees, dass dem Deputéierte seng Fro sech op d'Gestioun vum geplangte Buedemaushub bezitt:

Polluéierte Buedem ënnerläit dem Offallgesetz, soulaang et keng spezifesch Buedemlegislatioun gëtt. Den „détenteur" vum Buedem ass laut Offallgesetz dozou verflicht, dëse konform zum Offallgesetz ze geréieren. Dofir muss hie sech am Virfeld vun engem Terrassement oder enger Excavatioun déi néideg Moyene ginn, fir duerno kënnen eng adequat Gestioun vum excavéierte Material ze maachen. Dorënner fält ënner anerem och déi cheemesch Qualitéit vum excavéierte Material. Heibäi kann hie sech vun engem spezialiséierte Bureau am Beräich vun der Charakteriséierung vu Biedem ënnerstëtze loossen.

ad 3. An der Hypothees, dass den Deputéierte sech heibäi op d'Fro N° 1 bezitt: D'Responsabilitéite ginn duerch déi existent Gesetzer bestëmmt. Weideres zu deem Sujet gouf ugangs schonn erklärt.

Et gëtt keng gesetzlech Basis, déi seet, dass d'Ëmweltverwaltung iwwert de Bau vun enger Residenz informéiert muss ginn. Deemno kann d'Ëmweltverwaltung och net intervenéieren an och keng Responsabilitéit matiwwerhuelen. Eng eenzeg Ausnam ass, wann e Bauhär fir säin Immobilieprojet méi wéi 300 m^3 belaaschte Biedem excavéiert, méi wéi 300 m^3 Fiels oder méi wéi 5.000 m^3 anert Material excavéiert. An deem Fall muss eng Kommodosgeneemegung ugefrot ginn. Am Kader vun där Geneemegungsprozedur gëtt den Impakt vun der Excavatioun op d'Ëmwelt bewäert. Wann am Kader vun esou engem Dossier Informatioune virleien, déi op en imminente Risiko fir de Mënsch oder d'Ëmwelt hindeiten, da kann dee fir d'Ëmwelt zoustännege Minister op Basis vum Offallgesetz verschidde Moossnamen huelen, déi situatiounsbedéngt noutwenneg sinn.

Aktuell leien der Ëmweltverwaltung weeder e Kommodosdossier fir e Chantier vir nach konkreet Informatiounen, déi op een imminente Risiko hiweisen.

ad 4. De Kadaster ass fir de breede Public iwwert d'Plattform vum Geoportail zougänglech.

Ëmweltinformatiounen eméi Buedemetüden a Rapporten iwwert de Suivi vu Sanéierungsschantercher sinn dem breede Public och zougänglech, dëst op Basis vum Gesetz vum 25. November 2005 „concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement". Op Ufro bei der Ëmweltverwaltung gi bestoend Informatiounen zur Verfügung gestallt.

D'Kontroll vun de gesetzlechen Dispositiounen am Kader vun engem Schantjen ënnerläit der kompetenter Autoritéit an der jeeweileger Verwaltung, esou wéi et an den Äntwerten op d'Froen 2 an 3 erkläert gëtt.

Question 3320 (16.12.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **tenue des réunions des délégations du personnel :**

Durant l'actuelle crise, le recours à des moyens de communication à distance s'est répandu à une vitesse incroyable. Les réunions par visioconférence sont depuis devenues monnaie courante. Se posent toutefois des questions en relation avec la confidentialité de ces réunions et ce plus particulièrement dans le contexte de réunions censées avoir lieu à huis clos, telles les réunions des délégations du personnel.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les réunions des délégations du personnel peuvent avoir lieu par visioconférence ?

- Dans l'affirmative, dans quelles circonstances les délégations du personnel pourront-elles recourir à de tels moyens de télécommunication ? Ces moyens doivent-ils répondre à des standards/normes prédéfini(e)s ? Dans l'affirmative, lesquel(le)s ?

Réponse (19.01.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Aucune disposition du Code du travail n'interdit expressément la tenue des réunions des délégations du personnel par visioconférence.

Quant aux moyens de communication à distance, les délégués du personnel sont libres d'utiliser les moyens informatiques les plus appropriés pour tenir leurs réunions. Conformément à l'article L. 416-7 du Code du travail, l'employeur est obligé de mettre à leur disposition le matériel informatique nécessaire.

L'article L. 416-4 du même Code selon lequel « les réunions des délégations se tiennent à huis clos » doit être respecté par l'employeur, même si les réunions ont lieu par visioconférence. Toute entrave apportée intentionnellement au fonctionnement régulier de la délégation du personnel ou à l'exercice de sa mission, peut être signalée à l'Inspection du travail et des mines et, le cas échéant, des sanctions administratives peuvent être prononcées à l'encontre de l'employeur fautif.

Question 3321 (17.12.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **piste cyclable sur la N5 entre Dippach et Bertrange :**

Et ass mer zu Ouere komm, dass viru Kuerzem op der N5 tëscht Dippech a Bartreng Ausmoossaarbechte gemaach gi sinn, fir eng nei Vëlospist op där Plaz ze realiséieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, kann den Här Minister Detailer nennen iwwert dëse Projet? Wéi wäert den Tracé genee verlafen?

3. Wäert d'Vëlospist kloer getrennt vun der Strooss verlafen?

4. Wäert déi nei Vëlospist an déi bestoend Fuerbunn vun der N5 integréiert ginn oder gëtt nieft der aktueller Fuerbunn eng separat Vëlospist gebaut?

5. Wéini sollen d'Aarbechten ufänken a wéi laang sollen se daueren?

6. Wier déi nei Vëlospist komplementar zur PC35, déi vun Dippech-Gare duerch de Bësch op Bartreng geet oder gëtt dësen Tracé opginn en faveur vum Tracé iwwert d'N5?

Réponse (19.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Dës Informatioune kënne confirméiert ginn, eng ergänzend Bestandsopnam gouf am Kader vun dësem Projet gemaach.

ad 2. Den Tracé vun der geplangter Vëlospist verleeft tëschent Dippech a Bartreng nieft der N5.

ad 3. Eng Trennung tëscht dem Vëlo an dem Auto gëtt duerch verschidde Moossname virgesinn, wéi déi vun engem Gréngsträifen a Verbindung mat enger Leitplank an duerch eng optesch Trennung.

ad 4. D'Vëlospist gëtt nieft d'Strooss gebaut. En Deel vun der N5 gëtt awer fir de Bau vun der Vëlospist benotzt.

ad 5. Den Ufank vum Chantier ass fir Enn 2023 programméiert an d'Dauer vun den Aarbechte beleeft sech viraussiichtlech op e Joer.

ad 6. Déi nei Vëlospist wier komplementar an erlaabt dem Vëlosfuerer, iwwert den direkte Wee an d'Stad respektiv aus der Stad Richtung Käerjeng ze kommen.

Question 3322 (17.12.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **lignes de bus express :**

Avec la réorganisation du régime général des transports routiers, un certain nombre de lignes de bus express seront introduites afin de transporter les passagers plus vite des périphéries du pays au centre.

Il va de soi que des voies d'autobus supplémentaires pourraient largement renforcer l'efficacité et l'attrait du bus en tant que moyen de transport en général et de telles lignes express en particulier pour les usagers.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-il prévu d'aménager de nouvelles voies d'autobus pour les lignes de bus express ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails quant aux lignes et aux tronçons concernés ?

- Est-il prévu d'aménager de nouvelles voies de bus pour d'autres lignes de bus ? Dans l'affirmative, quels sont les lignes et les tronçons concernés ?

- Quand les travaux respectifs pourront-ils débuter ? Quand les nouvelles voies de bus pourront-elles être finalisées ?

- Monsieur le Ministre peut-il se prononcer d'ores et déjà sur le nombre de voies de bus qui seront bidirectionnelles ?

Réponse (02.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des renseignements concernant les priorisations pour bus et, en particulier, les voies d'autobus pour lignes « express ».

La mise en œuvre de la réorganisation du réseau RGTR est accompagnée d'une série de mesures infrastructurelles visant à optimiser son fonctionnement et la qualité de service. Il s'agit de priorisations pour bus, de pôles d'échange et de places d'attente pour bus.

L'objectif des priorisations pour bus est de rendre les temps de parcours plus fiables, et donc plus courts aux heures de pointe. De telles priorisations sont désormais inclues de façon systématique dans les projets de l'Administration des ponts et chaussées, y inclus dans les projets autoroutiers tels que la mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3 ou la transformation de l'A4 en corridor multimodal.

Les priorisations hors localité, telles que la voie bus sur la N5 entre Grevelsbarrière et Dippach, sont du seul ressort de mon Ministère. Dans la mesure qu'elles nécessitent des règlements de circulation, les priorisations en localité, même sur les routes étatiques, demandent une coordination avec la commune respective.

Sur des tronçons qui permettent de ne réserver qu'une seule voie de circulation pour les bus, cette voie sera réservée dans une première phase pour la direction susceptible d'apporter le plus grand gain en termes de fiabilité et de temps de parcours des bus, typiquement dans la direction de l'heure de pointe matinale. Dans les cas où une priorisation des bus s'avère nécessaire également dans la direction opposée, mais à un autre moment de la journée, typiquement à l'heure de pointe vespérale, des voies « bidirectionnelles » pourront être mises en place dans une deuxième phase. En effet, des aménagements « bidirectionnels » demandent des portiques avec des afficheurs dynamiques et un concept de sécurité routière notamment pendant les minutes de transition entre l'utilisation de la voie bus dans une direction et son utilisation dans la direction opposée. De telles voies bidirectionnelles sont cependant en place dans quelques pays étrangers.

L'un des couloirs bus pour lesquels une deuxième phase en bidirectionnel est à l'étude au Grand-Duché est celui de la N11 entre Gonderange et Waldhaff, projet abordé déjà dans la question parlementaire n° 3140 du 12 décembre 2020 de l'honorable Députée Carole Hartmann.

D'autres projets concrets de priorisations pour bus sont les suivants :

- couloir bus sur la N2 à Remich (avant-projet approuvé en janvier 2018) ;

- mise en place d'une gestion coordonnée des feux tricolores sur la route nationale N2 dans la traversée de Remich (étude de faisabilité approuvée en mai 2019) ;

- N5 entre Bascharage et Dippach, mesures de priorisation pour les bus en provenance de Bascharage et en direction de Luxembourg à l'intersection avec le futur contournement de Bascharage ;

- priorisations pour bus dans la traversée de Bascharage ;

- N1 Senningerberg, fluidification du trafic des bus dans l'approche de l'échangeur avec l'A1.

S'y ajoutent des projets d'optimisation de priorisations pour bus existantes, telles que celles de la N6 (route d'Arlon) et de la N7 dans la vallée de l'Alzette.

Quant au début des travaux d'infrastructure des projets précités, ceux-ci sont typiquement tributaires d'acquisitions de terrain, d'autorisations, voire de la réalisation d'autres projets connexes.

La priorisation des bus sur les voies structurantes du réseau RGTR figure parmi les principes de planification qui sont appliqués de façon systématique dans l'élaboration du Plan national de mobilité pour 2035 qui sera présenté à la fin de l'année.

Question 3323 (17.12.2020) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant le **magazine GUDD! :**

En 2016, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a initié le magazine GUDD!, qui a comme vocation d'informer et de sensibiliser les consommateurs en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de consommation. Le magazine vise à valoriser la production agricole luxembourgeoise à travers des rencontres avec des agriculteurs, vétérinaires, laborantins, distributeurs et autres acteurs de la chaîne alimentaire. Deux fois par an, il est distribué dans toutes les boîtes à lettres du pays.

Le magazine est édité par une entreprise de médias et contient également des publicités, entre autres pour des producteurs locaux. Or, dans l'édition n° 8 de décembre 2020 se trouve une publicité pour une chaîne de supermarchés discount.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) De quelle manière les publicités dans le magazine GUDD! sont-elles sélectionnées ? La sélection est-elle validée par le Ministère de l'Agriculture ?

2) L'annonce susmentionnée fait de la publicité pour de la viande française en vente « à un prix irrésistible ». Cette publicité ne se trouve-t-elle pas en conflit avec la mission du magazine GUDD!, voire du Ministère de l'Agriculture qui désire valoriser la production luxembourgeoise ?

Réponse (13.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) La publicité est une pratique commerciale qui est encadrée par une législation stricte afin de stimuler la concurrence et de protéger le consommateur.

L'éditeur sélectionne les publicités selon ces règles. Le Ministère de l'Agriculture en fait la validation.

ad 2) Il est indéniable que toute réaction sur une publicité est tributaire du contexte dans lequel elle se produit. L'annonce publicitaire dont Madame la Députée fait référence a suscité beaucoup de réactions quant au contenu et au message publicitaire. Si l'origine et le prix de la viande ne sont pas indiqués dans la publicité, il est aussi vrai qu'il est fait référence « à un prix irrésistible » et que la viande affichée n'est probablement pas un produit régional. Nous déplorons ce message qui est effectivement contraire à une reconnaissance accrue des produits régionaux à des prix équitables et qui va à l'encontre de la mission du magazine « GUDD! ».

Une entrevue est prévue avec l'éditeur en vue de préciser les obligations contractuelles de ce dernier et de revoir le cours des procédures en vue de finaliser le magazine.

Question 3327 (17.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **bilan des recettes par cotisations et des prestations diverses des assurances complémentaires santé privées :**

Alors que pour la Caisse nationale de santé le bilan des recettes par cotisations et des prestations diverses est transparent et public, tel n'est pas le cas pour les assurances complémentaires santé privées.

En France, depuis cette année, ces assureurs privés doivent communiquer le taux de redistribution entre le montant des prestations versées et le montant des cotisations.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si le Gouvernement entend exiger des assureurs privés une transparence comparable à celle qui a été introduite par voie législative en France.

Réponse (18.01.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député demande si le Gouvernement entend imposer aux assureurs complémentaires santé privés luxembourgeois des exigences comparables à celles qui ont été introduites par voie législative en France concernant la publication du taux de redistribution entre le montant des prestations versées et le montant des cotisations.

Le Gouvernement estime que l'introduction de telles exigences n'est pas de mise dans la mesure où les articles 82 et 200 de la loi modifiée du 7 décembre 2015 relative au secteur des assurances soumettent les entreprises d'assurances luxembourgeoises à l'obligation de publier annuellement un rapport sur leur solvabilité et leur situation financière.

La structure et le contenu de ce rapport sont définis dans le chapitre XII du règlement délégué UE 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014. Ainsi, ce rapport doit contenir un chapitre détaillant la performance de l'assureur pour chaque branche d'activité (assurance vie, assurance non-vie, dont assurance santé et réassurance) en publiant, notamment, les montants des primes brutes acquises et des charges de sinistres brutes réglées au cours de l'exercice écoulé.

En application de l'article 301, paragraphes 1 et 5 du règlement délégué précité, ce rapport doit être publié sur le site Internet de la compagnie d'assurance et une copie sur papier doit être remise à toute personne qui en fait la demande.

Question 3328 (17.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **couverture des risques pandémiques par les assurances :**

La France connaît actuellement un conflit entre petits commerçants cafetiers et hôteliers-restaura-

teurs qui ont fait l'objet de la fermeture dans le cadre de la pandémie d'un côté et les compagnies d'assurance d'un autre côté sur la couverture des risques pandémiques respectivement les garanties de pertes d'exploitation.

Certains des contrats souscrits par les clients prévoyaient en effet, de façon plus ou moins explicite, le risque pandémique. Les assureurs répondent à des revendications en affirmant que la crise sanitaire relève d'un type particulier de sinistre touchant simultanément les entreprises d'un domaine d'activité et que, de ce fait, il est financièrement impossible de couvrir ce risque.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances comment se présente la situation au Luxembourg.

- Quelle est l'attitude des compagnies d'assurances opérant au Luxembourg ?

- Étant donné que dans certains secteurs l'activité a été sensiblement réduite voire complètement interrompue et partant le risque couvert pour les assurances diminué, quelle a été l'attitude des compagnies d'assurances en ce qui concerne les primes d'assurances concernées ?

- Quelle est l'attitude du Commissariat aux assurances en la matière ?

Réponse (18.01.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député soulève des questions sur la couverture des risques pandémiques et la garantie des pertes d'exploitation par les assureurs.

Selon le principe de la mutualisation des risques, les pertes d'exploitation liées à une pandémie sont quasiment non assurables en raison du très grand nombre d'assurés qui sont affectés au même moment et au même endroit. De plus, ce risque est très difficilement modélisable en raison de son caractère exceptionnel et il n'existe pas de capacités de réassurance permettant de réassurer le risque de pandémie.

Au Luxembourg, les contrats standards « assurance perte d'exploitation » offerts par les assureurs luxembourgeois, couvrent la perte d'exploitation en tant que risque connexe dans le cadre d'une assurance principale (p. ex. assurance incendie ou dégât des eaux). Partant, la perte d'exploitation n'est indemnisée que si elle est directement liée à la réalisation du risque principal couvert (i. e. incendie ou dégât des eaux). Le cas de figure de la pandémie n'est pas couvert dans ce cadre.

La réduction de l'activité en raison de la fermeture dans certains secteurs n'implique pas forcément que le risque assuré ait diminué, notamment en ce qui concerne les incendies, les dégâts des eaux ou les vols/vandalismes. Néanmoins, les assureurs luxembourgeois ont, à titre individuel, consenti des gestes commerciaux (p. ex. délais de paiement, crédit de prime...) à des clients impactés par la crise.

La position du Commissariat aux assurances (CAA) est alignée sur celle de l'EIOPA (European Insurance and Occupational Pensions Authority) en matière d'acceptation de sinistres au sens où le CAA demande aux opérateurs tombant sous sa surveillance d'appliquer les conditions contractuelles qui ont été agréées de part et d'autre au moment de la conclusion du contrat d'assurance. Le CAA n'a, à ce jour, reçu aucune plainte émanant de clients se sentant lésés par un refus d'indemnisation ou une indemnisation partielle de dommages consécutifs à la crise du Covid-19.

Question 3329 (17.12.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **tests anticorps dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Am September huet d'Madamm Minister ugekënnegt, datt an der zweeter Phas vum Large-Scale-Testing och Anticorps-Tester per Bluttanalys gemaach ginn, fir ze kucken, wéi vill Leit aus eiser Bevëlkerung scho mam Coronavirus a Kontakt waren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Anticorps-Tester goufe bis de 15. Dezember gemaach?

2. Wat soen d'Resultater aus?

Réponse (19.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Vum 16. November 2020 bis den 10. Januar 2021 sinn 3.961 Antikierpertester gemaach ginn. Dobäi sinn 277 positiv Resultater fonnt ginn, wat een Taux de positivité vu 6,99 % ausmécht.

An der CON-VINCE-Studie, déi vun Abrëll 2020 bis Enn Juni 2020 gelaf ass, gouf een Taux de positivité vun 3 % bei der Populatioun festgestallt. De Fait, dass mir lo bei ëm déi 7 % leien, ass déi logesch Konsequenz vun den deeglechen Neiinfektioune vun de leschte Méint. Wann een dëst op eis Populatioun héichrechent, si mir bei ëm déi geschate 44.000 Persounen, déi schonns mam Virus a Kontakt waren. Dëst ass relativ kohärent mat de rezenten Zuelen: Den 13. Januar 2021 waren et insgesamt 48.486 Persounen, déi mat PCR positiv op de Sars-CoV-2 getest gi waren. Wann een dovun ausgeet, dass eng Rei Leit keng Antikierper produzéieren oder eben no enger Infektioun schnell d'Antikierper verléieren, géing dat heeschen, dass mir vill vun de Persoune getest hunn, déi och infizéiert waren, an domat eng relativ kleng Donkelziffer bei den Diagnosen hunn. Déi grouss Unzuel vu PCR-Tester huet sécher een Deel dozou bäigedroen, dass mir de Virus besser an de Grëff kruten.

Question 3330 (17.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **signalements d'enfants en danger :**

D'Enseignantë verbréngen iwwert e Schouljoer vill Zäit mat hire Schüler a kréien esou oft och en Ableck iwwert d'Liewensëmstänn vun de Kanner. Wa Kanner doheem ënner Vernoléissegung leiden, da weist dat sech oft och op schouleschem Niveau, wou d'Kanner duerch hiert Verhalen, hir kierperlech Verfassung oder d'Feele vu wichtegem Schoulmaterial oder un d'Wieder ugepasste Kleedung opfale kënnen.

Huet en(g) Enseignant(e) de Verdacht, dass e Kand vernoléissegt gëtt oder souguer a Gefor ass, huet hie bzw. si d'Flicht, dës Observatioun ze mellen.

Dat goung och aus der Äntwert vum 6. Mäerz 2020 vum Minister op d'parlamentaresch Fro vum Deputéierte Sven Clement ervir, an där stoung:

„Laut Artikel 23 vum Code de procédure pénale ass all Professionellen, deen am Kader vu senger Funktioun vu Faite weess, déi als ‚crime' oder ‚délit' kéinte consideréiert ginn, verflicht, se beim Procureur d'État ze mellen. Géif en dat ënnerloossen, esou géif en sech strofbar maachen."

Well déi meescht Enseignanten net iwwer konkreet Beweiser verfügen an oft leider nëmme vun engem Verdacht mussen ausgoen, wësse si oft net, ob si eng Situatioun beim Procureur d'État melle sollen oder net. Éischten Uspriechpartner bei engem Verdacht ass da meeschtens de Supérieur hiérarchique, mat deem Méiglechkeete fir e weidert Virgoe beschwat ginn, oder eng Assistante sociale.

D'Professioneller sinn net ëmmer all enger Meenung.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass en Enseignant, deen de Verdacht huet, dass e Kand doheem vernoléissegt gëtt oder souguer a Gefor ass, gesetzlech dozou verflicht, dëse Fait beim Procureur d'État ze mellen, och wann aner Professioneller, zum Beispill eng Assistante sociale, schonn an der Famill intervenéieren an dës d'Aschätzung vum Enseignant net deelen?

2. Ass en Enseignant, deen de Verdacht huet, dass e Kand doheem vernoléissegt gëtt oder souguer a Gefor ass, gesetzlech dozou verflicht, dëse Fait beim Procureur d'État ze mellen, och wann de Supérieur hiérarchique dës Aschätzung net deelt?

- Falls jo: Wéi garantéiert de Bildungsminister, dass en Enseignant, deen sech sengem Supérieur hiérarchique widdersetzt, fir eng Vernoléissegung oder eng Gefor ze mellen, net fäerte muss, dass et duerch dës Aktioun zu Verschlechterunge vu sengen Aarbechtskonditioune komme kéint?

- Falls nee: Wéi gëtt garantéiert, dass de Supérieur hiérarchique tatsächlech iwwert dat néidegt Wëssen iwwert d'Situatioun vum Kand verfüügt, fir d'Aschätzung vun engem Enseignant um Terrain ze widderleeën?

Ass de Supérieur hiérarchique an dësem Fall haftbar, wann dem Kand eppes géif zoustoussen, well d'Justiz net ageschalt gouf?

3. Wat réit de Bildungsministère den Enseignanten ze maachen, wa si de Verdacht hunn, dass e Kand doheem vernoléissegt gëtt oder souguer a Gefor ass, an hire Supérieur hiérarchique oder aner Intervenanten dës Aschätzung net deelen?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Den honorabelen Deputéierte saiséiert eis mat der Fro, a wéi enge Konditiounen e Signalement am Beräich vum Jugendschutz beim Parquet gemaach gi muss.

Dës Fro ass regéiert vum Artikel 7 vum Gesetz vum 10. August 1992, deen esouwuel d'Hypotheese vun der Gefäerdung vum Mannerjäregen ewéi d'Persounen, déi vum Signalement concernéiert sinn, oplëscht. Den Artikel liest sech follgendermoossen:

« Le tribunal de la jeunesse peut prendre l'une des mesures spécifiées à l'article 1er ou une mesure de placement dans un établissement de traitement à l'égard des mineurs qui se soustraient habituellement à l'obligation scolaire, qui se livrent à la débauche, qui cherchent leurs ressources dans le jeu, dans les trafics, dans des occupations qui les exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité ou dont la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social ou moral se trouvent compromis. Le tribunal de la jeunesse ou le procureur d'État sont informés par le père, la mère, la personne investie du droit de garde, par tout agent qualifié des secteurs de l'éducation, de la santé ou de l'assistance publique, par tout agent de la police générale et locale, ou par le mineur lui-même.

En cas de danger grave et immédiat pour la vie ou la santé du mineur, un médecin peut, en cas de refus d'accord des personnes; qui ont la garde de l'enfant, prendre toutes mesures d'ordre médical que la situation requiert d'après les règles de l'art médical.

En ce cas, le médecin doit adresser dans les trois jours au procureur d'État un rapport motivé sur les mesures d'ordre médical qu'il a prises. »

Deemno ass op d'Fro vum honorabelen Deputéierten ze äntweren, datt all Enseignant als „agent qualifié des secteurs de l'éducation, de la santé ou de l'assistance publique" vun dëser Dispositioun viséiert ass. D'Hypothees vun enger divergenter Appreciatioun tëscht dem Enseignant an dem Supérieur hiérarchique gëtt am Text net envisagéiert, vu datt d'Obligatioun, de Signalement ze maachen, all Agent eenzel concernéiert an de Signalement och vum Agent selwer ouni Accord vun der Hierarchie ka gemaach ginn.

D'Froen, an domat d'Äntwerten, stëmme mat deenen iwwereneen, déi an der Question parlementaire Nr. 3318 behandelt gi sinn. Aus dësem Grond gëtt op dës Äntwert verwisen.

Ergänzend kann een nach erwänen, datt e Signalement kenge Bestëmmunge vum Aarbechtsrecht ënnerläit an a Froe vum Wuelbefanne vum Kand den Intérêt supérieur de l'enfant virun aneren Iwwerleeungen, Interessen oder organisatoresche Bedenke priméiert. Eng Divergenz an der fachlecher Aschätzung duerch oder tëscht de Mataarbechter duerf net Ulass ginn zu enger Verschlechterung vun den Aarbechtskonditiounen oder zu aneren aarbechtsrechtleche Konsequenze féieren.

Question 3331 (17.12.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **possibilité de comptabilisation des effets de substitution des usages de la biomasse agricole aux énergies fossiles au niveau national :**

Au cours d'une heure d'actualité au sujet de l'agriculture et des défis dus au changement climatique qui s'est tenue le 19 novembre 2019, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement « à étudier la possibilité de comptabilisation au niveau national des effets de substitution des usages de la biomasse agricole aux énergies fossiles ainsi que le stockage de carbone dans les sols et dans la biomasse au secteur agricole et le cas échéant d'intégrer ce principe dans la nouvelle loi relative au climat ». Madame la Ministre m'avait informée le 20 novembre 2020 dans la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire qu'une étude est actuellement en cours de réalisation sur les différentes capacités de réduction. Des détails à ce sujet seront fournis à la Chambre des Députés par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1. Dans quelle mesure cette analyse a-t-elle été réalisée, respectivement quel est l'état d'avancement de l'analyse ?

2. Des projets ont-ils été lancés pour évaluer des mesures réalisées ?

3. Si oui, de quels projets s'agit-il et quelles en sont les conclusions ?

Réponse (18.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Il y a d'abord lieu de noter que toute substitution d'un carburant ou combustible fossile par de la biomasse (agricole ou autre) se traduit par une baisse au niveau des émissions de gaz à effet de serre attribuées au Luxembourg.

Lors de la réunion de la Commission de l'environnement, du climat, de l'énergie et de l'aménagement du territoire du 20 novembre 2020, il avait été fait référence aux règlements (UE) 2018/842 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 […] et (UE) 2018/841 relatif à la prise en compte des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie dans le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 […]. De même, le plan national intégré en matière d'énergie et de climat ainsi que le 4e rapport bisannuel du Luxembourg à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) avaient été mentionnés.

Il y a lieu de préciser que le règlement (UE) 2018/842 (appelé communément « règlement partage de l'effort »), lequel définit le budget d'émission dont le Luxembourg dispose conformément à la législation européenne, ne prend pas en compte les émissions et les absorptions de gaz à effet de serre résultant des activités liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF). Le secteur UTCATF fait l'objet du règlement (UE) 2018/841, imposant aux États membres de veiller à ce que les émissions de ce secteur ne dépassent pas les absorptions, pour les périodes allant de 2021 à 2025 et de 2026 à 2030.

À l'heure actuelle, la comptabilisation du stockage de carbone dans les sols des terres agricoles est réalisée dans le secteur UTCATF des inventaires de gaz à effets de serre, établis au titre de la CCNUCC. Le calcul du changement de carbone, dans les terres cultivées et les prairies gérées, se limite toutefois aux changements d'utilisation des sols (typiquement changement de prairies gérées en terres cultivées et inversement).

À partir de 2021, le règlement (UE) 2018/841 impose que les émissions et les absorptions de carbone, résultant de l'exploitation des terres cultivées et des prairies gérées, devront obligatoirement être comptabilisés pour les périodes allant de 2021 à 2025 et de 2026 à 2030. À partir de 2021, des mesures telles que le travail réduit des terres agricoles et la conversion de terres agricoles conventionnelles en terres agricoles biologiques seront donc quantifiées.

Le règlement précité prévoit cependant que les émissions et absorptions calculées pour les périodes 2021 à 2025 et 2026 à 2030 devront être déduites des émissions et des absorptions annuelles moyennes calculées au cours de la période de référence allant de 2005 à 2009. En pratique, cela revient à dire qu'uniquement les surfaces agricoles soumises, après 2009, à une agriculture biologique ou à un travail de terre réduit, pourront être comptabilisées et que le pourcentage de ces terres devra continuellement être augmenté.

Question 3332 (17.12.2020) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant la **lutte contre les abus sexuels visant en ligne des enfants et la pédopornographie :**

La Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen a approuvé le 7 décembre dernier un règlement provisoire qui a pour objectif l'extension de la lutte contre les abus sexuels visant en ligne des enfants et la pédopornographie (dérogation à la directive 2002/58/EC).

Ce vote va modifier temporairement les règles actuelles relatives à la vie privée en ligne afin que les fournisseurs de services de communication numérique puissent continuer à détecter et à signaler des contenus et des données de trafic en rapport avec les contenus pédopornographiques et à supprimer tout contenu de ce genre. Les législateurs européens disposeront ainsi de plus de temps pour élaborer une solution permanente, a-t-on expliqué de source parlementaire. Sans cette directive, les fournisseurs d'accès auraient été contraints de cesser leurs activités à moins que les États membres n'adoptent des réglementations spécifiques.

Alors que certains députés européens considèrent ce règlement comme une étape indispensable pour continuer la lutte efficace contre la pédopornographie en ligne, d'autres y voient un risque accru de violation des droits à la vie privée des citoyens européens.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

1) Dans quelle mesure le Gouvernement suit-il la procédure relative au règlement provisoire ayant pour objectif l'extension de la lutte contre les abus sexuels visant en ligne des enfants et la pédopornographie (dérogation à la directive 2002/58/EC) et approuvé par la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen en date du 7 décembre dernier ?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à ce dossier ?

3) Le Gouvernement est-il d'avis que le règlement prévu a un lien avec le débat récent à la Chambre

sur le cryptage des services de messagerie en ligne ? Dans ce contexte, les députés ont articulé leurs inquiétudes qu'avec l'argument de la lutte contre le terrorisme, une réduction substantielle des droits personnels et des empiétements sur la vie privée seraient justifiés.

Réponse commune (18.01.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1) Le Gouvernement participe aux négociations de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant une dérogation temporaire à certaines dispositions de la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'utilisation de technologies par des fournisseurs de services de communications interpersonnelles non fondées sur la numérotation pour le traitement de données à caractère personnel et d'autres données aux fins de la lutte contre les abus sexuels commis contre des enfants en ligne. Le Conseil de l'Union européenne a adopté sa position le 28 octobre 2020 et le vote de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen a eu lieu le 7 décembre 2020. Les négociations interinstitutionnelles européennes (trilogues) ont commencé mi-décembre 2020 et continuent actuellement sous la Présidence portugaise, pour laquelle la finalisation des négociations de ce texte constitue une priorité.

ad 2) Avant l'entrée en vigueur du Code des communications électroniques européen (« CCEE » - directive (UE) 2018/1972 du 21 décembre 2020), les services de communications interpersonnelles non fondées sur la numérotation (dites « NICS » - « number-independent interpersonal communication services ») étaient couverts par le règlement général sur la protection des données (« RGPD ») qui prévoit d'autres bases légales pour le traitement de données personnelles, dont notamment celle de l'intérêt légitime.

Sur base de ce texte, certains opérateurs effectuent, sur une base volontaire, un traitement des communications électroniques pour détecter et identifier du matériel lié à des abus sexuels commis contre des enfants en ligne (« CSAM » - « child sexual abuse material »)[9].

Avec l'entrée en vigueur du Code des communications électroniques européen (« CCEE » - directive (UE) 2018/1972) le 21 décembre 2020, les services de communications interpersonnelles non fondées sur la numérotation (dites « NICS » - « number-independent interpersonal communication services ») tombent dans le champ d'application de la directive 2002/58/CE (« ePrivacy »). Ainsi, ce type de communication doit se conformer d'une part à l'obligation du respect de la confidentialité des communications et, d'autre part, aux conditions prévues par la directive « ePrivacy » relatives au traitement des données de communication.

Avec l'entrée en vigueur du CCEE, ce traitement volontaire de la part des fournisseurs n'est en principe plus possible, sauf si les États membres adoptent des dispositions législatives nationales spécifiques à ce sujet.

Dans un souci de cohérence entre les législations en vigueur dans les différents États membres, relatives aux règles permettant ou non la continuation d'un tel traitement sur base volontaire, l'objectif du règlement temporaire est d'assurer une transition, en maintenant le « statu quo », jusqu'à la présentation d'un instrument plus exhaustif pour lutter efficacement contre le CSAM.

Cette proposition de règlement temporaire est strictement limitée à l'utilisation de technologies existantes par des fournisseurs de services NICS pour le traitement de données à caractère personnel et d'autres données aux fins de la lutte contre les abus sexuels commis contre des enfants en ligne.

Au niveau national, les autorités judiciaires et services spécialisés de la police luttent depuis longue date contre la pédopornographie et poursuivent de manière conséquente toute personne qui se rend coupable d'infractions en ce domaine, notamment la détention de matériel pédopornographique et sa diffusion par le biais de plateformes d'échange sur Internet. Ce genre de criminalité est poursuivi de manière systématique et des peines sévères sont prononcées par les juridictions. Pour garantir une lutte efficace, il faut néanmoins garantir certaines prémisses. Il est important que tout contenu illicite soit rapidement supprimé et signalé aux services répressifs par les opérateurs Internet, tout comme il est primordial de disposer d'enquêteurs formés à cette matière et autorisés à accéder les contenus illicites. Au vu de l'augmentation considérable de la diffusion et du partage d'images d'abus en ligne, il est d'autant plus important que l'UE et ses États membres se dotent des instruments et capacités nécessaires pour combattre efficacement la propagation de contenu à caractère pédopornographique.

Le Gouvernement du Luxembourg, à l'instar de l'Union européenne, fait de la lutte contre les abus sexuels et la protection des enfants l'une de ses priorités. Cette priorité se traduit par l'introduction d'une nouvelle loi relative à la justice juvénile qui prévoit notamment la protection des enfants se trouvant être victime ou témoin d'infractions.

Au niveau européen, afin d'éviter que des abus sexuels soient commis à l'égard des mineurs, il est indispensable de renforcer le volet de la prévention, notamment à travers des moyens technologiques efficaces au plan national et à travers les initiatives proposées par la Commission européenne qui vont permettre d'enrayer significativement le phénomène de l'abus sexuel des enfants.

ad 3) Les négociations sur la proposition de règlement CSAM sont indépendantes de celles sur l'initiative sur le chiffrement. Néanmoins, elles s'inscrivent dans la problématique plus générale de l'équilibre entre les droits à la vie privée et à la protection des données personnelles et les objectifs de lutte contre le terrorisme ou contre les abus sexuels commis contre des enfants en ligne.

[9] http://luxembourgguidelines.org/

Question 3333 (18.12.2020) de **M. Jean-Paul Schaaf** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**évolution de la population scolaire :**

Laut OECD-Etüd läit Lëtzebuerg am Ranking op der éischter Plaz, wat déi järlech Ausgab pro Schoulkand ugeet vum Primär bis op d'Uni/Héichschoul. Lëtzebuerg gëtt alljoers ëm déi 25.000 USD fir d'Bildung pro Schüler aus.

Virun dësem Hannergrond a wëssend, datt an de leschte Joren eng ganz Rei vun neie Gremien an Tâchen am Enseignement geschaaft goufen (Instituteurs spécialisés, Centres de compétences etc.) wëlle mir follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Wéi huet sech de „coût moyen par élève" zënter 2013 bis haut entwéckelt?

- Wéi huet sech d'Unzuel vun de Schüler a vum Enseignantspersonal am Primär an am Secondaire fir déi selwecht Joren entwéckelt?

- Wéi gesäit d'Projektioun vu Schüler a Personal fir 2021 aus?

Réponse (27.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3. Wéi an den Artikelen 28 bis 33 vum Personalgesetz fir den Enseignement fondamental festgehalen, etabléiert eng Kommissioun vun Experten ee Fënnefjoresplang, mat deem d'Besoinen a puncto Personal am Enseignement fondamental berechent ginn. Heifir ginn ënnerschiddlech Critèrë consideréiert, wéi ënner anerem d'Unzuel vun de Schüler an déi spezifesch Besoine vun de Gemengen, déi dës am Kader vun der Schoulorganisatioun deklaréieren.

Allerdéngs gëtt sech am Kader vun der Organisatioun fir d'Schouljoer 2021/2022 ënner anerem op d'Unzuel vun de Schüler baséiert, déi Enn Mäerz an de Lëtzebuerger Grondschoulen ageschriwwe sinn. Eng positiv Upassung vum Contingent am Fall vun enger Augmentatioun vun der Schülerzuel an de Méint Abrëll, Mee a Juni ass Enn Juni virgesinn. Et gëtt sech an dësem Kontext de legalen Dispositiounen entspriechend net reng op Previsiounen, mee virun allem op konkreet Zuele verlooss.

Eng änlech Handhabung gëtt am Kader vun der Astellungsprozedur vun den Enseignanten applizéiert. D'Unzuel vun de Posten, déi fir d'Schouljoer 2021/2022 musse besat ginn, gëtt am Fréijoer 2021 ermëttelt, andeems bei déi zousätzlech Posten, déi am Kader vum Budget accordéiert goufen, d'Posten, déi aus ënnerschiddleche Grënn (Service à temps partiel, Departen an d'Pensioun, Changement d'administration) vakant goufen, dobäigerechent ginn.

Och um Niveau vum Enseignement secondaire kënnt de permanente Comité vun Experten, wéi en an der Loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire virgesinn ass, zesummen.

Question 3334 (18.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **directive européenne relative à la qualité de l'eau potable :**

Le Parlement européen vient d'adopter la révision de la directive européenne relative à la qualité de l'eau potable. Cette directive prendra la relève de la réglementation datant de l'année1998.

La nouvelle directive sur l'eau potable prévoit un délai de transposition de deux années pour les pays membres de l'UE.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quels sont les points saillants de cette directive révisée par rapport à la réglementation en vigueur ?

2) Quelles en seront les conséquences pour notre pays ? Dans quelle mesure le Luxembourg répond-il déjà aux objectifs de la directive et respectivement dans quels domaines il y a besoin d'agir ?

3) Dans quelle mesure nos stations d'épuration répondent-elles actuellement aux normes fixées par la directive respectivement présentent des défaillances par rapport aux objectifs de la législation européenne ?

4) Qu'en est-il des communes dont le taux de métazachlore reste encore et toujours trop élevé dans les eaux souterraines et qui sont soumises depuis des années à des dérogations de la part de votre ministère, faute de solutions de purification ?

Réponse (18.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) La directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte) poursuit le même objectif que la directive européenne 98/83/CE, transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Le règlement en vigueur fixe le cadre juridique visant à protéger la santé humaine des personnes des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine en garantissant la salubrité et la propreté de celles-ci.

Suite à une initiative citoyenne européenne « L'eau, un droit humain » et une consultation publique lancée par la Commission européenne, il est ressorti qu'il convenait de mettre à jour certaines dispositions de ladite directive 98/83/CE.

En particulier; quatre domaines ont été identifiés comme offrant des marges d'amélioration, à savoir :

a) la liste des valeurs paramétriques fondées sur la qualité,

b) le recours limité à une approche fondée sur les risques,

c) le manque de précision des dispositions relatives à l'information des consommateurs et,

d) les disparités existant entre les systèmes d'autorisation relatifs aux matériaux entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine et les conséquences de cette situation sur la santé humaine.

Par conséquent, des améliorations par rapport à la législation ont été apportées dans ces quatre domaines. En outre, la nouvelle directive préconise que les États membres prennent des mesures pour améliorer ou préserver l'accès à des groupes de population vulnérables et/ou marginalisés et qui n'ont pas accès aux eaux destinées à la consommation humaine.

ad 2) La nouvelle directive qui devra être transposée en droit luxembourgeois au plus tard le 12 janvier 2023 va notamment renforcer les obligations des fournisseurs d'eau potable en ce qui concerne les mesures nécessaires afin de faire en sorte que les eaux destinées à la consommation humaine ne contiennent pas de micro-organismes, de parasites ou de substances constituant, dans certaines circonstances, un danger potentiel pour la santé humaine.

Conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 19 décembre 2008, les communes sont tenues d'assurer l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées conformément au plan d'aménagement général, ainsi que l'approvisionnement d'immeubles isolés ou de hameaux situés à l'extérieur des zones urbanisées et bénéficiant d'un approvisionnement assuré par une commune au moment de l'entrée en vigueur de la loi en question.

En l'occurrence, les administrations communales et les syndicats intercommunaux devront, dans leur fonction de fournisseur d'eau potable, renforcer significativement les analyses de la qualité d'eau aux points de conformité en adaptant notamment les paramètres à analyser ainsi que la fréquence des analyses en fonction du volume d'eau distribuée ou produite chaque jour.

Ainsi six paramètres supplémentaires seront obligatoirement à analyser, dont les agents entéropathogènes, les bactéries Legionella ainsi que six paramètres ou groupes de paramètres chimiques (par exemple les perturbateurs endocriniens et PFAS). De plus, afin de gérer les nouveaux composés émergents dans la chaîne d'approvisionnement, une liste de vigilance comprenant les produits pharmaceutiques et les microplastiques sera introduite.

La directive 2020/2164 prévoit également des exigences minimales harmonisées au niveau européen pour les matériaux en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine. En vue d'atteindre ce but, une liste positive européenne comprenant une liste des substances, compositions ou composants de départ dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux, y compris, s'il y a lieu, les conditions relatives à leur utilisation et les limites de migration. En conséquence, cette liste devra être respectée pour les matériaux utilisés dans le prélèvement, le traitement ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine dans les nouvelles installations ou dans les installations existantes.

La nouvelle directive introduit la notion de planification à titre préventif de la sécurité sanitaire et instaure une approche complète, fondée sur les risques, en matière de sécurité sanitaire de l'eau. Cette approche intégrée couvre toute la chaîne d'approvisionnement, depuis la zone de protection (volet 1) jusqu'au point de conformité, en passant par le prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution (volet 2). Un troisième volet comprend une évaluation des risques éventuels liés aux installations privées de distribution. En ce qui concerne les volets 1 et 2 de l'approche fondée sur les risques en matière de sécurité sanitaire de l'eau, des lignes directrices ont d'ores et déjà été élaborées par l'Administration de la gestion de l'eau. Ces lignes directrices sont inclues pour le volet 1 (zones de protection) dans les programmes de mesures conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 et pour le volet 2 (systèmes d'approvisionnement) dans l'outil informatique d'évaluation des risques LuxWSP qui se base sur le dossier technique (label Drëpsi) de l'article 14 du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Il est à soulever que le Grand-Duché joue un rôle précurseur au niveau européen en ce qui concerne la mise en place des deux volets mentionnés et que les outils nécessaires ont d'ores et déjà été mis en place par l'Administration de la gestion de l'eau.

La mise en œuvre des lignes directrices demande une implication supplémentaire nettement plus importante du fournisseur d'eau potable par rapport à la règlementation actuellement en vigueur, avec notamment une sensibilisation supplémentaire aux fuites d'eau qui sont causées par l'insuffisance des investissements dans l'entretien et le renouvellement des infrastructures de gestion des eaux.

Finalement la directive en question vise à améliorer l'accès et l'information du public à l'eau potable par des campagnes de sensibilisation, les informations de la part des fournisseurs sur la qualité de l'eau potable, les mesures en faveur de l'utilisation de l'eau du robinet dans les administrations publiques, dans les lieux publics ou encore aux clients des cantines et services de restauration de manière gratuite ou moyennant des frais de service peu élevés. Afin de sensibiliser davantage les consommateurs aux conséquences de la consommation d'eau, il convient qu'ils reçoivent des informations sous forme aisément accessible, par exemple avec leur facture ou par l'intermédiaire d'une application intelligente, sur le volume d'eau consommé par an, son évolution, une comparaison avec la consommation moyenne des ménages. Un accent particulier de surveillance sera opéré de la part de l'Administration de la gestion de l'eau sur l'obligation d'information vis-à-vis du consommateur, car l'État devra rendre compte à la Commission européenne des progrès réalisés en la matière.

En résumé de ce qui précède, une collaboration renforcée entre les communes et les syndicats intercommunaux dans leur fonction de fournisseur d'eau constituera un avantage avéré quant au respect des objectifs fixés par la directive 2020/2184 du 16 décembre 2020, ou en cas de renoncement à cette approche coopérative, des ressources substantielles supplémentaires devront être allouées au sein des structures communales autonomes afin de respecter les nouvelles obligations découlant de la présente directive.

ad 3) Les stations d'épuration des eaux usées ne font pas objet de la présente directive, mais de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ainsi que des dispositions concernant les valeurs limites d'émission pertinentes des stations d'épuration résultant de l'application de l'article 10 lié à l'approche combinée pour les sources ponctuelles et diffuses de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (directive-cadre sur l'eau). Toutes les normes dans la matière sont respectées.

Les exigences minimales pour les agents chimiques de traitement et les éléments de filtrage en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine sont décrites dans l'article 12 de la directive (UE) 2020/2184. Actuellement, d'après les informations dont dispose l'Administration de la gestion d'eau, les analyses de la qualité de l'eau effectuées en aval des stations de traitement d'eau potable ne révèlent aucune non-conformité par rapport à une eau de qualité potable.

ad 4) Les dérogations établies conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine en cas de non-conformité aux valeurs paramétriques fixées par le règlement en question comprennent un plan des mesures envisagées pour se conformer à la valeur paramétrique comprenant un calendrier des travaux, une estimation des coûts et les dispositions en matière de bilan. Les dérogations sont limitées à trois ans. Lorsque la commune ou le syndicat de communes ne peut respecter le délai de mise en conformité lui accordé par la première permission de dérogation, il peut faire la demande pour une deuxième et, exceptionnellement, pour une troisième période de dérogation. En vue de garantir la mise en place de ces mesures dans les délais prévus par la règlementation, des réunions de suivi ont eu lieu entre les communes ou syndicats de communes concernés et la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. En outre, les agents de l'Administration de la gestion de l'eau sont en contact régulier avec les responsables politiques et techniques des communes et syndicats de communes. Par conséquent, sauf non-respect de l'agenda remis par la commune ou syndicat de commune concernés pour la mise en place du plan mentionné ci-dessus, les mesures envisagées pour se conformer à la valeur paramétrique sont en place dans les délais prévus par la règlementation et avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

La directive (UE) 2020/2184 prévoit également dans son article 15 un régime de dérogation dans le cas du non-respect des valeurs paramétriques fixées par la même directive pour 3 ans au maximum. Une unique prolongation de 3 ans des dérogations ne peut être accordée dans des cas exceptionnels tout en informant la Commission européenne.

Question 3337 (18.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **programme de formation à l'étranger de l'Union européenne « Erasmus » :**

Créé en 1987, le programme de l'Union européenne Erasmus de formation à l'étranger est à la fois l'initiative européenne la plus connue du grand public et une des plus belles réussites surtout en faveur des jeunes européens.

En 33 ans, près de dix millions de jeunes, formateurs, enseignants, animateurs, staffs sportifs ont pu profiter de ce programme qui a largement contribué à renforcer leur adhésion à l'idée européenne.

Or, les institutions européennes viennent de se mettre d'accord sur le programme Erasmus + couvrant la période allant de 2021 à 2027 et disposant d'un budget de 24 milliards d'euros soit une hausse spectaculaire de 70 %.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre combien de participants luxembourgeois et, dans quels domaines, ont pu profiter des différents programmes Erasmus et combien de jeunes d'autres pays européens ont été accueillis au Luxembourg.

- Quels sont les points saillants du nouveau programme et quels en sont les bénéficiaires potentiels ?

Réponse (26.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Programme Erasmus + (2014-2020) :

Dans le cadre du programme Erasmus + , le nombre de participants aux projets de mobilité à partir du Luxembourg peut être estimé à 18.694 personnes. À l'heure actuelle, il s'agit en effet encore d'une estimation, étant donné que plusieurs projets des appels à propositions de 2018, 2019 et 2020 ne sont pas encore finalisés et que le nombre de mobilités accordées à ces projets a été considéré comme nombre de mobilités réalisées.

Aux niveaux des participants bénéficiaires du programme, les secteurs de la jeunesse et de l'enseignement supérieur sont ceux qui ont enregistré le plus grand nombre de séjours à l'étranger réalisés à des fins éducatives (ci-après « mobilités »).

Les participants par secteur se présentent ainsi :

- secteur de la jeunesse (total estimé de 11.914 mobilités réalisées) : 8.508 jeunes ont participé à des échanges de jeunes ; 595 jeunes ont réalisé des activités de volontariat (de 2014 à mi-2018 des services volontaires européens et depuis mi-2018 à 2020 des volontariats dans le cadre du Corps européen de solidarité) et 2.811 animateurs de jeunes ont réalisé une mobilité de formation à l'étranger ;

- secteur de l'enseignement supérieur (total estimé de 4.811 mobilités réalisées) : 4.285 étudiants ont réalisé des mobilités d'études ou de stage et 526 membres du personnel des établissements de l'enseignement supérieur ont réalisé des mobilités de formation ou d'enseignement dans un autre pays ;

- secteur de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) (total estimé de 1.477 mobilités réalisées) : 1.247 élèves ont réalisé des mobilités de stage et 230 membres du personnel de l'EFP ont réalisé des mobilités de formation ou « job shadowing » à l'étranger ;

- secteur de l'enseignement scolaire (total estimé de 337 mobilités réalisées) : 337 enseignants ont réalisé des mobilités de formation ou de « job shadowing » à l'étranger ;

- secteur de l'éducation des adultes (total estimé de 155 mobilités réalisées) : 155 membres du personnel actifs dans l'éducation des adultes ont réalisé des mobilités de formation ou de « job shadowing » dans un autre pays.

À noter que les participants directs ou indirects à d'autres types de projets Erasmus + comme par exemple les partenariats stratégiques (projets de coopération transfrontalière en matière d'innovation et d'échanges de bonnes pratiques), les projets de dialogue pour la jeunesse ou des actions centralisées du programme n'ont pas été incluses aux statistiques présentées.

Anciens programmes Socrates I et II, EFTLV et Jeunesse en action (1987-2013) :

Dans le cadre des programmes qui ont précédé le programme Erasmus + de 2014, un total de 24.074 mobilités réalisées par des participants luxembourgeois a été enregistré pour les années 1987 à 2013. Les plus nombreux étaient les jeunes (17.746 jeunes participant à des échanges de jeunes ; 700 jeunes réalisant des services volontaires européens) et les étudiants de l'enseignement supérieur (2.994 mobilités d'études ou de stage).

Au niveau des mobilités « entrantes », un total estimé de 11.772 apprenants et de 1.758 membres du personnel actifs dans un des cinq secteurs concernés ont été enregistrés de 2014 jusqu'à la fin de l'année 2020 : ainsi 3.890 jeunes et 1.085 animateurs de jeunes ; 7.129 étudiants et 400 membres du personnel d'établissements de l'enseignement supérieur ; 753 élèves et 130 enseignants de l'enseignement et de la formation professionnels ; 79 professionnels de l'éducation des adultes et 64 enseignants du secteur scolaire ont été accueillis au Luxembourg au cours des sept dernières années.

Avec un budget quasiment doublé pour le nouveau programme Erasmus + 2021-2027, la Commission européenne a l'intention ambitionnée de toucher dix millions de personnes supplémentaires au cours des sept prochaines années. Pour y parvenir, il est prévu que le nouveau programme soit plus inclusif, plus innovant, plus numérique et plus écologique.

En simplifiant les conditions d'accès au programme, en diversifiant et en assouplissant les formes de mobilité et en renforçant le budget consacré, l'Union européenne espère toucher davantage de citoyens jeunes, particulièrement affectés par la crise sociale liée à la pandémie, et en particulier les jeunes disposant de moins d'opportunités.

Éléments nouveaux du programme Erasmus + 2021-2027 :

- priorité est donnée à l'objectif « Green travel » qui vise à réduire l'impact carbone de toutes les activités de mobilité : Le programme Erasmus + soutiendra des mobilités à moindre impact carbone (p. ex. bus ou train) avec des contributions financières plus intéressantes que celles accordées aux moyens de voyage moins « verts » ;

- soutien financier supplémentaire pour l'inclusion pour tous les projets de mobilité et de partenariats de coopération : un cofinancement européen supplémentaire peut être accordé aux projets pour l'implication de personnes défavorisées ;

- nouvelles formes de mobilités plus souples : « blended mobility » (mobilités hybrides) et activités virtuelles : pour toutes les mobilités, les bénéficiaires du nouveau programme auront la possibilité de combiner des mobilités physiques avec des périodes de mobilités virtuelles. Les activités de coopération virtuelle seront également favorisées (p. ex. organisation d'évènements de dissémination virtuels). Ainsi le programme répond aux enjeux du renforcement de l'inclusivité, et à ceux des transitions écologiques et numériques ;

- nouvelles formes de projets : Les organisations de petite taille pourront dorénavant déposer des projets courts de mobilité ou bien des projets de partenariat de petite échelle (« small scale ») caractérisés par une structure simplifiée et qui sont moins compliqués à gérer ;

- priorité accordée à l'éducation numérique : les outils numériques du programme comme eTwinning ou EPALE seront renforcés et les projets de partenariat œuvrant sur cette thématique seront encouragés.

Nouveautés sectorielles :

Nouveautés communes pour les secteurs de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP), scolaire et de l'éducation des adultes :

- financement de l'accueil d'enseignants ou d'éducateurs lors de l'organisation de formations destinées à ces publics cibles (les frais de séjours et de voyage continuent d'être cofinancés) ;

- limitation du nombre de projets de mobilité subventionnés par organisation bénéficiaire lors d'un même appel et secteur afin de permettre à un plus grand nombre d'organisations de participer au programme ;

- accès privilégié au cofinancement européen pour les bénéficiaires accrédités. De plus, l'éducation au développement durable et l'éducation numérique constituent des enjeux qui appellent des stratégies de long terme et qui nécessitent un engagement durable des porteurs de projets. Les nouvelles accréditations Erasmus + permettent aux acteurs des trois secteurs d'accéder plus facilement aux financements Erasmus + pour toutes les activités de mobilité et pour toute la durée du programme. Cette nouveauté permet aux bénéficiaires de se projeter et de travailler à moyen, voire à long terme, tout en se concentrant sur les objectifs à atteindre ;

- la durée maximale possible des mobilités de formation/d'enseignement a été augmentée.

Nouveauté pour le secteur de la jeunesse :

- intégration des activités de participation des jeunes dans les projets de mobilité pour rendre ces activités qui favorisent la participation active des jeunes à la vie démocratique et l'échange de ces derniers avec les décideurs politiques encore plus flexibles.

Nouveautés pour le secteur de l'enseignement supérieur (ES) :

- dimension internationale (permettant des mobilités au niveau mondial) prévue et possible dans tous les projets de mobilité de l'ES pour multiplier et accroître les opportunités d'expériences internationales des étudiants et du personnel de l'ES et leur permettre d'acquérir des compétences axées sur l'avenir, tout en permettant aux établissements de l'ES d'établir des partenariats durables et de qualité avec leurs institutions partenaires du monde entier ;

- programmes intensifs hybrides : nouveau type d'activité permettant aux établissements de l'ES de promouvoir le développement de curricula transnationaux et transdisciplinaires tout comme le caractère innovateur de ces derniers.

Nouveautés pour le secteur de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) :

- la participation aux compétitions des compétences de l'EFP (p. ex. concours WorldSkills) est éligible en tant qu'activité des projets de mobilité ;

- ouverture internationale des projets de mobilité de l'EFP (possibilité d'effectuer des mobilités hors Europe/au-delà des pays participant au programme).

Nouveauté pour le secteur scolaire :

- les mobilités des élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire deviennent possibles dans le cadre des projets de mobilité, avec l'idée de susciter de l'appétence pour la mobilité chez les plus jeunes, p. ex. avec des mobilités courtes, en groupes et de favoriser, plus tard au cours de leurs parcours de formation, des mobilités individuelles de longue durée.

Nouveauté pour le secteur de l'éducation des adultes :

- les mobilités d'apprenants adultes (apprenants peu qualifiés, défavorisés ou ayant moins d'opportunités) deviennent éligibles dans le cadre des projets de mobilité du secteur de l'éducation des adultes (possibilité de mobilités individuelles ou en groupe).

Nouveauté pour le secteur du sport :

- à moyen terme (éventuellement à partir de l'appel à propositions 2022 du nouveau programme Erasmus) les professionnels du secteur sport pourront bénéficier d'un cofinancement Erasmus + pour suivre des formations à l'étranger dans le cadre de projets de mobilité.

Par ailleurs, la Commission européenne a annoncé d'autres nouvelles initiatives phares comme les universités européennes, les académies Erasmus de l'enseignement, les Centres d'excellence professionnelle et Discover EU. Plus d'informations sur ces nouvelles actions centralisées du nouveau programme Erasmus+ seront disponibles dès que l'appel à propositions Erasmus + 2021 aura été publié dans le Journal officiel de l'Union européenne.[10]

À côté des nouveaux publics cibles déjà mentionnés, le programme Erasmus + 2021-2027 continue de s'adresser aux publics cibles de l'ancien programme Erasmus + 2014-2020.

Question 3339 (18.12.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**installation d'un centre pédagogique « forêt nature » :**

Dans sa réponse du 25 septembre 2019 à notre question parlementaire n° 0943 relative à l'élaboration d'un concept de réaffectation concernant l'ancien site « Affilux » dans la réserve naturelle « Haardt », Madame la Ministre a précisé qu'un avant-projet relatif à l'installation d'un centre pédagogique « forêt nature » sera dressé à partir de septembre 2019.

- Dès lors, nous aimerions savoir quel est l'état d'avancement du projet en question, quand le concept sera-t-il terminé et à partir de quelle date pourra-t-il être présenté aux autorités communales respectivement réalisé ?

Réponse (13.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Après avoir mené à terme les travaux d'assainissement en 2019, l'Administration de la nature et des forêts et l'Administration des bâtiments publics ont entamé la planification du projet sous rubrique au cours de l'année 2020. Les missions d'architecte, d'ingénierie en génie civil ainsi que d'ingénierie en génie technique ont été confiées à des bureaux spécifiques.

Au cours du mois d'août 2020, les deux administrations ont défini de concert les besoins réels du projet et fixé le programme. Le projet comprendra deux volumes principaux, à savoir un bâtiment administratif et un hangar sylvicole. Le bâtiment administratif sera implanté à l'entrée du site et le hangar sylvicole se trouvera dans la partie nord du site. La détermination du concept énergétique est actuellement en cours d'élaboration avec l'objectif de réaliser un bâtiment de haute qualité énergétique. Au niveau du chauffage, trois variantes sont à l'étude, la chaudière à bûches de bois produites sur le site, la géothermie et la pompe à chaleur air/eau. Le toit du hangar sera aménagé de façon à ce qu'une installation photovoltaïque pourra y être installée.

En ce qui concerne le choix des matériaux pour la structure portante, l'objectif est d'utiliser un maximum de bois feuillus issu des forêts du Luxembourg respectivement de la Grande Région. De plus, il est prévu d'avoir recours à d'autres matériaux locaux, dans le but de travailler le plus possible avec des matériaux naturels issus de la région.

Le projet « Affilux » a la prétention de devenir un projet phare et innovateur au niveau de la durabilité et des circuits courts. Étant donné que le recours au bois feuillus constitue une nouveauté pour une construction de cette envergure, la phase de planification est primordiale et nécessitera plus de temps qu'une construction standard. L'objectif est de débuter le chantier de construction sur le terrain début 2023 avec une mise en service possible mi 2025.

Question 3340 (18.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **magazine « GUDD! » :**

Den 19. Dezember 2016 huet de Landwirtschaftsministère en neie Magasinn virgestallt mam Titel „GUDD!". Informatioun, Transparenz a Liewensmëttelkontroll waren déi dräi Stéchwierder, déi am Mëttelpunkt sollte stoen. Am Pressecommuniqué vun deemools stoung ze liesen: „Qualitativ héichwäerteg, sécher, aus enger nohalteger Produktioun stamend an zu engem abordabele Präis ugebuede Liewesmëttel ze kréien ass méiglech." E bësse méi wäit war ze liesen: „An enger Welt vun lwwerkonsommatioun gi mer eiser Narung net méi déi richteg Wäertschätzung."

„GUDD!" gëtt vum Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung erausginn a vun der Maison Moderne realiséiert, dat heescht konzipéiert, gesat a gedréckt. E kënnt am Prinzip zweemol d'Joer eraus, den Tirage läit bei 246.000 Exemplaren, an anere Wierder: e läit an all Boîte. Aus dem Impressum geet ervir, datt och d'Publicitéit vun der Maison Moderne kënnt.

An der aktueller Nummer (Nr. 8.2020 vum 16.12.20) ënnersträicht de Minister nach eng Kéier,

[10] L'actualité du programme Erasmus + 2021-2027 peut être suivie sur le site de l'Agence nationale Anefore www.anefore.lu

wéi wichteg et him ass „den Accent op d'Promotioun vun eiser lokaler Produktioun ze setzen" an „datt d'Leit sech mol nees iwwert de Stellewäert vun eiser Landwirtschaft bewosst ginn". Hie stellt och fest, datt am Fleeschsecteur d'Präisser wärend der Covid-19-Kris zeréckgaang sinn.

Am „GUDD!" ass och Publicitéit ze fannen. Reklamme fir Lëtzebuerger Rëndsfleesch, Antigaspi-Initiativen a lokal an equitabel Epicerien hunn hei sécher hir Plaz. Wann allerdéngs, wéi elo op der Säit 27, eng ganzsäiteg Reklamm fir ee bekannten Discounter dran ass, mat Slogane wéi „Eis Feierdeeg, chic an net deier", da stellt ee sech d'Fro, wéi dat zu den uewegenannten Ziler passt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung dës Froe stellen:

1. Sinn d'international Discounter e festen Deel vun der lokaler an der Biostrategie vun der Regierung?

2. Ass de Minister net der Meenung, datt de Präisverfall vun de Fleeschpräisser och vun esou internationalen Discounter mat verscholt ass?

3. Op wéi engem Niveau gesäit de Minister ee korrekte Präis fir eist Fleesch? Ass de Minister der Meenung, dass bei den internationalen Discounter hei am Land ee faire Präis iwwreg bleift fir de Produzent?

4. Ass dës Reklamm, wann een d'Dumpingpräispolitik vun esou groussen internationale Gruppe kuckt, net eng riicht an d'Gesiicht fir all Bauer hei am Land?

5. Wat kascht d'Publikatioun „GUDD!" de Ministère pro Joer? Pro Nummer (opgelëscht pro Ausgab)?

6. Huet de Minister eng kloer Guideline erausgi fir eng Publicitéit? Falls jo, no wéi enge Krittäre ginn d'Publizitären erausgesicht? Falls nee, fënnt de Ministère et richteg, dass bei esou enger Publikatioun mam kloren Zil, eis lokal Landwirtschaft ze stäerken, alles, och Annoncen, wou géint eng lokal an nohalteg Produktioun schwätzen, a puncto Reklamm erlaabt ass?

7. Wéi eng Oplagen huet de Ministère der Maison Moderne mat op de Wee gi beim Erstelle vu „GUDD!"?

8. Gëtt bei der Verdeelung op d'Restriktioun „Keng Reklamm w.e.g. - Pas de publicité s.v.p." opgepasst?

Réponse (13.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Esou wéi den honorabelen Deputéierten et schonns selwer beschriwwen huet, ass et dem Landwirtschaftsministère e grousst Uleies, de Stellewäert vun eiser regionaler Landwirtschaftsproduktioun ze ënnerstëtzen an op d'Wichtegkeet vun enger fairer Präispolitik hinzeweisen.

Eng Aktioun ass zum Beispill d'Ausaarbechtung vum projet de loi N° 7672 betreffend d'Aféierung vun engem Zertifizéierungs- a Qualitéitssystem fir landwirtschaftlech Produiten, dee viru Kuerzem an der Chamber deposéiert ginn ass an deen och notamment als Zil huet, eng fair Präispolitik ze erméiglechen.

Eng weider Aktioun vum Landwirtschaftsministère, fir dëst Zil ze erreechen, ass d'Erstelle vum Magasinn „GUDD!" Dëse Magasinn huet de Merite, de Konsumenten ze weisen, wéi villsäiteg an héichqualitativ déi Lëtzebuerger landwirtschaftlech Produktioun ass an erreecht esou, dass verschidde Konsumenten hiert Konsumverhalen änneren a méi regional a saisonal akafen zu engem faire Präis.

Den Editeur selektionéiert Reklammen op Basis vun de Publicitéitsreegelen, déi de „Code de la consommation" an de „Code de déontologie pour l'éthique en publicité" virgesinn, an dëst am geltende gesetzleche Kader.

Weider huet den Editeur mat op de Wee kritt, fir bei der Verdeelung vun de Reklammen dorop opzepassen, dass dës konform zu der Lëtzebuerger Landwirtschaftspolitik an zu den Theeme sinn, iwwert déi de Magasinn informéiere soll. De Landwirtschaftsministère validéiert virun all Publikatioun de ganze Contenu vun dem Magasinn.

Dës Kéier ass de Contenu vun der Reklamm, déi den Här Deputéierten zitéiert, kuerz virum Drock geännert ginn. Dëst ass bei der Validatioun am Ministère iwwersi ginn. De Landwirtschaftsministère huet effektiv vill Reaktioune bezüglech dem Contenu an och dem Message publicitaire vun dëser Annonce kritt.

De Magasinn „GUDD!" kënnt an der Reegel 2 mol d'Joer eraus. D'Verdeelung vum Magasinn an all Boîte gëtt vun der Post assuréiert.

D'Käschte fir déi 7. Ausgab stelle sech follgendermoossen duer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De Landwirtschaftsministère huet eng Entrevue mam Editeur fixéiert, fir déi kontraktuell Obligatiounen ze preziséieren an den Oflaf vun de Prozeduren, déi zur Finalisatioun vum Magasinn féieren, ze iwwerschaffen.

Question 3341 (18.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mises en quarantaine dans l'enseignement :**

Opgrond vun den aktuell héije Fallzuele vun Infektioune mam Covid-19 kënnt et och an de Schoulen ëmmer méi oft dozou, dass Persoune mussen a Quarantän gesat ginn.

Am Fondamental besteet hei de Problem, dass d'Informatiounen aus dem Scolaria net ëmmer der Realitéit um Terrain gerecht ginn. Esou kann et sinn, dass e Kand zwar an enger bestëmmter Klass am Scolaria agedroen ass, vun enger Mise en quarantaine vun där Klass awer eigentlech net betraff misst sinn, well et eigentlech déi Deeg virdru villäicht gefeelt huet oder an engem Centre de compétence war. Ëmgedréint kann et awer och sinn, dass e Kand den Informatiounen aus dem Scolaria no kee Kontakt mat enger Klass hat, an a Realitéit awer un Aktivitéiten an där Klass deelgeholl huet.

Zousätzlech zu den digitalen Informatiounen aus dem Scolaria gëtt dofir och ëmmer nach beim Personal um Terrain no Informatioune gefrot, wann et ëm eng Mise en quarantaine geet.

Rezent soll et heibäi awer zu enger Rei Feeler komm sinn, a Persoune solle vun hirer Schoul ënner Quarantän gesat gi sinn, obwuel d'Santé dovun näischt gewosst hätt, oder hätten op eng Mise en quarantaine gewaart, well d'Schoul eng ugekënnegt hat, an hätten duerno awer kee Bréif vun der Santé kritt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung Problemer wéi déi hei skizzéiert bekannt?

2. Besëtzt d'Regierung Zuelen doriwwer, wéi vill Ordonnances de mises en quarantaine d'Santé u Schoulpersonal a Schüler ausgestallt huet a wéi vill Schüler a Personal aus de Schoulen tatsächlech a Quarantän waren?

Falls jo: Wéi gesinn dës Zuelen aus?

Falls nee: Plangt d'Regierung, hei an Zukunft Zuelen ze erhiewen, fir e bessere Suivi iwwert d'Decisioune vun der Santé an d'Realitéit um Terrain maachen ze kënnen?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Bei all Fall, deen un d'Cellule de coordination erugedroe gëtt, gëtt ëmmer gekuckt, wéi eng Kanner wärend der sougenannter Période à risque, d. h. wärend där Zäit, wou déi positiv geteste Persoun Kontakt mat der Klass hat an als am ustiechendste gëllt (an der Reegel zwee Deeg virun de Symptomer, wa si Symptomer hat, oder zwee Deeg virum Prelèvement, wa si keng Symptomer hat), an der Klass waren.

Doropshi muss ënnersicht ginn, wéi eng Persounen zum Zäitpunkt vun der Risikoperiod a Kontakt mat der positiv getester Persoun waren. Wéi den honorabelen Deputéierte richteg beschreift, kann et duerchaus sinn, datt d'Lëscht am Scolaria, déi automatesch erstallt gëtt, an op där d'Nimm vun deene Kanner stinn, déi am Ufank vum Schouljoer vum Titulaire agedroe gi sinn an déi am Laf vum Schouljoer vum Titulaire à jour gehal gëtt, net mat der reeller Presenz vun de Kanner an Enseignanten an der Klass iwwerteneestëmmt. Aus dësem Grond kucken d'Direktioune mat deene betraffene Schoulen a Klassen zesummen, fir den Extrait aus dem Scolaria der tatsächlecher Situatioun um Terrain unzepassen an déi Leit bäizesetzen, déi feelen (beispillsweis bei punktuellen Interventioune vun I-EBS oder ESEB), respektiv déi ewechzehuelen, déi wärend dëser Risikoperiod net a Kontakt mat der Klass waren (z. B. bei engem Krankheetsfall).

Vun Ufank un ass ganz kloer kommunizéiert ginn, datt den Dispositiv vun der Quarantän nëmmen da kann en place gesat ginn, wann e Fall vun der Direktioun vun der Santé confirméiert ginn ass - dat fir ze verhënneren, datt Kanner heemgeschéckt ginn an Elteren herno keen Urecht op de Congé pour raisons familiales hunn, wa sech erausstellt, datt d'Quarantän ni offiziell vun der Santé ausgeschwat ginn ass.

Virun allem an de Wochen no der Allerhellegevakanz koum et ausserdeem vir, datt déi positiv geteste Persoun, déi theoreetesch en Zenario 2 hätt kéinten ausléisen, wärend der Risikoperiod net méi an der Schoul war. Dee Moment gouf si als hors période bezeechent an hiert positivt Resultat hat keng Repercussiounen op de Schoulbetrib, d. h. huet keng Quarantän ausgeléist.

Fir eventuell Mëssverständnisser an Zukunft ze vermeiden, gouf d'Equipe vun der Cellule de coordination an de leschte Woche weider opgestockt an Upassungen un der Organisatioun goufe geholl. Des Weidere goufen d'Direktiounen op en Neits drun erënnert, datt eng Quarantän just vun der Direktioun vun der Santé kann ausgeschwat ginn, an dëst, nodeems ee positive Fall offiziell bestätegt, d'Risikoperiod definéiert an d'Kontaktpersounen identifizéiert goufen.

ad 2. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend publizéiert all Woch d'Unzuel vun de positive Fäll vu Schüler a Schoulpersonal no den Zenarien 1, 2, 3 a 4, esou wéi de Stufeplang vum MENJE se virgesäit.

Fir d'Period vum 14. September bis den 31. Dezember 2020 waren a Quarantän oder an engem Zenario 1:

- 16.571 Schüler an 1.348 Enseignanten am Enseignement fondamental;

- 17.157 Schüler an 2.062 Enseignanten am Enseignement secondaire.

Eis si keng Fäll bekannt, an deenen d'Quarantän an der Schoul net respektéiert gouf.

Question 3347 (19.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **cours d'accueil :**

D'Sproochförderungscourse fir Immigrantekanner (fr. cours d'accueil) an der Grondschoul sinn intensiv Coursen an de Schoulsproochen Däitsch a Franséisch.

Hei déi kuerz Erklärung aus der Broschür vum MEN vun 2017, déi online um Site www.men.lu ze fannen ass: „De Cours d'accueil ass een intensive Sproochecours. D'Kand gëtt fir d'éischt mat Däitsch oder Franséisch familiariséiert, fir datt et d'Enseignanten an déi aner Kanner versteet a sech ausdrécke kann. D'Ziler vum Cours d'accueil sinn, dem Primo-arrivant genuch Däitsch- an/oder Franséischkenntnisser mat op de Wee ze ginn, fir kënnen a senger Classe d'attache matzeschaffen. D'Kand gëtt vum Direkter an eng Classe d'attache ageschriwwen a mécht hei, souwäit et méiglech ass, all d'Fächer mat. Am Cours d'accueil gëtt mat enger Sprooch ugefaangen (D oder F, jee no Mammesprooch an Alter). Eréischt wann d'Kand déi nei Sprooch ganz an der Classe d'attache matléiert, kann déi zweet Sprooch am Cours d'accueil ugefaange ginn. D'Dauer vum Cours d'accueil ass ganz individuell a verschidden."

Well e puer Onkloerheete bestinn an d'Praxis oft eng aner Realitéit opweist wéi d'Theorie, géif ech dem Här Unterrechtsminister gäre follgend Froe stellen:

1. Kann de Minister eis matdeelen, wéi vill Kanner am Schouljoer 2019/2020 an de Sproochförderungscourse waren? Wéi vill hu mat Däitsch a wéi vill mat Franséisch ugefaangen?

De System vun de Sproochförderungscoursen (Cours d'accueil) brëngt an der Praxis eng Rei organisatoresch Erausfuerderunge mat sech: De Stonneplang vu Sprooch-förderungscourse gëtt z. B., zumindest an der Stad Lëtzebuerg, eréischt no dem Plang vum Schoulsport an de Stonnepläng vun den diversen Intervenanten, déi beispillsweis Dechargen assuréieren, opgestallt, wat och domat begrënnt ass, dass net sécher gewosst ass, wéi vill nei Immigrantekanner (fr. primo-arrivants) de 15. September an der Schoul sinn. Well och wärend dem ganze Schouljoer nei Immigrantekanner kënne bäikommen, ass de Stonneplang vum Sproochförderungscours oft mat groussem Wiessel verbonnen, an et muss heiansdo ëfters am Joer reegelrecht mat de Stonne „jongléiert" ginn, fir de Stonneplang vum Sproochförderungscours kënnen ëmmer erëm opzestellen. Do kann et da virkommen, datt an engem Sproochförderungscours wärend enger oder méi Stonnen, Kanner beienee sinn, déi zwou verschidde Sproochen (déi eng Däitsch, déi aner Franséisch) léiere sollen, wat jo awer, fir datt den intensive Sproochecours senger Finalitéit gerecht bleift, soll vermidde ginn.

2. Ass dem Ministère bekannt, wéi vill Fäll et am Land ginn, wou an enger Stonn vum Sproochförderungscours zwou Sprooche gläichzäiteg ënnerriicht ginn, wat wéineg effizient ass a wéineg Sënn mécht?

3. Wéi gedenkt de Ministère, deem Problem entgéintzewierken?

Kanner, déi, wa si op Lëtzebuerg kommen, keng Notioun vun eise Schoulsproochen hunn, gi jee nom Alter entweeder an e Sproochförderungscours am Däitschen oder am Franséische geschéckt. Eréischt wa si esouwäit sinn, déi éischt Sprooch an der Reegelklass kënne matzemaachen, fänke si déi zweet Sprooch am Sproochförderungscours un. Dat brëngt mat sech, datt déi Kanner an enger Sprooch ëmmer e Réckstand hunn, a jee méi spéit si zu Lëtzebuerg ageschoult ginn, desto éischter gi si am Lycée op Klasse mat speziellem Sprooche-programm orientéiert.

4. Wou läit dobäi um reng schoulesche Plang de Virdeel fir déi nei Immigrantekanner, géigeniwwer engem anere Modell, wou si zum Beispill déi zwou Schoulsprooche géifen intensiv léieren, éier si iwwerhaapt an eng Reegelklass géife goen?

5. Wéi gesäit et mat der Orientatioun aus: Wien entscheet, op d'Kanner, déi am Sproochförderungscours sinn, déi standardiséiert Tester matmaachen (EPSTAN)? Ginn et do genee Reegelen?

6. Wann en neit Immigrantekand sollt ee Joer widderhuelen (eng Verlängerung vum Zyklus (Allongement) sollt kréien), huet dat dann en Afloss op de Sproochförderungscours, deen hatt zegutt huet, oder ass dat onofhängeg dovun?

Der schonn zitéierter Broschür „Cours d'accueil - wat ass dat?" no, ass et net virgesinn, datt een Immigrantekand, wat am Cycle 2.1 ageschoult gëtt, an de Sproochförderungscours (Cours d'accueil) geet. An der Praxis gesäit dat awer och alt anescht aus.

7. A wéi enge Fäll ginn Ausname gemaach, fir datt Kanner, déi am C2.1 ageschoult ginn, och an de Sproochförderungscours kënne goen? Wien hëlt déi Entscheedung?

An de Joren 2016/2017 huet de MEN sougenannte „Classes spécialisées d'accueil de l'État" (CSAE) agefouert, fir den Asylbewerberkanner (DPI) d'Aschoulung zu Lëtzebuerg - mam Zil vun der Integratioun an eng Reegelklass - ze erliichteren.

8. Wéi vill esou Spezialklasse ginn et de Moment am Land a wéi vill Kanner sinn an esou Klassen? Aus wéi enge Länner kommen si?

9. Wende sech d'CSAE-Klassen ausschliisslech un Asylbewerberkanner?

An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 2. Mee 2016 vum honorabelen Deputéierte Georges Engel (LSAP), QP Nr. 1984, heescht et, datt et zousätzlech Ressourcë fir asylberechtegt Kanner (BPI) ginn. Hei den Extrait aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro: « Ressources additionnelles: Pour les enfants de bénéficiaires de protection internationale qui, suite à une scolarisation dans une classe spécialisée d'accueil de l'État, intègrent une classe régulière de l'enseignement fondamental après le 15 octobre 2015, deux leçons hebdomadaires d'enseignement par enfant sont ajoutées au contingent de leçons d'enseignement fixé pour l'année scolaire en cours. Ces leçons sont destinées à faciliter l'intégration des enfants concernés ; elles sont accordées au moment où l'enfant rejoint une classe régulière de l'enseignement fondamental. »

10. Ginn et déi Ressourcen aktuell och nach?

Réponse (27.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Ee Kand, dat nei op Lëtzebuerg kënnt, gëtt am Sënn vun enger integrativer Approche direkt a seng Classe d'attache ageschriwwen. Heifir gëtt ee Bilan vu senge sproochleche Kenntnisser am Spezifeschen a vum Developpement vun senge schoulesche Kompetenzen am Generellen erstallt. Op Basis vun dësem Bilan gëtt de legalen Dispositiounen, déi am Règlement grand-ducal modifié du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays festgehale sinn, entspriechend decidéiert, a wéi eng Classe d'attache d'Kand ageschriwwe gëtt a wéi eng Modalitéiten am Kader vum Cours d'accueil gegeebenefalls ze respektéiere sinn.

D'Artikelen 1 an 3 vum zitéierte Reglement gesi vir, datt de Regionaldirekter mat Bléck op den Alter vum Kand decidéiert, a wéi eng Classe d'attache dëst ageschriwwe gëtt, an datt d'Unzuel vun de Stonnen, wärend deenen d'Kand de Cours d'accueil frequentéiert, op Basis vu sengem schouleschen a sproochleche Bilan festgeluecht gëtt.

Doriwwer eraus gesinn am Kader vun der Organisatioun vum Cours d'accueil déi legal Dispositioune jee no Cycle am Prinzip Follgendes vir: Am Cycle 2 suivéieren déi Schüler, déi nei op Lëtzebuerg kommen a keen Däitsch kënnen, d'office een intensive Sproochecours, deen den Developpement vun den däitsche Sproochekompetenze viséiert. Notamment am Cycle 2.1 gëtt dëse Sproochecours am Sënn vun enger integrativer Approche an der Klass organiséiert, wou all d'Schüler mateneen déi däitsch Sprooch léieren an den Enseignant am Kader vun der Differenzéierung de Schüler jeeweils Aktivitéiten ubitt, déi dem Developpement vun hire Kompetenzen entspriechen. Am Fall wou d'Kanner am Laf vum Cycle 2 an d'Classe d'attache integréiert ginn, gëtt mat Bléck op de Bilan vun de sproochleche Kompetenze festgeluecht, op eng punktuell Frequentatioun vum Cours d'accueil opportun ass, fir den däitsche Sproochecours an der Classe d'attache ze ergänzen an entstane Retarden opzehuelen.

Am Schouljoer 2019/2020 hunn insgesamt 211 Schüler aus dem Cycle 2 vun enger Begleedung an ee Cours d'accueil profitéiert. 206 Schüler hunn ergänzend zu den Aktivitéiten an der Classe d'attache zumindest an enger éischter Phas vun engem intensiven däitsche Sproochecours am Kader vum Cours d'accueil profitéiert, wärend fënnef Schüler, déi déi

däitsch Sprooch scho bei der Inscriptioun an d'Grondschoul beherrscht hunn, reng hisiichtlech dem Developpement vun de lëtzebuergesche Sproochekenntnisser gefërdert goufen.

Ee Kand aus dem Cycle 3, dat nach keen Däitsch kann, profitéiert deemno am Kader vum Cours d'accueil als éischt vun engem intensiven däitsche Sproochecours, deen duerch d'Aktivitéiten an der Classe d'attache ergänzt gëtt. Wann d'Kand hei däitlech Progrèse gemaach huet, an et kee Franséisch kann, viséiert de Cours d'accueil an enger zweeter Phas den Developpement vun de franséische Sproochkompetenze wärend d'Kand an der Classe d'attache den Däitschunterrecht suivéiert, wou et zesumme mat senge Klassekomeroden differenzéiert Aktivitéiten ugebuede kritt. Am Fall wou ee Kand déi däitsch Sprooch scho beherrscht a nach kee Franséisch kann, suivéiert et den Däitschcours an der Classe d'attache a léiert parallell heizou Franséisch am Kader vum Cours d'accueil. Mat Bléck op de Bilan vun de sproochleche Kompetenzen an dem Zäitpunkt, zu deem d'Kand an d'Grondschoul ageschriwwe gëtt, gëtt decidéiert, op de Schüler reng an der Classe d'attache a franséischer Sprooch gefërdert gëtt oder op ergänzend heizou nach Aktivitéiten am Kader vum Cours d'accueil ugebuede ginn.

Am Schouljoer 2019/2020 hunn insgesamt 499 Schüler aus dem Cycle 3 ee Cours d'accueil besicht. 484 Schüler hunn ergänzend zu den Aktivitéiten an der Classe d'attache zumindest an enger éischter Phas vun engem intensiven däitsche Sproochecours am Kader vum Cours d'accueil profitéiert, wärend 15 Schüler, déi déi däitsch Sprooch scho bei der Inscriptioun an d'Grondschoul beherrscht hunn, reng hisiichtlech dem Developpement vun de franséische Sproochekenntnisser gefërdert goufen.

Ee Schüler aus dem Cycle 4, dee weeder Däitsch nach Franséisch kann, profitéiert an der Classe d'attache an am Cours d'accueil vun engem intensive franséische Sproochecours. De Schüler, dee scho Franséisch kann, gëtt intensiv an der däitscher Sprooch gefërdert. Am Schouljoer 2019/2020 hunn insgesamt 384 Schüler aus dem Cycle 4 vun enger Inscriptioun an ee Cours d'accueil profitéiert. 318 Schüler hunn ergänzend zu den Aktivitéiten an der Classe d'attache zumindest an enger éischter Phas vun engem intensive franséische Sproochecours am Kader vum Cours d'accueil profitéiert, wärend 66 Schüler, déi déi franséisch Sprooch scho bei der Inscriptioun an d'Grondschoul beherrscht hunn, reng hisiichtlech dem Developpement vun den däitsche Sproochekenntnisser gefërdert goufen.

Aus den Zuele vun den Inscriptioune pro Cycle ergëtt sech, datt wärend dem Schouljoer 2019-2020 1.094 Schüler aus de Cyclen 2-4 vun engem Cours d'accueil hu kënne profitéieren.

Heizou sief nach bemierkt, datt an exzeptionelle Fäll laut dem Artikel 4 vum uewe genannte Reglement eenzeg de Regionaldirekter kann am Sënn vum Wuel vum Kand Entscheedungen huelen, déi iwwert d'Artikele 5 bis 9 vum nämmlechte Reglement erausginn. Deemno opläit et dësem am Fall vum Cycle 2.1 op Basis vum Bilan vum Kand senge schouleschen a sproochleche Kompetenzen ze decidéieren, op nieft der Inscriptioun an der Classe d'attache nach eng weider Inscriptioun an de Cours d'accueil sënnvoll ass.

Aus der Opschlësselung vun den Inscriptiounen an déi eenzel Coursen ergëtt sech, datt de Cours d'accueil net als traditionelle Cours verstane ka ginn, mee et handelt sech ëm eng zousätzlech Hëllefstellung, déi et de Schüler, déi nei an d'Land kommen an d'Unterrechtsprooche guer net, respektiv just deelweis beherrschen, soll erméiglechen, hir sproochlech Kompetenze méiglechst effikass ze verbesseren.

Fir de Cours d'accueil gesäit den Artikel 4 vum Règlement grand-ducal modifié du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays eng progressiv Diminutioun vun de Stonne vir, déi ee Kand an de Cours d'accueil ageschriwwen ass, fir iwwert dee Wee eng kontinuéierlech vollzäiteg Integratioun an d'Classe d'attache ze preparéieren. Fir datt dës ka reusséieren, ass déi reegelméisseg Concertatioun tëschent den eenzele Membere vun der Équipe pédagogique ee weesentleche Faktor. Esou evaluéieren dës en continue d'Progrèse vun de Schüler a passen d'Offer vun den Aktivitéiten esouwuel am Cours d'accueil wéi och an der Classe d'attache de sproochleche Kompetenzen entspriechend un.

Am Kader vum Cours d'accueil steet d'Differenzéierung grad esou am Fokus wéi an den traditionelle Klassen. Dës Noutwendegkeet ass notamment doduerch bedéngt, datt d'Schüler, déi zu ënnerschiddleche Momenter vum Schouljoer an d'Coursen integréiert ginn, verschidde Sproochekenntnisser matbréngen an esou just duerch eng adequat Differenzéierung een intensive Sproochecours, esou wéi dësen an de legalen Dispositioune virgesinn ass, ka sécher gestallt ginn. Am Kader vun engem nämmlechte Cours d'accueil ginn deemno ënnerschiddlech Aktivitéite vum Enseignant organiséiert, déi d'Schüler, gegeebenefalls regruppéiert a Funktioun vun hire Besoinen, zäitweis mat Hëllef vun dësem realiséieren. Et ass an deem Kontext méiglech, datt an engem Cours ee Grupp vu Schüler an der däitscher Sprooch ënnerriicht gëtt, wärend ee weidere Grupp eng Aktivitéit realiséiert, déi den Developpement vun de Kompetenzen an der franséischer Sprooch viséiert. Iwwert dëse Wee gëtt séchergestallt, datt d'Ressourcen, déi am Kader vum Cours d'accueil zur Dispositioun stinn, optimal genotzt ginn.

E jonkt Kand, wat sech an enger neier sproochlecher Situatioun befënnt, huet enorm Léierméiglechkeeten, déi et wichteg ass ze mobiliséieren, fir him e gudde Start an der lëtzebuergescher Schoul ze erméiglechen. De reegelméissege Kontakt mat senge Matschüler favoriséiert heibäi d'Erléiere vun enger neier Sprooch. Wat ee Kand méi mat der Sprooch a Kontakt ass, wat et se méi séier léiert a sech méi séier a senger Classe d'attache integréiere kann.

Dës Approche duerch eng Integratioun an d'Classe d'attache vun Ufank un erméiglecht etm dem Kand net nëmme sech sproochlech méi séier ze entwéckelen, mee ass zousätzlech och extreem wichteg fir seng sozial Integratioun. D'Zil vum Cours d'accueil ass et, dem Kand ze erméiglechen, mat sengem neien Ëmfeld ze kommunizéieren.

Allgemeng gesäit den Artikel 26 vum Organisatiounsgesetz vir, datt bei der Orientatioun direkt méi Elementer a Betruecht gezu ginn a sech hei net exklusiv op d'Resultater an den Epreuvë bezu gëtt. D'Produktioune vun de Schüler, déi an den eenzele Course geschafe goufen, esouwéi och d'Bilane vun de formativen Evaluatiounen si wichteg Elementer, déi bei der Orientatioun mat consideréiert ginn. Am Fall wou ee Schüler eng Sprooch net beherrscht, ass d'Participatioun un enger Epreuve, déi den Developpement vun de Kompetenzen an der Sprooch soll festleeën, wéineg sënnvoll. Vu datt de Schüler an deem Fall de Cours d'accueil frequentéiert, opläit et de Membere vun der Équipe pédagogiquem zesumme mat den Elteren, eng schoulesch Offer auszewielen, déi dem schouleschen a sproochleche Bilan vum Kand Rechnung dréit. Eng grouss Plus-value sinn an deem Kontext déi reegelméisseg formativ Evaluatiounsmomenter, mëttels deenen d'Prise en charge vun de Schüler am Kader vum Cours d'accueil soll ugepasst ginn an déi bei der Orientatioun mat consideréiert ginn, fir an der diversifizéierter schoulescher Offer déi erauszesichen, déi de Besoine vum Schüler entsprécht. Zu deem Zweck gouf e Complément au bilan intermédiaire spezifesch fir d'Evaluatioun vu Primo-arrivanten ausgeschafft. A Bezuch op den EPSTA sief nach bemierkt, datt an de groussen internationalen Etüden d'Kanner eréischt bei den Epreuvë matmaachen, wa se mindestens zwee Joer d'Schoul vum Land besicht hunn.

Wéi schonns erkläert, gëtt d'Unzuel vun de Schoulstonnen, wärend deenen ee Schüler vun engem Cours d'accueil profitéiert, op Basis vun engem schouleschen a sproochleche Bilan festgeluecht a mëttels reegelméissege formativen Evaluatiounsmomenter gegeebenefalls adaptéiert. Iwwert dëse Wee gëtt een intensive Sproochecours garantéiert, deen ee séieren Developpement vum Schüler senge sproochleche Kompetenzen ënnerstëtzt. Am Fall wou ee Schüler, deen nieft senger Inscriptioun an eng Classe d'attache nach an de Cours d'accueil ageschriwwen ass, vun engem Allongement vun der Dauer vum Cycle profitéiert, opläit et der Équipe pédagogique mat Bléck op den Artikel 22 vum Organisatiounsgesetz, déi néideg Mesuren ze decidéieren, fir d'Prise en charge vum Schüler esou unzepassen, datt dësen d'Socles vum Cycle erreecht. Heifir baséiert sech déi pedagogesch Equipe op d'Produktioune vum Kand aus der Classe d'attache an dem Cours d'accueil esouwéi och op d'Observatioune vun de respektiven Titulairen. Bei Bedarf kënne jee no Besoin vum betraffene Schüler zousätzlech Ressourcen am Kader vum Appui pédagogique mobiliséiert oder d'Interventioun vun engem I-EBS envisagéiert ginn, esouwéi dat fir jiddwer Kand virgesinn ass. Am Accord mat den Eltere besteet am Fall, wou d'Mesuren, déi an der Schoul en place gesat ginn, net déi gewënschte Friichten droen, d'Méiglechkeet, weider Mesurë vun der Commission d'inclusion decidéieren ze loossen.

Nieft de Cours d'accueil ginn et och déi sougenannte „classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays". Wéi am Règlement grand-ducal modifié du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays festgehalen, ginn dës Klassen da kreéiert, wann de Besoin iwwert de kommunale Kader erausgeet. Am Prinzip sinn an dëse Klassen exklusiv Demandeurs de protection internationale (DPI) ageschriwwen. Am Sënn vun enger gudder Kollaboratioun um lokalen Niveau ginn an eenzele Fäll klasseniwwergräifend Aktivitéite fir eenzel Gruppen oder Schüler ëmgesat, wärend deenen asylberechtegt Schüler punktuell am Cours d'accueil matschaffe respektiv ëmgedréint, Schüler aus dem Cours d'accueil Aktivitéiten an de Classes spécialisées de l'État (CSAE) suivéieren.

Opgrond vun enger staarker Fluktuatioun vun der Schülerunzuel an de CSAE, kann ëmmer just eng Momentopnam erstallt ginn. Am Januar 2021 sinn et insgesamt 20 Klasse mat engem Gesamteffektiv vun 163 Schüler.

D'Kanner koumen aus follgende Länner:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Circulaire Nr. 3324 vum Inneministère vum 24. November 2015 bleift weiderhin en vigueur an esou ass och weiderhin eng Augmentatioun vum Contingent vun zwou Schoulstonne pro asylberechtegt Kand virgesinn, am Fall wou dëst aus enger CSAE an eng regulär kommunal Klass integréiert gëtt.

Question 3352 (21.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **gratuité des manuels scolaires :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3128 concernant la gratuité des manuels scolaires dans l'enseignement secondaire, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale a, entre autres, présenté les données sur l'évolution des bons d'achat à hauteur de 50 % de la valeur des livres neufs devant promouvoir la réutilisation des manuels d'occasion.

De ces informations il ressort que le nombre de bons générés pour les trois dernières années scolaires, et la valeur totale et finalement la valeur totale réclamée ont chuté considérablement.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les raisons de cette évolution et plus précisément s'il dispose d'informations pourquoi une part importante des bons d'achat générés n'ont pas été réclamés. (La valeur générée pour 2020-2021 est de 296.098 euros tandis que la contre-valeur réclamée n'est que de 66.962 euros.)

Réponse (12.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se réfère à la réponse à la question parlementaire n° 3128 concernant la gratuité des manuels scolaires et demande des précisions au sujet des bons d'achat.

Les chiffres fournis dans la réponse en question illustrent en effet une nette diminution tant au niveau du nombre de bons d'achat générés que de la part des bons qui ont effectivement été réclamés.

Pour ce qui est des chiffres pour l'année 2020-2021 en cours, il faut prendre en considération que le nombre de bons réclamés ne peut être que provisoire, puisque les chiffres fournis reflètent la situation jusqu'au 11 novembre 2020. Les élèves étant en droit d'échanger les bons d'achat jusqu'au 30 juin 2021, le nombre de bons d'achat réclamés est susceptible d'augmenter au cours des six mois à venir.

Quant aux raisons qui ont conduit à la baisse du nombre total de bons d'achat générés, il y a lieu de donner des précisions.

Certains manuels figurant sur la liste sont utilisés pendant plusieurs années de suite, comme p. ex. l'atlas de géographie. Au cours de la première année de la gratuité des manuels scolaires, les élèves ayant acheté ces manuels en classe de 7e, donc avant l'introduction de la gratuité, n'avaient ainsi pas besoin de le sélectionner une nouvelle fois et ont par conséquent pu générer davantage de bons d'achat.

Les expériences acquises lors de la première année de la gratuité (2018-2019) ont en outre conduit à certaines adaptations du système, notamment en ce qui concerne la nature des articles pour lesquels les bons d'achat peuvent être utilisés. Depuis l'année scolaire 2019-2020, ces derniers peuvent uniquement être utilisés pour l'achat de manuels scolaires non obligatoires ainsi que pour d'autres livres. L'acquisition de fournitures scolaires à l'aide des bons d'achat n'est plus possible, et ce pour des raisons d'équité face aux commerces qui ne vendent pas de manuels scolaires et dans lesquels l'échange des bons d'achat n'était pas possible.

Les modalités d'utilisation des bons d'achat sont clairement expliquées sur le site www.mybooks.lu sous la rubrique « Informations pratiques » ainsi que sur le dépliant qui a été remis à tous les élèves. Cependant, les raisons que peuvent avoir les élèves de renoncer à l'utilisation des chèques-livres générés n'ont pas pu être déterminées jusqu'à présent. Une enquête dans ce sens auprès des libraires n'a pas non plus permis de fournir des réponses plausibles à cette question.

Question 3354 (21.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **Commission nationale pour la protection des données (CNPD) :**

A menger parlamentarescher Fro N° 2657 hat ech de Minister fir Kommunikatioun a Medien d'CNPD iwwert de Fonctionnement vu verschiddene Prozedure bei der CNPD befrot. Den 20. Oktober 2020 huet d'CNPD d'Prozedur vun de Reklamatioune schréftlech an engem Dokument festgehalen (ze fannen op https://cnpd.public.lu/fr/decisions-avis/2020/procedure-reclamations.html).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Am Artikel 4 vun der Prozedur steet geschriwwen, datt de Plaignant sech als éischt beim DPO vun der betraffener Organisatioun fir seng Rechter asetze muss, ier en d'CNPD aschalte kann.

- Wou ass dës Dispositioun am RGPD oder am Dateschutzgesetz vun 2018 ze fannen?

- Kann de Minister confirméieren, datt sech dësen Artikel nëmmen op Fäll „en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale" bezitt?

2. Am Artikel 6, zweeten Ënnerpunkt, vun der Prozedur steet geschriwwen:

« la réclamation est rédigée dans la langue luxembourgeoise, française, allemande, (y compris les documents joints et attestant les faits décrits dans la réclamation) ; »

Falls ee Plaignant mat enger auslännescher Firma ze doen huet an dëser Firma net an enger vun den dräi Amtssprooche schreiwe kann, mee op Englesch, hëlt d'CNPD dës Reklamatioun an dësem Fall un oder muss de Plaignant se vun engem staatlech unerkannten Iwwersetzer iwwersetze loossen?

3. Am Artikel 6, drëtten Ënnerpunkt, vun der Prozedur steet geschriwwen:

« la réclamation permet d'identifier son auteur, à savoir qu'elle contient au moins ses nom et prénom ou sa raison sociale et son adresse postale ; »

- Aus wéi enge Grënn huet d'CNPD beschloss, anonym Plainten (an deenen d'Plaignanten awer zum Beispill eng Mailadress hannerloossen) net zouzeloossen?

- Wat ass d'legal Basis vun dëser Decisioun?

- Wéi gi mat dëser Dispositioun Whistleblower geschützt?

4. Den Artikel 8 beschreift den „déclenchement d'une procédure d'enquête suite à l'instruction d'une réclamation". Heizou hunn ech follgend Froen:

- Gëtt de Plaignant informéiert, wann d'CNPD eng Enquête opmécht? Wann nee, firwat net?

- Wéi gëtt de Plaignant iwwert de weidere Verlaf vu senger Plainte um Courant gehalen a wat sinn d'Delaien, déi dofir virgesi sinn?

5. Am Artikel 10 vun der Prozedur steet geschriwwen:

« Si la personne concernée souhaite être informée de l'état d'avancement de sa réclamation en cours auprès de la Commission nationale, elle peut contacter la CNPD par voie électronique ou postale en y mentionnant la référence attribuée par la CNPD à sa réclamation. La CNPD se réserve le droit de ne pas apporter une réponse à une demande d'état d'avancement d'une réclamation qui serait formulée endéans un délai de deux mois à compter de la date d'introduction de la réclamation. »

De GDPR gesäit am Artikel 78 (2) vir, datt wann d'CNPD spéitstens no dräi Méint de Plaignant net iwwert den État d'avancement informéiert, datt d'Persoun da berechtegt ass, ee Recours virum Verwaltungsgeriicht ze maachen. Et stellt sech d'Fro vun der Finalitéit vum uewen zitéierten Artikel. Aus wéi enge Grënn huet d'CNPD dësen Artikel esou an der Prozedur festgehalen?

Réponse (25.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Regierung schléisst sech de follgenden Äntwerte vun der CNPD un.

ad 1. Den RGPD gesäit verschidde Rechter fir de Bierger vir („droit à l'information, droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement, droit à la limitation, droit à la portabilité, droit d'opposition" an „droit à ne pas être soumis à une décision individuelle automatisée") (Artikel 12-22), sou wéi och d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwer den Dateschutz „en matière pénale et de sécurité nationale" (Artikel 11-15), déi eng betraffe Persoun par rapport zu engem Traitement vu sengen Donnéeë beim Responsabele vum Traitement ka geltend maachen.

Et ergëtt sech also aus der Logik vum RGPD a vum virgenannte Gesetz, dass dës Rechter fir d'éischt musse beim Responsabele vum Traitement geltend gemaach ginn. Als Beispill kann een den Artikel 15 vum RGPD ufeieren, dee Follgendes virgesäit: « La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que les données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès auxdites données à caractère personnel… ».

D'CNPD stellt dozou och Modellbréiwer op hirem Internetsite zur Verfügung, déi betraffe Persoune kënnen notzen, fir hir Rechter geltend ze maachen.

Nodeems de Bierger seng Rechter vis-à-vis vum Responsabele vum Traitement geltend gemaach huet, an en awer keng zefriddestellend Äntwert oder guer keng Äntwert kritt huet, kann en eng Reklamatioun bei der CNPD maachen. Dëst ergëtt sech aus dem Artikel 77.1 vum RGPD.

Den Artikel 4 vun der Prozedur bezitt sech nëmmen op d'Rechter vun enger betraffener Persoun.

Et sief bemierkt, dass den Artikel 4 vun der Prozedur net virgesäit, dass déi Rechter als éischt beim DPO musse geltend gemaach ginn, mee beim Responsabele vum Traitement. Net all Responsabele vum Traitement muss en DPO designéieren. Natierlech soll den DPO, wann et ee gëtt, ëmmer d'Kontaktpersoun sinn, un déi ee sech soll wenden, fir seng Rechter auszeüben (Artikel 38.4 vum RGPD) oder aner Froen zum Dateschutz ze stellen.

Wann et sech net ëm d'Rechter vun enger betraffener Persoun handelt, kann eng Persoun natierlech direkt eng Reklamatioun bei der CNPD areechen (also ouni sech fir d'éischt beim Responsabele vum Traitement ze mellen), wa se mengt, dass e Responsabele vum Traitement eng Violatioun vun den Dateschutzgesetzer begaangen huet. An dësem Fall muss de Reklamant prezis uginn, wat fir eng Dateveraarbechtung eng Violatioun vun den Dateschutzgesetzer soll duerstellen. Et geet also net duer, dass de Reklamant seet: „Ech mengen, d'Firma XY ass net dateschutzkonform" (cf. Artikel 6 Tiret 5 vun der Prozedur). D'Persoun muss vun der Violatioun vun der Dateveraarbechtung selwer betraff sinn. Dëst geet aus dem Artikel 77 vum RGPD ervir.

Dëst ass och allgemeng d'Verständnis vum EDPB (European Data Protection Board) an aneren europäeschen Dateschutzautoritéiten.

Nee, den Artikel 4 bezitt sech explizitt op den RGPD sou wéi och op d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwer den Dateschutz „en matière pénale et de sécurité nationale", wann ee seng Rechter wëllt geltend maachen.

ad 2. An hirer Prozedur huet d'CNPD sech un dat ofgeännert Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwer de Sproocheregimm zu Lëtzebuerg gehalen. Den Artikel 4 (Requêtes administratives) vun dësem Gesetz gesäit Follgendes vir: « Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant ».

Den RGPD an d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwer den Dateschutz „en matière pénale et de sécurité nationale" gesi vir, dass nëmmen eng physesch betraffe Persoun eng Reklamatioun bei der Autorité de contrôle, also der CNPD, kann areechen. Et ass also wichteg, dass all Resident zu Lëtzebuerg an enger vun den dräi Amtssproochen eng Reklamatioun kann areechen, an och an där Sprooch, déi e gewielt huet, eng Äntwert kritt.

Wann e Reklamant net an enge vun deenen dräi Sprooche schreiwe kann, kann d'CNPD och eng Reklamatioun an englescher Sprooch entgéinthuelen, ouni dass dës muss vun engem staatlech unerkannten Iwwersetzer iwwersat ginn. D'CNPD kommunizéiert dann och mam Reklamant op Englesch, mee d'CNPD kann aus legale Grënn net d'Iwwersetzunge vun offiziellen Dokumenter asw., wéi zum Beispill Kontrakter, déi Objet vun enger Reklamatioun wieren, fir de Reklamant iwwerhuelen.

Wann e Reklamant deen zu Lëtzebuerg wunnhaft ass a mat enger auslännescher Firma ze dinn huet, déi net zu Lëtzebuerg, mee an engem aneren EU-Memberstaat etabléiert ass, ass d'CNPD net zoustänneg, a leed déi Reklamatioun an englescher Sprooch dann un déi zoustänneg Autorité de contrôle an der EU weider, sou wéi den RGPD dat duerch de Kooperatiounsmechanismus virgesäit. D'Langue véhiculaire ass dann Englesch. De Reklamant kritt op enger vun den dräi nationalen Amtssprooche geäntwert, wann en der englescher Sprooch net mächteg ass.

ad 3. Den Artikel 6, drëtten Ënnerpunkt, bezitt sech op d'Recevabilitéit vun enger Reklamatioun. Den Artikel 77 vum RGPD gesäit vir, dass nëmmen eng betraffe physesch Persoun (also eng Persoun déi kann identifizéiert ginn) kann eng Reklamatioun areechen. Den Artikel 80 vum RGPD erméiglecht et, enger betraffener physescher Persoun, ënner verschiddene Konditiounen, en Organismus, eng Organisatioun oder eng Associatioun (also eng „personne morale") ze mandatéieren, eng Reklamatioun, fir si bei der CNPD anzereechen.

Den RGPD gesäit also vir, dass e Reklamant, egal ob et sech ëm eng physesch oder moralesch Persoun handelt, muss kënnen identifizéiert ginn.

Wann eng betraffe Persoun eng Reklamatioun bei der CNPD areecht, z. B. well hir Rechter net respektéiert gi sinn, muss d'CNPD och d'Identitéit vun dëser Persoun dem Responsabele vum Traitement matdeelen, soss kéint d'Reklamatioun net behandelt ginn.

D'Prozedur gesäit vir, dass eng betraffe Persoun eng Reklamatioun elektronesch oder per Post ka bei der CNPD areechen, andeems si de Formulaire deen d'CNPD op hirem Internetsite zur Verfügung stellt benotzt, oder dës op Pabeier verfaasst. Fir recevabel ze sinn, muss eng Reklamatioun dann och d'Krittäre vum Artikel 6 vun der Prozedur respektéieren. Eng Reklamatioun géint e Responsabele vum Traitement ass en Akt deen eng gewësse Seriositéit duerstellt an deem muss de Reklamant sech bewosst sinn. Dofir gesäit d'Prozedur vir, dass e Reklamant genuch a prezis Informatioune muss uginn, dass déi presuméiert Violatioun vun enger Dateveraarbechtung kann identifizéiert ginn. Et geet also net duer, dass e Reklamant ugëtt, dass e Responsabele vum Traitement net dateschutzkonform wier.

Generell ass et och schwiereg eng anonym Reklamatioun ze instruéieren, z. B. wann dës just iwwer eng anonym Mailadress erageschéckt gëtt ouni weider Informatiounen.

Trotzdeem gesäit d'Prozedur vir, dass d'CNPD ausnamsweis d'Elementer vun enger anonymmer Reklamatioun kann ënnersichen, en fonction vun der Gravitéit an dem Impakt déi d'Fakten, déi signaléiert goufen, kéinten op d'Bierger hunn (cf. leschten Abschnitt vum Artikel 6 vun der Prozedur).

Den Artikel 7, Abschnitt 4, gesäit vir, dass d'Identitéit vun engem Reklamant ni opgedeckt gëtt, ausser wann dëst absolutt noutwendeg wier, fir d'Reklamatioun kënnen ze traitéieren (z. B. eng Reklamatioun wou eng betraffe Persoun den Zougang zu hiren Donnéeë refuséiert kritt huet). Ausserdeem gesäit den Artikel 42 vum Dateschutzgesetz vir, dass all Persoun, déi bei der CNPD schafft, dem Secret professionnel vum Artikel 458 vum Code pénal ënnerläit.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 2657 vum honorabelen Deputéierten notéiert, féiert net all Reklamatioun eng Enquête mat sech, well déi meescht Reklamatioune bäigeluecht kënne ginn, nodeems d'CNPD beim Responsabele vum Traitement intervenéiert ass.

Wann eng Enquête am Sënn vun den Artikelen 37-41 vum Dateschutzgesetz ageleet gëtt, gëtt de Reklamant am Prinzip net informéiert. D'Dateschutzgesetz erlaabt der CNPD net, iwwer lafend Enquêten ze kommunizéieren. D'Dateschutzgesetz gesäit nämlech net vir, dass de Secret professionnel, deem d'CNPD ënnerläit, vis-à-vis vun engem Reklamant opgehuewe gëtt. Den Artikel 77.2 vum RGPD gesäit just vir, dass de Reklamant muss iwwer den „état d'avancement" an den Ausgang vu senger Reklamatioun informéiert ginn.

Dobäi kënnt, dass wann d'CNPD eng administrativ Decisioun („mesure correctrice" oder „Sanctioun") no enger Enquête adoptéiert, dës Entscheedung nëmme publizéiert ka ginn, wann all d'Recoursméiglechkeete virun de Verwaltungsgeriichter ausgeschöpft sinn a wann dës Publikatioun de betraffene Parteie keen disproportionelle Schued zouféiert (cf. Artikel 52 vum Dateschutzgesetz).

Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 3 erkläert, kann d'CNPD wéinst dem Beruffsgeheimnis dem Reklamant keng Detailer iwwer eng lafend Instruktioun oder Enquête erausginn. De Reklamant gëtt informéiert, dass d'Instruktioun zu senger Reklamatioun entweeder nach um Lafen ass oder, wann d'Instruktioun fäerdeg ass, wéi eng Suite seng Reklamatioun kritt (cf. Artikel 77.2 vum RGPD).

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 2657 vum honorabelen Deputéierte beschriwwe gouf, hänken d'Delaien natierlech vun der Komplexitéit vun der Instruktioun of.

ad 5. All Reklamant kritt no der Areechung vu senger Reklamatioun en Accusé de réception geschéckt. Well all Instruktioun vun enger Reklamatioun eng gewëssen Zäit an Usproch hëlt, informéiert d'CNPD de Reklamant net onbedéngt bannent zwee Méint no Areechung vun der Reklamatioun, iwwert de Stand vum Dossier. Opgrond vum Delai vun dräi Méint, deen am Artikel 78.2 vum RGPD virgesinn ass, informéiert d'CNPD de Reklamant also spéitstens innerhalb vun dräi Méint, dass d'Instruktioun vun der Reklamatioun nach um Lafen ass, an dat bis dass d'Instruktioun ofgeschloss ass.

Ausserdeem gesäit den Droit administratif zu Lëtzebuerg vir, dass wann en Administréierten no dräi Méint keng Äntwert vun enger Administratioun kritt, dass dëst als implizitte Rejet vu senger Demande unzegesinn ass. An deem Fall kann déi concernéiert Persoun e Recours virum Verwaltungsgeriicht maachen. Soulaang d'Instruktioun vun der Reklamatioun nach um Lafen ass, wat no dräi Méint wéinst der Komplexitéit vum Dossier oft de Fall ass, ass e Recours virum Verwaltungsgeriicht allerdéngs net onbedéngt sënnvoll, et sief d'CNPD hätt eng administrativ Decisioun geholl, mat där de Reklamant net averstane wier.

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

Question 3358 (22.12.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **prise en charge des frais supplémentaires des crèches non conventionnées :**

Eisen Informatiounen no hunn d'Crèches non conventionnées, déi en/eng Educateur/ Educatrice iwwergangsweis astelle wéinst der aktueller Covid-19-Situatioun, keng Prise en charge des frais supplémentaires zegutt. Dëst fält laut Aussoe vum Ministère ënnert d'Gestioun vum Träger. Am Fall wou ee vum Personal a Quarantän ass, iwwerhëlt d'CNS allerdéngs d'Käschten.

Virum Hannergrond vun der aktueller Kris a wëssend, datt et aktuell immens schwéier ass, Personal an de Betreiungsstrukturen ze fannen, wëll ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Kann de Minister eis dëst confirméieren?

- Kann de Minister eis soen, firwat dëst mat de privaten Träger esou gehandhaabt gëtt?

Réponse (27.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Finanzement vun den net konventionéierte Crèchë via de Chèque-service accueil (CSA) ass iwwer d'Jugendgesetz gereegelt. Eng Prise en charge vun zousätzleche Fraisen ass an deem Kader net explizitt virgesinn.

Effektiv ass et esou, datt d'Betreiungsstrukturen, bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie, ee méi oder manner groussen Ausfall vun hirem Personal kënnen hunn. Dëst entweeder well d'Personal krank oder a Quarantän ass oder well d'Personal op de Congé pour raisons familiales (CRF) zeréckgräift. An all dëse Fäll sinn d'Käschte vum Ausfall iwwert d'CNS ofgedeckt. Wann deemno eng Betreiungsstruktur opgrond vu Krankheet, Quarantän oder CRF Personal muss ersetzen, sinn d'Käschten am Prinzip iwwer d'CNS ofgedeckt.

Wéinst der momentaner Unzuel vu Quarantänen a well et am Moment schwiereg ass, zousätzlecht Personal ze fannen, huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) an Zesummenaarbecht mam Service national de la jeunesse (SNJ) jonk Leit, déi am Service volontaire agéschriwwe sinn, op Demande hin an d'Betreiungsstrukturen (konventionéiert an net konventionéiert) orientéiert. Duerch dës Moossnam sinn aktuell 88 Jonker a 24 verschiddene Strukturen agestallt ginn.

Fir de Betreiungsstrukturen ze erméiglechen, genuch Personal zur Verfügung ze hunn, stellt de MENJE ausserdeem op Ufro hin a fir d'Dauer vun der Kris, Derogatiounen aus par Rapport zu der néideger Qualifikatioun vum Betreiungspersonal.

Question 3367 (24.12.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **radicalisation des jeunes :**

Säit dräi Joer këmmert sech de Service Respect.lu ëm Fäll vu Radikaliséierung, sief et vu reliéiser, politescher oder anerer Natur. An engem Artikel aus dem „Le Quotidien" vum 27. November 2020 mam Titel „Déradicalisation : Le lien social, facteur clé" heescht et, datt wärend dem Joer 2019 eng relativ grouss Unzuel vu Radikalisatioune bei Kanner tëschent zéng an zwielef Joer vum besote Service festgestallt gi wier. Zitat aus dem Artikel: « Nous avons eu un nombre préoccupant de personnes assez jeunes, à la fin du cycle primaire, c'est-à-dire âgées de 10 à 12 ans. »

Well esou eng Behaaptung ganz eescht ze huelen ass a fir dowéinst dem Phenomeen op de Grond ze goe mam Zil, de Problem méiglechst effizient unzegoen, wéilte mir dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. De Service Respect.lu mécht och Interventiounen an de Schoulen, mee et ass un deenen eenzele Schoulen, fir de Service ze invitéieren. Gedenkt den Här Minister, opgrond vun dem erschreckende Resultat vum Bilan vum Service Respect.lu, verschidde preventiv Moossnamen op nationalem Plang ze ergräifen? Gëtt dës Problematik mat deene regionale Schouldirektiounen diskutéiert a gi Schoulen encouragéiert fir, am Fall vun engem méigleche Problem, sech un dee Service ze adresséieren? Zweetens, wéi ginn d'Enseignanten an d'Educateuren op eventuell Radikaliséierunge bei Kanner a Jonke sensibiliséiert a virbereet? Ginn et Formatiounen dozou? Wa jo, wéi sinn déi organiséiert a kréien si eng gewësse Prioritéit?

2. Wëllt den Här Minister, och am Kader vun der Ausbildung vun den Enseignantë fir d'Grondschoul a vun den Educateuren, e Contenu aféieren, fir d'Beruffsufänger op Situatioune virzebereeden, wou Kanner radikaliséiert sinn oder Gefor lafen, sech ze radikaliséieren?

3. De ganz groussen Undeel u gemellte Radikaliséierunge schéngen islamistesch Radikaliséierungen ze sinn (am Joer 2018: 57 % an am Joer 2019: 68 % aus dem Joresrapport vu Respect.lu). Ginn et méi prezis Donnéeën zu der Natur vu Radikaliséierungen, déi bei de Kanner an der Grondschoul festgestallt goufen? Bestätegt sech dës Konzentratioun vun der Radikaliséierung op den islamistesche Beräich och fir d'Kanner an der Grondschoul?

4. Wéi engen Instanzen ass de Service Respect.lu verflicht, d'Radikaliséierung vu Kanner matzedeelen am Kader vum Schutz vum betraffene Kand esouwéi deem vun anere Kanner, déi mat deem Kand a Kontakt sinn? Ginn d'Eltere vum Kand informéiert? Wéi eng Exigenze vum Dateschutz kommen an esou Situatiounen zum Droen?

5. Ginn d'Direktiounen, respektiv de Ministère, iwwert déi Fäll informéiert? Wa jo, wéi behandelen déi Instanzen esou Informatiounen?

6. Am genannten Artikel heescht et iwwerdeems, datt sozial Bindungen eng ganz grouss Roll spillen an esouguer verhënnere kënnen, datt jonk Leit sech radikaliséieren oder datt si enger entaméierter Radikalisatioun weider fräie Laf ginn. Veräiner a Sportclibb kënnen do, wéi et och am Artikel unhand vun engem staarke Beispill ze liesen ass, eng grouss Roll spillen. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Reduktioun vum Veräinsliewen a vum Sport duerch d'Covidmesuren eng Auswierkung op d'Verhale vun de jonke Leit am Hibléck op d'Radikaliséierungsgefor kann hunn?

Réponse (09.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Associatioun Respect.lu bitt mat hiren dräi Haaptpilieren (Preventioun, Begleedung an Deradikaliséierung) eng grouss Hëllef fir Leit, déi an hirem Liewe mat Radikaliséierung konfrontéiert ginn respektiv déi am Kader vun der Preventioun vu Radikaliséierung schaffen. Mat Informatiounen, Formatiounen a Bäistand kann d'Associatioun esou zu enger Verhënnerung vun der Verbreedung vu Radikaliséierung bäidroen.

De begleedenden Aspekt vun der Aarbecht vu Respect.lu ass als sozial, psychologesch an informativ Ënnerstëtzung ze verstoen. Si sinn Uspriechpartner fir Persounen, déi mam Phenomeen vun der Radikaliséierung konfrontéiert ginn, sief dëst an hirem privaten oder och an hirem professionellen Ëmfeld. Persounen, déi d'Associatioun kontaktéieren, kënnen dëst och anonym maachen. D'Equipe vu Respect.lu ënnerläit dem Beruffsgeheimnis (Artikel 458 vum Code pénal). Dëst erlaabt engersäits, d'Ophuele vum éischte Kontakt esou einfach ewéi méiglech ze maachen, mee bedeit gläichzäiteg och, datt d'Associatioun net ouni den Accord vun der Kontaktpersoun ka weider Mesuren aleeden. Aus dësem Grond kuckt si zesumme mat hir, wéi si dës kann ënnerstëtzen a si iwwerleeën zesummen, ob et sënnvoll wier, eng weider Instanz ze kontaktéieren.

Wéi am Joresbericht vu Respect.lu betount gëtt, ass et wichteg festzehalen, datt dës Statistike keen Trend kënnen erëmginn. Am Rapport vu Respect.lu ginn am Kader vun hirer Aktivitéit vun der Begleedung fir d'Joer 2019 insgesamt 37 Situatiounen erfaasst. Vun dëse 37 Situatioune konnt fir 13 Fäll keng Altersgrupp vun der betraffener Persoun festgeluecht ginn. Fir d'Altersgrupp bis zwielef Joer goufe siwe Situatioune gemellt. Zum enge schlësselt de Rapport net op, wéi eng Form vu Radikaliséierung bei der Altersgrupp bis zwielef Joer am heefegsten ass, zum anere muss een dës Zuel an de Kontext vun enger Gesamtschülerunzuel vu méi wéi 50.000 Schüler eleng an den ëffentleche Grondschoule setzen.

Allerdéngs ass d'Radikaliséierung vun de Kanner a Jugendlechen en Theema, dat besonnesch am edukative Beräich vill Opmierksamkeet muss kréien, an dës Zuel muss och consideréiert an hir Entwécklung weider suivéiert ginn. D'Kanner an déi Jugendlech verbrénge vill Zäit an der Schoul an et ass och, nieft dem Elterenhaus an dem Frëndeskrees, an dësem Kader, wou si léieren zesummenzeliewen. Aus dësem Grond gëtt an de Schoulen e Maximum gemaach, fir den Tendenze vu Radikaliséierung entgéintzewierken. Heibäi ass et besonnesch d'Vermëttlung an d'Liewe vun de Wäerter vu Respekt, Demokratie an Oppenheet, déi wichteg sinn, an dowéinst ass den Developpement vun dëse Wäerter am Plan d'études vun der Grondschoul explizitt virgesinn a gesetzlech am Artikel 3 vun der Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire festgehalen. Dësen Artikel beseet ënner anerem, datt d'Schou-

lausbildung de Schüler op d'Ausübung vu senge Responsabilitéiten als Bierger an enger demokratescher Gesellschaft virbereet. Et bréngt him déi eethesch Wäerter, déi op der Déclaration universelle des droits de l'homme baséieren, méi no a léiert hien, d'Gläichheet tëscht Meedercher a Jongen ze respektéieren. D'Liewe vun dëse Wäerter resultéiert an der Inclusioun vun alle Kanner a Jugendlechen a spigelt sech och erëm an enger respektvoller Bezéiung an Zesummenaarbecht tëscht Elteren a Léierpersonal.

Aus dësem Grond hunn d'Studenten am Kader vun hirer Grondausbildung vum Bachelor en sciences de l'éducation en éischte Kontakt mat Formatiounen an dësem Beräich. Esou léieren si beispillsweis, wéi si richteg mat den Eltere kommunizéieren, an dëst och am Respekt vu kulturellen Differenzen. Si léieren, géigesäitege Respekt ze promouvéieren an ënnerschiddlech Konzepter vu Relioun, Eethik a Wäerter ze verstoen an ze erklären. Zousätzlech léiere si, wéi si déi richteg Instanzen a Kontaktpersounen identifizéieren, falls si an dësem Kontext op Schwieregkeete stoussen. Änlech Coursen a Formatioune ginn et och an den internationale Pendante vun der Ausbildung zum Enseignant.

Fir den Enseignanten an Educateure weider wichteg Outile fir d'Agrenzen an d'Preventioun vun der Radikaliséierung ze bidden, ginn eng Rei Fortbildungen zu dësem Theema ugebueden, dëst och zum Deel an Zesummenaarbecht mat Respect.lu. Hei e puer Beispiller, déi aktuell vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) a vum Zentrum fir politesch Bildung (ZPB) ugebuede ginn:

- Integration fördern - Radikalisierung verhindern: Präventionsprogramm gegen Extremismus;

- Let's talk about...: Schwierige Gespräche führen;

- Respekt - Wo fängt er an? Wo hört er auf?;

- SSE - Verschwörungstheorien - Fake News & Alternative Fakten. Was steckt dahinter - wie gehen wir damit um - was kann dadurch passieren?;

- Alles Informatioun oder wat? Webtools fir sech online ze orientéieren.

D'Zil vun dëse Formatiounen ass et ënner anerem, d'Enseignanten an dat sozioedukatiivt Personal fir d'Erkenne vu Radikaliséierung ze sensibiliséieren an hinne fundéiert Informatiounen iwwert d'Schwieregkeeten ze bidden, déi se an der Schoul begéine kënnen. Si léieren dernieft, wéi e Radikaliséierungsprozess ausgesäit a wéi si fréi Warnhiweiser oder Indicateuren erkenne kënnen. Zousätzlech solle Weeër an Äntwerten opgewise ginn, wéi si mat esou Situatiounen ëmgoe sollen a wéi si preventiv virgoe kënnen.

Och d'Schüler ginn ënner anerem am Kader vun den transversale Kompetenzen, déi am Plan d'études festgehale sinn, ëmmer rëm mat Theeme konfrontéiert, déi hinnen d'Zesummeliewen an enger Gemeinschaft, mee och déi demokratesch Valeure méi no brénge sollen. Esou ginn am Kontext vun den Attitudes relationnelles beispillsweis Theeme behandelt wéi d'Nolauschteren, d'Solidaritéit an d'Evitéiere vu Prejugéen a Stereotyppen.

Zousätzlech ginn am Kader vum Cours „Vie et société" ëmmer rëm Theeme wéi Diversitéit a Respekt behandelt. Esou léieren d'Kanner scho vum Cycle 2 un, datt et ënnerschiddlech Kulturen, Reliounen an Ideologië ginn an datt si Persounen, déi anescht denken ewéi si, respektéiere sollen.

D'Pandemie an déi doduerch entstanen Aschränkunge kënnen eng Belaaschtung op d'Wuelbefannen, besonnesch bei deene Jonken, mat sech bréngen, déi et wichteg ass, am An ze behalen. Dofir ass och d'Wuelbefanne vu Kanner a Jugendleche bei der Rentrée 2020/2021 vum MENJE an de Fokus gestallt ginn an et goufen an deem Sënn eng Rei ënnerstëtzend Mesuren ergraff.

Question 3371 (31.12.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **taxes pour la navigation sur la Moselle :**

Le Gouvernement allemand a l'intention d'abolir les taxes pour la navigation sur la Moselle. Une décision afférente est attendue au plus tôt pour le début du premier semestre de l'année 2021. Selon la Société internationale de la Moselle, les recettes de ces taxes s'élevaient en 2019 à sept millions d'euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'intention allemande d'abolir les taxes pour la navigation sur la Moselle ?

2) Quelle est la position du Luxembourg quant à cette proposition ?

3) Quels avantages entraînerait une telle mesure ?

4) Est-ce qu'une telle abolition, nécessitant une modification du contrat sur la Moselle de 1956, trouverait l'approbation des trois pays contractants, à savoir la France, l'Allemagne et le Luxembourg ?

Réponse (02.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge au sujet des péages sur la Moselle.

ad 1) Dans le programme de coalition du 7 février 2018 de la République fédérale allemande figurait la mesure d'abolition des péages fluviaux à l'exception de celles perçues sur le « Nord-Ostsee-Kanal ».

Le Ministère des transports allemand a informé pour la première fois en novembre 2018 lors de la plénière d'automne de la Commission de la Moselle les autorités françaises et luxembourgeoises de sa décision d'abroger les péages sur les voies navigables intérieures allemandes le 1er janvier 2019, y compris le canal Main-Neckar, et de son intention de faire de même sur la Moselle internationale.

ad 2) Le Luxembourg a toujours œuvré au sein de la Commission de la Moselle pour une modération et simplification des péages au vu de la concurrence du transport par voie fluviale avec le transport routier et la complexité du régime des péages actuellement en vigueur.

Le Luxembourg a ainsi favorablement accueilli cette nouvelle volonté politique allemande et, conscient du fait qu'une décision doit intervenir par voie de consensus entre les trois États riverains et nécessitera une révision en profondeur de la Convention de la Moselle de 1956 (qui instaure notamment le principe de fixation des péages, les modalités de collecte via les services de navigation nationaux, la redistribution via la Société internationale de la Moselle et leur mode de révision), l'accord de coalition du Gouvernement luxembourgeois signé le 3 décembre 2018 prévoit que « le Luxembourg suivra l'abolition projetée des péages sur les voies fluviales allemandes et accompagnera favorablement dans la Commission de la Moselle une éventuelle simplification ou abrogation du régime des péages mosellans ».

Aussi, la Commission européenne prévoit dans sa stratégie de mobilité durable et intelligente, annoncée le 9 décembre 2020, un objectif de croissance de 25 % jusque 2030 et 50 % jusque 2050 pour le transport par voie de navigation intérieure ainsi qu'une meilleure intégration des coûts externes au niveau de tous les modes de transport et à cet égard des péages, qui pénaliseraient le transport fluvial par rapport aux modes de transport moins durables, seraient à éviter comme ne pas amenant au but recherché.

ad 3) L'abolition ou la diminution des péages fluviaux augmenterait la compétitivité du transport fluvial surtout face au transport routier, qui est plus rapide par définition et très compétitif en termes de prix, alors que les voies de navigation intérieure disposent de capacités libres afin de permettre le transport durable d'importantes quantités de marchandises.

En effet, la navigation reste le mode de transport le plus respectueux en matière de ressources et de protection de l'environnement. Pour le transport de colis lourds, la navigation nécessite par tonne-kilomètre en moyenne 67 % moins d'énergie que le transport par camions et 35 % moins que pour le transport par rail. Par ailleurs, également en termes d'émissions de CO_2 par tonne transportée et en termes de coûts externes (gazeux polluants, accidents et nuisances) induits par le transport, le transport fluvial se place en première position par rapport au transport par route ou par rail.

ad 4) En 2020, sous présidence luxembourgeoise de la Commission de la Moselle, les travaux de modification de la Convention de la Moselle ont été entamés et il faut s'attendre que sous présidence allemande de la Commission de la Moselle en 2021 un protocole d'amendement sera finalisé.

Il convient de noter que la question de l'abolition des péages est directement liée à la question de la liquidation de la Société internationale de la Moselle qui collecte pour le compte des États riverains de la Moselle ces péages et les redistribue à ceux-ci selon la clef définie par la Convention de la Moselle de 1956.

Or, avant la suppression de la Société internationale de la Moselle, dont les trois États riverains sont actionnaires, il est nécessaire que soit acté l'abandon des États des créances envers la Société internationale de la Moselle qui résultent des dispositions obsolètes de la Convention de la Moselle de 1956. Ce processus est en cours en Allemagne et en France ou subsistaient des inscriptions budgétaires dans les lois budgétaires, alors qu'aucune mesure n'est nécessaire au Luxembourg en raison de l'absence d'une inscription budgétaire afférente.

Finalement, il y a des discussions et négociations en cours sur une demande de compensation financière demandée par la France en vue de l'abolition des péages mosellans.

Question 3372 (04.01.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **classes de neige :**

Laut mengen Informatioune ginn a verschiddene Schoulen am Kader vun de „classes de neige" Schistagen uganks Februar geplangt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Educatiounsminister stellen:

1. Kann d'Regierung dëst bestätegen?

2. Virum Hannergrond vun der aktueller Kris, kann de Minister eis déi offiziell Linn wat dës Schivakanzen ubelaangt matdeelen?

Réponse (05.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Aktuell plangt keng Lëtzebuerger ëffentlech Grondschoul e Schistage. Eventuell Schistagë goufen, bedéngt duerch déi aktuell sanitär Kris am Kontext vum Covid-19, fréizäiteg annuléiert.

Dräi Lycéeën hunn eng Reservatioun gemaach, fir Mëtt Mäerz Classes de neige ze organiséieren; dës kënnen awer zu all Moment an ouni Fraisen annuléiert ginn.

ad 2. An deenen zwee Ordres d'enseignement sinn d'Schoulreese „jusqu'à nouvel ordre" annuléiert; dëst gëllt deemno och fir d'Schistagen.

Question 3374 (04.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **recrutement pour les centres de vaccination contre la Covid-19 :**

Säit enger Woch kënnen déi éischt Leit sech zu Lëtzebuerg géint de Covid-19 impfe loossen. D'Impfstrategie gesäit vir, dass an enger éischter Phas d'Personal aus dem Beräich vun der Santé an de Soine geimpft soll ginn an duerno schrëttweis déi ganz Populatioun Zougréff op eng Impfung kritt. Fir méiglechst vill Persounen an engem méiglechst sécheren a kontrolléierten Ëmfeld impfen ze kënnen, ginn Impfzenteren opgemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune konnte bis ewell rekrutéiert ginn, fir Impfunge géint de Covid-19 duerchzeféieren?

Aus wéi enge Beruffer bzw. aus wéi enge Schoulen/Universitéite kommen dës Leit?

2. Wéi vill Persoune sollen an de kommende Wochen a Méint nach rekrutéiert ginn, fir Impfunge géint de Covid-19 duerchzeféieren?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Wat d'medezinnescht Personal ubelaangt, goufe fir ze impfe bis elo 51 Infirmieren engagéiert.

Déi liberal Doktere konnten sech iwwert e Questionnaire umellen, fir an de Centres de vaccination matzehëllefen. Op dës Ëmfro hin hunn sech bis elo 236 Médecins généralistes an 270 Médecins spécialistes gemellt.

ad 2. De Rekrutement vun Dokteren an Infirmiere fir déi verschidden Impfzenteren ass amgaangen. D'Unzuel vum Personal, wat néideg ass, fir datt dës Zentere funktionéiere kënnen, hänkt awer staark vun der Unzuel vun den Impfdosen of, déi an den nächste Woche wäerte geliwwert ginn.

Question 3375 (04.01.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **vaccination contre la Covid-19 dans le cas d'une prise de médicaments pour fluidifier le sang :**

Laut mengen Informatioune solle respektiv kënne Persounen, déi mat Bluttverdënner behandelt ginn, net géint de Covid-19 geimpft ginn.

Deemno beseet och en Artikel op rp-online.de mam Titel „Was Patienten mit Blutverdünnern vor der Coronaimpfung wissen müssen", dass eng intramuskulär Injektioun schwiereg ass bei Mënschen, déi mat Bluttverdënner behandelt ginn, opgrond vu kardiovaskuläre Krankheeten ewéi enger Fibrillation auriculaire (Häerzrhythmusstéierungen) oder awer och Thrombosen oder Longenembolien etc. An Däitschland géife beispillsweis eng Millioun Leit un enger Fibrillation auriculaire leiden. Wärend bei villen Impfunge kéint subkutan, also just ënnert d'Haut gesprëtzt ginn, misst bei der Coronaimpfung dréngend an de Muskel gepickt ginn. Dëst géif awer a ville Fäll zu engem geféierlechen Hämatom féiere bei Patienten, déi dës Gerënnungshemmer huelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung sech scho mat dësem Problem auserneegesat?

- Wéi vill Mënsche ginn zu Lëtzebuerg mat Bluttverdënner behandelt?

• Wat sinn d'Altersklasse vun dëse Patienten?

• Befënnt d'Majoritéit dovu sech an eisen Alters- a Fleegeheemer?

- A wéi engem Fall kënnen dës Persounen, déi duerch eng bestëmmte Krankheet mat Bluttverdënner behandelt ginn, awer géint de Covid-19 geimpft ginn?

• Wann dës Persounen eng Zäit laang keng Medikamenter méi huelen, kënnen se da geimpft ginn?

• Wat ass d'Recommandatioun vun enger „intelligenter Pauséierung", wëssend, dass et Leit ginn, déi duerch d'Gravitéit vun hirer Krankheet staark op dës Medikamenter ugewise sinn?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Bluttverdënner ginn effektiv a ville Krankheeten akut oder chronesch agesat. D'Heefegkeet vun dëse Krankheete geet mam Alter erop, et ass dofir net onlogesch, dovun auszegoen, dass d'Benotzung vu Bluttverdënner och mam Alter eropgeet an dass vill Leit an Alters- a Fleegeheemer dës Medikamenter benotzen. De Gesondheetsministère huet awer dozou keng genau Statistiken.

D'Injektioun vum Covid-19-Impfstoff ass intramuskulär. Si kann awer mat bestëmmte Virsiichtsmoossnamen (reng Injektiounsnol, Kompressioun no der Injektioun etc. ...) och bei Leit mat Bluttverdënner gemaach ginn. Déi national Recommandatioune fir de Covid-19 vum Conseil supérieur des maladies infectieuses gesinn dëst vir, genausou wéi international Recommandatiounen an deem Beräich. Déi Informatioune sinn alleguerten ënnert follgendem Link ze fannen: https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/conseil-maladies-infectieuses/covid-19/index.html.

Et sinn an de leschte Woche schonns eng ganz Rei Leit mat Bluttverdënner geimpft ginn, ouni dass dëst zu Komplikatioune geféiert huet.

Question 3376 (04.01.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **achats de vaccins contre la Covid-19 par l'Union européenne :**

Aus engem „Spiegel"-Artikel vum 18. Dezember geet ervir, dass BioNTech grad ewéi Moderna der EU-Kommissioun virgeschloen hunn, nach Vaccin nozebestellen. Laut de Journalisten, huet d'EU-Kommissioun fir d'éischt mat europäeschen Hiersteller Kafverträg wollten ofschléissen. Anscheinend hätt den däitsche Gesondheetsminister appelléiert, fir méi BioNTech Vaccin ze kafen, verschidden EU-Länner hätte sech awer dogéint ausgeschwat - dorënner och Frankräich - déi anscheinend op de franséischen Hiersteller Sanofi gehofft hätten.

D'EU-Kommissioun grad ewéi de franséische Secrétaire d'État aux Affaires européennes hunn dës Aussoen dementéiert.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministeren dës Froe stellen:

1. Hunn d'Hiersteller BioNTech a Moderna der EU-Kommissioun ugebueden, fir zousätzlech zu den am Kafvertrag festgehalenen Dosen, nodréiglech nach weider Dose bei hinnen nozebestellen?

Falls jo, aus wéi enge Grënn gouf dës Offer net ugeholl?

2. Moderna huet de 27. Juli matgedeelt, dass si kéinten an déi drëtten Etapp vun hirer Studie starten. De Kafvertrag mat Moderna gouf awer eréischt de 25. November ofgeschloss. De Moderna Vaccin kéint de 6. Januar vun der europäescher Medikamentenagence approuvéiert ginn.

Firwat gouf véier Méint nodeems dëse Vaccin als ee vun den Éischten an déi drëtt a leschte Phas vun senger Entwécklung gaangen ass, eréischt ee Kafvertrag ofgeschloss?

3. D'Hiersteller Sonafi a GSK hu matgedeelt, dass hiren Impfstoff warscheinlech réischt am leschten Trimester vun 2021 wäert prett sinn. Si hunn Enn Dezember 2020 annoncéiert an déi 3. Phas ze goen - fënnef Méint no Moderna. D'EU-Kommissioun huet awer schonn den 18. September ee Kafvertrag ofgeschloss, deen Zweeten no AstraZeneca, déi déi dräi Phase vun Tester virum Vertrag annoncéiert haten.

Firwat goufe bei verschiddenen Hiersteller d'Kafverträg schonn ënnerschriwwen, éier si an déi drëtt Phas vun hire Studië gaange sinn?

Firwat goufe bei verschiddenen Hiersteller d'Kafverträg eréischt Méint nom Start vun der drëtter Phas ofgeschloss?

Réponse commune (04.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Aus den Informatiounen, déi der Regierung virleien, geet Follgendes ervir: De virgezunnene Kaf-

vertrag, deen d'Europäesch Kommissioun den 20. November 2020 mat BioNTech/Pfizer ofgeschloss huet, gesäit 200 Milliounen Impfdose vir, mat enger Optioun op 100 Milliounen zousätzlech Dosen; de virgezunnene Vertrag deen d'Europäesch Kommissioun de 4. Dezember 2020 mat Moderna ofgeschloss huet, gesäit 80 Milliounen Impfdose vir, mat enger Optioun op 80 Milliounen zousätzlech Dosen.

Offere vun den Hiersteller, fir zousätzlech Impfdosen ze kafen, ginn als éischt vun de Servicer vun der EU-Kommissioun, déi d'Kafbedingungen aushandelen, traitéiert. Deemno huet EU-Kommissioun kierzlech en Zousazvertrag mat BioNTech/Pfizer ofgeschloss fir de Kaf vu bis zu 300 Milliounen zousätzlechen Dose vum Impfstoff Comirnaty. Rezent huet d'EU-Kommissioun d'Offer vu Moderna fir 150 Milliounen zousätzlech Dosen ze kafen ugeholl.

ad 2. + 3. Et ass richteg, datt d'lescht Joer, wéi d'EU-Kommissioun Verhandlunge mat de potenzielle Kandidate fir d'Hierstellung vun engem Impfstoff géint de Covid-19 agaangen ass, verschidden Hiersteller méi wäit an de klinesche Studië ware wéi anerer. Allerdéngs war et zu deem Ament nach net méiglech virauszegesinn, wéi ee Kandidat eng Zouloossung géing kréien a wéi schliisslech de Rapport Notzen-Risiko géing ausfalen. An deem Kontext wollt sech d'EU-Kommissioun mat fréie Bestellungen e breeden an diversifizéierte Portfolio sécheren, fir genuch Quantitéiten un Impfdosen disponibel ze hunn, an esou d'Besoine vun der gesamter europäescher Bevëlkerung ofzedecken.

Déi virgezunne Kafverhandlunge goufe vun der EU-Kommissioun am Numm vun den EU-Memberstaate gefouert. De Kalenner fir d'Ofschléisse vun de jeeweilege Verträg war u Fortschrëtter vun de Verhandlungsgespréicher gebonnen. Vu datt de Grand-Duché, wéi déi aner EU-Memberstaaten och, net an déi Verhandlungen agebonne war, huet d'Regierung keng weider Detailer zu dëse Gespréicher.

Question 3378 (04.01.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **promotion de la culture de l'orgue au Luxembourg :**

En cette nouvelle année 2021, l'Allemagne fête l'orgue, instrument royal, et partant la littérature musicale y relative. En effet, depuis l'Antiquité, l'orgue a pu être développé, de siècle en siècle, par des artisans et artistes les plus divers pour devenir un véritable instrument polyvalent et sophistiqué. Le Grand-Duché de Luxembourg se distingue, lui aussi, par des instruments variés provenant de manufactures nationales et internationales de renom.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) À l'instar de l'initiative allemande, Madame la Ministre se proposerait-elle également de promouvoir davantage la culture de l'orgue au Luxembourg par des programmes spécifiques ?

2) Dans l'affirmative, quelles formules de coopération pourraient être envisagées en collaboration avec les acteurs les plus divers en ce domaine (organistes, associations, communes, ...) ?

3) Une promotion plus systématique de l'orgue au-delà de sa fonction liturgique est-elle prévue au niveau national ?

4) Combien d'orgues sont actuellement en voie de classement ?

5) Dans quelle mesure le Ministère de la Culture soutient-il les acteurs qui souhaitent s'investir de manière plus ciblée dans la promotion de la musique d'orgue, en particulier celle destinée à sensibiliser les jeunes générations ?

Réponse (04.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

L'idée de qualifier l'orgue en tant que « Instrument des Jahres » est un projet dont l'initiative et l'étendue se limitent aux « Landesmusikräte » de certains Länder allemands. De telles initiatives n'existent pas et ne sont pas prévues dans les autres pays européens. Ceci dit, le Ministère de la Culture soutiendra évidemment chaque initiative méritoire émanant du secteur culturel, qui viserait à promouvoir la culture de l'orgue spécifiquement.

Dans ce contexte, le dispositif des subsides pour projets culturels du Ministère de la Culture peut à tout moment être sollicité par chaque acteur culturel du Luxembourg. Tel qu'il l'a fait par le passé, le Ministère de la Culture continuera à soutenir financièrement des projets en lien avec l'orgue. Citons à titre d'exemple des initiatives telles que le FIMOD (Festival international de musique d'Orgue à Dudelange) et les Amis de l'Orgue Luxembourg, qui réalisent un important service public et culturel pour lequel ils continuent à bénéficier du soutien financier du Ministère. La Philharmonie, établissement public sous tutelle du Ministère de la Culture, organise également chaque année son Festival de l'Orgue.

Alors que le Ministère de la Culture met l'accent sur l'amélioration de l'accès à la culture et à la pratique culturelle pour tous les publics, y inclus pour les jeunes générations, il n'est pas prévu de cibler l'orgue spécifiquement en tant que point focal de ces efforts de sensibilisation.

En ce moment, 13 orgues sont classés en tant que monument national (voir question parlementaire n° 3378 - annexe 1). Aucun orgue n'est actuellement en voie de classement.

(*Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Question 3379 (04.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **remboursement des frais d'inscription des cours de langue :**

Wann een d'Lëtzebuerger Nationalitéit iwwert de Wee vum Sproochentest kréie wëllt, muss ee sech speziell fir dësen Test am Institut national des langues (INL), dem ëffentleche Sproochen- a Bildungszenter vum Land, umellen. Dobäi musse 75 Euro fir d'Aschreiwungskäschten op e Kont vum INL iwwerwise ginn, ier een de kompletten Dossier mat engem ausgefëllten Aschreiwungsformulaire, engem Identitéitsbeweis an der Bankquittung, vun de bezuelten Aschreiwungskäschte beim INL erareecht.

An deem Kontext wéilt ech den Här Educatiounsminister gär froen:

1. Stëmmt et, datt de Leit, déi de Sproochentest fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit am INL net packen, de volle Präis vun den Aschreiwungskäschte remboursëiert gëtt? Zënter wéini gëtt et dee Prinzip vum Remboursement beim Netbestoe vum Sproochentest fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit am INL?

2. Wat fir eng Administratioun ass verantwortlech fir de Remboursement?

3. Ass d'Unzuel vu méigleche Remboursementer hei limitéiert? Wa jo, wéi vill Remboursementer stinn engem hei zou?

4. Wéi vill där Remboursementer goufe bis haut gemaach?

Réponse (05.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3150 vum selwechten honorabelen Deputéierten, gëtt et och hei kee Prinzip, datt ee Kandidat remboursëiert géif ginn am Fall, wou en de Sproochentest fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit am INL net packt. Dës Feststellung bréngt mat sech, datt all déi aner Froen hifälleg ginn.

Déi Fäll, wou ee Remboursement virgesinn ass, sinn am Artikel 17 vum der Loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de 1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, 2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise, festgehalen, an déi bezéien sech op d'Reussite vum Kandidat am Sproochentest.

Question 3382 (06.01.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **réglementation FATCA :**

Dans un courrier adressé à l'Administration des contributions directes (ACD), l'Association des Américains accidentels (AAA) demande l'arrêt du transfert de données financières vers les États-Unis, d'après un article paru hier sur paperjam.lu.

Les signataires dudit courrier y dénoncent la contrariété de l'accord FATCA qui règle ce transfert de données avec le règlement européen sur la protection des données (RGPD) et plus généralement les droits fondamentaux.

Assimilés à des nationaux américains, les Américains accidentels sont confrontés à une série de problèmes, allant de l'ouverture d'un compte en banque, conditionnée à la production de documents qu'il est difficile de se procurer, jusqu'à renoncer à la nationalité américaine - qui leur a été octroyée à leur insu exigeant au préalable le paiement de 2.350 dollars.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de ladite problématique ?

- Quelles ont été les démarches entreprises par le Gouvernement luxembourgeois pour soutenir ces Américains accidentels ?

- Est-ce que les établissements de crédit luxembourgeois ont le droit de refuser l'ouverture d'un compte de paiement de base aux personnes résidant légalement sur le territoire de l'Union européenne (si ce n'est sur base de la réglementation AML) ?

• À part donc les règles AML, dans quels cas les établissements de crédit peuvent-ils refuser l'ouverture d'un tel compte à ces personnes ? Quelle en est la base légale ?

• Qu'en est-il de l'obligation imposée aux États membres par la directive 2014/92/UE du 23 juillet 2014 de garantir à ces personnes le droit d'ouvrir et d'utiliser des comptes de paiement assortis de prestations de base ?

• Alors que la précitée directive a été transposée au Luxembourg via la loi du 13 juin 2017, le Gouvernement a-t-il dressé un bilan de l'application de règles de non-discrimination inscrites à l'article 22 de cette loi et qui dispose que : « Les établissements concernés n'opèrent aucune discrimination à l'encontre des consommateurs résidant légalement dans l'Union européenne du fait de leur nationalité ou de leur lieu de résidence, ou pour tout autre motif visé à l'article 21 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lorsque ces consommateurs font une demande d'ouverture d'un compte de paiement ou accèdent à un tel compte. Les conditions applicables à la détention d'un compte de paiement de base ne sont en aucun cas discriminatoires. » Combien de réclamations ont été introduites auprès de la CSSF dans ce contexte ?

• Le Gouvernement partage-t-il l'appréciation des membres de l'Association des Américains accidentels que le transfert de données vers les États-Unis sous le régime FATCA soit contraire aux règles européennes en matière de protection des données ?

• La CNPD a-t-elle été saisie de réclamations/plaintes dans ce contexte ? Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer du sort réservé par la CNPD à ces missives ?

• Messieurs les Ministres souscrivent-ils aux conclusions de l'ancien groupe de travail « article 29 » sur la protection des données relatives à l'accord FATCA ? Ces conclusions sont-elles, de l'avis du Gouvernement, toujours valables actuellement ?

• Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que le régime FATCA tel qu'appliqué au Luxembourg et ailleurs en Europe ne viole le droit au respect de la vie privée et d'autres droits fondamentaux dont disposent lesdits citoyens (lesquels sont au demeurant des citoyens européens) ?

• Le Gouvernement entend-il faire mettre ledit sujet à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil des ministres européens ?

Réponse commune (05.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les honorables Députés évoquent un article paru sur le site paperjam.lu se référant à une lettre adressée à l'Administration des contributions directes par l'Association des Américains accidentels (AAA) demandant l'arrêt du transfert de données financières vers les États-Unis. Les signataires de ladite lettre y dénoncent la contrariété de l'accord FATCA, qui règle ce transfert de données, avec le règlement européen sur la protection des données et plus généralement les droits fondamentaux. En outre, la lettre de l'AAA soulève les difficultés auxquelles les américains dits « Américains accidentels » sont confrontés, notamment liées à l'ouverture de comptes en banque, conditionnée à la production de documents difficiles de se procurer.

Tout d'abord il y a lieu de relever que la réglementation FATCA n'est pas en soi à l'origine des problématiques subies par certains citoyens américains, mais peut en avoir exacerbé les effets.

Ainsi, il convient de garder à l'esprit que les problèmes pratiques que certains citoyens américains rencontrent depuis l'entrée en vigueur de FATCA sont attribuables exclusivement à des dispositions entérinées de longue date dans la législation américaine, qui consistent à rattacher des obligations de nature fiscale à la nationalité américaine, et ce indépendamment de l'existence d'attaches que la personne pourrait entretenir avec le territoire des États-Unis d'Amérique.

Afin de trouver une solution aux difficultés rencontrées par les Américains accidentels sur le territoire de l'Union européenne, le Conseil de l'Union européenne, sur l'initiative des États membres, a sensibilisé à deux reprises le Département du trésor américain en décrivant la problématique à laquelle les Américains accidentels sont confrontés, une première fois sous présidence finlandaise en 2019 et une seconde fois au mois de décembre 2020 sous présidence allemande.

Les honorables Députés s'enquièrent encore sur les conditions d'accès à un compte de paiement auprès d'un établissement de crédit établi au Luxembourg et les motifs de refus d'ouverture d'un compte de paiement de base. L'accès au compte de paiement et le droit au compte de base sont régis par la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement transposant en droit luxembourgeois la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base.

Conformément à la loi sur les comptes de paiement, aucune discrimination ne peut être opérée par les établissements de crédit à l'encontre des consommateurs résidant légalement dans l'Union européenne du fait de leur nationalité ou de leur lieu de résidence, ou pour tout autre motif visé à l'article 21 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lorsque ces consommateurs font une demande d'ouverture de compte de paiement ou accèdent à un tel compte.

Cependant, plusieurs motifs peuvent légalement justifier le refus d'ouverture d'un compte de paiement de base conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement. Les établissements de crédit concernés doivent refuser l'ouverture d'un tel compte s'il s'avère que les informations données par le consommateur en vue de l'ouverture du compte sont inexactes ou trompeuses, s'ils suspectent sur base d'indices probants ou concordants que le compte serait utilisé à des fins illégales ou lorsque l'ouverture ou le fonctionnement d'un tel compte entraînerait une violation de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. En sus, les établissements de crédit ont le droit de rejeter la demande d'ouverture d'un compte de paiement de base lorsque le consommateur a commis une infraction pénale à l'encontre de l'établissement de crédit concerné ou lorsque le consommateur détient déjà auprès d'un établissement de crédit situé au Luxembourg un compte de paiement.

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) veille à l'application et à l'exécution des dispositions de la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement, y inclus le respect des règles de non-discrimination inscrites à l'article 22 de ladite loi. La CSSF est investie de tous les pouvoirs de surveillance, d'enquête et de sanction nécessaires à l'exercice de ces fonctions, et est compétente pour recevoir les réclamations en relation avec l'application de la prédite loi. Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les comptes de paiement en 2017, un total de dix réclamations fut reçu par la CSSF évoquant soit le compte de paiement de base, soit le compte de paiement en général et des motifs de réclamation différents. La CSSF a par ailleurs reçu neuf questions de consommateurs concernant les conditions d'ouverture d'un compte de paiement, dont une en relation avec le respect des règles de non-discrimination et faisant l'objet d'investigations supplémentaires.

À ce jour, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a été saisie d'une réclamation dans ce contexte, où une banque avait refusé d'ouvrir un compte bancaire en faveur de la personne concernée suite à son refus de communiquer ses données personnelles pour un traitement à des finalités FATCA. Le réclamant se prévalait notamment d'une violation du règlement général sur la protection des données (RGPD) et a demandé à la CNPD de prendre position sur un tel traitement. La CNPD a constaté que le traitement répondait aux conditions de licéité de l'article 6 (1) (c) du RGPD dans la mesure où il était nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement (la banque) était soumis, telle qu'elle ressort de la loi du 24 juillet 2015 relative à FATCA. Dans le contexte de cette réclamation, la CNPD s'est par ailleurs déclarée incompétente afin d'invalider une disposition légale en vigueur et s'est, entre autres, référé à un arrêt du Conseil d'État français du 19 juillet 2019 ayant constaté la conformité de l'accord FATCA entre la France et les États-Unis par rapport au RGPD.

Finalement, en ce qui concerne la protection des données, il est considéré que les règles de protection sont respectées, dans la mesure où l'Accord intergouvernemental FATCA conclu entre le Luxembourg et les États-Unis a été signé le 28 mars 2014 et où l'article 96 du RGPD prévoit que « les accords internationaux impliquant le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales qui ont été conclus par les États membres avant le 24 mai 2016 et qui respectent le droit de l'Union tel qu'il est applicable avant cette date restent en vigueur jusqu'à leur modification, leur remplacement ou leur révocation ».

Question 3383 (06.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests PCR :**

De sougenannte Corman-Drosten-Pabeier, bei deem de bekannte Virolog Prof. Dr. Christian Drosten matgewierkt huet, war entscheedend dofir, datt déi haut gängeg Sars-CoV-2-PCR-Tester duerchgesat

goufen. D'PCR-Tester nom Corman-Drosten-Pabeier sinn d'Grondlag fir d'Covid-19-Fallzuelen an domat och fir d'Moossnamen a Restriktiounen an deem Kontext. Den Notze vun de PCR-Tester am Kader vu Covid-19 ass ënnert de Wëssenschaftler awer staark ëmstridden a geréit ëmmer méi a seriö Kritik. Virun enger Zäit schonn huet e Grupp vun Affekoten an den USA eng Sammelklo géint d'PCR-Tester an dësem Kontext agereecht. Kierzlech eréischt gouf de PCR-Test aus de selwechte Grënn vun engem portugisesche Beruffungsgeriicht als onzouverlässeg agestuuft.

D'Unerkennen an d'Verëffentleche vum Corman-Drosten-Pabeier duerch „Eurosurveillance" - eng europäesch wëssenschaftlech Fachzäitschrëft mat Peer-Review, déi sech mat der Epidemiologie, Iwwerwaachung, Preventioun a Kontroll vun iwwerdrobare Krankheete befaasst - huet zu wäitreechende Konsequenze fir Gesellschaften op der ganzer Welt gefouert.

Dowéinst huet en internationale Konsortium vu Life-Science-Wëssenschaftler (ICSLS) mat 22 unerkannten an onofhängegen Experten de besote Pabeier Punkt fir Punkt nogepréift. De 27. November 2020 huet dëse Konsortium säin Nopréiwungsrapport („review report") zesumme mat engem Bréif un „Eurosurveillance" geriicht. (De Rapport mat allen Detailer ass ëffentlech zougänglech: Retraction request letter to Eurosurveillance editorial board - CORMAN-DROSTEN REVIEW REPORT.) An hirem Bréif fuerderen d'Wëssenschaftler de Réckzuch vun der Corman-Drosten-Publikatioun „Detection of 2019 novel coronavirus (2019-nCoV) by real-time RT-PCR" vum 23. Januar 2020.

Dës Publikatioun soll den Auteuren no en diagnosteschen Aarbechtsoflaf an en RT-qPCR-Protokoll fir d'Noweisen an d'Diagnostik vun 2019-nCoV (haut bekannt als Sars-CoV-2) virstellen. Déi 22 Experte sinn awer zum Schluss komm, datt dës Publikatioun aus wëssenschaftlecher Siicht op kee Fall akzeptabel wier. Dëst begrënne si an hirem detailléierte Rapport, an deem si, hirer Ënnersichung no, zéng fatal wëssenschaftlech Feeler a Mängel op molekularem a methodologeschem Niveau behandelen an dës ausféierlech erklären. Si weisen dobäi och op e puer gravéierend Interessekonflikter duerch d'Auteure vun der Publikatioun hin.

Hei sollen op d'mannst véier vun den Auteuren direkt concernéiert sinn, woubäi dës Interessekonflikter net - obwuel dëst Virschréft ass - an der Originalfassung erwäänt goufen. Den Auteur Olfert Landt ass Geschäftsleeder bei TIB Molbiol, der Firma, déi als éischt esou PCR-Kits hiergestallt hat, wéi si am besote Pabeier beschriwwe goufen. De Marco Kaiser, e weideren Auteur, ass wëssenschaftleche Beroder bei TIB Molbiol an zousätzlech leedende Wëssenschaftler (Senior Researcher) bei GenExpress, enger Firma, déi Corona-PCR-Tester matentwéckelt huet. Des Weidere gehéieren d'Auteure Christian Drosten a Chantal Reusken als „Mitherausgeber" (associate editor) zur Redaktioun (editor board) vun „Eurosurveillance". Dës Ëmstänn, grad ewéi déi opfälleg kuerz Zäitspann (24 Stonnen) tëscht dem Erareeche vum Pabeier a senger Publikatioun, loossen d'Experten unhuelen, datt e systematesche Peer-Review-Prozess, wéi en am Reegelfall virun esou enger Unerkennung a Publikatioun duerchgefouert gëtt, hei net stattfonnt huet.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat fir PCR-Tester goufe bis haut zu Lëtzebuerg genotzt?

2. Ass d'Madamm Minister a Kenntnes vun dësem Rapport vun den 22 onofhängegen Experten?

3. D'PCR-Tester hunn all déi nämmlecht Basis, och wann den Hiersteller changéiert, esou bleift de physikalesche Prinzip vum Test dach d'nämmlecht. Wann d'Kriticke vun dësen 22 Experte stëmmen, dann ass dëst e seriöe Problem mat wäitreechende Konsequenze fir d'Gesellschaft, och am Hibléck op d'Qualitéit an d'Methoden an der wëssenschaftlecher a medezinnescher Aarbecht. Wéi positionéiert sech d'Madamm Minister also zu dësem detailléierte Rapport an der Fuerderung vum Réckzuch vun der concernéierter Publikatioun?

4. Änneren dëse Rapport an déi doranner behandelt an detailléiert erkläerte Feeler a Mängel eppes un der Regierung hirer Teststrategie? Wann nee, firwat net?

5. Gesäit d'Madamm Minister bei all deene bestoende Kriticken un der Notzung vum PCR-Test am Kader vu Covid-19, déi sech och weider heefen, e Grond, fir d'Teststrategie vun der Regierung ze iwwerdenken? Wann nee, wat wier, der Regierung no, e valabele Grond, deen dëst verlaange géif?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierten erlaabt mer, op en Neits enger Behaaptung aus dem Beräich vun de sougenannte Verschwierungstheorien ze widderspriechen.

Et gëtt effektiv ee Konsortium vun 22 Persounen, déi sech selwer gären als Experten duerstellen an déi eng Publikatioun vun der Fuerschungsgrupp ëm de bekannte Virolog Christian Drosten vum Robert Koch-Institut an der Zäitschréft „Eurosurveillance" vum European Centre for Disease Control and Prevention (ECDC) ëffentlech kritiséiert hunn, an d'Retraktioun vun der Publikatioun gefuerdert hunn. Dës Kritik a Fuerderung circuléiert op de soziale Medien an ass och offiziell „Eurosurveillance" ënnerbreet ginn. D'Publikatioun vum Christian Drosten an senger Equipe, déi kontestéiert gëtt, beschreift déi éischt PCR-Method, fir de Sars-CoV-2 nozeweisen. D'Kritik betrëfft déi technesch Detailer vun dëser PCR-Method a stellt implizitt d'Existenz vum Virus an domat vun der Pandemie a Fro.

De Leader vun dësem Konsortium vu sougenannten Experten ass e Molekularbiolog aus Holland, de Pieter Borger, deen aktuell ouni akademesch Affiliatioun ass an dee bekannt ass fir seng Kritik un allgemeng akzeptéierte Prinzippie vun der moderner Wëssenschaft a Biologie. Esou ass hien z. B. den Auteur vun dem Buch mam Titel „Darwin revisited", wou hien d'Evolutiounstheorie a Fro stellt. Hie plädéiert och an deem Kontext, fir déi „historesch chrëschtlech Wëssenschaft" ze stäerken. Weiderhi bedreift hien een Twitteraccount (@BorgerPieter), wou hie reegelméisseg d'Realitéit vun der Covid-19-Epidemie a Fro stellt, behaapt, dass et keng exzessiv Mortalitéit duerch Covid-19 géif ginn, an och d'Sécherheet an den Notze vum Impfstoff bezweifelt mam Argument, dass den Impfstoff de mënschleche Genom géif veränneren.

E puer vun den aneren Experten aus dem Konsortium hunn änlech Profiller, do gëtt et z. B. nieft Molekularbiologen a Virologen och Urologen a Radiologen an e bestëmmte Kardiolog, dee virulent op senger Webpage géint d'Realitéit vun der Coronaepidemie kämpft (ënnert dem Titel „Corona-Crime") an den Ursprong vun der Erkrankung an dem Ausbau vum 5G-Reseau zu Wuhan gesäit. Besonnesch wéineg qualifizéiert, fir esou eng wëssenschaftlech Revue ze maachen, schéngt ee vun den „Experten", dee keng wëssenschaftlech Ausbildung huet an en „digital 3-D artist" ass, an zwar ënnert dem Nom d'artiste vu „Mr. SelfDestruct". Och wann deen een oder anere vun dësen Experten e wëssenschaftlechen Hannergrond huet, handelt et sech beim Konsortium sécher net ëm „unerkannt an onofhängeg Experten", wéi den honorabelen Deputéierten dat a senger Fro formuléiert.

Trotz der mangelnder Qualifikatioun vun den Experte wëll ech awer och transparent an oppen déi verschidden Accusatioune géint d'Publikatioun diskutéieren.

Et ass éischtens kloer, dass déi sougenannte „fatal Feeler" vun der Corman-Drosten-Publikatioun sécher kenger seriéiser Analys standhalen, wéi eng Rei wierklecher Spezialisten dat schonns bestätegt hunn. D'Zäitschréft „Eurosurveillance" huet och nach eemol all dës Kriticke vun hirem Editorial Board mat Hëllef vun onofhängegen externen Experten ënnersiche gelooss a kënnt an enger Äntwert vum 4. Februar 2021 zum Schluss, dass si net berechtegt sinn an dass den Artikel net wéi gefuerdert zréckgezu soll ginn. Et geet hei ze wäit, op Detailer anzegoen, déi kënnen awer nogelies gi via de Link: Eurosurveillance | Response to retraction request and allegations of misconduct and scientific flaws.

Och d'Accusatioun vum Interessekonflikt kann een net esou gëlle loossen. D'Coauteure Christian Drosten a Chantal Reusken sinn effektiv „associate editor" bei „Eurosurveillance". „Eurosurveillance" huet awer intern Prozeduren en place, fir dass een Editeur keng Influenz op eng Decisioun iwwert eng Publikatioun kann huelen, falls hie selwer Coauteur vun engem proposéierte Manuskript ass. An deem Sënn respektéiert „Eurosurveillance" d'„Guidelines on Editorial Independence" vun der „World Association of Medical Editors" an de „Code of Conduct" vum „Committee on Publication Ethics".

Och d'Behaaptung, dass verschidden Auteuren eng Affiliatioun mat private Firmaen hätten, déi net op der Publikatioun erwäänt wär an domat eppes verheemlecht géif ginn, ass einfach falsch. Dës Affiliatioune sinn explizitt mentionéiert, an domat transparent duergeluecht. De Fait, dass Leit aus der diagnostescher Industrie bei esou Aarbechte matschaffen, ass vertrietbar a kënnt heefeg vir, well si do spezifesch Kompetenzen hunn, an och duerno kënne matwierken, dass diagnostesch Tester schnell an effikass aus der Fuerschung an d'klinesch Benotzung iwwerginn.

Schlussendlech gëtt et och kee Grond, dass ee schnelle „review process" vun engem Artikel misst d'office e schlechte Prozess sinn. Déi meescht wëssenschaftlech Zeitungen hunn aktuell hir „review process" acceleréiert, well et immens wichteg ass, dass an enger internationaler sanitärer Kris nei Informatiounen esou schnell wéi méiglech publizéiert ginn an zugläich hir wëssenschaftlech Validitéit garantéiert gëtt.

D'Lëscht vun deenen zu Lëtzebuerg zougeloossenen a rembourséierte Covid-19-Tester gëtt reegelméisseg vum Direkter vun der Santé iwwerschafft an op sante.lu publizéiert. D'Corman-Drosten-PCR gehéiert aktuell net zu dësen Tester, well no engem Joer eng ganz Rei performant Tester kommerziell disponibel sinn a méi groussflächeg anzesetze sinn.

D'Regierung gesäit och kee Grond, hir Teststrategie opgrond vun de Behaaptunge vum Konsortium ze changéieren.

An enger Demokratie ass et immens wichteg, dass ee kann oppen a fräi kritesch Froe stellen. Et ass awer genau esou wichteg, dass, wann ee valabel Äntwerte kritt huet, een sech kloer vu Verschwierungstheorien distanzéiert, déi d'Realitéit vun dëser Pandemie a Fro stellen, eleng schonns aus Respekt virun de villen Doudegen, déi dës Krankheet bis elo gefuerdert huet.

Question 3384 (06.01.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **recyclage des emballages en plastique :**

Laut der EU-Direktiv 2018/852 muss Lëtzebuerg bis 2025 65 % vun de gesamte Verpakungsoffäll a 50 % vu Verpakungsoffäll aus Plastik recycléieren. Dës Quote ginn 2030 nach méi streng. Fir dës Tauxen ze erreechen, huet de Ministère zesumme mat der Valorlux 2019 een éischte Pilotversuch gestart, fir erauszefannen, ob duerch eng Erweiderung vun der Sammelpalett vum bloe Sak des Ziler kéinten erreecht ginn an ob d'Sammelvirschréfte vun de Bierger richteg ugewannt géife ginn an et net zu enger Verschlechterung vun der Qualitéit vun de gesammelte Quantitéite féiere géif.

Nodeems den éischte Versuch an dräi verschidde Gemengen (ländlech, urban a gemëscht) positiv Resultater geliwwert huet, ass op Verlaange vun der Ëmweltverwaltung en zweete komplementare Versuch an Zesummenaarbecht mat dem SIDEC an all deem senge 46 Membersgemenge gestart ginn. Wéi aus dem rezenten Ofschlossbericht eendeiteg ervirgeet, hu sech déi positiv Resultater aus dem éischte Versuch confirméiert, ech zitéieren: „Die Resultate des Pilotprojekts zeigen, dass eine landesweite PMG-Sacköffnung wesentlich zur Realisierung der künftig von der Valorlux ASBL zu erfüllenden und ggü. der Umweltbehörde nachzuweisenden Recyclingquoten beitragen kann." Den Undeel vu Plastiksverpakungen huet sech deem Rapport no erhéicht, woubäi sech gläichzäiteg den Undeel vu Reststoffer, déi net doranner gehéieren an net direkt kënne recycléiert ginn, esouguer reduzéiert (op 8,62 Gewiicht-%) huet. Domadder konnten engersäits méi Plastiksverpakungen der Recyclingschinn zougefouert ginn an anerersäits ass d'Qualitéit och besser ginn, soudass d'Zil vu maximal 10 % Reststoffundeel, wat duerch d´Ëmweltverwaltung verlaangt gëtt, erfëllt ass.

Et kann een an deem Kader och nach drun erënneren, dass déi landeswäit Hausoffallanalys 2019 scho gewisen hat, dass et nach grouss Potenzialer bei de recycléierbare Plastiksverpakungen zu Lëtzebuerg gëtt, well nach ëmmer eng signifikant Quantitéit dovun an der groer Tonn lant. An där Analys gëtt dann och schonn eng landeswäit Erweiderung vum bloe Sak ugeroden, fir esou méi a besser ënner anerem Plastiksverpakunge kënnen ze sammelen an ze recycléieren an déi europäesch Tauxen ze erfëllen.

An enger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3024 vum 22. Oktober 2020 vum Deputéierten Här Léon Gloden zu dësem selwechten Theema steet, dass nom Enn vum Pilotprojet (1. Dezember 2020) eng „definitiv Decisioun" géif getraff ginn an dass, wann „d'Resultater positiv sinn, kann dëse System am ganze Land agefouert ginn".

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Opgrond vum Rapport zu dem zweete Pilotprojet vun der Valorlux, gedenkt d'Ministesch dann elo, déi ugekënnegt Decisioune fir eng Erweiderung vun der Sammelpalett vum bloe Sack ze huelen an ze kommunizéieren? Wéini soll dat sinn, nodeems dat scho säit Enn 2018 tëscht der Ëmweltverwaltung an der Valorlux diskutéiert gëtt?

2. Confirméiert d'Ministesch, dass dës Strategie een Element ass vun engem méi effiziente Sammel- a Recyclingsystem an och méi käschtegënschteg fir d'Gemengen a virun allem d´Bierger ass wéi dës Wäertstoffer weider mussen iwwert déi gro Tonn der Entsuergung zouzeféieren?

Réponse (02.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Pilotversuch fir d'Erweiderung vum bloe Sak vun der Valorlux huet seng zweet Phas ofgeschloss an d'Valorlux huet dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) an der Ëmweltverwaltung (AEV) den Endbericht den 9. Dezember 2020 geschéckt.

Am Virfeld vun der zweeter Phas vum Pilotversuch ass e gemeinsame „protocole d'entente" tëscht der Valorlux an der Ëmweltverwaltung ënnerschriwwe ginn. Zu dësem Protokoll huet och ee Katalog mat spezifesche Froe gehéiert, déi am Kader vum Pilotversuch vun der Valorlux ze beäntwere waren. Op Basis vun dësem Katalog huet d'Ëmweltverwaltung eng detailléiert Analys vun dem Endbericht gemaach. Vu datt verschidde Froen net beäntwert gi sinn, gouf d'Valorlux säitens der Verwaltung gebieden, zousätzlech Informatiounen zu dëse Punkten ze liwweren. Soubal dës Froen zefriddestellend beäntwert goufen, wäert kënnen eng Decisioun geholl ginn.

ad 2. Déi consolidéiert Versioun vun der europäescher Offallkaderdirektiv (directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets) schreift an hirem Artikel 10 vir, datt d'Offäll enger „collecte séparée" ënnerbreet musse ginn an net mat Offäll oder Materialien, déi verschidden Eegenschaften hunn, vermëscht duerfe ginn. Zu dësem Prinzip kann nëmmen dann derogéiert ginn, wa verschidde Konditiounen erfëllt sinn.

Zweck vum Pilotversuch war et ënner anerem, ze kucken, ob dës Konditiounen, déi fir den aktuelle bloe Sak erfëllt sinn, och mat der Erweiderung vum bloe Sak erfëllt bleiwen. Heizou gehéiert ënner anerem, datt d'Qualitéit vum Recycling bestoe bleift am Verglach zu engem Recycling mat separater Sammlung vun den eenzele Fraktiounen.

Wa vu Säite vun der Valorlux déi rechtlech Froe kënne beäntwert ginn an doropshin d'Erweiderung landeswäit agefouert ka ginn, wäert doduerch méi recycléierbaart Material gesammelt kënne ginn.

Déi logesch Konsequenz wier dann, datt manner Verpakungsoffäll am Reschtoffall ze fanne sinn. Doduerch ginn och déi global Käschte vun der Offallgestioun zulaaschte vun de Gemengen erof.

Entspriechend dem Prinzip vum Pollueur-payeur wier dat natierlech och eng finanziell Entlaaschtung vum Bierger, vu datt e fir seng Verpakungen, déi net getrennt gesammelt ginn, zweemol bezilt: eng Kéier iwwert d'Valorlux-Contributioun, wann e säi verpaaktent Produkt keeft, an eng zweete Kéier iwwert seng Offalltax.

Question 3385 (06.01.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**extension de la prime « Clever fueren » :**

Wärend dem Confinement hu vill Leit nees Loscht op Vëlofuere kritt. D'Primm, mat där d'Regierung de Kaf vun engem neie Vëlo oder Pedelec aktuell ënnerstëtzt, huet an de leschte Méint ee groussen Zousproch kannt. Déi aktuell Primm soll Enn Mäerz 2021 auslafen, mee d'Regierung huet schonns ugekënnegt, dass se gewëllt ass, déi finanziell Bäihëllefen iwwert den 31. Mäerz 2021 eraus weiderzeféieren.

D'Nofro no Vëloen a Pedelecen ass am Moment esou grouss, dass Vëlosfirme mat der Produktioun net méi nokommen an de Keefer net sécher ass, wéini de bestallte Vëlo ka geliwwert ginn. Et ass deemno wichteg, dass d'Leit elo wëssen, wéi et konkreet mat der Primm fir de Vëlo oder Pedelec nom 31. Mäerz 2021 wäert weidergoen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi héich wäert d'Primm nom 31. Mäerz 2021 sinn?

- Wéi laang wäert déi nei Primm gëllen?

- Wéini gedenkt Regierung, d'Leit iwwert déi nei Bestëmmungen ze informéieren?

Réponse (09.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Regierung ass gewëllt, de Kaf vun engem neie Vëlo oder Pedelec iwwert den 31. Mäerz 2021 eraus mat attraktive Primmen ze ënnerstëtzen. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung wäert an den nächste Wochen dem Regierungsrot en entspriechenden Avant-projet de règlement grand-ducal mat den detailléierte Modalitéiten ënnerbreeden.

Question 3387 (06.01.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **frais liés au « homeschooling » :**

2020 war den Homeschooling schonn e feste Bestanddeel vum Schoulprogramm vun eise Kanner a Jugendlechen. Och 2021 huet mat enger Woch „Schoul doheem" fir sämtlech Schüler ugefaangen an et ass zu dësem Moment net auszeschléissen, dass am Laf vum Joer wuel nach weider op dëse Modell wäert missen zréckgegraff ginn. Den Homeschooling ass net nëmmen eng organisatore-

sch Erausfuerderung fir d'Elteren a fir d'Schüler, mee et gëtt mat Recht verlaangt, dass jidderee mat dem néidege Material gutt ekipéiert ass, fir esou un de jeeweilege Coursë kënnen deelzehuelen. Nieft de Laptoppen oder soss Computere brauchen d'Kanner awer och eng Imprimante, déi néideg Tënt, Pabeier, vill zousätzlech Classeuren asw. Dëst Material, awer besonnesch déi sougenannte „consommables" wéi zum Beispill Tëntepatroune sinn deier Depensen, déi eng zolidd finanziell Belaaschtung fir d'Haushaltskeess sinn.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister an der Madamm Ministesch fir Famill dës Froe stellen:

- Ginn et Zuelen a Berechnungen, wéi vill den Homeschooling déi jeeweileg Familljen 2020 kascht huet?

- Denkt d'Regierung hei un eventuell Subsiden, fir dës Fraise kënnen opzefänken?

- Huet d'Regierung Kenntnis iwwer Familljen, déi et déi lescht Méint méi schwéier haten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, och wéinst zousätzleche Käschte wat d'Schoul ubelaangt?

Réponse (09.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Distanzunterrecht, deen duerch déi aktuell Pandemie en place gesat ginn ass, sollt net zu weidere Käschten a puncto Schoulmaterial fir d'Famillje mat Kanner am Grondschoulalter féieren.

Dat technescht Material (beispillsweis Computer an Tabletten) goufe bei Bedarf vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) oder vun de jeeweilege Gemenge bei Besoin gestallt. Déi néideg Software gëtt vu mengem Ministère zur Verfügung gestallt (z. B. Office 365, www.schouldoheem.lu).

Am Fall, wou d'Prise en charge vun de Kanner net anescht méiglech war, sinn dës vun den Enseignantë respektiv anere Professionellen aus dem sozioedukative Beräich an de Schoulen empfaange ginn, fir hei vun individuelle Léiersequenzen ze profitéieren.

Zousätzlech hunn d'Enseignanten alles drugesat, den Distanzunterrecht de Besoine vun den eenzele Schüler unzepassen an de Gegeebenheeten an den eenzele Famillje Rechnung ze droen.

D'Organisatioun vum Distanzunterrecht muss individuell ëmgesat ginn an d'Enseignanten hunn der Situatioun ugepasste Léisunge fonnt. Esou hu beispillsweis vill Enseignanten drop verzicht, Aufgaben ze stellen, déi d'Kanner doheem hu misse printen, an, wéi am schouleschen Alldag üblech, op d'Diffusioun vun den Aufgaben um Pabeier oder alternativ ënner digitaliséierter Form gesat.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend gesäit Subventioune vir, déi d'Schüler aus dem Secondaire an hir Familljen, déi en niddrege Revenu hunn, ënnerstëtzen, am Kontext vun der Preventioun vum Schoulofbroch.

Et gëtt ënnerscheet tëschent zwee Typpe vu Subsiden:

D'Subvention pour ménage à faible revenu gëtt dem Stot zougesprach opgrond vun engem sozialen Index (1 bis 5) an hänkt of vun der Zesummesetzung vum Stot a vu sengem mensuellen Nettorevenu. Fir de Revenu beschränkt de Stot sech op den Demandeur, eventuell deem säi Partner, deen zum Stot gehéiert, an de Student, fir deen d'Demande gestallt gëtt.

Dës Subventioun beleeft sech aktuell op 630,38 € an 945,55 € (n. i. 834,76) pro Schüler a pro Joer. De Schüler aus engem Stot vum Indice social 5 huet ausserdeem Recht op e reduzéierte Präis vum Iessen an der Schoulkantin.

D'Subvention du maintien scolaire ass eng mensuell Allocatioun fir de groussjärege Schüler, deen an enger Noutsituatioun (Situation de détresse) ass an eleng wunne muss. Déi Subventioun hänkt of vu sengem Akommes an deckt seng Fraisen a säi Loyer.

Dozou kënnt e Forfait vun 315,19 € (n. i. 834,76) fir d'Schoulkäschte wärend den dräi Trimestere vum Schouljoer. De Schüler huet ausserdeem Recht op e reduzéierte Präis vum Iessen an der Schoulkantin.

Am Laf vum Mount Abrëll 2020 si 6.998 Subventiounen u Stéit mat niddregem Revenu ausgedeelt gi fir e gesamte Budget vu 5.830.674,02 €.

Wärend dem Schouljoer 2019/2020 ass e gesamte Budget vun 1.830.200 € ausgedeelt ginn u groussjäreg Schüler als Subvention du maintien scolaire.

Fir d'Schouljoer 2020/2021 goufe follgend Demanden enregistréiert:

- 7.611 Demandë fir d'Subvention pour ménage à faible revenu;

- 196 Demandë vu groussjärege Schüler an Noutsituatioun.

Am Ganze si 578.945,70 € am Laf vum éischte Schoultrimester verdeelt ginn.

Ausserdeem profitéieren d'Beneficiairë vu Subventiounen (Subvention pour ménage à faible revenu a Subvention du maintien scolaire) an den iPad-Klasse vu Lycéeë vun enger Reduktioun vun 30 € fir d'Locatioun vu mobillen Dispositiffen (iPad, Laptop, Ultraportable). Dëst Bereetstelle vun informateschem Material vum CGIE, ënnert der Form vun der Locatioun, leeft am Kader vum Programm „one2one". Déi insgesamt 21.592 Tabletten, déi aktuell am Kader vum Programm „one2one" agesat ginn, kënnen natierlech och fir den Distanzunterrecht genotzt ginn. Weider hunn déi eenzel Lycéeën esouwuel Tabletten ewéi Laptoppe vun hirem Bestand de Schüler mat heem ginn.

Zanter der sanitärer Kris huet den CGIE 91 Tablette fir Schüler an der Grondschoul an 41 Tablette fir Schüler aus dem Secondaire zur Verfügung gestallt.

Question 3388 (06.01.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **couvent de Cinqfontaines :**

Il me revient que le Gouvernement se propose d'acquérir le couvent de Cinqfontaines afin de le mettre au service d'activités éducatives et des formations les plus diverses.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Les négociations avec le propriétaire du couvent ont-elles déjà pu aboutir à la signature d'une convention ?

2) Quelles sont les activités précises que le ministère envisage d'organiser à l'avenir dans cet édifice ?

3) Est-il prévu d'y aménager également un internat pour les besoins du lycée de Clervaux ?

4) Le Gouvernement devrait-il procéder à d'importants travaux d'assainissement et de modernisation dans le cadre de cet ancien couvent ?

5) Dans l'affirmative, le coût de ces travaux a-t-il déjà été estimé ? Monsieur le Ministre pourrait-il informer, le cas échéant, sur le prix d'acquisition de l'actuel couvent de Cinqfontaines ?

Réponse commune (08.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) Le site de Cinqfontaines a été acquis par l'État par acte du 31 décembre 2020.

ad 2) + 3) En vertu de l'accord conclu avec le Consistoire Israélite de Luxembourg signé le 27 janvier 2021, l'État s'est engagé à rénover le couvent de Cinqfontaines et d'affecter ces lieux à la réalisation des objectifs suivants :

- créer un centre éducatif et commémoratif approprié ;

- commémorer les victimes déportées vers et depuis Cinqfontaines pendant la Shoah et rendre hommage à leurs vies ;

- éduquer et sensibiliser les jeunes ainsi que les adultes au sujet des persécutions dont a été victime la population juive du Luxembourg, faits historiques qui font partie intégrante de l'histoire du Luxembourg ;

- promouvoir la lutte contre l'antisémitisme et contre le racisme ;

- promouvoir l'humanisme et le respect des droits de l'homme.

ad 4) Au vu de l'état actuel des infrastructures, de la non-conformité à la règlementation du Service national de la sécurité dans la fonction publique, des besoins de mise en conformité de la sécurité des personnes et de l'accessibilité des lieux aux personnes à mobilité réduite (PMR), une rénovation complète des immeubles en question s'avère nécessaire.

ad 5) Suivant l'expertise récente des biens immobiliers du site de Cinqfontaines réalisée par l'Administration des bâtiments publics, l'estimation sommaire du coût d'investissement en cas d'assainissement et de remise en état du couvent de Cinqfontaines s'élève à environ 17.600.000 € TTC. Il reste néanmoins à préciser qu'il s'agit d'une estimation très sommaire, compte tenu du fait que jusqu'à présent, l'Administration des bâtiments publics ne disposait pas d'un programme de construction détaillé.

Le prix d'acquisition de l'ensemble du site s'élève à 7.927.370 €.

Question 3389 (06.01.2021) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **chaudières à bois déchiqueté et copeaux de bois :**

Am Kontext vun den EU-Klimaziler 2030 hunn d'Notzung vun erneierbaren Energiequellen, d'Energieeffizienz an d'Energieaspuerung déi lescht Jore staark zougeholl. A verschiddene Géigende vum Land - an deenen d'Bëschbestänn et erlaben - gëtt d'Holz schonn zanter Längerem als wichteg Energiequell ugesinn. Deementspriechend hunn eng Partie Gemengen an de leschte Joren Hackschnëtzelanlagen uechtert d'Land installéiert, an deenen d'Holz aus der direkter Ëmgéigend als Energiequell fir d'Hëtze vun ëffentleche Gebaier gebraucht gëtt. An deem Kontext ass eis zougedroe ginn, dass et deslescht bei verschiddenen Depoten - an deenen Hackschnëtzel produzéiert a gelagert gëtt - Problemer mat Ëmweltgeneemegunge gouf.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Gesäit den Ëmweltministère d'Hackschnëtzelanlage weider als sënnvoll un?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, dass Gemenge mat entspriechenden Holzbestänn an Zukunft solle verstäerkt op Hackschnëtzelanlagen zeréckgräifen, fir ëffentlech Gebaier ze hëtzen?

3. Wéi vill ëffentlech Hackschnëtzelprojete sinn zanter dem neien Naturschutzgesetz ëmgesat ginn?

4. Huet d'Madamm Minister konkreet Informatiounen iwwert d'Impakter vun Hackschnëtzelanlagen op d'Natur, d'Landschaft an d'Liewensqualitéit hei am Land?

5. Erlaabt d'Naturschutzgesetz de Bau vun engem Depot an enger Zone verte, an deem Hackschnëtzel produzéiert a gelagert gëtt?

6. Wann net, spillt dann d'Ausnam vun der Utilité publique, wann d'Gemeng de Bauhär vun esou engem Depot ass?

7. Kann eng Gemeng beim Bau vun enger Hackschnëtzelanlag vu staatleche Subventioune profitéieren? Wa jo, vu wéi enge genee?

8. Gëtt et Alternativen zu enger Hackschnëtzelanlag fir ëffentlech Gebaier ze hëtzen, déi vum Ëmweltministère ënnerstëtzt ginn?

Réponse (09.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. + 2. Fir déi ambitiéis national an europäesch Klimaschutzziler ze erreechen, muss d'Verbesserung vun der Energieeffizienz weiderhin déi alleréischt Prioritéit bleiwen. Donieft sollt een net vergiessen, datt mir eis alleguer mussen ustrengen, fir allgemeng manner Energie ze verbrauchen. Klimaneutralitéit spéitstens am Joer 2050 bedeit ee rapid Ëmklamme vun de fossillen op erneierbar Energiequellen. Dozou gehéiert ënner anerem eng nohalteg Notzung vun der Biomass. Holzhackschnëtzel, ënnert dem Virbehalt, datt duerch adequat Filtertechnik d'Stéckoxid- a Stëbsemissioune minimiséiert ginn, maachen also fir Gemenge mat entspriechenden Holzbestänn weiderhi Sënn.

ad 3. D'Naturschutzgesetzgeebung definéiert net de rechtleche Kader fir Hackschnëtzelprojeten. Et besteet keen direkte Lien tëscht dem neien Naturschutzgesetz an dem Ëmsetze vu Projete vun Hackschnëtzelanlagen.

ad 4. + 5. D'Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 definéiert a sengem Artikel 6, datt nëmmen déi absolutt noutwendeg Konstruktioune fir déi Aktivitéiten, déi direkt mat der Bewirtschaftung vun der Gréngzon, also virun allem vun de landwirtschaftlechen Terrainen an dem Bësch ze dinn hunn, kënnen autoriséiert ginn. De grousse Prinzip an eiser Gesetzgeebung ass, datt d'Gréngzon soll méiglechst fräibleiwe vun allméigleche Konstruktiounen. Dëst huet als Grond, datt mir eis Landschaft wëllen erhale fir d'Erhuelung vum Mënsch a fir d'Iwwerliewe vun den Déieren, de Planzen an dem Ökosystem als Ganzem. D'Naturschutzgesetz disposéiert explizitt, datt d'Ëmwandele vun Holz, zum Beispill zu Hackschnëtzel, net als forstwirtschaftlech Aktivitéit unerkannt gëtt an also och keen Hackschnëtzeldepot am Kader vun esou enger Aktivitéit kann autoriséiert ginn, et sief dann den Depot wier Deel vun enger Anlag, an där erneierbar Energie duerch Holzhackschnëtzel produzéiert gëtt.

ad 6. Fir datt een Hackschnëtzeldepot dem ëffentlechen Interesse déngt - an domadder kann an der Gréngzon autoriséiert ginn - musse méi Kritären erfëllt sinn:

- et muss sech ëm een ëffentleche Bauträger a Proprietär handelen;

- d'Holz muss aus regionale Bëscher kommen, déi noweislech nohalteg genotzt ginn;

- déi produzéiert Energie muss ëffentlech genotzt ginn, dat heescht entweeder fir eng ëffentlech Ariichtung (Schoul, Sportshal, Spidol o. Ä.) oder an een ëffentlecht No- oder Fernwärmenetz agespeist ginn.

Et sief och drun erënnert, datt ausserdeem d'Integratioun an d'Landschaft, duerch ugepasst Baumaterial, d'Uplanze vu Beem a vun Hecken, a besonnesch och de Standuert an d'Dimensioune vum Depot eng wichteg Roll spillen an duerch déi spezifesch Naturschutzautorisatioun konditionéiert ginn. ad 7. Gemenge sinn eligibel fir staatlech Subventioune fir esouwuel de Bau vun enger Hackschnëtzelanlag wéi och engem Hackschnëtzeldepot. Déi aktuell gülteg Bestëmmunge sinn an der Circulaire N° 3178 zesummegefaasst.

(https://www.myenergy.lu/de/mediathek1/downloads/telecharger/860)

ad 8. Niewent Pellets- an Hackschnëtzelanlagen ënnerstëtzt de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung d'Gemenge bei der Installatioun vu Wärmepompelen, Wärmenetzer op Basis vun erneierbaren Energien, Cogenerationsanlagen op Basis vu Biomass an thermesche Solaranlagen.

Question 3391 (06.01.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **priorités du deuxième Plan national cancer :**

Madame la Ministre de la Santé a récemment présenté les priorités du deuxième Plan national cancer couvrant la période entre 2020 et 2024.

Ce plan revêt une grande importance étant donné que le cancer avec 3.000 nouveaux cas par année et plus de 1.100 personnes qui en meurent constitue la première cause de mortalité chez l'homme et la deuxième chez la femme.

1) Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre quels ont été les résultats les plus importants du premier plan d'action.

2) Quelles ont été les conclusions qui ont été tirées de l'évaluation par un comité d'experts indépendants ?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le premier Plan national cancer 2014-2018 (PNC) a permis de mobiliser tous les acteurs importants du pays dans la lutte contre le cancer et a introduit un certain nombre d'améliorations au niveau de la santé publique.

Le premier PNC au Luxembourg a été structuré en dix axes qui suivent le parcours du patient. Ses objectifs ont été pour la plupart atteints avec 60,8 % d'actions réalisées et 29,7 % d'actions en cours de réalisation. 9,5 % des actions prévues n'ont pas été réalisées, mais ont fait l'objet d'une discussion qui mènera à leur adaptation et intégration dans un deuxième plan national (Plan national cancer 2020-2024).

Le PNC a permis la création d'un certain nombre de structures indispensables dans le pays dans la lutte contre le cancer. Ses deux évaluations réalisées par des experts internationaux ont donné un nouveau regard au panorama luxembourgeois dans le cadre de la cancérologie, et ont facilité le travail des experts dans l'élaboration de mesures innovantes dans le deuxième plan cancer.

Le premier PNC a le mérite d'avoir permis la création de l'Institut national cancer (INC), institution fondamentale dans la gouvernance et la lutte contre le cancer. L'augmentation des responsabilités, la redéfinition des missions de l'INC, et l'allocation de nouvelles ressources seront indispensables afin de consolider la présence de cet institut au Luxembourg, à l'image de celles de l'INC en France.

Le premier PNC a permis de lancer le Centre national de génétique humaine (CNGH) auprès du Laboratoire national de santé (LNS), qui devra évoluer en un centre de référence national pour l'étude des maladies génétiques héréditaires et non héréditaires, avec la mission de contribuer à une médecine de précision tant au niveau préventif (stratégie de prévention et de dépistage personnalisée en fonction du profil génétique) que thérapeutique (stratégie thérapeutique personnalisée en fonction du profil génétique somatique et/ou tumoral).

Des collaborations importantes avec l'INC, telles qu'une participation aux différentes Réunions de concertation pluridisciplinaires (RCP) nationales (en particulier les RCP nationales moléculaires), se poursuivront. Le Service national d'oncohématologie pédiatrique (SNOHP) a également pu être développé grâce au PNC, en offrant donc une prise en charge ciblée pour les patients pédiatriques.

Pour plus de détails sur le rapport final du PNC 2014-2018 : https://sante.public.lu/fr/publications/r/rapport-final-plan-national-cancer-2014-2018/rapport-final-plan-national-cancer-2014-2018.pdf.

Pour plus de détails sur le deuxième PNC 2020-2024 : https://sante.public.lu/fr/publications/p/plan-national-cancer-brochure-2020-2024/brochure-plan-national-cancer.pdf.

ad 2) Un comité d'experts, composé de trois experts indépendants issus du Cancer Core Europe en France, du OncoSuisse et de l'Institut Jules Bordet en Belgique, a été choisi afin d'évaluer le Plan national cancer. Ces experts se sont concertés avec les acteurs concernés durant quatre journées de travail.

Le comité d'évaluation a mis en évidence les succès et les points forts suivants :

En termes d'acteurs de terrain :

- une dynamique participative, constructive et créative au sein de l'INC, de la PlateForme Cancer et des groupes de travail d'experts ;

- une grande ouverture critique et un réel enthousiasme pour réaliser au mieux les objectifs du plan, ainsi qu'une volonté de transparence et de partage ;

- une grande expertise et qualité d'autoévaluation ;

- une administration offrant un soutien sans réserve à tous les acteurs du projet ;

- un suivi du PNC efficace malgré un changement récent de coordinateur ;

- la dynamique positive et l'engagement sans faille de l'INC malgré des moyens très limités.

En termes de contexte :

- l'espérance de vie élevée au Luxembourg n'affecte pas la priorité affichée sur les problématiques du cancer ;

- le niveau socio-économique élevé offre un potentiel supplémentaire en faveur d'actions complexes à partager entre politiques, patients, public et acteurs du soin et de la recherche ;

- le système de santé est de très bonne qualité : la formation des médecins est assurée dans les meilleures universités allemandes, belges ou françaises principalement. La reconnaissance de la spécificité cancérologique est toutefois perçue comme insuffisante par les médecins spécialistes et les personnels de soins ;

- la couverture des soins en cancérologie est apparue excellente et est à préserver ;

- la situation économique favorise la recherche de la qualité ;

- la dimension du pays et la taille de la population offrent certains avantages, comme la conscientisation des acteurs, la facilitation du passage de la décision à la mise en œuvre, mais ont bien sûr des inconvénients (nombre limité de tumeurs rares et de cancers pédiatriques qui rend complexe leur prise en charge localement) ;

- la volonté d'impliquer les patients est forte : ceux-ci souhaiteraient toutefois aller encore plus loin.

Parmi les opportunités et projets à mener à leur terme, les points suivants ont été soulevés :

- un travail considérable des groupes de travail dédiés et de la Direction de la santé a été effectué, prolongé par des rapports de qualité validés par la PFC : la traduction opérationnelle sur le terrain reste toutefois parfois en défaut ;

- comme souvent dans des plans complexes et riches, la mesure de l'impact n'a pas été suffisamment anticipée, tant en termes d'identification d'indicateurs en début du plan et leur mesure en cours de celui-ci afin de permettre son évaluation planifiée dans le temps, que dans la détermination d'indicateurs de succès et la dissémination des avancées vers les publics cibles. Ces derniers méritent aussi d'être clairement identifiés afin de permettre une communication adaptée ;

- la promotion des programmes de prévention et dépistage qui font intégralement partie de la santé reste limitée. Elle nécessite un effort d'analyse des freins à leur implémentation en collaboration avec d'autres disciplines (sciences humaines et sociales) ;

- il faut veiller à maintenir un équilibre entre le soutien aux infrastructures de laboratoire qui a semblé être priorisé dans le présent PNC et le soutien aux activités cliniques ;

- la dynamique très positive des activités du LNS (laboratoire d'anatomie-pathologique) et du CNGH (génétique) qui y est aujourd'hui intégré est remarquable. Une attention particulière devra être mise dans sa consolidation vu l'impact potentiel des importants changements apportés à tous les niveaux et l'arrivée de nombreux nouveaux acteurs ;

- un effort très significatif est en cours pour construire le SNOHP. Son suivi et un soutien particulier doit être maintenu dans le cadre du PNC au vu des défis qui restent à mener et de l'équipe réduite actuellement en place ;

- l'informatisation des processus (DSP, IdeoRCP, RNC, LNS …) est essentielle et mérite un engagement fort ainsi qu'une feuille de route planifiée dans le temps et clarifiée en termes de cohérence et d'harmonisation par rapport aux différents objectifs poursuivis ;

- l'IBBL a manifestement réussi sa diversification externe. Il doit accentuer sa mission de service académique avec les chercheurs luxembourgeois et leurs partenaires ;

- la recherche doit être promue, en particulier la recherche clinique et translationnelle : elle est génératrice de progrès dans l'amélioration de la qualité des soins ;

- un effort soutenu doit concerner la multidisciplinarité des soins et l'intégration de la recherche aux soins, à la prévention et à la formation, d'une manière la plus holistique possible. L'organisation mise en place doit inclure, au-delà des disciplines et secteurs, tous les acteurs et préparer le Luxembourg aux démarches d'accréditation des centres en cancérologie telles que celle proposée par l'Organisation of European Cancer Institutes (OECI).

Le rapport final d'évaluation est consultable dans son intégralité sous https://sante.public.lu/fr/publications/r/rapport-final-evaluation-plan-cancer-2014-2018/rapport-final-evaluation-plan-cancer-2014-2018.pdf.

Question 3392 (06.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **Luxembourgeois vivant à l'étranger :**

Dem Statec no gouf et zu Lëtzebuerg op den 1. Januar 2020 329.600 Lëtzebuerger.

Am Ausland wunne vill Lëtzebuerger an d'Tendenz geet hei och weider an d'Luucht, dat duerch eng héich Emigratioun an awer och duerch d'Méiglechkeet, erëm agebiergert ze ginn, wann een e Virfaren hat, deen am Joer 1900 Lëtzebuerger war.

Laut de leschten Zuele vun Dezember 2020, déi op data.public.lu ze fanne sinn, liewen am Ganze 95.905 Lëtzebuerger Bierger am Ausland. An zu Lëtzebuerg liewe ronn 335.000 Lëtzebuerger Bierger. Et ginn also am Ganze ronn 431.000 Lëtzebuerger. Dovun also ronn 78 Prozent, déi zu Lëtzebuerg wunnen, a ronn 22 Prozent, déi am Ausland wunnen.

Erlaabt mir an deem Zesummenhang, eng Rei Froen un den Här Staatsminister an un den Här Bausseminister zu den Auslandslëtzebuerger ze stellen, also deene Lëtzebuerger Bierger, déi net zu Lëtzebuerg wunnen:

1. Laut data.public.lu liewen an Däitschland op den 31. Dezember 2020 17.460 Lëtzebuerger an op den 31. Dezember 2019 waren et 16.040 Lëtzebuerger. Laut dem däitsche BAMF - Bundesamt für Migration und Flüchtlinge - hunn op den 31. Dezember 2019 awer 21.304 Lëtzebuerger an Däitschland gelieft. Wéi kann d'Regierung erklären, firwat déi Zuelen esou staark vuneneen ofwäichen? Wéi eng Zuel ass da „méi" richteg?

2. Ginn et Ënnerscheeder an der Altersstruktur tëscht de bal 100.000 Auslandslëtzebuerger an de Lëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen?

3. Wéi vill Auslandslëtzebuerger sinn am Joer 2019 gebuer ginn a wéi vill gestuerwen? Wéi gëtt de Lëtzebuerger Staat iwwer esou eng Gebuert oder e Stierffall informéiert? Kann et sinn, datt de Lëtzebuerger Staat net doriwwer informéiert gëtt, z. B. besonnesch dann, wann et sech ëm Leit mat duebeler Nationalitéit handelt, an een deemno falsch Zuelen huet?

4. Wéi vill vun den Auslandslëtzebuerger sinn net zu Lëtzebuerg gebuer?

5. Wéi vill vun den Auslandslëtzebuerger hunn hir Nationalitéit duerch Erëmabiergeren (Gesetz vum Lëtzebuerger Virfaren am Joer 1900) kritt? Wéi vill Auslandslëtzebuerger hunn hir Nationalitéit indirekt iwwert dee Wee kritt, z. B. als Kanner vun Elteren, déi d'Nationalitéit iwwert dee Wee kruten?

6. Iwwert wéi eng Quelle gëtt de Lëtzebuerger Staat gewuer, wéi vill Lëtzebuerger am Ausland liewen?

7. Huet de Lëtzebuerger Staat d'Adresse vun deene bal 100.000 Auslandslëtzebuerger?

8. Muss e Lëtzebuerger, deen am Ausland wunnt, sech op der zoustänneger Ambassade umellen? Wéi vill Auslandslëtzebuerger maachen dat?

9. Wéi vill vun den Auslandslëtzebuerger sinn am Besëtz vun engem gültege Lëtzebuerger Pass oder enger gülteger Identitéitskaart?

10. Eng Rei Lëtzebuerger besëtzen eng zweet Wunneng oder en zweet Haus am Ausland a liewen dann en Deel vum Joer hei am Land an een Deel dann op hirem Wunnuert am Ausland. Wou mussen si sech an deem Fall offiziell umellen? Wéi vill Lëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, besëtzen eng zweet Wunneng oder en zweet Haus am Ausland?

11. Et gëtt eng Donkelziffer vu Lëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, awer eigentlech am Ausland wunnen, an dann do missten ugemellt sinn. Wéi héich schätzt d'Regierung d'Zuel vun deene Leit? Gesäit d'Regierung doranner ee Problem an, wa jo, wéi een?

Réponse commune (01.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Differenz erkläert sech doduerch, datt eng Rei Lëtzebuerger, virun allem d'Studenten, souwuel zu Lëtzebuerg wéi och an Däitschland bei hirem Bürgeramt ugemellt sinn. Domat si si zu Lëtzebuerg als Lëtzebuerger Resident erfaasst. D'Zuel vu 17.460 sinn déi Lëtzebuerger, déi beim Registre national des personnes physiques (RNPP) als an Däitschland wunnend agedroe sinn.

D'Lëtzebuerger Regierung kann net d'Zuele vum BAMF kommentéieren.

ad 2. D'Regierung féiert kéng Statistiken iwwert d'Altersstruktur vun de Lëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, an deenen, déi am Ausland wunnen.

ad 3. Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, sinn net verflicht, Gebuerten oder Stierffäll zu Lëtzebuerg ze mellen. De Lëtzebuerger Staat enregistréiert dës Donnéeën dofir just informativ am RNPP. Bei engem Stierffall vun engem Lëtzebuerger, deen am Ausland wunnt an do keng direkt Famill huet, gëtt d'Lëtzebuerger Ambassade vun de lokalen Autoritéiten informéiert an den Ausseministère gëtt dës Informatioun un déi kompetent Lëtzebuerger Autoritéite weider.

ad 4. Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, sinn net verflicht, Gebuerten zu Lëtzebuerg ze mellen. Dës Donnéeë sinn dofir am RNPP just informativ enregistréiert an dofir net komplett.

ad 5. Tëscht 2009 an 2020 sinn 30.080 Leit Lëtzebuerger ginn iwwert de Recouvrement dit „1900" (art. 29 de la loi du 23 octobre 2008/art. 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. Déi Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, informéiere selwer an op fräiwëlleger Basis de Lëtzebuerger Staat doriwwer.

ad 7. Nee.

ad 8. Et gëtt keng Verflichtung fir Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, sech op der zoustänneger Ambassade unzemellen.

ad 9. Et sinn de Moment 31.739 gülteg Identitéitskaarten un Netresidenten ausgestallt. De Lëtzebuerger Pass gëtt op Basis vun der Matricule erstallt, mat där déi relevant Donnéeën am RNPP ofgeruff ginn. Zu deenen Donnéeë gehéiert net d'Adresse de résidence.

ad 10. Dem Gesetz no (Loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques) muss e Lëtzebuerger, deen zu Lëtzebuerg wunnt, fir am RNPP ageschriwwenen ze bleiwen, op d'mannst sechs Méint am Joer a senger Gemeng wunnen. De Lëtzebuerger Staat huet keng Donnéeë vun Zweetwunnengen am Ausland vu Lëtzebuerger.

ad 11. D'Regierung huet keng Schätzung vun enger méiglecher Donkelziffer. D'Gesetzgeebung gëtt awer der Gemeng d'Méiglechkeet, wann se en Doute huet, eng Enquête duerch d'Police ze maachen, fir ze kontrolléieren, dass Lëtzebuerger, déi hei ugemellt sinn, och hei am Land wunnen.

Question 3393 (06.01.2021) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **distribution du vaccin contre la Covid-19 dans les différentes structures et logements pour personnes âgées ou dépendantes :**

Déi Quantitéite Vaccinen, déi am Moment zur Verfügung stinn, sinn un de Secteur hospitalier an un de Fleegesecteur verdeelt ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Porteuren oder Strukturen am Beräich vun der Fleeg si bis elo kontaktéiert ginn?

2. Sinn et d'Träger vun de Strukturen, déi iwwert d'Verdeelung vun de Vaccinen decidéieren, oder déi eenzel Haiser?

3. Wéi vill Impfdose ginn den eenzele Strukturen zur Verfügung gestallt?

4. Wéi gëtt garantéiert, datt d'Santé respektiv d'Träger den Iwwerbléck behalen, wéi eng Leit geimpft sinn a wéi eng net?

5. Gëllt déi Offer just fir d'Bewunner vun de Strukturen oder och fir d'Fleegepersonal? Wier dee Moment och d'Personal vun de Reseaue concernéiert?

Réponse commune (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Vun den 52 Alters- a Fleegeheemer sinn 22 Maisons de soins an zwou verschiddene Phasen (11 + 11 Maisons de soins) bis elo kontaktéiert ginn, fir iwwert d'Équipes mobiles d'Impfung géint de Covid-19 an hiren Haiser ze organiséieren. D'Priorisatioun vun de Strukturen ass zesumme vum Familljeministère a vun der COPAS opgestallt ginn. Déi éischt Injektiounen hu vum 6. bis de 14. Januar stattfonnt, déi zweet Injektioune vum 27. Januar bis de 4. Februar. Soumat haten den 3. Februar all d'Residenten aus der éischter Phas mat eelef Strukturen déi duebel Dos kritt, wat 1.119 Leit entsprécht.

Wat d'CIPA ubelaangt, ass geplangt, vum 1. bis de 5. Februar 994 Residenten ze impfen. Déi aner wäerten am Laf vum Februar geimpft kënne ginn.

Esou séier ewéi de Vaccin zu Lëtzebuerg disponibel ass, esou séier ginn och déi verschidde CIPA kontaktéiert a kréien hiren Dossier, fir d'Impfcampagne an hirem Haus ze preparéieren. An dësem Dossier ass all eenzele Schrëtt vun der Preparatioun a vum Oflaf vum Dag vun der Impfung an der Nosuerg beschriwwen. Dee Moment gëtt och den zweeten Datum fir de Rappel (zweet Injektioun) mat dësem Haus koordinéiert.

ad 2. D'Altersheemer an d'Fleegeheemer, deene prioritär den Impfstoff zur Verfügung gestallt gëtt, sinn op Basis vun enger Concertatioun zwëschent dem Familljeministère an der COPAS definéiert ginn. An den eenzelen Haiser sinn et d'Bewunner selwer, déi decidéieren, ob si sech wëllen impfe loossen. De Vaccin gëtt verdeelt op Demande hi vun de Bewunner aus all eenzelem Haus.

ad 3. Déi éischt Liwwerunge vun Impfstoffer hunn et erlaabt, bis den 1. Februar 3.319 Persounen an den Alters- a Fleegeheemer mat enger éischter Dos ze impfen. An deem Sënn si fir dës Strukture 6.638 Dose reservéiert ginn, fir ze garantéieren, datt all Persoun, déi sech impfe léisst, och vun der zweeter Dos profitéiere kann.

ad 4. All geimpfte Persoun gëtt via d'Applikatioun MSVAC, déi vum CTIE entwéckelt gouf, vun den Équipes mobiles enregistréiert. Den Hausdokter mécht de Suivi iwwert déi üblech Dokumentatioun am medezinneschen Dossier vun der Persoun.

ad 5. Fir d'Strukturen, wou d'Impfen an der éischter Phas stattfonnt huet, konnte just d'Bewunner selwer an de Strukture geimpft ginn, dëst aus organisatoresche Grënn. Säit dem 25. Januar kann d'Personal aus den Alters- a Fleegeheemer vun der zweeter Phas sech och iwwert d'Équipes mobiles an de Strukturen impfe loossen.

D'Personal aus de Réseaux d'aides et de soins an aus den Alters- a Fleegeheemer, déi net an de Strukture kënne geimpft ginn, kréien en fonction vun der Disponibilitéit vum Impfstoff säit dem 21. Januar eng Invitatioun geschéckt, fir sech ee Rendez-vous an engem Impfzenter ze huelen.

Question 3394 (06.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **signalements d'enfants en danger :**

Leschte Summer koum et laut „Luxemburger Wort" (Artikel vum 15. Dezember 2020) zum trageschen Doud vun engem Schüler. D'„Luxemburger Wort" schreift, datt de Regionaldirekter déi komplizéiert Situatioun vum Jong dem Jugendriichter melle wollt. Dëst soll awer vum Schoulministère verhënnert gi sinn.

Erlaabt mir e puer allgemeng Froen un den Här Schoulminister zu esou Situatiounen:

1. Wat fir Prozedure si virgesi bei engem Kand, dat an der Schoul Léierschwieregkeete virweist, onkontrolléiert ass, sech an anerer a Gefor bréngt an en aggressiivt Verhale weist als Ausdrock vun engem psychesche Leiden?

2. Wat fir Prozedure si virgesinn, wann d'Eltere vum Kand all Hëllef vum Schoulpersonal ignoréieren, kritiséieren an ofleenen?

3. Wéi ass d'Prozedur, fir am Schoulwiesen e Signalement un d'Staatsanwaltschaft ze maachen? Muss do en Averständnis gefrot ginn?

4. Ginn et Fäll, wou e Regionaldirekter, eng Commission d'inclusion oder soss eng Persoun aus der Schoul e Signalement vun engem Kand un d'Staatsanwaltschaft wollt maachen an dëst verhënnert ginn ass vum Ministère? Wéi vill esou Fäll sinn et an de leschte Jore ginn?

5. Dem Jugendschutzgesetz no ass all Mënsch dozou verflicht, d'Staatsanwaltschaft ze informéieren, wann de Verdacht, datt d'Wuelergoe vun engem Kand a Gefor ass, besteet. Ass et ënnert dësem Bléckwénkel méiglech, datt de Schoulministère e Beamten dovun ofbréngt, dëst ze maachen?

6. Kann de Ministère esou eng Meldung verhënnere mam Argument, datt d'Elteren net domat averstane sinn?

7. Dee Fall, deen am „Wort" beschriwwe gouf, schéngt sech iwwer e längeren Zäitraum ofgespillt ze hunn. Ass de Ministère wëlles, eng transparent an zäitlech begrenzte Prozedur ze schafen, fir bei Kanner mat Problemer oder mat Behënnerung ze kucken, ob an awéiwäit en inklusiven Unterrecht méiglech a sënnvoll ass?

8. Grad well d'Prozedure sech anscheinend ouni zäitlech Limitt kënnen erstrecken, stellt sech och d'Fro, wéi wäit esou e Festhalen um Inklusivitéitskonzept den Unterrecht an der betraffener Klass be-

aflosst. Wie kann am Numm vun de Matschüler, déi ënnert dëser Situatioun leiden, intervenéieren?

Réponse (09.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Wéi am Artikel 22 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgeluecht, ass déi pedagogesch Equipe gehalen, Differenzéierungsmesuren ëmzesetzen, fir all Kand senge Besoinen no ze ënnerstëtzen an dem Schüler innerhalb vun der Klass de beschten Encadrement ze bidden. Wärend de Concertatioune gi vun der pedagogescher Equipe déi eenzel Mesurë festgeluecht, a reegelméissegen Ofstänn evaluéiert a wann néideg adaptéiert. Gläichzäiteg muss och d'Gespréich mat den Eltere gesicht ginn. Heiduerch kënnen Ursaache fir dat opfällegt Verhale vum Kand identifizéiert an eventuell weider Mesuren, zesumme mat den Elteren, decidéiert ginn. Fir weider Ënnerstëtzung kann déi pedagogesch Equipe an dësem Kontext och den Instituteur spécialisé dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) consultéieren a gegeebenefalls mat dësem d'Prise en charge vum concernéierte Schüler weider differenzéieren.

Op regionalem Niveau gëtt et an all Grondschouldirektioun eng Equipe fir d'Ënnerstëtzung vu Kanner mat besonnesche Besoinen (Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques - ESEB), déi déi pedagogesch Equipe op Ufro hi beréit an och eng ambulant Betreiung assuréiere kann. Heiniewent gëtt et och nach d'Inklusiounskommissioun (Commission d'inclusion - CI), där hir Aufgab et ass, op Ufro vun den Elteren oder dem Léierpersonal respektiv engem Responsabele vun der Maison relais - ënnert der Bedéngung, datt d'Elteren domat averstane sinn -, déi fir d'Kand néideg Betreiung ze definéieren. D'ESEB oder d'CI mécht dann, zesumme mam Titulaire de classe an, falls néideg, eng éischt Analys an organiséiert eng Prise en charge vum Kand, déi senge jeeweilege spezifeschen edukative Besoinen entsprécht. Duerno definéiert d'CI d'Form vun der Betreiung; ëm d'Ëmsetzung këmmert sech dann e Spezialist, dee vun der CI den entspriechenden Optrag kritt, den Accord vun den Eltere virausgesat.

D'Interventioun ronderëm d'Kand gëtt an engem personaliséierte Betreiungsplang festgehalen, deem d'Eltere mussen zoustëmmen. Fir den Elteren déi eenzel Mesuren aus dem Plang ze erklären a si bei der Entwécklung vum Plang matanzebannen, sinn si invitéiert, un enger Réunion de concertation préalable vun der CI deelzehuelen.

Fir de schoulesche Progrès vum Kand ze assuréieren, gëtt de Plang reegelméisseg evaluéiert an, falls néideg, ginn Adaptatioune virgeholl. De Plang gesäit follgend Méiglechkeete vir:

1. individuell Upassunge vun den Aktivitéiten un d'spezifesch Besoine vum concernéierte Schüler am Kader vun den Unterrechtssequenzen, déi vum Titulaire de classe an Zesummenaarbecht mat der pedagogescher Equipe ëmgesat ginn;

2. zousätzlech Mesurë fir de concernéierte Schüler an der Klass duerch een oder méi Membere vun der ESEB;

3. Adaptatioun vum Horaire vum Schüler, deen eenzel Fächer an enger anerer Klass wéi der Classe d'attache suivéiert;

4. spezialiséiert ambulant Interventioun vun engem Kompetenzzenter;

5. Organisatioun vu spezifesche Léierateliere respektiv Léieratelieren, déi déi regulär Schouloffer ergänzen;

6. spezialiséierte Schoulunterrecht an enger Klass an engem Kompetenzzenter;

7. Aschreiwung an eng pedagogesch Institutioun zu Lëtzebuerg oder am Ausland.

D'CI definéiert déi ugemiesse Mesurë fir dat concernéiert Kand am Kader vum Unterrecht an der Klass oder bei eenzelen Epreuven. An de Fäll, déi ënnert de Punkte 4. bis 7. beschriwwe ginn, gëtt den Dossier fir den Accord un déi national Inklusiounskommissioun (CNI) geschéckt.

Nieft dem Léierpersonal sinn deemno, wéi beschriwwen, eng Rei weider Spezialisten an de Prozess mat agebonnen. Dës versichen, ëmmer am Sënn vum Wuel vum Kand, déi bescht Léisung ze fannen, fir datt d'Kand een adequaten Encadrement kritt, fir seng Kompetenze kënnen ze entwéckelen. Wärend dësem ganze Prozess sinn d'Eltere permanent matagebonnen a kréien déi eenzel Mesuren erkläert, déi si, am Sënn vum Wuel vum Kand, matdroen.

ad 3. - 6. Ech verweisen am Kontext vun dëse Froen op meng Äntwert zu de parlamentaresche Froen Nr. 3318 an 3330 vum 16. Dezember 2020 respektiv vum 17. Dezember 2020.

ad 7. + 8. Engem Kand mat spezifesche Besoinen ze hëllefen an et bei senger schoulescher Entwécklung ze ënnerstëtzen ass keng linear Prozedur, déi een zäitlech ka festleeën. Dëst ass schonn eleng doduerjer bedéngt, datt sech d'Besoine vum Kand iwwert d'Zäit kënne veränneren an de Léierrhythmus vun all Kand ënnerschiddlech ass. Esou mussen all d'Mesuren, déi festgehalen an ëmgesat ginn, kontinuéierlech analyséiert an evaluéiert ginn, fir se kënnen de Besoine vum Kand entspriechend unzepassen. Et ass allerdéngs esou, datt de legale Kader fir d'Interventioun vun der ESEB virgesäit, datt d'Presentatioun vum Diagnostik innerhalb vu véier Woche muss virleien (Schoulvakanze sinn heivunner ausgeholl).

All d'Mesurë gi jeeweils a Concertatioun mat den eenzelen Acteuren decidéiert an am Sënn vun der inklusiver Approche no Méiglechkeet an der Klass ëmgesat. Sollten dës Mesuren dem Kand net genuch Ënnerstëtzung bidden, kann d'CI, ewéi am ad 1. + 2. beschriwwen, proposéieren, datt e Kand ausserhalb vun der Klass am Kader vun enger Scolarisation spécialisée encadréiert gëtt.

Question 3395 (07.01.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **aides financières dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Depuis le début de la crise sanitaire due à la pandémie du Covid-19, un certain nombre d'aides financières directes ont été décidées pour soutenir les entreprises et indépendants qui rencontrent des difficultés financières liées à la crise.

Les secteurs les plus touchés peuvent bénéficier notamment des aides financières mises en place en décembre 2020, à savoir de la prolongation de l'aide dans le cadre du Fonds de relance et de solidarité et de la nouvelle aide dénommée « coûts non couverts ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Quelles modalités ont été mises en place pour faciliter l'introduction des demandes en obtention des aides financières directes ?

- Combien de demandes ont été introduites depuis le mois de décembre 2020, en particulier en ce qui concerne l'aide financière dans le cadre du Fonds de relance et de solidarité et l'aide « coûts non couverts » ?

- Combien de demandes ont été favorablement avisées respectivement ont été refusées ? Quelles étaient les raisons principales de ces refus ?

- Quel est le délai de traitement moyen des demandes entre la réception de celles-ci, l'accord ou le refus de l'aide financière et le versement des fonds ?

- Est-il prévu de créer une nouvelle aide financière, voire de prolonger les aides existantes si la crise sanitaire perdure au-delà du mois de mars 2021 ?

Réponse (05.02.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Bon nombre d'initiatives ont été entreprises pour faciliter autant que possible l'introduction des demandes en obtention des différentes aides financière directes :

- Guichet.lu : Sur le site de Guichet.lu, l'usager retrouvera des présentations sous une forme simplifiée de toutes les aides disponibles et ceci en trois langues (français, allemand et anglais) ;

- House of Entrepreneurship : Une équipe de neuf conseillers a été mise en place par la House of Entrepreneurship afin de pouvoir répondre aux questions relatives aux aides et d'assister les demandeurs dans la rédaction des différentes démarches. À cet égard, afin de garantir une communication homogène et adéquate, la Direction générale des classes moyennes se concerte deux fois par semaine avec les représentants de la House of Entrepreneurship ;

- La House of Entrepreneurship organise, ensemble avec la Direction générale des classes moyennes, de nombreux webinaires pour expliquer en détail les différentes aides. À l'issue des webinaires, les participants ont également la possibilité de poser leurs questions directement aux conseillers de la House of Entrepreneurship ;

- Hotline : La Direction générale des classes moyennes est à l'écoute des entreprises sur sa permanence téléphonique. Les demandeurs peuvent y trouver réponse aux questions concrètes relatives aux différentes aides ;

- Courriel : Grâce à la mise en place d'une adresse mail dédiée, les entreprises peuvent également poser les questions sur les aides à la Direction générale des classes moyennes par écrit.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de dossiers introduits auprès de la Direction générale des classes moyennes entre le 1er décembre 2020 et le 2 février 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne l'aide coûts non couverts en particulier, 653 dossiers ont été introduits auprès de la Direction générale des classes moyennes en date du 2 février 2021. À cet égard, il y a lieu de préciser que 111 dossiers ont été retournés aux entreprises demanderesses. Il s'agissait généralement de dossiers qui étaient incomplets. L'avancement du traitement des 542 autres dossiers est réparti comme suit :

- 364 dossiers accordés ;

- 79 dossiers refusés ;

- 99 dossiers en cours de traitement.

Les principales raisons de refus étaient les suivantes :

- Le montant des recettes excède le montant des pertes ;

- La perte du chiffre d'affaires est inférieure à 40 % au niveau de l'entreprise unique ;

- Pas de salariés ou d'indépendants affiliés au CCSS pour l'entreprise demanderesse.

Une fois qu'une demande est transmise à la Direction générale des Classes moyennes, le dossier est généralement traité endéans deux à trois jours ouvrables. Pour les dossiers avisés de manière favorable, il faut encore compter environ une semaine pour que le paiement soit ordonné et le virement effectué. Étant donné que la priorité est donnée au paiement des aides, les refus des dossiers avisés de manière défavorable ne sont envoyés que toutes les 1-2 semaines.

Le Gouvernement est très soucieux de la pérennité des entreprises en général et des PME en particulier. Il est dès lors évident que les aides existantes peuvent être prolongées et/ou adaptées si la crise sanitaire devait perdurer au-delà du mois de mars 2021.

Question 3396 (07.01.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **réservoirs supplémentaires de stockage de pétrole dans le port de Mertert :**

Nodeems et wärend enger Rei Joren Diskussioune gouf ëm den Ausbau vun den Tanklager am Mäerterter Hafen, war kuerz virun de Parlamentswalen 2018 vum deemolege Wirtschaftsminister ugekënnegt ginn, den Ausbau wier am Moment net néideg. Dës Decisioun gouf am Januar 2019 vun den zoustännege Ministere fir Wirtschaft, Ekonomie, Ëmwelt, Aarbecht an Energie bestätegt mam Argument, datt mir eis europäesch Obligatiounen am Beräich vun enger Pëtrolsreserv géifen erfëllen.

Rezent huet den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun der honorabeler Deputéierter Octavie Modert drop higedeit, datt hien en faveur vun engem Ausbau vun den Tanklageren am Mäerterter Hafe wier.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi sinn dem Här Minister seng Aussoen a puncto Ausbau vun den Tanklageren am Hafen ze verstoen?

2. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu dësem Theema?

3. Gëtt et eng Ännerung par rapport zur Situatioun vun 2019, wat eis europäesch Obligatiounen ugeet?

4. Wier esou en Ausbau am Aklang mat der Positioun vun der Regierung par rapport zu de fossillen Energien?

Réponse commune (09.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zum Ausbau vum Tanklager am Mäerterter Hafen huet zanter den Aussoe vum deemolegen Energieminister Étienne Schneider an dem Aarbechtsminister Nicolas Schmit vum Mäerz 2018 net geännert.

Doriwwer eraus ass d'Regierung staark beméit, de Persounentransport souwéi och de Gidderverkéier vun der Strooss op d'Schinn an d'Banneschëfffaart (Gidderverkéier) ze verlageren. Dofir gëtt och de Multimodal-Terminal zu Beetebuerg gefërdert. Fir dëst ze erreechen, sinn an deene leschte Jore ganz grouss Ustrengungen an zuelräich Infrastrukturprojete geplangt, finanzéiert an ëmgesat ginn.

Déi allgemenggülteg fachlech Ausso an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3281 bezitt sech op en zukünfteg erhéicht Benotze vun der ëmweltfrëndlecher a sécherer Banneschëfffaart, an dëst europawäit. Zil ass et, wärend der Energiewend den Transport vum Reschtbedarf u fossillem Brennstoff, deen duerch déi noutwenneg Dekarboniséierung (Elektromobilitéit, Ausstig aus dem Masutt a Gas ...) ëmmer méi kleng gëtt, zukünfteg vun der Strooss op déi uewe genannten ëmweltfrëndlech Transportweeër ze verlageren.

Dës Politik ass am Aklang mat der Matdeelung vun der Kommissioun un d'Europäescht Parlament, den Europäesche Conseil, de Conseil, den europäesche Wirtschafts- a Sozialcomité an de Comité vun de Regiounen: „Der europäische Grüne Deal". Dëse Gréngen Deal fuerdert ënner anerem eng méi séier Ëmstellung op eng nohalteg an intelligent Mobilitéit:

„Der multimodale Verkehr muss kräftig angekurbelt werden, sodass das Verkehrssystem effizienter wird. Vorrangig sollte ein wesentlicher Teil des Anteils von 75 % des Güterbinnenverkehrs, der derzeit auf der Straße abgewickelt wird, auf die Schiene und auf Binnenwasserstraßen verlagert werden. Dies erfordert Maßnahmen zur besseren Verwaltung und zur Erhöhung der Kapazität des Schienenverkehrs und der Binnenwasserstraßen, die die Kommission bis 2021 vorschlagen wird."

ad 2. Der Regierung hir Positioun huet net geännert.

ad 3. Nee.

ad 4. Déi Fro stellt sech net, well d'Regierung hir Positioun net geännert huet. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet just faktuell erkläert, datt den Transport iwwert de Waasserwee méi ekologesch ass wéi deen iwwert d'Strooss.

Question 3397 (07.01.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution de la « Rouschtbaach » :**

Selon l'état actuel des informations, une pollution inhabituelle constatée mardi, le 5 janvier dernier dans la « Rouschtbaach », près de Mersch, risque d'engendrer des dégâts importants pour l'environnement, dus en particulier à la teneur en protéines et en graisses du lait déversé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions quant à l'origine et la nature de la pollution ?

2) Madame la Ministre peut-elle donner des informations plus précises de l'ampleur des dégâts écologiques ?

3) Est-ce qu'une mesure d'urgence contre l'auteur de la pollution a été officiellement communiquée au Parquet ?

Réponse (09.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le 5 janvier vers 11.00 heures, le garde forestier de la commune de Mersch a informé le « Groupe d'intervention pollutions » de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) d'une coloration blanche du cours d'eau « Rouschtbaach » entre le lieu-dit Roost et la localité d'Essingen. À ce moment, les agents de l'administration communale ont déjà pu, après des investigations sur le terrain, retracer la pollution jusqu'à la sortie de la canalisation des eaux pluviales du site de la laiterie de la coopérative agricole Luxlait. Des responsables de la laiterie ont été informés et ont procédé par la suite à la fermeture des vannes d'écoulement des eaux pluviales du site et ont pris les mesures pour identifier l'origine de la fuite au niveau de leurs installations.

Selon les informations envoyées à l'AGE, il s'avère que dans la nuit du 4 au 5 janvier 2021, un défaut de vanne sur un silo extérieur de lait a provoqué un écoulement de lait pasteurisé (3.000 litres à 4.000 litres) vers la canalisation des eaux pluviales.

Quand l'AGE est arrivée au lieu de l'incident, la pollution avait déjà atteint la localité d'Essingen et était sur le point de se déverser dans le cours d'eau « Alzette ». L'AGE a par suite, en collaboration avec un représentant de la coopérative agricole Luxlait, examiné les possibilités d'arrêter la propagation de la pollution, mais une solution technique n'a pas été trouvée en raison du débit élevé du ruisseau à ce moment et de la miscibilité du lait dans l'eau.

ad 2) Le déversement de lait entraîne surtout une charge polluante importante de composés organiques et azotés et peut provoquer une augmentation de la demande chimique en oxygène (DCO). Cette charge peut causer une baisse importante de l'oxygène dissous à l'endroit de la pollution, vu le besoin en oxygène pour la dégradation par les microorganismes dans l'eau et en conséquence dans tout le ruisseau en aval de ce déversement. Cependant, le résultat d'une analyse chimique d'un échantillon pris le 5 janvier vers 13.30 heures montrait qu'aucune déficience en oxygène n'a pu être détectée dans le cours d'eau tandis que la charge organique (DCO) était toujours élevée. Ceci est peut-être dû à une activité biologique réduite en raison de la faible température de l'eau et/ou la forte dilution due au débit élevé du cours d'eau. La période de rejet limitée du polluant, ainsi que l'effet de dilution important suite aux débits significatifs de la « Rouschtbaach » pendant l'incident ont limité la possibilité de collecte d'informations concernant l'effet de la pollution sur l'état écologique du cours d'eau.

ad 3) Vu les circonstances de l'incident, l'analyse réalisée sur place et les mesures entreprises dans l'immédiat, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable n'a pas jugé utile de prendre des mesures urgentes.

Question 3398 (07.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **subventions pour les entreprises de transport :**

D'Logistik ass vun der Lëtzebuerger Regierung am Kader vun der Diversifikatioun iwwer laang Jore bevirdeelegt behandelt an zu enger wichteger Stäip vun eiser Wirtschaft ausgebaut ginn. Vill Entreprisen hei am Land an eng grouss Zuel vun Aarbechtsplazen hänke vun deem Secteur of.

Wärend der Covidkris huet sech d'Wichtegkeet vun deem Secteur, besonnesch och dem Transport duerch Camione fir d'Beliwwerung vun eise Geschäfter, nees ganz däitlech gewisen. Dee Secteur ass ouni Zweifel vu strateegescher Wichtegkeet. D'Verdeierung vun de Pëtrolsprodukter duerch déi nei CO_2-Steier an d'Neiberechnung vun der Autossteier bedeite fir de Logistiksecteur a besonnesch och fir de Wuerentransport op der Strooss awer eng substanziell finanziell Méibelaaschtung.

Dowéinst wollt ech dem Här Finanzminister, dem Här Wirtschaftsminister an dem Här Mobilitéitsminister dës Froe stellen:

1. Wëll d'Regierung de Lëtzebuerger Speditiounsbetriber finanziell hëllefen, fir dës Onkäschten ze kompenséieren? Si konkreet Schrëtt virgesinn, fir de Speditiounen an all anere Branchen, déi am Stroossentransport aktiv sinn, ze erlaben, déi steierlech Méibelaaschtung auszegläichen?

2. Wat wëll d'Regierung ënnerhuelen, fir datt Lëtzebuerger Transportentreprisë géintiwwer der ausländnescher Konkurrenz kompetitiv bleiwen?

3. Wéi schätzt d'Regierung d'Bedeitung vun engem eegestännege Lëtzebuerger Transportsecteur an? Hält si et fir wichteg, datt dee Secteur hei am Land eng Zukunft huet?

4. Wéi aner wichteg Secteure vun eiser Ekonomie sinn och d'Transportentreprisen zu engem groussen Deel op Grenzgänger ugewisen. Wéi wëll d'Regierung d'Resilienz vum Transportsecteur a Krisesituatioune verbesseren?

5. Déi héich subventionéiert E-Mobilitéit ass fir de Speditiounssecteur (besonnesch fir déck Camionen an de Laangstreckentransport) keng wirtschaftlech Alternativ. Däitschland hëlleft dem Secteur mat Primmen, fir hir Camionen op déi modernsten Dieselnormen ëmzestellen. Denkt d'Lëtzebuerger Regierung och un esou Moossnamen, fir et dem Lëtzebuerger Speditiounssecteur ze erlaben, déi neisten a méi ëmweltfrëndlech Dieselmodeller méi séier a méi käschtegënschteg anzeféieren?

Réponse commune (02.02.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Ofgesi vun de spezifeschen Ënnerstëtzungsmoossnamen am Kader vun der Covid-19-Kris, vun deenen och d'Betriber aus dem Speditiounssecteur profitéiere kënnen, wa se déi respektiv Critèren erfëllen, si keng spezifesch finanziell Hëllefen oder Ausgläichméiglechkeete virgesinn.

ad 2. Zanter dass d'Logistik als e prioritäre Secteur fir déi wirtschaftlech Entwécklung vum Land definéiert gouf, huet de Wirtschaftsministère d'Entreprisen aus dem Secteur kontinuéierlech ënnerstëtzt, fir Logistikservicer mat enger méi héijer Valeur ajoutée ze entwéckelen. Als Beispill kann een d'Ëmsetzung vun enger Logistik-Spezialisatiounspolitik fir d'Pharmazeutika an de Cross-Border E-Commerce nennen.

ad 3. Lëtzebuerg huet, wéi all aner Memberstaat, en eegestännegen Transportsecteur. Dëse spillt an eiser Wirtschaft an an der Versuergung vum Land eng wichteg Roll. Well awer déi ganz Gesetzgeebung op europäeschem Niveau ass an et deemno en oppene Maart ass, ass de Lëtzebuerger Transportsecteur der europäescher Konkurrenz ausgesat. Iwwert déi lescht zéng Joer konnt de Secteur sech op engem relativ stabillen Niveau halen, wann een d'Zuele vun de Betriber an hire Gefierer kuckt.

ad 4. De Mangel u Chaufferen ass e Problem a ganz Europa. De Mobilitéitspak, deen am Summer d'lescht Joer ugeholl gouf, enthält Mesuren, fir de Beruff rëm méi attraktiv ze maachen an déi Situatioun ze verbesseren.

Niewent Ënnerstëtzungsmoossname wéi de Chômage partiel huet de Wirtschaftsministère mat der Hëllef vu Luxinnovation verschidde Moossnamen agefouert, fir d'Resilienz vun allen Entreprisen, inklusiv déi aus dem Transportsecteur, ze verbesseren, wéi zum Beispill de Programm Fit 4 Resilience, fir Entreprisen ze hëllefen, sech nei ze erfannen, oder den Neistart-Moossnamepak, wat besonnesch d'Digitaliséierung ugeet (z. B. Routenoptimiséierungsplanung).

ad 5. Am Verglach mam europäeschen Ausland huet de Lëtzebuerger Transportsecteur en iwwerduerchschnëttlech jonke Fuerpark. Sou haten z. B. déi Entreprisen, déi sech am Kader vum Brexit beim Mobilitéitsministère gemellt haten, duerchschnëttlech 97,6 % Euro-6-Gefierer an hirem Fuerpark. D'Regierung plangt deemno net, eng „Abwrackprämie" fir méi al Camionen anzeféieren.

Question 3399 (08.01.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**enrichissement de l'uranium à 20 % par l'Iran :**

No Pressemeldungen hätt den Iran domat ugefaangen, Uran op 20 % unzeräicheren. Dëst wär esou vun der iranescher Regierung selwer ugekënnegt a vun der AIEA confirméiert ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung déi Meldunge confirméieren, datt den Iran Uran esou héich uräichert, datt e kann zu enger Atomwaffeproduktioun benotzt ginn?

2. Wa jo, wéi wëllt d'Regierung dorop reagéieren, esouwuel am Kontext vun de bilaterale lëtzebuergesch-iranesche Relatiounen, wéi am Kontext vun der Europäescher Unioun an aneren internationale Foren?

3. Gesäit d'Regierung de Risiko vun enger Oprëschtung am Noen a Mëttleren Osten a vun enger weiderer Proliferatioun vun nukleare Waffen?

4. Gesäit d'Regierung den Notze vun enger verstäerkter Rakéitenofwier fir den europäesche Kontinent? Wa jo, wëllt si sech aktiv dofir asetzen?

Réponse (08.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Déi international Agence fir Atomenergie (AIEA) huet confirméiert, datt den Iran ugefaangen huet, a sengen ënnerierdeschen Installatiounen zu Fordow Uran bis op 20 % unzeräicheren. Allgemeng ass den 20 %-Uräicherungsniveau fir wëssenschaftlech Zwecker relevant. Fir d'Energieproduktioun geet ee vill méi nidderegen Niveau duer. Den Nuklearaccord mam Iran (JCPOA) gesäit duerfir eng Limitt vun 3,6 % vir. Fir en nukleare Sprengkapp ze produzéieren, wier en 90 %-Uräicherungsniveau noutwenneg.

Wann d'Decisioun, fir bis op 20 % unzeräicheren, eng Violatioun vum JCPOA duerstellt an immens beonrouegend ass, esou ass en 20 %-Uräicherungsniveau nach wäit ewech vum 90 %-Uräicherungsniveau. Et ass och net gewosst, ob den Iran haut iwwert déi technesch Moyene verfüügt, fir den Uran, deen op 20 % ugeräichert ginn ass, uschléissend bis op 90 % unzeräicheren. Bis elo hunn déi iranesch Autoritéite keng Undeitunge ginn, datt si wéilte bis op den 90 %-Uräicherungsniveau goen.

ad 2. Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Deklaratioun, déi de Josep Borrell den 11. Januar 2021 am Numm vun der Europäescher Unioun an deem Zesummenhang gemaach huet. D'EU fuerdert domat déi iranesch Autoritéiten an aller Kloerheet dozou op, de Schratt a Richtung Uräichere vum Uran bis op 20 % direkt nees réckgängeg ze maachen, am Aklang mam JCPOA.

ad 3. Dee Risiko besteet. Lëtzebuerg bedeelegt sech duerfir aktiv un den internationalen Efforten, fir nuklear Proliferatioun ze verhënneren, notamment am Kader vum Netverbreedungsvertrag vun nukleare Waffen („Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons" - NPT). Op nationalem Niveau setzt Lëtzebuerg en Exportkontrollsystem ëm, fir ze verhënneren, dass sougenannten „Dual-Use"-Gidder fir Oprëschtungszwecker mëssbraucht ginn.

ad 4. D'Rakéitenofwier vum europäesche Kontinent gëtt am Kader vun der NATO assuréiert. Dëse System gëtt reegelméisseg evaluéiert an ass adaptéiert un déi aktuell Menace.

Question 3400 (08.01.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **zone franche :**

Dans la réponse à ma question parlementaire n° 2496 du 7 juillet 2020 au sujet de la seule zone franche existante au Luxembourg, il est précisé que suite aux mesures sanitaires mises en place dans la lutte contre la pandémie Covid-19, une réunion bilatérale avec les opérateurs agréés en zone franche a dû être annulée. Par ailleurs, il y est renseigné que suite au relâchement progressif des mesures sanitaires, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (« AED ») prévoyait des contrôles sur place auprès des quatre opérateurs de la zone franche au cours de l'année 2020.

Concernant les contrôles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (« LBC/FT ») effectués au cours des dernières années au niveau de la zone franche, la réponse à la question parlementaire susmentionnée indique qu'au cours de la période 2016-2019, sur un total de six contrôles sur place, aucun contrôle n'a été effectué en 2019. En effet, un contrôle a été effectué en 2016, deux en 2017 et trois en 2018. De plus, il y est précisé que selon l'évaluation nationale des risques, le risque inhérent des opérateurs agréés en zone franche est évalué à un niveau dit « élevé » et que, par conséquent, la périodicité des contrôles sur place par l'AED a été fixée à 18 mois.

Il convient encore de noter que selon la réponse à la question parlementaire susmentionnée, en 2017, deux amendes administratives ont été prononcées à l'encontre des opérateurs agréés de la zone franche.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Face à l'évolution de la crise déclenchée par la pandémie de Covid-19 et les mesures sanitaires respectives, l'AED a-t-elle effectué des contrôles sur place au niveau des opérateurs agréés de la zone franche au cours de l'année 2020 ?

2) Tenant en compte le niveau de risque inhérent « élevé » des zones franches en matière de financement du terrorisme et de blanchiment, pourquoi l'AED n'a-t-elle pas effectué de contrôle sur place en 2019 ?

3) Le nombre de contrôles sur place au cours de la période 2016-2018 ne correspond-il pas à une périodicité des contrôles supérieure à 18 mois ? Pourquoi et suivant quel raisonnement la périodicité des contrôles a-t-elle été définie à 18 mois ? Quelle est la périodicité de contrôles sur place jugée adéquate par l'AED pour les activités dont le risque inhérent est estimé comme étant « moyen » ou « faible » ? Les contrôles sur place sont-ils annoncés au préalable ou pas ?

4) Quelles ont été les raisons pour les deux amendes administratives prononcées en 2017 ?

Réponse (08.02.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député pose plusieurs questions relatives aux contrôles effectués en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ci-après LBC/FT) au cours des dernières années au sein de la zone franche.

En 2020, les contrôles LBC/FT sur place des quatre opérateurs agréés en zone franche ont été effectués au courant du mois de juillet.

La périodicité des contrôles sur place LBC/FT des opérateurs agréés en zone franche a été fixée à 18 mois sur base de l'évaluation des contrôles LBC/FT sur place effectués auprès des trois opérateurs agréés en activité au courant de l'année 2018 et du niveau de conformité à la loi LBC/FT constaté, en prenant en considération le niveau de risque inhérent des opérateurs agréés en zone franche suivant l'évaluation nationale des risques publiée en date du 20 décembre 2018. La périodicité des contrôles sur place LBC/FT de 18 mois est en vigueur depuis l'année 2019.

La définition de la périodicité se fonde sur les principes fondamentaux d'une approche basée sur les risques incluant notamment la prise en considération du risque résiduel évalué au niveau de chaque entité distincte à la suite d'un contrôle sur place LBC/FT. Cette méthodologie permet d'ajuster la fréquence des contrôles sur place LBC/FT à un niveau approprié afin de maintenir et de garantir l'efficacité des mesures implémentées.

Les contrôles sur place sont annoncés au préalable pour des raisons de sécurité. En effet, le dispositif de sécurité de la zone franche conditionne l'accès à l'enceinte hautement sécurisée à une annonce au préalable par les opérateurs des visiteurs potentiels.

Les deux amendes administratives prononcées en 2017 en matière de LBC/FT sont fondées sur le constat de certaines déficiences au niveau de la conformité des obligations professionnelles suivant les dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004.

Question 3401 (08.01.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**exercice du droit de préemption par les communes :**

Dans un arrêt tout récent du 5 janvier 2021 (n° 44939C), la Cour administrative vient de préciser l'exercice du droit de préemption par les autorités communales en recadrant certaines exigences découlant du jugement de première instance.

La Cour rappelle dans ce contexte qu'« il est sous-jacent à l'économie de la loi pacte logement dès ses origines que le législateur a entendu mettre en place une procédure utile et efficiente de nature à garantir l'objectif visé : celui de permettre aux communes d'acquérir des terrains pour lesquels elles s'engagent à œuvrer dans le sens voulu par la loi, qui consiste essentiellement à dynamiser la création de logements pour personnes économiquement plus faibles, accessoirement celle de travaux d'infrastructures et d'équipements collectifs afférents.

Eu égard aux délais stricts et essentiellement courts impartis - compte tenu de l'importance de la décision à prendre - le seul système utilement praticable au stade actuel et dans les conditions tracées par la loi est celui inspiré par le régime des autorisations d'ester en justice pratiqué depuis longue date par le Comité du contentieux et repris par les juridictions de l'ordre administratif, système ci-avant déjà esquissé.

Toujours eu égard aux délais essentiellement courts, il y a lieu d'admettre que l'organe exécutif de la commune, à savoir le collège échevinal, puisse prendre la décision d'exercice du droit de préemption prévu par la loi pacte logement.

En ce que l'opération aboutit nécessairement à faire entrer dans le patrimoine communal un nouvel immeuble, cette acquisition nécessite en plus l'intervention du conseil communal à un stade utile de la procédure. Dès lors, la décision d'exercice du droit de préemption par le collège échevinal n'est envisageable que sous obligation d'entérinement par le conseil communal en temps utile et, en toute occurrence, avant que n'ait lieu la passation de l'acte notarié à dresser, qui, d'après les prévisions de la loi, doit intervenir dans les trois mois de la notification de la décision d'exercice du droit de préemption au notaire, et, le cas échéant, la décision de tutelle du ministre compétent ».

Elle indique aussi que « le droit d'exercer le droit de préemption comporte nécessairement l'obligation pour la commune préemptante d'indiquer avec clarté et précision l'objectif concret rentrant parmi au moins l'un des trois motifs prévus par la loi - création de logements accessibles pour des personnes économiquement plus faibles - travaux de voirie et d'infrastructure - travaux d'équipements collectifs - en ce que cette indication comporte l'engagement pour la commune de procéder à la réalisation de l'objectif indiqué dans une optique d'application efficiente de la loi conformément à son but ».

Elle conclut donc à l'annulation des décisions communales en ce que « l'autorité communale n'a pas indiqué avec précision le motif pour lequel elle entendait procéder à pareil exercice, étant entendu que par la suite le conseil communal, en entérinant à l'unanimité cette démarche, n'a pas non plus précisé d'une quelconque manière le motif prévu par la loi de nature à la sous-tendre ».

Avant de préciser que « si la Cour a été amenée de la sorte à confirmer la solution dégagée par les premiers juges, elle doit cependant rendre attentif au fait qu'elle n'a pas retenu l'exigence du tribunal consistant dans l'obligation des autorités communales de faire état, dès l'exercice de leur droit de préemption, d'un projet concret voire d'un projet suffisamment en voie de concrétisation. Aux yeux de la Cour, pareille exigence serait disproportionnée en ce qu'il ne peut pas être raisonnablement mis à charge d'une commune de mettre en avant dans un laps de temps éminemment court un projet qu'elle serait, le cas échéant, amenée à confectionner ex nihilo pour les besoins de la cause. De plus, si dans le cas sous rubrique, pareille confection à court terme d'un projet eut en plus été envisageable, il existe maintes hypothèses découlant de la loi où les terrains préemptés ne font même pas encore partie du périmètre d'agglomération et ne sont pas directement constructibles, la destination précise de ces terrains ne se trouvant, par la force des choses, non arrêtée définitivement ».

Au vu de ces précisions, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Quelle est l'appréciation de Madame et Monsieur les Ministres de cet arrêt récent ?

- Madame le Ministre ne considère-t-elle pas qu'au vu de cet arrêt de la Cour administrative, sa circulaire n° 3778 du 5 mars 2020 est devenue, du moins partiellement, sinon totalement, caduque ? Madame le Ministre entend-elle dès lors la retirer et informer les autorités communales des enseignements qui se dégagent de cet arrêt ?

- Alors que Madame le Ministre avait annoncé dans sa circulaire que « le Gouvernement mettra prochainement à l'examen le dispositif légal actuellement en place », Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer qu'ils tiendront dûment compte de cet arrêt dans la confection d'un nouveau projet de loi ?

Réponse commune (01.02.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Une nouvelle circulaire, référenciée sous le numéro 3951, a été adressée à l'ensemble des administrations communales en date du 19 janvier 2021, expliquant les enseignements à tirer de l'arrêt de la Cour administrative rendu en date du 5 janvier 2021 (n° du rôle 44939C).

En ce qui concerne la répartition des compétences entre les organes communaux, la Cour administrative considère que le Collège échevinal peut prendre la décision d'exercice du droit de préemption et

qu'elle doit être entérinée par le conseil communal avant que n'ait lieu la passation de l'acte notarié. Rien n'empêche cependant que la décision d'exercice du droit de préemption soit prise directement, dans le mois suivant l'accusé de réception adressé au notaire, par le conseil communal.

En ce qui concerne la finalité du droit de préemption, la Cour administrative retient qu'il s'agit d'un droit de préemption d'affectation « dont l'existence prévue par la loi ne se justifie qu'en raison de l'objectif dans lequel ce mécanisme a été créé » qui doit être indiqué par la commune « avec clarté et précision » dès la notification au notaire de sa décision d'exercer le droit de préemption et qui doit consister en l'une des trois finalités prévues par la loi. L'exigence d'une justification de l'exercice du droit de préemption par un projet concret ou en voie de concrétisation a été abandonnée.

En ce qui concerne les conditions de forme de l'exercice du droit de préemption, il est recommandé aux communes, dans l'état actuel de la jurisprudence, de faire participer les administrés à la prise de décision par le biais de la procédure administrative non contentieuse afin de garantir la légalité formelle des décisions d'exercice du droit de préemption.

Les conclusions de l'arrêt de la Cour sont exposées de manière détaillée dans la circulaire précitée accessible sur le site Internet du Ministère de l'Intérieur par le lien : https://mint.gouvernement.lu/dam-assets/circulaires/2021/janvier-juin/3951.pdf.

La circulaire précitée remplace celles référenciées sous les numéros 3778 et 3897, respectivement du 5 mars 2020 et du 2 septembre 2020.

Les conclusions de l'arrêt précité vont être intégrées à la discussion, actuellement en cours, concernant les adaptations à apporter au cadre légal du droit de préemption.

Question 3402 (08.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **représentation équilibrée des femmes et des hommes :**

An den USA kënnt et den 20. Januar, no laange Joren ënnert engem Trump-Regime, zu engem Muechtwiessel, bei där den Joe Biden d'Präsidentschaft fir véier Joer iwwerhuele wäert.

Eng Première dobäi ass, datt déi éischte Kéier an der Geschicht eng Fra, nämlech d'Kamala Harris, de Poste vum Vizepresident iwwerhuele wäert. Och an anere Länner op der Welt sinn et net ëmmer Männer, déi d'Spëtzeposten an der Politik besetzen. Et brauch een nëmmen eriwwer an Däitschland ze kucken, wou d'Angela Merkel säit dräi Legislaturen de Poste vun der Bundeskanzlerin besetzt. An der Belsch gouf mam Petra De Sutter eng transgender Persoun als ee vun de siwe Vizepremiere genannt.

Symbolesch hunn d'politesch Spëtzeposten eng grouss Bedeitung, well d'Regierung sech als Representant vun enger oppener Gesellschaft weist. De Message ass, datt een d'Politik onofhängeg vu engem Geschlecht matgestalte kann. Ob Mann, Fra oder drëtt Geschlecht, an éischter Linn gëtt de Mënsch mat sengen Erfarungen, Verdéngschter a Kompetenzen an de Virdergrond gestallt.

D'lëtzebuergesch Regierung bekräftegt de Wëllen, d'Representatioun tëschent de (klassesche) Geschlechter an der Politik an ee bessert Gläichgewiicht wëllen ze bréngen. Zitat aus dem Koalitiounsaccord:

[…] l'accent continuera d'être mis sur une politique en faveur d'une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au niveau de la prise de décision dans notamment les domaines de la politique et de l'économie.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Ugesiichts datt et an eiser Regierung zwee Vizepremierministere ginn, firwat gouf keng Fra fir dëse Posten ausgewielt?

2. Ass an dëser Legislaturperiod geplangt, dass ee weidert Geschlecht als Vizepremier ernannt gëtt?

Réponse (05.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Et ass un de Parteien, déi eng Koalitioun formëieren, hir Kandidate fir eenzel Ministerposten ze designéieren. Dat gëllt och fir d'Poste vun de Vize-Premierministeren.

Question 3403 (08.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **réorganisation des commissariats de police :**

Mat der Reorganisatioun vun der Police, déi de Minister an d'Weeër geleet huet, goufen eng Rëtsch Kommissariater an de leschte Joren zougemaach an op aner Uertschafte verluecht.

Hat fréier bal all Uertschaft säi Kommissariat, esou ass et haut, dem Minister no, méi effektiv, d'Kommissariater méi ze zentraliséieren an d'Police méi Presenz op de Stroosse weisen ze loossen. Och d'Kommissariat zu Käerjeng gouf virun e puer Joer zougemaach an d'Policebeamte goufen an aner Kommissariater versat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. A wéi eng Kommissariater goufen d'Polizisten zu Käerjeng versat?

2. Wéi vill Poliziste goufen an de Kommissariat op Péiteng gesat? Wéi vill Vollzäitstellen a wéi vill Deelzäitstelle goufen insgesamt op Péiteng versat a wat ass den Total u Stonnen, deen de Policebüro zu Péiteng duerch d'Opléise vu Käerjeng bäikrut?

3. Ass geplangt, ee Policebüro an der Rue de Linger op der Gemengegrenz tëscht Käerjeng a Péiteng ze erriichten? Falls jo, wéi wäit ass een am Ministère mat der Ëmsetzung vun dësem Projet?

Réponse (02.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. All sechs Polizisten, déi Vollzäit oder Deelzäit um Kommissariat zu Käerjeng geschafft hunn, sinn an de gemeinsame Policekommissariat Käerjeng-Péiteng integréiert ginn, mat Sëtz zu Péiteng. Zesumme sinn elo 17 Polizisten zoustänneg fir déi zwou Gemenge Péiteng a Käerjeng. Doduerch kann d'Unitéit elo méindes bis freides vu 07.00 bis 21.00 Auer an de Weekend, wann e Besoin ass, schaffen an net méi wéi virdru wiertes just vun 08.00 bis 12.00 Auer a vu 14.00 bis 18.00 Auer. Wéi och schonns virdrun ass de Kommissariat vun Déifferdeng mat zoustänneg fir déi zwou Gemengen, wann de Kommissariat Käerjeng-Péiteng zou ass oder bei enger Interventioun Hëllef brauch.

ad 3. Bis ewell lafe keng konkreet Verhandlungen, fir een neit Policekommissariat an der Rue de Linger op der Gemengegrenz tëscht Käerjeng a Péiteng ze erriichten.

Question 3404 (08.01.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant le **lipœdème :**

Lipödem ass eng Erkrankung, déi gekennzeechent ass duerch eng Fettverdeelungsstéierung an de Been an an den Äerm. Et ass eng Krankheet, déi haaptsächlech Frae kréien an nëmme seele Männer. Gréisstendeels trëtt dës Krankheet am Alter tëscht 20 an 30 Joer op, net awer virun der Pubertéit.

Déi betraffe Leit leiden ënnert där Krankheet, physesch, duerch staark Péng, Spannungsgefiller a Middegkeet an de Been, Beweegungsschwieregkeete bis zum Ugewisesinn op e Rollstull.

Aktuell geet d'Fuerschung dovun aus, datt Lipödem haaptsächlech geneetesch verursaacht ass, also eng ierflech Krankheet ass, an datt awer hormonell Veränneerungen en Afloss hunn. Wéi schlëmm d'Ausprägung vum Lipödem ass, gëtt an dräi Stadien ënnerdeelt.

D'Krankheet kann net vollstänneg geheelt ginn, awer de Krankheetsverlaf kann däitlech moderéiert ginn. Duerch eng Operatioun kann dem Patient ganz vill gehollef ginn, och besonnesch dann, wa si frél gemaach gëtt.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit, Fraen a Männer, hunn zu Lëtzebuerg noweislech Lipödem?

2. Experte ginn dovun aus, datt 10 % vun der däitscher weiblecher Bevëlkerung ënnert der Krankheet Lipödem leiden. Op wéi vill Prozent gëtt den Undeel vu betraffene Leit hei zu Lëtzebuerg geschat?

3. Wéi vill Lipödem-Operatioune goufen an de leschten dräi Joer bei Awunner vu Lëtzebuerg duerchgefouert? A wéi enge Länner sinn des Operatioune gemaach ginn?

4. Ginn dës Operatioune rembourséiert an zu wat fir engem Deel? Ginn et Konditioune fir de Remboursement? Wa jo, wat fir eng? Wéi vill vun dësen Operatiounen an de leschten dräi Joer goufe vun der Krankekeess rembourséiert an zu wat fir engem Deel?

5. Zënter 2018 sollen och Operatioune vum Lipödem am Stadium 3 iwwerholl ginn. Wéi vill Demandë fir de Remboursement vun enger Operatioun vum Lipödem am Stadium 3 krut d'Krankekeess an de Joren 2019 an 2020? Wéi vill vun deenen Demandë sinn da ganz oder zum Deel rembourséiert ginn?

6. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Iwwerhuele vun de Käschte vun der Operatioun vum Stadium 3 gutt funktionéiert?

7. Wat kéinte mir hei zu Lëtzebuerg nach besser maachen, fir de Leit mat Lipödem ze hëllefen?

Réponse commune (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Zu dësen zwou Froe leie weeder dem Gesondheetsministère nach dem Ministère fir d'sozial Sécherheet Donnéeë vir.

ad 2. cf. Äntwert op d'Fro 1.

ad 3. An de Joren 2018-2020 goufen néng Operatioune[11] [12] fir e Lipödem ab Stadium 3 u Lëtzebuerger krankeversécherte Patienten duerchgefouert.

2019 goufen 88 Auslandsiwwerweisungen[11] [13] accordéiert, déi 71 Patiente concernéieren. Vun deenen 88 Auslandsiwwerweisunge waren 93 % fir eng Operatioun an Däitschland. 2020 waren et 75 Autorisatiounen[11] (respektiv 57 Patienten), dovu 87 %, fir an Däitschland operéiert ze ginn.

ad 4. Dës Operatioune ginn ab engem Lipödem am Stadium 3 a mat engem Accord préalable vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet (APCM) ganz vun der Krankekeess rembourséiert. En Accord, fir dës Operatioun zu Lëtzebuerg maachen ze loossen, garantéiert net automatesch e Remboursement fir eng Operatioun am Ausland. Dës muss separat ugefrot an accordéiert ginn.

Déi néng Operatiounen, déi an der Fro 3 ugi sinn, goufen zu 100 % rembourséiert.

ad 5. D'Krankekeess huet an de leschten dräi Joer (2018-2020) 18 Autorisatiounen[14] erausginn, fir d'Käschte vun enger Operatioun vun engem Lipödem ab Stadium 3 zu Lëtzebuerg ze iwwerhuelen. Dovu goufen néng Demandë fir e Remboursement erageschéckt an déi ugefall Käschte goufen zu 100 % iwwerholl.

Am Joer 2019 goufen 63 Demandë fir e Remboursement bezuelt, 2020 waren et 17 Demanden.[14]

ad 6. cf. Äntwert op d'Fro 7.

ad 7. Zënter 2018 hëlt d'Krankeversécherung d'Käschte fir d'Operatioun vum Lipödem ab dem Stadium 3 en charge op Basis vum Artikel 19 Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheet, dee Folgendes virgesäit:

« Cependant dans des cas exceptionnels à constater par la Caisse nationale de santé sur base d'un certificat circonstancié du médecin traitant, l'acte ne figurant pas dans la nomenclature peut être pris en charge sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) qui fixe un tarif en assimilant cet acte à un autre acte de même importance. »

D'Iwwerhuele vun de Käschte funktionéiert gutt, mee fir datt et nach besser funktionéiert fir déi Leit, déi vu Lipödem betraff sinn, gouf elo de 27. Januar 2021 an der Nomenclatureskommissioun decidéiert, zwee nei Akten anzefeieren an der Nomenclature vun den Doktere fir den Traitement vum Lipödem ab Stadium 3.

Question 3406 (08.01.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **nationalité des patients :**

Allgemeng ass den Trend an de leschte Joren a Joerzéngten deen, datt vun de Leit, déi am Gesondheetssecteur schaffen, der ëmmer méi aus dem Ausland kommen, jee nodeem also Grenzgänger sinn oder Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Dëst ass och bei de Patienten de Fall, wou dach e groussen Deel vun de Patienten hei am Land engersäits keng Lëtzebuerger sinn oder esouguer am Ausland wunnen.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Opdeelung vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg sozial verséchert sinn, der Nationalitéit no? Wéi vill vun deene wunnen zu Lëtzebuerg a wéi vill wunnen am Ausland, a wou?

2. Wéi vill Patienten, déi am Joer 2019 an der Noutopnam (Urgence) waren, waren Awunner vu Lëtzebuerg a wéi vill waren Awunner vun engem anere Land, a vu wéi engem? Wat fir eng Nationalitéit haten d'Patiente vun der Noutopnam?

3. Wéi vill Patienten, déi am Joer 2019 eng oder méi Nuechten hu missen an der Klinik verbréngen, waren Awunner vu Lëtzebuerg a wéi vill waren Awunner vun engem anere Land, a vu wéi engem? Wéi eng Nationalitéit haten d'Patienten?

4. Wéi hu sech déi hei gefroten Zuelen an Donnéeën iwwert déi lescht zéng Joer entwéckelt?

Réponse commune (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Fir d'éischt ass ervirzehiewen, datt d'Leeschtungen, déi vum Lëtzebuerger System vun der Krankeversécherung iwwerholl ginn, un d'Affiliatioun, beispillsweis d'Coaffiliatioun, gebonne sinn, onofhängeg vun der Residenz oder der Nationalitéit. Dat bedeit, datt eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg schafft, am Lëtzebuerger System affiliéiert ass an och zu Lëtzebuerg hir Sozialcotisatioune bezilt. Dee Moment ass also déi Lëtzebuerger Krankeversécherung fir d'Gesondheetsleeschtungen zoustänneg.

ad 1. Am Joer 2019 haten 38,4 % vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg krankeverséchert waren, déi Lëtzebuerger Nationalitéit, 19,4 % haten déi franséisch, 11,7 % déi portugisesch, 8,5 % déi belsch a 7,7 % déi däitsch. Insgesamt waren 885.132 Persounen hei zu Lëtzebuerg krankeverséchert.

Am selwechte Joer hu vun deenen 885.132 Krankeversécherten 63,2 % zu Lëtzebuerg gewunnt, 17,8 % a Frankräich, 8,7 % an der Belsch a weider 8,7 % an Däitschland.

ad 2. 2019 ware 87,9 % vun de Patienten, déi an der Noutopnam waren, Awunner vu Lëtzebuerg. 51,0 % vun de Patienten haten déi Lëtzebuerger Nationalitéit, 20,4 % déi portugisesch an 8,6 % déi franséisch. Insgesamt waren 161.904 Patienten op d'mannst eemol an der Noutopnam.

ad 3. Am Joer 2019 hunn 59.491 Patienten eng oder méi Nuechten an engem vun den akute Spideeler[15] vu Lëtzebuerg verbruecht (ouni Reeducatioun). Dovu waren 90,5 % Awunner vu Lëtzebuerg, 4,6 % aus Frankräich, 2,6 % aus der Belsch an 1,6 % aus Däitschland.

59,2 % vun de Patienten, déi am Joer 2019 eng oder méi Nuechten an der Klinik verbruecht hunn, haten déi Lëtzebuerger Nationalitéit, 14,8 % déi portugisesch a 7,2 % déi franséisch.

ad 4.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3410 (11.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **Nutri-Score :**

Mëtt Dezember vu leschtem Joer huet den Här Landwirtschaftsminister un engem Treffe vun den EU-Agrarministeren zu Bréissel deelgeholl. Hei gouf ë. a. och d'Afëiere vun enger Närwäert-Kennzeechnung (Nutri-Score) op de Liewensmëttel diskutéiert. Zesumme mat 22 aneren EU-Staaten huet Lëtzebuerg sech favorabel fir dëst Konzept ausgeschwat, wat elo vun 2021 un a Kraaft triede soll. Et gouf awer notamment vun Italien, Griicheland an Tschechien och kritesch Stëmmen zum Nutri-Score. Ee vun de Kritikpunkte war, datt duerch den Nutri-Score traditionell a regional Produkter entwäert kéinte ginn. Traditionell landwirtschaftlech Produkter hunn z. B. dacks méi en héijen Närstoff- a Fettgehalt, kënnen awer - a Moosse konsuméiert - trotzdeem positiv gesondheetlech Aspekter opweisen. Vu datt z. B. Fett och en essentiellen Närstoff fir de Fonctionement vum Kierper ass, stellen sech hei och méi grondsätzlech Froen, wat de Sënn vu sou engem Nutri-Score ugeet. Et kann een sech an deem Zesummenhank och dem Gedanken net ganz verschléissen, datt d'Regierung, wéi dat an der Vergaangenheet scho méi dacks de Fall war, duerch esou Mesuren dozou tendéiert, de Bierger duerch allerlee Virschréften erzéien ze wëllen, respektiv, a sengem Verhale lenken a kontrolléieren ze wëllen.

An deem Kontext géif ech dem Här Landwirtschaftsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat war déi grondsätzlech Motivatioun vun der Regierung, esou engem Nutri-Score favorabel géintiwwer ze stoen?

2. Wéi eng Instanzen decidéieren iwwert d'Parameteren a Krittäre vun deene jeeweilegen Närstoffer, no deenen den Nutri-Score uschléissend berechent soll ginn? Op wéi enger wëssenschaftlecher Basis foussen dës Aschätzunge vun den Närwäerter?

3. Besteet an den Ae vum Här Landwirtschaftsminister net d'Gefor, datt duerch den Nutri-Score traditionell a regional Lëtzebuerger Produkter kéinten entwäert ginn, well Leit sech eventuell vun engem méi negativen Nutri-Score ofschrecke loossen?

4. Géif dëst net am Widdersproch zum Wëlle vun der Regierung stoen, regional Produkter ze förderen a wier den Nutri-Score an deem Fall net och eng diskriminatoresch Mesure?

5. Wéi ka mam Aféiere vum Nutri-Score séchergestallt ginn, datt d'Leit net dozou verleet ginn, duerch e méi negativen Nutri-Score (z. B. duerch en erhéichte Fettgehalt) déi falsch Konklusiounen ze zéien, wat déi gesondheetlech Aspekter ugeet, vu datt Fett, a Moosse konsuméiert, jo och en essentiellen Närstoff ass?

[11] Donnéeë vun der CNS.

[12] D'Facturatioun fir 2020 ass nach net komplett, vu datt d'Patienten zwee Joer Zäit hunn, fir hir Rechnung bei d'CNS ze schécken an e Remboursement ze kréien.

[13] Eng Autorisatioun fir eng Auslandsiwwerweisung bedeit net onbedéngt, datt dës Operatioun och effektiv duerchgefouert gouf. Dës Autorisatiounen ëmfaassen net nëmmen Operatioune bei engem diagnostizéierte Lipödem, mee och aner Krankheete wéi zum Beispill e Lymphödem. Leider ass et momentan net méiglech, méi prezis Zuelen zum Lipödem ze presentéieren.

[14] D'Facturatioun fir 2020 ass nach net komplett, vu datt et ëmmer e gewësse Retard bei dem Begläiche vun de Rechnunge mat den anere Länner gëtt a puncto Remboursement vun den Traitementer.

[15] Zu den akute Spideeler vu Lëtzebuerg zielen de Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM), d'Hôpitaux Robert Schuman (HRS), de Centre hospitalier du Luxembourg (CHL), de Centre hospitalier du Nord (CHdN), den Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) an de Centre François Baclesse (CFB).

6. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Bierger déi néideg Verantwortung mat sech droen, fir hiren less- a Liewensstil selwer an ouni Afloss vun der Politik kënnen ze bestëmmen? Wa jo, wéi ass dës Iwwerzeegung a Relatioun ze brénge mam Aféiere vum Nutri-Score, dee jo de Bierger - politesch motivéiert - a sengen Entscheedunge beaflosse wëllt?

Réponse (05.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Op Basis vun de leschte Statistiken huet Lëtzebuerg 15,6 % Erwuessener[16] déi obèse (staark iwwergewiichteg) sinn a läit domadder an der europäescher Moyenne (déi ass 15,9 %). Ongeféier een Drëttel vu senger Populatioun (32,4 %) ass iwwergewiichteg an d'Facteuren, déi dat bedéngen, betreffen eng net equilibréierten Ernierung an e Mangel u Beweegung. Etüde[17] beleeën, dass den Nutri-Score am Moment dee Scheema ass, deen dem Konsument am beschten hëlleft déi nutritionell Qualitéit vu verschiddene Produiten ze vergläichen an sou méi e gesonde Choix ze maachen. Den Nutri-Score ass also eng Informatioun, déi dem Konsument et ka vereinfachen, méi gesond ze iessen.

De Logo Nutri-Score gëtt säit 2017 op Basis vun der europäescher Legislatioun a Frankräich recommandéiert. Duerno huet d'Belsch a ganz rezent am November 2020 och Däitschland de Betriber de Gebrauch vum Nutri-Score recommandéiert, sou dass aktuell all eis Nopeschlänner de System hunn.

Doduerch dass Lëtzebuerg e ganz oppene Maart huet, sinn also och scho ganz vill Produite mat dem Nutri-Score aus de verschiddenen Nopeschlänner an eise Butteker. Fir dem Konsument hei am Land et ze erméiglechen niewent den importéierte Produiten och op national Produite mat Nutri-Score kënnen zeréckzegräifen an och deenen hir Närwäertqualitéit schnell ze erkennen, ass et néideg eng entspriechend Legislatioun anzeféieren. Dëst gëllt besonnesch dann, wann e Produit en Nutri-Score mat A oder B affichéiert, well deen engem „Health Claim" - enger gesondheetsbezunnener Ausso gläichzesetzen ass, an déi op Basis vun der europäescher Legislatioun (Reglement UE 1924/2006) vun dem concernéierte Memberstaat muss adoptéiert ginn, fir dass d'Betriber se däerfe benotzen. Des Weideren ass et och wichteg, eise Konsument net duerch ze vill verschidde Logoen duercherneen ze maachen an dofir dréit eis national Recommandatioun och derzou bei, esou wäit ewéi méiglech dëse fräiwëllegen Affichage hei um Marché ze harmoniséieren.

Duerch eist Reglement fir d'Recommandatioun vum Nutri-Score zu Lëtzebuerg offréiere mer also eisem Konsument d'Méiglechkeet, elo och op esou Produiten, déi hei op de Marché gesat ginn, kënnen zeréckzegräifen, a mer ginn eise Betriber d'Méiglechkeet, dëse fräiwëllegen Zousazetiquetage och op hire Produiten ze benotzen.

ad 2. Den Nutri-Score ass ënnert der Regie vun der Santé publique France entwéckelt ginn. D'Parameteren a Krittäre, fir den Algorithmus vum Nutri-Score ze berechnen, si wëssenschaftlech fondéiert. Eng vollstänneg Literaturlëscht mat all den Detailer ass ëffentlech um Site vun der Santé publique France. Op Basis vun dem aktuelle Schema ginn den Energiegehalt, gesättegt Fetter, den Zocker an d'Salz als negativ Elementer an d'Proteinnen, Fiberen, Uebst a Geméis, Nëss (fruits à coque), Leguminosen, Raps-, Nëss- an Olivenueleg als positiv Elementer consideréiert.

Déi Länner, déi Nutri-Score entre-temps recommandéieren oder amgaang sinn hir Recommandatioun ze preparéieren, hunn sech zesumme gedoen an e wëssenschaftleche Gremium (scientific committee) fir de Suivi vun de Parameteren a Krittären zesummegesat. Lëtzebuerg ass och an deem Gremium mat engem Expert vum LIH (Luxembourg Institute of Health) vertrueden, dee vum Ministère fir Konsumenteschutz dohinner genannt gouf.

ad 3. Den Nutri-Score ass fräiwëlleg an d'Betriber mussen deen net benotzen. Et handelt sech deemno just ëm eng Informatioun fir de Konsument an et ass keng Obligatioun. Wichteg ass et dofir de Konsument kloer ze informéieren, wat den Nutri-Score genee heescht a wéi en ze verstoen ass.

De Konsumenteschutzministère wäert eng Opklärungscampagne maache wat Nutri-score ausseet a wat net, an och drop hiweisen, dass Produkter, déi keen Nutri-Score hunn, dofir net schlecht musse sinn oder entwäert ginn. An deem Kontext gëtt och erkläert, dass Produite mat engem gréngen Nutri-Score ze favoriséieren a mat engem rouden ze limitéieren awer net verbuede sinn. Doriwwer eraus ass et jo net sou, wéi wann all traditionell a regional Produkter en negativen Nutri-Score géife kréien.

ad 4. Et ass net sou, dass déi regional Produiten all en negativen Nutri-Score affichéieren an et wär diskriminatoresch, wa mir eise regionale Produzente keng Legislatioun géife bidde fir och däerfen, awer net mussen, den Nutri-Score ze benotzen, besonnesch wann och eis Nopeschlänner et maachen, déi jee no Interpretatioun och ënnert de Krittär „regional" fale kënnen. Eis Nopeschlänner, déi eng Legislatioun en place hunn, kënnen hir entspriechend Produkter duerch de Prinzip vun der „Reconnaissance mutuelle" tëschent de Länner och hei op eisem Marché ubidden an eis Produzenten awer net, esou laang wéi zu Lëtzebuerg keng entspriechend Legislatioun besteet.

Et ass also eng Méiglechkeet fir eis lokal a regional Produzente konkurrenzfäeg ze si mat den auslännesche Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg um Marché sinn.

ad 5. Et ass wichteg ze wëssen, dass bei der Berechnung vum Nutri-Score déi gesättegt Fetter als negativ ugesi ginn, awer Raps-, Noss- an Olivenueleg als gutt Elementer mat an d'Berechnung afléissen. De Konsumenteschutzministère huet eng Informatiounscampagne geplangt zum Nutri-Score. Am Kader vun dëser Campagne gëtt dann och gesot, wat an d'Rechnung mat afléisst a wat net, an och op déi aner Informatiounen op der Etikett higewisen, wou Detailer stinn iwwert d'Fetter an den Zocker (an der Närwäerttabell) a wou een sech dann iwwert d'Quantitéit vun dësen Elementer am Produit kann informéieren. Et wäert an deem Sënn och erkläert ginn, dass et virdeelhaft ass, Produite mat engem gudden Nutri-Score ze favoriséieren a mat engem méi schlechten Nutri-Score ze limitéieren.

Des Weidere gëtt an deem Kontext och op de GIMB (Gesond iessen, Méi beweegen) https://gimb.public.lu/fr/gesond-iessen.html higewisen, wou all d'Detailer zur gesonder Ernierung ze fanne sinn.

Am Moment leeft och schonn zesumme mat der Securité alimentaire eng Serie vun explikative Filmer zum Etiquetage de base, fir de Konsument opmierksam ze maachen op déi verschidden Elementer op den Etiketten.

ad 6. De Konsument gëtt oft net eens mat all den Informatiounen iwwert Närwäerter op den Etiketten an de Nutri-Score kann him den Duerchbléck vereinfachen a gëtt him eng schnell an einfach Zousazinformatioun, déi him kann hëllefen sech méi gesond ze ernären.

Duerch den Nutri-Score gëtt dem Konsument näischt virgeschriwwen, et ass eng Offer op déi hie kann zeréckgräifen oder net an dréit esou bäi zu méi Transparenz a gréisstméiglecher Informatioun.

Question 3413 (11.01.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **mission d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Chine :**

L'Organisation mondiale de la santé, OMS, a mené pendant les derniers mois des discussions avec la Chine en vue d'envoyer à Wuhan une équipe internationale de scientifiques chargée d'enquêter sur les origines du virus ayant déclenché la pandémie de Covid-19. Fin 2020, il avait été confirmé que ces enquêtes pourront débuter dès janvier 2021.

Alors que certains experts avaient déjà entamé leur voyage, leur entrée en Chine a été refusée en dernière minute. Selon les nouvelles et les communications officielles de la représentante du Ministère des Affaires étrangères en Chine, les autorités chinoises ne leur avaient pas accordé de visa.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent confirmer la volte-face de la Chine ?

2) Dans l'affirmative, pour quelles raisons la Chine a-t-elle refusé la délivrance de visas aux experts afférents ?

3) Vu que la clarification des origines de la situation sanitaire actuelle est d'un intérêt mondial et vu l'accord d'investissements conclu entre la Chine et l'Europe fin décembre 2020, est-ce que l'Union européenne envisage de se donner les moyens nécessaires afin d'encourager une transparence au niveau des recherches scientifiques dans le contexte de la pandémie ?

Réponse commune (04.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) + 2) En réponse aux questions 1 et 2, le Gouvernement luxembourgeois informe qu'une équipe d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), chargée d'étudier les sources potentielles d'infection parmi les premiers cas de la Covid-19 signalés, est arrivée à Wuhan en date du 14 janvier 2021. Dans le respect des mesures sanitaires mises en place par les autorités chinoises, les experts de l'OMS ont observé une période de quarantaine de quatorze jours avant de poursuivre leur enquête scientifique sur place.

L'OMS a préparé cette visite d'experts en collaboration avec les autorités compétentes de la République populaire de Chine. Selon les dires du Ministère chinois des Affaires étrangères, l'arrivée de l'équipe d'experts a été retardée par le fait que les négociations sur les modalités spécifiques de la mission n'avaient pas encore été conclues début janvier. L'OMS n'a pas pris officiellement position à ce sujet.

ad 3) Au niveau de l'Union européenne, le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) joue un rôle central dans la détection et l'analyse des menaces actuelles et émergentes posées par des maladies infectieuses. Dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, l'ECDC recueille et interprète les données provenant des États membres afin de fournir des directives scientifiques et de soutenir l'Union européenne et ses États membres dans leur gestion de la crise sanitaire actuelle. La collaboration existante entre les États membres et l'OMS en matière de notification des maladies infectieuses et d'application du règlement sanitaire international se doit d'être renforcée davantage, et ce à la lumière des lacunes que la pandémie de la Covid-19 a révélées.

Dès que la pandémie a été considérée comme une urgence sanitaire à portée internationale (PHEIC) en janvier 2020, les États membres de l'Union européenne ont initié une communication rapide, transparente et efficace avec l'OMS, notamment sur base de leurs obligations découlant du règlement sanitaire international. Dans cet esprit, l'Union européenne a soumis à la 73e Assemblée mondiale de la santé, en mai 2020, une résolution visant à établir un examen indépendant de la réponse internationale au nouveau coronavirus. Adoptée à l'unanimité, cette résolution confie à l'OMS e. a. un mandat pour mener des missions scientifiques sur le terrain pour identifier la source zoonotique du virus et sa voie de transmission à l'homme. La visite des experts à Wuhan s'appuie sur ce mandat.

L'Union européenne compte également entamer des discussions sur une réforme de l'OMS - misant sur un échange d'informations rapide et transparent, ainsi que sur le droit d'accès d'experts aux zones de flambées épidémiques afin de mener des enquêtes scientifiques indépendantes - et présentera un projet de résolution à ce sujet à la 74e Assemblée mondiale de la santé en mai 2021.

Question 3416 (11.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **alertes alimentaires :**

Bei der Liewensmëttelproduktioun kënnt et ëmmer erëm zu ongewollte Kontaminatiounen. Esou Fäll gi vum Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire (kuerz d'Liewensmëttelkontroll) analyséiert an, wann esou ee Fall antrëtt, gëtt si eng Warnung fir ee betraffene Produit eraus.

Am Moment warnt d'Liewensmëttelkontroll virum Konsum vu Produkter mat Sesamkären a Kräizkümmelpudder. Béid Produiten hunn de Risiko, mat Ethylenoxyden, engem kriibserreegende Produit, belaascht ze sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro Nr. 0650 hunn d'Ministeren erkläert, dass:

Wann et sech ëm eng eescht Gefor fir d'Gesondheet handelt, da maachen déi zoustänneg Autoritéiten zousätzlech zu der Publikatioun um Portail nach en offizielle Communiqué de presse, deen dann iwwert den offizielle Wee un all Lëtzebuerger Presseorganer geschéckt gëtt.

Alerten, déi Liewensmëttel betreffen, ginn och op der Santésapp Santé.lu an um Portail santé publizéiert.

Et gëtt och am Kader vun der Digitalisatioun vun de Ministèren dru geduecht, fir aner Applikatioune mat anzebegräifen, wéi zum Beispill GouvAlert.lu.

Eng Presenz vun den Autoritéiten op verschiddene soziale Medie gëtt am Moment am Kader vun der Kommunikatiounsstrategie vum Konsumenteschutzministère gepréift, deen an der neier Regierung d'Responsabilitéit vun der Liewensmëttelsécherheet iwwerholl huet.

1.1. Wou steet een an dësem Zesummenhang mat dem Abanne vu GouvAlert.lu?

1.2. Op de soziale Medie vun der Regierung an de Ministèren ass op den éischte Bléck näischt iwwer Liewensmëttelwarnungen ze gesinn. Wéi steet et mat de Ministeren hirem Virschlag, dës ze notzen, fir d'Leit op d'Geforen opmierksam ze maachen?

1.3. Fir wéini sinn dës Ännerunge geplangt?

2.1. Ass an Zukunft geplangt, d'Warnunge vun den Nopeschlänner méi däitlech wéi nëmmen de generelle Link zur Agence um Site ervirzehiewen, wëssend dass vill Lëtzebuerger Produiten am Ausland kafen?

2.2. Wéi steet d'Ministesch dozou, fir bei all eenzeler Warnung och dobäi ze schreiwen, wann änlech Warnungen am Ausland zu zousätzleche Produite gemaach goufen?

Réponse commune (11.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Erklärung zum Sesamincident

Am Kader vun enger onmëttelbarer Gefor fir d'Gesondheet maachen déi zoustänneg Autoritéiten zousätzlech zu der Publikatioun um Portail vun der „Sécurité alimentaire" nach en offizielle Pressecommuniqué, deen dann iwwert den offizielle Wee un all Lëtzebuerger Presseorganer geschéckt gëtt.

Beim Sesam huet missen eng Ausnam gemaach ginn, well esouwuel d'Press wéi och d'Leit dobausse soss mat Pressecommuniquéen iwwerschwemmt gi wieren. Vu datt et sech mëttlerweil schonn ëm ronn 160 concernéiert Produiten handelt, déi eis säit September gemellt goufen, hunn d'Autoritéiten decidéiert, eng Lëscht mat de concernéierte Produiten um Portail vun der „Sécurité alimentaire" ze publizéieren. Dës Lëscht gëtt aktualiséiert, soubal e concernéierte Produit gemellt gouf an ass ënnert folgender Internetadress ze fannen:

https://securite-alimentaire.public.lu/fr/actualites/alertes/2021/janvier/graines-sesame-oxyde-ethylene.html.

Bis elo sinn ausserdeem dräi offiziell Communiquéë mat Informatiounen zu dëser Lëscht un d'Press geschéckt ginn, den 9. Oktober 2020, den 23. Oktober 2020 an de 4. Dezember 2020.

Ausserdeem gi reegelméisseg Alertewarnungen iwwert d'Mise à jour vun dësem Incident iwwert eis Newsletter erausgeschéckt an um Facebook-Site vum Konsumenteschutzministère aktualiséiert.

D'Alertenewsletter kann all interesséiert Persoun um Portail vun der „Sécurité alimentaire" ënnert folgendem Link abonéieren: https://securite-alimentaire.public.lu/fr/support/alerte.html.

De Facebook-Site vum MPC ass hei ze fannen: https://www.facebook.com/MPCLuxembourg.

ad 1.1. Et ass virgesinn, datt weider staatlech Servicer an d'GouvAlert-Applikatioun agebonne ginn. An deem Kader gouf rezent en Aarbechtsgrupp en place gesat, fir all staatlech Entitéiten ze identifizéieren, déi a Fro kéimen, fir d'Applikatioun ze benotzen. De „Commissariat alimentaire" ass och an dësem Aarbechtsgrupp vertrueden, fir d'Liewensmëttelwarnungen ze integréieren.

ad 1.2. Sämtlech Liewensmëttelwarnungen, déi um Portail vun der „Sécurité alimentaire" publizéiert ginn, gi säit 2019 gläichzäiteg um Facebook-Site vum Konsumenteschutzministère publizéiert.

ad 1.3. Eng Rei vun den Ännerungen, déi den honorabelen Deputéierten uschwätzt, sinn also schonn en place.

Et ass ausserdeem nach ze bemierken, datt d'Regierung decidéiert huet, fir déi verschidde Liewensmëttelautoritéiten an enger neier Verwaltung zesummenzeleeën.

Den entspriechende Projet de loi ass an der Chamber ënnert der Nr. 7716 am November 2020 deposéiert ginn a gesäit vir, datt déi nei Lëtzebuerger „Agence vétérinaire et alimentaire" och eng Missioun am Beräich Kommunikatioun kritt.

An dësem Kontext ass virgesinn, fir d'Kommunikatioun ronderëm d'Liewensmëttelwarnungen nei auszeriichten. En Aarbechtsgrupp ass zesummegestallt ginn, dee sech ënner anerem och mat der Kommunikatioun vun den Alerte befaasst.

ad 2.1. Et ass net geplangt, fir d'Warnungen aus den Nopeschlänner méi ervirzehiewen, wéi dat de Moment de Fall ass.

All d'Liewensmëttelautoritéiten an der EU hunn eng territorial Kompetenz fir d'Iwwerwaachung vu Réckriff, déi Betriber betreffen, déi op hirem Territoire Produite verkafen.

Bei de Liewensmëttelwarnungen, déi vun den Autoritéite publizéiert ginn, ass duerch e Suivi um Terrain vun de Kontrollservicer nogewisen, datt dës Produiten och tatsächlech op dem betreffenden Territoire verkaaft goufen. Zu Lëtzebuerg informéieren eis Autoritéiten dann och, a wéi enge Geschäfter de Produit verkaf gouf.

Déi Lëtzebuerger Autoritéiten hu keng Méiglechkeet, Suivien an de Betriber vun den Nopeschlänner ze maachen.

---

[16] Étude « European Health Interview Survey » (désignée « EHIS ») à laquelle le Grand-Duché du Luxembourg a participé en 2014

[17] Julia C, Hercberg S, World Health Organization. Regional Office for Europe. Development of a new front-of-pack nutrition label in France: the five-colour Nutri-Score. Public Health Panor. 2017;03 (04):712-25. Egnell M, Talati Z, Hercberg S, Pettigrew S, Julia C. Objective Understanding of Front-of-Package Nutrition Labels: An International Comparative Experimental Study across 12 Countries. Nutrients. 18 oct 2018;10 (10):1542. Talati Z, Egnell M, Hercberg S, Julia C, Pettigrew S. Food Choice Under Five Front-of-Package Nutrition Label Conditions: An Experimental Study Across 12 Countries. Am J Public Health. 2019;109(12):1770-5.

Déi gemeinsam EU-Reglementatioun stellt sécher, datt eis Nopeschlänner dee néidege Suivi maachen an aktualiséiert Donnéeën op hiren Internetsitte publizéieren.

All interesséierte Konsument zu Lëtzebuerg, deen an der Grenzregioun akafe geet, ka sech op de jeeweilege Sitte vun den Nopeschlänner iwwert d'Liewensmëttelwarnungen informéieren.

Fir dëst ze vereinfachen, sinn déi entspriechend Linken op eisem Portail publizéiert: https://securite-alimentaire.public.lu/fr/consommateur/AlertesPaysVoisins.html.

Ausserdeem publizéiere mir zu Lëtzebuerg bei all neier Liewensmëttelwarnung, déi op de Portail gesat gëtt, déi entspriechend Linke vun den offizielle Sitte vun eisen 3 Nopeschlänner nach eng Kéier mat.

Déi belsch Autoritéiten offréieren ausserdeem och eng Alertenewsletter, wou all interesséiert Persoun sech kann aschreiwen an esou ëmmer aktualiséiert a validéiert Informatioune ka kréien. Déi Newsletter ass liicht ze fannen iwwer:

https://securite-alimentaire.public.lu/fr/consommateur/AlertesPaysVoisins.html.

ad 2.2. Wéi schonn ënnert der viregter Fro erkläert gouf, gëtt virun all Publikatioun vun enger Alert vun den nationalen Autoritéiten iwwerpréift, ob e Produit och effektiv um Lëtzebuerger Maart verkaf gouf. Et ass net méiglech fir eis Verwaltungen, esou Kontrollen an engem anere Land ze maachen, dëst aus Grënn vun territorialer Kompetenz an och vu mënschleche Ressourcen, déi net do sinn.

Vu datt d'Reglementatioun, déi à la base vun der Publikatioun vun enger Alert steet, déi selwecht ass fir all d'EU-Memberstaten, ginn et och ganz änlech Strukturen, fir déi jeeweileg Populatiounen ze informéieren. Déi jeeweileg Autoritéite stellen duerch hir Kontrolle sécher, datt op hiren Internetsitte just validéiert an aktualiséiert Alerte publizéiert ginn.

Duerch eng parallell Publikatioun géif ee riskéieren, net aktuell oder net pertinent Informatiounen ze veröffentlechen, wouduerch Litigë mat de Liewensmëttelbetriber kéinten entstoen.

Question 3419 (12.01.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **délinquance :**

Den Ament ass Wanter an et ass fréi däischter owes a wéinst dem Covidvirus sinn net vill Foussgänger an der Stad ënnerwee an d'Leit si maskéiert. Dat sinn ideal Viraussetzunge fir Iwwerfäll.

An deem Kontext wollte mir dem Här Policeminister dës Froe stellen.

1. Wéi vill Strofdoten - a ganz besonnesch Iwwerfäll - sinn der Police um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg gemellt ginn an de Méint November an Dezember 2020?

2. Ass eng Zounam vu Strofdoten an Iwwerfäll - am Besonneschen an de Méint November an Dezember 2020 - festzestellen am Verglach zu de leschte Joren?

3. Huet den Här Minister Informatiounen, déi drop hindeiten, datt an deem Kontext d'Policeaarbecht duerch de Fakt, datt d'Leit maskéiert sinn, méi schwéier duerchzeféieren ass ewéi soss?

4. Op der anerer Säit gouf vun der Regierung eng Ausgangsspär decidéiert, déi all Owend um néng respektiv um eelef Auer a Kraaft trëtt. Huet dëst zu engem Ofhuele vu Strofdoten an der Nuecht gefouert?

Réponse (02.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Tableau zu de Froen 1. - 4.:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 1. + 2. Aus dem Tableau erkennt een den Trend vun de Strofdoten um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg an de Joren 2018 bis 2020 jeeweils fir d'Méint November an Dezember. D'Hausse vun de Strofdoten insgesamt erkläert sech ënner anerem duerch eng däitlech Zounam bei den Drogendelikter. Dëst ass bedéngt duerch de Fait, dass d'Police säit Enn 2018 um Terrain vun der Stad Lëtzebuerg vill méi intensiv an deem Beräich aktiv ass.

ad 3. De Fait, dass d'Leit Masken droen, huet de selwechten Afloss op d'Policeaarbecht wéi d'Droe vu Mutzen, Schaler a Kaputze wärend de Wantermeint a kann deemno als negligeabel bezeechent ginn.

ad 4. Wéi aus dem Tableau ersiichtlech, erkennt een en däitlechen Trend no ënne bei de Strofdoten insgesamt an och bei den Iwwerfäll, wann een d'Ausgangsspär mat dem selwechten Zäitraum déi viregt Jore vergläicht.

Question 3428 (12.01.2021) de **MM. Gilles Baum** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **situation des réfugiés en Bosnie-Herzégovine :**

Leurs conditions de vie étant déjà désastreuses, le temps hivernal rend la situation pour les réfugiés de l'ancien camp Lipa au nord de la Bosnie-Herzégovine davantage insupportable. En l'absence d'électricité, d'eau courante et de chauffage, et avec les températures en baisse, les personnes sur place courent le risque de mourir d'hypothermie.

Dû à des différends entre les autorités de Sarajevo et la ville de Bihac, les migrants avaient été expulsés du camp de Bira, camp mieux adapté aux conditions d'hiver non loin de Bihac.

Les réfugiés tentant la traversée vers l'Union européenne par la frontière croate sont victimes de violences inhumaines et font l'objet des « push back » illégaux de la part des policiers croates. Les autres se retrouvent de retour dans l'ancien camp de Lipa qui, lors de son évacuation par l'OIM, l'Organisation internationale pour les migrations, avait été ravagé par un feu en décembre 2020.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Selon Human Rights Watch, la Bosnie-Herzégovine s'appuie sur son accord bilatéral avec la Croatie. L'organisation se réfère à l'accord avec la Communauté européenne concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, spécifiquement à l'article 3, point b) en relation avec la réadmission des ressortissants des pays tiers et des apatrides. Est-il correct que la Bosnie-Herzégovine se base sur cet article dans la situation actuelle ? Cet article s'applique-t-il également pour les crises migratoires ?

2) Que fait l'Union européenne pour assister les autorités de Sarajevo à résoudre les différends avec la ville de Bihac au nord du pays afin d'héberger les réfugiés dans le camp de Bira ? Monsieur le Ministre prévoit-il de discuter cette problématique lors d'une prochaine réunion avec ses homologues européens ?

3) La Charte humanitaire du Luxembourg reconnaît le caractère de plus en plus prolongé des déplacements forcés et s'engage à prendre les mesures opérationnelles pour répondre aux besoins des personnes déplacées. Est-ce que le Luxembourg soutiendra les réfugiés en Bosnie-Herzégovine et de quelle façon ?

4) Selon Frontex, des abus aux frontières croates n'ont pas pu être constatés. Comment l'agence de garde-frontières peut-elle assurer un meilleur contrôle et une assistance aux policiers croates dans cette situation ?

5) Quelles mesures seront prises afin de protéger les réfugiés de l'hypothermie ?

Réponse (04.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) L'article 3, paragraphe 1, de l'accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-Herzégovine (UE-BIH) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier s'applique en effet dans le cas d'espèce. L'article 6 dudit accord définit les principes de la procédure de réadmission, sans toutefois préciser la non-application des dispositions pour d'éventuelles crises migratoires. Les moyens de preuve concernant les ressortissants de pays tiers et les apatrides sont prescrits dans l'article 9.

Par ailleurs, l'article 20 définit la relation avec les accords ou arrangements bilatéraux de réadmission conclus entre les États membres et la Bosnie-Herzégovine.

ad 2) La situation en Bosnie-Herzégovine était à l'ordre du jour du Conseil des affaires étrangères du 25 janvier 2021. Le Ministre a également déploré les conditions d'accueil exécrables des migrants lors du Conseil JAI informel du 28 janvier 2021, rappelant que l'Union européenne est signataire de la Convention de Genève, et que les réfugiés ne devraient pas devoir mettre leur vie en péril pour pouvoir frapper à notre porte. Immédiatement après la fermeture du camp de Lipa, l'Union européenne, en particulier à travers le HR/VP Borrell et les commissaires Johansson et Várhelyi, a exercé une pression considérable lors de discussions avec les représentants du Gouvernement de Bosnie-Herzégovine et les différentes autorités pour parvenir à une solution rapide à la crise humanitaire. Les structures financées par l'UE actuellement vacantes peuvent ainsi faire partie de la solution. En même temps, l'accent devra être mis sur la planification à moyen et à long terme par l'identification d'endroits supplémentaires où les migrants peuvent être hébergés afin de réduire la pression sur la région de Bihac.

Rappelons qu'en date du 3 janvier 2021, l'UE a également annoncé une aide humanitaire de 3,5 millions EUR pour répondre à la crise humanitaire aiguë. Cela porte à 88 millions EUR la somme que l'UE a allouée à la gestion des migrations en Bosnie-Herzégovine au cours des trois dernières années.

ad 3) Comme par le passé, le Luxembourg continuera à participer aux efforts collectifs de l'UE et soutiendra les efforts de cette dernière, ainsi que d'autres partenaires internationaux, pour fournir des infrastructures nouvelles et mieux équipées pour les migrants.

ad 4) Le Luxembourg condamne toute sorte de violence et manquement au respect du droit international et des droits de l'homme. Le contrôle de la migration aux frontières extérieures doit s'opérer en plein respect du principe de non-refoulement et de la dignité humaine. L'agence Frontex et les autorités nationales des États membres chargées de la gestion des frontières sont tenues par la législation européenne en vigueur de mener à bien toutes ces missions en respectant pleinement les droits fondamentaux.

Il importe de souligner que l'agence ne dispose que d'un pouvoir de contrôle sur les agents déployés par Frontex. Elle n'a pas d'autorité sur les forces de l'ordre nationales des États membres. Ainsi, elle ne peut que suspendre un agent déployé par l'agence. De même, s'agissant d'une question de souveraineté nationale, elle n'a pas le pouvoir de mener des enquêtes dans les États membres de l'Union européenne.

Toutefois, selon le Code de conduite de Frontex, tous les agents sont obligés de rapporter toute violation des droits fondamentaux à travers le mécanisme de signalement d'incidents graves. Un mécanisme de plainte est également en place pour toute personne directement touchée par les actions du personnel participant à une opération et qui estime que ces actions ont porté atteinte à ses droits fondamentaux. L'officier aux droits fondamentaux est en charge du traitement des plaintes reçues par l'agence et - le cas échéant - du suivi donné par l'agence ou l'État membre concerné.

Ces mécanismes seront davantage renforcés à l'avenir. En effet, afin de contrebalancer les missions et compétences élargies de l'agence, le nouveau règlement relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes prévoit un renforcement conséquent du bureau et des missions de l'officier aux droits fondamentaux ainsi que des règles quant à son indépendance. Le texte prévoit également la mise en place de 40 contrôleurs de droits fondamentaux.

ad 5) Les forces armées ont commencé à monter des tentes chauffées sur le site de l'ancien camp de Lipa. Il y a désormais 30 tentes chauffées en place, qui accueillent quelque 940 migrants. Depuis le 14 janvier 2021, il y a aussi de l'eau et de l'électricité sur le site de Lipa, et la situation générale continue heureusement de s'améliorer.

Question 3433 (13.01.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **médecine de contrôle :**

An Zäite vun der Pandemie leiden nach méi Mënsche wéi virdrun ënner psychesche Problemer. D'Auslaaschtung an eise Psychiatrien ass grouss a ganz vill Patiente sinn an ambulanter Behandlung.

Mengen Informatiounen no ass et an der leschter Zäit ëfters virkomm, datt Patiente mat engem Certificat vum Psychiater, deen eng Incapacité de travail attestéiert, d'Prise en charge vun der CNS refuséiert kruten, opgrond vum Rapport vum Kontrolldokter. Dobäi wier a ville Fäll de concernéierte Kontrolldokter kee Psychiater gewiescht, mee e Generalist.

Opgrond vun dësen Informatioune wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, ëm wéi vill Fäll geet et?

- Deelt d'Regierung d'Meenung, datt an esou Fäll vu psycheschen Erkrankungen, de Kontrolldokter obligatoresch e Psychiater oder en unerkannte Psychotherapeut muss sinn?

- Wa jo, missten dann déi uewe genannte Fäll net reevaluéiert ginn?

- Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse commune (05.02.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Joer 2019 hunn déi psychesch Erkrankunge 25 % vun den Erkrankungen ausgemaach. Opgrond vun der héijer Unzuel un Assuréen, déi e Krankeschäin hu wéinst enger psychescher Krankheet, ass et net méiglech, datt beim Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet (CMSS) an all Fall e Psychiater vum CMSS d'Assuréé mat engem Krankeschäin, deen op engem Code vun enger psychescher Krankheet baséiert, gesäit. Deementspriechend kann et virkommen, datt e Generalist en Assuré kontrolléiert, deen e Krankeschäin huet, deen op engem Code vun enger psychescher Krankheet baséiert. Et ass awer och ervirzehiewen, datt eng grouss Unzuel vun de wéinst enger psychescher Erkrankung ausgestallte Krankeschäiner vu Generalisten ausgestallt gëtt, an net vu Psychiateren.

Donieft kann de Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet laut dem Artikel 421, Alinea 6 vum Code vun der sozialer Sécherheet, zu all Moment en Avis vun engem Expert froen. D'Kontrolldoktere gräifen oft op dës Méiglechkeet zeréck, virun allem am Beräich vun der Psychiatrie an huelen sech en Avis vun engem externe Psychiater an. Dësen Artikel gesäit vir: « Le Contrôle médical de la sécurité sociale prend l'avis d'experts spécialisés toutes les fois qu'il le juge nécessaire dans le cadre de l'évaluation de l'état de santé des assurés. »

Personaltechnesch ass et net méiglech, am CMSS fir all Spezialitéit een Dokter anzestellen. Aus dësem Grond erlaabt den uewe genannten Artikel dem CMSS op Spezialisten zeréckzegräifen.

Question 3436 (13.01.2021) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **fonctionnement et** la **situation financière des offices régionaux du tourisme :**

Au cours du mois de décembre, l'Office régional du tourisme (ORT) région Mullerthal a annoncé un changement à la direction avec effet au 1er janvier 2021 ainsi qu'une réduction significative du budget, notamment du personnel pour l'année 2021. Ces nouvelles ont vocation à inspirer une réflexion générale sur le fonctionnement des offices régionaux du tourisme, notamment au sujet de leur mode de financement et de leurs effectifs.

Considérant que la pandémie actuelle constitue une véritable césure pour le secteur, il est fort probable qu'une relance du tourisme sera à l'ordre du jour pendant les années à venir. Afin de saisir cette opportunité, il serait certainement opportun de soutenir cette relance et de la suivre de près avec les acteurs du terrain. Dans ce contexte, les offices régionaux du tourisme auront évidemment leur rôle à jouer.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

1) La baisse de moyens budgétaires destinés au personnel concerne-t-elle uniquement l'ORT région Mullerthal ou également d'autres ORT du Grand-Duché ? Compte tenu du fait que le secteur du tourisme se trouve parmi les secteurs les plus touchés par la crise, les ORT concernés seront-ils en mesure d'accomplir leurs missions avec moins de personnel à disposition ?

2) Les articles parus dans la presse laissent comprendre que l'ORT Mullerthal cherche à assainir ses finances via le biais d'une réduction (temporaire ?) de personnel. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que tel est le cas ?

3) Dans l'affirmative, et sachant que les conventions entre les différents ORT et le ministère couvrent les frais de personnel des ORT, il semble que toute diminution de personnel au sein d'un ORT résulte in fine en une réduction des dépenses côté ministère. Dans cette optique, Monsieur le Ministre peut-il expliquer dans quelle mesure une réduction des effectifs au sein de cet ORT lui permettra d'améliorer sa situation financière ?

4) Comment se présentent les effectifs en personnel des différents ORT en ce moment ? Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir des précisions quant à leur affectation respective aux différentes tâches à accomplir ?

5) Vu les profils touristiques divergents des différentes régions du pays, les ORT affichent des besoins différents en termes de ressources personnelles et financières. Au vu notamment du défi de la relance du tourisme après la pandémie, Monsieur le Ministre estime-t-il que leurs modes actuels de financement et de fonctionnement puissent permettre à tous les ORT d'affronter au mieux ce défi ? Dans la négative, quelles sont les adaptations qui pourraient constituer un renforcement des ORT au niveau financier et personnel pour le temps d'après-crise ?

Réponse (18.01.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1) La Direction générale du tourisme n'a pas baissé les moyens budgétaires attribués à l'Office régional du tourisme de la région Mullerthal-Petite Suisse luxembourgeoise ni ceux attribués aux autres offices régionaux du tourisme, désignés ci-après par « ORT ».

Via une convention annuelle, la Direction générale du tourisme accorde aux ORT une enveloppe globale destinée à couvrir les frais de rémunération, les frais de fonctionnement ainsi que les frais liés à la réalisation de projets.

Cette dotation allouée aux ORT va progresser de 1 % en 2021 par rapport à 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Par ailleurs, une enveloppe supplémentaire de 250.000 € permet aux ORT d'introduire des projets qui peuvent être subventionnés jusqu'à 100 % en fonction de leur niveau d'importance et de leur concordance avec les priorités stratégiques nationales.

Les ORT peuvent aussi bénéficier d'aides à l'investissement en ce qui concerne les développements informatiques via le plan quinquennal. En tout, 500.000 € y sont réservés aux ORT avec un taux de subventionnement exceptionnel de 70 % accordé par une décision du Conseil de Gouvernement tel que prévu par la loi.

En 2020 les ORT ont par ailleurs aussi pu profiter des crédits alloués dans le cadre du programme « Restart Tourism » pour la réalisation de projets d'animation touristique, en relation avec le cyclotourisme dans le cadre du « Vëlosummer 2020 » ou de la digitalisation dans le domaine du tourisme.

Finalement la Direction générale du tourisme apporte aussi les cofinancements nationaux pour les projets « Interreg V » initiés par les différents ORT.

ad 2) L'ORT Mullerthal est une structure juridique distincte de l'État sous le régime d'une « association sans but lucratif ». Ses organes décisionnels, que ce soit le conseil d'administration ou l'assemblée générale, sont indépendants et libres de fixer l'orientation budgétaire de l'ASBL.

La Direction générale du tourisme ne dispose pas d'administrateurs avec voix décisionnelle.

ad 3) Depuis 2019, la Direction générale du tourisme ne lie plus ses dotations aux dépenses des frais de personnel effectifs de l'ORT mais verse une enveloppe globale à chaque ORT.

La dotation de l'État reste donc inchangée indépendamment d'éventuelles fluctuations dans les frais de personnel.

ad 4) Les effectifs des ORT varient d'une région à une autre dû à une évolution historique et à un niveau de maturité touristique distinct.

Tous les ORT disposent d'un gestionnaire et de deux à trois coordinateurs touristiques et certains disposent d'une ressource pour les travaux de secrétariat. Or, les ORT qui sont porteurs de projets du type « Interreg » ou « Leader » présentent des effectifs plus élevés afin de mener à bien ces projets. Il faut mentionner ici que les frais de personnel supplémentaires issus de ces projets sont couverts intégralement ou en partie par les budgets respectifs desdits projets.

L'affectation interne aux différentes tâches reste de la seule compétence du gestionnaire, voire des organes décisionnels de chaque ORT.

ad 5) La crise sanitaire que nous vivons actuellement constitue un défi majeur pour tous les acteurs touristiques et les ORT n'y font pas exception. Pour affronter au mieux ces défis auxquels nous nous voyons confrontés actuellement, nous sommes en contact permanent avec tous les acteurs afin de créer des synergies et d'améliorer la collaboration entre les différents acteurs touristiques.

Question 3442 (14.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**assurance dépendance :**

Die Pflegeversicherung ist ein eigenständiger Zweig der Sozialversicherung in Luxemburg, welche die Kosten der Hilfe- und Pflegeleistungen pflegebedürftiger Personen übernimmt.

Laut Informationen von einzelnen Betroffenen wurden wohl im letzten Jahr einige Anamnesegespräche mit der pflegebedürftigen Person über Telefon geführt, welche in einigen Fällen nicht zur gewünschten Aufnahme in die Pflegeversicherung führten.

In diesem Zusammenhang möchten wir dem Herrn Minister für soziale Sicherheit folgende Fragen stellen:

1. Wie viele Anträge auf Pflegeversicherung wurden die letzten Jahre gestellt?

2. Wie viele wurden angenommen bzw. abgelehnt?

3. Gibt es bei der Aufnahmeprozedur klare Richtlinien, wie diese abzulaufen hat?

4. Wenn ja, wie sehen diese im Detail aus?

5. Wenn nein, nach welchen Kriterien werden die Entscheidungen getroffen?

6. Ist die Aufnahmeprozedur für die Antragsteller im Vorfeld bekannt?

7. Ist der Minister in Kenntnis von Anamnesegesprächen, die lediglich über Telefon stattfinden?

8. Wenn ja, auf Basis welcher Kriterien kann entschieden werden, dass ein Anamnesegespräch nur über Telefon stattfindet?

9. Ist der Minister nicht der Ansicht, dass neben einem Telefongespräch auch ein Besuch bei der betroffenen Person selbst stattfinden muss, damit sich die Beamten vor Ort ein Gesamtbild von der Pflegesituation machen können?

Réponse (08.02.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. In den Jahren 2018, 2019 und 2020 wurden insgesamt fast 30.000 Anträge auf Leistungen der Pflegeversicherung (sowohl auf Pflegeleistungen als auch auf technische Hilfsmittel oder Anpassungen des Wohnumfeldes) eingereicht.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Um Anspruch auf Hilfs- und Pflegeleistungen der Pflegeversicherung zu haben, muss der Mindestbedarf von 3,5 Stunden Hilfe- und Pflegeleistungen pro Woche in den Aktivitäten des täglichen Lebens (ATL) erreicht werden. Die ATL beinhalten die Bereiche der Körperhygiene, des Toilettengangs, der Ernährung, des An- und Auskleidens und der Mobilität.

In dem Zeitraum von 2018 bis 2020 wurden 85 % der Anträge auf Pflegeleistungen bewilligt. 3 % der Antragsteller wurden als autonom bewertet (0 Minuten Hilfe- und Pflegebedarf pro Woche in den ATL). Weitere 12 % lagen unter dem benötigten Mindestbedarf von 3,5 Stunden Hilfe- und Pflegeleistungen pro Woche in den ATL.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Der offizielle Entscheid zur Bewilligung von Leistungen wird vom Vorsitzenden der nationalen Gesundheitskasse (CNS) auf der Grundlage der Stellungnahme der Bewertungs- und Kontrollbehörde (Administration d'évaluation et de contrôle - AEC) der Pflegeversicherung gefasst und dem Antragsteller mitgeteilt.

ad 3. - 5. Die Beantragung der Leistungen erfolgt anhand eines Formulars (verfügbar in deutscher und französischer Sprache) zur Beantragung der Leistungen der Pflegeversicherung. Der Antrag besteht aus einem vom Antragsteller auszufüllenden Formular und einem vom behandelnden Arzt auszufüllenden ärztlichen Gutachten (R20). Der Antrag auf Leistungen ist erst vollständig, wenn beide Teile bei der CNS eingegangen sind. Der Eingang des Antrags wird durch eine Empfangsbestätigung validiert, auf der ebenfalls das Datum des Beginns des Anspruchs auf die Leistungen angegeben ist.

Die CNS übermittelt den Antrag an die Bewertungs- und Kontrollbehörde der Pflegeversicherung (AEC), die für die Feststellung der Pflegebedürftigkeit und die Bestimmung des Schweregrades (Pflegestufe) zuständig ist.

Die Bewertung der Pflegebedürftigkeit wird von einem Arzt oder einer Gesundheitsfachkraft der AEC beim Antragsteller zu Hause, in den Räumlichkeiten der AEC oder in der jeweiligen Einrichtung (für Senioren oder für Personen mit einer Behinderung) vorgenommen. Der Antragsteller wird über den Termin der Bewertung informiert.

Die Gesundheitsfachkraft der AEC bewertet die Fähigkeiten des Antragstellers, die Aktivitäten des täglichen Lebens auszuführen, und ermittelt den Bedarf an Hilfe- und Pflegeleistungen. Sie ermittelt zudem den etwaigen Bedarf an technischen Hilfsmitteln bzw. einer Wohnraum- oder Fahrzeuganpassung. Dazu werden der Antragsteller und gegebenenfalls eine Person seines Umfelds, die sich um Hilfe und Pflege kümmert, mittels eines umfassenden Begutachtungsinstruments befragt. Der Inhalt dieses Instruments (Outil d'évaluation et de détermination des prestations de l'assurance dépendance) ist in der großherzoglichen Verordung bezüglich der Modalitäten der Festlegung der Leistungen beschrieben (Règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance).

Die Kontaktdaten der Gesundheitsfachkraft der AEC werden dem Antragsteller bei der Bewertung mitgeteilt. In der Regel handelt es sich bei dieser Fachkraft um den für den Antrag und die entsprechenden Folgemaßnahmen zuständigen Sachbearbeiter. Der Antragsteller hat somit eine direkte Kontaktperson innerhalb der AEC, an die er sich bei Bedarf wenden kann.

Nach der Bewertung der Pflegebedürftigkeit hält die Gesundheitsfachkraft die benötigten Hilfe- und Pflegeleistungen, auf die die pflegebedürftige Person während einer Woche Anspruch hat, in einer Dokumentation fest. Anhand dieser Dokumentation kann auch ermittelt werden, ob die pflegebedürftige Person den Mindestbedarf von 3,5 Stunden/Woche an Hilfe- und Pflegeleistungen im Bereich der Aktivitäten des täglichen Lebens erreicht hat oder nicht. Ist dies der Fall, können, entsprechend dem Bedarf und der Situation der pflegebedürftigen Person, noch weitere Leistungen bewilligt werden.

Je nach Bedarf an Hilfe- und Pflegeleistungen im Bereich der Aktivitäten des täglichen Lebens (AEV) wird dem Antragsteller eine der 15 Stufen an wöchentlichem Bedarf an Hilfe- und Pflegeleistungen zugewiesen. Jede dieser 15 Stufen entspricht einem in Minuten gemessenen übernommenen Zeitrahmen, auf den die pflegebedürftige Person pro Woche Anspruch hat.

Die Richtlinien und Kriterien bezüglich der Bewertung und der Festlegung der Leistungen sind gesetzlich beziehungsweise in einer großherzoglichen Verordnung festgelegt und für jeden einsehbar.

Die Auflistung der Standards (Relevé-type des aides et soins requis) und das Handbuch der Hilfe- und Pflegeleistungen (Référentiel des aides et soins) sind im Anhang (Annexes A et B) der großherzoglichen Verordnung bezüglich der Modalitäten der Festlegung der Leistungen nachzulesen (Règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance). Zugang zu der Gesetzgebung bietet ebenfalls die Internetseite der AEC.

ad 6. Das Formular zum Antrag auf Leistungen der Pflegeversicherung (in deutscher oder französischer Sprache) beinhaltet ein Informationsblatt, welches die Bedingungen bezüglich des Antrags sowie die Bewilligungskriterien erörtert. Des Weiteren wird der Antragsteller über die Kontaktdaten der Telefonberatungsstellen der AEC informiert: „Helpline Sekretariat" und „Helpline technische Hilfsmittel". Somit hat der Versicherte bei Fragen oder dringendem Bedarf an Hilfe- und Pflegeleistungen, technischen Hilfsmitteln oder Wohnraumanpassungen die Möglichkeit, in direkten Kontakt mit den Mitarbeitern der AEC zu treten.

Diese direkte telefonische (oder gegebenenfalls über Mail bzw. briefliche) Kontaktmöglichkeit bietet dem Versicherten eine auf seine eigenen Bedürfnisse und Situation angepasste Antwort und Informationsquelle.

In ihren Bemühungen um eine bürgernahe und bürgerfreundliche Verwaltung, die sich an den Bedürfnissen der Bürger orientiert, hat die AEC in den letzten Jahren ihre Serviceorientierung noch gestärkt, indem die direkten Kontaktmöglichkeiten ausgebaut wurden. Einfache Erreichbarkeit und Entgegennahme von dringlichen Angelegenheiten oder spezifischen Fragen zur Pflegesituation waren ebenfalls seit Anfang der sanitären Krise ein wichtiges Anliegen der AEC, deren Mitarbeiter den pflegebedürftigen Personen und Bürgern weiterhin zur Verfügung standen, um ihre Anrufe und Anfragen zu beantworten. Der ständige Kontakt mit ihren Partnern ermöglichte der AEC zudem, ihre Dienstleistungen gemäß der sanitären Situation anzupassen.

Die Kontaktdaten der Telefonberatungsstellen sowie Informationen über die Aufnahmeprozedur befinden sich ebenfalls auf dem von der AEC erarbeiteten zweisprachigen (deutsch/französisch) Informationsblatt („Flyer").

Seit März 2019 hat die AEC auch eine neue Webseite: www.assurance-dependance.lu. Sie richtet sich sowohl an die breite Öffentlichkeit, die Partner der Pflegeversicherung als auch die Fachleute in der Branche. Alle nützlichen Informationen zur Pflegeversicherung, auch über die Aufnahmeprozedur, findet man in französischer, deutscher, luxemburgischer und englischer Sprache. Die Internetseite bietet ebenfalls Zugang zu den Texten der Gesetzgebung.

ad 7. - 9. Wie gesetzlich vorgesehen, wird die Bewertung der Pflegebedürftigkeit von einer Gesundheitsfachkraft der AEC beim Antragsteller zu Hause, in den Räumlichkeiten der AEC oder in der jeweiligen Einrichtung (für Senioren oder für Personen mit einer Behinderung) vorgenommen. Der Antragsteller wird über den Termin der Bewertung informiert.

In der Tat ermöglicht die Bewertung der Pflegebedürftigkeit vor Ort eine umfassende Begutachtung der Gesamtsituation des Antragstellers und eine angepasste Beratung durch die Gesundheitsfachkraft der AEC. Während der Pflegebedürftigkeitsbewertung werden sowohl die medizinische Ursache der Pflegebedürftigkeit, der Hilfe- und Pflegebedarf der Person, das architektonische Umfeld als auch die personelle Organisation der Betreuung und gegebenenfalls die Pflegeperson begutachtet, um sowohl die benötigten Leistungen festzulegen als auch Beratungen vorzunehmen.

Wie in der großherzoglichen Verordnung bezüglich der Modalitäten der Festlegung der Leistungen (Règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance) vorgesehen, kann die AEC in Ausnahmefällen der CNS direkt eine Stellungnahme vorlegen, ohne auf sämtliche Komponenten zur Bewertung der Pflegeleistungen zurückgreifen zu müssen. Diese Vorgehensweise wird ausschließlich in jenen Fällen angewandt, wenn aus dem Antrag hervorgeht, dass der Antragsteller keinen Hilfebedarf in den Aktivitäten des täglichen Lebens hat. In den Jahren 2019 und 2020 hat die AEC lediglich in 20 beziehungsweise 19 Fällen (0,3 % der Anträge auf Hilfe- und Pflegeleistungen) diese Vorgehensweise telefonisch angewandt.

Es ist zu unterstreichen, dass es nicht ungewöhnlich ist, dass die AEC nach Einreichen des vollständigen Antrags schon vor dem Termin zur Bewertung der Pflegebedürftigkeit mit dem Antragsteller oder gegebenenfalls mit der Pflegeperson seines Umfelds telefonisch Kontakt aufnimmt. Diese Vorgehensweise stellt einen proaktiven Ansatz der AEC dar, der vor allem darauf abzielt, Einzelheiten zu technischen Hilfsmitteln zu ermitteln, die dringend benötigt werden und die daher sofort für den Versicherten bestellt werden können, noch ehe die eigentliche Bewertung der Pflegebedürftigkeit vor Ort stattfindet. Diese telefonische Kontaktaufnahme der AEC soll zur schnellstmöglichen Versorgung und Zufriedenheit des Antragstellers beitragen.

Question 3444 (14.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **recrutement auprès de la Police grand-ducale :**

Et geet ëm de Rekrutéierungsexamen (épreuves spéciales) fir d'Karriäre B1 a C1 bei der Police, déi elo fir d'éischt nom groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 organiséiert ginn.

Zil ass et, fir dëst Joer 200 nei Stagiairen opzehuelen (140 am B1 a 60 am C1), déi dann am Abrëll 2021 an der Policeschoul ufänken.

Iwwer 800 Kandidaten, déi de Staatsexamen erfollegräich gepackt haten, hunn sech 2020 ugemellt fir de Rekrutéierungsexame matzemaachen.

D'Modalitéite sinn definéiert am groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 iwwert d'Rekrutéierung bei der Police.

Am Kontext vun der Elaboratioun vun dësem Reglement an och duerno bei der Uwendung ginn et anscheinend eng Rei Problemer oder esouguer Onreegelméissegkeeten, déi geschitt sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister:

Déi éischt Froe betreffen d'Elaboratioun vum Reglement.

D'Staatsbeamtekummer huet den 2. Juni 2020 en Avis erausginn zum Gesetzesprojet 7543 an zum Reglement iwwert d'Modalitéite vun der Rekrutéierung bei der Police.

Dësen Avis ass dunn direkt un de Ministère fir bannenzeg Sécherheet adresséiert ginn an och do ukomm, fir dass dëse Ministère dann dofir suerge kann, datt den Avis weidergeleet gëtt iwwert den SCL (Service central de législation) un all zoustänneg Instanzen, dorënner d'Chamber an de Staatsrot.

Dëst sollt awer du sechs Woche laang daueren.

Den Avis vun der Staatsbeamtekummer ass eréischt de 17. Juli an der Chamber ukomm, een Dag no der Sëtzung vun der zoustänneger Kommissioun.

De Staatsrot konnt en awer net méi a säin eegenen Avis mat afléisse loossen, well dëse war schonn den 10. Juli vum Staatsrot un d'Chamber geschéckt ginn.

1. Kann de Ministère fir bannenzeg Sécherheet erklären, firwat hie sechs Woche gebraucht huet, fir den Avis vun der Staatsbeamtekummer un d'Chamber an un de Staatsrot weiderzeleeden?

2. Wéi laang dauert dës Prozedur normalerweis beim Ministère fir bannenzeg Sécherheet an ass et schonn eng Kéier virkomm, datt et méi wéi eng Woch gedauert huet?

Déi nächst Froe betreffen den Exame selwer, fir deen zu dësem Moment, wou dës Zeile geschriwwe ginn, schonn d'Sproochentester am Franséischen an am Däitsche gemaach gi sinn.

No de Sproochenexamen, déi elo viru Kuerzem statt fonnt hunn, ass vun den Examenskommissiounen anscheinend en Tri gemaach ginn, bei deem iwwer d'Hallschent vun de Kandidaten eliminéiert gouf an net méi fir den nächsten Examen (Sportsexamen) geruff gi sinn.

Doropshin sollen eng Rei vun deenen eliminéierte Kandidaten d'IGP ageschalt hunn an eng Plainte gemaach hu géint d'Prozedur vun der Rekrutéierung, also géint d'Eliminatioun opgrond vum Sproochentest.

3. Kann de Minister dëst bestätegen?

4. Wa jo, wien huet déi Entscheedung getraff, datt de Sproochenexamen „éliminatoire" wier?

5. Wéini ass déi Entscheedung getraff ginn? Virum Examen oder nom Examen? Goufen d'Kandidaten

doriwwer informéiert? Ass dëst am Virfeld vum Examen oder duerno passéiert?

6. Wéi gëtt de Sproochentest am Franséischen an am Däitsche bewäert a wéi fléisst déi Benoutung an de weidere Verlaf vun der Rekrutéierung an, respektiv wat fir eng Roll spillt déi Bewäertung bei der Evaluatioun vun engem Kandidat?

Am groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 steet nämlech, datt just de Sportstest an de psychologeschen Test „éliminatoire" sinn. D'Sproochentester am Franséischen an am Däitsche sinn net „éliminatoire".

7. Ass de Minister der Meenung, dass hei also eng Entscheedung getraff ginn ass, déi contraire zum groussherzogleche Reglement ass?

D'IGP huet d'Plainte anscheinend ugeholl an eng administrativ Enquête an d'Weeër geleet.

8. Kann de Minister dat bestätegen?

Elo, op de 6. Januar 2021, goufen anscheinend op eemol Kandidaten, déi an enger éischter Decisioun opgrond vum Sproochentest eliminéiert goufen, awer per Mail kontaktéiert an zougelooss zum nächsten Examen.

9. Kann de Minister dat bestätegen?

10. Wa jo, firwat goufen dës Kandidaten dann an enger éischter Phas eliminéiert an elo awer zougelooss a wien huet dat decidéiert?

11. Ass déi Ëmentscheedung deen Ament dorop hinzeféieren, datt d'IGP sech der Saach ugeholl huet?

12. Kann den Här Minister d'Zuelen nenne fir de B1 a C1:

- vu Kandidaten, déi sech gemellt hate fir den Examen,

- vu Kandidaten, déi de Sproochentest matgemaach hunn,

- vu Kandidaten, déi nom Sproochentest eliminéiert goufen?

- vu Kandidaten, déi eliminéiert goufen an duerno awer erëm zougelooss gi sinn an dat elo an der éischter Januarwoch matgedeelt kruten,

- vu Kandidaten, déi elo zougelooss si fir de Sportstest am Januar 2021?

13. Vu datt jo elo schonn Tester stattfonnt hunn a schonn en Tri gemaach gi war: Ass den Anonymat vun de Kandidaten an dëser Rekrutéierungscampagne nach garantéiert?

14. Wat gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir datt sämtlech Kandidaten eng fair Chance kréien op Stageplazen an der Policeschoul an datt den Anonymat bis zum Enn respektéiert gëtt?

Réponse (04.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Jo, et ass wouer dass opgrond vun engem interne Mëssel, den Avis vun der Staatsbeamtekummer net direkt un den Zentrale Legislatiounsservice (SCL) weidergeleet ginn ass. Esoubal wéi dëse Mëssel festgestallt gouf, ass den Avis weidergeleet ginn.

Menges Wëssens ass dëst bis elo nach net virkomm an d'Avise ginn ëmmer esou séier wéi méiglech un déi kompetent Instanze virugeleet.

ad 3. - 6. Jo, eng Rei Kandidaten hunn eng Reklamatioun bei der Generalinspektioun vun der Police (IGP) agereecht.

Et ass falsch ze behaapten, dass Kandidaten opgrond vun de Sproochentester eliminéiert gi sinn. Au vu vun deem grousse Succès vun dem Appel à candidatures, huet d'Examenskommissioun sech eng Virgoensweis ginn, déi et erméigleche sollt, déi enorm Unzuel vu Kandidaturen ze geréieren. Et ass sech dowéinst iwwerluet gi fir an Etappen ze verfueren.

D'Sproochenexame sinn informatiséiert a standardiséiert, d'Examenskommissioun kritt leedeglech d'Endresultat vun de jeeweilege Kandidate matgedeelt.

D'Bewäertung vun de Kandidate gëtt duerch d'Examenskommissioun duerchgefouert, déi och d'Krittäre festleet, fir de Klassement ënnert den eenzele Kandidaten ze erstellen.

ad 7. Nee, vu datt kee Kandidat opgrond vu sengem Resultat am Sproochentest eliminéiert ginn ass, ass deemno hei och keng Entscheedung getraff ginn, déi géint de groussherzogleche Reglement verstéisst.

ad 8. Jo, aktuell ass d'IGP mat dëser Ënnersichung befaasst.

ad 9. - 11. Wéinst dem Lockdown am Kontext vun der Covid-19-Pandemie, goufe sämtlech Rendezvousen tëscht dem 26. Dezember 2020 an dem 10. Januar 2021 op ee spéideren Datum verluecht. Dat kruten déi betraffe Kandidaten am Virfeld matgedeelt, a si goufen informéiert, dass spéitstens an der Woch vum 4. Januar 2021 nei Datumer kommunizéiert géife ginn. No dem Regierungsrot vum 5. Januar huet d'Police déi restlech Rendez-vousen am Aklang mat deenen neie sanitäre Moossname geplangt, an de 6. Januar goufen du sämtlech Kandidate convoquéiert. Sämtlech Decisiounen, wourënner och den Timing vun deenen eenzelen Tester gehéiert, goufe vun der jeeweileger Examenskommissioun geholl. Ech verweisen hei och op meng Äntwert op d'Froen 3, 4, 5 a 6 an ech preziséieren, dass kee Kandidat opgrond vun sengem Resultat am Sproochentest eliminéiert ginn ass.

ad 12. Insgesamt haten sech iwwer 800 Kandidate gemellt, vun deenen der schlussendlech 764 an de Sproochentester virstelleg goufen. Dozou zielen allerdéngs och ronn honnert Polizisten, déi iwwer de Wee vum sougenannten „Out-In", deen am Artikel 66 vum Policegesetz virgesinn ass, ee Wiessel an de B1 probéieren. Dës Kandidate goufen alleguer an de Sportstest invitéiert.

ad 13. + 14. Wéi am Artikel 8 (1) vum groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 virgesinn, leet de President vun der Examenskommissioun déi sënnvoll („utile") Moossname fest, fir d'Anonymitéit vun de Kandidaten an de Secret vun den Tester an den Deliberatiounen ze halen. D'Sproochentester am Franséischen an am Däitsche sinn, wéi gesot, informatiséiert a standardiséiert, soudass d'Fro vun der Anonymitéit sech bei der Korrektioun net stellt. Beim Sportstest besteet iwwerdeems eng kloer zäitlech Limitt, déi de Kandidat muss erreechen, a bei de psychologeschen Tester an dem Entretien wier eng Anonymitéit net nëmme kontraproduktiv, mee carrement contraire zu der Logik vun dësen Epreuven.

Question 3445 (14.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **cannabis récréatif :**

Am Koalitiounsaccord vun 2018 heescht et:

« Une législation portant sur le cannabis récréatif sera élaborée. Les objectifs principaux en seront de dépénaliser, voire de légaliser sous des conditions à définir, la production sur le territoire national de même que l'achat, la possession et la consommation de cannabis récréatif pour les besoins personnels des résidents majeurs, d'éloigner les consommateurs du marché illicite, de réduire de façon déterminée les dangers psychiques et physiques y liés et de combattre la criminalité au niveau de l'approvisionnement. À cette fin, il s'agira d'instaurer sous le contrôle de l'État une chaîne de production et de vente nationale et de garantir ainsi la qualité du produit. »

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun der CSV vum 10. November 2020 heescht et zudeem:

„D'Regierung strieft eng méi adequat, zäitgeméiss a léisungsorientéiert Reglementéierung vum wäitverbreete Cannabiskonsum fir net medezinnesch Zwecker zu Lëtzebuerg un. D'Haaptzil vun der Reglementéierung ass et, fir d'Gesondheet vun de Mënschen, déi mat Cannabis a Kontakt kommen, beschtméiglech ze schützen. D'Tatsaach, dass Cannabis déi meeschtkonsuméiert illegal psychoaktiv Substanz zu Lëtzebuerg ass an dass, wéi schonn erwäänt, d'Konzentratioun un THC a Cannabisproduiten, déi um onkontrolléierten illegale Marché verkaaft ginn, an déi potenziell Risiken, déi mat hirem Konsum verbonne sinn, sensibel geklommen ass, sinn nëmmen e puer Argumenter, déi d'Néidegkeet, fir nei Léisungssusätz ze fannen, bekräftegen."

D'Aarbechten, fir e Projet de concept auszeschaffen, deen der komplexer Erausfuerderung gerecht muss ginn, sinn nach net ofgeschloss.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung duerstellen, wat den aktuelle Stand vun den Aarbechten um besote Projet de concept ass?

2. Plangt d'Regierung, Limitatiounen anzeféieren, wat den Taux un THC a Cannabisprodukter betrëfft, déi um legale Marché verkaf däerfe ginn?

Ass d'Regierung der Meenung, dass eng THC-Limitatioun um legale Marché de Verkaf vu staark THC-haltege Produiten um illegale Marché verstäerken oder reduzéiere wäert?

3. Steet scho fest, ob d'Unzuel u Geschäfter, déi Cannabis an THC-halteg Produite verkafen däerfen, soll limitéiert ginn?

Falls jo: Ginn et schonn Informatiounen, wéi decidéiert wäert ginn, wéi vill a wéi eng Persounen E-Commerce an dësem Beräich wäerte bedreiwe kënnen?

4. Consideréiert d'Regierung och d'Méiglechkeet vun Onlineshoppen am Kontext vum rekreative Cannabis oder si just „physesch" Point-de-ventë geplangt?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2948 vum 10. November 2020 geschriwwe gouf, ass den aktuelle Stand deen, dass d'Aarbechten um Projet de concept nach amgaange sinn.

Question 3458 (15.01.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **alternatives au glyphosate :**

Op meng parlamentaresch Fro N° 3284 vum 11. Dezember 2020 huet de Landwirtschaftsminister gesot, dass un asazfäegen Alternativen zu glyphosathaltege Produite bei der CFL géif geschafft ginn. Leider krut ech keng weider Prezisiounen zu dësen Alternativen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi eng Alternative gi momentan vun der CFL benotzt? Sinn dës cheemescher oder physikalescher Natur?

1. Wann et cheemesch Produite sinn, wéi eng Produite sinn dat genau a firwat ass de Choix dorobber gefall?

2. Wéi ass de Stand bei physikaleschen Alternativen, z. B. dem Offlamen? Ginn dës och berécksiichtegt oder souguer ugewannt?

Réponse commune (08.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

D'CFL mussen an enger Iwwergangsphas mat alternativen, zu Lëtzebuerg am Gleisberäich zougeloossene Planzeschutzmëttel d'Onkraut am Beräich vum Gleiskierper bekämpfen, well aktuell nach ëmmer keng Alternativ direkt asazfäeg ass. Et ass envisagéiert, d'Produite „Chikara", „Genoxone", „Katoun Gold" a „Redialo" anzesetzen, well sech vun deenen dat bescht Resultat erhofft gëtt.

D'Pilotprojeten, déi evaluéiert ginn, sinn d'Bekämpfe vum Onkraut mat gliddegem Waasser, mat Elektrizitéit a mat Hëllef vu Feier. Dës Alternative ginn nach net ugewannt an et ass momentan nach ze fréi fir ze soen, wéini datt si asazfäeg sinn.

Question 3459 (15.01.2021) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant **certaines pratiques dans le secteur immobilier :**

Il m'a été rapporté que certaines méthodes ou pratiques douteuses sont devenues courantes parmi les agents immobiliers afin d'acquérir des biens immobiliers. Selon nos informations, des agents immobiliers travaillant pour des agences immobilières distribuent des tracts manuscrits en leur nom propre, donnant l'impression de travailler à leur propre compte. Il serait fréquent que des agents immobiliers répondent à des annonces publiques de location et se rendent même à des visites de l'objet immobilier en question, tout en se faisant passer pour une personne privée. Aussi, des agents immobiliers/promoteurs n'hésitent pas à sonner au domicile de particuliers pour leur proposer leurs services commerciaux sans qu'il n'y ait eu une demande de la part des personnes concernées.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Est-ce que Madame la Ministre estime que, lorsqu'un agent immobilier fait du démarchage en son nom propre, dissimulant le fait qu'il travaille pour une agence immobilière, cela correspond à une pratique trompeuse et plus particulièrement à une omission trompeuse selon l'article 122-3 du Code de la consommation ?

2) Est-ce que Madame la Ministre estime que le démarchage d'un agent immobilier ou promoteur, qui se rend au domicile d'un particulier sans demande préalable de celui-ci, revient à une pratique commerciale agressive selon l'article 122-7 du Code de la consommation ?

3) Est-ce que Madame la Ministre estime que, lorsqu'un agent immobilier répond à une annonce privée de location pour le compte de l'agence tout en omettant de révéler son identité commerciale, cela correspond à une pratique trompeuse et plus particulièrement à une omission trompeuse selon l'article 122-3 du Code de la consommation ?

Réponse (02.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

L'honorable Député s'interroge sur certaines pratiques qui existeraient dans le secteur immobilier et souhaite en obtenir une qualification juridique qui les désignerait comme étant conformes ou contraires au Code de la consommation. Or, l'interprétation des lois est une prérogative des cours et tribunaux de sorte qu'il n'appartient pas à un membre du Gouvernement de trancher sur la légalité ou non d'une pratique commerciale non sujette à des sanctions administratives.

Voici néanmoins quelques éléments utiles permettant d'appréhender les problématiques esquissées :

1) En règle générale, une pratique commerciale est considérée une « omission trompeuse » si elle ne fournit pas une information substantielle dont le consommateur a besoin pour prendre une décision commerciale et qui peut l'amener à prendre une décision qu'il n'aurait pas prise autrement.

Afin de qualifier une pratique commerciale comme « omission trompeuse », le juge doit vérifier le contexte factuel, c.-à.-d. les caractéristiques et la nature du bien ou service ainsi que le moyen de démarchage et/ou le support de communication utilisé pour établir si effectivement le consommateur dispose d'informations suffisantes pour identifier et distinguer le produit ou service en vue de prendre une décision commerciale. Quand un professionnel invite le consommateur à prendre une décision commerciale concernant son bien ou service offert ou, par analogie, que l'agent immobilier réponde à une annonce privée ou fasse du démarchage en son nom propre, l'identité du professionnel respectivement l'identité du professionnel pour lequel il agit sont des informations clés dites « substantielles » qui seraient à fournir au consommateur au préalable afin que celui-ci puisse prendre sa décision en connaissance de cause.

2) Le simple acte d'un professionnel de se rendre au domicile d'un particulier sans demande préalable ne constitue en soi pas une pratique commerciale agressive, sauf si le consommateur a manifesté au préalable son refus d'être démarché ou sollicité, par exemple en apposant un autocollant, une vignette ou toute autre indication ad hoc à l'entrée principale de son habitation ou ayant adhéré à une liste de consommateurs refusant tout démarchage.

Le démarchage par un professionnel au domicile du consommateur peut devenir une pratique commerciale agressive du moment qu'il est répétitif et qu'il ignore le refus du consommateur d'être démarché ou de quitter les lieux.

Question 3460 (18.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **sociétés de sécurité privées :**

An engem RTL Interview de 15. Januar 2021 huet d'Buergermeeschtesch Lydie Polfer erkläert, dass d'privat Sécherheetsfirma, déi engagéiert gouf, fir am Garer Quartier fir méi een héicht Sécherheetsgefill ze suergen, verschiddene Poliziste bei Festname gehollef hätt, esou d'Buergermeeschtesch. Ganz konkreet sot d'Lydie Polfer:

„Si hunn souguer mat Momenter der Police gehollef, wou ee Polizist a Schwieregkeete war, wou deen ee wollt ebe festhuelen, wou si gehollef hunn. An dat net nëmmen eng Kéier."

An der Äntwert op meng Fro vum 27. November 2020 (N° 3217) hunn d'Ministere geäntwert:

„Wat d'Fro zu de Befugnisser vun de Sécherheetsagenten ugeet, esou ginn déi net iwwert d'Befugnisser vum normale Bierger eraus."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass et also engem normale Bierger erlaabt, der Police bei Festnamen ze hëllefen?

Falls jo, wéi dierft esou eng Hëllef ausgesinn?

Falls nee, wei bewäert de Minister d'Handele vun de Sécherheetsbeamten op der Stater Gare a wéi eng Konsequenze wäert dës Aktioun mat sech zéien?

2. Huet de Minister Informatiounen, bei wéi ville Festnamen een Employé vun der privater Sécherheetsfirma gehollef huet?

Wéi hunn déi Hëllefen ausgesinn?

Réponse (05.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Den Artikel 43 vum Code de procédure pénale beseet, datt « dans le cas de crime flagrant ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, toute personne a qualité pour en appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche ». Doduerch kann all Bierger eng Persoun an sou engem Fall festhalen an der Police se iwwerginn.

ad 2. Bis elo huet de Minister just Kenntnis vun enger Situatioun op der Stater Gare, wou déi Employéë bei enger Verhaftung an der Géigend waren. Den Artikel 410-1 vum Code pénal dee beseet, datt « sera puni d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 10.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, celui qui, sans danger sérieux pour lui-même ou pour autrui, s'abstient volontairement de venir en aide ou de procurer une aide à une personne exposée à un péril grave, soit qu'il ait constaté par lui-même la situation de cette personne, soit que cette situation lui ait été décrite par ceux qui sollicitent son intervention… »

Question 3477 (19.01.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **accusations contre Frontex :**

A menger parlamentarescher Fro vum 29. Oktober 2020 betreffend deene rezente Virwërf géint Frontex an déi sougenannte „Pushbacks" verwéckelt ze sinn, huet den Här Ausseminister eis matgedeelt, datt op Ufro vun der Presidentin vun der Europäescher Kommissioun, eng extraordinär Reunioun vum Verwaltungsrot vun der Agence fir den 10. November 2020 aberuff gouf. Lëtzebuerg wier op dëser Reunioun representéiert gewiescht, fir iwwert de Stand vun den Enquêten informéiert ze ginn.

Vu datt an der Tëschenzäit den OLAF (Office européen de lutte antifraude) géint Frontex enquêtéiert, wëll ech follgend Froen un den Här Ausseminister stellen:

- Wat gouf op der Reunioun vum 10. November beschwat respektiv decidéiert?

- Huet den Här Minister weider Informatiounen zu de Beschëllegunge géint verschidde Beamte vu Frontex?

- Huet Lëtzebuerg - an der Vergaangenheet oder elo rezent - Beamte fir Frontex ofgestallt?

Réponse (04.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Wärend der extraordinärer Reunioun vum Verwaltungsrot vu Frontex, den 10. November 2020, huet den Directeur exécutif confirméiert, dass eng intern Enquête lancéiert gouf an dass bis ewell keng Beweiser fonnt gi sinn, déi dorop hiweise kéinten, dass Agenten, déi vu Frontex agesat gi sinn, géint de Code de conduite vu Frontex verstouss hätten. Den Directeur exécutif huet allerdéngs preziséiert, dass et sech hei nëmmen ëm éischt Resultater handelt an dass d'Enquête nach verdéift muss ginn. Fir d'Enquête ze ënnerstëtzen an d'Interpretatioun vun applikabele legislativen Texter ze klären, huet de Verwaltungsrot dunn och decidéiert, en Aarbechtsgrupp anzesetzen.

An der leschter ordinärer Reunioun vum Verwaltungsrot den 20. an 21. Januar 2021 huet dësen Aarbechtsgrupp virleefeg Resultater presentéiert. Déi Resultater a Conclusioune vum Verwaltungsrot sinn an engem offizielle Communiqué um Site vu der Agence publizéiert ginn.

Lëtzebuerg huet an der Vergaangenheet, an och elo rezent, Beamte fir Frontex gestallt. Mat der Adoptioun vum deem neie Frontex Reglement an dem Zil e permanente Corps opzebauen, sinn dës Contributioune fir all Memberstaat obligatoresch. 2021 contribuéiert Lëtzebuerg mat engem Agent fir eng Laangzäit-Missioun (2 - 4 Joer) an eelef Agente fir Kuerzzäit-Missiounen (Detachementer vu véier Méint, renouvelabel).

Question 3485 (20.01.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **bénéficiaire effectif :**

Le 10 juillet 2020, la Cour suprême italienne a rendu sa décision dans l'affaire n° 14756 ayant trait à l'interprétation de la notion de bénéficiaire effectif dans le contexte de l'application potentielle d'une exonération de retenue à la source sur les intérêts payés par une société italienne à sa société mère luxembourgeoise.

Ainsi, la Cour suprême italienne a conclu que la société mère luxembourgeoise agissant en tant que sous-holding pouvait être considérée comme bénéficiaire effectif des revenus reçus de sa filiale italienne étant donné qu'elle disposait d'une autonomie d'organisation et de gestion, indépendamment d'une relation d'actionnariat entre sociétés.

En même temps, la Cour suprême s'est ralliée au raisonnement de l'arrêt de la CJUE du 26 février 2019, lequel préconisait d'analyser si l'objectif des règles de l'UE a été atteint malgré le respect formel des conditions fixées par ces règles (en l'occurrence les directives concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres (PSD) respectivement sur les intérêts et les redevances (IRD)).

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que l'interprétation de la notion de bénéficiaire effectif par la Cour suprême est en ligne avec la définition luxembourgeoise au niveau de l'art. 1 (7) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ?

- L'interprétation donnée par la CJUE dans son arrêt du 26 février 2019 rend-elle nécessaire une éventuelle modification de la définition luxembourgeoise de la notion de bénéficiaire effectif ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que les décisions arrêtées par la Cour suprême italienne respectivement la CJUE peuvent avoir des répercussions bénéfiques sur l'activité de la place financière luxembourgeoise ?

- Est-ce que notre cadre législatif actuellement en vigueur permet de prévenir suffisamment l'émergence de structures créées dans le seul but de bénéficier d'un avantage fiscal prévu par les règles de l'UE en créant artificiellement les conditions requises pour son obtention ?

Réponse (02.02.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se réfère à l'arrêt du 10 juillet 2020 de la Cour suprême italienne dans l'affaire n° 14756 ainsi qu'aux arrêts du 26 février 2019 de la CJUE dans les affaires jointes C-115/16, C-118/16, C-119/16 et C-299/16. Aussi bien l'arrêt de la Cour suprême italienne que les arrêts de la CJUE portent sur la notion de « bénéficiaire effectif » au sens de la directive 2003/49/CE du Conseil du 3 juin 2003 concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'États membres différents. La notion de « bénéficiaire effectif » au sens de cette directive, et telle qu'elle découle notamment du point 122 des arrêts précités de la CJUE, vise à désigner l'organisme qui bénéficie réellement de ces fonds sur le plan économique et qui dispose dès lors du pouvoir d'en déterminer librement l'affectation. Cette notion diffère par conséquent de celle contenue à l'article 1er, paragraphe 7, de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, qui a pour objectif d'identifier la personne physique qui possède ou contrôle une entité.

Les arrêts mentionnés par l'honorable Député n'emportent donc pas de conséquences vis-à-vis de la notion de « bénéficiaire effectif » contenue à l'article 1er, paragraphe 7, de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

En ce qui concerne les implications éventuelles découlant de l'arrêt de la Cour suprême italienne ainsi que des arrêts de la CJUE, il convient de noter que ces arrêts déterminent un faisceau d'indices dont la réunion permet de conclure le cas échéant au caractère abusif et artificiel d'une structure sociétaire. Selon la CJUE, de tels indices se traduisent notamment par l'existence de sociétés relais n'ayant pas de justification économique ou encore par le caractère purement formel de la structure du groupe de sociétés, du montage financier et des prêts en question. Pour se conformer aux exigences découlant des arrêts précités de la CJUE et continuer à bénéficier des exonérations prévues par la directive 2003/49, les acteurs économiques sont donc notamment tenus de respecter des exigences accrues en matière de substance. Cette tendance est donc susceptible d'avoir le cas échéant des répercussions bénéfiques sur l'activité de la place financière luxembourgeoise.

En ce qui concerne la quatrième question de l'honorable Député, référence peut être faite aux nombreuses réformes adoptées au cours des dernières années par le législateur en matière de fiscalité des entreprises. L'on peut notamment citer à cet égard l'adaptation en droit luxembourgeois de la clause anti-abus générale en matière fiscale telle que celle-ci découle de la directive 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur. Pour constituer l'abus en matière fiscale, cette clause prévoit notamment que le contribuable ne saurait utiliser une voie juridique qui a comme objectif principal ou comme un des objectifs principaux de contourner ou de réduire sa charge d'impôt de façon contraire à l'objet ou à la finalité de la loi fiscale, si cette voie juridique n'est pas authentique, c'est-à-dire si elle n'a pas été utilisée pour des motifs commerciaux valables qui reflètent la réalité économique, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents. Des « structures créées dans le seul but de bénéficier d'un avantage fiscal » ne semblent pas conformes au critère de l'objectif principal ancré au paragraphe 6 de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 (« Steueranpassungsgesetz »).

Question 3532 (28.01.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **semaine européenne de la mobilité :**

D'lescht Woch gouf an der Chamber d'Gesetz gestëmmt, dat d'Administration des transports publics schaaft, an där och de fréiere Verkéiersverbond als ministeriellt Departement integréiert gouf.

Zënter 2012 war de Verkéiersverbond den nationale Koordinator vun der Europäescher Mobilitéitswoch (EMW), déi dëst Joer och erëm am September stattfënnt. Et muss ee feststellen, datt déi Dynamik, déi positiv Echangen tëscht de Gemengen an och de Kontakt mat den europäesche Responsabelen zu Bréissel fir d'Organisatioun vun der EMW wichteg sinn.

Well am neie Gesetz keng Funktioun vun engem nationale Koordinator fir Aktioune mat an tëschent de Gemenge virgesinn ass a well déi awer noutwenneg ass fir e. a. d'Organisatioun vun Eventer wéi der EMW, géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Kéint de Minister kuerzfristeg nees eng Echangeplattform fir d'Gemenge mam nationale Koordinator an d'Liewe ruffen?

- Iwwerhëlt déi nei „Administration des transports publics" d'Organisatioun, d'Koordinatioun an déi finanziell Chargë vun der europäescher Mobilitéitswoch?

- Wann nee, wéi gedenkt de Minister ze garantéieren, datt och an Zukunft d'Gemenge genuch agebonne gi fir déi Aspekter vun der Mobilitéit, déi iwwert den ëffentlechen Transport erausginn?

Réponse (02.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Duerch de Vott vum Projet de loi 7490 sur les transports publics ginn d'Ressourcen an d'Kompetenze vum Verkéiersverbond (Etablissement public) mat der Direction des transports publics vum Département ministériel de la mobilité et des transports fusionéiert, an dorauser entsteet déi nei Verwaltung mam Numm „Administration des transports publics".

Wéi am Gesetz festgehalen, ass de Schwéierpunkt vun der neier Verwaltung en anere wéi beim fréiere Verkéiersverbond, soudatt am Beräich vun der Informatioun an der Berodung just nach d'Kommunikatioun iwwert d'Offer vum ëffentlechen Transport assuréiert gëtt. All aner Kommunikatioun, wéi beispillsweis Campagnen, ginn da vun de Servicer vum Ministère selwer gemaach.

Déi national Koordinatiounsstell vun der europäescher Mobilitéitswoch ass am zoustännege Ministère, also esou wéi dat och schonns wärend den zwee éischte Jore war, wou Lëtzebuerg sech un der europäescher Mobilitéitswoch bedeelegt huet, also de Joren 2005 an 2006. Wärend dëser kuerzer Period gouf déi national Koordinatioun vu Servicer aus den deemolegen Transport- an Ëmweltministèrë gemeinsam assuréiert. Dat Joer duerno, also am Joer 2007 (an net eréischt 2012, wéi den honorabelen Deputéierten a senger Fro geschriwwen huet) koum dunn déi national Koordinatioun bei de Verkéiersverbond, déi deemno bis d'Joer 2020 vun dësem ausgeüübt ginn ass.

Déi national Koordinatiounsstell huet follgend Aufgaben:

- d'Informatioun allgemeng souwéi d'Kommunikatioun an d'Bereetstelle vun Informatiounsmaterial iwwert de Motto vum Joer,

- d'Berodung an d'Hëllefsstellung beim Umelle vun de Participanten,

- d'Organisatioun vum Netzwierk mat de lokale Koordinatoren

- souwéi den Austausch mat der europäescher Eebene an deenen aneren nationale Koordinatoren.

Dëse Wiessel vun der Ulafstell fir d'Mobilitéitswoch bedeit kee gréissere Changement fir d'Gemengen. D'Internetsäit www.mobiliteitswoch.lu mat allen Informatiounen zu der aktueller bzw. zu de viregten Editioune vun der Mobilitéitswoch bleift bestoen. A soubal d'Informatioune vum Motto vun der Editioun 2021 vun der Europäescher Kommissioun matgedeelt gi sinn, wäerten dës direkt un alleguerten d'Gemenge mat hire lokale Koordinatore matgedeelt ginn, fir datt si nees flott a kreativ Programmer fir d'Mobilitéitswoch kënnen opstellen.

Question urgente 4674 (19.07.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**application du régime « CovidCheck » :**

Op den sozialen Netzwierker zirkuléiere Biller vu Leit, déi viru Kuerzem op eng Feier gaange sinn an do ee spezifescht Entréesbändche kruten, fir dierfen eranzegoen. Elo ass et awer esou, dass d'Faarf vum Entréesbändche kloer ze erkenne ginn huet, wie geimpft, geneesen oder getest gouf a wien sur place ee Schnelltest gemaach huet. Dës Kennzeechnung tëschent de Persoune widdersprécht u sech de Prinzippie vum Dateschutz, well mam Bändchen déi Leit, déi sech nach net impfe gelooss hunn, réckschlësseg kënnen identifizéiert a bloussgestallt ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Gesondheet a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'Ministesch Kenntnis dovunner, dass verschidden Organisateure vu Feieren op esou ee System zeréckgräifen, deen tëschent Geimpften, Geneesenen a Getesten Ënnerscheedunge mécht?

2. Ass dës Praxis zoulässeg an, falls net, kéinte betraffe Persounen eng Plainte géint een Organisateur maachen, deen op esou ee System zeréckgräift?

3. Wat fir eng weider Sensibiliséierungsmoossnam plangt d'Regierung, fir d'Bevëlkerung elo am Summer iwwert een dateschutzspuersamen an diskriminéierungsfräien Ëmgang mat de Covidzertifikater opzeklären?

Réponse (23.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé* :

De Gesondheetsministère huet keng Kenntnis iwwer esou Verfueren an dëst entsprécht och net den Dispositiounen aus dem Covidgesetz oder aus soss offiziellen Texter.

Déi Responsabel vun den Etablissementer musse sécherstellen, datt hir Clienten alleguerten noweise kënnen, datt si geimpft, getest oder geneese sinn, esou wéi d'Covidgesetz dat virgesäit. Wann déi Responsabel zousätzlech mat engem System vun Aarmbännercher verfuere wëllen, fir d'Leit ze kennzeechnen, ass hinnen iwwerlooss dat ze maachen, dëst a Konformitéit mam RGDP-Reglement.

All Mënsch dee mengt, dass e Gesetz net respektéiert ginn ass, kann ëmmer eng Plainte areechen. Wat domadder geschitt, decidéieren d'Geriichter.

D'Regierung plangt zu dësem Zäitpunkt keng Sensibiliséierungsmoossnamen iwwert de spezifesche Sujet vun engem dateschutzspuersamen an diskriminéierungsfräien Ëmgang mat de Covidzertifikater.

Question urgente 4685 (20.07.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**utilisation du logiciel Pegasus :**

Laut den Erkenntnisser vun engem internationale Journalistennetzwierk, deem, ënner anerem, Journaliste vun der „Süddeutsche Zeitung" an „The Guardian" ugehéieren, wier d'Trojaner-Software „Pegasus" op Handye vu Journalisten, Mënscherechtsaktivisten an Oppositiounspolitiker erëmfonnt ginn.

D'Software gëtt vun der israelescher Firma NSO ugebueden an ausschliisslech u staatlech Institutioune verkaf, déi an der Terrorismusbekämpfung aktiv sinn. Den ëffentlech zougänglechen Informatiounen no kann dësen Trojaner op Handyen installéiert ginn, ouni dass de Besëtzer dovunner eppes matkritt. Esou kënnen d'Affer effektiv ausspionéiert ginn, ouni dass si eppes dovunner matkréien. Wëssenswäert ass och, dass dës israelesch Firma eng Filial zu Lëtzebuerg huet.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa, fir Verdeedegung, fir Justiz a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Existéiere Relatiounen tëschent der Firma NSO an iergendwelleche lëtzebuergeschen Institutiounen?

2. Kann d'Regierung ausschléissen, dass och Journalisten, Aktivisten oder Politiker zu Lëtzebuerg vun dësem Iwwerwaachungsskandal betraff sinn?

Réponse commune (22.07.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Den Artikel 3 vum ofgeännerte Geheimdéngschtgesetz vum 5. Juli 2016, deen d'Missioune vum Geheimdéngscht (SRE) virgesäit, schléisst ausdrécklech „toute surveillance politique interne" duerch den SRE aus.

Betreffend den SRE befanne sech d'Moyenen, déi däerfen agesat ginn, an d'Prozeduren, déi mussen agehale ginn an déi der Kontroll vun der parlamentarescher Geheimdéngschtkontrollkommissioun ënnerleien, an den Artikele 5 bis 8 vum uewe genannte Gesetz vum 5. Juli 2016.

Dës Moyene ginn agesat am Kader vun de Missioune vum SRE, also am Fall vun enger potenzieller Bedroung duerch Spionage, gewaltbereeten Extremismus, Terrorismus, Verbreedung vu Massevernichtungswaffen oder verdeedegungsrelevante Gidder, zesumme mat den entspriechenden Technologien an organiséiert Kriminalitéit oder Cyber-Bedroung, souwäit dës mat deene virgenannten Aktivitéiten zesummenhänken.

Betreffend d'Police grand-ducale befanne sech d'Moyenen, déi däerfe bei de judiciairen Enquêten an Instruktiounen agesat ginn, an d'Prozeduren, déi dobäi mussen agehale ginn, am Code de procédure pénale beschriwwen.

Aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn kënne keng Detailer iwwert technesch Ekipementer publizéiert ginn.

D'Regierung huet keng Informatioune vun engem Asaz vun enger Trojaner-Software duerch ausländnesch staatlech Acteuren zu Lëtzebuerg.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

ÉDITION SPÉCIALE

Annexe au compte rendu des séances publiques n° 15 - Session ordinaire 2020-2021

RÉVISIONS DE LA

CONSTITUTION

INFORMATION
DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le 20 octobre 2021, la proposition de révision de la Constitution concernant la Justice (proposition de révision n° 7575 du chapitre VI. de la Constitution) a été adoptée – par un premier vote - avec une majorité de deux tiers des suffrages des députés.

PRINCIPAUX CHANGEMENTS

ORGANISATION DE LA JUSTICE

Le nouveau texte consacre désormais expressément la notion de « pouvoir judiciaire », c'est-à-dire le pouvoir de rendre la justice, qui est exercé par les cours et tribunaux.

CONSÉCRATION DE L'INDÉPENDANCE DE LA JUSTICE

Cette indépendance est consacrée via la définition d'un statut des magistrats. Elle est renforcée à travers la création d'un Conseil national de la justice.

L'indépendance de la Justice a comme corollaire que le juge est inamovible. Le ministère public est quant à lui indépendant dans l'exercice des recherches et poursuites individuelles, sans préjudice du droit du gouvernement d'arrêter des directives de politique pénale.

L'indépendance de la Justice implique enfin une nette séparation entre la magistrature assise (les juges) et le ministère public (le parquet).

INSTAURATION DU CONSEIL NATIONAL DE LA JUSTICE

Le Conseil national de la justice veille au bon fonctionnement de la justice dans le respect de son indépendance. Il intervient dans la procédure de nomination des magistrats. Il a également un rôle à jouer dans le cadre de procédures disciplinaires engagées à leur égard.

CONFIRMATION DES GARANTIES DU JUSTICIABLE

Les garanties du justiciable, comme par exemple le principe du délai raisonnable ou l'impartialité des juges, sont désormais regroupées.

Conformément à l'article 114 de la Constitution, la proposition n°7575 devra faire l'objet d'un deuxième vote de la Chambre des Députés à intervenir dans un intervalle d'au moins trois mois depuis le premier vote, sans préjudice de la faculté offerte aux électeurs inscrits sur les listes électorales pour les élections législatives de demander un référendum en lieu et place du deuxième vote constitutionnel.

L'intégralité du dossier parlementaire peut être consultée sur le site www.chd.lu (https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Constitution/QuatreTextes/Justice).

REVISIOUNE VUN DER

CONSTITUTIOUN

INFORMATIOUN
VUN DER CHAMBER

Den 20. Oktober 2021 gouf an engem éischte constitutionnelle Vott d'Propositioun N° 7575 fir d'Revisioun vun der Verfassung, d'„Proposition de révision du chapitre VI. de la Constitution", déi de Volet Justiz betrëfft, mat enger Zweedrëttelmajoritéit vun den Deputéierten ugeholl.

HAAPTÄNNERUNGEN

ORGANISATIOUN VUN DER JUSTIZ

An deem neien Text gëtt d'Konzept vum „pouvoir judiciaire", also vun der Justiz, déi vun de Geriichter an Tribunaler ausgeüübt gëtt, ausdrécklech festgeschriwwen.

D'ONOFHÄNGEGKEET VUN DER JUSTIZ GËTT VERANKERT

D'Onofhängegkeet vun de Magistrate gëtt duerch d'Definitioun vun hirem Statut séchergestallt. Nach verstäerkt gëtt se duerch d'Schafe vun engem Nationale Justizrot (Conseil national de la justice).

D'Onofhängegkeet vun der Justiz bedeit och, dass d'Riichter net kënnen ofgesat ginn. De Parquet ass onofhängeg, wann en enquêtéiert an eenzel Strofverfollegunge mécht. D'Regierung behält awer d'Recht, strofrechtspolitesch Richtlinne festzeleeën.

D'Onofhängegkeet vun der Justiz bréngt ausserdeem mat sech, dass Riichter a Parquet strikt vunenee getrennt sinn.

ET GËTT EN NATIONALE JUSTIZROT GESCHAF

Dem Nationale Justizrot seng Missioun ass et, fir de gudde Fonctionnement vun der Justiz ze suergen, dat am volle Respekt vun hirer Onofhängegkeet. Hien ass un der Nominatioun vun de Magistrate (Riichter a Membere vun der Staatsanwaltschaft) bedeelegt an intervenéiert am Kader vun eventuellen Disziplinarprozedure géint si.

D'GARANTIË FIR LEIT VIRUN DER JUSTIZ GI CONFIRMÉIERT

D'Garantië fir Leit virun der Justiz, beispillsweis de Prinzip vum Délai raisonnable oder vun der Onparteilechkeet vum Riichter, ginn elo regruppéiert.

Nom Artikel 114 vun der Verfassung muss d'Propositioun N° 7575 no op d'mannst dräi Méint nom éischte Vott duerch en zweete constitutionnelle Vott duerch d'Chamber adoptéiert ginn. D'Wieler, déi an d'Wielerlëschte fir d'Legislativwalen agedroe sinn, hunn awer och d'Méiglechkeet, fir amplaz vum zweete constitutionnelle Vott e Referendum ze froen.

De komplette parlamentareschen Dossier ass ze fannen um Site: www.chd.lu (https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Constitution/QuatreTextes/Justice).

CDL_6826_21_Supplement_presse_proposition_loi_Tageblatt_prod.indd 1 10.11.21 11:29

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

SOMMAIRE

7E SÉANCE – Mercredi 20 octobre 2021
Présidence : *M. Fernand Etgen, Président*

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE PUBLIQUE
- M. Fernand Etgen, Président

2. 7575 - PROPOSITION DE RÉVISION DU CHAPITRE VI. DE LA CONSTITUTION
- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle :
M. Léon Gloden (intervention de M. Roy Reding)
- Discussion générale :
Mme Simone Beissel - M. Mars Di Bartolomeo - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Goergen (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Guy Arendt, M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement) (dépôt de la résolution 1) - M. Claude Wiseler - M. Charles Margue - Mme Nathalie Oberweis - M. Charles Margue - M. Sven Clement (interventions de M. Gilles Baum et Mme Lydie Polfer) - Mme Simone Beissel
- Prise de position du Gouvernement :
Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Roy Reding (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Michel Wolter (parole après ministre) (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Claude Wiseler)
- Premier vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution

3. DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'ORGANISATION D'UN REFERENDUM TEL QUE PRÉVU À L'ARTICLE 114, ALINÉA 3 DE LA CONSTITUTION
- Exposé :
M. Fernand Kartheiser

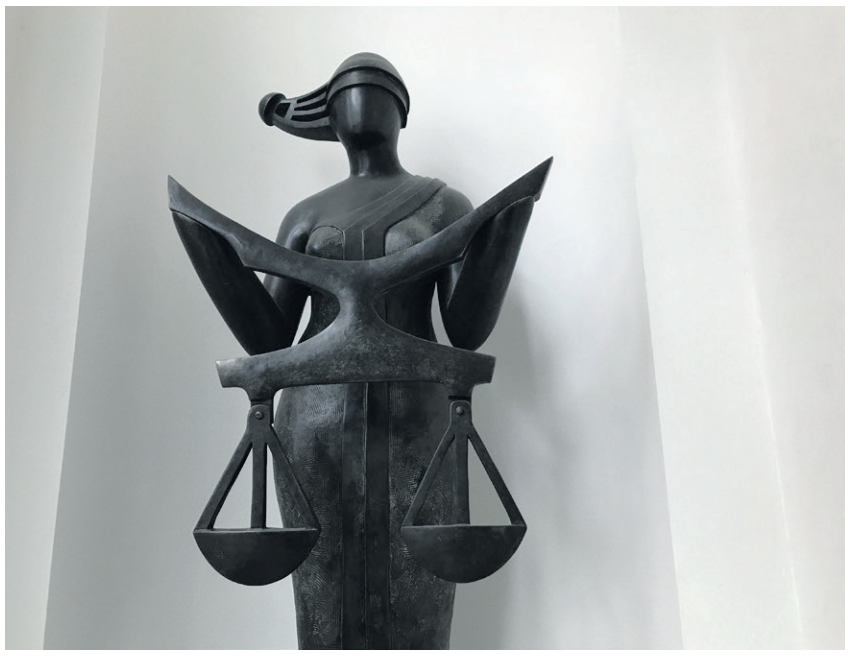
4. 7575 - PROPOSITION DE RÉVISION DU CHAPITRE VI. DE LA CONSTITUTION (SUITE)
- Résolution 1 :
M. Fernand Kartheiser - M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Sven Clement) - M. Marc Goergen (interventions de M. Georges Engel, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Sven Clement, M. Guy Arendt, M. Dan Biancalana et M. Mars Di Bartolomeo)
- Vote sur la résolution 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent :
M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Sam Tanson, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures et close à 16.35 heures.)

https://www.chd.lu/ArchivePlayer/video/3405/sequence/183474.html

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE PUBLIQUE



M. Fernand Etgen, *Président.* - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. 7575 - PROPOSITION DE RÉVISION DU CHAPITRE VI. DE LA CONSTITUTION

M. Fernand Etgen, *Président.* - Den eenzege Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Verfassungsännerung 7575, déi d'Kapitel VI iwwert d'Justiz ofännert. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Simone Beissel, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Charles Margue, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporter vun der Verfassungsofännerung, den honorabelen Här Léon Gloden.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

RAPPORT DE LA COMMISSION DES INSTITUTIONS ET DE LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

M. Léon Gloden (CSV), *rapporteur.* - Merci, Här President. Ech si frou, haut de Mëtteg an dësem héijen Haus de Rapport zu der Proposition de loi 7575, bekannt ënnert dem Numm „Justizkapitel vun der Verfassung", kënne virzebréngen.

Et ass awer net déi éischte Kéier, datt mer an dëser Sessioun hei am héijen Haus iwwert d'Justizkapitel vun der Verfassung schwätzen an ofstëmmen. 2019 hu mer schonn eng Kéier den Artikel 95ter vun der Verfassung ofgeännert. Dir erënnert lech, Kolleeginnen a Kolleegen, do ass et ëm d'Kompositioun vum Verfassungsgeriicht gaangen. An de 15. Mee 2020 hu mer och eng Dispositioun an der Verfassung geännert betreffend d'Urteeler vum Verfassungsgeriicht, datt den Effet vun esou engem Arrêt vum Verfassungsgeriicht an der Zäit kann amenagéiert ginn.

Mat der Propositioun 7575 ginn eng Rei aner Punkten am Justizkapitel ëmgeännert respektiv nei agefouert. Et ass keng nei Verfassung, mee et ass eng Verfassungsrevisioun, wou mer haut déi éischt Etapp maachen - d'Justizkapitel - a wou an deenen nächste Méint d'Kolleeginnen an d'Kollege Rapportere vun deenen anere Kapitelen hire Rapport hei um Pult wäerte virbréngen, fir den éischte Vott zu hire Kapitelen ze kréien.

Erlaabt mer, ier ech op de Fong vun der Propositioun 7575 aginn, lech kuerz d'Chronologie vun dësem Text matzedeelen:

De 5. Mee 2020 gouf d'Propositioun deposéiert an de 17. November 2020 ass se eng éischte Kéier vum Staatsrot aviséiert ginn. D'Avise goufen dunn a fënnef Sitzungen tëschent dem 20. Januar an dem 2. Februar dëses Joers an der Kommissioun diskutéiert. An den 23. Februar hu mer eng éischt Serie vun Amendementer ugeholl. De 26. Abrëll huet de Staatsrot dës Amendementer aviséiert an den 11. Mee 2021 hu mir den Avis complémentaire analyséiert.

Et war eng Abberzuel vun Avisen, déi zu dësem Kapitel erakomm sinn. Niewent den Avise vum Staatsrot koumen eng 17 Avise vun diversen Acteuren, Institutiounen an Organismen eran. Dat eleng scho beweist d'Wichtegkeet vun deem Kapitel, iwwert dat mer haut schwätzen. Natierlech hunn och besonnesch d'Geriichtsbarkeeten hiren Avis zu dësem Kapitel ofginn.

Här President, ëm wat geet et? Ech hunn et an der Introduktioun gesot: D'Justizkapitel ass op de Leescht geholl ginn an et ass déi éischt Etapp vun enger Rei Modifikatioune par catégories vun dëser Verfassung.

Et sinn dräi Haaptpunkten, déi ech wëll de Mëtteg hei ervirsträichen:

Et ass déi éischte Kéier - déi éischte Kéier! - an der Lëtzebuerger Verfassung, datt d'Independance vun der Justiz - mat groussem „J" - an d'Verfassung ageschriwwe gëtt.

Den zweete Punkt, an dat ass e Punkt, dee scho méi laang diskutéiert gëtt an der Lëtzebuerger Politik, wéi ech an der Chamber sinn, ass d'Kreatioun vum Conseil national de la justice.

An den drëtte Punkt ass, datt mer op enger Plaz all déi grouss Prinzippie regruppéieren, déi e Prozess viru Geriicht regéieren.

Erlaabt mer, da fir d'éischt zum éischte Punkt ze kommen, zu der Independance vun der Justiz. Déi Independance vun der Justiz, déi deklinéiert sech iwwer eng ganz Rei Punkten an dem Kapitel iwwert d'Verfassung. An den éischte Punkt ass: Wéi schwätze mer vun der Justiz? Wéi nenne mer d'Justiz? Doriwwer hate mer eng laang Diskussioun. Et waren e puer Propositiounen um Dësch:

Et hätt een, wéi haut am Artikel 49 vun der Verfassung, kënne bäibehalen: « La justice est rendue par les cours et tribunaux. »

Eng zweet Propositioun war: « Le pouvoir de rendre justice est exercé par les magistrats du siège. » Mee mir wollten als Institutiounskommissioun déi Notioun vu „pouvoir judiciaire" an dem Text hunn, well mer jo an enger Demokratie, an engem parlamentaresche System liewen, wou d'Séparation des pouvoirs ass a wou mer ëmmer erëm vun den dräi Pouvoire schwätzen: éischte Pouvoir ass d'Chamber, zweete Pouvoir d'Regierung an drëtte Pouvoir d'Geriichtsbarkeet.

Dofir hu mer eis dunn decidéiert, fir vun engem Pouvoir judiciaire ze schwätzen, deen exercéiert gëtt vun de Geriichter, op Franséisch: « Le pouvoir judiciaire est exercé par les cours et tribunaux. » Dat ass déi éischt Komponent vun der Independance vun der Justiz, engem vun den Haaptpouvoire vun dësem Land.

Den zweete Punkt ass, datt de Statut vun de Magistrate preziséiert gëtt, net nëmmen aleng hei an deem neien Text, mee doriwwer eraus natierlech och an anere Gesetzestexter. Mee hei ass et déi éischte Kéier, wou mer och elo kloer d'Distinctioun maachen: op där enger Säit d'Riichteren, déi eng Decisioun um Fong huelen, an op där anerer Säit de Parquet, d'Membere vum Parquet, déi ukloen.

Déi drëtt Komponent vun der Independance vun der Justiz ass d'Inamovibilitéit vun de Riichteren. Ech muss net op aner Diskussiounen hiweisen an anere Juridictioune vun der Europäescher Unioun, wou dat ganz schaarf kritiséiert gëtt, wou am Fong d'Regierung kann decidéieren, wou wéini wat fir ee Riichter sëtzt. Et ass eng essenziell Komponent vun der Independance vun der Justiz, datt e Riichter net kann deplacéiert ginn. Dofir ass et och esou wichteg, d'Inamovibilitéit vun de Riichteren an d'Verfassung anzeschreiwen.

An dann e Punkt, iwwert dee mer, Här President, ganz laang diskutéiert hunn: déi sougenannt Independance vum Ministère public oder - am Volleksmond - vun der Staatsanwaltschaft oder vum Parquet. Hei hu mer eng Evolutioun gemaach opgrond vun den Diskussiounen, déi mer kontradiktoresch gefouert hunn an der Institutiounskommissioun, wou mer de Pour an de Contre vun all Propositioun ofgewien hunn a wou mer eng kloer Evolutioun hu par rapport zum Text vun der Propositioun 6030, wat jo eng global Verfassungsreform war.

An der Propositioun 6030 stoung einfach, datt de Parquet complètement „indépendant" war. Mir sinn dunn zréckkomm op déi Formulatioun, well mer eis Gedanke gemaach hunn: Wéi fonctionéiert de Parquet am dagdeegleche Liewen? Fir eis war et kloer, ...

(Toussotement)

... datt op där enger Säit de Prinzip vun den „opportunités des poursuites individuelles" net däerft ugetaascht ginn. Dat



Den Här Léon Gloden huet de Rapport iwwert de Volet „Justice“ presentéiert.

heescht, et däerf keen dem Parquet virschreiwen, géint wat fir eng Persoun en ...

(Toussotement)

Pardon.

(Interruptions)

Ech hu kee Covid.

M. Roy Reding (ADR).- Bass de sécher? Hues de dech getest?

M. Léon Gloden (CSV), *rapporteur*.- Jo.

Op där enger Säit ka keen dem Parquet virschreiwen, géint wat fir eng konkreet Persoun en däerf virgoen oder net virgoen, mee op där anerer Säit: In fine ass et ëmmer de Justizminister, dee politesch responsabel ass, wann eppes geschitt a wann näischt ënnerholl gëtt. An duerfir ware mer der Meenung, datt de Justizminister muss de Pouvoir de direction en matière de politique pénale générale behalen, fir kënne generell Uweisungen ze ginn. Dat war och no laanger Diskussioun, an doriwwer sinn ech frou, e Konsens, Unanimitéit an der Institutiounskommissioun.

Dann hu mer eppes, an ech wëll dat och hei ënnersträichen: Et ass ëmmer esou dobausse gesot ginn, mir géifen do eng Attack op de Parquet maachen. Ech verweisen op eng ganz Rei europäesch Rapporten, op de Rapport vun der Commission de Venise vun 2012, déi gesot huet: „Et gëtt net d'Solution toute faite. Et gëtt net d'Solution unique.“ Et sinn an deene verschiddene Juridictiounen an den État-membre verschidde Solutiounen, dat geet vun A bis Z. An och, an ech mengen, dat freet eis besonnesch, de rezente Rapport vun der Europäescher Kommissioun iwwert den État de droit an eisem Land huet confirméiert, datt si domadder averstane sinn.

Dann zum neien Organ an eisem Justizapparat, dem Conseil national de la justice. Déi Diskussioun, déi ass scho ganz laang hei am Land gefouert ginn. Et gi Länner, déi hunn esou en Organ, et gi Länner, déi hu keen esou en Organ. Ech hat de Pleséier a menger fréierer, a menger jonker politescher Karriär kënnen e Kapitel an engem Buch ze schreiwe mat engem Kolleeg iwwert d'Necessitéit vun der Kreatioun vun esou engem Conseil national de la justice.

Déi éischt Gedanken, déi doriwwer gemaach gi sinn, waren och deemools vum Här Fischbach schonn ugereegt ginn. An deemools ass den Numm geholl ginn: „Conseil suprême de la justice“. An ech ka mech ganz gutt erënneren un d'Usso vum Kolleeg Alex Bodry, dee sot: „Mir schwätzen hei net vu Suprême de poulet, mee deen Numm muss wierklech e würdegen Numm si fir dat Organ.“ A mir hunn eis dunn entschloss, „Conseil national de la justice“ ze huelen.

D'Diskussioun ass och gefouert ginn an deemools hat och een eng Question parlementaire gestallt, ob een iwwerhaapt muss d'Organer an d'Verfassung aschreiwen oder ob et duergeet, esou en Organ einfach duerch Gesetz ze kreéieren. A mir waren der Meenung an der Institutiounskommissioun, datt et net nëmmen en neit Organ ass, mee et gëtt och en neie Pilier, e ganz wichtege Pilier vun eisen Institutiounen hei zu Lëtzebuerg. An duerfir ware mer eis dunn awer schnell eens, datt de Conseil national de la justice géif an d'Verfassung ageschriwwe ginn.

Natierlech, niewendru si mer amgaangen, e Gesetz ze diskutéieren, e Projet de loi, deen d'Attributiounen an de Fonctionnement vum Conseil national de la justice preziséiert, mee déi Haaptpunkte stinn am Verfassungstext: d'Missiounen - d'Independenz vun der Justiz ze renforcéieren, ëmmer am Respekt vun der Transparenz. An zu der Kompositioun: D'Majoritéit vun de Membere musse Magistrate sinn.

Eng vun den Haaptattributioune vum Conseil national de la justice ass bei der Wiel vun de Magistraten. En huet de Pouvoir, déi Magistraten ze proposéieren, an de Grand-Duc nomméiert se. Mee de Grand-Duc huet, wéi dat am Fachjargon heescht, eng „compétence liée“, dat heescht, e muss déi ernennen.

De Virdeel ass och, datt de Bierger déi éischte Kéier kann esou en Organ uruffen, wann e mengt, et wier e Problem bei der Justiz, beim Fonctionnement vun der Justiz. Ech preziséieren awer och direkt, et ass elo net, wann de Léon Gloden ...

(Brouhaha)

... de Malheur hätt, an engem Geriichtsprozess ze sinn, an e wier net zefridde mam Resultat vun dësem Geriichtsprozess, datt en da bei de Conseil national de la justice kéint goen. Dat ass et net! Et muss ee kloer distinguéieren tëschent den Decisioune vun der Justiz, wou ee jo kann Appell, Cassatioun maache le cas échéant, an de Problemer, dem Fonctionnement général vun der Justiz. Am leschte Fall ass de Conseil national de la justice zoustänneg a ka vun all Bierger ugeruff ginn.

Den drëtte wichtege Punkt - an do kucken ech op d'Kolleegin Simone Beissel, well hatt wäert, wann et dann hei um Pult steet iwwer säi Kapitel ze schwätzen, och nach eng Kéier dorobber ze schwätze kommen -, dat sinn d'Garantien, déi e Prozess entouréieren.

Mir wëssen alleguer, Lëtzebuerg ass schonn e puermol condamnéiert ginn, well d'Geriichtsprozeduren ze laang gedauert hunn. Den Délai raisonnable ass e ganz wichtege Pilier vun engem Geriichtsprozess, deen och d'Legitimitéit an d'Confiance vum Bierger an d'Justice ënnersträicht. Wann e Prozess ze laang dauert, dat heescht, wann e Prozess ze laang vun de Faiten ewech ass, ass et schwiereg, herno eng Decisioun kënnen ze akzeptéieren. Duerfir war et wichteg, den Délai raisonnable hei nach eng Kéier ze widderhuelen.

Dann natierlech de Caractère équitable vun engem Prozess, de kontradiktoreschen Debat virun engem Geriicht, dat sinn alles essentiel Punkten, déi Der hei an dësem Kapitel zréckfannt. Mir hätten och nach eng ganz Rei aner Punkten, aus europäeschen Texter notamment, kënnen iwwerhuelen, mir waren awer der Meenung, dat hei wieren déi wichtegst, an op där anerer Säit hu mer jo déi europäesch Texter. Et huet keen Zweck, déi einfach ze kopéieren.

D'Présomption d'innocence - domat kommen ech op d'Madamm Beissel, dat steet an hirem Kapitel - ass och e ganz wichtege Pilier vun eiser Justiz.

Da sinn nach eng Rei méi kleng Punkten, déi och elo an dëst Justizkapitel kommen. Dat ass, op där enger Säit hu mer eis inspiréiert ... an duerfir hunn ech dat a menger Introduktioun rappeléiert, den Amenagement vum Effet vun engem Arrêt vun der Cour constitutionnelle. Hei amenagéiere mer den Effet vun engem Arrêt, deen e Reglement géif annuléieren, fir eeben ze evitéieren, datt ee - klack! - esou de façon sèche an abrupt en Effet huet, wann et néideg ass, dass een deen Effet kann an der Zäit decaléieren.

Dann e Punkt, dee mer hei nach eng Kéier widderhuelen, ass, datt d'Jugementer am Numm vum Grand-Duc exekutéiert ginn. Wéi ech jonken Affekot war - ech kucken och de Premier an d'Justizministesch -, du sinn d'Urteeler nach am Numm vum Grand-Duc ..., op der éischter Säit stoung, dass se am Numm vum Grand-Duc gesprach gi sinn. Dat ass op eemol ewechkomm. Kee wousst richteg, firwat.

(Interruption)

Mee mir waren der Meenung, och fir de Grand-Duc als Institutioun ze stäerken, datt et wichteg ass, datt d'Jugementer am Numm vum Grand-Duc, vun eisem Staatschef, exekutéiert ginn. An duerfir ware mer eis eens, dëse Saz och an dëst Kapitel anzeschreiwen.

Dann hu mer och d'Attributioune vun der Cour constitutionnelle nach eng Kéier preziséiert. D'Cour constitutionnelle ass jo fir d'éischt zoustänneg fir d'Constitutionalitéit vun enger Norm par rapport zur Constitutioun ze analyséieren. Dat geet an eisem Rechtssystem nëmmen am Kader vun engem anere Prozess, wann de Riichter e Problem opwerft, wou e mengt, eng Norm wier net konform zur Constitutioun. Da kann dat Geriicht d'Verfassungsgeriicht uruffen a froen, datt et soll doriwwer toiséieren.

Do waren Diskussioune bei de Kolleeginnen a Kolleegen, ob mer net géifen op e System iwwergoe wéi zum Beispill a Frankräich, wou et e Contrôle a priori gëtt. D'Kolleege vum ADR hunn ëmmer déi Propositioun virbruecht. Dat ass eng Méiglechkeet. D'Kolleege vum ADR hu se besonnesch virbruecht par rapport zu engem Reglement, dee geholl gëtt en état de crise. A mir waren an der Kommissioun awer majoritär der Meenung, datt et net gutt wier, op engem prezise Punkt dat do ze änneren, well dat bréngt eng ganz Rei Konsequenze mat sech.

Ech erënneren un de Virschlag deemools vum Justizminister Biltgen, dee jo am Fong d'Juridictioune wollt komplett nei organiséieren: op där enger Säit d'Juridictions judiciaires, op där anerer Säit d'Juridictions administratives, mat jeeweils eng Kéier enger Cassatioun driwwer. Do hätt ee vläicht esou kënnen e Contrôle a priori aféieren. Mee mir sinn der Meenung, datt et net gutt ass, op engem prezise Punkt d'Fundamenter vun eise Juridictiounen ze changéieren.

Et ass och e politescht Argument, menger Meenung no, dobäi, well wa mer e Contrôle a priori aféieren, da besteet de Risiko, datt mer eng Politiséierung vun eise Geriichter kréien - a Frankräich gëtt dat jo heiansdo de Geriichter virgehäit - duerch de Contrôle a priori. Mir wollten dat net. An duerfir hu mer dee Punkt vum ADR net ugeholl.

Dann nach e lescht Wuert: Wéini trëtt dat heiten a Kraaft? Et trëtt a Kraaft den éischten Dag vum sechste Mount no der Publikatioun vun dëser Proposition de loi.

Dat war, hoffentlech a verständlecher Aart a Weis, de Resümmee vun deem Justizkapitel, wou ech houfreg war, lech dee kënnen haut virzebréngen. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun zu dem éischte Vott vun dëser Propositioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Rapporter Léon Gloden villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

DISCUSSION GÉNÉRALE

Mme Simone Beissel (DP).- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Rapporter Léon Gloden en häerzleche Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, haut ass en historesche Moment. Dräi Deeg no dem 153. Gebuertsdag vun onser Verfassung vum 17. Oktober 1868 kréie mer dann elo den éischten Deel vun deene véier Bléck, déi sollen un der aler Verfassung reviséiert ginn, endlech hei an de Plenum, fir presentéiert, diskutéiert an, wa méiglech, gestëmmt ze ginn.

En historesche Moment och, well Dir musst wëssen, dass Lëtzebuerg dat eenzegt, dat allereenzegt Land um europäesche Kontinent ass - an ech schwätze vu Grousseuropa -, wat nach eng verstëbste Verfassung vum 19. Joerhonnert huet.

Une voix.- Si ass x-mol reviséiert ginn.

Mme Simone Beissel (DP).- Si ass 27-mol reviséiert ginn, mee si ass reviséiert ginn an et war och e bëssen, wéi et mam Patchwork geet: Zum Schluss hält se net méi zesummen. Dofir ass et extreem wichteg, dass elo e richtege Véierblocksystem hei duerchkënnt.

Eis Verfassung, eist Grondrecht, eis Basischarta vum Lëtzebuerger Land ass fir eng parlamentaresch Demokratie a fir e Rechtsstaat elementar wichteg. Firwat? Well si organiséiert de ganze System, de ganze Fonctionnement vun de Pouvoiren, vun den Autoritéiten, vun den Institutiounen op där enger Säit, an op där anerer Säit garantéiert se e staarke Schutz vun onse Bierger.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel (DP).- Genau an deem Geescht hu mir säit zwielef ... Dat geet emol guer net duer. Et ass lassgaange mam Georges Margue, dem Charel Margue sengem Papp. 1994 koumen déi Éischt grouss un, fir d'Verfassung ze reviséieren. Dunn ass et op 2005 gaangen, dunn ass et op 2009 gaangen. An op eemol ass gesot ginn: „Elo geet et duer!“, an 2009 koum dunn de grousse Worf. Dat heescht, wann Der de Kont maacht, da geet et u sech mat zwielef Joer intensiver Aarbecht un där ganzer Verfassung emol iwwerhaapt net duer!

Mir wëssen dat, mir hunn ëmmer an deem Geescht geschafft, fir en uerdentlechen Text ze kréien. Ëmmer am A, dass et d'Grond-



recht vun eisem Land ass an dass et muss ganz seriö sinn a wa méiglech am gréisstméigleche Konsens vun all de Parteien an de Sensibilitéiten hei an dësem Haus soll gedroe sinn. Dat ass eis och gelongen. Bis virun e puer Méint hate mer ëmmer gutt Stëmmung, konstruktiv Stëmmung a Konsens an der Verfassungskommissioun. Leider ass dat momentan e bësselchen a Fro gestallt.

Och dat éischt Kapitel iwwert d'Justiz dréit signifikativ zum Schutz vum Bierger bäi. De Rapporter Léon Gloden huet et wierklech ganz staark ënnerstrach. An dat Éischt, wat do ganz wichteg ass, dat ass, dass endlech de Pouvoir judiciaire consacréiert gëtt.

1848, wéi mer déi éischt revolutionär Verfassung hei an deem Land haten, si fir d'éischt déi dräi Pouvoire géint de Kinnek Grand-Duc agesat ginn. Dat war revolutionär an et ass décke Kaméidi ginn. Duerno ass se erëm ageschränkt ginn an hei an do, mee déi dräi Pouvoiren hunn u sech do geschafft.

Mee contrairement zu anere Länner, déi modern Verfassungen hunn a wou déi dräi Pouvoire formell consacréiert sinn, hu mir ëmmer derno fonctionéiert. D'Cour constitutionnelle a se all, sougutt de Staatsrot, Comité du contentieux, wéi awer och elo den Tribunal administratif an d'Cour administrative ginn net midd - wann Der hir Urteeler liest -, fir ëmmer unzefänken: „Vu la séparation des pouvoirs", quitte dass et bis dato net an eisen Texter war. Dofir maache mer et elo, well ech mengen, et ass wichteg, dass dat ganz kloer an eisem Grondrecht verankert gëtt.

Mir maachen hei an dësem Text, an de Léon Gloden huet et wéivillmol ënnerstrach, keng revolutionär Changementer. Mee mir kucken awer, dass d'Justiz eeben dee Stellewäert an der Verfassung kritt, dee se sollt kréien, fir dass de Bierger sech doran erëmfënnt.

De Staatsrot huet eis och ënnerstëtzt, fir ëmmer de Begréff vum Pouvoir judiciaire wierklech genau ze definéieren, fir en ze cernéieren, ze kucken, wou seng Limitte sinn a wat genau soll dorënner verstane ginn.

Här President, mir liewen an engem Rechtsstaat. A wann ee vun engem Rechtsstaat schwätzt, dann ass dat éischt Wichtegt, dass d'Organer domat an dësem Staat déi selwecht Rechter a Flichten hunn an onbedéngt mussen an der Independenz eent vun deem anere kënne schaffen.

Denkt awer elo net drun, well mir wëssen et am beschten: De Pouvoir législatif a judiciaire, dat sinn net zwou Inselen, déi iergendwou am Atlantik schwammen. Dat sinn zwou Inselen, déi all Dag interaktiv matenee fonctionéieren, soss geet et net. An et ass just de Judiciaire, deen no uewen an no ënne kontrolléiert, dee vun deenen zwee anere wierklech e bësselchen eng reell Trennung huet.

Dat Éischt, wat do ganz wichteg ass, dat ass, dass et kloer ass: Independenz vun de Magistrats du siège. Dat ass e komplizéierten Term a fir et einfach ze soen: Dat sinn d'Riichter, déi d'Urteeler schreiwen. Déi mussen an aller Independenz kënne schaffen. Dat war scho laang esou. Trotzdeem gëtt et elo eng Kéier hei consacréiert, fir dass déi Independenz ganz kloer ass an dass den Equiliber zwëschent de Pouvoiren nach eng Kéier ënnerstrach gëtt.

Här President, mir haten Diskussiounen - de Léon Gloden huet et erausgehuewen - iwwert de Stellewäert an den Degré d'indépendance vun der Staatsanwaltschaft, vum Ministère public. Do hutt Der an de verschiddene Länner verschidde Systemer. Mir haten ëmmer e staarkt Weisungsrecht vum Justizminister, deen zur Politique criminelle générale u sech kann Direktiven do erausginn. An anere Länner, wéi a Frankräich, wou se awer ganz vill Problemer hunn, muss ech awer zouginn, ass de Parquet wierklech total independent ginn.

An no villem Hin an Hier an duerch Experten an duerch de Staatsrot an d'Commission de Venise, all d'Experten, déi eis do beroden hunn, hu mer elo e Konsens fonnt - an ech soen all Mënsch Merci, deen do matgehollef huet -: dass de Parquet a senge fonctionnelle Kompetenzen - dat heescht, alles wat Poursuitten ass, Recherche vun de Faiten, dass d'Affäre viruginn an akribesch gekuckt ginn -, dass en a senge Compétences fonctionnelles eng total Independenz huet, dass awer doniewent e Weisungsrecht vum Justizminister bleift, wat d'Politique pénale générale ugeet. Mir sinn ëmmer gutt do dermat gefuer bis dato! Well Dir wësst, mir sinn e Mikrokosmos an et kontrolléiert een deen aneren. Och wann et net institutionell ass, et gëtt aner Geleeënheeten. Mat deem System fuere mer och esou virun, an dat ass extreem gutt.

De Parquet, d'Staatsanwaltschaft muss awer, wéi gesot, an hirer fonctionneller Kompetenz independent sinn, fir dass eng uerdentlech, eng vollstänneg Independenz vun der Justiz garantéiert gëtt.

Zu dem Conseil national de la justice. Ech si frou, dass endlech ...! Well ech mengen, et ass net gradesou schlëmm wéi bei der Verfassung ... Ech mengen, och 2005 ass schonn ugeschwat ginn - virdrun nach huet de Guy Arendt mer gesot, hie war du Bâtonnier -, du war scho rieds vun: Wini kréie mer endlech e Conseil national de la justice?

An ech sinn absolutt net d'accord mat dem ADR, deen da seet: „Nëmme Leit, déi aus Diktature kommen, kréien e Conseil national de la justice"! Et geet drëm, fir dee ganze System vun dem Justizapparat massiv ze stäerken, fir hinnen Autonomie ze ginn, an net, fir op eemol aus komeschen diktorialen Zoustänn ze kommen. Well dat hate mer net! An ech hoffe jo och, dass mer dat ni kréien.

Plusieurs voix. - Très bien!

Mme Simone Beissel (DP).- Onofhängegkeet vun dësem Conseil, ech hunn et gesot, fonctionéiert nëmmen, wa sougutt ... E gëtt jo majoritairement vu Riichter besat, an dat ass och nëmmen normal. Mir hunn elo e Konsens fonnt: sechs Riichter vun deenen néng, déi e composéieren, Magistrats du siège, dat heescht, Riichter, déi d'Urteeler maachen, awer och d'Staatsanwaltschaft muss do vertruede ginn. Et muss all Mënsch de selwechten Niveau hunn. Dofir ass et wichteg, dass se dee selwechte Statut hunn, dass all Mënsch seng Rechter a seng Fräiheeten do kann ausschwätzen an och mat kann decidéieren.

De Conseil national de la justice huet sech elo ganz ambitiéis Ziler sech gesat. A fir déi duerchzezéien a fir deen Apparat vun der Justiz wierklech signifikativ ze stäerken, ass awer, an entschëllegt, wann ech emol eng Kéier Latäin schwätzen, d'Conditio sine qua non - mee dat verstitt Der alleguerten, well et ass bal Franséisch -:

(Brouhaha)

Et geet net, wann deen Apparat net déi néideg Leit kritt, dat heescht, et musse genuch Magistraten an de System kommen, a wann en net déi néideg Moyene kritt!

Dir wësst alleguerten, dass mer aktuell e Manko vu Riichter hunn. Et gëtt zwar intensiv rekrutéiert, mee do gëtt och eng ganz seriö Formatioun gemaach, fir dass mer Riichter kréie vu gudder Qualitéit. Mir kréien ëmmer méi Affären. D'Affäre kréien ëmmer méi Komplexitéit. Dofir brauche mer net nëmme méi Riichter, mir brauchen och méi Säll. D'Cité judiciaire leeft schonn iwwer, platzt aus allen Néit. Elo ginn nei Säll gesicht an déi sinn och amgaange fonnt ze ginn.

All dat ass absolutt wichteg, wann dëse wichtegen neie Gremium Conseil national de la justice kee Pabeiertiger soll bleiwen! E muss esou bestéckt ginn, dass en direkt kann aktiv schaffen an dass en dat och brëngt, wat mir alleguerte vun dësem Gremium erwaarden. Well nëmmen dann, wann de Justizapparat esou gestäerkt gëtt, wéi mer et gär hätten, behale mer och d'Vertraue vun de Bierger an d'Justiz!

An engem System vu parlamentarescher Demokratie a Rechtsstaat muss de Bierger Vertrauen hunn, an och de Justiciable oder de Prevenu, deen, deen ugeklot ass, muss kënne Vertrauen an d'Justiz hunn. Well zum Beispill deen, deen net ugeklot ass, deen awer e Prozess huet, wennt sech nëmmen un d'Justiz, wann e weess, dass de System uerdentlech fonctionéiert an dass en do wierklech d'Chance huet, fir säi Recht ze kréien.

Dir héiert heiansdo dobaussen - ech kréien dat och gesot, mee Dir och -: „Oh là là, Recht hunn a Recht kréie sinn zweeërlee Puer Schong!" Dat ass e gudden ale lëtzebuergesche Sproch, deen nach ëmmer richteg ass, well et muss ee säi Recht beweisen, fir um Geriicht duerchzekommen.

Mir hunn dat alles ganz kloer an eise Käpp gehat an dofir ass gesot ginn: „Et muss alles esou organiséiert ginn, fir dass de Bierger dat néidegt Vertrauen huet." Well de Bierger muss net nëmmen d'Gefill hunn - dat ass eppes Subjektives -, mee e muss och offiziell Garantien hunn, dass en als Bierger vun deem Geriicht à tout moment gläich a richteg behandelt gëtt, dass do net iergendwéi Dispositioune sinn, wou e sech onwuel fillt a wou e vun Ufank u schonn Angscht huet, dass et him schlecht geet, ier et schonn iwwerhaapt lassgeet.

Mir hu virdru vun de Garantië geschwat vum wat mer nenne „Justiciabel". Dat sinn déi Leit, déi mat der Justiz eppes ze doen hunn. Mee dat ass och de Bierger. An déi Garantien, déi si jo an de grousse internationalen Texter, wou mer d'Superioritéit an de Lien d'allégeance vu Lëtzebuerg scho laang determinéiert hunn. Mir sinn also vun deenen hei zu Lëtzebuerg u sech regéiert, mee si sinn esou wichteg, dass mer awer decidéiert hunn - an dat huet de Léon Gloden jo och virdru gesot -, dass mer se nach eng Kéier betonéieren an dëst Kapitel, fir dass d'Leit se séier a kloer, wa se se brauchen, direkt an den Texter fannen.

Dat eent, dat ass: keng Strof ouni Gesetz. Dat ass wierklech den uralen Term. Well fréier bei de Monarche konnt ee mat Momenter emol agesat ginn a verurteelt ginn, ouni dass iergendwéi en Text do war. Dat ass déi éischt Garantie.

Déi zweet Garantie, dat ass d'Impartialitéit vun de Riichter. Déi mussen onparteiesch sinn.

An dat Drëtt ass natierlech dee berüümten Délai raisonnable. Den Délai raisonnable ass eng Notioun, dat geet natierlech vun 0 bis 100. Mee et ass eng Saach vu gesondem Mënscheverstand. Wann eng einfach Affär op eemol véier Joer dauert, da seet all Mënsch, deen ugefaangen huet: „Ëm Gottes Wëllen, ech hunn zwar d'Affär gewonnen, mee ech si ruinéiert an dee ganze Problem huet sech vum selwe geléist. Et huet alles näischt bruecht."

Dat ass net gutt! Well da soen d'Leit: „Et huet iwwerhaapt kee Wäert, sech un d'Justiz ze wennen." Dofir musse mer dat dauernd am A behalen, dass mer mat deenen Delaien ... Mee dat geet nëmmen, Madamm Justizminister, wann effektiv genuch Leit, Moyenen, Säll do sinn, dass déi Justiz ka méi performant a méi schnell schaffen. Mir kennen alleguerten de Problem a mir sti voll hannerun Iech, dass Der dat och esou schnell wéi méiglech op dee Wee kritt.

Dir wësst, wann Der e Fall hutt, de Mënsch ass eeben esou, dat ass en Eenzelfall. Mee fir de Justiciable ass et „säi Fall". An dee Moment ass et u sech e Fall, deen ass wichteg fir säi ganzt Liewen. An dat dierf een och net vergiessen, well do sinn alleguerten déi mënschlech Gefiller, déi niewent der puerer Juristerei awer och kommen. Dofir ass et esou wichteg, dass déi Justiz esou fonctionéiert.

Ech wollt nach ganz kuerz agoen, an de Léon huet et schonn ugedeit, op ee vun de Prinzippien, dee mer och geholl hunn; an do muss ech dem Gilles Roth extra Merci soen. Well mir haten deen zwar um Radar, mee de Gilles Roth huet insistéiert, dass mer e wierklech betonéieren, en nach eng Kéier an d'Grondrecht erasetzen: Dat ass de berüümte Prinzip vun der Présomption d'innocence.

Wat wëllt dat heeschen op gutt Lëtzebuergesch? Mee dass all Bierger, all Prevenu esou laang als onschëlleg ugekuckt gëtt, bis seng Schold juristesch bewisen ass.

An ech kann Iech soen, an dësen Zäiten, wou bewosst Desinformatioun, Fakenews, Hetzcampagnen all Dag iwwert d'sozial Medie ginn, wou d'Leit scho verurteelt sinn, ier se iwwerhaapt de Mond opgemaach hunn, sech konnten erklären oder verteidegen, ass dat do e Prinzip, dee mer erëm voll mussen aktivéieren, fir engem bestëmmte Mumpitz emol en Enn ze maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel (DP).- Bon, ech kommen elo nach zu dem Verfassungsgeriicht. Ech sinn elo duerch déi Haaptpunkten duerch. D'Verfassungsgeriicht, wat 1997 kreéiert ginn ass, huet den enorme Meritt, fir eng riseg Serie vu Gesetzer op hir Conformitéit zur Verfassung ze préiwen, an huet extreem d'Qualitéit vun eiser Legislatioun an d'Luucht gesat duerch de Fait, dass et „fait de l'ordre dans la boutique". Si hu ganz vill Gesetzer wierklech gebotzt, an dofir hu mer eng besser Legislatioun kritt.

An dofir ass et gutt ... Si hunn enorm vill Aarbecht. Dofir, wann ee virun d'Verfassungsgeriicht plädéiere geet, da muss een och Gedold hunn, well dat dauert ëmmer méintelaang, bis eng Affär iwwert d'Bün ass. Mee elo gi se nach verstäerkt. Si gi verstäerkt duerch de Fait, dass se kënnen d'Geriichter, déi matenee streide fir ze wëssen, wien zoustänneg ass fir wat fir eng Affär, departagéieren. Dat war virdrun eng Kompetenz einfach vun der Cour supérieure de justice. A bon, dass se e Suppleant bäikréien, ass jo u sech och ganz wichteg, fir dass se kënne fonctionéieren.

A wat ganz wichteg ass, wat zwar en techneschen Detail ass, mee ech soen lech dat awer: Et war ëmmer e fierchterleche Frust an dem Verfassungsgeriicht an och bei de Parteien, déi dann zum Beispill Recht kritt hunn, mee wann dat Urteel da komm ass, da war dat just zwëschent de Parteien. A wann de Legislateur sech net beweegt huet, fir dann d'Gesetzer ze änneren, dann ass et riicht virugaange mat de Gesetzer, déi net verfassungskonform waren! Elo kënnt e richtege Paradigmewiessel, well an deem Text, dee mer elo an dëst Kapitel aschreiwen, ass et esou, dass eng kuerz Zäit, nodeem d'Urteel geholl ginn ass op dem Verfassungsgeriicht, d'Wierksamkeet vun deem falschen, zu der Verfassung net konforme Gesetz flaachfält. An da muss de Legislateur agéieren an da gëtt de Schutz vun de Bierger massiv an d'Luucht gesat.

An zum Schluss, vu dass mer wëssen, dass eis Welt terribel schnell virugeet an dee Moment och d'Gefill vun der Demokratisatioun, hu mer bien entendu och an den Text geschriwwen, dass mat enger Zweedrëttelmajoritéit, dat heescht an engem grousse Konsens heibannen, d'Attributiounen, d'Kompetenze vun deem Verfassungsgeriicht kënne weider ausgebaut ginn, wat och ëmmer dat heescht. An dann dee Moment kënne mer se jo nach - et muss ee kucken, wat dat alles beinhalt -, wa mer et nach wëlle méi demokratiséieren, da musse mer se natierlech nach massiv verstäerken. Si fonctionéiere momentan mat zwou Chamberen, mee da brauche mer der minimum fënnef, wa mer en anere System vu Saisine maachen. Mee mir hunn et drageschriwwen als Possibilitéit, dass ee kann dat Geriicht stäerken.

Sou, elo wär ech u sech derduerch. Ech mengen, dat, wat mer hei maachen, ass eng massiv Verstäerkung vum ganze Justizapparat mat deenen neien Organer. E Justizapparat, dee verstäerkt gëtt, dat wëllt heeschen, e gëtt méi kloer, méi transparent, an dee Moment gëtt ipso facto de Schutz vun de Bierger massiv an d'Luucht gesat.

An deem Sënn, wëll ech Iech soen, hu mer geschafft. Ech wëll all de Kolleeginnen a Kolleegen, déi wärend Joren eis elo gehollef hunn an der Kommissioun, fir dat do op d'Been ze kréien ... Et war eng Monsteraarbecht. Ech mengen, mir haten 200 Sitzunge vun ënnerschiddlecher Längt, mee et war ni eng kleng derbäi. Do hu mer massiv geschafft, fir e gudden Text ze kréien, fir d'Plus-value vun der Justiz am Interessi vum Land, der Verfassung an am Schutz vum Bierger duerchzekréien. An dofir soen ech all Mënsch, deen hei gehollef huet, e ganz häerzleche Merci a gi bien entendu mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Simone Beissel villmools Merci a ginn d'Wuert un den nächsten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech deele mat menge Virriedner déi Emotiounen, déi dës Etapp an eis ervirrifft, well mer an deene leschten 20 Joer nach ni esou wäit ware wéi elo. Dat heescht net, datt mer besser si wéi all déi aner, mee datt mer op gutt Viraarbecht konnten opbauen an dru gegleeft hunn, datt mer eis eng Verfassung kéinte ginn, eng revidéiert Verfassung kéinte ginn, déi an déi Zäit hei erapasst.

Eis Verfassung ass definitiv dat wichtegst vun eise Gesetzer. Si staamt aus dem Joer 1868, ass also gutt 150 Joer al, a gouf x-mol deelweis revidéiert an un déi haiteg Zäit, esou wäit, wéi dat méiglech war, adaptéiert.

Well awer en 150 Joer alen Text noutgedrongenerweis Inkohärenzen a Lacunne vis-à-vis vun den institutionellen, gesellschaftlechen, sozialen a politesche Realitéite vun haut gewisen huet, huet eis Chamber, eis verfassungsgeebend Versammlung, viru bal 20 Joer de Grondstee fir eng fundamental Iwwerschaffung vun eisem Grondgesetz geluecht. Richteg koumen dunn d'Aarbechte viru 15 Joer an eiser Institutiounskommissioun un d'Lafen.

Mir sinn also elo annerhalleft Joerzéngt mat der Revisioun vun eiser Verfassung ënnerwee an hunn eis Constitutioun an - jo, an der Zwëschenzäit sinn et der 230 - Sëtzungen an der Institutiounskommissioun ënnert d'Lupp geholl.

Déi Revisiounen, déi Ännerungen, op déi mer eis konnten eenegen, si keng Ëmwälzung, keng Revolutioun, mee eng ganz weesentlech Evolutioun. Eist Grondgesetz soll domat un eis gemeinsam Wäerter erugefouert ginn. Mir hunn dobäi dat gehalen, wat sech bewäert huet. D'Zil vun eisem Grondgesetz ass a bleift et, eis Leit zesummenzebréngen, zesummenzehalen an net ausenanerzedividéieren. Duerfir eegent sech eng Verfassung och net, fir fir parteipolitesch Zwecker méssbraucht ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Eis Aarbechte sinn net am „stillen Kämmerlein" gemaach ginn. Schonn 2015 goufe wichteg Froe iwwer Referendum tranchéiert, wou sech à la lettre dru gehale gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Mat eise Biergerforen, dem Opruff un d'Zivillgesellschaft, iwwer „Är Virschléi" matzeschaffen un där Verfassung, a mat Hearinge si weesentlech Elementer an eis Aarbechten agefloss.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Elementer, déi zum Deel elo kontestéiert ginn - mee déi komme vun der Zivillgesellschaft! -, wéi zum Beispill verstäerkte Rechter fir d'Kand, an dorëm geet et, wéi e garantéierten Zougang zur Kultur an de Schutz vun eisem Patrimoine culturel, ...

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... wéi d'Libertéit vun der Recherche, wéi den Dialogue social, wéi de Schutz vum Déier, dat als Liewewiesen, sensibelt Liewewiesen - et si keng Mënschen, mee et sinn awer Liewewiesen - unerkannt gëtt. Mir hunn also keng Grujelegkeeten an enger Hexekichen zesummegebraut, ...

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... mee weesentlech Verbesserungen, Prezisiounen, nei Rechter a Flichten an eng Stäerkung vun eisen Institutiounen an de Grondrechter vun eiser Gesellschaft ausgeschafft.

Déi Aarbechte ware konstruktiv. Jiddwereen huet säi Bäitrag geleescht, och wann dat heiansdo no baussen aneschters ausgesäit. Jiddwereen huet hei matugepaakt an et si vu jiddwerengem, vu jiddwerenge Sensibilitéiten Iwwerleeungen, Iddien, Texter hei eragefloss, vu jiddwerengem!

Duerfir, mäin éischten Appell un all déi, déi sech fir d'Verfassung interesséieren: Liest déi jëtzeg Verfassung, vergläicht se mat der Verfassung, wéi se haut gëllt, (veuillez lire: vergläicht se mat der Revisioun vun der Verfassung) a loosst lech net vu Verdréiungen an Impressiounen, ...

Plusieurs voix.- Ligen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo, wann Dir dat sot: ... net vu Ligen, gewollt oder net - wann et net gewollt ass, sinn et jo net onbedéngt Ligen -, mee vu Fakten an Texter, déi schwaarz op wäiss novollzéibar an op de Sitte vun der Chamber jiddwerengem zougänglech sinn, iwwerzeegen!

Wa mir haut dat éischt Kapitel vun deene véier Deeler vun de Verfassungsrevisioune stëmmen - meng Partei, d'LSAP, wäert dat Kapitel selbstverständlech mat Iwwerzeegung stëmmen -, dann aus der Iwwerzeegung eraus, datt aus der Aarbecht vun der Institutiounskommissioun, dem Staatsrot, de berodenden Instanzen, aus den Echangë mat der Regierung - an där méi wéi 30, et sinn der warscheinlech éischter 50 wéi 30 - e grousse Meerwäert entsteet fir eist Land, eis Leit an datt keen dobäi verléiert.

Elo kann een eis froen: „Firwat, wann dat alles esou gutt ass, maacht Dir da kee Referendum?" D'Geschicht kennt Dir: 2018 war d'global Reform prett a vun op d'mannst véier Parteie gedroen, déi och fir de Referendum als Ersatz fir den zweete Vott agetruede sinn - ech schwätze vun der Gesamtreform! Mee no de Walen huet de Konsens vun deemools net méi gegollt. Jiddwereen däerf hannerfroen, firwat. Mee, mee, mee bei alle Meenungsverschiddenheete gouf et ee Konsens: Mir musse kucken, wat mer vun deenen Aarbechten, déi gemaach gi sinn, retten, fir datt 20 Joer net fir d'Kaz ware vu gudden Aarbechte vu gudde Leit - vu wierklech gudde Leit! -, net datt mer déi kéinten an d'Dreckskëscht geheien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat sief emol eng Kéier gesot!

De Kompromiss, dee fonnt gouf, huet ronn 30 Artikele festgehalen, déi an der bestoender Verfassung a véier verschiddenen Deeler sollte geännert ginn. Domat ware mer net méi am Zenario vun der Gesamtreform, wou ee Referendum duergaange wär, mee an Deelreformen, wou d'Referendumsprozedur vill méi komplizéiert gi wär. An duerfir ass déi Prozedur net méi zréckbehale ginn. Dat ännert awer näischt drun, datt déi jëtzeg Verfassung an hirem Artikel 114 eng kloer Prozedur festhält, wéi e Referendum vu 16 Deputéierten oder vun de Leit kann ausgeléist ginn, an dat ass e Verfassungsrecht, dat heibanne keen a Fro stellt an och keen a Fro ka stellen - Punkt!

Dat setzt awer viraus, datt zumindest een Deel vun de Verfassungsrevisiounen eng éischte Kéier am éischte Vott gestëmmt gëtt. Dee Vott ass also keng Provokatioun, wéi Eenzelner gleewen doen, mee mécht all Dieren op, och déi fir de vun Deputéierte gewollten oder vum Bierger gewollte Referendum. Och gëtt domat kengesweegs eng Petitioun mëssuecht. D'Rechter vun den Auteure bleiwen erhalen, wann een emol eng Kéier kuckt, wéi déi Prozedure si bei engem méigleche Referendum. Also wannechgelift emol eng Kéier d'Referendumsgesetz erbäihuelen an da kucken, wéi esou eppes ofleeft - ganz interessant!

Haut diskutéiere mer also iwwert dat kierzt, mee awer extreem wichtegt Kapitel iwwert d'Justiz. Ech wollt hei déi Diskussiounen zwee léiwe Kolleege widmen, déi iwwer bal zwee Joerzéngten déi Diskussioune gepräägt hunn: de Paul-Henri Meyers - ech brauch Iech en net virzestellen - an den Alex Bodry.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Si sinn d'Weebereeder, zesumme mat deene Kolleegen, déi an der Institutiounskommissioun waren, an déi, déi matugepaakt hu fir dee weidere Schrëtt, dee mer haut kënne maachen. Dat hëlt keen hinnen!

Une voix.- Richteg!

Une autre voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- E Merci och alle Kolleegen aus der Institutiounskommissioun an all deenen, déi un der Diskussioun bedeelegt waren. An da Respekt fir de Rapporter, de Léon Gloden, fir säin Engagement, seng Oppenheet fir Argumenter a säi Réckgrat!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech brauch, vu dass de Rapporter esou eng exzellent Aarbecht gemaach huet an d'Simone Beissel och, si waschecht Juriste sinn an ech nëmmen e Schmalspurjurist, ...

(Hilarité)

... net méi an den Detail vun dësem Kapitel anzegoen, wëll awer ënnersträichen, dass dës Revisiounen eiser Justiz villes wäerte bréngen.

D'Onofhängegkeet vun der Justiz gëtt éischtmools an enger Verfassung verankert. Jo, do ass vill driwwer diskutéiert ginn! Do ass kontrovers driwwer diskutéiert ginn. Do waren eng Rei vun Diskussiounen, déi mer eis wierklech hätte kënnen erspueren, vun deenen zwou Säiten - vun deenen zwou Säiten, soen ech -, déi de Klima net méi serein gemaach hunn. Mee hei ass d'Resultat dat, wat zielt.

Jiddweree war sech erëm senger Verantwortung bewosst a mir hunn Texter fonnt, déi weesentlech besser si wéi an deene meeschten anere Constitutiounen. Mir hunn hei e Grondstee geluecht, e feste Grondstee geluecht, deen et net méi erlaabt, fir d'Onofhängegkeet vun der Justiz a Fro ze stellen.

E weidere Grondsteen ass dee vum Conseil national de la justice, deen iwwert de gudde Fonctionnement vun eiser Justiz soll waachen. Dat heescht net, dass d'Justiz un de Gängel soll geholl ginn, mee dass d'Viraussetzunge solle geschaaft ginn, fir dass eis Justiz optimal ka fonctionéieren. An do ass de Conseil national de la justice e wichtegt Element, och an der Nominatiounsprozedur vun de Magistraten, e wichtegt, extreem wichtegt Element, en zentrale Punkt an dësem Deel vun der Verfassung!

D'Garantie fir d'Leit virun der Justiz, ee vun den Haaptpunkten, jo: d'Présomption d'innocence! Et ass een esou laang net schëlleg, wéi een net schëlleg gesprach ginn ass. A virun allem och d'Délais raisonnables: Et ass net zoumuttbar, dass e Justiciable wärend Joren op dat Urteel muss waarden. Alleguer zesumme musse mer doru schaffen. Et ass keng Scholdzouweisung, mee et ass awer en Zil, dat mer eis gesat hunn. Wa mer eis dat heite ginn, dann ass dat eng Obligatioun, fir all déi dote Saachen op de Buedem ze bréngen.

Haut, wann et gutt geet, wäerte mer eent vu véier Kapitele stëmmen. Esou wäit ware mer nach ni an deene leschte 15 Joer!

Dräi weider Kapitele stinn nach aus. An ech wëll et bei dëser Geleeënheet net verpassen, den Appell ze maachen, déi Diskussioun haut, well elo gëtt weiderdiskutéiert, a virun allem och déi Diskussiounen, déi nach op eis zoukommen, op Fakten ze baséieren - op Fakten ze baséieren, net op Faken! Op Fakten, net op Faken!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- An ech huelen dat Wuert elo net nach eng Kéier an de Mond, dat Wuert vu „Ligen", gewollter oder ongewollter, virun allem vusäite vun deenen, déi et besser wëssen an déi dat nëmme maachen, fir d'Leit ierzeleeden, et versteet sech wuel vum selwen: an hir Hänn!

Beispill: Auslännerwalrecht. Ech gräifen do just an engem Saz enger Diskussioun vir, déi nach wäert kommen. Wie behaapt, an deene verschiddene Kapitele géif d'Dier opgemaach ginn, fir d'Auslännerwalrecht bei Legislativwalen anzeféieren, dee litt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dee litt! An do ka jiddweree mech viru Geriicht zerren. Wien déi zwee Artikele kuckt, déi am Spill sinn, deen een Artikel fir d'Lokalwalen, wou d'Gesetz ka Verbesserungen oder Ännerunge maachen, an deen aneren Artikel, deen d'Legislativwale betrëfft an deen den Auslänner déi Dier zou, verbarrikadéiert léisst, dee kann net behaapten, dass d'Auslännerwalrecht duerch d'Hannerdier agefouert gëtt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wann en et trotzdeem behaapt, wann en et trotzdeem behaapt, ...

Une voix.- Dann ass et e Ligener.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Voilà!

(Hilarité)

Also nozeliesen, an dat ass e wichtege Schlëssel an der Diskussioun iwwer eis Verfassung. Kommt, mir huelen eis jëtzeg Verfassung a mir huelen déi nei Kapitelen an da vergläiche mer d'Texter vun der jëtzeger Verfassung mat deenen Ännerungen, déi mer wëlle maachen! An ech ginn all Wett mat Iech an, dass mer quasi e Sans-faute maachen, dass mer zur Konklusioun kommen, dass déi Texter vun haut besser si wéi déi Texter vun 1868.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Eng Verfassung, Kolleeginnen a Kolleegen, ass keen Tweet, mee verdéngt eng objektiv an déifgräifend Presentatioun, Erklärung an Diskussioun. Eis Chamber, mir all sti fir all Froe mat Äntwerten zur Verfügung. Pressekonferenzen, Consultatiounen, „Är Virschléi", Hearingen, Informatiounsversammlungen, Tables rondes, Publikatiounen an der Dagespress. E Samschdeg an e Méindeg kënnt Der d'Presentatioun vun dësem Kapitel op Lëtzebuergesch an op Franséisch noliesen. Dat ass keng Bläiwüst, dat ass jidderzäit liesbar an enger gudder Opmaachung. A mir wäerten an där doter Direktioun weiderfueren.

An, Här President, wann Der erlaabt, just eng Suggestioun: Vu dass mer net um Enn vun enger Prozedur sinn, mee am Laf vun enger Prozedur, wär et flott, wa mer déi heiten Diskussioun zäitno kéinten an eisem Compte rendu veröffentlechen, eisem Compte rendu, deen un all Stéit geet a wou jiddweree sech dann e Bild ka maache vun deenen Diskussiounen, net eréischt a sechs oder aacht Méint, mee muer oder iwwermuer. E wichtege Bäitrag, Här President ...?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo, ech versécheren lech haut an hei, datt ech eng Publication prématurée vun der siwenter Seance vun haut an der Sessioun 2021/2022 absolutt ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci villmools, Här President, wierklech vun Häerzen! All Diskussioune si wëllkomm. Keng Froe sinn domm Froen. Mee kommt, mir maachen eis all e Gefalen: Kommt, mir ënnergruewen e wichtege Grondstee vun eiser Gesellschaft net, andeem mer onberechtegt Grief gruewen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Di Bartolomeo villmools Merci a ginn d'Wuert un den nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci, Simone, fir déi léif Erënnerung u mäi Papp, en houfregen, ech mengen och dichtegen CSV-Politiker hei op dëser Bänk. Mir maachen der Familljentraditioun ... Säi gréngen an houfrege Fils mécht dat dann op dëser Plaz weider. Et bleift an der Famill.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- Mir schaffen un där selwechter Saach.

Haut ass e gudden Dag fir eis Institutiounen, e gudden Dag, wou mir eise Staat a speziell eise Rechtsstaat op stabill Féiss setzen. De Rapporter Léon Gloden huet a sengem Rapport déi weesentlech Punkte vun dëser Proposition de révision ervirgehuewen, enger Verfassungsännerung, déi eenzeg an eleng de Volet Justiz, dat heescht 13 Artikele vum Kapitel VI vun eiser aktueller Verfassung betrëfft. Dofir villmools merci fir dëse gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen engersäits d'Handschrëft vum Rapporter dréit, anerersäits awer och gutt d'Diskussioun vun der kollektiver Aarbecht an der Institutiounskommissioun erëmgëtt.

Ausféierlech Diskussiounen hunn zu dësem Text, wéi en elo virläit, gefouert, no munchen Divergenzen an der Kommissioun, mat der Regierung an och an e sëllegen Avisen, virun allem vum Staatsrot.

Eng Verfassungsrevisioun ass keng liichtfankeg Aufgab, dat ëmsou méi, wann net nëmmen en eenzelnen Artikel betraff ass, mee e ganze Pak vun Ännerungen, an dësem Fall e ganzt Kapitel.

An dës Chamber huet sech dat och net liicht gemaach. Et ass scho gesot ginn, déi Deelrevisioun, déi mer haut virleien hunn, geet zréck op déi generell Revisiounsaarbechten un eiser Verfassung, op eng éischt global Textpropos vun 2009, e provisoresche Rapport virun de Walen 2018 a schlussendlech eng nei, just op de Justizvolet reduzéiert Propositioun vum Mee 2020.

Ganz generell muss een zu eiser aktueller Verfassung soen, d'Simone huet dat ganz gutt duergestallt, dass se trotz deenen ëmmerhi scho 40 Ännerungen zanter 1868 - a souguer nach méi, wann een all concernéiert eenzel Dossiere consideréiert - nach ëmmer eng ganz Rëtsch „Altlasten", wéi mer soen, Inkohärenzen a Lacunne matschleeft an dass een hier dann och plazeweis den héijen Alter vun deenen 153 Joer eeben ugesäit.

D'Verfassung ass de juristesche Grondtext, op deem eis normal Gesetzer a Reegelen opbauen. An innerhalb vun där legaler Rumm beweege sech eis Institutiounen. Dofir gëtt bei esou enger komplexer Revisioun och Saz fir Saz oder soguer Wuert fir Wuert debattéiert.

Fir eis Gréng ass et awer och wichteg ze ënnersträichen, dass d'Verfassung dat Gesetz ass, wat op Dauer derzou bäidréit, Fräiheet, Gläichheet, Sécherheet an Zesummenhalt fir eis Gesellschaft a fir eist Land ze garantéieren.

Fir eis Gréng, déi jo an der Regierung d'Verantwortung droe fir d'Justiz, ass et dofir méi wéi iwwerfälleg, dass d'Justiz och elo nieft Regierung a Parlament als eegene Pouvoir, als „Pouvoir judiciaire" verfassungsrechtlech verankert gëtt.

D'Verfassung bitt och eng Garantie fir d'Zukunft fir d'Stabilitéit vun eise Grondwäerter a vun eisen Institutiounen, déi onofhängeg an hire Rollen an am géigesäitege Respekt matenee solle fonctionéieren. Si verbënnt deemno d'Grondreegele vum demokrateschen Zesummeliewen a vum gudde Liewen allgemeng. Dofir ass och grad dëst Kapitel Justiz esou wichteg.

D'Onofhängegkeet vum Parquet, op Däitsch „Staatsanwaltschaft", hale mer fest - kee Minister ka sech méi an individuell Fäll amëschen. Déi aktuell Verfassung, an op där Basis den Artikel 19 vum Code pénal, erlaabt dat nach, och wann dat glécklecherweis scho längst net méi gebraucht gëtt. Elo verbidde mer dësen direkte politeschen Afloss iwwert d'Verfassung. An egal wéi eng politesch gefierft Majoritéit kann dat net méi esou einfach réckgängeg maachen.

Et ass schonn ugeklongen: Wann een eriwwer no Zentraleuropa kuckt, da gëtt d'Wichtegkeet vun der Onofhängegkeet vun der Justiz engem nach méi bewosst. Do bestëmmt nämlech d'Politik, wéi d'Justiz fonctionéiert respektiv wéi se ze fonctionéieren huet.

Mir schafen och - endlech, soen ech - no laange Joren en neit Gremium, den Nationale Justizrot. Als Rapporter vum Gesetzesprojet 7323A, dee mat dëser Revisioun zesummenhänkt an dee mir an der Justizkommissioun parallell zu dësen Aarbechte behandelen, wëll ech drop hiweisen, dass dëse Rot d'Missioun kritt, fir d'Justiz um Niveau vun den Nominatiounen an de Karriären ze organiséieren, genee wéi och um Niveau vun den Disziplinarprozeduren, wa Magistraten, also e Riichter, e Procureur oder e Substitut, sech eppes zuscholde komme loossen.

Ech si frou hei kënne matzedeelen, dass mer eis mat Vertrieder vun der Riichterschaft a vum Parquet eens gi sinn iwwert d'Zesummesetzung vum Nationale Justizrot: Sechs Magistraten, d'Riichter an e Procureur, en Affekot plus zwee Vertrieder vun der Zivillgesellchaft, déi mir heibannen als Chamber wäerten nennen. Mir bleiwen also bei néng Persounen. Dat war de Konsens d'lescht Woch an der Réunion jointe vu Justiz- an Institutiounskommissioun den 11. Oktober. D'Amendementer si weidergeschéckt ginn un de Staatsrot.

Et ass scho gesot ginn: D'Vertrauen an d'Justiz ass fundamental fir all Gesellschaft! D'Vertrauen an d'Justiz weider stäerken ass eist Zil, andeems mer der Justiz haut d'Mëttele vun hirer Onofhängegkeet ginn.

De Justizministère huet d'Geleeënheet genotzt an de leschte Joren, fir vill Gesetzer op de Wee ze bréngen, fir eis Justizprozeduren ze reformëieren, den Zougang zur Justiz ze vereinfachen, de Riichter eng massiv Ënnerstëtzung ze ginn duerch d'Schafe vun iwwer 40 Poste vu Referendaren, déi hinnen zouschaffen, mam Zil, eng besser a fair, effikass Justiz fir jiddwereen ze erméiglechen.

An och de Regimm vun der Assistance judiciaire, dee mer de leschten Dezember ausgebaut hunn, dréit dozou bäi. Esou kënnen d'Leit hei am Land Recht kréien, esou kënne se zu hirem Recht kommen.

An dësem Sënn ass et wichteg, dass mer mam virleiende Projet och den Délai raisonnable a mat der kommender Reform vum Kapitel zu de Rechter a Fräiheeten och de wichtege Prinzip vun der Onscholdsvermuddung, der Présomption d'innocence, an d'Verfassung aschreiwen, also e ganz zentrale Rechtsstaatsprinzip, deen awer bis haut an der Lëtzebuerger Verfassung feelt. Meng Virriedner hu schonns drop higewisen.

Esou laang wéi Dir, ech, net schëlleg gesprach si vun engem Geriicht, esou laang si mir onschëlleg. Dat ass de Prinzip vun der Onscholdsvermuddung. An erlaabt mer hei eng kleng perséinlech Nott:

Jo, mir sinn esou laang onschëlleg, wéi mer net rechtskräfteg verurteelt sinn. Dat sollt jiddweree sech zu Gemitt féieren, éier en an de soziale Medien eppes post, wat enger ëffentlecher Virverurteelung gläichkënnt! Och wann ee sech däers net bewosst ass, dann dierf dat keng Ausried oder Entschëllegung sinn. An deem Sënn vläicht e klengen Tipp: Eng Nuecht driwwer schlofen, éier ee post! Oder op d'mannst iwwerliesen a bis zéng zielen, éier een op „send" oder fir en Haasspost „like" dréckt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- Well och dobäi soll ee sech bewosst sinn, dass ee méiglecherweis mat engem „like" eng Virverurteelung vun engem Mënsch ënnerstëtzt a verstäerkt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- Nach e Wuert zum Délai raisonnable. Jo, mir hunn eise juristesche Jargon, dee wéi all Jargon just vun deenen ze verstoen ass, déi e reegelméisseg gebrauchen - entschëllegt fir d'Leit -, mee ech mengen, et ass haut schonn e puermol erkläert ginn: Et ass awer am Fong ganz einfach esou, dass de Bierger d'Recht huet op e Prozess, op en Urteel, an dass dat just net éiweg däerf daueren, egal aus wéi engen Ursaachen.

Mir schreiwen dat an a mir verflichten eis domadder, eiser Justiz déi néideg Mëttele materieller a prozeduraler Natur ze ginn, fir dass d'Rechtsspriechung kann an enger ugemiessener Zäit geschéien.

Fir jiddwereen: Wann ee wëllt, dass d'Riichter, d'Untersuchungsriichter, d'Staatsanwaltschaft an esou weider, bei hiren Enquêten, Poursuitten an Urteeler onofhängeg kënne schaffen, wann ee wëllt, dass d'Politik net kann an eenzelne Fäll draschwätzen, wann ee wëllt, dass d'Politik sech bei der Nominatioun vun de Riichter muss eraushalen, wann ee wëllt, dass Enquêten, Prozesser, Justizprozeduren effikass oflafen, a wann ee wëllt, dass déi eege Biergerrechter a puncto Justiz, de Prinzip vum Délai raisonnable, kloer a lieserlech festgehale ginn, dann ass déi virleiend Deelrevisioun vun eiser Verfassung e wichtegen a souguer dréngende Schratt.

Ech soen lech fir elo Merci fir d'Nolauschteren a gi voller Houfert den Accord vun der grénger Fraktioun fir den éischte Vott vum Justizkapitel vun dëser Verfassungsreform.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Charles Margue villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt och ufänken an dem Här Gloden e grousse Merci soe fir e ganz komplette Rapport. En huet mat senger Argumentatioun op en Neits gewisen, datt et wierklech eng ganz fundamental Reform vun dëser Verfassung ass. An ech hunn, well mer e Modell 1 hunn, elo leider net déi Zäit, fir op verschidde méi poleemesch oder méi aggressiv Kommentaren anzegoen, déi gemaach goufen. Dat musse mer dann eng aner Kéier nohuelen.

Ech wëll awer soen, datt d'ADR dëst Kapitel vun der Verfassungsrevisioun net matdréit, genausou mann wéi déi dräi nächst. An zwar aus zwee Grënn. Dat eent si prozedural Consideratiounen. Dir wësst, datt mir op dee versprachene Referendum insistéieren. An och wéinst der Petitioun 2007. Mir fannen, datt et net an der Rei ass, datt d'Parlament d'Petitionären net unhéiert, déi op de Referendum insistéieren, ier et elo schonn hei Fakte setzt. Also déi zwou prozedural Consideratioune wëll ech maachen.

A wat den Inhalt ugeet, hu mer natierlech och eng Rei Observatiounen. Mir denken, datt déi Verfassungsrevisioun hei ganz vill verpasst Chancen huet, fir wierklech eng Revisioun vun der Justiz am Sënn vun de Leit ze maachen.

Dräi Punkte wëll ech ervirhiewen. Dat Éischt ass, datt mir als ADR denken, datt de Parquet vill méi streng, vill méi kloer misst getrennt gi vun der Magistratur, vun de Riichter, vun där Magistrature assise. Et gëtt ganz kloer funktionell Ënnerscheeder tëschent der Aarbecht vum Ministère public, also dem Parquet, deen do ass fir ze ënnersichen an eventuell Schëlleger unzekloen, an där vun der Magistratur, déi jo deen onparteileche Riichter ass, deen dann herno soll säin Urteel fällen.

An Europa gëtt et net vill Länner, déi, wéi hei zu Lëtzebuerg, d'Membere vum Parquet als Magistrate consideréieren. Eiser Meenung no verlaangt de Prinzip vun der Onofhängegkeet vun der Justiz eng méi kloer a formaliséiert Trennung vum Parquet vun der Funktioun vum Riichter. Déi Trennung heescht, datt d'Membere vum Parquet keng Magistrate solle sinn an en anere Statut wéi d'Riichter mussen hunn. Et mussen zwou verschidde Karriäre sinn.

Et wär an eisen Ae besser, de Parquet däitlech als Deel vum Pouvoir exécutif, als separat Administratioun ënnert der Verantwortung vum Justizminister ze definéieren, natierlech mat senger funktionaler Onofhängegkeet. Dat ass jo essenziell. D'Membere vum Parquet sollten also zu där allgemenger Fonction publique gehéieren an net zu der Magistratur.

M. Roy Reding (ADR).- Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Eng kloer Trennung vun de Funktioune vum Riichter an där vum Member vum Parquet géif engem Ugeklote weisen, datt hien op genee déi selwecht Manéier a mat där selwechter Distanz vum Riichter behandelt gëtt wéi säin Ukléier. Dovu géifen d'Rechter vun der Verdeedegung profitéieren an d'Vertrauen an d'Justiz géif gestäerkt ginn.

Haut ass et jo esou, datt de Parquet niewent dem Riichter sëtzt an den Ugekloten ënnen am Sall. Déi Symbolik fanne mir falsch an iwwerlieft. An all déi, déi soen: „Mir wëllen d'Verfassung moderniséieren an an dat 21. Joerhonnert bréngen", déi hätte vläicht sollen op deem dote Punkt ufänken.

Hei geet et wuel ëm Symbolik, awer och nach ëm vill méi: ëm eng gelieften an erliefte Chancëgläichheet viru Geriicht! Dofir muss de Justiciable, deen, deen also viru Geriicht steet, onbedéngt gesinn, datt en d'selwecht behandelt gëtt wéi säin Ukléier. Dëst garantéiert och, datt en Urteel als méi gerecht empfonnt gëtt an domadder och besser akzeptéiert ka ginn. Eng kloer Trennung bréngt méi Vertrauen an d'Justiz.

Déi Vermëschung tëschent de Karriäre vun de Membere vum Parquet an de Riichter, déi och leider an där neier Verfassung bleift, kann negativ Konsequenzen op d'Onofhängegkeet vun de Riichter hunn. Och a Frankräich existéiert dës Diskussioun a Form vun engem Appell vu Riichter an Intellektuellen: « Il faut séparer le juge de l'accusateur », well all aner Approche féiert zu enger « justice déséquilibrée ou en faveur de l'accusation ».

Riichter an Ukléier sinn d'selwecht ugedoen, « ils portent la même robe. » A well d'Magistraten an hirer Karriär vum Parquet op d'Geriicht an nees zréck wiesselen, gëtt et do natierlech vill onausgeschwate Rücksichten, Solidaritéiten a Karriärsconsideratiounen. Dat ass zwar mënschlech ze verstoen, mee akzeptéiere kënne mir dat net.

D'ADR wëllt, zweetens, e méi allgemengen Zougang zum Verfassungsgeriicht. Am Abléck kann d'Verfassungsgeriicht nëmmen duerch e Riichter am Kader vun engem lafende Prozess mat enger Fro saiséiert ginn, dat ass déi „question préjudicielle". Dat bleift och an där neier Verfassung esou.

D'ADR wëllt, datt et eng ganz Rei weider Méiglechkeete soll ginn, fir d'Verfassungsgeriicht ze befaassen, an zwar:

- duerch eis Institutiounen, zum Beispill vun der Chamber oder och vun engem Deputéierten oder vun enger gewëssener Zuel vu Membere vum Staatsrot, fir d'Verfassungsméissegkeet vun engem Text oder enger Moossnam a priori oder och a posteriori iwwerpréiwen ze loossen,

- duerch d'Regierung, fir d'Konstitutionalitéit vun enger Dispositioun, déi si soll exekutéieren, iwwerpréiwen ze loossen,

- a ganz wichteg och: vun all Bierger, wann hie mengt, a senge verfassungsméissege Rechter verletzt ginn ze sinn, nodeems hien déi intern Recoursméiglechkeeten ausgeschëpft huet.

Mir akzeptéieren och net - fir op eng Kritik anzegoen - fir ze soen: „Jo, da géif d'Verfassungsgeriicht iwwerlaf ginn." Nee, d'Verfassungsgeriicht ka ganz gutt en Tri maachen. Et kann ee jo a priori virun engem Prozess da kucken, wat et unhëlt oder wat d'Verfassungsgeriicht net wëllt unhuelen. Dat heescht, dat Argument fir ze soen, da bräichte mer esou vill méi Riichter oder esou vill méi Kummeren am Verfassungsgeriicht, dat ass net realistesch.

Drëttens, eis Iwwerleeungen zum Nationale Justizrot: Hei geet et virun allem ëm e Mandat, ëm d'Attributiounen an ëm d'Kompositioun vun dësem Organ. Et ass e ganz neit Organ. Ech hat och gesot, an dat ass hei och kritiséiert ginn, datt déi Länner, déi dat hunn, der dacks sinn, déi aus Diktaturen erauskoumen, wéi Portugal, wéi Spuenien, Frankräich, nom Pétain hat dat et, d'Belsch huet et agefouert no der Affär Dutroux. Déi haten hir Ursaachen, fir dat am Justizsystem ze verankeren. Alles dat sinn Ursaachen, déi natierlech kee Parallellismus zu Lëtzebuerg hunn - mir maachen dat awer hei. Mee dat just als eng Randnotiz.

Mee wat wichteg ass, ass fir ze kucken: Wat ass dann d'Mandat? An do gëtt et gewëssen Onstëmmegkeeten iwwert d'Mandat vum Conseil national de la justice haut nach tëschent dem Projet de loi, dee mer diskutéieren, an der Verfassung. Ass de Rôle vun deem neien Nationale Justizrot deen, fir d'Indépendance des magistrats, d'Indépendance du Ministère public ze garantéieren, esou wéi et am Gesetz ugeduecht ass? Oder ass et deen, wéi an der neier Verfassung dogéint gesot gëtt: « Le Conseil national de la justice veille au bon fonctionnement de la justice dans le respect de son indépendance. » Dat sinn zwou verschidden Approchen. An och do musse mer dann herno kucken, datt dat concordéiert.

Wann een dann higeet an et kuckt een d'Kompositioun - an dat ass vläicht dee groussen, grousse Punkt an dat ass och déi grouss Gefor, déi deen neien Nationale Justizrot bréngt -, dann ass et kloer, dat ass och dat, wat virgesinn ass an där neier Verfassung: Et soll eng Majoritéit vu Magistraten dra sinn. Mee et kënnt och en Affekot dran an zwee Representantë vun der Zivillgesellschaft.

Den Affekot, dat ass een, dee jo dann och mat de Riichter Kontakt huet um Geriicht. Et ka ganz gutt sinn, datt e Riichter dann en Affekot do huet, dee Member vum Nationale Justizrot ass. An da muss ee sech jo d'Fro stellen: Wéi onofhängeg kann dee Riichter dat maachen, wann e weess, datt deen Affekot och an deem Gremium setzt, dat herno vläicht iwwer seng Karriär matdecidéiert?

(Interruptions)

Also dat ... Nee, nee, dat ass eng Stellungnam vum Groupement des magistrats. Déi hunn dat och festgestallt.

Dat Zweet ass: Déi Nominatioune vun den zwee Vertrieder vun der Zivillgesellschaft gi vun der Chamber nomméiert. Dat heescht, dat si politesch Nominatiounen.

(Interruptions)

An och dat ass e Risiko fir eng Politiséierung oder eng Instrumentaliséierung vun der Justiz. Eiser Meenung no ass och ganz kloer, datt keng Membere vum Parquet sollen drasëtzen, well mir hu jo déi Approche, déi ech Iech virdru gesot hunn, datt mir mengen, de Parquet soll eng Administratioun am Pouvoir exécutif sinn. An dann ass et jo nëmme konsequent, datt mer soen: Si kënnen net Member am Nationale Justizrot sinn.

Fir eis gëtt et nach eng Rei aner Considératiounen, déi wichteg sinn. An do sinn der eng Partie. Mee vu datt mer nëmmen zéng Minutten hunn, fir op déi Saachen anzegoen, wëll ech déi Saachen hei nëmme ganz kuerz uschwätzen.

Wichteg ass virun allem, wéi gesot: méi Gerechtegkeet duerch eng Gläichbehandlung vun Uklo a Verdeedegung viru Geriicht; e besseren Zougang zum Verfassungsgeriicht, och fir eis Instanzen; d'Verhënnerung vun enger Politiséierung vum Nationale Justizrot.

Wat awer nach wichteg ass, dat sinn esou Saache wéi zum Beispill, datt mer gär hätten, contrairement zu deem, wat hei virdrun einfach esou marginal ugeschwat ginn ass, datt mer och gesinn, datt d'Urteeler weider am Numm vum Groussherzog solle geschwat ginn. An dat hänkt dermat zesummen, ganz fundamental, wéi mir d'Monarchie gesinn.

Dat ass eng méi allgemeng Considératioun hei am Kontext vun dëser Reform, wou mer nach an anere Kapitelen driwwer schwätzen. Wann ee seet, d'Urteeler sollen nëmmen exekutéiert ginn am Numm vum Groussherzog, heescht dat jo, datt een ëmmer méi higeet an de Staatschef an d'Richtung vun engem Deel vum Pouvoir exécutif do erandréckt. An dat ass eeben déi Approche, déi mir net hunn. Mir denken, datt de Groussherzog soll iwwert deenen dräi Pouvoire stoen. Doduerch hu mir absolutt kee Problem, datt d'Urteeler net nëmmen am Numm vum Groussherzog exekutéiert ginn, mee si sollen och am Numm vum Groussherzog geschwat ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Mir denken och, an dat hu mer festgestallt an dat ass vläicht e bëssen e Problem och am Kontext vun der Diskussioun ëm de Statut de Rome: Iwwert d'Juridictions militaires gëtt net méi geschwat. Solle se ofgeschaaft ginn? Dat ass net diskutéiert ginn, jiddefalls ni an der Déift. Mee dat sollt een och kucken, well de Statut de Rome, dee gëtt eis jo och Obligatiounen als Staat, wéi mer kënnen am Fall vun esou Verletzunge vu Mënscherechter virgoen. Dofir ass et och wichteg, datt mer kucken, wéi eigentlech mir intern an eiser rechtsstaatlecher Uerdnung mat Verbriechen ëmginn, déi eventuell ënnert d'Kompetenz vum Statut de Rome, also vun der Cour pénale internationale, falen.

An eng lescht Considératioun, well meng Zäit ass elo souwäit bal ofgelaf, dat ass och, datt mer feststellen, datt an deem Text, dee mer haut stëmmen, dee seng Virdeeler huet, ouni Zweifel, mee datt och nach Widdersprëch dran existéieren, déi och vu verschiddene Geriichter ervirgehuewe goufen, déi Avise geschriwwen hunn.

An dat dréit sech ëm den Theemekomplex: Wie stellt da schlussendlech fest, ob en Text konform mat der Constitutioun ass a kann applizéiert ginn oder net? Well et gëtt verschidden Dispositiounen, wou gesot gëtt, de Riichter däerf dat net applizéieren, wat konträr ass zu der Norme supérieure, wärend u sech d'Verfassungsgeriicht dat eenzegt ass, wat déi Kompetenz kloer zougewise krut. Och do ass e Spannungsfeld. A mir hätten eis gewënscht, datt dat gekläert gëtt, ier esou en Text an d'Chamber kënnt.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da wier et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).- Merci, Här President. Am Exposé des motifs vum alternative Verfassungstext, deen déi Lénk am Joer 2016 virgestallt an an der Chamber deposéiert hunn, hu mer deen amerikanesche Philosoph a Militant fir d'Rechter vun den Aarbechter an Aarbechterinnen John Dewey zitéiert mat follgender Ausso: "Majority rule, just as majority rule, is as foolish as its critics charge it with being." Den John Dewey war der fester Iwwerzeegung, dass d'Demokratie net iwwer e Vott vun enger Majoritéit hiren Ausdrock fënnt, mee dass eng méiglechst vollstänneg ëffentlech Meenungsbildung am Austausch tëscht Bierger a Biergerinnen, Experten an Expertinnen a Politiker a Politikerinnen déi eigentlech Grondlag vun enger Demokratie bilt. Dat beinhalt och, dass politesch Entscheeder an Entscheederinnen hir Decisiounen ëmmer erëm zur Debatt stellen a verdeedege mussen.

Här President, wéi dës Ausféierungen 2016 an d'Aleedung vun eiser alternativer Propositioun geschriwwe goufen, wousste mir schonn, dass de Bedeelegungs- an Informatiounsprozess vun der Verfassungsreform, ëm déi et hei säit Jore geet, deemools schonn net zefriddestellend an iwwerluecht gi war. Dofir hu mir och d'Iddi an eis Verfassungspropos agebaut, déi beseet, dass d'Verfassung engem stännegen Diskussiounsprozess ënnerzu bleiwe muss an dofir all zéng Joer misst nei beliicht an debattéiert ginn.

Mir woussten awer net, dass mir sechs Joer méi spéit hei géife stoen an elo eng a véier Deeler opgespléckt an onlieserlech Verfassungsreform géifen diskutéieren. Eng Reform, déi an de vergaangene Joren als klengste gemeinsamen Nenner tëscht der grousser Koalitioun op dëser Fro, tëscht LSAP, DP an déi gréng engersäits an der CSV anerersäits, zu groussen Deeler a Kommissiounsreuniounen ausgeschafft ginn ass, an dat ënner komplettem Ausschloss vun der Ëffentlechkeet. Bis haut gëtt et keng wierklech ëffentlech Debatt iwwert dës Verfassungsreform. Mir ginn dovunner aus, dass ganz vill Leit guer net wëssen, dass d'Verfassung iwwerhaapt elo reforméiert gëtt. Déi, déi et wëssen, wësse ganz oft net, wat iwwerhaapt an den Texter steet, oder si wëssen et nëmme brochdeelhaft. Verschiddener mengen och, eppes ze wëssen, respektiv loosse sech op Piste locken, déi een zumindest emol kritesch hannerfroen oder och oft kategoresch zréckweise muss.

D'Informatiounscampagne vun de véier Parteien ass iwwert de Knéi gebrach a leeft zu engem Zäitpunkt, wou d'Aarbechten ofgeschloss an deen éischte Vott an der Chamber stattfënnt. Ënner dëse Viraussetzunge vu feelender Debatt a vollëmfänglecher Informatioun iwwert d'Verfassung an hir Reform mussen d'Leit sech hir Informatioune selwer sichen an erschaffe goen. Dat setzt vill viraus, zumindest emol d'Wëssen doriwwer, wou een Informatioune fënnt, mee dann awer och d'Capacitéiten, fir komplex legislativ Texter op Franséisch ze liesen, déi net ëmmer gi sinn, ech mengen, och net ëmmer eis gi sinn.

Doriwwer eraus mussen d'Leit awer och iwwer all Optiounen an d'Bild gesat ginn, déi bei esou enger wichteger politescher Weichestellung fir d'Zukunft um Dësch leien. Wéi soll een eng Optioun A bewäerten, wann aner Optiounen - an dësem Fall gëtt et jo mol eng - einfach ënnert den Teppech gekiert ginn? Aus dësem Grond hunn ech virun zwou Wochen e Bréif un de Chamberspresident gemaach, fir hien un d'Propositioun vun déi Lénk ze erënneren a se och zur Debatt ze stellen. Ech widderhuelen dës Fuerderung elo nach eng Kéier. Et kann net sinn, dass ee kompletten, zesummenhängende Verfassungstext scho säit bal sechs Joer am Tirang läit an an der Informatiounscampagne inexistent bleift.

Här President, wat ass eng Verfassung wäert, wa sech de Souverän vum Land, also seng Awunner an Awunnerinnen, iwwerhaapt net am Ausaarbechtungsprozess engagéieren a bedeelege kënnen, wann d'Leit eng Informatioun a minima kréien a warscheinlech a groussen Deeler guer näischt doriwwer wëssen, wat an zeg Chamberskommissiounsreuniounen diskutéiert an ausgeschafft ginn ass, wéi eng Froe sech gestallt goufen, jo, wéi eng sech bis haut och nach stellen?

Ech mengen, mir sinn eis der Äntwert warscheinlech alleguer bewosst: Et ass keng immens staark Verfassung.

Et ass dann an dësem politesche Kontext, an deem ech op déi hei virleiend Ännerungspropositioun fir de Justizdeel vun der Verfassung wëll agoen. Ech beschränke mech op zwee Punkten.

Éischtens: De Conseil national de la justice. Mir begréissen d'Schafung vun dësem Organ, dat et an änlecher Form och an Nopeschlänner gëtt an d'Onofhängegkeet vun der Justiz kloer verstäerkt. Wat d'Zesummesetzung vum Conseil ugeet, sou seet de virleienden Text, dass de Conseil majoritär vu Magistraten zesummegesat soll ginn. An der alternativer Propos vun déi Lénk, déi dëse Conseil och virgesäit, proposéiere mir zwee Drëttel Magistraten. Donieft soll een Drëttel vun de Membere vum Conseil vun Institutiounen an Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft proposéiert ginn, déi da vun der Chamber genannt ginn. D'Fro vun der Onofhängegkeet vun der Justiz, andeem mir fir dës Variant optéiert hunn, huet eis natierlech och beschäftegt. Mee d'Gesetz fir de Conseil national de la justice ass jo nach um Instanzewee, soudass een zu gegeebener Zäit nach eemol op dës Propos kann ze schwätze kommen.

Zweetens ginn ech och gären op d'Cour constitutionnelle an, an hei besonnesch op den Droit de saisine an d'Aufgab, iwwert d'Verfassungskonformitéit vu legislativen Texter ze befannen.

Mir stelle fest, dass d'Dispositiounen iwwert d'Cour constitutionnelle bal onverännert am Text stoe bleiwen, just, dass se an Zukunft och iwwer Attributiounskonflikter befanne soll. Mir fannen dat bedauerlech, well mir gären iwwer eng Auswäitung vum Droit de saisine vun der Cour constitutionnelle diskutéiert hätten. Am virleienden Text bleift dëst Recht weider de Geriichtsbarkeete virbehalen, déi d'Cour à titre préjudiciel kënne saiséieren. Do befanne mir eis also an engem Contrôle ex post vu Gesetzer.

Doriwwer eraus mussen d'Leit awer och iwwerall ... Pardon, elo hunn ech ... Upps, elo hunn ech mech iergendwéi verheddert. Sou. Entschëllegt, well ech hu meng Blieder anescht geprint wéi soss. Et deet mer leed!

Mir hunn an eisem ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech kann lech meng ginn!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk). - Gelift?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech kann lech meng ginn!

(Hilarité)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk). - Nee, et ass gutt.

Mir hunn an eisem alternative Verfassungstext nieft dësem Contrôle ex post à titre préjudiciel nach aner Modes de saisine proposéiert, déi den Zougang zur Cour e Stéck méi wäit demokratiséiert hätten an domat och d'Roll vum Verfassungsgeriicht an der demokratescher Meenungsbildung gestäerkt hätten.

Nieft der Méiglechkeet fir all Privatpersoun, d'Cour constitutionnelle ze saiséieren, wa se all Recoursen epuiséiert huet, hu mir och virgeschloen, dass d'Gemengen an d'Chambres professionnelles d'Cour kënne saiséiere bis spéitstens dräi Méint no der Entrée en vigueur vun engem legislativen Text.

De Contrôle ex ante, also virum Akraaftriede vun engem Gesetz, engem internationalen Traité oder engem Reglement, hu mir fir e Grupp vu mindestens fënnef Deputéierte virgesinn. Et ass eis och wichteg, nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass an eiser Propositioun dëse Contrôle net just fir Gesetzer, wéi aktuell virgesinn, mee och fir international Verträg a Reglementer gëllt.

Mir mengen, dass ee Bléck op Däitschland dann och Opschloss doriwwer gëtt, wéi beräicherend e Verfaassungsgeriicht mat méi breede Kompetenze fir eng Demokratie ka sinn. D'Deputéiert am Bundestag kënnen do d'Verfassungsgeriicht saiséieren, fir dass dat iwwerpréift, ob de Walsystem mat der Verfassung konform ass, an als Urteel kréien, dass de Walsystem deelweis geännert muss ginn. Eng Privatpersoun ka virun d'Verfassungsgeriicht goe géint bestëmmt Dispositioune bei Hartz IV a Recht kréien, well dës net mënschewierdeg wieren, wourophin dës Gesetzer musse geännert ginn. A Jonker kënne géint d'Klimapolitik vun der däitscher Regierung plädéieren an och Recht kréien, well eng ze schwaach Klimapolitik haut eng méi drastesch Klima-



politik an der Zukunft géif bedeiten, an dat géif zu ze staarke Fräiheetsaschränkunge vun de kommende Generatioune féieren. Dofir muss elo an Däitschland beim Klimagesetz nogebessert ginn.

Dëst alles ass zu Lëtzebuerg net méiglech. Mee nëmmen déi dräi Beispiller, déi ech grad genannt hunn, sinn zu Lëtzebuerg geneesou relevant wéi och an Däitschland.

Mir gesinn et also als eng verpasste Chance, dass et emol net méiglech war, zumindest iwwert dës spannend Froen ze diskutéieren, well dat ass jo dee fundamentale Problem: dass mer mol net konnten doriwwer debattéieren.

Mir hunn eis also ni d'Illusioun gemaach, dass eis Proposition de révision eeschthaft géif als Ganzt ugeholl ginn. Dass sech awer vu vireran all ëffentlecher Debatt verschloss ginn ass an elo haut deen éischten Deel vun der Verfassungsreform hei ofgestëmmt gëtt, fir de Gros vun de Leit dobaussen als iergendee Fait divers vun der Dagesaktualitéit an ouni dass dës Debatt stattfonnt huet, stëmmt eis immens nodenklech.

Här President, ënnert dem Strëch gesi mir eng Rei Verbesserungen an dësem Text a Richtung Onofhängegkeet vun dem Justizwiesen. Dofir kënne mir och net dergéint stëmmen. D'Justizkapitel ass zwar dréchen, mee wichteg, well et ass do, wou ee seng Rechter als Justiciable kann akloen. Alles steet a fält mam Justizsystem.

Gläichzäiteg awer musse mer drop hiweisen, dass dat hei nees eng verpasste Chance ass, fir d'Bierger méi matanzebannen. Andeems ee Mënsche matabënnt, sensibiliséiert ee se och. All Participatiounsprozess ass och e Léierprozess. Mir soen ëmmer, mir wéilte Bierger, déi sech benevoll oder/a gesellschaftlech engagéieren. Mee dat geet awer net just iwwert den theoreetesche Cours an der Schoul oder eng abstrakt Campagne. Dir respektiv d'Majoritéit, d'Rapporteure vun dësen Texter, Dir hätt kënnen d'Bierger fir lech gewannen, andeems Der se méi mataagebonnen hätt. Net just hätten d'Bierger sech valoriséiert an eescht geholl gespuert, mee si hätte sech warscheinlech och d'Verfassung appropriéiert.

Elo awer fille sech der vill ausgeschloss an allméiglech Rumeuren zirkuléieren iwwert dës Verfassung.

Wann d'Bierger wierklech matagebonne gi wären an d'Ausschaffung vun dësen Texter, wéi mir et och an eiser Verfassung virgesinn haten, da wäre mer elo net do, wou mer elo stinn. Mir hätte kee Piquet virun der Dier. Da wier sécher manner Konfusioun, manner Angscht, manner Skepsis am Raum, wat eng Rei Froen ugeet.

Dat awer ass och d'Resultat vun enger vermasselter Informatiounscampagne. Ech sinn net de Porte-parole vun dësem Text, well mir eng eegen alternativ Textpropos gemaach hunn, déi besser ass, déi méi wäit geet, déi méi prezis an déi méi fortschrëttlech ass. Mee ech géif den Auteuren - an ech hunn dat scho gemaach - staark uroden, op de Liet hir Ängschten a Froen anzegoen, och wann dës Froen lech net onbedéngt ëmmer rational erschéngen.

Leschte Saz: Mir wäerten eis dann enthalen, well eis Verfassung einfach vill besser, vill méi fortschrëttlech a méi prezis ass a well de Prozess onglécklech an hallefhäerzeg war, awer trotzdeem e puer Avancéen dra sinn an dës Verfassung trotzdeem e bësse besser ass wéi déi al.

Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Madamm Oberweis. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten).- Merci, Här President. Zur Verfassungsreform: Ech gi fir d'éischt op den Text selwer an, an herno op d'Form.

Ech mengen, et ass keng Iwwerraschung méi: Mir Piraten wäerten haut och dësen Text matstëmmen, well mir derfir stinn, dass eng Moderniséierung kënnt. An ech ginn elo kuerz op déi eenzel Kapitelen an, déi eis immens sympathesch sinn an déi mer duerfir och an dësem Text ronderëm d'Justiz wäerte matdroen.

Virun allem gefält eis, dass d'Onofhängegkeet vun der Justiz nach eng Kéier wäert gestäerkt ginn. Et ass jo schonn ugedeit ginn, dass dat och elo schonn esou gehandled ginn ass, obwuel et nach net drastoung. An duerfir war et eis ganz wëllkomm, dass mer elo op dee Wee gaange sinn an et nach eng Kéier offiziell hunn. Well et héiert ee jo sou munches dobaussen, mee et ass eng Kéier offiziell festgehalen, dass déi Justiz ganz onofhängeg ass.

A wat och ganz wichteg ass fir d'Vertrauen - well d'Justiz ka just fonctionéieren, wa se d'Vertrauen huet -, ass, dass eng Justizministesch oder d'Regierung net méi iwwert d'Nominatioune kënne matschwätzen, mee dass dat elo duerch e Conseil geet. Dat ass ee Punkt, deen eis immens gutt gefall huet, duerfir wäerte mir dee Conseil national de la justice och an där Form, wéi en elo ass, matdroen. Et kann een ëmmer diskutéieren, ob néng oder 15, dat ass herno en Detail, mee en ass elo do, eng Onofhängegkeet ass do, an dat gefält eis Piraten immens gutt. Duerfir wäerte mir deen Text do och matdroen.

D'Onscholdsvermuddung: Jo, ech mengen, dat musse mer nach eng Kéier ganz grouss als Rappel erausschécken, well - ech mengen, et war den Här Charles Margue, deen et ugedeit huet - oft, wa schonn iergendeppes dobaussen zirkuléiert, ass ee scho schëlleg, ier d'Justiz iwwerhaapt eppes gesprach huet. Duerfir ass et immens wichteg, dat nach eng Kéier an eiser Verfassung ze erwänen, dass déi Onscholdsvermuddung awer fir jiddereë gëllt - fir jiddereen! -, bis en Urteel do ass. An ech hoffen och, dass déi grouss Majoritéit vun de Leit op Social Media, mee och heiansdo eis Press, dat an Zukunft wäerte respektéieren, wann dat jo elo ganz an der Verfassung steet.

M. Sven Clement (Piraten).- Ganz gutt!

(Interruption)

M. Marc Goergen (Piraten).- Dat neit Verfassungsgeriicht ass fir eis en Outil, deen immens sënnvoll ass. Sécherlech kann een déi Kompetenzen nach ausbauen - et hätt eis och besser gefall, wann de Bierger et kéint direkt uruffen a wann een aner Weeër fonnt hätt -, mee, wéi och schonn op der Table ronde gesot, et ass awer och eng Ouverture do. Dréi Véierels Stëmme ginn herno duer, fir déi Aufgaben ze erweideren; deementspriechend kann een dat fir d'Zukunft, wann de Projet mam Verfassungsgeriicht emol lancéiert ass, herno nach eng Kéier ausbauen, soudass een do vläicht op d'Bierger kann zougoen.

Dann zur Form: Also dass mir Piraten haut derfir stëmmen ... De Sven an ech, mir waren zwar ganz fir den Text an e war eis ganz sympathesch, mee trotzdeem hu mer awer eis Memberen an enger Urwal gefrot, ...

Une voix.- Alleguer?

M. Marc Goergen (Piraten).- ... dat heescht - alleguer, jo! -, jiddereen, dee Member ass, krut e Stëmmziedel a konnt eis soen, wéi mer dann haut zu dësem wichtegen Theema sollten ofstëmmen. A bei dësem Punkt sinn et 76,6 % vun de Membere gewiescht, déi gesot hunn, mir sollten haut mat Jo stëmmen. Deementspriechend hu mer och do de Réckhalt vun de Memberen.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Marc Goergen (Piraten).- Duerfir bleift et awer net aus, dass mer bei eiser Fuerderung fir e Referendum bleiwen. Ech mengen, dat ass jo näischt Neits, dass mir Piraten als basisdemokratesch Partei d'Leit wëlle matabannen. Ech mengen, grad wann Der iwwer eng Verfassung schwätzt, musst Der higoen an d'Leit matabannen! Et gehéiert sech einfach esou als Demokraten, dat muss een einfach esou soen. An ech mengen, besonnesch enttäuscht si mer do vun der CSV. Ech hu mer nach eng Kéier hire Programm vun 2018 erausgekroomt ...

Une voix.- Ech wollt lech e ginn.

M. Marc Goergen (Piraten).- Nee, ech hat mer en och nach eng Kéier ... Jo, ech mengen, heiansdo kann ee jo och esou Bicher liesen, fir sech nach eng Kéier e klenge Rappel ze maachen, wat déi aner Parteien da geschriwwen hunn. An deemools hat d'CSV ... Ech weess elo net, wie bei lech anescht decidéiert huet, ob dat kollektiv war oder eng eenzel Persoun, mee Dir hutt deemools ganz kloer an Äre Programm geschriwwen - also 5.1, wann Der et wëllt nosichen, Säit 40 -, dass Der fir d'éischt e Vott hei an der Chamber wéilt maachen - woumat mer jo och komplett d'accord sinn! -, mee amplaz vum zweete Vott géift Der gären e Referendum maachen.

Dat huet d'CSV ganz genau esou an hire Walprogramm geschriwwen! Dat heescht, déi 21 vun der CSV, déi hei sëtzen, hunn och hiert Mandat domadder kritt, dat däerf een net vergiessen! An ech riichte mech un d'CSV - well si aleng hätten et jo net kënne maachen -, et ass d'CSV, déi deenen aneren dräi Parteien eréischt dee ganze Stunt hei erméiglecht huet. An ech mengen, dat ass eppes, wat een de Leit dobaussen an aller Transparenz muss soen.

(Interruption)

An ech fannen et wierklech schued, dass ... Ma Dir sidd mat engem Mandat gewielt ginn. An ech huele jo un, dass Der gewielt gi sidd baséierend op deem Programm, soss hätt Der e jo net geschriwwen. A wann Der awer haut eppes anescht maacht a keen zweete Vott frot mam Referendum, hutt Dir de Wieler deemools einfach belunn, oder bedrunn - wéi Der et wëllt nennen. An dat fannen ech immens schued fir eng Volkspartei wéi d'CSV.

(Interruption par M. Roy Reding)

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Déi aner awer och. Déi sinn awer och ëmgefall an d'Baach erof.

M. Marc Goergen (Piraten).- Jo, déi aner ..., mee dass déi ëmfalen, also dat ass geschenkt, dass déi ëmfalen.

Mee duerfir, fir eng Koordinatioun ze kréien - ech mengen, op d'CSV konnte mer eis elo net verloossen -, duerfir hu mir Piraten matbestemmung.lu als Koordinatiounsplattform an d'Liewe geruff, iwwert déi mer 25.000 Leit wëlle mobiliséieren, fir se herno koordinéiert kënnen op d'Gemeng ... Well dat ass jo dann déi aner Trickserei, déi se gemaach hunn, déi véier grouss Parteien an hirer „Risemegakoalitioun", déi sech do fonnt huet, dass ee véiermol op eng Gemeng misst goe fir e Referendum! Wat mir Piraten immens bedaueren!

Wa mer nämlech de Leit et schonn iergendwéi wëlle méiglech maachen ... Dir schwätzt ëmmer, den Här Di Bartolomeo huet geschwat vu 25.000 an esou weider, vu Méiglechkeeten; mee et däerf een awer net vergiessen, dass et awer trotzdeem kënschtlech schwiereg gemaach ginn ass mat véiermol. An dat muss een de Leit dobaussen dann och éierlech a fairerweis soen.

An deementspriechend hu mir déi Koordinatiounsplattform matbestemmung.lu an d'Liewe geruff, wou mer higinn an déi Koordinatioun iwwerhuelen, fir herno déi Leit op d'Gemengen ze féieren, fir dass se dat kënnen aschreiwe goen.

An ech si mer och bewosst ..., well dee Vott koum jo elo och fir eis iwwerraschend schnell. Wann et och dës Kéier net méi duergeet - mee et si jo nach dräi Votten! A wa mer iwwer matbestemmung.lu scho genuch Leit zesummekréien, fir déi nächst dräi Referenden ze maachen, si mir Piraten och ganz zefridden, well dann hu mer eng basisdemokratesch Entscheedung.

Bon, deen anere Wee wär jo d'Ënnerschrëft vun den Deputéierten. Also mir Pirate kënne schonn ukënnegen, datt deen, dee mat esou enger Lëscht kënnt, vun eis zwou Stëmmen huet. Ech huelen un, déi Lëscht ass op. Jidderee ka sengem Gewëssen herno hëllefen a fir e Referendum ënnerschreiwen. 16 Deputéierter mussen et sinn; zwou Stëmme vun eis si jo scho mol sécher.

(Interruption)

Fazit: Eng Verfassung muss vun alle Bierger gedroe ginn, an an eisen Aen ass dat hei leider net de Fall, well mer net op de Wee gaange si vun engem Referendum. Ech verstinn och net, wat een do fäert, well ganz éierlech, mir als Partei ... Dat ënnerscheet eis jo och e bësse vun der ADR: Dir gitt gär an de Referendum, well Der éischter géint d'Verfassung sidd.

(Interruption par M. Georges Engel)

O Här Engel, Dir kënnt de Geck mat eis maachen, well mir Demokratie fuerderen! Et ass mir zwar zimmlech egal! Mee ech erklären lech awer trotzdeem, ...

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten).- Ganz gutt!

M. Marc Goergen (Piraten). ... ech erklären lech awer trotzdeem, dass mir fir déi Ännerungen an der Verfassung sinn an awer d'Leit wëlle froen! Well mir zouversiichtlech sinn, dass ... An net, wéi anerer heiansdo soen, dass d'Leit net géife kapéieren. Nee! Mir soen, d'Leit hei am Land, déi wäerten et kapéieren, a si stëmmen och mat Jo! Hei, eis Memberen, déi hunn zu 76 % mat Jo gestëmmt. Wat ass da geschitt? Näischt! Jiddereen huet ëmmer gefaart: „O, do kënnt en Ee eraus, wann een d'Leit freet!" Ma nee! Eis Leit hu mat Jo gestëmmt, firwat dann net och am ganze Land! Jo, eis ënnerscheet dat vun der ADR.

M. Sven Clement (Piraten).- Genau!

M. Marc Goergen (Piraten).- Den Här Kartheiser huet et virdru gesot, si wäerte mat Nee stëmmen an dofir wëlle si e Referendum; mir stëmme mat Jo a mir wëllen e Referendum. Dat heescht, et huet guer näischt mat Jo oder Nee ze dinn, et huet einfach mam Respekt virum Vollek ze dinn, fir dat ze froen. An dofir deposéieren ech och haut eng Resolutioun, fir e Referendum unzefroen, fir dass mer deementspriechend d'Vollek ëm seng Meenung kënne froen.

M. Sven Clement (Piraten).- Ganz gutt!

RÉSOLUTION 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

- dass all d'Parteien an hirem Walprogramm 2018 e Verfassungsreferendum gefuerdert hunn,

- dass d'Petitioun fir e Verfassungsreferendum innerhalb kierzter Zäit d'Limitt vun de 4.500 Stëmmen iwwerschratt huet,

- dass de Premier a senger Ried zum État de la nation sot: „D'Politik muss de Bierger nolauschteren", an „Aussergewéinlech Situatiounen erfuerderen aussergewéinlech Mesuren. Et ass Zäit fir en innovativen demokratesche Projet, wéi et en an där Form zu Lëtzebuerg nach net gouf."

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber vun den Deputéierten,

1. ee Referendum fir d'Biergerinnen a Bierger zu de véier proposéierte Verfassungsännerungen (N° 7575, 7700, 7755 an 7777), déi der Chamber virléien, ze organiséieren.

(s.) Marc Goergen, Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci, Här Goergen.

M. Guy Arendt (DP).- Wéi vill Leit sinn dat dann, déi ...

M. Marc Goergen (Piraten).- Dir kënnt gären de Geck maachen, wa mir eis Leit froen, Här Arendt! Dir hutt Demokratesch Partei op Ärem Numm stoen! Wat hutt Dir Är Membere gefrot?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wennt lech un d'Chamber!

M. Sven Clement (Piraten).- Genau dat!

M. Marc Goergen (Piraten).- Hutt Dir Är Membere gefrot als Demokratesch Partei? Sinn Är Memberen agebonne ginn?

M. Guy Arendt (DP).- 80 % ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Nee, nee, nee!

M. Marc Goergen (Piraten).- Also, ier Der de Geck maacht, ...

M. Guy Arendt (DP).- ... ass net vill!

M. Marc Goergen (Piraten).- ... ier Der de Geck maacht ... Wat? „80 % ass net vill"? Dat verstinn ech net!

M. Guy Arendt (DP).- Vun 100 Leit sinn 80 % net vill.

M. Marc Goergen (Piraten).- Ma dat si jo Prozenter, Här Arend!

M. Sven Clement (Piraten).- A wéi vill Leit hutt Der da bei der DP gefrot? Déi puer Memberen, déi hei an der Chamber sëtzen?

(Interruption par la présidence)

M. Marc Goergen (Piraten).- Et si Prozenter vun de Memberen, an net den Total! Also ...

M. Fernand Etgen, *Président.* - Den Här Goergen huet d'Wuert a soss kee fir de Moment!

M. Marc Goergen (Piraten). - Ier Der als Demokratesch Partei de Geck maacht mat Parteien, déi basisdemokratesch sinn, géif ech emol meng Membere froen an déi matabannen! Ier Der heihinnerkommt an de Geck maacht mat deene Parteien, déi wierklech demokratesch sinn!

Merci.

M. Sven Clement (Piraten).- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Goergen.

M. Sven Clement (Piraten).- Wann ee schonn Demokratesch Partei heescht, kéint een demokratesch sinn!

M. Fernand Etgen, *Président.* - An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV).- Merci, Här President. Mir wëllen eng nei, eng iwwerschafft Verfassung. Dofir sti mir als CSV, dat hu mer säit laange Jore gefrot, do schaffe mer schonns 15 Joer drun. A mir sinn och der Meenung, datt och an deene leschte Jore besonnesch gutt Aarbecht geleescht ginn ass, wou den Text, dee virun de leschte Wale fäerdeg war, nach weesentlech ëmgeännert a verbessert gouf.

Deen Text, deen ausgeschafft ass, dee mer haut zum Vott hei hunn, ass e gudden Text a mir stëmmen deen, an ech soen dat ganz kloer, mat absolutter Iwwerzeegung mat.

Mir fannen och déi Texter gutt, déi nach an der Preparatioun sinn. Eise Rapporter, de Léon Gloden, huet hei iwwerall kräfteg a gutt matgeschafft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech ginn lech e puer Beispiller, déi weisen, wat eis déi nei Texter bréngen: d'Festschreiwe vun der Würd vum Mënsch, d'Stäerkung vum Grand-Duc, d'Stäerkung vun der Justiz, méi grouss Krisefestegkeet vum Staat, méi Demokratie, Sozialdialog a Stäerkung vum Lëtzebuerger Modell, Klimaschutz als Staatszil, Stäerkung vun der ëffentlecher Schoul, Déiereschutz an an an. Also eng Verfassung fir an d'21. Joerhonnert.

Här President, eng weesentlech a sensibel Fro an alle Parteien an och an eiser Gesellschaft ass: Wéi setze mer déi Verfassung ëm? An et ass och vun deene Riedner virdrun dovunner geschwat ginn. Mir hunn eis och déi Diskussiounen net einfach gemaach, well et Argumenter an déi eng an an déi aner Richtung gëtt. A mir hunn déi an all eise Parteigremien duerchdiskutéiert.

Am Ufank vun der Legislaturperiod ass decidéiert ginn, keng generell Verfassungsrevisioun ze maachen, esou wéi dat virdru virgesi war, an et ass zréckbehale ginn, eng Upassung un d'Realitéit an Etappen ze maachen, well et schwiereg ass, déi iwwer 100 Artikelen an enger eenzeger Diskussioun ze bewältegen an an uerdentleche Konditiounen no baussen ze droen. Et gëtt eng besser Diskussioun no bannen an no baussen, wa jiddwer eenzelt Kapitel vun där nei iwwerschaffter Verfassung separat ugeschwat gëtt. Dat ass eng sënnvoll Aart a Weis, nuancéiert, strukturéiert, Sujet fir Sujet. Dofir si mer och der Meenung, datt dee parlamentaresche Wee dee richtegen ass.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV).- Mee mir hu kee Problem, an ech soen dat gradesou kloer hei, mat engem Referendum. Mir hunn als CSV ëmmer gesot, datt mir op d'Vollek lauschteren a wa mer spieren, datt ee grousse Wëlle beim Vollek, bei de Leit do ass fir matzedecidéieren, datt mir dëse Wëllen da géife begleeden an och respektéieren an den zweete Verfassungsvott duerch e Referendum géifen ersetzen.

Dofir si mer no laangen Diskussioune bei eis an der Partei an an der Fraktioun zu follgender Konklusioun komm: datt, wa mir feststellen, datt d'Petitioun 2007, déi jo e Referendum iwwert d'Verfassung freet, bis zum Oflaf vun hirem regulären Delai, also dem 8. November, iwwer 25.000 Ënnerschréfte vu groussjärege Petitionäre kritt, mir dat dann als Expressioun vum Wëlle vun de Leit kënne consideréieren an datt mer dann, esou wéi eis den Artikel 114 vun eiser Verfassung et méiglech mécht, e Referendum un d'Rulle bréngen. An deem Fall, an dat soen ech gradesou kloer hei, wäerte mer eis mat Energie a mat Iwwerzeegung fir e Jo an esou enger Prozedur asetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV).- Mir wëllen dëst Engagement, eis Haltung zur Verfassung an och zu engem méigleche Referendum haut kloer an däitlech zum Ausdrock bréngen. An dofir hunn ech dat an där Form och hei gesot.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Wiseler. Dann huet nach den Här Charles Margue d'Wuert gefrot, deen nach Riedezäit virdru Rescht hat. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng).- Merci, Här President. Ech hu virdrun d'Wuert ergraff gehat zum Inhalt. Ech wollt elo e puer Saachen zur Form soen an zum Kontext, wou mer fir de Moment dru sinn. Ech sinn och frou, fir nom Claude Wiseler sengen däitleche Wierder kënnen ze schwätzen.

Ech liesen lech just e puer Sätz vum Alex Bodry vir, déi ech dëser Deeg am „Tageblatt" gelies hunn: „Die neue Verfassung weitet Grundrechte aus. (...) Die jetzt von Regierung und Parlament getroffenen Pandemiebekämpfungsmaßnahmen haben rein gar nichts mit der geplanten Verfassungsrevision zu tun." An dann e wéineg weider: „Im neuen Verfassungstext werden die Grundrechte und Freiheiten nicht zusätzlich eingeschränkt. Ganz im Gegenteil, das Kapitel der Grundrechte, Freiheiten und Staatsziele wird gegenüber der geltenden Verfassung ausgebaut. (...) Andere Ausweitungen, zum Beispiel Verankerung der Kinderrechte, sind das Ergebnis der Bürgerbeteiligung." Madamm Oberweis, „der Bürgerbeteiligung"! Et si méi Jonker heibanne wéi Dir, déi wëssen, datt déi Verfassungsreform net eréischt viru sechs Méint ugefaangen huet an dass et Informatiounscampagnë gouf, dass et Biergerbedeelegunge gouf. An och dat geet a Richtung vun „net ganze Wourechten".

Dass mir d'Leit net matgeholl kruten, dat ass eng aner Fro. Mee et ass zënter Joren - a vläicht ze laang! - driwwer diskutéiert ginn, warscheinlech hu mer dofir d'Leit net matgeholl kritt, a mir sinn elo an engem Kontext, dee méi schwiereg ass an deen d'Saach net méi einfach mécht. Voilà. Also, wannechgelift, net alles vermëschen! Et gëtt weeder eng Impfflicht mat deem neie Verfassungstext agefouert nach kréien d'Elteren hir Kanner ofgeholl, wa se zum Beispill d'Kanner net impfe wëlle loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- Wien dat behaapt, zielt eng Ligen. Dat stëmmt net. Dat steet a kengem Text!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- D'Eltere ginn net entmündegt mat deem neie Verfassungstext. An den Homeschooling gëtt net verbueden. Wien dat behaapt, zielt Ligen! Dat stëmmt net! Dat steet a kengem Text.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- De Staat hëlt den Elteren hir Eltereroll net ewech. Dat alles geschitt net. Net an dësem Kapitel vun der Justiz an och net an deenen anere Kapitelen, un deene mer nach schaffen an déi mer deposéiere wäerten. Alles dat stëmmt net!

An dat huet näischt mat enger Informatiounscampagne ze dinn, déi ee ka bewäerten, wéi ee wëllt, dat huet eppes mat der Feelinformatiounscampagne ze dinn, déi dobausse gefouert gëtt géint déi Verfassung hei, géint dee Virschlag, a mat engem aneren Hannergedanke wéi deem, fir e modernen, gudde Staat ze kréien a gutt Institutiounen ze kréien. Dat soll elo mol kloergestallt ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- Heibanne vertriede Leit Positiounen, wou et just drëm geet, dass keng nei Verfassung an dat Land kënnt. Aus wéi engen Ursaachen, dat entzitt sech wierklech menger Kenntnis! Wat se domadder wëllen, firwat mir keng nei Verfassung bräichten, dat konnt bis haut kee mer soen. Ausser et argumentéiert ee schif an et leet een d'Leit op déi falsch Bunn, just fir se bei sech selwer ze dréien.

Eis Chamberskommissioun huet wärend Covidzäiten uerdentlech fonctionéiert, mir hunn eis Aarbecht awer gemaach. Ech war an de Biergerbedeelegungen derbäi. A mir kruten do gesot, um Enn vun zwee Weekender: „Léif Leit, sot an Ärem Rapport, d'Chamber, d'Deputéiert - d'Volleksvertrieder si gewielt -, si sollen hir Verantwortung iwwerhuelen. Déi Texter do sinn, wéi Der et selwer gesot hutt, esou technesch, esou schwiereg. Sot eis, ëm wat et geet, mee stëmmt Dir, huelt Dir déi Aarbecht of."

Jo, et stëmmt awer och, dass e Referendum zu Propositioun 6030 virgesi war. Mee eis Desaccorden, aner Virriedner hunn et gesot, hunn zu deem jëtzege Moment gefouert. Den Alex Bodry, jo, ech ernimmen en nach eng Kéier, huet et awer fäerdegbruecht, dass mer eis erëm zu véier un en Dësch gesat hunn, fir dass mer eis Verfassung op deene Punkten upassen a verbesseren, wou et wichteg an onbedéngt néideg ass. Mir hunn eis op eng Aarbechtsmethod gëeenegt, mir hu géigesäitegt Vertrauen erëm hiergestallt. Mir hunn elo de Mëtteg gesinn, dass dat wichteg ass fir d'Land, wat mer am Justizkapitel vun der Verfassung elo festhalen: D'Onofhängegkeet vun der Justiz, Garantien, fir de Bierger hir Rechter ze waren an dass se Recht kréien.

Ënnert de bekannte Konditiounen, an dat ass och scho gesot ginn, sinn een oder méi Referendume méiglech. Do huet kee vun deenen, déi d'Propositioun hei matdroen, sech dergéint ausgeschwat oder dat jee contestéiert. Mee wat heescht dat dann? An ech gesinn, dass mer an engem virdeelege Prozess si par rapport zu „engem" Referendum, well dat heescht och, dass ech ka Jo zu deene Kapitele soen, déi ech gutt fannen, an Nee, wann ech anerer Meenung sinn. Dat ass dach kloer e Bonus, dass ech, well ech mat engem oder e puer anere Punkte vun der Reform net averstane sinn, doduerch net muss déi ganz Reform ofschéissen!

An da wëll ech och bemierken, dass all d'Verfassungsännerungen, déi et zanter 1868 gouf, bis elo ëmmer vun der Chamber guttgeheescht gi sinn. Just 1919 an 2015 goufen d'Biergerinnen an d'Bierger zu prezise Verfassungspunkte gefrot. 1919 war et d'Monarchie an d'Wirtschaftsbündnis mat Frankräich a mat der Belsch. An 2015 waren et dräi Froen, déi esou ausgaange sinn, wéi se ausgaange sinn, a mir hunn deem an eisen Aarbechte Rechnung gedroen.

Mir hunn also d'Leit gefrot an dem Resultat Rechnung gedroen. Wannechgelift, dee Prozess ass ugaange laang virun 2015. 2015 war e kapitale Moment dran. An elo si mer an deem nächste Moment. A mir hu roueg geschafft an eise Kommissiounen. Mee mir hunn awer effektiv net de Leit all Dag gesot: „Hei ass de PV vun der leschter Verfassungskommissioun, Institutiounskommissioun." Hinnen dat ze soen, dat hätt se och gelangweilt, normalerweis a legitimmerweis. Dat ass jo net alles esou interessant, wat do drasteet.

Ech kann lech och soen, dass duerch d'Aarbechten, déi déi lescht zwee Joer an der Kommissioun gemaach goufen, all d'Texter verbessert goufe vis-à-vis vum Text 6030. An ech soen dat hei als Zeie vun deenen, déi d'Wuert ginn haten, fir d'Propositioun 6030 zum Referendum ze bréngen. Als gewielt Volleksvertrieder hu mer eis Verantwortung iwwerholl, hu mer eis Aarbecht gemaach, fir déi eis Wieler eis gewielt hunn. Mir hunn haut e besseren Text wéi deen, dee virgesi war an der Propositioun 6030. Dorop sinn ech houfreg an ech si frou, dass mer kënnen de Mëtteg, ech soen et nach eng Kéier, iwwert d'Justizkapitel ofstëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Margue. Dann huet nach d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).- Merci. Jo, well ech si jo zitéiert ginn, ech mengen, dann huet ee jo d'Recht, eng Kéier kuerz d'Wuert ze ergräifen. Merci villmools.

Ech si ganz frou a ganz dankbar, dass den Här Charles Margue eeben op déi Froen agaangen ass, déi effektiv elo an der Gesellschaft ganz vill diskutéiert ginn a wou ganz vill Amalgammen zirkuléieren. Mir wëssen et alleguerten. Mir si schonn alleguer vu Leit ugeschwat ginn, well esou vill Froen zirkuléieren, wou Onkloerheete sinn a Konfusioune gemaach ginn. An ech hu wierklech opgeruff, dass déi Froe vun lech, virun allem iwwer Är Texter, klarifiéiert ginn an dass Der dorop agitt. Dofir sinn ech ganz dankbar, dass de Charles Margue dat elo gemaach huet. An ech plädéieren derfir, dass Der et och no bausse maacht! Net just Text fir Text, mee dass Der op déi Froe prezis äntwert, déi eeben zirkuléieren. Et ass net mäin Text, et ass u sech net u mir. Mee ech maache mer wierklech Suergen ëm déi Konfusiounen, déi eeben zirkuléieren. An et ass eng Fro vu Verantwortung, mengen ech, dat ze maachen. Dat ass dat Éischt.

An da géif ech just gären drop agoen, dass Der mech jo awer iergendwéi och e bësse kritiséiert hutt, well ech gesot hunn, et wär net genuch Participatioun do gewiescht. Ech mengen dat awer trotzdeem, an ech weess, dass et ee Moment gouf, wou Table-ronden organiséiert goufen, ech weess dat, mee fir eis ass dat keng Participatioun. Et gëtt verschidde Verständnisser vu Participatioun. Mir si fir eng aner Zort vu Participatioun. Mir mengen, dass een esou e wichtegen Text muss mat de Leit zesummen ausschaffen an net just fir d'éischt Iddie sammelen, dann ausschaffen an dann informéieren, wann iwwerhaapt informéieren. D'Informatiounscampagne ass net wäit genuch gaangen.

Dat heescht, et gëtt verschidde Momenter. Mir mengen, et hätt ee misse méi wäit goen an der Participatioun an elo vill méi fréi a vill méi proaktiv eng Info-Campagne maachen, an net vläicht elo op Drock vun enger Partei eng Info-Campagne maachen, well ee mierkt: „Ups, elo musse mer vläicht awer informéieren, well do eng Campagne sech dat e bëssen accaparéiert!"

Dofir mengen ech, dass dat, wat mer elo erliewen, awer d'Resultat ass vun där verpasster Méiglechkeet, dat esou ze maachen. Merci.

M. Sven Clement (Piraten).- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Madamm Oberweis. Den Här Margue kritt nach eng Kéier d'Wuert zréck.

M. Charles Margue (déi gréng).- Merci, Madamm Oberweis, fir déi Iwwerleeungen. Ech wëll just soen, well ech an de Consultatiounen derbäi war, an de Biergerforen derbäi war: Déi si genotzt gi fir erauszefannen, awéifern eng grouss, breet Diskussioun zu esou engem komplizéierten Text méiglech ass. Ech kann lech och soen, dass ech 2005 derbäi war, wéi, ech erlabe mer ze soen „dat onsäglecht Buch iwwer eng méiglech europäesch Verfassung ugeduecht war a wou mer e Referendum haten, a wéi schwéier d'Leit sech domadder gedoen hunn a fir wivill vun deene Leit, déi sech negativ ausgeschwat hunn, dat am Fong och e Protest war un der Form. Un der Form! „Mutt eis dat do net zou!"

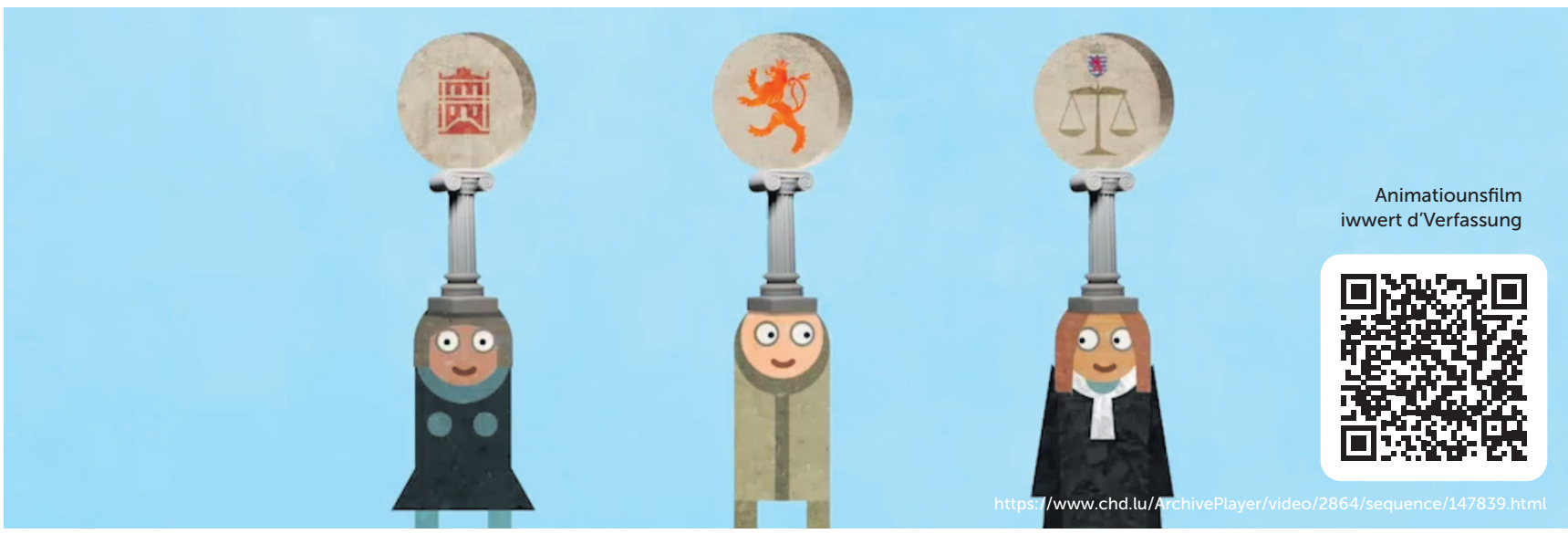
Ech hunn dräi Woche laang zwou bis véier Gruppendiskussiounen d'Woch gemaach vun zwou bis dräi Stonnen. Dat ass eng indirekt Wielerbedeelegung. Ech weess, doriwwer kann ee schwätzen, wat Biergerbedeelegung ass a wat manner Biergerbedeelegung ass, mee de Legislateur huet sech awer du scho Mëttele gi fir ze kucken, wat - wéi soll ech soen? - an engem komplizéierten Exercice méiglech ass a wat sënnvoll ass, fir Biergerbedeelegung ze maachen. Iwwer e PAG, iwwer eng nei Maison relais oder iwwer en neit Mobilitéitskonzept an enger Gemeng eng Biergerbedeelegung ze maachen, wéi et an den Nordstadgemenge fir de Moment geschitt, ass eng aner Geschicht, wéi iwwert dat iewescht Gesetz ze befannen, mat esou villen Detailer. Dat wollt ech just soen. A mir wäerte weider informéieren zu dësem Text. Awer et si glécklecherweis véier Texter an net just een.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci, Här Margue. Dann huet nach den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten).- Merci, Här President. Mir hunn nach e bëssen Zäit, da wëll ech awer dorop reagéieren, wat mer elo grad héieren hunn.

Ech fannen dat eng immens problematesch Approche, déi hei geholl gëtt vum Charles Margue, dee seet, d'Wielerinnen an d'Wieler géifen dat doten net verstoen, si géife sech net derfir interesséieren. Ech mengen, genau de Contraire ass wouer. D'Wielerinnen an d'Wieler interesséiere sech, si stelle sech eng Hickecht Froen. A mir als Chamber, mir als Politiker hunn d'Responsabilitéit, fir Äntwerten dorobber ze ginn, fir se mat an d'Boot ze huelen an net einfach nëmmen ze soen: „Ma dat doten ass ze komplizéiert, fir datt mer doriwwer ofstëmme kënnen."

A genau dofir wär e Referendum e gudden Exercice: fir eis och emol erëm eng Kéier e bëssen op de Buedem vun den Tatsaachen zréckzebréngen. Well et géif eis alleguerten heibanne guttdoen, Majoritéit wéi Oppositioun, wa mer den Dialog



Animatiounsfilm
iwwert d'Verfassung

https://www.chd.lu/ArchivePlayer/video/2864/sequence/147839.html

misste sichen, wa mer missten op Froen an Ängschten agoen, anstatt datt mer eis hei soen: „Jo, dat doten interesséiert keen", oder: „Et ass ze komplizéiert, fir dat ze verstoen." Ech fannen, och fréier Presidente vun der Institutiounskommissioun, déi sech dann am „Tageblatt" zu där Reform ausgelooss hunn, hätte besser gehat, si hätten an der Vergaangenheet ewell den Dialog gesicht anstatt ex cathedra vun enger bequeemer Staatsrots-Fotell aus elo Lektiounen a Richtung Chamber ze ginn.

(Brouhaha)

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, e Referendum wär hei dee richtege Wee!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci, Här Clement. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, da froen ech d'Regierung, ob déi wëllt d'Wuert ergräifen.

M. Gilles Baum (DP). - Här President, wannechgelift.

Mme Lydie Polfer (DP). - D'Madamm Beissel hat d'Wuert nach gefrot.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Da kënnt d'Madamm Beissel nach virdrun.

Mme Simone Beissel (DP).- Här President, ganz kuerz. Ech kann dat do awer elo net am Raum stoe loossen, wat de Sven Clement elo just gesot huet. Et war ënnert dem Lex Bodry, wou mer déi ganz grouss Consultation-citoyennen organiséiert hunn, mat alle Facetten, hei, an der Uni, Seminäre riets a lénks. Also wierklech, mir hu versicht, un all d'Leit ze kommen. An da sot Dir, hien hätt besser gehat, dat do deemools ze maachen, amplaz et elo aus dem Staatsrot ze maachen. Et deet mer leed, dat ass d'Limitt vun enger immenser Injure vis-à-vis vun eisem viregte President, dee fierchterlech grouss Meritten huet bei dësem Text!

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel (DP).- Ech wollt Iech dat awer soen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Madamm Beissel.

Da géif ech elo d'Wuert un d'Madamm Justizministesch Sam Tanson ginn. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.* - Jo, merci, Här President. Et hat esou gutt ugefaangen!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.* - Haut ass u sech en extreem wichtegen Dag fir eist Land, fir eis Institutiounen an natierlech och fir d'Justiz. An ech si frou, wa mer erëm zu e bësse méi Serenitéit an där Diskussioun kommen, zu där Serenitéit, déi déi Diskussioun am Fong verdéngt an déi eigentlech och dee ganzen Debat vun de Mëtte begleet huet.

D'Justiz ass den drëtte Pouvoir am Staat. An dat, wat Dir hei ausgeschafft hutt, zesummen, an engem gudden a faire Kompromëss, dat stäerkt eis Justiz. An et ass immens wichteg, dass mer eis alleguerte verhalen, dass dat am Fong d'Essenz ass vun deem Text, deen hei virläit: Et geet drëm, eis Institutiounen ze stäerken. Et geet drëm, den drëtte Pouvoir an eisem Staat ze stäerken.

Wéi stäerke mer deen? Mir stäerken deen, andeems mer d'Onofhängegkeet vun der Justiz ganz kloer an eisen Haaptbasistext, an eist Fundament vun Text, an d'Constitutioun, draschreiwen. An dat ass extreem wichteg. An et muss een et och lassgeléist kucke vun dem aktuelle politesche Kontext. Et muss een eng Verfassung schreiwe fir all méiglech Situatioun, déi ka kommen.

Dat weist e Bléck an eis Nopeschlänner, oder net grad direkt eis Nopeschlänner, mee an dat not Ausland. Dee weist, wéi vulnerabel d'Justiz ass a wéi vulnerabel se ka sinn. E weist, wéi séier eng Justiz ka manipuléiert ginn. Et weist och, wéi extreem wichteg et ass, dass d'Justiz onofhängeg ass, dass se gegeebenefalls och ka géint féierend politesch Persoune virgoen, wann déi sech eppes zuscholde komme gelooss hunn. Dofir ass et esou wichteg.

Duerfir ass et essenziell, wat Der haut hei proposéiert a wat Der haut hei zum Vott stoen hutt, well et extreem wichteg ass, dass d'Justiz kann onofhängeg fonctionéieren. An zwar net just d'Magistrature assise - natierlech muss e Riichter kënnen an aller Onofhängegkeet eng Decisioun huelen -, mee och de Parquet. Et ass fundamental, dass, ob eng Poursuite gemaach gëtt oder net gemaach gëtt, net vun enger politescher Decisioun ofhänkt. Et ass fundamental, dass de Parquet a senger Independance kann decidéieren, ob d'Opportunité des poursuites gerechtfertegt ass oder net.

Firwat ass dat wichteg? Et ass wichteg fir de Justiciabelen, dass en net engem politeschen Arbitraire ausgesat ass. Mee et ass och wichteg fir d'Institutioun Justiz selwer, dass déi Institutioun mol net dem Verdacht ënnerläit, si géif handelen aus politeschen Hannergrënn. Duerfir, fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Justiz ze stäerken, ass dat heite wierklech en extreem wichtegt Fundament an deem Baustee vun eisen Institutiounen.

An duerfir soen ech Iech nach eng Kéier e grousse Merci fir dee Kompromëss, deen hei fonnt ginn ass.

Natierlech huet d'Politik och hir Verantwortung ze iwwerhuelen. Dat gëtt dann och elo an der Verfassung verankert, mat deene generellen Direktiven, déi kënne geholl ginn. Mee dat huet e generelle Charakter, dat huet keen individuelle Charakter! Dat heescht: Eng Poursuite géint eng Persoun oder net géint eng Persoun wäert an Zukunft ganz sécher net vun engem politesche Mandatsträger ofhänken, an dat ass extreem wichteg fir de gudden a kohärente Fonctionnement vun eisem demokratesche System insgesamt.

An nach eng Kéier: Mir mussen eis Institutiounen esou opbauen, dass, egal wéi ee Pouvoir herno do ass, an egal, mat wéi enge politeschen Iwwerzeegungen, dass et e stabele System ass, e System ouni politesch Aflossnamen, en onofhängege System.

Erlaabt mer just nach, nieft dem Volet vun der Onofhängegkeet och kuerz op deen aneren extreem fundamentale Volet anzegoen, dee vum Nationale Justizrot. Och dat ass eng Institutioun, déi mir glécklecherweis hei net aus enger Urgence eraus schafen, déi mer elo hei kënnen an aller Rou, mat aller néideger Reflexioun, déi mer eis ginn hunn, proposéieren an och ausschaffen.

Mir haten nach viru Kuerzem an der Justizkommissioun déi Amendementen op den Instanzewee ginn, wou mer och do elo erëm e Kompromëss ausgehandelt hunn, wat d'Kompositioun ubelaangt. Natierlech ass déi Kompositioun vun deem Justizrot dat, wat et herno ausmécht, a mir hunn eis baséiert op d'Recommandatiounen, déi virleie vun der Commission de Venise vum Conseil de l'Europe, awer och vun der Europäescher Kommissioun.

Wourëms geet et? Fir dass d'Onofhängegkeet vun der Justiz garantéiert ass, ass dee Justizrot wichteg, well de Justizrot Nominatioune mécht, well ee beim Justizrot ka Reklamatiounen eraginn an en also eng immens wichteg Roll spillt an der Garantie vun der Onofhängegkeet. Duerfir kann et natierlech net sinn, dass just Magistraten an deem Justizrot sinn, fir dass och déi Onofhängegkeet vun den Decisioune garantéiert ass a fir dass och d'Zivillgesellschaft mat dran ass. A wien an der Zivillgesellschaft kennt besser de Fonctionnement vun der Justice wéi d'Affekoten! An Dir wäert och déi zwee aner Memberen hei designéieren, soudass dee Fonctionnement am Fong d'Kärstéck ass a mer eis elo eebe fixéiert hunn op sechs Magistraten, dräi Representante vun der Zivillgesellschaft. A bei deene sechs Magistrate gëtt elo kee méi d'office designéiert.

Et si wuel de President vun der Cour supérieure de justice, de President vun der Cour administrative an de Procureur général d'État, déi nommement als Méiglechkeet ernimmt sinn, mee et gëtt e Vott gemaach, soudass et och kann eng aner Persoun sinn, déi do designéiert gëtt, fir dass mer deene Kriticken, déi mer vun der Europäescher Kommissioun kruten an déi mer extreem seriö huelen, och Rechnung droen, fir dass den Nationale Justizrot och scho vun Ufank un déi Garantie huet, fir kënnen esou ze fonctionéieren, wéi et den internationale Recommandatiounen entsprécht. An déi komme jo net vun ongeféier, déi kommen dohier, dass déi Kompositioun ee reellen Impakt huet op d'Garantië vun der Onofhängegkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.* - Just nach eppes, wat ech wollt mat op de Wee ginn, mir haten dat och en long et en large an där Commission jointe diskutéiert: Et ass wierklech wichteg, dass d'Justizkapitel aus der Verfassung simultan mat deenen dräi Gesetzestexter a Kraaft trëtt. Et ass virdrun ugeklongen, dass dee Conseil national de la justice misst vun Ufank u fonctionnell sinn. Ech muss dat awer e bëssen an de Kader setzen: Et ass natierlech esou, dass déi Institutioun nei geschaf gëtt, dass déi Membere musse gewielt ginn, déi do erakommen - dat ass jo e Prozess, deen eng Zäitchen dauert -, an dass mer et duerfir mussen esou maachen, dass déi zwee Texter gläichzäiteg publizéiert ginn, well mat der Mise en vigueur vun der Constitutioun an der Mise en vigueur vun dem Text iwwert de Conseil national de la justice, sou wéi mer d'Amendementen ugeholl hunn, dann eng Dauer vu sechs Méint do ass, bis déi zwee Texter en vigueur sinn, well d'Verfassung herno nämlech d'Nominatiounsprozedur kloer op de Conseil national de la justice wäert eriwwerginn an natierlech muss garantéiert sinn, dass déi Nominatioune kënne gemaach ginn.

Voilà. Ech soen Iech e ganz grousse Merci fir dee gudden Text, deen Der hei proposéiert hutt. An ech schléisse mech awer och deenen Appeller un, déi vu lénks a vu riets gemaach gi sinn, dass et extreem wichteg ass, dass mer e sereinen Debat féieren iwwert dat, ëm wat et hei geet, en éierlechen Debat, an dass mer ... Vu dass et dee fundamentaalste vun eisen Texter ass, ass et och wichteg, dass mer de Bierger erklären, wat hei ausgeschafft ginn ass, wat dat och heescht fir deen Eenzelnen. An deem heite Fall heescht et eng besser Justiz, méi eng onofhängeg Justiz, an dat musse mer de Bierger vermëttelen.

Ech zielen do op Iech alleguerten, a mir wäerten do natierlech och als Regierung eis Verantwortung iwwerhuelen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. An da Parole après ministre fir den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR). - Jo, merci.

M. Fernand Etgen, *Président.* - An duerno fir den Här Michel Wolter.

M. Roy Reding (ADR). - Merci, Här President. Mir hunn d'Justizministesch alleguerten héieren, datt et onerdréiglech wier, wann eng politesch Aflossnam kéint sinn op d'Leit vum Parquet, vun der Staatsanwaltschaft, fir gewëssen Affären ze poursuivéieren oder net ze poursuivéieren. An ech mengen, keen hei am Sall ass enger anerer Meenung, wéi datt dat onerdréiglech wier.

Ech fannen et awer genausou onerdréiglech, datt Leit ënnert dem Schutz vun engem Statut vum Magistrat den Här X wéinst enger Affär no Gutdünke kënne poursuivéieren an den Här Y fir exakt déi selwecht Fakten net musse poursuivéieren an dat dann „opportunité des poursuites" nennen. Ech fannen et onerdréiglech, datt den Här X wéinst engem „alcool au volant" poursuivéiert gëtt an den Här Y wéinst exakt där selwechter Saach net poursuivéiert gëtt, well iergendeen d'Affär verjäre léisst. Ech fannen et onerdréiglech, datt do esou e risege Pouvoir ass bei Leit, déi kengerlee Kontroll ënnerleien. An dat ass d'Ursaach, firwat mir als ADR gefrot hunn, datt déi zwou Fonctioune solle radikal getrennt ginn an datt de Parquet, d'Staatsanwaltschaft soll um Niveau vun der Defense stoen, à égalité des armes mat den Affekote.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Reding. An d'Madamm Justizministesch wëllt direkt dozou Stellung huelen.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.* - Jo, well ech wëll mech awer deem Reproche hei verwieren, dass do, wann ech richteg verstanen hunn, Leit bewosst géife Saache verjäre loossen, jee no Cas. Et gëtt - an ech mengen, Dir wësst dat ganz gutt als, mengen ech, fréieren Affekot - Circulairen, wéi déi Opportunité des poursuites ze verstoen ass. An elo kënnen et Fäll ginn, dass zum Beispill, fir dann Äert Beispill mam Alkohol ze huelen, wann eng minimal Iwwerschreidung eng Kéier virkomm ass, keng Poursuite kënnt, mee, wann eng minimal Iwwerschreidung fënnefmol virkënnt, dass dann awer eng Poursuite gemaach gëtt. Ech kennen elo net den Detail vun deenen dote Circulairen, wat dat Beispill ubelaangt, mee et ass jiddefalls net esou, dass dat à la tête du client gehandhaabt gëtt. An ech wiere mech och dergéint, dass de Parquet ënnert deen dote Generalverdacht gestallt gëtt. Ech fannen dat extreem geféierlech.

Da kënnt nach derbäi, dass eebe mat deem Organ vum Conseil national de la justice jiddweree sech där Saach stelle muss. Dat heescht: Wann e Bierger, deen elo d'Recht kritt, dee Conseil ze saiséiere mat Verdachtsmomenter - wéi Dir se elo hei proposéiert, Här Reding - vis-à-vis vun der Ausübung vu Fonctiounen, da muss dee Conseil sech an aller Onofhängegkeet mat esou Verdachtsmomenter konfrontéieren an dann eeben en bonne et due forme kucken, wéi déi Affären traitéiert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci, Madamm Tanson. Da Parole après ministre fir den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ech hunn deenen eenzelne Riedner de Mëtte ganz opmierksam nogelauschtert an ech hunn eigentlech fonnt, dass mer inhaltlech zu enger ganz, ganz grousser Majoritéit hei an der Chamber déi selwecht Meenung zu dësem Kapitel, wat d'Kapitel vun der Justiz ass, vertrieden. Déi eenzeg Partei, déi sech d'Méi gemaach huet, fir eng Rei inhaltlech oder méi inhaltlech Kritiken ze äusseren, ass d'ADR, déi aus hirer Logik eraus eng Rei vu Punkten net esou gesäit, wéi déi aner Parteien dat gesinn.

Déi Lénk hunn nach eng Kritik abruecht, déi och d'ADR abruecht huet, dat ass déi, dass ee méi e breeden Zougang zum Verfassungsgeriicht kéint kréien, wéi dat eigentlech hei am Text gefuerdert ass.

Ech muss à titre tout a fait personnel soen, dass ech mech esou enger Propositioun hätt kënnen uschléissen. Mee wann een awer eng Verfassung wëllt änneren an et muss een eng breet Majoritéit kréien an et wëllt een eng breet Majoritéit kréien, da muss all Partei bereet sinn, fir Kompromisser ze maachen, an all eenzelnen Deputéierte muss och bereet sinn, fir Kompromisser ze maachen. Da musse mer in globo kucken, dass deen Text, dee mer hei op den Instanzewee ginn - wéi deen Instanzewee och ëmmer ausgesäit, ech kommen an enger Minutt nach dorobber zréck -, eng weesentlech Verbesserung duerstellt par rapport zur Situatioun, déi mer hei hunn. Och do hunn ech d'Impressioun, dass hei quasi Unanimitéit besteet.

Firwat ech d'Wuert gefrot hunn, dat ass, well ech wierklech nodrécklech der Meenung sinn, dass eis Kolleegin vun déi Lénk e Punkt opgeworf huet, an deem ech hir honnertprozenteg Recht ginn. Ech sinn der Meenung - an ech géif bieden, dass déi zoustänneg Kommissioun dat kuckt -, dass à un certain moment an dëser Prozedur - mir komme jo véiermol hei zréck - och den Text vun déi Lénk hei op den Ordre du jour vun der Chamber soll kommen.

Ech fannen, dass et en essentiell demokratesche Prozess ass an enger Chamber, dass en Text, dee vun enger Partei ausgeschafft ginn ass, deen Alternativen huet, ...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter (CSV). - ... dass dee vun deenen anere Parteien argumentativ am Fong debattéiert gëtt an dass mer och deen Text - deen awer haut net op där richteger Plaz gewiescht wär, well mer jo haut eigentlech iwwer ee spezifescht Kapitel diskutéieren, si awer eigentlech méi eng breet Propositioun maachen - ënner iergendenger Form op den Ordre du jour vun där enger oder där anerer Kommissiounssitzung an dann an de Plenum huelen, fir dass mer och doriwwer en connaissance de cause eng Kéier kënnen urteelen.

Här President - Dir sidd jo President vun der Kommissioun -, eng Propositioun (veuillez lire: Här Di Bartolomeo, Dir sidd jo President vun der Institutiounskommissioun, et ass eng Propositioun). Ech wollt dat am Numm vu menger Fraktioun gesot hunn, dass dat awer an engem Debat vun dëser Wichtegkeet och en elementare Punkt ass, dass all eenzel Opinioun, déi hei adresséiert ginn ass, sech kann expriméieren.

Ech kommen dann nach zu engem ...

Une voix.- Ganz gutt.

M. Michel Wolter (CSV). - ... leschte Punkt, dat ass am Fong dat, wat elo geschitt. Mir befannen eis, egal, wat elo an deenen nächste Wochen a Méint geschitt, an engem kloer definéierte Kader, wat d'Prozedur ubelaangt. An do sinn ech mat der ADR net d'accord - erlaabt mer, Iech dat ze soen -, wann Dir sot, dass Der aus prozedurale Grënn haut net kéint matdiskutéieren, eeben Ären inhaltleche Grënn. Haut ass eigentlech de Startschoss fir en eventuelle Referendum. Duerch de Fait, dass d'Chamber den éischte Vott hei hëlt, léise mer eigentlech e Prozess aus, deen een elo kann op verschidden Aart a Weise gesinn. Et kann een e gesinn, doduerch dass iergendwann eng Kéier 16 Deputéierter hire Wëllen ausdrécken a soen: „Mir hätte gären, dass e Referendum kënnt." Et kann een e gesinn, doduerch dass iergendwann eng Kéier 25.000 Leit soen: „Mir sinn der Meenung, dass dat soll geschéien."

A mir als Partei hunn haut de Mëtteg eng weider Optioun mat op de Wee ginn, duerch eise Parteipresident, dat ass déi, ze soen ... Well dat awer och e Souci ass, dee mer kloer an däitlech gesinn: de Fait, d'Leit elo ze obligéieren, véiermol op hir Gemengen ze lafen, fir véiermol eigentlech (veuillez lire: fir véiermol eigentlech eng Ënnerschrëft fir) déi eenzel Kapitelen do ofzeginn. Mir maachen d'Propos, oder mir sinn eis eens ginn an der Fraktioun, dass mir déi Diskussioun, déi Petitioun, déi elo leeft ... Déi huet zurzäit bal 7.000 Ënnerschrëften, déi leeft nach 20 Deeg, dat ass eigentlech eng Forme allégée vun enger Prozedur. Wann déi op 25.000 oder 30.000 Stëmme kënnt, dee Moment si mir

als Partei der Meenung, dass dat Volonté suffisante vun der Populatioun ass fir ze soen: „Majo, dee Moment droe mir derzou bäi, mat deene Moyenen, déi mir hunn, dass et zu engem Referendum kënnt." Dat ass eng demokratesch Prozedur, déi ech nach eng Kéier wollt hei rappeléieren. Déi ass vläicht, wann Der et an der Logik vun de 25.000 Ënnerschréfte kuckt, net richteg; mee si ass awer ganz sécher richteg an der Logik vun deene 16 Deputéierten, déi noutwendeg sinn, fir déi selwecht Prozedur ze declenchéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci, Här Wolter. Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Jo, Här President, ech wollt eigentlech - wann den Här Wolter domadder d'accord ass -, dem Här Wolter eng Fro stellen. Awer, Här Wolter, sidd Dir domadder d'accord?

(Hilarité)

Ech kann Iech jo keng Fro stellen, wann Dir net d'accord sidd.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Fuert emol duer, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Ech froe mol.

(Brouhaha)

Also - an der Hoffnung, datt den Här Wolter mech dann héiert -, wollt ech him fir d'éischt emol Merci soe fir déi net poleemesch Form, mat där e sech och mat eise Bäiträg ausenanergesat huet. Et ass en éierleche Merci! Aner Orateuren hei - mir hunn elo net d'Riedezäit, fir op alles ze reagéieren - wore weesentlech méi aggressiv. Mee him merci, datt en eis Standpunkten awer esou ugeholl huet a sech och rational dermat ausenanergesat huet.

Ech hunn eng Fro, déi ech dem Här Wolter wéilt stellen, an eng Bemierkung. Déi Bemierkung ass, datt et eigentlech net de Startschoss ass - do sinn ech einfach dann och net senger Meenung -, well mir hu jo ... An dat ass eng Saach, wou d'ADR scho viru Méint ugefaangen huet. Eis Meenung zum Startschoss: Dat ass d'Walversprieche vun deene Parteien. An dat huet elo näischt mat dem Vott haut ze dinn, mee et ass eng Saach, wou mir soen: „Wien e Walversprieche gëtt, muss et halen!" An dofir hu mir fir de Referendum plädéiert.

Ech wëll deenen och soen, fir all Konfusioun ze verhënneren: Mir plädéiere fir de Referendum a mir loossen de Leit selbstverständlech ... Et ass de Referendum, et ass d'Prozedur, déi eis un éischter Plaz interesséiert, an ob een herno derfir oder dergéint ass, dat muss sech dann an der Diskussioun erausstellen. Mee eis éischt Prioritéit ass de Referendum, dee versprach ass! An dat ass onofhängeg vun deem Vott haut. An dat ass och d'Petitioun 2007, déi jo op d'Walverspriechen zréckgegraff huet als Basis vun hirer Logik. Dofir ass dat och onofhängeg vun deem Vott haut.

Eng Fro un d'CSV, fir dat nach eng Kéier ganz kloerzestellen, dat ass déi Iddi, déi si elo bruecht huet fir ze soen, wann déi Petitioun do elo 25.000 Ënnerschréfte kritt, da géife si de Referendum huelen. Gutt, dat ass eng Prozedur, déi huet hire Wäert, mee dat ass natierlech keng vun deenen offizielle Prozeduren. Et ass awer en interessanten Usaz. Mir kucken dat dann.

Mee d'Fro ass awer: Kann d'CSV eis garantéieren, datt an deem Fall, wou dann déi Zuel vun Ënnerschréften - an hirer Logik, an hirer Propositioun - géif zesummekommen, datt et ganz kloer ee Referendum wär iwwert déi véier Deeler, datt dat eeben déi ganz Reform géif concernéieren? Dat fir ze verhënneren, wat e bëssen de Saucissonnage ass, deen anerer kéinten envisagéieren, datt se da géife soen: „Hei, mir maachen elo e Referendum iwwert dat do, iwwert deen do Deel, an dann iwwert deen do, an dann iwwert deen nächsten." Ass d'CSV also der Meenung, datt et, wann déi 25.000 Ënnerschréften zesummekommen, ee Referendum iwwert déi ganz Reform gëtt?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Wolter wëllt dorobber äntwerten.

M. Michel Wolter (CSV). - Jo, ech kéint zumindest op deen éischten Deel äntwerten, andeems ech dem Här Kartheiser soen, dass ech den Ënnerscheed tëscht enger politescher Prozedur an enger legaler Prozedur maachen. Fir mech ass et kloer, dass de Vott vun haut de Startschoss vun enger legaler Prozedur ass. Duerch de Vott vun haut, duerch den éischte Vott hei an der Chamber, gëtt eigentlech d'Konditioun vum Artikel 114 vun der Verfassung eréischt declenchéiert.

Ënner wat fir enger Form deen herno declenchéiert gëtt - ob et iwwer e Vott an der Chamber ass, deen dat seet, mat engem gewëssene Quorum, oder iwwer 25.000 Ënnerschréften -, dat ass eng aner Geschicht. An dat ass dat, wat ech gesot hunn. Dir sot: „Mir sinn haut prozedural net an enger Situatioun, dass mir de Startschoss deklaréieren." Dach! Et ass duerch de Vott vun haut plus déi dräi Votten, déi duerno kommen, wou prozedural iwwerhaapt d'Méiglechkeet geschaf gëtt, dass mer am Artikel 114 an eng Situatioun kommen.

Déi zweet Äntwert kann ech Iech ginn - ech hu mech och ganz kuerz mat mengem Parteipresident beraachelt -, well et ass eigentlech net u mir, fir dat ze maachen, mee ech maachen et awer ganz, ganz séier. Et ass fir eis selbstverständlech, dass, wa mer e Referendum maachen, ënner wat fir enger Form och, dass mer musse probéieren, dass et ee Referendum gëtt, soss mécht dat Ganzt jo ganz wéineg Sënn! Do muss een awer kläre loossen an deenen nächste Wochen a Méint, ob et vum Point de vue légal méiglech ass, et esou ze maachen. Wann dat méiglech ass, jo, dann ass dat eis Äntwert. Wann et natierlech net méiglech ass, wann een da véier Froe muss stellen, déi een eventuell dee selwechten Dag kéint stellen oder wat och ëmmer, da muss een dat klären.

Ech fir mäin Deel géif et net gutt fannen, och am Demokratieverständnis, dat mer awer alleguerten hunn, wa mir d'Leit elo véiermol separat géifen op d'Gemeng delegéieren, fir se ze froen, fir do eng Demarche ze maache fir eppes, wat trotzdeem an der Diskussioun iergendwou zesummenhänkt. An dat, wat eis herno eigentlech fundamental wäert ausenanerdreiwen, dat ass, dass d'CSV wäert fir e Jo plädéieren.

Wann d'Leit gären hätten, dass et e Referendum gëtt, da wäert d'CSV an deem Referendum fir Jo plädéieren. Si wäert plädéieren derfir, dass d'Leit déi Propositiounen, déi hei a Joren zesummen ugeholl gi sinn, déi richtegerweis an engem Kader geholl gi sinn, dee vill méi kleng war ... Ech war selwer Member an der Kommissioun, quitte dass ech elo net deen aktiivste Member war an där Kommissioun, dat ginn ech ganz gären zou. Mee déi Kommissioun, déi huet elo eng Propos gemaach. An et ass elo un de Leit, fir an deenen nächste Wochen ze kucken, a wat fir eng Richtung se wëlle goen. Dat ass d'Ouverture, déi mir als Partei wëlle maachen an där mir eis och duerch d'Stëmm vun eisem Parteipresident verflichten.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Wolter. An Äre Parteipresident kritt d'Wuert, ...

M. Claude Wiseler (CSV). - Jo, ...

M. Fernand Etgen, *Président.* - ... well en et freet.

M. Claude Wiseler (CSV). - ... well den Här Wolter mech elo als Parteipresident ...

(Brouhaha)

... well den Här Wolter mech elo als Parteipresident ugeschwat huet, wollt ech awer éischtens confirméieren, datt dat, wat e gesot huet, och ganz kloer an däitlech eis Meenung ass.

(Hilarité)

Nee, mee meng Haaptausso, wat fir mech wichteg ass, dat ass ... Meng Haaptausso ass, datt déi Prozeduren, déi duerno kommen, och mat all deenen ofgeschwat ginn, déi mat eis um Dësch sëtzen, fir déi ganz Propositiounen elo auszeschaffen, an datt mer déi Aart a Weis fir ze schaffen och an deenen nächste Wochen a Méint wëlle bäibehalen, wann et ëm déi nächst Prozedure geet. Ech wollt dat och hei ganz kloer an däitlech nach eng Kéier hannendrusoen.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Wiseler. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Propositioun 7575. Den Text steet am Document parlementaire 7575[20]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

PREMIER VOTE CONSTITUTIONNEL SUR LA PROPOSITION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION 7575

D'Ofstëmme fänkt un.

M. Gilles Baum (DP). - Här President, wannechgelift.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Jo?

M. Gilles Baum (DP). - Hei fonctionéiert et net.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Dat kucke mer dann duerno.

(Brouhaha)

De Vott ass ofgeschloss.

An da kontrolléiere mer: Et si 56 Leit, déi um Vott participéiert hunn. Ass do den Här Baum derbäi?

(Concertation interne)

Vun deene 56 si 50 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Et bleift ze iwwerwaachen, ob den Här Baum derbäi war oder net bei deem Vott.

Mir kucken dat direkt no.

(Concertation interne)

De Félix Eischen ass net do. De Paul Galles ass net do. De Carlo Back ass net do. An dem Gilles Baum säi Vott gouf net matgeholl.

Domat ass d'Proposition de révision mat 51 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen an 2 Enthalungen ugeholl.

Plusieurs voix. - Très bien!

Ont voté oui : *Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : *MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding*.

Se sont abstenues : *Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis*.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Et ass also esou decidéiert.

3. DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'ORGANISATION D'UN REFERENDUM TEL QUE PRÉVU À L'ARTICLE 114, ALINÉA 3 DE LA CONSTITUTION

An da freet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert fir den Depot vun ..., an dat seet en eis selwer.

EXPOSÉ

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech froen d'Wuert ënnert dem Kapitel 22 vum Chambersreglement. Et geet ëm e Referendum. An ech wëll fir d'éischt Merci soen, well ech hunn awer gesinn, datt hei Beweegung an déi Diskussioun komm ass, wat eis enorm freet.

Ech mengen, Dir wësst alleguer, datt mer eis säit Méint a Méint asetzen als ADR, fir datt mer de Referendum kréien. An ech sinn onheemlech zefridden a frou, datt mer awer wéinstens haut gewëssen Ouverturë gesinn hunn an datt déi Diskussioun ronderëm de Referendum doduerch schonn e bëssen eng aner Tonalitéit kritt. Dat ass eng groussaarteg Saach.

Mee dat, wat haut proposéiert ginn ass, och vun der Säit vun der CSV, ass natierlech op kenger legaler Grondlag. Et ass eng politesch Initiativ. Awer mir kucken elo d'Legalitéit vun der Saach.

Mir hätte gär de Referendum. Et gëtt elo no deem éischte Vott zwou Méiglechkeeten nom Artikel 114 vun der Verfassung. Dat eent ass, datt fënnef Bierger déi Initiativ huelen, fir un de Premierminister ze schreiwen als Comité d'initative. Mir wëssen net, ob dat geschitt oder ob et net geschitt. Déi aner Méiglechkeet ass, datt 16 Deputéiert dann ënnerschreiwen, fir de Referendum ze kréien. Dofir brauch et nom Kapitel 22 vun eisem Chambersreglement en Député initiateur, deen da seet: „Elo ass deen éischte Vott geholl." An elo, wou den éischte Vott geholl ass, freet deen Député initiateur dann de Chamberspresident, fir déi Lëscht opzeleeën. A wa bannent zwee Méint da 16 Deputéiert - op d'mannst 15, also 15 plus 1 - dat ënnerschreiwen, da muss de Referendum kommen.

Dat ass also eng Prozedur, déi legal virgesinn ass an déi mir hei als ADR dann och domadder initiéieren. An ech wéilt dann hei dem Chamberspresident de Bréif iwwerreechen als Député initiateur, fir déi Prozedur fir de Referendum och offiziell opzemaachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Ech ginn dem Här Kartheiser Akt vum Depot vu sengem Bréif.

4. 7575 - PROPOSITION DE RÉVISION DU CHAPITRE VI. DE LA CONSTITUTION (SUITE)

RÉSOLUTION 1

Da komme mer nach zur Resolutioun, déi vun der Sensibilitéit vun de Piraten deposéiert ass ginn. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Resolutioun ergräifen?

M. Marc Goergen (Piraten). - Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Jo. Also, Här President, mir haten esou e ganz änlechen Text viru Kuerzem hei virgeluecht, wou mer de Referendum gefrot hunn. Ech mengen, deemools hunn d'Piraten sech enthalen oder dergéint gestëmmt. Mee mir si selbstverständlech fir de Referendum an dofir droe mer dat hei och mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci, Här Kartheiser. Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Merci, Här President. Ech mengen, ech hat a menger Interventioun erkläert, firwat déi véier Parteien, déi d'Verfassungsrevisiounen droen, op de globalen Text verzicht hunn an domat och op ee Referendum iwwer eng global Reform verzicht hunn, soudass mer déi dote Resolutioun an deem Sënn net kënne stëmmen.

Wat déi Propositioun vun de Kolleege vun der CSV ugeet, gehéiere mir selbstverständlech och zu deenen, déi e grousst Ouer hu fir dat, wat d'Leit sech dobausse wënschen.

Ech wëll allerdéngs drop hiweisen, an ech mengen, dat wëssen d'Kolleege vun der CSV och, soss hätte se warscheinlech eng Resolutioun presentéiert, dass déi Prozedur vun der Petitioun an déi Prozeduren, déi am Artikel 114 vun der Verfassung virgesi sinn, net openee passen, well - well! - bei der Petitioun, éischtens, all Bierger, an dat steet an eisem Reglement, vu 15 a méi Jore ka matmaachen. All Persoun, déi am Persouneregëster agedroen ass, ka matmaachen. Dat heescht, dat sinn net Electeuren, mee dat si Leit vun der gesamter Communautéit hei zu Lëtzebuerg. Ech gesinn also, dass d'CSV proposéiert, dass Netlëtzebuerger iwwer e Referendum kënne matdecidéieren. Jo, da wär et eigentlech och logesch, dass se da beim Referendum géife matstëmmen - an der Logik vun der CSV ...

M. Fernand Kartheiser (ADR). - A beim Auslännerwalrecht!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dat heescht, Här President, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Beim Auslännerwalrecht, Här Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - ... dat heescht, Här President, ...

M. Sven Clement (Piraten). - D'Piraten ënnerschreiwen dat, Här Di Bartolomeo. *(Brouhaha et interruptions)*

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Nee, ech stelle just fest, Här Wolter - wann Dir mech schonn ënnerbriecht -, mir waren 2018 ...

Une voix. - Jo, jo!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - ... zesummen - zesummen! - an enger Philosophie vun enger Globalreform, an enger Philosophie vun engem Referendum. Wat huet sech geännert? Dir sot mer et, wann Der wëllt, Dir wësst et, Dir wësst et nach besser wéi ech, an et sinn der hei am Raum, déi et nach besser wësse wéi ech! Well ech souz deemools net mat um Dësch.

Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass mer et mat enger Petitioun ze dinn hunn, déi zënter 20 Deeg leeft, oder 22 Deeg, an nach 20 Deeg viru sech huet. Et wär vläicht dann och méi fair gewiescht vis-à-vis vun de Petitionären, fir hinnen ze soen, wat den eigentlechen Enjeu ass vun hirer Demande. An ech hu vollt Vertrauen, ech hu wierklech vollt Vertrauen an déi, déi mir vis-à-vis sëtzen, dass se alles wäerte maachen, fir dat doten Zil ze erreechen.

Awer e positiivt Element och nach an der Diskussioun ass, dass ech selbstverständlech ganz frou doriwwer sinn, dass mer zesummen an déi méiglech Referend„en!" ginn, well ech der Meenung sinn - à moins, dass mer erëm eis Kapitelen zesummestrécken, an da gi mer zur Laachnummer, well da kréie mer gesot: „Firwat hu mer dat doten net vun Ufank u gemaach?" -, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Dir hutt scho verluer! Dir hutt verluer.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... mee da gi mer zesummen an déi véier Echeancen an dat ass och ee ganz staarke Message no baussen. Mir gleewen un dat, wat mer hei virgeluecht hunn. A mir wäerten och, egal wéi déi Prozeduren ausginn, ob dat iwwert den Artikel 114 géif geschéien, Jo oder Nee, ob dat iwwer eng Petitioun geet, wou déi eng oder déi aner Deputéiert vläicht eng Lëscht ënnerschreiwen, fir dann e Referendum erbäizeféieren, et ass egal, wéi déi Prozeduren ausginn, mir wäerten zesummestoen, fir dësem Land eng nei, eng modern, eng besser Verfassung ze ginn. An dofir sinn ech ganz dankbar. Dat ass e staarke Message, dee vun haut erausgeet, an och de Message vu jiddwerengem: dass mir selbstverständlech bereet sinn ze diskutéieren, Froen ze beäntwerten, ze lauschteren a weider ze informéieren. Merci!

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Dir hutt haut ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

Une voix.- Nee, nee, nee.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Auteur vun der Resolutioun d'Wuert gefrot. Den Här Marc Goergen steet scho prett.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Dir sidd géint de Referendum, Dir hutt verluer.

M. Marc Goergen (Piraten). - Merci, Här President, also, ...

(Interruption)

Une voix.- Dee Goergen ...

M. Marc Goergen (Piraten).- Nee, ech ka fir mech eleng schwätzen, keng Suerg!

M. Georges Engel (LSAP).- Schwätzt Dir, Här Goergen!

M. Marc Goergen (Piraten).- Merci. Här President, also ech gi mat engem bessere Gefill heem den Owend, wéi ech de Mëtteg erakomm sinn. Déi CSV-Nouvelle huet mech ganz positiv gestëmmt, well mäi Bauchgefill seet: „Egal, wat elo kënnt, et kënnt e Referendum." Wann ee kuckt, wat d'CSV fir eng Power eigentlech hannert sech huet, misst een ... Ech hu virdrun eng Kéier gekuckt, déi Petitioun ass elo bei 6.810. Et sinn elo nach zwanzeg Deeg. Et si véier Parteien. An ech mengen, dat ass jo awer en Challenge. Déi muss ee kréien. 6.000 Ënnerschréfte sinn do, 6.810. Mir hunn der schonn 2.000 op matbestemmung.lu. Kommt, mir huelen déi nach mat an de Kuerf. matbestemmung.lu wiisst all Dag ëm 300-400 Ënnerschréften. Et sinn elo nach zwanzeg Deeg.

Une voix.- ... den Ziedel doheem.

M. Marc Goergen (Piraten).- Ech mengen, dat ass jo awer deen Challenge, deen déi véier Parteie sech elo musse ginn, fir op déi 25.000 ze kommen.

An dat heiten, wéi mer d'Resolutioun geschriwwen hunn, hätt ech net geduecht, dass dat heiten eigentlech fir déi aner dräi Parteien, déi net esou demokratesch wëlle sinn, dat lescht Rettungsboot ass.

Une voix.- Eieieiei!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten).- Well wann Dir haut dës Resolutioun matstëmmt, ass dat eigentlech dee leschte Wee, wou Dir et nach an der Hand hutt. Wann net, gëtt et Iech haut aus der Hand geholl.

Une voix.- Jo.

M. Marc Goergen (Piraten).- Da komme vun do 25.000 Petitionären, si ënnerschreiwe mat hiren Deputéierten an dann ass et do.

(Interruption)

Wéi? Ma dach!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).- Nee. D'Deputéiert kënnen net ënnerschreiwen. D'Deputéiert si Receveur vun der Petitioun.

Plusieurs voix.- Nee!

(Interruption)

M. Marc Goergen (Piraten).- Ma dach!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen huet d'Wuert, Här Kartheiser.

M. Marc Goergen (Piraten).- Ma dach. Sou, ech kann Iech eng Kéier kuerz erklären, wéi dat fonctionéiert.

(Exclamations)

Wann déi 25.000 Ënnerschréften zesummekommen, an esou hunn ech et verstanen, ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).- Vun deene 16, ech hat dat elo falsch verstanen.

M. Marc Goergen (Piraten).- ... wäerte vun der CSV ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).- Vun deene 16.

M. Marc Goergen (Piraten).- ... 16 Leit ënnerschreiwen. A sech nëmmen nach aacht, well mer jo schonn aacht Ënnerschréften hunn.

M. Sven Clement (Piraten).- An 29!

M. Marc Goergen (Piraten).- Voilà. A wa se alleguerte kënnen ënnerschreiwen, ass et jo nach besser. Esou wäert dat lafen. Dat heescht: Dir sëtzt haut hei, Dir kënnt et elo mat engem Knäppchen nach ëmmer an der Hand hunn. Duerno entgleist et Iech. Dat heescht, et kënnt e Referendum, esou oder esou, well déi 25.000 si jo liicht ze knacken. D'CSV ass ëmmerhin eng Vollekspartei, dat däerft Der net vergiessen.

M. Sven Clement (Piraten).- Iwwer 10.000 Memberen!

M. Marc Goergen (Piraten).- Wann een eleng kuckt, iwwer 10.000 Memberen, richteg, Här Clement!

(Brouhaha)

Also dofir, ech roden Iech, wann Der wëllt, stëmmt et.

M. Guy Arendt (DP).- Au vote.

M. Marc Goergen (Piraten).- Jo, Här Arendt, Dir kënnt „au vote" ruffen. Ech mengen, d'Vollek wäert elo ofstëmmen.

M. Guy Arendt (DP).- Ma jo.

M. Marc Goergen (Piraten).- An dann huet d'Vollek gesinn, dass Dir bis zum leschte Moment zu 31 dergéint waart, an déi aner Säit déi Leit, déi fir d'Demokratie gelieft hunn.

A just nach eng Bemierkung zum Här Di Bartolomeo: Ma ech si frou, wann déi ënner 18 kënne matofstëmmen! Dat ass meng Grondiwwerzeegung, ...

Une voix.- Jo.

M. Marc Goergen (Piraten).
- ... dass Leit ab 16 sollen ofstëmmen.

Une voix.- Eis och!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten).- A wann do och nach kënnen Auslänner matofstëmmen, ma da ginn ech nach méi frou heem! Also, eppes Besseres ka jo net geschéien.

(Brouhaha)

Mir kréien e Referendum, en plus hu mer eng Demokratie, ...

(Brouhaha général)

M. Dan Biancalana (LSAP).- Mir ware fir d'Walrecht ab 16.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, e bësse méi disziplinéiert!

M. Marc Goergen (Piraten).- ... wou jidderee ka matofstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

M. Sven Clement (Piraten).- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Géint dräimol Nee?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach eng Wuertmeldung zur Resolutioun do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun kommen.

VOTE SUR LA RÉSOLUTION 1

D'Ofstëmme fänkt un. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resolutioun ass mat 8 Jo-Stëmme géint 51 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : *MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : *Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

S'est abstenu : *M. Marc Spautz.*

M. Georges Engel (LSAP).- Här Goergen, net esou, wéi Dir gesot hat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

M. Sven Clement (Piraten).- Dir hutt et wierklech net verstanen doiwwer!

M. Fernand Etgen, *Président.*-D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

ÉDITION SPÉCIALE

Annexe au compte rendu des séances publiques n° 15 - Session ordinaire 2020-2021

RÉVISIONS DE LA CONSTITUTION

INFORMATION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le 20 octobre 2021, la proposition de révision de la Constitution concernant la Justice (proposition de révision n° 7575 du chapitre VI. de la Constitution) a été adoptée – par un premier vote - avec une majorité de deux tiers des suffrages des députés.

PRINCIPAUX CHANGEMENTS

ORGANISATION DE LA JUSTICE

Le nouveau texte consacre désormais expressément la notion de « pouvoir judiciaire », c'est-à-dire le pouvoir de rendre la justice, qui est exercé par les cours et tribunaux.

CONSÉCRATION DE L'INDÉPENDANCE DE LA JUSTICE

Cette indépendance est consacrée via la définition d'un statut des magistrats. Elle est renforcée à travers la création d'un Conseil national de la justice.

L'indépendance de la Justice a comme corollaire que le juge est inamovible. Le ministère public est quant à lui indépendant dans l'exercice des recherches et poursuites individuelles, sans préjudice du droit du gouvernement d'arrêter des directives de politique pénale.

L'indépendance de la Justice implique enfin une nette séparation entre la magistrature assise (les juges) et le ministère public (le parquet).

INSTAURATION DU CONSEIL NATIONAL DE LA JUSTICE

Le Conseil national de la justice veille au bon fonctionnement de la justice dans le respect de son indépendance. Il intervient dans la procédure de nomination des magistrats. Il a également un rôle à jouer dans le cadre de procédures disciplinaires engagées à leur égard.

CONFIRMATION DES GARANTIES DU JUSTICIABLE

Les garanties du justiciable, comme par exemple le principe du délai raisonnable ou l'impartialité des juges, sont désormais regroupées.

Conformément à l'article 114 de la Constitution, la proposition n°7575 devra faire l'objet d'un deuxième vote de la Chambre des Députés à intervenir dans un intervalle d'au moins trois mois depuis le premier vote, sans préjudice de la faculté offerte aux électeurs inscrits sur les listes électorales pour les élections législatives de demander un référendum en lieu et place du deuxième vote constitutionnel.

L'intégralité du dossier parlementaire peut être consultée sur le site www.chd.lu (https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Constitution/QuatreTextes/Justice).

REVISIOUNE VUN DER CONSTITUTIOUN

INFORMATIOUN VUN DER CHAMBER

Den 20. Oktober 2021 gouf an engem éischte constitutionnelle Vott d'Propositioun N° 7575 fir d'Revisioun vun der Verfassung, d'„Proposition de révision du chapitre VI. de la Constitution", déi de Volet Justiz betrëfft, mat enger Zweedrëttelmajoritéit vun den Deputéierten ugeholl.

HAAPTÄNNERUNGEN

ORGANISATIOUN VUN DER JUSTIZ

An deem neien Text gëtt d'Konzept vum „pouvoir judiciaire", also vun der Justiz, déi vun de Geriichter an Tribunaler ausgeüübt gëtt, ausdrécklech festgeschriwwen.

D'ONOFHÄNGEGKEET VUN DER JUSTIZ GËTT VERANKERT

D'Onofhängegkeet vun de Magistrate gëtt duerch d'Definitioun vun hirem Statut séchergestallt. Nach verstäerkt gëtt se duerch d'Schafe vun engem Nationale Justizrot (Conseil national de la justice).

D'Onofhängegkeet vun der Justiz bedeit och, dass d'Riichter net kënnen ofgesat ginn. De Parquet ass onofhängeg, wann en enquêteiert an eenzel Strofverfollegunge mécht. D'Regierung behält awer d'Recht, strofrechtspolitesch Richtlinne festzeleeën.

D'Onofhängegkeet vun der Justiz bréngt ausserdeem mat sech, dass Riichter a Parquet strikt vuneneë getrennt sinn.

ET GËTT EN NATIONALE JUSTIZROT GESCHAF

Dem Nationale Justizrot seng Missioun ass et, fir de gudde Fonctionnement vun der Justiz ze suergen, dat am volle Respekt vun hirer Onofhängegkeet. Hien ass un der Nominatioun vun de Magistrate (Riichter a Membere vun der Staatsanwaltschaft) bedeelegt an intervenéiert am Kader vun eventuellen Disziplinarprozedure géint si.

D'GARANTIË FIR LEIT VIRUN DER JUSTIZ GI CONFIRMÉIERT

D'Garantië fir Leit virun der Justiz, beispillsweis de Prinzip vum Délai raisonnable oder vun der Onparteilechkeet vum Riichter, ginn elo regruppéiert.

Nom Artikel 114 vun der Verfassung muss d'Propositioun N° 7575 no op d'mannst dräi Méint nom éischte Vott duerch en zweete constitutionnelle Vott duerch d'Chamber adoptéiert ginn. D'Wieler, déi an d'Wielerlëschte fir d'Legislativwalen agedroe sinn, hunn awer och d'Méiglechkeet, fir amplaz vum zweete constitutionnelle Vott e Referendum ze froen.

De komplette parlamentareschen Dossier ass ze fannen um Site: www.chd.lu (https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Constitution/QuatreTextes/Justice).

CDL_6826_21_Supplement_presse_proposition_loi_Wort_prod.indd 1 10.11.21 11:30

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

SOMMAIRE

7E SÉANCE – Mercredi 20 octobre 2021

Présidence : *M. Fernand Etgen, Président*

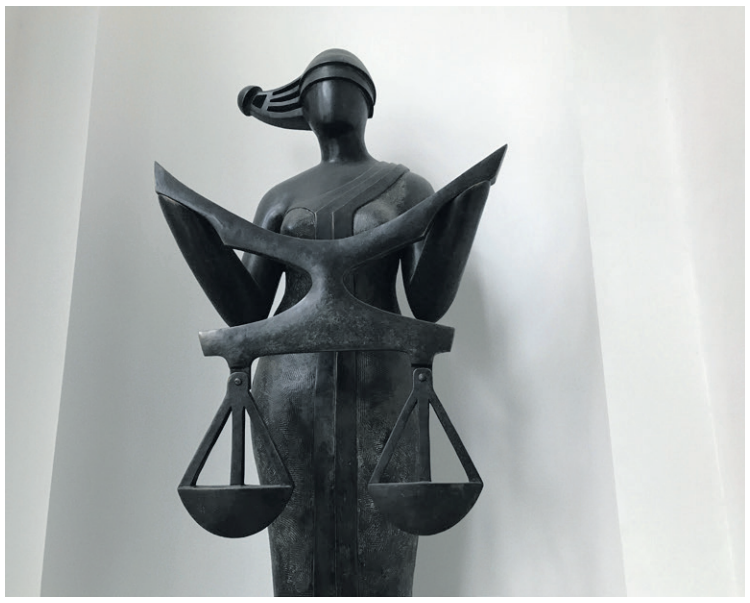
1.	**OUVERTURE DE LA SÉANCE PUBLIQUE**	- M. Fernand Etgen, Président
2.	**7575 - PROPOSITION DE RÉVISION DU CHAPITRE VI. DE LA CONSTITUTION**	- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : *M. Léon Gloden (intervention de M. Roy Reding)* - Discussion générale : *Mme Simone Beissel - M. Mars Di Bartolomeo - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Goergen (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Guy Arendt, M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement) (dépôt de la résolution 1) - M. Claude Wiseler - M. Charles Margue - Mme Nathalie Oberweis - M. Charles Margue - M. Sven Clement (interventions de M. Gilles Baum et Mme Lydie Polfer) - Mme Simone Beissel* - Prise de position du Gouvernement : *Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Roy Reding (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Michel Wolter (parole après ministre) (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Claude Wiseler)* - Premier vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution
3.	**DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'ORGANISATION D'UN REFERENDUM TEL QUE PRÉVU À L'ARTICLE 114, ALINÉA 3 DE LA CONSTITUTION**	- Exposé : *M. Fernand Kartheiser*
4.	**7575 - PROPOSITION DE RÉVISION DU CHAPITRE VI. DE LA CONSTITUTION (SUITE)**	- Résolution 1 : *M. Fernand Kartheiser - M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Sven Clement) - M. Marc Goergen (interventions de M. Georges Engel, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Sven Clement, M. Guy Arendt, M. Dan Biancalana et M. Mars Di Bartolomeo)* - Vote sur la résolution 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent :
M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Sam Tanson, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures et close à 16.35 heures.)

https://www.chd.lu/ArchivePlayer/video/3405/sequence/183474.html

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE PUBLIQUE



M. Fernand Etgen, *Président.* - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. 7575 - PROPOSITION DE RÉVISION DU CHAPITRE VI. DE LA CONSTITUTION

M. Fernand Etgen, *Président.* - Den eenzege Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Verfassungsännerung 7575, déi d'Kapitel VI iwwert d'Justiz ofännert. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Simone Beissel, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Charles Margue, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporter vun der Verfassungsofännerung, den honorabelen Här Léon Gloden.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

RAPPORT DE LA COMMISSION DES INSTITUTIONS ET DE LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

M. Léon Gloden (CSV), *rapporteur.* - Merci, Här President. Ech si frou, haut de Mëtteg an dësem héijen Haus de Rapport zu der Proposition de loi 7575, bekannt ënnert dem Numm „Justizkapitel vun der Verfassung", kënne virzebréngen.

Et ass awer net déi éischte Kéier, datt mer an dëser Sessioun hei am héijen Haus iwwert d'Justizkapitel vun der Verfassung schwätzen an ofstëmmen. 2019 hu mer schonn eng Kéier den Artikel 95ter vun der Verfassung ofgeännert. Dir erënnert lech, Kolleeginnen a Kolleegen, do ass et ëm d'Kompositioun vum Verfassungsgeriicht gaangen. An de 15. Mee 2020 hu mer och eng Dispositioun an der Verfassung geännert betreffend d'Urteeler vum Verfassungsgeriicht, datt den Effet vun esou engem Arrêt vum Verfassungsgeriicht an der Zäit kann amenagéiert ginn.

Mat der Propositioun 7575 ginn eng Rei aner Punkten am Justizkapitel ëmgeännert respektiv nei agefouert. Et ass keng nei Verfassung, mee et ass eng Verfassungsrevisioun, wou mer haut déi éischt Etapp maachen - d'Justizkapitel - a wou an deenen nächste Méint d'Kolleeginnen an d'Kollege Rapportere vun deenen anere Kapitelen hire Rapport hei um Pult wäerte virbréngen, fir den éischte Vott zu hire Kapitelen ze kréien.

Erlaabt mer, ier ech op de Fong vun der Propositioun 7575 aginn, Iech kuerz d'Chronologie vun dësem Text matzedeelen:

De 5. Mee 2020 gouf d'Propositioun deposéiert an de 17. November 2020 ass se eng éischte Kéier vum Staatsrot aviséiert ginn. D'Avise goufen dunn a fënnef Sitzungen tëschent dem 20. Januar an dem 2. Februar dëses Joers an der Kommissioun diskutéiert. An den 23. Februar hu mer eng éischt Serie vun Amendementer ugeholl. De 26. Abrëll huet de Staatsrot dës Amendementer aviséiert an den 11. Mee 2021 hu mir den Avis complémentaire analyséiert.

Et war eng Abberzuel vun Avisen, déi zu dësem Kapitel erakomm sinn. Niewent den Avise vum Staatsrot koumen eng 17 Avise vun diversen Acteuren, Institutiounen an Organismen eran. Dat eleng scho beweist d'Wichtegkeet vun deem Kapitel, iwwert dat mer haut schwätzen. Natierlech hunn och besonnesch d'Geriichtsbarkeeten hiren Avis zu dësem Kapitel ofginn.

Här President, ëm wat geet et? Ech hunn et an der Introduktioun gesot: D'Justizkapitel ass op de Leescht geholl ginn an et ass déi éischt Etapp vun enger Rei Modifikatioune par catégories vun dëser Verfassung.

Et sinn dräi Haaptpunkten, déi ech wëll de Mëtteg hei ervirsträichen:

Et ass déi éischte Kéier - déi éischte Kéier! - an der Lëtzebuerger Verfassung, datt d'Independance vun der Justiz - mat groussem „J" - an d'Verfassung ageschriwwe gëtt.

Den zweete Punkt, an dat ass e Punkt, dee scho méi laang diskutéiert gëtt an der Lëtzebuerger Politik, wéi ech an der Chamber sinn, ass d'Kreatioun vum Conseil national de la justice.

An den drëtte Punkt ass, datt mer op enger Plaz all déi grouss Prinzippie regruppéieren, déi e Prozess viru Geriicht regéieren.

Erlaabt mer, da fir d'éischt zum éischte Punkt ze kommen, zu der Independance vun der Justiz. Déi Independance vun der Justiz, déi deklinéiert sech iwwer eng ganz Rei Punkten an dem Kapitel iwwert d'Verfassung. An den éischte Punkt ass: Wéi schwätze mer vun der Justiz? Wéi nenne mer d'Justiz? Doriwwer hate mer eng laang Diskussioun. Et waren e puer Propositiounen um Dësch:

Et hätt een, wéi haut am Artikel 49 vun der Verfassung, kënne bäibehalen: « La justice est rendue par les cours et tribunaux. »

Eng zweet Propositioun war: « Le pouvoir de rendre justice est exercé par les magistrats du siège. » Mee mir wollten als Institutiounskommissioun déi Notioun vu „pouvoir judiciaire" an dem Text hunn, well mer jo an enger Demokratie, an engem parlamentaresche System liewen, wou d'Séparation des pouvoirs ass a wou mer ëmmer erëm vun den dräi Pouvoire schwätzen: éischte Pouvoir ass d'Chamber, zweete Pouvoir d'Regierung an drëtte Pouvoir d'Geriichtsbarkeet.

Dofir hu mer eis dunn decidéiert, fir vun engem Pouvoir judiciaire ze schwätzen, deen exercéiert gëtt vun de Geriichter, op Franséisch: « Le pouvoir judiciaire est exercé par les cours et tribunaux. » Dat ass déi éischt Komponent vun der Independance vun der Justiz, engem vun den Haaptpouvoire vun dësem Land.

Den zweete Punkt ass, datt de Statut vun de Magistrate preziséiert gëtt, net nëmmen aleng hei an deem neien Text, mee doriwwer eraus natierlech och an anere Gesetzestexter. Mee hei ass et déi éischte Kéier, wou mer och elo kloer d'Distinctioun maachen: op där enger Säit d'Riichteren, déi eng Decisioun um Fong huelen, an op där anerer Säit de Parquet, d'Membere vum Parquet, déi ukloen.

Déi drëtt Komponent vun der Independance vun der Justiz ass d'Inamovibilitéit vun de Riichteren. Ech muss net op aner Diskussiounen hiweisen an anere Juridictioune vun der Europäescher Unioun, wou dat ganz schaarf kritiséiert gëtt, wou am Fong d'Regierung kann decidéieren, wou wéini wat fir ee Riichter sëtzt. Et ass eng essenziell Komponent vun der Independance vun der Justiz, datt e Riichter net kann deplacéiert ginn. Dofir ass et och esou wichteg, d'Inamovibilitéit vun de Riichteren an d'Verfassung anzeschreiwen.

An dann e Punkt, iwwert dee mer, Här President, ganz laang diskutéiert hunn: déi sougenannt Independance vum Ministère public oder - am Volleksmond - vun der Staatsanwaltschaft oder vum Parquet. Hei hu mer eng Evolutioun gemaach opgrond vun den Diskussiounen, déi mer kontradiktoresch gefouert hunn an der Institutiounskommissioun, wou mer de Pour an de Contre vun all Propositioun ofgewien hunn a wou mer eng kloer Evolutioun hu par rapport zum Text vun der Propositioun 6030, wat jo eng global Verfassungsreform war.

An der Propositioun 6030 stoung einfach, datt de Parquet complètement


Den Här Léon Gloden huet de Rapport iwwert de Volet „Justice“ presentéiert.

„indépendant“ war. Mir sinn dunn zréckkomm op déi Formulatioun, well mer eis Gedanke gemaach hunn: Wéi fonctionéiert de Parquet am dagdeegleche Liewen? Fir eis war et kloer, ...

(Toussotement)

... datt op där enger Säit de Prinzip vun den „opportunités des poursuites individuelles“ net däerft ugetaascht ginn. Dat heescht, et däerf keen dem Parquet virschreiwen, géint wat fir eng Persoun en ...

(Toussotement)

Pardon.

(Interruptions)

Ech hu kee Covid.

M. Roy Reding (ADR).- Bass de sécher? Hues de dech getest?

M. Léon Gloden (CSV), *rapporteur*.- Jo.

Op där enger Säit ka keen dem Parquet virschreiwen, géint wat fir eng konkreet Persoun en däerf virgoen oder net virgoen, mee op där anerer Säit: In fine ass et ëmmer de Justizminister, dee politesch responsabel ass, wann eppes geschitt a wann näischt ënnerholl gëtt. An duerfir ware mer der Meenung, datt de Justizminister muss de Pouvoir de direction en matière de politique pénale générale behalen, fir kënne generell Uweisungen ze ginn. Dat war och no laanger Diskussioun, an doriwwer sinn ech frou, e Konsens, Unanimitéit an der Institutiounskommissioun.

Dann hu mer eppes, an ech wëll dat och hei ënnersträichen: Et ass ëmmer esou dobausse gesot ginn, mir géifen do eng Attack op de Parquet maachen. Ech verweisen op eng ganz Rei europäesch Rapporten, op de Rapport vun der Commission de Venise vun 2012, déi gesot huet: „Et gëtt net d'Solution toute faite. Et gëtt net d'Solution unique.“ Et sinn an deene verschiddene Juridictiounen an den État-membre verschidde Solutiounen, dat geet vun A bis Z. An och, an ech mengen, dat freet eis besonnesch, de rezente Rapport vun der Europäescher Kommissioun iwwert den État de droit an eisem Land huet confirméiert, datt si domadder averstane sinn.

Dann zum neien Organ an eisem Justizapparat, dem Conseil national de la justice. Déi Diskussioun, déi ass scho ganz laang hei am Land gefouert ginn. Et gi Länner, déi hunn esou en Organ, et gi Länner, déi hu keen esou en Organ. Ech hat de Pleséier a menger fréierer, a menger jonker politescher Karriär kënnen e Kapitel an engem Buch ze schreiwe mat engem Kolleeg iwwert d'Necessitéit vun der Kreatioun vun esou engem Conseil national de la justice.

Déi éischt Gedanken, déi doriwwer gemaach gi sinn, waren och deemools vum Här Fischbach schonn ugereegt ginn. An deemools ass den Numm geholl ginn: „Conseil suprême de la justice“. An ech ka mech ganz gutt erënneren un d'Ausso vum Kolleeg Alex Bodry, dee sot: „Mir schwätzen hei net vu Suprême de poulet, mee deen Numm muss wierklech e würdegen Numm si fir dat Organ.“ A mir hunn eis dunn entschloss, „Conseil national de la justice“ ze huelen.

D'Diskussioun ass och gefouert ginn an deemools hat och een eng Question parlementaire gestallt, ob een iwwerhaapt muss d'Organer an d'Verfassung aschreiwen oder ob et duergeet, esou en Organ einfach duerch Gesetz ze kreéieren. A mir waren der Meenung an der Institutiounskommissioun, datt et net nëmmen en neit Organ ass, mee et gëtt och en neie Pilier, e ganz wichtege Pilier vun eisen Institutiounen hei zu Lëtzebuerg. An duerfir ware mer eis dunn awer schnell eens, datt de Conseil national de la justice géif an d'Verfassung ageschriwwe ginn.

Natierlech, niewendru si mer amgaangen, e Gesetz ze diskutéieren, e Projet de loi, deen d'Attributiounen an de Fonctionnement vum Conseil national de la justice preziséiert, mee déi Haaptpunkte stinn am Verfassungstext: d'Missiounen - d'Independenz vun der Justiz ze renforcéieren, ëmmer am Respekt vun der Transparenz. An zu der Kompositioun: D'Majoritéit vun de Membere musse Magistrate sinn.

Eng vun den Haaptattributioune vum Conseil national de la justice ass bei der Wiel vun de Magistraten. En huet de Pouvoir, déi Magistraten ze proposéieren, an de Grand-Duc nomméiert se. Mee de Grand-Duc huet, wéi dat am Fachjargon heescht, eng „compétence liée“, dat heescht, e muss déi ernennen.

De Virdeel ass och, datt de Bierger déi éischte Kéier kann esou en Organ uruffen, wann e mengt, et wier e Problem bei der Justiz, beim Fonctionnement vun der Justiz. Ech preziséieren awer och direkt, et ass elo net, wann de Léon Gloden ...

(Brouhaha)

... de Malheur hätt, an engem Geriichtsprozess ze sinn, an e wier net zefridde mam Resultat vun dësem Geriichtsprozess, datt en da bei de Conseil national de la justice kéint goen. Dat ass et net! Et muss ee kloer distinguéieren tëschent den Decisioune vun der Justiz, wou ee jo kann Appell, Cassatioun maache le cas échéant, an de Problemer, dem Fonctionnement général vun der Justiz. Am leschte Fall ass de Conseil national de la justice zoustänneg a ka vun all Bierger ugeruff ginn.

Den drëtte wichtege Punkt - an do kucken ech op d'Kolleegin Simone Beissel, well hatt wäert, wann et dann hei um Pult steet iwwer säi Kapitel ze schwätzen, och nach eng Kéier dorobber ze schwätze kommen -, dat sinn d'Garantien, déi e Prozess entouréieren.

Mir wëssen alleguer, Lëtzebuerg ass schonn e puermol condamnéiert ginn, well d'Geriichtsprozeduren ze laang gedauert hunn. Den Délai raisonnable ass e ganz wichtege Pilier vun engem Geriichtsprozess, deen och d'Legitimitéit an d'Confiance vum Bierger an d'Justice ënnersträicht. Wann e Prozess ze laang dauert, dat heescht, wann e Prozess ze laang vun de Faiten ewech ass, ass et schwiereg, herno eng Decisioun kënnen ze akzeptéieren. Duerfir war et wichteg, den Délai raisonnable hei nach eng Kéier ze widderhuelen.

Dann natierlech de Caractère équitable vun engem Prozess, de kontradiktoreschen Debat virun engem Geriicht, dat sinn alles essentiel Punkten, déi Der hei an dësem Kapitel zréckfannt. Mir hätten och nach eng ganz Rei aner Punkten, aus europäeschen Texter notamment, kënnen iwwerhuelen, mir waren awer der Meenung, dat hei wieren déi wichtegst, an op där anerer Säit hu mer jo déi europäesch Texter. Et huet keen Zweck, déi einfach ze kopéieren.

D'Présomption d'innocence - domat kommen ech op d'Madamm Beissel, dat steet an hirem Kapitel - ass och e ganz wichtege Pilier vun eiser Justiz.

Da sinn nach eng Rei méi kleng Punkten, déi och elo an dëst Justizkapitel kommen. Dat ass, op där enger Säit hu mer eis inspiréiert ... an duerfir hunn ech dat a menger Introduktioun rappeléiert, den Amenagement vum Effet vun engem Arrêt vun der Cour constitutionnelle. Hei amenagéiere mer den Effet vun engem Arrêt, deen e Reglement géif annuléieren, fir eeben ze evitéieren, datt ee - klack! - esou de façon sèche an abrupt en Effet huet, wann et néideg ass, dass een deen Effet kann an der Zäit decaléieren.

Dann e Punkt, dee mer hei nach eng Kéier widderhuelen, ass, datt d'Jugementer am Numm vum Grand-Duc exekutéiert ginn. Wéi ech jonken Affekot war - ech kucken och de Premier an d'Justizministesch -, du sinn d'Urteeler nach am Numm vum Grand-Duc ..., op der éischter Säit stoung, dass se am Numm vum Grand-Duc gesprach gi sinn. Dat ass op eemol ewechkomm. Kee wousst richteg, firwat.

(Interruption)

Mee mir waren der Meenung, och fir de Grand-Duc als Institutioun ze stäerken, datt et wichteg ass, datt d'Jugementer am Numm vum Grand-Duc, vun eisem Staatschef, exekutéiert ginn. An duerfir ware mer eis eens, dëse Saz och an dëst Kapitel anzeschreiwen.

Dann hu mer och d'Attributioune vun der Cour constitutionnelle nach eng Kéier preziséiert. D'Cour constitutionnelle ass jo fir d'éischt zoustänneg fir d'Constitutionalitéit vun enger Norm par rapport zur Constitutioun ze analyséieren. Dat geet an eisem Rechtssystem nëmmen am Kader vun engem anere Prozess, wann de Riichter e Problem opwerft, wou e mengt, eng Norm wier net konform zur Constitutioun. Da kann dat Geriicht d'Verfassungsgeriicht uruffen a froen, datt et soll doriwwer toiséieren.

Do waren Diskussioune bei de Kolleeginnen a Kolleegen, ob mer net géifen op e System iwwergoe wéi zum Beispill a Frankräich, wou et e Contrôle a priori gëtt. D'Kolleege vum ADR hunn ëmmer déi Propositioun virbruecht. Dat ass eng Méiglechkeet. D'Kolleege vum ADR hu se besonnesch virbruecht par rapport zu engem Reglement, dee geholl gëtt en état de crise. A mir waren an der Kommissioun awer majoritär der Meenung, datt et net gutt wier, op engem prezise Punkt dat do ze änneren, well dat bréngt eng ganz Rei Konsequenze mat sech.

Ech erënneren un de Virschlag deemools vum Justizminister Biltgen, dee jo am Fong d'Juridictioune wollt komplett nei organiséieren: op där enger Säit d'Juridictions judiciaires, op där anerer Säit d'Juridictions administratives, mat jeeweils eng Kéier enger Cassatioun driwwer. Do hätt ee vläicht esou kënnen e Contrôle a priori aféieren. Mee mir sinn der Meenung, datt et net gutt ass, op engem prezise Punkt d'Fundamenter vun eise Juridictiounen ze changéieren.

Et ass och e politescht Argument, menger Meenung no, dobäi, well wa mer e Contrôle a priori aféieren, da besteet de Risiko, datt mer eng Politiséierung vun eise Geriichter kréien - a Frankräich gëtt dat jo heiansdo de Geriichter virgehäit - duerch de Contrôle a priori. Mir wollten dat net. An duerfir hu mer dee Punkt vum ADR net ugeholl.

Dann nach e lescht Wuert: Wéini trëtt dat heiten a Kraaft? Et trëtt a Kraaft den éischten Dag vum sechste Mount no der Publikatioun vun dëser Proposition de loi.

Dat war, hoffentlech a verständlecher Aart a Weis, de Resümmee vun deem Justizkapitel, wou ech houfreg war, lech dee kënnen haut virzebréngen. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun zu dem éischte Vott vun dëser Propositioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Rapporter Léon Gloden villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Simone Beissel.

Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

DISCUSSION GÉNÉRALE

Mme Simone Beissel (DP).- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Rapporter Léon Gloden en häerzleche Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, haut ass en historesche Moment. Dräi Deeg no dem 153. Gebuertsdag vun onser Verfassung vum 17. Oktober 1868 kréie mer dann elo den éischten Deel vun deene véier Bléck, déi sollen un der aler Verfassung reviséiert ginn, endlech hei an de Plenum, fir presentéiert, diskutéiert an, wa méiglech, gestëmmt ze ginn.

En historesche Moment och, well Dir musst wëssen, dass Lëtzebuerg dat eenzegt, dat allereenzegt Land um europäesche Kontinent ass - an ech schwätze vu Grousseuropa -, wat nach eng verstëbste Verfassung vum 19. Joerhonnert huet.

Une voix.- Si ass x-mol reviséiert ginn.

Mme Simone Beissel (DP).- Si ass 27-mol reviséiert ginn, mee si ass reviséiert ginn an et war och e bëssen, wéi et mam Patchwork geet: Zum Schluss hält se net méi zesummen. Dofir ass et extreem wichteg, dass elo e richtege Véierblocksystem hei duerchkënnt.

Eis Verfassung, eist Grondrecht, eis Basischarta vum Lëtzebuerger Land ass fir eng parlamentaresch Demokratie a fir e Rechtsstaat elementar wichteg. Firwat? Well si organiséiert de ganze System, de ganze Fonctionnement vun de Pouvoiren, vun den Autoritéiten, vun den Institutiounen op där enger Säit, an op där anerer Säit garantéiert se e staarke Schutz vun onse Bierger.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel (DP).- Genau an deem Geescht hu mir säit zwielef ... Dat geet emol guer net duer. Et ass lassgaange mam Georges Margue, dem Charel Margue sengem Papp. 1994 koumen déi Éischt grouss un, fir d'Verfassung ze reviséieren. Dunn ass et op 2005 gaangen, dunn ass et op 2009 gaangen. An op eemol ass gesot ginn: „Elo geet et duer!“, an 2009 koum dunn de grousse Worf. Dat heescht, wann Der de Kont maacht, da geet et u sech mat zwielef Joer intensiver Aarbecht un där ganzer Verfassung emol iwwerhaapt net duer!

Mir wëssen dat, mir hunn ëmmer an deem Geescht geschafft, fir en uerdentlechen Text ze kréien. Ëmmer am A, dass et d'Grondrecht vun eisem Land ass an dass et muss ganz seriö sinn a wa méiglech am gréisstméiglèche Konsens vun all de Parteien an de Sensibilitéiten hei an dësem Haus soll gedroe sinn. Dat ass eis och gelongen. Bis virun e puer Méint hate mer ëmmer gutt Stëmmung, konstruktiv Stëmmung a Konsens an der Verfassungskommissioun. Leider ass dat momentan e bësselchen a Fro gestallt.

Och dat éischt Kapitel iwwert d'Justiz dréit signifikativ zum Schutz vum Bierger bäi. De Rapporter Léon Gloden huet et wierklech ganz staark ënnerstrach. An dat Éischt, wat do ganz wichteg ass, dat ass, dass endlech de Pouvoir judiciaire consacréiert gëtt.

1848, wéi mer déi éischt revolutionär Verfassung hei an deem Land haten, si fir d'éischt déi dräi Pouvoire géint de Kinnek Grand-Duc agesat ginn. Dat war revolutionär an et ass décke Kaméidi ginn. Duerno ass se erëm ageschränkt ginn an hei an do, mee déi dräi Pouvoiren hunn u sech do geschafft.

Mee contrairement zu anere Länner, déi modern Verfassungen hunn a wou déi dräi Pouvoire formell consacréiert sinn, hu mir ëmmer derno fonctionéiert. D'Cour constitutionnelle a se all, sougutt de Staatsrot, Comité du

contentieux, wéi awer och elo den Tribunal administratif an d'Cour administrative ginn net midd - wann Der hir Urteeler liest -, fir ëmmer unzefänken: „Vu la séparation des pouvoirs", quitte dass et bis dato net an eisen Texter war. Dofir maache mer et elo, well ech mengen, et ass wichteg, dass dat ganz kloer an eisem Grondrecht verankert gëtt.

Mir maachen hei an dësem Text, an de Léon Gloden huet et wéivillmol ënnerstrach, keng revolutionär Changementer. Mee mir kucken awer, dass d'Justiz eeben dee Stellewäert an der Verfassung kritt, dee se sollt kréien, fir dass de Bierger sech doran erëmfënnt.

De Staatsrot huet eis och ënnerstëtzt, fir ëmmer de Begréff vum Pouvoir judiciaire wierklech genau ze definéieren, fir en ze cernéieren, ze kucken, wou seng Limitte sinn a wat genau soll dorënner verstane ginn.

Här President, mir liewen an engem Rechtsstaat. A wann ee vun engem Rechtsstaat schwätzt, dann ass dat éischt Wichtegt, dass d'Organer domat an dësem Staat déi selwecht Rechter a Flichten hunn an onbedéngt mussen an der Independenz eent vun deem anere kënne schaffen.

Denkt awer elo net drun, well mir wëssen et am beschten: De Pouvoir législatif a judiciaire, dat sinn net zwou Inselen, déi iergendwou am Atlantik schwammen. Dat sinn zwou Inselen, déi all Dag interaktiv matenee fonctionéieren, soss geet et net. An et ass just de Judiciaire, deen no uewen an no ënne kontrolléiert, dee vun deenen zwee anere wierklech e bësselchen eng reell Trennung huet.

Dat Éischt, wat do ganz wichteg ass, dat ass, dass et kloer ass: Independenz vun de Magistrats du siège. Dat ass e komplizéierten Term a fir et einfach ze soen: Dat sinn d'Riichter, déi d'Urteeler schreiwen. Déi mussen an aller Independenz kënne schaffen. Dat war scho laang esou. Trotzdeem gëtt et elo eng Kéier hei consacréiert, fir dass déi Independenz ganz kloer ass an dass den Equiliber zwëschent de Pouvoiren nach eng Kéier ënnerstrach gëtt.

Här President, mir haten Diskussiounen - de Léon Gloden huet et erausgehuewen - iwwert de Stellewäert an den Degré d'indépendance vun der Staatsanwaltschaft, vum Ministère public. Do hutt Der an de verschiddene Länner verschidde Systemer. Mir haten ëmmer e staarkt Weisungsrecht vum Justizminister, deen zur Politique criminelle générale u sech kann Direktiven do erausginn. An anere Länner, wéi a Frankräich, wou se awer ganz vill Problemer hunn, muss ech awer zouginn, ass de Parquet wierklech total independent ginn.

An no villem Hin an Hier an duerch Experten an duerch de Staatsrot an d'Commission de Venise, all d'Experten, déi eis do beroden hunn, hu mer elo e Konsens fonnt - an ech soen all Mënsch Merci, deen do matgeholl ef huet -: dass de Parquet a senge fonctionnelle Kompetenzen - dat heescht, alles wat Poursuitten ass, Recherche vun de Faiten, dass d'Affäre viruginn an akribesch gekuckt ginn -, dass en a senge Compétences fonctionnelles eng total Independenz huet, dass awer doniewent e Weisungsrecht vum Justizminister bleift, wat d'Politique pénale générale ugeet. Mir sinn ëmmer gutt do dermat gefuer bis dato! Well Dir wësst, mir sinn e Mikrokosmos an et kontrolléiert een deen aneren. Och wann et net institutionell ass, et gëtt aner Geleeënheeten. Mat deem System fuere mer och esou virun, an dat ass extreem gutt.

De Parquet, d'Staatsanwaltschaft muss awer, wéi gesot, an hirer fonctionneller Kompetenz independent sinn, fir dass eng uerdentlech, eng vollstänneg Independenz vun der Justiz garantéiert gëtt.

Zu dem Conseil national de la justice. Ech si frou, dass endlech ...! Well ech mengen, et ass net gradesou schlëmm wéi bei der Verfassung ... Ech mengen, och 2005 ass schonn ugeschwat ginn - virdrun nach huet de Guy Arendt mer gesot, hie war du Bâtonnier -, du war scho rieds vun: Wini kréie mer endlech e Conseil national de la justice?

An ech sinn absolutt net d'accord mat dem ADR, deen da seet: „Nëmme Leit, déi aus Diktature kommen, kréien e Conseil national de la justice"! Et geet drëm, fir dee ganze System vun dem Justizapparat massiv ze stäerken, fir hinnen Autonomie ze ginn, an net, fir op eemol aus komeschen diktorialen Zoustänn ze kommen. Well dat hate mer net! An ech hoffe jo och, dass mer dat ni kréien.

Plusieurs voix. - Très bien!

Mme Simone Beissel (DP).- Onofhängegkeet vun dësem Conseil, ech hunn et gesot, fonctionéiert nëmmen, wa sougutt ... E gëtt jo majoritairement vu Riichter besat, an dat ass och nëmmen normal. Mir hunn elo e Konsens fonnt: sechs Riichter vun deenen néng, déi e composéieren, Magistrats du siège, dat heescht, Riichter, déi d'Urteeler maachen, awer och d'Staatsanwaltschaft muss do vertruede ginn. Et muss all Mënsch de selwechten Niveau hunn. Dofir ass et wichteg, dass se dee selwechte Statut hunn, dass all Mënsch seng Rechter a seng Fräiheeten do kann ausschwätzen an och mat kann decidéieren.

De Conseil national de la justice huet sech elo ganz ambitiéis Ziler sech gesat. A fir déi duerchzezéien a fir deen Apparat vun der Justiz wierklech signifikativ ze stäerken, ass awer, an entschëllegt, wann ech emol eng Kéier Latäin schwätzen, d'Conditio sine qua non - mee dat verstitt Der alleguerten, well et ass bal Franséisch -:

(Brouhaha)

Et geet net, wann deen Apparat net déi néideg Leit kritt, dat heescht, et musse genuch Magistraten an de System kommen, a wann en net déi néideg Moyene kritt!

Dir wësst alleguerten, dass mer aktuell e Manko vu Riichter hunn. Et gëtt zwar intensiv rekrutéiert, mee do gëtt och eng ganz seriö Formatioun gemaach, fir dass mer Riichter kréie vu gudder Qualitéit. Mir kréien ëmmer méi Affären. D'Affäre kréien ëmmer méi Komplexitéit. Dofir brauche mer net nëmme méi Riichter, mir brauchen och méi Säll. D'Cité judiciaire leeft schonn iwwer, platzt aus allen Néit. Elo ginn nei Säll gesicht an déi sinn och amgaange fonnt ze ginn.

All dat ass absolutt wichteg, wann dëse wichtegen neie Gremium Conseil national de la justice kee Pabeiertiger soll bleiwen! E muss esou bestéckt ginn, dass en direkt kann aktiv schaffen an dass en dat och bréngt, wat mir alleguerte vun dësem Gremium erwaarden. Well nëmmen dann, wann de Justizapparat esou gestäerkt gëtt, wéi mer et gär hätten, behale mer och d'Vertraue vun de Bierger an d'Justiz!

An engem System vu parlamentarescher Demokratie a Rechtsstaat muss de Bierger Vertrauen hunn, an och de Justiciable oder de Prevenu, deen, deen ugeklot ass, muss kënne Vertrauen an d'Justiz hunn. Well zum Beispill deen, deen net ugeklot ass, deen awer e Prozess huet, wennt sech nëmmen un d'Justiz, wann e weess, dass de System uerdentlech fonctionéiert an dass en do wierklech d'Chance huet, fir säi Recht ze kréien.

Dir héiert heiansdo dobaussen - ech kréien dat och gesot, mee Dir och -: „Oh là là, Recht hunn a Recht kréie sinn zweeërlee Puer Schong!" Dat ass e gudden ale lëtzebuergesche Sproch, deen nach ëmmer richteg ass, well et muss ee säi Recht beweisen, fir um Geriicht duerchzekommen.

Mir hunn dat alles ganz kloer an eise Käpp gehat an dofir ass gesot ginn: „Et muss alles esou organiséiert ginn, fir dass de Bierger dat néidegt Vertrauen huet." Well de Bierger muss net nëmmen d'Gefill hunn - dat ass eppes Subjektives -, mee e muss och offiziell Garantien hunn, dass en als Bierger vun deem Geriicht à tout moment gläich a richteg behandelt gëtt, dass do net iergendwéi Dispositioune sinn, wou e sech onwuel fillt a wou e vun Ufank u schonn Angscht huet, dass et him schlecht geet, ier et schonn iwwerhaapt lassgeet.

Mir hu virdru vun de Garantië geschwat vum wat mer nenne „Justiciabel". Dat sinn déi Leit, déi mat der Justiz eppes ze doen hunn. Mee dat ass och de Bierger. An déi Garantien, déi si jo an de grousse internationalen Texter, wou mer d'Superioritéit an de Lien d'allégeance vu Lëtzebuerg scho laang determinéiert hunn. Mir sinn also vun deenen hei zu Lëtzebuerg u sech regéiert, mee si sinn esou wichteg, dass mer awer decidéiert hunn - an dat huet de Léon Gloden jo och virdru gesot -, dass mer se nach eng Kéier betonéieren an dëst Kapitel, fir dass d'Leit se séier a kloer, wa se se brauchen, direkt an den Texter fannen.

Dat eent, dat ass: keng Strof ouni Gesetz. Dat ass wierklech den uralen Term. Well fréier bei de Monarche konnt ee mat Momenter emol agesat ginn a verurteelt ginn, ouni dass iergendwéi en Text do war. Dat ass déi éischt Garantie.

Déi zweet Garantie, dat ass d'Impartialitéit vun de Riichter. Déi mussen onparteiesch sinn.

An dat Drëtt ass natierlech dee berüümten Délai raisonnable. Den Délai raisonnable ass eng Notioun, dat geet natierlech vun 0 bis 100. Mee et ass eng Saach vu gesondem Mënscheverstand. Wann eng einfach Affär op eemol véier Joer dauert, da seet all Mënsch, deen ugefaangen huet: „Ëm Gottes Wëllen, ech hunn zwar d'Affär gewonnen, mee ech si ruinéiert an dee ganze Problem huet sech vum selwe geléist. Et huet alles näischt bruecht."

Dat ass net gutt! Well da soen d'Leit: „Et huet iwwerhaapt kee Wäert, sech un d'Justiz ze wennen." Dofir musse mer dat dauernd am A behalen, dass mer mat deenen Delaien ... Mee dat geet nëmmen, Madamm Justizminister, wann effektiv genuch Leit, Moyenen, Säll do sinn, dass déi Justiz ka méi performant a méi schnell schaffen. Mir kennen alleguerten de Problem a mir sti voll hannerun lech, dass Der dat och esou schnell wéi méiglech op dee Wee kritt.

Dir wësst, wann Der e Fall hutt, de Mënsch ass eeben esou, dat ass en Eenzelfall. Mee fir de Justiciable ass et „säi Fall". An dee Moment ass et u sech e Fall, deen ass wichteg fir säi ganzt Liewen. An dat dierf een och net vergiessen, well do sinn alleguerten déi mënschlech Gefiller, déi niewent der puerer Juristerei awer och kommen. Dofir ass et esou wichteg, dass déi Justiz esou fonctionéiert.

Ech wollt nach ganz kuerz agoen, an de Léon huet et schonn ugedeit, op ee vun de Prinzippien, dee mer och geholl hunn; an do muss ech dem Gilles Roth extra Merci soen. Well mir haten deen zwar um Radar, mee de Gilles Roth huet insistéiert, dass mer e wierklech betonéieren, en nach eng Kéier an d'Grondrecht erasetzen: Dat ass de berüümte Prinzip vun der Présomption d'innocence.

Wat wëllt dat heeschen op gutt Lëtzebuergesch? Mee dass all Bierger, all Prevenu esou laang als onschëlleg ugekuckt gëtt, bis seng Schold juristesch bewisen ass.

An ech kann Iech soen, an dësen Zäiten, wou bewosst Desinformatioun, Fakenews, Hetzcampagnen all Dag iwwert d'sozial Medie ginn, wou d'Leit scho verurteelt sinn, ier se iwwerhaapt de Mond opgemaach hunn, sech konnten erklären oder verteidegen, ass dat do e Prinzip, dee mer erëm voll mussen aktivéieren, fir engem bestëmmte Mumpitz emol en Enn ze maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel (DP).- Bon, ech kommen elo nach zu dem Verfassungsgeriicht. Ech sinn elo duerch déi Haaptpunkten duerch. D'Verfassungsgeriicht, wat 1997 kreéiert ginn ass, huet den enorme Meritt, fir eng riseg Serie vu Gesetzer op hir Conformitéit zur Verfassung ze préiwen, an huet extreem d'Qualitéit vun eiser Legislatioun an d'Luucht gesat duerch de Fait, dass et „fait de l'ordre dans la boutique". Si hu ganz vill Gesetzer wierklech gebotzt, an dofir hu mer eng besser Legislatioun kritt.

An dofir ass et gutt ... Si hunn enorm vill Aarbecht. Dofir, wann ee virun d'Verfassungsgeriicht plädéiere geet, da muss een och Gedold hunn, well dat dauert ëmmer méintelaang, bis eng Affär iwwert d'Bün ass. Mee elo gi se nach verstäerkt. Si gi verstäerkt duerch de Fait, dass se kënnen d'Geriichter, déi matenee streide fir ze wëssen, wien zoustänneg ass fir wat fir eng Affär, departagéieren. Dat war virdrun eng Kompetenz einfach vun der Cour supérieure de justice. A bon, dass se e Suppleant bäikréien, ass jo u sech och ganz wichteg, fir dass se kënne fonctionéieren.

A wat ganz wichteg ass, wat zwar en techneschen Detail ass, mee ech soen lech dat awer: Et war ëmmer e fierchterleche Frust an dem Verfassungsgeriicht an och bei de Parteien, déi dann zum Beispill Recht kritt hunn, mee wann dat Urteel da komm ass, da war dat just zwëschent de Parteien. A wann de Legislateur sech net beweegt huet, fir dann d'Gesetzer ze änneren, dann ass et riicht virugaange mat de Gesetzer, déi net verfassungskonform waren! Elo kënnt e richtege Paradigmewiessel, well an deem Text, dee mer elo an dëst Kapitel aschreiwen, ass et esou, dass eng kuerz Zäit, nodeem d'Urteel geholl ginn ass op dem Verfassungsgeriicht, d'Wierksamkeet vun deem falschen, zu der Verfassung net konforme Gesetz flaachfält. An da muss de Legislateur agéieren an da gëtt de Schutz vun de Bierger massiv an d'Luucht gesat.



An zum Schluss, vu dass mer wëssen, dass eis Welt terribel schnell virugeet an dee Moment och d'Gefill vun der Demokratisatioun, hu mer bien entendu och an den Text geschriwwen, dass mat enger Zweedrëttelmajoritéit, dat heescht an engem grousse Konsens heibannen, d'Attributiounen, d'Kompetenze vun deem Verfassungsgeriicht kënne weider ausgebaut ginn, wat och ëmmer dat heescht. An dann dee Moment kënne mer se jo nach - et muss ee kucken, wat dat alles beinhalt -, wa mer et nach wëlle méi demokratiséieren, da musse mer se natierlech nach massiv verstäerken. Si fonctionéiere momentan mat zwou Chamberen, mee da brauche mer der minimum fënnef, wa mer en anere System vu Saisine maachen. Mee mir hunn et drageschriwwen als Possibilitéit, dass ee kann dat Geriicht stäerken.

Sou, elo wär ech u sech derduerch. Ech mengen, dat, wat mer hei maachen, ass eng massiv Verstäerkung vum ganze Justizapparat mat deenen neien Organer. E Justizapparat, dee verstäerkt gëtt, dat wëllt heeschen, e gëtt méi kloer, méi transparent, an dee Moment gëtt ipso facto de Schutz vun de Bierger massiv an d'Luucht gesat.

An deem Sënn, wëll ech Iech soen, hu mer geschafft. Ech wëll all de Kolleeginnen a Kolleegen, déi wärend Joren eis elo gehollef hunn an der Kommissioun, fir dat do op d'Been ze kréien ... Et war eng Monsteraarbecht. Ech mengen, mir haten 200 Sitzunge vun ënnerschiddlecher Längt, mee et war ni eng kleng derbäi. Do hu mer massiv geschafft, fir e gudden Text ze kréien, fir d'Plus-value vun der Justiz am Interessi vum Land, der Verfassung an am Schutz vum Bierger duerchzekréien. An dofir soen ech all Mënsch, deen hei gehollef huet, e ganz häerzleche Merci a gi bien entendu mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - An ech soen der Madamm Simone Beissel villmools Merci a ginn d'Wuert un den nächsten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech deele mat menge Virriedner déi Emotiounen, déi dës Etapp an eis ervirrifft, well mer an deene leschten 20 Joer nach ni esou wäit ware wéi elo. Dat heescht net, datt mer besser si wéi all déi aner, mee datt mer op gutt Viraarbecht konnten opbauen an dru gegleeft hunn, datt mer eis eng Verfassung kéinte ginn, eng revidéiert Verfassung kéinte ginn, déi an déi Zäit hei erapasst.

Eis Verfassung ass definitiv dat wichtegst vun eise Gesetzer. Si staamt aus dem Joer 1868, ass also gutt 150 Joer al, a gouf x-mol deelweis revidéiert an un déi haiteg Zäit, esou wäit, wéi dat méiglech war, adaptéiert.

Well awer en 150 Joer alen Text noutgedrongenerweis Inkohärenzen a Lacunne vis-à-vis vun den institutionellen, gesellschaftlechen, sozialen a politesche Realitéite vun haut gewisen huet, huet eis Chamber, eis verfassungsgeebend Versammlung, viru bal 20 Joer de Grondstee fir eng fundamental Iwwerschaffung vun eisem Grondgesetz geluecht. Richteg koumen dunn d'Aarbechte viru 15 Joer an eiser Institutiounskommissioun un d'Lafen.

Mir sinn also elo annerhalleft Joerzéngt mat der Revisioun vun eiser Verfassung ënnerwee an hunn eis Constitutioun an - jo, an der Zwëschenzäit sinn et der 230 -Sëtzungen an der Institutiounskommissioun ënnert d'Lupp geholl.

Déi Revisiounen, déi Ännerungen, op déi mer eis konnten eenegen, si keng Ëmwälzung, keng Revolutioun, mee eng ganz weesentlech Evolutioun. Eist Grondgesetz soll domat un eis gemeinsam Wäerter erugefouert ginn. Mir hunn dobäi dat gehalen, wat sech bewäert huet. D'Zil vun eisem Grondgesetz ass a bleift et, eis Leit zesummenzebréngen, zesummenzehalen an net ausenanerzedividéieren. Duerfir eegent sech eng Verfassung och net, fir fir parteipolitesch Zwecker mëssbraucht ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Eis Aarbechte sinn net am „stillen Kämmerlein" gemaach ginn. Schonn 2015 goufe wichteg Froe iwwer Referendum tranchéiert, wou sech à la lettre dru gehale gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Mat eise Biergerforen, dem Opruff un d'Zivillgesellschaft, iwwer „Är Virschléi" matzeschaffen un där Verfassung, a mat Hearinge si weesentlech Elementer an eis Aarbechten agefloss.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Elementer, déi zum Deel elo kontestéiert ginn - mee déi komme vun der Zivillgesellschaft! -, wéi zum Beispill verstäerkte Rechter fir d'Kand, an dorëm geet et, wéi e garantéierten Zougang zur Kultur an de Schutz vun eisem Patrimoine culturel, ...

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... wéi d'Libertéit vun der Recherche, wéi den Dialogue social, wéi de Schutz vum Déier, dat als Liewewiesen, sensibelt Liewewiesen - et si keng Mënschen, mee et sinn awer Liewewiesen - unerkannt gëtt. Mir hunn also keng Grujelegkeeten an enger Hexekichen zesummegebraut, ...

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... mee weesentlech Verbesserungen, Prezisiounen, nei Rechter a Flichten an eng Stäerkung vun eisen Institutiounen an de Grondrechter vun eiser Gesellschaft ausgeschafft.

Déi Aarbechte ware konstruktiv. Jiddwereen huet säi Bäitrag geleescht, och wann dat heiansdo no baussen aneschters ausgesäit. Jiddwereen huet hei matugepaakt an et si vu jiddwerengem, vu jiddwerenge Sensibilitéiten Iwwerleeungen, Iddien, Texter hei eragefloss, vu jiddwerengem!

Duerfir, mäin éischten Appell un all déi, déi sech fir d'Verfassung interesséieren: Liest déi jëtzeg Verfassung, vergläicht se mat der Verfassung, wéi se haut gëllt, (veuillez lire: vergläicht se mat der Revisioun vun der Verfassung) a loosst Iech net vu Verdréiungen an Impressiounen, ...

Plusieurs voix.- Ligen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo, wann Dir dat sot: ... net vu Ligen, gewollt oder net - wann et net gewollt ass, sinn et jo net onbedéngt Ligen -, mee vu Fakten an Texter, déi schwaarz op wäiss novollzéibar an op de Sitte vun der Chamber jiddwerengem zougänglech sinn, iwwerzeegen!

Wa mir haut dat éischt Kapitel vun deene véier Deeler vun de Verfassungsrevisioune stëmmen - meng Partei, d'LSAP, wäert dat Kapitel selbstverständlech mat Iwwerzeegung stëmmen -, dann aus der Iwwerzeegung eraus, datt aus der Aarbecht vun der Institutiounskommissioun, dem Staatsrot, de berodenden Instanzen, aus den Echangë mat der Regierung - an där méi wéi 30, et sinn der warscheinlech éischter 50 wéi 30 - e grousse Meerwäert entsteet fir eist Land, eis Leit an datt keen dobäi verléiert.

Elo kann een eis froen: „Firwat, wann dat alles esou gutt ass, maacht Dir da kee Referendum?" D'Geschicht kennt Dir: 2018 war d'global Reform prett a vun op d'mannst véier Parteie gedroen, déi och fir de Referendum als Ersatz fir den zweete Vott agetruede sinn - ech schwätze vun der Gesamtreform! Mee no de Walen huet de Konsens vun deemools net méi gegollt. Jiddwereen däerf hannerfroen, firwat. Mee, mee, mee bei alle Meenungsverschiddenheete gouf et ee Konsens: Mir musse kucken, wat mer vun deenen Aarbechten, déi gemaach gi sinn, retten, fir datt 20 Joer net fir d'Kaz ware vu gudden Aarbechte vu gudde Leit - vu wierklech gudde Leit! -, net datt mer déi kéinten an d'Dreckskëscht geheien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat sief emol eng Kéier gesot!

De Kompromiss, dee fonnt gouf, huet ronn 30 Artikele festgehalen, déi an der bestoender Verfassung a véier verschiddenen Deeler sollte geännert ginn. Domat ware mer net méi am Zenario vun der Gesamtreform, wou ee Referendum duergaange wär, mee an Deelreformen, wou d'Referendumsprozedur vill méi komplizéiert gi wär. An duerfir ass déi Prozedur net méi zréckbehale ginn. Dat ännert awer näischt drun, datt déi jëtzeg Verfassung an hirem Artikel 114 eng kloer Prozedur festhält, wéi e Referendum vu 16 Deputéierten oder vun de Leit kann ausgeléist ginn, an dat ass e Verfassungsrecht, dat heibanne keen a Fro stellt an och keen a Fro ka stellen - Punkt!

Dat setzt awer viraus, datt zumindest een Deel vun de Verfassungsrevisiounen eng éischte Kéier am éischte Vott gestëmmt gëtt. Dee Vott ass also keng Provokatioun, wéi Eenzelner gleewen doen, mee mécht all Dieren op, och déi fir de vun Deputéierte gewollten oder vum Bierger gewollte Referendum. Och gëtt domat kengesweegs eng Petitioun mëssuecht. D'Rechter vun den Auteure bleiwen erhalen, wann een emol eng Kéier kuckt, wéi déi Prozedure si bei engem méiglече Referendum. Also wannechgelift emol eng Kéier d'Referendumsgesetz erbäihuelen an da kucken, wéi esou eppes ofleeft - ganz interessant!

Haut diskutéiere mer also iwwert dat kierzt, mee awer extreem wichtegt Kapitel iwwert d'Justiz. Ech wollt hei déi Diskussiounen zwee léiwe Kolleege widmen, déi iwwer bal zwee Joerzéngten déi Diskussioune gepräägt hunn: de Paul-Henri Meyers - ech brauch Iech en net virzestellen - an den Alex Bodry.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Si sinn d'Weebereeder, zesumme mat deene Kolleegen, déi an der Institutiounskommissioun waren, an déi, déi matugepaakt hu fir dee weidere Schrëtt, dee mer haut kënne maachen. Dat hëlt keen hinnen!

Une voix.- Richteg!

Une autre voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- E Merci och alle Kolleegen aus der Institutiounskommissioun an all deenen, déi un der Diskussioun bedeelegt waren. An da Respekt fir de Rapporter, de Léon Gloden, fir säin Engagement, seng Oppenheet fir Argumenter a säi Réckgrat!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech brauch, vu dass de Rapporter esou eng exzellent Aarbecht gemaach huet an d'Simone Beissel och, si waschecht Juriste sinn an ech nëmmen e Schmalspurjurist, ...

(Hilarité)

... net méi an den Detail vun dësem Kapitel anzegoen, wëll awer ënnersträichen, dass dës Revisiounen eiser Justiz villes wäerte bréngen.

D'Onofhängegkeet vun der Justiz gëtt éischtmools an enger Verfassung verankert. Jo, do ass vill driwwer diskutéiert ginn! Do ass kontrovers driwwer diskutéiert ginn. Do waren eng Rei vun Diskussiounen, déi mer eis wierklech hätte kënnen erspueren, vun deenen zwou Säiten - vun deenen zwou Säiten, soen ech -, déi de Klima net méi serein gemaach hunn. Mee hei ass d'Resultat dat, wat zielt.

Jiddweree war sech erëm senger Verantwortung bewosst a mir hunn Texter fonnt, déi weesentlech besser si wéi an deene meeschten anere Constitutiounen. Mir hunn hei e Grondstee geluecht, e feste Grondstee geluecht, deen et net méi erlaabt, fir d'Onofhängegkeet vun der Justiz a Fro ze stellen.

E weidere Grondsteen ass dee vum Conseil national de la justice, deen iwwert de gudde Fonctionnement vun eiser Justiz soll waachen. Dat heescht net, dass d'Justiz un de Gängel soll geholl ginn, mee dass d'Viraussetzunge solle geschaaft ginn, fir dass eis Justiz optimal ka fonctionéieren. An do ass de Conseil national de la justice e wichtegt Element, och an der Nominatiounsprozedur vun de Magistraten, e wichtegt, extreem wichtegt Element, en zentrale Punkt an dësem Deel vun der Verfassung!

D'Garantie fir d'Leit virun der Justiz, ee vun den Haaptpunkten, jo: d'Présomption d'innocence! Et ass een esou laang net schëlleg, wéi een net schëlleg gesprach ginn ass. A virun allem och d'Délais raisonnables: Et ass net zoumuttbar, dass e Justiciable wärend Joren op dat Urteel muss waarden. Alleguer zesumme musse mer doru schaffen. Et ass keng Scholdzouweisung, mee et ass awer en Zil, dat mer eis gesat hunn. Wa mer eis dat heite ginn, dann ass dat eng Obligatioun, fir all déi dote Saachen op de Buedem ze bréngen.

Haut, wann et gutt geet, wäerte mer eent vu véier Kapitele stëmmen. Esou wäit ware mer nach ni an deene leschte 15 Joer!

Dräi weider Kapitele stinn nach aus. An ech wëll et bei dëser Geleeënheet net verpassen, den Appell ze maachen, déi Diskussioun haut, well elo gëtt weiderdiskutéiert, a virun allem och déi Diskussiounen, déi nach op eis zoukommen, op Fakten ze baséieren - op Fakten ze baséieren, net op Faken! Op Fakten, net op Faken!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- An ech huelen dat Wuert elo net nach eng Kéier an de Mond, dat Wuert vu „Ligen", gewollter oder ongewollter, virun allem vusäite vun deenen, déi et besser wëssen an déi dat nëmme maachen, fir d'Leit ierzeleeden, et versteet sech wuel vum selwen: an hir Hänn!

Beispill: Auslännerwalrecht. Ech gräifen do just an engem Saz enger Diskussioun vir, déi nach wäert kommen. Wie behaapt, an deene verschiddene Kapitele géif d'Dier opgemaach ginn, fir d'Auslännerwalrecht bei Legislativwalen anzeféieren, dee litt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dee litt! An do ka jiddweree mech viru Geriicht zerren. Wien déi zwee Artikele kuckt, déi am Spill sinn, deen een Artikel fir d'Lokalwalen, wou d'Gesetz ka Verbesserungen oder Ännerunge maachen, an deen aneren Artikel, deen d'Legislativwale betrëfft an deen den Auslänner déi Dier zou, verbarrikadéiert léisst, dee kann net behaapten, dass d'Auslännerwalrecht duerch d'Hannerdier agefouert gëtt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wann en et trotzdeem behaapt, wann en et trotzdeem behaapt, ...

Une voix.- Dann ass et e Ligener.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Voilà!

(Hilarité)

Also nozeliesen, an dat ass e wichtege Schlëssel an der Diskussioun iwwer eis Verfassung. Kommt, mir huelen eis jëtzeg Verfassung a mir huelen déi nei Kapitelen an da vergläiche mer d'Texter vun der jëtzeger Verfassung mat deenen Ännerungen, déi mer wëlle maachen! An ech ginn all Wett mat lech an, dass mer quasi e Sans-faute maachen, dass mer zur Konklusioun kommen, dass déi Texter vun haut besser si wéi déi Texter vun 1868.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Eng Verfassung, Kolleeginnen a Kolleegen, ass keen Tweet, mee verdéngt eng objektiv an déifgräifend Presentatioun, Erklärung an Diskussioun. Eis Chamber, mir all sti fir all Froe mat Äntwerten zur Verfügung. Pressekonferenzen, Consultatiounen, „Är Virschléi", Hearingen, Informatiounsversammlungen, Tables rondes, Publikatiounen an der Dagespress. E Samschdeg an e Méindeg kënnt Der d'Presentatioun vun dësem Kapitel op Lëtzebuergesch an op Franséisch noliesen. Dat ass keng Bläiwüst, dat ass jidderzäit liesbar an enger gudder Opmaachung. A mir wäerten an där doter Direktioun weiderfueren.

An, Här President, wann Der erlaabt, just eng Suggestioun: Vu dass mer net um Enn vun enger Prozedur sinn, mee am Laf vun enger Prozedur, wär et flott, wa mer déi heiten Diskussioun zäitno kéinten an eisem Compte rendu veröffentlechen, eisem Compte rendu, deen un all Stéit geet a wou jiddweree sech dann e Bild ka maache vun deenen Diskussiounen, net eréischt a sechs oder aacht Méint, mee muer oder iwwermuer. E wichtege Bäitrag, Här President ...?

M. Fernand Etgen, *Président.* - Här Di Bartolomeo, ech versécheren lech haut an hei, datt ech eng Publication prématurée vun der siwenter Seance vun haut an der Sessioun 2021/2022 absolutt ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci villmools, Här President, wierklech vun Häerzen! All Diskussioune si wëllkomm. Keng Froe sinn domm Froen. Mee kommt, mir maachen eis all e Gefalen: Kommt, mir ënnergruewen e wichtege Grondstee vun eiser Gesellschaft net, andeem mer onberechtegt Grief gruewen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - An ech soen dem Här Di Bartolomeo villmools Merci a ginn d'Wuert un den nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci, Simone, fir déi léif Erënnerung u mäi Papp, en houfregen, ech mengen och dich-

tegen CSV-Politiker hei op dëser Bänk. Mir maachen der Familljentraditioun ... Säi grengen an houfrege Fils mécht dat dann op dëser Plaz weider. Et bleift an der Famill.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- Mir schaffen un där selwechter Saach.

Haut ass e gudden Dag fir eis Institutiounen, e gudden Dag, wou mir eise Staat a speziell eise Rechtsstaat op stabill Féiss setzen. De Rapporter Léon Gloden huet a sengem Rapport déi weesentlech Punkte vun dëser Proposition de révision ervirgehuewen, enger Verfassungsännerung, déi eenzeg an eleng de Volet Justiz, dat heescht 13 Artikele vum Kapitel VI vun eiser aktueller Verfassung betrëfft. Dofir villmools merci fir dëse gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, deen engersäits d'Handschréft vum Rapporter dréit, anerersäits awer och gutt d'Diskussioun vun der kollektiver Aarbecht an der Institutiounskommissioun erëmgëtt.

Ausféierlech Diskussiounen hunn zu dësem Text, wéi en elo virläit, gefouert, no munchen Divergenzen an der Kommissioun, mat der Regierung an och an e sëllegen Avisen, virun allem vum Staatsrot.

Eng Verfassungsrevisioun ass keng liichtfankeg Aufgab, dat ëmsou méi, wann net nëmmen en eenzelnen Artikel betraff ass, mee e ganze Pak vun Ännerungen, an dësem Fall e ganzt Kapitel.

An dës Chamber huet sech dat och net liicht gemaach. Et ass scho gesot ginn, déi Deelrevisioun, déi mer haut virleien hunn, geet zréck op déi generell Revisiounsaarbechten un eiser Verfassung, op eng éischt global Textpropos vun 2009, e provisoresche Rapport virun de Walen 2018 a schlussendlech eng nei, just op de Justizvolet reduzéiert Propositioun vum Mee 2020.

Ganz generell muss een zu eiser aktueller Verfassung soen, d'Simone huet dat ganz gutt duergestallt, dass se trotz deenen ëmmerhi scho 40 Ännerungen zanter 1868 - a souguer nach méi, wann een all concernéiert eenzel Dossiere consideréiert - nach ëmmer eng ganz Rëtsch „Altlasten", wéi mer soen, Inkohärenzen a Lacunne matschleeft an dass een hier dann och plazeweis den héijen Alter vun deenen 153 Joer eeben ugesäit.

D'Verfassung ass de juristesche Grondtext, op deem eis normal Gesetzer a Reegelen opbauen. An innerhalb vun där legaler Rumm beweege sech eis Institutiounen. Dofir gëtt bei esou enger komplexer Revisioun och Saz fir Saz oder soguer Wuert fir Wuert debattéiert.

Fir eis Gréng ass et awer och wichteg ze ënnersträichen, dass d'Verfassung dat Gesetz ass, wat op Dauer derzou bäidréit, Fräiheet, Gläichheet, Sécherheet an Zesummenhalt fir eis Gesellschaft a fir eist Land ze garantéieren.

Fir eis Gréng, déi jo an der Regierung d'Verantwortung droe fir d'Justiz, ass et dofir méi wéi iwwerfälleg, dass d'Justiz och elo nieft Regierung a Parlament als eegene Pouvoir, als „Pouvoir judiciaire" verfassungsrechtlech verankert gëtt.

D'Verfassung bitt och eng Garantie fir d'Zukunft fir d'Stabilitéit vun eise Grondwäerter a vun eisen Institutiounen, déi onofhängeg an hire Rollen an am géigesäitege Respekt matenee solle fonctionéieren. Si verbënnt deemno d'Grondreegele vum demokrateschen Zesummeliewen a vum gudde Liewen allgemeng. Dofir ass och grad dëst Kapitel Justiz esou wichteg.

D'Onofhängegkeet vum Parquet, op Däitsch „Staatsanwaltschaft", hale mer fest - kee Minister ka sech méi an individuell Fäll amëschen. Déi aktuell Verfassung, an op där Basis den Artikel 19 vum Code pénal, erlaabt dat nach, och wann dat glécklecherweis scho längst net méi gebraucht gëtt. Elo verbidde mer dësen direkte politeschen Afloss iwwert d'Verfassung. An egal wéi eng politesch gefierft Majoritéit kann dat net méi esou einfach réckgängeg maachen.

Et ass schonn ugeklongen: Wann een eriwwer no Zentraleuropa kuckt, da gëtt d'Wichtegkeet vun der Onofhängegkeet vun der Justiz engem nach méi bewosst. Do bestëmmt nämlech d'Politik, wéi d'Justiz fonctionéiert respektiv wéi se ze fonctionéieren huet.

Mir schafen och - endlech, soen ech - no laange Joren en neit Gremium, den Nationale Justizrot. Als Rapporter vum Gesetzesprojet 7323A, dee mat dëser Revisioun zesummenhänkt an dee mir an der Justizkommissioun parallell zu dësen Aarbechte behandelen, wëll ech drop hiweisen, dass dëse Rot d'Missioun kritt, fir d'Justiz um Niveau vun den Nominatiounen an de Karriären ze organiséieren, genee wéi och um Niveau vun den Disziplinarprozeduren, wa Magistraten, also e Riichter, e Procureur oder e Substitut, sech eppes zuschulde komme loossen.

Ech si frou hei kënne matzedeelen, dass mer eis mat Vertrieder vun der Riichterschaft a vum Parquet eens gi sinn iwwert d'Zesummesetzung vum Nationale Justizrot: Sechs Magistraten, d'Riichter an e Procureur, en Affekot plus zwee Vertrieder vun der Zivillgesellschaft, déi mir heibannen als Chamber wäerten nennen. Mir bleiwen also bei néng Persounen. Dat war de Konsens d'lescht Woch an der Réunion jointe vu Justiz- an Institutiounskommissioun den 11. Oktober. D'Amendementer si weidergeschéckt ginn un de Staatsrot.

Et ass scho gesot ginn: D'Vertrauen an d'Justiz ass fundamental fir all Gesellschaft! D'Vertrauen an d'Justiz weider stäerken ass eist Zil, andeems mer der Justiz haut d'Mëttele vun hirer Onofhängegkeet ginn.

De Justizministère huet d'Geleeënheet genotzt an de leschte Joren, fir vill Gesetzer op de Wee ze bréngen, fir eis Justizprozeduren ze reforméieren, den Zougang zur Justiz ze vereinfachen, de Riichter eng massiv Ënnerstëtzung ze ginn duerch d'Schafe vun iwwer 40 Poste vu Referendairen, déi hinnen zouschaffen, mam Zil, eng besser a fair, effikass Justiz fir jiddwereen ze erméiglechen.

An och de Regimm vun der Assistance judiciaire, dee mer de leschten Dezember ausgebaut hunn, dréit dozou bäi. Esou kënnen d'Leit hei am Land Recht kréien, esou kënne se zu hirem Recht kommen.

An dësem Sënn ass et wichteg, dass mer mam virleiende Projet och den Délai raisonnable a mat der kommender Reform vum Kapitel zu de Rechter a Fräiheeten och de wichtege Prinzip vun der Onscholdsvermuddung, der Présomption d'innocence, an d'Verfassung aschreiwen, also e ganz zentrale Rechtsstaatsprinzip, deen awer bis haut an der Lëtzebuerger Verfassung feelt. Meng Virriedner hu schonns drop higewisen.

Esou laang wéi Dir, ech, net schëlleg gesprach si vun engem Geriicht, esou laang si mir onschëlleg. Dat ass de Prinzip vun der Onscholdsvermuddung. An erlaabt mer hei eng kleng perséinlech Nott:

Jo, mir sinn esou laang onschëlleg, wéi mer net rechtskräfteg verurteelt sinn. Dat sollt jiddweree sech zu Gemitt féieren, éier en an de soziale Medien eppes post, wat enger ëffentlecher Virverurteelung gläichkënnt! Och wann ee sech däers net bewosst ass, dann dierf dat keng Ausried oder Entschëllegung sinn. An deem Sënn vläicht e klengen Tipp: Eng Nuecht driwwer schlofen, éier ee post! Oder op d'mannst iwwerliesen a bis zéng zielen, éier een op „send" oder fir en Haasspost „like" dréckt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- Well och dobäi soll ee sech bewosst sinn, dass ee méiglecherweis mat engem „like" eng Virverurteelung vun engem Mënsch ënnerstëtzt a verstäerkt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- Nach e Wuert zum Délai raisonnable. Jo, mir hunn eise juristesche Jargon, dee wéi all Jargon just vun deenen ze verstoen ass, déi e reegelméisseg gebrauchen - entschëllegt fir d'Leit -, mee ech mengen, et ass haut schonn e puermol erklläert ginn: Et ass awer am Fong ganz einfach esou, dass de Bierger d'Recht huet op e Prozess, op en Urteel, an dass dat just net éiweg däerf daueren, egal aus wéi engen Ursaachen.

Mir schreiwen dat an a mir verflichten eis domadder, eiser Justiz déi néideg Mëttele materieller a prozeduraler Natur ze ginn, fir dass d'Rechtsspriechung kann an enger ugemiessener Zäit geschéien.

Fir jiddwereen: Wann ee wëllt, dass d'Riichter, d'Untersuchungsriichter, d'Staatsanwaltschaft an esou weider, bei hiren Enqêten, Poursuitten an Urteeler onofhängeg kënne schaffen, wann ee wëllt, dass d'Politik net kann an eenzelne Fäll draschwätzen, wann ee wëllt, dass d'Politik sech bei der Nominatioun vun de Riichter muss eraushalen, wann ee wëllt, dass Enquêten, Prozesser, Justizprozeduren effikass oflafen, a wann ee wëllt, dass déi eege Biergerrechter a puncto Justiz, de Prinzip vum Délai raisonnable, kloer a lieserlech festgehale ginn, dann ass déi virleiend Deelrevisioun vun eiser Verfassung e wichtegen a souguer dréngende Schratt.

Ech soen lech fir elo Merci fir d'Nolauschteren a gi voller Houfert den Accord vun der grénger Fraktioun fir den éischte Vott vum Justizkapitel vun dëser Verfassungsreform.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Charles Margue villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt och ufänken an dem Här Gloden e grousse Merci soe fir e ganz komplette Rapport. En huet mat senger Argumentatioun op en Neits gewisen, datt et wierklech eng ganz fundamental Reform vun dëser Verfassung ass. An ech hunn, well mer e Modell 1 hunn, elo leider net déi Zäit, fir op verschidde méi poleemesch oder méi aggressiv Kommentaren anzegoen, déi gemaach goufen. Dat musse mer dann eng aner Kéier nohuelen.

Ech wëll awer soen, datt d'ADR dëst Kapitel vun der Verfassungsrevisioun net matdréit, genausou mann wéi déi dräi nächst. An zwar aus zwee Grënn. Dat eent si prozedural Consideratiounen. Dir wësst, datt mir op dee versprachene Referendum insistéieren. An och wéinst der Petitioun 2007. Mir fannen, datt et net an der Rei ass, datt d'Parlament d'Petitionären net unhéiert, déi op de Referendum insistéieren, ier et elo schonn hei Fakte setzt. Also déi zwou prozedural Consideratioune wëll ech maachen.

A wat den Inhalt ugeet, hu mer natierlech och eng Rei Observatiounen. Mir denken, datt déi Verfassungsrevisioun hei ganz vill verpasst Chancen huet, fir wierklech eng Revisioun vun der Justiz am Sënn vun de Leit ze maachen.

Dräi Punkte wëll ech ervirhiewen. Dat Éischt ass, datt mir als ADR denken, datt de Parquet vill méi streng, vill méi kloer misst getrennt gi vun der Magistratur, vun de Riichter, vun där Magistrature assise. Et gëtt ganz kloer funktionell Ënnerscheeder téschent der Aarbecht vum Ministère public, also dem Parquet, deen do ass fir ze ënnersichen an eventuell Schëlleger unzekloen, an där vun der Magistratur, déi jo deen onparteileche Riichter ass, deen dann herno soll säin Urteel fällen.

An Europa gëtt et net vill Länner, déi, wéi hei zu Lëtzebuerg, d'Membere vum Parquet als Magistrate consideréieren. Eiser Meenung no verlaangt de Prinzip vun der Onofhängegkeet vun der Justiz eng méi kloer a formaliséiert Trennung vum Parquet vun der Funktioun vum Riichter. Déi Trennung heescht, datt d'Membere vum Parquet keng Magistrate solle sinn an en anere Statut wéi d'Riichter mussen hunn. Et mussen zwou verschidde Karriäre sinn.

Et wär an eisen Ae besser, de Parquet däitlech als Deel vum Pouvoir exécutif, als separat Administratioun ënnert der Verantwortung vum Justizminister ze definéieren, natierlech mat senger funktionaler Onofhängegkeet. Dat ass jo essenziell. D'Membere vum Parquet sollten also zu där allgemenger Fonction publique gehéieren an net zu der Magistratur.

M. Roy Reding (ADR).- Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Eng kloer Trennung vun de Funktioune vum Riichter an där vum Member vum Parquet géif engem Ugeklote weisen, datt hien op genee déi selwecht Manéier a mat där selwechter Distanz vum Riichter behandelt gëtt wéi säin Ukléier. Dovu géifen d'Rechter vun der Verdeedegung profitéieren an d'Vertrauen an d'Justiz géif gestäerkt ginn.

Haut ass et jo esou, datt de Parquet niewent dem Riichter sëtzt an den Ugekloten ënnen am Sall. Déi Symbolik fanne mir falsch an iwwerlieft. An all déi, déi soen: „Mir wëllen d'Verfassung moderniséieren an an dat 21. Joerhonnert bréngen", déi hätte vläicht sollen op deem dote Punkt ufänken.

Hei geet et wuel ëm Symbolik, awer och nach ëm vill méi: ëm eng gelieften an erliefte Chancëgläichheet viru Geriicht! Dofir muss de Justiciable, deen, deen also viru Geriicht steet, onbedéngt gesinn, datt en d'selwecht behandelt gëtt wéi säin Ukléier. Dëst garantéiert och, datt en Urteel als méi gerecht empfonnt gëtt an domadder och besser akzeptéiert ka ginn. Eng kloer Trennung bréngt méi Vertrauen an d'Justiz.

Déi Vermëschung téschent de Karriäre vun de Membere vum Parquet an de Riichter, déi och leider an där neier Verfassung bleift, kann negativ Konsequenzen op d'Onofhängegkeet vun de Riichter hunn. Och a Frankräich existéiert dës Diskussioun a Form vun engem Appell vu Riichter an Intellektuellen: « Il faut séparer le juge de l'accusateur », well all aner Approche féiert zu enger « justice déséquilibrée ou en faveur de l'accusation ».

Riichter an Ukléier sinn d'selwecht ugedoen, « ils portent la même robe. » A well d'Magistraten an hirer Karriär vum Parquet op d'Geriicht an nees zréck wiesselen, gëtt et do natierlech vill onausgeschwate Rücksichten, Solidaritéiten a Karriärsconsideratiounen. Dat ass zwar mënschlech ze verstoen, mee akzeptéiere kënne mir dat net.

D'ADR wëllt, zweetens, e méi allgemengen Zougang zum Verfassungsgeriicht. Am Ableck kann d'Verfassungsgeriicht nëmmen duerch e Riichter am Kader vun engem lafende Prozess mat enger Fro saiséiert ginn, dat ass déi „question préjudicielle". Dat bleift och an där neier Verfassung esou.

D'ADR wëllt, datt et eng ganz Rei weider Méiglechkeete soll ginn, fir d'Verfassungsgeriicht ze befaassen, an zwar:

- duerch eis Institutiounen, zum Beispill vun der Chamber oder och vun engem Deputéierten oder vun enger gewëssener Zuel vu Membere vum Staatsrot, fir d'Verfassungsméissegkeet vun engem Text oder enger Moossnam a priori oder och a posteriori iwwerpréiwen ze loossen,

- duerch d'Regierung, fir d'Konstitutionalitéit vun enger Dispositioun, déi si soll exekutéieren, iwwerpréiwen ze loossen,

- a ganz wichteg och: vun all Bierger, wann hie mengt, a senge verfassungsméissege Rechter verletzt ginn ze sinn, nodeems hien déi intern Recoursméiglechkeeten ausgeschëpft huet.

Mir akzeptéieren och net - fir op eng Kritik anzegoen - fir ze soen: „Jo, da géif d'Verfassungsgeriicht iwwerlaf ginn." Nee, d'Verfassungsgeriicht ka ganz gutt en Tri maachen. Et kann ee jo a priori virun engem Prozess da kucken, wat et unhëlt oder wat d'Verfassungsgeriicht net wëllt unhuelen. Dat heescht, dat Argument fir ze soen, da bräichte mer esou vill méi Riichter oder esou vill méi Kummeren am Verfassungsgeriicht, dat ass net realistesch.

Drëttens, eis Iwwerleeungen zum Nationale Justizrot: Hei geet et virun allem ëm e Mandat, ëm d'Attributiounen an ëm d'Kompositioun vun dësem Organ. Et ass e ganz neit Organ. Ech hat och gesot, an dat ass hei och kritiséiert ginn, datt déi Länner, déi dat hunn, der dacks sinn, déi aus Diktaturen erauskoumen, wéi Portugal, wéi Spuenien, Frankräich, nom Pétain hat dat et, d'Belsch huet et agefouert no der Affär Dutroux. Déi haten hir Ursaachen, fir dat am Justizsystem ze verankeren. Alles dat sinn Ursaachen, déi natierlech kee Parallellismus zu Lëtzebuerg hunn - mir maachen dat awer hei. Mee dat just als eng Randnotiz.

Mee wat wichteg ass, ass fir ze kucken: Wat ass dann d'Mandat? An do gëtt et gewëssen Onstëmmegkeeten iwwert d'Mandat vum Conseil national de la justice haut nach tëschent dem Projet de loi, dee mer diskutéieren, an der Verfassung. Ass de Rôle vun deem neien Nationale Justizrot deen, fir d'Indépendance des magistrats, d'Indépendance du Ministère public ze garantéieren, esou wéi et am Gesetz ugeduecht ass? Oder ass et deen, wéi an der neier Verfassung dogéint gesot gëtt: « Le Conseil national de la justice veille au bon fonctionnement de la justice dans le respect de son indépendance. » Dat sinn zwou verschidden Approchen. An och do musse mer dann herno kucken, datt dat concordéiert.

Wann een dann higeet an et kuckt een d'Kompositioun - an dat ass vläicht dee groussen, grousse Punkt an dat ass och déi grouss Gefor, déi deen neien Nationale Justizrot bréngt -, dann ass et kloer, dat ass och dat, wat virgesinn ass an där neier Verfassung: Et soll eng Majoritéit vu Magistraten dra sinn. Mee et kënnt och en Affekot dran an zwee Representantë vun der Zivillgesellschaft.

Den Affekot, dat ass een, dee jo dann och mat de Riichter Kontakt huet um Geriicht. Et ka ganz gutt sinn, datt e Riichter dann en Affekot do huet, dee Member vum Nationale Justizrot ass. An da muss ee sech jo d'Fro stellen: Wéi onofhängeg kann dee Riichter dat maachen, wann e weess, datt deen Affekot och an deem Gremium setzt, dat herno vläicht iwwer seng Karriär matdecidéiert?

(Interruptions)

Also dat ... Nee, nee, dat ass eng Stellungnam vum Groupement des magistrats. Déi hunn dat och festgestallt.

Dat Zweet ass: Déi Nominatioune vun den zwee Vertrieder vun der Zivillgesellschaft gi vun der Chamber nomméiert. Dat heescht, dat si politesch Nominatiounen.

(Interruptions)

An och dat ass e Risiko fir eng Politiséierung oder eng Instrumentaliséierung vun der Justiz. Eiser Meenung no ass och ganz kloer, datt keng Membere vum Parquet sollen drasëtzen, well mir hu jo déi Approche, déi ech Iech virdru gesot hunn, datt mir mengen, de Parquet soll eng Administratioun am Pouvoir exécutif sinn. An dann ass et jo nëmme konsequent, datt mer soen: Si kënnen net Member am Nationale Justizrot sinn.

Fir eis gëtt et nach eng Rei aner Considératiounen, déi wichteg sinn. An do sinn der eng Partie. Mee vu datt mer nëmmen zéng Minutten hunn, fir op déi Saachen anzegoen, wëll ech déi Saachen hei nëmme ganz kuerz uschwätzen.

Wichteg ass virun allem, wéi gesot: méi Gerechtegkeet duerch eng Gläichbehandlung vun Uklo a Verdeedegung viru Geriicht; e besseren Zougang zum Verfassungsgeriicht, och fir eis Instanzen; d'Verhënnerung vun enger Politiséierung vum Nationale Justizrot.

Wat awer nach wichteg ass, dat sinn esou Saache wéi zum Beispill, datt mer gär hätten, contrairement zu deem, wat hei virdrun einfach esou marginal ugeschwat ginn ass, datt mer och gesinn, datt d'Urteeler weider am Numm vum Groussherzog solle geschwat ginn. An dat hänkt dermat zesummen, ganz fundamental, wéi mir d'Monarchie gesinn.

Dat ass eng méi allgemeng Considératioun hei am Kontext vun dëser Reform, wou mer nach an anere Kapitelen driwwer schwätzen. Wann ee seet, d'Urteeler sollen nëmmen exekutéiert ginn am Numm vum Groussherzog, heescht dat jo, datt een ëmmer méi higeet an de Staatschef an d'Richtung vun engem Deel vum Pouvoir exécutif do erandréckt. An dat ass eeben déi Approche, déi mir net hunn. Mir denken, datt de Groussherzog soll iwwert deenen dräi Pouvoire stoen. Doduerch hu mir absolutt kee Problem, datt d'Urteeler net nëmmen am Numm vum Groussherzog exekutéiert ginn, mee si sollen och am Numm vum Groussherzog geschwat ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Mir denken och, an dat hu mer festgestallt an dat ass vläicht e bëssen e Problem och am Kontext vun der Diskussioun ëm de Statut de Rome: Iwwert d'Juridictions militaires gëtt net méi geschwat. Solle se ofgeschaaft ginn? Dat ass net diskutéiert ginn, jiddefalls ni an der Déift. Mee dat sollt een och kucken, well de Statut de Rome, dee gëtt eis jo och Obligatiounen als Staat, wéi mer kënnen am Fall vun esou Verletzunge vu Mënscherechter virgoen. Dofir ass et och wichteg, datt mer kucken, wéi eigentlech mir intern an eiser rechtsstaatlecher Uerdnung mat Verbriechen ëmginn, déi eventuell ënnert d'Kompetenz vum Statut de Rome, also vun der Cour pénale internationale, falen.

An eng lescht Considératioun, well meng Zäit ass elo souwäit bal ofgelaf, dat ass och, datt mer feststellen, datt an deem Text, dee mer haut stëmmen, dee seng Virdeeler huet, ouni Zweifel, mee datt och nach Widderspréch dran existéieren, déi och vu verschiddene Geriichter ervirgehuewe goufen, déi Avise geschriwwen hunn.

An dat dréit sech ëm den Theemekomplex: Wie stellt da schlussendlech fest, ob en Text konform mat der Constitutioun ass a kann applizéiert ginn oder net? Well et gëtt verschidden Dispositiounen, wou gesot gëtt, de Riichter däerf dat net applizéieren, wat konträr ass zu der Norme supérieure, wärend u sech d'Verfassungsgeriicht dat eenzegt ass, wat déi Kompetenz kloer zougewise krut. Och do ass e Spannungsfeld. A mir hätten eis gewënscht, datt dat gekläert gëtt, ier esou en Text an d'Chamber kënnt.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da wier et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).- Merci, Här President. Am Exposé des motifs vum alternative Verfassungstext, deen déi Lénk am Joer 2016 virgestallt an an der Chamber deposéiert hunn, hu mer deen amerikanesche Philosoph a Militant fir d'Rechter vun den Aarbechter an Aarbechterinnen John Dewey zitéiert mat follgender Ausso: "Majority rule, just as majority rule, is as foolish as its critics charge it with being." Den John Dewey war der fester Iwwerzeegung, dass d'Demokratie net iwwer e Vott vun enger Majoritéit hiren Ausdrock fënnt, mee dass eng méiglechst vollstänneg éffentlech Meenungsbildung am Austausch tëscht Bierger a Biergerinnen, Experten an Expertinnen a Politiker a Politikerinnen déi eigentlech Grondlag vun enger Demokratie bilt. Dat beinhalt och, dass politesch Entscheeder an Entscheederinnen hir Decisiounen ëmmer erëm zur Debatt stellen a verdeedege mussen.

Här President, wéi dës Ausféierungen 2016 an d'Aleedung vun eiser alternativer Propositioun geschriwwe goufen, wousste mir schonn, dass de Bedeelegungs- an Informatiounsprozess vun der Verfassungsreform, ëm déi et hei säit Jore geet, deemools schonn net zefriddestellend an iwwerluecht gi war. Dofir hu mir och d'Iddi an eis Verfassungspropos agebaut, déi beseet, dass d'Verfassung engem stännegen Diskussiounsprozess ënnerzu bleiwe muss an dofir all zéng Joer misst nei beliicht an debattéiert ginn.

Mir woussten awer net, dass mir sechs Joer méi spéit hei géife stoen an elo eng a véier Deeler opgespléckt an onlieserlech Verfassungsreform géifen diskutéieren. Eng Reform, déi an de vergaangene Joren als klengste gemeinsamen Nenner tëscht der grousser Koalitioun op dëser Fro, tëscht LSAP, DP an déi gréng engersäits an der CSV anerersäits, zu groussen Deeler a Kommissiounsreuniounen ausgeschafft ginn ass, an dat ënner komplettem Ausschloss vun der Ëffentlechkeet. Bis haut gëtt et keng wierklech ëffentlech Debatt iwwert dës Verfassungsreform. Mir ginn dovunner aus, dass ganz vill Leit guer net wëssen, dass d'Verfassung iwwerhaapt elo reforméiert gëtt. Déi, déi et wëssen, wësse ganz oft net, wat iwwerhaapt an den Texter steet, oder si wëssen et nëmme brochdeelhaft. Verschiddener mengen och, eppes ze wëssen, respektiv loosse sech op Piste locken, déi een zumindest emol kritesch hannerfroen oder och oft kategoresch zréckweise muss.

D'Informatiounscampagne vun de véier Parteien ass iwwert de Knéi gebrach a leeft zu engem Zäitpunkt, wou d'Aarbechten ofgeschloss an deen éischte Vott an der Chamber stattfënnt. Ënner dëse Viraussetzunge vu feelender Debatt a vollëmfänglecher Informatioun iwwert d'Verfassung an hir Reform mussen d'Leit sech hir Informatioune selwer sichen an erschaffe goen. Dat setzt vill viraus, zumindest emol d'Wëssen doriwwer, wou een Informatioune fënnt, mee dann awer och d'Capacitéiten, fir komplex legislativ Texter op Franséisch ze liesen, déi net ëmmer gi sinn, ech mengen, och net ëmmer eis gi sinn.

Doriwwer eraus mussen d'Leit awer och iwwer all Optiounen an d'Bild gesat ginn, déi bei esou enger wichteger politescher Weichestellung fir d'Zukunft um Dësch leien. Wéi soll een eng Optioun A bewäerten, wann aner Optiounen - an dësem Fall gëtt et jo mol eng - einfach ënnert den Teppech gekiert ginn? Aus dësem Grond hunn ech virun zwou Wochen e Bréif un de Chamberspresident gemaach, fir hien un d'Propositioun vun déi Lénk ze erënneren a se och zur Debatt ze stellen. Ech widderhuelen dës Fuerderung elo nach eng Kéier. Et kann net sinn, dass ee kompletten, zesummenhängende Verfassungstext scho säit bal sechs Joer am Tirang läit an an der Informatiounscampagne inexistent bleift.

Här President, wat ass eng Verfassung wäert, wa sech de Souverän vum Land, also seng Awunner an Awunnerinnen, iwwerhaapt net am Ausaarbechtungsprozess engagéieren a bedeelege kënnen, wann d'Leit eng Informatioun a minima kréien a warscheinlech a groussen Deeler guer näischt doriwwer wëssen, wat an zeg Chamberskommissiounsreuniounen diskutéiert an ausgeschafft ginn ass, wéi eng Froe sech gestallt goufen, jo, wéi eng sech bis haut och nach stellen?

Ech mengen, mir sinn eis der Äntwert warscheinlech alleguer bewosst: Et ass keng immens staark Verfassung.

Et ass dann an dësem politesche Kontext, an deem ech op déi hei virleiend Ännerungspropositioun fir de Justizdeel vun der Verfassung wëll agoen. Ech beschränke mech op zwee Punkten.

Éischtens: De Conseil national de la justice. Mir begréissen d'Schafung vun dësem Organ, dat et an änlecher Form och an Nopeschlänner gëtt an d'Onofhängegkeet vun der Justiz kloer verstäerkt. Wat d'Zesummesetzung vum Conseil ugeet, sou seet de virleienden Text, dass de Conseil majoritär vu Magistraten zesummegesat soll ginn. An der alternativer Propos vun déi Lénk, déi dëse Conseil och virgesäit, proposéiere mir zwee Drëttel Magistraten. Donieft soll een Drëttel vun de Membere vum Conseil vun Institutiounen an Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft proposéiert ginn, déi da vun der Chamber genannt ginn. D'Fro vun der Onofhängegkeet vun der Justiz, andeem mir fir dës Variant optéiert hunn, huet eis natierlech och beschäftegt. Mee d'Gesetz fir de Conseil national de la justice ass jo nach um Instanzewee, soudass een zu gegeebener Zäit nach eemol op dës Propos kann ze schwätze kommen.

Zweetens ginn ech och gären op d'Cour constitutionnelle an, an hei besonnesch op den Droit de saisine an d'Aufgab, iwwert d'Verfassungskonformitéit vu legislativen Texter ze befannen.

Mir stelle fest, dass d'Dispositiounen iwwert d'Cour constitutionnelle bal onverännert am Text stoe bleiwen, just, dass se an Zukunft och iwwer Attributiounskonflikter befanne soll. Mir fannen dat bedauerlech, well mir gären iwwer eng Auswäitung vum Droit de saisine vun der Cour constitutionnelle diskutéiert hätten. Am virleienden Text bleift dëst Recht weider de Geriichtsbarkeete virbehalen, déi d'Cour à titre préjudiciel kënne saiséieren. Do befanne mir eis also an engem Contrôle ex post vu Gesetzer.

Doriwwer eraus mussen d'Leit awer och iwwerall ... Pardon, elo hunn ech ... Upps, elo hunn ech mech iergendwéi verheddert. Sou. Entschëllegt, well ech hu meng Blieder anescht geprint wéi soss. Et deet mer leed!

Mir hunn an eisem ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech kann lech meng ginn!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk). - Gelift?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech kann lech meng ginn!

(Hilarité)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk). - Nee, et ass gutt.



Mir hunn an eisem alternative Verfassungstext nieft dësem Contrôle ex post à titre préjudiciel nach aner Modes de saisine proposéiert, déi den Zougang zur Cour e Stéck méi wäit demokratiséiert hätten an domat och d'Roll vum Verfassungsgeriicht an der demokratescher Meenungsbildung gestäerkt hätten.

Nieft der Méiglechkeet fir all Privatpersoun, d'Cour constitutionnelle ze saiséieren, wa se all Recoursen epuiséiert huet, hu mir och virgeschloen, dass d'Gemengen an d'Chambres professionnelles d'Cour kënne saiséiere bis spéitstens dräi Méint no der Entrée en vigueur vun engem legislativen Text.

De Contrôle ex ante, also virum Akraafttriede vun engem Gesetz, engem internationalen Traité oder engem Reglement, hu mir fir e Grupp vu mindestens fënnef Deputéierte virgesinn. Et ass eis och wichteg, nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass an eiser Propositioun dëse Contrôle net just fir Gesetzer, wéi aktuell virgesinn, mee och fir international Verträg a Reglementer gëllt.

Mir mengen, dass ee Bléck op Däitschland dann och Opschloss doriwwer gëtt, wéi beräicherend e Verfaassungsgeriicht mat méi breede Kompetenze fir eng Demokratie ka sinn. D'Deputéiert am Bundestag kënnen do d'Verfassungsgeriicht saiséieren, fir dass dat iwwerpréift, ob de Walsystem mat der Verfassung konform ass, an als Urteel kréien, dass de Walsystem deelweis geännert muss ginn. Eng Privatpersoun ka virun d'Verfassungsgeriicht goe géint bestëmmt Dispositioune bei Hartz IV a Recht kréien, well dës net mënschewierdeg wieren, wourophin dës Gesetzer musse geännert ginn. A Jonker kënne géint d'Klimapolitik vun der däitscher Regierung plädéieren an och Recht kréien, well eng ze schwaach Klimapolitik haut eng méi drastesch Klimapolitik an der Zukunft géif bedeiten, an dat géif zu ze staarke Fräiheetsaschränkunge vun de kommende Generatioune féieren. Dofir muss elo an Däitschland beim Klimagesetz nogebessert ginn.

Dëst alles ass zu Lëtzebuerg net méiglech. Mee nëmmen déi dräi Beispiller, déi ech grad genannt hunn, sinn zu Lëtzebuerg geneesou relevant wéi och an Däitschland.

Mir gesinn et also als eng verpasste Chance, dass et emol net méiglech war, zumindest iwwert dës spannend Froen ze diskutéieren, well dat ass jo dee fundamentale Problem: dass mer mol net konnten doriwwer debattéieren.

Mir hunn eis also ni d'Illusioun gemaach, dass eis Proposition de révision eeschthaft géif als Ganzt ugeholl ginn. Dass sech awer vu vireran all ëffentlecher Debatt verschloss ginn ass an elo haut deen éischten Deel vun der Verfassungsreform hei ofgestëmmt gëtt, fir de Gros vun de Leit dobaussen als iergendee Fait divers vun der Dagesaktualitéit an ouni dass dës Debatt stattfonnt huet, stëmmt eis immens nodenklech.

Här President, ënnert dem Strëch gesi mir eng Rei Verbesserungen an dësem Text a Richtung Onofhängegkeet vun dem Justizwiesen. Dofir kënne mir och net dergéint stëmmen. D'Justizkapitel ass zwar dréchen, mee wichteg, well et ass do, wou ee seng Rechter als Justiciable kann akloen. Alles steet a fält mam Justizsystem.

Gläichzäiteg awer musse mer drop hiweisen, dass dat hei nees eng verpasste Chance ass, fir d'Bierger méi matanzebannen. Andeems ee Mënsche matabënnt, sensibiliséiert ee se och. All Participatiounsprozess ass och e Léierprozess. Mir soen ëmmer, mir wéilte Bierger, déi sech benevoll oder/a gesellschaftlech engagéieren. Mee dat geet awer net just iwwert

den theoreetesche Cours an der Schoul oder eng abstrakt Campagne. Dir respektiv d'Majoritéit, d'Rapporteure vun dësen Texter, Dir hätt kënnen d'Bierger fir Iech gewannen, andeems Der se méi matagebonnen hätt. Net just hätten d'Bierger sech valoriséiert an eescht geholl gespuert, mee si hätte sech warscheinlech och d'Verfassung appropriéiert.

Elo awer fille sech der vill ausgeschloss an allméiglech Rumeuren zirkuléieren iwwert dës Verfassung.

Wann d'Bierger wierklech matagebonne gi wären an d'Ausschaffung vun dësen Texter, wéi mir et och an eiser Verfassung virgesinn haten, da wäre mer elo net do, wou mer elo stinn. Mir hätte kee Piquet virun der Dier. Da wier sécher manner Konfusioun, manner Angscht, manner Skepsis am Raum, wat eng Rei Froen ugeet.

Dat awer ass och d'Resultat vun enger vermasselter Informatiounscampagne. Ech sinn net de Porte-parole vun dësem Text, well mir eng eegen alternativ Textpropos gemaach hunn, déi besser ass, déi méi wäit geet, déi méi prezis an déi méi fortschrëttlech ass. Mee ech géif den Auteuren - an ech hunn dat scho gemaach - staark uroden, op de Liet hir Ängschten a Froen anzegoen, och wann dës Froen lech net onbedéngt ëmmer rational erschéngen.

Leschte Saz: Mir wäerten eis dann enthalen, well eis Verfassung einfach vill besser, vill méi fortschrëttlech a méi prezis ass a well de Prozess onglécklech an hallefhäerzeg war, awer trotzdeem e puer Avancéen dra sinn an dës Verfassung trotzdeem e bësse besser ass wéi déi al.

Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten).- Merci, Här President. Zur Verfassungsreform: Ech gi fir d'éischt op den Text selwer an, an herno op d'Form.

Ech mengen, et ass keng Iwwerraschung méi: Mir Piraten wäerten haut och dësen Text matstëmmen, well mir derfir stinn, dass eng Moderniséierung kënnt. An ech ginn elo kuerz op déi eenzel Kapitelen an, déi eis immens sympathesch sinn an déi mer duerfir och an dësem Text ronderëm d'Justiz wäerte matdroen.

Virun allem gefält eis, dass d'Onofhängegkeet vun der Justiz nach eng Kéier wäert gestäerkt ginn. Et ass jo schonn ugedeit ginn, dass dat och elo schonn esou gehandled ginn ass, obwuel et nach net drastoung. An duerfir war et eis ganz wëllkomm, dass mer elo op dee Wee gaange sinn an et nach eng Kéier offiziell hunn. Well et héiert ee jo sou munches dobaussen, mee et ass eng Kéier offiziell festgehalen, dass déi Justiz ganz onofhängeg ass.

A wat och ganz wichteg ass fir d'Vertrauen - well d'Justiz ka just fonctionéieren, wa se d'Vertrauen huet -, ass, dass eng Justizministesch oder d'Regierung net méi iwwert d'Nominatioune kënne matschwätzen, mee dass dat elo duerch e Conseil geet. Dat ass ee Punkt, deen eis immens gutt gefall huet, duerfir wäerte mir dee Conseil national de la justice och an där Form, wéi en elo ass, matdroen. Et kann een ëmmer diskutéieren, ob néng oder 15, dat ass herno en Detail, mee en ass elo do, eng Onofhängegkeet ass do, an dat gefält eis Piraten immens gutt. Duerfir wäerte mir deen Text do och matdroen.

D'Onscholdsvermuddung: Jo, ech mengen, dat musse mer nach eng Kéier ganz grouss als Rappel eraus-schécken, well - ech mengen, et war den Här Charles Margue, deen et ugedeit huet - oft, wa schonn iergendeppes dobaussen zirkuléiert, ass ee scho schëlleg, ier d'Justiz iwwerhaapt eppes gesprach huet. Duerfir ass et immens wichteg, dat nach eng Kéier an eiser Verfassung ze erwänen, dass déi Onscholdsvermuddung awer fir jidderee gëllt - fir jiddereen! -, bis en Urteel do ass. An ech hoffen och, dass déi grouss Majoritéit vun de Leit op Social Media, mee och heiansdo eis Press, dat an Zukunft wäerte respektéieren, wann dat jo elo ganz an der Verfassung steet.

M. Sven Clement (Piraten).- Ganz gutt!

(Interruption)

M. Marc Goergen (Piraten).- Dat neit Verfassungsgeriicht ass fir eis en Outil, deen immens sënnvoll ass. Sécherlech kann een déi Kompetenzen nach ausbauen - et hätt eis och besser gefall, wann de Bierger et kéint direkt uruffen a wann een aner Weeër fonnt hätt -, mee, wéi och schonn op der Table ronde gesot, et ass awer och eng Ouverture do. Dréi Véierels Stëmme ginn herno duer, fir déi Aufgaben ze erweideren; deementspriechend kann een dat fir d'Zukunft, wann de Projet mam Verfassungsgeriicht emol lancéiert ass, herno nach eng Kéier ausbauen, soudass een do vläicht op d'Bierger kann zougoen.

Dann zur Form: Also dass mir Piraten haut derfir stëmmen ... De Sven an ech, mir waren zwar ganz fir den Text an e war eis ganz sympathesch, mee trotzdeem hu mer awer eis Memberen an enger Urwal gefrot, ...

Une voix.- Alleguer?

M. Marc Goergen (Piraten).- ... dat heescht - alleguer, jo! -, jiddereen, dee Member ass, krut e Stëmmziedel a konnt eis soen, wéi mer dann haut zu dësem wichtegen Theema sollten ofstëmmen. A bei dësem Punkt sinn et 76,6 % vun de Membere gewiescht, déi gesot hunn, mir sollten haut mat Jo stëmmen. Deementspriechend hu mer och do de Réckhalt vun de Memberen.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Marc Goergen (Piraten).- Duerfir bleift et awer net aus, dass mer bei eiser Fuerderung fir e Referendum bleiwen. Ech mengen, dat ass jo näischt Neits, dass mir Piraten als basisdemokratesch Partei d'Leit wëlle matabannen. Ech mengen, grad wann Der iwwer eng Verfassung schwätzt, musst Der higoen an d'Leit matabannen! Et gehéiert sech einfach esou als Demokraten, dat muss een einfach esou soen. An ech mengen, besonnesch enttäuscht si mer do vun der CSV. Ech hu mer nach eng Kéier hire Programm vun 2018 erausgekroomt ...

Une voix.- Ech wollt Iech e ginn.

M. Marc Goergen (Piraten).- Nee, ech hat mer en och nach eng Kéier ... Jo, ech mengen, heiansdo kann ee jo och esou Bicher liesen, fir sech nach eng Kéier e klenge Rappel ze maachen, wat déi aner Parteien da geschriwwen hunn. An deemools hat d'CSV ... Ech weess elo net, wie bei Iech anescht decidéiert huet, ob dat kollektiv war oder eng eenzel Persoun, mee Dir hutt deemools ganz kloer an Äre Programm geschriwwen - also 5.1, wann Der et wëllt nosichen, Säit 40 -, dass Der fir d'éischt e Vott hei an der Chamber wéilt maachen - woumat mer jo och komplett d'accord sinn! -, mee amplaz vum zweete Vott géift Der gären e Referendum maachen.

Dat huet d'CSV ganz genau esou an hire Walprogramm geschriwwen! Dat heescht, déi 21 vun der CSV, déi hei sëtzen, hunn och hiert Mandat domadder kritt, dat däerf een net vergiessen! An ech riichte mech un d'CSV - well si aleng hätten et jo net kënne maachen -, et ass d'CSV, déi deenen aneren dräi Parteien eréischt dee ganze Stunt hei erméiglecht huet. An ech mengen, dat ass eppes, wat een de Leit dobaussen an aller Transparenz muss soen.

(Interruption)

An ech fannen et wierklech schued, dass ... Ma Dir sidd mat engem Mandat gewielt ginn. An ech huele jo un, dass Der gewielt gi sidd baséierend op deem Programm, soss hätt Der e jo net geschriwwen. A wann Der awer haut eppes anescht maacht a keen zweete Vott frot mam Referendum, hutt Dir de Wieler deemools einfach belunn, oder bedrunn - wéi Der et wëllt nennen. An dat fannen ech immens schued fir eng Vollekspartei wéi d'CSV.

(Interruption par M. Roy Reding)

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Déi aner awer och. Déi sinn awer och ëmgefall an d'Baach erof.

M. Marc Goergen (Piraten).- Jo, déi aner ..., mee dass déi ëmfalen, also dat ass geschenkt, dass déi ëmfalen.

Mee duerfir, fir eng Koordinatioun ze kréien - ech mengen, op d'CSV konnte mer eis elo net verloossen -, duerfir hu mir Piraten matbestemmung.lu als Koordinatiounsplattform an d'Liewe geruff, iwwert déi mer 25.000 Leit wëlle mobiliséieren, fir se herno koordinéiert kënnen op d'Gemeng ... Well dat ass jo dann déi aner Trickserei, déi se gemaach hunn, déi véier grouss Parteien an hirer „Risemegakoalitioun", déi sech do fonnt huet, dass ee véiermol op eng Gemeng misst goe fir e Referendum! Wat mir Piraten immens bedaueren!

Wa mer nämlech de Leit et schonn iergendwéi wëlle méiglech maachen ... Dir schwätzt ëmmer, den Här Di Bartolomeo huet geschwat vu 25.000 an esou weider, vu Méiglechkeeten; mee et däerf een awer net vergiessen, dass et awer trotzdeem kënschtlech schwiereg gemaach ginn ass mat véiermol. An dat muss een de Leit dobaussen dann och éierlech a fairerweis soen.

An deementspriechend hu mir déi Koordinatiounsplattform matbestemmung.lu an d'Liewe geruff, wou mer higinn an déi Koordinatioun iwwerhuelen, fir herno déi Leit op d'Gemengen ze féieren, fir dass se dat kënnen aschreiwe goen.

An ech si mer och bewosst ..., well dee Vott koum jo elo och fir eis iwwerraschend schnell. Wann et och dës Kéier net méi duergeet - mee et si jo nach dräi Votten! A wa mer iwwer matbestemmung.lu scho genuch Leit zesummekréien, fir déi nächst dräi Referenden ze maachen, si mir Piraten och ganz zefridden, well dann hu mer eng basisdemokratesch Entscheedung.

Bon, deen anere Wee wär jo d'Ënnerschrëft vun den Deputéierten. Also mir Pirate kënne schonn ukënnegen, datt deen, dee mat esou enger Lëscht kënnt, vun eis zwou Stëmmen huet. Ech huelen un, déi Lëscht ass op. Jidderee ka sengem Gewëssen herno hëllefen a fir e Referendum ënnerschreiwen. 16 Deputéierter mussen et sinn; zwou Stëmme vun eis si jo scho mol sécher.

(Interruption)

Fazit: Eng Verfassung muss vun alle Bierger gedroe ginn, an an eisen Aen ass dat hei leider net de Fall, well mer net op de Wee gaange si vun engem Referendum. Ech verstinn och net, wat een do fäert, well ganz éierlech, mir als Partei ... Dat ënnerscheet eis jo och e bësse vun der ADR: Dir gitt gär an de Referendum, well Der éischter géint d'Verfassung sidd.

(Interruption par M. Georges Engel)

O Här Engel, Dir kënnt de Geck mat eis maachen, well mir Demokratie fuerderen! Et ass mir zwar zimmlech egal! Mee ech erklären lech awer trotzdeem, ...

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten).- Ganz gutt!

M. Marc Goergen (Piraten). ... ech erklären lech awer trotzdeem, dass mir fir déi Ännerungen an der Verfassung sinn an awer d'Leit wëlle froen! Well mir zouversiichtlech sinn, dass ... An net, wéi anerer heiansdo soen, dass d'Leit net géife kapéieren. Nee! Mir soen, d'Leit hei am Land, déi wäerten et kapéieren, a si stëmmen och mat Jo! Hei, eis Memberen, déi hunn zu 76 % mat Jo gestëmmt. Wat ass da geschitt? Näischt! Jiddereen huet ëmmer gefaart: „O, do kënnt en Ee eraus, wann een d'Leit freet!" Ma nee! Eis Leit hu mat Jo gestëmmt, firwat dann net och am ganze Land! Jo, eis ënnerscheet dat vun der ADR.

M. Sven Clement (Piraten).- Genau!

M. Marc Goergen (Piraten).- Den Här Kartheiser huet et virdru gesot, si wäerte mat Nee stëmmen an dofir wëlle si e Referendum; mir stëmme mat Jo a mir wëllen e Referendum. Dat heescht, et huet guer näischt mat Jo oder Nee ze dinn, et huet einfach mam Respekt virum Vollek ze dinn, fir dat ze froen. An dofir deposéieren ech och haut eng Resolutioun, fir e Referendum unzefroen, fir dass mer deementspriechend d'Vollek ëm seng Meenung kënne froen.

M. Sven Clement (Piraten).- Ganz gutt!

RÉSOLUTION 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

- dass all d'Parteien an hirem Walprogramm 2018 e Verfassungsreferendum gefuerdert hunn,

- dass d'Petitioun fir e Verfassungsreferendum innerhalb kierzter Zäit d'Limitt vun de 4.500 Stëmmen iwerschratt huet,

- dass de Premier a senger Ried zum État de la nation sot: „D'Politik muss de Bierger nolauschteren", an „Aussergewéinlech Situatiounen erfuerderen aussergewéinlech Mesuren. Et ass Zäit fir en innovativen demokratesche Projet, wéi et en an där Form zu Lëtzebuerg nach net gouf."

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber vun den Deputéierten,

1. ee Referendum fir d'Biergerinnen a Bierger zu de véier proposéierte Verfassungsännerungen (N° 7575, 7700, 7755 an 7777), déi der Chamber virléien, ze organiséieren.

(s.) Marc Goergen, Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci, Här Goergen.

M. Guy Arendt (DP).- Wéi vill Leit sinn dat dann, déi ...

M. Marc Goergen (Piraten).- Dir kënnt gären de Geck maachen, wa mir eis Leit froen, Här Arendt! Dir hutt Demokratesch Partei op Ärem Numm stoen! Wat hutt Dir Är Membere gefrot?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wennt Iech un d'Chamber!

M. Sven Clement (Piraten).- Genau dat!

M. Marc Goergen (Piraten).- Hutt Dir Är Membere gefrot als Demokratesch Partei? Sinn Är Memberen agebonne ginn?

M. Guy Arendt (DP).- 80 % ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Nee, nee, nee!

M. Marc Goergen (Piraten).- Also, ier Der de Geck maacht, ...

M. Guy Arendt (DP).- ... ass net vill!

M. Marc Goergen (Piraten).- ... ier Der de Geck maacht ... Wat? „80 % ass net vill"? Dat verstinn ech net!

M. Guy Arendt (DP).- Vun 100 Leit sinn 80 % net vill.

M. Marc Goergen (Piraten).- Ma dat si jo Prozenter, Här Arend!

M. Sven Clement (Piraten).- A wéi vill Leit hutt Der da bei der DP gefrot? Déi puer Memberen, déi hei an der Chamber sëtzen?

(Interruption par la présidence)

M. Marc Goergen (Piraten).- Et si Prozenter vun de Memberen, an net den Total! Also ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen huet d'Wuert a soss kee fir de Moment!

M. Marc Goergen (Piraten). - Ier Der als Demokratesch Partei de Geck maacht mat Parteien, déi basisdemokratesch sinn, géif ech emol meng Membere froen an déi matabannen! Ier Der heihinnerkommt an de Geck maacht mat deene Parteien, déi wierklech demokratesch sinn!

Merci.

M. Sven Clement (Piraten).- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

M. Sven Clement (Piraten).- Wann ee schonn Demokratesch Partei heescht, kéint een demokratesch sinn!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV).- Merci, Här President. Mir wëllen eng nei, eng iwwerschaffte Verfassung. Dofir sti mir als CSV, dat hu mer säit laange Jore gefrot, do schaffe mer schonns 15 Joer drun. A mir sinn och der Meenung, datt och an deene leschte Jore besonnesch gutt Aarbecht geleescht ginn ass, wou den Text, dee virun de leschte Wale fäerdeg war, nach weesentlech ëmgeännert a verbessert gouf. Deen Text, deen ausgeschafft ass, dee mer haut zum Vott hei hunn, ass e gudden Text a mir stëmmen deen, an ech soen dat ganz kloer, mat absolutter Iwwerzeegung mat.

Mir fannen och déi Texter gutt, déi nach an der Preparatioun sinn. Eise Rapporter, de Léon Gloden, huet hei iwwerall kräfteg a gutt matgeschafft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech ginn lech e puer Beispiller, déi weisen, wat eis déi nei Texter bréngen: d'Festschreiwe vun der Würd vum Mënsch, d'Stäerkung vum Grand-Duc, d'Stäerkung vun der Justiz, méi grouss Krisefestegkeet vum Staat, méi Demokratie, Sozialdialog a Stäerkung vum Lëtzebuerger Modell, Klimaschutz als Staatszil, Stäerkung vun der ëffentlecher Schoul, Déiereschutz an an an. Also eng Verfassung fir an d'21. Joerhonnert.

Här President, eng weesentlech a sensibel Fro an alle Parteien an och an eiser Gesellschaft ass: Wéi setze mer déi Verfassung ëm? An et ass och vun deene Riedner virdrun dovunner geschwat ginn. Mir hunn eis och déi Diskussiounen net einfach gemaach, well et Argumenter an déi eng an an déi aner Richtung gëtt. A mir hunn déi an all eise Parteigremien duerchdiskutéiert.

Am Ufank vun der Legislaturperiod ass decidéiert ginn, keng generell Verfassungsrevisioun ze maachen, esou wéi dat virdru virgesi war, an et ass zréckbehale ginn, eng Upassung un d'Realitéit an Etappen ze maachen, well et schwiereg ass, déi iwwer 100 Artikelen an enger eenzeger Diskussioun ze bewältegen an an uerdentleche Konditiounen no baussen ze droen. Et gëtt eng besser Diskussioun no bannen an no baussen, wa jiddwer eenzelt Kapitel vun där nei iwwerschaffter Verfassung separat ugeschwat gëtt. Dat ass eng sënnvoll Aart a Weis, nuancéiert, strukturéiert, Sujet fir Sujet. Dofir si mer och der Meenung, datt dee parlamentaresche Wee dee richtegen ass.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV).- Mee mir hu kee Problem, an ech soen dat gradesou kloer hei, mat engem Referendum. Mir hunn als CSV ëmmer gesot, datt mir op d'Vollek lauschteren a wa mer spieren, datt ee grousse Wëlle beim Vollek, bei de Leit do ass fir matzedecidéieren, datt mir dëse Wëllen da géife begleeden an och respektéieren an den zweete Verfassungsvott duerch e Referendum géifen ersetzen.

Dofir si mer no laangen Diskussioune bei eis an der Partei an an der Fraktioun zu follgender Konklusioun komm: datt, wa mir feststellen, datt d'Petitioun 2007, déi jo e Referendum iwwert d'Verfassung freet, bis zum Oflaf vun hirem regulären Delai, also dem 8. November, iwwer 25.000 Ënnerschréfte vu groussjärege Petitionäre kritt, mir dat dann als Expressioun vum Wëlle vun de Leit kënne consideréieren an datt mer dann, esou wéi eis den Artikel 114 vun eiser Verfassung et méiglech mécht, e Referendum un d'Rulle bréngen. An deem Fall, an dat soen ech gradesou kloer hei, wäerte mer eis mat Energie a mat Iwwerzeegung fir e Jo an esou enger Prozedur asetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV).- Mir wëllen dëst Engagement, eis Haltung zur Verfassung an och zu engem méigleche Referendum haut kloer an däitlech zum Ausdrock bréngen. An dofir hunn ech dat an där Form och hei gesot.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Dann huet nach den Här Charles Margue d'Wuert gefrot, deen nach Riedezäit virdru Rescht hat. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng).- Merci, Här President. Ech hu virdrun d'Wuert ergraff gehat zum Inhalt. Ech wollt elo e puer Saachen zur Form soen an zum Kontext, wou mer fir de Moment dru sinn. Ech sinn och frou, fir nom Claude Wiseler sengen däitleche Wierder kënnen ze schwätzen.

Ech liesen Iech just e puer Sätz vum Alex Bodry vir, déi ech dëser Deeg am „Tageblatt" gelies hunn: „Die neue Verfassung weitet Grundrechte aus. (...) Die jetzt von Regierung und Parlament getroffenen Pandemiebekämpfungsmaßnahmen haben rein gar nichts mit der geplanten Verfassungsrevision zu tun." An dann e wéineg weider: „Im neuen Verfassungstext werden die Grundrechte und Freiheiten nicht zusätzlich eingeschränkt. Ganz im Gegenteil, das Kapitel der Grundrechte, Freiheiten und Staatsziele wird gegenüber der geltenden Verfassung ausgebaut. (...) Andere Ausweitungen, zum Beispiel Verankerung der Kinderrechte, sind das Ergebnis der Bürgerbeteiligung." Madamm Oberweis, „der Bürgerbeteiligung"! Et si méi Jonker heibanne wéi Dir, déi wëssen, datt déi Verfassungsreform net eréischt viru sechs Méint ugefaangen huet an dass et Informatiounscampagnë gouf, dass et Biergerbedeelegunge gouf. An och dat geet a Richtung vun „net ganze Wourechten".

Dass mir d'Leit net matgeholl kruten, dat ass eng aner Fro. Mee et ass zënter Joren - a vläicht ze laang! - driwwer diskutéiert ginn, warscheinlech hu mer dofir d'Leit net matgeholl kritt, a mir sinn elo an engem Kontext, dee méi schwiereg ass an deen d'Saach net méi einfach mécht. Voilà. Also, wannechgelift, net alles vermëschen! Et gëtt weeder eng Impfflicht mat deem neie Verfassungstext agefouert nach kréien d'Elteren hir Kanner ofgeholl, wa se zum Beispill d'Kanner net impfe wëlle loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- Wien dat behaapt, zielt Ligen! Dat stëmmt net! Dat steet a kengem Text!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng).- D'Eltere ginn net entmündegt mat deem neie Verfassungstext. An den Homeschooling gëtt net verbueden. Eis Chamberskommissioun huet wärend Covidzäiten uerdentlech fonctionéiert, mir hunn eis Aarbecht awer gemaach. Ech war an de Biergerbedeelegungen derbäi. A mir kruten do gesot, um Enn vun zwee Weekender: „Léif Leit, sot an Ärem Rapport, d'Chamber, d'Deputéiert - d'Volleksvertrieder si gewielt -, si sollen hir Verantwortung iwwerhuelen. Déi Texter do sinn, wéi Der et selwer gesot hutt, esou technesch, esou schwiereg. Sot eis, ëm wat et geet, mee stëmmt Dir, huelt Dir déi Aarbecht of."

Jo, et stëmmt awer och, dass e Referendum zu Propositioun 6030 virgesi war. Mee eis Desaccorden, aner Virriedner hunn et gesot, hunn zu deem jëtzege Moment gefouert. Den Alex Bodry, jo, ech ernimmen en nach eng Kéier, huet et awer fäerdegbruecht, dass mer eis erëm zu véier un en Dësch gesat hunn, fir dass mer eis Verfassung op deene Punkten upassen a verbesseren, wou et wichteg an onbedéngt néideg ass. Mir hunn eis op eng Aarbechtsmethod gëeenegt, mir hu géigesäitegt Vertrauen erëm hiergestallt. Mir hunn elo de Mëtteg gesinn, dass dat wichteg ass fir d'Land, wat mer am Justizkapitel vun der Verfassung elo festhalen: D'Onofhängegkeet vun der Justiz, Garantien, fir de Bierger hir Rechter ze waren an dass se Recht kréien.

Ënnert de bekannte Konditiounen, an dat ass och scho gesot ginn, sinn een oder méi Referendume méiglech. Do huet kee vun deenen, déi d'Propositioun hei matdroen, sech dergéint ausgeschwat oder dat jee contestéiert. Mee wat heescht dat dann? An ech gesinn, dass mer an engem virdeelege Prozess si par rapport zu „engem" Referendum, well dat heescht och, dass ech ka Jo zu deene Kapitele soen, déi ech gutt fannen, an Nee, wann ech anerer Meenung sinn. Dat ass dach kloer e Bonus, dass ech, well ech mat engem oder e puer anere Punkte vun der Reform net averstane sinn, doduerch net muss déi ganz Reform ofschéissen!

An da wëll ech och bemierken, dass all d'Verfassungsännerungen, déi et zanter 1868 gouf, bis elo ëmmer vun der Chamber guttgeheescht gi sinn. Just 1919 an 2015 goufen d'Biergerinnen an d'Bierger zu prezise Verfassungspunkte gefrot. 1919 war et d'Monarchie an d'Wirtschaftsbündnis mat Frankräich a mat der Belsch. An 2015 waren et dräi Froen, déi esou ausgaange sinn, wéi se ausgaange sinn, a mir hunn deem an eisen Aarbechte Rechnung gedroen.

Mir hunn also d'Leit gefrot an dem Resultat Rechnung gedroen. Wannechgelift, dee Prozess ass ugaange laang virun 2015. 2015 war e kapitale Moment dran. An elo si mer an deem nächste Moment. A mir hu roueg geschafft an eise Kommissiounen. Mee mir hunn awer effektiv net de Leit all Dag gesot: „Hei ass de PV vun der leschter Verfassungskommissioun, Institutiounskommissioun." Hinnen dat ze soen, dat hätt se och gelangweilt, normalerweis a legitimmerweis. Dat ass jo net alles esou interessant, wat do drasteet.

Ech kann Iech och soen, dass duerch d'Aarbechten, déi déi lescht zwee Joer an der Kommissioun gemaach goufen, all d'Texter verbessert goufe vis-à-vis vum Text 6030. An ech soen dat hei als Zeie vun deenen, déi d'Wuert ginn haten, fir d'Propositioun 6030 zum Referendum ze bréngen. Als gewielt Volleksvertrieder hu mer eis Verantwortung iwwerholl, hu mer eis Aarbecht gemaach, fir déi eis Wieler eis gewielt hunn. Mir hunn haut e besseren Text wéi deen, dee virgesi war an der Propositioun 6030. Dorop sinn ech houfreg an ech si frou, dass mer kënnen de Mëtteg, ech soen et nach eng Kéier, iwwert d'Justizkapitel ofstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Margue. Dann huet nach d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).- Merci. Jo, well ech si jo zitéiert ginn, ech mengen, dann huet ee jo d'Recht, eng Kéier kuerz d'Wuert ze ergräifen. Merci villmools.

Ech si ganz frou a ganz dankbar, dass den Här Charles Margue eeben op déi Froen agaangen ass, déi effektiv elo an der Gesellschaft ganz vill diskutéiert ginn a wou ganz vill Amalgammen zirkuléieren. Mir wëssen et alleguerten. Mir si schonn alleguer vu Leit ugeschwat ginn, well esou vill Froen zirkuléieren, wou Onkloerheete sinn a Konfusioune gemaach ginn. An ech hu wierklech opgeruff, dass déi Froe vun Iech, virun allem iwwer Är Texter, klarifiéiert ginn an dass Der dorop agitt. Dofir sinn ech ganz dankbar, dass de Charles Margue dat elo gemaach huet. An ech plädéieren derfir, dass Der et och no bausse maacht! Net just Text fir Text, mee dass Der op déi Froe prezis äntwert, déi eeben zirkuléieren. Et ass net mäin Text, et ass u sech net u mir. Mee ech maache mer wierklech Suergen ëm déi Konfusiounen, déi eeben zirkuléieren. An et ass eng Fro vu Verantwortung, mengen ech, dat ze maachen. Dat ass dat Éischt.

An da géif ech just gären drop agoen, dass Der mech jo awer iergendwéi och e bësse kritiséiert hutt, well ech gesot hunn, et wär net genuch Participatioun do gewiescht. Ech mengen dat awer trotzdeem, an ech weess, dass et ee Moment gouf, wou Table-ronden organiséiert goufen, ech weess dat, mee fir eis ass dat keng Participatioun. Et gëtt verschidde Verständnisser vu Participatioun. Mir si fir eng aner Zort vu Participatioun. Mir mengen, dass een esou e wichtegen Text muss mat de Leit zesummen ausschaffen an net just fir d'éischt Iddie sammelen, dann ausschaffen an dann informéieren, wann iwwerhaapt informéieren. D'Informatiounscampagne ass net wäit genuch gaangen.

Dat heescht, et gëtt verschidde Momenter. Mir mengen, et hätt ee misse méi wäit goen an der Participatioun an elo vill méi fréi a vill méi proaktiv eng Info-Campagne maachen, an net vläicht elo op Drock vun enger Partei eng Info-Campagne maachen, well ee mierkt: „Ups, elo musse mer vläicht awer informéieren, well do eng Campagne sech dat e bëssen accaparéiert!"

Dofir mengen ech, dass dat, wat mer elo erliewen, awer d'Resultat ass vun där verpasster Méiglechkeet, dat esou ze maachen. Merci.

M. Sven Clement (Piraten).- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. Den Här Margue kritt nach eng Kéier d'Wuert zréck.

M. Charles Margue (déi gréng).- Merci, Madamm Oberweis, fir déi Iwwerleeungen. Ech wëll just soen, well ech an de Consultatiounen derbäi war, an de Biergerforen derbäi war: Déi si genotzt gi fir erauszefannen, awéifern eng grouss, breet Diskussioun zu esou engem komplizéierten Text méiglech ass. Ech kann Iech och soen, dass ech 2005 derbäi war, wéi, ech erlabe mer ze soen „dat onsäglecht Buch iwwer eng méiglech europäesch Verfassung ugeduecht war a wou mer e Referendum haten, a wéi schwéier d'Leit sech domadder gedoen hunn a fir wivill vun deene Leit, déi sech negativ ausgeschwat hunn, dat am Fong och e Protest war un der Form. Un der Form! „Mutt eis dat do net zou!"

Ech hunn dräi Woche laang zwou bis véier Gruppendiskussiounen d'Woch gemaach vun zwou bis dräi Stonnen. Dat ass eng indirekt Wielerbedeelegung. Ech weess, doriwwer kann ee schwätzen, wat Biergerbedeelegung ass a wat manner Biergerbedeelegung ass, mee de Legislateur huet sech awer du scho Mëttele gi fir ze kucken, wat - wéi soll ech soen? - an engem komplizéierten Exercice méiglech ass a wat sënnvoll ass, fir Biergerbedeelegung ze maachen. Iwwer e PAG, iwwer eng nei Maison relais oder iwwer en neit Mobilitéitskonzept an enger Gemeng eng Biergerbedeelegung ze maachen, wéi et an den Nordstadgemenge fir de Moment geschitt, ass eng aner Geschicht, wéi iwwert dat iewescht Gesetz ze befannen, mat esou villen Detailer. Dat wollt ech just soen. A mir wäerte weider informéieren zu dësem Text. Awer et si glécklecherweis véier Texter an net just een.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Margue. Dann huet nach den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten).- Merci, Här President. Mir hunn nach e bëssen Zäit, da wëll ech awer dorop reagéieren, wat mer elo grad héieren hunn.

Ech fannen dat eng immens problematesch Approche, déi hei geholl gëtt vum Charles Margue, dee seet, d'Wielerinnen an d'Wieler géifen dat doten net verstoen, si géife sech net derfir interesséieren. Ech mengen, genau de Contraire ass wouer. D'Wielerinnen an d'Wieler interesséiere sech, si stelle sech eng Hickecht Froen. A mir als Chamber, mir als Politiker hunn d'Res-ponsabilitéit, fir Äntwerten dorobber ze ginn, fir se mat an d'Boot ze huelen an net einfach nëmmen ze soen: „Ma dat doten ass ze komplizéiert, fir datt mer doriwwer ofstëmme kënnen."

A genau dofir wär e Referendum e gudden Exercice: fir eis och emol erëm eng Kéier e bëssen op de Buedem vun den Tatsaachen zréckzebréngen. Well et géif eis alleguerten heibanne gutt-doen, Majoritéit wéi Oppositioun, wa mer den Dialog misste sichen, wa mer missten op Froen an Ängschten agoen, anstatt datt mer eis hei soen: „Jo, dat doten interesséiert keen", oder: „Et ass ze komplizéiert, fir dat ze verstoen." Ech fannen, och fréier Presidente vun der Institutiounskommissioun, déi sech dann am „Tageblatt" zu där Reform ausgelooss hunn, hätte besser gehat, si hätten an der Vergaangenheet ewell den Dialog gesicht anstatt ex cathedra vun enger bequeemer Staatsrots-Fotell aus elo Lektiounen a Richtung Chamber ze ginn.

(Brouhaha)

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, e Referendum wär hei dee richtege Wee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Et ass keng weider



Animatiounsfilm iwwert d'Verfassung

https://www.chd.lu/ArchivePlayer/video/2864/sequence/147839.html

Wuertmeldung méi do, da froen ech d'Regierung, ob déi wëllt d'Wuert ergräifen.

M. Gilles Baum (DP).- Här President, wannechgelift.

Mme Lydie Polfer (DP).- D'Madamm Beissel hat d'Wuert nach gefrot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kënnt d'Madamm Beissel nach virdrun.

Mme Simone Beissel (DP).- Här President, ganz kuerz. Ech kann dat do awer elo net am Raum stoe loossen, wat de Sven Clement elo just gesot huet. Et war ënnert dem Lex Bodry, wou mer déi ganz grouss Consultation-citoyennen organiséiert hunn, mat alle Facetten, hei, an der Uni, Seminäre riets a lénks. Also wierklech, mir hu versicht, un all d'Leit ze kommen. An da sot Dir, hien hätt besser gehat, dat do deemools ze maachen, amplaz et elo aus dem Staatsrot ze maachen. Et deet mer leed, dat ass d'Limitt vun enger immenser Injure vis-à-vis vun eisem viregte President, dee fierchterlech grouss Meritten huet bei dësem Text!

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel (DP).- Ech wollt lech dat awer soen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel.

Da géif ech elo d'Wuert un d'Madamm Justizministesch Sam Tanson ginn. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci, Här President. Et hat esou gutt ugefaangen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Haut ass u sech en extreem wichtegen Dag fir eist Land, fir eis Institutiounen an natierlech och fir d'Justiz. An ech si frou, wa mer erëm zu e bësse méi Serenitéit an där Diskussioun kommen, zu där Serenitéit, déi déi Diskussioun am Fong verdéngt an déi eigentlech och dee ganzen Debat vun de Mëtte begleet huet.

D'Justiz ass den drëtte Pouvoir am Staat. An dat, wat Dir hei ausgeschafft hutt, zesummen, an engem gudden a faire Kompromëss, dat stäerkt eis Justiz. An et ass immens wichteg, dass mer eis alleguerte verhalen, dass dat am Fong d'Essenz ass vun deem Text, deen hei virläit: Et geet drëm, eis Institutiounen ze stäerken. Et geet drëm, den drëtte Pouvoir an eisem Staat ze stäerken.

Wéi stäerke mer deen? Mir stäerken deen, andeems mer d'Onofhängegkeet vun der Justiz ganz kloer an eisen Haaptbasistext, an eist Fundament vun Text, an d'Constitutioun, draschreiwen. An dat ass extreem wichteg. An et muss een et och lassgeléist kucke vun dem aktuelle politesche Kontext. Et muss een eng Verfassung schreiwe fir all méiglech Situatioun, déi ka kommen.

Dat weist e Bléck an eis Nopeschlänner, oder net grad direkt eis Nopeschlänner, mee an dat not Ausland. Dee weist, wéi vulnerabel d'Justiz ass a wéi vulnerabel se ka sinn. E weist, wéi séier eng Justiz ka manipuléiert ginn. Et weist och, wéi extreem wichteg et ass, dass d'Justiz onofhängeg ass, dass se gegeebenefalls och ka géint féierend politesch Persoune virgoen, wann déi sech eppes zuscholde komme gelooss hunn. Dofir ass et esou wichteg.

Duerfir ass et essenziell, wat Der haut hei proposéiert a wat Der haut hei zum Vott stoen hutt, well et extreem wichteg ass, dass d'Justiz kann onofhängeg fonctionéieren. An zwar net just d'Magistrature assise - natierlech muss e Riichter kënnen an aller Onofhängegkeet eng Decisioun huelen -, mee och de Parquet. Et ass fundamental, dass, ob eng Poursuite gemaach gëtt oder net gemaach gëtt, net vun enger politescher Decisioun ofhänkt. Et ass fundamental, dass de Parquet a senger Independance kann decidéieren, ob d'Opportunité des poursuites gerechtfertegt ass oder net.

Firwat ass dat wichteg? Et ass wichteg fir de Justiciabelen, dass en net engem politeschen Arbitraire ausgesat ass. Mee et ass och wichteg fir d'Institutioun Justiz selwer, dass déi Institutioun mol net dem Verdacht ënnerläit, si géif handelen aus politeschen Hannergrënn. Duerfir, fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Justiz ze stäerken, ass dat heite wierklech en extreem wichtegt Fundament an deem Baustee vun eisen Institutiounen.

An duerfir soen ech Iech nach eng Kéier e grousse Merci fir dee Kompromëss, deen hei fonnt ginn ass.

Natierlech huet d'Politik och hir Verantwortung ze iwwerhuelen. Dat gëtt dann och elo an der Verfassung verankert, mat deene generellen Direktiven, déi kënne geholl ginn. Mee dat huet e generelle Charakter, dat huet keen individuelle Charakter! Dat heescht: Eng Poursuite géint eng Persoun oder net géint eng Persoun wäert an Zukunft ganz sécher net vun engem politesche Mandatsträger ofhänken, an dat ass extreem wichteg fir de gudden a kohärente Fonctionnement vun eisem demokratesche System insgesamt.

An nach eng Kéier: Mir mussen eis Institutiounen esou opbauen, dass, egal wéi ee Pouvoir herno do ass, an egal, mat wéi enge politeschen Iwwerzeegungen, dass et e stabele System ass, e System ouni politesch Aflossnamen, en onofhängege System.

Erlaabt mer just nach, nieft dem Volet vun der Onofhängegkeet och kuerz op deen aneren extreem fundamentale Volet anzegoen, dee vum Nationale Justizrot. Och dat ass eng Institutioun, déi mir glécklecherweis hei net aus enger Urgence eraus schafen, déi mer elo hei kënnen an aller Rou, mat aller néideger Reflexioun, déi mer eis ginn hunn, proposéieren an och ausschaffen.

Mir haten nach viru Kuerzem an der Justizkommissioun déi Amendementen op den Instanzewee ginn, wou mer och do elo erëm e Kompromëss ausgehandelt hunn, wat d'Kompositioun ubelaangt. Natierlech ass déi Kompositioun vun deem Justizrot dat, wat et herno ausmécht, a mir hunn eis baséiert op d'Recommandatiounen, déi virleie vun der Commission de Venise vum Conseil de l'Europe, awer och vun der Europäescher Kommissioun.

Wourëms geet et? Fir dass d'Onofhängegkeet vun der Justiz garantéiert ass, ass dee Justizrot wichteg, well de Justizrot Nominatioune mécht, well ee beim Justizrot ka Reklamatiounen eraginn an en also eng immens wichteg Roll spillt an der Garantie vun der Onofhängegkeet. Duerfir kann et natierlech net sinn, dass just Magistraten an deem Justizrot sinn, fir dass och déi Onofhängegkeet vun den Decisioune garantéiert ass a fir dass och d'Zivillgesellschaft mat dran ass. A wien an der Zivillgesellschaft kennt besser de Fonctionnement vun der Justice wéi d'Affekoten! An Dir wäert och déi zwee aner Memberen hei designéieren, soudass dee Fonctionnement am Fong d'Kärstéck ass a mer eis elo eebe fixéiert hunn op sechs Magistraten, dräi Representante vun der Zivillgesellschaft. A bei deene sechs Magistrate gëtt elo kee méi d'office designéiert.

Et si wuel de President vun der Cour supérieure de justice, de President vun der Cour administrative an de Procureur général d'État, déi nommement als Méiglechkeet ernimmt sinn, mee et gëtt e Vott gemaach, soudass et och kann eng aner Persoun sinn, déi do designéiert gëtt, fir dass mer deene Kriticken, déi mer vun der Europäescher Kommissioun kruten an déi mer extreem seriö huelen, och Rechnung droen, fir dass den Nationale Justizrot och scho vun Ufank un déi Garantie huet, fir kënnen esou ze fonctionéieren, wéi et den internationale Recommandatiounen entsprécht. An déi komme jo net vun ongeféier, déi kommen dohier, dass déi Kompositioun ee reellen Impakt huet op d'Garantië vun der Onofhängegkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Just nach eppes, wat ech wollt mat op de Wee ginn, mir haten dat och en long et en large an där Commission jointe diskutéiert: Et ass wierklech wichteg, dass d'Justizkapitel aus der Verfassung simultan mat deenen dräi Gesetzestexter a Kraaft trëtt. Et ass virdrun ugeklongen, dass dee Conseil national de la justice misst vun Ufank u fonctionnell sinn. Ech muss dat awer e bëssen an de Kader setzen: Et ass natierlech esou, dass déi Institutioun nei geschaf gëtt, dass déi Membere musse gewielt ginn, déi do erakommen - dat ass jo e Prozess, deen eng Zäitchen dauert -, an dass mer et duerfir mussen esou maachen, dass déi zwee Texter gläichzäiteg publizéiert ginn, well mat der Mise en vigueur vun der Constitutioun an der Mise en vigueur vun dem Text iwwert de Conseil national de la justice, sou wéi mer d'Amendementen ugeholl hunn, dann eng Dauer vu sechs Méint do ass, bis déi zwee Texter en vigueur sinn, well d'Verfassung herno nämlech d'Nominatiounsprozedur kloer op de Conseil national de la justice wäert eriwwerginn an natierlech muss garantéiert sinn, dass déi Nominatioune kënne gemaach ginn.

Voilà. Ech soen Iech e ganz grousse Merci fir dee gudden Text, deen Der hei proposéiert hutt. An ech schléisse mech awer och deenen Appeller un, déi vu lénks a vu riets gemaach gi sinn, dass et extreem wichteg ass, dass mer e sereinen Debat féieren iwwert dat, ëm wat et hei geet, en éierlechen Debat, an dass mer ... Vu dass et dee fundamentaalste vun eisen Texter ass, ass et och wichteg, dass mer de Bierger erklären, wat hei ausgeschafft ginn ass, wat dat och heescht fir deen Eenzelnen. An deem heite Fall heescht et eng besser Justiz, méi eng onofhängeg Justiz, an dat musse mer de Bierger vermëttelen.

Ech zielen do op Iech alleguerten, a mir wäerten do natierlech och als Regierung eis Verantwortung iwwerhuelen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. An da Parole après ministre fir den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR).- Jo, merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An duerno fir den Här Michel Wolter.

M. Roy Reding (ADR).- Merci, Här President. Mir hunn d'Justizministesch alleguerten héieren, datt et onerdréiglech wier, wann eng politesch Aflossnam kéint sinn op d'Leit vum Parquet, vun der Staatsanwaltschaft, fir gewëssen Affären ze poursuivéieren oder net ze poursuivéieren. An ech mengen, keen hei am Sall ass enger anerer Meenung, wéi datt dat onerdréiglech wier.

Ech fannen et awer genausou onerdréiglech, datt Leit ënnert dem Schutz vun engem Statut vum Magistrat den Här X wéinst enger Affär no Gutdünke kënne poursuivéieren an den Här Y fir exakt déi selwecht Fakten net musse poursuivéieren an dat dann „opportunité des poursuites" nennen. Ech fannen et onerdréiglech, datt den Här X wéinst engem „alcool au volant" poursuivéiert gëtt an den Här Y wéinst exakt där selwechter Saach net poursuivéiert gëtt, well iergendeen d'Affär verjäre léisst. Ech fannen et onerdréiglech, datt do esou e risege Pouvoir ass bei Leit, déi kengerlee Kontroll ënnerleien. An dat ass d'Ursaach, firwat mir als ADR gefrot hunn, datt déi zwou Fonctioune solle radikal getrennt ginn an datt de Parquet, d'Staatsanwaltschaft soll um Niveau vun der Defense stoen, à égalité des armes mat den Affekote.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An d'Madamm Justizministesch wëllt direkt dozou Stellung huelen.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, well ech wëll mech awer deem Reproche hei verwieren, dass do, wann ech richteg verstanen hunn, Leit bewosst géife Saache verjäre loossen, jee no Cas. Et gëtt - an ech mengen, Dir wësst dat ganz gutt als, mengen ech, fréieren Affekot - Circulairen, wéi déi Opportunité des poursuites ze verstoen ass. An elo kënnen et Fäll ginn, dass zum Beispill, fir dann Äert Beispill mam Alkohol ze huelen, wann eng minimal Iwwerschreidung eng Kéier virkomm ass, keng Poursuite kënnt, mee, wann eng minimal Iwwerschreidung fënnefmol virkënnt, dass dann awer eng Poursuite gemaach gëtt. Ech kennen elo net den Detail vun deenen dote Circulairen, wat dat Beispill ubelaangt, mee et ass jiddefalls net esou, dass dat à la tête du client gehandhaabt gëtt. An ech wiere mech och dergéint, dass de Parquet ënnert deen dote Generalverdacht gestallt gëtt. Ech fannen dat extreem geféierlech.

Da kënnt nach derbäi, dass eebe mat deem Organ vum Conseil national de la justice jiddweree sech där Saach stelle muss. Dat heescht: Wann e Bierger, deen elo d'Recht kritt, dee Conseil ze saiséiere mat Verdachtsmomenter - wéi Dir se elo hei proposéiert, Här Reding - vis-à-vis vun der Ausübung vu Fonctiounen, da muss dee Conseil sech an aller Onofhängegkeet mat esou Verdachtsmomenter konfrontéieren an dann eeben en bonne et due forme kucken, wéi déi Affären traitéiert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Tanson. Da Parole après ministre fir den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ech hunn deenen eenzelne Riedner de Mëtte ganz opmierksam nogelauschtert an ech hunn eigentlech fonnt, dass mer inhaltlech zu enger ganz, ganz grousser Majoritéit hei an der Chamber déi selwecht Meenung zu dësem Kapitel, wat d'Kapitel vun der Justiz ass, vertrieden. Déi eenzeg Partei, déi sech d'Méi gemaach huet, fir eng Rei inhaltlech oder méi inhaltlech Kritiken ze äusseren, ass d'ADR, déi aus hirer Logik eraus eng Rei vu Punkten net esou gesäit, wéi déi aner Parteien dat gesinn.

Déi Lénk hunn nach eng Kritik abruecht, déi och d'ADR abruecht huet, dat ass déi, dass ee méi e breeden Zougang zum Verfassungsgeriicht kéint kréien, wéi dat eigentlech hei am Text gefuerdert ass.

Ech muss à titre tout a fait personnel soen, dass ech mech esou enger Propositioun hätt kënnen uschléissen. Mee wann een awer eng Verfassung wëllt änneren an et muss een eng breet Majoritéit kréien an et wëllt een eng breet Majoritéit kréien, da muss all Partei bereet sinn, fir Kompromisser ze maachen, an all eenzelnen Deputéierte muss och bereet sinn, fir Kompromisser ze maachen. Da musse mer in globo kucken, dass deen Text, dee mer hei op den Instanzewee ginn - wéi deen Instanzewee och ëmmer ausgesäit, ech kommen an enger Minutt nach dorobber zréck -, eng weesentlech Verbesserung duerstellt par rapport zur Situatioun, déi mer hei hunn. Och do hunn ech d'Impressioun, dass hei quasi Unanimitéit besteet.

Firwat ech d'Wuert gefrot hunn, dat ass, well ech wierklech nodrécklech der Meenung sinn, dass eis Kolleegin vun déi Lénk e Punkt opgeworf huet, an deem ech hir honnertprozenteg Recht ginn. Ech sinn der Meenung - an ech géif bieden, dass déi zoustänneg Kommissioun dat kuckt -, dass à un certain moment an dëser Prozedur - mir komme jo véiermol hei zréck - och den Text vun déi Lénk hei op den Ordre du jour vun der Chamber soll kommen.

Ech fannen, dass et en essentiell demokratesche Prozess ass an enger Chamber, dass en Text, dee vun enger Partei ausgeschafft ginn ass, deen Alternativen huet, ...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter (CSV).- ... dass dee vun deenen anere Parteien argumentativ am Fong debattéiert gëtt an dass mer och deen Text - deen awer haut net op där richteger Plaz gewiescht wär, well mer jo haut eigentlech iwwer ee spezifescht Kapitel diskutéieren, si awer eigentlech méi eng breet Propositioun maachen - ënner iergendenger Form op den Ordre du jour vun där enger oder där anerer Kommissiounssitzung an dann an de Plenum huelen, fir dass mer och doriwwer en connaissance de cause eng Kéier kënnen urteelen.

Här President - Dir sidd jo President vun der Kommissioun -, eng Propositioun (veuillez lire: Här Di Bartolomeo, Dir sidd jo President vun der Institutiounskommissioun, et ass eng Propositioun). Ech wollt dat am Numm vu menger Fraktioun gesot hunn, dass dat awer an engem Debat vun dëser Wichtegkeet och en elementare Punkt ass, dass all eenzel Opinioun, déi hei adresséiert ginn ass, sech kann expriméieren.

Ech kommen dann nach zu engem ...

Une voix.- Ganz gutt.

M. Michel Wolter (CSV).- ... leschte Punkt, dat ass am Fong dat, wat elo geschitt. Mir befannen eis, egal, wat elo an deenen nächste Wochen a Méint geschitt, an engem kloer definéierte Kader, wat d'Prozedur ubelaangt. An do sinn ech mat der ADR net d'accord - erlaabt mer, Iech dat ze soen -, wann Dir sot, dass Der aus prozedurale Grënn haut net kéint matdiskutéieren, eeben Ären inhaltleche Grënn. Haut ass eigentlech de Startschoss fir en eventuelle Referendum. Duerch de Fait, dass d'Chamber den éischte Vott hei hëlt, léise mer eigentlech e Prozess aus, deen een elo kann op verschidden Aart a Weise gesinn. Et kann een e gesinn, doduerch dass iergendwann eng Kéier 16 Deputéierter hire Wëllen ausdrécken a soen: „Mir hätte gären, dass e Referendum kënnt." Et kann een e gesinn, doduerch dass iergendwann eng Kéier 25.000 Leit soen: „Mir sinn der Meenung, dass dat soll geschéien."

A mir als Partei hunn haut de Mëtteg eng weider Optioun mat op de Wee ginn, duerch eise Parteipresident, dat ass déi, ze soen ... Well dat awer och e Souci ass, dee mer kloer an däitlech gesinn: de Fait, d'Leit elo ze obligéieren, véiermol op hir Gemengen ze lafen, fir véiermol eigentlech (veuillez lire: fir véiermol eigentlech eng Ënnerschrëft fir) déi eenzel Kapitelen do ofzeginn. Mir maachen d'Propos, oder mir sinn eis eens ginn an der

Fraktioun, dass mir déi Diskussioun, déi Petitioun, déi elo leeft ... Déi huet zurzäit bal 7.000 Ënnerschrëften, déi leeft nach 20 Deeg, dat ass eigentlech eng Forme allégée vun enger Prozedur. Wann déi op 25.000 oder 30.000 Stëmme kënnt, dee Moment si mir als Partei der Meenung, dass dat Volonté suffisante vun der Populatioun ass fir ze soen: „Majo, dee Moment droe mir derzou bäi, mat deene Moyenen, déi mir hunn, dass et zu engem Referendum kënnt." Dat ass eng demokratesch Prozedur, déi ech nach eng Kéier wollt hei rappeléieren. Déi ass vläicht, wann Der et an der Logik vun de 25.000 Ënnerschrëfte kuckt, net richteg; mee si ass awer ganz sécher richteg an der Logik vun deene 16 Deputéierten, déi noutwendeg sinn, fir déi selwecht Prozedur ze declenchéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci, Här Wolter. Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Jo, Här President, ech wollt eigentlech - wann den Här Wolter domadder d'accord ass -, dem Här Wolter eng Fro stellen. Awer, Här Wolter, sidd Dir domadder d'accord?

(Hilarité)

Ech kann Iech jo keng Fro stellen, wann Dir net d'accord sidd.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Fuert emol duer, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Ech froe mol.

(Brouhaha)

Also - an der Hoffnung, datt den Här Wolter mech dann héiert -, wollt ech him fir d'éischt emol Merci soe fir déi net poleemesch Form, mat där e sech och mat eise Bäiträg ausenanergesat huet. Et ass en éierleche Merci! Aner Orateuren hei - mir hunn elo net d'Riedezäit, fir op alles ze reagéieren - wore weesentlech méi aggressiv. Mee him merci, datt en eis Standpunkten awer esou ugeholl huet a sech och rational dermat ausenanergesat huet.

Ech hunn eng Fro, déi ech dem Här Wolter wéilt stellen, an eng Bemierkung. Déi Bemierkung ass, datt et eigentlech net de Startschoss ass - do sinn ech einfach dann och net senger Meenung -, well mir hu jo ... An dat ass eng Saach, wou d'ADR scho viru Méint ugefaangen huet. Eis Meenung zum Startschoss: Dat ass d'Walversprieche vun deene Parteien. An dat huet elo näischt mat dem Vott haut ze dinn, mee et ass eng Saach, wou mir soen: „Wien e Walversprieche gëtt, muss et halen!" An dofir hu mir fir de Referendum plädéiert.

Ech wëll deenen och soen, fir all Konfusioun ze verhënneren: Mir plädéiere fir de Referendum a mir loossen de Leit selbstverständlech ... Et ass de Referendum, et ass d'Prozedur, déi eis un éischter Plaz interesséiert, an ob een herno derfir oder dergéint ass, dat muss sech dann an der Diskussioun erausstellen. Mee eis éischt Prioritéit ass de Referendum, dee versprach ass! An dat ass onofhängeg vun deem Vott haut. An dat ass och d'Petitioun 2007, déi jo op d'Walverspriechen zréckgegraff huet als Basis vun hirer Logik. Dofir ass dat och onofhängeg vun deem Vott haut.

Eng Fro un d'CSV, fir dat nach eng Kéier ganz kloerzestellen, dat ass déi Iddi, déi si elo bruecht huet fir ze soen, wann déi Petitioun do elo 25.000 Ënnerschrëfte kritt, da géife si de Referendum huelen. Gutt, dat ass eng Prozedur, déi huet hire Wäert, mee dat ass natierlech keng vun deenen offizielle Prozeduren. Et ass awer en interessanten Usaz. Mir kucken dat dann.

Mee d'Fro ass awer: Kann d'CSV eis garantéieren, datt an deem Fall, wou dann déi Zuel vun Ënnerschrëften - an hirer Logik, an hirer Propositioun - géif zesummekommen, datt et ganz kloer ee Referendum wär iwwert déi véier Deeler, datt dat eeben déi ganz Reform géif concernéieren? Dat fir ze verhënneren, wat e bëssen de Saucissonnage ass, deen anerer kéinten envisagéieren, datt se da géife soen: „Hei, mir maachen elo e Referendum iwwert dat do, iwwert deen do Deel, an dann iwwert deen do, an dann iwwert deen nächsten." Ass d'CSV also der Meenung, datt et, wann déi 25.000 Ënnerschrëften zesummekommen, ee Referendum iwwert déi ganz Reform gëtt?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Wolter wëllt dorobber äntwerten.

M. Michel Wolter (CSV). - Jo, ech kéint zumindest op deen éischten Deel äntwerten, andeems ech dem Här Kartheiser soen, dass ech den Ënnerscheed tëscht enger politescher Prozedur an enger legaler Prozedur maachen. Fir mech ass et kloer, dass de Vott vun haut de Startschoss vun enger legaler Prozedur ass. Duerch de Vott vun haut, duerch den éischte Vott hei an der Chamber, gëtt eigentlech d'Konditioun vum Artikel 114 vun der Verfassung eréischt declenchéiert.

Ënner wat fir enger Form deen herno declenchéiert gëtt - ob et iwwer e Vott an der Chamber ass, deen dat seet, mat engem gewëssene Quorum, oder iwwer 25.000 Ënnerschrëften -, dat ass eng aner Geschicht. An dat ass dat, wat ech gesot hunn. Dir sot: „Mir sinn haut prozedural net an enger Situatioun, dass mir de Startschoss deklaréieren." Dach! Et ass duerch de Vott vun haut plus déi dräi Votten, déi duerno kommen, wou prozedural iwwerhaapt d'Méiglechkeet geschaf gëtt, dass mer am Artikel 114 an eng Situatioun kommen.

Déi zweet Äntwert kann ech Iech ginn - ech hu mech och ganz kuerz mat mengem Parteipresident beraachelt -, well et ass eigentlech net u mir, fir dat ze maachen, mee ech maachen et awer ganz, ganz séier. Et ass fir eis selbstverständlech, dass, wa mer e Referendum maachen, ënner wat fir enger Form och, dass mer musse probéieren, dass et ee Referendum gëtt, soss mécht dat Ganzt jo ganz wéineg Sënn! Do muss een awer kläre loossen an deenen nächste Wochen a Méint, ob et vum Point de vue légal méiglech ass, et esou ze maachen. Wann dat méiglech ass, jo, dann ass dat eis Äntwert. Wann et natierlech net méiglech ass, wann een da véier Froe muss stellen, déi een eventuell dee selwechten Dag kéint stellen oder wat och ëmmer, da muss een dat klären.

Ech fir mäin Deel géif et net gutt fannen, och am Demokratieverständnis, dat mer awer alleguerten hunn, wa mir d'Leit elo véiermol separat géifen op d'Gemeng delegéieren, fir se ze froen, fir do eng Demarche ze maache fir eppes, wat trotzdeem an der Diskussioun iergendwou zesummenhänkt. An dat, wat eis herno eigentlech fundamental wäert ausenanerdreiwen, dat ass, dass d'CSV wäert fir e Jo plädéieren.

Wann d'Leit gären hätten, dass et e Referendum gëtt, da wäert d'CSV an deem Referendum fir Jo plädéieren. Si wäert plädéieren derfir, dass d'Leit déi Propositiounen, déi hei a Joren zesummen ugeholl gi sinn, déi richtegerweis an engem Kader geholl gi sinn, dee vill méi kleng war ... Ech war selwer Member an der Kommissioun, quitte dass ech elo net deen aktiivste Member war an där Kommissioun, dat ginn ech ganz gären zou. Mee déi Kommissioun, déi huet elo eng Propos gemaach. An et ass elo un de Leit, fir an deenen nächste Wochen ze kucken, a wat fir eng Richtung se wëlle goen. Dat ass d'Ouverture, déi mir als Partei wëlle maachen an där mir eis och duerch d'Stëmm vun eisem Parteipresident verflichten.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Wolter. An Äre Parteipresident kritt d'Wuert, ...

M. Claude Wiseler (CSV). - Jo, ...

M. Fernand Etgen, *Président.* - ... well en et freet.

M. Claude Wiseler (CSV). - ... well den Här Wolter mech elo als Parteipresident ...

(Brouhaha)

... well den Här Wolter mech elo als Parteipresident ugeschwat huet, wollt ech awer éischtens confirméieren, datt dat, wat e gesot huet, och ganz kloer an däitlech eis Meenung ass.

(Hilarité)

Nee, mee meng Haaptausso, wat fir mech wichteg ass, dat ass ... Meng Haaptausso ass, datt déi Prozeduren, déi duerno kommen, och mat all deenen ofgeschwat ginn, déi mat eis um Dësch sëtzen, fir déi ganz Propositiounen elo auszeschaffen, an datt mer déi Aart a Weis fir ze schaffen och an deenen nächste Wochen a Méint wëlle bäibehalen, wann et ëm déi nächst Prozedure geet. Ech wollt dat och hei ganz kloer an däitlech nach eng Kéier hannendrusoen.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci villmools, Här Wiseler. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Propositioun 7575. Den Text steet am Document parlementaire 7575[20]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

PREMIER VOTE CONSTITUTIONNEL SUR LA PROPOSITION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION 7575

D'Ofstëmme fänkt un.

M. Gilles Baum (DP). - Här President, wannechgelift.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Jo?

M. Gilles Baum (DP). - Hei fonctionéiert et net.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Dat kucke mer dann duerno.

(Brouhaha)

De Vott ass ofgeschloss.

An da kontrolléiere mer: Et si 56 Leit, déi um Vott participéiert hunn. Ass do den Här Baum derbäi?

(Concertation interne)

Vun deene 56 si 50 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Et bleift ze iwwerwaachen, ob den Här Baum derbäi war oder net bei deem Vott.

Mir kucken dat direkt no.

(Concertation interne)

De Félix Eischen ass net do. De Paul Galles ass net do. De Carlo Back ass net do. An dem Gilles Baum säi Vott gouf net matgeholl.

Domat ass d'Proposition de révision mat 51 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen an 2 Enthalungen ugeholl.

Plusieurs voix. - Très bien!

Ont voté oui : *Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : *MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding*.

Se sont abstenues : *Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis*.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Et ass also esou decidéiert.

3. DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'ORGANISATION D'UN REFERENDUM TEL QUE PRÉVU À L'ARTICLE 114, ALINÉA 3 DE LA CONSTITUTION

An da freet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert fir den Depot vun ..., an dat seet en eis selwer.

EXPOSÉ

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech froen d'Wuert ënnert dem Kapitel 22 vum Chambersreglement. Et geet ëm e Referendum. An ech wëll fir d'éischt Merci soen, well ech hunn awer gesinn, datt hei Beweegung an déi Diskussioun komm ass, wat eis enorm freet.

Ech mengen, Dir wësst alleguer, datt mer eis säit Méint a Méint asetzen als ADR, fir datt mer de Referendum kréien. An ech sinn onheemlech zefridden a frou, datt mer awer wéinstens haut gewëssen Ouverturë gesinn hunn an datt déi Diskussioun ronderëm de Referendum doduerch schonn e bëssen eng aner Tonalitéit kritt. Dat ass eng groussaarteg Saach.

Mee dat, wat haut proposéiert ginn ass, och vun der Säit vun der CSV, ass natierlech op kenger legaler Grondlag. Et ass eng politesch Initiativ. Awer mir kucken elo d'Legalitéit vun der Saach.

Mir hätte gär de Referendum. Et gëtt elo no deem éischte Vott zwou Méiglechkeeten nom Artikel 114 vun der Verfassung. Dat eent ass, datt fënnef Bierger déi Initiativ huelen, fir un de Premierminister ze schreiwen als Comité d'initative. Mir wëssen net, ob dat geschitt oder ob et net geschitt. Déi aner Méiglechkeet ass, datt 16 Deputéiert dann ënnerschreiwen, fir de Referendum ze kréien. Dofir brauch et nom Kapitel 22 vun eisem Chambersreglement en Député initiateur, deen da seet: „Elo ass deen éischte Vott geholl." An elo, wou den éischte Vott geholl ass, freet deen Député initiateur dann de Chamberspresident, fir déi Lëscht opzeleeën. A wa bannent zwee Méint da 16 Deputéiert - op d'mannst 15, also 15 plus 1 - dat ënnerschreiwen, da muss de Referendum kommen.

Dat ass also eng Prozedur, déi legal virgesinn ass an déi mir hei als ADR dann och domadder initiéieren. An ech wéilt dann hei dem Chamberspresident de Bréif iwwerreechen als Député initiateur, fir déi Prozedur fir de Referendum och offiziell opzemaachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.* - Ech ginn dem Här Kartheiser Akt vum Depot vu sengem Bréif.

4. 7575 - PROPOSITION DE RÉVISION DU CHAPITRE VI. DE LA CONSTITUTION (SUITE)

RÉSOLUTION 1

Da komme mer nach zur Resolutioun, déi vun der Sensibilitéit vun de Piraten deposéiert ass ginn. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Resolutioun ergräifen?

M. Marc Goergen (Piraten). - Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Jo. Also, Här President, mir haten esou e ganz änlechen Text viru Kuerzem hei virgeluecht, wou mer de Referendum gefrot hunn. Ech mengen, deemools hunn d'Piraten sech enthalen oder dergéint gestëmmt. Mee mir si selbstverständlech fir de Referendum an dofir droe mer dat hei och mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.* - Merci, Här Kartheiser. Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Merci, Här President. Ech mengen, ech hat a menger Interventioun erkläert, firwat déi véier Parteien, déi d'Verfassungsrevisiounen droen, op de globalen Text verzicht hunn an domat och op ee Referendum iwwer eng global Reform verzicht hunn, soudass mer déi dote Resolutioun an deem Sënn net kënne stëmmen.

Wat déi Propositioun vun de Kolleege vun der CSV ugeet, gehéiere mir selbstverständlech och zu deenen, déi e grousst Ouer hu fir dat, wat d'Leit sech dobausse wënschen.

Ech wëll allerdéngs drop hiweisen, an ech mengen, dat wëssen d'Kolleege vun der CSV och, soss hätte se warscheinlech eng Resolutioun presentéiert, dass déi Prozedur vun der Petitioun an déi Prozeduren, déi am Artikel 114 vun der Verfassung virgesi sinn, net openee passen, well - well! - bei der Petitioun, éischtens, all Bierger, an dat steet an eisem Reglement, vu 15 a méi Jore ka matmaachen. All Persoun, déi am Persouneregëster agedroen ass, ka matmaachen. Dat heescht, dat sinn net Electeuren, mee dat si Leit vun der gesamter Communautéit hei zu Lëtzebuerg. Ech gesinn also, dass d'CSV proposéiert, dass Netlëtzebuerger iwwer e Referendum kënne matdecidéieren. Jo, da wär et eigentlech och logesch, dass se da beim Referendum géife matstëmmen - an der Logik vun der CSV ...

M. Fernand Kartheiser (ADR). - A beim Auslännerwalrecht!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dat heescht, Här President, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Beim Auslännerwalrecht, Här Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - ... dat heescht, Här President, ...

M. Sven Clement (Piraten). - D'Piraten ënnerschreiwen dat, Här Di Bartolomeo.

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Nee, ech stelle just fest, Här Wolter - wann Dir mech schonn ënnerbriecht -, mir waren 2018 ...

Une voix.- Jo, jo!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... zesummen - zesummen! - an enger Philosophie vun enger Globalreform, an enger Philosophie vun engem Referendum. Wat huet sech geännert? Dir sot mer et, wann Der wëllt, Dir wësst et, Dir wësst et nach besser wéi ech, an et sinn der hei am Raum, déi et nach besser wësse wéi ech! Well ech souz deemools net mat um Dësch.

Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass mer et mat enger Petitioun ze dinn hunn, déi zënter 20 Deeg leeft, oder 22 Deeg, an nach 20 Deeg viru sech huet. Et wär vläicht dann och méi fair gewiescht vis-à-vis vun de Petitionären, fir hinnen ze soen, wat den eigentlechen Enjeu ass vun hirer Demande. An ech hu vollt Vertrauen, ech hu wierklech vollt Vertrauen an déi, déi mir vis-à-vis sëtzen, dass se alles wäerte maachen, fir dat doten Zil ze erreechen.

Awer e positiivt Element och nach an der Diskussioun ass, dass ech selbstverständlech ganz frou doriwwer sinn, dass mer zesummen an déi méiglech Referend„en!" ginn, well ech der Meenung sinn - à moins, dass mer erëm eis Kapitelen zesummestrécken, an da gi mer zur Laachnummer, well da kréie mer gesot: „Firwat hu mer dat doten net vun Ufank u gemaach?" -, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Dir hutt scho verluer! Dir hutt verluer.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... mee da gi mer zesummen an déi véier Echeancen an dat ass och ee ganz staarke Message no baussen. Mir gleewen un dat, wat mer hei virgeluecht hunn. A mir wäerten och, egal wéi déi Prozeduren ausginn, ob dat iwwert den Artikel 114 géif geschéien, Jo oder Nee, ob dat iwwer eng Petitioun geet, wou déi eng oder déi aner Deputéiert vläicht eng Lëscht ënnerschreiwen, fir dann e Referendum erbäizeféieren, et ass egal, wéi déi Prozeduren ausginn, mir wäerten zesummestoen, fir dësem Land eng nei, eng modern, eng besser Verfassung ze ginn.

An dofir sinn ech ganz dankbar. Dat ass e staarke Message, dee vun haut erausgeet, an och de Message vu jiddwerengem: dass mir selbstverständlech bereet sinn ze diskutéieren, Froen ze beäntwerten, ze lauschteren a weider ze informéieren. Merci!

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Dir hutt haut ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

Une voix.- Nee, nee, nee.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Auteur vun der Resolutioun d'Wuert gefrot. Den Här Marc Goergen steet scho prett.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Dir sidd géint de Referendum, Dir hutt verluer.

M. Marc Goergen (Piraten). - Merci, Här President, also, ...

(Interruption)

Une voix.- Dee Goergen ...

M. Marc Goergen (Piraten).- Nee, ech ka fir mech eleng schwätzen, keng Suerg!

M. Georges Engel (LSAP).- Schwätzt Dir, Här Goergen!

M. Marc Goergen (Piraten).- Merci. Här President, also ech gi mat engem bessere Gefill heem den Owend, wéi ech de Mëtteg erakomm sinn. Déi CSV-Nouvelle huet mech ganz positiv gestëmmt, well mäi Bauchgefill seet: „Egal, wat elo kënnt, et kënnt e Referendum." Wann ee kuckt, wat d'CSV fir eng Power eigentlech hannert sech huet, misst een ... Ech hu virdrun eng Kéier gekuckt, déi Petitioun ass elo bei 6.810. Et sinn elo nach zwanzeg Deeg. Et si véier Parteien. An ech mengen, dat ass jo awer en Challenge. Déi muss ee kréien. 6.000 Ënnerschréfte sinn do, 6.810. Mir hunn der schonn 2.000 op matbestemmung.lu. Kommt, mir huelen déi nach mat an de Kuerf. matbestemmung.lu wiisst all Dag ëm 300-400 Ënnerschréften. Et sinn elo nach zwanzeg Deeg.

Une voix.- ... den Ziedel doheem.

M. Marc Goergen (Piraten).- Ech mengen, dat ass jo awer deen Challenge, deen déi véier Parteie sech elo musse ginn, fir op déi 25.000 ze kommen.

An dat heiten, wéi mer d'Resolutioun geschriwwen hunn, hätt ech net geduecht, dass dat heiten eigentlech fir déi aner dräi Parteien, déi net esou demokratesch wëlle sinn, dat lescht Rettungsboot ass.

Une voix.- Eieieiei!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten).- Well wann Dir haut dës Resolutioun matstëmmt, ass dat eigentlech dee leschte Wee, wou Dir et nach an der Hand hutt. Wann net, gëtt et lech haut aus der Hand geholl.

Une voix.- Jo.

M. Marc Goergen (Piraten).- Da komme vun do 25.000 Petitionären, si ënnerschreiwe mat hiren Deputéierten an dann ass et do.

(Interruption)

Wéi? Ma dach!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).- Nee. D'Deputéiert kënnen net ënnerschreiwen. D'Deputéiert si Receveur vun der Petitioun.

Plusieurs voix.- Nee!

(Interruption)

M. Marc Goergen (Piraten).- Ma dach!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen huet d'Wuert, Här Kartheiser.

M. Marc Goergen (Piraten).- Ma dach. Sou, ech kann lech eng Kéier kuerz erklären, wéi dat fonctionéiert.

(Exclamations)

Wann déi 25.000 Ënnerschréften zesummekommen, an esou hunn ech et verstanen, ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).- Vun deene 16, ech hat dat elo falsch verstanen.

M. Marc Goergen (Piraten).- ... wäerte vun der CSV ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).- Vun deene 16.

M. Marc Goergen (Piraten).- ... 16 Leit ënnerschreiwen. A sech nëmmen nach aacht, well mer jo schonn aacht Ënnerschréften hunn.

M. Sven Clement (Piraten).- An 29!

M. Marc Goergen (Piraten).- Voilà. A wa se alleguerte kënnen ënnerschreiwen, ass et jo nach besser. Esou wäert dat lafen. Dat heescht: Dir sëtzt haut hei, Dir kënnt et elo mat engem Knäppchen nach ëmmer an der Hand hunn. Duerno entgleist et lech. Dat heescht, et kënnt e Referendum, esou oder esou, well déi 25.000 si jo liicht ze knacken. D'CSV ass ëmmerhin eng Vollekspartei, dat däerft Der net vergiessen.

M. Sven Clement (Piraten).- Iwwer 10.000 Memberen!

een eleng kuckt, iwwer 10.000 Memberen, richteg, Här Clement!

(Brouhaha)

Also dofir, ech roden lech, wann Der wëllt, stëmmt et.

M. Guy Arendt (DP).- Au vote.

M. Marc Goergen (Piraten).- Jo, Här Arendt, Dir kënnt „au vote" ruffen. Ech mengen, d'Vollek wäert elo ofstëmmen.

M. Guy Arendt (DP).- Ma jo.

M. Marc Goergen (Piraten).- An dann huet d'Vollek gesinn, dass Dir bis zum leschte Moment zu 31 dergéint waart, an déi aner Säit déi Leit, déi fir d'Demokratie gelieft hunn. A just nach eng Bemierkung zum Här Di Bartolomeo: Ma ech si frou, wann déi ënner 18 kënne matofstëmmen! Dat ass meng Grondiwwerzeegung, ...

Une voix.- Jo.

M. Marc Goergen (Piraten).- ... dass Leit ab 16 sollen ofstëmmen.

Une voix.- Eis och!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten).- A wann do och nach kënnen Auslänner matofstëmmen, ma da ginn ech nach méi frou heem! Also, eppes Besseres ka jo net geschéien.

(Brouhaha)

Mir kréien e Referendum, en plus hu mer eng Demokratie, ...

(Brouhaha général)

M. Dan Biancalana (LSAP).- Mir ware fir d'Walrecht ab 16.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, e bësse méi disziplinéiert!

M. Marc Goergen (Piraten).- ... wou jidderee ka matofstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

M. Sven Clement (Piraten).- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Géint dräimol Nee?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach eng Wuertmeldung zur Resolutioun do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun kommen.

VOTE SUR LA RÉSOLUTION 1

D'Ofstëmme fänkt un. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resolutioun ass mat 8 Jo-Stëmme géint 51 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : *MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : *Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

S'est abstenu : *M. Marc Spautz.*

M. Georges Engel (LSAP).- Här Goergen, net esou, wéi Dir gesot hat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

M. Sven Clement (Piraten).- Dir hutt et wierklech net verstanen doiwwer!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.



N°08
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 08 | Session ordinaire 2020-2021

Stratégie de vaccination Covid-19 p. 227
Climat et protection de l'environnement p. 231
Sommaire des séances publiques nos 16 à 18 p. 253
Sommaire des questions parlementaires p. Q220
16e séance Jeudi 3 décembre 2020
17e séance Mardi 8 décembre 2020
18e séance Mercredi 9 décembre 2020

Visite du Président du Conseil national autrichien



M. Wolfgang Sobotka et M. Fernand Etgen

La crise de la Covid-19 était au centre des échanges avec le Président du Conseil national de la République d'Autriche, M. Wolfgang Sobotka.

Comment le Grand-Duché de Luxembourg a-t-il géré la crise sanitaire due au coronavirus ? Quelles mesures ont été prises pour endiguer la propagation du variant Delta ? Comment garantir le fonctionnement des écoles ? Ce ne sont que quelques-unes des nombreuses questions qu'avait soulevées le Président du Conseil national de la République d'Autriche.

M. Wolfgang Sobotka était en visite officielle au Luxembourg et a eu, le 16 juillet 2021, une entrevue avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Parallèles entre le Luxembourg et l'Autriche

À cette occasion, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a mis en avant l'importance de la coopération interrégionale tout comme celle entre pays européens. Il a énoncé les parallèles qui existent entre le Luxembourg et l'Autriche : les deux pays dépendent fortement de leurs travailleurs frontaliers, ce qui, à son avis, a été démontré par la crise sanitaire.

Les deux Présidents de Parlement ont retenu que la pandémie a montré à quel point les pays doivent se doter de plans de crise, non seulement sur le plan sanitaire, mais également, par exemple, sur le plan énergétique. L'opérationnalité des Parlements luxembourgeois et autrichien était un autre point abordé pendant la discussion. M. Wolfgang Sobotka a précisé que le Conseil national d'Autriche est resté opérationnel pendant la crise sanitaire, tout comme la Chambre des Députés. « La crise a aussi démontré que la démocratie est fragile », a expliqué M. Fernand Etgen. Pendant la crise, on aurait assisté à une montée des tensions politiques. En Autriche, certains parlementaires se sont opposés aux mesures anti-Covid, selon M. Sobotka ; des manifestations antisémites ont également eu lieu. Sur une note plus positive, il a tenu à souligner que beaucoup de bénévoles se sont engagés pour aider à endiguer la propagation du coronavirus. C'est pourquoi le Parlement autrichien a décidé de déclarer l'année 2021 comme « année du bénévolat ». En outre, d'autres volets de la crise sanitaire ont été discutés, comme le taux de vaccination, l'impact sur le secteur culturel et la stratégie de dépistage.

Autriche : médiateur entre l'Est et l'Ouest

Un député luxembourgeois a exprimé le souhait de voir l'Autriche agir en tant que facilitateur des relations entre les pays de l'Europe de l'Est et ceux de l'Ouest, notamment en raison de sa position géographique et de ses relations diplomatiques à l'Est. M. Wolfgang Sobotka a répondu que son pays était déjà en étroite concertation avec les pays de l'Europe de l'Est et qu'il travaillait activement en ce sens.

Digitalisation des parlements

Un autre sujet sur lequel les intervenants se sont penchés était celui de la digitalisation. M. Wolfgang Sobotka s'est intéressé au processus de digitalisation mis en place à la Chambre des Députés qui est une des priorités de celle-ci, une autre étant la sécurisation de ses bâtiments.

À la fin de l'entrevue au Cercle municipal, le Président du Conseil national autrichien a invité les membres de la Chambre des Députés à une visite en Autriche.



(de gauche à droite) Mme Melitta Schubert, M. Guy Arendt, M. Fernand Kartheiser, Mme Viviane Reding, M. Wolfgang Sobotka, M. Fernand Etgen, M. Martin Eichtinger, M. Yves Cruchten, M. Sven Clement, M. Claude Wiseler et M. Laurent Scheeck

M. Dan Biancalana nommé rapporteur du budget 2022



M. Dan Biancalana sera le rapporteur du budget 2022.

Les membres de la Commission des Finances et du Budget ont désigné M. Dan Biancalana (LSAP) comme rapporteur du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022. Ce projet portera le numéro 7878.

M. Dan Biancalana prendra donc la relève de M. François Benoy (déi gréng) pour l'exercice 2021, M. Yves Cruchten (LSAP) pour 2020 et M. André Bauler (DP) pour 2019.

Les travaux parlementaires sur le budget se déroulent toujours entre début octobre et la mi-décembre. Le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, déposera le projet de loi la semaine de la rentrée parlementaire alors que le débat et le vote auront lieu en séance plénière à la mi-décembre. Entre-temps, le rapporteur du projet de loi chapeaute les travaux liés au budget au sein des différentes commissions parlementaires. Les membres de la Commission des Finances et du Budget auront une série d'échanges de vues avec les acteurs externes tandis que les autres commissions examineront les points budgétaires qui les concernent.

Le budget est la loi qui établit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses prévisionnelles de l'État pendant une année. Il s'agit en quelque sorte d'un « acte d'autorisation » qui est établi selon toutes les règles de la procédure législative en cas d'initiative gouvernementale.

Politique climatique : cadre institutionnel et nouvelles dispositions

7508 - Projet de loi relative au climat et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Le projet de loi a trois objectifs :

1. Il introduit un cadre institutionnel pour la politique climatique, mettant en place des objectifs, des responsabilités ainsi que des procédures claires pour l'élaboration du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), de la stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique et de la stratégie à long terme pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le projet de loi prévoit deux nouveaux organes en matière de gouvernance climatique :

- la Plateforme pour l'action climatique et la transition énergétique, qui a pour missions de mettre en place un dialogue multi-niveaux entre les représentants des communes, d'organisations de la société civile, du monde des entreprises, des investisseurs et du grand public, ainsi que de participer à l'élaboration de l'avant-projet du PNEC ;

- l'Observatoire de la politique climatique qui a pour missions d'évaluer scientifiquement les mesures réalisées ou envisagées en matière de politique climatique, d'en analyser l'efficacité ainsi que de proposer des nouvelles mesures de recherches ou d'études. Il se penche donc sur les aspects scientifiques, éthiques et sociétaux de la politique climatique.

2. Il établit un fonds spécial dénommé « Fonds climat et énergie », qui remplacera le fonds spécial existant en vertu de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Le projet de loi étend les possibilités d'alimentation du Fonds climat et énergie ainsi que la gamme des investissements éligibles.

3. Il transpose en droit national la directive (UE) 2018/410 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2018 modifiant la directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone, et la décision (UE) 2015/1814. Plus concrètement, il s'agit d'une modification du dispositif du système d'échange de quotas de gaz à effet de serre (SEQE). La directive (UE) 2018/410 définit les règles applicables aux industries concernées pour la période 2021-2030 et renforce le dispositif du SEQE sur plusieurs points. Plusieurs modifications sont également apportées afin de clarifier la mise en œuvre du dispositif.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 18.12.2019
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
13.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
20.11.2020 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 994, page 1

Dotations et dons pour partis politiques

7509 - Proposition de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

2° la loi électorale modifiée du 18 février 2003

La présente proposition de loi a été élaborée sur la base des discussions et travaux menés au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle au cours de l'exercice 2019, à la suite des élections législatives d'octobre 2018 et des élections européennes de juin 2019.

Elle poursuit un double but :

- adapter les dotations accordées aux partis politiques, alors qu'elles n'ont pas été réévaluées depuis leur introduction il y a douze ans. La proposition de loi vise ainsi à assurer aux partis les moyens financiers nécessaires pour accomplir pleinement leurs missions prévues par la Constitution ;

- préciser et compléter la législation afin de garantir que tous les partis qui participent à une élection nationale soient traités sur un pied d'égalité et que les obligations légales imposées aux partis comme corollaire du financement public soient entièrement respectées. Dans cet ordre d'idées, l'établissement d'une déclaration écrite de chaque candidat sur l'acceptation de dons est censé renforcer l'encadrement légal en matière de dons destinés aux partis politiques.

Dépôt par MM. Marc Baum, Eugène Berger, Alex Bodry, Sven Clement, Gast Gibéryen, Léon Gloden et Mme Josée Lorsché, Députés, le 19.12.2019
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
28.09.2020 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.11.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1000, page 1

Dispositions contre le dumping social

7516 - Projet de loi portant modification :

1° du Code du travail en vue de transposer la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

- la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Le présent projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2018/957/UE (ci-après « directive de révision ») du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive détachement concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et à modifier les dispositions du Code du travail en relation avec la matière de détachement.

La législation européenne énonce une série d'obligations concernant les conditions de travail et d'emploi applicables aux travailleurs détachés afin de garantir que les droits et les conditions de travail soient protégés dans toute l'Union européenne et prévenir le dumping social.

Malgré l'adoption de la directive d'exécution destinée à mieux lutter contre la fraude, le dumping social mine la concurrence honnête entre les entreprises, surtout dans certains secteurs, et dès lors, la révision de cette directive d'exécution est devenue indispensable afin d'assurer davantage le respect des droits des travailleurs durant leur détachement, tout en garantissant aux entreprises des conditions de concurrence équitables.

En résumé, la nouvelle directive de révision à transposer poursuit les objectifs suivants :

- élargissement du noyau dur ;

- remplacement du bénéfice du taux de salaire minimal par le bénéfice du principe d'égalité de traitement en matière de rémunération ;

- renforcement des droits des travailleurs détachés intérimaires ;

- application du droit du travail du pays d'accueil à partir de douze mois, voire maximum 18 mois.

Dans ce contexte, une des principales révisions concerne un élargissement du noyau dur élaboré par la directive détachement et donc des dispositions impératives à respecter par l'État membre sur le territoire duquel les salariés sont détachés. Ce noyau dur est élargi de manière à couvrir les deux points supplémentaires suivants, sous condition que ces derniers soient prévus par des dispositions légales, réglementaires, administratives, par des conventions collectives déclarées d'obligation générale, par une décision d'arbitrage ayant un champ d'application similaire à celui des conventions collectives d'obligation générale ou par un accord en matière de dialogue social interprofessionnel déclaré d'obligation générale :

- les conditions d'hébergement des travailleurs lorsque l'employeur met à disposition un logement aux travailleurs éloignés de leur lieu de travail habituel ;

- les allocations ou le remboursement des dépenses en vue de couvrir les dépenses de voyage, de logement ou de nourriture des travailleurs éloignés de leur domicile pour des raisons professionnelles.

En outre, la directive de révision prévoit que la notion de rémunération est déterminée par la législation et/ou les pratiques nationales de l'État membre sur le territoire duquel le travailleur est détaché et s'entend de tous les éléments constitutifs de la rémunération rendus obligatoires par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives nationales ou par des conventions collectives ou des sentences arbitrales qui, dans cet État membre, ont été déclarées d'application générale. À cet effet, le présent projet de loi prévoit que la rémunération correspondant aux taux de salaire minima s'entend désormais de tous les éléments constitutifs du salaire fixés par une disposition légale, réglementaire, administrative ou par une convention collective déclarée d'obligation générale ou par un accord en matière de dialogue social interprofessionnel déclaré d'obligation générale.

Si la directive détachement était permissive en laissant aux États membres la capacité de décider de garantir ou non les dispositions locales aux intérimaires détachés, la directive de révision leur impose de garantir des conditions de travail et d'emploi identiques par rapport aux travailleurs intérimaires locaux. Désormais, l'entreprise utilisatrice devra informer l'entreprise de travail temporaire des conditions qu'elle applique à ses travailleurs en matière de travail et de rémunération.

Dans ce même contexte, il est prévu que le détachement d'une entreprise de travail intérimaire ou d'une entreprise qui, dans le cadre d'un prêt temporaire de main-d'œuvre, met un salarié à disposition, tous deux établies hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, vers une entreprise utilisatrice, également établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg et exerçant une activité sur le territoire national, tombe sous le champ d'application des dispositions relatives au détachement des salariés.

Afin d'augmenter la protection des salariés détachés de longue durée, le présent projet de loi impose dorénavant des conditions supplémentaires à respecter par l'employeur détachant si le détachement dépasse une durée de douze mois. Au-delà de cette limite temporelle et à défaut d'avoir adressé à l'Inspection du travail et des mines (ITM) une notification dûment motivée préalablement à l'expiration de ce délai afin de porter celui-ci à 18 mois, les salariés se voient appliquer l'ensemble des règles relatives aux conditions de travail et d'emploi en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, à l'exception de celles relatives aux procédures, formalités et conditions régissant la conclusion et la fin du contrat de travail, y compris les clauses de non-concurrence, ainsi que celles des régimes complémentaires de pension.

La directive de révision vise par ailleurs à assurer aux salariés détachés une meilleure accessibilité aux informations sur les conditions de travail et d'emploi, y compris les conditions en matière de rémunération. À cet effet, le projet de loi prévoit la mise en place d'un site internet national officiel unique sur lequel sont publiées ces informations. Cette nouvelle formalité, signe de transparence, garantit un accès à l'information pour les entreprises et pour les travailleurs détachés. Le présent projet de loi introduit la possibilité pour les autorités ou organismes déclarés compétents sur le territoire à partir duquel les salariés sont détachés de solliciter les informations nécessaires non seulement auprès des autorités ou organismes déclarés compétents sur le territoire sur lequel les salariés sont détachés, mais, en cas de besoin, également auprès de toute autre autorité ou tout autre organisme dudit territoire.

Finalement, le secteur du transport routier international est expressément exclu de l'application de la directive de révision en raison de la nature hautement mobile du travail et donc de la complexité d'intégrer ce secteur dans la directive de révision. Ledit secteur restera ainsi soumis aux anciennes dispositions relatives au détachement jusqu'à la publication d'une nouvelle directive spécifique au secteur concerné.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
14.09.2020 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État, des avis des chambres professionnelles et d'une série d'amendements gouvernementaux
24.09.2020 Adoption des amendements proposés
26.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1024, page 1

Modification de la loi relative à la TVA

7611 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :

1° transposer l'article 2 de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens ;

2° compléter la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres ;

3° transposer la directive (UE) 2019/1995 du Conseil du 21 novembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens ;

4° transposer la directive (UE) 2019/2235 du Conseil du 16 décembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union

Le présent projet de loi vise à transposer quatre directives européennes en matière de taxe sur la valeur ajoutée dans la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (« la loi TVA »). Les quatre directives à transposer modifient la directive 2006/112/CE.

En premier lieu, il est prévu d'adapter le régime de TVA existant en matière de prestations de services et de ventes à distance en transposant l'article 2 de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestation de services et aux ventes à distance de biens (« la directive 2017/2455 ») et la directive (UE) 2019/1995 du Conseil du 21 novembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distances de biens et à certaines livraisons intérieures de biens (« la directive 2019/1995 »). Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la volonté de la Commission européenne d'adapter les règles existantes, d'une part, pour faire face au développement du commerce électronique, notamment des interfaces électroniques de type « place de marché », afin de garantir à la fois la libre circulation des biens et des services et la concurrence loyale, et, d'autre part, pour réaliser le système définitif en matière de TVA basé sur la taxation à destination.

Les modifications introduites par les directives 2017/2455 et 2019/1995 comportent trois volets.

Tout d'abord, elles introduisent une modification du régime applicable aux ventes à distance intracommunautaires de biens lorsque le destinataire est une personne non identifiée à la TVA, par la suppression des seuils actuels en la matière. De plus, la définition de « vente à distance » est introduite, couvrant de manière élargie toutes les ventes à distance de biens, qu'il s'agisse de ventes à distance intracommunautaires de biens ou de ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers, lorsque le destinataire est domicilié ou a sa résidence habituelle sur le territoire TVA de l'Union européenne et qu'il n'est pas identifié à la TVA.

Ensuite est créée une fiction légale qui, pour les ventes à distance de biens importés d'une valeur de moins de 150 euros et pour les ventes à distance intracommunautaires de biens livrés par des assujettis non établis dans l'UE, rend les interfaces électroniques facilitant ces ventes redevables de la TVA due, et non plus le fournisseur sous-jacent de ces biens.

Pour compléter ces mesures, le régime particulier actuellement en place pour la déclaration et le paiement de la TVA due dans les États membres dans lesquels un assujetti qui effectue des prestations de télécommunications, de radiodiffusion et de télévision et des services par voie électronique n'est pas établi, est élargi, pour les assujettis non établis dans l'UE, à tous les services imposables sur le territoire TVA de l'UE, et pour les assujettis établis dans l'UE, à tous les services imposables dans un État membre dans lequel l'assujetti n'est pas établi, ainsi qu'aux ventes à distance intracommunautaires de biens et à certaines livraisons de biens internes. Il est en outre introduit un régime particulier pour les ventes à distance de biens importés.

Enfin, dans ce contexte, les dispositions relatives à la facturation et à la déclaration sont adaptées.

En deuxième lieu, le projet de loi vise à adapter le régime de TVA applicable aux livraisons, prestations de services et importations destinées aux forces armées affectées à l'effort commun de défense en transposant la directive 2019/2235 du Conseil du 16 décembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union (« la directive 2019/2235 ») qui vise à aligner le plus possible le régime applicable à l'effort de défense dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne sur le régime d'exonération existant pour l'effort commun de défense dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

En troisième lieu, le présent projet de loi vise à compléter la transposition de la directive 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres (« la directive 2018/1910 »).

En dernier lieu, le présent projet de loi étoffe les dispositifs en matière de lutte contre la fraude à la TVA par l'obligation pour les assujettis qui exploitent des entrepôts ou des plateformes logistiques de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer entre autres de l'identité du propriétaire des biens stockés en leurs entrepôts en provenance d'un territoire tiers ou d'un pays tiers, ainsi que de la nature et de la quantité desdits biens, lorsque le propriétaire des biens n'est pas établi sur le territoire TVA de l'UE ou, à défaut, n'y a pas son domicile ou sa résidence habituelle, et tenir ces informations à la disposition de l'administration fiscale.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.06.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
20.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
09.11.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
16.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1016, page 1

Prime unique pour formation professionnelle

7661 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle

Le présent projet de loi introduit une prime sous forme de subvention unique et forfaitaire, qui peut être allouée aux organismes de formation qui offrent un poste d'apprentissage et qui disposent du droit de former. La prime est destinée à récompenser les organismes de formation qui ont, malgré le contexte économique difficile provoqué par la pandémie de Covid-19, soit continué à former leurs apprentis, soit conclu de nouveaux contrats d'apprentissage.

Il s'agit d'une aide temporaire accessible à toute personne physique ou morale qui répond aux critères de l'article 2 du projet de loi sous rubrique. Les demandes de primes peuvent être soumises jusqu'au 15 juillet 2021 inclus, sachant que les derniers octrois et versements doivent être achevés le 15 septembre 2021 au plus tard.

Les organismes requérants peuvent prétendre à :

- 1.500 euros pour chaque contrat d'apprentissage en cours au 15 juillet 2020 ;

- 3.000 euros pour chaque nouveau contrat d'apprentissage conclu à partir du 16 juillet 2020 ;

- 5.000 euros pour chaque reprise d'un contrat d'apprentissage précédemment résilié, sous réserve que celui-ci n'a pas fait l'objet de plus de deux reprises depuis le 24 juin 2020.

Le contrat d'apprentissage pour lequel une prime est demandée doit être en cours avec l'apprenti ou son représentant légal à la date de la demande.

Les montants respectifs de 1.500 euros et 3.000 euros peuvent être augmentés de 1.500 euros par contrat si, à la date de la demande, l'organisme de formation accueille un nombre d'apprentis supérieur ou égal à la moyenne annuelle d'apprentis formés au cours des trois années précédentes. Si l'organisme dispose du droit de former depuis moins de trois années, la moyenne est établie sur la période comprise entre la date d'obtention du droit de former et la date de la demande. Ces augmentations de 1.500 euros ne sont octroyées qu'une seule fois dans le chef d'un organisme de formation.

La prime est exempte d'impôts.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 07.09.2020
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
26.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
02.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 999, page 1

Assemblées générales des mutuelles

7714 - Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

La loi du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles - cette dernière est entrée en vigueur au 1er janvier 2020 - permet aux mutuelles de tenir leurs assemblées générales et d'envoyer certains documents au Ministère de la Sécurité sociale, qui est en charge de contrôler les mutuelles, jusqu'au 31 décembre 2020.

En effet, la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles prévoit des obligations et fixe des délais pour la tenue des assemblées générales et la transmission de certains documents. Comme les conséquences de la crise sanitaire due au Sars-CoV-2 (Covid-19) ont en grande partie empêché la tenue des assemblées générales des mutuelles, la loi du 10 juillet 2020 précitée a prolongé les délais prévus jusqu'au 31 décembre 2020.

Compte tenu de l'évolution de la situation sanitaire et suite aux mesures qui ont dû être prises en conséquence, toutes les mutuelles ne seront pas en mesure de répondre à leurs obligations endéans les délais modifiés. De ce fait, il est prévu de prolonger les délais visés de six mois supplémentaires à l'instar de ce qui est prévu dans le projet de loi n° 7692 au niveau de la tenue des réunions dans les sociétés et dans les personnes morales.

Comme les assemblées générales des mutuelles déjà organisées ou qui demeurent à organiser en 2020 portent sur les comptes de l'exercice 2019, la prolongation de six mois des délais visés leur permettra de tenir en même temps les assemblées générales portant sur les exercices 2019 et 2020, évitant ainsi aux mutuelles de devoir organiser deux assemblées générales à deux dates distinctes.

La prolongation des délais de six mois porte ainsi sur :

- la tenue de l'assemblée générale portant sur l'exercice 2019 pour laquelle les dispositions du présent projet prévoient qu'elle pourra être organisée jusqu'au 30 juin 2021 au plus tard, au lieu du 31 décembre 2020 ;

- la transmission de certains documents portant sur l'exercice 2019 qui doivent être remis par le conseil d'administration au ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions. Comme le conseil d'administration doit soumettre les comptes à l'approbation de l'assemblée générale, le conseil d'administration se trouve dans l'impossibilité de répondre à ses obligations légales faute de pouvoir organiser une réunion de l'assemblée générale de la mutuelle. Il est dès lors proposé de porter ce délai au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020, ce qui correspond à la nouvelle date limite pour la tenue de l'assemblée générale de la mutuelle portant sur l'exercice 2019 ;

- le contrôle à effectuer par une entité externe prévu dans la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles. En lien avec les prolongations susmentionnées, il est proposé que le contrôleur remette son rapport au conseil d'administration de la mutuelle pour le 31 mai 2021 au plus tard au lieu du 30 novembre 2020.

Finalement, la loi du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles prévoit que la procédure de suspension prévue dans la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles ne sera pas déclenchée parce que le conseil d'administration est dans l'impossibilité de répondre à ses obligations dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19, ou parce que la mutuelle se trouve dans l'illégalité dès lors que ses statuts ne seront pas en adéquation, le cas échéant, avec les dispositions dérogatoires. Le présent projet de loi propose de maintenir cette dérogation pour l'application des dispositions dérogatoires modifiées, uniquement et exclusivement. Ainsi, toute autre illégalité constatée entraînera l'activation de la procédure de suspension, ce qui répond à la volonté du législateur source des dispositions de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles.

www.chd.lu

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 18.11.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
19.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
03.12.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
07.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1005, page 1

Hausse du salaire social minimum

7719 - Projet de loi modifiant l'article L 222-9 du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet l'adaptation du taux du salaire social minimum (SSM) à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2018 et 2019. En effet, selon le paragraphe 1er de l'article L. 222-2 du Code du travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi. En outre, le paragraphe 2 de l'article précité prévoit que, toutes les deux années, le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.

L'indicateur déterminé selon la méthodologie prévue fait état d'une progression du salaire horaire moyen au cours des années 2018 et 2019 de 2,8 pour cent - le taux du salaire social minimum sera donc augmenté de 2,8 pour cent au 1er janvier 2021.

Ainsi, au 1er janvier 2021, le salaire social minimum mensuel passe de 2.141,99 à 2.201,93 euros (+59,94 euros) et la hausse du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés sera de 71,93 euros.

Au 31 mars 2020, le nombre des salariés (fonctionnaires exclus) rémunérés au voisinage du salaire social minimum est estimé à quelque 60.502 salariés, dont 55 pour cent résident au Luxembourg. En faisant évoluer cette population jusqu'au 31 décembre 2020, la population concernée devrait s'élever à 61.227 salariés.

Le surcoût annuel total engendré par la revalorisation du salaire social minimum est estimé à 54,3 millions d'euros, dont 43,4 millions d'euros sont dus à la hausse des salaires et 11,0 millions d'euros résultent de la hausse des cotisations imputées à l'employeur.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 24.11.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
07.12.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1025, page 1

Hausse du REVIS et du RPGH

7722 - Projet de loi portant sur la modification de :

1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d' inclusion sociale

Le projet de loi 7722 a pour objet de proposer une adaptation de 2,8 % des montants du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) identique à celle proposée aux termes d'un avant-projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du travail qui relève le taux du salaire social minimum au 1er janvier 2021.

Cette adaptation est effectuée par le biais d'une modification des articles 5, paragraphe 1er et 49, paragraphe 3, de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ainsi que par une modification de l'article 25, alinéa 1er, de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

L'adaptation des taux du REVIS et du RPGH concomitante à l'augmentation du salaire social minimum évitera ainsi un creusement de l'écart entre le salaire social minimum et les revenus destinés à soutenir les personnes les plus vulnérables de notre société.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 26.11.2020
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :
07.12.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1004, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Discours de M. le Président**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Question élargie n° 60 de M. Gusty Graas relative à la récente dissonance franco-allemande quant au sujet de l'autonomie stratégique de l'Europe en matière de sécurité et de défense et la création d'une armée européenne**
   - M. Gusty Graas - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. François Bausch, Ministre de la Défense
4. **7517 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 122 de l'Organisation internationale du travail sur la politique de l'emploi, signée à Genève, le 9 juillet 1964**
   7518 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 144 de l'Organisation internationale du travail sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, signée à Genève, le 21 juin 1976
   7519 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, signée à Genève, le 15 juin 2006
   7521 - Projet de loi portant approbation du Protocole P029 - Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, fait à Genève, le 11 juin 2014
   - Rapports de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Claude Haagen
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Pim Knaff - M. Charles Margue (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel
5. **Interpellation de M. Marc Baum au sujet des politiques d'investissement du FDC et du FSIL**
   - Exposé : M. Marc Baum (intervention de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale)
6. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Baum**
   - M. Marc Baum
7. **Interpellation de M. Marc Baum au sujet des politiques d'investissement du FDC et du FSIL (suite)**
   - Exposé : M. Marc Baum (suite)
   - Débat : M. Gilles Roth (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 1) - M. André Bauler - M. Mars Di Bartolomeo (dépôt de la motion 2) (intervention de M. Marc Baum) - M. Charles Margue (intervention de M. André Bauler) - M. Fernand Kartheiser (interventions pour fait personnel de M. Marc Baum) - M. Sven Clement - M. Marc Spautz (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Motion 1 : M. Marc Baum
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Marc Baum - M. Gilles Roth
   - Vote sur la motion 2 (adoptée)
8. **Question élargie n° 59 de M. Laurent Mosar relative à la politique de recouvrement des créances fiscales**
   - M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
9. **7611 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :**
   1° transposer l'article 2 de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens ;
   2° compléter la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres ;
   3° transposer la directive (UE) 2019/1995 du Conseil du 21 novembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens ;
   4° transposer la directive (UE) 2019/2235 du Conseil du 16 décembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Nee, Här President.

2. Discours de M. le Président

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, Tréier steet ënner Schock, a Lëtzebuerg trauert mat. An dëse Minutte gedenkt eis Nopeschstad den Affer vun der grausamer Amokfaart en Dënschdeg duerch d'Foussgängerzon.

Ech wëll vun dëser Plaz aus eisen Noperen an eise Frënn eist déifste Matgefill ausdrécken.

Onschëlleg Leit sinn Affer gi vun enger Tragedie, déi net nozevollzéien an net ze verstoen ass. Quasi direkt virun eiser Hausdier, an där ënner Lëtzebuerger beléiften Akafs- a Studentestad, ass eppes Schreckleches geschitt. Och hei am Land hanneréisst dëse schwaarzen Dënschdeg seng Spueren, besonnesch well et esou no ass a well et jidderee vun eis hätt kënnen treffen.

Op d'mannst grad esou grouss wéi de Schock ass d'Solidaritéit iwwert d'Grenzen eraus. Och Lëtzebuerg huet sech en Dënschdeg solidaresch gewisen, an dofir soen ech jidderengem, deen op der Plaz gehollef huet, Merci, an dem CGDIS an der Luxembourg Air Rescue am Speziellen.

Eis Gedanke si bei de Famillje vun den Doudegen, bei de Blesséierten, wou jo och ee Lëtzebuerger drënner ass, a bei all deenen, déi ongewollt Zeie waren an déi déi schrecklech Biller net aus dem Kapp kréien.

Ech bieden Iech, ee Moment opzestoen, fir den Affer ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Merci.

3. Question élargie n° 60 de M. Gusty Graas relative à la récente dissonance franco-allemande quant au sujet de l'autonomie stratégique de l'Europe en matière de sécurité et de défense et la création d'une armée européenne

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'erweidert Fro Nummer 60 vum Här Gusty Graas iwwert d'europäesch Onofhängegkeet, wat d'Sécherheet a wat d'Verdeedegung ugeet, an d'Schafe vun enger europäescher Arméi. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen. An dem Minister stinn zéng Minutten zou. Här Gusty Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, ech mengen, d'Diskussioun ëm d'Schafe vun enger europäescher Arméi ass keen neie Sujet. Dee gouf schonn 1952 diskutéiert, wéi déi europäesch Verteidegungsgemeinschaft kreéiert gi war mam Zil, fir eeben eng europäesch Arméi ze schafen, mee et war dunn déi franséisch Assemblée nationale, déi 1954 hire Veto ageluecht huet, an déi Iddi fir d'Schafe vun enger europäescher Arméi war dee Moment vum Dësch.

An de leschte Joren ass awer erëm méi verstäerkt doriwwer diskutéiert ginn, virun allem och spéitstens, wéi den Donald Trump President vun den USA ginn ass, a well eeben och hie ganz kloer deklaréiert huet, datt Amerika - oder d'USA - net méi wéilt onbedéngt de Weltpolizist spillen.

Et sinn och dunn ëmmer méi Stëmmen an der Europäescher Unioun opkomm, déi gemengt hunn, Europa misst méi autonom ginn, Europa misst méi selbstsécher ginn - an dat géif och mat sech bréngen, datt ee sech dee Moment virun allem an der Verteidegung an an der Sécherheetspolitik misst méi selbstänneg entwéckelen.

Et sinn och eng ganz Rei prominent Europäer, déi sech an deene leschte Jore fir d'Schafe vun enger gemeinsamer Verteidegungs- a Sécherheetsstrategie ausgeschwat hunn. Ech erënneren hei zum Beispill un de Jean-Claude Juncker - deen eis heibanne jo alleguer ganz gutt bekannt ass -, deen am Mäerz 2015, wéi en nach President vun der Europäescher Kommissioun war, e ganz kloert Bekenntnis zum Schafe vun enger europäescher Arméi gemaach huet.

Ech wëll hei och un d'Bundeskanzlerin Angela Merkel erënneren, och si huet sech an déi Richtung geäussert. Si huet sech 2018 virum Europaparlament och fir eng gemeinsam Verteidegungs- a Sécherheetsstrategie vun Europa ausgeschwat, si huet dat och virum Europaparlament ganz kloer zum Ausdrock bruecht.

Et gëtt natierlech eng Rei Argumenter, déi derfir sinn, et gëtt natierlech och eng Rei Argumenter, déi dergéint sinn. Een Argument, wat ëmmer erëm vun Experten och ugefouert gëtt, ass dat, datt den Zoustand vun den nationalen Arméien, besonnesch an deene gréissere Länner, net deem entsprécht, wat ee sech ënner enger effikasser Arméi virstellt, mee d'Europäesch Unioun deet sech natierlech schwéier, fir op deem Niveau eng gemeinsam Linn ze fannen. Ech wëll hei och zum Beispill un d'PESCO erënneren - dat heescht: Permanent Structured Cooperation -, déi sech bis elo och ëmmer schwéierdeet, fir eng gemeinsam Positioun ze fannen. Et kann een och soen, datt se bis elo net onbedéngt eng berauschend Bilanz virgeluecht huet.

Wat awer dach e bëssen iwwerrascht, ass, datt grad aus Frankräich elo nei Téin an deene leschte Méint kommen. Frankräich - ech hat Iech dat virdru gesot - hat sech 1954 géint esou eng Arméi ausgeschwat. Haut, wann een dem Emmanuel Macron nolauschtert, dann ass dat awer eng ganz aner Positioun. Den Här Macron ass éischter en faveur, wéi gesot, vum Schafe vun enger europäescher Arméi, well en och der Meenung ass, datt zum Beispill d'Verteidegung vu gemeinsame Wäerter, vum gemeinsame Wuelstand, dee mer hei an Europa erreecht hunn, awer an Zukunft nëmme ka verteidegt ginn, wa mer och eng gemeinsam Arméi hätten.

Op där anerer Säit ass awer an deene leschte Wochen, besonnesch vun Däitschland, elo erëm eng aner Klack gelaut ginn. Ech wëll hei drop hiweisen, wat d'Madamm Annegret Kramp-Karrenbauer, hires Zeechens Verdeedegungsminister vun Däitschland, gesot huet, mir misste méi ënnert dem atomare Schutz vun Amerika stoen an och vun de konventionelle Capacitéiten.

Also spiert een, datt do net onbedéngt eng gemeinsam Linn besteet, grad zwëschent deenen zwee Länner, déi jo awer ouni Zweifel als dach féierend an der Europäescher Unioun kënnen ugesi ginn.

Den Här Macron huet, entgéint deem, wat op deem Niveau ëmmer ze erwaarden ass, net onbedéngt eng diplomatesch Manéier benotzt, fir säin Onmutt - muss ee soen - vis-à-vis vun Däitschland auszedrécken: Den Här Macron huet gesot, datt u sech déi Ausso vun der Madamm Kramp-Karrenbauer eng Feelinterpretatioun vun der Geschicht wier.

Och d'SPD, eng Partei, déi jo an Däitschland mat an der Regierung sëtzt, huet sech kierzlech fir d'Schafe vun enger europäescher Arméi ausgeschwat. Si ass souguer méi wäit gaangen an huet gesot, déi misst ënnert der Tutelle vun der Europäescher Kommissioun stoen.

A wéi gesot: Aus all deenen Iwwerleeungen an Aussoen eraus wollt ech dann haut sechs Froen un déi Häre Ministere stellen. Ech sinn och besonnesch frou, datt zwee Ministere vun der Regierung haut heihinner komm sinn. Dofir mäi ganz grousse Merci! Dofir, wéi gesot, follgend Froen.

Éischtens emol: Wann d'Europäesch Unioun wierklech gär wëll ausserhalb vun hire Grenze méi eng dominant Roll spillen, ob et dann net awer wichteg wier, datt och Europa sech méi eng gemeinsam Sécherheets- a Verdeedegungspolitik géif ginn.

Eng zweet Fro ass déi natierlech, déi sech dann direkt uschléisst: Hu mer als Europäesch Unioun iwwerhaapt genuch militäresch Capacitéiten, fir esou en Zil ze realiséieren? Si mer net awer nach ze vill ofhängeg vun den USA respektiv och vun der NATO?

Drëttens: Besteet iwwerhaapt e politesche Wëllen um europäeschen Niveau, fir gegeebenefalls esou eng Arméi ze schafen?

Eng véiert Fro wier dann déi: Wa mer de Schrëtt géife woen, fir eng gemeinsam europäesch Arméi ze schafen, wéi kéint iwwerhaapt esou eng Arméi fonctionéieren?

A fënneftens - ech mengen déi ass elo méi aktuell bezunn op déi Situatioun, an där mer eis de Moment beweegen : Ass et iwwerhaapt opportun, grad zu dësen Zäiten, wou mer an der Covidkris stiechen - an déi bedéngt natierlech enorm Investissementer, enormt zur-Verfügung-Stelle vun héijen Zommen un Euroen, u Fongen, fir eeben d'Ekonomie virun allem ze relancéieren - ass et grad elo opportun, och vläicht iwwert d'Schafe vun enger europäescher Arméi ze diskutéieren?

An dann eng lescht Fro, dat ass natierlech och déi: Wéi steet grad Lëtzebuerg eventuell zu der Schafung vun enger europäescher Arméi? An ënner wat fir enger Form kéinte mir eis un esou enger Struktur bedeelegen?

Ech soen lech am Viraus scho villmools Merci fir Är Äntwerten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Also mir sinn effektiv zu zwee komm - well déi Fro ass eis wichteg genuch an der Regierung -, mat mengem Kolleeg François Bausch.

Ech wollt vläicht e wéineg méi allgemeng bleiwen a soen, dass déi Fro - wann ech se richteg verstan hunn -, jo freet iwwert d'Autonomie stratégique vun Europa, an och eng zukünfteg, wéi Der dat gesot hutt, europäesch Arméi.

Also fir d'alleréischt, mengen ech, wëll ech ënnersträichen, an do kéinte mer eis bal alleguerten eens sinn, dass et jo zënter 1949 d'NATO gëtt, an dat ass de Referenzpunkt fir d'Sécherheet a fir d'Verdeedegung och vun Europa.

An Dir wësst, Dir hutt et kuerz ugeschnidden, dass de franséische President Macron virun engem Joer jo vun der „mort cérébrale" vun der NATO geschwat huet. A mengen Aen hat en net ganz Onrecht. Dat war jo virun allem op d'Tierkei geziilt, e schwierege Partner, awer och op de President Trump, dee villes an der NATO decidéiert huet, ouni d'Alliéierten ze consultéieren.

Ech mengen, och wann een elo an d'Zukunft kuckt: De President Biden, wann dee bis etabléiert ass, wäerte mer erëm méi zu enger transatlantescher Partnerschaft zréckfannen, dovunner sinn ech iwwerzeegt. Mee natierlech, déi Fro: „Mussen d'Europäer net méi maache fir hir Sécherheet?", déi bleift aktuell.

A Bezuch elo op déi Geschicht, wéi d'Europäesch Unioun mat der Iddi vun enger Autonomie stratégique ëmgeet: Ech mengen, dat ass net onninteressant, fir vill Regierungen an Europa geet dat wäit iwwert d'Defense eraus. Et ass net nëmmen Defense, et geet wäit doriwwer eraus. Ech mengen, déi Pandemie huet eis gewisen an huet eis virun Ae gefouert, wéi wichteg dass et ass, dass, Europa am Noutfall fir sech selwer suerge kann, a mir schwätzen do vum industriellen, digitalen, sanitäre Beräich. Wéi d'Pandemie et am Beräich vu Gesondheetsmaterialie gewisen huet, ass et jo awer trotzdeem vital, dass Europa kann op sech zielen.

A wann ech soen, et ass net nëmme militäresch, da wëll ech just eng kleng Nott erabréngen. Dir wësst vläicht, dass mer NATO-Ministerrot haten, gëschter an och virgëschter, vun den Ausseministeren, a mir hunn do iwwert d'NATO 2030 geschwat an do ass et jo virun allem den Thomas de Maizière, dee mat engem Amerikaner de Lead vun engem Reflektiounsgrupp hat.

Mir hu fir d'éischt elo ënnert den Ausseministeren doriwwer geschwat. Déi Diskussioun geet weider, bis zu engem Sommet vun der NATO, an an deem Pak ass e Code de conduite ugeduecht. Dat heescht, Alliéierter däerfen och am Kader vun der NATO eigentlech net eppes maachen, wat géint d'Iddi vun deem Veräin, deen NATO heescht, geet,

dat heescht, dass ee sech militäresch net kann defouléieren, an d'Tierkei ass domadder viséiert. An et war scho bemierkenswäert, dass den amerikaneschen Ausseminister bei senger leschter Reunioun, mee awer och de Fransous a meng Wéinegkeet, mat e puer aneren ongeschminkt gesot hunn, dass och all NATO-Memberland sech un dee Code of conduct muss halen, wann en eng Kéier besteet, an eeben eis westlech Opfaassung vun der Demokratie respektéieren.

Ech wëll dem François Bausch d'Wuert net, d'Zäit elo net hei stielen. Duerfir, mir schwätzen de 7. Dezember zu Bréissel iwwert d'Autonomie stratégique vun Europa, bei den Ausseministeren. Ech kommen en Dënschdeg an d'Chamberskommissioun - de President huet mech geruff - an do kënne mer iwwert d'NATO a mir kënnen iwwert dat dote schwätzen, selbstverständlech.

Fir ofzeschléissen, fir beim Theema Defense ze bleiwen: Ech menge schonn - aus menger Siicht, an de François Bausch wäert dat och confirméieren -, dass et schonn ee politesche Wëlle gëtt, dass mer zesummen un enger europäescher Verdeedegung schaffen. An d'Iddi vun enger europäescher Arméi ass, wéi mer alleguerten wëssen, an Dir hutt dat jo gesot, absolutt net nei, dat mécht sech net vun haut op muer. A woufir mer eis aktiv och asetzen, dat sinn eng Rei vun Initiativen am Kader vun der Europäescher Unioun, déi d'Zesummeschaffe vun eisen nationalen Arméie stäerken. Ech mengen, dat ass méiglech, ouni vun deem grousse Wuert „europäesch Arméi" ze schwätzen.

Voilà, ech halen op, François, soss hues du keng Zäit méi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Jo. Merci, och dem Här Graas, fir déi Froen, déi sécherlech aktuell sinn. Am Kader vun der europäescher Defensepolitik ginn et zwee wichteg Datumen, déi ee sech muss am Kapp halen.

Dat eent ass 2009. 2009 ass am Fong deen éischte Schratt vun enger europäescher Defensepolitik gemaach ginn, deen an de Vertrag vu Lissabon, d'Politique de sécurité et de défense commune, de sougenannte PSDC, festgeschriwwe ginn ass.

An den zweeten Datum, dat ass 2017, well 2017 ass déi sougenannte PESCO geschafe ginn. Dat ass am Fong déi „Coopération structurée permanente", bei där awer nëmme 25 EU-Länner matmaachen, also Dänemark a Malta maachen do net mat.

A virun allem: D'PESCO, firwat dat menger Meenung no eng Weiderentwécklung a Richtung vun enger europäescher, gemeinsamer Verdeedegungspolitik ass, dat ass, well do natierlech virun allem mat deenen 20 Objektiver, déi do festgehale gi sinn, driwwer diskutéiert ginn ass: Wéi kënne mer Kräfte bündelen? Wéi kënne mer haaptsächlech am capacitäre Beräich kucken, eis Energie zesummenzebréngen, fir datt mer méi effikass ginn? An dat ass och ëmmer complementaire als eng Stäerkung gesi ginn, och zum Beispill fir d'NATO.

Et si vill Diskussiounen innerhalb vun der NATO, déi lescht zwee Joren hunn ech der selwer vill matgemaach an der NATO a bei den Defenseministeren, bei deene bei de Vereenegte Staaten ëmmer esou e bësse d'Gefill war, wéi wann d'PESCO e bësselchen en Ënnergruewe wär vun der NATO, et wär Konkurrenz. Dat ass awer iwwerhaapt net de Fall, et ass just de Géigendeel. Duerch de Fait, datt mer do eeben haaptsächlech am capacitäre Beräich wëllen Energië bündelen, kënne mer als Europäesch Unioun méi effikass ginn an och eisem Effort de défense, dee mer am Kader vun der NATO jo solle bréngen, méi gerecht ginn.

Et sinn natierlech vill nei Menacë bäikomm. Eng ass de Cyber-Beräich zum Beispill, wou mer eis och zu Lëtzebuerg e groussen Objektif gesat hunn, wat och an der NATO e groussen Objektif de Moment ass. Ech wäert och nach virum nächste Summer eng Kéier an d'Defensekommissioun kommen, fir eis Cyberstrategie virzestelllen, bei där mer wierklech e gudde Projet amgaange sinn op d'Been ze stellen. An da ginn et déi sougenannte „menaces hybrides".

A wann ech esou héieren: „Jo, kënne mer eis et iwwerhaapt erlaben, elo a Covidzäiten, iwwer méi Defense nozedenken?", da wëll ech drop hiweisen, datt d'Risike vun Destabiliséierung oder vu Geforen an d'Risiken, d'Gefore virun allem fir eis demokratesch Verhältnisser ëmmer gi sinn, ob Covidkris ass oder eng aner Kris ass. Déi hybrid Menacen, déi sinn zum Beispill am ganze leschte Joer wärend den amerikanesche Wale ganz staark present gewiescht. Dat ass am Fong Propaganda-Beaflossung, fir ze versichen, d'Walen ze beaflossen - ech mengen, Dir hutt sécher genuch doriwwer gelies -, just, fir dat als Beispill erauszehuelen. Duerfir géing ech virdru warnen, fir ze versichen, elo eng Kris, an där mer sinn - eng gesellschaftlech Kris, wat déi sanitär ass - loosse mer soen, net ausze-spillen, awer fir do ze soen: „Kënne mer eis et dann elo erlaben - duerch déi Kris - an der Defense och nach déi nämmlecht Efforten dranzeleeën?". Ech mengen, mir mussen dat maachen, well d'Risike sinn an där Welt, an där mer liewen, net méi kleng ginn, wat awer net heescht, datt mer egal wat sollte maachen. An duerfir mengen ech, datt eng verdéiften europäesch Verteidegungspolitik, eng koordinéiert, och dee richtege Wee ass.

Lëtzebuerg hëlt am Kader vun deenen dote Strategien och u verschiddene Programmer deel, zum Beispill d'EU Training Mission, déi mer de Moment am Mali maachen. Dat ass eng dovunner, et gëtt awer och nach eng Rei anerer. Zum Beispill hu mer nach e „Strategic Command and Control System"-Programm, bei deem mer mat bedeelegt sinn, an och Missions and operations of military mobility, dat ass, fir d'militäresch Mobilitéit besser ze garantéieren, bei där mer och matmaachen, wat alles eeben europäesch Projete sinn, déi an deem Kontext lafen.

An duerfir ass och d'europäesch Arméi - dat ass esou e Schlagwuert, dat ass e bëssen esou wéi eng Visioun, déi ëmmer erëm erëmkënnt, e Slogan, mee et ass eigentlech just e Modell, wéi de Jean Asselborn et och elo gesot huet, fir am Fong ze soen: „Mir mussen europäesch méi zesummeschaffen!". An europäesch Arméi, dat heescht op kee Fall, datt mer - op jidde Fall net à court an à moyen terme - elo géinge soen: „Elo schafe mer eng richteg europäesch Arméi" an deem Sënn, datt déi eng eegen Uniform hätt, eng eege Kommandozentral an esou weider, mee dat heescht am Fong näischt aneschters wéi datt déi eenzel europäesch Arméien, déi et gëtt, europäesch gebündelt ginn a gekuckt gëtt, dann och Synergien ze sichen, esou wéi mer et eigentlech och an der NATO maachen.

Ech mengen, Synergië siche mer de Moment als Lëtzebuerg jo ganz vill. Mir schaffen elo ganz vill mat der Belsch am Beräich vun der Aviatioun zesummen, mir schaffe mat den Hollänner am Beräich vun den Dronen-Programmer zesummen, just fir déi zwee erauszesträichen. Wa mer elo a Richtung vum Observatiounssatellitt diskutéiere wäerten, do wäert Der gesinn, do kommen nach aner Kooperatiounen derbäi. An et ass e bëssen dat, wat dat Ganzt soll ausmaachen, datt gekuckt gëtt, fir net méi ze soen: „Jiddwereen huet seng eegen Arméi", mee datt déi eenzel Arméien, déi et ginn, an engem europäesche Kontext gebündelt ginn a besser zesummeschaffen an deementspriechend méi effikass ginn.

An dat ass och am Fong näischt aneschters ewéi dat, wat de franséische President, mengen ech - ech ginn net dovun aus, datt de franséische President mengt, et misst een elo d'„force de frappe française" duerch eng europäesch Arméi ersetzen, wierklech net. An d'Madamm Kramp-Karrenbauer huet am Fong op eng aner Aart a Weis och änlech Saache gesot. Ech kann Iech och versécheren: An den NATO-Sëtzungen, do si meeschtens kaum Divergenzen tëschent der franséischer Approche an der däitscher Approche, do gëtt zimmlech eng Linn vertratt a mir als Lëtzebuerg, respektiv d'Benelux-Länner, si meeschtens och an deem nämmlechte Camp. Wéi gesot, also déi ganz Diskussioun vun enger europäescher Arméi ass näischt anescht wéi ze kucken, datt dat, wat et an Europa u Verteidegungspotenzial gëtt fir d'Europäesch Unioun ofzesécheren, datt dat méiglechst optimal gebündelt gëtt, haaptsächlech am capacitäre Beräich, am Sënn vun eiser Sécherheet.

Wéi gesot, also déi ganz Diskussioun vun enger europäescher Arméi ass näischt anescht wéi ze kucken, datt dat, wat et an Europa u Verteidegungspotenzial gëtt fir d'Europäesch Unioun ofzesécheren, datt dat méiglechst optimal gebündelt gëtt, haaptsächlech am capacitäre Beräich, am Sënn vun eiser Sécherheet. An am Endeffekt heescht dat och, datt mer doduerjer manner Sue wäerten ausginn, well wa jiddwereen einfach reproduktiv déi nämmlecht Saache géing maachen an net géing kucken, wéi mer Saache gemeinsam kënne maachen an doduerjer méi effikass sinn, da géinge mer ganz sécher méi Suen ausginn, wéi wa mer dat heite maachen, wou mer versichen ze bündelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Le saviez-vous ?

RÉSOLUTION

La résolution est un texte, adopté par la Chambre et adressé à elle-même, par lequel elle prend une décision ou adopte une position. Chaque député a le droit de déposer des projets de résolution. Tout comme une motion, une résolution doit être adoptée à la majorité de la Chambre.

4. 7517 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 122 de l'Organisation internationale du travail sur la politique de l'emploi, signée à Genève, le 9 juillet 1964

7518 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 144 de l'Organisation internationale du travail sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, signée à Genève, le 21 juin 1976

7519 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, signée à Genève, le 15 juin 2006

7521 - Projet de loi portant approbation du Protocole P029 - Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, fait à Genève, le 11 juin 2014

Mir kommen dann elo zu de Projet-de-loie 7517, 7518, 7519 a 7521, véier Projeten iwwert d'Adoptioun vun enger Rei Konventiounen an ee Protokoll vun der internationaler Aarbechtsorganisatioun, déi mer zesummen diskutéieren. Déi gemeinsam Riedezäit vun deene véier Projeten zesummen ass nom Modell 1 festgeluecht an ech géif direkt d'Wuert ginn un de Rapporter vun dëse véier Projet-de-loien, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Wéi de President scho gesot huet, ginn déi véier Projet-de-loien zesummen diskutéiert. Déi véier Projet-de-loien 7517, 7518, 7519 a 7521 ginn zréck op dräi Konventiounen an ee Protokoll vun der OIT, der internationaler Aarbechtsorganisatioun, also d'Organisation internationale du travail.

Dës Organisation internationale du travail definéiert als Agence unique Tripartite vun der Uno - wéi se sech selwer nennt - international Aarbechtsnormen, dëst am Konsens tëschent der Regierung, dem Patronat an den Aarbechter. Dës international Aarbechtsnorme si legal Instrumenter, déi Mindestprinzippien a Mindestofsécherungen souwéi Rechter op der Aarbecht an domadder an der Aarbechtswelt bestëmmen. Dëst sinn entweeder Konventiounen oder Protokoller, déi legal bindend Verträg sinn an déi vun de Memberstaate ratifizéiert ginn, oder nach Empfeelungen, déi dann net bindend sinn an déi awer als féierend Prinzippie solle gelten.

Bei den ënnerschiddleche Konventioune gëtt et haaptsächlech Ënnerscheeder tëschent aacht Fundamental- oder Haaptkonventiounen, déi sech mat Theeme beschäftegen, déi als grondleeënd Prinzippien a Rechter op der Aarbecht ugesi ginn. Dës Konventioune betreffen den Travail forcé, d'Liberté syndicale, den Droit d'organisation et de négociation collective, d'Gläichheet vun der Remuneratioun, d'Ofschafe vum Travail forcé, d'Diskriminatioun, de Mindestalter fir schaffen ze goen an d'Kanneraarbecht. Entre autres ginn et nach véier prioritär Konventiounen an 178 verschidde Konventiounen, déi méi technescher Natur sinn.

Wou ass Lëtzebuerg haut a puncto Konventiounen, Protokoller, Ratifikatioune vis-à-vis vun der Organisation internationale du travail drun? Lëtzebuerg ass schonn zënter dem 16. Dezember 1920 Member vun der OIT. Mir hunn alleguerten déi aacht fundamental Konventioune ratifizéiert an ëmgesat. Vun deene véier prioritäre Konventiounen huet Lëtzebuerg der schonns zwou ratifizéiert: d'Konventioun Nummer 81 iwwert d'Aarbechtsinspektioun an der Industrie an am Commerce, dëst schonn 1958, an dono, 2008 d'Konventioun Nummer 129 iwwert d'Aarbechtsinspektioun am Secteur vun der Agriculture.

Am Ganzen huet Lëtzebuerg 101 Konventiounen souwéi dräi Protokoller ratifizéiert, vun deenen der haut nach 69 international en vigueur sinn. Déi aner sinn ofgeschaaft ginn.

Mat deene véier Gesetzesprojeten, déi haut virleien, sollen dann och déi feelend zwou prioritär Konventiounen ugeholl ginn, fir dass se duerno kënne ratifizéiert ginn. All dës véier Projet-de-loien, dat wëll ech betounen, hu keng Inzidenz op eist Aarbechtsrecht, well déi schonn alleguerten am Code du Travail verankert sinn.

Nach ee Wuert zu der Prozedur vun der Ratifikatioun, déi d'Zoustëmmung vun de Konventiounen oder de Protokoller vun der OIT mat sech bréngt. Als éischt muss de Projet de loi natierlech - souwéi an deem heite Fall - vum zoustännegen Aarbechtsminister an der Chamber deposéiert ginn. Nodeems dann de Projet de loi gestëmmt ass, kann dës Ratifikatioun iwwert den Ausseministère un den Direkter vun der OIT zougestallt ginn.

Zu de véier Projet-de-loie selwer: Ech fänke mat deem éischten un. Am 7517 geet et drëm, déi prioritär Konventioun Nummer 122 ze approuvéieren, déi eng aktiv Politik fir de plein emploi ënnerstëtzt a fërdert. Dëst soll all Memberstaat als weesentlecht Zil uwenden, fir déi ekonomesch Entwécklung ze stimuléieren, de Liewensstandard ze erhéijen a géint de Chômage ze kämpfen. Der Ratifikatioun vun dëser Konventioun soll näischt am Wee stoen, well dës och schonn haut an eiser Gesetzgeebung virgesinn ass, ënner anerem mat Aktioune vun der ADEM, der Tripartite an dem Comité permanent du travail et de l'emploi (ndlr: CPTE). Dës Konventioun ass iwwregens och scho vun 113 Länner ratifizéiert ginn.

De Gesetzesprojet 7518, den zweeten an der Lëscht, soll déi aner feelend prioritär Konventioun Nummer 144 unhuelen. Et geet ëm d'Consultation tripartite fir d'Ëmsetzung vun internationalen Aarbechtsnormen ze fërderen. Dëst ass en Instrument, dat jo bei eis zu Lëtzebuerg scho laang genotzt gëtt an eng laang Traditioun huet. Haut nach suergen Institutiounen, de Konjunkturausschoss, de Wirtschafts- a Sozialrot, de Comité tripartite, de CPTE an d'Stoltripartite, fir nëmmen dës ze nennen, fir e stännege Sozialdialog, fir e Konsens an deem Sënn ze fannen. Mir hunn d'Struktur vum Sozialdialog, dës Consultatioun zwëschent der Regierung, der Gewerkschaft an dem Patronat. Mat dësen zwee Projet-de-loie géifen esou déi zwou lescht feelend prioritär Konventioune vun der OIT ugeholl ginn.

Da kéime mer zum drëtte Gesetzesprojet Nummer 7519 iwwert d'Konventioun Nummer 187 betreffend der Gesondheet an der Sécherheet op der Aarbecht. Dës ass schonn an der Lëtzebuerger Gesetzgeebung mam Gesetz vum 21. Dezember 2007 iwwert d'Reform vun der ITM an de Missioune vum Comité permanent du travail et de l'emploi ëmgesat ginn. D'Patrone sinn domadder verflicht, d'Sécherheet an d'Gesondheet vun hire Mataarbechter ze garantéieren.

Här President, am véierte Gesetzesprojet Nummer 7521 geet et ëm deen eenzege Protokoll an dëse Projet-de-loien, de Protokoll Nummer 29 iwwert den Travail forcé, Zwangsaarbecht, dee sech direkt op déi fundamental Konventioun C29 iwwert d'Zwangsaarbecht bezitt, déi Lëtzebuerg schonns 1964 ratifizéiert huet.

An dësem Protokoll geet et drëms, den internationale Kader duerch nei Obligatiounen ze stäerken, fir d'Zwangsaarbecht ze vermeiden, haaptsächlech d'Affer ze schützen a Kompensatioune fir Material- a kierperlech Schied ze bidden. Dëse Protokoll fuerdert, dass d'Regierung Moossnamen hëlt, fir d'Aarbechter besser ze schützen - besonnesch d'Gaaschtaarbechter, d'Travailleurs migrants -, fir géint eng diskriminéierend Astellungspolitik virzegoen, a betount d'Roll vun de Patronen an Aarbechter bei der Bekämpfung vum Travail forcé. Lëtzebuerg huet an deem Sënn eng Gesetzgeebung vun 2009 an en nationalen Aktiounsplang vun 2016 iwwer Hëllef, Schutz a Sécherheet géint de Mënschenhandel. Mat der Ratifikatioun vun dësen dräi Konventiounen an engem Protokoll maache mer e weidere grousse Schrëtt no vir a kënnen international ganz gutt do stoen. Et sinn Elementer, wéi gesot, déi haut schonn an eiser nationaler Gesetzgeebung agebaut sinn.

Déi véier Gesetzesprojete goufen den 28. Januar 2020 (veuillez lire: den 23. respektiv den 28. Januar 2020) deposéiert an och jeeweils vun de Chambres professionnelles, der Chambre de Commerce, Chambre des Salariés, Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a vum Staatsrot positiv aviséiert.

Beim Gesetzesprojet 7521, also ëm de Protokoll Nummer 29, koum nach zousätzlech en Avis vun der Commission consultative des droits de l'homme eran, déi d'Ratifikatioun vum Projet de loi begréisst, déi awer och bedauert, dass Gesetz sech op d'Oplëschte vun existente Moossname limitéiert, ouni all gesetzlech Ännerung oder Moossnamen ze nennen, déi an dësem Beräich nach hätte kënne geliwwert ginn.

D'Kommissioun ënnersträicht, dass dëse Protokoll d'Memberstaaten opfuerdert, konkreet an effektiv Moossnamen ze huelen, fir hir Efforten am Kampf géint d'Zwangsaarbecht ze stäerken, inklusiv d'Traite des êtres humains, also de Mënschenhandel. De Minister huet eis awer och an der Kommissioun verséchert, dass déi zoustänneg Servicer weider géifen dorunner schaffen.

D'Chambre des Salariés weist nach an hiren Avisen dorops hin, dass nach aner Konventioune mat der OIT kéinte ratifizéiert ginn. Déi Konventioune missten dann natierlech och eng Plus-value, e Meerwäert hu par rapport zu eisem aktuellen Aarbechtsrecht. Laut dem Aarbechtsminister, dat huet hien eis an der Kommissioun verséchert, wieren dat haaptsächlech d'Konventiounen Nummer 189 an 190. D'Konventioun 189 vum OIT betrëfft den Travail domestique a bei der Konventioun 190 vun der OIT geet et ëm d'Gewalt an den Harcèlement op der Aarbechtsplaz. Aner Diskussiounen a Froen an der zoustänneger Chamberskommissioun waren nach iwwert déi méiglech Ratifikatioun vun der Charte sociale européenne.

Aner Diskussiounen a Froen an der zoustänneger Chamberskommissioun waren nach iwwert déi méig-

lech Ratifikatioun vun der Charte sociale européenne. Den Aarbechtsminister kann herno vläicht kuerz, nieft deene véier Projet-de-loien, och dorobber agoen.

Fir weider technesch Detailer verweisen ech op meng schréftlech Rapporten a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Rapporter Claude Haagen. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech komme mer haut erëm wéi bei menge Wuerzele vir. Ech hat d'Chance, selwer bei enger vun deene Konventioune vum BIT (ndlr: Bureau international du travail), déi 2006 um BIT ugeholl ginn ass, als Vertrieder vu Lëtzebuerg derbäi ze sinn. An dofir, muss ech soen, mécht dat mech och frou, fir haut kënnen derbäi ze sinn. Mee gläichzäiteg, an dat huet de Claude Haagen scho gesot, ass et awer eng Fro, wéi laang et dauert, bis mer Konventioune kënne ratifizéieren.

Lëtzebuerg huet bis elo, op Stand vum 1. Januar 2020, 101 Konventioune ratifizéiert, déi aacht fundamental Konventiounen, zwou Gouvernancen an 91 technesch Accorden. Dat kënnt Der alles noliesen, net um Site vum Ministère du Travail, mee um Site vum Bureau international du travail vu Genève, wou alleguerten déi Daten doriwwer opgefouert ginn. An do ass et och interessant ze kucken, wéi laang et op deenen eenzelne Plazen heiansdo dauert, fir et ze ratifizéieren.

Ass dat elo gutt oder ass et schlecht? Dat sief dohigestallt. Well de Claude Haagen huet et ënnerstrach: Eis Legislatioun ass scho virun deene Konventiounen oft méi wäit gaangen, wéi dat an der Konventioun beim BIT festgehale ginn ass.

An dat ass och normal, well de BIT fonctionéiert säit 1920 och nom Modell Tripartite. Et si Salariatsvertrieder, et si Regierungsvertrieder an et si Patronatsvertrieder.

An do ass et esou, an dat ass kee Geheimnis, dass d'Europäer meeschtens - ech soe meeschtens! - e bësse méi wäit fort si wéi verschidden aner Länner. Mee et ass awer och wichteg, am Kader vun internationalen Accorden, déi Accorden ze ratifizéieren, well nëmme wa genuch a vill Länner et ratifizéieren, hëlleft dat och deene Länner op anere Kontinenter, ob dat um afrikanesche Kontinent ass, an dann och heiansdo, an deenen heite Matièren net nëmmen heiansdo, um amerikanesche Kontinent, wat zwar soss fortschrëttlech Länner sinn, mee wann een do d'Aarbecht, den Hire-and-Fire, d'Sozialversécherunge kuckt a weess, wéi do mat de Salariéë gefuer gëtt, ass dat e bëssen anescht. An dofir ass et och gutt, dass mer déi Konventiounen haut hei ratifizéieren.

Et si Konventiounen derbäi, déi ginn zréck op 1964, iwwert d'Politique de l'emploi. Et si Konventiounen derbäi, wou déi éischte Kéier driwwer geschwat ginn ass 1930, wou awer duerno ëmmer erëm Adaptatioune komm sinn a wou Lëtzebuerg, wéi ech scho virdru gesot hunn, awer méi wäit fort ass, wéi dat de Fall ass fir aner Länner.

Wann ech nëmmen de Protokoll kucken, deen den Här Haagen och ënnerstrach huet, iwwert d'Konventioun vum Travail forcé, deen och zréckgeet op 1930, wou 2014 Ännerunge komm sinn. Du waren d'Mise-en-vigueuren an den europäesche Länner. Do si mir elo mat déi Lescht vun der Europäescher Unioun, wëll ech betounen! Déi sinn da schonn 2017 oder 2018 ratifizéiert ginn. Mee wann een déi Lëscht awer am Detail kuckt, ass an de Länner, wou et am Wichtegste wier, dass se géife ratifizéiert ginn, dat bis elo nach net de Fall. Respektiv, et sinn der och derbäi, déi hu se ganz séier ratifizéiert, an duerno hu se d'Revolutioun ausgeruff. Fir nëmmen e Land hei ze nennen, dat ass den Niger, dat waren déi Éischt, déi se ratifizéiert hunn, mee et waren awer och déi, déi schonn zweemol e Staatsstreech haten, e Putsch, wou driwwer diskutéiert ginn ass.

Mee grad iwwert de Protokoll 029, iwwert den Travail forcé, géif ech mer erlaben, fir zwee Wuert méi ze soe wéi zu deenen anere Konventiounen, wou d'CSV selbstverständlech d'Zoustëmmung gëtt, well et ka weiderhëllefen am internationale Konkurrenzkampf, wa jiddwereen no deene selwechte Moossname fiert.

Beim Travail forcé hate mer eng Diskussioun, net nëmmen, wéi mer iwwert déi heite Konventioun geschwat hunn. Mee virun e puer Woche war de Minister zesumme mat deene Responsabele vun der Gewerbeinspektioun an eiser Kommissioun, wou mer iwwert den Travail forcé geschwat hunn, wat och aus dem Rapport ervirgaangen ass vun der CCDH (ndlr: Commission consultative des droits de l'homme), wou déi drop higewisen huet, dass et och hei zu Lëtzebuerg - och wann dat fir eis heiansdo bal onvirstellbar ass - Saache gëtt, déi e bëssen un den Travail forcé erënneren, vläicht net grad un d'Zoustänn vun 1930, mee wou och net ëmmer alles esou ass, ewéi et soll sinn, an dass een do méi Kontrolle misst maachen.

De Minister an d'Gewerbeinspektioun hunn eis duerno drop geäntwert, dass se alles géife maachen, fir deem och kënnen Här ze ginn. An ech mengen, dass et wichteg ass, grad doduerch, dass mer elo dee Protokoll hei ënnerschriwwen hunn, oder wäerte ratifizéieren - dat hoffen ech emol op alle Fall, an dat mat grousser Majoritéit -, dass mer och alles missten drusetzen als Parlament, och d'Regierung an d'Gewerbeinspektioun, dass mer dat hei och um Terrain beim Travail forcé kënnen ëmsetzen. Well dat gëtt et, esou krass, wéi et kléngt, dat gëtt et nach ëmmer! An dat huet ee jo och elo festgestallt an deenen Debatten, déi mer elo hate wärend dem Covid, wou Leit, an dat ass och eng Aart Travail forcé, net ugemellt waren. Déi kënnen elo vun all deenen Hëllefen, deem Hëllefspak, dee geschnüürt ginn ass, net profitéieren. An dat sinn der och, déi sech am Travail forcé erëmfannen.

Dofir ass et wichteg, de Protokoll ze ratifizéieren, awer och duerno alles an d'Weeër ze setzen, dass d'Gewerbeinspektioun déi Méiglechkeet huet oder souguer nach méi Méiglechkeete kritt. An dat selwecht gëllt och fir d'Kontroll vun der Sécurité sociale: ze kucken, dass déi Leit och versécher sinn, dass déi Leit och déi Rechter kréien, déi hinnen zoustinn. Et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer dat géife fäerdegbréngen. Ech sinn dervun iwwerzeegt, dass de Wëllen do ass, mee et gëllt dann, niewent dem politesche Wëllen dat och an d'Tat ëmzesetzen. Dass mer dat also net nëmmen hei ratifizéieren, mee dass mer och déi Akzenter setzen, fir dass jiddwereen an uerdentlechen Aarbechtsbedéngungen an och ugemellt a mat uerdentleche Sozialversécherunge kann hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP)*.- Jo. Här President, ech soen dem Rapporter Merci fir seng gutt schréftlech a mëndlech Rapporten. Mat dëse véier Gesetzesprojeten huele mer ënnerschiddlech Konventioune vun der internationaler Aarbechtsorganisatioun un. Och wa mam Unhuele vun dëse Konventioune sech näischt un der Lëtzebuerger Legislatioun ännere wäert, sou ass et dach e wichtegt Signal. E Signal, datt Lëtzebuerg sech fir sécher Aarbechtsplazen asetzt, an dat fir jiddereen. An e Signal, dass mir fir e konstruktive Sozialdialog stinn, deen och Deel vum Lëtzebuerger Erfollegsmodell ass. Dat huet sech och an dëser Kris op en Neits bewisen.

D'Demokratesch Partei setzt sech och weiderhi fir eng gerecht a resilient Aarbechtspolitik an, déi de Salariéen an de Betriber gläichermoossen zegutt kënnt. Heimat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dëse véier Gesetzesprojeten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Knaff. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho gesot gi vum Rapporter a vu mengem Virriedner, dass mer iwwer véier Gesetzesprojeten hei schwätzen, véier Instrumenter vun der internationaler Organisatioun vun der Aarbecht. D'OIT, déi d'lescht Joer hiren 100. Gebuertsdag gefeiert huet, ass eng speziell international Organisatioun, a se baséiert op der Iddi vun der Tripartite a bréngt souwuel d'Regierung wéi och d'Sozialpartner, d'Gewerkschaften an d'Patronen zesummen.

Nom Éischte Weltkrich gegrënnt, baséiert dës Organisatioun op der Iddi, dass et ouni sozial Gerechtegkeet kee Fridden op der Welt ka ginn. En Ideal, dat nach ëmmer ganz aktuell ass, dat mer musse weider héichhalen. A wat virun allem ze oft net realiséiert gëtt, wann ech d'Analys op internationalem Plang maachen.

Dës Agence gouf 1946 an d'UNO integréiert, se schafft global Norme fir d'Aarbechtswelt aus, weltwäit, fir déi méi gerecht ze maachen, a setzt sech duerch eng Rëtsch vu Programmer och fir eng méi nohalteg Entwécklung an.

Haut ratifizéiere mer dräi Konventiounen an ee Protokoll, dat ass scho gesot ginn.

Et geet ëm d'Konventiounen 122, 144, 187 an de Protokoll P029 iwwert de Kampf géint d'Zwangsaarbecht, dee vun 2014 datéiert. Wéi aus de Rapporten ervirgeet, ass fir déi Ëmsetzung - et ass scho gesot ginn - keng weider Gesetzesännerung néideg.

Et ass awer trotzdeem e wichtege Schrëtt, fir dës dräi Konventiounen an de Protokoll haut ze ratifizéieren. Et ass e Signal no bannen, fir eis an eis Matbierger, a virun allem och no baussen, op internationalem Plang.

No bannen, well och wa mir besonnesch an den Domäne vun den dräi Konventioune wuel zu de Länner gehéieren, wéi meng Virriedner et och scho gesot hunn, wou d'Gesetzgeebung méi entwéckelt ass, esou ënnersträiche mer awer eis Ambitioun op deem Plang. No baussen, international, stäerke mir mat eiser Ratifikatioun den internationale Kader en faveur vun enger méi gerechter, nohalteger Globaliséierung.

Ech wëll virun allem kuerz op d'Fro vum Kampf géint d'Zwangsaarbecht, den Travail forcé, agoen, deen am Protokoll P029 behandelt gëtt. De Marc Spautz sot et, mir hunn déi lescht Zäit méi oft an eise Kommissiounssëtzungen dovunner geschwat. Ech wëll ausdrécklech begréissen, dass mer dat konnten thematiséieren. Et ass wuel ee vun deenen Theemen, wou et net duergeet, international ze ratifizéieren. Hei musse mer och um Terrain, bei eis doheem, hei zu Lëtzebuerg, fläisseg eis Hausaufgabe maachen. An zënter 2016 gëtt et och schonn e Plan national contre la traite des êtres humains, wou d'Aktiounen ënnert der Koordinatioun vum Justizministère stinn.

Hei e puer Auszich aus deem Protokoll 29, déi eis weisen, awéifern et e wichtegen Domän ass, dee mer haut de Mëtteg ofstëmmen. D'Zwangsaarbecht gouf schonn 1930 ofgeschaaft, mee hei geet et ëm en duebelt Objektiv. Et geet ëm déi loyal Konkurrenz tëschent de Betriber an et geet ëm de Schutz vun de schaffende Leit. An et gëtt drop higewisen am Protokoll, dass d'Länner, déi bäitrieden, sech bewosst sinn, dass d'Zwangsaarbecht, ech zitéieren: « passible de sanctions pénales » ass, also keng administrativ, « et de s'assurer que les sanctions imposées par la loi sont réellement efficaces et strictement appliquées ». De Rapporter huet schonn drop higewisen.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass eng dissuasiv Sanktioun primordial ass. Hei geet et net ëm e Kavaléiersdelikt. An do, mengen ech, hu mer net déi beschte Praxis hei am Land, wéi mer dat an eise Kommissiounssëtzunge beschwat hunn. Wann et net wéideet, wann een erwëscht gëtt, dann ass d'Versuchung grouss, fir weiderzemaachen. An dat ass fir de Moment hei am Land éischter de Fall, wann ech d'Rechtsspriechung kucken.

Den Artikel 1 verflicht eis och, wéi gesot, effikass Moossnamen ze huelen, fir d'Zwangsaarbecht ofzeschafen. Effikass heescht och an der Preventioun an effikass an der Bekämpfung, wou mer jo gutt ënnerwee sinn.

Well mer an engem internationale Kontext sinn, wëll ech och drop hiweisen, dass dezent Aarbecht ee vun den Objectifs du développement durable vun der UNO vun 2015 ass. An ënner dezenter Aarbecht versti mer: eng produktiv Aarbecht, déi korrekt bezuelt ass, eng sécher Aarbechtsplaz, sozial Ofsécherung fir d'Famill, eng Perspektiv op déi eegen Entwécklung, gewerkschaftlech Rechter, fir Revendicatiounen auszedrécken a sech ze organiséieren, an d'Recht op Chancëgläichheet.

D'Zwangsaarbecht, den Travail forcé, steet oft an enkem Zesummenhang mam Mënschenhandel, en ass staark korreléiert. Betraff si virun allem, wéi de Rapporter et sot, Leit aus der Migratioun. Et sinn der oft ouni Pabeieren, quasi ëmmer an enger prekärer Situatioun an ouni weider Mëttelen, sech ze wieren. Onmächteg si se, well se hir Rechter kaum kennen, wat och dovu kënnt, dass se d'Sprooch vum Land oft net schwätzen.

Zwangsaarbecht ass en Theema, wat mer oft verdrängen, ausser et gëtt eis duerch e Reportage an de Medien nees virun Ae gefouert. Och an eisem räiche Lëtzebuerg gëtt et Affer vu Mënschenhandel, déi zu Aarbecht gezwonge ginn. Et ass keen einfacht Theema, an et gëtt och keng einfach Léisung. D'Mënscherechtskommissioun weist eis drop hin, dass et nach eng Rei Lacunne gëtt. Beim Kampf géint d'Zwangsaarbecht an de Mënschenhandel musse mir also och weiderhi ganz aktiv bleiwen. D'Mënscherechtskommissioun rifft d'Regierung op, d'Kompetenze vun der ITM, vun der Gewerbeinspektioun, ze erweideren. Dofir begréissen ech och ausdrécklech den aktuelle weideren Ausbau vun der ITM hire Ressourcen, well doduerch eng méi schnell Beaarbechtung vun den Dossiere méiglech ass a vill méi eng héich Zuel vu Kontrollen. Kontrollen, wou mer der ITM hir Marge de manoeuvre an hir Missioun sollen erweideren, fir d'Zwangsaarbecht an de Mënschenhandel ze identifizéieren en tant que tel.

D'Caritas huet dëse Summer e Pabeier veröffentlecht a weist op de Bilan vum September 2020 vun der ITM hin, wou Dossieren opgemaach goufen, déi 20 Persounen ouni valabel Pabeieren an zwee Kanner ënner 16 Jor betreffen, wou déi gesetzlech Aarbechtskonditiounen net respektéiert goufen.

Domat stellt d'Caritas fest, dass Zwangsaarbecht a Mënschenhandel eng Realitéit sinn hei am Land, an dass d'Engagementer vum Aarbechts- a vum Justizministère Resultater weisen. An anere Wierder ausgedréckt: Wa mer eis méi Mëttele gi fir ze sichen, fanne mer och méi.

De Staatsrot an d'Salariatskummer weisen zu Recht drop hin, dass och eng Rei aner Konventioune vun der OIT nach net zu Lëtzebuerg ratifizéiert goufen. Duerfir begréisse mir ausdrécklech d'Annonce vum Minister an der Kommissioun, dass Lëtzebuerg déi zwou sougenannte Gouvernance-Konventioune vun der OIT, déi nach net ratifizéiert sinn, op de Leescht wëllt huelen. Doriwwer eraus sollte mir eis awer och fir déi aner Instrumenter eng Roadmap ginn, ob a wéini mer déi wëllen ëmsetzen. Grad am Kader vun der Kandidatur vu Lëtzebuerg fir den UNO-Mënscherechtsrot steet eis dat gutt zu Gesiicht.

De Minister huet awer och schonn an Aussiicht gestallt, en matière Konventioun 190 iwwert de Mobbing a Konventioun 189 iwwert d'Travailleuses et travailleurs domestiques wëllen ze legiferéieren. Dat begréissen ech ausdrécklech.

An dësem Kontext kann een awer och déi reviséiert europäesch sozial Charta ernimmen. Hei hu mir just déi ursprénglech Versioun vun 1961 ratifizéiert. Och hei sollte mer vläicht kucken, eise Retard opzehuelen an och déi aktuellsten Texter an Zousazprotokoller ze ratifizéieren.

Ech soen dem Claude Haagen als Rapporter villmools Merci fir säin ausféierleche Bericht a ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Margue, den Här Kartheiser huet nach eng Fro un lech.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Jo, Här Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. An och merci, Här Margue, datt Der mer déi Méiglechkeet gitt, lech eng Fro ze stellen. Ech muss lech soen, ech hunn lech ganz interesséiert nogelauschtert, mee ech verstinn eigentlech net, wéisou déi gréng Partei dat do ka matstëmmen. Wéi Der wësst, sinn an der Demokratescher Republik Kongo 40.000 Kanner an ongesécherte Minnen, déi schaffe fir eng Kobaltproduktioun, déi Dir fir Är Elektromobilitéit staatlech subventionéiert. Dat ass eigentlech, an dat hu mer hei schonn e puermol ugeschwat, wëssentlech vun der Lëtzebuerger Regierung gedroen, och vun Ärer Partei, Kanneraarbecht an ongesécherte Minnen a katastrophalen Ëmstänn an der Demokratescher Republik Kongo.

Duerfir ass meng Fro, an ech begréissen et, datt Der lech géint Kanneraarbecht a géint Zwangsaarbecht zu Lëtzebuerg engagéiert, do si mer enger Meenung, mee mengt Der net, et wär eng Kontradiktioun an Ärer Positioun, wann Der dat hei zu Lëtzebuerg verdaamt an et nach subventionéiert, wann et an der Demokratescher Republik Kongo ass?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci fir déi Fro, Här Kartheiser. Ech hätt mech am Fong missen drop gefaasst maachen, dass se haut erëm géif kommen, well et ass jo net fir d'éischte Kéier, an Dir loosst keng Geleeënheet aus, eis dorop hinzeweisen.

Et ass net, well et Schwieregkeete gëtt, Inkohärenzen, Dir sot Widdersprëch, ech iwwerloossen lech den Term, dass et net derwäert ass, dauerhaft a mat alle Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, an hei ass haut nun emol eent dervun, ze kucken, dem Onrecht méi no ze kommen a Kräfteverhältnisser opzebauen, fir dass och am Kongo besser Aarbechtskonditioune kënne sinn. Kanneraarbecht, egal wou an egal zu wéi engem Zweck se ausgefouert gëtt, ass net akzeptabel an ze verurteelen, a wa mer hei um legislativen Niveau dat kënne maachen, sinn ech frou, dat hei domadder kënnen ze stëmmen. Wa mer dat op enger anerer Plaz och nach musse maachen, da wäert dat och do geschéien.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif fir unzefänken dem Här Claude Haagen en häerzleche Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport.

Bei dësen internationale Genfer Konventiounen oder Protokoller, déi schonns méi al sinn, déi eng si vun 1964, déi aner vun 1976, an dann nach zwee

vun 2006 an 2014, huet Lëtzebuerg Gott sei Dank säi Soll largement erfëllt, wat d'Ëmsetzung am Aarbechtsrecht ubelaangt, och wann déi eenzel international Konventiounen nach net ratifizéiert waren. Mir brauche se jo just haut ze stëmmen.

Mir begréissen zwar, datt et esou international Mindeststandarden oder och Aarbechtsnorme gëtt. Dat ass ze begréissen! Mee wou ech awer dann d'Fro wëll stellen: Ginn déi dann och bei den internationalen Handelsofkommesse mat respektéiert oder mat verankert?

Well dat wier a mengen Aen, an onsen Ae wichteg, well soss géife mer jo eng Concurrence déloyale schafen um internationalen Niveau. Et ka jo net sinn, datt déi eng sech un déi Krittären halen an déi aner net. An d'Produkt ass um Maart ëmmer mat der selwechter Konkurrenz. An ech mengen, do wier et och wichteg, datt bei internationalen Handelsofkommessen dës Protokoller géife mat verankert ginn a respektéiert ginn.

An ech géif dann d'Zoustëmmung brénge vun der ADR an ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech maachen et net laang spannend. Natierlech stëmme mer hei eppes mat, wou mir selwer als Lénk virun zwee an engem hallwe Joer an enger Motioun d'Regierung derzou opgefuerdert hunn. Deemools, de 27. Februar 2018, dat heescht, nach an der viregter Legislaturperiod, hu mer eng Motioun hei eraginn, déi notamment drop ofgeziilt huet, datt d'Regierung soll d'Konventiounen Nummer 122 an Nummer 144 esou séier wéi méiglech a Form vu Gesetzestexter bréngen. Duerfir wonnert Der Iech natierlech net, datt mer elo frou driwwer sinn, datt dat hei geschitt ass. Den Ulass war, esou ass gesot ginn, den 100. Gebuertsdag vun der OIT.

De Rapporter an och den Här Spautz hunn drop higewisen, datt et keng direkt Inzidenz op d'Aarbechtsrecht huet. Dat ass richteg. Mee ech mengen, mir mussen eis awer och virun Ae féieren, datt et an anere Beräicher dacks europäesch Texter sinn, déi och zu Lëtzebuerg soziale Fortschrëtt kënne bedeiten. An ech mengen, datt dat hei an d'Unhuelen dovunner - an duerfir hu mer och déi Motioun virun zwee an engem hallwe Joer eraginn - awer wichteg ass, well et e Signal no baussen an e Signal no bannen ass. E Signal no baussen, well et, mengen ech, drëms geet, fir der OIT an dem BIT, dee müseleg déi dote Konventioune verhandelt, esou vill wéi méiglech Poids ze ginn. A sou vill wéi méiglech Poids heescht, datt esou vill wéi méiglech Länner dat heiten ënnerschreiwen, dat heite ratifizéieren, fir ze verhënneren, datt et op engem globalen Niveau zu engem Nivellement vers le bas kënnt, fir ze verhënneren, datt et op normalem Niveau kann zu Sozialdumping féieren, wat souguer an enger liberaler Denkweis näischt anescht ass wéi eng deloyal Konkurrenz op Käschte vun deene Leit, déi schaffen.

Ech mengen awer och, datt déi heiten dräi Konventiounen an de Protokoll awer och e Signal no banne kënne sinn, vläicht souguer musse sinn, nämlech wann ee sech den Inhalt vun deene Konventiounen ukuckt.

Déi Éischt, d'122, iwwert d'Politique de l'emploi, déi setzt eis eigentlech eng Philosophie vir, nämlech d'Philosophie vun der Vollbeschäftegung, d'Philosophie vun dem Recht op Aarbecht fir jiddwereen, dee gär schafft an och de Libre choix vun der Aarbecht. An dat si Wäerter a Begréffer, déi haut, mengen ech, och zu Lëtzebuerg nach ëmmer hir Wichtegkeet hunn an déi, zumindest als Zilsetzung, och fir eis haut zu Lëtzebuerg nach ëmmer gëlle mussen. An et ass eng Opfuerderung eigentlech un eis all, un de Gesetzgeeber an awer och un d'Regierung, fir dat Zil ze erfëllen, respektiv ëm zumindest esou no wéi méiglech ze kommen.

Déi zweet Konventioun ass och vun enger ganz grousser Aktualitéit. Ech wëll drun erënneren, datt mer natierlech d'Instrument vun der Tripartite zu Lëtzebuerg scho laang hunn an och eng ganz Rëtsch gutt Erfarungen do gemaach hunn. Mee ech wëll awer drun erënneren, datt nach guer net virun esou laanger Zäit, virun der Covidkris, ee vun den Tripartite-Partner gemengt huet, e kéint op d'Tripartite verzichten an et géifen elo just nëmmen nach bilateral Diskussioune ginn. Dee selwechte Partner huet dunn an der Covidkris awer ganz séier gemierkt, wéi wäertvoll et awer ass, wann ee sech iwwert d'Tripartite kann zesummesetzen a gemeinsam Decisiounen huelen.

Déi drëtt Konventioun, Sécurité et santé au travail, ass och eng, déi mat eisem aktuelle Gesetzgeebungsverfaren ze dinn huet. Et ass scho laang d'Diskussioun angaangen iwwert d'Reform vun der ITM, iwwert d'Méiglechkeeten, d'erweidert Méiglechkeeten, déi d'ITM soll kréien. Mir hu méi wéi eng Kéier an der Kommissioun driwwer geschwat, wéi wichteg et ass, datt d'ITM och méi personell Moyene kritt, fir hiren Aufgabe kënnen nozekommen. Dat heescht, och dat ass e Sujet, deen, och wann d'Konventioun à la base scho laang hier ass, nach ëmmer d'actualité ass.

An dat selwecht gëllt och fir de Protokoll 29 iwwert den Travail forcé. Ech mengen, et brauch een net nëmmen un déi Reportagen ze erënneren, déi mer an deene leschte Méint hu misse gesinn, fir festzestellen, datt den Travail forcé och zu Lëtzebuerg nach ëmmer net ausradéiert ass, mee en ëmmer méi och vläicht zu enger Realitéit gëtt, well d'Prekariséierung och zu Lëtzebuerg an an eisen Nopeschlänner an Europa ëmmer méi grouss gëtt.

Och dat ass aktuell, well net méi spéit wéi d'nächst Woch wäerte mer e Gesetz votéieren iwwert den Detachement, wat e weidert Element ass an dem Kampf géint den Travail forcé, notamment, wat d'Logementskonditioune vun deene Leit ugeet, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Nawell bleift nach vill ze maachen. An déi konsultativ Mënscherechtskommissioun huet duerfir och zu Recht op eng ganz Rëtsch Saachen higewisen, déi wichteg sinn.

Ech hu mat Interessi d'Fro vun der ADR un de Kolleeg Margue vun deene Grénge héieren, déi op e Widdersproch, oder e presuméierte Widdersproch an der Haltung vun deene Grénge géif hindeiten. Ech muss lech awer soen, an och mam Bléck op, oder en vue vun där Diskussioun, déi mer elo uschléissend wäerten hunn, datt et, souwäit ech weess, awer ëmmer d'ADR war, déi lénke Parteie virgehäit huet, si wiere Verbuetsparteien, an déi sech massiv derfir agesat hunn, datt nëmmen esou mann eréi méiglech Reegele sollen agehale ginn, notamment, wat international Investissementer ugeet, déi vu Lëtzebuerg an anere Länner gemaach ginn. Also, ech stelle fest, net nëmmen déi gréng liewe mat Kontradiktiounen, mee och d'ADR. Dëst soll eis awer net dervun ofhalen, dat heite Gesetz unanime unzehuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stëmme mer also iwwer eng ganz Rei vu Gesetzer of, déi op Konventioune vun der OIT, der internationaler Aarbechtsorganisatioun, baséieren.

Erlaabt mer als Éischt, dem Rapporter Merci ze soe fir dee gudde schréftlechen, awer och deen informative mëndleche Rapport fir direkt véier Texter.

Bei verschiddenen Texter, an dat huet de Rapporter och ugedeit, ännert sech guer net esou vill un der jëtzeger rechtlecher Situatioun hei zu Lëtzebuerg, wéi bei der Konventioun fir d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht an der Konventioun fir d'Promotioun vum Plein emploi, bei där all Staat, deen dës Konventioun ënnerschreift, sech engagéiert, datt et eng effikass Berodungsstruktur tëschent Staat, Gewerkschaften a Patronatsvertrieder soll ginn.

No dëser Konventioun muss all Joer eng Tripartite organiséiert ginn, wat een nëmmen ënnerstëtze kann. Well wéi soll ee sozial Problemer léisen, wann d'Acteuren um Terrain net matenee schwätzen? Dat wär schwiereg bis onméiglech.

Dofir, als kleng Klammer: Wa mer vun Tripartite schwätzen, kéint een och eng Kéier iwwerleeën, d'Konzept vun den Tripartitten op aner brennend Problemer vu Lëtzebuerg auszewäiten. Ech denken do vläicht un de Wunnengsmaart, eppes, wat d'Piraten och an der Vergaangenheet scho mol gefuerdert hunn.

Mee zréck bei de Programm, zréck bei d'Konventiounen, iwwert déi mer haut ofstëmmen. Déi Konventioun, déi mir am wichtegste schéngt, ass d'Konventioun zum Travail forcé. Laut der OIT si 24,9 Milliioune Leit op der Welt Affer vu moderner Sklaverei. Dës Leit erwirtschafte bis zu 150 Milliarden Euro d'Joer fir hir Cheffen, oder kommt,mir sinn éierlech, hir Sklavenhalter. Oft steet dëse Problem a Verbindung mat sexueller Ausbeutung vun de Betraffenen. An Europa stellt sech an dësem Zesummenhang dofir virun allem de Problem vum Mënschenhandel, meeschtens vu Fraen a Kanner, déi an der Prostitutioun oder an illegale Wuerenhaiser genotzt ginn. Mat dëser Konventioun sollen d'Staate sech elo verflichten, fir méi géint déi gezwongen Aarbecht ze maachen an deene Leit, déi dervu betraff sinn, eng Méiglechkeet ze ginn, sech ze wieren.

Dës Konventioun betrëfft, wéi schonn ugedeit, haaptsächlech extreem vulnerabel Leit. Leit, déi zum Beispill keng Openthaltsgeneemegung hunn a sech dofir oft net trauen, sech vun offizieller Säit hëllefen ze loossen. D'Länner sollen dofir net nëmmen d'Justiz drop virbereeden, mee och en nationalen Aktiounsplang ausschaffen, fir dës Aart vun Ausbeutung ze verhënneren.

Lëtzebuerg hat an dësem Kontext jo schonn Informatiounscampagnë lancéiert. D'Efforten, déi zu dësem Theema gemaach ginn, mussen awer nach eng Kéier verstäerkt ginn. Laut dem Global Slavery Index vun 2016 liewen a Lëtzebuerg ronn 0,18 % (veuillez lire: 0,02 %) vun der Bevëlkerung a moderner Sklaverei. 0,02 % kléngt no net vill, kléngt quasi no näischt, mee an absolutten Zuele wären dat 110 Mënschen (veuillez lire: 100 Mënschen). 100 eenzel Schicksaler, déi eis net dierfen egal sinn. Et ass eng erschreckend héich Zuel, déi an deene leschte véier Jore wuel leider net méi kleng ginn ass.

Fir dass dëst net einfach nëmmen e juristeschen Text bleift, mee zu enger reeller Verbesserung um Terrain féiert an och virun allem eng reell Verbesserung fir déi Betraffen, muss mat den Acteuren um Terrain zesummegeschafft ginn. Hei huet d'Kommissioun vun de Mënscherechter den Appell gemaach, dass de Rôle vun den Associatioune misst am Text matverankert ginn. Dat gouf leider net zréckbehalen.

Och d'Riichtere musse fir dëse Fall geschoult ginn. An d'Patrone mussen duerch den Aktiounsplang sensibiliséiert ginn. Wann een de Leit wëllt hëllefen, déi zur Aarbecht gezwonge ginn, muss ee mat hiren éischten Uspriechpartner zesummeschaffen. An dat sinn nun emol oft ONGen, déi sech fir déi Leit an hir Rechter asetzen.

Am Kontext vun der Ausbeutung vun den Aarbechter muss een awer oft net esou wäit siche goen. Net nëmme Leit ouni Pabeiere si betraff. Net nëmme Sklavenaarbecht ass direkt betraff. Mir Piraten gesinn och bei Interimsagencen e grousse Problem. Well Interimsagencë benotzen Aarbechter als bëlleg Kräft a ginn hinne keng Perspektiv. Dës Leit ginn zwar bezuelt, verdéngen awer nëmmen en Apel an e Stéck Brout am Verglach zu der Marge, déi op si gemaach gëtt. An oft hu se keng Méiglechkeet, fir sech géint schlecht Aarbechtskonditiounen ze wieren, well si sinn nun emol nëmmen op Ofruff beschäftegt.

Ech maachen dofir op dëser Plaz nach emol den Appell, fir d'Interimsaarbecht ze begrenzen an d'Steiergesetz unzepassen, datt et soll en Nodeel ginn, wann ee sech fir esou dach awer inhuman Methoden entscheet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass gutt, datt Lëtzebuerg dës Konventioune ratifizéiert a mir Piraten wäerten dës Projeten och all matstëmmen. Mee mir mussen och kucken, datt no eisem Vott dës Texter tatsächlech zu enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune vun de Leit dobausse féieren.

Bei all dësen Texter muss ganz kloer mat de Leit um Terrain zesummegeschafft ginn. Dës Gesetzer sollen net nëmme vun uewen erof eng Realitéit fuerderen, déi et herno einfach net gëtt. Dëst muss zum Deel awer och duerch en Aktiounsplang geschéien. All d'Leit hei am Land mussen informéiert ginn, wat hir Rechter sinn an u wie si sech kënne wenden, wann dës net respektéiert ginn. Fir Mënsche viru moderner Sklaverei ze schützen, brauch een nämlech e bësse méi wéi nëmmen e puer Blat Pabeier.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, de Vizepremier an Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Loosst mech fir d'éischt dem Kolleeg Claude Haagen Merci soe fir deen exzellenten an ausféierleche Rapport, deen en iwwert déi véier Projet-de-loien hei gemaach huet.

D'OIT-Norme garantéieren e Minimum u Rechter fir d'Salariéen. Dofir ass et wichteg, dass och mir als demokratesch gewielten Parlament, esou wäit, wéi dat an eisem Aufgabeberäich steet, déi OIT-Normen och hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen, an dat ass och scho virdrun hei gesot ginn.

Am Ganzen hu mir 101 Konventioune ratifizéiert. Och dat ass virdru gesot ginn. Vläicht eng Zousazinformatioun: Vun deenen 101 Konventiounen, déi mer ratifizéiert hunn, sinn der actuellement nach 69 en vigueur, déi aner sinn an der Tëschenzäit obsolet ginn.

E klenge Verglach och nach, wa mer dat mam Ausland e bësse vergläichen: An Däitschland sinn der 85 ratifizéiert ginn, an der Belsch 113, a Frankräich 127, an Éisträich 54, an Holland 110, a Portugal 93 (veuillez lire: a Portugal 85), an dem United Kingdom 88, an Irland 73, an Dänemark 73, an a Litauen zum Beispill 44. Just, fir eng Kéier de Verglach ze ginn.

Den Här Spautz hat et gesot: D'Ratifizéierung ass eng Saach. Do, wou d'Musek spillt, ass herno an deenen nationale Gesetzgeebungen, déi d'ailleurs musse konform gemaach ginn zu deene Projeten, déi mer hei ratifizéiert hunn. An do ass et an deenen allermeeschte Fäll esou, a bei deene Projeten, déi mer haut hei diskutéieren, ass et jo och schonn esou, dass mer mat eiser Gesetzgeebung am Fong deem virauslafen, wat zu Genf decidéiert gëtt.

An trotzdeem, an och dat ass hei gesot ginn, ass et extreem wichteg, dass mer et ratifizéieren, och als Zeechen, wat mer no bausse setzen, an och, fir international ze weisen, dass mer hanner enger internationaler Approche stinn, wann et drëms geet, Mindeststandarden am Aarbechtsrecht ze setzen.

Fir den 100. Gebuertsdag vun der OIT hat d'Regierung decidéiert, déi zwou Conventions de gouvernance, déi nach net ratifizéiert sinn, ze ratifizéieren. Dat ass och dat, wat mer haut, ënner anerem, maachen duerch d'Adoptioun - an dovu ginn ech aus, nodeems ech d'Riedner héieren hunn - vun de Projet-de-loie 7517 a 7518. Soumat hätte mer dann 100 % vun de fundamentale Konventioune souwéi 100 % vun de Conventions de gouvernance ratifizéiert. Domat wär dann och dem Här Margue seng Fro beäntwert. An ech ginn dann dervun aus, dass, wa mer haut alleguerten aus der Chamber eraus-gaange sinn, eist internationaalt Gesiicht dann e bësse méi schéin ass eréi de Mëtten nach um 14.00 Auer.

Ausserdeem huet d'OIT am Kader vun hirem Centenaire d'Santé an d'Sécurité op der Aarbecht zu engem fundamentale Sujet deklaréiert. Dofir hu mer och decidéiert, dass mer d'Konventioun 187 och elo esou séier wéi méiglech ratifizéieren. An och dat maache mer dann haut.

Et ass vläicht ze preziséieren, dass d'Konventioun Nummer 122 betreffend d'Politik vum plein Emploi duerch d'Gesetz oder duerch eng Rei vu Gesetzer hei zu Lëtzebuerg schonn ëmgesat ass, se betreffen d'Reform vun der ADEM, de Comité de coordination tripartite, dee mer hunn, an natierlech och de Comité permanent de du travail et de l'emploi, wou ganz kloer och am Gesetz festgehalen ass, dass dee muss mindestens dräimol am Joer zesummekommen.

An der Konventioun 144, an och dat ass gesot ginn, geet et ëm d'Consultatioun vun der Tripartite, eng Approche, déi eis hei zu Lëtzebuerg ganz geleefeg ass an déi eis scho ganz vill Déngschter geleescht huet.

D'Konventioun 187, ech hat et virdru schonn erwäänt, Santé et sécurité au travail, och dat gëtt mat der Reform vun der ITM - dee Projet, dee jo och nach wäert a kuerzer Zäit och hei nach eng Kéier diskutéiert ginn -, an d'Weeër geleet.

Et ass vill iwwert de Protokoll 29 diskutéiert ginn. Den Här Clement hat gesot, déi Konventioun, déi him am wichtegste wär, dat wär d'Nummer 29. Ben, dat ass keng Konventioun, dat ass e Protokoll zur Konventioun 29, déi schonn 1930 ratifizéiert ginn ass. Mee kommt, mir halen eis net mat den Detailer op. Et geet wierklech hei ëm d'Saach! An ech si frou, dass mer nieft deenen üblechen Avisen och en Avis kritt hu vun der Mënscherechtskommissioun, déi zu Recht drop hiweist, dass och hei zu Lëtzebuerg nach laang net alles am Riichten ass.

Ech kann Iech och soen, dass ech ganz am Ufank, wou ech als Aarbechtsminister ugetruede sinn, eng Entrevue hat mam President vun där Mënscherechtskommissioun a mech deemools engagéiert hat, dass mer dëse Protokoll hei esou séier wéi méiglech géife ratifizéieren.

Dir hutt och matkritt, dass d'Juristin vun der Mënscherechtskommissioun kierzlech eréischt nach eng Kéier gesot huet, dass se unerkennt, dass grouss Efforte gemaach ginn, souwuel an der Justiz wéi och bei der ITM wéi och bei der Police, fir dëser Problematik, déi och hei zu Lëtzebuerg un Dramatik gewënnt, kënnen entgéintzetrieden.

Ech wëll och soen, dass dee Comité interministériel, ënnert der Verantwortung vun der Justiz, schonn eng Rei gutt Iddien ausgeschafft huet. Et geet natierlech drëms, elo déi gutt Iddien herno an Texter ëmzesetzen a se virun allem herno och um Terrain ëmzesetzen. A wann ee seet „um Terrain ëmsetzen", dann huet dat natierlech och eppes mat Méiglechkeeten ze dinn, fir dat ze maachen, dann huet dat natierlech och eppes mat der Zuel vu Leit ze dinn, déi mer kënnen um Terrain asetzen.

Ech hat Iech an der Aarbechtskommissioun gesot, dass ech mech géif engagéieren, dass mer bis um Enn vun dëser Legislatur d'Zuel vun den Inspekteren, déi kënne Kontrollen am Numm vun der ITM maachen, géife verdräifachen. An den Direkter vun der ITM huet mer nach d'lescht Woch verséchert, dass wa keng Leit ofsprangen, dass mer dann am Joer 2023 65 Aarbechtsinspekteren hunn, déi voll ausgebilt sinn, déi assermentéiert sinn an déi dann och kënnen hir Aarbecht um Terrain maachen. Ech sinn immens frou doriwwer, dass mer also an deem gemeinsamen Uleies, well ech hu keen héieren, aus kenger Fraktioun, deen déi doten Approche net géif ënnerstëtzen, dass mer also an deem gemeinsamen Uleies och konkreet weiderkommen.

Well schlussendlech si mer ëmmer nëmmen esou gutt wéi déi Moyenen, déi mer eis selwer ginn hunn, fir all déi Problematiken hei ze bekämpfen. Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun deene véier verschiddene Projet-de-loien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7517 et dispense du second vote constitutionnel

Mir fänken u mat der Ofstëmmung vum Projet de loi 7517. Den Text steet am Document parlementaire 7517[4].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Da si mer op 60. Dat heescht, dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7518 et dispense du second vote constitutionnel

Da komme mer zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7518. Den Text steet am Document parlementaire 7518[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass och dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7519 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7519. Den Text steet am Document parlementaire 7519[4].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi, waart, pardon, en ass nach net op. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

An domadder ass och dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7521 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7521. Den Text steet am Document parlementaire 7521[5].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

An domadder ass och dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Interpellation de M. Marc Baum au sujet des politiques d'investissement du FDC et du FSIL

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass eng Interpellatioun iwwert d'Investitiounspolitik vum Pensiouns- an Zukunftsfong. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt dem Auteur vun dëser Interpellatioun, dem honorabelen Här Marc Baum, d'Wuert ginn. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Merci, Här President.

„Eigentum verpflichtet", esou steet et an der däitscher Verfassung. An och wa bei eis, an eiser Constitutioun, esou e Passus nach ëmmer net drasteet, ass dat fir eis als Lénk awer e fundamentalen, elementare Prinzip, e Prinzip fir individuell Verantwortung a kollektiv Verantwortung am Bezuch op Eegentum a Räichtum.

Wie grousse Räichtum accumuléiert, deen huet och eng grouss Verantwortung par rapport zu deem, wat mat deem Räichtum geschitt. En huet eng Verantwortung, sécherzestellen, datt dee Räichtum net anere Leit oder der ganzer Mënschheet schuet respektiv net zur Zerstéierung vum Planéit bäidréit.

Dëse fundamentale Prinzip gëtt eiser Meenung no bei den ëffentlechen Investitiounsfongen zu Lëtzebuerg net honnertprozenteg respektéiert. Mat deene grousse monetäre Reserven, an alleréischter Linn natierlech vum Pensiounsfong, dem FDC, dem Fonds de compensation, mee och vum sougenannten Zukunftsfong, dem FSIL, gi riseg Investitioune getätegt, an dat zum Deel an Aktivitéiten, déi d'Ëmwelt zerstéieren, déi zu Mënscherechtsverletzungen an zu sozialer Ausbeutung féieren.

An déi monetär Reserven, déi do investéiert ginn, déi sinn enorm. Aleng de Pensiounsfong geréiert aktuell ronn 20 Milliarden Euro. Dat geet duer, fir d'Pensiounen iwwer véier Joer laang ze bezuelen, wa guer keng Cotisatioune méi géifen erakommen. Zum Verglach, fir en Ordre de grandeur hierzestellen: De Staatsbudget fir d'nächst Joer gesäit Investitioune vun 2,8 Milliarde vir - 2,8 Milliarden! Deem géintiwwer sti Rentereserve vu ronn 20 Milliarden an dann nach eng Kéier ronn 380 Milliounen Euro, wat de Fonds souverain ugeet.

Zwee Fongen, déi bewosst ugeluecht goufen, fir den zukünftege Generatiounen e liewenswäert Ëmfeld ze hannerloossen, riskéieren an eisen Aen, genee de Contraire vun deem uviséierten Zil ze erreechen. Wa mer un déi zukünfteg Generatiounen denken, musse mer endlech ufänken, iwwert déi reng monetär Fro eraus ze denken. Mir dierfen eis net nëmme froen, wéi vill Suen datt mer hannerloossen, mee virun allem och, wat mat deene Suen entre-temps geschitt ass, déi mer hannerlooss hunn, an a wéi enger Welt eis Kanner a Kandskanner da wäerten opwuessen. A mir mussen eis endlech bewosst ginn, datt mer eng Coresponsabilitéit hu fir alles, wat déi Entreprisen, an déi mer investéieren, um Terrain dann och maachen.

Eng Approche, déi eenzeg an aleng no de Renditte kuckt op d'Käschte vun all deenen anere Considératiounen, ass net zukunftstauglech an och net zukunftsweisend. Et ass eng Approche, déi doriwwer eraus net derzou féiert, datt finanziell Risiken an der Zukunft diversifizéiert oder minimiséiert ginn. Et ass eng Approche aus Zäiten, vun deene mer geduecht haten, datt mer se iwwerwonnen hätten.

Här President, wéi 2004 d'Gesetz gestëmmt gouf, mat deem den aktuelle Pensiounsfong geschaf gouf, hunn déi Lénk dergéint gestëmmt. Eisem Deputéierte Serge Urbany seng Argumentatioun vun deemools ass fir eis och haut nach richteg. Mat de Pensiounscotisatioune vun de Salariéen, also dem sozialiséierten Deel vum Loun, op den internationale Finanzmarchéen ze spekuléieren, bréngt eng ganz Rei vu Geforen an negative Konsequenze mat sech, well et bedeit a leschter Konsequenz, datt de Wäert vun Aktien an Obligatioune klëmmt, woumat d'Ausbeutunge vu Mënsch an Natur méi séier viruginn - an dëst onofhängeg vun der grousser Volatilitéit an deem grousse Risiko vun esou Investissementer, wat ëmmer erëm an och schonn an der Vergaangenheet zu Finanzblose gefouert huet. Mee et ass elo esou.

De Fonds de compensation huet aktuell ronn 20 Milliarde Reserven op de Finanzmäert placéiert an duerfir musse mer iwwert d'Aart a Weis diskutéieren, wéi dat geschitt.

Déi Thematik vun der Investitiounspolitik vum Pensiounsfong ass net nei a si huet ëmmer nees fir Polemik a fir sou munch hëtzeg Debatt gesuergt, ugefaang 2010, also viru gutt zéng Joer, wéi eisen Deputéierte vun deemools, den Änder Hoffmann, zesumme mat den deeemolegen oppositionelle Gréngen un d'Ëffentlechkeet bruecht huet, datt de Fonds de compensation a Produzente vu Streebommen investéiert, an dat, obwuel Lëtzebuerg eng international Konventioun géint Streebommen ënnerschriwwen hat.

An och duerno ass, virun allem aus der Zivillgesellschaft, ëmmer nees massiv Kritik komm. Organisatiounen aus dem Ëmweltberäich, aus dem Beräich vun de Mënscherechter, der Entwécklungszesummenaarbecht oder der alternativer Finanz hunn ëmmer nees Aktiounen a Campagnë gefouert, wou se op problematesch Investitiounen higewisen hunn.

An ech mengen, datt een all deene Leit muss Merci soe fir hiert Engagement an datt se bis haut net ophalen, de Fanger an d'Wonn ze leeën, well dës Leit hunn an eisen Ae Recht.

An et gëtt ëmmer méi där Organisatiounen, déi erkannt hunn, datt mer mat där doter Investitiounspolitik deen Aascht ofseeën, op deem mer sëtzen. Entretemps hunn och d'Salariatsvertrieder, ëm deenen hir Suen et hei finalement geet, sech kloer positionéiert. Virun zimmlech genee engem Joer huet déi gréisste Gewerkschaft hei am Land op hirem Kongress eng Resolutioun gestëmmt, déi den Desinvest vum Rentefong aus de fossillen Energië fuerdert.

Schonns 2016, kuerz ier ech selwer an d'Chamber komm sinn, ass an der Kommissioun vun der Sécurité sociale e parlamentaresche Rapport iwwert de Pensiounsfong an Aussiicht gestallt ginn, grad esou wéi méiglech gesetzlech Ännerungen. Geschitt ass bis elo op deem Niveau näischt, wat den Ulass vun dëser Interpellatioun ass. Et ass a mengen Aen héich Zäit, datt d'Chamber sech dësem Sujet seriö unhëlt.

Här President, ech wäert am Follgenden déi problematesch Investitioune vum Pensiounsfong an dräi Kategorien andeelen: éischtens Investitiounen a Firmen, déi sech engem gravéierende Feelverhale schëlleg gemaach hunn, zweetens Investitiounen, déi de Klimawandel unheizen, an drëttens Investitiounen, déi mat der genereller Ausriichtung vun der Lëtzebuerger Politik inkompatibel sinn.

Fir d'éischt wëll ech awer nach soen, datt ech net hei stinn, fir dem Verwaltungsrot vum Pensiounsfong iergendwellech Virwërf ze maachen, well de Verwaltungsrot ka jo och just an deem Kader schaffen, deen en ageraumt kritt. Dat, wat ech hei uschwätze wëll, dat sinn déi strukturell Problemer, déi an alleréischter Linn politescher Natur sinn.

Et gëtt, an dat ass eng Tatsaach, eng ganz Rei ganz grouss Multinationallen, déi bewosst a systematesch fir gravéierend Verstéiss géint international Konventioune responsabel sinn, sief dat am Beräich vun de Mënscherechter, am Beräich vum Aarbechtsrecht oder am Beräich vun der Ëmweltpolitik, Entreprisen, déi zum Beispill gewaltsam géint lokal Populatioune virginn, déi Kanneraarbecht oder Ausbeutung dulden oder déi bewosst Ëmweltkatastrophe provozéieren, an dat natierlech an éischter Linn an den Entwécklungslänner, do, wou d'Anhale vu Standarden aus ganz ville Grënn net kann assuréiert ginn a wou déi Multinationalle kënnen an Impunitéit handelen.

Ech wëll hei just e puer Beispiller nennen: De Fonds de compensation investéiert a Shell, déi am Niger-Delta eng gewalteg Ëmwelt- a Sozialkris provozéiert hunn, oder a ChevronTexaco, déi am Ecuador eng Situatioun hannerlooss hunn, déi als „Tschernobyl vum Amazonas" gëllt. An Dir kënnt alleguer eise Chamberspresident, den Här Etgen, froen, well dee war op der Plaz, fir sech deen Desaster mat eegenen Aen unzekucken.

De Fonds de compensation investéiert a Biergbaufirme wéi Newmont, déi am Peru mat schaarfer Munitioun géint Demonstrante virgaange sinn, oder an de risege Biergbaukonzern Glencore, dee massiv Ëmweltschied ze veräntwerten huet, dee lokal Populatioune vun hirem Land verjot a gewerkschaftlech Rechter mat Féiss trëppelt, net ze schwätze vu Rio Tinto, iwwert deem seng kontrovers Aktivitéiten een eng ganz Ried an ee ganzen Documentaire fëlle kéint. En investéiert och zum Beispill a Wilmar, déi illegal de Reebësch ofholzen, fir Palmuelegplantagen ze bedreiwen, oder och an de Waffeproduzent Rheinmetall, deen 2019 déi däitsch Regierung wollt verkloen, well déi en Exportstopp an d'Biergerkrichsland Jemen decidéiert hat.

Déi Lëscht kann ee weiderféieren, leider belibeg. Jiddweree kennt esou Beispiller. D'Organisatioune vun der Zivillgesellschaft stelle se jo och reegelméisseg un de Pranger.

An deem Beräich vum individuelle Feelverhale vun Entreprisen huet de Fonds de compensation sech entre-temps eng Linn ginn. No der Polemik vun 2010 mat de Streebommen huet de Rentefong eng Exklusiounslëscht agefouert, déi esou Firme soll aus dem Fong eraushalen. Op dëser Exklusiounslëscht, déi vun enger privater Societéit erstallt gëtt, stinn aktuell 119 Firmen, an déi also net däerf investéiert ginn.

Mir sinn natierlech frou, datt et iwwerhaapt esou eng Lëscht gëtt, a mir sinn eis duerchaus bewosst, wéi komplizéiert et ass, esou eng Lëscht opzestellen an ze féieren, mee eis schéngt et awer suspekt, datt do nëmmen 119 Firmen dropsti vun deene villen Dausenden Entreprisen, déi et dach weltwäit gëtt an déi op den Aktiemarchéé gehandelt ginn.

Eis wonnert och, datt vill schwaarz Schof, zum Beispill déi, déi ech elo grad genannt hunn a wou d'ONGe reegelméisseg op déi katastrophal Zoustänn a Verhalensmusteren opmierksam maachen, net op där Lëscht opdauchen, a mir kënnen eis net erklären, firwat verschidde Firmen zu engem Moment op der Lëscht stinn, dann op eemol ee Joer net méi an dann dat Joer drop si se awer erëm drop. An engem Saz: Mir kënnen d'Zustanekomme vun där Lëscht net novollzéien.

An do si mer da bei zwee grondsätzleche Problemer vum Fonds de compensation, wann et ëm déi sozial, ökologesch a mënscherechtlech Responsabilitéit geet: éischtens dat komplett Feele vu politesche Virgaben an zweetens e Manktum un Appropriatioun, dat heescht e Manktum un internem Knowhow op deene Sujeten. Et fänkt schonn domadder un, datt déi Exklusiounspolitik keng gesetzlech Basis huet, obwuel se jo, zu Recht, scho säit bal zéng Joer existéiert. Vun der Politik gëtt et, souwäit dat transparent ass, just déi méi oder manner informell Virgab, net a Firmen ze investéieren, déi géint international Konventioune verstoussen, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet, an domadder muss dann de Verwaltungsrot kucken, datt en eens gëtt.

Mee do hänkt awer e ganze Rateschwanz u weidere Froen hannendrun, déi net beäntwert sinn: Wéi eng Violatioune géint Konventioune ginn da sanktionéiert, nëmmen déi ganz schwéier oder och déi limitéiert? Ab wéini schwätzt een iwwerhaapt vu Violatioun, wann dat vun internationalen Organisatioune gutt dokumentéiert ass oder eréischt dann, wann et zu enger formeller Verurteelung komm ass, déi jo zemools an Entwécklungslänner oft ausbleift? Fir wéi laang bleiwen déi Firmen dann ausgeschloss, fir een, fënnef, zéng Joer? A fir wéi eng Violatioun kënnt eng Firma da méi laang op eng Exklusiounslëscht, ee Joer, fir e klengt Vergoen, zéng Jore fir e grousst Vergoen?

Dat sinn alles Froen, déi am Moment net gekläert sinn, bezéiungsweis, déi aleng vun där privater Societéit beäntwert ginn, déi dës Lëscht opstellt. Mir mengen, datt dat awer eminent wichteg eethesch Froe sinn, déi mir als ëffentlech Hand, als Gesellschaft selwer musse virginn. An dobäi kënnt jo, datt d'Administratioun vum Rentefong nieft de feelende Virgaben och intern net staark genuch opgestallt ass, fir dës Lëscht kënne kritesch ze begleeden an ze hannerfroen. An dat ass och net d'Schold vum Verwaltungsrot. Dee versicht jo och duerchaus ze verstoen, wéi déi Lëscht zustane kënnt, a freet do och deelweis bei der responsabeler Societéit no, mee en huet awer net d'Méiglechkeeten, doriwwer eraus ze goen, an ass schlussendlech gezwongen, déi Lëscht einfach unzehuelen, déi e vun engem externe Beroder virgeluecht kritt.

Här President, déi zweet Kategorie vu problemateschen Investitioune gëtt momentan vill mediatiséiert, nämlech d'Investitiounen an d'fossill Energien. Op Basis vun de Rapporte vum Fonds de compensation hu mer ausgerechent, datt de Rentefong d'lescht Joer ronn 600 Milliounen Euro a Firmen investéiert huet, déi direkt mat der Exploitatioun vu fossillen Energien a Verbindung stinn: d'Pëtrols- an Ärdgasfirmen, d'Kuelefirmen an hir direkt Zouliwwerer.

Datt déi ëffentlech Hand déi grouss Pëtrolsmultinationallen nach weiderhi mat frëschem Geld versuergt, fir datt déi hir Aktivitéite kënnen ausweiden, dat misst am Zäitalter vum Paräisser Accord e kompletten No-Go sinn. Et ass fir eis komplett onverständlech an irresponsabel, datt hei net scho laang d'Handbrems gezu gouf, well et kann een dach net de Leit vermëttelen, datt si an hirem Alldag sollen aktive Klimaschutz bedreiwen, elo deemnächst eng CO_2-Steier solle bezuelen, a gläichzäiteg ginn hir Pensiounen a Firme wéi Shell, Total, Chevron oder BP investéiert. Dat ass en eklatante Widdersproch.

Mee a Saache Klimaschutz muss d'Iwwerleeung nach doriwwer eraus goen. De Paräisser Accord huet eng Trajectoire virgi vun den 1,5 bezéiungsweis 2° C Ärderwiermung an et misst een eigentlech all d'Entreprisen dorunner moossen, ob se dës Trajectoire eescht huelen an op dëse Wee wëlle goen oder ob se dat ignoréieren a sech deem wëllen entzéien.

An da muss een natierlech och nach déi indirekt Investitioune betruechten. Dee gréissten ekonomesche Secteur, an deen de Fong seng Sue placéiert, dat sinn d'Finanzdéngschtleeschter, mee d'Banken halen hirersäits jo och Aktiva vu klimaschiedleche Firmen, déi een eigentlech och misst berécksiichtegen, wann ee wëllt kohärent sinn. Zumindest misst de Fonds de compensation awer emol selwer probéieren erauszefannen, wéi kompatibel säi Portefeuille un Aktien an Obligatioune mat den Ziler vum Paräisser Accord ass. Dowéinst gouf eng Etüd vum Pensiounsfong an Optrag ginn - déi gëtt et och - an ech hunn als Deputéierten och beim zoustännege Minister nogefrot a mir hunn och elo dëse Moment d'Resultater leider net virleien, dëst obwuel versprach gouf, datt dës Etüd nach dëst Joer sollt publizéiert ginn. Elo si mer Dezember, also esou vill Zäit bleift net méi, wann een d'Verspriechen anhale wëllt.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech wäert lech dorop äntwerten.

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Här President, ech hunn nämlech e Verdacht - e schlëmme Verdacht!

Une voix.- A!

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Ech hunn de Verdacht, datt aus där Etüd ervirgeet, datt déi Investitiounspolitik vum Pensiounsfong net kompatibel ass mam Paräisser Accord, also deem vëlkerrechtlech verbindlechen Accord, dee Lëtzebuerg ratifizéiert huet an deen d'Grondlag bilde soll, datt e mënschewierdegt Liewen op eisem Planéit an Zukunft iwwerhaapt nach méiglech ass, Pensioun hin oder hier.

Här President, de Rentefong muss sech eng kloer Strategie ginn, wéi e wëllt de Paräisser Accord respektéieren, an déi dann och kohärent ëmsetzen, jo, méi nach: E misst sech eigentlech iwwerleeën, wéi e kann de Paräisser Accord proaktiv ënnerstëtzen a wéi e ka mat sengen Investissementer eng Klimaneutralitéit férderen. Dat heescht, datt de Pensiounsfong eigentlech misst eng positiv Investitiounspolitik maachen. Amplaz ze decidéieren, wouranner en net wëllt investéieren, misst e sech och iwwerleeën, wouranner en da spezifesch wéilt investéieren.

An et ass och wouer, datt de Pensiounsfong zwee Kompartimenter geschafen huet, déi nohalteg Investissementer solle maachen, mee et ass een awer éischtens schnell frustréiert, wann ee souguer an deene scheinbar esou grénge Kompartimenter feststellt, datt een do Pëtrolsfirmen erëmfënnt, an zweetens sinn et just zwee vun insgesamt 22 Kompartimenter. Mir mengen net, datt een zwee gréng Kompartimenter, déi d'ailleurs guer net esou gréng sinn, 20 knaschtege Kompartimenter entgéintstelle kann an domadder soen, dat wär e weesentleche Fortschrëtt.

An da kommen ech, Här President, zu där drëtter Kategorie vu problemateschen Investitiounen, nämlech déi Investissementer, déi inkohärent si mat der offizieller Regierungspolitik an och inkohärent mat deem, wat déi iwwergrouss Majoritéit an der Gesellschaft ëmmer nees fuerdert.

Am Fréijoer hate mer heibannen e Vott iwwer eng Motioun vun eis, déi mat de Stëmme vun der Majoritéit verworf gouf. An dëser Motioun hate mer eppes ganz Einfaches gefuerdert, nämlech datt de Rentefong sech soll aus der Nuklearenergie zréckzéien. D'Regierung ass géint nuklear Energie. Si hält se fir gefäierlech an net nohalteg a kämpft international dergéint. Mir ënnerstëtzen dat d'ailleurs och! Gläichzäiteg investéieren déi staatlech Fongen awer an dësen Industriesecteur. Dat ass net nëmmen eng Fro vun Inkohärenz, mee et ass och eng Fro vu Glafwierdegkeet, well wéi wëllt d'Regierung da beim franséische President oder beim belsche Premier eng Fermeture vu Cattenom oder Tihange fuerderen, wann d'Regierung selwer Aktionär ass bei de jeeweilege Bedreiwerfirmen? Dat ass net seriö!

An déi selwecht Inkohärenze gëtt et och bei aneren Theemen. Eis Regierung steet jo fir eng nohalteg Agrarpolitik. De Landwirtschaftsminister sëtzt jo duerch Zoufall och grad hei. Eis Regierung ass fir d'Erhéijung vum Bio-Undeel an e ganz restriktiven Ëmgang mat geenmanipuléierte Liewensmëttel. Dat ass gutt an dat ass och richteg esou. Mee gläichzäiteg investéiert de Staat iwwer seng Fongen an déi gréisste Multinationalle vum Agrobusiness an a Chimiekonzerner, déi allméiglech Pestiziden, Bioziden an Herbizide produzéieren an och nach geenmanipuléiert Saatgut hierstellen, wéi zum Beispill Bayer oder Syngenta.

Dat ass dach, beim beschte Wëllen, net kohärent! Entweeder mir wëllen dës Zort vu Landwirtschaft oder mir wëllen déi aner.

An och d'Rüstungsindustrie gehéiert fir eis dozou, well et kann net sinn, datt mer eis un de Profitter vun der Waffenindustrie beräicheren. Och hei also, bei dësen Theemen, komme mer eiser Meenung no net derlaanscht, ganz Secteuren auszeschléissen, an ech mengen, dat versteet och jiddwereen heibannen an och dobaussen.

Här President, wéi ech scho gesot hunn, kann een den Administrateure vum Rentefong net onbedéngt e Virworf maachen. De Virworf, dee geet éischter un d'Politik, dat heescht un eis alleguerten. Ze vill laang huet d'Parlament et versäumt, fir sech mat där Fro ausenanerzesetzen a kloer Virgaben ze maachen, ze vill laang hu sech déi successiv Regierunge mat klenge kosmeeteschen Adaptatiounen zefriddeginn, ouni déi grondsätzlech Froen opzeschaffen an energesch ze handelen. An déi kleng Reforme vun 2017 - déi den Här Minister virausiichtlech duerno nach wäert ufäieren - waren zwar gutt gemengt, sinn awer héchstens eng Drëps op de waarme Steen. An ech kann herno och op Nofro dorobber agoen.

Wat mer als alleréischt brauchen, dat ass eng Adaptatioun vun eisem legale Kader. Ech hu mer a menger Interventioun bis elo Méi ginn, fir op déi systeemesch Schwaachstellen hinzeweisen. A mir als Lénk wëllen net just bei der Kritik stoe bleiwen, mee och Léisungsvirschléi maachen.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Baum

An deem Sënn deposéieren ech heimadder eng Proposition de loi, déi enger nohalteger Politik vum Pensiounsfong soll e minimale legale Kader ginn.

7729 - *Proposition de loi relative à une politique d'investissement socialement et écologiquement responsable du Fonds de compensation commun au régime général de pension*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

7. Interpellation de M. Marc Baum au sujet des politiques d'investissement du FDC et du FSIL (suite)

Exposé (suite)

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Am Moment gëtt et nëmmen eng eenzeg grondleeënd Virgab fir d'Investitiounspolitik, nämlech déi vun der Diversification des risques. De Fong däerf net all Eeër an ee Kuerf leeën, mee e muss a méiglechst vill Wirtschaftssecteuren investéieren, fir de Risiko breet ze streeën. Mir wëllen an eiser Proposition de loi do dernieft eng zweet Konditioun setzen, déi dee selwechte Stellewäert huet, nämlech datt déi Investitiounspolitik muss ökologesch a sozial responsabel sinn. Esou kritt dann dës Approche och endlech emol eng gesetzlech Basis an dat ass méi wéi iwwerfälleg.

Domadder verbonnen ass dann och eng aner Änneru ng an deem selwechten Artikel. Ëmmer erëm gëtt gesot, eng méi wäitreechend Politik wär net méiglech wéinst der Konditioun vun der Diversification des risques. Dat géif et onméiglech maachen, aus ganze Wirtschaftssecteuren erauszeklamme wéi zum Beispill där vun der Exploitatioun vu fossillen Energien. Mir hunn zwar nach ëmmer fonnt, datt dat eng ganz restriktiv Interpretatioun vum Gesetz ass, mee fir all Mëssverständnes aus dem Wee ze goen, wëlle mer dat dann elo direkt am Gesetz spezifizéieren, datt dat eent dat anert net ausschléisst, zemools well mer jo net wëllen Honnerte vu Wirtschaftssecteuren ausschléissen.

Dat féiert eis dann och schonn zu enger anerer Ajoute, déi mer mat dëser Propositioun proposéieren, nämlech eng Beschreiwung vun der Exklusiounspolitik. Wéi gesot gëtt et am Moment am Gesetz guer keng Erwänung vun der Exklusiounslëscht, obwuel se de facto jo besteet. Mir wëllen net nëmmen d'Existenz vun der besteeënder Exklusiounslëscht legitiméieren, andeem mer se an d'Gesetz schreiwen, mee nach eng zweet derbäisetzen.

Wéi Der wësst, stinn op der aktueller Lëscht d'Nimm vun individuelle Firmen, an déi net däerf investéiert ginn. Et ass also eng nominell Lëscht. Déi wëlle mer natierlech och bäibehalen, well et muss ee kënnen op individuellt Feelverhale vun Entreprisë reagéieren. Wann eng Firma sech zum Beispill net un aarbechtsrechtlech Konventiounen hält, muss een déi individuell Firma kënnen ausschléissen.

Dat, wat mer nach dobäisetze wëllen, ass, datt déi genee Modalitéite vun der Exklusioun, also firwat a fir wéi laang eng Entreprise op déi Lëscht kënnt, solle politesch definéiert gi per Règlement grand-ducal. Dat heescht dann och, datt d'Regierung muss d'Modalitéite politesch virginn, amplaz datt se wéi bis elo enger privater Societéit oder dem Verwaltungsrot iwwerlooss ginn.

Als Neierung wëlle mer donieft awer och nach eng thematesch Exklusiounslëscht aféieren, déi eebe ganz Secteuren ausschléisst. Och déi Secteure solle per Règlement grand-ducal kënnen definéiert ginn, genee wéi déi prezis Modalitéiten. Wéi gesot denke mer do u Secteure wéi fossill Energien, Tubak, Nuklearenergie, OGMen an esou weider.

Dat ass also keng nominell Exklusioun, wou individuell Firme genannt ginn, mee eng, déi ganz Wirtschaftssecteuren oplëscht, déi contraire zu enger deklaréierter Regierungspolitik sinn.

Mir sinn eis duerchaus bewosst, datt eng ökologesch a sozial responsabel Politik, déi just op Exklusioun baséiert, net dat Gielt vum Ee ass. Wéi ech virdrun ausgefouert hunn, muss de Kompensatiounsfong och iwwer eng positiv Politik nodenken, dat heescht méiglechst vill an nohalteg Aktivitéiten investéieren. Déi heiten Ännerungen, déi mer proposéieren, verhënneren dat natierlech net. Mir gesinn dat heiten duerfir als dréngend éischt Äntwert op d'Problematik, …

(Brouhaha)

... op déi een dann am weidere Verlaf nei strateegesch Iwwerleeungen opbaue kann. A fir esou strateegesch Iwwerleeungen iwwerhaapt féieren ze kënnen, muss een och déi néideg Analysecapacitéite schafen. Dat ass dann den drëtten a leschten Aspekt vun eiser Proposition de loi.

Am Moment gëtt de Verwaltungsrot just nëmme vun engem interne Gremium beroden an dat ass de Comité d'investissement, dee mat Experten aus dem Finanzsecteur besat ass. Et muss een dovunner ausgoen, datt déi sozial, ökologesch a mënscherechtlech Consideratioune warscheinlech net den éischte Fokus vun dësem Kommitee sinn, a vu datt dës Thematik awer aktuell och ganz schnell evoluéiert an och stänneg muss suivéiert ginn, plädéiere mer ganz staark derfir, eng intern Expertis opzebauen. An, wat och ganz wichteg ass: Et brauch een och en Uspriechpartner fir d'Acteure vun der Zivillgesellschaft, fir all dës Leit, déi eng grouss Expertis an och Informatioune vum Terrain hunn, besser anzebannen an domadder Kompetenzen ze bündelen. Wéi Der wësst, hunn d'ONGe jo haut gréisser Problemer, Schwieregkeeten, fir iwwerhaapt gehéiert ze ginn, op jidde Fall ass dat hire ganz groussen Androck.

Duerfir proposéiere mer d'Kreatioun vun engem zweete Berodungskommitee, nämlech engem Comité d'éthique, dee soll aus fënnef Membere bestoen: dem President vum Rentefong a jeeweils engem Expert aus de Beräicher Environnement, Mënscherechter, Aarbechtsrecht an Entwécklungszesummenaarbecht. Dëse Gremium soll e Kompetenzpol op deem Sujet ginn. E soll de Verwaltungsrot beroden, als Uspriechpartner fir ONGen déngen, déi e reegelméisseg consultéiert, an e kann och selwer Rapporten zu verschiddenen Theemen opschaffen an och e Rapport annuel erausginn, fir d'Aarbecht vum Kompensatiounsfong an eethesche Froe méi visibel ze maachen. Dëse Gremium kéint doriwwer eraus net nëmmen intern fir Expertis suergen, mee e kéint sech och mat aneren Acteuren hei am Land vernetzen. Mir mengen, datt dat e ganz wichtege Schratt no vir wär, a bieden d'Parlament, sech eis Propositioun seriö unzekucken.

Här President, ech wëll mech elo a menger Interpellatioun - esou wéi ugekënnegt - op de sougenannten Zukunftsfong konzentréieren, de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg FSIL. Dee gouf Enn 2014 am Zesummenhang mat deem deemools proposéierten Zukunftspak an der éischter Oplo vun der aktueller Koalitioun gegrënnt. Dir héiert et: D'Zäiten deemools waren „zukunftsschwanger" - de Begréff ass inflationär gebraucht ginn wéi och aner Begréffer wéi „d'kopernikanesch Wende" ronderëm d'Budgetsopstellung -, wou mer haut feststellen, datt mer awer éischter um ptolemäesche Buedem vun den Tatsaachen ukomm sinn.

(Hilarité)

D'Zil vun dësem Fong war et, esou huet et vun de Responsabelen op jidde Fall ëmmer geheescht, eng Mouk fir déi zukünfteg Generatiounen op d'Säit ze leeën. An do ginn dann alljoers mindestens 50 Milliounen Euro aus dem Staatsbudget agespeist, bis datt de Fong eng Envergure huet vun enger Milliard - ab deem Zäitpunkt kéint dann en Deel vun de Recetten zréck an de Staatsbudget fléissen. Aktuell sinn do ronn 380 Milliounen dran, wat, par rapport zum Kompensatiounsfong, natierlech en zimmlech klenge Montant ass.

Den Zukunftsfong huet eng liicht aner Aart a Weis, fir d'Suen ze investéieren. De Rentefong sicht extern Fongegesellschaften, déi dann en Deel vun de Reserven exklusiv am Numm vum FDC geréieren.

(Brouhaha)

Den Zukunftsfong par contre keeft einfach Parte vun Investmentfongen, déi et scho gëtt, dat heescht Undeeler vu sougenannten ETFen, „exchange traded funds". D'Gestionnairë schaffen also net just fir den Zukunftsfong, mee fir all Investisseuren, déi Undeeler un deem jeeweilege Fong halen. Déi schaffen dofir och net no Virgaben, déi den Zukunftsfong hinne gëtt, mee no hiren eegene Virgaben.

(Brouhaha)

Dëst ass méi eng indirekt Aart a Weis ze investéieren. Si entbënnt den Zukunftsfong - an domadder menge mer och de Lëtzebuerger Staat - awer kengesfalls vu senger sozialer an ökologescher Responsabilitéit. Ausschlaggeebend ass net, wéi eng finanztechnesch Instrumenter benotzt ginn, mee eenzeg d'Fro, vu wiem d'Kapital u wie geet. Ech mengen, datt och d'Regierung dat esou gesäit, an alles anescht géif jo och kee Sënn maachen.

Wouranner investéiert den Zukunftsfong also letztendlech seng Suen? Den FSIL gëtt selwer keng Oplëschtung vun deene Firmen, an déi schlussendlech investéiert gëtt. Et gëtt awer Referenze vun den Investmentfongen an dat kann een an deene jeeweilege Rapporte vun de Fonge kucke goen, wouranner déi dann investéieren.

Op déi Aart a Weis hate mer als Lénk schonn 2017 eng Analys vum Portefeuille gemaach a sinn do op zimmlech erschreckend Konklusioune komm: De Fonds souverain huet schonn deemools an Dosende

vu Firmen investéiert, déi beim Rentefong op der schwaarzer Lëscht stoungen, an - wat besonnesch schockéierend war - och a Produzente vu Streebommen, wat jo nom lëtzebuergesche Gesetz illegal ass. Deemools hate mer schonn den Här Finanzminister an der Kommissioun domadder konfrontéiert.

Fir et direkt ze soen: Och haut investéiert den Zukunftsfong a ronn 25 Entreprisen, déi beim Rentefong op der schwaarzer Lëscht stinn. Als Beispill kann een de Fong „iShares Core US Aggregate Bond ETF" nennen, an deen den Zukunftsfong 35 Milliounen investéiert huet an dee sengersäits Obligatiounen hält vun 18 vun deenen 119 Firmen, déi beim Kompensatiounsfong op der schwaarzer Lëscht stinn, dorënner déi skandaléis Biergbaugesellschaft Vale oder Textron a Raytheon, déi zumindest an der Vergaangenheet Streebomme produzéiert hunn.

Den Här Minister huet eis leschte Freideg an der Kommissioun gesot, datt just 0,6 % vum Zukunftsfong net konform sinn. Dat kann een esou gesinn, et kann een et awer och anescht ausdrécken: Den Zukunftsfong investéiert an all fënneft Firma, déi beim Kompensatiounsfong op der Exklusiounslëscht steet - eng Exklusiounslëscht, déi, wéi ech virdru scho gesot hunn, an eisen Aen vill ze tolerant ass an déi doriwwer eraus och nach anere Considératiounen wéi zum Beispill dem Klimawandel guer keng Rechnung dréit.

Egal wéi héich de Montant schlussendlech an absolutten Zuelen ass, Lëtzebuerg léint dësen irresponsabele Multinationalle Suen, fir hir Aktivitéite weiderzefeieren oder auszebauen. Dat ass den aktuelle Stand an dat ass an eisen Aen net akzeptabel. Den FSIL läit also, dat muss ee leider esou soen, a Saache responsabel Investissementer nach hannert dem Pensiounsfong zréck.

Här President, et muss een awer zur Verteidegung vum Zukunftsfong soen, datt en am Summer dëst Joer, also am Summer 2020, seng Investitiounspolitik deelweis ëmgeännert huet. Déi Zuelen, déi ech elo grad genannt hunn, betreffe just nach deen Deel, deen an Obligatiounen investéiert ass. Deen aneren Deel, deen an Aktien investéiert, ass am Juni op méi responsabel Instrumenter ëmgeklommen, nämlech op ETFen, déi op engem alternativen Index berouen, deen notamment d'Waffenindustrie ausschléisst. Doduerjer fënnt een an dësen Aktiefongen och aktuell keng Entreprisë méi, déi op der Lëscht vum FDC stinn.

Dozou awer zwou Saachen: Éischtens gëtt et dozou aktuell awer keen Automatismus. Et kann duerchaus sinn, datt och an dëse Fongen op eemol Firmen opdauchen, déi vum FDC ausgeschloss sinn, well et keng Harmoniséierung gëtt tëschent deenen zwee a well hei net onbedéngt déi selwecht Krittären applizéiert ginn. An zweetens - wat fir eis nach vill méi wichteg ass - ginn hei just sozial Krittäre consideréiert a keng ëmweltpolitesch. Dës angeeblech responsabel Fongen hunn deelweis e ganz héijen Undeel u fossillen Energien. An engem vun hinnen hu mer iwwer 4 % Aktie vun der Pëtrols- a Kuelenindustrie fonnt - ze vergläiche mat deenen 3 % vum Pensiounsfong.

Iwwregens huet den Zukunftsfong, souwäit mer dat matkritt hunn, och nach guer keng Analys gemaach oder an Optrag ginn, déi säi Klimaimpakt géif moossen bezéiungsweis seng Kompatibilitéit mam Paräisser Accord.

Och dës Initiative vum Summer 2020, déi mer duerchaus als éischte Schrëtt wëllen unerkennen, kënnen also net dat lescht Wuert sinn. Déi Responsabel hu reagéiert, mee et geet an eisen Aen awer net wäit genuch, et geet nach net duer - net nëmme par rapport zu där Exklusiounslëscht vum Pensiounsfong, mee virun allem a Saachen Ëmwelt- a Klimapolitik.

Här President, de leschte Freideg an der Kommissioun huet de Finanzminister sech och duerchaus oppe gewisen, fir weiderhin an déi dote Richtung ze goen, vläicht wéinst eetheschen Iwwerleeungen - dat soll jo och mol virkommen -, mee sécherlech spillt och d'Erkenntnis eng Roll, datt déi Green-Finance-Strategie vun der Regierung net immens kredibel ass, wann déi staatlech Acteure selwer egal wat maachen.

Egal, wéi elo weider Schrëtt vun der Regierung kéinten ausgesinn - an den Här Finanzminister wäert duerno sécher drop agoen -, eppes schéngt eis kloer: Et kann net sinn, datt déi zwee Fongen, de Rentefong an den Zukunftsfong, an dëser Fro komplett onofhängeg funktionéieren an agéieren. Fir kohärent ze sinn, muss den Zukunftsfong déi selwecht Reegelen anhale wéi de Pensiounsfong an dat heescht och, datt den Zukunftsfong säi Fonctionnement muss op eng aktiv Gestioun ëmstellen. Iwwerhaapt muss ee sech froen, firwat den FSIL separat gemanaged gëtt. Et kéint ee gradesou gutt dem Fonds de compensation seng Reserven zur Gestioun iwwerdroen, da bräicht ee keng parallell Verwaltungsstruktur, déi och erëm mat Käschte verbonnen ass.

Och den Zukunftsfong muss sech froen, ob et net besser wär, zur lokaler a regionaler Ëmentwécklung bäizedroen, amplaz just op den internationale Finanzmäert no Renditten ze fëschen. Och den Zukunftsfong muss sécherstellen, datt mer keng illegal Aktivitéiten ënnerstëtzen, an e muss sech d'Fro stellen, wéi eng Entwécklung an der Welt datt mer hei wëllen ënnerstëtzen a wéi eng Entwécklunge mer net wëllen ënnerstëtzen.

Déi zwee staatlech Fonge musse gemeinsam eng Expertis a Saachen nohalteg Investissementer opbauen, se mussen eng gemeinsam Strategie ausschaffen a se musse gemeinsam endlech op eng responsabel Manéier agéieren. Alles anescht mécht an eisen Aen einfach kee Sënn.

Här President, ech wëll elo vill méi nach op mäi leschten Aspekt agoen, nämlech déi méi generell Investitiounspolitik vun deenen zwee ëffentleche Fongen, also souwuel dem Pensiounsfong wéi dem Fonds souverain.

Wéi ech agangs gesot hunn, sinn eis Argumenter vun 2004 nach ëmmer valabel. Mir si bekannterweis keng Frënn vum internationale Casino-Finanzsystem, dee scho säit laangem de Lien mat der Realwirtschaft verluer huet a mëttlerweil en Eegeliewen entwéckelt huet, dat just derzou déngt, déi Räich op d'Käschte vun aneren nach méi räich ze maachen. Mir sinn och absolutt Géigner vun enger Weltwirtschaftsuerdnung, déi vun enger begrenzter Zuel vu Multinationalle regéiert gëtt, déi mat enger enormer Konzentratioun vu Muecht a kompletter Impunitéit kënnen hire Wëlle géint déi demokratesch Uerdnung duerchsetzen, an duerfir si mer och keng Frënn vun dëser Aart a Weis, eis ëffentlech Gelder anzesetzen.

Mee onofhängeg vun där politescher Aschätzung misst awer heibanne jiddwerengem aliichten, datt déi Investissementer, déi mer am Moment maachen - ausser de Renditten -, praktesch keng Plus-value fir eist Land oder fir d'Groussregioun mat sech bréngen. Mir mengen, datt mer mussen iwwerleeën, wéi mer mat de Pensiounsreserven a mat de Gelder vum Zukunftsfong dräi Ziler gläichzäiteg erreeche kënnen: éischtens d'Reserven ze erhalen an hire Wäertverloscht duerch d'Inflatioun iwwert d'Zäit ze kompenséieren, zweetens keng Aktivitéiten ze ënnerstëtzen, déi d'Welt vu muer zerstéieren, an drëttens zousätzlech positiv Nieweneffekter ze schafe fir eis Gesellschaft a fir déi ganz Regioun.

Jo, dat ass eng komplizéiert Equatioun. Et steet jo och vill um Spill! Ma ech mengen, mir sinn eis et awer selwer - an och deenen nächste Generatiounen - schëlleg, un dëser Equatioun ze schaffen. Wann een dat eescht hëlt, da kënnt een net derlaanscht, en Deel vun deenen Investitioune komplett nei auszeriichten. Beispillsweis missten dës Fonge verstäerkt an déi lokal a regional Wirtschaft investéieren, notamment an déi kleng a mëttelstännesch Betriber. Mee virun allem de Logement ass sécher e Beräich, deen d'Viraussetzung dofir huet. Wann de Rentefong an nei staatlech Wunnengen investéiert, fir se ze verlounen, huet e säi Kapital sécher ugeluecht a kritt duerno als Retour de Loyer an et entsteet eng sozial Plus-value fir eis Gesellschaft.

(Interruption)

Jo, de Rentefong investéiert aktuell schonn an de Logement, mee éischtens a vill ze geréngem Ëmfang - esou geréng, datt e seng eege Virgabe mol net erreecht - an zweetens och nach falsch orientéiert. Amplaz nämlech an den ëffentleche Wunnengsbau ze investéieren, stécht e seng Sue virun allem a grouss Bürossurfacë wéi zum Beispill hei vir um Aldringen - mol dovunner ofgesinn, datt déi allermeeschte Gelder vum Pensiounsfong am Beräich Logement an d'Ausland fléissen.

Här President, mir brauchen eng Debatt doriwwer, wéi mer déi Reserve méi an den Déngscht vun eiser Gesellschaft kënne stelle respektiv méi an d'Zukunft vu Lëtzebuerg an der Groussregioun investéieren, well se einfach just an d'Zukunft vu grousse Multinationallen ze investéieren, fir deenen hir Profitter ze maximéieren, dat ass zwar eventuell deen einfachste Wee, mee awer net onbedéngt dee schlausten.

Här President, mir brauche virun allem och e politesche Positionnement, e politesch kloert Signal, datt mer net - a kengem Fall! - wëlle Profitter asäckelen aus Aktivitéiten, déi d'Ëmwelt zerstéieren, déi d'Aarbechter ausbeuten oder déi d'Mënscherechter verletzen. Kee Rendement, keng Zort vu finanzielle Considératioune kann esou eng Ausriichtung rechtfertegen. Mir mussen den nächste Generatiounen net nëmme finanziell Reserven hannerloossen, mee och - a virun allem - eng Welt mat enger intakter Ëmwelt, an där et keng sozial Ausbeutung gëtt an an där d'Mënscherechter respektéiert ginn. A mir brauchen doriwwer eng demokratesch Debatt mat de Biergerinnen an de Bierger, mir brauchen Expertis a kreativ Iddien a mir brauche couragéiert politesch Decisiounen. Dës Fro ass vill ze wichteg, fir datt mer d'Responsabilitéit dovunner just u privat Societéiten auslageren oder op d'Schëllere vu Beamten aus engem Verwaltungsrot kënne lueden. D'Politik ass gefuerdert, d'Parlament ass gefuerdert - dat ganzt Parlament!

Här President, déi zwee Fongen, iwwert déi mer haut schwätzen, missten d'Zil hunn, d'Zukunft vun de Leit hei am Land, vun hire Kanner a Kandskanner ofzesécheren a virzebereeden. Dëst gëllt grad esou fir den Zukunftsfong wéi fir d'Rentereserv. Dës Rentereserv, déi gespeist gëtt vun deene Leit, déi schaffen, fir d'Pensioune vun deenen ze garantéieren, déi geschafft hunn, muss sech ëmorientéieren. Si muss ewech vun Investitiounen a sozial, ökologesch an demokratesch zerstéieresch Aktivitéiten hin zum Finanzement vun de groussen Defie vun den nächste Joren: de Kampf géint de Klimawandel, de Kampf géint d'Logementskris an d'Lutte fir d'Schafung vun nohaltegen Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg an an der Regioun. Dat ass dee beschte Garant, fir d'Zukunft ofzesécheren, an et wär d'Erneierung an d'Bekräftegung vum Generatiounevertrag, op deem eis Sozialversécherung berout.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Marc Baum Merci soe fir déi Interpellatioun, déi en am Numm vun der grénger, vun der déi-Lénk-Fraktioun, ...

(Hilarité)

... erabruecht huet.

(Brouhaha)

Jo. Ech wëll soen: Et ass eng engagéiert Ried gewiescht, mee si war och faktuell motivéiert - an dat verdéngt Unerkennung, well et weess een och, dass do ganz vill Zäit a Recherche derhannerstécht.

Fir d'CSV wëll ech soen, dass mir zu zwee zu dësem Sujet schwätzen - zu zwee, well de Sujet ass wichteg, net nëmmen opgrond vun enger Interpellatioun vun deene Lénken, mee och wann ee gesäit, dass e vun der Zivillgesellschaft oder vun Deeler vun der Zivillgesellschaft verlaangt gëtt an och e politesche Positionnement zu dëse Froe verlaangt gëtt. An ech mengen, et ass och wichteg, dass ee grad an dëser Zäit och en Austausch huet - dee mag kontradiktoresch sinn - iwwert déi Sue vun dem Renten- a Pensiounsfong engersäits an och anerersäits vun dem sougenannten Zukunftsfong, wéi déi ugeluecht ginn.

Fir mech ass och en Ënnerscheed an der Investitiounspolitik zwëschent deenen zwee Organer. Dat eent ass de Rentefong. Dat ass nun emol d'Gestioun vun de Renteneinzahlungen, déi domadder verbonne sinn, an de Finanzminister huet eis e Freideg gesot, dass deen eng dynamesch Gestioun vun deene Sue virgesäit. Anerersäits hu mer de Fonds souverain, also den Zukunftsfong, wou de Finanzminister och dorop higedeit huet, dass deen eng manner dynamesch, mee éischter eng konservativ Investitiounspolitik verfollegt an deem Sënn, dass en net an eenzel direkt Aktien investéiert, mee sech haaptsächlech un Aktienindexen uleent, mat deem manner grousse Risk, deen domat verbonnen ass, deen dat bedeit?

Dat, wat fir eis als CSV wichteg ass, ass, dass besonnesch um Niveau vum Zukunftsfong, wou de Marc Baum drop agaangen ass, de Finanzminister eis - a mir hu keng Ursaach, dorun ze zweifelen - leschte Freideg gesot huet, dass ronn 99,4 % vun den Investissementer vun deem Zukunftsfong géifen a sozial responsabel Entreprisë goen an och an net fossill Energien.

Mir hunn, wéi gesot, keng Zweifel dodrun, mir sinn awer der Meenung, dass, wann een d'Zilsetzung huet fir eng konservativ Investitiounspolitik, dass een och do ka kuerz- oder mëttelfristeg op déi 100 % kommen an net méi an Entreprisë soll investéieren, déi op deene Lëschte vu verbuedenen Entreprisë vum Fonds de compensation stinn.

Wann een de Fil rouge kuckt, Dir Dammen an Dir Hären, deen duerch dem Här Baum seng Interpellatioun gaangen ass, da stellt en - direkt oder indirekt - déi Kohärenz vun den Investitiounspoliticke vun deenen zwee Fongen dach e bëssen a Fro. An ech mengen, et ass och do, wou et eis als CSV - zumindest, wat den Zukunftsfong, also de Fonds intergénérationnel, ubelaangt - och e bëssen u Kohärenz feelt. A fir dat ze beleeën, wollt ech nach eng Kéier zréckkommen - den Här Baum huet vun enger net méi kopernikanescher Finanzrevolutioun geschwat - op déi Debatten, déi et an der Chamber gouf um Joresenn vun 2014, nämlech bei der Presentatioun an och an der Diskussioun vun dem Budgetsprojet vun 2015, well den Zukunftsfong, deen ass eigentlech geschafe ginn am Kader vun dem Budget an dem Budgetsgesetz vun 2015. An et erstaunt awer dach e bëssen, wann een dann nach eng Kéier déi Äusserunge vum Finanzminister liest, déi en deemools gemaach huet bei der Presentatioun vun dem Budget. A well et esou flott ass, erlaben ech mer, Dir Dammen an Dir Hären, awer op déi eng oder déi aner Umierkung vum Finanzminister Gramegna vun deemools zréckzekommen.

De Finanzminister seet de 15.10.2014: „Ech mengen, et ass kloer, et geet hei net ëm kuerzfristeg Effekter. D'Regierung setzt op Wäitsiicht. An den nächste véier Joer" - also dat war vun Dezember 2014 un - „léise mer de Problem, dee sech haut stellt duerch d'Ewechfale vun der TVA um Commerce électronique." Mir léisen dee Problem! „Mir wëllen och sécherstellen, dass d'Land ni méi" - ni méi! - „an esou eng onkomfortabel Situatioun erakënnt. Dofir schafe mer och e Fonds souverain. Vereinfacht ausgedréckt kéint ee soen: e Spuerbuch fir déi, déi no eis kommen. Wat ass nämlech déi lescht Joerzéngte geschitt" - also och mat Bedeelegung vun DP an ënnerschiddleche Regierungen? „Do goufe Revenue geholl, vun deene gewosst war, dass mer se nëmme fir e puer Joer hätten, an déi goufe verplangt, wéi wann een all Joer drop ziele kéint", seet de Finanzminister. „Dat beschte Beispill ass d'TVA um Commerce électronique. Säit 2006 ass bekannt, dass Lëtzebuerg vun 2015 u progressiv op dës Revenue verzichte misst. A wat ass geschitt? Näischt! Oder huele mer den Tanktourismus. De gesonde Mënscheverstand geet duer, fir ze wëssen, dass mer do net éiweg wäerten dovunner liewe kënnen." Jo, dat seet alles den ... „Dofir hätt ech gär, dass mer déi Suen elo net weider mat béiden Hänn ausginn an eise Kanner soen, si kéinte jo da kucken, wéi se dono eens ginn."

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Iech just soen: Wéi de Finanzminister dat dote gesot huet, hat dës Regierung Blo-Rout-Gréng am Joer 2013 net manner wéi 952 Milliounen Euro kritt um Niveau vun der TVA um Commerce électronique. 2014, also an deem Joer, wou de Finanzminister dës Ukënnegunge gemaach hat, waren et net manner wéi 1 Milliard a 76 Milliounen, 2015, also wéi den Zukunftsfong scho bestanen huet, waren et der 554 Milliounen, 2016 383 Milliounen, 2017 83 Milliounen an 2018 49 Milliounen. Mee wann dach de Finanzminister dat deemools gemaach hätt a gesot hätt: „Mir kënnen net méi op déi TVA vum Commerce électronique zréckgräifen", mee dann hätt e jo deemools missen all déi sëllege Suen, déi nach iwwert d'TVA vum Commerce électronique erakomm sinn, behutsam an deen Zukunftsfong iwwert déi 50 Millioune setzen - well dat verbitt nämlech deen Zukunftsfong net! Well et kann ee jo awer, muss ech ganz éierlech soen, deene viregte Regierungen - wou iwwregens d'DP an den aktuelle Koalitiounspartner LSAP dra waren - net soen: „Ma wat hutt Dir alles gemaach? Näischt!", an et mécht een herno strictement, awer strictement dat selwecht!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- (...)

(Micro non allumé)

Jo! Wëllkomm u Bord!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo! Jo! Also et ass eigentlech e bëssen esou, wann Der mech schonn uschwätzt, Här Di Bartolomeo: Wann Elteren, déi da responsabel sinn oder mengen, si wieren et, géife soen: „Mir maachen elo mol e Prêt an da leeë mer eise Kanner e Spuerbuch un" an no 15 Jore soe se zu de Kanner: „Gesitt der, mir hunn iech e Spuerbuch ugeluecht. A well mer awer de Prêt net zréckbezuelt hunn, huelt dir elo d'Sue vun ärem Spuerbuch an dir bezuelt domat de Prêt, dee mer gemaach hunn, zréck!"

Well, Dir Dammen an Dir Hären, et ass näischt anescht, wat hei geschitt, mat dem Zukunftsfong. Den Zukunftsfong, dee gëtt gespeist mat Scholden an Defizit, deen de Staat alljoers mécht an och an deene leschte Jore gemaach huet - zumindest wat den Zentralstaat ubelaangt -, an et gëtt da gesot: „Mir setzen déi op d'Säit fir déi zukünfteg Generatiounen." A wat geschitt, wann déi zukünfteg Generatiounen herno mussen d'Scholden zréckbezuelen? Da geet et erëm wéi elo: Majo, déi maachen nei Prêten, fir déi Suen, déi virdru geléint gi sinn, erëm zréckbezuelen. An hei huele se och d'Sue vun dem Zukunftsfong, fir d'Scholden zréckzebezuelen.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, mir deele wuel d'Zilsetzung, déi ee mat engem Zukunftsfong kann hunn, mee zu der Aart a Weis, wéi deen Zukunftsfong gespeist gëtt a wéi e gespeist gouf déi lescht fënnef Joer, muss ech awer soen: Mat där si mer als CSV net d'accord!

An ech kann Iech och faktuell beleeën, dass viru fënnef Joer schonns souwuel den deemolege finanzpolitesche Spriecher, de Claude Wiseler, wéi och de Michel Wolter, fréiere Minister - iwwregens wéi anerer, et waren och d'Vertrieder vun dem ADR -, deemools genau op deen dote Problem higewisen hunn.

Da gëtt och opgezeechent: Wat ass dann elo mam Tanktourismus? Abee, och do wëll ech soen, dass den eeëmolege Spriecher Claude Meisch 2011, 2012 gesot huet, dass si am Numm vun der DP de virtuellen Ausstig aus dem Tanktourismus géife fuerderen - de virtuellen Ausstig aus dem Tanktourismus! Mee wat ass da geschitt mat dem Tanktourismus? Huele mer schonn eleng: Tanktourismus

ass jo net, dass een nëmmen un der Pompel zaapt, mee do gehéiert och nach vill méi derzou. An et sinn der vill, déi dervu profitéieren, déi zwar all Dag géint den Tanktourismus plädéieren, mee déi awer op anere Wäerter reegelrecht un dem Tanktourismus verdéngen - an dat net nëmmen op der Pompel, mee och zum Beispill op dem Tubak. An Dir Dammen an Dir Hären, wat ass da geschitt mat de Recettë vum Tubak? Sinn déi an den Zukunftsfong gesat ginn? Well déi Leit, déi fëmmen, déi solle jo och iergendwéi eng Kéier krank ginn, an da misste jo Suen do sinn, fir dat ze bezuelen. Abee, d'Recettë vum Tubak, Dir Dammen an Dir Hären, déi si vun 2013, vun dem Untrëtt vun der Blo-Rout-Gréng-Regierung, bis 2019 vu 97 Milliounen op 197 Milliounen Euro pro Joer an d'Luucht gaangen. Ass dann ee Su nëmme vun deenen Tubaksrecetten zousätzlech an den Zukunftsfong gaangen? D'Äntwert ass kloer: nee! Dat heescht, et trëtt een aus dem Tanktourismus eraus - virtuell oder wéi och ëmmer -, et kuckt een, dass een nëmme sozial responsabel Suen hëlt, an et kuckt een, dass een zwar gutt gelieft huet, fir Kaddoen ze verdeelen, lénks a riets, mat deene Milliarden, déi iwwert den e-Commerce erakomm sinn, et seet een och nach, dat wier e Feeler gewiescht vu fréiere Regierungen, mee ech kann lech soen: Ech mengen, et war gutt, dass déi Suen nach als Mouk do waren, well et ass genau mat deene Sue vun dem e-Commerce, wou iwwert déi lescht Joren déi Auswéie vun der Finanzkris vun 2008 an 2009 konnten iwwert d'Jore mat ofgefiedert ginn.

A wa mer dann - jo, Dir kënnt elo de Kapp rëselen, Här Finanzminister, mee ech mengen, dat, wat Der fréier de Leit als kopernikanesch Revolutioun oder Finanzrevolutioun do wollt presentéieren, dat verléiert iergendwann eng Kéier säi Buedem. An ofschléissend wëll ech och nach soen, wa mer bei dem Tanktourismus sinn, dass mir als CSV awer dach d'Iwwerleeung hunn, ob et richteg ass, fir grad elo, grad elo an dëser Zäit d'Leit mat Méibelaaschtungen um Niveau vun der CO_2-Steier, vun Akzisen, fir déi grad elo anzeféieren.

Well zu wat féiert dat? D'Zentralbank, déi huet dat bei engem souwisou scho ganz ugespaante Budgetsdefizit net méi spéit wéi dës Woch, e Méindeg de Moien, nach eng Kéier an der Finanzkommissioun ënnerstrach. D'Zentralbank, déi kuckt dat jo als neutrale Beobachter an déi seet, dass déi Hausse un Akzisen elo an enger éischter Phas zu 150 Milliounen Euro, zu Meereinname féiert. Op där anerer Säit wäert déi Hausse vun den Akzisen awer och en Abroch - an ech zitéieren d'Zentralbank - hu vu minus 27 % um Diesel a minus 18 % op dem Bensinn. Am Tanktourismus sinn et jo net nëmmen d'Lëtzebuerger, déi do tanken, et sinn och anerer, déi tanke kommen an an déi hire Bensinn an anere Länner verfueren. Déi Mindereinnamen, déi doduerch kommen, dass manner getankt gëtt, beziffert d'Zentralbank op 278 Milliounen Euro.

Da kommen nach 50 Milliounen Euro derbäi, déi als sougenannte Crédit d'impôt u Leit, déi manner verdéngen, ausbezuelt ginn. Wa mer dann d'Differenz maache vun deenen 278 Milliounen Euro plus 50 Millioune minus déi 150 Milliounen, déi erakommen, well eeben de Präis an d'Luucht geet, dann hu mer en Delta dovunner, deen negativ ass, vun 178 Milliounen Euro. Duerfir fanne mer et net onbedéngt normal, dass een an ugespaanten Zäiten, wéi mer se de Moment hunn, Defiziter schaaft. An en plus hëlt ee Suen, déi erakommen, an et subventionéiert een domat bis zu 8.000 Euro u Leit, déi sech et kënne leeschten, E-Sportsween ze kafen. Ech soen lech ganz éierlech, dass ech et net normal fannen, dass eng Persoun, déi sech en Auto vun 175.000 Euro wëllt oder ka leeschten, dass déi och nach eng Kéier e Subsid vun 8.000 Euro muss kréien! Een, deen déi Suen huet, fir déi auszegi fir en E-Sportswon, Dir Dammen an Dir Hären, dee muss och, am Interessi vun engem économiquement, socialement Responsabelen, a senger Verantwortung vis-à-vis vun der Gesellschaft déi 8.000 Euro fir säi Spaass a säi Sport nach kënnen opbréngen. Well et ass de Leit dobaussen net ze erklären, dass déi eng Leit op der Pompel musse bis zu 7 Cent weider bezuelen an déi aner, déi profitéiere vu staatleche Primmen, fir hirem Hobby kënnen nozegoen. Dat ass op jidde Fall déi Positioun, déi mir als CSV zu deem Projet hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vun ekonomeschem, sozialem an zukunftsfäegem Handele schwätzen, da si mir als CSV der Meenung - a mir hunn dat och schonns e Freideg de Mëtten an der Finanzkommissioun virbruecht -, dass een och dem Zukunftsfong soll erlaben, deenen zukünftege Generatiounen direkt ënnert d'Äerm ze gräifen. An duerfir stelle mer d'Fuerderung, dass en Deel vun de Sue vun dem Zukunftsfong soll kënne benotzt ginn, fir an de bezuelbare Wunnengsraum ze investéieren. Dat kann direkt sinn, dat kann awer och indirekt sinn iwwert de Wee vun enger Kapitalbedeelegung an der nationaler Wunnengsbaugesellschaft, der sougenannter SNHBM. Dat ka gemaach ginn iwwer eng Augmentation de capital. Eng Kapitalerhéijung ass jo sengerzäit geschitt bei dem Fonds de compensation. Mir sinn der Meenung, dass een dat och sollt maache fir den Zukunftsfong.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Well d'Zukunft vun deenen nächste Generatiounen ze assuréieren … Eng vun de weesentlechen Erausfuerderungen, eng vun de weesentleche Suerge vun deene jonke Leit vun haut, ob se studéiere ginn oder net, dat ass déi, dass se Wunnraum hunn, dass se net mussen déi Säit iwwert d'Musel, déi Säit a Frankräich oder déi Säit an d'Belsch wunne goen, owes, wa se midd geschafft sinn, well se sech hei net méi kënnen eng Wunneng zu normale Präisser leeschten. An duerfir si mer der Meenung, dass déi Sue sollte geholl ginn, fir op der grénger Wiss - jo, och do muss een eng Kéier deen Tabu a Fro stellen - Terrainen opzekafen, dass do de Staat, mengetweegen och nach an Zesummenaarbecht mat Privatinvestisseuren, an d'Héicht baut - well haut kann een och an d'Héicht flott bauen, dat gesäit een um Kierchberg -, fir de Leit do nei Méiglechkeeten ze ginn, zumindest temporär, wa se jonk sinn, fir dass se do en Daach iwwert dem Kapp hunn an dass mer net zu deene Jonke vun haut soen: „Dir sidd gutt, fir duerch Är Bäiträg d'Pensioune vun där Generatioun ze bezuelen, déi et méi einfach hat, a fir de Rescht: Kuckt, wou Der wunne gitt, a wa méiglech oder wann néideg, da gitt Der déi Säit an d'Ausland wunnen!"

An an deem Sënn, Här President, erlaben ech mer och, lech am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun ze iwwerreechen, fir dass an Zukunft och d'Gesetz esou geännert gëtt, dass den Zukunftsfong och kann an Immobilieprojeten an normalen a bezuelbare Wunnengsbau investéieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

- Relu la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) ;

- relu les travaux parlementaires ayant abouti à la création du FSIL ;

- rappelant dans ce contexte que le gouvernement annonçait, dès l'ingrès, i. e. dans le cadre du projet de loi n° 6722, que « la politique d'investissement du fonds souverain s'inspirera étroitement de celle du Fonds de compensation mis en place en 2004 pour gérer la réserve de compensation du régime général de pension, cette dernière ayant déjà fait ses preuves » ;

- notant dans ce contexte

• qu'en 2017, le Fonds de compensation (FDC) a participé à une augmentation du capital de la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) pour un montant de 2,25 millions d'euros afin d'assurer à ladite société d'assurer son expansion de son activité de promoteur social ;

• qu'il résulte toutefois de la politique générale du FSIL approuvée par le Gouvernement en conseil et dont fait partie la stratégie d'investissement, que durant les cinq premières années d'existence du FSIL, seulement certains types d'actions et d'obligations sont acceptés comme classes d'actifs éligibles ;

• qu'autrement dit, des investissements dans des actifs immobiliers seraient exclus ;

• que la construction de logements à prix abordable constitue une priorité, sinon la priorité de notre action politique en faveur de jeunes et des générations futures ;

• qu'il convient donc de soutenir les acteurs en question par tous moyens,

la Chambre des Députés invite le Gouvernement

- à faire en sorte que la politique du FSIL soit revue afin de permettre des investissements directs ou indirects dans des actifs immobiliers situés au Luxembourg.

(s.) Gilles Roth, Martine Hansen, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dem Marc Baum - deen elo net méi heibannen ass, mee den Här Wagner kann em jo da Bescheed soen -, Merci soen, fir dës Interpellatioun ugereegt ze hunn.

Dëst ass fir eis alleguer heibannen eng gutt Geleeënheet, Méiglechkeet, fir sech zu der Investissementsstrategie vun dem Pensiounsfong a vum Fonds souverain intergénérationnel, dem sougenannten Zukunftsfong, ze positionéieren, auszetauschen, dat och am Respekt vun ënnerschiddlechen Ziler, ekonomeschen, sozialen, humanitären a wirtschaftlechen. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt heibanne kee soll mengen, en hätt de Monopol vun deem sozialen, deem humanitären an deem ekologeschen, mir alleguer, denken ech, wëllen deenen Ziler gerecht ginn.

Virop wéilt ech der Regierung a virun allem dem Här Finanzminister Pierre Gramegna fir seng wäertvoll Aarbecht am Beräich vun den nohaltege Finanze felicitéieren. Dat ass an de leschte Joren a besonnesch matzen an der Kris wichteg gewiescht an do ass eng exzellent Aarbecht geleescht ginn. Denke mer besonnesch hei un den Emprunt durable, deen am September vum Staat opgeholl ginn ass an deen eiser Bourse e verstäerkt Profill an deem Beräich wäert ginn!

Iwwregens antizipéiert de Finanzminister hei déi nei europäesch Reegelen an där Matière, déi geschwënn am Kader vun enger neier Richtlinn ëmgesat solle ginn. Datt mer hei, am gudde Sënn vum Wuert, virun d'Kar lafen, ass ouni Zweifel e geschéckte Schachzuch vum Finanzminister, deen eiser Ekonomie an eiser Ëmwelt notze wëllt. Dank sengem Engagement hu mer et fäerdegbruecht, fir eis Finanzplaz als reegelrechten Dréi- an Aangelpunkt vun den nohaltege Finanzen ze positionéieren.

Ech wëll an dësem Kontext nëmmen e puer vun enger laanger Lëscht vun Initiative rappeléieren. Rezent huet Lëtzebuerg, wéi schonn éinescht betount, e Meilestee bei de Staatsobligatioune gesat. Mir sinn dat éischt Land an Europa, dat e sougenannte Sustainability Bond Framework virgestallt huet, also e kloren, prezise Kader, dee genee definéiert, wat mer iwwerhaapt ënner nohaltege Finanze verstinn oder solle verstoen. Heimat hu mer ouni Zweifel eng First-mover-Roll ageholl bei der Ëmsetzung vun der sougenannter europäescher Taxonomie, vum europäesche Reegelwierk, fir dat op Lëtzebuergesch ze soen.

Esou eng First-mover-Aktioun hate mer jo bekanntlech schonn - Dir erënnert lech - an den 80er-Jore vum leschte Joerhonnert, wéi mer als éischt Land déi nei UCITS-Direktiv ëmgesat hunn an domat de Grondstee fir eis Fongenindustrie, déi weltwäit operéiert, geluecht hunn - eng Industrie iwwregens, déi an der Kris gehollef huet, dat solle mer och net vergiessen, dat solle mer eis ëmmer virun Aen halen, eng Fongenindustrie, déi eis gehollef huet, fir eis national Wirtschaft ze stabiliséieren an där schwiereger Zäit, déi mer elo schonn an deene leschte Méint erlieft hunn an déi mer nach eng Zäit warscheinlech mussen duerchreiden.

Wier deem net esou gewiescht, dat wësse mer alleguer heibannen, da wieren eis Staatsfinanzen nach méi däitlech agebrach. Datt mer elo déi europäesch Taxonomie am Beräich vun de grénge Finanzen iwwerholl hunn, dat ass e grousse Bäitrag fir de Positionnement vun der Lëtzebuerger Bourse - besonnesch der grénger Bourse, dem Luxembourg Green Exchange - als Bourse de prédilection fir nohalteg Finanzen ze festegen.

Doriwwer eraus hunn de Finanzminister Gramegna an d'Ëmweltministesch Dieschbourg am Joer 2018 eng Luxembourg Sustainable Finance Roadmap op d'Bee gestallt, déi d'Leaderroll vun eiser Finanzplaz am Beräich vun den nohaltege Finanze weider gestäerkt huet.

An enger weiderer Initiativ, déi am Joer 2016 gemeinsam mat der europäescher Investitiounsbank stattfonnt huet, huet Lëtzebuerg och nach eemol Pionéieraarbecht geleescht, andeem eng Plattform geschaf gouf, déi de Finanzement vu sougenannte Projets climatiques à fort impact" fërdert. Am Domän vum Labelling huet eis Regierung mat hirer Ënnerstëtzung vu LuxFLAG, der Agence, déi en europäesche Pionéier am Beräich vum Labelling vun den nohaltege Finanzen ass, bewisen, datt se d'Wichtegkeet vun der Transparenz vun den nohaltege Finanzen erkannt huet - an dat vill éischter wéi aner Regierungen. Transparenz, jo, Transparenz ass d'Fëllement fir den Erfolleg vu Finanzprodukter, well se schaaft Vertrauen, also Kredibilitéit. Ouni dës Demarche wier d'Entwécklung vun dësem Segment sécherlech net an deem Mooss méiglech gewiescht. Ech halen hei op mat menger Oplëschtung, déi nach ouni Problem kéint weidergefouert ginn.

Jo, mir mussen de Beräich vun den nohaltege Finanze seriö huelen a mat guddem Beispill virgoen. D'DP steet zu 100 % hannert enger nohalteger Politik, grad eeben am Beräich vun de Finanzen. Mir dierfen net vergiessen, datt d'Finanzflëss beim Paräisser Accord als Schlësselvecteur identifizéiert goufen, fir eebe grad Zäregasemissiounen ze begrenzen.

Dowéinst ass et vu grousser Wichtegkeet, datt d'Stratégie d'investissement vun de staatleche Fonge sech och an dës Logik, an dës Lignée aschreift. De Fonds de compensation, also de Pensiounsfgong, ass bei Wäitem - dat ass elo e puer Mol vu menge Virriedner gesot ginn - méi staark dotéiert wéi den Zukunftsfong. Eng ronn 22 Milliarden Euro Reserve vum Pensiounssystem ginn hei de Moment verwalt. An Dir erënnert lech: Zanter 2010 huet dëse Fong ESG-Krittären a seng Investitiounsstrategie integréiert, fir sécherzestellen, datt d'Investissementer am Aklang mat Ëmwelt-, Sozial- a Gouvernance-Krittäre sinn. Aus dëse Krittären huet sech och eng sougenannt Exklusiounslëscht erauskristalliséiert, déi kloer festhält, a wéi enge Beräicher net kann/däerf investéiert ginn. Doriwwer eraus sinn eng sëllege Sous-Fonge vum Pensiounsfong ESG-libelléiert.

Esou eng Lëscht ass vu grousser Wichtegkeet, fir kloer d'Limitte vum Investissementsuniversum ze fixéieren, well et ass eng moralesch Verflichtung an am Interêt vun eis alleguer, datt am 21. Joerhonnert mat ëffentleche Gelder nohalteg gewirtschaft gëtt. Besonnesch beim Pensiounsfong erweist sech dëst net nëmmen als eng moralesch Verflichtung, mee et gehéiert och zu sengem Mandat, zu sengem Optrag.

Wat mer eis awer all virun Ae féiere mussen, dat ass, datt dës Exklusiounslëschten ni fir en totale Konsens suerge wäerten. Dat läit an der Natur vun esou enger Oplëschtung, well et keng kloer Definitioun fir Nohaltegkeet gëtt, wéi och Greenpeace an engem Gespréich, wat ech mat hinnen d'ailleurs zweemol hat, festgestallt huet. Trotzdeem musse mer haut de Constat maachen, datt de Pensiounsfong - wann och nëmme marginal, ongeféier 1 % vum ganze Kapital - an d'Produktioun vu fossille Brennstoffer investéiert huet. Dat ass kengesweegs de Fall, well de Pensiounsfong seng Liste d'exclusion net anhale géif, mee et läit dorunner, datt déi sougenannt ESG-Krittären esou Entreprisen eeben net total ausschléissen, notamment wéinst der sougenannter Best-in-class-Approche, déi och déi bescht Schülerentreprisen aus klimaschiedlechen Industrien als ESG-konform hält. A genau do muss gekuckt ginn, wéi een an Zukunft méi streng Krittären ausschaffe kann, fir eisen Ziler vun enger nohalteger Gestioun vun ëffentleche Finanzen nach méi no ze kommen. De Finanzminister sot et jo deslescht an der Finanzkommissioun - leschte Freideg, wann ech mech gutt kann erënneren -, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e sot, datt een d'Lat jo ëmmer méi héich leeë kann.

De Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg, den Zukunftsfong also, huet e ganz aneren Notze wéi de Pensiounsfong. Hei geet et drëms - wéi de Gilles Roth et och schonn esou schéi sot, et ass awer ganz richteg -, eng Mouk fir déi kommend Generatiounen unzespueren. Dëse Fong, deen nach relativ nei ass, gouf jo 2014 am Kader vun deem berüümten Zukunftspak an d'Liewe geruff. Et war eng richteg a wichteg Entscheedung, fir dëse Fong ze schafen. Mat dëser Initiativ ass endlech en Ufank gemaach ginn, jo, dat a schwieregen Zäiten, ma et war en Ufank, e Grondsteen, deen derwäert war, geluecht ze ginn.

An der Sëtzung vun der Finanz- a Budgetskommissioun leschte Freideg krute mer dann och matgedeelt vum Här Finanzminister, datt den Zukunftsfong den Ament eng ronn 385 Milliounen Euro verwalt. Dëse Fong ass also nettement méi kleng wéi de Pensiounsfong an et kann ee se net ouni Weideres esou matenee vergläichen, och wat d'Gestioun ugeet, dat ass jo och virdrun ugeklongen.

Mir als DP-Fraktioun begréissen déi konstruktiv an déi transparent Diskussiounen, déi mer leschte Freideg mam Finanzminister zu deem Theema haten. Transparenz gouf d'ailleurs och vun eise Kolleege vun déi Lénk begréisst. Ech hat esou schéi gesot, datt ech géif begréissen, datt si och eemol géife begréissen. Mir kruten erkläert, datt 100 % vun den Aktien aus dem Zukunftsfong konform sinn zu de Krittäre vun der Exklusiounslëscht vum FDC, dem Fonds de compensation, also dem Pensiounsfong. Bei den Obligatioune sinn 99 % vun den Investissementer konform zu der aktueller Lëscht, der Exklusiounslëscht vum Pensiounsfong. Summa summarum sinn 0,6 % vum Fonds souverain, Zukunftsfong, net en ligne mat der genannter Lëscht, wat wierklech awer e ganz klengen, jo gerénge Brochdeel duerstellt, well wien et ganz genee wësse wëllt: Déi 0,6 % entspriechen de Moment 2,3, 2,4 oder 2,5 Milliounen Euro.

Dës kleng Deviatioun huet och eng Erklärung: well den Zukunftsfong den Ament nach ze kleng ass, net ëmfangräich genuch ass, fir eng aktiv Gestioun ze maachen, an et soumat net déi effizientste Manéier war, fir a Fongen ze investéieren. Dat huet natierlech den Nodeel, datt ee keng honnertprozenteg Kontroll huet iwwert de Choix vun Entreprisen, an déi investéiert gëtt. Dat ass richteg. A fir deem entgéintzewierken, huet den Zukunftsfong sech engagéiert, fir ab 2018 d'Prinzippie vum Investissement socialement responsable ze implementéieren, ëmzesetzen, andeems just nach a Fongen investéiert gëtt, déi eeben dëse Krittäre gerecht ginn oder solle ginn.

Ganz positiv ass souguer, datt den Zukunftsfong zanter Juni vun dësem Joer integral an esou Fongen investéiert. Och an dësem Kontext heescht dat selbstverständlech net, datt ee sech net méi héich, also nach méi usprochsvoll Ziler setze soll. Wéi an der Vergaangenheet verschléisse mer eis allzäit als DP-Fraktioun dëser Diskussioun, dësem Debat iwwerhaapt net.

D'Nohaltegkeet vun dësen Investissementer ass a muss eng Prioritéit fir d'Investitiounsstrategie sinn. Mir dierfen trotzdeem net vergiessen, datt dëst net déi eenzeg Prioritéit ass an datt och keng Prioritéit d'Erreeche vun engem aneren Zil, engem aneren Objektiv a Fro stelle kann oder kompromettéieren dierf. Dës Fongen hunn, dat däerfe mer och net vergiessen, eng Responsabilitéit vis-à-vis vum Steierzueler respektiv vis-à-vis vun deenen, déi versécher t sinn, den Assuréen. Si däerfen also net eesäiteg ausgeriicht sinn, sech also net op eng Uni- oder Bidimensionalitéit begrenze loossen. Nieft der sozialer an der nohalteger Verantwortung mussen dës Fongen och eng Wirtschaftlechkeet hunn.

D'Nohaltegkeet ass jo och esou definéiert. Si huet dräi Aspekter: dat Soziaalt, dat Ekologescht an dat Wirtschaftlecht. Et geet jo letzten Endes drëm, fir d'Kapital esou ze investéieren, datt et och Friichten dréit. Dat heescht selbstverständlech net, datt dëst net am Respekt vun nohaltegen, humanitären, soziale Krittären - nennt et, wéi Der wëllt - méiglech wier. Et soll awer och hei nach eemol op dëser Tribün an Erënnerung geruff ginn, datt den Aspekt vum Risk-adjusted return vun de Fongen net vergiess däerf ginn. Dat heescht konkreet, datt ee sech ëmmer virun Aen hale muss, datt Risken a Rendement vun den Investissementer an e Gläichgewiicht, an eng Balance musse bruecht ginn an datt een d'Erreeche vun engem gesonde Rendement net däerf iwwersinn. Jo de gesonde Rendement däerf een net aus dem Bléck verléieren. Mir wëlle jo aus dem Kapital, dat an de Fong fléisst, eppes maachen, virun allem och a grad beim Zukunftsfong, wou et jo ëm déi méi jonk Generatioune geet.

Dat erënnert lech vläicht un d'Parabel vun den Talenter, eng Geschicht, e Gläichnis aus engem bekannten Text aus der Antiquitéit, an deem déi belount ginn, déi aus dem Kapital - da kommt, mir soen dem Gold, well d'Talenter si mat Gold verglach ginn -, den Talenter, déi den Här sengen dräi Dénger uvertraut hat, ier en op d'Rees goung, eppes gemaach hunn, déi also d'Suen net um Koup leie gelooss, jo vergruewen hunn, mee se am Vertraue gutt, also verantwortlech investéiert hunn.

(M. Claude Wiseler prend la présidence.)

Dir erënnert lech un dës Parabel, si ass d'ailleurs de 15. November weltwäit virgelies ginn. Zwee vun den dräi Dénger, déi d'Talenter uvertraut kruten, sinn där Zilsetzung gerecht ginn. An zum drëtten Dénger, deen d'Kapital einfach an der Äerd vergruewen hat, sot den Här: „Du bass e schlechten a faulen Dénger. Häss de mäi Geld wéinstens op d'Bank bruecht, dann hätt et alt Zënse bruecht." Bon, déizäit gouf et jo nach bekanntlech Zënsen. E sot och nach aner Saachen, mee déi kennt Der jo.

An esou ass et och hei bei de Fongen.

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

E sot - da soen ech lech et -: „Werft den nichtsnutzigen Diener hinaus in die äußerste Finsternis! Dort wird er heulen und mit den Zähnen knirschen."

(Hilarité)

An esou ass et och hei bei de Fongen. Mir mussen dat ugespuertent Geld verantwortlech an op diversifizéiert Manéier investéieren. An dat bedeit och, datt een net all d'Eeër an dee selwechte Kuerf leet.

Esou wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, musse besonnesch d'Investissementer vum Pensiounsfong d'Zil hunn, fir d'Perennitéit, also déi laangfristeg Stabilitéit vum Pensiounsfong, ze erreechen. Nëmmen esou kënne mer sécherstellen, datt de Finanzement vun den zukünftege Pensiounen ofgesécher t ass. A bei deenen zwee Fonge muss dofir ënner anerem séchergestallt ginn, datt d'Investissementer am Aklang mat der Portfoliotheorie sinn an de Risiko streeën, wat virun allem bedeit, éischtens a verschidden aktiv Klassen, zweetens a verschidde Secteuren an drëttens a verschidde Regiounen ze investéieren.

Doriwwer eraus soll awer, wéi schonn ugedeit, iwwer nach méi streng ESG-Krittären an d'Investissementsstrategie vun dëse Fongen nogeduecht ginn, also gekuckt ginn, wéi een nach méi sozial ekologesch investéiere kann. Ech erënneren, wéi gesot, do un dem Pierre Gramegna seng berüümte Lat aus der Finanzkommissioun. Mir begréissen dowéinst d'Annonce, datt an enger enker Zesummenaarbecht tëscht dem Finanz-, dem Sozialminister an der Ëmweltministesch am nächste Joer weider u Krittäre soll geschafft ginn.

Eng weider gutt Nouvelle ass och, datt gekuckt gëtt, wéi Synergien tëscht dem Pensiouns- an dem Zukunftsfong kënne geschaf ginn. Domat wäert, am Respekt natierlech vun hire jeeweilege Missiounen - a wann ech Missioune soen, soen ech jo och Zilsetzungen -, d'Kohärenz vun den Investitiounsdecisioune gestäerkt ginn.

Fir dës Zilsetzung erfëllen ze kënnen, ass et wichteg, datt d'Bewäertung vun der sougenannter Performance environnementale vum Pensiounsfong finaliséiert gëtt. Dës Bewäertung soll als Basis dengen, fir Pisten auszeschaffen, déi d'Krittäre vun der Nohaltegkeet an der gesellschaftlecher Verantwortung vun dëse Fonge stäerke kënnen. Et gëllt awer och, fir driwwer nozedenken, wéi dës Fongen - am Respekt vun enger gesonder Diversifikatiounsstrategie - bei anere Prioritéiten hëllefe kënnen, notamment am Beräich vum soziale Wunnengsbau. Meng Virriedner hunn dat jo och scho gesot - ech hunn et extra nogekuckt an ech hunn och do rezent mam Kolleeg Max Hahn eng Question parlementaire gestallt -: Do gouf et oder gëtt jo schonn am Beräich vum soziale Wunnengsbau - Dir erënnert lech, datt de Pensiounsfong an deem Beräich jo elo rezent aktiv ginn ass - dee Projet zu Gréiwemaacher, wou abordabele Wunnraum mat der Hëllef vum Pensiounsfong geschaf gouf. De Pensiounsfong huet also hei an de Parc immobilier locatif, heiheem, investéiert. Natierlech ass do Spillraum no uewen, Här Baum, richteg.

Wichteg ass, datt eng Analys gemaach gëtt, a wéi enge Proportiounen dës Fongen hei e Bäitrag leeschte kënnen, wuel wëssend, datt den Zukunftsfong, par rapport zum Pensiounsfong, dach nach e klenge Fong ass ouni aktiv Gestioun, well déi géif de Moment ze deier ginn.

Wichteg ass och, fir hei de beschtméiglechen Equiliber, déi richteg Balance tëscht all den Zilsetzungen, all den Objektiver ze fannen, déi ech virdru genannt hunn.

Des Weidere muss an dësem Kontext och gekuckt ginn, wéi eng Méiglechkeeten et gëtt, fir eventuell Verbesserunge bei der Struktur vun dëse Fongen, den Entscheedungsprozesser souwéi der Transparenz an och dem Monitoring - fir deen net ze vergiessen - vun den Investitiounsdecisiounen ze identifizéieren.

Mir jiddefalls als DP-Fraktioun sinn zouversiichtlech, datt déi zoustänneg Ministeren Dieschbourg, Gramegna a Schneider no den néidegen Analysen a Konklusiounen d'nächst Joer an dësem Zesummenhang mat engem gudde Modell, engem Framework, fir e modernt Wuert ze benotzen, an déi zoustänneg Chamberskommissioune wäerte kommen, e Modell, deen all dës Zilsetzungen nach besser ënner een Hutt brénge wäert, ewéi dat schonn haut de Fall ass. Wéi gesot, et kann een et ëmmer besser maachen.

Voilà, dat soll geschéien, jo, zum Wuel vun den zukünftege Generatiounen, zum Wuel vun den Assuréen, deene Versécherten, an zum Wuel vun de Steierzueler, zu deene mer heibanne jo sécher alleguer och gehéieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Président de séance.*- Merci, Här Bauler. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen, Kolleegen, merci och dem Marc Baum fir d'Interpellatioun, déi zu engem gudden Zäitpunkt fixéiert gouf. Leschte Freideg huet de Finanzminister eis de Bilan gemaach vum Zukunftsfong an awéiwäit d'Placementer den nohaltege Krittären entspriechen an de Rapport iwwert den ökologeschen, soziale Foussofdrock vum Rentefong steet virun der Dier. Mir sinn drop an drun, en ze kréien, dat virum Hannergrond vun engem vill méi grousse Verantwortungsgefill an der Gesellschaft an an der Politik, awer och ëmmer méi an der Ökonomie fir eise Klima, eis Ëmwelt, eis sozial Verantwortung, fir de Respekt vun internationale Konventiounen an esou weider.

Et gëtt haut e breede Konsens, fir keng knaschteg Firmen direkt oder indirekt ze ënnerstëtzen. Mir leenen Investissementer an Entreprisen oder Konzerner of, déi hire Geschäftsmodell op Kanneraarbecht, sozialen Dumping, Waffen-, Mënschenhandel oder Raubbau un der Ëmwelt an um Klima opbauen.

Et huet sech am leschte Joerzéngt esou munches op deem Gebitt gedoen, mee wéi dat virdru schonn e puer Mol ënnerstrach ginn ass: Et bleift Loft no uewen.

Duerch déi ëmmer méi grouss Opmierksamkeet fir déi Problemer si Labelen entstanen, et goufe Certificatiounen an d'Liewe geruff, fir bei engem ëmmer méi groussen Deel vun de Finanzproduiten ze kontrolléieren a kloer ze vermëttelen, dass dëse Krittäre vu Responsabilitéit - sozialer an ekologescher Natur - Genugtuung geschitt.

D'Theema vun der Interpellatioun ass d'Investitiounspolitik vum Fonds de compensation, oder méi einfach gesot: eisem Pensiounsfong, eisem private Pensiounsfong - well am ëffentleche Secteur gëtt et leider dee Pensiounsfong net -, a vum Fonds souverain intergénérationnel, dem FSIL, oder méi einfach gesot: dem Zukunftsfong, woubäi tëschent deenen zwee awer däitlech Ënnerscheeder bestinn, Ënnerscheeder net nëmme vum Volume hier - op där enger Säit si beim Pensiounsfong 23 Milliarden an der Cagnotte, Stand 20. November, géintiwwer 326,7 Milliounen Enn 2019 am Zukunftsfong -, et gëtt och Ënnerscheeder, wat d'Natur ugeet. De Fonds souverain, den Zukunftsfong, ass e reng staatleche Fong an de Pensiounsfong ass en Établissement public. E gëtt vun de Rentecotisatioune vun Assuréen, Employeuren a Staat gespeist, déi nom Ausbezuele vun de Renten iwwreg bleiwen.

De Pensiounsfong gouf mam Gesetz vum 6. Mee 2004 geschaf, ass zënter 2007 operationell a soll d'Perennitéit vum allgemenge Pensiounsregimm hëllefen ofzesécheren, fir fir d'Sécherheet vun de Placementer ze suergen, déi diversifizéiert sollen ugeluecht ginn.

Am Ufank gouf vun der Regierung just de Prozentsaz vun deene verschiddene Kompartimenter definéiert, mee no an no - net zulescht dank konstruktiven Diskussioune mat der Zivillgesellschaft - koumen aner Richtlinnen dobäi, net onbedéngt a Gesetzer, mee am Dialog mat der Zivillgesellschaft an och am Dialog mat dem Pensiounsfong a mat deenen, déi d'Verantwortung droen am Pensiounsfong, an dat ass jo net nëmmen de Staat, mee dat sinn d'Assuréen an dat sinn d'Employeuren.

De Pensiounsfong huet an deene leschten 13 Joer seng Missioun, fir d'Reserve wuessen ze loossen, op eng impressionnant Aart a Weis erfëllt. En huet mat 4 Milliarden Avoir ugefaangen, Stand 2004, a läit haut, Stand November, wéi gesot bei bal 23 Milliarden - dat mécht 4,5-mol d'Joresausgabe vun dem allgemenge Pensiounsregimm aus, déi bei zirka 5 Milliarden am Joer 2021 wäerte leien.

Nieft den iwwerschëssege Cotisatiounen - am Joer 2021 wäerten dat nach ronn 300 Milliounen sinn, dat war schonn emol méi héich, mee dat war och schonn emol méi niddreg - huet de Fong, zënter dass e besteet, zirka 9 Milliarden erwirtschaft. Also niewent dem Cotisatiounsiwwerschoss huet de Fong iwwer seng Placementer ronn 9 Milliarden erwirtschaft - dat ass och net näischt, wéi den Här Bauler richteg seet. Dës Reserve sinn héich, mee mir brauche se zesumme mat anere vernënftege Moosssnamen, fir eis Renten haut a muer ofzesécheren.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass et dës Reserven net oder an engem wäitaus méi gerénge Moosstab géif ginn, wann d'Sozialpartner an de Staat net fräiwëlleg bereet wären, fir méi héich Beiträg ze bezuelen, wéi dat fir d'Joresdepensen an d'Minimalreserven noutwendeg wär.

Hei gëtt et also och esou eppes wéi e Pakt tëschent dem Staat an de Sozialpartner, fir méi an d'Cagnotte eranzeleeën, wéi dat gesetzlech geschëlt wär - dat ass, mengen ech, eemoleg. Dat gëtt et kaum an engem anere Land, well warscheinlech, wann esou eng Situatioun do gewiescht wär, wär déi éischt Fuerderung gewiescht: „d'Cotisatiounen erof!" - kuerzsiichteg gesinn! Hei, mengen ech, gëtt et och e responsabele Placement vun deenejéinegen, déi responsabel si fir dee Pensiounsfong.

Merci, mengen ech, muss een der responsabeler Gestioun vun de Sozialpartner an dem Staat soen, wann een dat Ganzt suivéiert huet. Si hunn och de Pensiounsfong en bon père de famille geréiert, wa mer elo kucken, wat den Ertrag ass. Dat ass awer och en Element, dat een net soll aus den Ae verléieren, well dat ass d'Haaptmissioun, déi legal Missioun, déi de Fong haut huet, an do huet en zwou Oplage gehat: dat diversifizéiert ze maachen an am Interêt vun der Vermeerung vun de Reserven.

Ech hu virdrun ënnerstrach, dass wa mer an den Exklusioune weiderfueren - an do ass an deene leschte Jore vill gemaach ginn a Richtung vun enger méi nohalteger Placementspolitik, souwuel um sozialen, ekologeschen an humanitäre Plang -, da musse mer och d'Sozialpartner mat an d'Boot kréien. Dat gëllt och, wa mer a Richtung Exklusioun vun deem engen oder aneren Departement oder Element vun deem Fong gi wéi zum Beispill d'Fossillenergien. Dat géif och gëllen, wa mer géife soen: „Mir wëllen am Secteur vun den Elektrobatterië keng Elektrobatterien, deenen hiert Réimaterial mat Kanneraarbecht oder ënner onméigleche Konditioune beschaf gouf." Iwwregens ass dat eng Iwwerleeung, déi mer musse féieren.

An op där anerer Säit: Wa mer wéilten, dass zum Beispill e Fong wéi eise géif investéieren an esou e Projet wéi den Airbus vun der Autosbatterie, wéi en am Moment um europäesche Plang eruräift, oder an en europäesche Projet wéi den Airbus vun dem Hydrogène, wär duerchaus ze iwwerleeën, ob de Fong net och kéint e Partner do derbäi sinn.

Et muss ee soen, dass sech effektiv enorm vill um Terrain gemaach huet. Ënner anerem huet de Fong sech an deene leschte Joren ëmmer méi un deenen internationale Konventiounen orientéiert. Et ass virdru gesot ginn: Aus deenen Diskussiounen, déi mer hate mat Expertsgruppen, mat der Zivillgesellschaft, sinn eng 120 Firmen - jo, et kann ee roueg soen: méi knaschteg Firmen - eliminéiert ginn an dat war och gutt esou.

Zënter 2011 huet de Pensiounsfong och Froen a Krittären iwwert d'sozial responsabel an durabel Investitiounspolitik an den Appel d'offre vun de Gérants de portefeuilles integréiert. En Deel vun den Aktioune gëtt zënter 2012 exklusiv no ESG-Krittären, also am Respekt vu Krittäre vun ekologescher a sozialer Responsabilitéit a gudder Gouvernance - placéiert.

Zënter 2015 huet dat Kompartiment den offizielle Label „ESG Luxembourg Finance Labelling Agency (LuxFLAG)" kritt. Doriwwer eraus sinn zwee Gérants de portefeuille an de Beräicher Immobilier als Member vum GRESB, dem Global Real Estate Sustainability Benchmark, unerkannt. D'Kompartimenter hunn eng Nott vun 72 % erreecht, wat eng extreem héich Bewäertung ass.

2017 gouf d'Stratégie d'investissement iwwerschafft an deem Sënn, dass d'Krittäre vum Développement durable a vu sozial responsabelen Investissementer nach méi staark berücksichtegt ginn. Et geet drëms, dem Engagement vu Lëtzebuerg nozekommen um Niveau vun den Accords de Paris, also am Beräich Ekologie an Ëmwelt a Klimaschutz, mee och am Zesummenhang mat den Objektiver vun der Agenda 2030 vun de Vereenten Natiounen.

Duerch dës Beméiungen hu fënnef Kompartimenter vun der SICAV-FIS zënter Oktober 2018 de Label ESG vu LuxFLAG, dat heescht also, dass si d'Krittäre vun ekologescher a sozialer Responsabilitéit a gudder Gouvernance erfëllen.

E weidert Beispill: zwee nei Kompartimenter, déi e positiven Impakt um Niveau vun der Ëmwelt sollen hunn oder eng Investissementsstrategie opgrond vun den ESG-Krittäre sollen ëmsetzen. Dat eent besteet exklusiv aus Green bonds an dat anert investéiert exklusiv a cotéiert Societéiten, déi nieft dem finanzielle Rendement e sozialen an en Ëmweltimpakt hunn.

An de Rapport de durabilité, deen ech virdrun ugeschwat hunn, steet elo virun der Dier a soll hëllefen, fir eventuell Investitiounsstrategien weider unzepassen. Et ass eng ganz gutt Initiativ, déi geholl ginn ass, an ech ginn dovun aus, dass d'Chamber eng Prioritéit wäert hunn, fir dee Rapport kënnen zur Kenntnis ze huelen. Ech mengen, en ass an der Press - also an der Drockerpress, net an där anerer Press.

Doniewent ass de Pensiounsfong, wat de Beräich vum Logement ugeet, och en appreciabelen Acteur. En ass ënner anerem Aktionär vun der SNHBM, Société nationale des habitations à bon marché. Mat 25 % vum Kapital ass en den zweetgréissten Aktionär niewent dem Staat - dat gëtt heiansdo vergiess - an en huet selwer eng Rei vun Urbanisatiounsprojeten an Ugréff geholl. Iwwer 600 Wunnenge wäerten an deenen nächste Joren, wéi erwäänt, um fréiere Sëtz vum Centre commun de la sécurité sociale zu Hollerech, respektiv an der Nordstad, mee méiglecherweis och op anere Plazen, entstoen.

Jo, do ass Loft no uewen. De Prozentsaz vun de Placementer gesäit vir, dass de Fong ka bis zu 5 % an den Immobilier placéieren. Déi 5 % sinn näischt Immuabeles, de Fong kann duerchaus, wann et gewënscht ass, doriwwer erausgoen. Da muss een dee Schlëssel natierlech änneren. Mee bon, ech sinn der Meenung, dass et beim Wunnengsbau manner eng Geschicht ass vun net disponibele Kreditter, mee vun aneren Elementer, a wann all déi Elementer geléist sinn an et gëtt Geld gebraucht, da ginn ech dovun aus, dass de Fong ee vun deenen éischten ass, dee seng Servicer wäert ubidden.

Ënnert dem Strëch also ginn et grouss Beméiunge beim Pensiounsfong, fir ëmmer méi a Richtung responsabel Placementer ze goen - responsabel fir dat Soziaalt, mee awer och responsabel fir Klima an Ëmwelt -, dat ëmsou méi, well fréier ass ëmmer gemengt ginn, déi responsabel Placementer, déi géife manner abréngen, e manner héije Rendement; haut ass dat ganz kloer beluecht net méi onbedéngt wouer. Et ass net ëmmer de Fall, dass se méi gënschteg sinn, mee wann een awer alles kuckt, ënnert dem Strëch, wat de Rendement ass a Saachen Zënse respektiv a Saache méi Gelder, déi erakommen, an dann op där anerer Säit dat an d'Woschuel eragehäit, wat et u Plus-value bréngt fir dat, wat fir eis Prioritéite sinn am Sozialen, Ekologeschen, Klimateschen an esou weider, jo bon, dann, mengen ech, ass de Kont gutt; le compte est bon. Da bréngen déi responsabel Investissementer u sech deenen, déi placéieren, méi wéi déi, déi just no Geldwäerter kucken, an dat ass, mengen ech, extreem wichteg, dass mer och dat am A behalen.

Mir - an ech schwätzen do fir meng Partei - si jiddefalls der Meenung, dass mer déi Beméiungen a Richtung responsabel Placementer solle ganz kloer verstäerken, dat awer, net ze vergiessen, am Dialog mat deenen, déi de Pensiounsfong matsteieren - dat sinn d'Sozialpartner.

Ech mengen net, dass do grouss Blocagë kommen, mee et kann een net hei par la loi du mufti einfach eppes soe bei eppes, wat engem net gehéiert. De Pensiounsfong gehéiert net dem Staat, de Pensiounsfong gehéiert den haitegen an den zukünftege Pensionären, also muss een, mengen ech, och

dorop Rücksicht huelen an et kann een net einfach, ouni mat deenen, ëm déi et geet, doriwwer diskutéiert ze hunn, hei Decisiounen aus der Hëft eraus huelen. Mir musse se mat abannen a mir mussen an eiser Demarche fir Kohärenz suergen. Et ass virdru schonn ugedeit ginn: Wa mer op där enger Säit soen, dass mer aus deenen engen oder anere Beräicher eraus musse goen, jo, da musse mer deem och Rechnung droen an eiser allgemenger Politik, net nëmmen an der Placementspolitik, mee - an de Minister huet dat och schonn ugedeit - och an eiser Finanzpolitik, insgesamt an eiser Budgetspolitik an an eisem Verhalen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wa mer eis aneschters verhalen, wéi mer fuerderen, dass an eenzelnen Departementer soll agéiert ginn, da si mer eis selwer net trei.

Ech wëll net länger op de Fonds souverain intergénérationnel agoen, just soen, dass deen éischte Rendement, wou mer kënnen driwwer schwätzen, appreciabel ass, och wann de Fong ganz grouss Efforte mécht, fir déi responsabel Placementer ze respektéieren. De Finanzminister huet eis de leschte Freiden de Bilan virgeluecht an och d'Perspektiven an ech mengen, do si mer duerchaus op der richteger Schinn. Ech sinn absolutt d'accord mat deene Kolleegen, déi der Meenung sinn, dass et zwar Fonge sinn, déi verschiddenaarteg Naturen hunn, mee déi duerchaus kënnen zesummeschaffen an hirer Politique de placement, awer och an hire Krittäre fir hir Placementer. Dat ass mengen ech eppes, wat op der Hand läit, an ech mengen net, dass do Blocagë wäerte kommen.

Déi Fuerderung vum Ausstig aus de fossillen Energien ass eng vun enger Rei vun aneren, ass absolutt diskutabel, mengen ech. Ech hunn och bei kengem hei eng Fin de non-recevoir héieren, mee et kann een déi Lëscht awer nach belibeg fortsetzen: Tubak, Alkohol an, an, an - muer vläicht Cannabis, da wär vläicht net jiddweree frou, wann an de Cannabis investéiert géif ginn, anerer géife mengen, dat wär en nohaltegen Investissement.

Bon, ech wëll just soen, wann een déi dote Froen opwerft - zu Recht -, soll een eng Kohärenz dra kréien an et soll een net nëmmen eng Säit vun der Medail gesinn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech hu vun de Majoritéitsfraktiounen an och vum Kolleeg vun de Piraten de Go kritt, fir eng Motioun ze deponéieren, wou doraus erausgeet, wat fir eng Efforten elo am Moment an an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, fir bei eise Placementer - souwuel am Pensiounsfong wéi am Zukunftsfong - deenen nohaltege Krittäre Rechnung ze droen, och kloer d'Missioun, wa mer Saachen änneren, dat am Dialog mat deene Betraffenen ze maachen, ze kucken, ob hei oder do legal Adaptatiounen noutwendeg sinn. Bis elo sinn all déi Kurskorrekturen ouni legal Adaptatioune méiglech gewiescht. Et ass virdru gesot ginn, et wäre keng kloer Direktiven do gewiescht, an an enger ganzer Rei vu Fäll ware scho ganz kloer Direktiven do, soss wär net dat geschitt, wat um Terrain geschitt ass.

Dann: Synergië sichen, jo, dat kënnt och an der Motioun vir; méi Engagement fir erschwéngleche Wunnengsbau ze schafen, jo, do gi ganz grouss Efforte gemaach vum Pensiounsfong, mee wann et noutwendeg ass, ass do Loft no uewen. D'Moyene sinn do, wa se gebraucht ginn am Wunnengsbau. An all déi aner Froen, déi de Wunnengsbau blockéieren - ech ënnersträichen dat -, déi sinn am Gréff. Majo, da mengen ech, ass de Fong ee vun deenen éischten Uspriechpartner, déi bereet sinn, do mat unzepaken an, last but not least, fir wann d'Zäite besser sinn, den Zukunftsfong méi staark ze speisen.

Et kann een ëmmer soen, vun 2013 u wär en net genuch gespeist ginn. Ech wëll just soen, dass een net bei 2013 soll ophalen, mee dass een duerchaus ka soen, en hätt och vun 2004 bis 2009 a vun 2009 bis 2013 iwwerhaapt kënnen erfonnt a gespeist ginn. Jo, dat kann een ëmmer alles soen. Ech jiddefalls huelen d'Kompliment un déi successiv Sozialministere gär un, déi aus 4 Milliarden der 23 gemaach hunn - oder matgehollef hunn, soe mer mol esou, si hu se jo net selwer gedréit.

Merci villmools.

Här President, ech iwwerreechen Iech heimat d'Motioun.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le Fonds de compensation (FDC), créé par la loi du 6 mai 2004, a pour mission de gérer la réserve du régime général de pension et d'en assurer la pérennité en veillant au placement des avoirs respectant les principes d'une diversification appropriée des risques ;

- considérant que le FDC gère la réserve du régime général de pension selon le principe tripartite par les assurés, les employeurs et l'État ;

- considérant que depuis 2010, le FDC a intégré une politique d'investissement socialement responsable au sein de sa stratégie d'investissement, dans le respect du cadre légal existant ;

- considérant que l'intégration des aspects de durabilité, et plus précisément de critères environnementaux, sociaux et sociétaux et de gouvernance (critères ESG), dans les décisions d'investissement du FDC ne relève pas seulement d'une question de responsabilité morale, mais qu'elle résulte aussi des obligations fiduciaires découlant de son mandat ;

- considérant que l'accord de Paris ratifié en 2016 identifie les flux financiers comme l'un des vecteurs clés de la limitation des émissions de gaz à effet de serre et engage les États à prendre leurs responsabilités ;

- considérant qu'il appartient à l'État de promouvoir l'investissement socialement responsable, tant en ce qui concerne les fonds publics, qu'en ce qui concerne les fonds alimentés en partie par les deniers publics ;

- considérant que l'intégration des critères ESG permet de limiter les risques matériels correspondants du changement climatique et de transformation ;

- considérant qu'un certain nombre d'études font ressortir que les investissements respectant les critères ESG peuvent comporter un risque plus bas et sont susceptibles de générer un rendement plus élevé sur le long terme par rapport aux investissements « traditionnels » ;

- considérant qu'au-delà des considérations environnementales, éthiques et sociales, la politique d'investissement du FDC peut contribuer à relever d'autres défis structurels de notre société, tel le manque de logements à prix abordable, tout en respectant son cadre légal ;

- reconnaissant qu'une évaluation de la performance environnementale du FDC est en voie d'achèvement et que Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a d'ores et déjà exprimé sa volonté d'en discuter les conclusions avec des acteurs de la société civile ;

- considérant que l'accord de coalition 2018-2023 concernant le FDC prévoit que

• les placements du FDC doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques, tout en adoptant une approche d'investissement responsable aux niveaux social et environnemental ;

• il convient dans ce contexte, d'une part de développer les investissements du FDC dans le logement locatif à coût modéré ;

• il s'agit, d'autre part, d'élaborer et d'appliquer des directives claires au sujet de l'orientation des investissements vers le secteur de la finance verte et durable et,

• à ce sujet, un dialogue sera entamé avec les partenaires sociaux et la nécessité d'une modification de la législation sera analysée ;

- considérant que le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL), créé par la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015), a pour mission de réaliser une épargne dont les revenus pourront être utilisés, sous certaines conditions et dans certaines limites, pour contribuer au bien-être des générations futures ;

- reconnaissant que le FSIL a procédé aux premiers investissements à partir de 2016, qu'il gère des actifs d'un volume largement inférieur au FDC et qu'il vise - du moins au cours de ses premières années - à procéder à des investissements de façon aussi efficace que possible ;

- considérant que le FSIL s'est engagé sur la voie d'une intégration des principes de l'investissement socialement responsable (ISR) à partir de 2018, en investissant dans des fonds suivant une politique d'investissement responsable, et que le portefeuille actions est intégralement investi depuis juin 2020 dans des fonds à vocation ISR ;

- considérant que l'accord de coalition 2018-2023 concernant le FSIL prévoit que

• le Gouvernement s'engage sur la voie d'une diversification des sources de financement ;

• la politique d'investissement du FSIL sera également orientée vers les critères de la finance responsable,

invite le Gouvernement à

- analyser si un aménagement du cadre légal du FDC et du FSIL en vue de l'application de directives claires au sujet de l'orientation des investissements vers le secteur de la finance durable et socialement responsable s'avère nécessaire ;

- œuvrer, au sein des instances décisionnelles des fonds publics, respectivement des fonds financés en partie par l'État, pour incorporer davantage les critères ESG et les objectifs climatiques de l'accord de Paris lors de la prochaine révision des stratégies d'investissement respectives ;

- effectuer une analyse plus poussée et conjointe au niveau du Ministère de la Sécurité sociale et du Ministère des Finances sur les possibilités d'intégrer de façon plus conséquente les critères de durabilité et de responsabilité sociétale et environnementale dans les stratégies d'investissement du FDC et du FSIL, en recherchant également des synergies entre les deux fonds au niveau pratique, compte tenu de l'organisation de chaque fonds, et en assurant une meilleure cohérence dans leurs approches respectives, compte tenu de leurs missions respectives ;

- considérer dans le cadre de cette analyse la structure organisationnelle, les processus décisionnels, ainsi que la transparence et le monitoring continu du respect des critères d'investissement ;

- intégrer également des questionnements sur les possibilités d'utiliser davantage les réserves gérées par le FDC en tant que levier pour aborder des problèmes économiques structurels, dont notamment la pénurie de logements à prix abordable, dans le respect de sa base légale, et à analyser le sujet au niveau du FSIL ;

- présenter aux commissions parlementaires compétentes les conclusions et les démarches concrètes qui découlent des analyses précitées ;

- revoir à la hausse, en aval de la crise actuelle et dès que la situation des finances publiques le permettra, l'approvisionnement du FSIL, afin d'augmenter ses capacités et son potentiel d'investissement à moyen terme et de le doter des ressources et moyens nécessaires pour répondre au mieux à ses missions et à ses objectifs.

(s.) Mars Di Bartolomeo, André Bauler, Marc Baum, Sven Clement, Georges Engel, Josée Lorsché, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Här President, dierft ech eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Majo selbstverständlech, Här Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Merci, datt Der mer d'Méiglechkeet gitt, eng Fro ze stellen. Dir hutt vu kloren Direktive geschwat, déi gi wieren - mir hunn do eng aner Appreciatioun -, mee eng kloer Direktiv, déi ginn ass, dat ass jo déi Exklusiounslëscht. A wann ech Iech richteg verstanen hunn, Här Di Bartolomeo, hutt Dir suggeréiert, datt ee jo kéint de Fong eventuell zum Beispill a Projete wéi den Airbus à l'hydrogène investéieren.

Dann ass meng Fro déi, ob Iech bewosst ass, dass Airbus glécklecherweis eng vun deenen 119 Firmen ass, déi op der Exklusiounslëscht stinn. An duerfir mengen ech, datt dat keng gutt Suggestioun ass!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, mee ech wëll Iech just soen, Här Baum, dass Der dat komplett falsch verstanen hutt, well den Airbus vun dem Hydrogène huet mat Airbus strictement iwwerhaapt näischt ze dinn! Et ass just en Term, dee gebraucht gëtt, fir d'Ambitioun vun engem europäesche Projet duerzestellen. Et huet also strictement näischt mat Airbus ze dinn, grad ewéi den Airbus vun der Batterie strictement näischt mat Airbus ze dinn huet, mee just steet fir e gemeinsamen, ambitiéise Projet, en europäesche Projet, deen a säi Projet eeben déi Nohaltegkeetswäerter kann afléisse loossen, déi bei anere Projeten, zum Beispill Batterien, net erafléissen, wann déi Batterien op Plazen hiergestallt ginn, wou mer iwwerhaapt net wëssen, ënner wat fir enge Konditiounen se hiergestallt ginn.

Also, ech si bei Iech, wann et dorëm geet, mee dat war net esou geduecht, dat war just par analogie, wéi ee kann zesumme schaffen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot, ëm wat et geet, dat wësst Der. D'Interpellatioun vum Marc Baum begréissen ech absolutt, fir dass mer hei kënnen de Point maachen iwwert déi Gelder, déi an deenen zwee Fonge sinn, woubäi iwwregens och am Fonds de compensation net nëmmen d'Cotisatioune leien, mee och Staatsgelder sinn an an de Gremie sëtze jo och Vertrieder vum Staat, fir doriwwer am Kader vun der Tripartite-Sozialpartnerschaft ze diskutéieren, dat wëll ech awer och elo bemierkt hunn, dass et am Fong schonn net nëmmen en ëffentleche Fong ass, mee och een, wou Staatsgelder dra sinn.

1991 hunn ech gekuckt, meng Wunneng ze finanzéieren, an hat do schnell eraus als Privatbeamten, dass meng Pensiounskeess menger Fra a mir do nawell gutt kéint ënnert d'Äerm gräifen, fir eise Familljeprojet ze realiséieren.

De Marc Spautz huet gëschter - nee, et war virgëschter - beim Comptoir nach e klenge Réckbléck gemaach op déi gutt Zäiten, wéi dat do war. Hie war derbäi, hien huet eis dat, hie wäert eis dat nach soen.

Une voix.- De Comptoir ass de Moment verbueden!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Well dass d'Pensiounskeess haut net méi dee Partner ass - ka sinn -, wëssen déi meescht vun eis heibannen. Dofir gëtt et gutt Grënn, notamment d'Situatioun um Finanzmaart. An den 90er hate mer nach aner Zënstauxen, ech hunn de Moien nach nogekuckt: Deemools war den Taux légal vum Interêt bei 8,50 %. Iwwer Nuecht gouf Geld verdéngt, ouni e Fanger dofir kromm ze maachen.

Fonds de compensation - wouvu schwätze mer? Wéi ech mech hei domat auserneegesat hunn, ass mer awer op eng Kéier kloer ginn: Bréngt een dat mat der Pensiounskeess a Verbindung? A priori net! Mat de Reserven, aus deenen eis Pensioune bezuelt ginn? Wuel kaum! An et gëtt eng Abberzuel - dunn hunn ech gegoogelt - vu Fonds de compensation; et gëtt hei an do „kompenséiert" an da kënnt een och op eng Kéier op eise Fong.

De Virdeel deemools war, dass ech e Bezuch dozou hat, wou meng Suen hierkéimen, an ech als jonken a beruffstätege Mënsch och gesinn a gespuert hunn, wou a wéi meng Cotisatioune géifen ugeluecht ginn - am Déngscht vun der Gesellschaft an natierlech och vu menger Pensioun.

Mat deem Kierzel FDC ass dee Bezuch komplett verschwonnen. Ech ginn do kengem d'Schold, mee ech stellen dat fest. Als Zouliwwerer vu Marketingsekippe weess ech, wéi wichteg e gudde Markennumm ass - de Branding, wéi een haut am Jargon seet. A wat eng Mark zu engem gudde Ruff ka bäidroen, dat wësse mer alleguerten.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Pensiounsfong!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Mir hunn eng Gesondheetskeess, mir hunn eng Zukunftskeess, ech schloe vir, dass mer eis Gedanke solle maachen, ob mer dem FDC net och sollen en Numm ginn, wou een direkt weess, ëm wat et geet. Pensiounskeess hunn ech hei stoen …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Pensiounsfong!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Pensiounsfong, zum Beispill, voilà!

Da kréie mer d'Leit mat an d'Boot a méi Interessi vun hinne fir déi nohalteg Gestioun vun den iwwer 20 Milliarden - 21 Komma eppes sinn et der de Moment -, déi der Kollektivitéit gehéieren, dat heescht deene Persounen aus der Privatwirtschaft, déi dra cotiséieren, dra cotiséiert hunn an elo eng Pensioun doraus kréien.

An dat ass och wichteg ze wëssen, ob se hei am Land wunnen oder gewunnt hunn oder am Ausland de Genoss vun hirer Pensioun hunn.

De Fonds souverain ass och mat engem Akronym an d'Welt gesat ginn, mee mir schwätzen awer am Sproochgebrauch direkt vum Zukunftsfong vun Ufank un an de Finanzminister begréisst dat, grad wéi d'Kolleegen de leschte Freideg an der Sitzung vun der Finanzkommissioun, vun där scho vill geschwat ginn ass. Iwwregens war dat eng ganz agreabel Sitzung, wou mer eis Debatt vun de Mëtteg ganz fruchtbar konnte virbereeden, wéi Der schonn héieren hutt.

An där Sitzung war et och interessant ze gesinn, dass d'Iddi vum Zukunftsfong haut breede politeschen Zousproch fënnt, wat jo bei senger Grënnung anscheinend net ganz esou de Fall war, well fir méi wéi 50 Millioune pro Joer dran ze investéiere bei der Grënnung 2014/15, gouf et kaum Zoustëmmung. Ech bedaueren dat och elo nach ëmmer, wat do geschitt ass. A wann ech gutt verstinn, dass mer 2021 elo net méi kënnen do draleeën, da wär ech awer frou, a mir hunn et jo och an der Motioun stoen, dass mer an deene Joren duerno méi wéi déi 50 Millioune pro Joer sollen draleeën. Eis Kanner an Enkelkanner wäerten et ze schätze wëssen.

Mir ass opgefall an der Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget) leschte Freideg, dass de Minister eis ugekënnegt huet, mat den 380 Milliounen, déi elo am Fong sinn, eng Gestion active ab nächstem Joer unzefänken, well déi néideg Masse critique esou lues a lues do ass. Dass dës Gestioun vun Investissementer mat deenen neisten Nohaltegkeetskrittäre gemaach wäert ginn, schéngt mer evident an ech woen net dorun ze zweifelen, well wéi et och e Freideg gesot gouf, gëtt et ëmmer méi Geleeënheeten um Maart, nohalteg Investissementer ze maachen, an dat am Respekt vun enger gudder Performance an der Diversifikatioun vun den ugeluechte Reserven.

Et ass mer wichteg, am Numm vun der grénger Fraktioun heirop hinzeweisen: Et gëtt de prinzipiellen Trade-off zwëschent Nohaltegkeet a Rendement haut net méi. Mëttel- a laangfristeg ass ze erwaarden, dass souguer net nohaltegen Invest manner Rendement wäert hunn. Esou vill zum Zukunftsfong selwer fir de Moment. Meng Virriedner hu vill doriwwer geschwat.

Ech kommen elo zum FDC, mat dem Leitgedanken awer vun der Konvergenz an der Kohärenz vun eise Politicken, vun deene verschiddene Ministèren, vun deene verschiddenen Instanzen.

Am Kader vum Paräisser Klimaofkommes, dat schonn de Mëtteg ugeschwat ginn ass, hu sech d'Staate verflicht, fir d'Finanzstréim an Aklang ze brénge mat der Reduktioun vun den Treibhausgasen. Déi direkt an offensichtlechst Method, fir deen Usproch ze erfëllen, ass do, wou de Staat - de Staat am wäite Sënn vum Wuert - selwer als institutionellen Investisseur optrëtt.

Zum Theema Fonds de compensation hu mer am Koalitiounsaccord festgehalen, dass den FDC laangfristeg muss ofgeséchert sinn - d'Perennisatioun.

D'Investissementer mussen dem Prinzip vun der Diversifizéierung vum Risiko follegen duerch eng Verdeelung op verschidde Secteuren a geografesch Regiounen, awer och op dem Prinzip vun enger sozialer an ekologescher Responsabilitéit.

Dass d'Investissementer vum FDC am Beräich vum abordabele Wunnraum sollen eropgeschrauft ginn, ass vu menge Virriedner alleguerten ënnerstrach ginn, ma dass kloer Richtlinne solle festgeluecht ginn an applizéiert gi fir eng progressiv Orientéierung vun den Investissementer a gréng an nohalteg Finanzen, dass am Kader notamment vun dem leschte Punkt en Dialog - de Mars Di Bartolomeo huet ausdrécklech nach eng Kéier dorun erënnert - mat de Sozialpartner soll stattfannen an eng Ofännerung vum gesetzleche Kader analyséiert soll ginn. Wéi gesot, d'Sozialpartner sinn d'Patronat, d'Aarbechterschaft, d'Salariat an d'Vertrieder vum Staat.

Den FDC ass streng gesinn Deel vum Pensiounssystem an net vun enger Finanzplazpolitik, ganz kloer. An awer ass et esou, dass Lëtzebuerg als wichteg Finanzplaz an als selbstbewosste Virreider vun der Sustainable Finance hei eng besonnesch Responsabilitéit huet. Ech wëll et hei ënnersträichen, et ass scho virdru gesot ginn.

Elo emol eethesch gekuckt: „Ein Fonds, der für die Zukunft investieren soll, kann diese nicht mit seinen eigenen Investitionen zerstören", esou de Jeffrey Drui vun de Jonk Demokraten an engem Artikel am „Tageblatt" dëst Joer.

Staatlech Fongen, wouzou ech och elo de Pensiounsfong zielen, hu wéinst hirem ëffentlechen Optrag an hirem grousse Volume an där Hisiicht eng besonnesch Responsabilitéit. Et geet ëm d'Récklage vun zukünftege Generatiounen an et sinn och si, déi am meeschten ënnert dem Klimawandel wäerte leiden. „Auch nur einen Teil des Geldes in fossile Energien zu investieren, welches die Renten für die Zukunft langfristig sichern soll, ist ein klarer Widerspruch und angesichts der Klimakrise nicht tragbar", esou en anere jonke Mënsch vun deene Gréngen, de Fabricio Costa, an engem Artikel virun net allze laanger Zäit.

A wirtschaftlech gekuckt, d'Fro vum Rendement a Risiko - den Artikel 248 vum Code de la sécurité sociale definéiert d'Missioun esou: « garantir la pérennité du régime général de pension. [...] Les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques. » Hei gëtt de Risiko eleng ënnert der Perspektiv vun der Diversifizéierung gekuckt.

Eng Rei vun eis haten d'Geleeënheet, de Martin Granzow ze begéinen, en Expert, deen e Rapport fir Greenpeace zum Fonds de compensation gemaach huet. Hie schreift: „Bei nachhaltigem Investment gehe es aber nicht nur um die Moral, so der Experte. ‚Es hat sich in der Vergangenheit gezeigt, dass die Berücksichtigung von Nachhaltigkeitskriterien tendenziell positive Effekte auf die finanzielle Performance von Kapitalanlagen hat.'" An da seet e weider: „Treuhänder wie der FDC sind dazu verpflichtet, im Interesse ihrer Begünstigten zu handeln. Wenn nachhaltige Kapitalanlagen tendenziell besser performen und immer mehr Menschen Wert auf Nachhaltigkeit legen, dann lässt sich daraus sogar ableiten, dass der FDC seinen treuhänderischen Pflichten erst dann nachkommt, wenn er nachhaltig investiert", esou argumentéiert de Granzow.

An dann ass wärend der Coronakris eng Analys vu Scope gemaach ginn. Ech zitéieren: „[...] dass Fonds, die in nachhaltige Finanzprodukte investieren, vergleichsweise besser durch die aktuelle Krise kommen, als Fonds ohne Nachhaltigkeitsfokus. Diese Analyse ist nur eine von vielen, die zeigen, dass die Umorientierung der Investitionen hin zu mehr Nachhaltigkeit nicht nur aus klima- und umweltpolitischer Sicht sinnvoll ist, sondern auch was die Krisenfestigkeit der Anlagen und damit die finanzielle Rendite angeht. Also genau das, worum es beim Pensionsfonds geht, nämlich die Rentenreserven über Generationen hinweg zu garantieren."

Eng grouss Suerg um Plang vum nohaltegen Investéiere queesch duerch de Finanzsecteur ass, dass hei d'Kompetenzen zimmlech rar sinn, well et eng nei an eng komplex Matière ass. D'Weiderbildung vun den aktuellen Acteuren ass dofir eng Pist, déi onbedéngt muss verfollegt ginn, grad wéi déi vun enger verstäerkter Regulatioun. A wann ech vu verstäerkter Regulatioun schwätzen, da beruffen ech mech domadder op déi Etüd, déi dëst Joer erauskomm ass vu Luxembourg for Finance hei zu Lëtzebuerg, an Optrag gi bei der ONG Finance & Human Rights vu Lëtzebuerg an dem Geneva Center for Business and Human Rights.

Si soen nämlech ganz däitlech, dass engersäits kloer Angabe feelen an dass si deene Sollicitatiounen, déi se gefrot ginn, net kënnen nokommen, well d'Regulatioun net kloer ass respektiv si d'Kompetenzen net esou hunn.

No der Eethik an der Wirtschaftlechkeet zur Fro vun der ëffentlecher Meenung: Erlaabt mer, e Sondage fir Etika vun der Ilres vu Mee 2011 ze zitéieren: Deemools waren 73 % fir en nohaltegen Invest vum Fonds de compensation.

(Interruption)

38 % hunn dat souguer ganz wichteg fonnt. A wat heescht nohaltegen Invest, dat ass deemools ofgefrot ginn. Do waren de Respekt vum Aarbechtsrecht, de Respekt vun de Mënscherechter an den Ëmweltschutz zimmlech gläichop als wichteg agestuuft mat tëschent 78 a 85 % Zousproch.

E puer Wuert zu den Entwécklunge vum Fonds de compensation an deene leschte Joren, déi duerchaus an déi gutt Richtung ginn.

Et ass scho gesot ginn: Zënter 2010 huet de Fonds de compensation eng méi responsabel Ausriichtung vu sengen Investitiounen. Dat gesäit ee ganz kloer op där Timeline, déi mer och an der Kommissioun deemools vum Minister verdeelt kruten an déi vum Här Lepage presentéiert ginn ass. Do ass ganz kloer nozeweisen, wéi eng Schrëtt do geholl gi sinn a wéi eng Efforte gemaach gi sinn.

Zënter 2011 gëllt déi Exklusiounslëscht, op déi meng Virriedner scho méi am Detail agaange sinn, an et gëtt och déi Deelfongen, déi och schonn opgewise gi sinn, mat der extraer SICAV, wou och an der ëffentlecher Ausschreiwung extra Krittäre benotzt ginn. Zënter 2011 muss bei enger Ausschreiwung vu gewësse Kompartimenter eng ESG-Strategie virgewise ginn. Da gëtt et dee Fong, en Ënnerfong, deen a gréng Obligatiounen investéiert, mat engem Volume vun 100 Milliounen. 100 Milliounen sinn net näischt: zweemol d'Einlagen an den Zukunftsfong - mee et sinn 100 Milliounen vun 22 Milliarden.

Gréng Emissioune sinn, wéi gesot, weltwäit um Virmarsch. De Marché gëtt also ëmmer méi déif a méi liquid. Och um Niveau vun der Reguléierung gëtt et Fortschrëtter. Do zum Beispill ginn dës Pabeiere säit e puer Méint vun der EZB, der Europäescher Zentralbank, als Sécherheeten akzeptéiert. Bref, beim Gesamtvolume vun iwwer 20 Milliarde kann de Fong verstäerkt an dëse Marché investéieren, deen eng Maturitéit mëttlerweil erreecht huet.

Da gëtt et och néng Kompartimenter, déi LuxFLAG-zertifizéiert sinn. An de Fong, interessanterweis, ass Proprietär vu 700 Hektar Bësch, déi PEFC-zertifizéiert sinn.

Et gëtt eng juristesch Divergenz an der Fro, ob de Fonds de compensation op Basis vu senger aktueller Legislatioun ka méi breet oder generell Exklusioune maache vu ganze Secteure wéi der fossiller Energie oder der Atomindustrie. Wéi gesot, déi Analys vum gesetzleche Kader soll gemaach ginn. De Marc Baum huet se ugeschwat, meng Virriedner hu se ugeschwat. Et wär gutt, wa mer dat zäitno kéinte maachen, fir dass mer do kloer sinn, fir dass mer kënne weidergoen.

De Fong soll och déi strukturell Erausfuerderunge vun der Logementskris hëllefen upaken. Dat ass och gesot ginn a steet och am Koalitiounsvertrag.

Nieft der Suerg iwwert de Mangel u Kompetenzen, also fir Leit in-house ze fannen, hunn ech och déi Suerg vun der Evaluatioun a vun der Transparenz. Mir brauche konkreet Standarden, kloer Virgaben, déi kënnen ëffentlech agesi ginn a wou d'Ëmsetzung dovun iwwerpréifbar ass, wat och scho meng Virriedner gesot hunn.

A wat d'Investitiounsstrategie ugeet: Nieft besseren Ausschlosskrittären - wéi eng Firma kënnt elo net dran, wéi eng kënnt erëm dran, gëtt erëm erausgeholl? - wär ech derfir, dass mer eng kloer Guideline hätten an e Kalenner vum Desinvestissement aus deene problematesche Secteuren. E Bléck an d'Ausland weist: Norwegen an Australie schléissen an hirer Investitiounsstrategie ganz Secteuren aus an hunn eng Strategie fir Desinvestissement entwéckelt.

An am beschte wier et och, wann de Fonds de compensation an den Zukunftsfong an déi zwee verschidden zoustänneg Ministèren, Sécurité sociale a Finanzen, matenee géife schwätzen, fir eng lafend Harmoniséierung vun dësen Exklusiounskrittären ze hunn. E Freideg ass dat schonn ugeschwat ginn. An ech mengen, de Finanzminister huet sech do emol derzou bereeterkläert, fir Synergien ze huelen.

Mee erlaabt mer, ech hunn elo grad eppes fonnt, ech sinn nokucke gaangen, wéi et da mat der Zesummesetzung vun de Gremien ass, den Decisiounsgremien, an do ass mer awer eppes Schreckleches opgefall. Als ale wäisse Mann kann ech dat soen hei: Et gëtt 65 Posten, Decisiounsposten, beim Fonds de compensation, do sinn der 59 duerch Männer besat a véier duerch Fraen!

(Hilarité)

A vun den effektive Membere sinn 100 % Fraen - Männer, pardon, schön wär's, 100 % Männer an 0 % Fraen. Déi véier Fraen, déi am Fong mat do sëtzen, si Suppleanten am Conseil d'administration.

(Interruption)

D'Internetsäit hunn ech elo grad gekuckt. Ech hoffen, dass se net à jour ass!

(Interruption)

Am Fong, am Zukunftsfong, sëtzen am Comité de direction, deen aus fënnef Leit besteet, dräi Hären an zwou Dammen, awer am Comité d'investissement sëtze véier Maansleit. A wann ech bei deene kucken, déi am Comité d'investissement op deene puer Plaze sëtzen, et sinn ëmmer erëm déi selwecht Nimm. Do hu mer manifest en enke Spektrum vu Leit oder onbekannten Talenter, déi net berücksichtegt do sinn. Ech hoffen, dass et dat Zweet ass, dass mer kënnen dee Raum ausweiden.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Als Konklusiounen hunn ech e puer Froen an eng Wonschlëscht un d'Ministeren am Fong. Och wann den FDC an den FSIL zwar nëmmen indirekt mat der Finanzplazpolitik ze dinn hunn, wéilt ech wëssen: Si se dann net awer kloer Bestanddeel vun der Stratégie nationale de la finance durable? Ech stellen e wéineg rhetoresch Froen, hoffentlech.

Den FDC an den FSIL sollen exemplaresch geféiert ginn. Wéi kënnen d'Transparenz an d'Evaluéierung vun de besteeënden Nohaltegkeetsusprëch konkreet a séier verbessert ginn? Do ass eng eegen Expertis sécher e Schrëtt, awer och prezis Uweisungen un d'Gerantë vun den Deelfonge vum Fonds de compensation an der Iddi vun engem bessere Suivi vun der Nohaltegkeetsperformance. Gedenkt Dir, d'Kompetenze vum FDC in-house ze stäerken? Den Här Lepage, wann ech dat richteg notéiert hunn, huet gesot, do géifen dräi Leit schaffen, plus hien, deen och eng aner Missioun huet.

A meng aner Fro ass: Ass och nogeduecht oder suggeréiert ginn, dass d'Sozialpartner, déi do eis Interesse vertrieden, och an den Decisiounsinstanze besser ausgebilt sinn an där komplexer Matière?

A méi allgemeng zum Zukunftsfong: Dat ass e jonkt Instrument, dat nach méi schlank ass wéi deen Tanker, wéi een e kann nennen, wéi de Fonds de compensation. Ass an där Placementsstrategie mat engem ambitiéise Risiko och elo d'Ambitioun am Beräich Nohaltegkeet do, net nëmmen déi vun der Diversifikatioun a vum gudde Rendement? Muss déi Ambitioun net méi prezis definéiert ginn?

An dann déi ganz prezis Fro: Wéi eng Synergië kann ee kuerzfristeg hierstelle bei der Gestion active vum FDC a vum Zukunftsfonds? A wéi eng méi laangfristeg?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt emol fir d'éischt och de Kolleege vun deene Lénken a besonnesch dem Här Baum Merci soe fir seng Interpellatioun. Et war eng Freed, dem Här Baum nozelauschteren, muss ech soen, aus enger Rei Grënn, och well déi Ried e bëssen en utopesche Charakter hat plazeweis. Mee op jidde Fall: Et wor ganz flott an ech wëll dat unerkennen. Dir hutt do mat vill Engagement geschwat.

Ech wëll awer och soen, datt Der Är Ried ugefaangen hutt mat engem Begréff: „Eigentum verpflichtet". Mee dat wor ni d'Politik vun deene Lénken, Här Baum! Bei deene Lénken ass et éischter: „Eigentum verlockt". Wéi kënnt een un déi Suen, déi iergendwou do stinn, a wéi kann ech déi Suen, déi do stinn, där lénker Politik ënneruerdnen? Et ass dat, wat Der wëllt! „Eigentum verlockt"! A wéi kommen ech un déi Suen - et sinn iwwer 20 Milliarden? Et ass dat, wat Der eis virgelies hutt. An Dir hutt d'Äntwert scho ginn, eigentlech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Baum Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- O mei, et fänkt séier un! Jo, ganz gär.

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Wësst Der, wann den Här Kartheiser direkt ufänkt domat, da muss ee jo bal e Fait personnel erfroen. Nee, dat, wat Dir an Ärer ..., wat Dir mer virgehäit - ech wier vläicht utopesch -, dat, wat Dir elo grad duergestallt hutt, dat ass awer Fantasmagorik, riets Fantasmagorik, déi dora besteet, datt ee mengt, wann een Eegentum net iwwer alles, net iwwer all aner sozial Wäerter géif setzen, da géif dat direkt zu enger Expropriatioun féieren, wat guer net de Fall ass, well d'Eegentum bedeit jo grad, datt et d'Recht op Privatbesëtz gëtt. Mee dat Recht op Privatbesëtz, dat muss an engem kollektive Kader stattfannen, wat eis Gesellschaft ass, wat d'ailleurs och zu Lëtzebuerg an der Reegel stattfënnt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gutt! Also ech mengen, den Här Baum hat eigentlech keng Fro gestallt. Mee ech kommen awer elo drop, well ech wëll mäi Punkt awer beweisen, Här Baum, well Dir hutt gesot ... Well ech bleiwe bei mengem Standpunkt, datt d'Politik vun deene Lénken ass, u Suen ze kommen, déi anere gehéieren.

An ech soen Iech, wat Der gär hätt, an Dir hutt et jo an Ärem Bréif geschriwwen! Dir sot, Dir hätt gär, datt déi Politik den Objectifs politiques généraux ugepasst gëtt. Dat heescht, d'Politik gëtt Zilvirgaben an déi Sue ginn deenen ugepasst. Dir sot, datt dat soll zum Profitt vun der nationaler Ekonomie sinn. Do kënne mer souguer driwwer diskutéieren. An da sot Der, et muss och e Levier si fir d'Construction de logements. Och dat ass e reng politescht Zil.

Mee dat ass alles a Kontradiktioun zu deem, wat et eigentlech soll sinn!

An ech mengen, den Här Di Bartolomeo hat dat komplett richteg rappeléiert: Dat si Suen, déi gehéieren de Contribuabelen un éischter Plaz! Dat si Suen, déi bezuelt gi sinn, fir d'Renten ofzesécheren. Et si Suen, déi bezuelt gi sinn, fir d'Renten ofzesécheren, an dat steet och esou am Optrag vun deem Fong, datt en do ass, fir Perturbatiounen ze verhënneren, datt mer kënne sécher sinn, datt d'Leit un hir Rente kommen.

A wat Dir maacht, dat ass ... Do ass och gesot ginn, et soll investéiert ginn ouni Risike wa méiglech, eebe fir d'Renten ofzesécheren a fir e gewëssene Rendement ze assuréieren. Wësst Der, ech wëll Iech soen, Dir maacht eng Form vu moraliséierendem Renteklau! Et ass dat, wat Der wëllt maachen. Dir wëllt un déi Sue kommen, fir deene Leit hiert Liewen ze destabiliséieren, déi sech op sécher Rente verloossen, fir Är politesch Ziler ze ënnermaueren. Dat maacht Der awer ganz gutt, mat rhetoreschem Talent, an dat ginn ech Iech och gär zou.

Et ass awer fir eis ganz kloer, dat hutt Der verstanen aus mengen Aussoen, datt mir als ADR soen: Et kënnt iwwerhaapt net a Fro, datt mer un déi Sue ginn, fir se ze politiséieren! Déi sinn do, fir d'Renten ofzesécheren, a se ginn net zweckentfremdet fir iergenden aneren Zweck, dee grad der politescher Stëmmung vun där Regierung dann ënnerworf ass, déi dann do ass. Dat muss een och wëssen. Mir bleiwen ewech vun deene Fongen, well se déngen de Renten.

Dir sot och an Ären Exposéen, déi Der gemaach hutt, dat géif gemaach ginn ouni Consideratioun fir anerer. Dat wor och e flotte Passage. An ech kommen herno op verschidde Saachen.

Mee mir hunn eis dat jo och ugekuckt, fir eis Äntwert op Är Interpellatioun virzebereeden. An Dir hutt och selwer gesot, et si ganz vill Firmen ausgeschloss. Dat ass säiteweis, wann Der op den Internetsäite kucke gitt vum Fonds de compensation do, do si säiteweis Reegelungen a Restriktiounen, déi duerchaus grouss eethesch Usprëch erfëllen, och am ekologesche Beräich, géint Waffen an alles, wat Der gären hätt, souguer eng ganz Kategorie vu Waffen, déi sinn ausgeschloss. An alles dat ass an deene leschte Joren ausgebaut an entwéckelt ginn.

Et ass net esou, datt do onsensibel just op Kapital gekuckt gëtt. Nee, et ass schonn esou, datt och do mat grousser Verantwortung a mat deem Wëllen, fir net an onsécher Saachen, och moralesch onsécher Saachen, net nëmme finanziell ze investéieren (veuillez lire: Nee, et ass schonn esou, datt och do net nëmme finanziell investéiert gëtt, mee mat grousser Verantwortung a mat dem Wëllen, fir net an onsécher Saachen, och moralesch onsécher Saachen ze investéieren.)

Mee ech wëll vläicht ... Well dat war eigentlech d'Haaptgewiicht vun Ärer ganzer Ried an et ass och dat, wat een ëmmer erëm héiert, och bei enger Rei vun Organisatiounen, déi eis iwwerschwemme mat Mailen: dee moraliséierende Charakter. Also, et mengt ee bal, d'Moral hätte verschidde Leit gepacht! An ech kommen emol dorobber zréck.

Éischtens, fir op d'Kontradiktiounen och anzegoen - dir selwer hutt eng Kontradiktioun genannt, dat ass déi mat der Kuelendioxidsteier. Dir hutt gesot: „Et ass dach net normal, datt mer elo mussen eng Kuelendioxidsteier bezuelen a gläichzäiteg investéiert dann e Fong wéi deen do a fossill Energien."

Bon, dat ass eng Kontradiktioun - net fir eis, well mir si géint eng Kuelendioxidbesteierung. Fir eis ass et keng, fir Iech ass et eng. Gutt!

Mee loosse mer emol kucken: Waffenindustrie. Dir sot, mir sollen net an d'Waffenindustrie investéieren. An Dir sot gläichzäiteg: „Dat muss der Politik vum Dag awer ugepasst ginn." Wann ech awer elo kucken, eis gréng Kolleegen zum Beispill, ech ka mech net erënneren, an ech sinn awer elo schonn an engem gewëssenen Alter, datt jeemools an der Geschicht vun eisem Land esou massiv opgerëscht ginn ass wéi ënnert deene Gréngen! Mir hunn den Airbus, mir hunn den MRTT: 700 Milliounen Euro.

Mir hate viru Kuerzem de Satellitt: 300 an eppes Milliounen Euro. Eis gréng Kolleegen, déi si bestëmmt och der Meenung, et sollt net an d'Waffenindustrie investéiert ginn. Dat sinn déi, déi massiv Waffe kafen! Ass do net och eng Kontradiktioun?

Dann hu mer déi ganz Diskussioun ëm Pëtrol. Dorobber kommen ech zréck. Oder och, kuckt emol: Dir sot, ëffentlech Gelder sollten dann net investéiert ginn an esou moralesch zweifelhaft Saachen, wann dat Gesellschafte sinn, wann et privat Gesellschafte sinn, well Dir géint Privateegentum eigentlech sidd. Awer wéi maache mer et da mat Staaten? Hutt Der do déi selwecht moralesch Krittären? Ech stellen lech just eng Fro!

Mir hunn hei dee Fonds de relance européen zum Beispill, wou mer eng europäesch Solidaritéit hunn, souguer als Vertragsbroch - dat wëll ech hei och a Presenz vum Finanzminister kloer soen -, wou mer ufänken, wierklech fir aner Länner Scholden ze bezuelen an esou weider. Mir gi Suen un aner Länner, mee mir gi Suen un aner Länner, déi selwer massiv an d'Atomindustrie investéieren, zum Beispill! Sidd Der da géint dee Fonds de relance européen, well do Länner sinn, déi an d'Atomindustrie investéieren, oder well Länner do sinn, déi massiv oprëschten, oder well Länner do sinn, déi vläicht déi eng oder aner Politik féieren, mat där Der net d'accord sidd - a Spuenien, Catalogne, als Beispill? Sidd Der d'accord mat der franséischer Politik géintiwwer de Gilet-jaunen? Mir ginn awer iwwerall Suen hin!

Wann Der also der Meenung sidd, datt mer dat bei private Firmen net däerfe maachen, datt mer do keng Sue sollen higinn, firwat maacht Der dat dann net och bei Staaten? Firwat sot Der net: „Ma mir si géint de Fonds de relance européen, well mer dann deenen an deene Regierunge Sue ginn, déi awer net eng Politik verfollegen, déi eis passt, well se zum Beispill Nuklear wëlle maachen?"

Oder d'Entwécklungshëllef, just fir lech dat ze soen, Dir sidd jo fir Entwécklungshëllef. Dir sidd derfir, datt mer d'Palästinensesch Autoritéit finanzéieren. Mir hu vill Suen an Nicaragua ginn. Mir hunn der souguer an Indie ginn, wat ech selwer ni verstanen hunn, an Indien, déi Flugzeugträger bauen, eng vun deene gréissten Atommuechten op der Welt! Dat hu mer gemaach. Mir hunn an der ADR dergéint protestéiert. Ech hunn lech awer net héieren!

Wann Der higitt, Här Baum an d'Kolleege vun deene Lénken oder aneren heibannen, an Dir sot: „Mir mussen oppasse mat eisen ëffentleche Fongen, datt mer net a privat Industrien do investéieren, déi vläicht dëst oder dat maachen, wat eis net passt" - an et ass och vläicht wouer -, mee da sidd lech logesch! Da sidd och do ouni Widdersprëch a maacht net am Ëffentleche vu Staat zu Staat déi selwecht Operatiounen, déi Der kritiséiere misst an et awer do net maacht!

Ech wëll och op déi Hypokrisie opmierksam maachen, wat déi fossill Energien ugeet. Wësst Der, dat ass dach eng Absurditéit! Mir wëssen alleguer, mir missten et wëssen, datt déi alternativ Energien e Brochdeel, just e Brochdeel an engem eestellege Prozentberäich vun eiser Gesamtenergie kënnen ofdecken! E Brochdeel! Och wann et hei net populär ass, mir brauche fossill a mir brauchen nuklear Energie an Europa, fir iwwerhaapt kënnen deen Energiebedarf vun eiser Gesellschaft ofzedecken. A mir brauchen déi Energiequellen, well déi alternativ Energië volatill sinn, well kee Verlooss op se ass! Wa kee Wand bléist, hutt Der keng Energie. Wa keng Sonn schéngt, hutt Der keng Solarenergie. An d'Netzer packen dat net. Et ass extreem komplizéiert. Mir brauche fossill Energie! Firwat solle mer dann net dran investéieren?

Wat Dir gär hätt, ass ekonomesch absolutt net ze halen! Ekonomesch mécht et kee Sënn, well Är Politik leeft dorobber eraus, datt mer net nëmmen, wéi mer et elo maachen, alternativ Energië vill ze vill subventionéieren - dat ass nämlech och eng Politik zulaaschte vum Steierbezueler, fir en ekonomesche Modell ze subventionéieren, dee sech net vun eleng aus dréit -, mee d'fossill Energien, déi brauchen dat net haut. Déi brauchen et net!

A mir kënnen awer net an déi Form vun Energie investéieren, déi mer brauchen an déi sech och kann eleng halen an déi mer onbedéngt mussen hunn, och fir alternativ Energien iwwerhaapt kënnen anzeféieren. An u sech ass dat eng Method, fir déi ekonomesch ze schiedegen, déi mer awer brauchen, fir deen Energiemodell, deen déi gréng gären hätten, iwwerhaapt kënnen opzebauen. Et ass vollkommen onlogesch!

An dat ass eng Hypokrisie! Et ass einfach, fir ze soen: „Dat ass schiedlech an et ass Kuelendioxid." Mee et ass eng Realitéit! A mir maachen op jidde Fall bei der ADR Politik mat Realitéiten! Mir beléien d'Leit net! Mir soen, mir brauchen dat. Datt ee probéiert, an d'Fuerschung eran ze investéieren, fir dat enges Daags kënnen ze änneren, jo! Kommt, mir fuerschen, kommt, mir kucken, datt mer besser Energieforme kréien, propper Energieformen! Mee soulaang mir dat brauchen, da musse mer mat ekonomescher Vernonft a mat Éierlechkeet un déi Dossieren erugoen.

De Logement. Dir hutt gesot: „jo, de Logement!" Natierlech, et gëtt elo schonn dran investéiert. Dat hunn och Virriedner gesot an esou weider an esou virun. Mee och do soe mer lech: De Staat ass e ganz schlechte Promoteur!

Wat mir gär hätten als ADR, dat ass, datt mer dem private Secteur emol vill méi Méiglechkeete ginn, an de Logement eranzegoen. Et ass dat, wat mer gär hätten. Mir hätte gär, datt mer an eiser Legislatioun endlech déi Barriären ofschafen, déi den Investissement an de Logement hënneren. Mir hätte gär, datt mer eis Wuesstumspolitik iwwerpréiwen, fir méi Qualitéit eranzekréien, datt mer net deen Drock op de Wunnengsmaart permanent hunn.

Mir hätten eng ganz Rei vu Propositiounen an ech weess, datt d'Kolleege vun der CSV och Propositioune gemaach hunn, déi net op dee Wee ginn, deen Dir hutt, well Dir kennt jo nëmmen eng Äntwert op all Fro an dat ass de Staat! Mee de Staat ass net de Promoteur! De Staat kann dat net! Iwwerall, wou Gemengen oder de Staat Terrainen hunn, wou ee kéint bauen, dauert et Joren a Joren a Joren an da geschitt nach näischt! Ma gitt der privater Hand d'Méiglechkeet, fräi ze schaffen, an Dir hutt de Problem vum Logement vill méi séier am Grëff!

Wann ech also kucken, Här Baum, da muss ech soen, datt Är Argumenter eis als ADR op jidde Fall net iwwerzeegen. Dir hutt och iwwert dee Fonds intergénérationnel geschwat, de Fonds souverain intergénérationnel, an dat hunn och Kolleege virdrun hei vun der CSV scho gesot. Eiser Meenung no ass dat e Gadget. Et ass e Fong, dee mat Scholde finanzéiert gëtt, an herno muss dee geholl ginn, fir iwwerhaapt kënnen op aner Saachen dann einfach par opération comptable ze rembourséieren. Dat ass alles. Dat ass et. Et ass einfach eng „Mogelpackung" an deem Sënn, géifen eis däitsch Kolleege soen.

Wann ech eng Konklusioun sollt aus dëser Debatt zéien, da soen ech lech: Ech sinn lech dankbar, datt Der eis emol hei erméiglecht hutt, doriwwer ze diskutéieren. Mee mir sinn als ADR eng Partei, déi mat zwee Féiss um Buedem steet. Mir schaffen a mir schwätzen hei einfach um Buedem vun ekonomesche Realitéiten. A mir soen de Leit och d'Wourecht an deene Saachen. A well mer dat wëssen, wéi d'Situatioun ass, a well Är Rezepter net kënnen droen, hu mir eng Konklusioun: Fangeren ewech vum Rentefong!

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

Fir d'éischt freet awer den Här Marc Baum nach eng Kéier d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur*.- Jo, ech erlabe mer och nach eng Kéier Fait personnel unzefroen. Den Här Kartheiser huet mer Hypokrisie hei virgehäit an eng moraliséierend Argumentatioun.

Also fir d'éischt muss ee soen, moraliséierend Argumentatioun vun engem virgehäit ze kréien, deen awer nu wierklech esou e moraliséierend reaktionäert Familljebild huet, ass schonn e bësse speziell. Ech huelen dat awer un an ech kann awer feststellen, datt ech effektiv, datt mer eng Moral hunn als Lénk! An déi Moral, déi baséiert nämlech op den Droits de l'homme, op der Universaler Mënscherechtserklärung. Dat ass eng Moral, zu där mir eis bekennen.

An ech muss zwou Saache rectifiéieren, déi e falsch gesot huet, den Här …

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Här Baum, entschëllegt, Här Baum, entschëllegt, ech héieren lech net.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ee Moment, Här Kartheiser, Dir kritt d'Wuert ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Nee, nee, ech héieren den Här Baum net!

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... awer loosst den Här Baum fir d'éischt ausschwätzen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech wollt lech soen, ech héieren den Här Baum net wéinst der Akustik, an dowéinst ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- A! Här Baum, Dir misst méi no bei de Mikro goen, well den Här Kartheiser héiert net alles!

Plusieurs voix.- Sot et nach eng Kéier!

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur*.- Nee, da wëll ech déi zwou Rektifikatioune maachen, déi den Här Kartheiser hei falsch duergestallt huet.

Lëtzebuerg gëtt a senger Entwécklungshëllef net iergendengem anere Staat Suen, mee ënnerstëtzt Projeten an engem Land. Dat ass eppes anescht wéi en direkten Transfer vu Suen. Dat ass e wichtegen, e wichtegen Ënnerscheed! Well Dir hutt gesot: „Firwat gëtt de lëtzebuergesche Staat dem indesche Staat, deen dat an dat mécht, direkt Suen?" Dat mécht de lëtzebuergesche Staat iwwerhaapt net, och net a senger Entwécklungshëllef.

An dat Zweet, wat Der net richteg duergestallt hutt, wat ech korrigéiere muss, dat ass: Déi Sue vum Pensiounsfong, dat sinn net d'Sue vun de Contribuabelen, mee dat sinn d'Sue vun de Cotisanten. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nämlech e System, deen op Cotisatioune berout. Dat ass en deelsoziliséierte Loun.

A wann Der sot: „d'Hänn ewech dovunner!", da géif ech awer emol gär och déi lauschteren, déi d'Cotisantë vertrieden. An do hunn ech jo notamment och d'Gewerkschaften zitéiert, déi eng ganz kloer Haltung derzou hunn, nämlech eng Haltung, déi ech och probéiert hunn, duerzeleeën.

An dann drëttens, „d'Hänn ewech dovunner", also, do muss ech lech soen, dat Gesetz vun 2004, dat ass net vum Himmel gefall komm! Dat war eng souverän politesch Decisioun vun engem Parlament, wat ee ka gutt oder net gutt fannen. Dir wësst, ech fannen et net esou gutt. Mee dat war eng souverän Decisioun. Dat ass keen Naturgesetz. An dat, wat mer hei proposéieren, ass eng politesch Haltung, déi d'Chamber soll derzou entwéckelen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, ech wëll mech och bei lech entschëllegen, och beim Kolleeg Baum. Ech wollt den Här Baum net ënnerbriechen, mee ech wollt wéinstens héieren, wat e seet, an d'Akustik heibannen ass net ëmmer ganz gutt. An et wär jo schued, wann ech dem Här Baum seng Argumenter net géif héieren.

Ech wëll éischtens soen, den Här Baum huet an engem Punkt voll ... Ech hu mech verschwat, den Här Baum huet komplett Recht: Et sinn net d'Contribuabelen, et sinn d'Cotisanten. An ech wëll och dat notéieren, vläicht kann dat am Protokoll dann och notéiert ginn, et ware selbstverständlech d'Cotisanten, déi ech gemengt hunn. Dir hutt ganz Recht an ech soen lech Merci, datt Der mech dorobber opmierksam gemaach hutt.

Wat d'Entwécklungshëllef ugeet, nee, do hutt Der net Recht, Här Baum. Mir maache wuel och Staat zu Staat. Mir maachen och ... An dat muss ee jo awer och bedenken, wa mer enger ONG Sue ginn, fir zum Beispill an Indien e Kannerprojet ze maachen, entbanne mer déi indesch Regierung vu genau där Responsabilitéit, dat ze maachen! Et ass praktesch ekonomesch gesinn e Subsid fir den indesche Staat, well mir huelen deem eng Verantwortung am soziale Secteur ewech. Mir maachen et d'selwecht och an anere Beräicher. An dat nennt een och an der Theorie vun der Entwécklungshëllef eng Deresponsabiliséierung vun deene Staaten - ee vun deene grousse Kritikpunkte géint d'Entwécklungshëllef a komplett justifiéiert! Well mir sollte jo drop hiwierken, datt déi Staate selwer d'Verantwortung fir déi Sozialpolitik an hire Länner iwwerhuelen, an dat däerf een net ëmgoen.

Dofir merci fir Är éischt Bemierkung. An der zweeter Bemierkung kann ech nëmme feststellen: Mir sinn enger anerer Meenung a mir wäerten och warscheinlech enger anerer Meenung bleiwen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur*.- Dont acte.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dont acte. An ech ginn d'Wuert un deen nächsten ageschriwwene Rieder, den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat geduecht, d'Saunae wären zou, mee hei zwëschent deenen zwou Säiten ze stoen, ass heiansdo dann awer ... Et gëtt engem e bësse méi waarm.

Soe mer emol esou: Ech soen als Éischt dem Marc Baum wierklech e grousse Merci, fir dat Theema hei mat enger Interpellatioun nach eng Kéier op den Ordre du jour ze setzen. Et ass en Theema, dat mer och schonn a Motiounen, dat mer schonn an Diskussiounen heibannen ugeschwat hunn, an et ass en Theema, dat net nëmmen all d'Residenten, mee - an dat ass richteg, wéi de Marc Baum dat sot - all d'Cotisantë vun eisem Sozialsystem direkt betrëfft an dat deementspriechend net eppes ass, wat een esou à la va-vite sollt ewechwëschen. Dofir och nach eng Kéier merci, datt mer eis déi Zäit geholl hunn, fir op dat wichtegt Theema anzegoen.

Leider ass ville Leit dobaussen nach ëmmer net bewosst, datt d'Suen, déi se an d'Pensiounskeess abezuelen, net schéi brav op e Spuerkont leie kommen. Dat ass nämlech en Theema, dat mer dobausse besser mussen erklären. Mir mussen als Éischt emol ufänken ze erklären, wat mat de Cotisatioune vun de Leit geschitt, datt dat net iergendwou bei der Spuerkeess oder bei enger anerer Bank am Keller am Tresor lant, mee datt dat éischtens Geld ass, dat am Ëmlageverfaren direkt erëm deelweis als Cotisatioun, als Pensiounen ausbezuelt gëtt, an zweetens, datt dat, wat do als Excedent iwwreg bleift, investéiert gëtt. Dat ass also net Geld, dat iergendwou am Keller läit. Dat ass Geld, dat op de Finanzmäert, jo, investéiert gëtt - ech wëll net soen, zum Schaffe bruecht gëtt, well ech hunn nach keen Euro gesinn, deen esou geschafft huet wéi déi Leit, déi déi Euroen erwirtschaft hunn.

Well nëmme wann d'Leit dobausse verstinn, wat mat deene Suen am Moment geschitt a wat een alles kéint mat deene Sue maachen, kënne mer als Gesellschaft eng richteg Diskussioun driwwer féieren, wat mat dëse Suen och geschéie soll!

De Pensiounsfong an de Fonds souverain intergénérationnel si wichteg Instrumenter, mat deene Lëtzebuerg Firmen a Projeten op der ganzer Welt kéint ënnerstëtzen, déi sech fir d'Wuel vun eisem Planéit asetzen. Mir kéinten als Keefer Verkeefer op dëser Welt motivéieren, fir sech u méi nohalteg Investissements- an Entwécklungskrittären ze halen. Virun allem beim Pensiounsfong ass do einfach nach Nohuelbedarf.

Op der Liste d'exclusion, op där rezentster, déi elo nach net emol e Mount al ass, stinn nëmmen 119 Firmen drop. Neierdéngs dann, an dat ass quasi revolutionär, huet et och eng Bank op déi Lëscht gepackt. Wann ech lech elo den Numm soen, da wonnert et lech net, datt se dropsteet, et ass nämlech d'Wirecard AG vun Aschheim, déi an deene leschten Deeg dach nawell e bëssen an der Press war, well se e puer Milliarde Suen anscheinend erfonnt huet. Déi steet dann einfach mam Zousaz drop, se wär op der Exklusiounslëscht wéinst „business ethics". Dat loossen ech emol esou do stoen. Wa mer dat als Krittär unhuelen, denken ech, datt do nach eng ganz Rëtsch méi Betriber missten op där Exklusiounslëscht stoen, wéi dat haut de Fall ass.

Ech ginn nämlech e weidert Beispill. Mir hunn haut schonn iwwert den Travail forcé geschwat. 2016 huet Amnesty International e Rapport publizéiert, an deem se op d'Ausbeutung an d'Versklavung vu Kanner op Palmuelegplantagen an Indonesien opmierksam gemaach hunn. Si schreiwen, Zitat: "The abuses discovered […] are not isolated incidents but are systemic and a predictable result of the way Wilmar does business." Wilmar ass de Proprietär vun dëse Plantagen a Wilmar ass ee vun deene gréisste Palmuelegproduzenten op der Welt, deen net op der schwaarzer Lëscht vum Fong steet - ganz am Contraire! De Fong huet 225.000 Aktie vu Wilmar a profitéiert domadder direkt dovunner, datt Kanner an Indonesien op Palmuelegplantagen ausgebeut ginn! Déi lescht Aktualiséierung vun der Lëscht, vun der Exklusiounslëscht, war den 20. November dëst Joer. 2016 huet Amnesty op dës Verfeelungen higewisen. Véier Joer méi spéit: näischt geschitt!

Dat ass inkohärent! Et ass schéin, sech ze soen: „Mir hunn eng Exklusiounslëscht." Et ass super ze soen: „Mir halen eis un déi Exklusiounslëscht." Mee wannechgelift, dann däerf déi Exklusiounslëscht net iergendwou einfach nëmmen e Blat Pabeier sinn, dat da bei ganz grousse Bankeskandaler reagéiert, mee da muss et e Blat Pabeier sinn, dat bei all Verfeelung direkt aktualiséiert gëtt! An dëst ass nëmmen eent vu ville Beispiller, déi een hei kéint nennen!

Zur onkompletter an deelweis och inkohärenter Lëscht vum FDC kënnt dann och nach, datt de Pensiounsfong sech net selwer seng Anlagen eraussicht, mee sech un den Indicen, déi vun Investmentbanken a Ratingagencen erstallt ginn, orientéiert.

Dës passiv Astellung, den internationale Finanzinstituter ze gleewen, datt si wëssen, wat am beschte fir de Lëtzebuerger Pensiounsfong, fir de Cotisant hei ass, ass falsch. De Fong kéint hei zum Beispill mat der CSSF zesummeschaffen a méi streng Guidelines ausschaffen, déi den Engagementer vum Lëtzebuerger Staat a puncto Nohaltegkeet, Mënscherechter an Eethik entspriechen.

Ma net nëmmen, datt et eethesch net richteg ass, a Firmen ze investéieren, déi weeder d'Mënschen nach d'Ëmwelt respektéieren, et ass och wirtschaftlech gesinn ze kuerz gegraff.

2019 goufe laut Greenpeace 256 Milliounen Euro a Kuelefirmen op der ganzer Welt investéiert, net vun iergendwellechen Investmentbanken an hire milliardeschwéiere Clienten, mee vun eis all, vun alle Biergerinnen a Bierger, vun alle Cotisanten an eisem Sozialsystem. Enger AXA-Etüd no wäerten d'Rendemente vun de Kuelenhiersteller bis 2030 ëm 60 % falen. D'Aktie vun de Pëtrolsfirme wäerte bis 2030 40 % manner Rendement bréngen.

De Jeremy Rifkin, vun deem ëmmer esou gäre geschwat gëtt, wann et ëm aner Dossiere geet, huet a sengem Buch „The Green New Deal" geschriwwen, datt grad d'Pensiounskeesen hei Jalone kéinte setzen, fir an Zukunft net op „stranded assets" wéi en et nennt, sëtzenzebleiwen. „Stranded assets" sinn nämlech dee Moment Aktien, Obligatiounen, Pa-

beiere vu Firmen, déi net méi dat wäert sinn, wat se eng Kéier wäert waren, wéi mer dran investéiert hunn. An dat sinn haaptsächlech Hiersteller vu Pëtrol a vu Kuel. Hien argumentéiert, datt et d'Pensiounskeese weltwäit sinn, déi weltwäit eng immens Muecht hunn, eng immens Finanzmuecht, fir progressiv d'Jalone fir d'Zukunft ze setzen.

Här President, net nëmme beim Pensiounsfong, och beim Zukunftsfong ass net alles esou, wéi et soll sinn. Den Zukunftsfong hält sech, an dat huet de Finanzminister eis och de leschte Freiden erkläert, nach net zu 100 % u seng eege Krittären an et sinn nach ëmmer 0,6 % vun de Pabeieren, déi net esou ugeluecht sinn, wéi se sollten. Ma wa mer dat wëssen, firwat maache mer dann näischt dergéint? Mir hunn eis Reegele ginn, da sollte mer eis och un déi Reegelen halen. Wat muss sech also änneren?

Fir d'alleréischt brauche mer méi Transparenz an deem ganze System, virun allem Transparenz um Niveau vun de Firmen, déi d'Fongen an d'Indicen zesummestellen, déi mer herno kafen, Transparenz awer och géintiwwer den Treibhausgasemissiounen, déi duerch d'Firmen, déi an dësen Indicen opgelëscht sinn, verursaacht ginn. Anerersäits mussen de Fong an den Zukunftsfong, zesumme mat anere staatlechen Acteuren, wéi gesot genau Guidelines ausschaffen, un déi se sech dann herno hale kënnen.

Fir all Versuch vu Greenwashing ze verhënneren, sollt dann och all Investitioun vum Pensiounsfong de Recommandatioune vun der G20 Task Force on Climate-related Financial Disclosures entspriechen, eng Taskforce, déi elo scho „risk assessments" fir Privatfirmen opstellt.

Schlussendlech muss ëmmer e Suivi gemaach ginn. Et soll iwwerpréift ginn, datt Firmen, déi eemol vum Pensiounsfong als nohalteg agestuuft goufen, dëst och spéider nach sinn, dëst erëm an Hisiicht drop, d'Gefor vum Greenwashing ze evitéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net nëmmen dës Fonge sinn a puncto Nohaltegkeet ee wichtegt Instrument. Mir Piraten hunn eréischt viru Kuerzem eng Motioun virgeluecht, déi op der Iddi baséiert, datt dës Sue vun de Cotisantë richteg genotzt solle ginn. Eis Fuerderung vum Wunne fir zéng Euro de Meterkaree baséiert op dëser Iddi. An ech begréissen duerfir och déi zwou Motiounen, déi zu deem Theema „Logement finanzéieren" deposéiert goufen, well amplaz haut ewell 710 Milliounë vun de Pensiounsreserven a Bureauen a Lagerhalen am Ausland ze investéieren, kéint een déi Suen och an abordabele Logement zu Lëtzebuerg investéieren an domadder den Zougang zum Wunnengsmarché e bësse méi einfach maachen. Well déi Leit, déi haut op de Wunnengsmarché drängen, ma dat sinn d'Cotisantë vun haut a vu muer an et sinn d'Beneficiairë vum Pensiounsfong vun iwwermuer.

Wéi schonn am Ufank vu menger Ried gesot, muss de Staat hei Verantwortung iwwerhuelen an d'Biergerinnen an d'Bierger iwwert dës Investitiounen an hirem Numm opklären. Mir mussen op ee Punkt kommen, wou mer als Gesellschaft eng richteg Diskussioun doriwwer kënne féieren, wat mat dëse Sue geschéie soll. Verschidde Biergerinnen a Bierger si schonn opgekläert a fuerderen haart, datt eise Pensiounsfong méi propper gëtt.

Loost eis hinnen net weider Märercher erzielen a se esou weider enttäuschen! Loosst eis elo fir kloer Reegele suergen, vun deenen net nëmmen d'Mënschen an d'Ëmwelt hei am Land, mee op der ganzer Welt profitéieren!

An dann, Här President, erlaabt mer nach eng kuerz Remark zu deem Zwigespréch vu virdrun. De Fernand Kartheiser huet hei op der Tribün gesot, si wären eng Partei vun der Realitéit, an en huet du gesot, datt Solar- an aner erneierbar Energien ouni Subside méi deier wäre wéi fossill Energien. Do muss ech den Här Kartheiser dann awer vläicht nach eng Kéier froen, wou en un déi Zuele géif kommen, well déi rezentsten Zuele vun 2019 weisen, datt zwëschent 2009 an 2019 d'Solarenergie hors subvention ëm 89 % méi bëlleg ginn ass an haut bei engem Drëttel vum Präis vu Kuelenenergie läit. D'Wandenergie ass an där nämmlechter Period ëm 70 % méi bëlleg ginn an ass och haut ronn um Präis vun engem Drëttel pro Kilowattstonn par rapport zur Kuelenenergie.

Nuklearenergie ass souguer méi deier ginn an där nämmlechter Period an d'Kuel ass plus/minus gläich bliwwen. Pëtrol - jiddwereen, deen en Auto huet an deen an deene leschten zéng Joer tanke war, weess, datt de Pëtrol déi lescht zéng Joer och net méi bëlleg ginn ass.

Deementspriechend géif ech ganz gäre wëssen, wéi ee ka behaapten, datt renouvelabel Energië méi deier wären an nëmmen duerch Subventioune méi bëlleg wäre wéi Karbonenergien, well d'Fakten, d'Realitéiten dobaussen um Marché schwätzen eng aner Sprooch.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e grousse Merci un de Marc Baum an d'Kolleege vun déi Lénk, fir dass mer d'Méiglechkeet hunn, eng Kéier iwwert de Fonds de compensation heibannen ze schwätzen.

Mir haten net méi spéit wéi am Juli an der Kommissioun eng Diskussioun mam Minister a Presenz och vum President vun der Pensiounskeess, wou mer eng Kéier e Bilan gemaach hunn an och erkläert kritt hunn, wat mat deene jeeweilege Sue geschitt a wéi d'Situatioun ass.

De Fonds de compensation ass en neit Kand am Verhältnis zu anere Punkten, en ass eréischt 2004 op d'Welt komm. D'Pensiounskeess gëtt et awer scho vill méi laang wéi säit 2004. Am Ufank hunn an der Pensiounskeess, an den Här Margue ass drop agaangen, ganz vill Privatbeamtinnen a Privatbeamten hei am Land - déizäit bei der Privatbeamtepensiounskeess - Sue geléint, fir kënnen eppes ze maachen, fir kënnen en Eegenheem ze kafen. Dat war an de 70er-, an den 80er-, an den 90er-Joren e Geschäft fir d'Privatbeamtepensiounskeess an et war gläichzäiteg och e Geschäft fir d'Rentréeë vun de Pensiounen an eppes fir d'Leit, fir sech kënnen eppes unzeschafen.

Domadder huet d'Privatbeamtepensiounskeess, wat ee vun de Virleefer ass vun der CNAP (ndlr: Caisse nationale d'assurance pension), also och schonn an de 70er-, an den 80er-, an den 90er-Joren an de Logement investéiert, well dat ware jo d'Sue vun der CNAP oder vun der Privatbeamtepensiounskeess, mat deenen d'Leit hir Haiser konnte bauen.

Wa mer elo schwätze vum Fong: Och scho viru Joren huet de Fong gekuckt, fir Placementer ze maachen. D'Cotisatioune ware jo net ëmmer dräimol aacht, et ware virdrun aner Cotisatiounen. Et waren emol d'Cotisatiounen: 8 % de Salarié, 8 % de Betrib a 7 % de Staat, well de Staat hat eng Paus kritt oder hat en Delai kritt vun zwee Joer, éier en och op 8 % huet missen eropgoe bei deene Suen, déi d'Pensiounskeess all Mount anzitt.

An et ass do eebe wichteg an ëmmer erëm ze ënnersträichen, dass et d'Sue si vun de Cotisanten, och wann de Staat en Drëttel dovu bäileet. Mee alles, wat do läit, ass vun deene Leit, déi derfir geschafft hunn, an et ass vun deene Leit hire Cotisatiounen, wou dat Geld do ass.

An et muss ee jo och drun denken: All Mount ginn hei zu Lëtzebuerg iwwer 190.000 Pensiounen ausbezuelt an och déi gi vun deene Rentréeë bezuelt, vun deenen ech elo just geschwat hunn!

An de Mars Di Bartolomeo huet e Rechebeispill gemaach, wou e gesot huet, an all deene Joren hätt de Fong jo 13 Milliounen erabruecht vu Reserven, wat mat Placementer …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- 9 Milliarden!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- … 9 Milliarden, pardon, erabruecht, wat mat deene Reserve gemaach gi wier. Fir déi 9 Milliarden hätt ee soss méi Cotisatioune missen hunn, fir déi Suen an d'Dëppen ze kréien. A wa mer hei schwätze vum Placement vum Fong, esou ass dat jo och e Rendement, deen herno net brauch iwwer Cotisatiounen - dach, e muss eng Kéier erbruecht ginn, mee manner duerch Cotisatiounen - dee Moment opbruecht ze ginn.

An da musse mer och vum Wuesstum aneschters schwätzen. Well ier de Fong geschaaft ginn ass, hate mer eng Kéier e Rentendësch hei zu Lëtzebuerg an do sinn Engagementer geholl ginn an do huet et ëmmer geheescht: „Mir brauchen e Wuesstum vu 4 %, fir kënnen déi Leeschtungen ze bezuelen, déi mer hunn!" An do huet kee Mensch vum Fong geschwat, mee de Fong bréngt jo och nach eng Kéier Sue mat an d'Dëppen eran an dat ass och gutt esou. An dofir kann een deene Leit, déi de Fong geréiert hu bis elo, och nëmme soen, dass se dat gutt gemaach hunn.

Ob se dat elo gutt gemaach hunn iwwer all déi Krittären, déi mer elo heibannen diskutéiert hunn, dat ass eng aner Diskussioun, mee et si jo scho Saache geschitt vun 2004 bis 2010. Säit 2010 ass geschwat ginn, dass mer musse kucken, verschidde Produiten erauszehuelen. A mir musse verschidde Betriber definéieren, an déi net méi soll investéiert gi vum Pensiounsfong, an heibanne sinn der virdru genannt ginn. 119 stinn der op där Lëscht. Sinn dat der vill oder sinn et der net vill? Dat hänkt vum Point de vue of. Mee wa mer jo soen, dass et wichteg ass, dass mer do eppes maachen, an do sinn ech dermat d'accord an eis Partei och, an dass mer do nei Reegele brauchen, aner Reegele brauchen, dass mer déi vläicht e bësse méi strikt musse maachen, mee dann däerf dat awer net nëmme gëlle fir de Pensiounsfong vun der Pensiounskeess vun de Leit, déi am Privatsecteur hir Cotisatiounen dohinner liwweren.

Ech liesen do zwou Fligersmarken. Den Transportminister huet eis virun engem Mount, sechs Wochen heibanne gesot, Lëtzebuerg misst eng nei Flott kréien. Da ginn ech jo dervun aus, dass, wann do ausgeschriwwe gëtt, déi Fligersmarken, déi op där Lëscht hei stinn, net méi berücksichtegt ginn. Dat schéngt mer jo da logesch ze sinn, well wa mer deen Usproch un d'Pensiounskeess stellen, da misste mer jo awer, fir eis moies kënnen an d'Gesiicht ze kucken, dann och soen, dass dat awer och muss bei anere Saache gëllen.

Ech stelle fest, op där Lëscht, ouni Nimm ze nennen, do stinn Autoen drop. An ech war haut de Mëtteg eng Kéier duerch dee ganze Parking gaangen, do hunn ech emol déi Autoe vun deene Marke gezielt, déi dropstinn. Ech kann Iech soen, et ass e groussen, däitsche Grupp an et stounge ganz vill där Autoen am Parking. Dann huelen ech jo och un, dass mer och do déi selwecht Prinzippie gutthale wéi am Pensiounsfong.

An ech kéint esou virufueren, do sinn nach anerer, et ass méi wéi eng Autosmark drop, wëll ech just soen. Ech wëll hei keng Nimm nennen, mee Dir kënnt se awer um Site vum Fonds de compensation alleguerte liesen a kucken. An ech gi jo och dervun aus, dass déi do bei den nächsten Ausschreiwungen, déi gemaach gi fir Autoen, déi beim Staat kaaft ginn, dann och net méi dozou gëllen.

Well wa mer soen, et däerf ee keng Suen do placéieren, da kann et jo awer net sinn, dass mer gläichzäiteg als Staat, als ëffentlech Hand, déi Mark dann ënnerstëtzen doduerch, dass mer de Produit kafe ginn. Well da muss awer ee mer emol erklären, wat dann d'Differenz ass, ob ech de Produit dohinner kafe ginn an domadder de Verkaf an den Ëmsaz vun där Firma beschleunegen, a gläichzäiteg soen ech, ech däerft awer kee Placement bei där Firma maachen!

Do musse mer awer dann, Kolleegen a Kolleeginnen, eis eens sinn, dass ee sech awer och muss kënnen an d'Gesiicht kucken, dass een net dat eent ka maachen, ouni bei deem aneren dann och ze handelen.

An dat sinn net nëmme Luxusmarke vun Autoen, déi do dropstinn. Do stinn och Autoen drop, déi net zu enger Luxusmark gehéieren, an dofir just mäin Appell. An dofir stellen ech och d'Fro - ech weess zwar, dass et net déi zwee Ministere sinn, déi hei sinn, déi sech ëm d'Soumissioun këmmeren, mee dass dat an enger anerer Hand läit -, ob dann net och do misst dru geduecht ginn, dass de Staat mat deene selwechte Krittäre virgeet fir dat, wat hie mécht. Ech gi jo dervun aus, dass mer heibannen allesguerte souwisou wäerten dann elo kucken, och da kucke bei deem nächsten Auto, dee mer eis kafen, dass mer dat mat berücksichtegen, well dat schéngt jo mol nëmme ganz normal ze sinn, wéi et domadder weidergeet.

Ech wëll och soen: Ier dee Fong do war, huet d'Pensiounskeess jo och schonn aner Investissementer gemaach. Do ass emol eng Kéier e Satellitt an d'Luucht geschoss gi vu Lëtzebuerg aus an do ass gefrot ginn: „Wéi ass et mam Geld?" An do war et d'Privatbeamtepensiounskeess déizäit, déi Aktie kaaft hat bei der SES. An den Här Finanzminister weess et och aus sengem fréiere Liewen, dass, wann iergendwou e Gebai gebaut ginn ass, ob dat fir de Staat war, fir eng Pensiounskeess war oder fir eng Krankekeess war, dann huet et ëmmer geheescht: „Majo, d'Pensiounskeesen oder d'Sécurité sociale hu jo awer Suen, dann huele mer déi, fir Invester ze maachen!"

A wann ech de Kierchbierg kucken, déi europäesch Gebaier, an ech kucken och nach e gréissert op der Gare, dat och zu den europäesche gehéiert huet: Och déi si gebaut gi vun de Sue vun de Pensiounskeesen. Dofir muss een och ëmmer wëssen, dass si an déi eng Plazen investéiert hunn, mee si hunn och vill derzou bäigedroen, wat op deenen anere Plaze fir Invester gefouert gi sinn.

Et ass och hei d'Beispill ugefouert gi vun der SNHBM, wou de Moment 14,9 Milliounë vun der Privatbeamtepensiounskeess dra sinn. Dat sinn 22,5 % vum Kapital. Och dat kann een an d'Luucht setzen. Och do kann een nach eppes maachen.

An der Gemeng vu mengen Kolleeg Léon Gloden ass elo e Gebai gebaut gi vun der Pensiounskeess. Et sinn der nach zwee ënnerwee. Bei deem engen dauert et nach e bësse méi laang wéi bei deem aneren. Bei deem engen ass e PAP (Plan d'aménagement particulier) amgaangen, wou et an der Prozedur ass, dat ass bei mengem Kolleeg Jean-Paul Schaaf an der Nordstad. An en anert, dat muss nach waarden, bis dass fir d'éischt dat neit Gebai vun der Sécurité sociale fäerdeg ass, fir dass dann op deem Sëtz, wou haut d'Sécurité sociale ass, de Pensiounsfong d'Suen huet, fir dass do kann a Logement investéiert ginn.

Ech mengen, dat däerf een awer och net vergiessen, wa mer elo all déi Analys heibanne maache vun där ganzer Geschicht, an dat muss een och matberücksichtegen an där ganzer Diskussioun.

Wa mer da schwätze vun de fossillen Energien: Also, wann ech dat alles richteg gelies hunn, mécht dat de Moment am Fong 1 % aus vun all deem, wat am Pensiounsfong ass. Dass mer do eppes musse maachen, si mer eis eens. Do muss eppes geschéien an do musse mer och kucken. Mee déi Bensinnsmarken, iwwert déi mer do diskutéieren, ech hu matkritt, dat ass awer Zoufall, dass déi zwou sech zerstridden hu wéinst enger Ausschreiwung op enger Autobunn, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass, nämlech op der Autobunn vun der Stad bis op Esch. Do war déi eng, déi hat ëmmer déi Tankstell an déi huet gemengt, si dierft se behalen, an déi aner huet kritiséiert, et wier net ausgeschriwwe ginn.

Dofir ass elo schonn een an en halleft Joer keng Tankstell op där Autobunn. Ech weess elo net, wie vun deenen zwee gewonnen huet, mee et huet elo ee vun deenen zwee d'Soumissioun gewonnen. Och do muss ee sech d'Fro stellen: War dat dee richtege Message? Well déi maache jo elo en Ëmsaz. An déi Autubunnstankstellen - dat weess den Här Gramegna besser wéi ech, wa mer et am Budget ëmmer kucken all dräi Méint, wann en eis d'Resultat bréngt, do gesi mer, dass d'Tankstellen hei zu Lëtzebuerg net grad dee klengsten Ëmsaz maachen. Da misste mer eis awer och do Froe stellen. Ech wëll net soen, dass alles richteg ass, wat déi maachen. Mee et muss ee sech awer, wann een eng politesch Ausso mécht, grad am ekonomeschen Aspekt, och eens sinn, ob een dat wëllt oder net.

A wa mer da vun alternativen Energië schwätzen, wou mer mussen investéieren, wëll ech och soen: Déi zwee si grad amgaangen, international 10-20 % ze investéieren an alternativ Energien. Ech wëll dat just soen, ech sinn net hei de Spriecher vun enger Pëtrolsgesellschaft, mee et muss een awer och fairnesshalber soen: Wann Der kuckt, och déi sinn amgaangen, an alternativ Energien ze investéieren!

An eppes, wat ech vermësst hu bei de Froe vum Här Margue, wéi e gesot huet, e misst dem Minister nach verschidde Froe stellen, dat ass eppes iwwert den Euratom-Vertrag. Well och dat ass jo och eng grouss Diskussioun. Wat maache mer mam Euratom-Vertrag? A mir hunn eppes erëmfonnt, meng Fraktiounscheffin huet eng Question parlementaire vun 2013 fonnt, wou déi gréng gesot hunn, mir missten aus dem Euratom-Vertrag erausklammen. Ass dat och nach ëmmer esou? Well dat wier jo och eng Diskussioun: Ewech vun dem Fossillen, mir musse méi bei d'Alternative kommen. Gëllt dat nach ëmmer? Ass dat d'Positioun vun der Regierung?

Dofir meng Fro dann un d'Regierung: Gedenkt d'Regierung, aus dem Euratom-Vertrag erauszeklammen an nëmmen nach an alternativ Energien ze investéieren? Well dat wier jo eng weider Logik an där ganzer Diskussioun, déi mer féieren.

Ech hat et scho gesot: Et muss een eng Analys maache vun all deene Produiten, an déi d'Privatbeamtepensiounskees, den CNAP, oder de Fonds de compensation investéieren. Et sinn der sécher méi wéi 119, wou ee muss soen, déi mussen op deen Index do kommen, mee da musse mer eis och do Krittäre ginn. An ech erënneren do un déi Diskussioun, déi mer haten am Juli, wou et geheescht huet: „Mir wäerten do mat neie Krittäre kommen!"

An ech huele jo un, dass d'Regierung eis och déi Krittäre wäert bréngen, an da musse mer awer och eng Diskussioun doriwwer féieren. Mee ech maachen do nach eng Kéier mäin Appell: Dann däerf déi Diskussioun awer net nëmme beschränkt sinn op d'Placementer vun deene Privatleit, well - ech soen et nach eng Kéier -: Et ass d'Verméige vun de Cotisantë vun der Privatbeamtepensiounskeess! Et kann net sinn, dass nëmmen do esou streng Krittären ugewannt ginn, déi op anere Plazen net gëllen.

Jo zu méi strenge Krittären, mee da wannechgelift fir jiddwereen an net dat just op een Eenzelne beschränken!

Da muss een och nach eng Kéier drun erënneren: Wa mer schwätzen iwwert de Logement - an de Gilles Roth huet do eng Motioun erabruecht, wou ech un lech alleguerten den Appell och maachen -, do wëlle mer, dass méi an de Logement investéiert gëtt, an dat gëllt souwuel beim Fonds souverain wéi och hei beim Pensiounsfong. Well och dat ass wichteg, dass mer domadder de Leit Zukunftsperspektive ginn. Dat soll een net aus den Ae verléieren. Och dat ass méiglech, ob dat d'SNHBM ass oder ob dat de Fonds du logement ass, well et si bis elo déi zwee, déi bei der Pensiounskeess kënne gehollef kréien.

Mee, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et geet awer nach ëmmer drëm, dass et d'Sue si vun de Cotisanten. A mir wëssen, mir bezuelen de Moment 190.000 Pensiounen aus an dee Chiffer wäert elo gläich - den Här Schneider weess dat besser - déi 200.00er-Mark iwwerschreiden. An et muss een och do wëssen: Et sinn nëmme 55 % dervun, déi hei zu Lëtzebuerg bleiwen, déi aner Pensiounen, 45 % vun all deene Pensiounen, déi ausbezuelt ginn, ginn an d'Ausland. Et ass net nëmmen eist Geld, mee et ass och d'Geld vun deene Leit, déi mat derzou bäigedroen hunn, dass Lëtzebuerg dee Stellewäert kritt huet an der Ekonomie an domadder iwwerhaapt déi Reserve konnt uleeën, déi Lëtzebuerg

haut huet. Och dat däerf een an där ganzer Diskussioun net vergiessen.

D'CSV ass averstane mat anere Krittären. Déi soll een dann awer diskutéieren - déi soll een zesummen diskutéieren! Et mussen der och héchstwarscheinlech méi op d'Lëscht, mee, wéi gesot, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, da musse mer eis awer och eens sinn, dass dat net nëmme ka gëlle fir de Pensiounsfong, mee dass mer dann och déi Éierlechkeet mussen hunn an dass déi selwecht Krittären och op anere Plaze gëllen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt de Minister fir sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider.

Prises de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. De Mars Di Bartolomeo huet gesot: „Fir d'éischt déi mat deene ville Suen, dann déi mat deene manner ville Suen!" Bon, ech mengen, esou kann een et gesinn, mee ech mengen, dat ass awer net d'Diskussioun vun de Mëtteg gewiescht. Ech géif fir d'éischt op dëser Plaz eng Kéier dem Här Baum Merci soen, datt mer dës Interpellatioun hei endlech, kann ee soen, maachen.

Mir hu laang driwwer diskutéiert. Ech muss awer och soen, ech mengen, Dir wësst dat, datt mer an deene leschte Joren dacks an der Chamberskommissioun, mee virun allem awer och an der Plenière ëmmer erëm driwwer diskutéiert hunn. An ech selwer, dee jo och elo schonn an där drëtter Regierung mat derbäi ass, hat an der Tëschenzäit ëmmer nëmme Portefeuillen, déi direkt mam Pensiounsfong ze dinn haten, ob dat d'Sécurité sociale war, ob dat d'Landwirtschaft war oder ob dat d'Kooperatioun war. Et waren allkéiers dräi Voleten, déi natierlech ganz no leie bei nohaltegen Investissementer oder nohalteger Entwécklung vun eiser Pensioun.

Ech muss soen, datt déi Debaten, déi hei gehale goufe vun deenen eenzelne Riedner, mengen ech, ganz konstruktiv waren an awer och op där anerer Säit opgewisen hunn, wat déi breet Facettë si vun dëser Diskussioun, déi engersäits ganz vill ronderëm d'Kohärenz gaange sinn, ronderëm d'Transparenz a ronderëm d'Effikassitéit. Déi Saachen huet ee ganz kloer heiriwwer erausfonnt an ech mengen, et huet virun allem och gewisen, wéi schwéier et ass, fir effektiv déi Gestioun hei jiddwerengem zu 100 % gerecht ze maachen.

Et muss een awer och kloer feststellen, datt, zënter de Pensiounsfong am Gesetz verankert ass, an dat zënter 2004, an der Tëschenzäit eng ganz grouss Evolutioun stattfonnt huet. An och déi Diskussiounen, déi heibanne gefouert goufen no 2004, 2006, 2007 an déi hannendru gefouert gi sinn 2010, 2012, dat sinn anerer wéi déi, déi mer hautdesdaags féieren. An dat ass richteg an dat ass och gutt esou!

An dofir muss och grad de Pensiounsfong sech virunentwéckelen an huet dat an deene leschte Joren och gemaach a wäert et och an Zukunft maachen an ech kommen herno dorobber zréck an ech komme virun allem och op dee Rapport zréck, deen hei schonn zitéiert gouf. Ech mengen, en huet och gemaach, datt en no vir kuckt, selbstverständlech genausou wéi den FSIL, wou mer iwwregens eng ganz flott Zesummenaarbecht hunn. An de Pierre Gramegna wäert duerno och op déi Zesummenaarbecht agoen a wéi mer och virun allem heibanne kënnen déi zwee Fonge méi konstruktiv, nach méi konstruktiv, an eng nohalteg Debatt erabréngen.

De Pensiounsfong selwer, mengen ech, huet awer an deene leschte Jore seng sozial Verantwortung genau iwwerholl an der nohalteger Entwécklung, an dat virun allem op fundamental Objektiver opgebaut, ech hu se virauser zitéiert: Kohärenz, Transparenz an eeben Effikassitéit.

Et ass awer och gutt, datt eng Rei Riedner d'legal Basis vun dësem Fong eigentlech rappeléiert hunn. Ëm wat goung et dann eigentlech hei? An ech mengen, den Här Baum huet dräi Saachen herno als Resümmee gesot, déi de Pensiounsfong ze erfëllen hätt oder huet: Éischtens ass et déi vun der Perennitéit, zweetens ass et déi vum Respekt vun dem Volet vum Paräisser Accord an drëttens déi vum Changement climatique - scho resuméiert déi dräi, et sinn der sécher och nach dertëschent gewiescht.

A virun allem bei där éischter, do, wou mer vun enger Perennitéit schwätze vum System vum Ausbezuele vun de Pensiounen, verweisen ech hei - ech hu gesinn, den Här Spautz hat en och am Grapp - op deen neie Rapport, et ass net dee Rapport, dee mer mengen, mee de Rapport annuel 2019 vun der Pensiounskeess. Dee soll sech jiddwereen eng Kéier ukucken! Dee kann een entweeder op Pabeier oder um Internet ukucken. Do gesäit een, wivill Dausende vu Pensioune mer ausbezuelen, wouhi se ginn a wat virun allem och hannendru vun Aarbecht stécht, déi gemaach gëtt, awer virun allem och déi Effikassitéit, fir dat, wat d'Leit abezuelt hunn, herno och kënnen als Pensiounen ausbezuelt ze kréien.

Mee eppes, dofir brauche mer eis bei där doter Fro net ze schummen. Mir kënne soen: Jo, effektiv, de Pensiounsfong huet esou agéiert, datt mer hautdesdaags Reserven hu vun 23 Milliarden Euro, dat heescht, 4,5 Joer kënne mer Pensiounen ausbezuelen, ouni iergend eng Cotisatioun opzehiewen!

Kee Land op der Welt kann dat dote virweisen! An dat ass gutt an dat ass och richteg esou. Och dat gëtt eng gewësse Rou, déi mer hunn an deene ganzen Iwwerleeungen doriwwer eraus.

Dofir, mengen ech, brauch ee sech net ze schummen, fir ze soen: „Jo, dat ass esou!" An et gouf zum Schluss, mengen ech, och vum Marc Spautz nach eng Kéier drop higewisen a vum Mars Di Bartolomeo: Déi 9 Milliarden Euro, déi effektiv och hei konnten erwirtschaft ginn iwwert de Pensiounsfong, déi also zousätzlech zu de Reserven derbäikommen, déi kënne mer allkéiers bei der Differenz vun de Cotisatioune par rapport zur Répartition pure och feststellen.

Déi aner Volete musse mer selbstverständlech ëmmer erëm ajustéieren an à jour halen. A genau dat ass et jo och, wat am Regierungsprogramm steet: Datt mer zesumme mat de Sozialpartner en Dialog féieren, fir ze kucken, wéi mer de Pensiounsfong an deenen nächste Joren nach méi nohalteg kënne gestalten, eebe mat den Accorde vu Paräis, mat de Problemer respektiv den Defien, déi eis de Changement climatique stellt.

A grad dat, mengen ech, ass dee Rapport, deen ech selwer zesumme mam Fong an Optrag ginn hunn, dee Rapport, dee souzesoen erstallt gouf an deene leschte Méint an deen, mengen ech, elo fäerdeg ass. Ech hat effektiv an enger Kommissiounssitzung versprach - ech mengen, dat war déi vum 2. Juli -, datt mer géife bis Enn des Joers kënnen dëse Rapport, dëse Rapport d'investisseur responsable, esou heescht en, am Endeffekt och der Chamber virstellen.

An ech mengen, ech maachen dat ëmmer, datt ech kucken a menge Kommissiounen, fir d'éischt d'Chamber ze kontaktéieren an ze kucken, d'Presentatioun als Éischt der Chamber, der zoustänneger Chamberskommissioun, ze maachen. Ech hunn de Moie mam President vun der zoustänneger Chamberskommissioun, dem Georges Engel, geschwat a mir hunn och en Datum ausgemaach, datt mer den 10. Dezember d'Presentatioun vun dësem Rapport wäerte maachen. An da kritt d'Chamber effektiv duergestallt, wat an deenen eenzelne Voleten - wat och d'Aufgab war an dësem Rapport, dee jo do ronderëm gedréint huet - erauszefannen ass:

Engersäits, éischtens: Wéi gesäit et aus am Beräich vum Karbonofdrock, der Empreinte carbone?

Zweetens: Wéi ass déi Trajectoire énergétique, déi de Paräisser Accord virgesäit? Wéi steet de Pensiounsfong dozou?

An drëttens: Wat sinn déi eenzel Risiken, déi grad an de klimatesche Changementer stattfannen?

Dat dote genau gouf hei analyséiert. Ech hat d'Chance bis elo nach net, dëse Rapport ze liesen, ze consultéieren. Ech weess net, ob Dir, Här Baum, d'Méiglechkeet schonn hat. Et huet esou geklongen opgrond vun enger Rei vu Bemierkungen, déi Der gemaach hutt, wat do drasteet. Ech hunn dat nach net gelies, well ech d'Chance nach net hat. Ech liesen dann emol eng Kéier derduerch a kucken dann, wat dann effektiv d'Konklusioune vun dësem Rapport sinn.

Also, Rendez-vous an der Kommissioun selwer, fir dat effektiv den 10. Dezember genausou gutt, wéi mer dat den 2. Juli gemaach haten, an enger offener, fairer Diskussioun kënnen ze maachen!

Ech kommen dann awer zréck op d'Gestioun vum Fong. D'Gestioun vum Pensiounsfong - an ech gebrauchen och dat Wuert schonn, Dir gesitt, fort vum Fonds de compensatioun hin zum Pensiounsfong -, mengen ech, huet gewisen, datt eng exzellent Gerance gemaach gouf.

Mäi grousse Merci och virun allem hei un de Verwaltungsrot mat deene jeeweilege Presidenten hannendrun, sief dat de Roby Kieffer, sief dat de Fernand Lepage a sief dat an Zukunft deen neie President vun der Pensiounskeess, an dann och vum Fong den Alain Reuter, déi do, mengen ech, genau wëssen, wéi se dat ugepaakt hunn an eebe genau zesumme mat de Sozialpartner an engem Tripartite-Gedanken och d'Gestioun vun dësem Fong gemaach hunn, an dat virun allem an engem Beräich - an elo kommen ech op deen zweeten Term zréck -, dee vun der Transparenz.

Wann hei de Mëtteg ganz vill Zuele genannt goufen, zum Deel Firmaen zitéiert goufen, majo, dann ass dat nëmmen, well een déi iergendwou transparent konnt liesen. An déi stinn transparent um Site vum Kompensatiounsfong, déi 119 Firmaen, déi effektiv ausgeschloss sinn aus dem Pensiounsfong. Dat sinn der elo vill oder net vill, doriwwer kann een diskutéieren. Mee ech kann Iech awer soen, weltwäit hunn ech nach kee Fong gesinn, deen der vill méi ze bidden huet wéi deen doten. A sécher ass dat ëmmer erëm ausbaubar, sécher sinn d'Krittären ëmmer erëm nei ze evaluéieren, och do si mer oppen derfir. Mee ech mengen, grad dat weist, wéi effikass dach awer déi 2011er-Exklusiounslëscht, déi agefouert gouf, effektiv applizéiert gëtt.

Datt do mol ëmmer erëm Inkohärenzen dra virkommen, dat ass kloer. Dat ass eis bewosst. Mee ech mengen, et ass awer e ganz gudden Usaz, fir hei kënne virzegoen. A wann ee schwätzt, wat fir eng exkludéiert sinn, wat fir eng et misste sinn, zum Beispill gëtt hei och ganz vill vun der Fossillenergie geschwat, och hei kenne mer Firmen, wou zum Beispill de Moment nach de Fong aktiv mat investéiert, mee wou mer och wëssen, datt déi doniewent awer e groussen Deel vun hirer Aktivitéit am Beräich vun erneierbaren Energien hunn. Ech nennen hei keng Nimm, mee Dir kennt se alleguerten. Also kann een och do déi Kompartimenter net och nach eng Kéier trennen. Et muss een och hei ganz einfach kucken, datt een eng gewësse Logik a virun allem eng gewësse Breet vum Streeë vun dem Risiko mécht. Och dat steet jo genau am Gesetz, dass mer probéieren, de Fong virun allem diversifizéiert opzestellen, soudatt en esou mann wéi méiglech Risiken duerstellt.

Sécher bidde sech an där nächster Zukunft am Beräich vun deem ganze Sustainable Investment - an de Pierre Gramegna wäert herno dorobber agoen - eng ganz Rei vun neie Chancen, déi do eropkommen an déi eis och wäerten hëllefen, genau déi nei Investissementer ze maache vum Pensiounsfong an och Placementer, déi sécher sinn an déi genau dee selwechte Rendement wäerte bréngen, wéi dat de Moment de Fall ass.

Ech géif da vläicht awer nach eng Kéier kuerz drop agoen, wou de Moment, an deene leschte Joren, awer virun allem och zënter 2010, 2011 ganz massiv awer probéiert gouf, eng nei Schinn ze fueren a méi responsabel ze investéieren, an dat virun allem an deene Kompartimenter, déi hei schonn zitéiert goufen: engersäits de Sustainable Impact mat 200 Milliounen, op där anerer Säit Green bonds mat 100 Milliounen. Jo, dat sinn nëmmen 300 Milliounen, dat stëmmt. Mee et ass awer ganz kloer drëm gaangen, dat war och d'Optik dovunner, fir mat deenen 300 Milliounen emol gewëssen Erfarungswäerter ze kréien, fir ze kucken, wéi dat sech dann elo ganz einfach um Marché ergëtt, an dorobberhin natierlech ëmmer ze probéieren, dat dann auszebauen. An ech mengen, do ass awer och keen, weeder an der Regierung, nach de Minister, nach am Verwaltungsrot, wann déi Zuelen, déi Experienze positiv sinn, deen natierlech net och kuckt, dat nach auszebauen. Mee ech mengen, en Invest vun 300 Milliounen, dat ass ongeféier bal de Volume vun dem Zukunftsfong, dat weist, datt och hei probéiert gëtt, an déi richteg Richtung ze goen.

Doniewent d'Efforten, déi gemaach goufen - virun allem, wou mer grad och duerch déi Efforten néng Labelen hunn, déi vu LuxFLAG confirméiert ginn, aacht ESGen an ee spezifesch fir d'Ëmwelt -, si weisen, datt de Fong also net inaktiv an deem dote Beräich ass, mee e probéiert natierlech och, ëmmer méi aktiv ze bleiwen.

De Volet vun dem Immobiliemarché, do gouf och schonn hei gesot, datt beim Immobiliemarché sécher net d'Geld ee vun de Problemer ass, mee datt aner Contrainten hannendrustiechen, a si goufen hei schonn opgezielt an ech brauch net nach eng Kéier drop anzegoen. Mee et ass awer och esou, datt de Pensiounsfong an deene leschte Jore virun allem geziilt probéiert huet, eng Rei vu Projeten hei zu Lëtzebuerg matzeënnerstëtzen. Dee leschte war effektiv deen zu Gréiwemaacher, do, wou mer effektiv e flotte Projet gemaach hunn, dee mer elo viruginn hunn un de Fonds du logement, fir d'Gerance dovunner ze maachen. Dat ass en éischten eeben, wou mer Wunnengen „à loyer abordable" zur Verfügung gestallt hunn. Zwee anerer, een dovunner gouf hei zitéiert, an der Nordstad, an een eeben an deene besteeënde Raimlechkeete vun der Sécurité sociale respektiv vun der Gesondheetskees, mat enger Rei anere Servicer derbäi, do gëtt eng nei Cité vun der Sécurité sociale gebaut, an dat gëtt och vum Fong gebaut, also nach eng Kéier hei den Hiweis.

An op där anerer Säit, do, wou Terraine lassgeäist ginn, fir Wunnengsbau ze maachen, do wäert de gréissten Deel och grad an deem PAP eebe Loyer sinn zu engem abordabele Präis. Also, och hei wäerten an deenen nächste Joren an och elo scho virun allem vun dem Fong eng ganz Rei vu flotten Ausriichtunge gemaach ginn. An et gouf hei och scho gesot, datt de Fong Mataktionär an der SNHBM ass, an dat ass gutt an dat ass och richteg esou. A grad bei der leschter Kapitalerhéijung war de Fong derbäi, fir och hei ganz einfach säi Prozentsaz, an dat gouf hei schonn zitéiert, op 22 % eropzesetzen.

Dir gesitt also, mengen ech, datt mer op engem Wee sinn, genau dat ze maachen, wat mer wëlle maachen a wat och hei gefrot gouf, an zu Recht och gefrot gouf, fir ëmmer méi ze probéieren, Saachen ze hannerfroen, ouni awer op där anerer Säit d'Zil vun dem Fong, dat heescht d'Perennitéit, d'Ofsécherung vun eise Pensiounen, a Fro ze stellen. Mir probéieren dat virun allem och zënter enger Zäit zesumme mam Finanzminister. An ech probéieren elo de Link ze maachen, fir dem Pierre Gramegna d'Wuert ze iwwerginn. Mir hunn eng ganz enk Kooperatioun ugestrieft mam Pierre Gramegna, awer och mam Carole Dieschbourg, an dat virun allem am Beräich vun der Luxembourg Sustainable Finance Initiative.

An ech mengen, dat ass d'Wuert, fir eriwwer ze ginn un de Pierre, fir ze kucken, wéi mer an Zukunft kënne virun allem och hei déi zwee Fongen nach méi no bréngen an och Synergien zwëschent deenen zwee Fongen opbauen.

Voilà! Ech soen Iech op jidde Fall Merci fir dee flotten Debat, och merci fir déi Motiounen, déi, mengen ech, genau dat erëmginn, wat och hei debattéiert gouf. An an deem Sënn erwaarden ech mer, datt selbstverständlech dës Debatt net déi lescht soll sinn. Déi solle mer ëmmer erëm repetéieren, fir virun allem och e Suivi dervunner ze kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Minister fir sozial Sécherheet, dem Här Romain Schneider. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un den Deputéierte Baum, fir effektiv dëst Theema scho säit Méint thematiséiert ze hunn, an e grousse Merci un de Minister Romain Schneider. Wa mer e Multipel agesat hätten, wat meng Zäit ubelaangt, hätt ech nëmmen e Fofzegstel vun der Zäit kritt, mee en huet mer gentiment d'Hallschent vun der Zäit ginn. Mee dat beweist och, wéi gutt mir zwee zesumme schaffen a wéi seriö mer och dat Theema hei zesummen huelen.

De Sujet, en fait, dee mer hei wëllen all zesummen traitéieren, dat sinn nohalteg Finanzen, nohalteg Investissementer, an Dir wësst, dass dat fir mech eng grouss Prioritéit ass, dass ech dat vun Ufank un, säit ech Minister sinn, verfollegen. Mir hunn do eng ganz dynamesch Approche. Mir sinn amgaangen, eng Luxembourg Sustainable Finance Initiative op d'Been ze setzen. Mir hunn dat an de leschte Joren zesumme mam Carole Dieschbourg op d'Bee gesat. An d'Strategie vum Fonds de compensation an d'Strategie vum Fonds souverain intergénérationnel vu Lëtzebuerg, dem Zukunftsfong, sollen natierlech och mat deem iwwereneestëmmen.

Lëtzebuerg ass haut klasséiert als déi véiert Finanzplaz op der Welt, wat soutenabel Finanzen ubelaangt. Do gesäit een och do e wichtege Lien zwëschent all dësen Aspekter. Den Zukunftsfong ass e ganz jonken, en existéiert eréischt säit 2015. En huet haut bal 400 Milliounen Euro, dat ass elo déi rezentsten Ziffer. An de leschte Woche sinn d'Boursë vill eropgaangen, dat huet dem Fong seng Avoiren e bëssen nach gehéicht par rapport zu de leschte Wochen.

Wat dëse Fong charakteriséiert, ass, dass e keng direkt Investissementer mécht. Firwat? Majo, well säin Avoir, déi Zomm, déi en zur Verfügung huet, nach ze kleng ass, fir direkt Investissementer ze maachen. Dat ass de groussen Ënnerscheed par rapport zur Investitiounspolitik vum Fonds de compensation, vum Pensiounsfong.

Mir investéieren also haaptsächlech an Exchange Traded Funds, an ETFen, wou dann Indicen dra sinn oder ganz vill Valeuren dra sinn.

Et ass och esou, dass mer alljoers ronn 50 Milliounen an dee Fong eraginn, dass mer dee speisen, an do ass am Ufank d'Hallschent TVA électronique gewiescht, also ongefëier 25 Milliounen, an déi aner Hallschent waren Akzisen, wat och ganz kloer ënnersträicht, dass mer ni gesot hunn, dass mer géifen d'Erträg vun der ganzer TVA électronique an de Fonds souverain setzen, an dat selwecht och fir d'Akzisen. Mir hu ganz kloer e Montant do festgesat, dee verstänneg war. Ech wéilt, ech hätt kënnen … Ech mengen, d'Regierung wär frou gewiescht, wa se hätt kënne méi drasetzen, mee vu dass mer net an de Reserve geschwomme sinn, wéi mer ugefaangen hunn - ganz am Contraire -, hu mer eis missen domadder zefridde ginn. Ech kommen herno nach drop zréck.

De Rendement, dee mer bis elo am Fonds souverain haten, ass jo ronn 4,5 % gewiescht an der Moyenne, dat ass e ganz gutt Resultat. Ech géif och gär den Ekippen, déi drop geschafft hunn iwwert déi Joren, derfir felicitéieren.

De Fonds souverain investéiert 52 % vu sengem Portefeuille an Obligatiounen, 45 % an Aktien an 3 % huet en dann am Liquide. De Sujet vum Développement durable vu soutenabelen Investissementer ass iwwert déi lescht Joren ëmmer méi grouss geschriwwe ginn, souwuel beim Fonds de compensation, wéi och bei eis. Mee beim Fonds de compensation ass de Fonctionnement anescht, well de

Fonds de compensation jo direkt Investitioune mécht, en also och eng aktiv Politik huet vu Placementer. Déi vum Fonds souverain kann een als eng relativ passiv beschreiwen, well mer jo do op Instrumenter zréckgräifen, déi anerer geschaf hunn. A firwat hu mer dat gemaach? Majo, well eis Avoiren eebe limitéiert waren.

Vum Joer 2018 un huet de Fonds souverain awer ëmmer méi gekuckt, ob en net kéint ETFe fannen, déi d'Krittäre vun der Soutenabilitéit, vun der Nohaltegkeet géifen erfëllen, an esou hu mer da lues a lues eise Portefeuille adaptéiert. An op haut gekuckt sinn d'Aktien, déi 45 % duerstelle vum Fonds souverain, alleguerten ouni Exceptioun an nohalteg ETFen investéiert. Mir beruffen eis do op den MSCI Socially Responsible Investment, dat ass also en Tiers, deen esou Indicen oder esou Instrumenter schaaft, op déi mer eis da beruffen. Ech mengen, bei den Aktien hu mer dann elo schonn eist Zil erreecht, mee et ass eng Zwëschenetapp.

A wéi gesäit et bei den Obligatiounen aus? Et bien, do si mer net méi ganz wäit vum Zil ewech: Do hu mer nach 0,6 % vun den Obligatiounen, déi Schwieregkeete stellen oder déi op Exklusiounslëschte sinn. Mee wann een dat méi positiv kuckt, kann ee soen, dass méi wéi 99 % vun den Investissementer vum Fonds souverain iwwerhaapt kee Problem duerstellen. An ech soen Iech hei: Déi 0,6 %, dat stellt ongeféier 2,4 Milliounen Euro duer par rapport zu deene bal 400 Milliounen a mir wäerten alles drusetzen, dass mer d'nächst Joer op 100 % Investissementer kommen, déi impeccabel sinn, wou keng Fro sech méi stellt. Ech mengen, dat ass e gutt Zil!

Ech fannen, dass déi Debatt hei grad am richtege Moment kënnt. Si kënnt am richtege Moment, wat de Fonds souverain ubelaangt, dee jo méi jonk ass, well mer elo fënnef Joer Erfarung hunn. Si kënnt am richtege Moment fir eise Fong, well mer ufänken eng Masse critique ze hunn, déi mer virun e puer Joer iwwerhaapt net haten. Mir sinn net méi ganz wäit vun enger hallwer Milliard entfernt an do kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob een net och ka lues a lues op eng méi aktiv Investitiounspolitik eriwwergoen, änlech, wéi dat de Fonds de compensation mécht.

Eng Saach, déi eis dat och elo méi liicht mécht, ass, dass et ëmmer méi Produite gëtt, ëmmer méi Aktivaen, ëmmer méi Fongen, déi nohalteg sinn an déi déi modernste Krittären anhalen. Dat war nach virun zwee, dräi Joer guer net esou einfach, mee d'Demande no esou Produite gëtt ëmmer méi grouss an dat wäert eis dat jo och méi einfach maachen, fir nei Produiten ze fannen, sief et a Form vun Aktien, sief et a Form vun Obligatiounen.

Vill vun Iech hunn evoquéiert, dass mer solle méi zesummeschaffen, an dat si mer amgaangen ze maache mam Fonds de compensatioun. Eng vun de Saachen, wou mer méi kënnen zesummeschaffen, ass natierlech déi Liste d'exclusion. Mir hunn de Moment nach iwwerhaapt net richteg no enger Liste d'exclusion geschafft am Fonds souverain, mee ech ka mer gutt virstellen, dass mer do op där selwechter Basis kënnen an Zukunft schaffen. Mir wäerten dann och, wéi beim Fonds de compensation, méi eng aktiv Politik poursuivéieren - dat ass séier gesot, dat ass net esou séier gemaach, mee dat ass eppes, wat mer am Laf vum nächste Joer wëllen ausschaffen.

Ech hu verstane vu Verschiddenen, déi gesot hunn, mir sollen och am Logement aktiv ginn. De Fonds de compensation ass aktiv. Mir hu reduzéiert Moyenen a mir mussen analyséieren, ob mer en Deel, e klengen Deel, vun eisem Portefeuille kéinten an déi Richtung cibléieren. Ech muss Iech soen, dass mer de Moment amgaange sinn, dat ze analyséieren, an do nach keen Engagement derzou kënnen huelen. Mee mir wäerten dat analyséieren.

En anere Punkt, op deem mer zesumme kënne schaffe mam Fonds de compensation, ass, wat fir Krittäre mer zréckbehalen, fir d'Durabilitéit an d'Nohaltegkeet ze moossen. Och dat ass méi séier gesot wéi gemaach. Do gëtt et elo EU-Krittären, déi och harmoniséiert sinn, déi engem d'Liewe warscheinlech méi einfach maachen. An och op deem Punkt wäerte mer wëllen zesummeschaffen a Synergië fannen.

Dir verstitt also, dass eist Zil ass, esou no wéi méiglech een un deen aneren erunzekommen an eis Krittären ze harmoniséieren, mee dat heescht net, dass déi zwee Fongen herno d'selwecht fonctionéieren. Si hunn eng aner Daseinsberechtegung, si hunn eng aner Alimentatioun, si hunn eng ganz aner Gréisst. Mee mir wäerten all déi Synergien, déi mer kënne maachen, ausnotzen - och op Basis vun deem Rapport, dee jo elo an den nächste Wochen erauskënnt an deen de Minister Schneider kuerz ugeschwat huet.

Zur Konklusioun wéilt ech och soen, dass souwuel de Minister Schneider wéi och ech, wat eis zwee Fongen ubelaangt, en Dialog mam Carole Dieschbourg an de leschte Méint ugefaangen hunn. Et ass eis allen zwee ganz wichteg, dass justement eis Investitiounsstrategie vun den zwee Fonge komplett an Adequatioun ass mat de Prinzippie vun der Luxembourg Sustainable Finance Initiative.

An zur Konklusioun wéilt ech kuerz e Kommentar maachen zu deem, wat den Deputéierte Roth gesot huet, wéi e mech gentiment in extenso zitéiert huet aus dem Joer 2014. Ech hu mer am Ufank geduecht: „Oh, vläicht huet en e Passage fonnt, wou ech eppes gesot hunn, wat haut net méi richteg ass." Mee ech muss soen, ech si ganz frou, well ech stinn hanner all Wuert, dat ech deemools gesot hunn. Ech hunn deemools gesot, dass, wéi ech komm sinn, wéi ech an dëser Regierung, viregt Regierung Bettel, ugefaangen hunn, mer keng Mouk fonnt hunn - an dat weess jiddereen, dass dat de Fall war, dass keng Mouk do war. Et ware vill Lächer do, déi hu misse gestoppt ginn, an ech hunn annoncéiert, dass mer nawell géifen e Fonds souverain maachen an dass mer géifen e klengen Deel vun de Recetten, eebe 50 Milliounen - ech hunn et am Ufank vu menger Ried gesot -, an de Fonds souverain stiechen. An dat hu mer och gemaach, dofir gesinn ech net, wou do e Problem ass par rapport zur Situatioun, déi gemaach ginn ass. Ni huet d'Regierung gesot, si géif alleguerten déi Einnamen do an de Fonds souverain setzen.

A jo, mir si bescheiden, et kann ee beanstanden, dass dat net spektakulär ass, wat mer dragemaach hunn, mee ech muss Iech soen: Ronn 400 Milliounen ass nach ëmmer besser wéi null!

(Interruption)

An ech wëll awer och derbäi soen, well eng Kritik komm ass schonn iwwert d'Joren, dass dat alles geléinte Sue sinn: Dat ass net richteg! Am Joer 2018, am Joer 2019 huet d'Administration centrale fir d'éischt säit laanger Zäit en Excedent gehat, trotz deem, dass mer keng Mouk fonnt hunn, grouss Scholden haten, d'TVA électronique verluer hunn - déi gëtt et haut net méi -, dass mer alles maachen, fir manner dependant ze si vun den Akzise vum Pëtrol, dass mer eng CO_2-Steier aféieren, fir d'Quantitéiten ze drossele par rapport zum internationale Verkéier (veuillez lire: fir d'Quantitéiten u verkaafte Carburanten aus dem internationale Verkéier ze drosselen).

Dass mer et trotz all deene Saache fäerdegbruecht hunn, eise Budget ze equilibréieren, ass ganz remarkabel, an da soen ech mer, da kënne mer ganz houfreg sinn op déi ronn 400 Milliounen, déi mer op d'Säit gesat hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. Dës Diskussioun ass domat ofgeschloss. Mir kommen elo zu deenen zwou Motiounen.

Motion 1

Wëllt een zu der Motioun 1, déi vum Här Roth deposéiert ginn ass, d'Wuert ergräifen? Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Jo, merci, Här President. Et ass eng Motioun, déi eis ganz sympathesch ass, déi ganz an d'Richtung geet vun deem, wat mir als och Visioun hunn, notamment datt de Fonds souverain soll direkt kënnen investéieren, och an den Immobilier zu Lëtzebuerg.

Ech hunn eigentlech an deem, wat den Här Minister gesot huet, och keng direkt Kontradiktioun gesinn, hien huet just gesot: „Mir mussen dat iwwerpréiwen." Net vill aneres steet hei dran, nämlech eng Revisioun vun där Politik, „afin de permettre", soudatt ech mengen, datt dat hei op jidde Fall ënnerstëtzenswäert ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum.

Wa keng Wuertmeldung méi do ass, komme mer zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun 2, déi vum Här Mars Di Bartolomeo deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Jo, merci, Här President. Ech wéilt vun der Occasioun profitéieren, fir och op déi Fro ze äntweren, déi den Här Minister Schneider mer gestallt hat: Ob ech de Rapport, dee jo eréischt an enger Woch erauskënnt, gelies hätt. Ma Här Schneider: nee, leider net! Soss hätt ech net missen e Verdacht äusseren, e ganz schlëmme Verdacht, deen ech hat an op deen ech komm sinn, well ech de Rapport annuel gelies hunn an do festgestallt hunn, datt 600 Millioune vum Fonds de compensation a Fossillenergien investéiert sinn. Ech wär ëmsou méi frou, wann dee Verdacht géif enthäert ginn, mee dat gesi mer jo dann an enger Woch.

Zu der Motioun selwer muss een zwou oder dräi Saachen soen. Se ass eis am Prinzip wierklech ganz sympathesch, mee éischtens ass aleng schonn den éischten Tiret dee Stand, dee mer no der Kommissiounssëtzung vum Januar 2016 haten, nämlech, ze analyséieren, ob sech en Aménagement du cadre légal géif ubidden. Dat hate mer och schonn am Januar 2016 gesot, dat heescht, e richtege Stullgang kréich dat doten also net.

Trotzdeem sinn déi aner Tireten eis ganz sympathesch - bis op dee leschten, well do gëtt jo gefrot, datt de Fonds souverain, den FSIL, an Zukunft, wann d'budgetär Situatioun et erlaabt, souguer nach méi mat Sue soll gespeist ginn, wéi dat am Moment de Fall ass.

Mir mengen, datt déi Urgence, déi mer am Moment hunn - d'Urgence climatique, d'Urgence vun der Logementssituatioun -, eis et net erméiglecht, elo Suen op d'Säit ze leeën, mee datt déi Suen, déi elo an d'Transition énergétique an an de Bau vu Wunnengen investéiert ginn, am sënnvollsten investéiert sinn. Duerfir kënne mer deen doten Tiret net matstëmmen a wäerten eis konsequenterweis enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, mir sinn eigentlech e bëssen erstaunt, dass d'Majoritéitsparteien déi viregt Motioun in globo ofgeleent hunn, well déi nämlech gefuerdert hat, dass den FSIL, dat heescht den zukünftegen intergenerationelle Fong, och an Immobilie sollt investéiere kënnen. Et gëtt ëmmer gesot, bezuelbare Wunnraum wier eng vun deene grousse Prioritéiten, a wann dat hei soll méiglech gemaach ginn, da stëmmt d'Majoritéit in globo dergéint!

Mir sinn net esou. Mir wäerte bei dëser Motioun, déi d'Majoritéitspartei deposéiert huet, net dergéint stëmmen. Mir wäerten eis bei där Motioun enthalen, besonnesch aus deem leschte Grond, deen de Marc Baum erwäänt huet, dass net séchergestallt gëtt, dass hei och kann an Immobilien a an d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum investéiert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 33 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 23 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

8. Question élargie n° 59 de M. Laurent Mosar relative à la politique de recouvrement des créances fiscales

Als nächst hu mer eng erweidert Fro: D'Fro Nummer 59 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Steierschold. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro an, no der Äntwert vum Minister, eventuell eng Zousazfro ze stellen. D'Regierung huet zéng Minutten. Här Laurent Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho spéit, duerfir wäert ech versichen, mech a menger Fro méiglechst kuerz ze halen.

Am Ufank vun der Pandemie hat d'Regierung eng Rei Mesurë geholl, wat d'Steierscholden net nëmme vun de Privatpersounen, mee och vun de Betriber an den Entreprisen betrëfft. Op där enger Säit hunn d'Avancen net missen zu deem Zäitpunkt bezuelt ginn, wou se eigentlech virgesi waren, an op där anerer Säit konnten och Delai-de-paiemente gefrot ginn. Et war also eng gewëssen Toleranz do.

Ech muss soen, déi Mesurë waren deemools an der Kris ganz gutt ukomm, a si hunn et notamment och fäerdegbruecht, datt d'Entreprisen dee Moment konnten op Liquiditéiten zréckgräifen, wat an enger Kris ganz besonnesch wichteg ass. Du koum den Deconfinement, an déi Mesurë sinn ausgelaf, dat heescht: Déi bestinn elo net méi.

Mir sinn awer, Här Finanzminister, nach ëmmer an enger Kris, a fir verschidde Secteuren ass déi Kris nach grad esou brutal, wéi se am éischten Deel war. Ech denken do notamment un den Horeca-Secteur, ech denken awer och un d'Reesbranche an un den Tourismus, souwéi un de ganzen Eventsecteur, wou déi concernéiert Betriber extreem musse struewelen.

Et gëtt mer awer elo vun enger ganzer Rei vu Leit gemellt, datt d'Steierverwaltung um Niveau vun der Steierenandreiwung extreem aktiv wier - fir net en anert Wuert ze benotzen -, datt d'Dierwiechter quasiment virun der Dier stéingen, fir Steierscholden anzedreiwen, an datt Leit wierklech an eng finanziell ganz, ganz quokeleg Situatioun kéimen, wou se net méi an an net méi aus wéissten.

An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt déi Zäiten extreem sauer sinn an datt et och ganz schwéier nozevollzéien ass, wann op där enger Säit, Gott sei Dank, eng ganz Rei Hëllefe vum Staat bezuelt ginn, mat deenen déi Entreprisen extreem rechnen an déi hinnen och zeguttkommen, an op där anerer Säit ginn awer d'Steierscholden, gi Steieren op eng méi wéi aktiv - wéi gesot, fir net en anert Wuert ze benotzen - agedriwwen an et gëtt mer gesot, dat géif souguer bis op d'Saisie vun Immeublë goen, also eppes, wat äusserst dramatesch wär.

Duerfir, Här Finanzminister, wollt ech Iech eng Rei vu Froe stellen, wat generell d'Politik vum Recouvrement vu Steieren betrëfft. Fir d'éischt: Gëtt et do eng generell Richtlinn, déi d'Regierung virgëtt? Ech ginn net dovun aus, datt dat de Fall ass, duerfir froen ech, ob et vun der Direktioun vun der Steierverwaltung esou eng Direktiv gëtt oder ob dat de Receveure ganz eleng virbehalen ass, wéi se déi Steierscholden do andreiwen - dat gëllt souwuel fir d'Enregistrementsverwaltung wéi fir d'Steierverwaltung.

Déi zweet Fro, déi ech wollt stellen, ass natierlech déi, ob elo vun der Regierung zu dësem Zäitpunkt envisagéiert gëtt, eventuell erëm eng Rei vun neie Mesuren ze huelen, och wëssend, wéi komplex d'Situatioun ass.

Eng drëtt Fro, déi ech wollt stellen, an déi huet a sech mat den Dekonte vun 2018 ze dinn, also wéi d'Steiererklärungen 2019 gemaach gi sinn: Ech wollt Iech froen, ob Der eis do kéint soen, Här

Finanzminister, wéi vill Dekonten op Base vun deene Steiererklärungen elo praktesch bis Enn vum Joer scho bei de Particulieren ukomm sinn, och wëssend, datt dat duerch déi elektronesch Steiererklärungen natierlech vill méi schnell virugeet.

Dann eng véiert Fro, déi ech wollt stellen, ass déi, ob envisagéiert ginn ass, eventuell eng sektoriell Reegelung do ze huelen, well et gi sécherlech Betriber, déi kee Problem hunn, fir Steieren ze bezuelen, mee op där anerer Säit hunn déi Secteuren, déi ech virdru genannt hunn, natierlech extrêmement Problemer. A wéi gesot, ech wollt wëssen, ob do iergendwéi eppes envisagéiert ass.

Ech wollt och froen, ob d'Regierung, och vu la situation, eventuell géif drun denken, d'Delaie vun de Steiererklärungen, déi natierlech alleguerten spéitstens elo missten erakommen, och nach eng Kéier ëm sechs Méint ze verlängeren. Dir wësst, am Moment si ganz vill Betriber esou beschäftegt mat der Gestioun vun där Kris, och mat der Gestioun vun deenen Hëllefen, fir déi ze kréien, datt et ganz schwéier ass, doniewent och nach all déi Formalitéiten ze maachen, déi een eebe muss maachen, fir eng Steiererklärung ze deposéieren.

Dann nach eng Fro, Här Finanzminister, déi ech wollt stellen, déi generell mat der Toleranz ze dinn huet, an do schwätzen ech elo haaptsächlech virun de Feierdeeg - mir kommen elo op d'Feierdeeg zou. Den Dezember, muss ech lech soen, fannen ech dat extrêmement traureg, wa grad an deene Wochen d'Steierverwaltung iwwer Dierwiechter bei d'Leit geet, fir do Steierscholden anzedreiwen. Ech fannen dat mënschlech eng eenzeg Katastroph, dat en plus och an deenen Zäiten, an deene mer liewen.

An ech wollt Iech do nach eng Kéier drun erënneren, datt mer an enger Motioun, déi mer virun zwou, dräi Wochen hei deposéiert haten, och nach eng Kéier gefrot haten, fir compte tenu de la situation do wierklech méi Toleranz gëllen ze loossen. Ech mengen, dat wär am Interêt vun eise Betriber, well et wär dramatesch, wa wéi gesot elo an dësen Zäiten duerch déi doten Aart a Weis och nach géife Betriber a Faillite goen.

Mir wäre wierklech frou, Här Minister, wann Der do e bësselchen Nosiicht kéint spille loossen. Mir soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, merci dem Här Mosar fir déi Froen. Ech mengen, ech hunn der elo aacht Stéck opgeschriwwen. Ech mengen, ech maachen eng Remarque initiale: Et wär méi utile, wann een dann d'Froe virdru méi am Detail hätt, da kéint ech och méi prezis op verschiddener äntweren.

Wann Der mech frot: „Wéi vill Dekonte sinn 2018 bis haut gemaach ginn?", jo, wéi soll ech Iech do haut kënnen äntweren? A mech interesséiert et och, dat ze wëssen, a wann Der mech dat an der Question élargie gefrot hätt, dann hätt ech Iech elo kënnen d'Äntwert ginn. Mee ech schécken Iech se natierlech.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir kënnt mer se schreiwen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech schreiwen Iech dat.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... alleguerten als Minister hunn.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Voilà!

(Hilarité)

Zum éischte Sujet, dee mengen ech enger generell Äntwert bedierf: De Minister gëtt der Steierverwaltung an dem Enregistrement keng Direktiven oder eng Guidance. Déi zwou Administratiounen - wéi all d'Administratiounen -, déi hale sech un d'Gesetz. Déi hale sech un d'Gesetz! Ech mengen, dat ass déi grouss Reegel. A wat mer elo gemaach hunn an dëser schlëmmer Pandemie mat wirtschaftleche Konsequenzen, ass, dass mer am État de crise effektiv d'Gesetzer changéiert hunn oder liicht changéiert hunn. Well grad a Steiersaache kënnen Ännerungen nëmmen iwwer e Gesetz gemaach ginn.

An ech wëll vläicht e bëssen aushuelen, wat dann och wierklech gemaach ginn ass, fir dann och herno ze erklären, wéi et haut gemaach gëtt. Mir hunn am État de crise gesot, wat d'Reduktioun vun den Avancen oder d'Annulatioun vun den Avancen ubelaangt, dass d'Steierverwaltung deene Leit, déi dat froen, dat soll op déi einfachst Aart a Weis geneemegen. Dat Eenzegt, wat d'Contribuabele hu misse maachen, dat war, ze soen: „Ech hunn e Problem, fir d'Avancë ze bezuelen. Ech hätt se gär annuléiert oder reduzéiert an zwar wéinst der Pandemie." Dann ass net laang gefrot ginn. Wann een dat gefrot huet, huet een dat dann automatesch kritt, mee et huet een et misse froen.

Dës Mesure war limitéiert an der Zäit a war verbonne mam État de crise. Den État de crise ass net méi do. Elo kéint ee mengen: Ah, dann ass et elo ganz schlëmm, wat geschitt.

Ech bleiwen elo mol bei den Annulatioune vun den Avancen. Wat ass dann de System elo? Eh bien, de System elo ass, dass een - an dat ass den Droit commun -, dass all Mënsch ka froen, fir seng Avancen annuléiert ze kréien, mee e muss et motivéieren. An och nach elo ass d'Pratique, vun där ech schwätzen, dass wann ee seet: „Ech hunn haaptsächlech Schwieregkeete wéinst der Pandemie", dass een dann net nobuere geet a seet: „Dann erkläert eis dat emol." Also si hunn do e Regimm, dee ganz vill deem gläicht, wat mer am État de crise haten, wou se also „bon sens" beweisen. Loosse mer soen, an dem État de crise war et quasi automatique, mee et huet een et misse froen. Elo muss een uruffen, mee et kritt een et awer ganz liicht geneemegt.

Dat selwecht gëllt fir d'Delai-de-paiementen an déi Delai-de-paiementen, déi een da bis véier Méint kritt, do brauch een och keng Zënsen drop ze bezuelen. Also dat ass och elo no dem État de crise. Also Dir gesitt, mir hunn awer do schonn nach ëmmer eng grouss Flexibilitéit.

Elo ass nach eppes dobäikomm, Här Mosar, wat vläicht net vill Leit wëssen, an dofir sinn ech och frou, dass Der d'Fro haut stellt. Et waren nämlech Leit an Entreprisen, déi geduecht hunn, wéi se gelies hunn: „Hei am État de crise, do kann ech eng Annulatioun oder en Delai kréien", déi gemengt hunn, et wär automatesch. Nee, et muss een ëmmer eng Demande maachen.

Elo ass awer den État de crise laanscht an d'Delaie si laanscht an d'Steierverwaltung akzeptéiert a posteriori, wann een dann do Schwieregkeeten huet. Si akzeptéiert esouguer, dass déi, déi elo eppes geschéckt kruten, wou se gesot kréien: „Dir hutt eppes ze bezuelen an Dir musst och elo Interêts-deretarde bezuelen", si akzeptéiere souguer de Recours gracieux, fir dass déi Interêten net brauche bezuelt ze gi vun deene Leit, déi de bonne foi sinn a soten: „Ech hat geduecht, dat wär alles automatesch." Nëmme fir Iech ze soen, wéi wäit mer ginn, enfin, wéi wäit d'Steierverwaltung geet, well se sech jo bewosst ass, dass mer hei an enger ganz schwiereger Period sinn.

Nun, wat d'Contraintë sinn, d'Notifikatioune vun der Contrainte, wat kann dozou féieren, dass den Dierwiechter virun der Dier steet. Mir wëssen, dass et déi Prozedure gëtt. Ech weess net, wéi vill där Aktioune gestart gi sinn, ob dat elo extra méi ass oder manner, kann ech lech net soen. Ech ginn dozou keng Instruktiounen, och do applizéiert d'Steierverwaltung d'Gesetz.

A wann en Dierwiechter eng Kéier bei engem virun der Dier steet, dann heescht dat, dass en der Steierverwaltung en fait net geäntwert huet, wéi déi eng Notifikatioun, eng Notification de contrainte, gemaach huet. Also konkreet: Wann et ganz schlëmm ass am Sënn, dass de Contribuabele wierklech elo muss bezuelen a sech net bemierkbar mécht, da kritt e vun der Steierverwaltung eng Notifikatioun, an där e gesot kritt: „Dir musst Iech mellen, soss kënnt den Dierwiechter." Esou fonctionéiert et.

Wa sech de Contribuabelen doropshin awer iwwerhaapt net bemierkbar mécht, da kënnt den Dierwiechter. Et geet also duer an esou engem Fall, dass deen den Telefon hëlt a seet: „Ech hunn e Problem, ech hätt gären en Delai" an da gëtt mat där Persoun oder mat der Firma geschwat.

Esou fonctionéiert den Droit zu Lëtzebuerg säit Joerzéngten an ech ginn dovunner aus - net nëmme ginn ech dovunner aus, ech weess -, dass d'Steierverwaltung dat doten alles genau applizéiert. Ech hunn Ären Appell gehéiert, Här Mosar, dass elo Feierdeeg sinn, dass een do vläicht nach e bësse méi kulant muss si mat den Delaien an esou weider. Ech ginn dovunner aus, dass d'Steierverwaltung och en Häerz huet an och weess, dass Chrëschtdag ass an dass mer an enger schwiereger Pandemie sinn.

An dofir, mengen ech, war och Är Fro berechtegt an et ass gutt, dass mer doriwwer konnte schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gramegna. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci. Fir d'alleréischt merci dem Här Minister, och fir déi Informatiounen, déi mer do kritt hunn. A wéi hien et och scho selwer gesot huet: Ech mengen, datt dat, wat e gesot huet, net iwwerall bekannt ass a scho guer net bei den normale Steierzueler, déi net onbedéngt alleguerten en Expert comptable hunn, dee se beréit. An ech géif vläicht wierklech eng Kéier dem Finanzminister mat op de Wee ginn - oder hie soll der Steierverwaltung vläicht mat op de Wee ginn -, dat doten och emol méi bekannt ze maachen, well wéi gesot, déi Informatiounen, déi ech hunn, a wat ech vill vu Leit héieren: Dat do ass net esou bekannt, wéi Dir dat erkläert hutt, a wat ech eigentlech och vun der Demarche hier ganz positiv fannen.

Da wollt ech eppes Zweetes soen iwwert déi Procédure de recouvrement an duerfir hunn ech och d'Fro gestallt. Ech mengen, mir wëssen, datt déi zu engem groussen Deel deenen eenzelne Receveuren iwwerlooss ass. Et sinn d'Receveuren, déi eigentlech decidéieren, wéi se an engem Dossier virginn, an do gëtt mer gesot, datt et do ganz grouss Ënnerscheeder ginn. Do ginn et Receveuren, dat si ganz mënschlech Leit, déi, wa se ugeruff kréien, och direkt op déi Steierzueler zouginn, et ginn awer, wéi iwwerall am Liewen, och där anerer. A mir gëtt gesot, datt do och eenzel Receveure mat Dierwiechter awer e relativ radikale Wee géifen aschloen an do geet et net just nëmmen drëm, datt déi eenzel Steierzueler net geäntwert hunn, mee do geet et wierklech drëm, fir e maximalen Drock op déi Leit auszeüben.

Nach eng Kéier: Mir sollten hei net generaliséieren. Dat si warscheinlech eenzel Fäll, mee fir déi betraffe Bierger an och fir déi betraffen Entreprisen ass dat ganz schlëmm. Ech wëll elo net hei eenzel Fäll oplëschten, déi mer awer bekannt sinn, déi dramatesch sinn an déi näischt domat ze dinn hunn, datt de Steierzueler net geäntwert huet.

An duerfir géif ech lech awer wierklech bieden, Här Finanzminister, datt Der vläicht och déi Suggestioun do mat op de Wee huelt. Ech weess, Dir kënnt do net alles decidéieren, mee ech mengen, et wier awer gutt, wann een och nach eng Kéier géif soen, datt mer wierklech elo an Zäite sinn, wou et net gutt wier, datt bei der éischter Geleeënheet direkt den Dierwiechter umarschéiert an net nëmmen de Leit do eng Notifikatioun gëtt, mee eventuell direkt eng Saisie mécht, déi zum Deel dramatesch Konsequenze kann hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech hunn de Message gutt verstanen. Ech mengen, ech ginn dovunner aus, dass d'Ekipp vun der Steierverwaltung an d'Direktioun eisen Debat hei nogelauschtert hunn. Ech kann a wëll net deem engen oder anere Receveur oder Preposé ze no trieden, déi hunn hir Pouvoiren, mee ech mengen, dass eise kuerzen Debat haut hei op eng Problematik hiweist, déi justifiéiert ass: Dass ee sech soll mënschlech an dëser Situatioun behuelen. An ech sinn iwwerzeegt, dass d'Équipe dirigeante vun der Steierverwaltung dat heiten zur Kenntnis hëlt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

9. 7611 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :

1° transposer l'article 2 de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens ;

2° compléter la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres ;

3° transposer la directive (UE) 2019/1995 du Conseil du 21 novembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens ;

4° transposer la directive (UE) 2019/2235 du Conseil du 16 décembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, de Projet de loi 7611, eng Transpositioun vu véier europäeschen Direktiven am Beräich vun der TVA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et deet mer Leed, datt ech lech elo nach elleguerte muss mat engem relativ technesche Projet belästegen, mee mir mussen awer derduerchgoen, well beim Gesetzesprojet 7611 handelt et sech, wéi de President et gesot huet, ëm d'Transpositioun vun direkt véier europäeschen Direktiven, déi eist nationaalt Gesetz iwwert d'TVA ofännere wäerten.

Ech verschounen Iech mat den Nummere vun den Direktiven. Am Resümmee geet et bei dësen Transpositiounen drëms, éischtens fir der Entwécklung vum Commerce électronique um Niveau vun der TVA Rechnung ze droen, zweetens fir d'Beweegungsfräiheet vun de Gidder an de Servicer ze suergen an drëttens fir eng loyal Konkurrenz tëschent de verschiddenen Acteuren ze garantéieren. Doriwwer eraus sollen Abuse bei der TVA esou wäit wéi méiglech verhënnert ginn.

De weltwäiten Onlinehandel - notamment iwwert déi sougenannte „Marketplaces" - ass immens staark an d'Luucht gaangen, besonnesch déi lescht Méint, aus ganz bekannte Grënn. D'Globaliséierung vum Eenzelhandel fuerdert net nëmmen en Ëmdenke bei de lokale Geschäftsleit, mee och d'Steierverwaltunge musse sech upassen.

Et gëtt duerfir ëmmer méi komplizéiert, fir déi sëlleg Wueren ze kontrolléieren. Eis aktuell Legislatioun ass net un dës Ëmstänn ugepasst, fir d'Bezuele vun der TVA vun all eenzelne Pak ze kontrolléieren, wat natierlech Abousse bei de Recettë mat sech bréngt.

Déi Europäesch Kommissioun schätzt, datt d'Memberstaaten eleng dëst Joer wäerte Steierausfäll vu 7 Milliarden Euro hunn. Dat ass net näischt, fir ze paraphraséieren, an duerfir sinn EU-Direktiven ausgeschafft ginn, déi mer mat dësem Projet de loi transposéieren. An engems solle Spannungen tëschent Fournisseure bannent a baussent der Unioun aus dem Wee geraumt ginn.

Ech wéilt duerfir kuerz rappeléieren, wéi den aktuellen, wéi dat technesch heescht, „B2C" - dat heescht „business to consumer" - TVA-Regimm an der EU funktionéiert. D'TVA ass eng allgemeng Verbrauchssteier, déi eigentlech am Pays de consommation fälleg ass. Grenziwwerschreidend Servicer ginn aktuell nach am Ursprongsland besteiert, well ee sech bei der Aféierung vun den TVA-Reegelen net virstelle konnt, datt se eemol kéinte grenziwwerschreidend prestéiert ginn, ma d'Tendenz geet ëmmer méi a Richtung vun enger Besteierung am Pays de destination. Dovunner weess Lëtzebuerg mat der TVA um elektroneschen Handel jo e Liddchen ze sangen.

An deem Kontext huet Lëtzebuerg missen e sougenannte „mini one-stop shop" opbauen, fir den Assujettien eng eemoleg elektronesch Deklaratioun ze erlaben. Dës Deklaratioun erméiglecht et an enger éischter Phas, fir d'TVA un de Memberstaat vum Assujetti ze bezuelen. Dëse Memberstaat kuckt dann, fir d'Deklaratioun mat deenen EU-Länner ze deelen, an deenen de Verbrauch stattfonnt huet, fir hinnen hiren Deel vun der TVA weiderzeginn.

Haut vergréissere mer de Champs d'application vun dësem System a mir ginn dofir vun engem „mini one-stop shop" op e „one-stop shop" eriwwer. Wat d'Wueren aus dem B2C-Verkaf betrëfft, muss een ënnerscheeden tëschent den importéierte Wueren aus Drëttstaaten an deenen, déi einfach tëschent zwee Memberstaate gehandelt ginn.

Op Importwueren aus Drëttstaate mat engem Wäert vun héchstens 22 Euro muss keng TVA bezuelt ginn. D'EU-Kommissioun schätzt, datt all Joer eng 150 Millioune Päck an d'EU importéiert ginn. Et ass och gewosst, datt de Wäert vun der Wuer dacks express ënner 22 Euro deklaréiert gëtt, fir bei der TVA ze fuddelen, déi Abuse si beim héijen Trafick awer ganz schwéier anzeschätzen. Europäesch Produzente profitéieren de Moment net vun der 22-Euro-Reegel. Dat ass eng kloer Diskriminatioun, duerfir bessere mer elo no.

Bei europäesche Wueren, déi intra-EU exportéiert ginn, ass d'Situatioun e bëssen anescht. Do gëllt e Seuil vun 100.000 Euro - ausser fir Lëtzebuerg. (veuillez lire: Do gëllt fir Lëtzebuerg e Seuil vun 100.000 Euro.) Wa mer de Pays de destination sinn, da läit de Seuil just bei 35.000 Euro, mee dat ass éischter eng Ausnam an der EU. (veuillez lire: Wa mer de Pays d'origine sinn, kann de Seuil vum Pays de destination bei 35.000 Euro leien.) Wann de Wäert vun enger Wuer, déi vun engem Memberstaat an en anere verkaf oder vun do aus geliwwert gëtt an dës Marchandise ënnert dëser Schwell läit, da gëtt d'TVA am Pays d'origine bezuelt. Ass d'Wuer iwwer 100.000 Euro wäert, da geet d'TVA un de Pays de destination. Och hei ginn et an der Praxis Problemer mat de Kontrollen op de Seuilen, ob déi agehale ginn.

Den Text soll och an deem Fall fir Verbesserunge suergen. Esou vill also zur Transpositioun vum Paquet TVA iwwert de Commerce électronique. Fir d'Detailer vun de relativ techneschen a komplexe Verbesserungen verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Mat dësem Gesetzesprojet transposéiere mer och eng véiert Direktiv Nummer 2019/2235 iwwert den TVA-Regimm fir Liwwerungen, Servicer an Importer, déi am Kader vun der gemeinsamer Verdeedegung un d'Streitkräfte vum Militär ginn.

Dëse Projet de loi soll den TVA-Regimm am Kader vun de Verdeedegungsefforten um Niveau vun der gemeinsamer Sécherheets- a Verdeedegungspolitik

vun der EU a vun der NATO ugläichen. Och hei verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

E leschte Punkt dann: Duerch e Regierungsarrangement vum 29. September 2020 ass d'Akraafttriede vum Gesetz vum 1. Januar 2021 op den 1. Juli 2021 verréckelt ginn. Domadder kënne mir der exceptioneller Situatioun wéinst der Covid-19-Pandemie Rechnung droen.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis e puermol bemierkt, datt de Gesetzesprojet op europäesch Texter verweist. Déi héich Kierperschaft huet eng Preferenz, fir op déi national Legislatioun ze verweisen. Déi schréftlech Explikatioune vun de Beamten hunn d'Kommissioun, also d'Cofibu, iwwerzeegt, bei der initialer Formulatioun ze bleiwen. Am Avis gëtt och op Definitiounen opmierksam gemaach, déi sech reegelméisseg widderhuelen. Dëser Remark ass d'Cofibu nokomm, soudatt d'Definitiounen all am Artikel 2bis vum nationalen TVA-Gesetz wäerte regroupéiert ginn.

Zum initialen Artikel 32 vum Projet de loi proposéiert de Staatsrot, d'Applikatioun op déi Acteuren ze limitéieren, déi an der Opération imposable vun enger Liwwerung vun engem Bien involvéiert sinn. Dat betrëfft haaptsächlech d'Logistikzentren.

D'Chambre de Commerce huet an hirem initialen Avis begréisst, datt d'Transpositiounen, mat Ausnam vum Artikel 32, dem Prinzip vun « toute la directive, rien que la directive » gerecht ginn. D'Handelskammer huet awer Bedenken, wat den Artikel 32 vum initiale Gesetzesprojet betrëfft: Dësen Artikel kéint de Logistiksecteur staark impaktéieren, wann dee bei Päck mat enger IOSS-Nummer (ndlr: import one-stop shop) d'Roll vun der Douane muss iwwerhuelen.

An hirem Avis complémentaire begréisst d'Chambre de Commerce, datt d'Akraafttriede vum Gesetz ëm sechs Méint op den 1. Juli 2021 verréckelt ginn ass. Si bedauert awer, datt hirem Bedenken zum Artikel 32 net nokomm ginn ass.

D'Fonctionnaireskammer iwwerdeems, huet an hirem Avis keng weider Bedenke formuléiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et handelt sech hei ëm e wichtege Gesetzesprojet, deen der rasanter Entwécklung vum Commerce électronique Rechnung dréit, fir d'Beweegungsfräiheet vun de Gidder a Servicer ze garantéieren, an dee fir eng loyal Konkurrenz suergt. An engems kënnen Abuse verhënnert ginn, an dat ass gutt fir d'Recettë vun de Memberstaaten, déi dës Suen an der Kris extra gutt gebrauche kënnen.

Ech wéilt dem Finanzminister a senge Beamten, grad wéi de Kolleegen aus der Cofibu an hire Mataarbechter op dëser Plaz villmools Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zum Projet, a soen lech heimadder Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. E ganz, ganz grousse Merci un de Rapporter Guy Arendt, deen hei eng fantastesch Aarbecht geleescht huet. Hei geet et ëm d'Transpositioun vu véier ganz komplizéierten Direktiven. Mir hunn eis zesummen an der Kommissioun doduerch gerongen, muss ee scho bal soen, an dat war net ëmmer einfach. Ech fannen, datt hien dat souwuel a sengem schréftlechen, wéi a sengem mëndleche Rapport op eng relativ einfach a verständlech Aart a Weis erkläert huet. Mir wäerten natierlech och den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech wollt awer nach dervu profitéieren, fir nach déi eng oder aner Remark zu der Thematik ze maachen. Ech mengen, den Här Arendt huet hei mat Recht gesot: Op där enger Säit geet et ëm de Commerce électronique, op där anerer Säit geet et awer och ëm d'Fraude vun der TVA. Dat ass e Punkt, deen och an eenzelnen Avisen opkomm ass, notamment am Avis vun der Chambre de Commerce, an do wollt ech nach eng Kéier de Finanzminister froen, firwat d'Regierung eigentlech op dee Wee gaangen ass.

Hei geet et nämlech ëm déi sougenannten Obligations de documentation fir d'Plateforme-logistiquen. Dat ass elo eppes, wat ganz komplizéiert kléngt, wat awer relativ einfach ass: Hei gi Formalitéite vun Operateuren hei zu Lëtzebuerg gefrot, déi u sech net esou an der Direktiv virgesi sinn, dat heescht, d'Regierung geet u sech iwwert d'Direktiv ewech. Mir haten eng kuerz Diskussioun doriwwer, ech hunn awer bis elo nach ni richteg verstanen, firwat mer just op deem dote Punkt méi wäit wollte goe wéi d'Direktiv, well eigentlech imposéiere mer de Betriber hei jo erëm méi Formalitéiten, wat mer awer méiglechst sollen evitéieren. Dat ass déi éischt Fro.

Bei der zweeter Fro geet et u sech ëm déi Ventë mat Pays-tiersen, déi keng Operateuren hei zu Lëtzebuerg hunn. Do geet et virun allem - kommt mir maachen eis näischt vir - ëm Venten, déi mat China getätegt ginn, an do ass jo ëmmer dee grousse Problem, awéifern déi Vente saiséiert ginn, fir datt d'TVA hei zu Lëtzebuerg kann opgefouert ginn. Déi zoustänneg Beamten hunn deemools och gesot, datt dat effektiv net esou evident, an zum Deel problematesch wär.

Dunn ass op d'Noutwendegkeet higewise ginn, datt do géif en Accord de coopération mat China ofgeschloss ginn. Ech ginn dervun aus, datt en Accord de coopération ass zwëschent der EU a China, ech weess elo net, ob och ee soll ofgeschloss ginn zwëschent Lëtzebuerg a China. Ech wollt de Mëtten awer vun der Geleeënheet profitéieren, de Finanzminister dorobber unzeschwätzen: Wou si mer dru mat deem Accord de coopération? Well dee schéngt mer net onwichteg ze sinn, wa mer wierklech gär hätten, datt dat Gesetz hei och fonctionéiert.

Dann eng lescht Remark, Här Finanzminister: Mir schwätzen hei och iwwert d'Lutte contre la fraude, eppes wat eis, mengen ech, alleguerten um Häerz läit. An do kommen ech awer nach eng Kéier op en Theema zréck, wat mir nach ëmmer uewe läit, nämlech déi sougenannte CumEx-Geschäfter. Ech weess, datt dat elo net direkt eppes mat der TVA ze dinn huet. Ech gesinn och direkt, Här Minister, datt Der e bësselchen zréckgaange sidd. Et ass awer e Sujet, a mir haten en eng Kéier an der zoustänneger Fianzkommissioun. Do sinn anscheinend 11 Milliounen Euro, déi d'Steierverwaltung duerch esou CumEx-Geschäfter net kritt huet.

Am Ausland hu mer och eng Rei vun esou Aktivitéiten, an déi Fro, déi ech hei nach eng Kéier wollt opwerfen, ass déi, firwat mir eis net déi selwecht Moyene gi wéi zum Beispill Däitschland oder Dänemark, déi ganz staark vun deene CumEx-Geschäfter betraff sinn, a wou d'Steierverwaltung intervenéiert, fir ze kucken, déi Suen ze recuperéieren.

Ech hunn hei ëmmer e bësselchen d'Impressioun, d'Steierverwaltung hätt déi einfach ofgeschriwwen, an dat ass eigentlech eppes, wat ech regrettéieren. Duerfir wollt ech lech nach eng Kéier déi Fro stellen: Wou si mer do drun? Gëtt awer weider vun der Steierverwaltung a vum Finanzministère envisagéiert, déi Avoiren, déi eis do duerch Bedruch duerch d'Lappe gaange sinn, iergendwéi nach eng Kéier ze recuperéieren?

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten a ginn, wéi gesot, nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Ech géif dem Rapporter Merci soe fir säin explizitte schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech hu keng Froen un de Finanzminister a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da soen ech lech Merci, Här Haagen, a ginn d'Wuert dräi Meter no vir un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, mir wëllen den Här Finanzminister och berouegen. Mir hu keng Froen, duerfir huet en ëmsou méi Zäit, fir déi aner Froen ze beäntweren. Mir wéilten awer och dem Här Guy Arendt Merci soe fir säi gudde Rapport. An natierlech ginn ech och den Accord am Numm vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, et ass ëmmer schéin, wann een eng interessant Sëtzung mat engem harmoneschen Ableck kann ofschléissen. Dofir och eisen Accord an e grousse Merci un de Rapporter, dee wierklech eng ganz komplizéiert Matière ganz gutt duergestallt huet. Mir gi selbstverständlech och den Accord vun der ADR.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Et ass weider keng Wuertmeldung méi do, da ginn ech d'Wuert un d'Regierung, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e richteg grousse Merci un de Guy Arendt, well säi Bericht war wierklech ganz kloer, an d'Matière ass komplizéiert. Mee wann een da versicht, se pauschal a buedemstänneg ze erklären, mierkt een, dass et en fait eng ganz wichteg Saach ass.

Mir hunn hei zwar véier Direktiven zesummen, an dofir sinn ech awer elo hei op de Podium komm, well ech kann lech soen, dass mer heiriwwer méintelaang, wann net annerhalleft Joer laang op europäeschem Niveau gestridden hunn. Dat hei ass e wichtege Schrëtt an der TVA-Welt, well mer hei elo natierlech de Commerce électronique nei reegelen, wat d'TVA ubelaangt.

Ech géif gär e puer Saachen ënnersträichen a se si vum Rapporter ganz gutt gesot ginn, mee einfach als Stéchwuert: Hei ass eng Simplificatioun ënnerwee, wat de Commerce électronique ubelaangt, an zwar iwwert de Wee vun deem Land, wou d'Wuer elektronesch erakënnt.

Hei geet et drëm, dass déi zoustänneg Administratioun, - bei eis ass dat d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA - do mat engem Site „one-stop shop" alles direkt vum Verkeefer asammelt an dann d'Responsabilitéit huet, d'TVA weiderzeginn, déi se um Taux vun deem Land, wou de Consommateur ass, agezunn huet: dofir „one-stop shop".

Dir gesitt, wann natierlech eng Wuer fir d'éischt a Frankräich erakënnt, fir dann op Lëtzebuerg bei de Consommateur ze goen, da mécht déi franséisch Administratioun dat selwecht: Si hieft dann d'TVA um Lëtzebuerger Taux op a schéckt eis d'Suen. Et ass also eng grouss Vereinfachung an et gëtt eng grouss Transparenz. Esou fonctionéiert dat an der Communauté.

Fir Drëttlänner muss een eng Distinctioun maachen, an dofir ass dat hei virgesinn: Fir Saachen, déi ënner 150 Euro sinn, gëtt en „import one-stop shop" geschaf. Saachen iwwer 150 Euro lafen nach iwwert d'Douane, dat ass vill méi komplex. Mee ënner 150 Euro, an dat ass e ganz groussen Deel vun de Saachen, déi elektronesch an Europa erakommen, ass hei och eng simplifiéiert Prozedur virgesinn.

Ech ka mech net erënneren, ob den Här Arendt et gesot huet, mee do war eng Franchise vun 22 Euro: Wann d'Gidder manner wéi 22 Euro waren, da war iwwerhaapt keng TVA ze bezuelen. Do war d'Iwwerleeung: 22 Euro ass net vill Geld, da brauch een dat net. Mee natierlech, wa Wuere vu ganz wäit kommen, aus Länner, wou d'Aarbechtskräfte ganz bëlleg sinn, kann dat awer nach vill duerstellen, dat kënne jo och grouss Quantitéite sinn. Bref, dat ass ofgeschaaft ginn.

An déi gréissten Diskussioun war - dofir wollt ech dat och hei ënnersträichen -, dass hei d'Plattformen an d'Entrepôten, d'Logistiker, eng Responsabilitéit kréien. Kommt mir bleiwen haaptsächlech bei de Plattformen, wou ech lech d'Nimm net brauch ze soen, Dir kennt se alleguerten, déi d'elektronescht Geschäft an der Welt dominéieren: Déi hunn d'Responsabilitéit, dass déi TVA bezuelt gëtt.

Wann also de Fournisseur, deen d'Plattform utiliséiert, net bezilt, muss d'Plattform selwer bezuelen. Dorobber muss ee sech gutt astellen. Wat heescht dat dann? Mir hunn hei e ganz interessanten Transfert vu Responsabilitéit: Et ass net deen, deen d'Wuer verkeeft, dee schlussendlech d'Responsabilitéit huet, d'TVA ze bezuelen, mee d'Plattform selwer.

Do ware vill Länner, déi dat net onbedéngt begréisst hunn, mee par rapport zu der Problematik vun der Fraude, ass dat do eng ganz gutt Saach. An ech mengen, et ass scho wichteg, dass ee sech dat duerch de Kapp goe léisst, well et gesäit een, dass d'Besteierung haut mam Commerce électronique amgaangen ass a Richtungen ze goen, dass wann Der mer déi viru fënnef oder zéng Joer gesot hätt, ech gesot hätt: „Dat ka jo net sinn, dass en Intermediaire eng Responsabilitéit kritt, well deen, deen et am Fong geholl misst maachen, sech net un d'Gesetzer hält." Dat ass e ganz interessante Punkt, do hu mer ganz laang driwwer geschwat, fir eppes Equilibréiertes ze kréien.

Dat bréngt mech dann och zu där Fro, wou den Här Mosar gesot huet, d'Logistiker, d'Entrepôten an esou géife sech schwéier doen a géife fannen, mir wären hei iwwert d'Direktiv erausgaang. Ech mengen net, dass dat de Fall ass, mee ech loosse mer dat nach eng Kéier ganz gutt erklären. Mir wëllen haaptsächlech evitéieren, dass hei Fraude besteet. Et ass immens wichteg an der haiteger Situatioun, dass mer dat doten uerdentlech ëmsetzen an dass mer eis als Land gutt opstellen.

Ech ka mer virstellen, dass Logistiker, déi do an der Chaîne sinn, sech effektiv bekloen, dass se elo méi Responsabilitéit kréien, wéi se der haten, an dass se dat bedaueren. Ech verstinn, dass se sech bekloen, mee et muss een awer ganz gutt oppassen, dass mer déi Direktiv hei richteg ëmsetzen. Dofir hunn ech Zweifelen, ob mer hei wierklech audelà de la directive gaange sinn.

Ech mengen dat net.

An zur leschter Fro, déi Der gestallt hutt, kann ech lech elo näischt Extraes soen, well dat jo och guer net à l'ordre du jour war a mat deem heite Sujet näischt ze dinn huet.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7611. Den Text steet am Document parlementaire 7611[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7611 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Gilles Roth), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge vun der Chamber sinn den 8., 9. an 10. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.27 heures.)

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Heure d'actualité sur la stratégie de vaccination Covid-19 au Luxembourg**
   - Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
   - Débat : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gilles Baum - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 1) - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Motion 1 : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Mars Di Bartolomeo
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
5. **7508 - Projet de loi relative au climat et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy (dépôt de la motion 1)
   - Discussion générale : M. Paul Galles (dépôt de la motion 2) - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fred Keup - M. David Wagner (dépôt de la motion 3) - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. David Wagner - M. Paul Galles
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Motion 2 : M. François Benoy - M. Paul Galles - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Paul Galles - M. François Benoy
   - Vote sur la motion 3 (adoptée)
6. **7679 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à l'application des articles 12 et 18 de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire dans le cadre de la lutte contre le Covid-19**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Semiray Ahmedova
   - Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fred Keup - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **7661 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle**
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. **7509 - Proposition de loi portant modification de :**
   1° la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques
   2° la loi électorale modifiée du 18 février 2003
   - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Guy Arendt - M. Yves Cruchten - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun de Proposition-deloien, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 8 décembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7728** - Projet de loi portant approbation des modifications :*

1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999, y compris l'adoption du nouvel appendice H et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de sa 26ème session, tenue à Berne, les 27 et 28 février 2018 ;

2° et à ses appendices E et G, apportées lors de la 13ème Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, les 25 et 26 septembre 2018

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.12.2020

***7730** - Projet de loi modifiant la loi du 5 mai 2017 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 07.12.2020

3) La proposition de loi suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7729** - Proposition de loi relative à une politique d'investissement socialement et écologiquement responsable du Fonds de compensation commun au régime général de pension*

Dépôt : M. Marc Baum, Député, le 03.12.2020

4) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1724** - Demande de pétition publique : Demande que les Drs Psychologues soient aussi remboursés par la Caisse de santé*

Dépôt : Antonio José Carvalho Rebelo, le 01.12.2020

***1725** - Demande de pétition publique : Bois de chauffage*

Dépôt : Thierry Knop, le 01.12.2020

***1726** - Demande de pétition publique : Le droit au congé maternité malgré la crise du Covid*

Dépôt : Gérald Bialowas, le 02.12.2020

***1727** - Demande de pétition publique : Remplacement de la population luxembourgeoise*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 03.12.2020

***1728** - Demande de pétition publique : Erhiewe vu Boarbelendag um 4. Dezember zu engem offiziellen nationale Gedenkdag*

Dépôt : Romain Becker, le 04.12.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Et gëtt proposéiert, d'erweidert Froen Nummer 61, Nummer 62 an d'Nummer 63, déi um Ordre du jour vum 9. Dezember virgesi sinn, den 10. Dezember als éischten, zweeten an drëtte Punkt virzegesinn. Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure d'actualité sur la stratégie de vaccination Covid-19 au Luxembourg

(Heure d'actualité demandée par tous les groupes et sensibilités politiques de la Chambre des Députés)

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Impfstrategie, déi d'Chamber ugefrot huet.

Éischte Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, de President vun der Santéskommissioun, als Vertrieder vun der Chamber. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet de leschte Freiden dem Bureau an der Conférence des Présidents vun der Chamber an duerno der Press an der Éffentlechkeet hir Impfstrategie presentéiert. Haut de Moien huet d'Gesondheetsministesch mat hiren Experten der Santéskommissioun dozou Ried an Äntwert gestanen.

All déi vertruede Parteie ware sech an der Kommissiounssëtzung eens, dass d'Regierung hei eng zolidd Impfstrategie ausgeschafft huet, déi op transparenten a klore Fakte baséiert, vill Flexibilitéit beusprocht an awer och eng Rei vu Froen opwerft, vun deenen der eng Rei elo scho beäntwert kënne ginn, anerer méi spéit, a bei nach aneren, do ass d'Äntwert guer net esou evident, well mer och hei Neiland betrieden.

De Vaccin, oder besser gesot déi verschidde Vaccine bidden eng Perspektiv, fir de Virus an de Grëff ze kréien, a mëttelfristeg eng Perspective de sortie aus der sanitärer Kris, déi, wéi mer jo wëssen, och ganz vill mënschlech, sozial an ekonomesch Kollateralschied mat sech bruecht huet.

D'Vaccine sinn an der Zouloossungsprozedur bei der Europäescher Medikamentenagence EMA, déi sécherstellt, dass d'Vaccinen den Ufuerderunge vu Sécherheet an Effikassitéit gerecht ginn an dass keng nennenswäert Niewewierkungen derbäi erauskommen.

Si goufe schnell entwéckelt an ech ka mech net erënneren, dass bei der Entwécklung vun engem Medikament oder vun engem Vaccin esou enorm finanziell, personell Moyenen agesat gi si wéi dës Kéier. Hei huet quasi déi ganz Weltgemeinschaft, déi ganz Fuerschergesellschaft mateneegeschafft a sech och géigesäiteg erausgefuerdert, fir dat Géigemëttel géint déi mäerderesch Pandemie ze fannen.

Méi wichteg wéi d'Schnellegkeet - et kënnt also net drop un, wien als Éischte seng Leit vaccinéiert - sinn a mengen Aen, sinn an den Aen och vun eiser Kommissioun d'Effikassitéit, d'Sécherheet an esou wäit wéi méiglech Niewewierkungen ze verhënneren. Dofir, mengen ech, ass et gutt, dass mer eis, net wéi anerer, op déi eegen Autoritéiten - mir hunn nach keng esou eng Medikamentenagence -, also dass mer eis op déi seriö Agence des médicaments um europäesche Plang verloossen, déi et och net zouléisst, dass se vu politeschen Aflëss gedriwwe gëtt, well dat ass e ganz wichtege Facteur. Bei esou sensibele Saache muss d'Wëssenschaft d'Prioritéit hunn an d'Politik muss hei op d'Resultater vun der Wëssenschaft waarden.

Bei aller Hoffnung, déi duerch déi eminent Zouloossung vun engem oder méi Vaccinen opkënnt, musse mer eis bewosst sinn, dass de Moment net d'Zäit vun der Entwarnung ass - am Géigendeel. Ier den Impfstoff do ass, ier es genuch do ass, fir breet ze impfen, a mer an der Populatioun eng méi oder manner breet Immunitéit hunn, dauert et nach eng Zäit. Grad an deenen nächste Wochen an de Méint Dezember, Januar, Februar sinn am Hibléck op d'Ustiechungsgefor an d'Verbreedung vum Virus ganz kritesch Momenter ze befäerten.

Dofir dee ganz dréngenden Appell un eis all: D'Pandemie, de Marathon am Kampf géint de Virus sinn net eriwwer! Mir mussen all weider - grad och ëm d'Feierdeeg - all néideg Efforte maachen, all Schutzmoossname respektéieren, fir Ustiechungen ze verhënneren an eis Léifsten net a Gefor ze bréngen.

Eng Rei vu Fakte gëtt et bei där Impfstrategie. Lëtzebuerg, an dat ass gutt, bedeelegt sech un den Akeef vun der Europäescher Kommissioun. Et ass also net jiddweree fir sech an him géintiwwer eng Pharmaindustrie, déi een nom anere kéint iwwert den Dësch zéien - ech soen net, dass dat de Fall ass, mee dat kéint de Fall sinn, an et ass och scho geschitt -, mee hei si mer alleguer zesummen a mir sollen och probéieren, solidaresch, proportionell fir jiddwereen dat ze kréien, wat mer brauchen.

Mir kréie genuch Dosen, awer mat der Zäit, also net mateneen. Am Ufank wäerten et der relativ wéineg sinn, also musse mer Prioritéiten zouloossen. Mir waarden op d'Zouloossung vun der EMA. Dat hëlt déi noutwendeg Zäit, dat kann Enn Dezember sinn, dat kann awer och nach e puer Deeg méi laang daueren. Ech mengen, wat virun allem wichteg ass, dat ass d'Resultat.

Mee wann d'Vaccine bis do sinn, muss alles prett sinn. Déi Strategie, fir dat op d'Strooss ze bréngen, fir dat an d'Praxis ëmzesetzen, steet méi oder manner. D'Commission nationale d'éthique huet der Regierung zur Säit gestanen. A weider Fakte sinn: Hei zu Lëtzebuerg ass d'Vaccinatioun fräiwëlleg a gratis - keng Obligatioun duerch d'Hannerdieren, dat ass ganz kloer. Dat muss esou sinn, dat kann net aneschters sinn!

An der éischter Phas: Prioritéit fir déi, déi am meeschten exponéiert sinn, an alleréischter Linn déi, déi vir un der Front sinn an derfir suergen, fir déi Krank ze versuergen. Dann direkt hannendrun - jee, et kann ee jo dreemen -, wa genuch Vaccin do ass, quasi parallell déi Vulnerabel an den Alters- a Fleegeheimer a soss aner vulnerabel Persounen.

Déi aner, déi nächst Etappen, déi hänken dovun of, wéi séier dass den Impfstoff kënnt, wéi séier mer es genuch hunn.

Geimpft gëtt an Impfzentren, déi iwwert d'Land verbreet sinn, an iwwer Équipes mobiles. Do, wou Gesondheetspersonal ass, ka selbstverständlech och an deene Strukture geimpft ginn. Sécher ass et wichteg, dass d'Basisformatioun gi gëtt, fir dat ëner gudde Konditiounen ze maachen.

An eiser Kommissioun si vill Froen opgeworf ginn an dat ass och gutt esou, mee mir hunn awer och Eenegkeet op enger ganzer Rei vu Punkte kënnen identifizéieren:

De Vaccin géint de Virus ass e Liichtbléck an deem Tunnel, wou mer zënter néng Méint dran engagéiert sinn, mee et ass nach net d'Enn vum Marathon. Dat sollt ee sech kloer virun Aen halen.

De Vaccin, hunn ech gesot, ass fräiwëlleg, gratis. Gutt a wichteg war et, dass mer iwwer länger Méint schonn un där Strategie geschafft hunn, well esou eng Strategie rëselt een net aus dem Aarm, och wa se net op näischt opbaut. Mir haten Erfarunge gesammelt bei der Vullegripp, bei der Schwéngsgripp, an do gouf et d'Reglement vun 2009, dat och hei eng Basis ka sinn, fir déi Impfzentren opzebauen.

Mir wäerten an deenen nächste Woche méi gewuer ginn, och iwwert d'EMA an och iwwert déi praktesch Erfarungen. Et gëtt der net Tonnen, Tonnen, mee et gëtt der awer - well an der Zwëschenzäit Zénggdausende vu Fräiwëllegen déi Vaccinen erprouft hunn - iwwert d'Wierksamkeet, d'Effikassitéit, d'Durabilitéit, eventuell Indikatiounen, Konterindikatiounen.

Zu den Niewewierkungen: Bis elo si keng nennenswäert opgetaucht, dat muss ee kënnen esou soen. Bei deene bewäerte Vaccinen ass dat normalerweis esou an déi bewäert Vaccinen, déi gi bewäert opgrond vun deem, wat se um Terrain bréngen. Op där enger Säit sinn et Vaccinen, Impfungen, déi grouss Weltkrankheete quasi ausgemäerzt hunn - ech erënneren u Kinderlämung, ech erënneren un Diphtherie, u Pouken. Et muss een also, wann ee vun Niewewierkunge schwätzt, wann ee vu Reschtrisiko schwätzt, am Hannerkapp behalen, wat d'Plus-value ass vun engem gudde Vaccin.

Dofir, wannechgelift, och un d'Adress vun deenen, déi méi kritesch sinn: Jo, stellt Froen! An un déi, déi d'Froe gestallt kréien: Gitt gutt novollzéibar, richteg Äntwerten, well nëmmen da kënne mer d'Leit dobaussen iwwerzeegen, dass den Impfstoff d'Äntwert ass op dat, wat mer mat anere Mesurë bis elo net an de Grëff kruten! Et ass déi Hoffnung, déi mer hunn, an ech mengen, et gëtt genuch Beispiller an der Vergaangenheet, dass déi Hoffnung och berechtegt ass.

Wärend deene verschiddenen Etappe vun der Ëmsetzung wäerte mer eng seriö Surveillance, e Monitoring, e Suivi maachen a wäerte mer eng ganz breet ugeluechten Informatiounscampagne un déi jeeweileg Zilgruppe maachen.

Bis dohin - an ech kommen zum Schluss, Här President - däerfe mer net noloossen, net lassloos-

sen am Kampf géint dee Virus, net esou maachen, wéi wa mat deem éischte Vaccin de Virus net méi do wär! Dee bleift do, soulaang wéi mer net alleguer, quasi alleguer immuniséiert sinn. Also: Ne pas baisser la garde ! Mir mussen all Dieren zouhalen, duerch déi de Virus kann eraklammen, all Fënsteren zouhalen, duerch déi de Virus kann eraklammen, an et ass wierklech net hei, fir aleng mam Häerz ze reagéieren, mee virun allem och mat Kapp a Verstand! Jo, mir hunn an deene leschte Méint op villes musse verzichten, mir wäerten och an deenen nächste Méint nach op villes musse verzichten, mee um Enn, um Zil vum Marathon gëtt et dat, wat eis am léifsten ass: déi Normalitéit, un déi mer eis an deene leschte Joren, an deene leschte Joerzéngte gewinnt haten.

(Interruption par la présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo, Dir hat mer haut eppes héich an helleg versprach!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo. Ech kommen direkt zur Konklusioun, Här President.

Wann ech gesot hunn „de Marathon", dann huet een, wann een e Marathon ugeet, en Zil virun Aen, an dat Zil, dat Zil musse mer och virun den Aen hunn an dat Zil heescht: Mir wëllen, dass keng Leit méi stierwen oder schwéier krank ginn. Mir wëllen eis Famillen, eis Frënn, eis Aarbechtskolleegen erëm normal kënne gesinn. Mir wëllen, dass eist Zesummeliewen erëm Normalitéit erëmfënnt. An ech wëll soen: Mir hunn e gutt Stéck gemaach vun deem Marathon, mee wéi gesot, beim Marathon sinn déi lescht Kilometeren ëmmer déi schwéierst, mee si sinn et wäert, gemaach ze ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf ageschriwwen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eng Impfstrategie, dat ass e wichtegen an en noutwendege Schrëtt an der Virusbekämpfung. „Et gëtt Liicht um Enn vum Tunnel", sot d'Gesondheetsministesch op der Pressekonferenz - eng optimistesch Ausso, realistesch, wann eis Bevëlkerung matzitt a wann de Virus net mutéiert. Si sot och: „Sech Zäit huele fir e sécheren Impfstoff" - richteg! Si sot: „Fräiwëlleg Impfung", also keen Impfzwang, an: „Gratis Impfung", wat d'CSV och gefrot hat an enger Motioun, déi leider ofgewise ginn ass. Warscheinlech wollt d'Majoritéit net, dass d'Oppositioun hei de Meritt kréich vun enger gratis Impfung.

Mee mir soe Jo dozou, mir soen och Jo zu zentralen Impfstellen an dëser éischter Phas vun der Impfung a mir soe Jo bei der Prioriséierung, wa sech do op den Avis vun der Commission nationale d'éthique baséiert gëtt. Si ass zwar spéit saiséiert ginn, eréischt de 15. November, a si soll nach eng Kéier saiséiert ginn. Wat wäerten do d'Krittäre sinn? Vläicht seet d'Ministesch eis, wéini dat ass.

Ech stellen awer och fest, dass mer den Avis vun där Kommissioun eréischt kritt hunn, wéi e scho public war op hirem Site, an ech stellen och fest, dass de Conseil supérieur des maladies infectieuses en Avis hat, op dee sech och referéiert gëtt an der Strategie, dee mer net hunn. Gutt, net dramatesch. Ech soe ganz kloer: Mir stinn zur Impfstoffstrategie, wéi se elo virläit, mir hunn awer e puer Reserven.

Fir d'éischt emol, wat d'Basisprinzippie vun enger Pandemie ugeet. Do gëtt et zwee Prinzippien. Deen een, dee seet: Do impfen, wou déi epidemiologesch Ausbreedung vun der Pandemie am gréissten ass. Konnte mer dësem honnertprozenteg Rechnung droen, wou mer nach net wëssen, wou d'Infektiounen am Fong geholl hierkommen?

En zweete Prinzip, de Prinzip, deen a Frankräich applizéiert gëtt: Wat de Risiko méi grouss ass, dass de Mënsch schwéier krank gëtt respektiv stierft, wat méi schnell geimpft muss ginn. D'Fransouse maachen dat, hei bei eis gëtt gesot, dat géif net goen, well d'Impfstoffer net géifen esou fonctionéieren. Gutt. Et ass awer eng Fro, bei där wichteg ass, dass mer se beäntwert kréien.

Fir mech ass eppes kloer: Wa mer gären hätten, dass eppes dobäi erauskënnt, eng erfollegräich Impfstrategie, da musse mer de Bierger matabezéien. Hie muss d'Reegele verstoen, hie muss dat gerecht empfannen, wat dobausse geschitt, dann ass en och bereet, Verantwortung ze iwwerhuelen a seng eegen Interessen zréckzestellen. Hie muss gesinn, dass et eng Plus-value ass, dass d'Normalitéit nees an den Alldag erëmkënnt - wat de Mars Di Bartolomeo och elo just gesot huet -, dass d'Zuelen an de Spideeler erofginn, d'Doudesfäll erofginn an esou weider. Mee duerfir musse mer d'Leit informéieren, duerfir ass d'Kommunikatioun ganz wichteg an duerfir brauch de Patient all Informatiounen, fir Vertrauen an den Impfstoff ze kréien. Dat ass d'Schlësselfro.

Do brauche mer also kloer Consignen. Do kann ech zum Beispill esou Froen opwerfen, déi ech och gelies hunn. Do gëtt gesot: „Wann s de geimpft gëss, kanns de trotzdeem Leit ustiechen, och wann s de keng Symptomer wäers hunn." Ass dat esou oder ass dat net esou? Dat missten d'Leit dobausse wëssen. Oder: „Kann een, dee schonn eng Kéier de Covid hat, sech nach eng Kéier impfe loossen?" Dat sinn also Froen, deene musse mer nogoen an déi musse mer de Leit, de Bierger dobausse soen, well et kann net sinn, dass de Bierger méi Angscht huet virun der Impfung wéi virun der Krankheet!

A fir mech ass et kloer - dee Saz soen ech esou, wéi ech en hei opgeschriwwen hunn -: „D'Probabilitéit, fir de Covid ze kréien an drun ze stierwen, ass vill méi grouss, wéi duerch den Impfstoff e Schued ze kréien, dee bleiwend ass." Den Impfstoff ass natierlech keng Kasko, mee et ass awer ganz kloer. Mir mussen also Iwwerzeegungsaarbecht maachen, well iwwer 15 % vun de Leit wëlle sech ënner kengen Ëmstänn impfe loossen. Duerfir musse mer also déi Affirmatiounen an Argumentatioune vun den Impfgéigner och am Fong geholl opklären. D'Leit dobausse soen: „Den Impfstoff verhënnert eng Schwangerschaft." Falsch! Oder si soen: „Den Impfstoff ännert de Genom vum Mënsch." Mee den ARN messager, dee geet net an de Kär vun der Zell, wou den ADN ass, e kann also de Genom net ännere. Dat ass also och falsch!

Also do mussen d'Usätz kommen. „Si maachen d'Leit relles", wéi de Biltgens Fränz géif soen. Mee ech mengen, d'Usätz mussen do kommen, d'Politik muss do opklären a méi informéieren. An do stellen ech d'Fro, ob mer net sollten eng spezifesch App maachen, wou mer méi no un d'Leit erukommen an d'Leit informéieren.

Déi Campagne muss also d'Leit iwwerzeegen, well ëmmer manner Leit sech impfe wëlle loossen. An der Statistik kënnt dat eraus. An duerfir muss am Fong geholl déi Campagne d'Leit mobiliséieren. Mir brauche jo eng Herdenimmunitéit vu 70 %. A wann dat net geschitt, da gëtt et ganz schwiereg, well da kommen aner Froen op.

Duerfir wëll ech eng kleng Klamer opmaachen: Wa mer d'Leit net mobiliséiert kréien, wann zum Beispill a Länner - an Däitschland ass dat méiglech - verschidden aarbechtsvertraglech Beruffsgruppe kënnen eng Impfflicht kréien, zum Beispill an de Spideeler, d'medezinnescht Personal oder an der Reha, wann am Tourismusberäich op Croisièren een op eng Kéier muss trotzdeem geimpft ginn, fir kënnen eng Croisière ze maachen, oder souguer bei de Flich vu Qantas, aus Australien - déi wëlle jo och eng Obligatioun aféieren -, dann hu mer op eng Kéier eng Impfflicht. An do gëtt et dann net esou einfach, do kommen dann esou quokeleg Decisiounen op eis zou an do wäert dann och d'Fro vun engem Impfpass am Raum stoen an der EU. Gutt!

Eng Saach awer, déi ech muss ervirsträichen a wat a mengen Aen e Schwaachpunkt an där Strategie ass, déi elo virläit, dat ass Follgendes: Et ass keng Prezisioun dran, wat d'Chronologie vun den Ofleef an déi logistesch Opstellung ugeet.

Je m'explique. D'Chronologie vun den Impfungsofleef: A Spuenie sinn 18 Gruppe vu Leit definéiert ginn, déi bis an de Juli 2021 geimpft wäerte ginn. Do weess jiddweree genau, wéini en drukënnt. Hei zu Lëtzebuerg hu mer näischt esou. Et weess keen, wéi et hei richteg geet. Mir brauche jo ..., déi kritesch Strukture vum Staat musse fonctionéieren! Wéini ginn also d'Polizisten, wéini ginn d'Pompjeeë geimpft, wéini gëtt d'Léierpersonal geimpft? Déi Froe musse beäntwert ginn, fir dass d'Leit och verstinn, wat do op se zoukënnt.

Dat selwecht gëllt fir d'Impfzentren. Wéi se elo opgestallt sinn, wann een do rechent, wéi laang mer brauchen, fir d'Leit all ze impfen - wann ee seet, eng Impfung dauert fënnef Minutten, mengetweegen -, da brauche mer méi wéi ee Joer. Or, wann et en Impfstoff ass wéi dee géint d'Gripp, dee muss all Joer erneiert ginn, da gëtt et awer schéin! Da sinn an engem Joer d'Leit also nach net all geimpft an anerer musse schonn e Rappell kréien. Duerfir, mengen ech, musse mer do Kloerheet kréien, wéi dat soll iwwert d'Bün goen.

Eng aner Fro, dat ass déi: D'Arméi, de CGDIS an d'Douane, déi hëllefen an den Zentren. Dat fannen ech gutt. Mee si hëllefen net an der Logistik an an der Sécherung vun de Lagersitten. Misst een do net och kucken, am Fong geholl d'Leit do anzesetzen? Well déi Lagersitten, wou d'Impfstoffer leien, wann déi net ofgeséchert sinn, dat ass gefäierlech.

Schliisslech nach dräi Saachen, éischtens d'Vaccinen: Kréie mer do déi, déi versprach sinn an déi geliwwert solle ginn, oder maachen do Länner nees eng Kéier Alleingäng, wat mer de Moien och schonn an der Kommissioun diskutéiert hunn? Dat schéngt och net kloer ze sinn, well et gëtt eng Hypothees opgeféiert, dass mer op eng Kéier d'Impfstoffer all matenee kéinte kréien. Da géife mer eng sougenannt „action coup-de-poing" maachen. Hu mer da genuch Leit, fir dat ze maachen? Wann d'Leit op eng Kéier all matenee musse geimpft ginn, hu mer da genuch Leit, fir déi Impfungen ze maachen? A wann et net genuch Leit sinn, gëtt dann do requisitionéiert? Wéi soll dat iwwert d'Bün goen?

Eng aner Fro, déi mer och nach wichteg schéngt, dat ass d'Akzeptanz vun den Impfungen. Déi ass am beschten, wann alles gutt fonctionéiert, wa keng Problemer sinn. Or, mir hu sechs Impfschemata. Also d'Reegele fir ze sprëtzen si warscheinlech net einfach, dat wäert also eng grouss Erausfuerderung sinn an duerfir verstinn ech net, firwat dass net direkt an enger éischter Phas schonn d'Hausdokteren an d'Generalisten, wat mir och als CSV gefrot haten, matagebonne ginn, an och d'Apdikter, well si sinn am Fong geholl déi medezinnesch Vertrauenspersounen an enger Vertrauenscampagne. An duerfir, mengen ech, misst een do eppes maachen.

Schliisslech mengen ech, dass d'Fro vun de Rendez-vousen och net esou einfach ass. Do wëlle mer de Modell huele vun dem Large-Scale-Testing, do kommen awer manner wéi 50 % vun de Leit! Et huet ee 14 Deeg, fir sech ze mellen. A wat geschitt do, wann een dat elo vergësst? Ass een dann aus dem System eraus? Wéi geet dat do weider? Dat muss also och gekläert ginn. Oder wann zum Beispill een en zweete Rendez-vous net kann an Usproch huelen, well e Féiwer huet; da kann en et net maachen. Et kann ee keen impfen, wann e Féiwer huet. Wat geschitt dann do logistesch? Wéi soll dat iwwert d'Bün goen?

Leschte Punkt: Eisen Nationalstaat seet, hie wär responsabel an en huet duerfir e Budgetsartikel geschafen. Or, et ass de Comité des médicaments à usage humain, wou mir jo och dra vertruede sinn an deen zu der EMA gehéiert, deen den Avis mécht fir den Impfstoff, an d'EU-Kommissioun, déi gëtt dann den Aval. A well mer hei mat dësem Impfstoff eng Innovatiounstherapie hunn: Gëtt et just eng Autorisation de mise sur le marché an der EU? Duerfir weess ech net: Wéi soll den Nationalstaat do ugesicht ginn? An duerfir, mengen ech, sollte mer hei en Avis juridique froen.

Ofschléissend wollt ech soen: D'Impfstrategien, déi mer an Europa hunn, déi kënnen nëmmen opgoen, wa mer alleguerten, hei zu Lëtzebuerg an och an der EU, un engem Strang zéien. Dat hoffen ech, wierklech, well soss gëtt et schéin! Voilà!

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Et ass en éischten Hoffnungsschimmer um Enn vum Tunnel, um Enn vun engem ganz laangen Tunnel. An ech mengen, mir sollten eis net den Illusiounen higinn, dass mer geschwënn aus dem Tunnel eraus wären.

Am Mäerz huet de Covid-19 an Europa ëm sech gegraff a séier war et kloer, dass deen eenzegen Auswee, fir aus dëser Kris ze kommen, en Impfstoff wär. Wärend d'Wëssenschaft hir ganz Energie investéiert huet, fir e Vaccin ze entwéckelen, ass eis näischt anescht iwwregbliwwen, wéi eis unzepassen, eis Gewunnechten ze änneren, a mir hunn alleguerte geléiert, mam Virus ze liewen.

De Message, dass eng Impfung Enn des Joers oder ufanks nächst Joer vun der Europäescher Agence fir Medikamenter kéint zougelooss ginn, léisst opootmen a stëmmt positiv. Impfunge gehéieren nämlech zu de gréisste medezinneschen Errungenschaften an hunn eis scho grouss Déngschter erwisen. Impfunge rette Liewen. An et ass scho gesot ginn, verschidde Krankheete sinn ausgerott ginn, wéi d'Pouken. Si sinn e wichtegen zousätzleche Schutz fir eisen Immunsystem. Eng Impfung hëlleft eisem Immunsystem nämlech, nei Viren ze erkennen an ze léieren, se ze bekämpfen. Et ass also wéi eng Noutfallübung, fir sech op den Eeschtfall ze preparéieren.

Eng Impfung ass natierlech nëmmen dann eng Léisung, wa sech esou vill Leit wéi méiglech och impfe loossen, an do sti mer virun e puer Erausfuerderungen, Erausfuerderungen, fir déi d'Regierung zanter Méint Léisungen ausgeschafft huet an déi an der Impfstrategie zesummegefaasst ginn.

E gewëssene Kader ass schonn definéiert a gouf de leschte Freideg virgestallt. D'Commission nationale d'éthique huet zur Impfstrategie en Avis ofginn, deen d'Prioriséierung bei den Impfungen definéiert. D'Regierung an och mir als Demokratesch Partei stëmmen dësem Avis zou, deen an enger éischter Phas proposéiert, d'Gesondheets- an d'Fleegepersonal impfen ze loossen.

An dëse Choix ass nëmme richteg. En ass richteg, well et genau dëst Personal ass, dat dagdeeglech dem héchsten Infektiounsrisiko ausgesat ass an och de meeschte Kontakt mat den eeleren a vulnerabele Persounen huet. Mir mussen nämlech ëmmer am Hannerkapp behalen, dass aktuell an de Spideeler och vill Personal wéinst der Covid-19-Infektioun ausfält. Dat strapazéiert eise Gesondheetssystem an e Vaccin kéint do en effikasst Géigemëttel sinn. Parallell wäerten dann och déi vulnerabel Leit an den Alters- an an de Fleegeheimer geimpft ginn, well si natierlech dee gréisste Risiko droe vun enger schwéierer Coviderkrankung.

Déi weider Verdeelung vum Impfstoff ass am Moment nach ongewëss. Dat huet eng Rei Grënn. Villes hänkt vun der Spezifissitéit vum zougeloossene Vaccin of, zum Beispill, wéi effizient dass den Impfstoff bei verschiddene Bevëlkerungsgruppe wierkt. An och d'Quantitéit, déi mir hei am Land erhale wäerten, spillt eng Roll.

Kloer ass op alle Fall, dass den Impfstoff wäert gratis sinn. De Staat iwwerhëlt alleguer d'Käschten, déi ufalen, a jiddwereen, ouni Ausnam, soll d'Méiglechkeet kréien, fir sech impfen ze loossen.

D'Demokratesch Partei begréisst och d'Entscheedung, dass déi Impfung net obligatoresch wäert ginn. Dëse perséinleche Choix däerf net erzwonge ginn. Et soll ee sech awer bewosst sinn, dass dëse Choix net nëmmen een eleng betrëfft, mee dee Choix betrëfft och déi Leit, déi ronderëm ee sinn, a fir dass mir géint dëse Coronavirus gewanne kënnen, musse minimum 70 % vun der Bevëlkerung immun sinn. Dat ass dat, wat een déi berüümten Herdenimmunitéit nennt.

Mee: Et gëtt och Leit, déi kënne sech aus gesondheetleche Grënn net impfe loossen, well se ënnert enger Immunstéierung leiden oder well se Allergien hunn, a fir hiren eegene Schutz sinn dës Leit dorop ugewisen, dass sech esou vill aner Leit wéi nëmme méiglech impfe loossen, fir si och mat ze schützen. D'Fro, sech impfen ze loossen oder net, ass also och eng Fro vu Verantwortung an eng Fro vu Solidaritéit. Ech iwwerhuelen net nëmmen d'Verantwortung fir mäin eegent Liewen, mee och fir dat vu menge Matmënschen.

Nach gëtt et net op alleguer d'Froe vun der Impfstrategie eng Äntwert an dat läit och dorunner, dass et näischt nëtzt, iwwerstierzt ze handelen. Ech verstinn d'Ongedold, virun allem elo, wou ee mengt, en Auswee ze hunn. Mee wann ee sech ze vill beganne wëllt, da mécht ee gäre Feeler. A grad bei enger Impfung, déi eis schütze soll, däerfe mir keng Feeler maachen. Dass d'Regierung d'Entscheedung vun der EMA zur Zouloossung ofwaart, ass dofir absolutt verständlech an absolutt richteg. Och an enger Kris mussen all d'Sécherheetsstandarde weider gëllen an applizéiert ginn.

E bësse Gedold ass nach néideg, bis jiddweree ka geimpft ginn. Ech wëll hei op kee Fall als Spaassbrems eriwwerkommen, mee déi kommend Méint, déi kal Wanterméint, de Januar an de Februar, wou nach net all Mënsch geimpft ass, wäerten net einfach ginn. Dofir gëllt et weiderhin, déi sanitär Mesurë bäizebehalen. Et heescht also weider: sech selwer schützen an och déi aner Leit schützen. An dat geet duerch d'Geste-barrièren, déi, mengen ech, de meeschte Leit awer elo a Fleesch a Blutt iwwergaange sinn: Hänn wäschen, Ofstand halen, Mask undoen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zanter Mäerz si mer mat der Covidpandemie konfrontéiert, ouni datt mer decisiv Therapiefortschrëtter gemaach hunn. Mir si kloer an engem aneren Zenario wéi bei enger Grippewell, vun deenen an de leschte Joerzéngten nach keng esou vill Doudeger mat sech bruecht, de Gesondheetssystem u seng Limitte bruecht, d'Leit physesch vunenee getrennt, hir Psych iwwerstrapazéiert an d'Ekonomie esou geschwächt huet, wéi dat de Covid-19 aktuell mécht - an dat trotz Distanz an Hygiènesmesuren an alle Beräicher.

D'Pandemie ass fir eis u Sécherheet gewinnte westlech Welt zanter dem Zweete Weltkrich dat aschneidendst Evenement, dat mir erliewen, net nëmme wéinst der weltwäiter sanitärer Kris, mee och, well no der Pandemie villes wäert schénge wéi virdrun, mee d'Welt sech awer fundamental verännert wäert hunn. Mee, fir iwwerhaapt emol an de Postpandemiezäitalter ze kommen, brauche mer eng Impfung.

An dësem Kontext huet eis Regierung déi schwiereg Aufgab, eng Impfstrategie auszeschaffen, ouni awer all d'Informatiounen iwwert d'Lagerung, d'Impfprotokoller an d'Disponibilitéit vun de verschiddenen Impfungen ze hunn. Well weeder genuch Impfstoffer fir déi ganz Populatioun nach fir déi méi oder manner vulnerabel Leit direkt wäerten do sinn, musse Prioritéiten definéiert ginn. Prioriséieren ass ni einfach, et muss wueliwwerluecht

sinn an och kënnen argumentéiert ginn, et muss konform sinn zu eisen eethesche Valeuren. Duerfir begréisse mir, datt dëst am Austausch mat der Eethikkommissioun gemaach ginn ass.

déi gréng droen d'Decisioun mat, de Gesondheets-a Fleegesecteur als Éischt ze impfen, fir esou e Schutz ronderëm déi Krank, déi Vulnerabel an déi Eeler opzebauen.

Duerfir awer eng éischt Fro: Kann een unhand vun de Grippenimpfunge Réckschlëss zéien op d'Disponibilitéit vun de Medezinner a Fleeger fir sech impfen ze loossen? Muss do eventuell geziilt sensibiliséiert ginn?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jidder Eenzelne beschäftegt sech momentan mat der Fro: impfen oder net impfen? Dës Fro muss ee sech souwuel am Kader vum individuelle Schutz wéi vum kollektive Schutz stellen, dem Schutz vun deene Vulnerabelen, vun deenen, déi sech aus Gesondheetsgrënn net selwer kënnen impfe loossen. D'Erreeche vun der Herdenimmunitéit mat 70 % Geimpften ass eng Aufgab fir eis all. Duerfir ass et extreem wichteg, datt d'Regierung, esou wéi se dat jo och wëlles huet, zu all Moment transparent informéiert a kommunikéiert, fir Vertrauen opzebauen. Eng Impfflicht wäert et weiderhin net ginn, wat mir als Gréng begréissen.

D'Impfungen zentral ze koordinéieren, ze stockéieren an och ze maachen, ass wéinst de spezielle Lagerkonditiounen, de verschiddenen Impfprotokoller an de prezise Rendez-vousen, déi mussen agehale ginn, eng gutt Léisung. Et ka méi effizient geschafft ginn esou.

Interesséiere géif mech awer, wat d'maximal Capacitéite sinn, wann all d'Zentren op Volltoure fonctionéieren.

Och, datt d'Invitatioune verschéckt ginn an d'Leit sech wéi am Large-Scale-Testing iwwer guichet.lu oder iwwer Telefon kënnen umellen, ass eng gutt Léisung. Mir stellen eis awer och hei d'Fro, wéi herno sollen déi Vulnerabel ënner 65 Joer geziilt ugeschriwwe ginn a wéi een un déi Leit kënnt, déi net affiliéiert sinn oder kee feste Wunnsëtz hunn.

Här President, et gëtt awer och e puer oppe Froen zu der Impfstrategie. Esou ass et deene Gréngen nach net kloer, ob déi Leit, déi covidpositiv waren, och solle geimpft ginn, respektiv, wou se an der Prioritéitelëscht wäerten aklasséiert ginn. Gëtt och en enke Suivi vun de geimpfte Persoune gemaach? Net nëmme wat d'Niewewierkunge betrëfft, mee och wat d'Effikassitéit vun den Impfstoffer betrëfft? Ginn zum Beispill d'Antikierper reegelméisseg bei engem Echantillon vu Leit getest?

Da stelle mer eis och déi grondsätzlech Froen, wéi d'Regierung dat och mécht, ob e Patron engem Employé eng Impfung kann imposéieren an ob en Impfpass als Laissez-passer ka genotzt ginn, fir a Commercen, bei Déngschtleeschter, a Caféen a Restauranten a Kultur- oder Sportsinfrastrukturen eranzekommen. Déi, déi sech net wëllen impfe loossen oder nach net kënnen impfe loossen, well et kontraindizéiert ass oder well se nach keng Invitatioun kritt hunn, wäerten d'Fro stellen, ob dat net op eng indirekt Impfflicht erauskënnt an diskriminatoresch ass. Déi eng missten doheembleiwen an déi aner net. Dat ass net déi kollektiv Responsabilitéit a Virgeeënsweis, wéi déi gréng sech et virstellen.

D'Fro stellt sech och, wéi d'Covidmesurë wäerten adaptéiert ginn. Fir déi gréng ass kloer, datt se musse fir jiddereen déi selwecht sinn. Et däerfen net ënnerschiddlech Mesurë fir Geimpfter an Netgeimpfter an den nächste Covidgesetzer decidéiert ginn. Engersäits, well dat onméiglech ass ze kontrolléieren, anerersäits well nach net kloer ass, ob déi Geimpft de Virus net awer kënnen iwwerdroen, och wa se selwer virun der Krankheet geschützt sinn.

Ofschléissend wéilt ech soen, datt d'Impfstrategie vun haut net déi vu muer wäert sinn. A Fonctioun vun den neien Erkenntnisser, der Disponibilitéit vun de verschiddenen Typpe vun Impfunge wäert dës Strategie missen ugepasst ginn. D'Impfe wäert och nëmmen en Deel vun der Léisung sinn, niewent de Mesuren, déi schonn en place sinn. Duerfir wär et och wichteg, wa mer niewent der Impfstrategie och eng mëttel- a laangfristeg Covidmesurëstrategie géifen ausschaffen, e Stufeplang a Fonctioun vum Infektiounstaux, vun de Spidolsbeleeungen, den Décèsen an esou weider, deen eng gewësse Previsibilitéit géif mat sech bréngen, bis mer dem Virus Meeschter sinn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hansen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Här Mars Di Bartolomeo e Merci fir säi Rapport zu dëser Impfstrategie.

Als ADR huele mir zur Kenntnis, datt am Kader vum Covid-19 och hei zu Lëtzebuerg scho geschwënn eng nei Aart vun Impfstoff agesat gëtt. Mir als ADR sinn net prinzipiell géint d'Impfen, mir verlaangen awer, datt en Impfstoff all déi néideg Sécherheets-an Zouloossungsprozedure mat all hiren héije Standarden duerchlafe muss. Och ass et fir eis néideg, datt den Impfstoff eng zouverlässeg Wierkung matbréngt an datt all Konterindikatioun transparent duergeluecht gëtt.

Déi zwee éischt Impfstoffer um Marché, déi zu Lëtzebuerg sollen agesat ginn, sinn eng vëlleg nei Technologie, wéi se nach ni beim Mënsch agesat an zougelooss ginn ass. Allgemeng gëllt, datt déi extreem verkierzt Zouloossungsprozeduren e Risiko duerstellen. Weeder sinn d'Niewen- nach d'Laangzäitwierkunge vun de Medikamenter bekannt. Et ass net emol gewosst, ob deen Impfstoff, deen hei am Land agesat gëtt oder soll ginn, nëmmen d'Symptomer verhënnert oder d'Ustiechungsgefor eliminéiert. Souguer d'Eethikkommissioun hat an hirem Avis gesot, datt si keng Recommandatioune kéint maachen.

Bedéngt duerch d'Vitess, mat där den Impfstoff zougelooss ginn ass, ass och näischt gewosst iwwer Niewewierkunge bei bestëmmte Bevëlkerungsgruppen, zum Beispill bei schwangere Fraen. Zougelooss ass den éischten Impfstoff fir Lëtzebuerg och nëmme fir Leit zwëschent 20 a 40 Joer, déi bei gudder Gesondheet sinn.

Virun deem Hannergrond freet ee sech, wat dann elo d'Strategie vun der Regierung ass. Wat mir hei leien hunn, ass beschtefalls e Logistikplang. Et gëtt kee Wuert verluer iwwer eventuell begleedend Kontrollen, déi Niewewierkunge kéinten erkennen, oder e Bilan, oder anescht geschwat: dat, wat een da kéint eng Strategie oder e Begleetplang nennen. Kuerz gesot: Et geet eis hannen a vir mat dëser Impfstrategie net duer!

Fir d'ADR ass et wichteg, datt d'Impfung ouni Drock a fräiwëlleg ass. Domat ass och gemengt, datt keen Arbeitgeeber an och keen Déngschtleeschter, egal a wat fir engem Secteur, engem Mënsch dës Impfung ka virschreiwen oder ofverlaangen. Den Impfstoff dierf net opgrond vun ekonomeschem Drock ugewannt ginn.

Här President, ech wëll dann och hei eng entspriechend Motioun presentéieren, déi nach eng Kéier mäi Grondgedanken erëmgëtt. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

- déi Covidimpfstoffer, déi schonn um Marché sinn oder kuerzfristeg op de Marché kommen, alleguer eng staark verkierzten Zouloossungsprozedur duerchlaf hunn;

- besonnesch déi mRNA-Impfstoffer bis haut ni fir d'Uwennung bei Mënschen agesat an zougelooss goufen;

- weeder eventuell Niewewierkungen nach méiglech Laangzäitwierkungen esou erfuerscht gi sinn, wéi dat am Normalfall bei der Zouloossung vu Medikamenter an Impfstoffer gemaach gëtt;

- eenzel Impfstoffer och nëmme fir Leit aus bestëmmten Alterskategorië gepréift gi sinn an och net fir vereenzelt Leit mat bestëmmte Risiken, wéi beispillsweis schwanger Fraen;

- déi verkierzten Zouloossungsprozedure selwer, wéi se an dësem Fall ëmgesat goufen, esou nach ni virdrun ugewannt an och ni validéiert gi sinn,

ass sech bewosst, datt

- déi extreem beschleunegt Zouloossungsprozedure souwuel e sanitäre wéi och e wirtschaftlechen Interessi hunn,

fuerdert d'Regierung op,

- mat gréisster Virsiicht an am Austausch mat allen nationalen an internationalen Institutiounen eventuell Niewewierkunge vun deenen Impfstoffer kuerzan och laangfristeg ze kontrolléieren a bei deene geréngsten Niewenerscheinungen an/oder Zweiwel direkt ze reagéieren;

- dës Kontroll vun zweiwelhafte Virkommnesser an Niewenerscheinunge vun den Impfstoffer och international ze suivéieren an auszetauschen an all Observatioun an déi Richtung iwwer e Monitoring der Ëffentlechkeet an aller Transparenz matzedeelen;

- sécherzestellen, datt vu kenger Säit Drock op d'Leit ausgeüübt gëtt - och net am Kader vun engem Aarbechtsverhältnes oder engem Déngschtleeschtungsvertrag -, fir sech impfen ze loossen, an datt d'Fräiwëllegkeet vun der Impfung dann och ouni direkt oder indirekt Nodeeler fir déi Persounen, déi keng Impfung wëllen, festgeschriwwe gëtt;

- ze garantéieren, datt d'Zouloossung fir Medikamenter an Impfstoffer, ausserhalb vun der Covidsituatioun, nees deenen héije Standarden ënnerläit, déi virun der Kris gegollt hunn, an datt dës Situatioun net genotzt gëtt, fir bewäert an aus guddem Gronn agefouert Sécherheetsprozeduren a klinesch Tester opzeweechen.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- An deem Kontext wëll ech dann der Madamm Gesondheetsminister nach follgend Froe stellen:

Wéi steet d'Regierung zu de villen Onkloerheeten, déi am Kontext vun den Impfunge bezéiungsweis hirer universeller Wierksamkeet an der Wierkungsdauer nach bestinn? Wéi gedenkt d'Regierung, déi laangfristeg Effikassitéit vun den Impfungen ze iwerpréiwen? An och: A wéi engen Zäitofstänn wëllt si hir Politik deenen Erkenntnisser upassen?

Huet d'Regierung Studien a Betruecht gezunn, déi sech mat der Wierksamkeet vun Impfunge bei verschiddenen Altersgruppe befaassen? Impfunge schéngen zum Beispill allgemeng manner wierksam ze si bei eelere Leit. Wéi eng Inzidenz hunn esou Iwwerleeungen op d'Impfstrategie vun der Regierung an esou weider?

Déi verkierzt Testprozedur bedeit och erhéicht Ufuerderungen, wat d'Kontroll an de Bilan vun den Tester ugeet. Ka Lëtzebuerg déi leeschten? Oder mat wat fir enger internationaler Kooperatioun wëllt Lëtzebuerg déi leeschten?

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Den 19. November, also et ass nach guer net esou laang hier, do hu mir als Lénk hei eng Motioun deposéiert, déi d'Regierung opgefuerdert huet, d'Impfstrategie der Chamber ze presentéieren a se och hei zur Diskussioun ze stellen.

De 17. November, also zwee Deeg ier mer déi Motioun hei zum Vott ginn hunn, déi jo och unanime ugeholl ginn ass, ass d'Eethikkommissioun ëm en Avis gefrot ginn zu deem Plang, dee schonn ausgeschafft war. An den 29. November ass dann och deen Avis vun der Eethikkommissioun komm. Mir hunn elo de leschte Freideg mëndlech déi éischt graff Zich presentéiert kritt. Gëschter Owend hu mer och d'Dokumenter kritt. Et kann een also soen: D'Kou huet gekalleft.

Dat ass wichteg, well et huet schonn deelweis Onrou bruecht an der Populatioun, well an anere Länner ass déi Diskussioun scho méi laang gelaf. Eng Diskussioun, bei där et notamment ëm d'Prioritéite geet, déi eng ganz grouss eethesch Dimensioun huet, an ech fannen et och nëmme richteg, datt mer déi elo och hei féieren.

Ech mengen, wat wichteg ass, dat ass kloerzemaachen, datt de Vaccin, esou effikass wéi en och ëmmer nëmme ka sinn, e Liichtbléck ass, dee mëttelfristeg funktionéiert. Et geet drëm, mëttelfristeg mam Virus eens ze ginn, jo, mëttelfristeg mam Virus ze liewen. An et gëtt och bei deem Vaccin keng honnertprozenteg Garantie.

Och wann déi éischt Tester am Moment drop hiweisen, datt e méi effikass ass wéi de klassesche Grippevaccin, esou ass en net zu honnert Prozent verlässlech. An do muss ech soen, do sinn ech éischter angeneem iwwerrascht gewiescht iwwert dat Dokument, wat d'Regierung eis presentéiert huet, well do all déi wichteg Saachen dra sinn, déi awer a mengen Aen d'Grondlag vun enger Strategie sinn, ugefaange mat engem Zil.

Wat ass d'Zil vun där Impfstrategie? Ma et geet eeben drëm, datt manner Leit stierwen. Et geet drëm, Liewen ze retten. Et geet drëm, Vulnerabeler ze schützen. Et geet drëm, eis Spideeler ze entlaaschten an alles natierlech, wat domadder verbonnen ass. Well de Vaccin, deen huet zwou Funktiounen: Engersäits geet et drëm, datt ee sech selwer schützt, also ee selwer geschützt ass virun de schlëmme Konsequenzen, déi eng Covidinfektioun kann hunn, vun de Sequellë bis hin zu deene méi grave Krankheetsverleef. An et geet awer och drëm, zweetens, d'Transmissioune vum Virus ze ënnerbriechen, ze kucken, datt de Virus manner zirkuléiert an eng manner diffus Ausbreedung huet, wéi dat am Moment de Fall ass.

Am Moment si sechs Vaccinen an der Pipeline an den Etüden an dat ass nach net ofgeschloss, well déi eenzel Vaccinen, déi hunn aner Wierkungsgraden, aner Wierkungsberäicher. Si hunn och zum Deel aner Niewewierkungen, déi nach net honnertprozenteg erfuerscht sinn. Alles dat brauch Zäit. An duerfir ass et och richteg, datt mer eng Strategie hei presentéiert kréien, déi modulabel ass.

Ech muss Iech soen, Här Halsdorf: Mir hätt et méi Angscht gemaach, wa mer elo hei e spuenesche Modell virgeschloe kritt hätten, mat engem oder zwee definéierte Vaccinen, wou mer da bis Juni definéiert hätten, wie wéini dru komm wier. Ech mengen, mir wëssen net genuch. Duerfir brauche mer eng modulabel Strategie, wou awer eppes kloer ass, nämlech: Woumat fänke mer un? Mir fänken u mat de Leit aus dem Santésberäich, mat deene Leit, déi un der alleréischter Front sinn, fir e sougenannte Cordon sanitaire ze bilde ronderëm déi ganz vulnerabel Leit, ronderëm déi Beräicher, wou am Moment am meeschte Leit gestuerwe sinn, nämlech an de Fleege- an Altersheimer. An déi Leit selwer, dat ass grad och déi Kategorie vu Leit, déi Vulnerabel, déi an enger éischter Etapp musse vaccinéiert ginn. Dat erschéngt eis absolutt schlësseg.

Zweeten, e wichtege Prinzip vun dëser Strategie ass: En ass gratis. Dat ass net ëmmer evident. Mee dat hei ass wichteg: En ass gratis. Den Zougang dozou ass universell: mat oder ouni Securité-sociales-Nummer, onofhängeg vun der Nationalitéit, onofhängeg vun der Sprooch. Jo, an dat ass och wichteg: onofhängeg vun der Residence. Well och déi Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, hu mëttelfristeg d'Recht op eng Impfung, och dat schéngt eis ganz wichteg ze sinn.

D'Fräiwëllegkeet ass natierlech en entscheedende Moment. An ech sinn net frou doriwwer, datt an der leschter Zäit Diskussioune lafen, datt dat a Fro gestallt gëtt, an ob e Mënsch dann net awer kéint gezwonge ginn, en Impfpass ze weise fir schaffen ze goen, oder vun der Aarbecht kéint gezwonge ginn. Dat sinn onnéideg Diskussiounen, well déi Situatioun ass rechtlech kloer: Dat ass net dran! D'Fräiwëllegkeet ass den iwwerwältegende Prinzip an dat muss en och absolutt bleiwen!

Meng Zäit leeft aus. Dat hei ass mat Sécherheet net déi lescht Diskussioun, déi mer iwwert d'Impfstrategie haten. Dat hei ass eng éischt, mengen ech, duerchaus sënnvoll Grondlag, op där mer diskutéiere kënnen. Mir mussen déi Strategie andauernd upassen a mir mussen och als Ëffentlechkeet, als Chamber als Ausdrock vun der Ëffentlechkeet an déi Diskussiounen an déi Iwwerleeunge permanent matagebonne sinn. Well eppes ass kloer: Et ka just funktionéieren, wann et e kollektiven Effort ass! A fir dee kollektiven Effort hierzestellen, brauche mer Vertrauen. Mir mussen diskutéieren, vill diskutéieren, Froe beäntwerten an dat muss déi alleréischt Prioritéit an dëse Stonne sinn!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi een an der Impfstrategie vun der Regierung liese kann, huet Lëtzebuerg sech jo dozou verflicht, Impfstoffer fir insgesamt eppes iwwer 800.000 Persounen ze kafen. Wéi vill vun dëse bestallten Impfdosen an enger éischter Phas awer wäerten disponibel sinn, steet zum aktuellen Zäitpunkt nach net fest.

Kloer ass awer, datt mer am Ufank net genuch Impfdose fir jidderee wäerten hunn an datt et dauere wäert, bis jiddereen, dee geimpft wëllt ginn, och un den Tour komm ass. Ech soen hei bewosst „jiddereen, dee geimpft wëllt ginn", well eng Impfflicht steet ausser Fro. Dofir musse mer och oppassen, datt et net zu enger indirekter, verstoppter Impfflicht kënnt, andeems Persounen, déi sech net impfe gelooss hunn, vu bestëmmten Aktivitéiten oder Plazen ausgeschloss ginn.

D'GDPR, d'Dateschutzgesetz, verbitt ganz kloer, datt Informatiounen iwwert de Gesondheetszoustand vun enger Persoun ausserhalb vun engem medezinnesche Kontext erhuewe ginn. Dat beinhalt och d'Fro, ob ee geimpft ass oder net. Ob ee sech impfe léisst oder net, däerf iwwert de rengen Impfschutz eraus keng Vir- oder Nodeeler hunn, weeder op der Aarbechtsplaz nach an der Fräizäit. An et ass wichteg, datt mer dat haut alleguerten nach eng Kéier affirméiert hunn. Well och do gëllt et heiansdo, dat ze widderhuelen, wat zwar gesetzlech scho virgeschriwwen ass, wat awer vläicht vun deem engen oder deem aneren net esou gelieft géif ginn, wéi et am Gesetz steet. Et ass kloer: Et kann net zu enger verstoppter Impfflicht kommen!

Här President, fir ze wëssen, wéi virgaange soll ginn, fir déi Leit ze impfen, déi dat gäre wëllen, huet d'Regierung sech eng Impfstrategie ginn. A mir freeën eis, datt dës Heure d'actualité ugefrot gouf, fir gemeinsam e kritesche Bléck op dës Regierungsstrategie ze werfen an esou verschidde Lacunne vläicht och nach am Virfeld auszebesseren.

D'Regierung huet virgesinn, datt d'Personal aus dem Gesondheetswiesen, d'Spidolspersonal an och d'Personal aus den Altersheemer prioritär solle geimpft ginn. Dat ass eng Aschätzung, déi mir deelen an déi esou och vum nationalen Eethikrot proposéiert gouf. Wa mer net d'Méiglechkeet hunn, déi ganz Gesellschaft ze schützen, dann ass eis bescht Optioun, déi Leit ze impfen, déi duerno wéinstens der ganzer Gesellschaft am Krankheetsfall hëllefe kënnen.

Mee wat ass mat deenen nächste Schrëtt, wa mer bis déi Leit mat Beruff aus dem Beräich vun der

Medezinn an de Soine geimpft hunn, wie kënnt dann drun? Déi aktuell Regierungsstrategie gesäit vir, datt Persounen, déi an Altersheemer liewen, als nächst un den Tour solle kommen an och aner vulnerabel Persoune vun hirem Médecin traitant fir eng Impfung kënnen ugemellt ginn. Als nächst kéim d'Personal aus den Infrastructures critiques drun. An dann de Rescht vun der Populatioun, ugefaange mat deenen Eelste bis erof zu deene Jéngsten.

Zu dëse weidere Schrëtt huet d'Eethikkommissioun sech nach net geäussert. A si kënne sech jo och nach änneren, wéi mer gewuer goufen.

Eis stellt sech hei virun allem d'Fro: Wat geschitt, wann net genuch Impfdosen do sinn, fir eng ganz Persounegrupp ze impfen? Wat geschitt, wa mer net alleguerten d'Residenten aus den Altersheemer impfe kënnen? Impfe mer dann déi eelst an déi mat de meeschte Virerkrankungen als Éischt, well dës am vulnerabelste sinn? Oder awer grad déi jéngst mat de mannste Virerkrankungen, well dës potenziell nach méi glécklech Jore viru sech hunn?

A wat maache mer mat jonke Leit, déi opgrond vu Virerkrankunge vulnerabel sinn, wa mer och hei net genuch Impfdosen hunn, fir d'Nofro an enger éischter Phas ze decken? D'Regierung gesäit vir, datt d'Patientendossieren net iwwermëttelt ginn, wann den Dokter eng vulnerabel Persoun als Kandidat fir eng Impfung andréit. Heescht dat also: Deen Éischten ass vir? Wär dat gerecht an eethesch vertrietbar? Mir hoffen alleguerten, datt mer net an eng Situatioun komme wäerten, wou mer esou Entscheedungen treffe mussen, mee mir mussen eis virbereeden. Wann et bis souwäit ass, wäert den Zäitdrock d'Iwwerleeungen net méi einfach maachen.

Eng aner wichteg Fro, op déi ech an der aktueller Strategie och nach wierklech keng Äntwert fonnt hunn, ass déi: Wat geschitt, wann eng Persoun eng Invitatioun fir eng Impfung kritt an awer net geet? Kritt dës Persoun dann eréischt nees eng Invitatioun, wann alleguerten déi aner Leit aus dem Land hir kruten? Ka se zu engem belibegen Zäitpunkt goen? Wéi ass et zum Beispill mat enger Infirmière, déi als eng vun deenen Éischten e Bréif kritt an zu deem Zäitpunkt deem Impfstoff, deen dann dropsteet, nach net traut. Kritt déi dann nach weider Invitatiounen, e puer Woche méi spéit, fir de Fall, datt se sech bis dohinner méi sécher spiert? Oder huet se dann hir Chance verpasst a muss waarden, bis hiren Tour erëm drukënnt?

A wat ass, wann eng Persoun sech just mat enger bestëmmter Aart vun Impfstoff impfe wëllt loossen? Mir schwätze vu sechs verschiddene Produzente mat dräi verschiddenen Typpe vun Impfstoffer. Et kéint gutt sinn, datt d'Leit engem Produit méi traue wéi deem aneren. Wat geschitt, wa si enger Invitatioun net nokommen, well se e bestëmmten Impfstoff net wëllen, an awer bereet wären, sech mat engem aneren impfen ze loossen?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir befaassen eis hei mat engem extreem wichtegen a ganz sensibele Sujet, dee vill Leit beonrouegt. Nëmme wa mer transparent an éierlech mat eiser Strategie an den domat verbonnenen eethesche Froen ëmginn, kënne mer dëse komplexen Theema bei de Leit dobausse gerecht verteidegen. Wann d'Impfunge bis uginn, muss zu all Zäitpunkt kloer sinn: Wéi vill Impfungen hu mer? Wie kritt se? A wéi ass de Choix fir déi eng oder déi aner Persoun justifiéiert?

Déi virleiend Strategie ass am Moment den Ausgangspunkt, vun deem aus mer nach eng ganz Rei Froen detailléiert diskutéiere mussen. Ech hoffen dofir, datt den haitegen Debat vun der Regierung just als eng éischt vun nach ville weidere Consultatioune mat der Chamber gesi gëtt.

Ech soen lech Merci, ouni awer ze vergiessen, datt den éischten Impfstoff net eréischt gëschter entdeckt gouf an op eemol innerhalb vun enger Woch oder zwou duerch d'Prozedure gaangen ass. Den éischten Impfstoff war am Januar dëst Joer ewell an der Fuerschung. Knapps nodeem déi éischt Leit zu Wuhan positiv getest goufen, hunn déi éischt Laboe sech drugemaach, fir en Impfstoff ze fannen, wéi dat hautdesdaags üblech ass. Dat heescht, déi éischt Impfstoffer, déi, déi mir elo kréien, déi si säit engem Joer an der Entwécklung an deementspriechend och an Tester. A mat Zéngdausende vu Leit, déi déi Impfstoffer scho getest hunn, denken ech, datt mer op d'EMA kënne vertrauen, déi eis seet, wéini an ob en Impfstoff sécher ass oder net.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. A merci lech alleguerten och fir d'Ureegungen an d'Froen. Et ass e ganz wichtegt Theema. Et ass en Theema, wou d'Vertrauen am Vierdergrond muss sinn. An, jo: „D'Kou huet gekalleft", effektiv. Vläicht net gradesou schnell wéi d'Spuenier, net esou detailléiert, mee et war eis wichteg, e Källefchen ze kréien, wat op senge Bee steet a wat net just eng Illusioun ass.

Mir sinn net déi Éischt an awer och nach laang net déi Lescht, déi eng Impfstrategie presentéiert hunn an Europa, duerfir sinn ech haut virun allem ganz stolz op eis Ekippen, déi do e remarkabelen Effort gemaach hunn iwwert déi lescht Wochen a Méint.

Déi Impfstoffer, déi an Aussiicht stinn, dat ass keng Kasko. Dat ass richteg. Et ass, leider, och kee Wonnermëttel, wat eis elo géif ganz kuerzfristeg an d'Postcovidära katapultéieren hëllefen. Allerdéngs ass et eng Hoffnung. Et ass endlech e positiivt Zeechen, wat mer gesinn, wou een eng Hoffnung huet, dass et e Moment gëtt, wou mer dach awer vläicht méi schnell op en Enn vun dëser Pandemie kommen, wéi een dat hätt kënnen ouni Impfstoff erwaarden.

Mir sinn am Moment an enger schwiereger Zäit, an der Héichsaison vum Virus. Dofir ass et ganz wichteg ze verstoen, firwat dat heite gestaffelt vir sech geet, fir dass een net falsch Hoffnunge kreéiert an de Leit d'Impressioun gëtt: „Am Januar ass alles un an aus. Mir sinn esou opgestallt, dass da jiddwereen hei geimpft gëtt, een nom aneren, an dann ass et gutt." Esou ass et leider net. Mir musse weider kämpfen an duerhalen iwwert déi nächst Méint.

Bei dëser Impfstrategie, déi mer virgestallt hunn, ass et eis ganz wichteg, de Leit dat néidegt Vertrauen ze ginn an d'Qualitéit vun deenen Impfstoffer, an d'Sécherheet an och an e schnellen Oflaf vun eiser Säit.

Villes ass net gewosst. An dofir ass et ganz wichteg, dass mer hei kënnen op Institutioune vertrauen, déi professionell opgestallt sinn, an dat ass eis Europäesch Medikamentenagence. An dat ass eppes, wat mir net nëmme just zur Kenntnis huelen, mee ech kann lech versécheren, dass mir als Lëtzebuerg do och ganz staark implizéiert sinn. Mir hunn eis eegen Experten, sinn an der EMA matvertrueden, an zwar an deenen Aarbechtsgruppen, wou et justement ëm déi Saache geet, déi hei ganz wichteg sinn. Dat ass d'Effikassitéit vum Virus an et ass d'Sécherheet vum Virus, engersäits, (veuillez lire: Dat ass d'Effikassitéit vum Vaccin an et ass d'Sécherheet vum Vaccin, engersäits,) an awer och - et ass e puermol ugeschwat ginn - natierlech de Suivi, dee muss gemaach ginn.

Dat ass e ganz groussen Deel vun eiser Strategie. Dat ass eigentlech d'Haaptargument, firwat mer zréckbehalen hunn, hei iwwer zentral Impfzentren ze fueren. Et ass nämlech just op déi Aart a Weis, wou mer wierklech kënne sécherstellen, dass och e professionelle Suivi gemaach gëtt. An do gëtt et net iergendwou e Stéchdatum, wou evaluéiert gëtt. De Suivi bei engem neie Vaccin, dee wäert dagdeeglech geschéien. Do kann ech jiddweree berouegen. Wann do iergendwéi e Problem ass, da wäert dat signaléiert ginn an et wäert rapportéiert ginn an och mat deenen néidege Gremien, europäeschen oder internationalen, ofgeschwat ginn, wat dat bedeit. Do si mer gutt opgestallt a gutt vernetzt.

Et ass eis extreem wichteg, dass dat fonctionéiert, an eis Leit wäerten och dahingehend forméiert ginn, fir wierklech déi néideg Reflexer ze hunn, och ze wëssen, wéini een eppes erkennt, wann eppes problematesch wär. Dat ass eppes, wat eis selwer och ganz wichteg ass.

Mir hunn, wat elo d'Logistik ugeet, effektiv ganz villes preparéiert. Mir hunn eng ganz Rei grouss Impfzentren, déi geplangt sinn, wou d'Logistik steet. An dat ass komplizéiert. Dat geet wierklech iwwert den Transport, iwwert d'Lagerung op der Plaz a spezielle Frigoen, déi mussen do sinn. Et sinn nei Impfstoffer, dat ass schonn oft gesot ginn, si si ganz sensibel an dem Handling. Dat ass eppes, wou mer wierklech mussen oppassen a wou mer och frou sinn, dass mer vill Partner hunn, dass jiddweree matupeekt an der Regierung an och vun aneren Acteuren, déi déi néideg Expertis do materabréngen.

An deem Sënn sinn och Équipe-mobille virgesinn, déi natierlech och mussen dat néidegt Material hunn, fir dat dote kënne seriö ze maachen. D'Qualitéit vun dem Personal, wat am Asaz ass, ass ganz wichteg. Mir schaffen do natierlech mat eisen Dokteren zesummen. Et ass gefrot ginn: „Firwat sinn déi Lëtzebuerger Dokteren net agebonnen?" Ech verstinn déi Fro net richteg. Mir si mat eisen Dokteren hei am Asaz. Ech hunn och - ech hat et an der Conférence des Présidents gesot - eng Konventioun mat der AMMD an deem Sënn ënnerschriwwen. Si sinn déi, déi hei an der éischter Linn mat eis sinn an och an eisen Impfzentre wäerten aktiv sinn.

Dat ass also an enkem Zesummespill mat de Leit vum Terrain geschitt, natierlech och mat de concernéierte Gemengen, déi eng ganz wichteg Roll ze spille kréien, déi ronderëm dës Impfzentren och matupake wäerten. A generell eist ganzt Personal - ech géif do vläicht virgräifen: Mir schaffen hei mat eisem Personal aus dem Gesondheetssecteur. Do si ganz vill Leit, déi sech gemellt hunn. Den Appell iwwert d'Réserve sanitaire ass och eraus, wou scho vill Zoulaf ass. Et ass awer zu dësem Zäitpunkt ganz schwéier ze soen, wivill Leit insgesamt wäerten am Asaz sinn. An ech kommen herno drop zréck, well nach ganz vill Inconnuen am Raum bleiwen.

Déi informatesch Composante ass och net ze ënnerschätzen. Dat gëtt eng ganz komplizéiert Prozedur, fir déi Rendez-vousen ze huelen, well mer hei net just mat engem Impfstoff wäerten ze dinn hunn, mee mat ënnerschiddlechen Impfstoffer, déi ënnerschiddlech Protokoller wäerten hunn, wéi se musse verofreecht ginn. An do ass et natierlech ganz gutt, dass mer op eise Centre informatique konnten opbauen, fir eis och do en Outil zur Verfügung ze stellen, deen et fir d'Leit einfach mécht, déi Rendezvousen ze huelen an dann och ze kréien.

Donieft hu mer selbstverständlech och ëmmer eng analog Schinn, déi ka gefuer ginn, fir déi Leit, déi dat net iwwer hire Computer kënnen oder wëlle maachen. Do steet, genau wéi am Large-Scale-Testing, natierlech eng Hotline zur Verfügung, wou d'Leit och iwwert dee Wee kënnen hire Rendez-vous huelen.

Wou sti mer haut? Ben, mir hunn haut e Portefeuille vu fënnef Impfstoffer, fir déi mer eng Zouso gemaach hunn, en Zouschlag gemaach hu bei der Europäescher Kommissioun, fir déi ze kréien. Déi Quantitéite si genannt ginn, eleng dat geet duer, fir iwwer 800.000 Leit ze impfen. Et ass awer, Stand haut, just en Zouschlag. Wat als nächst kënnt, dat ass d'Zouloossung. An ech géif gäre preziséieren, dass bis zu dësem Dag nach keen Impfstoff zougelooss ass vun der EMA. Mir waarden alleguerten op déi éischt Zouloossung, si ass annoncéiert, mee gemaach ass se nach net. Dat heescht, et sinn nach ganz vill Inconnuen, soudass do och nach e bësse Gedold ze hunn ass.

Wa se bis zougelooss sinn - dat gesi mer au fur et à mesure, wéi eng zougelooss sinn -, da gi se an d'Produktioun. Dat ka ganz schnell goen, dat geheiert zu dësem Eilverfahren, dat en place ass. An da kënne se an den Asaz kommen. An et ass do, wou mir dann och prett sinn, fir eisen Deel dozou bäizedroen.

D'Zil bei engem neien Impfstoff ass et absolutt, fir d'Vertraue vun de Leit ze kréien. Dësen Impfstoff ass e ganz, ganz wichtege Bausteen, op dee mer wëllen zielen, fir d'Pandemie hei op en Enn ze kréien. Mee d'Vertrauen ass wichteg. Dofir hu mer eis och ganz, ganz bewosst géint eng Impfflicht entscheet. Dat muss kloer sinn.

Et ass fir eis wichteg, dass d'Leit déi Informatiounen, déi se brauchen, kréien, dass se zouverlässeg Informatioune kréien, zu all Zäitpunkt. Dat fänkt elo u bei den Zouloossungsprozeduren, do hu mer schonn eng ganz Rei Informatiounen en place gesat. Och déi Espacen, déi mer hunn, wou d'Leit hir Froe live kënnen eraginn, hu ganz vill Succès. Do gesäit een, dass dat d'Leit wierklech, an zu Recht, och beschäftegt. Ech mengen, et ass eppes, wou een net esou familiariséiert domadder ass.

Dofir ass et eis éischt Suerg, wierklech Informatiounen erauszeginn a wierklech transparent ze bleiwen, souwuel ronderëm dat, wat mer wëssen, mee och ronderëm dat, wat mer net wëssen. Ech gesinn net de Sënn an, elo Impfstrategië bis an déi lescht Detailer auszeschaffen, déi just Bullë sinn, wou een am Endeffekt net weess, wéi een Impfstoff ee kritt, wou een net weess, wéi eng Quantitéiten ee kritt, wou een net weess, fir wéi eng Leit déi kënnen ugewannt ginn oder wou se deconseilléiert sinn.

Dat ass och net ausgeschloss. Verschidden Impfstoffer komme vläicht Hand an Hand mat engem Protokoll, dee mécht, dass ee se bei verschiddene Leit net kann an den Asaz bréngen. Alles dat wësse mer haut nach net. Déi Informatioune kréie mer duerch d'Zouloossung. Duerfir si mir der Meenung, dass een de Leit soll eng éierlech Informatioun ginn an och éierlech ronderëm dat bleiwen, wat eebe justement net gewosst ass zu dësem Zäitpunkt. Dat kéint ëmgedréit zu falschen Illusioune féieren an am Endeffekt méi duerjernee maache wéi gutt.

Op d'Fro, firwat mer also hei net wëssen, wie wéini geimpft gëtt, war dat dote virdrun d'Äntwert: well mer nach net genuch den Detail hunn, fir dat festzesetzen.

Eng Impfstrategie steet a fält mat der Quantitéit un Impfstoff, déi ee kritt. Si steet och mat dem Typ vun Impfstoff, deen ee kritt. An do ass et wichteg, dass mer, soubal mer do Prezisiounen hunn, wa mer wëssen, wat mer kréien, wéini mer et kréien, wat d'Indicatioune si professioneller Aart, dass mer dann eebe justement schnell handelen an eis Impfstrategie upassen, dat erëm eng Kéier an Ofsprooch mat der Eethikkommissioun, déi wierklech hei e wichtege Rôle ze spillen huet an esou engem Kontext. An dann informéiere mer selbstverständlech au fur et à mesure, wou déi Prezisioune kommen, och d'Leit an déi Richtung.

„Firwat sinn d'Dokteren net agebonnen?", dorop wor ech agaangen.

Au fur et à mesure setze mer och ganz vill Informatiounen online iwwert déi sozial Medien, iwwert d'Reseauen, déi mer hunn. Dat wäert iwwert déi nächst Wochen a Méint och esou weidergoen. Dëst, fir dass d'Leit eeben déi eenzel Etappe wierklech verstinn, déi ustinn, dass se och d'Prioritéite richteg verstinn. Jiddweree waart op de Vaccin, jiddweree wëllt verstoen: Wéi geet dat dann? Mir sinn eis bewosst, dass dat eng grouss Erausfuerderung gëtt.

Ech si fir mäin Deel ganz frou, dass mer wierklech alignéiert ware mam nationalen Eethikrot fir wierklech d'Prioritéit vun deenen éischte Vaccinen, déi dann, wa se da kommen, wierklech sollen un déi Leit goen, déi un der Front sinn, déi wierklech am Gesondheetswiese schaffen, déi ronderëm Leit, ronderëm de Patient schaffen, ronderëm och déi Leit, déi fleegebedierfteg sinn. Et ass wichteg, dass mer do ronderëm eng Sécherheet kréien. An dat ass eng Prioritéit, déi mir absolutt och esou gesinn.

Wat elo déi vulnerabel Leit betrëfft, dat ass eng Fro, déi vill gestallt gëtt. Déi si selwer an där éischter Prioritéit net dran. Et ass awer eng parallell Schinn ugeduecht, zu all Moment, fir Leit, déi wierklech eng speziell Vulnerabilitéit hunn duerch hire Gesondheetszoustand oder déi duerch verschidden Émstänn besonnesch exposéiert waren. Do wäert d'Méiglechkeet sinn, an Ofsprooch mat hirem behandelnden Dokter eng Impfung unzefroen. Et ass eis wichteg, dass do dee Filter vum Dokter wäert bestoe bleiwen, well hien deen ass, deen am beschte kann ofschätzen, ob dat wierklech eng Drénglechkeet huet a justifiéiert wär.

Dozou kommen och nach méi Detailer, well mer och do, wéi gesot, haut nach net genuch wëssen, fir wierklech deene vulnerabele Leit ze soen, ob se geimpft kënne ginn oder net. Dat wäert och nees eng Kéier ganz vill mat der Zouloossung ze dinn hunn, wou wierklech dann opgrond vun deenen Etüden, déi gemaach ginn an deem Kontext, och méi Detailer wäerten doriwwer kommen, wéini wéi een Impfstoff an den Asaz soll kommen.

Ech géif vläicht och eng Kéier kuerz op d'Motioun agoen, déi virläit. Do si véier Voleten dran. Dat Éischt war d'Fro: Wéi ass et mam Ëmgang mat eventuellen Niewewierkungen? Do géif ech soen, do ass eis Positioun, dass dat e groussen Deel, e wichtegen Deel vun eiser Impfstrategie ass. Dat geet Hand an Hand mam Choix vun der zentraler Impfstrategie, wou mer wierklech dat Ganzt pilotéieren a monitoren a justement och de Suivi dagdeeglech op deenen Niewewierkunge wëlle maachen; dat duerch Leit, déi wierklech gutt forméiert sinn, déi gutt opgestallt sinn, fir dat och ze erkennen an dat och weiderzeginn.

Fir dat Ganzt wäert mer - an dat ass deen zweete Volet vun der Motioun, et ass gefrot ginn: Wéi ass et mam Monitoring an der Transparenz op dem internationale Plang? - duerchgeeënd vernetzt schaffen an Europa. Déi Aarbechtsgruppen, déi elo lafen an der éischter Phas, fir sech mat der Qualitéit, mat der Sécherheet ze befaassen, déi wäerten duerchgeeënd aktivéiert si ronderëm d'Fro vum Suivi. An d'Fro vum Suivi, déi ass haaptsächlech orientéiert ronderëm d'Fro vun den Niewewierkungen. Dat ass bei all neiem Impfstoff esou, an hei natierlech nach à plus forte raison, well dee kënnt jo elo verstäerkt an den Asaz. Do kann ech lech op alle Fall berouegen: Dat ass net nëmmen eppes, wat mer gäre maachen, mee et ass och eis Flicht. Dat gehéiert zu eisen Aufgaben an der Direction de la Santé, wierklech do ze schaffen a present ze sinn an deenen eenzelne Gremien an och déi Saachen do anzebréngen.

Dann ass d'Fro nach, ob mer kënne garantéieren, dass an Zukunft nees héich Standarde wäerte respektéiert sinn. Ech géif gäre kloerstellen, dass d'Standarden hei zu kengem Moment a Fro gestallt sinn! Dat Eilverfahren, wat ugewannt ginn ass, elo, fir déi heite Saache méi schnell op de Marché ze kréien, dat stellt net a Fro, wat d'Endkrittäre sinn. Dat heescht, d'Garantien zum Schluss, déi sinn exakt déi selwecht wéi an enger normaler Prozedur. Dat ass just acceleréiert ginn duerch d'Moyenen, déi agesat gi sinn, fir méi schnell ze sinn.

Dat heescht, et si vill, vill méi Moyenen an den Asaz komm, fir Etüden, déi soss dephaséiert gemaach ginn, scho parallell kënnen ze fueren. Et sinn och d'Moyenen eropgeschrauft ginn, fir no der Zouloossung net en Delai ze hu bis zur Produktioun a fir scho wierklech prett ze sinn an d'Produktioun da ganz schnell kënnen eropzefueren. Mee d'Krittären, d'Zouloossungskrittären, do kann ech wierklech jiddweree berouegen: Dat sinn exakt déi selwecht! D'EMA appreciéiert net en Impfstoff anescht am Kontext vun enger normaler Prozedur wéi am Kader vun enger Prozedur, déi acceleréiert ass. Et sinn déi selwecht Krittären u Sécherheet an och un Effikassitéit, déi do musse gewärleescht sinn.

Voilà, dat war et vu menger Säit. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

Motion 1

Mir kéimen dann zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun. Ass nach een, deen d'Wuert zur Motioun wëllt ergräifen?

(Interruption)

Den Här Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Jo, mir kënnen déi Motioun hei net droen. Net nëmmen, well d'Tounlag dovun e bësse Suspicioun och bréngt, mee dernieft ass fir mech d'Situatioun och ganz kloer: Et ass eng Prozedur, eng beschleunegt Prozedur, eng Procédure accélérée, wou d'Reegelen esou sinn, dass déi Autorisation de mise sur le marché fir ee Joer ass. Duerno gëtt se ëm fënnef Joer verlängert an dann nach eng Kéier méi laang. Et ass also kloer.

Déi Agence européenne des médicaments, do ass jo e Lëtzebuerger Vertrieder dran. Ech géif der Ministesch vläicht mat op de Wee ginn, dass eise Vertrieder an der Agence européenne vläicht eng Kéier an d'Chamberskommissioun kéint kommen, fir eis do ze erklären, wéi dat do fonctionéiert, well all Land huet jo do e Member dran. Also, ech géif dat gutt fannen - mir hu jo do e Member an e Suppleant dran -, wann déi eng Kéier géife bei eis kommen. An do gëtt jo e permanente Monitoring gemaach. An ech brauch net ze erklären, wéi déi Prozedure fonctionéieren.

Duerfir mengen ech, dass ee muss Vertrauen hunn. A wann een esou Saache stëmmt, mengen ech, dann ass d'Vertraue fort. Dann ass de Match verluer. Duerfir si mir der Meenung, dass een dat heiten net soll stëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir hunn eigentlech deem näischt bäizefügen, wat d'Madamm Minister an och den Här Halsdorf gesot hunn. Hei gëtt et keng Gefällegkeetszouloossung. Vu dass déi enorm Moyenen agesat gi sinn, souwuel finanziell wéi wat d'Personal ugeet, ass et méiglech, dat hei e bësse méi séier ze maachen, awer net u manner héich Standarde gebonnen.

An hei duerch d'Motioun geet eigentlech déi Insinuatioun, wéi wann hei eng Gefällegkeet gemaach gi wär oder net all Virsiichtsmoossname geholl gi wären. Dofir kënne mer leider, obwuel mer mat enger ganzer Rei vun Iwwerleeungen d'accord sinn, mat den Endkonklusiounen net d'accord sinn. Dofir wäerte mir déi Motioun net stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

5. 7508 - Projet de loi relative au climat et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Mir kommen elo zum Projet de loi 7508 iwwert de Klimaschutzfong. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: Den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fred Keup, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, d'Klimaerwäermung ass déi schlëmmst Bedroung a gläichzäiteg déi gréisst Erausfuerderung vun der Zäit. Mir mussen d'Klimaerwäermung an den nächste Joren ophalen, wa mir ons Äerd fir ons a fir déi nächst Generatioune wëlle bewunnbar halen. Fir dat ze erreechen, musse mer d'Äerderwäermung op 1,5 Grad Celsius par rapport zu der preindustrieller Zäit begrenzen. A fir dat ze erreechen, musse mer elo decidéiert handelen.

Zimmlech exakt fënnef Joer nom Paräisser Accord an ee Joer no der leschter Weltklimakonferenz zu Madrid gëtt Klimaschutz elo Gesetz zu Lëtzebuerg. Mir setzen e Kader fir d'Lëtzebuerger Klimapolitik, fixéieren ons Reduktiounsziler, ginn ons déi néideg Instrumenter a responsabiliséieren déi verschidde Secteuren.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet 7508 iwwert de Klima huet dräi Voleten, éischtens d'Gouvernance vun der Klimapolitik, zweetens eng partiell Reform vum Klimafong an drëttens Modifikatioune beim Emissiounshandel.

Ech fänken u mat der Gouvernance vun der Klimapolitik. Hei fixéiere mer d'Ziler an d'Responsabilitéiten am Klimaschutz. Mir hale fest, dass d'Äerderwäermung op 1,5 Grad Celsius ze limitéieren ass. Et ass eng Ambitioun, wéi se och am Paräisser Accord festgehalen ass, deen d'Chamber 2016 mat engem Gesetz approuvéiert huet.

Mir fixéiere generell Ziler fir Lëtzebuerg: Klimaneutralitéit bis 2050, spéitstens, Reduktioun vum CO_2 bis 2030 ëm 55 % par rapport zu 2005. A fir d'Ziler ze erreechen, däerf net op Atomenergie zeréckgegraff ginn.

Vläicht eng kuerz Explikatioun zu der Klimaneutralitéit: Klimaneutralitéit heescht, dass de Klima net negativ duerch ons Aktivitéit beaflosst däerf ginn. Mir sinn am Equiliber tëscht den Emissiounen, déi mer fräisetzen, an der Capacitéit vun der Äerd, fir se ze absorbéieren.

Fir ons national Ziler ze erreechen, gi fënnef Secteuren an d'Responsabilitéit geholl: d'Industrie an d'Konstruktioun, den Transport, d'Gebailechkeeten, also souwuel de Residentiel wéi och fir d'Déngschtleeschtungen, d'Land- an d'Forstwirtschaft, den Offall an d'Ofwaasser. E Règlement grand-ducal fixéiert, wéi vill Emissiounen all Secteur zegutt huet, fir eng éischt Period bis den 31. Dezember 2029 an duerno all zéng Joer. Hei gëtt de sozialen, ökologeschen a budgetären Impakt consideréiert. All Secteur huet natierlech en anert Potenzial. Wann e Secteur säin Zil net erreecht oder et en Iwwerschoss gëtt, da kann en dat op d'nächst Joer iwwerdroen. An och tëscht de Secteure ka kompenséiert ginn, mee dat nationaalt Zil muss erreecht ginn.

Da gi mer ons duerch Instrumenter fir eng Gouvernance climatique, déi gesetzlech verankert ginn, d'Moyenen, fir d'Klimaziler ze erreechen. De PNEC, den nationale Klima- an Energieplang, gëtt eis kloer an transparent Prozeduren a Reegelen, fir d'Instrumenter auszeschaffen.

2027 gëtt den neie PNEC vun dem Klima- an Energieminister ausgeschafft an dann all zéng Joren erëm. En duerchleeft dann eng ganz Prozedur. Ënner anerem ginn d'Bierger gefrot an et gëtt en Avis vun der „Plateforme climat", dee muss afléissen.

Da gi mer ons eng Klimaadaptatiounsstrategie. De Klimawandel huet haut schonn eng Hellewull vun Impakter zu Lëtzebuerg, sief et fir d'Landwirtschaft, d'Héichwaasser, d'Gesondheet, an déi Impakter wäerte mam Klimawandel nach weider wuessen. An der Klimaadaptatiounsstrategie kucke mer, wat mer kënne maachen, fir eis Schwaachstellen, déi duerch de Klimawandel entstinn, ze reduzéieren an ons op verschidden inevitabel Konsequenze vum Klimawandel ze preparéieren.

Da gi mer ons eng Laangzäitstrategie fir d'Reduktioun vun den Zäregasen. Den aktuelle PNEC ass bis 2030, dann ëmmer erëm fir zéng Joer. D'Laangzäitstrategie soll déi prioritär Aktiounsfelder a strateegesch Mesuren identifizéieren, fir dass mer d'Transitioun bis 2050 hikréien, also klimaneutral bis da sinn.

Dat Ganzt soll natierlech och am Dialog mat der Zivillgesellschaft an der Wëssenschaft passéieren an dofir gëtt deen och mat dësem Gesetz institutionaliséiert. D'Transitioun, fir d'Äerderwäermung op 1,5 Grad Celsius ze limitéieren, ass déifgräifend fir déi ganz Gesellschaft a wäert fundamental Changementer par rapport zu haut vun ons verlaangen: wéi mer ons Energie produzéieren, an der Industrie, eng komplett aner Mobilitéit, Landwirtschaft, Ernärung, wéi mer bauen, wéi mer wunnen, wéi mer konsuméieren, wéi mer mam Offall ëmginn an esou weider. Déi Transitioun muss wëssenschaftlech a gesellschaftlech begleet ginn an dofir schafe mer eeben zwee nei Organer:

Éischtens: d'„Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique". Dat ass e Forum, fir iwwer Klimafroen ze schwätzen, mat Representanté vun de Gemengen, der Zivillgesellschaft, den Entreprisen, dem grand Public an anere Concernéierten. En ass och bei dem Ausschaffe vun dem PNEC matagebonnen. Hie gëtt en Avis op Demande vun dem Regierungsrot, kann awer och Eegeninitiativen huelen, wann eng Mesure fir néideg sollt gehale ginn. Hie kann Etüden a Recherchë proposéieren. D'Membere vun deem Gremium gi vum Regierungsrot fir fënnef Joer genannt.

Da schafe mer den „Observatoire de la politique climatique", dee wëssenschaftlech a puncto Klimapoliticken an a puncto Mesurë berode soll. Hien evaluéiert, ob d'Mesurë fonctionéieren, hir Ziler erreecht ginn, an e léisst dat all Joer an e Rapport iwwert d'Ëmsetzung vun der Klimapolitik afléissen. Hie kann Etüden a Recherchë proposéieren a sech selwer saiséieren, fir Avisen erauszeginn. D'Membere ginn och hei vum Regierungsrot ëmmer fir fënnef Joer genannt.

Ech kommen dann zum Avis vum Staatsrot zu deem Deel vun den Ziler an der Gouvernance vun der Klimapolitik, wéi mer se mat deem heite Gesetz fixéieren. Do goufen et eng ganz Partie Oppositionformellen, déi de Gesetzesprojet oder d'Gesetz, wéi mer et haut stëmme wëllen, impaktéiert hunn. E monéiert eng Partie Insécurité-juridiquen, notamment wat d'Prinzippie vun der Justice climatique, der Progression et non-régression vun der Klimapolitik, der Réduction intégrée de la pollution an de Principe d'intégrité ugeet, an d'Regierung huet déi Prinzippien am Kader vun den Amendements gouvernementaux zréckgezunn.

Dann zu dem Prinzip vun der Evaluatioun vun der Équité sociale: Do huet de Staatsrot bei sengem Avis complémentaire vum 13. Oktober erëm eng Opposition formelle ageluecht an dofir huet d'Chamberskommissioun dee Prinzip fale gelooss.

Da goufe Prezisioune gefrot, wat d'sektoriell Ziler ugeet, wat d'Missiounen an d'Besetzung vun der „Plateforme climat" ugeet respektiv d'Biergerbedeelegung bei dem PNEC.

Wat de „Comité de coordination interministériel pour l'action climat" ugeet, deen d'Klimapolitik sollt begleeden: Dee gouf net zréckbehalen opgrond vun enger Opposition formelle vum Staatsrot, dee bemierkt, dass den Artikel 76 vun der Verfassung seet, dass de Grand-Duc d'Organisatioun vun der Regierung reegelt.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen da bei de Klimafong an den Emissiounshandel. Déi waren am modifizéierte Gesetz vum 23. Dezember 2004 gereegelt, dat duerch dëse Gesetzesprojet wäert abrogéiert ginn.

De Fonds spécial „Fonds climat et énergie" ass e Spezialfong, deen den aktuelle Klimafong reforméiert. Hie kritt méi Méiglechkeeten, wat seng Speisung ugeet, zum Beispill duerch Finanzementer oder Emprunte vun der BEI oder Kontributioune vun europäesche Fongen. Déi eligibel Investissementer ginn och ausgeweit, zum Beispill wat d'Klimaadaptatioun ugeet, wat d'Elektromobilitéit ugeet, de Klimapakt, d'Finanzéierung vun erneierbaren Energien an Effikassitéitsprojeten an Entwécklungslänner. De Fong gëtt also besser opgestallt, fir Klimaschutzmesuren zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. D'Sue vum Fong kënnen also och méi breet agesat ginn, wat jo och wichteg ass, fir eeben déi grouss Erausfuerderungen, déi virun ons stinn, unzegoen.

Ech kommen zu dem Avis vum Staatsrot zu deem Punkt. Hei gouf et zwou Opposition-formellen, engersäits wat de „mécanisme de ‚décision conjointe'" fir de Finanzement vu Projeten ugeet, anerersäits wat d'Aféierung vun engem „comité interministériel de gestion du fonds" ugeet. Och hei gouf gesot, dass dat konträr wär zum Artikel 76 vun der Constitutioun, dee seet, dass de Grand-Duc d'Organisatioun vun der Regierung reegelt.

D'Regierung huet an hiren Amendementer de Mécanisme de décision conjointe gestrach an de Comité interministériel duerch e Comité de gestion ersat, mee de Staatsrot huet gefrot, fir och de Comité de gestion ze sträichen, dat mat enger Opposition formelle, wat dunn och gemaach ginn ass.

Ech kommen da bei den Emissiounshandel. Hei ginn Elementer vum ETS-System, also dem Emissions Trading System, ugepasst, dat am Kader vun der Transpositioun vun der Direktiv 2018/410 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 14. Mäerz 2018. Et ass eent vun den Haaptinstrumenter vun der Klimapolitik um europäeschen Niveau an déi grouss Industriell sinn europawäit am CO_2-Emissiounshandel deem eeben ënnerstallt. Zu Lëtzebuerg sinn et am Ganzen 22 Operateuren am Moment. Dee System ass zënter 2005 en place a gouf schonn eng Rei Kéieren ugepasst, wéi mer et och elo erëm maachen.

Wat ännere mer um System? D'maximal Zuel vu Quoten, déi disponibel sinn, geet lues a lues erof. D'Acteuren, déi dem System ënnerleien, mussen hir Emissiounen doduerch ëmmer weider reduzéieren, aktuell all Joer ëm 1,74 % an ab 2021 ëm 2,2 %.

Fir den Iwwerschoss vun de Quoten um Marché méi séier ofzebauen, ginn d'Quoten, déi an d'Réserve de stabilité du marché agespeist ginn, verduebelt. Da gëtt de System vun der Allocatioun vu gratis Quote verlängert, awer och ugepasst, mat méi Fokus op déi Secteuren, wou et en héije Risiko vun der Delokalisatioun gëtt.

D'Ëmsetzung vum System gëtt och op verschiddene Punkte klarifizéiert, zum Beispill bei de Reegelen, déi beim Retour vun ongerechtfertegte Quote gëllen. Da ginn och d'administrativ Amenden ugepasst, wat wichteg ass, fir d'Gestioun an de Fonctionnement vum Marché ze assuréieren, et ass nämlech wichteg, dass d'Exploitantë sech hei un d'Reegelen halen.

Ech kommen dann och bei deem heite Punkt zum Avis vum Staatsrot, deen eng Rei Opposition-formellë gemaach huet, notamment wéinst enger onkompletter Transpositioun bei den Artikele 37 an 38 a mat Bezuch op d'Sanction-penallen, an dat gouf an den Amendements gouvernementaux ugepasst.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Klimaministesch huet dat heite Gesetz virun engem Joer, den 18. Dezember 2019, deposéiert.

Ech kommen da bei d'Avisen. Den éischten Avis krute mer vum Staatsrot den 9. Juni 2020. Hei goufen et Opposition-formellen op am Ganzen eelef Artikelen an ech sinn och schonn drop agaangen.

Mat Amendement-gouvernementallen huet d'Regierung dunn dorop reagéiert, an zwar den 31. August vun dësem Joer, wouropshin de Staatsrot den 13. Oktober 2020 en Avis complémentaire gemaach huet. Déi meescht Opposition-formellë konnten doropshin opgehuewe ginn, awer net alleguerten. D'Kommissioun huet déi proposéiert Texter vum Staatsrot ugeholl respektiv Passagë gestrach. An ech sinn och heirop schonn agaangen.

Fir déi aner sëlleg Avisen, déi et zu deem heite Gesetz gëtt, verweisen ech aus Zäitgrënn op mäi schréftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Klimaschutzgesetz gëtt ons e gesetzleche Kader fir de Klimaschutz um Wee a Richtung vun der Klimaneutralitéit. Et gëtt ons kloer Ziler an och verbindlech Ziler, et responsabiliséiert d'Secteuren an et gëtt ons Instrumenter, fir d'Ziler ze erreechen: de PNEC, d'Klimaadaptatiounsmesuren an d'Laangzäitstrategie. Et schaaft eng Plattform an en Observatoire, fir am Dialog mat der Wëssenschaft an der Gesellschaft de Klimaschutz ze maachen. An et ginn Upassunge gemaach bei dem Emissiounshandel a bei dem Klimafong, wat zwee wichteg Elementer vum Klimaschutz sinn.

Ech kommen domadder zum Schluss vu mengem Rapport, Här President, an ech ginn lech heimat nach eng Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

vu

- la motion du 16 mai 2019, adoptée lors de l'heure d'actualité au sujet de la politique climatique du Gouvernement ;

- la motion du 19 décembre 2019, adoptée lors du débat de consultation relatif au projet de Plan national en matière d'énergie et de climat (PNEC),

considérant

- que le Luxembourg a signé, en date du 22 avril 2016, l'Accord de Paris, premier accord mondial juridiquement contraignant visant à renforcer et à coordonner la riposte mondiale à la menace du changement climatique ;

- qu'au cœur de cet accord figure l'objectif de contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, et de poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5 °C ;

- que des efforts supplémentaires seront nécessaires, étant donné qu'après plusieurs années successives de baisse, les émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg ont augmenté au cours des années 2016-2019 ;

- que dans la décision 1/CP.25 de la 25e conférence des parties à la CCNUCC (COP 25), la conférence des parties souligne l'urgence d'une ambition accrue afin d'assurer les efforts d'adaptation et d'atténuation les plus ambitieux possibles de la part de toutes les parties ;

- que la proposition de « Loi européenne sur le climat » de la Commission européenne vise notamment à :

• tracer la voie à suivre à long terme pour atteindre l'objectif de neutralité climatique en 2050 ;

• introduire un nouvel objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % en 2030 par rapport aux niveaux de 1990,

rappelant

- que nous faisons face à une urgence climatique et environnementale qui exige une mise en œuvre immédiate de mesures ambitieuses afin de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, comme prévu par l'Accord de Paris, et de freiner la perte de biodiversité,

saluant

- qu'en date du 20 mai 2020, le Gouvernement a adopté le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) contenant les politiques et mesures permettant d'atteindre les objectifs nationaux ;

- que la loi luxembourgeoise relative au climat établit le cadre de la politique climatique luxembourgeoise, instituant notamment :

• l'objectif d'atteindre la neutralité climatique au plus tard en 2050 ;

• l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon 2030 par rapport au niveau de 2005 ;

• des objectifs de réduction des émissions dans les secteurs (1) industries de l'énergie et manufacturières ; construction ; (2) transports ; (3) bâtiments résidentiels et tertiaires ; (4) agriculture et sylviculture ; (5) traitement des déchets et eaux usées ;

• deux nouveaux organes en matière de gouvernance climatique, institutionnalisant le dialogue avec la société civile et la communauté scientifique ;

• des procédures claires et transparentes pour l'adoption et la mise à jour du PNEC,

invite le Gouvernement

- à baser la politique climatique sur les données scientifiques et à ajuster, si nécessaire, les objectifs nationaux, en vue de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, tel que prévu par l'Accord de Paris dans le cadre du cycle de révision des engagements quinquennal ;

- à mettre à disposition les ressources et moyens nécessaires afin d'assurer que le Luxembourg atteigne la neutralité climatique le plus rapidement possible et au plus tard en 2050 ;

- à agir de façon à assurer que le Luxembourg puisse diminuer ses émissions de gaz à effet de serre le plus rapidement possible d'au moins 55 % et au plus tard en 2030 ;

- à veiller à ce que la politique climatique nationale et sa mise en œuvre, y inclus le PNEC, soient régies par les principes de la justice climatique, de la progression et de la non-régression, de l'intégrité, de la réduction intégrée de la pollution et de l'équité sociale ;

- à fixer au plus tôt possible les objectifs d'émission sectoriels prévus dans la loi relative au climat ;

- à veiller à ce que la Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique ainsi que l'Observatoire de la politique climatique soient opérationnels dans les meilleurs délais ;

- à mettre en œuvre le monitoring et l'évaluation de l'efficacité des mesures dans tous les secteurs ;

- à établir dans les plus brefs délais un premier bilan de la mise en œuvre des objectifs climatiques nationaux qui évalue les progrès accomplis au niveau national et par secteur ;

- à proposer des mesures additionnelles, voire à modifier les mesures existantes en fonction du bilan annuel de la mise en œuvre des objectifs climatiques nationaux et notamment au cas où il s'avère que les mesures mises en place ne suffiront pas pour réaliser les objectifs climatiques ;

- à prendre en compte dans ce contexte le rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique climatique ainsi que les recommandations de l'Observatoire et de la Plateforme climat ;

- à présenter à la Chambre des Députés l'analyse du bilan annuel de la mise en œuvre des objectifs climatiques ;

- à présenter le cas échéant les raisons pour lesquelles les objectifs n'ont pas été atteints, de même que des mesures additionnelles censées de les atteindre.

(s.) François Benoy, Georges Engel, Marc Goergen, Max Hahn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Mat dësem Gesetz laude mer, wéi gesot, en neit Joerzéngt vum Klimaschutz an an et ass elo wichteg, dass mer eis alleguerten d'Instrumenter ginn, déi mer mat deem heite Gesetz och virgesinn, an dass déi elo séier en place gesat ginn, fir dass mer eis Emissioune konsequent no ënnen drécken.

An der Motioun, déi vun deene Gréngen, der DP, der LSAP an de Piraten ënnerschriwwen ass, weise mer eeben op d'Wichtegkeet vun deem heite Gesetz hin, och wat déi séier Ëmsetzung dovunner ugeet, an op d'Wichtegkeet dovun, dass mer eis déi néideg Moyene ginn, fir ons Politik ze evaluéieren a fir och nozebesseren; des Weideren, dass mer eng Klimapolitik maachen, déi op den neiste wëssenschaftlechen Erkenntnisser baséiert, an eis Ziler upassen, ëmmer mat dem 1,5-Grad-Celsius-Zil virun Aen; dass mer esou séier wéi méiglech och sektoriell Ziler definéieren; dass mer all Joer e Bilan maachen, wéi mer par rapport zu onsen Ziler virukommen; dass dee Bilan och der Chamber presentéiert gëtt an dass och erklläert gëtt, firwat mer vläicht verschidden Ziler net erreechen a wéi mer do nobesseren; also dass mer och zousätzlech Mesurë proposéiert kréie respektiv an hir Ausschaffung matagebonne ginn, an dat natierlech op Basis vun deene Gremien, déi mer eis ginn, sief et vun der Plateforme climat oder dem Observatoire.

An och hei mussen d'Membere vun deene Gremien esou séier wéi méiglech vun der Regierung ernannt ginn, wann d'Gesetz gestëmmt ass, fir dass mer séier an deem heite Beräich virukommen.

Mat dem Klimagesetz gi mer eis weiderhin d'Méiglechkeete fir eng proaktiv Klimaschutzpolitik ze maachen, déi konstant op der Sich no neie Léisungen an och no neie Méiglechkeeten ass.

D'Motioun geet kloer drop an, dass mer och Mesuren a Fro stellen, wa se vläicht net gräifen, dass mer déi nei Informatiounen a wëssenschaftlech Erkenntnisser ëmmer zur Kenntnis huelen, eis Pläng ëmmer erëm ajustéieren, fir dass mer déi déifgräifend Veränneruge vun eiser Gesellschaft an Ekonomie hikréien, déi den Defi vun der Äerderwäermung vun eis verlaangt.

Här President, Dir Dammen an Hären, haut ass e wichtegen Dag, well haut gëtt nämlech Klimaschutz zu Lëtzebuerg zum Gesetz, an et ass mer eng grouss Freed, fir an deem Kontext och kënnen den Accord vu menger Fraktioun ze ginn. Ech soen lech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem Här François Benoy. An als éischte Riedner ass den Här Paul Galles ageschriwwen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Madamm Ministesch, wéi sot e Member aus eiser Partei an eisen Aarbechtsgruppen an deene leschten Deeg eng Kéier zu mir: „De groussen Challenge ass ganz einfach, den CO_2 erofzekréien!" Net méi an net manner.

An dofir stëmme mer haut dëst Gesetz, d'Klimagesetz oder d'Klimaschutzgesetz oder wéi een et och ëmmer wëll nennen. An et ass eent vun deene wichtegste Gesetzer iwwerhaapt, fannen ech. Et ass eent vun deene Gesetzer, op déi ech mech perséinlech am meeschte gefreet hunn, well d'Urgence offensichtlech ass. D'Fro ass also net, ob dëst Gesetz wichteg a richteg ass, mee entscheedend ass, ob dëst Gesetz hëlleft oder net genuch hëlleft, fir dat grousst Zil ze erreechen, dat heescht: den CO_2 ze reduzéieren an eist Klima ze schützen.

An erlaabt mer, éier ech dorop aginn, dem Rapporter villmools Merci ze soe fir säin exhaustive schréftleche Rapport an och seng mëndlech Erklärungen elo just hei um Pult.

„De groussen Challenge ass ganz einfach, den CO_2 erofzekréien!" D'Approche, déi mer als CSV vis-à-vis vun deem Challenge, där Erausfuerderung wielen, ass d'Fro ze stellen: Wéi ass dat da realiséierbar a wéi kréie mer eng Lenkungswierkung hin?

An natierlech freeë mer eis iwwer ambitionéiert Ziler an natierlech freeë mer eis iwwert déi wäit verbreet Iwwerzeegung, dass mer kee Choix méi hunn, ob oder ob net mer elo politesch ganz decidéiert aktiv ginn, fir d'Klima virum zerstéiereschen Afloss vum Mënsch ze schützen. Dat alles ass fir eis eng kloer Evidenz. An natierlech ass et och fir eis selbstverständlech, dass et net ëm iergendeng ganz kleng politesche Fro nieft villen anere geet, mee et geet ëm eng vun deene grondleeëndste Froen iwwerhaapt, et geet ëm Liewen an Iwwerliewen an ëm d'Bedéngungen dofir.

Ganz selten, esou hunn ech elo als relativ jonken, neie Politiker den Androck, hu mer als Politiker d'Verantwortung, fir Entscheedungen iwwer Liewen an Iwwerliewen ze treffen, an dat ass hei de Fall. Hei, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, geet et ëm immens Fundamentales!

An et ass mer wichteg, dat nach eng Kéier ze betounen, och op d'Gefor hin, dass mer vläicht ze patheetesch kléngen, wa mer et erëm betounen, well mir sinn trotzdeem ëmmer nach an där vill méi grousser Gefor, den Challenge net seriö genuch ze huelen, well mer als Lëtzebuerg net esou staark betraff si wéi Länner mat Wüstebildung, wéi Insele mat niddregen Héichtemeter iwwert dem Mieresspigel oder wéi Géigende mat Permafrost oder genau dem Contraire: mat Bëschbränn. Mir hunn zwar och verheerend Iwwerschwemmungen oder ëmmer méi schlëmm Hëtztdeeg hei zu Lëtzebuerg, mee soulaang eis d'weltwäit Vernetzung d'Biller vun deenen anere Katastrophen an eis Haiser bréngt, bleift d'Gefor grouss, dass mer se hei zu Lëtzebuerg weider ënnerschätzen.

Et ass also och en Theema, dat eis erausfuerdert, prospektiv a couragéiert an eis eegen Zukunft ze kucken, an et ass och en Theema, dat d'Fro un eis stellt, ob mer bereet sinn, global, international a weltwäit ze denken, oder ob mer léiwer als Éischt eis eege Feller an d'Dréchent bréngen an dann hoffen, dass déi aner schonn d'Klima op hir Käschte retten, well et jo dann net méi anescht geet.

Et ass also en Challenge, dee ganz däitlech vun eis verlaangt, wat de Philosoph Hans Jonas „Prinzip Verantwortung" nennt. Mir si verantwortlech. Mir gi plädéiert: „responsabel", net als Éischt „schëlleg", mee responsabel. Sécher och zum Deel schëlleg, well mir schwätzen iwwert deen Deel vum Klimawandel, dee mënschegemaach ass, an net iwwert den natierleche Klimazyklus vun eiser Äerd. Mir si responsabel. Mir hunn eng „response" ze ginn, eng Äntwert op dësen Challenge.

An ausserdeem, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et en Challenge, deen absolutt dréngend ass. Et deet mer leed, mee wa mer eis och parlamentaresch net drop eenege konnten, se auszeruffen, esou si mer trotzdeem an enger Urgence climatique, dat ass evident. Et ass urgemment urgent!

A vläicht musse mer eis nach eng Kéier op der Zong zergoe loossen: Dass Millioune vu Jugendlechen op d'Strooss ginn, ass dat Bescht, wat eis als Politiker a Politikerinne geschéie kann! Wa mer eis iergendwann eng Kéier d'Fro gestallt hunn, wat vill Leit denken: Hei ass et. A wa mer eis iergendwann eng Kéier d'Fro gestallt hunn, wat déi Jonk dann iwwerhaapt nach vun eis erwaarden oder ob d'Politikverdrossenheet se scho geläämt huet, dann hu mer hei eng kloer Äntwert an e kloren, ultimative Géigebeweis. Natierlech sinn et net alleguerten déi Jugendlech an natierlech hätte mir héchstwarscheinlech och Saachen anescht gemaach wéi si, mee mir mussen eis de Faktum op der Zong zergoe loossen: Si rëselen eis! A si erwaarde wéinstens nach eppes vun eis!

A mir däerfen dat net nëmme gutt fannen, well mer dann hoffen, vun hinne gewielt ze ginn, mee mir mussen et richteg a gutt fannen, well ech mengen, dass se absolutt Recht hu mam Message an och mat der Aart a Weis. An et huet a mengen Aen iwwerhaapt kee Sënn, hinnen herno iergendwéi ënnert d'Nues ze reiwen, esou vill Verpackunge vu Fastfood hätten an der Strooss geleeën a si wäre selwer net kohärent. Dat ass Blödsinn. Souguer wann dat wouer wär, misste mer eis als verantwortungsbewosst Politiker a Politikerinnen d'Fro stellen: Ass hir Revendicatioun richteg? A jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si ass absolutt richteg, absolutt richteg!

An iwwregens: Wann d'Leit aus alle Generatiounen, wëssenschaftlech befrot, novollzéibar uginn, wat se am meeschte beschäftegt a wat hinnen am meeschten Angscht mécht, da si mer ëmmer erëm beim Theema Klimawandel.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass de Kontext vun eise Beméiungen, mat engem Klimaschutzgesetz d'Klima ze schützen. Et ass en Challenge, deen net nëmmen ambitionéiert muss sinn, mee ouni Ofstrécher prioritär. En ass absolutt dréngend an en appelléiert un eis Verantwortung fir eis eege Leit a fir dës Welt - elo schonn a fir d'Zukunft. An anere Wierder: Et ass e richteg nohaltegen Challenge, dee mat dësem Gesetz eréischt richteg ufänkt.

Mee, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi eigentlech Fro, déi mer eis als CSV ëmmer erëm stellen, ass déi heiten: Hëlleft dëst Gesetz wierklech, dës grouss Ziler ze erreechen? An dat ass leider net esou kloer an esou sécher, wéi mer eis wënsche géifen, dass et wär.

Mee loosst mech emol vir ufänken. Wéi kéint e Klimaschutzgesetz hëllefen, d'Klima ze schützen? Hei si véier Prinzippien, vun deenen ech mengen, dass se fundamental sinn, an un deenen ech dëst Klimagesetz moosse wëll. Den éischte Prinzip: Mir musse kloer Ziler hunn, mat engem ganz detailléierte Plan d'action. An detailléiert bedeit, dass jiddwereen, och jiddwer Secteur, genau weess, wat e bis wéini wéi ze leeschten huet a wéi en dobäi gehollef kritt - de Prinzip vun der Planungssécherheet.

Den zweete Prinzip ass, dass d'Klima geschützt gëtt, dass also CO_2 vermidde gëtt, wat Deel vun enger vill méi grousser Fro ass: Op wat fir engem grousse Fouss liewe mer gären als Gesellschaft? An da gëtt et eeben dee ganze Gesellschaftsmodell, deen hannendrusteet. Et geet also net eleng ëm den CO_2, mee et geet ëm eng vill méi grouss a méi breet Strategie.

Den drëtte Prinzip, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Politik muss net nëmmen ambitionéiert sinn, mee och ëmsetzbar. Soss ass se de Pabeier net wäert, op dee se hir Mesurë schreift. An d'Haaptfro bleift: Wéi kréie mer d'Leit an d'Boot? Wéi ass et ëmsetzbar? Well wann een et ëmsetzt, da sinn et d'Leit, d'Bierger, d'Salariéen, d'Entrepreneuren an esou weider an esou virun.

An de véierte Prinzip: Wa mer vun de Leit schwätzen, da schwätze mer och vun eisen an hiren Zukunftschancen. Packe mer et zu Lëtzebuerg, Wirtschaftssecteuren an Aarbechtsplazen ze schafen, déi vu sech aus dozou bäidroen, dass d'Klima geschützt gëtt? Si mer wirtschaftlech fit fir d'Zukunft? Si mer innovativ? Verbanne mer mat Klimaschutz eng Visioun? Oder anescht gefrot: Kënne mer zum Virreider ginn, well mer déi wirtschaftlech Opportunitéiten erkennen? Eppes, wourop d'Chambre de Commerce an och d'Fedil deemools beim PNEC schonn higewisen haten, an d'Chambre de Commerce iwwregens och dës Kéier.

Véier Prinzippien, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: kloer, global, ëmsetzbar a visionär. An doru wëll ech dëst Gesetz elo moossen.

Zum éischte Prinzip, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Natierlech ass et bal schonn eng Leier, mee dat, well et zu Recht vun all Mënsch ëmmer erëm gesot gëtt. Wéi de PNEC erauskoum, gouf vun alle Säite kommentéiert, dass grouss Ziler näischt bréngen, wa keng konkreet Mesuren hannendrustinn. Bei dësem Prinzip geet et also ëm näischt aneschters wéi ëm d'Planungssécherheet.

Am Allgemenge vermëssen d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires an hiren Avisen - net zum PNEC, mee zu dësem Gesetz wuelgemierkt - de konkreeten Inhalt. An et ass wouer, an dësem Gesetz stinn eng Rei ganz konkreet Saachen an de Rapporter huet se grad virdrun opgezielt. Esou ginn am Exposé des motifs véier grouss Leitlinnen am Detail beschriwwen, et ginn och fënnef Secteuren definéiert, an am Ufank war d'Schafung vun dräi Organer virgesinn, vun deenen der zwee iwwerlieft hunn: den Observatoire an d'Plattform. Et gëtt en neie Klimafong geschafen an déi néideg europäesch Direktive ginn ëmgesat. Dat ass gutt, mee wat eis ëmmer nach feelt, dat sinn déi kloer sektoriell Ziler, déi am Artikel 5 virgesi sinn.

Natierlech kann een argumentéieren, dass se an engem Règlement grand-ducal wäerte stoen an dofir technesch iwwerhaapt net zu dësem Gesetz gehéieren. Mee logesch gehéiere se zu deem Gesetz, iwwert dat mer haut am Nomëtteg hei ofstëmmen, well déi sektoriell Ziler een, wann net souguer „dat" Häerzstéck vum Klimagesetz sinn! Dofir musse se mam Gesetz selwer virgeluecht ginn, well soss ass et eppes wéi en Ënnerschreiwe vun engem Blankoscheck, et ass e „blind date"; esou stellen ech mer dat op alle Fall emol vir. Dëst Klimagesetz ass net komplett. Esou huet d'Chambre de Commerce geschriwwen: « Si les objectifs environnementaux nationaux doivent être ambitieux et à la hauteur des enjeux, il est toutefois essentiel de les définir de manière raisonnée et réaliste afin d'éviter tout étranglement économique, et en concertation avec les entreprises. »

An dann, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wär et doriwwer eraus wichteg, dës Ziler an de Kontext vun der Coronakris ze setzen. Dofir reechen ech lech gären eng Motioun an, déi d'Regierung opfuerdert, déi sektoriell Ziler spéitstens bis Enn Januar virzeleeën, well all Betraffenen - an dat si mer alleguerten - Planungssécherheet verdéngt huet.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant le Conseil « Affaires générales » de l'Union européenne du 10 décembre 2019 à Bruxelles ;

- considérant que le Luxembourg a réitéré au cours de la précitée réunion son souhait que le Conseil européen s'accorde sur la nécessité d'atteindre la neutralité climatique dans l'UE et dans tous ses États membres d'ici à 2050 ;

- saluant par conséquent les conclusions du Conseil européen du 12 au 13 décembre 2019, à savoir la neutralité climatique d'ici à 2050 ;

- rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;

- estimant que les entreprises dans tous les secteurs ont besoin d'une solide sécurité de planification pour relever les défis à venir,

invite le Gouvernement

- à fixer des objectifs climatiques sectoriels précis avec des trajectoires claires pour les secteurs concernés ;

- à procéder à cette définition des objectifs jusqu'en janvier 2021.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Aly Kaes, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Paul Galles *(CSV).*- An dësem Kontext wëll ech awer och nach erwänen, dass an enger éischter Phas vum Gesetz all Secteur seng eegen nach onbekannt Ziler hätt missen erreechen, mee dass elo am Text awer steet, dass d'Secteuren tëschenteneen en Handel kënne bedreiwen, dass all Secteuren zesumme mussen een Zil erreechen an dass ee Secteur iwwregens och nach seng net erreecht Ziler ka mat an dat nächst Joer huelen. Dat kann een esou oder esou gesinn, entweeder-am Sënn vun der Flexibilitéit, mee och am Sënn vun: Eigentlech wëllt kee matmaachen an eigentlech wëllt keen ufänken. Ech vermuten, dass dat op eng mangelnd Begeeschterung an e puer Secteuren an och a Ministèren zréckzeféieren ass, an ech géif d'Madamm Minister gäre froen, wou deen net onerhiefleche Wandel vun der Approche hierkënnt.

Genau an dësem Kader wëll ech nach eng Kéier un d'Fro vu menger Fraktiounscheffin a Kolleegin Martine Hansen erënneren, déi virun engem Joer an der Heure d'actualité iwwert d'Landwirtschaft no de Karbonspäichercapacitéite vun der Landwirtschaft gefrot hat a wéi vill hinne kann ugerechent ginn. Si hat an der Kommissiounssëtzung vum 20. November 2020 nach eng Kéier nogehaakt, well no engem Joer nach ëmmer keng Äntwert do war, an Dir, Madamm Ministesch, Dir hat op eng Etüd iwwert déi verschidde Reduktiounscapacitéite verwisen. An ech géif lech gäre froen, wou mer an der Tëschenzäit domat dru sinn, well och dat ass Deel vun der Planungssécherheet.

Zum zweete Prinzip, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, der globaler Approche zum Klimawandel. Dobäi wëll ech dräi Saachen an d'Ronn werfen: de Geoengineering, de Wuesstum an d'Justice climatique, dräi Saachen, déi extreem wichteg sinn, awer déi an dësem Gesetz total feelen.

Geoengineering, dat sinn technesch Usätz fir ze probéieren, CO_2 aus der Loft ze huelen, an dorunner gëtt am Moment immens vill gefuerscht. Eist Gesetz ass hei allerdéngs op deem Punkt blann. Et geet eleng ëm d'CO_2-Emissiounen, mee net ëm d'Banne vun existéierendem CO_2. Et ass en net globalen Usaz a mengen Aen an dat bedauere mir, well de Weltklimarot IPCC huet a sengem famouse Rapport vun 2018 festgestallt, dass d'Ziler vu Paräis 2015 eleng duerch Emissiounsaspuerungen héchstwarscheinlech net kënnen erreecht ginn, weeder fir 2030, nach fir d'Klimaneutralitéit 2050. De Rapporter François Benoy an ech haten op der COP25 beim Parlamentariertreffen d'Chance, deene Fuerscher live dierfen nozelauschteren.

An eisem Text awer steet: « Le projet de loi fixe tout d'abord l'objectif de la neutralité climatique, donc l'objectif d'atteindre "zéro émissions nettes" à l'horizon 2050. » Et geet also ëm d'Emissiounen. Et feelt awer eng Strategie, wéi mer negativ Emissioune wëlle produzéieren, déi et brauch, fir Klimaneutralitéit ze erreechen, well et a verschiddene Branchen, zum Beispill an der Landwirtschaft oder am Fluchverkéier, och no 2050 nach wäert Emissioune ginn. Dofir meng Fro un Iech, Madamm Ministesch: Wéi gesäit et aus mat de Lëtzebuerger Beméiungen ëm den Geoengineering? Ass dat en Theema, dat eis interesséiert, a si mer vläicht souguer Deel vun engem Fuerschungsprojekt?

Wourëm et hei geet, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass den zertifizéierten Ofbau vun deenen Treibhausgaser, déi no alle Beméiungen trotzdeem nach bleiwen, net d'Vermeidung eleng also, mee och den Ofbau. An dovun ass eebe leider am Gesetz, awer och am PNEC, näischt ze liesen.

Wat kéinte mer eigentlech maachen? Dat Éischt wär: Mir missten eis als Lëtzebuerg en Netto-Null-Zil ginn. A wa mer dat awer net wëllen, dann ass dat Zweet, onbedéngt an déi entspriechend Fuerschung ze investéieren.

Fir den Ofbau vun CO_2 an deenen aneren Treibhausgaser gëtt et schonn dräi gréisser Verfaren, iwwregens. Do gëtt et Opforstung: also Beem planzen. Do gëtt et d'Carbon-Capture-and-Storage-Verfaren, wou den CO_2 aus der Loft gefiltert an ënnerierdesch gespäichert gëtt, wouzou et scho Projeten an Island, zu Rotterdam an zu Oslo gëtt. An da gëtt et och nach dat sougenannt BECCS - eppes anescht wéi an der Finanzwelt -, d'Bioenergy-with-Carbon-Capture-and-Storage-Verfaren, bei deem och nach Energie aus Biomass produzéiert gëtt.

D'Konklusioun heescht: Fir Klimaneutralitéit ze erreechen, ginn d'Klimagesetz an de PNEC eleng net duer, souguer wa se bis op dee leschten Detail hin total prezis a spezifizéiert wären. Si si vu vireran op engem A blann. Laangfristeg gesi brauche mer weider nach méi onkonventionell Moossnamen.

Fir de Rescht, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kann ech just nach eng Kéier eist Erstaunen zum Ausdrock bréngen - wat mäi Kolleeg Claude Wiseler schonn e puermol ugeschwat huet -, dass kee Wuert zum Wuesstum an zum Wuesstumsmodell verluer gëtt.

Hannen um Enn ass dat dach déi grouss Fro, déi de Klimawandel eis stellt: net eleng, wéi mer esou séier wéi méiglech esou vill wéi méiglech CO_2 kënnen aspueren, mee wéi mer als Lëtzebuerger Gesellschaft op Dauer wëlle liewen, ob mer den Asaz fir de Klimawandel dauerhaft als eng Obligatioun an als Drock verstinn a vu baussen erliewen oder ob en zu enger intrinsescher Motivatioun gëtt. Ob mer et fäerdegbréngen, lues a lues eise Liewensstil ze veränneren: fort vun engem konsumisteschen Ausbeute vun de Ressourcë wéinst engem neoliberalen „ëmmer méi, ëmmer méi séier an ëmmer méi héich"! Ob mer eis packen! An ob mer et packen, am Respekt virun de Ressourcen ze liewen, dass aus enger erschëpfter Äerd mat erschëpfte Mënschen eng gesond Äerd mat Mënsche gëtt, „qui se portent bien", Stéchwuert „Bien-être": gesond, fair a gerecht zesummeliewen. Do gehéieren dann och esou Theemen derbäi wéi Loftverschmotzung, Verstopfung vun de Stroossen an aner Theemen, déi d'Liewensqualitéit vun de Leit beschreiwen.

Meng Kolleegin Martine Hansen hat beim État de la nation de Bléck vill méi wäit geriicht: D'Klimapolitik muss Hand an Hand goe mat Kreeslafwirtschaft, Stadentwécklung, Mobilitéit, Energiepolitik an nohalteger Liewensmëttelproduktioun. Och d'Plansectorielle sinn iwwregens dréngend néideg, well déi definéiere jo zum Deel, wou et wéi vill Gréngzone kann a muss ginn, wat jo alles mat an dëse Klimakontext eraspillt.

Et wäert sécher nach eng aner Geleeënheet ginn, fir iwwert d'Transitioun hin zu engem anere Gesellschaftsmodell nozedenken, mee et ass erstaunlech, mat wat fir enger Pertinenz d'Fro hei vermidde gëtt.

A wou mer schonn derbäi sinn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Konzept vun enger Transitioun koum emol net als grousst philosophescht Konzept am ursprénglechen Text vir. Par contre gouf et do awer dräi aner Begréffer, déi awer gestrach goufen, ouni dem Staatsrot eng Offer ze maachen, mat där se hätte kënne gerett ginn. An dat sinn dräi Schlësselbegréffer: „équité sociale", „justice climatique" an „urgence climatique". An de Kolleeg David Wagner huet an der Kommissioun zu Recht drop higewisen, dass et ass, wéi wann herno just e Skelett vu Gesetz iwwregbliwwe wär. Ech mengen, de Mouvement écologique hat a sengem Avis vun engem „ausgehielegten Text" geschwat. A genau dat ass et! Mir hunn zwar grouss Begréffer am Kapp, mee si komme weeder an d'Gesetz nach fanne mer se herno an der Pertinenz vun de Mesuren zréck. Si bleiwen als Worthülsen op der Streck.

Et geet dach hei ëm vill méi wéi just ëm en technescht Gesetz fir d'Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen. Et geet ëm zousätzlech Moossnamen. Et geet ëm eng grouss Visioun! Et geet ëm groussaarteg Leitiddien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den drëtte Prinzip ass dee vun der Participatioun vun de Leit oder vun der sozialer, der geliefter Abettung vun dësem Gesetz. An och do si mer grad op engem kruziale Punkt ukomm. Ob d'Klima geschützt gëtt, ass hannen um Enn net d'Konsequenz vun engem Gesetz, mee et ass d'Resultat dovun, ob d'Gesetz ëmgesat gëtt a vu wiem a vu wéi vill Leit et ëmgesat gëtt a wéi et ëmgesat gëtt. A virun allem ass et d'Fro, ob d'Leit matmaachen. Well wa mer politesch de Wee vun den Incentives wëlle goen - dat ass jo eigentlech de Kinnekswee an enger Demokratie, fir eng Verhalensännerung ze erreechen -, dann ass dach déi entscheedend Fro: Maachen d'Leit iwwerhaapt mat? Et geet ëm eng „positiv Klimapolitik", wéi d'Martine Hansen ëmmer seet. Eng Klimapolitik, déi maträisst! Eng Klimapolitik, déi ee wëllt! Eng Klimapolitik, déi zu engem gesellschaftleche Projet gëtt.

An zu dëser fundamentaler Fro wëll ech awer e puer Saache soen, well ech mengen, hei si mer net um richtege Wee, an ech wëll Iech véier kleng Stéchwierder an d'Ronn werfen: Steierreform, Verdeelungsgerechtegkeet, Transparenz a Virbildfunktioun - véier Kinnekswee, fir d'Akzeptanz bei de Leit ze verstäerken an ze erreechen.

Dat Éischt ass dat, wat mäi Kolleeg Claude Wiseler och scho gesot huet: Idealerweis misst een esou e Gesetz an de Kontext vun enger globaler Steierreform setzen. Hien hat deemools déi dräi Konditioune genannt, zu deene mer mengen, dass eng CO_2-Bepräisung iwwerhaapt kann effikass sinn: wa se wierklech zur Minderung vum CO_2 féiert an net eleng zu méi volle Staatskeesen, wa se ofgestëmmt ass mat der Steierlandschaft an net einfach on top derbäikënnt a wann eng Rei sozial Mesurë mat geholl ginn, wéi zum Beispill eng Exemptioun vun der CO_2-Steier, wann ee keng Alternativen huet, e Crédit d'impôt oder en Energiescheck, wéi et zum Beispill a Frankräich ass.

An iergendwéi fanne mer dat jo alleguerte richteg, mee ech fäerten, mir paken dat einfach falsch un! Ech hunn den Androck, dass zu Lëtzebuerg déi sougenannt Sozialpolitik nach ëmmer keng Politik ass fir eng gerecht an eng ausgeglache Behandlung vun der ganzer Gesellschaft, mee eng karitativ Nischepolitik fir déi puer, „deenen et jo net gradesou gutt geet". An dat féiert derzou, dass mer zwar groussaarteg Gesetzer entwerfe fir de Gros vun der Gesellschaft an dann op eemol mierken, dass et nach esou e puer Leit gëtt, déi net richteg matkommen, an da gi mer deenen e puer Su méi wéi eeben all deenen aneren. A jo, an zu Lëtzebuerg gi mer natierlech all deenen aneren och nach déi selwecht Suen, fir dass kee ka soen, en hätt näischt kritt.

Dat ass awer net dat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer eigentlech wëllen. A mat mengem Kolleeg Marc Spautz hu mer ëmmer erëm drun erënnert, dass et ëm e gerechten Ëmgang mat der gesamter Gesellschaft geet, also mat sozialer Staffelung, mat méi gerechter Verdeelung, mat Zesummeféiere vun de Leit duerch Zesummeféiere vun hire Chancen a Moyenen.

Mee mat dësem Gesetz kënnt et mer erëm eng Kéier esou vir: „Sozial Mesuren?"- „Jo, op alle Fall!" Mee hei e bëssi an do e bëssi! A wann een dat awer systematesch duerchdenkt dès le début, da kënnt een op en anert Resultat. Da kann ee Mesurë fannen, déi de Leit alleguerten hëllefen, pro Klima ze handelen, an zwar konsequent a gären. Wie méi Hëllef brauch, kritt méi gehollef, wie manner Hëllef brauch, manner. Aner Länner maachen eis et vir, virun allem d'Schwäiz a Schweden, mee och de Modell, deen akommesofhängeg iwwregens ass, a British Columbia.

Mäi Kolleeg Gilles Roth huet nach viru Kuerzem hei drop higewisen ...

(Interruption par M. André Bauler)

... bei den Autosprimme vun 8.000 Euro fir den Hybrid a fir den Elektroauto. Ganz genau, Här Bauler! Wat iwwregens tatsächlech am Gesetz drasteet. Am Artikel 14 stinn déi Montanten am Gesetz dran! Hien huet eis deemools virgerechent, dass déi, déi net esou gutt dru sinn, trotz den 8.000 Euro ni op den Ufankspräis kommen, fir sech en Elektro- oder en Hybridauto kënnen ze leeschten. An dass Der lech hir Gedanke virstelle kënnt iwwert déi, déi sech et x-mol kënne leeschten an dann déi 8.000 Euro asträichen. Wien huet, kritt einfach nach méi!

An ech fannen dat e schlëmme Virgang. Natierlech kann ee soen, dass dat och déi Bessergestallt soll motivéieren, fir sech en Elektroauto oder en Hybrid ze kafen, mee dann hätt ee missen d'Subventioun un de Präis vum Auto koppelen. Et misst dach kloer drëms goen, fir och deem, dee sech et trotz der Primm definitiv net leeschte kann, ze hëllefen, sech klimafrëndlech ze beweegen.

Dat heiten ass an eisen Aen e Kuckucksee, wat Der eis an d'Nascht vun dësem Gesetz leet! Well eppes, woumat mer definitiv net d'accord sinn, nämlech dat heiten, gëtt iwwerflëssegerweis esou mat de Montanten an e Gesetz geschriwwen, an e Gesetz, mat deem awer onbedéngt wëllen d'accord sinn, well mer eis ausschwätze fir de Klimaschutz. E Kuckucksee, wat ganz bedauerlech ass.

A wa mer schonn derbäi sinn: Wéi ass et dann iwwerhaapt ze erklären, dass dee Montant vun 8.000 Euro am Gesetz steet an net an engem Règlement grand-ducal? Ech wëll einfach just - an dat wierklech neutral - nofroen: Wat ass d'Motivatioun dofir, dat iwwerhaapt ze maachen?

An dann nach eppes: Hybridautoen. Eng däitsch politesch Satiresendung huet leschte Freideg kloergemaach, wat fir ee Klimakillerpotenzial déi hunn. Oft si se just Zweet- oder Drëttween, oft geleased an oft esou gefuer, dass d'Batterie emol net gebraucht ginn ass, „well", esou de süffisante Kommentar an der Sendung, „se souwisou just duergeet, fir aus der Garage erauszerullen". A fir de Rescht leeft de Verbrenner a verbrennt ëmsou méi, well en eng schwéier Batterie matzeschleefen huet. An dofir gëtt et 8.000 Euro! Do stëmmt dach iergendeppes net. Do gëtt eng räich Clientèle versuergt an dat sinn Inkohärenzen, déi de Leit einfach op de Su ginn an déi se einfach net wëllen akzeptéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV).*- Wa mer wëllen, dass d'Leit matmaachen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da musse mer eis anescht uleeën, da muss et méi ausgeklügelt sinn. Da mussen d'Mesurë gerecht verdeelt sinn tëschent de Bevëlkerungsschichten - Stad, Land, Aarm, Räich -, et muss transparent sinn, wat mat de Recettë geschitt, dass net nëmmen den normale Bierger, mee och d'Industrie an d'Wirtschaft matagebonne sinn. D'Bonnets rouges an d'Gilets jaunes mussen eis eng warnend Léier sinn. An ech hunn den Androck, si mussen eis nach eng Kéier drun erënneren, dass mer gutt mussen oppassen, wat mer hei maachen!

An ech wëll de Lëtzebuerger Problem nach eng Kéier ëmschreiwen: Déi Äermst gi vill méi Prozent vun hirem Revenu aus fir Energie wéi déi Räich. Ënner anerem, well se éischter um Land wunnen an den Auto brauchen!

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV).*- Ech erënneren do un eng Question parlementaire, déi ech zesumme mat mengem Kolleeg Jean-Paul Schaaf gestallt hunn an déi nach net beäntwert gouf.

(Interruption)

Den Delai ass nach net ofgelaf, dat ginn ech zou.

(Interruption)

Zu Lëtzebuerg soll déi sozial Offiederung iwwert de Crédit d'impôt an d'Allocation de vie chère geschéien. Studie beweisen, dass net nëmmen d'Akommes, mee och de benotzte Brennstoff, den Heizstoff, de Besëtz vun engem Auto an d'Wunnplaz - ofhängeg dovun, ob een an der Stad oder um Land wunnt - relevant Aspekter sinn, déi déi sozial Impakter vun enger CO_2-Steier beaflossen. Eis Fro ass, ob et Berechnunge gëtt, an zwar detailléierter, fir déi sozial Impakter ze chiffréieren, a wat dat bedeit am Verglach mat deene Mesuren, déi d'Regierung virgesäit, an ob se doduerch ausgeglach ginn.

An dann, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, geschéie Participatioun an Akzeptanz och duerch Transparenz. An dofir sinn déi sektoriell Ziler esou eminent wichteg. Dofir muss och transparent sinn, wat mat de Suen aus dem Klimafong geschitt, well do gi jo an deenen nächste Jore massiv Suen dra gesammelt an dragepompelt, wéi d'Cour des Comptes festgestallt huet. An ech wëll lech, Madamm Ministesch, och nach froen, wéi Dir dës Transparenz garantéiere wëllt a wéi de Monitoring vun deene Suen ausgesäit.

A schliisslech gëtt d'Akzeptanz an der Bevëlkerung vill méi grouss, wann de Staat mam gudde Beispill virgeet. An ech erënneren drun, dass d'Motioun vun der CSV zur Neutralité climatique an der Administratioun ofgeleent gouf. An do stoung dran: « invite le Gouvernement - à fixer l'objectif de neutralité climatique au sein de l'administration étatique au plus tard à l'horizon 2030 ; - à élaborer un catalogue de mesures ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre de ces mesures en vue de la neutralité climatique au plus tard pour 2030 ; - à analyser le coût des différentes mesures et les économies de CO_2 et d'énergie escomptées. » Konklusioun: Net Waasser priedegen a Wäin drénken!

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV).*- Ech ka mer net virstellen, dass Der gären hätt, dass zwar herno all d'Ziler erreecht sinn, mee d'Leit zähneknirschend drënner gelidden hunn a keen et gäre matgemaach huet.

An natierlech kann een de Leit eppes zoumudden. Mir hunn eis leider an deene leschte Jore vill ze vill dru gewinnt, dass ëmmer erëm Kaddoe verdeelt goufen an dass d'Problemer mat enger Strenz voller Sue geléist goufen. Maacht et dës Kéier wannechgelift anescht! Maacht et mat Fangerspëtzegefill, mat engem Sënn fir sozial Gerechtegkeet an Zesummeféierung, fir Cohésion sociale!

An dann, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach kuerz zum véierte Prinzip, un deem ech dëse Gesetzesprojet wëll moossen. Verlaange mer vun eisem Land net just Ustrengungen, mee bidde mer em och Chancen, Opportunitéiten? D'Chambre de Commerce schwätzt vun „opportunités socio-économiques".

Et ass wouer: D'Lëtzebuerger Finanzplaz ass Virreider an den nohaltege Finanzen. A laang war et de Fall am ökologesche Beräich, also bei der Green Finance, an elo ass et dee soziale Volet, deen ëmmer méi derbäikoum un d'Säit vum ökologesche Volet, also: nohalteg Finanzen, Emprunten an Investmentfongen. Mee et gëtt op der Finanzplaz ee ganz fundamentaalt Gesetz an ech soen dat emol ënnert der Kontroll vum Kolleeg Laurent Mosar: Wann näischt um Terrain geschitt, da stellt sech och keng Fro vu Finanzéierung. D'Finanze stinn hannen um Enn am Déngscht vun der Realekonomie. Wa mir also eise Betriber Incentives ginn, dem Mëttelstand, der Landwirtschaft, mee och deene groussen, fir sech selwer nohalteg opzestellen, dann huelen och d'Lëtzebuerger den nohaltege Financing vun eiser eegener Finanzplaz an Usproch.

An deem Kontext, an no de schwieregen Ëmstänn vun der Jugurtsfabrick, wou ech mengen, dass d'Regierung sech ferm blaméiert huet, wëll ech bei Iech, Madamm Ministesch, nach eng Kéier nofroen, wéi et dann elo ass mam Nohaltegkeets- a mam Klimacheck.

A wou mer schonn derbäi sinn, da geet och nach méi: Da kënne mer Betriber usidelen, déi direkt Acteure sinn, fir d'Transitioun, d'Klimagerechtegkeet ze konstruéieren, virzebereeden, ëmzesetzen, ze produzéieren. A fir esou eng Industrie zu Lëtzebuerg ze schützen an iwwerhaapt fir all eis Betriber ze schützen, déi sech un d'Klimakrittären halen, erlaben ech mer ganz kuerz nach ze erwänen, dass mer onbedéngt op europäeschem Niveau Fuitte musse vermeiden, déi geschéien, wa Firmen, déi sech net drun halen, an dat net reguléiert Ausland ginn, do bëlleg produzéieren an heihinner wëllen importéieren.

Als CSV hu mer eis dofir op eisem Programmkongress 2019 fir eng Importsteier op den europä-

esche Grenzen ausgeschwat. A Madamm Ministesch, ech wëll Iech froen: Wéi stitt Dir zu dësem Theema?

Doriwwer eraus stellt sech zum Schluss déi ganz visionär an déi wichteg Fro: Gëtt et, Madamm Minister, eng Strategie, fir zu Lëtzebuerg Betriber unzesiidelen, déi um Stockage vun Energie, zum Beispill, schaffen, déi am Waasserstoff fuerschen, déi innovativ Iddien ëmsetzen? Woufir net e Silicon Valley ubidden, fir d'Transitiounsindustrie oder fir d'Waasserstoffindustrie? Da kee Silicon Valley, mee e „Recycle Valley" oder en „Transition Valley".

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Hëlleft also dëst Gesetz, eis grouss Ziler ze erreechen? Esou sécher net! Et ass allerdéngs an allerhéchstens ee Puzzlesteck, wat mat der Zäit ëmmer méi kleng ginn ass, bis et sech praktesch a sech selwer opgeléist huet. An dat mécht mech perséinlech béis, well ech fannen, dass dëst Gesetz enorm wichteg ass an enorm wichteg Theeme beschreift. Esou vill aneres misst nach derbäigemaach ginn, esou vill méi däitlech misst et sinn an esou vill aneres misst nach ronderëm organiséiert ginn.

Wat also maachen, wa mer onbedéngt wëllen, dass de Klimaschutz ënnerstëtzt gëtt? Wat also maachen, wann esou e Gesetz um Dësch läit a wa mer wëllen, dass de Klimaschutz dat Haapt- oder een zentraalt politescht Uleies hei zu Lëtzebuerg gëtt?

Mir stëmmen dëst Gesetz mat, well mer absolutt an ouni Zweifel wëlle fir d'Urgence vum Klimaschutz antrieden a well et besser ass, wéi näischt ze hunn. Mee iergendwann eng Kéier näischt ze hunn, nämlech null CO_2, ass esou wichteg, dass dëst Gesetz trotzdeem net duergeet.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President, léif Kolleegen, ...

(Exclamations)

Une voix.- ... a Kolleeginnen!

M. Max Hahn *(DP)*.- ... a Kolleeginnen! Wann d'Coronakris eppes Positives u sech huet, esou kéint ee mengen, dann ass dat op d'mannst, dass och eise Klima eng kleng Paus kritt huet. Confinement am Fréijoer, Deelconfinement am Hierscht, manner Verkéier, manner Reesen, jo, d'Wëssenschaftler rechnen domadder, dass 2020 de weltwäiten CO_2-Ausstouss ëm minus 4 % bis minus 7,5 % wäert erofgoen.

Dat kléngt gutt. Et kléngt wéi eng positiv Noriicht nieft all deenen negativen, déi een all Dag héiert. Et kléngt wéi: Mir hu vläicht e bëssen Zäit gewonnen. Abee, kucke mer der Realitéit an d'Aen, da musse mer leider zu enger anerer Konklusioun kommen. Da stelle mer fest, dass zum Beispill dëst Joer eent vun den dräi wäermste Jore war, zënter dass et iwwerhaapt emol Klimadonnéeë gëtt. Et stellt ee fest, dass d'Äis an der Arktis dëse Summer esou wäit zréckgaangen ass wéi nach ni virdrun. An et stellt ee fest, dass a Sibirien iwwer 38 Grad Celsius gemooss gi sinn a wäit Deeler vum Bësch gebrannt hunn.

Fir et emol esou ze soen: Déi bildlech Bidden, an där mer alleguerte sëtzen, fëllt sech ëmmer méi. Et ass dëst Joer just fir e kuerze Moment net gradesou vill Waasser aus dem Krunn komm. Wa mer wëllen evitéieren, dass d'Bidden iwwerleeft, da musse mer als Politik d'Klimakris resolutt an ouni ze zécken ugoen. Eng eemoleg Reduktioun vun den Zäregase geet net duer. Eis Emissioune mussen all Joer erofgoen, an dat ouni Corona, ouni Confinement, dofir par contre mat enger Wirtschaft, déi rullt an déi de Leit Aarbecht gëtt.

Wat de Corona betrëfft, gesi mer glécklecherweis esou lues Luucht um Enn vum Tunnel. Géint d'Äerderwäermung awer gëtt et keen Impfstoff. Do hëlleft nëmmen eng kloer Strategie, déi op wëssenschaftlechen Erkenntnisser baséiert. Mir brauche konkreet a cibléiert Mesuren an de politesche Wëllen, dëst och séier a konsequent ëmzesetzen.

D'Regierung huet vun Ufank un d'Klimakris als absolutt Prioritéit definéiert. Si huet sech am Klimaplang ambitiéis Ziler gesat, déi wäit iwwert dat erausginn, wat initialement vu Lëtzebuerg verlaangt ginn ass. D'Regierung huet dat gemaach, net aus Liichtfankegkeet oder aus Spaass, mee well se sech bewosst ass, ëm wat et hei geet a wat um Spill steet: nämlech net manner, wéi eise Kanner e bewunnbare Planéit ze hannerloossen.

Bis haut sinn och schonn eng ganz Hellewull u konkreete Mesuren ëmgesat an agefouert ginn, fir déi Erausfuerderung, virun där mer stinn, an all hire Facetten unzegoen. Mir mussen et als Gesellschaft fäerdegbréngen, fir eis Manéier ze liewen, eis Manéier ze schaffen, eis Manéier, eis fortzebeweegen, ze wunnen, ze produzéieren, ze consomméieren - an an an - méi nohalteg a méi ëmweltfrëndlech ze gestalten.

D'Klimakris, léif Kolleeginnen a Kolleegen, betrëfft jiddereen an all Aspekt vun eisem Liewen. Dofir ass et fir eis als DP kloer, dass, éischtens, d'Klimapolitik keng Politik vun uewen erof ka sinn. Et ass e kollektiven Effort, un deem jidderee sech bedeelege muss, an dowéinst soll och jiddereen an de Prozess agebonne ginn. Nëmmen esou kann erreecht ginn, dass eng sënnvoll Politik gemaach ka ginn, déi vun de Leit och akzeptéiert gëtt.

Fir d'Demokratesch Partei dierf, zweetens, d'Klimapolitik och net eesäiteg sinn. Et geet net duer, klimaschiedlecht Verhalen duerch Steieren ze penaliséieren, wann et keng Alternativen dozou gëtt. Nee! Mir mussen de Leit d'Fräiheet ginn, dass se sech kënne fir en nohaltegt Behuelen entscheeden.

Dat bedeit konkreet, dass, wann een eng Masuttsheizung manner attraktiv mécht, een dann och derfir suerge muss, dass d'Leit aner Méiglechkeeten hunn, sief et wat den Energieverbrauch ugeet, Stéchwuert Isolatioun, oder sief et d'Manéier selwer fir ze hëtzen, Stéchwuert Wäermepompel oder Pelletsheizung. Ech denken hei zum Beispill un de Katalog un Hëllefe vu PRIMe House, fir d'Leit an där Hisiicht ze ënnerstëtzen.

An drëttens dierfe mer mat eiser Klimapolitik keng nei Problemer schafen. Wat wëll ech domat soen? Fir d'DP ass Klimapolitik och ëmmer Sozialpolitik a Wirtschaftspolitik an engems. Déi dräi si fir eis net vuneneen ze trennen. Et ass an eisen Aen evident, dass d'Mesuren, déi dem Klima gutt sollen doen, net dierfen de Mënsche schueden. Déi Leit mat engem niddregen Akommes dierfen net zousätzlech belaascht ginn. Am Géigendeel, si sollen ëmsou méi ënnerstëtzt ginn, fir op klimafrëndlech Alternativen ëmzeklammen. Dofir muss all Mesure sozial gerecht sinn an do, wou et néideg ass, och sozial ofgefiedert ginn.

Schliisslech ass fir d'DP d'Wirtschaft en elementaren Deel vun der Léisung, ouni déi mer d'Kéier mat Sécherheet net wäerte kréien. Mir si vun Natur aus, jo, eng optimistesch Partei a mir sinn iwwerzeegt vun der Kreativitéit vun de Leit, nei Léisunge fir eis haiteg Problemer ze fannen. An et ass wichteg, dass d'Politik fir déi richteg Bedéngunge suergt, fir dëst Potenzial fräizesetzen. Mir mussen dofir eise Betriber hëllefen, fir sech un déi nei Erausfuerderungen unzepassen an hire Businessmodell méi nohalteg, méi resilient a méi digital auszeriichten. Doduerch gi se ënnert dem Stréch och méi kompetitiv. Et gëllt, d'Opportunitéiten, déi déi nei Technologië bidden, esou gutt et geet ze notzen, net just am digitale Beräich, mee insgesamt an de Secteure mat wichtegem Zukunftspotenzial.

Esou maache mer Prinzippie wéi Nohaltegkeet, Ressourcëschounung a Kreeslafwirtschaft zum Motto vun engem qualitative Wuesstum fir eist Land. Et sinn dës dräi Elementer, déi ech elo séier ëmrass hunn, déi sech wéi e roude Fuedem duerch d'Politik vun dëser Regierung an de leschte Joren zéien.

Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass déi lescht Jore richteg a Schwong komm duerch zum Beispill attraktiv Einspeisetariffer oder awer och nach duerch d'Appel-d'offeren, fir groussfläcHEG Projeten an dësem Beräich ze realiséieren.

Am Logement huet d'Regierung d'Passivhaus zum neie Standard gemaach, wat derzou gefouert huet, dass d'Emissiounen an dësem Beräich erofgaange sinn, obwuel parallell eigentlech ëmmer nach méi derbäi gebaut ginn ass. Duerch de Programm PRIMe House sinn zousätzlech Ureizer geschaf ginn, fir säi Logement energeetesch ze sanéieren.

A schliisslech ass nach ni esou vill am Beräich vun der Mobilitéit geschitt wéi déi lescht Joren, mat massiven Investissementer an d'Infrastrukture vun Zuch an Tram, d'Reorganisatioun vum RGTR, dem gratis ëffentlechen Transport, der Reorganisatioun vum RGTR - dat sot ech schonn, et kann een et net oft genuch widderhuelen, léif Frënn. A Lëtzebuerg gehéiert ...

(Interruption)

... haut zu de Spëtzereider an Europa, wat och d'Luedestatioune fir Elektroautoe pro Awunner betrëfft.

Och am Fréijoer, wou et ëm d'Relance vun der Wirtschaft gaangen ass, huet d'Regierung d'Akzenter richteg gesat, andeems se vun der Geleeënheet profitéiert huet, fir besonnesch déi nohalteg Dimensioun ze förderen. Denke mer hei nëmmen un dee reegelrechte Vëlosboom, deen ausgebrach ass a wou sécherlech och den Encouragement vun der Regierung, andeems d'Primm agefouert gouf, säin Deel derzou konnt bäidroen.

Här President, ech wëll elo net nach eng Kéier op all eenzelne Punkt agoen, wat alles scho gemaach ginn ass. D'Regierung huet a ville Beräicher wichteg Jalone gesat an derfir gesuergt, dass Lëtzebuerg um richtege Wee ass, fir méi nohalteg a méi klimafrëndlech ze ginn.

Fir eis als DP ass et wichteg, elo no vir ze kucken, mat konkreete Mesurë fir Verbesserungen ze suergen a sécherzestellen, dass mer eis Klimaziler, eis ambitiéis Klimaziler och erreechen. Och hei gëllt et, dee richtegen Equiliber ze fannen tëscht Klimaschutz, sozialer Gerechtegkeet a wirtschaftlecher Performanz. Virun allem musse mer eng Politik maachen, vun där d'Leit der Meenung sinn, dass hiert Uleies eescht geholl gëtt, dass si gefrot ginn an dass och op si gelauschtert gëtt. Nëmmen esou kann d'Politik vun de Leit akzeptéiert a finalement och gedroe ginn.

Här President, do dernieft brauche mer awer och e Suivi an eng prezis Evaluatioun vum Impakt vun de Mesuren, fir sécher ze sinn, dass se och deen néidegen Effekt hunn, a fir dass mer dann och, deemno wéi, kënnen nobesseren. D'Englänner schwätze vum „evidence-based policymaking". A grad bei esou engem essenziellen Theema wéi dem Klimawandel ass et wichteg, ganz genee op d'Wëssenschaft ze lauschteren a mat de Wëssenschaftler zesummenzeschaffen.

Als DP sti mir natierlech voll a ganz hannert esou engem Usaz. Et geet hei net ëm Ideologie, mee ëm eng zilgeriicht Politik. D'Iwwerliewe vun der Mënschheet a vun eisen Ökosystemer ass näischt fir „politique politicienne"; op d'mannst si mir där Meenung.

Demokratesch Participatioun engersäits, wëssenschaftlech Analys a Berodung anerersäits, dat Ganzt an engem kloren, transparente Kader, deen d'Prozeduren, d'Organer an d'Gouvernance allgemeng definéiert, esou stelle mir als DP eis dat vir. An dofir begréisse mir och ganz däitlech dëse Gesetzesprojet an déi verschidden Dispositiounen, déi en aféiert.

Tatsächlech ass d'Klimagesetz, iwwert dat mer haut schwätzen, wuel nëmmen een Deel aus engem ganz grousse Puzzle. Mee et ass awer e bësse wéi d'Achs vun engem Rad, bei där d'Speechelen zesummelafen. Et ass d'Häerzsteck, wann een esou wëllt, vun der Klimapolitik fir déi nächst Joren, mat deem Follgendes kloer definéiert gëtt: éischtens, d'Zesummespill vun den Acteuren aus der Gesellschaft, dass also all d'Forces vives zu Wuert kommen a sech un der Diskussioun kënne bedeelegen; zweetens, déi wëssenschaftlech Begleedung an d'Evaluatioun vun der Klimapolitik; drëttens, d'Prozedur, fir de Klima- an Energieplang ze aktualiséieren an un d'Situatioun unzepassen, a véiertens, déi sektoriell Ziler a wéi dës festgeluecht ginn.

Här President, jidderee soll säi Bäitrag leeschten, ech sot et virdrun: An der Klimakris si mir alleguerte gefuerdert! Dofir ass et gutt, dass och sektoriell Ziler festgeluecht ginn, fir och déi eenzel Secteuren ze responsabiliséieren. Mee mir sinn awer och der Meenung, dass jiddereen no senge Méiglechkeete soll säi Bäitrag leeschten. Et geet net drëms, fir blann einfach eppes ze dekretéieren, dat dann um Terrain muss ëmgesat ginn. Nee, mir sinn derfir, dass an deem Kader gekuckt gëtt: Wat ass dat effektiivt Potenzial am jeeweilege Beräich? Wéi wäit a wéi séier ass et méiglech ze goen? Wat ass de Spillraum? A wat ass den Impakt?

Anerersäits ass eng gewësse Flexibilitéit noutwendeg. An dofir begréisse mer och, dass deem Rechnung gedroe gëtt an dësem Gesetzestext. Esou kënnen d'Emissiounsrechter vun engem Secteur an deen aneren a vun engem Joer op dat anert iwwerdroe ginn, soulaang zum Schluss, dat heescht 2030, d'Zil vu minus 55 % erreecht ass.

Wéi gesot, mir fannen dat ganz gutt. Et gëtt den Acteuren d'Méiglechkeet, sech méi flexibel ze organiséieren, a virun allem gëtt esou op deene Plazen CO_2 agespuert, wou et och am sënnvollsten an am einfachsten ass, dëst ze maachen.

Här President, d'Leit erwaarde vun der Politik, dass se konkreet Mesuren hëlt fir de Klimaschutz.

(Interruption)

Ee Sondage nom anere confirméiert eis dat. Et geet och net nëmmen ëm populär Saache wéi zum Beispill Vëlosweeër - woubäi ech deen Éischte sinn, fir deen dat ganz wichteg ass an deen dat och ganz gutt fënnt -, nee, et betrëfft och Instrumenter, déi vill méi en aschneidenden Effekt hunn, wéi zum Beispill eng CO_2-Bepräisung, déi e staarkt Signal duerstellt a weist, dass mer e wierkleche Paradigmewiessel vollzéien.

Fir d'DP ass de Prinzip vun der CO_2-Bepräisung u sech ganz logesch: Wie méi verknascht, muss och méi derzou bäidroen, déi verursaacht Käschten ze decken. Et ass jo de Prinzip vum Pollueur-payeur, deen iwwregens och beim Waasser a beim Offall applizéiert gëtt an do jo och vu kengem contestéiert gëtt.

Mir sinn och weeder déi Eenzeg nach déi Éischt, déi esou eng Bepräisung aféieren. Weltwäit gëtt et net manner wéi 30 Länner, an deenen eng CO_2-Bepräisung schonn do ass. Mat 20 Euro d'Tonn leie mer iwwerdeems am Verglach mat eisen Nopeschlänner relativ gutt. A Frankräich kascht den CO_2 45 Euro d'Tonn. An och an Däitschland kritt den CO_2 e Präis ab dem 1. Januar 2021, a bei hinne läit dee bei 25 Euro d'Tonn. Den europäesche Spëtzereider beim CO_2-Präis ass iwwregens Schwede mat 130 Euro d'Tonn CO_2.

Här President, déi zousätzlech Recettë sinn awer net einfach do, fir dass de Staat méi Suen an der Täsch huet. Nee! Si ginn direkt erëm a sozial a Klimamesuren zréckinvestéiert. D'Hallschent vun de Recettë wäerten den neien Energie- a Klimafong alimentéieren, fir konkreet Projeten zum Klimaschutz ze finanzéieren. E groussen Deel dovu geet indirekt och erëm un d'Leit zréck a Form vu Subside fir energeetesch Sanéierungen, Autoe mat niddregen Emissiounswäerter, duuss Mobilitéit a Fotovoltaikanlagen; fir just dës ze nennen.

Déi aner Hallschent lant bei deenen, déi et am meeschte brauchen. Wéi de Finanzminister annoncéiert huet, gëtt net just d'Allocation de vie chère ëm 10 % gehéicht, mee et gëtt och en neie Crédit d'impôt vu 96 Euro fir Leit mat niddregem Revenu agefouert, fir d'Präisdeierecht vu Bensinn, Gas a Masutt ze kompenséieren. Dat ass fir eis sozial gerecht Klimapolitik!

Vereenzelt Leit gesinn dat anescht. Déi mengen, domat géif d'Regierung de Leit eppes total Verréckt es zoumudden: D'Regierung deet d'Leit bezuelen, einfach esou, ouni Rücksicht op Verloschter. Ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, méi eppes Absurdes hunn ech nach kaum héieren an dëser Diskussioun. Souguer de Statec confirméiert dat, wat ech gesot hunn, nämlech, dass déi Stéit mat niddregem Akommes net zousätzlech belaascht ginn, well déi Méikäschten op engem anere Wee kompenséiert ginn.

Dowéinst, kommt, mir diskutéieren op Basis vu Fakten, sachlech an ouni Opreegung, well mat Populismus a Panikmaacherei ass weeder der Diskussioun nach dem Klima gehollef!

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, alles an allem sti mir als DP voll a ganz hannert dësem Projet, sou wéi mer och hannert der Klimapolitik vun der Regierung stinn. Besonnesch si mer der Meenung, dass mat dësem Text wierklech e staarkt Fundament gegoss gëtt, fir déi zukünfteg Politik an dësem Beräich drop opzebauen, eng Politik, bei där Transparenz a Participatioun ganz groussgeschriwwe ginn. Mir ginn eis als Land heimat d'Méiglechkeet, fir eng effikass Klimapolitik ze maachen, se ze evaluéieren an och ze adaptéieren, dëst op enger wëssenschaftlecher Basis. An dat kënne mir nëmme gutt heeschen.

Här President, dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Ech soen awer och dem Rapporteur villmools Merci fir seng zwee Rapporten, souwuel säi schréftleche wéi säi mëndlechen. An ech ginn heimat dann och den Accord vun der DP-Fraktioun. An ech géif Iech och hei den Accord da ginn, vu mir mat mengen aneren eelef Kolleegen aus der DP-Fraktioun, zur Motioun, déi jo da vun den dräi Majoritéitsparteien an de Piraten, wann ech de Rapporteur richteg verstanen hunn, och esou ënnerschriwwe gouf.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur François Benoy fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an och fir seng ganz engagéiert Aart a Weis, wéi en déi Diskussiounen an der Kommissioun geleet huet, an och fir säin engagéierte Rapport hei op dëser Tribün. Hie lieft dat, wat en do mécht. Dat ass och gutt esou.

Och wann d'Coronapandemie eist Liewen op d'Kopp gedréit huet, esou dierfe mer d'Klimakris net vergiessen. Well och wa mer d'Coronapandemie warscheinlech eng Kéier an de Grëff kréien, ouni se ganz kënnen auszeradéieren, well se ëmmer en Deel vun eisem Liewen awer bleift, esou wäert d'Klimakris eis nach vill méi laang beschäftegen. Energie a Klima sinn d'zentral Prioritéite vun dëser Regierung. An dëst gouf och bewise mam Ofstëmme vum ambitiéisen nationalen Energie- a Klimaplang, dem PNEC.

Mir sti virun enger ganz grousser Erausfuerderung. An all weider Efforte sinn net vu Muttwëll an och immens néideg, fir dat 1,5 -Grad-Zil anzehalen. Et dierf een duerfir d'Ziler am Klima- an Ëmweltschutz op alle Fall net aus den Ae verléieren. Fir d'Klimakris, Dir Dammen an Dir Häre, gëtt et keen Impfstoff. Duerfir brauche mir ambitionéiert Klima- an Energieziler an och en ambitionéierte Klima- an Energieplang.

Mir musse séier handelen. An dat ass absolutt noutwendeg, well eis Zäitfënster, déi mer hunn, déi ass kleng. Als LSAP sti mer hannert dësen ambitionéierten Ziler bis 2030 vu minus 55 % CO_2-Ausstouss, 44 % méi Energieeffizienz a 25 % erneierbaren Energien. A mir stinn och dozou, dass mer bis 2050 klimaneutral solle sinn. Dat ass, Dir Dammen an Dir Häre, net nice to have, mee dat ass eng absolutt Necessitéit!

Mir stinn och hannert dësem Gesetzesprojet 7508, iwwert dee mer haut hei debattéieren, dee sech konkreet - et ass schonn e puermol gesot ginn - an dräi Deeler opdeelt. Dee setzt hei de legale Kader fir eis national Klimapolitik, dat heescht fir de PNEC och kënne konkreet ëmzesetzen. E schaaft och e spezielle Fong, de Klima- an Energiefong, deen dee vun 2004 ersetzt oder op deem opbaut. An e setzt och gläichzäiteg d'EU-Direktiv 2018/410 iwwert den Emissiounshandelssystem ëm.

Vun dëser Klimakris si mir alleguerte betraff. Mir mussen alles drusetzen, fir dës Klimaziler ze erreechen. Mee sécherlech sinn net all Aktivitéitssecteuren hei d'selwecht betraff a si stoussen och net alleguer déi selwecht Unzuel a Quantitéit un Zäregasen aus. An duerfir begréisse mer, dass sektoriell Objektiver festgeluecht ginn, an dëst fir d'Secteure vun der Industrie, vun dem Transport, vum Bau, vun der Agrikultur a vun der Offallgestioun. Et ass gutt, dass déi jeeweileg Secteuren esou méi responsabiliséiert ginn. A wann ee Secteur a sengem Domän d'Reduktioun vun den Emissiounen net erreecht, da kann en dat kreditéiert kréien, kontabiliséiert kréien op de Kreditt vun engem anere Secteur. An dat ass och gutt esou.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetzesprojet ginn och zwee nei Organer geschafen, d'Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique an den Observatoire de la politique climatique. E gemeinsamen Dialog ze sichen ass eis wichteg. All zesumme si mir haut betraff, soudass déi Plattform hei och richteg Sënn mécht an och néideg ass, fir weiderhi kënnen zesummen um PNEC ze schaffen a virun allem, fir all Acteuren direkt am Virfeld mat u Bord ze huelen. Dat war beim éischte Plang net direkt de Fall. Mee: « Chacun apprend de ses erreurs. » An dat ass och gutt esou.

En Observatoire ass an eisen Aen och extreem wichteg, zemools och fir déi ënnerschiddlech Käschte vun de Moossnamen an déi erwaart CO_2-an Energieaspuernisser kënnen ze analyséieren an ze bewäerten. Hei gi mer nach eemol mat op de Wee, dass et fir eis als LSAP wichteg ass, déi sozial Komponent och ze berücksichtegen. De Max Hahn huet et gesot: Den Développement durable baséiert op dräi Sailen. An déi dräi Saile sinn à l'équité gradesou wichteg eng wéi déi aner. An duerfir ass et och wichteg, dass een op déi dräi Saile kuckt: d'Ekologie, d'Ekonomie an awer och déi sozial Komponent.

Et muss un eng nohalteg Entwécklung fir eis all geduecht ginn. An ouni déi sozial Dimensioun wäerten och all Efforte fir d'Ëmwelt sënnlos sinn. Et muss een e Bilan zéien an d'Moossname mussen dann och prioriséiert ginn an et muss gekuckt ginn, wéi eng Moossnamen elo opportun ze huele sinn, fir dass mer d'Ziler erreechen. Et ass duerfir ganz wichteg, Analysen ze hunn, déi et erméiglechen, den Impakt vun de Moossnamen erauszefannen an esou ze gesinn, ob duerch ënnerschiddlech Moossnamen eis Energie- a Klimaziler eventuell méi séier erreecht géife ginn. An et muss een do och eng Kéier de Käschtepunkt géint d'Resultat leeën a kucken, wat do am beschte wierkt a wou mer déi bescht Resultater hunn.

Op alle Fall ass et esou, dass mer eis zum jëtzegen Zäitpunkt keng Moossname kënnen erlaben, déi nach méi sozial Inegalitéite mat sech bréngen. An nach eemol: Et ass fir eis och wichteg, dass dat alles zäitno geschitt. Déi Zäitfënster, déi mer hunn, déi ass kleng, an d'Erausfuerderunge si grouss.

Här President, en anere Volet vun dësem Gesetzesprojet ass d'Schafe vun engem Spezialfong Klima an Energie, deen op deem existente Fong vun 2004 opbaut. Hei gëtt eng besser Klimafinanzéierung geschafen. An dat kënne mir just begréissen. D'Änderunge maachen de Fong vill méi fäeg, vill méi kompetent u sech, fir all d'Erausfuerderungen unzegoen. Déi berechtegt Investitioune ginn opgelëscht. An esou kann een dat dann och kloer noverfollegen, wat hei gemaach gëtt.

Zousätzlech gëtt och déi europäesch Direktiv betreffend den Emissiounshandelssystem ëmgesat. Mir begréissen och all Efforten, déi hei gemaach ginn, fir d'Emissioune weider erofzedrécken, an dëst an ënnerschiddleche Secteuren, awer och an deem vun de Gebaier, deen nach ëmmer, trotz Efforten, ee vun deene gréissten CO_2-Produzente bleift.

Ech ginn hei elo bewosst net op déi eenzel Mesuren an. Dat hu meng Virriedner, souwuel de François Benoy, deen dat e bësse méi am Ganzen, am Globale gesinn huet, wéi och de Paul Galles an de Max Hahn hei in extenso gemaach. An et huet jo kee Sënn, dass mer alles hei dräimol soen. Et ass schonn alles gesot ginn, mee nach net vu jiddwerengem. Dat muss net heibanne sinn.

(Interruptions)

Duerfir wëll ech mech hei nach méi kuerzfaassen.

Här President, als LSAP ass et nach ëmmer dee richtege Moment, méi wéi jee, fir weider un enger klimaneutraler Wirtschaftspolitik ze schaffen. Mir musse vun dëser Kris, déi mer am Moment hunn, profitéieren, fir eis Wirtschaft méi nohalteg, méi regional an op Kreeslafwirtschaft baséierend Circuiten opzebauen, ouni dass dobäi déi sozial Komponent an de Vergiess geréit. A mir sollen oppassen, dass mer net mir näischt, dir näischt, wann et elo erëm eng Kéier besser geet, an deen ale Modell zréckfalen. A mir mussen do fir eis nächst Generatioune suergen, fir eng gerecht Verdeelung vun de materielle Ressourcen, fir Liewenschancen a fir Liewensqualitéit ënnert de Generatiounen. Dat si keng eidel Wierder! Dat ass eng grouss Erausfuerderung an där musse mer eis hei stellen, well elo ass de Moment, fir dat ze maachen. Wa mer nach e bësse waarden, da brauche mer et vläicht eng Kéier guer net méi ze maachen, well dann ass et ze spéit.

Ech géif dann och den Accord vun der LSAP gi fir dëse Gesetzesprojet an och den Accord fir déi Motioun, déi zu dräi Majoritéitsparteien a mat de Piraten hei deposéiert an ënnerschriwwe gouf. Et ass eng Opzielung vun enger ganzer Rei vu Moossnamen, déi am PNEC stinn an déi och konkreet Ëmsetzungen da si vun deenen Ziler, déi mer wëllen erreechen. An duerfir gëtt et och dofir eisen Accord.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, et vergeet keen Dag ouni Hiobsbotschaft iwwert de Klimawandel an de Medien, vu Politiker an och vu politeschen Aktivisten. Soubal et eng Zäit net reent, dann ass et de Klimawandel. Oder wann et eng Kéier ze vill reent, dann ass et de Klimawandel. Wann am Wanter Schnéi ass, dann ass et de Klimawandel. Wann am Wanter kee Schnéi ass, dann ass et och de Klimawandel. Wann eng Kéier staark Donnerwieder am Mëllerdall sinn, dann ass et de Klimawandel. Wann de Bësch brennt a Kalifornien, dann ass et de Klimawandel. An d'Saach op d'Spëtzt gedriwwen hat eng Journalistin vun eiser nationaler Televisiounschaîne am Mäerz 2019, wéi se gesot huet, duerch de Klimawandel kéim et zu Äerdbiewen.

Une voix.- Jo.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Ech hunn deslescht vun engem jonke lëtzebuergeschen Aktivist gelies, dass hien Angscht huet, dass seng Kanner net méi hei op dëser Äerd kéinte liewen, wa mir net direkt eppes maachen. Sou wäit si mer scho komm mat där ganzer Hysterie!

Duerfir: Mir vun der ADR si klipp a kloer géint Hysterie, géint Angschtmaacherei a géint Panikmaach.

(Interruptions)

Mir mussen oppassen, dass mer un déi ganz Diskussioun mat där néideger Sachlechkeet eruginn!

Kloer ass: Mir mussen eis op ofgeséchert wëssenschaftlech Erkenntnisser verloossen. Mee mir mussen eis awer och bewosst sinn, dass villes vun deem, wat eis als Fakte presentéiert gëtt vu Medien an Aktivisten, nëmme Klimamodeller sinn, déi probéieren, d'Veränneren am Klima esou gutt wéi méiglech iwwert déi nächst 20, 50 an 100 Joer virauszesoen. Do gëtt et, wéi och bei Wiedervirausson, eng signifikant Onsécherheet dran, déi net ze ënnerschätzen ass. An do huele sech oft d'Medien, an zemools och déi gréng, déi extreemst Zenarien oder Interpretatiounen eraus a maachen de Leit Angscht a versetze si a Panik. An déi Angscht benotze si dann, fir hir ideologesch Politik duerchzepushen, och wann et iwwerhaapt net kloer ass, dass hire Wee an hir Liblingstechnologie déi richteg sinn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Eis als ADR sinn den Ëmweltschutz an den Naturschutz immens wichteg.

(Brouhaha)

Ëmweltschutz wéi och de Schutz vun eise Ressourcë leien eis um Häerz.

(Brouhaha)

An dat ass eppes, wat all räsonabele Mënsch kann ënnerstëtzen, ob en elo un déi extreemst oder och un déi moderaatst Zenarie vun der Äerderwiermung gleeft.

(Interruption)

Mee dat, wat wierklech geféierlech ass fir eis Gesellschaft an och fir d'Ëmwelt, ass eng radikal Wend ze maachen, ouni vill nozedenken iwwert déi wirtschaftlech a sozial Konsequenzen. Well och déi gréng wëssen net, wat fir eng Technologie sech wäert an Zukunft gutt oder schlecht entwéckelen.

Ech wëll hei kloer soen: Iwwert déi lescht Joerzéngte konnt een e liichten Erwäermungstrend vun ongeféier engem Grad feststellen. Déi Klimaveränderung kann duerchaus och deels natierlechen Ursprongs sinn. Mee ouni Zweifel huet och de Mënsch en Impakt, zemools duerch d'Verbrennung vu fossille Stoffer, déi Zäregaser produzéieren. Dat kann dominant sinn, muss awer net.

Ech ginn elo net an d'Diskussioun an iwwert d'Klimamodeller, ob elo ee Grad, zwee Grad oder véier Grad, dat ass einfach net ouni Onsécherheet elo viraussobar. Mee ech soen emol salopp: Dat ass och elo net dat Wichtegst! Fir eis als pragmatesch Partei ass dat Wichtegst: Wéi kann een elo realistesch eppes maachen als kleng Natioun? A wat gëtt gemaach?

Gemaach gëtt hei am Land alles, fir d'Ziler net ze erreechen! 500.000 Awunner am Joer 2010, 630.000 Awunner am Joer 2020. Mir wuessen, wuessen, wuesse schnurstracks Richtung eng Milliounn Awunner!

Mir bauen a bauen, betonéieren, rappen Haiser of, bauen neier. E risege Verschläiss u Ressourcen! Mir sinn elo schonn iwwerfëllt. An da gëtt hei nach andauernd gesot, mir missten nach méi bauen, nach méi schnell wuessen! Dat ass de Contraire vun deem, wat Der eigentlech wëllt, well dat Ganzt ass eng Politik vun de Widdersprëch, wann op där enger Säit en total iwwerdriwwene Wuesstum gefërdert gëtt an op där anerer Säit da vum Reduzéiere vum Energieverbrauch geschwat gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Mir hunn an de leschte 25 Joer esou vill zougebaut wéi an den 2.000 Joer virdrun! Zwee Hektar den Dag!

Ma wann ech eppes fir d'Natur an och fir d'Mënsche wëll maachen, an dat ass jo dat, wat och haaptsächlech déi gréng ëmmer virgi mat Gréngflächen halen, Wuesstum a Fro stellen, da muss een dat bremsen! Am Joer 2030, dann, wann dat Zil vu minus 55 % soll erreecht sinn, da wäerte mir hei zu 800.000 Awunner sinn, iwwerfëllt; dat gëtt schrecklech!

Une voix.- O!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Mir missten also fir d'éischt zu engem verstännege Wuesstum zréckkommen. An dat huet fir eis och net nëmme mat Klima ze dinn, mee mat gesondem Mënscheverstand.

Genausou ass et mat Energie a Ressourcë spueren. Natierlech musse mir kucken, fir manner fossill Rostoffer ze verschwenden, eis Ressourcen um Planéit ze schounen. Mir sollen och onofhängeg gi vum Import vun Ueleg a Gas, souwäit et geet, aus dem Mëttleren Osten, aus Russland. Dat ass jo och geostrateegesch ganz wichteg. Mee mir mussen et mat Verstand maachen!

A wat mer hei gesinn, dat ass iwwert de Knéi gebrach. Hei gëtt d'Delokaliséierung vun der industrieller Produktioun gefërdert. Mir hu jo och gesinn, wat geschitt elo wärend der Coronakris, wou mer op eemol mierken, dass mer hei keng Medikamenter méi produzéieren a keng Masken, ëmmer manner Stol, wie weess, iergendwa vläicht kee méi. Mir dierfen dach net esou ofhängeg ginn, dass mer chineeseschen Diktatore mussen nolafen, fir Hëllef ze kréien!

Am September huet de Chef vun ArcelorMittal Lëtzebuerg op RTL gesot, duerch déi héich CO_2-Taxen, déi d'Industrie an Europa ze bezuelen hätt, wär een einfach net konkurrenzfäeg, wann dat am Rescht vun der Welt net géif geschéien. An do geschitt et doudsécher net esou wéi hei!

An dann de Stroum: Mir verbrauche pro Joer 6.500 Gigawattstonnen a produzéieren der ongeféier 1.000. Do feelt ganz vill. An de faulen Trick ass: D'Produktioun vum CO_2, déi gëtt deene Länner ugerechent, déi de Stroum produzéieren, an net deenen, déi e verbrauchen! Mir verbrauchen en, mir produzéieren en awer net. Dat heescht, et ass quasi gefuddelt, e bëssen esou wéi och beim Tanktourismus. Mir kafen Atomstroum a mir kafe Kuelestroum, mee mir kréien en awer net ugerechent. Mir produzéiere bal näischt, an d'Gaskraaftwierk zu Esch hu mer och nach zougemaach!

Esou léisst et sech dann natierlech bequeem wirtschaften, ganz nom Motto „aus den Augen, aus dem Sinn", an de Stroum, dee kënnt da wuel aus der Steckdous. An da léisst et sech och einfach soen: „Mir huele Google op Lëtzebuerg", déi ganz vill Stroum brauchen. Jo, mir produzéieren e jo net, mir importéieren dann eebe Stroum, dee vill CO_2 produzéiert oder aus Atomenergie kënnt.

À propos Atomenergie. Am Gesetz steet: « Le recours à l'énergie de source nucléaire est exclu pour atteindre les objectifs visés […]. » Dat heescht souvill wéi „Atomkraaft ass verbueden". Jo, schéin! Ech froe mech zwar, wéi ee rosaroude Brëll een do muss unhunn! Well Fakt ass, mir benotzen hei Atomkraaft! Mir benotzen Atomstroum, Dir wësst et alleguer. Den Undeel un Atomstroum, dee louch 2018 bei 10,4 %. Voilà! Mir benotzen ënner engem gréngen Energieminister Atomstroum zu Lëtzebuerg.

(Interruption par M. Claude Turmes)

Dat ass d'Realitéit!

(Interruption)

Ma da sidd éierlech a sot de Leit et an haalt op, hinne Sand an d'Aen ze streeën!

Da gëtt geschwat vu sozialer Gerechtegkeet dobäi. Wat ass da sozial gerecht? Natierlech wäerten déi Aarm am meeschten drënner leiden! Klimaschutz ass net sozial!

An et wäert en negativen Impakt hunn op d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft an Industrie. Et wäert en negativen Impakt hunn op eis ëffentlech Finanzen. Jo, mir ginn heiduerch e Stéck méi aarm! An da wësse mer nach net, wat dat Ganzt mat sech bréngt vu Rateschwanz, well alles dat, wat mer hei soen, dat ass jo just eng Rumm. An den Inhalt, wéi jo och gesot ginn ass, dee soll jo eréischt méi spéit kommen a Form vu groussherzogleche Reglementer.

Mir stëmmen am Fong hei eppes, wou mer net wëssen, wat genee dat Ganzt mat sech bréngt.

A wat wäert kommen? Hei ass alles, wat op eis duerkënnt: méi Steieren, déi näischt bréngen; méi Fuerverbueter, déi näischt bréngen; Klimaquoten, déi näischt bréngen; blann Elektromobilitéit, déi näischt bréngt, an zu gudder Lescht Honnerte vu Millioune vun Aboussen, well mer den Tanktourismus wëllen ofschafen. Vill Suen, déi feelen dann, well déi ginn da gebraucht fir de Klimafonds an net fir aner Saachen.

Bravo! Wa mer fäerdeg sinn domadder, wann déi gréng fäerdeg sinn domadder, da si mer faillite! An et gesäit een et jo och elo schonn: Dëst Joer hu mer d'Ziler vun der Reduktioun vun den Zäregaser erreecht. Wow! Firwat hu mer se dëst Joer erreecht? Dir wësst et: wéinst der Coronakris, déi eis Wirtschaft wärend Méint lamgeluecht huet. An dat weist eppes ganz, ganz gutt: Déi Ziler vu minus 55 % si just ze erreechen, wa mir an den nächsten zéng Joer all Joer eng Kris hunn an d'Wirtschaft zesummebrécht. Dat ass d'Realitéit!

Mee och déi aner Parteie liewen net an der Realitéit oder hunn net de Courage, eng realistesch Politik ze maachen, well se Angscht hu viru grénge Fanatiker, souwuel am Europaparlament wéi och hei. Mir hu keng Angscht! An dat ass de groussen Ënnerscheed zwëschent eis an de populistesche Parteien, …

(Brouhaha général et exclamations)

… déi de Leit eng radikal a schnell Energiewend verspriechen.

(Brouhaha et interruptions)

An da sidd wannechgelift e Minimum realistesch! Mir brauchen x Joer, fir e Stadion ze bauen. Mir brauche Joerzéngte fir eng Nordstrooss. Mir brauchen aacht Joer, fir eng Klinick ze bauen. Mir brauchen zéng Joer, fir eng drëtt Spuer op der Diddelenger Autobunn ze bauen. An elo wëllt Der bannent zéng Joer 55 % manner Emissiounen hei am Land! Wéi soll dat da goen an zéng Joer?

Déi ganz Wirtschaft an déi ganz Liewensaart a -weis sollen an zéng Joer op d'Kopp gedréit ginn. An Dir wäert gesinn, an ech soen et elo haart an däitlech: Wann alles gutt geet, wäerte mer emol net d'Hallschent, 27,5 %, dovun erreechen. An ech mengen, déi meescht vun lech wëssen och, dass dat esou wäert sinn.

Är Klimapolitik ass aus all deene Grënn, déi ech hei opgezielt hunn, voller Widdersprëch, ganz schlecht a si ass net méiglech. Pardon, dach, si ass, si wier vläicht méiglech, si ass vläicht méiglech, wa mer hei eng total Kris kréien, wann eise Bruttosozialprodukt an de Keller geet, wa mer Rezessioun hunn, Aarmut, industriellen a wirtschaftlechen Ënnergang. Jo, da packe mer et! Dir wëllt dat vläicht, mir net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Et ass näischt einfach op dëser Welt. An zemools d'Klimaziler ze erreechen ass wierklech keng einfach Saach, an dat gesi mer och un deem Projet de loi. Mir gesinn dat aneschters wéi d'ADR. Mir wäerten dat Gesetz och net matstëmmen, mir wäerten eis enthalen, mee aus ganz aneren Ursaachen natierlech och.

D'ailleurs, et stëmmt, warscheinlech ass nach ni esou vill gebaut ginn zu Lëtzebuerg, esou vill wéi an deene leschten 2.000 Joer. Ech géif souguer soen, wéi an deene leschte 5.000 Joer, 10.000 Joer, 100.000 Joer, zënter dem Big Bang ass nach ni esou vill gebaut ginn zu Lëtzebuerg, oder zënter deene leschte 6.000 Joer, wéi et am Alen Testament heescht - well ech mengen, d'ADR gleeft éischter dem Alen Testament wéi der Wëssenschaft.

(Brouhaha)

Dovunner ofgesi wéilt ech awer e puer Wierder verléieren. Ech hu gesot, mir géifen eis enthalen. Mir enthalen eis aus verschiddenen Ursaachen: wéinst

dem Inhalt, e bëssen och wéinst der Prozedur. Well et muss een awer soen, datt dëse Projet de loi, deen awer wierklech net onwichteg ass, am Dezember (veuillez lire: Dezember 2019) deposéiert gouf. Et ass laang näischt komm. Et kann een natierlech soen: covidbedéngt. Jo oder nee? Ech weess et och net. Mee op eemol kann een och verstoen, datt laang näischt komm ass, a mir sinn och net déi, déi soen: „Et muss op eemol ganz schnell goen an et hätt sollen innerhalb vun dräi Méint ofgeschloss ginn."

De Problem ass awer deen, datt op eemol et erëm zréckkënnt an da muss alles innerhalb vun dräi Wochen ofgeschloss ginn, an enger Zäit, wou ech awer ka behaapten - an ech mengen, mir sinn zu ganz vill hei an dëser Chamber, déi dat kënne behaapten -, datt mer wierklech um Enn vum Joer vu moies bis owes a Kommissioune sëtzen. Ech weess net, ob d'Kolleegen an der Regierung sech ëmmer bewosst sinn, wat et bedeit, Deputéierten ze sinn, datt een net nëmmen ee Sujet behandelt an datt een och net ganz kompetent professionell héich Beamten zur Verfügung huet. Mee mir hu ganz kompetent Attachéen, déi och d'Rad schloen, well se mussen iwwer Logement, iwwer Educatioun, iwwer Ëmwelt, iwwer Wirtschaft, iwwer Finanzpolitik, Aussepolitik, Verteidegungspolitik, Travail, Sécurité sociale, alles behandelen zu e puer. An da kommen och nach esou Texter, déi ganz schnell mussen iwwert d'Bün goen. Dat ass net ganz seriö!

Am ursprénglechen Text, Här President, huet et geheescht, datt d'Klimakadergesetz déi grouss Ziler a Prinzippie vun der Lëtzebuerger Klimapolitik soll festleeën. Dernieft soll och en institutionelle Kader gesat ginn an d'Ëmsetzung vun den EU-Direktive séchergestallt ginn.

Wat ass elo dovunner am Gesetz? Ma mir mengen, just dee leschte Punkt, also de Kader, woumat dëst Gesetz wéineg méi wéi just eng Formalitéit ass. Well kommt, mir sinn elo éierlech: Wéi eng Ziler gi gesat? Nieft deenen Ziler, déi am Kader vun den EU-Klimadirektive festgeluecht sinn, steet hei kee verbindlecht Zil dran. D'Zil, fir minus 55 % bei den Zäregasemissioune bis 2030 ze erreechen, ass keng Obligatioun.

Wéi eng Prinzippie ginn etabléiert? Nodeems de Staatsrot derduerchgefuer ass, kann ee soen: „Keng!" Ganz wichteg Grondsätz wéi déi vun der Klimagerechtegkeet, vun der sozialer Equitéit, vum Wouerhuele vun den Ëmweltproblemer insgesamt, déi si gestrach ginn; de Kolleeg Galles ass virdrun drop agaangen.

De Staatsrot huet gemengt, datt een déi sozial Gerechtegkeet misst definéieren, si wier net definéiert. Do ginn et zwou Méiglechkeeten: Et léisst een et falen, ganz einfach - bloum! -, oder et versicht een, dat Ganzt emol ze definéieren, et versicht een, sozial Gerechtegkeet am Klimakontext ze definéieren. An dat wier eng spannend Diskussioun gewiescht, mee selbstverständlech kann dat net goen, wann een innerhalb vun dräi Wochen alles dalli, dalli muss hei iwwert d'Bün bréngen an duerchboxen.

Déi eenzeg wierklech Norm, déi am Gesetz steet, ass de Verzicht op Atomenergie bei der Erreechung vun de Klimaziler. An ouni wëllen d'Atomenergie a Schutz ze huelen, mee mir wësse jo ganz genau, datt d'Atomenergie net de Problem ass bei den CO_2-Emissiounen. Natierlech ass et richteg fir ze soen, et soll een net dorobber zréckgräifen, fir duerno spueren ze goen. De Problem ass jo awer deen - an dat ass en aneren Theemekomplex an dorobber ass den Här Galles zu Recht och agaangen -: Elektroautoen, Digitaliséierung, déi accru ass, déi anscheinend alles wäert vereinfachen, dat ass e Klimakiller, dat Ganzt. An dat wäert net einfach esou vum Himmel gefall kommen, dat alles wäert immens vill Energie kaschten, entweeder Atomenergie, weiderhin, oder och fossill Energien, déi transforméiert ginn. Also muss ee ganz gutt oppassen.

An et muss een natierlech och soen: Déi gréisst Emittente vun Zäregaser sinn eeben an der Stol- an an der Zementindustrie - bon, do a bei Cattenom -, mee justement och an der Stolindustrie, wou justement ArcelorMittal deen ass, deen d'Atomenergie kritt. Dat huet natierlech och en direkten Impakt op d'Lëtzebuerger Klimapolitik, sief et beim Verkaf vun Emissiounsrechter oder bei de Recettë bei der CO_2-Steier.

D'Gesetz gesäit d'Schafung vu sektoriellen Ziler vir, mee d'Fro stellt sech awer och do, wat déi wäerte sinn. Et ass net kloer, opgrond vu wéi engem Zilwäert bei den Emissioune bis 2030 hei solle sektoriell Ziler festgeluecht ginn. Am Gesetz steet, datt dës Reduktiounsziler pro Secteur op der Grondlag vum europäesche Reglement vun 2018 solle festgeluecht ginn. Dat Reglement gesäit awer eebe just déi minus 40 % bis 2030 vir. Fir eis stellt dat dat méi ambitiéist Zil vu minus 55 % bis 2030 nach méi a Fro. Wou ass d'gesetzlech Grondlag, fir méi ambitionéiert Ziler a Richtung minus 55 % festzeleeën?

D'Wierksamkeet vun de sektoriellen Ziler ass doriwwer eraus guer net esou evident. Jo, an dat ass och gesot ginn: Et feelt e Reglement. D'Gesetz ass am Dezember vum leschte Joer deposéiert ginn, d'Reglement ass nach ëmmer net do! Iwwerhaapt, firwat ass kee Reglement do?!

Ech hoffen, mir wäerten dem Här Galles seng Motioun ënnerstëtzen, fir datt mer et bis am Januar wäerte kréien! Mee ech zweifelen drun. D'Reglement ass net do, well se sech an der Koalitioun net eens sinn - dat muss een awer klipp a kloer soen! Dat ass de Problem; Lëtzebuerg ass kleng, et kritt ee Saache mat. Dir sidd Iech net eens ënnert de Ressorten, well warscheinlech net jiddereen - warscheinlech net Dir, Madamm Ministesch -, mee well warscheinlech net jiddereen am Cabinet vun dëser Bettel-Regierung déi Klimaziler wierklech seriö hëlt, och trotz de schéine Sonndesrieden, déi mer vum Finanzminister gemaach kréie. Mee mir wäerten nach bei de Budgetsrieden dorobber zréckkommen, well ech mengen, dat muss een awer och eng Kéier ganz kloer soen.

An dovunner ofgesinn, den Artikel 5 vum Gesetz, deen awer och dat zukünftegt Reglement definéiert mat: „en fonction de l'impact social, économique et budgétaire", dat seet villes an näischt. „En fonction de l'impact social", jo, jo, jo, doriwwer léisst sech wierklech diskutéieren. „En fonction de l'impact budgétaire", wat heescht dat? Wat fir enger Reegelung wäert dat ënnergeuerdent ginn? Gëtt duerno gesot: „O hei, do musse mer awer oppassen!"? Also dat sinn awer Froen - à la limite hätt ee kënne soen: „Dat Gesetz kann een net matstëmmen", éierlech gesot. Mir sinn nach fein, wa mer eis enthalen. Mee mir wëllen awer all Effort a Richtung Klima ënnerstëtzen.

Wann iwwerschësseg Emissiounen, Här President, ëmmer erëm och op dat nächst Joer kënne reportéiert ginn, wéi ass dann iwwerhaapt garantéiert, datt et och wierklech zu den néidegen Efforte kënnt, fir den Zäregasausstouss an de verschiddene Secteuren ze drécken? D'Regierung schéngt hei erëm déi Léisung ze hunn, si läit natierlech erëm op der Hand: Amplaz dohinnerzegoen an an de jeeweilege Secteuren nozebesseren, gëtt villméi op eppes zréckgegraff, woumat Lëtzebuerg jo vill Erfarung huet, nämlech Kompensatiounsmesuren, déi allméiglech Forme kënnen unhuelen, just net déi vun de Reduktioune vun den Zäregasemissiounen op eisem Territoire.

Et kann ee vill doriwwer diskutéieren, awéifern Lëtzebuerg duerch Mesuren um eegenen Territoire kann d'Ziler erreechen. Ech froe mech awer, ob e Land wéi Dänemark zum Beispill sech déi Fro net och gestallt huet, wéi se e verflichtend Minus-70 %-Zil bis 2030 an hiert Klimagesetz geschriwwen hunn, wat ausschliisslech mat Mesuren um eegenen Territoire muss erreecht ginn; mat der Ënnerstëtzung vun eise Kolleege vun den Eenheetslëschten, dat muss ech och nach soen. Vläicht ass déi Zilsetzung hei héich gegraff, vläicht packe se dat jo och net, dat muss sech weisen, mee si engagéiere sech zu deem Zil. Si verflichte sech politesch a mussen elo och liwweren.

Här President, mir haten als déi Lénk och d'Fuerderung no engem Klimagesetz am Walprogramm stoen. Dofir kritiséiere mir hei och net d'gesetzlech Initiativ u sech, mee dat, wat dobäi erauskomm ass.

E weidert, anert Element am Gesetz, dat fir eis net zefriddestellend ass, ass den institutionelle Kader vun der Klimapolitik. Wann nei Institutiounen, wann nei Prozedure geschafe ginn, da muss een de Leit awer och d'Méiglechkeet ginn, sech wierklech ze bedeelegen. An dat ass erëm eng Kéier net esou richteg vun der Regierung gewollt.

Mir hu schonn am Kader vun der Debatt ronderëm de Klima- an Energieplang kritiséiert, datt d'Méiglechkeet vu Bedeelegung op den absolutte Minimum beschränkt bleift, a mat dësem Gesetz gëtt dëse Manktem fortgesat. Aner Länner hunn hei en anere Wee ageschloen, wéi Dänemark, dat justement a sengem Klimagesetz e Klimaforum mat kloren a verbindlechen Obligatiounen agesat huet. Et ginn och nach aner Beispiller. Ech hunn net vill Zäit, dofir ginn ech elo net dorobber an.

Mee wat wichteg ass, dat ass, datt dann Debatten entstinn, en Interesse entsteet. Et gëtt sensibiliséiert, et gëtt en Närbuedem geschaaft fir Iddien, dat verflicht an déi gesellschaftlech Acteure musse sech dann och positionéieren.

Mat dësem Gesetz gëtt zwar hei esou eng Klimaplattform geschaaft, mee aus deem Gesetz geet net ervir, no wéi enge Krittären déi zesummegesat ass, ob et en Auswalverfare gëtt a wéi dat Verfaren oflafe soll. Hei ginn erëm op déi almoudesch Aart a Weis Membere vum Minister nominéiert, fäerdeg, méi steet net dran! A mir wësse schonn, wéi et ausgeet: Da kréie mer erëm esou e bürokratesche „Comité Théodule", wou kee richteg matkritt, wat do leeft.

Datt mer eis net falsch verstinn: Mir ënnerstëtzen d'Schafung vun enger berodender Plattform genausou wéi déi vun engem wëssenschaftlechen Observatoire, mee dat muss och alles institutionell verankert ginn. Si mussen och eng gewëssen Autonomie hunn, si musse verflichtend Missioune kréien an déi mussen och an eng ëffentlech demokratesch Debatt afléissen; an net just zum Beispill Rapporten am Optrag vun der Regierung ufäerdegen, déi duerno am Tirang vun engem Ministère verstëbsen.

Här President, mir hunn donc e puer fundamental Problemer vum Gesetz ugeschwat: éischtens, datt dat Gesetz keng kloer Reegele festleet, zweetens, datt dat Gesetz och net déi demokratesch Matbestëmmungsméiglechkeete stäerkt. Dofir wëlle mer och hei eng Motioun deposéieren, Här President, an där mer dann awer och fuerderen, datt reegelméisseg, all Joer, verschidde Berichter an der Chamber hei solle presentéiert ginn: e Bericht, deen iwwert d'Situatioun, iwwert den Accomplissement vun den Objektiver a Matière vum Klima schwätzt, en Historique mat de Projektioune vun den Emissiounsgase par secteur, e Bericht och iwwert d'Recetten an d'Depensë vum Fonds climat et énergie an dann och nach e Bericht iwwert d'Mesuren, déi en cours sinn an déi och nach weiderhi geplangt sinn, fir all déi Objektiver am Klimaschutz kënnen ze erreechen. Wannechgelift.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- vu la motion votée le 16 mai 2019 qui constate l'urgence climatique et prévoit des efforts accrus tant au niveau national qu'européen en vue de réaliser une décarbonisation progressive de la consommation d'énergie au Luxembourg ;

- vu le Plan national en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021-2030 visant une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 par rapport à 2005 ;

- vu l'objectif à long terme de la neutralité climatique qui consiste à atteindre les « zéro émissions nettes » au Luxembourg d'ici 2050 au plus tard ;

- considérant le projet de loi n° 7508 relative au climat à l'ordre du jour de la séance publique du 8 décembre qui a e. a. comme objet la mise en place d'un cadre institutionnel de la politique climatique ;

- considérant l'introduction de la notion des objectifs climatiques sectoriels ;

- considérant la création de deux nouveaux organes, à savoir « l'Observatoire de la politique climatique » et la « Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique » chargés d'évaluer les mesures mises en place et de conseiller le Gouvernement respectivement d'aviser les mesures prises ou envisagées par le Gouvernement et de nourrir le débat public sur le climat ;

- considérant que le projet de loi précité procède à une actualisation de l'alimentation et des investissements éligibles du Fonds climat et énergie,

invite le Gouvernement

- à présenter annuellement à la Chambre des Députés un rapport concernant la politique climatique qui comporte au minimum :

• un rapport de situation concernant l'accomplissement des objectifs visés en matière de climat ;

• l'historique ainsi que les projections des émissions de gaz à effet de serre totales et par secteur ;

• un rapport sur les recettes et les dépenses du Fonds climat et énergie ;

• un rapport sur les mesures en cours ainsi que les mesures planifiées en vue de l'accomplissement des objectifs en matière de climat.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà. Ech mengen, ech hu meng Zäit schonn e bëssen iwwerstrapazéiert, dofir wäert ech awer ofschléisse mat enger Saach - an dat ass a mengen Ae wierklech dat Wichtegst -, op déi och den Här Galles richtegerweis agaangen ass, an ech mengen, et muss een erëm eng Kéier drop agoen: Well déi Fro vum Klima, et ass evident, et ass keen eenzege seriöe Wëssenschaftler op der Welt, deen dat a Fro stellt, datt et hausgemaach ass, datt et och zesummenhänkt mam ekonomesche System, mam neoliberale System, mam kapitalistesche System a Wierklechkeet, also datt et do ganz enk zesummenhänkt mat der Produktiounsaart a -weis, déi mer hei op dëser Welt hunn! An dofir si mer amgaangen ze bezuelen!

Et huet schonn ugefaangen! Dofir kann een emol net soen: „Dat si Projektiounen an dat ass Metaphysik." Et huet scho ganz kloer ugefaangen. A souguer wann haut, wa weltwäit d'Klimaziler elo haut direkt géifen erreecht ginn, dann hätte mer schonn immens vill Schued.

Dofir muss een d'Bevëlkerung mathuelen! An et kann een d'Bevëlkerung nëmme mathuelen, wann d'Bevëlkerung wierklech ka mat decidéieren a wann et och net antisozial gestaffelt gëtt, esou wéi sech dat virbereet an esou wéi mer dat och an de Budgetsdebatten nach wäerte kënnen diskutéieren. Soss geet dee Schoss no hanne lass! An dat kënne mer eis net leeschten, an déi nächst Generatioun nach manner!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Eis Piraten läit de Klima- an Ëmweltschutz um Häerz. Dofir wëll ech och scho virewech soen, dass mer zu den Ziler vun haut stinn an dëse Projet wäerte matstëmmen.

Als Éischt soen ech dem honorabele François Benoy Merci fir säin ausféierleche Rapport. D'Motioun vun de Majoritéitsparteien hu mer mat ënnerschriwwen a wäerte mer och matstëmmen.

Mir alleguerte liewen op engem Planéit a genee dëse Planéit mat all senge Schätz a Wonner gëllt et, haut an elo ze schützen an ze erhalen, domat mir - a ganz wichteg: och eis Kanner - vun dëser Natur liewe kënnen. D'Mënschheet huet gewisen: Mir kënnen op de Mound fléien a mir wäerte warscheinlech och an den nächste Joerzéngte bis op de Mars kommen. Et ass jo schéin a gutt, de Bléck op aner Horizonter ze geheien, mee, Här President, wat d'Mënschheet nach léiere muss, ass, dësem Planéit - eiser Heemecht, vun där mir all ofstamen - de Respekt entgéintzebréngen, deen e verdéngt huet.

Wann een d'Bilanz aus de leschte Joerzéngten a souguer Joerhonnerte kuckt, da muss ee soen: Et dierf keng Zäit méi verluer goen! Mir hunn e Klimawandel, eng Erhéijung vun den Äerdtemperaturen, déi derfir suerge wäert, dass all Deel op der Welt dauerhaft wäert verännert ginn: Länner a Küsteregioune wäerten iwwerschwemmt ginn, Regiounen, an deene virdru prächteg Bëscher waren, wäerten zu Wüste verdréchnen, Stied a Metropole wäerten dauerhaft mat Naturkatastrophe wéi Tornadoen, Stierm an Iwwerschwemmungen ze kämpfen hunn. Verännert Klimabedingunge plus eng Veraarmung vun eisem Bueden duerch eng intensiv Landwirtschaft wäerten dozou féieren, dass eis Versuergung mat Liewensmëttel, ma och dat seltent Gutt Waasser a Risiko kommen an dass domadder och d'Iwwerliewe vun der Mënschheet, och vun der Déierewelt insgesamt a Gefor ass.

Här President, dat heite si richteg Prognosen, opgebaut vu Wëssenschaftler, déi haut schonn iwwerall op der Welt änlech Phenomeener beobachten. Kee Krich, keng bis elo bekannt Katastrophe wäerten esou vill Doudesaffer fuerdere wéi eist Nethandele géint d'Klimakris.

Lëtzebuerg huet am Klimaschutz-Index, dee gëscht veréffentlecht gouf, nach weider Plaze verluer an eng Datz kritt. Et vergeet einfach ze vill Zäit, ier konkreet Moossname kommen. Beim Klimaschutz-Index vu gëscht leie mer elo tëscht der Ukrain an Ägypten, den EU-Duerchschnëtt ass däitlech besser wéi de Ranking vu Lëtzebuerg. Dat sollt eis ze denke ginn!

Natierlech kann een ëmmer soen: Dat klengt Lëtzebuerg kann eleng de Klimawandel net stoppen. Mee dorëms geet et jo guer net! Mir sinn net eleng, et ass eng grouss Unzuel vu Länner an der ganzer Welt, déi sech zu Paräis dozou verflicht hunn, sech géint de Klimawandel anzesetzen. Wa Lëtzebuerg sech e Kader setzt, wéi mer d'Klima schütze wëllen, da maache mer dat zesumme mat villen anere Länner op der Welt. A wa jidderee mat upeekt, ma da packe mer dat och a mir schütze gemeinsam eise Planéit.

Jo, Lëtzebuerg ass kleng, mee och mir mussen d'Ëmweltbilanz däitlech verbesseren an als gutt Beispill fir eng modern a fair Gesellschaft mam gudde Beispill virgoen. Fir eis Piraten ass et kloer: Natur an Ëmwelt, Mënschheet an Déiere sinn ze schützen. Mir Piraten sti kloer dofir an, fir d'Ziler vum Paräisser Accord ze erfëllen, souguer nach méi wäit ze goen, well mir sinn eis bewosst: Souguer mam Erreeche vun de Paräisser Ziler schwäche mer de Klimawandel am beschte Fall nëmmen of.

Och wa mir Piraten haut hei fir dëse Gesetzesprojet wäerte stëmmen, esou ass et awer nach ëmmer e Gesetz, dat eis am Ëmweltschutz net wäit genuch geet. Et ass eeben e Kompromëss. A wien d'Piraten kennt, dee weess, wéi héich déi mof Ambitiounen an der Ëmweltpolitik sinn an dass et eis net schnell genuch geet. Mee d'Zilrichtung ass gutt. De Paräisser Klimaaccord kritt heimadder e gesetzleche Kader, deen domat zu Lëtzebuerg Uwendung fënnt.

Wat allerdéngs d'Mesuren ugeet, déi d'Regierung duerchféiere wëllt, fir eng Dekarboniséierung vun eisem Land virunzedreiwen, do kommen Zweifel op. Huele mer zum Beispill nach eemol déi iwwer 200 Schëffer, déi ënnert dem Lëtzebuerger Fändel fueren, oder huele mer d'Kritik un de Kuerzflich Saarbrécke–Paräis: Näischt geschitt!

Wëlle mer eraus aus dem Tanktourismus, da musse mer ophalen, en Dumpingspräis um Diesel a Bensinn unzebidden. Jo, dat ass net beléift, mee et wär

eng gutt Ëmweltpolitik. Da muss d'Benotze vum Auto besteiert ginn, sollt en CO_2 an d'Loft pompelen, an net de Besëtz, wéi an der aktueller Autosteier. Dofir si mir Piraten kloer fir eng Autosvignette, bei där all Auto op den Ëmweltimpakt iwwerpréift gëtt, dat all Dag an net mat enger Flatrate.

Et feelt aktuell nach massiv un erneierbaren Energien hei am Land - nach ëmmer. Zum aneren ass d'Elektromobilitéit nach net do, wou se sollt sinn. Et ass nach vill Potenzial do. Mee keen anert Land huet wuel esou déck Elektroautoe wéi mir hei am Land, dat op d'Kilowattleeschtung gemooss. Do muss een och emol éierlech drop opmierksam maachen: Net den décken Elektrosportswon ass déi besser Léisung!

Derbäi kënnt: D'Primme si fir de Kaf vun Elektroautoen nach ëmmer net sozial gestaffelt. Leider bezilt d'Regierung mat hire Primmen nach ëmmer déck Autoe vun iwwer 100.000 Euro, wou den Ëmweltnotzen a Fro ka gestallt ginn, vum Soziale guer net ze schwätzen.

An da bleift och nach ze soen, dass nach ëmmer Palmueleg am Biokraaftstoff, an eisem Sprit benotzt gëtt. Dat fanne mir Piraten skandaléis! Do misst direkt gehandelt ginn.

Bei de Moossnamen existéieren deemno nach ganz vill Hiewelen, un deenen ee schalte misst, well d'Ziler géint de Klimawandel si schonn zënter Jore bekannt. Et gi vill Weeër, wéi mer se erreeche kënnen. Aner Mesurë goufen dogéint gutt gemaach, esou zum Beispill de Steierkreditt vu 96 Euro d'Joer, mat deem elo d'Leit mat schwaachem Akommes net vun der CO_2-Steier wäerte betraff ginn. Mir Piraten ënnerstëtzen, dass de Klimawandel net op de Schëllere vun de Leit mat klengem Akommes wäert gedroe ginn (veuillez lire: dass de Kampf géint de Klimawandel net op de Schëllere vun de Leit mat klengem Akommes wäert ausgedroe ginn).

Zum Gesetzesprojet hu mer awer nach eng Umierkung ze maachen, an zwar zu den Artikele 6 a 7 vum Gesetz iwwert d'Aféierung vum Berodergremium, der Plateforme climat, an zu dem Observatoire fir d'Klimapolitik. Et ass jo schéin a gutt, wann d'Majoritéitsparteie sech eens sinn, dass een esou Berodungsgremie brauch. Och mir Piraten gesinn dat d'selwecht, well et wichteg ass, dass mir Politiker eis berode loossen. Woumadder mir Piraten awer e Problem hunn, dat ass, dass erëm eleng d'Regierung d'Membere vun dëse Berodergremien nenne wäert. An dobäi lieft esou e Gremium grad dovunner, dass ee kritesch Leit op esou Plaze setzt, Leit, déi sech trauen, eppes ze soen, och eppes, wat der Regierung net gefält.

Op jidde Fall fanne mir Piraten, dass Schluss muss si mat de Conseilleren, déi duerch d'Ministeren op hir Plaz kommen. Och dës Conseillere sollten engem demokratesche Prinzip ënnerleien an transparent Kompetenzen op den Dësch leeën, déi gebraucht gi fir matzemaachen.

Mir sinn iwwregens net eleng mat eiser Meenung, well och de Mouveco schreift a sengem Avis zu dësem Gesetz, dass mer e wierklech onofhängege wëssenschaftleche Kommitee brauchen an am Gesetz och misst kloer gesot ginn, wéi eng Kompetenzen d'Leit an deene Gremie brauchen. Wann d'Regierung esou Gremie wierklech eescht hëlt, dann däerfen et net d'Ministere sinn, déi d'Memberen hei drasetzen.

Ausser dem Bemoll bei de Praktike vun der Majoritéit fanne mer d'Gesetz awer e gudde Wee. Ech ginn dofir haut och den Okay vun de Piraten fir dëse Projet, och wann eis mof Ëmweltpolitik méi ambitiéis ass. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Hären Deputéiert, als Éischt emol erlaabt mer, dem François Benoy, eisem Rapporter, fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport e grousse Merci ze soen. Merci och alle Virriedner, déi sech engagéiert gewisen hu fir de Klimaschutz, déi sech engagéiert gewisen hunn an déi d'Wichtegkeet vun der Urgence ze handelen ervirgehuewen hunn an déi de Wee fräimaache fir dëst Gesetz.

An ech huelen zur Kenntnis, mat groussem Bedaueren, dass mer nach e Klimaskeptiker hunn, dee mer a sech nach mussen iwwerzeegen - mee dat maache mer! Dat maache mer an ech si besonnesch frou, dass mer dëst Gesetz an dëser Woch stëmmen, déi Woch mam 12.12. dran, wou mer de Paräisser Accord, fir dee mer immens gekämpft hu viru fënnef Joer, ugeholl hunn.

Fënnef Joer Paräisser Accord dës Woch - eng wichteg Woch um internationalen europäesche Plang, well eis Staats- a Regierungscheffe wäerten iwwert d'Unhiewe vun der Ambitioun vun Europa debattéieren an et hoffentlech och votéieren, also dat unhuelen. Dat mécht eis als Klimaministeren de Wee fräi, fir d'nächst Woch am EU-Kader kënnen iwwert dat neit Klimagesetz um europäesche Plang ze debattéieren. Et ass also eng wichteg Woch, fir iwwert d'Klimakris, déi an dëser Pandemie net verschwonnen ass, hei an dësem héijen Haus ze debattéieren an ze votéieren, an ech verstoppe meng Freed doriwwer net.

Ech erwaarde mer esou oder esou an deenen nächste Wochen a Méint eng méi grouss Dynamik beim Klimaschutz, well ee vun de grousse Klimaskeptiker wäert déi international Bün geschwë verlooss hunn an da wäerte mer mat den USA erëm e Partner um Dësch hunn, mat deem mer och am Kader vum Accord vu Paräis e gemeinsame Wee huelen, e Wee vun, jo, vu „Responsabilitéit", an ech mengen, dass esou munche Virriedner genau dat Wuert benotzt huet.

Klimaschutz bedeit, Responsabilitéit ze iwwerhuele fir haut, Responsabilitéit ze iwwerhuele fir künfteg Generatiounen an eis all zesummen d'Méiglechkeet ze ginn, an enger besserer, an enger méi gerechter an an enger méi friddlecher Welt ze liewen, well Klimaschutz heescht och: méi Sécherheet a Preventioun vu Kricher.

Dëst Kadergesetz, dat vu ville Virriedner beschriwwe gouf, ass op d'Ëmsetzung vum Paräisser Accord ausgeluecht, vu sengem Ambitiounszyklus och a vun europäesche Politicken, déi an Zéngjoresschrëtt ginn. Mir hunn eis net wéi aner Länner, zum Beispill Schweden, op politesch Zykle verlooss. Mir soen zu Lëtzebuerg: Mir wëlle seriöe Klimaschutz maachen, an zwar elo, fir 2030 an 2050, mat engem kloren Niveau vun Ambitioun, deen iwwert d'Zäit kann eropgoen, mat engem kloren Zil: spéitstens 2050 klimaneutral ze sinn.

Mat engem weidere kloren Zil awer och: der Klimaupassung - also deem, wat mer fir d'Sécherheet an d'Resilienz musse maachen, och déi néideg Importance ze ginn. Klimaupassung - jo, och dat hu Virriedner gesot -, déi war an eise Breetegraden oft nach net esou vu politescher Wichtegkeet, si gëtt et awer ëmmer méi duerch extreem Evenementer.

Dëst Gesetz gëtt eis also fir Lëtzebuerg, éischtens, e klore Kader, fir d'Ziler ze setzen - 2030, 2050 - an d'Upassung. Et gëtt eis zweetens e kloren Optrag, dat zesummen ze maachen. Mir definéieren eis eege Gouvernance: Wéi schaffe mir hei zu Lëtzebuerg déi Ëmsetzung gemeinsam? Duerch d'Ëmsetze vun eisem nationale Klima- an Energieplang, wou d'Leit elo hei zweemol kënnen an der Consultation du public matmaachen, wou mer en Transparenzkader schafen, dass een eng Kéier ka beim Avant-projet, dee schonn 2027 gemaach gëtt, matschwätzen an duerno nach eng Kéier bei der strateegescher Ëmweltprüfung. An ech mengen, dat ass einfach wichteg, dass mer esou en transparente Kader vum gemeinsamen Erschaffe vun deem Plang maachen, deen esou wichteg ass an dee mer och dofir an der Chamber debattéiert hunn am leschte Joer, wou och d'Motioune vun der CSV, déi den Här Galles genannt huet, koumen.

Drëttens gi mer eis d'Moyenen, fir dat ëmzesetzen. Dat heescht, mir schafen och e Kader, wéi mer dat finanzéieren, an zwar heiheem - déi néideg Moyenen och fir Klimaupassung - an awer och am Ausland. Lëtzebuerg ass d'Top Eent op der ganzer Welt bei der internationaler Klimafinanzéierung. Mir maache se zousätzlech zu eiser Entwécklungshëllef a mir maache se mat Engagement, well mer wëssen, dass mer eng Responsabilitéit hunn. An dat ass, mengen ech, ëmmer erëm dee Kader, dee mer hei musse rappeléieren.

Jo, zanter 2014 si mer och e klore Kader um internationalen Niveau fir Ambitioun. An och dës Woch wäert Lëtzebuerg sech derfir asetzen, dass zu 2030 net Netto-Reduktioune maachen, dass mer net schéirechnen! An dat ass et - do géif ech gär dem Här Galles och äntwerten -: Et geet an der Klimapolitik net drëm, engem Zauberstaf nozelafen an iergendwellech Optioune wéi Geoengineering-Solutiounen ze pushen, et geet dorëm, real Reduktiounen ze maachen. Et geet net ëm onbedéngt Nettoziler, ausser wa mer soen: Klimaneutralitéit bis 2050, do musse mer rechnen. Mee fir 2030, do geet et nach ganz kloer drëm, dass mer eis fir e Mindestreduktiounszil vu 55 % engagéieren, an dat maache mer mat dësem Gesetz.

Et ass och erlaabt, méi ze maachen, well jee besser mer schaffen - d'Solutioune leie bal all um Dësch -, wat mer se méi schnell ëmsetzen, desto besser fir eis Liewensqualitéit. A stellt Iech künfteg e künftegt Lëtzebuerg vir, wou d'Kanner an den Uertschaften d'Stroossen deelweis erëm zréckkréien an do kënne spillen, mer flott Projete kënne maachen, eng duuss Mobilitéit promouvéiert gëtt - faarweg Stied. Ech mengen, dat ass eng Optioun, déi mer jo alleguerte wëllen. An och dat heescht, Resilienz opbauen, an och dat heescht Klimaschutz. Mir musse méi vu Chancë schwätzen an net esou vill Angscht hu virun deene groussen Defien.

An da wëll ech och soen, Här Wagner: Verschidde Prinzippien, déi d'Regierung kloer och mat op de Wee ginn hat - vu Klimagerechtegkeet, vun der sozialer Gerechtegkeet -, bei dëse Politicke sinn déi ëmmer nach d'Fundament vun deem, wat mer maachen. An Dir musst nëmme kucken: Bei der CO_2-Bepräisung, do war deen éischte Soucis, dass mer do fir Gerechtegkeet suergen. An och ëmmer nach ass ee vun de Prinzippien, dass mer eng integréiert Pollutiounsreduktioun maachen, dat heescht, dass mer net nëmmen CO_2 reduzéieren, mee dass mer och op d'Mënscherechter op anere Plaze vun der Welt oppassen a keng grouss Staudämm bauen an net Leit hiren Terrain ewechhuelen. An och dat muss e Prinzip vun enger gudder, inteegerer Klimapolitik, sinn an dee vergiesse mer net a fir deen engagéiere mer eis. Och zesumme mat der Chamber, déi dat elo an eng Motioun schreift, an ech si frou, dass déi Motioun eng grouss Ënnerstëtzung fënnt.

Da kommt, mir kucken och, wat an de leschte fënnef Joer um internationale Plang geschitt ass! 2014 waren immens vill Leit skeptesch, och Leit, déi hei am Raum sëtzen, ob mer ëm 40 % kéinte reduzéieren. Dat war 2014/2015, wéi eis Staatscheffen dat beschloss hunn. Ech war net sécher, ob mer dat 1,5-Grad-Zil, dat mer elo am Gesetz stoen hunn, zu Paräis géifen erreechen. An awer: Déi jonk Leit, d'ONGen, ganz vill aktiv Leit a Gemengen, déi an engem Klimapakt matmaachen, hu bewisen: Et geet! An et ass e Méi u Liewensqualitéit. Iwwert d'Zäit, iwwert déi lescht puer Joren, hu mer den Ambitiounslevel eropgesat. Dofir sinn déi 55 % gerechent op 2005, déi haut an dësem Gesetz grouss Ënnerstëtzung fannen, fir mech e Mindestzil, a mir kënnen natierlech doriwwer erausgoen.

Jo, mir hunn d'Responsabilitéit, och no an no deem Ambitiounszyklus vum Paräisser Accord, deen a Fënnefjoresschrëtt schafft, Rechnung ze droen. Ech sinn iwwerzeegt, mir packen dat, an zwar, well mer dee Méi u Liewensqualitéit, dee Méi un Innovatioun, dee Méi un Innovatioun fir eis Ekonomie och wëllen! Well mir sinn e Land, wat net grouss ass, mir hunn net vill eege Ressourcen, also brauche mer Innovatioun. Mir sinn d'ailleurs do um Schaffen, an déi Leit, déi de PNEC gutt gelies hunn, déi hu gesinn, dass d'Regierung e kloren Engagement mécht fir e Land vun de „climate solutions". Mir schaffen haut schonn, wat déi 1.000 Solutioune vum Bertrand Piccard ugeet zum Beispill, mam LIST zesummen, wou mer kloer analyséieren, wéi eng Projeten am meeschte Sënn maachen.

Lëtzebuerg huet sech schonn 2017 mat der drëtter industrieller Revolutioun, gemaach vum Wirtschaftsministère mat alle Ministèren dobäi, kloer Strategië ginn, fir 2050 klimaneutral ze sinn, an zwar fir d'wirtschaftlech Secteuren, Här Galles! Do hu mer e kloren Engagement gemaach, schonn ier mer d'Gesetz haten, a mam Gesetz verfestege mer dee Kader, deen et hei zu Lëtzebuerg scho gëtt, a mir belounen och déi Leit, déi elo bis ewell schonn ëmmer aktiv Klimapoliticke gemaach hunn, an dat an all Beräich.

An et ass wichteg, dass et an all Beräich ass an dass mer vun deene fënnef Secteure schwätzen. A jo, mir hunn haut nach kee Reglement, well - an dat hu mer och ganz kloer gesot - mir haten am éischte Projet de loi drastoen, dass mer en interministerielle Kommitee grënnen. D'Regierung huet, wéi mer d'Amendementer gemaach hunn, ugeholl, dass mer eeben dee Kommitee elo esou maachen, dass mer eis organiséieren. A mir wäerten - an dat kënnt sous peu - eebe mat deenen anere Ministèren zesumme kucken: Wéi kënne mer déi Secteuren uerdentlech bedéngen?

Well, Här Galles, léif Deputéiert, ech mengen, dass mer eis alleguerten eens sinn, dass et awer ënnerschiddlech ass an dass mer net einfach duerch d'Bank kënne soen: 55 % Reduktioun fir jiddereen - dat ass jo och previsibel -, mee dass mer musse soen, dass mer zum Beispill e Secteur vun der Landwirtschaft hunn, deen och ugeschwat ginn ass, dee vläicht méi Schwieregkeeten huet, déi Ziler ze erreechen, an dass et dann och nëmme richteg a fair ass, dass mer ënnert de Ministerë kucken, wat machbar ass. Am Transport hu mer déi lescht Joren esou vill Paradigmewiessel gemaach fir eng besser Mobilitéit, dass ech der Meenung sinn, dass esou e Secteur zum Beispill kéint méi maachen, wärend eng Landwirtschaft muss richteg Solutioune kréien.

An da musse mer och net ..., oder musse mer och oppassen, dass mer net falsch Hoffnunge ginn. D'Chiffere vun der Landwirtschaft - dat ass dee Secteur, dee mer wierklech Suerge mécht -, déi sinn an deene leschte Jore vu 630.000 Tonnen op 690.000 Tonnen eropgaangen. Déi aner Secteure si gréisstendeels erofgaangen, ausser dem Spritverkaf, dee mer jo dunn och cadréiert hunn.

Hei schwätze mer op där enger Säit vu Lachgas, op där anerer Säit vu Methan, op där enger Säit vum Düngen. Do kënne mer Win-win-Situatioune maachen, Waasserschutz, Loftqualitéit, dat kënne mer am Kader vun der PAC maachen. Wa mer d'Nitratdirektiv uerdentlech anhalen, da wäerte mer och an deem Beräich do kënnen eppes schaffen. Da schwätze mer vu Methan an do musse mer eng éierlech Diskussioun iwwer Véibestand awer och féieren. An déi steet nach un. An dee Secteur musse mer dofir kucken. An ech wëll mer och dofir déi néideg Zäit ginn; ouni ze soen, dass et nach laang dauert. Awer do musse mer genau hikucken. Mee do musse mer och d'Chancë vun der künfteger Gemeinsamer Agrarpolitik notzen, an d'Klima ass do eng Prioritéit.

A wa mer vum Banne schwätzen, da kommt, mir iwwerestiméieren d'Potenzial net! Laut den eenheetleche Rechesystemer, déi et ginn, hu mer genau an deem Kader vum Banne vun den CO_2-Emissiounen 250.000 Tonnen iwwer zéng Joer. Wa mer dat vergläiche mat den Emissiounen, déi zu Lëtzebuerg sinn, dann ass dat ganz geréng. Ech géif mech wierklech net dorobber verloossen. Da géif ech mech net op falsch Weeër lackele loossen. Falsch Weeër heescht „carbon capture and storage (CCS)" - dat hutt Der genannt - oder Geoengineering.

Klimapolitik, dat schafft ee mat éierleche Reduktioune vun CO_2-Emissioune mam natierleche Banne vun CO_2, sief et iwwert d'Graslandschaften, sief et iwwert d'Bëscher. Mee kommt, mir kucken net Ongerechtekeeten ze verdéiwen duerch Geoengineering, wou déi Räich sech kënne villes leeschten, a kommt, mir kucken net Politik mam Zauberstaf an där Hisiicht ze maachen an eis op falsch Solutioune lackelen ze loossen, andeems mer bannen.

D'ailleurs, Här Galles, ech denken, dat ass deene meeschten heibanne bewosst, ech weess net, ob et lech bewosst ass: Lëtzebuerg huet den CCS a sech iwwert d'Waassergesetz an och iwwer en anert Gesetz gesetzlech verbueden. Et war d'ailleurs och den Här Schank als Virgänger, deen do Gesetzesprojeten hat.

Dofir, ech mengen, dat ass eng Pist, déi Lëtzebuerg bis ewell hat, wou ëmmer gesot gouf: „Kommt, mir rechnen net schéin, kommt, mir reduzéieren eis Emissiounen, andeems mer déi néideg Efforte maachen!" Dat huet bis ewell geklappt. Am Wunnengsbau hu mer iwwer 30 % pro Kapp reduzéiert, trotz méi Wunnengen, iwwert déi lescht Joren! Dat ass fantastesch! Mir waren déi bescht an der Effizienz fir nei Wunnhaiser! An där Schinn musse mer weider Virreider si fir Klimaschutz.

An dann zu den Autosprimmen, ier meng Zäit ofgelaf ass: Zu den Autosprimme wëll ech soen: Do hutt Der lech geiert. An et wär besser gewiescht, mir hätten dat an der Chamberskommissioun debattéiert, well et gëtt leedeglech e Plaffong agefouert fir d'Autosprimme vun 8.000 Euro, dass déi net nach méi héich kënne goen. A wann Der de PNEC gelies hutt, da gesitt Der, dass d'Hybridprimmen 2021 wäerten auslafen. D'Hybridprimme waren d'ailleurs déi eenzeg, déi net gehéicht goufen, déi si bei 2.500, net bei 8.000. Do ass einfach elo, mengen ech, e klenge Mëssel geschitt, deen hätte mer kënnen an der Kommissioun iwwerschwätzen.

An ech mengen, déi Primmen, déi am Kader vun der grénger Relance gemaach goufen, déi hate wierklech Succès, insbesondere déi vum Vëlo. Mir sinn och schonn nei Weeër um Goen. Mir hu Bëschaiden, déi am Summer duerch de Regierungsrot ginn, wou mer dat éischt Land sinn, wat och déi wichteg Roll vum Bësch belount an de Bëschbesëtzer, de private Bëschbesëtzer hëlleft. Mir hunn deen neie Klimapakt um Wee, deen d'Gemenge mat an d'Boot hëlt.

An domadder wëll ech dann och ofschléissen. Ech sinn der Meenung, dass mer mat dësem Gesetz e Meilestee setzen, e grousse Schrëtt no vir maache fir eng gutt gemeinsam, op Wëssenschaft baséiert Klimapolitik mat allen Acteuren, duerch d'Plattform, duerch den Observatoire vu Wëssenschaftler, an dass mer esou där aktueller Kris - well si ass do - kënne Rechnung droen. Jo, mir wäerten dëst Joer eng Punktlandung maachen. Mir wäerten eis Klimaziler erreechen. Mir wëssen awer och, dass en Deel Pandemie war. Mir suergen elo als Regierung derfir, dass déi Relance, déi wäert kommen, och nohalteg gëtt. An dofir gi mer eis déi néideg Moyenen, dat wäert Der d'nächst Woch am Budget bestëmmt debattéieren.

An ech wënsche mer, dass mer an dëser Chamber wierklech och an Zukunft de Courage hunn, responsabel gemeinsam ze handelen an eis eis Welt nei virzestellen, anescht virzestellen, besser virzestellen a méi gerecht, an dat geet mat engem Klimagesetz.

A fir ofzeschléissen, erlaabt mer nach ganz kuerz e ganz, ganz grousse Merci un d'Kolleegen an der Regierung, u meng Mataarbechter, déi säit annerhallwem Joer mat op deem Gesetz hei schaffen, un de Rapporter natierlech an un all déi, déi dat haut wäerte matstëmmen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg. An direkt Parole après ministre, fir d'Madamm Hansen fir d'éischt an duerno fir den Här Kartheiser.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Wann ech d'Madamm Minister richteg héieren hunn, huet si de Bioengineering oder Geoengineering e bësse mat engem Zauberstaf verglach. Also mir waren an zwee Klimainstituter, déi hunn eis erkläert, datt et leider Gottes net méi géif

duergoen, fir just manner CO_2 ze produzéieren, mee datt een awer gläichzäiteg misst déi aner Pist fueren.

Duerfir wollt ech elo just nach eng Kéier konkreet vun der Madamm Minister wëssen: Wëllt si dat definitiv komplett ausschléissen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann den Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools merci. Ech wollt awer e puer Saachen kloerstellen. Ech hunn der Madamm Minister hir Ried ganz opmierksam nogelauschtert, mee ech mengen, et muss een awer och e puer Punkte soen, fir dat net esou stoen ze loossen, wéi si et hei presentéiert huet.

Dat Éischt ass d'Landwirtschaft. An Dir hutt e puer Secteuren ugeschwat. déi gréng maache massiv Drock op d'Landwirtschaft, well se gär hätten, datt méi Biolandwirtschaft ageféiert gëtt. Mir soen: Wie wëllt Biolandwirtschaft maachen, dee soll et maachen. Mee mir wëlle keen Drock op d'Baueren!

Et ass och do ganz vill Ideologie. Dir hutt zum Beispill de Glyphosat als éischt Land an der Europäescher Unioun verbueden, ouni Alternativ! An d'Bauere soen zu Recht: „Elo musse mer mechanesch de Buedem beaarbechten, wat net onbedéngt besser ass fir d'Natur, éischter de Géigendeel, well et zu enger Buedemerosioun féiert."

Dir schwätzt vun den alternativen Energien. Mee wësst Dir, wivill Buedem verbraucht gëtt a wivill Vulle stierwen duerch déi industriell Wandanlagen, déi am Land opgeriicht ginn? Dir hutt de Culot, hei vu Mënscherechter an anere Länner ze schwätzen! Mir loossen lech net méi, Madamm Minister - lech net a kee vun der grénger Partei -, hei iwwer Mënscherechter schwätzen, ouni lech ze soen, datt Dir eng Politik subventionéiert, wou Kanner am Kongo an ongesécherte Minne sinn, fir dee Kobalt ofzebauen, deen Dir braucht fir Elektroenergie!

Den Här Turmes huet eis hei gesot, e schafft mat Korea a mat Schweden un Alternativen. Déi sinn net ze gesinn! A soulaang Dir dat net ännert, schwätzt eis hei net vu Mënscherechter!

Dir hutt nach aner Domänen ugeschwat, wéi d'Wunnen. Wësst Dir, datt déi gréng Politik, zum Beispill déi Exigenz fir Passivhaiser, d'Wunnen nach méi deier mécht hei am Land, wou mer scho vill Problemer hunn?

Madamm Minister, mir wëllen déi gréng Politik konsequent hannerfroen, well keng vun Äre Moossnamen ass indiskutabel an déi gréng Politik kann eis net iwwerzeegen! Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An dann nach Parole après ministre fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci der Madamm Minister fir hir Erklärungen, och fir d'Äntwerten op eng Rei vun deene Froen, déi ech gestallt hunn. Ech mengen, et waren der zwou iwwregbliwwen, déi ech awer dann nach eng Kéier wéilt widderhuelen.

Dat ass déi eng iwwert de Klimafong, iwwert d'Transparenz an de Monitoring vum Klimafong engersäits, an och vun deene Suen, déi dann tatsächlech herno do wäerten dra sinn, wéi déi wäerten ausgi ginn.

An déi zweet Fro ass déi vum Nohaltegkeetscheck bezéiungsweis och vum Klimacheck, déi ech virdrun och gestallt hat. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. Da ginn ech d'Wuert zréck un d'Regierung. Madamm Dieschbourg, wannechgelift.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Da wéilt ech als Alleréischt op d'Fro vun der Madamm Hansen agoen, wou et ganz kloer ass. Also mir ass et wichteg an der Klimapolitik, dass mer hei net - an dat ass an Europa am Moment e grousst Theema -, dass mer hei net ufänke schéinzerechnen an de Leit ze erklären, dass mer duerch iergendwellech technesch Léisungen, vun deene mer elo nach net wëssen, wéi se wäerte sinn, do elo op eemol d'Reduktiounsziler erofschrauwen. Dat ass mir ganz wichteg. Dat ass am Moment eng grouss Debatt, déi um internationale Plang leeft: dass et zum Beispill 2030 kéint en Nettozil ginn; wat guer net néideg ass, well mer méi Ambitioun brauchen um internationale Plang!

A Geoengineering, do sinn awer och Gefore mat derbäi, déi mir haut nach net kennen. Dofir géif ech mech manner op Saache verloossen, wou deelweis grouss Problemer kënnen entstoen, a léiwer soen: Voilà, et gëtt eng ganz Rëtsch ganz gutt Solutioune fir Klimaschutz a kommt, mir versichen, d'Leit net ... An dat gëllt zum Beispill och fir de landwirtschaftleche Beräich: Déi reng technesch Solutioune wäerten eis jo net hëllefen, mee mir mussen eng déifgräifend Debatt niewebäi féieren an op alle Fall doriwwer féieren, wéi mer erauskommen aus Reparaturpoliticken! Zum Beispill musse mer iwwer Véibestand diskutéieren, mir musse Saachen diskutéieren, déi méi wäit gi wéi just technesch Solutiounen am Klimaschutz. Dat e bëssen, fir dat nach eng Kéier ervirzehiewen.

Bon, ech mengen, et ass ganz kloer, an dat hu mir an deene leschte Joren ëmmer erëm um nationalen an um internationale Plang ervirgehuewen - vläicht fir op den Här Kartheiser anzegoen, mat deem ech natierlech net enger Meenung sinn, esou wéi hie mat menger Politik och net averstanen ass, ech mengen, mir sinn do zwou opposéiert Säiten -, dass mir insgesamt, och wat d'Automobillsindustrie ugeet, déi Der jo dann erwäänt hutt mat de Batterien, dass mer an deene Beräicher iwwerall ëmmer drop halen, dass d'Produktiounskette ganz gekuckt ginn, dass d'Mënscherechter iwwerall agehale ginn. An ech mengen - och an der Chamber, do ware jo och Debatten zu deem Theema -, dass hei zu Lëtzebuerg eng grouss Unitéit besteet, dass mer do musse verbesseren. A kee seet, dass mer net mussen an alle Beräicher ëmmer erëm verbesseren an noschaffen - d'Kommissioun fir eng Propos fir d'Batteriendirektiv -, also do hu mer jo Instrumenter fir nozeschaffen.

Ech wëll just drun erënneren, dass lescht Kricher, lescht grouss Interventiounen awer ëm Ueleg gaange sinn! Dofir kommt, mir sinn och richteg éierlech mateneen, wa mer schwätzen! Mir vergläichen net Äppel a Bieren. A kommt, mir soen einfach, an dat hu mer an der Ëmweltpolitik ëmmer gemaach, mir hätte gär en „do no harm principle" an Europa. Mir hätte gär Precautiounsprinzippien a mir wëllen, dass et ëmweltinteeger ass an dass och d'Mënscherechter respektéiert ginn. Ech hunn dat méifach hei gesot. An natierlech si mer nach net do, mee mir mussen eis all Dag - genausou wéi mer beim Klimaschutz nach net um Enn vun der Rees ukomm sinn! -, mir mussen eis all Dag derfir asetzen, dass mer dat maachen!

Da ginn ech op dem Här Galles seng Fro iwwert d'Transparenz vum Klimafong an. Do wäerte mer natierlech zesummeschaffen. Also och wann duerch Remarke vum Staatsrot dee Kommitee net wäert dra sinn, esou wäert dann awer zesummegeschafft ginn tëscht de Ministèren. An natierlech wäert deen och transparent ginn.

An d'ailleurs, Här Galles, vläicht eng Informatioun, déi Der nach net hutt: Mir sinn och amgaangen, déi ganz Strategie vun deem Fong ze iwwerschaffen. A mir wäerten déi uganks vum neie Joer och nach eng Kéier virstellen. Dir wësst et, mir haten eng kloer Investitiounspolitik, wat international Aiden ugeet. Mir hunn och elo nach eng Kéier nogeschafft. Mir hunn eis berode gelooss vun Externen. Mat grousser Freed kommen ech lech déi och eng Kéier an d'Kommissioun gäre virstellen.

A wat den Nohaltegkeetscheck ugeet, do schwätze mer jo ëmmer vun zwee verschiddenen Instrumenter: eng Kéier den Nohaltegkeetscheck fir Gesetzer an eng Kéier den Nohaltegkeetscheck fir Betriber. Dir hat et héieren, den Här Fayot huet et och schonn annoncéiert, ech hunn et selwer och schonn eng Kéier annoncéiert an anerer hunn och schonn doriwwer geschwat: Mir sinn an der Regierung tëscht de Ministèrë - mat der Ekonomie am Lead - amgaangen ze kucken, wéi mer den Nohaltegkeetscheck hikréien. A soubal mer do mat den Aarbechten derduerch sinn - do gouf et och scho Meetingen op Beamtenniveau -, soubal mer do derduerch sinn, kommen ech lech dee ganz gären - zesumme mat de Kolleegen; ech sinn do, wéi gesot, net am Lead, wat dee fir d'Entreprisen ugeet - virstellen. An deen anere kënne mer lech och ganz gär virstellen, soubal ee sech op Regierungsniveau doriwwer eens ass.

An domat soen ech lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7508. Den Text steet am Document parlementaire 7508[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7508 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 54 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer zu de Motiounen, déi bei dësem Projet de loi ofgi gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här François Benoy deposéiert ginn ass. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt froen? Den Här David Wagner, wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Den Här Benoy hat am Virfeld all Fraktioun a Sensibilitéit gentiment gefrot, ob se bereet wieren, fir déi Motioun mat ze ënnerschreiwen. Mir wollte se net mat ënnerschreiwen, mir wäerte se awer matstëmmen. Ech erklären dann déi kleng Nuance, well de Problem ass deen: Déi Motioun seet jo u sech näischt, wat falsch ass. Au contraire, si seet souguer Saachen, déi éischer gutt sinn an déi souguer nach besser gewiescht wieren, wa se am Projet de loi dra gewiescht wieren. U sech huet een e bëssen den Androck, datt een duerch dës Motioun de Projet de loi nach e bëssen a senge Lacunne versicht ze verbesseren.

Bon, duerno natierlech, wéi esou oft, ginn et eng ganz Partie Formulatiounen, déi awer e bëssen, wéi soll ech soen, fakultativ sinn, oder déi e bësse Knätschgummi sinn. Et ass e bëssen esou en Intentiounskatalog. Mir hoffen emol, datt deen Intentiounskatalog och a konkreet Tate wäert ëmgesat ginn.

Op jidde Fall wäerte mer dat emol matstëmmen, mee wéi gesot, d'nächst Kéier wier et besser, wann d'Majoritéit sech eens wier a gewësse gutt Iddien och direkt an engem Projet de loi matfléissen ze loossen, amplaz duerno après coup an enger Motioun, déi een hei muss ofstëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Dann hat den Här Kartheiser d'Wuert gefrot. Nee, den Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporter nach eng Kéier Merci soen, dass en eis och gefrot hat, fir déi Motioun mat ze ënnerschreiwen. Dat hu mer net gemaach a mir wäerten och net derfir stëmmen, mee mir wäerten eis enthalen, an zwar well et Knätschgumm ass.

An den David Wagner huet et scho gesot an ech wëll lech dat eng Kéier kuerz „virknätschen", well do sinn awer e puer Saachen dran, déi, mengen ech, einfach net esou ze vertriede sinn, wa mer verlaangen, dass elo wierklech eppes passéiert.

Ech huelen einfach just an deem Deel iwwert den „Invite le Gouvernement" schonn direkt den éischten Tiret, wou et drëms geet, « à baser la politique climatique sur les données scientifiques et à ajuster, si nécessaire, les objectifs nationaux ». Jo, mee wie mécht dat dann, opgrond vu wat, op Basis vu wat? Dat ass Knätschgumm, dat ass immens, immens wäit gefächert a kee weess ganz genau, wat herno do passéiert. An dee Fräifaartschäi wëlle mer net einfach esou ginn.

Oder am zweeten Tiret, dat ass dann deen éischten op där leschter Säit: « à mettre à disposition les ressources et les moyens nécessaires ». Sinn déi budgetär, sinn déi personell? Wat fir eng Moyene sinn dat dann, déi do eigentlech gemengt sinn? Och dat ass eis vill ze vill vag formuléiert.

An dann hu mer an engem weideren Tiret, esou op der Mëtt vun der Säit ongeféier, dee Punkt, dee mer an der extraer, an eiser eegener Motioun formuléiert hunn: « à fixer au plus tôt possible les objectifs d'émission sectoriels prévus dans la loi relative au climat ».

Mir sinn der Meenung, dass dat eigentlech schonn haut hätt misse virleien. A mir hunn nach extra déi Zäit nach gi bis Enn Januar. Mir kënnen dat heiten also net matstëmmen, well deen „au plus tôt possible", do si mer schonn eng Kéier drop eragefall: Well deen dote Punkt war nämlech copy-paste tel quel an enger Motioun, déi deemools beim PNEC och virgeluecht ginn ass. Dat ass e Joer hier, wou gesot ginn ass „au plus tôt possible", a schonn deemools ware se e Joer laang amgaange scho virdrun, fir dorun ze schaffen. Dat ass zwee Joer hier, den „au plus tôt possible"! Dat heescht, den „au plus tôt possible" kënne mir hei net matstëmmen.

An och deen „au plus tôt possible" an deem Tiret duerno, deen och ganz interessant ass: „dans les meilleurs délais", dat heescht dann dat selwecht. Mir kënnen eis dorop net méi verloossen.

An och zum Schluss steet nach eppes dra vun « à proposer des mesures additionnelles, voire à modifier les mesures existantes ». Dat ass eiser Meenung no och en illegitimme Fräifaartschäin. Mir wëllen als Chamber do agebonne sinn. Dat ass och iwwregens de Grond, firwat mer d'Motioun Nummer 3 vun de Lénke wäerte matstëmmen. A bei där heiter wäerte mer eis enthalen. Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

De Vote électronique ass gefrot. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha)

Fir d'Motioun Nummer 1.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 35 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen an 21 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi Motioun, déi vum Här Paul Galles deposéiert ginn ass. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt froen? Den Här François Benoy, wannechgelift.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, villmools merci, Här President, fir d'Wuert. Meng Fraktioun wäert déi heite Motioun net matstëmmen. An der Motioun virdrun, déi mer grad guttgeheescht hunn, steet dran, dass mer d'Regierung froen als Chamber, fir dass esou séier wéi méiglech déi Objektiven do gekläert gi fir alleguerten d'Secteuren. A mir fannen et net sënnvoll, fir elo hei ze soen, dat misst och elo nach à l'urgence innerhalb vun den nächste puer Woche gemaach ginn.

Mee ech appelléieren nach eng Kéier un d'Regierung, wéi mer dat och an der Motioun elo gesot hunn, dass dat esou séier wéi méiglech sollt passéieren, dat heescht, an nächster Zäit. Mee et huet elo kee Wäert, dat ze forcéieren, dass dat an den nächste puer Woche muss hei gemaach ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Benoy. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Benoy eppes ubidden: Wann „au plus tôt possible" virum 31. Januar ass, da kënne se gäre matstëmmen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun vum Här Galles

och mat ënnerstëtzen, well et ass schonn e relativ staarkt Stéck, datt mer e Gesetz stëmmen, wou u sech och dat Essenziellt, dat Kärstéck vun deem ganze Klimagesetz jo och an deem Reglement ass, wat jo definéiere soll, wat fir eng Secteure mussen aspueren - an dat kenne mer u sech nach net! An dobäi hunn ech jo och nach virdrun a menger Ried gesot, dass den Artikel 5, deen dat alles konditionéiert, dass dee louche ass. Dat heescht, d'Regierung hat Zäit, sech eens ze ginn. A wa se nach méi laang brauch wéi bis den 31. Januar 2021, da bedeit et, datt d'Regierung elo nach relativ wäit dovunner ewech ass, sech eens ze sinn, wat iwwerhaapt d'Klima, also d'CO_2-Emissiounen, d'Aspuerunge misste sinn. An dat deit op eng relativ schlecht Perspektiv hin, wat d'Klimapolitik vun dëser Regierung bedeit.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmmen a 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Dat ass déi Motioun, déi vum Här David Wagner deposéiert ginn ass. Ass nach een, deen zu dëser Motioun d'Wuert ergräife wëllt? Den Här Paul Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun matstëmmen, well mer der Meenung sinn, dass d'Abannung vun der Chamber genau dee Punkt ass a genau dee Schrëtt ass, deen een elo muss maachen an dee genau eppes anescht ass, wéi dat an der Motioun vun der Majoritéit war, wou et nämlech eleng eng Saach war vun der Regierung. Mir wëllen, dass d'Chamber matagebonne gëtt. An dofir ënnerstëtze mer dës Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Da ginn ech d'Wuert un den Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, villmools merci, Här President. An der Motioun Nummer 3 vun déi Lénk gëtt gefrot, dass d'Chamber nach méi Detailer kritt an och agebonne gëtt. An et gëtt och nach preziséiert par rapport zu der Motioun, déi ech presentéiert hunn, also der Motioun 1. Et ass also eng Ergänzung vun engem Tiret, dee mir och schonn an der Motioun haten, mat awer ganz sënnvolle Propositiounen, déi do gemaach ginn, am Sënn dovun, dass mer als Chamber méi Detailer hunn. Dofir wäert ech menger Fraktioun proposéieren, dass mer déi Motioun vun déi Lénk ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Et ass keng weider Wuertmeldung do. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

6. 7679 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à l'application des articles 12 et 18 de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7679, enger Upassung vum Fonctionnement vun den ëffentlechen Informatiounssitzungen am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, d'Madamm Semiray Ahmedova, Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn an dëser ongewéinlecher Situatioun vill temporär Mesurë votéiert, déi eis erlaabt hunn, dës sanitär Kris esou gutt wéi et nëmme geet ze meeschteren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Haut stellen ech lech de mëndleche Rapport vir zu engem Projet de loi, deen eis soll erlaben, d'Biergerbedeelegung an de landesplaneresche Prozeduren ze garantéieren, och am Kontext vun der aktueller sanitärer Kris.

Duerch déi zäitbegrenzte Mesuren, déi dëse Projet de loi mat der Nummer 7679 virgesäit, erlabe mer dem Landesplanungsminister, Informatiounsreunioune mam Public iwwer Visiokonferenz ze organiséieren. Domadder passe mir d'Landesplanungsprozeduren där aktueller sanitärer Situatioun un.

Eisen Territoire, d'Lëtzebuerger Land, dat ass de Buedem, op deem mir schaffen a wunnen, eis beweegen an eis Fräizäit verbréngen. Deen Territoire ass eng limitéiert Fläch, déi mer nëmmen eemol kënne verplangen an déi zur gläicher Zäit eise sozialen, ekonomeschen an ekologeschen Demandë muss gerecht ginn.

Fir deem Defi entgéintzegoen, brauche mer eng kohärent a qualitativ orientéiert Landesplanung, déi eis déi néideg Richtlinne gëtt, fir d'Landesplanung harmonesch weider ze entwéckelen an dee Lëtzebuerger Buedem esou nohalteg an effikass wéi méiglech ze notzen.

Bei der Entwécklung vun dëser Richtlinn ass et virun allem wichteg, d'Bevëlkerung an d'Landesplanung matanzebannen, well et kennt u sech kee säi Quartier besser, wéi déi Leit, déi selwer do wunnen. De Public ass en essenzielle Partner an engem qualitative Planungsprozess, a seng Bedeelegung leet zu méi Informatiounsaustausch, méi Transparenz a besseren Decisiounen.

D'Landesplanungsgesetz vum 17. Abrëll 2018 gesäit vir, datt d'Biergerinnen an d'Bierger d'Chance kréien, hir Meenung ze soen, wann en neie Plan directeur sectoriel (PDS) oder e Plan d'occupation du sol (POS) ausgeschafft gëtt. Ënner anerem muss de Minister am Kader vun de respektive Prozeduren eng oder e puer Informatiounsreunioune fir de Public ofhalen. Fir ze assuréieren, datt dës Informatiounsversammlungen och am Kontext vun der sanitärer Kris kënne stattfannen, gi mer dem Minister mat dësem Projet de loi d'Méiglechkeet, op Visiokonferenzen zréckzegräifen.

De Projet de loi preziséiert och, ënner wéi enger Form de Public iwwer Visiokonferenz informéiert gëtt, nämlech bei der Publikatioun vum Depot vum Dossier um Internetsite vun de Gemengen, op den Affichë vun de Gemengen an och, wéi gewéinlech, an der geschriwwener Press.

Elo nach e puer Wuert iwwert den Oflaf vun den Aarbechten an der zoustänneger Chamberskommissioun. Op Propos vum Staatsrot bleift dëse Gesetzestext applikabel bis den 30. Juni 2021. Am initialen Text war eng méi fréi Echeance virgesinn, nämlech den 31. Dezember elo vun dësem Joer. De Staatsrot huet berechtegterweis a sengem Avis vum 17. Novembe bemierkt, datt den Datum scho relativ no ass an datt et problematesch kéint ginn, wann ze vill zäitbegrenzten Dispositive gläichzäiteg um Enn vum Joer oflafen.

D'Kommissioun huet och deenen anere Remarke vum Staatsrot Rechnung gedroen. Méi Detailer dozou sinn a mengem schréftleche Rapport ze fannen.

An hirem Avis vum 20. Oktober 2020 begréisst d'Chambre de Commerce, dass d'Informatiounsprozedure bei der Erstellung vu PDSe a POSen un d'sanitär Ëmstänn adoptéiert ginn.

An hirem Avis vum 30. Oktober recommandéiert d'Chambre des Métiers, dass d'Biergerinnen an d'Bierger informéiert ginn, wéi ee Programm fir Videokonferenze soll benotzt ginn an och, ënner wéi engen Ëmstänn déi perséinlech Donnéeë veraarbecht ginn.

De Syvicol begréisst a sengem Avis vum 9. November dës temporär Moossnam, well si et erméiglecht, de gewéinlechen Oflaf vun de PDS- a POS-Prozeduren ze respektéieren.

Ech kommen elo zum Schluss vu mengem Rapport. Dëse Projet de loi erméiglecht et, dass d'Prozedure beim Ausschaffe vum Plan directeur sectoriel oder Plan d'occupation du sol am Respekt vun de sanitäre Mesurë kéinte weiderlafen andeems mer d'Méiglechkeet schafen, Informatiounsreuniounen iwwer Visiokonferenz ofzehalen. An deem Sënn ginn dës Projeten duerch déi aussergewéinlech Situatioun net blockéiert an d'Biergerbedeelegungen assuréiert.

Heimadder ginn ech dann natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soe jidderengem e grousse Merci, deen un dësem Projet matgewierkt huet, an och Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- A merci och der Madamm Rapporter. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, léif Kolleegen, de Mark Twain sot eemol: „Eng Ried, eng gutt Ried, déi soll e gudden Ufank hunn a e gudde Schluss, an déi zwee solle méiglechst no beienee leien." Bei der Riedezäit, déi mer zousteet, ass dat jo kee Problem. Ech fänken dann duerfir direkt mam gudden Ufank un: Ech wëll der Rapportrice Merci soe fir den ausféierleche schréftleche souwéi mëndleche Rapport.

Mat deem Gesetz vun haut gëtt eebe séchergestallt, dass och a Coronazäiten d'Biergerbedeelegung am Kader vum Ausschaffe vun de PDSen an de POSen, wéi se fachlech heeschen, weider Bestand huet. Hei muss ee soen: Gott sei Dank hu mer déi modern Technik, déi et iwwerhaapt méiglech mécht, dass d'Bierger hei net ëm hiert Matsproocherecht beschnidde ginn, mee dass se weider kënnen agebonne ginn, wann et drëms geet, wann hire Liewensraum nei gestalt a verplangt gëtt.

Et ass duerfir e Gesetz am Sënn vun de Bierger, well et d'Informatioun garantéiert an d'Matsproocherecht sécherstellt, a well och déi Projeten duerch de Bléck vun de Leit a vun de Bierger verbessert a verstane kënne ginn, an doduerch och ugeholl an matgedroe gi vun de Leit alleguer. Dat ass enorm wichteg!

Et wier duerfir an deem Kontext interessant, Här Minister, wann Der eis vläicht herno kéint soen, wéi eng dann zum Beispill déi POSen sinn an deem Zäitraum, fir deen dat Gesetz hei elo leeft. Den 30. Juni 2021 ass d'Deadline, duerno ass et natierlech erëm en présentiel méiglech, mee bis dohinner wäerte jo sécher Projeten ënnerwee sinn … wann Der eis géift soen, wéi eng dass dat sinn.

Ech hunn op alle Fall am Rapport d'activité vun 2019 vun Ärem Ministère gelies, dass de POS Lycée Nordstad an der Prozedur ass. Do géif et mech natierlech besonnesch interesséieren ze wëssen, wou Der dann do mat de Planungen dru sidd.

Mir hunn haut de Mëtteg eigentlech dräi Haapttheemen um Ordre du jour. Och no véier Stonne muss ee feststellen, dass et awer ganz weesentlecher sinn. Et ass iwwert d'Crise sanitaire rieds gaangen, duerno iwwert de Klimaschutz an elo si mer bei der Landesplanung. Bei deem unhalende Wuesstum, dee mer am Land hunn, wäert d'Landesplanung ee vun de wichtegste Politikfelder iwwerhaapt si fir dëst klengt Land. An dozou gehéieren natierlech d'Plan-sectoriellen, déi no siwe Joer an der Couveuse elo endlech - et ass zwar ee Wuert, wat inflationär an de Joren 2014 an 2015 vu Regierungsmembere benotzt ginn ass, ech däerf et awer trotzdeem och haut eng Kéier benotzen -, op der leschter Ligne droite ukomm sinn a geschwënn a Kraaft kënnen trieden. Mir begréissen dat, well déi Pläng fir jiddwereen am Land an och fir d'Gemenge wichteg sinn, och fir hir Rechtssécherheet.

Ech weess, vu wat ech do schwätzen, well ech als Buergermeeschter vun Ettelbréck um Verwaltungsgeriicht war wéinst Verweigerung vun enger Baugeneemegung. Ech wéilt lech dat Beispill just erzielen: Ech hunn eng Autorisatioun net ginn, well se contraire zum Projet de plan sectoriel « transport » ass. De Riichter huet du festgestallt, dass déi Projete keng rechtlech Verbindlechkeet, also keng Valeur hätten, mee de Moment just de Stadium vun enger politescher Absiichtserklärung - dat ass schonn zënter Joren esou -, an domat wier dat keng Rechtsgrondlag, fir eng Baugeneemegung ze verhënneren.

Aus där Nummer sinn ech just erauskomm, well mer an der Partie écrite vum neie PAG vun der Stad Ettelbréck eng Neidefinitioun haten, déi eeben dann d'Strooss gehalen huet, soss géif elo um Tracé vun der Verbindung vum Contournement Ettelbréck-Feele gebaut ginn. Dat wollt ech lech just soen.

Duerfir sinn déi PDSe wichteg, an et ass wichteg, dass se kommen, an der Landesplanung dann och aus dem Stadium vun der Iddi eraus zur Realitéit verhëllefen.

A wann ech vu Landesplanung schwätzen, just nach eng Fro zum Schluss: Do gëtt et jo och nach de Programme directeur d'aménagement du territoire, a wann herno nach Zäit ass, da sot eis och nach, wéi dat weidergeet.

Voilà, a fir dann erëm op mäin Agangssaz zréckzekommen - e gudden Ufank, e gudde Schluss -: De gudde Schluss ass den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dëse Projet.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dat ass wierklech eng gutt Nouvelle. Merci dem Här Schaaf. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech weess zwar net, wat de Mark Twain dozou seet, wann dee gudden Ufank an dee gudde Schluss quasi matenee verschmëlzen an et dertëscht e Vakuum gëtt, nämlech näischt. Ech hunn nämlech dem Rapport vun der Rapportrice Semiray Ahmedova näischt bäizefügen a géif mech da just drop begrenzen, hir Merci ze soe fir hir zwee Rapporten, an dann heimat och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Hahn. An da kënnt d'Madamm Hemmen drun.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Merci och der Rapportrice. Si war ganz komplett, deem ass wierklech näischt bäizefügen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir begréissen natierlech, dass dëse Projet drop ausgeriicht ass, dass d'Biergerbedeelegung hei héichgehale gëtt an dass d'Prozeduren net blockéiert ginn, wéi si dat och richteg gesot huet. A mir gi selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir dee ganz prezise Rapport.

Et ass mer awer elo grad eppes agefall, wann ech dat hei esou kucken: Also mir fannen dat natierlech ganz gutt, wann d'Biergerbedeelegung och an dësen Zäiten héichgehale gëtt an esou Saachen dann duerch nei Technologien awer erméiglecht ginn. Ech wollt awer kuerz soen, einfach fir eng Kéier e Gedankenustouss doriwwer ze ginn: Wann haut um Niveau vun de Gemengen esou Versammlungen organiséiert ginn, da gëtt dat normalerweis an den Zeitunge publizéiert, op der Internetsäit vun der Gemeng, eventuell mat Affichen. Do kéint ee sech vläicht eng Kéier iwwerleeën … - meng Erfarung ass nämlech, dass ganz vill Leit déi Saache guer net matkréien, well haut vill Leit keng Zeitung méi liesen an net onbedéngt op d'Internetsäit vun der Gemeng ginn. Dat ass vläicht eng Ännerung par rapport zu virun 20 Joer, wou all Mënsch d'„Lëtzebuerger Wort" oder d'„Tageblatt" gelies huet vun

der éischter bis zur déi leschter Säit. An dat ass leider schued, dass vill Leit déi Saache guer net matkréien.

Voilà! Fir de Rescht stëmme mir hei mat Jo. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci der Madamm Semiray Ahmedova fir dee gudde Rapport. A mir stëmme mat Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert: den Här Minister fir Landesplanung Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire.*- Och ech wäert mech relativ kuerz halen. Ech wéilt der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova villmools Merci soe fir hire Rapport. Ech mengen, mir hunn e klengen Territoire. Et gëtt e gewëssen Drock op deem Territoire, dat heescht, mir mussen dat gutt plangen. Ech soen och nach dem Jean-Paul Schaaf Merci, dass en d'Wichtegkeet vun der Landesplanung hei esou erausgestrach huet. A wa mer natierlech elo an dëse Krisenzäite sinn an net dat kënne maachen, wat mer eigentlech wëlle maachen - de Bierger maximal abannen doduerch, dass mer Biergerversammlunge maachen -, dann ass et natierlech wichteg, dass mer eis elo heiriwwer d'Méiglechkeet ginn, fir se eebe virtuell, iwwer Visiokonferenzen, matanzebannen.

An ech mengen, dass d'Madamm Ahmedova e gudde Slogan fonnt hat, wéi se gesot hat: „Kee kennt de Quartier besser wéi déi Leit, déi do wunnen." An ech mengen, et ass och mir wichteg, dass d'Bierger eebe matagebonne ginn.

Da waren nach eng oder zwou Froen, déi ech dann an engems och géif beäntwerten. Bei de POSen ass deen, deen elo eventuell nach virum Summer usteet, effektiv dee vum Lycée Nordstad, wat, mengen ech, eng wichteg ëffentlech Infrastruktur ass fir d'Nordstad.

Ech mengen, mäi Kolleeg, de François Bausch, huet do schonn e Gesetz deposéiert. Do ginn et och nach Diskussioune ronderëm d'Terrainen: Mir sinn amgaangen, do och mat de Proprietären ze kucken, ob mer eis eens ginn, an dann - déi Pläng si relativ wäit gedigen - kënne mer och de POS maachen, fir eeben de Jonken do uewen an der Nordstad an doriwwer eraus eng gutt Infrastruktur ze ginn.

Fir déi Leit, déi do uewe kënneg sinn: Dee Lycée ass am Moment éischter an engem Containergebai, e platzt zimmlech aus allen Néit. Duerfir ass et wierklech wichteg, dass mer do virukommen.

D'Plan-sectorielle sinn och ugeschwat ginn. Mir hunn elo nach eng Kéier eng kleng Navette eriwwer bei de Staatsrot … - ech hoffen, dass mer déi och relativ schnell zréckkréien. An dann ass et effektiv esou, dass no ville Joren a vill Aarbecht iergendwann Ufank d'nächst Joer déi Plan-sectoriellë Realitéit gi fir de Logement - wat wichteg ass, well an deene Plan-sectoriellen, do geet et dann ëm 30 % Logement abordable, an net méi ëm 10 % op deene grousse Flächen, wou gebaut gëtt.

Ech mengen, beim Transport ass et wichteg - wéi Dir, Här Schaaf, och gesot hutt -, dass do net matzen op enger wichteger Infrastruktur awer op eemol nach e Schapp oder en Haus oder eng Hal steet, an dann eventuell eng wichteg Infrastruktur awer net kéint gebaut ginn.

Natierlech och wichteg fir eis Ekonomie sinn déi nei Zone-d'activitéen, wou ech och mam Franz Fayot dru schaffen, fir dass mer eng gutt Method hunn, fir dat duerno schnell ëmzesetzen.

An dann ass de Plan sectoriel « paysages » natierlech och ganz wichteg, eebe fir eis schéi Landschaften. Ech mengen, déi leschte Kéier hate mer mam André Bauler heiriwwer rieds, och iwwert déi Konventioun, fir eis schéi Landschaften hei zu Lëtzebuerg ze schützen.

Et ass natierlech och wichteg, dass déi Plan-sectoriellen elo kommen, well mer ganz vill PAGen hunn, déi elo mussen definitiv ginn, an do ass effektiv e bëssen e Flou juridique. An duerfir wier et gutt, wann déi Plans sectoriels esou schnell wéi méiglech géife kommen.

Zum Plan directeur: Mir sinn amgaangen, dorun ze schaffen. Vläicht kann ech do och ufangs des Joers eng Kéier an der Kommissioun méi an den Detail goen. Dat huet och e Lien mat deem Concours dédié, dee mer elo lancéiert hunn iwwer „Luxembourg in Transition". Mir hunn och mëttlerweil Bureau-d'études, déi eis hëllefen, dat auszeschaffen. An ech kann lech vläicht de méi detailléierten Aarbechtsplang dann eng Kéier an der Kommissioun duerstellen.

Villmools merci och fir déi breet Ënnerstëtzung, dass mer d'Bierger hei kënne matabannen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7679. Den Text steet am Document parlementaire 7679[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7679 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7661 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7661 iwwert d'Aféierung vun enger Léierprimm am Kader vun der Formation professionnelle. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert geet elo direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Covid-19-Pandemie huet eis alleguer, a besonnesch och d'Entreprisen, op eng haart Prouf gestallt - a si stellt se och haut nach virun deelweis ganz grouss Erausfuerderungen.

Ugefaang mam Lockdown am Fréijoer, wou se staark gelidden hunn, bis hin zu haut, wou mir nach laang net iwwert de Bierg vun der Pandemie sinn a vill Leit sech an de Betriber Suergen a Gedanken ëm d'Zukunft vu sech selwer an natierlech och vun de Betriber maachen.

Nieft den Entreprisë selwer hunn awer och déi jonk Léierbouwen a Léiermeedercher mat der aktueller Situatioun ze kämpfen, dat, well dach eng gewëssen Onsécherheet ze spiere war an och nach ëmmer ass, an déi Jonk sech d'Fro stellen, wéi et mat hirer kuerz- a mëttelfristeger Zukunft ausgesäit.

Ech hunn a mengem Beruff als Enseignant am Bouneweger Lycée all Joer Jonker begéint, déi, nodeem se sech oft iwwerhaapt emol d'Fro gestallt hunn, wat fir ee Beruff se da wéilte maachen a wéi ee Beruff fir si dee richtege wier, an der nächster Etapp ëmmer ganz opgereegt waren, ob se dann och eng Plaz als Léierbouf oder Léiermeedche géife fannen. An ech kann lech versécheren, dass d'Freed ëmmer duebel grouss war, wa se bis d'Confirmatioun vum jeeweilege Patron am Grapp haten, dass se d'Léier am Betrib kéinten ufänken.

Dat ass fir all Jonken e wichtege Schrëtt a sengem Liewen, e Schrëtt an d'Welt vun der Aarbecht, e Schrëtt an d'Welt vun nach méi erwuesse ginn an haaptsächlech och nach méi selbststänneg ginn.

Wou läit dann elo genee d'Erausfuerderung an dësem spezielle Corona- oder Covidjoer? Huele mer e konkreet Beispill: e Jonken, deen eng Formatioun - ech soen elo einfach emol als Agent de voyage - ufänke wollt. Wärend den theoreeteschen Deel vun der dräijäreger Formatioun am Lycée enseignéiert gëtt, verleeft de prakteschen Deel an enger Entreprise. Déi éischt Erausfuederung ass et, eng Reesagence ze fannen, déi en ophëlt, an dat ass an dësen Zäite schwéier genuch. Dann ass een an deem Secteur mat de weltwäite Restriktiounen a Reesverbueter konfrontéiert. Ënnert deenen Ëmstänn ass et natierlech och verständlech, dass et fir d'Reesagencen dëst Joer net déi éischt Prioritéit ass, vill nei Léierbouwen oder -meedercher ze forméieren.

Fir de Jonken an eisem Beispill ass dat allerdéngs e grousse Problem: Wann e bis Enn des Joers keng Léierplaz huet, muss e seng Ausbildung bis op Weideres op Äis leeën. Dem Code du travail no muss e Contrat d'apprentissage nämlech tëschent dem 16. Juli an dem 1. November vum selwechte Joer ënnerschriwwe ginn. An obwuel d'Deadline am Kader vun der Coronapandemie op den 31. Dezember verluecht gouf, besteet fir eise jonke Kandidat e Risk, dëst Joer keng Léierplaz ze fannen.

Net just am Tourismussecteur stelle sech déi doten Erausfuerderungen, mee ech mengen, dat Beispill huet eng Kéier illustréiert, wou de Problem läit. Genee wéi eise jonke Kandidat fir Agent de voyage ginn et sécher nach ganz vill aner jonk an och manner jonk Leit, déi hir Léier vläicht net wéi geplangt konnten ufänken.

D'Coronapandemie huet awer net just Repercussioune fir déi Jonk, déi dëst Joer mat hirer Ausbildung wollten ufänken, mee och fir déi, déi schonn een oder zwee Joer mat hirer Léier amgaang waren. Wärend dem Lockdown waren d'Entreprisë gezwongen, hir Aktivitéiten erofzeschrauwen oder souguer komplett zouzemaachen an hunn dowéinst ganz oder zum groussen Deel hir Employéen an de Chômage partiel geschéckt. Och d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher hu gréisstendeels missen doheem bleiwen a konnten hir Ausbildung um Terrain net weiderféieren.

Et goufe Fäll, wou de Contrat d'apprentissage huet missen annuléiert ginn, an d'Léierbouwen a -meedercher stoungen da virun engem grousse Problem: Wou soll ech elo en neie Patron fannen? Wéini kann ech meng Léier weidermaachen? Wëllt iwwerhaapt elo nach iergendee Betrib mech astellen? Wat geschitt, wann ech keng nei Plaz fannen? Dat alles si berechtegt Froen, déi sech vill Léierbouwen a Léiermeedercher dëst Joer gestallt hunn. Iwwregens ass et hei wichteg ze ënnersträichen, dass et net just ganz Jonker betrëfft, mee natierlech och Erwuessener.

Här President, d'Zil vun dësem Projet de loi ass et, déi Entreprisen ze ënnerstëtzen, déi hir Aktivitéiten an hir Verantwortung am Apprentissage och an der Kris wëllen oprechterhalen oder souguer ausbauen. Engersäits sollen d'Betriber mat enger Prime unique derzou incitéiert ginn, nei Apprentien anzestellen, anerersäits geet et drëm, déi Entreprisen ze belounen, déi bereet sinn, esouguer méi Apprentien opzehuele wéi déi Jore virdrun. Dobäi kënnen et natierlech nei Apprentië sinn oder Apprentien, déi en neie Kontrakt brauchen, well hire leschten am Kader vun der Kris leider gekënnegt gouf.

Wichteg ze betounen ass, dass och déi Betriber vun der Primm kënne profitéieren, déi hir Apprentië wärend der Kris weider forméiert hunn. Jo, et wier eng Katastroph, wann d'Léierbouwen a -meedercher hir Léier wéinst der Kris net ofschléisse kéinten, an dofir läit dëse Projet mir och immens um Häerz. D'Zil ass et, dass och Apprentien, déi hire Patron verluer a soumat keng Léierplaz méi hunn, séier eng nei Plaz fannen, fir hir Léier kënnen ofzeschléissen. An dofir beloune mir mat dësem Gesetz déi Betriber, déi esou eng Reprise méiglech maachen.

D'Regierung huet zesumme mat de Sozialpartner e Wee definéiert an duerno ausgeschafft, soudass am Endeffekt nëmme Gewënner bei dësem Modell erauskommen. E ganz wichtege Schlëssel, e wichtege Message ass d'Philosophie hannert dësem Gesetz: motivéieren an encouragéieren.

D'Betriber gi via Subventioune belount, déi Jonk hunn eng Zukunftsperspektiv an d'Gesellschaft huet hei hir Verantwortung vis-à-vis vun den zukünftege Generatioune gewisen.

En extra Ureiz gëtt iwwregens geschafen, wann d'Betriber méi Postes d'apprentissage kreéieren, wéi se dat déi lescht Jore gemaach hunn. Och deen Effort do gëtt belount: Méchs de als Entreprise méi Plazen op, gëtt dat vu staatlecher Säit och méi subventionéiert.

Et handelt sech insgesamt ëm eng temporär finanziell Hëllef, déi ënner verschiddene Krittären ausbezuelt gëtt. Fir déi genee Konditiounen erlaben ech mer hei, op mäi schréftleche Rapport anzegoen, respektiv ze verweisen.

D'Demandë fir d'Primme kënne bis de 15. Juli 2021 gemaach ginn. Fir all Kontrakt, deen de 15. Juli 2020 leeft, gëtt et 1.500 Euro, fir all neie Kontrakt, deen ab dem 16. Juli 2020 ënnerschriwwe gëtt, gëtt et 3.000 Euro. 5.000 Euro kënne bei enger Reprise vun engem Kontrakt, dee virdru gekënnegt gouf, ugefrot ginn - d'Konditioun ass hei allerdéngs, dass deen zënter dem 24. Juni net méi wéi zweemol gekënnegt gouf. D'Zuel vun de Reprisen ass also op zwou limitéiert.

D'Primm vu 1.500 oder 3.000 Euro kann awer och nach eng Kéier ëm 1.500 Euro pro Kontrakt eropgoen, wann de Betrib d'selwecht vill oder souguer méi Apprentië geholl huet wéi an der Moyenne déi dräi Jore virun der Demande vun der Primm. Fir all weider Detailer dozou verweisen ech och op mäi schréftleche Rapport.

Da kommen ech kuerz zu den Avisen. De Staatsrot huet de Projet analyséiert a verschidden Observatiounen a Recommandatiounen eraginn, déi och vun der Kommissioun éischtens diskutéiert an zweetens ugeholl goufen. Och d'Chambres professionnelles begréissen de Gesetzesprojet an hu just vereenzelt Bemierkunge gemaach an déi eng oder aner Klarifikatioun gefrot.

Fir déi genee Ännerungen an den Artikele verweisen ech op dëser Plaz nach eng Kéier op de Commentaire des articles am schréftleche Rapport.

Domat hunn ech de Kader vun deem Gesetz, mengen ech, eng Kéier definéiert. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem honorabelen Här Rapporter Claude Lamberty villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den éischten agedroene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporter och villmools Merci fir säin ausféierleche Rapport, an ech mengen, do brauch ech definitiv net méi an den Detail ze goen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech op der Uni war a wéi ech mäi Virdiplom gemaach hunn - schonn eleng, wann een dat Wuert seet, da weess een, datt et schonn eng relativ laang Zäit hier ass -, …

(Hilarité)

… do hat ech ee Fach, an dat huet Landtechnik geheescht. An dee Proff, dee mer do haten, deen huet op der technescher Uni fir Maschinnebau a Flugzeugtechnik enseignéiert, an deen ass dervunner ausgaang, datt mir alleguer déi technesch Zeechnungen an Ofkierzunge géife kennen, mee dat hu mer natierlech net gemaach! An ech hunn dat Fach geléiert an hu probéiert, mer dat esou am Kapp ze erklären, datt ech et och géif verstoen. An ech sinn dunn och esou an den Exame gaangen, dat war e mëndlechen Examen, an do krut ech d'Differenzialgetriber - ech hunn eng Kleng behalen, well ech weess nach ëmmer, datt ech dat krut.

Ech hunn dem Monsieur dat och esou erklärt, wéi ech mer dat a mengem Kapp erklärt hunn: datt dat esou géif dréien, datt eeben herno dee banneschte Pneu géif manner séier dréie wéi dee baussechten - also der Erklärung no huet et fonctionéiert.

U sech war de Monsieur och zefridde mat mer, an du koum en awer op déi glorräich Iddi, mer e Modell ze weisen, wou den Trakter esou opgeschnidde war a wou ech dat hätt missen do erklären. Ech hunn och iergendwéi eppes erklärt an ech hunn den Examen och gepackt. Ech hunn awer realiséiert, datt ech definitiv an der Praxis eng Null doranner wier. A genau déi Praxis ass awer dat, wat d'Schüler, virun allem d'Schüler an der Beruffsausbildung, brauchen. Theorie eleng bréngt absolutt guer näischt!

D'Schoul kann een Deel vun där Praxis maachen an d'Schoul mécht dat och. D'Schoul huet Atelieren, do kënnen d'Schüler üben. Mee d'Schoul an d'Atelieren, déi kënnen ni ee Betrib an déi reell Welt ersetzen. Mir brauche fir d'Beruffsausbildung Betriber, wou de Léierjong, d'Léiermeedchen d'Praxis am Alldag erlieft, wou se d'Routine kréien, wou et och emol Stress gëtt, wou se mam Client mussen eens ginn. A genau déi Betriber, déi hunn awer elo an der Covidzäit staark gelidden an hunn elo ganz aner Prioritéiten, wéi onbedéngt auszebilden.

An duerfir begréisse mer et wierklech, datt dës Betriber dofir ënnerstëtzt ginn, datt se kee Léiervertrag opléisen, datt se nach nei Léierverträg maachen, well mir brauchen dat onbedéngt fir d'Ausbildung vun eise jonke Leit.

Ech hunn awer nach e klengen Denkustouss: D'Beruffsausbildung huet och Schüler, déi net am Concomitant sinn, mee déi a Stagë sinn an déi op zéng Woche Stage ugewise sinn. An och hei ginn et Betriber, déi Problemer hunn an déi net onbedéngt elo interesséiert sinn, Stageplazen opzemaachen. Et ginn Ausbildungen, wou Stageplaze feelen. Och hei wär et wichteg, datt dës Betriber zousätzlech géife motivéiert ginn an datt dee Règlement granducal, deen do ass, fir deene Betriber eng Bäihëllef ze ginn, och eventuell kéint ugepasst ginn.

Da wëll ech awer soen: Den Här Rapporter huet gesot, mir hätten d'Avisen am Detail duerchgekuckt.

Do kann ech dem Rapporter net Recht ginn. Dat ass dee Bemoll, deen ech hunn. Ech fannen, esou, wéi mir geschafft hunn, datt mer emol net den Avis vum Staatsrot duerchgekuckt hunn, esou kann een net schaffen. Dat ass net seriö! Mee dofir kënnen eis Léiermeedercher an eis Léierjongen an och eis Betriber net, an dofir gi mer natierlech den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat e puermol d'Chance, derbäi ze sinn, wéi jonk Leit, déi hir Formation professionnelle ofgeschloss haten, hiren Diplom kruten. An den Houfert, d'Freed an d'Motivatioun waren hinnen an d'Gesiicht geschriwwen, wéi se dat wäertvollt Stéck Pabeier endlech an der Hand haten. Endlech war dee laangen an ustrengende Parcours gepackt! Endlech ware se net méi Léiermeedercher oder -bouwen, mee mat zwee Féiss am richtege Beruffsliewen.

Mee fir dass et zu dësem Moment, zu dësem Lancement vun enger richteger Karriär kënnt, brauch een awer nun emol, nieft der néideger Motivatioun, ee Betrib, deen engem d'Chance gëtt, seng Léier ze maachen. Eng Léier ass net e klenge Stage vite fait, mee e Prozess, deen iwwer e puer Jore leeft. Eng Entreprise, an et ass ganz dacks jo en Handwierksbetrib, engagéiert sech also à long terme, ee Jonken auszebilden, deen nach kaum bis guer net geschafft huet. En hëlleft him, seng theoreetesch Kenntnisser aus der Schoul an der Praxis, um Terrain, ëmzesetzen.

Deen Effort vun de Betriber ass also enorm wichteg fir eis Gesellschaft a fir d'Zukunft vun eisem Land. Mir brauche gutt ausgebilt, qualifizéiert Käch, Mechatroniker, Liewensmëtteltechniker, Coiffeuren, jee, eleng d'Chambre des Métiers presentéiert 88 Metieren, vun deenen all Eenzelnen eis Ënnerstëtzung verdéngt.

Mir wëssen, wéi eis Ekonomie ënnert der aktueller Kris leit. Ech kann duerfir och wierklech novollzéien, wann ee Betrib sech et zweemol iwwerleet, ob e sech et ka leeschten, fir dëst Joer nees e Jonken an d'Léier ze huelen oder en ze halen. Wann en dat mécht, huet en eise Respekt verdéngt. An deem Sënn ass et natierlech absolutt ze begréissen, datt d'Regierung op de Wee vun engem Encouragement geet a Form vun engem finanziellen Ureiz, fir sécherzestellen, datt genuch Betriber trotz der Kris Léierplaze schafen.

Duerch dëst Gesetz kann ee fir en Apprenti tëscht 1.500 a 5.000 Euro Ënnerstëtzung kréien. De Rapporter ass op d'Modalitéiten agaangen, merci och fir säi ganze Rapport. Et gouf dacks gesot, Dir Dammen an Dir Hären, datt mir alles mussen drusetzen, fir datt d'Pandemie keng verluere Generatioun produzéiert. Ma genee dat géif geschéien, wann elo net déi néideg Ausbildungsplazen do wieren.

Mir hu vill Jonker an eise Schoulen, déi eng Léier wëlle maachen. Si sollen, si mussen hir Chance kréien, an dat am beschten an deem Beräich, deen hinnen och am meeschte läit. Eng gewësse Previsibilitéit ass hei sécher net verkéiert. An deem Sënn wier et vläicht och interessant, vum Minister gewuer ze ginn, wéi eng Profiller nach gesicht ginn, wou an a wéi engem Secteur nach Plazen disponibel sinn an och, wéi dee sougenanntene „Matching" fonctionéiert.

Enn November, sou krut ech gesot, waren nach eng 350 Jonker op der Sich no enger Léierplaz - ech hoffen, dass déi Zuel duerch dësen Inzentiv vun dësem Projet de loi weider erofgaangen ass, respektiv nach weider erofgeet.

Här President, nieft der Fachkompetenz ginn awer och déi sougenannte „Social Skills", also d'Sozialkompetenzen, ëmmer méi wichteg, ëmmer méi gefrot. Si sinn an engems keng Selbstverständlechkeet. Och hei muss ee sech iwwerleeën, wéi een de Léiermeedercher a -bouwen esou Kompetenzen nach besser ka vermëttelen.

Och d'Orientéierung an den Image vun enger professioneller Ausbildung bleiwen en Dauerbrenner. En Handwierk ze léiere soll e Choix sinn, eppes Flottes, eppes, fir dat een optimalerweis eng Passioun huet. Mir musse fortkomme vun der Orientation par échec an der Beruffsausbildung endlech déi Unerkennung ginn, déi se verdéngt - an an anere Länner par ailleurs och huet.

Mir si jiddefalls frou, datt mat dësem Gesetz eppes fir dee ganze Beräich gemaach gëtt, ee Projet - an de Rapporter huet et gesot - dee béide Säiten zeguttkënnt: deem Jonken, deen heiduerch hoffentlech eng gutt Léierplaz ka fannen, an dem Betrib, deen esou d'Käschten, déi duerch dëse Rekrutement entstinn, besser opfänke kann.

Dat gesot, gi mir natierlech als LSAP den Accord fir dëse Projet de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. An da wier et un der honorabler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Formation professionnelle, also d'Beruffsausbildung, baséiert op engem Equiliber tëscht Theorie a Praxis. Nieft enger schoulescher Grondausbildung kréien déi Jonk relativ schnell en Abléck an d'Beruffswelt an d'Ufuerderunge vum Handwierk, dem Commerce oder och der soziopedagogescher Aarbecht. Hir Ausbildung, wa bis decidéiert, verleeft dual: zum Deel am Klassesall an der Schoul an zum Deel an engem Betrib am direkte Kontakt mat der Praxis.

An de leschte Méint ass eis Gesellschaft net just mat enger sanitärer, mee och mat enger wirtschaftlecher Kris konfrontéiert. D'Betriber baue Plazen of, mussen deelweis ganz zoumaachen a spueren u Ressources humaines, wou et nëmme geet. Déi Éischt, déi drënner leiden, sinn nieft den Interimen a Freelancer och d'Stagiairen. Si, déi léiere wëllen, déi d'Zukunft vun eisem Aarbechtsmarché sinn, déi eng gutt Ausbildung brauchen, fir fit ze si fir d'Zukunft, si leider och déi selwecht, déi an dësen Zäiten ze kuerz kommen.

Wa mer d'Investitiounen héichhale wëllen, dann heescht dat eeben och, dass mer an d'Leit investéiere mussen, an hir Ausbildungen, fir dass mer an Zukunft, wann et erëm besser leeft, gutt ausgebilte Fraen a Männer hunn, déi an d'Beruffsliewe starten. An dësem Sënn reit sech dëse Projet de loi, deen schonn exzellent vum Rapporter beschriwwen an erkläert gouf, an en Invest an eis Jugend an an eis Zukunft an. Si brauchen nämlech Betriber, bei deene se kënne léieren, bei deene se kënnen Erfarunge maachen. An dofir musse mer och d'Entreprisë konsequent encouragéieren, fir dës Ausbildungsplazen zur Verfügung ze stellen.

Dat gëtt mat dësem Gesetz a mat sengen zäitlech limitéierte Primmen gemaach, fir ausbildend Organismen ze encouragéieren. Mir hoffen, dass et derzou bäidréit, dass d'Aarbechterinnen an d'Aarbechter vu muer net duerch d'Kris vun haut vergiess oder verluer ginn, well géint de Schoulofbroch musse mer op alle Fronte konsequent ugoen.

Ech ginn heimadder ganz, ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun, wëll awer als Lescht nach dem Rapporter en häerzleche Merci soe fir säin exzellente schréftleche wéi mëndleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. An d'Wuert geet direkt un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: Maach wéi d'Leit, da geet et der wéi de Leit! Ech hu gesinn, déi aner kommen alleguer heihinner, da kommen ech och heihinner.

Den Här Lamberty huet ganz richteg gesot: Den Effort soll belount ginn, a ganz besonnesch, wann et ëm déi Jonk geet, respektiv och ëm manner Jonker, déi a sou engem Fall sinn, déi eng Plaz sichen, wat oft eng schwiereg Situatioun ass. Dat gëtt hei gemaach an dat ënnerstëtze mer natierlech komplett.

Ech hunn et och flott fonnt, fir e bëssen iwwert déi perséinlech Erfarung ze schwätzen. Ech mengen, ech hunn där jo och eng ganz Partie aus dem technesche Lycée zu Esch. Et muss ee sech einfach an déi Situatioun eraversetzen: Jonker vu 15, 16 Joer, déi eng Cinquième fäerdeg hunn an déi dann eng Plaz sichen – an dat ass net einfach mat 15, 16 Joer, esou an déi Beruffswelt do eranzekommen, an dat sinn der oft och, déi net déi néideg Ënnerstëtzung vun doheem hunn, wéi vläicht anerer, an déi sech, wa se eng Plaz fannen, dann oft och effektiv ganz besonnesch vill freeën. An dat huet mir och ëmmer vill Freed gemaach an dat ass ganz schéin esou.

Den Här Lamberty huet och gesot: „Et ginn och méi Aler." Effektiv, fir eng kleng Kuriositéit hei ze soen: Ech hat nach virun zwee Joer ee Léierbouf, dee war méi al wéi ech, wou ech da Proff war. Esou interessant Situatioune gëtt et och, dat betrëfft jo net nëmmen déi ganz Jonk.

Voilà! Mir stëmmen dat natierlech mat. Et ass alles gesot. Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. „Maach wéi d'Leit, da geet et der wéi de Leit, an dat wëlls de jo net", krut ech doheem gesot. Da bleiwen ech emol hei stoen.

(Hilarité)

Mir wäerten natierlech deen heite Projet de loi matstëmmen, well mer mengen, datt et an dëser Situatioun awer eng nëtzlech Hëllef ka si fir gewësse Betriber, fir weiderhin Apprentien anzestellen oder déi erëm anzestellen, déi hu misse resiliéiert ginn. A mir wëssen, datt zemools och méi kleng Betriber wierklech mat reelle Problemer ze kämpfen hunn.

Allerdéngs ass et awer och esou, datt mer elo an enger Situatioun sinn, wou leider weeder d'Educatioun, nach eng gutt Formatioun e Garant sinn, fir och eng gutt Aarbechtsplaz ze hunn. Den Aarbechtsmarché huet sech staark geännert a mir wëssen, datt och ëmmer méi jonk Leit trotz gudder Formatioun, trotz guddem Diplom weiderhin net onbedéngt déi Aarbechtsplaz kréien, déi se verdéngt hätten. An do ginn et och ganz, ganz kloer Zuelen, déi beleeën, datt et u sech déi Jonk sinn, déi an deene prekäersten Aarbechte sinn, déi am mannste verdéngen an déi am meeschten ënnert der Kris gelidden hunn, wat elo den Aarbechtsmarché ugeet.

An ech mengen, mir musse ganz gutt oppassen, well déi heite Kris, déi ekonomesch Kris an déi sozial Kris, déi sech ëmmer méi ubaant an déi ëmmer méi frappant wäert ginn, och d'nächst Joer riskéiert, sech haaptsächlech um Bockel vun de méi jonke Generatioune auszedroen.

Dofir, jo richteg, et muss ee jonk Leit forméieren! Et muss een hinnen erlaben an alles dofir maachen, datt se eng Formatioun kréien, eng Léier kréien. Mee et muss een awer och eng aner ekonomesch Politik maachen, fir datt se duerno och eng uerdentlech Aarbecht kënnen hunn.

Ech wollt awer och nach kuerz soen, datt mer elo laut den Zuele vun der Chambre des Salariés ongeféier esou ëm déi 450 Apprentië wäerten hunn, déi nach ëmmer amgaange sinn, eng Léierplaz ze sichen an déi nach keng fonnt hunn. A wéi mer wëssen, gouf de Chômage partiel fir d'Apprentien am Juli vun dësem Joer net weidergefouert. Ech mengen, et wier un der Zäit … - bon, am Prinzip ass et net den Educatiounsministère, deen dofir zoustänneg ass, ech mengen, dat läit héchstwarscheinlech beim Travail - mee op jidde Fall misst de Chômage partiel och weidergefouert gi fir d'Apprentien, déi elo an dëser Situatioun sinn.

Voilà! Dat gesot, wäerte mer dat heiten natierlech matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools Här Wagner. A leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo wou den David Wagner et anescht gemaach huet, kann ech et dann nach eng Kéier anescht maache wéi hien a mech erëm heihinner stelle fir meng Ried.

D'Handwierk stécht zu Lëtzebuerg net eréischt zanter der Covidkris an enger déiwer Kris: Schonns éier den neie Virus eis alleguerte virun ongeaanten Erausfuerderunge gestallt huet, hat d'Handwierk ze kämpfe mat engem Mangel u qualifizéiertem Personal an enger onfairer Konkurrenzsituatioun tëscht dem Staat an dem Privatsecteur.

Vill Patrone beschwéie sech zënter Joren, datt se vill Suen an Energie an d'Ausbildung vu Léierbouwen a -meedercher stiechen, just fir datt dës dann no e puer Joer an de Service vum Staat oder vun enger Gemeng wiesselen, well et dem Staat an de Gemenge méiglech ass, Paien ze bezuelen, déi fir e klenge Patron einfach onméiglech opzebrénge sinn.

Wa mir haut dëst Gesetz stëmmen, fir de Betriber eng Primm auszebezuelen, wa se sech trotz der Covidkris dofir entscheeden, en Apprenti auszebilden, sollte mer dat net vergiessen. Et ass wichteg, datt mer wärend dëser Pandemie Weeër sichen, fir deene Jonke weider Perspektiven ze bidden an den Entreprisen ze hëllefen, duerch d'Kris ze kommen. Eng Prime unique wéi déi, iwwert déi mer haut ofstëmmen, ass do eng méiglech Pist, mee eleng geet dës Mesure net duer.

Wann de Staat weiderhin de Betriber d'Employéen ofzitt, nodeems dës an d'Ausbildung investéiert hunn, ouni eppes zréckzekréien, a wann et eis net geléngt, de Beruff vum Handwierker opzewäerten, fir en och fir Schülerinnen a Schüler aus de klassesche Lycéeë mat engem Talent fir manuell Aarbecht attraktiv ze maachen, jo da wäert d'Handwierk nach laang iwwert d'Pandemie eraus ze kämpfen hunn.

Eng ëmfaassend Krisestrategie däerf duerfir net nëmme punktuell Aiden an d'A faassen, mee muss doriwwer eraus och déi strukturell Problemer ugoen, ënnert deenen de Secteur säit Laangem leit, an dat ass virun allem de Mangel u qualifizéierter Main d'œuvre an eng feelend Valoriséierung vum Beruff.

Jonke gëtt ëmmer nach d'Gefill ginn, dass Ausbildungsberuffer fir Persoune sinn, fir déi en Unisstudium ze schwéier ass, an dat ass vu Grond op falsch! Bei der Orientéierung vu Jonke muss an Zukunft vill méi Wäert drop geluecht ginn, individuell Interessen an Talenter ze förderen.

Wa mer jonk Leit net fir d'Karriären am Handwierk begeeschtert kréien, dann hëllefen och eis Primmen näischt! Well dann ass keen do, deen deen Job wëllt maachen! Wa Patrone keng Léierbouwen a -meedercher méi fannen, da kënne se net vun där Primm hei profitéieren. Esou einfach ass et!

A wa se der awer iergendwéi nach fannen a se dann no der Ausbildung un de Staat verléieren, dann hu se och trotz der Primm nach e Minusgeschäft gemaach. Dofir wëll ech hei nach eemol betounen, wéi wichteg et wär, datt endlech géif envisagéiert ginn, eng Aart „Ablösesumme" anzeféieren, wéi se vum Handwierk schonn zënter enger Zäit gefuerdert gëtt.

De Staat stellt ganz vill Handwierker an a bilt der ganz wéineg aus. De Privatsecteur bitt dogéint vill Ausbildungsplazen un, mee verléiert och vill talentéiert Aarbechterinnen an Aarbechter no hirer Ausbildung un den ëffentleche Secteur. Fir hei eng méi gerecht Situatioun ze schafen, missten d'Patronen aus dem Privatsecteur am Fall, wou eng Persoun kuerz no hirer Ausbildung an eng Karriär beim Staat oder de Gemenge wiesselt, e finanziellen Ausgläich fir hir Aarbecht als Ausbilder erhalen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Primm fir Betriber, déi och wärend der Kris weiderhin ausbilden, ass eng ganz gutt Saach. A mir wäerten dëse Projet duerfir haut och matdroen. Mee wann doriwwer eraus net endlech ëmgeduecht gëtt, wann et ëm d'Orientéierung vu Jonken an der Beruffswelt an ëm d'staatlech Astellungspolitik geet, wäerte mer klengen a mëttelstännegen Handwierksbetriber einfach keng laangfristeg Perspektive bidde kënnen!

Dëse Projet eleng ass also nach kee Grond, sech op d'Schëller ze klappen: Et ass déi ominéis Drëps op de waarme Steen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci och un de Rapporter, de Claude Lamberty, deen eis souwuel d'Motivatioun, wéi awer och déi eenzel Detailer an Dispositioune vun dësem Gesetzestext erkläert huet.

Jo, ganz vill Betriber sinn an d'Schiflag komm duerch d'Pandemie, ganz Wirtschaftszweiger sinn an d'Schiflag komm. Et ass eis gemeinsam Suerg gewiescht, ech menge souwuel heibannen, wéi an der Regierung, wéi awer och bei de Beruffskummeren a bei ganz villen Entreprisen, datt dat net zu enger Schiflag bei deene Jonke géif féieren, virun allem bei deene Jonken, déi an enger Beruffsausbildung sinn oder deenen hire Wee an d'Beruffsausbildung sollt féieren.

An ech denken, datt mer domadder richteg leien, fir datt déi Jonk, déi eng Beruffsausbildung wollte maachen, … datt mer alles maachen, datt mer gemeinsam Efforte maachen, souwuel de Staat wéi och d'Entreprisen, fir datt dee Wee och kann do ukommen. Well mir wëssen nach, wéi virun engem Joer, et ass jo nach net laang hier, gejaut ginn ass iwwert de Mangel u Fachpersonal hei zu Lëtzebuerg, wéi an Handwierkssecteuren, wéi awer och an der Industrie an a villen anere Beräicher, am Commerce, am Horeca gesot ginn ass: „Mir brauche gutt ausgebilte jonk Leit!" An et wär e Feeler, elo déi Jonk falen ze loossen an hinnen de Wee net ze erméiglechen, an eng Ausbildung eranzekommen. An et géif de Betriber virun allem duerno, wann eng Reprise do wär, erëm enorm schueden, wann déi Leit, déi se da bräichten, fir déi Reprise ze realiséieren a fir déi Aarbecht ze iwwerhuelen, déi erëm an de Betriber reell do wier an ze leeschte wier, dat dann net kéinte maachen.

Duerfir ass dat heiten och eng Initiativ, fir prett ze si fir d'Reprise, fir da gutt jonk Leit ausgebilt ze hunn. Déi Primm hei, déi hëlleft sécherlech deem engen oder anere Patron. An ech mengen och, datt se deen een oder deen aneren zousätzlech iwwerzeegt huet, fir säin Apprenti ze halen an och fir méi Apprentien ze huelen, well et ass jo och e kloren Incitatif dra virgesinn, well ech souguer nach eng Kéier zousätzlech eng Augmentatioun vun der Primm ka kréien, wann ech der souguer nach méi huele wéi déi Jore virdrun. Dat kompenséiert da fir d'Entreprise op där enger Säit zum Deel sécherlech déi finanziell Laascht fir en Apprenti, déi jo och iwwert d'Indemnitéit ze leeschten ass, an op där anerer Säit awer och den Effort, fir sech grad elo an enger Situatioun, wou een als Entreprise och nach ganz vill aner Saachen ze leeschten huet, och nach gutt ëm d'Apprentië ze këmmeren. Well et geet jo net nëmmen drëms, datt se e Léiervertrag kréien, mee et geet wierklech drëms, datt se all Dag eppes léieren, all Dag eppes gewise kréien an all Dag dobäi guidéiert ginn.

Ech wëll awer och soen, datt vill Betriber guer net gewaart hunn, datt mer eng Primm ugekënnegt hunn, an datt et fir déi dès le départ ganz kloer war, datt se hiren Engagement am Apprentissage wéilte weiderféieren, souwuel fir déi, déi schonn an engem Kontrakt dra waren, wéi och fir déi, déi de leschte Summer aus der Schoul komm sinn.

Mëttlerweil gesi mer do, datt mer en Equiliber hunn tëschent den oppene Plazen an den Demanden. Mee mer gesinn awer och, wéi all Joers eigentlech, datt zum Deel aner Léierplazen gefrot si wéi déi, déi da vun den Entreprisen offréiert sinn. De Chiffer läit do ongeféier bei 350 oppene Plazen a bei 350 Demanden, déi nach opstinn. Do wou nach wierklech Propose gemaach ginn, wou nach Apprentië gebraucht ginn, dat ass an der Alimentatioun, am Bau, an der Kichen, am Service a generell am Handwierk - do ganz besonnesch an der Mécanique an an der Elektro. Dat sinn déi Beräicher, wou klassescherweis och nach all Joer ëmmer probéiert ginn ass, natierlech nach genuch Apprentien dohinner ze guidéieren.

Zwou Remarke vläicht nach eng Kéier zu deem, wat d'Madamm Hansen proposéiert huet, fir och den Entreprisen, déi Stagiairen huelen ..., well mer hu jo en duale System, wou et de Léiervertrag gëtt, wou en Deel vun der Formatioun an der Schoul gemaach gëtt a wou een awer och duerch e Léiervertrag un d'Entreprise gebonnen ass, mee et ginn och Ausbildungen fir Beruffer, wou een eigentlech plein Temps an der Schoul ass, mee dann awer och ganz vill iwwer Stagen an d'Entreprisen erakënnt. Natierlech ass dat och en Engagement vun den Entreprisen, mee et ass net grad eent zu eent ze vergläichen, well déi Entreprisë jo och keng Indemnité d'apprentissage bezuelen an duerfir vläicht och net gradesou finanziell missten ënnerstëtzt ginn, wéi et bei deenen aneren, déi sech am Concomitant engagéieren, de Fall ass.

Bei deenen Entreprisen, déi e Stage ubidden, ass et virun allem och esou, datt mer momentan mierken, datt et eng Erausfuerderung gëtt, datt vill Beschäftegter bei deenen Entreprisen am Teletravail sinn, déi eigentlech als Tuteur den Encadrement vun den Apprentien iwwerhuele sollten, an et sech an deem Sënn awer als schwiereg erweist, well den Apprenti physesch present an den Tuteur am Teletravail ass. Dat ass momentan dee gréissten Challenge, deen do ze schëlleren ass, an et ass eigentlech net, wéi wa mer elo wierklech verspuert hätten, datt mer do finanziell nach en Attrait misste schafen.

Zum David Wagner senger Propos, fir de Chômage partiel weiderlafen ze loossen: Dee leeft och erëm! Deen ass erëm ugelaf! Elo, zanterdeem mer eng Rei vu Secteuren erëm an engem Lockdown hunn, oder confinéiert Secteuren hunn, ass et esou, datt do, wou eeben och de Chômage partiel fir d'Travailleure gëllt, deen och erëm fir d'Apprentië méiglech ass, limitéiert awer op déi dote Secteuren.

Ech denken, datt mer hei eppes gemaach hunn, fir schnell a richteg an dëser Situatioun ze reagéieren. Datt mer an der Beruffsausbildung, datt mer fir d'Promotioun vun der Formation professionnelle, datt mer och fir den Image an de Stellewäert vun der Beruffsausbildung an eiser ganzer Gesellschaft nach ganz vill méi musse maachen, ech denken, do si mer eis eens, an dat kréie mer och mat dësem Projet de loi net geléist.

Wichteg ass, datt mer eis d'Wuert ginn, datt mer déi Jonk net hänke loossen, och wann dat heiten elo net direkt jidderengem de Wee an den Apprentissage kann erméiglechen. An do hu mer, denken ech, eigentlech Joer fir Joer e Feeler gemaach, och an deene vergaangene Joren, datt mer gesot hunn: „Déi Jonk, déi komme vun hirer Cinquième, se sollen eng Léierplaz fannen, an déi, déi keng Léierplaz fannen, fir déi interesséiere mer eis net méi." An dat, denken ech, musse mer och aus dëser Pandemie léieren, sou wéi mer villes musse léieren, datt mer dat eeben net méi maachen, datt mer eis och responsabel fir si spieren an hinnen dann awer eng aner Formatioun ubidden.

Duerfir hu mer jo och schonn decidéiert, datt mer an de Lycéeën och Inskriptiounen zouloosse fir déi, déi nach keng Léierplaz hunn, an datt mer se och nach länger Zäit an de Lycéeë wëllen halen. An do musse mer zesumme mat de Lycéeën, zesumme mat den CNFPCen awer kucken, datt mer och adequat Formatiounen ubidden, fir vläicht da fir d'nächst Joer prett ze si fir eng Léier. An op jidde Fall däerfe mer do dann dee Moment déi Jonk och net hänke loossen. Dat ass eng Léier, vun där ech mer géif wënschen, datt mer se alleguerten zesummen och nach aus der Pandemie kéinte mat op de Wee huelen.

Villmools merci fir Är breet Zoustëmmung fir dës Hëllef fir d'Entreprisen, déi sech weiderhin och an dëser schwiereger Zäit am Apprentissage engagéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soe villmools Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7661. Den Text steet am Document parlementaire 7661[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7661 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7661 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7509 - Proposition de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

2° la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, d'Proposition de loi 7509 iwwert d'Parteiefinanzéierung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech méi op den Detail vun der Proposition de loi aginn, iwwert déi mer haut diskutéieren an ofstëmme wäerten, wëll ech kuerz un den Historique dovun erënneren.

Den Text a senger aktueller Form ëmfaasst nämlech just nach en Deel vun deene Modifikatiounen um Parteiefinanzéierungsgesetz, déi an der initialer Proposition de loi virgesi waren. Beim Depot duerch den Alex Bodry am Numm vun eiser Institutiounskommissioun viru bal genau engem Joer ware mer eis parteiiwwergräifend eens, dass eng Rei Ännerungen néideg wieren, fir bestëmmte Froen a Problemer, déi sech an der Praxis stellen, ze klären.

Opgrond vum Avis vum Conseil d'État huet sech awer gewisen, dass et technesch net esou einfach ass, deen Text esou auszeformuléieren, wéi mer eis dat gewënscht hätten, jiddefalls net an enger kuerzer Zäit.

D'Institutiounskommissioun huet duerfir decidéiert, nom Avis vum Conseil d'État, deen eng Rei vun Oppositions formelles enthalen huet, en éischten Deel vun deene Modifikatiounen elo schonn zum Vott ze bréngen an duerno eng nei Proposition de loi auszeschaffen, déi op déi aner Aspekter aus dem initialen Text ageet an de Bemierkunge vum Conseil d'État Rechnung dréit.

Et handelt sech hei ëm déi Propositiounen, déi de Parteien, déi méi oder manner vill Personal beschäftege respektiv fir hir Lokaler verantwortlech sinn, eng Capacité juridique ginn, an et huet sech ëm déi Dispositiounen gehandelt, déi sech ëm déi individuell Campagnë vun eenzelne Kandidate gedréit hunn.

Déi Dispositioune waren dem Conseil d'État net kloer genuch an duerfir hu mer déi mol op d'Waardegleis gestallt, ouni dass mer se vergiessen. Mir wäerte selbstverständlech dorop zréckkommen.

D'Proposition de loi, wéi mer se haut virleien hunn, reit sech a méi e laangfristege Prozess an, deen en duebelt Zil huet: Engersäits soll garantéiert ginn, dass Parteien déi néideg Moyenen hunn, fir déi Roll, déi se an eiser Demokratie spillen, kënnen ze erfëllen, anerersäits solle kloer Reegelen duerfir suergen, dass d'Finanzéierung vun de Parteien esou transparent wéi méiglech ass an domat hir Ofhängegkeet vu privaten Entreprisen oder Lobbye grad wéi doduerch bedéngten Interessekonflikter verhënnert ginn.

D'Parteien an déi Aart a Weis, wéi se sech finanzéieren, hate ganz laang iwwerhaapt keng Plaz an der Lëtzebuerger Gesetzgeebung. Eng éischte Kéier sinn d'Parteien am Gesetz vum 7. Januar 1999 erniimmt ginn, dat en deelweise Remboursement vun de Fraise fir d'Walcampagnë virgesinn huet.

An där Zäit ass och um internationale Plang d'Iwwerzeegung ëmmer méi staark ginn, dass d'Finanzéierung vun de Parteie gesetzlech misst encadréiert sinn an dass ee méi Transparenz bräicht, fir d'Glafwierdegkeet vun der Politik an d'Vertrauen an der Demokratie ze stäerken.

Wéi mer d'Gesetz iwwert d'Parteiefinanzéierung, dat mer haut wëllen upassen, gestëmmt hunn, hu mer ënner anerem Referenz op d'Konklusioune vun der Commission de Venise gemaach, déi schonn 2001 festgehalen hat, dass a Länner ouni ëffentlech Finanzéierung vu Parteien an ouni Transparenzreegelen en héije Risiko vun okkulte Geldflëss a Korruptioun géif bestoen.

Eng ganz Rei politesch Skandaler am Ausland hu kloer gewisen, wéi esou eng legislativ Grozon dem Vertrauen an d'Parteien an an d'Politik am Allgemenge schuet. Vill Länner an Europa hate laang virun eis Reegelen zur ëffentlecher Finanzéierung vu Parteien. Lëtzebuerg huet sech mam Gesetz vum 21. Dezember 2007 endlech och en entsprechende Kader ginn. Zanterhier kënnen d'Parteien zu engem gudden Deel op ëffentlech Gelder zréckgräifen, mee et goufen och strikt Limitatioune bei den Donen agefouert, déi se kënnen unhuelen.

D'Parteie kënnen zanterhier nach just Done vu Privatpersounen unhuelen, also net vun Entreprisen, Associatiounen an esou weider. Done kënnen net anonym gemaach ginn, d'Parteie mussen net nëmmen hir Konten, mee och d'Nimm vun hiren Donateure veröffentlechen.

Mat deem Gesetz huet Lëtzebuerg 2007 Neiland betratt an duerfir war schonn deemools virgesinn, dass no enger gewëssener Zäit e Bilan iwwert déi praktesch Ëmsetzung misst gezu ginn. Haut kann ee feststellen, dass déi Gesetzgeebung hir Zilsetzunge wäitgeeënd erreecht huet.

2008 goufen d'Existenz an déi wichteg Aufgab vun de Parteien an der Verfassung verankert. Als Konsequenz dovunner gouf d'Gesetz eng éischte Kéier de 16. Dezember 2011 ugepasst. Dës Ännerungen hunn d'Pièces justificatives betraff, déi mussen öffentlech gemaach ginn, et goufe Prezisiounen zu den Donen ageschriwwen a Falschangabe sinn zanterhier als Délit pénal ugesinn.

Eng zweete Kéier gouf d'Gesetz vun 2007 geännert, fir d'öffentlech Parteiefinanzéierung u Reegelen ze bannen, déi duerfir suerge sollen, dass Fraen a Männer op eng equilibréiert Manéier op de Wallëschte fir d'Legislativ- an d'Europawalen vertruede sinn, déi sougenannte Quotereegelung.

Ech wéilt dann elo op d'Ännerungen agoen, iwwert déi mer haut decidéieren. Als Éischt emol eng kloer Trennung tëschent den Europawalen an de Legislativwalen, esou wéi de Conseil d'État et proposéiert huet. Bis elo muss eng Partei, fir vun der öffentlecher Finanzéierung profitéieren ze kënnen, fir béid Wale komplett Lëschten opgestallt an a béide Fäll mindestens 2 % vun de Stëmme kritt hunn. Wa mer dee Projet hei stëmmen, ginn dës Konditioune fir déi zwou Wale separat gekuckt, allerdéngs kritt dann eng Partei, déi d'Konditiounen nëmme bei enger vun deenen zwou Walen erfëllt, däitlech manner Suen.

Nei ass och, dass dës Montanten net méi an Euro, mee a Punkten ausgedréckt ginn, woubäi de Punktwäert entspriechend dem Artikel 2 Paragraf 4 am Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert d'Gehälter bei de Staatsbeamte festgeluecht gëtt. D'Begrënnung heifir ass, dass d'Parteien e groussen Deel vun deene Suen, déi se kréien, fir Personalkäschten ausginn, a wann d'Finanzéierung vun de Parteien zesumme mat de Gehälter vun der Fonction publique evoluéieren, kann deem Rechnung gedroe ginn.

Domat komme mer dann op e weesentlechen Aspekt vun dëser Proposition de loi, wou et dorëm geet, d'Montanten, déi d'Parteie kënne kréien, an d'Luucht ze setzen. Säit der Aféierung vum Gesetz 2007 huet sech un der Dotatioun näischt geännert, an et ass och net zu enger Upassung komm, soudass et e Konsens gouf, dass dës Montante misste un d'Realitéit vun haut ugepasst ginn.

De järleche Basismontant, deen d'Parteie kréien, wa se déi virgenannte Konditiounen erfëllen, gëtt vun 100.000 Euro op 7.500 Punkten eropgesat, wat haut 150.000 Euro entsprécht. Déi zousätzlech Dotatioun, déi se kënne fir all Prozentpunkt kréien, deen iwwert dem Minimum vun 2 % vun de Stëmme läit, gouf vun 11.500 Euro op 800 Punkten, also 16.000 Euro erhéicht.

Eng Partei, déi sech nëmme mat enger vollstänneger Lëscht bei den Europawale géif presentéieren a mindestens 2 % vun de Stëmme géif kréien, hätt Urecht op 1.800 Punkten, also 36.000 Euro. Dës Upassunge gëllen ab dem Budgetsjoer 2020.

D'Zoustëmmung zu enger Partei dréckt sech awer net nëmme bei Walen aus, mee natierlech och iwwert d'Zuel an den Engagement vun hire Memberen a Sympathisanten, déi d'Partei iwwer eng Memberskaart oder Done finanziell ënnerstëtzen. Duerfir gëtt et aktuell am Gesetz vun 2007 eng Dispositioun, déi seet, dass déi öffentlech Finanzéierung net méi wéi 75 % vun de Recettë vun enger Partei däerf ausmaachen. Prinzipiell ass dat richteg, allerdéngs riskéiere besonnesch déi méi kleng Parteien doduerch manner öffentlech Ënnerstëtzung ze kréien, well si oft ganz limitéiert eege Recetten hunn. D'Institutiounskommissioun proposéiert duerfir an dëser Proposition de loi den Taux vu 75 % op 80 % eropzesetzen.

Mat eiser Proposition de loi ginn de Parteien och kommerziell Aktivitéite verbueden, dat heescht systematesch kommerziell Aktivitéiten. Net betraff sinn déi geleeëntlech Aktivitéite wéi de Verkaf vu Gadgeten, T-Shirten, respektiv Gegrills oder Gedrénks bei Fester.

Eng weider Ännerung besteet doran, dass d'Kandidate schréftlech op hir Éier deklaréiere mussen, dass si keng Donen am Wäert vun iwwer 250 Euro ugeholl hunn, déi net no de Reegele vum Gesetz deklaréiert wieren. Falsch Angaben dozou ginn ënner Strof gestallt. Op zesummegewürfelte Lëschte gëllt dat fir jiddweree vun de Kandidaten, déi op där Lëscht sinn, onofhängeg dovun, dass si aus verschiddene Gruppéierunge kommen.

Am initialen Text vun der Proposition de loi gouf dëse Punkt méi am Detail behandelt. Et geet am Fong dorëmmer ze verhënneren, dass déi strikt Limitatioune vun den Done kéinten duerch net deklaréiert Done un eenzel Kandidaten ëmgaange ginn. An deem Kontext waren urspréinglech och Reegele virgesi fir Kandidaten, déi eng individuell Walcampagne maachen, fir dat ze cadréieren.

D'Institutiounskommissioun wäert sech an enger zweeter Etapp domat a mat der Capacité juridique ausernanersetzen. D'Zil ass et, dass déi strikt Finanzéierungsreegelen net kënnen ëmgaange ginn an dass et eng Zort Level-Playingfield tëschent de Parteien gëtt. Den Artikel 2 vun der Proposition de loi mécht e puer Adaptatiounen am Walgesetz, wou et ëm d'Finanzéierung vun de Walcampagnë geet. D'Konditiounen, déi eng Partei muss erfëllen, fir dës Suen ze kréien, ginn ugepasst un déi, déi am Parteiefinanzéierungsgesetz gëllen.

Konkreet bedeit dat, dass si bei de Walen net méi mindestens 5 % vun de Stëmme musse kréien, mee nach just 2 %. Fir kohärent ze sinn, kënnen esou kleng Parteien, déi bis elo näischt kritt hunn, och bei den Europawalen e Forfait vu 5.000 Euro kréien, wa se mindestens 2 % vun de Stëmme kréien.

Wéi gesot, et bleiwe sécher nach Froen op, fir déi mer an der Institutiounskommissioun passend Äntwerte musse fannen, an dëst war sécher net déi lescht Adaptatioun vum Parteiefinanzéierungsgesetz. Mat dëser Proposition de loi maache mer awer e weidere Schrëtt fir sécherzestellen, dass d'Parteien an eiser Demokratie déi wichteg Roll, déi se spillen an hunn, och kënnen erfëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'Opmierksamkeet. An ech bieden Iech, am Numm vun der Institutiounskommissioun dëser Proposition de loi zouzestëmmen. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo villmools Merci. An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci dem Rapporter, dem Mars Di Bartolomeo, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport an och fir säin Engagement, fir dass mer déi Proposition de loi do an engem Konsens kéinten duerch deen Instanzewee féieren.

Déi modern Parteien, esou wéi mir se kennen, hunn hiren Ursprong am 19. respektiv am 20. Joerhonnert mat der Demokratisatioun vun der Gesellschaft a mam Aféiere vum allgemenge Walrecht.

De Max Weber huet a sengem Buch « Le Savant et le Politique » vun 1919 geschriwwen: « Les partis politiques sont les enfants de la démocratie, du suffrage universel, de la nécessité de recruter et d'organiser les masses. » Eng berüümt franséisch Automobillsmark huet als Slogan „Créateur d'automobiles", eh ben, politesch Parteie si „Créateurs d'idées politiques".

D'Wichtegkeet vun de politesche Parteien an enger Gesellschaft spigelt sech zréck an deenen Texter, an deene se verankert gi sinn. Fir Lëtzebuerg ass dat ënner anerem eis Verfassung am Artikel 32bis an, wat vill Leit vläicht net wëssen, politesch Parteien hunn och hir Plaz am Traité vun der europäescher Unioun am Paragraf 10 (veuillez lire: am Artikel 10).

Duerfir ass et och richteg a wichteg, dass d'politesch Parteien déi néideg Moyene kréien, fir eebe

strukturell politesch Diskussiounen an enger Demokratie ze féieren. De Rapporter ass op dee Punkt agaangen. Säit 2007 respektiv 2008 ass keng Upassung vun de finanzielle Moyene fir d'Parteie méi geschitt an duerfir ass et och richteg, dass mer hei déi Upassunge maachen.

Déi Diskussioun iwwert d'Nature juridique vun de Parteien ass sécherlech eng wichteg an och eng richteg a mir mussen déi och viruféieren, och fir de Parteien eng Sécurité juridique ëm hire Statut ze ginn, mee do loosse mer eis elo och nach eng Kéier déi néideg Zäit, fir déi Diskussioun ze féieren, an ech ginn och domadder den Accord vu menger Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop géif ech gären dem Här Rapporter Merci soe fir säin ausféierleche Rapport a fir déi Erklärungen, déi en eis ginn huet. Deem gëtt et eigentlech net méi vill bäizefügen, an awer, wann Der erlaabt, géif ech gären e puer Wuert zu dëser Proposition de loi soen.

De Kolleeg Léon Gloden huet schonn den Artikel 32 aus der Verfassung erwäänt. Deen Artikel hieft d'Wichtegkeet vun de politesche Parteie fir eis Demokratie ervir an, ech zitéieren: « Les partis politiques concourent à la formation de la volonté populaire et à l'expression du suffrage universel. Ils expriment le pluralisme démocratique. »

Parteien an den demokratesche Pluralismus si wichteg fir de Fonctionement vun eiser parlamentarescher Demokratie. D'Wieler ginn de Parteien an hire Kandidaten den Optrag, hire politesche Wëllen an der Chamber ze vertrieden. D'Propositioun, déi mer haut virleien hunn, dréit dësem verfassungsrechtlechen Optrag un d'Parteie Rechnung.

Déi nei Verdeelungskrittäre vun ëffentleche Gelder un d'Parteie ginn dem verännerte politesche Landschaftsbild gerecht. Eng nei an nach net etabléiert Partei, déi awer wärend enger Walecheance op eng gewësse Wielerzoustëmmung ziele kann, kann an Zukunft méi einfach vun der Parteiefinanzéierung profitéieren. Dëst ass e Fortschrëtt am Sënn vun der Chancëgläichheet tëschent de Parteien an dréit dem Geescht vun eiser Verfassung an dem Parteiepluralismus Rechnung.

Zanterdeem mir den aktuelle System vun der Parteiefinanzéierung hunn, gouf et keng Upassung - oder séier wéineg - vun der finanzieller Ënnerstëtzung, déi eng Partei zegutt huet. Dobäi sinn d'Käschten an der nämmlechter Zäit exponentiell an d'Luucht gaangen.

Et ass mer awer wichteg, hei ze betounen, dass d'Parteiefinanzéierung net derzou déngt, Politiker oder Deputéierter ze bezuelen: Dës Sue gi genotzt, fir déi fundamental Missioun vun enger Partei ze finanzéieren. Genau esou wichteg ass d'Prezisioun, dass Parteien net zu 100 % aus der Keess vum Staat finanzéiert ginn. Och an Zukunft muss eng Partei op eng gewëssen Ënnerstëtzung vusäite vun hire Memberen a Form vu Cotisatiounen ziele kënnen, fir eligibel fir d'Parteiefinanzéierung ze sinn.

Här President, d'DP begréisst, dass d'Proposition de loi Transparenz immens héichhält. An Zukunft muss all Kandidat, egal, ob e gewielt gouf oder net, eng Deklaratioun maachen, déi beim Staatsminister hannerluecht gëtt, dee se dann un d'Cour des comptes virugëtt. Et geet drëm, Abuse vun Eenzelnen ze verhënneren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Proposition de loi war en Effort commun vu Membere vun alle Parteien a Gruppen hei aus der Chamber, an aus dëser Kooperatioun an am Konsens vun all deenen, déi mat dru geschafft hunn, ass en Text entstaanen, deen dëse wichtege Punkte Rechnung dréit.

Natierlech bleift nach Nohuelbedarf - et ass schonn ugeklongen - beim Statut vun de Parteien, mee dat ass eng nächst Aufgab, déi mer hunn. Deemno soen ech lech op alle Fall alleguerte Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. A merci och dem Rapporter fir säi ganz komplette Rapport. Dat erlaabt mer elo manner op d'Gesetz anzegoen, mee vläicht awer emol eng Kéier e Wuert hei iwwert d'Parteien ze verléieren.

Brauche mer iwwerhaapt politesch Parteien? D'Äntwert ass kloer: Jo, mir brauche se. Jo, d'Parteie sinn nämlech onverzichtbar an eisem demokratesche System. Jo, d'Parteie sinn eigentlech en Deel vun der Zivillgesellschaft, an an deem Sënn droe se zur politescher Meenungsbildung bäi. Si sinn net déi eenzeg, mee si sinn awer essenziell fir d'Meenungsbildung, well se net nëmme Politik formuléieren, mee och Politik ëmsetzen, awer och ganz wichteg, Politik kontrolléieren.

Parteie sollen och onofhängeg sinn an net vu privaten Interessie gesteiert sinn. Et ass duerfir gutt, datt d'Parteien zu Lëtzebuerg net vu Lobbye finanzéiert ginn, mee just an eleng vun Eegemëttel respektiv vun ëffentleche Mëttel finanzéiert ginn.

Kuckt emol am Ausland, wat et bedeit, keng ëffentlech, mee just eng privat Finanzéierung vun de Parteien ze hunn: Ech mengen d'Stéchwuert Waffelobby an den USA, just als eklatant Beispill, fir ze weisen, wéi eng National Rifle Association et fäerdegbréngt, hir Interessien, zum Beispill wann et ëm méi streng Waffegesetzer geet, géigeniwwer der Meenung vun awer enger Majoritéit vun den Amerikaner duerchzesetzen.

An eigentlech, verkierzt duergestallt, stelle mer mat der ëffentlecher Finanzéierung kloer, datt net deen herno bei de Wale gewënnt, deen déi meeschte Suen huet. Hei, mengen ech, erkennt eigentlech jiddwereen, zemools mat deem Beispill USA, datt dat alles net gesond ass fir d'Demokratie. An ech erënneren och nach eemol drun: Zu Lëtzebuerg ass et verbueden, Donen oder Avantagë vu private Firmen oder Organisatiounen entgéintzehuelen.

D'Demokratië sinn op ville Plazen am 21. Jorhonnert a Gefor. Dat gesi mer op ville Kontinenter, och op eisem. D'Parteie sinn en Deel vun där Demokratie, an d'Parteie stäerken heescht duerfir a mengen Aen och, d'Demokratie stäerken. Ech wëll hei och nach emol betounen, well dat heiansdo net erkannt gëtt: Parteien, dat sinn net just hir Deputéiert oder Ministeren oder Buergermeeschteren oder Mandataren. Parteien, dat sinn heiansdo e puer Honnert, 1.000, 5.000 och vläicht 10.000 an nach méi Memberen, Memberen, déi sech an hirer Fräizäit asetze fir d'Allgemengheet, …

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- … fir hir Matbierger. Si wëllen eist Land, eis Gesellschaft matgestalten. Dat ass eppes ganz Éierbares, an duerfir géif ech emol jidder Eenzelnem, dee sech an enger Partei engagéiert, vun dëser Plaz aus e grousse Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Et ass hiren Engagement, hir meeschtens benevoll Aarbecht, déi, zesumme mat där vum Rescht vun der Zivillgesellschaft, de Gewerkschaften an och den ONGen, eist Land virubréngen.

Déi Suen, déi d'Parteien elo méi duerch dëst Gesetz kréien, ginn eebe just gebraucht, fir all déi wäertvoll Aarbechte vun esou villen ze encadréieren. Meng Partei beschäftegt dofir zum Beispill véier Leit , an duerfir wäert et kee verwonneren, datt de Grousseel vun den ëffentleche Mëttel gebraucht ginn, fir Mataarbechter ze bezuele respektiv e Lokal ze hunn, awer och, fir d'Informatioun vun de Bierger an d'Formatioun vun de Membere sécherzestellen.

Alles dat, wat ech elo opgezielt hunn, assuréiere mer mat deem heite Gesetz. A mir assuréieren am Endeffekt, datt d'Parteien, ob grouss oder kleng, kënne korrekt an an aller Transparenz fonctionéieren. Mir behiewen hei eigentlech e grousse Manktem um Gesetz vu virun zwielef Joer, dat leider keng Indexéierung vun de Subsidien, de staatleche Gelder virgesinn hat.

A wann ech eleng zréckrechnen, wat zum Beispill d'Präisdeierecht respektiv den Index an de leschten zwielef Joer ugeet, da kommen ech op eng Erhéijung vu bal 25 %. Ech mengen, dat eleng rechtfertegt déi Adaptatiounen, déi mer haut maachen.

Ech gi selbstverständlech den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz. Ech wëll awer nach emol drun erënneren, datt d'Auteuren nieft dem Finanzement och nach aner Voleten, wéi d'Obligatioune fir d'Parteien, an hirer Gesetzespropositioun haten. Dës Propositioun gouf jo an zwee Deeler gespléckt, a mir als LSAP halen och drop, datt deen zweeten Deel elo net vergiess gëtt, mee och weider an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert gëtt, eeben a Form vun enger neier Proposition de loi, wéi de Rapporter sot. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer do déi technesch an och juristesch Schwieregkeeten, zum Beispill wat de Statut vun de Parteien ugeet, geléist kréien.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An d'Wuert ass elo fir déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President.

„All Partei ass fir d'Vollek do an net fir sech selwer." Dës Ausso staamt net vun engem Deputéierten heibannen, mee vum Konrad Adenauer an huet scho praktesch iwwer 100 Joer, mee se ass nach haut esou wouer an esou richteg wéi deemools, well och haut hunn d'Parteie kee Selbstzweck, mee se sinn do, fir d'Verbindung tëscht dem Staat an dem Vollek hierzestellen, wéi et esou schéin op Wikipedia ganz einfach erkläert ass. Do gëtt et och souguer eng Erklärung fir Kanner, well et ass wichteg, datt och déi Jonk scho wëssen, wat de Sënn vun enger Partei ass.

An et geet och drëms, datt déi Verbindung mat Liewe gefëllt gëtt, an duerfir brauch een natierlech déi néideg Mëttelen. Politesch Parteien droen zu der politescher Meenungsbildung bäi - och dat ass scho gesot ginn - a stellen am Fong eng vun de wichtegste Saile vun eisem demokrateschen a pluralistesche Rechtsstaat duer.

Et si scho ganz Bicher doriwwer geschriwwe ginn an ech mengen, et ass haut net déi richteg Zäit, fir déi nach eng Kéier all hei opzezielen. Jiddefalls ass déi zentral Roll vun de Parteien onëmstridden. Si ass awer och mat ville Missioune verbonnen, déi nëmmen da seriö erfëllt kënne ginn, wann déi néideg Ressourcen duerfir zur Verfügung stinn.

A wéi de Rapporter Mars Di Bartolomeo et ganz richteg erkläert huet, ginn dës Ressourcen zu Lëtzebuerg zum engen aus eegene Finanzquellen eragezunn, déi iwwer streng limitéiert Donen a Cotisatioune vu Privatpersoune gereegelt sinn, also net vu Betriber an net vun aneren Organismen. Dat ass ganz wichteg.

Zum anere bestinn d'Ressourcen aus ëffentleche Gelder, ëm déi et jo an der Proposition de loi vun haut geet. Dës Gelder sinn awer net nëmme wichteg, fir de Fonctionnement vun de Parteien ze finanzéieren, mee och, fir eng grouss Gefor ze verhënneren, an zwar déi, datt d'Parteie sech ausschliisslech op Eegefinanzquelle musse verloossen a vun aflossräichen Donateuren ofhängeg ginn. Dat huet den Yves Cruchten virdrun ënnerstrach, woubäi ee jo muss bedenken, datt héich Spenden, esou wéi se an anere Länner erlaabt sinn, nëmme sielen en Zeeche vu Barmhäerzegkeet sinn. Vill méi si se en effikasst Instrument, fir politesch Entscheedungen ze beaflossen, fir politesch Entscheedungen esouzesoen anzekafen.

Datt déi Parteien, déi sech fir Minoritéiten an déi méi sozial schwaach Schichten asetzen, an esou engem System méi schlecht ewechkomme wéi déijéineg, déi d'Interesse vum Grousskapital verteidegen oder aner Interessen, déi mat Geld verbonne sinn, läit op der Hand. A wéi wäit esou e System reeche kann, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer kierzlech an den USA gesinn, wou fir d'Presidentewal ronn 14 Milliarden Dollar u Spenden zesummekoumen. Ech ginn net dovun aus, datt dës Gelder majoritär fir déi Parteie geduecht waren, déi fir d'Cause vu Black Lives Matter oder vun anere vulnerabele Gesellschaftsschichten agetruede sinn. Ganz am contraire! An domat fänkt d'Ongerechtegkeet un.

Dir Dammen an Dir Hären, nodeems Lëtzebuerg sech scho mam Gesetz vun 2007 eng Rei Reegele ginn huet, fir amerikanesch Zoustänn zu Lëtzebuerg ze verhënneren, maache mer mat dëser Proposition de loi e weidere Schrëtt no vir, an dat éischtens um Niveau vun der Gläichbehandlung vun de Parteien, deene klengen an deene méi groussen, mee och um Niveau vun der Transparenz an der Kontroll vun den Donen, déi un d'Kandidate vu Wallëschten, an domat awer och an d'Parteie fléissen. Hei geet et drëms, eng Rei Schlupflächer zouzemaachen, déi wärend de leschte Walcampagnen zu Lëtzebuerg fir Onmutt gesuergt an d'Vertrauen an d'Politik alles anescht wéi gestäerkt hunn.

Deen zweete Volet betrëfft d'Héicht vun de staatleche Subventiounen, wou et ganz sécher net drëms geet, datt d'Parteie sech zu Eegenzwecker beräichere kënnen. Villméi geet et drëms, datt all Partei hir professionell Mataarbechter a Mataarbechterinnen och an Zukunft ka fair bezuelen a Personal kann astellen, fir hire Missiounen nozekommen.

Dobäi kommen Investitiounen an d'Technik, an d'Kommunikatioun, an d'Weiderbildung an an aner Aktivitéiten - emol ofgesi vum Loyer, deen ee fir Raimlechkeete muss bezuelen -, an och déi mussen an Zukunft alleguer finanzéiert ginn, wuelwëssend, datt souwuel d'Salairë vun de Mataarbechter, wéi och déi genannten Investissementer am Laf vun der Zäit eropgaange sinn an datt d'Montanten awer net deem ugepasst gi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Alles an allem geet et also haut drëms, de gesetzleche Kader, deen 2007 geschafe ginn ass, ze verbesseren.

An da stellt sech awer eng Fro, déi mer eis och schonn 2007 gestallt hunn, an dat an der Persoun vum Félix Braz: Et ass déi, ob domat all Problemer geléist sinn. An déi Fro huet de Félix Braz eebe grad an der Chamber beim Vott vum éischte Gesetz am Joer 2007 gestallt. En huet sech och eng Äntwert ginn: Et war déi, datt warscheinlech net all Problemer geléist sinn, „well ee jo ëmmer fuddele kann", sot hien, a well „et ëmmer nees Leit ginn, déi tendéiert sinn, Dispositiounen [...] ze ëmgoen". De Félix Braz hat Recht!

Och mat dësem Gesetz wäerten net all Geforen aus der Welt sinn. An domat wëll ech elo schonn zousécheren, datt déi gréng Fraktioun bereet ass, bei der Proposition de loi, déi nach op eis zoukënnt, matzeschaffen, a mir wëllen och do eisen Deel dozou bäidroen, fir datt weider Geforen aus der Welt geschaaft ginn ...

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … a fir och eenzel Campagnen an de Grëff ze kréien, well och déi kënnen e grousse Problem duerstellen - ech mengen, Dir hutt schonn dovu Wand kritt. Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Mars Di Bartolomeo nach eng Kéier Merci fir säi gudde Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Di Bartolomeo, deen e ganz, ganz gudden a komplette Resümmee gemaach huet vun dësem Gesetz. An och den Här Cruchten, muss ech soen, huet e puer ganz pertinent Bemierkunge gemaach, deene mir eis direkt uschléissen, an dat ass zum Beispill och de Merci un déi Leit, déi sech an eng politesch Partei organiséieren, egal wéi eng politesch Partei, well et brauch ee schonn dacks Courage, fir sech zu enger bestëmmter Meenung ze bekennen, an och dat muss een honoréieren.

Et ass awer elo esou, datt dat Gesetz hei vun eiser Säit aus och ënnerstëtzt gëtt, well et méi Demokratie a méi Transparenz erméiglecht. Dat ass ganz gutt esou! Et ass vu ville Virriedner beschriwwe ginn, wéi wichteg et ass, datt déi Parteiefinanzéierung transparent ass an datt d'Parteien onofhängeg si vun Interessie vun där enger oder vun där anerer Lobby.

Wat déi praktesch Dispositiounen am Gesetz ugeet, wär et gutt, wann de Staatsministère géif e Formular erstelle fir déi individuell Deklaratiounen, déi d'Kandidate maachen, fir datt och do eng gewësse Kohärenz virzefannen ass. Ech mengen, dat géif och zur Sécherheet an der Organisatioun vun de Walcampagnë bäidroen.

Den Här Bartolomeo hat och e Resümmee gemaach vun deene Modifikatiounen, déi dat Gesetz am Laf vun der Zäit kannt huet. Mir hunn als ADR déi vun 2016 net matgedroen, well et do ëm eng Fraequot gaangen ass, déi sollt equilibréiert sinn, dat heescht d'Vertriedung vun de Geschlechter op de Wallëschten, well dat nämlech en Agrëff an d'demokratesch Fräiheet vun de Parteien ass. Klassescht Beispill: Mir hunn a Schweden zum Beispill eng feministesch Partei. No deem System, dee mir zu Lëtzebuerg hunn, wier eng feministesch Partei gezwongen, datt d'Hallschent vun hire Kandidate misste Männer sinn. Dat géif einfach der Natur, der Zilsetzung vun esou enger Partei widderspriechen. Et ass also an eisen Aen en Agrëff an d'Fräiheet vun enger Partei, wann een hir virschreift, no wéi enge Krittären hir Kandidate sollten erausgesicht ginn.

Dat ass also eppes, wat mir géifen änneren. Mir si géint Quoten. Et ass och interessant festzestellen, datt bei där Partei, déi dat ageféiert huet, bei deene leschte Walen - mengen ech, wann ech mech gutt erënneren, sauf Erreur de ma part -, vun deenen zéng Mandater net eng eenzeg Fra direkt gewielt war, och dat just als Foussnout an dëser Diskussioun.

Et gëtt nach Saachen, déi mer mussen nobesseren, an dat Éischt ass, datt mer selbstverständlech mussen duerno kucken, fir déi juristesch Positioun vun enger politescher Partei weider ze klären. Dat ass natierlech eng Saach, där mer eis elo widmen.

An dat Zweet ass, datt et effektiv nach Méiglechkeete gëtt, fir eng Partei ze finanzéieren, déi verstoppt sinn. An dat ass notamment och e Problem bei der Press, dat gesi mer ganz dacks a Walcampagnen, vläicht och un ënnerschiddlech Tariffer bei Annoncen: Déi eng Partei kritt se vläicht méi bëlleg an där enger Zeitung wéi eng aner Partei oder kritt aner Plazen a méi Facilitéiten an der Zeitung. Do musse mer dann e Wee fannen, deen op där enger Säit d'Fräiheet vun der Press komplett respektéiert - ech mengen dat ass e wichtegen, och demokratesche Imperativ -, an op där anerer Säit am Walkampf och fir fair Chancen an Transparenz bei der Finanzéierung suergt.

Mir hunn also nach Aarbecht virun eis, awer déi Aarbecht muss ëmmer guidéiert si vun deem feste Wëllen, d'Demokratie ze stäerken an eng Chancëgläichheet tëschent de politesche Parteien am Walkampf ze assuréieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An d'Wuert geet un den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir stëmmen deem heite Gesetz natierlech och zou. Ech mengen, hei - de Rapporter ass

schonn ausféierlech drop agaangen - geet et drëm, eng Adaptatioun ze maache vun deem Text vun 2007, wou d'Parteiefinanzéierung formal agefouert ginn ass. Zënterdeem sinn déi Montanten net méi ugepasst ginn, net méi un d'Deierecht, net méi un d'Inflatioun. An dat huet och duerzou gefouert, datt doduerch proportional d'Méiglechkeete vun de Parteien zréckgaange sinn, obwuel mer am Artikel 32bis drastoen hunn, datt d'Parteien eng ganz grouss Wichtegkeet hunn, nämlech datt se, esou steet et dran, „concourent à la formation de la volonté populaire". Dat ass e groussen Usproch! „Formation de la volonté populaire", dat heescht, do muss een op där enger Säit garantéiere kënnen, datt d'Parteien och iwwerhaapt déi Méiglechkeeten hunn, fir dat ze maachen, an op där anerer Säit - an dat ass awer och e Fortschrëtt vun dësem Text - muss een déi och kënne kontrolléieren.

Mir hunn 2007 de Contrôle vun der Cour des comptes agefouert. Mir hunn, wéi de Félix Braz och deemools zu Recht gesot huet, ëmmer erëm gesinn, datt et do awer nach ëmmer Problemer gëtt. An deene Joren duerno ass nogebessert ginn. Hei ass eng weider Etapp: Et gëtt agefouert, datt d'Parteie keng kommerziell Aktivitéite maache sollen, dat schéngt jo och relativ evident ze sinn. Mir hunn an der Vergaangenheet gesinn, datt dat e Problem kéint duerstellen, d'selwecht wéi d'Fro vun den individuelle Campagnen, déi nach net honnertprozenteg geléist ass, mee wou mer awer elo zumindest eng Responsabiliséierung vun de Kandidaten agefouert hunn.

Vläicht just nach zum Schluss eng allerlescht Remark: De Rapporter huet esou ganz salopp gesot, déi Eegefinanzéierung vu 25 %, dat wier virun allem fir kleng Parteie schwiereg. Ech wëll dem Rapporter da soen, datt wann en de Bilan vun der leschter Cour des comptes kuckt, déi klengste vun deene klenge Parteien op jidde Fall mat der Eegefinanzéierung kee Problem huet. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech kann et kuerz maachen, well den Historique vum Gesetz jo scho gemaach gouf. Merci och un de Rapporter vu menger Säit. Ass dat heite Gesetz perfekt? Sécherlech net. Ass et esou wäit gaangen, wéi d'Auteure sech et gewënscht hätten? Leider net. Do huet de Staatsrot eis nach eng Kéier zréckgeschéckt a gesot, mir missten, grad wat de juristesche Statut ugeet, nach eng Kéier nobesseren.

Fir eis ass ganz kloer: All Schrëtt no vir zu méi transparente Parteiefinanzéierungen ass e wichtegen a richtege Schrëtt. Wat awer vläicht net am Gesetz konnt gereegelt ginn, well et e Règlement grand-ducal ass, ass de Konteplang vun de Parteien. Mir hunn an der Kommissioun e puermol drop higewisen, datt dee misst iwwerschafft ginn, fir eeben och elo den Ännerungen vum Gesetz Rechnung ze droen. Dat ass, wéi gesot, e Règlement grand-ducal. Ech hoffen dann, datt, nodeems d'Chamber hir Aarbecht mat der Proposition de loi gemaach huet, d'Regierung da vläicht och eng Kéier um Konteplang vun de Parteien nobessert, soudatt mer do eng besser Granularitéit an eng besser Transparenz kréien, a virun allem och, datt jiddwereen uniform domadder ëmgoe kann.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert: den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. D'Regierung huet mat groussem Interêt déi interessant Debatt hei zur Kenntnis geholl. An ech wäert dem Staatsminister, deen zoustänneg ass fir deen doten Dossier, grad esou en interessante Rapport doriwwer maachen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Regierung. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 7509. Den Text steet am Document parlementaire 7509[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7509 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par M. Claude Wiseler), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.10 heures.)

SÉANCE 18

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Mercredi 9 décembre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen**
   - Mme Martine Hansen
3. **Désignation d'un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher**
   - M. Fernand Etgen, Président
   - Vote secret sur les trois candidatures
4. **7516 - Projet de loi portant modification :**
   1° du Code du travail en vue de transposer la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services ;
   2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
   - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   - la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
   - la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
   - la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
   - la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7719 - Projet de loi modifiant l'article L 222-9 du Code du travail**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Aly Kaes (intervention de M. André Bauler) - Mme Carole Hartmann - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement - M. Michel Wolter
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7722 - Projet de loi portant sur la modification de :**
   1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
   2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale
   - Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn
   - Discussion générale : M. Paul Galles - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **7714 - Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Pim Knaff - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech géif dann der honorabeler Madamm Martine Hansen d'Wuert gi fir den Depot vun e puer Motiounen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

2. Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Den 28. Oktober hate mer hei schonn een 13-Mesurë-Package ofstëmme gelooss unhand vun enger Motioun, fir d'Schoul an d'Schoulhalen un d'Coronazäiten unzepassen, well mer definitiv, an dat weist sech jo awer ëmmer, gesot hunn: „De Virus ass iwwerall an de Virus ass och an der Schoul, a mir mussen an der Schoul och alles maachen, fir d'Infektiounsketten anzedämmen oder ze briechen."

Duerfir hate mer eeben, wéi gesot, e ganze Koup Mesurë virgestallt. Ech wëll haut an deem Kontext nach eng Kéier véier Motiounen erabréngen, well mer an der Schoul, am formalen an och am nonformale Beräich, gären e kohärent Konzept hätten, a well mer gären hätten, datt de Minister déi Zäit elo virun der Chrëschtvakanz notzt, fir dat auszeschaffen.

Duerfir hunn ech eng éischt Motioun, an där mer nach eng Kéier froen, fir Loftrengeger fir d'Lycéeën, fir d'Gemengen a fir d'Grondschoul zur Verfügung ze stellen.

Eng zweet Motioun, fir sougenannten CO_2-Ampelen zur Verfügung ze stellen. Déi leschte Kéier waren den Här Minister an d'Majoritéit net domadder averstan. Ech hunn awer de Radio gelauschtert, an do war de Minister net méi esou ganz ofgeneigt, duerfir gëtt se jo dann dës Kéier vläicht gestëmmt.

Dann eng drëtt Motioun, wou mer wierklech froen, fir e kohärent Konzept tëschent deem formalen an deem nonformale Beräich auszeschaffen. An de Schoule gëtt alles gemaach, fir d'Kanner an de Klassen ze trennen, an dann ass et net logesch, wa se mëttes an de Maison-relaisen erëm vermëscht ginn. Also froe mer, fir do e kohärent Konzept auszeschaffen, an dann och de Maison-relaisen dat noutwendegt Personal zur Verfügung ze stellen.

An eng lescht Motioun, well mer fest dovunner iwwerzeegt sinn, datt et beim Schoulhalen op den Enseignant ukënnt - an eng qualitativ gutt Ausbildung hänkt eeben och vun der Ausbildung a vun de Kompetenze vum Enseignant of -, an dofir solle mer alles maachen, fir esou vill wéi méiglech ausgebiltent Personal an de Schoulen ze hunn. An dofir hu mer eng lescht Motioun, wou mer den Här Minister froen, fir eng Lëscht opzestelle mat deene Projeten, wou Enseignanten detachéiert sinn, a fir dann déi Enseignantë vun deene Projeten, déi elo eventuell kënne gestoppt ginn, fräizestellen, fir datt se wärend der Covidzäit am Enseignement selwer täteg kënne sinn, well aussergewéinlech Zäiten erfuerderen aussergewéinlech Moyenen.

Ech soen Iech Merci.

Motion

« Mise à disposition de purificateurs d'air dans les écoles et les communes pour limiter la propagation du Covid-19 »

La Chambre des Députés,

- considérant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaît un risque de propagation et de transmission du coronavirus par aérosol ;

- considérant qu'une ventilation et aération adéquates des espaces intérieurs constituent une mesure indispensable pour éviter une transmission du Covid-19 par voie aéroportée ;

- notant que de nombreux établissements scolaires ne disposent pas encore d'une ventilation mécanique et que l'ouverture permanente des fenêtres ne constitue pas une option raisonnable en automne et en hiver ;

- sachant qu'un taux de dioxyde de carbone (CO_2) élevé dans l'air intérieur engendre un taux élevé d'aérosols, facteur facilitant la propagation du Covid-19 ;

- constatant que des chercheurs allemands de l'Université Goethe ont relevé une élimination importante des aérosols dans l'air par des purificateurs d'air ;

- estimant que l'installation d'un purificateur d'air représente une mesure complémentaire à l'aération à intervalles réguliers,

invite le Gouvernement

- à prendre davantage en considération le risque de transmission du virus Covid-19 par voie aéroportée ;

- à mettre à disposition des écoles et des communes des purificateurs d'air pour limiter au maximum la propagation du Covid-19 dans les salles de classe.

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Georges Mischo, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Motion

« Mise à disposition des écoles et des communes de détecteurs de CO_2 »

La Chambre des Députés,

- considérant qu'une ventilation ainsi qu'une aération adéquates des espaces intérieurs constituent une mesure efficace pour limiter une transmission du Covid-19 ;

- considérant qu'une présence importante de dioxyde de carbone (CO_2) dans l'air intérieur indique qu'une pièce est mal aérée et qu'un taux élevé de CO_2 dans l'air engendre un taux élevé d'aérosols auxquels le virus du Covid-19 se fixe ;

- reconnaissant ainsi le taux élevé de CO_2 comme facteur de risque pour faciliter la propagation du coronavirus ;

- considérant les recommandations du Gouvernement de renouveler l'air dans les salles de classes au moins deux fois par heure pour limiter la propagation du virus ;

- rappelant les récentes ouvertures publiques en la matière par Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale ;

- constatant que certaines parties de l'Allemagne et de la Suisse ont déjà installé des détecteurs de CO_2 dans leurs salles de classes,

invite le Gouvernement

- à mettre à disposition des écoles et des communes des détecteurs de dioxyde de carbone (CO_2) pour mesurer la qualité de l'air intérieur dans les établissements scolaires et dans les salles de classe.

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Georges Mischo, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Motion

« Mise en place de mesures cohérentes dans l'éducation formelle et non formelle pour éviter la propagation du coronavirus »

La Chambre des Députés,

- rappelant que l'année scolaire 2019/2020 a été affectée considérablement par la pandémie de Covid-19 ;

- considérant que l'année scolaire 2020-2021 est également affectée par la pandémie de Covid-19 ;

- notant les efforts dans les écoles fondamentales pour limiter les mouvements entre élèves dans la classe, des pauses décalées ainsi qu'une réduction des contacts personnels en dehors de la classe ;

- constatant que dans les maisons relais, les enfants qui sont strictement séparés en groupes le matin sont mélangés l'après-midi ;

- rappelant qu'une interruption efficace des chaînes d'infection nécessite une approche cohérente ainsi qu'une séparation systématique des groupes d'enfants à la fois dans les écoles et dans les maisons relais,

invite le Gouvernement

- à mettre en place des mesures cohérentes dans l'éducation formelle et non formelle pour éviter au maximum la propagation du coronavirus ;

- à mettre à disposition en nombre suffisant le personnel nécessaire dans les maisons relais.

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Georges Mischo, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Motion

« Personnel enseignant détaché »

La Chambre des Députés,

- rappelant que la pandémie de Covid-19 a fortement bouleversé l'année scolaire 2019/2020 ;

- considérant que l'année scolaire 2020-2021 est également affectée par la pandémie de Covid-19 ;

- considérant que la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage doivent être assurées tout en assurant au maximum la sécurité sanitaire ;

- notant que la loi du 29 octobre 2020 prévoit la possibilité pour l'année scolaire 2020-2021 d'un remplacement majeur du corps enseignant dans l'enseignement fondamental ;

- considérant que la loi du 29 octobre 2020 supprime temporairement la condition d'une détention d'une attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental ;

- soulignant la nécessité de prévoir le plus grand nombre possible de personnel qualifié pour éviter une fréquentation trop élevée des classes ;

- considérant que la réintégration du personnel enseignant détaché sur le terrain limite le recours à du personnel non qualifié ;

- considérant que les différents projets et tâches des enseignants détachés ont toute leur importance et nécessité en temps normaux ;

- considérant cependant que des temps exceptionnels nécessitent aussi des moyens exceptionnels ;

- convaincue qu'un enseignement de qualité est un facteur primordial pour se construire un avenir,

invite le Gouvernement

- à élaborer une liste complète du personnel enseignant détaché ;

- à procéder à une analyse approfondie des différents projets et tâches du précité personnel enseignant détaché afin de détecter les projets et les tâches pouvant être suspendus durant la pandémie ;

- à prévoir un moratoire sur ces projets pour libérer temporairement du personnel enseignant ayant une formation pédagogique complète et pour le déployer dans les écoles.

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Georges Mischo, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

3. Désignation d'un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Da kéime mer zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten. Esou wéi d'Gesetz vum 1. Abrëll 2020 iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher an den Artikel 162 vum Chambersreglement et virgesinn, ass d'Chamber derzou opgeruff, haut een Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ze bezeechnen.

No den Dispositioune vun den Artikelen 162 an 135 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz d'Kandidaturen op hir Recevabilitéit examinéiert. Déi dräi Kandidaturen, déi agereecht goufen, sinn och recevabel erkläert ginn.

D'Kandidatelëscht ass den Deputéierten zougestallt ginn. D'Designatioun vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher erfollegt duerch eng Majoritéit vun deenen Deputéierten, déi present sinn. D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature si valabel.

Fir als Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher designéiert kënnen ze ginn, muss ee Kandidat eng absolutt Majoritéit kréien. Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit kritt, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn. Bei Stëmmegläichheet vun e puer Kandidate beim éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour fir d'Kandidate fir de Ballottage ze designéieren. Bei dësem Spezialtour geet dann eng einfach Majoritéit duer. Bei Stëmmegläichheet am Ballottage kënnt et zu engem zweete Ballottage. Wann dann nach ëmmer eng Stëmmegläichheet ass, entscheet d'Lous.

Vote secret sur les candidats au poste de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Deelt wannechgelift d'Stëmmziedelen aus.

Fir d'éischt géif ech dann nach de premier Votant fir den Appel nominal duerno zéien. An dat géif dann zimmlech hannen am ABC ugoen: beim David Wagner.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongëlteg.

Ech maachen den Appel nominal fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.15 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.19 heures.)

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 56.

Blank Ziedelen: 0.

Ongëlteg Ziedelen: 0.

Gëlteg Ziedelen: 56.

Déi absolutt Majoritéit läit deemno bei 29.

Mir kommen dann elo zur Verdeelung vun de Stëmmen: D'Madamm Marguerite Krier huet 11 Stëmmen, den Här Charel Schmit huet 45 Stëmmen (ndlr: den Här Patrick Thoma huet keng Stëmm).

Domadder ass den Här Charel Schmit mat 45 Stëmmen als Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher gewielt. Mir felicitéiere ganz häerzlech den Här Charel Schmit, an ech sinn iwwerzeegt, datt mer mat him wäerte ganz gutt zesummeschaffen.

D'Wal ass domat ofgeschloss.

4. 7516 - Projet de loi portant modification :

1° du Code du travail en vue de transposer la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

- la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7516, eng Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'detachéiert Aarbechter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dann d'Wuert ginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. An do ass e schonn. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP) rapporteur.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet ëm de Projet de loi 7516, dee mer haut debattéieren an deen ass eis alleguerten net onbekannt, well mer eis schonn e puermol mat deem Sujet auserneegesat hunn.

Ech stellen Iech haut mäi mëndleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet vir, dee mer heibanne communément de Projet de loi „Detachement" nennen.

Et ass e Projet mat enger grousser Bedeitung a mat enger Problematik, déi jiddweree betrëfft. Et geet hei ëm eng Grondreegel vun der Europäescher Unioun, e Bannemaart net nëmme fir d'Ekonomie - wat et leider vill ze vill laang war - mee och, an ëmmer méi, e Bannemaart mat gläiche Rechter fir d'Salariéen a fir d'Leit am Allgemengen. Eng verstäerkten Integratioun bedeit net eng Verschlechterung vun de soziale Rechter! D'Zil vun dësem Gesetzesprojet bleift, de Respekt an de Schutz vun de soziale Rechter fir d'Salariéen, d'Handwierker an d'Betriber ze garantéieren an ze verbesseren. A firwat dat? Ma fir esou de sozialen Dumping ze bekämpfen a fir eng loyal a fair Konkurrenz tëscht den Entreprisen ze erméiglech an ze garantéieren.

De sozialen Dumping, ass leider nach eng traureg Realitéit a verschiddene Secteuren an ass nach fir vill Ongerechtegkeete responsabel, well déi detachéiert Salariéen déi sinn, déi am meeschten dësem Risiko ausgesat sinn, well si oft net genuch iwwer eis Legislatioun informéiert sinn. D'Ëmgoe vum geltenden Aarbechtsrecht a vun de soziale Versécherungen, souwéi d'Ausbeutung vun den Aarbechter sollen hei vermeit ginn. Et geet drëms, déi sozial Standarden an engem bestëmmte Land ofzesécheren, wat eis jo alleguerte misst um Häerz leien.

Wou kënnt déi Detachementsdiskussioun do hier? Ma dat ass keen neie Phenomeen, an et ass och haut nach ëmmer e kriddelege Punkt an der europäescher Debatt. Et ass e Phenomeen, dee schonn zanter 1996 ugepaakt gëtt mat der Direktiv 96/71/CE iwwert den Detachement am Kader vun enger Prestation de service, déi 2002 an d'nationaalt Recht ëmgesat gouf, an duerno an de Code du travail integréiert ginn ass.

An engem Urteel vum europäesche Geriichtshaff vum 19. Juni 2008 ass dunn dat Gesetz ofgeännert ginn duerch en neit Gesetz vum 11. Abrëll 2010. D'1996er Direktiv war haaptsächlech, fir déi ekonomesch Sécherung an de Vierdergrond ze setzen, ouni déi sozial Komponent ze betruechten.

D'Bestëmmungen, déi geholl goufen, sollte sécherstellen, datt d'Entreprisen an déi Ugestallte bannent der Unioun kéinte schaffen - baussent dem Sëtz vun där Entreprise, wou se ursprénglech oder meeschtens schaffen -, an dëst fir eng zäitlech limitéiert Period. Dobäi mussen d'Ugestallten ënnert den aarbechtsrechtleche Bestëmmunge beschäftegt ginn, déi am Land gëllen, wou se detachéiert sinn, an dat betrëfft d'maximal Aarbechtszäiten, d'minimal Rouzäiten, de Congé an nach eng ganz Rei vun anere Saachen.

Duerno koum dunn d'Ausféierungsdirektiv vun 2014, déi de 14. Mäerz 2017 an dat nationaalt Gesetz iwwerholl gouf. Mat der Erweiderung vun der Europäescher Unioun war d'Zil vun dëser Direktiv net, déi 1996er Direktiv a Fro ze stellen, mee de soziale Schutz besser ze verankeren an e besseren Equiliber tëschent der wirtschaftlecher an der sozialer Dimensioun ze schafen. Mat der Ëmsetzung vun der Direktiv gouf en zousätzleche Schratt gemaach, fir d'Rechter vun de Betriber a vun de Salariéen ze schützen. Wat war dann nei an deem Gesetz? Ma d'Responsabilitéit vun den Entreprisen an d'Chaîne de sous-traitance goufe klarifizéiert; eng elektronesch Plattform, déi all d'Prozedure vereinfacht huet, gouf agefouert - de sougenannte Badge social -; d'Aktualiséierung vun der Lëscht vun de Pièccen, déi d'Entreprise détachante huet misse liweren, ass aktualiséiert ginn; mir hunn eng Aféierung vun administrative Sanktioune gehat; d'Salariéë kënnen och eng Plainte areechen; mir haten en plus nach d'Erweiderung vun der Responsabilitéit vun der ITM, andeems d'Chantiere bei Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht kënne gestoppt ginn - dat war ee ganz grousse Schratt an déi fir eis richteg Richtung.

An Europa bleift den Detachement nach e relativ marginale Phenomeen um Aarbechtsmaart, awer mat enger staarker Tendenz no uewen. Wou et 2014 nach 1,9 Milliounen Aarbechter gouf, déi detachéiert waren, waren et der 2016 schonn 2,3 an 2019 sinn et der bal 2,8.

Wann een d'Entwécklung zu Lëtzebuerg kuckt, da stellt ee fest, datt vill Aarbechter betraff sinn a vill Leit zu Lëtzebuerg am Detachement ënnerwee sinn. Den Detachement huet hei zu Lëtzebuerg e ganz groussen Impakt op eis Wirtschaft. Laut dem Rapport vun der ITM ass d'Zuel do rasant an d'Luucht gaangen: 2014 waren et der 40.600, 2016 schonn dat Duebelt, 81.330 - dat ass ëmmerhin awer 20 % vum Emploi zu Lëtzebuerg -, an 2019 si mer bei 140.561 Leit - dat sinn awer 31 % vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen. A genau esou gesäit och d'Evolutioun vun den Entreprise-détachanten aus: 2016 waren et 2.363 Entreprises détachantes, an 2019 si mer bei 4.497 Entreprises détachantes.

D'Problematik ass mat de Joren also méi grouss ginn, an déi sozial Ecarten an der Unioun sinn och weider eropgaangen. Et gëtt nach ëmmer Fäll vun Abusen, an d'Iwwerschaffe vun der Direktiv war onëmgänglech, dëst am Interêt vun de Länner an och, fir fir eng sozial Konvergenz kënnen ze suergen.

Wat sinn dann elo déi Haaptpunkte vun dëser neier Direktiv vun 2018? Et ass eng Direktiv, eng Revisiounsdirektiv, fir nach méi sozial Rechter vun den Aarbechter ze garantéieren. Déi wichteg Punkten, déi Neierungen am Gesetz si follgend: Eng Erweiderung vum sougenannten Noyau dur, dat sinn déi Bestëmmungen, déi wärend engem Detachement onbedéngt musse respektéiert ginn: déi maximal Aarbechtszäit, déi minimal Rouzäiten, de Mindestlounsaz, d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbecht, an nach eng ganz Rei vun anere Punkten. Mir änneren an dëser Direktiv och de Prinzip vun der Égalité de traitement - also mir änneren de Prinzip net, mee mir féieren en u sech an. Da geet et och nach ëm eng Stäerkung vun de Rechter vun den temporär detachéierten Aarbechter, also vun den Interimmen, an d'Zäit vun dem Detachement gëtt limitéiert op zwielef Méint, voire maximal 18 Méint.

Den Noyau dur, dee gëtt duerch zwee Punkten erweidert. Eng Kéier d'Ënnerkonftskonditiounen, also d'Conditions d'hébergement vun den Aarbechter: D'Ënnerkonft fir detachéiert Aarbechter, déi vum Patron ugebuede gëtt, muss ënner verschiddene Konditioune stattfannen: critères minimaux de salubrité, vun Hygiène, vu Securitéit a vun Habitabilitéit. Wat u sech schlëmm ass bei dëser Direktiv, dat ass, datt een dat muss an e Gesetz schreiwen! Dat misst jo selbstverständlech sinn, datt ee minimal Standarden huet, wann ee Leit ënnerbréngt. Mee apparemment, an dat hu mer gesinn an der rezenter Vergaangenheet, war dat net de Fall - ech hat et schonn eng Kéier gesot - bei grousse Fleeschfabricken hei vir an Däitschland, déi wierklech deenen dote Krittären net entsprach hunn.

Dann ännert och nach e weidere Punkt beim Noyau dur: D'Zoulagen oder de Remboursement vun Ausgaben, fir Rees-, Iwwernuechtungs- an Iesskäschten ze decken, gi vum Patron iwwerholl.

En zweete Punkt - dee steet am Mëttelpunkt vun dëser europäescher Direktiv - ass d'Fro vun der Remuneratioun. Dëse Gesetzesprojet gesäit vir, datt en detachéierte Salarié de Salaire, de Bonus kritt, deen a Kraaft ass am Land, wou en detachéiert ginn ass. D'nationaalt Aarbechtsrecht gëllt och fir déi Aarbechter, déi an deem Land detachéiert ginn. Zum Beispill, wann e Land an der Gesetzgeebung oder am Kollektivvertrag en 13. Mount virgesäit, da gëllt deen och fir den detachéierte Salarié.

En drëtte Punkt: Déi Interimsaarbechter sollen déi selwecht Aarbechts- a Lounbedéngungen a Lounrechter kréien, wéi déi lokal temporär Aarbechter. D'Entreprise utilisatrice muss d'Interimsfirma informéieren iwwert d'Konditiounen, déi se applizéiert.

An als leschte Punkt, fir de Schutz vu laangfristeg detachéierten Aarbechter ze erhéijen, stellt dëse Gesetzesprojet dann elo zousätzlech Konditioune fir de Patron: D'Zäit vum Detachement ass op zwielef Méint begrenzt a kann ëm sechs Méint verlängert ginn, awer just, wann de Patron dann och eng Notifikatioun un d'ITM schéckt.

Den 23. Januar 2020 ass dëse Projet deposéiert ginn. An engem éischten Avis vum Staatsrot vum 17. Juli ware fënnef Opposition-formellen dran, déi dunn an der Aarbechtskommissioun diskutéiert goufen. Eng Opposition formelle goung ëm de Begréff „Taux salaire minimum", dee méi adequat wier wéi eng éischt Formulatioun vum „Salaire social minimum", notamment well et an de Kollektivverträg net direkt ëm de Salaire social minimum geet. Dee Punkt hat d'CSL och opgeworf.

An den Aarbechte vun der Aarbechtskommissioun goufen den 2. Oktober dunn Amendementer un de Staatsrot geschéckt. Den zweeten Avis vum Staatsrot ass de 27. Oktober erakomm, an déi fënnef Opposition-formellë goufen do och aviséiert, an dat war dunn an der Rei.

Avise sinn och nach vun deene verschiddene Kummeren erakomm. D'CSL hat sech an hirem Avis vum 13. Februar mat enger Rei vun Elementer d'accord gewisen, hat awer och kritiséiert, datt d'Regierung mat dësem Gesetzesprojet net méi wäit wéi déi europäesch Direktiv géif goen, notamment fir eng gemeinsam Responsabilitéit ze verflichten tëscht der Entreprise, déi een Aarbechter detachéiert an där, déi een Aarbechter entgéinthëlt.

An hirem Avis vum 15. Mee 2020 kritiséiert d'Chambre de Commerce, datt ënnerschiddlech Bestëmmunge vun dësem Gesetzesprojet de Code du travail géifen onverständlech maachen, an datt si esou och net richteg bewäerte kéinten, ob déi europäesch Direktiv dann elo géif richteg ëmgesat ginn oder net.

D'Chambre de Commerce mengt och, datt zwee Artikelen aus der EU-Direktiv net korrekt ëmgesat géife ginn: Engersäits den Artikel iwwert d'Erweiderung vum Noyau dur - d'Ausgaben fir Rees-, Iwwernuechtungs- an Iesskäschte sollten net als Erweiderung vum Noyau dur gëllen -, an anerersäits den Artikel zu den temporär detachéierten Aarbechter.

D'Chambre des Métiers ass an hirem Avis vum 10. Juli och mat ënnerschiddleche Punkten net averstan, a seet ënner anerem, datt eng gewësse Berechnungsmethod géif feelen, fir d'Zäit vun zwielef Méint kënnen ze berechnen. Zousätzlech seet d'Chambre des Métiers, datt d'ITM nach méi Moyene bräicht, fir méi cibléiert Kontrolle maachen ze kënnen. Datt d'ITM déi néideg Moyene brauch, domadder si mer, mengen ech, alleguerten heibannen averstanen.

Dëse Projet gouf dunn unanime an der Aarbechtskommissioun ugeholl. Déi Unanimitéit weist och, wéi wichteg esou e Gesetz ass, an ech soe Merci derfir. Ech soen och Merci fir déi gutt Aarbecht an där Kommissioun. Et ass eng agreabel Kommissioun, wou et gutt virugeet, a wou mer eis net ze laang mat Niewesächlechkeeten ophalen an och net ze laang d'Wuert monopoliséieren. Dat ass wierklech eng flott Aarbecht an där Kommissioun.

Fazit ass, datt dëst e weidere wichtege Schratt ass, fir sozial Rechter iwwert d'Grenzen eraus ze garantéieren, an esou och eng Europe sociale, wéi mer se alleguer gär hätten, an de Vierdergrond ze setzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci a ginn d'Wuert un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 15. Juli 2014 huet den deemolegen EU-Kommissiounspresident d'Direktiv, déi mer haut hei ëmsetzen, am EU-Parlament ugekënnegt. Hien huet deemools d'Wichtegkeet vun der fräier Zirkulatioun vun den Aarbechter ënnerstrach, déi ee sollt als Opportunitéit an net als Menace wouerhuelen. Et ass nämlech dës Mobilitéit, déi et erlaabt, a Secteuren auszehëllefen, wou et e permanente Manktum un Aarbechter gëtt, respektiv wou et awer och manifestement u Qualifikatioune feelt.

Ech mengen - an de Rapporter huet et scho gesot -, och fir Lëtzebuerg ass déi Direktiv ganz, ganz wichteg: Net manner wéi 140.000 Aarbechter goufen 2019 op Lëtzebuerg detachéiert, et ass scho gesot ginn, a 4.500 Betriber hunn dovunner Gebrauch gemaach. Et sinn eng Ronn 53.000 Deklaratioune bei der ITM agaangen, dat heescht also quasi 145 Deklaratiounen den Dag.

Virun deem Hannergrond muss een also soen, datt och eist Land, eis Wirtschaft vun där Fräizügegkeet profitéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat virausgeschéckt, ass et awer genee esou wichteg, datt déi Leit, déi vun hire Betriber op Lëtzebuerg geschéckt ginn, net ausgebeut ginn an ënner korrekte Bedéngungen hei schaffe kënnen. Et ass wichteg, datt déi europäesch Fräizügegkeet, zu där mir eis nach ëmmer bekennen, net ausgenotzt gëtt, fir sozialen Dumping ze bedreiwen. Et ass also essentiell, d'Rechter vun dëse Leit an och vun eise Betriber ze stäerken.

Dat war och d'Uleies vun der Juncker-Kommissioun. De Jean-Claude Juncker sot sengerzäit: « [...] Je ferai en sorte que la directive concernant le détachement de travailleurs soit appliquée à la lettre et je mettrai en place une révision ciblée de cette directive pour garantir que le dumping social n'a pas de place dans l'Union européenne. Dans notre Union, un même travail effectué au même endroit devrait être rémunéré de manière identique. »

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV)*.- D'Zilsetzung ass kloer: Déi nämmlecht Pai fir déi nämmlecht Aarbecht op där nämmlechter Plaz.

Dat war, wéi gesot, 2014. Et huet also net manner wéi véier Joer gedauert, bis d'Revisioun vun der Direktiv stoung. Dat weist och, wéi kriddeleg deen Dossier ass a wéi divergent d'Positiounen tëschent den Hierkonftslänner an den Empfangslänner sinn. Et huet also vill Fangerspëtzegefill, Ausdauer an och Iwwerzeegungsaarbecht gebraucht, bis dat Reegelwierk endlech stoung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat bedeiten dann déi nei Reegelen am Konkreeten? Wat ännert sech an der Zukunft?

Ech mengen, den honorabelen Här Engel, deem ech vun dëser Plaz aus villmools Merci soe wëll fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, an deen och déi ganz konstruktiv Aarbecht hei gelueft huet, déi an der Kommissioun zu dësem Projet war - en général muss ech em do Recht ginn, do geet et wierklech ëmmer ëm d'Saach -, huet déi grouss Linnen dovunner scho presentéiert. Dës Ännerungen dréien, wéi et scho gesot ginn ass, grosso modo ëm véier Achsen.

Éischtens, d'Remuneratioun vun den detachéierten Aarbechter: Bis elo war et esou, datt d'Bezuelung nëmmen dee gesetzleche Mindestloun als Richtwäert hat, an Diskrepanzen an der Bezuelung tëschent Aarbechter, déi vu Lëtzebuerger Firmen ugestallt sinn, an Aarbechter, déi op Lëtzebuerg detachéiert ginn, sinn also net ausbliwwen. Dat ännert awer an der Zukunft: D'Besoldungsbasis bezitt sech nämlech net méi reng op de gesetzleche Mindestloun. Déi auslännesch Betriber mussen elo och Mindestsätz, déi sech zum Beispill aus Kollektivverträg erginn, plus allen aneren obligatoresche Bestanddeeler dovunner, respektéieren. Eng Rei vun deene Bestanddeeler sinn och schonn opgezielt ginn.

Et sief awer och ënnerstrach, an dat gëllt effektiv schonn zënter 1996, datt, wann am Heemechtsland d'Bezuelung besser ass wéi am Empfangsland, dann natierlech d'Reegelen aus dem Heemechtsland ugewannt ginn. Dat heescht, et ass also ganz kloer keen Nivellement vers le bas.

Fir datt elo awer déi auslännesch Betriber och wierklech wëssen, wat d'Pond Kiischten hei zu Lëtzebuerg kascht, wéi mer esou schéi soen, mussen hinnen déi néideg Informatioune schnellstméiglech a komplett zougänglech gemaach ginn. Hei ass d'Gewerbeinspektioun gefuerdert: Si muss de Betriber dës an aner Informatiounen online zougänglech maachen, an dat zäitno, souwuel fir d'Patrone wéi och fir d'Aarbechter, awer och well d'Strofen, wann där mussen ausgeschwat ginn, ganz kloer och vun der Accessibilitéit vun all dësen Informatiounen ofhängeg gemaach wäerte ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, eng zweet Änderung betrëfft den Hebergement vun den detachéierten Aarbechter, eppes, wat bis dato kaum mat a Betruecht gezu ginn ass. An Zukunft däerf et engem Betrib net méi egal sinn, wéi déi Leit hei zu Lëtzebuerg wunnen a wéi se verfleegt ginn. Sollt e Patron engem Aarbechter en Hebergement zur Verfügung stellen, da muss dëse Logement ganz kloer de Lëtzebuerger Normen entspriechen. Hie muss op alle Fall derfir suergen, datt den Aarbechter net op de Logements- an anere Käschten, zum Beispill och Reeskäschten, sëtze bleift, an déi däerfen och net mat an d'Berechnung vun der Remuneratioun afléissen, respektiv duerno dovunner ofgezu ginn. Et ass, mengen ech, awer och ganz wichteg, datt dës Präzisiounen am Text stinn, fir datt duerno keng Interpretatiounsschwieregkeeten optauchen.

An eisen Aen ass et och wichteg, an Zukunft den Optraggeeber, also net nëmmen de Patron vum detachéierten Aarbechter, an d'Flicht ze huelen, an et geet also net méi, fir déi Leit op Schantercher respektiv a Camionnettë schlofen ze loossen an esou weider.

Eng weider Neierung betrëfft d'Interimsaarbechter: Si falen an Zukunft, wéi et scho gesot ginn ass, an den Uwendungsberäich vun den Detachementsreegelen.

Last but not least ass et och esou, datt d'Aarbechtsrecht vum Empfangsland no zwielef Méint respektiv, wa speziell Grënn do sinn, no 18 Méint voll ëmfänglech muss spillen.

D'Berechnung vun deenen zwielef Méint wäert der Verwaltung awer sécherlech nach esou munch Kappzerbrieches bereeden, och, well hei de Cumul wäert spillen, an et muss gekuckt ginn, fir wéi eng Prestatiounen deen een Aarbechter fir deen aneren agesat gëtt. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an anere Wierder: D'Texter mussen elo de Praxistest bestoen. Et hänkt also villes of vum Suivi vun de Kontrollen, a bei Verstéiss och vun de Sanktiounen. D'Gewerbeinspektioun wäert an Zukunft ganz sécher vill méi gefuerdert ginn a muss duerfir och deementspriechend Moyene kréien, fir all deenen Aufgabe gerecht ze ginn.

Um Niveau vun de Sanktiounen hate mer an der Kommissioun - niewent aneren Diskussiounen zum Projet, well mer jo och eng ganz Rei vun Opposition-formellen hu missen diskutéieren - länger Diskussiounen iwwert d'Natur vun de Sanktiounen, déi bei de Verstéiss sollte spillen. Am initialen Text ware souwuel administrativ wéi och strofrechtlech Sanktioune virgesinn. De Staatsrot huet dat zu Recht als onzoulässeg ofgewisen. Mir hunn eis duerfir am Endeffekt fir administrativ Sanktiounen ausgesprach, an dat aus enger Rei vu Grënn: D'Poursuite vu Strofdote gestalt sech dacks als méi opwänneg, se hëlt méi Zäit an Usproch an huet duerfir och kuerzfristeg net dee gewënschten Effet. D'Verwaltung awer, déi am Alldag domat ze dinn huet, ka méi séier op Verstéiss reagéieren.

D'ITM huet sech - an ech mengen, dat ass wichteg - an de leschte Joren, virun allem awer am leschte Joer, substanziell verstäerkt, dat weisen déi rezent Zuelen: Waren et am Dezember 2019 149 Mataarbechter, esou waren et der - ech ginn elo net an an d'Detailer, wéi vill Inspekteren an esou weider - am Abrëll dëst Joer schonn 187, an et wäerten der, laut den Informatiounen, déi an enger Publikatioun vun der ITM ze liese waren, 214 sinn.

Et gëllt elo, ze liwweren an déi néideg Kontrollen um Terrain duerchzeféieren. Et gëllt awer och, d'Zesummenaarbecht op europäeschem Plang tëschent den zoustännegen nationalen Autoritéite weider ze verdéiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis bewosst, datt déi sozial Rechter op europäeschem Niveau weider musse gestäerkt ginn. D'Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2018 ass e weidere Bausteen op dësem Wee.

Duerfir wäert d'CSV dëse Projet natierlech och matdroen. Et ass virdru scho gesot ginn: Et war Unanimitéit an der Kommissioun, well de Projet de loi derzou bäidréit, d'Situatioun vun den detachéierten Aarbechter ze verbesseren, e weidere Schrëtt géint de sozialen Dumping op europäeschem Niveau bedeit, an en awer och déi Lëtzebuerger Betriber schützt géint d'Concurrence déloyale duerch dee sougenannten Dumping. Dat sinn déi Haaptursaachen, firwat datt mir dëse Projet ënnerstëtzen.

Ech ginn heimat duerfir och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Europäesch Unioun huet eisem Land vill Virdeeler bruecht. Als klengt Land kënne mir eis als Deel vun engem Zesummeschloss vu Staaten op der internationaler Bün besser behaapten, wéi wa mir ganz eleng dostéingen.

Oppe Grenzen, den Zougang zu engem fräie Maart, Beweegungsfräiheet a 27 Memberstaaten an d'Recht, an all dëse Memberstaaten ouni Aschränkung schaffen ze kënnen, hunn zum Wuelstand vun eisem Land bäigedroen. Mir sinn op den europäesche Marché, seng Main d'oeuvre an dës oppe Grenzen ugewisen. D'sanitär Kris huet eis dat nach eng Kéier däitlech virun Ae gefouert. Eis fräi ze beweegen ass fir eis eng Selbstverständlechkeet, ma dat war op eemol net méi méiglech. An Europa hate verschidde Staaten decidéiert, hir Grenzen zouzemaachen, fir d'Verbreedung vum Virus auszebremsen, dorënner och eis Nopeschlänner.

Lëtzebuerg huet dëse Wee ni ageschloen, well et fir eis net dem europäesche Geescht entsprécht a mir méi op déi transnational Zesummenaarbecht setzen. Zoue Grenze bedeite fir Lëtzebuerg awer nach ee ganz anere Risiko: Mir sinn nämlech op déi 200.000 Frontalieren ugewisen, déi all Dag aus eisen Nopeschlänner iwwert d'Grenze kommen, fir bei eis ze schaffen. Zum Gléck goufen d'Frontalieren un de Grenzen net blockéiert, dat hätt nämlech vill Secteuren hei am Land an d'Laberente bruecht. Virun allem am Gesondheetssecteur si mer vun eisen Nopeschlänner staark ofhängeg, mee dat gëllt och fir d'Konstruktioun, de Logistik- an den Horeca-Secteur.

Ouni d'Europäesch Unioun, ouni d'oppe Grenzen an d'Beweegungsfräiheet vun der Aarbechtskraaft an de Servicer wier eist Land net do, wou et haut steet.

E Member vun der EU ze sinn, bedeit awer och, sech u Reegelen ze halen. De Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, transposéiert eng nei EU-Direktiv zum Detachement vun Aarbechter an nationaalt Recht. Op all d'Detailer vum neie Gesetz ginn ech net méi an, well de Rapporter a sengem gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport op all déi wichteg Punkten agaangen ass.

D'EU-Direktiv leet ënner anerem nei Ufuerderungen un d'Ënnerbréngung vun detachéierte Mataarbechter fest. D'Ënnerbréngung ze reegelen, ass vollkomme richteg, an d'DP begréisst d'Efforte vun der EU, d'Rechter vun detachéierten Aarbechter ze stäerken. Si verdéngen et, d'selwecht behandelt ze gi wéi aner Aarbechter, an ënner mënschewierdege Konditiounen ze schaffen an och ze liewen.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Am Koalitiounsaccord ass de Kampf géint de Sozialdumping beim Detachement een Haapturleies, an och an eisem eegene Walprogramm vun 2018 huet sech d'DP géint de Sozialdumping ausgeschwat. Déi allermeescht vun eise Betriber hale sech un de legale Kader, dee mir hinne virginn. Entreprisen, déi sech un d'Reegelen halen, déi hir Salariéen, och déi detachéiert, korrekt behandelen an hir Rechter respektéieren, majo déi leiden ënnert deenen Entreprisen, déi géint d'Reegele verstoussen.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz pertinent.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Dës schwaarz Schof kënnen e schlecht Liicht op e ganze Secteur geheien, obwuel si an der Minoritéit sinn.

M. André Bauler *(DP)*.- Genee!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis begréisst, datt d'Responsabilitéite vu Patrone verschäerft ginn, fir dem Sozialdumping entgéintzewierken. D'Zesummenaarbecht mat der ITM spillt dobäi eng entscheedend Roll. Ech wäert méi spéit a menger Ried nach eng Kéier op dëse Punkt zréckkommen.

Fir d'Demokratesch Partei ass et och dee richtege Choix, administrativ an net penal Strofe bei Verstéiss géint d'Gesetz virzegesinn. Eis Constitutioun erlaabt kee Cumul vun den ënnerschiddleche Sanktiounen, dowéinst gouf an der Kommissioun diskutéiert, wéi eng Sanktioun am effikasste wier. Administrativ Strofen hunn de Virdeel, datt dës ouni gréisser Problemer och iwwer auslännesch Firme kënne verhaange ginn. Penal Strofen, ënnert déi zum Beispill och eng Prisongsstrof fält, hunn zwar eng staark ofschreckend Wierkung, mee d'Fro vun der nationaler Zoustännegkeet an de Prinzip vun der Territorialitéit géifen d'Poursuitte vun auslänneschen Entreprisen erschwéieren.

Här President, Reegele si wichteg. An der Wirtschaft garantéiere se e „level playing field", andeems se e faire Kader schafen, an deem all Betrib déi selwecht Erfollegschancen huet. Ma et ass awer och wichteg, datt dëse Kader ausgeglach ass, an datt et net zu enger Iwwerreglementéierung kënnt. Eis Betriber brauchen e gewësse Grad u Flexibilitéit, déi zum Beispill eng temporär Affektatioun vu Salariéen erméiglecht.

Huele mer d'Beispill vum Bausecteur: Hei feelt et ëmmer nees u Leit mat där néideger Kompetenz an Erfarung. Dofir gräifen d'Entreprisen op Aarbechter aus dem Ausland zréck, déi dann temporär op Lëtzebuerg detachéiert ginn. Vill detachéiert Salariéë schaffen och am Interim. E lëtzebuergesche Betrib kann iwwer eng auslännesch Interimsentreprise fir kuerz Zäit e Salarié ufroen, wann en akute Besoin besteet.

E Restaurant, deen zum Beispill ee Serveur wéinst engem Krankeschäin oder engem Congé ersetze muss, gräift alt esou op eng Aarbechtskraaft zréck, fir säi Betrib um Lafen ze halen. Oder de Restaurant brauch méi Serveure fir eng begrenzt Period, well saisonal oder eventbedéngt d'Aktivitéiten an d'Luucht ginn. Amplaz vun enger Festustellung, déi fir de Betrib net rentabel wier, kann och hei op en Interimsaarbechter zréckgegraff ginn.

An dësem Kontext ass et eis als Demokratesch Partei wichteg ze ënnersträichen, datt mer et eise Betriber och an Zukunft erméiglechen, kuerzfristeg an onbürokratesch op esou Aarbechtskräften zréckzegräife. Den Detachement, ob elo als Interimaire oder net, ass fir vill Secteuren hei am Land onverzichtbar.

Am Rapport vun 2019 vun der ITM - an den Här Kaes hat deen och schonn ugeschwat - ass festgehalen, datt d'lescht Joer iwwer 140.000 Salariéen op Lëtzebuerg detachéiert goufen, dat sinn der ronn 26.000 méi, wéi nach 2018. Eleng 85.000 dovunner goufen an der Konstruktioun a 24.000 an der Industrie gebraucht. Eis Entreprisë sinn also op dës Aarbechtskräften ugewisen, fir hiren Aktivitéite voll a ganz kënnen nozegoen.

An engem oppene Marché sinn eis Betriber enger méi héijer Konkurrenz ausgesat. Dat huet seng Virdeeler, well een innovativ muss sinn, fir sech ze behaapten, wat och eng Plus-value fir d'Wirtschaft ass. Wa mir eis awer ze streng Reegele ginn, dann erhéicht dat fir eis Betriber och de Konkurrenzdrock, den Ëmsaz riskéiert ze falen, an am schlëmmste Fall ginn Aarbechtsplaze verluer, well d'Paien net méi bezuelt kënne ginn. Domadder wier schlussendlech kengem gehollef.

Här President, ech hat et scho gesot, et ass och am Interêt vun éierleche Betriber, datt Entreprisen, déi sech net un d'Reegelen halen, fir hiert Verhale bestrooft ginn.

Une voix.- Richteg.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- D'DP vertrëtt d'Meenung, datt e méi rigide Kader nëmme begrenzt d'Léisung vu Problemer ass. Wichteg ass et an eisen Aen, datt méi a méi effektiv kontrolléiert gëtt. Eng Entreprise, déi sech un d'Reegelen hält, huet näischt ze verstoppen an huet dohier och kee Problem, eemol méi kontrolléiert ze ginn. Esou kënne Verstéiss opgedeckt an, wann néideg, och poursuivéiert ginn.

D'ITM huet 2019 deen neie Service Detachement op d'Bee gestallt. Dëse gouf als Äntwert op déi steigend Zuel vun Detachementer agefouert, fir Deklaratiounen, Entreprisen a Salariéen am Beräich vum Detachement ze kontrolléieren. Iwwer 3.500 Kontrolle goufen duerchgefouert, an 980 administrativ Amenden ausgeschwat.

De Service Gestion de projets informatiques vun der Gewerbeinspektioun ass och amgaangen, eng Onlineplattform fir den Detachement opzebauen. D'DP begréisst dës Initiativ, déi eise Betriber duerch eng Vereinfachung vun den administrativen Aufgaben zeguttkomme wäert.

Och fir d'ITM ass de Rassemblement vun den Informatiounen op enger Plattform eng Simplifikatioun, ma wéi d'Chambre des Métiers an hirem Avis awer kloermécht, brauch d'Gewerbeinspektioun och eng Kontrollstrategie fir alleguerten déi ekonomesch Secteuren. Fir datt d'ITM hir Aufgaben och an Zukunft no den héchste Standarden erfëlle kann, gesäit d'DP et duerfir als prioritär, d'Reform vun der ITM virunzedreiwen. Net nëmmen ass et wichteg, der Administratioun déi néideg Ressourcen a Moyenen zur Verfügung ze stellen, och d'Zesummenaarbecht mat der Douane, dem Parquet, der Police a weidere Verwaltunge muss intensivéiert ginn.

De Gesetzesprojet 7319 zur Reform vun der ITM gesäit dann och konkreet Modifikatioune beim Detachement vir: Bei Maintenance- oder Reparaturaarbechte soll zum Beispill eng Ausnamereegelung d'Entreprisë vun enger Déclaration de détachement befreien, soulaang dës Aarbechten net méi laang wéi fënnef Deeg daueren. Dat ass eng enorm Vereinfachung fir Betriber, déi eng Maschinn musse flécken, an dofir een Aarbechter aus dem Ausland musse komme loossen.

Här President, wéi scho gesot, transposéiere mir hei eng EU-Direktiv an nationaalt Recht. Als Deel vum europäesche Marché musse mir eis un de Kader halen, deen d'EU eis virgëtt. D'DP ënnerstëtzt dëse Projet, well wichteg aarbechtsrechtlech Aspekter elo méi kloer a méi egalitär gereegelt sinn. Eis Betriber droen e groussen Deel zu eiser wirtschaftlecher Situatioun bäi. Si ginn opgebaut vu Leit, déi de Courage hunn, sech selbstständeg ze maachen, a schafen domadder Aarbechtsplazen, déi net nëmme Lëtzebuerg, mee der ganzer Grussregioun zeguttkommen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, de Prinzip vum Detachement geet op d'Direktiv vum 16. Dezember 1996 zréck. Dat ass also schonn eng ganz Rei Joren hier.

Um Fong geet et drëm, eng communautaire Dispositioun ze schafe fir all déi Salariéen, déi fir eng bestëmmten Zäit am Kader vun der Prestation de service an engem anere Land schaffe wéi geweinlech. Et soll heimat séchergestallt ginn, datt fir all d'Salariéen, déi an engem Land täteg sinn, och jeeweils d'Aarbechtsrecht vun deem Land gëllt. Et handelt sech och ëm e relativ techneschen Dossier.

Mat der successiver Erweiderung vun der Unioun sinn awer och déi sozial Ënnerscheeder tëschent de Memberstaaten, an domat och d'Angscht virum sozialen Dumping, méi grouss ginn. Den Här Kaes huet an all Detailer dorop higewisen. Den Detachement ass zu engem politesch a symbolesch ganz ëmstriddenen Dossier tëschent Ost a West ginn. Ech ginn Iech och do e Beispill: An dësem Kontext ass hei eng Klo um Europäesche Geriichtshaff vun zwee EU-Länner géint dës Direktiv agereecht ginn. Dës Länner - fir se net ze nennen: Polen an Ungarn - hu gemengt, datt dës Direktiv Firmen aus hire Länner kéint diskriminéieren. Dir wësst jo, déi kënnen Aarbechtskräften zu méi bëllege Konditiounen offréieren. An dësem Kontext seet dann och den DGB; dat ass ee ganz rezent Urteel: „Viele Firmen machen aus der Ausbeutung von entsandten Beschäftigten ein lukratives Geschäftsmodell." Den EU-Geriichtshaff huet natierlech dës Kloen an engem rezenten Urteel ganz kloer verworf.

Den Detachement gëtt och oft mat der sougenannter Bolkestein-Direktiv a Verbindung bruecht. Dat ass d'Richtlinn 2016/123, déi déi fräi Zirkulatioun vun de Servicer an der EU reegelt. Mee, anescht wéi an dëser Richtlinn ursprénglech virgesinn, gëllt beim Detachement eebe grad net den Hierkonftslandprinzip, mee dee vum Bestëmmungsland. Am Aarbechtsrecht gëllen also déi Reegele vum Land, wou d'Aarbecht reell geleescht gëtt. Sou gëtt verhënnert, datt innerhalb vun engem Land op eemol Reegele vu verschiddene Memberstaaten am Beräich vum Droit du travail kéinte spillen.

2014 gouf déi sougenannten Directive d'exécution um Niveau vun der EU geholl. Si sollt eng besser Ëmsetzung vun der 1996er Direktiv sécherstellen. Mat der 2018er Direktiv, déi mir haut an nationaalt Recht ëmsetzen, ginn d'Bestëmmunge weider ugepasst. De soziale Fortschrëtt an der EU kënnt net vun haut op muer an et ass d'Resultat vu Kompromësser tëschent Memberstaate mat duerchaus ënnerschiddlechen Interessen. Mee déi nei Reegele bréngen eendeiteg Verbesserunge fir d'Salariéen an der Unioun, awer och fir d'Entreprisen.

Mam Gesetz vun haut stäerke mir d'Rechter vun de Salariéen. Meng Virriedner hunn, mengen ech, an allen Detailer dorop higewisen.

De Rapporteur Georges Engel, deem ech vun hei aus och villmools Merci soe fir säi ganz gudde Rapport, huet op d'Zuelen higewisen, déi an eisem Land hei a Betruecht kommen. Dat sinn 140.000 Persounen. Dat ass relativ wichteg. A wéi gesot, et geet drëm, mengen ech, fir deene Leit Garantien ze ginn, datt si hir Aarbecht kënnen a gudde Konditiounen exekutéieren.

Ech schléisse mech de Wierder och vum Georges Engel un, datt dës Direktiv an hir Ëmsetzung hei zu Lëtzebuerg weider wäerten zum sozialen Europa bäidroen.

Dëst sinn alles ganz weesentlech Verbesserungen. Mee fir datt se och eng Realitéit um Terrain ginn, musse mir eis och d'Moyene ginn, fir d'Anhale vun de Reegelen ze kontrolléieren. Dofir sinn de weideren Ausbau an d'Stäerkung vun der ITM esou wichteg. Genausou wichteg ass awer och déi gutt Zesummenaarbecht um europäeschen Niveau. An an dësem Kader kann ech och d'Schafung vun der Europäescher Aarbechtsautoritéit, der ELA, begréissen, déi d'lescht Joer hir Aarbecht opgeholl huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Back. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech mengen, deem ass net méi vill bäizefügen.

Dëst Gesetz baséiert op enger EU-Direktiv aus dem Joer 2018. An et geet ëm Salariéen, déi am Detachement eng Déngschtleeschtung erbréngen an engem aneren EU-Land. Et kann een am Fong geholl kuerz gesot dat Ganzt op zwee Voleten zesummeféieren.

Duerch déi europäesch Gesetzgeebung gëtt eng Serie vun Obligatioune gereegelt, ënner wat fir enge Konditiounen dat ze geschéien huet, fir am Ausland enger Aarbecht nozegoen, fir op där selwechter Aarbechtsplaz ze schaffen, fir esou och dem sozialen Dumping entgéintzewierken. An domadder ginn och dem Salarié eenzel Grondrechter garantéiert do an deem Land, wou e schafft. D'sozial Rechter - ech mengen, mäi Kolleeg, de Kaes Aly, hat et gesot - ginn heimat gestäerkt.

Duerch dëst Reegelwierk, wat de Salariéen hir Rechter reegelt, geet et awer och drëm, fir de Konkurrenzkampf bei den Entreprisen ze garantéieren. Et gëtt manner Concurrence déloyale doduerch gemaach. Ech mengen, dat ass och e wichtege Facteur. Well soss gëtt et do ënnerschiddlech Präisser bei den Ausschreiwungen an dat ass och net gesond fir dat Ganzt.

Kuerz gesot: Den EU-Bannemaart fonctionéiert nëmme mat gläiche Rechter fir all Salarié a fir all Betrib op där selwechter Aarbechtsplaz. Leider ass an dësem Ofkommes den internationale Stroossentransport vun dëser Reegelung ausgeklamert ginn. Dat ass ee ganz fragille Secteur. An ech mengen, et ass och ganz schwéier, hei ze legiferéieren. Mee do soll jo méi spéit an enger spezifescher Direktiv dësem Phenomeen Rechnung gedroe ginn.

A meng Virriedner hunn et och gesot: „All Gesetz ass nëmmen esou gutt, wéi seng Kontrollen effikass kënne sinn." An ech mengen, et ass net nëmmen eleng d'ITM, déi hei gefuerdert ass, mee et ass och d'Douane, déi hei gefuerdert ass, wat den Hebergement ubelaangt.

An ech géif dann heimat d'Zoustëmmung gi vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Den Detachement vu Salariéen innerhalb vun der Europäescher Unioun an d'Reglementatioun vun dëser Praxis ass en aarbechtsrechtleche Sujet, dee meeschtendeels net an aller Mond ass. Dat huet och zum Deel domadder ze dinn, datt en eng ganz grouss Technizitéit opweist.

An awer geet et duer, wann een e Bléck an de leschte Rapport vun der ITM werft, fir erauszefannen, datt den Detachement e Phenomeen ass, deen zu Lëtzebuerg ganz grouss ass an deen an deene leschte Joren enorm gewuess ass.

De Rapporteur ass och schonn drop agaangen: 2019 waren et 140.000 Salariéen, déi fir e gewëssenen Zäitraum op Lëtzebuerg detachéiert gi sinn. Am Verglach zum gesamten Emploi salarié zu Lëtzebuerg vu ronn 445.000 ass den Detachement also wierklech substanziell hei am Land, an dat besonnesch an zwee Secteuren, déi op sech eleng Dräivéierels vun allen Detachementer vereenen, nämlech de Bausecteur an d'Industrie.

Wa mir hei also elo iwwert déi Direktiv Detachement an hir Ëmsetzung an der nationaler Legislatioun schwätzen, da geet et dobäi ëm Aarbechts- a Lounbedéngunge vu ganz ville Leit op eisem Territoire. Vill méi, et geet och ganz oft ëm Salariéen, ëm Aarbechter, déi a Beruffer schaffen, an deenen d'Paien oft net héich sinn an d'Bedéngunge vun der Aarbecht oft éischter schlecht an deelweis och gefäierlech sinn.

E maximale Schutz géint Abusen op d'Käschte vun detachéierte Salariéen ass also enorm wichteg. An dëse Schutz soll elo mat dëser Reform vun der Ëmsetzung vun der Direktiv an déi national Legislatioun punktuell verbessert ginn.

Bei enger Rei Punkten ass dat och de Fall. An d'Transpositioun vun der Direktiv féiert zu Verbesserungen am Code du travail. An ech mengen, dat muss een och kloer esou ervirhiewen. Hei sinn, fir eis op jidde Fall, och déi dräi respektiv véier Elementer ervirzehiewen, déi duerch d'Auswäitung vun de Kärdispositioune vun der Direktiv obligatoresch och an de lëtzebuergesche Code du travail mussen opgeholl ginn.

Éischtens: d'Auswäitung vun deem, wat als Loun fir detachéiert Salariéë verstane gëtt, wouduerch en detachéierte Salarié elo och Rechter op déi Bezuelung huet wéi en normale Salarié. Et gëtt also nom Kollektivvertrag bezuelt - wann et dann ee gëtt - an et kritt een och seng Majoratioune fir Iwwerstonnen oder Nuetsaarbecht.

Zweetens: déi méi strikt Reglementatioun vun den Ënnerkënften, also dem Logement vun detachéierte Salariéen, am Fall wou déi e Logement vum Employeur kréien. Dat ass an eisen Aen eng ganz wichteg Opwäertung vun de Liewensëmstänn vun de concernéierte Salariéen a verhënnert, datt se, wéi et schonn emol de Fall war, zum Beispill a Baracken um Chantier ënnerbruecht ginn. Datt d'Konditioune fir dës Logementer elo iwwert d'Salubritéitsgesetz vun 2019 gereegelt ginn, ass hei sécherlech positiv ze bewäerten.

Drëttens kréien detachéiert Salariéen hir zousätzlech Käschten opgrond vum Detachement - déi Leit kommen oft vu wäit ewech hier -, rembourséiert. Dat sinn zum Deel Logementskäschten, Fraise fir d'Verfleegung an Un- an Ofreeskäschten, déi elo zousätzlech zum Loun vum Employeur iwwerholl musse ginn.

D'Salariatskummer kritiséiert allerdéngs an hirem Avis, datt dës Punkten an der Transpositioun an nationaalt Recht net kloer verbindlech genuch sinn en faveur vum Salarié. D'CSL gesäit hei d'Gefor, datt d'Égalité de traitement net respektéiert gëtt, well et ka sinn, datt verschidden detachéiert Salariéë gréisser Zomme virstrecke mussen an da laang op e Remboursement waarde mussen, wärend anerer déi Käschte scho virum Untrëtt vum Detachement rembourséiert kréien. D'CSL huet hei och eng Propos formuléiert gehat, déi leider awer de Wee an d'Gesetz net fonnt huet.

Esou Elementer gëtt et der nach méi am Gesetz. Zum Beispill, datt d'Begrenzung vun der Dauer vun engem Detachement mam neie Gesetz elo op zwielef Méint limitéiert ass a just motivéiert kann ëm sechs Méint verlängert ginn. Et steet awer net dran, wivill Zäit tëschent deem nächsten Detachement fir dee selwechte Salarié vergoe kann. Mir mengen, datt een dat effektiv och nach nobessere muss. Datt et ewell do zu Situatioune komme kann, wou Salariéen awer kéinte permanent duerch Europa detachéiert ginn a wéineg bis guer keng Plangbarkeet vun hirem Liewe méi hunn.

Här President, ech hunn et gesot: Dëst Gesetz ass e Fortschrëtt fir d'Situatioun vun detachéierte Salariéen zu Lëtzebuerg. Et stelle sech awer och nach eng Rei Froen. Eng dovunner ass sécherlech déi vun de Kontrolle vun der Anhalung vun deene scho bestoende Reegelen a vun deenen neien, déi elo derbäikommen. Et ass net fir d'éischt, datt mer iwwert dës Thematik schwätzen. Et ass jo och eng Reform vun der ITM ënnerwee, also där Instanz, déi fir dës Kontrollen zoustänneg ass.

Och hei stellt d'Salariatskummer feelend Ressourcen a Méiglechkeete vu Kontrollen am Moment fest. An déi wéineg ofschreckend Amendë bei Verstéiss sinn also och méi e grousse Problem, net nëmme beim Detachement, mee och doriwwer eraus.

Mir sinn eis duerchaus bewosst, datt an de leschte Joren do grouss Efforte gemaach gi si vun der Regierung, och wat d'Opstockung vun de Personalméiglechkeete bei der ITM betrëfft, mee ech mengen, datt dat konsequent muss weidergefouert ginn, fir datt d'ITM iwwerhaapt d'Méiglechkeet huet, esou där Funktioun nozekommen, déi se huet.

Mir bedaueren ... A mir haten an der Kommissioun ee Moment déi Diskussioun - verschidde Virriedner sinn och schonn drop agaangen - vun de Peinen an ob se dissuasiv oder net dissuasiv genuch sinn. Ech bedaueren, datt am ursprénglechen Text déi an eisen Ae sënnvoll Dispositioun, datt nieft der administrativer Peine och eng penal ka virgesi sinn, opgrond vum Avis vum Staatsrot finalement erausgeholl ginn ass, wat riskéiert, datt deen dissuasive Charakter vun deene Strofen net esou grouss ass an domat och d'Effikassitéit vum Gesetz.

Här President, e Bléck an d'Joresberichter vun der ITM weist awer och ganz däitlech, wat d'Envergure vun deene Kontrollen zu Lëtzebuerg bedeit. Wann nämlech bei zirka 140.000 detachéierte Salariéen 2019 et 3.540 Kontrolle gouf, wouvun der just 586 onugemellt waren, a bei deenen 3.540 Kontrolle kommen dann 2.555 Injonctiounen eraus, da seet dat awer och eppes aus iwwert den Detachement an iwwert d'Verstéiss géint d'Reglementatioun! Et muss ee sech froen, wat dat dann heescht! Heescht dat dann net, datt d'Verstéiss beim Detachement riskéieren, d'Reegel ze sinn an d'Anhalung vun de Reegelen d'Ausnam? A bedeit dat net och, datt nach vill méi Kontrolle musse gemaach ginn, an datt mer och do méi dissuasiv Sanktioune brauchen?

Dat schéngt eis elo nach méi dréngend ze sinn, elo, wou de Contrôle vun de Logementskonditiounen als weider Kompetenz fir d'ITM derbäikënnt. Mir fannen dat absolutt richteg, datt d'ITM dat kontrolléiere soll, mee déi Kontrolle mussen dann och eppes bréngen. Also d'Situatioun muss sech zugonschte vun de Salariéë verbesseren. D'Verstéiss musse manner ginn an Zukunft.

A besonnesch beim Logement ass dat en Enjeu, dee scho ganz akut ass, wéi mer et spéitstens säit Fréijoer an dem Ausbroch vun der Coronapandemie gesinn hunn. Iwwert d'Wunnkonditioune vun detachéierten Aarbechter zu Lëtzebuerg an d'Geforen, deene si sech duerch insaluber Hebergementer ausgesat hu wärend dëser Pandemie, wësse mer bis elo am Fong net ganz vill. Ob et esou Zoustänn gëtt, wéi se an däitsche Schluechtbetriber beschriwwe gi sinn, wësse mer net. Zumindest d'Ausmooss wäert zu Lëtzebuerg manner grouss sinn. Nawell wësse mer net genuch doriwwer.

Wann d'ITM dat elo kontrolléiere wäert, wäert eis dat zumindest och emol en Ableck an d'Liewenskonditioune vun detachéierten Aarbechter erméiglechen, dee mer bis elo, wéi gesot, ganz wéineg hunn.

An dat ass awer och e Problem, wat d'Explosioun vun den Detachementer ugeet, well Aarbechter anstänneg hebergéieren ass an engem Land, wat sech an enger Logementskris mat feelendem Wunnraum befënnt, natierlech och e massive Problem. De Logementsproblem vun detachéierten Aarbechter gesellt sech nach als weider Dimensioun vun der Logementskris derbäi a mécht se nach eng Kéier en Tour méi komplex an nach méi schwéier ze léisen.

An duerfir, den Här Rapporteur huet et ganz am Ufank gesot, et muss een eng Kéier op déi Zuelen insistéieren, datt innerhalb vu fënnef Joer, also vun 2014 mat net grad 40.000 detachéierte Leit (veuillez lire: mat e bësse weider wéi 40.000 detachéierte Leit), déi op Lëtzebuerg komm sinn, fënnef Joer drop 2019 140.000, also eng Augmentatioun war vun iwwer 100.000 Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe komm sinn, déi net regulär Salariéë sinn an déi och e Besoin hunn un Iwwernuechtungen. Dee Problem, deen ass eng weider Dimensioun vun der ganzer Logementsproblematik, déi mer onbedéngt mussen am A behalen.

Här President, mat dëse Bemierkungen um Enn soen ech dann awer trotzdeem, datt déi Lénk dëse

Gesetzesprojet matstëmme wäert, well et, wéi gesot, Verbesserunge fir detachéiert Salariéë bedeit, beim Loun gradesou wéi bei de Liewensbedéngunge wärend dem Openthalt zu Lëtzebuerg.

Dëst Gesetz eleng garantéiert dat natierlech net, datt et den detachéierte Salariéen alleguer elo besser goe wäert. Do spillen och aner Beräicher mat eran. Net zulescht dee vun de Kontrolle vun der ITM, déi onbedéngt méi wierksam an ofschreckend musse ginn.

An deem Sënn hoffe mer, datt déi geplangte Reform vun der ITM séier virukënnt an dann natierlech och e qualitative Sprong no vir bedeit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst ass wuel e komplexe Gesetzesprojet, soudatt ech a menger Riedezäit kaum all d'Veränneren ernimme kann. Dofir wäert ech mech dann och op e puer speziell Punkte fokusséieren.

Dat gesot, hu jo och meng Virriedner schonn déi eenzel Elementer ausféierlech beliicht.

Bei dësem Gesetzesprojet geet et drëms, d'Aarbechter, déi aus dem Ausland op Lëtzebuerg schaffe kommen, ze schützen a gläichzäiteg eng fair Konkurrenz tëscht de Firmen ze assuréieren. Mat dësem Text sollen all déi Leit, déi zu Lëtzebuerg nëmmen temporaire schaffen, an dat op engem eenzelne Chantier, besser behandelt ginn. Wat heescht dat genau?

All Aarbechter, deen hei op Lëtzebuerg schaffe kënnt, muss de Mindestloun kréien oder dee Montant, deen zum Beispill an engem Kollektivvertrag festgehalen ass. Och - an dat fannen ech besonnesch wichteg - muss de Patron dem Aarbechter, deen an eist Land kënnt, eng anstänneg Wunneng fir ze iwwernuechte bereetstellen. Richteg gläichgestallt zu engem Aarbechter, dee fest zu Lëtzebuerg schafft, ass een doduerch awer nach net ganz. Eréischt wann dës Persoun méi wéi 18 Méint hei zu Lëtzebuerg géif schaffen, hätt se quasi all d'sozial Rechter an d'Flichten, mat e puer Ausnamen.

Zu esou engem Fall sollt et awer an der Reegel net kommen, well de Patron eng extra Demande muss maachen, fir datt d'Leit méi wéi ee Joer kënnen um Stéck hei schaffen. Et ass also weiderhin nach ëmmer attraktiv, fir d'Leit aus dem Ausland kommen ze loossen a se no engem Joer erëm heemzeschécken.

Zum Prinzip, datt d'Leit aus Europa dierfen hei zu Lëtzebuerg fir kuerz Opträg agestallt ginn, gëtt et verschidde Meenungen. Fakt ass, datt an der EU all EU-Bierger a Betrib déi selwecht Rechter soll a muss hunn. Dorënner och d'Recht fir all Firma, als Soustraitant mat enger anerer Firma hei zu Lëtzebuerg u Projeten ze schaffen. Mir kënnen net an enger oppener Ekonomie just op Basis vun den Nationalitéite vun de Mataarbechter oder vun de Betriber diskriminéieren. Ëmsou méi wichteg ass et dofir, dat anstänneg ze encadréieren.

Här President, net eréischt säit de groussen Infektiounsketten an däitsche Schluechthaiser sollt de Leit kloer sinn, datt hei an Europa nach ëmmer Leit als bëlleg Aarbechtskraaft mëssbraucht ginn. Dës Leit, déi fir dräi Su op esou Plaze schaffe kommen, wunne wärend dëser Zäit oft an inakzeptabelen Zoustänn zu zéng an engem oder an zwee Zëmmeren. Si hunn och oft keen Zougang zu anstännege Sanitäranlagen. A wat dat fir Follge kann hunn, ech mengen, dat hu mer all an deene leschte Méint gesinn an natierlech och bedauert.

Et gëtt an Europa nach ëmmer de Problem vun der Ausbeutung vu bëllegen auslänneschen Aarbechter. Fir dëse Problem ze behiewen, brauch een natierlech déi néideg legal Moyenen. Mee dat geet net duer! Virun allem mussen dës legal Verflichtungen och herno an d'Realitéit ëmgesat ginn. Esou brauch ee virun allem herno och Leit, déi dat Ganzt kontrolléiere kënnen. Dës Aufgab soll zu Lëtzebuerg vun der ITM iwwerholl ginn.

Elo ass et awer nun emol esou, datt et der ITM u Leit feelt, fir net nëmmen all Chantier, mee och nach all d'Wunnenge vun dësen Aarbechter ze kontrolléieren. Wa mir also wëllen, datt et dëse Leit an Zukunft besser hei zu Lëtzebuerg geet, schloen ech vir, datt mer och d'Sue fir méi Mataarbechter bei der ITM an d'Hand huelen. Ech weess, dat gëtt schonn zum Deel gemaach. Ech maachen hei nach eng Kéier andrénglech den Appell, datt een do eng Schëpp kann dropleeën. An déi Schëpp hätt natierlech och eis vollst Ënnerstëtzung.

Esou ass et nämlech wichteg, fir d'Fuerderungen an dësem Gesetz och an der Welt dobaussen ëmsetzen ze kënnen. D'ITM ass den Dréi- an Aangelpunkt vun dësem Gesetz. Si kontrolléieren net nëmmen d'Leit an d'Betriber, si mussen och Preventiounsaarbecht leeschten. Duerch eng Säit - eng Säit! - op der ITM hirem Internetsite soll sech all Aarbechter a Patron kënnen informéieren, u wéi eng Mesuren ee sech muss halen. Zum Beispill, datt een aacht Deeg Zäit huet, fir seng auslännesch Aarbechter unzemellen.

Et ass ëmmer wichteg, fir d'Leit iwwer hir Rechter a Flichten ze informéieren. Dat ass kloer! Dat wäert och keen heibanne bestreiden. Ech si mer awer net sécher, ob do eng Säit um Site vun der ITM duergeet. Et fänkt schonn domadder un, datt d'ITM en Internetsite op Däitsch an op Franséisch huet. Mir wëssen awer, datt grad bei detachéierten Aarbechter net onbedéngt ka virausgesat ginn, datt se Däitsch an/oder Franséisch kënnen. Deementspriechend muss d'ITM hei en Effort maachen, fir a méi wéi nëmmen deenen zwou administrative Sprooche vu Lëtzebuerg ze kommunizéieren, fir esou och wierklech jiddwerengem Accès zu dëse wichtegen Informatiounen ze garantéieren.

Ech maachen hei awer och nach zousätzlech den Appell, datt mer eis net domadder zefridde ginn, fir op engem Internetsite ze kommunizéieren. Mir musse proaktiv um Terrain Werbung fir d'Rechter vun den Eenzelne maachen. Well et ass net einfach virauszesetzen, datt een, dee mat deene wëllste Verspriechungen am Ausland ugeworbe gëtt, fir hei zu Lëtzebuerg wärend enger Zäit ze schaffen, och weess, datt en iwwerhaapt Rechter huet, déi iwwert dat erausginn, wat e vu sengem Patron virgegaukelt kritt.

Sécherlech, déi meescht wëlle sech un d'Gesetzer halen. Déi meescht hale sech un d'Gesetzer. An déi meescht probéieren, esou konform ze sinn, wéi et nëmme geet. Et geet hei awer drëm, d'Aarbechterinnen an d'Aarbechter viru genau deene Patronen ze schützen, déi sech herno als schwaarz Schof erausstellen. Et geet drëm, Werbung ze maache fir d'Rechter vun all Eenzelnem.

Zum Transportsecteur gouf ewell gesot, firwat deen net berücksichtegt gëtt. Ech mengen, dat ass kloer. Hei erhoffen ech mer, datt déi speziell Direktiv fir den Transportsecteur dann och relativ séier do ass an transposéiert ka ginn. Mee, bon, dat ass eng Saach, déi e bëssen Zäit wäert brauchen, et ass e komplexe Secteur. An et ass näischt, wat sech vun haut op muer léise léisst.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Direktiv ass ee Schrëtt an déi richteg Richtung a Saachen Aarbechtsrecht, och well net nëmme ganz Betriber, mee och Aarbechter aus Interimsfirmen doduerch besser geschützt ginn. De Loundumping an Europa muss en Enn hunn. An dat heiten ass e wichtege Schrëtt an déi Richtung. All Mënsch, deen hei zu Lëtzebuerg egal wou un egal wat schafft, soll d'Gewëssheet hunn, datt en nom Mindestloun bezuelt gëtt an datt en a mënschewierdege Konditiounen ënnerbruecht gëtt. All Mënsch, deen hei zu Lëtzebuerg schafft, soll iwwer seng Rechter Bescheed wëssen.

All Betrib soll kënne kontrolléiert ginn. Dofir ass dëst ee Schrëtt, awer och nëmmen e Schrëtt. An dee ganze Laf, fir un d'Zil ze kommen, steet nach virun eis. Et ass, wéi eise Premier géif soen, e Marathon. A mir mussen oppassen, datt eis net ënnerwee den Otem ausgeet.

Dat gesot, wäerte mir dat heite matstëmmen, well et drëm geet, d'Aarbechter besser ze schützen. Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Loosst mech fir d'éischt all menge Virriedner an och dem Rapporteur e grousse Merci soe fir deen exzellente Rapport, dee mer hei presentéiert kritt hunn, deen ech awer bal verpasst hat, Här President! Opgrond vun där grousser Flexibilitéit vun der Chamber, fir den Ordre du jour ze änneren, hat ech bal mäin Asaz verpasst. Mee opgrond vun eise modernen Technologien hunn ech awer alles matkritt, wat hei geschwat ginn ass. Dofir, wéi gesot, e grousse Merci un all meng Virriedner, besonnesch un de Rapporteur fir dee Rapport.

Ech wollt vläicht op eng Manéier ufänken, wéi een et hei net gewinnt ass. Normalerweis, wann een e Gesetz presentéiert oder zu engem Gesetz schwätzt, wou ee mierkt, dass een eng grouss Zoustëmmung kritt, da klappt ee sech selwer op d'Schëlleren a seet: „Kuckt, wat huet d'Regierung hei eng exzellent Aarbecht gemaach!" Ech wëll awer hei eng Kéier ganz kloer preziséieren, dass dee soziale Fortschrëtt, dee mer haut hei warscheinlech eestëmmeg zesummen decidéieren, op der Basis vun enger europäescher Direktiv fousst. Dat weist a mengen Ae ganz kloer, dass, entgéint deem, wéi et dobaussen ëmmer duergestallt gëtt, Europa eis ganz kloer ka virubréngen. Virubréngen a Beräicher, wou mer per se keng national Léisunge fannen. An dee vum Detachement ass mat Sécherheet ee vun deene Beräicher.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Déi detachéiert Aarbechter sinn an enger spezieller Situatioun. Dat ass elo vu bal alle Leit hei gesot ginn. A mir schwätze beileiwen net méi vun engem Randproblem. Ganz am Géigendeel! 2016 ass d'Unzuel vun den detachéierten Aarbechter insgesamt an der EU op iwwer 2,3 Milliounen Aarbechter, Salariéë geschat ginn, mat enger rasanter Tendenz no uewen. An et wäert och kee verwonneren, dass Lëtzebuerg, mat sengem ganz dynameschen Aarbechtsmaart, ganz, ganz uewen an der Statistik steet, wann et drëms geet, de prozentualen Undeel ze moosse par rapport zu der gesamter Aarbechtskraaft.

De Rapporteur hat eng Rei vu Chiffere genannt: 140.561 Salariéen, déi 2019 am Detachement zu Lëtzebuerg geschafft hunn. Ech wollt vläicht nach méi aktuell Zuele liwweren, déi ech elo nach de Mëtte vum Direkter vun der ITM geliwwert kritt hunn. Am Verglach: 2019 wéi gesot 140.561 Salariéen an 52.840 Deklaratiounen insgesamt. Am November 2020 ware mer bei de Salariéen net gradesou héich - d'Joer ass jo nach net eriwwer - a mir waren an enger Pandemie. An trotzdeem hunn 118.216 Salariéë bis an den November iwwert den Detachement hei zu Lëtzebuerg geschafft. An 51.427 Deklaratioune si scho bei der ITM bis an dësen November agaangen. Dat weist also, an ech soen et nach eng Kéier, trotz Pandemie, dass déi Tendenz no uewen och am Joer 2020 unhält. An ech sinn iwwerzeegt, soubal mer och ekonomesch erëm op nach bessere Féiss stinn, da wäert déi Tendenz och nach weider steigen.

Ech wollt awer vläicht och nach e puer Vergläicher maachen zu de Contrôlen, déi gemaach gi sinn, an och zu den Amenden, déi d'ITM gemaach huet. 2016 hate mer ronn, net ronn, mee 285 Contrôlen am Beräich vum Detachement. 2020 am November hu mer 4.048 Kontrolle gemaach. Dat sinn der scho méi wéi am Joer 2019, wou mer 3.540 Contrôlë gemaach hunn. An och bei den Amenden, déi ausgeschwat ginn, ass et en dramateschen Ustig. Wa mer 2016 nach 219.500 Euro als Amenden ausgesprach hunn, si mer am November 2020 op 5.832.400 Euro komm. Dat ass am November 2020 scho weesentlech méi wéi am ganze Joer 2019, wou mer am Ganzen 3.083.000 Euro als Amenden ausgeschwat hunn.

Ech soen déi Chifferen hei net, fir ze soen: „Kuckt, wat d'ITM fir eng super Aarbecht mécht!" Ech sinn iwwerzeegt, dass se déi mécht, mee dat ass net d'Zil vun deenen Aussoen, déi ech hei maachen. Ech wëll och drop hiweisen, dass et net duergeet, déi Amenden auszeschwätzen. Et ass nach eng aner Problematik, déi sech am Kader vun deenen Amenden do stellt, an dat ass d'Andreiwe vun deene Suen, déi mer do als Amenden ausschwätzen. Och do ass et néideg, dass um europäesche Plang nach weider sech convertéiert gëtt an nach weider gekuckt gëtt, dass och dat, wat herno an deenen eenzelne Länner un Amenden ausgesprach gëtt, vun deenen auslännesche Betriber kann agedriwwe ginn. An ech verstoppen lech net, dass mer dobäi am Moment nach eng Rei vu Problemer hunn.

Ech wëll awer och soen, dass ech mech freeën iwwert den allgemengen Interêt un der Reform vun der ITM a mech selbstverständlech och freeën, dass ech praktesch vun alle Bänken an ëmmer erëm héieren, dass mer weider mussen an d'Schaffenskraaft vun der ITM investéieren, dat souwuel um infrastrukturellen Niveau a selbstverständlech och wat déi personell Besetzung vun der ITM ugeet.

Et ass ganz vill hei iwwert déi besonnesch Situatioun, déi besonnesch vulnerabel Situatioun vun deene Leit geschwat ginn, déi am Detachement schaffen. Si schaffe fir hire Patron an engem Land, dat net hiert ass, wou se d'Situatioun net kennen. Derbäi kënnt, dass se oft souguer a verschiddene Länner schaffen. Et ass jo net esou, dass, wann een am Detachement schafft, ee per se dann an en anert Land geet, mee oft sinn dat déi Leit an déi nämmlecht Leit, déi souguer a ganz verschiddene Länner schaffen. Et ass och oft esou, dass se hir Rechter, an och dorop ass elo grad higewise ginn, vun deenen eenzelne Länner iwwerhaapt net kennen. Et ass och esou, dass se ganz oft Angscht hunn, mat den Administratiounen a Kontakt ze trieden, well se d'Situatioun net kennen, well se d'Sprooch net beherrschen etc. Ech mengen, et kéint ee ganz kuerz soen: Si hunn einfach net déi Repèrë wéi déi Leit, déi hei am Land wunnen. An dofir si se och besonnesch vulnerabel. An dofir ass d'Gefor, dass se effektiv ausgenotzt ginn, och besonnesch héich.

Dofir ass jo och déi Direktiv do esou extreem wichteg, well se d'Rechter vun deenen Detachéierte stäerkt a well se op där anerer Säit awer och d'Flichte vun deenen, déi d'Detachementsaarbecht an Usproch huelen, vill méi kloer reegelt.

De Projet de loi 7516 huet als Zil, an och dat ass gesot ginn, d'Direktiv 2018/957 elo hei ëmzesetzen. Dat wäerte mer haut maachen. An ech soen alle Bedeelegte Merci fir déi konstruktiv Bäiträg. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Aarbechtsminister villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7516. Den Text steet am Document parlementaire 7516[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7516 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7719 - Projet de loi modifiant l'article L 222-9 du Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 7719 iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun. An do ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Haut si mer hei, fir e wichtege Gesetzesprojet ze stëmmen. Besonnesch wichteg an där Zäit, wou mer eis elo befannen. Et geet ëm d'Erhéijung vum soziale Mindestloun.

Zanter 1973 ass zu Lëtzebuerg de Mindestloun gesetzlech un den Index gebonnen. An zanterdeem gëtt et awer och e Prinzip, datt all zwee Joer d'Regierung der Chamber e Bericht iwwert d'Entwécklung vun der allgemenger wirtschaftlecher Lag, vun den allgemenge wirtschaftleche Konditiounen an dem Akommes virleet, a wann néideg, le cas échéant, esou steet am Gesetz, begleet mat engem Gesetzesprojet fir eng Upassung vum Mindestloun.

An d'Salairë sinn an deene leschten zwee Joer, 2018 an 2019, geklommen: 2018 ëm 3,3 % an 2019 ëm 1,9 % (veuillez lire: 2019 ëm 1,7 %). An dëser Situatioun befanne mer eis also haut.

Mat dësem Gesetzesprojet mat der Nummer 7719 setze mer eng Erhéijung vum Mindestloun ëm, an dat ab dem 1. Januar dann 2021. De qualifizéierte wéi den net qualifizéierte Mindestloun ginn dann ab dem 1. Januar ëm 2,8 % an d'Luucht a beleeft sech dann op 2.201,93 Euro (veuillez lire: an den net qualifizéierte Mindestloun beleeft sech dann op 2.201,93 Euro).

Wat bedeit dat elo fir de Salarié, dee betraff ass?

Ma dat entsprécht enger Erhéijung vun 59,94, also ronn 60 Euro de Mount fir den net qualifizéierten, a fir de qualifizéierte Mindestloun ass et eng Erhéijung vun 71,93 Euro, also ronn 72 Euro de Mount. Eng Kéier 60 an eng Kéier 72 Euro de Mount méi an der Pai.

Déi meescht Leit, déi de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg verdéngen, déi schaffen an der Restauratioun, der Hotellerie, der Agrikultur an am Commerce. A si kënnen et ganz gutt gebrauchen, déi 60 voire 72 Euro méi.

Här President, Lëtzebuerg huet e staarke Sozialmodell. A grad an Zäiten, an deene mir eis am Moment befannen, ass et gutt, fir net ze soe kruzial, datt mir esou e Modell hunn. An et ass enorm wichteg, datt mir op d'Instrument vum Mindestloun kënnen zréckgräifen. Trotz der Coronakris, déi alles op d'Kopp gehäit huet an deene leschte Méint an déi eis viru ganz grouss Erausfuerderunge stellt, musse mer kucken, datt déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft net déi Haaptleeddroend sinn. Grad also déi, deene mer nach viru Wochen a Méint, och niewent deene Leit aus dem Santés- an dem Fleegesecteur, geklappt hunn, well si eis mat hire Camionen d'Liewensmëttel bruecht hunn, well se an der Keess an eisem Buttek souzen a well se eisen Dreck virun der Dier ewechgeholl hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Et dierf een net vergiessen, datt d'Erhale vun der Kafkraaft och eng wichteg Roll spillt, an déi dierf net reduzéiert ginn, an dëst besonnesch eeben och fir déi méi vulnerabel Leit. Et muss vermidde ginn, datt duerch dës Kris déi sozial Schéier weider auserneegeet. Mir dierfen déi schwächst an déi vulnerabelst Persounen an eiser Gesellschaft net nëmmen net vergiessen, mee mir musse se virun allem och schützen.

Grad a Krisenzäite ginn d'Inegalitéite méi grouss. A ginn dës Inegalitéiten ze grouss, dann zerfriesse se ganz séier eis Cohésion sociale an eisem Land. An op déi ware mer bis elo nach ëmmer stolz. An op déi konnte mer bis elo nach ëmmer zielen. An duerfir musse mer och alles maachen, fir déi ze erhalen.

Duerfir ass et och en Akt vun der sozialer Kohäsioun, wann de Mindestloun an d'Luucht geet, wann och déi aner Léin steigen. Dat ass absolutt net vu Muttwëll. An et huet natierlech och eppes mat der Lutte géint d'sozial Ongläichheeten ze dinn.

Mir wëllen eng Gesellschaft, déi d'Leit zesummebréngt. An heifir gëtt et vill Facteuren, mee dee finanzielle Facteur ass nun emol och een, deen hei eng wichteg Roll spillt. Een Hiewel, deen eis erlaabt, d'Aarmut ze bekämpfen an d'Kafkraaft ze erhalen, ass nun emol eeben d'Erhéijung vum Mindestloun.

Dës Diskussioune ronderëm de Mindestloun, déi spigele sech a ganz Europa erëm. An Europa gëtt et sechs Länner, déi kee Mindestloun agefouert hunn: Italien, Dänemark, Schweden, Finnland an Éisträich an Zypern. An et besti grouss Ecarten am Akommes tëschent den ënnerschiddleche Länner. Et gëtt siwe Länner, déi e Mindestloun vun iwwer 1.000 Euro hunn: Frankräich, Däitschland, Irland, Spuenien, Belsch, Holland an natierlech och Lëtzebuerg.

Elo läit awer e Virschlag vun der Europäescher Kommissioun vir, fir eng nei Direktiv anzeféieren, déi et erlaabt, datt all Land an der EU e Mindestloun aféiert. Net en universelle Mindestloun mat engem gläiche Montant, mee en adequate Mindestloun pro Land, fir anstänneg kënnen do ze liewen. Den Nicolas Schmit ass de Motor hannert dëser Initiativ. A mir ënnerstëtzen hie voll a ganz.

Une voix.- Bravo!

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Dëst, just fir ze erläuteren, wéi wichteg déi sozial Rechter sinn a wéi wichteg eng konkreet an effikass Sozialpolitik ass.

Hei zu Lëtzebuerg kënnt dës Erhéijung hei zu engem opportune Moment. Jo, et kéint een driwwer diskutéieren, mee mir fannen, datt et en opportune Moment ass!

Dës Erhéijung gëllt fir ongeféier 60.502 Salariéen - d'Fonctionnairë sinn do exclus -, dovunner 55 % Residenten, wat dann 33.500 Leit ausmécht. Déi meescht wunnen am Kanton Esch/Uelzecht: 35 %. Bei 443.000 Salariéen hei zu Lëtzebuerg, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, maachen d'Mindestlounempfänger awer e groussen Deel, nämlech 14 %, aus.

Och mat dëser Erhéijung dierfe mir awer net vergiessen, datt déi Leit, déi mam Mindestloun liewe mussen, et och weiderhin net einfach hunn, fir datt all hir Käschten elo gedeckt kënne ginn! Mir musse weider dru schaffen a weider Efforte maachen, fir déi Ongläichheeten hei aus dem Wee ze kréien, an och do ee weidere grousse soziale Brennpunkt hei an eisem Land ugoen, nämlech dee vum Logement.

De Käschtepunkt erhieft sech fir déi gesamt Lounerhéijung op 43,3 Milliounen Euro, wou nach d'Erhéijung vun de Patronatscotisatioune vun 11 Milliounen dobäikommen. Esou chiffréiert sech insgesamt de Gesamtkäschtepunkt op 54,3 Milliounen Euro. An dat ass, an dat wësse mir alleguerten heibannen, an och déi, déi hei absolutt fir de Mindestloun sinn, eng Charge fir eis Betriber. An déi ënnerschätze mer och net, well d'Betriber et an dëser Zäit wierklech net einfach hunn. An dofir ass et och ze bemierken, datt en anere Gesetzesprojet um Instanzewee ass, fir de Betriber eng Kompensatioun ze garantéieren, fir d'Käschte vun dëser Erhéijung ze absorbéieren. Dat mat enger Prime unique vu 5 Euro pro Salarié, deen an deem Fall vun der Erhéijung vum Mindestloun ass, fir quasi ...

Plusieurs voix.- 500!

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- 500. Wat hat ech gesot?

Plusieurs voix.- 5!

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- A nee, 500 natierlech, net 5! Dat géif net duergoen. Nee, 500 Euro pro Salarié. Et steet och 500 hei. An dat mécht dann also, datt de Mindestloun fir quasi en halleft Joer bis da ronn Juli 2021 mat dëser Subventioun kompenséiert gëtt.

(Interruption)

An och dat ass eng richteg Moossnam, fir de Betriber, grad an esou enger schwéierer Zäit, entgéintzekommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Dozou sti mir voll a ganz.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- De Gesetzesprojet gouf de 24. November deposéiert. De Staatsrot huet e favorabelen Avis ginn. Et koumen och Avise vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers den 2. Dezember eran, andeem se hiren Desaccord markéieren, well d'Entreprisen et scho mat enger schwiereger wirtschaftlecher Lag, mat engem schwierege wirtschaftleche Kontext ze dinn hunn.

D'Chambre des Salariés huet e favorabelen Avis de 4. Dezember ofginn, kritiséiert awer d'Methodologie, fir d'Adaptatioun ze berechnen, well déi 5 % vun deene beschtbezuelte Gehälter net an de Calcul vun der Evolutioun vun den Duerchschnëttsléin matgeholl ginn. Déi zwee Avisen do, soulaang ech emol déi Erhéijung vum Mindestloun hei op dëser Tribün als Rapporteur matgemaach hunn, zéie sech duerch déi lescht Joren ëmmer als déi selwecht.

De Rapport gouf an der Aarbechtskommissioun de 7. Dezember ugeholl. An ech soe jiddwerengem Merci fir den Accord vun dësem Projet. An ech ginn och heimat den Accord vun der LSAP.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporteur Georges Engel villmools Merci. An als éischte Riedner ass op en Neits den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, et sinn aussergewéinlech Zäiten. Un éischter Stell fir déi Leit, déi ënnen an der Lountabell stinn. Déi Leit, déi schonn - jo! - an normalen Zäite struewelen, fir déi zwee Enner beieneenzekréien. Déi Leit, déi ni an hirem Liewen d'Méiglechkeet hunn, e Sou op d'Säit ze setzen, fir déi méi schwiereg Zäite besser an de Grëff kënnen ze kréien.

Jo, haut decidéiere mer, fir u sech de Minimum, deen een hei am Land rechtlech dierf verdéngen, de Mindestloun, ëm 2,8 % ze hiewen. Dat heescht also vun 2.141 op 2.202 Euro brutto. Et gesäit een also, datt dat, och wann dat 2,8 % sinn, an der Realitéit dach awer nach ëmmer e bescheidene Betrag ass.

Et ass e bësse méi wéi eng normal Indextranche. Dat ass awer, op där anerer Säit, zäitversat, de Retard, deen u sech opgeholl gëtt, an engem bestëmmte Sënn, ...

(Brouhaha)

... vun de leschte Joren, ...

(Brouhaha)

... et ass schonn hei gesot gi vum Rapporteur, vun 2018 an 2019.

Jo, et si méi wéi 60.000 Leit. An et muss een awer bedenken, et ass virdru vum Här Baum bei deem Gesetz virdru gesot ginn: Mir hunn zirka 450.000 Salariéen hei zu Lëtzebuerg. Wann een dann do iwwer 60.000 um Mindestloun huet, dann ass dat schonn en enorm héije Prozentsaz, deen dach awer beweist, datt net jiddereen hei zu Lëtzebuerg - wéi seet ee sou schéin? - „mat Zoossissen ugestréckt ass".

M. André Bauler *(DP)*.- Op Rouse gebett ass!

M. Aly Kaes *(CSV)*.- 44 Euro, wollt ech awer och nach soen, mécht dës Erhéijung netto aus fir eng Persoun mat der Steierklass 1.

Et ass och richteg, et gëtt dacks gesot: „Dat si jo virun allem Leit, déi net hei zu Lëtzebuerg wunnen." Deem ass net esou! Dee groussen Deel vun deene Leit oder e gudden Deel vun deene Leit sinn hei zu Lëtzebuerg sesshaft, nämlech méi wéi d'Hallschent, wäit méi wéi d'Hallschent.

Ouni wëllen dann awer op d'Berechnung vum Referenzbudget vum Statec am Detail anzegoen, bedeit dat awer och, datt u sech déi Suen hei, déi engem Mindestlounempfänger zur Verfügung stinn, nach ëmmer ganz kloer ënnert dem Referenzbudget vum Statec leien, dat heescht dee Betrag.

Et fält mer also duerfir ganz schwéier, fir deene Leit hei eng Tribün ze ginn, déi sech mordicus géint d'Hausse stemme vum Mindestloun. Ech hunn, ech muss dat ganz éierlech soen, kee Verständnis duerfir. Och wann déi Zäiten hei fir Betriber net einfach sinn, an ech kommen nach dorop ze schwätzen, da mengen ech, ass et op där anerer Säit awer och net einfach fir déi Leit, ëm déi et haut hei geet.

Ben, de Rapporter huet jo och vun der Upassung vum Mindestloun geschwat, datt dat a sech keen Automatismus ass. Et ass un der Chamber, dës Upassung allkéiers virzehuelen an normalerweis ze kucken, wéi d'Evolutioun vun de Salairë vun de leschten zwee Jor am Prinzip ass. Dat ënnerscheet och de virleiende Mechanismus vun der automatescher Indexupassung.

Ech mengen awer och, datt dës Upassung eis alleguerte verflicht. Et ass eis Responsabilitéit, datt déi Leit, souwäit dat da bei deenen aktuellen a besonnesch de Käschten eeben am Beräich vun de Logementspräisser méiglech ass, awer nach dezent kënne liewen.

Ech hu virdrun d'Betriber ugeschwat. Et ass natierlech esou, datt d'Betriber eebefalls eng ganz schwéier Zäit duerchmaachen. Eng Zäit, wou eng ganz Rei Betriber extreem vill ënnert de Restriktioune leiden, de Mesuren, déi geholl ginn, fir datt mer d'Pandemie besser an de Grëff kréien. Déi eng Betriber spieren dat wéineg an aner Betriber spieren dat extreem, extreem vill. An duerfir ass et richteg a wichteg, an ech mengen, do kann ech nëmmen dem Rapporter och bäiflichten, datt mer eppes maachen, fir virun allem deene Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen. Well et ass kengem gehollef, wa mer mat dësem Projet de Betriber, déi sech jo aktuell schonn a Schwieregkeete befannen, definitiv den Dolchstouss verpassen. Dat ass awer ganz sécher de Betriber net gehollef, hire Mataarbechter net gehollef an der Lëtzebuerger Ekonomie och net.

Duerfir ënnerstëtze mir voll a ganz dëse Projet als CSV. Ech erlabe mer awer nach, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschloss dem Här Rapporter villmools Merci ze soe fir säi schréftlechen an och fir säi mëndleche Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Projet a soe Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi aktuell ekonomesch Situatioun ass keng einfach. De Lockdown uganks der Kris an d'sanitär Mesuren, déi zënterhier gëllen, hunn d'Aktivitéite vun eise Betriber ausgebremst an d'Reprise fir vill Secteure méi schwéier gemaach. Déi wirtschaftlech Onsécherheet, déi eis Betriber duerchmaachen, huet onweigerlech och en Afloss op d'Salariéen, déi sech hirersäits Suerge maachen, datt si hir Aarbechtsplaz kéinte verléieren.

Am Verlaf vun der Kris huet d'Regierung dowéinst alles doru gesat, d'Leit an der Aarbecht ze halen an de Betriber duerch dës schwéier Zäit ze hëllefen. De Chômage partiel huet verhënnert, datt Entreprisen hir Salariéen entloosse mussen. De Staat huet 80 % vum Salaire iwwerholl. Dës Mesurë goufen och e puermol verlängert, fir deene Secteuren ënnert d'Äerm ze gräifen, déi et am schwieregsten hunn, erëm op d'Been ze kommen.

Am Kader vum Plan de relance a vum Programme de stabilisation gouf eng Panoplie un Direktaidë fir Betriber an Independantë fräigesat. D'Allocation de vie chère gouf verduebelt. An als nächste Punkt um Ordre du jour haut steet d'Erhéijung vum REVIS a vum Revenu pour personnes gravement handicapées, fir deene Schwächsten an eiser Gesellschaft ënnert d'Äerm ze gräifen.

Mir hunn hei an der Chamber och e Gesetz gestëmmt gehat, dat de Stage de professionnalisation an de Contrat de réinsertion-emploi op aner Alterskategorien erweidert. Am aktuelle wirtschaftleche Kontext ass de Leit nämlech am meeschte gehollef, wa si eng Aarbecht fannen.

Et ass eis awer och alleguer bewosst, datt et hei zu Lëtzebuerg net einfach ass, mam Mindestloun iwwert d'Ronnen ze kommen. All zwee Joer gëtt dohier eng Analys gemaach vun der Entwécklung vun de Salairen. Op der Basis vun de virausgoende Jore gëtt gekuckt, ob et zu enger Erhéijung vun de Gehälter komm ass a wéi vill dës a Prozenter ausmécht. Am aktuelle Fall sinn d'Joren 2018 an 2019 consideréiert ginn, eng Zäit, an där d'Paien ëm 2,8 % eropgaange sinn. De Code du travail gesäit vir, datt op der Basis vum Rapport, dee gemaach gëtt, le cas échéant och eng Erhéijung vum Mindestloun kann envisagéiert ginn. Dës Formulatioun weist, datt mer et hei net mat engem legalen Automatismus ze dinn hunn, mee datt d'Gesetz duerchaus Spillraum gëtt, fir déi ekonomesch Situatioun ze berécksiichtegen.

Zanter dem Aféiere vun der aktueller Reegelung gouf de Mindestloun trotzdeem all zwee Joer gehuewen, ouni Ausnamen. Souguer a wirtschaftlech schwéieren Zäiten ass dat gemaach ginn, wéi an der Stolkris an och an der Finanzkris. Eis Regierung huet d'Decisioun geholl, dëst an der aktueller Kris net anescht ze maachen an de Mindestloun op den 1. Januar 2021 ëm 2,8 % ze erhéijen.

D'DP stellt de Prinzip vun der Adaptatioun vum Mindestloun un d'Gehälterentwécklung net a Fro. Et ass schliisslech eng sozial Mesure, déi deene vulnerabelste Menagen zeguttkënnt. E méi héije Mindestloun belaascht awer onweigerlech d'Betriber, notamment aus deene Secteuren, déi am stäerkste vun dëser Kris impaktéiert sinn, wéi de Commerce an den Horeca-Secteur.

Et besteet och de ganz seriöe Risiko, datt eng Rei vun de Betriber, deenen hir Käschten duerch d'Erhéijung vum Mindestloun an d'Luucht ginn, hir Präisser wäerte mussen upassen, fir esou iwwert d'Ronnen ze kommen.

Fir déi finanziell Zousazbelaaschtung op eis Betriber ofzefiederen, huet de Mëttelstandsminister Lex Delles eng Prime unique vu 500 Euro pro Salarié, deen de Mindestloun bezuelt kritt, zougeséchert. Dës Prime unique war fir d'Demokratesch Partei d'Konditioun, fir der Erhéijung vum Mindestloun hei zouzestëmmen.

An och doriwwer eraus musse mer de Betriber an den Independanten, déi de Motor vun eiser Ekonomie sinn, an dëse schwéieren Zäiten zur Säit stoen.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Well et bréngt och engem Mindestlounempfänger näischt, wann en um Enn awer aus ekonomesche Grënn muss entlooss ginn oder säi Patron et net packt, well en am Endeffekt faillite geet.

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, e méi héije Mindestloun huet virun allem den Zweck, d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. Si solle weiderhin d'Méiglechkeet hunn, ze konsuméieren an esou eis Wirtschaft unzekuerbelen. Dat setzt natierlech viraus, datt d'Leit och hei am Land Produite kafen a Servicer an Usproch huelen. Dowéinst maachen ech hei e waarmen Appell u jiddwereen, seng lokal Betriber ze ënnerstëtzen, fir datt si esou séier wéi méiglech nees op d'Bee kommen. D'Gemenge kënnen hiren Deel och dozou bäidroen an hir lokal Betriber mat konkreete Mesuren ënnerstëtzen.

E klengt Beispill: Duerch déi sanitär Kris huet den Onlineshopping jo u Beléiftheet gewonnen. D'Stad Lëtzebuerg huet esou Ufank Dezember an Zesummenaarbecht mat der Stater Union commerciale den Internetsite cityshopping.lu iwwerschafft, fir hire Commercen eng attraktiv Plattform fir hir Produiten ze bidden.

Fir d'Demokratesch Partei ass et och enorm wichteg, de Betriber hei am Land e gesond Mooss u Flexibilitéit ze garantéieren. D'Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten, zum Beispill a Form vun enger Joresaarbechtszäit, hu mir schonn an eisem Walprogramm 2018 proposéiert. Dat kënnt net eleng de Patronen zegutt. Och ëmmer méi Salariéë wënsche sech flexibel Aarbechtszäiten, fir Famill, Fräizäit an Aarbecht besser ënner een Hutt ze kréien.

D'Auswierkunge vun der Kris wäerten eis nach eng Zäit begleeden. Dat steet ausser Fro. Wa mir de Leit an de Betriber wierklech hëllefe wëllen, da gi Suen eleng net duer.

Mir mussen hinnen och de Fräiraum fir eng gesond Entwécklung schafen.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet, soen dem Rapporter nach eng Kéier Merci op dëser Plaz a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert un deen honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop merci dem Georges Engel fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An och menge Virriedner, déi elo villes erkläert hunn, ëm wat et geet, wat d'Enjeue si vun dësem Gesetz vun der Erhéijung vum Mindestloun ëm 2,8 % an deenen anere Mesuren, déi mer haut och nach stëmmen.

Ech hunn deem am Prinzip näischt bäizefügen, ausser dass ech déi Moossnam total ënnerstëtzen.

Eng sozial gerecht Gesellschaft ass eng Gesellschaft, déi sech, wéi gesot, an éischter Linn ëm hir

schwächste Membere këmmert. Et ass eng Gesellschaft, déi een opfänkt, wann een duerch Imprevuen am Liewe riskéiert, an d'Aarmut ofzerutschen.

An esou eng Gemeinschaft muss derfir suergen, dass et sech mat engem Loun a mënschewierdege Konditioune liewen an net just iwwerliewe léisst. De Mindestloun ass ee vun deenen Haaptoutilen, fir dëst Zil ze erreechen, och wann ee sech d'Fro nach ka stellen, wéi virdru gesot, ob et da méiglech ass, mat engem Mindestloun oder zwee pro Famill hei am Land méi schlecht wéi recht ze liewen.

Lëtzebuerg soll weider Virreider bleiwen, wat d'sozial Gerechtegkeet ugeet, wéi et och am Koalitiounsaccord steet, wou mer eis derzou bekennen. Ambitiéis, gerecht an nohalteg. Och wann d'Gesetz virgesäit, dass dat all zwee Joer gemaach ka ginn an et och an deene leschte Joren ëmmer gemaach gouf, ass dat keen Automatismus, mee et ass e politesche Schrëtt, et ass eng politesch Decisioun, déi mer hei wueliwwerluecht maachen.

Ech wëll hei ausdrécklech betounen, dass dës Upassung un d'Lounentwécklung vun de Joren 2018 an 2019, déi gesetzlech esou gemaach ka ginn, e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung ass. 2018, 2019, dat ass also schonn zwee Joer hier, wou mer e Retard hunn, wat de Mindestloun ugeet. Et ass eng retroaktiv Upassung.

Et ass e politeschen Akt, fir derfir ze suergen, dass d'Schéier tëschent Räich an Aarm net nach weider auserneegeet. Ech fäerten, se geet auserneen, mee mer bremsen d'Auserneegoen. An et ass e politeschen Akt, fir deene Mënschen ënnert d'Äerm ze gräifen, déi et am néidegste brauchen. 60 Euro respektiv 72 Euro de Mount méi an der Pai ass fir déi Leit, fir déi Mënschen net näischt. An déi Sue sinn hinne geschëllt, esou hunn eis Virgänger hei et gesetzlech verankert. An dat net trotz Coronakris, mee à la limite ass et och grad wéinst der Coronakris gutt, dass mer dëst Gesetz haut stëmmen. Eng Kris, wou mer gesinn, dass mer vun dëser finanziell net all d'selwecht getraff ginn.

D'Poleemik, déi et ëm dëse Schrëtt gouf, ass - esou hoffen ech et - spéitstens hifälleg ginn doduerch, dass Kompensatiounsmoossnamen an deenen nächsten Deeg gestëmmt ginn. Mir hëllefen, wéi et virdru gesot ginn ass, deene Betriber geziilt, fir dës Lounerhéijung duerchzehalen, och wa si schwéier getraff gi sinn an ënnert der Coronakris gelidden hunn oder nach leiden.

Ongeféier eng Persoun vu siwen, wann een déi schaffend Bevëlkerung hei am Land kuckt, ass vun eiser Entscheedung betraff: 61.000 Mënschen an hir Familljen, déi haut dat kréien, op dat se e Recht hunn.

Mir begréissen also dës gesetzlech Upassung vum Mindestloun, well et ass fir eis e wichtege Schrëtt an d'Richtung vun enger sozial méi gerechter Gesellschaft. An ech ginn domat den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Charles Margue. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen dës Erhéijung vum soziale Mindestloun. Et ass eng Saach, ...

(Brouhaha)

Da waart, da kommen ech dorobber.

(M. Jeff Engelen se déplace vers le pupitre.)

Jo. Entschëllegt, ech hat gemengt, et géif vun dohannen aus goen. Da maache mer dat elo vun hei.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen dann och déi sozial Erhéijung vum Mindestloun. Et ass e Schrack, deen all zwee Joer op der Dagesuerdnung steet. An opgrond vun der Lounentwécklung vun deene leschte Joren, an dësem Fall 2018 an 2019, gëtt deem Rechnung gedroen. An et bréngt deene Leit, déi op der ënneschter Stuf leie vun eiser Lounskala, och net alles, mee et ass awer e Schrack fir si, dee wichteg ass an deen hinnen hëlleft, e bësse besser iwwert d'Ronnen ze kommen. Dës Kéier ass et jo en Netto vu 44 Euro.

Ech wëll fir unzefänken dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et muss een och wëssen, datt dës Erhéijung, déi hei gemaach gëtt, dem lokale Commerce gréisstendeels erëm zeguttkënnt, well déi Leit fuere jo net an d'Vakanz oder hin an hier. Déi Leit bréngen erëm déi Suen, déi se do méi kréien, an de Commerce, soudatt mer do am Fong geholl och erëm eng Kéier en Ausgläich kréien.

An ech mengen, an deem Sënn do begréisse mer dëst Gesetz, an ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass elo scho puermol gesot ginn: De Mindestloun gëtt zu Lëtzebuerg per Gesetz definéiert. Dat ass net an all Land esou. Dat huet awer bei eis dee ganz grousse Virdeel, datt de Mindestloun en Element vun enger parlamentarescher Ausenanersetzung ass an en Element vun enger Debatt, wou sech alleguer d'politesch Parteien derzou äussere kënnen an äussere mussen an dat dann esou festgehale gëtt.

Dee Prinzip, datt all zwee Joer d'Regierung opgefuerdert ass, e Rapport ze maachen iwwert déi allgemeng wirtschaftlech Entwécklung, awer am Besonneschen d'Lounentwécklung, dee Prinzip, deen ass méi al wéi ech. Den Här Engel huet d'Stéchdate virdru genannt. Et ass richteg, datt et keen Automatismus ass, well wann et en Automatismus wär, da bräichte mer net heiriwwer ze diskutéieren an net heiriwwer ze deliberéieren.

Mee et muss ee soen, datt en awer coutume ass, an datt en, wéi et och richteg gesot ginn ass, nach ni virdru komplett ausgesat ginn ass. An der Vergaangenheet sinn emol d'Modalitéiten, wéi e berechent gëtt, verännert ginn. Et sinn och eng Kéier Decalagë ginn, wat d'zäitlech Adaptatiounen ugeet. Mee de Prinzip selwer ass coutume, datt hei an der Chamber akzeptéiert gëtt, datt de Mindestloun all zwee Joer un déi allgemeng Lounentwécklung ugepasst gëtt.

Wat mécht dat elo aus? Dat si ronn 60 Euro brutto. An dat kënnt 60.000 Leit zegutt, also engem ganz groussen Undeel vun deene ronn 450.000 Salariéen, déi zu Lëtzebuerg schaffen, déi, wann een dat dann esou nenne kann, an de Genoss vun där doter Augmentatioun kommen.

An 2,8 %, dat war an der Vergaangenheet schonn dacks weesentlech méi héich, et war awer och scho méi niddreg, mee et spigelt eeben dat erëm, wéi d'Gehälter sech an deene leschten zwee Joer zu Lëtzebuerg entwéckelt hunn.

Duerfir mengen ech, datt mer natierlech als Lénk deem heite Mechanismus eis Zoustëmmung ginn, där heiter Reflexioun eis Zoustëmmung ginn, well et ass notamment een Element vu sozialer Kohäsioun, ee vun deene strukturellen Elementer, déi mer eis zu Lëtzebuerg ginn hunn, fir ze verhënneren, datt déi sozial Schéier nach méi wäit ausenanergeet. An et ass virun allem och en Element, wat doranner bestoe soll, datt e Mënsch, dee Vollzäit schafft, och eleng duerch säi Loun kapabel soll sinn, en dezent Liewen ze féieren. A mir wëssen, datt dat zu Lëtzebuerg net ëmmer ginn ass, notamment duerch déi immens héich Logementspräisser. Mir wëssen, datt fir Dausenden, Zéngdausende vu Leit dat doten net evident ass. An duerfir ass et wichteg, datt mer déi Upassung maachen, an dësem Fall 60 Euro.

An e weidert Element, mengen ech, dat muss een awer ëmmer soen: Eng Mindestlounerhéijung ass och ëmmer en Element vu Relancepolitik. Well dat si Suen, déi net an iergendwellech Yachten op Nice investéiert ginn, mee dat si Suen, déi direkt um Terrain wäerten ausgi ginn an also grad deene Betriber och kënnen zeguttkommen, déi am Moment vläicht ganz staark ënnert dëser Kris leiden. Alles Argumenter, mengen ech, déi en faveur schwätze vun där heiter Erhéijung.

Et ass awer och rituell bal esou, datt d'Patronatsvertrieder Stuerm lafe géint all Mindestlounerhéijung mat ëmmer deene selwechten Argumenter, déi objektiv widderluecht sinn, nämlech, eng Mindestlounerhéijung géif Aarbechtsplazen zerstéieren. Mee wivill Aarbechtsplaze sinn an deene leschte 45 Joren zu Lëtzebuerg dann zerstéiert ginn duerch d'Mindestlounerhéijung? Dat soll mol ee mer virrechnen. Et si keng zerstéiert ginn zu Lëtzebuerg. Am Géigendeel! Souguer a Krisenzäiten ass d'Zuel vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg permanent weider geklommen. Also ass dat kee valabelt Argument.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Duerfir, a well ech do erëm ganz enttäuscht war, war ech ëmsou méi freedeg iwwerrascht, wéi ech en Editorial gelies hu vun der Fondation IDEA, wou den Editorialist schreift: « Si la hausse de 2,8 % du salaire social minimum [...] a pu faire grincer les dents », vum Patronat, « force est de constater qu'assimiler [...] le salaire et la compétitivité des entreprises est une vision partielle des choses. [...] La confusion est en réalité de nature comptable. Tout comme les dépenses affectées à la recherche et au développement, celles pour les salaires apparaissent comme des charges sur le compte de résultat. Pourtant, la première est considérée comme un investissement alors que la deuxième ne l'est que très rarement. Croire qu'une entreprise puisse opérer en ne valorisant pas à la hauteur ses salariés revient à sous-estimer l'impact positif que peut avoir le capital humain. »

Dat heescht et. An dat ass eng Visioun, déi e bësse méi eclairéiert ass an e bësse méi fortschrëttlech ass wéi déi, déi mer meeschtens vum Patronat ze héiere kréien. Dat heiten ass en Invest an humaant Kapital, deen immens wichteg ass!

Duerfir sinn ech awer ëmsou méi erstaunt, elo hei héieren ze hunn, datt et anscheinend eng Prekonditioun ginn ass vun enger Partei, fir hei hiren Accord ze ginn, nämlech dee vun der DP, déi seet: Ouni dat Gesetz vu 500 Euro hätte mir där heiter allgemenger Augmentatioun net zougestëmmt!

(Interruption)

Mee dat ass awer en Novum. Dat ass et awer an der Vergaangenheet vun der Demokratescher Partei net ginn. An dat solle mer eis alleguer ganz gutt mierken. Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2020 war an ass e schwéiert Joer fir vill Betriber an hir Mataarbechter. D'Zuele vu Leit am Chômage sinn an der éischter Joreshallschent massiv geklommen. Do kann een esou schéi schwätzen, wéi ee wëllt, dat ass objektiv ze constatéieren. Vill Betriber konnte vum Chômage partiel profitéieren, mee leider huet dat fir vill Leit geheescht, datt se just nach op 80 % vun hirer Pai konnten zréckgräifen. Net déi Leit, déi direkt vum Mindestloun profitéieren. Heifir hat d'Regierung gesuergt. An ech mengen, datt dat e ganz, ganz wichtegt Signal war.

Mee d'Zuele vun de vergaangene Jore weisen, datt nach ëmmer vill Leit hei am Land zu all Moment kënnen an d'Aarmut ofrutschen. Iwwer 100.000 Leit louchen 2019 ënnert der Aarmutsgrenz an hu soumat Problemer, mat deem Geld, wat se hunn, wa se es hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen. Um Enn vum Portmonni ass halt fir vill Leit nach e bësse Mount, heiansdo och vill Mount iwwreg.

D'Zuele vum 31. Mäerz 2020 weisen, datt iwwer 33.000 Leit hei am Land mam Mindestloun auskomme mussen. Mir Piraten plädéieren derfir, datt de Mindestloun ëmmer mindestens 20 % iwwert dem Seuil vum Aarmutsrisiko géif leien. Wann een den neie Mindestloun hëlt an de Seuil vun 2019, läit de Mindestloun tatsächlech e puer Euro iwwert der Aarmutsgrenz. Brutto! Awer leider nämlech nëmmen um Pabeier, well wa mer den Netto kucken, notamment wann een déi Leit kuckt, déi am Chômage partiel waren, dann hu se am Mount vill manner Suen am Portmonni. Dofir hu mir eis jo och an der Chamber dofir agesat, datt de Chômage partiel net ofgebaut gëtt, datt déi Leit net ënnert d'Aarmutsgrenz falen.

Mir haten dofir och gefrot, datt mer weider Steiererliichterunge fir Leit mam Mindestloun géife kréien an dofir e méi héije Spëtzesteiersaz kéinten notzen, fir dat ze kompenséieren.

Här President, mir verstinn natierlech op där anerer Säit och d'Patronen, déi en extreem schwéiert Joer hannert sech hunn, wa se fäerten, datt méi héich Lounkäschten hinne weider zousetze géifen. Mee dës Erhéijung gëtt et jo nëmmen, well d'Paien déi lescht zwee Joer insgesamt geklomme sinn. Et ass also en Ausgläich fir déi Leit, déi am mannste verdéngen. Et ass keng Indextranche, et ass hei wierklech eng Erhéijung fir déi Leit, déi am mannste verdéngen. De Mindestloun verdéngen!

Et geet hei drëm, e Retard auszegläichen an d'Schéier zwëschent deene méi décke Salairen an deene méi klenge Salairen net esou séier wuessen ze loossen.

An da kommen ech op eppes, wat de Marc Baum gesot huet a wat d'Fondation IDEA an hirem Rapport geschriwwen huet, an hirem Editorial, pardon. E Patron profitéiert vu besser bezuelten Aarbechtskräften, well en Invest an d'Aarbechterinnen, an d'Aarbechter, an all d'Salariéen ass genau dat. Et ass en Invest! Et ass net nëmmen eng Depense. Wa mer nämlech eis Leit anstänneg bezuelen als Patronen, da sinn d'Leit am Betrib méi present, well se sech eeben net och nach domadder beschäftege mussen, wéi se dann um Enn vum Mount de Portmonni nach iergendwéi gefëllt kréien nieft hirem Job, well den Job selwer net duergeet, fir d'Enner beieneenzekréien.

A wann d'Leit méi Suen hunn, dann ass dat eng Méiglechkeet, fir d'Relance ze stimuléieren. Dann ass dat vill méi wéi eng Liberaliséierung vun Ëffnungszäiten oder vun anerem ganz, ganz libertärem Geschwätz, wat mer haut héieren hunn. Dat ass tatsächlech eng Mesure, déi direkt der Realekonomie disponibel ass. Et si Suen, déi direkt erëm an Nuddelen, a Gedrénks, an all méiglech primär Besoinsproduiten investéiert ginn. Et ass also warscheinlech déi beschte Method, fir eng Relance économique ze starten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, falls d'Betriber och am neie Joer sollten duerch Corona Problemer hunn, hir Käschten ze decken, hu mer eng Rëtsch Projeten, déi um Instanzewee sinn. Ech hoffen, datt mer déi séier stëmmen. De Mindestloun ze erhéijen ass awer trotzdeem dee richtege Wee, well et hëlleft, d'Leit ofzesécheren, déi mam Minimum mussen eens ginn an dofir oft ganz haart Aarbecht musse leeschten.

An dofir kritt dëse Projet och den Aval vun de Piraten.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Michel Wolter freet nach d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech soe Merci fir d'Wuert. Mir hunn elo grad just esou eppes wéi en Offenbarungseid héieren. An ech géif do un dat uschléissen, wat de Kolleeg Baum elo just gesot huet, deen dat Ganzt pertinent eriwwerbruecht huet.

Mir hunn en déiwen Ableck an d'Liewe vun dëser Koalitioun kritt, an et ass déi éischte Kéier oppe gesot ginn! Et geet zou wéi um Basar: Häss du gären dat, dann hätt ech gären dëst! Gëss du mir dëst net, da ginn ech dir dat net! D'DP huet sech geout als dat, wat se eigentlech ëmmer war.

Ech wëll soen, dass mir als CSV dëse Projet mat Iwwerzeegung stëmmen. Grad an dësen Zäite kee Sozialofbau! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. An dann huet elo d'Regierung d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, ech géif gäre menge Virriedner Merci soen an och dem Rapporter Merci soen, dee wéi ëmmer en exzellente Rapport presentéiert huet. An esou, wéi et ausgesäit, wäert jo déi ganz Chamber mat Unanimitéit a mat Iwwerzeegung dëse Projet stëmmen. Ech wëll lech dofir alleguerte Merci soen am Numm vun deenen iwwer 60.000 Salariéen hei am Land. An entgéint deem, wat der vill mengen, hu mer jo an der Kommissioun zesumme festgestallt, dass d'Majoritéit vun deene Leit och nach Residenten hei am Land sinn, wat net ëmmer esou kloer war.

D'Aarbechtsrecht gesäit effektiv am Artikel 222-2 vir, dass den SSM (ndlr: Salaire social minimum) bei eis iwwer Gesetz fixéiert gëtt an dass all zwee Joer soll e Rapport gemaach ginn, wou déi gesamt Evolution économique soll beliicht ginn an och d'Evolutioun vun de Revenuen. An, le cas échéant, soll dann och e Projet de loi presentéiert ginn, deen de Relèvement vum SSM virgesäit. Domat ass, mengen ech, alles kloer gesot an alle Spekulatioune virgegraff.

Verschidde Stëmmen hei am Land - leider ware se relativ haart - hu vun engem schlechten Zäitpunkt geschwat, vun engem „coup bas", dee mer der Ekonomie géife ginn. An et fält op, dass et déi nämmlecht Stëmme sinn, déi am Fong ëmmer géint d'Erhéijung vum Mindestloun waren, voire souguer de Prinzip vum Mindestloun ganz a Fro stellen.

D'Géigefro misst lauten: Wéini, wann net elo, solle mer dann déi Erhéijung vum Mindestloun maachen? Elo, wou erwisenermoossen déi vun der Kris am häertste getraff ginn, déi souwisou schonn am mannsten hunn. Et war dofir hors question fir d'Regierung, fir dës Mindestlounerhéijung net virzehuelen.

Et wier och net richteg gewiescht, als Éischt, andeems mer e Gesetz net géifen applizéieren, just déi ze sanktionéieren, déi souwisou schonn am meeschte vun der Aarmut bedrot sinn. Doriwwer ware mer eis an der Regierung vun Ufank un eens. A mir hunn, mengen ech, dat och iwwerall kloergestallt.

D'Regierung huet déi Optioun vun der Erhéijung bewosst geholl an domat sozial Verantwortung iwwerholl. An ech sinn immens frou, dass d'Chamber dat unanime och esou gesäit. An dat mécht mech houfreg.

An dat, an ech soen dat hei, trotz deene verschiddene schaarfen an zum Deel onfairen Attacken, déi op d'Regierung geridde gi sinn, wéi dat bekannt ginn ass, op d'Regierung am Ganzen, awer och op mech als zoustännegen Aarbechtsminister am Speziellen, deen duergestallt ginn ass als deen, deen alles géif maachen, fir dës Erhéijung an der Regierung duerchzesetzen.

Ech wëll dorobber zwou Äntwerte ginn. Vläicht eng méi perséinlech, wann Der mer dat erlaabt. Et stéiert mech séier wéineg, wann ech vu Verschiddenen ëmmer erëm drun erënnert ginn, dass ech zu deene gehéieren, déi ëmmer erëm fir d'Rechter vun deenen einfache Salariéen antrieden. Ech kann domadder ganz gutt liewen. Ech wëll awer och eng méi inhaltlech politesch Äntwert ginn. Et ass ganz einfach falsch, fir déi Argumenter ëmmer erëm unzeféieren, fir ze soen, de Mindestloun an d'Mindestlounerhéijunge géifen Aarbechtsplaze vernichten! De Géigendeel ass de Fall, a Lëtzebuerg ass dat empirescht Beispill dofir! Mir sinn dat Land an der EU mat bei Wäitem deem héchste Mindestloun, a mir sinn awer och dat Land, wou d'Aarbechtsplazen am meeschten expandéieren. Mir sinn also d'empi-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

rescht Géigebeispill fir déi Theorie vun der Aarbechtsplazvernichtung duerch de Mindestloun.

Ech hunn dat iwwregens och an deem leschten EPSCO-Conseil (ndlr: Conseil „Emploi, politique sociale, santé et consommateurs"), deen d'lescht Woch war, deene Kolleegen aus den EU-Länner gesot, déi ëmmer nach skeptesch si fir eng europawäit Aféierung vun engem Mindestloun. Ech si frou, dass et just e Lëtzebuerger Kommissär ass, deen an der Kommissioun derfir suergt, dass do eng Initiativ ausgeschafft gëtt, fir endlech de Mindestloun och um europäeschen Niveau ze etabléieren.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ech wëll awer och soen, dass d'Regierung natierlech och déi ekonomesch Säit vun der Problematik gekuckt huet an am ekonomesche Beräich hir Verantwortung iwwerhëlt. Dofir gëtt jo och parallell e Projet de loi vu Kompensatioun op den Instanzewee geschéckt, deen zäitlech begrenzt an zilgeriicht deene vulnerabelste Betriber hëlleft, fir dës Mindestlounerhéijung och kënnen ze verkraaften. An de Minister Delles wäert am Numm vun der ganzer Regierung dëse Projet mat lech hei an der Chamber diskutéieren. An ech ginn dervun aus, dass mer och deen a grousser Eestëmmegkeet hei wäerten evakuéieren.

D'Erhéijung vum Mindestloun gëtt geschat mat enger zousätzlecher finanzieller Belaaschtung fir d'Betriber pro Joer vu ronn 54,7 (veuillez lire: 54,3) Milliounen Euro. Dee Projet de compensation vun deem ech geschwat hunn, do gëtt geschat, dass dat sech ëm ronn 20 Millioune wäert handelen.

Donieft, an dat soll een awer och eng Kéier hei soen, dierf een net vergiessen, dass d'éffentlech Hand souwisou e groussen Deel vun deene 54,3 Milliounen iwwerhëlt, eeben duerch d'Ausbezuele vum Chômage partiel, wou leider nach eng ganz Rei vun deene Betriber wäerten dovunner profitéieren, déi am Mindestlounberäich aktiv sinn.

An ech wëll hei mol nach net vun all deenen zousätzlechen Aidë schwätzen, déi mer als Regierung op den Instanzewee bruecht hunn, déi schonn decidéiert sinn an déi an der nächster Zukunft och nach wäerten decidéiert ginn. An ech ginn och do dervun aus, dass d'Chamber doriwwer kee Sträit wäert kréien. Dofir, wann een dat alles kuckt, wär et vläicht un der Zäit, dass déi grouss Kritiker un dëser Mindestlounerhéijung ee fir alle Mol, oder vläicht dës Geleeënheet genotzt hätten, fir eng Kéier eng aner Plack opzeleeën an, wa se schonn déi Mindesterhéijung net kënne begréissen, sech zumindest an hirer Kritik zréckgehal hätten.

D'Regierung huet also hir sozial politesch Responsabilitéit iwwerholl a gesteet deene mat deene klengste Paien dat zou, wat déi aner scho laang kritt hunn. Och dat ass virdrun hei gesot ginn. Vergiesse mer net, dass déi 2,8%eg Erhéijung net méi an net manner ass wéi d'Upassung un d'Lounentwécklung vun de Joren 2018 an 2019.

Si huet dat gemaach, déi lokal politesch Verantwortung iwwerholl, awer och mat engem ganz klore realpoliteschen ekonomeschen Ausbléck. Et ass also net dat eent géint dat anert, mee et ass dat eent mat deem aneren. Vläicht wär et gutt, wa mer eis dee Prinzip géife méi oft zu Häerz huelen, fir och dës Kris nach besser ze meeschteren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7719. Den Text steet am Document parlementaire 7719[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7719 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Martine Hansen), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7722 - Projet de loi portant sur la modification de :

1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Mir kommen elo zum Projet de loi 7722 iwwert de REVIS. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President, dëse Projet de loi knäppt un un de Projet, iwwert dee mer elo grad ofgestëmmt hunn, nämlech d'Erhéijung vum Mindestloun. De REVIS, jo, dat wësst Der, dat ass dat soziaalt Opfangnetz fir déi Vulnerabelst aus eiser Gesellschaft, déi Schwieregkeeten hunn, sech an den Aarbechtsmaart ze integréieren.

Des Weidere solle jo Betreiungsmechanismen a finanziell Incitatiounen d'Leit derbäi ënnerstëtzen, erëm eng Aarbecht ze fannen, fir esou net méi op d'Hëllef vum Staat ugewisen ze sinn. De Volet vun der finanzieller Ënnerstëtzung ass also net deen eenzege wichtegen Aspekt vum REVIS, et ass villméi en Zesummespill vun den Acteuren, notamment der ADEM, dem ONIS (ndlr: Office national d'inclusion sociale) an hire Partner um Terrain. Well dës Zesummenaarbecht laut Echoe vum Terrain gutt fonctionéiert, hu mir eng reell Chance, d'Leit esou séier wéi méiglech aus der Aarmut erauszekréien an ze erreechen, dass si net méi op déi finanziell Hëllef vum Staat ugewise sinn.

Här President, ech hat et schonn d'lescht Joer am Juni op dëser Plaz gesot: De Statec schreift a sengem Rapport „Travail et cohésion sociale", dass de REVIS gutt mam Seuil absolu de pauvreté alignéiert ass. Fir dass dat och an Zukunft esou bleift, stëmme mir haut schonn déi drëtt Erhéijung vum REVIS an och vum RPGH, also dem Revenu pour personnes gravement handicapées, zanter dass 2018 den RMG duerch de REVIS ersat ginn ass.

Dës Adaptatioune geschéien, wéi gesot, parallell zu deene vum Mindestloun. Béid Revenuen, de REVIS an de RPGH, ginn also ab dem 1. Januar 2021 ëm 2,8 % erop, parallell zum Mechanismus, wéi mer e grad beschriwwe krute beim Mindestloun.

Wat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bedeit dat fir eise Budget 2021?

Ben, d'Prestatioune fir de REVIS goufen op 200,3 Milliounen Euro geschat. Déi géifen elo ëm 5,6 Milliounen an d'Luucht goen. An déi fir den RPGH dogéint, déi ware mat 53 Milliounen Euro chiffréiert an déi géifen ëm 1,5 Milliounen an d'Luucht goen. Alles an allem mécht dat deemno eng Hausse vu 7,1 Milliounen aus.

Här President, ech géif dann zu den Avise kommen. De Staatsrot huet säin Accord zu dësem Projet de loi ginn. D'Chambre des Salariés begréisst d'Adaptatiounen, bedauert awer, dass 2013 an 2015, wéi de Mindestloun an d'Luucht gaangen ass, keng Adaptatioun vun deenen zwee anere Revenuen, also dem REVIS an dem RPGH, gemaach gouf.

Här President, fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Just nach eppes wëll ech betounen, well een et net oft genuch ka widderhuelen: Dës Mesuren ënnersträichen déi gutt Sozialpolitik, déi mer hei zu Lëtzebuerg kennen an déi mer hunn an déi mer och nach weider verbessere wëllen. Dofir ginn ech ganz gären den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. A menge Kommissiounsmembere soen ech villmools Merci, dass dat alles esou séier iwwert d'Bün gaangen ass a fir hir Flexibilitéit mat de Kommissiounssitzungen, notamment wat d'Horairen ugaangen ass, déi emol déi eng oder déi aner Kéier liicht geréckelt waren.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Rapporteur Max Hahn. An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Merci och fir d'éischt dem Rapporteur, dem Max Hahn, fir säi gudde schréftlechen an och de mëndleche Rapport. An och wann et tatsächlech heiansdo sportlech war, fir dëse Projet de loi virzebereeden an och ze diskutéieren, esou hu mer et awer gäre gemaach, well mer de Sënn an d'Wichtegkeet vun dësem Projet de loi och als CSV agesinn a voll a ganz ënnerstëtzen.

De Montant vum REVIS an och de Montant vum RPGH, also vum Revenu d'inclusion sociale a vum Revenu fir d'Personnes gravement handicapées, geet also ëm 2,8 % an d'Luucht parallell zu deem, wat mer elo just an där Diskussioun iwwert dee Projet de loi virdrun héieren hu beim Mindestloun. An dat ass gutt esou! Et ass, wann et beim Mindestloun keen Automatismus ass, hei nach manner en Automatismus. Et ass wouer, dass et natierlech all zwee Joer erëm nei diskutéiert gëtt an och dann nei ugepasst gëtt, mee hei beim REVIS war et esou, dass et an deene leschte Joren - an d'Chambre des Salariés huet an hirem Avis nogerechent säit dem Joer 2006 - en Decalage gëtt. En Decalage, deen dohier kënnt, dass zweemol eeben de REVIS net ugepasst gouf, well den RMG zu där Zäit wéi de Mindestloun ugepasst ginn ass (veuillez lire: well den RMG zu där Zäit net wéi de Mindestloun ugepasst ginn ass). Dofir ass et eebe keen absolutten Automatismus. Also an dësem Fall ass et eng politesch Entscheedung, et trotzdeem ze maachen. An dat ass eng Entscheedung, déi mir begréissen, well mer mengen, dass se grad zu dëser Zäit essenziell a kruzial wichteg ass.

An esou vill wéi mer och hannert dem REVIS stinn, esou wëll ech trotzdeem nach eng Kéier och betounen, dass et ëmmer nach déi Froe gëtt an eis déi Froe bleiwen, déi mer eis awer trotzdeem ëmmer nach stellen, déi sech iwwerhaapt op de REVIS insgesamt bezéien. Déi Fro mat de 25 Joer, déi Fro mam Haushalt, mat de Wunnformen an och déi Fro mat der Simplification administrative. An dat si Froen, vun deene mer mengen, dass se ëmmer nach virulent a relevant bleiwen, soulaang mer d'Diskussiounen ëm de REVIS weiderféieren.

Wat awer ganz wichteg ass, an dat, mengen ech, muss een onbedéngt betounen, dat ass, dass, wann een de REVIS genau kuckt - an den RPGH ass jo un de REVIS ugegliddert, gebonnen -, dann ass en eigentlech näischt anescht wéi déi gemeinsam vun eis an der Chamber parlamentaresch festgeluechte Mindestgrenz fir d'Aarmut. Et ass dee Montant, dee mir entscheeden, deen all Mënsch an dësem Land eigentlech zegutt soll hunn, fir kënnen ze liewen.

An dann, mengen ech, ass et ganz wichteg, och dee Gedankegang weiderzeféieren, dee bei deem Gesetzesprojet virdrun ugestouss ginn ass, wéi de Kolleeg Marc Baum deen Editorial aus der Fondation IDEA virgestallt huet, wou et drëms gaangen ass, dass et eeben ëm d'Mënsche geet, ëm d'Mënschen! A grad beim REVIS si mer ëmsou méi bei dësem Theema. Et geet net drëms, als Éischt - et geet och drëms, mee net als Éischt - d'Kafkraaft vun de Mënschen ze erhéijen, also eng konsumistesch Approche, mee et geet ëm d'Mënschen. A grad beim REVIS ass dat nach méi wouer wéi beim Mindestloun. Well beim Mindestloun kann ee gutt schwätze vun Humankapital - dat ass d'Wuert, wat do gutt passt, Humankapital -, mee beim REVIS schwätze mer och iwwer Mënschen, déi net onbedéngt an engem theoreetesche Sënn kapitaliséierbar si fir dat, wat een Humankapital kann nennen. Hei geet et ëm d'Würd vun de Mënschen a wéi vill eis d'Mënsche wäert sinn, fir un eiser Gesellschaft kënnen ze participéieren.

An da muss een nach eng Kéier och déi Fro stellen, déi d'Chambre des Salariés opgeworf huet, well eeben trotzdeem en Decalage besteet vis-à-vis vun deem, wat beim Mindestloun erhéicht ginn ass. Si soen, dass do, wou elo 2,8 % dropgeluecht ginn, en eigentlech - wann ee wëllt op dee Punkt kommen am Verglach zu 2006, dass ee parallell géif bleiwen zu deem, wat de REVIS eigentlech hätt missen déi ganzen Zäit graduell erhéicht ginn - dës Kéier ëm 4,35 % misst an d'Luucht goen. An déi Fro, déi ech der Madamm Ministesch gäre wéilt mat op de Wee ginn, ass déi, ob och do eppes virgesinn ass, fir dee Retard, deen do awer bestoe bleift, och iergendwann eng Kéier opzehuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV)*.- Et ass eis wichteg, dass mer ëmmer erëm drop beharren a soen, dass de REVIS dat ass, wat d'Mënschen an dësem Land verdéngt hunn a wat mir entscheeden, dass hinnen zousteet.

En ass opgedeelt an déi Allocation d'activation an déi Allocation d'inclusion. Dat si Saachen, déi technesch ganz wichteg sinn, am Detail awer immens, immens tricky an heiansdo ganz, ganz komplex. Awer et ass kloer, et ass en universelle Bäitrag, dee fir all d'Mënsche gëllt, och wann en u Konditioune gebonnen ass.

Dofir eis fest an eis iwwerzeegten Zoustëmmung zum REVIS.

An ech wëll awer zum Schluss vun dësem klenge Kommentar zu dësem Gesetz och nach eng Kéier derbäisoen: Souguer wa mer elo op 2,8 % ginn a souguer wa mer op 4,35 % géife goen, da géifen déi Leit, déi Empfänger vum REVIS sinn, trotzdeem an dëser Gesellschaft nach ënner villen anere Problematike leiden. An ech nenne just de Logement an och d'Integratioun an déi Gesellschaft, déi ganz oft gewinnt ass, mat ganz anere Montanten ëmzegoen. Trotz allem, a grad well et dee richtege Moment ass, fir dëse Projet de loi ze stëmmen, d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun. An ech soen lech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet e staarke Sozialmodell. A grad an den Zäiten, an deene mer eis am Moment befannen, ass et kruzial, dass mir esou e Modell hunn. Dat huet beim viregte Projet zur Erhéijung vum Mindestloun mäi Fraktiounskolleeg a President Georges Engel gesot. A well et fir eis als LSAP esou wichteg ass, op e gudde Sozialsystem kënnen zréckzegräifen, dee mir matopgebaut hunn, ass et fir eis evident, dass un dësem System a senge Prinzippien och a grad a Krisenzäiten net gefréckelt gëtt.

Dofir sti mir als LSAP hannert der Erhéijung vum Mindestloun, mee vergiessen awer net, dass et do dernieft Leit gëtt, déi aus verschiddene Grënn net kënnen enger gereegelter Aarbecht nogoen, mat engem normale Salaire, deen net duergeet, fir ze liewen, mee op zousätzlech Hëllef vun engem staarke Sozialstaat ugewise sinn.

Mat dem Projet, dee mer elo stëmmen, wäerten also ab dem 1. Januar de REVIS an och den RPGH, also Revenu pour personnes gravement handicapées, ëm 2,8 % an d'Luucht goen. Fir eis ass dës Mesure wichteg a richteg, well se deene Leit, déi et am néidegsten hunn, ënnert d'Äerm gräift.

Wéi d'Zuelen eis weisen, geet d'Präisdeierecht weider an d'Luucht, vun de Präisser vum Immobiliemarché guer net ze schwätzen. Dës Erhéijung ass also absolutt ubruecht.

Här President, eis läit besonnesch um Häerz, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich net och nach duerch Manipulatiounen un eisem System duerch eng Kris, fir déi keen eppes kann, weider auserneegeet. Au contraire! An esou Zäite wéi dëse musse mer verstäerkt hëllefen an alles drusetzen, dass et jiddwerengem gutt geet.

Dir Dammen an Dir Hären, aus dëse Grënn war et fir eis vun Ufank u kloer, dass dës Erhéijung op den 1. Januar e Garant vun der sozialer Gerechtegkeet ass. An ech gi selbstverständlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. A mat engem besonnesche Merci un de Rapporteur fir seng Rapporten. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An d'Wuert ass elo fir déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wëll ech dem Här Rapporteur Merci soe fir säin exzellente schréftleche wéi mëndleche Rapport. Virun zwee Joer, genau ëm dës Zäit, hunn ech meng éischt Ried an der Chamber zum REVIS gehalen. Zwee Joer méi spéit passe mer de REVIS an den RPGH der Entwécklung, zesumme mam Mindestloun, un.

Dës Revenue gi vun de vulnerabelste Mënschen aus eiser Gesellschaft bezunn. Si fannen oft aus ganz verschiddene Grënn guer net oder nëmme schwéier Zougang zum regulären Aarbechtsmarché. Oder si ginn awer vläicht enger Aarbecht no, bei där d'Akommes net duergeet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Mir schwätzen ëmmer erëm vum Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg. An dat ass och gutt esou. Mir dierfen eis zu kengem Moment domat offannen. A besonnesch a Krisenzäiten, wou d'Auswierkunge vun der Kris ëmmer méi present ginn, sollte mer net just eemoleg Hëllefen zur Verfügung stellen, mee och strukturell Aiden ausschëdden. Andeems mer de Montant ëmmer erëm evaluéieren an upassen, ënnerstëtze mer déi, déi d'sozial Hëllefen am meeschte brauchen. Zesumme mat der Erhéijung ëm 10 % vun der Allocation de vie chère, kréien déi Vulnerabelst aus der Gesellschaft wichteg finanziell Ënnerstëtzungen.

Här President, wéi mer dat neit REVIS-Gesetz 2018 gestëmmt hunn, gouf an enger Motioun festgehalen, dass d'Gesetz all dräi Joer evaluéiert muss ginn. Dat wär am Joer 2021 de Fall. An ech freeë mech elo schonn op e konstruktiven Echange an der zoustänneger Kommissioun iwwert d'Zuelen, d'Beneficiairen, d'Delaien an d'Mechanismen.

Här President, virun zwee Joer hunn ech deemools vu lauter klengen Zännrieder geschwat, déi aneneegräifen an déi net ouni enee kënne fonctionéieren. Domat war eise Sozialsystem gemengt an d'Mesure selwer, an dësem Fall eist REVIS-Gesetz, mat senge Krittären a Kompositiounen, ass dat eent Zännrad an den ugepasstene Montant, dee mer haut ajustéieren, ass en anert. De Mindestloun, de REVIS, den RPGH, d'Allocation de vie chère, si alleguerte stellen Zännrieder an eisem Sozialsystem duer, un déi mer kënnen dréie goen, fir eng méi inklusiv, eng méi gerecht an eng méi solidaresch Gesellschaft ze hunn. Besonnesch a Krisenzäite muss dat eiser aller Usproch sinn.

Ech ginn heimat ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir déi gutt Explikatiounen an och dee gudde Redigé vun allem.

D'ADR ass eng sozial Partei a säit hirer Grënnung dréit d'ADR dat Soziaalt ganz staark an hirer DNA. An hei ass et esou, dass et sech dacks ëm Leit handelt, déi duerch iergendwellech schwiereg Ëmstänn an hirem Liewen - vläicht duerch hiert eegent Verscholden, oft och duerch vläicht aner Ëmstänn - an esou eng Situatioun komm sinn, wou se schwéier erauskommen a wou se et ganz schwéier hunn am Liewen. A mir sinn natierlech do gäre bereet, an dat ass jo och e schéint Zeechen, dass, ech mengen, d'ganz Chamber bereet ass, dann do eppes ze maachen, dass déi Leit dann och eppes méi kréie fir d'nächst Joer. An duerfir soe mer kloer Jo, fir dass de REVIS an och déi Hëllef fir déi handicapéiert Leit, déi staark handicapéiert Leit, ëm 2,8 % an d'Luucht geet am Januar. Mir soe Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Leit, déi de REVIS bezéien, si ganz dacks Leit, oder an de meeschte Fäll sinn et Leit, déi schaffen, mee déi net genuch Zäit hunn oder net genuch Stonnen hunn, fir kënnen, deelweis och duerch hir familiär Situatioun, op e Montant ze kommen, deen e Minimum vun deem garantéiert, wat de Staat iwwer bestëmmte Barèmen definéiert, an déi duerfir op de REVIS zréckgräifen. Dat heescht, et sinn net nëmme Leit, déi duerch äusser Ëmstänn oder eegent Verscholden an eng schwiereg Situatioun komm sinn, mee déi äusser Situatioun, dat ka sinn, datt een op eemol Kanner krut an datt ee seng Aarbechtszäit huet misse reduzéieren, fir Famill an Aarbecht kënne mateneen ze verbannen. Dat kann esou en äusseren Ëmstand sinn. An et huet een awer dann net méi genuch Stonnen, an de Revenu, deen do erakënnt, geet net duer.

Dat sinn esou Situatiounen. Dat ass eppes, wat et an eiser Gesellschaft vill gëtt. An et ass dat, wou mer musse kucken an oppassen, och mat deene Montanten, déi mer asetzen, datt mer deem Minimum gerecht gi vun deem, wat een „dezent liewen" nennt. De Rapporteur ass virdrun och op déi Etüd vum Statec agaangen. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

Duerfir, direkt virewech gesot, déi Upassung, an en similaire vum Mindestloun, vun 2,8 % droe mir als Lénk natierlech absolutt, absolutt mat.

Et ass och gesot ginn, an och dat ass richteg, wann et fir de Mindestloun keen Automatismus ass, dann ass et fir de REVIS oder fréier den RMG nach manner en Automatismus. An dat hu mer leider gesinn an der Vergaangenheet, nämlech an de Joren 2013 an 2015 ass de Montant net ugepasst ginn un déi allgemeng Lounentwécklung, wat deen Ecart nach weider méi grouss gemaach huet. An deen Ecart riskéiert méi grouss ze ginn, soulaang mer de Retard net ophuelen. Duerfir menge mir als Lénk, ënlech wéi och d'Salariatskummer, datt et gutt wier, wann d'Regierung dee Montant géif deementspriechend upassen - dat wieren entre-temps nach eng Kéier 1,71 % -, fir wierklech an enger paralleller Schinn kënnen ze lafen.

Nawell stellt sech d'Fro vum REVIS, mengen ech, haut anescht an der Pandemie, matzen an der Pandemie, wéi ouni déi Pandemie, déi awer och eng Wirtschafts- a Sozialkris beinhalt. De REVIS an d'Konzept dovu si ganz staark opgebaut op den Term vun der Aktivatioun. Elo ass et awer esou, datt mer am Moment an enger Phas sinn, wou mer quasi deeglech betraff si mat Noriichten, wou grouss Firme Leit ofbauen an déi dann natierlech an enger éischter Phas an de Chômage kommen. A wann hir Chômagerechter ausgelaf sinn, déi dann deemno wéi eng Prise en charge am Beräich vum REVIS kréien.

An do musse mer kucken, ob déi Instrumenter, déi d'Majoritéit sech ginn huet, fir kënnen do de Suivi erëm ze maachen, d'Weiderfueren an d'Aarbechtsliewen, ob dat wierklech adaptéiert ass an ob dat och seng Friichten dréit. Well déi Echoen, déi mer vum Terrain kritt hunn, sinn - anescht wéi déi vum Här Rapporteur - net nëmme gutt, mee se sinn tout au plus mitigéiert. Et gëtt verschidde gutt Erfarungen, et gëtt awer och ganz vill problematesch Erfarunge mat der Ëmsetzung vun deem neie REVIS. Duerfir mengen ech, datt eng Evaluatioun vun deem Text an eventuell eng Readaptatioun vun deem Text sech imposéieren, besonnesch, well mer elo an enger ganz schwiereger Situatioun sinn, wou mer duerch déi allgemeng Aarbechtsmaartentwécklung riskéieren, datt méi Leit op déi doten Instrumenter mussen zréckgräifen.

Am Rapport „Travail et cohésion sociale" steet effektiv, datt de REVIS awer mat allen nëmmen erdenklechen an ufuerderbare Sozialhëllefen, déi et soss nach gëtt, an all deem ..., also dans le meilleur des cas ass et esou, datt de REVIS effektiv, mat all deenen anere Mesuren zesummen, kann dozou féieren, datt een en dezent Liewe féiere kann. Mee et ass e ganz prekäert Gläichgewiicht, wat och am Rapport „Travail et cohésion sociale" steet.

A mir wëssen, datt nach ëmmer ganz vill Leit iwerhaapt net wëssen, wat alles hir sozial Rechter sinn. Dat hu mer notamment dorunner festgestallt, datt et eng enorm Augmentatioun ginn ass vun deenen Demandë vu Leit, déi d'Allocation de vie chère froen, an déi se och kréien, well se Urecht dorobber hunn, wat en däitlecht Zeechen dovunner ass, datt d'Situatioun sech effektiv zougespëtzt huet, mee datt et awer och virdru ganz vill Leit gi sinn, déi iwwerhaapt net gewosst hunn, datt et déi Méiglechkeete gëtt.

Dës Iwwerleeung matgesot, gi mer natierlech den Accord fir dës Erhéijung. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An d'Wuert kritt elo dee leschten agedroene Riedner, den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Selbstverständlech begréisse mir Piraten, dass mat dësem Gesetz de Montant vum REVIS an de Revenu fir Persoune mat enger Beaträchtegung eropgoe soll. Fir déi Leit, déi wuel am mannsten hunn, ass all Euro wichteg an all Euro mécht den Ënnerscheed.

Mir wäerten dëse Projet dofir haut matstëmmen, wëllen awer och drun erënneren, dass déi wierklech kleng Hausse, vun där mir haut schwätzen, bäi Wäitem net duergeet, fir wierklech eppes géint den Aarmutsrisiko am Land ze maachen.

Et geet hei ëm eng punktuell Upassung, mee net ëm richteg sozial Mesuren. Zu Lëtzebuerg sinn ëmmer nach vill ze vill Leit vun Aarmut betraff. Aarm ze sinn heescht och ëmmer zu engem gewëssenen Deel ausgeschloss ze si vum gesellschaftleche Liewen. Mir Piraten hunn nach ëmmer d'Meenung, wann et ëm Sozialpolitik an de Schutz virun Aarmut geet, dass et wichteg wär, de Schrëtt vum Grondakommes ze goen. Engem Grondakommes, wat iwwert de Wee vun enger negativer Akommessteier jiddwerengem géif erlaben, genuch Suen ze hunn, fir um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen an net um Aarmutsrisiko ze liewen.

Mir wäerten dësem Gesetz, dat awer leider just enger minimaler Adaptatioun entsprécht, zoustëmmen. An domat ginn ech den Accord vun de Piraten zu dësem Projet. Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci, Här President. Villmools merci och dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. A merci och all de Membere vun der Familljekommissioun hei an der Chamber fir déi ganz flott Zesummenaarbecht.

Et war wichteg, dass haut dee Projet um Ordre du jour war zur selwechter Zäit wéi d'Augmentatioun vum Mindestloun vun 2,8 %. Dat muss menger Meenung no elo Hand an Hand goen, de REVIS, deen et elo zanter 2019 gëtt, an de Mindestloun, dass dat parallell leeft.

Mir sinn an enger Crise sanitaire. An déi Crise sanitaire, dat gëtt och fir verschidde Leit zu enger Crise morale a fir verschidde Leit zu enger wirtschaftlecher Kris. D'Leit hunn Angscht ëm hir Plaz an d'Leit hunn Angscht ëm hir Existenz. Mir hunn als Regierung probéiert, dat esou wäit et nëmme geet opzefänken. Mir hunn elo wärend der Pandemie, wou mer de Chômage partiel haten an ausgeweit hunn, decidéiert, dass déi am Chômage partiel, déi de Mindestloun kréien, dass déi net 80 % kréien, mee 100 % vum Chômage partiel. Firwat? Ma well an enger Kris sinn déi Äermsten an déi Schwächst déi éischt Affer vun der Kris!

Une voix.- Très bien!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Mir schwätzen ëmmer vu vulnerabele Leit. A wa mer vun der Crise sanitaire schwätzen, da sinn déi Vulnerabel d'Leit iwwer 65 Joer, Leit mat Virerkrankungen. Mee vulnerabel sinn och déi Leit, déi net méi wëssen, wéi se hire Loyer um Enn vum Mount solle bezuelen, well se net méi déi nämmlecht Revenuen hu wéi virun der Pandemie. Déi Leit, déi vläicht e klenge Betrib hunn, déi sech getraut hunn, mam Motto vun ons all, wou mer ëmmer soen: „Trau dech!", déi hu sech getraut an op eemol wësse se net méi, wéi se hir Prêten oder hir Loyere solle bezuelen. Mir däerfen déi Äermst net vergiessen. Mir däerfen déi Schwächst net vergiessen. A wann ech vun deene Schwächste schwätzen, da schwätzen ech vun en alleguer. Wa mer vu REVIS schwätzen, da schwätze mer vu Leit, déi de REVIS kréien oder déi e Complément REVIS kréien, well se, wéi grad gesot ginn ass, vläicht net genuch um Enn vum Mount hunn, fir kënnen dignement hei am Land ze liewen.

Wa mer vum REVIS schwätzen, da schwätze mer awer och vu Leit, vun deene mer hoffen, dass se muer an eng Aarbecht kommen, dass se muer selwer nees kënne fir hiert Liewen opkommen! An dofir brauche mer hei am Land Aarbechtsplazen! An dofir brauche mer hei am Land Entreprisen, déi Aarbechtsplaze schafen! A mir sinn an enger Crise sanitaire. An et si Betriber, déi zou sinn. A mir hunn de Mëtteg héieren, dass se och nach zou wäerte bleiwen eng Zäit laang. A grad déi Betriber, déi am Moment keng Sue kënne verdéngen an déi awer verschidde Fraisen hunn, déi weiderlafen, fir déi ass et besonnesch wichteg, dass mer hinnen hëllefen, dass se d'Aarbechtsplaze kënnen erhalen, dass déi Aarbechtsplaze bestoe bleiwen, och iwwert den 1. Januar eraus, wou dann déi Aarbechtsplazen, wann et da Mindestléin sinn, ëm 2,8 % an d'Luucht ginn.

An dofir war et esou wichteg fir d'Regierung, fir och deenen ze hëllefen, fir déi Aarbechtsplazen ze erhalen. An ech soen et nach eng Kéier: Ech denken, dass dee Parallelismus tëschent Ophiewe vum, also Hiewe vum Mindestloun an Hiewe vum REVIS a vum RPGH absolutt de pair muss goen, well de REVIS net däerf u Vitess verléiere par rapport zum soziale Mindestloun.

An da géif ech och gären eppes soen, wat de Mëtte gesot ginn ass, zwar net elo an dësem Kader, mee virdrun, eebe beim Projet de loi iwwert de Mindestloun: Et däerf een net vergiessen, dass, wann d'Leit eppes méi verdéngen, dann hu se och eppes méi fir auszeginn. An eppes méi fir auszeginn, dat heescht och fir déi kleng Betriber dacks nees eppes méi an der Keess. An eppes méi an der Keess, dat heescht vläicht och nees Aarbechtsplaze kënne schafen!

An dofir sinn ech haut immens frou, dass souwuel dee Projet virun deem heite wéi och deen heiten d'Unanimitéit an der Chamber fënnt, well ech denken, dass dat nees de Beweis ass, dass, wa mer wierklech musse fir déi Schwächsten astoen, wa mer wierklech wëllen deenen äermsten a schwächste Leit hei am Land hëllefen, da gëtt et net 31 Leit hei, déi eng Majoritéit bilden, mee da gëtt et hei an dësem Land eng Unanimitéit. An dofir sinn ech och immens frou.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Ganz richteg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7722. Den Text steet am Document parlementaire 7722[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7722 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, par vote électronique.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschréft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7714 - Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

Mir schléissen dës Sitzung mam Projet de loi 7714, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Zousazversécherungen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur - dee steet prett -, dat ass nach eng Kéier den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, ech wäert ganz kuerz a ganz séier sinn.

Den 10. Juli hate mer schonn eng Kéier iwwert d'Verlängerung geschwat hei. An dunn ass se op den 31. Dezember gesat ginn, well mer gemengt hunn, domadder wäre mer wäit genuch no hanne geréckelt mat dem Delai. Haut geet et dann drëms, nach eng Kéier den Delai fir d'Generalversammlung vun de Mutuellen ze réckelen.

An dann och d'Transmissioun vu verschiddenen Dokumenter, déi déi Mutuellë musse brénge fir de Ministère de la Sécurité sociale, fir och deen Delai ze verréckelen, a gradesou och den Delai, deen de Contrôleur huet, fir d'Mutuellen ze kontrolléieren, fir deen och nach eng Kéier ze verréckelen op den 31.5. an déi aner Saachen op den 30.6. Also mir verlängeren nach eng Kéier ëm sechs Méint deen Delai, dee mer schonn eng Kéier verlängert hunn.

Méi ass zu dësem Gesetz och net ze soen. An der Hoffnung, datt mer dann deen Drecksvirus lass sinn, ginn ech heimat den Accord vun der LSAP an ech hunn Iech heimat och dann de Rapport presentéiert. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporteur Georges Engel. An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Ee grousse Merci un de Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass am Fong och eng Méiglechkeet, dass mer nëmmen eng Generalversammlung brauchen ze maachen, fir déi zwee Joer mateneen ofzedecken. Dat ass gutt esou. A loosse mer hoffen, dass mer net och eng Kéier mussen driwwer nodenken, fir dass et dräi Joer beienee sinn. Dofir gëtt och d'CSV d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz am Interêt vun de Mutuellen an hire Versécherten. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Pim Knaff.

M. Pim Knaff *(DP).*- Jo, am Numm vun der DP géif ech och dem Georges Engel Merci soe fir säi ganz gudde Rapport. An deem ass näischt bäizefügen. An ech ginn och den Accord vun der DP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Ech maachen et wéi de Jean-Paul Schaaf gëschter gesot huet: Merci dem Rapporteur. An de Go vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Margue. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass just hei eng Datumsverlängerung fir d'Generalversammlung vun de Mutuellen op den 30. Juni 2021. An ech bréngen heimat den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporter Merci fir deen exzellenten a ganz éierleche mëndlechen an och schréftleche Rapport. An ech hoffen, genausou wéi de Rapporter, datt mer dat heiten net nach eng Kéier musse verlängeren an datt mer bis dohinner den - ech zitéieren de Rapporter - „Drecksvirus" lass sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo, ech géif och vun dëser Plaz aus dem Rapporteur Merci soen, awer och där ganzer Kommissioun, fir datt mer och genau wéi an deenen anere Projeten, wou eigentlech kleng Punkten ze fixéiere sinn, ze verlängere sinn, relativ schnell virukomm sinn. An dofir och merci fir déi grouss Zoustëmmung. Ech mengen, et ass e klengen, mee et ass e wichtege Projet, well en einfach d'Méiglechkeet gëtt, bis den 30.6. d'Generalversammlung ze verlängeren an doduerch eigentlech och Sputt gëtt, fir déi ganz Gestioun vun de Mutuellë ganz gutt a propper ze maachen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Sozialminister Romain Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7714. Den Text steet am Document parlementaire 7714[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7714 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Ordre du jour

Mir sinn um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Muer de Mëtteg um Ufank vun der Sitzung stëmme mer of iwwert déi véier Motiounen, déi haut um Ufank vun der Sitzung vun der Madamm Martine Hansen deposéiert gi sinn.

D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Sitzung ass opgehuewen.

Une autre voix.- Très bien!

(La séance publique est levée à 17.03 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 16 à 18

16e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 210

Discours de M. le Président ..... p. 210

Question élargie n° 60 de M. Gusty Graas relative à la récente dissonance franco-allemande quant au sujet de l'autonomie stratégique de l'Europe en matière de sécurité et de défense et la création d'une armée européenne ..... p. 210-211

7517 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 122 de l'Organisation internationale du travail sur la politique de l'emploi, signée à Genève, le 9 juillet 1964
7518 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 144 de l'Organisation internationale du travail sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, signée à Genève, le 21 juin 1976
7519 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, signée à Genève, le 15 juin 2006
7521 - Projet de loi portant approbation du Protocole P029 - Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, fait à Genève, le 11 juin 2014 ..... p. 211-214

Interpellation de M. Marc Baum au sujet des politiques d'investissement du FDC et du FSIL ..... p. 214-224

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Baum ..... p. 215

Question élargie n° 59 de M. Laurent Mosar relative à la politique de recouvrement des créances fiscales ..... p. 224-225

7611 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :
1° transposer l'article 2 de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens ;
2° compléter la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres ;
3° transposer la directive (UE) 2019/1995 du Conseil du 21 novembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens ;
4° transposer la directive (UE) 2019/2235 du Conseil du 16 décembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union ..... p. 225-226

17e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 227

Communications ..... p. 227

Ordre du jour ..... p. 227

Heure d'actualité sur la stratégie de vaccination Covid-19 au Luxembourg ..... p. 227-231

7508 - Projet de loi relative au climat et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement ..... p. 231-239

7679 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à l'application des articles 12 et 18 de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ..... p. 239-240

7661 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle ..... p. 240-242

7509 - Proposition de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques
2° la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ..... p. 242-244

18e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 244

Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen ..... p. 244-245

Désignation d'un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ..... p. 245

7516 - Projet de loi portant modification :
1° du Code du travail en vue de transposer la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services ;
2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ..... p. 245-248

7719 - Projet de loi modifiant l'article L 222-9 du Code du travail ..... p. 248-251

7722 - Projet de loi portant sur la modification de :
1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ..... p. 251-253

7714 - Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles ..... p. 253

Ordre du jour ..... p. 253

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3123	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Chômage partiel dans le secteur sportif
3124	Marc Baum	Arrêt du réseau téléphonique analogue
3146	Sven Clement	Promotion de la santé sexuelle à l'école
3163	Semiray Ahmedova, Josée Lorsché	Avancement des projets de modernisation de l'autoroute A3 et de la gare de Bettembourg
3173	Cécile Hemmen	Activité physique adaptée aux seniors
3324	Cécile Hemmen	Réorganisation du transport public suite à l'extension du tram
3360	Martine Hansen, Octavie Modert	Régimes d'aide en faveur de méthodes de production agricole respectueuses de l'environnement
3370	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Mémoire des volontaires des Brigades internationales
3377	Paul Galles	Situation dans certains camps pour réfugiés en Europe
3386	Marc Goergen	Prix des prestations des vétérinaires
3405	Marc Goergen	Presse d'opinion
3407	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Développement régional
3409	Marc Goergen	Démographie des conseils communaux
3414	Laurent Mosar	Start-up luxembourgeoises
3415	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Camps sauvages
3417	Jeff Engelen	Évolution du chômage
3418	David Wagner	Échange sur demande
3420	Fernand Kartheiser	Relations avec la Chine
3421	Fred Keup	Utilisation de la langue française pour les avertissements taxés
3422	Gusty Graas, Max Hahn	Reconnaissance de l'écocide
3423	Claude Lamberty, Carole Hartmann	Plan de relance sport
3424	André Bauler	Orgue symphonique de la cathédrale
3425	Gusty Graas	Prélèvements de l'eau de la Moselle par les viticulteurs luxembourgeois
3426	André Bauler	Horaire de la ligne RGTR 555
3427	André Bauler	Liaison du site du Häerebierg au giratoire Fridhaff
3429	Gusty Graas	Agence européenne « CHAFEA » de Luxembourg
3430	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Centres de tests du large scale testing
3431	Fernand Kartheiser	Relations avec les États-Unis
3432	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Léon Gloden	Centre de vaccination dans la région Est
3437	Sven Clement	Commission nationale pour la protection des données
3438	Cécile Hemmen	Référendum communal
3439	Carole Hartmann, Max Hahn	Prime « Clever fueren »
3441	Françoise Hetto-Gaasch	Médiation familiale
3448	Fred Keup	Langues utilisées par le Ministère de la Culture
3449	Fred Keup	Fouilles archéologiques
3454	Sven Clement, Marc Goergen	Travailleurs handicapés
3455	Marc Goergen	Aides financières pour les entreprises impactées par la pamdémie de la Covid-19
3457	Jeff Engelen	Tour de Luxembourg
3461	Gilles Baum, Carole Hartmann	Centre de vaccination dans la région Est
3462	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Léon Gloden	Centre de vaccination dans la région Est
3466	Claude Wiseler	Certificat médical dans le cas du renouvellement d'un permis de conduire
3467	Marc Spautz	Santé mentale des seniors
3470	Marc Lies	SAMU Luxembourg 2
3478	Fred Keup	Participation luxembourgeoise à la guerre civile d'Espagne
3479	Fred Keup	Volontaires de guerre luxembourgeois
3483	Sven Clement	Fiche de retenue d'impôt
3488	Claude Wiseler	Congé pour raisons familiales
3491	Jeff Engelen	Maison médicale dans la région Est du Luxembourg
3493	Marc Goergen	Travailleurs handicapés
3495	Marc Goergen	Liaison ferroviaire Luxembourg–Bruxelles
3496	Marc Goergen	Vols à longue distance avec départ de l'Aéroport de Luxembourg
3497	Carole Hartmann, André Bauler	Maisons médicales
3501	Octavie Modert	Centre de formation pour conducteurs
3507	Sven Clement	Initiatives de réinsertion professionnelle
3510	Laurent Mosar	Test négatif obligatoire pour les vols de Luxair
3516	André Bauler	Armorial des communes
3519	Carlo Back, François Benoy	Extension de l'offre européenne en liaisons de train de nuit
3523	Yves Cruchten, Georges Engel	Augmentations du loyer des habitations des résidences universitaires
3531	Martine Hansen	Tourisme autour du lac de la Haute-Sûre
3538	Max Hahn	Potentiel énergétique des aires de stationnement
3581	Jeff Engelen	Déclaration de surfaces agricoles et recensement viticole
3594	Jeff Engelen	Tests PCR
4854 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Déploiement du nouvel avion militaire luxembourgeois en Afghanistan

Question 3123 (10.11.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **chômage partiel dans le secteur sportif :**

Face à la deuxième vague du Covid-19 et au renforcement des mesures sanitaires, le Gouvernement a annoncé le 29 octobre 2020 la mise en place d'une procédure exceptionnelle permettant aux entreprises d'introduire une demande de chômage partiel pour le mois de novembre jusqu'au 5 novembre.

Normalement, une telle demande aurait dû être introduite le 12 octobre au plus tard.

Or, le secteur sportif n'a pas pu faire usage de cette procédure exceptionnelle.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il préciser pourquoi les salariés (entraîneurs, joueurs, staff) du monde sportif ne peuvent plus bénéficier du chômage partiel ? Sur quels faits et chiffres ladite décision est-elle basée ?

2) Combien a été dépensé, jusqu'à présent, des cinq millions d'euros de l'enveloppe budgétaire dédiée au support des associations sportives dans le cadre de la pandémie ?

3) Suite à l'introduction des nouvelles mesures sanitaires, Monsieur le Ministre a-t-il prévu d'autres aides financières pour les associations sportives ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (11.12.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

L'interdiction des championnats découlant de la loi du 25 novembre 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 avait comme conséquence que les clubs de sport affiliés à une fédération sportive agréée peuvent, avec effet au 26 novembre 2020, bénéficier du chômage partiel.

Pour préserver du moins tant soit peu la trésorerie du monde sportif, mais également pour investir de façon durable dans la santé de la population à travers l'activité physique sportive, le plan de relance « Restart Sports » lancé en juin 2020 englobe un budget total de cinq millions d'euros au profit notamment des associations sportives, mais également des communes et d'autres bénéficiaires.

Un montant total de 1,8 millions d'euros a été versé aux associations sportives à l'heure actuelle, sachant que les demandes peuvent encore être introduites jusqu'au 31 décembre 2020 au plus tard.

À côté des aides initialement prévues dans ce plan de relance, des aides financières spécifiques peuvent être accordées aux clubs de sports, affiliés et régissant un sport de compétition, pour l'élaboration de concepts d'entraînement pour jeunes en dessous de 16 ans en groupes de quatre.

J'aimerais encore ajouter que pour l'année 2020 un montant total de quelque 3,4 millions d'euros sera prochainement versé aux clubs de sports pour le compte du subside qualité plus, récompensant les clubs sportifs assurant un encadrement de qualité aux jeunes de moins de 16 ans et ce nonobstant l'activité réduite due à la crise sanitaire.

Question 3124 (10.11.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**arrêt du réseau téléphonique analogue :**

La décision de mettre un terme au réseau téléphonique traditionnel a été prise au niveau européen et arrêtée par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) dans une ordonnance de 2017. Ainsi, la migration de tous les services de communication vers le réseau IP devra être finalisée d'ici la fin de l'année 2024, date à laquelle le réseau téléphonique traditionnel sera désactivé.

Dans le cadre de la campagne « All-IP » de POST Luxembourg, les usagers dans certaines parties du pays sont d'ores et déjà informés par courrier de l'arrêt du réseau téléphonique traditionnel. Dans un tel courrier daté au 5 novembre 2020 qui nous a été transmis, la poste demande au client d'opter pour une nouvelle solution IP en suggérant un abonnement avec accès Internet. Le courrier contient également la phrase suivante : « Si le remplacement de service n'a pas lieu, nous serons malheureusement obligés de clôturer l'accès à votre service POST Telecom le 02.02.2021, ce que nous voudrions bien sûr éviter. »

Le téléphone fixe est pour un certain nombre de personnes - souvent plus âgées - le seul moyen de communication vers l'extérieur. On peut avoir la crainte que - par exemple par négligence du client ou par souci technique - l'accès téléphonique soit clôturé sans qu'une solution de substitution soit opérationnelle, ce qui en cas d'urgence médicale ou autre pourrait avoir des conséquences sérieuses.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Est-ce que vous pouvez m'assurer qu'aucun ménage ne sera coupé du réseau téléphonique analogue avant qu'une formule de remplacement soit effectivement opérationnelle ?

2) Est-ce que vous pouvez m'assurer qu'aucun autre appareil encore raccordé au réseau analogue, tels les applications d'alarme, les détecteurs d'incendie ou les téléphones d'ascenseur, ne sera coupé du réseau téléphonique analogue avant qu'une formule de remplacement soit effectivement opérationnelle ?

Le courrier susmentionné semble suggérer qu'un passage vers le réseau IP est uniquement possible en contractant un abonnement qui inclut un accès à Internet et qui est plus coûteux qu'un abonnement actuel qui couvre uniquement le téléphone fixe.

3) Est-ce que les personnes qui souhaitent uniquement avoir un téléphone fixe peuvent garder leur abonnement actuel sans forcément migrer vers une solution plus coûteuse avec accès à Internet ?

4) Dans l'affirmative de la question 3, est-ce que le courrier de POST ne devrait pas mentionner explicitement cette possibilité, au lieu de suggérer qu'un nouvel abonnement avec accès Internet est indispensable ?

5) Dans la négative de la question 3, le téléphone fixe n'est-il pas à considérer comme un service de base essentiel qui devrait être accessible au plus grand nombre à un coût aussi faible que possible ?

Réponse commune (14.12.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Contrairement à l'affirmation de l'honorable Député, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR)

n'a pas fixé une date d'arrêt pour la téléphonie analogique par voie de décision ou de règlement. L'ILR n'a pas non plus connaissance d'une décision prise à ce sujet au niveau européen.

En date du 9 août 2017, l'ILR a adopté le règlement ILR/T17/9. Toutefois ce règlement ne fait que fixer les exigences techniques et opérationnelles minimales requises pour l'interconnexion en mode IP (Internet Protocol) pour la voix sur les réseaux téléphoniques publics individuels en position déterminée (http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rilr/2017/08/09/a759/jo). L'interconnexion en mode IP est une modalité d'interconnexion qui passe par le réseau Internet permettant des gains d'efficacité du réseau. Le règlement en question a été élaboré en concertation avec les opérateurs de réseau fixe et a fait l'objet d'une procédure de consultation.

Renseignements pris auprès de POST Luxembourg, celle-ci indique qu'elle a lancé en début d'année 2020 son programme de migration « All-IP » qui consiste à migrer d'ici 2024 tous les services basés sur des technologies plus anciennes vers des services utilisant la technologie basée sur le protocole IP. Après ce changement toutes les communications téléphoniques fixes passeront par le réseau Internet. POST Luxembourg précise qu'il s'agit de la phase finale de la modernisation de ses infrastructures de télécommunication. Cette modernisation participe à la numérisation du pays et répond aux exigences de plus en plus grandes de la société en termes de communications rapides et fiables.

Les clients concernés par la migration ont souscrit à des services de téléphonie fixe soit auprès de POST Telecom soit auprès d'un autre opérateur national de téléphonie et il ne revient pas au Gouvernement de commenter la politique commerciale de POST, ni d'aucun autre opérateur. La migration d'un service téléphonique analogique vers une solution IP ne se limite pas à POST Luxembourg, la migration peut se faire vers le prestataire de service du choix du client.

Les clients qui disposent aujourd'hui d'un service de ligne téléphonique analogique classique vont continuer à bénéficier du même service : L'abonnement téléphonique auquel ils ont souscrit auprès d'un opérateur de téléphonie ne change pas et le prix reste le même. Ces clients ne connaîtront aucun changement dans leur utilisation du téléphone et ne seront pas contraints de souscrire un abonnement Internet, uniquement le fonctionnement technique de leur ligne téléphonique sera modifié.

Ce changement technique vers les communications téléphoniques par IP est réalisé de façon transparente : Les clients sont informés par leur opérateur avant la migration et peuvent, le cas échéant, faire une demande pour déplacer la date de l'intervention si celle-ci est nécessaire. Aucun ménage ayant une connexion téléphonique analogique classique ne sera coupé du réseau.

POST précise que les clients sont informés et rendus attentifs à l'avance que le passage vers IP - la téléphonie par Internet - peut avoir une incidence sur certains services tiers qui passent actuellement via la ligne téléphonique (par exemple des systèmes d'alarmes ou d'ascenseurs connectés au réseau téléphonique). Ces clients sont incités à prendre contact avec le prestataire de ce service afin de vérifier si leur installation est compatible avec le passage vers IP et le cas échéant les modifications nécessaires doivent être réalisées.

POST Luxembourg indique en outre avoir organisé en début d'année des sessions d'information pour les différents prestataires de service (installateurs d'ascenseurs, gestionnaires de sécurité, opérateurs de téléalarmes, services de soutien pour personnes âgées, électriciens, etc.) et leur avoir mis à disposition un laboratoire de test pour qu'ils puissent valider leurs équipements et services sur les nouvelles infrastructures.

Pour les clients qui ont aujourd'hui un raccordement téléphonique de type ISDN (c'est-à-dire une connexion téléphonique traditionnelle mais qui permet plus de fonctionnalités, notamment d'utiliser plusieurs numéros de téléphone sur la même ligne téléphonique) auprès d'un opérateur, la situation est différente. Ils devront souscrire à un nouveau service, car il ne sera techniquement plus possible d'offrir l'ISDN. Les clients peuvent alors opter auprès de leur opérateur de téléphonie et selon les différentes offres commerciales de celui-ci, soit pour un abonnement téléphonique incluant Internet, ce qui leur permettra de garder des fonctionnalités plus flexibles comme ils les avaient avec l'ISDN, soit passer vers un abonnement téléphonique sans abonnement Internet, qui leur offre cependant moins de fonctionnalités qu'auparavant l'ISDN. Chaque opérateur téléphonique se charge d'informer ses clients en ce sens et de communiquer avec eux. Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter la politique commerciale y relative.

Quel que soit le cas de figure, ce changement vers la téléphonie par Internet offrira aux utilisateurs plus de choix, chacun ayant la possibilité de souscrire à la formule et aux services qui correspondent le mieux à ses besoins en matière de téléphonie.

Question 3146 (16.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **promotion de la santé sexuelle à l'école :**

En interministerielle Grupp, bestoend aus dem Ministère de la Santé, dem Ministère de la Famille et de l'Intégration, dem Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse an dem Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, schafft aktuell zesumme mam Planning Familial an der 4motion ASBL eng Strategie fir d'Fërderung vun der sexueller Gesondheet aus.

Am Kader vun dësem Projet goufen och Elterevertrieder invitéiert, hiren Avis zu der Fërderung vun der sexueller Gesondheet an der Schoul ofzeginn.

D'Theema vun der sexueller Gesondheet an d'Fro, wéi ee Kanner ab dem Primärschoulalter scho mat dësem Sujet a Kontakt brénge kann, polariséieren: Extreem konservativ Astellunge stinn ultraliberale Virstellunge géigeniwwer an dofir ass et onméiglech, alleguerten de Fuerderungen aus der Zivillgesellschaft gerecht ze ginn.

Gläichzäiteg ass et en extreem villsäitegt Theema, wat Gläichberechtegung, Gewaltfräiheet, sexuell Selbstbestëmmung an d'Freed um eegene Kierper an un der eegener Sexualitéit fir Persoune vun alle Geschlechter, aus alle Kulturen, vun all Alter a mat oder ouni Behënnerung behandele soll. Persoune mat verschiddensten Hannergrënn missten dofir an e participative Prozess agebonne ginn, fir ze verhënneren, dass gewësse Persounegruppe wärend de Consultatioune vun de Ministèren net representéiert sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Mat wéi engen zivillgesellschaftleche Gruppen (Elterevereenegungen, Veräiner oder net organiséierte Gruppéierungen) huet de Bildungsminister am Kader vun deem neie Projet iwwert d'Fërderung vun der sexueller Gesondheet Kontakt opgeholl?

2. Wéi huet de Bildungsminister séchergestallt, dass och Eltere vu Kanner mat kierperlechen oder geeschtegen Aschränkunge consultéiert ginn?

3. Wéi huet de Bildungsminister séchergestallt, dass Eltere consultéiert ginn, déi verschiddenste kulturell Hannergrënn hunn?

4. Wéi huet de Bildungsminister séchergestallt, dass och Eltere vun transsexuelle Kanner consultéiert ginn?

5. Wéi huet de Bildungsminister séchergestallt, dass och Eltere vun intersexuelle Kanner consultéiert ginn?

6. Wéi huet de Bildungsminister séchergestallt, dass och Eltere vu Kanner, déi lesbesch, schwul oder bisexuell sinn, consultéiert ginn?

7. Huet de Minister och d'Schüler selwer (insbesonnesch aus de méi héije Klassen) gefrot, wéi si sech virstellen, dass de Sujet vun der Sexualitéit an der Schoul kéint thematiséiert ginn?

8. Wat mécht de Minister mat den Avisen, déi d'Elterevertrieder (an eventuell Schüler oder aner Gruppen) ofginn hunn?

Wéi fléissen d'Avisen an déi ministeriell Aarbecht an?

Wäerten ëffentlech zougänglech Rapporten iwwert d'Consultatioune mat der Zivillgesellschaft gemaach ginn, an deene festgehale gëtt, wat déi eenzel Virschléi vun den Elteren (an eventuell de Schüler oder anere Gruppen) waren, a wéi eng Iddien aus wéi enge Grënn verworf oder zeréckbehale goufen?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. En interministeriellen Aarbechtsgrupp mat Vertrieder aus dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, dem Gesondheetsministère, dem Familljeministère an dem Ministère fir d'Gläichstellung téschent Fraen a Männer, huet zanter der Entsteeung vum éischten Nationalen Aktiounsprogramm 2013-2018 zur Fërderung vun der affektiver an der sexueller Gesondheet mat Acteuren an Experten aus der Zivillgesellschaft zesummegeschafft, fir d'Aktioune vum genannte Programm ze definéieren an d'Ëmsetzung dervun ze suivéieren. Am Januar 2019 ass dëse Programm vun alle concernéierte Ministèren an Acteuren adaptéiert a weidergefouert ginn. Am Kader vum Nationalen Aktiounsprogramm 2013-2018 ass de Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle (CESAS) an d'Liewe geruff ginn, deen d'Aufgab huet, fir d'Ëmsetzung vun den Aktioune vum Programm ze ënnerstëtzen, grad sou wéi och déi concernéiert Ministèren an hire jeeweilege Kompetenzberäicher.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend schafft enk mam CESAS a mat anere Partner aus der Zivillgesellschaft zesummen, fir d'Ëmsetzung vun de jeeweilegen Aktiounen aus dem Programm ze garantéieren.

Des Weideren ass am Juli 2018 den Nationalen Aktiounsplang „Promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes" a Kraaft getrueden. An dësem Kontext huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend eng Journée organiséiert, fir zesumme mat alle relevante Partner aus der Zivillgesellschaft, Vertrieder vun der Jugend, Elteren a Professionellen aus dem Bildungssecteur déi bildungsspezifesch Aktioune vum Plang ze identifizéieren an ze definéieren.

De Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) bitt eng Rei Projeten an der Grondschoul an am Lycée un:

1. Schoulhiewan: Wou kommen d'Puppelcher hier?

De pedagogeschen Atelier „Wou kommen d'Puppelcher hier?" gëtt zanter enger Rei Joren an de Schoule vum Enseignement fondamental vun enger Schoulhiewan ugebueden, dëst am Partenariat mam SCRIPT. De SCRIPT probéiert mat dëse kandgerechten Atelieren, déi an der Reegel tëscht dräi a véier Stonnen daueren, wichteg Thematiken ofzedecken. D'Theeme vun den Ateliere ginn dem Alter vun de Kanner ugepasst, esoudatt Klasse vun C1-C4 vun dëser Offer profitéiere kënnen.

2. Pilotprojet „Wat äntweren?" vum Planning Familial

De Pilotprojet „Wat äntweren?", dee vum Planning Familial gedroe gëtt, an deen de SCRIPT ënnerstëtzt, huet als Zil, Eltere geneesou wéi Enseignanten e praktesche Guide zur Hand ze ginn, dee wichteg Informatiounen an Äntwerte liwwert, fir op Froen ze äntweren, déi Kanner sech ronderëm d'affektiv an d'sexuell Gesondheet stellen. Dëse Guide riicht sech un Elteren an Enseignante vum Enseignement fondamental wéi vum Enseignement secondaire.

Am Kontext vun dësem Pilotprojet huet de SCRIPT iwwer eng Plattform vun der Nationaler Elterevertriedung eng Ëmfro gestart, wéi ee Slogan fir de Projet bei den Elteren am beschten ukënnt. Eltere konnten sech mellen, fir bei der Ëmfro matzemaachen. Déi Elteren, déi sech gemellt hunn, kruten doropshi verschidde Sloganen zougeschéckt a konnten hir Meenung dozou ofginn. D'Resultater vun der Ëmfro si vum SCRIPT un de Planning Familial weidergeleet ginn.

3. Jill ist anders

De Film „Jill ist anders" ass e Kuerzfilm am Trickfilmformat, dee vum M. Luan Lamberty, deen am Kader vun der Theemewoch: „Intersex? Variationen der Geschlechtsmerkmale? Eine Woche zum Lernen und Lehren", déi vum 26. bis 31. Oktober 2020 stattfonnt huet, realiséiert gëtt. E baséiert op engem Kannerbuch mam selwechten Titel. Dëse Film thematiséiert op eng kandgerecht Aart a Weis d'Thematik Intersex.

4. Theatersték „Was heißt hier Liebe"

Dëst Theatersték fir Jugendlecher gouf ausgeschafft zu aktuellen Theeme ronderëm d'Sexualitéit. Eng Vir- an Nobereedung vum Stéck kann iwwer eng theaterpedagogesch Materialmapp beim Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) ugefrot ginn.

5. Theatersték „Ein Känguru wie Du"

Dëst Theatersték riicht sech un d'Cyclen 3 a 4 a befaasst sech mat den Theeme Frëndschaft, Identitéit, Respekt souwéi dem Iwwerwanne vu Virurteeler. En thematescht Begleedheft ass beim SCRIPT a beim Zentrum fir politesch Bildung disponibel.

7. Ausstellung „Mon Corps est à moi !"

Dës Ausstellung zum Theema Preventioun viru sexueller Gewalt riicht sech un d'Cyclen 3 a 4. De Selbstwäert an de Selbstschutz vu Kanner soll gestäerkt ginn an domat solle si och preventiv viru sexuellem Mëssbrauch geschützt ginn. D'Elterevertriedunge ginn iwwer hir Plattform informéiert, an d'Eltere vun deene Kanner, déi d'Ausstellung besichen, mat enger Broschür iwwer déi Ausstellung an déi sechs Preventiounstheemen.

8. Ausstellung „Jugendliche und sexuelle Gewalt - Echt krass - Wo hört der Spaß auf?"

D'Zil vun dëser Ausstellung ass et, déi Jugendlech fir sexuell Grenzverletzungen ze sensibiliséieren. Den interaktive Preventiounsparcours riicht sech u Jugendlecher tëschent 14 a 16 Joer souwéi un d'Léierpersonal an d'Mataarbechter vun de Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) an de Services socio-éducatifs vun de Lycéeën. D'Elteren, déi d'Ausstellung besichen, gi mat engem Informatiounsflyer iwwer déi Ausstellung an hir fënnef Preventiounstheemen informéiert.

ad 2. + 3. Déi National Elterevertriedung, déi zanter dem 1. August 2018 besteet, huet zwielef demokratesch gewielte Memberen, dovunner sechs Elterevertrieder vu Lycéesschüler, véier Elterevertrieder vu Grondschoulkanner an zwee Elterevertrieder vu Schüler aus de Kompetenzzentren.

Si gëtt op Ufro hi consultéiert, notamment och am Kontext vun der Ëmsetzung vun de genannten Aktiounspläng.

ad 4. - 6. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend huet en internen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, deen d'Ëmsetzung vun de genannten Aktiounspläng a sengem Kompetenzberäich koordinéiert a mat de relevante Verwaltungen, Servicer an externen Experten zesummeschafft, dëst esouwuel am Beräich vun der formaler Bildung, wéi och am Beräich vun der non-formaler Bildung.

An dësem Kader gi reegelméisseg Acteuren aus der Zivillgesellschaft wéi zum Beispill d'Associatioun ITGL (Intersex Transgender Luxembourg) an de Centre LGBTIQ+ Cigale consultéiert. Duerch de reegelméissege Kontakt mat Eltere vun de concernéierte Kanner am Kader vun den Informatiounssessiounen, Consultatiounen a Formatiounen, déi vum CePAS a vun de SePAS organiséiert ginn an déi der Diversitéit vun all de Kanner an hire Famillje gerecht solle ginn, fléissen och reegelméisseg nei Erkenntnisser vun der Säit vum CePAS als staatlech Verwaltung mat an d'Ëmsetzung vun den Aktiounen eran.

Dat psycho-sozio-edukatiivt Personal vun de Lycéeë gëtt och reegelméisseg weidergebilt, informéiert a sensibiliséiert, fir de Kanner a Jugendlechen ee séchere Kader ze bidden.

Des Weidere gi verschidde Schoulbicher reegelméisseg der gesellschaftlecher Diversitéit ugepasst.

ad 7. Am Joer 2021 wäert de Conseil supérieur de la jeunesse, wou notamment Schüler a Studenten dra vertruede sinn, ëm hiren Avis zu dësem Sujet gefrot ginn, am Kader vun der Ëmsetzung vun den Aktiounen aus deenen zwee genannten Aktiounspläng.

ad 8. D'Avise vun der Nationaler Elterevertriedung gi vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend considereiert, gepréift an am Kontext vu reegelméissegen Echangen tëscht deenen zwee Acteuren diskutéiert. Dës Diskussioun erlaabt, e gemeinsaamt Verständnes ze kréien vun engersäits dem Avis vun der Nationaler Elterevertriedung an anerersäits och de Realitéite vun der Ëmsetzung um Terrain.

Question 3163 (18.11.2020) de **Mmes Semiray Ahmedova** et **Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**avancement des projets de modernisation de l'autoroute A3 et de la gare de Bettembourg :**

Fin octobre, le ministère a présenté le concept du couloir multimodal entre Esch et Luxembourg-ville, qui combine à la fois une modernisation de l'autoroute A4 permettant l'utilisation, aux heures de pointes, de la bande d'arrêt d'urgence pour le covoiturage et les transports en commun, une piste cyclable dite « express » avec des raccordements locaux et une ligne de tramway rapide.

Pour l'A3, notre axe autoroutière la plus fréquentée, existe également un projet de modernisation. Il s'agit de l'élargissement à 2 x 3 voies entre la Croix de Gasperich et la frontière française. Le projet de loi afférent fut voté il y a trois ans, mais le début du chantier a pris du retard. La première phase de travaux - débutant sur le tronçon entre la Croix de Gasperich et l'échangeur de Livange - devrait néanmoins débuter dans quelques mois. Des dépenses afférentes à hauteur de 20 millions sont actuellement prévues au projet de budget de l'État pour 2021. Le projet de l'élargissement de l'autoroute A3 vise à fluidifier le trafic, à permettre de favoriser les transports en commun et le covoiturage, de faciliter l'accès des poids-lourds à la plateforme multimodale des CFL à Dudelange-Bettembourg et à diminuer les effets négatifs du trafic par la pose d'écrans anti-bruit.

En même temps, le ministère a prévu, au cours des prochaines années, d'importants travaux à Bettembourg, tels que par exemple la modernisation de la gare et la finalisation de la nouvelle voie ferroviaire vers Bettembourg.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est l'état actuel des préparations pour le chantier de l'A3 ? Est-ce que le chantier pourra débuter après l'hiver ? Quelles sont désormais les dates de début envisagées pour les quatre autres tronçons jusqu'à la frontière ?

2) Est-ce que l'autoroute restera ouverte pendant toute la durée des travaux ? Quels sont les aménagements prévus durant le phasage afin d'éviter sa fermeture ?

3) Est-ce que le concept de priorisation du covoiturage et des transports en communs est semblable à celui présenté pour l'A4 ? Dans la négative, quelles sont les différences ?

4) Qu'en est-il de la « composante » cycliste du couloir de l'A3 ? Quels sont les raccordements ou extensions du réseau cyclable prévus le long de l'A3 ?

5) Est-ce que le chantier de la nouvelle ligne de chemin de fer a accumulé du retard en raison de la situation sanitaire liée à la Covid-19 ? Quelle est la date de finalisation escomptée ?

6) Quand les travaux de modernisation de la gare de Bettembourg débuteront-ils ?

Réponse (15.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le dossier de soumission du tronçon A (Croix de Gasperich–échangeur de Livange) est finalisé et l'avis de marché des travaux correspondants est en attente d'être publié sur le portail des marchés publics. Les procédures d'autorisation relatives à loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et à la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles sont actuellement en cours.

Le planning global prévoit un début des travaux à la mi-2021 du tronçon A et la construction du passage à faune du tronçon E. Le phasage prévoit l'exécution consécutive des tronçons B (échangeur de Livange et viaduc de Livange), tronçon C (échangeur de Livange–Croix de Bettembourg), tronçon E (Croix de Bettembourg–frontière française) pour finir avec le réaménagement de la Croix de Bettembourg.

Vu l'envergure des travaux, il est impératif de respecter un certain ordre dans l'exécution des différents tronçons. Ainsi, pour pouvoir débuter les travaux d'aménagement de la Croix de Bettembourg, il faut que l'échangeur de Dudelange soit opérationnel et aménagé pour avoir la possibilité de dévier le trafic lors des travaux complexes des ouvrages de la Croix de Bettembourg qui permettent le passage du trafic de l'autoroute A13 au-dessus de l'autoroute A3.

ad 2) Plusieurs phases seront nécessaires pour maintenir le trafic en 2 x 2 voies pendant la réalisation des travaux. Certains barrages complets ou fermetures partielles seront nécessaires vu la complexité des différents travaux sur la longueur d'environ douze kilomètres, notamment pour la construction des ponts au-dessus de l'autoroute, de la construction des nouveaux portiques ou des travaux préparatoires avant chaque nouvelle phase de travaux et la mise en place des liaisons entre les différentes zones de travaux. Les barrages complets de l'autoroute seront de courte durée et les phases de chantier qui impacteront le trafic se limiteront à des périodes creuses de week-end et de vacances scolaires.

ad 3) Des mesures en faveur du covoiturage sont prévues pendant les heures de pointe, notamment par l'aménagement de la voie gauche pour le covoiturage, à l'instar de ce qui est prévu pour l'autoroute A4. Le bon fonctionnement de cette voie nécessite la construction de portiques avec leurs équipements de signalisation dynamique.

ad 4) Le premier tronçon de la liaison cyclable expresse PC103 entre Luxembourg-Cloche d'Or et Bettembourg, assurant l'accès vers les itinéraires cyclables PC1, PC6, PC11a et PC37, est en cours de construction sous la maîtrise d'ouvrage des CFL.

Un nouveau tronçon de piste cyclable entre Livange (rue de Bettembourg) et Bettembourg (rue de Peppange) longeant l'autoroute A3 du côté ouest est en projet. Une soumission à part est prévue en 2021 pour aménager ce tronçon ensemble avec la reconstruction de la passerelle OA1184 au-dessus de l'A3.

ad 5) La pandémie Covid-19 n'est pas restée sans conséquences pour le chantier de la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg non seulement pour la partie ferroviaire proprement dite, mais également pour les travaux qui nécessitent une nouvelle planification des coupures de l'autoroute A3. Néanmoins son impact reste négligeable par rapport au retard causé par la procédure d'expropriation actuellement en cours pour l'acquisition des derniers terrains. En fonction de tous ces facteurs, la mise en service de la ligne, initialement prévue pour 2024, devra être reportée. Le nouveau planning est en cours d'établissement.

ad 6) Les travaux de la nouvelle passerelle piétonne en gare de Bettembourg sont en cours ; la mise en service est prévue pour décembre 2021.

Les travaux de réaménagement de la gare de Bettembourg démarreront au plus tôt en septembre 2025 avec la mise en service du nouveau poste directeur.

Question 3173 (19.11.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant l'**activité physique adaptée aux seniors :**

À la question parlementaire n° 2579 concernant l'état physique et psychique des personnes âgées, Madame la Ministre de la Famille et Madame la Ministre de la Santé ont répondu que : « Dans les structures qui ont recours à des professionnels externes, ce sont les équipes encadrantes qui ont proposé un programme d'activité physique et cognitive adapté aux circonstances ». Il y a lieu de noter qu'un tel programme d'activité physique est d'une grande importance pour les habitants des structures pour personnes âgées, d'autant plus dans ces temps d'isolement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre des Sports :

- Madame la Ministre peut-elle me dire si les équipes encadrantes ont eu la possibilité de bénéficier d'une formation (continue) dans le domaine de l'activité physique adaptée aux seniors ?

- Étant donné que la pandémie de la Covid-19 n'est pas terminée et que les mesures de protection des personnes les plus vulnérables persisteront, quelles mesures le Gouvernement souhaite-t-il mettre en place afin de maintenir autant que possible l'état physique des personnes âgées ? En effet, pour cette catégorie d'âge, quelques semaines sans activité physique adaptée peuvent entrainer une dégradation irréversible de l'état de santé des personnes concernées.

- Au vu de l'impact d'une inactivité physique prolongée sur la santé des personnes âgées, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ont-ils une stratégie pour l'après-crise ?

- Est-ce que pour les structures pour personnes âgées qui n'ont pas des professionnels en interne, le recours à un système de séances régulières tenues par des monitrices et moniteurs sportifs ayant suivi une formation spécialisée dans le domaine du « sport senior » est envisageable ? Est-ce que le recours à des professionnels qui ne seraient pas attachés à une seule structure d'accueil pourrait améliorer l'offre des activités essentielles pour la santé et le bien-être des personnes âgées vivant dans des structures d'accueil qui n'ont pas les moyens pour engager des professionnels de ce type à temps plein ?

Réponse commune (18.12.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Dans le cadre de l'accueil gérontologique, chaque gestionnaire d'une structure d'hébergement pour personnes âgées propose à ses résidents un programme d'animation qui est adapté régulièrement en fonction des besoins de la population cible et qui est géré par du personnel propre à la structure.

Ainsi, le personnel d'encadrement d'une structure d'hébergement comprend non seulement des professionnels de santé, mais aussi du personnel ayant une qualification sociale, socio-familiale, socio-éducative, psycho-sociale ou gérontologique. La qualification professionnelle de ce personnel d'encadrement est définie à l'article 14 du règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées, tel qu'il a été modifié par règlement grand-ducal du 10 décembre 2009.

Le plan de formation du personnel d'encadrement d'une structure d'hébergement pour personnes âgées est géré par chaque gestionnaire individuellement. Selon l'article 13 du règlement grand-ducal précité, le gestionnaire veille à ce que tous ses collaborateurs puissent bénéficier de séances de formation continue et/ou de supervision.

Bien que le programme d'animation soit proposé par du personnel propre, certains résidents nécessitent en outre un encadrement adapté et spécialisé qui demande éventuellement l'intervention d'une personne externe (p. ex. kinésithérapeute, ergothérapeute, psychologue, etc.). Certains gestionnaires emploient d'ailleurs aussi des personnes ayant ces qualifications.

Au-delà de cette animation offerte par le personnel propre de la structure, il ne faut pas négliger l'impact des actes prestés dans le cadre de l'assurance dépendance sur l'état physique des résidents. L'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance procède régulièrement à des réévaluations au niveau des forfaits assurance dépendance des résidents au sein des structures d'hébergement. Les activités d'appui à l'indépendance (AAI) et les activités d'accompagnement en établissement (AAE) sont intégrées dans le plan de prise en charge des résidents en fonction de leur degré de dépendance et ont comme but d'éviter que l'état de dépendance pour les actes essentiels de la vie ne s'aggrave ou ne devienne davantage chronique.

La pandémie de la Covid-19 a bien évidemment eu des répercussions sur les programmes d'animation proposés par les structures d'hébergement. Chaque structure a dû modifier son programme afin de s'adapter au mieux aux circonstances sanitaires et afin de garder l'équilibre entre vie sociale (interactions sociales, cognitives et physiques) et la protection des résidents. Si les activités ont dû être réduites en nombre et que la taille des groupes a dû être réduite, il n'en reste pas moins que des programmes d'activités ont été maintenus. Pendant le confinement, les activités externes à l'enceinte de la structure ont dû être supprimées temporairement.

La pandémie de la Covid-19 n'est pas terminée et les gestes barrières et mesures de protection restent de mise. Les gestionnaires évaluent quotidiennement la situation au sein de leurs structures afin de faire en sorte que des activités indispensables à l'équilibre psychique et physique des résidents puissent être organisées, tout en veillant à une protection maximale au niveau sanitaire. Il est vrai qu'une activité physique régulière est indispensable afin d'éviter d'éventuelles dégradations de l'état de santé des résidents.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration est en échange étroit avec les gestionnaires, la COPAS et le Ministère de la Santé afin d'évaluer la situation globale ainsi que les besoins éventuels du secteur.

Il est à noter qu'à côté du maintien de l'état physique des résidents, l'état psychologique des résidents nécessite aussi une attention particulière des gestionnaires.

Les gestionnaires des structures d'hébergement collaborent régulièrement avec des services et autres associations locales, tels les clubs seniors, qui offrent aussi une variété d'activités notamment sportives.

Un recours à des monitrices et moniteurs externes spécialisés dans le domaine du sport n'est pas exclu, ceci d'autant plus que les futures formations initiales et continues de l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS), avec un cadre réglementaire adapté aux évolutions du sport et de la société en général, englobent désormais notamment une nouvelle formation de moniteur sportif spécialisé dans le domaine « active for life coach » particulièrement adapté au travail avec des personnes âgées.

Une éventuelle mutualisation de ressources humaines hautement qualifiées dans le domaine du sport et des activités physiques, le cas échéant, mises à disposition aux acteurs notamment sportifs du terrain, voire également aux gestionnaires d'une structure d'hébergement pour personnes âgées, permettra certainement d'accentuer encore davantage le développement de la qualité des structures dans le domaine du sport et des activités physiques.

Question 3324 (17.12.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **réorganisation du transport public suite à l'extension du tram :**

An engem rezenten Interview op RTL huet den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten doriwwer geschwat, dass lo wou den Tram vun der Gare op de Kierchbierg fiert, keng Busse méi direkt bis op d'Gare fueren. Sengen Aussoen no soll d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport sech trotz Ëmsteigen och fir déi Leit verbesseren, déi bis elo mam Bus direkt bis op d'Gare fuere konnten. Dat neit Konzept soll et ënner anerem erméiglechen, deländleche Raum besser un den ëffentlechen Transport unzebannen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

- Eng Busspuer vu Jonglënster/dem Waldhaff op de Kierchbierg sollt realiséiert ginn. Wou sinn dës Pläng drun? Wier et net méi logesch gewiescht, och fir d'Attraktivitéit vum ëffentlechen Transport ze erhalen, fir d'éischt dës Infrastrukturen en place ze setzen, an da réischt déi verschidde Buslinnen op de Kierchbierg ze verleeën? Gëtt an deem Kontext gepréift, ob déi virgesinne Busspuer vu Jonglënster/dem Waldhaff op de Kierchbierg net och fir e „séieren Tram" kéint déngen?

- Ass de Minister net der Meenung, dass wéinstens moies an owes zu den Haaptverkéierszäiten et de Leit erméiglecht misst ginn, op direktem Wee an de Stadzentrum ze fueren, wou ganz vill Leit schaffen?

- Ginn Analysen zu den Ännerungen am RGTR-Wiese gemaach? Geet d'Zäit fir d'Trajete fir d'Leit, déi mussen um Kierchbierg ëmsteigen op den Tram, fir an de Stadzentrum ze kommen, an d'Luucht? Wa jo: Wéi kënnen negativ Auswierkungen op d'Attraktivitéit, also d'Notzung vum ëffentlechen Transport reduzéiert ginn?

- Als Vergläichsbeispill kéinten d'Linnen 110 an 111 vun lechternach an d'Stad déngen. Déi direkt Linn 110 op lechternach ass scho säit September net méi duerch de Stadzentrum, mee op de Kierchbierg gefuer; den 111, déi „indirekt" Linn, ass nach bis den 13. Dezember duerch d'Stad op d'Gare gefuer. Ass an deem Kontext d'Notzung vun deenen zwou Linnen evaluéiert ginn? Ass eng Augmentatioun um Zoulaf vun der Linn 111 festgestallt ginn? Wa jo, wéi eng Conclusiounen zitt de Minister heiraus?

- Huet de Minister scho Kenntnis, wéi d'Notzung vun der Linn 111 nom Changement evoluéiert huet?

- Dës Busser, déi d'Géigenden ëm lechternach a Jonglënster mat der Stad verbannen, ware reegelméisseg iwwerfëllt. Sollt dat och weiderhin de Fall sinn, missten op där Stréck net méi Busser agesat ginn? Laut neiem RGTR-Plang ass dat zumindest fir d'Linn 111 net virgesinn. Ginn d'Leit esou net gezwongen, op den Auto zeréckzegräifen, fir beschtefalls op e Park & Ride ze kommen?

Réponse (26.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- Wat de Projet vun der Busspuer op der lechternacher Streck tëschent Gonnereng an dem Waldhaff ubelaangt, verweisen ech op meng Äntwert vum 16. Dezember 2020 op déi parlamentaresch Ufro vun der honorabeler Deputéiert Carole Hartmann vum 12. November 2020. Dës Busspuer stellt eng vu mengen Haaptprioritéiten duer, well et déi eenzeg Méiglechkeet fir d'Leit aus dem lechternacher Raum ass, sech mam ëffentlechen Transport an d'Stad ze deplacéieren. Betreffend d'Iddi vun enger Tramsextensioun a Richtung Oste verweisen ech op meng Äntwert vum 5. Januar 2021 op Är parlamentaresch Ufro vum 15. Dezember 2020, esouwéi op meng Äntwert vum 23. November 2020 op déi parlamentaresch Ufro, déi Dir zesumme mat der honorabeler Deputéiert Francine Closener den 22. Oktober 2020 gestallt hat.

- De Stater Verkéier war an de leschte Joren ze vill belaascht duerch regional Bussen. D'Linne vum RGTR fueren de Stadzentrum säit där leschter Reorganisatioun vum Reseau am Dezember 2020 net méi un. Well den Tram awer eng fiabel Fuerzäit a, virun allem, een héijen Takt huet, gëtt den Zäitverloscht beim Ëmstig ob den Tram a Richtung Stad deels opgefaangen.

- Prinzipiell kascht en Ëmsteigen tëschent verschiddene Verkéiersmëttel ëmmer Zäit. De Volet Zäit ass beim Choix vum Verkéiersmëttel wuel wichteg, awer net deen Eenzegen. Den Tram huet Prioritéit am Stadverkéier an ass zouverlässeg, en evitéiert och Verspéidungen, wéi mir se fréier bei de Bussen hu misse feststellen, wou d'Passagéier duerch d'rout Luuchten oder duerch Stau an der Stad en Zäitverloscht haten.

- De Korridor N11 op lechternach ass mat zousätzleche Faarten an de Spëtzenzäite verstäerkt ginn. No der Ëmstellung vum Horaire am Mee wäerten et aacht Faarte pro Stonn vun der Luxexpo sinn.

- Des Weidere fiert déi nei Navett tëscht der Luxexpo an der Rocade de Bonnevoie zu de Spëtzestonnen och an engem héijen Takt, soudass mir eng Alternativ zum Tram um Tronçon Kierchbierg–Gare-Rocade de Passagéier kënnen ubidden.

- Op der Linn 111 si keng Comptagë gemaach ginn. D'Zuele wären och net relevant wann een se mat der Zäit vergläicht, wou dës Linn nach op d'Stater Gare gefuer ass.

- Wa mir feststellen, dass Busse reegelméisseg iwwerfëllt sinn, wäert selbstverständlech den Takt verstäerkt ginn. Dat gëllt generell fir de ganzen RGTR-Reseau.

Question 3360 (23.12.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **régimes d'aide en faveur de méthodes de production agricole respectueuses de l'environnement :**

Den 9. Dezember 2020 ass dat neit groussherzoglecht Reglement vum 4. Dezember 2020 iwwer Agrarëmwelt- a Klimaschutzmoossname publizéiert ginn. Duerch dëst Reglement ginn eng Rei vun Agrarëmwelt- a Klimaschutzmoossnamen ergänzt respektiv ofgeännert, sou ënner anerem och bei der Biolandwirtschaft.

Eng vun den Ännerungen an der Biolandwirtschaft besteet doranner, dass och elo „Rentenempfänger" (Landwiert iwwer 65 Joer) an den Usproch vun de Bioprimme kënne kommen. Bis elo waren dës Primmen ëmmer dem aktive Bauer, deen nach net Rentenempfänger war, virbehalen, ënner anerem och, fir de Generatiounswiessel ze förderen

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Firwat ass déi uewegenannten Ännerung gemaach ginn?

2. Firwat ass et déi Ännerung net och fir déi aner Ëmweltbäihëllefe getraff ginn?

Dat neit groussherzoglecht Reglement vum 4. Dezember gesäit och elo vir, dass ASBLen a Stëftungen an de Genoss vun den Agrarëmweltprimme kënne kommen. Am ale groussherzogleche Reglement vum 24 Mee 2017 waren d'ASBLen a Stëftunge genee wéi d'Personnes morales de droit public nach vun de Primmen ausgeholl.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen :

3. Firwat ass déi Ännerung gemaach ginn?

4. Riskéiert domadder den Drock op d'Land net nach méi grouss ze ginn?

5. Wéi vill Hektar ginn aktuell vun den ASBLen a Stëftunge bewirtschaft?

6. Kënnen ASBLen a Stëftungen an Zukunft vun all de Primmen aus dem groussherzogleche Reglement vum 4. Dezember 2020 profitéieren?

Réponse (25.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Dës Ännerung ass gemaach ginn am Kader vum Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique.

D'Mesuren 3-4 vun dësem Plang gesi Follgendes vir:

« Faciliter l'accès des exploitations aux primes bio à l'hectare »

Mesure :

« Simplification des critères à remplir par les exploitations pour bénéficier des primes bio : élimination de certaines conditions comme notamment le nombre minimal de ruminants obligatoire de 0,5 UGB/ha de prairies ; la limitation à 1,6 UF/ha SAU et les limitations de l'âge maximal de l'exploitant et du montant minimal de "standard output", qui sont un frein au développement des exploitations ; révision de la grille de compatibilité entre les différentes MAE et aides biodiversité en conséquence. »

Vu dass déi Pensionéiert am Règlement grand-ducal du 24 mai 2017 instituant des régimes d'aide en faveur de méthodes de production agricole respectueuses de l'environnement just vun der Bioprimm a net vun all deenen aneren Ëmweltprimmen ausgeschloss waren, ass dës Ännerung als eng Harmoniséierung vun den Eligibilitéitskrittären unzegesinn.

ad 2. All déi aner Ëmwelthëllefe konnten och scho virun der Modifikatioun vum RGD u Pensionnairen ausbezuelt ginn. Bis lo ware si also just vun der Bioprimm a net vun all deenen aneren Ëmweltprimmen ausgeschloss. Mat der Ännerung vum 4. Dezember ass dëst harmoniséiert ginn, d'Rentenempfänger sinn deemno fir all d'Ëmweltprimmen inklusiv d'Bioprimm eligibel.

ad 3. Bis elo waren d'ASBLen an d'Stëftunge scho fir all Flächeprimmen eligibel, inklusiv fir Landschaftspfleegeprimm, wat och eng Ëmweltbäihëllef ass.

Dat eenzegt Reglement, wat ASBLen nach ausgeschloss huet, war den RGD vum 24. Mee 2017. Mat der Ännerung vum 4. Dezember 2020 sinn dës Reegelen harmoniséiert ginn, vun do u sinn deemno déi gemellten ASBLen an d'Stëftunge fir sämtlech Primmen eligibel.

ad 4. + 5. Well zurzäit nëmme 36,34 ha vu Stëftungen an ASBLen an de Flächeprimme priméiert ginn, ass dat negligeable par rapport zur Landesfläch.

ad 6. Jo, an Zukunft kënnen ASBLen a Stëftunge vun all de Primmen aus dem groussherzogleche Reglement vum 4. Dezember 2020 profitéieren.

Dëst ass och sou am Artikel 28 Paragraf 2 vum Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil virgesinn.

Dësen Artikel beseet Follgendes:

« Les paiements agroenvironnementaux et climatiques sont accordés aux agriculteurs, aux groupements d'agriculteurs ou aux groupements d'agriculteurs et d'autres gestionnaires de terres qui s'engagent volontairement à exécuter des opérations consistant en un ou plusieurs engagements agroenvironnementaux et climatiques sur des terres agricoles à définir par les États membres, comprenant la surface agricole telle qu'elle est définie à l'article 2 du présent règlement, mais non limitées à celle-ci. Lorsque la réalisation des objectifs environnementaux le justifie, des paiements agroenvironnementaux et climatiques peuvent être accordés à d'autres gestionnaires fonciers ou groupes d'autres gestionnaires fonciers. »

Question 3370 (29.12.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **mémoire des volontaires des Brigades internationales :**

Dans sa réponse du 17 décembre 2020 à notre question parlementaire du 19 novembre 2020 relative à l'apposition d'une plaquette au monument du souvenir « Gëlle Fra » en honneur des 102 volontaires des Brigades internationales, Monsieur le Premier Ministre, tout en reconnaissant les mérites de ces volontaires, s'est aligné sur l'avis du Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale (CM2GM) dont le bureau exécutif a suggéré de ne pas apposer de plaquette supplémentaire sur la Gëlle Fra.

Tout en saluant la perspective de voir inclure la journée « No Pasarán » dans la liste des commémorations nationales, il nous revient que le prédit avis qui n'émane que du bureau exécutif ne reflète pas la position du comité dans son entièreté. Il nous revient également que parmi les trois communautés composant ledit comité, deux d'entre elles étaient largement en faveur de l'apposition d'une plaquette.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

- Quelles instances furent saisies pour aviser la demande d'une apposition d'une plaquette en souvenir des volontaires luxembourgeois de la Guerre de Corée au monument du souvenir ?

- Quels furent les arguments avancés avisant positivement cette apposition, sachant que les évènements de Corée n'ont aucun lien avec la Deuxième Guerre mondiale ?

- Quelles sont les raisons et explications à invoquer qui plaident en faveur de l'apposition d'une plaquette concernant les volontaires de la Guerre de Corée et en défaveur des volontaires des Brigades internationales ?

- Monsieur le Premier Ministre est-il disposé à ressaisir le CM2GM pour disposer d'un avis porté par l'ensemble de son comité et non seulement par son bureau exécutif ?

Réponse (28.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Le Gouvernement a décidé de ressaisir le Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale (CM2GM) au sujet de la mémoire des volontaires des Brigades internationales. Des réunions du CM2GM auront lieu dans ce cadre les 10 février et 2 mars prochains.

Le Gouvernement fournira aux honorables Députés les réponses afférentes à l'issue des discussions internes au CM2GM.

Réponse complémentaire (12.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

En complément à la réponse du 28 janvier dernier à la question parlementaire n° 3370, le Gouvernement informe les honorables Députés qu'il a ressaisi en date du 10 février dernier le Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale (CM2GM) au sujet de la mémoire des volontaires des Brigades internationales.

Deux questions ont été posées dans ce contexte :

1) Est-ce que qu'il faut rendre un hommage officiel aux volontaires des Brigades internationales ?

2) Est-ce qu'il faut rendre cet hommage aux volontaires des Brigades internationales moyennant une plaque sur la « Gëlle Fra » ?

La réponse du CM2GM est affirmative par rapport aux deux questions précitées.

Le Gouvernement entend suivre l'avis du CM2GM.

Le Service de la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale du Ministère d'État coordonnera les travaux pour apposer une plaque à la mémoire des volontaires de Brigades internationales sur le monument du souvenir « Gëlle Fra ».

Question 3377 (04.01.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation dans certains camps pour réfugiés en Europe :**

Op den EU-Baussegrenze spëtzt sech d'Situatioun vun de Migranten opgrond vun den Zoustänn an de Lageren an der Wanterkeelt ëmmer méi zou. D'Flüchtlingslager Lipa ass duerch d'Feier, dat viru Chrëschtdag do ausgebrach war, komplett zerstéiert ginn. Vu dass déi bosnesch Autoritéite bis elo awer keng Ënnerkonft fir déi betraffen 1.000 Migranten organiséiere konnten, sinn dës erëm an dat ofgebrannte Lager zeréckgeschéckt ginn, a verbleiwen do an Zelter ouni Heizung bei Minusgraden. Och a Griicheland, am Lager Kara Tepe, wou am September e Feier ausgebrach war, fréieren eng ronn 7.000 Flüchtlingen an Zelter. D'humanitär Situatioun verschlechtert sech ëmmer méi. Deemno ass an Däitschland en oppene Sträit tëschent der CDU an der SPD ausgebrach, ob a wat d'Bundesregierung mee awer och d'Europäesch Unioun dogéint ënnerhuele kéint.

Den 2. Januar 2021 huet den Här Johann Sattler, EU-Ambassadeur a Bosnien an Herzegowina, wärend engem Treffe mam bosnesche Sécherheetsminister Selmo Cikotic a weidere Botschafter aus Däitschland an Éisträich d'Situatioun vun den obdachlose Flüchtlingen als „vollkommen inakzeptabel" erkläert. D'Liewen an d'Grondrechter vun honnerte Mënsche wieren extreem a Gefor. Däitschland, Éisträich an Italien géife momentan iwwer Noutfallmoossname beroden.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Immigratioun an Asyl stellen:

- Wat ass der Regierung hir Stellung zu dëser humanitärer Katastroph?

- Gedenkt d'Regierung, e Bäitrag ze leeschten?

• Wa jo, wéi gedenkt Regierung, dat ze maachen?

Réponse (25.01.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

D'Regierung deelt d'Besuergnes vum honorabelen Deputéierten iwwert d'Situatioun vun de Flüchtlingen a Migranten a Bosnien-Herzegowina.

Op Drock vun der Europäescher Unioun huet de Ministerrot vu Bosnien-Herzegowina d'Decisioun geholl, d'Flüchtlingslager zu Bira, dat komplett duerch EU-Hëllefen equipéiert gouf an eidel steet, nees opzemaachen. Leider blockéiere lokal Autoritéite weiderhin d'Ëmsetzung vun dëser Optioun. Den 8. an 9. Januar 2021 hunn d'Autoritéiten dunn eng ronn 900 Persounen a gehëtzten Zelter vun der Arméi ënnerbruecht, dat nodeems d'Propositioun, Migranten an enger fréierer Kasär zu Bradina ënnerzebréngen, net ëmsetzbar war.

D'EU huet un all d'Autoritéiten a Bosnien-Herzegowina appelléiert, hir Responsabilitéiten ze iwwerhuelen an se opgefuerdert, un nohaltege Léisungen ze schaffen a wanterfest Strukturen op d'Been ze setzen, déi méi gläichméisseg iwwert d'Land verdeelt sinn.

Zënter 2018 huet d'EU méi wéi 88 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt, fir déi direkt Besoine vu Flüchtlingen a Migranten unzegoen, an dem Land ze hëllefen, seng Kapazitéiten am Beräich vun der Migratiounsgestioun ze stäerken. Viru Kuerzem nach, den 3. Januar, huet d'Europäesch Kommissioun 3,5 Milliounen Euro un humanitärer Hëllef ugekënnegt, fir de Flüchtlingen a Migranten ze hëllefen, déi virun enger humanitärer Katastroph am Una-Sana-Kanton stinn.

Wéi schonns an der Vergaangenheet wäert sech Lëtzebuerg och weiderhin u kollektiven EU-Efforte bedeelegen, an d'Beméiunge vun der Europäescher Unioun an aneren internationale Partner, fir nei a besser equipéiert Infrastrukture fir Migranten zur Verfügung ze stellen, ënnerstëtzen.

Question 3386 (06.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **prix des prestations des vétérinaires :**

Laut Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum Mee 2008 zur Deklaratioun vun Hënn muss fir all Hond, deen an d'Land kënnt, een Zertifikat vun engem Déierendokter ausgestallt ginn.

Dësen enthält zum Beispill den Numm an d'Adress vum Besëtzer.

Am Arrêté vum 29. Oktober 1918 sinn d'Präisser fir d'Prestatioune vun engem Déierendokter festgeluecht. Dësen Arrêté ass elo iwwer 100 Joer al an d'Präisser sinn nach a Lëtzebuerger Frang.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Gëtt et een uniforme Präis, deen all Déierendokter dierf fir d'Ausstelle vun esou engem Zertifikat froen?

2. Sinn aktualiséiert Präisser anzwousch festgehalen? Wou kënne sech d'Leit iwwert déi aktuell Präisser, déi een Déierendokter fir seng Aarbecht dierf froen, informéieren?

Réponse (28.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Fir d'alleréischt ass ze bemierken, dass laut dem Hondsgesetz all Halter vun Hënn, ob dës importéiert sinn oder net, esou en Zertifikat vum Veterinär braucht, fir säin Hond op der Gemeng kënnen unzemellen.

Et gëtt keen uniforme Präis, deen all Déierendokter fir d'Ausstelle vun esou engem Zertifikat froen däerf. D'Situatioun ronderëm een Ausstelle vun esou engem Zertifikat ass och net ëmmer déi selwecht, well esou een Ausstellen oft, awer net ëmmer, am Kader vun enger Consultatioun gefrot gëtt.

ad 2. Et si keng fest Präisser iergendwou festgehalen, sou wéi et engersäits den Esprit vun der europäescher Direktiv vun 2006 iwwer d'Services dans le marché intérieur an anerersäits den Artikel 43 vum Arrêté ministériel du 12 septembre 2017 approuvant le code de déontologie de la profession de médecin-vétérinaire hiergëtt.

Question 3405 (08.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **presse d'opinion :**

D'Regierung huet vir, datt d'Onlineprintmedien an Zukunft gestäerkt ënnerstëtzt a mam Pabeierjournalismus gläichgesat solle ginn. Wéi am Joer 2020 annoncéiert gouf, wäert de „Lëtzebuerger Journal" vun 2021 un och de Wee vum Onlinejournalismus goen, an zwar radikal: d'Printversioun soll nämlech komplett agestallt ginn. Wat d'Beispill vum „Journal" e bësse speziell mécht, ass den Ëmstand, datt et sech hei ëm ee klassesche Fall vu Parteipress handelt.

Esou ass gewosst, datt am Verwaltungsrot vun den „Éditions Lëtzebuerger Journal" praktesch nëmme Membere vun der DP sëtzen. Dat selwecht gëllt fir den Haaptaktionär, d'ASBL „Centre d'Études Eugène Schaus", wou quasi sämtlech verantwortlech Positioune mat DP-Membere besat sinn. Wann een d'Statute vun der ASBL liest, fënnt ee Follgendes:

« L'association a pour objet la propagation des idées défendues par le parti démocratique, le tout tant isolément que dans le cadre de la ou des associations et sociétés commerciales dont elle est ou pourra devenir membre ou associé. »

An de Parteistatute vun der DP steet schliisslech, wou d'Memberen sech informéiere sollen:

« Les membres sont invités à s'informer au Lëtzebuerger Journal, organe officiel du parti, et à souscrire un abonnement ; l'accès à l'information leur sera également facilité par les médias électroniques. »

Esouguer an der Schoul gëtt geléiert, datt de „Lëtzebuerger Journal" een „organe de presse partisane" ass. Esou steet am Manuel scolaire „Instruction civique" vun der 2e geschriwwen:

« Le "Journal" est l'organe de presse officiel du parti démocratique. »

De Risiko vu politeschem Afloss beim „Journal" ass also zweifellos ginn. Opgrond vun dësen Elementer kann een dovunner ausgoen, datt de „Journal" éischter eng Parteizeitung an eng Composante vun der DP ass ewéi eng Zeitung, déi onofhängege Journalismus bedreift.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Bildung dës Froe stellen:

1. De Medieminister hat an der Äntwert op d'Question parlementaire Nr. 1531 vum honorabele Kolleeg an Deputéierte Sven Clement geäntwert:

„Déi Prinzippie vun der Independance a Pluralismus sinn zu Lëtzebuerg net a Gefor an d'Regierung ass decidéiert, déi Prinzippien och weider ze stäerken."

Här Minister, wéi ass d'Onofhängegkeet vum „Lëtzebuerger Journal" garantéiert a Betruecht vun de Besëtzverhältnisser (Bénéficiaires effectifs) an der Verwaltung duerch eng Majoritéit un DP-Memberen am Verwaltungsrot vun der Zeitung?

2. Ass d'Konzept vun esou enger „Parteipress" nach zäitgeméiss a wéi steet d'Regierung dozou?

3. Ass der Regierung bekannt, ob et weider esou Parteizeitungen hei am Land ginn?

4. Misst de „Lëtzebuerger Journal" net vill méi kloer affichéieren, datt et sech bei der Zeitung ëm ee Presseorgan handelt, dat an direkter Linn vun der Demokratescher Partei ofhänkt?

5. Här Bildungsminister, wëssend, datt am Cours „Instruction civique" de Schülerinnen a Schüler bäibruecht gëtt, datt de Lëtzebuerger Journal dat „offiziellt Presseorgan vun der Demokratescher Partei" ass an den Här Minister Meisch net midd gëtt ze betounen, datt d'Zeitung sech méi breet opstellt an onofhängeg ass, wäert dëse Passus an der nächster Editioun vum Schoulbuch gestrach ginn? Falls jo, wéini kënnen d'Schüler op der 2e vun engem neien, aktualiséierte Civiquesbuch profitéieren?

Réponse commune (09.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Regierung widderhëlt déi vum honorabelen Deputéierten zitéiert Ausso ganz däitlech an ënnersträicht, dass eng onofhängeg a fräi Press e fundamentale Pilier vun der Demokratie ass an dofir muss erhalen a gestäerkt ginn. Déi Fräiheet vun der Press, vun enger Redaktioun an de professionelle Journalisten ass duerch e legale Kader geschützt. Duerch d'Gesetz vum 20. Dezember 1979 ass den Titel vum professionelle Journalist zu Lëtzebuerg protegéiert an dorunner liéiert sinn och Rechter a Flichten, déi am Code de Deontologie vum Presserot festgehale sinn, an do ass besonnesch den Arti-

kel 6 ervirzesträichen, wou et kloer festgehalen ass, dass e professionelle Journalist absolutt onofhängeg muss kënne schaffen an och den Editeur sech zu dëser Independance engagéiert.

Doriwwer eraus sief awer och drop higewisen, dass d'Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Meenungsfräiheet an de Medien e Kader bitt, deen dës Onofhängegkeet verankert, notamment eng Protection des sources, déi e professionelle Journalist a senger redaktioneller Fräiheet stäerkt.

ad 2. De Fait, dass et zu Lëtzebuerg eng pluralistesch Offer an de Medie gëtt, ass ze begréissen, well och dat en Atout vun der Demokratie ass an den ëffentlechen Debat beräichert. Dass et och Medie gëtt, déi an hirer philosophescher Approche historesch méi no u politesche Stréimunge sinn, ass eng Realitéit an et ass dofir wichteg, dass dat och transparent ass.

ad 3. Mam Zil, d'Bierger kloer iwwert d'Besëtzverhältnisser vun de Publikatiounen ze informéieren, gesäit dat schonn zitéiert modifizéiert Gesetz vum 8. Juni 2004 am Artikel 66 vir, dass all Zeitungen am éischten Nummer am Joer ë. a. Follgendes mussen uginn: „l'identité des personnes qui détiennent directement ou indirectement une participation exédant 25 pour cent du capital social de la personne morale ; l'identité des personnes composant les organes d'administration et de direction, ainsi que l'identité de la ou des personnes chargées de la direction et de la gestion journalière de la société ; [...]". Ausserdeem erlaabt de Registre des bénéficiaires effectifs, d'Besëtzverhältnisser vun de Medien op eng transparent Aart a Weis nozevollzéien.

Fir fir weider Transparenz ze suergen an dem Lieser eng besser Anuerdnung vun der Informatioun ze erlaben, gesäit de Projet vum neie Pressehëllefgesetz explizitt eng Obligatioun vir, d'Ligne éditoriale ze publizéieren.

ad 4. Et steet de Medie fräi, esouwuel de klassesche Printzeitungen ewéi awer och Onlinepublikatiounen, iwwert dee legale Kader eraus transparent ze sinn an iwwert déi direkt an indirekt Besëtzverhältnisser ze kommunizéieren.

ad 5. Den Educatiounsminister intervenéiert net a puncto Contenu vu Schoulbicher, mee vertraut beim Ausschaffe vun dësen op d'Expertise vun Aarbechtsgruppen a Programmkommissiounen. En Aarbechtsgrupp, dee vum Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) encadréiert gëtt, iwwerschafft an aktualiséiert am Ament de betreffende Buchtitel (Instruction civique, classe de 2e, ISBN 9782879950143). D'Publikatioun ass fir de September 2022 virgesinn. Den Titel wäert an enger Printversioun an als PDF enrichi publizéiert ginn.

Question 3407 (08.01.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **développement régional :**

Suite à la crise Covid-19, l'échéance de la délimitation régionale retenue dans la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale vient d'être prolongée jusqu'au 31 décembre 2021.

La loi du 20 juillet 2017 vise à soutenir les sociétés qui entendent investir dans les régions défavorisées définies par le régime en les incitant de s'y implanter et d'accroître leurs activités. Ces aides favorisent le renforcement du tissu économique et elles ont la finalité, à travers la réalisation d'investissements par les entreprises, de créer des emplois.

Ces aides régionales ont été déterminées sur base de la situation économique des régions, essentiellement en se basant sur le taux de chômage. Elles ont été mises en place pour attirer l'investissement vers les régions qui ont connu et subi les effets de la désindustrialisation. Ces aides font donc partie d'une politique industrielle volontariste.

Pour le Luxembourg, les régions concernées sont celle du Sud-Ouest (Differdange) et celle du Sud-Est (Dudelange).

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Depuis 2017, combien de demandes d'aides ont été introduites pour ces deux régions en question ? Combien de demandes ont pu être avisées favorablement, combien défavorablement ?

- Quel fut le type de régime d'aides sollicité ? Quelle fut la nature de l'investissement ?

- Quels furent les montants engagés par le Gouvernement ?

Réponse commune (09.02.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans leur question, les honorables Députés font référence au régime d'aide à finalité régionale qui repose sur la loi du 17 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale. Cette loi constitue la mise en œuvre de certaines dispositions du règlement européen 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité.

Ce régime d'aide est destiné à soutenir dans les régions éligibles (territoire des communes de Differdange et de Dudelange) des projets d'investissement qui présentent un intérêt régional spécifique, ou ont une influence motrice sur le développement économique de la région dans laquelle ils sont mis en œuvre, ou contribuent à une meilleure répartition géographique des activités économiques.

Au titre de ce régime d'aide à finalité régionale et depuis son entrée en vigueur en 2017, deux aides à l'investissement ont été demandées, avant le début des projets respectifs, et octroyées. Il s'agit d'aides sous forme de subvention en capital budgétisées à hauteur de 6,5 millions d'euros pour l'une et de 5 millions d'euros pour l'autre, pour des projets d'investissement dans l'outil de production industriel.

Question 3409 (11.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **démographie des conseils communaux :**

Jonk Biergerinnen a Bierger fir d'politescht Liewe begeeschteren ass wichteg. Um nationalen Niveau ass festzestellen, datt ëmmer méi Jonker sech politesch engagéieren. Um lokalen Niveau gesäit dat awer anescht aus. Nëmme wéineg Jonker engagéieren sech eisen Informatiounen no an der Gemengepolitik.

An engem Artikel vum 4. Mäerz 2011 hat d'„Woxx" an engem Artikel d'Altersstruktur an de Gemengeréit zu Lëtzebuerg ugeschwat an heizou Follgendes bemierkt:

„[…] Gemeindepolitik gilt heute oft als wenig attraktiv, und die Zusammensetzung der Gemeinderäte kann kaum als repräsentativ gelten. So liegt der Altersdurchschnitt im Gemeinderat von Roeser bei rund fünfzig Jahren."

Et wär interessant, ee Vergläich ze zéien, ob d'Analys vun 2011 richteg ass an ob sech 2021 eppes un dëser Analys geännert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer an Interieur dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch mer, fir d'Joren 2011 an 2021, follgend Donnéeën zum Alter vun de Gemengeconseilleren zu Lëtzebuerg ginn:

- den Duerchschnëttswäert;

- de Medianwäert;

- de Modalwäert;

- d'Interquartildifferenz tëschent dem éischten an dem véierte Quartil;

- d'Varianz, an op där Basis d'Standardofwäichung (écart-type);

- den Undeel vu Jonken (< 30 Joer), déi enger kommunal-politescher Aktivitéit noginn,

- an de Prozentsaz vu jonke Gemengeconseilleren am Verglach mat alle Gemengeconseilleren.

2. Wat ass aktuell, opgeschlësselt no den 20 gréissten an den 20 klengste Gemengen (der Awunnerzuel no), den Altersduerchschnëtt, de Median an de Modalwäert vun de lokale Mandatsträger?

3. Kann d'Ministesch op Basis vun den Zuele bestätegen, datt net vill Jonker sech an der Gemengepolitik engagéieren? Falls jo, wat sinn Ärer Meenung no d'Grënn derfir a wéi gedenkt Dir, déi Jonk ze motivéieren, sech fir d'Lokalpolitik ze begeeschteren?

4. D'„Woxx" hat deemools weiderhi geschriwwen:

„[…] Ein weiterer Faktor, der ein politisches Engagement erschwert, sind die langen Arbeitszeiten. Während es früher für einen Betrieb noch ein gewisses Prestige bedeutete, wenn ein Mitarbeiter als Gemeindeberater, Schöffe oder Bürgermeister tätig war, zählt politisches Engagement heute nicht mehr viel. Vereinzelt bekommen Arbeitnehmer sogar Probleme, wenn sie wegen ihres kommunalpolitischen Engagements einen Congé politique beantragen."

Gouf am Kader vun der Reform vum Gemengegesetz, déi elo schonns zënter der éischter Legislatur vun dëser Regierung diskutéiert an evalueiert gëtt, de Congé politique op de Leescht geholl? Falls jo, erkennt d'Ministesch schonns eng Tendenz, wéi de Congé politique an Zukunft kéint gestalt ginn?

5. Wéi vill Matbiergerinnen a Matbierger vun net Lëtzebuerger Nationalitéit sëtzen aktuell an engem Gemengerot?

6. Wat ass de Pourcentage vu Fraen a Männer, déi an der lokaler Politik aktuell e Mandat hunn?

7. Fënnt d'Ministesch et opportun, datt dem Prinzip vun Open Data no déi gefroten Zuelen an dëser parlamentarescher Fro a Form vun enger Tabell ëffentlech fir jiddereen um Site vum Ministère asiichtbar wären (wëssend, datt et sech ëm anonymiséiert Donnéeën handelt)? Wäert dëst no der Äntwert op meng Fro geschéien?

Réponse (12.02.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Ministre de l'Intérieur :*

Jonk Leit fir Politik am Allgemengen a fir d'Gemengepolitik am Speziellen ze begeeschteren ass eng Erausfuerderung, där sech déi politesch Parteien ewéi och d'Institutiounen ëmmer nees op en Neits stelle mussen. Zousätzlech musse si nei Weeër a Konzepter fannen, fir dëst ze erméiglechen. E politescht Engagement, och a senger Gemeng, beschränkt sech net op d'Fro, sech an e Gemengerot wielen ze loossen, mee kann och ganz aner Formen unhuelen. Ënner anerem dowéinst ass et wichteg, verschidde Forme vu Participatioun an de Gemengen ze förderen, eppes, wat vu menger Säit aus net zulescht mat der Reform vum Gemengegesetz soll virugedriwwe ginn.

Donieft ass et awer, wéi den Deputéierte richteg ënnersträicht, intressant, fir sech d'Zesummesetzung vun de Gemengeréit méi am Detail unzekucken. Virop wëll ech preziséieren, dass d'Zuele vun 2011 nëmmen zu engem gewëssenen Deel erfaasst goufen, well d'Informatiséierung vum Congé politique eréischt am Joer 2015 realiséiert gouf.

D'Zuele vun 2011 an 2021 sinn och nëmme bedéngt vergläichbar. D'Zuelen, déi fir 2011 konnten opberreet ginn, spigelen d'Situatioun direkt no de Gemengewalen erëm, wärend d'Zuele vun 2021 d'Situatioun an der Mëtt vun enger Mandatsperiod erëmspigelen. Deemno beaflossen hei Effekter ewéi de Renouveau bei der Wal oder déi politesch Wiesselen an der Hallschent vun enger Mandatsperiod déi jeeweileg Donnéeën op eng ënnerschiddlech Aart a Weis. Dofir mussen déi follgend Zuele mat Virsiicht interpretéiert ginn:

- den Altersduerchschnëtt am Joer 2011 louch bei 55 Joer, am Joer 2021 bei 54 Joer;

- de Medianwäert louch am Joer 2011 souwéi 2021 bei 55 Joer;

- de Modalwäert louch 2011 bei 53 Joer, 2021 bei 59 Joer;

- déi Interquartildifferenz louch 2011 bei 15 Joer, 2021 bei 18 Joer;

- d'Varianz louch 2011 bei 150, 2021 bei 438. Dëst bedeit, dass 2021 eng méi heterogen demografesch Struktur festzestellen ass an de jeeweilegen Alter vun de PolitikerInnen also manner no beienee läit;

- d'Standardofwäichung louch 2011 bei 12 Joer, 2021 bei 21 Joer. Zu der Unzuel vu PolitikerInnen ënner 30 Joer kann ee soen, dass 2011 30 Mandatairen ënner 30 Joer gezielt goufen (2,4 % vum Total), fir d'Joer 2021 36 (3,3 % vum Total).

Am Allgemenge kann een en Trend zu enger méi diverser Struktur feststellen - et gi méi jonk PolitikerInnen an d'Streeung tëschent den Alteren huet zougeholl. Dëst gëtt a follgender Grafik duergestallt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

An der Annex fënnt een den Duerchschnëttswäert an de Medianwäert pro Gemeng, opgeschlësselt no den haitegen 102 Gemengen. De Modalwäert pro Gemeng gëtt an dësem Fall net geliwwert, well e bei sou klengen Echantillone wéi engem eenzele Gemengerot wéineg ausseet.

Zur Fro no der Nationalitéit vun de Gemengeconseilleren a -conseillères ass ze soen, dass konform zu de Reegele vum Dateschutz prinzipiell just déi Informatioune vu Gewielten aus de Gemengen erfaasst ginn, déi fir d'Ausbezuele vum Congé politique néideg sinn. Well d'Nationalitéit heifir net relevant ass, gëtt dës Informatioun statistesch net erfaasst.

Am Joer 2021 si 25 % vun de Mandatairë Fraen, 75 % Männer.

Den Inneministère huet an de leschte Méint vill Fortschrëtter gemaach, fir weider statistesch Donnéeën ze informatiséieren an duerch d'Entwécklung vun neien digitale Plattforme virun allem nach weider ze digitaliséieren. Dëst ass eng Viraussetzung, fir Donnéeën och kënnen nom Prinzip vum Open Data (data.public.lu) zur Verfügung ze stellen, wouru mäi Ministère och scho schafft.

D'Zilsetzung vun der Reform vum Gemengegesetz ass prinzipiell déi, dass ech de Gewieltenen déi néideg Moyene wëll ginn, fir kënne Politik ze maachen. Dozou gehéiere vill verschidden Elementer, wéi den Ofbau von administrativen Hürden duerch eng Erliichterung vun der Tutelle administrative, eng Beschleunegung vun de Prozeduren duerch eng konsequent Digitaliséierung, awer och duerch déi néideg Zäit, déi hinne mam Congé politique zur Verfügung steet.

Ech wëll nach erwänen, dass d'Erhiewe vun no Geschlechter ventiléierten Donnéeën d'Basis ass fir sachlech politesch Diskussiounen an Decisiounen an de Monitoring dovunner.

Dowéinst si mer amgaang, en Observatoire de l'égalité en place ze setze mat siwen Theemeberäicher. Een dovunner ass d'Égalité dans la prise de décision, an deem, ënner villen aneren, och Indicateurs iwwert d'Élu(e)s locaux/locales virgesi sinn.

Et ass wichteg, dass Fraen a Männer sech déi politesch Responsabilitéit deelen, och op lokalem Plang. Dee Message wëll ech virun allem och de Kanner a Jugendleche ginn, déi nach dacks vu klassesche Rollebiller beaflosst ginn. An deem Kontext hat de Ministère fir d'Chancëgläichheet och 2017 schonn eng Spezialeditioun vun engem Pixi-Buch an Optrag gi mam Titel „Mama ist Bürgermeisterin".

Question 3414 (11.01.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **start-up luxembourgeoises :**

La semaine dernière, la Commission européenne annonçait avoir investi via le Fonds du Conseil européen de l'innovation (CEI) 178 millions d'euros en equity dans 42 start-up et petites et moyennes entreprises européennes. Pour les 117 restantes retenues pour recevoir, outre des subventions, des investissements en fonds propres, le processus d'évaluation et de due diligence n'avait pas encore été clôturé. Au total 293 entreprises avaient été sélectionnées pour bénéficier d'un financement global de 563 millions d'euros.

Or, selon un article paru sur paperjam.lu, parmi les entreprises concernées ne figurait aucune start-up luxembourgeoise.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- Quels avaient été au demeurant les critères de sélection retenus par la Commission européenne pour permettre aux entreprises innovatrices d'accéder auxdits financements (sous forme de subventions respectivement sous forme d'investissements en fonds propres) ?

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations sur le nombre d'entreprises innovatrices luxembourgeoises ayant soumis un dossier à la Commission européenne ?

- Comment Messieurs les Ministres s'expliquent-ils que les start-up luxembourgeoises aient été laissées pour compte dans ce contexte ?

Réponse commune (11.02.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

En premier lieu, il est important de noter que le Fonds du Conseil européen de l'innovation (CEI), auquel l'honorable Député fait référence dans sa question, intervient en complément du projet pilote d'Accélérateur du CEI, qui s'inscrit dans le programme-cadre européen de la recherche et de l'innovation « Horizon 2020 » pour la période de 2014 à 2020, géré par la Commission européenne.

Le projet pilote d'Accélérateur du CEI a été introduit seulement en août 2019. Ce programme a été conçu avec l'intention de tester un nouveau système de financement mixte, avec un élément de subvention pouvant aller jusqu'à 2,5 millions d'euros et une prise de participation par la Commission européenne, à travers le Fonds du CEI récemment créé en juin 2020, pouvant aller jusqu'à 25 % de l'actionnariat de l'entreprise pour un montant maximum d'investissement de 15 millions d'euros.

En 2020 les entreprises luxembourgeoises ont soumis 51 propositions dans le cadre de ce programme, dont onze ont reçu un « Seal of Excellence » qui est attribué lorsque la proposition est de qualité excellente, mais n'est pas retenue en raison d'un manque de ressources financières de la part de la Commission européenne. Malgré cette importante mobilisation au niveau national, aucune PME et start-up luxembourgeoise n'a été sélectionnée jusqu'à présent dans le cadre de ce nouvel instrument.

Il faut remarquer que le projet pilote d'Accélérateur du CEI est un instrument très compétitif. En 2020 quelque 12.062 propositions ont été soumises et seules 218 ont été retenues pour une subvention, ce qui représente un taux de réussite d'à peine 1,8 % pour l'année 2020. Pour ce qui est du financement sous la forme d'une prise de participation par l'intermédiaire du Fonds du CEI, sur toutes les sociétés ayant bénéficié de la subvention par le projet pilote d'Accélérateur du CEI depuis son lancement, 117 entreprises sont actuellement en cours d'évaluation et seulement 42 ont passé le processus de due-diligence pour pouvoir en bénéficier.

Le projet pilote d'Accélérateur du CEI est très récent et à l'instar des programmes antérieurs, il ne s'adresse pas aux start-up en phase de démarrage, mais il se concentre prioritairement sur les innovations qui sont déjà au stade du prototype et vise à soutenir la phase d'accélération et de commercialisation des entreprises sélectionnées. En outre, le programme est ouvert à toutes les entreprises employant jusqu'à 250 personnes, sans limite de l'âge de l'entreprise.

Au Luxembourg les programmes nationaux de financement pour la Recherche, le Développement et l'Innovation gérés par le Ministère de l'Économie sont bien connus par les PME et les start-up innovantes. Ces aides sont octroyées sur base de subventions, ce qui n'implique aucune dilution de leur participation dans l'entreprise pour les entrepreneurs. Les demandes d'aides peuvent être soumises tout au long de l'année et Luxinnovation fournit un accompagnement gratuit et personnalisé aux porteurs de projet qui le souhaitaient, facilitant ainsi l'accès à ces aides. Ces programmes nationaux sont donc souvent privilégiés par les PME et start-up innovantes luxembourgeoises. En 2019, sur 111 projets de Recherche, Développement et Innovation avisés par le Ministère de l'Économie, près de 75 % étaient portés par des PME.

La phase pilote de l'Accélérateur du CEI ayant été évaluée positivement, le programme se poursuivra dans le prochain programme-cadre européen de recherche et d'innovation « Horizon Europe », pour la période de 2021 à 2027.

Luxinnovation, en tant que point de contact national pour les programmes européens de recherche et d'innovation, a déjà renforcé ses mesures de soutien aux entreprises désireuses de postuler à l'Accélérateur du CEI. Ainsi, un conseiller de l'équipe « European RDI Support » a été assigné spécifiquement au programme, la promotion du programme auprès de l'écosystème des start-up a été augmentée et un soutien important est fourni dans la préparation des formulaires administratifs.

Question 3415 (11.01.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **camps sauvages :**

Et ass gewosst, datt hei am Land wëll Zeltlageren entstane sinn. D'Police huet zum Beispill um Kierchbierg d'Leit an dëse Behausungen och scho kontrolléiert, mee et ass näischt geschitt, fir dës onmënschlech Situatioun an d'Rei ze bréngen.

Duerfir hätte mir dës Froen un d'Madamm Banneminister an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet:

1. Ass et richteg, datt et um Kierchbierg en Zeltlager gëtt, dat kenger Geneemegung ënnerläit?

2. Wou hei am Land huet d'Regierung nach Kenntnis vun esou wëlle Lageren?

3. Wann ee Froe vun Ëmwelt- an Naturschutz emol ausklamert, ass et erlaabt, en Zeltlager ouni Geneemegung anzeriichten?

4. Huet d'Police um Kierchbierg oder op enger vun deenen anere Plaze Kontrollen duerchgeféiert?

5. Wat ass d'Situatioun vun deene Leit, déi forcéiert sinn, an esou engem Lager en Daach iwwert dem Kapp ze sichen?

6. Ass opgrond vun deene Kontrolle probéiert ginn, de betraffene Leit ze hëllefen an hinne méi eng adequat Iwwernuechtungsgeleeënheet ze offréieren?

7. Firwat blouf dat Lager um Kierchbierg no der Policekontroll weider bestoen?

Réponse commune (10.02.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Um Kierchbierg haten op zwou verschiddene Plaze Persounen hiert Lager opgeschloen. Heibäi huet et sech an deenen zwee Fäll all Kéiers just ëm een Zelt mat diversen Annexen, bestoend aus Plastiksbaatschen, gehandelt. Béid Zelter stoungen um Rand vum Bësch laanscht de Boulevard Pierre Frieden a ware vu Persoune mam Statut vum „sans domicile fixe" bewunnt.

ad 2. + 5. An de Policeregiounen „Nord" a „Centre-Est" sinn eis, ofgesi vu sporadesche Fäll vu wëllem Campéieren am touristesche Sënn, keng Fäll vun esou wëlle Lagere bekannt.

An der Policeregioun „Sud-Ouest" par contre hu mir dëse Phenomeen säit Hierscht 2018, virun allem ronderëm d'Aire de Berchem an d'Aire de Capellen.

Esou goufen am Joer 2020 an den Alentoure vun der Aire de Berchem zweemol Zelter respektiv improviséiert Lagere fonnt, déi eendeiteg als Behausung fir Flüchtlinge gedéngt hunn. Eng Kéier gouf keng Persoun ugetraff, déi aner Kéier goufen eelef Leit aus Eritrea ugetraff. Dës Persoune goufen all friemepolizeilech erfaasst an hu missen d'Land verloossen. A béide Fäll sinn déi jeeweileg Zelter/Lagere vun der Gemeng Réiser entsuergt ginn.

Ronderëm d'Aire de Capellen, respektiv an der Ëmgéigend vun der Gare zu Klengbetten, ass d'Police reegelméisseg konfrontéiert mat der Problematik vu Flüchtlingen, déi hei illegal an improviséierten Ënnerstänn oder an engem hannert der Aire situéierten ale Schapp logéieren a probéieren, a Camionen, déi a Richtung England fueren, ze klammen, wann déi op der Aire de Capellen eng Paus aleeën. Heibäi muss awer bemierkt ginn, dass et sech bis elo ni ëm e reegelrecht Lager gehandelt huet, an dowéinst huet sech d'Fro vum Entsuerge vun iergendwellechen Zelter oder Lageren do nach net gestallt.

ad 3. Ofgesi vum Ëmwelt- an Naturschutz stipuléiert den Artikel 6 vum Gesetz vum 11. Juli 1957 iwwert d'Reglementatioun vum Camping: « Pour camper sur tous terrains privés, autres que ceux qui sont visés par la présente loi, il faut la permission du propriétaire, de la personne qui en a la jouissance ou de son représentant. La permission peut être tacite. »

Als „terrains privés" sinn hei all Terraine gemengt, déi net zur Voie publique gehéieren.

ad 4. Souwuel um Kierchbierg wéi och op deenen anere Plaze féiert d'Police reegelméisseg Kontrollen duerch.

ad 6. Bei de Kontrollen huet d'Police sech un de legale Kader gehalen, dee vum Legislateur virgesinn ass. Dobäi ass d'Police bei Flüchtlingen an illegaler Situatioun, déi an der Policeregioun „Sud-Ouest" ugetraff goufen, wéi an der Äntwert zur Fro 2 beschriwwe verfuer.

Um Kierchbierg goufen déi ugetraffe Persounen e puermol invitéiert, am Foyer vun der Wanteraktioun um Findel respektiv an enger anerer sozialer Ariichtung en Ënnerdaach ze sichen.

ad 7. Béid Lageren um Kierchbierg bestinn zanter dem 25. Januar 2021 net méi.

Question 3417 (11.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**évolution du chômage :**

Zënter Ufank vum Joer 2020 befanne mir eis an enger aussergewéinlecher Situatioun. Villes ass geschitt, zënter mir mam Coronavirus konfrontéiert goufen. Et goufe vill Moossnamen ergraff a Restriktioune verhaangen. Dëst zitt leider onfeelbar Konsequenzen no sech. Dës Konsequenze betreffen, ënner anerem, de sozialen an den ekonomesche Volet. Fir vill Betriber ass de Fortbestand ongewëss. Domat stinn natierlech och e ganzen Deel Aarbechtsplazen op der Kipp. Fir déi betraffe Leit ass dëst keng schéin an och keng einfach Situatioun, och wa si wärend enger bestëmmter Zäit op de Chômage zeréckgräife kënnen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechtsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi weist sech déi aktuell Situatioun vum „normale" Chômage, also ouni de Chômage partiel? Géif den Här Minister dësen als stabill bezeechnen oder weise sech Tendenzen an déi eng oder aner Richtung? Op wat fir en Zäitraum bezitt sech de Minister hei konkreet, fir de Verglach ze maachen an ze soen, datt déi aktuell Situatioun stabill respektiv tendenziell ass?

2. Faillitten an Entloossungen duerch d'Covidsituatioun, zu deenen et eréischt an e puer Méint oder an engem Joer kënnt, sinn net onrealistesch an net onméiglech. Rechent d'Regierung mat enger méiglecher Hausse vum Chômage an de kommende Méint oder vläicht an engem Joer? Mat wat fir engem Ausmooss rechent d'Regierung hei?

3. Huet d'Regierung e Konzept fir eng Laangzäitstrategie an dësem Beräich ausgeschafft? Ginn hei eventuell besonnesch Moossnamen an Dispositiounen envisagéiert, fir deem entgéintzewierken an déi méiglech Hausse vum Chômage ofzefiederen?

4. Kann den Här Minister eis soen, wéi d'Entwécklung sech a Bezuch op Ustellungen an Aarbechtsplaze bis haut an där ganzer Covidzäit weist? Ass et an dëser Zäit méi schwéier, fir eng Aarbechtsplaz ze kréie respektiv huet sech hei eng Tendenz gewisen?

5. De Chômage huet ee sechs bis 24 Méint zegutt, jee no Situatioun, ier een an de REVIS fält. Wat ass mat deene Leit, déi duerch déi ganz Covidsituatioun keng nei Aarbechtsplaz konnte kréien, ier hiert Recht op Chômage ausgelaf ass? Huet d'Regierung hei eventuell eppes Konkreetes virgesinn?

6. Kann den Här Minister eis soen, wéi vill vun de Leit, déi aktuell zu Lëtzebuerg Chômage kréien, Frontaliere sinn a wéi vill Residenten? Wéi hunn dës Zuelen zënter Januar 2020 evoluéiert?

7. Kann den Här Minister eis soen, wéi vill vun de Leit, déi aktuell zu Lëtzebuerg de Chômage partiel kréien, Frontaliere sinn a wéi vill Residenten? Wéi hunn dës Zuelen zënter Mäerz 2020 bis haut vu Mount zu Mount evoluéiert?

Réponse (11.02.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Am Joer 2019 louch de Chômagetaux am Duerchschnëtt bei 5,4 %. Am Dezember 2019 hat de Statec nach fir 2020 een duerchschnëttlechen Taux vu 5,3 % virausgesot. Zu deem Zäitpunkt hat et esou ausgesinn, dass de Chômagetaux, deen am Mee 2014 nach bei 7,2 % louch, sech no engem onënnerbrachene Réckgang vun iwwer fënnef Joer stabiliséiert hat.

Am Mäerz 2020 huet dunn d'Situatioun ganz schnell an onerwaart geännert. De Chômagetaux ass vu 5,5 % am Februar op 6,1 % am Mäerz an op 7,0 % am Abrëll gesprongen. Duerno ass de Chômagetaux nees lues a lues zeréckgaangen an huet sech zënter dem August 2020 tëschent 6,3 % a 6,4 % agependelt.

ad 2. Et ass am Moment schwiereg, fir Viraussoen zu der wirtschaftlecher Entwécklung an also och zu dem Chômage ze maachen. Dat hänkt alles dovun of, wéi d'Pandemie an den nächste Méint evoluéiert a vum Impakt vun den Impfungen. Am Dezember 2020, a senger Note de conjoncture, hat de Statec zwee Zenarie fir 2021 ausgeschafft. E méi favorabele „scénario haut" an ee manner favorabele „scénario bas". Am éischte Fall rechent de Statec mat engem Chômagetaux vu 6,8 % am Joer 2021, am zweete Fall mat 7,7 %.

An dëser Nott vum Statec kann een da Follgendes liesen:

« Il s'agit d'un côté d'un scénario qualifié de "haut", qui décrit une situation sanitaire comparable à celle des mois d'été, avec de petites vagues de recrudescence du virus au cours des prochains trimestres, mais une Europe sans deuxième vague épidémique significative et sans confinement strict. Ce scénario repose entre autres sur l'hypothèse d'avancées médicales significatives sur la première moitié de 2021.

Le scénario "bas" décrit une deuxième vague épidémique, qui nécessiterait des confinements généralisés à travers l'Europe, avec comme conséquence des reculs prononcés de l'activité dans la zone euro (de - 3 à - 3,5 % en T4-2020 et T1-2021). L'impact économique négatif ne serait pas aussi prononcé qu'au cours du deuxième trimestre 2020 (- 12 % dans la zone euro), mais il serait plus durable. »

Quell: Statec, Note de conjoncture Nr. 2-2020

ad 3. D'ADEM wäert an Zukunft verstäerkt am Domaine vun de beruffleche Kompetenzen (Skills) aktiv ginn. Dës Initiative wäerten sech u Chômeure riichten, mee awer och u Leit déi nach schaffen awer staark riskéieren, hir Aarbecht ze verléieren.

D'Initiativ FutureSkills ass een éischte Schratt an dës Richtung. Dës Initiativ beinhalt dräi Voleten:

1) Dëse Programm erméiglecht de Kandidaten, vu Formatiounen ze profitéieren, fir hir professionell Kompetenzen ze festegen oder ze erweideren. Dat Ganzt gëtt vun engem praktesche Stage begleet, deen et de Kandidaten erlaabt, och wärend dem Chômage aktiv ze bleiwen.

Am Moment proposéiert d'ADEM jo schonn eng Rëtsch Formatioune fir Chômeuren, déi et dësen erméigleche sollen, fir nees eng nei Aarbecht ze fannen. En neien Usaz wäert sinn, dass d'ADEM och elo Programmer op d'Been setze wäert, déi verhënnere sollen, dass Leit am Kader vun Ëmstrukturéierungen oder als Konsequenz vum technesche Wandel hir Aarbecht verléieren.

2) Da gëtt och am Kader vun där Initiativ via sektoriell Analyse gekuckt, wéi eng Profiller riskéieren ze verschwannen a wat déi nei Profiller sinn, déi opkommen. Leit, déi da riskéieren hir Aarbecht ze verléieren, kënnen da forméiert ginn, fir an den neie Beruffer oder Beruffsbiller ze schaffen. D'Zil vun dësem „Reskilling" ass et, fir ze verhënneren, dass Leit an de Chômage falen, well se net méi déi passend Kompetenzen hunn.

3) Am Moment gëtt dann och nach an dësem Kader de Plan de développement des compétences am CPTE diskutéiert; dobäi geet et ëm d'Berodung fir d'Betriber betreffend d'Planifikatioun vun hire Besoinen a puncto Formatioun fir d'Salariéen.

Fir déi jonk Demandeurs d'emploi gëtt et de Projet „YouthYourFuture", deen de Jonke soll hëllefen, e realistesche „projet professionnel" auszeschaffen; si profitéiere vun engem personaliséierte Coaching, deen et hinnen ë. a. erlaabt, hir perséinlech an digital Kompetenzen auszebauen.

Aner Projete fir déi Jonk ginn därzäit nach ausgeschafft.

ad 4. Am Moment ass et effektiv méi schwéier, eng Aarbechtsplaz ze fannen, wéi nach virun engem oder zwee Joer, mee net onméiglech. Ënnen drënner e puer Zuelen, déi dat beleeën:

- Zënter Enn Mäerz 2020 dréit den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg weesentlech méi lues. Wou mir bis virun engem Joer nach ee Beschäftegungswuestem vu +- 3,5 % haten, si mer elo ënner 1,5 % gefall. Am europäesche Verglach sti mir nach relativ gutt do. Europawäit ass den Emploi am 3. Trimester 2020 ëm 2,0 % zeréckgaangen (Quell: Eurostat, https://gd.lu/6D3ND).

- Den Zuele vun der IGSS no sinn an de Méint Mäerz, Abrëll a Mee 2020 am Ganze 24.610 Leit agestallt ginn a 24.580 entlooss ginn. Am selwechten Zäitraum vum Joer 2019 gouf et 32.350 Ustellungen a 27.780 Entloossungen (Quell: IGSS, https://gd.lu/6BGpcq).

- De Réckgang bei den Ustellunge bemierkt een och bei der ADEM. Tëscht Mäerz an August 2020 hunn 8.555 Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe waren, nees eng Aarbecht fonnt. Am selwechten Zäitraum vum Joer 2019 waren et der nach 11.285.

- D'Zuel vun den oppene Plazen, déi bei der ADEM gemellt goufen, ass och staark zeréckgaangen. Do ass et an de leschten zwielef Méint e Réckgang vun iwwer 22 % par rapport zu dem Joer virdrun. Besonnesch staark war de Réckgang am Abrëll (- 43 %) an am Mee (- 33 %).

- D'Situatioun ass awer ganz ënnerschiddlech vu Secteur zu Secteur. Um 31. Dezember 2020 hat d'ADEM eng 6.276 oppe Plazen an hirer Datebank. Dat waren der 204 oder 3,1 % manner wéi um 31. Dezember 2019. Et gëtt awer grouss Divergenzen. Esou zum Beispill ass d'Zuel vun den oppene Plazen a verschiddene Secteure geklommen: Bau (+ 38 %), am Gesondheetssecteur (+ 11 %) oder nach am Finanzsecteur (+ 7 %). An anere Secteuren ass se staark zeréckgaangen: Horeca (- 53 %), Handel (- 26 %) oder Transport a Logistik (- 15 %).

ad 5. De Règlement grand-ducal vum 27. Mäerz 2020 portant dérogation aux articles L.521-9., L.521-11., L.524-5., L.543-11., L.543-20., L.552-2. du Code du travail et aux articles 8 et 10 du règlement grand-ducal du 14 octobre 2002 concernant le mode de désignation et d'indemnisation des membres, les règles de fonctionnement et les délais de procédure de la commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail, an de Règlement grand-ducal vum 3. Abrëll 2020 portant modification du règlement grand-ducal du 27 mars 2020 portant dérogation aux articles L.521-9., L.521-11., L.524-5., L.543-11., L.543-20., L.552-2. du Code du travail et aux articles 8 et 10 du règlement grand-ducal du 14 octobre 2002 concernant le mode de désignation et d'indemnisation des membres, les règles de fonctionnement et les délais de procédure de la commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail, déi wärend dem État de crise geholl gi sinn, hate virgesinn, dass d'Rechter op Chômageindemnitéiten, déi wärend dem État de crise ausgelaf sinn, ëm d'Dauer vum État de crise verlängert ginn.

Dës Mesure ass dann och am Artikel 10 vum Gesetz vum 20. Juni 2020 (Loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail) iwwerholl ginn.

Et sief och nach drop opmierksam gemaach, dass d'Gesetz vum 24. Juli 2020 (Loi du 24 juillet 2020 portant dérogation temporaire aux articles L. 524-1, L. 524-2, L. 524-5, L. 541-1 et L. 541-2 du Code du travail) eng Rei Mesurë virgesäit, déi hëllefe sollen, d'Leit wärend dem Chômage ze aktivéieren. Dëst Gesetz leeft bis den 31. Dezember 2021.

Wat d'Situatioun um Aarbechtsmarché allgemeng ugeet, muss een ënnersträichen, dass op den 31. Dezember 2020 eng 6.278 oppe Poste bei der ADEM deklaréiert waren, soit eng Baisse vun 1,9 % par rapport zu dem leschte Joer. Heibäi ginn et awer vu Secteur zu Secteur grouss Variatiounen. Wärend a verschiddene Secteure wéi beispillsweis dem Bau oder der Santé méi oppe Plazen deklaréiert goufen, ass d'Offer an anere Secteure wéi zum Beispill am Horeca oder am Commerce staark zeréckgaangen.

Et huet sech awer erausgestallt, dass d'Verlängerung vun der Indemnisatiounsperiod eleng keng laangfristeg Léisung fir déi betraffe Leit duerstellt. Et misst een éischter d'Evolutioun vum Aarbechtsmarché genau analyséieren a verstäerkt an d'Formatioun an d'Orientatioun vun de Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, setzen, fir dass déi Leit och eng Aarbecht fanne kënnen a Secteuren, déi sech den Ament staark entwéckelen.

ad 6. De follgenden Tableau weist, wéi vill Leit all Mount, tëscht Januar an Dezember 2020, zu Lëtzebuerg Chômage kruten. Et ass wichteg ze betounen, dass et sech bei de Frontaliere just ëm Leit handelt, déi hei zu Lëtzebuerg geschafft haten an extern reklasséiert goufen. Frontalieren, déi hei geschafft haten an entlooss goufen, mussen de Chômage am Land vun hirem Wunnsëtz ufroen a ginn och vun deem Land ausbezuelt, esou wéi dat och am europäesche Reglement CE Nr. 883/2004 virgesinn ass. D'ADEM huet keng Statistiken iwwert déi Leit.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7. De follgenden Tableau weist, wéi vill Leit all Mount, tëscht Mäerz an Oktober 2020, zu Lëtzebuerg Chômage partiel kruten, opgedeelt no hirer Residenz. Fir November an Dezember 2020 leien nach keng definitiv Zuele vir.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3418 (12.01.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**échange sur demande :**

Les rapports d'activité annuels de l'Administration des contribution directes (ACD) renseignent sur les nombres totaux de demandes d'échange de renseignements, échanges spontanés et notifications. Ces chiffres pour les différentes années ne sont cependant pas uniformément subdivisés selon la législation sous-jacente (p. ex. directive européenne relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal, convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, différentes conventions fiscales internationales, etc.).

Aussi, les différents rapports d'activité ne renseignent pas sur les pays qui sont à l'origine des différentes demandes ou encore sur le ratio entre les demandes auxquelles l'administration luxembourgeoise a donné suite et les demandes auxquelles, pour une raison ou une autre, elle n'a pas pu donner suite.

Partant, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de demandes d'échange de renseignements, d'échanges spontanés et de notifications pour les années 2015 à 2020, en subdivisant ces chiffres selon la législation sous-jacente et en indiquant la répartition des demandes par pays d'origine ? Pouvez-vous également indiquer, pour chaque rubrique, le nombre de demandes auxquelles l'administration a donné suite ?

Dans la réponse à ma question parlementaire n° 0379 du 15 février 2019, Monsieur le Ministre a bien voulu m'informer sur le nombre de demandes d'échanges d'informations dans le domaine fiscal adressées par les autorités compétentes luxembourgeoises à des autorités compétentes étrangères en m'indiquant également les pays destinataires de ces demandes, ceci pour les années 2015 à 2018.

Afin de compléter ces chiffres, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre :

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur ces mêmes chiffres en ce qui concerne l'année 2019 et l'année 2020 ?

Finalement, j'aimerais m'informer sur les répercussions de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 6 octobre 2020 dans les affaires jointes C-245/19 et C-246/19. Dans cet arrêt, la Cour a notamment clarifié la notion de « vraisemblablement pertinentes » en spécifiant les critères nécessaires pour considérer une demande comme étant justifiée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre :

3) Est-ce que l'arrêt susmentionné aura un effet sur la manière de l'ACD de procéder en la matière ? Jugez-vous que cela aura une répercussion sur le nombre de demandes, respectivement sur le ratio entre les demandes auxquelles l'administration luxembourgeoise donne suite et les demandes auxquelles elle ne donne pas suite ? Si oui, laquelle ?

Réponse (11.02.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans le cadre de la question parlementaire n° 3418 du 12 janvier 2021, l'honorable Député fait référence aux rapports annuels d'activité de l'Administration des contributions directes (ACD) renseignant les chiffres liés aux différents types d'échanges inter-administratifs.

Tout d'abord, il convient de souligner qu'en vertu de la loi modifiée du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale, une demande de renseignements reçue par une autre juridiction peut avoir comme base légale :

- une convention bilatérale tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et/ou

- la loi modifiée du 29 mars 2013 portant transposition de la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et/ou

- la loi du 26 mai 2014 portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013.

En outre, en vertu de l'article 3 de la loi modifiée du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale, l'ACD vérifie la régularité formelle de la demande de renseignements. La demande d'échange de renseignements est régulière en la forme si elle contient l'indication de la base juridique et de l'autorité compétente dont émane la demande ainsi que les autres indications prévues par les bases légales énumérées ci-dessus. Par ailleurs, l'ACD s'assure que les renseignements demandés ne sont pas dépourvus de toute pertinence vraisemblable eu égard à l'identité de la personne visée par la demande de renseignements et à celle du détenteur des renseignements ainsi qu'aux besoins de la procédure fiscale en cause. L'ACD exécute toute demande de renseignements lorsque celle-ci est complète ou a été complétée suite à un complément d'information demandé à l'autorité compétente de l'État requérant.

En pratique, quelques demandes ont dû être refusées alors qu'elles n'émanaient pas d'une personne ayant la qualité d'autorité compétente ou qu'il n'existait pas de base légale pour l'échange des renseignements requis.

Les tableaux ci-après renseignent sur les statistiques demandées par l'honorable Député pour les années 2015-2020.

Quant à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 6 octobre 2020 dans les affaires jointes C-245/19 et C-246/19, celui-ci n'a pas d'effet sur la manière de l'ACD de procéder en la matière. La loi modifiée du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale, telle que modifiée par la loi du 1er mars 2019, est en conformité avec l'arrêt susmentionné. Par conséquent, cet arrêt ne devrait pas avoir de répercussions sur le nombre de demandes, ni sur le ratio entre les demandes auxquelles il est donné suite et les demandes auxquelles il n'est pas donné suite.

Demandes de renseignements reçues ventilées par juridiction

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Demandes de renseignements reçues acceptées

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Échanges spontanés reçus

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Notifications administratives reçues

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Demandes de renseignements envoyées

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Demandes de renseignements reçues ventilées par base légale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3420 (12.01.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **relations avec la Chine :**

A leschter Zäit ass opgefall, datt d'Volleksrepublik China hir politesch Interesse méi offensiv vertrëtt. Zu Hong Kong koum et zu Ännerungen am legislativen Ëmfeld, besonnesch duerch en neit „nationaalt Sécherheetsgesetz", wat de Statut vun Hong Kong an déi international Verflichtunge vun der Volleksrepublik China verletzt. Vill Mënsche goufe verhaft. D'Europäesch Unioun huet dorop de 7. Januar 2021 mat enger Erklärung vum héije Vertrieder fir Baussepolitik reagéiert:

"[…] The EU urges the authorities to respect Hong Kong's rule of law, human rights, democratic principles and high degree of autonomy under the ‚One Country, Two Systems' principle, as enshrined in the Hong Kong Basic Law and in line with domestic and international obligations."

Mee och géintiwwer Taiwan trëtt China méi aggressiv op. Op d'mannst sechsmol sinn am Dezember 2020 Militärfliger aus der Volleksrepublik China an de Loftraum no un der Insel Taiwan geflunn, méi prezis si se an déi taiwanesch ADIZ (Air Defense Identification Zone) agedrongen. D'Zuel vun de Fligeren, déi un esou intrusiven Operatioune bedeelegt sinn, ass am Laf vum Joer 2020 progressiv geklommen an hir Taktik ass iwwerdeems méi offensiv ginn. Déi neisten Tëschefäll si bei méi grousse Militärmanövere vun der Volleksrepublik China an der Formosastrooss an am Südweste vun Taiwan geschitt. Déi informell sougenannte „median Linn" an der Formosastrooss, déi bis elo fir eng gewëssen Espacéierung vun den Truppen an domat fir Rou an där Regioun gesuergt huet, gëtt zënter 2020 net méi vun der Volleksrepublik China respektéiert. Si bezeechent se elo als „net existent".

An deem Zesummenhank wollt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt, no deene rezenten Entwécklungen zu Hong Kong, déi Doktrinn „E Land - zwee Systemer" nach kann als realistesch agestuuft ginn? Wann nee, wéi eng Konsequenze fir d'Approche zu China géifen sech aus där Analys erginn?

2. China gëtt vu ville Staaten als eng ëmmer méi grouss militäresch Menace fir de ganze südostasiatesche Raum gesinn, wat sech z. B. och an de strateegesche Prioritéiten a Planunge vun den USA, Australien, Indien a Japan erëmspigelt. Deelt déi Lëtzebuerger Regierung déi Aschätzung? Wéi gesäit déi Lëtzebuerger Regierung déi laangfristeg Entwécklung vun der sécherheetspolitescher Stabilitéit an der geografescher Noperschaft vun der Volleksrepublik China?

3. Wëllt d'Lëtzebuerger Regierung, sief et bilateral, sief et iwwert d'EU, géintiwwer Peking intervenéieren, fir kloerzemaachen, datt Lëtzebuerg, respektiv d'EU, keng Eskalatioun an de Relatiounen tëschent der Volleksrepublik China an Taiwan akzeptéiert?

4. Wëllt d'Lëtzebuerger Regierung, sief et bilateral, sief et iwwert d'EU, déi chineesesch Regierung dozou opruffen, keng Militäraktioune méi an der Formosastrooss ze lancéieren, déi kéinten als offensiv interpretéiert ginn?

5. Wëllt sech d'Regierung an hirem Dialog mat Peking, sief et bilateral, sief et iwwert d'EU, dofir asetzen, datt tëschent Peking an Taipeh e „substanziellen Dialog" gefeiert gëtt, esou wéi e vun der taiwanesischer Presidentin proposéiert gëtt?

6. Wär et net un der Zäit, och als Zeeche géintiwwer Peking, niewent deenen ekonomeschen a kulturelle Bezéiungen och déi politesch Relatioune mat Taiwan weider auszebauen, quitte datt si sech nach am Kontext vun der „Ee China"-Doktrinn beweegen?

7. Wat ënnerhëlt d'Regierung konkreet, fir d'Participatioun vun Taiwan an internationale Foren ze begënschtegen, wéi zum Beispill och an der WHO oder der WTO?

8. An deene leschte Joren ass eng impressionant Zuel u chineesesche Spionageaktivitéite bekannt ginn, inklusiv an eisen Nopeschlänner. Konkreet Problemer stellen sech z. B. och am Beräich vun de Kommunikatiounstechnologien. Dobäi ass net nëmme 5G am Gespréich, mee och Hackerugréff. Wéi stellt sech Lëtzebuerg op déi chineesesch Spionage am Westen an? Wéi eng Sécherheetsmoossname ginn am Beräich vun de Kommunikatiounstechnologien a vun der Ofsécherung géint Hackerugréff getraff? Ginn d'Sécherheetsdéngschter esou ausgeriicht, datt si och op spezifesch chineesesch Menacë kënnen adequat reagéieren?

9. D'Relatioune mat Russland sinn e wichtege strateegesche Facteur fir de Westen, besonnesch och am Kontext vun de Relatioune mat China. Déi westlech Russlandpolitik huet mat dozou bäigedroen, datt Russland an deene leschte Joren seng Relatioune mat China verdéift huet. Wär et net un der Zäit, och aus strateegeschen Iwwerleeungen eraus, d'Verhältnis zu Russland nei ze iwwerdenken?

10. Sollt de Westen net un enger neier Afrika-Strategie schaffen, déi där chineesescher Strategie proaktiv entgéinttrëtt, déi sech jo op d'Acquisitioun vu strateegesche Gidder an Infrastrukture konzentréiert?

11. Missten net och déi chineesesch Investitiounen an Europa vill méi genee kontrolléiert ginn, fir strateegesch Schlësselinteresse virun engem ze vill grousse chineeseschen Afloss ze protegéieren?

Réponse commune (10.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Lëtzebuerger Regierung weist sech besuergt iwwert déi rezent Entwécklungen zu Hong Kong, a besonnesch iwwert d'Aschränkunge vun de politesche Fräiheeten an de Mënscherechter, déi ënnert dem „Hong Kong Basic Law", der „Sino-British Joint Declaration" vun 1984 an dem internationale Recht garantéiert sinn. D'Ofkommes tëschent dem Vereenegte Kinnekräich an der Volleksrepublik China séchert Hong Kong bis 2047 eng gewëssen Autonomie zou. Deementspriechend ass de Prinzip „E Land, zwee Systemer" nach ëmmer rechtsgülteg a muss, am Kader vun internationale Verflichtungen, respektéiert ginn. Dëst hunn d'Europäesch Unioun an hir Memberstaaten an hire gemeinsamen Deklaratiounen an an hire Kontakter mat de chineeseschen Autoritéiten iwwert déi lescht Méint ëmmer erëm ënnerstrach.

ad 2. Lëtzebuerg suivéiert ganz opmierksam d'Evolutioun vun der politescher, wirtschaftlecher a sécherheetspolitescher Situatioun am Indopazifik an huet reegelméisseg Echangë mat Partnerlänner aus der Regioun, bilateral an am multilaterale Kader. D'sécherheetspolitesch Stabilitéit an der Regioun hunn d'EU-Ausseministeren ënner anerem de 25. Januar 2021 mat hirem japaneschen Homolog beschwat.

D'Lëtzebuerger Regierung deelt och dem héije Vertrieder fir d'europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik seng Aschätzung, datt déi indopazifesch Regioun strateegesch wichteg fir d'Europäesch Unioun ass an d'Zesummenaarbecht mat den ASEAN-Länner ausgebaut muss ginn.

ad 3. - 6. Als Äntwert op d'Froen 3 bis 6 ass fir d'éischt ze bemierken, datt d'Situatioun am ost- a südchineesesche Mier reegelméisseg tëschent der Europäescher Unioun an der Volleksrepublik China thematiséiert gëtt, an dëst op verschiddenen Niveauen. Am Kader vun den alljäerleche Consultatiounen iwwer Sécherheets- a Verdeedegungspolitik am Dezember 2020, huet d'EU sech eemol méi fir de friddlechen Ausbau vun de Relatiounen tëschent China an Taiwan ausgeschwat an un d'Volleksrepublik appelléiert, keng eesäiteg a militäresch Aktiounen an der Formosastrooss ze lancéieren.

D'Reuniounen tëschent der Europäescher Unioun a China gi mat de Memberstaaten an den zoustännegen Aarbechtsgruppen zu Bréissel virbereet. Lëtzebuerg bedeelegt sech hei aktiv um Ausschaffe vun den europäesche Messagen.

An engem Strategiepabeier iwwert d'Relatioune mat China vu Mäerz 2019 confirméiert d'Europäesch Unioun hir „Ee-China"-Politik an erkennt d'Volleksrepublik China als eenzege politeschen Uspriechpartner un. D'Unioun ënnersträicht awer gläichzäiteg och hiert Engagement, fir d'Relatioune mat Taiwan an diverse Beräicher weider ze verfollegen an auszebauen, op Basis vu gemeinsame Wäerter.

ad 7. Genee ewéi déi aner EU-Memberstaaten, an am Aklang mat eiser „Ee-China"-Politik, ass d'Lëtzebuerger Regierung oppe fir eng Participatioun vun Taiwan un technesche Reunioune bei internationalen Organisatiounen, dorënner och bei der Weltgesondheetsorganisatioun.

ad 8. D'Regierung ass sech der Bedroungslag duerch Spionage vun auslänneschen Acteure bewosst.

Op nationalem Plang schaffen déi verschidden Instanzen, déi zoustänneg si fir d'Sécherheet am Beräich vun de Kommunikatiounstechnologien, ganz enk a reegelméisseg zesummen. Um Niveau vun der Preventioun géint Hackerugréff hëlleft de GOVCERT, op Ufro vun den Operateure vu kritesche Infrastrukturen, de Sécherheetsniveau vun de Systemer ze kontrolléieren. Och um internationalen Niveau gëtt tëschent de kompetenten Acteure vill an effikass kooperéiert, fir schnell kënnen op méiglech Hackerugréff ze reagéieren.

ad 9. D'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Russland gi regéiert duerch déi fënnef Prinzippien, déi vum Rot vun den EU-Ausseministeren am Mäerz 2016 zeréckbehale gi sinn. D'Relatioune ginn de Moment um Niveau vun der EU iwwerpréift, an dat net nëmmen aus strateegeschen Iwwerleeungen eraus, mee och op der Grondlag vun der Ëmsetzung vun de Minsk-Ofkommessen a vun den Entwécklungen a Russland selwer, besonnesch am Beräich vum Rechtsstaat a vun de Mënscherechter.

ad 10. D'EU schafft am Moment schonn un enger neier Afrika-Strategie, déi sech - ënner anerem - op nohalteg Entwécklung a Wuesstem vum lokalen Aarbechtsmaart fokusséiert. Doduerch sollen och déi lokal Communautéite gestäerkt ginn. D'EU hëlt op dës Manéier eng laangfristeg Approche, anescht wéi z. B. d'Strategie vu China, déi virun allem op Infrastrukturen opgebaut ass. Europa bleift de gréisssten Investisseur an Afrika: Eis Echangen, wat den Handel mat Wueren ugeet, si bal duebel esou intensiv wéi déi tëschent Afrika a China. Wat d'auslännesch Direktinvestitiounen ugeet, läit d'EU mat 222 vis-à-vis vun 38 Milliarden Euro wäit viru China, an d'EU huet déi nei panafrikanesch Fräihandelszon mat iwwer 72 Milliounen Euro ënnerstëtzt. Um Niveau vun der Visibilitéit ass d'EU zesumme mat hire Partner amgaangen, sech eng nei, verstäerkt Identitéit ze ginn. Alles dat weist, dass Afrika fir d'EU en ausseruerdentlech wichtege politeschen a wirtschaftleche Partner ass, an dëse Partenariat gëtt an der Zukunft nach weider ausgebaut.

ad 11. Ewéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 2879 erwäänt, kënnen auslännesch Investitiounen, onofhängeg vun hirem Hierkonftsland, potenziell Risike mat sech bréngen. Et ass dofir

wichteg, dës Risiken ze iwwerwaachen, ze analyséieren a vu Fall zu Fall anzeschätzen, fir weiderhi kënnen déi Investitiounen unzezéien, déi keng oder limitéiert Risike fir national an europäesch Interessen duerstellen. An där Perspektiv hunn d'EU-Memberstaaten 2019 e Reglement adoptéiert, dat e Kader schaaft, fir auslännesch Direktinvestitiounen an der Union ze filtréieren. Europa huet sech esou e weidere Moyen ginn, fir potenziell Risike fir strateegesch Secteuren ze minimiséieren.

Question 3421 (12.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**utilisation de la langue française pour les avertissements taxés :**

A menger parlamentarescher Fro (N° 3226) iwwert de Gebrauch vum Franséische beim Ausschreiwe vun de Protokoller ass leider meng lescht Fro (N° 8) net vum Minister beäntwert ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Policeminister dës Fro nach eemol stellen:

- Ausser bei de Gesetzer sinn eis dräi Amtssproochen eigentlech gläichberechtegt. Firwat gëtt hei da franséisch besser behandelt an déi aner Amtssproochen diskriminéiert?

Réponse (28.01.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

E Verweis gëtt gemaach op d'Äntwert vun der Fro 1 aus der parlamentarescher Fro N° 3226 vum 30. November 2020, wou et heescht:

D'Gesetzer an d'groussherzoglech Reglementer am Kader vum Stroosseverkéier sinn all op Franséisch, d. h. all Infraktioun am Stroosseverkéier ass op Franséisch libelléiert. Doduerch gëtt och en AT (avertissement taxé), eng Convocatioun oder ee Papillon a franséischer Sprooch geschriwwen. Am modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 26. August 1993 ass de Modell vum AT, der Convocatioun asw. vum Legislateur op Franséisch festgehale ginn. D'Police hält sech un de gesetzleche Kader, dee vum Legislateur festgeluecht ginn ass.

Question 3422 (12.01.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **reconnaissance de l'écocide :**

Lors de l'assemblée des États parties au Statut de Rome en décembre dernier, la Belgique a plaidé pour l'élargissement des compétences de la Cour pénale internationale pour y inclure le crime d'écocide, c.-à-d. la destruction volontaire de systèmes écologiques causant des dégâts graves et durables à l'écosystème terrestre.

Par ailleurs, en ce qui concerne le Luxembourg, l'accord de coalition actuel affirme que : « La reconnaissance de l'écocide en droit pénal international sera soutenue. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quels efforts ont été entrepris jusqu'à présent par le Luxembourg au niveau européen et international afin de faire reconnaître l'écocide dans le droit européen et international ?

2) Est-ce que le Luxembourg participe dans des groupes de travail internationaux pour développer un concept juridique précis d'écocide ainsi que des pistes pour sa mise en application ? Dans l'affirmative, quel est l'état des travaux ?

3) Madame la Ministre juge-t-elle opportune l'introduction de la notion d'écocide dans la législation nationale, à l'instar des initiatives en France et en Belgique ? Dans l'affirmative, est-il prévu d'élaborer un projet de loi ?

Réponse commune (12.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Préalablement à la reconnaissance du concept juridique de l'écocide, il est nécessaire d'élaborer au niveau international une définition opérationnelle du terme. Ceci est nécessaire pour éviter d'aboutir à une définition juridique trop vague et sans utilité pratique pour les cours et tribunaux. Le Luxembourg suit de près les nombreuses réflexions en cours à cet égard. Nous sommes conscients du fait que, depuis 2019, les initiatives se multiplient et nous sommes prêts à soutenir le moment venu la reconnaissance de l'écocide dans le droit européen et international.

ad 2) Actuellement, des initiatives concrètes ont surtout été lancées par des pays au plan national. Ainsi, en novembre 2020, le Gouvernement belge s'est engagé à « prendre des mesures diplomatiques pour mettre fin au crime d'écocide ». Deux motions sur l'écocide ont également été soumises au parlement suédois récemment. Fin 2020, la Commission parlementaire des affaires étrangères d'Espagne a adopté une résolution appelant le Gouvernement à étudier la possibilité de criminaliser l'écocide aux niveaux national et international.

Ce n'est que très récemment que le sujet a commencé à être débattu concrètement au niveau européen. Le 20 janvier 2021, le Parlement européen a adopté un amendement à son rapport sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde déposé par Salima Yenbou pour le groupe Verts/ALE, qui encourage « l'Union et les États membres à promouvoir la reconnaissance de l'écocide en tant que crime international au titre du Statut de Rome à la Cour pénale internationale », faisant ainsi écho à l'initiative de la Belgique qui a plaidé, lors de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la CPI en décembre 2020, pour l'élargissement des compétences de la Cour pénale internationale en y incluant le crime d'écocide.

Tout amendement au Statut de Rome doit être examiné par le groupe de travail sur les amendements dont le mandat consiste à « étudier des amendements au Statut de Rome et au Règlement de procédure et de preuve, en vue de cerner les amendements qui méritent d'être transmis à l'Assemblée des États parties pour étude ». Il est à noter que s'agissant de propositions d'inclusion de nouveaux crimes, ce groupe de travail s'attache particulièrement à savoir si le crime en question peut être considéré comme faisant partie des crimes les plus graves touchant la communauté internationale dans son ensemble et si le crime est fondé sur une interdiction prévue en droit international. À l'heure actuelle, le groupe de travail n'a pas encore été saisi au sujet de l'écocide.

ad 3) En France, le Gouvernement a introduit l'infraction de l'écocide dans son projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets qui devait être débattu fin mars 2021 à l'Assemblée nationale. En Belgique, la question de l'introduction de l'écocide a fait l'objet d'une résolution à la Chambre des représentants pour étudier l'introduction du crime d'écocide dans le droit pénal belge.

Même s'il est encore trop tôt pour juger de l'opportunité d'introduire pareille infraction dans la législation luxembourgeoise, le Gouvernement va suivre les développements en la matière dans les pays voisins.

Il est profité de la présente pour souligner qu'afin que les sanctions pénales et administratives liées aux infractions environnementales puissent accomplir leur rôle répressif et dissuasif, la hauteur des peines prévues dans les textes légaux récents a été systématiquement augmentée. À titre d'exemples, le projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets (n° 7659) et le projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (n° 7654) prévoient d'augmenter les durées et montants maximaux des peines d'emprisonnement et des amendes.

Question 3423 (12.01.2021) de **M. Claude Lamberty** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **plan de relance sport :**

An engem Bréif vum Juni 2020 un d'Gemengen an un d'Gemengesyndikater huet de Sportsminister Explikatiounen zu de Finanzhëllefen am Kader vum „plan de relance sport" ginn.

Éischtens huet de Ministère matgedeelt, datt hie sech géif um Finanzement vun engem Sportskoordinator bedeelegen. Dëse Koordinator sollt virun allem garantéieren, datt déi eenzel Servicer (LASEP, Sportsveräiner, Schoulen, Maison-relaisen etc.) gutt zesummeschaffen an datt d'Beweegung vun de Kanner am Alter vun null bis zwielef Joer optimal gefërdert gëtt.

Zweetens géif de Ministère sech u Kompensatiounscourse fir de Schoulsport bedeelegen.

Drëttens wieren och zousätzlech finanziell Hëllefe fir Infrastrukturprojete virgesinn, déi sech fir sportlech Aktivitéiten un der frëscher Loft eegnen.

Den Delai, fir d'Aiden unzefroen, war op den 31. Dezember 2020 fixéiert ginn.

An deem Kontext géife mir dem Här Sportsminister gäre follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Gemengen oder Syndikater hunn eng Demande fir e Finanzement vun engem Sportskoordinator gemaach?

2. Wéi vill Gemengen hunn eng Demande fir d'Kompensatiounscoursen ugefrot?

3. Wéi vill Gemengen hunn eng Finanzhëllef fir d'Infrastrukturen ugefrot?

4. Wéi vill kaschten dës Mesuren am Ganzen?

Réponse (18.02.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Iwwert de Wee vun der Circulaire N° 2860 vum 8. Juni 2020 vun der Inneministesch sinn d'Gemengen an d'Gemengesyndikater effektiv op d'Mesurë vum „plan de relance" vum Sportsministère opmierksam gemaach ginn.

Wat elo konkreet de kommunale Beräich ubelaangt, huet dësen Hëllefspak eng Ënnerstëtzung vun engem Poste vu „coordinateur sportif" an de Gemenge virgesinn, do dernieft eng weider finanziell Ënnerstëtzung fir d'Gemengen, déi awer och fir d'Federatiounen an d'Veräiner gezielt huet, fir Initiative fir den deemolegen Ausfall vum Schoulsport ze kompenséieren, an zu gudder Lescht, eng supplementar finanziell Bedeelegung un de Sportsinfrastrukturen dobausse fir de Breedesport.

Wat elo de Sportskoordinator ubelaangt, esou hu sech, ewéi schonn den 20. Januar 2021 op der Tribün vun der Chamber ugekënnegt, eng zéng Gemenge fir dës Offer interesséiert an déi éischt Konventiounen iwwer dräi Joer wäerten deemnächst ënnerschriwwe ginn. Ee genaue Käschtepunkt ass deemno hei nach net auszemaachen. Et ass och net ausgeschloss, dass dës Aktioun erëm wäert relancéiert ginn.

Fir den deemolegen Ausfall vum Schoulsport kruten aacht Veräiner ronn 35.000 Euro. Do war keng Gemeng dobäi.

Fënnef Gemengen hunn eng finanziell Hëllef fir Sportsinfrastrukture fir de Breedesport kritt, wat insgesamt ee Montant vun 116.380 Euro ausgemaach huet. Och hei kann net ausgeschloss ginn, dass dës Moossnam iwwert de Fënnefjoresplang vun de Sportsinfrastrukture weidergefouert ka ginn.

Question 3424 (12.01.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**orgue symphonique de la cathédrale :**

L'orgue symphonique HAUPT (1937/38) de la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg a été démonté en été dernier afin d'être restauré entièrement et de se voir équipé de la technologie moderne. En effet, au fil des années, le matériel est devenu vétuste, voire défectueux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Dans quelle mesure le Ministère de la Culture intervient-il dans le financement de cette restauration et des travaux de modernisation, voire d'extension ?

2) Un accompagnement de la part de l'Administration des sites et monuments nationaux est-il requis dans ce cadre ?

3) À concurrence de quelle part les autres partenaires participent-ils au financement de ce projet ?

4) Madame la Ministre peut-elle fournir d'éventuelles précisions sur l'orgue symphonique de la cathédrale (historique, état actuel, augmentation éventuelle du nombre de registres, etc.) ?

Réponse (11.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Dans le contexte de la convention-cadre signée en 2016 entre l'État, la Ville de Luxembourg et la Fabrique d'Église paroisse Notre-Dame (actuel : Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique), le Ministère de la Culture participe au financement du réaménagement et de la restauration de l'orgue symphonique HAUPT (1937/38) de la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg jusqu'au montant maximal de 916.666,66 EUR, soit un tiers du cadre financier de 2.750.000. EUR TTC, qui a été fixé pour le projet final. Les deux tiers restants sont couverts par la Ville de Luxembourg et le fonds de gestion respectivement.

Dans la mesure où l'orgue en question n'est pas classé en tant que monument national, un accompagnement par le Service des sites et monuments nationaux n'est pas imposé par la législation y afférente.

L'orgue et son historique sont amplement documentés dans le livre « Orgeln und Orgelbau in Luxemburg » de Norbert Thill, Éditions Émile Borschette, 1993, (pp. 296-309).

Question 3425 (12.01.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **prélèvements de l'eau de la Moselle par les viticulteurs luxembourgeois :**

Dans une interview parue récemment dans la presse écrite, le président des vignerons indépendants regrette que les viticulteurs luxembourgeois - contrairement aux vignerons allemands - ne puissent pas prélever de l'eau de la Moselle pour arroser les jeunes vignes pendant les périodes de sécheresse.

Or, la législation luxembourgeoise permet d'ores et déjà l'utilisation d'eau de la Moselle en cas de forte chaleur par les vignerons, sous condition d'introduire une demande d'autorisation à l'Administration de la gestion de l'eau.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 2735 du 27 août 2020, Madame et Monsieur les Ministres indiquent qu'aucune demande d'autorisation n'a été introduite en 2020. Par ailleurs, il est précisé dans la même réponse que « tenant compte de la problématique énoncée et suite à une prise de contact récente de l'Institut vitivinicole et de la Fédération viticole, une solution concrète respectant les contraintes de la législation sur l'eau sera recherchée et élaborée avec les acteurs concernés en cas de besoin. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quel est l'état d'avancement de l'élaboration de la solution susmentionnée ? Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils déjà donner des précisions à ce sujet ?

2) Madame et Monsieur les Ministres estiment-ils nécessaire de simplifier les démarches administratives afin de faciliter l'attribution d'une autorisation ?

3) Est-ce que les demandes d'autorisation sont traitées en concertation avec les autorités allemandes afin de coordonner les prélèvements d'eau autorisés aux vignerons luxembourgeois et allemands ?

4) Quelle est, selon les ministres, la raison pour laquelle aucun vigneron n'a demandé en 2020 l'autorisation de pouvoir prélever de l'eau de la Moselle ?

5) Est-ce que la qualité d'eau actuelle de la Moselle répond aux normes prescrites pour pouvoir arroser les jeunes vignes ?

6) Est-il prévu de sensibiliser davantage les vignerons quant à la possibilité de prélever de l'eau de la Moselle par temps de chaleur forte ?

Réponse commune (15.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Dans un premier temps, il est important de noter que l'autorisation à l'égard des vignerons allemands mentionnée par le président des vignerons ne peut être considérée comme complète. La Moselle étant un condominium, un prélèvement d'eau de la Moselle, même depuis la berge allemande, doit disposer d'une autorisation des autorités allemandes et luxembourgeoises. En plus, l'autorisation concernée était limitée et établie par les autorités allemandes ayant la navigation dans leurs attributions. Ceci correspond uniquement à une autorisation d'utilisation de la propriété fédérale. Il faut noter que cette autorisation doit être complétée par une autorisation de prélèvement établie par les autorités compétentes, à savoir le « Landesamt für Umwelt- und Arbeitsschutz » sarrois pour le tronçon de Schengen à Remich et la « Struktur- und Genehmigungsdirektion Nord (SGD Nord) » pour la Rhénanie-Palatinat correspondant au tronçon de Remich à Wasserbillig. D'après les informations reçues, la SGD Nord n'a été saisie que de trois demandes et a établi des autorisations limitées, cependant sans une consultation des autorités luxembourgeoises.

Depuis l'automne, des échanges entre l'Administration de la gestion de l'eau et la SGD Nord ont eu lieu afin de trouver une approche commune, simple et respectant un certain nombre de critères. Une solution commune pourrait se limiter aux prélèvements pour les besoins d'irrigation des jeunes vignes, par moyen de réservoirs mobiles et uniquement à partir d'un nombre d'emplacements spécifiques et limités. Du côté luxembourgeois il est également important de noter que les prélèvements devront se limiter à la Moselle, les affluents ayant un débit trop faible pour permettre des prélèvements en période d'étiage. Il y a lieu de rappeler à cet endroit qu'en dehors de l'autorisation, tout prélèvement est aussi soumis au payement de la taxe de prélèvement, ceci étant une des obligations découlant de dispositions législatives tant nationales qu'européennes. La limitation des endroits de prélèvement s'explique par le fait de l'accessibilité du cours d'eau et les autres activités au bord de la Moselle (piste cyclable, pêche, navigation…).

ad 2) En vue d'une simplification administrative, il serait envisageable qu'une seule demande d'autorisation soit établie par un demandeur au nom de tous les vignerons en début de saison et que les prélèvements individuels soient déclarés par la suite afin de permettre de facturer la taxe de prélèvement. Du côté des vignerons en Rhénanie-Palatinat, la possibilité de la création d'un « Wasserverband » a été envisagée. Du côté sarrois et luxembourgeois, il faudrait également entamer des dis-

cussions quant à l'organisme qui serait le mieux positionné pour l'établissement et la gestion d'une telle demande.

Ainsi, un résultat du « Waasserdësch » du 26 janvier 2021, l'échange officiel gouvernemental avec le secteur agricole, viticole et horticole sur le thème de l'eau, est d'établir un groupe de travail rassemblant le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et les acteurs du secteur agricole afin d'élaborer une solution en ce sens.

ad 3) Un traitement concerté est le but des discussions actuellement en cours. Les autorisations établies jusqu'à présent par les autorités allemandes n'étaient pas prises en concertation avec les autorités luxembourgeoises.

ad 4) Les vignerons ont reçu des informations sur la nécessité d'une autorisation de prélèvement et des démarches y afférentes lors du « Wäibaudag » le 5 février 2020 à l'occasion d'une table ronde avec la participation du directeur adjoint de l'Administration de la gestion de l'eau. Il se trouve qu'il y a également eu des échanges avec des représentants de l'Institut vitivinicole de l'État à ce sujet. L'Administration de la gestion de l'eau ne dispose pas d'informations pour quelle raison aucune autorisation n'a été demandée en 2020.

ad 5) L'appréciation si la qualité de l'eau se prête à une utilisation d'arrosage de jeunes vignes doit être faite par les autorités compétentes en la matière. L'autorisation ministérielle de prélèvement se limite uniquement aux modalités de prélèvement (infrastructures, accès aux berges, quantités prélevées).

Selon l'Institut vitivinicole, la qualité de l'eau de la Moselle est suffisamment bonne pour pouvoir être utilisée pour l'arrosage des jeunes vignes.

ad 6) Une présentation sur le sujet par le directeur adjoint de l'Administration de la gestion de l'eau a eu lieu dans le cadre du « Wäibaudag » 2021 en date du 3 février 2021. Les activités de sensibilisation de l'Administration de la gestion de l'eau se concentrent sur une utilisation rationnelle de l'eau et la protection de cette ressource limitée. Dans ce contexte, il s'agit de promouvoir des techniques peu consommatrices d'eau comme notamment l'irrigation par goutte et, en l'occurrence, la stricte limitation de l'irrigation aux jeunes vignes.

Question 3426 (12.01.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**horaire de la ligne RGTR 555 :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3191 vum 23. November 2020 ass den Här Minister op zousätzlech Adaptatioune vun de Buslinne 522, 536, 540, 545, 560, 568, 571 a 572 am Norde vum Land agaangen, nodeems d'Ännerung vum Busplang op den 13. Dezember fir Schwieregkeete gesuergt hat, besonnesch wat de Schülertransport betrëfft.

Allerdéngs ass mir zougedroe ginn, dass och d'Schüler, déi vun Huldang op Dikrech an de Lycée classique fueren, a bis viru Kuerzem d'Linn 555 konnten huelen, eng Rei Schwieregkeete mat dem neie Busplang hunn. Sou géif z. B. nëmmen ee Bus moies bei den LCD an nomëttes um 15.00 Auer vum LCD op Huldang fueren, soudass déi Schüler, déi schonn um 12.00 Auer fräi hunn, kee Bus fir heem kréien.

Allgemeng hunn ech och vu ville Leit héieren, déi bis elo mat der Linn 555 op Dikrech gefuer sinn, dass sech hir Situatioun mam neie Busplang weesentlech verschlechtert huet, soudass der vill rëm wëllen op den Auto ëmklammen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Ass den Här Minister schonn iwwer dës Problematik informéiert ginn?

- Ass virgesinn, fir zousätzlech Busser fir de Schülertransport anzesetzen, fir esou eng besser Ubannung ze garantéieren?

- Huet den Här Minister wëlles, de Fuerplang vun der Linn 555 ze adaptéieren, fir dës nees méi attraktiv ze maachen?

Réponse (17.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Jo, ech sinn informéiert, dass am neie Fuerplang d'Linn 555 direkt op Ettelbréck fiert an Dikrech net méi usteiert. D'Linn 555 erméiglecht Korrespondenzen zu Ettelbréck-Gare mam Zuch Richtung Stad Lëtzebuerg. Meng Servicer kruten awer just vereenzelt Kriticken, dass Dikrech net méi vun der Linn 555 ugefuer gëtt. Eng Méiglechkeet, weider op Dikrech ze kommen, ass um Schinker, wou eng Korrespondenz mat der Linn 137 besteet.

Aktuell ass et net virgesinn, zousätzlech Busser fir de Schülertransport anzesetzen. De Schoultransport wäert och an Zukunft gesënnert vum RGTR organiséiert ginn. Sou gëtt erméiglecht, de Besoine vun de Schoulen an de Schüler nach besser entgéintzekommen. Et muss een awer och betounen, dass et aktuell vun Dikrech aus e Schoultransport gëtt. Ech weess, dass d'Horaire vun deene verschiddene Schoulen net ëmmer koordinéiert sinn an dass de Schüler hir reell Zäiten sech och alt vun deenen offiziellen ënnerscheeden. Et ass awer esouwuel aus finanzielle wéi och aus organisatoreschen Ëmstänn net méiglech, all eenzele Fall mat engem dediéierte Schoultransport ofzedecken. Dësen Transport gëtt vum regulären RGTR-Reseau ofgedeckt, wat bedeite kann, dass ee muss ëmklammen oder och emol méi laang oder méi kuerz Fuerzäiten huet.

Am Moment ass et net virgesinn, de Fuerplang vun der Linn 555 unzepassen. Ofgesi vun der Korrespondenz op d'Linn 137 ass d'Offer tëscht Ettelbréck an Dikrech extreem attraktiv. Sou huet een zum Beispill moies tëscht 7.00 an 8.00 Auer eng 15 Méiglechkeeten, fir vun Ettelbréck a maximum aacht Minutten ze kommen. Ier een e Bilan kann zéien, muss een dem neie Linneverlaf och eng Chance ginn. Wann een dann no enger gewësser Zäit mierkt, dass op engem Tracé effektiv Verbesserungsbedarf besteet, wäert ech derfir suergen, dass nogebessert gëtt.

Question 3427 (12.01.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **liaison du site du Häerebierg au giratoire Fridhaff :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3791 du 5 mai 2018, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait affirmé : « En ce qui concerne la liaison du site du Häerebierg (Caserne Grand-Duc Jean) au giratoire au lieu Fridhaff, le projet afférent devrait pouvoir être présenté en 2019 avec, dans ce cas, une exécution des travaux prévisiblement en 2019-2020. »

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur l'avancement de ce projet routier ?

- Qu'en est-il de l'impact environnemental de cette nouvelle route ? Une analyse y relative est-elle en cours ?

- Quand les travaux de construction relatifs à ce projet pourraient-ils débuter ? Quelle est la durée estimée du chantier ?

Réponse (27.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En ce qui concerne l'état actuel du projet susmentionné, mes services sont en train de finaliser le dossier de soumission. L'avant-projet afférent a été validé en date du 6 février 2017. La demande d'autorisation auprès du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, conformément à la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, sera introduite ensemble avec le dossier de soumission.

Tandis que les études pour ce projet ont déjà été achevées pour la plus grande partie depuis un certain temps, le dossier de soumission n'a pas encore pu être présenté en raison des terrains nécessaires à sa construction, qui n'ont pas encore pu être acquis en leur intégralité. En cas d'absence d'un accord à l'amiable, la procédure d'expropriation pourra être entamée.

Dès que toutes les autorisations ont été délivrées et l'État est en possession de tous les terrains nécessaires, les travaux pourront être mis en soumission pour débuter le chantier en principe six mois plus tard. La durée des travaux est estimée à environ 18 mois.

Question 3429 (12.01.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**agence européenne « CHAFEA » de Luxembourg :**

Au début de l'année 2020, la discussion autour de la délocalisation éventuelle de l'Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA) a fait débat.

La Commission européenne envisagerait la fermeture de l'agence au Luxembourg, et projetterait l'ouverture d'une nouvelle agence nommée « European Health and Digital Executive Agency » à Bruxelles.

En octobre 2020, lors d'une visite du commissaire européen au Budget et à l'Administration au Luxembourg, la position du Gouvernement en faveur d'un maintien de la CHAFEA au Luxembourg avait été réitérée.

Notons qu'un retrait de la CHAFEA irait également à l'encontre de l'accord Asselborn-Georgieva de 2015, qui prévoyait, entre autres, des transferts de personnel de la Commission et la création de postes au Grand-Duché.

Dans sa résolution de juin 2020, la Chambre des Députés a rappelé les engagements pris et s'est également engagée à soutenir tous les efforts du Gouvernement luxembourgeois dans la consolidation de la présence des institutions de l'UE au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Quelles décisions ont été prises lors et depuis la visite du commissaire européen au Budget et à l'Administration au Luxembourg à la fin de l'année passée ?

- Est-ce qu'une demande officielle a été adressée à la Commission en vue d'entamer une modification de l'article 64 du statut de la fonction publique européenne afin d'appliquer un coefficient correcteur pour les fonctionnaires expatriés au Luxembourg ?

- Est-il correct qu'un transfert des activités à Bruxelles se ferait dans l'esprit d'une efficacité augmentée de quelques programmes ?

- Dans l'affirmative, en quoi réside l'efficacité de perdre une trentaine de fonctionnaires expérimentés pendant une crise sanitaire mondiale ? En quoi réside le bénéfice financier au niveau européen de supprimer 79 postes établis au Luxembourg depuis 16 ans afin de les substituer pour 400 emplois à Bruxelles ?

- Dans la négative, quel est le niveau d'efficacité envisagé par la Commission européenne ?

- Est-ce que la délocalisation de cette institution sera compensée par l'arrivée d'une autre institution européenne au Luxembourg ?

Réponse (11.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Comme j'ai pu l'indiquer dans ma réponse à la question parlementaire n° 2180 du 11 mai 2020, la procédure spécifique applicable aux agences exécutives accorde un rôle prépondérant à la Commission européenne, et ce contrairement à la procédure applicable aux sièges des agences décentralisées : Le Luxembourg ne peut pas s'opposer seul au transfert des activités de l'agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA) à Bruxelles dans le cadre de la refonte des agences exécutives proposée par la Commission.

Suite à l'adoption du cadre financier pluriannuel de l'Union pour la période 2021-2027, la Commission européenne a formalisé en décembre 2020 ses intentions concernant la CHAFEA et circulé aux États membres son projet de décision d'exécution proposant une réorganisation des différentes agences exécutives.

D'après la Commission européenne, la taille limitée et le portefeuille fragmenté de la CHAFEA représenteraient les raisons principales qui justifieraient le transfert des activités de la CHAFEA vers les autres agences exécutives, y compris vers une nouvelle agence exécutive que la Commission propose de doter de quelque 500 postes d'ici 2027. Une réorganisation globale des agences exécutives générerait, d'après ses estimations, des économies dans le cadre du budget pluriannuel de l'Union.

Lors des réunions fin décembre 2020/janvier 2021 du Comité des agences exécutives, dont l'avis doit être recueilli avant l'adoption définitive par le Collège des commissaires, le Luxembourg, en ligne avec la motion adoptée par la Chambre des Députés le 11 juin 2020, a continué à défendre la position qu'un renforcement de la CHAFEA au Grand-Duché, où l'agence fonctionne remarquablement bien depuis sa création en 2005, ferait de loin plus de sens qu'un transfert de ses activités vers d'autres agences exécutives sises à Bruxelles. Eu égard à la hausse conséquente du budget européen alloué à la santé dans le cadre financier pluriannuel et les synergies possibles au Luxembourg, un tel renforcement contribuerait également à optimiser davantage le fonctionnement de la CHAFEA, y compris en permettant des économies d'échelle au même titre que les autres agences exécutives existantes, de taille bien plus importante, et répondrait ainsi aux observations avancées par la Commission.

En ligne avec cette position, le Luxembourg a voté contre le projet de décision de la Commission relative à la réorganisation des différentes agences exécutives, lors de la consultation par voie écrite du Comité des agences exécutives, qui a pris fin le 1er février 2021.

Toutefois, six États membres ayant voté en faveur du projet de décision et l'absence de réponse des vingt autres États membres étant considérée comme une approbation tacite, le projet de décision est désormais envoyé pour adoption définitive au Collège.

Pour sa part, le Gouvernement poursuivra ses efforts afin de consolider et de renforcer la présence des institutions et agences européennes au Grand-Duché, y compris eu égard aux nouvelles initiatives de la Commission dans le secteur de la santé, telles que le projet d'une « Health Emergency Response Authority » (HERA). Une lettre en ce sens a d'ailleurs été adressée récemment à la Présidente de la Commission européenne, Madame Ursula von der Leyen, par le Premier ministre.

Pour ce qui est du statut de la fonction publique européenne [règlement n° 31 (C.E.E) 11 (C.E.E.A.)], sauf dispositions contraires, toute modification est adoptée conformément à la procédure législative ordinaire, le monopole d'initiative appartenant à la Commission européenne. En effet, le statut dispose que le 31 mars 2022 au plus tard, la Commission doit soumettre au Parlement européen et au Conseil un rapport qui évalue si l'évolution du pouvoir d'achat des rémunérations et des pensions des fonctionnaires de l'Union est conforme à celle des rémunérations des fonctionnaires nationaux des administrations centrales. Sur la base de ce rapport et de l'étude comparative sur le coût de la vie à Luxembourg et Bruxelles, commanditée par la Commission européenne en 2019, la Commission pourrait présenter une proposition de règlement modifiant le statut en l'état.

Force est de constater que l'étude comparative susmentionnée a constaté un écart du coût de la vie de 10,5 % entre Luxembourg et Bruxelles. Du point de vue du Gouvernement, cet écart significatif justifie la poursuite des réflexions relatives à des pistes de solution potentielles, y inclus l'option d'un coefficient correcteur pour le Luxembourg, qui pourraient être adoptées au niveau de l'Union européenne pour compenser cette différence du coût de la vie. Lors de l'entrevue avec le Commissaire européen au Budget et à l'Administration, Monsieur Johannes Hahn, le 27 octobre 2020, le Premier ministre et moi-même avons réitéré cette position en appelant la Commission à réfléchir à des solutions possibles.

Question 3430 (12.01.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **centres de tests du large scale testing :**

Et muss ee feststellen, dass net méi all Testzentere fir de Large-Scale-Testing vum Covid-19 op sinn. Esou ass jo Schiere säit November zou an duerch eng Statioun um Rouscht ersat ginn. Am Moment kann een och kee Rendez-vous méi fir en Test zu Jonglënster huelen. Dëst bedeit, datt am Norden an am Oste jeeweils just nach een Testzentrum ass, zu House respektiv zu Meechtem/Gréiwemaacher.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Aus wéi enge Grënn goufe verschidden Teststatiounen zougemaach?

2. Firwat gëtt et am Norden an am Osten elo just nach jeeweils eng Teststatioun?

3. Am November hat d'Madamm Minister ugekënnegt, datt virgesi wier, am Norden eng weider Large-Scale-Testing-Statioun anzeriichten. Wou soll déi hikommen a wéini wäert se opgoen?

4. Wäert d'Teststatioun zu Jonglënster rëm opgoen? Wa jo, wéini?

5. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt dëst net wäert dozou féieren, datt méi Leit sech teste loossen?

6. Wéi séier kritt een am Moment e Rendez-vous an de bestoenden Teststatiounen?

Réponse (12.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Am Kader vun der Phas 2 vum Large-Scale-Testing, déi zënter dem 16. September leeft, ass eng méi kleng Capacitéit virgesinn ewéi an der Phas 1 (53.000 Tester/Woch vis-à-vis vun iwwer 100.000 Tester/Woch). Dofir ginn och manner Testinfrastrukture gebraucht ewéi an der Phas 1. Ausserdeem huet natierlech all physesch Installatioun och e Käschtepunkt, onofhängeg vun der reeller Auslaaschtung. Et war also net néideg (vum Standpunkt Capacitéit) an net opportun (vum Standpunkt Budget), esou vill Zenteren ewéi an der Phas 1 ze bedreiwen.

ad 2. Ënner anerem baséierend op der Auslaaschtung vun de verschiddenen Zentere wärend der Phas 1 ass decidéiert ginn, d'Zentere wéi follgend duerch d'Land ze verdeelen:

- 2 an der Stad Lëtzebuerg;

- 2 südlech vun der Stad Lëtzebuerg;

- 2 nërdlech vun der Stad Lëtzebuerg;

- 1 am Osten;

- 1 am Westen.

ad 3. De Prestataire, deen d'Large-Scale-Testing-Statioune bedreift, hat ganz grouss Problemer, fir déi zousätzlech Ressourcen ze fannen, déi fir 70.000 Tester/Woch néideg gewiescht wieren. Dofir ass d'Capacitéit „nëmmen" op 61.000 Tester/Woch geheicht ginn, an dat mat der aktueller Unzuel vun Testzenteren.

4. Am Moment ass net geplangt, eng weider Teststatioun am Kader vum Large-Scale-Testing opzemaachen. Zu Jonglënster bedreift allerdéngs e private Labo eng Drive-in-Teststatioun fir Leit mat Ordonnance.

ad 5. Am Kader vum Large-Scale-Testing muss natierlech de gestëmmte Budget agehale ginn. All Statioun méi kascht och méi, esouguer wann d'Gesamtcapacitéit net eropgesat gëtt. An deem Sënn hu missen Decisioune getraff ginn tëschent der Unzuel vu Statiounen an der Gesamtcapacitéit vun den Tester. D'Experienz weist och, datt de Wëllen, fir am Large-Scale-Testing matzemaachen, ganz staark an der Zäit variéiert opgrond vun der Evolutioun vun der Pandemie, wat also net drop hindeit, datt d'Lokalisatioun vun den Zenteren eng zentral Roll spillt.

ad 6. D'Auslaaschtung vun den Zentere variéiert ganz staark iwwert d'Zäit. An der Chrëschtvakanz waren d'Zenteren all quasi ausgebucht, wärend et am Moment erëm méi fräi Plaze gëtt. Fir d'Testinfrastrukturen optimal auszenotzen, ginn och all Woch méi Leit invitéiert ewéi theoreetesch Capacitéit do ass. A Phasen, wou vill Leit der Invitatioun nokommen, kann et da potenziell zu Enkpäss kommen. Hei sief awer rappeléiert, datt et sech beim Large-Scale-Testing ëm en „dépistage à grande échelle" handelt an datt all d'Leit, déi krank sinn oder Symptomer spieren, solle bei den Dokter goen, fir do eng Ordonnance ze kréien, fir an engem Labo getest ze ginn.

Question 3431 (12.01.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **relations avec les États-Unis :**

D'„Luxemburger Wort" berifft sech haut op d'„New York Times", fir ze mellen, datt den amerikanesche Bausseminister e Besuch zu Lëtzebuerg ofgesot hätt, well säi lëtzebuergeschen Homolog de President vun den USA e „Verbriecher" genannt huet.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung déi Neiegkeet aus der „New York Times" confirméieren? Wa jo, wéi beurteelt d'Regierung dës Entwécklung am Hibléck op déi amerikanesch-lëtzebuergesch Relatiounen?

2. Ass de lëtzebuergeschen Ambassadeur an den USA an de State Department convoquéiert ginn oder gouf et an iergendenger anerer Form en diplomatesche Protest vun den USA géint déi zitéiert Aussoe vum Lëtzebuerger Ausseminister?

3. Ass d'Regierung solidaresch mat den Aussoe vum Lëtzebuerger Ausseminister? Consideréiert d'Regierung den Här Trump als e „Verbriecher"?

4. Ass d'Regierung sech bewosst, datt keen anert europäescht Land an där Form op déi rezent Tëschefäll zu Washington reagéiert huet?

5. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi Manéier, wéi de Lëtzebuerger Ausseminister dacks Positioun ergräift a sech ausdréckt, den Interessie vum Lëtzebuerger Land an der Welt déngt? Wann nee, wéi eng Konsequenze wëllt d'Regierung dann aus där Erkenntnes zéien? Wa jo, wéi wëllt d'Regierung dat argumentéieren?

Réponse commune (08.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Regierung kann déi Neiegkeet aus dem „New York Times"-Artikel net confirméieren.

ad 2. De Lëtzebuerger Ambassadeur an de Vereenegte Staaten ass net an de State Department convoquéiert ginn an et gouf och keen aneren diplomatesche Protest vun de Vereenegte Staate géint déi zitéiert Aussoe vum Lëtzebuerger Ausseminister.

ad 3. Et gëtt e kloren Zesummenhang tëschent dem Här Trump sengen Aussoe wärend senger Amtszäit a besonnesch no de Wale vum 3. November 2020 bis den Dag vum 6. Januar 2021 an der Gewalt, déi sech dee selwechte 6. Januar am Kapitol ofgespillt huet an déi Mënschen d'Liewe kascht huet.

ad 4. D'international Communautéit ass sech eens, dass d'Evenementer vum 6. Januar ronderëm de Kapitol e graven Ugréff op d'Fundament vun der amerikanescher Demokratie duergestallt hunn. Lëtzebuerg setzt sech ëmmer staark fir demokratesch Wäerter, Mënscherechter an de Rechtsstaat an, an eis Reaktioun op d'Insurrektioun huet dat reflectéiert.

ad 5. D'Membere vun der Regierung schaffen enk zesummen, fir gemeinsam d'Interessie vun eisem Land ze verdeedegen. Den Ausseminister spillt eng weesentlech Roll an der Vertriedung vun de Lëtzebuerger Interessien no baussen an huet déi voll Ënnerstëtzung vun der ganzer Regierung fir säin Asaz.

Question 3432 (13.01.2021) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **centre de vaccination dans la région Est :**

Am November hat d'Madamm Minister ugekënnegt, en Aarbechtsgrupp géif sech mam Ausschaffe vun der Impfstrategie an der Implantatioun vun den Impfzentere befaassen.

D'Regierung war wuel mat verschiddene Gemengen a Kontakt wéinst engem Impfzenter am Osten, duerno hunn déi Gemengeverantwortlech awer näischt méi vun der Regierung héieren, obwuel d'Diskussiounen deelweis ganz villverspriechend waren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Fro un d'Gesondheetsministesch stellen:

- Ass mëttlerweil gewosst, ob en Impfzenter an den Oste soll kommen an, wa jo, wouhin?

Réponse commune (11.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Den Impfzenter am Oste gëtt an der Gemeng Munneref amenagéiert.

Question 3437 (13.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **Commission nationale pour la protection des données :**

D'CNPD, d'Commission nationale pour la protection des données, huet ënner anerem d'Aufgab, ze kontrolléieren, dass déi national an europäesch Dateschutzgesetzer zu Lëtzebuerg konform applizéiert ginn. Gläichzäiteg ass d'CNPD och responsabel, fir Reklamatiounen ze traitéieren, wa Persounen, Organisatiounen, Organismen oder Associatioune mellen, dass géint hir Rechter am Beräich vum Dateschutz verstouss gouf.

Elo soll et am vergaangene Joer awer bei der CNPD selwer zu engem Verstouss géint den RGPD (Règlement général sur la protection des données) komm sinn, well perséinlech Date vun den Newsletterabonnente vun der CNPD an d'USA iwwermëttelt goufen, obwuel d'CNPD uginn hat, dass dës op Serveren a Frankräich géifen traitéiert ginn an d'EU soumat net géife verloossen. Hannergrond war den Ëmstand, dass den europäeschen Ubidder, iwwert deen d'Newsletter gelaf ass, vun enger amerikanescher Firma opkaf gouf an d'CNPD verpasst hat, dës Ännerung hiren Abonnente matzedeelen.

Dëse Verstouss wërft d'Fro op, ob hei de Kontroller selwer net och kontrolléiert misst ginn.

Wéi „Paperjam" den 11. Januar 2021 gemellt huet, huet D'CNPD entre-temps d'Zesummenaarbecht mam besoten Ubidder bëend, wärend den CTIE, de Centre des technologies de l'information de l'État, awer weiderhin op dësen Ubidder setzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Ass dee genannte Verstouss säitens der CNPD dem Minister bekannt?

2. Ass bekannt, wéisou verpasst gouf, déi betraffe Persounen am Virfeld iwwert d'Changementer beim Ubidder ze informéieren, a gouf eppes gemaach, fir dass esou Feeler an Zukunft net méi geschéien?

3. Deelt de Minister d'Aschätzung vun der CNPD, dass de Verstouss net grouss genuch war, fir geméiss dem Artikel 34 vum RGPD déi betraffe Persounen iwwer e Verstouss géint de Schutz vu persounebezunnen Daten ze informéieren?

Op wéi eng Argumenter stäipt sech dës Aschätzung?

4. Wéi assuréiert d'Regierung, dass Persounen, déi eng Verletzung vum Schutz vun hire persounebezunnen Date wëlle mellen, dëst och kënne maachen, wann de Verstouss vun der CNPD selwer ausgaangen ass?

5. Bräicht et eng zweet Ulafstell, fir Plainten ze traitéieren, ëm déi sech d'CNPD net këmmere kann, well si selwer betraff ass?

6. Goufe vum CTIE sämtlech betraffe Persounen doriwwer informéiert, dass hir Daten elo a Staaten ausserhalb vun der EU iwwermëttelt kënne ginn?

7. Ass de Minister der Meenung, dass et fir d'Regierung vertrietbar ass, weiderhi mat enger Entreprise zesummenzeschaffen, déi aus Siicht vun der CNPD den Usprëch un den Dateschutz net méi vollstänneg gerecht gëtt?

Réponse (15.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation :*

ad 1. D'CNPD deelt d'Aschätzung vum honorabelen Deputéierten net, dass et e Verstouss am Beräich vum Dateschutz géint d'Rechter vun den Newsletterabonnente vun der CNPD gouf.

Et sief betount, dass d'Entscheedung vun der CNPD, dëse Service net méi ze notzen, net bedeit, dass den Ubidder net konform zum RGPD ass.

ad 2. No der definitiver Entscheedung vun der CNPD Ufank Dezember 2020 d'Verschécke vun der Newsletter ze suspendéieren, huet d'CNPD d'Sektioun Aspects légaux vun hirem Site geännert, fir iwwert dës Modifikatiounen ze informéieren.

D'CNPD ass der Usiicht, dass et net néideg war, all d'Abonnenten eenzel ze informéieren. Esou eng eenzel Informatioun ass dem Artikel 13 vum RGPD no och net virgesinn, wann de Changement net substanziell ass a keen zousätzleche Risiko mat sech bréngt.

ad 3. E Verstouss géint de Schutz vu persounebezunnen Daten („violation de données à caractère personnel") gëtt am Artikel 4 Punkt (12) vum RGPD follgendermoossen definéiert: „une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données."

Als Responsabele vum Traitement ass d'CNPD der Aschätzung, dass et sech an dësem Fall net ëm e Verstouss geméiss Artikel 34 vum RGPD géint d'Rechter vun hire Newsletterabonnente gehandelt huet.

ad 4. Wann eng Persoun mengt, dass eng Verletzung vum Schutz vun hire persounebezunnen Date vun der CNPD ausgaangen ass, ka si sech un den Délégué à la protection des données vun der CNPD wenden. Dat selwecht gëllt, wann eng Persoun, déi un d'Newsletter abonéiert ass, sech desabonéiere wëll („droit d'opposition" oder „opt-out") oder méi Informatiounen iwwert den Traitement vun den Donnéeën duerch d'CNPD wëll. Wann eng Persoun der Usiicht ass, dass d'CNPD eng aner Dispositioun vum RGPD net respektéiert hätt, kann dës och eng Reklamatioun bei der CNPD areechen. D'Decisioun, déi d'CNPD no der Instruktioun vun esou enger Reklamatioun hëlt, ënnerläit natierlech der Kontroll vun de Verwaltungsgeriichter (cf. Äntwert ënnert der Fro 5).

ad 5. Am Fall wou eng Persoun der Meenung ass, dass hir Rechter bei der CNPD net respektéiert goufen, dass d'CNPD eng Dispositioun vum RGPD net respektéiert hätt oder dass si net averstanen ass mat enger Decisioun, déi d'CNPD geholl huet am Kontext vun enger Reklamatioun, déi d'Persoun bei der CNPD virbruecht hätt, huet déi Persoun d'Méiglechkeet, hiert Recht beim Verwaltungsgeriicht anzekloen.

ad 6. Trotz der Acquisitioun vum europäeschen Ubidder, iwwert deen d'Newsletter gelaf ass, duerch eng amerikanesch Firma ass weiderhi garantéiert, dass Servere fir EU-Cliente an der EU lokaliséiert bleiwen an dass déi néideg Garantië fir de Schutz vun de perséinlechen Donnéeë vun de Newsletterabonnente weider bestinn.

ad 7. Wéi schonn heiriwwer gesot huet d'CNPD zur Konformitéit vun dëser Entreprise zu den Dateschutzreegele keng Stellung geholl (cf. Fro 1).

Question 3438 (13.01.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **référendum communal :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3057 du 29 octobre 2020 portant sur la tenue d'un référendum communal dans la commune de Sandweiler, Madame la Ministre a précisé que « tout en étant bien consciente que la décision d'organiser un référendum appartient de manière souveraine au conseil communal, j'ai recommandé au Collège des bourgmestre et échevins de la commune de Sandweiler, dans une visioconférence en date du 13 novembre 2020, de considérer la demande présentée par les initiateurs sans faire des conditions de forme supplémentaires posées par le règlement grand-ducal précité des conditions de recevabilité de la demande d'organisation du référendum ».

En effet, le conseil communal a décidé l'organisation du référendum sur l'opportunité ou non d'un projet du Collège des bourgmestre et échevins qui vise à démolir le bâtiment actuel de la mairie et de le remplacer par un nouveau bâtiment, même si la date n'a pas encore été fixée.

Désormais, la campagne d'information en vue du référendum a été entamée. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Quelles sont les dispositions légales encadrant la campagne d'information précédant un référendum communal ?

- Le Collège des bourgmestre et échevins peut-il utiliser des fonds publics pour promouvoir son point de vue politique par rapport à la question soumise au référendum ?

Il me revient par ailleurs que des citoyens ayant signé la pétition ont par la suite été contactés par des personnes qui avaient apparemment reçu la liste de signatures d'un membre du Collège des bourgmestre et échevins. Or, le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale du 13 décembre 1988 prévoit dans l'article 4, paragraphe 4, qu'« (u)ne fois déposées en une seule fois auprès du conseil communal, les listes de signatures ne peuvent être ni restituées ni consultées ».

- Madame la Ministre est-elle en connaissance de ces faits ?

- Dans l'affirmative, quelle en est son appréciation ?

Réponse (12.02.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Les campagnes qui peuvent précéder un référendum communal ne sont pas règlementées de manière spécifique et pas plus d'ailleurs que les campagnes qui se déroulent dans le cadre des élections législatives, européennes, communales ou lors d'un référendum national. Or, la loi électorale modifiée du 18 février 2003 prévoit dans ses articles 94 à 116 des pénalités applicables à certains comportements d'une part pendant la phase préélectorale et d'autre part pendant le déroulement des opérations électorales.

Dès lors, il y a lieu de se baser sur les compétences légales respectives des organes des communes. Le conseil communal dispose de la compétence générale conformément à l'article 28 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 : « Le conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal ; il délibère ou donne son avis toutes les fois que ses délibérations ou avis sont requis par la loi et règlements ou demandés par l'autorité supérieure. »

Le Collège des bourgmestre et échevins dispose d'une compétence d'attribution. Il est alors compétent seulement lorsque la loi lui attribue une compétence de manière expresse.

À défaut d'une attribution pareille au Collège des bourgmestre et échevins en matière de référendum, il appartient dès lors au conseil communal de décider ou non de mener une campagne préalablement à un référendum et d'en déterminer le contenu. L'exécution de cette décision du conseil communal relève du Collège des bourgmestre et échevins qui, à cet effet, a recours aux crédits que le conseil communal a alloués à l'organisation de la campagne.

Dans le passé, il a été procédé de cette manière lorsque les communes ont organisé des référendums et des campagnes préalables dans le cadre de fusions de communes.

Par ailleurs, je n'ai pas connaissance de la diffusion de données de personnes qui ont signé la pétition à l'origine du référendum.

Question 3439 (13.01.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **prime « Clever fueren » :**

Il nous revient que beaucoup de personnes ayant introduit une demande pour la prime pour une mobilité durable « Clever fueren » doivent attendre plusieurs mois avant de se voir verser la prime en question.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de primes, réparties par catégorie (vélo, pedelec, voiture électrique, etc.), ont été accordées depuis son introduction en mars 2020 ? Combien de ces primes ont déjà été versées ?

2) Madame la Ministre peut-elle informer sur la durée moyenne entre la réception de la demande pour une prime et le versement effectif de celle-ci ?

3) Le cas échéant, de quelle manière ce délai pourrait-il être raccourci ?

Réponse (17.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Depuis l'introduction du régime d'aides financières « Clever fueren » en mars 2019, plus de 12.200 primes pour un montant de quelque 10 millions d'euros ont été allouées par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Pour ce qui est plus précisément des véhicules soumis à immatriculation, 1.016 primes ont été allouées pour des voitures électriques pures et 639 primes pour des voitures hybrides rechargeables de l'extérieur. S'y ajoutent 39 primes pour des camionnettes électriques ainsi que 51 primes pour des cyclomoteurs électriques, onze primes pour des motocycles électriques et quatre primes pour des quadricycles électriques.

Dans le même laps de temps, plus de 5.600 vélos de même que près de 4.900 cycles à pédalage assisté (pedelec25) ont fait l'objet d'une aide financière.

ad 2) + 3) La durée moyenne entre la réception de la demande pour une prime et le versement effectif de celle-ci est en règle générale de quatre semaines. Toutefois, compte tenu du nombre très élevé de demandes introduites suite au doublement des aides financières pour vélos et pedelecs25 dans le cadre du programme « Neistart Lëtzebuerg » mis en avant par le Gouvernement à la sortie du confinement du printemps 2020, l'Administration de l'environnement accuse en ce moment un retard d'environ six mois au niveau du traitement des dossiers concernant les vélos et pedelecs25.

Afin de résorber ce retard au plus vite, le service en charge du traitement de ces demandes a été renforcé moyennant à la fois une réaffectation d'agents d'autres services et l'engagement de personnel supplémentaire.

Question 3441 (13.01.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **médiation familiale :**

Laut Aussoe vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vu Kanner a Jugendlecher feelt et u Mediateuren, fir bei Affaires familiales ze intervenéieren. Dobäi ass d'Mediatioun awer recommandéiert, fir a Situatioune wéi zum Beispill Scheedungen ze agéieren. Si spillen an deem Kontext eng wichteg Roll an droen dozou bäi, datt d'Prozedure méi schnell kënne gereegelt ginn.

Opgrond vun dësen Informatioune wollt ech folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Ass den Här Minister Educatiounsminister au courant vun dësem Manktem u Mediateuren?

- Wa jo, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir eng méi grouss Unzuel u Mediateuren ze kréien?

- Ass an dësem Kontext eng gréisser Recrutementsphas geplangt?

- Wéi eng Formation de base muss een hunn, fir kënne Mediateur ze ginn?

Réponse commune (12.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun konventionéiert eng Rei vu „services de consultation", déi och Mediatioun a Berodung bei „affaires familiales" ubidden. Enn 2019 ass de Ministère doriwwer informéiert ginn, datt et u Mediateuren an awer och un Therapeute feelt, fir bei de betraffene Familljen ze intervenéieren.

Doropshin huet d'Regierung en interministerielle Comité an d'Liewe geruff, fir eng Bestandsopnam an eng Analys vun der Situatioun ze maachen.

Op Basis vun de Konklusioune vum interministerielle Comité huet de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun déi néideg Moossname geholl an déi betraffen, konventionéiert Gestionnairë mat qualifizéiertem Personal verstäerkt.

Fir d'Joer 2021 goufen deene véier betraffene Berodungsservicer jeeweils ee Posten zougeschriwwen, fir d'Dossieren ze traitéieren, déi si vum Juge aux affaires familiales kréien. Dëst zousätzlecht Personal muss déi néideg Qualifikatioune kënne virweisen, fir an dësem Beräich ze intervenéieren.

Question 3448 (14.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **langues utilisées par le Ministère de la Culture :**

Am Kulturentwécklungsplang (eBook 1.0 - septembre 2018, volume 1) steet op der Säit 153 am Kapitel 17. „Citoyenneté culturelle et accessibilité" geschriwwen:

« Il n'y a rien de mal à créer une programmation culturelle dédiée à des publics spécifiques dans l'objectif de faciliter leur inclusion, mais il est primordial d'employer la culture avant tout comme un moyen de communication et de dialogue capable justement de faire interagir et se rencontrer tous les citoyens. Les voies d'accès peuvent varier et être adaptées mais la destination doit rester la même. La culture et l'art ne doivent pas être "différenciés". Il faut au contraire initier des passerelles, créer des partenariats et construire des projets entre les instances publiques, les acteurs culturels et les associations afin de réduire les distances entre la vie culturelle et ceux qui en sont éloignés, quelle qu'en soit la raison. La médiation culturelle et interculturelle joue ici un grand rôle aussi, tout comme une amélioration et multiplication des canaux et des langues d'information. »

Grad a Bezuch op d'Punkte „faire interagir tous les citoyens" a „multiplication des langues d'information" wieren hei nach e puer Saachen unzemierken.

Et fält nämlech op, datt e groussen Deel vun der Kommunikatioun vum Kulturministère just op Franséisch ass. Dëst betrëfft z. B. d'Internetsäit „culture.lu", de KEP, awer och Internetsäite vun ëffentlechen Ariichtungen oder aner Strukturen, déi Missioune vum Kulturministère iwwerhuelen. Bei „guichet.lu" fënnt ee vum Kulturministère och vill Informatiounen op Däitsch, z. B. wat déi verschidde Primmen oder Subsiden ugeet. Allerdéngs sinn d'Formulairen dann awer dacks nëmmen op Franséisch.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Firwat huet de Ministère sech hei entscheet, fir eesproocheg ze kommunizéieren, wou et jo awer en Zil vun der Kultur ass, fir esou vill Leit ewéi méiglech ze erreechen?

2. Firwat ass déi hei gewielte Kommunikatiounssprooch Franséisch an net z. B. Däitsch, wat genausou eng Verwaltungssprooch ass, oder Lëtzebuergesch, wat net just Verwaltungssprooch ass, mee esouguer d'Nationalsprooch?

3. Et sollt een net vergiessen, datt Franséisch fir 85 % vun den Awunner eng schwéier Friemsprooch ass an datt et ganz vill Awunner ginn, an allen Altersklassen, déi der franséischer Sprooch net Meeschter sinn. Dëst kann ënnerschiddlech Ursaachen hunn, z. B. well si déi Sprooch ni geléiert hunn oder well d'Franséischt hinnen als Friemsprooch einfach net läit oder ze schwéier ass, oder well si d'Sprooch iwwert d'Zäit oder duerch d'Beanträchtegung vum Gediechtnes (wat kann ënnerschiddlech Grënn hunn) verléiert hunn asw. Gëtt domat net eng Partie vun der Bevëlkerung zum Deel vu kulturellen Informatiounen ausgeschloss, well si der franséischer Sprooch net Meeschter ass?

4. Gëtt et e Projet, fir d'Formulairen och an anere Sproochen zur Verfügung ze stellen?

Réponse (11.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Am Kontext vun der Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch hat de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend 2018 eng Etüd beim TNS ILReS an Optrag ginn, aus där ervirgaangen ass, datt 77 % vun der Bevëlkerung Lëtzebuergesch-Kompetenzen hunn. Och gouf do vermierkt, datt 98 % vun der Populatioun Franséisch-Kompetenzen hunn.

Dëse Chiffer bestätegt d'Erfarung, déi meng Servicer dagdeeglech am Kultursecteur maachen, datt déi franséisch Sprooch, virun allem am professionelle Milieu, un deen de Kulturministère sech haaptsächlech a senger Kommunikatioun riicht, déi Sprooch ass, déi vun deene meeschten Acteure gedeelt gëtt.

D'Decisioun, fir de Gros vun der Kommunikatioun vum Kulturministère op Franséisch ze maachen, berout also souwuel op engem Sënn fir Pragmatismus wéi op engem Bewosstsinn fir déi demografesch Zesummesetzung vun eisem Land.

Vu datt Englesch déi Sprooch ass, déi am zweetheefegste vun de Kulturschaffende benotzt gëtt, wa si am Kader vu Finanzhëllefe mam Kulturministère a Kontakt trieden, wäerten an Zukunft d'Formulairen, fir Subside beim Kulturministère unzefroen, och op Englesch gemaach ginn an zu engem spéideren Zäitpunkt an däitscher „leichte Sprache".

Question 3449 (14.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **fouilles archéologiques :**

Op ville Plazen am Land ginn archeologesch Sondéierungen an Ausgruewunge vum CNRA ënnerholl, dacks am Kontext vun engem geplangte Bauprojet. Dat ass elo zënter iwwer dräi Joer och zu Mamer de Fall. Hei goufe vill bemierkenswäert Entdeckunge gemaach, beispillsweis d'Skelett vun engem Dromedar oder déi al Réimerstrooss a méi. Am Buedem um Tossebierg befënnt sech, ënner anerem, och nach en ale réimeschen Tempel. Laut den Archeologe gëtt ganz vill Interessantes fonnt a si ginn dovun aus, datt nach déi eng oder aner Iwwerraschung am Buedem waart.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Minister eventuell méi Informatiounen zu den aktuellen Ausgruewungen am Land, a ganz besonnesch zu Mamer?

2. Vill Leit, déi ronderëm wunnen, interesséiere sech dofir a wiere frou, fir méi Informatiounen ze kréien. Anerer fueren all Dag do laanscht a wëssen iwwerhaapt net, firwat do am Buedem gegruewe gëtt. Wier et net méiglech, duerch grouss Panneauen, op déi archeologesch Ausgruewungen opmierksam ze maachen an den interesséierte Bierger op der Plaz Informatiounen ze ginn, zum Beispill iwwert de Wee vun Informatiounstafelen?

3. Ass geplangt, gewëssen Deeler vum réimesche Vicus vu Mamer, wéi zum Beispill d'Réimerstrooss, ze erhalen an ëffentlech zougänglech ze maachen?

4. Steet de Ministère, a Bezuch op d'Ausgruewungen zu Mamer, am reegelméissege Kontakt mat der Mamer Gemeng? Gëtt d'Gemeng iwwert d'Resultater vun den Ausgruewunge reegelméisseg informéiert?

5. Wéi ass allgemeng, iwwert déi lescht Jore gesinn, d'Reaktioun vun de Gemengeverantwortlechen am Land, wann esou Ausgruewungen an interessant Entdeckunge gemaach ginn? Sinn d'Gemenge gewëllt, déi ausgegruewe Stécker auszestellen an Deeler vun de Bauten ze erhalen an zougänglech ze maachen? Oder sinn si éischter besuergt, datt duerch d'Ausgruewungen e geplangte Bauprojet net virugeet?

6. Gesäit d'Madamm Minister nieft dem historeschen a kulturelle Wäert vun den Ausgruewungen zu Mamer en eventuellt touristescht Potenzial op där Plaz?

7. D'Iddi fir zu Mamer en „archeologesche Park" anzeriichte kéint vum pedagogesche Punkt hier interessant sinn, besonnesch well op dëser Plaz d'Mamer Schoul ass, de Mamer Lycée an och d'Europaschoul, mat Dausende vu Schüler. Wéi steet d'Madamm Minister zu dëser Iddi?

8. Gëtt et eng Zesummenaarbecht tëscht dem Ministère an de lokale Schoulen, fir eventuell mat de Klassen esou Ausgruewungen ze besichen? Wier et méiglech, datt de Ministère reegelméisseg Féierungen op der Plaz organiséiert, fir d'Schoulklassen an och fir déi interesséiert Bierger?

Réponse (11.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den CNRA a seng Virgänger dokumentéiere scho säit de 1970er Joren ëmmer erëm Deeler vum Vicus vu Mamer, déi duerch Bauprojete bedrot sinn. Zanter 2017 mécht den CNRA groussflächeg Gruewungen op der Flouer tëschent Route d'Arlon-Rue Gaaschtbierg-Rue Mameranus. Dee vun lech genannten Dromedar koum 2011 aus engem Pëtz, dee bei dem Bau vun der Ëmgeeungsstrooss „Bierg Bypass" fonnt ginn ass, eraus. Hei koum och déi vun lech ugeschwate Réimerstrooss zum Virschäin.

ad 1. De Kulturministère ass iwwer all Gruewung informéiert a gëtt vum CNRA a reegelméissegen Ofstänn zu de Resultater a Kenntnis gesat.

ad 2. Op der Säit Rue Mameranus si schonn 2017 Panneauen un d'Clôture gehaange ginn, déi drop higewisen hunn, datt den CNRA do Gruewungen duerchféiert. Dës Panneaue kënnen awer net ouni Weideres op der Route d'Arlon (N6) opgeriicht ginn.

Déi interesséiert Bierger gi vun Zäit zu Zäit duerch kleng Informatiounsschëlder, esou och zu de virleefege Resultater vun de Gruewunge 6-10 rue Mameranus, informéiert.

ad 3. Déi réimesch Thermen, wéi och e Pëtz aus dem Vicusberäich bei der Bloer Bréck, sinn ëffentlech zougänglech. Am Moment ginn zu Mamer just Gruewungen am Virfeld vu Bauprojete gemaach, wou d'archeologesch Substanz wëssenschaftlech dokumentéiert gëtt, éier se engem Neibau Plaz mécht. Bei aussergewéinlechen a gutt erhalene Strukture kéint een zesumme mat der Gemeng iwwert en Erhalungskonzept nodenken.

ad 4. De Ministère steet an enkem Kontakt mat de Gemengen. Si gi vum Suivi archéologique de l'aménagement du territoire vum CNRA iwwer „zones à haute potentialité archéologique" informéiert. Wann et esou e grousse Projet ass wéi deen zu Mamer, ass d'Gemeng och bei de relevante Reuniounen iwwert de Chantier derbäi. Beim besote Projet si mir awer eréischt an der Gruewungs- an nach net an der Auswäertungsphas, esou dass den Austausch tëschent dem CNRA an de Servicer vun der Gemeng technescher Natur ass.

ad 5. D'Reaktioune vun de Gemengeverantwortlechen am Land sinn ënnerschiddlech, well och d'Ëmstänn vun den Entdeckungen ni identesch sinn. Et gi Plaze wou bis zu de Sondagen an dann de Gruewunge bis dato näischt bekannt war - dann ass d'Iwwerraschung ëmsou méi grouss - an et gi Gruewungen, wéi déi zu Mamer, wou réimesch Vestigë scho säit Joerhonnerte bekannt sinn. Et gi Gemengen déi Interessi hunn e puer Fondstécker auszestellen, do mussen awer d'Erhalungskonditioune gi sinn. D'Erhalung vun de Bauten oder Deeler vun deenen ass duerchaus méi schwiereg. Meeschtens handelt et sech net ëm Staats- oder Gemengenterrainen. D'Ëmplange vu Projeten ass net ëmmer esou einfach an net all wëssenschaftlech interessante Befonnt ass och laangfristeg fir de Grand public ze erhalen an zougänglech ze maachen. Déi meeschte Gemengen äusseren sech net besuergt, well si d'Ausgruewungen als eng Etapp, wéi och eng Étude environnementale, impacte au sol, hydrologique, bei der Realisatioun vun engem Bauprojet gesinn.

ad 6. Natierlech hunn d'archeologesch Vestigen zu Mamer och en touristesche Potenzial wéi d'Therme beweisen. Des Weideren ass Mamer am Projet Leader West D'une villa (romaine) à l'autre au pays des Trévires, deen Touristen invitéiert op de Spuere vun de Réimer vun Osten no Westen d'réimesch Sitten ze besichen. Bei dem aktuelle Stand bitt sech dës Gruewung net onbedéngt fir eng touristesch Notzung un, mee d'Gruewung ass nach net ofgeschloss a weider Sondagen a Gruewunge sti bei der aktueller Bauaktivitéit an der Gemeng Mamer nach op anere Plazen am réimesche Vicus un.

ad 7. D'Noperschaft vum réimesche Vicus vu Mamer an de Schoule bitt duerchaus vill pedagogescht Potenzial. Leider ass an deene leschte 50 Joer de Mamer Vicus no an no iwwerbaut ginn, esou dass et elo kaum nach grouss zesummenhänkend Vicusfläche gëtt, déi sech ubidden, do en „archeologesche Park" anzeriichten.

ad 8. Et ass net virgesinn, dass Schoulklassen Ausgruewunge besichen, well et sech bei den Ausgruewungen ëmmer och ëm Chantieren handelt, déi der Sécurité de travail ënnerleien. Esou ass et och leider net méiglech, datt eng Schoulklass oder Bierger ouni demesuréiert Moossnamen op eng Baustell ginn. Dofir bitt den CNRA am Kontext vun de Journées du patrimoine ëmmer erëm Visitte vu Gruewungen un, déi sech dofir ubidden, a fir Visiteuren opwenneg amenagéiert sinn.

Question 3454 (15.01.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **travailleurs handicapés :**

Op d'Fro vum November 2020 (N° 3122) hunn d'Ministere fir Aarbecht an den ëffentlechen Déngscht bestätegt, dass an der Fonction publique d'Quot vu 5 % vun den Aarbechter mat engem Statut handicapé respektéiert gëtt. Ee Respekt vu 5 % an der Fonction publique bedeit awer net zwéngend, dass an all Gemeng dës 5 % respektéiert ginn, esou wéi et den Artikel L. 562-3 vum Code du travail virgesäit.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir ëffentlechen Déngscht an Interieur dës Froe stellen:

1. Ginn déi 5 % an all Gemeng respektéiert?

Falls nee, ëm wéi eng Gemengen handelt et sech heibäi a wéi vill Leit missten agestallt ginn, fir d'Quot ze erreechen?

2. Kann d'Ministesch opschlësselen, wéi vill Prozent vun den Aarbechter an all Gemeng mat engem Statut handicapé agestallt goufen?

A wéi enge Gemenge schaffen, prozentual gesinn, déi meeschte Leit mat engem Statut handicapé?

Réponse (12.02.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Artikel L. 562-3 vum Code du travail gesäit vir, dass d'Gemenge 5 % vun hirem Personal (Vollzäit) ënnert dem Statut vum „salarié handicapé" sollen astellen.

Als Autorité de tutelle approuvéiert den Inneminister zwar d'Astellung vum Gemengepersonal duerch de Gemengerot oder de Schäfferot, mee bei dësen Decisioune mussen d'Gemengenautoritéiten net zwéngend uginn, ob et sech ëm e „salarié handicapé" handelt.

Dobäi kënnt, dass och Persounen, déi no hirem Engagement op enger Gemeng de Statut vum „salarié handicapé" unerkannt kréien, bei der Berechnung vun de 5 % mat consideréiert ginn. Och bei dësen Decisioune besteet keng Obligatioun fir d'Gemengenautoritéiten, d'Inneministesch a Kenntnis ze setzen.

Aus dëse Grënn verfüügt den Inneministère net iwwer Donnéeë betreffend den Taux vun Agentinnen an Agenten, déi am Gemengesecteur respektiv an den eenzele Gemengeverwaltungen ënnert dem Statut vum „salarié handicapé" agestallt sinn.

Question 3455 (15.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **aides financières pour les entreprises impactées par la pamdémie de la Covid-19 :**

Am vergaangene Joer hu wéinst der Covid-19-Pandemie Dausende vu Betriber hei am Land hir Aktivitéite fir eng laang Zäit missen astellen. D'Pertë fir 2020 sinn nach net ganz ze evaluéieren, mee et ass unzehuelen, dass vill Firme wäerten hir Plomme verluer hunn, virun allem a Branchë wéi dem Evenementiel an dem Horeca. Als Kompensatioun hat d'Regierung verschidde Gesetzer erlooss, fir de Betriber hir finanziell Ausfäll ze kompenséieren an se ofzesécheren. Vill Betriber si mat den Hëllefen awer ganz a guer net zefridden, well se éischtens d'Ausfäll net zu 100 Prozent ofdecken an d'Betriber esou trotzdeem op hire Käschte sëtze bleiwen a well de Staat bei den Iwwerweisunge vun den Hëllefen einfach vill ze lues ass an deemno Betriber vun hire Reserve liewe mussen, wa se iwwerhaapt d'Chance hunn, Reserven ze besëtzen.

D'Inneministesch hat am Mee och eng Circulaire erausginn, fir d'Gemengen ze encouragéieren, de Betriber op hirem Territoire mat ëffentleche Mëttele

finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, wann d'Hëllefen am kommunalen Interessi a mat den europäesche Reegele vun der fräier Maartwirtschaft vereenbar sinn. Verschidde Gemengen hunn dëst och gemaach, ma d'Resultat war, opgrond vun enger onklorer Formuléierung, net optimal an een Interessi war a verschiddene Fäll net ze erkennen. Esou gouf an der Gemeng Péiteng zum Beispill decidéiert, verschiddene Geschäfter de Loyer ze reduzéieren, och wa keen Impakt vum Covid op d'Aktivitéite vun der Firma ze erkenne war. Doriwwer eraus hunn déi Firmen, déi net drop baue konnten, eng Gemeng als Proprietär ze hunn, vu kengerlee esou Mesurë profitéiere kënnen, wat d'Fro vun enger gewëssener Willkür bei de Subsiden opgeworf huet.

An engem Pressecommuniqué vu gëschter hunn d'Vertrieder vum Horecasecteur d'Hëllefsmesurë vun der Regierung an de Gemengen an aller Däitlechkeet nach eng Kéier d'Fairness vu verschiddene Coronahëllefe kritiséiert:

« Malgré les meilleurs efforts de la fédération de l'Horesca, les aides gouvernementales actuellement accordées s'avèrent insuffisantes. […]

En l'état actuel, un exploitant locataire auprès d'une commune semble mieux traité qu'un locataire contractant avec un propriétaire différent. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur, Mëttelstand a Justiz dës Froe stellen:

1. Betreffend d'Situatioun, wou Betriber, déi hier Gebailechkeete bei enger Gemeng lounen an eng Reduktioun vum Loyer accordéiert kruten:

1.1. Kann een an dësem Fall vun enger staatlecher Bäihëllef (also engem Subside) schwätzen, wëssend, datt vun engem Point de vue comptable d'Gemeng op ee Produit (bzw. Recette) verzicht, déi engem Betrib seng Chargë reduzéiert?

1.2. Stellt dës Mesure ee finanzielle Virdeel géigeniwwer Locatairen am private Beräich duer, déi kengerlee Hëllef vun der Gemeng accordéiert kruten?

1.3. Gouf dat kommunaalt Interessi am Fall vun esou enger Decisioun respektéiert?

2. Kënnen de Schäfferot a Buergermeeschter no Belieben eng Reduktioun vum Loyer accordéieren oder gëllen iergendwellech Krittären, déi mussen erfëllt ginn, fir dass eng Gemeng eenzel Hëllefen accordéieren däerf?

Gesinn d'Ministeren an dësem Fall de Risiko, datt d'Konkurrenzrecht esou duerch eng Hannerdier ënnergruewe kéint ginn, wa Gemengen ufänke géifen, am grousse Stil eenzele Firme Gebaier zu engem méi niddrege Loyer oder esouguer fir näischt ze verlounen? Falls nee, wéi eng Gesetzer verhënneren, dass duerch Favoritismus oder Vetternwirtschaft verschidde Firmen op engem Gemengenterritoire vum Schäfferot a Buergermeeschter bevirdeelegt ginn?

3. Wéi schonns uewen erkläert, bréngt d'Reduktioun vum Loyer eng Reduktioun vun de Recettë vun enger Gemeng mat sech. Mussen d'Gemengen dësen Ausfall an iergendenger Aart a Weis an hirem Budget kompenséieren a falls jo, wéi?

4. An engem spezifesche Fall krut ee Restaurationsbetrib, deen enger Mammegesellschaft gehéiert, déi net nëmmen am Restaurationsbetrib aktiv ass an 2019 Milliounen Euro Gewënn verzeechne konnt, och vun der Gemeng gehollef.

Wéi gesinn d'Ministeren et, dass esou Mammegesellschaften, déi u sech genuch Reserve besëtzen an trotz Covid weider hire Geschäfter konnten nogoen, fir hir Duechtergesellschafte Reduktioune vum Loyer ufroen, déi u sech op Käschte vun der Allgemengheet bezuelt ginn?

5. Wäert d'Regierung, am Hannergrond vum europäeschen a nationale Konkurrenzrecht, an Zukunft méi streng mat esou Hëllefsmesurë vu Gemengen ëmgoen a plangen d'Ministeren, heizou ze legiféréieren? Falls nee, firwat net?

Réponse commune (17.02.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Hëllefen, déi verschidde Gemengen agefouert hunn, fir Betriber am Kontext vun der Pandemie vum Covid-19 finanziell ze ënnerstëtzen, nodeems dee Sujet schonn eng Kéier an der parlamentarescher Fro N° 2666 thematiséiert ginn ass.

ad 1.1. Generell ass ervirzehiewen, datt d'EU-Staatshëllefsrecht, wat an den Artikelen 106-109 vum Funktionementsvertrag vun der EU definéiert ass, d'Krittäre festhält, déi eng Moossnam erfëlle muss, fir als Staatshëllef kënne qualifizéiert ze ginn. Vereinfacht gesot si follgend Krittäre kumulativ ausschlaggeebend:

1. De Beneficiaire vun der Moossnam muss eng wirtschaftlech Aktivitéit ausüben, onofhängeg vu sengem juristesche Statut;

2. D'Moossnam muss vum Staat geholl ginn an och vun de Staatsressourcë kommen. Et ass ervirzehiewen, dass d'Notioun vum Staat déi ëffentlech Hand a priori ofdeckt, also och d'Gemengen. D'Notioun vu Ressourcen deckt net nëmmen direkt Hëllefe wéi Subventiounen of, mee och de Verzicht vun Akommes, wéi zum Beispill eng oppe Schold vun engem Betrib;

3. D'Moossnam muss ee selektive Virdeel duerstellen, dat heescht et muss éischtens ee Virdeel sinn, deen de Betrib net um fräie Maart kritt hätt, an zweetens muss eng Differenciatioun stattfannen tëschent Betriber, déi an der nämmlechter faktueller a legaler Situatioun sinn;

4. D'Moossnam muss d'Konkurrenz fälschen oder riskéieren ze fälschen an een Impakt op den EU-Bannenhandel hunn respektiv riskéieren ze hunn. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass dëse Krittär net einfach esou supposéiert ka ginn, well verschidde Moossname just ee lokalen Impakt kënnen hunn.

ad 1.2. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2666 an an der Circulaire N° 3847 vun der Inneministesch preziséiert ginn ass, muss de Gemengerot seng Decisioun, fir finanziell Hëllefen ze geneemegen, sou wéi all aner Decisioun och am Respekt vum Interêt communal huelen a sech un de legale Kader halen. Dobäi ass net prinzipiell auszeschléissen, dass esou Mesuren net fir jidderee gläich gëllen. Persounen oder Kierperschaften, déi an där selwechter Situatioun sinn, ginn am Prinzip och d'selwecht vum Staat an de Gemenge behandelt. Eng Gemeng oder de Staat dierfen awer ënnerschiddlech Mesuren huelen, wann d'Ënnerscheeder, déi doduerch entstinn, op objektive Krittäre berouen a sech rationell justifiéiere loossen. Dës Ënnerscheeder mussen aus deem Grond och adequat sinn an am richtege Verhältnis zu der Finalitéit stoen.

ad 1.3. Et sinn dem Inneministère bis ewell keng Fäll bekannt, wou den Interêt communal net respektéiert gi wier. Dobäi muss een awer soen, dass d'Attributioun vu Gemengesubventiounen net ënnert déi obligatoresch administrativ Surveillance vum Inneministère, d. h. ënnert d'Approbatioun, fält. Doduerch huet den Inneministère, wann iwwerhaapt, nëmme ganz bedéngt Kenntnis vun esou Decisiounen.

Bei de Reduktioune vum Loyer ass dat anescht. Op Basis vun den Artikelen 28 an 106.3° vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 muss e Contrat de bail, deen eng Lafzäit vu méi wéi dräi Joer mat engem järleche Loyer vu méi wéi 10.000 EUR huet, vum Inneminister approuvéiert ginn an domat, duerch d'Reegel vum Parallélisme des formes, och eng Modifikatioun vun de Konditioune vum Bail. Bis haut sinn dem Inneministère keng Kontrakter bekannt, wou den Intérêt communal net respektéiert gi wier.

Dem Inneministère sinn an deem Beräich bis haut och nach keng Reklamatiounen zougedroe ginn.

Ouni ze wëssen, ëm wéi ee Fall et sech genee handelt, ass et net méiglech, eng konkreet Äntwert ze ginn.

ad 2. Et handelt sech hei ëm e Kontrakt tëschent engem Proprietär an engem Locataire. Et kann een dovun ausgoen, dass a verschiddene Fäll e Proprietär eng Reduktioun vum Loyer a Kaf hëlt, fir esou een definitive Verloscht vum Loyer fir méi eng laang Zäit ze evitéieren. Et kann also sinn, dass eng temporär Reduktioun vum Loyer dem Proprietär mëttelfristeg méi erabréngt, well de Betrib seng Dieren net huet missen zoumaachen, wéi wann de Proprietär kuerzfristeg op säi méi héije Loyer insistéiert hätt, mam Risiko, herno iwwer eng länger Zäit een neie Locataire mussen ze sichen.

Bis op déi Reegelen, iwwert déi schonn an der Äntwert op d'Fro 1.2. rieds geet, ass ze soen, dass de Gemengerot decidéiert, wéi eng Gemengesubventiounen accordéiert ginn, entweeder am Kader vum Budget oder duerch eng speziell Deliberatioun. An deenen zwee Fäll ass et um Schäfferot, fir déi Decisiounen ze exekutéieren. Et ginn och Gemengen, wou de Gemengerot ee Reglement iwwert d'Attributioun vun de Subsiden hëlt, wou Krittären a Konditioune fir d'Attributioun fixéiert ginn.

Wat elo konkreet d'Reduktioun vu Loyere betrëfft, gëtt op d'Äntwert op d'Fro 1.3. verwisen a preziséiert, dass ee Contrat de bail vum Gemengerot muss guttgeheescht ginn. Duerch d'Reegel vum Parallélisme des formes ass et néideg, fir eng Ännerung vum Contrat de bail duerch déi selwecht Autoritéit guttzeheeschen an, am Fall wou, och nach vum Inneminister approuvéieren ze loossen.

ad 3. Wann e Gemengerot eng Reduktioun vum Loyer decidéiert, decidéiert en domat och bewosst eng Reduktioun vun de Recettes ordinaires vun der Gemeng. Soulaang de Budget ordinaire vun der Gemeng am Equiliber ass, ass dat och méiglech.

ad 4. Et ass net méiglech, op ee spezifesche Fall anzegoen, vun deenen d'Ministere keng Kenntnis hunn.

ad 5. D'Staatshëllefsrecht ass eng exklusiv Kompetenz vun der EU-Kommissioun, déi iwwert déi lescht Joerzéngten d'Staatshëllefsreegelen ausgebaut huet. Dës Reegele preziséieren, ënner wéi engen Ëmstänn d'Memberstaaten an all déi drënner falend Autoritéite Staatshëllefe kënnen accordéieren, an dat am Respekt vun der Proportionalitéit am Kontext vum EU-Bannemaart.

Zum jëtzegen Zäitpunkt ass net konkreet geplangt, fir d'Hëllefsmesurë vun de Gemenge méi staark ze encadréieren. Allerdéngs däerf een an deem Kontext net vergiessen, dass de Gemengen eng gewëssen Autonomie duerch d'Constitutioun an d'Charte européenne de l'autonomie locale garantéiert gëtt.

Question 3457 (15.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **Tour de Luxembourg :**

Am September vum leschte Joer ass et wärend dem Tour de Luxembourg zu bedauerleche Virfäll komm, wou d'Cyclisten ë. a. temporär gestreikt hunn, fir op feelend Sécherheetsdispositiounen opmierksam ze maachen. An der Äntwert vum 22. September 2020 op meng deemoleg parlamentaresch Fro (N° 2845) huet den Här Mobilitéitsminister Follgendes bemierkt:

„Et muss een an engem Debriefing mat alle concernéierten Acteuren dës Situatiounen analyséieren an zesumme kucken, wéi een esou Tëschefäll an Zukunft ka verhënneren an d'Sécherheet vun de Sportler besser ka garantéieren."

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Huet bis elo deen uewe genannten Debriefing stattfonnt an, wa jo, wéi eng Erkenntnesser hu sech aus dësem Debriefing erginn?

2. Wéi eng konkreet Dispositiounen am Hibléck op d'Sécherheet vun de Cycliste solle beim nächsten Tour de Luxembourg viraussiichtlech ëmgesat ginn?

Réponse commune (16.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Sou een Debriefing huet am Hierscht 2020 stattfonnt mat der Haaptconclusioun a puncto Sécherheetsaspekter, datt verschidden Acteuren hir Responsabilitéite mussen anescht iwwerhuelen (Organisateur, Autoritéiten, déi d'Autorisatioune verginn etc.).

ad 2. An dësem Kontext ass ze bemierken, dass de Sportsministère een Aarbechtsgrupp aberuff huet, fir sech an éischter Instanz um Niveau vun de staatlechen Institutioune mat der Organisatioun vun internationale Vëloscourssen zu Lëtzebuerg ze befaassen, wou dann och natierlech den Tour de Luxembourg drënner fält.

Op Basis vun de Conclusiounen, déi vun de verschiddenen Instanze gezu ginn, wäerte konkreet Virschléi och fir déi zukünfteg Editioun vum Tour de Luxembourg erschafft ginn.

Question 3461 (18.01.2021) de **M. Gilles Baum** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **centre de vaccination dans la région Est :**

Dans le cadre de la stratégie de vaccination contre la Covid-19 du Luxembourg, il a été décidé de déployer des centres de vaccination dans toutes les régions du pays.

D'après un article de presse, le centre de vaccination de la région Est sera installé à Mondorf-les-Bains.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) D'après quels critères le choix de l'implantation des centres de vaccination est-il opéré ?

2) Avez-vous consulté les communes de la région Est pour l'installation de centres de vaccination sur leurs territoires ? Dans l'affirmative, lesquelles ? Quels ont été les retours de ces communes ?

3) Est-il vrai qu'un centre de vaccination est mis en place à Mondorf-les-Bains ?

- Dans l'affirmative, à partir de quand sera-t-il fonctionnel et quelles seront ses heures d'ouverture ?

- Dans la négative, où est-il prévu d'implanter un/des centre(s) de vaccination dans la région Est du pays ?

4) Dans l'hypothèse où un centre de vaccination est déployé à Mondorf-les-Bains, ne s'avère-t-il pas utile de prévoir un second centre de vaccination dans la région Est et plus particulièrement dans le canton d'Echternach ou dans le canton de Grevenmacher ?

- Dans l'affirmative, où est-il prévu d'implanter cet autre centre de vaccination ?

- Dans la négative, quels seront les centres de vaccination les plus proches pour les habitants, d'une part, du canton d'Echternach et, d'autre part, du canton de Grevenmacher ?

Réponse commune (11.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Les sites appelés à héberger un centre de vaccination doivent disposer d'une superficie permettant l'aménagement de dix files de vaccination au minimum avec toutes les fonctions accessoires qui y sont rattachées, à savoir l'accueil et l'enregistrement des patients, des zones d'attente, de repos, de stockage et de catering ainsi que des espaces administratifs. Les sites doivent disposer d'un nombre suffisant d'emplacements pour voitures et bénéficier d'une bonne connexion au réseau routier et aux transports publics ou permettre la mise en place de navettes supplémentaires. Les infrastructures doivent être disponibles immédiatement et être mises à disposition des autorités étatiques pour une durée minimale allant jusqu'à la fin de l'année 2021.

ad 2) Une recherche active d'un site pouvant accueillir un centre de vaccination dans la région de l'Est a été menée par un groupe de travail présidé par le Haut-Commissariat à la protection nationale et composé de représentants du Ministère de l'Intérieur, de la Commission des loyers du Ministère des Finances, de la Direction de la santé et du Corps grand-ducal d'incendie et de secours. Des contacts ont été pris avec différentes communes d'une part et des acteurs privés d'autre part. Des contacts directs ont eu lieu entre les autorités étatiques et les communes de Schengen, Remich, Mondorf, Mertert, Betzdorf et Grevenmacher. En outre, des contacts ont eu lieu avec les communes de Manternach, Wormeldange et Echternach.

Il y a lieu de noter une excellente collaboration, volonté d'appui et réactivité de l'ensemble des communes contactées. Plusieurs visites de sites ont été organisées avec le groupe en charge de la mise en place des centres de vaccination afin d'analyser la faisabilité de mise en place d'un centre suivant les critères prédéfinis. Outre l'analyse des structures communales disponibles, plusieurs représentants communaux ont également pris contact avec des acteurs privés afin d'identifier d'éventuelles alternatives au sein de structures privées, voire analysé la possibilité de mise à disposition de terrains pouvant servir à la mise en place d'une structure mobile. À l'exception du site finalement retenu à Mondorf, les communes ne disposaient pas d'infrastructures disponibles ou les infrastructures visitées n'ont pas pu être retenues, principalement pour des raisons techniques (absence de chauffage ou d'isolation thermique) ou en raison d'un nombre insuffisant d'emplacements pour voitures.

ad 3) Les travaux d'aménagement d'un centre de vaccination à Mondorf-les-Bains sont en cours. La décision d'ouvrir un centre de vaccination sera prise en fonction des quantités de vaccins qui seront livrées au Grand-Duché. En principe, les heures d'ouverture de chaque centre de vaccination sont les suivantes :

- lundi de 13.00 à 19.00 heures ;

- mardi au vendredi de 07.00 à 19.00 heures ;

- samedi de 07.00 à 13.00 heures.

ad 4) Compte tenu des livraisons prévisionnelles de vaccins d'une part et du niveau du personnel médical disponible d'autre part, il n'existe, à l'heure actuelle, pas de travaux de planification en vue de l'ouverture d'un centre de vaccination dans les cantons d'Echternach ou de Grevenmacher.

À l'heure actuelle, des centres de vaccination sont planifiés dans les communes de Mondorf-les-Bains, Sandweiler (site de la Luxembourg Air Rescue), Esch-sur-Alzette, Ettelbruck et Luxembourg-ville. Toute décision relative à la planification d'un ou de plusieurs autres centres de vaccination sera prise en fonction des livraisons de vaccins et du personnel médical disponible.

Question 3462 (18.01.2021) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **centre de vaccination dans la région Est :**

Gëschter war bekanntlech an der Press gewuer ze ginn, datt den Oste mat Munneref och en Impfzenter wäert kréien, wat begréissenswäert ass a wat mir jo an de leschte Wochen ëfters gefuerdert haten.

Et ass awer eng Realitéit, datt Munneref fir d'Awunner aus de Kantone Gréiwemaacher an Iechternach aus dem Bezierk Osten awer relativ wäit ewech ass an datt do eventuell aner Impfzentere méi no wieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung eis bestätegen, datt et de Leit, déi eng Invitatioun fir d'Impfung kréien, fräigestallt

ass, a wéi engem Impfzenter si sech impfe loossen?

2. Wann nee, ass ugeduecht, datt en zweeten Impfzenter an den Oste kënnt?

3. Wéi eng Impfcapacitéit pro Dag ass fir den Impfzenter Munneref virgesinn?

Réponse commune (11.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Dee Moment, wou d'Bierger hir Invitatioun fir d'Impfung kréien, kënne si sech an all Impfzenter, deen zu deem Zäitpunkt op ass a wou Disponibilitéite fräi sinn, ee Rendez-vous huelen. Op Basis vun der Erfarung, déi mir déi éischt Wochen am Impfzenter an der Hal Victor Hugo gesammelt hunn, gi mir haut dervun aus, datt den Impfzenter zu Munneref eng Impfcapacitéit vu ronn 4.500 Impfungen an der Woch huet.

Question 3466 (18.01.2021) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **certificat médical dans le cas du renouvellement d'un permis de conduire :**

Lorsqu'on introduit une demande de renouvellement d'un permis de conduire, soit pour une prolongation après la période de stage ou pour des raisons d'âge, on doit impérativement joindre un certificat médical établi par un « médecin autorisé à exercer la profession de médecin-généraliste et/ou de médecin spécialiste en médecine interne au Luxembourg ». Sachant qu'un certain nombre de Luxembourgeois réside de façon plus ou moins permanente à l'étranger, le certificat médical susmentionné leur pose problème.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Pour quelles raisons le certificat médical doit-il émaner d'un médecin établi au Luxembourg ?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'au sein de l'Union européenne, un certificat émanant d'un médecin établi dans un pays membre devrait aussi être accepté pour une telle prolongation ?

- Dans l'affirmative, quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entamer afin de résoudre le problème ?

Réponse (17.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La disposition dont question se trouve à l'article 78 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route) et stipule que lors de la demande en première obtention ou en renouvellement (à partir de 60 ans), « la demande doit être appuyée (notamment) par les pièces suivantes : 1) un certificat médical récent à délivrer par un médecin autorisé à exercer la profession de médecin en qualité de médecin-généraliste et/ou de médecin-spécialiste en médecine interne au Luxembourg, répondant aux conditions à fixer par arrêté ministériel et attestant que le candidat présente les aptitudes physiques et mentales requises (…) ».

Cette disposition a été introduite dans le Code de la route en 2009 en marge de l'abolition de l'obligation pour les médecins d'être agrées par le Ministre ayant les transports dans ses attributions afin de pouvoir émettre les certificats dont question. Depuis lors, chaque médecin généraliste et chaque médecin spécialiste en médecine interne autorisé à pratiquer au Luxembourg peut émettre ces certificats.

À noter que lors de la prolongation du permis de conduire après le stage pour jeunes conducteurs des catégories A et B, aucun certificat médical n'est requis.

Les normes minimales concernant l'aptitude physique et mentale à la conduite d'un véhicule qui sont repris dans le Code de la route découlent de l'annexe III de la directive 2006/126/CE du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire (telle qu'elle a été modifiée). Ces dispositions sont reprises à l'article 77 du Code de la route. D'après les dispositions de la législation européenne, seul le pays où la personne concernée a sa résidence normale peut émettre, ou dans ce cas, renouveler un permis de conduire. Partant, une personne n'habitant plus le Luxembourg, bien qu'en possession d'un permis de conduire luxembourgeois, doit faire procéder au renouvellement de son permis de conduire dans son nouveau pays de résidence.

L'obligation d'examen médical afin de contrôler l'aptitude de conduire un véhicule doit se faire pour les résidents luxembourgeois selon les dispositions du Code de la route par un médecin au Luxembourg. Cette règlementation s'impose puisqu'il serait en pratique impossible de contrôler si un examen médical a effectivement été effectué par un médecin habilité à l'étranger. De plus, afin de pouvoir évaluer le résultat de cet examen, le certificat officiel du Luxembourg devrait être utilisé par le médecin étranger et le rapport devrait obligatoirement se faire dans une des langues administratives du Grand-Duché. S'y ajoute que la directive permet aux États membres d'exiger, lors de la délivrance ou de tout renouvellement ultérieur d'un permis de conduire, des normes nationales plus sévères que celles mentionnées dans ladite directive. Il ne semble guère concevable qu'un médecin (surtout s'il ne s'agissait pas d'un médecin de nos pays limitrophes) connaisse toutes les finesses du Code de la route luxembourgeois. Une enquête auprès des autres pays de l'Union sur ce sujet révèle, sur les dix réponses obtenues (dont AT, DK, DE, NL), qu'aucun autre pays de l'Union ne reconnaît des certificats médicaux d'un autre pays notamment pour ces mêmes raisons.

Question 3467 (18.01.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **santé mentale des seniors :**

Et ass gewosst, datt eis eeler Matbierger besonnesch ënnert der aktueller Pandemie leiden, well se engersäits méi vulnerabel sinn an anerersäits oft extreem isoléiert sinn, sief et doheem oder an enger Struktur.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat ass an de leschte Méint konkreet ënnerholl gi fir déi psychesch Gesondheet vun den eelere Leit?

- Gëtt et eng psychologesch Betreiung esouwuel an den Alters- a Fleegeheemer wéi och iwwer d'Reseaue bei de Leit doheem?

- Wann nee, deelt d'Regierung d'Meenung, datt et néideg wier, an dësem Beräich de Leit zousätzlech Ënnerstëtzung ze ginn?

Réponse commune (17.02.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'physescht an d'psychescht Wuel vun eisen eelere Matbierger ass ëmmer eng Prioritéit vun der Regierung, an dëst och am Kontext vun der aktueller Pandemie, wou si besonnesch musse geschützt ginn. Fir dass déi physesch Distanciatioun net zu enger sozialer Isolatioun mat den domat verbonnene psychesche Sequelle féiert, goufe vum Ufank vun der Pandemie un divers Mesurë geholl, an dat souwuel fir d'Leit an den Alters- a Fleegeheemer wéi och fir d'Leit, déi doheem wunnen.

D'Alters- a Fleegeheemer maachen all Dag vill Efforten, fir dass hir Pensionairen am Kontakt mat hirer Famill an hirem Frëndeskrees kënne bleiwen. Si schafen d'Konditiounen, fir dass dës Visitten an adaptéierte Raimlechkeeten an engem souwuel séchere wéi och frëndleche Kader kënne sinn. D'Alters- a Fleegeheemer passen sech all Dag der Situatioun an de Méiglechkeete vun hirer Struktur un; sou hu si ënner anerem och iwwer digital Moyenen de Bewunner d'Méiglechkeet ginn, hir Famill a Bekannte kënnen ze gesinn.

Ausserdeem ginn an de Strukturen, esou wéi d'Situatioun et erlaabt, reegelméisseg Aktivitéiten organiséiert, fir d'Leit souwuel kierperlech wéi och mental ze beschäftegen an hinnen och e normalen Alldag ze garantéieren. Eng Partie Benevoller ënnerstëtzen och d'Strukturen, fir esou gutt wéi méiglech Ofwiesslung an den ageschränkten Alldag ze bréngen. Strukturen, déi op ee Psycholog zréckgräife kënnen, probéieren d'Leit ze motivéieren, fir dës Hëllef unzehuelen. Munch Awunner sinn awer net bereet, dës Hëllef unzehuelen.

D'Réseaux d'aide et de soins schaffen intensiv mat hire Psychologen zesummen a bidden den eelere Leit an hire Familljememberen eng ugepassten Hëllef un, op déi allerdéngs net ëmmer zréckgegraff gëtt. Omega 90 a vill aner Servicer, déi vum Familljeministère konventionéiert sinn, si ganz flexibel an hunn entweeder hir Offeren ugepasst a bidden Onlineconsultatiounen un. Dem Service Iris vum Roude Kräiz seng Benevoller intervenéiere bei Leit an de Strukturen an och bei hinnen doheem an hëllefe sou, eng Isolatioun ze verhënneren oder ze briechen.

Och déi eeler Leit, déi net an engem Alters- a Fleegeheem wunnen an och net op de Service vun engem Reseau zréckgräifen, ginn an der Pandemie net vergiess. D'Club-Senioren, déi de Leit ab 50 Joer en ofwiesslungsräichen Aktivitéitsprogramm ubidden, fir souwuel um physesche wéi och um mentalen Niveau fit an aktiv ze bleiwen, spillen eng wichteg Roll an der Bekämpfung vun der sozialer Isolatioun. Si hu sech vun Ufank vun der Pandemie u mat vill Engagement a Kreativitéit dofir agesat, de Kontakt mat den eelere Leit oprechtzëerhalen, och wa si hir gewinnten Aktivitéiten net méi op déi selwecht Aart a Weis konnten ubidden. Dofir hu si séier ëmdisponéiert an op aner Methoden zréckgegraff; et gouf a gëtt weiderhi vill mat de Clienten telefonéiert, Publikatioune mat Denksportaufgaben, Rezepter, Turnübungen- a Bastelvirlage gi verschéckt, vill Coursen an Aktivitéite gi mëttlerweil och online ugebueden, mat klengen Opmierksamkeete gëtt de Leit gewisen, dass ee fir si do ass. D'Club-Seniore bleiwen also och wärend der Pandemie weiderhin eng wichteg Ulafstell, wou d'Senioren op eng professionell Begleedung kënnen zielen an an engem gesécherten Émfeld de Kontakt mat anere Leit kënne behalen.

De Seniorentelefon vum Familljeministère ass eng weider Ulafstell, wou souwuel vill eeler Leit wéi och d'Familllje sech kënnen informéieren, awer och en oppent Ouer fir hir Doleancen an hir Suerge fannen.

Question 3470 (18.01.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **SAMU Luxembourg 2 :**

De SAMU Luxembourg 2 ass zënter dem 1. Juli 2019 am neie CIS Hesper stationéiert. Dëse läit geografesch gesi gutt, fir den Osten an de Südoste vum Land an awer och de Süde vun der Stad Lëtzebuerg ofzedecken. No 18 Méint wär et un der Zäit, fir eng Bilanz ze zéien iwwert d'Integratioun vum SAMU an den CIS Hesper an awer och, wéi d'Aarbecht um Terrain funktionéiert.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Wéi gestalte sech d'Fuerzäiten op déi jeeweileg Asätz?

- Ass no Meenung vun der Madamm Ministesch de Rayon vum Osten a Südoste vum Land an de Süde vun der Haaptstad gutt iwwert de SAMU Luxembourg 2 ofgedeckt?

- Wéi gesäit d'Madamm Ministesch d'Integratioun an d'Zesummenaarbecht ënnert de jeeweilegen Acteuren am CIS Hesper?

- Ass séchergestallt, dass de SAMU Luxembourg 2 och no der Fäerdegstellung vum CNIS am CIS zu Hesper bleift?

- Wa jo, wat huet den Ausschlag gi fir dës Decisioun ze huelen? Wann nee, wéi eng Erklärung gëtt et fir dës Decisioun?

Réponse (10.02.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De SAMU Lëtzebuerg 2 gouf den 1. Juli 2019 agefouert, fir d'Disponibilitéit vum SAMU esou séier wéi méiglech eropzesetzen an doduerch eng verbessert medezinnesch Noutfallversuergung am Land ze garantéieren.

De SAMU Lëtzebuerg 2 ass d'lescht Joer 21 % vun alle SAMU-Asätz gefuer a war duerchschnëttlech bannen 12,5 Minutten op der Asazplaz, wat genee eng Minutt méi séier ass wéi den nationalen Duerchschnëtt. De Virdeel duerch eng stationär SAMU-Ekipp am Centre d'incendie et de secours (CIS) zu Hesper erméiglecht déi séier Ausréckzäiten.

De gréissten Deel vun den Asätz vum SAMU Lëtzebuerg 2 falen an der Stad Lëtzebuerg (34 %) souwéi an der Gemeng Hesper (7 %) un. Éstlech vun der Stad Lëtzebuerg ginn ongeféier 23 % vun den Asätz gefuer, donieft awer och iwwer 22 % am Süde vum Land, iwwer 10 % westlech vun der Stad Lëtzebuerg an ëmmerhin nach 3 % nërdlech vun der Stad. Dëst ënnersträicht, dass de SAMU Lëtzebuerg 2, grad ewéi all anere SAMU, net fir eng eenzel Regioun agesat gëtt, mee fir d'Gesamtcouverture vum Land ze verbesseren.

Duerch d'Aféierung vun enger weiderer SAMU-Ekipp mat Helikopter den 1. Abrëll 2020 um Findel, ass déi national Couverture nach emol ausgebaut ginn. Deemno suergt de CGDIS derfir, all Deel vum Land beschtméiglech ofzedecken, onofhängeg vum Moyen oder vum Standuert.

A villen CISen am Land, wou verschidden Acteuren aus dem CGDIS zesumme schaffen, also och zu Hesper, klappt d'Zesummenaarbecht menges Wëssens no ganz gutt.

D'Ziler vun der Couverture opérationnelle ginn am Plan national d'organisation des secours (PNOS) definéiert. Fir dës Ziler ze erreeche steet et dem CGDIS grondsätzlech fräi, seng Asazmëttel esou ze placéieren, dass se operationell, logistesch an organisatoresch am effikasste sinn. De SAMU Lëtzebuerg 2 ass 2019 zu Hesper stationéiert ginn, well et opgrond vun enger Analys, déi vum CGDIS duerchgefouert gouf, wichteg war, zäitno en zousätzleche SAMU do anzeféieren, wou déi meescht Asätz sinn, dat heescht an der Stad Lëtzebuerg souwéi an hirer Peripherie. Den neien CIS Hesper, deen an direkter Proximitéit zu der Stad Lëtzebuerg läit, huet sech dee Moment als ideal erausgestallt, well am CIS Lëtzebuerg op der Areler Strooss net genuch Raimlechkeeten zur Verfügung stoungen an een net konnt bis zur Fäerdegstellung vum Centre national d'incendie et de secours (CNIS) um Rondpoint Gluck waarden. Wéi de 15. Mäerz 2019 an der Pressekonferenz bei der Virstellung vum 4. SAMU schonn annoncéiert an och festgehale gouf, soll de SAMU Lëtzebuerg 2 awer à terme an den CNIS plënneren. Dësen, dee knapp 2,7 km Loftlinn vum CIS Hesper ewechläit, bitt déi ideal Viraussetzunge fir e SAMU-Standuert. Hei kann de SAMU gutt an déi operativ a logistesch Ofleef agebonne ginn. Déi direkt Ubannung un d'Autobunn erméiglecht zousätzlech en optimalen Asazradius, deen sech wäit iwwert de (Süd)Oste vun der Stad Lëtzebuerg erstreckt.

Question 3478 (19.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **participation luxembourgeoise à la guerre civile d'Espagne :**

Am spuenesche Biergerkrich vun 1936 bis 1939 hu ronn 100 Männer aus Lëtzebuerg, dorënner ronn 60 Lëtzebuerger Staatsbierger, sech den internationale Brigaden a Spuenien ugeschloss fir ze kämpfen.

Ech géif dozou dem Här Premierminister zwou Froe wëlle stellen:

Wärend dem Biergerkrich koum et zu Krichsverbrieche vun deenen zwou Säiten, zum sougenannte „wäissen Terror" vun de Frankisten an zum sougenannte „rouden Terror" vun de verschiddene prorepublikaneschen a kommunistesche Gruppen. Beim „rouden Terror" sinn Zéngdausende vun Zivilisten, dorënner besonnesch Geeschtlecher an Uerdensfraen, Geschäftsleit, Politiker, ermort ginn.

1. Ginn et an deem Kontext Studien oder Indizien iwwer eng eventuell Participatioun vu Leit aus Lëtzebuerg un deene Krichsverbriechen a Spuenien?

2. Ass auszeschléissen, datt Leit aus Lëtzebuerg a Brigade waren, déi Krichsverbrieche begaangen hunn?

Net nëmmen op der republikanescher Säit huet een auslännesch Kämpfer fonnt, mee och op der frankistescher Säit hunn Dausende Fräiwëlleger aus dem Ausland gekämpft.

3. Ass gewosst, ob och Lëtzebuerger op där Säit gekämpft hunn an, wa jo, ware si a Krichsverbriechen involvéiert?

Réponse (10.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. D'Regierung huet keng Indizien iwwert eng eventuell Participatioun vu Leit aus Lëtzebuerg un deenen zitéierte Krichsverbriechen a Spuenien.

ad 2. D'Regierung huet keng Informatiounen, déi op esou Faite géifen hindeiten.

ad 3. D'Regierung huet keng Informatiounen, datt Lëtzebuerger op der frankistescher Säit gekämpft hunn.

Question 3479 (19.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **volontaires de guerre luxembourgeois :**

Fräiwëlleg Lëtzebuerger hunn a ville Kricher matgekämpft, esou z. B. am Éischten an Zweete Weltkrich, an am Spuenesche Biergerkrich. Bei anere Kricher ass dëst vill manner bekannt, esou sinn z. B. eng Partie Lëtzebuerger 1867 dem Opruff vum Poopst nokomm a waren un der Verdeedegung vu Roum a vum Vatikan géint dem Garibaldi seng Truppe bedeelegt.

Duerfir hätt ech dës Fro un den Här Premierminister:

- Kann de Minister eis soen, a wéi enge Kricher Lëtzebuerger gekämpft hunn a wéi vill datt dat der waren?

Réponse (10.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Et ass historesch erwisen, datt Lëtzebuerger souwuel op Säite vum Poopst wéi och op Säite vum Garibaldi gekämpft hunn.

D'Regierung huet keng exhaustiv Lëscht aus där ervirgeet, a wéi enge Kricher Lëtzebuerger gekämpft hunn a wéi vill dat der le cas échéant waren. Ass dëst fir d'19. Joerhonnert ganz schwéier nozevollzéien, esou ginn et och bis an den Zweete Weltkrich inklusiv just gréisstendeels Schätzungen an de respektive wëssenschaftleche Publikatiounen.

Question 3483 (20.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **fiche de retenue d'impôt :**

Am Budgetsgesetz 2021 gouf festgehalen, datt d'Prozedur vun der Fiche de retenue d'impôt ab 2021 digitaliséiert gëtt. Am Artikel 3 Paragraf 8 steet:

« (3b) L'administration des contributions directes est également habilitée à mettre la fiche de retenue d'impôt du salarié sous forme électronique à la disposition de l'employeur. »

Weider steet am follgende Punkt c), dass de Fonctionnement vun dëser Dispositioun duerch groussherzoglech Reglementer wäert gereegelt ginn. Zum haitegen Zäitpunkt ass zu dëser Dispositioun awer nach keen entspriechende Reglement ze fannen.

Wéi mir opgefall ass, kruten elo, Ufank des Joers, e sëllege Biergerinnen a Bierger ëmmer nach eng Fiche de retenue d'impôt iwwert de Postwee an a Papeierform vum Steieramt zougeschéckt, déi si dann no der aler Prozedur beim Patron mussen ofginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Ab wéini wäert déi digital Prozedur vun der Fiche de retenue d'impôt realiséiert ginn?

2. Gëtt d'Ëmsetzung nach dëst Joer an Etappe gemaach oder gëtt vun engem Moment op deen aneren all Fiche iwwert den digitale Wee verschéckt?

Réponse (11.02.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wéi am Budgetsgesetz 2021 an de betreffende groussherzogleche Reglementer festgehale gouf, gëtt d'Prozedur vun der Fiche de retenue d'impôt ab 2021 digitaliséiert. Dës groussherzoglech Reglementer goufen den nämmlechten Dag wéi d'Budgetsgesetz den 23. Dezember 2020 publizéiert:

1) Règlement grand-ducal du 19 décembre 2020 portant exécution de l'article 143 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2012 remplaçant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2007 portant exécution de l'article 143 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2020/12/19/a1067/jo)

2) Règlement grand-ducal du 19 décembre 2020 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 8 juillet 2002 portant exécution de l'article 143, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2020/12/19/a1068/jo)

D'Biergerinnen an d'Bierger kréien de Moment hir Fiche de retenue d'impôt all Joer nach a Pabeierform iwwert de Postwee geschéckt a mussen déi hirem Patron ofginn.

D'Steierverwaltung ass amgaangen, eng digital Plattform opzesetzen, déi et den Employeuren erméiglecht, Zougréff op d'elektronesch Fiches de retenue vun hire Salariéen ze kréien. All d'Fiches de retenue d'impôt, déi normalerweis ab dem 1. Mee 2021 erstallt ginn, ginn dann an digitaler Form dem Employeur zur Verfügung gestallt.

Am Allgemenge brauchen d'Salariéë vum Joer 2022 un hir Fiche de retenue d'impôt net méi physesch hirem Employeur ofzeginn, well den Employeur se dann direkt iwwert déi digital Plattform kann eroflueden.

Eng weider Neiegkeet ass, datt déi administrativ Prozedure vereinfacht ginn, andeem déi zukünfteg Fichen e pluriannuelle Charakter wäerten hunn. Si wäerten domadder iwwert d'Steierjoer eraus valabel sinn.

Zudeem kënnt derbäi, datt ab dem 21. Dezember 2020 d'Méiglechkeet besteet, datt d'Bierger sech op véier verschidden Typpe Courrier vun der Steierverwaltung kënnen abonéieren. Dozou gehéiert, nieft dem Steierbescheed, dem entspriechenden Dekont an der Fixatioun vun den Avancen, och d'Steierkaart, déi, an deem Moment wou se physesch gedréckt gëtt, gläichzäiteg am Guichet.lu zur Verfügung gestallt gëtt. Si kann do consultéiert an och erofgeluede ginn. Fir datt dat de Fall ass, muss de Bierger allerdéngs een Abonnement an deem Moment hunn, wann d'Dokument gedréckt gëtt. Dat Abonnement ka ganz einfach am Guichet.lu gemaach ginn an ass individuell fir déi véier Typpe vu Courrier méiglech. Guichet.lu informéiert den Abonnent dann och iwwert eng E-Mail, datt een neie Courrier vun der Steierverwaltung a sengem perséinlechen Espace ukomm ass.

Question 3488 (21.01.2021) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **congé pour raisons familiales :**

Hier, l'Allemagne a décidé de prolonger les mesures de confinement jugées nécessaires afin d'endiguer la propagation de la Covid-19. Ainsi, les établissements d'enseignement et d'accueil se trouvent dans l'obligation de suspendre leurs activités jusqu'au 14 février 2021, une mesure concernant aussi le lycée germano-luxembourgeois de Schengen situé à Perl.

En effet, même si un tel confinement incluant la fermeture des écoles n'est actuellement pas en place à Luxembourg, les élèves luxembourgeois fréquentant le lycée de Schengen sont bien évidemment également concernés par la suspension des activités scolaires.

Cependant, au Luxembourg, la procédure spécifique autorisant les parents de bénéficier du congé pour raisons familiales n'est applicable que du 28 décembre 2020 jusqu'aujourd'hui, le 20 janvier 2021 inclus et la loi actuellement en vigueur ne prévoit pas de clause permettant de traiter ce cas particulier, résultant dans l'impossibilité pour les parents de ces élèves du lycée concerné de prendre un congé pour raisons familiales.

Notant également que pendant la période de lockdown au Luxembourg, de mi-mars à fin mai 2020, le congé pour raisons familiales était applicable aux parents qui n'ont pas eu la possibilité d'assurer la garde de leur(s) enfant(s) à charge jusqu'à l'âge de douze ans, respectivement jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis pour un enfant en situation de handicap, et que le lycée de Schengen accueille notamment des élèves ayant accompli leur quatrième année de l'école fondamentale (des élèves de moins de douze ans), je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Le Gouvernement a-t-il pris conscience de cette situation ?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que les parents d'élèves de moins de 13 ans fréquentant le lycée germano-luxembourgeois de Schengen devraient avoir le droit de prendre un congé pour raisons familiales, ceci tout en restant fidèle à l'esprit européen de ce lycée ?

- Dans l'affirmative, comment le ministre entend-il remédier pour soutenir les parents et les élèves concernés ?

Réponse commune (09.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Le Gouvernement a bien pris conscience de la situation décrite par l'honorable Député ; la loi du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail, qui a été votée par la Chambre des Députés en sa séance du 21 janvier 2021, a justement pour objectif de remédier aux problèmes soulevés par l'honorable Député dans sa question parlementaire.

Question 3491 (21.01.2021) de **M. Jeff Engelen** concernant la **maison médicale dans la région Est du Luxembourg :**

D'Santé huet den 21. Januar an enger Pressematdeelung annoncéiert, datt eng „maison médicale" am Süden an eng am Zentrum geplangt ass. Dës zwou „maisons médicales" sollen dann och déi al Strukturen ersetzen. Wéi et weider an der Pressematdeelung heescht, géif och am Norden intensiv no engem neie Site fir eng „maison médicale" gesicht ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Sicht d'Santé och no engem Site fir eng „maison médicale" am Oste vum Land?

2. Wa jo, wou soll sech dëse Site fir eng „maison médicale" am Oste viraussiichtlech befannen?

3. Wann nee, wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt an all Bezierk duerch „maisons médicales" eng besser Prise en charge soll assuréiert ginn, awer datt fir de Bezierk Oste keng vergläichbar medezinnesch Versuergung envisagéiert gëtt?

Réponse (17.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsministère an d'Gesondheetsdirektioun si ganz beméit, fir schnell eng Léisung fir den Oste vum Land ze fannen, déi eng besser a flächendeckend medezinnesch Versuergung fir d'Bevëlkerung bréngt.

Well den Osten, geografesch gesinn, vun Norden no Süde wäit zitt, ass een eenzege Site warscheinlech keng zefriddestellend Léisung fir d'Leit, déi do wunnen. Dozou kënnt, datt wann een een eenzege Site plangt, och déi néideg medezinnesch Ressourcë mussen disponibel sinn.

Aus deene Grënn ginn d'Bestriewe vum Gesondheetsministère a Richtung vun enger Pluralitéit vu Sitten, fir den Zougang zur medezinnescher Versuergung ze versécheren.

Question 3493 (21.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **travailleurs handicapés :**

Op d'Fro vum November 2020 (N° 3122) hunn d'Ministere fir Aarbecht a fir den ëffentlechen Déngscht bestätegt, dass an der Fonction publique d'Quot vu 5 % vun den Aarbechter mat engem Statut handicapé respektéiert gëtt. Am Artikel L. 562-3 vum Code du travail, deen dës 5 %-Quot virgesäit, ass och d'Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) opgelëscht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ginn déi 5 % bei der CFL respektéiert?

Falls net, wéi vill Persoune mat engem Statut handicapé missten agestallt ginn, fir dës Quot ze erreechen?

2. A wéi engem Service schaffen, prozentual gesinn, déi meeschte Persoune mat engem Statut handicapé?

A wéi engem Service schaffen, prozentual gesinn, am mannste Persoune mat engem Statut handicapé?

Réponse (09.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Äntwert op dësen Deel vun der parlamentarescher Fro verlaangt ee Versteesdemech vum innerbetribleche Fonctionnement vun der CFL.

D'CFL ass ee grousse Betrib mat ganz vill verschiddene Karriären:

Engersäits ginn et Karriären, déi direkt oder indirekt de Beräich Sécherheet betreffen a wou dofir ganz strikt Reegelen/Krittären a puncto Aptitudes médicales besti fir Mataarbechter, déi an deene Beräicher aktiv sinn.

Anerersäits ginn et och zuelräich Beruffsbiller, déi ee kierperlechen/manuellen Asaz bezéiungsweis Schichtaarbecht erfuerderen.

Eng Rei vun eise Mataarbechter kënnen hirem Beruff net iwwert eng ganz Lafbunn nokommen, well se gesondheetlech Aschränkunge kréien, déi dëst net méi erlaben.

All concernéiert Mataarbechter ginn an där Situatioun iwwert eng CFL-intern Prozedur en charge geholl a bei definitiver „inaptitude au poste de travail" entspriechend de residuelle Capacitéiten duerch d'Aarbechtsmedezinn vun der CFL oder/an op Decisioun vun der Commission des pensions intern op een adaptéierte Poste reklasséiert. D'Orientatioun an d'Integratioun op een neien, vakante Posten, dee konform ass mat de medezinnesche Restriktiounen, gëtt vum Service recrutement & accompagnement carrière vun der CFL assuréiert.

Obschonn dës Mataarbechter zum gréissten Deel net offiziell de Statut handicapé ugefrot hunn, sinn si mat anzerechnen, wann een d'Quot vu 5 % verifizéiert. Effektiv erfëllen dës Leit déi selwecht Konditioune wéi déi, déi de Statut vum Travailleur handicapé ufroen: si sinn apte, fir een Emploi um Aarbechtsmaart auszeüben, si hunn eng Reduktioun vun hirer Aarbechtscapacitéit vun op d'mannst 30 % a si befanne sech an engem stabele Gesondheetszoustand.

Op den 31. Dezember 2020 waren op der CFL 21 Persounen am Statut handicapé an 186 Persounen am Statut agent reclassé. Dat maachen 207 Persounen op eng Gesamtpopulatioun op der CFL vun 3.573. De Prozentsaz vu Leit mat Statut handicapé respektiv reclassé entsprécht also 5,79 %. Domat ass d'CFL konform zum genannten Artikel L. 562-3 vum Code du travail.

ad 2. Déi meeschte Persoune mat engem Statut handicapé respektiv reclassé schaffen aktuell prozentual gesinn am Service recrutement & accompagnement carrière (32 %), an de Servicer qualité a secrétariat général (15 %), am Service RH (12 %) respektiv am Service exploitation infrastructure (10,5 %).

Déi mannste Persoune mat engem Statut handicapé respektiv reclassé schaffen aktuell prozentual gesinn an de Servicer formation & développement, audit interne, sécurité & environnement a juridique & assurances mat jeeweils 0 %.

Question 3495 (22.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **liaison ferroviaire Luxembourg-Bruxelles :**

Wéi d'„Wort" an engem Artikel vum 19. Januar bericht, hunn de belschen an de lëtzebuergesche Mobilitéitsminister eng Participatioun vun der EU-Kommissioun ugefrot, fir d'Zuchstreck tëschent Lëtzebuerg a Bréissel an de Genoss vun europäeschen Hëllefsgelder kommen ze loossen.

Un der Verbindung tëschent den zwou Haaptstied gëtt zur Zäit nach geschafft. Am Joer 2016 haten déi lëtzebuergesch a belsch Regierung deklaréiert, dass ab 2023 d'Verbindung sollt an zwou Stonnen a siwe Minutte realiséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

- Sinn déi deemoleg Ukënnegunge vun 2016 nach bis 2023 realiséierbar, oder wäerten d'Aarbechten un dëser Streck sech déi nächst Joren nach weider zéien?

Falls Letzteres zoutrëfft, wéini mengt de Minister, datt d'Streck Bréissel–Lëtzebuerg an zwou Stonnen a siwe Minutte gefuer wäert ginn?

Réponse (26.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wärend déi grouss Aarbechten un der Streck Lëtzebuerg–Bréissel op Lëtzebuerger Säit ofgeschloss sinn, hänkt den Zäitplang op belscher Säit staark hannendran. Well Enn des Joers 2020 ëmmer méi Undeitunge vu belscher Säit komm sinn, dass d'Aarbechte sech op hirer Säit bis 2030 kéinten hinzéien, hunn ech deem neie belsche Minister, dem Här Georges Gilkinet, proposéiert, fir déi gemeinsam Initiativ vis-à-vis vum Här Frans Timmermans, Vizepresident vun der Europäescher Kommissioun a Chargé vum „Pacte vert pour l'Europe", ze huelen an esou d'Verbesserung vun der Eisebunnsstreck op belscher Säit méi schnell kënne virunzedreiwen.

No der Fäerdegstellung vun den Aarbechte kann dann e schnellen Zuch déi zwou europäesch Haaptstied mat de Garë Lëtzebuerg a „Bruxelles-Luxembourg" an zwou Stonnen a fënnef Minutte verbannen.

Question 3496 (22.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **vols à longue distance avec départ de l'Aéroport de Luxembourg :**

Op d'Äntwert op d'Fro N° 0596 vum 3. Abrëll 2019 hat d'Regierung erkläert, dass d'Qatar Airways deemools annoncéiert haten, eng Laangstreckeverbindung tëschent Doha an dem Findel am Passagéierfluchberäich wéilten opzebauen. Bis haut ass dës Annonce awer ni realiséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa, dem Minister fir Mobilitéit an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Besëtzt d'Regierung Kenntnis doriwwer, ob zu Lëtzebuerg aktuell iergendwellech Laangstreckefluchverbindungen am Passagéierfluchberäich geplangt ginn? Falls jo, wéi eng Airlinen hunn sech bis ewell zu Lëtzebuerg ëmfrot an ëm wéi eng Destinatiounen handelt et sech?

2. Goufen et an der Vergaangenheet oder ginn et aktuell oder an Zukunft Gespréicher oder Verhandlungen tëschent dem Tourismusministère an Airlinen, fir Laangstreckendestinatiounen op Lëtzebuerg ze kréien?

3. Wéi gesäit et aus mat den Ukënnegunge vu Qatar Airways, fir d'Streck „Findel–Doha" ze fléien?

4. Am Hannergrond vum Klimawandel an den Emissioune vun der Fluchindustrie, sinn Direktverbindungen iwwer Laangstreckeflich besser ewéi déi Kuerzstreckeflich an Tëschestoppen? Gesinn d'Ministeren den Trend am Ausland, dass no dëser Pandemie méi Direktverbindunge wäerten organiséiert ginn, ouni mussen iwwer grouss Dréikräizer ze fléien?

5. Wëssend, datt d'Luxair grad Charterfligeren op Dubai ubitt, plangt eis national Airline och, Direktflich op méi wäit geleeën Destinatiounen unzebidden? Falls jo, consideréiert de Verwaltungsrot vun der Luxair dofir och den Airbus A321LR ze bestellen, fir esou selwer kënne Laangstreckeflich vum Findel aus unzebidden?

6. Wär, am Kader vun der post-trumpescher Ära an engem Opliewe vun der lëtzebuergesch-amerikanescher Frëndschaft, eng Direktverbindung tëscht Lëtzebuerg an enger Destinatioun an de Vereenegte Staaten ubruecht?

7. Wat ass dem Mobilitéitsminister seng Positioun zu Laangstreckeverbindungen? Ass de Minister fir een Ausbau vu Laangstrecken oder dogéint?

8. Wéi wichteg schätzt de Wirtschaftsminister Direktverbindunge mat wéi wäit geleeënen Destinatiounen a wat ass den Impakt vun dëse Verbindunge fir eis Ekonomie?

Réponse commune (08.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Eng direkt Verbindung ass ëmmer attraktiv, net nëmmen aus klimatechnesche Grënn, mee och well esou eng Verbindung vill Zäit spuert. De „Point-to-Point"-Trafick ass den Trafick, deen och am Ament nach am Beschte geet an do ass kloer e Potenzial dran.

D'Luxair ass ëmmer kommerziell um Iwwerleeën, wéi seng Flott am Beschte ka rentabiliséiert ginn. Wéi déi zoukënfteg Flott wäert ausgesinn, kann een zu dësen Zäiten nach net soen. Do fléisse kommerziell, finanziell, ekologesch an operativ Consideratioune mat dran an dat wäert am Detail analyséiert ginn.

D'Qualitéit vun der Loftverkéiersubannung beaflosst d'Attraktivitéit als Standuert fir den Haaptsëtz a generell fir Aktivitéite vu Betriber, déi op dem internationale Marché täteg sinn.

Eng reegelméisseg Ubannung zu den europäesche Metropolen an hire Flughäfen dréit zu der Attraktivi-

téit vum „Business Hub" Lëtzebuerg bäi a Stied, déi international eng gutt Loftverkéiersubannung hunn, sinn dacks och déi Stied a Géigenden, déi méi dynamesch sinn.

Question 3497 (22.01.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **maisons médicales :**

Dans un communiqué de presse récent, le Ministère de la Santé précise que les soins primaires constituent un pilier majeur de notre système de santé et qu'il est important de renforcer l'offre pour assurer aux patients la prise en charge la meilleure. À cet effet, il a désigné les futurs sites pour deux nouvelles maisons médicales de garde au centre et au sud du pays. Elles viendront remplacer les structures qui sont en place à l'heure actuelle.

Le Ministère de la Santé note aussi que des recherches actives pour trouver un nouveau site approprié au service de la région Nord du pays, ainsi que pour une offre supplémentaire à l'est, sont également en cours.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle informer dans quelle région de la circonscription Nord une telle structure pourrait être mise en place ? Serait-ce plutôt le canton de Wiltz qui dispose déjà d'une infrastructure hospitalière ?

- Madame la Ministre, quelle région de la circonscription Est pourrait-être envisagée pour la mise en place d'une nouvelle maison médicale ?

- Des consultations avec les partenaires concernés (médecins, cliniques, ...) ont-elles déjà eu lieu dans ce contexte ?

Réponse (17.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En ce qui concerne la circonscription Nord, le Ministère de la Santé et la Direction de la santé sont en étroit contact avec les autorités communales d'Ettelbruck pour trouver un nouveau site pour la maison médicale actuelle.

Pour les régions qui sont plus éloignées des sites des hôpitaux aigus, en particulier au nord et à l'est du pays, la création de cabinets de groupe de médecins généralistes est activement soutenue, ceci en étroite collaboration avec les médecins et les autorités communales concernés.

Question 3501 (25.01.2021) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **Centre de formation pour conducteurs :**

Déi obligatoresch Coursen am Centre de formation pour conducteurs zu Colmar-Berg sinn am Kader vum Punktefürerschäi virgesinn, fir nees Punkte guttgeschriwwen ze kréien.

Mengen Informatiounen no ass et allerdéngs esou, datt keng Rendez-vouse fräi sinn an den nächste Méint a bis iwwert d'Mëtt vum Joer eraus muss gewaart ginn, fir e Cours maachen ze kënnen. Déi betraffe Leit ginn dann op eng Waardelëscht gesat, ouni ze wëssen, wéini se mat engem Rendez-vous rechne kënnen.

Dës Coursë sinn awer obligatoresch dem Artikel 2bis Paragraf 4ter vum Gesetz vum 14. Februar 1955 no, fir datt déi betraffe Persounen hire Fürerschäin zréckkréien.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Kann de Minister bestätegen, datt et laang Waardelëschte ginn an et iwwer sechs Méint dauert, éier een e Rendez-vous fir e Cours kritt? Wa jo, wat sinn d'Grënn heivir? Koum et zu Retarde wéinst der Covidpandemie?

- Fir déi betraffe Leit hänkt vill vun dësen obligatoresche Coursen of. Wann d'Coursen esou iwwerlaf sinn, ass de Minister net der Meenung, datt de Centre de formation sech reorganiséiert, fir senger Missioun an dëser Hisiicht besser nokommen ze kënnen?

- Dëst zielt ëmsou méi wou de Centre de formation pour conducteurs hei eng Monopolstellung huet. Oder wëllt de Minister hei Ännerunge virhuelen?

- Wat gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir datt d'Gesetz ausgefouert ka ginn an dat an engem drobaren Zäitraum, den Delai raisonnable huet jo och juristesch Konsequenzen?

Réponse (09.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An hirer parlamentarescher Fro stellt sech déi éierbar Deputéiert eng Rei Froen iwwert d'Formatioun am Kader vum Punktefürerschäin.

Laut de Bestëmmunge vum Artikel 2bis vum modifizéierte Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert de Stroosseverkéier gëtt d'Gëltegkeet vum Fürerschäi vun enger Persoun, déi all hir Punkten um Punktefürerschäi verluer huet, fir eng Dauer vun zwielef Méint suspendéiert. Fir de Fürerschäin nees zeréckzekréien, gesäit d'Gesetz eng obligatoresch Formatioun vir. D'Krittären, fir dës Formatioun dierfen unzebidden, sinn am Artikel 4sexies vum selwechte Gesetz beschriwwen an d'Modalitéite vun dëser Formatioun stinn am Artikel 85 vum Code de la route.

Wéi all déi aner Institutiounen, déi an der Educatioun oder der Ausbildung aktiv sinn, huet de Centre de formation pour conducteurs SA (CFC) misse wärend dem État de crise seng Aktivitéiten ënnerbriechen. Dëst huet effektiv zu engem gewësse Retard bei den ugeschwate Formatioune gefouert. Aktuell gëtt et en Délai d'attente vun ongeféier véier Méint.

Fir dëse Retard nees opzehuelen, huet den CFC schonns Enn 2020 zwee nei Psychologen agestallt, déi mëttlerweil och vum Ministère agreéiert sinn. Zesumme mat enger iwwerschaffter Gestioun vun de Rendez-vouse wäerten dës zousätzlech Capacitéiten dozou bäidroen, fir den Délai d'attente nees bis Ufank Summer op en normalen Niveau ze brëngen. Doriwwer eraus gëtt och verstäerkt op de System vun enger Liste d'attente gesat, deen et erlaabt, wann eng Persoun hir Participatioun um Cours muss ofsoen (z. B. aus gesondheetleche Grënn), d'Plaz am Cours nees kuerzfristeg nei ze verginn, fir datt esou mann wéi méiglech Capacitéite verluer ginn.

Op Nofro hin huet den CFC confirméiert, datt d'Capacitéiten esou ausgeluecht sinn, datt déi Leit, déi hire Fürerschäin duerch de Verloscht vun all hire Punkte suspendéiert kruten, wärend der Suspensioun vun hirem Permis déi virgeschriwwe Formatioun ugebuede kréien. Hei spillt awer dann och nach en anere Problem eng Roll, dee scho säit enger gewësser Zäit festgestallt gouf. Déi betraffe Chauffere waarden oft ze laang (e puer Woche virum Auslafe vum Suspensiounsdelai), ier si e Rendez-vous froen. Den CFC confirméiert, datt e Chauffer, dee sech direkt um Ufank vun den zwielef Méint géif manifestéieren, oder wéinstens bis zu dräi Méint virun dem Enn vun der Suspensioun, sécher e Rendez-vous kritt, ier d'Suspensioun vu sengem Fürerschäin eriwwer ass.

Fir dëser Problematik entgéintzewierken, wäert de Ministère kucken, ob eng zousätzlech Informatioun un d'Leit, sech esou séier wéi méiglech e Rendez-vous ze froen, d'Situatioun eventuell verbessere kéint.

Question 3507 (26.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **initiatives de réinsertion professionnelle :**

Hei zu Lëtzebuerg ginn et divers Associatiounen, deenen hiren Objet et ass, Leit an den Aarbechtsmaart ze integréieren oder ze reintegréieren. Trotzdeem schéngt et esou, datt vill Leit, déi kuerzfristeg an esou Strukturen ënnerkommen, ni aus hirer Noutsituatioun erauskommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Famill dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit ginn aktuell vun Associatioune betreit, déi hinnen entweeder hëllefen, eng Aarbecht op dem regulären Aarbechtsmaart ze fannen, oder hinnen temporär eng Aarbecht bidden?

2. Wéi vill Leit fannen iwwert dee Wee eng Aarbecht a Form vun engem CDD oder souguer CDI?

- Wat fir eng Forme vun Accompagnement ginn do gebueden?

- A wéi enge Fäll besteet eng Zesummenaarbecht mat Entreprisen oder Schoulen, fir eng (Re-)Integratioun ze erliichteren?

3. Wéi gesäit d'Zesummenaarbecht vun dësen Associatioune mat der ADEM a mam CNFPC aus?

4. Wéi laang dauert et am Duerchschnëtt bis déi Leit, déi an enger Associatioun betreit ginn, eng nei Aarbecht fannen?

- Wat sinn d'Schwieregkeete bei der Sich vun enger neier Aarbecht?

- Wat gëtt gemaach, fir déi Schwieregkeeten ze behiewen?

5. Gëtt et eng onofhängeg Evaluatioun vun der Aarbecht vun deenen Associatiounen?

Gëtt d'Erfarung vun de Betraffene bei där Evaluatioun berécksiichtegt?

6. Wéi schätzen d'Ministeren den Erfolleg vun de Mesuren an? Besteet Verbesserungsbedarf?

Réponse commune (09.02.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Momentan sinn 2.045 Demandeurs d'emploi an enger Mesure spéciale, an enger vun insgesamt 33 Strukturen.

Wéi am Gesetz iwwert de Revenu d'inclusion sociale (REVIS) virgesinn, kënnen erwuesse REVIS-Bezéier an Zoustännegkeet vum Nationale Service fir sozial Inclusioun (Office national d'inclusion sociale - ONIS) u bezuelten Aktivatiounsmesuren (Travaux d'utilité collective) deelhuelen. Am Dezember 2020 hunn deemno 760 Leit un dëse Mesurë bei 134 Associatiounen an hiren Entitéiten deelgeholl, dëst souwuel bei Associatiounen aus dem Sozialberäich wéi bei Sport-, Kultur- a Lokalveräiner.

Doriwwer eraus hunn Associatiounen, déi vum Familljeministère kofinanzéiert sinn, och aner Leit an där Visée ënnerstëtzt, sief et duerch Berodung a Coaching, oder duerch d'Méiglechkeet vu benevoller Beschäftegung.

ad 2. Vum 1. Januar 2018 bis den 30. September 2020 sinn 4.272 Leit aus enger Mesure spéciale erauskomm. Vun deenen haten der 1.436 eng Aarbecht fonnt. Dat ass een Taux d'insertion vu 34 %. An de Joren 2018 an 2019 louch den Taux d'insertion bei 36 %. Am Joer 2020 louch dësen Taux, bedéngt duerch den Impakt, deen d'Pandemie op den Aarbechtsmaart hat, nëmme bei 28 %.

Eng Aarbecht fonnt, heescht, dass déi Leit dräi Méint nom Enn vun der Mesure spéciale net méi bei der ADEM ageschriwwe waren an zu deem Zäitpunkt zu Lëtzebuerg geschafft hunn.

- D'Associatiounen/Initiatives sociales kënnen dem Demandeur e Stage de découverte bei enger Entreprise um éischten Aarbechtsmaart proposéiere vun enger Maximaldauer vu sechs Wochen;

- d'Initiatives sociales schaffen enk mat der Orientation professionnelle vun der ADEM zesummen en vue vun enger Léier fir déi concernéiert Leit;

- d'Initiatives sociales sinn och am direkte Kontakt, mat Hëllef vun der Orientation professionnelle, mat deene verschiddene Schoulen notamment en vue vun engem Apprentissage adulte.

D'Aktivatiounsmesuren am Kader vum REVIS hunn net exklusiv d'Integratioun um Aarbechtsmaart als Objektiv, besonnesch well REVIS-Bezéier, déi direkt um Aarbechtsmaart vermëttelbar sinn, als Demandeur d'emploi vun de Servicer a Mesurë vun der ADEM profitéiere kënnen. Den Accompagnement an de Mesurë vum REVIS gëtt entspriechend de Méiglechkeete vun den Associatiounen assuréiert. Den Agent régional d'inclusion sociale, deen dauerhaft zoustänneg fir dës REVIS-Bezéier ass an si och an der Ëmsetzung vum Aktivatiounsplang ënnerstëtzt, wielt d'Beschäftegungsplazen a Funktioun vun der Offer, dem Encadrement an de Besoinen aus.

Am Joer 2020 hunn 28 Leit hir bezuelten Aktivatiounsmesure bei enger Associatioun opgehalen, well si direkt uschléissend en Aarbechtsvertrag (CDD oder CDI) kruten.

ad 3.

Zesummenaarbecht mat der ADEM:

- d'Initiatives sociales rekrutéieren exklusiv iwwert d'ADEM; d'Kandidate gi vun der ADEM proposéiert. Et gi prioritär Leit geholl, déi virdrun duerch de Centre d'orientation socio-professionnelle (COSP) gelaf sinn oder de Centre pénitentiaire vu Givenich (CPG) ënnert der Konditioun, dass si fäerdeg sinn am Parcours an de Profill hunn; d'ADEM proposéiert nëmme Profiller, déi um éischten Aarbechtsmaart net Fouss faasse kënnen;

- all Aarbechtskontrakt, deen eng Initiative sociale mat engem Kandidat ofschléisst, muss der ADEM kommunizéiert ginn, genausou wéi all Verlängerung, Resiliatioun oder Stage;

- de Beneficiaire vun der Mesure bleift och wärend der ganzer Durée vum Kontrakt bei der ADEM ageschriwwen;

- d'Initiative sociale muss e Plan de formation ausschaffe fir de Beneficiaire, deen si der ADEM muss matdeelen;

- si schaffe mat de Leit en CV aus, bereeden eng Lettre de motivation vir an definéieren e Projet professionnel mat hinnen, dee realistesch muss sinn;

- d'Initiative sociale muss och reegelméisseg der ADEM e Rapport de suivi ofginn;

- si kennen och d'Offeren u Formatioune sur mesure, wou direkt e Patron hannendrun ass, an oft gëtt d'Initiative sociale d'Kandidate weider, déi op de Profill passen;

- d'Initiative sociale informéiert de Service employeur vun der ADEM, wann si mengt, dass e Kandidat prett fir den éischten Aarbechtsmaart ass;

- d'Initiatives sociales hunn en Interlocuteur am Service employeur vun der ADEM, bei deem si déi Leit signaliséiere kënnen, déi prett sinn, an da kuckt d'ADEM mat hinnen zesummen, d'Persoun aktiv an d'Aarbecht ze brëngen;

- d'Initiatives sociales hunn och Accès op eisen Jobboard a kënnen den Demandeurs d'emploi hëllefen, do ze postuléieren.

Zesummenaarbecht mam CNFPC:

- d'Initiatives sociales analyséieren d'Besoinen an d'Formatioun vun de Kandidaten a kucken a Funktioun dovunner adaptéiert Formatiounen ze fannen, wou den CNFPC eng Méiglechkeet ass.

All Associatiounen, déi am Kader vum REVIS Aktivatiounsmesuren ubidden, kënnen och als Employeur mat der ADEM zesummeschaffen a vun de Servicer vun der ADEM profitéieren. Och wann eng Persoun, déi virdrun do als REVIS-Bezéier beschäftegt war, soll agestallt oder an enger Léier iwwerholl ginn, kann d'ADEM d'Associatiounen ënnerstëtzen.

ad 4. Per Definitioun sinn dat Leit, déi bannent dräi Méint nom Enn vun der Mesure spéciale ugefaangen hu mat schaffen. Wann een elo d'Dauer vun der Aschreiwung op der ADEM bis Ufank vun der Aarbecht kuckt, da fënnt een en Duerchschnëtt vun 32 Méint. Dobäi muss een awer bedenken, dass déi meescht Leit net direkt an esou Mesurë kommen an dass esou Mesurë bis zu zwee Joer dauere kënnen.

D'Dauer vun den Aktivatiounsmesuren am Kader vum REVIS ass op zwielef Méint limitéiert, dës kënnen awer erneiert ginn. Wärend dëser Period sinn d'REVIS-Bezéier net an der Zoustännegkeet vun der ADEM an och net op Aarbechtssich, wéi den Artikel 13 vum REVIS-Gesetz et virgesäit. Wann eng Beschäftegungsfäegkeet um Aarbechtsmaart festgestallt gëtt, nodeems Schwieregkeeten z. B. vu Sprooch, Disponibilitéit, Mobilitéit konnten ofgebaut ginn, hält d'Mesure op an d'ADEM ënnerstëtzt d'Leit an hirer Aarbechtssich.

ad 5. De Familljeministère huet keen onofhängegen Drëtte beoptraagt fir d'Aarbecht vun den Associatiounen ze evaluéieren. Et sief awer preziséiert, dass opgrond vun enger Motioun, déi den 10. Juli 2018 beim Vott vum REVIS-Gesetz adoptéiert ginn ass, den Dispositif vum REVIS no dräi Joer eng éischt Kéier wäert evaluéiert ginn; d'Aarbecht vun den Associatiounen, déi REVIS-Bezéier betreien, wäert och Deel vun dëser Evaluatioun sinn. D'Virbereedungsaarbechte fir dës Evaluatioun ze maache sinn amgaangen.

ad 6. Ee vun den Objektiver vum REVIS-Gesetz ass d'Aktivatioun an deemno d'Participatioun un den Aktivatiounsmesuren. Déi grouss Unzuel vu Leit, déi un dëse Mesuren deelhuelen an doduerch aus der Exklusioun an Inaktivitéit erauskommen, hir Qualifikatioun verbesseren an eventuell hir Beschäftegungsfäegkeet opbauen oder erhéijen, ass en Erfolleg.

Eng Verbesserung fir déi viséiert Populatioun ass et, wa weider Associatiounen divers Posten a Méiglechkeeten ubidden, fir Leit mat wéineg Qualifikatiounen an eventuelle Restriktiounen u Mesuren deelhuelen ze loossen an domadder hëllefen, hir Aarbechtsfäegkeet ze stäerken an hir Inclusioun ze förderen.

Question 3510 (26.01.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **test négatif obligatoire pour les vols de Luxair :**

Haut de Moien huet de Generaldirekter vun eiser nationaler Fluggesellschaft um Radio annoncéiert, datt au vu vun den Areesbestëmmungen, déi deemnächst a Kraaft trieden am Kader vun der Covidpandemie, kee Passagéier méi ouni negativen Test an de Fliger kéim. D'Luxair iwwerhëlt dann och fir Clienten, déi iwwer si hiren Hotel gebucht hunn, esouwuel den Test fir de Retour wéi och eng eventuell Quarantän. Déi Passagéier, déi just de Vol gebucht hunn, mussen sech selwer en Test an d'Quarantän organiséieren.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt d'Fluggesellschaft all Client misst en Test fir de Retour garantéieren, och virum Hannergrond, datt am Moment vill Leit hir Tickete scho virun der Ukënnegung vun den Areesbestëmmunge gebucht hunn?

2. Mat wéi engem Argument géif sech dës Ënnerscheedung tëscht Clienten, déi just de Vol buchen, a Clienten, déi eng ganz Vakanz buchen, rechtfäerdegen?

3. Wat geschitt mat de Clienten, deenen hiren Test positiv ass, déi awer net iwwert d'Luxair den Hotel gebucht haten?

Réponse (02.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Zu de Froe vum honorabelen Deputéierte kann de Minister follgend Äntwert ginn:

Dës nei Reegelen, déi vun der Regierung decidéiert goufen, wäerte sech op all d'Fluchgesellschaften applizéieren, déi op Lëtzebuerg fléien.

Des Weidere mëscht d'Regierung sech net a kommerziell Consideratioune vun der Luxair an.

Question 3516 (27.01.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**armorial des communes :**

Verschidde Gemengen, déi zanter 1970 fusionéiert hunn, hu sech am Laf vun der Zäit - am Respekt vum modifizéierte Gesetz vum 23. Juni 1972 betreffend déi national Embleemer - en neit Wope ginn. D'Commission héraldique vum Staatsministère - déi aus unerkannten Experten op dësem Gebitt zesummegestallt ass - beréit d'Gemenge bei der Kompositioun vun engem aktualiséierte Wopen. E Wopen ass net nëmmen eng Traditioun, déi esou al ass wéi eist Land a seng Gemenge selwer, ma en ass och ganz weesentlech, fir enger Fusiounsgemeng hir kulturell Identitéit ze schäerfen.

Vill Gemenge gi sech dann och mëttlerweil e Logo, fir hir visuell Identitéit no baussen ze kommunizéieren. E frëschen, professionellen Optrëtt ass hautdesdaags fir d'Gemenge vu grousser Bedeitung, ma et gëtt ettlech fusionéiert Gemengen, déi sech trotz dëser Entwécklung en neie Wope ginn hunn, dat ënner anerem, fir hir kulturell Eegenaart ze ënnersträichen an op hir eege Geschicht hinzeweisen.

Virun deem Hannergrond wollt ech dem Här Staatsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi dacks ass an de leschte Joren déi heraldesch Kommissioun zesummekomm, fir fusionéiert Gemengen an deem prezisen Zesummenhang ze beroden?

2. Wat fir Gemengen hu sech zanter 1970 - no der Fusioun - en neie Wope ginn? War dat op hir eegen Ufro hin oder huet déi heraldesch Kommissioun selwer e Virschlag gemaach?

3. Wéi gesäit déi genee Prozedur aus, déi et ze respektéiere gëllt, fir en neie Wopen ze entwerfen an definitiv op nationalem Plang ze verankeren?

4. Wat ënnerscheet, rechtlech gesinn, de Wope vum Logo? Ass de Logo genee sou „offiziell" wéi ee Wopen?

5. Ginn et ënnerschiddlech Strofe bei engem net geneemegte Benotze vun engem Gemengelogo oder engem Gemengewopen?

Réponse commune (17.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'heraldesch Kommissioun ass am Ganzen zweemol zesummekomm, an zwar fir d'Gemengen Tandel a Schengen.

ad 2. Sechs Gemengen hu sech no der Fusioun, op eegen Ufro hin, en neie Wope ginn: Tandel, Schengen, Wëntger, Rammerech, Uewersauer, Jonglënster.

ad 3. Entweeder d'Gemeng presentéiert selwer en Entworf oder d'heraldesch Kommissioun mécht en Entworf fir d'Gemeng, dee vum Gemengerot muss ugeholl ginn.

Duerno muss d'heraldesch Kommissioun en Avis zum Entworf ofginn.

Wann den Avis vun der heraldescher Kommissioun positiv ass, gëtt de Wopen duerch en Arrêté ministériel vum Staatsminister agreéiert, deen am Journal officiel publizéiert gëtt. D'Nationalarchive kréien duerno eng Zeechnung als Dokumentatioun.

ad 4. E Wopen ënnerscheet sech, rechtlech gesinn, vun engem Logo just opgrond vun der Prozedur, fir dësen ze entwerfen an nidderzeschreiwen.

Bei der Beschreiwung vun engem Wope muss nämlech e spezielle Vocabulaire benotzt ginn, deen heraldesche Reegelen ënnerläit. De Wopen däerf nëmmen aus e puer bestëmmte Faarwe bestoen, an dat Ganzt muss an eng Rumm (Schëld genannt) gesat ginn.

Dem Logo seng Beschreiwung ënnerläit kenge Reegelen, all d'Faarwe sinn erlaabt. De Logo gëtt vun de Gemengenautoritéiten ausgewielt a passéiert net duerch d'heraldesch Kommissioun an de Staatsministère an e gëtt och net am Journal officiel publizéiert.

Geneesou wéi e Wopen ass e Logo en Emblème, eng „symbolesch Figur", deen dozou déngt, eng Gemeng visuell duerzestellen. An deem Sënn hu béid also en offizielle Charakter a falen ënnert den Artikel 232bis vum Code pénal.

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

ad 5. Den Artikel 232bis aus dem Code pénal gesäit eenheetlech Strofe vir beim net geneemegte Gebrauch vu Wopen, Fändelen, Wopeschëlder, Emblèmen a Symboler, wourënner eiser Interpretatioun no och d'Gemengelogoe falen.

Question 3519 (27.01.2021) de **MM. Carlo Back** et **François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**extension de l'offre européenne en liaisons de train de nuit :**

Pour marquer le lancement de l'année européenne du rail 2021, quatre compagnies ferroviaires européennes - la Deutsche Bahn (D), la SNCF (F), les CFF SBB (CH) et les ÖBB (AT) - se sont engagées en décembre 2020 à créer entre décembre 2021 et décembre 2024 six nouvelles liaisons de trains de nuit (Paris–Munich–Vienne, Paris–Strasbourg–Berlin, Zurich–Cologne–Amsterdam, Zurich–Milan–Rome, Bruxelles–Berlin et Zurich–Barcelone). Ces liaisons seront exploitées sous la marque « Nightjet » de la société de chemin de fer autrichienne ÖBB qui est actuellement la seule compagnie européenne à proposer une offre variée de liaisons de trains de nuit. Lancé en décembre 2016, son service « Nightjet » offre aujourd'hui trois niveaux de confort/prix (place assise, couchette ou cabine-lit) et une vingtaine de liaisons telles que par exemple Vienne–Rome, Zurich–Berlin, Munich–Salzbourg–Venise.

Des liaisons de nuit naissent également ailleurs en Europe, comme par exemple les liaisons entre Berlin, Copenhague et Stockholm dès mars 2021. Il s'agit donc d'une véritable renaissance des trains de nuit qui répond à la fois à la demande croissante de consommateurs souhaitant utiliser des modes de déplacement plus respectueux de l'environnement que l'avion, jugé trop polluant, et aux ambitions de réductions des gaz à effet de serre en Europe.

Or, malgré son succès, le service « Nightjet » n'est pas encore rentable mais proche de l'équilibre. La promotion, voire la pérennité de ce mode de transport dépend donc aussi de l'importance des mesures de soutien de l'UE et de ses États membres. Ainsi, l'Autriche a par exemple supprimé les péages de ses infrastructures aux services de nuit.

Le Luxembourg et sa capitale, centre financier de premier rang et siège de nombreuses institutions de l'Union européenne, n'est plus desservi par des trains de nuit depuis l'abandon des liaisons de nuit de la SNCF vers Nice et vers Port-Bou en 2016.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Comment est-ce que le Ministère voit la renaissance des trains de nuit en Europe ?

2) Est-ce que la coopération des quatre grands opérateurs susmentionnés est exclusive ou reste-t-elle ouverte à d'autres opérateurs, tels que par exemple les CFL ?

3) L'Union européenne ne devrait-elle pas contribuer au niveau des investissements et de la coordination afin d'assurer la pérennité et la promotion de ce mode de transport ?

4) Quelles initiatives l'Union européenne respectivement la Commission européenne a-t-elle prévues dans le cadre de l'année européenne du rail 2021 ?

5) Est-ce qu'il y aura, dans le cadre de l'année européenne du rail, des actions spécifiques au Luxembourg ?

6) Comment est-ce que le Gouvernement luxembourgeois s'engage au niveau européen pour la promotion du rail et des trains de nuit en particulier ?

7) Quelle est la stratégie des CFL par rapport à la renaissance des trains de nuit transfrontaliers ? Est-ce qu'il existe des contacts avec les opérateurs susmentionnés en vue d'une coopération et du raccordement du Luxembourg aux liaisons transfrontalières de nuit ?

8) Est-ce que les CFL effectuent des études prospectives pour connaître les besoins et les souhaits des habitants et pour identifier de nouveaux clients potentiels tout comme les obstacles qui freinent ces derniers à choisir le train ?

9) Existe-t-il une stratégie commerciale à l'adresse des clients potentiels de la Grande Région ? Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre est favorable à l'établissement d'une telle stratégie ?

Réponse (17.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Pour être économiques viables, les trains de nuit doivent relier des grandes villes ou régions urbanisées très denses (p. ex. Berlin, Paris, Bruxelles, Vienne, Barcelone, etc.). En même temps, la distance entre ces centres doit être suffisamment longue pour justifier un train de nuit. Finalement, il faut éviter d'être en concurrence avec une liaison de trains à grande vitesse, qui vise en grande partie la même clientèle.

Un train de nuit viable desservant le Luxembourg doit donc être un train qui relie au moins deux grands centres européens, tout en passant par le Luxembourg.

Une analyse de la situation géographique du Luxembourg relève que :

- En direction de la France, le Luxembourg est bien connecté au réseau TGV, aussi bien avec Paris qu'avec le sud de la France (Marseille/Montpellier). À partir de Paris, les autres régions de France à grand potentiel sont aussi facilement et rapidement joignables en TGV. Une offre de trains de nuit en concurrence avec les TGV semble dès lors peu viable.

- En direction de l'Allemagne, la structure du réseau ferré et la topographie font que des trains de nuit, reliant p. ex. Paris à l'Allemagne, ne passeront pas par le Luxembourg, mais plutôt par le nord (p. ex. Paris–Bruxelles–Cologne–Berlin) ou bien le sud (p. ex. Paris–Strasbourg–Francfort).

- Le plus grand potentiel semble donc résider dans une liaison nord-sud, qui partirait par exemple de Bruxelles, en passant par le Luxembourg, Strasbourg, la Suisse pour rejoindre l'Italie (Milan ou Rome).

Dans le contexte de l'initiative de relancer l'idée des trains de voyageurs européens « Trans-Europ-Express » (TEE 2.0) j'ai en novembre 2020 pris l'initiative vis-à-vis de la Commission européenne, la Présidence allemande du Conseil de l'Union européenne, la Belgique et la France pour réactiver l'idée de l'Eurocap-Rail sur ce même axe ferroviaire Bruxelles–Luxembourg–Strasbourg. Ce projet avait déjà été retenu dans la décision n° 884/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 modifiant la décision n° 1692/96/CE sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport.

Dans ce sens, les CFL sont également en contact étroit avec la SNCB. À ce stage, la SNCB n'a cependant pas d'initiative en vue pour la création d'un train de nuit qui utiliserait ce même parcours. Les travaux sur l'infrastructure belge de la ligne Luxembourg–Bruxelles qui, d'après les dernières informations, dureront jusqu'en 2030, ne favorisent pas non plus une telle initiative.

Afin de pouvoir avancer plus rapidement avec les travaux et pour couvrir les besoins de financement liés à la transition vers une mobilité durable et intelligente, j'ai pris l'initiative ensemble avec Monsieur Georges Gilkinet, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Mobilité du Royaume de Belgique, vis-à-vis de Monsieur Frans Timmermans, Vice-président de la Commission européenne chargé du Pacte vert pour l'Europe, afin qu'il mobilise des sources de financement pour l'axe Bruxelles–Luxembourg dans le cadre du plan d'investissement pour une Europe durable.

Bien entendu, et à côté de toutes ces initiatives, la clientèle du Luxembourg a toujours la possibilité d'accéder à certains trains de nuit existants ou prévus, en profitant p. ex. des relations à fréquence horaire entre Luxembourg et Coblence (accès au train de nuit circulant entre Bruxelles et Vienne).

Vu l'absence d'opportunités concrètes pour l'instant, les CFL n'ont pas fait d'études de marché récentes concernant le potentiel pour des trains de nuit.

Question 3523 (28.01.2021) de **MM. Yves Cruchten** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **augmentations du loyer des habitations des résidences universitaires :**

Lors de la séance publique du 19 décembre 2020, la Chambre des Députés a voté le projet de loi 7713 prolongeant le gel des loyers, introduit par la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil. Afin de protéger les locataires d'un logement à des fins d'habitation, cette loi interdit toute augmentation de loyer jusqu'au 30 juin 2021. Pourtant, des habitants de logements étudiants à Esch-Belval ont été confrontés avec un nouveau contrat de bail imposant une hausse du loyer à payer.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur a-t-il connaissance de telles pratiques concernant les habitations des résidences universitaires ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage notre avis que les étudiants sont également fortement impactés par la crise actuelle ?

- Est-ce que cette pratique est une procédure légale compte tenu de la loi mentionnée ci-dessus ?

- Monsieur le Ministre du Logement a-t-il connaissance d'autres cas utilisant de telles pratiques en dehors de ce contexte universitaire ?

- Qu'est-ce que le Gouvernement compte faire pour contrecarrer ce type de situation ?

Réponse commune (12.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Il est vrai que le gel temporaire des hausses de loyer s'applique à tous les logements visés par la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, et donc aussi en principe à tous les logements loués à des étudiants par l'Université du Luxembourg, et ceci au moins jusqu'au 30 juin 2021, conformément à la loi du 19 décembre 2020 invoquée par les auteurs de la question parlementaire sous objet.

Selon les informations qui nous ont été communiquées par l'Université du Luxembourg, il se trouve que 31 étudiants ont récemment reçu une lettre leur annonçant une hausse de loyer pour leur résidence universitaire. En fait, il s'agit d'une erreur administrative suite à l'application automatique des hausses prévues dans des conventions signées par l'Université avec des propriétaires de résidences. Cette erreur a été corrigée dès que l'Université l'a constatée.

Seulement un tiers des contrats de location concernés avaient déjà été signés par les deux parties. Un nouveau contrat avec le loyer initial - conforme à la prédite loi de 2006 - a été signé dans ces cas. Les autres étudiants n'ayant pas encore signé ont, pour leur part, reçu un nouvel exemplaire de leur contrat avec le montant rectifié du loyer. L'Université a revérifié le fonctionnement de ses procédures internes pour que de pareils désagréments ne se produisent plus à l'avenir.

Nous tenons à souligner que cette erreur est d'autant plus regrettable que le bien-être de ses étudiants est la priorité absolue de l'Université du Luxembourg lors de l'actuelle crise sanitaire. Ainsi, l'université a permis aux étudiants vivant en résidence universitaire de reporter le paiement d'un maximum de quatre loyers mensuels et de répartir leur remboursement sur la durée de leurs études. Cette mesure a été offerte à tous les résidents qui ne sont pas sous contrat de travail de doctorat ou postdoctoral avec l'université. Au total, 81 étudiants ont profité de cette mesure. Les autres étudiants ont également eu la possibilité de résilier leur contrat sans préavis.

De plus, des bourses du « Hardship Fund » cofinancées par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont été accordées à des étudiants en difficultés financières en raison de la pandémie, et des bons alimentaires ont été distribués à des étudiants dans le besoin, grâce aux dons de fondations et d'organisations locales. À peu près 230.000 euros ont été accordés aux étudiants sous forme de paiements et de bons d'alimentation depuis mars 2020, et dix étudiants ont reçu de nouveaux ordinateurs portables.

Question 3531 (28.01.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **tourisme autour du lac de la Haute-Sûre :**

D'lescht Joer hu vill Leit an der Coronazäit Vakanz doheem gemaach. Eng beléiften Destinatioun war de Stauséi Uewersauer mat senge ville Méiglechkeete vu Waasseraktivitéiten op de Plagen an de Gemenge Bauschelt, Stauséigemeng, Esch/Sauer an och Rammerech.

Den Undrang war sou grouss, datt et an enger éischter Phas zu staarke Park-, Verkéiers- an och Sécherheetsproblemer komm ass. Fir deem entgéintzewierken, ass an Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen, dem ORT an deene verschiddene Ministèren eng Onlinereservéierung en place gesat ginn. Ausserdeem huet eng privat Sécherheetsfirma fir Uerdnung op de jeeweilege Sitte gesuergt. Dës Moossnamen hunn hir Friichte gedroen an d'Käschten dovunner goufen d'lescht Joer vum Tourismusministère iwwerholl.

Laut rezenten Informatiounen aus der Press hätt den Tourismusministère bis dato net wëlles, fir dëse Summer Gemenge finanziell um Niveau vun der Onlinereservéierung a vun der Sécherheet ze ënnerstëtzen. Dofir huet de Gemengerot vu Bauschelt déi lescht Woch decidéiert, d'Plagen dëst Joer virleefeg net opzemaachen.

Et ass ze bemierken, datt d'Plagë ronderëm de Stauséi praktesch zu 100 % dem Staat gehéieren, d'Gemengen awer fir Sécherheet a Propretéit op deene Plagë responsabel sinn. Dësen Ëmstand féiert derzou, datt d'Stauséigemengen am Summer zousätzlech Käschten ze stemmen hunn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Tourismus stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Huet d'Regierung wëlles, de Gemenge ronderëm de Stau finanziell ze hëllefen, fir Sécherheet a Pro-

pretéit ze garantéieren, wëssend, datt de Stau als Drénkwaasserreservoir an Noerhuelungsgebitt mat senge Plagë vun nationaler Bedeitung ass?

3. Wat huet d'Regierung wëlles, fir an enker Zesummenaarbecht mat de Gemenge ronderëm de Stau d'Viraussetzungen ze schafen, fir datt ënnert dem Motto „Vakanz doheem" de Betrib an d'Gestioun vun de Plagen op eng gereegelt Manéier ka funktionéieren, wëssend, datt dem Staat d'Plagen nobäi zu 100 % gehéieren an d'Gemenge weeder Gestionnaire nach Locataire sinn?

Réponse (16.02.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. + 2. D'Ënnerstëtzung 2020 war exzeptionell a noutwendeg wéinst de sanitäre Covidmesuren. Et ass net geplangt, dës am selwechte Kader einfach ze verlängeren.

ad 3. D'Generaldirektioun vum Tourismus huet 2020, am Kader vun de sanitäre Mesuren, d'Käschte vun der Onlinereservéierung a vun der Gestioun vun de d'Fluxen op de Plagë ronderëm de Séi, déi vum regionale Tourismusverband ORT Éislek bezuelt gi sinn, iwwert de „Fonds de relance" fir den Tourismus finanzéiert.

Dëst war eng Dépense vun 81.193,81 €

- Coûts sécurité (Dussmann) : 76.921,09 €

- Billetterie pour l'accès au lac :

• 32.281 billets

• 0,12 €/billet, soit 3.873,72 €

- Coûts fixes Regiondo par mois : 399 €

- Consultation du site www.visit-eislek.lu (tickets pour les plages) : 75.340

- Consultation App (plages) : 10.092

Ënnert der Leedung vum Minister fir Landesplanung ass eng interministeriell Kommissioun „Stauséi Uewersauer" am November 2020 zesummekomm, fir notamment iwwert déi opgeworfe Froen ze diskutéieren.

Fir 2021 eng gutt Gestioun ze assuréieren, ass ënner anerem decidéiert ginn, dass den ORT Éislek an Zesummenaarbecht mam Naturpark eng Analys soll maachen, fir ee bessert touristescht Beschëlderungskonzept ronderëm de Séi en place ze setzen. D'Generaldirektioun vum Tourismus ass bereet, dës Analys ze subventionéieren.

Zousätzlech soll iwwert d'Éislek-App vum ORT eng besser Kommunikatioun mam Tourist stattfannen.

Schlussendlech ass och zeréckbehale ginn, dass den Naturpark mat de betraffene Gemenge sollt beim Inneministère de bezuelten Ticketing juristesch préiwe loossen.

De Ministère huet keng offiziell Informatioun doriwwer kritt, dass de Gemengerot vu Bauschelt déi lescht Woch decidéiert huet, d'Plagen op sengem Territoire dëst Joer virleefeg net opzemaachen.

A puncto Sécherheet ass d'Astelle vun engem Ranger iwwert den Naturpark eng méiglech Léisungspist, déi diskutéiert gouf. De Finanzement vun esou engem Ranger sollt tëscht dem Naturpark an de Ministèrë fir Energie a Landesplanung analyséiert ginn, well d'Generaldirektioun vum Tourismus dofir net responsabel ass. An Tëschenzäit huet de Landesplanungsminister Claude Turmes dem Naturpark Uewersauer zougesot, de Salaire vun esou engem Ranger mat 80 % fir 2021 an déi follgend Jore mat 70 % ze subventionéieren.

Question 3538 (29.01.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **potentiel énergétique des aires de stationnement :**

An engem rezenten Zeitungsartikel huet den Här Minister dat enormt Potenzial fir Solarenergie ugeschwat, dat déi ronn 100 Hektar Parkfläch zu Lëtzebuerg géife bidden, wann een se am Stil vun engem „Carport" géif iwwerdecken a Fotovoltaikanlagen drop installéieren.

Donieft huet den Här Minister och annoncéiert, dass eng PV-Anlag op de Killweieren zu Raemerech beim Belval soll installéiert ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

- Wéi gedenkt den Här Minister, d'Potenzial vun de Parkflächen ze mobiliséieren?

- Ginn et scho Pläng, fir nei Subside fir d'Geschäfter ze incitéiere, fir a) hir Parkfläch ze iwwerdecken a b) Fotovoltaikanlagen drop ze installéieren?

- Wa jo, wéi géifen déi ausgesinn? Fir wéini kéinten se agefouert ginn?

- Ass virgesinn, änlech dem Solarkadaster fir Diecher, och e Plang mam energeetesche Potenzial vu Parkflächen ze erstellen, fir rauszefannen, wou et am sënnvollsten ass, Carport-PV-Anlagen opzeriichten?

- Kann den Här Minister weider Informatioune ginn zum PV-Projet op de Killweieren zu Raemerech? Fir wéini kann dermat gerechent ginn, dass déi Anlag a Betrib geholl ka ginn?

- Ginn et nach weider Projete vu PV-Anlagen, déi op Waasserfläche sollen installéiert ginn?

Réponse (15.02.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Mir hunn e grousst Potenzial vu Parkingflächen hei am Land, dat mir fir d'Solarenergie sollten notzen.

Fir d'Potenzial vu Parkingfläche fir Fotovoltaikanlagen ze mobiliséieren, ass decidéiert ginn, fir d'éischt grouss Anlagen ze viséieren - „ombrières", wéi een se beispillsweis aus Frankräich kennt, well einfach grouss Anlage méi käschtegënschteg kënne realiséiert ginn.

An der leschter Ausschreiwung fir grouss PV-Anlage sinn zwee Louse speziell fir Ombrièren, Carporten an och Waasserbasengen agefouert ginn. An der Kategorie 200-500 kW gouf et ee Projet vun 286 kW, deen och den Zouschlag krut; iwwer 500 kW gouf et zwee Projeten (1.320 a 690 kW), déi och allebéid den Zouschlag kruten. Aktuell leeft nees eng Ausschreiwung, wou dann ze kucken ass, ob no der „première" d'Méiglechkeet, weider Carporten ze bauen, vum Marché an den Acteuren ugeholl gëtt.

Et sief och nach drop higewisen, datt bei de garantéierten Aspeisetariffer d'Méiglechkeet vun de Carporte schonn explizitt virgesinn ass.

Wat de Solarkadaster ugeet, sou ass dësen am Moment just op Gebaier ausgeriicht. Am Hannergrond gëtt awer scho gekuckt, wéi eng weider Notzungen opgrond vun den Donnéeën, déi zur Verfügung stinn, technesch méiglech sinn.

Wat kënschtlech ugeluechte Waasserbasengen ugeet, sou gëtt et do kee grousst Potenzial zu Lëtzebuerg, allerdéngs kann een op esou Basenge gegeebenefalls „schwammend PV-Moduler" installéieren, do muss allerdéngs och den Impakt op d'Waasserfauna a -flora gekuckt ginn. Dës Kategorie gouf an déi lescht Ausschreiwung mat opgeholl.

Wéi scho geschriwwen, leeft aktuell nees eng Ausschreiwung. Ob also weider Projeten op Waasserfläche kommen, kann een also zu dësem Zäitpunkt nach net soen. Et ass un de Proprietäre vun deene Flächen, selwer oder zesumme mat Projetsentwéckler ze kucken, ob déi Flächen dofir notzbar sinn.

Question 3581 (04.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **déclaration de surfaces agricoles et le recensement viticole :**

Vun dësem Joer u kënnen d'Baueren a Wënzer hire Flächenantrag just nach elektronesch areechen. Leider si vill Baueren a Wënzer mat dëser elektronescher Prozedur iwwerfuerdert an et muss een och bedenken, datt eng Rei Baueren, virun allem déi eeler Generatioun, nach kee Computer besëtzen. An deem Kontext stellt sech d'Fro, ob et wierklech opportun ass, datt just nach den digitale Wee beim Areeche vum Flächenantrag méiglech ass. De Landwirtschaftsministère offréiert zwar eng Hëllefsplattform fir d'Areeche vum Flächenantrag an trotzdeem bleift dës Prozedur fir vill Leit (ze) komplizéiert. An deem Kontext sief och ernimmt, datt et bei bürokratesche Prozeduren net zu Diskriminéierunge kommen däerf, well jo Privatpersounen z. B. ëmmer nach hir Steiererklärung manuell traitéiere kënnen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Wat war d'Motivatioun vum Landwirtschaftsministère, datt d'Baueren a Wënzer hire Flächenantrag elo just nach iwwert den digitale Wee erareeche kënnen?

2. Ass sech d'Regierung bewosst, datt vill Leit mat dëser Prozedur iwwerfuerdert sinn a wéi si bis elo d'Echoen op dës nei Prozedur vun de concernéierte Leit um Terrain?

3. Wéi gedenkt d'Regierung virzegoen, wann déi concernéiert Leit opgrond vun technesche Schwieregkeeten den Delai fir d'Areeche vum Flächenantrag net respektéiere kënnen?

4. Gedenkt d'Regierung, an Zukunft och nees de manuelle Wee fir d'Areeche vun engem Flächenantrag ze erlaben an, wann nee, wéi begrënnt si dës Decisioun?

Réponse (09.02.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Dës Prozedur fousst op Bréisseler Bestëmmungen, déi virschreiwen, datt zanter 2018 d'Länner elektronesch Formulairen ubidde mussen. De Schratt zum „sans papier" ass Bestanddeel vun der Zilsetzung vun der Regierung am Beräich Digitaliséierung vun den administrativen Demarchen an der Landwirtschaft an am Wäibau, an Zesummenaarbecht mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). Dëse Schratt wäert d'Beaarbechtung vun den Anträg substanziell vereinfachen, well d'Qualitéit vun den Antragsdonnéeën erhiefflech besser wäert sinn. Kontrolle kënnen éischter ufänken an d'Ausbezuele vun de Bäihëllefe kann éischter am vollen Ëmfang geschéien.

Ech wëll drop hiweisen, datt d'Efforte vun de Verwaltungen, fir d'Antragsstellung ze digitaliséieren, schonns 20 Joer zeréckginn, wou ugangs Excel-Dateien zur Verfügung gestallt goufen. Zanter 2013 gouf et ee rengen alphanumeresche Formulaire (iwwert Agr-eform), an zanter 2019 gëtt elo ee komplette Formulaire op MyGuichet.lu ugebueden. Am Joer 2020 sinn iwwert dee Wee insgesamt 1.293 Anträg eragereecht ginn. Dat entsprécht 2/3 vun den Anträg insgesamt mat iwwert 80 % vun de gemellte Flächen. Laut den Erfarunge vun eisen Nopeschlänner, wou schonns zanter 2018 kee Pabeier méi verschéckt gëtt, ass dës Gréisstenuerdnung déi richteg, fir de Schratt zum „sans papier" ze woen.

Ech wëll awer och hei ënnersträichen, datt eis Verwaltungen ugehale sinn, fir dëse Wee ze goen, an dat aus follgende Grënn:

- Zanter Jore ginn eis Verwaltunge vu verschiddenste Stellen (Europäesch Kommissioun, Europäesche Rechnungshaff an eis national Finanzinspektioun) kritiséiert, datt si d'Kontrollen op der Plaz unhand vun Antragsdonnéeë vum viregte Joer bestëmmen, an net vum Joer selwer. Dat setzt viraus, datt d'Antragsdonnéeë vum Joer selwer zäitno an d'Datebanken agespillt ginn. Dat ass nëmmen an engem „sans papier" méiglech.

- De „sans papier" ass eng Viraussetzung, fir déi nächst Reform vun der PAC ab 2023 ëmzesetzen. Ab 2023 sinn d'Länner ugehalen, fir d'Flächekontrollen duerch Kontrolle via automatiséiert Interpretatioun vu Satellittebiller ze ersetzen. Deemno ginn déi 5 %-Stéchprouwen duerch 100 % administrativ Kontrollen ersat. Am Géigesaz zu den ablécke leche Kontrollen hunn d'Leit am Kader vum besote Flächemonitoring d'Méiglechkeet, hir Flächemeldungen nodréiglech ouni Sanktiounen unzepassen. Fir de Flächemonitoring ëmzesetzen, mussen d'Antragsdonnéeën och zäitno an d'Datebanken agespillt sinn, fir eng Interpretatioun vun de Satellittebiller iwwert d'ganzt Kulturjoer ze erméiglechen. Dat ass nëmmen an engem „sans papier" méiglech.

ad 2. De Feedback vun den Notzer war bis elo ganz positiv. Fir sécher ze sinn, datt mir all Leit mat Zäite fit fir den Antrag op MyGuichet.lu kréien, hu mir eis schonns virun zwee Joer eng Roadmap ginn, fir dëst Joer op de „sans papier" iwwerzegoen. Deemno hu mir schonns zanter ugangs 2019 jiddereen ugeschriwwen an dorop opmierksam gemaach, fir sech mat Zäiten ze riichten. E Kärelement vun dëser Roadmap ass natierlech déi technesch Hëllefsstellung beim Notze vum Formulaire. An deem Beräich sinn zanterhier vill Efforte gemaach ginn, wéi follgend:

- Et gouf eng Konventioun mam Maschinenring (MBR) ofgeschloss, déi eng Hëllefsstellung ubitt fir d'Beschafe vum néidege LuxTrust-Zertifikat a fir d'Ausfëlle vum Antrag.

- D'Berodungstellen an d'Landwirtschaftskummer bidden d'Erstelle vun Anträg als Déngschtleeschtung un.

D'Verwaltunge bidden eng Rëtsch vun Hëllefsstellungen: Hëllef via Telefon, Benotzerhandbuch an, dëst Joer nei, e Webinar (de 24. Mäerz 2021 um 14.00 Auer) wéi och weider Hëllefen um Landwirtschaftsportal. Weiderhi gëtt de Formulaire dëst Joer zwou bis dräi Wochen éischter fräigeschalt.

Ech hunn elo vu Beroder a vum MBR geschwat. Dës sinn awer net déi eenzeg Acteuren, déi d'Erstelle vun den Anträg maache kënnen. Mat Hëllef vum sougenannte Beroderaktivéierungscode ka jiddwer Vertrauenspersoun, déi iwwert déi technesch Viraussetzunge verfüügt, sief et Memberen aus der Famill oder Bekannter, am Numm vum Antragsteller de Formulaire ausfëllen an iwwermëttelen. Just ass et an deem Fall geroden, fir dëst mat dëser Persoun zesummen ze maachen, well den Antragsteller fir d'Antragsdonnéeë verantwortlech bleift, och wann eng aner Persoun den Antrag mécht.

ad 3. Sollt éieren duerch eng technesch Pann (Stroumausfall, Ofstierze vun der Applikatioun oder soss) den Antrag net mat Zäiten iwwermëttelt ginn, da kann dat als „aussergewéinlech Ëmstänn" betruecht ginn, wann d'Ëmstänn beluecht kënne ginn. An deem Fall gëtt keng Kierzung op de Primmen ugewant.

Leit, déi déi technesch Viraussetzung an/oder Kenntnisser net hunn, fir selwer den Antrag ze erstellen, sollen sech hëllefe loossen. Ech sinn dorop a menger viregter Äntwert agaangen. D'Verwaltung huet jo dowéinst mat Zäiten d'Leit doriwwer informéiert. Do ass jiddwereen als Entrepreneur gefuerdert.

ad 4. Fir d'Primmenanträg bleift ab dësem Joer de Wee iwwert MyGuichet.lu deen eenzege Wee. Déi néideg Begrënnungen hunn ech zur Fro 1 ginn. Leit, déi awer just hir Flächen an Déierebestänn fir d'Cotisatioune bei der landwirtschaftlecher Sozialversécherung mellen, kënne bei de Verwaltungen e vereinfachte Pabeierformulaire ufroen.

Question 3594 (08.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests PCR :**

D'WHO huet, den 20. Januar an enger offizieller Kommunikatioun, hir Direktive fir d'Interpretatioun vun de PCR-Tester aktualiséiert. Dës Direktive si fir Dokteren, Klinicken a spezialiséiert medezinnescht Personal geduecht, deemno fir alleguerten déi Leit, déi PCR-Tester duerchféieren an auswäerten. An dësen neie Richtlinnen heescht et, datt de sougenannte Schwellewäert, bei deem en Testresultat als positiv agestuuft gëtt, manuell unzepassen ass. Resultater, déi esou just am positive Beräich sinn, musse ganz virsiichteg interpretéiert ginn, esou d'WHO. Am Fall wou d'Testresultat net mam gesondheetlechen Zoustand vun der getester Persoun iwwereneestëmmt, muss en neien Test duerchgefouert ginn (z. B. am Fall wou eng Persoun positiv getest gëtt, ma gesond a monter ass, also keng Symptomer huet).

Dann huet d'WHO drun erënnert, datt d'Heefegkeet vun enger Krankheet en Afloss op d'Testresultater huet. Soubal d'Kränkt manner heefeg ass, klëmmt de Risiko vu falsch positiven Testresultater. Dat heescht, datt d'Warscheinlechkeet, datt eng positiv geteste Persoun tatsächlech mam Sars-CoV-2 infizéiert ass, erofgeet, jee méi seelen d'Krankheet ass.

D'PCR-Tester sinn, der WHO no, also nëmmen en Hëllefsmëttel an der Diagnostik vum Coronavirus.

Dofir wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend Fro stellen:

- Berücksichtegt d'Lëtzebuerger Regierung déi nei Direktive vun der WHO betreffend d'PCR-Tester an, wa jo, a wéi enger Form?

Réponse (11.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

An hirer rezenter Kommunikatioun huet d'WHO haaptsächlech e puer Grondprinzippie vun all medezinnescher Analys an der Interpretatioun rappeléiert.

Et ass wouer, dass verschidde PCR-Test-Resultater just op der Limitt vun der Positivitéit leien. D'Direktioun vun der santé recommandéiert säit Méint, dass esou Resultater net als „faiblement positif" vum Laboratoire protokolléiert ginn, mee mat der Mentioun versi gi „résultat non interprétable, à contrôler sur nouvel échantillon". Dëst ass kohärent mat der rezenter Kommunikatioun vun der WHO, déi eng virsiichteg Interpretatioun vun de Resultater an dëse Situatioune verlaangt.

D'WHO rappeléiert och deen allgemenge Prinzip an der Medezinn, dass wann eng Krankheet seelen ass (kleng Inzidenz oder Prevalenz an der Bevëlkerung), dass dann d'Probabilitéit vun engem falsch positiven diagnosteschen Test statistesch eropgeet, och wann natierlech an esou enger Situatioun d'absolutt Zuel vu positive Resultater kleng bleift. Dëst betrëfft natierlech net nëmmen de Covid-19, mee all Krankheet. Dëse Phenomeen vu falsch positive Resultater ass ëmsou méi kleng, wéi d'Spezifissitéit vun engem Test héich ass, an dës Spezifissitéit ass jo bei PCR-Tester besonnesch héich am Verglach mat aneren diagnosteschen Tester. De Phenomeen ass also hei relativ limitéiert an ass besonnesch e Problem, wann d'Inzidenz vun neien Infektiounen da ganz déif ass. Mir sinn awer aktuell nach an enger relativ héijer Inzidenz (bäi 170/Dag en moyenne), an domat stellt dëse Phenomeen aktuell kee wierkleche Problem duer.

Question urgente 4854 (16.08.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **déploiement du nouvel avion militaire luxembourgeois en Afghanistan :**

Am Oktober 2020 ass den neie Militärtransportfliger A400M, deen déi lëtzebuergesch Arméi zesumme mat der Belsch kaaft huet, um Findel gelant. De Militärfliger hat den 9. Oktober säi Jungfernfluch. De Fliger ass scho benotzt gi fir medezinnescht Material am Kader vun der „NATO's Response to the Covid-19 Pandemic" ze transportéieren.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wäert Lëtzebuerg den A400M zur Verfügung stellen, fir Persoune respektiv Material aus dem Afghanistan erauszefléien?

2. Plangt d'Regierung d'Fluchstonnen, déi Lëtzebuerg fir den MRTT zur Verfügung stinn, fir humanitär Missiounen am Afghanistan ze notzen?

Réponse (17.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Am Kader vun de rezenten Evenementer am Afghanistan plangt d'Lëtzebuerger Defense, zesumme mat hire belschen Homologen, eng Evakuatiounsmissioun aus dem Afghanistan. Bei dëser Missioun kënnt de Lëtzebuerger A400M vun der binationaler A400M-Unitéit an den Asaz.

ad 2. Fir de Moment goufen nach keng konkreet Demandë vun UE- oder NATO-Partnerstaaten u Lëtzebuerg erugedroen, mee prinzipiell ass d'Regierung bereet, Fluchstonne vum MRTT am Kader vun Evakuatiouns- an humanitäre Missiounen zur Verfügung ze stellen.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°09
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 09 | Session ordinaire 2020-2021

Budget 2021 et programmation financière pluriannuelle
- Rapport p. 278
- Exposé du Ministre des Finances p. 283
- Débats p. 285

Sommaire des séances publiques nos 19 à 22 p. 295
Sommaire des questions parlementaires p. Q237

19e séance Jeudi 10 décembre 2020
20e séance Mardi 15 décembre 2020
21e séance Mardi 15 décembre 2020
22e séance Mercredi 16 décembre 2020

Chantier an der Chamber

De Sëtzungssall um Krautmaart gouf a puncto Luucht an Toun opgefrëscht.

D'Luuchten am Plaffong goufen ausgetosch, a fir Verbesserungen an der Tounqualitéit ze kréien, goufen och d'Haut-parleuren ersat.

De ganze Mobilier gouf agepaakt an den Tableau mam Grand-Duc Henri sécher ënnerbruecht.

Spéitstens fir déi parlamentaresch Rentrée am Oktober soll de Chantier fäerdeg sinn.

Bis dohi si keng Visitte méiglech, a fir de Fall wou d'Deputéiert siegéiere missten, steet de grousse Sall am Cercel weider zur Verfügung.

Déi lescht ëffentlech Sëtzung am Cercel ass viraussiichtlech déi vu Mëtt September fir dat neit Covidgesetz.

Enn September soll zréck op de Krautmaart geplënnert ginn.



De ganze Summer laang gouf um Krautmaart geschafft.

Visite à la prison de Givenich



M. Claude Lentz (à gauche), directeur du Centre pénitentiaire de Givenich, a répondu aux questions des députés.

Les députés se sont renseignés sur le fonctionnement de la prison semi-ouverte à Givenich.

La prison semi-ouverte de Givenich héberge actuellement 80 personnes, dont six femmes, sur une capacité en lits de 113 unités, douze lits étant réservés aux femmes. Ces chiffres ont été présentés aux membres de la Commission de la Justice et à la Ministre de la Justice, Mme Sam Tanson, lors d'une visite des lieux le 21 juillet 2021.

Une des particularités du Centre pénitentiaire de Givenich est le régime de mixité des sexes. Les condamnés masculins et féminins travaillent ensemble dans les différents ateliers proposés par l'établissement. Ils sont cependant répartis dans différents blocs pour le logement. Cette mixité a été introduite en 2010. Selon le directeur de la prison, M. Claude Lentz, aucun incident majeur n'a été recensé depuis l'introduction de ce régime.

La réinsertion sociale par le travail

Le Centre pénitentiaire offre des ateliers de jardinage, de peinture, de menuiserie, etc. Ces workshops et formations ont pour but la réinsertion sociale des condamnés et la prévention de récidive. Encadrés par une centaine de personnes, les détenus s'habituent ainsi de nouveau à un rythme de vie normal.

« La confiance est l'élément de base »

L'intégration sociale peut se faire entre autres par un emploi hors prison. 28 des 80 condamnés sont actuellement en semi-liberté, les autres travaillent à la prison, par exemple pour cultiver des légumes et des fruits pour les propres besoins des détenus. Afin de permettre la réinsertion dans la société, la direction de la prison met l'accent sur la confiance mutuelle. Les tentatives de fuite seraient très rares, selon M. Claude Lentz.

L'Administration parlementaire recrute pour les besoins du service achats, gestion des biens et bâtiments :

2 AGENTS D'HYGIÈNE ET DE NETTOYAGE (m/f) CDI à tâche complète - 8 heures par jour ouvrable, entre 7 et 22 heures (réf. CHD64S)

8 AGENTS D'HYGIÈNE ET DE NETTOYAGE (m/f) CDI à tâche partielle (50 %) - 4 heures par jour ouvrable, entre 17 et 22 heures (réf. CHD65S)

1 ASSISTANT TECHNIQUE (m/f) CDI à tâche complète (réf. CHD66S)

La date limite pour la remise des candidatures est fixée au mercredi 15 septembre 2021.

Pour plus de renseignements, prière de consulter le lien suivant : https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi

Immatriculation d'objets spatiaux

7270 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, faite à New York, le 12 novembre 1974

Ce projet de loi vise à approuver la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York, le 12 novembre 1974.

À l'heure actuelle, le Luxembourg diffuse volontairement les renseignements concernant ses satellites conformément à la Résolution 1721 B (XV) de l'Assemblée générale de l'ONU du 20 décembre 1961 qui demande aux États lançant des objets sur une orbite ou sur une autre trajectoire extra-atmosphérique de fournir sans délai au Comité des utilisations pacifiques de l'espace des renseignements en vue de l'enregistrement des lancements.

La Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique instaure un régime obligatoire : l'État d'immatriculation transmet au Secrétaire général de l'ONU les renseignements définis par l'article IV de la convention; oblige l'État de lancement à tenir un registre national des objets lancés dans l'espace et instaure une assistance mutuelle entre États signataires dans la mesure où les États parties sont censés répondre à toute demande d'assistance émanant d'un État qui n'est pas en mesure d'identifier un objet spatial susceptible d'être dangereux ou nocif.

Ces dispositions de la Convention sont mises en œuvre par l'intermédiaire du projet de loi 7317 sur les activités spatiales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.03.2018
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président : M. Marc Angel) :

07.05.2018 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

14.05.2020 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1087, page 1

Activités spatiales

7317 - Projet de loi portant sur les activités spatiales et modifiant :

1° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances dite « Versicherungssteuergesetz » ;

2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Au niveau international, les activités spatiales sont régies par plusieurs traités, dont notamment le Traité de l'espace auquel le Luxembourg a adhéré en 2005 ainsi que la Convention sur la responsabilité dont le Grand-Duché a été partie dès 1983.

En vertu de ces deux accords internationaux, l'État luxembourgeois a une responsabilité en cas de dommages causés par un objet spatial dont il est l'État de lancement et il doit soumettre ses opérateurs privés dans l'espace extra-atmosphérique à un mécanisme d'autorisation et de surveillance.

Dans le même sens, la Résolution (ONU) 68/74 portant recommandations sur les législations nationales relatives à l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, adoptée le 11 décembre 2013, tend à encourager les États à adopter des législations nationales qui transposent et mettent en œuvre les traités internationaux sur les activités spatiales.

En plus, la Convention sur l'immatriculation des objets spatiaux, qui sera approuvée par la future loi portant approbation de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (projet de loi 7270) prévoit que les États parties doivent se doter d'un registre national des objets spatiaux. C'est pourquoi le projet de loi prévoit également la création d'un registre national des objets spatiaux.

Ainsi, le présent projet de loi n'a pas pour seul objet de permettre l'autorisation d'activités spatiales par le biais d'un arrêté ministériel, mais fournira aussi une base légale pour ne pas autoriser des activités spatiales si certaines conditions ne sont pas remplies. Cette base légale permettra, en plus, en cas de retrait de l'autorisation, au ministre de prendre les mesures nécessaires en vue d'éviter que les activités spatiales pour lesquelles l'autorisation a été retirée ne portent atteinte à la sécurité des personnes, des biens ou à l'environnement.

Il y a lieu de rappeler que le régime de concessions prévu par la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ne s'applique que dans le cas où le concessionnaire se voit octroyer le droit d'utiliser des fréquences luxembourgeoises. C'est la raison pour laquelle il est essentiel d'introduire ce régime d'autorisation plus large, régime qui couvre tous les cas dans lesquels la responsabilité de l'État luxembourgeois pourrait être engagée. C'est dans ce contexte que le projet de loi prévoit également une instance (le ministre ayant la législation spatiale dans ses attributions) pour examiner les demandes, préparer les autorisations et surveiller le respect de celles-ci.

Deux ultimes précisions s'imposent : primo - les droits d'utilisation des fréquences utilisées pour les activités spatiales continueront à faire l'objet de concessions accordées sur base de l'article 20 de ladite loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ; secundo - les activités consistant dans l'exploration et l'exploitation de ressources spatiales resteront sujettes à l'agrément prévu par la loi du 20 juillet 2017 sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 12.06.2018
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

14.05.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

28.05.2020 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

18.06.2020 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.07.2020 Envoi d'une lettre d'amendements au Conseil d'État

22.10.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

02.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1086, page 1

Budget de l'État 2021 et programmation financière 2020-2024

7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :
1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;
17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;
18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;
22° la loi modifiée du 23 décembre 2016
1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;
2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat
et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

Le budget de l'État pour l'exercice 2021 est arrêté aux montants suivants :

- Recettes courantes	16.738.915.603 €
- Recettes en capital	143.445.400 €
- Recettes des opérations financières	2.679.226.400 €
- Dépenses courantes	16.876.274.890 €
- Dépenses en capital	2.466.734.092 €
- Dépenses des opérations financières	233.565.350 €

L'article 3 prévoit que le taux d'amortissement accéléré qu'il est admis de pratiquer à l'endroit d'immeubles ou parties d'immeubles bâtis, affectés au logement locatif, ne sera plus que de 4 %. Ce taux de 4 % pourra seulement être applicable si l'achèvement remonte au début de l'exercice d'exploitation à moins de cinq ans. Par rapport aux dispositions actuellement en vigueur, le taux d'amortissement accéléré passe donc de 6 % à 4 % et l'âge maximal de l'immeuble bâti au début de l'exercice d'exploitation de six à cinq ans. L'article introduit également la notion de « rénovation énergétique durable » et dispose qu'un taux d'amortissement de 6 % est admis à l'endroit de dépenses d'investissement relatives à une rénovation énergétique durable d'un immeuble bâti affecté au logement locatif si l'achèvement des travaux de rénovation remonte au 1er janvier de l'année d'imposition à moins de neuf ans. Le contribuable qui a acquis ou constitué avant le 1er janvier 2021 un immeuble bâti affecté au logement locatif pourra encore profiter du taux d'amortissement accéléré de 6 % si toutes les conditions sont remplies.

L'article 3 permet d'exempter les contribuables impatriés sur certains coûts générés par leur déménagement de l'étranger vers le Luxembourg. L'employeur peut payer une prime d'impatriation à l'impatrié. Sont exemptés 50 % de la prime d'impatriation ne dépassant pas 30 % du montant brut de la rémunération annuelle avant incorporation des avantages en espèces et en nature. Les exemptions citées sont applicables aux impatriés pendant toute la durée de l'affectation du salarié en question, mais tout au plus jusqu'à la fin de la huitième année d'imposition suivant celle de l'entrée en service du salarié au Grand-Duché.

L'article 3 introduit encore une exemption à hauteur de 50 % lors du paiement d'une prime participative établie en fonction du résultat de l'exercice d'exploitation de l'employeur. L'exemption de la prime participative est limitée à 25 % du montant brut de la rémunération annuelle, avant incorporation des avantages en espèces et en nature, de l'année d'imposition au cours de laquelle la prime participative est allouée au salarié.

L'article 3 donne la possibilité à l'employeur de faire usage de la nouvelle solution de mise à disposition électronique des fiches dont la mise en place par l'Administration des contributions directes (« ACD ») est prévue en cours d'année 2021 ; cette nouvelle plateforme électronique permettra aux employeurs l'accès aux fiches de retenue de leurs salariés sous forme électronique.

L'article 4 du projet de loi introduit, à partir du 1er janvier 2021, un prélèvement, dit « prélèvement immobilier », à charge de divers véhicules d'investissement qui perçoivent un revenu provenant d'un bien immobilier sis au Grand-Duché de Luxembourg. Le « prélèvement immobilier » a pour but de rétablir l'équité fiscale entre les personnes recourant aux structures visées et les personnes qui ne le font pas. Il est perçu sur une base annuelle et son taux est fixé à 20 %.

L'article 5 du projet de loi introduit un abattement pour réductions de loyer accordées à condition que le contrat de bail soit à qualifier de bail commercial. Le montant de l'abattement se détermine en multipliant par deux le montant du loyer auquel il est renoncé. Il est cependant limité à 15.000 euros par immeuble ou partie d'immeuble et par contrat de bail commercial. Ainsi, les montants des loyers auxquels il est renoncé et pouvant donner droit à l'abattement sont limités à 7.500 euros par contrat de bail commercial et par immeuble ou partie d'immeuble.

L'article 8 du projet de loi introduit la taxe CO_2. Cette taxe s'élève à 20 euros par tonne de CO_2, correspondant à 5-6 cents par litre de carburant ou autre produit énergétique. En 2022, cette taxe s'élèvera à 25 euros par tonne de CO_2 et en 2022 à 30 euros par tonne de CO_2, ces augmentations correspondant à chaque fois à un cent supplémentaire par litre. Une utilisation ciblée des recettes issues de la taxe CO_2 permettra de garantir la mise en œuvre socialement équitable du prix du carbone. Afin d'atténuer le poids de la taxe sur les ménages aux revenus les plus faibles, les crédits d'impôt sont augmentés de 96 euros par an (soit 8 euros par mois).

L'article 9 du projet de loi prévoit un taux de taxe d'abonnement annuelle de 0,04 % (au lieu de 0,05 %) pour la part des avoirs nets d'un OPC ou d'un compartiment individuel d'un OPC à compartiments multiples pourvu que les conditions prévues à l'article 3 du règlement taxonomie soient respectées pour cette part et à condition qu'un seuil allant de 5 à 20 % d'avoirs investis dans des activités économiques durables sur le plan environnemental soit atteint. Si la part des avoirs nets d'un OPC ou d'un compartiment individuel d'un OPC à compartiments multiples investis dans des activités économiques durables représente au moins 20 % de la totalité des avoirs nets de l'OPC ou du compartiment individuel d'un OPC à compartiments multiples, ce taux est de 0,03 % pour la part des avoirs nets en question. Si la part des avoirs en question représente au moins 35 %, le taux passe à 0,02 %, et en cas d'au moins 50 %, le taux passe à 0,01 %.

L'article 10 renchérit les « share deal », opérations par le biais desquelles des investisseurs achètent des (parts de) sociétés détenant des immeubles, en triplant le droit de mutation en cas d'apport pur et simple d'immeubles à une société.

L'article 11 précise qu'il est interdit à une société de gestion de patrimoine familial (SPF) de détenir des biens immobiliers à travers une ou plusieurs sociétés de personnes ou à travers un ou plusieurs fonds communs de placement, alors que la détention directe d'immeubles par une SPF était déjà exclue par la loi modifiée du 11 mai 2007.

L'article 11 prévoit qu'à l'instar des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement, les SPF sont désormais obligées de déposer leurs déclarations en matière de taxe d'abonnement par voie électronique.

L'article 13 prévoit, en vue de faire bénéficier un plus grand nombre d'assujettis de la simplification administrative que représente le régime de franchise TVA, de relever le seuil actuel de 30.000 euros à 35.000 euros.

L'article 14 a pour objet l'introduction pour les héritiers, dans le cadre de successions exemptes de droits de succession, d'un moyen efficace d'accès aux biens meubles dépendant d'une succession en donnant une portée civile au certificat d'ores et déjà émis par l'AED. Il s'agit donc surtout d'une mesure de simplification administrative. Le certificat émis par l'AED en cas de succession exempte de droits de succession aura donc dorénavant une portée à la fois fiscale et civile. L'héritier n'aura plus besoin de se procurer un acte de notoriété auprès d'un notaire.

L'article 50 concerne le régime « prime house ». Dans le cadre du programme « Neistart Lëtzebuerg », les aides financières du régime « prime house » avaient été substantiellement augmentées. Étaient visées les rénovations initiées d'ici la fin du 1er trimestre 2021 ainsi que les installations techniques commandées au plus tard le 31 mars 2021. Les hausses de ces aides financières, limitées dans le temps, avaient nécessité un ajustement vers le haut, également limité dans le temps, des plafonds des aides définis dans la loi du 23 décembre 2016. L'article 50 étend la durée de validité de ces plafonds revus à la hausse de neuf mois supplémentaires d'ici le 31 décembre 2021.

L'article 53 a trait à la gestion locative sociale. Il porte la participation étatique forfaitaire de 100 à 120 euros par mois et par logement, afin que celle-ci corresponde davantage aux besoins réels des acteurs sur le terrain. Dans la mesure où la participation financière forfaitaire de 120 euros par logement dans le cas d'une forme de cohabitation ne suffit pas à couvrir les frais de gestion de l'organisme conventionné, il est prévu de l'élever à 120 euros et en plus de la majorer de 20 euros pour chaque contrat de mise à disposition à partir du deuxième contrat de mise à disposition.

L'article 54 s'inscrit dans le contexte du Brexit. Il est apparu qu'il est nécessaire de créer de la sécurité juridique autour de l'exécution de contrats d'assurance conclus antérieurement à la perte de l'autorisation d'une entreprise étrangère d'assurance directe de pratiquer des opérations d'assurance au Luxembourg. L'article 54 dispose que ces contrats restent valables et que l'exécution des engagements d'assurance résultant de tels contrats reste soumise aux dispositions de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance. Ceci est d'autant plus important dans la mesure où les contrats d'assurance sont des relations contractuelles à long terme avec des durées résiduelles pouvant courir jusqu'à 60 ans ou plus (comme par exemple pour des contrats d'assurance-vie à vie entière). Les contrats existant au moment de la perte de l'autorisation ne pourront plus faire l'objet d'une reconduction - même tacite - ou d'opérations d'assurance directe donnant lieu à l'émission de primes. Cette interdiction ne concerne cependant pas le paiement de primes que le souscripteur est tenu de payer selon son contrat.

L'article 55 met en place la base légale nécessaire permettant au Gouvernement de confirmer son engagement financier envers le Fonds monétaire international à travers les accords d'emprunt bilatéraux (« Bilateral Borrowing Agreements, BBA ») et les nouveaux accords d'emprunt (« New Arrangements to Borrow, NAB »).

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024

L'article 1er du projet de loi a pour objet de fixer l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) sur toute la période dont le présent projet de loi fait l'objet, en le fixant à +0,5 % du PIB pour la période 2020-2024.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2020 à 2024 :

En % du PIB	2020	2021	2022	2023	2024
- Administration centrale	-8,6 %	-4,2 %	-3,3 %	-2,3 %	-1,8 %
- Administrations locales	-0,4 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
- Administrations de sécurité sociale	1,5 %	1,2 %	1,2 %	1,0 %	0,9 %
- Administrations publiques:					
- Solde nominal	-7,4 %	-3,0 %	-2,2 %	-1,3 %	-0,9 %
- Solde structurel	-4,5 %	-2,0 %	-1,5 %	-1,0 %	-0,9 %

Dépôts des projets de loi 7666 et 7667 par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.10.2020
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

20.07.2020 Désignation d'un rapporteur

20.10.2020 Échange de vues avec M. le Ministre des Finances, le Directeur de l'Inspection générale des finances (IGF) et des représentants du Trésor
Présentation du budget du département « Finances »

22.10.2020 Réunion jointe avec la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'IGSS

23.10.2020 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)
Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes
Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises

26.10.2020 Échange de vues avec des représentants du Statec au sujet de la situation conjonturelle et des prévisions économiques

16.11.2020 Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques (CNFP)

19.11.2020 Réunion jointe avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : échange de vues avec Mme la Ministre au sujet du volet « Affaires intérieures »

23.11.2020 Présentation de l'avis de la Cour des comptes

30.11.2020 Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg

07.12.2020 Examen du premier avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

11.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

22.10.2020 Réunion jointe avec la Commission des Finances et du Budget : échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'IGSS

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

29.10.2020 Présentation du volet « Logement »

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

30.10.2020 Présentation des volets « Environnement, Climat et Développement durable » et « Énergie et Aménagement du territoire »

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(Présidente : Mme Tess Burton) :

13.11.2020 Présentation par M. le Ministre des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

16.11.2020 Analyse des parties concernant le budget du Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAE, Immigration et Asile, ONA, Coopération et Action humanitaire)

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :

19.11.2020 Réunion jointe avec la Commission des Finances et du Budget : échange de vues avec Mme la Ministre au sujet du volet « Affaires intérieures »

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

26.11.2020 Présentation du volet « Éducation nationale, Enfance et Jeunesse »
Présentation du volet « Enseignement supérieur et Recherche »

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

26.11.2020 Présentation du volet « Culture »

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

02.12.2020 Présentation du volet « Justice »

Vote en séance publique du projet de loi 7666 : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1061, page 1

Vote en séance publique du projet de loi 7667 : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1063, page 1

Engagements de l'Office du Ducroire

7695 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg

En raison de la situation sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 et de l'état de crise, la loi du 18 juin 2020 modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg a modifié l'article 38 de la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg afin de répondre aux besoins d'engagements à prendre de la part de l'Office du Ducroire (« l'ODL ») pour le compte de l'État. Le présent projet de loi entend prolonger cette disposition à l'année 2021.

En effet, au vu de la décision de la Commission européenne de prolonger le retrait temporaire de tous les pays de la liste des pays « à risques cessibles » figurant dans la communication sur l'assurance-crédit à l'exportation à court terme jusqu'au 30 juin 2021, l'article 38, paragraphe (4), section 3 - Engagements, de la loi modifiée du 4 décembre 2019, prévoyant des engagements pris par l'ODL pour le compte de l'État doit être à nouveau modifié afin d'inclure les engagements de l'ODL pour l'année 2021.

Cette prolongation est de grande importance afin de permettre à l'ODL d'accompagner la relance économique du Luxembourg en soutenant les entreprises luxembourgeoises dans leurs exportations.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.11.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

20.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

04.12.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1018, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7733 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger jusqu'au 15 janvier 2021 les mesures actuellement en place et d'adapter certaines dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Les adaptations concernent notamment :

- l'obligation pour l'exploitant d'un centre commercial disposant d'une galerie marchande de prévoir et de mettre en place un protocole sanitaire ;

- l'interdiction de la consommation sur place à des endroits aménagés d'un établissement de restauration ou de débit de boissons, sur les terrasses des restaurants et des cafés, mais aussi des hôtels, dans les centres commerciaux, ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

- Les personnes autorisées à exercer une profession de santé au sens de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé et qui sont autorisées à effectuer un test rapide d'orientation diagnostique sont soumises aux mêmes conditions de transmission de données que les médecins et médecins-dentistes au vu de la loi du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la santé publique.

- L'autorisation temporaire d'exercer pendant une période ne pouvant pas excéder douze mois les activités de médecin ou certaines activités de l'exercice de la médecine est accordée aux médecins-dentistes, aux médecins-vétérinaires et aux médecins du travail tels que désignés à l'article L. 325-1 du Code du travail.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 10.12.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

10.12.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

14.12.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 992, page 1

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen
3. **Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de purificateurs d'air dans les écoles et les communes pour limiter la propagation de la Covid-19**
   Motion de Mme Martine Hansen relative au personnel enseignant détaché
   Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition des écoles et des communes de détecteurs de CO_2
   et
   Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place de mesures cohérentes dans l'éducation formelle et non formelle pour éviter la propagation du coronavirus
   - Exposé : Mme Martine Hansen
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Discussion générale : M. Fred Keup - M. David Wagner (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Fernand Kartheiser) - M. Gilles Baum
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
4. **Question urgente n° 3262 de M. Laurent Mosar et de M. Serge Wilmes concernant le sondage sur le sentiment de sécurité**
   - M. Serge Wilmes (interventions de Mme Cécile Hemmen) - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure
5. **Ordre du jour (suite)**
   - Mme Martine Hansen
6. **Question élargie n° 61 de M. Léon Gloden relative aux conclusions des dernières réunions du Conseil Justice et affaires intérieures (JAI) relatives à la lutte contre la menace terroriste**
   - M. Léon Gloden - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
7. **Question élargie n° 62 de M. Laurent Mosar relative à la situation sécuritaire, en particulier dans le quartier de la Gare de la ville de Luxembourg**
   - M. Laurent Mosar - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Henri Kox (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)
8. **Question élargie n° 63 de M. Gilles Roth relative à la rétention de données**
   - M. Gilles Roth - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
9. **7270 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, faite à New York, le 12 novembre 1974**
   et
   7317 - Projet de loi portant sur les activités spatiales et modifiant :
   1° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances dite « Versicherungssteuergesetz » ;
   2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
   - Rapports de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Claude Haagen
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar (intervention de M. André Bauler) - M. Guy Arendt - Mme Semiray Ahmedova - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7270 et dispense du second vote constitutionnel
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7317 et dispense du second vote constitutionnel
10. **7695 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg**
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
    - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner
    - Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, Mme Sam Tanson, M. Lex Delles, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Nee, Här President.

2. Ordre du jour

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Meng Kolleegen, de Laurent Mosar an de Serge Wilmes, haten eng Question urgente un den Här Minister Kox gestallt. Déi ass de Moie schréftlech beäntwert ginn, awer leider nëmmen zum Deel schréftlech beäntwert ginn. An duerfir géife mer froen, datt mer, esou wéi d'Reglement dat och virgesäit, de Rescht vun der Fro mëndlech stellen an d'Äntwerten dann och kréie kéinten, wannechgelift.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Mir géifen awer fir d'éischt ufänke mat de Motiounen, esou wéi mer gëschter gesot haten. A wa mer da bei d'Question élargie kommen, géife mer da virun der Question élargie op déi Question urgente zréckkommen.

3. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de purificateurs d'air dans les écoles et les communes pour limiter la propagation de la Covid-19

Motion de Mme Martine Hansen relative au personnel enseignant détaché

Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition des écoles et des communes de détecteurs de CO_2

Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place de mesures cohérentes dans l'éducation formelle et non formelle pour éviter la propagation du coronavirus

(Motions déposées en séance publique n° 18 du 9 décembre 2020 - à consulter au compte rendu n° 08 en pages 244 et 245)

Mir fänken dann u mat deene véier Motioune vun der Madamm Hansen, déi se gëschter am Ufank vun der Sitzung deposéiert huet. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1 iwwert d'Loftrengeger an de Schoulen an an de Gemengen. An ech géif direkt dem Auteur vun der Motioun, der Madamm Hansen, d'Wuert ginn.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Maache mer se mateneen?

Une voix.- Mir kënne se matenee maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kënne se matenee maachen, mir kënne se och eenzel maachen.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Merci, Här President. Ech probéieren et mateneen ze maachen, da brauche mer nëmmen eemol unzefänken.

D'Infektiounszuele sinn extreem héich. A sou wéi mer gëschter awer och nach eng Kéier verschidde Statistiken an enger grousser Dageszeitung gelies hunn, hunn och d'Infektiounszuele bei de Kanner zougeholl, soudatt mer definitiv och an de Schoule mussen agéieren. Mir haten en 13-Mesurë-Package virgestallt, deen ass leider refuséiert ginn. Mir halen natierlech un deem Package fest, mee ech hu gëschter nach eng Kéier véier zousätzlech Motiounen op de Wee bruecht.

Eng éischt Motioun, well de Virus sech awer och iwwert d'Aerosolle verbreet an de Klassesäll. A well d'Klassesäll jo och net esou grouss sinn, datt een ëmmer d'Distanz kann anhalen oder eng gewëssen Distanz kann anhalen, froe mer u sech, fir de Schoule Purificateur-d'airen zur Verfügung ze stellen. D'Goethe-Institut (veuillez lire: D'Goethe-Universität) huet och nach eng Kéier drop higewise gehat, datt dës Purificateuren definitiv géifen hëllefen am Kampf géint de Virus.

Eng änlech Motioun - ech ginn elo net grad der Reiefolleg no, wéi se aklasséiert gi sinn - ass d'Motioun 3. Do froe mer am selwechte Sënn - well et weess een, wann d'CO_2-Konzentratioun an engem Sall méi grouss ass, datt dann och d'Viruslaascht méi grouss ass -, fir de Schoulen, de Lycéeën an de Gemengen eng CO_2-Ampel zur Verfügung ze stellen. Den Här Minister hat, mengen ech, virun zwou Wochen um Radio och net méi esou negativ doriwwer geschwat, soudatt mer hoffen, datt mer hei Ënnerstëtzung kréien.

Dann eng drëtt Motioun: D'Schoulen, déi maache wierklech alles, virun allem d'Grondschoul, fir datt se d'Gruppe schéi strikt getrennt halen. Déi Kanner, déi awer moies an der Schoul sinn, déi gi mëttes an d'Maison relais an do ginn d'Gruppen erëm eng Kéier duercherneegemëscht. An an där Situatioun, wou mer elo sinn, mengen ech, musse mer wierklech alles maachen, fir dat ze verhënneren a fir eeben och d'Virusverbreedung ze verhënneren an d'Infektiounsketten ze briechen.

Duerfir froe mer hei, datt mer e kohärente System sollen ausschaffen tëschent där formaler an där non formaler Ausbildung an datt mer do, well mer sinn eis däers bewosst, de Maison-relaisen och dat noutwendegt Personal zur Verfügung stellen. Mir hate virum Summer, am Ufank vun der Kris, e Gesetz gestëmmt, duerch dat konnt op zousätzlecht Personal zréckgegraff ginn. Am Moment hu mer déi Méiglechkeet net. Mir wëssen, datt se awer zousätzlecht Personal brauchen. Also: e kohärente System fir nonformal/formal Bildung an dat néidegt Personal!

Eng Méiglechkeet, fir dat néidegt Personal ze kréien, ass, andeems mer definitiv och an der Schoul kucken, fir esou wäit wéi méiglech d'Enseignanten, déi do sinn, och do beim Enseignement anzesetzen. Mir wëssen, eng ganz Partie Enseignantë sinn detachéiert op verschidde Projeten. Dat sinn och wichteg Projeten. Ech hat och ëmmer déi Chargen, wéi ech an der Schoul war, an dat ass eng extreem wichteg Saach.

Am Moment si mer awer an enger Kris. An och an der Kris ass et wichteg, datt mer esou vill wéi méiglech gutt qualifizéiert Personal bei de Kanner hunn. An duerfir froe mer an enger leschter Motioun, datt den Här Minister eis eng Lëscht gëtt vum Personal, dat detachéiert ass, eng Analys mécht vun de Projeten, déi eventuell kéinte wärend der Zäit vun der Kris op Äis geluecht ginn, fir datt dann déi Enseignanten, déi detachéiert sinn, kéinten erëm op den Terrain an d'Schoule goen, fir datt se do kéinte Schoul halen a géint d'Penurie am Enseignement wärend dëser Kris u sech hëllefen, fir datt mer déi Kris andämmen a fir datt mer de Schüler richteg Chancë ginn, fir datt se net duerch dës Kris leiden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Wie wëllt zu dëse Motiounen d'Wuert ergräifen? Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der Madamm Hansen. Ech mengen, Dir heibannen, wéi mir alleguerten, sidd permanent op der Sich no der idealer Manéier, eis Schoulen, eis Betreiungsstrukturen ze geréieren, esou laang wéi méiglech opzehalen an esou vill wéi méiglech opzehalen, dem Virus esou mann wéi méiglech Plaz ze loossen an der Bildung esou vill wéi méiglech Plaz ze loossen. An dat ass sécherlech och d'Zil bei deenen heite Motiounen.

Eng Rei vun den Iwwerleeungen, déi hei gemaach ginn oder wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, op dee Wee ze goen, si jo och net nei. Ech mengen, och d'CSV-Fraktioun hat schonn eng Motioun gemaach, wou op d'mannst d'Iwwerleeung vun de Purificateur-d'airen an och den CO_2-Moosser schonn opgelëscht war an ech mech dee Moment engagéiert hunn, ech géif déi Dossieren an déi Méiglechkeeten do zesumme mat der Santé analyséieren a mech op d'Fachexpertis vun der Direction de la santé do baséieren.

An Dir hutt zu Recht gesot, ech hätt virun zwou Wochen an engem Interview méi positiv reagéiert op d'CO_2-Moossunge wéi op d'Purificateur-d'airen. Et ass esou, datt d'Santé eis awer do seet, datt d'Purificateur-d'airen eigentlech am Prinzip fir medezinnesch Zwecker, fir medezinnesch Infrastrukturen, fir medezinnesch ausgeriichte Raim och geduecht sinn an datt se net entwéckelt goufe fir Klassesäll an datt se duerfir och eigentlech do net hiren Effet kéinten deployéieren.

Mir kréien och gesot, datt et eng extreem opwendeg Technologie ass, déi muss gewaart ginn, déi muss richteg gewaart ginn, fir och hiren Effet kënnen ze hunn, an datt et natierlech och ganz dacks esou ass, datt ee sech da vläicht éischter enger falscher Sécherheet higëtt an datt een d'Fënster net opmécht, fir frësch Loft eranzekréien, well ee mengt, datt duerch deen Apparat, deen do steet, dat alles vum selwe gereegelt wär. Duerfir, d'Recommandatioun vun der Santé ass hei nach ëmmer ganz kloer: Et soll ee lëften, an dat esou oft wéi méiglech. Domadder kritt een en Austausch vun der Loft an domadder, wann eng Viruskonzentratioun am Sall ass, geet déi och eraus an et kënnt frësch Loft eran.

Fir awer och matzäiten ze lëften, brauch ee vläicht eventuell, wann een net vum selwen ëmmer erëm sech där Disziplinn higëtt, en CO_2-Detecteur. An do ass den Avis éischter positiv ausgefall vun der Santé an duerfir hu mer och mëttlerweil eng Commande gemaach souwuel fir d'Grondschoule wéi fir d'Lycéeën, wéi awer och fir d'Kompetenzzentren hei vun 12.000 CO_2-Detecteuren, fir datt mer déi wäerten am Januar geliwwert kréien a kënnen un d'Schoulen alleguerte verdeelen.

Domadder kënne mer sécherstellen, datt d'Loftqualitéit besser gëtt, datt mer drun erënnert ginn, wéini datt mer d'Fënster sollen opmaache fir ze lëften a wéi dacks datt mer dat sollte maachen.

(Hilarité)

Ech gesinn, Här President, Eenzelner fannen dat ganz amüsant. Fir datt mer alleguerte kéinte laachen, kéint Der eis an de Genoss vun deene méi amüsanten Aspekter dovunner komme loossen.

Ech denken, datt mer hei net nëmmen eppes maachen, fir dem Covid virzebeugen, fir, wann dann e positive Fall an der Klass ass, d'Konzentratioun vun de Viren an der Loft am Klassesall matzäite kënnen erofzesetzen duerch e kohärent Lëften, ech denken, datt mer eis hei eigentlech och e Reflex kënnen anüben, deen d'office eigentlech ëmmer positiv ass, och wann et de Covid vläicht scho laang eng Kéier net méi gëtt, nämlech datt mer bei frëscher Loft solle Schoul halen, bei frëscher Loft solle léieren, well fir datt eist Gehier fonctionéiert, brauch et Sauerstoff, a wann däers net méi genuch an der Loft ass, da gëtt et net méi ganz vill.

Ee Wuert vläicht zu den detachéierten Enseignanten, dat ass jo eng Thematik, déi ëmmer nees opkënnt. Ech wëll do vläicht virausschécken, datt mer am Laf vun dëser an och der leschter Legislaturperiod eng Politik gemaach hunn, fir d'Servicer am Ministère méi staark op administratiivt Personal ze baséieren a manner op detachéiert Enseignanten.

Wann ee kuckt, zu wat dat gefouert huet, sou ass et, datt d'Zuel vun den detachéierten Enseignanten zanter 2013 ongefléier gläich bliwwen ass an alle Servicer vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, mee datt d'Zuel vun den Agente sech awer bal verduebelt huet vun 2013 bis haut, verduebelt net nëmme fir de Volet Éducaton nationale, mee natierlech och fir dee Volet, dee vum fréiere Familljeministère mat bäikomm ass. Doduerjer, duerch de Fait, datt déi Servicer mat bäikomm sinn, hu mer dee ganze Staff quasi verduebelt an awer nëmme bal gradesou vill detachéiert Enseignanten.

Ech fannen dat richteg, well mir kréien doduerjer méi Kontinuitéit an deene Servicer, well den detachéierten Enseignant ganz dacks awer och erëm kann zréck an d'Schoul kommen. Ech fannen et awer och wichteg, datt mer weiderhin detachéiert Enseignanten an de jeeweilege Servicer hunn, well et si si, déi d'Realitéit vun de Schoule kennen, vum Terrain kennen an doduerjer, mengen ech, och eng besser Qualitéit kënne vun der Aarbecht par rapport zu de Schoulen, par rapport zu den externen Acteure vun der Éducation nationale am Ministère garantéieren.

Déi Servicer am Ministère an och déi Enseignanten, déi an deene Servicer haut nach detachéiert sinn, dat kann ech lech soen, déi si vu moies bis owes an heiansdo vun owes bis moies domadder beschäftegt momentan, och d'Gestioun vun der Covidkris ze assuréieren, well mer nach ganz dacks erëm eng Kéier virun neien Erausfuerderunge stinn, well mer am permanente Kontakt mat den Acteuren um Terrain sinn, mat de Schoule sinn, well mer permanent probéieren, d'Bréck ze bauen tëschent deem, wat d'Santé - mee eigentlech net d'Santé, mee de Covid - eis ofverlaangt op där enger Säit, an deem, datt mer awer musse kucken, datt en normale Léierprozess an e Léieren an de Schoule permanent och nach kann esou gutt wéi méiglech stattfannen.

An duerfir, wann d'Iddi ass, Leit aus deene Servicer ofzezéien, géif ech mengen, da géife mer éischter zu méi Duerjerneen an der Educatioun bäidroen, wéi datt mer zu méi Berouegung kéinten do bäidroen.

Da gëtt et eng ganz Rei vu Leit, déi detachéiert sinn an a Servicer wéi dem SCRIPT oder aneren eng Tâche iwwerholl hunn. Dat kënnen e puer Stonnen an der Woch sinn, dat kënnen awer och emol hallef oder ganz Tâchë sinn. An do ass et schonn esou, datt mer gekuckt hunn och an deene leschte Méint, eigentlech zanter Ufank vun der Kris: Wat kënne mer maache mat deene Leit a wéi kënne mer se vläicht och nach aneschters asetzen? A kënne mer net deen een oder deen anere Projet, un deem se schaffen, do e bëssen op Äis leeën a se aneschters engagéieren?

Esou si momentan eng ganz Rei vun Instituteurs spécialisés en développement scolaire mat engagéiert an där Cellule, déi an der Inspection sanitaire den Traçage mécht, a kucken do permanent, tëschent de Schoulen an der Inspection sanitaire d'Informatioune beieneenzekréien an duerno richteg och bei d'Elteren ze kréien.

Mir hunn déi ganz Ekipp vum SCRIPT, déi an der Statistik schafft normalerweis, natierlech och mobiliséiert, fir de Suivi vun de Chifferen ze maachen, wat de Covid an de Schoulen a bei deene Jonken ubelaangt.

Mir erënneren eis nach alleguerten un déi Aktioun „schouldoheem.lu", wou mer wärend dem Confinement probéiert hunn, souwuel Enseignantë wéi Eltere wéi Schüler ze ënnerstëtzen, well se eeben net an d'Schoul konnte kommen. De SCRIPT assuréiert d'Covidhotline vun der Educatioun. Also och do si ganz vill Leit, déi detachéiert sinn, déi momentan awer do hir Aufgab fannen.

Et gëtt Pedagogen, déi souwuel am SCRIPT detachéiert ware wéi och um Ministère awer waren, déi d'Logistik mat iwwerholl hu fir d'Gestioun vun der ganzer Kris. Mir erënneren eis nach un d'Buffen an un dat anert Sécherheetsmaterial, dat huet missen ausgeliwwert ginn un d'Schoule respektiv un d'Gemengen. Nun, do ass et evident gewiescht, datt mer an där doter Situatioun gekuckt hunn, esou vill wéi méiglech Leit op déi doten Aufgaben ze kréien. Dat, wat eigentlech elo hei an enger Motioun gefuerdert ginn ass, hu mer zanter dem Ufank vun der Kris gemaach, a mir hu gekuckt, Prioritéiten ze setzen.

Ech wëll awer och soen, datt ech der Meenung sinn, datt gewësse Prozesser och an der Innovatioun, och an der Weiderentwécklung vun eisem Bildungssystem onbedéngt musse weidergoen, datt mer do eng Kontinuitéit brauchen.

Mir sinn amgaangen, en neit Schoulfach ze entwéckele fir de Secondaire ronderëm d'Thematik vu Computerscience an den ënneschte Klassen. Dat wëlle mer d'nächst Joer bei der Rentrée stoen hunn. An et wär e Feeler a mengen Aen, elo déi Leit dovunner ofzezéien a mat der Gestioun vun der Covidkris ze betrauen.

Mir sinn amgaangen - an ech mengen, d'Chamberskommissioun war et am Laf vun deene leschte Méint och nach eng Kéier op Walfer bei de SCRIPT kucken -, permanent nei Léiermaterialien ze erstellen. An ech géif et e Feeler fannen, dee Prozess iwwer Méint, jo vläicht e ganzt Joer ofbriechen ze loossen an déi Projeten do ze retardéieren. Dir wësst et gradesou gutt wéi ech, et gëtt do och eng Kontinuitéit, déi mer brauchen: Wa mer en neit Material am Cycle 2 agefouert hunn, da musse mer et zwee Joer drop prett hu fir de Cycle 3 an da musse mer et nach eng Kéier zwee Joer drop prett hu fir de Cycle 4. An do kënne mer net einfach emol ee Joer dertëschent eng Kéier pausen.

Mir si permanent amgaangen, digitaalt Unterrechtsmaterial ze mobiliséieren, och fir et elo an der Covidkris den Enseignanten zur Verfügung ze stellen, fir datt se, wa se aus der Distanz vun doheem oder aus der Schoul mussen hir Schüler doheem betreien, dann do och op gutt pedagogescht an didaktescht Material kënnen zréckgräifen. Do géif ech wierklech warnen, e Moratoire op all déi dote Projeten, op all déi doten Aarbechten ze maachen. Dat wär kontraproduktiv fir d'Entwécklung vun eisem Schoulsystem. A wa mer soen: „De Covid däerf net dauerhaft derzou féieren, datt eis Schoulen e Retard kréien", da sollte mer dat doten op kee Fall maachen.

Et gëtt och nach detachéiert Enseignanten, déi an anere Ministèren oder an anere Verwaltungen detachéiert sinn. Ech kucken hei op d'Kulturministesch, do gëtt et der och e puer. Ech wäert an deenen nächsten Deeg d'Kolleegen aus der Regierung uschreiwe fir ze froen, ob et do deen een oder aneren diplomëierten Enseignant gëtt, dee vläicht temporairement net méi esou gebraucht gëtt an där enger oder anerer Institutioun, an där enger oder anerer Verwaltung, fir dann och vläicht erëm zréck an d'Schoule kënnen ze kommen. An dann duerno, no der Covidkris, géife mer se natierlech och ganz gären erëm zréckginn. Do gesi mer dann, wat derbäi erauskënnt.

Duerfir denken ech, datt mer deen Exercice, deen hei gefrot gouf elo an der Motioun vun der CSV, net onbedéngt nach eng Kéier musse maachen, well dee maache mer permanent. Falls et awer drëms geet, dat doten a konkreeten Donnéeën, an engem konkreete Rapport ze kréien, wann d'Chamber dee bei mir freet, da wäerte mer natierlech kucke mat eise Servicer, datt mer déi Aarbecht do maachen. Dir wësst, datt mer net ze wéineg ze dinn hu momentan. Mee dat dote wäerte mer dann iergendwéi och nach dertëschentkréien an da kënne mer lech dat och alles ganz genau schwaarz op wäiss liwweren.

Ee Wuert vläicht dozou, wéi et ausgesäit mat der Penurie vum Personal an de Schoulen. Do hu mer jo grouss Efforte gemaach, fir zousätzlecht Reservepersonal kënnen direkt bei der Rentrée schonn anzestellen. Mir hunn eis jo och e speziellt Gesetz derfir ginn a speziell gesetzlech Méiglechkeeten derfir ginn. Ech si frou, datt mer déi hunn, well mir wossten dès le départ, datt et géif schwiereg ginn am Fall vun Enseignanten, déi positiv sinn, am Fall vu Quarantänen, wou och Enseignanten ënner Quarantän falen - an dat ass den heefegste Fall -, datt dat d'Organisatioun vun de Schoulen dach staark géif entravéieren an datt mer wëllen, datt net ze vill Coursen ausfalen. Duerfir hu mer eis jo déi Méiglechkeet do ginn, Personal ze rekrutéieren.

Am Enseignement fondamental ass et iwwert deen hierkëmmleche Wee, wou mer Ersatzpersonal bis elo zanter der Rentrée zousätzlech och mobiliséiert hunn. Dat sinn 175 Leit, déi de Stage vu véier Wochen ofgeschloss hunn a mëttlerweil elo kënnen ersetze goen. Mir hunn awer iwwert déi gesetzlech Méiglechkeet, déi d'Chamber eis jo hei ginn huet, 475 zousätzlech Leit och kënne rekrutéieren, déi eng Première hunn, déi d'Sproochekompetenzen hunn an déi och elo kënnen ersetze goe queesch uechtert d'Schoulen. Dat féiert och dozou, datt mer zimmlech confiant sinn a mer zu dësem Zäitpunkt dat doten an de Grondschoulen och kënne weiderhin assuréieren, falls d'Laascht vum Virus an d'Presenz vum Virus natierlech net nach méi grouss ginn an eis viru gréisser Erausfuerderungen och kënne stellen.

Am Secondaire ass et esou, datt mer 137 zousätzlech Surveillantë bis elo rekrutéiert hunn, déi mer op déi eenzel Lycéeë verdeelt hunn, fir am Fall, wou en Enseignant emol vun doheem aus intervenéiert, fir am Fall, wou en Enseignant och krank ass, dann op d'mannst d'Surveillance vun där Klass do kënnen ze assuréieren an awer och iwwer en digitaalt Instrument, en digitale Wee eng Kontinuitéit vum Cours kënnen op déi dote Manéier ze assuréieren.

Dat ass esou, an der Quantitéit op d'mannst, wéi mer et momentan assuréiert kritt hunn. Natierlech sinn och eng Rei vu Stonnen ausgefall, natierlech hunn och emol am Fondamental e puer Klasse misse regruppéiert ginn, mee dat ass näischt Neies an dat ass virun allem dann de Fall, wa mer positiv getestent Personal hu respektiv Personal a Quarantän ass.

Ech denken awer och, datt, wann d'Presenz vum Virus net ofhëlt - an eenzel Zenarioe soe jo éischter, datt et no de Feierdeeg an déi aner Richtung kéint goen -, mer och driwwer mussen nodenken, wéi mer eist Personal zousätzlech schützen, wa mer d'Schoule wëllen opbehalen. Wa mer d'Coursë wëllen oprechterhalen, mengen ech, muss et och en Theema sinn, wéini d'Schoulpersonal, wéini d'Enseignanten, wéini d'Educateuren an de Schoule sech och kënnen impfe loossen. Ech denken, datt ee sech do sécherlech och net muss impfe loossen, mee datt et och dorëms muss goen, zu engem fréien Zäitpunkt sech kënnen impfen ze loossen, fir sech selwer ze protegéieren.

Mir wëssen, datt awer a Lycéeë Professere sinn, déi bis zu 200 Schüler an der Woch gesinn, jee nodeem, wat fir e Fach datt se hunn, an deenen och ganz no kommen an domadder och ganz vir un der Front sinn. A wa mer do net wëlle riskéieren, awer eng Kéier aus deem Grond, well d'Enseignanten net méi present kënne sinn, d'Schoule mussen zouzemaachen, da sollt dat och en Theema sinn. Dir Dammen an Dir Hären, ech weess, dat ass elo hei net gefrot, mee ech mengen, datt dat awer soll kënnen diskutéiert ginn.

Dann, Här President, zu där leschter Motioun. D'Kohärenz tëschent de Schoulen an de Maisonrelaisen, ech denken, datt mer déi wäitestgeeënd hiergestallt hunn, souwäit wéi et awer och aus pedagogeschen Ursaachen a Grënn nach Sënn mécht.

Mir hunn a ville Maison-relaise missen d'Konzept ëmstellen, wou een e Konzept hat, wat dem Schüler, dem Kand méiglechst vill Fräiheete ginn hat, seng Aktivitéiten ze wielen an ëmmer erëm ze wielen a vun engem Raum eigentlech an deen aneren ze goen a vun enger Aktivitéit bei déi aner ze goen. Dat, hu mer gesot, musse mer ëmstellen a mir mussen erëm op eng Gruppenaktivitéit zréckkommen, wou ech da mat deem Grupp wärend dem ganzen Nomëtteg oder och emol an der Vakanz dem ganzen Dag Aktivitéite maachen.

Dat deet eis leed, datt mer dat esou musse maachen. Dat ass schonn eng ganz staark Aschränkung vun dem normalen, ganz pedagogesch ausgeriichte Fonctionnement vun de Maison-relaisen, mee fir dem Virus net ze vill Méiglechkeeten ze ginn, sech do ze verbreeden, huet dat hei sech eeben imposéiert.

Mir hunn och, an doriwwer, mengen ech, hu mer virun zwou Wochen hei kuerz kënne schwätzen, Kohärenz hiergestallt, wat de Port vum Mask ubelaangt tëschent de Grondschoulen an de Maison-relaisen. D'Reegel ass elo ganz kloer. Se ass an der Schoul a se ass an der Maison relais d'selwecht, nämlech: Wann ech sëtzen - ob ech elo am Cours sëtzen oder ob ech bei enger Aktivitéit an der Maison relais sëtzen -, kann ech de Mask ausdinn. A soubal ech mech beweegen, ob dobannen oder dobaussen, muss ech de Mask undinn. An dat, denken ech, féiert derzou, datt mer e bessert Verständnis nach vun där Mesure hunn, well mer se eebe grad alignéiert hunn tëschent der Grondschoul an de Maison-relaisen.

Mir wëssen, datt d'Maison-relaisen organisatoresch och virun en Defi gestallt sinn. An d'Martine Hansen huet d'Fro vum Personal hei ugeschnidden. Wann ee sech wëllt personnell aneschters opstellen, organisatoresch aneschters opstellen, fir eebe méi fix Gruppen ze maachen, fir datt d'Schüler sech net ze vill vermëschen innerhalb vun der Maison-relais, dann ass et wichteg, datt mer och personnell Ressourcen zur Verfügung stellen. Mir hunn den Träger vun de Maison-relaise matgedeelt, datt se e Plus vun 10 % vun de Moyenen och kënnen engagéieren, fir Personal ze engagéieren, falls et dann ass, fir op d'Situatioun vum Covid hei ze reagéieren.

Ech denken, datt mer do bis un déi Limitt gaange sinn, wéi et dauerhaft gutt ze veräntwerten ass fir d'Schülerinnen an d'Schüler. Mir wëssen och, datt mer, an ech mengen, déi Beispiller sinn lech alleguerten heibannen nach gutt bekannt, am Fréijoer Situatiounen haten, wou mer jo an der Maison-relais mëttes just Kanner beieneegelooss hunn, déi och moies an der Schoul an där selwechter Klass waren. An et ass jo, mengen ech, dat, wat awer hei och an der Motioun gefrot ginn ass. Dat heescht natierlech, datt et am Extreemfall herno nach een, zwee oder dräi Kanner sinn, déi heiansdo iwwer e ganze Mëtteg do beienee sinn, an ob dat da wierklech elo pedagogesch sënnvoll ass, dat ass a mengen Aen awer op d'mannst a Fro ze stellen.

Duerfir géif ech à ce stade op jidde Fall dovunner ofroden, dat elo ze maachen. Mir hu par ailleurs och keng Indikatiounen. Wéi gesot, datt de Virus méi present ass bei de Kanner a bei deene Jonken, dat wësse mer alleguerten. Dat huet sech op engem héijen Niveau stabiliséiert - wuel stabiliséiert, awer leider op engem héijen Niveau. Mee ech denken, datt mer net an der Situatioun sinn, esou aschneidend Moossnamen ze maachen, déi op Dauer awer sécherlech net méi gutt si fir eis Kanner.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch. Wie wëllt nach zu dëse Motiounen d'Wuert ergräifen? Den Här Fred Keup.

Discussion générale

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. A merci och der CSV fir déi pertinent Motiounen, déi si hei presentéiert. Do sinn och Saachen am Fong, déi mir scho virgeschloen hunn.

Dat mat de Luftreiniger, wou ech och elo net genee verstinn, firwat dass déi Luftreiniger op där enger Plaz eppes déngen an op där anerer vläicht net, bon, et ass vläicht e Käschtepunkt, deen dohannertstécht. Dat géif mer méi logesch schéngen.

Dann hu mer déi zweet Motioun, dat ass dat mat dem detachéierte Personal. Och dat hate mer scho gefrot, fir eventuell Leit, déi, wat weess ech, beim SCRIPT schaffen, ze huelen, wa mer eng Noutsituatioun hunn an de Schoulen, fir déi dann do anzesetze fir eng limitéiert Zäit natierlech.

An ech loossen och do dat Argument net onbedéngt gëllen, dass déi Leit u ganz, ganz wichtege Saachen alleguerte schaffen. Ech mengen, dat Fach, dat een do wëllt aféiere fir d'nächst Joer am September, wann een dat géif dat Joer duerno aféieren, da wier nach näischt Schlëmmes geschitt an dat wier an esou enger Noutsituatioun och ze veräntwerten.

Do huet et mech dann awer och e bësse gewonnert, wéi de Minister gesot huet, dass esou detachéiert Personal immens wichteg ass och op deene Plazen, wou et dann elo ass, well dat déi néideg Erfarung vum Terrain matbréngt, well dat erënnert mech jo awer un dat Gesetz, dat mer sollten hei stëmmen, dat awer du vum Ordre du jour erofgeholl ginn ass, wou gesot ginn ass, dass déi Leit, déi an d'Direktioune kommen, jo net onbedéngt missten Erfarung um Terrain hunn. Do gesinn ech also e gewëssene Widdersproch.

Dann zu der Motioun 3, do geet et ëm déi Detecteure vum Kuelendioxid. Bon, dat ass jo och eppes, wat scho laang am Raum steet, wat scho laang vu verschiddenen - op d'mannst vun eis, ech mengen och vun der CSV - proposéiert ginn ass. Ech froe mech, firwat dat elo op eemol an der leschter Woch geschitt ass. Dat hätt ee jo awer och scho kënne maache virun ... An dat si jo Saachen, souwäit ech mech informéiert hunn, déi och guer net deier sinn. Dat hätt ee jo scho kënne maachen am September oder am Oktober.

An dann zu der Motioun 4: Jo, déi stëmme mer natierlech och mat. Mee ech sinn dermat d'accord, dass et net einfach ass, och genuch Personal ze fannen, fir elo an d'Maison-relaise bäizesetzen. Dat ass eng ganz schwiereg Situatioun. Mir hunn awer net méi déi Situatioun, wéi mer se am Fréijoer hate mat A- a B-Grupp, soudass mer do am Fong déi Trennung op d'mannst net méi hunn, soudass et awer vläicht méi wéi zwee, dräi Kanner da wieren, déi zesummen an der Maison relais mëttes wieren aus enger eenzeger Klass.

Voilà, mir stëmmen déi véier Motiounen da mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir wäerten och déi véier Motioune matstëmmen. Bon, do gëtt et eeben eng Motioun, déi fuerdert, datt Purificateurs d'air installéiert ginn an de Schoulen, an déi aner fuerdert en Detecteur vum Kuelendioxid. Also dat ass jo tatsächlech keng nei Fuerderung an et ass och eppes, wat ëmgesat gëtt an anere Länner, och, souwäit ech weess, an Däitschland a gewëssene Bundeslänner, genausou wéi se et och mat Distributeurs de gel maachen. Mee dat ass eng aner Diskussioun.

Den Här Minister sot, et misst een oppassen, net datt een eng falsch Sécherheet géif kréien. Ech mengen, et muss een oppasse mat deem Argument vun der falscher Sécherheet, dat oft benotzt gëtt a ville Kontexter, well, wësst Der, déi Mask hei unzedoen, dat kéint och fir falsch Sécherheet suergen. Mir di se awer trotzdeem un.

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Mir héieren en net!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Sech d'Hänn ze wäsche kéint och fir falsch Sécherheet suergen, voire de Vaccin kéint och fir falsch Sécherheet suergen, mee mir sinn net dergéint.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, entschëllegt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, Här Wagner, dohannen héiert een net, wat Der sot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, et héiert ee leider den Här Wagner guer net.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- D'Akustik ass net gutt. Et misst een iergendwéi vun der Vakanz profitéieren, fir e bëssen drunzegoen, well ech héiere leider d'Kolleegen dohannen och net. Also, bon, dat ass eng aner Saach. Et misst een eng Motioun maachen.

Voilà, nee, ech mengen, dat Argument vun der falscher Sécherheet gräift net esou richteg. A wa gesot gëtt, datt duerno, wa Purificateur-d'airen installéiert ginn, d'Fënsteren net méi opgemaach ginn - mee wann d'Fënstere weiderhi sollen opgemaach ginn, da mécht de Ministère eng Circulaire a seet: „Mee maacht d'Fënstere weiderhin op!" Voilà! An dann installéiert Der e Purificateur d'air an en Détecteur de CO_2. Also ech gesinn net, wou do de Problem ka sinn.

Bon, mir wäerten déi aner … Och beim Personnel détaché, d'CSV fuerdert jo awer och am Ufank, datt een eng Étude approfondie mécht an datt een duerno, wann ech d'CSV richteg verstanen hunn, deemno wéi kuckt, wat fir eng Projeten ee kéint fale loossen oder wou een e Moratoire ka maachen. Vläicht muss een dat jo guer net maachen. Fir d'éischt mécht ee jo eng Enquête approfondie. Also gesinn ech do net de Grond, fir dergéint ze goen.

Bon, déi véiert Motioun, « à mettre en place des mesures cohérentes dans l'éducation formelle et non-formelle », ech mengen, do kann een net dergéint sinn. Do ass och ëmmer d'Fro mat de private Strukturen. Et gëtt och vu Maison relais geschwat, do ass et warscheinlech méi einfach, fir kohärent Mesuren anzesetzen, mee ech zweifelen drun, datt dat och de Fall ass, wat déi Zesummenaarbecht ugeet tëscht der ëffentlecher Schoul an de private Strukturen, wou ech mengen, datt se heiansdo och net ëmmer esou richteg wëssen, wéi se sech sollen organiséieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Dann huet den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech ginn dann och eng Kéier duerch déi Motiounen. Déi éischt Motioun iwwert d'Purificateurs d'air, do krute mer jo d'Erklärungen, och Erklärungen, déi ofgeschwat si mat der Santé. Ech

mengen, dat sinn déi Leit, op déi mer eis am Moment musse verloossen. Wann d'Santé seet, dass déi Purificateur-d'airen do wuel an de Spideeler, wou alles sterill ass, eppes bréngen, mee dass d'Lëften an de Schoulen esou, wéi et virgesinn ass, méi bréngt, da mengen ech, dass mer déi Motioun 1 hei sollen ofleenen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Zu der Motioun 2, do krute mer d'Erklärungen, dass mer eng ganz Rei Leit hunn, déi u Projete schaffen. Ech mengen, mir kënnen awer an der Situatioun, an där mer elo sinn, an ech si jo awer relativ no och um Terrain ... Et ass net, dass mer eng Situatioun hunn, déi ganz, ganz aigu ass. A wa se eng Kéier sollt aigu ginn, ech wëll lech just drop hiweisen, dass mer eng Rei Leit hunn, och am Fondamental, déi innerhalb vum Fondamental mat aneren Tâchë betraut sinn. Ech huelen: Do hu mer Leit, déi sech ëm d'Informatik bekëmmeren, do hu mer Leit, déi sech ëm d'Bibliothéik bekëmmeren. An ech mengen, wa mer eng Situatioun kréien eng Kéier, wou mer sollte Leit ofzéien, da sollte mer vläicht déi Leit an d'Klassen huelen, déi d'Formatioun natierlech hunn. A wann d'Bibliothéik eng Kéier zwou oder dräi Wochen zou ass oder wann een eng Kéier net no de Computere kuckt wärend zwou oder dräi Wochen, ech mengen, dass dat net sollt de Problem sinn. Dofir géife mer d'Motioun 2 och ofleenen.

D'Motioun 3, d'Détecteurs de dioxyde de carbone, do huet den Här Minister gesot, dass 12.000 Stéck bestallt sinn, déi am Januar dann och verdeelt ginn. Domat wär déi Motioun fir mech superfetatoire a mir sollten déi ofleenen.

An zur Motioun Nummer 4 krute mer och d'Explikatiounen, wéi dat sech soll weiderentwéckelen, haaptsächlech och an de Maison-relaisen, wann d'Kanner sech beweegen. Éischtens emol, dass mer keng Gruppen eis kënnen erlaben ze hunn, déi mat zwee oder dräi Kanner fonctionéieren, an dass mer awer och ... Kommt, mir sinn eis awer iwwer eppes eens! Ëmmer erëm, wann ech liesen: « à mettre à disposition en nombre suffisant le personnel », ech muss lech éierlech soen: Den Här Minister bréngt et net fäerdeg, et aus dem Steen ze schloen. D'DP bréngt et och net fäerdeg, et aus dem Steen ze schloen. Mir mussen elo mat deene Meedercher danzen, déi mer hunn. An duerfir géif ech och proposéieren, déi heite Motioun ofzeleenen. Also vun eiser Säit vun der DP véiermol Nee.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott vun deene Motioune kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Dat ass déi iwwert d'Loftrengeger an de Schoulen an an de Gemengen. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass d'Motioun 1 bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Vote sur la motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi Motioun iwwert dat detachéiert Léierpersonal. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass d'Motioun 2 bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Vote sur la motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3. Dat ass déi Motioun iwwert d'CO_2-Melder an de Schoulen an an de Gemengen. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass d'Motioun 3 bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Vote sur la motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4 iwwer kohärent Mesuren, déi d'Verbreedung vum Virus an där formeller souwéi och an där non formeller Educatioun solle vermeiden. De Vote électronique fir d'éischt fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass d'Motioun 4 bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

4. Question urgente n° 3262 de M. Laurent Mosar et de M. Serge Wilmes concernant le sondage sur le sentiment de sécurité

Da kéime mer zu där Question urgente, déi gëschter schréftlech beäntwert ginn ass, mee wou d'Auteure soen, datt déi u sech net ganz beäntwert gi wier, a mam Accord vum Minister kéime mer dorobber zréck. Ech géif dann dem Här Serge Wilmes als engem vun deenen zwee Auteuren d'Wuert ginn. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Vläicht nach eng Kéier fir kuerz de Kontext ze rappeléieren, well net all d'Kolleege sech vläicht bewosst sinn, wéi eng Fro den Här Mosar an ech den Dënschdeg als Question urgente gestallt hunn. Et geet drëms, datt elo säit dem 8. Dezember an der Stad e Sondage realiséiert gëtt. TNS ILReS mécht deen am Optrag, wéi den Här Minister eis jo scho geäntwert huet, vun der Inspection générale de la police - mee déi jo natierlech dem Minister ënnersteet - iwwert d'Effikassitéit vun der Videoiwwerwaachung. Dat ass de Kontext.

An an deem Kontext hu mer eeben eng Rei Froe gestallt, wou mer awer der Meenung sinn, datt eng Partie Äntwerten net geliwwert gi sinn op Froen, ...

Une voix.- Très urgent! Très, très urgent!

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Zum Beispill hu mer gefrot gehat: Ginn d'Resultater vun där Ëmfro publizéiert? Och wa se an eng Etüd afléisse gelooss ginn, gi se net awer och publizéiert? Ass et net derwäert, se trotzdeem ze publizéieren, well et ass jo dann eng wichteg Ëmfro, déi hei gemaach gëtt?

Mir haten och gefrot, u wie sech da genau déi Etüd géif adresséieren, ob dat nëmme fir d'Stad wär, ob dat nëmme fir bestëmmte Quartiere wär. Do ass eis drop geäntwert ginn, et wäre bestëmmte Quartieren, nämlech do, wou d'Videosurveillance ass, oder déi, déi ugrenzen, dat heescht d'Gare, Bouneweg an och de Lampertsbierg. An do gëtt awer geäntwert, all d'Stéit hätten déi krut.

(Brouhaha)

Dat ass awer net wouer! Mir kennen der op d'mannst schonn eng ganz Partie, déi do wunnen, déi se net kruten. Dat heescht, ass se wierklech un all déi Stéit do ausgedeelt ginn? An nach bleift am Raum, firwat se nëmmen do ausgedeelt ginn ass, wou d'Videosurveillance ass, an net am Rescht vun der Stad.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei, wannechgelift, e bësse méi Andacht, well soss versteet een net an den Ecken! Här Wilmes, Dir kënnt elo roueg weiderfueren.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Eng aner Fro ass, …

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Wou ass do d'Urgence?

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- ... ob Der eis kënnt confirméieren, datt déi Ëmfro och wierklech op objektive Krittäre vun der empirescher Sozialfuerschung baséiert. Dat ass ganz besonnesch, well et virun allem eng Fro ass, wou mer fannen, datt Der se guer net beäntwert hutt. A fir déi ze beäntweren ass et awer wichteg, datt se dorop baséiert, nämlech war dat ons Fro, ob Der net der Meenung sidd, datt verschidde vun deene Froen, déi do gestallt ginn an deem Sondage, awer extreem suggestiv sinn, datt se quasi de Leit schonn d'Äntwerten an de Mond leeën. Virun allem eng Haaptfro, wou ech mer d'Fräiheet geholl hunn, aus dem Franséischen op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen, déi do heescht: „D'Géigner vun der Videosurveillance behaapten, datt d'Videosurveillance net zu enger weesentlecher Reduktioun vum Kriminalitéitstaux féiert, well een dovunner ausgoe muss, datt sech d'Kriminalitéit just op en anere Quartier oder op aner Quartiere verlagere wäert, wou et keng Videosurveillance gëtt."

Ech mengen, dat ass awer eng Fro, wou ee scho quasi d'Äntwerte virgeknat kritt, well wann do net soll eng Majoritéit dobäi erauskommen, déi seet: „Jo, mir sinn där Meenung", da géif eis dat awer wierklech wonneren. Awer dat ass eng Impressioun, op déi Der lech do herno stäipe gitt. Dat ass eng Meenung, déi dann d'Leit do wäerten äusseren. Dat ass awer nach keen objektive Krittär, op deen ee sech ka baséieren, well et geet dorëms, datt d'Effikassitéit vun der Videosurveillance hei sollt erausfonnt ginn. Mee da musst Der awer Beweiser dofir hunn! An dat kann net just nëmmen op enger Meenung vun de Leit baséieren, well déi hu jo vläicht eng Meenung dozou. Déi soen da vläicht dee Moment: „Jo, mir sinn der Meenung, et verlagert sech nëmmen." Dat ass awer nach laang kee Beweis!

Op där anerer Säit verréit awer grad déi heite Fro, ëm wat et u sech do geet bei deem ganze Questionnaire, nämlech fir herno e Beweis dofir ze hunn, datt keng Ausdeenung méi soll komme vun der Videosurveillance.

Ech mengen, Äre Virgänger, den Här Bausch, huet dat och scho kloer eng Kéier formuléiert gehat, datt en der Meenung ass, datt dat net wäert vill bréngen. Da géife mer zwar eng Etüd maachen, fir eis dat da vläicht eng Kéier beweisen ze loossen.

(Interruption par Mme Cécile Hemmen)

An dorëms geet et u sech hei, datt eebe soll e Beweis derfir geliwwert ginn, datt keng Videosurveillance méi soll ausgebaut ginn, wat een nëmme kann héchst bedaueren, virun allem well Äre Virvirgänger, den Här Schneider, ganz kloer 2018 der Stad Lëtzebuerg schonn d'Versprieche ginn hat, datt d'Videosurveillance géif ausgebaut ginn, notamment am Quartier vu Bouneweg, wou d'Situatioun net vill besser ass wéi op der Gare a wou d'Awunner elo schonn zwee Joer laang drop waarden, fir Äntwerten ze kréien, an op esou en Dispositif waarden. Och d'Police freet et selwer, mat där mer eebefalls schwätzen, well se Beweiser brauch.

Da komme mer an déi kokass Situatioun, datt se da bei Privater, bei Geschäftsleit ginn, wou se dann deenen hir Videosurveillance froen, deenen hir Biller froen, fir kënnen Delikter festzestellen. Dat alles ass op jidde Fall net seriö. An dofir si mer gespaant op Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wilmes.

(Interruption)

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Voilà! Wou ass do de Caractère général?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da ginn ech d'Wuert un de Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Wou ass do de Caractère général? Keng Urgence a kee Caractère général.

(Interruptions diverses)

Genau. Da froen ech eppes iwwer Weiler-la-Tour. Seriö.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Dir Dammen an Hären, Här President, wann ech hei sinn, da profitéieren ech och dervun, dann déi Froen ze beäntwerten. Vläicht ass et awer emol wichteg, de Kader direkt ze stellen, éier mer iwwert den Inhalt vun enger Etüd wëlle schwätzen.

Dir hutt et richteg gesot, et ass mäi Virgänger, dee gesot huet: „Wa mer mat der Videoiwwerwaachung weider wëlle fueren, da solle mer och eng onofhängeg Etüd maachen!" An ech si wuel Chef iwwer eng IGP (ndlr: Inspection générale de la police), awer ech géif mer ni erlaben, iergendwéi hei Instruktiounen ze ginn, fir déi Etüd no lénks oder no riets, no uewen oder no ënnen ze beaflossen.

De Kader ass ganz kloer, de Kader ass am Zesummenhang och mat der Iwwerschaffung vun deem Gesetz. Dir wësst, virun zwou oder dräi Woche war ech jo nach eng Kéier an der Kommissioun, wou ech dann déi Propositions d'amendement lech virgestallt hunn, fir dat Gesetz kënnen dann och op den Instanzewee ze ginn, fir dass mer dat och hei kënne stëmmen.

Fir dat ze begleeden, huet mäi Virgänger, wéi gesot, eng Etüd an Optrag ginn un d'IGP an ab do ass et un hirer Responsabilitéit gewiescht, fir déi Etüd opzestellen, wou se dat kucke ginn. Natierlech ass de Kader ofgesprach doriwwer, wou VisuPol (ndlr: vidéosurveillance de la police) haut Kameraen opgestallt huet. An déi Plaze kennt Der; dat hunn ech och hei an der Question parlementaire beäntwert. Dat ass d'Zon A an d'Zon C, déi kennt Der, ronderëm d'Gare an uewen um Glacis. Dat sinn déi. An d'Etüd selwer huet da gesot, si géif dann an deene Beräicher - esou d'Informatioun, déi ech vun der IGP kritt hunn - och déi Analys maachen.

De Moment gëtt ganz vill vu Sécherheetsgefill, objektiv a subjektiv, geschwat. An dat heiten - ouni iergendeng Fro ze kommentéieren, well ech weess éierlech emol guer net, wéi d'Froen ausgesinn, well ech se net gekuckt hunn, well et eng Etüd ass, déi onofhängeg soll sinn -, selbstverständlech wäert ech mat där Etüd, mat dem Gesetz, wann et bis gestëmmt ass, an d'Chamber kommen an lech dat

och presentéieren. Net ech, mee d'IGP selwer wäert eis déi Etüd presentéieren, wou se zu allem da Ried an Äntwert steet.

Ech ginn dervun aus, dass eng TNS ILReS - an natierlech hunn ech déi Informatiounen och kritt, op wat se sech baséiert - sech natierlech do ëmfrot huet, wéi se dat fair a korrekt iwwert d'Bün kritt, well soss stelle mer ganz vill a Fro. An och d'Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg, déi elo och hei an der Chamber sëtzt, ass informéiert ginn doriwwer, mat engem Bréif, dass mer dat géife maachen - also net ech, mee d'IGP.

Dat Eenzegt, wat ech gesot hunn: Well d'Gesetz elo deemnächst wäert vum Staatsrot fir d'zweet amendéiert ginn a mer och hei et wäerte stëmmen, da wär et gutt, wann déi Etüd dann iergendwann fäerdeg wär. A wéi Der wësst, ass déi Etüd d'lescht Joer am Fréijoer an Optrag gestallt ginn. An dofir hunn ech gefrot, dass déi Etüd soll gemaach ginn an och ëmgesat soll ginn. D'Suen, de Budget ware virgesinn. De Budget hunn ech lech jo och gesot, deen ass an eisem Budget vum MSI virgesi gewiescht. An och d'Leit, déi betraff sinn, hunn ech mer soe gelooss: 16.057. Bon, dat ass no hirer Statistik, wéi si virginn, wéi an esou enger Etüd virgaange gëtt, fir herno representativ kënnen ze sinn. An dofir kann ech nëmmen dat soen, wat ech hei nach eng Kéier vun der IGP gesot kréien.

Et ass eng ganz onofhängeg Etüd. Si hu sech déi néideg Moyene ginn, fir dat kënnen ze maachen. Si hunn en Institut gewielt, deen awer seriö hei am Land unerkannt ass, a selbstverständlech gëtt d'Etüd an der Chamber dann och presentéiert an och diskutéiert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Minister fir bannenzeg Sécherheet Henri Kox.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg, d'erweidert Fro Nummer ...

5. Ordre du jour (suite)

D'Madamm Hansen. A wéi enger Prozedur si mer?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Bon, ech hat am Ufank zum Ordre du jour näischt gesot, well Dir zu mir gesot hutt, meng Question urgente, déi wär beäntwert. Du war zwar d'Äntwert nach net do.

Ech hunn de Moien eng Question urgente gestallt zu de Spideeler, well do d'Operatiounen erëm ofgesot ginn. Do hutt Dir gesot, d'Äntwert wär do, se war awer nach net do, mëttlerweil ass se do. Ech hu se duerchgelies. Ech hu fënnef Froe gestallt, ech hunn der awer zwou net beäntwert kritt. D'Madamm Minister huet an der Mëttesstonn zu eis gesot, si misst „leider" nach eng Question urgente beäntwerten. Also, ech mengen, et ass eis Aufgab, d'Regierung ze kontrolléieren. An dofir, dat „leider", dat deet mer wierklech leed, wann dat ëmmer erëm gesot gëtt!

Wéi gesot, et sinn zwou Froen net beäntwert. Och wann d'Madamm Minister dat vläicht net fäerdegbruecht huet an där kuerzer Zäit, dann hätt ech zumindest erwaart, datt do iergendwéi géif stoen: „Mir liwweren déi dote Saachen no." Well et ass wichteg.

Eng Fro ass: Wéi vill Retarde bei Operatioune ginn et säit Mäerz an eise Spideeler? A wéi vill Operatioune goufen an der Zwëschenzäit nogeholl? A wivill stinn der nach aus? Fir eeben ze wëssen, wéini mer kënnen déi Retarden opschaffen.

An dat anert ass och eppes, wat, mengen ech, extreem wichteg ass. Dat ass déi: D'Personal, dat positiv ass, wéi ass do den Tracing gemaach ginn? Wou hunn déi Leit sech ugestach? Wa se sech an de Klinicken ugestach hunn, da musse mer do eppes fir d'Sécherheet vum Personal maachen. An ech wëll och op dëser Plaz nach eng Kéier deem gesamte Personal Merci soen.

Wéi gesot, zwou Froe sinn net beäntwert ginn. Ech hätt gären an ech géif mer erwaarden, datt mer do nach eng Äntwert kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Ech wëll just preziséieren, datt déi Fro de Moien um hallwer zwielef erakomm ass, datt d'Presidence d'Urgence unerkannt huet, mee datt awer d'Chamber d'Ministesch de Mëtteg an d'Santéskommissioun geruff hat, datt d'Ministesch de Mëtten och an der Santéskommissioun war an datt se doduerch warscheinlech net op all d'Elementer vun der Fro konnt äntwerten.

A mir wäerten natierlech deen dote Message un d'Ministesch zréckginn, datt mer déi Elementer, déi am Detail an där kuerzer Zäitspann, déi d'Ministesch hat, net konnte beäntwert ginn, datt mer déi Äntwerten nogeliwwert kréien.

6. Question élargie n° 61 de M. Léon Gloden relative aux conclusions des dernières réunions du Conseil Justice et affaires intérieures (JAI) relatives à la lutte contre la menace terroriste

An da kënne mer elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg, der erweiderter Fro Nummer 61 vum Här Léon Gloden, kommen iwwert d'Schlussfollgerunge vum Conseil Justice et affaires intérieures iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus. Här Gloden, als Auteur vun der Fro hutt Dir fënnef Minutten Zäit, fir Är Fro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Mir hunn nach alleguer déi fuerchtbar Biller vun de rezenten Attentater vun Nice, Wien an och de Massaker um Professer Samuel Paty virun Aen. An eis Gedanke si bei den Affer an de Familljen a Frënn vun de Betraffenen.

Här President, den Terrorismus bleift net op de Grenze stoen. Den Terrorismus kann net national bekämpft ginn, e muss grenziwwerschreidend bekämpft ginn, europawäit, weltwäit. D'Staate mussen dem Terrorismus e Schratt viraus sinn an net den Terrorismus de Staaten.

Den 13. November war e Conseil JAI, wou et drëm gaangen ass, wéi een déi technesch Moyene besser kann asetzen, d'Informatioune besser kann ënnereneen austauschen, dat ëmmer am Respekt vun de fundamentale Mënscherechter.

Mir hunn alleguer Nine-Eleven nach an der Memoire a mer wëssen, datt ee grousse Manktum deemools war, datt d'Daten net tëschent deene verschiddenen Agencen ausgetosch gi sinn a falsch interpretéiert gi sinn. Den 2. Dezember hunn och d'Justizministere sech nach eng Kéier mam Theema Terrorismusbekämpfung beschäftegt.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen: De Schengen-Espace muss besser securiséiert ginn. D'Base-de-donnéeën an all déi technesch Moyenen souwéi d'Zesummenaarbecht vun Europol, Eurojust a Frontex solle besser openeen ofgestëmmt ginn. Wéi kann een do virgoen, besonnesch am Austausch vun den Donnéeë vun den Daten? Wéi kann do d'artifiziell Intelligenz agesat ginn, ëmmer am Respekt vun de Mënscherechter?

Et ass och eng Initiativ geholl gi vun engem sougenannten europäesche Partenariat des polices, konnt ech liesen. Aus wat besteet dee Partenariat? Wéi gesinn deem seng Moyenen aus? Wat sinn do déi konkreet Mesuren, déi geholl ginn, fir de Fleau Terrorismus effektiv kënnen ze bekämpfen?

Ech soe Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. D'Regierung huet d'Wuert, fir d'éischt de Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci. Gutt. Merci fir déi Fro. Effektiv ass et eng Wichtegkeet an der Europäescher Kommissioun, sech mam Terrorismus ausernanerzesetzen. Mir hate virun zwou, dräi Woche schonn d'Geleeënheet, hei eng Kéier driwwer ze schwätzen. Ech sinn awer frou, fir déi Fro dann och hei nach eng Kéier ze beäntwerten.

Effektiv wäerte mer den nächste Méinden de politesche JAI-Conseil hunn, wou mer eng ganz Rei vun deene Punkte wäerten unhuelen, déi och schonn amgaange sinn, ëmgesat ze ginn. An Dir hutt Der eng Rei gesot an ech wëll déi fir d'éischt an de prinzipielle Kader setzen. Dat ass wichteg. Mir hunn Donnéeën, mir hu vill Donnéeën. Et geet net drëms, nach méi Donnéeën ze kréien, mee eng Intelligenz eranzebréngen, fir déi Donnéeën am beschte mateneen ze verknäppen, fir dass mer och da matzäiten usinn, fir wann esou schlëmm Saachen ënnerwee sinn an och passéieren.

Et geet drëms, ze sammelen, auszewäerten natierlech an zesummenzebréngen, fir dass d'Fakten an och d'Donnéeë bekannt sinn, fir kënnen ze intervenéieren.

Dir hutt verschidde Punkten ugeschwat. Ech wollt déi, déi elo direkt a mäi Beräich falen, nach eng Kéier erwänen. Dat ass éischtens den SIS, de Schengen-Informatiounssystem, deen ass jo entstan als Copendant zu den oppene Grenzen am Schenge-Raum, fir ze soen: Okay, wa mer d'Grenzen opmaachen, da musse mer eng besser Kooperatioun zwëschent de Länner hunn, insbesondere, wat d'Kontroll vun de Baussegrenze awer vun der Polizei ugeet.

An do gëtt et elo e Reglement, dat virläit, et ass schonn an der Europäescher Kommissioun ugeholl ginn. An et geet elo, wou den MSI, also de Ministère vun der bannenzeger Sécherheet, de Lead huet, drëm, zesumme mat den néidege Ministèren, Justice, Parquet, Direction de l'immigration, dat a Musek ëmzesetzen.

D'Wichtegkeet vun deem Punkt, an dat ass och erwäänt ginn, ass: Et ass eng Verknüpfung virgesinn, ëmmer am Respekt vum Dateschutz, zwëschen Europol a dem Schengen-Informatiounssystem. Dat ass dat Eent.

An dann ass et déi Interoperabilitéit, dat ass ganz richteg gesot ginn, vun deenen Donnéeën, déi mer hunn. An do ass déi Polizeikooperatioun, déi virgesinn ass an déi soll bis 2023 ëmgesat ginn. An do ass eeben dee Fall vu Berlin ganz schlëmm - virun zwee (veuillez lire: véier) Joer war dat jo, wärend der Chrëschtzäit -, deen hat eng ganz Rei vun Identitéiten, déi am Virfeld net matzäiten identifizéiert gi sinn. An et geet grad drëm, wéi mer déi Verknüpfung hierstelle kënnen zwëschent deenen eenzelnen Datebanken, awer ëmmer erëm, an dat wëll ech hei nach eng Kéier widderhuelen, am Respekt vun deem, wat Der virdru gesot hutt, vun den eenzelne perséinlechen Daten.

Dat sinn déi, wou mer ugehale sinn, als Länner schonn aktiv ze ginn. An da kommen déi gréisser Refonten, déi ugekënnegt gi sinn an déi och de Méinden nach eng Kéier vun der Presidence an och vun der EU-Kommissioun virgestallt wäerte ginn. Dat ass d'Reform vun Europol. Wéi ka kënschtlech Intelligenz agesat ginn, fir verschidde besser Moyenen ze kréien, fir kënnen do virzegoen? Do ass jo och eng Kommissioun hei an der Chamber, wou ech och ganz kloer da wäert hikommen, fir dat ze diskutéieren. Ech hat dat schonn eng Kéier erwäänt. Da kréie mer dat och virgestallt vun deenen Experten, déi Lëtzebuerg representéieren, déi dann erofkommen, fir dat ze kucken.

Et ass nach eng Kéier geschwat gi vu Coopération policière. Do geet et ëm dee Polizeikooperatiounskodex, deen ausgeschafft gëtt. Dir wësst, dass mer hei an der Groussregioun schonn eng ganz enk Zesummenaarbecht hunn, Lëtzebuerg, Rheinland-Pfalz, Frankräich an d'Belsch. Déi sëtzen och zesummen hei an der Stad, fir eeben och déi Kooperatioun beschtméiglechst ëmzesetzen.

Iwwert d'kënschtlech Intelligent hat ech virdru scho geschwat a gesot, dass deen Asaz natierlech och séng Grenze wäert hunn. Et geet net drëms, de Mënsch ze ersetzen an dass eng Maschinn op eemol d'Decisiounen iwwerhëlt, mee dass d'Viraarbecht dovunner gemaach gëtt.

An dann e Punkt, deen natierlech - an ech kucken hei éischter zu menger Rietser - an der Diskussioun ass, dat ass de Chiffrement, d'Verschlësselung. Dat ass ganz kloer, mir hunn eis do awer ganz breet agesat, dass mer an der Traditioun - wou meng Virgänger sech och ëmmer derfir agesat hunn -, de Schutz vun der Verschlësselung bäibehalen. Et ass elo e politesche Kompromiss fonnt ginn, deen och e Méindeg ka virgestallt ginn. A wa mer dee Pabeier bis hunn, kommen ech natierlech och domadder bei lech an d'Kommissioun.

Et geet drëms, effektiv d'Verschlësselung als Guard ze garantéieren, awer ëmmer am Equiliber domat, an dat kréie mer ëmmer erëm gesot, et ass och virdru vum Här Gloden hei ugeschwat ginn, dass den Terrorismus matzäite kann interceptéiert ginn.

Dat ass emol mäi Beräich, wou ech lech d'Informatioune wollt weiderginn. A selbstverständlech kommen ech an déi entspriechend Kommissiounen, wann ech geruff gi respektiv wann ech déi néideg Informatiounen hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kox. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Sam Tanson, déi de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci, Här President. Wat elo de Volet Justice ubelaangt, do hu mer virun allem ee Projet, dee schonn eng länger Zäit diskutéiert gëtt, deen awer elo erëm Opdriff krut, eeben och duerch déi rezent Evenementer, dat ass dee vun der Diffusioun vun terroristeschem Contenu en ligne. An do huet d'Kommissioun eng Propos gemaach gehat schonn am September 2018, wou et ëm e puer Prinzippie geet.

Dat eent ass, dass et wierklech soll reng limitéiert sinn op terroristesche Contenu. An da geet et drëm, dass duerch Signalementer eng Injonction de suppression ka gemaach ginn an dass dann de Fournisseur vum Service d'hébergement et muss erofhuelen, an e muss och selwer eng Rei proaktiv Mesuren huelen. Et wären dann och Sanktioune virgesinn an awer och e ganzen Dispositif vu Recours a Reklamatiounen.

Bon, dat gouf elo schonn eng ganz Rei Méint diskutéiert an et ass eréischt elo dëst Joer, wou do erëm méi Elan drakoum, an déi däitsch Presidence huet sech deem wierklech ugeholl. Déi kritesch diskutéiert Haaptpunkte sinn déi vum Retrait bannent enger ganz kuerzer Zäit vun deem Contenu an och de Caractère transfrontalier vun den Decisiounen, déi geholl ginn, suergt natierlech fir Diskussiounen. Well bon, wann op där enger Säit eng Autoritéit decidéiert, dass eppes muss ewechgeholl ginn, si vläicht an deem anere Land dann Froen, ob dat wierklech berechtegt ass. Dofir ass et och esou wichteg, dass déi Notioun vum Contenu terroriste wierklech definéiert gëtt. Dat ass eeben ee vun de kruziale Punkten an där ganzer Prozedur.

Dann déi proaktiv Mesuren, déi d'Fournisseure mussen huelen, och dat ass natierlech an der Diskussioun. An dann, wien ass déi Autorité compétente an all État membre, déi déi Decisiounen hëlt?

Op alle Fall, de Kompromëss ass wierklech en bonne route. D'Diskussioune sollen elo nach virun de Chrëschtdeeg zum groussen Deel ofgeschloss ginn. A wat d'Positioun vu Lëtzebuerg op deem dote Punkt ubelaangt, ware mer ëmmer der Meenung, dass et wichteg wär, eng europäesch Léisung hei ze fannen an dass et awer och wichteg ass, zolidd Garantien ze hunn. Well dat ass wéi ëmmer bei all deene Beräicher, wou mer am Onlineberäich sinn: den Equiliber fannen dertëschent, d'Liberté d'expression ze garantéieren op där enger Säit an awer ze evitéieren, dass Contenu diffuséiert gëtt, dee wierklech héich, héich problematesch ass.

A mir wëssen, dass den terroristesche Contenu online fir immens vill Misär suergt, dass en immens vill Leit och matrappt an dat wierklech verbreet an der Populatioun an och Leit esou unzitt. Duerfir musse Léisunge fonnt ginn, mee se mussen awer esou fonnt ginn, dass net d'Meenungsfräiheet a scho guer net d'journalistesch Fräiheet, d'kënschtleresch Fräiheet an d'Recherchefräiheet a Fro gestallt ginn.

Duerfir ass déi Proportionalitéit hei och erëm extreem wichteg. An dat ass dat, wou mer eis ëmmer agesat hunn a wou mer och wäerten am meeschten am A behalen, dass dat och hei garantéiert gëtt. Voilà!

Merci fir Är Attentioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

7. Question élargie n° 62 de M. Laurent Mosar relative à la situation sécuritaire, en particulier dans le quartier de la Gare de la ville de Luxembourg

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 62 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Sécherheet an der Stad Lëtzebuerg a virun allem am Garer Quartier. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert. An och hei ass den Temps de parole fir den Auteur fënnef Minutten a fir d'Regierung zéng Minutten. Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, Madamm an Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Sécherheetssituatioun am Garer Quartier ass scho säit ganz laanger Zäit en Theema. Allerdéngs huet déi Situatioun, an ech schwätzen hei ënnert dem Kontroll vun der Madamm Buergermeeschter, sech an deene leschte Méint a Joren trotzdeem substanziell verschlechtert.

An et brauch een dofir, Här Minister, keng Ëmfro ze maachen, fir dat ze konstatéieren. Et geet eigentlech duer, datt een einfach emol eng Kéier do op d'Gare kucke geet, an Dir hutt dat jo och gemaach, zesumme mat der Madamm Buergermeeschter, wat ech par ailleurs begréissen, an Dir konnt lech selwer jo och e Bild vun där ganz ugespaanter Situatioun an deem Quartier maachen.

Allerdéngs limitéiert déi kriddeleg Situatioun sech net nëmme méi op de Quartier vun der Gare, mee entre-temps och op Bouneweg, besonnesch op en Deel vu Bouneweg, wou d'Situatioun net weesentlech besser ass wéi op der Gare. An déi Sensibilitéit vun deem ganze Sujet, mengen ech, gëtt och dokumentéiert duerch déi 50 bis 75 Dossieren, déi all Woch vun der Police respektiv vun der Justiz opgemaach ginn. Do gesäit een also, wéi sensibel de Sujet an deem Quartier ass.

An erlaabt mer vläicht awer, ganz kuerz nach eng Kéier den Historique ze maachen. Déi Situatioun, déi huet eigentlech ugefaangen, sech ganz ze verschlechteren, an de Joren 2012 an 2013. An ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt déi éischt grouss Biergerversammlung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am September 2013 war. An

Le saviez-vous ?

RÉSOLUTION

La résolution est un texte, adopté par la Chambre et adressé à elle-même, par lequel elle prend une décision ou adopte une position. Chaque député a le droit de déposer des projets de résolution. Tout comme une motion, une résolution doit être adoptée à la majorité de la Chambre.

deemools war e gewëssene Buergermeeschter Xavier Bettel, deen un e gewëssene Staatsminister Jean-Claude Juncker eigentlech en Hëllefsschrei gemaach hat, andeem e gesot huet, d'Situatioun op der Gare wär esou dramatesch, datt onbedéngt déi deemoleg Regierung misst Schrëtt ënnerhuelen. An dat, wat notamment deemools vum Xavier Bettel zu Recht gefuerdert ginn ass, dat war de Platzverweis.

Duerno war eng zweet grouss Versammlung, dat war am Juli 2018, wou den deemolege Minister Étienne Schneider, zoustänneg fir d'Police a fir d'Sécherheet, de Bierger eng ganz Rei Saache versprach huet, an de Kolleeg Serge Wilmes huet schonn dorobber higewisen. En hat notamment eng Verstäerkung vun der Zuel vun de Kameraen op der Gare, mee awer och zu Bouneweg versprach. Leider Gottes ass den zweeten Deel vum Verspriechen, Här Kox, bis haut nach ëmmer net erfëllt ginn.

An duerno koum eng drëtt grouss Versammlung. Déi war ganz genau de 25. September 2019, wou den deemolege Minister François Bausch de Leit vun der Gare versprach huet, datt endlech eng vill méi staark Polizeipresenz géif an de Quartier kommen. Dat ass zum Deel geschitt, et geet awer manifestement net duer.

Duerfir erlaabt mer, Här Minister, Iech eng Rei vu ganz prezise Froen ze stellen. Déi éischt Fro geet effektiv ëm déi Polizeipresenz am Garer Quartier. Do wéisst ech nach eng Kéier gär genau, wivill Leit datt dann elo an deem Quartier, am Kommissariat täteg sinn. Et gëtt ëmmer vu 75 Leit geschwat. Sinn déi permanent do? Oder sinn der, déi nëmmen zäitweileg an de Quartier Gare affektéiert ginn?

Da géif et mech och interesséieren, wéi et genau mat de Patrullen an deem Quartier geet. Wivill där Patrulle gi gemaach? Ginn déi haaptsächlech zu Fouss, mat oder ouni Hënn gemaach? Och dat ass eng Fro, mengen ech, déi eis ganz staark interesséiert.

Eng drëtt Fro, Här Minister: Ass envisagéiert, déi Polizeipresenz, och haaptsächlech no den Evenementer vun de leschte Wochen, nach ze renforcéieren?

Eng véiert Fro an déi huet méi generell mam Polizeigesetz ze dinn: Et feelt, an do si mer alleguerten d'accord, manifestement un där néideger Zuel vu Polizisten. Firwat huet dës Regierung, an iwwregens och schonn déi viregt, net éischter ugefaangen, Polizisten ze engagéieren, wëssend, datt mer do eng ganz grouss Nout hei an deem Land hunn?

Eng fënneft Fro, déi huet mat der Videosurveillance ze dinn. Do wollt ech Iech froen, wéini datt dann endlech och déi Bouneweger Awunner kënnen déi Videosurveillance kréien. Dat schleeft elo schonn zwee, dräi Joer. Do géif et wierklech déck Zäit ginn, datt dat endlech géif kommen. Doniewent wëll ech awer och wëssen, ob Dir eventuell envisagéiert, nach zousätzlech Kameraen um Territoire vun der Stad an och an anere Quartieren ze installéieren.

Dann nach ganz schnell zum Schluss awer eng net onweesentlech Fro: Et huet een an de leschten Deeg ganz vill gelies, och vu Communiquéen, Commentairen, an do ass mer awer erëm eng Kéier de Commentaire respektiv de Communiqué vun der Polizeigewerkschaft an d'A gestach, dee ganz kloer seet, d'Police hätt net déi néideg legislativ Mëttele fir ze intervenéieren. An notamment huet de President erëm eng Kéier op d'Wichtegkeet vun deem Platzverweis verwisen - an net nëmmen de President vun der Polizeigewerkschaft, mee och den Här Stefan Braum. Dat ass en héich quotéierte Proff, Jurist op der Uni Lëtzebuerg, dee gesot huet an deen dat weess aus Däitschland, datt e Platzverweis, wann en natierlech gutt encadréiert wier, e ganz sënnvollt Mëttel wier, fir do kënne géint sou eng Zort vu Kriminalitéit virzegoen.

Duerfir wollt ech elo nach eng Kéier vun Iech wëssen: Här Minister, envisagéiert Dir, do eventuell zousätzlech Mëttelen ze huelen, och am Interêt vun der Sécherheet net nëmme vun der Stad, mee generell vum Land? Ech wollt iwwregens och nach ganz zum Schluss betounen, datt mer eigentlech fannen, datt d'Police eng exzellent Aarbecht mécht, iwwerall, awer och ganz besonnesch op der Gare, an datt et net de Feeler vun der Police ass, wa mer op deem Terrain net virukommen, mee éischter, well d'Police net déi Moyenen huet an eventuell och net déi noutwendeg legislativ Mëttelen.

Ech freeë mech op Är Äntwert, Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci och fir déi Fro. Et war jo elo gutt, dass ech e puer Deeg doheem konnt raschten, fir kënnen hei ganz aktiv ze ginn. Ech wollt op all déi Froen agoen, ech hoffen, dass ech se elo all matkritt hunn an och hei derbäihunn. Ech wollt op sechs allgemeng Punkten agoen, dat ass mer awer ganz wichteg, ier ech zu deene konkreete Froe kommen.

Ech maache mer perséinlech och ganz vill Suergen ëm d'Situatioun op der Gare, awer net nëmmen op der Gare. An Dir wësst, säit ech am Amt sinn, an dat ass säit Juni, och scho virdrun, awer säit ech déi voll Verantwortung hunn, hunn ech mer gesot: Du muss am Dialog mat de Gemenge sinn, awer net nëmme mat de Gemengen, mee och mat dengen eegene Leit, mat der Police selwer! An dat hunn ech och duerchgezunn. Ech weess net, a wéi ville Reunioune sur place ech scho war. Ech kennen der hei véier, fënnef, wou ech scho war, wou ech perséinlech mech drëms gekëmmert hunn, mat der Police natierlech, ech si jo net deen Operativen, deen um Terrain ass, mee fir hinnen de Réck ze stäipen, awer och d'Versteesdemech vun de Gemengen ze kréien, dass net alles vun der Police ofhängeg ass. An dat ass scho gesot ginn, ech kommen och dann zum Schluss dorop zréck.

D'Police ass en Deel vun der Léisung, dat wëll ech awer och als zweete Punkt huelen an dat huet ee jo awer och héieren, wéi elo déi Diskussioun ëm déi Sécherheetsleit war, ech wëll do net drop agoen haut. Et ass ganz vill awer gesot ginn: Déi Problematik op der Gare ass villschichteg an ass net nëmmen duerch d'Repressioun ze packen, mee duerch d'Preventioun, ganz kloer, an ech verweisen op eng Conseillère aus dem Stater Gemengerot, déi, mengen ech, de leschte Méinden och um Radio war, dass Preventioun, awer och d'Sozialaarbecht grad esou wichteg do ze maache sinn. An de Moie war nach e Leitartikel an enger Zeitung, wou nach eng Kéier dorop higewise ginn ass.

Wat mécht d'Police? Dat ass dann en Deel vun den Äntwerten, déi ech wëll ginn. D'Prioritéit, an dat huet mäi Virgänger schonn d'lescht Joer gesot, ass d'Drogekriminalitéitsbekämpfung, ee vun de wichtegsten Elementer och vun der Police. Dat heescht, si si ganz present, a scho virun dräi Wochen, mengen ech, hate se och e gudde Coup gelant, zesumme mat der Justiz, wou se e Reseau opfléie gelooss hunn a wou och 15 Leit konnte verhaft ginn an deem Beräich. Dat ass eng laangwiereg Aarbecht. Et geet net nëmmen ëm dee klengen, géif ech elo mol soen, Dealer op der Strooss, mee et sinn éischter déi, déi am Background ënnerwee sinn, déi sech ganz intelligent ustellen. Et ass esou, dass do ganz vill Recherche soll gemaach ginn a muss gemaach ginn an déi ass och gemaach ginn, well soss wäre mer net zu deem Resultat komm.

Da ganz konkreet: Wivill Leit sinn dann ënnerwee op der Gare? No där Diskussioun vum leschte Joer huet de François Bausch gesot, dass se 20 Polizisten an Uniform hunn, déi definitiv do zougeurdent sinn op der Gare, de ganzen Undeel 75 Leit (veuillez lire: en Undeel vun am Ganze 75 Leit), déi um Terrain dauernd ënnerwee sinn, sief et an der Patrull, sief et awer och ënnerwee mam Auto.

Gutt, ech wëll awer och soen, et war déi Situatioun virum Enn vum Chantier vum Tram - deen ass jo elo Gott sei Dank eriwwer - respektiv awer och d'Situatioun vun der Pandemie, déi et der Police net ganz einfach mécht, aktiv ze sinn. Also, et si 75 Uniformméierter ënnerwee, et sinn der 10 am Background, fir ze soen, et sinn där Ziviller ënnerwee, déi jo net sollen erkannt ginn, déi solle jo Recherchë maachen. An dann ass och e Groupe canin, also eng Hondsstaffel, déi reegelméisseg duerch d'Quartiere geet. Dat ass en Operativen, do weess ech net, wéi oft a wou se genau ënnerwee sinn, mee si gi ganz konkreet do.

Wat den Erfolleg awer och mécht an dat ass direkt vergläichbar: Wat d'Police méi aktiv gëtt an deem Beräich, wat awer statistesch gesinn och vill méi Faiten erkannt ginn.

Dofir ass dat ëmmer schwiereg ze vergläichen, well wann d'Police ganz aktiv gëtt, da komme se och zu hire Resultater, an et ass dofir schonn am Joer 2017-2018 60 % méi an der Drogekriminalitéit ënnerholl ginn a säit dem leschten Oktober bis dësen Oktober - an dat gouf och an den eenzelne Preventiounskommiteeën, déi mer jo haten, wou ech all Kéier derbäi war, mat de Buergermeeschteren oder mat deene Responsabele vun de Gemengen, gesot -, also dëst Joer, och ëm 60 %. Dat heescht, mir ware ganz vill aktiv an et ass och ganz vill do an deenen eenzelnen Dossiere geschafft ginn.

An et ass net nëmmen d'Stad Lëtzebuerg, do ginn ech Iech Recht. Ech mengen, och vun Ettelbréck hate mer eng Diskussioun, do ginn ech och nach eng Kéier dohin. Ech war op Déifferdeng a selbstverständlech op Esch. Et sinn a sech déi véier Stied, déi am meeschten där Problematik ausgesat sinn.

Dann zu den Instrumenter, wou Der frot: „Wou sidd Der do drun?" Ech ernimmen der dann dräi, mengen ech. De Rekrutement leeft ganz gutt. Et muss ee soen, dass dës Regierung sech dat op de Fändel geschriwwen huet, dass mer endlech d'Police mat deem Effectif ausstatten, dee se brauch. Ech mengen, mir si bei 750 Kandidatinnen a Kandidate fir 200 Plazen. Also, mir wäerten dëst Joer dee Rekrutement vun deenen aussergewéinlechen 200 kréien, wat net zu enger direkter Entlaaschtung féiert, do ginn ech Iech Recht, mee déi kommen awer dann do derbäi.

An dann, de 24. Juni an där Kommissioun, ech mengen, do war nach den Här Bausch, ech war eng Kéier méi spéit do, si verschidden Hausaufgabe genannt ginn. Mir haten eng Debatt hei. Dee Platzverweis, ech mengen, dat musse mer och eng Kéier ausféierlech diskutéieren, well de Pascal Peters, de Chef vun der Police administrative, gesäit dat vläicht e bëssen anescht wéi de President vun der SNPGL (ndlr: Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg ASBL) an ech mengen, deen ass ganz differenzéiert, wat de Platzverweis ubelaangt. Et däerf een en och net vergläiche mat deem, deen an Däitschland ugewannt gëtt.

Ech kucken op d'Käerz am Kader vun de Mënscherechter haut.

(M. Henri Kox fait référence à la bougie allumée sur le bureau de la présidence rappelant la Journée internationale des droits de l'homme.)

Et ass geféierlech fir ze soen: „Ech maachen e Périmètre de sécurité an alles, wat do erakënnt, wëll ech eraushunn." Da muss ech awer och definéieren: Wien däerf eran, wéi wëll ech dat maachen? Dat hu mer, den Artikel 6 vun eisem Polizeigesetz gesäit e Périmètre de sécurité vir. Da muss een awer festleeën: Wat sinn d'Krittäre fir deen, deen erakënnt? An da gëtt et ganz schwiereg, fir dat genau ze soen, da muss ee Fichieren asetzen, well deen, deen erakënnt, muss ee jo kontrolléieren. Wëlle mer dat? Dat ass eng Diskussioun, déi mer musse féieren.

Wat ech awer gemaach hunn an dat war d'Hausaufgab, déi ech och fäerdeg gemaach hunn, dat ass déi, wou mer e bësse Problemer hunn duerch d'Securitéit, wann Der an enger Entréesdier sidd. Do hunn ech eppes ausgeschafft an net méi spéit wéi gëschter hunn ech d'Saisine gemaach vum Regierungsrot, wou ech en Artikel iwwerschafft hunn, an dee kënne mer gären diskutéieren, wann en duerch de Regierungsrot ass. Also, ech hu meng Hausaufgab gemaach an ech wäert och weiderhin dorunner schaffen.

Fundamental sinn ech awer net onbedéngt fir eppes wéi de Platzverweis, allgemenge Platzverweis, wéi virdru gesot gouf, well en net d'Äntwert op déi Problematik gëtt.

Mir sinn och amgaange mat den Agent-municipallen. Ouni ze vill wäit doranner ze goen, d'Taina Bofferding huet eng Rei vun Amendementer ausgeschafft. Mir sinn do an engem Aarbechtsgrupp, fir dat nach méi ze verfeineren, awer mir wäerten nach dorop kommen.

An da kommen ech zum Schluss awer op e Punkt an Dir hutt et selwer gesot: D'Police ass et net eleng. An dat ass déi Note interministérielle, dass d'Police dat elo mécht. Mäi Virgänger huet gesot, e géif dat an Optrag ginn. Ech hunn dat iwwerholl a mir sinn zwësche fënnef, sechs Ministèren amgaangen, e Pabeier auszeschaffen, fir d'Villschichtegkeet vun där ganzer Problematik ze kucken.

Mee do ass awer net nëmmen de Staat gefuerdert, do ass awer och d'Gemeng gefuerdert.

Ech hat gëschter Owend nach en Telefon vun enger Madamm, déi niewent dem Abrigado wunnt, déi mer dat geschildert huet. Mee do si mer awer schonn zéng Joer amgaangen. Dat ass awer net d'Police, déi dat mécht. Mir hunn natierlech eng Konzentratioun vun den Demandeuren. Do, wou Stress ass, wa vill Demandeuren do sinn, ass d'Offer natierlech och do. An déi Problematik musse mer bekämpfen. An dat geet nëmmen zesummen, och wa mer op verschiddene Punkten Divergenzen hunn op deem, wat mer d'lescht Woch diskutéiert hunn. Ech war de leschten Dënschden och bei der Buergermeeschtesch hei vun der Stad Lëtzebuerg, wou mer natierlech den Dialog musse weiderféieren, wou mer natierlech mussen op deene Punkten zesummeschaffen.

Ech maachen dat op menger Säit an et stoung an engem Lieserbréif oder engem oppene Bréif u mech, dass mer natierlech ëmmer prett sinn, an ech stinn hei ënnert der Opsiicht vun der Justizministesch, fir mat Iech zesummen nach Léisungen ze sichen, awer och mat de Leit ze diskutéieren. Mir hunn nach ni gesot, mir géifen dat net maachen!

A mäin Ugebot dofir steet nach ëmmer. D'Police kann net alles, d'Police ass just en Deel vun der Léisung. Mee da muss jidderee seng Responsabilitéit iwwerhuelen, och d'Stad Lëtzebuerg. Ech weess, dass Der ganz vill maacht, 50 Millioune stinn, mengen ech, an Ärem Budget. Dat geet vläicht net duer. Mir mussen dezentraliséieren, mir mussen natierlech och mat den eenzelne Gemengen am Land diskutéieren. Dat geet net eleng, dat kënne mer nëmmen zesummen. Dofir, mäin Ugebot steet, fir dat och weiderhin ze diskutéieren a weider unzegoen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister Henri Kox. Här Mosar, et stinn Iech bei enger Question élargie fënnef Minutten zou. Dir hat siwe Minutten. Déi fënnef Minutten, déi si fir d'Haaptfro an eventuell eng Zousazfro ze stellen. Duerfir ginn ech Iech d'Wuert zréck, awer ganz kuerz wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, ech mengen, et geet hei schlussendlech ëm e ganz wichtege Sujet an do kann een deen awer elo net op d'Sekonnen an op d'Minutte limitéieren. Duerfir erlaabt mer, awer vläicht nach eng Kéier op deen een oder anere Punkt anzegoen.

Fir d'éischt - an do ass jo iwwerhaapt keng Diskussioun, Här Minister -: Mir wëssen alleguerten, wéi wichteg d'Preventioun ass an déi sozial Aarbecht, an ech si stolz, engem Schäfferot vun enger Gemeng unzegehéieren, déi extreem vill Efforten ëmmer do gemaach huet an och elo nach mécht.

An ech weess och selwer als Finanzschäffen, wivill Milliioune mir gär - gär! - an déi Preventioun an an déi sozial Aarbecht op der Gare wéi iwwregens och an all déi aner Quartieren an der Stad investéieren.

Zweetens wollt ech Iech awer och nach eng Kéier soen: Dir hutt mer net ganz op meng Froe geäntwert! Déi weesentlech Fro, déi ech gestallt hunn, ass déi vun den Instrumenter, déi géife feelen. Dir hutt mer elo op eng Fro geäntwert, dat ass déi Thematik, wou Hausagäng blockéiert ginn. Do huelen ech dann also Akt dervun, datt mer elo geschwë mat engem Projet de loi wäerte saiséiert ginn.

Ech soen Iech awer nach eng Kéier - ech hunn elo net d'Zäit, nach eng Kéier hei en Exkurs an de Platzverweis ze maachen -, datt ech Iech géif wierklech bieden, eng Kéier dee Sujet ouni Ideologie unzegoen. A ville Gemengen an Däitschland - och Gemengen, déi gréng Buergermeeschteren an aner Buergermeeschteren hunn, fonctionéiert dat ganz gutt. Firwat sidd Dir vu vireran esou systematesch géint en Instrument, wou ganz vill Leit dervun iwwerzeegt sinn?

Ech géif Iech wierklech nach eng Kéier un d'Häerz leeën: Kuckt dat nach eng Kéier juristesch no, dat schéngt mer wierklech en Instrument ze sinn, mat deem mer kënne virukommen!

Dann hutt Der mer och net drop geäntwert, wéi et mat de Kamerae virugeet. Ech hunn Iech konkreet gefrot: „Wou si mer zu Bouneweg drun?" Kommt Iech wannechgelift och eng Kéier déi Situatioun op Bouneweg ukucken. Déi ass zum Deel grad esou dramatesch wéi op der Gare an déi Leit waarden elo säit zwee Joer, …

(Coups de cloche de la présidence)

… drop, datt endlech déi Kameraen do installéiert ginn. Ech wëll Iech et nach eng Kéier soen! Et kann net sinn, datt Dir oder d'Regierung sot: „Mir wëlle kee Platzverweis, mir wëllen net méi Kameraen, mir wëlle keng privat Sécherheetsdéngschter!" Ech mengen, d'Leit op der Gare an iwwerall erwaarden, datt déi do Problemer geléist sinn. Déi musse geléist ginn, mir hunn e seriöe Problem!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

D'Stad Lëtzebuerg, déi huet hir Responsabilitéit iwwerholl a mir ginn dervun aus, datt d'Regierung déi néideg Schrëtt hëlt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, ech waarden drop, datt Der Ären Temps de parole anhaalt. Da geet elo d'Wuert nach eng Kéier zréck un de Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Just zum Platzverweis: Ech mengen, dat kënne mer net an zéng Minutten hei diskutéieren. Ech hu gesot, dass ech mat deem Projet de loi selbstverständlech an d'Kommissioun kommen. Da kënne mer des Laangen an des Breeden doriwwer diskutéieren. Dat, wat an der Zeitung stoung vun deem eminente Professer, hunn ech natierlech och gelies. An do muss een awer och net Äppel mat Biere vergläichen. Ech mengen, Däitschland huet en Ordnungsamt. Da musse mer eebe kucken, wéi mer dat Ganzt dann anescht maachen. Dat ass guer net esou evident, fir dat op Lëtzebuerger Territoire kënnen ëmzesetzen.

Mat de Kameraen, do muss ech awer soen: Mir haten eng Fro virdrun, mir hu gesot, dass mer un deem Gesetz schaffen, dass d'IGP eng Etüd mécht. Selbstverständlech komme mer dermat an d'Kommissioun an da kucke mer, wéi et weidergeet. Ech kann haut net soen, ob ech Kamerae maachen oder net. Mee mir hate jo elo Kameraen installéiert - mir hunn der installéiert an d'Delinquance ass an d'Luucht gaangen. Da géife jo mir soen: „Wéi, d'Kamerae sollen dach schützen!" Nee, et huet zougeholl!

Dir selwer sot hei, dass et massiv zougeholl hätt, obscho mer iwwerall Kameraen opgeriicht hunn. Dofir, ech wëll net doriwwer hei elo diskutéieren. Ech kommen och do mat Iech diskutéieren. Et ass ganz kloer, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

… dass et ënnerschiddlech Meenunge ginn. An doriwwer wäerte mer des Laangen an des Breeden diskutéieren. Ech sinn ëmmer prett.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- D'Kriminalitéit huet awer net duerch d'Kameraen zougeholl, wannechgelift!

8. Question élargie n° 63 de M. Gilles Roth relative à la rétention de données

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den nächste Punkt vun haut ass déi erweidert Fro Nummer 63 vum Här Gilles Roth iwwert d'Datespeicherung. Den Auteur vun der Fro, an ech widderhuelen et, huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi sougenannte Vorratsdatenspeicherung huet mëttlerweil e laange Baart, och hei zu Lëtzebuerg.

Schonns am Dateschutzgesetz vun 2002 war virgesinn, dass d'Justizautoritéiten am wäitste Sënn vum Wuert konnten iwwert d'Telekommunikatiounsoperateuren op d'Identitéit vun Abonnenten an Notzer zréckgräifen.

2005 koum et dunn zu enger éischter Ausweidung vun dësem Regimm, nämlech zwielef Méint sollten d'Justizautoritéite fir all méiglech strofrechtlech Fakte kënnen op Trafick- an op Lokalisatiounsdaten zréckgräifen.

2010 huet Lëtzebuerg eng europäesch Direktiv vun 2006 iwwert dës Datespeicherung an nationaalt Recht ëmgesat. Wéi eng Date mussen dann zu Lëtzebuerg gespäichert ginn?

Par rapport zu 2005 huet de Spektrum vu gesammelten Daten net geännert. D'Date sollen awer just nach wärend sechs Méint gespäichert ginn. Dat ass de strikte Minimum, deen d'Direktiv virgesinn huet. An d'Späicherung betrëfft och net méi all strofrechtlech Handlung, mee just nach déi, déi eng Prisongsstrof vu méi wéi engem Joer mat sech zéien.

Lëtzebuerg huet, entgéint zu Tendenzen an anere Länner, seng Legislatioun am Sënn vum Schutz vun der Privatsphär an och vum Dateschutz iwwerschafft deemools. Nach ass et esou, dass den EU-Geriichtshaff vum Kierchbierg déi Direktiv vun 2006 gekippt hat an dat am sougenannten Digital-Rights-Urteel. D'Riichter halen an hirem Urteel fest, dass, souguer wann déi gespäichert Daten näischt iwwert den Inhalt vun de Kommunikatiounsaktiounen aussoen, d'Späicherung vun de genannten Daten e ganz graven Aschnëtt an d'Grondrechter vun de Bierger bedeit an net verhältnisméisseg ass. Den Europäesche Geriichtshaff schwätzt vun engem ondifferenzéierte Sammelen an Hale vun dësen Daten.

Weider gouf och monéiert, dass d'Direktiv net géif virschreiwen, dass déi gesammelt Daten um Territoire vun der EU misste gehale ginn, eppes wat een am Liicht vun dem Safe-Harbor-Accord mat den USA an dem Urteel Schrems aus dem Joer 2015 sollt appreciéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, nom Digital-Rights-Urteel ware sech zu Lëtzebuerg déi meescht Acteure relativ séier eens. Eis Gesetzgeebung, déi bäi Wäitem net esou wäit gereecht huet wéi déi däitsch oder brittesch Reegelen, soll awer iwwerschafft ginn. Dat hat sengersäits och den deemolegen an haitege Premier- a Staatsminister esou annoncéiert. Parallell derzou sollt alles drugesat ginn, fir nach ënner Lëtzebuerger EU-Presidence eng gesamteuropäesch Léisung ze fannen.

A wat ass zanterhier geschitt? Abee, néng Méint nom Urteel gouf d'Chamber mat engem Gesetzesprojet saiséiert an dëse Projet gouf och gläich an dräi Kommissiounssitzungen diskutéiert, déi leschte Kéier iwwregens schonns den 9. Mäerz 2016. Am Procès-verbal vun där Sitzung heescht et zum Schluss: « La continuation de l'examen du projet de loi figurera à l'ordre du jour d'une prochaine séance de la Commission juridique, une fois que le Ministère de la Justice », also dat war 2016, viru véier an engem hallwe Joer, « a recueilli les informations requises. » Esou eng Sitzung huet awer nach ni stattfonnt.

Här President, dat ass dach erstaunlech fir eng Regierung mat bloer a grénger Bedeelegung, déi sech nach 2010 géint e Gesetz ausgeschwat huet respektiv sech enthalen huet. An et ass och ëmsou méi erstaunlech, wou den Europäesche Geriichtshaff sech dach eigentlech de Mond fuseleg riet an a reegelméissegen Ofstänn eng Lanz brécht fir d'Grondrechter vun eise Bierger.

Ech wëll hei just zwee Urteeler zitéieren: dat sougenannt Tele2-Urteel vum 21. Dezember 2016 an en Urteel vum 6. Oktober 2020, also e ganz rezent, dat souwuel eis belsch wéi och eis franséisch Nopere betrëfft.

Den Tenor ass bestëmmt dee selwechten: Et muss Schluss si mat enger genereller, ondifferenzéierter Späicherung vun den Daten! A mir mengen, dass et un der Zäit wier, ee fir alle Mol hei ze legiferéieren.

An duerfir wéilte mer vun der Madamm Ministesch - ech hunn nach genau eng Minutt - wëssen, ob si weider hannert dem Gesetzesprojet 6763 steet, ob der Chamber deemnächst Upassunge vun deem Gesetzesprojet proposéiert ginn a wa jo, wéi eng.

Ech mengen, wann een zanter 2016 un dësem Projet schafft, da misst een haut à même sinn, derzou Detailer ze ginn. Sollt dat net méiglech sinn, invitéiere mer d'Madamm Ministesch an eng nächst Kommissiounssitzung.

Dat gesot si mer och der Meenung, dass et wichteg ass, dass d'Chamber Ableck kritt an d'Aarbechte vun dem sougenannte Working Party on Data Retention, e Gremium, deen am September 2020 ënner däitscher EU-Presidence an d'Liewe geruff ginn ass an, wéi den Numm et seet, sech mat der Vorratsdatenspeicherung sollt befaassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir feieren dëst Joer den 20. Gebuertsdag vun der EU-Grondrechtecharta an et geet net duer mat renge Lëppebekenntnisser an et ass elo Zäit, dës Grondrechter och konkreet an Aktioun ze setzen. Punkt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci, Här Roth, fir déi Fro. Effektiv, dat mat de Grondrechter, dat ass eppes, wou et net nëmmen drëms geet, haut zum Beispill - ech gesinn d'Käerz hei hannert mer - drun ze denken, mee se an alle Beräicher an net nëmmen den e bësse méi theoreeteschen och probéiere konsequent ëmzesetzen.

(Mme Sam Tanson fait référence à la bougie allumée sur le bureau de la présidence rappelant la Journée internationale des droits de l'homme.)

Wat elo déi faméis Vorratsdatenspeicherung ubelaangt: Ech stinn net méi hannert dem Projet 6763, well en net wäit genuch geet. Firwat ass dat zënter 2016 net weidergaangen? Et war gewosst, also fir d'éischt, Dir hutt et richteg gesot, ass jo emol eng ganz Zäitchen drop gewaart ginn, dass mer eng europäesch Léisung géife kréien.

Dat ass extreem schwéier. Mir diskutéiere reegelméisseg bei bal all Conseil iwwert deen dote Sujet. D'Meenunge gi vun A bis Z an et ass extreem schwéier, do jiddwereen op e gemeinsamen Nenner ze kréien. Ech hunn d'Hoffnung net opginn, mee ech sinn awer der Meenung, mir kënnen net méi op déi europäesch Léisung waarden a mir mussen hei aktiv ginn.

Da war gewosst, dass nach aner Arrêten en cours waren, an et war och gewosst, dass déi elo sollten dëst Joer gesprach ginn. Am Hierscht ass drop gewaart ginn a verschidde Parteien hate sech erhofft, dass dann do vläicht géife Klarifikatioune kommen oder dat vläicht géif anescht gesi gi wéi bei den Arrêten Tele2. Et ass och esou, dass Klarifikatioune komm sinn. An duerfir ass et am Fong och gutt, dass mer nach keen Text definitiv op den Instanzewee ginn hunn, well mer dee Projet, deen eebe virun e puer Joer op de Wee bruecht ginn ass, musse komplett iwwerschaffen.

Den Arrêt Quadrature du Net vum 6. Oktober 2020 confirméiert nach eng Kéier, dass mer net däerfe generell Date sammelen. Et sinn e puer Exceptioune virgesinn. Et ass op där enger Säit virgesinn, dass ee kann Date generell sammelen, wann et ëm national Sécherheet geet, wann déi am Spill ass. An da kann een och nach a vläicht e bësse manner gravéierende Fäll, also wann et ëm Criminalité grave geet an d'Preventioun vu Menaces graves, bei Kategorië vu Leit, ouni dass et däerf diskriminatoresch sinn, dat maachen oder eeben eppes lokal aschränken.

Dat heescht, mir kruten hei déi Prezisiounen, déi mer bis elo net haten. Ech hat och direkt nom Arrêt eng éischt Aarbechtsreunioun mam Parquet général, fir ze kucken, wéi mer dat heite kënnen a Musek ëmsetzen. Ech hunn och scho mam SRE (ndlr: Service de renseignement de l'État) en Echange gehat, fir och mat hinnen do ze diskutéieren. An ech muss och nach weider déi Echangë féieren.

A mengen Aen äntwert de Projet de loi 6763 net méi op déi prinzipiell Kriticken elo vun den Arrêten. Dat heescht, ech envisagéieren, deen zréckzezéien, verschidden Elementer awer ze iwwerhuelen aus deem Arrêt, déi mer kënne loossen, wéi zum Beispill, dass de Seuil de peine duerch eng Liste d'infractions ersat gëtt, d'Obligatioun vum Effacement irrémédiable vun den Donnéeën nom Délai de conservation an och nach dat, wat Der ugeschwat hutt, eeben d'Obligatioun, fir d'Donnéeën op europäeschem Territoire ze halen.

Am Resümmee: Ech sinn der Meenung, mir sinn hei absolutt an der Flicht, mir mussen hei legiferéieren. Mir kënnen net op eng europäesch Léisung waarden, well et net ka sinn, dass mer nach ëmmer ondifferenzéiert déi Date sammelen. A mir sinn net nëmmen an der Flicht, well et eng Rechtssprechung vum Europäesche Geriichtshaff ass. Mir sinn och an der Flicht, well et eng Fro vu Rechtssécherheet ass vun den Affären. Well Dir kënnt Iech jo virstellen, dass dat doten och kann invoquéiert gi viru Geriicht par rapport zu Donnéeën, déi gesammelt goufen, déi net konform wären zum Esprit vun den europäeschen Arrêten. A fir dass mer effikass kënne weider d'Enquêtë maachen an dass déi net baséieren op Informatiounen, déi eigentlech net hätten dierfe gesammelt ginn, do si mer gefuerdert, hei ze handelen. Mir mussen elo nach d'Detailanalys maachen, wéi mer dat do konkreet kënnen a Musek ëmsetzen, well sech awer eng Rei praktesch Froe stellen.

Mir brauchen zwou verschidde Prozeduren, déi eng kloer méi fir den Droit commun an dat anert eebe fir alles, wat den SRE ubelaangt. A voilà! Déi Diskussioune sinn en cours a soubal ech do eppes hunn, wat sprochräif ass, wäert ech natierlech dermat an d'Chamberskommissioun kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

9. 7270 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, faite à New York, le 12 novembre 1974

7317 - Projet de loi portant sur les activités spatiales et modifiant :

1° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances dite « Versicherungssteuergesetz » ;

2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Mir kommen elo zum Projet de loi 7270 an zum Projet de loi 7317 iwwert d'Aktivitéiten am Weltraum. Mir diskutéieren déi zwee Projeten zesummen. An déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dem Rapporteur, dem Här Claude Haagen, d'Wuert ginn als Rapporteur vun deenen zwee Projet-de-loien. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou, wéi de President et scho gesot huet, wäert ech déi zwee Gesetzesprojeten 7270 an 7317 zesumme virstellen, well se natierlech mateneen ze dinn hunn. Mir wäerten herno, esou, wéi dat üblech ass, awer och getrennt doriwwer ofstëmmen.

De Gesetzesprojet 7270 betrëfft d'Unhuele vun der Konventioun vun New York vum 12. November 1974 iwwert d'Umelle vun Objeten am Espace extra-atmosphérique, also ausserhalb der Äerdatmosphär, an de Gesetzesprojet 7317, dee vun de Weltraumaktivitéiten an den domadder verbonnene juristeschen, finanzielle Versécherungs- a Geneemegungskonditiounen a -prozeduren handelt.

Här President, zanter dem Lancement vum Satellitt Astra 1A am Dezember 1988 ass Lëtzebuerg aktiv engagéiert am Weltraumsecteur. Am Joer 2005 ass Lëtzebuerg der Europäescher Weltraumagence ESA bäigetrueden. Dëse Secteur mécht am Moment dann och 500 héich qualifizéiert Aarbechtsplazen a bal 4 % vun eisem PIB aus, den héchsten Taux fir dës ekonomesch Aktivitéit an der ganzer EU.

Am Weltraum ginn et momentan ongeféier 5.500 Satellitten, déi sech op dräi verschidden Orbitte verdeelen. Nëmmen d'Hallschent, also eng 2.700 Satellitten, si momentan operationell. Dës wirtschaftlech Aktivitéite sinn encadréiert vu verschiddenen internationalen Accorden, notamment dem Traité de l'espace, deem Lëtzebuerg 2005 bäigetrueden ass, an d'Convention sur la responsabilité, zu där sech Lëtzebuerg zanter 1983 bekannt huet.

Aus deenen zwee Accorden ergëtt sech, datt Lëtzebuerg, wéi aner Länner, och d'Privatacteuren engem Autorisatiouns- an Iwwerwaachungsmechanismus ënnerzéie muss. Et ass schliisslech esou, datt Lëtzebuerg d'Verantwortung, d'Responsabilitéit droe muss, wann et zu Schied kënnt a Relatioun mat engem Objet spatial, wou Lëtzebuerg den État de lancement ass.

Et verwonnert deemno och net, datt ëmmer méi Staate sech eng national Legislatioun ginn zu de kommerziellen Aktivitéite vun hire privaten Operateuren am All. Notamment d'UNO-Resolutioun 68/74 portant, an ech zitéieren, « recommandations sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique » vum 11. Dezember 2013 huet d'Staaten dozou opgeruff, eng national Legislatioun ze adoptéieren, déi an engems den Obligatiounen aus den internationalen Traitéë soll a muss Rechnung droen.

Wann een déi aktuell gesetzlech Basis am Lëtzebuerger Land kuckt fir déi kommerziell Weltraumaktivitéiten a se liest - an der Essenz ass dat den Artikel 20 aus dem Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwert d'elektronesch Medien -, da mierkt ee relativ séier, datt et néideg war, eis Gesetzgeebung op de Leescht ze huelen. Dësen Artikel beseet notamment: « Nul ne peut établir et exploiter un système de satellites luxembourgeois, sans avoir obtenu préalablement une concession, accordée par le Gouvernement, sur proposition conjointe du ministre ayant dans ses attributions les télécommunications et du ministre ayant dans ses attributions les médias. » Dat Gesetz ass kloer gemënzt gewiescht op Zäiten, wou sech d'Weltraumaktivitéiten op d'Transmissioun vu Radios- an Televisiounsprogrammer begrenzt hunn.

De gréisste Problem bei der aktueller gesetzlecher Basis ass awer sécher, datt d'Concessioun, déi de Lëtzebuerger Staat dem Gesetz no engem privaten Operateur ka ginn, nëmmen dann zum Droe kënnt, wann de Concessionnaire Lëtzebuerger Frequenzen notzt. Et kéint deemno virkommen, datt en Operateur zwar vu Lëtzebuerg aus seng Aktivitéite bedreift, mee total ënnert dem Radar vun enger Regulatioun vusäite vum Grand-Duché bleift, well en d'Frequenze vun engem anere Staat benotzt. Dës Situatioun ass net gesond an net zäitgeméiss an dofir ass et natierlech och wichteg a richteg, datt mer an dësem Fall als Legislateur handelen.

Am Laf vun der Zäit hu sech d'Aktivitéite vun den Operateuren am Weltraumsecteur diversifizéiert. Et geet net méi just ëm d'Transmissiounsservicer bei audiovisuelle Medien, mee och ëm d'Transmissioun vun Donnéeën tëschent Entreprisen, ëm den Accès zum Internet, virun allem a schlecht vernetzte Géigenden, oder och nach ëm Navigatiounsservicer.

En moyenne gräift schonn haut een Utilisateur vun engem Smartphone duerchschnëttlech op 40 verschidde Satellitten an engem Dag zréck - an d'Tendenz weist kloer no uewen.

Dës Diversifikatioun vun den Aktivitéiten am Weltraumsecteur fënnt natierlech net nëmme ronderëm eis statt, mee och zu Lëtzebuerg selwer. De Lëtzebuerger Weltraumsecteur diversifizéiert sech an et implantéiere sech nei Acteuren, déi sech net op d'Transmission vun Televisiounsprogrammer spezialiséieren, mee zum Beispill op d'Exploitatioun vu Ressourcen am All. Hei hu mir, wéi Dir alleguerte wësst, en entspriechend Gesetz. An den Artikel haut an de Medien iwwer ispace ass dat bescht an och dat aktuellst Beispill derfir.

Doriwwer eraus denken ech zum Beispill un d'Kollekt vun aneren Aktivitéiten, un Observatiounsdonnéeë vun der Äerd, un d'Exploratioun vum Weltraum an och u Servicer fir Satellitten am Orbit ze reparéieren oder ze betanken. Ech hat jo virdru gesot, datt d'Hallschent vun de Satellitten actuellement am Orbit net méi operationell sinn. Do erkennt Der also ganz einfach, wéi vill Potenzial an der leschtgenannter Aktivitéit, der Reparatioun an dem Reapprovisionnement, stécht.

E ganz wichtegt Beispill, wat Satellitte kënne méiglech maachen, ass och d'Initiativ vun der Regierung emergency.lu Dobäi geet et ëm en duerch Satellitten ënnerstëtzte Kommunikatiounssystem, deen am Fall vun Naturkatastrophen oder humanitäre Missiounen eng rapid Kommunikatioun weltwäit erméiglecht, notamment, fir datt d'Protection civile um Terrain ka beschtméiglech hëllefen.

En vue vun der Diversifikatioun vun de Weltraumaktivitéiten ass et wichteg, en Autorisatiounsregimm ze schafen, dee méi ëmfaassend gëtt, wéi dat bis elo de Fall war. Mat dësem Gesetzesprojet 7317 brénge mir et fäerdeg, en Autorisatiounsregimm anzeféieren, deen all Situatioune couvréiert, an deenen d'Responsabilitéit vum Lëtzebuerger Staat kéint engagéiert ginn.

Et gëtt eng gesetzlech Basis agefouert, fir kommerziell Aktivitéiten am All ze autoriséieren an ze kontrolléieren duerch Lëtzebuerger Autoritéiten, fir se net ze autoriséieren, wa se net de Krittären entspriechen, respektiv fir am Fall, wou Aktivitéiten hir Autorisatioun entzu kritt hunn, all Mesuren ze huelen am Sënn vun der Sécherheet vu Mënsch an Ëmwelt.

D'Krittäre fir d'Autorisatioun sinn am Artikel 6 festgehalen. Den Operateur muss notamment noweise kënnen, datt seng Administration centrale a säi Siège statutaire am Grand-Duché sinn. Doriwwer eraus muss en och en zolitten Dispositif um finanziellen, techneschen a juristeschen Niveau virweise kënnen. Och d'Exigenz vun enger seriéiser interner Gouvernance mat enger klorer Struktur a Verdeelung vun der Responsabilitéit ass zréckbehale ginn.

D'Membere vun der Direktioun mussen déi néideg Honorabilitéit, Kompetenz an Experience en lien mat hire jeeweilegen Attributioune beleeë kënnen. D'Identitéit vun allen Associéen an Aktionären, déi eng qualifizéiert Participatioun hunn, muss dem Minister matgedeelt ginn.

Bei all Demande d'autorisation muss eng detailléiert Analys vun de Risike vun der kommerzieller Weltraumaktivitéit bäigeluecht ginn an och d'Couverture vun deene beschriwwene Risiken, sief et duerch eng Assurance oder duerch finanziell Eegemëttel, kloer an der Demande beschriwwe ginn.

Finalement ass am Artikel 6 och nach d'Obligatioun verankert, d'Kontabilitéit all Joer duerch e Réviseur d'entreprises kontrolléieren ze loossen.

Den Artikel 7 gesäit doriwwer eraus nach vir, datt d'Demande d'autorisation vun engem Programme d'activité ergänzt gëtt.

D'Autorisatioun an d'Iwwerwaachung vun de Weltraumaktivitéite brauchen d'Mise en place vun enger ëffentlecher Instanz, déi déi néideg Mëttele kritt, fir effektiv d'Demanden ze examinéieren, d'Autorisatiounen ze preparéieren an de Respekt vun de legalen Obligatiounen ze iwwerwaachen.

An enger éischter Phas ass virgesinn, datt mer sollen op d'Experienz vum Service des médias et des communications a vum Commissariat du Gouvernement bei der SES Astra zréckgräifen. Dëse Service muss deementspriechend och déi néideg Leit zur Verfügung gestallt kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet schreift sech an eng logesch Suite a mat dem Gesetz vum 20. Juli 2017 iwwert d'Exploitatioun an d'Utilisatioun vun de Ressourcen am Weltraum. De Champ d'application vun dësem Gesetzesprojet ass awer vill méi breet wéi dee vum Gesetz vum 20. Juli 2017. De Champ d'application vun dësem Gesetzesprojet begräift all Aktivitéite vum Weltraumsecteur an, fir déi de Lëtzebuerger Staat internationalen Accorden no responsabel ass, ausser den Aktivitéiten, déi schonn am Gesetz vum 20. Juli 2017 couvréiert sinn.

Hei nach e Wuert zum Avis vum Staatsrot bei deem dote Projet de loi, deem seng Opposition-formellen an e puer grouss Kategorië kënne resüméiert ginn. D'Opposition-formellen hu sech haaptsächlech op Widdersprréch am Gesetzesprojet zu de constitutionnelle Prinzippie vun der Liberté du commerce, op juristesch Onsécherheeten a Widdersprréch zu internationale Verflichtunge baséiert. Deenen ass d'Kommissioun nokomm.

Här President, am zweete Gesetzesprojet 7270 approuvéiere mir d'Conventioun iwwert d'„immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique", déi de 14. Januar 1975 (veuillez lire: den 12. November 1974) zu New York ënnerschriwwe ginn ass.

D'Konventioun gesäit vir, datt d'Staate sech en nationale Regëster vun den Objet-spatialle ginn. Dësen zweete Gesetzesprojet, an dat hunn ech scho gesot, ass ganz enk mat deem éischte verbonnen an e gëtt eis d'Méiglechkeet, en nationale Regëster vun den Objets spatiaux ze schafen als logesch Konsequenz zur Adhesioun vu Lëtzebuerg zu der Konventioun vun 1975.

Den nationale Regëster ass ëffentlech an all Operateur muss deem zoustännege Minister all Indicatioune matdeelen, déi d'Identifikatioun vum Objet spatial erméiglechen, grad wéi den Datum an déi geografesch Plaz vum Lancement. Bei all Changement vun de Parametere vun engem Objet spatial muss de Minister natierlech informéiert ginn.

Déi privat Acteure vun der Lëtzebuerger Ekonomie hunn haut schonn eng gewëssen Zuel vu Satellitten an den All lancéiert. D'SES Astra huet beispillsweis 18 Satellitten op véier verschiddene Lëtzebuerger orbitale Statiounen.

Lëtzebuerg huet déi Objets spatiaux dem Bureau des affaires spatiales vun de Vereenten Natiounen op Basis vun der Resolutioun Nummer 1721 B vum 20. Dezember 1961 notifiéiert.

Well d'Gesetz vum 20. Juli 2017 nach net d'Inscriptioun vun den Objets spatiaux am Kader vun der Exploratioun an d'Utilisatioun vun de Weltraumressourcë virgesinn hat, wäert sech dësen zweete Gesetzesprojet op wierklech alleguerten d'Aktivitéiten am Zesummenhang mam All erstrecken.

Och wann d'Aktivitéiten am Weltraum vläicht e bëssen abstrakt wierken, sou däerfe mer eis awer net dësen Opportunitéite verschléissen. Virun allem awer, wa mer eng diversifizéiert Wirtschaft hei am Land bedreiwe wëllen, da muss eis Gesetzgeebung och mat der Zäit Schratt halen, sief et am Weltraumsecteur oder an anere weidere Secteuren.

Zum Schluss wëll ech nach soen, datt de Projet de loi 7317 misst en vigueur sinn, ier d'Konventioun vum Projet de loi 7270 ratifizéiert gëtt. Fir weider Detailer an notamment d'Avise vun deene verschiddene Kummere verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a bieden Iech, dës wichteg zukunftsorientéiert Gesetzesprojete fir d'Lëtzebuerger Ekonomie ze stëmmen.

Dat gesot, ginn ech och heimadder den Avis positif vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter Claude Haagen. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ufänke wëll ech mat engem grousse Merci un eise Président-rapporteur, deen eis eng ganz komplex technesch Matière awer a relativ einfache Wierder erklärt huet, och nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun deem Projet higewisen huet, soudatt ech eigentlech net ganz vill brauch nach derbäizesoen.

Ech wëll awer direkt virausschécken, datt meng Fraktioun och dëse Projet wäert stëmmen. Ech wollt awer vläicht déi eng oder aner Remark zu dësen zwee Projete maachen, déi mer awer wichteg schéngen ze sinn. Et ass scho virdrun ugeklongen: U sech baséiert dëse Projet op - fir d'éischt - dem Traité vum Espace vun 1967 an dann op enger internationaler Konventioun iwwert d'Responsabilitéit, d'Haftung fir Schied, déi am Weltall provozéiert ginn, an e schaaft eigentlech hei generell e legale Kader.

Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen, well ech gesinn, et ass elo kee ganz groussen Andrang de Mëtten hei am Plenum.

M. André Bauler *(DP)*.- Mir sinn hei, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Hei geet et trotzdeem ëm eppes Substanzielles, well et geet notamment ëm d'Responsabilitéit vum Lëtzebuerger Staat. An Dir braucht Iech näischt hei virzemaachen! Wann do wierklech eng Kéier géif en Accident am Weltall geschéien duerch Aktivitéite vun enger Firma, brauch ech Iech net ze soen, ëm wat et do finalement géif goen. An duerfir, mengen ech, ass dëse Projet wichteg.

Am Ursprongsprojet ware jo do e bësselchen aner Dispositioune virgesinn an do war jo eigentlech och e bësselche virgesinn, datt d'Responsabilitéit vum Staat sollt e bësselchen ofgeschwächt ginn. Do war de Staatsrot awer aus verständleche Grënn net dermat d'accord. En huet dat och gutt argumentéiert a mir sinn dann eigentlech elo erëm beim Droit commun, dat heescht bei enger genereller Responsabilitéit, déi de Staat huet fir alles, wat do geschitt, a fir all déi Firmen, déi hei zu Lëtzebuerg an deem doten Domaine d'activité aktiv sinn.

Do kann et also wierklech ëm ganz villes goen. Ech mengen awer, an duerfir si mir och d'accord mat där Demarche vun der Regierung, datt mer hei keen anere Choix haten, wéi op deen dote Wee ze goen.

Dat seet eis awer och, an da sinn ech bei menger zweeter Remark, wéi wichteg datt et hei ass, datt déi Firmen, déi sech hei nidderloossen, awer och wierklech duerchliicht ginn, duerchliicht gi fir d'éischt iwwert d'Kapital, wat se matbréngen, och duerchliicht gi ganz genau iwwer hir Aktivitéiten, déi si hei wëllen developpéieren, och e bësselchen iwwer hir Aktionären, déi do hannendrustinn. Well ech mengen, dat, wat mer net wëllen, an ech huelen un, datt den Här Minister dat d'selwecht gesäit, ass, datt mir elo iergendwéi hei géifen esou e Standuert ginn, wou allméiglech Firme géifen hei op Lëtzebuerg kommen, wou dann herno d'Gesamtresponsabilitéit dovunner géif um lëtzebuergesche Staat leien, wat, ech mengen, net ouni Gefor wär.

An duerfir, wéi gesot, sinn ech bei mengem zweete Punkt, ass et wichteg, datt mer wierklech hei ganz genau kucken, wien hei bei eis kënnt. An déi ganz Procédure d'autorisation, déi jo elo hei genau beschriwwen ass, déi muss wierklech respektéiert ginn.

An ech géif och wierklech nach eng Kéier op déi Étude d'impact hiweisen, déi fir déi Aktivitéiten do muss gemaach ginn.

An dann an e Punkt, dee vläicht net dee mannst wichtege Punkt ass, dat ass deen: Mir musse wierklech och kontrolléieren, wéi et mat den Assurancen ass, déi déi dote Firmen hei wäerte maachen, well, souguer wann de Staat natierlech de par le droit commun responsabel ass, behält en natierlech ëmmer en Droit, fir sech vis-à-vis herno vum Operateur ze retournéieren. An duerfir mengen ech, ass et wichteg, datt mer och sécher sinn, datt all déi Entreprisen herno wierklech zolidd Police-d'assurancen hunn.

Ech wollt dann och vun der Geleeënheet profitéieren, Här Minister, fir vläicht vun Iech e kuerzen Zwëschebilan ze kréien: Wou si mer eigentlech do drun? Wéi vill där Entreprisë sinn eventuell schonn an de Startlächer, fir och an esou eng Demande d'autorisation do eranzekommen? Ech mengen, dat wär net oninteressant ze wëssen.

Ech géif och wierklech hei derfir plädéieren, datt d'Chamber an déi derfir zoustänneg Kommissioun méiglechst enk agebonne géife ginn och an déi ganz Prozeduren, datt mer och reegelméisseg do géifen e Bilan gemaach kréien, wéi vill där Societéiten datt mer hunn, a wat fir engem Kontext déi och wäerten aktiv sinn, wéi vill Leit datt se eventuell och hei beschäftegen. Ech mengen, dat wär schonn eng sënnvoll Aufgab. An duerfir, wéi gesot, wär ech frou, wann den Här Minister mer nach herno kéint e puer zousätzlech Informatiounen do ginn.

Ech kommen dann och schonn zum Schluss. Ech wollt awer och do nach eng Kéier drop hiweisen, datt jo dat eent Gesetz, deen éischte Projet, dee mir hei stëmmen, jo och e bësselchen op d'SES ausgeriicht ass. Duerfir ass dat och e wichtegt Gesetz. An ech wollt do nach eng Kéier awer op déi Situatioun vun der SES agoen.

Ech hat Iech schonn d'lescht Kéier, Här Wirtschaftsminister, déi Froe gestallt. Do hat Der gesot, Dir géift Iech nach informéieren. Do ware relativ vill Diskussiounen, datt d'Aktivitéite vun der SES géifen opgespléckt ginn, datt eventuell en Deel vun den Aktivitéite sech an den USA géif ofspillen.

Dat schéngt awer elo net méi esou ze sinn. Ech mengen, et wär wierklech interessant, och vun Iech ze héieren, wou d'SES wëllt histeieren. Et ass trotzdeem nach ëmmer eng vun deene ganz, ganz wichtegen Entreprisë vun dësem Land. Wann Der dat de Mëtten net kënnt oder net wëllt maachen, kënne mer dat bien entendu awer och eng Kéier an enger Kommissiounssitzung maachen, well ech mengen, et ass och wichteg, datt mer awer wëssen, a wat fir eng Richtung och eng SES sech wäert dirigéieren.

Dat gesot, soen ech scho Merci fir déi vill Äntwerten, déi Der mer wäert ginn. An ech bréngen, wéi gesot, nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt géif ech dem Rapporteur Merci soe fir seng detailléiert Explikatiounen iwwert dës zwee Gesetzesprojeten. Duerfir wëll ech och elo ... De Rapport war esou detailléiert, datt ech net méi op all déi Detailer wëll a muss agoen.

Am Juli 2017 gouf hei an der Chamber dat éischt Space-mining-Gesetz gestëmmt a Lëtzebuerg huet domadder eng Virreiderroll iwwerholl, andeems et iwwert d'Gewënnung vu Ressourcen am Weltall legiferéiert huet. Haut wäerte mer zwee weider Gesetzer stëmmen, déi eis e generelle legale Kader ginn, déi d'Aktivitéite vun Entreprisen am Weltall reguléieren, déi vu Lëtzebuerg aus gesteiert ginn. A mir hu scho verschidden Explikatioune vun de Virriedner derzou kritt.

Heibäi geet et besonnesch ëm d'Responsabilitéit vu Lëtzebuerg um internationale Plang, wann esou eng Entreprise Aktivitéiten am Weltall tätegt, an éier en Ongléck passéiere géif. Duerfir ass et wichteg, datt d'Entreprisë sech u kloer Reegelen halen. Dës zwee Gesetzer wäerten also d'Krittäre bestëmmen, wéi een eng Autorisatioun vu Lëtzebuerg kritt, fir Aktivitéiten am Weltall kënnen ze maachen, an déi kloer festhalen, u wat ee sech alles muss halen.

Donieft gëtt d'Iwwerwaachung vun den Aktivitéiten definéiert an d'Immatrikulatioun vun den Objeten, déi an de Weltall geschoss ginn, muss kloer an engem nationale Regëster festgehale ginn.

Här President, virewech: D'DP ënnerstëtzt dëse weidere legislative Schrëtt, fir e Kader ze schafen, dee Lëtzebuerg attraktiv wäert maache fir Entreprisen, déi Aktivitéiten am Zesummenhang mam Weltall hunn.

Mee wéi bei all Entreprisen, déi sech an engem Land wëllen nidderloossen, muss de Kader stëmmen an d'administrativ Hürden dierfen net ze héich sinn an decouragéierend wierken. Ech wëll hei net méi un Entreprisen erënneren, déi Lëtzebuerg de Réck gedréint hunn, well eis Prozedure fir si - zu Recht oder zu Onrecht - ze laangwiereg waren.

Wann een de Projet de loi iwwert d'Aktivitéiten am Weltall liest, huet een à première vue och d'Gefill, datt den administrativen Opwand ganz héich ass. Natierlech wëlle mir mat alle Mëttele vermeiden, datt eppes aus dem All eroffält. A falls esou eng Katastroph wierklech eng Kéier sollt antrieden, wëlle mir selbstverständlech, datt d'Fro vun der Responsabilitéit a vun der Assurance kloer gekläert ass.

Et dierf awer net zu enger Multiplikatioun vun administrativen Autorisatioune kommen, déi Entreprisë kéinten derzou beweegen, sech awer enzwousch anescht nidderzeloossen. Den zoustännege Minister huet eis an enger Kommissiounssëtzung garantéiert, datt an der Praxis déi Entreprisen, déi hei a Fro kommen, fir en Dossier d'autorisation anzereechen, zentraliséiert vun der Luxembourg Space Agency begleet a berode wäerte ginn. Dës Agence wäert hiren eenzegen Uspriechpartner sinn an esou kommen all d'Prozedure bei hir zesummen.

Här President, d'DP steet fir einfach Prozeduren, kuerz Delaien an dofir, datt näischt sollt gefrot ginn, wat net onbedéngt noutwendeg ass. Mir hoffen, datt d'Demanden, déi am Kader vun dësem Gesetz wäerten agereecht ginn, séier traitéiert ginn an den Dialog tëschent dem Demandeur an der Agence optimal verlafe wäert.

Mir gesinn et effektiv positiv, datt mir fir esou e spezifesche Secteur wéi de Space eng speziell Agence hunn, wou Leit schaffen, déi deen néidegen Knowhow an deem Domän hunn, fir als idealen an eenzegen Uspriechpartner fir de Staat kënnen ze fungéieren. An anere Beräicher ass dat leider net de Fall. Mee wat nach net ass, ka jo nach ëmmer kommen.

Här President, de Spacebusiness ass dee rezentsten Effort, fir eis Ekonomie weider ze diversifizéieren. Ech hat et am Kader vun enger Aktualitéitsstonn hei schonns gesot: Bei laangfristege Projete gesäit een d'Resultat dacks eréischt Jore méi spéit, mee et sinn déi Projeten, déi herno an de Geschichtsbicher ernimmt ginn.

Den Tom Hillenbrand, ënner anerem Auteur vu Krimien, déi sech hei zu Lëtzebuerg ofspillen, an awer och vu Science-Fiction-Romaner wéi „Hologrammatica" a „Qube", gleeft op alle Fall drun. A senge Romaner, déi am Joer 2091 spillen, huet e Lëtzebuerger, genannt de „Kieselkönig", als Éischten erkannt, datt een Eedelmetaller tëschent Mars a Jupiter kann ofbauen. Och wann dat elo Fiktioun ass, sou beweist et awer, datt Lëtzebuerg esouguer an der auslännescher Literatur als e potenzielle Player an deem Secteur ugesi gëtt.

Aktivitéiten am Weltall kléngen effektiv futuristesch. Et ass eeben e Secteur, deen nach an de Kannerschong stécht a wou een, wann iwwerhaapt, d'Resultater net muer oder iwwermuer, mee eréischt an 20, 30 oder 50 Joer wäert gesinn. Jo, Lëtzebuerg huet d'Potenzial vun deem Secteur fréi erkannt. An doriwwer sollte mer all frou sinn. D'DP ass och dovunner iwwerzeegt, datt et wichteg ass, sech fréizäiteg dee richtege Kader ze ginn an esou Lëtzebuerg bei esou engem Zukunftsprojet op d'Weltkaart ze setzen.

Mir legiferéieren haut och, fir vum sougenannte First Mover Advantage ze profitéieren. Jo, de Wëllen ass do, fir First Mover ze sinn, sou wéi dat an den 80er-Jore bei der Fongenindustrie och de Fall war. Wien hätt deemools geduecht, datt dat klengt Lëtzebuerg déi éischt Fongenindustrie op der Welt no Amerika géif gi respektiv déi éischt Fongenindustrie an Europa?

Lëtzebuerg huet scho méi wéi eng Kéier gewosst, wéi een duerch proaktiivt Handele seng Ekonomie diversifiéieren oder souguer e ganz neit Standbeen opbaue kann. Ech denken do awer och un d'Stolindustrie, déi den Ursprong vun eisem Räichtum war, an natierlech och un eis Finanzplaz.

Ech denken awer och un d'Success-Story vun RTL, wou mir Virreider am Verdeele vu Radiosfrequenze waren. A wann een un de Weltall denkt, an et ass och schonn erwäänt ginn, denkt ee selbstverständlech och un d'SES. Änlech wéi bei de Space-Ressources-Projete gouf de Projet SES vun esou Munchem als onrealistesch Iddi duergestallt.

Et muss ee wëssen, datt de Staat deemools eng Garantie gestallt huet, déi 5 % vum Staatsbudget ausgemaach huet. Et war e risikoräiche Projet. Et gouf gefaart, datt d'Satellitten eroffale kéinten an e grousse Schued géifen uriichten. Haut, iwwer e Véierelsjoerhonnert méi spéit, ass den SES-Projet eng vu villen Erfollegsgeschichten, déi och ni dierfe feelen, wann een de Standuert Lëtzebuerg wëllt an d'Vitrinn stellen.

Här President, d'Aktivitéiten am Weltall wäerten an Zukunft och weider Investissementer an Knowhow an d'Land bréngen, wat jo och d'Zil vun enger diversifiéierter Standuertpolitik ass. Et kann een och dovunner ausgoen, datt déi Entreprisë mat hiren Aktivitéiten ouni Problemer an d'Bild vun enger nohalteger Wirtschaftspolitik passen.

De Secteur spatial ass e Laangzäitprojet, däers ass sech och d'Regierung bewosst. Ech hu mer soe gelooss, datt sech bis dato scho méi wéi 20 Entreprisen aus deem Beräich zu Lëtzebuerg niddergelooss hunn. Weider Headquartere wäerten derbäikommen an et geet een dovunner aus, datt ronn 60 Entreprisen à moyen terme op Lëtzebuerg wëlle kommen.

Et ass vun Honnerte Méiglechkeete geschwat ginn, déi sech am Space erginn, dorënner ënner anerem och d'Optanke vu Satellitten am Weltall, de sougenannte „Refueling". Da gëtt et och nach d'Méiglechkeet, fir aus dem Weltall Analysen an Observatiounen ze maachen, déi a ganz ënnerschiddlechen Domäne kënne benotzt ginn.

Zum Schluss wëll ech nach mäi Kolleeg, den André Bauler, zitéieren, deen a senger Ried zum Kadergesetz fir de Space Mining hei an der Chamber sot, an ech zitéieren: „Mir sollen de Courage hunn, fir no de Stären ze gräifen, ma nëmmen, wa mer mat zwee Féiss um Buedem bleiwen!"

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Guy Arendt *(DP)*.- Dëst gesot, wëll ech den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësen zwee Projete ginn an Iech alleguerte Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Guy Arendt villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci un de Rapporter, den honorabelen Här Haagen, fir de schréftlechen an och de mëndleche Rapport. Bei dësem

Gesetz 7270 ratifizéiert Lëtzebuerg d'UNO-Konventioun vum 12. November 1974 iwwert d'Immatrikulatioun vun Objeten, déi an de Weltraum, de sougenannten „Espace extra-atmosphérique", geschéckt ginn.

De Gesetzesprojet 7317 erlaabt eis et, am Kader vun der Konventioun och zu Lëtzebuerg esou eng Immatrikulatioun duerchzeféieren. Bis elo ass dat iwwert den Artikel 20 vum Gesetz vum 27. Juni 1996 (veuillez lire: 27. Juli 1991) gereegelt ginn. Dës Prozedur staamt awer aus enger Zäit, wou et haaptsächlech ëm d'Satellitte vun der SES gaangen ass, déi fir d'Iwwerdroung vun audiovisuelle Signaler an den Orbit bruecht goufen.

Haut ginn d'Satellitten awer och fir d'Navigatioun, d'Iwwerdroe vun Donnéeën zwëschen Entreprisen oder als Accès zum Internet agesat. Doriwwer eraus sti mer och am Ufank vun engem neie Weltraumzäitalter. Eng Rei Entreprisen, awer och Staate brénge sech a Positioun, fir an der Zukunft Ressourcen am Weltall ofzebauen. An och d'Erfuerschung vum Weltall an d'Fuerschung am Weltall ginn ëmmer méi wichteg.

Mat deenen zwee Gesetzesprojete vun haut positionéiert sech Lëtzebuerg an dëser neier Course ëm de Weltraum. Dëst geschitt awer och ënner méi engem grousse Kader vun de Space Ressources, déi och eng aner Initiativ an deem Kontext sinn.

De Rapporter ass a sengem mëndlechen a schréftleche Rapport schonn ausféierlech op déi zwee Gesetzesprojeten agaangen. Dofir wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer méi grondsätzlech Froen opzewerfen. Et schéngt nach wéi Zukunftsmusek, fir kënnen enges Daags Rostoff am Weltall ofzebauen. Mat dësem Gesetzesprojet maache mir e wichtege Schratt um Wee an dës Zukunft.

Als Gréng gi mir mat vill Virwëtz, awer net onkritesch un d'Fro vum Ofbau vun de Ressourcen am Weltall erun. Wann een d'Fro vum Space Mining oder anere Weltraumtechnologië stellt, da stellt een automatesch déi Fro no der Zukunft vun der Mënschheet a vun hei doheem, vun eiser Heemecht. Et gi verschidde Visionären, déi dovunner dreemen, nach zu Liefzäiten dëse Planéit an domadder all seng Problemer hannert sech ze loossen.

Fir eis ass kloer, datt een de Weltraum net géint eise Planéit ausspillen däerf. Mir däerfen eis net där Illusioun higinn, datt den Ofbau vun de Ressourcen am Weltraum erlabe géif, eis Hausaufgaben a puncto nohalteg Entwécklung oder Klimaschutz hei ënnen ze schwänzen. Ëmgedréint gëllt awer och, datt een e grousse Feeler géif maachen, wann een de Bléck net erop riichten a quasi wuertwiertlech no de Stäre géif gräifen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg gutt Ramebedingungen, fir och kënnen no de Stären ze gräifen: de besteeënden Knowhow mat der SES, Sue mat der Finanzplaz, Fuerschung vun der Uni Lëtzebuerg awer och anere Fuerschungsinstituter, Kompetenzen am Weltraumrecht, eng zimmlech gutt entwéckelt Startupkultur, déi am Fong d'Fuerschung kann a Realitéit ëmsetzen, héich spezialiséiert Produktiounssitten a Politiker, déi sech och eppes trauen.

Bei der Erschléissung vum Weltraum a senger Erfuerschung handelt et sech natierlech ëm eng laangfristeg Visioun. Mee als Gréng si mir jo d'Partei, déi technologesche Fortschrëtt priedegt, fir eis Ëmwelt ze retten. Mir sinn d'Partei, déi eise Kanner wëllt eng liewenswäert Welt hannerloossen.

(Brouhaha)

Da si mer eis jo all eens.

Haut schonn un déi nächst Generatiounen denken, net nëmmen déi nächst, mee och déi iwwernächst, déi 100, déi 1.000 duerno. Wann dat keng gréng Visioun ass, déi eng positiv Visioun ass?

Mir dierfen awer och net naiv un dat Theema erugoen. Et ginn hei duerchaus eng Rei vu Konfliktfelder. Et ass jo net esou, wéi wa verschidde konkurréierend Staate sech dann op eemol bei der Fro no der Erschléissung vum Weltall géife verdroen. Fir eis als Gréng ass et wichteg, datt mir all Initiativ stäerken, fir multilateral Léisungen ze fannen. Mir mussen alles maachen, wat an eiser Kraaft steet, fir datt de Weltall net d'Schauplaz vun neie Konflikter gëtt. Dofir ass et och wichteg, haut der ratifizéierter Konventioun vun 1974 bäizetrieden.

Dat gesot, ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deenen zwee Gesetzesprojeten a soen och Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, ech fänken och u mat engem Merci un den Här Haagen, deen e ganz komplette Rapport hei gemaach huet an eis dee Projet wonnerbar presentéiert huet. An och vill vu menge Virriedner, muss ech soen, hu ganz Wichteges zu dëser Debatt bäigedroen.

Dofir, mengen ech, kéint ech mech vläicht wierklech op e puer Froe konzentréieren. Awer fir unzefänke wéilt ech och soen, datt mir als ADR selbstverständlech dës Projete begréissen an och frou sinn, datt Lëtzebuerg eng Pionéierroll am Weltraum gespillt huet, e Secteur, deen eng Zukunft fir sech representéiert an och zur Diversifizéierung vun eiser Ekonomie natierlech a groussem Mooss bäidréit.

Mir haten, wéi mer d'Artemis-Accorden ënnerschriwwen hunn, hei eng Question élargie un den Här Minister Fayot gestallt a mir haten e gefrot: Wéi eng Accorde musse mer nach ënnerschreiwen? Dat hei ass eng Deeläntwert op déi Fro, wéi mer kucken, wéi mer eis an der Weltraumhaftung, wéi dat heescht, besser ofsécheren. Mee et bleiwen nach Accorden ze ënnerschreiwen. Den Här Minister ka vläicht och duerno dorobber agoen.

An déi Haftung ass vill, vill méi komplizéiert, wéi een et am Ufank vläicht kéint mengen, wat de Fong vun der Haftung ugeet. Et ass nämlech esou, datt verschidde Risiken do matenee verbonne sinn. A mir gesinn och do an deem neien Domän vun de Weltraumaktivitéiten eng Entwécklung vun deene Froen, déi rechtlech kënnen ëmstridde sinn.

Mir hu mol fir d'éischt d'Gefäerdungshaftung oder d'Schuedenshaftung, dat ass emol eng Saach, wat kann an engem Kader vu legalen Aktivitéite geschéien. Oder wéi eng Schied kënnen aner Staate vläicht zur Geltung brénge (veuillez lire: verursaachen)? Do hu mer selbstverständlech Ëmweltschied, déi kënnen einfach duerch mechanesch Ursaachen entstoen. Do gëtt et och e Fall tëschent Kanada a Russland, wann ech mech gutt erënneren, ëm Nukleardeeler, déi erofgefall sinn, wou eigentlech dee Versécherungsregimm, dee bis elo existéiert huet, déi Zort vu Schued net ofdeckt.

Mee den Här Arendt hat a senger Interventioun gesot, mir kéinten zum Beispill an de Refueling goen am Weltraum, dat heescht, mir géifen och do Composanten eropschéissen, déi eventuell potenziell Ëmweltschied kéinte verursaachen. An dann ass natierlech d'Fro, wann dat geschitt: Wéi misste mir haften als Staat? Oder wéi kënne mir eis dedouanéiere géintiwwer private Gesellschaften, déi dat eventuell kéinte maachen? Also dat ass de Beräich vun den Ëmweltschied.

Mee et gëtt nach méi komplizéiert. Wa mer elo ëmmer méi an de Beräich vun der Kommunikatioun och fir militäresch Zwecker ginn, vu Biller vun Opklärungssatellitten, kann ee sech och virstellen, datt mat der Zäit Litigen entstinn duerch d'Utilisatioun vun deene Kommunikatiounen oder Opklärungsbiller, déi do geliwwert ginn. Och dat kann iergendengem Staat oder enger anerer Firma zu engem Nodeel eventuell gereechen. An da stellt sech d'Fro: Hu mir als État de lancement vun esou engem Satellitt eventuell eng Matverantwortung fir e kommerziellen oder anere Schued, deen engem kann entstoen duerch e Lëtzebuerger Satellitt oder e Satellitt, deen eng Lëtzebuerger Konzessioun krut?

Dann hu mer dee ganz modernen Domän och vum Weltraumschrott. Och mir hunn elo well an der Tëschenzäit eng ganz Rei vu Satellitten an esou weider am Weltraum, déi Lëtzebuerger Satellitte sinn oder vu Lëtzebuerger Firmen hei an de Weltraum geschoss gi sinn. An d'Fro stellt sech: Wësse mir als Staat, wivill Weltraumschrott vu Lëtzebuerer Originn am Ableck douewen ass? Dat gëtt och e kommerziellen Enjeu.

Mir haten elo eng Schwäizer Startup, déi huet elo e Projet, fir dee Weltraumschrott, deen net vun eleng zréck an d'Atmosphär geet, fir do kënnen ze verglüen, fir deen ze bremsen, datt en dann awer kann an d'Atmosphär kommen, datt en net fir ëmmer op enger orbitaler Trajectoire bleift. An d'Fro ass: Wéi ass et mat eis? Hu mir en Iwwerbléck iwwert dat, wat mir an der Tëschenzäit u Weltraumschrott verursaacht hunn? An hafte mir derfir? Musse mer eis iergendwéini nom Prinzip vum Payeur-pollueur och dorunner bedeelegen, fir dat ze eliminéieren, wat jo och e Risiko ass fir weider Weltraumprojeten, déi eventuell da gemaach ginn? Well all kleng Schrauf, déi dorëmmer flitt, kann e ganz, ganz schwéiere Risiko duerstelle fir aner Weltraumobjeten an natierlech a fortiori och fir Mënschen, déi douewe sinn.

Dann ass de Problem vun de Krittäre vun esou enger Autorisatioun. Mir stellen Autorisatiounen aus, dat ass elo gereegelt. Mir maachen e Regëster, alles dat ass ganz gutt. Mee hu mir eng Virstellung vun deene Krittären?

Ech wëll Iech just e Beispill nennen. Mir hunn hei och Privatfirmen, déi Satellitten, Observatiounssatellitten, eropschéissen. Mir sinn do an engem Beräich, an enger Grozon vu militärescher oder net militärescher Aktivitéit, jee nodeem. Biller, déi och kënnen zu Zwecker benotzt ginn, fir militäresch Opklärung ze maachen, an engem ganz reng private Beräich. Wat sinn eis Krittären do? Wat wëlle mer autoriséieren? Wat wëlle mer net autoriséieren?

Dat selwecht ass mat engem anere Rechtsprinzip, deen hei spillt, „due diligence" heescht deen. „Due diligence", dat verflicht eis eigentlech als Staat, dat ze kontrolléieren, déi technesch Donnéeën, déi mer do kréien. Natierlech hu mer elo e gudde System hei ageféiert, fir ze soen: Déi Firme mussen eis genau soen, wéi se organiséiert sinn, wéi eng Versécherunge se hunn, et muss och e seriöen Dossier presentéiert ginn an esou weider. Mee hu mir net och als Staat eng Aufgab, dat ze kontrolléieren, ze kontrolléieren duerch onofhängeg Instanzen? An déi, déi mer hunn, déi si virdrun och hei genannt ginn, sinn déi iwwerhaapt outilléiert, fir dee Grad u Kontroll kënnen auszeüben, deen awer vläicht misst gemaach ginn, fir déi „due diligence", déi Sorgfaltsflicht, déi mir als Staat hunn, wa mer eng Autorisatioun ausstellen, fir där kënne wierklech glafhaft nozekommen?

An dann hu mer och déi Fro vun eiser eegener Staatshaftung. Maache mir dat iwwert de Staatsbudget? Wëlle mir eis réckversécheren als Staat? Och dat si Froen, déi mer musse kucken. An déi Autorisatioun, déi mir ausstellen, wéi eng Haftung iwwerhuele mir dann als Staat? Et kann een natierlech soen: Mir dedouanéieren eis da vläicht géintiwwer deene private Gesellschaften, deene mir eng Autorisatioun ginn hunn. Mee hu mir net och eng eege Staatshaftung an esou engem Fall, zemools dann, wa mer déi Aufgab vun der „due diligence", vun der seriöser Iwwerpréiwung net vläicht genuch erfëllt hunn?

Wéi ass et, wa mir net nëmmen État de lancement sinn, well dorëm geet et, mee och selwer Entrepreneur? Mir hunn zum Beispill vu LuxGovSat Aktien als Staat oder bei LUXEOSys, dat ass souguer e staatleche Satellitt. Wa mer also net nëmmen État de lancement sinn, mee als Aktionär zum Beispill och um potenziellen ekonomesche Benefiss vun engem Satellitteprojet bedeelegt sinn, wéi ass et dann do mat eiser Haftung? A wéi verséchere mir eis, dat ass alt erëm d'Fro: iwwert de Staatsbudget oder maache mir e System vu Réckversécherung, fir eis Aktivitéiten ofzedecken?

Vill Kolleegen heibannen hunn an hiren Interventiounen d'Regierung encouragéiert, fir weider an de Secteur vum Weltraum ze investéieren. Mir hunn als Lëtzebuerg do wierklech vill gemaach an deene leschte Joren. An dat ass och, mengen ech, souwäit ech gesinn, vun alle Parteien hei aktiv ënnerstëtzt ginn.

Mir haten och als ADR do e puermol Initiative geholl, och an deem Hibléck, fir den akadeemesche Kader hei weider auszebauen, net nëmmen deen ekonomesche Kader, mee och deen akadeemeschen. An op der Uni Lëtzebuerg si jo eng Rei Studiegäng an der leschter Zäit geschaaft ginn. Mee mir sollten och probéieren, an dat vläicht als Suggestioun, Här Minister, fir bei den Efforten, déi scho gemaach gi sinn, wéi och mat der Weltraumuniversitéit, déi jo zu Stroossbuerg ass, wann ech mech net ieren, fir och do eng Kooperatioun opzestellen - et war een Ableck souguer eng Iddi, fir se heihinner ze bréngen -, mee op jidde Fall eng Kooperatioun an deem Beräich opzestellen. Well ganz, ganz sécher, op deem Wee, wou mer elo sinn, ass dat eppes, wou mer vill jonk Leit kënne forméieren a wat wierklech e groussen Deel vun der Zukunft vun der Mënschheet eeben ass. Mir sollten eis däers bewosst sinn an et wierklech seriö upaken an et konsequent ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech muss zouginn, datt am Verlaf vun der leschter hallwer Stonn eppes fir mech awer e bëssen Ongewéinleches geschitt ass. Ech muss nämlech zouginn, datt ech déi Debatt suivéiert hunn an datt ech opgrond vun där Debatt decidéiert hunn, anescht ze votéieren, wéi ech am Ufank geduecht hunn, datt ech géif votéieren.

Ech hunn nämlech dem Rapporter nogelauschtert, ech hunn dem Här Mosar nogelauschtert, dem Här Arendt, der Madamm Ahmedova an dem Här Kartheiser a fir mäin urspréngleche Vott fir deen ee vun deenen zwee Projeten, deen eng Enthalung gewiescht wier, huet sech bei mir d'Iwwerzeegung duerchgesat, datt ee muss dergéint stëmmen. Ech wëll mech erklären.

An ech wëll do ufänken, wou de Rapporter opgehalen huet, nämlech mam Gesetz vum 20. Juli 2017 iwwert de Space Mining, e Gesetz, wou mir als Lénk an der Chamber déi Eenzeg waren, déi dergéint gestëmmt hunn, well mer doranner net nëmmen e Bausteen, mee en zentraalt Element vun der Privatiséierung a Kommerzialiséierung vun den Aktivitéiten ausserhalb vun eiser Atmosphär gesinn hunn, wou et ganz vill Froe gëtt, Froe vun Haftung, Froe vun internationale Konflikter, awer och natierlech Froe vun nohalteger Entwécklung, notamment vun de Konzeptioune vun deene Leit, déi déi Iddie virugedriwwen hunn.

Elo ass et esou, datt mer hei zwee Gesetzer virleien hunn, eng Kéier d'Adhesioun zu enger UN-Konventioun, déi seet, datt een en nationale Regëster soll hunn a wéi deen nationale Regëster technesch soll ausgestatt ginn, wéi eng Donnéeën do sollen dra sinn, eppes, wou een, mengen ech, näischt dergéint kann hunn. An dat anert, dat ass awer dee Régime d'autorisation.

An aleng schonn dat Argument, datt dat hei e weidere Bausteen ass an deene Bestriewunge vu Lëtzebuerg, fir eng Nisch am Outer Space opzemaachen, ass fir eis awer dach méi wéi bedenklech.

Och déi Fro vun der Responsabilitéit, eigentlech d'Kärfro vun deem ganze Projet de loi, dee jo opgrond vun 22 Opposition-formelle vum Staatsrot komplett huet missen ëmgeschriwwe ginn, well déi Fro vun der Responsabilitéit am initiale Projet net gutt genuch gekläert ginn ass, bleift an eisen Aen awer bestoen. An den Här Kartheiser ass effektiv op déi Problematik, mengen ech, och richteg agaangen.

An dann e lescht Element, wou ech geduecht hunn: Dat do ass awer elo wierklech, da muss een do dergéint sinn! Wann een den Tom Hillenbrand liest - deen däitschen Auteur, deen ech och kennen a vun deem ech och e Buch gelies hunn, nämlech „Drohnenland", wat en 2014 publizéiert huet, e Roman iwwert d'total Iwwerwaachung, déi an der Zukunft soll stattfannen -, an deen neiste Roman „Qube" - deen hunn ech zwar bestallt, awer nach net gelies, mee ech héieren awer an de Rezensiounen och just erëm, dat wier beängstegend, dat wier en dystopesche Roman -, wann een dee Roman dann als Beispill hëlt derfir, wat dat awer fir wonnerbar Opportunitéite kéint duerstellen, dann, mengen ech, da sinn ech net nëmmen am falsche Roman, mee och am falsche Film. An duerfir wäert ech dat hei net matstëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut schwätze mer dann alt emol nees iwwer Weltraumpolitik. Mee haut geet et dann net ëm ee Satellitt, mee direkt ëm se alleguerten. Lëtzebuerg huet hei schonn e puer Gesetzer, wéi d'Gesetz vum Space Mining, ëmgesat. An och international hu mer eis zum Beispill duerch d'Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux vun 1983 (veuillez lire: 1972) zu engem gewëssenen Handele verflicht.

Engersäits geet et jo haut ëm d'Aféiere vun engem nationale Regëster - do, wou mer all d'Satellitten an d'Rakéiten, déi vun enger Firma ënner Lëtzebuerger Verantwortung an den Himmel geschoss ginn, sollen androen. Dëse Regëster soll dann och konform zum Artikel 3 vun der Konventioun vun de Vereenten Natiounen, déi mer heimadder ëmsetzen, accessibel fir de Public sinn. Domadder gi mer dann emol gewuer, wéi eng Objeten dobaussen alles esou erëmschwirre mat lëtzebuergeschem Pavillon drop.

Anerersäits geet et awer och drëms, Firmen, déi an dësem Domän aktiv sinn, kontrolléieren ze kënnen a se zur Verantwortung ze zéien. Am Text vum Projet 7317 gëtt een Autorisatiouns- a Kontrollvolet agefouert a séchergestallt, datt keng Firma, déi ënner lëtzebuergeschem Numm am Weltraum täteg ass, géint eis international Verflichtunge verstéisst oder eisen internationale Bezéiunge schuede kann.

Och droen d'Firmen d'Käschten, déi bei enger Iwwerpréiwung am Kader vun dësen Demandë vun de Beamte vum Wirtschaftsministère ufalen. Fir all dës Demanden a Firmen ze iwwerpréiwen, brauch de Ministère dann och méi Beamten, fir d'Aarbechtslaascht ze packen. Hei mussen also weider Leit agestallt ginn.

Här President, e grousse Pluspunkt ass d'Tatsaach, datt Firme vum Lëtzebuerger Staat responsabel si fir eventuell Schied. Wann duerch eng vun hiren Activités spatiales e Schued entsteet oder e Schued herno vun enger anerer Firma muss behuewe ginn, muss hir Assurance duerfir opkommen. Mee op internationaler Bün, an dat dierfe mer net vergiessen, wäert awer ëmmer de lëtzebuergesche Staat responsabel si fir d'Feeler, déi eng Privatentreprise gemaach huet. Duerfir ass et vun enormer Wichtegkeet, datt déi Firme richteg kontrolléiert ginn, ier se eng Autorisatioun kréien, fir hirem Metier nozegoen, an datt hir Aktiounen och no der Autorisatioun nach weider iwwerwaacht ginn.

Den zoustännege Ministère muss hei sécherstellen, datt nëmme seriö Firmen eng Erlabnis vum Staat kréien an datt déi Leit, déi dës Firme leeden, och iwwert dat néidegt Wësse verfügen, fir déi richteg Entscheedung ze treffen. Et muss sech also ëm responsabel Firmen handelen, déi sech der Verantwortung, déi se duerch hir Weltraumoperatiounen hunn, och bewosst sinn.

Domat mengen ech och d'Responsabilitéit, alles, wat se an de Weltraum geschoss hunn, och erëm vun do fortzekréien. D'Jugendparlament hat eis an der Chamber hei am Oktober nach eemol drop opmierksam gemaach, wéi gravéierend de Problem vum Weltraumschrott elo schonn ass.

Am Januar 2019 huet d'US Space Surveillance Network méi wéi 130 net Eenzelstécker, mee 130 Millioune Stécker gezielt, déi ronderëm eis Äerd schwiewen! De gréissten Deel dovunner ass méi kleng wéi een Zentimeter, kann awer bei deene Vitessen, vun deene mer an der Äerdëmlafbunn schwätzen, gravéierende Schued uriichten, wann e kollidéiert. Duerch d'Clean Space Initiative huet d'EU sech verflicht, fir besser drop opzepassen. An dat heescht och, datt Lëtzebuerg seng Firme muss an d'Veranwortung zéien.

Wann d'Staategemeinschaft do net an noer Zukunft handelt, wäert et schwéier ginn, fir iwwerhaapt nach Satellitten an de Weltraum ze schéissen. Wat nämlech de Risiko méi grouss gëtt, datt de Satellitt no nëmmen e puer Deeg schonn erëm duerch e Stéck Weltraumschrott onbrauchbar gemaach gëtt, wat et fir d'Firmen och net manner rentabel ass (veuillez lire: wat et fir Firmen och manner rentabel ass), fir an dësem Domän ze schaffen.

Länner wéi Lëtzebuerg, déi aktiv an dëse Secteur investéiert hunn a weider investéieren, géifen am schwéierste getraff ginn. Dat ass e Risiko, deem mer eis bewosst sollte sinn, well och déi beschten Technologie, déi am Moment schonn a Satellitten agebaut ass, fir Weltraumschrott auswäichen ze kënnen, kënnt iergendwann un hir Grenzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, een Detail vun dësem Projet wéilt ech awer nach uschwätzen. Esou fannen ech, datt d'Iddi vun enger extraer Autorisatioun bei all Satellitt oder anerem Projet, dee soll bei d'Stäre geschoss ginn, net falsch war. Bei esou enger Autorisatioun misst een dann natierlech Dokumenter mat Detailer zum Projet areechen an esou wier dës Autorisatioun dann och nach eemol eppes anescht wéi déi generell Autorisatioun fir d'Firma.

Ech denken, vum Grondsaz hier wier et gutt, wann de Staat iwwert d'Detailer informéiert géif ginn, ier eppes an d'Atmosphär geschoss oder ausserhalb vun der Atmosphär geschoss gëtt. Esou eng Prozedur kéint dann och, eréi vun der Chambre des Salariés virgeschloen, einfach iwwer e Formulaire op zum Beispill Guichet.lu ëmgesat ginn. Dëst Gesetz sollt also wéi all Gesetz an Zukunft ëmmer erëm un d'Realitéit um Terrain ugepasst ginn.

Här President, dëst Gesetz, grad wéi eis Weltraumstrategie, stellt e Risiko fir eist Land duer. Mir Piraten sinn net géint d'Ausbaue vum Weltraumsecteur zu Lëtzebuerg. Wéi ech awer scho viru ronn engem Joer sot, si mer der Meenung, datt et heiansdo néideg ass, e Risiko anzegoen, fir weider no vir ze kommen. Virun allem als klengt Land muss een ëmmer op der Sich no neien innovative Weeër sinn, fir seng Wirtschaft um Lafen ze halen, an oppe sinn derfir, och fir all Fortschrëtt.

Allerdéngs si mer nach ëmmer der Meenung, datt et am beschten ass, net déi Firmen unzelackelen, déi herno d'Satellitten eropschéissen, mee d'Fournisseure vun de Firmen, déi d'Satellitten an de Weltraum schéissen. Bei de Fournisseuren, déi eenzel Stécker oder Technologië liwweren, ass de Risiko, datt se herno Schued uriichten, fir deen d'Land dann herno virun deenen anere Länner muss riichtstoen, nämlech vill méi kleng.

Ech hat schonn deemools e Verglach mam Goldrausch an Amerika gemaach. Wärend dëser Zäit gouf et déi, déi no Gold gesicht hunn, an déi, déi hinne Saache verkaaft hunn, déi se derfir brauchen, Schëppen zum Beispill. Nom Goldrausch waren d'Schëppeverkeefer déi räich Männer. Vun de Goldgriewer waren der herno awer vill méi aarm dru wéi virdrun, einfach well hiren Erfolleg op rengem Gléck baséiert huet.

Wéi ech schonn deemools sot, géife mir eis wënschen, datt Lëtzebuerg seng Souveränitéitsnische géif notzen, fir d'Schëppeverkeefer unzelackelen amplaz d'Goldgriewer. Et muss een net beim Start vir an der éischter Rei stoen, fir mat als Éischten duerch d'Zil ze kommen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Léif Deputéierten, virop e grousse Merci un de Rapporteur Claude Haagen, deen effektiv e ganz komplette Rapport gemaach huet iwwert en dach ganz techneschen, juristesche Projet de loi, wat et mir dann erméiglecht, mech relativ kuerz ze faassen an och haaptsächlech op déi verschidden Observatiounen a Froe vun den Deputéierten anzegoen.

Ech freeë mech och iwwert déi dach relativ breet Zoustëmmung hei zu dësen zwee Gesetzer. Dat hei ass, fir en oft gebrauchtent Bild ze gebrauchen, vläicht e klenge Schrëtt fir dës Chamber an dëse Covidzäiten, wou mer vill iwwer aner Gesetzer schwätzen, mee awer trotzdeem e grousse Schrëtt fir de Spacesecteur an en particulier fir de Secteur vun de Space Resources hei zu Lëtzebuerg.

2020 war e komplizéiert Joer fir d'Ekonomie en général hei am Land, awer och fir de Spacesecteur, dee sech awer trotzdeem gutt entwéckelt huet. Mir hu viru Kuerzem, am November, den ESRIC lancéiert, den European Space Resources Innovation Centre, deen ech zesumme mam Claude Meisch lancéiere konnt. Dat ass e Centre de recherche et d'innovation, deen zesumme mam LIST, mat der ESA gemaach gëtt, dee wierklech hei d'Recherche um europäeschen Niveau am Beräich vun de Space Resources weiderbréngt, awer och en Incubateur opstellt fir Entreprisen, déi an deem Beräich aktiv sinn, an där gëtt et der hei eng ganz Rei.

De Laurent Mosar huet gefrot, wivill et der wären. Et sinn an deem ganze Spacesecteur eng ronn 50 Entreprisen an dovunner sinn der 10 % aktiv am Beräich vun de Space Resources. Et ass also e Secteur, dee sech weiderhin, trotz engem komplizéierte Joer, gutt entwéckelt, mat ganz villen Demanden, déi weiderhin un eis erugereecht gi bei der Luxembourg Space Agency. An dat mécht natierlech Hoffnung, dass dat heiten eppes ass, wat sech och weiderhi wäert ganz dynamesch a gutt entwéckelen.

Déi Gesetzer hei si wichteg, fir eeben effektiv déi friddlech Explorationun an och de kommerziellen Notze vun de Space Resources weiderzebréngen.

Heimadder, mat deenen zwee Gesetzer, wéi gesot, schafe mer e ganz séchere Kader, e gudde juristesche Kader, fir déi Aktivitéite weiderzebréngen, nodeem mer 2017 jo mat eisem Gesetz iwwert d'Ressources, iwwert de Space Mining den éischte Bausteen derzou geluecht hunn.

An ech géif gären direkt am Ufank och agoen op déi Remarken, déi de Marc Baum gemaach huet an och d'Deputéiert Ahmedova, déi sech Suerge maachen iwwert d'Orientatioun vun dësem Wirtschaftssecteur.

Jo, et ass ganz vill am Ufank vun dësem Secteur vun Ofbau, vu Mining - effektiv e ganz extraktiven Usaz - geschwat ginn. An et ass kloer, dass mer e Kader geschaaft hunn, fir effektiv och kënnen déi Ressourcen do sech ze appropriéieren an eeben d'Viraussetzung vun enger kommerzieller Exploitatioun ze schafen. Mee, an d'Deputéiert Ahmedova huet dat gutt beschriwwen, de Space Resources ass am Fong net wierklech méi - oder dat war et vläicht am Ufank, mee et ass et elo net méi - eng Exploitatioun mat der Iddi, fir déi Saachen zréckzebréngen.

Wann ee beim Lancement vum ESRIC derbäi war, wou mer e ganz flotte Film gewisen hunn, deen Der lech och kënnt ukucken um Internet, geet et am Fong an där Initiativ vun de Space Resources vill méi dodrëm, fir Ressourcen, déi am Outer Space vorhande sinn, Regolith, Waasser um Mount, ze benotzen, fir weiderzekommen an der Explorationun vum Weltall, haaptsächlech mat der Iddi, fir bis op de Mars ze kommen. Also geet et hei wierklech drëm, fir de Secteur weiderzebréngen, deen eis och op eisem bloe Planéit ka weiderbréngen.

An ech denken do och ganz staark un d'Ekologie! Et geet hei ëm d'Observatioun, ëm zum Beispill Saache wéi de Precisionfarming, awer och ëm de Klimawandel, wou mer déi Technologien, déi douewen entwéckelt ginn oder déi hei ënnen entwéckelt gi vun deene Betriber, déi sech hei usidelen, mee natierlech mat Applikatiounen, mat Dual-use-Applikatiounen op der Äerd, mee awer och douewen, wou mer wierklech ganz interessant Technologië weiderbrénge kënnen, déi eis, wéi gesot, am Klimaschutz, an der Ekologie am grousse Ganzen, awer och an der Agrikultur an a ganz ville Beräicher zeguttkommen.

Et ass also vill méi komplizéiert an och méi e komplexe Beräich wéi elo reng nëmmen deen extraktiven, privativen Usaz, deen de Marc Baum beschriwwen huet.

Une voix.- Genee.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- An dat mécht fir mech och wierklech d'Attraktivitéit an den Interêt vun deem Secteur aus. Hei geet et gradesou vill ëm Recherche, ëm Progrès, ëm Technologie wéi ëm eng reng opportunistesch Wirtschaftsnisch. An ech mengen, dat ass dat, wat interessant ass um Secteur vun de Space Resources.

Ech wollt dann nach op e puer Saachen agoen, déi de Laurent Mosar gesot huet. Ech si ganz bei lech, wann Der sot, dass mer hei mussen oppassen op d'Responsabilitéit. Et ass effektiv esou, dass mer an dësem Beräich als Land natierlech eng Responsabilitéit hu fir déi Entreprisen, déi an deem Beräich aktiv sinn, an dofir ass et wichteg, dass mer hei eis Aufgabe maachen, dass mer déi „due diligence" maache par rapport zu deene Businesspläng vun deenen Entreprisen, dass mer och eis assuréieren, dass se déi néideg Solidité financière hunn, dass se och déi néideg Assurancen en place hu fir hir Aktivitéit.

An dat, wat de Fernand Kartheiser sot iwwert d'Staatshaftung, jo, dat ass richteg. Mee do hu mer hei justement doduerch, dass mer an dësem Gesetz keng Limitatioun hu vun der Responsabilitéit vun den Operateuren an dass mer kënnen iwwer e Rekurs géint déi Operateuren, vun deene mer och kënnen eng Assurance verlaangen, eis ofsécheren als Staat, mengen ech, déi néideg Garantien, dat kombinéiert natierlech mat där néideger Prüfung vun der Bonitéit vun deenen Entreprisen, vun der Soliditéit vun hirem Businessplang a vun der Solidité financière, wéi mer dat och maachen an anere Beräicher. Ech denken do besonnesch un deen och net ouni Risk behaftete Secteur vun dem Finanzsecteur, mee awer och de Commissariat aux affaires maritimes, dee Schëffer autoriséiert an agreéiert. Alles dat si Secteuren, wou mer iwwer Joerzéngte bewisen hunn, dass mer dat ëmmer mat deem néidege Seriö maachen, mat där néideger, jo, mat där néideger Seriositéit. Dofir ass mer dofir hei net baang, dass mer dat och am Beräich vun de Ressources spatiales richteg hikréien.

Bon, en Zwëschebilan, dorobber sinn ech agaangen. Och fir op dee Punkt anzegoen: Et si schonn eng Rei Betriber. Bon, et huet natierlech keen eng Demande gemaach, well dat Gesetz hei jo nach net gestëmmt ass, mee mir wëssen awer iwwer eis Luxembourg Space Agency, dass hei eng Rei Betriber schonn an de Starting Blocks sinn, fir eng Demande d'agrément ze maachen, soubal dat Gesetz hei a Kraaft getrueden ass.

Dofir nach eng Kéier: Dat heiten ass wierklech e wichtegen Text, deen déi Aktivitéiten do encadréiert. De Rapporteur huet d'Beispill vun ispace gesot, wat jo och weist, wéi, jo, wéi vital dee Secteur ass. Mir hunn domadder eng vun deene véier Entreprisen, déi am Kontext vun den Artemis-Accorden a vum Artemis-Programm elo wierklech zréckbehale gi sinn vun der NASA, fir justement ee vun deene Space Roveren do hierzestellen 2023, eng vun deene Schëppen an deem Beräich, justement ee vun deenen Hiersteller vun engem Instrument, engem Rover, deen dann douewe soll no deem Stëbs siche goen, deen da fir 5.000 Euro un d'NASA soll verkaaft ginn.

Och dat ass eng weeweisend Transaktioun, warscheinlech eng vun deenen éischten Transaktiounen, wou d'Matière, déi dohanne fonnt gëtt, verkaaft gëtt un eng Space Agence. Och dat gëtt en Testbett natierlech fir eist Gesetz vun 2017, ze kucken, ob dat juristesch resilient, resistent ass, fir esou eng Transaktioun ze testen.

Voilà! Dofir am grousse Ganze merci villmools fir dee gudde Rapport, fir dee flotten, interessanten Debat a merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7270. Den Text steet am Document parlementaire 7270[2].

Am Intitulé vum Projet de loi misst de Bindestréch bei „New York" ewechgeholl ginn. Mir géifen dann de Projet de loi mat dëser klenger Ofännerung stëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7270 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7317. Den Text steet am Document parlementaire 7317[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7317 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmme fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi bei 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7695 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7695 iwwert den Office du Ducroire Luxembourg. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert ginn un de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7695 geet et ëm d'Ofännere vum Gesetz vum 4. Dezember 2019 iwwert den Office du Ducroire Luxembourg, och nach ODL ofgekierzt. Dëse Projet schreift sech an d'Lignée vum Gesetzesprojet 7563 an, dee mer jo bekanntlech, Dir erënnert lech, am Juni vun dësem Joer an dësem Haus gestëmmt haten. Ier ech méi op den Detail vum Projet de loi aginn, erlaabt mer, e puer Wuert iwwert den Office du Ducroire selwer ze soen.

Wat ass dat also fir eng Institutioun? Den ODL ass 1961 als Établissement public an d'Liewe geruff ginn. Zanterhier besteet seng Missioun doranner, fir déi wirtschaftlech a finanziell Relatiounen an engem internationale Kontext ze fërderen, haaptsächlech duerch eeben d'Couverture vun de Risiken am Beräich vun den Exportatiounen an den Importatioune souwéi den Investissementer.

Duerch eng Konventioun tëscht dem Office du Ducroire an dem Staat, déi de sougenannte Comité

pour la promotion des exportations luxembourgeoises, kuerz COPEL genannt, gegrënnt huet, ënnerstëtzt den Office du Ducroire zënter 2002 och zousätzlech Lëtzebuerger Exporter iwwert de Wee vun enger Bedeelegung un de Promotiounskäschten, den Exportkäschten oder der Formatioun.

Den Office du Ducroire hëlleft de Betriber also, fir sech iwwert d'Grenzen eraus ze entwéckelen, Handelspartner ze fannen an esou am Ausland Fouss ze faassen. Hei sinn natierlech och vill mëttelstännesch Entreprisen drënner.

An anere Wierder: Hien dréit zu der Stabilitéit an der Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft an domadder vun den Entreprisë bäi.

An Zäite vum Covid ass de Rôle vum Office du Ducroire nach méi wichteg gi wéi virdrun. Duerch déi verschlechtert Situatioun op den internationale Mäert, déi eeben duerch d'Viruskris entstanen ass, ass d'Demande fir verschidde Versécherungen, Assurancë vum Office du Ducroire staark geklommen, zum Beispill fir Assurancë vu Bankkreditter.

Dës Assurancen erméiglechen de Banken, fir hire Risiko géintiwwer lëtzebuergeschen Exportentreprisen, déi net vun hire Clientë bezuelt géife ginn, ze reduzéieren. Grad an dësen Zäiten hu vill Entreprisë Liquiditéitsschwieregkeeten a froen hire Banquier, fir sougenannt Crédit-de-caissen ze kréien. Den ODL verséchert d'Banken an dësem Fall géint den Netremboursement vun esou Kreditter, ouni déi verschidden Aktivitéite respektiv Transaktioune vu Lëtzebuerger Betriber net stattfanne kéinten.

De private Maart fir esou Assurancëkreditter ass an deene leschte Méint reegelrecht kollabéiert. Ouni d'Interventioun vum Office du Ducroire kéinte vill Operatiounen eigentlech net méi stattfannen.

Engersäits ass den Office du Ducroire haut e wichtegen Acteur bei der Reassurance vu kuerzfristegen Assurancëkreditter. An enger Zesummenaarbecht mat privaten Acteure vun der Assurance-crédit gouf ofgemaach, dass dës hir Versécherungen oprechterhalen an dass en contrepartie den Office du Ducroire d'Reassurance vun deene Couverturen iwwerhuele géif.

Anerersäits dierf den Office du Ducroire normalerweis keng Assurancë fir Operatiounen an de sougenannte Pays à risques cessibles ausstellen. Heibäi handelt et sech ëm eng Lëscht, déi vun der Europäescher Kommissioun opgestallt ginn ass an op där prinzipiell OCDE-Länner dropstinn. Vu dass awer vu privater Säit och Aktivitéiten an deene Länner net méi verséchert ginn, huet d'EU-Kommissioun den nationalen ëffentlechen Assureur-créditen d'Erlaabnis ginn, fir hei de Relais vum Privatmaart ze iwwerhuelen.

Eng aner Entwécklung an der sanitärer Kris ass, dass sech den Office du Ducroire och net méi um Privatmarché reassuréiert kritt, soudass hei d'Tresorerie als zäitweilege Réckversécherer vum Office du Ducroire fungéiert.

En anere Produit vum ODL, deen am Moment och relativ vill gefrot ass, sinn déi sougenannt Top-up-Versécherungen. Dës Assurancen erlaben, fir punktuell déi Transaktiounsmontanten ze versécheren, déi iwwert der Grenz vun deem leien, wat e privatrechtlechen Assureur-crédit accordéiert huet.

Ech erspueren lech wierklech déi technesch Detailer derzou, mee aus reglementaresche Grënn hunn déi Assureur-créditen déi verséchert Montante missen drastesch erofsetzen, egal ob de Betrib solvent ass oder net. Dëst stellt vill Lëtzebuerger Firme viru grouss Schwieregkeeten, fir hir kommerziell Echangë mat hiren auslännesche Clientë weiderzeféieren.

Den Office du Ducroire sprëngt dann hei an, fir dëse Vide also opzefëllen, deen duerch d'Erofsetze vum versécherte Montant duerch d'Assureurs-crédit entsteet oder souguer den totale Refus ze versécheren.

Nieft dëse Produkter ginn et nach Weiderversécherungen, déi vum ODL proposéiert ginn, och an Zesummenaarbecht mat der Handelskummer, der Chambre de Commerce.

Nach en Detail zu den Zuelen. Den ODL verséchert am Kader vum Covid-19 elo schonn Transaktiounen an engem Montant vu bal 150 Milliounen Euro an den Ament ginn nach Demandë behandelt, déi dëse Montant op bal 250 Milliounen Euro klamme loosse kéinten. Dat läit iwwert dem maximale Seuil vun 150 Milliounen Euro, dee vum ODL-Gesetz virgesinn ass. De Gesetzesprojet 7563 hat virgeschloen, d'Engagementslimitt, déi den Artikel 38 Paragraf 1 vum Gesetz iwwert den Office du Ducroire fir d'Aktivitéite „pour le compte de l'État" virgesäit, fir d'Joer 2020 opzelackeren. Dir erënnert lech nach, wéi mer dat hei schonn eng Kéier am Plenum traitéiert hunn. Ënnert déi sougenannt „pour le compte de l'État"-Aktivitéite falen déi Operatiounen, déi wéinst der Gravitéit oder der Dauer vun hirem Risiko normalerweis net vum Office du Ducroire gedroe ginn.

Wann de Regierungsrot awer fënnt, dass et nëtzlech, jo, opportun ass, dass déi Operatioune versécher ginn, ginn dës iwwert de Volet „pour le compte de l'État" ofgewéckelt. Fir dës Engagementer ass den Ament en duebele Plaffong virgesinn. D'Engagementer dierfe maximal 20-mol de Fonds propres gläichkommen oder bis zu 20 % vum globale Montant vun den Engagementer, déi den Office du Ducroire am Kader vu sengen Aktivitéite mat Staatsgarantië mécht.

Duerch den Ajout vun engem véierte Paragraf beim Artikel 38 ass de Plaffong fir „pour le compte de l'État"-Aktivitéiten op 50-mol d'Fonds propres fir d'Joer 2020 erhéicht ginn. Den zweete Plaffong ass do an engems fir 2020 ausser Kraaft gesat ginn. A genau hei knäppt de Projet vun haut un a proposéiert déi Moossnam eebe fir dat kommend Joer, d'Joer 2021, ze verlängeren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 1. Dezember bis op e puer legistesch Remarke just eng Ureegung gehat, déi e schonn am Kader vu sengem Avis zum Projet de loi 7695 (veuillez lire: Projet de loi 7563) gemaach hat. De Staatsrot stellt fest, dass d'Fiche financière keng Inzidenz vum Projet de loi op de Staatsbudget virgesäit, obwuel verschidde Garantien eventuell kéinten oder missten ageléist ginn.

D'Chambre de Commerce begréisst an hirem Avis - vum 11. November 2020 wuel gemierkt - de Gesetzesprojet. D'Handelskummer freet sech iwwert d'Verlängere vun dëser Mesure fir d'Joer 2021, déi fir d'Lëtzebuerger Exportentreprisen eng spierbar Ënnerstëtzung an dësem dach schwieregen internationalen Ëmfeld duerstellt. Do dernieft deelt d'Handelskummer d'Bedenke vum Staatsrot, wat de budgetären Impakt vun dësem Gesetzesprojet betrëfft.

Mir kruten awer an dësem Kontext d'Informatioun vum ODL, dass an der 60-järeger Existenz et nach ni zu enger Situatioun komm ass oder wier, bei där de Staatsbudget impaktéiert gewiescht gi wier. Mir beweegen eis hei natierlech am Beräich vun de Versécherungen, wou et ëm d'Gestioun vu Risike geet an een et ni zu 100 % ausschléisse kann. D'Warscheinlechkeet gouf awer vun den Experte vum ODL als éischter minim ageschat.

Dëse Gesetzesprojet ka fir vill Leit e bëssen abstrakt kléngen, mee et ass e wichtege Projet de loi fir eng Rëtsch vu Lëtzebuerger Betriber, déi am Moment wierklech op den ODL ugewise sinn, fir hir Aktivitéite kënne weiderzeféieren. Anescht gesot - ech hunn dat nach gëschter extra hei derbäigefüügt: Hannert dësem Projet verstoppe sech wierklech vill Existenzen, déi et ze schützen, ze protegéiere géllt, fir dass mer net méi Chômage a méi Aarmut kréien.

Ech wéilt bäifügen, wat ech de Mëtten nach nogesicht hunn. Schonn den 9. September 2016 stoung am „Lëtzebuerger Wort", ënnert dem Titel - deemools schonn - „Ein schwieriges Jahr für die Exportwirtschaft", war do ze liesen, ech zitéieren: „‚Die Entschädigungen, die das ODL zahlte, verhinderten ernste finanzielle Probleme bei den betroffenen Unternehmen und haben damit Arbeitsplätze und die Wettbewerbsfähigkeit erhalten', betont Arsène Jacoby."

Dat war fir d'Joer 2015! Haut ass d'Lag nach méi ugespaant. Aus dësem Grond muss de Plaffong weider bei 550 Milliounen Euro bäibehale ginn, fir eis Ekonomie an hir Entreprisen an déi ganz vill Leit, déi do schaffen, fir si all ze schützen.

Dat gesot bleift mer nach just, lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren, an ech ginn natierlech schonn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter André Bauler villmools Merci a ginn deem éischten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Laurent Mosar, d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, deen ufänkt mat engem ganz grousse Merci un den Här Rapporteur a President vun der Finanzkommissioun André Bauler, deen dat net abstrakt, mee esou detailléiert a mat esou vill Iwwerzeegung hei duergeluecht huet, mengen ech, datt jiddwereen elo verstanen huet, wéi wichteg datt den Ducroire ganz besonnesch a Krisenzäiten ass. An duerfir wäerte mer en natierlech stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. E Merci un de Rapporteur André Bauler fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. E war explizitt. De Virriedner huet dat och gesot. An domadder ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech schléisse mech deene Wierder un. Och déi gréng Fraktioun gëtt den Accord a seet dem Rapporteur natierlech villmools Merci fir seng gutt Aarbecht, déi e wéi ëmmer mat Bravour hei virgestallt huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech wëll mech all deene Leit uschléissen, déi den Här Bauler luewen. En huet all eenzelt Luef verdéngt derfir an en huet eis esou iwwerzeegt, datt mir dat selbstverständlech als ADR och matstëmmen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Et stëmmt, den Här Bauler huet wierklech e gudde Rapport gemaach, mee mir wäerten awer dergéint stëmmen, …

(Exclamations)

… wéi mer dat och gemaach haten - kräischt net! - bei der éischte Kéier, wou de Plaffong eropgehuewe ginn ass. An ech ka just eis Kritik reiteréieren an deem Sënn, datt nach ëmmer bei den Aarbechten an den Assurancë vum Office du Ducroire, wat Betriber ugeet, déi am Ausland investéieren, datt do och nach weiderhin d'ONGen ëmmer kritiséiert hunn, datt op gewësse Krittären net opgepasst gëtt, sief et sozial Krittären oder environnemental Krittären.

Et stëmmt, datt mer Entreprisen hunn, déi warscheinlech och a gewëssene Länner investéieren, déi risikoräich sinn, vläicht well hir Aart a Weis, gouvernéiert ze ginn, net grad lupenrein ass a well och hiren Ëmgang mat Mënscherechter net grad lupenrein ass. Béides geet meeschtens jo mateneen Hand an Hand. Dofir si mer net der Meenung, datt een dee Plaffong soll weiderhin eropsetzen.

A mir fannen dat och - wéi soll ech soen? - e bëssen ironesch. Mir stëmmen hei e Projet, dee fir d'ganzt Joer 2021 wäert gëllen. Mir wäerten d'nächst Woch e Projet de loi stëmme vun der Regierung engersäits, deen de Gel des loyers virgesäit, dee just fir sechs Méint wäert gëllen, net fir ee Joer, wéi mer dat als Lénk an eiser Proposition de loi proposéieren.

Do mierkt een ëmmer, datt et awer scho ganz verschidde Sensibilitéite gëtt. Wann ee wëllt iergendwéi den normale Leit ënnert d'Äerm gräifen, dann ass et ëmmer vill méi komplizéiert an da passt ee vill méi op an da seet een: „Hm, elo näischt iwerdreiwen!" Wann et awer drëms geet, eng gewëssen Exportindustrie wëllen ze ënnerstëtzen, ouni gréisser Kontroll, da geet dat ouni Problem op ee Joer.

Dofir fanne mer dat och schonn e bësse méi speziell. Deementspriechend wäerte mer erëm eng Kéier dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert. An dat mécht den Här Mëttelstandsminister Lex Delles a Vertriedung vum Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, en remplacement de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Loosst mech fir unzefänken den Här Gramegna entschëllegen, hie ka leider de Mëtten net hei sinn. Mee awer trotzdeem wëll ech dem Här Rapporteur villmools Merci soe fir dee formidabele Rapport, ech mengen dee schréftlechen natierlech, mee och hei dee mëndlechen, wou och nach eng Kéier déi ganz Erklärunge vum Office du Ducroire gi goufen, wou d'Modifikatioune wäerten an dësem Gesetz sinn.

Et ass an der Linn vun där Decisioun, déi d'Chamber schonn am Juni geholl huet. Et gesäit een och, dass eng ganz grouss Zoustëmmung hei ass. A besonnesch wann een dann nach d'Recherchë vum Rapporteur gesäit vun 2016, déi sech op 2015 bezéien, ënnersträiche mer nach eng Kéier d'Wichtegkeet vum Office du Ducroire, fir eebe grad den Export an d'Reassurance an dësem Fall kënne mat ze ënnerstëtzen.

D'Zoustëmmung vun der Chamber weist jo och, dass et grad eeben an dëser Kris, d'nämmlecht wéi zu aneren Zäiten, wichteg ass, dass mer esou en Office hunn, fir kënnen Hëllefstellung ze ginn, dass mer och d'Réassurance pour le compte de l'État kënne weiderhi maachen. Mir sinn un de Limitten ukomm an dat weist eeben, dass et an dëser Zäit schwéier ass, op de private Marché zréckzegräifen, fir do kënne verschidde Saachen ze maachen.

Dofir d'Ënnerstëtzung vum Parlament, fir den Office du Ducroire och weiderhin ze verstäerken an déi Verlängerung eebe grad an där Linn kënne weiderzeféieren. Merci villmools!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7695. Den Text steet am Document parlementaire 7695[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7695 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 15., 16., 17. an 19. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.58 heures.)

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **7729 - Proposition de loi relative à une politique d'investissement socialement et écologiquement responsable du Fonds de compensation commun au régime général de pension**
   - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
4. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **7733 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. André Bauler)
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt des motions 1 et 2) (interventions de Mme Martine Hansen, M. le Ministre Claude Meisch, Mme Françoise Hetto-Gaasch et Mme Octavie Modert) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen) - Mme Josée Lorsché (intervention de Mme Octavie Modert) - M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 3 et de l'amendement 1) - M. Marc Baum (dépôt de la motion 4) - M. Sven Clement (intervention de M. Gilles Baum)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. Marc Goergen) - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de Mme Martine Hansen, M. Laurent Mosar et M. Claude Wiseler) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. Marc Goergen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Claude Wiseler) - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - Mme la Ministre Paulette Lenert
   - Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Motion 2 : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Baum - M. Marc Goergen - M. Claude Wiseler - M. Michel Wolter - Mme Lydie Polfer - Mme Josée Lorsché - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen
   - Vote sur la motion 4 modifiée (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Meisch et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Gesetzesprojeten an dem Projet de règlement grand-ducal, déi säit der leschter Sitzung deponéiert a gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 15 décembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7732** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 09.12.2020

***7733** - Projet de loi modifiant :*

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 10.12.2020

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

***6479B** - Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988*

Dépôt : M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 14.05.2013

4) Le projet de règlement grand-ducal suivant a été déposé à l'Administration parlementaire :

***7731** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 19 juillet 2004 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 08.12.2020

5) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1729** - Demande de pétition publique : Ofséchere vun onse constitutionnelle Rechter*

Dépôt : Jean-Paul Rischard, le 09.12.2020

***1730** - Demande de pétition publique : Multiplication et déploiement d'équipes de la Police grand-ducale pour effectuer des contrôles de vitesse, d'alcoolémie et supprimer les radars fixes*

Dépôt : Fabien Jauget, le 09.12.2020

***1731** - Demande de pétition publique : Pétition pour augmenter le nombre d'invités pour les 24 et 25 décembre*

Dépôt : Andreia Martins, le 09.12.2020

***1732** - Demande de pétition publique : Couvre-feu exceptionnel prolongé pour les réveillons du 24.12.2020 et du 31.12.2020*

Dépôt : Mike Lourenço Caetano, le 13.12.2020

***1733** - Demande de pétition publique : Pas de pénalisation pour les parents pendant la pandémie*

Dépôt : Ana Sofia Brás De Azevedo, le 14.12.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7729 - Proposition de loi relative à une politique d'investissement socialement et écologiquement responsable du Fonds de compensation commun au régime général de pension

Déclaration de recevabilité

An hirer Reuniouun vum 10. Dezember 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7729 iwwer eng nohalteg Politik vum Pensiounsfong, déi den 3. Dezember vum Här Marc Baum deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7729 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7733 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique

D'Chamber fänkt d'Sëtzungswoch u mam Projet de loi 7733, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, allze gär wär ech haut de Rapporter gewiescht vun engem Gesetz, dat géif soen, dass de Virus kapituléiert huet a mir eis Anticovidmoossname kéinte manner streng maachen. Leider ass dat net esou!

De Krankheetserreeger huet eis och weiderhin am Gréff, mécht vill Leit méi oder manner krank a léisst vill ze vill Leit stierwen, déi ouni hien nach gutt Jore viru sech gehat hätten. Dat lescht Gesetz, dat mer virun dräi Wochen hei gestëmmt hunn, mat deem weider Aktivitéiten zougemaach goufen, nodeems schonn ee Mount virdrun eng Ausgangsspär vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer moies beschloss gi war, huet wéi déi säit längerem gëllend Moossnamen dozou bäigedroen, dass mer eng reegelrecht Explosioun vun den Infektioune verhënnere konnten. D'Zuelen hu sech net méi an engem schnelle Rhythmus verduebelt, mee hu sech op engem ëmmer nach däitlech ze héijen Niveau stabiliséiert. D'Situatioun ass also net schéinzerieden.

Eis Spideeler an eise gesamte Gesondheetssecteur stemmen déi enorm Belaaschtung zwar nach ëmmer, mee op Dauer ass esou eng héich Duebelbelaaschtung net ze packen, och wann d'Dokteren, d'Fleegepersonal an déi, déi mat hinnen zesummeschaffen, alles ginn. Mee dat huet och seng Limitten.

De Risiko, dass de Gesondheetssystem ëmmer méi ënner Drock kënnt an d'Gesondheetsversuergung ëmmer méi ënnert der Situatioun leit, mat der Konsequenz, dass Patiente mat anere Pathologien net méi déi Soine kréien, déi se bräichten, ass reell. Mir mussen d'Zuelen also weider erofkréien. Dofir ass et noutwendeg, d'Mesurë weider ze verlängeren a keng Ausnamen ze maachen. An och wann dat haart ass, musse mer eis bewosst sinn, dass de Virus kee Chrëschtdag oder Neijoerschdag kennt, keng Vakanz a keng Paus mécht an ëmmer dann zouschléit, wa mer him eng Dier oder eng Fënster opmaachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi bei deene viregte Gesetzer ware mer eis eens, dass mer mussen handelen, och wa mer am Detail net iwwerall enger Meenung waren, mee dat ass nun emol esou an der Natur vun de Saachen. An iwwert déi néng Méint waren d'Virwërf, déi eis gemaach gi sinn, eis alleguer, dass mer eng Kéier ze streng, eng Kéier net streng genuch, eng Kéier ze frél, eng Kéier ze spéit legiferéiert hunn, a souguer eng Kéier, dass mer Hickhack géife maachen.

(Interruptions)

Ech héieren, de Message ass verstanen.

Wat bréngt dat neit Gesetz elo? Éischtens, d'Verlängerung vun de Restriktiounen, déi en place sinn. D'Ausgangsspär tëschent eelef Auer owes a sechs Auer moies mat deene bekannten Ausnamen. Doheem a fir Versammlungen am private Kontext bleiwen d'Limitatioune bestoen. D'Gesetz gesäit vir, dass ee maximal zwou Persoune kann doheem empfänken, déi mussen aus deem selwechte Stot kommen. D'Gesetz gesäit dat esou vir mam Zil, dass Leit, déi aleng sinn, net vereinsamen. Mee et bleift weiderhi recommandéiert, all Kontakter, déi ee kann evitéieren, ze evitéieren. Well wat ass méi schlëmm, wéi wann een d'Häerz spille léisst, an herno sinn déi, déi een empfänkt, am Spidol oder nach méi schlëmm?

Verschidde Commercë mussen och weider zoubleiwen: d'Caféen, d'Restauranten, d'Kinoen, d'Fitness- an d'Sportzentren, d'Spill- an d'Entertainmentplazen, d'Foiren an d'Salone grad wéi d'Casinoen. Et geet drëms, fir ongeschützten oder längere Kontakt mat méi Persounen ze verhënneren, wou de Risk, sech unzestiechen, am gréissten ass.

D'Sportsinfrastrukturen ënner fräiem Himmel bleiwen op. De Sport bleift och erlaabt fir Elittesportler, d'Seniornationalekippen, d'Kanner wärend dem Schoulsport a Leit, déi Sport vum Dokter verschriwwe kréien. Sportlech a rekreativ Aktivitéite bis zu véier Leit bleiwen erlaabt. Dës Limitt vu véier Persoune gëllt natierlech net, wann déi Leit aus engem Menage kommen oder zesumme wunnen.

Kulturell Etablissementer wéi Theateren a Concertshale mussen och zoubleiwen. D'Schauspiller an d'Museker kënnen awer weider prouwen.

E wichtegen Detail am Zesummenhang mat der Vente à emporter, déi jo fir Caféen a Restauranten ausdrécklech erlaabt ass, bréngt d'Gesetz elo: D'Gesetz verbitt elo ausdrécklech d'Consommation sur place op Plazen, déi dofir ageriicht goufen, ronderëm oder op den Terrasse vu Caféen oder Restauranten, an den Hotellen, bannent de Centres commerciaux, mee och an de Garen. Dës Prezisioun ass wichteg, fir net och dat ze ënnerlafen, wat reegelrecht Caféen an Restauranten net kënnen. An dofir ass dat eng Aart vu Concurrence déloyale. An, ech mengen, et ass gutt, dass mer déi dote Prezisioune maachen.

D'Geschäfter bleiwen am Prinzip op ënnert deene bekannte Virsiichtsmoossnamen. Dat heescht, mat dem obligatoresche Mask an enger Limitatioun vu maximal engem Client op 10 m² fir Geschäfter vun iwwer 400 m². Dobäi kënnt eng wichteg Neierung fir d'Centres commerciaux mat enger Galerie marchande. Do muss de Bedreiwer ..., an dat ass extreem wichteg, well mer jo gesinn hunn an deene leschten Deeg, déi lescht Weekender, wat et fir e Rush ginn ass. An ech muss soen, bei eis zu Lëtzebuerg wéi am Ausland sinn an enger Covidzäit esou Aktioune wéi de Black Friday ... Jo, dee verdéngt säin Numm, Black Friday, well mer schwaarz gesinn hunn, an zu Recht schwaarz gesinn hunn, well d'Konsequenzen dovu grad wéi op anere Plazen, ech erënneren un deen amerikanesche Feierdag mam Truthahn, deen och nëmmen een Dag gedauert huet, mee wou d'Konsequenzen, déi sech weisen, enorm schlëmm sinn.

M. André Bauler *(DP).*- Thanksgiving.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Dat heescht, do maache mer e wichtege Schrëtt, fir esou Opleef ze verhënneren. A mer ginn deene Centre-commerciallen, déi nach däerfen opbleiwe vis-à-vis vum Ausland eng Chance an eng Verantwortung, fir déi Mënschenopleef ze verhënneren.

Bei deene Geschäftszentre muss de Bedreiwer elo obligatoresch e Protocole sanitaire entwéckelen an der Santésdirektioun ënnerbreeden. Doranner muss e Covid-19-Referent, deen also uspriechbar ass, wann eppes net klappt, genannt ginn, dee responsabel ass fir d'Ëmsetzung vum Protokoll an de Moossnamen, déi doranner virgesi sinn, a Kontaktpersoun ass fir d'Santé a fir déi zoustänneg Autoritéiten.

An deem Protocole sanitaire muss och d'Zuel vun de Cliente festgeluecht sinn, déi am Centre commercial kënne gläichzäiteg empfaange ginn, grad wéi déi sanitär Moossnamen, déi mussen agehale ginn. Dës mussen dann an de verschiddenen Entréeë vum Akafszentrum affichéiert ginn, soudass se gutt ze gesi sinn.

Weider muss e Konzept fir d'Gestion des flux - also wéi den Zoufloss vun de Leit ka gereegelt ginn, ouni dass een iwwert deen anere fält an ouni dass ee sech ze no kënnt - en place gesat ginn an den Entréeën an an de Sortien, mee och bannen am Centre commercial, fir sécher ze sinn, dass iwwerall d'Sécherheets- an d'Schutzmoossnamen agehale ginn.

Dëse Protocole sanitaire ass, wéi gesot, obligatoresch a muss innerhalb vu bestëmmten Delaien un d'Santésdirektioun geschéckt ginn, déi da weider Verbesserungspropose ka maachen. Fir de Fall, wou de Centre commercial oder de Responsabele vum Centre commercial kee Protocole sanitaire géif virleeën oder en awer net géif ëmsetzen, si Strofe virgesinn. A mengen Aen an, mengen ech, och an den Ae vu ville Leit an der Kommissioun sinn déi dote Strofen nach ze bescheiden, fir dass se wierken. Mee bon, mir sinn hei an engem Rame gewiescht, wou mer eis drun erugehaangen hunn un déi normal Strofen. Mee dat muss ee bei enger nächster Geleeënheet nach eng Kéier reconsideréieren.

De Gestionnaire vun engem Centre commercial ass responsabel fir d'Ausschaffen an d'Ëmsetze vun deem Protocole sanitaire an doduerch och dann haftbar, strofbar, wann en dat net mécht.

Mir hunn eis an der Santéskommissioun soe gelooss, dass d'Centres commerciaux de Problem erkannt hunn an net op de Vott vum Gesetz gewaart hunn, fir de Protokoll schonn auszeschaffen, an eenzelner de Protokoll och schonn agereecht hunn, fir e kënnen esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Dobäi muss een awer och betounen, dass Clienten, déi, obschonns se drop higewise goufen, déi Uweisungen a Reegelen net respektéieren, och ganz kloer derfir responsabel sinn. An deem Sënn musse mer vläicht nach eng Kéier rappeléieren, dass d'Butteker an d'Geschäfter zu Lëtzebuerg zwar am Moment opbleiwen, mee dass et am Moment net ubruecht ass, fir Akafen als Fräizäitaktivitéit ze bedreiwen an och nach eventuell méi oder manner laang a geplangt oder ongeplangt Kontakter mat Frënn a Bekannten an den Akafszentren a Butteker ze fleegen.

De Mask ass och weiderhin obligatoresch iwwerall an de Lieux ouverts au public an am ëffentlechen Transport. D'Ausname vun der Maskeflicht bleiwe bestoen, ënner anerem fir Kanner ënner sechs Joer, Persounen, déi eng Behënnerung hunn, oder Persounen, déi ënner enger Pathologie leiden an de Mask net verdroen.

Fir Versammlungen tëschent véier an zéng Persounen ass de Mask obligatoresch, zousätzlech zu enger minimaler Distanz vun zwee Meter mat Ausnam fir déi Leit aus deem selwechte Stot. Bei Rassemblementer tëschent 10 an 100 gëllt d'Reegel vu Mask, zwee Meter Distanz an zougewisene Sëtzplazen. Ausnamen a puncto Sëtzplaze gëlle fir d'Recht ze manifestéieren, um Maart an am ëffentlechen Transport. Um Maart an am ëffentlechen Transport gëllt och eng Ausnam, wat d'Distanz vun zwee Meter ugeet.

De Projet de loi proposéiert awer och nach eng Ännerung um Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Obligatioun, fir ustiechend Krankheeten ze mellen. Dat gëllt fir dat Personal, dat an Zukunft Schnelltester wäert maachen. Et ginn nach eng Rei vu Gesondheetsberuffer respektiv Medezinner zougelooss, fir an der Impfstrategie beim impfen anzesprangen.

Dat Gesetz, iwwert dat mer haut befannen, gëllt bis de 15. Januar ënner Virbehalt, dass, wann d'Situatioun et géif verlaangen, och an der Tëschenzäit weider Upassunge kënne geschéien. De President huet dat ëmmer ënnerstrach, zu Recht. Déi heite Chamber ass jidderzäit operationell, wann et gëllt, fir enger Situatioun Rechnung ze droen. Dat ass also jidderzäit geséchert.

E puer Wuert iwwert d'Prozedur. De Projet de loi gouf den 10. Dezember vun dësem Joer deponéiert an ugepasst. Wichteg ze ënnersträichen, well heiansdo soss eng Gesetzesprozedur vun engem Joer kee Seltenheetswäert huet. Hei ass de Projet innerhalb vun enger knapper Woch vum Projet zum Gesetz ginn, wa mer dat stëmmen.

D'Santéskommissioun huet dee selwechten Dag de Projet analyséiert. An de Staatsrot huet säin Avis - merci dem Staatsrot fir déi enorm schnell Aarbecht - den 11. Dezember ofgi mat enger Rei vu Remarken, déi net weider op de Fong agaange sinn, mee déi awer op wichteg Detailer an den Textformulatiounen higewisen hunn. An d'Kommissioun huet dës Remarke grad wéi eng Rei vu legistesche Verbesserungen zum gréissten Deel berécksiichtegt.

Haaptdiskussiounspunkt an der Kommissioun waren déi méi strikt Reegele bannent de Centres commerciaux an hir praktesch Ëmsetzung, déi jo iwwert de Protocole sanitaire sollen zum Droe kommen. An deem Kader gouf preziséiert, dass dës nei Bestëmmungen net d'Passagë betreffen, déi zwou Stroosse matenee verbannen a wou och Butteker dra sinn. Et dréit sech dobäi net ëm e reegelrechte Centre commercial.

D'Fro gouf opgeworf, firwat bei de Centre-commerciallen net och, falls se d'Oplagen net erfëllen, déi selwecht Strof virgesinn ass wéi bei anere Commerçanten - ech war am Ufank schonn dorop agaangen -, déi esou wäit ginn, dass een d'Autorisatioun kann ewechhuelen. Bon, hei ass et e bësse méi komplex, well een net ëmmer genee weess, wiem een dann déi Autorisatioun soll ewechhuelen, well et fir d'gesamt Centres commerciaux e bësse méi problematesch ass. Mee dat muss een am A halen.

De Rapport vun der Santéskommissioun gouf gëschter mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl. Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass an där Kommissioun ganz konstruktiv zesummegeschafft gëtt an dass och selten eng Fro, déi vun den Deputéierten opgeworf gëtt, onbeäntwert bleift. Dofir, mengen ech, ass dat heiten e gutt Beispill, wéi d'Chamber an d'Regierung zesummeschaffen, och, an ech mengen, dat ass normal, wann et Meenungsverschiddenheeten iwwert d'Ausmooss, den Zäitpunkt an den Detail gëtt. Mee an der Kommissioun ass d'Ausenanersetzung tëschent Majoritéit an Oppositioun respektvoll a konstruktiv.

Zum Schluss nach e puer Bemierkungen, déi mer awer wichteg sinn. Bei der Pandemie, déi säit néng Méint iwwer eis rullt, handelt et sech net ëm eng besser Gripp. Et brauch een nëmmen an d'Intensivstatioune vun de Spideeler eranzekucken, fir dat ze verstoen, oder awer mat Patienten ze schwätzen, déi sech och no Méint nach net vun där Krankheet erholl hunn. Deenen, déi mengen, et géife jo bal nëmmen al Leit un deem Virus stierwen an et wär net kloer, ob si um oder mam Virus gestuerwe sinn, sief gesot, dass vill vun dëse Leit ouni de Virus nach munch schéi Jore viru sech gehat hätten.

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Dat vergësst een heiansdo.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- An amplaz sech ze iwwerleeën, wéi een d'Anticovidgesetzer oder d'Restriktioune fir d'Feierdeeg am beschte kéint ëmgoen oder ënnerlafen, wär et besser, eis ze iwwerleeën, wat mer kënnen als Bäitrag leeschten, fir dee Virus lasszeginn an eis Léifste beschtméiglech ze schützen. Et ass ewell zu engem Sport ginn, dass een deem aneren erzielt: „Dat do, dat gëllt net fir mech! Ech wäert scho maachen, wat ech fir richteg fannen!" Jo. Ech mengen eeben net, dass déi Leit wëssen, wat richteg ass, well se sech an hir Léifsten doduerch gefäerden.

Nëmme wa mer onnéideg Kontakter verhënneren, hu mer eng Chance géint dee Virus. An Dir wësst dat, ech gehéieren zu deenen, déi Leit, déi ech gär hunn, mat Freed ëmäerbelen an e festen Händrock schätzen. Mee haut ass nun emol dat bescht Zeeche fir Sympathie, Respekt a Virsuerg d'Anhale vun den Ofstands- a Kontaktreegelen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Also een, dee seng Leit gär huet, dee soll dat weisen, dass e se net a Gefor setzt, net onnëtz a Gefor setzt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Wat mer dat besser verstinn, wat mer méi schnell erëm zu deene Kontakter zréckfannen, déi eis haut esou feelen.

Mat dem Verantwortungsgefill, gekoppelt mat dem Vaccin, dee virun der Dier steet, kënne mer et packen. An deem Sënn: Kommt, mir paken et zesummen un, da packe mer et! Ech soen lech alleguer Merci. A bleift gesond, Dir an Är Familljen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Rapporter Mars Di Bartolomeo. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Loosst mech och ufänken, andeem ech eisem Kommissiounspresident villmools Merci soe fir de Rapport, fir déi Aarbecht, fir déi Gedold, fir déi Ausdauer, fir alles, wat ee brauch, wann een awer kontrovers Diskussiounen an enger Kommissioun muss féieren. An haaptsächlech wann ee se fir d'siwent muss féieren. Well ech mengen, et ass fir d'siwent, wou mer esou e Projet maachen. Dofir him villmools, villmools merci.

Mir sinn an engem Moment vun der Lëtzebuerger Politik ukomm, deen a mengen Aen aussergewéinlech an, ech wëll och soen, ganz sensibel zur gläicher Zäit ass. Sensibel, well, dat spiert een dobaussen, vill Leit midd sinn, vill Leit opbruecht sinn, eng Stëmmung och vun Onverständnis opkënnt, an dat net onbedéngt, well d'Pandemie hei zu Lëtzebuerg ass - ech mengen, dat verstinn d'Leit, wa se kucken, wat op der ganzer Welt lass ass -, mee ganz oft, an ech soen dat kloer hei, well d'Leit net richteg verstinn, wat d'Regierung mécht, an d'Leit net richteg verstinn, wat d'Regierung wëllt.

Mir kréie säit Méint a stonnelaange Liveiwwerdroungen op Pressekonferenzen erzielt, datt d'Situatioun méi berouegend wéi an eisen Nopeschlänner wier, datt mer zwar keng ideal Situatioun hätten, mee datt et stabiliséiert, zwar op engem héijen Niveau, mee stabiliséiert wier, an dat wier jo positiv.

Leschte Freideg hunn ech eng Pressekonferenz nogelauschtert, wou gesot ginn ass: „Et ass positiv, well d'lescht Woch hate mer manner Doudeger wéi déi Woch virdrun. Et ass positiv, well mer manner stationär Patiente wéi déi Woch virdrun haten." Ech soen lech, a mengen Aen ass d'Realitéit net déi, déi esou beschriwwe gëtt.

D'Realitéit ass déi, datt mer europawäit, wann net weltwäit, mat Spëtzereider bei den Neiinfektiounen an Doudesfäll sinn, an dat zumindest bei den entwéckelte Länner. D'Situatioun ass déi, datt mer d'lescht Woch méi Intensivbetter beluecht hate wéi de 17. Oktober, den 28. Oktober, de 25. November. Dat sinn d'Datume vun deene leschte Gesetzestexter. D'Realitéit ass déi, datt mer zënter deene gréissere Moossname vum 25. November d'Neiinfektiounen op deem selwechten Niveau haten d'lescht Woch, wéi dat virdrun de Fall war. D'Realitéit ass déi, datt verschidde Spideeler hir Aktivitéite via Communiqué hu mussen ofsoen, wat emol kaum kommentéiert ginn ass an der politescher Welt. An d'Realitéit ass och déi, datt déi Covid-19-Taskforce an aller Däitlechkeet virun zwee Deeg sot, an ech zitéieren hei den Text: „Surprisingly, the last implemented measures seem to not have a strong effect so far and do not lead to further relaxation of the epidemic dynamics." Dat ass kloer an däitlech. Och d'Covid-19-Taskforce gëtt der Regierung hei eng schlecht Zensur a seet kloer an däitlech, datt déi Moossnamen, déi geholl gi sinn, net dat bruecht hunn, wat erwaart ginn ass oder wat d'Zilsetzung war.

Mir si weltwäit bei deene Schlechtste vun den entwéckelte Länner. A mir si weltwäit eent vun deenen, déi am mannste maachen. An d'Leit wëssen dat, well se kucke jo d'Tëlee, wat ronderëm lass ass. A vill Leit hunn es vun deenen aschléifernden an - wéi soll ech dat soen - schéiriedenden Aussoe vun der Regierung momentan einfach genuch. An et ass genau dat, wat amgaangen ass, zu engem grousse Problem ze ginn: d'Kredibilitéit vun dëser Regierung, d'Autoritéit vun der Regierung. An eng Regierung ouni Autoritéit an ouni Kredibilitéit a Krisenzäiten ass en enorme Problem a mengen Aen.

Ech ginn lech och gär e puer Zuelen, déi kloer an däitlech sinn. Net, datt hei gesot gëtt: „Dir erfannt dat alles!" E puer Zuelen op den 13. Dezember, dat heescht, ech hunn déi gëschter nach eng Kéier duerchkucke gelooss, d'Moyenne vu siwen Deeg op eng Millioun Awunner héichgerechent. Ech gi se och relativ prezis, geholl op „Our World in Data", genau déi selwecht Source wéi déi, déi d'Regierung benotzt huet, wéi se der Conférence des Présidents gewisen huet, firwat se Moossname géif huelen.

Bei de Verstuerwenen op eng Millioun Awunner pro Dag op eng Siwen-Deeg-Moyenne läit Lëtzebuerg wäit vir. Lëtzebuerg läit bei 10,73. Belsch bei 7,78. D'USA bei 7,26. D'USA bei 7,26! Frankräich bei 6. Däitschland bei 5. An Irland bei 0,72. Ausser verschidde Staaten an den USA hunn alleguer déi aner weesentlech méi drastesch Moossname geholl, wéi mir dat gemaach hunn.

Déi deeglech Neiinfektiounen, och op eng Millioun Leit gezielt a mat enger Siwen-Deeg-Moyenne, leien zu Lëtzebuerg bei 823. An den USA bei 635. An Däitschland bei 248. Mir leie bei 823! An der Belsch bei 191. A Frankräich bei 178. Mir bei iwwer 800! Just fir lech ze soen, wou mer dru sinn. A wann ee kuckt, wat fir eng Moossnamen eis Noperen a Frankräich zum Beispill elo erëm geholl hunn, andeem se de System relaxéiert hunn, mee elo nach weesentlech méi streng sinn, wéi mir dat sinn, da verstinn d'Leit dobaussen d'Situatioun net.

Wësst Der, ech hunn am Fong iwwerhaapt keng Loscht, iwwer Statistiken an Zuelen hei ze schwätzen. Well bei deene Leit, déi krank sinn, an de Mars Di Bartolomeo huet dat richteg gesot, do si Leit, déi engem ganz nostinn a vun deenen ee weess, wat se an deene leschten Deeg a Woche matgemaach hunn. A well ech bei deene 410 Doudeger, déi mer momentan kennen, och eng Rei Gesiichter virun Aen hunn, déi ech kannt hunn an déi net méi do sinn, dofir, wann ech bis d'Emotiounen dovunner am Gréff hunn an et fäerdegbréngen, iwwer Statistiken ze schwätzen, da muss ech awer soen: Mir hunn déi schlechtsten Zuelen a mir hunn am mannste gemaach a mir reagéieren net. An dat mécht mech rosen!

Elo kann een diskutéieren, ob de Large-Scale-Testing déi Statistiken dann elo esou oder anescht liicht verschiibt, ob d'Aart a Weis, wéi d'Statistiken hei an do gemaach ginn … Mir wëssen alleguer heibannen, egal wéi een et dréit, datt der Regierung hire Bilan e schlechte Bilan ass. An déi Zuelen, déi ech hei virbréngen, si weltwäit fiabel Zuelen. Se komme vun der Johns Hopkins University, déi weltwäit als Referenz consideréiert gëtt. An deen anere Problem dovunner ass, datt se och weltwäit bekannt sinn, inklusiv an eisen Nopeschlänner. A meng zweet grouss Suerg, dat ass déi, wat fir e Bild mer momentan am Ausland ofginn. A liest emol, wat an der Press iwwer Lëtzebuerg amgaangen ass, momentan gesot ze ginn. Do kriss de d'Fro gestallt, wann ee mat auslännesche Politiker oder auslännesche Kolleege schwätzt: „Wat ass da bei lech lass?" D'Leit verstinn net, datt mer et esou wäit konnte komme loossen. Si verstinn net, datt d'Lëtzebuerger Regierung net oder net genuch reagéiert. Se verstinn net, datt och nach Incitatioune kommen, fir op Lëtzebuerg akafen ze goen, fir verkafsoppe Sonndeger ze maachen, fir den Tourismus ze incitéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat Bild, wat mer am Ausland momentan ofginn, ass keent vu Seriositéit. Et ass keent vu Solidaritéit. An ech muss soen, och am Ausland huet d'Regierung momentan e Kredibilitéitsproblem, an och eist Land huet domat e reelle Problem, an net nëmmen am Dossier vum Covid, mee dat Bild spigelt sech jo an aneren Dossieren nidder. Liest emol, wat an der auslännescher Press momentan iwwer Lëtzebuerg gesot gëtt. D'immediat Resultat ass, datt mer selbstverständlech op alle roude Lëschte stinn, fir datt Lëtzebuerger, déi mussen an d'Ausland goen, a Quarantän kommen. An de Risiko ass deen, datt eis och fréier oder spéider nach eng Kéier d'Grenzen zougemaach ginn. Mir ginn am Ausland net méi ganz seriö geholl. An dat ass nach léif ausgedréckt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Leit gleewen och net méi, wat Der ëmmer sot, dat huet mat Iech selwer an Ärer Kommunikatiounspolitik ze dinn. Ech ginn Iech e puer Beispiller. Am Pressebriefing vum 17. Oktober sot de Premierminister, d'Zuele géifen eropgoen, dat wär erwaart ginn an et wär och virauszegesi gewiescht.

Et war och virauszegesinn! Dir hutt et virausgesinn - mee da sot mer, wann Der et virausgesinn hutt, firwat hutt Der et dann net anticipéiert? Firwat hutt Der dann, wann Der et virausgesinn hutt, net déi roueg Méint benotzt, fir Iech ze organiséieren, fir dogéint unzekommen?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hunn den Här Benoy de Moien um Radio héieren iwwer Hickhack-Politik schwätzen, an en huet am Fong genau dat ausgedréckt, wat ech och mengen. Dir hutt déi roueg Méint net benotzt, fir eng uerdentlech Strategie hinzekréien. Dir wousst - an Dir sot et selwer -, datt eng zweet Well géif kommen, an Dir hutt se net virbereet. Mir hunn Iech gefrot, a virun der Vakanz schonn, Dir sollt e Stufeplang maachen, wou Der lues a lues opzielt, a wat fir engen Etappe wat fir eng Moossname géife kommen. Deen ass net gemaach ginn! Mir hunn Iech am Abrëll scho gefrot, Dir sollt d'Virbereedunge fir e Covidspidol maachen - oder, wann Der dat léiwer hutt, en Netcovidspidol, dat heescht, wou keng Covidkranker dra sinn, fir eis aner medezinnesch Organisatiounen esou ze maachen, datt d'Leit, déi krank sinn a kee Covid hunn, och nach kënnen normal gefleegt ginn. Mir hunn Iech gefrot, à multiples reprises, eng Tracingapp ze maachen. Dat ass alles ofgeleent ginn! Mir hunn Iech gefrot, eng Gesamtstrategie zum Schutz vun den eeleren a vulnerabele Leit ze maachen, déi am Oktober net do war, wou mer se gebraucht hätten. Mir hunn Iech schonn am September gefrot, eng Maskeflicht anzeféieren, och dobaussen am ëffentleche Raum, wou vill Leit zesumme sinn. Och dat ass sengerzäit a multipele Motiounen, Aussoen einfach ofgeleent ginn! A wéi Der et gemaach hutt, ass et vill ze vill spéit komm! Mir hunn Iech heibannen, a Pressekonferenzen an a Motiounen eng ganz Rei Moossnamen an der Éducation nationale gefrot, se sinn alleguer heibannen ofgeleent ginn! Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck.

Am Fong wësst Der, dat wat mer am Fong wëllen, dat ass, datt keng Decisiounen einfach esou aus der Hëft geholl ginn. Mir wëllen, wéi den Här Benoy et seet, keen Hickhack an där Politik. Mir hätte gären e Stufeplang gehat virun der Vakanz respektiv no der Vakanz. Mir hätten elo gär eng laangfristeg Strategie, datt mer wëssen, wou mer an deenen nächste Méint higinn. Mir hätte gär eng laangfristeg Strategie, wou och ageplangt gëtt, wann dann am Januar e Vaccin kënnt, wéi mer domadder ëmginn. Dir hutt eng op den Dësch geluecht, wou Der eis erkläert hutt, wéi Der wëllt den Deploiement vum Vaccin maachen. Dat, wat mir gär hätten, dat ass eng Strategie, déi eis iwwert de rengen Deploiement vum Vaccin eraus seet, wéi mer da mat den Impfungen eens ginn, wa se au fur et à mesure kommen, wat déi nächst Schrëtt sinn, wéi mer d'Ekonomie erëm lues a lues un d'Lafe kréien, wéi mer an der Schoul, wann de Vaccin da kënnt, eens ginn, an déi verschidden Etappe bis Juni. Mir wëssen, datt mer de Covid nach laang Méint wäerte mat eis schleefen. Mir wëllen also wëssen, wéi déi verschidden Etappen an der Schoul sinn. Mir wëllen och wëssen, wéi Der wëllt an deenen nächsten Etappe mat dem Privatliewe vun de Leit ëmgoen. Ech mengen, datt een do muss flexibel sinn, schéngt mer evident ze sinn. Datt ee muss monitoren, wéi Der sot, schéngt mer evident ze sinn. Datt een awer an engem Plang déi grouss Etappen elo scho virausgesäit, an datt ee sech e Plang gëtt, wéi ee wëllt wouhinner hikommen, mat wat fir enge Moyenen, dat schéngt mer awer eng absolutt minimal Evidenz vun der Lëtzebuerger Politik ze sinn, déi ee muss kënne stellen. An ech hu mat Freed den Här Benoy héieren, datt deen dat de Moien och um Radio gefrot huet. An ech erwaarde mat Spannung seng Ausféierungen de Mëtten, wou en eis dat dann nach eng Kéier wäert soen. Op jidde Fall leeën ech hei emol eng Motioun vir, wou mir als CSV eng laangfristeg Strategie bis de Juli froen, wéi Der elo an deene verschiddenen Etappe wëllt an deenen nächste Méint verfueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le va-et-vient de la politique actuelle en matière de Covid-19 n'est pas tenable à moyen et à long terme ;

- considérant que les citoyens ont besoin de perspectives de sortie de crise comportant des phases précises et des critères fiables ;

- rappelant que la pandémie va encore - malgré l'espérance après l'annonce de vaccins contre le Covid-19 - dominer le vivre-ensemble en société et par conséquent aussi la politique pour de longs mois ;

- considérant que notre système de santé avant tout a besoin d'une prévisibilité à long terme ;

- considérant que les citoyens ont droit, notamment en temps de crise, à des réponses politiques claires et cohérentes, justes et efficaces,

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais une stratégie politique globale couvrant les volets sanitaire, social, économique et politique de la pandémie Covid-19 à moyen et à long terme.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Georges Mischo, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President.

Ech kommen zréck op déi selwecht Pressekonferenz, déi den Här Premier am Oktober gemaach huet, wou en da sot, d'Situatioun zu Lëtzebuerg wär méi berouegend, wéi dat an den Nopeschlänner de Fall wär. Haut - dat war am Oktober - géif et keng Ursaach, fir hei zu Lëtzebuerg legal Mesuren ze huelen.

Déizäit hu mer eis gebretzt, well mer besser ware wéi d'Ausland. Haut si mer méi schlecht, haut soe mer kee Wuert driwwer. D'Nopeschlänner hunn dee Moment reagéiert, hir Infektiounszuelen, hir Stierweszuele sinn erofgaangen. Lëtzebuerg huet net uerdentlech reagéiert - oder vill ze spéit a vill ze wéineg - an huet haut weltwäit mat déi schlechsten Zuelen.

Ee Mount méi spéit, am Pressebriefing vum 17. November, sot de Premier: „Mir sinn elo an enger stabiller Situatioun - eng stabill Situatioun, déi awer héich ass." An där Woch hate mer effektiv an der Moyenne 573 Neiinfektiounen den Dag a 5,57 Décèsen den Dag. Hie sot, déi Situatioun wär keng ideal Situatioun. Den Ermiddungsfacteur an de Spideeler wär do. An e sot dann, elo misste mer reagéieren, éier d'Kand am Pëtz léich, well et hätt kee Wäert ze reagéieren, wann d'Kand bis am Pëtz wär. Deemools huet en eng Situatioun beschriwwen, déi net ideal ass: en Ermiddungsfacteur. An elo, froen ech. Säithier ass dat riicht weidergaangen, a meng Fro ass: Dir hutt déizäit no enger Reaktioun gefrot, wéini kënnt dann déi Reaktioun, déi Der sengerzäit ugekënnegt hutt? Si ass momentan nach ëmmer net do! Déi aner Länner hu längst reagéiert, mir net!

Sechs Deeg méi spéit, den 23. November, dat heescht virum Vott vum leschten Text, hat de Premier gesot: „Mir hunn eng Situatioun, déi stabill ass, mee hei geet et eis drëm, fir eis Loft ze ginn, Mesuren, déi eis erlaben ze anticipéieren. Mir kënnen eis net erlaben, datt à long terme keng normal Soinen an normal Operatiounen méi kënne prodiguéiert ginn."

Haut hu mer nach ëmmer kee Sputt, mee eng Verschlechterung vun der Hospitalisatiounssituatioun! D'Spideeler fueren hir Aktivitéite gréisstendeels, a verschiddener massiv, erof a loossen dat iwwer Communiqué wëssen. An da sot de Premier weider, datt d'Interaction sociale am Fong op e Minimum misst reduzéiert ginn, wärend dräi Wochen - dat war am November -, „fir dass mer duerno nees méi Fräiheet kënne fannen". Dräi Wochen duerno seet d'Covid-Taskforce, datt déi Zuelen, déi mer kennen, genau déi selwecht waren, wéi déi, déi de Premier dräi Woche virdrun ugekënnegt hat - also an anere Wierder: Datt déi Moossnamen, déi ugekënnegt an ëmgesat goufen, sengerzäit strictement näischt bruecht hunn, an op jidde Fall net dat bruecht hunn, wat de Premier am November versprach hat, dat heescht, d'Fräiheet erëmzefannen.

Hei si Verspriechungen ouni iergendwelch Grondlage gemaach ginn, ouni wëssenschaftlechen Hannergrond, einfach esou, ouni déi noutwendeg Moossnamen am Detail duerchzekucken. An ech soe kloer an däitlech: Esou verspillt d'Regierung d'Vertrauen a si an an hir Politik! An ech ginn Iech am Detail aacht Beispiller, un deenen ech dat, wat ech soen, hei wëll festmaachen.

Dat éischt Beispill ass dat vun de Grande-surfacen: Säit zwee Gesetzer - dat ass jo déi Zäitmoossung, déi mer momentan hunn -, froe mer als CSV, an dat heescht säit Oktober froe mer als CSV, datt an de Grande-surfacen d'Galerië solle materageholl ginn - dat kënnt Der an all Procès verbal, respektiv a jiddwer vu menge Rieden, déi ech heibanne gehalen hunn, noliesen -, well deen Text, dee mer virdru kannt hunn, kee Sënn mécht, well sech dat, wat an de Grande-surfacë geschitt, am Fong natierlech an de Galerië ofspillt, dee soziale Mix sech an de Galerien ofspillt, a well och näischt am Text steet fir déi kleng Geschäfter ënner 400 m^2.

Déizäit, wéi mer déi Froe gestallt hunn, ass emol keng Äntwert komm! Et war einfach eng Fin de nonrecevoir! Mir hate gefrot, et sollt ee sech iwwerleeën, ob een dann nach e Black Friday oder e verkafsoppene Sonndeg géif maachen, ob mer eis dat nach kéinten erlaben. Och do ass keng Äntwert komm!

Virun dräi Wochen hate mer gesot, datt d'Polizei eis an eise Kommissiounssëtzunge gesot hätt, datt déi Kontrollen, déi se an de Grande-surfacë géife maachen, am Fong net géife stattfannen, well se nach ni vun enger Grande surface invitéiert gi wären, fir eng Kontroll ze maachen, an datt mir dat anormal géife fannen an der Situatioun. Och do ass keng Reaktioun komm!

An dunn ass de Black Friday komm. De Mars Di Bartolomeo huet et richteg geschriwwen, esou schlëmm wéi dat war, an déi Fotoen, déi mer do gesinn hunn, déi waren effektiv richteg schockéierend!

Mee mech huet awer och schockéiert, wéi ech dunn de Lex Delles deen Dag duerno um 8.10 Auer op dem Radio héieren hunn, fir ze soen, datt hien elo als Reaktioun dorobber géif d'Shoppingzenteren uruffen, fir deenen emol ze soen, datt se de Leit solle soen, se solle sech besser verdeelen.

An dann hannendru soen, an ech zitéieren en hei wuertwiertlech, well ech hu mer dat dräimol ugelauschtert, de Consommateur wär elo gefuerdert a misst Responsabilitéit iwwerhuelen an iwwerleeën, wéini en zum Beispill an e Buttek geet.

An ech muss Iech soen, et geet mir am Fong definitiv duer mat där Verantwortungsschiebung, déi hei op d'Leit gemaach gëtt! Et ass dem Här Delles an der Regierung hir Responsabilitéit, an et ass do, wou muss reagéiert ginn! An Dir kënnt net de Leit soen: „Dir sidd déi, déi et falsch maacht!" Dir musst déi Moossnamen huelen, déi hei noutwendeg sinn, esou wéi dat an anere Länner gemaach gëtt.

An ech soen Iech och éierlech an, et ass a mengen Aen am Fong lächerlech, wann déi Moossnamen elo kommen - elo, nodeems quasiment all déi verkafsoppe Sonndeger eriwwer sinn, bis deen een oder deen aneren, elo, wou de Black Friday hanner eis ass, elo, wou alles dat geschitt ass, wat geschitt ass, reagéiere mir dann, wa quasiment 90 % vun deene Saachen eriwwer sinn … Dat hu mer als CSV säit sechs Woche gefuerdert! Dat hätt och scho laang missen do sinn!

An ech muss soen, mir hunn elo nach ëmmer eng Situatioun, wou mer déi verkafsoppe Sonndeger oploossen, an ech deposéieren do och eng Motioun, wou mer kloer an däitlech dat zum Ausdrock brénge, wat mer scho méi oft gesot hunn: Datt mer mengen, datt zumindest elo domadder misst Schluss sinn.

Une voix.- Très bien!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le nombre d'infections au Covid-19 au Luxembourg s'est stabilisé à un niveau inquiétant et ce depuis plusieurs semaines ;

- constatant que les restrictions introduites par les lois du 29 octobre et du 25 novembre 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 n'ont pas réussi à faire baisser le nombre d'infections de manière substantielle ;

- estimant que notre système de santé en général et nos unités de soins intensifs en particulier sont sur le point d'atteindre leurs limites ;

- constatant que le taux de mortalité Covid-19 est préoccupant depuis des semaines avec 173 décès liés au Covid-19 en novembre ;

- constatant que les afflux de clients dans les zones piétonnes et dans les galeries marchandes rendent difficile le respect des règles nécessaires de distanciation physique ;

- constatant que le Premier Ministre a déclaré en date du 9 décembre 2020 que « faire ses courses n'est pas un loisir en cette période d'épidémie »,

invite le Gouvernement

- à annuler les ouvertures dominicales des commerces pour l'ensemble du Luxembourg au moins jusqu'au 30 janvier 2021.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Laurent Mosar, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da soen ech Iech zu deem Punkt … Ech hunn deen Text gutt gelies, dee mer haut stëmmen iwwert d'Grande-surfacen, an ech muss Iech soen, ech weess nach ëmmer net, wéi dat da soll am Detail applizéiert ginn, wéi vill Leit dann elo kënnen an eng Grande surface kommen, wéi vill Leit dann elo kënnen an déi eenzel Geschäfter kommen. Déi eenzeg Zuelen, déi do drastinn, dat sinn déi vun deene Geschäfter iwwer 400 m^2, mee wat dann elo prezis an de Galerië geschitt - ausser datt e Plang muss ofgi ginn -, dat weess ech nach ëmmer net! An ech weess och nach net mat Klorheet, wéi dann déi Indicatiounen, déi elo prezis am Geschäft sinn - fir déi eenzel Geschäfter an de Grande-surfacen -, wéi déi dann am Zesummespill mat deem Plan sanitaire, dee jiddwer eenzelne muss eraginn, wäert spillen. Fir mech ass dat nach ëmmer net kloer!

An dat, wat och nach ëmmer net kloer ass - an dat ass mäin zweete Punkt -, dat ass, wéi mat deene klenge Commercen ëmgaange gëtt. Momentan geschitt näischt an de Foussgängerzonen. Bis elo si keng Moossname fir déi kleng Commercë geholl ginn. Mir hunn dat säit dräi Gesetzer, dat heescht säit September, gefrot! Mir hunn d'leschte Kéier eng Motioun agereecht, déi Motioun ass hei ofgeleent ginn. Et war null Reaktioun drop! An ech froe mech, wou ass dann d'Kohärenz, wann Der an deenen enge Geschäfter eng Limitatioun un den Zuelen hutt, an Der an deenen anere guer näischt sot.

D'leschte Kéier wéi mer d'Fro gestallt hunn, wat dann den Ënnerscheed wär, krute mer d'Äntwert, datt den Ënnerscheed wär, datt déi kleng Geschäfter, déi an enger Galerie wären, méi Problemer géife stellen, wéi déi kleng Geschäfter, déi an enger Foussgängerzon wären, well déi eng dobaussen an déi aner dobanne wären. Dat war awer net d'Fro, déi mer gestallt haten! Mir hate gefrot: „Wou ass den Ënnerscheed, wann d'Leit am Geschäft sinn, egal, ob et dobaussen oder dobannen ass? Wou ass den Ënnerscheed am Geschäft? A wat sinn d'Reegelen, déi an de Geschäfter mussen agehale ginn?" Dat ass fir eis net novollzéibar! Mir hätten déi Restriktioune gär kloer an däitlech an d'Gesetz selwer drageschriwwen! Dat froe mer Iech säit dräi Gesetzer! Do ass nach net drop reagéiert ginn!

Dat selwecht bréngt mech, dat ass mäin drëtte Punkt, zur Maskeflicht, an zwar d'Maskeflicht dobaussen, eng Fro, déi mer säit September gestallt hunn, wou och spéit drop reagéiert ginn ass. Dat ass dann am Oktober agefouert ginn. Et ass agefouert ginn an enger Form, déi an eisen Aen net effikass ass, well et gëtt gesot, et ass agefouert an deenen Zonen, wou méi Leit sinn a wou se net kënnen zwee Meter Distanz halen. D'Polizei huet eis awer ganz genau erklärt, datt déi Reegel net an der Realitéit applikabel wär, well si net kéint mat engem Meter duerch d'Groussgaass lafen, fir ze moossen, ob d'Leit dann elo zwee Meter ausernee wären oder net, a wa se da Leit hätt, déi net zwee Meter ausernee wären, da wéisst se net, ob et deem enge seng Schold wär oder deem anere seng Schold. Et wär tout simplement net applikabel.

Déi Demande, déi mer gemaach hunn, ass ofgeschmettert ginn an de Motiounen, ass ofgeschmettert ginn an deem, wat mer à multiples reprises gesot hunn, mat der Ausso: Den Ënnerscheed dobannen an dobaussen, dat wär dach e groussen Ënnerscheed, an et bräicht een am Fong keng allgemeng Maskeflicht op Plazen, wou vill Leit wären, dat wär net ubruecht. Dat krute mer de 25. November heibannen erzielt. Dat krute mer och deen Dag an enger Motioun … - e kloren negative Vott géint eis Propositioun.

Dofir hu mer eis gewonnert, wa mer dat de 25. November ofgeleent kréien, datt dann de 26. November, deen Dag duerno, eng Instruktioun erausgeet, eng Circulaire vun der Inneministesch a vun der Gesondheetsministesch, déi am Fong genau dat selwecht freet wéi dat, wat den Dag virdrun hei an der Chamber als onsënneg erklärt ginn ass an och nach ofgeleent ginn ass. Ech liesen Iech den Text: « le Gouvernement recommande le port du masque de façon systématique dans des lieux extérieurs à forte densité de personnes. […] par exemple les zones piétonnes et commerciales ». Et ass genau dat, wat mer an der Motioun, wat mer heibanne gefrot hunn! Et ass genau dat, wat mer dauernd ofgeleent kruten! Genau dat liese mer dann duerno vun där selwechter Regierung an der Circulaire un d'Gemengen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mat der Ausso: Maacht Dir et wannechgelift, well et ass richteg.

Also ech muss Iech soen: Dat fannen ech eng Aart a Weis fir Politik ze maachen, déi net seriö ass an déi och absolutt net novollzéibar an déi och absolutt net verständlech ass. Déi Restriktioune gehéieren an d'Gesetz! Elo sinn et d'Gemengen, déi natierlech probéieren där Circulaire nozekommen, déi setzen dann elo Schëlter op, an d'Groussgaass oder wou och ëmmer. Mee sot mir: Wat ass dann d'legal Basis dovunner? Ech fannen et richteg, datt Der et maacht, mee wat ass dann d'legal Basis? Wéi gëtt et da kontrolléiert? A wéi gëtt et da protokolléiert? Dat ass néierens festgehalen! Néierens festgehalen. Ech soen Iech: Esou ass et net seriö, esou kënnt Der keng Politik maachen! A wann Är Kredibilitéit dru fleete geet, da sidd Der am Fong selwer Schold.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dee véierte Punkt ass dee vun de Kantinnen. Dir hutt d'Betribskantinnen zougemaach, en connaissance de cause. Mir hunn Iech gesot, dat géif fir vill Problemer suergen. De Conseil d'État huet Iech et gesot. D'Chambres professionnelles hunn Iech et gesot. Mir hunn Iech gefrot, Dir sollt d'Betribskantinnen oploossen an hinne reglementaresch streng sanitär Reegelen imposéieren. Dat wollt Der tel quel net unhuelen!

Den Dag selwer an der Chamber ass dunn eng Diskussioun lassgaangen iwwert d'Interpretatioun vum Gesetz. An dësem Gesetz kläre mer se dann deelweis, andeem mer draschreiwen, datt déi Betribskantinnen als Takeaway kënne fonctionéieren - wat se d'ailleurs souwisou mam leschte Gesetz effektiv scho konnten. Dat akzeptéieren ech gär.

Mee ech soen, datt mer nach ëmmer e Problem mat de Refectoiren hunn. Dir kënnt dat zwar elo siche goen, mee wou iesst Der et dann? Do hate mer d'leschte Kéier eng Diskussioun driwwer, ech kommen drop zréck, well dat nach alles anescht wéi kloer ass. Elo schreift Der an de Commentaire des articles - net an d'Gesetz! -, an de Commentaire des articles, datt d'Refectoiren no sanitäre Reglementer dann effektiv utilisabel kéinte sinn. Dat ass jo och richteg. Dat akzeptéieren ech och. Mee ech stellen dann awer d'Fro: No wat fir enge sanitäre Reegelen? Wann ech d'Gesetz kucken, da stinn do just sanitär Reegelen dran iwwert d'Rassemblementer. Déi sanitär Reegele soen, datt d'Rassemblementer esou sinn, datt de muss e Mask unhunn, wann s de iwwer véier Leit bass, wat s de beim Iesse souwisou net kanns - also infolgedessen kënnen am Refectoire no dem Gesetz selwer nëmme véier Leit sëtzen oder dräi Leit. Dat schéngt mer absolutt evident ze sinn!

„Mee de Bon sens", hutt Der eis d'leschte Kéier gesot, „dee seet Iech eppes anescht. Wann do Gruppe vu véier Leit sëtzen, da geet dat och ouni Problem." Jo, de Bon sens, muss ech soen, seet mir effektiv och eppes anescht, mee d'Gesetz seet awer dat do! An ech ginn awer dovunner aus, datt d'Gesetzer mussen agehale ginn! A wann ee seet: „De Bon sens seet eppes anescht", dann exigéieren ech, datt d'Gesetz dem Bon sens ugepasst gëtt! Datt et fir d'Leit och kloer ass, wat geet a wat net geet.

An dann hutt Der eis d'leschte Kéier gesot: „Mee mir hunn eng ganz Rei Reegelen, déi si festgehalen, ganz kloer an däitlech an enger Rei Instruktiounen, déi mer als Ministère erausginn hunn, an déi kënnt Der, wann Der dat da wëllt kucken, um Site fannen." Bon, ech hunn näischt gesot, well ech dann ugeholl hunn, datt dat esou wär. Ech ginn natierlech owes op de Site kucken, an ech hunn natierlech keng Instruktioune fonnt, keng Reegele fonnt! An ech hunn, wéi ech meng Ried geschriwwen hunn, nach eng Kéier gekuckt, an do waren nach ëmmer keng drop! Ech muss Iech soen …, also ech weess och net, wat ech dozou iwwerhaapt soll soen … Mee ech soen: Dir kënnt dach keng esou Behaaptunge maachen, an dann ass et net esou! Entweeder se sinn do oder se sinn net do! Dir musst mer erklären, wou ech se fannen, ënner wat fir engem Sous-chapitre ech se elo fannen. Mee sou, wéi Der eis dat d'leschte Kéier erkläert hutt, hunn ech se net fonnt a sti se net drop.

Beim ëffentlechen Transport - déi selwecht Fro: D'Gesetz gesäit keng Ausnam vir, fir d'Sëtzflicht, déi een huet, wann een iwwer zéng Leit ass, ausser Kraaft ze setzen. Doropshin hu mer eng Question parlementaire gestallt - d'Madamm Hansen an ech, wéi gesot -: „Jo, wéi gëtt dat da gehandhaabt am Bus, well d'Gesetz ass awer relativ kloer?" Da kréie mer eng Äntwert, déi seet: „Déi allgemeng Reegel vum Artikel 4.4 spillt an dësem Fall net."

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Komesch!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Seet d'Ministesch! Wann ech d'Gesetz liesen, d'Gesetz seet awer eppes anescht, wéi dat wat d'Ministesch seet! Also, mir ass et jo egal, mee ech hätt just gär, datt Klorheet wär, datt mer wéissten, wou mer mat deem Text dru sinn.

An da kréien ech och nach an der Question parlementaire als Kommentar gesot: All d'Leit dobannen, „si hunn all de Mask op a sëtze sech wäit auserneen." Also ech kann Iech awer eng Rei Fotoe weisen … Mat där doter Ausso, weess ech awer net, ob Der esou kredibel sidd, well ech weess, wat moies an de Busse lass ass, wann d'Schüler an d'Schoul fueren, respektiv, wat an de Spëtzenzäiten an den Zich an an de Busse lass ass! Déi do Ausso, déi Der einfach esou maacht, déi ass sécherlech net richteg!

An zum Schluss sot Der dann, wéi mer eis dat dann iwwerhaapt géife virstellen, datt de Buschauffer dat kéint reegelen, fir d'Leit net matzehuelen, wa méi Leit wéilten eraklammen, wéi Sëtzplazen do wären. Mee ech wëll Iech soen: Ech hunn dat net gefrot, datt de Buschauffer dat … Ech hu just gefrot, d'Gesetz soll kloer sinn! An et soll ee wëssen, wat gemaach gëtt! Par ailleurs, wann de Buschauffer ze vill Leit am Bus huet, méi wéi de Bus der erlaabt, muss en och reagéieren, muss en och d'Dieren iergendwou zoumaachen a soen: „Dir kënnt elo net nach weider drécken!" an: „Et geet elo duer!" Also och déi do Ausso ass realitéitsfriem an ass keng Äntwert op d'Fro!

Ech wëll just froen: Wéi ass et dann elo? Dir sot eppes, an de Gesetzestext seet a mengen Aen einfach eppes anescht! Wéi ass et dann am Rechtsstaat Lëtzebuerg? Ass dat, wat de Minister einfach esou seet, dat wat muss agehale ginn, oder ass et dat, wat am Gesetz steet? Fir mech ass dat nach ëmmer kloer, fir Iech ass dat heiansdo anescht, hunn ech d'Impressioun.

Artikel 6, zum Beispill, Artikel 5 an Artikel 7 vum Gesetzestext, déi nach ëmmer en vigueur sinn an nach ëmmer verlängert ginn: Do ass am Detail beschriwwen, wéi d'Prozedure festgehale si bei Infektiounen, wéi de Kontakt soll gemaach gi mat enger Persoun, déi positiv getest ass, wéi den Tracing soll gemaach ginn, wéi d'Kontakter mat wiem geholl ginn, a wann da verschidde Leit obligatoresch uginn hunn, mat wiem se a Kontakt waren, nodeem datt se positiv getest gi sinn, wéi dann obligatoresch d'Reaktioun vun dem Ministère muss sinn, fir d'Leit an Isolement respektiv en quarantaine ze schécken. Dat fonctionéiert net méi!

An ech verstinn och, datt dat net méi fonctionéiert, well d'Leit einfach iwwerfuerdert si mat deenen Zuelen, déi mer hunn. Dat ass momentan Gewulls. Ech ginn och kengem d'Schold dofir, dat muss ech awer och soen. Mee ech soen awer: Dat, wat am Gesetz steet, dat ass keng Soll-Prozedur, dat ass am Fong eng Prozedur, wéi et ze geschéien huet!

Elo gëtt d'Santé aner Instruktiounen un d'Leit eraus, déi ech och nach richteg fannen an novollzéie kann, absolutt! Mee ech soen awer: Et stinn aner Saachen am Gesetz! An elo hu mer dat Gesetz awer schonn dräimol an der Tëschenzäit geännert - dräimol! Da soen ech: Do wär awer Zäit gewiescht, fir a sech d'Gesetz, esou, wéi et dosteet a wéi et säit Méint net méi respektéiert gëtt, esou ze adaptéieren, datt mer et erëm kënne respektéieren.

An dat selwecht ass, wat mer hei gefrot hunn: Datt déi Kontrollen, déi gemaach ginn, ob d'Leit an der Isolatioun sinn oder an der Quarantän bleiwen, wou de Procureur d'État eis gefrot huet, datt déi Strofen, déi dorobber stinn, weesentlech méi héich sollte gesat ginn, well et en Ënnerscheed ass, ob ee fonnt gëtt, andeem een en Isolement net anhält an an deem Moment aner Leit a Gefor setzt, oder ob ee just seng Mask net unhuet … Wéi mer gefrot hunn, datt och déi Peinë sollen an d'Luucht gesat ginn, ass och keng Äntwert komm!

Dann de siwente Punkt: d'Applikabilitéit vum Gesetz. Et sinn eng Rei Situatiounen, wou dëst Gesetz wierklech net applikabel ass. Ech nennen Iech eng - ech hu se scho genannt -: E Kand, wat sech ustécht, da steet am Text, datt ee sechs Deeg nom leschte Kontakt mam Kand soll an den Test goen - elo sot mir emol, wann ech e Kand doheem hunn, wat de Covid huet, wéini ass da mäi leschte Kontakt mam Kand? Well ech gesinn et all Dag, moies, mëttes an owes. Wéini ass da mäi leschte Kontakt? Wéini ginn ech dann an d'Tester? Ech weess et net! An d'Eltere wëssen et och net, a se kréie keng Äntwert op awer eng weesentlech Fro, déi d'Gesondheet vun hirer ganzer Famill ugeet! Wéini ass dat?

Da ginn ech an den Test. Den Test ass negativ, da kann ech eraus, dat ass jo dann an der Rei. Den Test ass positiv, da seet d'Gesetz: zéng Deeg a Quarantän. An am Artikel hannendru seet d'Gesetz: Wann Der awer refuséiert den Test ze maachen, da braucht Der nëmme siwen Deeg a Quarantän ze goen. Sot mir emol, wat ass dann de Sënn vun deem do Text? D'Leit verstinn et net!

Ech bréngen déi Beispiller hei, well mir iwwerheeft gi mat Maile vu Leit, déi engem d'Fro stelle: Wat soll ech maachen? Wéi soll ech et maachen? Heiansdo telefonéiere mir dann op déi eenzel Servicer, heiansdo soe mer de Leit, si sollen dohinner telefonéieren - mee d'Äntwerte feelen! An ech muss soen, do entsteet eng Onsécherheet, déi an dësen Zäiten extreem schlecht ass. Dat soe mer scho säit Wochen, dorop ass nach keng Reaktioun komm. Déi Texter si schlecht, onkohärent, net logesch, ginn net verstanen a ginn dofir och deelweis net agehalen!

Da kommen ech zu mengem aachte Punkt: Do, wou Der, par contre, kloer sidd, dat ass bei de private Visitten - zwee Leit aus engem Stot kënnen heemkommen. Ech ginn och net méi vill drop an, ech hunn et d'leschte Kéier scho gesot: An eisen Ae mécht dat net vill Sënn a mir hunn e Plädoyer gehalen, fir déi zwee Leit aus engem Stot mat engem Haushalt ze ersetzen - net, wéi d'Ministesch et seet, well mer wëlle méi opmaachen. Ech consideréieren dat iwwerhaapt net als eng Moossnam, wou méi opgemaach gëtt, a wëll mer och keng Moralpriedegt dofir hale loossen.

Ech soen, datt dat hei e Plädoyer ass fir en Text, deen d'Leit dobausse verstinn, dee se akzeptéieren, deen hirer Familljesituatioun och hallefweegs entsprécht, an dee se, well se e verstinn a well se en akzeptéieren, dann och an der Realitéit anhalen. An dofir mécht en a mengen Ae sanitär weesentlech méi Sënn, wéi deen aneren.

Ech wëll der Madamm Lenert just soen, datt Politik net eng Saach ass, wou ee mat engem Fiederstréch an enger Ënnerschrëft einfach Realitéit kreéiert a mengt, well ee seng Ënnerschrëft drop gemaach hätt, wär dat elo esou an der Realitéit. Esou fonctionéiert et net! Politik ass och eng Saach, wou een d'Leit muss mat u Bord kréien, wou d'Leit musse verstoen, wat een da wëllt maachen.

An d'Leit si bereet, ganz villes ze akzeptéieren, och u Restriktiounen, wa se verstinn, firwat et gutt ass a wa se et als richteg empfannen. Politik heescht, d'Leit mat u Bord kréien, d'Leit déi Saache verstoen doen, d'Leit déi Saachen akzeptéieren doen, an net einfach eppes dekretéieren, wat d'Leit net verstinn an dofir net akzeptéieren, wat een dann och nach net richteg kontrolléiert kritt a wat doséinst warscheinlech och deelweis net agehale gëtt.

Mir wëllen net méi opmaachen, mir wëllen eng Reegel, déi Sënn mécht, déi verstane gëtt, déi agehale gëtt an déi dofir sanitär weesentlech méi effikass ass. Mir hunn iwwert déi meescht Punkten, déi ech elo genannt hunn, bei där leschter Debatt Motiounen agereecht - déi huet d'Majoritéit alleguer, alleguer ofgeleent! 15 Stéck - alles ofgeleent! Deelweis ouni Explikatioun, a wann Explikatioune komm sinn, da waren et heiansdo, ech géif et emol léif ausdrécken, pittoresk Explikatiounen, an heiansdo pitoyabel Explikatiounen.

E puer Beispiller: D'lescht Woch hu mer Refuse kritt, well d'Majoritéit enger anerer Meenung ass, a si huet eis déi Meenung explizéiert. Dat ass jo och okay, esou fonctionéiert et. Heiansdo hu mer Refuse kritt, well mer där selwechter Meenung waren, wéi d'Majoritéit: Well mer heibannen der Majoritéit hir Iddi, soe si, éischter presentéiert hunn a well d'Majoritéit déi Iddi, déi mer haten, souwisou wollt maachen … - dann ass emol dogéint gestëmmt ginn! An och, well d'Majoritéit einfach anerer Meenung war deen een Dag, an dofir dogéint gestëmmt huet, an dann deen aneren Dag dat an d'Realitéit ëmgesat huet, wat mer deen Dag virdru gefrot haten, wou se awer dogéint gestëmmt hat.

Also ech muss éierlech soen: Wann am Resumé d'Situatioun déi ass, datt mir als Oppositioun dat selwecht soe wéi Dir, mee well mir et soen, Dir musst dogéint stëmmen … Wann Der wierklech déi Politik wëllt an deenen nächste Joren heibanne maachen, wou Der eis opstellt an dëser Chamber, Block géint Block, Majoritéit géint Oppositioun, déi eng, déi Jo soen an déi aner, déi Nee soen, an déi eng, déi Nee soen, well déi aner Jo soen an ëmgedréit, da muss ech soen: dat ass e geféierleche Wee, deen Der do gitt!

Et ass nämlech net esou, wéi d'Lëtzebuerger Traditioun ass, et ass net esou, wéi hei an deene leschte Joerzéngte Politik gemaach ginn ass. Mir si keng politesch Kultur, wou Droite géint Gauche, Konservativ géint Fortschrëttlech, Republikaner géint Demokraten am Blocksystem geschafft gëtt. An ech géif dovir warnen, an där doter Tendenz weiderzefueren, hei zu Lëtzebuerg e Blocksystem opzebauen - déi eng géint déi aner. Dat huet natierlech Konsequenzen, déi net gutt sinn!

Natierlech huet et e groussen Avantage, et huet e groussen Avantage, well et Iech dispenséiert, ze justifizéieren, well et Iech dispenséiert, ze argumentéieren! Et mécht der Majoritéit d'Liewe vill méi einfach, mee et ass eng geféierlech Politik zu Lëtzebuerg. An de Summum vun där Politik, dat ass dann deen, wann d'Majoritéit eis reprochéiert, datt d'Oppositioun sech net mateneen eens wär. Dat ass jo de Summum vum Blockdenken! Mir soen dat eent, also musst Dir als Oppositioun eppes anescht, an dat selwecht zesumme soen! Wéi wann ech elo misst den Här Baum froen an den Här Kartheiser froen - déi ech allen zwee respektéieren -, wat ech däerf soen oder net däerf soen, an ob si domadder d'accord sinn! Esou fonctionéiert et an engem Blocksystem, esou fonctionéiert d'Lëtzebuerger Politik awer net! An nach eng Kéier: Ech warnen dovir, esou weiderzefueren! Passt op, wat Der do maacht, well Dir gitt do e schlechte Wee, deen op villen aneren Dossiere Konsequenzen op d'Aart a Weis huet, wéi mer zesummeschaffen. Et evitéiert natierlech och, faktebaséiert Politik ze maachen, an dat ass en anere vun deene grousse Reprochen, déi ech haut maachen.

Mir verlängeren haut eng Rei Moossnamen, vun deenen Der, wéi Der se am Ufank agefouert hutt, net ëmmer gesot hutt, wat se solle bréngen, wat Der Iech dovunner géift erwaarden, net ëmmer gesot hutt, firwat Der déi Moossnam an net eng aner Moossnam agefouert hutt. Elo verlängert Der eng ganz Rei vu Moossnamen. A bei deene Moossnamen, déi Der verlängert, gitt Der net esou, wéi ech dat als normal empfonnt hätt, d'Resultat vun där Moossnam. Dir sot eis net: Wat huet se bis elo bruecht, a firwat verlängere mer se? Dir gitt keng Analys vun der Effikassitéit dovunner. Dir gitt keng Erklärung, firwat Der et nach ëmmer noutwendeg fannt, datt se verlängert gëtt.

Haut decidéiere mer eng Schléissung - eng weider Schléissung - oder d'Kontinuéiere vun der Schléissung vum Horeca-Secteur. Meng Fro ass … - ech sinn domat d'accord, ech hunn näischt dogéint, ech soen dat och ganz kloer, mee ech géif awer einfach verlaangen, gesot ze kréien -: Huet se eppes bruecht oder huet se näischt bruecht? A wat huet se bruecht an Ären Aen?

Dat selwecht ass bei de Familljenaschränkungen. Ech hunn Iech meng Meenung driwwer gesot, mee och do géif ech einfach gär wëssen: Wat hunn dann déi Aschränkunge bruecht? Wat hu se net bruecht?

An ech sinn am Fong net deen eenzegen, deen eng Argumentatioun freet: De Conseil d'État freet dat selwecht, d'Commission consultative des droits de l'homme freet dat selwecht, d'Beruffschambere froen dat selwecht. An de Conseil d'État widderhëlt et och nach a sengem Avis fir dëst Gesetz, ech liese vir: « […] il est important, tant pour ce projet de loi que pour les projets de loi futurs, que ces critères objectifs soient énoncés et expliqués plus amplement afin d'exclure tout reproche d'arbitraire ». Eng kloer Ausso vum Conseil d'État! Dat ass awer a kengem Moment de Fall.

D'Regierung verweist dann am Exposé des motifs op d'Covid-19-Taskforce, déi awer, wann ech deen Avis liesen, strictement keng Justifikatioun fir keng vun deene Moossname gëtt! An am leschte Rapport seet d'Covid-19-Taskforce, datt all déi Moossnamen am Fong net dat bruecht hätten, wat ee sech géif erwaarden, an datt d'Regierung elo misst nei Moossname bréngen. Dat sinn déi Fakten, op déi d'Regierung sech bezitt.

Just ee Beispill, vun der Ausgangsspär … an ech wëll do nach eng Kéier kloer an däitlech soen, well soss kréien ech dat duerno jo erëm total verdréit: Mir hunn näischt géint déi Ausgangsspär! Mir si mam Prinzip d'accord, ech hunn dat op der Tribün kloer gesot! Mir sinn och elo nach mam Prinzip d'accord! Mee ech ka mech awer gutt erënneren, wéi mer se agefouert hunn, datt de Premier heibanne gesot huet: „Mir féieren déi an, da mussen d'Leit, déi an de Restauranten an de Caféë sinn, déi musse fir eelef Auer doheem sinn, dann um hallwer eelef goen". An en huet hei nach d'Beispill geholl, fir ze soen: „An deejéinegen, deen iwwert dem Café wunnt", Dir kënnt Iech dat erënneren, „deen hat da Chance. Dee brauch nëmmen um fënnef vir eelef heem ze goen, well dee brauch jo just bis erop ze goen". Dat war d'Justifikatioun, déi sengerzäit geholl ginn ass oder bruecht ginn ass, wéi mer déi Ausgangsspär do agefouert hunn.

Ee Mount duerno ass d'Situatioun awer déi: Mir hunn d'Caféen zougemaach a mir hunn d'Rassemblementer dobausse verbueden oder d'Rassemblementer iwwer véier Persounen. Dir haalt déi Ausgangsspär bäi. Elo nach eng Kéier: Ech contestéieren dat net! Mee ech verlaangen awer bei enger Moossnam, déi eng vun deenen heftegsten Aschränkungen ass, déi mer an der Nokrichszäit kannt hunn, datt mer awer d'Explikatioun kréien, firwat, wéisou!

Well et musse jo elo awer, vu datt mer an Tëschenzäit scho ganz aner Moossname geholl hunn, andeem mer d'Caféen zougemaach hunn, d'Rassemblementer verbueden hunn, aner Justifikatiounen do sinn, well et déi, déi sengerzäit do waren, elo net méi gëtt. Méiglecherweis sot mer: „Da kréie mer besser Kontrolle gemaach" - oder wat och ëmmer! Ech akzeptéieren déi Explikatiounen all, mee ech verlaange just, datt Der se bréngt, datt Der eis sot, datt Der eng Moossnam justifizéiert, déi awer extreem aschneidend ass, mat där ech, wéi gesot, nach eng Kéier, am Prinzip d'accord sinn. Mee et verlaangt awer eng minimal Explikatioun!

Mee, wat mer am schwéiersten um Mo läit … an dofir sinn ech frou, datt den Educatiounsminister och elo heibannen ass - ech schwätzen net gär iwwert d'Leit, wa se net do sinn, Dir sidd do! … -, da kann ech méi fräi schwätzen.

(Interruption)

Ech hätt et och gesot, wann en net do gewiescht wär, do hutt Der Recht! Mee ech hunn, ...

(Hilarité)

Nee! Ech hu léiwer, en ass do!

(Interruption)

Ech hu léiwer en ass do.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Da sot emol!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo! Well dat, wat an de Schoulen ofgeet, fir mech net novollzéibar ass. Den Här Meisch erkläert eis dauernd säi Stufeplang, refuséiert all eis Propositiounen. Déi Berichter, déi mir awer vum Terrain kréien - an ech kann Iech soen, …

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Vill!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …mir kréien der vill! Vill Mailen, vill Telefonen - dat weist eis awer éischter op en totaalt Gewulls hin.

Ech ginn Iech e puer Beispiller: Sonndes kréien eng Rei Chargéen an der Maison relais erkläert, datt se positiv wären. Déi betreie Gruppe mat 30 Kanner, wou zwëschen 10 an 20 Klassen zesumme gemëscht sinn - wat schonn eng Situatioun ass, déi fir mech net ganz kohärent ass, mee dat sief elo emol dohi gestallt. An da waarden Elteren a Chargéen an all déi Leit, déi do schaffen, eng ganz Woch op Ordonnancen – mëttwochs, donneschdes, freides … An eng Woch duerno kréie se dann eréischt freides Ordonnancen, fir sech selwer testen ze loossen, ouni iwwerhaapt eppes gesot ze kréien, wat an Tëschenzäit soll geschéien. Déi Leit sinn an Opreegung, Panik. D'Enseignantë wëssen net, wat se den Eltere solle soen, d'Eltere wëssen net, wat se solle maachen. An ech hunn elo en einfacht Beispill geholl, ënner ganz villen, déi mer esou erakréien - eng Realgeschicht.

Mir hunn hei dräizéng Propositiounen gemaach, déi quasiment all refuséiert gi sinn - an der zweeter Etapp ass déi eng oder déi aner ëmgesat ginn. Mir hu proposéiert A- a B-Gruppen anzesetzen - dat ass fir d'éischt ofgeleent ginn, duerno ass et gemaach ginn. Mir mengen haut, datt ee sech no der Vakanz misst iwwerleeën, ob een dat net och op deenen ënneschte Klasse vum Lycée aféiert.

Mir hu gefrot, datt iwwerall eng Maskeflicht sollt sinn - ausser am Sport. Mir hunn Temperaturmoossunge gefrot. Mir hu gefrot, datt an de Schoulen en Horaire décalé géif gemaach ginn - dat géif eis nämlech erlaben, de Schoultransport ganz anescht ze organiséieren: Wann Der op där enger Säit d'A- a B-Klassen hätt, an op där anerer Säit decaléiert Horairen, dann hätt Der weesentlech manner Kanner an de Bussen a kéint dat weesentlech besser organiséieren.

Mir hu Ventilatiounsequipementer gefrot; mir hunn CO_2-Ampele gefrot; mir hu kohärent Moossnamen an de Maison-relaisen an de Kantinne gefrot; mir hunn eng besser Kommunikatioun zwëschent Enseignanten, Elteren a Ministère gefrot an esou weider.

An haut froe mer och, ouni awer selwer zur Konklusioun ze kommen, mee am Hibléck op dat, wat an deenen anere Länner geschitt, ob ee sech net sollt iwwerleeën, fir d'Chrëschtvakanz ëm eng Woch ze verlängeren an där Situatioun, wou mer dra sinn. Ech verlaangen dat net. Mir fuerderen dat net. Mir froen et just als Iddi, setzen et eng Kéier dohinner, well et muss ee sech iwwerleeën, ob et Sënn mécht an där Situatioun, wou mer dra sinn. Dofir ass et schwéier, einfach punktuell eppes ze soen, well mir net d'Méiglechkeet hunn, mat den Enseignanten a mat de Leit ze schwätzen. Mee et ass zumindest e Gedanke wäert.

An da kommen ech nach eng Kéier op déi Etüd vum Här Meisch, fir seng Politik ze justifizéieren. Hien zitt aus deenen Zuelen an där Etüd, déi en eis virleet, Konklusiounen, wou e seet: „Déi zweet Well, dat sinn haaptsächlech Adulten. Et kann ee behaapten, datt d'Acceleratioun vun den Infektiounen näischt mat der Schoul ze dinn huet. A wann Ustiechunge sinn, dann ass et meeschtendeels net an der Schoul, mee an anere sozialen a Familljekontakter."

Aus deene raren Zuelen, déi mer vum Här Meisch geliwwert kréien, soen ech ganz kloer hei, kann ech déi Konklusiounen net zéien! Ech ka se wierklech net aus deenen Zuelen erausliesen, wëssend, datt esou vill asymptomatesch Fäll derbäi sinn, wëssend, datt weesentlech, bei klenge Kanner, manner getest ginn ass wéi bei aneren. Ech soen och: Esou wéi ech dat liesen an och op d'Äntwert vun de Questions parlementaires, déi den Här Meisch eis ginn huet, fannen ech déi Etüd, déi mer hei virgeluecht kritt hunn, wëssenschaftlech net uerdentlech iwwerkuckt an net uerdentlech iwwerpréift. D'Beamten hunn dat einfach dohigeschriwwen. Ech maachen hei kengem Beamten e Reproche. Ech maachen hei e Reproche un de Politiker. Ech gesinn, datt aner Institutiounen am Ausland, d'RKI, d'OMS, eng ganz aner Virsiicht hunn, wa se un d'Schoulpolitik eruginn. Ech gesinn, datt aner Länner total aner Recommandatiounen de Schoule maachen, eng total aner Educatiounspolitik ëmsetzen. An ech gesinn net, wéi dat méiglech ass, datt mir hei zu Lëtzebuerg eng ganz aner Politik, ganz aner Reegele sollen hunn an de Virus ganz anescht soll fonctionéieren, wéi dat am Ausland de Fall ass.

An da stellen d'Martine Hansen an ech eng parlamentaresch Fro, an d'Press, an dësem Fall d'„Lëtzebuerger Wort", eng Rei weider Froen. An ech muss soen, déi Äntwert, déi ech do vum Här Meisch kritt hunn, déi fannen ech absolutt an total inakzeptabel! Déi Froen, déi gestallt ginn, deklaréiert den Här Meisch als net erwënscht. Sech mat den Zuelen auserneesetzen, déi hien eis ginn huet, fënnt den Här Meisch als net erwënscht. Jiddwereen, d'Press an Oppositioun, kritt an dëser Äntwert op d'Question parlementaire einfach gesot, datt alles falsch gedeit ginn ass an alles falsch géif interpretéiert ginn. Deen Eenzegen, dee richteg ass, wär den Educatiounsminister. Mee wat dann elo richteg ass a firwat et richteg ass, dofir kréie mer awer keng Explikatioun!

De Message, deen de Minister domadder gëtt, dat ass, datt een un den Aussoe vum Minister net däerf zweifelen. Et däerfe keng Froe gestallt ginn. De Minister brauch keng Äntwerten ze ginn. An de Minister huet definitiv an ëmmer Recht. Passez, il n'y a

rien à voir, dat ass dat, wat an där Äntwert op déi Fro steet.

Firwat, stellen ech mer awer d'Fro, mécht den Educatiounsminister konstant separat Statistiken, wou d'Santé de Rescht vun de Statistike mécht? Firwat hu mer net reegelméisseg all d'Detailer, esou wéi mer se froen, esou wéi mer dat am Ministère de la Santé kréien? Firwat hu mer eng separat Politik an der Educatiounswelt, wou all déi aner Politicke vun der Santé gesteiert ginn a gemeinsam gemaach ginn, mat deem Resultat, wat mer elo an der Educatioun kennen? Dat si fir mech Froen, déi een awer duerchaus ka stellen.

An dann, an der Äntwert op d'Question parlementaire, dréckt de Minister seng grouss Suerg aus an e seet, well Deputéierter Froen iwwer seng Etüd stellen, wär d'Integritéit vun der Administratioun onbegrënnt a Fro gestallt, géif d'Glafwierdegkeet vun de staatlechen Institutiounen ënnergruewe ginn a wär eng Sachdiskussioun mat eis total onméiglech. An der Press hir Artikele géife méi zur Konfusioun wéi zur Opklärung bäidroen. An da seet de Minister hannendrun an engem manenden Toun un eis - an engem mahnenden Toun! -, datt eist Verhale géif dozou féieren, datt hei esou kéinte verschidde Protestbeweegunge wéi am Ausland entstoen. A wann déi da géifen entstoen, da wär dat eis Schold. Liest emol Är Äntwert, déi Der ginn hutt! An ech wëll dem Minister ganz kloer hei eppes soen: Mir sinn hei zu Lëtzebuerg nach an enger Demokratie. An an enger Demokratie gehéiert et ganz einfach dozou, datt d'Oppositioun Froe stellt an datt d'Oppositioun d'Regierung kontrolléiert!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An an enger Demokratie gehéiert et och dozou, datt mer Pressefräiheet hunn, an datt d'Press fräi hir Meenung ka soen an dat och däerf an dat och muss an dat och soll, fir datt mer an enger Gesellschaft liewen, wou déi Fräiheet och nach besteet! An et gehéiert och ...

Une voix.- Richteg!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ... dozou, datt de Minister uerdentlech op déi Froen äntwert, déi d'Oppositioun him stellt! An net, par rapport ...

Une autre voix.- Très bien! Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ... zur Press an der Oppositioun, déi Intimidatiounsversich mécht, déi ee mat esou enger Äntwert da probéiert hei an d'Welt ze setzen.

Déi Protestbeweegungen, wann der da géifen zu Lëtzebuerg kommen, déi si sécherlech net op der Oppositioun an der Press hir Froen zréckzefréieren, mee esou Beweegunge sinn ëmmer op der Regierung hir Aarbecht zréckzefréieren. An ech wëll dem Minister soen, hie soll seng Aarbecht maachen! Dat heescht eng uerdentlech Politik an Äntwerten op Froen, déi e vun der Oppositioun gestallt kritt. Dat ass seng Aarbecht an déi soll e maachen! An e soll sech net alles erlaben, well mir akzeptéieren net all Ausso. A mir akzeptéieren haaptsächlech net déi Intimidatiounsversich, déi en hei probéiert ze maachen. Dat geet net!

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Ganz richteg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Fir eis sinn all déi Moossnamen, déi mer elo verlängeren, vill ze spéit komm, ginn net wäit genuch, sinn net kohärent, sinn technesch wierklech problematesch. Mir kënnen dësen Text net stëmmen, dat ass kloer an däitlech! An ech soen der Regierung: Passt op, wéi Der an den nächste Woche Politik gestalt an explizéiert! Mir hu quasiment weltwäit déi schlechtsten Zuelen. Mir hu keng kohärent Politik. D'Regierung ass amgaangen, Autoritéit a Kredibilitéit ze verléieren. An dat ass a Krisenzäiten en extreem besuergniserreegende Phenomeen.

A wat mir haut vun der Regierung erwaarden, dat sinn direkt a konkreet an effikass Moossnamen an no der Vakanz eng Laangzäitstrategie, wéi mer déi nächst Méint wëlle gestalten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten eis alleguerten heibanne gewënscht, dass d'Infektiounszuele wäit genuch a séier genuch géife falen, fir eis iwwert d'Feierdeeg eng kleng Entspanung ze erlaben. Leider ass deem awer net esou. D'Zuelen hu sech wuel stabiliséiert, awer op engem ze héijen Niveau an ouni eendeiteg Tendenz no ënnen.

Um Freideg louch de Reproduktiounswäert genau bei 1. Statistesch gesinn heescht dat, dass all Persoun, déi infizéiert ass, ee weideren infizéiert. Dëse Wäert misst awer - misst awer! - däitlech ënnert 1 leien, fir dass ee vun enger klorer Tendenz no ënne kéint schwätzen. Och am Ofwaasser gëtt et nach ëmmer héich Réckstänn, déi op de Virus hiweisen.

Den Taux de positivité huet sech agependelt tëschent 4 % a 5 %. Dat ass eng liicht Verbesserung, awer nach sécher kee Grond fir Entwarnung.

D'Klinicksbetter sinn nach ëmmer héich beluecht. Gëschter ware 50 Leit op der Intensivstatioun. An ech widderhuelen dat, wat ech bei menger leschter Interventioun hei gesot hunn: Mir kënnen net bis op de Maximum goe mat der Beleeung vun den Intensivbetter. Wa Leit erakommen, déi en Hireschlag gemaach hunn, déi en Häerzinfarkt gemaach hunn, déi e schwéiert Accident haten op der Aarbecht oder e schwéiert Autosaccident, déi Leit mussen och Plaz op den Intensivstatiounen hunn. A mir wëllen net an eng Situatioun kommen, wéi mer se aus anere Länner kannt hunn, wou Leit hu missen ofgewise ginn. Dat wär moralesch net vertrietbar!

Eleng déi lescht Woch, pardon, déi viregt Woch goufen iwwer 3.800 Leit positiv getest. An et sinn déi virlescht Woch 38 Leit um oder mam Virus gestuerwen. Ze vill Leit wäerten also déi nächst Feierdeeg net méi erliewen, well all Doudesaffer, do si mer eis eens, ass eent ze vill. An dofir wär et falsch, ze mengen, de Virus géif eis fir Chrëschtdag eng Otempaus vergonnen. Nee, de Virus wäert net einfach esou verschwannen, nëmme well Chrëschtdag ass! An ech weess, dass et net einfach ass, sech dat anzegestoen, mee all onnéidege soziale Kontakt bréngt eis Matmënschen a Gefor. An dat gëllt och fir d'Feierdeeg.

De Virus huet keen Häerz. De Virus huet kee Verstand. En ass onberechenbar a brutal. Am Fréijoer, wéi mer an der éischter Well waren, kann ech mech erënneren, wa mer matenee geschwat hunn, ass gesot ginn: „O, hues de héieren, deen do huet de Coronavirus erwëscht!" Haut, mengen ech, sëtzt kee méi heibannen, deen net een oder méi Leit kennt, déi de Virus kritt hunn, a Verschiddener, déi heibanne sëtzen, ech gehéieren och zu deenen, kenne Leit, déi un deem Virus gestuerwe sinn.

De Virus ass onbaarmhäerzeg. Laut der Johns Hopkins, déi jo grad vum Kolleeg Claude Wiseler zitéiert ginn ass, si bis elo 1,6 Milliioune Leit op der Welt dorunner gestuerwen an zu Lëtzebuerg mëttlerweil iwwer 400. An déi Leit, déi en iwwerstanen hunn, déi Leit, déi de Virus iwwerstanen hunn, deene geet et nach Wochen a Méint duerno net ganz gutt.

Mëttlerweil wësse mer och, dass et falsch ass, ze behaapten, deen dote Virus, dee géif nëmmen eis eeler Matbierger befalen. Erlaabt mer dofir wannechgelift, kuerz e Post ze zitéiere vun engem Bekannten aus menger Gemeng, deen e puer Joer manner huet wéi ech an och weesentlech méi sportlech ass wéi ech. Ech mengen, dat ass och net ganz schwéier.

(Interruption)

En huet op sengem Facebook geschriwwen: „Sou, elo sinn ech no zéng Deeg Corona endlech erëm doheem. Ech hätt ni geduecht, dass dat mech esou géif treffen! Ech si jo nach net esou al, hunn ni gefëmmt an ech war jo och sportlech ënnerwee. Mee de Virus huet mech voll getraff, soudass et mir no e puer Deeg an der Klinick net méi egal war. Wann Dir also positiv sidd, wann Der Féiwer hutt oder wann Der Iech midd spiert, waart net ze laang, fir dat checken ze loossen! Et ass net schéin, wann d'Kanner an d'Fra ee mat der Sauerstoffmask just nach iwwert de Videochat gesinn. Gott sei Dank konnt ech séier gehollef kréien. Ech wëll en décke Merci un d'Klinickspersonal soen an u jiddwereen, deen esou fein no mir gefrot huet, wann en et da wousst. Passt all op Iech op!"

A Kanada an an den USA sinn no Thanksgiving d'Infektiounswelle rasant an d'Luucht gaangen. Dëse Feeler däerfe mir net widderhuelen, mee mir mussen et als Warnung verstoen, wat eis bléie géif, wa mir elo noloossen. Eis Prioritéit bleift weiderhin, d'Kontakter tëscht de Leit ze limitéieren. Ech verstinn d'Enttäuschung vun de Leit! An ech mengen, jiddwereen heibanne versteet se. Ech verstinn d'Enttäuschung vun de Leit, déi dës Feierdeeg onbedéngt mat hirer Famill wollte verbréngen. No engem Joer voller Affer war d'Hoffnung awer grouss, dass et op d'mannst nach e schéinen Ofschloss vum Joer kéint ginn. D'Feierdeeg wäerten awer dëst Joer anescht sinn, doru besteet keen Zweifel.

An awer muss keen eleng sinn. D'Plus-zwee-Reegel ass nämlech genau dofir do, fir um Enn vum Joer Leit bei sech ze huelen, déi soss eleng doheem wären. A grad fir déi mental Gesondheet ass et wichteg, dass an dëser Zäit keen isoléiert bleift.

Här President, déi lescht Woch ass de Centre Hospitalier du Nord u seng Limitte gestouss. En Deel vun hirem OP-Block gouf zougemaach an d'Servicer ëmorganiséiert, fir d'Urgencen an déi essenziell Aktivitéiten oprechterhalen ze kënnen. Alleguer d'Mesuren, déi mir an de leschte Méint getraff hunn, fir d'Bevëlkerung ze schützen, sollten och eis Spideeler virun enger Iwwerbelaaschtung schützen a verhënneren, dass d'Gesondheetspersonal extreemem Stress an Iwwermiddung ausgesat gëtt. Och fir si a fir hir Familljen ass geschwë Chrëschtdag.

D'Situatioun vum Nordspidol weist awer, dass elo net de Moment ass, fir manner streng ze ginn. Et gëllt, am Géigendeel, op deene Plazen nozebesseren, wou mer vläicht am viregte Gesetz net kloer an net streng genuch waren.

Dofir begréisse mer, dass d'Gesetz Prezisioune virgesäit, wat d'Consommatioun vun Iessen a Gedrénks am ëffentleche Raum betrëfft. Iessen a Gedrénks op enger Terrass, an der Enceinte vun engem Akafszentrum oder op enger Gare zou sech ze huele wäert ab elo net méi erlaabt sinn. Et wär nämlech net de Sënn vun der Saach, de Coffee-to-go oder d'Bréidercher à emporter virun der Dier ze consomméieren, wou een dann ouni Mask beieneen ass.

Dës Adaptatioun ass nëmme fair géintiwwer dem Horeca-Secteur, dee seng Dieren huet missen zoumaache fir d'Consommatioun op der Plaz, dat mat der Begrënnung, dass do den Infektiounsrisiko ze héich wier, well een an engem Café oder Restaurant länger Zäit ouni Mask beieneesëtzt.

Ofgesi vun dëser Prezisioun ginn d'Mesurë bis de 15. Januar verlängert. Mir däerfen elo net labber loossen. Mir musse weider duerchhalen a virsiichteg bleiwen. Vum Point de vue sanitaire wär eng Ouverture elo net responsabel. An Ausname fir d'Feierdeeg si keng Optioun. Ze grouss wier d'Versuchung, déi voll auszenotzen. Esou schwéier et eis och fält, mir mussen akzeptéieren, dass mir Chrëschtdag dëst Joer anescht feieren.

D'Mesuren an dësem Gesetz sinn zu dësem Moment genau déi richteg. A sollt missen nogebessert ginn, da wäert d'DP-Fraktioun sech deem natierlech net verschléissen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Chrëschtdag ass e Familljefest, wat déif an eiser Kultur verankert ass. An deenen däischtere Wanterméint sichen d'Leit de Kontakt zueneen. Et ass ee vun de rare Momenter am Joer vläicht, wou déi ganz Famill zesummekënnt. Och d'Famill, déi ee soss am Joer vläicht net gesäit. Dorobber ze verzichten ass net einfach. Et dréckt engem op d'Gemitt an et ka belaaschtend sinn.

Chrëschtdag, ob ee gleeweg ass oder net, ass d'Fest vun der Léift. Chrëschtdag ass d'Fest vun der Nächsteléift. An dëst Joer ass dee gréisste Beweis vun Nächsteléift, op eng grouss Feier mat der Famill ze verzichten, fir net de Risiko anzegoen, dass mer am Januar an eng drëtt Well rutschen, déi eis Dokteren, Infirmieren, Aide-soignanten, dat gesamt Gesondheetspersonal un d'Grenze vum Zoumuttbare géif bréngen.

Loosst eis dem Virus et net ze einfach maachen! Kommt, mir ginn em keng Geleeënheet, sech weiderzeverbreeden an nach méi Mënschen aus eiser Mëtt ze rappen! Ze vill Leit hu schonn un den Auswierkunge vun dëser Kris gelidden a leiden nach ëmmer. Ech mengen, et ass net falsch ze behaapten, dass mer eis alleguerten op dat neit Joer freeën a vill Hoffnungen an dat neit Joer setzen. Loosst eis weiderhi solidaresch bleiwen an hoffen, dass mer d'nächst Joer erëm kënne mat eise Léifsten a mat eiser ganzer Famill an engem grousse Krees feieren!

Ech ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wéi de Rapporteur et scho sot: Mir hätten haut all léiwer hei kënnen Entwarnung ginn a Lackerungen ukënnegen. Dat ass leider net de Fall.

Bei der Entwécklung vun der Pandemie an der sanitärer Situatioun mécht Lëtzebuerg leider keng Ausnam. Weltwäit klammen d'Zuele weider, deels mat an trotz méi oder manner aschneidenden a radikale Mesuren. An och do maache mir keng Ausnam.

Bei der Gestioun vun dëser Kris kritt d'Regierung alles a säi Géigendeel virgehäit: ze streng, ze large, ze lues, ze fréi, ze séier, ze spéit. Dat war beim Deconfinement am Fréijoer an am Summer de Fall an dat ass och elo nees de Fall.

An dat ass independant vun der Faarf vun der Majoritéit an all de Länner de Fall. Dat ass iwwerall! An all Land ass dat de Fall: D'Regierung, déi eppes ze soen huet, déi kritt alles a säi Géigendeel virgeworf.

Dat perfekt Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, géint de Covid gëtt et net. An dat eenzeg richtegt Gesetz an déi eenzeg richteg Politik géint de Covid, déi gëtt et och net.

A gradesou huet den Oppositiounsleader Claude Wiseler et den 22. September a senger Ried hei zum véierte Covidgesetz och gesot! „D'Situatioun", huet e gesot, „ass konstant amgaangen, ze evoluéieren. D'Situatioun ass wéi wann een op enger Achterbunn sëtzt: Mol ass ee bei deene Beschten, mol gëtt ee klasséiert op eng rout Lëscht. Gelueft gëtt ee wéinst senger Prevoyance a kritiséiert gëtt ee wéinst sengem Mangel u Wäitsiicht." Woubäi e richteg gesot huet, dass Prevoyance a Wäitsiicht dat selwecht ass. Hie versteet déi, déi Angscht fir d'Zukunft hunn, déi, déi sech ëm hir Aarbechtsplaze suergen, déi, déi d'Mesurë fir ze streng halen. Hie versteet awer och déi, déi Angscht virun der Krankheet hunn an déi méi streng Mesurë wëllen. De Claude Wiseler huet gesot, hie kéint déi zwou Säite verstoen. An ech war frou iwwert déi Ausso, dass de Claude Wiseler dat gesot huet, dass en déi zwou Säite ka verstoen.

An och bei de Proposen a Fuerderunge vu Mesuren, déi hei proposéiert ginn, héiere mer alles a säi Géigendeel. Mir hunn de Couvre-feu zwëschent eelef Auer owes a sechs Auer moies agefouert, wat effektiv eng ganz aschneidend Mesure ass, wéi de Claude Wiseler et och virdrun nach eng Kéier gesot huet, gradesou och wéi d'Fermeture vun de Caféen a vun de Restauranten. Mir hunn d'Zuel vun de Leit limitéiert, déi ee ka bei sech doheem empfänken, vun zéng op véier an elo op maximal zwee aus engem Stot. A virun allem mam Opruff, all d'Kontakter, déi net onbedéngt noutwendeg sinn, ze evitéieren. All dës Aschränkungen, déi goufe kritiséiert, well et keng evident wëssenschaftlech Basis géif ginn.

An dobäi ass awer erwisen, an duerfir ass Lëtzebuerg jo och net dat eenzegt Land, wat déi Aschränkungen decidéiert huet, dass de Virus sech virun allem do iwwerdréit, wou d'Leit iwwer méi e laangen Zäitraum, an engem decontractéierte Kontext, ouni Masken an ouni déi néideg Distanz an engem zouene Raum zesumme sinn. Dat ass am private Beräich doheem, mee awer och an de Caféen an an de Restauranten de Fall. An dat ass awer elo sécherlech hei keng Scholdzouweisung, déi ech wëll maachen, mee et ass inhärent zu der Aktivitéit an der Situatioun. Am Restaurant an am Café, do geet et nun emol net anescht, wéi, fir ze iessen an ze drénken, d'Mask ofzedinn. A wann een dann do sëtzt an et schwätzt ee mat engem, dann huet een och d'Mask net un.

D'Ausso, déi hei an och deelweis an der Press méi oder manner oppe formuléiert gouf, dass d'Regierung déi héich Doudeszuele géif op déi liicht Schëller huelen, dat geet mer, mir perséinlech, an eis alleguerten heibannen, ganz no an déi schockéiert mech och. Dat ass béisaarteg, fir esou eppes ze soen. Dat ass béisaarteg! An et ass eng populistesch Scholdzouweisung, déi een och net esou kann hei stoe loossen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- All eenzel Persoun, déi zanter Mäerz hei zu Lëtzebuerg un oder mam Coronavirus gestuerwen ass, dat ass eng ze vill. All eenzel Persoun, déi feelt. Déi hannerléisst e Vide an der Famill, bei de Frënn a gëtt schmäerzlech vermësst. An ech wëll hei de Familljen an de Frënn mäin déifst Matgefill ausdrécken.

An d'Behaaptung, mir hätten näischt gemaach, déi stëmmt net! Si ass e puermol gemaach ginn. An ech kommen nach herno drop zréck. Grad wéi d'Zuele geklomme sinn, dunn hu mer déi virdru genannt Mesurë geholl: de Couvre-feu, d'Fermeture vun de Caféen, vun de Restauranten, d'Limitatioun vun de Persounen, déi dierfe bei engem privat invitéiert ginn. En plus de Large-Scale-Testing, deen zu engem ganz groussen Deel op déi vulnerabel Persounen an d'Gesondheets- an d'Fleegepersonal ausgeriicht ass. An zousätzlech elo d'Schnelltester, déi an deene Beräicher zum Asaz kommen, déi ech virdru genannt hunn. Et ass also net richteg ze soen, et wier net reagéiert ginn.

Vun der Oppositioun gouf behaapt, dass mer Spëtzereider wiere bei den Doudeszuelen. Och dat kann ech net esou hei stoe loossen. Och wann all Doudegen een ze vill ass, an och wann ech mer géif wënschen, dass mer e Rezept hätten, en anert Rezept, wéi d'Leit einfach ewechzespären, fir déi méi vulnerabel Persounen effektiv ze schützen, sti mer, am Verglach mat deenen anere Länner, net méi schlecht do. An et ass hei scho ganz skurrill, bei Doudesaffer sech mat anere Länner ze vergläichen. An awer wëll ech et hei awer eng Kéier maachen, well dat, wat gesot ginn ass, ass net esou richteg, wéi et virdrun hei ernimmt ginn ass.

Pro 100.000 Awunner nämlech, an ech zitéieren hei och den Johns Hopkins Coronavirus Resource Center, deen de Gilles Baum an och de Claude Wiseler hei schonn zitéiert hunn, pro 100.000 Awunner hu mer zu Lëtzebuerg 64,5 Doudeger am Zesummenhang mat Corona. 64,5 Doudeger am Zesummenhang mat Corona! An der Schwäiz hu mer der 70,27. A Frankräich hu mer der 86,61. An an der Belsch hu mer der 157,16. Nëmmen Däitschland steet besser do, mat 26,66. Mee do sinn d'Zuelen amgaangen, drastesch an d'Luucht ze goen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Global gekuckt!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat ass global gekuckt, jo! Natierlech ass et global gekuckt, Här Wiseler! Mee dat ass awer d'Zuel, déi richteg ass!

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Fir d'Politik ze gestalten, musst musst Der déi awer vun haut kucken!

M. Georges Engel *(LSAP).*- A bei der Casefatality, Här Wiseler, dat heescht der Zuel vun den Doudesaffer, vun den Doudesfäll par rapport zu den Infektiounen, do schneide mer och gutt of: Lëtzebuerg 0,98 %, also 1 %, Däitschland, Schwäiz, Holland 1,6 %, Frankräich 2,4 % an d'Belsch 3 %.

Jo, an de leschte Méint, an de leschte Woche sinn d'Zuelen an d'Luucht gaangen. Mee dat hei sinn d'Zuele vun der ganzer Pandemie. An och déi muss ee kucken.

Déi arrangéieren lech vläicht net esou, fir d'Situatioun hei schwaarzzemolen. An ech wëll lech net ënnerstellen ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Déi muss een awer net kucken, fir wann een haut Decisiounen hëlt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech wëll lech hei net ënnerstellen - fir dass mer dat an dee richtege Hals kréien -, ech wëll lech hei net ënnerstellen, dass Der frou sidd, dass et méi Doudesaffer gëtt! Well dat sidd Der net. Dat weess ech. Esou eng Politik géift Der hei net maachen.

Mee Dir hutt déi Zuel hei genannt, déi lech arrangéiert, fir d'Politik vun dëser Regierung hei schwaarzzemaachen. An dat ass net richteg!

An de leschte Woche sinn d'Zuelen hei zu Lëtzebuerg erofgaangen. Net séier genuch, mee d'Tendenz geet no ënnen. A wa mer nach virun e puer Wochen, Ufank November, hei e Peak vu 730 Neiinfektiounen haten, sou leie mer elo bei 530 Neiinfektiounen, ronn 30 % manner, wéi dat nach virun e puer Wochen de Fall war! Déi Zuelen, déi mussen awer nach falen. An do si mer eis alleguerten eens.

De Bléck déi aner Säit vun der Grenz bréngt vill Leit dozou, no méi radikale Mesuren ze froen a mat Däitschland do gläichzezéien. Et stëmmt wuel, dass eis Inzidenzwäerter méi héich si wéi déi an Däitschland. Mee zum engen ass dat natierlech op dat villt Teste bei eis zréckzeféieren. Lëtzebuerg ass Weltmeeschter am Testen. Mee virun allem sinn d'Infektiounszuelen, an dat ass e weesentlechen Ënnerscheed, an Däitschland amgaangen eropzegoen. Dat ass hei zu Lëtzebuerg, duerch déi Mesuren, déi geholl goufen, net de Fall!

Dat ass e ganz groussen an e ganz weesentlechen Ënnerscheed, Dir Dammen an Dir Hären! Déi lescht Zuele vun den Experte weisen, dass den exponentielle Wuesstum konnt verhënnert ginn, dass den Trend no uewe konnt gebrach ginn. Et ass souguer eng liicht Tendenz no ënnen ze erkennen. An och d'Zuelen aus de Kläranlage weisen deen Trend, dass d'Zuele vun den Infektiounen erofginn.

Ze schwaach - jo! -, fir Entwarnung ze ginn. Ze schwaach och, fir och nëmme fir eng kuerz Zäit kënnen u Lackerungen ze denken. Mee ëmmerhin!

De Samschdeg sot d'Madamm Hansen am Radio, dass d'Mesuren net streng genuch sinn, dass d'Mesuren, déi d'Regierung geholl hätt, näischt, „näischt" huet se gesot, näischt bruecht hätte bis elo an dass se och an Zukunft näischt géife bréngen. D'CSV fuerdert duerfir méi streng Reegelen. Méi streng, méi restriktiv misst dat neit Gesetz sinn. D'Covidgesetz, wat elo verlängert soll ginn, wier allzäit net kloer genuch, net kohärent a virun allem net streng genuch. Dat sinn d'Wierder, dat ass de Wuertlaut vun der Madamm Hansen.

D'Zil vum Gesetz, dat mer haut hei stëmmen, ass jo, dass mer Infektioune verhënneren, dass u sech esou mann wéi méiglech Leit sech ustiechen. Vun deene Leit, déi bis elo ugestach goufen, ass bekannt, dass grad aus dem familiären Ëmkrees déi meescht Ustiechungen hierkommen, dass et also op privaten a Familljefeieren ass, wou ee sech ustécht.

An duerfir, an ech soen dat elo net hei mat engem béisen Hannergedanken, mee awer wierklech, an duerfir ass et, reng aus preventiver Siicht an aus epidemiologescher Siicht, schwéier ze verstoen, dass et hei Stëmme gëtt, fir iwwert d'Feierdeeg d'Besich fir Famillje ganz opzemaachen, dass also Leit aus zwou Famillen, egal zu wivill Leit, sech elo solle kënnen am Private fir Chrëschtdag gesi fir ze feieren. Grad do also, grad do also, wou de Risiko am héchsten ass, do soll elo d'Dier opgemaach ginn, fir dem Virus seng Aarbecht ze erliichteren an esou de Risiko vun Neiinfektiounen nach méi grouss ze maachen!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een deenen aneren net Inkohärenz virwerfen a se da selwer praktizéieren! Dat ass dee falsche Wee!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Zwee plus dräi ass dräi plus zwee!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An do gesäit ee jo och, wéi schwéier dass d'Kommunikatioun vun de Messagen a vun de Mesuren ass. D'CSV huet et hei um eegene Leif erlieft.

An, jo, Kolleeginnen a Kolleegen, et deet eis all déck, dass mer net kënnen d'Feierdeeg feieren, wéi mer dat gewinnt sinn. Jo, mir géifen alleguer gäre mat eiser Famill ouni Aschränkung feieren. A kee Mënsch ass frou iwwert déi Mesuren, déi mer hei huelen. Mee se sinn awer richteg!

An et ass natierlech och net esou, dass elo Chrëschtdag ofgesot ginn ass, wéi een op verschiddene Plaze liest, oder dass Chrëschtdag elo gestuerwe wier an dass een elo seng Famill net méi dierft invitéieren. Also déi, déi sech op deen doten Niveau vun der Diskussioun erofsetzen, déi maache sech keen Déngscht an déi diskreditéiere sech selwer a si diskreditéieren och déi 410 Familljen, bei deene Chrëschtdag een um Dësch feelt, wou eng Plaz um Dësch eidel bleift. 410 Familljen, fir déi et kee schéine Chrëschtdag gëtt!

A si diskreditéieren och alleguer déi, déi Dag fir Dag, Nuecht fir Nuecht an de Spideeler op den Intensivstatiounen an an den Altersheimer ëm d'Liewe vun deene kämpfen, déi krank sinn, ob duerch Corona oder net. An dat ass net seriö, ...

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wann een esou eppes hei seet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Eng Remark zu der Zuel vun de Better, déi och ëmmer erëm hei opkënnt. D'Zuel vun de Spidolsbetter, an ech soen et elo nach eng Kéier, ass net, wéi ëmmer um Radio an och emol heibanne fälschlecherweis vun der ADR behaapt gëtt, erofgaangen. D'Zuel vun de Better ass vun 2.846 op 3.107 Better an d'Luucht gaangen. 261 Better méi! Ee fir alle Mol, schreift lech dat op, fir dass Der net nach eng Kéier dobausse ronderëmziele gitt, dass d'Zuel vun de Better erofgaangen ass, well dat ass eng Onwourecht. An déi Leit, déi d'Onwourecht soen, Dir wësst jo, wéi een déi nennt. Dat passt zwar gutt an den Narrativ vun där Partei: „Déi aner maachen alles falsch!", mee zur Besserung vun der Situatioun dréit dat, wéi esou villes, wat déi Partei do och seet, näischt bäi.

Dir Dammen an Hären, mir wëllen hei jiddefalls, dass Der alleguerten och d'nächst Joer net nëmme Chrëschtdag, mee och déi vill aner Deeg am Joer, déi et derwäert sinn, gefeiert ze ginn, kënnt zesumme mat Äre Léifste feieren an net de Risiko laaft, lech ënnereneen unzestiechen an dann och nach mat de Konsequenze vun esou enger Ustiechung, déi zum Doud féiere kann, musst liewen: mat der Schold, ee vun Äre Léifsten ugestach ze hunn. An ech kann lech soen: Ech war selwer positiv getest ginn. An déi gréisste Suerg, déi ech hat, war, dass ech een ugestach hätt an dass ech engem Schued domadder gemaach hätt. Dat war meng gréisste Suerg! An dofir, wann Der Är Famill gären hutt, da feiert dëst Joer am klenge Kader an haalt lech un d'Restriktiounen. An och dat ass en Akt vu Solidaritéit mat deenen, déi am meeschten ënnert dëser Pandemie leiden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- D'Gestioun vun der Pandemie ass e permanenten Drotseelakt. Et ass e permanent Ofweien: Wivill Aschränkung vu Fräiheeten ass richteg, ass néideg, ass vertriedbar? D'Beispill vun enger Partie vun eisen Nopeschlänner weist, dass och méi radikal Mesuren net onbedéngt ëmmer méi séier an och besser un d'Zil féieren. Well déi Kollateralschied, déi riskéieren dann awer och, enorm ze sinn. Sozial, psychesch an och ekonomesch.

Lëtzebuerg geet säi Wee, sou wéi mer schrëttweis en Deconfinement gemaach hunn. Mir kucken och bei den Aschränkungen, mat Mooss a Verstand virzegoen an all Kéier ze evaluéieren, wou mer sti mat den Neiinfektiounen, mam Profill vun deene betraffene Persounen an och mat de Spidolsbetter. Mir huelen eis Zuelen, well et och déi eenzeg sinn, déi an eiser Situatioun richteg sinn an déi eiser Situatioun och gerecht ginn. An dat sinn net d'Zuelen an dat sinn och net d'Moossname vun eisen Nopeschlänner, vun Däitschland, Frankräich an der Belsch. All Land huet nämlech seng speziell Situatioun an och seng Spezifizitéiten. A mir leie mat den Nopeschlänner jo och net esou wäit auserneen. Dat muss een och emol eng Kéier soen.

Mir maachen hei zu Lëtzebuerg all Dag e Monitoring vun eiser Situatioun, schléissen dofir och näischt aus, ginn eis déi néideg Zäit, déi mer brauchen. A wa mer eis mussen an enger Woch heibannen erëmgesinn, da musse mer dat maachen. Lëtzebuerg kuckt, wat déi aner Länner maachen, mee hält virun allem déi eege Situatioun fest am Bléck a reagéiert geméiss par rapport zu deem, wat hei geschitt.

Jo, mir mussen eis Situatioun virun allem an de Spideeler am A behalen, well mer do un d'Limitte stoussen. D'Zuele si stabill, awer op engem héijen Niveau. Si gi liicht erof, awer net séier genuch. Si mussen onbedéngt weider erofgoe fir ze verhënneren, dass d'Gesondheetsversuergung iwwerlaascht gëtt an aner wichteg Traitementer net méi kënne garantéiert ginn! An dofir och d'Verlängerung vun dëse Restriktiounen, mat enger Upassung ënner anerem, wéi virdrun och scho gesot ginn ass, an de Centre-commerciallen.

Dofir ginn et och keng Lackerungen iwwert d'Feierdeeg - esou déck et jiddwerengem och deet -, well mer soss géife riskéieren, zwou Wochen drop d'Rechnung presentéiert ze kréien. An dat dierf dach heibanne kengem egal sinn. Grad elo an iwwert d'Feierdeeg ...

(Interruption)

... musse mir an déi ganz Populatioun eis bewosst sinn, dass mer de Moment an engem ganz prekären Equiliber sinn, dee ganz séier nees ka kippen, an dass mer eventuell och musse méi wäit goen, falls sech sollt erweisen, dass dat néideg ass.

An dofir nach emol e waarmen an en dréngenden Appell: Et ass net de Moment fir ze froen: Wat dierf ech nach? A wéi kann ech d'Aschränkungen hei ëmgoen? Et geet drëms, all Kontakt ze evitéieren. All Kontakt, deen net onbedéngt néideg ass! A wa se wierklech onbedéngt néideg sinn, dann iwwerleet lech och iwwert d'Feierdeeg, wéi Dir de Risiko esou niddreg wéi méiglech kënnt halen, doduerch dass Der d'Zuel vun de Leit, déi zesummekommen, esou niddreg wéi méiglech haalt, doduerch dass Der Masken undot, doduerch dass Der Distanz haalt an doduerch dass Der lëft. An am beschten alles zesummen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, allze gär géif ech och elo zu engem Projet de loi schwätzen, dee sämtlech Moossname géif ophiewen. Mee dat ass net méiglech, well wann ee sech déi aktuell Infektiounszuelen ukuckt, da muss een nämlech feststellen, datt deen éischter bescheidene Lockdown - méi oder manner bescheiden, en ass net ganz kleng -, dee mer virun dräi Woche gestëmmt hunn, dann awer och just e bescheidenen Impakt huet.

Zwar ass et gelongen, an dat wëll ech och betounen, datt den exponentiellen Ustig vun den Infektioune gestoppt konnt ginn. Dat heescht, den Trend ass kloer gebrach ginn, an dat ass och ganz positiv. Allerdéngs hunn d'Zuele sech op engem ze vill héijen Niveau stabiliséiert, fir datt mir op Moossname kéinte verzichten. An och wa bei den Intensivbetter nach genuch Sputt fir weider Patienten iwwreg bleift, esou däerf et net dozou kommen, datt d'Noutopnam, d'Dialys, d'Onkologie, d'Traumatologie a liewenswichteg Chirurgien oder Ënnersichungen op der Streck bleiwen. Woubäi ee muss bedenken, dat ass de Mueren um Radio gesot ginn, datt d'Zuel vun de Patienten, déi op den Intensivstatioune leien, op 50 geklommen ass. Dat sinn der eelef méi a kuerzer Zäit. Ëmmer méi bedenklech gëtt och d'Zuel vun de Stierffäll, virun allem bei eelere Leit, op déi ech nach herno wëll zréckkommen.

Alles dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass Grond genuch, fir um Ball ze bleiwen an déi physesch Interaktioune weiderhin anzeschränken. Wuel wëssend, datt si d'Quell vun all Ustiechung sinn. An dat ass och de Grond, firwat mir dëse Projet de loi stëmmen. Sollt sech dann erausstellen, datt déi sanitär Situatioun sech séier, stabill an duerchgeeënd verbessert, kënne mir natierlech all zesummen opootmen. Sollt sech awer erausstellen, datt déi sanitär Situatioun an de Spideeler net méi gerabel gëtt, da musse mer déi néideg Konsequenzen zéien an d'Moossname leider nach verschäerfen, wat et vläicht och géif erlaben, e wéineg méi Kohärenz an d'Krittären ze bréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass richteg, dëse Projet de loi ass grad wéi seng Virgänger net perfekt, well d'Moossnamen effektiv net an allen Hisiichte kohärent sinn. Virun dräi Wochen hunn ech op eis Bedenken higewisen. An dozou stinn ech och nach haut!

Am Numm vun der grénger Fraktioun betounen ech awer och nach eng Kéier haut, datt dëse Projet de loi trotz senger Imperfektioun néideg ass, well „d'Gesondheet vun de Mënsche méi wichteg ass wéi d'Perfektioun vun engem Gesetz". Woumat ech d'CSV International zitéieren, déi bedauert huet, datt d'CSV National de Projet de loi vun der leschter Kéier net gestëmmt huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Mir stelle fest, datt Dir der Regierung hir Gesetzer net perfekt fannt!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Mir stëmmen dëse Projet de loi, éischtens, well déi sanitär Sécherheet eng Grondmissioun vun eisem ëffentleche Gesondheetssystem ass a well mir dës Missioun ganz kloer ënnerstëtzen. Zweetens awer och, well mir de Gesondheetssecteur a säi Personal, seng Beleegschaft méi wéi jee virun der Iwwerbelaaschtung musse schützen. Dat ka just gelëngen, wann déi physesch Interaktiounen ageschränkt bleiwen, wat jo mat dësem Projet de loi, eng zweete Kéier souzesoen an der Verlängerung ugestrieft gëtt. Dat ass fir eis den Haaptpunkt.

Grad wéi seng Virgänger ass en aus der sanitärer Nout eraus entstan an e bréngt och keng gréisser Ännerung mat sech. Déi eenzeg Ännerung besteet jo doran, datt déi grouss Geschäftszentren an Zukunft e sanitäert Konzept mussen opstellen an dëst Konzept vun der Santésdirektioun ofseene musse loossen. Dat bedeit ganz sécher eng Verbesserung nom onverantwortleche schwaarze Freideg, deen dräi Deeg gedauert huet.

Spéitstens de 15. Januar leeft de Projet de loi dann aus. An dat begréisse mir och ausdrécklech. Domat wëll ech net soen, datt mer prinzipiell géint längerfristeg Moossname sinn, fir d'Pandemie ze bekämpfen, ganz sécher net, oder eeben, datt mer am ëmgedréite Sënn dovun ausginn, datt eist Land nom 15. Januar vum Covid befreit ass. Dat ganz sécher och net! An dat wier och naiv.

Mir begréissen dës kuerz Mise en vigueur aus deem einfache Grond, well mer der Meenung sinn, datt et am Hibléck op d'Zukunft, op déi follgend Méint a vläicht Joren, net méi duergeet, eebe mat méi oder manner klengen oder grousse Mooss-namen hin an hier ze hantéieren, ouni méi wäit ze kucken. Am Hibléck op d'Zukunft musse mer eis, éischtens, mat der Fro beschäftegen, a wéi enger Gesellschaft mer wëlle liewen zu Lëtzebuerg, awer och an anere Länner. An zweetens, wéi mer an den nächste Méint mam Virus ëmgoe mussen, fir der Gesellschaft méi Stabilitéit ze bidden. Wuel wëssend, datt de Virus eis nach eng gutt Zäitche wäert begleeden. An da stelle sech fundamental gesellschaftspolitesch Froen.

D'Zwéckmillchen, Dir Dammen an Dir Hären, mat där mer eis bei fräiheetsaschränkende Mooss-namen nämlech séier konfrontéiere mussen an iwwert déi mer eis och Gedanke maache mussen, weist sech beispillsweis an der aktueller Situatioun. Am Géigesaz zum éischte Lockdown, wou kuerzerhand alles zougemaach ginn ass a wou d'Kohärenz schonn eleng duerch eng generell Schléissung erreecht gi war, befanne mer eis haut a vill méi enger heikeler gesellschaftlecher Situatioun; an dat net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och a villen aneren Demokratien, déi sech och mat de Covidreegele mussen auserneesetzen an déi dat och maachen.

Déi heikel Situatioun ass déi, datt den aktuellen Deel-Lockdown den Alldag am Fong vum Netalldag trennt. Erlaabt bleiwen Akafen, Schaffen a Schoul an donieft och dat schnellt Iesse fir matzehuelen. Doriwwer eraus däerfen d'Mënsche sech dagsiwwer fräi an der frëscher Loft beweegen, wat grad wéi d'Iessen e Grondbedierfnis vun all Mënsch ass.

Alles anescht rutscht a ville Länner - ech schwätzen elo net just vun eiser Situatioun, et ass europawäit -, alles anescht rutscht an d'Kategorie vum net néidegen of an domat och an d'Kategorie vum einfache Fräizäitspaass. Dat ass net nëmme problematesch, well héichkaräteg kulturell Projete beispillsweis ënner e Begréff wéi Fräizäitspaass oder iwwerflësseg Ënnerhalung falen. Et ass, wat d'Kultur betrëfft, doudsécher net esou, datt se just vu Subventioune ka liewen. Dës Approche ass virun allem awer problematesch, well se de Mënsch an Zwee deelt: an zwar an en onentbierlecht Aarbechts- a Konsumwiesen engersäits an an e géifeierlecht an ustiechend Fräizäitwiesen anerersäits.

Ënnert dem Virwand, Liewen ze schützen, beschneit d'Gesondheetspolitik vu ville Länner - net nëmme Lëtzebuerg, wuel bemierkt - op déi Manéier d'Grondrecht vun de Mënschen op kulturell Produktiounen an op d'Participatioun um kulturelle Liewen. Domadder erkläre se d'Liewen, wat sech jo néierens méi intensiv an nuancéiert ausdréckt wéi an der Kultur, selwer zum Doud oder zu enger Zort virzäiteger Leichenstarre. Dir Dammen an Dir Hären, dat Bild kënnt net vu mir, mee vum Journalist Michael Stallknecht aus der „Neue Zürcher Zeitung". Dës Diskussioun gëtt also och an der Schwäiz gefouert. An net nëmmen do. An och mir solle se féieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mat deem zimmlech iwwerspëtzte Bild vum Schwäizer Journalist ënnerstellen ech eiser an anere Regierunge kengerlee béis Absicht géint d'Gesellschaft oder géint d'Kultur am Speziellen. Ganz am Contraire, d'Ënnerstëtzung ass generell immens grouss an ass nach méi grouss ginn an der Lescht.

Als gréng Fraktioun si mer awer der Meenung, datt mer eis am Hibléck op d'Zukunft méi intensiv mat gesellschaftspolitesche Froe wéi dësen an aneren auserneesetze mussen.

Well spéitstens wa mir eis d'Entwécklung an anere Länner ukucken, da wësse mer, datt weeder e strenge Lockdwon nach e Wellenbrecher-Lockdown nach e klengt Einmaleins u Moossnamen dauerhaft Resultater bréngen. Wou ech awer och wëll bemier-

ken, datt eenzel Liichtblécker sech an der Welt mëttlerweil bemierkbar maachen. Wëll soen, all dës Moossnamen hunn zwar eng méi oder manner grouss Wierkung fir eng gewëssen Zäit, se schafen d'Pandemie awer net definitiv aus der Welt. Jiddwerfalls konnt dat nach net bewise ginn.

An där Hisiicht ass Lëtzebuerg keng Insel, och wa mir eis eege Situatioun hunn an eis eegen Zuelen, dat stellen ech net a Fro. Mir mussen awer dovun ausgoen, datt mer grad wéi aner Länner weiderhi plus ou moins mam Virus wäerte konfrontéiert sinn, egal wéi eng Moossname mer haut decidéieren.

Quitte datt de Vaccin de Wee an d'Normalitéit zum Gléck vereinfacht, wäert et trotzdeem nach eng Zäitchen daueren, bis en an der néideger Quantitéit a Qualitéit disponibel a flächendeckend uwendbar wäert sinn. Op de Vaccin als kuerzfristegt Wonnermëttel däerfe mer eis also net verloossen. An ech mengen, dat wësse mer alleguer. Also musse mer ee fir allemol léieren, mam Virus ze liewen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir musse léieren, mam Virus ze liewen. Wann ech mech gutt erënneren, ass dee Saz scho méi oft op dëser Plaz geäussert ginn. An dat souwuel vu Regierungssäit wéi och vun enger Rei Deputéierten aus alle Reien. Souguer schonn direkt am Ufank vun der Pandemie viru ville Méint. Wann et dann awer drëms geet, e Liewe mam Virus konkreet ze beschreiwen, da gëtt et méi komplizéiert an da scheede sech d'Geeschter, souwäit se sech iwwerhaapt nach dozou äusseren. Fir eis steet jiddwerfalls eppes fest, an zwar datt et am Kampf géint de Virus oder eeben am Liewe mam Virus net däerf drëms goen, den technokratesche Maximum erauszeschloen an aus de fräie Bierger déi perfekt Pandemiebierger ze maachen.

D'Zil muss et éischter sinn, de Maximum vun deem erauszeschloen, wat ee vun engem Mënsch sengem Verantwortungsbewosstsäin erwaarde kann a wat een dem Mënsch mat all senge Mängel a Bedierfnisser zoumudde kann. Dëst ëmmer op Basis vu senge fundamentale Rechter a Flichten. Dat ass dat eent. Dat anert ass, datt d'Moossnamen nëmmen nohalteg wierken, wann d'Mënsche se verstinn a fräiwëlleg befollegen. Wa se souzesoen zur Routine ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat gëllt ëmsou méi, well verschidden Unuerdnungen, wéi zum Beispill déi vun de Kontaktbeschränkungen am Privatberäich, sech net dauerhaft iwwerwaache loossen. Fräiwëllegkeet setzt awer Verständnis a Berechebarkeet viraus. An déi gëllt et, an den nächste Méint ze schafen. An dat wäert d'Regierung och maachen.

Verständnis a Berechebarkeet erreeche mer net, wa mer d'Gesellschaft am Däiwelskrees tëscht Op- an Zoumaachen, tëscht Fräiheet an Aschränkunge gefaangen halen. Verständnis a Berechebarkeet kënne mer awer erreechen, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer eis eebe grad eng Strategie ginn, déi net méi nom Prinzip vum Stop-and-Go funktionéiert. Dëse Stotterbremssystem, wéi en am Ausland genannt gëtt an och analyséiert gëtt, huet bewisenermoossen e Jo-Jo-Effekt a riskéiert, eis Gesellschaft mat der Zäit ze zermürben. Dat heescht, wat e méi laang dauert, wat de sozialen, demokrateschen a wirtschaftleche Schued méi grouss gëtt. Doriwwer eraus däerf och net Angschtmaacherei geholl ginn, fir ondemokratesch Methoden ze legitiméieren, wat zu Lëtzebuerg net gemaach gëtt.

Dat heescht net, datt mer de Virus an d'Gefor, déi vun him ausgeet, sollen ignoréieren. Et heescht ganz kloer, datt d'Angscht e schlechte Beroder ass. Laangfristeg kann de Kampf géint d'Pandemie an eisen Aen eenzeg an eleng mat der Vernonft, der Wëssenschaft, der Recherche an der Uwendung vu verfassungsrechtleche Prinzippie gewonne ginn.

Dir frot Iech bestëmmt: Wat heescht déi schéin Theorie, déi ech elo hei presentéiert hunn, dann elo konkreet? Fir eis als gréng Fraktioun ginn et eng ganz Rei Pisten. Virun allem déi, éischtens, datt de Schutz vun den eeleren a vulnerabele Persounen erhéicht muss ginn, esou wéi dat och elo geschitt. A mir si frou, datt sech op deem Gebitt an der Lescht ganz villes beweegt.

An ech wéilt och der COPAS e grousse Merci ausdrécken, datt se sech ganz aktiv an déi Matière ageschafft huet an zesumme mam Ministère vun der Santé a mam Ministère vun der Famill nei Konzepter op d'Bee setzt.

Wann ee weess, datt de Gros vun de Covidaffer iwwer 70 Joer al ass an datt en Drëttel vun den Affer net am Spidol stierft, da kann ee sech ausmolen, datt vill Leit an den Alters- a Fleegeheemer stierwen. Laut dem Direkter vun der Santé stierwe ganzer 90 % vun deem Drëttel an dësen Institutiounen, déi sech lues a lues zu engem Coronahotspot entwéckelt haten. Dat war op alle Fall déi grouss Angscht.

Här President, schonn an der Interpellatioun iwwert d'Covidstrategie an den Alters- a Fleegeheemer hunn ech virun e puer Wochen op d'Wichtegkeet vun engem Monitoring a kloere Statistiken an dësem Secteur higewisen. Dat géif erlaben, d'Situatioun nach méi kloer ze analyséieren, dëst verbonne mat der Informatiounsflicht, wat déi sanitär Konzepter a Stierffäll ugeet, mee och verbonne mam Engagement vun den Haiser, datt e Schutzkonzept net mat Isolatioun gläichgestallt däerf ginn.

Eeler Mënsche brauchen Interaktioune mat hirem sozialen Ëmfeld esou néideg, wéi d'Loft fir ze ootmen. Dat heescht, datt all Ofschottung ee grousse Risiko mat sech brëngt, deen net manner geféierlech ass wéi de Covid-19. Et ass deen, datt déi Mënsche sech selwer opginn an ausgi wéi eng Käerz; ech hat et schonn eng Kéier betount. Experte schwätzen an deem Kontext vum Syndrome de glissement, der passiver Verweigerung ze liewen. Dësen Doud gëtt och gären als Mort sociale bezeechent, well en op feelend sozial Interaktiounen zréckzeféieren ass an net zu enger Gesellschaft passt, déi sech den Numm inklusiv wëll ginn.

Fir de Schutz vun de vulnerabele Mënschen ausserhalb den Heemer zousätzlech ze stäerken, ginn et doriwwer eraus eng Rei konkreet Pisten, déi mir och als sënnvoll ugesinn, mee déi nach net alleguer en place sinn. Esou zum Beispill d'Verdeelung vun FFP2-Maske fir Persounen iwwer 70 Joer, déi organiséiert Versuergung vun eelere Leit mat Liewensmëttel a Servicer oder awer reservéiert Plages horaires fir eeler Leit an de Liewensmëttelgeschäfter, wou mer eis den Diskussioune mam Secteur net verschléissen, mee éischter op sinn, fir déi Pist ze diskutéieren.

Doriwwer eraus sollen och Programmer entwéckelt ginn, déi geduecht sinn, fir den Immunsystem an den Häerz-Longe-Kreeslaf vun de Seniore preventiv ze stäerken, vu datt längst gewosst ass, wéi grouss d'Roll vun deene Systemer beim Verlaf vun der Krankheet ass. Hei bleift ze klären, ob d'Verofreechung vu Vitaminn D tatsächlech en Impakt op d'Ofwier géint de Covid huet oder net. Aner Länner setze sech domat auserneen. An ech denken, mir mussen ofwaarden, wéi eng Resultater d'Fuerschung do wäert brëngen.

Wat an eisen Aen awer net méi a Fro gestallt däerf ginn a wat och hei net a Fro gestallt gëtt, mee weiderentwéckelt gëtt, ass d'Schnelltesteteststrategie nieft den normale PCR-Tester. Wat dës Tester betrëfft, esou kënne mer déi reservéiert Haltung vun der EU eigentlech net novollzéien. Se erënnert am Fong un déi kritesch Haltung, déi d'EU och am Ufank vun der Pandemie géint d'Masken ageholl huet. Haut erweisen d'Maske sech als effikasse Schutz a sinn a ville Fäll obligatoresch. Eiser Meenung no kéinten d'Schnelltester jiddwerfalls konsequent als komplementaart Instrument agesat ginn, fir de Schutz vu vulnerabele Persounen nach ze erhéijen.

An deem Kontext begréisse mir, datt d'Regierung dës Approche deelt an datt mëttlerweil scho Schnelltester um Terrain zur Verfügung gestallt ginn. Dat huet d'Madamm Ministesch eis gëschter an der Santéskommissioun matgedeelt. Dofir e grousse Merci.

Ass et eigentlech normal, datt jiddwereen, deen am Summer an d'Vakanz wollt fléien, e gratis Test konnt ufroen, wärend déi Offer net och deene Leit zegutt koum, déi e Familljemember an engem Heem wollte besichen? Ech stellen déi Fro, well mer eis mussen domat auserneesetzen, wéi mer an Zukunft mat der eelerer Generatioun ëmginn. D'Seniore goufen an hirem Zëmmer isoléiert wärend aner Leit gratis getest an d'Vakanz konnte fléien.

En zweete konkreete Punkt, deen ech scho virun dräi Wochen ugeschwat hunn, betrëfft déi sougenannte Laangzäitstrategie, déi och schonn hei e puermol zur Sprooch koum an déi ech och schonn déi leschte Kéier ernimmt hunn. Et ass genee déi Strategie, iwwert déi d'Regierung nodenkt, mam Zil, esou séier wéi méiglech op e gréngen Zweig ze kommen. An ech hat och scho virun dräi Woche virgeschloen, datt mer eis an de Kommissiounen doriwwer ënnerhalen, einfach emol fir e konstruktiven Austausch ze hunn, a wéi eng Richtung esou eng Strategie kéint goen. An ech ginn der Madamm Minister vollkomme Recht, wa se seet: „Déi schléit een net aus dem Steen". An et gëtt och vill Länner, déi do net déi beschten Erfarunge gemaach hunn. Mir sollten awer driwwer nodenken an d'Pisten ausfuerschen.

Ech wëll awer och betounen, datt déi Diskussioun net just d'Santéskommissioun betrëfft, mee eng ganz Rei Ressorten, esou zum Beispill och d'Educatioun, d'Famill, den Transport, d'Kultur, de Mëttelstand an esou weider, well sämtlech Secteure si gefuerdert, fir esou eng Strategie op d'Been ze brëngen.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Inspiréiere kënne mer eis dobäi natierlech un den internationalen Erfarungen a Best-Practice-Modeller, déi am Ausland mat Laangzäitstrategië gemaach ginn. Datt déi australesch Stad Melbourne mat hire 5 Milliounen Awunner mëttlerweil covidfräi ass an de Covid souzesoen ausgemäerzt huet, ass an deem Kontext bestëmmt net oninteressant.

Wichteg ass an deem Kontext awer och, datt all Moossnam dem Proportionalitéitsprinzip esou wäit wéi méiglech gerecht gëtt. Ganz einfach, well mir d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet net dauerhaft ausser Kraaft kënne setzen, sollt d'Pandemie nach Méint oder vläicht och Joren unhalen. Mir si keng Hellseeër.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss an domat och zur Konklusioun, datt dës hartnäckeg Pandemie sech net op Knappdrock ausschalte léisst, esou schéin an esou einfach wéi dat och wier. An och wann de Vaccin do ass, féiert weiderhi kee Wee derlaanscht, en dauerhafte Kampf géint de Virus ze féieren. An dauerhaft, Dir Dammen an Dir Hären, huet och mat Ausdauer ze dinn. An déi brauche mir zu dësem Moment méi wéi jee.

De Premier huet dat beléift Bild vum Marathon benotzt, vläicht well en der scho vill gelaf ass, fir ze ënnersträichen, datt mir vill Ausdauer brauchen.

(Interruption)

Une voix.- D'Madamm Hansen ass der schonn e puer gelaf.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- A wa mir bei deem Bild bleiwen, da muss een och wëssen, datt Tëschesprinter a Rhythmuswiessel an engem Marathon ganz geféierlech sinn, well se ermiddend sinn a schlussendlech kontraproduktiv ginn.

Une autre voix.- Très bien!

Une troisième voix.- Wat seet d'Leeferin?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Besser ass et, e Marathon an engem reegelméissege Rhythmus ze lafen, op deen de Kierper sech astelle kann an domat och d'Psych. Net anescht ass et awer och am Kampf géint d'Pandemie, wou der Gesellschaft fréier oder spéider den Otem ausgeet, wann d'Moossnamen oft wiesselen an de Mënsch op laang Dauer iwwerfuerderen.

Dozou wäert et net kommen. An dofir iwwerhuele mir eis Verantwortung zesumme mat der Regierung. A mir wäerten als Koalitioun och derfir suergen, datt aner wichteg Käraufgaben nees méi an de Mëttelpunkt geroden, ouni de Gesondheetsschutz opzeginn.

Eng vun de Käraufgaben, Dir Dammen an Dir Hären, besteet doran, eis fir d'Ursaache vu Pandemien ze interesséieren. An ech denken, mir sinn eis eens, géint déi beonrouegend Entwécklung brauche mir vill méi wéi eng Impfung. Mir brauchen eng nohalteg Politik, déi sech och am Staatsbudget vun dëser Regierung zréckspigelt.

Domat wéilt ech och dem Rapporter Mars Di Bartolomeo, och President vun der Santéskommissioun, nach eng Kéier e grousse Merci ausdrécke fir seng Gedold an der Kommissioun, déi et erlaabt, datt mer zumindest do konstruktiv zesummeschaffe kënnen, och wann dat heibannen dann net esou de Fall ass. Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Merci, Madamm Lorsché. An als nächsten geschriwwene Riedner huet elo den honorabelen Här Jeff Engelen d'Wuert. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir unzefänken, dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, en häerzleche Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Als ADR deele mer d'Suerg vun der Regierung an de Leit dobaussen ëm déi weider héich Zuelen am Ëmfeld vum Covid. A mer sinn der Meenung, datt alles muss gemaach ginn, fir eng Iwwerlaaschtung vun de Spideeler ze verhënneren. Dat si mer net nëmmen de Kranke schëlleg, mee och dem gesamte Personal am Gesondheets- a Fleegesecteur, déi elo scho bis un hir Belaaschtungsgrenz schaffen.

Mir haten eis allerdéngs vun der Regierung méi cibléiert Moossnamen oder Mesuren erwaart a sinn der Iwwerzeegung, datt déi deels drakonesch Moossnamen net ëmmer proportional zur sanitärer Logik sinn.

Den Här Premierminister an d'Madamm Gesondheetsministesch hunn an hirer leschter Pressekonferenz ganz zu Recht op déi Leit verwisen, déi eleng an isoléiert sinn, leider dacks och eeler Leit, an déi grad an der Chrëschtzäit eng grouss Einsamkeet empfannen. Am nämmlechten Otemzuch hu si och op eis Jonker higewisen, op déi de Confinement noweislech ganz negativ Konsequenzen huet. En Zoustand, deen elo scho Wochen a Méint undauert.

Mir proposéieren als ADR en aneren, e bësse méi e mënschleche Wee, fir duerch dës ganz schwéier Zäit ze kommen.

Et ass an deem Sënn fir eis onverständlech, datt d'Regierung mat engem nach méi strenge Lockdown dreet. D'Regierung erkläert, datt si d'Evolutioun vum Infektiounsverlaf bestänneg analyséiert an opgrond vun dësen Analysen hir Decisiounen hëlt. Si ka bei hiren Analysen awer wéineg spezifesch Clustere feststellen, wéi d'Gesondheetsministesch selwer sot beim leschte Covidgesetz, an datt och am Horeca-Secteur keen Hotspot wär. Firwat gëtt et do elo e partielle Lockdown, deen elo nach bis de 15. Januar verlängert gëtt?

Grouss Deeler vum Horeca-Secteur sinn no un der Faillite oder virum Zoumaachen op eegen Decisioun. Déi Leit verléieren hir Existenz a lafe Gefor, an d'Aarmut ofzerutschen. Et ass en Hon, wa mer als Politik grad deene Leit elo mussen erklären, datt et eigentlech guer keng wëssenschaftlech Basis gëtt, fir den Horeca-Beräich komplett zouzemaachen. An engem Interview vun e Méindeg huet den Här Lex Delles, de Mëttelstandsminister, op d'Fro, firwat den Horeca-Secteur huet missen zougemaach ginn, Follgendes geäntwert: « La fermeture décidée par le Gouvernement n'est pas aléatoire, il y avait des raisons bien précises. » Vun deene „raisons bien précises" sinn allerdéngs d'Leit aus dem Horeca-Secteur näischt gewuer ginn. Ech wéilt an deem Zesummenhang den Här Mëttelstandsminister bieden - ech mengen, e wär net hei, mee da ka jo den Här Staatsminister nofroen -, am Uschloss déi „raisons bien précises" genee der Chamber ze definéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- D'Gesondheetsministesch huet nämlech ëmmer betount, datt den Horeca-Secteur keen Hotspot wär. Mir hunn awer ëmmer méi d'Gefill, datt d'Regierung an där doter Fro iwwerhaapt keng kloer Linn huet a weeder déi lénks nach déi riets Hand weess, wat déi aner mécht.

Och de Kultur- an Deeler vum Sportberäich kéinten eiser Meenung no, bei adequate Moossnamen, weider fonctionéieren.

Wann d'Regierung awer ouni wëssenschaftlech Grondlag weidermécht, ganz Gesellschafts- an Aarbechtsberäicher stuer widder d'Mauer ze fueren, da wëlle mir si als ADR ganz kloer op hir Verantwortung hiweisen, datt d'Hëllefsmoossname fir d'Wirtschaft integral verlängert solle ginn, soulaang et néideg ass.

D'ADR besteet och op hirer Fuerderung, datt de staatleche Lounausgläich fir de Chômage partiel op 100 % gehuewe gëtt, bis zur Limitt vun 250 % vum onqualifizéierte Mindestloun, fir Leit iwwer 18 Joer, an dëst am Kader vun dëser Kris.

Madamm Presidentin, ech wollt Iech dann och eng Motioun hei ënnerbreeden. Mir hunn elo gesinn, an Däitschland, do kënnt ëmmer méi en haarde Lockdown op. An deen ass annoncéiert ginn. A mir géifen deem awer gären hei am Land entgéintwierken. An deem Sënn deponéieren ech dës Motioun.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten :

stellt fest, datt

- Däitschland en haarde Lockdown annoncéiert huet, wou notamment och - bis op d'Liewensmëttelgeschäfter - all d'Geschäfter wäerte mussen zoumaachen,

ass sech bewosst, datt

- d'Situatioun am Hibléck op de Covidvirus zu Lëtzebuerg aktuell manner dramatesch ass ewéi an Däitschland,

- en Zoumaache vun de Geschäfter déi betraffe Leit zum groussen Deel an eng Situatioun géif brëngen, wou si ëm hir Existenz fäerte mussen, esou wéi dat elo schonn am Horeca-Secteur leider zum Deel de Fall ass,

fuerdert d'Regierung op,

- keng weider Mesuren ze huelen, déi d'Geschäfter géife forcéieren, hir Diere mussen zouzemaachen.

(s.) Jeff Engelen.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Erlaabt mer, Iech nach e puer méi grondsätzlech Gedanken zu der Ausgangsspär an den Agréff vum Staat an déi perséinlech Fräiheete matzedeelen oder duerzeleeën.

D'ADR bleift bei hirer Haltung, datt déi dora besteet, datt d'Regierung wuel dat Recht huet, fir am ëffentleche Raum Moossnamen ze huelen, net awer am Privatliewe vun de Leit. Am private Beräich läit et an der Eegeverantwortung vun de Bierger, fir hiert Liewen a Sécherheet ze organiséieren.

Mir sinn an deem Sënn, wéi ufangs ugeschwat, fir méi cibléiert a manner drakonesch Mesuren. Mir wëssen all, datt d'Mortalitéit beim Covidvirus am héchsten ass bei eisen eelere Matbierger. Grad hei vermësse mer eng geziilte Preventiounspolitik vun der Regierung.

Mir wëssen och, datt d'Ustiechungsgefor am ëffentlechen Transport héich ass. An net méi spéit wéi de leschte Sonndeg sinn eng Rei vu Buslinnen, déi duerch d'Stad fueren, ofgeschaaft ginn. An all déi Passagéier mussen elo an den Tram zesumme klammen. Ee kardinalen epidemiologesche Feeler zu dëser Zäit!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Firwat gi keng Efforten ënnerholl, fir eisen eelere Bierger zäitweileg e sécheren Individualtransport unzebidden, deen et hinnen erlaabt, hir Kommissiounen ze maachen? Net jidderee ka sech en Taxi leeschten. A mir hunn elo scho Konzepter, wéi zum Beispill den Adapto-Transport, deen een an dëser schwéierer Zäit sécherlech kéint ausbauen. Dat wär eng cibléiert Mesure, déi der Sécherheet vun eisen eelere Matbierger Rechnung droe géif.

Madamm Presidentin, mir ginn op Chrëschtdag zou, eng Zäit, vun där mir wëssen, datt si fir d'Familljen eng ganz besonnesch Bedeitung huet. Mir bedaueren, datt d'Regierung och an der Chrëschtzäit keng Ännerung vun hirer Politik virgesäit, a sief et och nëmmen eng zäitweileg Erliichterung iwwert d'Feierdeeg. Dëst ass ëmsou méi schlëmm, vu datt d'Regierung sech de soziale Konsequenze voll bewosst misst sinn. Souguer am laizistesche Frankräich ass eng Ausnam fir Hellegowend virgesinn! Dës zäitweileg Erliichterung géif sécherlech net zu iwwerfëllte Klinicke féieren a géif eise Matbierger e Stéckwäit d'Gefill vu sozialer Wäermt a familiärer Normalitéit zréckginn, e Gefill, wat grad an dëser Chrëschtzäit batter noutwendeg wär a wéi soss ni. An och an der Kierch kann a gëtt de sozialen Ofstand agehalen.

An deem Sënn proposéiere mer der Chamber een Amendement zum aktuelle Gesetz, fir wéinstens doheem op verschidden Deeg de Rassemblement vun zwou Persoune maximal opzehiewen. An ech géif Iech dann, Madamm Presidentin, ech muss ëmmer kucken ...

Amendement 1

L'article 4. (1) est amendé comme suit :

« À l'exception des 24, 25, 26 et 31 décembre et du 1er janvier, les rassemblements à domicile ou à l'occasion d'événements à caractère privé, dans un lieu fermé ou en plein air, sont limités aux personnes qui font partie du même ménage, qui cohabitent ou qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice d'un droit de visite et d'hébergement ou dans l'exercice des résidences alternées, et à un maximum de deux visiteurs qui font également partie d'un même ménage ou qui cohabitent […]. »

(s.) Jeff Engelen, Marc Baum, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Roy Reding.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci.

Et ass sécherlech och esou, datt, wa mer an de leschte Joren a Joerzéngten eng aner Gesondheetspolitik gehat hätten, wäre mer net op esou disproportionéiert Mesuren ugewisen. Ech erënneren an deem Kontext nach eemol mat der néideger Drénglechkeet un eis ADR-Gesetzespropositioun iwwert d'Spidolswiesen, déi mer virun net emol zwee Méint hei deponéiert hunn, fir endlech deen onsënnege Plaffong bei der Unzuel vun den Akutbetter ze sträichen. Esou wéi dat och an eiser Gesetzespropositioun a ganz klore juristeschen Terme festgehalen ass, hu mer d'Flicht, d'Ufuerderungen am Gesondheetsberäich endlech un den demografesche Wuesstum unzepassen. Domat komme mer och iwwregens de Fuerderunge vun deene Leit no, déi op deem Terrain schaffen.

Ech erënneren an deem Zesummenhang un den Avis vum Collège médical zum ëmstriddenen LSAP-Spidolsgesetz. Hei hu mer als ADR Léisunge proposéiert. A mir sollen och elo eiser Verflichtung nokommen an dat ëmsetzen. Ech wëll dem Här Georges Engel, en huet mir jo virdrun, oder der ADR gesot, mir géife mat falschen Zuelen operéieren a puncto Spidolsbetter. Ech wëll drop hiweisen, datt mir dat net gemaach hunn! An dat, wat mer nach ëmmer gesot hunn, hu mer haut nach eng Kéier widderholl. An 2010 hate mer 2.821 Better. Dat mécht 5,6 Better op 1.000 Awunner. An 2019 hate mer 2.659 Better. Dat sinn 162 Better manner! An dat si 4,3 Better op 1.000 Awunner. Dat kënnt Der all noliesen an dat hu mer net erfonnt an dat ass net falsch! Dat steet am Bichelche vum Statec, publizéiert am Joer 2020, op der Säit 19.

Ech wëll dat emol ee fir allemol soen, wann ëmmer gesot gëtt, mir géife mat falschen Zuelen an Onwourechten operéieren, datt dat der Wourecht net entsprécht.

Et ass, denken ech, evident, wann ee vun uewen erof diktéiert, dat gesamt Sozialliewen op Äis ze leeën, … D'Bedierfnis vun de Leit ass awer risegrouss, fir endlech erëm kënnen zu der Normalitéit zréckzefannen. An deem Sënn riichte vill Leit hir Hoffnung op eng effizient Impfstrategie, allerdéngs solle mer och hei Kloertext schwätzen an de Leit kee Sand an d'Ae streeën.

Mir hunn et zumindest bei engem vun de viraussiichtlech zu Lëtzebuerg zougeloossenen Impfstoffer mat enger vëlleg neier Technologie ze dinn, déi nach ni um Mënsch ausprobéiert gouf. Mir hunn extreem verkierzten Zouloossungsprozeduren, mir wëssen näischt iwwert d'Niewewierkungen a Schied bei bestëmmte Bevëlkerungsgruppen, wéi zum Beispill bei schwangere Fraen, bei eelere Leit an esou weider.

Ech wëll hei ganz däitlech erwänen, datt déi Risiken, op déi mer als ADR ëmmer opmierksam gemaach hunn, och vun de féierende Käpp aus deem Beräich gedeelt ginn. D'Directrice vun der Agence européenne des médicaments huet kloer betount, datt d'Europäesch Unioun fir eng sécher Zouloossung vu Medikamenter an Impfstoffer vill méi strikt Virsiichtsmoossnamen a Reegelunge bräicht. Pharmacovigilance ass an deem Kontext e wichtegt Stéchwuert, an dat zu Recht.

Net méi spéit wéi leschte Freideg konnt een an den Noriichten um Radio héieren, datt dee geplangte gemeinsamen Impfstoff vun de Firme Sanofi a GlaxoSmithKline net wéi geplangt Ufank vum nächste Joer op de Marché komme kéint, well déi klinesch Etüd wäitaus manner gutt ausgefall wär, wéi ee sech dat erwaart hätt.

Als ADR si mir keng Impfgéigner, dat wär net verstänneg an et géif och dem historesche Merite vun den Impfungen op déi kollektiv Volleksgesondheet net gerecht ginn. Och am Hibléck op de Covidvirus lafen aktuell ganz villverspriechend Fuerschungen. Allerdéngs ass et un eis Volleksvertrieder, d'Bevëlkerung op transparent Manéier op méiglech Geforen opmierksam ze maachen. Mir kënnen aktuell nun emol potenziell Niewewierkungen a Geforen net ausschléissen, a well mer dat net kënnen, däerf op kee Fall vun uewen erof, sief dat vun der Regierung oder am Kader vun engem Aarbechtsverhältnis an esou weider, direkten oder indirekten Drock op d'Bierger ausgeübt ginn, fir sech impfen ze loossen.

D'Iwwerleeungen, wéi se aktuell an Éisträich gemaach ginn, fir Leit finanziell ze belounen, déi sech impfe loossen, leene mir strikt of. Sozial schwaach Persoune kéinten esou an enger éischter Phas als eng Aart Versuchskanéngche mëssbraucht ginn, fir deene Leit, déi an enger finanziell méi komfortabeler Situatioun liewen, eng zousätzlech Sécherheetsfrist ze garantéieren. Dëst widdersprécht eisem Bild vun der Dignitéit vum Mënsch, dat mir als ADR hunn, fundamental. D'Coronazäit ass eng gesellschaftlech Zerräissprouf an et ass sécherlech net un der Zäit, sozial Spannungen nach onnéideg ze férderen.

A well de Corona, a Bezuch op Ëmgang an Ausbreedung, nach net bis an de leschten Detail wëssenschaftlech erfuerscht ass, si mir an der Politik nach mat eppes konfrontéiert, dat et ons schwéier mécht, Decisiounen ze huelen. Op där enger Säit hu mer Virologen an Epidemiologen, déi nach méi schaarf politesch Mesurë fuerderen, an op där anerer Säit vun där selwechter Beruffsgrupp hu mer Leit, déi just e Schutz fir Risikogruppe fuerderen. Et ass dëst e Phenomeen, dat een an der Politik méi dacks begéint, wa Wëssenschaftler sech diagonal géintiwwer stinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir duerchliewe grad all e schwierege Moment. Grad awer an dësen Zäiten ass et wichteg, och deene Leit, déi net mat enger grousser Famill a ville soziale Kontakter geseent sinn, d'Gefill ze ginn, datt si dëse schwéiere Moment net aleng duerchliewen. Déi feierlech Chrëschtzäit mam noutwendege gesellschaftlechen Austausch ass de soziale Kit fir eist Zesummeliewen, wéi och eng ofgeséchert finanziell Liewensbasis vun all Bierger - dat ass och d'Grondlag vun engem friddlechen Zesummeliewen. Duerch déi aktuell Politik riskéieren elo vill Leit, béides ze verléieren, an dat ouni eng sënnvoll medezinesch Grondlag. Déi aktuell Politik dréit dee Gedanken, deen een a schwéieren Zäiten zesummenhale soll, ëm 180 Grad. Mir beweegen eis nach méi wäit fort.

Well dëst Gesetz a senger Gesamtheet déi vireg Gesetzer iwwerhëlt, kënne mir dëst net stëmmen. Well d'ADR ass dergéint, datt d'Agréffer an d'Privatsphär vun de Leit, d'Liberté de commerce, d'Versammlungsfräiheet oder och nach aner an der Verfassung geschützte Grondrechter hei an der Chamber mat enger klenger Majoritéit vun 31 Deputéierte kënne gestëmmt ginn. D'ADR schafft derwéinst u legislativen Initiative fir festzeleeën, datt fir all Agréff an d'Grondrechter, déi an der Verfassung verankert sinn, op d'mannst eng Zwee-Drëttel-Majoritéit an der Chamber néideg ass.

Prinzipiell ass d'ADR der Iwwerzeegung, datt de Staat net an d'Privatsphär vun de Bierger agräife soll an datt hien déi constitutionell Grondrechter a Friddenszäite wa méiglech iwwerhaapt net däerf aschränken. Ausnamen dozou mussen extreem gutt begrënnt sinn an duerch eng Zwee-Drëttel-Majoritéit an der Chamber decidéiert ginn, a si mussen der Kontroll vum Verfassungsriichter ënnerleien.

Wéi och an anere Politberäicher steet d'ADR fir eng Politik mat Häerz a Verstand: De Verstand musse mer hunn, fir déi noutwendeg Moossnamen ze treffen, fir dem Covidvirus Meeschter ze ginn, an d'Häerz musse mer weisen, wann et drëms geet, a schwéieren Zäite sozial isoléiert Leit net op der Streck ze loossen a weiderhi grad an dëser Chrëschtzäit déi sozial Wäermt um Liewen ze halen. Dat eent schléisst dat anert net aus, dat huet d'ADR an der rezenter Vergaangenheet duerch konkreet Proposen däitlech gemaach. De Chrëschtgedanken ass ee Gedanke vun Hoffnung, dee grad an dësen Zäite fir jidderee vun eis muss spierbar bleiwen.

Do derbäi kommen nach eenzel onlogesch a medezinesch Onstëmmegkeeten. Besonnesch hält d'ADR déi nei Agréffer an d'Privatsphär vun de Bierger fir disproportionéiert, dat am Verglach zum ëffentleche Raum.

Ech géif Iech Merci soe fir Är Opmiersamkeet.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Här Engelen. An als nächsten ageschriwwene Riedner huet den honorabelen Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Zënter elo zwee an engem hallwe Mount, also zënter dem Ufank vun där neier zweeter grousser Well, diskutéiere mer hei an der Chamber iwwer Mesuren oder Netmesuren, déi ee soll huelen, fir mat där Situatioun eens ze ginn, fir ze kucken, Mënscheliewen ze retten, Leit ze schützen an eventuell och sozial an ökonomesch Krisen, déi domadder verbonne sinn, ze kompenséieren. An d'Meenunge sinn och an deenen zwee an engem hallwe Mount ëmmer erëm ausernaner gaangen. Et sinn eng ganz Rëtsch Propose gemaach ginn vu verschiddene Parteien; et si ganz vill Meenungen, Haltunge geäussert ginn an der Zivilgesellschaft zu deenen eenzelne Mesuren; a wa mer elo, zwee an en hallwe Mount méi spéit, dorobber zréckkucken, da muss ee sech mat der Situatioun vun haut befaassen.

An déi Situatioun vun haut, déi ass net schéin. Mir sinn op engem Niveau vun Neiinfektioune pro Dag, deen ongeféier den Niveau huet wéi Enn Oktober, zimmlech genau dee vum 25. Oktober. Mir hu ganz héich Doudeszuelen, mir si konfrontéiert mat enger reeller Surmortalitéit an deene leschte Wochen a Méint. Eis Capacitéiten, fir géint de Virus virzegoen, nämlech déi Strategie, déi mer am Juni/Juli hei gestëmmt hunn - nämlech testen, tracen an isoléieren -, huet hir Hicke kritt, huet Retarde kritt an huet domadder un Effikassitéit verluer, dat heescht, eis gesellschaftlech Ofwiersystemer si ganz staark geschwächt ginn. An net zulescht, an dat ass mengen ech dat entscheedend, d'Situatioun an de Spideeler huet sech an där ganzer Zäit net verbessert, mee am Géigendeel souguer nach verschlechtert: Mat entretemps 50 Leit, déi wéinst Covid op der Intensivstatioun leien, hu mer gëschter en neien traurege Rekord erreecht.

An et ass wouer, datt d'Situatioun zu Lëtzebuerg an der zweeter Well méi beonrouegend ass wéi an eisen Nopeschlänner. Ech mengen, datt dat wichteg ass, datt mer do och mussen draus léieren, well mir mussen eis d'Fro stellen: Wéi hu mer an der éischter Well reagéiert, a wat hu mer do richteg gemaach? A wéi reagéiere mer an der zweeter, a maachen et vläicht falsch par rapport zu eisen Nopere?

Et ass awer och richteg, an dat gehéiert och zur ganzer Wourecht, datt mer am Moment eng liicht, eng ganz liicht bescheiden Tendenz no ënne gesinn: souwuel an de Kläranlagen, wat d'Verbreedung, déi allgemeng Verbreedung vum Virus ugeet, wéi awer och d'Zuel vun den Neiinfektiounen, déi ganz liicht erofgeet an deene leschten Deeg, respektiv och d'Zuel vun deenen aktiven Infektiounen, déi an deene leschten zwou, dräi Woche ganz bescheiden erofgaangen ass - awer esou bescheiden erofgaangen ass, datt ee muss soen: Dat Zil, wat sollt erreecht ginn zënter dem éischte Gesetzestext vum 29. Oktober, wou de Couvre-feu agefouert ginn ass, dat Zil ass net erreecht ginn. Eis Spideeler sinn net entlaascht, am Géigendeel! D'Situatioun ass haut net besser wéi Enn Oktober.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

De 25. November, wéi dunn eng Rallonge komm ass, wéi nieft dem Couvre-feu och nach agefouert ginn ass, datt d'Cafée sollte zoumaachen, a weider Restriktiounen am private Beräich sollte kommen, dat huet eis net zu där vu jiddwerengem vun eis erhoffter Entlaaschtung gefouert. Ech mengen, ganz vill Deputéierte sëtzen tëschent fënnef a sechs virum Computer a waarden drop, datt déi nei Resultater kommen an der Hoffnung, datt sech endlech dat realiséiert, wat mer alleguer wëllen: nämlech datt d'Zuel vun den Neiinfektiounen erofgeet.

A mir musse feststellen - an dat ass einfach eng objektiv Feststellung -: Wéi een och an der Vergaangenheet zu deene Mesurë gestanen huet, se hunn net gegraff! Et gëtt gesot, se hätten déi exponentiell Entwécklung eventuell verhënnert - mee och dat ass ganz hypotheetesch, well ab deem Moment, wou dat éischt Gesetz mam Couvre-feu den 29., 30. Oktober a Kraaft getrueden ass, war eréischt zwee Deeg drop de Pic vun Neiinfektiounen op enger Siwen-Deeg-Moyenne erreecht ginn. Dat heescht, et war net déi Mesure vum Couvre-feu, déi déi Well wierklech gebrach huet. Alles dat musse mer eis virun Ae féieren!

An elo hu mer dann dëst Gesetz, e Gesetz, wat eng Verlängerung virgesäit vu Mesuren, déi net weesentlech gehollef hunn - dat musse mer einfach esou feststellen! A wat maache mer dann? Mee mir verlängeren déi Mesuren, wou mer bis elo just ganz bescheide Resultater gesinn hunn, a mir maachen eng eenzeg weider Mesure derbäi: Nämlech déi, datt d'Centre-commerciallen obligéiert ginn, e Protocole sanitaire opzestellen, an datt d'Consommatioun ënnerhalb vun de Centre-commerciallen net méi an de Galerie-marchandë ka stattfannen.

Dat heescht, dat wat mir als Lénk och scho ganz am Ufank kritiséiert hunn, nämlech, datt dee Couvre-feu tëschent eelef a sechs Auer moies absolutt ineffikass ass , dat hunn ech hei den 29. Oktober gesot, well déi grouss sozial Kontakter tëschent de Leit net do stattfannen.

Och de Besuch doheem … Déi Besuchsreegelung, datt elo just nach zwee Leit kënnen dohinner kommen, wat virun allem fir vill Familljen diskriminéierend wierkt, dat huet och keng Friichte gedroen. Et huet virun allem och net dozou bäigedroen, fir d'Akzeptanz vun den allgemenge Mesurë méi héich ze maachen - eng Akzeptanz, déi wichteg wier am gemeinsame kollektive Kampf vun der Gesellschaft géint de Virus.

An och déi Reegel, déi mat deem neie Gesetz agefouert ginn ass - vun där ganz wéineg geschwat gëtt, déi ech awer och a menger Ried d'leschte Kéier schonn als absurd dohigestallt hunn -, nämlech déi Reegel, datt ee muss déi kumulativ Obligatioun hunn, wann ee méi wéi véier ass, zwee Meter Ofstand ze halen an eng Mask ze droen … - et misst een et ëmgekéiert soen: Mask droen an zwee Meter Ofstand -, déi gëtt net agehalen!

Se gëtt och net vun … et brauch ee sech just beim „Lëtzebuerger Wort" op mywort.lu unzekucken, do, wou Manifestatioune sinn - well déi gëtt et jo awer nach ëmmer, et war jo awer Bärbelendag, wou och ënner verschiddene Restriktioune Saache stattfonnt hunn -, an da gesäit een Deputéierter dostoen, déi genau déi dote Reegelen net anhalen! Net aus schlechtem Wëllen, dat ënnerstellen ech kengem - an Deputéierter aus der Majoritéit an Oppositioun, do ass elo guer keen Ënnerscheed ze maachen -, mee well et keng Conscience dovunner gëtt!

A wann et keng Conscience dovunner gëtt, jo mee wéi sollen d'Leit dat dann alles anhalen? An dann op eemol komme mer zu deem Phenomeen, datt d'Leit rabbelkäppeg ginn a soen: „Mee dat do mécht jo guer kee Sënn!" An dat ass e geféierleche Moment, dee mer an der Vergaangenheet verpasst hunn, ze evitéieren. D'Chamber als Ganzt huet dat verpasst, och wann eenzelner, mengen ech, versicht hunn, drop hinzeweisen.

Déi nei Mesure, déi agefouert gëtt, déi eenzeg nei Mesure, nämlech déi vum Centre commercial, ënnerstëtze mer. Mir fannen, datt dat eng gutt Iddi ass. Ech hat nämlech och schonn eng mëndlech Question parlementaire dozou gestallt, wéi et dann iwwerhaapt mat de Sécherheetsbestëmmungen an deene Grande-surfacen ausgesäit.

Et ass och dofir eng sënnvoll Mesure, well et zumindest Usätz vu wëssenschaftsbaséierten Erkenntnisser gëtt, datt Supermarchéen a Grande-surfacen eng Quell vun Infektioune sinn. Esou Etüden hunn ech gesinn. Dat heescht, et huet een zumindest en Unhaltspunkt, wat een an anere Beräicher, wéi zum Beispill an der Kultur, am Moment net huet. An ech ginn net weider dorop an, well d'Madamm Lorsché dat, mengen ech, ganz exhaustiv an och ganz gutt gemaach huet.

Dofir ass d'Fro, déi ëmmer erëmkënnt vu jiddwerengem vun den Deputéierten: Mee wéi ass et da mat deene wëssenschaftsbaséierten Decisiounen, déi mer wëllen huelen? An do muss ech Iech soen, do hunn ech awer net schlecht gestaunt, wéi ech elo kierzlech en Artikel op reporter.lu gelies hunn, dee Referenz mécht op eng Etüd vum Luxembourg Institute of Health. Déi Etüd ass de 4. Dezember an enger international renomméierter Fachzäitschrëft „The Lancet" erauskomm, an do stinn Informatiounen dran, déi ech virdrun net héieren hunn.

Do steet zum Beispill dran, datt fir déi Period vu Mäerz bis September, do wou se d'Ursaache vun den Infektiounen gekuckt hunn: Déi éischt, dat wier Reesen - wat jo effektiv am Summer iergendwéi novollzéibar ass, wat mengen ech elo manner a Fro kënnt, och, well déi aner Länner eis net méi wëllen, ausser et geet een a Quarantän.

Déi zweet Ursaach wier dat, wat mer ëmmer erzielt kritt hunn: nämlech d'Infektioun an der Famill, d'Infektioun doheem, mat 23 %.

An direkt duerno, nämlech mat 20 %, kënnt e Facteur, iwwert dee mer hei bis elo ganz wéineg geschwat hunn: nämlech d'Aarbecht. Dat hu mer bis elo an all deene Santéskommissiounen net héieren, datt d'Aarbecht ee vun deenen Haaptinfektiouns-

clusteren ass, déi mer hunn, an dat awer op déi lescht sechs Méint gerechent, wann een där Etüd … an ech gleewe jo awer, ech denke jo awer, datt déi seriö gemaach ginn ass vum LIH.

Jo, da mécht et och kee Sënn, wann ee sech iwwer Black Friday opreegt, wéi de Rapporter et gemaach huet! Mee ech stelle mer dann awer d'Fro: Jo, mee Dir sidd awer an der Regierung, amplaz lech driwwer opzereegen, da maacht eppes do dergéint! Dat erwaarden ech mer dach vun enger Regierung, net moralesch Appeller un de Bon sens, wann d'Konditioune vum Bon sens net gestallt gi sinn!

An dann eng weider Erkenntnis aus där Etüd, wou ech och op eemol bal op den Dokes gefall sinn: Nämlech, datt et och kloer retracabel ass, wat déi sozioökonomesch Profiller si vun deene Leit, déi sech ustiechen. War et nämlech am Mäerz an Ufank Abrëll esou, datt déi meeschten Neiinfektioune bei Leit waren, déi e mëttelt Akommes hunn - iwwer 90.000 Euro, also éischter déi iewescht 10, 15, 20 % vun de Leit, déi sech infizéiert hunn -, sinn et am Juni, Juli, bis an de September virun allem Leit mat engem Akommes ënner 30.000 Euro, déi sech infizéieren. An da gëtt op eemol déi ganz Infektiounsspiral zur Klassefro. An dann ass d'Fro, wat mer dann als Gesellschaft dogéint maachen, an ob mer dat consideréieren an ob dat an déi Reflektiounen iwwert d'Mesuren, déi mer wëllen afféieren, afléisse loossen.

Wat hätt misse geschéien? Dat ass ëmmer gutt gesot, hein! Et kann een ëmmer duerno soen: „Jo, mir mengen, et hätt misse vill éischter reagéiert ginn!" Ech wëll net drop agoen, datt ech effektiv schonn am Oktober hei stoung a gesot hunn: „Ech mengen, mir mussen den Horeca zoumaachen", wéi, mengen ech, keen aneren dat an där Direktheet gefrot huet. Well dat wär de Moment gewiescht, wou mer wierklech hätte missen déi éischt Well briechen!

A wa mer dat da gemaach hätten an no engem Mount festgestallt hätten: „Mee, dat bréngt näischt!", jo, dann hätte mer misse weider Mesuren huelen, ëmmer verbonnen als Tandem: Nämlech all Restriktioun ass verbonne mat Hëllefen an natierlech och mat Informatioun a Kommunikatioun, déi, mengen ech zumindest, mangelhaft ass vun der Regierung.

Wat misst dann elo geschéien a wat hätt och scho laang misse geschéien? An och do hunn ech d'Gefill, datt ech ëmmer erëm déi selwecht Saache widderhuelen: Preventioun a Sensibiliséierung, do ass enorme Sputt no uewen! All Bierger zu Lëtzebuerg wunnt an enger Gemeng, dat hu se alleguer gemeinsam. Jiddweree wunnt iergendwou an enger Gemeng, soss ass et kee Lëtzebuerger Resident. Mee da mussen d'Gemengen dach Partner sinn an deem gemeinsame Kampf géint de Virus, an notamment an deene Beräicher, déi hiren Domän sinn: nämlech Preventioun a Sensibilisatioun!

Wann et drëms geet, datt mer feststellen, datt a Foussgängerzone Kludderen entstinn, mee ass et dann net och un de Gemengen oder misst d'Regierung net och schonn de Reflex hunn, fir ze soen: Wéi kënne mer zesumme mat de Gemengen, déi hir Stroossen am beschte kennen, déi den Detail am beschte kennen, kucken, wéi mer d'Fluxe vu Leit organiséiere kënnen?

Dofir brauch ee keng grouss Restriktiounen ze maachen, mee et muss een de politesche Wëllen hunn, dat vun där doter Säit unzegoen. Et kann een d'Gemenge kennen, hir Communautéiten, och hir soziokulturell Communautéiten, déi mat der klassescher Kommunikatioun vun der Regierung net erreecht ginn. Do hätt ee missen den Usaz och an der Kommunikatioun, an der Preventioun maachen!

An natierlech och de Schutz vun der vulnerabeler Populatioun, wou och d'Gemengen déi sinn, déi déi am beschte kennen, och do hätt ee missen e Partenariat, e strateegescht Partenariat sichen, fir och op deem lokalen Niveau offensiv virgoen ze kënnen. Ech hunn dovunner häerzlech wéineg héieren an ech mengen, datt dat ee vun deene gréisste Versäumnisser ass, wann een e bëssen zréckkuckt - mee awer e Versäumnis, wat een nach ëmmer nohuele kann. Zumindest elo misst een dat dote genau esou ufänken!

Zweete Punkt: Och do Preventioun, Sensibiliséierung, an ech probéieren elo ganz roueg ze bleiwen. De 17. November hu mir eng Motioun deposéiert, déi eppes ganz Banales gefrot huet: Nämlech Desinfektiounsgel am ëffentlechen Transport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dunn ass déi Motioun an d'Kommissioun verwise ginn, an an der Kommissioun, wou ech awer geduecht hunn, dat géif comme une lettre à la poste goen, nodeems mer - en plus! - schonn am Oktober déi éischte Kéier gesot haten: „Maacht dat dach!" … hu mer awer festgestallt, datt de Minister éischter net terribel begeeschtert dovunner ass. Verschidde Saachen hu mer och elo, opgrond vun där Diskussioun an der Kommissioun, ëmgeännert. An duerfir géif ech dann och gär déi ëmgeännert Versioun vun där Motioun elo, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ... Här President, nach eng Kéier deposéieren.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- vu le nombre élevé d'infections au Covid-19 parmi les personnes résidentes et/ou travaillant au Luxembourg ;

- vu la gravité de la situation sanitaire et sa répercussion sur le système de santé et des soins ;

- considérant que les gestes barrières préconisés par le Gouvernement dépendent aussi de certains moyens de protection sanitaire tel que le gel désinfectant mis à disposition de la population ;

- considérant que les protocoles sanitaires à mettre en place obligatoirement par les centres commerciaux dotés d'une galerie marchande prévoient la mise à disposition aux visiteurs du gel désinfectant ;

- considérant les discussions menées le 10 décembre 2020 au sein de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics sur la mise à disposition aux usagers des transports en commun de gel désinfectant,

invite le Gouvernement

- à mettre à disposition des usagers des transports en commun du gel désinfectant en quantité suffisante en veillant à installer des bornes de distribution de gel désinfectant respectivement dans les bus ainsi que dans l'enceinte des gares et sur les quais, de même que dans les trains.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

Wësst Der, et kritt ee kee Gel an der CFL, mee et kritt een entre-temps e Pin. Dee Pin gesäit esou aus.

(M. Marc Baum montre un pin.)

Do steet dann drop: « Ensemble contre le virus » - zesumme géint de Virus -, an do ass dann iergendwéi e Männchen, dee esou e Smiley huet, mat engem CFL-Mask. Dat mécht d'CFL, an dat gëtt verdeelt. Ech mengen, datt et méiglech ass, datt d'CFL dann och alleguer de Leit Desinfektiounsgel zur Verfügung stellen kann!

En plus, well mer elo an de Centre-commerciallen nei Protocole-sanitairen afëieren, déi virgesinn, datt e Centre commercial de Leit soll Gel zur Dispositioun stellen, well de Gel e Geste-barrière ass - wat och vun Ufank u gesot ginn ass, firwat och hei ënnen an der Chamber esou e Gel steet … Also, fir d'Centre-commercialle gëtt et an Zukunft obligatoresch, esou Gellen ze hunn, mee ech mengen, datt den ëffentlechen Transport dat dann awer och misst hunn! An ech hätt och gär, datt dës Motioun haut zur Ofstëmmung kënnt, well dat Hin an Hier, dat geet engem awer mat der Zäit e bëssen … dat schléit engem op d'Gemitt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, zum Schluss: Wat elo? Jo, wat elo? Mir stelle fest, datt déi Mesuren, déi viru ronn siwe Wochen geholl gi sinn, ineffikass sinn, datt se net zu deene Resultater gefouert hunn, déi déi erhofft gi waren, an ech mengen, datt et net duergeet, déi Mesurë just mat engem klengen Ajout weiderzeféieren. Well se si perspektivlos! Se bidden net d'Perspektiv op d'Hoffnung, datt mer dann de 15. Januar an enger Situatioun wieren, wou mer weesentlech manner Neiinfektiounen hätten, well mer hunn déi lescht siwe Woche gesinn, datt et dee weesentlechen Abroch net ginn ass! Duerfir ass dee Vott hei e Vott vun der Perspektivlosegkeet. Well, wat maache mer dann? Den 10. Januar verlängere mer déi Mesuren dann nach erëm eng Kéier ëm ee Mount, well näischt Aschneidendes, näischt do ass, wat Hoffnung op Verännerung ka maachen.

An dofir, Här President, mengen den David Wagner an ech, datt een elo eigentlech déi Chance vun der Chrëschtvakanz misst notzen, fir Aktivitéite weider erofzefueren. Firwat kéint d'Chrëschtvakanz eng Chance sinn? Ma éischtens, well d'Schoul souwisou zou ass, do muss een näischt extra eroffueren. D'Chrëschtvakanz si vill Feierdeeg, wou net geschafft gëtt, wou een och net weesentlech Aktivitéite misst eroffueren. An ech mengen, datt et wichteg wier, datt mer elo géife Mesuren huelen, déi d'Aktivitéiten an deenen nächsten dräi Woche weider zréckfueren - weider zréckfueren, wéi dat am Moment geplangt ass. Well soss riskéiere mer ze soen - an ech soen dat net gär - : „Mir musse méi wäit goen", well soss riskéiere mer, datt mer e Schrecken ouni Enn kréien, dat sech hei zitt. An dann hu mer 300 Neiinfektiounen am Januar, an da geet et nees erëm e bëssen erof, mer mussen d'Mesuren awer weiderféieren. Ech sinn da léiwer fir en Enn mat Schrecken, wéi e Schrecken ouni Enn.

Den Här Premierminister huet ëmmer erëm d'Bild benotzt vum Marathon, deen an der Lutte géint de Covidvirus géif gelaf ginn. Wann een an deem Bild wëll bleiwen, da muss ee soen: E Marathon, deen huet fir déi meescht Leit 42,5 Kilometer; ech fäerte ganz, déi Leit am Spidolssecteur, déi sinn elo scho 60 Kilometer gelaf. Se lafen nach virun an ech mengen, datt mer méi aschneidend Mesurë mussen huelen, ier se komplett ëmfalen.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hate gutt ugefaangen: An enger éischter Phas am Fréijoer ass et der Chamber an der Regierung gelongen, zesummen en Text op d'Been ze stellen, fir deem Virus, där Sauerei, mat geziilte Mesuren d'Stier ze bidden. D'Majoritéit huet mat der Oppositioun zesummegeschafft a Mesuren opgestallt, déi novollzéibar waren a vum Public dobausse verstanen an deementspriechend ëmgesat gi sinn. Dovu gesinn ech haut net méi vill!

Ech weess net wéisou - vläicht aus falschem Stolz, vläicht aus Onwëssenheet -, mee d'Regierung hält säit e puer Méint steif a fest un hire Mesurë fest, ganz egal, wat d'Oppositioun hinne fir Argumenter op den Dësch leet a ganz egal, wéi haart d'Leit dobausse jäizen. Dat kann ech net verstoen! Ech kann einfach net novollzéien, firwat eis Regierung mengt, se misst matten an enger Pandemie zu all Zäitpunkt esou maachen, wéi wann alles zum Beschte wier a si alles ënner Kontroll hätt - och wann et guer net méi esou ass!

Eis Bierger si weeder esou naiv, dat ze gleewen, nach esou empfindlech, fir dës Realitéit net ze verkraaften! Et géif absolutt näischt Schlëmmes geschéien, wann d'Regierung eng Kéier géif zouginn, datt se eppes vergiess hätt oder eppes net beduecht hätt, wann d'Oppositioun se drop hiweist. Ganz am Contraire! Et kéint souguer, et gleeft een et kaum, besser ginn!

Här President, mäi Parteikolleeg, de Marc Goergen, stoung scho viru bal dräi Woche hei an huet gesot, datt dee Gesetzesprojet, dee mer géife stëmmen, net genuch Reegele fir d'grouss Geschäfter hätt, well mat den deemolegen Dispositiounen net kéint verhënnert ginn, datt sech zwanzeg Leit op 400 m² op d'Féiss géifen trëppelen, obwuel reng rechneresch nëmmen eng Persoun pro 10 m² am Geschäft wär. Datt e Buttek grouss ass, heescht schliisslech net, datt d'Leit sech och gläichméisseg verdeelen! Mee aus iergendengem Grond hunn d'Regierungsparteie léiwer den ehemolege Gesetzesprojet mat deene Lücken ugeholl, amplaz nach eppes ze änneren.

Haut sti mer dann nees hei an: O Wonner, mir hunn all gemierkt, datt et an de Grande-surfacë mat den aktuelle Reegelen net klappt! An dofir bessere mer an dësem Gesetzesprojet no.

Datt dës Dispositiounen elo am Text stinn an d'Geschäfter ab enger gewësser Gréisst en Hygiènekonzept brauchen, ass eng gutt Saach. Mee de Chaos vun de leschte Weekender hätt awer kënne vermidde ginn, wa mer vun Ufank u méi kloer a méi streng Reegele festgehalen hätten - esou, wéi dat gefuerdert gouf.

Mir hu schonn am Summer op d'Grande-surfacen opmierksam gemaach an et am Hierscht ëmmer nees widderholl! An och wann et ëm d'Schoule geet, gi mer es net midd, ëmmer nees ze widderhuelen an ze betounen, datt hei eeben net alles esou gutt leeft, wéi eise bloe Minister sech dat virstellt - oder wéi en eis zumindest gäre wëllt gleewe loossen. Ech waarden op de Moment, wou en et wéi bei der CFL mécht an e Pin verdeelt an domadder de Problem geléist huet.

Mir hunn net d'Gefill, datt et aktuell an der Schoul nach primär ëm d'Wëssensvermëttlung an ëm d'Wuel vun de Kanner geet. Nee, ech mengen, datt et hei vill méi drëm geet, datt d'Kanner betreit ginn, fir datt d'Eltere solle schaffe goen. An ech weess, datt an dësem Kontext dann ëmmer gär direkt gesot gëtt, datt dat jo guer net wouer wär, well d'Schoulen opbleiwe géifen, well all Kand e Recht op Bildung hätt.

Une voix.- Dat ass richteg!

M. Sven Clement *(Piraten).*- An dat stëmmt! D'Kanner hunn e Recht op Bildung, a Presenzunterrecht ass net dat selwecht wéi Schoul doheem - dat läit op der Hand! Mee eis Kanner hunn awer och e Recht op Sécherheet, an domat mengen ech net nëmmen de reelle Fait, a Sécherheet ze sinn, mee och d'Gefill, datt een op se oppasst, an datt déi Grouss wëssen, wat se maachen. Dat ass grad fir méi jonk Kanner ganz wichteg!

An der Spillschoul an am Fondamental kommen all Dag Enseignanten un hir Limitten, wärend se probéieren, hir Kanner an d'Elteren ze berouegen an ze erklären, datt se alles am Gréff hätten, obwuel an hirer Klass oder hirem Gebai nees Covidfäll opgetruede sinn an d'Santé net nokënnt, fir Isolatiounen a Quarantänen auszeschwätzen. Si ginn hiert Bescht, fir eise Kanner Sécherheet ze bidden an enger Situatioun, an där se selwer lues a lues d'Gefill hunn, datt absolutt keen d'Situatioun nach am Gréff huet.

Ma d'Kanner mierken dat! Am Fréijor an am Summer hate mer nach Reegelen, déi jidderengem d'Gefill ginn hunn, datt een, wann ee sech un dës Reegele géif halen, géif mathëllefen, duerch dës Kris erduerchzekommen, an och selwer doduerch gutt geschützt wier. Wat e puer Méint méi spéit Rescht ass, ass e Sammelsurium u Mesuren, déi d'Leit net verstinn an déi se zum Deel net emol fir sënnvoll halen. Dat spiert een iwwerall an dat huet Konsequenzen op d'Wuelbefanne vun de Kanner an de Schoulen.

Mir froen eis dofir, wéi de Minister och an der aktueller Situatioun ëmmer nach ka behaapten, datt hien hei alles fir d'Wuel vun de Kanner an hir Bildung géif maachen. Schliisslech gëtt jo eebe grad ganz wéineg gemaach a mir sinn eigentlech esou wäit komm, datt mer vun enger Laisser-faire-Politik am Bildungsberäich schwätze mussen. De Minister delegéiert seng eege Verantwortung einfach un den Terrain a verpasst dobäi, wichteg Mesuren ze huelen - an dat kënne mer leider net nëmme vum Bildungsminister soen, mee och vun eiser Familljeministesch a vun eisem Transportminister.

Mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Laisser-faire-Strategie ass näischt fir jiddereen: Wärend déi eng Ministèrë roueg nokucken, sinn anerer ganz äifreg a maachen direkt ganz Secteuren zou. Et ass, wéi wann dat, wat an deenen enge Beräicher u Mesurë feelt, an aneren direkt iwwerkompenséiert géif ginn. Dat ass net kohärent, an dat ass keng kohärent Politik!

D'Restaurante sinn zou a bleiwen zou, egal, ob och nëmme fir ee Stot oder souguer eenzel Leit, an egal, ob mer Zuelen hunn, déi beleeën, datt dës Mesuren eppes bréngen oder net. Mee den ëffentlechen Transport bleift wéi en ass, do brauch een emol keng obligatoresch Desinfektiounsmëttelspender, do brauch een e Pin! Dat ass Kohärenz! - oder och net.

Den Horeca huet a Masken, Plexiglaswänn, Desinfektiounsmëttel a Lëftungssystemer investéiert a gouf dunn trotzdeem zougemaach! D'Busse kënnen awer esou voll sinn, wéi se wëllen, déi brauchen amplaz vu Plexiglas ewell just e schickt wäissrout Bändchen, dat de Chauffer schütze soll, a kënnen da weiderfueren. Et ass bal esou, wéi wann all déi Mesurë wéi Desinfektiounsmëttel, Plexiglaswänn, Masken, Lëftungssystemer, näischt géint de Virus géife maachen - awer esou e Fladderband, dat schützt de Buschauffer virum Virus! Dat verstinn d'Leit net!

Genee esou, wéi se et net verstinn, datt se Chrëschtdag net solle mat de Kanner bei d'Bomi an de Bopi fueren, obwuel hir Kanner wärend der Woch vu genee dëse Leit versuergt ginn! D'Ministesch betount gären, datt d'Eltere solle probéieren, hir Kanner net méi vu vulnerabele Persoune versuergen ze loossen, mee vill Leit kéinten ouni d'Ënnerstëtzung vun der Bomi an dem Bopi hirem Aarbechtsalldag guer net méi nogoen. Wie bis virum Covid fir d'Kannerbetreiung op seng Elteren ziele konnt, dee stoung op kenger Liste d'attente fir eng Plaz an enger Maison relais oder an enger Crèche! Dee fënnt esou einfach keng Betreiungsplaz! Et ass schliisslech säit laangem bekannt, datt d'Nofro d'Offer, wann et ëm Plazen an enger Crèche, enger Maison relais oder bei enger Dagesmamm geet, a verschiddene Gemengen depasséiert. Och hautdesdaags sinn Elterendeeler ëmmer nees obligéiert, doheem ze bleiwen an hiren Job opzeginn, well se einfach keng passend Betreiungsstruktur fir hir Kanner fannen.

Mee souguer, wa Plaze fir d'Kannerbetreiung disponibel sinn, heescht dat nach laang net, datt och jidderee sech déi zousätzlech Ausgabe leeschte kann! Wien ze vill verdéngt, fir vun de staatlechen Ënnerstëtzunge profitéieren ze kënnen, a sech bis viru Covid op seng Famill verloosse konnt, huet net onbedéngt genuch Sputt am Budget, fir op eemol vun haut op muer eng Ganzdagskannerbetreiung finanzéieren ze kënnen. Ville Leit bleift dofir guer näischt anescht iwwreg, wéi op hir Famill zréckzegräifen, fir dës Kannerbetreiung ze assuréieren.

An elo soe mir genee deene Famillen, datt d'Kanner zwar de ganzen Dag bei der Bomi däerfe sinn an dann heem kommen an do mat den Elteren zesummen op der Fotell kuschelen, mee datt dës Elteren elo awer net mat hire Kanner fir Chrëschtdag bei genau déi selwecht Bomi dierfe goen. Dat mécht einfach kee Sënn!

M. Gilles Baum *(DP).*- D'Bomi ka jo bei si kommen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat verstinn d'Leit net!

Ma genau, Här Baum, genau dat ass d'Fro! D'Bomi ka bei si kommen, mee si net bei d'Bomi - dat mécht einfach kee Sënn! Dat verstinn d'Leit net, a wann d'Leit d'Mesuren net verstinn, dann hale se sech och net drun!

Une voix.- Dir verstitt et net, dat ass den Ënnerscheed!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dir erkläert mir dann eng Kéier, wéi dat do soll logesch sinn!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess net, wéi et lech geet - ma bei verschiddenen hunn ech e Gefill -, mee ech hunn an deene leschten Deeg vill Leit héiere soen, datt se sech net un d'Mesurë fir Chrëschtdag géifen halen, well déi jo souwisou näischt géife bréngen. Dat ass eng Katastroph! An dat geschitt, wann d'Leit d'Mesuren net novollzéie kënnen.

Mir hunn als Mënschen d'Chance, Wiese mat engem eegene Verstand ze sinn, an dat bedeit och, datt mer net gäre blann Uerdere befollegen, déi mer net als sënnvoll empfannen. Dat ass extreem wichteg fir eng opgeklärten an demokratesch Gesellschaft an dat kann een als Regierung net einfach ignoréieren, just well se sech vläicht wënscht, datt jiddereen einfach esou géif sprangen, wéi si dat gär hätt.

Mir hätte fir d'Feierdeeg dofir onbedéngt eng Approche gebraucht, déi einfach ze kommunizéiere gewiescht wier a vun de Leit verstanen an dowéinst akzeptéiert gi wier. Mir Piraten hunn dofir déi ganzen Zäit proposéiert, datt zwee Stéit fir Chrëschtdag sollen zesummekommen. An dat net, well mer mengen, datt mat den aktuellen Zuelen d'Zäit fir Oplockerunge wär. Nee, well mer Gesetzer brauchen, déi agehale ginn, well se soss näischt wäert sinn. Et wär besser gewiescht, eng Reegel ze hunn, déi net ganz esou streng wier, mee un déi d'Leit sech dann awer géifen halen, wéi eng Reegel ze hunn, déi zwar gutt gemengt ass, mee duerno keng Wierkung huet, well kee se anhält.

Well wat geschitt dann elo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann eng grouss Famill awer zesumme feiert, also méi wéi zwee Leit invitéiert, an e puer Deeg drop gëtt ee vun deene Familljemembere positiv getest? Mengt Der, déi Leit géifen dann, wann d'Santé urifft fir den Tracing ze maachen, zouginn, datt si géint d'Gesetz verstouss hunn? Warscheinlech net! An dat kann eis duerno séier deier ze stoe kommen. Eng Mesure, déi vun de Leit besser akzeptéiert gëtt, well se novollzu ka ginn, an déi am beschte Fall och nach am Aklang mat der Grousssregioun wär, wär déi besser Wiel gewiescht.

Mee et hëlleft elo och näischt méi, nach stonnelaang dorop ronderëmzereiden. Mir wëssen all, datt dëse Projet haut gestëmmt wäert ginn a mir eebe keng aner Reegele wäerte kréien, ob mir se elo gutt fannen oder net. An dofir wëll ech dëse Moment elo och notzen - an dat wäert deen een oder anere sécher iwwerraschen -, fir ze betounen, datt ech jiddereen am Land vu ganzem Häerze bieden, sech un dës Dispositioun ze halen.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ass dat hei a mengen Aen dat beschtméiglecht Gesetz, fir op déi aktuell Kris ze reagéieren? Sécher net! Mee, et ass dat eenzegt, wat mer hunn. Datt dëst Gesetz net perfekt ass, heescht net, datt mer op eemol maache sollten, wéi wann et guer net géif existéieren.

Jo, d'Situatioun an de Schoulen, an de grousse Geschäfter an am ëffentlechen Transport ass onzefriddestellend. An ech weess, datt et Leit gëtt, déi sech fir d'Feierdeeg net un d'Mesuren hale wëllen, well se sech denken, datt d'Kanner de Virus jo souwisou fréier oder spéider aus der Schoul matbréngen oder si sech am Bus ustieche géifen, an datt et dann och keen Ënnerscheed méi mécht, ob een zesumme feiert. Mee et mécht en Ënnerscheed! All zousätzlech Infektioun mécht en Ënnerscheed, wann et drëms geet, ob nach e Spidolsbett fräi ass oder net méi. Grad wa mer mengen, datt et am ëffentlechen Transport, an de Supermarchéen oder an de Schoulen en héije Risiko gëtt, krank ze ginn, muss dat eis en Ureiz ginn, fir an deenen anere Beräicher vun eisem Liewen, déi, déi mir kontrolléieren, nach méi opzepassen, fir dat wéinstens e bëssen auszegläichen, bis e bessert Gesetz do ass.

Wann d'Stroosse glat sinn, gi mer jo och net extra Gas, well mer eis soen, datt d'Chance grouss ass, datt mer souwisou en Accident wäerten hunn an een da wéinstens profitéiere sollt, fir nach eemol séier ënnerwee ze sinn.

Ech hätt och léiwer besser Hygiènesreegelen an de Schoulen an an de Bussen. Mee aus Protest invitéieren ech dofir net fir Chrëschtdag zéng Leit bei mech heem.

Une voix.- Dat ass gutt.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'Piraten wäerte sech weiderhin derfir asetzen, dëst Gesetz bei kommenden Ännerungen ze verbesseren, mee bis de 15. Januar wäerte mer mat deem musse liewen, wat d'Majoritéit haut entscheede wäert. Esou ass dat an enger Demokratie. Mir wäerten dëst Gesetz haut net matstëmmen, mee mir wäerten eis drun halen, wann et bis gestëmmt ass.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- A mir biede jiddwereen, eis dat nozemaachen. Zum Wuel vun all Eenzelnen hei zu Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech wäert net ze laang schwätzen, well ech mengen, dass et wichteg ass, dass och meng Regierungskolleegen, den Här Meisch an d'Madamm Gesondheetsministesch, nach genuch Zäit hunn.

Jo, mir sinn eis alleguerten eens, dass et keng einfach Zäit ass. An d'Zuelen, déi mer an de Soin-intensiffen hunn, sinn Zuelen, déi ee sech net wënsche kann. A mir sinn eis och alleguerten eens, dass mer eng Baisse brauchen. Mir brauchen eng Baisse, a mir brauchen eng staark Baisse! An ech sinn och, muss ech lech ganz éierlech soen, rassuréiert, wann ech d'Messagë liesen an héieren a matgedeelt kréien, dass d'Chamber och déi nächst Deeg a Woche bereet ass, wann Decisioune musse geholl ginn, och fäeg ze sinn an en nombre ze sinn, fir déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, wann e Besoin do wär.

Wann hei gesot gëtt, et wier nach näischt geschitt, wëll ech just drun erënneren, Här President, dass d'Aschnëtter an d'normaalt Liewe vun de Leit haut scho ganz wäit ginn. Ganz wäit haut ginn! Wann ech nëmmen de Couvre-feu kucken, wann ech d'Limitatioun vun de Leit kucken, déi ee kann doheem empfänken, wann ech kucken, wéi et an de Schoule geet, wann ech kucken, wéi et mat der Obligation de masque geet, wann ech kucken, dass den Horeca zou ass, dass d'Caféen zou sinn, dass d'Sportssäll zou sinn, dass d'kulturell Aktivitéiten zou sinn, dass de Mask obligatoire ass op enger Rëtsch vu Plazen, hu mir awer haut schonn - an ech vergiessen elo nach verschidde Punkten - eng Rëtsch vu Mesuren, déi scho ganz wäit ginn. A wann ech d'Gefill hunn, dass dat fir verschidde Leit näischt ass, da muss ech lech soen, dass ech bal iwwerrascht a schockéiert sinn, wéi liichtfankeg hei d'Grondreegele vun engem demokratesche Staat an d'Fräiheet vun deem Eenzelnen am Fong iwwer Bord gehäit ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dowéinster, Här President, e puer Saachen, wou ech awer muss reagéieren. Hei gëtt gesot, et ass wichteg, dass de Staat am Fong seet, wat alles muss direkt gemaach ginn an de Leit Saachen imposéiert. Ech muss lech ganz éierlech soen, Här President, dass d'Vertrauen an d'Bierger nach eppes ass, wat fir eis ganz wichteg ass.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ganz, ganz wichteg ass. An et muss een awer och soen, dass de Gros vun de Leit sech un d'Reegelen hält. De Gros vun de Leit hält sech un all déi Reegelen, déi mer eis ginn hunn.

An ech soen och: Den Här Clement, dat wëll ech ervirhiewen, och wann en net dermadder averstanen ass, mécht awer en Appell, ...

Une voix.- Voilà!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... dass d'Leit sech drun halen. Dat ass fir mech eng responsabel Haltung!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dass ee sech bewosst ass: Et ass vläicht net dat, wat mer wëllen, mee et ass dat, wat awer elo dann eeben néideg ass, dass mer ee mat deem anere solidaresch sinn! Dat soll een och ervirhiewen, wann eng Oppositiounspartei hei a kriteschen Téin awer mat Objektivitéit seet: „Et ass awer néideg!" Dat soll een hei ervirhiewen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An da muss ech lech soen: Wann ech héieren, dass een dann am Fong de Leit alles misst diktéieren a soen, wat se vun haut op muer ze maachen hunn a vun A bis Z, vu moies bis owes, am Fong hiren Oflaf vum Dag bal misst dirigéieren, da sinn ech der Meenung, dass et wichteg ass, déi Zäit ofzewaarden, déi nach néideg ass, mee, wéi gesot, awer virun allem och nach ëmmer un d'Leit ze gleewen.

Mir hunn déi Limitatiounen - a wann dat fir deen een oder fir deen aneren näischt ass, muss ech lech soen, dass ech Schwieregkeeten hunn. Ech hunn och Schwieregkeete mat deem Discours, dee mer iwwer Chrëschtdag hunn. Ech hu gelies, oder et héiert een, an ech mengen, ech hunn och d'Fraktiounscheffin vun der CSV de Weekend um Radio héieren, wou da gesot gouf: „Jo, et ass e bësse méi komplizéiert, well deen een ass där enger Meenung, deen aneren ass anerer Meenung."

Ech hunn et op enger Pressekonferenz gesot, Här President: Déi puer Stonne Freed, déi een deen Dag kann hunn, kënne jorelaangt Leed mat sech bréngen! An dat soll sech kee wënschen. Et ass jo epidemiologesch bewisen, dass d'sozial Kontakter tëschent de Leit dee gréisste Problem sinn. An deen, dee mengt, dass de 24. oder de 25. oder de 26. oder den 31. Dezember op eng Kéier kee Virus méi do wär, mécht e grave Feeler! An all Dokter, all Epidemiolog seet lech, dass dat dee gréisste Feeler wier, ze mengen, dass een dann duerno keng Risiken hätt, wann een dann deen Dag am Fong engem géif d'Gefill ginn, dass kee Problem méi wär.

Här President, hei gëtt och gesot, et soll een net aus der Hëft schéissen an et soll ee Fakten hunn, an ech ginn do, wann Der erlaabt, och op eng Motioun an, déi den Här Wiseler deposéiert huet.

Hei gëtt gesot, dass sonndes Problemer wären. Ech weess net, firwat den Här Wiseler seet, dass sonndes am Fong de Problem wier an de Supermarchéen, an dass een déi dofir misst vun haut op muer sonndes elo zoumaachen.

Mir hunn d'Zuele kritt, an ech hunn déi och nogefrot, well ech fannen, dass, wann déi gréisst Oppositiounspartei eppes behaapt, da well ech selbstverständlech och kucken, ob dat stëmmt oder net, well et jo awer wichteg ass, der Oppositioun och nozelauschteren. D'Zuelen - dat hei ass dee gréisste Supermarché aus dem Zentrum, zu Bartreng, ech soen elo net, wéi een et ass - d'Zuele vu Passagen an enger Keess an der Woch: méindes 12,55 %, dënschdes 12,13 %, mëttwochs 12,35 %, donneschdes 14,06 %, freides 18,49 %, samschdes 20,27 %, sonndes 10,14 %. Dat war elo déi lescht Woch November.

Déi éischt Woch Dezember: méindes 13,65 %, samschdes 20,59 %, sonndes 8,13 %, dat heescht, manner wéi d'Hallschent wéi samschdes. An elo dës Woch, do hu mer méindes 12,63 %, dënschdes 12,63 %, mëttwochs 13,09 %, donneschdes 14,64 %, freides 17,55 %, samschdes 20,03 %, sonndes 9,23 %. Dat heescht, dat hei ass elo dee gréisste Supermarché aus dem Zentrum, do si manner wéi d'Hallschent vun de Leit sonndes do.

Hei ass ee vun deene gréisste Supermarchéen aus dem Süden. Do sinn d'Zuelen, wann ee vergläicht mam leschte Joer - de 15. Dezember 2019 hate se 25 % Presenz op engem Sonndeg - elo op 15 % erofgaangen, wou et samschdes 21 % ass. Dat heescht, och hei e kloert Zeechen, dass samschdes vill méi grouss Presenze si wéi sonndes.

An hei, fir dass net ee mengt, ech géif hei net wëllen d'Land ganz kucken, ass och nach e groussen Akafszenter am Norde vum Land, déi eis matdeelen, dass méindes 9 % ass an der Akafswoch 48, 9 % an der Akafswoch 49 an 8 % an der Akafswoch 50, an dat zitt sech do esou weider. An do ass tatsächlech sonndes 20 %, awer samschdes 22 % an der Akafswoch 48. An der Akafswoch 49 sonndes 18 %, samschdes 23 %. An an der leschter Akafswoch 21 % sonndes an 22 % samschdes.

Dat heescht, wann een hei seet, dass mer am Fong Fakte wéilten hunn a mat Fakte wéilten Decisiounen huelen, dann hutt Der hei de Beweis, Här President, dass, wann een d'Zuelen huet, net einfach aus der Hëft ze schéissen ass fir ze soen: „Sonndes muss elo gestrach ginn, dann ass alles besser." Ech mengen, dass mer hei wierklech musse mat Zuele kënnen agéieren. Et ass dat selwecht, wéi ze soen, dass Chrëschtdag kee Problem wär. Mir sollen hei, wéi gesot, net op dat lauschteren, wat deen een oder deen anere vläicht dann op Facebook post oder op Facebook setzt, oder just probéiert, Liken ze kréien. Wa mer hei vu Fakte schwätzen, ass hei, wéi gesot, schwaarz op wäiss de Beweis, dass dat vun där Sonndesproblematik falsch ass.

A wa mer kucken, an hei ass jo ganz vill vu Black Sunday geschwat ginn, ganz vill vu Black Sunday geschwat ginn, ...

Une voix.- Friday.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... Black Friday, pardon, Black Friday geschwat ginn, mee et ass och gesot ginn, dass dat jo och samschdes a sonndes wär, dann hätte mer jo missen eng Explosioun an den Zuele kréien, Här President, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- D'Covid-Taskforce huet dat gesot!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... wann dat jo esou problematesch wär, dann hätte mer jo direkt zéng Deeg, zwou Wochen duerno missen eng Explosioun kréien. Déi ass och net do gewiescht. Dowéinster géif ech wierklech wëllen evitéieren, mam Fanger op Schëlleger ze weisen, ze soen, dass dat doten de Responsabelen ass, wann d'Zuelen esou an d'Luucht ginn. Kommt, mir si verstänneg! Well virun allem, Här President, ...

(Interruption)

... mengen ech, dass et elo bei den Impfungen dee Moment gëtt, wou wierklech mat Fakte muss agéiert ginn an net just, deemno wou de Wand hibléist, ze kucken, fir do dann déi meescht Satisfaktioun ze kréien. Dat ass e Calcul à très court terme!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Premierminister.

(Brouhaha et interruptions)

An den Här Claude Meisch iwwerhëlt elo als Educatiounsminister de Relais fir d'Regierung. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht just e puer Wuert, well d'Schoul an d'Betreiungsberäicher awer e puermol an der Diskussioun hei ugeschwat gi sinn.

De Claude Wiseler huet een Temoignage hei rapportéiert aus enger Betreiungsstruktur, an ech kann nëmmen zertifiéieren, datt et där Temoignagë gëtt. An et gëtt der vill méi wéi dat, wat de Claude Wiseler hei exemplaresch an engem Beispill demonstréiert huet. An ech kennen déi och an ech kréie se och all Dag gesot. An et weist, datt mer an de Schoulen, an de Crèchen, an de Maison-relaisen organisatoresch zumindest op der Limitt si vun deem, wat mer kënne leeschten, fir de Virus dobaussen ze halen, a fir, wann en erakënnt, em dann nozekommen an erëm lasszeginn. An dat fuerdert jiddereen all Dag. An do ass den Engagement enorm grouss, souwuel bei den Acteuren um Terrain, déi mat de Kanner a mat deene Jonken all Dag schaffen, wéi awer och hannendrun am Ministère. An ech muss zouginn, datt mer och déi eng oder déi aner Kéier do net ëmmer ganz nokommen.

Et gëtt awer och anere Feedback. Feedback, datt Leit eis Merci soen eigentlech fir deen enormen Engagement, dee mer weisen, fir d'Schoulen an d'Betreiungsstrukture kënnen opzehalen, an datt mer do net labber loossen an net deen einfache Wee ginn a wierklech probéieren, de Maximum fir d'Bildungsrechter vun de Kanner an deene Jonken ze maachen.

Ee vun deenen Temoinagen hunn ech gëschter Moien a mengem Courrier gehat. Et ass den Nils. En huet aacht Joer. En ass vun Esch. E schreift: „Léiwe Minister, Här Meisch, ech wollt Iech Merci soen, fir alles ze maachen, wat Dir kënnt, fir d'Schoulen net an dëser Pandemie zouzemaachen."

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- An all déi aner Kommentarer?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- An och dat, Här President, ass gradesou wéi dem Claude Wiseler säin Temoignage net deen Eenzegen, deen an déi dote Richtung geet.

De Claude Wiseler huet hei gesot, mir hätte komplett aner Reegele fir d'Gestioun vum Covid an de Schoulen an an de Betreiungsstrukturen, wéi dat soss iergendwou de Fall wär an och soss weltwäit iergendwou de Fall wär. Ech géif mech gäre mat där Ausso do méi laang ausenanersetzen, mee d'Zäit feelt mer hei. Ech wëll just nach eng Kéier rappelléieren, an ech hunn et schonn hei gesot, an ech kann et nach x-mol soen: Mir hunn eng aner Dispositioun, dat ass déi vun eisem Zenario 1, wou mer soen, datt, wann ee positive Fall isoléiert an enger Klass ass, mer dann net direkt eng Quarantän maachen. An ech hunn et och schonn hei op dëser Tribün gesot, Dir kënnt et gleewen oder net, mee et ass esou: An eisem Rapport steet ganz kloer schwaarz op wäiss, datt mer doduerjer just een Drëttel vun deene Quarantäne gemaach hunn, déi mer aneschters hätte misse maachen, datt mer doduerjer vill méi Schoulstonne konnten oprechterhalen, wou mer aneschters dann awer hätte missen zoumaachen, d'Kanner doheem loossen, d'Enseignanten doheem loossen an deelweis ganz Schoulen oder ganz Joergäng a ganz Klassen iwwer Wochen hätte missen zoumaachen.

Dir wësst, datt mer all Woch en detailléierte Rapport maachen iwwert d'Situatioun vum Covid-19 vun de positive Fäll an de Schoule bei deene Jonken a bei de Kanner. Ech kenne keen anert Land, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat esou en detailléierte Rapport virleet. Da gi mer all sechs Wochen hin a mer kucken nach eng Kéier opbereet déi ganz Entwécklung, wéi se da stattfonnt huet a probéieren, do de Maximum un Erkenntnisser aus deene Chifferen erauszezéien. Wa mer déi Chiffere schonn hunn, da wäre mer dach wierklech blöd an op de Kapp gefall, wa mer net géife probéieren, eise Pilotage vun dem Covid-19 an de Schoulen dorobber ze baséieren. Dat maache mer!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- A méi maache mer net. Mir droen déi Chifferen do beieneen, déi

an der Santé, zesumme mat eise Servicer, zesummegedroe ginn a mir probéieren, Konklusiounen doraus ze zéien. A mir veröffentleche se och nach, fir datt jiddereen déi Konklusiounen och nach esou gutt wéi méiglech kann novollzéien, an datt och e breeden Débat public doriwwer ka stattfannen, an datt jidderee sech seng eege Meenung dozou ka maachen a soen, wat en d'selwecht oder wat e vläicht aneschters gemaach hätt an och ka soen, wou et em vläicht u Prezisioun nach feelt.

Ech denken, hei ze fuerderen, datt mer déi doten Analysen elo de Krittäre vu wëssenschaftleche Publikatiounen upassen, dat entsprécht awer och net grad engem ganz grousse Realitéitssënn, well mer wëssen, wéi laang dann d'wëssenschaftlech Publikatioune géifen daueren. A wa mer doropshin e Pilotage wëllen assuréieren, Dir Dammen an Dir Hären, da wär de Covid iergendwann eng Kéier fort, bis mer dann detailléiert Chifferen hätten, op déi mer eis kéinte baséieren.

Ech wëll och nach eng Kéier hei op meng Äntwert op d'Question d'parlementaire agoen. An ech wëll just ee Saz doraus zitéieren, an da ka jidderee sech e Bild maachen, ëm wat et mer do gaangen ass. Ech schreiwen an där Äntwert op déi Question parlementaire vun der Madamm Hansen a vum Här Wiseler: „Ech bedaueren, datt eng sachlech Auseinandersetzung mat deem Rapport net stattfënnt, mee sech amplaz op d'Auteuren ageschoss gëtt." Dat ass dee Saz, deen ech geschriwwen hunn. Dat heescht, ech invitéiere jiddereen, kritesch mat deem, wat an deem Rapport steet, ëmzegoen, sech dat unzekucken, och eng aner Meenung dozou ze hunn an, sief et hei am Haus, sief et soss an der Ëffentlechkeet, doriwwer ze schwätzen an ze schreiwen, an domadder ze maachen, wat e wëllt. Mee, wannechgelift, kommt, mer ginn dach op de Fong vun der Saach a kommt, mer këmmeren eis net drëms, wien dat dote geschriwwen huet, well ech denken, datt mer do wierklech net weiderkommen.

Ech wëll vläicht nach eng Kéier e Wuert soen, fir eng Impressioun ze ginn, wou mer momentan dru sinn, iwwert déi Chifferen, déi mer dann all Woch publizéieren. Wann ech déi lescht dräi Wochen do nach eng Kéier zesumme kucken, dann ass et esou, datt den Zenario 1, also do, wou mer just ee positive Covid-19-Fall an enger Klass haten, ronn 70 % vun de Gesamtinfektiounen ausmécht. Elo hunn ech d'Moyenne vun deene leschte Woche geholl. Hätt ech déi lescht Woch geholl, wäre mer iwwer 80 %. Déi mécht do effektiv e Pic no uewen. Mee ech wëll Iech soen, wat do ongeféier d'Reegel ass. Do musse mer jo awer dervunner ausgoen, datt d'Infektioun net an der Schoul stattfonnt huet.

30 %, dat ass dann en zweeten, drëtten oder nach méi Fäll, déi vläicht hannendru kommen, an do kënne mer effektiv dervun ausgoen, a mir mussen och dervun ausgoen, datt en Deel vun deenen Infektiounen an der Schoul stattfonnt hunn. An dat sinn der vill, jo. Dat sinn der vill. Virun allem sinn et der momentan insgesamt vill. Mir haten iwwert déi lescht Wochen tëschent 700 an 800 positiv Covid-19-Fäll bei Schüler a bei Enseignanten an der Woch.

Den administrativen an organisatoreschen Opwand do derhannert, dat hunn ech scho virdru gesot, dee bréngt eis un d'Limitt. An dat musse mer effektiv unerkennen a kucken, datt mer duerfir mat de Chifferen do erofkommen. An ech denken, datt mer bei deene Jonken erëm wäerten erofkommen, wa mer och an der gesamter Populatioun wäerten erofkommen. A mir wäerten, esou wéi mer dat bei deenen Etappe virdrun ëmmer gemaach hunn, nach eng Kéier eng detailléiert Analys féieren iwwert d'Feierdeeg, iwwert déi zwou Vakanzewochen, fir wierklech all d'Donnéeën zesummenzedroen.

De Claude Wiseler huet hei d'Fro gestallt, ob een elo Däitschland misst imitéiere mat enger Woch, déi ee géif un d'Chrëschtvakanz drunhänken. Natierlech stelle mer eis déi Fro och. Et ass jo eng evident Fro. Mir hunn eis se virun Däitschland gestallt. Mir stellen eis se och nach elo. Ech hunn, wéi hien, keng ofschléissend Meenung doriwwer. Mee wa mer bis d'Donnéeën hunn a wa mer bis déi lescht Chifferen hunn aus deene leschten zwou Wochen, dann, denken ech, wäerte mer eis och doriwwer eng Meenung maachen, a mer musse wéi ëmmer ofweien. Ofweien: Wat ass dat Wichtegst an där eenzelner Situatioun? Wéi wäit musse mer vläicht e Schratt nach méi wäit goen, fir de Virus kënnen zréckzedrécken? A wat kënne mer awer och nach veräntwerten, fir d'Bildungschancë vun de Kanner a vun deene Jonken net wierklech a Fro ze stellen? Dat ass déi Fro, déi och elo erëm eng Kéier gestallt muss ginn. An ech denken, datt mer och do erëm eng Kéier gutt Äntwerte kënnen drop fannen.

Villmools merci.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. An da wier et un der Madamm Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ofschléissend als Alleréischt e ganz grousse Merci, fir alt erëm eng Kéier eis Aufgab, dee Projet do, op en Enn kritt ze hunn. Merci fir de Rapport, dee geschriwwene wéi dee mëndlechen. Och do si mer an engem Marathon ënnerwee alleguerten zesummen. A mir si frou, wa mer dat eng Kéier hanner eis hunn.

Déi generell Lag ass net gutt. Ech mengen och net, dass dat iergendwou eng Kéier mëssverständlech eriwwerkomm ass. Ech géif och dervun ausgoen, dass en éierleche Resümmee vun deem, wat an de leschte Pressekonferenze gemaach ginn ass, sécherlech net zur Konklusioun kënnt, dass hei vusäite vun der Regierung oder vum Gesondheetsministère gemaach gëtt, wéi wann alles beschtens wär.

Wann alles beschtens wär, da géife mer hei net froen, dass déi dach drastesch Mesuren, déi mer en place hunn, géife verlängert ginn. Dat ass justement, well d'Situatioun net gutt ass, well mer net do sinn, wou mir gäre wären zu dësem Zäitpunkt. Dofir froe mer, dass nach eng Kéier verlängert gëtt. Dofir si mer haut hei.

Eis Nopeschlänner waren alleguerte mat enger Recrudescence am Hierscht konfrontéiert. Et kann ee soen, grosso modo war et déi selwecht Situatioun. Wann een awer am Detail kuckt, da war d'Situatioun nach laang net iwwerall déi selwecht.

Den Här Wiseler huet vun „Our World in Data" geschwat. Ech hunn och e puer Zuelen effektiv vun „Our World in Data" erausgeschriwwe gehat, well mer ganz vill mat deene schaffen. Da kommt, mir kucken eng Kéier zréck op den 1. Oktober. An dann huele mer déi Inzidenz, genau wéi Dir se geholl hutt iwwer siwen Deeg op eng Millioun berechent. Wéi war dann d'Situatioun an eisen Nopeschlänner? Den 1. Oktober waren a Frankräich 174 Neiinfektiounen, an der Belsch 150, an Däitschland ware se nach ënner 25, an zu Lëtzebuerg ware mer bei 100, d'Hollänner bei 173. Mat deenen Zuele konnt een dervun ausgoen, datt et eropgeet. Dat ass jo kloer, well de Virus multiplizéiert sech. Dat wësse mer alleguerten. Mee wéi dat wäert evoluéieren, dat konnt zu deem Zäitpunkt kee ganz genau festsetzen. A wéi oft souze mer hei mat Projektioune vun der Taskforce, déi eng ganz grouss Forschett opgezeechent huet a gesot huet: „Deemno wéi d'Leit sech verhalen, kann et esou goen, kann et esou goen." Dat ass hei oft kritiséiert ginn, dass mer do näischt méi Genaues hätten. Keen hat méi eppes Genaues zu deem Zäitpunkt.

A wat ass geschitt? Da kommt, mir kucken déi selwecht Zuele vun „Our World in Data". Wéi huet et evoluéiert? A Frankräich, direkt niewent eis, huet et sech bannent enger Woch vervéierfacht. Do wor de Pic den 8. Oktober. An der Belsch, do wor de Pic Enn Oktober. An zwar huet et sech bannent engem Mount verzéngfacht gehat. An Däitschland war et eng ganz aner Evolutioun. Do ware se de 15. Oktober bei iwwer 50, den 1. November bei iwwer 200, an elo si se iwwer 260. Dat heescht, an Däitschland hu mer eng Situatioun, wou et lues awer sécher kontinuéierlech eropgaangen ass. Awer lues eropgaangen ass! An Holland, do ass Zickzack gewiescht. Do ass et eropgaangen, sécherlech, den 1. November louche se op der 500er-Grenz. Dann ass et erofgaangen den 1. Dezember ënnert d'300er-Grenz. An haut geet et erëm erop. Dofir stinn och do nees nei Mesuren an Aussiicht. Also eng Tendenz erop no engem Zickzackkurs. Lëtzebuerg, do ass et eropgaangen, dat ass ganz richteg. Bis Enn Oktober hu sech déi Zuele mat fënnef multiplizéiert. Dat ass déi Hausse exponentielle, déi mer haten, an déi eis derzou veruloosst huet, Mesuren en place ze setzen.

Elo ass ganz oft gesot ginn: „Déi Mesuren hunn net gegraff!" Ben, dat stëmmt net. Déi Mesuren hu gegraff, wann Der d'Zäitschinn kuckt. Mir hu Mesurë geholl Enn Oktober an déi hu wuel séier gegraff. Éischtens emol, an dat ass ganz wichteg, ass déi exponentiell Entwécklung gebrach ginn. Déi ass net ënnert de Plaffong gaange wéi beispillsweis an der Belsch. Si ass gebrach ginn. An dat gesäit ee ganz kloer op der Zäitschinn. Et ass genau dat, wat ee gesäit: Ab deene Mesuren ass eppes geschitt! Wéi eng Mesure et genau war, déi et ausgeléist huet, dat kann een net soen. Ech kann Iech et net soen an och kee Wëssenschaftler kann Iech et soen zu dësem Zäitpunkt. Et war e Package vun engem Couvre-feu, enger Reduktioun vun de soziale Kontakter, wou mer erofgaange si vun zéng op véier, et wor villes méi. Awer wat am Detail et ausgeléist huet, dat wësse mer net. Jiddefalls ass et erofgaangen.

A Stand haut hu mer eng Baisse, déi läit bei, fir genau ze sinn, gëschter op 28 %. Dat heescht, mir sinn an engem Mount dach awer erofgaangen an der Inzidenz, d'Moyenne lissée, déi war virdun, also am Ufank, wou mer um Pic waren, bei 730, elo si mer bei 530. Et kann een also net soen, dass déi Mesuren net gewierkt hunn. Ech hunn effektiv um Radio d'Ausso héieren: „Et huet iwwerhaapt näischt gedéngt!" Ben, wann 30 % iwwerhaapt näischt ass, dann erkläert dat emol de Leit. D'Leit hu ganz vill Efforte gemaach. Immens vill Sacrificë si gemaach ginn, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An d'Unzuel vun de Kranken ...

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... queesch duerch d'Land.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... an de Klinicken?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- A mir hunn en Effet. A mir sinn déi Éischt, déi soen: „Mir hätten nach gär méi Effet!" Mee de Leit ze soen: „Et huet näischt gedéngt, alles wat der un Efforte gemaach hutt iwwert déi lescht Wochen", dat ass d'Leit fir blöd verkaaft. Et deet mer leed.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da géif ech gäre soen ...

(Interruption)

Nee, et ass net alles gutt! An dat ass genau dat, wat ech soen: Et ass net alles gutt! An dofir froe mer, dass verlängert gëtt. Kee behaapt, et wär gutt. Kee behaapt dat. Just Dir leet eis dat an de Mond.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir sot just, et wär näischt gutt!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da géif ech gäre soen: D'Situatioun ass net iwwerall déi selwecht. Et stëmmt, Frankräich an d'Belsch hu ganz drastesch Mesurë geholl, sinn direkt an e ganz secke Lockdown gaangen. Allerdéngs ass hir Situatioun an de Spideeler eng aner gewiescht wéi bei eis. Eise Gesondheetssystem huet mat sech bruecht, dass mer et méi laang gutt gestäipt kréien. An der Belsch, Dir wësst, wéi d'Situatioun an der Belsch ass, jiddwereen dobausse weess et, d'Leit kucken d'Nouvellen, et war eng ganz aner Situatioun an de Spideeler. Dat heescht, et ass och absolutt novollzéibar, dass an deene Länner keng aner Méiglechkeet méi war, wéi wierklech déi voll Handbrems ze zéien. Mir hunn eng aner Optioun geholl. Mir haten nach e bësse méi Sputt. An deementspriechend hu mer eisem Land eng Chance ginn, fir mat e bësse méi duusse Mesuren dach eppes ze bewierken.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Wéi ass d'Situatioun elo haut? Däitschland gëtt zitéiert. Ben, an Däitschland, ech hunn et gesot, do si mer an enger Tendenz, déi eropgeet am Moment. Holland, wou Mesuren annoncéiert sinn, geet et erop. Hei zu Lëtzebuerg, et deet mer leed, et geet nach ëmmer erof. An ech sinn deen Éischten, dee seet: „Ech hätt gär, dass et méi schnell erofgeet!" Mee nach geet et erof. An dofir hu mer eis och nach deen Delai gi fir ze soen: „Mir hu Mesuren en place, si gräifen." A mir hunn all Ursaach. Ech mengen, d'Leit verstinn och, wat ronderëm eis geschitt an deenen anere Länner, a mir gleewen drun, dass d'Leit dat agesinn an nach weider Efforte wäerte maachen, dass d'Leit verstinn, dass dat, wat se gemaach hunn, eppes gehollef huet.

A wa mer an déi Richtung weiderschaffen, ben, da kënne mer gemeinsam och nach méi e staarken Effet kréien. Nach wie vor si mir der Meenung, dass een haut net kann ausschléissen, dass et och dës Woch nach weider erofgeet. Mir hu liicht Indicateuren dofir. Déi loossen eis net vu Freed an d'Luucht sprangen. Et sinn net déi allerkloerst. Mee nach kënne mer hei net soen, dass mer dee Kampf verluer hunn. Nach si mer op enger Courbe, déi no ënne geet. Als zimmlech déi Eenzeg am Moment hei ronderëm.

Fakt ass och, dass keen e Wonnermëttel huet. Jiddwereen, all Land huet probéiert, dëse Virus op seng Manéier a sengen Ëmstänn entspriechend ënner Kontroll ze kréien. An nach, et deet mer leed, nach ass et kengem zu 100 % gelongen. Ech weess och net, wien deen Éischte wäert sinn, wien dee Beschte wäert sinn, wien déi beschten Zensur wäert kréien. Dat wësse mer net. Fakt ass, et ass nach kengem gelongen an et huet och nach keen de Mode d'emploi, wou ee weess: Hei, déi do Mesure, zackzack, dat gräift, an déi do net! Esou wäit si mer haut net.

Bei eis ginn d'Zuelen erof. An et ass richteg, mir hätte gär, dass se nach méi erofginn. Firwat? Ma dat ass dat, wat eis veruloosst huet, déi Mesuren, déi mer elo en place hunn, iwwerhaapt ze fuerderen, well d'Situatioun an eise Spideeler net gutt ass. Et ass eng ganz ugespaante Situatioun, déi een iwwer länger Zäit net esou ka vertrieden. An dat héiere mer. Dat héiere mer vum Terrain. Jiddweree seet dat. An et ass och dofir, woufir mer wierklech insistéieren. Mir wëlle keng weider Surmortalitéit generéieren. Et ass och ganz richteg, dass eis Moyenne am Moment net gutt ass. Si war laang ganz gutt. Effektiv leie mer am Moment, also an deene leschte Wochen, mat deem wat geschitt, iwwert der EU-Moyenne. A justement dat ass d'Ursaach, firwat mer hei wëllen handelen, firwat mer och keng Oplockerunge wëllen. Dat ass genau d'Ursaach. Mir wëllen net, dass nach weiderhin esou vill Leit stierwen. Mir hunn e ganz gudde Match gemaach am Ufank, wou mer wierklech verhältnismëisseg gutt derduerchkomm sinn. Am Moment si mer op enger Schinn, op där mer net wëlle bleiwen. Dofir also d'Fuerderung, fir d'Mesuren ze verlängeren an éischter Hisiicht.

Dofir wëlle mer och an de grousse Surfacen norüsten. Firwat? Majo, well do de Port du masque obligatoresch ass hei am Land. A scho laang. A mir wëlle gär, dass dat och systematesch respektéiert gëtt. Dofir ass d'Propos wierklech, fir nach eng Schëpp dropzeleeën a wierklech alles ze maachen, dass d'Leit net de Mask do ausdoen, wou vill Leit ënnerwee si bannenan. Et ass do, wou et an eisen Ae wierklech wichteg ass, dat och obligatoresch ze maachen. An obligatoresch ass net recommandéiert! Fir eis ass et bannen obligatoresch, nach ëmmer gewiescht, dat hu mer zu kengem Zäitpunkt opgehuewen, geméiss dem Principe de précaution. An et ass dat, wat mer och wëlle verstäerken.

D'selwecht wëlle mer och e ganz klore Message gi fir d'Feierdeeg, e ganz klore Message fir d'Feierdeeg an dëser Zäit. Dat ass wichteg! Et ass kee gudde Moment fir ze feieren, et ass net dee richtege Moment fir zesummenzekommen. Et ass net nëmmen net dee gudde Moment, et ass wierklech denkbar ongënschteg, elo seng Kontakter eropzesetzen, a sief et nëmme fir e puer Deeg!

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- „Firwat?", frot Der. Et ass vill gefrot ginn: „Kann een net eng Exceptioun fir d'Kanner maachen?" Tatsaach ass awer, wann Der eis Zuele kuckt, an déi hutt Der ganz detailléiert online: Den Taux de positivité, dat heescht, de Prozentsaz vu Leit, wou mer elo mussen dervun ausgoen, dass se Träger vum Virus sinn, deen ass genausou héich bei de klenge Kanner wéi bei deene Groussen. En ass souguer méi héich zum Deel! De leschte Stand ass: 6,4 % an der Kategorie 0-9 Joer. Dat ass dee selwechte Prozentsaz wéi bei de Leit iwwer 80. Dat ass wichteg, dat ze verstoen. Et mécht keen Ënnerscheed. Ee klengt Kand, egal, wéi kleng et ass, dréit am Moment statistesch dee selwechte Risiko a sech wéi eng Fra vun iwwer 80 oder e Mann vun iwwer 80.

(Interruption)

Da géif ech och gären ënnersträichen, dass sämtlech Experten eis warnen, an Experten, do mengen ech Experte vum Fach, Epidemiologen, Mathematiker, Statistiker, ...

(Interruption)

... sämtlech Experte warne virun de Feierdeeg, weltwäit. D'Feierdeeg sinn dat, wou mer wierklech mussen oppassen. Firwat? Well mer zu engem selwechten Zäitpunkt, genau zum selwechten Zäitpunkt, riskéieren, eis Kontakter eropzefueren. An dat bréngt mat sech, dass genau zum selwechten Zäitpunkt och Leit matenee wäerte krank ginn, mateneen an der Klinik wäerte landen a mateneen op der Intensivstatioun wäerte sinn. Dat wäert sech net an der Zäit zéien. Dat ass dat, wat d'Feierdeeg esou geféierlech mécht. Si sinn op engem punktuellen Dag. Wa mer eis op deem Dag eng ginn, da wäerte mer zu engem nämmlechten Zäitpunkt en Afflux kréien an de Spideeler. Dat ass dat Tückescht bei dëser Krankheet. Si ass immens voraussehbar an hirem Verlaf. An do kann een net domadder spillen am Moment.

Ech hunn et och rechne gelooss. Dir frot ëmmer Fakten. Mir wëssen, mir sinn am Moment bei engem Taux de reproduction, dee bei 0,9 läit. Do hu mer eis higeschafft iwwert déi lescht Wochen a Méint, well d'Situatioun ass lues a lues erofgaangen. Si ass net do, wou mer wëlle sinn. Ech wëll dat ëmmer erëm ënnersträichen. Mee allerdéngs ass se erofgaangen.

Mir si bei 0,9. Elo hu mer gerechent. Huelt nëmmen dräi Deeg, dräi Deeg, wou ee géif eng Abstraktioun dovunner maachen an dat verduebelen, da wäre mer wärend dräi Deeg op 1,8 am Schnëtt. Dat géif derzou féieren, dass mer ëm den 10. Januar eis Limitten, déi mer elo haten, géifen no uewe sprengen an de Spideeler. Dat ass dat, wat eise Modell am Moment hiergëtt. Dat muss ee verstoen. E puer Deeg ginn duer dofir. Dat Ganzt spreet exponentiell.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An aleng dräi Deeg géifen duergoen, fir Ufank Januar deen doten Effet ze hunn. Dat sinn eis Berechnungen. Elo kënnt Der soen: „Dat ass theoreetesch." Jo. Et ass dee Modell, deen awer op eisen aktuellen Zuele fousst, an et ass dat, wat en hiergëtt. An ech hoffen, dass jiddwereen dat versteet.

Une voix.- Et ass net schwéier.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dach, et ass komplizéiert.

Une autre voix.- Black Friday!

(Brouhaha)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dëst ass dat, wat d'Wëssenschaft hiergëtt, wat eis Berechnungen hierginn. A firwat ass en Ënnerscheed

tëschent engem Commerce awer nach ëmmer an dem Horeca oder doheem Besuch hunn? Den Ënnerscheed ass ganz einfach: Doheem huet ee kee Mask un. Am Horeca huet ee kee Mask un, wann een zesummen ësst. An dat ass e weesentlechen Ënnerscheed. Dat mécht e weesentlechen Ënnerscheed an der Statistik, ob ech déi Mesure de protection hunn oder net. An dat ass och d'Kohärenz vun de Mesuren, wann Der esou wëllt. Mir versichen, déi Situatioun, wou ee par définition eeben net dee Schutz huet, ze evitéieren, grad an dëser Zäit.

An da géif ech och gäre betounen: Mir kënnen esou vill en place setze wéi mer wëllen, wann d'Leit net matmaachen, wäert et net gräifen! An d'Leit hu matgemaach. Wann d'Leit net géife matmaachen, da kéinten déi Zuelen net erofgoen. Et wär iwwerhaapt net méiglech. Wann dat esou wär, dass kee sech drun hält, et deet mer leed, da kéinte mer net eng Tendenz hunn, déi am Moment dach awer nach liicht no ënne geet. Mir gleewen do drun.

An ech géif och gären de Frank Engel zitéieren op senger fréier Tribün vum 6. Juli, wou e gesot huet: „Méi Fräiheet geet nëmme mat méi Verantwortung!" Dat ass och meng Iwwerzeegung. Iergendwou muss d'Verantwortung hier. Et geet net ouni.

(Brouhaha)

Eng Ausnamereegelung fir d'Feierdeeg, dir hutt et verstanen, ass fir eis also keng Optioun. Et wär dee falsche politesche Message. Ech mengen, et ass eis Verantwortung, fir alleguerte ze hëllefen, dass d'Leit dat verstinn. Et ass komplizéiert. Et ass alles komplizéiert an där Situatioun hei. D'Wëssenschaft huet och net d'Äntwerten op alles. Mee verschidde Saache sinn awer kloer. A wa mer kloer déi dote Warnunge kréien, dann ass et dach eis kollektiv Verantwortung, wierklech ze hëllefen, dass d'Leit dat verstinn, a se net nach méi duerjerneen ze maachen.

De Virus, deen huet säi Rhythmus. Et ass vill hei vu Rhythmus a vu Sport geschwat ginn. De Virus, dat ass e Marathonleefer. Deen huet säi Rhythmus. Dee weess genau, wat en ze maachen huet. En huet en Otem, dee geet ëm net aus. An e wäert och d'Feierdeeg net méi lues maachen, scho guer net am Wanter. Dat kënnt jo nach derbäi. Et ass alles verstäerkt, well mer matten am Wanter sinn!

An, jo, statistesch ass et tragesch: Ee vun Honnert Neiinfizéierte wäert säi Liewe loossen! Dat wësse mer och. An dofir solle mer wierklech all en Effort maachen. All eenzelnen Dag zielt. All eenzelnen Dag, wou mer Exceptioune maachen, huet Repercussiounen.

Chrëschtdag a Silvester, dat feiere mer all Joer. An eemol verzichten, dat ass vläicht traureg, mee ech sinn iwwerzeegt, dat ass dee klenge Präis, dee mer ze bezuelen hunn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- A loosst eis virun allem un all déi Leit denken, déi säit Méint am Asaz sinn, fir dës Kris ze stäipen an dem neie Covidpatient - well dat ass e komplett neie Patient an eise Spideeler - eng beschtméiglech Fleeg ze garantéieren.

Loosst eis och un all déi denken, déi ee ganz héije Präis scho bezuelt hunn: Eis Kanner, eis Jugendlech, och vill Erwuessener, op verschidden Aart-a-Weisen. Jiddwereen huet hei ganz vill ginn. A mir sollten elo an der leschter Ligne droite zesummenhalen an eis et net verdierwen.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Mir hu scho méi wéi eemol gesinn, wat mer hei zu Lëtzebuerg kënnen, wa mer all zesummenhalen. Mir hunn dat am Fréijoer gewisen. Mir hunn Efforte gemaach an déi hu gutt gewierkt. An déi hunn och net jiddwerengem gefall zu deem Zäitpunkt. Ech erënnere mech ganz gutt, dass dat keng einfach Zäit war. Et war meng Ufankszäit an der Politik. An och wann dat vill verdrängt ginn ass, do wor och nach laang net jiddwereen eens mat deene Mesuren, déi geholl gi sinn.

(Brouhaha)

Et ass awer weltwäit esou. Gott sei Dank hu mer eng gutt Zensur fir déi éischt Phas kritt. D'OECD huet eng éischt Evaluatioun gemaach, a Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, déi extreem gutt ewechkomm sinn. Ech invitéieren lech alleguerten, dat ze liesen. Dat soll eis Courage ginn. Dat weist, dass mer vläicht net esou kleng sinn, wéi mer mengen. Mir kënne schonn, wa mer wëllen, ...

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... en Effort maachen.

Mir hunn et fäerdegbruecht, an dat ass deen zweetbeschte Score, an 18 Deeg eis Well ze briechen. Dat ass e Ranking weltwäit, dee geet vun 11 Deeg bis op 58 Deeg. Lëtzebuerg huet déi zweetbescht Platzéierung do gehat. Dorobber kënne mer stolz sinn, alleguerten zesummen! An och dat wär net just mat Gesetzer gaangen, dat wär absolutt net méiglech gewiescht, wann d'Leit net matgemaach hätten, wann net déi grouss Solidaritéit do gewiescht wär a wann d'Leit net och wierklech hire Verstand agesat hätten. An un dee gleewen ech och haut nach!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Haut gesi mer, dass et bougéiert. Net wierklech genuch. A wann et net genuch wäert bougéieren, an dat ass e leschten Delai, dee mer eis och ginn, well d'Situatioun ass kritesch an eise Spideeler, abee, da wäerte mer eng Schëpp nogeheien. An och dat wäerte mer packen. Ech gleewen drun, dass mer dat all zesumme wäerte packen, och dës Kéier nach eng Kéier. Mir sollten eis do net dreiwe loossen, net vun deem, wat riets a lénks geschitt. Mir hunn eise Wee. Mir hunn eng Wëssenschaft, déi eis zouschafft. Mir loossen alles afléissen, wat et Neies gëtt. An och déi Etüd, déi zitéiert ginn ass vum Marc Baum, déi kucke mir och mat ganz vill Interesse am Moment. Déi ass och matten an enger Peerreview. Dat sinn alles Erkenntnisser, déi mer sécherlech wäerte matophuelen, wa mer nächst Mesurë proposéieren.

An ech géif och gären nach ofschléissend soen: All eenzelne Schrëtt ass en neie Schrëtt an dëser Kris. Keng Well war bis elo wéi déi aner. Och net déi am Summer, déi oft vergiess gëtt. Dat war dee Summer, an ech héieren et ëmmer erëm, wou anscheinend alles esou roueg war. Abee, wann et fir lech roueg war, Här Wiseler, bei eis war et net roueg. Mir hu villes preparéiert. Mir hunn eng Well gestäipt. Mir hunn de Contacttracing eropgefuer. Mir hunn un der Impfstrategie geschafft. Mir hunn eng Teststrategie komplett iwwerschafft. Bei eis war et iwwerhaapt net roueg. Mir hunn net trainéiert. Mir sinn net Vëlo gefuer. Mir si kee Marathon gelaf. Mir hu geschafft de Summer iwwer. Et war net roueg.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An ech muss soen, ech widderhuelen et ëmmer erëm gären, well et meng Leit dach awer ganz staark trëfft, dat ze héieren, an ëmmer erëm ze héieren, surtout! Et kann engem jo emol eng Kéier derduerchrutschen.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jiddefalls, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass mer par ailleurs net derduerchgerutscht, ...

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... dëst ass a bleift eng ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... wëll ech lech soen!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... ganz kritesch Woch an eisen Aen. Et ass eng ganz kritesch Woch. Dat si mer eis alleguerte bewosst. A mir suivéieren déi Situatioun hei Dag fir Dag, zesumme ...

(Brouhaha)

... mat deene Leit, déi eis beroden, déi ronderëm eis sinn.

(Brouhaha)

A mir wäerten eis Responsabilitéit huelen, genausou wéi mer eis Responsabilitéit ...

(Coups de cloche de la présidence)

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... iwwerhuelen, fir Decisiounen ze huelen, och wa mer keng wëssenschaftlech Grondlag hunn.

Dir hätt gär ganz villes. Jo, mir och. Mir laueren nëmmen esou op nei Erkenntnisser. Eis Leit maache soss näischt, wéi ze kucken, wat et un neien Etüde gëtt, fir déi och duerchzeliesen an ze gesinn, ob dat eis kann hëllefe fir nächst Schrëtt. Och mir hätte gär méi Informatiounen. Allerdéngs si mer an enger Situatioun, wou mer mussen Decisiounen huelen, och wa mer net déi wëssenschaftlech Basis hunn. Mir mussen eis Verantwortung iwwerhuelen. An dat mag da pitoyabel eriwwerkommen, erbäermlech op Lëtzebuergesch, dann ass dat esou. Och dat assuméieren ech.

Mir hunn nëmmen dat, wat mer am Grapp hunn, a mir mussen handelen. Mir kënnen net ofwaarden, bis mer zu all Schrëtt eng wëssenschaftlech Basis hunn. Dat ass an dëser Zäit net méiglech, net hei am Land an och soss néierens.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. An direkt Parole après ministre fir den Här Claude Wiseler. An dann den Här Marc Goergen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech muss awer elo wierklech e puer Saache soen. Eng Rei vun den Äntwerte kommen duerno bei den eenzelne Motiounen. Mee op dat, wat d'Madamm Minister elo gesot huet, kann ech awer net einfach näischt soen.

Dat Éischt, dat ass: Ech wëll lech just soen, datt mir net Marathon gelaf sinn a Vëlo gefuer sinn an der Vakanz, mee mir hunn eis Aarbecht gemaach, esou wéi mer se uerdentlech konnte maachen. A mer hunn dat gemaach, wat ze maache war.

Ech gleewe par ailleurs och, datt Dir geschafft hutt. Ech hu jo net gesot, Dir hätt net geschafft. Ech hu just gesot, datt Dir eng Rei Saachen - déi mir als noutwendeg an der Politik fonnt hätten, datt se géife gemaach ginn, an ech hu se opgezielt - net gemaach hutt. Vläicht, well Der d'Zäit net hat, vläicht, well Der net wollt, vläicht, well Der eng aner Politik wollt maachen. Mee dat ass awer déi Politik, déi mir am Juli gefrot hunn. Déi war net fir September, Oktober prett. Dat kann ech just einfach feststellen, well dat ass esou.

Da wëll ech op zwee Punkten agoen. Notamment hutt Der eis hei Zuele ginn, wéi Dir se da gesitt am Verglach mat deenen aneren. Ech kommen eng Kéier gär dorobber zréck, well dat, wat Der gesot hutt, dat stëmmt effektiv. Mir haten am Oktober an am September Zuelen, déi à peu près vergläichbar ware mat deenen aus dem Ausland, Belsch a Frankräich. Duerno sinn déi an der Belsch an a Frankräich staark an d'Luucht gaangen. Eis par ailleurs och.

Deen eenzegen Ënnerscheed, an dat gesäit een extreem, extreem kloer an deene Courben, déi Der hei hutt, dat ass: Wéi Frankräich an d'Belsch Moossname geholl hunn, hat dat en extreem effikassen Effekt hannendrun! An zum Beispill sinn d'Belsch, am Oktober op 1.500 Neiinfektiounen den Dag, op 200 erofgaangen. Vu 1.500 op 200. An déi a Frankräich si vun 800 op 185 erofgaangen dunn, wéi se d'Moossname geholl hunn.

A genau dat ass, wat mir soen: Mir hu Moossname geholl a mir si stabel bliwwen! Dat ass also trotzdeem en absoluten Ënnerscheed an der Effikassitéit vun deene Moossnamen, déi geholl gi sinn. An an deene Courben, déi Dir elo zitéiert hutt, gesäit een dee ganz kloer.

A wann een dann och de Rapport vun Ärer Covid-Taskforce liest, dee se virgëschter erausginn huet, dee seet och absolutt kloer an däitlech, datt déi Moossnamen, déi geholl sinn, net déi Effekter bruecht hunn, déi geduecht waren, an déi se och hätte misse bréngen! An et geet am Fong ëm Moossnamen, déi da susceptibel sinn, déi Effekter ze bréngen - hors, mir stelle fest, datt déi elo net kommen! An dat ass dat, wat mer hei politesch reprochéieren a soen - dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt ech awer elo mat Staune gelauschtert hunn, datt Der plädéiert hutt, an ech gleewen dat souguer, datt … - also ech gleewen et wierklech! -, datt am Fong d'Kanner genau déi selwecht Ustiechungsgefor hätten, wéi aner Leit! Dat hutt Der eis hei elo zwee- oder dräimol repetéiert - ech kann dat och verstoen! Ech kommen duerno, d'ailleurs nach op déi Chrëschtdagsgeschicht zréck, wat net eppes ass, wat mir froen, wierklech net, mir froen eppes ganz anescht! Mee zréck op d'Ustiechungsgefor: Dir sot genau dat selwecht!

Mee wann ech dann awer dem Här Meisch säi Bericht liesen, dee seet mer awer da ganz kloer: „An de Schoulen ass dat absolutt net de Fall gewiescht!" Ben, Här Meisch, ech kann lech d'Konklusiounen nach eng Kéier virliesen, ech hunn et a menger Ried gemaach. Dir sot: „An der zweeter Well sinn déi Ustiechungen, déi geschitt sinn, net an der Schoul geschitt, wann do een ugestach ginn ass, dann ass dat an der Famill, bei soziale Kontakter geschitt, a wéi och ëmmer." D'Madamm Lenert seet, et wär genau déi selwecht Ustiechungsgefor bei de Kanner - da muss ech awer soen: Wéi brénge mer dat dann zesummen? Et kann een awer net dat eent an dat anert soen! Et muss awer eppes richteg an eppes falsch si bei där doter ganzer Geschicht.

Esou, op de Rescht kommen ech bei de Motiounen zréck.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Da wier et um Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Eng Bemierkung, an duerno eng Fro: Ech hunn Är Bemierkung mat Chrëschtdag opgeholl - „d'nächst Joer ass nach e Chrëschtdag" -, et ass awer och esou, dass verschidde Familljen elo scho wëssen, dass eenzel Membere leider haut e Stand hunn, wou se d'nächst Joer net méi wäerten do sinn. An trotz allem, och wann déi all Precautioune géifen huelen - Mask, Désinfectants, alles doheem -, kënnen déi net d'Kanner alleguerten invitéieren, an et kann een deene Leit dës Kéier kee schéine gemeinsame Chrëschtdag erméiglechen. Do hätt ee kéinten eng Ouvertür maachen a soen: Et si schwiereg Fäll, wann een d'Virsiichtsmoossnamen hëlt, hätten déi nach kéinten e Chrëschtdag hunn, well ee weess, dass d'Gesondheet am Moment schwéier leit an een d'nächst Joer riskéiert, dass déi Leit leider net méi do sinn.

Zu menger Fro: Ech deele ganz genau Är Analys, déi Der gemaach hutt mat Chrëschtdag an och mat de Schoulen an de Kanner, an dofir froen ech nach eng Kéier - ech hat lech mengen ech am Oktober fir d'éischt gefrot, ech hat lech virun dräi, véier Wochen an der Ried nach eng Kéier gefrot -: Firwat verlängere mer dann net, wa mer alleguerten déi Zuelen hunn, déi Dir elo hei gesot hutt, déi Chrëschtvakanz ëm zéng Deeg, fir do e klenge Wellebriecher anzebauen?

Well Dir hutt genau gesot: Dee Wellebriecher, dat ass am Summer och duerch d'Vakanz gewiescht, dat ass, wat et a Lëtzebuerg ofbremst! Firwat verlängere mer net, mat all deenen Zuelen, déi Dir hei erkläert hutt, einfach no Silvester zéng Deeg - eng natierlech Quarantän? An d'Kanner wären doheem, d'Leit bremsen of, mir huelen den Drock aus de Spideeler - firwat gi mer net dee Wee?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Ech géif elo emol d'Wuert zréckginn un d'Madamm Gesondheetsministesch. An dann ass et um Här Baum an um Här Kartheiser. Fir d'éischt d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci! Ganz kuerz: Ech mengen, et ass genau dat, wat ech wollt illustréieren! A Frankräich, an der Belsch si ganz drastesch Mesurë geholl ginn, ech hunn hei keen héiere plädéieren - och net an der Chamberskommissioun zu deem Zäitpunkt, Mëtt Oktober -, dass mir sollte Mesuren huele wéi a Frankräich oder wéi an der Belsch, dat heescht, eng Stonn eraus goen, wärend enger Stonn am Dag, an doriwwer Buch féieren.

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn lech awer eng ganz Rei Mesurë proposéiert! Mir hunn erëm Motiounen hei abruecht …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, de Port du masque an der Groussgaass, ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- … Dir hutt se awer net ugeholl!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... hätt eis Courbe ...

(Interruption et coups de cloche de la présidence)

... net geännert, dat ass meng Iwwerzeegung - dat ass richteg! An da géif ech just gären ënnersträichen - mee gutt, dat ass och schonn oft erkläert ginn -, et ass jo net den Taux de positivité! D'Fro ass: wou? Mat engem nämmlechten Taux de positivité, wann een an enger ongeschützter Situatioun ass, wéi doheem um Iessen, bei enger Feier, dann ass dat en anere Risk, wéi wann et an engem organiséierte Kader ass oder wéi wann een anzwousch ass, wou een e Mask unhuet oder op der Aarbechtsplaz, wou eppes gereegelt ofleeft. Dat kann een net 1:1 extrapoléieren. Méi wollt ech dozou net soen.

Une voix.- Et geet och duer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Da géif ech d'Wuert ginn un den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech wéilt vläicht och just kuerz op dräi Saachen agoen, déi gesot gi sinn.

Dat Éischt ass déi Plaidoirie, déi mer hei scho bal héieren hunn, fir de Black Friday. Also éischtens, mengen ech, muss ee soen: Deen Éischten, deen de Black Friday kritiséiert huet, dat war de Rapporter vun deem Projet de loi. Domat huet et ugefaangen. Ech fannen awer déi Argumentatioun, déi de Premier elo benotzt, fir ze soen, mee de Black Friday, dat wär iwwerhaapt net schlëmm gewiescht, well duerno hätt et soss missen eng Explosioun ginn - déi mécht mech awer ganz stutzeg! Well éischtens kann een dat iwwerhaapt net esou erausfannen, an zweetens hëlt en domadder argumentativ de Bienfondé vun der eenzeger Neierung vun dësem Gesetz! Ech mengen, datt de Premier besser gehat hätt, sech net zum Black Friday ze äusseren, well dee Schoss ass definitiv no hanne lassgaangen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Zweetens: Et huet, mengen ech, kee gesot, datt déi Mesuren, déi bis elo geholl gi sinn, iwwerhaapt näischt gedéngt hunn. Wat ech op jidde Fall gesot hunn, ass: Se hunn d'Zil verfeelt, fir d'Spideeler ze entlaaschten. Dat hunn déi Mesurë verfeelt, dat ass net erreecht ginn! Dat muss een objektiv esou gesinn!

Virun zéng Deeg hate mer en Trend, wou et no ënne gaangen ass, wou d'Zuel vun den Hospitalisatiounen an d'Zuel op den Intensivstatiounen erofgaangen ass. Mee zënter zéng Deeg ginn déi erëm an d'Luucht mat dem Rekordwäert op den Intensivstatiounen, déi mer gëschter iwwermëttelt kritt hunn - esou steet et op jidde Fall op der Säit vu Covid-19. Dat ass domat gemengt, datt déi Mesuren net zilfürend sinn, besonnesch an deem Beräich, deen entscheedend ass: nämlech an de Spideeler. Dat heescht net, datt se näischt gedéngt hunn, well, na-

tierlech stëmmen all déi Saachen, déi Der gesot hutt! D'Neiinfektioune gi liicht erof, just - se ginn ze liicht erof, fir fir Entspanung ze suergen, well mer wëssen: Déi Neiinfektioune vun haut, dat sinn d'Hospitalisatioune vun an zwou Wochen. A wann et deemnächst net signifikativ erofgeet, dann ass déi Situatioun an de Spideeler eng, déi nach Wochen, an deemno wéi, Méint wäert daueren, an ech weess net, ob mer dat als Gesellschaft packen. Dat hunn ech domadder gemengt.

An drëttens wëll ech awer e bësse mat deem Regierungsmythos briechen, dee seet, d'Ausgangsspär hätt d'Well quasi ënnerhielegt oder d'Well zum Scheitelpunkt bruecht. Dat ass net esou! Dir selwer berufft Iech op de Reproduktiounsfacteur, den R. Den R hat säin Héichpunkt an dëser leschter grousser Well de 24. Oktober, dat heescht, eng Woch, ier déi Mesuren, wéi d'Ausgangsspär, a Kraaft getruede sinn. Dee Moment, wou se a Kraaft komm sinn, den 30. Oktober, do hate mer en R-Facteur, dee scho bei 1,1 war, an zënter deem d'Gesetz a Kraaft ass, oscilléiert et emol eng Kéier knapps iwwer, emol knapps ënner 1. Dat heescht, et kann een net soen, objektiv wier et esou, datt d'Ausgangsspär d'Well gebrach hätt! Zumindest kann een dat net opgrond vun Donnéeën, wat de Reproduktiounsfacteur ugeet, soen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert direkt weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, dat, wat mer haut de Moien hei héieren hunn, dat léisst eigentlech nëmmen eng Konklusioun zou: Dat ass e schrecklechen Echec vun dëser Regierung! An ech wëll erklären, firwat mir dat esou gesinn.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

D'Regierung, an ech mengen do si mer eis heibannen eens, ass u sech zoustänneg, fir d'Liewen am ëffentleche Raum och ze geréieren am Fall vun enger sanitärer Kris, an och fir Schutzmoossnamen ze huelen. A wat gesi mer? - An dat ass an den Diskussiounen de Moien hei ganz kloer erauskomm: Mir ginn hei gewuer, datt d'Kanner genee esou ustiechend sinn, wéi aner, méi grouss Persounen. Mir wëssen, den Här Educatiounsminister huet dat ganz laang Zäit einfach niéiert, an haut ass nach e grousse Problem an de Schoulen! Firwat gëtt net besser reagéiert?

Zweete Punkt: Mir bedaueren, datt d'Familljeministesch net hei ass. Mir hunn haut an deene verschiddenen Exposéen héieren, wéi grav d'Situatioun an den Heemer ass. Et ass ee vun deene Secteuren, wou dës Regierung am meeschte versot huet, eng komplett Inaktivitéit, fir en effikasse Schutz vun den eelere Leit an de CIPAen ze garantéieren. Dat wär Är Zoustännegkeet, an d'Regierung huet dat net gemaach, net genuch an de Schoulen, net genuch an de CIPAen!

Drëttens: Den Här Delles huet gesot, an dat hu mer de Moien och hei als ADR gefrot, en hätt prezis Indicatiounen, firwat den Horeca-Secteur huet mussen zougemaach ginn - mir waarden elo nach op déi prezis Indicatiounen! Dat ass och net liichtfankeg: D'Madamm Minister huet hei gesot: „Jo, et huet ee keng Masken un." - et geet och ëm d'ekonomesch Existenz vu ganz ville Leit hei am Land! An et däerf een net liichtfankeg mat deene Konsequenzen ëmgoen, déi dat huet, weeder am Horeca, nach an der Geschäftswelt! Déi Leit maache sech Suergen …

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … si maache sech zu Recht suergen! An de Staat, an dat soen ech hei och dem Här Premierminister, soll net nach derzou bäidroen, datt d'Geschäfter an eng Faillite kënne gedriwwe ginn, well de Staat zum Deel synchron, ouni weider Ofschätzung vun der Situatioun, të schent verschiddenen Administratioune Saachen zesummen afuerdert, déi d'Geschäfter wierklech un de Bord vun der Existenz dreiwen. Dir hutt eng Verantwortung an dëser Situatioun, fir och Är staatlech Aktiounen esou ze koordinéieren, datt d'Situatioun net nach méi schlëmm gëtt!

An eng lescht Bemierkung - well ech gesinn, datt dat vläicht och schonn e bësse laang ass fir den Här President -: Den Här Baum huet a sengen Ausféierungen eng ganz interessant Bemierkung gemaach, an dat ass d'Infizéierung an der Aarbechtswelt, en Aspekt, deen net genuch gekuckt gëtt. Wou ass den Här Kersch dann haut? Wann et wierklech esou ass, datt mer esou vill Infektiounen op der Aarbecht hunn an ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Deen ass scho säit Laangem verschwonnen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... datt dat och sozioekonomesch e Problem ass, firwat ass den Här Kersch dann net hei? Loosse mer d'Leit do protegéieren, wou se musse protegéiert ginn: Am ëffentleche Raum. An ech géif der Regierung recommandéieren, hir Verantwortung am ëffentleche Raum eescht ze huelen, ier se ufänkt d'Privatliewe vun de Leit wëlle bis an de leschten Detail ze reegelen - dat ass net d'Zoustännegkeet vun der Regierung!

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert zréck un d'Regierung: d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, vläicht just e puer Observatiounen: Dat mat de Spideeler ass ganz richteg, mee deen Effet, dee wäert méi differéiert spierbar sinn. Mir hunn de Phenomeen, dass d'Leit jo ganz laang an de Spideeler leien, och ëmmer méi op de Soin-normallen, an doduerch ass et statistesch gesinn normal, dass dat nach nowierkt, an den Effet vum Reduzéiere misst eigentlech elo eréischt antrieden. Dat kënnt awer duerch déi Durée vum Openthalt.

Wourunner mer ausmaachen … also ech hu sécher net behaapt, dass d'Ausgangsspär aleng en Effet hätt, justement, mäi Message war deen, fir ze soen: „Mir kënnen net soen, wat et genau ass." Mir hunn en Effet gesinn, an dee maache mer effektiv aus … Wann ech Iech misst soen, wat den Haaptindicateur ass, wou mer et elo drun ausmaachen, dat ass et den Taux de positivité um Niveau vum Large-Scale-Testing - ech hat dat an der Chamberskommissioun schonn e puermol erkläert. Dat ass fir eis e ganz gudden Indicateur, well mer jo do op engem Echantillon vun der Bevëlkerung testen, deen asymptomatesch ass, an dee geet awer erof, relativ kloer. Dee geet erof, deen huet deen Trend no ënnen. Mee et ass richteg, aleng um R kann een dat net erausliesen.

Fir de Rescht vun der Aarbecht si mer selwer ganz och un dem Detail vun där Etüd interesséiert. Dat wat ech Iech ëmmer gesot hunn, dat sinn déi Echoen, déi mir hu vun eiser Inspection sanitaire vum Tracing. Mir konnte weeder Secteuren ausmaachen, wou op der Aarbecht eppes Genaues siichtbar ass nach Situatiounen …

Dat wat ee gesinn huet, waren dann éischter eebe Kontexter, déi erëm deem nokommen, wat och am Privaten ass: Dat ass, wa Leit sech wärend der Paus gesinn hunn oder Covoiturage fir op d'Aarbecht. Mir hate quasi keng Wochen, wou elo wierklech e staarken Trend …, wou een hätt kënne soen: „Do gesi mer spezifesch anzwousch eppes, wat wierklech ganz alarmant ass." Mee sécherlech wäerte mer och déi Etüd, déi rezent déi do ass, ganz genau kucken a probéieren, doraus Réckschlëss ze zéien.

Zum Fleegesecteur: Ech mengen, do hu mer ons scho ganz oft echangéiert. De Monitoring, deen d'ailleurs och vun der Madamm Lorsché ugeschwat ginn ass, ben, deen hat Lëtzebuerg schonn extreem fréi en place par rapport zum ganze Fleegesecteur. Mir hu schonn en informatesche Monitoring - ech mengen, bannent dräi Wochen hate mer dee mam Centre informatique stoen -, wou mer d'Donnéeë vun de Maison-de-soinen hunn. Do wore spezifesch Aarbechtsgruppen an der Cellule de crise, déi sech just mat deem Theema befaassen. Dat ass e schwierege Secteur, dat wësse mer alleguer, dat ass an all Land esou. Mir si jiddefalls do vun Ufank u beméit, e ganz, ganz enke Suivi ze maachen an den Altersheemer, mat der Teststrategie. Mee ech erspueren Iech dat, Dir kennt dat alleguerten. Et ass och net direkt de Sujet vum Dag.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7733 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun der ADR of, deen als Objet huet, am Ufank vum éischte Saz vum Artikel 4. (1) « à l'exception des 24, 25, 26 et 31 décembre et du 1er janvier » derbäi ze setzen.

Vote sur l'amendement 1

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dësen Amendement mat 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7733. Den Text steet am Document parlementaire 7733[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7733 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Motions

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung vun deene verschiddene Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi d'CSV ofginn huet a wou et ëm eng Stratégie politique globale geet. Ass nach een, deen zu där Motioun d'Wuert wëllt ergräifen?

D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, entschëllegt, ech war mer net bewosst, dass ech eppes dozou sollt soen.

Selbstverständlech wäerte mer eis eng Laangzäit-Strategie ginn. Mir hunn och elo eng Strategie en place, an déi gëtt au fur et à mesure ugepasst. A mat all neien Erkenntnisser, déi een huet, kritt ee Bausteng bäi. Ech hunn et virdru gesot: All Well war bis elo eng aner. Mir hunn awer elo réckbléckend natierlech eng Rei Erfarungen an déi wäerten eis sécherlech … - ech mengen, dat ass eppes, wat mer selbstverständlech fannen, dass mer déi Erfarunge beienee bréngen an au fur et à mesure kucken, wéi een dat kann no vir projezéieren, wëssend, dass keen déi absolutt Wourecht huet. Et ass och nach néierens e Stufeplang an deem Sënn, wou ee géif soen: „Dat ass elo de Modell, deen zücke mer an dee kopéiere mer." Mee mir sinn natierlech beméit, alleguerten zesummen eis Strategien - Teststrategien, Preventiounsstrategien, all déi Mesuren, déi mer hunn -, unzepassen. Asoufern hunn ech absolutt kee Problem domadder.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Yes! Très bien!

Vote sur la motion 1

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer dann iwwert dës Motioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Numero 2, déi vun der CSV deposéiert ginn ass. Gëtt et do nach Wuertmeldungen derzou?

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Si kënne se zréckzéien, wa se wëllen.

(Hilarité et brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

De Vote électronique ass gefrot.

Plusieurs voix.- Jo.

Vote sur la motion 2

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 23 Jo-Stëmmen, 34 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen net ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 35 voix contre, 23 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der ADR deposéiert ginn ass. Ass nach een, deen d'Wuert zu där Motioun wëllt ergräifen? Dat ass net de Fall.

Da kënne mer och hei zum Vott kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An dann ass et och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 4 Jo-Stëmmen a 54 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 56 voix contre et 4 voix pour.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut de Mëtten, ...

Plusieurs voix.- Nee!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass nach eng do? O!

Une voix.- Déi Lénk!

Motion 4

M. Fernand Etgen, *Président*.- A mir hunn eng Motioun vun déi Lénk, entschëllegt! Jo! Ass nach een, deen d'Wuert zu där Motioun wëllt ergräifen?

Plusieurs voix.- Nee!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech war elo net selwer an där Mobilitéitskommissioun, wou déi fréier Motioun schonn eng Kéier diskutéiert ginn ass. Ech weess awer ongeféier, wéi d'Diskussioune gelaf sinn, an ech weess virun allem och, datt den Här Minister d'Passagéier vum ëffentlechen Transport natierlech och wëllt schützen - dat soll guer net a Fro gestallt ginn.

Ech wéilt zu dëser Motioun awer just eng Prezisioun ginn: Et ass déi, datt net all Transportmëttel, déi ëffentlech genannt ginn, awer ënnert der Responsabilitéit vum Transportministère lafen: beispillsweis d'Busse vun der Stad Lëtzebuerg, vum TICE a vun de kommunale Reseauen, déi vun de Gemenge geréiert ginn. Dat ass déi eng Prezisioun.

An dofir wéilt ech proposéieren, den Text e bëssen ëmzeänneren, an deem Sënn, datt mer soen, datt all déi Transportmëttelen, déi ënnert der Responsabilitéit vum Ministère des Transports publics lafen, heirënner falen, an an deem Sënn: « à mettre à disposition des usagers des transports en commun qui se trouvent sous la responsabilité du Ministère des Transports » an da weiderfueren « du gel désinfectant » - dee ganzen Tiret do -, a preziséieren, datt bei de Quaie just d'CFL-Quaie gemengt sinn, well och d'Quaie vun de Bussen an de Gemenge falen ënnert d'Responsabilitéit vun de Gemengen, an net vum Transportminister. Do sinn dann och déi Permission-de-voirien unzefroen, wann een do eng Installatioun wëll hi maachen.

A fir deem dann awer och Rechnung ze droen, géife mer en zweeten Tiret proposéieren, dee géif soen: « à inviter les prestataires des services de transports privés ou communaux à s'associer à cette initiative » - dat heescht, datt de Ministère och op déi Acteuren zougeet a se invitéiert, och do derfir ze suergen, datt Gel désinfectant op der Plaz ass. Esou hätte mer dann dee ganze Secteur ofgedeckt, wann déi Partner da matmaachen. An deem Sënn, wann d'Kolleege vun déi Lénk mat där Ännerung, mat där Nuance d'accord sinn, wäre mer och bereet, d'Motioun unzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech direkt d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo. Merci, Här President. Mir sinn averstanen domadder.

Wat wichteg ass, dat ass, datt de Staat, do wou en d'Responsabilitéit huet, selwer mam gudde Beispill virgeet an dat, wat en notamment och a Centre-commerciallen obligatoresch mécht, selwer applizéiert. De Minister seet, datt elo verschidden aner Reseauen net direkt ënner seng Responsabilitéit falen -jo, mee se falen awer schonn zumindest ënner säi Kompetenzberäich, a fir do ze soen: „Déi ginn natierlech och invitéiert, sech deem ze associéieren" … An ech mengen, datt dat eppes ass, wou ech och scho vu verschiddenen héieren hunn, datt esou Reseauen och bereet wieren, genau op deen dote Wee ze goen. Duerfir, mir wieren domadder averstanen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Dann hat den Här Goergen d'Wuert gefrot, an duerno den Här Wiseler.

Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Et freet mech wierklech, de Wierder vun der Madamm Lorsché nozelauschteren, well ech war an där Kommissioun, an do gouf e bëssen eppes anescht gezielt. Ech hoffe just, dass d'Regierung all de Ministeren an Zukunft wäert mat op dee Wee ginn, dass esou e Gel wierklech effektiv ass an datt deen och iwwerall seng Wierkung huet. A mir freeën eis, dass dat elo wäert am ëffentlechen Transport ëmgesat ginn.

Per Zoufall hu mer an engem passende Gemengerot och gëschter eng Resolutioun deposéiert, dass eeben den TICE am Kommitee genau och dat soll entscheeden. Dat heescht, et gëtt och Weeër, fir déi, wou den Här Bausch elo net direkt d'Responsabilitéit dréit, mee awer indirekt - mir wëlle schonn drop opmierksam maachen, dass en déi dréit -, fir dass och déi mat deem Gel ausgestatt ginn, well mir kommen do wierklech e Schratt méi wäit.

An ech wëll et nach eng Kéier betounen - ech hat et och an der Kommissioun gesot: Esou e Schratt ass dee Wee, fir dass den ëffentlechen Transport net muss zougemaach ginn. Dat dote si Mesuren, déi mer brauchen, fir dass den Transport ka weiderhi fueren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. An dann ass et um Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll soen: Selbstverständlech stëmme mer déi do Motioun mat. Mir hätten och déi original matgestëmmt, mee wann déi Ännerunge vun de Regierungsparteien et erlaben, dat mat ze maachen, dann ass dat fir eis evident. Ech wonnere mech just, datt mer se net schonn d'leschte Kéier gestëmmt hunn, well et war quasiment déi selwecht, a mir hunn esou vill Woche verluer. Mee schlussendlech sinn ech awer elo frou, datt mer e Stéck weiderkommen.

Ech hätt just eng kleng Suggestioun ze maachen, Här Baum: Ech fannen, datt Der den Tram och sollt draschreiwen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wann dat nach géif derbäikommen, « de même que dans les trains et le tram », da wär se effektiv komplett.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler. Dann hat den Här Michel Wolter d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech maache mäi Mikro un. Här President, mir stëmmen hei eng Motioun, wou mer verschidde Leit opfuerderen, a verschiddenen Instanzen eppes ze maachen. Wa mer als Chamber d'Regierung opfuerderen, dann ass dat an der Rei. Wa mer als Chamber méi wäit ginn, a mer fuerderen Acteuren op, mat deene mer eigentlech net direkt eppes ze dinn hunn - wéi d'AVL oder wéi den TICE, déi no anere Reegelen, also no anere Finanzreegele gefouert ginn -, da sinn ech schonn der Meenung, datt ee vun der Regierung misst héieren, ob hir Statute stëmmen, an datt dat dann och vum finanzielle Standpunkt aus neutral gehale gëtt.

Mir sinn hei zu Lëtzebuerg an engem System, wou op där enger Säit eng Gemeng, op där anerer Säit néng Gemengen eigentlech e System an hirer Regioun ënnerhalen, deen déi aner zur Verfügung gestallt kréien iwwert den RGTR. Ech si ganz fir dat hei, mee ech sinn awer och ganz do derfir, datt, wann dat gemaach gëtt, datt dat vum finanzielle Standpunkt aus vum Staat esou organiséiert gëtt, datt déi 102 Gemengen - egal op wat fir eng Aart a Weis se hiren ëffentlechen Transport organiséieren -, dat och esou kompenséiert kréien, wéi dann déi 90 aner, fir et emol ze soen, an de Staat selwer. Dat ass mer awer eng weesentlech Prezisioun.

Et sëtzen eng Rei Leit heibannen, déi och an enger Rei vun deenen Entreprisen direkt oder indirekt sëtzen, an ech wär awer scho frou, wann ech vun der Regierung - déi … ech weess net, ob se nach present ass -, awer géif d'Assurance kréien - well soss stëmmen ech déi Resolutioun hei net! -, d'Assurance kréien, dass dat vum Finanziellen esou organiséiert gëtt … - dat Technescht, dat Organisationellt, dat mécht all Träger -, mee dee Gel, dee muss awer vun deem zur Verfügung gestallt ginn, deen der Meenung ass, dass dat an deenen eenzelnen Transportmëttele sollt zur Verfügung gestallt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter, fir déi Remark. Ech mengen, da kënne mer elo iwwert déi Motioun ofstëmmen. Kënne mer dat par main levée …? Den Här Wolter nach eng Kéier.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech hat lech gefrot, Här President, datt ech gären ...

Une voix.- Eng Äntwert!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ... eng Äntwert op déi Fro hätt! An ech mengen, datt eng Rei … Ech kucken hei an d'Gesiichter vun enger Rei vun anere Kolleegen, déi ech a verschiddene Gremien erëmbegéinen, an ech mengen, datt déi sech berechtegterweis awer déi selwecht Fro stellen.

Ech wollt den Här Baum froen: Ass et wichteg, dass mer dat elo nach de Moien um 13.00 Auer hei stëmmen oder gi mer der Regierung d'Chance, fir eis eng propper Äntwert ze ginn? An da kënne mer dat vläicht de Mëtten à l'unanimité stëmmen, wann déi Fro - déi awer keng onwichteg Fro ass, well do lafen awer Honnerte vu Busse ronderëm -, bis gekläert ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann d'Madamm Polfer. Duerno den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Baum.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Also ech versti scho gutt, wat den Här Wolter seet. Mee ech muss lech awer soen, fir effektiv d'AVL ganz gutt ze kennen … an et war awer och ganz richteg, fir hei den Tram ze ernimmen. Den Tram dat ass eng Société anonyme, déi gehéiert also net dem Ministère. Dat ass eng Société anonyme, wou d'Stad Lëtzebuerg zu engem Drëttel dran ass an deen och matgedroen huet.

Fir mech ass awer an där heiter Motioun dat Wichtegst, datt mer eis alleguerte Méi ginn, dat Bescht ze maachen, fir datt d'Leit déi beschte Méiglechkeeten hunn, fir sech an deenen ëffentlechen Transporter a Sécherheet ze beweegen. An d'finanziell Fro, wéi gesot, dat ass sécher eng, mee ech mengen, wa mer heimat zum Ausdrock bréngen, datt mer, jiddwereen op där Plaz, wou en ass, dat Bescht maachen, fir datt d'Leit de Gel zur Verfügung gestallt kréien, dat ass fir mech an dëser Motioun dat Wichtegst. An dofir kann ech, souguer ouni elo déi Prezisioun vum finanzielle Volet ze kréien, awer derfir stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Polfer. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Majo, ech wéilt der Madamm Polfer Merci soe fir déi Prezisiounen. Mir gesinn dat genee d'selwecht: Mir sollen eis hei net an den Detailer verfänken, wie mer dann elo kofinanzéieren op där enger Säit, op där anerer Säit.

Ech ginn dem Minister ganz gär dee Message mat. Mir wäerten him erklären, datt dat e Wonsch ass, do, wou et méiglech ass, mengetweegen och dozou bäizesteieren. Ech ka mer net virstellen, datt en dat wäert refuséieren. Mee generell soll déi Motioun hei jo soen, datt mer alles maachen, fir d'Sécherheet vun de Passagéier ze erhéijen, an et ass och dat, wat déi Lénk domat wëllen erreechen - wuelwëssend, dat wëll ech dann och widderhuelen, datt den Tram jo eng Société anonyme ass, déi ënner Luxtram leeft an net direkt ënnert der Kompetenz vum Staat, soudatt ech awer géif mengen, datt den Tram éischter an den zweeten Tiret gehéiert. Mee natierlech, de Kontakt ass ganz enk tëschent dem Ministère an de Bedreiwer vum Tram, soudatt ech mer net ka virstellen, datt déi géife refuséieren, hei mat op dee Wee ze goen. Dat wär jo éischter kontraproduktiv an et wär kee gudden Image de marque, wa se dat net géife maachen, soudatt ech voll Confiance hunn, datt dat do och geschitt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Dann den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo. Merci, Här President. Also effektiv, de But vun der Motioun ass, datt mer kucken, datt déi Gelen esou séier, wéi et nëmme geet, och am ëffentlechen Transport zur Verfügung gestallt ginn.

Ech verstinn och d'Fro nom Käschtepunkt, an datt de Ministère och do eng gewësse Verantwortung huet. Ech perséinlech hunn elo kee Problem wa mer soen: „Ma kommt, mer stëmmen de Mëtten als Éischt driwwer of, wa mer do eng Reaktioun vun der Regierung hunn."

Ech mengen awer, datt heibannen och vu Majoritéits- an Oppositiounsparteien de Wonsch geäussert ginn ass, datt d'Regierung do och hir Verantwortung soll iwwerhuelen, wat d'Käschten ugeet. An ech géif et schued fannen, wann de Vott vun där Motioun elo just un deem reng Finanzielle géif scheiteren, wuelwëssend, datt dee finanziellen Opwand fir esou e Gel awer een ass, deen, zumindest an enger éischter Etapp, awer iwwerschaubar ass, soudatt ech hoffen, datt mer eis eenege kënnen, an datt dat hei elo wierklech kann unanime – egal, ënner wéi enger Form, entweeder elo oder de Mëtten als Éischt - ugeholl ginn. Well ech mengen dat ass awer wichteg.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Dann huet d'Madamm Martine Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President. Ech denken, wa mer eis eens si mat der Interpretatioun vum éischte Saz « à mettre à disposition […] », heescht dat fir mech: D'Fraise si vun der Regierung ze iwwerhuelen, d'Regierung muss dat zur Verfügung stellen!

(Brouhaha)

A wann dat esou ass, da si mer eis eens, da kënne mer dat natierlech gäre matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, elo kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Iwwert de Kärmessage si mer eis eens.

Motion 4 modifiée

La Chambre des Députés,

- vu le nombre élevé d'infections au Covid-19 parmi les personnes résidentes et/ou travaillant au Luxembourg ;

- vu la gravité de la situation sanitaire et sa répercussion sur le système de santé et des soins ;

- considérant que les gestes barrières préconisés par le Gouvernement dépendent aussi de certains moyens de protection sanitaire tel que le gel désinfectant mis à disposition de la population ;

- considérant que les protocoles sanitaires à mettre en place obligatoirement par les centres commerciaux dotés d'une galerie marchande prévoient la mise à disposition aux visiteurs du gel désinfectant ;

- considérant les discussions menées le 10 décembre 2020 au sein de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics sur la mise à disposition aux usagers des transports en commun de gel désinfectant,

invite le Gouvernement

- à mettre à disposition des usagers des transports en commun, qui se trouvent sous la responsabilité du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, du gel désinfectant en quantité suffisante en veillant à installer des bornes de distribution de gel désinfectant respectivement dans les bus ainsi que dans l'enceinte des gares et sur les quais, de même que dans les trains ;

- à inviter tous les prestataires des services de transport privés ou communaux à s'associer à cette initiative.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

Vote sur la motion 4 modifiée

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Motioun esou d'accord ass, wéi se textuell modifizéiert ginn ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun mat deem modifizéierten Text ugeholl.

D'Chamber kënnt de Mëtteg um 14.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 13.12 heures.)

Le saviez-vous ?

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes. Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins. Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :**
   1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
   2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
   3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
   4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
   5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
   6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
   7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
   8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
   11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
   12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
   13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
   a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
   b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
   c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
   14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
   15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
   16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;
   17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;
   18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
   19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
   20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
   21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;
   22° la loi modifiée du 23 décembre 2016
   1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;
   2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
   23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
   24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
   25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat
   et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique
   et
   7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. François Benoy

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Pierre Gramegna, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;

2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;

5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;

6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;

7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;

12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat

et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024

Mir kommen de Mëtten zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 7666 vum Staatsbudget fir d'Joer 2021 an iwwert de Projet de loi 7667 iwwert déi finanziell Programmatioun fir d'Joren 2020 bis 2024. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projets de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, eist Land ass an enger aussergewéinlecher Situatioun. De Coronavirus huet eng weltwäit Pandemie ausgeléist, déi d'Welt, Europa a Lëtzebuerg an eng sanitär an ekonomesch Kris katapultéiert huet. Jiddweree spiert op déi eng oder aner Aart a Weis d'Konsequenze vun dëser Kris. An och de Staatsbudget ass dovunner markéiert. Op där enger Säit wéinst der ekonomescher Situatioun, op där anerer Säit wéinst dem enorme budgetären Impakt, dee mir geleescht hunn, fir déi Kris hei anzedämmen.

Fir schwéier gesondheetlech, sozial an ekonomesch Konsequenzen ze vermeiden, huet de Staat massiv an de Gesondheetssystem investéiert, grad wéi de Bierger an der Ekonomie mat Hëllefen ënnert d'Äerm gegraff. Gläichzäiteg si mer nieft der Coronakris natierlech och ëmmer nach mat anere groussen Erausfuerderunge konfrontéiert, déi net méi kleng ginn an déi och ons voll Opmierksamkeet brauchen: de Klimawandel, de Biodiversitéitsverloscht, d'Logementskris an d'Ongläichheeten an onser Gesellschaft, déi klammen.

De Budgetsprojet geet méi wäit, wéi dass e just géif op dës Kris reagéieren, mee e setzt Jalonen, fir ons Gesellschaft an d'Ekonomie méi staark aus dëser Kris erauszeféieren. D'Investissementer an d'ökologesch Transitioun, d'Mobilitéit, de Logement an d'Gesondheet an d'Digitalisatioun ginn héich gehalen. Et ginn awer och steierlech Mesurë fir méi Gerechtegkeet, Nohaltegkeet, Logementen a Kompetitivitéit agefouert.

De Budget 2021 ass kee renge Krisebudget. Et ass och kee Budget vum Business-as-usual, mee et ass e Budget, fir Lëtzebuerg gutt duerch d'Kris ze bréngen a gläichzäiteg méi staark fir déi verschidden Erausfuerderunge vun der Zukunft opzestellen.

A mengem mëndleche Rapport presentéieren ech de Budgetsprojet fir d'nächst Joer an déi finanziell Programmatioune fir d'Joren 2021 (veuillez lire: 2020) bis 2024. A mengem perséinlechen Deel analyséieren ech weider, wéi dëse Budgetsprojet Lëtzebuerg nohalteg relancéiert, a proposéiere weider Pisten, wéi mir onst Land nach méi staark fir d'Zukunft kënnen opstellen.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet 7666 iwwert de Budget vun de Recetten an den Depensë vum Staat fir 2021 an de Gesetzesprojet 7667 iwwert déi finanziell Programmatioune fir d'Joren 2020 bis 2024 goufe vum Finanzminister de 14. Oktober deposéiert an de 25. November nach eemol vun der Regierung amendéiert.

Am Ganzen ännert de Projet de loi 25 Gesetzer. De Staatsrot huet seng Avisen den 20. November respektiv de 4. Dezember ofginn. Mir kruten och nach Avise vum Syvicol, dem Conseil national des finances publiques, der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, der Cour des comptes, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an der Zentralbank.

Ech wäert a mengem mëndleche Rapport net op all d'Avisen agoe kënnen a verweisen dofir op mäi schréftleche Rapport.

Ier ech dann zu menger Presentatioun vum Budget kommen, wëll ech op dëser Plaz awer nach all de ville Leit Merci soen, déi zum Budgetsrapport bäigedroen hu respektiv matgeschafft hunn. Virop natierlech de Memberen aus der Cofibu, déi mir dës Missioun ginn hunn a fir all hir Remarken aus den zéng Kommissiounssëtzungen, wou mir um Budget geschafft hunn, net ze vergiessen natierlech d'Caroline Guezennec, Secrétaire-administrateur vun der Kommissioun, fir hir gewëssenhaft Aarbecht.

Da wëll ech all den néng Interlocuteure Merci soen, mat deene mir an der Cofibu en Echange haten, an och den 33 Acteuren, déi ech als Rapporteur gesinn hunn. Och e Merci un d'Organisatiounen, déi en Avis zum Budget geschriwwen hunn.

De Kolleegen aus menger Fraktioun, speziell onser Presidentin, dem Josée Lorsché, e Merci fir d'Vertrauen an onse Mataarbechter fir hir wäertvoll Assistenz. A ganz speziell wëll ech awer dem Fabricio Costa Merci soen, dee mech mat groussem Engagement a Kompetenz bei der Elaboratioun vun dësem Rapport ënnerstëtzt huet.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Ech wëll op dëser Plaz awer och meng Fra, d'Cathy, a meng Kanner, de Mathis an d'Lucie, net vergiessen. Ouni hir Ënnerstëtzung an d'Verständnis fir mäin Engagement an intensiven Zäite wär dat iwwerhaapt net méiglech.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Compte général fir d'lescht Joer konnt besser ofgeschloss ginn, wéi vum Budget voté virgesinn. Et goufen 809 Millioune Recettë méi. 17,4 Milliarde Recetten a 17,5 Milliarden Depensë féieren zu engem Defizit vu knapp 129 Milliounen Euro, hors opérations financières.

Am votéierte Budget war en Defizit vun iwwer 800 Milliounen Euro virgesinn. Et handelt sech also ëm eng Surperformance vu 686 Millioune par rapport zum Budget voté 2019.

D'Situatioun vun dësem Joer gesäit natierlech ganz anescht aus, wéi se budgetiséiert war. Dëst Joer sollt mat engem Defizit vu 682,4 Milliounen Euro ofgeschloss ginn. Duerch d'Covidkris si mer op Enn Oktober bei engem Defizit hors opérations financières vun 3,45 Milliarden Euro, en Defizit, deen och bis zum Enn vum Joer net wäert agefaange ginn.

En éischte Grond defir ass natierlech den Abroch bei de Recettë mat grousse Variatiounen, ënner anerem bei der TVA an der Kierperschaftssteier. Och d'Retenue sur traitements et salaires nieft der TVA, déi gréisste Steierrecette vum Staat, wäert duerch d'Kris 2020 viraussiichtlech iwwer 500 Milliounen ënnert dem Budget voté leien.

E Grond defir ass och de Chômage partiel an déi domat verbonnen temporär Reduktioune vun de Revenuen. Nieft der Rezessioun sinn e weidere Grond fir den Abroch bei de Recetten d'Reporten, déi de Staat den Entreprisen accordéiert huet, fir se ze ënnerstëtzen. Et goufe Reporten ënner anerem bei der TVA, dem IRC, dem Impôt sur la fortune an de Sozialbeiträg, am Ganzen am Wäert vu 4,6 Milliarden, also 7,7 % vum PIB. Hei ass et wichteg unzemierken, dass dës Suen net verluer sinn, vu dass et sech ëm Reporten handelt.

Duerch d'Stabilitéit vun der Finanzplaz ass d'Taxe d'abonnement stabel bliwwe par rapport zu 2019.

Am Ganze sinn op den 31. Oktober am Verglach zum Joer virdru 782 Milliounen Euro manner Recettes courantes beim Staat erakomm. Par rapport zum Budget voté 2020 wäerten dem Compte prévisionnel fir 2020 no knapp 2,3 Milliarde manner Recetten erakomme wéi virgesinn.

D'Depensë vum Zentralstaat sinn dëst Joer par contre substanziell eropgaangen, nämlech ëm 2 Milliarden Euro op Enn Oktober par rapport zur selwechter Zäit vun 2019. Nieft der Hausse vun den Depensen, déi souwisou am Budget voté virgesi war, ass dës Augmentatioun virun allem op déi direkt Ausgabe fir d'Gestioun vun der sanitärer Kris zréckzeféieren: fir d'Pandemie ze bekämpfen, zum Beispill mat de Centres de soins avancés, dem Large-Scale-Testing an der Uschafung vu sanitärem Gesondheetsmaterial; fir d'Ekonomie ze ënnerstëtzen an d'Aarbechtsplazen ofzeséchere mam Chômage partiel an dem Congé pour raisons familiales, de Garantien, dem Fonds de solidarité, den direkten Aidë fir d'PMEen an den Hëllefe fir de Kultursecteur; fir d'Stéit ze ënnerstëtzen engersäits natierlech och duerch d'Kuerzaarbecht, anerersäits mat der Verduebelung vun der Allocation de vie chère, der Erhéijung vun der Subvention de loyer an der Upassung vun de Studiebäihëllefen; fir d'nohalteg Relance ze förderen mat den Investitiounshëllefe fir d'Betriber, déi an d'Digitalisatioun oder d'nohalteg Transitioun investéieren, an der Erhéijung vun de Primme fir energeetesch Sanéierung, Elektroautoen a -vëloen.

Fir all dës Mesuren huet de Staat am Ganzen eng zousätzlech Budgetsenveloppe vun 3 Milliarden Euro zur Verfügung gestallt, wat 5,1 % vum PIB ausmécht. Och huet de Staat eng Rëtsch Garantien zougesot, souwuel fir d'europäesch Partnerlänner ze ënnerstëtze wéi och déi lokal Ekonomie. Dobäi handelt et sech ëm maximal 3,39 Milliarden Euro Garantien, wouvunner am Moment vum Budgetsdepot allerdéngs just 134,5 Milliounen accordéiert goufen.

D'Kris huet also e groussen Impakt op d'Staatsfinanze vun dësem Joer. Dat gesäit een och, wann een d'Previsioune vun dësem Budgetsprojet mat där vum Pluriannuel vum leschte Joer vergläicht: Wa keng Pandemie gewiescht wär, hätte mer am Joer 2020 en Defizit am Zentralstaat vu 640 Millioune gehat amplaz vun dem Defizit vu 5 Milliarden, wouvunner de Budgetsprojet elo ausgeet. Mir hunn also dem Budgetsprojet no am Joer 2020 knapp 4,4 Milliarde verluer duerch d'Kris.

Här President, Dir Dammen an Hären, och de Budget 2021 an de Pluriannuel sinn natierlech duerch d'Kris affektéiert. De Budgetsprojet fir d'nächst Joer rechent dem europäesche Kontesystem no um Niveau vum Zentralstaat mat engem Defizit vun 2,7 Milliarden Euro. Och fir déi dräi Joer drop sinn Defiziter virgesinn, och wa se ëmmer méi kleng ginn. Et ass natierlech wichteg, nach eemol ze rappeléieren, dass dës Zuele mat Virsiicht ze genéisse sinn, well se immens staark vun der Evolutioun vun der Pandemie an der Ekonomie ofhänken.

D'Onsécherheet iwwert dat, wat an den nächste Méint passéiert oder och net passéiere wäert, ass grouss. Dat gesäit een eleng un de makroekonomesche Previsiounen, déi nach ni esou onsécher ware wéi zu dësem Moment.

De Statec ass zum Zäitpunkt vun der Elaboratioun vum Budget nach vun enger Decroissance vu 6 % fir dëst Joer ausgaangen, elo geet en a senge leschte Previsioune vun enger Decroissance tëscht 3,5 % a 4,5 % aus. Och fir d'nächst Joer bleift d'Onsécherheet grouss. De Statec rechent mat enger Croissance vum PIB vu minus 0,5 % bis 4 %. Bei der Elaboratioun vum Budget war et nach e Wuesstum vu 7 %, vun deem een ausgaangen ass.

Dem Statec seng Previsioune weisen och, dass den Defizit kéint manner schlëmm ausfalen, wann d'ekonomesch Situatioun sech verbessert. Dat hänkt vu ville Facteuren of, dorënner natierlech de Vaccin.

Fir d'nächst Joer geet de Staatsbudget no der lëtzebuergescher Kontabilitéit vu knapps 16,9 Milliarde Recetten a bal 19,3 Milliarden Depensen aus, wat en Defizit vun 2,46 Milliarden Euro ausmécht. Par rapport zum Compte prévisionnel vun dësem Joer klammen d'Recetten d'nächst Joer ëm 8,7 %, woubäi d'Depensen dem SEC no ëm 4,9 % falen.

Um Niveau vun den Opérations financières sinn Emprunten an der Héicht vu knapp 2,68 Milliarde fir den Exercice 2021 virgesinn. Am Verglach zu dësem Joer klammen déi indirekt Steiere mat 11,6 % méi staark wéi déi direkt Steieren, déi mat 6 % klammen. D'Accisen an d'TVA ginn am stäerksten erop an déi nei CO_2-Steier kënnt bäi. Bei den direkte Steiere klammen d'Recettë virun allem duerch d'Loun- an d'Kierperschaftssteier.

Bei den Depensë gëtt et déi gréisste Variatioune par rapport zu dësem Joer bei de Remuneratioune vun de Staatsbeamte mat 197,5 Millioune weider, ënner anerem fir déi nei Rekrutementer bei der Police.

De Fonds pour l'emploi gëtt mat 105 Milliounë méi alimentéiert, dat ënner anerem fir de krisebedéngte Chômage partiel ze finanzéieren. Och d'Kontributioun fir d'Europäesch Unioun an déi zweet Tranche fir d'Prise en charge vu verschiddene Covidmesuren duerch d'Gesondheetskeess falen an d'Gewiicht.

Wat d'Investissementer ugeet, hate mir mat bal 3,5 Milliarde bei der Administration centrale logescherweis och hei 2020 en exzeptionellt Joer. Par rapport zu 2019, wou se bei knapp 2,3 Milliarde louchen, klammen d'Investissementer d'nächst Joer op 2,75 Milliarden a wuessen och déi Joren drop weider.

Um Niveau vun der Administration publique, also dem Zentralstaat, de Gemengen an der Sécurité sociale, wäerten d'Investitiounen an den nächste Joren op iwwer 6 % vum PIB klamme par rapport zu knapp 5 % am Joer 2019.

Och déi speziell Fonge goufen dëst Joer méi gespeist. Virop de Fonds pour l'emploi, deen 900 Milliounen zousätzlech krut fir de Finanzement vum Chômage partiel. Da goufen awer och nach de Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises an de Fonds spécial de soutien au développement du logement geschaaft.

Mam Budgetsgesetz 2021 ginn awer och eng Rei steierlech Mesurë geholl: Am Beräich vun der Nohaltegkeet gëtt en CO_2-Präis agefouert an d'Taxe d'abonnement fir nohalteg Fonge reduzéiert. Fir méi Steiergerechtegkeet ze schafen, gëtt um Niveau vun den Investmentfongen eng Besteierung vun 20 % op Revenuen aus lëtzebuergeschen Immobilien agefouert. Am Beräich vum Logement gëtt den Amortissement accéléré reforméiert an d'Stockoptions ginn duerch eng nei Prime participative ersat, fir just e puer Beispiller ze nennen.

D'Sécurité sociale behält iwwregens e positive Sold. Allerdéngs wäert en, de Previsioune vum Budget pluriannuel no, an den nächste Jore fale vun 1,2 Milliarden zejoert op 640 Milliounen am Joer 2024.

D'Gemengen, déi zejoert mat engem Plus vun 286 Milliounen ofgeschloss hunn, wäerten dëst Joer en Defizit vun 213 Milliounen Euro notéieren.

Wa mir déi ganz Administration publique kucken, dann hu mir fir d'nächst Joer en Defizit vun 3 % vum PIB geplangt. Domat si mir jo souguer nach an der Rumm vum Stabilitéitspakt, quitte dass dee fir 2021 ausgesat gouf. Fir d'Joren 2022 bis 2024 si weider Defiziter virgesinn, quitte dass se méi kleng ginn.

An och d'Staatsschold geet erop a soll d'nächst Joer bei 29,4 % vum PIB leien an déi Joren drop op iwwer 30 % klammen.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Regierung huet de 25. November eng Rei Amendementer um Budgetsprojet an um Pluriannuel deposéiert:

Éischtens gouf mam Amendement dem budgetären Impakt vun enger Rei neie Gesetzer a Mesurë Rechnung gedroen, déi nom Budgetsdepot decidéiert goufen. Et handelt sech dobäi ënner anerem ëm d'Hëllefe fir d'Ekonomie, déi och d'nächst Joer weidergefouert ginn a wou eng Rei nei Hëllefe bäikommen, dorënner och d'Kompensatiounshëllef fir d'Betriber am Kader vun der Mindestlounerhéijung.

Fir deem Rechnung ze droen, goufen zousätzlech Kreditter an Alimentatiounen ënner anerem vum Fonds de relance et de solidarité virgesinn. Den amendéierte Budget 2021 gesäit dofir zousätzlech 85 Milliounen Euro vir. Och de budgetären Impakt vum Akaf an dem Deploiement vum Coronaimpfstoff gouf duerch dëst Amendement an de Budget integréiert. Am Ganze sinn heifir zousätzlech 17 Milliounen Euro virgesinn.

De budgetären Impakt vum Amendement läit also bei 102 Milliounen Euro um Niveau vun den Depensen.

Zweetens ginn duerch den Amendement och eng Rei Upassunge gemaach um Niveau vun der CO_2-Bepräisung an hirem Zesummespill mam ETS. Dës Ännerungen hunn awer kee budgetären Impakt.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen da bei dem Staatsrot seng Avisen. A sengem éischten Avis geet de Staatsrot op déi grouss Onsécherheet vun der ekonomescher Situatioun an a freet sech, ob den defavorabelen Zenario, deen de Statec am Kader vum Budget opgestallt huet en vue vun enger zweeter Well an den neie sanitäre Mesuren, net méi realistesch wär wéi de Scénario de base. De Staatsrot ënnersträicht och d'Wichtegkeet vun de Mesuren, déi d'Regierung an dëser Kris geholl huet, mee gëtt awer och ze bedenken, dass d'Regierung no der Kris déi néideg Mesurë soll huelen, fir den Objectif à moyen terme ze respektéieren an d'Staatsschold op ënner 30 % vum PIB ze reduzéieren.

De Staatsrot mécht a sengem Avis am Ganzen dräi Opposition-formellen. Déi éischt betrëfft eng Formulatioun um Niveau vum Artikel 8 vum Budgetsprojet, wou et ëm d'CO_2-Bepräisung geet. Dëser Opposition formelle gouf bei den Amendements gouvernementaux Rechnung gedroen, soudass de Staatsrot seng Opposition formelle am Avis complémentaire ophiewe konnt.

Déi zweet betrëfft den Artikel 9 vum Budgetsprojet, wou et ëm déi reduzéiert Taxe d'abonnement fir nohalteg Fonge geet. De Staatsrot verlaangt hei eng Ännerung wéinst enger potenzieller Insécurité juridique. D'Cofibu suivéiert hei gréisstendeels d'Textpropos vum Staatsrot. En entspriechende Courrier goung de 7. Dezember un de Staatsrot.

Déi drëtt a lescht Opposition formelle betrëfft den Artikel 12, deen eng Ännerung vum Steiergesetz virgesäit. Hei freet de Staatsrot, dass e Renvoi gestrach gëtt, well en net prezis genuch ass an doduerch riskéiert, dem Artikel 14 vun der Verfassung ze widderspriechen. Och hei suivéiert d'Cofibu d'Propose vum Staatsrot.

Schliisslech ass nach ze soen, dass den Intitulé vum Budgetsprojet op zwee Punkte geännert gouf. Déi éischt Ännerung betrëfft eng gesetzlech Referenz op Hiweis vum Staatsrot an déi zweet betrëfft eng Referenz op d'Klimaschutzgesetz, wat d'Chamber d'lescht Woch hei gestëmmt huet. D'Cofibu huet de Staatsrot am Courrier vum 7. Dezember iwwert d'Ännerunge vum Intitulé a Kenntnis gesat.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Joer 2020 ass markéiert vun der sanitärer Kris, déi mëttlerweil all d'Deeler vun eiser Gesellschaft a vun eisem Liewen trëfft. Se trëfft déi eng méi wéi déi aner, an awer ass jiddwereen a sengem Liewen op déi eng oder aner Manéier duerch d'Kris op d'Kopp gehäit:

Sief dat beim Gesondheetspersonal, wat am Moment Dag an Nuecht um Limitt schafft, fir esouwuel de Covid- wéi och den Netcovidpatienten déi beschte Behandlung ze erméiglechen.

Sief dat beim Salarié, deen zwar duerch de Chômage partiel seng Aarbecht konnt halen, mee awer en Deel vu sengem Akommes verluer huet.

Sief dat den Entrepreneur, deen duerch dës Kris vill Ëmsaz verluer huet an net weess, ob e säi Betrib nach iwwer Waasser hale kann.

Sief dat déi jonk Generatioun, deenen hir Bildung ënnert der Pandemie gelidden huet an déi en Deel vun hirer Kandheet oder Jugend verluer huet.

A sief dat schliisslech och de vulnerabelsten Deel vun eiser Populatioun, déi am mannste fir esou eng Kris preparéiert waren.

Mir alleguerte spieren den Impakt vun dëser Kris a gläichzäiteg bleiwen awer och vill aner Engagementer an Erausfuerderunge ganz aktuell: d'Klimakris, de Manktem u Logement, d'Ongläichheeten an onser Gesellschaft, déi zouhuelen, de Bien-être an onser Gesellschaft, deen an de leschten zéng Joer stagnéiert huet.

De Budget 2021 ass net just e Budget vum Krisemanagement, mee e geet méi wäit a leet Grondsteng, fir onse Staat an ons Gesellschaft nach besser fir d'Zukunft opzestellen, fir e méi krisefest Lëtzebuerg, wat sech besser op weider Krise preparéiert, fir se wa méiglech och ze verhënneren.

Wann dëst Joer eppes kloer ginn ass, dann ass et, dass mir e staarke Staat brauchen. Wéi wäre mir soss duerch déi Pandemie hei komm? Wéi hätte mir soss d'Leit an d'Entreprisë geschützt? Wéi kréie mir soss d'Erausfuerderunge vum Klimaschutz geléist? Wéi kréie mir soss méi sozial Gerechtegkeet hin? Wéi kréie mir soss de Logementsproblem an de Grëff?

Dës Kris huet eis kloer gewisen: Mir brauchen e staarke Staat, fir d'Erausfuerderunge vun eiser Zäit unzegoen, sief dat fir Pandemien ze verhënneren oder besser ze iwwerstoen, d'Klima- an Ëmweltkris opzehalen oder de Logementsproblem unzegoen.

D'Fro, déi sech elo stellt, ass: Wéi kënne mir méi resilient ginn, fir all zesumme méi staark duerch d'Kris ze kommen an ons esou méi staark opzestellen, fir och zukünfteg Krise besser ze iwwerstoen an am beschte Fall ze vermeiden? Op déi Fro gëtt dëse Budgetsprojet eng ganz Partie Äntwerten, a gläichzäiteg heescht et, déi Iwwerleeungen elo scho weiderzeféieren a weiderzebréngen.

Ech proposéieren a mengem perséinlechen Numm véier politesch Dimensioune mat Recommandatiounen, wéi mir Lëtzebuerg an den nächste Joren zesumme méi staark kënnen opstellen: éischtens, duerch Investissementer an d'Zukunft, zweetens, duerch méi sozial Gerechtegkeet, drëttens, duerch d'Opbaue vun enger nohalteger Ekonomie an véiertens, duerch méi staark ëffentlech Finanzen.

Här President, Dir Dammen an Hären, dëse Budget ass, wéi scho gesot, e Budget vun de Rekordinvestissementer, e Budget, dee massiv an d'Zukunft investéiert. Nodeems den Invest dëst Joer exceptionnel héich war wéinst der Kris, si fir 2021 Investitioune beim Zentralstaat an Héicht vu knapp 2,8 Milliarde virgesinn, wat 4,3 % vum PIB ausmécht. Dat ass eng Erhéijung vun 20 % par rapport zu virun der Kris. An den nächste Jore geet et nach eemol erop, op en Invest vun an der Moyenne 4,5 % vum PIB an der Period vun 2021 bis 2024. An och dat ass eng substanziell Erhéijung par rapport zu virun der Kris: An de Joren 2015 bis 2019 louche mir hei beim Zentralstaat an der Moyenne bei 3,66 % vum PIB.

An d'Zukunft investéieren heescht, d'Zukunft virbereeden an effikass ëffentlech Servicer fir jiddwereen ze garantéieren. Et heescht, preventiv ze handelen, a genau dat ass der Politik hir Aufgab, net just de Status quo verwalten, mee visionär no vir ze kucken an d'Land op d'Zukunft ze preparéieren.

Mir brauchen dës Investitioune grad elo, sief dat fir d'Pandemie ze bekämpfen an anzedämmen, de Klimawandel ze bekämpfen oder d'Logementskris unzegoen. Eng Spuerpolitik géif dës Efforten net just bremsen, si géif virun allem op d'Käschte vun de méi Jonken an den nächste Generatioune goen.

Manner Investitioune géifen och nei Retarden an der Infrastruktur mat sech bréngen, déi net séier nogeholl kënne ginn, wéi hei am Land d'Beispiller vun der Mobilitéit an dem Logement weisen. Gläichzäiteg sinn héich Investissementer grad elo an der Kris wichteg, fir d'Relance vun der Ekonomie a fir d'Leit an der Beschäftegung ze halen.

D'ganzt Joer iwwer schonn huet de Coronavirus ons ganz Gesellschaft an onsem Alldag am Gréff. Onst Gesondheetswiesen ass besonnesch staark affektéiert a steet wéinst dem déidleche Virus ënner Drock. En huet awer och soss Niewewierkungen op ons Gesondheet, well eng Partie aner Traitementer wéinst der sanitärer Kris net konnte gemaach ginn, an och déi mental Gesondheet vun onser Gesellschaft huet staark gelidden.

E Sondage vum Statec aus dem Juli seet, dass ronn en Drëttel vun der Populatioun mental ënnert der Coronakris leit, am meeschten déi Jonk an d'Fraen. Dofir brauche mir och e besseren Accès fir d'Bierger zu psychologescher Hëllef. Vläicht wär et och eng Iddi, fir d'Ausbildung vun de Psychiateren zu Lëtzebuerg unzebidden.

D'Kris huet gewisen, wéi wichteg staark ëffentlech Servicer sinn, virun allem an der Santé. Eise Gesondheetssystem huet eis bis elo gutt duerch d'Kris gefouert. Trotzdeem weist d'Kris op eng Rei Schwaachstellen hin, an dofir géllt et, de Gesondheetssystem an Zukunft nach weider ze stäerken.

De Budget 2021 geet hei an déi richteg Richtung. Tëscht de Joren 2020 bis 2024 ginn d'Ausgaben an d'Spideeler méi wéi verdräifacht mat am Ganzen z. B. 235 Millioune fir de Bau vum Südspidol an 228 Millioune fir dat neit Gebai vum CHL.

D'Coronakris huet awer och verdäitlecht an nach eng Kéier gewisen, dass mir de Manktem u Personal am Santéssecteur wierklech mussen ugoen. Eng Pist wär den Ausbau vun der medezinnescher Formatioun zu Lëtzebuerg an e Bachelor fir d'Infirmieren anzeféieren, wéi dat a ville Länner schonn de Fall ass. Esou gëtt de Beruff opgewäert an och méi attraktiv.

Mir hunn och däitlech gemierkt, wéi wichteg eng gutt Gesondheet vun onser Populatioun allgemeng fir ons Gesellschaft ass. Wann d'Leit méi gesond an doduerjer manner vulnerabel sinn, da komme mer zum Beispill besser duerch eng Pandemie, mir entlaaschten de Gesondheetssystem a spuere laangfristeg Geld.

Dofir sollte mir an Zukunft och méi an d'Preventioun investéieren, zum Beispill andeems mir den Doktere méi d'Zäit remuneréieren, déi si mat de Patiente kënne verbréngen.

De Virage ambulatoire sollte mir och förderen. Esou kënne mir ons Spideeler notamment an enger Pandemie entlaaschten a parallell Traitementer assuréieren, déi gemaach musse ginn. Dat ass net nëmme wichteg fir d'Gesondheet vum Patient, et gëtt och fir d'Sécurité sociale op laang Siicht méi bëlleg. Mee och allgemeng kënnen ambulant Strukturen d'Spideeler entlaaschte respektiv méi bëlleg fir d'Patienten an de Gesondheetssystem ginn. Aus de selwechte Grënn wär et och sënnvoll, Kriseninfrastrukturen ze bauen.

Fir an Zukunft besser op Pandemien ze reagéieren, wär et natierlech och wichteg, wa mir eis géifen e Pandemiegesetz ginn, wéi aner Länner dat schonn hunn.

Duerch d'Coronakris däerfen awer aner Urgencen net an den Hannergrond geroden, wéi de Klima- oder Ëmweltschutz, déi ons vollsten Opmierksamkeet brauchen a wou mir resolutt handele mussen. Dat gëtt mat dësem Budget och gemaach, ma mir mussen ons Engagementer an den nächste Jore weider ausbauen.

Lëtzebuerg huet en immens héije Foussofdrock. D'Ressourcen, déi ons fir e ganzt Joer zur Verfügung stinn, hu mir scho Mëtt Februar verbraucht. Wa jiddweree géif esou liewe wéi mir hei zu Lëtzebuerg, bräichte mir am Ganzen aacht Planéiten.

Just wéinst dem Lockdown am Ufank vum Joer, wou alles wärend engem Mount stëllstoung, wäerte mir ons Klimaziler dëst Joer wuel erreechen. Dass e permanente Lockdown net d'Léisung ass, fir d'Klima ze retten, dat ass jiddwerengem kloer.

Villméi weist et, wat fir en enormen Effort a Changementer néideg sinn, fir ons Klimaziler ze erreechen.

Och onser Natur geet et net gutt. Zwee Drëttel vun onsen Habitater sinn an engem schlechten Zoustand an doduerch sinn ons Aarte massiv a Gefor. Ech rappeléieren nach eemol, dass de Coronavirus op eng Zoonos zréckgeet, déi also eng Suite ass vun dem Mënsch sengem Andréngen an d'Natur.

D'Ökosystemleeschtunge vun onser Natur ginn dacks ënnerschat: D'OCDE rechent d'ekonomesch Valeur weltwäit vun den Ökosystemleeschtungen op 125.000 Milliarden Euro respektiv 150 % vum weltwäite PIB. An do ass d'Coronakris net matagerechent, well déi Studie hei geet op d'lescht Joer zréck.

Dat weist, wéi wichteg et ass, dass mir ons Ëmwelt an Natur konsequent schützen an ons däers och ressortiwwergräifend bewosst sinn an och déi néideg Moyenen derfir zur Verfügung stellen.

Grad déi sougenannte gréng Infrastrukture musse mer weider ausbauen: Dat kënne Renaturéierunge sinn, nei Habitater oder Gréngflächen am urbane Raum. Esou kënne mir Couloir-écologiquë vernetzen, d'Natur stäerken, méi resilient géint d'Effekter vum Klimawandel ginn an zum Wuelbefanne vun der Populatioun bäidroen.

Mat zwee Drëttel vun onsen CO_2-Emissioune bleift d'Mobilitéit de wichtegsten Hiewel. An de leschte Joren ass an deem Beräich natierlech immens vill passéiert: En neit Zäitalter vun der nohalteger Mobilitéit gouf agelaut, an zwee Deeg no senger Inauguratioun muss een den Tram vum Kierchbierg op d'Gare natierlech als Symbol dofir nennen.

Mee déi Efforte musse konsequent weidergoen: eng kloer Prioritéit fir den ëffentlechen Transport, Zuch, Bus, Tram, Vëlo an Elektromobilitéit.

A well et jo hei an enger Budgetsried ëm Sue geet, wëll ech drop hiweisen, dass grad d'Vëlosinfrastruktur bäi Wäitem dat allerbeschte Käschten-Notzen-Verhältnis opweist: Et brauch ee verhältnisméisseg wéineg Plaz a Budget a vill Leit kënnen dovu profitéieren. Derbäi kommen nach déi positiv Nieweneffekter op d'Gesondheet, d'Ëmwelt, de Commerce an den Tourismus, wéi dëse Summer gewisen huet.

An de leschte Joren huet Lëtzebuerg vill Retarden am Beräich vun der Mobilitéit missen ophuelen. An dofir ass et wichteg, dass mir elo antizipéieren, also längerfristeg plangen, wat fir eng Infrastruktur mir brauchen. D'Konnexioune vum Tram ronderëm d'Stad an och op Esch mam multimodale Korridor sinn dofir gutt Beispiller.

Fir onst Zil vun der Klimaneutralitéit ze erreechen, musse mir natierlech méi effizient ginn, mee och d'erneierbar Energien ausbauen. An de leschte fënnef Joer ass d'Produktioun vum erneierbare Stroum hei am Land iwwregens verduebelt ginn, mee déi Efforte musse konsequent weidergoen.

Et kéint een et net méi däitlech soen, wéi d'Cour des comptes et an hirem Avis zum Budget preziséiert huet, déi och de Lien zu den ëffentleche Finanze mécht: „D'Klimakris ass zweifellos déi gréissten Erausfuerderung fir d'Perennitéit vun den ëffentleche Finanzen." Mir mussen also elo investéieren, well soss gëtt et déi nächst Generatiounen an d'Staatsfinanze vill méi deier.

Am Budget si fir d'nächst Joer 1,1 Milliarden Euro fir d'Ëmsetzung vum nationalen Energie- a Klimaplang virgesinn, esou vill wéi nach ni. An dee Montant klëmmt och weider am Pluriannuel bis op 1,26 Milliarden am Joer 2024. Och d'Ausgabe vum Fonds du rail gi staark erop: Vun 2021 bis 2024 wäerten iwwer 2 Milliarden Euro an d'Schinn investéiert ginn. Beim Waasserfong ass et am Ganze knapp eng hallef Milliard.

Am Kader vum Budget gëtt och d'Capacitéit vu Solaranlagen erhéicht, bei deenen d'Revenue fir Privatpersoune steierfräi sinn, fir e weidert Beispill ze nennen.

Här President, Dir Dammen an Hären, wann ee vun de Pluspunkte vu Lëtzebuerg schwätzt, da gëtt ganz gären déi sozial a politesch Stabilitéit genannt. Mat de séllegen Ausgaben, déi mat der Kris zesummenhänken, ginn d'sozial Konsequenzen dovu jo och weider ofgefiedert: Sief dat, well d'Leit duerch d'Kuerzaarbecht an der Beschäftegung gehale ginn, d'Subvention de loyer, d'Allocation de vie chère oder de Mindestloun an de REVIS, déi géhéicht goufen, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen.

Dat däerf awer net doriwwer ewechtäuschen, dass onse sozialen Zesummenhalt an de leschte Joren ëmmer méi ënner Drock geroden ass an och doduerch déi aktuell Kris erëm weider verstäerkt gouf. Den Aarmutsrisiko ass an de leschte Joren zu Lëtzebuerg geklommen. Virun allem dovu betraff sinn d'Auslänner, wéineg Qualifizéierter, déi Jonk tëscht 18 a 24 Joer, Chômeuren a Monoparentallen.

Och d'Ongläichheet verstäerkt sech souwuel bei de Revenue wéi beim Patrimoine, wou se am däitlechsten ass. D'Statistik vum Gini-Koeffizient weist, dass mir mëttlerweil iwwert dem europäeschen Duerchschnëtt leien, wat d'Ongläichheete beim Revenu ugeet. Derbäi kënnt nach de Participatiounsdefizit, deen d'Hallschent vun der Populatioun ecartéiert.

Déi sozial Stabilitéit, déi esou dacks als wichtege Kompetitivitéitsfacteur vu Lëtzebuerg genannt gëtt, ass also keng Selbstverständlechkeet. Och hei muss d'Politik preventiv handelen, fir de sozialen Zesummenhalt ze garantéieren. Domat gi mir als Gesellschaft méi resistent an dat ass net just am Interêt vun deenen, déi haut vun Aarmut oder Exklusioun betraff sinn, et ass am Interêt vu jiddwerengem, deen zu Lëtzebuerg wunnt a schafft.

De Logementsproblem ass eng vun den Haapterausfuerderunge ginn, déi ons Gesellschaft dividéiert, tëscht deenen, déi dat néidegt Kapital opbrénge kënnen, an deenen, déi keen Accès hunn. Mat 37 % vun den Ausgabe vun den Haushalter ass de Logement op der éischter Plaz vun hiren Depensen - bei de Locataren klëmmt dësen Taux souguer op 41,7 %. A net just déi Äermst si mat dësem Problem konfrontéiert, mee en ass an der Mëtt vun der Gesellschaft ukomm.

Fir dem Logementsproblem entgéintzewierken, ginn an dësem Budget d'Depensë fir de Logement an d'Luucht. Den neie Spezialfong, fir ëffentleche Wunnraum ze schafen, gëtt d'nächst Joer mat 80 Milliounen Euro gespeist an dee Montant geet da Joer fir Joer weider an d'Luucht. An der Period tëscht 2020 an 2024 schwätze mir am Total vun iwwer 900 Milliounen Euro.

Wa mir awer wëssen, dass am Moment zu Lëtzebuerg manner ewéi 2 % vum Wunnraum ëffentlech Locatiounswunnenge sinn, da gëtt ons verdäitlecht, wéi enorm den Nachholbedarf ass. Grad d'Investéiere vum Staat an ëffentleche Wunnraum ass sënnvoll, well esou de Schwächsten an der Gesellschaft ka gehollef ginn an d'Wunnengen och fir déi nächst Generatiounen an ëffentlecher Hand bleiwen.

Vu Regierungssäit sinn am Moment vill ëffentlech Wunnprojete geplangt - mam Projet Elmen, « Wunne mat der Wooltz » oder nach NeiSchmelz, do sollen iwwerall nei ganz Quartieren entstoen. De Gesetzesprojet zum Pacte Logement 2.0 gesäit fir säin Deel vir, a Fonctioun vun der Gréisst vum PAP, bis zu 30 % vun der Fläch fir bezuelbare Wunnraum ze reservéieren, deen dann an ëffentlech Hand soll goen.

Et ass elo wichteg, ze chiffréieren, wéi vill Budget an den nächste Joren néideg ass, an deen dann och zur Verfügung ze stellen, fir dass de Staat dat ganzt Potenzial un ëffentlechem Wunnraum ka schafen, dee souwuel de Pacte Logement 2.0 wéi och déi grouss Projeten hierginn.

Eng gradesou wichteg Pist, fir dem Logementsproblem entgéintzewierken, ass awer och d'Mobiliséierung vu bebaubarem Wunnraum. Dem Observatoire de l'habitat no sinn am Perimeter eng 2.900 Hektar Bauland disponibel, wat ëmgerechent Wunnraum fir 300.000 Leit géif bedeiten. Derbäi kënnt, dass dës Besëtzverhältnisser ganz ongerecht verdeelt sinn, well 20 % vun dëse Proprietären d'Hallschent vum disponibele Bauland besëtzen.

Hei wëll ech dann och bemierken, dass de Besëtz vu Grond a Buedem a mengen Aen net gläichzestellen ass mat all anerer Zort vu Besëtz. Esou gesäit et op alle Fall och déi däitsch Verfassung, déi net just e Recht op Eegentum virgesäit, mee och d'Responsabilitéit, déi domat zesummenhänkt. Dat däitscht Verfassungsgeriicht confirméiert dëst an engem Urteel vun 1967, andeems et seet, dass beim Immobiliebesëtz, anescht wéi bei all anere Forme vu Proprietéit, den Interessi vun der Allgemengheet och eng wichteg Roll spille muss. An ech kann dëse Point de vue just deelen.

Wëssend, dass de Lëtzebuerger Staat just 10,9 % vun dësem disponibele Bauland besëtzt, verdäitlecht dat nach eemol méi, dass mir ons déi néideg Méiglechkeete musse ginn, fir d'Proprietären dozou ze bréngen, hei Wunnraum ze schafen. Den deposéierte Gesetzesprojet vum Baulandvertrag an dem Remembrement ministériel wäerten ons heibäi hëllefen. Fir mech ass awer och d'Grondsteierreform an dësem Kontext immens wichteg, an ech hoffen, dass d'Regierung ons do esou séier wéi méiglech en Text wäert deposéieren.

Wa mir déi am Perimeter disponibel Terraine mobiliséiere wëllen, ass et natierlech wichteg, dass mir ons nieft der Grondsteierreform och d'Moyene ginn, fir déi net bebauten Terrainen am Perimeter konsequent ze besteieren an domat séier ze mobiliséieren, zum Beispill mat enger spezifescher Tax. Doriwwer eraus bräichte mer och en änlecht Instrument fir eidel stoend Wunnengen, fir och déi zousätzlech kënnen ze mobiliséieren.

Ech rappeléieren nach eemol: Mir hunn innerhalb vun de PAGen disponibelt Bauland fir Wunnenge fir 300.000 Leit an dëst Bauland gehéiert zu engem groussen Deel enger räicher Minoritéit.

Mat dësem Budget ginn awer och steierlech Mesuren am Beräich vum Logement geholl. Esou gëtt eng Besteierung vun 20 % op de Revenue vun den Investmentfongen, déi zu Lëtzebuerg an de Logement investéieren, agefouert. Gläichzäiteg gëtt och den Amortissement accéléré bei verlounte Wunnengen no ënnen ugepasst.

D'OCDE bemierkt iwwregens, dass Leit mat méi héijem Revenu méi vun deene Steierbegënschtegungen am Beräich vum Logement an och vun der niddreger Grondsteier profitéieren. Am Interêt vun hirem Impakt op de Logementsmarché, d'Steiergerechtegkeet an natierlech d'Staatsfinanze wär et interessant, d'Dépense-fiscallen am Beräich Logement méi genau ze analyséieren. Mat der Reform vum Amortissement accéléré gouf hei jo och en éischte wichtege Schrëtt gemaach - och dëse Regimm sollte mir evaluéieren an eventuell upassen.

Am Kader vun de Relance-Programmer goufen dëst Joer jo och d'Primmen am Beräich vun der ökologescher Renovatioun gehéicht. Dat ass gutt fir d'Ekonomie, d'Ëmwelt an natierlech och d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi do wunnen.

D'nächst Joer gëtt an deem Kontext och den Taux d'amortissement accéléré vu 6 % fir d'energeetesch Renovatiounen a Locatiounswunnengen agefouert, wat d'Proprietären dozou incitéiert, hir verlounte Wunnengen energeetesch ze sanéieren.

Dacks kënnen d'Leit mat manner héije Revenuen iwwregens net vun de Primmen am Beräich vun der energeetescher Renovatioun profitéieren, well se déi Suen zum Beispill net virstrecke kënnen. Eng Recommandatioun vu menger Säit wär dofir ze kucken, ob een deene Leit d'Primm net kéint virstrecken oder e Bonus fir méi schwaach Revenuen aféieren. Déi selwecht Iwwerleeung sollt een och bei de Primme fir elektresch Autoe maachen, zum Beispill andeems staark motoriséiert Elektroautoen net méi eligibel si fir d'Primm.

Och wa wéinst der Kris déi annoncéiert grouss Steierreform net konnt gemaach ginn, esou komme mat dësem Budget eng Rei fiskal Upassungen a Richtung vun engem méi ökologeschen a gerechte Steiersystem. Eng méi déifgräifend Reform bleift trotzdeem aktuell, an och hei an der Chamber wëlle mir jo d'nächst Joer eng Orientéierungsdebatt doriwwer féieren. E wichtege Punkt ass hei d'Steiergerechtegkeet.

Hei bleift natierlech d'Individualiséierung am Kader vun der Modernisatioun vun onsem Steiersystem aktuell, also d'Aféierung vun enger eenzeger Steierklass fir Personnes physiques, fir déi ongerechtfertegt Ongläichheeten tëscht de bestuete Koppelen an den net bestuete Koppele respektiv de Celibataire an de Famille-monoparentallen ze behiewen.

Gläichzäiteg gesi mir awer och, dass eise gesamte redistributive Steier- a Sozialsystem, bestoend aus Sozialtransferten, Steieren a Cotisatiounen, an de leschte Joren ëmmer manner effikass ginn ass, fir d'Ongläichheeten an d'Aarmut ze begrenzen.

An deem Sënn wär et wichteg, am Kader vun der Steierdebatt eng Etüd ze maachen, fir ze wëssen, wat de genauen Ëmverdeelungseffekt vun onsem Steiersystem, de Soziallaaschten an de sozialen Transferten ass. Esou eng Etüd kéint ons hëllefen, fir ze gesinn, wou een den Hiewel bei de Steieren an de Sozialtransferten am beschten usetzt, fir d'Ongläichheete geziilt ze reduzéieren an eise redistributive Steier- a Sozialsystem méi effikass ze maachen.

En vue vun de wuessenden Ongläichheete sollt een awer och iwwer e besseren Equiliber tëscht der Besteierung vun der Aarbecht an dem Kapital respektiv dem Patrimoine nodenken. An ech wëll hei just ee Beispill ginn: D'Salairë gi jo progressiv besteiert, woubäi zum Beispill d'Dividenden no enger Retenue à la source vu 15 % zur Hallschent steierbefreit sinn. Dat bedeit zum Beispill ganz konkreet, dass den 13. Mount vun engem Salarié méi staark besteiert gëtt wéi eng järlech Dividend, déi sech aus dem Besëtz vun enger Aktie ergëtt.

Wat d'Recette-fiscallen aus der Besteierung vum Immobiliebesëtz ugeet, wou mer jo zu Lëtzebuerg eng ongläich Verdeelung vum Besëtz hunn, leie mer ganz ënnen am OCDE-Verglach. Déi schonn ugeschwate steierlech Upassungen am Logementsberäich kéinten hei eppes bewierken. An och bei den Ëmweltsteiere leie mer am ënneschsten Deel, quitte dass mer mat dësem Budget hei e Paradigmewiessel alauden.

Duerch d'Aféierung nämlech vun der CO_2-Bepräisung zementéiere mer de Prinzip vum Pollueurpayeur an onsem Steiersystem: D'Verschmotze kritt dobäi e Präis a gëtt doduerjer manner attraktiv. Mat deenen zousätzleche Recettë kënne wichteg Klimainvestitioune bezuelt ginn. Fir d'nächst Joer sinn 160 Milliounen Euro Recettë budgetiséiert. 2021 kritt eng Tonn CO_2 de Präis vun 20 Euro, an dat geet da bis 2023 all Joer ëm 5 Euro an d'Luucht, bis mer 2023 op 30 Euro d'Joer landen.

Well zesumme mat der Aféierung vun der CO_2-Steier och eng Hausse vu 96 Euro vum Crédit d'impôt fir Salariéen, Pensionnairen an Independanten agefouert gëtt an d'Allocation de vie chère ëm 10 % erhéicht gëtt, entsteet net just eng sozial Offiederung - d'CO_2-Steier gëtt doduerch souguer sozial gerecht.

Duerch d'Kompensatioun vun der CO_2-Steier mam Crédit d'impôt huet d'Regierung et fäerdegbruecht, aus enger indirekter CO_2-Steier, déi am Prinzip regressiv ass an domadder déi kleng Salairen am meeschten treffe géif, a Kombinatioun mat dem Steierkreditt eng progressiv Mesure ze maachen, wou déi kleng Salairë manner bezuelen an zum Deel esouguer entlaascht ginn.

Och de Statec confirméiert dëst a senger Analys zum Nettoimpakt vun der CO_2.Steier. Déi 20 % vun de Menagë mat am mannste Revenu kréien an der Moyenne 60 Euro méi eraus. Beim Quintile 2 gläichen d'Méiausgaben duerch d'CO_2-Steier an d'Entlaaschtung duerch de Steierkreditt sech aus. Dat heescht, dass déi 40 % vun de Menagen am Land, déi am mannste Revenu hunn, duerch d'CO_2-Steier am Schnëtt keng zousätzlech Depensen hunn. Gläichzäiteg bleift den Incitatif fir manner ze polluéieren intakt, well all CO_2, dee manner produzéiert gëtt, sech positiv op de Portmonni ausdréckt.

D'CO_2-Steier wäert och de gewënschten Effekt vu manner CO_2-Emissiounen hunn, rechent de Statec vir. Duerch dat neit Instrument ginn d'Emissioune bis 2023 ëm 11 % zréck. Par rapport zur Trajectoire, déi mir ons ginn hunn, fir bis 2030 d'Emissiounen ëm 55 % ze reduzéieren, geet dat awer net duer, mir leien nämlech ëmmer nach 17 % driwwer.

Hei däerf een natierlech net vergiessen, dass d'CO_2-Steier net dat eenzegt Instrument ass, fir d'Emissiounen erofzedrécken. Trotzdeem ass et awer wichteg, elo schonn iwwert d'Weiderentwécklung vun der CO_2-Steier nozedenken. An der Schwäiz zum Beispill ass den CO_2-Präis automatesch un d'Erreeche vu Klimatëschenziler gekoppelt. Fir den CO_2-Präis och no 2023 sozial ofzefiederen, kéint een och eng automatesch Upassung vum Crédit d'impôt virgesinn. Duerch esou eng Approche wëssen d'Ekonomie an d'Leit, wou se dru sinn a kënnen hir Investissementer, déi se haut maachen, dorunner upassen, wat am Endeffekt bedeit, dass se haut bei längerfristegen Investissementer scho méi op nohalteg Alternative setzen an doduerjer gëtt och d'Akzeptanz fir déi Mesure gestäerkt.

Eng méi inklusiv Gesellschaft, wou jiddwereen déi selwecht Chancen huet an um Debat deelhëlt, ass och eng méi resilient Gesellschaft, déi besser duerch verschidde Krise kënnt.

Onse Schoulsystem ass mat villen Erausfuerderunge konfrontéiert a fundamental wichteg fir d'sozial Kohäsioun an der Gesellschaft an d'Entwécklung vun onsem Land. Trotz de villen Efforten hänkt de schoulesche Succès vun de Schüler ëmmer nach staark vum familiären Hannergrond of. Grad d'Kanner mat Migratiounshannergrond hunn et wéinst de sproochleche Barriäre schwéier.

Onofhängeg dovun, dass mir mat onsem Bildungssystem sozial Ongerechtegkeete mussen ofbauen, ass e wichteg fir ons Ekonomie, där a ville Secteuren déi néideg Leit feelen.

Et sollt een doriwwer nodenken, d'Schüler méi laang zesummenzehalen, fir dass se hir Capacitéiten an Interesse besser entfale kënnen an esou méi Chancë kënne kréien an hirem schoulesche Parcours. Et wär och unzedenken, dem Multilinguismus, notamment bei der Alphabetiséierung an der Schoul, nach méi Rechnung ze droen.

D'sanitär Kris huet ons dann nach eng Kéier gewisen, wéi vulnerabel verschidde Gruppe vu Leit sinn, an ech denken hei speziell un déi Leit, déi wierklech ganz ënne stinn, zum Beispill déi ouni Pabeieren, d'Leit, déi op der Strooss liewen oder an der Prostitutioun sinn. Mir däerfen déi Schwächst an der Gesellschaft net vergiessen a mir musse garantéieren, dass si Accès zu de Servicer vum Staat hunn, zum Beispill wat d'Santé oder de Logement ugeet.

Och eng gutt Integratioun vun de Flüchtlingen ass e wichtege Facteur fir d'soziaalt Zesummeliewen zu Lëtzebuerg. Mir musse kucken, hinnen e mënschlechen Accueil ze bidden, grad ewéi en Accès op den Aarbechtsmaart.

An enger Gesellschaft, wou d'Hallschent vun der Populatioun Auslänner sinn an also net un den Nationalwalen deelhuelen, stellt sech d'Fro vun der Legitimitéit vun der Demokratie zwangsleefeg an d'Stäerkung vun der Participatioun vun den Netlëtzebuerger bleift aktuell.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Eng Assemblée citoyenne consultative, wéi se zum Beispill an Neibelgien existéiert, mat Frontalieren a Residenten, déi zoufälleg gewielt ginn, kéint zum Beispill en Organ sinn, wou breet Echangë kéinte gefouert ginn, fir esou den demokrateschen Defizit zum Deel ze iwwerwannen.

Här President, Dir Dammen an Hären, déi aktuell Kris huet nach eemol däitlech gewisen, awéiwäit d'Staatsfinanze vun der Performance vun der Ekonomie ofhänken. D'Recettë fir de Staat sinn agebrach a gläichzäiteg huet de Staat der Ekonomie

misse substanziell ënnert d'Äerm gräifen. Wa mir also ons Staatsfinanze längerfristeg wëllen ofsécheren, da brauche mir och eng Ekonomie, déi op feste Bee steet a kriseresistent ass.

D'Ekonomie hei am Land ass wuel awer besser duerch d'Kris komm wéi an anere Länner. D'Europäesch Kommissioun rechent fir Lëtzebuerg mat enger Rezessioun vu 4,5 %, wat bedeitend manner ass wéi an der Eurozon, wou mat 7,8 % gerechent gëtt. Mir kënnen also op eng gutt Basis opbauen, fir ons Ekonomie nach besser fir d'Zukunft opzestellen.

D'Transitioun an eng dekarboniséiert Ekonomie muss an deem Sënn ons éischt Prioritéit sinn. Dat ass eng Chance fir d'Wirtschaft, fir nei Filièren opzebauen a ville Beräicher, zum Beispill den erneierbaren Energien oder der Kreeslafwirtschaft.

An och wann de Finanzsecteur ons an dëser Kris gehollef huet, gutt derduerchzekommen - d'Recetten duerch d'Taxe d'abonnement bleiwe stabel bei enger Milliard, esou heescht dat net, dass dat bei enger anerer Kris net kéint anescht sinn - Stéchwuert Finanzkris. Eng weider Diversifikatioun vun der Ekonomie hëlleft ons also, ons besser opzestellen.

D'Coronakris huet awer och gewisen, awéiwäit Lëtzebuerg an Europa vun der globaler Produktioun vu Wueren ofhänken. Et sollt een an den nächste Joren also kucken, déi Ofhängegkeet ze reduzéieren an dovun ze profitéieren, fir nei zukunftsfäeg regional Produktiounschaînen opzebauen.

An natierlech sollte mir och d'Chancë vun der Digitalisatioun voll notzen.

An dësem Joer goufe vill Mesurë fir eng nohalteg Relance geholl, sief et d'Primme fir d'energeetesch Renovatiounen oder am Beräich vun der nohalteger Mobilitéit. Ech wëll awer och op d'Gesetz iwwert d'Hëllefe fir Firmen hiweisen, ënner anerem an Energieeffizienz, Ëmweltschutz, Digitalisatioun a Kreeslafwirtschaft, wou d'Regierung am November scho 6,45 Milliounen Euro Hëllefen am Kader vun deem Regimm accordéiert hat.

Genau déi Approche solle mer och bäibehalen an d'Entreprisë bei der Transitioun a Richtung Klimaneutralitéit, Kreeslafwirtschaft an Nohaltegkeet ënnerstëtze mat Hëllefen op verschiddenen Niveauen. De Fonds de relance et de solidarité an d'Aide à l'investissement goufe jo schonn an deem Sënn fir d'nächst Joer verlängert.

Ech wëll och op de Programm Fit°4°Resilience hiweisen, deen interesséierten Entreprisë Berodung an deene Beräicher vun der Kreeslafwirtschaft, Regionalisatioun an Digitalisatioun ubitt.

Firwat net och e Fit-4-Climate-Programm afëieren, wéi d'Handwierkerkummer et an hirem Avis zum Budget freet, fir d'Entreprisë professionell a personaliséiert a Richtung Klimaneutralitéit ze begleeden?

Duerch de staarken Asaz vum Staat konnt den Impakt vun der Kris op den Aarbechtsmarché limitéiert ginn. De Staat huet am Ganzen 1,3 Milliarden Euro, fir d'Leit an der Beschäftegung ze halen, zur Verfügung gestallt. Eleng tëscht Mäerz a Juni kruten 375.000 Salariéen duerch de Chômage partiel hir Aarbechtsplaz garantéiert a 14.800 Entreprisen hunn dovunner profitéiert.

Och wann de Chômage an d'Luucht gaangen ass an den Taux an de Previsioune vum Dezember bei tëscht 6,8 % a 7,7 % läit, esou konnt den Emploi trotz der Kris weider an d'Luucht goen.

Den Teletravail ass bekanntlech an dësem Joer explodéiert. Am zweeten Trimester hunn d'Hallschent vun den Salariéen Teletravail gemaach. Och no der Kris wäert den Teletravail eng aner Roll kréien an dofir muss e gudde Kader bestoen, notamment och wat d'Recht op Dekonnexioun ugeet respektiv d'Vereenbarkeet tëscht Familljen- a Privatliewen, wat an dësem Joer fir ganz vill Leit net méi einfach ginn ass.

Duerch d'ökologesch Transitioun, déi an den nächste Joren nach méi wichteg wäert ginn, ginn och ëmmer méi Aarbechtsplazen an deem Beräich gebraucht, sief et am Handwierk, der Industrie oder de Finanzen. Et muss zum Beispill elo scho gekuckt ginn, déi Formatiounen auszebauen.

Duerch déi aktuell Kris gouf och nach eemol verdäitlecht, wéi wichteg d'Industrie fir onst Land ass. A mir mussen d'Chancen notzen, fir d'Industrie esou opzestellen, dass se sech a Richtung Ressourceneffizienz a Klimaneutralitéit entwéckelt, well nëmmen dann ass se och zukunftsfäeg.

Mir hunn och schonn zwou Strategien, op déi mir kënnen opbauen, nämlech déi drëtt industriell Revolutioun an den nationale Klima- an Energieplang. Eng ganz Partie Initiative si scho lancéiert, mee et ass nach vill Potenzial do, dat onst Land huet. Et heescht elo, déi Strategien zesumme mat den Acteure konsequent weiderentwéckelen. Geziilt innovativ Entreprisen unzezéien an en Hub gi fir Solutiounen am Beräich vun der Klimaneutralitéit a Kreeslafwirtschaft an esou ons Ekonomie an onst Land méi staark fir d'Zukunft opstellen. Selbstverständlech brauche mer dofir och de vill diskutéierten „Nohaltegkeetscheck", fir nei Projete kënnen op dës Krittären hin ze bewäerten.

D'Finanzplaz huet ons gehollef, duerch dës Kris ze kommen. Ronn 30 % vum PIB hänke vum Finanzsecteur of. Och d'Ofhängegkeet vun de Staatsfinanze vum Finanzsecteur ass héich an zum Deel an de leschte Joren nach eemol eropgaangen, wéi aus dem Avis vun der Cour des comptes zum Budget ervirgeet. Zejoert koumen 78,8 % vun der Kierperschaftssteier an 72,3 % vun der kommunaler Gewerbesteier vum Finanzsecteur. Knapp e Véierel vun der Besteierung vun de Salairen ass op de Secteur zréckzeféieren.

Et ass also am Interessi vum Land an onse Staatsfinanzen, d'Finanzplaz beschtméiglech fir d'Zukunft opzestellen.

Den Trend a Richtung vun nohaltege Fongen ass weltwäit ze observéieren an huet am zweeten Trimester vun dësem Joer d'Billioun, also 1.000 Milliarden, iwwerschratt. Am Fréijoer, wéi d'Bourse kuerz wéinst dem Coronavirus agebrach ass, huet sech och confirméiert, dass déi nohalteg Placementer op d'mannst oder souguer méi performant si wéi déi konventionell. Eng Etüd vum dänesche Pensiounsfong vergläicht de „Standard MSCI Europe Index", deen ëm 17 % gefall ass, mat dem „ESG Leader Index", dee just eng Baisse vun 11,5 % notéiert huet.

Nieft deem immens grousse positiven Effekt vun nohaltegen Investissementer fir d'Klima an d'Ëmwelt, si Klimafinanzrisiken e systeemesche Risk fir ons Finanzplaz, ons Ekonomie an am Endeffekt also och eis Staatsfinanzen. Eng ganz Rei Experte weisen op déi finanziell Perten hin, déi duerch de Klimawandel op d'Ekonomie duerkommen, wa mir nach weider op fossill Energië setzen amplaz a Richtung vu Klimaneutralitéit ze investéieren.

Wéi d'Lëtzebuerger Autoritéiten an d'Finanzplaz et schonn erkannt hunn, sinn déi gréng Finanzen eng grouss Opportunitéit fir ons Ekonomie, an och am Interessi vun der Zukunftsfäegkeet vu eisem Land goufen an de leschte Jore scho vill Efforte gemaach an déi dote Richtung.

Am Moment ass de Projet vun enger nationaler Strategie fir d'nohalteg Finanzen an der Consultatiounsphas. Ech wëll och drop hiweisen, dass Lëtzebuerg dat éischt Land war, wat sech e Kader ginn huet fir nohalteg Obligatiounen an och am September eng Staatsobligatioun lancéiert huet.

Mat dësem Budget gëtt d'Taxe d'abonnement fir nohalteg Fonge reduzéiert. Jee nodeems wéi vill Taxonomie-konform investéiert gëtt, fält d'Tax vun 0,04 % op 0,01 %. Mat dëser Mesure gëtt gréng Investéieren nach méi attraktiv.

Der Iwwerwaachungskommissioun vum Finanzsecteur no si 4.675 Milliarde Fongen op onser Plaz placéiert. Et ass awer net gewosst, wéi vill der dovunner och nohalteg investéiert sinn. Dat wär par contre immens wichteg, fir ze wëssen, wéi vill ons Finanzplaz an also ons Ekonomie Klima- an Ëmweltfinanzrisiken ausgesat ass an och fir de Greenwashing ze verhënneren.

Dofir wär et wichteg, méi Transparenz an d'Finanzaktivitéiten ze kréien, zum Beispill andeems een am Kader vum Reporting och den Impakt op d'Ëmwelt an de Klima misst uginn. D'Europäesch Zentralbank weist iwwregens och drop hin, dass een déi Riske soll materialiséieren. Si sinn net nëmme fir de Klima, mee och reng finanziell gesinn héich problematesch.

A wat nohalteg Investissementer ugeet, ass et natierlech och wichteg, dass mir als Staat mam gudde Beispill virginn an dem Secteur weisen, wou d'Rees soll higoen. Och wann de Pensiounsfong sech eng Ligne directrice ginn huet fir nohalteg Investissementer, esou bleiwen trotzdeem nach eng Rei fossill Aktivitéiten am Portfolio vum Fong.

Och de rezenten Nohaltegkeetsrapport weist, dass d'Investitioune vum Pensiounsfong am Moment weeder en ligne mat dem 1,5- nach mat dem 2-Zenario sinn, mee éischter mat engem 2- bis 3-Zenario. Dat ass sécher besser wéi den Duerchschnëtt, an awer geet dat net duer. Och beim Fonds souverain intergénérationnel gëtt et nach Loft no uewen.

Den norwegesche Pensiounsfong kéint een als gutt Beispill huelen, deen eng systematesch Exklusiounslëscht huet, wat d'Firmen ugeet, déi Waffen oder Tubak produzéiere respektiv Mënscherechter verletzen. Den australesche Pensiounsfong huet sech iwwregens kierzlech zum Prinzip vun der Klimaneutralitéit bekannt.

Fir ons Pensioune beschtméiglech ofzesécheren an am Interessi vun all onsen nächste Generatiounen ze investéieren, musse mir de Wee vun enger nohalteger Transitioun vun deene Gelder aus de Fonge weidermaachen, wéi mer dat jo och d'lescht Woch an enger Motioun festgehalen hunn.

A wann et néideg ass, solle mer hei och de legale Kader upassen an derfir suergen, dass déi Fongen déi néideg Expertise kréien, fir d'Decisiounen an deem Sënn ze huelen.

Erlaabt mir nach kuerz op d'Landwirtschaft anzegoen, déi vläicht a puncto PIB net esou an d'Gewiicht fält, mee awer fir onst Land vu gréisster Traditioun a Wichtegkeet ass. An der Coronakris ass ons nach eemol alleguerten däitlech ginn, wéi wichteg eng regional Liewensmëttelproduktioun ass.

Grad d'Landwirtschaft steet wéinst dem Klimawandel staark ënner Drock an ass awer gläichzäiteg och wéinst hirem Impakt op d'Ëmwelt gefuerdert, nei Weeër ze goen. Nëmmen esou kann d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg laangfristeg méi resilient ginn.

Mir mussen d'Landwirtschaft op deem Wee konsequent ënnerstëtzen. An dëser Kris huet sech och erausgestallt, dass grad méi kleng, an awer och Betriber, déi méi nohalteg schaffen, besser duerch d'Kris kommen. Dat ass also de Wee, dee mir weidergoe mussen.

An engem Sondage vun ATOZ hunn d'Hallschent vun de Befroten ënnerstrach, dass mer d'Konsumverhalen an eiser Gesellschaft mussen a Fro stellen. D'Demande no Bioproduite geet och weider an d'Luucht. Mëttlerweil ginn d'Haushalter zu Lëtzebuerg am Schnëtt 12 % fir biologesch Produiten aus. Fir dës Demande ze decken, muss awer ëmmer nach de Gros importéiert ginn.

Dofir ass et gutt, dass mir héich Ziler am Beräich Bio hunn: 20 % bis 2025, 100 % bis 2050. A fir d'Ëmsetzung vum Bioaktiounsplang sinn am Budget fir d'nächst Joer 525.000 Euro virgesinn, déi sollen déi nächst Joren och nach weider dann an d'Luucht goen.

Et heescht elo natierlech, de Bioaktiounsplang weider mat konkreete Mesuren ze fëllen an och ze kucken, dass d'ëffentlech Hëllefen esou attraktiv sinn, dass d'Ëmklamme sech wierklech lount. Et muss och weider dru geschafft ginn, dass déi lokal Ofsazmäert fir d'Produite vun onse Baueren do sinn.

Ons Landwirtschaft produzéiert iwwregens virun allem Rand- a Schwéngefleesch grad ewéi Möllech an ass och op den Export ugewisen. Bei de Pouleten an den Eeër gëtt et par contre nach Potenzial fir de lokale Marché, grad ewéi beim Uebst a Geméis, wou just 1 % respektiv 5 % vun der Demande hei am Land produzéiert ginn.

D'Regierung huet sech der Entwécklung vun enger lokaler a buedemgebonnener Landwirtschaft verschriwwen, déi also am Aklang mat der Ressource Buedem schafft, déi hir zur Verfügung steet. Am Kader vun der nationaler Ëmsetzung vun der neier europäescher Agrarreform heescht et, ons eng Strategie ze ginn, fir onser Landwirtschaft eng nohalteg Zukunftsperspektiv ze ginn, déi se längerfristeg op zolidd Bee stellt, dat souwuel op sozialem, ökologeschem wéi ekonomeschem Plang.

Här President, Dir Dammen an Hären, fir Lëtzebuerg méi staark opzestellen, hunn ech op d'Wichtegkeet vun Zukunftsinvestitiounen, der sozialer Kohäsioun an der nohalteger Transitioun vun der Ekonomie higewisen. Doduerch gi mer méi resilient a stäerken och d'ëffentlech Finanze längerfristeg. Ech wëll awer elo nach kuerz op e puer Aspekter vun der Budgetspolitik agoen.

Duerch d'Kris klëmmt d'Staatsschold d'nächst Joer op 29,4 % vum PIB a klëmmt déi Joren drop souguer weider op iwwer 30 %. Déi zousätzlech Schold gëtt gemaach, fir eng antizyklesch Politik, fir ons Gesondheet, d'Haushalter an d'Ekonomie ze schütze grad ewéi a wichteg Infrastrukture fir d'energeetesch Transitioun an de Logement ze investéieren.

Eng Austeritéitspolitik hätt de Budget vläicht kuerzfristeg an den Equiliber bruecht, awer schlëmm Suitten op gesondheetlechem Plang gehat, d'Ekonomie destabiliséiert, de Chômage wär an d'Luucht gaangen a mir wären am Ëmweltschutz zréckgeworf ginn. D'Käschte vun enger Spuerpolitik wäre fir ons a fir déi nächst Generatioune vill méi grouss gewiescht.

Den Impakt op d'Staatsschold ass also net op eng schlecht Gestioun vun der Regierung zréckzeféieren: An de Joren 2013 bis 2019 ass d'Schold a Prozent vum PIB nämlech erofgaangen, nodeems se tëscht 2007 an 2013 quasi verdräifacht gouf. Villméi ass d'Erhéijung vun der Schold d'Resultat vun enger proaktiver Gestioun vun der Kris. Dat weist och de Verglach mam Budget vum leschte Joer: Do war am Pluriannuel nach eng d'Staatsverscholdung fir déi Joren drop vun ënner 20 % vum PIB virgesinn, wat den Impakt vun dëser Kris nach eemol verdäitlecht, wa mer kucken, wou mer haut stinn.

Ech wëll och drop hiweisen, dass d'Konditiounen, fir Suen ze léinen, am Moment immens favorabel sinn a mer ganz wäit ewech vun de Maastricht-Krittäre si vu 60 % Staatsverscholdung. An och am Verglach mam Ausland sti mer ganz gutt do.

Ech hunn a menger Ried schonn op enger Rei Plazen op nei méiglech Recetten higewisen, déi gläichzäiteg och als wichteg Lenkungsinstrumenter fir d'Erreeche vu wichtege politeschen Ziler kéinten déngen. D'Grondsteier, eng Recette, déi gréisstendeels onofhängeg vun enger ekonomescher Kris wär, ass do e Beispill. Den internationale Verglach weist och, dass Lëtzebuerg dat Land ass mat deenen niddregste Grondsteieren an der OCDE.

Eng weider Pist ass den Ausbau vum Prinzip vum Pollueur-payeur, wéi mer dat och mat der CO_2-Steier gemaach hunn. Den Ausbau vun deem Prinzip wär awer och an anere Beräicher denkbar. Ech erënneren zum Beispill un d'Evaluatioun vun der Autossteier, wéi se am PNEC (ndlr: Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) virgesinn ass. D'OCDE weist drop hin, dass Lëtzebuerg mat knapp 68 Millioune järleche Recetten eent vun de Länner ass, wou d'Recettë vun der Autossteier am klengste si par rapport zum PIB, an dat obwuel mir dat Land an der Europäescher Unioun si mat de meeschten Autoe pro Kapp.

Schliisslech wëll ech drop hiweisen, dass och Mesurë fir méi Steiergerechtegkeet zu neie Recettë fir de Staat féiere kéinten. All déi Piste wäerte mer dann am Kader vun der Steierdebatt am nächste Joer kënnen ausféierlech diskutéieren. An ech freeë mech dorop.

E weidere wichtege Punkt an deem Kontext sinn d'Dépenses fiscales respektiv d'Steierbegënschtegungen, déi e Steierausfall mat sech bréngen.

Iwwert d'Jore sinn an onsem Steiersystem eng ganz Partie där Steierbegënschtegungen zesummekomm. An der Annex 10 vum Budget pluriannuel sinn 19 Dépense-fiscalle mat engem Gesamtkäschtepunkt fir d'nächst Joer vun 1,17 Milliarden Euro opgezielt.

De Staatsrot huet a sengem Avis zum Budget vun 2015 drop higewisen, dass de Budgetsprojet net de Käschtepunkt vun alle Steierbegënschtegungen opféiert, esou zum Beispill de Regimm vum Amortissement fir Locatiounswunnengen, duerch deen all Joer 50 Millioune manner Recetten erakommen.

Steierbegënschtegunge gi jo ëmmer mat engem Zil agefouert, an ech mengen, et wär wichteg am Interêt vun enger gudder Budgetspolitik, fir déi verschidden Dépenses fiscales reegelméisseg ënnert d'Lupp ze huelen an se op hir Effikassitéit an hir Objektiver hin ze analyséieren a le cas échéant unzepassen. An an deem Sënn wär et natierlech och sënnvoll, fir nei steierlech Mesurë bei hirer Aféierung, esou wäit dat méiglech ass, ze chiffréieren.

Mat dësem Budget schafe mir jo och eng Rei Steierbegënschtegunge respektiv Schlupflächer of respektiv reforméiere se: d'FIS Immobilier, d'Stockoptions a nach den Amortissement accéléré. An ech si schonn op déi Beispiller agaangen.

Et ass natierlech och wichteg, eng méiglechst cibléiert Budgetspolitik ze maachen, zum Beispill fir d'Klima- an d'Ëmweltziler ze erreechen. Mat dësem Budgetsprojet gi jo och d'Montante fir d'Ëmsetzung vum Klima- an Energieplang zesummen opgefouert an eng CO_2-Steier gëtt agefouert.

Dat sinn also Elementer vun engem Green Budgeting, also enger Steier- a Budgetspolitik, déi kohärent par rapport zu den internationalen an nationale Klimaziler wëllt sinn a sech déi néideg Moyene fir d'Evaluatioun dozou gëtt, fir eeben d'Kohärenz vun der Budgetspolitik par rapport zu deenen Objektiver ze analyséieren.

D'OCDE huet Prinzippie vum Green Budgeting agefouert, an a Frankräich - eent vun de Länner, dat sech de Green Budgeting op de Fändel geschriwwen huet - gouf am September en éischte Rapport sur l'impact environnemental du budget de l'État gemaach.

En vue vun de groussen Erausfuerderungen, déi mer an deem Beräich hunn, wär och e Weiderentwéckele vun dem Green Budgeting zu Lëtzebuerg sënnvoll. En éischte Schrëtt wier hei, fir bei den Ausgabe fir den nationalen Energie- a Klimaplang am Budget systematesch méi Detailer ze ginn. Et wär awer och eng sënnvoll Analys, fir dat op weider Beräicher auszedeenen, den Impakt vun de Steiermesuren op de Klima an d'Ëmwelt zum Beispill, respektiv änlech wéi a Frankräich e ganze Rapport dozou ze maachen, deen de Budgetsprojet op d'Klima- an Ëmweltziler hin analyséiert. Den Nohaltegkeetscheck fir Gesetzesprojete kéint hei och eng wichteg Roll spillen, andeems een domat de Klima- an Ëmweltimpakt vun neie Steiermesuren evaluéiert.

Iwwert de Green Budgeting eraus ass eng cibléiert Budgetspolitik, déi Ziler fixéiert an d'Erreeche vun dësen Ziler evaluéiert, e wichtegen Outil fir eng méi effikass Finanzpolitik. Mir schwätzen da vun enger Budgetisatioun no Objektiver, déi och scho vu fréiere Budgetsrapporteuren thematiséiert ginn ass.

An an deem Kontext géif ech och gären op de PIB du bien-être zréckkommen, e ganz wichtegen Indicateur nieft dem klassesche PIB, och Theema vum leschte Budgetsrapporteur, dem Yves Cruchten.

Obwuel an de leschten zéng Joer de PIB pro Kapp ëm 12 % geklommen ass, esou ass de „Luxembourg Index of Well-Being" just ëm 1 % an d'Luucht gaangen. An dat weist ons däitlech, dass déi wirtschaftlech Entwécklung als Indicateur fir d'Evaluatioun vun onse Politicken net duergeet. Obwuel mir

ons ekonomesch an de leschten zéng Joer zwar weiderentwéckelt hunn, ass d'Wuelbefanne vun onser Populatioun just stabel bliwwen.

An hirem Avis zum Staatsbudget thematiséiert d'Cour des comptes an engem ganze Kapitel d'Evaluatioun vun de Politicken a weist drop hin, dass de PIB näischt iwwert d'Inklusioun, d'Nohaltegkeet oder eeben d'Wuelbefannen ausseet an dass mir dofir aner Indicateure gradesou musse consideréieren.

A mengem schréftleche Rapport hunn ech dofir och probéiert, eng breet Analys vun der aktueller Situatioun zu Lëtzebuerg ze maachen a vill verschidden Aspekter beliicht, dorënner och den Zoustand vun der Ëmwelt an d'sozial Situatioun zu Lëtzebuerg.

Am Budgetsprojet faasst d'Regierung iwwregens en Tableau de bord, deen op den Indicateure vum PIBien-être baséiert, an d'Aen, fir eng méi cibléiert Budgetspolitik ze maachen. An dat wär jo wierklech eng gutt Saach, a vläicht kritt de Finanzministère dat jo scho fir den nächste Budgetsprojet hin.

Zum Schluss nach e Wuert zu de Gemengefinanzen: Grad ewéi den Zentralstaat sinn d'Gemenge finanziell staark vun dëser Kris betraff. D'Administrations locales hunn dëst Joer en Defizit vun 213 Milliounen Euro. Et gëtt elo nach eemol däitlech, awéiwäit d'Gemengen engersäits vum Staat an anerersäits vun der wirtschaftlecher Entwécklung ofhänken, wat d'Finanzen ugeet. D'Gemengen hu just wéineg eege Recetten an hänke staark vun der Verdeelung iwwert de Fonds de dotation globale des communes of.

De Syvicol bemierkt a sengem Avis zum Staatsbudget, dass d'Gemengen nach méi wéi den Zentralstaat vun der Konjunktur ofhänken a just wéineg eege steierlech Sourcen hunn.

Et sollt ee sech also elo scho Gedanke maachen, wéi een d'Gemengefinanze méi stabel a resilient mécht. An där Hisiicht ass d'Evaluatioun vun der Gemengefinanzreform wichteg an do sollt een och d'Léieren aus dësem Krisejoer consideréieren. Och en vue vu stabelen an eegene Recettë fir d'Gemengen ass d'Grondsteierreform natierlech wichteg.

Här President, Dir Dammen an Hären, dëse Budget 2021 ass wéinst dem aktuelle Kontext sécher en aussergewéinleche Budget. E steet ënnert dem Liicht vun enger globaler Pandemie. A wéi et budgetär an ekonomesch an deenen nächste Méint virugeet, wäert maassgeeblech domadder zesummenhänken, wéi mir duerch dës Pandemie kommen. Do schafen déi gutt Nouvellen aus de leschte Woche ronderëm e méiglechen Impfstoff eng Perspektiv a maache virsiichteg Hoffnung.

Fir déi aner, déi méi laangfristeg Krisen, op déi ech a menger Ried agaange sinn, gëtt et awer keen Impfstoff. Do gëllt et, déi richteg Léieren aus der aktueller Situatioun ze zéien, fir eise Budget, eise Staat an eis Gesellschaft an Zukunft op méi zolidd Féiss ze stellen.

Fir gutt duerch déi verschidde Krisen ze kommen, mat deene mir konfrontéiert sinn, Corona, Klima, Logement an anerer, fir zesumme méi staark a resilient ze ginn, brauche mir e staarken a proaktive Staat, dee preventiv investéiert an domat eist Land op d'Zukunft virbereet.

D'Coronakris huet eis gewisen, wéi wichteg et ass, onse Gesondheetssystem ze stäerken, fir eis besser op Pandemië virzebereeden. Gläichzäiteg rappeléieren eis déi éischt Effekter vun der Klimakris, dass elo net de Moment ass, fir labber ze loossen, mee dass mir grad elo weider an d'ökologesch Transitioun, an eng nohalteg Mobilitéit, an de Schutz vun onser Natur mussen investéieren.

De Staat muss d'sozial Gerechtegkeet garantéieren duerch méi ëffentleche Wunnengsbau an eng Fiskalitéit, déi d'Klimatransitioun fërdert an d'Facteuren Aarbecht, Kapital an Ëmwelt equilibréiert besteiert.

Mir brauchen eng méi inklusiv Gesellschaft, wou all d'Leit déi selwecht Chancen hunn, um politesche Liewen deelzehuelen a kee vergiess gëtt. A mir mussen eng Ekonomie ënnerstëtzen, déi d'Limitte vum Planéit respektéiert an esou och selwer méi widderstandsfäeg gëtt, sief dat um Niveau vun der Finanzplaz, der Industrie oder der Landwirtschaft, fir just déi Beispiller ze nennen.

Zu gudder Lescht musse mer och d'Staatsfinanze stäerken, andeems mir se mat Hëllef vu komplementären Indicateure méi cibléieren, d'Recettë méi krisefest maachen, fiskal Mesuren evaluéieren an den Impakt op Klima an Ëmwelt berücksichtegen.

Dëse Budget ass kee renge Krisebudget. Villméi liwwert en éischt Äntwerten derfir, wéi eis dat gelénge kann. E leet domadder d'Weiche fir eng méi grondsätzlech Neiausriichtung vun eisem budgetären a fiskale Kader. Mee mir däerfen eis net ausrouen. Mir mussen de Wee, dee mir ageschloen hunn, konsequent weidergoen an elo déi richteg Léieren aus der aktueller Situatioun zéien.

A wa mir eis zesumme fir dëse Wee engagéieren, da sinn ech optimistesch, Dir Dammen an Hären, da komme mir zesumme méi staark aus dëser Kris. An an deem Sënn soen ech lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Budgetsrapporteur François Benoy.

Muer de Moien um aacht Auer héiere mer een Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.45 heures.)

SÉANCE 22

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mercredi 16 décembre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Question urgente n° 3308 de M. Marc Spautz concernant les nouvelles mesures sanitaires au sein de certaines maisons de retraite et de soins**
   - M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
3. **7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]**
   et
   7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)
   - Exposé : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
4. **7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]**
   et
   7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt des motions 1 et 2) - M. Gilles Baum (intervention de M. André Bauler) - M. Georges Engel (interventions de M. le Ministre Pierre Gramegna, M. André Bauler, M. Sven Clement, Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, Mme Martine Hansen, M. André Bauler et M. Marc Spautz pour fait personnel) - Mme Josée Lorsché

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Question urgente n° 3308 de M. Marc Spautz concernant les nouvelles mesures sanitaires au sein de certaines maisons de retraite et de soins

Mir fänken d'Sitzung vun de Moien u mat der Question urgente Nummer 3308 vum honorabelen Här Marc Spautz iwwert déi sanitär Mesuren an den Alters- a Fleegeheimer. Den Här Spautz huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn amgaangen, op Chrëschtdag zouzegoen an Neijoerschdag. An och eis Leit, déi zu der Ekonomie an dem Opbau vum Lëtzebuerger Land bäigedroen hunn, sinn amgaangen, sech mat de Joresennfeieren ze beschäftegen. An a verschiddenen Alters- a Fleegeheimer sinn déi lescht Deeg Notten a Circulairen erauskomm, wou et heescht, dass een d'Haus net méi - tëschent Guillemeten - „däerf" verloossen, well wann ee soss fortgeet, dass een dann an eng Quarantän muss. An déi Quarantän ka bis zu siwen Deeg bedroen, esou an Notte vu verschiddenen Haiser.

Ech wëll awer ganz kloer betounen: Et ass net an all Haus esou, well ech hu mech ameséiert, an déi eenzel Haiser unzeruffen, mee et ass a verschiddenen Haiser esou, wou Leit dat net verstinn. Ech weess, dass et ëmmer e Seeldanz ass, fir et emol esou auszedrécken: Wat ass dat eent a wat ass dat anert, wat ass d'Fräiheet a wat ass d'Gesondheet?

Mee wann een dat liest a verschiddenen Note-internen, do stelle Leit sech awer da Froen. An ech wëll drun erënneren: Mir hunn hei virun dräi Woche mat der Madamm Familljeministesch a mat der Madamm Gesondheetsministesch schonn eng Kéier diskutéiert iwwert d'Strategien an den Alters- a Fleegeheimer a mir hunn och deemools dovu geschwat, an et war och d'CCDH, den Här Pregno, deen drop higewisen huet, dass ee muss oppassen, och wat d'mënschlech Fräiheet ass, och wat d'Fräiheet ass vun de Leit, wéi se sech kënne beweegen.

An do stelle sech dann och juristesch Froen. Kann een engem erwuessene Mënsch einfach soen: „Du gees elo net méi eraus an du bleifs heibannen"? Engem erwuessene Mënsch, deen nach tipptopp an der Rei ass - well mir hu jo an den Alters- a Fleegeheimer Leit mat engem Gebriechen, mir hunn awer och Leit do, déi tipptopp an der Rei sinn, déi just do wunnen, well se sech fir déi Wunnform decidéiert hunn.

An do stellt sech d'Fro: Wat ass genau d'Strategie, déi do hannendrustécht? Wat kann d'Ministesch eis dozou soen? Wat ass do mat den Haiser ofgemaach? Wat ass ofgemaach mat der COPAS? Mir wësse jo, dass en Accord gemaach ginn ass tëschent der Regierung an der COPAS, mee dass et nach ëmmer d'Haiser u sech sinn, déi do decidéieren.

Wéi ass et mat dem juristesche Volet? Kënne mir Leit vu 75, 80 Joer einfach soen: „Du bass agespaart, du gees elo wärend siwen Deeg net méi eraus"? Firwat kommen ech op déi siwen Deeg?

Wann eng Groussmamm oder e Grousspapp decidéiert, Chrëschtdag bei d'Famill ze goen, da geet se Neijoerschdag net méi. Well wann Der 25 plus 7 huelt, da kommt Der net op 32, mee da kommt Der op den 1. Januar. An do ass awer d'Fro, déi sech muss stellen: Geet dat oder geet dat net? A wat ass do ofgemaach?

Déi selwecht Diskussioun ass déi mat de Schnelltester. Et si jo Schnelltester an deene jeeweilegen Haiser. Wéi ass et do mam Besuch fir Chrëschtdag an Neijoerschdag? Wat ass do vu Besuch erlaabt? Wat ass do vu Besuch méiglech? Kann d'Famill d'Bomi oder de Bopi, d'Tatta oder de Monni besiche goen oder net? Si genuch Schnelltester do, fir dat kënnen ze maachen? Wat ass do de Plang?

Mir hate gesot kritt an der deemoleger Debatt, dass dat alles mat den Haiser ofgemaach wier. Sinn all déi Haiser en possession vun deene Schnelltester? Oder huet den ..., net den Usager, mee deejéinegen, deen op Besuch geet, besser, e geet sech an d'Apdikt e Schnelltest sichen, fir och do dann ze wëssen: „Däerf ech eran oder däerf ech net eran?" A wat bedeit dat fir meng Mamm, meng Schwéiermamm oder meng Tatta oder mäi Monni, wann ech déi elo besiche ginn? Mussen déi dann a Quarantän fir déi nächst siwen Deeg oder net, well ech dohinnergaange sinn?

An do ass d'Fro un d'Regierung: Wat ass do genau ofgemaach? Wat hunn do d'Haiser vu Virschrëfte kritt vum Ministère? A wat ass do vun hinne selwer decidéiert?

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, fir fir d'éischt emol dem honorabelen Deputéierte Merci ze soe fir déi Question urgente.

Ech hunn an de leschten Deeg, grad wéi Dir och, Här Spautz, vill mat Chargé-de-directionen uechtert d'Land geschwat, telefonéiert, fir e bëssen ze wëssen och, wou se dru sinn, wéi d'Situatioun bei hinnen am Haus ass. Dat kréie mer jo ëmmer nees gemellt. An effektiv hunn ech dat nämmlecht erausfonnt wéi Dir, nämlech dass verschidden Haiser gesot hunn, fir net ze soen, déi meeschten Haiser oder ganz vill Haiser gesot hunn: „Hei wannechgelift, gitt net bei Är Famill iwwert d'Feierdeeg! A wann Der gitt - et däerf ee goen, et gëtt keen agespaart -, da muss een awer siwen Deeg a Quarantän goen, wann een zréckkënnt, fir all déi aner ze beschützen."

D'Chargé-de-directione soe mir: „Wësst Der, Madamm Minister, mir hu Lieu-dédiéen hei, wou d'Leit op Besuch kommen, a souguer do - a souguer do! - hale se d'Masken heiansdo net un, a souguer do musse mer dann héieren: ‚O papperlapapp, dee Mask do'." Ma wéi ass et dann doheem bei de Leit? An do, mengen ech, musse mer awer och kucken, dass d'Communauté geschützt gëtt.

An den Här Spautz huet Recht, et ass dee Seeldanzakt, wéi Dir dat elo genannt hutt, tëschent Fräiheet a Sécherheet. Et ass de Seeldanzakt tëschent dem Eenzelnen, dee mat senger Famill wëllt feieren, an der Communautéit am Haus, op déi ee muss oppassen. Et ass de Seeldanzakt tëschent der Situatioun vum eenzelnen Haus, par rapport zu hirer Infrastruktur, zu hire Clientë géint och déi allgemeng Situatioun am Land.

A mir wëssen, dass d'Chifferen nach ëmmer héich sinn. An ech kann lech assuréieren, dass, wann de Virus bis an engem Haus ass, dann ass et ganz, ganz schwiereg, fir en anzedämmen. Da geet e ganz séier weider, net nëmme bei de Bewunner, mee och beim Personal. An do ass wierklech dee Seeldanzakt, deen tëschent der Autonomie an der Fräiheet vum Resident ... An et huet jiddwereen d'Fräiheet! Et däerf jiddwereen, also ech hunn nach net héieren, dass een net dierft bei d'Famill heemgoen, mee mat der Konsequenz, dass, wann en zréckkënnt, en da muss a Quarantän bleiwen, bis dass de siwenten Dag en negativen Test do ass.

Allerdéngs hunn en contrepartie déi Haiser, déi dat doten decidéiert hunn, och decidéiert, d'Besuchszäite massiv auszebauen, dat heescht ze soen: „Ma, de 24., 25., 26. a 27. Dezember grad wéi och den 31. Dezember an den 1. Januar kënne vill méi Leit op Besuch kommen." Si hunn d'Plagen ausgeweit, wou ee kann op Besuch kommen, dacks awer op Umeldung, net einfach esou „O, ech sprangen elo emol laanscht", nee, mat Umeldung dann, well ëmmer tëschent dem Besuch d'Zëmmer nees muss desinfizéiert ginn.

Ech mengen, wa mer ons an engem Punkt heibannen eens sinn, dann ass et dee fir ze soen, dass all Doudege wéinst dem Covid-19-Virus en Doudegen ze vill ass, an dass mer alleguerten alles musse maachen, fir dat ze evitéieren, an dass mer alleguerten heibanne grad wéi dobaussen am ganze Land keen um Gewësse wëllen hunn.

An dofir sinn ech frou, dass mer de Moien nach eng Kéier kënnen driwwer schwätzen an ech si bereet, ëmmer ze kommen, wann Der mech rufft, fir driwwer ze schwätzen. An ech hunn och mat ganz ville Chargé-de-directione geschwat, déi gesot hunn: „Ma sot hinnen, se solle mech roueg uruffen! Dann erklären ech hinnen, wéi et hei fonctionéiert, dann erklären ech, wéi d'Situatioun ass." Well da gesitt Der, dass et net gradesou einfach ass, dee Seeldanzakt, wéi den Här Spautz e genannt huet. An ech mengen, et huet och keen heibanne gesot, dass en einfach ass, dee Seeldanzakt.

Jo, et kann een op Besuch goen, fir Är Fro ze beäntwerten. Jo, et si genuch Schnelltester do. Mee och bei de Schnelltester, do hu mer als Regierung gesot: „Jo, sot dem Besuch, e soll e Schnelltest maachen!" Mee dat dispenséiert lech awer net, en negativen Test, fir de Mask unzedoen! Dat dispenséiert lech net, fir d'Distanzen ze halen! An dat ass alles, wat am Moment gefrot gëtt. An et gëtt elo eng schwéier Zäit, well eeben déi Feierdeeg kommen.

Mee ech recommandéieren lech d'Lektür vun engem Artikel, deen ech och gëschter geschéckt kritt hu vu „Spiegel.de", SPIEGEL-Wissenschaft: „Jesus hätte Oma nicht besucht." An ech erlabe mer do, en Abschnitt doraus virzeliesen: „Worum es wirklich geht: Es sollen möglichst wenige

Menschen allein und isoliert in einem Krankenhausbett sterben müssen. Alles daran zu setzen, dass möglichst viele dieser unnötigen, einsamen Tode vermieden werden - was könnte ‚weihnachtlicher' sein? Was passt besser zum ‚Fest der Liebe' als gelebte Nächstenliebe in dieser Form?"

An am nämmlechten Artikel gëtt gesot: „Considéréiert Iech alleguerten als asymptomatesch Covid-19-Positiver, alleguerten!" An dann iwwerleet Der lech, ob mer wierklech dann elo mussen zesummen iessen oder ob mer eis einfach esou gesi mat Distanz a mat Mask an dann dës Kéier eeben net zesummen iessen, mee dofir awer vläicht, wann d'Vaccinen elo do sinn, dann endlech zesumme kënnen iessen, wa mer nees fräi si vun dësem Virus, a mer nach laang schéi Momenter kënne matenee verbréngen, amplaz elo ee Chrëschtdag an dann herno ... Mir menge jo ëmmer, et kéint ons net treffen, mee ech kann lech soen: Et ka jiddwer Eenzelne vun ons treffen!

Villmools merci.

Une voix.- Ganz gutt!

Une autre voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Famillje-ministesch, der Madamm Corinne Cahen. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

3. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

Mir héieren de Moien den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Staatsbudget 2021 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. Här Finanzminister Pierre Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, léif Regierungskolleegen, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierter, wéi ech den Depot vum Budget de 14. Oktober gemaach hunn op dëser Stell, hunn ech gesot, dass et en aussergewéinleche Budget wär fir aussergewéinlech Zäiten.

Dat huet sech an deene leschte Wochen och net geännert. Et huet sech net geännert, well an deene leschten zwee Méint och nach immens vill geschitt ass. An haaptsächlech ass geschitt, dass Ufank November och zu Lëtzebuerg déi zweet Well vu Contagioune ganz present ginn ass, wéi se schonn a verschidden aner Länner dann och komm war, wat natierlech vill Konsequenzen huet um sanitäre Plang, awer och op deem vun de Restriktiounen, déi hu misse gemaach gi fir d'Ekonomie. Dat huet och mat sech bruecht, dass mer relativ séier hu misse Mesuren huelen, déi en Impakt op de Budget hunn, an dass mer dofir, wat zu Lëtzebuerg relativ selten ass, eng ganz Rëtsch Amendementer hu misse maachen um Budget. Mir hunn dat och gemaach, well mer wollten esou transparent wéi méiglech sinn. An ech wäert haut och op déi Mesuren agoen, well ech déi jo och am Oktober guer net konnt presentéieren, well se jo nach guer net virgesi waren.

Dat Zweet, wat geschitt ass an där kuerzer Zäit, dat ass, dass een elo sécher ass, dass den Impfstoff, dass d'Vaccinen elo relativ séier wäerten disponibel ginn. Wéi ech de Budget deposéiert hunn, war dat nach net de Fall. Du gouf et nach ganz vill Dokteren, Spezialisten, déi gesot hunn: „Also bis mer Vaccine gesinn, dat geet wäit an d'Joer 2021 eran." Et muss ee sech bewosst sinn, wéi séier hei d'Saachen änneren, a wéi séier ee sech natierlech da muss och upassen als Regierung, als Eenzelnen, als Bierger, als Aarbechter, als Salarié an als Entreprise, wéi séier ee sech och muss am Gesondheetswiesen upassen. Et ass also eng Period, wou et schwéier ass, Schätzungen ze maachen, Previsiounen ze maachen, se si manner laang gülteg. An déi Situatioun, an där mir zu Lëtzebuerg sinn, déi ass ganz änlech wéi déi, déi zum Beispill eis Nopeschlänner hunn. Déi Incertitude an der Previsioun hu si gradesou wéi mir. Wat also ganz wichteg ass an dësen Zäiten, ass, dee richtegen Timing ze fannen, an dat ass och fir d'Staatsfinanzen net einfach.

Déi zweet Saach, déi ech wollt ënnersträichen, déi geschitt ass mam Coronavirus, dat ass, dass de Coronavirus mam Fanger op eppes gewisen huet, dat scho laang do ass, mee en huet do eng Roll gespillt, déi ganz grouss ass, an dat ass de Klimawandel. Et kann ee soen, dass de Coronavirus, dës Pandemie e Reactif an e Catalyseur ass vum Klimawandel. En Agent réactif an der Chimie ass een, dee weist, wat am Reagenzglas ass. De Reactif changéiert guer, guer näischt, e weist just: Et ass eppes do. An de Coronavirus, an ech wäert dat elo erklären, deen huet eis gewisen, dass d'Aktivitéit vum Mënsch, d'wirtschaftlech Aktivitéite vun eis alleguerten e risegen Impakt hunn op de Klima. En huet en fait bewisen, dass d'Klimaskeptiker falschlouchen. En huet dat gewise mat enger „expérience grandeur nature" vum ganze Planéit, wéi déi meescht Länner hu missen zoumaachen.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Reactif! An dann ass et e Katalysator, well mer natierlech all elo wëssen, dass et héich Zäit ass an dass et keen Zweifel méi ka ginn. Majo, dann ass et e Katalysator, fir dass mer solle méi séier an deem Domän weiderkommen a Mesuren huelen.

De Rapporteur huet dat ganz gutt virbruecht. An en huet dat mat ville Propositiounen och verbonnen. En huet natierlech méi nach wéi aner Joren e ganz wäit Feld opgemaach, well en op ganz vill Domänen agaangen ass, wat Verschiddener iwwerrascht huet. Mee wann ee gutt iwwerleet, ass et ganz normal, dass en dat gemaach huet, well d'Pandemie hat en Impakt op alles dat, wat mer maachen an eisem private Liewen, an eisem Beruffsliewen, an eise Familljen tëschent de Generatiounen. Alles dat huet de Virus gemaach, a mir hu missen als Regierung an Dir als Parlament immens vill agéieren, nei Mesuren huelen, heiansdo Mesure op Mesure, fir sech deem unzepassen.

An dat huet de Rapporteur mat senge ville Propositioune jo och esou duergestallt. Dofir him e grousse Merci, net nëmmen, well et vill Aarbecht ass an eng voluminéis Dokumentatioun, mee och, well et natierlech Gedankenustéiss gëtt. A sengem Pabeier sinn Ziler, déi ganz kloer bestëmmt sinn, déi mer natierlech, mengen ech, alleguerten deelen, parteiiwwergräifend, an et gëtt natierlech vill Méiglechkeeten, fir op déi Ziler zouzesteieren. Verschiddener vun deene Pisten, vun deenen Ofzweigungen, vun deene Weeër huet hie gemoolt, verschiddener vun deene fënnt ee schonn an deem heite Budget erëm.

Wat mer also musse fäerdegbréngen, dat ass, dass mer fit fir de Klima ginn, als Gesellschaft, als Land. Dofir fannen ech och seng Propositioun, déi e gëschter gemaach huet - eng vu villen -, dass ee soll e Programm hunn oder eng Hëllef, fir d'Entreprisë fit fir de Klima ze maachen, eng exzellent Iddi.

De Rapporteur, d'Regierung hunn net missen op de Coronavirus waarden, fir sech bewosst ze sinn, wéi wichteg de Klima ass. Mir maache säit Joren eng Politik, déi deem Rechnung dréit. Ech gräife vläicht just dräi Beispiller eraus an der Introduktioun, déi ech wëll ënnersträichen: CO_2-Steier. Ech kann Iech soen, mir hunn d'lescht Joer laang doriwwer geschwat, déi steet am Plan national intégré en matière d'énergie et de climat vun eisem Land. A mir hunn an dësem Joer keng Sekonn dru gezweifelt, dass mer déi CO_2-Steier géifen ëmsetzen. Verschiddener hu jo nach gesot: „Elo well d'Pandemie ass, solle mer déi net maachen!", mee wéi ech grad erkläert hunn: D'Pandemie weist eis, wéi urgent et ass, déi CO_2-Steier ze maachen. An dofir maache mer se och.

Mir hu jo och net op de Coronavirus gewaart, fir de fräien ëffentlechen Transport ze maachen. Deen ass just am Ufank vun der Kris komm, huet dofir e bësse manner Attentioun kritt, well mer do vill aner Suergen haten. Mee dat ass och eng super Mesure, fir de Klima ze schützen.

Ech kéint nach vill Beispiller opzielen. Ech zielen awer nach eent. Mir wäerten, d'Carole Dieschbourg an ech, an den nächste Wochen, am Ufank vum nächste Joer, eis Strategie fir soutenabel Finanzen annoncéieren: d'Luxembourg Sustainable Finance Initiative. An och déi ass weesentlech, fir fäerdegzebréngen, dass mer iwwert d'Finanzwelt fäerdegbréngen, de Klimawandel ze limitéieren.

Ech kommen dann elo no dëser klenger Introduktioun, déi menger Meenung no awer immens wichteg ass, fir dat Ganzt an e Kontext ze setzen, op meng Presentatioun, déi an dräi Deeler ass.

Den éischten Deel ass consacréiert Follgendem: Wat ass dann elo vu rezenten Neiegkeeten um internationalen an um nationale Plang ervirzesträichen, wat an deene leschten zwee Méint geschitt ass a wat en Impakt um Budget huet?

Zweetens wäert ech op déi vill Avisen agoen, déi vun all deenen Institutioune presentéiert gi sinn, déi zur Procédure législative bäidroen.

An dann drëttens wäert ech natierlech d'Zuelen nach eng Kéier beschreiwen, déi natierlech e bësse changéiert hunn, well mer jo Amendementen zum Budget wëlle maachen.

An dann als leschten a véierte Punkt géif ech gäre Lëtzebuerg am internationale Verglach kucken a wéi mir mat der Kris, mat der Finanzkris - plutôt an der ekonomescher Kris - eens gi par rapport zu anere Länner.

Fir d'éischt also elo emol: Wat ass Neies geschitt um internationalen, um nationale Plang?

Lëtzebuerg konnt och net enger zweeter Well entgoen an huet natierlech missen dofir och restriktiv Mesuren huelen, déi Enn November hei an der Chamber och gestëmmt gi sinn an déi gëschter verlängert gi sinn. Dat trëfft natierlech verschidde Secteure ganz haart an dofir musse jo och Mesurë geholl ginn. Op déi kommen ech herno ze schwätzen. Mee déi Pandemie, déi sech natierlech an d'Längt zitt, bréngt éischtens emol vill Doudeger mat sech, vill Trauer natierlech op där enger Säit, mee schléit och deenen, déi gesond sinn a weider à peu près normal liewen, immens op d'Gemitt. Däers muss ee sech bewosst sinn an dee psychologesche Facteur ass natierlech eppes Negatives, wat ee muss mat a Betruecht zéien.

Mee wat ech awer och wëll soen, dat ass - an dat ass eng vun den zwou schlechten Noriichten, op déi ech wëll insistéieren, wat d'Wirtschaft ubelaangt -, dass duerch déi Pandemie, déi sech iwwer Méint elo nach weider zitt, natierlech d'Wirtschaft europawäit an och zu Lëtzebuerg ofgebremst gëtt. Mir hunn, an ech kommen herno op déi gutt Noriichten ze schwätzen, am drëtte Quartal gutt Zuele gehat, mee am véierte Quartal wäerte se net gutt sinn an dat wäert och nach iwwerschwenken an d'éischt Trimester vun 2021.

Déi zweet schlecht Noriicht - déi ass net nei, mee déi culminéiert elo -, dat ass de Brexit. Ech kann lech de leschte Stand vun den Negociatiounen net soen, well déi sinn nach ëmmer amgaangen. All zweeten Dag kritt een d'Noriicht, dass et eriwwer ass, dass keen Accord ka fonnt ginn, an da kënnt erëm e klenge Liichtschimmer. Mee egal, wéi et ausgeet, ass et eng schlecht Saach fir Europa an eng ganz schlecht Saach fir d'Vereenegt Kinnekräich.

Mee et däerf een déi ganz Situatioun och net ze vill dramatiséieren, well déi meescht wirtschaftlech Acteure sech jo virbereet hunn a sech opgestallt hunn, andeem se an der Europäescher Unioun um Kontinent Filialen, Succursallen oder Gesellschaften opgemaach hunn, fir kënne vum Marché unique ze profitéieren. Lëtzebuerg ass ee vun deene Beneficiairen dovunner. Mir hunn iwwer 60 Acteuren, déi eist Land erausgewielt hunn a wou mer dann eng Léisung zum Problem sinn. Mee wéi mer dann an Zukunft wäerte mat London, City of London, als Finanzplaz schaffen, wäert méi komplizéiert ginn. Do gëtt et Mechanisme wéi dee vun der Equivalenz, déi guer net elo zur Diskussioun stinn, leider, an der Negociatioun tëschent der Europäescher Kommissioun a London, mee déi awer hoffentlech wäerte méi intensiv gebraucht ginn.

Da kommen ech zu véier positiven Entwécklungen, déi sech an de leschten zwee Méint erginn hunn.

Zum Éischte vläicht Zuelen, déi de Statec erausbruecht huet am Dezember, déi dann och e Réckbléck erlaben op déi néng éischt Méint a wou een da feststellt, dass d'Rezessioun, de Réckgang vum PIB méi kleng war wéi geduecht. De Statec gesäit, dass fir dëst Joer de Réckgang soll bei minus 3,5 leien amplaz minus 6. D'Europäesch Kommissioun huet änlech Zuele fir Lëtzebuerg an och e bësse besser Zuele fir d'Eurozon.

Dat Zweet, ech hat et kuerz ugeschwat, sinn natierlech d'Covidimpfungen, déi elo relativ séier wäerten disponibel ginn. Dat ass natierlech e Facteur, dee vill Hoffnung bréngt. Ech ginn net an den Detail an, de Premierminister an d'Gesondheetsministesch hu laang in extenso driwwer bericht. Lëtzebuerg huet sech immens agesat um europäesche Plang, fir dass dat soll eenheetlech an der EU gemaach ginn, wat plus ou moins och geléngt. Mir hunn och ganz vill Impfstoffer geséchert, soudass zu Lëtzebuerg jiddweree ka vaccinéiert ginn. An déi gutt Noriicht, déi och elo bekannt ass, ass, dass net nëmme jiddweree wäert kënne relativ séier geimpft ginn, mee dass et och wäert gratis sinn.

Dat drëtt Element, dat ganz positiv ass, ass en fait d'Äntwert vun Europa op dës Kris. Do war e bëssen Op-an-of, e puer Saachen, déi schifgaange si ganz am Ufank vun der Pandemie, haaptsächlech och, wat d'Grenzen ubelaangt, wou Lëtzebuerg natierlech ganz sensibel drop ass mat alle Frontalieren a well mer am Häerz vun Europa sinn. Dat huet sech och an der zweeter Well verbessert, mee de grousse Changement ass doduerch komm, dass Europa sech bewosst ginn ass, dass een an esou enger Kris muss solidaresch matenee sinn. A vill hate gezweifelt, dass Europa dat kéint. Wien hätt da geduecht, dass Europa géif fäerdegbréngen, eng Solidaritéit op d'Been ze setzen, wou Europa am Numm vun den EU-Staate géif léine goen? Wien hätt da geduecht, dass mer géifen esou vill Geld kënne mobiliséieren?

Ech rappeléieren, dass mer am Abrëll um Niveau vun de Finanzministere scho 540 Milliarde mobiliséiert hu fir dräi Programmer - ech ginn net an d'Detailer -, dräi Programmer am Wäert vu 540 Milliarden. A mir haten do schonn de Fonds de relance et de solidarité als Prinzip festgehalen, an d'Staats-an d'Regierungscheffen hunn dat am Juli vun dësem Joer confirméiert. De Fonds de relance et de solidarité, do si 750 Milliarden dran, dovunner 390 Donen an de Rescht si Prêten. An da kënnt nach derbäi den New-Generation-EU-Budget (veuillez lire: den neien EU-Budget) vun 1.074 Milliarde fir déi nächst siwe Joer. Zum Fonds de relance waren an de leschte Wochen nach Suergen, dass dee vläicht net kéint zurzäit lassgoen am Ufank vum nächste Joer wéinst de Blocagë vun zwee Länner, Polen an Ungarn, an och do ass en Duerchbroch d'lescht Woch gelongen um Niveau vun de Staatscheffen. Och dat ass eng ganz gutt Noriicht a beweist erëm eng Kéier Gott sei Dank, dass Europa a Krisenzäite Léisunge fënnt.

En Deel vun der Léisung - dat ass déi véiert gutt Noriicht - ass d'Wal vun engem neie President an Amerika. Et kann een dat elo esou affirmativ soen, well ech mengen, dass et de 14. Dezember, also leschte Méinden ass, wou d'grouss Electeure jo den Joe Biden gewielt hunn. Et muss een ëmmer soen, dass een d'Resultat vu Walen an engem anere Land respektéiert, an dat maachen ech och hei, andeem ech dat respektéieren an elo hei keng politesch Ausso maachen iwwert den Här Biden. Mir hunn als Lëtzebuerg mat deem President ze liewen, dee gewielt gëtt, op jidde Fall, dass ech hei net méssverstane ginn, mee et sinn awer zwou Saachen, déi den Här Biden annoncéiert huet, elo schonn an de leschte Wochen an a senger Campagne, déi eis fir Lëtzebuerg awer freedeg stëmmen.

Dat Éischt ass, dass en un de Multilateralismus gleeft, dass en also dru gleeft, dass et gutt ass fir Amerika, gutt fir d'Welt, fir de Planéit, dass verschidde Problemer zesumme musse geléist ginn an net jiddwereen a sengem Eck bleift. An en particulier huet en dat natierlech och gesot fir de Klimaschutz, well e jo och ganz kloer annoncéiert huet, an e wäert dat elo ganz séier maachen, dass d'Vereenegt Staaten erëm wäerten an den Accord de Paris antrieden. Den John Kerry, deen ech op der Kyoto-Konferenz 1997 scho kenne geléiert hat fir d'éischte Kéier, ass och chargéiert ginn, fir déi Politik vum Här Biden ëmzesetzen, a wann een d'Intelligenz an den Dynamismus vum Här Kerry kennt, da kann ee sech nëmmen doriwwer freeën.

All déi Elementer, déi ech elo gesot hunn, déi véier positiv Elementer, stëmmen een natierlech e bësse méi optimistesch, wéi mer et nach vläicht am Oktober waren, haaptsächlech och den Impfstoff, an dofir gesäit een, mengen ech, elo besser d'Liicht um Enn vum Tunnel. Mee elo musse mer nach duerch den Tunnel kommen, a wéi laang deen Tunnel och ass, weess jo och kee ganz genau. Mee dofir musse mer jo och eng Rëtsch Mesuren huelen, déi mer annoncéiert hunn an déi zum Deel gestëmmt sinn. Anerer wäerten nach dës Woch hei an der Chamber gestëmmt ginn an dat sinn eeben déi nei Covidmesuren, déi Amendementer um Budget, vun deenen ech virdru kuerz geschwat hat. Ech géif der gären zéng erauspicken, déi allerwichtegst, well mer se jo och nach net hei wierklech in extenso diskutéiert haten.

Éier ech dat maachen, géif ech gären ënnersträichen, dass Lëtzebuerg bei all dëse Mesuren, ob dat Gesondheetsmesurë sinn oder Mesurë vu Soutien fir d'Wirtschaft, ëmmer en fait zwou Saache gemaach huet:

Éischtens, ze kucken: Wat sinn d'Spezifissitéite vu Lëtzebuerg? Wéi kënne mer dat am effikassten an eisem Land maachen?

An als Zweet de Prinzip, eng gewëssen Humilitéit, dass et hei kee fäerdegt Muster gëtt, wéi ee par rapport zu esou enger Kris reagéiert, a mir hunn och ëmmer versicht ze kucken, wat an deenen anere Länner geschitt.

Mir waren heiansdo Pionéier. Ech kann Iech soen, de Large-Scale-Testing, deen hu mer schonn am Conseil de Gouvernement am Mee diskutéiert - am Mee! -, do huet nach iwwerhaapt kee Land doriwwer geschwat. Ech muss Iech och soen, déi éischte Kéier, wou se mer gesot hunn, wivill déi éischt Phas géif kaschten, du war et och gutt, dass ech souz, mee ech hunn direkt gesot: „Jo, wann d'Wëssenschaft seet, dass dat dat Bescht ass, wat mer kënne maachen, fir den Traçage ze maachen, dass dat eis hëlleft, fir besser aus der Pandemie erauszekommen, da solle mer et maachen." Ech muss Iech soen, ech sinn net vill wëssenschaftlech Bicher selwer liese gaangen, fir déi Decisioun ze huelen. Wann et ëm d'Gesondheet geet vum Land a vun de Leit, da muss een do soen: „Da maache mer dat!" Dir liest warscheinlech, dass elo a ville Länner de Large-Scale-Testing praktizéiert gëtt, elo, säit engem Mount, säit sechs Wochen. Mir hunn do vill Avance, mee ech soen, mir sollen och ganz bescheide bleiwen, well den Arbitrage tëschent all deene Mesuren ze maachen, ass schwéier.

Mir hunn och missen Enn November - an Dir hutt dat hei gestëmmt an der Chamber - erëm Restriktioune maache fir verschidde Secteuren. Fir déi ass dat natierlech ganz schwéier, dofir och déi Mesuren. Mir hunn awer versicht, d'Liewen esou normal wéi méiglech ze halen, d'Schoulen op ze halen, wat ganz wichteg ass, fir dass eis Kanner näischt verléieren an der Formatioun, fir dass se och sozial Kontakter hunn. Bref, mir hu versicht, dass d'Liewe kéint esou wäit wéi méiglech bei der Normalitéit bleiwen. All deenen, déi dozou contribuéieren, géif ech gär hei Merci soen an en extra grousse Merci natierlech dem Gesondheets- an dem Fleegepersonal, dat jo elo säit néng, zéng Méint voll am Asaz ass a keng Paus kritt.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Déi zéng Moossname sinn also als Amendement hei elo an dësen neie Budget integréiert ginn. Déi éischt ass eng Verlängerung vum Fonds de relance. Dat ass am Kader vun der Initiativ „Neistart Lëtzebuerg" gemaach ginn. Dass mer dat maachen, gëtt natierlech vun den Entreprisen an un éischter Stell och vun der Chambre de Commerce begréisst.

Et ass elo esou, dass mer zwee Schemaen hunn, fir déi Entreprisen ze ënnerstëtzen, déi mussen zoumaachen: Horeca, Kultur, Evenementiel, och Formatioun. An zwar ass dat och méiglech, well Europa do gréng Luucht ginn huet. Dat Éischt ass eng Subvention en capital fir déi Entreprisen, déi an der Period vum 1. November 2020 bis den 30. Mäerz 2021 eng Chute vum Chiffre d'affaires hu vun iwwer 40 %. Déi kënnen all Mount dann do e Betrag ausbezuelt kréien, deen e groussen Deel vun hire Fraisfixë kompenséiert. Dat war eppes, dat hate mer nach net. Dat hat och kee Land an Europa, mee, wéi gesot, do hu mer elo gréng Luucht vun Europa kritt, fir dat kënnen ze maachen.

An dann hu mer eng zweet Mesure fir déi Leit oder déi Entreprisen, déi eng Perte vum Chiffre d'affaires hu vu 25 % oder méi, an dës Mesure leeft vum Dezember 2020 bis Mäerz 2021. An dës Aide gëtt op d'Zuel vun de Salariéen an Independantë gerechent. Et ass also en anere Mechanismus, an dës Aide kann och e bësse méi breet gestreet ginn a beneficiéiert nieft dem Tourismus, dem Evenementiel, der Kultur an dem Divertissement och dem Commerce de détail an de Gestionnairë vun der Beruffsausbildung. Dofir sinn dann 180 Millioune virgesinn an déi kommen an de Fonds de relance. Dat geschitt doduerch, dass mer 30 Millioune fir d'nächst Joer virgesinn, an de Rescht ass d'Dotatioun, déi schonn dëst Joer virgesi war.

Déi zweet Mesure ass eng Verlängerung vun de Régime-d'aiden. Vläicht kënnt Der Iech erënneren, dass mer am Laf vum éischte Semester speziell Investissementsmechanisme virgesinn hunn, an déi ginn och verlängert bis 2021 an de Juni. Dat ass de Régime d'aides fir d'Bekämpfung vum Virus bei verschiddenen Investissementsprojeten an dat sinn Investissementer, déi gemaach ginn, fir der Kris entgéintzewierken. Fir déi zwee Mechanisme si respektiv 20 an 30 Milliounen Euro virgesinn.

Dann hu mer de Régime de garantie, dat ass déi drëtt Mesure. Dir kënnt Iech erënneren: Mir hunn e Garantiesgesetz - Dir hutt e Garantiesgesetz gestëmmt -, dat gaangen ass bis Dezember, Enn des Joers, an dat ass verlängert bis den 30. Juni 2021. Dat heescht, dat couvréiert, déi Garantie couvréiert elo d'Period vum 18. Mäerz 2020 bis den 30. Juni 2021.

Mir hunn decidéiert - dat ass eng ganz wäertvoll an eng ganz deier Mesure - d'Weiderféiere vum Chômage partiel. Dee geet och weider am ganzen éischte Semester. Deen huet erlaabt, vill Aarbechtsplazen ze halen. Enn Abrëll hate mer 13.000 Entreprisë mat 150.000 Salariéen am Chômage partiel. Am November, Enn November hate mer elo erëm - déi Zuel ass erëm vill eropgaange wéinst de Restriktiounsmoossnamen - 4.200 Demanden an 30.000 Salariéen am Chômage partiel. Dat ass also par rapport zum Abrëll e gudde Strapp manner, mee dat ass awer, wann een an der Geschicht vum Chômage partiel kuckt, eng extreem héich Zuel. De Statec huet iwwregens ausgerechent, dass, wa mer dat net gemaach hätten, de Chômage partiel, wéi mer en elo hei kennen zu Lëtzebuerg, de Chômage sech zu Lëtzebuerg verduebelt hätt, wat jo absolutt net geschitt ass. En ass just nëmme ganz liicht eropgaangen.

Mir hunn nei Mesurë fir d'Kultur. En fait verlängere mer déi, déi virgesi ware fir d'Artisten an d'Intermittents du spectacle.

Déi sechst ass d'Erhéijung vum Mindestloun. Do kann ech och e bëssen aushuelen. Dat gëtt och dës Woch gestëmmt, mengen ech, oder ass et gestëmmt ginn? Et ass gestëmmt ginn?

Une voix.- Jo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Et ass gestëmmt ginn! An ech mengen, do ass et och wichteg, de Mechanismus nach eng Kéier ze verhalen. All zwee Joer gëtt zu Lëtzebuerg de Mindestloun ajustéiert an dat gëtt gekuckt par rapport zu den zwee Jore virdrun, déi ganz ofgelaf sinn. Dat heescht, fir d'Joren 2018 an 2019 an deem heite Fall ass gekuckt ginn, wéi an der Ekonomie d'Léin sech entwéckelt hunn. An do ass dann erauskomm, dass dat géif 2,8 % ausmaachen. An dat ass dann elo gemaach ginn.

Mee et ass jo ganz kloer, dass mer an dëser Phas, wou verschidde Secteure ganz vulnerabel sinn, net einfach konnten déi Erhéijung geschéie loossen, ouni deenen ënnert d'Äerm ze gräifen, déi entweeder zou sinn oder ganz schlecht dru sinn. Dofir hu mer decidéiert, eng Aide vu 500 Euro pro Salarié deenen Entreprisen, déi vulnerabel sinn, auszebezuelen. Déi 500 Euro, dat ass op sechs Méint gerechent de Coût vun der Augmentatioun vum Mindestloun. Déi vulnerabel Entreprisen hunn ongefeier 40.000 Salariéen, dat entsprécht also dann enger Dépense budgétaire vun ongefeier 20 Milliounen.

Mir hunn, dat ass mäi siwente Punkt, d'Kafe vum Vaccin geséchert. An ech hunn Iech virdru gesot, dass dat gratis ass fir d'Leit, mee wann et gratis ass fir d'Leit, ass et net gratis fir de Staat. An dofir musse mer dann déi Vaccine kafen, an de Käschtepunkt dovunner ass 16,5 Milliounen. Dat ass zum groussen Deel am Budget 2021, en Deel ass och scho budgetiséiert am Budget vun 2020 mat Depassement.

Aachte Punkt: D'Effikassitéit vun de Spideeler an d'Interaktioun vun allen Acteure gi gestäerkt, andeem mer grad de CGDIS stäerken, deen eng logistesch Roll spillt, déi do ganz wichteg ass, an deem seng Moyene ginn och ëm méi wéi eng hallef Milioun Euro d'nächst Joer gestäerkt.

Déi néngt Mesure ass och eng, déi ganz wichteg ass an och ganz deier ass. Dat ass, dass de Staat e ganzen Deel vun den Depensen, déi d'CNS, d'Caisse nationale de santé, virgestreckt hat, remboursëiert. Den Total dovunner sinn 386 Milliounen an dat couvréiert de Congé pour raisons familiales, d'Indemnités pécuniaires de maladie an de Congé pour soutien familial - 386 Milliounen, déi mer a véier Joer zréckbezuelen, 200 Milliounen dëst Joer an dann all déi aner Joren, wat nach iwwreg bleift.

Budgetsméisseg spigelt dat sech europäesch anescht ërem an der Comptabilité SEC. Do gëtt dat direkt op d'Joer 2020 gebucht, well et jo schonn engagéiert ass. A fir d'Lëtzebuerger Kontabilitéit nom Gesetz vun 1999 ginn elo emol déi 200 Millioune vun 386 op 2020 gebucht.

An da leschten, zéngte Punkt: d'CO_2-Steier, iwwert déi ech scho kuerz geschwat hat. Do maache mer eng Simplification administrative, fir dass mer eng Duebelbelaaschtung vun den Entreprisë verhënneren. An ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach.

Ech kommen dann elo zu den Avise vum Budget. Ech soen all deenen Institutioune Merci. Ech wäert se net elo all opzielen, mee déi, déi ech och hei wäert heiansdo zitéieren: de Conseil d'État, d'Zentralbank, d'Chambre-professionnellen, de Conseil national des finances publiques an nach e puer anerer.

Ech wäert do op véier Sujeten agoen: éischtens d'Previsiounen, zweetens d'Investissementer, drëttens d'Steiermesuren a véiertens d'Gesondheet vun de Staatsfinanzen.

Zum éischte Punkt, esou soen de Conseil d'État an och de Conseil national des finances publiques, dass mer eis hätte sollen op méi negativ Zuelen astellen an de Budget och esou opstellen. Bon, ech mengen, déi Institutiounen, déi dat geschriwwen hunn, hunn natierlech Argumenter derfir. Mir haten Argumenter an déi aner Richtung. Mir wëssen elo - an ech hat dat virdru gesot -, dass en fait de Recul vum PIB manner war; mee ech huelen dat natierlech zur Kenntnis. Mir wëssen elo, well den FMI (ndlr: Fonds monétaire international) seet eis dat, de Statec seet eis dat, d'OCDE, dass de Produit intérieur brut zu Lëtzebuerg dëst Joer wäert tëschent minus 3 % a minus 4 % sinn.

Déi negativ Zenarioen, wa mer déi och geholl hätten, hätt dat natierlech ganz vill aner Konsequenze gehat, wou mer elo schlecht dru wären, wa mer dat misste réckgängeg maachen. Ech wëll och ënnersträichen, dass mir als Regierung, fir de Budget opzestellen, d'Zuele vum Statec huelen. Alljoers hunn ech dat gemaach, well de Statec eng onofhängeg Institutioun ass, esou, wéi d'europäesch Reegelen dat och exigéieren, an ech froe mech wierklech, wann een dat net géif maachen, wéi een et géif maachen. Da géif een heiansdo méi héich leien oder méi niddreg wéi dat, wat de Statec seet, da misst een dat och ëmmer erklären a justifiéieren an da géife mer och zu Bréissel gréisser Schwieregkeeten hunn.

E klenge Réckbléck ass vläicht net oninteressant. 2018 hat de Statec e Wuesstum vun 2,7 % virgesinn. A wat ass erauskomm? 3,1 % - virsiichteg. 2019 hat de Statec 3 % virgesinn. Wat ass erauskomm? 2,3 %. Do war de Statec optimistesch a mir mat. 2020, dat Joer, an deem mer sinn, hat de Statec minus 6 % virgesinn. Dat hu mer och dann zréckbehalen. An et kënnt eraus minus 3,5 %. Mir waren also, mengen ech, an der Reegel extreem virsiichteg. An ech wollt dat dofir hei ënnersträichen.

Den zweete Punkt, héich Investissementer, dat ass een, deen net kontrovers ass, well ech mengen, all Institutioun huet dat begréisst. Mir leien och do relativ héich am internationale Verglach. Mir wäerten dëst Joer 3,5 Milliarden investéieren. Dat ass 52 % méi wéi 2019 an dat entsprécht 5,9 % vun eisem Räichtum. 2021 wäerte mer nach 2,9 Milliarden investéieren. Dat ass eng Hausse vun 18 % par rapport zu 2019. An déi Trajectoire, déi mer do hu fir 2021, déi ass spectaculaire. Domat hu mer en Niveau vu 4,5 % vum PIB, dee mer hei investéieren. Wann Der dat mat anere Länner vergläicht: An Däischland ass déi Zuel 2,8 %, a Frankräich 3,9 %, an der Belsch 2,7 % an d'Moyenne vun der EU 3,4 % an, ech widderhuelen, zu Lëtzebuerg d'nächst Joer 4,5 %.

Wann ech d'Period huele vun 2015 bis 2019, huet Lëtzebuerg an der Moyenne 3,7 % investéiert. Mir leien also mat deenen Zuelen, déi vun 2020 sinn, exceptionnel héich, well d'Subsiden un d'Entreprisen do matgezielt ginn, mee fir 2021 mat 4,5 % wierklech ganz héich. A mir mengen, dass dat déi richteg Äntwert ass op dës Kris.

Mir sollen dee Feeler, deen 2008/2009 an Europa gemaach ginn ass, net widderhuelen. Deemools hunn déi international Organisatiounen an haaptsächlech och d'Europäesch Zentralbank monéiert, dass een an der Kris 2008/2009 ganz séier erëm sollt d'Discipline budgétaire hunn an d'Finanzen an den Equiliber versichen ze kréien. An dat ass geschitt au détriment vun den Investissementer, soudass mer souguer 2018 an 2019 festgestallt hunn, dass an deene meeschte Länner den Taux vun den Investissementer manner héich am Prozentsaz war wéi virun der Kris - Lëtzebuerg war eng positiv Ausnam derzou -, an dee Feeler solle mer net nach eng Kéier maachen an dee maache mer och net, an d'international Organisatioune si sech doran alleguerten eens, ob dat elo d'EU-Kommissioun ass, d'OCDE, den FMI, de Statec.

D'Christine Lagarde géif ech ganz gären hei zitéieren, well si wierklech, mengen ech, dee Changement agelaut huet. An ech liesen Iech da vir, wat d'Christine Lagarde gesot huet: "Public investment can positively affect economic growth in the current circumstances. In an environment of accommodative monetary policy" - dat ass déi expansionistesch Politique monétaire, déi d'Zentralbank mécht mat negativen Zënsen a mat Kafe vun Aktivaen an der Héicht vu méi wéi 1.000 Milliarden - "public investments have the strongest short-term demand effects, including in terms of cross-country spillovers."

Dat Drëtt, op dat ech wëll insistéieren, sinn d'Steiermesuren. Et ass och net üblech, dass esou vill Steiermesuren am Budgetsgesetz sinn. Och dat ass zu engem Deel d'Konsequenz vun der Pandemie, zum anere maache mer et awer och, well mer eis dat am Regierungsprogramm virgeholl haten. Déi Mesurë kënnen ënner véier verschiddenen Intitulée gesi ginn oder Ziler: Solidaritéit, Logement, Nohaltegkeet a Kompetitivitéit.

Fänke mer mat der Solidaritéit un, an zwar mam Regimm vun de Fonds d'investissement spécialisés, d'FIS genannt. D'Chambre des Salariés, d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Fonctionnaires hunn d'Ofschafe vun dësen Abuse begréisst, an ech muss Iech soen, ech si frou, dass mer eng Léisung derzou fonnt hunn. Eng Thematik, déi rekurrent war, ass, ob déi forfetaire Besteierung vun den Netimmeublen, déi zu Lëtzebuerg stinn - eng forfetaire Besteierung vun 20 % -, ob déi genuch a gerecht wär. D'Chambre des Fonctionnaires huet fonnt, dass dat ze niddreg wär, obwuel gewosst ass, dass, well et forfetaire ass, ee keng Méiglechkeet huet, Chargen ofzerechnen. D'Chambre de Commerce huet kritiséiert, dass et ze vill dissuasif wär, 20 % wär ze héich. An d'Chambre des Salariés huet unhand vu konkreete Beispiller erausfonnt, dass 20 % ongefeier dat ass, wat e Particulier en moyenne op engem Immeuble bezilt. Mir leien also do an der gëllener Mëtt.

Wat de Logement ubelaangt, zweeten Intitulé, kommen ech gären nach op den Taux d'amortissement accéléré zréck - och do hu mer relativ entgéintgesate Meenungen. D'Chambre des Salariés seet: „Dat geet an déi richteg Richtung." D'Chambre des Métiers seet: „Dat do wäert de Logementsproblem net léisen." D'Chambre des Fonctionnaires seet: „Déi Mesure geet net wäit genuch."

Kloer ass a mengen Aen als Fazit, dass et op jidde Fall emol eng Mesure an déi richteg Richtung ass. Ech mengen, do ka warscheinlech all Mënsch domat d'accord sinn. An ech kann och verstoen, wann ee seet, dat do léist de Problem vum Logement net ganz. Déi Ambitioun huet eng Steiermesure jo och net, mee mir schaffen dru mat menge Regierungskolleegen, fir d'Logementsproblematik als Ganzt ze léisen. A mir wëssen, dass do, wou mer am meeschte musse maachen, natierlech ass, fir d'Offer vun de Logementer an d'Luucht ze kréien, an do hu mer och vill additionnell Budgetsmoyenen zur Verfügung gestallt, fir dat ze erreechen. A wann den Amortissement accéléré hätt sollen en Instrument sinn, fir d'Offer vu Logementer ze förderen - ça se saurait an da bräichte mer am Fong geholl keng aner Mesuren ze huelen. Et ass eng Mesure, déi gutt ugeduecht war, mee där hiren Effet limitéiert war.

Mir hunn eng Mesure, déi net vill diskutéiert ginn ass, mee déi a mengen Ae ganz wäertvoll ass. Dat ass alles, wat mer op der TVA maache fir d'Renovatiounen. Do maache mer zwou Saachen: Den Amortissement fir Renovatioune gëtt op 6 % gehéicht, an do ënnersträicht d'Chambre des Métiers, dass dat en fait aus dräi Grënn e Win-win ass, fir d'éischt emol fir de Locataire, dee manner Energiekäschten huet, fir de Proprietär - deem säi Logement ass da méi wäert - an natierlech fir d'Artisanen, déi doduerch méi Opträg kréien. Ech kann déi Analys nëmmen deelen.

An dann ass eng zweet Mesure, déi awer och ganz wäertvoll ass, dat ass, dass eng TVA super-réduit vun 3 % elo ka gebraucht gi fir Renovatiounsaarbechte vu Gebaier, déi méi wéi zéng Joer hunn. Haut ass d'Reegel méi wéi zwanzeg Joer. Et wäert een also kënne méi séier Gebaier renovéieren - no zéng Joer schonn -, an ech mengen, dat wäert deenen Aarbechten och e groussen Impuls ginn.

Drëtte Punkt: Nohaltegkeet. D'CO_2-Steier hunn ech schonn een-, zweemol hei evoquéiert. Hei ass de Schwéierpunkt vum Theema gewiescht, wivill déi Mesure erabréngt oder kascht, an ech muss Iech soen, deen Exercice ass och fir de Finanzminister net einfach gewiescht an do muss een einfach Hypotheese maachen. A wann ee muss Hypotheese maachen, jo, da gëtt et keng Sécherheet. A wat fir eng Hypotheesen hëlt een da fir d'allgemeng wirtschaftlech Entwécklung? A wat fir eng Hypothees hëlt een da fir d'Präisentwécklung vum Bensinn a vum Diesel an den Nopeschlänner? Dat huet net ëmmer mam Pëtrolspräis ze dinn, dat huet dermat ze dinn, wa si nei Taxen dropsetzen, da gëtt de Präis anescht.

Dofir mengen ech, dass ee sech kann eenegen, dass dat relativ ongewëss ass. De Calcul vum Statec a vun der Zentralbank ass, dass mer bis 2022, dass dës Mesure fir de Budget plutôt négatif ass. Ech mengen, et ass e bësse contre-intuitif, dat muss ee sech jo emol soen, dass een eng Steier afeiert an d'Resultat vun der Steier ass, dass ee manner Suen erakritt, mee well Lëtzebuerg e klengt Land ass a mer vill vum Commerce international ofhänken, ass dat eeben esou.

Eng zweet Saach, déi wichteg ass an déi vu Verschiddene kommentéiert ginn ass, ënner anerem der Chambre des Salariés, déi gär gehat hätt, dass d'Erhéijung vum Bensinn a vum Diesel vu fënnef Cent wéinst der CO_2-Steier natierlech sollt den Index beaflossen. Mir hunn dat jo neutraliséiert, an d'Chambre des Salariés seet, mir hätten dat net sollen neutraliséieren. Mee mir wollten dat dote justement net, well, wa mer dat an den Index eragesat hätten an net neutraliséiert hätten, dann hätt dat jo d'Präisdeierecht gedriwwen an dann hätt een et en fait fir all Mënsch kompenséiert. An dat huet net sënnvoll geklongen, elo fir all Mënsch dës Erhéijung ze kompenséieren. An dofir hu mer e Crédit d'impôt vu 96 Euro pro Joer agefouert, deen dann déi zegutt hunn, déi et am meeschte brauchen. De Statec huet ausgerechent, dass mat deem Crédit d'impôt vu 96 Euro, dass do dës Kompensatiounsmesure fir déi Akommesschwaach d'Erhéijung praktesch kompenséiert.

D'Taxe d'abonnement gëtt vill begréisst, vun der Chambre de Commerce ënner anerem. Mee d'Chambre des Fonctionnaires fäert de Greenwashing. Och dat läit mer ganz no um Häerz, dofir wëll ech zwee Wierder doriwwer soen. Et ass en fait exactement de Contraire, deen hei geschitt! Mir ginn eis hei déi europäesch Norme vun der Taxonomie a mir soen: Een, deen an déi Aktivaen investéiert an dat dokumentéiert, ka méi e bëllegen Taux kréien. Doduerch, dass een et muss dokumentéieren, beweist ee jo grad, dass ee verschidden Aktivaen, dass een déi an nohalteg Investitioune gestach huet. En fait ass dat heiten eng Aart a Weis, fir méi Transparenz an de Fongen ze kréien, fir méi ze wëssen, wouran investéiert ginn ass - an also genau de Contraire: Et ass net, dass dat heite Greenwashing mécht. Dat heite mécht „Greenpromotion".

D'Kompetitivitéit, véierte Punkt, do sinn eng Rëtsch Saachen dran: Stockoptions, do freeë sech der eng Rëtsch - d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires -, dass dat endlech ofgeschaaft ginn ass. Dat ass gutt esou. Ech freeë mech och, dass mer dat fäerdegbruecht hunn, well dat ass e leedege Sujet, deen ech elo jorelaang hu misse matmaachen, a mir hunn elo Léisunge fonnt, fir dat méi intelligent ze maachen a méi gerecht a fir dat och am Gesetz ze verankeren. An do hu mer dann de Régime des impatriés, deen d'Chambre de Commerce ganz positiv beurteelt, obwuel se seet: Et ass innovativ, alles schéin a gutt, mee et hätt ee missen de franséische System vun der Carte bleue méi imitéieren, well do géife méi Leit dovunner beneficiéieren, an et wär eng Schwächt vum System, dass een, jo, et wär eng Schwächt, dass en eeben esou limitéiert wär. Mee ech mengen, mir wäerten och do e Suivi maachen, wéi dee Regimm gebraucht gëtt, well mir sinn eis, mengen ech, all eens, dass mer mussen Talenter op Lëtzebuerg unzéien.

D'Prime participative gëtt scho vun der Chambre de Commerce, Chambre des Métiers begréisst, mee si fannen, dass och do dee Produit ze limitéiert ass. Se kritiséieren ënner anerem, dass ee muss e Benefiss maachen, fir kënnen d'Prime participative auszedinn, dass dat net gutt wär. Nu muss ech soen, ass d'Zil vun enger Entreprise jo normalerweis, e Benefiss ze maachen, a wa mer schonn als Staat gewëllt sinn, déi Prime-participativë fiskalesch ze

favoriséieren - bis 25 % maximum iwwregens -, da wëlle mer dat awer net maache fir eng Firma, déi kee Benefiss mécht. Ech mengen, dass grad de Fait, dass nëmmen dee favorabele Regimm ka gebraucht ginn, wann ee Benefiss mécht, e groussen Ënnerscheed och ass zum System vun de Stockoptions, wou där och oft ausgedeelt gi sinn a Gesellschaften, wou kee Benefiss war.

Ech kommen dann elo zu der Gesondheet vun de Staatsfinanzen.

D'Zentralbank an e puer anerer soen, dass ee misst den Defizit vun der Administration centrale erofschrauwen. Also, op Anhieb muss ech lech soen: Ech verstinn déi Kritik. Mir kréien dëst Joer en Defizit vu ronn 5 Milliarden, d'nächst Joer vun 2,7 Milliarden. Wa keen esou eppes geschriwwen hätt, dat wär och net verständlech. Mee wat hei wichteg ass, ass d'Zäitachs. Verschiddener schreiwen - wéi d'Chambre de Commerce -, et hätt ee missen an deene Jore virdru méi Reserven opbauen. An dozou muss ech natierlech awer hei e bësse Geschicht maachen, well et ass schéin a gutt, an d'Landschaft ze schreiwen, et misst ee méi Reserve maachen, mee et muss een emol kucken, vu wou een hierkënnt.

2013, wéi ech ugefaangen hunn am Dezember als Finanzminister, sot et lech, hunn ech keen Apel fir den Duuscht fonnt. Ech hunn och gutt gesicht, mee jiddweree wousst, dass keen do war. Mir hate riskéiert, 2012 och den Triple-A-Status vun de Ratingagencen ewechgeholl ze kréien. Déi hate gesot, eis Perspektive wären negativ. 2013 ass dunn déi deemoleg Regierung dräimol op d'Marchéé gaangen, fir ze léinen. 2013 war den Defizit vum Zentralstaat 585 Milliounen. Also, Reserve gesinn anescht aus!

Une voix.- Et war jo awer eng Kris 2008!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- 2013 hate mer nach d'Chance, dass mer de Commerce électronique haten, deen 2014 nach eng Milliard ausgemaach huet. Haut ass de Commerce électronique, dee vun deenen anere Länner kënnt, gläich null.

Dat heescht, wéi mer 2013 ugefaangen hunn, hu mer missen en Defizit vu 585 Millioune verschaffen a mir woussten, dass mer iwwert d'Joren eng Milliard géife verléieren. Da fannen ech, dass mer gutt geschafft hunn, well mir hunn 2015 den Defizit halbéiert a mir haten 2018 en Excedent vu 528 Milliounen - ech schwätzen ëmmer vum Zentralstaat - an 2019 vu 60 Milliounen. Dat heescht, jo, mir hunn d'Staatsfinanzen erëm equilibréiert.

D'Administration publique, wëll ech ënnersträichen, war 2013 nach positiv dank dem Excedent vun der Sécurité sociale an der Héicht vun 292 Milliounen. Mir wëssen, dass dat jo och net d'Sue vum Staat sinn, dat sinn d'Sue vun de Cotisanten alleguerten, mee mir ware wéinstens do positiv. Mee do ware mer 2019 op 1,540 Milliarden. Also mir hunn, mengen ech, an deene fënnef Joer gutt geschafft. Mir hunn e Fonds souverain geschaaft, eng Spuerkëscht fir déi nächst Generatiounen, déi mer alljoers alimentéiert hunn, wou elo ronn 400 Milliounen dra sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- 400 Milliounen, wéi gesot, mat engem Excedent vum Budget nach d'lescht Joer.

An am Fonds de compensation sinn elo ronn 23 Milliarden dran. Also dat gläicht enger gudder Gestioun, géif ech soen. Mir haten am Ufank vum Joer 3 Milliarden Euro an der Keess, an der Tresorerie, hunn haut ongeféier 2 Milliarden. Mee d'Zentralbank, d'Lëtzebuerger Zentralbank, huet nawell Recht, wa se seet, dass dat hir Suerge mécht. Also dat kënne mer net schéirieden, déi Zuel vun 2,7 Milliarden d'nächst Joer. Si huet also a mengen Ae mëttelfristeg Recht. Mir mussen - a mir wäerten dat och maachen - verantwortlech déi nächst Jore mat de Suen ëmgoen an deen Defizit lues a lues erofschrauwen. A wann Der de Pluriannuel kuckt, gesitt Der, dass dat jo och de Fall ass. Ob elo dee Rhythmus séier genuch ass, dat steet, mengen ech, an de Stären, well dat hänkt natierlech vun der Croissance of am Joer 2021 an an de follgende Joren.

Ech wëll lech elo net ... Ech hunn dat hei, Dir kënnt dat noliesen: D'Kommissioun huet eis fir eis Politicke vun 2020 gelueft a si seet, dass mer dat Richtegt maachen, dass mer och an deene Jore virdrun en fait alles agehalen hunn. Ech erspueren lech déi Kommentaren, dat ass alles nozeliesen.

Am Kloertext: D'Ausgangspositioun virun der Kris war fir onst Land eng gutt. An et ass elo, elo an dësem Moment, net dee richtege Moment, fir unzefänken, Spuermesuren ze huelen. Dat wär Gëft fir d'Wirtschaft. An et ass och net de Moment, fir d'Investissementer erofzeschrauwen.

(Interruption)

Ech kommen elo op den drëtten Deel: d'Zuele vum Budget. D'Zuele vum Budget sinn dëst Joer an där heiter Ried particulièrement wichteg, well jo Amendementer gemaach gi sinn. An deene meeschten anere Jore sinn déi Zuele bekannt, well ech se jo schonn am Oktober presentéiert hunn. Fir dëst Joer hu mer jo déi zéng Mesuren, déi ech virdru virgestallt kritt hunn.

Wa mer dann elo um europäesche Plang kucken, an dem Système de comptabilité européenne kaschten déi Mesuren, déi ech virdru genannt hunn, 191 Milliounen Euro. Ech rappeléieren: Dat sinn ongeféier 16,5 Millioune fir den Impfstoff, 45 Millioune fir d'Aidë fir d'Entreprisen, 120 Millioune fir de Fonds de relance an och 10 Millioune fir de Fonds d'innovation. Viraussiichtlech wäert dofir dee Solde (ndlr: den Defizit vun der Administration centrale) fir d'nächst Joer vun 2,5 Milliarden Euro op 2,7 Milliarden Euroeropgoen. Dir hutt en Diagramm op Ärem Dësch, deen dat ganz gutt weist. Dir gesitt och - et gesäit een och -, dass den Defizit déi famous Courbe en V mécht, well mer tëschent 2020 an 2021 den Defizit bal halbéieren. Domadder gëtt dann den Defizit, wéi gesot, 2,7 Milliarden.

Deementspriechend gëtt natierlech och de Solde vun der Administration publique, wou dann och d'Sécurité sociale derbäi ass an d'Gemengen, impaktéiert. An dee geet dann erof, vun 1,7 Milliarden op 1,9 Milliarden Defizit, an dat entsprécht, déi 1,9 Milliarden, engem Defizit vun 3 % vum PIB. An 3 % vum PIB, dat seet lech warscheinlech eppes, dat ass de Seuil maximum, deen erlaabt ass an der EU am Pacte de stabilité et de croissance. An de Rapporteur huet dat och gëschter richtegerweis ënnerstrach.

Wann ech elo op d'Kontabilitéitsgesetz eriwwerginn, do ass den Impakt nëmmen 102 Milliounen, well an der Kontabilitéit 1999 d'Dotatioune gekuckt ginn, anescht wéi bei den Europareegelen, wou den Engagement vun den Depensë gekuckt gëtt. D'Depensë wäerten also klamme vun 19,2 Milliarden op 19,3 an dat sinn 3,1 % Depensë méi wéi am Joer 2020 (veuillez lire: dat si ronn 3,1 % Depensë méi wéi am votéierte Budget 2020). Den Defizit vum Staatsbudget an der Lëtzebuerger Kontabilitéit geet also erop vun 2 Milliarden 360 Milliounen op 2 Milliarden 460 Milliounen.

Ech kommen dann elo bei d'Schlussfollgerung.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen aus der Regierung, déi Crise pandémique, déi trëfft all Land, an déi ekonomesch Konsequenzen dovunner treffen och all Land. Et gëtt keng magesch Reegelen. Et gëtt och an all Land immens vill diskutéiert, wéi een de richtegen Equiliber fënnt tëschent Gesondheet förderen, d'Leit protegéieren, Libertéiten aschränken an den Entreprisen hëllefen. Do gëtt et keng magesch Formel, mee trotzdeem ass e Verglach um europäeschen Niveau interessant, an dat wäert ech dann op dräi Sujete maachen zur Konklusioun.

Fir d'éischt emol d'Staatsschold. 2021 wäert d'Staatsschold 18,9 Milliarden duerstellen. Dat sinn 29,4 % vum PIB. Mir sti mat där Staatsschold do un zweeter Plaz an Europa. Nëmmen ee Land huet manner Scholde wéi mir, dat ass Estland. Déi haten nach virun der Kris eng Schold am eestellege Beräich (ndlr: eestelleg prozentual zum PIB gekuckt) an déi kommen elo 2021 op 23,6 %.

Wa mer, an dat gesitt Der och op engem Tablo - wéi gesäit et dann aus bei eisen Nopeschlänner? Do kann een da gesinn, dass mer mat eiser Dette, bon, déi Zweetbescht sinn. Mee wat ass dann elo d'Erhéijung vun der Dette gewiescht? Wivill Dette ass da vu virun der Kris bis 2021 wierklech virgesinn? Ech muss do „virgesinn" soen, well fir genau 2021 sinn et natierlech nëmmen Hypotheesen.

Zu Lëtzebuerg ass d'Progressioun vun der Dette tëschent 2019 an 2021 7,4 Prozentpunkten. Dat ass déi niddregst Augmentatioun a ganz Europa, an der ganzer Eurozon, prezis. D'Augmentatioun a Frankräich sinn 18,1 Prozentpunkten, d'Augmentatioun an der Belsch 15,5, d'Augmentatioun an Däitschland - wat jo och en Triple-A-Land ass wéi mir - 10,7. Ech rappeléieren: Mir si bei 7,4. A Spuenie läit se bei 21,9 Prozentpunkten. Dir gesitt also, dass mer eis effektiv vill méi verschëlt hunn, mee am europäesche Verglach déi sinn, déi sech am mannste méi verschëlt hunn.

Da kommen ech elo op d'Mesuren, fir der Ekonomie ze hëllefen. Och hei hu mer e klengen Tablo gemaach. Mir hunn dat natierlech gemaach fir d'Entreprisen a fir d'Leit. Ech muss soen, ech hunn déi Distinctioun net gär, wa gesot gëtt: „Et muss och eppes fir d'Entreprisë gemaach ginn", a virdrun ass eppes fir d'Leit gemaach ginn. Mee wann een eppes fir d'Entreprisë mécht, mécht een och eppes fir d'Leit, fir d'Salariéen, déi dann an den Entreprisë schaffen.

An och do schneit Lëtzebuerg natierlech gutt of. An Däitschland sinn déi Mesuren esou, dass de Käschtepunkt 4,7 % vum Räichtum ausmécht, a Frankräich 2,9 %, an der Belsch 3,9 %, zu Lëtzebuerg 5,1 %. Och do si mer mat déi Éischt. Pro Kapp bedeit dat fir Lëtzebuerg 4.928 Euro, fir d'Belsch 1.497, fir Frankräich 977, fir Däitschland 1.888 - ech widderhuelen: fir Lëtzebuerg 4.928.

D'Kommissioun huet an hiren Avisen, déi se d'lescht Woch gemaach huet an déi mer och haut de Mëtten an engem Eurogroup diskutéieren, verschidde Kommentare gemaach. Ech wollt lech och Merci soen, Här President, an och deenen, déi dozou bäigedroen hunn, dass mer de Mëtten eréischt um dräi Auer kënnen ufänken, soudass ech kann en Deel vum Eurogroup derbäi sinn.

An d'Kommissioun huet d'Länner an dräi Kategorien agedeelt, eng dovu mat deene Länner, déi déi richteg an néideg Mesurë geholl hunn an déi cibléiert gemaach hunn an an der Zäit begrenzt. An déi Kategorie gehéiert Lëtzebuerg. An da gëtt et eng zweet Kategorie, wou d'Kommissioun seet, dass d'Länner zwar gutt reagéiert hunn, mee dass se net genuch zäitlech begrenzt Mesurë geholl hunn. An da gëtt et eng Kategorie vu Länner, wou d'Kommissioun seet: „Dir hutt ze vill Schold, Dir musst ganz gutt oppassen, well mat all deene Mesuren, déi Der huelt, riskéiert Der, Är Staatsfinanzen nohalteg net méi kredibel kënnen ze gestalten."

Wann ech elo de leschte Punkt huelen: Chômage. De Chômage ass 2020 vu 5,6 % op 6,6 % eropgaangen. Dat ass keng gutt Noriicht. Mee wa mer net all déi Mesurë geholl hätten, hat de Statec ausgerechent, hätt e sech verduebelt.

An der Eurozon läit de Chômage fir 2019 op 7,5 %, dëst Joer op 8,3 % a fir d'nächst Joer op 9,4 %. Zu Lëtzebuerg ass virgesinn, dass en d'nächst Joer soll op 7,1 % goen. Dir gesitt, mir sinn och am europäesche Verglach do gutt.

Zum Ofschloss, Här President, léif Kolleegen aus der Regierung an Dir Dammen an Häre Deputéierten, mir hunn also eng gutt Ausgangsbasis gehat vun de Staatsfinanzen, mir hunn eng Politik, déi elo ausgeriicht ass, fir d'Wirtschaft ze ënnerstëtzen, fir d'Investissementer ze förderen. Well dat, wat mer am meeschte brauchen, ass eng gutt qualitativ Relance, déi op déi zwou Transitiounen opbaut, déi d'Europäesch Kommissioun och staark ënnerstëtzt: Dat sinn Investissementer fir den Environnement an de Klima op där enger Säit an d'Digitalisatioun.

De Vaccin stëmmt mech optimistesch. Mir gesinn d'Liicht um Enn vum Tunnel. Mir mussen awer elo nach duerch deen Tunnel kommen. A mir wäerten nach eng ganz laang Zäit mat den Ausleefer vun dëser Pandemie misse liewen. Dofir musse mer och weider virsiichteg sinn. An ech kann lech verspriechen, dass ech alles wäert maachen, fir derfir ze suergen, dass eis Staatsfinanze stabel bleiwen, esou wéi se et nach ëmmer waren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister Pierre Gramegna.

4. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

D'Chamber fänkt elo u mat den Debatten iwwert de Staatsbudget 2021 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel, d'Madamm Jorsée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner, den Här Sven Clement, den Här Gilles Roth, den Här André Bauler, den Här Michel Wolter an den Här Gusty Graas.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, „Vertrauen ass den Ufank vun allem". Ech weess net, ob Der lech nach kënnt dorun erënneren, déi méi Jonk bestëmmt net, mee dat war an den 90er-Joren eng Reklamm um Fernsee mat engem ganz emotionale Spot, mat klenge Puppelcher, mat Kanner, déi engem d'Hand ginn hunn, mat enger Hochzäit, vun enger grousser däitscher Bank. Ech mengen, d'Bank kann eis elo hei egal sinn, mee de Message ass awer dee richtegen: Vertrauen ass definitiv den Ufank vun allem! D'Vertraue misst och d'Basis si fir en Neistart an och fir e Wee aus der Kris eraus. Et ass am Prinzip eis wichtegst politesch Wärung, déi mer hunn.

An ech soen et direkt: Vertraue misst een och an de Budget hunn an dëst Vertrauen an dëse Budget fannen ech op jidde Fall net. D'Vertrauen an d'Zukunft fannen ech net an dësem Budget. Et ass fir eis éischter en Iwwergangsbudget wéi e Gestaltungsbudget fir d'Zukunft. A genau dat hätten awer d'Leit an och d'Betriber gebraucht.

Här President, ech hu gesot, mir hu schonn déi lescht Deeg vill geschwat vun der Kris. Mir sinn an enger Kris - an 2020 war definitiv e Krisejoer. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen! Ech schwätzen elo net dat aus, wat vläicht vill Leit denken, mee et war e richteg schlecht Joer.

Fir vill Leit war et ganz perséinlech an och emotional e schlecht Joer. An ech wëll och do direkt un déi Leit denken, déi e léiwe Mënsch verluer hunn. D'Unzuel vun den Doudesfäll steigt dramatesch, och d'Unzuel vun de Schwéierkranke steigt. Mir hunn och vill Kranker, déi am Laf vum Joer vläicht net Covid haten, mee déi soss ënnert der Covidkris hu misse leiden. Mir hu vill Leit, eeler Leit, a mir hunn de Moien - de Marc Spautz hat nach eng Question urgente - nach doriwwer geschwat, wéi eeler Leit oder Leit mat enger Behënnerung, Leit a Strukturen vill eleng hu missen dëst Joer sinn. Mir haten u sech am Fréijoer gesot, dat däerft net méi virkommen. Mir hunn et awer elo erëm, an elo grad viru Chrëschtdag ass dat definitiv ..., deet dat richteg wéi.

Ben, déi lescht Woch war ech gefrot gi vun engem Journalist vun enger gréisserer Wochenzäitschrëft - an ech denken, datt ech net nëmmen eleng gefrot gi sinn, mee warscheinlech nach eng Partie vun lech hei -, wat mer eis géifen als Titel vun der Zeitung fir d'nächst Joer wënschen. Dunn hunn ech gesot: „Ëmäermelen erëm erlaabt!" Well ech mengen awer wierklech, datt et dat ass, wat eis feelt! De Mënsch ass sozial, e soziaalt Wiesen, an et feelt eis einfach - och wann dat elo net direkt eppes mam Budget ze dinn huet. Mee ech soen lech, wann dat erëm erlaabt wär, da géif et warscheinlech och dem Budget erëm besser goen.

Et war och e richteg schlecht Joer fir vill Leit, well se einfach en Deel vun hirer Pai net méi kritt hunn. Dat kann och Drénkgeld gewiescht sinn, wéi zum Beispill am Horeca-Secteur, well do mécht d'Drénkgeld vill aus. Vill Leit hu ganz einfach manner an der Täsch gehat wéi déi Jore virdrun. Et sinn och vill Leit, déi hu missen Hëllef siche goen, déi nach ni Hëllef siche gaange waren. Stéchwuert: nei Aarmut an nei Sozialfro.

Tëschent Februar a September sinn a ganz ville Secteure ganz vill Aarbechtsplaze verschwonnen. An do hänken iwwerall eenzel Schicksaler hannendrun! Dat sinn net plakeg Zuelen! Do hänken eenzel Schicksaler hannendrun, dat virun allem och am Horeca-Beräich, dat awer och am Transport, am Evenementiel.

De Chômage-Taux, den Här Minister huet et gesot, deen ass natierlech gestigen am Verglach zum leschte Joer. A wa mer op 7 % kommen, dann ass dat fir Lëtzebuerg schonns relativ vill! An ech denken hei un den Aarbechtsplazenofbau bei der Luxair, bei Arcelor, beim „Wort". Awer och fir vill méi kleng Betriber, wou d'Nimm u sech net esou bekannt sinn, war et e richteg schlecht Joer. D'Patronen, d'Independanten haten Existenzängscht a si hunn der och nach.

An, Här President, nieft där sanitärer Kris ass et, wéi ech elo grad beschriwwen hunn, definitiv eng Wirtschafts- an eng Sozialkris ginn. An duerfir ass et wierklech extreem traureg och elo an der Chrëschtdagszäit; wa mer elo géifen erauskucken, da géife mer dobaussen nach eng Chrëschtdagsbeleuchtung gesinn, mee bei ville Betriber ginn definitiv d'Luuchten aus an déi gi vläicht net méi un d'nächst Joer.

An aus all dëse Grënn wär et extreem, extreem wichteg gewiescht, datt d'Regierung de Leit an och de Betriber richteg Zukunftsperspektiven opgewisen hätt. An da sinn ech erëm eng Kéier bei mengem Stéchwuert, mat deem ech ugefaangen hunn: „Vertrauen". A Vertrauen hänkt och an deem Fall mat der Verantwortung zesummen.

D'Regierung muss fir Previsibilitéit suergen. Mir brauchen eng laangfristeg Covidstrategie. Déi hu mer gëschter gefrot. Ma eis Motioun ass ugeholl ginn, da kréie mer déi jo geschwënn eng Kéier presentéiert. Mee doriwwer eraus brauche mer Perspektiven, fir all déi aner tatsächlech Problemer vum Land a vun de Leit unzepaken.

Den Här Finanzminister huet och Ziler genannt. En huet se de Moien nach eng Kéier benannt. Déi Ziler sinn och déi richteg! Mee de Wee dohinner, deen ass definitiv nach net erkennbar. A wann ech dat bildlech géif soen: Deen ass nach net „geteert". An ouni ... Et gëtt jo dat chineesescht Spréchwuert „De Wee ass d'Zil", mee ech mengen, esou wäit soll een net goen. Mee ouni Wee kënnt een net bei d'Zil.

Ech wëll d'Ziler awer nach eng Kéier séier opzielen.

Den Här Gramegna sot Jo zur Solidaritéit. Mir soen och Jo zur Solidaritéit, mee leider ass et ganz dacks eng Solidaritéit um Pabeier, well d'Schéier tëschent Aarm a Räich, déi geet lafend auserneen.

Den Här Gramegna seet och Jo zum Logementszil. Ben, och mir soe Jo zum Logementszil. An de Marc Lies huet schonn 13 Mesuren an engem Package virgestallt, fir de Logement unzepaken. Mee wat geschitt um Terrain? D'Präisser explodéieren! Mir hunn och nach kee Fortgang an der Landesplanung.

Den Här Gramegna seet och Jo zur Nohaltegkeet. Ech hat dat bei der Ried zur Lag vun der Natioun u

sech a mäi Mëttelpunkt gesat. Dat heescht, dat ass richteg an dat ass wichteg, an Nohaltegkeet besteet aus dräi Sailen: der Ekonomie, der Ekologie an dem Sozialen. A mir brauchen an der Mëtt e Kompromëss a Resultater. An da mussen d'Steierungsinstrumenter ..., déi musse jo de Budget virginn. Déi Steierungsinstrumenter musse konsequent d'Richtung virginn, dat geschitt awer net konsequent. Ech ginn nach dorop an.

An zu gudder Lescht seet den Här Gramegna och Jo zur Kompetitivitéit. Och do soe mir Jo. Ech erënnere just awer un déi traureg Diskussiounen, déi mer am Laf vum Joer haten am Dossier „FAGE" an zu deenen onméigleche jorelaangen Diskussiounen zum Nohaltegkeetscheck. D'Regierung huet dat scho jorelaang versprach. Et ass och laang net driwwer diskutéiert ginn. Elo ass erëm eng kuerz Zäit driwwer diskutéiert ginn. Et ass awer näischt komm!

Dat heescht, d'Ziler si gutt, jo, se si gutt! Mee de Wee ass net erkennbar.

Ech wëll awer elo dem Budgetsrapporteur, ier ech dat vergiessen, dem François Benoy, wierklech villmools Merci soe fir säi wierklech fundéierte schréftlechen an och mëndleche Rapport a fir seng exzellent parlamentaresch Aarbecht. Ech menge wierklech, datt dat e richteg staarkt Stéck Aarbecht ass! Also e ganz grousse Merci!

A seng zentral Ausso ass jo: „e staarke Staat, fir staark aus der Kris erauszegoen". An och dat ass richteg a gutt. Mee u sech geet et net duer, vun engem staarke Staat ze schwätzen, mee mir musse virun allem d'Leit staark maachen, fir datt si d'Kris iwwerstinn a fir datt si gutt aus der Kris erauskommen.

An da ginn ech dem Här Benoy och Recht, wann e seet, et wär wichteg, d'Zukunft elo virzebereeden an elo nohalteg ze relancéieren. Mee u sech ass genau dat de Problem! An do ginn ech nach drop an, well an der Realitéit vun dësem Budget fënnt een dat awer net respektiv et fënnt een et zum Deel nëmmen hallefhäerzeg. Ech ginn nach drop an.

Ech kommen awer elo fir d'éischt eng Kéier bei de makroekonomesche Kontext. An do ass et kloer - ech mengen, den Här Minister ass drop agaangen -, deen ass ganz onsécher. Dat gi mer also gären zou. D'Majoritéit vun de Länner ass konfrontéiert mat enger staarker Baisse vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten. Mir hunn eng weltwäit Rezessioun a Lëtzebuerg ass definitiv keng Insel.

An et stellt sech dann natierlech d'Fro: Wéi komme mer aus der Kris eraus? Éischter mat enger U-Form, dat heescht, mir hunn eng Baisse, da stabiliséiere mer an da kënnt d'Relance? Oder éischter eng V-Form: Baisse - an zack geet et erop an d'Relance? An et ass den zweete Modell, op deem dëse Budget baséiert, well eeben och de Statec dee Modell a senge Previsiounen esou virausgesinn huet. Hien hat mat enger Baisse vu 6 % gerechent. Déi Baisse ass elo relativéiert gi just nach op minus 3 % respektiv minus 4 %. An hien hat awer och mat enger Hausse vu plus 7 % gerechent an awer och déi Hausse ass elo manner staark, nämlech nëmme méi nach ëm plus 4 % oder minus 0,5 %, wat dann awer trotzdeem schonn e bëssen dramatesch wär.

Allgemeng ass an den Avisen ze liesen, datt de Budget sech op engem relativ optimisteschen Zenario opbaut, an ech muss och soen, virun allem awer, wa mer eis virun Aen halen, datt mer méi e restriktive Lockdown mat deene Mesuren, déi mer elo hunn, nach vläicht iergendwann eng Kéier virun eis hunn. Well och dat hätt awer Konsequenze fir eis Wirtschaft. Ech mengen, de Claude huet dat relativ gutt gëschter nach - net relativ gutt, ganz gutt - hei erkläert, datt mer dat kéinte riskéiere mat deene Mesuren, déi elo en place sinn.

Här President, natierlech, mir liewen an ongewëssen Zäiten a Previsioune sinn a Coronazäite besonnesch schwiereg. An och dee beschte Statistiker kann de Virus net an de Grëff kréien. Et ginn, an och dat huet den Här Minister gesot, och eenzel Punkten, déi een optimistesch stëmme loossen. An ech fannen och, datt een e bëssen Optimismus muss hunn an dësen Zäiten.

An den éischte Punkt ass natierlech de Vaccin. De Vaccin ass nach net grad do, mee e steet awer scho virun der Dier. Et ass geplangt, datt mer am Januar eis kéinten impfe loossen. Beim Vaccin - ech huelen d'Stéchwuert „Vertrauen" - ass d'Vertrauen och wichteg. An ech hoffe wierklech, datt d'Leit och do Vertrauen an de Vaccin hunn. Also do hu mir Vertrauen dran!

Dann ass den zweete Punkt den neien amerikanesche President. Ech mengen, dee léisst och hoffen, déi Walen, d'Resultat vun de Walen, datt et zu engem méi konstruktiven Dialog tëschent Europa an Amerika kënnt. An och dat ass fir eis Wirtschaft positiv.

An drëttens natierlech: Eis Ekonomie war allgemeng manner staark betraff vun der Kris wéi verschidden aner Länner, an dat duerch eeben eise Finanz- an Assurancësecteur. D'Finanzmäert hunn d'Kris besser gepackt, wéi een et vläicht hätt kënne virausgesinn. Si sinn u sech een Deel vun der Léisung. An do muss ech och soen, Gott sei Dank, well soss géif et eis awer wierklech richteg schlecht goen! A wat mir awer am Hannerkapp behalen: Dat ass keen Automatismus. An duerfir däerfe mer och an Zukunft d'Attraktivitéit vun dësem Secteur bei de Moossnamen net vergiessen.

Mee, wéi gesot, trotz dësen optimistesch stëmmenden Argumenter ass et awer eng schwiereg ekonomesch Situatioun. An déi däerfe mer net aus den Ae verléieren.

Ech kommen awer da bei de Budget u sech, Här President.

Mir haten 2020 sécherlech exceptionnel Ausgaben an déi hunn och misse getätegt ginn: d'Gesondheetswiesen, d'Material fir d'Gesondheetswiesen, de Betriber hëllefen, de Leit hëllefen, dat war extreem wichteg an dat war och gutt esou.

An ech brauch och net op d'Recetten an d'Depensen am Detail anzegoen, de Budgetsrapporteur huet dat am Detail gemaach. Fakt ass, datt d'Recettë fir d'Joer 2020 ëm 2,3 Milliarde manner héich wäerte si wéi virgesinn, an d'Depensë wäerten ëm ronn 2 Milliarde méi héich si wéi geplangt. Dat huet natierlech en Impakt och op de Solde. Den Zentralstaat mécht 2020 en Defizit vu ronn 5 Milliarden. Dat ass definitiv schonns zolidd. Ben, d'Sécurité sociale bleift nach positiv, mee d'Administration publique mécht dann awer en Defizit vu 4,4 Milliarde fir 2020. An dësen Defizit, dee bleift bestoen, manner héich, 3 % vum PIB, fir 2021. Mir haten u sech nach ni esou en héijen Defizit. An d'Situatioun ass trotzdeem awer dramatesch, well den Defizit bleift bestoe fir d'Joren 2022 an 2023, well do rechne mer weider mat rouden Zuelen, an dat musse mer awer am Hannerkapp behalen.

An et feelen awer och an dësem Budget eng Partie Äntwerten op Froen, nämlech déi Froen: Wat bréngen déi Mesurë respektiv wat kaschten déi Mesuren, déi am Budget virgesi sinn? Wat bréngt zum Beispill d'Ofschafe vun de Stockoptions? Am Budget steet näischt direkt. Op eng Question parlementaire ass geäntwert ginn - ech mengen, et war eng vum Här Engel, ech si mer awer elo net sécher -: 60 Milliounen.

Wéi en Afloss huet d'Prime participative op de Staatsbudget? Déi kascht jo awer éischter eppes. Wivill? Mir wëssen et net. Ech weess elo net, ob et net gerechent ginn ass. Dat wär awer u sech verantwortungsvoll gewiescht, esou eppes ze rechnen.

Wat kascht d'Adaptatioun vum Crédit d'impôt? Am Budget steet näischt. An der Ëmweltkommissioun krute mer gesot: 50 Milliounen. Och hei, firwat steet näischt am Budget?

Wéi en Afloss huet dann d'Adaptatioun vum Taux d'amortissement bei den Immeuble respektiv wat bréngt d'Upassung vun de FISen? Och hei huet d'Regierung dat jo anscheinend schonns méi laang geplangt. Da kann ee sech awer froen: Firwat ass et net berechent ginn?

Dat selwecht gëllt fir d'CO_2-Taxen. Ech mengen, den Här Minister sot de Moien elo, et wär net einfach gewiescht, dat ze rechnen. Ben, ech kann dat och nach vläicht novollzéien, datt et net einfach war, dat ze rechnen, mee awer zumindest misst dat, wat am Budget steet, novollzéibar sinn. Ech zitéieren d'Zentralbank, déi seet, dat, wat am Budget steet, wär zimmlech konfus. An dat ass am Prinzip awer dat mannst, wat ee ka soen. D'Douane, déi rechent u sech mat manner Einname vun 128 Millioune Recetten. Am Budget sti manner Einname vu 40 Milliounen Euro.

Am Plan national de réforme, deen op Bréissel geschéckt ginn ass, do stinn dann erëm eng Kéier plus 64 Milliounen. Wann ech dann och nach géif soen, déi plus 64 Milliounen, dat wieren Einnamen, a wann ech déi da géif vun deene manner Recetten ofzéien, da kommen ech och nach net op déi 40 Milliounen. Dat heescht, zumindest misst dat awer novollzéibar sinn, wat drasteet!

Dann awer och eng aner Fro: Wéi en Afloss huet dat méi staarkt Ëmstellen op Elektro oder eventuell op Waasserstoff bei de Camionen am Budget, och laangfristeg gesinn, wa mer d'Ziler vum PNEC oder vum Rifkin - 100 % Elektro bis 2050 - erreechen? Ass sech hei schonns Gedanke gemaach ginn, wéi en Effekt datt dat laangfristeg huet respektiv och wéi eng aner Einnamequellen datt do vläicht kéinte gekuckt ginn?

Also ech denken op jidde Fall net, datt dat iwwert d'Steierrecettë beim Cannabisverkaf kann erakommen, mee ech weess awer och net, wat do geplangt ass, well och dat ass awer eng Fro. Dir probéiert dat oder Dir sot, dat géif legaliséiert ginn. Ech weess nach net: Wéi gesäit et do mat de Steieren aus?

An ech wëll awer just all deene Leit soen, déi elo moralesch Problemer hunn, wa mer Recetten aus de Steieren Tubak, Alkohol a Brennes hu bei eisem Budget, déi missten och moralesch Problemer hunn, wa mer d'Recettë vum Cannabis bei eisem Budget hunn. Well, dat ass vläicht eng kleng Klammer, mee ech hu wierklech ganz vill Jugendlecher gesinn, déi richteg Problemer kritt hunn, och wann et „nëmmen" de Cannabis ass. A mengen Aen däerf een deen net banaliséieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Finanzminister sot och, a Krisenzäite wär de Pluriannuel en techneschen Akt. Ech hat just d'lescht Joer leider schonns gesot ..., dat war en dunn och schonns an dat fanne mer extreem traureg, well e Pluriannuel, dee misst d'Zukunft opweisen, dee misst de Wee dohinner opweisen. Dat ass awer hei net dran.

Ech kommen da just nach kuerz op de Solde structurel, dat heescht de korrigéierte Solde nominal, well et dee jo awer ass, dee mer och misste kucken, ob mer en règle si mat de Virschréfte vun der Europäescher Kommissioun.

Ben, den Objectif à moyen terme läit fir Lëtzebuerg bei plus 0,5 %. Deen erreeche mer dëst Joer net, mir leie bei minus 4,5 % fir 2020 a minus 1,7 % fir 2021. Dat ass awer net dramatesch, well d'Kommissioun d'„clause pour récession économique sévère" invoquéiert huet. Dat ass also net schlëmm, mir mussen deen OMT net erreechen.

Mee fir d'Joren duerno leie mer fir 2022, 2023 an 2024 och nach am negative Beräich. Dat heescht, am Moment si mer hei net en ligne mat den europäeschen Engagementer. Mir mussen dat also respektiv d'Regierung muss dat definitiv am A behalen.

D'Sécurité sociale ass fir eis alleguer e wichtege Beräich an duerfir wëll ech och nach kuerz dorobber agoen. Tëschent 2020 an 2024 wäerte laut Pluriannuel d'Depensen an der Moyenne ëm 5,1 % eropgoen, op där anerer Säit d'Recetten awer nëmmen ëm 4 % an d'Luucht goen. Wann d'Depensen also lafend méi staark steige wéi d'Recetten, ech mengen, da brauch een net Spezialist ze sinn, da geet dat op d'Dauer schif.

De Solde ass och impaktéiert an en hélt vu ronn 2 Milliarden (veuillez lire: vun 1,196 Milliarden) 2019 of op 640 Milliounen 2024. An am Budget sinn awer leider absolutt keng Hiweiser ze fannen iwwert déi zukünfteg Gestioun vun der Sécurité sociale. An dat froen net nëmme mir, dat seet och - ech mengen, den Här Minister huet d'Chambre de Commerce relativ dacks zitéiert -, mee dat hei freet och d'Chambre de Commerce. A si freet souguer, datt den nächste Bilan actuariel u sech misst virgezu ginn. Dat ass eng Fuerderung, déi mer nëmme kënnen ënnerstëtzen. A mir wäre wierklech frou, och vun der Regierung ze héieren, wat si do wëlles huet ze maachen. Och hei erwaarde mer eis kloer Äntwerten, well ech mengen, och dat ass wichteg fir d'Vertrauen, dat d'Leit brauchen.

Den Här Minister Schneider hat gesot, et géif e Groupe de travail funktionéieren. Do wär et interessant ze wëssen, wat den Tëschebilan ass vun dësem Groupe de travail a wéi eng Pisten datt hei ugeduecht ginn, och, wéi eng Pisten ugeduecht ginn, fir datt mer vläicht manner ofhängeg vum Wuesstum ginn.

Mir sinn op jidde Fall der Meenung, datt hei muss anticipéiert ginn an net nëmme reagéiert ginn, wann et vläicht ze spéit ass.

Dat selwecht gëllt am Prinzip och fir de Finanzement vum Gesondheetswiesen a vun der Assurance dépendance. An ech soen awer hei ganz kloer: Déi nei Leeschtungen, déi versprach gi sinn, déi scho laang versprach gi sinn, an ech hunn et, mengen ech, elo bei alle Riede gesot, zum Beispill d'Psychotherapeuten, zum Beispill nei Brëlleglieser, dat muss onbedéngt direkt ëmgesat ginn! Hei waarden d'Leit scho Joren drop! Dat ass e Gewurschtels, dat ass u sech net akzeptabel! Mee d'Finanzsituatioun vun der Gesondheetskeess, an dat seet de Minister selwer, gesäit awer och net roseg aus, well zanter 2018 steigen och hei d'Ausgabe méi staark wéi d'Einnamen. An duerfir wär et och wichteg, hei vun der Regierung gesot ze kréien: Wéi wäit ass d'Regierung mat den Iwwerleeungen, fir hei eng Léisung ze fannen?

Dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech just kuerz op d'Administration locale agoen, eis Gemengen, well dat ass e ganz wichtegen Deel. An d'Gemengen, eis Gemengevertrieder, déi hunn an dëser Kris wierklech virbildlech Aarbecht geleescht. An duerfir wëll ech hinnen nach eng Kéier alleguer Merci soen. Op den Detail vun de Gemengen, vun den Administrations locales, wäert de Mëtteg de Michel Wolter agoen. Duerfir, ech mag wëssen, datt d'Ministeren net ëmmer kënnen hei sinn, mee da kënnt Der jo vläicht kucken, ob d'Madamm Bofferding de Mëtteg kéint kommen.

Doduerch, datt d'Wirtschaft méi lues rullt, falen och d'Recettë fir d'Gemenge fort. A ganz vill Gemengen hunn - an dat ass zum Deel och duerch déi suboptimal Gemengefinanzreform ze verantworten -, keng Reserven, fir dës Perten opzefänken.

D'Regierung fuerdert elo, datt d'Gemenge sollen investéieren. Mee d'Gemenge géifen och gär investéieren an dat ass jo och extreem wichteg. Mee iergendwann - déi eng éischter, déi aner méi spéit -, wäerte si et net méi kënnen. An dat wäert extreem schlecht si fir eis Kleng- a Mëttelbetriber an, ech zitéieren hei den Emile Eicher, et riskéiert, e katastrophale Schnéiballeffekt ze hunn.

Da kommen ech, Dir Dammen an Dir Hären, bei d'Staatsschold. An hei musse mer awer der Wierklechkeet an d'A kucken: Eis Staatsschold explodéiert! An dës Explosioun musse mer iergendwéi an de Grëff kréien, well soss behale mer ganz sécher och net dee staarke Staat, vun deem gëschter de Rapporteur geschwat huet.

Bis 2007 war d'Staatsschold minimal a louch bei 8 % vum PIB - bis zur Kris. Dunn ass d'Finanzkris komm an dunn ass se gestigen op 23,7 % 2013. An da muss ech awer dem Finanzminister soen: Si war 2013 op 23,7 %, mee du si mer aus enger Kris erauskomm. Mir haten dunn d'Finanzkris an d'Wirtschaftskris a mir sinn hei erauskomm. A Lëtzebuerg stoung u sech 2013 u beschter Positioun an Europa, mat Ausnam vun Estland. An dat däerfe mer awer net vergiessen.

Awer duerno ass u sech d'Staatsschold lafend an d'Luucht gaangen, zwar net prozentual zum PIB, mee an absolutter Héicht, an och dunn nach, wéi et dem Land gutt goung! An dat ass kee Coronaeffekt, dat hu mer hei op dëser Plaz bei bal all Budget gesot, dat ass e Carpe-diem-Effekt vun dëser Regierung! Et ass, an ech soen et awer, keen „Apel fir den Duuscht" op d'Säit geluecht gi wärend der Zäit, wou et dem Land gutt goung. An dat ass och Stéchwuert „Vertrauen" a Stéchwuert „Verantwortung".

A laut de Previsioune wäert d'Staatsschold 2020 bei 27,4 % leien, 2021 bei 29,4 %, 2022 steigt se iwwert d'Norme gouvernementale vun 30 % an 2023 wäert se bei 32,4 % vum PIB leien. Ech wëll just drun erënneren, datt am leschte Pluriannuel fir 2023 eng Staatsschold vu 17,5 % just virgesi war, an dat weist mer awer, wéi fragill mer reagéieren. Ëmmer wa mer op dës Problematik higewisen hunn, krute mer gesot: „Et ass jo net schlëmm, se hélt zwar an absolutten Zuelen zou, mee se hélt net am Verglach zum PIB zou." Ben, mir gesinn elo, wann d'Sonn net méi schéngt, wann de PIB erofgeet, wéi séier datt d'Schold dann undeelsméisseg um PIB klëmmt!

Elo kann ee soen: „Dat ass net dramatesch, mir sinn och nach wäit vun de Maastricht-Krittären ewech." Mee mir sinn e klengt Land a mir hänke ganz staark vum Triple-A of. Mir si weeder Däitschland nach Frankräich an et muss een dës Evolutioun ganz seriö huelen an et muss een dës Evolutioun am A behalen.

Datt d'Staatsschold zouhélt wärend dëser Kris, dat schéngt eis evident ze sinn an net ze verhënneren ze sinn.

(Exclamations)

Dat ass net eise Reproche. Dat schéngt Der jo elo verstanen ze hunn, datt dat net eise Reproche ass.

(Brouhaha)

A mir soen: Et ass am Moment net d'Zäit, fir Austeritéitspolitik ze maachen!

(Interruptions diverses)

Mee mir hätte missen anticipéieren! Mir hätte missen anticipéieren.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mir begréissen elo ganz kloer an däitlech all d'Efforten. Mir begréissen all d'Efforten, fir de Leit an de Betriber ze hëllefen. Awer nach eng Kéier: Datt d'Staatsschold am Ufank vun der Kris op esou engem héijen Niveau war, dat ass net d'Schold vun der Pandemie, dat läit un den Decisiounen, um Carpe diem vun dëser Regierung!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dës Regierung, an ech soen et nach eng Kéier, huet a gudden Zäiten hir Verantwortung net iwwerholl a si huet et verpasst, en „Apel fir den Duuscht" op d'Säit ze leeën.

(Interruptions diverses)

A bei all deene Mesuren hu mer vu sozialer Selektivitéit absolutt näischt erëmfonnt gehat an dat ass an eisen Aen net verantwortungsvoll!

A gläichzäiteg sinn dann och nach Milliounen Suen an de Sand gesat ginn! Ech maachen och hei just e klenge Rappell: Planetary Resources: 12 Milliounen, Join: ronn 100 Milliounen an dann och nach de Satellitt, dee ronn 130 Millioune méi deier ginn ass wéi geplangt.

Awer och dat Ganzt ... Dir hutt elo vill gejaut! Dat soen awer net nëmme mir, mee d'Chambre de Commerce, déi schreift zum Beispill: ...

(Interruptions)

« Ce dernier résultat montre au demeurant que le Gouvernement aurait été bien avisé de profiter des années de croissance confortable ayant précédé la

crise sanitaire pour accumuler de manière plus volontariste des réserves financières, qui auraient permis de tempérer l'augmentation de l'endettement public. »

Dat war d'Chambre de Commerce. Dat selwecht - ech liesen elo net alles vir - seet, awer e bëssen an anere Wierder, d'Cour des comptes! An dat si jo awer keng ..., déi si jo net vun der Heck gepléckt! Also déi soen dat, wat mir och soen, an déi hunn absolutt Recht!

Dat alles ass awer net geschitt. An d'Regierung muss oppassen, datt se net an en Däiwelskrees kënnt, fir Scholden ëmmer erëm mat neie Scholden ze bezuelen!

Dir Dammen an Dir Häre, fir et nach eemol kloer ze soen: Et ass richteg, fir elo de Leit an de Betriber ze hëllefen, fir elo méi Suen an eis Ekonomie ze pompelen, well dat ass antizyklesch Politik à la Keynes. Mee Keynes heescht net, datt een och a Boomzäite soll iwwert seng Moyene liewen. De Keynes seet, a Boomzäiten, do, wou et gutt ass, soll ee kucken, den Defizit erëm ofzebaue respektiv eppes op d'Säit ze leeën, fir wann et erëm eng Kéier méi schlecht geet. An engem privaten Haushalt sot Der jo och net, wann d'Famill am Summer an d'Vakanz geet, se soll alleguer d'Suen ausginn, an dann hätt se am Wanter keng méi fir d'Wanterpneuen, well de Wanter kënnt och bestëmmt. An hei ass et änlech.

(Interruption)

D'Cour des comptes weist weider drop hin, datt esou Krise reegelméisseg kënne virkommen an datt et duerfir absolutt noutwendeg wär, datt d'Regierung kloer Pisten opweist, wéi et mat der Staatsschold an den nächste Jore soll weidergoen. D'Regierung misst eng „stratégie de rééquilibrage économique" (veuillez lire: „stratégie de rééquilibrage budgétaire") opweisen, déi d'Nohaltegkeet vun de Staatsfinanze beleet an déi domat och géif fir Vertraue suergen. Och de Staatsrot seet dat.

D'Regierung seet et leider net. Mee den Här Minister huet elo grad versprach, si géifen déi nächst Joren dann elo verantwortlech mat de Suen ëmgoen. Mir kucken dann emol, wat da geschitt.

Fir eis Wirtschaft an domadder och fir en nohaltege Staatsbudget - well déi huet jo awer e richteg groussen Afloss op de Staatsbudget - ass Previsibilitéit immens wichteg. An duerfir wär et noutwendeg gewiescht, eng kloer Strategie op den Dësch ze leeën. Wéi kréie mer wierklech d'Erausfuerderungen am Logement, am Gesondheetswiesen, an der Klimapolitik gestemmt an awer de Budget mëttelfristeg an den Equiliber? Wéi kënne mer ouni sozial Aschnëtter d'Tendenz zu ëmmer méi Scholde briechen? Well ouni nohalteg Finanzen sinn op jidde Fall keng wirtschaftlech Sécherheet, keng sozial Gerechtegkeet a keen ekologescht Gläichgewiicht méiglech. An och dat ass eng Fro vu Vertrauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et scho gesot: Nohalteg Finanze brauchen erëm séier eng funktionéierend Ekonomie an eis Ekonomie muss elo ënnerstëtzt ginn, well wa mer e staarkt Lëtzebuerg wëllen, wa mer virun allem och d'Leit zu Lëtzebuerg wëlle stäerken, da geet dat just mat enger staarker Ekonomie, well ier mer de Wuelstand kënne verdeelen, musse mer de Wuelstand erschafen, erschaffen an erwirtschaften.

Mir brauchen also Wuesstum, mee dat muss en nohaltege Wuesstum sinn. A mir mussen d'Kris elo, ech soen elo net als Chance, well et ass keng Chance, mee als Geleeënheet notzen, fir méi Qualitéit an eis Croissance ze kréien, fir keng Croissance méi „auf Teufel komm raus", mee ech géif dann éischter soen „auf Wohlbefinden komm raus". De Budgetsrapporteur vum leschte Joer hat d'Wuelbefanne jo och an de Mëttelpunkt vu senger Ried gesat. An hei mussen definitiv d'Schinnen elo geluecht ginn an d'Schinne richteg geluecht ginn a séier geluecht ginn.

Fir esou séier wéi méiglech am Sënn vum Wuelstand an och vum Wuelbefannen erëm eng séier funktionéierend Ekonomie ze kréien, musse mer éischtens, an dat begréisse mer, déi Ekonomie geziilt duerch Hëllefsmesuren ënnerstëtzen. Dës Mesurë ginn nach dacks net wäit genuch oder verschidde Betriber kënnen net dovunner profitéieren, d'Prozedure sinn och nach zum Deel ze vill schwiereg. Besonnesch den Horeca-Beräich ass hei staark gebeidelt, well se fir eng zweete Kéier hu missen zoumaachen, obwuel se awer scho ganz vill investéiert haten an d'sanitär Sécherheet, an hinne feelen och Perspektiven. De Marc Spautz wäert beim Projet de loi, dee mer muer um Ordre du jour hunn, hei nach am Detail drop agoen.

Zweetens mussen d'Investissementer, an dat huet de Finanzminister jo och gesot, fir d'Relance vun eiser Ekonomie, fir de Motor vun eiser Ekonomie héichgehale ginn. Dat ass antizyklesch Politik elo a Krisenzäiten. De Budget gesäit och hei eng considerabel Hausse vir.

Mir hunn als CSV kloer Prioritéiten: de Wunnengsbau, d'Gesondheetswiesen, d'Mobilitéit, d'Educatioun, d'Digitalisatioun an natierlech d'Nohaltegkeet, de Klimaschutz, well och dee kascht Suen.

A fir dat, wat geplangt ass, ze investéieren, well ganz dacks gëtt jo net onbedéngt dat investéiert, wat am Budget steet, fir datt dat iwwerhaapt kéint realiséiert ginn, misst een un de - wat soll ech soen? - Prozeduren, un deene verkruste Prozeduren endlech schaffen! Mir brauchen hei eng Vereinfachung, eng Vereinfachung vun de Prozeduren, fir datt alles méi séier geet, an dat géif de Budget iwerhaapt näischt kaschten!

An dat selwecht gëllt, wa mer et géife fäerdegbréngen, datt Privatinvestisseuren elo hir Investitioune kéinte méi séier maachen, dann hätte mer eppes fir d'Ekonomie gemaach an et géif och de Budget guer näischt kaschten. Also wannechgelift, schafft un deene verkruste Prozeduren! Schafft drun, datt eis Administratioun ..., net, datt d'Administratioun méi séier schafft, mee datt eis administrativ Prozedure vereinfacht ginn! Dat ass eppes, wat de Budget näischt kascht a wat eiser Ekonomie an eise Leit sécherlech wäert hëllefen.

Dann, drëttens, mussen eis Betriber och attraktiv bleiwen. Lëtzebuerg muss attraktiv bleiwen, well, wéi gesot, ouni Betriber gëtt et keng Nohaltegkeet. Mir brauchen e staarke Staat, jo, an e staarke Staat brauch staark Leit, brauch staark Betriber a brauch e staarkt Mateneen tëschent deenen zwee, well dat sinn déi modern Entreprisen. An hei däerf et op jidde Fall och kee Klassekampf ginn tëschent deenen zwee, tëschent „mir brauche konkurrenzfäeg Salariéen" a „mir brauche konkurrenzfäeg Patronen, Betriber". A Lëtzebuerg muss sech hei am internationalen Ëmfeld och positionéieren. Mir leien do net méi onbedéngt esou gutt, wéi mer emol eng Kéier louchen.

Bei de Betriber leie mer op der 26. vu 36 Plazen, bei de Privatpersounen op der 20. vu 36. Och do musse mer dru schaffen, an dat virun allem virum Hannergrond vum Brexit, well deen ass definitiv alles aneschters wéi - wann ech dat elo emol esou soen däerf - „helpful" fir eis, fir eis Ekonomie.

Lëtzebuerg ass jo wéinst senger Finanzindustrie nach zimmlech gutt dovukomm. An den Här Finanzminister huet vun der Finanzplaz als Vecteur fir d'Nohaltegkeet geschwat. Dat ass awer net onbedéngt einfach esou fir d'Zukunft garantéiert, well och d'Finanzwelt ass net lassgeléist vum Rescht vun der Ekonomie. Do hu mer gëschter och nach d'Chambre de Commerce héieren, déi gesot huet, et wär net onbedéngt esou, datt dat elo fir déi nächst Jore genausou gutt géif ausgesi wéi fir dëst Joer. Also musse mer dat am A behalen.

Duerfir begréisse mer awer och, datt am Budget virgesinn ass, fir d'Taxe d'abonnement fir nohalteg Investissementer erofzesetzen. Wéi gesot, allgemeng muss d'Relance an déi richteg Richtung geleet ginn.

Dir wësst, ech kommen aus dem Enseignement, an duerfir soen ech: Grad och an enger Budgetsdebatt, wou et ëm eng nohalteg Relance geet, musse mer, däerfe mer d'Educatioun net vergiessen, well mir brauche gutt ausgebilte Leit. Soss hu mer och kee staarke Staat a keng staark Betriber. Mir brauchen also staark Leit. A fir d'Leit staark a grouss ze maachen, hu mer u sech zwou Plazen: Dat eent ass d'Famill, do hu mer eng aner Meenung wéi Blo, Rout a Gréng, an dat anert ass d'Schoul. A wann ech bei der Schoul sinn, da muss ech wierklech soen: D'Ausbildung, d'Weiderbildung ass déi wichtegst Ressource, déi mer hunn, wou mer konsequent mussen dran investéieren. A bei der Ausbildung - an och dat, ech mengen, do si mer eis eens heibannen - ass et den Ausbilder, ass et den Enseignant, op deen et ukënnt.

Sou, an da geet et net duer, fir massiv Posten a plakeg Zuelen an de Budget ze setzen. A wa se dann net besat ginn, dann huele mer Quereinsteiger eran. Ech wëll net soen, datt Quereinsteiger d'office schlecht sinn, mee mir mussen eis awer fundamental mat där Fro auserneesetzen: Firwat ginn net genuch Enseignanten ausgebilt? Firwat ass dee schéine Beruff - well et ass e schéine Beruff, et ass e richteg schéine Beruff! -, firwat ass deen net méi attraktiv?

An ech hunn de Moien eng Interpellatioun ugefrot an da wäerte mer do d'nächst Joer hei kënnen driwwer diskutéieren, well dat ass immens wichteg. Wéi gesot, den Enseignant ass den A an O vum Enseignement an den Enseignement huet d'Weiderbildung, d'Ausbildung, dat ass déi wichtegst Ressource, déi mer hunn, an déi brauche mer fir en Neiufank, fir en nohaltege Wuesstum.

Dir Dammen an Dir Hären, bei der covidbedéngter Wirtschaftskris hänkt direkt hannendrun d'Sozialkris. An och hei gëllt et, dës esou kleng wéi méiglech ze halen, well déi sozial Stabilitéit, ech mengen, dat huet de Budgetsrapporteur gëschter gesot, ass keng Selbstverständlechkeet. Nee, et ass keng Selbstverständlechkeet! Ee vu sechs Residenten huet massiv Aboussen a sengem Revenu an och grad déi psychesch Belaaschtung ass ënner anerem och dowéinster extreem grouss, grad och bei sozial méi schwaache Leit. Wa mer also e staarkt Lëtzebuerg wëllen, da musse mer och eis sozial Schwaach stäerken, well an engem Land, an enger Gesellschaft ass et e bëssen esou wéi an enger Ekipp: D'Land, d'Gesellschaft ass nëmmen esou staark wéi dee Schwächsten. Also musse mer och hei déi Schwächst stäerken.

An duerfir begréisse mer och d'Erhéijung vum Mindestloun a vum REVIS. Dat hu mer hei op dëser Plaz, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, och kloer an däitlech gesot. An doriwwer eraus musse mer ënner allen Ëmstänn d'Kafkraaft vun de Leit erhalen, well ouni Kafkraaft kréie mer och keen nohaltegen Neistart. D'Kafkraaft ass den A an O och vun enger nohalteger Steierpolitik fir d'Leit an och vun der Steierreform, wou mer jo elo nach net wëssen, ob se kënnt, wéini datt se kënnt, ob se iwwerhaapt kënnt, well kloer ass fir eis: D'Leit brauchen och steier- a sozialpolitesche Réckewand, well et sti vill Leit mam Réck widdert der Wand an d'Angscht virun der Zukunft ass op ville Plaze grouss.

Wéi gesot, am Kader vum Mindestloun hu mer natierlech och begréisst, datt déi Betriber, déi a Schwieregkeete sinn, och hei eng Kompensatioun kréien. Dat ass och extreem wichteg. An och hei gëllt et, net deen ee géint deen aneren auszespillen. Dat bréngt nämlech kengem eppes, am Géigendeel, et géif jiddwerengem schueden.

Ech hunn et schonns méi dacks gesot: Eppes, wat eis alleguer hëlleft, ass méi Gerechtegkeet an eiser Gesellschaft. D'Unzuel vu Leit, déi vum Aarmutsrisiko betraff sinn, huet tëschent 2014 an 2020 ëm 69,54 % zougeholl. An dat ass dramatesch an engem Land wéi Lëtzebuerg! Et ass inakzeptabel!

Wärend der selwechter Zäit huet d'Unzuel vun der Populatioun nëmmen ëm 24,7 % (veuillez lire: 14 %) zougeholl. Dat heescht, mir hunn eng richteg grouss Croissance vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg.

An duerfir freet d'Chambre des Salariés vollkommen zu Recht no engem konkreeten Aktiounsplang fir de Kampf géint d'Aarmut. Och hei hu mer näischt direkt am Budget fonnt. Et wär awer wichteg, ze wëssen, wat d'Regierung hei wëlles huet. Huet se wëlles, mat op dee Wee ze goen? Huet si hei eng kloer Strategie respektiv huet se wëlles, eng kloer Strategie auszeschaffen?

Richteg ass et, datt mer d'Allocation de vie chère eropsetzen an en zousätzleche Steierkreditt afféieren. Ech kommen och nach eng Kéier dorobber zréck. Ech maachen hei just nach eng Kéier e klenge Verweis drop, datt de Marc Spautz d'lescht Joer hei op dëser Plaz bei de Budgetsdebatten eng Motioun erabruecht hat, fir d'Allocation de vie chère eropzesetzen, well eeben d'Liewen allgemeng méi deier ginn ass. A wat ass gemaach ginn? Ech mengen, ech brauch et bal net ze soen: 31 Stëmmen hunn dergéint gestëmmt!

Ech wëll et awer nach eng Kéier kloer soen - och vläicht am Kader vun der Steierreform, wa se eng Kéier kënnt -: Fir eis kënnt et net a Fro, datt d'Leit duerch Steierhaussen u sech dës Zopp mussen ausläffelen, déi hinnen d'Regierung awer agebrockt huet, well eebe keng Reserv fir eng antizyklesch Politik gemaach gëtt. D'Kafkraaft vun de Leit muss erhale bleiwen - fir si selwer an och fir eis Wirtschaft! A wa mer vu Steiergerechtegkeet wëlle schwätzen, da musse mer am Prinzip kucken, datt jiddwer Steierzueler op Basis vun eisem progressiven Tariff - dee jo u sech virgesäit: Wat ee méi verdéngt, wat een undeelsméisseg méi Steiere bezilt - misst besteiert ginn.

An duerfir hunn och meng Kolleegen, de Gilles Roth an de Laurent Mosar, hei op dëser Plaz Motiounen erabruecht gehat, fir d'FISen ze reforméieren, fir d'Stockoptions ofzeschafen - do war dergéint gestëmmt gi vun der Majoritéit! D'Regierung mécht et elo - mir begréissen dann, datt d'Regierung et elo mécht, dat hätt vläicht scho kënnen éischter geschéien. D'FISen am Beräich vum Logement, hei gi jo elo vum éischte Januar 2021 un déi direkt an indirekt Revenuen ëm 20 % besteiert. Hei kënnen elo keng Chargen ofgesat ginn. Duerfir ass u sech en direkte Verglach mat de Privatpersounen och e bësse méi schwiereg.

D'Chambre des Salariés - an ech invitéieren Iech wierklech, eng Kéier deen Avis duerchzeliesen -, déi hu ganz vill Beispiller duerchgerechent a se hunn och Beispiller heizou duerchgerechent. Do kommen déi eng Kéier d'Fonge besser ewech, déi aner Kéier kommen d'Privatpersoune besser ewech. Et ass also schwéier ze soen, ob et elo ganz gerecht ass, mee et gëtt op jidde Fall méi gerecht an d'Richtung stëmmt op jidde Fall. Nach muss een, wéi gesot, froen, wat et dem Budget bréngt respektiv wat de Budget doduerch verluer huet, datt et net éischter ugepasst ginn ass.

Dann, Här President, wa mer vu Steiergerechtegkeet schwätzen, da muss awer och d'Fro erlaabt sinn: Firwat ass nach näischt fir d'Monoparentallen a fir eis Wittfraen a Wittmänner gemaach ginn? Hätt Der eis konkreet Propos ugeholl, zumindest emol en éischte Schratt, dann hätten dës Leit schonns e puer Joer eppes kritt! Och dat wär besser gewiescht wéi näischt a wéi elo op eng Steierreform ze waarden, déi vläicht net kënnt.

Den Här Gramegna sot jo, et wär am Moment net den Ament fir eng Steierreform. Wéi gesot, och hei feelt dem Jean-Claude Juncker säi faméisen „Apel fir den Duuscht", fir dëst ze maachen a fir och fir méi Steiergerechtegkeet ze suergen.

(Interruption)

Eise Fraktiounsexpert fir „Äppel fir den Duuscht" a fir d'Finanzen, de Gilles Roth, dee wäert nach am Detail op eis gesamt Steierlandschaft an och op soss nach punktuell finanzpolitesch Aspekter agoen, well hei sinn nach ganz vill Froen.

Ech wëll nach eemol resuméieren: Sozialgerechtegkeet a Steiergerechtegkeet si fir eis zentral a Gerechtegkeet ass fir eis definitiv en integralen Deel vun eisem Gesellschaftsmodell. Dozou gehéiert d'Bekämpfung vun der Aarmut an dozou gehéiert awer och, nei Aarmut vun der breeder Mëttelschicht ze verhënneren an derfir ze suergen, datt och an Zukunft déi nei Generatiounen op d'mannst esou gutt kënne liewen a wunnen a schaffe wéi hir Elteren a Grousselteren.

An da sinn ech beim Logement, well och dat ass e wichtege Punkt, dee fir eis nächst Generatiounen extreem wichteg ass. Als CSV hu mir eis hei nach net vun der Iddi vum Eegenheem fir trotzdeem eenzel Leit verabschit. Et däerf net e Privileeg vun e puer „happy few" sinn, well och do wäre mer dann net méi bei der sozialer Gerechtegkeet.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun am Logement ass dramatesch! D'Präisser explodéieren a wierklech bis gläich an d'Mëttelschicht era kann ee sech geschwë keen Haus oder keng Wunneng méi leeschten. An et gëtt net besser! A wierklech, hei sollt elo kee méi sech hannert der CSV verstoppen: Éischtens hu mer en 13-Mesurëpackage virgestallt, zweetens ass zënter 2013 Blo, Rout a Gréng elo hei um Rudder an zënter 2013 ass praktesch näischt geschitt a Saache Logement - trotz grouss annoncéierten Offensiven!

Alljoers kommen 10.000 bis 12.000 Leit op Lëtzebuerg bäi, alljoers misste mer 7.000 Wunnenge bauen. Dat sinn der méi wéi duebel esou vill wéi dat, wat mer iwwerhaapt bauen. Da geet de Präis natierlech an d'Luucht. Schonn eleng doweinster misste mer eis Efforten zumindest verduebelen! Dat geschitt an dësem Budget awer net!

Ëmmerhi geet de Budget vum Wunnengsbauministère elo ëm 11 % erop op 263 Milliounen. Da muss ech éischtens soen: Dat ass och nach schéin a gutt, mee wann ech dat vergläiche mat de Joren 2017, 2018 an 2019, do sinn nëmme 70 % vum Gesamtbudget ausgi ginn. Och do musse mer eis Froe stellen an och dat ass e Phenomeen, dee mer mëttlerweil kennen.

A wann de Staat gären hätt, datt iwwert de sougenannte Pacte Logement 2.0 - dee sécherlech net d'Rettung vum Logementsprobleem wäert sinn - den Undeel vum Logement à coût modéré, aktuell 10 % am Perimeter, integral vum Staat soll iwwerholl ginn, ma da misst de Pluriannuel massiv an d'Luucht gesat ginn! Awer och dat ass net erkennbar, fir et emol diplomatesch ze soen.

Et kommen natierlech eenzel Steiermesuren. Den Taux d'amortissement accéléré fir de Logement locatif gëtt erofgesat. Heimadder soll d'Spekulatioun verhënnert ginn. Dës Mesure ass an der Rei, si bréngt och nach Suen an d'Keess, dat ass gutt. Vun eppes héiere mer awer näischt méi, dat ass d'Spekulatiounstax op net bebautem Terrain an op eidel stoende Wunnengen. Och hei hate mer d'lescht Joer am Oktober eng Motioun erabruecht, de Marc Lies hat se erabruecht, an och iwwert déi ass ofgestëmmt ginn - ech mengen, ech brauch Iech net ze soen, wéi: 31-mol nee!

Also hei muss ech soen: Et geet net duer, fir sech Ziler ze setzen, mee de Wee dohinner muss opgewise ginn an dee muss een dann och emol eng Kéier konsequent duerchsetzen an d'Schinnen an déi richteg Richtung leeën. Well de Logementsproblem ass u sech dee gréisste soziale Problem, dee mer hunn, an dat ass déi gréisste Suerg vun de Lëtzebuerger. Dat ass souguer wärend der Coronakris nach eng Kéier ofgefrot ginn. Et ass nach ëmmer d'Suerg Nummer eent an da muss déi och als Suerg Nummer eent esou ugepaakt ginn an dat muss och am Budget erëmzefanne sinn!

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen da bei de Gesondheessystem. Och dat muss eng absolutt Prioritéit sinn! Ech hunn et schonns méi wéi eemol hei op der Plaz gesot, a scho viru Corona: Mir hunn net nëmmen eng Urgence an den Urgencen an de Klinicken, mee mir hunn eng Urgence am gesamte Gesondheetssystem! Ech ginn Iech hei just zwee Beispiller. Erëm eng Kéier: Et kann net sinn, datt et Joren dauert, fir eis Nomenclature unzepassen. Wa mir se ugepasst hunn, dann ass d'Medezinn am Prinzip scho méi wäit, da kéint een erëm eppes aneschters froen. Dat ka jo net sinn!

Ech erënneren elo just drun, wéi mir hei zu Lëtzebuerg, wéi laang mer hu misse streiden, fir e puer IRMen zousätzlech ze kréien - an dat hei zu Lëtzebuerg, net an iergendengem Land! Och dat kann net sinn! Hei brauche mer definitiv eng aner Politik, mir brauchen e Mentalitéitswiessel! Dëse Gesondheets-

system musse mer onbedéngt generell iwwerschaffen a mir mussen de Patient ëmmer an de Mëttelpunkt setzen.

An an deem Sënn huet de Claude scho viru Corona eng Interpellatioun ugefrot a mir hoffen, datt mer déi dann definitiv - wa se dann elo eng Kéier an d'Kommissioun kënnt - d'nächst Joer séier kënnen hei op den Ordre du jour setzen, well et ass eng Urgence! An och d'OECD recommandéiert ganz kloer, datt nieft den Investissementer an d'Relance verte - an dozou kommen ech nach - muss an d'Santé investéiert ginn.

Ben, am Budget sinn elo eenzel Investissementer virgesinn: Südspidol, CHL, Maisons de soins, all dat begréisse mer. Mee mir soen awer och: Esou Pandemië kënnen zu all Moment zréckkommen! De Virus kéint zum Beispill mutéieren an d'Politik muss mindestens da kloer Strategien hunn, fir datt mer eise Gesondheetssystem da kënnen oprechterhalen. Mir hu gëschter eng Strategie gefrot - d'Motioun ass erstaunlecherweis ugeholl ginn - an ech hoffe jo wierklech, datt mer déi Strategie dann elo an deenen nächste puer Woche virgestallt kréien!

Ech ginn nach op e puer Stéchwierder an. D'Personal: D'Attraktivitéit vum Beruff muss nohalteg erhéicht ginn! De Budget ass beim Personal opgestockt ginn. Dat ass och gutt, mee nach muss een et fannen an och duerfir ass et extreem wichteg, datt deen Hearing, wou mer déi lescht Woch, mengen ech, d'Resolutioun gestëmmt hunn, datt deen elo hei an der Chamber organiséiert gëtt an datt mer déi noutwendeg Debatten hei féieren. Well d'Personal mécht eng virbildlech Aarbecht, déi schaffen un de Limitten an ech wëll hinnen hei och nach eng Kéier wierklech Merci soen! A mir sollen hir Suergen eescht huelen a mir sollen och ganz eescht iwwert d'Attraktivitéit vun dësem Beruff hei diskutéieren, well d'Kris huet eis gewisen, wéi ofhängeg datt mer sinn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nächst Stéchwuert: d'medezinnesch Versuergung wärend der Pandemie vun alle Kranken - an déi muss weider assuréiert ginn! Och dat kascht Suen, wa mer eise System ëmänneren. Ech ginn do just nach eng Kéier d'Stéchwuert Covidstrukturen, Noncovidstrukturen - de Marc Spautz hat dat scho leschte Mäerz gefrot. Mir brauchen definitiv eng aner Organisatioun, eng optiméiert Organisatioun, e bessert Zesummespill tëschent den aktuelle Strukturen. An dat muss elo geschéien! Nach eng Kéier Stéchwuert: laangfristeg Strategie.

Da Preventioun. Et ass ënner anerem och erwisen, datt de Krankheetsverlaf vu Covid-19 u sech bei fitten, aktive Leit an der Reegel manner schwéier verleeft. Ech hunn de „Background" virun, mengen ech, zwou Woche gelauschtert. Do war ënner anerem och den Dokter Schmit an hie sot u sech, datt mer do en Ëmdenke brauchen. Och hei hätt ee kënne Schinnen an déi Richtung leeën an zum Beispill vläicht Betriber ënnerstëtzen, déi hir Mataarbechter och an dës Richtung ënnerstëtzen. D'Preventioun ass zentral a reng budgetär betruecht géif ech soen, rechent se sech och. Mir brauchen also och am Gesondheetswiesen en Neistart - an dee brauche mer dréngend!

Dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech bei eise Klima. En ass e weesentleche Facteur vun eiser Nohaltegkeet an et ass richteg, datt mer do eng Prioritéit setzen. Mee, wéi gesot, de Wee dohinner muss och kloer opgewise ginn an op dësem Wee musse mer … An do denken ech allkéiers, wann ech dat soen, un de Marco Schank. Do misste mer d'Leit an d'Betriber mat an d'Klimaboot huelen, sot en, oder, mer missten d'Leit an d'Betriber mat op dëse Wee huelen, well ouni si géif déi bescht Klimapolitik net fonctionéieren.

Hei sinn eenzel Mesurë virgesinn, ech mengen, am Logement d'Begënschtegung vun der energeetescher Renovatioun bei Locatiounswunnengen. Ech wëll just soen, am Sënn vum Klimaschutz kéint een dat natierlech och op d'Eegentumswunnengen ausbauen. Fir de Rescht sinn Investissementer an d'Mobilitéit virgesinn.

Vill Konkreetes ass ausser dem PNEC, dem Klimaplang, u sech net dran ausser der CO_2-Tax. D'Investissementer an d'Mobilitéit begréisse mer natierlech, mee do ass och elo net extreem vill Neies. Ech mengen, et ass den Tram, de séieren Tram, d'Vëlosbunn tëschent Esch an der Stad … A wann den Här Bausch elo hei wär - mir krute jo gesot, d'Ministere géifen eis ëmmer nolauschteren -, da wëll ech em just soen, ech hat och him nogelauschtert bei RTL Télé Lëtzebuerg an do hunn ech awer wierklech geduecht, et misst een awer dem Här Bausch soen, datt nërdlech an ëstlech vun der Stad och nach en Deel vum Land ass. Ech hunn nämlech do just eppes héiere „Stad–Esch", „Stad–Süden", ech hunn näischt héiere vun dem Rescht. Also, Här Bausch, wann Der mech héiert, denkt drun: D'Land ass grouss - op jidde Fall méi grouss wéi dat do!

Fir de Rescht widderhuelen ech hei meng Kritik vu virdrun: Et geet alles vill ze lues! Et ka jo zum Beispill net sinn, datt mer Jore plangen, ier eng Vëlospist ka gebaut ginn! Dat misst jo a mengen Ae relativ einfach goen.

Mir hunn ambitiéis Klimaziler - ech erënneren drun: 55 % beim CO_2, 45 % bei der Energieeffizienz a 25 % beim Undeel vun erneierbaren Energien - an déi kënne mer nëmmen erreechen, wa mer net eng hallefhäerzeg Politik maachen, mee wa mer wierklech kohärent a strikt d'Schinne leeën, fir de riichte Wee dohinner ze goen. An d'Politik muss sech am Prinzip ambitiéis Mëttele ginn, fir dës Ziler ze erreechen. An d'Politik an de Stat misste mam gudde Beispill virgoen!

An dann erënneren ech awer hei un eng Motioun vum leschte Joer. Also dat ass a mengen Ae beim beschte Wëllen net ze verstoen, well d'Majoritéit huet hei eng Motioun refuséiert, an ech gi se elo net méi nach eng Kéier eran, mir hate se schonn zweemol eraginn, fir u sech mam gudde Beispill virzegoen, fir derfir ze suergen, datt de Staat 2030, 2040 klimaneutral wier. Dat hunn och déi gréng refuséiert! Dat ass eppes, wat ech beim beschte Wëllen net verstinn. Awer dann dat selwecht fuerdere vun de Betriber! Ma et muss een dach fir d'éischt mam gudde Beispill virgoen an emol weisen, wéi et geet! An dann hëlt ee, wéi gesot, d'Leit an d'Betriber mat.

A wann ech da bei de Betriber sinn, jo, och déi musse méi a Richtung Klima schaffen an déi misste bei nohaltegen Investissementer och nach vill méi verstäerkt ënnerstëtzt ginn. Ech hat et schonn eemol erwäänt: zum Beispill Steierkreditter, firwat ass näischt geplangt? Mir hunn hei keng Zäit ze vertrantelen! Mir hate schonns d'lescht Joer hei e Klimapakt fir d'Betriber gefrot, sou wéi d'Chambre des Métiers - och deemools war déi Motioun mat 31-mol Nee ofgeleent ginn.

Här President, de Budgetsrapporter huet gesot, de Budget géif d'Weichen an déi richteg Richtung stellen. Also ech komme jo elo net vun den CFL, ech kennen och elo net alles, mee ech mengen, wann een d'Weiche stellt, da mussen d'Schinne fir d'éischt geluecht ginn. An dofir brauche mer elo Mesuren, fir eeben déi Schinnen ze leeën. An duerfir deposéieren ech hei eng Motioun, wou mer u sech d'Regierung opfuerderen, fir e Klimapakt fir d'Betriber en place ze setzen, fir Mesuren en place ze setzen, fir d'Betriber a Richtung vu méi Energieeffizienz ze guidéieren, méi Kreeslafwirtschaft, méi Nohaltegkeet, fir de Betriber eng gratis Klimaberodung unzebidden, fir an deem Sënn e Bäihëllefspackage auszeschaffen. Gëschter ass d'Stéchwuert „Fit 4 Climate" och vum Budgetsrapporter genannt ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 1

« Pour une économie plus durable »

La Chambre des Députés,

- rappelant

• notre motion n° 3067 du 18 décembre 2019 souscrivant aux objectifs définis par la Communauté internationale en matière de politique climatique, et plus particulièrement en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la demande finale d'énergie, de même qu'en ce qui concerne l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute finale ;

• que la réalisation de ces objectifs exige des efforts tous azimuts ;

• qu'à cet égard l'État doit être exemplaire et se focaliser sur des investissements durables, en ligne avec les objectifs définis ci-dessus, aussi dans une optique de préparer au mieux l'ère post-Covid-19,

- considérant

• que la relance économique durable ne peut réussir que de concert avec les acteurs économiques ;

• qu'en d'autres mots, il convient de créer une dynamique positive qui consistera à accompagner nos entreprises - surtout les petites et moyennes entreprises (PME) - dans leurs efforts de réussir la transition digitale, environnementale et énergétique, et non pas à les pénaliser,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un « pacte climat pour les PME » ;

- à mettre en place des mesures visant à orienter les PME vers plus d'efficience énergétique, de circularité et de durabilité ;

- à offrir, dans ce contexte, aux PME un conseil et une analyse gratuits de la performance climatique de leurs entreprises ;

- à étudier, dans cette même veine, la mise en place d'un régime d'aides spécifique pour PME mettant l'accent e. a. sur l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables, complémentée d'un nouveau programme d'accompagnement des PME « Fit 4 Climate », à l'instar de ce qui existe en matière de la transition digitale ;

- à étudier la mise en place de réglementations incitatives en faveur des entreprises souhaitant investir dans des technologies plus respectueuses pour l'environnement et le climat.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, ech kommen dann zur Landwirtschaft. An ech mengen och … Den Här Graas ass elo frou! Elo hunn ech schonn emol ee frou gemaach de Moien! A nach een! A, ech si schonn e glëckleche Mënsch!

Also ech kommen da bei d'Landwirtschaft an ech menge wierklech, datt an der Coronakris bal jiddwereen erkannt huet, datt d'Landwirtschaft wichteg ass, datt et wichteg ass, datt mer gutt Liewensmëttel hunn an datt mer och gutt Liewensmëttel garantéiert hunn. Eis Landwirtschaft ass systeemrelevant an d'Landwirtschaft - och dat hunn ech scho méi wéi eemol gesot - ass e Big Player am Klimaschutz.

Ëmsou méi schued ass et awer dann, datt d'Upassung vum Agrargesetz net geziilt genotzt gëtt, fir déi zousätzlech Efforten, déi am Beräich vum Klimaschutz musse gemaach ginn, elo schonns geziilt ze ënnerstëtzen. Dëst gëtt beschtefalls just hallefhäerzeg gemaach - an dat kann net sinn!

Wa mer eis Ziler gäre wëllen erreechen, da musse mer elo agéieren! An et ass elo un der Zäit! An de Budget an der Landwirtschaft, dee gëtt esouguer erofgesat fir dës Bäihëllefen! Firwat? Firwat seet d'Regierung op där enger Säit: „Dat do sinn d'Ziler!", an op där anerer Säit, wéi gesot, leet se d'Schinnen net konsequent an déi richteg Richtung? Mir wäerten eis do nach eng Kéier am Kader vum Agrargesetz zu Wuert mellen.

Dann, Här President, kommen ech bei d'Energie - och en zentrale Secteur fir e staarkt Lëtzebuerg. D'Elektromobilitéit gëtt iwwert d'Autosprimm, d'Elektroborne staark ënnerstëtzt. Ech erënneren awer hei just drun, datt dës Regierung d'Elektroprimm, déi de Marco Schank agefouert hat, schonn eng Kéier ofgeschaaft huet - si ass ofgeschaaft ginn, dunn ass se erëm agefouert ginn. An ech soen lech: Wann een esou en Zickzackkurs fiert, da kënnt een net ganz séier un d'Zil, an et wär besser gewiescht, hei och méi kohärent ze sinn!

Mir ënnerstëtzen dës Bäihëllefe fir emissiounsfräi an -arem Mobilitéit. Et hätt een awer och vläicht vun Ufank u missen un eng gewësse sozial Selektivitéit denken. Dat ass leider vergiess ginn.

D'Fotovoltaik: en anert Stéchwuert an immens wichteg. Hei ass elo de Solarkadaster do. Ech hunn en iwwregens och probéiert, do wou ech wunnen. Do ass definitiv näischt machbar, do ass alles rout - a rout ass fir Solarpannoen net gutt. D'Tariffer ginn erhéicht an d'Fotovoltaik ass sécherlech e wichtegen Deel vun der Léisung, mee da soen ech och hei: Da muss dat konsequent gemaach ginn!

De Paul Galles an ech, mir haten eng Question parlementaire gestallt, ob … An de Zone-vertë si jo relativ grouss Gebaier an och, wann déi vläicht elo net optimal gedréint sinn, kéint een do Solarpannoen dropleeën, déi mussen da just e bëssen ugewénkelt ginn. Awer wann déi ugewénkelt ginn, wat mécht dann net den Energieminister, mee d'Ëmweltministesch? D'Ëmweltministesch gëtt da keng Autorisatioun! Dat kann a mengen Aen net sinn! Entweeder hunn ech en Zil an da kucken ech, fir kohärent dohinner ze kommen, oder ech hu keen Zil! Et kann een awer net och nach an engem Ministère géintenee schaffe mam Argument - dat musst Der lech einfach emol eng Kéier op der Zong zergoe loossen -, dat wier net schéin, dat géif net an d'Landschaft passen!

Mee da soen ech lech: Passen dann déi grouss Pannoen op der Wiss an d'Landschaft? Och déi sinn a mengen Aen net schéin! Also et soll ee fir d'éischt emol eng Kéier d'Diech alleguer beleeën an net verbidden, datt ee se ka beleeën, an da soll een emol op de Fräilandfläche kucken.

An och dat Naturschutzgesetz, dat wierklech mat deem Passus „Wann et net an d'Landschaft passt, kann een alles verbidden" … - ech mengen, datt ee wierklech déi Subjektivitéit, déi Willkür muss aus dësem Gesetz eraushuelen! Dat kann net sinn!

Elo kommen ech bei d'Biogasanlagen. Och hei huet dës Regierung ganz gutt geschafft - just am negative Sënn! Well et geet net duer ze soen, datt Biogasanlagen en Deel vun enger Léisung sinn. Neen, da muss een och eng deementspriechend Politik maachen! Genau dat gëtt awer net gemaach!

2017 hate mer hei zu Lëtzebuerg 29 Biogasanlagen, elo hu mer der just nach 17 Also, da muss ech soen: bravo! Bravo, gutt geschafft am Sënn vum Klimaschutz!

Mir fuerderen d'Regierung op, datt si endlech konkreet Mesuren decidéiert, fir dës Anlagen ze ënnerstëtzen a fir dësse Betriber och eng Previsibilitéit ze ginn.

Als wichtegst Mesure ass d'CO_2-Steier am Budget virgesinn. Wa mer eis virun Aen halen, wéi d'Leit a Frankräich bei der Aféierung reagéiert hunn, ech mengen, dann ass et extreem wichteg, datt hei Transparenz herrscht. Dat ass zumindest eng Konditioun fir d'Akzeptanz. An do ginn et awer nach eng Partie einfach Froen, déi misste gekläert ginn, wéi gesot: Wat geschitt konkreet mat den Einnamen? Wat kascht d'CO_2-Steier? Wat bréngt se? Ech sinn drop agaangen op dat, wat konfus am Budget steet. Zumindest dat, wat am Budget steet, misst novollzéibar sinn!

Wat ass de genauen Effekt vun der CO_2-Steier op de Budget, och laangfristeg gesinn? Wéi bréngt eis dat eisem Zil méi no, der CO_2-Reduktioun? Wéi kréien d'Betriber, déi vun der CO_2-Steier betraff sinn, gehollef? Mir soen och do Jo fir eng CO_2-Steier, mee parallell derzou misst awer dëse Betriber gehollef ginn, fir datt se d'Transitioun hikréien. Dat wär eng kohärent Zukunftspreparatioun, eng Investitioun an d'Zukunft!

Dann hu mer u sech op europäeschem Niveau eng CO_2-Importsteier gefrot, well et extreem wichteg ass, datt d'Kompetitivitéit vun eise Betriber hei an Europa net heiduerch geschiedegt gëtt. Ech weess nach net genau, wat do d'Positioun vun der Regierung ass.

An da kommen ech bei d'Privatleit. Wéi genau sinn d'Kompensatiounsmesurë fir d'Leit berechent? 10 % Allocation de vie chère, jo, mee - ech hunn et scho gesot - dat ass am Prinzip eng Upassung un d'Liewenshaltungskäschten! D'lescht Joer hate mer d'Motioun hei zum Vott bruecht. De Steierkreditt vun zousätzlech 96 Euro, dee spillt nëmme fir Leit mat engem järleche Gehalt vu bis zu 40.000 Euro. Et kann ee sech jo och froen: Gëtt d'Kompensatioun erhéicht, wann d'CO_2-Steier erhéicht gëtt?

An dann déi fir eis awer zentral Fro: Kréien domadder tatsächlech déi Leit eng Kompensatioun, déi heiduerch méi héich Heizkäschten hunn, méi héich Mobilitéitskäschten? An do verweisen ech nach eng Kéier op den Avis vun der Chambre des Salariés. Och do hu si eng Partie Beispiller duerchgerechent a si hunn do gewisen, datt souguer Leit, déi d'Mindestpensioun kréien, net komplett vun dëse Kompensatioune profitéiere kënnen.

Déi Leit, déi net an enger Stad wunnen, déi net un den ëffentlechen Transport ugebonne sinn, déi op Schichte schaffen, wou kee Bus fiert, wou keen Zuch fiert, déi Kanner hunn, déi gi ganz kloer heiduerch benodeelegt! An et ass kloer - an ech menge souguer, ech hätt den Här Bausch dat op RTL héiere soen -: Wann ech de Bensinn méi deier maachen a wann ech de Leit keng Alternative bidden, dann ass dat ongerecht. Jo, dat ass ongerecht! A mir schafen hei eng nei Ongerechtegkeet!

An Däitschland gëtt duerfir zum Beispill d'Pendlerpauschal erhéicht - zwar zäitlech begrenzt, fir datt ee kann ëmklammen -, eebe fir déi Leit ze ënnerstëtzen, déi duerch laang Weeër op hir Aarbecht virun allem vun der CO_2-Tax betraff sinn, well an Däitschland, déi däitsch Regierung, déi gesäit an, datt net jiddweree ka mam Vëlo oder mam Bus oder mam Zuch op d'Schaff fueren. An och net jiddweree ka sech direkt en neien Elektroauto kafen. An an deem Sënn deposéieren ech hei eng zweet Motioun, wou mer Kompensatiounsmesurë froe fir déi Leit, déi mussen op den Auto zréckgräifen, fir eeben déi nei Ongerechtegkeeten ze verhënneren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- prenant acte de l'introduction d'une taxe carbone pour 2021 ;

- estimant que certains seront plus affectés par la nouvelle taxe carbone que d'autres ;

- estimant que cette taxe pèse davantage sur les couches moins favorisées de la population ;

- saluant que l'introduction de la taxe carbone sera accompagnée par des compensations sociales notamment pour les bas revenus, à savoir une hausse de 10 % de l'allocation de vie chère et une augmentation du crédit d'impôt pour salarié et pensionné ;

- estimant que les frais supplémentaires engendrés par l'introduction de la taxe carbone ne sont pas, respectivement pas entièrement couverts par les compensations sociales pour une partie de la population ;

- précisant qu'il s'agit de personnes qui doivent recourir à leur voiture à cause de la durée de trajets trop longue, d'absence d'un accès direct ou d'absence de transports publics aux heures de travail, surtout lorsque le travail s'effectue de nuit respectivement le travail en pauses ;

- prenant acte que ces gens ne peuvent pas profiter de la gratuité des transports publics,

invite le Gouvernement

- à prévoir au-delà des mesures compensatoires annoncées des compensations supplémentaires pour tous les ménages qui, au vu de leur situation profes-

sionnelle respectivement leur lieu de résidence, ne peuvent pas recourir à la gratuité des transports publics, et afin de prévenir de nouvelles inégalités liées à l'introduction de la taxe carbone en 2021.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann awer nach kuerz zum Waasserstoff, wann ech bei der Energie sinn: Am Budget steet zwar, datt déi nei Technologien, wéi zum Beispill de Waasserstoff, an den nächste Jore géifen analyséiert ginn, ouni awer hei eng kloer Strategie erkennen ze loossen. De Waasserstoff wäert awer an Zukunft eng wichteg Roll spillen a wa mer och hei net wëllen dem Zuch hannendrulafen, da gëllt et, elo ze agéieren, elo d'Fuerschung, d'Innovatioun an deem Beräich ze förderen an eng Visioun fir d'Zukunft virzestellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss: De Budget ass staark am Defizit a bleift et bis 2024, d'Staatsschold explodéiert, d'Finanze sinn net nohalteg. Et si keng Zukunftspisten opgewisen, fir se méi nohalteg ze maachen, an ouni nohalteg Staatsfinanze behale mer a kréie mer kee staarke Staat a virun allem keng staark Leit - well ëm déi geet et.

An duerfir bedauere mer, datt d'Regierung och a gudden Zäiten iwwer hir Verhältnisser gelieft huet an näischt op d'Säit geluecht huet fir méi schlecht Zäiten. Dat ass an eisen Aen net verantwortungsvoll.

Awer am Moment ass et net un der Zäit fir Austeritéit, elo muss an d'Betriber an och an d'Leit, an déi sozial Gerechtegkeet, an d'Chancëgläichheet investéiert ginn! Mir brauchen eng nohalteg Relance - nohalteg am Sënn vu wirtschaftlecher Relance, vu sozialer Relance a vun ekologescher Relance - an do geet et net duer, fir d'Weichen ze stellen, nee, do mussen d'Schinne séier an déi richteg Richtung geluecht ginn! D'Leit brauche Planungssécherheet, si brauche Perspektive fir en Neistart an, domat verbonnen, Vertrauen.

Dat liwwert dëse Budget net, an dofir wäerte mer och géint dëse Budget stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert. Här President, mir schwätzen haut, a vläicht muer och nach, net iwwer en normale Budget. An normale Budgetsdebatten ass et Usus, dass d'Majoritéit heihinnerkënnt an de Finanzminister fir seng wäitsiichteg Politik lueft an dass d'Oppositioun der Regierung virgeheit, se géif ze vill Suen ausginn.

Ech wëll op dëser Plaz mat dëser Traditioun briechen: Et kléngt vläicht elo e bësse komesch, mee de Budgetsdefizit, dee mer dëst Joer hu misse maachen an dee mer och d'nächst Joer musse maachen, muss sinn an et gëtt och dozou keng Alternativ. An ech kann och gutt liewe mat deenen neie Scholden, déi mer gemaach hunn an déi mer och am nächste Joer wäerte maachen. All Euro, dee mer agesat hunn, an all Euro, dee mer geléint hunn, huet derzou bäigedroen, fir duerch dës Kris ze kommen, sief dat op engem sanitären oder ekonomeschen Niveau.

Ech denken hei zum Beispill un déi Milliounen Euro, déi mer investéiert hunn, fir Lëtzebuerg zu deem Land ze maachen, dat senge Leit et erlaabt, sech am meeschten an am heefegsten op de Covid-19 testen ze loossen, fir esou seng Verbreedung anzedämmen.

All Euro, dee mer investéiert hunn, steet och fir eng Persoun, déi mer an der Aarbecht gehalen hunn. Ech denken un déi Honnerte Milliounen Euro, déi mer an de Chômage partiel investéiert hunn.

All Euro, dee mer geléint hunn, steet och fir e Betrib, egal ob e grousse Betrib oder e klenge Betrib, deem mer de Réck gestäipt hunn. Ech denken un déi vill Direkthëllefen, déi mer ausbezuelt hunn.

All Euro, dee mer geléint hunn, steet awer och fir déi zukünfteg Generatiounen. Ech denken un d'Investitiounen an eis Infrastrukturen, déi mer grad an dësen Zäiten net gestoppt hunn, mee souguer nach weider ausbauen.

An ech si frou vun der Madamm Hansen, vun der Fraktiounssprecherin vun der CSV ze héieren, dass déi Politik, déi mer duerch déi Kris hei gemaach hunn, am Fong a groussen Zich vun der CSV matgedroe gëtt. D'Madamm Hansen huet gesot, et wier gutt, dass mer d'Investitioune géifen héichhalen. Si huet och gesot, dass et wichteg wier, d'Kafkraaft ze erhalen. A si huet gesot, dass et richteg wier, d'Leit an d'Betriber ze stäerken a keng Austeritéitspolitik ze maachen. Abee, dofir muss ech der Madamm Hansen felicitéieren!

Awer vun iergendzwousch mussen d'Suen och hierkommen, fir déi Politik ze maachen, wann d'Depensë fir d'Leit an d'Luucht ginn an d'Recetten net méi esou spruddele wéi virdrun!

An da gëtt ëmmer geschwat vun deem „Apel fir den Duuscht", dee géif feelen. Ech muss lech soen, mir wësse jo alleguerten, dass an de leschte Joren esou vill an eis Infrastrukturen investéiert ginn ass, wéi dat nach ni virdrun de Fall war, well mer Retarden opzehuelen haten, sief dat am Schinnebau, sief dat am Stroossebau, fir dat nëmmen ze soen, an och a Schoulgebaier.

A wann ech dat dann héiere vun deem „Apel fir den Duuscht", da muss ech mech awer och un déi dräi Amendementer erënneren, déi d'CSV d'lescht Joer hei am Kader vum Budget deposéiert hat, an dat hätt massiv, massiv Milliounen aus dem Staatsbudget erausgeholl! An da muss ech soen, ech mengen, d'CSV, déi wollt scho villes maachen, éier d'Leit iwwerhaapt Duuscht haten!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, dës sanitär Kris, déi stoung net am Koalitiounsprogramm an hiren Impakt op d'Staatsfinanze stoung och a kengem Pluriannuel. Si huet eis onerwaart an onverhofft getraff a si huet eis ëffentlech Finanze kräfteg duerjerneegerëselt. Dës Situatioun, an där mer haut sinn, konnt kee virausgesinn - keen heibannen an ech mengen, och keen dobaussen.

De Budget 2021 ass och duerfir kee Budget wéi all déi aner an et ass e budgetären Ausfallschrëtt, fir dës Kris - mat all hire sozialen, ekonomeschen a sanitäre Konsequenzen - kënnen ze stemmen an d'Land erëm fit ze maache fir d'Relance.

Déi gënschteg Ausgangslag hëlleft eis derbäi. Mir waren Ufank 2020 gutt gestiwwelt. Déi virsiichteg an nohalteg Finanzpolitik vum Här Minister Pierre Gramegna hat eis e klenge Puffer ginn, fir dës Kris ze meeschteren - e Puffer, dee ganz vill aner Länner net haten.

Hätt dës Regierung an de leschte Joren näischt ënnerholl a wiere mer weidergefuer op där Trajectoire, wou mer 2013 waren, da wiere mer scho viru Joren op engem Scholdestand vun 29,4 % ukomm - an dat ouni Coronakris!

Ech erënneren drun: 2013 hätte mer riskéiert, eis Virgabe vum Pacte de stabilité net méi ze erfëllen! De Verloscht vun enger Milliard TVA um Commerce électronique huet d'Saach net méi einfach gemaach. Den Triple-A stoung dee Moment op wackelege Féiss. 2012 huet eng Ratingagence den Outlook op negativ gesat!

Iwwert déi lescht Joren huet sech eis finanziell Situatioun awer konstant verbessert. Dat ass de Meritt vun dëser Regierung an dat ass de Meritt vum Finanzminister Pierre Gramegna.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- 2014, 2015, 2016, 2017 louche mer ëmmer no beim Equiliber, 2018 konnte mer mat engem Plus vu 528 Milliounen ofschléissen - déi éischte Kéier zënter zéng Joer konnten erëm schwaarz Zuele geschriwwe ginn! 2019 hate mer en Iwwerschoss vu 60 Milliounen.

Den Triple-A erlaabt eis haut, den Triple-A erlaabt eis zu dësem Moment, zu negativen Zënse Sue léinen ze goen, an d'Vertraue vun de Ratingagencen an eist Land ass och erëm do!

Och d'Situatioun vun der Staatsschold war 2013 net roseg: Se louch bei 23,7 % vum PIB. 2018 louch se bei 21,4 % - se war also erofgaangen. Enn 2019 louch se och ëm deen Dréi, an dat trotz engem Prefinanzement vun 1,7 Milliarden Euro, dee gemaach gouf, fir en Emprunt vun 2 Milliarde mat negativen Zënse kënnen ze refinanzéieren.

Wier déi Kris, an där mer elo sinn, net komm, dann hätt ee kënnen tëschent November 2019 an dem Mee dëst Joer déi ëffentlech Schold ëm eng hallef Milliard verréngeren. Domadder wier d'Staatsschold esouguer dëst Joer ënnert de Seuil vun den 20 % gefall, fir d'éischte Kéier zënter 2011.

Bis 2020 (veuillez lire: 2022) war virgesinn, d'Staatsschold kontinuéierlech erofzedrécken op 18,4 %, an dat gläichzäiteg bei Rekordinvestissementer an d'Infrastrukturen, an de Klimaschutz, an den Ëmweltschutz an an eng Sozialpolitik, déi hiren Numm verdéngt! Dat ass eng Leeschtung, virun där ee sech net brauch ze verstoppen!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et bréngt awer elo näischt, fir der Vergaangenheet nozekräischen, mee mir kënne frou sinn, dass mer Lëtzebuerg mat sanéierten a gesonde Staatsfinanzen konnten - jo, wéi soll ech dat elo soen? - an dës Course schécken, an dës Kris schécken. Eis Staatsfinanze waren am Equiliber an dat kënnt eis elo och zegutt!

Awer den Impakt vun der Kris ass däitlech sichtbar: Den 31. Oktober hate mer en Defizit vu ronn 2,25 Milliarden am Zentralstaat an no den Amendementer vun der Regierung, déi jo de Moien hei nach eng Kéier vum Här Minister presentéiert gi sinn, wäert den Zentralstaat 2021 en Defizit vun 2,7 Milliarde maachen. De Solde am Gesamtstaat läit virausiichtlech bei minus 1,9 Milliarden an den Här Finanzminister huet et gesot: Zu deenen zousätzlechen Depensë par rapport zum Depot gehéieren haaptsächlech d'Käschte fir den Impfstoff, d'Aidë fir d'Entreprisen an d'Depensë fir de Fonds de relance an de Fonds de l'innovation.

Ech ginn elo ganz kuerz op de Pluriannuel an: D'Zuelen an d'Previsioune fir no 2021 sinn natierlech opgrond vun der Situatioun - vun där volatiller an onsécherer Situatioun, an där mer sinn - mat Virsiicht ze genéissen a mir kënnen och zu dësem Zäitpunkt net mat 100%eger Gewëssheet soen, wat déi nächst Joren op eis zoukënnt, esouwuel um Niveau vun de Recetten wéi um Niveau vun den Depensen.

Haut gi mer dervun aus, dass mer wärend der Period 2021 bis 2024 am Gesamtstaat ni ënner en Defizit vun 3 % par rapport zum PIB falen. 2021 leie mer bei minus 3 %, 2022 bei minus 2,2 %, d'Joer drop bei minus 1,3 % an 2024 bei minus 0,9 % par rapport zum PIB.

Iergendwann gesäit een erëm Liicht um Enn vum Tunnel, och an dëser Kris. Mee, wéi gesot, dës Previsioune vum Pluriannuel stinn op wackelege Féiss, well et am Moment ganz, ganz schwéier ofzeschätzen ass, wéi déi Kris sech hei nach wäert entwéckelen a wéi se eis déi nächst Méint nach wäert impaktéieren. A mir wëssen och net, wat fir eng Repercussiounen dës Kris nach wäert op de Wuesstum, op d'Recetten an op d'Depensë vum Staat fir déi nächst Joren hunn - also, wéi gesot, am Pluriannuel.

Ech wëll och ervirsträichen - an d'Madamm Hansen hat dat och gesot -, dass d'nächst Joer och nach d'„general escape clause" gëllt, soudass sech déi europäesch Krittäre vum Pacte de stabilité et de croissance am Moment net applizéieren. Dat gëtt de Memberlänner, also och eis, den néidege budgetäre Spillraum, fir duerch déi Kris ze kommen.

Déi finanziell Momentopnam - an den Här Minister huet et och gemaach -, déi brauche mer net schéinzerieden, mee mir solle se awer och net onnéideg méi schlecht rieden, wéi se ass, an et soll ee scho guer net mat falschen Zuelen operéieren! An ech denken hei zréck un en duebelsäitegen Interview Enn Oktober an der gréisster Lëtzebuerger Dageszeitung, an deem zwee Deputéiert, finanzpolitesch Spriecher vun der CSV, behaapt hunn, d'Schold wier dëst Joer vun 18 op 28 Milliarde geklommen. Ech zitéieren: „Hierzulande" ist die Schuld „so schnell gestiegen […] wie in keinem anderen EU-Land, und zwar von ungefähr 18 auf 28 Milliarden Euro, das sind über 50 Prozent."

Ech muss lech éierlech soen, ech si bestëmmt keen esou ee Finanzmann, wéi déi zwee Leit, déi deen Interview ginn hunn, mee ech hunn awer net schlecht gestaunt! Fakt ass, dass eis Schold haut bei 16,2 Milliarde läit an - et ass virdru gesot ginn - 2021 virausiichtlech bei 18,9 Milliarde leie wäert. Dat ass dann eng Augmentatioun vu knapp 16 % par rapport zu 2019, also wäit ewech vun 10 Milliarden an och wäit ewech vu 50 %!

Dobäi muss een awer festhalen, dass et net déi éischte Kéier ass, wou d'CSV mat Zuelen hin- an hierjongléiert. Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier un en exzellente Kommentar um 100,7 erënneren, an ech zitéieren och hei: Et gëtt „[net gezéckt], fir mol e wéineg un den Zuelen ze dréien, wann d'Situatioun vun de Staatsfinanzen net schlecht genuch ass, fir Panik ze verbreeden."

Wann d'Leit hei sollen hannert d'Liicht gefouert ginn, da fannen ech dat eng bedenklech Entwécklung opsäite vun der gréisster Oppositiounspartei an dat ass enger sachlecher, faktebaséierter an demokratescher Ausernanersetzung hei am Haus net wierklech dénglech.

Här President, mäi Fraktiounskolleeg, den André Bauler, President vun der Finanzkommissioun, wäert nach méi am Detail op déi ekonomesch Wiederlag agoen. Fir eis waren déi budgetär Niewewierkunge vun der Coronakris onëmgänglech an alternativlos. Jo, si waren néideg, fir d'Leit an de Betriber ze stäerken an duerch dës Kris ze féieren.

D'Regierung huet hir Verantwortung iwwerholl an de Prabbeli wäit opgespaant, fir keen am Ree stoen ze loossen - an ech mengen, dat Verspriechen, dat hu si gehalen. Mam gréisste Stabiliséierungspak an der Geschicht vun eisem Land huet d'Regierung séier reagéiert. Den éischte Pak hat e Volume vun 10,4 Milliarden Euro a mam Programm „Neistart Lëtzebuerg" koumen nach eng Kéier Mesuren an Héicht vun 800 Milliounen Euro derbäi. Déi Sue ware virgesinn, fir de lokale Commerce, déi lokal Gastronomie an den Tourismussecteur ze ënnerstëtzen.

Domadder ass de Gesamtvolume vum Stabiliséierungspak op 11,2 Milliarde geklommen, wat 18,5 % vum PIB ausmécht. Ech mengen, dat ka sech am europäesche Vergläich duerchaus weise loossen!

An ech wëll elo och net nach eng Kéier op all eenzel Mesure agoen, mee ech denken awer virop un de Chômage partiel, deen nach ëmmer Aarbechtsplazen an domadder Existenzen ofséchert. Bei de Salariéen, déi de Mindestloun verdéngen, huet de Staat souguer net nëmmen 80 %, mee 100 % iwwerholl! A mir begréissen och, dass de Chômage partiel fir besonnesch vulnerabel Secteuren iwwert den 31. Dezember eraus verlängert gëtt.

D'Regierung huet och op en Neits hir sozial Oder ënner Beweis gestallt. An dëse schwéieren Zäiten huet kee missen tëschent der Famill an dem Beruff wielen. De Congé pour raisons familiales huet villen Eltere dee Moment gehollef, wéi d'Schoulen, d'Crèchen, d'Maison-relaisen zou waren. D'Allocation de vie chère elo fir d'Joer 2020 gouf verduebelt, wat fir déi Schwächst an eiser Gesellschaft eng weider Stäip ass. D'Loyere goufen agefruer an déi Mesure, déi hu mer jo en Donneschden och um Programm, fir se ze verlängeren. Ech erënneren awer och un de Congé pour soutien familial, deen et de Leit erlaabt, sech ëm hir eeler Elteren respektiv ëm Leit mat engem Handicap ze bekëmmeren.

Ech wëll awer och nach eng Kéier e Wuert verléieren iwwert de Mindestloun, dee mer d'lescht Woch hei eestëmmeg gestëmmt hunn. Mir hunn eestëmmeg gestëmmt, dass de Mindestloun soll ëm 2,8 % an d'Luucht goen an de REVIS och. 2,8 %, dat ass net näischt, wann ee bedenkt, dass mer de Mindestloun d'lescht Joer schonn exceptionnel ëm 100 Euro netto gehéicht hunn! Dës aussergewéinlech Augmentatioun gouf zu zwee Drëttel vum Staat gedroen.

Elo geet de Mindestloun also nach eng Kéier an d'Luucht, an dat zu enger Zäit, wou vill Betriber scho Problemer hunn, fir all Mount genuch zesummenzekrazen, fir hir Mataarbechter ze bezuelen. Et war awer e bewosste Choix, et war och dee richtege Choix grad zu dësem Moment, et war dee richtege Choix zum richtegen Zäitpunkt, fir dës Augmentatioun vum Mindestloun virzehuelen. Jo, d'Betriber hunn ze kämpfen, mee och Dausende Leit hei am Land, déi de Mindestloun verdéngen, hunn all Dag ze kämpfen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. D'Demokratesch Partei steet wéi keng aner hannert dem Leeschtungsprinzip an d'Aarbecht muss sech lounen! Et kann net sinn, dass eng Persoun, déi all Dag schaffe geet, awer Problemer huet, fir um Enn vum Mount d'Enner zesummenzekréien.

Ech wëll elo net nach eng Kéier op alleguerten déi sozial Mesuren agoen, déi dës Regierung an de leschte Jore scho geholl huet, fir de Leit ze hëllefen. Et sinn der eng jett an dës Regierung brauch sech fir hir Sozialpolitik viru kengem ze verstoppen.

Här President, ech wëll an dësem Kontext awer nach eng Kéier op de Mindestloun zréckkommen an de concernéierte Patrone versécheren, dass mir eis hirer schwiereger Situatioun bewosst sinn. Mir loosse keen am Ree stoen a fir déi zousätzlech Belaaschtung fir d'Betriber duerch d'Erhéijung vum Mindestloun ofzefiederen, gëtt eng Aide unique an Héicht vu 500 Euro agefouert, déi ee fir all Mindestlounempfänger a sengem Betrib ausbezuelt kritt.

Dës Regierung huet also de Beweis erbruecht, dass mer alles derfir maachen, dass d'Betriber, déi virun der Kris finanziell keng Problemer haten, och gesond aus der Kris erauskommen. An dat ass och déi Politik, déi an dësem Budget drasteet, an dat ass déi Politik, déi mer déi nächst Jore wëllen a wäerte weiderféieren.

Une voix.- Ganz gutt!

Une autre voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- D'Regierung leet och no bei der Steiergerechtegkeet. Esou, wéi de Premier et scho beim État de la nation annoncéiert huet, ginn d'FISen, d'Fonds d'investissement spécialisés reforméiert, fir Abusen an Deriven um Wunnengsmarché ofzeschafen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Zweetens gëtt och de Regimm vun de Stockoptions, deen 2002 agefouert gi war, ofgeschaaft. Gläichzäiteg gëtt awer mam Budget 2021 d'Méiglechkeet vun enger Prime participative agefouert, iwwert déi e Salarié um Benefiss vu sengem Betrib ka bedeelegt ginn.

Als DP si mer der Meenung a mir bleiwen der Meenung, dass de Standuert muss attraktiv bleiwen, fir Talenter, fir Knowhow, fir Manager, fir Startups a fir Kadere bei eis an d'Land ze zéien.

Une voix.- Richteg!

M. Gilles Baum *(DP).*- An et ass duerfir och gutt, dass d'Stockoptions net ersatzlos gestrach gi sinn, mee duerch méi gerecht Mesuren ersat gi wéi d'Participatioun um Benefiss an d'Prime d'impatriation. Wéi sot den Här Finanzminister: An der Zesummefaassung sinn dës nei Mesuren zilgerecht, transparent a manner deier.

Une voix.- Gutt bemierkt!

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, de Logement ass nach ëmmer ee vun de gréisste Problemer bei eis am Land, esou éierlech muss ee sinn. Bis elo huet keng Regierung a keng eenzel Partei et fäerdegbruecht, dëse Problem ze léisen. D'Logementspräisser klamme weider - an och dëst Joer mécht do keng Ausnam.

Et ass net esou, wéi wa kee probéiert hätt, eng Léisung fir dëse komplexe Problem ze fannen - ganz am Géigendeel! All Regierung huet hir Meritten. An dësem Budget sinn déi finanziell Mëttele fir de Logement, déi een zur Verfügung gestallt kritt, ëm 11 % an d'Luucht gaangen.

A wann d'ëffentlech Hand - de Staat an d'Gemengen - wëll méi aktiv ginn, da muss se och un Terraine kommen. Dat heescht, wann de Staat an d'Gemenge keng Terrainen opkafe ginn, fir da mat den Acteure Logement ze schafen, da wäerte mer dat doten och net an de Grëff kréien!

An d'Madamm Hansen huet Recht, wa se seet - si huet et virdru gesot -: Et ass elo net, fir nach ëmmer ze soen, wat d'CSV net gemaach hätt, well mer siwe Joer an der Regierung sinn. Domat huet se Recht! Ech erënneren awer drun, dass de Premier 2002 gesot hat, et géif um Wunnengsbaumaart eng massiv Offensiv ginn an dass de Staat seng Terraine géif op de Marché geheien. Ech ka mech awer net drun erënneren, dass dat zu deem Zäitpunkt geschitt ass. An do waren awer tëscht 2002 an 2013 eelef Joer Zäit, fir och do eppes ze ënnerhuelen! Mee d'Madamm Hansen huet Recht: Mir si gefuerdert, mir heibannen, d'Regierung an d'Gemengen dobaussen.

Une voix.- De Fonds du logement huet nach vill Terrainen!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Et gëtt och op engem anere Punkt gutt Nouvellen a mir gesi Liicht um Enn vum Tunnel vun engem wichtege Puzzlesteck, fir de Logementsproblem an de Grëff ze kréien: Mam Baulandvertrag - an ech kucken hei op de Kolleeg Max Hahn, dee sech laang bei eis ëm dee Projet bekëmmert huet - gëtt eng DP-Iddi an noer Zukunft Realitéit. Nodeems d'Regierung rezent Amendementer eragereecht huet, schéngen déi juristesch Hürden elo aus dem Wee geraumt ze sinn.

Mam Baulandvertrag maache mir all zukünfteg Diskussioun iwwer Spekulatioun mat Bauterrainen iwwerflësseg. En Terrain, deen an der Zukunft an de Bauperimeter erakënnt, gëtt entweeder zäitno bebaut oder e flitt erëm eraus. De Baulandvertrag ass eiser Meenung no déi eenzeg fair a gerecht Method, fir d'Spekulatioun an de Grëff ze kréien, well d'Spillreegele fir jiddweree kloer sinn: Entweeder du bebaus däin Terrain innerhalb vun enger gewëssener Zäit oder du weess, dass däin Terrain erëm zréckklasséiert gëtt. Mir huelen also kengem eppes ewech a mir schränken och kengem seng Rechter an.

Dat nämmlecht kann ee bei aneren Instrumenter, déi vu verschiddene Parteien heiansdo an d'Spill bruecht ginn, leider net behaapten: éischtens emol d'Spekulatiounstax a virun allem - virun allem! - d'Enteegnung! Besonnesch d'Enteegnung stellt e schroen Agrëff an eng verfassungsrechtlech geschützte Fräiheet duer, nämlech d'Recht op Eegentum.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ob et eis gefält oder net, Spekulatioun mat Bauland ass net verbueden. Ech soen et riicht eraus: Mir gefält dat och net! Mee ech weess awer och, dass et nach aner Grënn ginn, fir en Terrain net direkt ze bebauen, wéi d'Spekulatioun. Et sinn zum Beispill déi vill zitéiert Groussëlteren, déi hiren Terrain fir d'Kanner oder d'Kandskanner wëllen halen. An et bréngt eis wierklech hei an der Diskussioun keen Zentimeter weider, wa mer d'Leit enteegnen oder d'Vente vun hirem Terrain erzwéngen!

Mam Baulandvertrag komme mer der Léisung vum Logementsproblem also e gutt Stéck méi no. Et ass e grousst Puzzlesteck, awer nëmmen ee Stéck vu villen, fir dee grousse Puzzle ze finaliséieren.

Duerfir wëll ech och net onernimmt loossen, dass d'Regierung rezent eng ganz Rei vu Projeten op den Instanzewee bruecht huet, déi eis Stéck fir Stéck virubréngen an d'Wunnsituatioun zu Lëtzebuerg verbessere wäerten. Ech schwätze vum Pacte Logement 2.0, deen d'Gemenge mat an d'Boot hëlt, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen. Ech denken awer och un d'Gesetz iwwert de Bail à loyer an de gesetzleche Kader fir d'Colocatiounen, deen eis als DP scho méi laang um Häerz läit.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aarbecht, awer och d'Vereenbarkeet tëschent der Aarbecht an dem Beruff, Famill a Fräizäit sinn zënter laangem e grousst Uleies an eng grouss Prioritéit fir d'DP.

Nieft all deem, wat mer hei an deene leschte Jore schonn erreecht hunn - an ech erënneren do just nach eng Kéier un de reformëierte Congé parental -, musse mer och an Zukunft weider Efforte maachen, fir dass d'Aarbecht hei am Land nach méi attraktiv gëtt, an ech denken hei natierlech un d'Salariéen, awer och un d'Betriber. Mir sti fir eng Win-win-Politik, also fir Mesuren, déi béide Säiten déngen.

Den Teletravail ass esou eng Mesure, awer och d'Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten. D'Coronakris huet dëst ville Leit just nach méi däitlech gemaach an de Wonsch no méi Flexibilitéit an no méi Zäit verstäerkt. Mir sinn et deene Leit schëlleg, a béide Beräicher ze liwweren, an dofir setze mir eis als Demokratesch Partei och an.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aarbechtswelt ass am Wandel. D'Coronakris huet déi lafend Digitaliséierung vun der Aarbecht nach eng Kéier massiv acceleréiert a fir dësem Wandel an den zukünftegen Ufuerderunge vum Aarbechtsmarché gerecht ze ginn, mussen eis Schoulen och mat dëser Entwécklung Schrëtt halen. D'Schüler mussen op d'Aarbechtswelt vu muer virbereet ginn!

Duerfir ass et gutt, dass bei dëser Rentrée ënner anerem déi digital Kompetenze vun de Schüler nach méi gefuerdert ginn - Stéchwuert „Coding", wou d'Schüler op eng spilleresch, awer altersgerecht Manéier un déi nei Technologien erugefouert ginn. Dat wëllt net heeschen, dass jiddwereen an Zukunft soll oder muss Informatiker ginn, mee et sollt een awer e Grondverständnis hunn, wéi e Computer oder en Algorithmus fonctionéiert. Mat der Aféierung vum Coding an de Schoulprogrammen ziele mer an Europa zu de Virreider.

Nieft der Formatioun gëtt awer och Wäert geluecht op den Iwwergang vum Lycée op den Aarbechtsmaart. Mat der Initiativ „Diplom +" huet de Minister Claude Meisch en neie Wee ageschloen. Et handelt sech dobäi ëm eng Formatioun vun engem Joer, déi et de Jugendlechen erlaabt, hir Softskills, hire praktesche Savoir-faire an hir Autonomie ze stäerken. D'Formatioun riicht sech u jonk Diplomëierter aus dem Enseignement secondaire an aus der Formation professionnelle a vermëttelt eng breet gefächert Zuel vun transversale Kompetenzen (veuillez lire: eng grouss Zuel vu breet gefächerten transversale Kompetenzen), déi haut an an Zukunft um Aarbechtsmarché wäerte gebraucht ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et hei uewe scho méi wéi eng Kéier gesot: Et kann no der Covidkris net einfach esou weidergoe wéi virdrun, mee mir mussen - a mir wëllen dat och - déi richteg Léieren aus der Kris zéien!

Dat trëfft op vill Beräicher zou, mee et trëfft awer besonnesch op de Gesondheetsberäich zou. Am Kader vum neie Spidolsplang huet d'DP schonn eng regional flächendeckend Versuergung an eise Spideeler erreecht. D'Offer u basismedezinneschen Déngschter ass ausgebaut ginn. Doriwwer eraus hu mir eis och fir e méi staarkt Matsproocherecht vun den Dokteren an de Personaldelegatiounen an de Verwaltungsréit vun de Klinicken agesat. An op dës Efforte musse mer opbauen.

Opgrond vun der demographescher Entwécklung an och opgrond vun der Liewenserwaardung, déi ëmmer méi an d'Luucht geet, wäerten déi nächst Jore weider Erausfuerderungen op d'Gesondheetswiesen zoukommen. De Gesondheetssystem wäert an Zukunft mat Sécherheet nach méi staark an Usproch geholl ginn. Dat musse mer elo anticipéieren a mir musse versichen, eis Ofhängegkeet vum Ausland, vun deene Leit, déi all Dag bei eis an eise Santéssecteur schaffe kommen, ze reduzéieren. D'Gesondheetsberuffer mussen also valoriséiert ginn an d'Formatioun muss méi attraktiv gemaach ginn, fir esou zousätzlech jonk Leit hei zu Lëtzebuerg ze motivéieren, fir sech an de Gesondheetsberuffer ze engagéieren.

D'Coronakris an hir Suitte setze ville Leit zou an och déi mental Gesondheet wäert eis an den nächste Méint mussen eng Prioritéit sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch frou sinn ech, dass d'Regierung trotz där ugespaanter finanzieller Lag d'Investitioune weider héichhält. Wéi sot de Finanzminister esou schéin: „Et ass net trotz, mee eebe grad wéinst der Kris", dass d'Regierung d'Investitiounen héichhält.

Et wär nämlech falsch, an engem Moment, wou d'Leit an de Betriber sech existenziell Froe stellen, d'Depensen erofzeschrauwen, fir de Budget am Equiliber ze halen. Mir mussen a mir wëlle Lëtzebuerg op d'Defie vun der Zukunft virbereeden! De Wee féiert iwwert d'Weiderféiere vun engem ambitéisen Investitiounsprogramm. Fir d'Joer 2021 sinn Investissementer an Héicht vun 2,8 Milliarde virgesinn, dat entsprécht ronn 4,3 % vun eisem PIB a läit domat weider op Rekordniveau.

Och d'Investitioune fir méi Nohaltegkeet a Klimafrëndlechkeet sinn esou héich wéi ni. D'Regierung huet sech e Klimaplang an e Klimagesetz mat ganz ambitiéisen Ziler ginn, dat mer d'lescht Woch ugeholl hunn, an ech mengen, do gehéiere mer weltwäit och zu de Virreider am Kampf géint de Klimawandel.

Gläichzäiteg ass awer och kloer, dass e puer politesch Prioritéiten, déi d'Regierung sech an de Koalitiounsaccord geschriwwen hat, wäerte mussen no hanne gereckelt ginn - mee, wéi soe se déisäit der Musel: „Aufgeschoben ist nicht aufgehoben". Mir sti weiderhin zu der politescher Ausriichtung, déi mer eis virun zwee Joer ginn hunn, ma de Moment gëtt et weiderhi ganz kloer Prioritéiten: Liewe retten, Mënschen an der Aarbecht halen an eis Ekonomie relancéieren.

Här President, ech géif als Konklusioun gären dës puer Messagë mat op de Wee ginn: Ech hunn uganks gesot, dass een dëse Budget net ka vergläiche mat de Budgete vun deene Jore virdrun. Ech denken, mir schwätzen haut iwwert dee wichtegste Budget - oder mat Sécherheet ee vun de wichtegste Budgeten - an der Geschicht vun eisem Land - an et ass keen normale Budget!

Et ass e Budget vun der Sécherheet, deen onzielege Leit a Betriber och dat nächst Joer d'Garantie gëtt, dass mer si net am Ree stoe loossen. Et ass e Budget vun der Mënschlechkeet, well hannert all Zuel verstoppt sech e Gesiicht, e Mënsch, deem mer mat enger ganzer Panoplie u soziale Mesuren ënnert d'Äerm gräifen.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz genee!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Et ass e Budget vun der Zouversiicht a schwieregen Zäiten, deen den Ursprooch huet, eist Land esou opzestellen, dass mer aus dëser Kris besser erauskommen, wéi mer virdrun do stoungen.

Mäi Merci gëllt awer och dem Budgetsrapporter François Benoy, deen eis hei gëschter e ganz interessanten a flotten Exposé gehalen huet an dee mat senge 50 Pisten, mengen ech, eng ganz Rei Iddie mat op de Wee ginn huet, déi mer kënnen an den nächste Jore verdéiwen a realiséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et geet bei dësem Budget net ëm d'Politik vun deem engen oder d'Politik vun deem aneren, et geet net ëm „la gauche ou la droite", mee et geet ëm d'Ëmsetzung vun de politesche Projete vun deem engen oder aneren. Et geet drëm, dat Richtegt ze maache fir d'Bierger vun dësem Land, an zesumme packe mir dat!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie hält nach ëmmer d'Welt an Otem. D'Kristalina Gueorguieva, d'Cheffin vum FMI, huet am Abrëll festgestallt, dass d'ekonomesch Kris, déi eis duerch d'Coronapandemie erwaart, déi schlëmmst wäert ginn zanter der Grande Dépression vun 1929 - a vun där gëtt haut nach geschwat!

Am Januar ass den FMI nach dervun ausgaangen, dass dëst Joer an 160 Länner vun der Welt de PIB pro Kapp géif wuessen. Nëmmen e puer Méint méi spéit ass dat Bild komplett op d'Kopp gestallt ginn an esou geet den FMI dervun aus, dass an 170 Länner op dëser Welt de PIB pro Kapp zréckgeet. Ënnert deene Länner ass natierlech och Lëtzebuerg.

Loosst eis awer net vergiessen - an ech soen dat bewosst elo schonn um Ufank vu menger Ried -, dass et ganz vill Länner op dëser Welt gëtt, déi eng Rezessioun vill manner gutt verquësse kënne wéi Lëtzebuerg, well se hirer Populatioun net kënnen de generéise Sozialsystem erméiglechen, dee mer hei am Land hunn!

D'Solidaritéit also mat deenen äermste Länner a Mënschen op dëser Welt däerf ee grad a Krisenzäiten net vergiessen, well soss huet dat Wuert „Solidaritéit" säi Sënn verluer.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- D'Konjunktur huet erwaardungsgeméiss op der ganzer Welt méi wéi just eng Dell kritt. An der Eurozon ass de PIB am éischten Trimester vun dësem Joer ëm 4 % zréckgaangen, am zweeten Trimester souguer ëm 12 %. Am Verglach dozou ass Lëtzebuerg nach relativ gutt ewechkomm. Mat minus 1,4 % a minus 7,2 % ass natierlech och Lëtzebuerg net laansicht eng ekonomesch Rezessioun komm, mee se ass bedeitend manner déif wéi a villen anere Länner vun der Eurozon an doriwwer eraus.

D'Europäesch Kommissioun geet an hire leschte Previsioune vum 5. November dëst Joer vun engem Réckgang vum PIB nach just vu 4,5 % aus an och de Statec huet a senger Note de conjoncture seng Erwaardungen erëm liicht no uewen ugepasst a geet vun engem Réckgang vun tëschent 3,5 % a 4,5 % aus.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Virun allem awer den Aarbechtsmarché weist sech zu Lëtzebuerg méi resilient wéi deen am Ausland. Souguer am zweeten Trimester, wou den haarde Lockdown jo seng ekonomesch Konsequenze ganz entfale konnt, ass den Emploi hei zu Lëtzebuerg just ëm 0,6 % zréckgaangen, a Frankräich awer ëm 2,6 % an an der Eurozon souguer 2,9 %. Hei zu Lëtzebuerg, wéi gesot, ëm 0,6 %.

Lëtzebuerg ass dat eenzegt Land an der Eurozon, an deem den Emploi fir dëst Joer net zréckgeet, mee der Kris trotze kann. Hei weist sech ganz kloer, dass déi determinéiert Aarbechtsmaartpolitik vum Dan Kersch mam Chômage partiel, vun deem am Abrëll um Pic vum Lockdown 150.000 Salariéë profitéiere konnten, hir Friichte gedroen huet. En huet de Savoir-faire an den Entreprisë gehalen an en huet de Salariéë Sécherheet a Stabilitéit bruecht. Dat war extreem wichteg an deem Moment, fir dat ze maachen, an d'Regierung huet do déi richteg Decisioun geholl.

Dass Lëtzebuerg bis elo verhältnisméisseg gutt doduerchkomm ass, léisst sech duerch eng Rei vu Facteuren erklären. Anescht wéi am Joer 2008 ass et am Joer 2020 en Atout gewiescht fir eist Land, dass eis Ekonomie esou staark vun der Finanzplaz gedroe gëtt. De Finanzsecteur ass effektiv an dëser Kris e Stabilitéitsfacteur - eng Ausso, déi am Joer 2008 sécherlech net gegollt huet. Dat kann ee Chance nennen, dat kann ee frou maachen, mee op Chance a Freed eleng kann een natierlech och kee Land opbauen.

Den Avis vun der Cour des comptes huet nach eng Kéier däitlech gemaach, wéi ofhängeg eis budgetär Recettë vun der Finanzplaz sinn. Huele mer déi véier grouss Kategorië vun den direkte Steiere beieneen - d'Kollektivitéitssteier, d'Akommessteier, d'Steier um Kapital an och d'Steier um Verméigen -, da stelle mer fest, dass de Finanzsecteur eleng bal 4,4 Milliarden Euro generéiert. Domadder kommen am Joer 2019 méi wéi d'Hallschent - 52 %, fir genau ze sinn - vun deene Steieren aus dem Finanzsecteur. Am Joer 2014 waren dat nach just 44 %. Haut sinn et der, wéi gesot, 52 %.

An och wann ee sécherlech Kritik um Finanzsecteur äusseren däerf an och Verbesserungen do ze maache sinn, déi och mussen ënnerholl ginn - et muss een dee Kader setzen, et muss een dem Finanzsecteur och de Kader setzen, fir dass en eppes kann ofginn un d'Kollektivitéit -, sou soll een awer net verwurrelt - an ech géif och soen, net zoutreffend - Aussoe maachen, wéi dat e Vertrieder vun déi Lénk de 14. Oktober am „Kloertext" gemaach huet - e sëtzt och heibannen. Et misst ee mat esou Aussoen awer oppassen, wéi e gesot huet, dass d'Finanzplaz e „Monster" wier, e „Monster", dat, wann een dat weider géif nieren, eis géif opfriessen.

An dobäi wësse mer awer, dass mer dësem Secteur zum groussen Deel eise Wuelstand hei zu Lëtzebuerg ze verdanken hunn an dass duerch dee Secteur an dëser Pandemie - an och virdrun a sécherlech och nach duerno - eise gudde Sozialsystem finanzéiert gëtt, duerch dee mer ville Leit konnten hëllefen an duerch dee vill Leit an der Aarbecht konnte bleiwen an och konnte quasi iwwerliewen. An déi puer 10.000 Leit, déi am Finanzsecteur schaffen, déi verstinn dës Ausso och net richteg.

Et gesäit een also, dass d'Ofhängegkeet bei eise Recettë vun der Finanzplaz tendenziell éischter zouhëlt. Dëst muss een am A behalen, wëssend, dass et d'Resultat dovunner ass, dass de Finanzsecteur einfach iwwert déi lescht Joren eng besonnesch gutt Dynamik hat par rapport zu deene villen anere Wirtschaftssecteuren. Dat heescht also net, dass déi aner Wirtschaftssecteure schwaach waren, wann een dat am Verglach kuckt, bien au contraire, mee et heescht ganz einfach, dass de Finanzsecteur einfach eng besonnesch gutt, eng besonnesch grouss Dynamik hat.

Wann een d'Evolutioun vun de Steieren an engem méi groussen Zäitfënster kuckt, da kënnen engem nach e puer Saachen opfalen. Et stécht zum Beispill eraus, dass d'Akommessteier mat engem Undeel vun 51 % net nëmmen en décke Brocke vun eisen direkte Steiere ass, mee dass d'Dynamik vun der Akommessteier impressionnant ass.

Fir d'nächst Joer ginn d'Previsiounen dervun aus, dass d'Akommessteier bei méi wéi 4,5 Milliarden Euro wäert leien. Dëst ass e Plus vun net manner wéi 8,2 % par rapport zu deem no ënne revidéierte Chiffer vum Joer 2020. Wann ech mer d'Evolutioun an enger méi breeder Zäitfënster dann awer ukucken, da stellt ee fest, dass tëschent 2009 an 2019 d'Akommessteier ëm méi wéi 2 Milliarden Euro geklommen ass. Oder anescht ausgedréckt: ëm 106 %. Och dat kann ee frou maachen, well dat heescht näischt aneres, wéi dass Lëtzebuerg e Land ass, dat gutt Aarbechtsplaze schaaft, an e Land ass, an deem et sech gutt liewe léisst an dat och ganz vill Leit unzitt.

À long terme muss een awer déi Entwécklung do, déi Evolutioun do och am A behalen, well et ass eiser sozialer Kohäsioun net dénglech, wann d'Steieren op der Aarbecht iwwer e längeren Zäitraum däitlech méi staark wuesse wéi d'Steieren op dem Kapital.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat ass eng Evolutioun, déi ass net gutt an déi musse mer och kënnen ëmdréien. Et ass wichteg, dass d'Biergerinnen an d'Bierger d'Vertrauen an d'Politik behalen, dass se am Sënn vun der Allgemengheet handelt. Et däerf een duerfir legitimm Diskussiounen net am Keim erstécken. Et muss ee Courage hunn an der Politik an et muss ee sech op all Zorte vun Diskus-

siounen aloossen. An d'Diskussioun iwwert d'Justice fiscale ass esou eng Diskussioun.

Déi Diskussioun ass net nei, mee si bleift awer wichteg. An all Kris ginn et Leit, déi besonnesch verléieren, an anerer, déi gewannen. Dat ass an dëser Kris och net anescht. De Jeff Bezos gehéiert zu de grousse Gewënner vun dëser Kris. Zanter dem Ufank vum Joer, wann een d'Etüde vu Bloomberg, UBS a PwC analyséiert, huet de Jeff Bezos säi Verméige vun 114 Milliarden op 189 Milliarden Dollar kënne verbesseren - also eng Plus-value vu méi wéi 74 Milliarden Dollar a manner wéi engem Joer, eng ongeheierlech Zomm an och en ongeheierleche Fait, dass een esou vill Sue kann an engem Joer gewannen.

Une voix.- Fënnefmol eise Staatsbudget!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Fënnefmol eise Staatsbudget. Dëst verwonnert och eigentlech net, well Amazon gehéiert zu deene gréisste Gewënner vun dëser Kris, souguer am Verglach mat aneren Technologiefirmen aus dem GAFA-Club. No enger Chute am Mäerz sinn d'Indicen op de Bourssen, contrairement zur reeller Ekonomie, generell relativ séier erëm ganz staark geklommen.

Wann een esou Tendenzen hannerfreet, huet dat iwwerhaapt näischt mat Sozialnäid ze dinn, mee mat enger méi wéi iwwerfälleger Fro vu Solidaritéit a vu Verdeelung vum Räichtum. An déi Diskussioun, déi musse mer féieren. Als LSAP-Fraktioun hu mer en Débat d'orientation ugefrot iwwert d'Justice fiscale. A mir freeën eis op konstruktiv an instruktiv Gespréicher mat deene verschiddenen Experten op deem Gebitt. No dësen Diskussioune wäerte mer e Rapport an der Kommissioun maachen an en interessanten Debat hei an der Chamber féieren.

D'Digitalsteier, Dir Dammen an Dir Hären, op déi verschidde Länner net wäit vun eis ewech - ech denken do u Frankräich an un Éisträich - zréckgegraff hunn, gëtt eng méiglech Äntwert op déi sozial Verwerfungen, déi scho méi laang do waren, awer elo mat der Kris nach eng Kéier méi visibel gi sinn.

Déi national Digitalsteieren, déi grouss Multinationalle wéi Facebook oder eeben Amazon sollen zwéngen, hir Kontributioun un d'Allgemengheet bäizedroen, wou den Utilisateur effektiv wunnt, brénge leider net dat, wat sech vun hinne versprach gëtt, well se nëmmen op Basis vum Chiffre d'affaires gerechent ginn, wat et zum Beispill Amazon zimmlech einfach mécht, déi Digitalsteier in fine weider op de Konsument ofzewälzen.

Wa Frankräich elo de grousse Multinationallen déi Digitalsteier a Rechnung gestallt huet, dann ass dat och vill méi eng Reaktioun op eng Blockad vun der republikanescher Administratioun am Wäissen Haus, déi manifestement keng multilateral Léisung gewollt huet.

Dee beschte Wee wier eigentlech hei en Accord op OECD-Niveau. An d'LSAP erwaart sech, dass d'Regierung aktiv un engem politeschen Accord konstruktiv hei matwierkt.

Aner Aspekter mussen awer och beliicht ginn. Eng effikass Verméigenssteier fir Privatpersoune mat ganz héijem Patrimoine däerf keen Tabutheema sinn. Den Débat d'orientation soll eis an deem Sënn och weider Erkenntnisser bréngen.

An hei wëll ech eng Klammer opmaachen, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Positioun nach eng Kéier kloer ze maachen: Wann d'LSAP vu Verméigenssteier schwätzt, da geet et hei net ëm de Mann oder d'Fra, ëm déi kleng Famill, déi hiert Liewe laang geschafft huet, déi elo eng Immobilie oder e puer Su op der Säit huet an elo misst derfir blechen, dass se gutt gespuert an dass se sech an hirem Liewe gutt druginn huet. Dorëms, ëm déi, geet et net, well fir si soll e grousse Fräibetrag spillen. A mir kënnen eis hei e Betrag zwëschen 2 an 3 Milliounë virstellen, deen ausgeschloss gëtt vun dëser Steier, wou also de Gros vun de Leit hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt net vun dëser Steier betraff wier. Si géifen also net vun dëser Steier betraff ginn, mee déi wierklech grouss Fortunne géifen awer getraff ginn an déi sollen och méi e grousse Bäitrag un d'Allgemengheet ofginn.

De Staat brauch an den nächste Jore sécherlech net manner Suen. Bei engem Wuesstum, deen elo schonn 10, 15, 20 Joer hei am Land unhält, brauch de Staat, fir sengen Aufgaben nozekommen, fir seng Strukturen auszebauen, fir den ëffentleche Service, dee mer ubidden, oprechtzeerhalen an ze verbesseren, och méi Suen, fir all déi doten Erausfuerderunge kënnen ze meeschteren.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn als LSAP houfreg an zefridden, dass mat dësem Budgetsrapport schonn eng Rei wichteg Akzenter an der Justice fiscale gesat goufen. D'Ofschafe vun de sougenannte Stockoptions, déi eigentlech d'Progressivitéit vun eisem Steierbarème uewe bei de Cadres supérieurs perverserweis erëm ofgeflaacht hunn, d'Ofschafe vun dëse Stockoptions ass an eisen Aen essenziell wichteg gewiescht. Den Déchet fiscal war mat méi wéi 130 Milliounen am Joer 2017 de Leit dobaussen einfach net méi ze erklären. D'Prime participative ass do méi demokratesch, well net nëmmen d'Cadres supérieurs kënnen an de Genoss kommen, an den Déchet fiscal ass vill manner héich, well d'Primm sech op 5 % vum Bénéfice d'exploitation vun der Entreprise limitéiert.

Och d'Besteierung zu 20 % vun de Revenuen aus de FIS immobiliers ass e wichtege Schratt no vir. Den Amortissement accéléré ass souwuel am Taux vu 6 % op 5 % respektiv op 4 % wéi och an der Durée vu sechs op fënnef Joer ageschränkt ginn. An opgrond vun der Äntwert op dem Yves Cruchten seng Question parlementaire vum 30. Oktober wësse mer, dass deen alen Amortissement accéléré en Déchet fiscal vun net manner wéi 50 Milliounen Euro hat. Dësen Dispositif kënnt aus enger Zäit, wou ee vläicht huet wëllen Ureizer schafen um Immobiliemaart op der Säit vun der Nofro, mee an der Situatioun, wéi se de Logementsmarché am Moment huet, brauch een d'Acquisitioune vun Immobilien aus anere Grënn wéi selwer dran ze wunnen wierklech net méi fiskal ze ënnerstëtzen. An duerfir ass dat e richtege Schratt gewiescht, do den Amortissement accéléré ofzeflaachen.

Et muss een hei och e Suivi maachen, wéi grouss den Déchet fiscal wäert ginn, well mer jo mam Budgetsgesetz en Amortissement accéléré schafen op zéng Joer fir nohalteg energeetesch Renovatioune beim existéierende Logement locatif.

An och hei op eng Question parlementaire - déi selwecht, nee, vläicht och eng aner vum 30. Oktober, och vum Yves Cruchten - ass d'Äntwert gewiescht, dass een net ofschätze kann, wéi vill Steierzueler op dësen ekologeschen Amortissement accéléré wäerten zréckgräifen. An engem Joer musse mer hei de Bilan maachen, an engem Joer musse mer dat hei analyséieren. Dat ass wichteg.

Wéi et d'nächst Joer weidergeet, Dir Dammen an Dir Hären, ka kee viraussoen. De Statec huet seng Previsioune fir 2021 spierbar no ënne revidéiert par rapport zur Croissance, déi am Projet de budget fir 2021 virgesi war - spierbar no ënne revidéiert! Mee et ass natierlech immens schwéier, d'Konjunktur och nëmmen op ee Joer virauszegesinn, well se Achterbunn fiert, woubäi d'Héichten an d'Déifte vun der Achterbunnfaart determinéiert gi vun der Evolutioun um sanitäre Plang zu Lëtzebuerg, awer och insgesamt an der EU.

D'Onsécherheet vun de Previsiounen ass deemno héich, mee dëst gëllt net nëmme fir Lëtzebuerg, mee fir alleguer d'Länner. Wat awer nëmme wéineg Länner wéi Lëtzebuerg maache kënnen, dat ass déi generéis an ambitiéis Politik vun der Relance. Nëmme ganz wéineg Länner op der Welt hunn esou determinéiert kënne virgoen. Insgesamt huet d'Regierung mam Stabiliséierungsprogramm an enger éischter Phas a mam Programm „Neistart Lëtzebuerg" an enger zweeter Phas Hëllefe vun engem Volume vun 11,2 Milliarden Euro virgesinn. Dat entsprécht 19 % vun eiser Wirtschaftskraaft. D'Direkthëllefen, déi belafe sech op 4,6 Milliarden Euro. Bei esou Zuelen duerf et engem net schwindeleg ginn, well wann een e Land duerch d'Kris wëllt féieren, da brauch een e klore Kapp. Mir sollen duerfir eng virsiichteg Finanzpolitik maachen, awer keng ängschtlech Finanzpolitik.

An hei gëtt ganz vill an deene Riedebäiträg, net direkt viru mer, mee nach e bësse viru mer, mat der Angscht gespillt. Ech fannen, dat ass kee gudde Ratgeber an dat ass och keng gutt Method.

Viraussiichtlech wäerten net all d'Direkthëllefen, déi agerechent gi sinn, och finalement an Usproch geholl ginn. Déi divers Direkthëllefen, déi vum Wirtschaftsministère ënnert dem Franz Fayot, awer och vum Mëttelstandsminister, vum Lex Delles, fir d'Independanten, d'Mikroentreprisen, d'Klengentreprisen oder de Commerce de détail, de Chômage partiel, de Congé pour raisons familiales, d'Indemnité pécuniaire de maladie, d'Avance remboursable bis 800.000 Euro, virgesi waren, sinn hei eng Depense vu ronn 2,3 Milliarden.

Opgeruff sinn op den 19. Oktober awer just 1,2 Milliarden, also grad emol plus ou moins d'Hallschent. An de Conseil national des finances publiques seet dann och a sengem Avis, dass ee sech « au moins à court terme, un effet positif sur le solde nominal des administrations publiques grâce à un impact budgétaire moindre de ces mesures » erwaart. D'Suen, déi virgesi sinn, wäerten also net all gezu ginn.

De Staatsbudget huet eng Dotatioun vun 386 Milliounen en faveur vun der CNS virgesinn dëst Joer fir déi speziell Covidmesuren, de Congé pour raisons familiales, d'Prise en charge vun den Absencen ab dem éischten Dag an nach eng aner Mesure, de Congé …

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Pour soutien familial!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- … pour soutien familial. Merci, Här Finanzminister.

Als LSAP si mer houfreg, dass eise Gesondheetssystem, dee sech duerch Solidaritéit an duerch en universellen Accès auszeechent an duerch eng gutt Gerance vun de Securité-sociale-Ministeren an duerch d'Gesondheetsministeren an de leschte Joren an och dëst Joer duerch de Romain Schneider an d'Paulette Lenert, eis gutt duerch d'Pandemie féiere konnt.

Et gi politesch Stréimungen an Tendenzen, déi net midd ginn, de Käschtepunkt vu solidaresche Sozialsystemer ëmmer erëm als iwwel duerzestellen, wéi wann dat net gutt wier. Et ginn och politesch Verantwortlecher, déi no der Finanzkris Länner wéi Italie gezwongen hunn, de Routstëft genau beim Gesondheetssystem unzesetzen. A wat dat fir Konsequenzen hat, dat hu mer jo gesinn.

D'LSAP steet deem konsequent entgéint. Egal, wéi de politesche Wand sech dréint, d'LSAP huet nach ëmmer an e staarke Gesondheetssystem investéiert an huet deen och nach ëmmer verdeedegt. An enger sanitärer Pandemie wéi dëser hu mer alleguerte gesinn, wéi wichteg dat Engagement war. D'LSAP wäert sech och weider dorëm këmmeren.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An ech soen et hei nach eng Kéier.

(Interruption par M. Marc Spautz)

Ma Dir gitt mer e gutt Stéchwuert, wat d'Betterofbauen ugeet. Well ech hat mer elo erwaart, dass dat aus nach méi engem rietsen Eck géif kommen, Här Spautz. Mee nee, wann et elo vun Iech kënnt, da soen ech Iech et och nach eng Kéier, Här Spautz, well d'Spidolsbetter sinn net ofgebaut ginn. Wann Der gutt nogelauschtert hätt, gëschter hunn ech et nämlech schonn eng Kéier gesot, ass d'Zuel vun de Better vun 2.846 op 3.107, ëm 261 Better also, an d'Luucht gaangen. D'Bettenunzuel ass an d'Luucht gaangen. Egal, wéi Der et elo wëllt dréien, d'Bettenunzuel ass an d'Luucht gaangen. Schreift Iech et eng Kéier op, da verhaalt Der et och vläicht.

(Interruption)

Une voix.- Si kann awer nach e bëssen an d'Luucht goen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, d'Populatioun och. Maja eeben, duerfir kënnt Der awer net soen, dass d'Betterzuel erofgaangen ass. Dat ass falsch. An een - ech soen et nach eng Kéier -, deen Onwourechte seet, dee gëtt mat engem Wuert benannt, dat ech hei net wëll soen.

(Hilarité)

Als LSAP ass et eis extreem wichteg, dass mir d'Investissementer, Dir Dammen an Dir Hären, héichhalen. Et wier zwar politesch am einfachsten, déi erofzefueren, mee et wier kuerzsiichteg. Mir musse weiderhin d'Zukunft preparéieren. Dëst gëllt souwuel fir déi direkt wéi fir déi indirekt Investissementer.

Schonn 2020 hu mer duerch deen exceptionnelle Kontext vun der Pandemie besonnesch bei den indirekten Investissementer - zu engem groussen Deel sinn dat jo d'Aides à l'investissement fir d'Entreprisen - eng spektakulär Hausse um Niveau vum Gesamtstaat gehat: plus 65 % oder 367 Milliounë par rapport zum Joer 2019. Insgesamt hu mir am Zentralstaat dëst Joer bal 3.500 Milliounen - 3,5 Milliarden - Investissementer. Dat ass, jo, dat ass historesch. Et ass op der Héicht vun där net manner historescher Situatioun, an där mir haut sinn. 2013 - et ass vill vun 2013 heibanne geschwat ginn - hate mer en Déifpunkt vun den Investissementer mat manner wéi 1,5 Milliarden. Haut hu mer, wéi gesot, 3,5 Milliarden Investissementer am Budget stoen.

Mee och ausserhalb vun de spezielle Covidmesurë wäert d'Investitiounspolitik vun der Regierung mat groussem Elan weidergefouert ginn. Déi direkt an indirekt Investissementer vum Zentralstaat belafe sech fir d'Joer 2021 op 4,3 % vum PIB oder, anescht ausgedréckt, op 2,76 Milliarden Euro. Iwwert den Zäitraum 2019 bis 2024 wäerten d'Investissementer all Joer en moyenne ëm 7,6 % klammen. Esouguer, wann een d'Aides non remboursables en faveur vun den Entreprisen net mat arechent, bleift d'Evolutioun en moyenne bei 7,5 % pro Joer.

Am Verglach: Tëschent 2015 an 2019 louch d'Evolutioun en moyenne bei 5,6 %. Mir sinn, wéi elo gesot, bei 7,6 %. Mir maachen also kloer eng Politik vun der Relance. Produktiv staatlech Investissementer sinn d'Viraussetzung, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Erhale vum Wuelstand, vun der Liewensqualitéit a vun engem vernünftege Wuesstum.

Nieft den ëffentlechen Investissementer um Niveau vum Zentralstaat sinn natierlech och d'Gemengen e wichtegen Acteur beim kollektiven Effort fir eng ekonomesch Relance an aus deem Grond huet d'Inneministesch Taina Bofferding d'Subside fir d'Ekippementer, déi kollektiv sinn, d'Équipements collectifs, gehéicht, an dat net nëmme fir 2021, mee och réckwierkend fir 2020. Sënn an Zweck ass et, de Gemenge cibléiert ze hëllefe bei hiren Investissementsprojeten. An deem Kontext huet vläicht och deen een oder anere scho vergiess - oder wëllt et vergiessen -, dass et eng laangjäreg Fuerderung vun de Gemenge gewiescht ass, en dynamesche Finanzement ze hunn, dee méi enk un d'Staatsfinanze selwer ugeknäppt ass.

An ech wëll och drun erënneren, dass d'Gemengefinanzreform bei hirer Aféierung 90 Milliounen zousätzlech - 90 Milliounen zousätzlech! - fir d'Gemenge virgesinn hat. Mat der favorabeler Situatioun vun de Steierrecetten déi lescht Joren hunn d'ailleurs och d'Gemengen dovunner konnte profitéieren. 2019, Dir Dammen an Dir Hären, sinn 208 Milliounë méi an d'Dëppen eragefloss wéi ursprénglech projezéiert. 208 Milliounen hunn d'Gemengen do méi kritt!

D'Inneministesch ass dëst Joer direkt an den Dialog mat den 102 Gemenge getrueden an ech begréissen dat och ausdrécklech. Si mécht an hirem Ministère e Monitoring op Basis vun engem Ampelsystem, fir d'Situatioun vun der Verscholdung vun den eenzelne Gemenge permanent kënnen ze suivéieren.

D'Regierung mécht deemno hiert Bescht, fir keen am Ree stoen ze loossen. Falsch wier et gewiescht, keng Aidë virzegesinn an de Chômage partiel net auszewäiten. Dann hätte mer zwar 2020 ouni Zweifel e manner héijen Defizit gehat, mee mir hätten awer 2021, 2022 an 2023 an och doriwwer eraus eng Well vu Faillitte gehat, eng Well vu Licenciementer, déi um finanziellen, mee virun allem um sozialen a mënschleche Plang enorm Käschte verursaacht hätten, déi een dann net méi hätt kënnen ënner Kontroll bréngen.

Duerfir ass et richteg gewiescht, déi Aiden ze maachen, fir de Leit dobaussen ze hëllefen. Duerfir muss een och elo d'Evolutioun awer vun der ëffentlecher Schold an hire Kontext setzen. Insgesamt huet d'Regierung dëst Joer 4 Milliarden Euro nei Scholden opgeholl, wouvun 1,5 Milliarden en Emprunt durable sinn. Dësen Emprunt durable, dee finanzéiert deemno eleng Projeten, déi e positiven ekologeschen an e positive sozialen Impakt hunn. Mir begréissen dat ausdrécklech.

Am Moment läit den durchschnëttlechen Zënssaz op all der ëffentlecher Schold vum Zentralstaat bei grad emol 0,69 %. De Käschtepunkt vun de Scholdenzënsen ass deementspriechend gradesou historesch niddreg a läit bei 0,2 % vum PIB. Et ass sécher, dass kee Land onendlech laang all Joer Schold dierf maachen, mee an dëser Situatioun, Dir Dammen an Dir Hären, an dëser Situatioun wier et wierklech domm gewiescht, eis Ekonomie an eis Salariéen hirem Schicksal ze iwwerloossen, just fir kënnen hei agreabel Chiffere virzeweisen.

Mir hunn dee Courage gehat, fir dat ze maachen, wat mer gemaach hunn, an dat ass och richteg esou.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et mécht och en Ënnercheed, ob ee Scholde mécht a schwieregen Zäiten, fir eis Ekonomie um Liewen ze halen, oder ob ee just Scholde mécht, fir „Wohlfühlambiente" ze verstréimen.

All d'international Organisatiounen, ob et d'EU-Kommissioun, den FMI oder d'OECD ass, leeën de Staaten, déi sech et finanziell leeschte kënnen, un d'Häerz, grad elo eng ekonomesch Relance ze maachen. Wann ech mir d'Zuelen ukucke vun eisem Nopeschland Däitschland, da stellen ech fest, dass si fir d'Joer 2021 180 Milliarden nei Scholden ophuelen an dass hir Staatsschold zanter dem Ausbroch vun der Pandemie bis Enn d'nächst Joer ëm 13 Prozentpunkte vun hirem PIB klamme wäert.

D'CDU, d'CSV-Schwësterpartei, wielt hei mam Koalitiounspartner, der SPD, jo, dee selwechte Wee wéi Lëtzebuerg a geet e Wee vun der ekonomescher Relance, mécht Scholden, fir d'Ekonomie um Liewen ze halen an d'Betriber an d'Salariéen ze schützen. De Finanzminister huet et gesot, dat ass dee richtege Wee a mir sti voll a ganz hannert dëser Initiativ, fir dat ze maachen!

Souwuel 2018 wéi 2019, am Géigesaz zu 2013 iwwregens, hate mir am Budget um Niveau vum Zentralstaat en Iwwerschoss, den Här Baum huet et gesot an den Här Finanzminister huet et och gesot, vu 528 Milliounen Euro a fir 2019 nach eng Kéier 60 Milliounen.

Lëtzebuerg ka sech also eng kontrazyklesch Finanzpolitik leeschten, well d'Regierung huet hir Hausaufgabe gemaach.

Mir haten also méi wéi nëmmen en Apel fir den Duuscht op der Säit, op alle Fall méi wéi 2013, deen eis dës Investissementspolitik iwwerhaapt erlaabt huet. An domadder maache mer och u sech näischt aneschters wéi no der Finanzkris 2008, wou Lëtzebuerg och eng Politik vun der Relance aus der Nout eraus gemaach huet.

Deemools wéi haut ass de Wee och dee richtegen. An ech wëll hei awer kuerz op deen Apel fir den Duuscht hei zréckkommen, well dat gëtt esou oft gebraucht an dat kléngt e bëssen esou, wéi d'Madamm Hansen gesot huet: Wann s de am Summer an d'Vakanz fiers, muss de nach kucken, dass de am Wanter och Suen hues. Dat hei kléngt e bëssen esou: En Apel fir den Duuscht - du hues ënnert

dengem Kappkëssen nach esou eng Mouk leien, an déi s de heiansdo kéints dragräifen.

Mee, Madamm Hansen, esou fonctionéiert e Budget awer net. Dat fonctionéiert vläicht bei lech doheem esou an dat ass och gutt esou. Bei eis doheem fonctionéiert dat och, mee e Budget fonctionéiert awer net esou. An do muss een d'Suen affektéieren. An d'Sue sinn, Dir Dammen an Dir Hären, affektéiert ginn - mir hunn de Fonds des routes, mir hunn de Fonds du rail -, well soss wieren déi Investissementer, déi mer hei maachen, vun 3,5 Milliarden, iwwerhaapt guer net méiglech.

(Interruption)

Mir hunn de Fonds pour le climat (veuillez lire: „Fonds climat et énergie"), deen elo virun enger Woch nach hei eng Kéier opgestockt gouf an anescht genannt ginn ass, a mir hunn 2016 (veuillez lire: 2014) de Fonds intergénérationnel (veuillez lire: Fonds souverain intergénérationnel) hei gegrënnt, wou elo bal 400 Milliounen dra sinn.

Wou waren déi Fongen dann? Wou waren déi Fongen dann, vun deenen Dir hei schwätzt, den Apel fir den Duuscht, dee mer haten 2013, wou mer minus 500 Milliounen haten? An elo hu mer plus 500 Milliounen an eisem Zentralstaat.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Et kann een dervunner schwätzen; et muss een en och schafen.

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Haalt dach op, iwwer esou Saachen ze schwätzen, déi wierklech falsch sinn. A mir hunn 1 Milliard Excedent an der Sécurité sociale a mir hunn 22 Milliarden am Pensiounsfong, 22 Milliarde Rescht.

Also, Dir schwätzt hei vum Apel fir den Duuscht - do ass den Apel fir den Duuscht! An déi Investissementer, déi mer hei zu Lëtzebuerg maachen, och dat ass den Apel fir den Duuscht.

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- De Pensiounsfong däerf een dach net upaken!

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Et ass Zäit, dass dat emol gesot ginn ass.

(Hilarité)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- A wann ech dann hei héieren …

(Brouhaha)

Nach eng Kéier, wann ech dann hei héieren d'CSV vum Apel fir den Duuscht schwätzen, da kréien ech bal e roude Kapp - dat passt jo bei mech -, mee dann erënneren ech mech un 2013, wou dës Regierung hei d'Zigel an d'Hand geholl huet, 2013, wou mer minus 500 Milliounen am Zentralstaat Defizit haten, do ass dës Regierung ugetrueden a si huet e Mesurëkatalog mat Mesuren a mat Steiermesurë proposéiert - 258 Mesurë goufen do proposéiert. Ech hunn haut nach déi éischt Mesure vun der CSV ze héieren, wou se géife spueren.

Mee wat d'CSV géif maachen: Si géif Suen ausginn, lénks a riets, Suen ausginn oder …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Sozial Selektivitéit, déi gëtt et bei lech net. D'Sozialisten hunn déi u sech ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- … déi Suen, déi de Staat géif kréien, géife se reduzéieren. Wat huet d'CSV nach virun engem Joer hei gefuerdert? D'Indexéierung vum Kannergeld, méi Suen ausginn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... d'Pension de vie chère ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Wannechgelift!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Mee Dir maacht den Index op d'Kannergeld dach.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Entschëllegt, Här Engel. Ech wollt just soen, et huet jiddweree genuch Riedezäit hei, fir dat en ordre ze maachen an net dertëschent ze schwätzen, well dobausse versteet da kee méi eppes.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, dat ass vläicht dat, wat se gären hätten. Ech soen duerfir nach eng Kéier: Wat huet d'CSV gefuerdert? D'Indexéierung vum Kannergeld direkt ze maachen, well mer do apparemment ze vill Suen an der Keess haten. D'Solidaritéitssteier net ofzeschafen, mee erofzesetzen! Dat huet eis immens vill gehollef - dat hätt eis immens geschuet, wa mer dat gemaach hätten, wéi Dir et gesot hutt -, et huet eis immens gehollef, dass mer et net gemaach hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Well an dëser Kris hu mer dës Sue ganz néideg gebraucht. Duerfir, wann Der hei vum Apel fir den Duuscht schwätzt, vun där ganz grousser wäitsiichteger Politik, déi Der 2013 hat, géif ech awer e bësse mat Retenue hei glänzen, well dat géif lech vill besser stoen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mat dësem Budget …

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir waart an der Koalitioun 2013.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, ech weess, dass mer an der Koalitioun waren 2013, dat kënnt Der roueg soen, Här Roth. Mir waren 2013 mat der CSV an der Koalitioun an do hate mer en Defizit vu minus 500 Milliounen. Mir sinn elo mat der DP a mat deene Gréngen an der Koalitioun a mir hunn elo e Plus vu 500 Milliounen. Cherchez l'erreur!

(Hilarité et brouhaha)

Mat dësem Budget, Dir Dammen an Dir Hären, setze mer awer net nëmmen eng Krisebewältegung a Musek ën, mee mir setzen och politesch Akzenter fir d'Zukunft. Nieft der Pandemie gëtt et nämlech och e weidere Chantier vun internationaler Bedeitung, wou mer keng Zäit ze verléieren hunn, an et ass gëschter am Rapport vum Rapporter méi wéi eemol ugeklongen: Dat ass d'Klimakris.

An aus deem Grond ass och elo Lëtzebuerg op dee Wee gaangen, eng CO_2-Steier anzeféieren. Et ass deen effektiivste Wee, fir de Prinzip vum Pollueurpayeur ëmzesetzen, well mer mat der CO_2-Steier déi fossill Energië genau an deem Mooss méi besteieren, wéi et hirer jeeweileger „teneur carbonique" entsprécht. Et ass manner arbiträr wéi einfach iergendeng Accisenerhéijung aus dem Bauchgefill eraus.

A besonnesch houfreg, Dir Dammen an Dir Hären, si mir als LSAP dorop, dass mer et fäerdegbruecht hunn, als eent vun deene wéinegen - ech menge souguer warscheinlech, als eent vun den eenzege Länner - eng sozial Kompensatioun gläichzäiteg anzeféieren, déi geziilt deene méi schwaache Schëlleren hëlleft an dëser Bewältegung vun där CO_2-Steier. Bis zu 96 Euro méi d'Joer si virgesi beim Crédit d'impôt, wat e moderate Käschtepunkt vu 50 Millioune wäert no sech zéien. D'Erhéijung vum Crédit d'impôt, déi kënnt nämlech alle Salariéen, alle Pensionnairen, allen Independanten an de Chômeuren zegutt. An och d'Augmentatioun vun der Allocation de vie chère ën 10 % geet an déi richteg Richtung.

De Statec geet dervunner aus, dass d'Recettë vu ronn 140 Milliounen Euro vun der CO_2-Steier just zu 22 % vun de Stéit wäerte gedroe ginn an zu 23 % vun den Entreprisen, a 55 % wäerte vun Netresidente gedroe ginn, wat de Spigel vum bekannte Phenomeen vum Tanktourismus ass.

De Statec hält a senge Projektioune fest, dass d'CO_2-Steier fir déi ënnescht 20 % vun de Stéit zwar engersäits eng Moyenne vun 135 Euro d'Joer kaschte wäert, anerersäits awer ronn 140 Euro d'Joer duerch déi sozial Kompensatioune méi wäert an der Lountut brëngen. Dat heescht, et kascht 135 Euro an et brëngt hinnen der 140.

Ech kenne kee Land ausser eis, dat dat fäerdegbruecht huet, an déi Stéit, déi kréien deemno d'CO_2-Steier integral sozial kompenséiert. Dat ass richteg esou.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- D'Wichtegkeet vun der Ëmwelt spigelt sech am Budget awer net nëmmen an der d'CO_2-Steier erëm. De Fonds spécial climat et énergie, ech hunn e virdrun ugeschwat, wat en Apel fir den Duuscht ass, ass mam Budget 2011 geschafe ginn. Seng Gouvernance ass kierzlech hei gestäerkt ginn.

Tëschent 2014 an 2019 hu sech d'Ausgabe vum Fonds bei ëm déi 85 Milliounen Euro d'Joer agependelt. Allerdéngs gëtt et e groussen Ecart tëschent den Depensen, déi virgesi ginn, engersäits an den effektiven Depensen anerersäits. Nëmmen 62 % vun den Depensen, déi tëschent 2014 an 2019 virgesi waren, goufen och effektiv genotzt.

An hei wier et sënnvoll, wann ee méi prezis kéint eng Feuille de route erstellen. Och fir d'Chamber wier et sënnvoll, am Budgetsdokument méi Informatiounen ze fannen, wou d'Rees da soll higoen, zemools wann ee gesäit, dass déi geplangten Depensë vun 2019 op 2020 ëm 60 % geklomme sinn a sech duerno weider op engem héijen Niveau beweegen. Och fir aner Fonge wier et gutt, de Programm vun den Depensen am Budgetsdokument ze ergänze mat den duerch eng Loi spéciale autoriséierte Projeten.

Dir Dammen an Hären, all gréisser ekonomesch Kris ass en aschneidende Virgang. Et kann een awer och e Stéck wäit vläicht vun enger, jo, Chance - d'Madamm Hansen hat en anert Wuert wéi „Chance" …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Geleeënheet.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- … vu „Geleeënheet", ech fannen dat och besser, well „Geleeënheet" besser ass wéi „Chance", …

M. André Bauler *(DP)*.- Eng Opportunitéit.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- … well u sech an enger Kris vun enger „Chance" ze schwätzen, ass net dat Richtegt, also vun enger „Geleeënheet" ze schwätzen, hei, fir Är Reflexiounen ze maachen.

Ech mengen, dass sech vill Leit déi lescht Méint d'Fro gestallt hunn, ob d'Globaliséierung net muss iwwerduecht ginn. Net, dass ee misst alles grondsätzlech a Fro stellen, mee dass bestëmmten Exzesser mussen agedämmt ginn. An duerfir wëlle mir eis asetzen, fir d'globaliséiert Produktiounsketten do ze briechen, wou et Sënn mécht, an erëm méi lokal a regional ze produzéieren an ze konsuméieren.

D'Regierung ass beméit, en Ëmdenken a Richtung Nohaltegkeet matzebegleeden. De Wirtschaftsminister Franz Fayot huet net nëmme séier a konsequent Hëllefe fir Betriber en place gesat, déi pertinent Produite bei eis produzéieren, an der Lutte géint d'Covidpandemie. Hien huet och cibléiert Hëllefe fir Investissementer a Projete vun der Innovation de procédé oder der energeetescher Effikassitéit respektiv dem Depassement vun Ëmweltnormen ëmgesat.

Et ass grad elo dee richtege Moment, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, hir néideg Investitioune fir muer bäizebehalen. Domadder behale mer eng kompetitiv Wirtschaft an eng Wirtschaft, déi eis begrenzt Ressourcen och ëmmer besser schount.

D'Ekonomie, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng Humanwëssenschaft a si ass an enger konstanter Evolutioun. Déi englesch Ekonomistin Kate Raworth huet am Joer 2017 e Buch publizéiert mam Titel „Doughnut Economics: Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist". De Begréff vun den „doughnut economics" huet sech relativ séier verbreet. D'Kate Raworth, déi ënner anerem bei der UNO a bei Oxfam wäertvoll Aarbecht geleescht huet, weist eis hei de Modell vun enger Ekonomie, déi an hiren Zentrum, also an d'Lach vum Donut, déi essenziell mënschlech Bedierfnesser stellt wéi lessen, Educatioun, Gesondheet, Energie, sozial Gerechtegkeet a Gläichheet tëschent Mann a Fra. Den Donut geet aus dem Zentrum fort an desto méi den Donut ausgefëllt ass, desto besser sinn déi mënschlech a sozial Bedierfnesser erfëllt. An esou passt dëse Budget och op dës sozial Komponent, well 48 % vun den Depensë vum Zentralstaat - dat maachen 10,4 Milliarden Euro aus - sinn Depensë fir eise Sozialsystem. An déi sinn eis als LSAP besonnesch essenziell a besonnesch wichteg.

Ech wëll hei just e puer Zuelen nennen. D'Participatioun vum Staat un den Ausgabe vun der Maladie, der Maternité an der Dependance: 1.358 Millioune fir d'Maladie, 319 Millioune fir d'Dependance an 20 Milliounen Dotation forfaitaire fir d'Assurance maladie-maternité. D'Dotation fir d'Kannergeldkeess, wou den absolutte Gros fir d'Kannergeld ass: 1.236 Milliounen. De Fonds national de solidarité: 352 Milliounen. D'Contributioun vum Impôt de solidarité am Fonds pour l'emploi: 561 Milliounen - ee Gléck, dass mer deen net substanziell duerch d'Reduzéierung vun der Solidaritéitssteier erofgesat hunn. An dann nach eng extraordinär Ausgab fir de Fonds pour l'emploi vun 110 Milliounen. Fir de Logement: 263 Milliounen - e Plus vun 11 %. D'Participatioun vum Staat fir d'SEA, d'Services d'éducation et d'accueil: 505 Milliounen. An eppes, wat eis och ganz wichteg ass, d'Coopération au développement an d'Action humanitaire: 291 Milliounen, 35 % vum Budget vum Ausseministère.

Fir eis sinn dat déi wichtegst Eckwäerter an dësem Budget a si spillen an den „doughnut economics" eng essenziell wichteg Roll. En Donut ass ronn an huet natierlech e Bord. Dee Bord, dat sinn d'Limitte vun den Ëmweltschied, déi mer eisem Planéit zoumudde kënnen. A wann ech gëschter héieren hunn, wa mer esou géife weiderliewen a just Lëtzebuerg d'Äerd wier, da bräichte mer aachtmol eise Planéit, fir mat deene Ressourcen, déi mer hei verbrauchen, eens ze ginn, also da musse mer dorobber oppassen.

An duerfir, gi mer iwwert dee Bord eraus, da maache mer en Overshoot, dee mer och hei zu Lëtzebuerg maachen. An anere Wierder: Mir schueden der Mënschheet an der Ëmwelt. Mir mussen also bis un de Bord vun eisem Donut kommen an net driwwer. A wa mer genau do sinn, dann hu mer eng regenerativ Ekonomie, déi de Räichtum dann och gerecht verdeelt. An dat muss eist Zil sinn, Dir Dammen an Dir Hären.

De Budgetsrapport fir 2020 vum Yves Cruchten huet sech mat der Dimensoun vum Bien-être an domadder och de „welfare economics" auserneegesat. Eng performant Ekonomie brauch och performant Moossinstrumenter, déi net nëmmen d'Produktioun erfaassen, mee och de Mënsch, dem Mënsch als wichtegsten Acteur vun all Ekonomie eng Plaz ginn.

An ech si frou ze gesinn, dass dem François Benoy säi Rapport déi Thematik nach eng Kéier sträift. Ech wéilt awer och dem Statec e Luef ausschwätzen, dee mat senge Mëttele probéiert, de Bien-être vun de Leit statistesch opzegräifen. Dat ass e wichtegen Exercice.

De leschte Mount huet de Statec en ëmfaassende Rapport erausginn, de Rapport „PIBien-être", an op dee wëll ech och nach eng Kéier zréckkommen. Dëse Rapport huet vun deenen urspréinglech 63 Indicateure vum Tableau de bord no enger déifgräifender Analys der nach 27 zréckbehalen, vun deene 24 Indicateure kënnen all Joer aktualiséiert ginn.

Den Tableau de bord deckt weiderhin eelef Theemefelder of: Revenu a Patrimoine, Aarbecht, Logement, Santé, Equiliber tëschent der Vie professionnelle an der Vie privée, Educatioun a Kultur, sozial Bindungen, Gouvernance a Citoyenneté, Ëmwelt, physesch Sécherheet an och nach de Bien-être als solchen.

D'Resultat vun dësen Indicateuren ass an de Kontext gesat gi mat den Aussoe vu Residenten, déi wärend dem Confinement iwwer verschidden Aspekter vun hirem Liewe befrot si ginn. Zanter 2010 gëtt et also hei zu Lëtzebuerg Beméiungen, fir d'Wuelbefannen unhand vum Tableau de bord ze moossen, also quasi bei de Leit hei am Land de Bols ze fillen. Zesummegefaasst gëtt d'Wuelbefannen an engem synthetiséierte „Luxembourg Index of Well-Being".

Et kann ee graff aus deem Rapport oder aus deene Rapporten alleguer schléissen, dass d'Wuelbefannen, iwwert d'Zäitfënster 2010 bis 2019 gekuckt, ganz liicht eropgeet, awer vill manner eropgeet wéi eise PIB notamment. Den Déifpunkt huet d'Wuelbefannen zu Lëtzebuerg am Joer 2013, o Wonner, erreecht. Grond duerfir war dem Rapport no virun allem eng ongewëss Situatioun um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché an de Vertrauensverloscht an d'politesch Institutiounen.

Zanter 2014 ass d'Wuelbefannen erëm liicht geklommen, wat sech net duerch monetär Indicateuren erkläert, mee notamment duerch méi Zäit fir Aktivitéiten ausserhalb vum Beruffsliewen. Déi net monetär Indicateure spillen am Wuelbefanne vun de Leit deemno eng ëmmer méi grouss Roll. 2020 ass natierlech e ganz speziellt an och ganz problematescht Joer fir d'Wuelbefannen. De Lockdown, deen néideg war, fir déi éischt Well vun der Pandemie ze iwwerstoen, huet natierlech Konsequenze gehat um Niveau vun de soziale Bindungen a vun der mentaler Gesondheet.

De Rapport fir dëst Joer ass hei besonnesch wäertvoll, well en eis Opschloss gëtt iwwert d'Fro, wéi eng Kategorie vu Leit verhältnisméisseg am meeschten impaktéiert gewiescht ass. D'Angscht, seng Aarbecht ze verléieren, hunn an éischter Linn Residentë mat franséischer a portugisescher Nationalitéit gehat. Den Teletravail gëtt sengersäits éischter positiv bewäert, well en eng besser Conciliatioun tëschent Beruffs- a Privatliewen erméiglecht. Allerdéngs seet de Rapport, dass d'Satisfaktioun mam Teletravail erofgeet, wann ee méi wéi 16 Stonnen d'Woch am Teletravail ass, wat sech och u sech iwwerschneit mat den Aussoen, déi ech bis elo héieren hunn, méi wéi zwee Deeg wier net gutt, et sollt ee bei maximum zwee Deeg bleiwen.

An ech sinn och frou, dass mer en Accord fonnt hunn iwwregens - Klammer op - mat eisen Nopeschlänner, wou mer den Teletravail kënnen nach eng Zäitche weiderféieren, ouni dass dat steierlech Nodeeler huet - Klammer zou.

Et verwonnert sécherlech keen hei am Sall, dass mat dem Confinement an dem Ralentissement vun der wirtschaftlecher Aktivitéit d'Revenuen erofgaange sinn. Allerdéngs stécht aus dem Rapport eraus, dass Frae grad wéi Jonker déi Baisse vun de Revenuen däitlech méi ze spiere kréien. Dat dierf eis net egal sinn an dat musse mir alleguerten am A behalen.

58 % vun de Residenten hu sech an de Méint Abrëll, Mee a Juni méi eleng gefillt wéi soss. Insgesamt hunn 19 % vun de Leit an deenen dräi Méint sech vill méi eleng gespiert wéi soss. Déi éischt Wochen am Confinement hunn en eeschte psychologeschen Impakt gehat op - an dat ass wichteg - virun allem déi Jonk tëschent 15 a 34 Joer. An dëser Alterstranche hunn net manner wéi 30 % uginn, dass si sech méi oft depressiv spiere wéi virun dem Covid-19. Insgesamt ass et dann och déi Alterstranche, déi am meeschte vun engem Gefill vun Depressioun betraff ass.

Dës Erkenntnis, Dir Dammen an Dir Hären, déi ass immens wichteg! Mir mussen hei extreem vigilant sinn an eis ëm déi Jonk do këmmeren. Mir musse Verständnis opbrénge fir d'Situatioun, an där sech vill Jonker befannen. Déi Zäit, an där Jonker normalerweis d'Liewen entdecken, sech selwer fannen an och d'Welt dobaussen entdecken, ass hinnen zu engem gudde Stéck geholl ginn. An dat soll eis hei net egal sinn a mir mussen do wierklech extreem vigilant sinn.

Leit mat engem héije Revenu, déi hunn oft manner d'Gefill gehat vun der Depressioun, wat een zum Deel jo och ka verstoen.

Et kann een deemno als Konklusioun festhalen, dass grad déi Leit an eiser Gesellschaft, déi ekonomesch a sozial gesinn am vulnerabelste sinn - Fraen, Jonker a Leit mat niddregem Akommes - d'Kris am meeschte spieren. Wierklech verwonneren deet dat eis wuel net, mee d'Ausmooss kann awer nodenklech stëmmen. A virun allem ass et

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

wichteg, dass sech d'Politik net op hiert Bauchgefill oder op d'Intuitioun verléisst, op jiddwerengem säi perséinlecht Ëmfeld, wat awer net onbedéngt muss representativ sinn, mee dass mir eis och déi net monetär Dimensioun vum Wuelbefanne weider statistesch erfaasse loossen.

An enger zweeter Etapp wäert et dorobber ukommen, déi richteg politesch Schlëss och aus dëser Analys ze zéien. Dëst ass ëmsou méi wichteg, well, och wann de PIB erëm eng Kéier klamme wäert, déi sozial a psychologesch Konsequenze vun der Kris nach ëmmer laang nowierke wäerten.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo e bësse méi laang op de PIB du bien-être agaangen, an dat net fir näischt, well och d'Cour des comptes mécht an hirem Avis d'Suggestioun, dass sech Lëtzebuerg iwwerleeë soll, sech der Wellbeing Economy Alliance unzeschléissen. Dës Allianz vun der Zivillgesellschaft, diversen Organisatiounen a Länner huet sech zum Zil gesat, en Narrativ ze schafen, fir d'Wirtschaft méi nohalteg op d'Wuelbefannen ëmzestellen a fir d'Wëssen an d'Erfarung doriwwer ze deelen.

Et gëtt net nëmmen de PIB économique, et gëtt och nach de PIB du bien-être, deen ee muss moossen. A virun allem Neiseeland, Schottland an Island si ganz staark do engagéiert, si sinn d'Policymakers an deem Beräich. Ech denken, Lëtzebuerg kann do nach esou munches bäiléieren, virun allem bei der Evaluatioun vun den Effete vu senge Politicken op d'Wuelbefanne vun der Gesellschaft.

Den Yves Cruchten hat dat a sengem Budgetsrapport scho gesot an et ass derwäert, nach eng Kéier ënnerstrach ze ginn: Wa mir et net fäerdegbréngen, eis Moossinstrumenter esou ze moderniséieren, dass se sech op d'mannst zum Deel mat der Liewensqualitéit vun de Leit decken, da verléiere mer eis Bierger no an no!

D'LSAP steet also fir eng Regierungspolitik, déi déi Problemer do erkennt an déi och do no Léisunge sicht. D'LSAP bleift awer och de Garant derfir, dass déi sanitär Kris net zu enger sozialer Kris ausaart. Mir ginn de Leit Hoffnung a mir appelléieren un déi gutt Gefiller am Mënsch, nämlech d'Gefill vun der Solidaritéit a vum Versteesdemech. D'LSAP këmmert sech!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, soen och dem Rapporteur François Benoy Merci fir säi schréftlechen a gudde mëndleche Rapport an ech ginn heimadder den Accord zum Budget 2021 vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Engel. Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, ech wollt op eppes reagéieren, wat den Här Engel gesot huet, an och op déi ustéisseg Remark u meng Adress, wat d'Spidolsbetter ubelaangt. Ech mengen, da wier et vläicht wichteg, dass mer den Här Sozialminister heihinnerkomme loossen, well am Rapport vun der IGSS, deen elo publizéiert ginn ass am September 2020, steet bei de Spidolsbetter fir Lëtzebuerg 2009 5,5 Better op 1.000 Awunner a fir 2018 4,5 Better op 1.000 Awunner. A menges Wëssens ass 5,5 méi wéi 4,5.

Den Här Engel huet hei behaapt, ech hätt eppes Falsches an d'Welt gesat. An et ass dofir, dass ech wëll soen: Da misst den Här Schneider heihinnerkommen a kloerstellen, ob d'Zuelen am Rapport, deen de September vun der IGSS mat der OECD veröffentlecht ginn ass, richteg sinn oder net. Well do steet genau dat dran, wat ech hei gesot hunn.

An ech wëll och soen, ech kann och nach eng Kéier de Projet de loi vun der Madamm Mutsch vun 2016 eraushuele mat alleguerten den Zuele vun de Better, wann dat erwënscht ass. Dofir meng Reaktioun op dat, wat eng perséinlech Attack war vum Här Engel op meng Persoun, mat falschem Material.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Selbstverständlech, Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Här Spautz, ech wëll Iech natierlech net perséinlech attackéieren, duerfir kann ech Iech ze vill gutt leiden. Wann Dir dat esou gesot hätt, wéi Der dat elo gesot hutt, da wier dat och keng Reaktioun vu mir ginn. Well domadder hutt Der jo vläicht net Onrecht, dass prozentual d'Zuel vun de Better ofgeholl huet par rapport zu der Bevëlkerung. Mee Dir hutt dat net gesot! Dir hutt gesot: „D'Zuel vun de Better ass erofgaangen." An dat ass falsch! Well d'Zuel vun de Better ass eropgaangen! Si ass vläicht prozentual zu der Bevëlkerung erofgaangen, mee d'Zuel, déi absolutt Zuel vun de Better, ass an d'Luucht gaangen.

Wann Dir elo eppes aneres sot wéi dat vu virdrun, da musst Der natierlech och verstoen, dass ech virdrun anescht reagéiert hunn, wéi ech elo reagéieren.

M. Marc Spautz *(CSV).*- De Patient dobausse versteet, wat Der gesot hutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci Dir zwee. Dir hutt also allen zwee e bësse Recht.

(Hilarité générale)

Sou, da géif ech elo d'Wuert weiderginn un d'Madamm Lorsché.

M. André Bauler *(DP).*- E weise Statement!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat ass da mäin zweeten Ulaf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi all Joer bidden d'Budgetsdebatten eis jo d'Geleeënheet, d'Finanzpolitik vun der Regierung aus deene verschiddenste Perspektiven ze beliichten an och ze diskutéieren. Allerdéngs si mer net all Joer mat enger Kris konfrontéiert. Déi lescht geet zréck op d'Joren 2008/2009, wéi souwuel d'Regierung wéi och d'Chamber nach ganz anescht ausgesinn hunn. Souguer déi, déi deemools schonn hei souzen, gesinn haut e bëssen anescht aus. Ech war nach net derbäi.

Deemools hunn d'Lehman Brothers d'Banken infizéiert. De Covid infizéiert d'Mënschen an dat ass nach vill méi dramatesch. D'Konsequenze si bekannt a spigele sech am Budget zréck. Wärend d'Krise sech normalerweis ukënnegen, si mir vun der Covidkris total iwwerrascht ginn a mir wëssen alleguer: Dës Kris zitt sech queesch duerch déi sozial Schichten an d'Generatiounen, queesch duerch d'Secteuren a queesch duerch d'Geografie.

Dat huet d'Budgetspolitik an de leschte Méint net einfach gemaach an de Staatsbudget virun onerwaart grouss Defie gestallt, net just um Niveau vun der Santé, mee och um Niveau vum Aarbechtsmaart, der Ekonomie, de Verwaltungen, de Schoulen a Betreiungsstrukturen, de Familllen an de vulnerabele Mënschen an eiser Gesellschaft. De finanziellen Äerdrutsch, deen dës Situatioun mat sech bruecht huet, war scho fréi mat Zuele beluecht. A spéitstens Enn Oktober huet sech erausgestallt, datt d'Recettë vum Staat fir dëst Joer substanziell géife fale par rapport zu deem, wat virausgesot gi war.

Deem géintiwwer war den Total vun den Depensen, déi fir dat ganzt Joer am Budget virgesi waren, schonn am Oktober iwwerschratt. Dat heescht natierlech net, datt d'Regierung an eng Verschwendungspolitik verfall wier. Dat heescht eenzeg an eleng, datt vill Geld zur Verfügung gestallt ginn ass, fir déi vill Kollateralschied vun der Kris a Grenzen ze halen. An Terme vum Budget ausgedréckt si fir déi sougenannt Covidmesuren insgesamt 350 Milliounen Euro (veuillez lire: iwwer 350 Milliounen Euro) investéiert ginn. Mam Chômage partiel konnten eleng an den éischte véier Méint vun der Pandemie 375.000 Salariéen an der Aarbecht gehale ginn an op ekonomeschem Niveau konnten iwwer 14.800 Entreprisë vu geziilte Moossname profitéieren.

Fir eist klengt Land, Dir Dammen an Dir Hären, sinn dat schonn erstaunlech héich Zuelen, déi ville Mënsche gehollef hunn. Dës Entwécklung, déi de Kolleeg François Benoy ganz gutt an extensiv a sengem Rapport beschriwwen huet, beweist, datt d'Chiffere vun dësem Budget op kee Fall an de Kontext vun de Previsioune vun dem leschte Joer gesat däerfe ginn, mee an de Kontext vun der aktueller Kris.

Dat stoung schonn am Abrëll fest, wéi den Här Pierre Gramegna eng éischte Kéier bei eis an de Bureau an an d'Conférence des Présidents koum, an och deemools waren déi Problemer scho mat villen oppene Froe verbonnen - net nëmmen zu Lëtzebuerg, wëll ech betounen, mee och op europäeschem Niveau, wou eis Regierung vun Ufank u Solidaritéit bewisen huet, wärend aner Länner sech desolidariséiert hunn.

Als Gréng begréisse mer déi proeuropäesch Haltung vu Lëtzebuerg an der Kris a mir begréissen ausdrécklech, datt mer op deem Wee weidergefuer sinn. An och wann de Schengen-Traité duerch déi zoue Grenzen duerchlächert ginn ass, sou huet déi Lëtzebuerger Regierung staark derzou bäigedroen, datt déi Lächer nees zu engem gudden Deel konnte gefléckt ginn - an dat verdéngt Respekt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, trotz all dësen onerwaart héijen Depensen an den onerwaart niddrege Recetten huet eis Regierung et fäerdegbruecht, d'Boot am Stuerm iwwer Waasser ze halen. An net méi spéit wéi de Moien huet de Minister Gramegna nach emol ënnerstrach, datt de Réckgang vum PIB mat 3,5 %, respektiv 4,5 % net esou dramatesch ass wéi virausgesot.

Jo, natierlech, mir hunn en Defizit am Zentralstaat. Deen Defizit läit bei 2,7 Milliarden Euro, dat ass déi plakeg Zuel. Wann een déi Zuel dann awer méi genee analyséiert, da gesäit een, wat mat deene Milliarde gemaach ginn ass: Si sinn an d'Mënschen investéiert ginn an hu gehollef, eis Gesellschaft an d'Betriber ze schützen. Mir sinn der Meenung, datt een dat net schlechtriede kann an net schlechtriede soll, an dat ass fir eis déi eenzeg Richtung, déi een a Krisenzäite kann aschloen.

Tatsaach ass, datt mer elo um Enn vum Joer op ville Pläng besser do stinn, wéi déi meescht aner Länner an Europa. Dat kënnt virun allem dohier, datt mer besser wéi aner Länner fir eng Pandemie gerüst waren. Wat d'Stabilitéit vu Lëtzebuerg an där Hisiicht ugeet, esou leie mer laut dem Observatoire de la compétitivité souwuel um Niveau vun der wirtschaftlecher Struktur, dem Aarbechtsmaart, dem Gesondheetssystem wéi och dem Teletravail an der Gesellschaft generell op éischter Plaz an der Europäescher Unioun.

Dat ass e Resultat, dat sech weise léisst, an et ass op déi effikass Politik an natierlech och op déi gutt Konjunktur aus de leschten zéng Joer zréckzeféieren, mee och op en intelligente Management vun der Kris.

An awer däerf dëse gudde Ranking eis net derzou verleeden, d'Hänn an de Schouss ze leeën, well och an Zukunft musse mer dës Kris, mee och nach aner Krise meeschteren - an dat si Krisen, déi eis scho méi laang begleede wéi d'Pandemie; et ass déi vum Logement an et ass déi vum Klima, zwou Krisen, déi mat wuessende soziale Problemer a mat der wuessender Schéier tëscht Aarm a Räich verbonne sinn. Fir dës an aner Krisen ze meeschteren, brauche mer e staarke Staat, behaapt de François Benoy ganz richteg a sengem Rapport.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de reguléierende Staat huet sech an der Pandemie ausgedeent, am Fong ass en zu engem Virsuergestaat ginn. D'Gefor, déi sech dohannert verstoppt, ass net klengzerieden. Et ass déi, datt d'Bierger, mee och d'Betriber hir Verantwortung un de Staat ofginn. Dat däerf natierlech net zur Gewunnecht ginn, well jiddwereen dréit seng Verantwortung.

Et stellt awer net a Fro, datt mer weiderhin e staarke Staat brauchen, woumat ech och e staarke Sozialstaat mengen. Datt bal 50 % vun den Depensë vum Zentralstaat an déi sozial Sécherheet am breede Sënn fléissen, an dat zu Lëtzebuerg och an Netpandemiezäiten, ass an där Hisiicht e staarkt Zeechen. Et mécht eis Gesellschaft an eis Wirtschaft méi widderstandsfäeg a resilient, wann et drop ukënnt.

Dir Dammen an Dir Hären, domat sinn ech beim Schwéierpunkt vum François Benoy sengem Budgetsrapport. Opgrond vun deem, wat mer an de leschte Méint erlieft hunn, an opgrond vun deem, wat nach op eis zoukënnt, werft de Rapporter d'Fro op, wéi mer eist Land nach méi resilient, also méi krisefest, kënnen opstellen, fir gestäerkt aus der Kris kënnen erauszegoen.

D'Äntwerte leie laut dem Rapporter a véier groussen Theemefelder, an zwar éischtens an den héijen Investissementer an d'Zukunft, op déi ech nach zréckkommen, am Schutz vum sozialen Zesummenhalt, am Opbau vun enger nohalteger Wirtschaft an, domat verbonnen, an der Stäerkung vun eiser Wirtschaftspolitik. Och déi Theeme wäert ech nach eng Kéier widderhuelen. Seng Äntwerte ginn duerch ganzer 50 pertinent Recommandatiounen ergänzt, déi d'Politik virun hir Verantwortung stellen, net nëmme fir 2021, mee och wäit iwwert d'nächst Joer eraus.

Op eng Rei vun deenen Theemefelder wëll ech a menger Interventioun méi am Detail agoen, notamment op déi, déi mer am Kader vun der Budgetspolitik am meeschten um Häerz leien, nodeems de François Benoy eis gëschter duerch dee ganzen Zuelendschungel gefouert huet a gutt erkläert huet, datt de Staatsbudget méi komplex ass, wéi e Spuerschwéngchen am Kicheschaf mat Mënz ze fëllen. Wichteg Theemefelder si fir mech de Gesondheetssecteur, den Educatiouns-, Kanner- a Jugendsecteur, deen ech aus dem soziale Bléckwénkel wëll beliichten, an donieft de Logement an déi nohalteg Entwécklung vum Land am breede Sënn.

Ech fänken u beim Gesondheetssecteur, bei deem d'Depensen an zwee Joer vun 158 op 181 Milliounen Euro klammen - dovu si 25,4 Millioune fir d'Personal reservéiert. De Gesondheetssecteur kascht eis also net wéineg Geld, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass och gutt esou, well d'Gesondheet huet kee Präis.

Siele stoung de Gesondheetssecteur esou am Fokus wéi dëst Joer an och am Joer 2021 wäert en am Fokus stoe bleiwen, engersäits, well d'Pandemie nach net eriwwer ass an ee weiderhin déi néideg personal a finanziell Mëttele brauch, fir d'Pandemie adequat ze geréieren, anerersäits, well d'Pandemie eng Rei strukturell Schwächte vum System bloussgeluecht huet. Fir dës Schwächte laangfristeg ze behiewen, brauche mer net nëmme Budget, mee mir brauchen och strukturell Reformen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Gesondheetsminister huet ganz Recht, wa se seet, datt een a Krisenzäite keng strukturell Reforme soll maachen, allerdéngs verhënnert dat net, datt mer se virbereeden. Deen éischte groussen Defi besteet natierlech doran, der Penurie vun Dokteren a Fleegepersonal entgéintzewierken. Datt mer mat iwwer 60 % Frontalieren extreem ofhängeg vum Ausland sinn, gëtt an der Lescht ëmmer op en Neits ënnerstrach a spéitstens an der Pandemie ass et kengem méi entgaangen.

Wa mer da weiderhi vill Geld investéieren, fir eis Spideeler auszebauen a gutt auszestatte mat deene beschten Apparater, an esouguer an e Militärspidol investéieren, dann ass dat eng gutt Saach, fir d'Versuergung vun de Biergerinnen a Bierger weiderhin ze verbesseren. Allerdéngs kënnen dës Infrastrukturen, Apparater a Maschinnen nëmmen da gutt fonctionéieren, wa mer genuch qualifizéiert Personal hunn, fir se ze bedéngen a fir déi medezinnesch Servicer ze assuréieren an um Liewen ze halen.

Ouni nach eemol op de Rapport „Lair" anzegoen, wëll ech ënnersträichen, datt mir als Chamber um Ball bleiwen an eis an der Santéskommissioun nach emol intensiv mat deem Theema befaassen. Wichteg ass a bleift jiddefalls, datt d'Formatioun vum Gesondheetspersonal zu Lëtzebuerg nei ausgeriicht an ausgebaut gëtt, fir se méi attraktiv ze maachen. Et ass virdru schonn ënnerstrach ginn an och de François Benoy huet a sengem Budgetsrapport drop higewisen.

Dozou gehéiert an eisen Aen eng Medezinnerformatioun zu Lëtzebuerg an Zesummenaarbecht mam Ausland - eleng kënne mer dat net stemmen. Mir hu se schonn an d'Weeër geleet.

Dozou gehéiert awer och d'Opwäertung vum Infirmiersberuff, wou mer derfir plädéieren, datt dee wichtege Beruff un e Bachelorsdiplom gebonne gëtt, mat der uschléissender Méiglechkeet vun enger Spezialisatioun. Ech denken, dee Wee géif de Beruff méi attraktiv an interessant maachen.

E weidere Chantier ass de Virage ambulatoire, deen och deemnächst an der Chamber wäert diskutéiert ginn an eng dezentral Versuergung vun der Bevëlkerung ausserhalb vun de Spideeler ka garantéieren. Dat selwecht zielt dann och fir Gemeinschaftspraxissen am ländleche Raum, déi enk mat de Spideeler vernetzt musse ginn. Dës géifen d'Spideeler nohalteg entlaaschten an de Patiente laang Weeër erspueren.

Dir Dammen an Dir Hären, vill Potenzial gesi mer och an der Preventioun, wou ech e bësse méi wëll aushuelen, d'Potenzial, fir d'Gesondheet an de Bien-être vun de Biergerinnen a Bierger ze stäerken, mee och am Sënn vun Aspuerpotenzial am Staatsbudget.

Duerch e personaliséierte Suivi a geziilte Programmer kënnen eng Partie Gesondheetsproblemer bekanntlech vun Ufank un, éier se iwwerhaapt entstinn, verhënnert ginn. Spéitstens da stellt sech d'Fro, wat méi deier gëtt: vill chronesch krank Mënsche wärend Joren ze behandelen oder fréizäiteg derfir suergen, datt méiglechst wéineg Mënsche chronesch krank ginn. Ech denken, d'Äntwert läit op der Hand!

Här President, wann ee sech dann ukuckt, wéi vill Geld duerch d'Vente vun Alkohol an Tubak an d'Staatskeess fléisst, da kann ee sech net freeën – quitte datt déi Gelder eis vum finanzielle Standpunkt hier méi räich maachen. Aus gesondheetlecher Pespektiv maache se eis méi aarm, well d'Suchtverhalen net nëmmen zu chronesche Krankheete féiert, mee och zu héije Behandlungskäschten, déi sech negativ op de Budget vun der Gesondheetskeess auswierken.

Um Niveau vun den Accisen um Tubak an um Alkohol sinn am Budget 2020 Rekordeinnamen ze verzeechnen, wärend d'Previsiounen am Pluriannuel nach weider eropginn. Ech muss soen, aus gesondheetspolitescher a preventiver Siicht ass déi Entwécklung dach beonrouegend! Am Fong liwwert se de Beweis, datt weeder de Plan tabac nach de Plan alcool bis elo déi Friichte gedroen hunn, déi mer eis awer alleguer erhofft hunn, an ech mengen, och an där doter Fro musse mer um Ball bleiwen!

Esou sinn d'Recettë vum Tabac à fumer laut de Statistike vum leschten Oktober ëm bal 15 % gewuess: vun 145,4 Milliounen Euro am Joer 2019 op net grad 167 Milliounen Euro am Joer 2020. Dat ass eng Steigerung, déi sech och an de Quantitéite vun der Vente zréckspigelt: An Zuelen ausgedréckt läit d'Quantitéit vun den am Joer 2020 verkaaften Zigarette bei 3,175 Milliounen Euro (veuillez lire: 3,175 Tonnen), beim Tabac à fumer leie mer bei 3,9 verkaaften Tonnen. Quitte datt en Deel dervu vun den Netresidentë kaf a gefëmmt gëtt, kënnt een awer net laanscht d'Feststellung, datt de Plan tabac en zimmlech zanlosen Tiger bliwwen ass, emol onofhängeg dervun, datt och den Export vun Zigaretten eis net däerf egal sinn, well domat exportéiere mer d'Longekrankheeten an d'Ausland a beräicheren eis nach drun!

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Elo an der Pandemie vum Coronavirus, dee virun allem d'Longen ugräift, sollt eis dat ze denke ginn an ech mengen, mir mussen eis eng Kéier doriwwer ënnerhalen an austauschen.

Net anescht ass et beim Alkohol, wou fir 2020 och eng onerwaart héich Tendenz no uewe festzestellen ass par rapport zu 2019. Mat 57 Millioune Recettë ginn d'Previsiounen ëm ganzer 3 Milliounen Euro iwwerschratt an och dës Entwécklung bréngt eppes an d'Keess, mee ass vum gesondheetspolitescher a preventive Standpunkt hier awer extreem bedenklech a léisst op eng Steigerung vum Suchtverhale wärend der Pandemie schléissen.

Dat muss eis ze denke ginn am Hibléck op d'Zukunft, wuel wëssend, datt d'Krisefestegkeet net nëmmen d'Ekonomie an d'Finanzen eppes ugeet, mee och déi mental Gesondheet vum Mënsch. Et ass richteg: Mat der Kris ass déi mental Gesondheet méi an de Fokus geroden, och an der Recherche, notamment beim LISER, obwuel se virdrun net manner wichteg war.

Bedauerlech ass hei engersäits, datt mer d'Penurie vu Psychiateren net an de Grëff kréien - och doru musse mer am Kontext vun der gesamter Penurie vun Doktere schaffen -, anerersäits ass et och net glécklech, datt dee Règlement grand-ducal, deen déi onglécklech Léift tëscht der CNS an de gesetzlech unerkannte Psychotherapeuten endlech sollt reegelen, d'Strooss net gehalen huet a vum Staatsrot gekippt ginn ass. Domat si mer nees um Nullpunkt ukomm.

Hei komme mer leider net derlaanscht, festzestellen, datt déi betraffe Mënschen, déi net déi néideg Moyenen hunn, fir sech eng Psychotherapie aus eegener Täsch ze finanzéieren, déi gréisst Verléierer vun dësem jorelaange Konflikt sinn, ...

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- … an dat an engem ëffentleche Gesondheetssystem, dee sech sozial a solidaresch nennt - woumat ech och op eng Schietsäit vun deem System wëll hiweisen, déi mer net däerfen ignoréieren!

Dir Dammen an Dir Hären, zum Santéssecteur, dee mer wierklech uewe läit, wier nach vill ze soen, sou och zu der Nomenclature, déi sech schonn zanter ville Joren an engem Iwwerschaffungsprozess befënnt - wann een dat esou ausdrécken däerf -, mee d'Ufer nach net erreecht huet, grad wéi och d'Mise en place vum Fonds d'indemnisation a vum Nosuergezentrum fir Schlagpatienten, wou eis Hoffnung grouss ass, datt d'Pandemie d'Aarbecht op dëse Chantieren net weider retardéiert. Allerdéngs ass et och verständlech a richteg, datt d'Gestioun vun der Pandemie an dësen Zäite muss Virrang hunn.

Vu datt mer deemnächst eng gréisser Debatt mat Hearing iwwert de Gesondheetssecteur féieren, loossen ech et haut bei dëse Punkten op sech berouen a komme bei d'Educatioun, bei d'Kanner an déi Jonk, déi, grad wéi d'Santé, de Santéssecteur, an der Pandemie mat ganz neien Erausfuerderunge konfrontéiert waren.

Den Educatiounssecteur kënnt am Gesamtbudget op eng Progressioun vu knapp iwwer 2,7 op bal 2,9 Milliounen Euro. Dat heescht, op d'Pro-Kapp-Schülerzuel berechent hu mer domat ee vun den deierste Bildungssystemer vun der Welt. Dat ass en Invest an déi follgend Generatiounen an domat en Invest an d'Zukunft - an dee fënnt eis vollst Ënnerstëtzung.

Et ass kee Geheimnis: Déi Jonk an d'Kanner si ganz besonnesch haart vun den Auswierkunge vun der Kris getraff ginn, och wa manner vun hinne geschwat ginn ass. An der Kris si vill Kontakter reduzéiert ginn, virun allem déi intergenerationell, mee och d'Zesummekommen an de Veräiner, déi dach awer wichteg sozial, edukativ an inklusiv Missioune bei de Kanner erfëllen.

Ënnert de Kontaktlimitatioune leiden also net just déi eeler Persounen, mee och déi Jonk. Duerfir begréisse mer ausdrécklech, datt d'Schoulen nom Confinement als Éischt nees fonctionéiert hunn an och elo nach fonctionéieren, quitte datt sech um Terrain eng Rei Problemer stellen. Dës Problemer mussen a kënne geléist ginn, si bedeiten awer net de Weltënnergang - si däerfen d'Recht op Bildung an de Schoule jiddefalls net a Fro stellen! An duerfir ënnerstëtze mer d'Approche vun der Regierung, d'Schoulen och a Covidzäite fonctionéieren ze loossen.

Natierlech huet d'Kris hir Schietsäiten - och an der Schoul. Eng positiv Säit ass awer déi, datt d'Kris genotzt ginn ass, fir d'Digitaliséierung am edukative Secteur weiderzedreiwen an innovativ Léierplattformen ze entwéckelen.

An déi Richtung ginn och d'Investissementer, déi fir den Equipement an de Schoulen a fir den Opbau vun digitale Léierplattforme fir ganz Kannergruppen a Klasse geduecht sinn. Dës Kreditter gi gehéicht, wat mer begréissen, natierlech an der Hoffnung, datt se alle soziale Schichte gläichermoossen zegutt kommen, well si (veuillez lire: déi ënnescht Schichten) sinn et, déi den Uschloss an der Kris am séierste verléieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu der mentaler Gesondheet an zu der Inklusioun vun de Kanner a Jonken als wichteg Viraussetzung fir d'Krisefestegkeet an d'Resilienz vun eiser Gesellschaft. An der Interpellatioun iwwert de Suicide komme mer deemnächst drop zréck - dozou wäert eise gréngen Deputéierte Marc Hansen Stellung bezéien.

Ech wëll awer elo scho betounen, datt déi gréng Fraktioun all Schrëtt ënnerstëtzt, dee geduecht ass, fir déi mental Gesondheet an d'Inklusioun vu Kanner a Jonken ze stäerken, an domat ënnerstëtze mer och all Euro, deen an dëse Beräich fléisst.

Well eppes steet fest: All Euro, deen an de jéngsten Alter investéiert gëtt, verhënnert laut internationalen Etüden en Invest vun op d'mannst 4 Euro, déi gebraucht ginn, fir d'Schied vun der feelender Virsuerg am fréien Alter ze behiewen.

Ongläichheeten an Integratioun am Kanner- a Jugendberäich sinn dann och Theemen, déi am Budgetsrapport ervirgestrach ginn an déi mer gären zesumme mat der Regierung verdéiwen. Dozou gehéiert zum Beispill déi begréissenswäert Iddi vun der Regierung, e Service opzebauen, dee sech speziell ëm d'Integratioun an den Accueil vu Flüchtlingskanner bekëmmert.

Ech schwätzen hei net just als Deputéiert, mee och a menger Fonctioun als Schoulschäffin vun enger gréisserer Gemeng, déi eng ganz Rei Flüchtlingsfamillje mat Kanner am Grondschoulalter opgeholl huet. Déi Gemeng heescht Beetebuerg, et ass eng gutt Gemeng.

Quitte datt d'Schoulen extreem vill Efforte maachen, fir dës Kanner vun Ufank un an dat normaalt Schoulliewen ze integréieren, … - dat mécht net nëmmen déi Gemeng, déi ech elo genannt hunn, mee dat maache vill Gemengen hei am Land, an dat wëll ech explizitt ervirsträichen! D'Efforte sinn enorm grouss an dat ass begréissenswäert, mee ech géif awer mengen, datt esou e Service eng grouss Plus-value wäert schafen. Mir sinn nämlech iwwerzeegt, datt e sech positiv op de Rescht vum Schoulparcours vun deene Kanner a Jonken auswierkt an domat och op hir spéider Qualifikatioun.

Och hei gëllt d'Devise, datt all Euro, dee fir vulnerabel Kanner a Jonker investéiert gëtt, sech duerno nohalteg bezuelt mécht. E mécht net nëmmen déi Betraffe méi staark an hirem Liewen, e stäerkt och eis Demokratie an eise Wirtschafts- a Sozialsystem.

Dir Dammen an Dir Hären, en Theema, dat sech doraus ergëtt, ass dat vum Jugendchômage, deen duerch d'Kris massiv gewuess ass. A sengem Budgetsrapport plädéiert de François Benoy fir eng Stäerkung vun der Garantie jeunesse am Dialog mat alle Bedeelegten. An dee Kontext gehéiert awer och den Decrochage scolaire, de Schoulofbroch, op deen ech an der Lescht schonn e puermol higewisen hunn, well e mer Suerge mécht.

Als Gréng géife mer eis freeën, wann deen ugekënnegte Rapport iwwert de Schoulofbroch gläich géif virleien an am Sënn vun de Betraffene kéint diskutéiert ginn. Ëmmerhi steet den Decrochage scolaire an direkter Relatioun mam Jugendchômage, well en, onofhängeg vun der Pandemie, eng vun den éischten Ursaache vum Chômage bei deene Jonken ass, mat alle sozialen a mentale Problemer, déi sech duerno doraus erginn.

Elo an der Pandemie ass mat héijen Investitiounen - eleng iwwer 800 Milliounen Euro, wann net méi, fléisse jo an de Chômage partiel - alles drugesat ginn, fir d'Mënschen an der Aarbecht ze halen, an da begréisse mer, datt vu Regierungssäit vill Efforte gemaach ginn, fir och déi Jonk an der Ausbildung ze halen. Och do sinn déi richteg Akzenter gesat ginn.

D'Zil muss et jo sinn, datt jiddwereen d'Schoul mat engem oder méi Diplomer kann ofschléissen. Dat spuert Sozialausgaben am spéidere Liewen, et stäerkt awer och de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, a wat mer méi Kompetenzen zu Lëtzebuerg fideliséieren, wat mer der manner an d'Ausland musse fësche goen.

Ech kommen zum Logement, wou et och ëm déi Jonk an ëm hir Suerge geet, mee net nëmmen ëm si. Och eeler Semester hu finanziell Problemer, wann et ëm d'Wunne geet. Allerdéngs sinn et déi Jonk, déi am meeschte vun der Wunnengsnout betraff sinn, well nëmmen déi allerwéinegst vun hinnen de Kinnekswee vun enger Ierfschaft kënnen untrieden a schonn am Besëtz vun engem Haus sinn, éier se iwwerhaapt emol op der Welt sinn - fir et ganz realistesch auszedrécken.

Mir wëssen et alleguer: D'Situatioun um Wunnengsmaart ass esou ugespaant wéi nach ni. Déi rasant Entwécklung vum Land - fir net ze soen: Feelentwécklung an der Benotzung vum Territoire als Bien commun - huet derzou gefouert, datt d'Präisser fir ze wunne vill méi schnell klamme wéi d'Léin. Besonnesch d'Locataires, déi en héijen Deel vun hirem Revenu an de Loyer musse stiechen, mee och déi héich- oder iwwerverschëlte Proprietäre sti mat zwee Been am Waasser a riskéieren, fréier oder spéider finanziell bueden ze goen.

Dee Constat ass net nei an och wann d'Situatioun esou dramatesch ass wéi ni virdrun, sou weess awer all éierleche Mënsch heibannen, datt déi Situatioun net am Joer 2020 vum Himmel gefall ass!

Zanter Joerzéngten entwéckelt de Wunnengsmaart sech an eng geféierlech Richtung, ouni datt mat effikassen Instrumenter géigegesteiert ginn ass. Dat huet och de fréiere Premier mat senger grousser Wunnengsbauoffensiv net gemaach - oder besser gesot, net fäerdegbruecht - an ech wëll soen: All Respekt, en huet et zouginn!

D'Geschicht schreift Bänn: E Minister, deen et och nëmme gewot hätt, un enger klenger Schrauf vun enger bal 80 Joer aler Grondsteier ze dréien, wier nämlech de Risiko gelaf, bei den nächste Wale bueden ze goen, woumat ech wëll soen, datt de politesche Courage Lëtzebuerg nach ni ausgezeechent huet, wann et ëm deen héichsensibele Beräich vum Logement a vum Grondbesëtz geet. An ech woen emol ze behaapten, datt dee Beräich och an Zukunft héichsensibel wäert bleiwen.

Firwat? Ganz einfach, well all Schrëtt, deen d'Politik a Richtung Sozialwunnengen oder a Richtung Steieren decidéiert, grad vun deene Mënschen als onberechtegten Ugréff op d'Privatproprietéit oder awer als Ugréff op de fräie Wunnengsmaart duergestallt gëtt, déi am meeschte Land an Immobilie besëtzen, wuel wëssend, datt de Gros vum Territoire zu Lëtzebuerg an den Hänn vun enger klenger Minoritéit läit, déi awer méi wéi just e klengen Afloss huet. Net fir näischt weist d'OCDE Lëtzebuerg scho laang de béise Fanger a verlaangt, datt de Staat méi interventionistesch soll virgoen.

Net anescht gesäit et dës Regierung, déi Courage beweist, an dat spigelt sech och mat enger Hausse vun 11 % fir d'Logementspolitik am Budget zréck. Nei - a begréissenswäert - ass an deem Kontext de Spezialfong, dee mat 173,3 Millioune gespeist gëtt an deen dem ëffentlechen, nohaltegen an abordabele Wunnraum wäert zeguttkommen.

Dëse Spezialfong suergt awer och fir Previsibilitéit an Transparenz. Ab 2021 gi ronn 1.000 abordabel Wunnengen am Joer fäerdeg, an dat iwwert déi nächst véier Joer. Iwwert de Spezialfong wäert de Staat och weider Terraine kafen an de Wunnengsbau weider dreiwen, dëst mat engem Rapport, deen an der Chamber reegelméisseg virgeluecht, analyséiert an diskutéiert gëtt. Och dat ass an eisen Aen e Fortschrëtt no joerzéngtelaanger Logementspolitik im stillen Kämmerlein, an déi nëmmen déi Wéinegst e kloren Abléck haten.

Den neie Pacte Logement, Dir Dammen an Dir Hären, deen um Instanzewee ass, wäert d'Gemenge sengersäits mat Subventiounen ënnerstëtzen, mee och als ëffentleche Partner mat an d'Verantwortung huelen - och dëst nees mam Zil, abordabele Wunnraum op strateegesch sënnvolle Plazen ze schafen.

Erlaabt mer dozou just eng kleng Remark, eng Remark, déi ech einfach muss lassginn: Wann ee sech d'Kriticken unhéiert, déi den neie Pacte Logement schonn huet missen iwwer sech ergoe loossen, éier en iwwerhaapt emol a Kraaft ass, da muss ee sech froen, ob et zu Lëtzebuerg just nach drëms geet, wéi een deem anere seng Politik am beschten ofschéisse kann!

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mir sinn der Meenung, datt weeder de Logement, nach d'Glafwierdegkeet vun der Politik als Gewënner aus esou enger Ofschosspolitik ervirginn. Besser, mir kucken zesummen no vir a ginn eis bewosst, wou de Schong zu Lëtzebuerg dréckt!

An dann däerfe mer eis keng Illusioune maachen - ech hunn ech scho gesot -: An engem Land, wou de Besëtz vu Grond a Buedem esou staark konzentréiert ass wéi bei eis, brauche mer effikass a munchmol onbequeem Instrumenter, fir Terrainen ze mobiliséieren.

D'Reform vun der Grondsteier, déi jo op Basis vun de kommunale PAGen nei ausgeriicht soll ginn, mee och d'Baulandverträg - ech soen dem Max Hahn duerfir och Merci fir säin Asaz op deem Gebitt - si geduecht, fir der Spekulatioun entgéintzewierken an d'Bauen ze encouragéieren, ouni d'Grénglandschaften ze zerstéieren.

Mat groussen ëffentleche Bauprojete wéi Elmen, an deen de Staat 76 Milliounen investéiert - d'Semiray Ahmedova huet e kierzlech op dëser Plaz virgestallt -, mee och mat Projete wéi „Wunne mat der Woltz", „NeiSchmelz" zu Diddeleng - e participative Projet - oder awer och dem Projet um Kierchbierg setze mer den Akzent op e modernen an nohaltegen Urbanismus.

Liewensqualitéit, nei Wunnformen, aktiv Mobilitéit, erneierbar Energien an Energieeffizienz sti souwuel um Niveau vun de Wunnquartiere selwer wéi och um Niveau vun den Haiser am Mëttelpunkt.

Op déi Manéier kënnt den Ëmwelt- a Klimaschutz och am Wunnberäich zum Droen - wuel wëssend, datt Ëmwelt- a Klimaschutz och Liewensqualitéit a Gesondheet bedeiten.

All déi dote Froen, Dir Dammen an Dir Hären, an och déi vun der Landesplanung, déi vun der Organisatioun vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten, déi vun der Mobilitéit an anerer gräifen aneneen a wa jiddwereen a sengem Eck sëtze bleift a just hofft, datt ëmmer nëmmen déi aner sech d'Fangere verbrennen, da bleift d'Kohärenz vun den ëffentleche Politicke jiddefalls op der Streck.

A well d'Wunnengsfro och mat der Wuesstumsfro ze dinn huet, musse mer och déi Diskussioun an Zukunft nees emol zesumme féieren a se dann an de breet gefächerte Kontext vum PIB du bien-être setzen, ouni d'Wirtschaft ze vergiessen. Ech si frou, datt meng Virriedner schonn dorop agaange sinn, nodeems dann och scho méi Budgetsrapporteren de PIB du bien-être ënnerstrach hunn - woubäi ech wëll betounen, datt d'Betriber, déi d'ESG-Normen am beschten erfëllen, d'Nues haut scho vir hunn, well se wäitaus méi kriseresistent si wéi all déi aner.

ESG steet fir Ëmwelt, Soziales a Gouvernance. Grad wéi am ëffentleche Secteur an an der Politik geet et also och an der Privatwirtschaft ëm d'Vernetzung an net dorëms, deen ee Volet géint deen aneren auszespillen. Als Gréng begréisse mer an deem Sënn, datt den Nohaltegkeetscheck fir Betriber mëttlerweil op der leschter Ligne droite ukomm ass. En ass geduecht, net, fir der Wirtschaft d'Liewe schwéier ze maachen - ganz sécher net! -, mee fir d'Wirtschaft nohalteg opzestellen a se méi staark ze maachen als weidere Pilier vun enger resilienter a krisefester Zukunft.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kanner léieren et schonn an der Schoul, mee net all Erwuessenen huet et bis haut verstan: Ëmwelt- a Klimaschied sinn net méi gutt ze maachen, och net dann, wa se déi wirtschaftlech Entwécklung an domat och de PIB kuerzfristeg steigeren. Deene follgende Generatiounen hannerloosse se awer eng Welt, déi bei Wäitem net déi selwecht Liewensqualitéit a Gesondheet garantéiert. Esou huet d'Wëssenschaft eis och geléiert, datt d'Seuchen an d'Pandemië keng Strof Gottes sinn, mee e Resultat vum ekologeschen Desequiliber.

De Pierre Gramegna huet et de Moien ënnerstrach an huet zu Recht op d'Klimaskeptiker higewisen, déi dat einfach net begräifen! Wéi wäit mer de Planéit zu Lëtzebuerg elo scho strapazéieren, huet de François Benoy gëschter ganz gutt beschriwwen. Hie sot: „Lëtzebuerg huet en immens héijen ökologesche Foussofdrock." „D'Ressourcen, déi ons fir e ganzt Joer zur Verfügung stinn, hu mer scho Mëtt Februar opgebraucht. Wa jiddweree géif esou liewe wéi mer hei zu Lëtzebuerg, da bräichte mer ganzer aacht Planéiten", huet en treffend erklärt.

Datt de Mënsch méi Suerg fir d'Äerd soll droen, huet och den UNO-Generalsekretär António Guterres virun enger Woch an enger Ried zum neie Klimabericht vun de Vereenten Natioune kloergemaach an dobäi huet en net fir näischt ganz drastesch Wierder gebraucht. E sot, eise Planéit wär zerstéiert, d'Mënschheet géif Krich géint d'Natur féieren. Mee e sot och, dat wär Selbstmord, well d'Natur ëmmer mat geballter Kraaft a Wucht géif zréckschloen.

Dir Dammen an Dir Hären, beim Klimawandel denkt ee virun allem u Wiederphenomeener wéi déi, déi

och vun der Weltmeteoorganisatioun publizéiert gi sinn - an déi Verschiddener heibannen nach ëmmer net wëlle wouer hunn. Si soen aus, datt d'Joer 2020 - global gesinn - eent vun de wäermste Joren zanter den Opzeechnunge war an datt d'Joren 2014, 2018 an 2019 déi dräi wäermste Joren zu Lëtzebuerg waren zanter den éischten Opzeechnungen am Joer 1947.

De Krich géint d'Natur beschleunegt awer och d'Aartestierwen, léisst d'Ozeaner am Plastik erstécken an erhéicht de Risiko fir Pandemien. A spéitstens do schléisst sech de Krees an da misst jiddwereen unerkennen, datt déi 15 Milliounen Euro, déi am Klima- an Energiefong fir 2021 stinn, alles anescht wéi iwwerflësseg sinn.

Iwwer eng Milliard Euro fléissen donieft an d'Ëmsetzung vum PNEC a bis 2024 sollen déi Depensen ëm bal 18 % op 1,257 Milliarde klammen. Och d'Depensë vum Klimafong, déi sech tëscht 2019 an 2020 méi wéi verduebelt hunn, wäerten tëscht 2020 an 2021 ëm weider 4,5 % op 150 Millioune klammen, fir 2024 bei bal 230 Milliounen unzekommen.

All dës an aner Depensë si geduecht, fir déi éischt Etappe vum Klimagesetz ëmzesetzen an derfir ze suergen, datt mer eis Klimaziler erreechen - an anere Wierder: datt de Krich géint d'Natur en Enn kritt.

De François Benoy huet et a sengem Rapport duergeluecht: D'Natur an eis Ekosystemer sinn eist gréisst Verméigen, ganz einfach well se eis dat ginn, wat mer fir ze liewe brauchen.

D'Klimaziler erreeche mer awer och mat enger ëmweltfrëndlecher a méiglechst emissiounsfräier Mobilitéit, déi net nëmme vun de Projeten hier, mee och vun der finanzieller Envergure hier eng zentral Roll spillt, an dat net eréischt mat dësem Budget, an deem 2,35 Milliarden Euro an 12 % vun de staatlechen Depensë fir d'Verbesserung vun der Mobilitéit fräigeschëppt ginn. Den Opbau vun enger nohalteger a multimodaler Mobilitéit spigelt sech schonn zanter ville Jore mat héijen Zommen am Budget zréck - an domat och am Alldag vu ville Leit.

Hätte mer net scho viru Joren héich Zomme gestëmmt, da géif den Tram haut net vum Kierchbierg bis op d'Gare fueren - an duerno och net op d'Cloche d'Or an op de Findel, well och déi Gesetzer si scho gestëmmt -, net ze schwätze vun allen anere scho realiséierte Projeten a vun all deenen, déi nach an der Pipeline sinn, fir dëst Land endlech mobill ze maachen an d'Liewensqualitéit vun Dausende Biergerinnen a Bierger an och vun de Salariéen ze erhéijen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net nëmmen an der Mobilitéitspolitik, mee a villen anere Beräicher schielt sech eraus, datt dës Regierung d'Rekordinvestitiounen aus de leschte Joren trotz Kris bäibehält. Den Invest wäert 2021 op 4,3 % vum PIB an op 2,76 Milliarden Euro klammen. Eis Budgets- a Steierpolitik ass d'Fundament fir dës Investitiounsoffensiv, déi mer zu Lëtzebuerg viru Joren agelaut hunn, an dat war dee richtege Wee. Si mécht eist Land fit fir d'Zukunft, wärend se d'Ekonomie an den Aarbechtsmaart um Dréien hält.

De Projet de budget 2021 souwéi och de Budget pluriannuel reie sech an dës Logik an a fannen duerfir ganz kloer den Zousproch vun der grénger Fraktioun.

An zum Schluss, Här President, erlaabt mer nach, a mengem perséinlechen Numm, mee och am Numm vun eiser ganzer Fraktioun, dem Kolleeg François Benoy en häerzleche Merci auszedrécke fir säi gutt elaboréierten a gutt virbereete Rapport. En huet eng Fläissaarbecht geleescht, déi eis alleguer zegutt kënnt.

Donieft geet awer och e grousse Merci un eisen nach ganz jonke Mataarbechter Fabricio Costa, deen de François Benoy bei senger Aarbecht begleet huet, grad wéi allen anere Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus eiser Fraktioun, mee och aus de Ministèren.

Domadder bleift mer nach just, den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn, an da soen ech Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

An de President vun der Finanzkommissioun wëll ech elo zum Schluss da besonnesch ervirhiewen, well en déi néideg Pedagogie huet, déi néideg Gedold, fir mat all de Memberen aus der Kommissioun gutt eens ze ginn - an dat sinn net ëmmer déi Einfachst!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché.

Domadder si mer um Enn vun den Debatte fir de Moien ukomm. D'Chamber fiert de Mëtten um dräi Auer mat den Debatten iwwert de Budget weider. Ech wënschen Iech all e gudden Appetitt!

(La séance publique est levée à 12.30 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 19, 20, 21 et 22

19e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 254
Ordre du jour ..... p. 254
..... p. 257
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de purificateurs d'air dans les écoles et les communes pour limiter la propagation de la Covid-19
Motion de Mme Martine Hansen relative au personnel enseignant détaché
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition des écoles et des communes de détecteurs de CO_2
et
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place de mesures cohérentes dans l'éducation formelle et non formelle pour éviter la propagation du coronavirus ..... p. 254-256
Question urgente n° 3262 de M. Laurent Mosar et de M. Serge Wilmes concernant le sondage sur le sentiment de sécurité ..... p. 256-257
Question élargie n° 61 de M. Léon Gloden relative aux conclusions des dernières réunions du Conseil Justice et affaires intérieures (JAI) relatives à la lutte contre la menace terroriste ..... p. 257
Question élargie n° 62 de M. Laurent Mosar relative à la situation sécuritaire, en particulier dans le quartier de la Gare de la ville de Luxembourg ..... p. 257-258
Question élargie n° 63 de M. Gilles Roth relative à la rétention de données ..... p. 259
7270 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, faite à New York, le 12 novembre 1974
et
7317 - Projet de loi portant sur les activités spatiales et modifiant :
1° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances dite « Versicherungssteuergesetz » ;
2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ..... p. 259-262
7695 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg ..... p. 262-263

20e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 264
Communications ..... p. 264
7729 - Proposition de loi relative à une politique d'investissement socialement et écologiquement responsable du Fonds de compensation commun au régime général de pension (Déclaration de recevabilité) ..... p. 264
Ordre du jour ..... p. 264
7733 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique ..... p. 264-277

21e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 278
7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :
1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;
17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;
18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;
22° la loi modifiée du 23 décembre 2016
1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;
2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat
et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique
et
7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. François Benoy ..... p. 278-282

22e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 282
Question urgente n° 3308 de M. Marc Spautz concernant les nouvelles mesures sanitaires au sein de certaines maisons de retraite et de soins ..... p. 282-283
7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]
et
7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)
- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances ..... p. 283-285
- Discussion générale ..... p. 285-295

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3298	Jeff Engelen	Vaccination contre la Covid-19 chez les femmes enceintes
3365	Diane Adehm	Prix des communications en Europe
3408	Francine Closener	Formation des adultes
3434	Sven Clement	Inventaire supplémentaire
3435	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Subsides pour clubs sportifs
3440	Jeff Engelen, Fred Keup	Égalité des chances à l'école
3446	Marc Goergen	Informations sur les émissions de CO_2 des trajets en avion
3450	Marc Goergen	Mesures sanitaires dans les écoles
3452	Martine Hansen	Prime pour les voitures électriques
3456	Fred Keup	Salles de classe modulaires
3468	Marc Lies	Projet de plan national de la qualité de l'air
3471	Nancy Arendt épouse Kemp	Réglementation pour les centres de fitness dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3474	Fred Keup	Tourisme de la drogue
3475	Gusty Graas	Arrestation de l'opposant Alexeï Navalny à Moscou
3476	Martine Hansen	Quarantaine dans le cadre des examens de fin d'études
3480	Léon Gloden	Concession d'un terrain industriel dans la zone industrielle Wolser
3484	Marc Goergen	Contrôle des mesures sanitaires dans les transports publics
3486	François Benoy	Prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires français
3487	Nancy Arendt épouse Kemp	Nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes
3492	Jeff Engelen	Vaccination prioritaire pour les personnes présentant des pathologies à « haut risque »
3494	Sven Clement	Surdité et déficience auditive
3498	Martine Hansen, Marc Spautz	Commande de masques FFP2
3499	Francine Closener	Scolarisation à domicile
3502	Laurent Mosar, Gilles Roth	Limitation du paiement en espèces
3504	Gilles Baum, André Bauler	Vaccination contre la Covid-19
3505	Marc Goergen	Opérations pour le maintien de la paix dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3509	Paul Galles	Répressions contre les Ouïghours
3511	Jeff Engelen	Masques FFP2
3512	Diane Adehm	Fonds de dotation globale des communes
3513	Fred Keup	Discrimination
3514	Marc Hansen, Josée Lorsché	Mortalité infantile
3515	Jeff Engelen	Choix du vaccin
3518	Marc Baum	Effets secondaires des vaccins anti-Covid-19
3522	Stéphanie Empain	Corps permanent de Frontex
3524	Laurent Mosar, Gilles Roth	Remboursement de la retenue d'impôt à la source
3525	Marc Hansen	Campagne de vaccination
3526	Carole Hartmann	Vaccination contre le pneumocoque
3533	Sven Clement	Plan de sécurité et de continuité de l'activité du secteur des communications
3535	Marc Goergen, Sven Clement	Organisation « Nues am Wand »
3536	Françoise Hetto-Gaasch	Subside dans le cadre du transport scolaire
3539	Max Hahn	Téléphone au volant
3544	Max Hahn, Gusty Graas	Centre de stockage de déchets nucléaires à Bure
3545	Fred Keup	Plan d'aménagement général (PAG)
3547	Fred Keup	Patrimoine protégé par l'État
3550	Martine Hansen	Création du poste de secrétaire général de l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN)
3554	Fred Keup	Recommandations de la Police grand-ducale concernant la sécurité en public
3558	Gusty Graas	Banque pour l'OTAN
3559	Marc Goergen	Exactitude du mesurage des radars fixes et mobiles
3562	André Bauler	Liichtmëssdag
3566	Fred Keup	Nom des arrêts du tram
3570	Fernand Kartheiser	Armes à sous-munitions
3586	David Wagner, Marc Baum	Sécurité des piétons à Luxembourg-ville
3590	Jeff Engelen	Femmes au sein des conseils d'administration
3592	Guy Arendt	Huissiers de justice
3596	Jean-Paul Schaaf, Aly Kaes	Abolition du service mobile palliatif du Centre Hospitalier du Nord
3600	Sven Clement	Accessibilité du large scale testing pour les personnes en situation de handicap
3604	Fred Keup	Enseignement de l'histoire luxembourgeoise au sein de l'Université du Luxembourg
3607	Fernand Kartheiser	Droit d'accès du Service de renseignement de l'État à certains documents
3626	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Légalisation du cannabis récréatif
3633	Claude Wiseler	Situation au Myanmar
3644	Léon Gloden	Cambriolages
3648	Fred Keup	Installations sanitaires pour les chauffeurs de bus
3673	Fred Keup	Garde d'enfants par les grands-parents
3680	Marc Goergen	Services proposés par la SuperDrecksKëscht aux communes
4853 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Situation sécuritaire en Afghanistan
4856 urgente	Fernand Kartheiser	Soutien à l'Afghanistan
4871 urgente	Martine Hansen	Rentrée scolaire dans le cadre de la pandémie de la Covid-19

Question 3298 (14.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination contre la Covid-19 chez les femmes enceintes :**

Der brittescher Zouloossungsinstanz MHRA no, sollen sech Fraen, déi entweeder erwaarden oder plangen, an de kommenden dräi Méint schwanger ze ginn, esouwéi Mammen, déi nieren, net mam BioNTech/Pfizer-Impfstoff impfe loossen. Et ginn nämlech nach keng Daten driwwer, ob eng speziell Gefor oder net fir Fraen an deene Situatioune besteet. (Quell: Focus vum 12. Dezember 2020)

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

1. Gëtt am Kader vun der Schwangerschaftsberodung e besonneschen Akzent drop geluecht, de betraffene Fraen dervun ofzeroden, sech mat deem Impfstoff impfen ze loossen?

2. Kréie Gynekologen an Hiewanen an där Hisiicht vun der Regierung speziell Informatiounen?

3. Si bei anere Coronaimpfstoffer, déi deemnächst zu Lëtzebuerg wäerten zougelooss ginn, Studie bekannt, déi sech speziell mat Fraen an aneren Ëmstänn oder Fraen, déi nieren, befaassen?

4. Ass virgesinn, datt Fraen, déi sech wëllen impfe loossen, aus gesondheetleche Sécherheetsgrënn fir si selwer an hiert Kand, am Viraus e Schwangerschaftstest per Bluttanalys maache mussen? Gedenkt d'Regierung esou eng Klausel, déi wichteg wier, an d'Impfstrategie anzeplangen?

Réponse (17.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Impfstoffer géint de Covid-19 si bis elo effektiv nach net bei schwangere Frae getest ginn. Dofir wäerten och schwanger Fraen net kënne geimpft ginn.

D'Dokteren an och aner Gesondheetsberuffler ginn am Moment vun der Direktioun vun de Santé invitéiert, fir u Webinaren deelzehuelen, wou d'Informatiounen iwwert d'Vaccine kommunizéiert an diskutéiert ginn. Doduerch kréien och d'Hiewanen an d'Gynekologen déi néideg Informatiounen.

Et sief och drop higewisen, dass d'Fro, ob eng Fra schwanger ass, systematesch am Questionnaire virun der Impfung gestallt gëtt, an natierlech, wann néideg, e Schwangerschaftstest proposéiert gëtt. Et mécht awer kee Sënn, elo all Fra systematesch e Schwangerschaftstest ze imposéieren.

Et kann een dovun ausgoen, dass zukünfteg Studien sech mam Theema schwanger oder nierend Fraen auserneesetze wäerten.

Question 3365 (24.12.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **prix des communications en Europe :**

Dans une communication publiée hier par Eurostat « How communication prices vary across the EU », on peut lire que :

"In 2019, communication prices across the European Union (EU) were almost five times as high in the most expensive EU Member State than in the cheapest one.

When price levels in countries are compared with the EU average price level index of 100, the results show that in 2019, communication prices were highest in Belgium (with a price level index of 176) and Greece (175), followed by Ireland (150) and Luxembourg (149)."

Comme le note, à juste titre, paperjam.lu : « Le Luxembourg occupait la 8e place des pays où la communication était la plus chère d'Europe en 2018 et la 7e place en 2017. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Comment le Gouvernement s'explique-t-il cette évolution non favorable pour les consommateurs luxembourgeois ?

- Alors que les tarifs déterminés par Eurostat se fondent sur les prix moyens payés pour la téléphonie - prix des appareils avec et sans fil, ainsi que le prix des forfaits -, l'accès Internet, la poste, la télécommunication groupée et autres services de transmission de l'information, sur quels segments le Gouvernement table-t-il pour une évolution plus favorable dans les années à venir et pour quelles raisons ?

- Qu'en est-il des « segments » dont la tendance à la hausse s'accentuera, de l'appréciation du Gouvernement, à l'avenir ? Quelles pistes le Gouvernement entend-il explorer pour contrer cette tendance haussière ?

Réponse commune (26.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

La présente question parlementaire fait référence au rapport d'Eurostat de décembre 2020 sur les niveaux de prix des services de télécommunication dans l'Union européenne. Selon le Statec, ces données statistiques ne sont cependant pas destinées à faire une comparaison temporelle mais ne constituent qu'un moyen de situer les prix qui font partie du programme Eurostat-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat (Purchasing Power Parity, PPP) par rapport à d'autres pays. Le rapport publié par Eurostat a comme objectif de comparer les prix appliqués dans les États membres, mais ne permet ni de déterminer les raisons principales des écarts de prix constatés ni de porter une analyse sur l'évolution des prix des services analysés sur une période donnée. Donc si l'indice affiché pour le Luxembourg est supérieur à celui enregistré lors des années précédentes, ceci ne signifie pas forcément que les prix luxembourgeois aient augmenté. Il faut aussi considérer que l'échantillon des biens et services change pour chaque enquête et donc les résultats des différentes vagues d'enquêtes ne sont pas comparables entre eux. Ainsi, lors de la dernière enquête d'Eurostat sur la thématique de la communication, des prix de différents forfaits pour la téléphonie mobile et fixe, l'accès à Internet, les frais postaux et les combinaisons Internet, téléphone fixe, mobile et télévision (bundles) ont été analysés.

Il convient de noter que les résultats d'études comparatives dépendent fortement de la méthodologie utilisée. Citons par exemple le Digital Economy and Society Index de la Commission européenne qui compare les indicateurs sur les performances numériques des pays membres de l'Union européenne. Selon le rapport DESI 2020, les prix de l'accès Internet à haut débit au Luxembourg sont légèrement au-dessus de la moyenne européenne, tandis que la connectivité est parmi les meilleures.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour comparer les prix au Luxembourg sur une période prolongée, il est préférable d'utiliser l'indice des prix à la consommation national (IPCN). Selon le Statec, sur la période de janvier 2017 à décembre 2020, les prix des services de téléphonie mobile ont diminué de 1,6 % et les tarifs de l'accès à l'internet ont diminué de presque 23 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Afin de faire une analyse plus différenciée, il convient de considérer l'étude des tarifs des services de télécommunication au Luxembourg publiée en juin 2020 par l'Institut luxembourgeois de régulation[1]. L'étude se base sur cinq profils de consommation différents et fait l'analyse des prix des différents produits offerts sur le marché. Elle démontre que le marché des services de communication mobiles et les services Internet fixe sont très dynamiques et que les prix ont clairement baissé de manière générale pour des profils de consommation définis pour les trois dernières années.

En ce qui concerne les services Internet fixe, il faut également tenir compte de l'introduction massive de la fibre optique et des technologies DOCSIS ultra-rapides, les opérateurs élargissent leurs offres vers des services plus performants et par conséquent plus chers, tout en suivant la demande du marché.

Rappelons que le secteur des télécommunications en détail est un marché économique soumis aux lois du libre marché et aux lois de la concurrence. Bien que les prix de gros soient régulés, ceci ne s'applique pas aux prix de détail qui ne sont pas fixés par une autorité de régulation.

Finalement, un marché national n'est pas soumis à une situation concurrentielle transfrontalière ou européenne. Les prix du marché des télécommunications reflètent donc entre autres les coûts spécifiques qui sont liés à la taille du marché national et au coût de la vie dans le pays.

Question 3408 (08.01.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **formation des adultes :**

Ab dem 11. Januar 2021 ginn d'Schüler an der Grondschoul an dem ënneschten Zyklus vum Lycée nees an der Schoul, a Form vu Presenzunterrecht enseignéiert. Salariéë par konter sollen, wann nëmme méiglech, weider vun der Méiglechkeet vum Homeoffice, also dem Teletravail profitéieren. Elo ginn et awer och vill Erwuessener, déi sech weiderbilden an zum Beispill Coursë vum House of Training, vun der Chambre des Salariés, vum Institut national des langues (INL) a vill anerer besichen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt d'Erwuessenebildung a Covidzäiten organiséiert?

2. Op Säite vum INL heescht et beispillsweis, dass d'Coursen en présence oder en alternance erëm den 11. Januar géifen ulafen, bis dohinner gouf op den E-Learning gesat. Ass de Minister der Meenung, datt dës Coursë weider sollen online gehale ginn, well hei vill Persounen aus den ënnerschiddlechste Beruffer, Secteuren a Géigenden zesummekommen?

3. Ginn et an deem Sënn Virgaben oder Recommandatioune vum Educatiounsminister en vue vun enger Reduktioun vun de soziale Kontakter?

4. Ginn et Statistiken, wat d'Infektiounen an der Erwuessenebildung mam Covid-19 ugeet?

5. Wéi gesinn d'Inscriptioune fir déi jeeweileg Coursen aus? Huet de Covid-19 Auswierkungen op d'Nofro un Owescoursen a Weiderbildungen?

Réponse (19.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Vu mengem Ministère si véier Servicer betraff, déi sech ëm d'Erwuessenebildung këmmeren, an zwar:

- de Service de la formation des adultes (SFA),

- den Institut national des langues (INL),

- d'École nationale pour adultes (ENAD),

- de Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC).

Ech beschränke mech bei den Äntwerten op déi dräi éischtgenannte Strukturen, well den CNFPC duerch seng Orientéierung a seng Organisatioun ganz ënnerschiddlech funktionéiert.

ad 1. Am Allgemengen huet den SFA fir seng eege Coursë festgehalen a seng Prestatairen encouragéiert, eng Offer am Blended Learning respektiv ganz am E-Learning unzebidden. Ongeféier 5 % vun der Offer gëtt ganz am E-Learning ugebueden. Fir d'Intégration linguistique an der 2e voie de qualification ass fir dëst Joer de Choix geholl ginn, fir d'office am Blended Learning ze fueren. Dat huet et erméiglecht, méi kleng Gruppen ze maachen an d'Leit och direkt mat den Outile vum E-Learning ze familiariséieren am Fall vun engem weidere Lockdown. D'Instruction de base pour adultes gëtt a klenge Gruppen am Cours en présentiel organiséiert.

Generell ginn d'Coursë vum INL ënner strenge sanitäre Moossnamen esou normal wéi méiglech organiséiert, konkreet heescht dat, datt all d'Coursen en présentiel gehale ginn, ausser an de Pilotklassen (aktuell 35 Stéck) vum Blended Learning, déi en alternance online a sur place stattfannen. D'Gruppe sinn net gespléckt an d'Apprenantë si bei der Rentrée informéiert ginn, datt d'Coursë ganz normal am Klassesall ofgehale ginn. Allerdéngs war de Port du masque direkt vun Ufank un obligatoresch an d'Apprenantë sinn a klenge Gruppe vu véier Persoune regruppéiert a jiddereen ass duerch Plexiglas eenzel vu sengem Noper ofgeschiermt.

An der ENAD fir d'Klasse vum DAES a vum Educateur (2GEA an 1GEA) gëtt mat A- a B-Woche geschafft, wou eng Woch op déi aner ëmmer een Deel vun der Klass present ass an déi aner à distance schaffen. Wat d'Klass vum Educateur 1+GEA betrëfft, sou gëtt do och mat A- a B-Woche geschafft, wou awer ëmmer eng Hallschent vun der Klass present ass.

ad 2. Am INL ginn d'Coursen esou laang wéi méiglech en présentiel gehalen, dat heescht, esou laang wéi déi sanitär Situatioun et erlaabt. An der éischter Schoulwoch Januar waren se à distance, wourop d'Apprenanten och virbereet waren. D'Coursë goufe vum 11. Januar 2021 un nees sur place gehale respektiv am Blended Learning fir déi betraffe Klassen. Am Fall vun engem vulnerabele Student gëtt selbstverständlech E-Learning organiséiert.

ad 3. Et gëllen an éischter Linn d'Recommandatioune vun der Santé, dat heescht, do wou et méiglech ass, ginn d'Coursen à distance gehal, an/oder d'Klasse gi gespléckt, esou datt déi sozial Kontakter reduzéiert ginn. Wa Coursen en présentiel sinn, ass d'Droe vum Mask obligatoresch um ganze Site. De Flux vun den Apprenanten ass op all Site vun der Erwuessenebildung beschtens duerchstrukturéiert. Wärend dem Cours soll ee sëtzen, et gëtt stänneg gelëft a gebotzt, an d'Ofstandsreegele gëllt et anzehalen.

ad 4. Beim SFA ginn et keng Statistiken, do ass zanter September just ee Fall an dem Grupp Instruction de base bekannt, wou an enger Klass zwou infizéiert Persoune waren, doropshin ass d'ganz Klass an den E-Learning geschéckt ginn. Bei der 2e voie de qualification sinn eng Kéier aacht Klasse fir eng Woch an den E-Learning gaang, well en Enseignant do positiv getest gouf.

Tëscht dem 1. Oktober 2020 an dem 15. Dezember 2020 goufen et um INL 170 Apprenanten, déi positiv waren an a Quarantän waren. Iwwert dee selwechten Zäitraum goufen et fënnef Fäll vun Enseignanten, déi positiv waren.

An der ENAD gouf et 24-mol den Zenario 1, wou ee Schüler am Isolement war an de Rescht vun der Klass am Eloignement an der Schoul, an eemol den Zenario 2, wou zwee Schüler an ee Professer am Isolement waren an de Rescht vun der Klass am travail à distance.

ad 5. Beim SFA, an der Intégration linguistique ewéi an der 2e voie de qualification, konnt ee keen Ënnerscheed par rapport zu virdru feststellen. An der Instruction de base ass d'Demande vun neien Inscriptioune wärend dem Confinement erofgaang, ass dono awer erëm an d'Luucht gaang a konstant bliwwen. An den Owescoursen (Cours d'intérêt général) ass d'Zuel vun den Inscriptiounen ëm en Drëttel erofgaangen. Fir d'Offer an dem vum SFA konventionéierte Beräich hu mer nach keng Zuelen, well mer déi haaptsächlech verlässlech bei den Decomptë kréien. Dës Zuelen ënnersträichen d'Wichtegkeet vun der Erwuessenebildung, déi mer och, oder éischter grad a Krisenzäite mussen, ënnert den appropriéierte Konditiounen a mat Hëllef vun den informatesche Medien, oprechterhalen.

D'Aschreiwunge beim INL fir d'Sproochecoursë sinn och zimmlech konstant bliwwen: 8.463 am Hierscht 2019 géint 8.320 am Hierscht 2020.

Bei der ENAD gëtt et esouguer een Zouwuess bei dem DAES en alternance a beim Éducateur en alternance.

Le saviez-vous ?

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

Question 3434 (13.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**inventaire supplémentaire :**

Op der Internetsäit vum Service des sites et monuments nationaux liese mir:

« La conservation, la protection et la mise en valeur du patrimoine bâti est l'affaire de tous : propriétaires d'immeubles, associations, citoyens, communes, État. En effet, il y va de l'identité culturelle de tout un pays. »

Am Kapitel, dat sech mat eisen Dierfer ofgëtt, steet, datt och si schützenswäert sinn, well si hu bis haut „un patrimoine culturel bâti typique qui témoigne de leur histoire et qu'il faut respecter".

Dat modifizéiert Gesetz vum 18. Juli 1983 iwwert d'Conservatioun an d'Protektioun vun den nationale Sitten a Monumenter gesäit vir, datt d'Initiativ, fir en Objet schützen oder enregistréieren ze loossen, souwuel vun der zoustänneger Kommissioun wéi och vun enger Gemeng oder vun enger Privatpersoun komme kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, sidd Dir zefridde mam Rhythmus a mat der Vitess, mat deenen am Moment Immeublen, déi schützenswäert sinn, klasséiert respektiv op de sougenannten Inventaire supplémentaire gesat ginn?

2. Well eist Land zanter Joerzéngten en onwarscheinlech staarke Wuesstem erlieft an dofir ënner anerem ee grousse Wunnengsmangel kennt, gesitt Dir d'Gefor, datt eng grouss Zuel vu schützenswäerten Objeten zerstéiert gëtt, fir Plaz fir Residencen ze maachen, ier et zu offizielle Schutzmoossname komme kann?

3. Et ass un eis erugedroe ginn, datt et eng ganz Rei vun ale Gebaier gëtt, déi zwar op dem Inventaire supplémentaire stinn, mee trotzdeem bedeitend Transformatiounen erfueren an esouguer riskéieren, komplett defiguréiert oder zerstéiert ze ginn. An dësem Fall handelt et sech ëm e Bauerenhaff aus dem 18. Joerhonnert zu Kanech, deem seng Niewegebaier elo schonn net méi stinn. Ee weidere Fall, deen eis zougedroe gouf, ass dee vun de Päerdsställ vum Heeschdréffer Schlass, déi anscheinend geschützt sollte ginn an trotzdeem ofgerappt goufen. Dobäi kënnt och nach en Hotel zu Rouspert op der Iechternacher Strooss, vun deem och schonn net méi vill iwwereg bleift. A schliisslech déi al Millen an déi al Molkerei vu Branebuerg, déi e komplette Relooking huet iwwert sech ergoe musse loossen. Madamm Ministesch, sidd Dir informéiert an d'accord mat deem, wat an dësen Dossiere geschitt?

4. Laut Gesetz huet d'Commission des sites et monuments nationaux (COSIMO) en Droit d'initiative, wann et, wéi hei, ëm de Schutz vum architektonesche Patrimoine geet. Gëtt dës Méiglechkeet och aktiv benotzt a kënnt Dir mir soen, wéi oft an de leschten dräi Joer vun dësem Droit d'initiative Gebrauch gemaach ginn ass?

5. Wéi vill Demandë sinn an de leschten dräi Joer insgesamt erakomm, a wéi vill dovunner stame vu Gemengen a wéi vill vu Privatleit?

6. Wéi laang dauert d'Prozedur, fir op den Inventaire supplémentaire ze kommen a wat fir eng Roll spillt dobäi den Avis vum COSIMO? Ass et virkomm oder kënnt et vir, datt dësen Avis eréischt nom Arrêté ministériel, deen d'Inscriptioun op den Inventaire supplémentaire offizialiséiert, virläit?

7. Wéi oft ass et an de leschten dräi Joer virkomm, datt eng muttwëlleg Zerstéierung oder eng onsachgeméiss an ongeneemegt Transformatioun vun engem Objet vum Inventaire supplémentaire konstatéiert gouf a wat waren dann d'Konsequenzen?

Réponse (23.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den honorabelen Deputéierte setzt seng Froen an de Kontext vu enger Ausso, déi richtegerweis ënnersträicht, datt den Denkmalschutz eng Ugeleeënheet ass, déi vill Entscheedungsträger concernéiert: d'Proprietären an déi ëffentlech Hand.

D'„Convention de Grenade" gesäit vir, datt op all Verwaltungsniveau, wou Denkmalschutz méiglech ass, dësen och muss geschéien, notamment um Gemengenniveau mat de PAG. Dat nennt sech d'„conservation intégrée", déi d'Erhale vum gebauten lerwen als essenziellt Zil vum Urbanismus gesäit. Dës Konventioun gouf vu Lëtzebuerg 2016 approuvéiert.

Vun 2008 bis 2019 war de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) an enger éischter Phas mat all de Gemengen ënnerwee, fir am Kader vun der Étude préparatoire vun hire PAG e Reperage vum lokal schützenswäerte Patrimoine ze realiséieren. Ronn 27.000 Objete goufen esou reperéiert, mam But, d'Gemengen ze encouragéieren, dës Objeten iwwer hire PAG ze schützen. D'Beurteelung vum SSMN an dëser Matière ass also zanter e puer Joer ofgeschloss a se gouf alle Gemenge matgedeelt. Wéi séier a wéi vill d'Gemengen iwwer hire PAG schützen, dat läit an hiren Hänn.

An enger zweeter Phas ginn, am Kader vun der wëssenschaftlecher Inventarisatioun vum national schützenswäerte Patrimoine, all d'Gemengen nach eng Kéier vum SSMN opgeschafft. Dësen Inventaire ass viru fënnef Joer lancéiert ginn an ass fir véier Gemengen ofgeschloss (Fiels, Fëschbech, Helperknapp a Miersch). Dës Aarbecht ass vill méi intensiv wéi de Reperage mat de Gemengen. All Gebai, wat en nationalen Interêt huet, fir geschützt ze ginn, gëtt dokumentéiert. Och gëtt fir all Gebai e motivéierten Argumentaire verfaasst, fir kënnen en nationale Schutz anzeleeden.

D'Beispill aus der Fiels weist gutt, wéi vill Haiser fir e kommunale Schutz a Fro kommen a wéi vill fir en nationalen. Eng 220 Gebaier goufe fir de PAG reperéiert an och iwwert dëse Wee geschützt. 67 Objete si mam wëssenschaftlechen Inventaire vum SSMN dokumentéiert ginn a ginn och elo national geschützt. All dës Gebaier hu schonn e kommunale Schutz, mee all déi kommunal geschützten Haiser verdénge keen nationale Schutz.

Parallel zum wëssenschaftlechen Inventaire gëtt awer och weiderhi landeswäit national geschützt. Dat wann e Gebai bedreet ass a wann den SSMN dat weess, oder wann de Proprietär eng Demande mécht. Zanter 2008 gouf esou d'Zuel vun den national geschützte Gebaier verduebelt, dat obwuel de Staat schonn zanter 1927 schütze kann. Am Moment sinn 1.725 Objeten national geschützt an dovunner stinn der 948 um Inventaire supplémentaire.

De Rhythmus an d'Vitess vun de Protektiounen ass engersäits ofhängeg vum Denkmalschutzgesetz vun 1983, an deem eng ganz Rei vu Prozeduren an Delaie festgeluecht sinn. Anerersäits sinn d'Traitementer vun den Dossieren och ofhängeg vun hirer Quantitéit a vun de Ressourcë vum Personal am SSMN. De Moment sinn 375 Dossieren an der Prozedur.

Mat dem neie Gesetz, wat an der Maach ass (Projet de loi N° 7473), erwaarden ech, datt de Schutz méi kohärent a méi verständlech gëtt. Des Weidere wäerten, mat enger weiderer Opstockung vum Personal am SSMN, d'Prozedure beschleunegt a vereinfacht ginn. Esou ginn dann och d'Gefore fir dat gebautent lerwen agedämmt. Wat natierlech och vill hëlleft, ass, wann all d'Gemengen hir Verantwortung eescht huelen an hir gesetzlech Moyenen asetzen, fir Gebaier ze schützen.

An all den Dossieren, wou en nationale Schutz besteet an déi an der Fro vum honorabelen Deputéierten opgelëscht sinn, gouf ech an den SSMN iwwert d'Transfomatiounsaarbechten informéiert. Wann et zu Ännerunge koum, da war ech domadder averstanen. Dat gebautent lerwe muss sech och kënne veränneren an heiansdo muss och en Niewegebai kënne weechen.

D'Commission des sites et monuments nationaux (COSIMO) huet sech an deenen dräi leschte Joer an 141 Dossieren autosaiséiert, also vun hirem Initiativrecht Gebrauch gemaach.

An deenen dräi leschte Joer sinn eng 450 Demandë fir eng national Protektioun erakomm. De Grousdeel koum vu Privatleit. Ronn 30 Dossiere koume vu Gemengen.

D'COSIMO muss ëm hiren Avis gefrot ginn, wann et zu enger nationaler Protektioun komme soll. Dësen Avis froen ech viru menger Decisioun, ausser et besteet eng Urgence an d'Gebai, wat meng Servicer als schützenswäert beurteelen, riskéiert, séier ofgerappt ze ginn.

D'Dauer, fir d'Prozedur vum Inventaire supplémentaire ofzeschléissen, ass ënnerschiddlech a ka vun Dossier zu Dossier variéieren. Et gi vill Facteuren, déi matspillen, ënner anerem d'Urgence, d'Reaktioun vun de Proprietären an d'Unzuel vun den Demanden, déi grad virleien. An der Moyenne dauert esou eng Prozedur fënnef bis sechs Méint.

Den Artikel 41 vum Denkmalschutzgesetz vun 1983 gesäit eng Prisongsstrof vun aacht Deeg bis sechs Méint oder eng Geldstrof vun 2.501 bis 30.000.000 Lëtzebuerger Frang vir, wa sech net un d'Oplage vun dësem Gesetz gehale gëtt. Rezent Verstéiss géint den Inventaire supplémentaire gouf et an engem Dossier.

[1] Site Internet de l'ILR (Communications électroniques > Statistiques > Rapports)
https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1461723625-780

An de leschte Joer goufen awer eng Rei Verstéiss géint d'Oplage vum Klassement festgestallt, dat a fënnef Fäll. Hei gouf de Procureur d'État informéiert.

Question 3435 (13.01.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **subsides pour clubs sportifs :**

Zanter bal véier Joer gëtt et elo de Subside de base an de Subside qualité+ fir d'Sportsveräiner, déi lizenzéiert Sportler bis 16 Joer trainéieren. De Montant vun der finanzieller Ënnerstëtzung ass un d'Ausbildungskrittäre vum Trainer geknäppt, wat en Ureiz fir déi lokal Veräiner ass, fir op eng qualitativ héichwäerteg Betreiung vun de jonke Sportler ze setzen.

An deem Kader wollte mir dem Här Sportsminister gäre follgend Froe stellen:

- Kann den Här Sportsminister eis d'Zuel vun den Demandë fir de Subside de base an de Subside qualité+ fir d'Joer 2020 matdeelen?

- Wéi laang mussen d'Veräiner an der Moyenne waarden, bis si d'Suen iwwerwise kréien?

- Wéi gesäit den allgemenge Bilan no véier Joer aus? Konnt een d'Veräiner duerch d'Subsiden dozou incitéieren, fir méi op forméiert Traineren an der Jugendausbildung ze setzen?

- Kann de Minister eis op Basis vun den Demandë soen, wéi vill Traineren de Moment am Jugendberäich aktiv sinn an eng Qualifikatioun um Niveau EQF3, EQF2 an EDF1 (European Qualifications Framework) hunn?

- Gesäit de Ministère d'Noutwendegkeet, fir d'Modalitéiten an de Montant vun deenen zwee Subsiden unzepassen? Wa jo, wéini?

Réponse (18.02.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

D'Froe vun den honorabelen Deputéierte beschäftege sech mam Subside de base an dem Subside qualité+, déi alle béid iwwer dat an Tëschenzäit ofgeännert groussherzoglecht Reglement vum 23. Dezember 2016 agefouert goufen.

Fir d'Joer 2020 sinn am Ganzen 352 Demanden erakomm, déi en Total vu 26.918 Kanner betraff hunn, a wouvu 34 Veräiner just e Subside de base ugefrot hunn.

Den Delai, fir dës Demanden eranzereechen, ass 2020, bedéngt duerch d'Coronakris, vum 15. Juli op den 30. September iwwer eng Upassung vum Reglement verlängert ginn. Esou hunn d'Veräiner méi Zäit kritt, fir hir Demande „en bonne et due forme" anzereechen. Dës „date limite" wäert och weiderhi gëllen.

Déi éischt Veräiner, deenen hir Demandë komplett waren an de Critèren entsprach hunn, sinn den 20. November ausbezuelt ginn, well den Delai muss ofgewaart gi fir kënnen nozevollzéien, wéi vill Kanner a méi wéi engem Veräi sinn, wat jo eng Auswierkung op de Montant vum Subside huet. Bis elo kruten 301 Veräiner am Ganzen 377.977 Euro u Subside de base an 2.933.450 Euro u Subside qualité+ ausbezuelt. Well, geméiss dem Reglement, d'Veräiner nach bis den 1. Mäerz Diplomer vun Traineren noreeche kënnen, an esou hiren Dossier nach completéiere kënnen, sinn d'Berechnunge fir 2020 nach net ofgeschloss.

Véier Joer no der Aféierung am Joer 2017 vum Subside qualité+ kann ee mat Sécherheet soen, datt vill Veräiner op eng qualitativ héichwäerteg Trainer- a Jugendausbildung setzen. Entspriechend huet sech d'Demande fir Trainerformatiounen an deene leschte Jore staark entwéckelt: vun 2016 bis 2019 huet sech d'Unzuel u Kandidaten, déi vun der ENEPS, a Kooperatioun mat de Sportsfederatiounen, ausgebilt gi sinn, vun 219 op 388 pro Joer erhéicht, wat enger Augmentatioun vu 77 Prozent entsprécht. Ze notéieren ass, datt d'Zuele vun 2019 méi aussokräfteg sinn, wéi covidbedéngt déi vun 2020, woufir mir d'Zuele vun 2019 gebraucht hunn, fir den Impakt vum entspriechende Subside ze weisen. Zousätzlech huet de Subside qualité+ e groussen Impakt op d'Homologatiounsdemandë vun Traineren, déi hir Qualifikatioun am Ausland gemaach hunn. Waren et der 2016 nach nëmme 36, sou huet sech d'Unzuel op 194 am Joer 2020 erhéicht (+538 %).

Wat d'Fro no der Unzuel u qualifizéierten Traineren, déi am Jugendberäich aktiv sinn, ugeet, beschränke sech d'Zuele vum Sportsministère just op déi Informatiounen, déi eis opgrond vun de Subsidendemandë virleien. An deem Kader kënne mir soen, datt 335 Traineren eng EQF1-Qualifikatioun hunn, 315 Traineren eng EQF2-Qualifikatioun an 978 Traineren en EQF3 oder méi een héijen Ofschloss hunn. An deem Kontext kann een awer bemierken, datt de Sportsministère 2020 eng Etüd mam Statec duerchgefouert huet, fir méi ee komplett Bild ze kréien, wéi vill Traineren an administrativ Kräften an de Veräiner täteg sinn. Dës Etüd wäert am Laf vun dësem Joer nach publizéiert ginn.

Wat elo eng eventuell Upassung vun de Modalitéiten, sprécht de Montant vun deenen zwee Subsiden, ubelaangt, esou kann een dat eréischt maachen, wann een de Bilan vun deem ganze System gemaach huet, eng Aufgab fir de „Conseil supérieur des sports". Wat awer lo scho ka gesot ginn ass, datt, sou wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, déi envisagéiert Modifikatioune kohärent zum neie groussherzogleche Reglement vun der Trainerausbildung wäerte sinn.

Question 3440 (13.01.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**égalité des chances à l'école :**

Am Joer 2020 ware fir d'Ofschlossexamen an de Lëtzebuerger Schoulen am Ganzen 3.545 Kandidaten ugemellt, wéi een an der Press (op lequotidien.lu, den 22.05.2020 ëm 17.33 Auer) liese konnt. Dovunner waren 2.028 Meedercher (57,2 %) an 1.517 Jongen (42,8 %). Dëst ass schonn eng notabel Differenz, déi sech am Bildungswee tëscht de Jongen a Meedercher weist. Si ass besonnesch interessant, wann ee sech, wéi d'Regierung, fir eng Defacto-Gläichstellung tëscht Fraen a Männer wëllt engagéieren, wat jo eppes aneres ass ewéi eng Gläichberechtegung vun de Geschlechter.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi erklärt d'Regierung sech dës Differenz?

2. Gesäit d'Regierung an dëser Differenz e Grond, fir dës Situatioun méi genau ze ënnersichen an eventuelle Problemer entgéintzewierken, fir datt et net zu Ongerechtegkeeten an der Bildung oder Ausbildung fir eent vu béide Geschlechter kënnt, oder souguer zu enger Diskriminéierung?

3. Géif d'Regierung soen, datt de Bildungswee vun de Meedercher méi erfollegräich verleeft ewéi bei de Jongen? Huet d'Regierung sech schonn emol iwwerluecht oder observéiert, wat d'Grënn dofir kéinte sinn? Wa jo, wat fir Grënn kéint dëst hunn?

4. Wat kéint dës Differenz fir d'Zukunft um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart bedeiten?

5. Wéi vill vun deenen 2.028 Meedercher an 1.517 Jongen hunn den Ofschlossexamen 2020 jeeweils gepackt?

6. Wéi vill vun deene Meedercher a Jongen, déi den Ofschlossexamen 2020 gemaach hunn, hunn de Bildungswee bis zum Ofschlossexame jeeweils ouni ze redoubléiere respektiv méi laang an engem „Cycle" ze bleiwe gepackt?

7. Kann d'Regierung oplëschten, wéi déi an de Froe 5 a 6 behandelt a gefrot Zuele vum Joer 2020 iwwert déi lescht zéng Joer evoluéiert hunn?

8. An de leschte Joren ass vill iwwert dat didaktescht Material an de Contenu vun de Programmer ënnert dem Aspekt vun der „Gläichstellung" geschwat ginn. Dat awer besonnesch, fir d'Bild vun de Fraen ze promouvéieren. Wéi wëllt d'Regierung hei sécherstellen, datt den Inhalt vun de Programmer dobäi awer och nach fir d'Jongen interessant a valoriséierend ass?

9. Kann d'Regierung oplëschten, wéi sech beim Léierpersonal, generell a pro „Cycle" respektiv Schoultyp, d'Proportioun tëscht weiblechem a männlechem Léierpersonal iwwert déi lescht zéng Joer entwéckelt huet?

10. Et ass eng bekannt Tatsaach, datt kleng Jonge sech tendenziell méi beweegen ewéi Meedercher am selwechten Alter an och anescht spillen. Gëtt där Tatsaach an der Organisatioun vun de Pausen an an der Konzeptioun vun de schouleschen Infrastrukturen a Spillplaze Rechnung gedroen?

11. Ginn an der pedagogescher Formatioun vum Léierpersonal och spezifesch déi ënnerschiddlech Besoine vu Jongen a Meedercher ugeschwat?

Réponse commune (03.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. - 4. Am nationale Bildungsbericht vun 2018, deen dem honorabelen Deputéierten dierft bekannt sinn, fanne sech speziell am Kapitel 5 „Bildungsungleichheiten im luxemburgischen Sekundarschulsystem aus zeitlicher Perspektive" eng ganz Rei vun Hiweiser op Etüden an Artikelen, déi sech mat den Differenze befaassen, déi et am Bildungswee tëscht Jongen a Meedercher ginn. Grad wéi am Ausland weist sech och zu Lëtzebuerg, dass aktuell méi Meedercher wéi Jongen den héchste Bildungsofschloss ustriewen an erreechen.

An de leschte Joerzéngte vum 20. Joerhonnert hu sech d'Geschlechtsënnerscheeder am Bildungserfolleg verännert. Virun de Bildungsreforme vun de 1960er Joren haten d'Meedercher méi geréng Chancen op eng héijer Schoulausbildung; säit enger Rei vu Joren triede verstäerkt Bildungsongläichheeten zuongonschte vun de Jongen op. Méi grouss Chancë vun de Fraen um Aarbechtsmaart grad ewéi verännert Geschlechterrolle kënnen d'Motivatioun an déi weesentlech Ursaach si fir dee gesteigerte „Bildungserwerb" vun de Meedercher a Fraen. Et weist sech, dass Meedercher zwar méi eng héich Chance hunn, den Enseignement secondaire mat engem Diplom ze verloossen; allerdéngs ännert d'Geschlechterverhältnis sech erëm zuongonschte vun de Fraen, wann een héijer universitär Diplomer wéi zum Beispill d'Doktorat a Betruecht zitt.

Ënnerschiddlech schoulesch Leeschtunge kënnen och op ënnerschiddlech Astellungs- a Verhalensmuster zréckgefouert ginn: De Phenomeen, deen als „Schulentfremdung" bezeechent gëtt, ass bei de Jongen zum Beispill méi verbreet. Par contre schéngt de Fait, ob Jonge vu weiblechem oder vu männlechem Personal ënnerriicht ginn, keen Afloss op déi schoulesch Leeschtungen ze hunn.

Am Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes, deen d'Regierung am Juli 2020 ugeholl huet, ass d'Egalitéit an der Educatioun eng vun de siwe Prioritéiten. Déi verschidde Moossname viséiere generell, fir all d'Schülerinnen a Schüler, eng egalitär Schoulausbildung a Beruffsorientéierung, onofhängeg vun hirem Geschlecht. Méi spezifesch sinn awer och punktuell Projete virgesi fir Beräicher, an deenen en Ongläichgewiicht tëschent de Geschlechter festgestallt gëtt, wéi z. B. de Mangel u Männer an de soziale Beruffer oder d'Ënnerrepresentatioun vu Fraen an de sougenannte STEM-Beräicher.

ad 5. - 7.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Tabloen 1 an 2 weisen - an absolutten Zuelen an a Pourcentagen - d'Bedeelegung vu Jongen a Meedercher um Ofschlossexamen iwwert déi lescht zéng Joer.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Tabloen 3 a 4 weisen - an absolutten Zuelen an a Pourcentagen - de respektiven Erfolleg vu Jongen a Meedercher beim Ofschlossexamen iwwert déi lescht zéng Joer.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Tabloe 5 a 6 weisen - an absolutten Zuelen an a Pourcentagen - de respektive Bildungswee vu Jongen a Meedercher bis zum Ofschlossexamen iwwert déi lescht zéng Joer. An der drëtter Kolonn sinn déi Jongen a Meedercher opgefouert, déi op hirem Bildungswee am Lycée op d'mannst eemol redoubléiert hunn; déi véiert Kolonn weist déi Jongen a Meedercher, déi et op direktem Wee zum Ofschlossdiplom gepackt hunn.

ad 8. D'Approche an der Hierstellung vu Material ass déi vun der Inklusioun, d. h., dass der Diversitéit vun de Mënsche Rechnung gedroe gëtt; Inhalter a Léiersituatioune ginn esou ausgeschafft, dass se interessant a valoriséierend fir all Mënsch sinn. D'Schoulbicher zum Beispill, déi am Kader vum Enseignement fondamental agesat ginn, sinn all op enger genderfrëndlecher Approche baséiert.

D'Regierung huet d'Uni Lëtzebuerg chargéiert, d'Schoulbicher aus dem Enseignement fondamental op Geschlechterstereotypen ze ënnersichen, d. h. engersäits, wéi oft d'Männer an d'Frae virkommen, an anerersäits, a wéi enge Rollen déi béid Geschlechter respektiv duergestallt ginn. Dës Aarbechte sinn amgaang, finaliséiert ze ginn, an d'Resultater wäerten nach virum Summer presentéiert ginn.

ad 9. Am Enseignement fondamental intervenéiere verschidden Enseignanten a méi wéi enger Klass an och a méi wéi engem Cycle; am Enseignement secondaire ass dat d'Reegel. Aus dësem Grond ass eng kloer Opschlësselung vun der Verdeelung vu männlechem a weiblechem Léierpersonal no Cycle oder no Schoultyp net méiglech.

Am Tablo heidrënner sinn d'Pourcentagë vu männlechem a weiblechem Léierpersonal iwwert déi lescht Jore representéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 10. D'Offer, vun deenen d'Schülerinnen a Schüler wärend hirer Paus kënne profitéieren, ass vu Schoul zu Schoul ënnerschiddlech. Si ass a soll zu all Moment eng fakultativ Offer duerstellen, soudass d'Schülerinnen a Schüler selwer kënnen entscheeden, ob si heirunner deelhuelen oder net. Et ass hire Moment de détente a si si fräi, deen esou ze verbréngen, wéi si wëllen. De Schoulhaff ass an dësem Kontext e Raum fir sozial Besoinen, soziale Kontakt a fräi Beweegung.

Wéi am Artikel 35 vun der Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, ënnerleien déi schoulesch Infrastrukturen, wéi och d'Spillplazen, der Autoritéit vun de Gemengen. Si stellen dat néidegt Material zur Verfügung a versichen, de Besoine vun de Kanner, esou gutt et geet, Rechnung ze droen.

ad 11. Wann et ëm geschlechtersensibel Pedagogik geet, ass et wichteg, Ënnerscheeder ze erkennen, gläichzäiteg awer Rollebiller ze vermeiden. D'Zil ass a sollt et also weeder sinn, déi traditionell Norme vu Männlechkeet respektiv Weiblechkeet ze verstäerken, nach eng nei Männlechkeet oder Weiblechkeet wëllen ze etabléieren, mee eng individuell Förderung vun all Schülerin a Schüler, ënner Berécksiichtegung vun de geschlechterbezunnenen Erausfuerderungen, ze erreechen.

Aus dësem Grond gëtt schonn an der universitärer Ausbildung vun den zukünftegen Enseignanten e besonnesche Fokus heirop geluecht. An hire Coursë léiere si, d'Bedierfnisser vun de Kanner ze erkennen an ze reflektéieren an dëse Bedierfnisser mat ënnerschiddleche pedagogesche Mëttel gerecht ze ginn. Si léiere ënnerschiddlech Methoden an Unterrechtsformen, fir en eegestännegt, ganzheetlecht a kompetenzorientéiert Léiere vun de Kanner ze erméiglechen an ze förderen.

Och bei der Reform vum Stage vum Summer 2019 gouf e grousse Wäert drop geluecht, datt am Kader vum Stage (Fonctionnairen) an an der Période d'initiation (Employéen) den Undeel u Walmoduler am Formatiounsparcours zu dëser Thematik méi grouss gëtt. Dëst gëllt fir d'Enseignanten an déi sozioedukativ Beruffsgruppen.

Och an der Weiderbildung ginn ëmmer erëm Formatiounen zu dësem Theema ugebueden: Zanter Joren hu Formations continues zu den ënnerschiddleche Besoine vun de Jongen a Meedercher eng fest Plaz an der Offer, déi den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) proposéiert. Dës Formatiounen traitéiere verschidden Theemefelder vum C1 bis an de Secondaire:

- Pedagogesch Approchen, déi de Bléck op d'Gläichstellung an d'Diversitéit vun de Kanner a Jonke riichten: Duerch d'Ausenanersetzung mat Rollebiller a Geschlechterstereotype kréien déi Jonk nei Erfarungsméiglechkeeten a kënnen hir perséinlech Potenzialer weiderentwéckelen.

- Gendersensibel Aspekter bei der Beruffsorientéierung: Duerch e Bléck op déi individuell Perséinlechkeetsentwécklung réckele klassesch Beruffsbiller an den Hannergrond.

Question 3446 (14.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **informations sur les émissions de CO_2 des trajets en avion :**

Verschidden Onlinebuchungsplattforme weise virum Kaf vun engem Fluch un, wéi vill CO_2-Emissiounen duerch de Passagéier bei sengem Fluch wäerten ausgestouss ginn. D'Basisrechnung besteet doranner, datt een den CO_2-Ausstouss vum Fliger fir eng definéiert Streck hëlt an dës duerch d'Unzuel vun de Sëtzer am Fliger deelt. De Calcul ka selbstverständlech nach verfeinert ginn, andeems ee gewësse Variabele mat an d'Berechnung hëlt: Fligertyp, Gréisst vun der Sëtzplaz am Verhältnis zum Fliger (z. B. Business-Klass vs Economy), Ressourcëverbrauch vun de Servicer am Fliger (z. B. de Menü, deen de Passagéier ausgewielt huet) an esou weider.

Am Sënn vun der Transparenz an enger klimafrëndlecher Mobilitéitspolitik wär et interessant, d'Passagéier aktiv ze informéieren, wat si duerch hire Fluch un CO_2-Emissiounen ausstoussen. Esou kéint een den CO_2-Verbrauch scho virum Kaf op der Onlineplattform uweisen an et kéint een och duerno de Verbrauch op den Ticket dropsetzen. D'Käschten, fir dëst ze realiséieren, wäre marginal.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wär et, dem Minister no, nëtzlech, datt den CO_2-Verbrauch vu Flich um Fligerticket géif affichéiert ginn?

2. Wëssend, datt de lëtzebuergesche Staat Aktië bei der Luxair huet an un den Decisiounen am Verwaltungsrot vun der Luxair ee Stëmmrecht huet an deemno déi voll Rechter a Flichte vun engem Aktiëbesëtzer an enger Entreprise notze kann, wäert ee vun dem Minister senge gesandte Fonctionnairen dës Iddi eng Kéier am Verwaltungsrot uschwätzen?

3. A menger Fro N° 0780 vun 2019 war rieds gaange iwwert d'Kerosinnssteier. De Minister hat bestätegt, datt d'Regierung eng europäesch Steier wéilt an d'Theema och ugeschwat hat. Mëttlerweil si mer 2021: Goufen et schonns Entwécklunge bei der Realiséierung vun enger europäescher Steier?

Wat ass hei den aktuelle Stand a wéi wäert d'Regierung dëse Sujet an de nächste Méint behandelen?

Réponse commune (19.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. En Affichéiere vum CO_2-Ausstouss um Fligerticket kéint duerchaus nëtzlech sinn, virun allem well de Verbraucher doduerch informéiert a sensibiliséiert gëtt a soumat selwer entscheede kann, ob hie bereet ass, besonnesch bei kuerze Strecken, op e méi ëmweltfrëndlecht Transportmëttel zréckzegräifen oder e Supplement um Fluchpräis ze bezuelen, fir den CO_2-Verbrauch vum Fliger ze kompenséieren.

ad 2. Fir d'Luxair ass dëse Sujet, wéi och aner Ëmweltsujeten, ganz present a muss net widderholl ginn. Bei engem zukünftege „Refleeting" géif natierlech och den Ëmweltaspekt mat gekuckt a considéréiert ginn. Des Weidere géif och driwwer nogeduecht, wéi een an Zukunft kann dem Passagéier besser Informatiounen an och Optiounen ubidden, wat eng Kompensatioun vum CO_2-Ausstouss ugeet.

ad 3. D'Lëtzebuerger Regierung bleift der Meenung, datt an der EU muss iwwert d'Pertinenz vun enger eventueller Tarifikatioun, zousätzlech zum Emissiounshandelssystem, an där hir Form (Kerosinnsteier, Tax op de Fluchbilljeeën oder op de Flich) geschwat ginn.

Bedéngt duerch d'Urgence, mat där sech d'Gestioun vun der Covidkris an hiren Auswierkungen op nationalem an europäeschem Niveau imposéiert huet, konnt dës Diskussioun net vun de leschten zwou Presidencë vum Conseil (Kroatien an Däitschland) op den Agenda geholl ginn.

D'Europäesch Kommissioun huet, an hirer rezenter „Strategie für nachhaltige und intelligente Mobilität: Den Verkehr in Europa auf Zukunftskurs bringen", déi am Dezember 2020 virgestallt gouf, d'Erausfuerderunge vum Loftverkéier, e Beräich, an deem dréngend Moossname missten ergraff ginn, duergestallt an op déi noutwendeg Ramebedéngungen, ënner anerem duerch eng adequat CO_2-Tarifikatioun, higewisen.

Question 3450 (14.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **mesures sanitaires dans les écoles :**

Am vergaangene Joer huet den Educatiounsministère am Kader vun der Covid-19-Pandemie eng Campagne lancéiert, déi all Kand mat engem Mondschutz a Form vun engem sougenannte „Buff" ausgestatt huet.

Mëttlerweil ass bekannt, dass de Schutz, dee vun engem Buff oder enger Mask aus Stoff ausgeet, net esou héich ass eméi dee vun enger chirurgescher Mask an och d'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg (AMMD) huet an hirer Prise de position vum 19. Dezember 2020 betount, wéi wichteg et wär, „en toutes circonstances le port de masque chirurgical dans les espaces publics et privés dès que des contacts auront lieu entre personnes ne vivant pas sous le même toit (en excluant son remplacement par des masques publicitaires ou en buff)" ze imposéieren.

Grad a Schoulen, wou sech an de Gäng vill Leit begéinen an et net ëmmer méiglech ass, eng Distanz vun zwee Meter ze respektéieren, ass de Mondschutz eng wichteg Barrière, fir d'Ausbreedung vum Virus ze limitéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Deelt de Minister d'Aschätzung, dass e Buff keng esou gutt Protektioun duerstellt eméi eng chirurgesch Mask?

2. Réit de Minister de Schüler an Enseignanten, trotzdeem weiderhin de Buff vum Educatiounsministère als Mondschutz ze benotzen?

3. Wäert de Ministère e Réckruff fir d'Buffe maachen?

4. Op wéi vill Euro belafe sech d'Käschten, déi duerch den Akaf an d'Verdeele vun de Buffen entstane sinn?

5. Gouf beim Kaf vun de Buffen drop opgepasst, dass Materialien aus Fair-Trade-Produktiounen oder aus ökologeschen Hierstellungsprozesser zum Asaz koumen?

Réponse (19.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Choix vum Educatiounsministère, fir bei der Reouverture vun de Schoulen am Mee 2020 de Schüler an dem Personal vun de Schoulen an de Betreiungsstrukturen zwee Buffen zur Verfügung ze stellen, huet op Etüde vum ECDC (European Centre for Disease Prevention and Control) a Recommandatioune vun der Direction de la santé baséiert. Dee Moment, wou d'Buffe fir d'Schoul- an d'Betreiungssecteure bestallt goufen, war e Moment, wou d'chirurgesch Masken dem Gesondheetspersonal virenthale waren, an d'Majoritéit vun de Leit sech selwer Stoffmasken zougeluecht huet.

Am Respekt vun de strenge sanitäre Mesuren an den Distanzreegelen, déi mir am Stufeplang an de Schoule virgesinn hunn, sinn esouwuel Buffe wéi och Stoffmasken an och chirurgesch Masken aktuell eng valabel Protektioun.

Och zu dësem Moment gehéieren, laut dem Ministère vun der Santé, déi sougenannten alternativ oder net medezinnesch Masken als Optioun, fir de Mond an d'Nues ze bedecken.

ad 2. Vun Ufank u war et souwuel de Schüler wéi dem Personal iwwerlooss, dass se dee Mond- an Nueseschutz géife wielen, an deem se sech wuelfille géifen.

Zur Verfügung stounge verschidde Méiglechkeeten: d'Buffen, Stoffmasken, déi een sech selwer matbréngt, chirurgesch Masken, vun deenen de Ministère an all Schoul e Stock ugeluecht huet, an neierdéngs esouguer FFP2-Maske fir Enseignanten, virdrunner scho fir vulnerabel Enseignanten a Schüler. Soulaang et keng weider Verschäerfung vum Dispositif gëtt, wäert de Ministère och weiderhin dëse Choix vum Mondschutz oprechterhalen.

ad 3. Nee, dat ass net indiquéiert an dofir net virgesinn. D'Schüler an d'Enseignantë kënnen d'Buffen halen.

ad 4. D'Buffe goufen am État de crise bei der Firma „Textiss" a Frankräich fir 807.300 Euro TVAC akaf.

Bestallt goufen 392.000 Buffen, dovunner:

Taille adulte 236.000 ex.

Taille enfant 156.000 ex.

Dat Ganzt gouf ënnert dem État de crise vun der Arméi a vum CGDIS verdeelt an op Nofro vun de Servicer vum MENJE nogeliwwert.

ad 5. Beim Choix vun de Buffe gouf, nieft der Qualitéit an de Liwwerdelaien, och drop opgepasst, dass de Fournisseur sech nohalteg an ekologesch engagéiert.

Question 3452 (15.01.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **prime pour les voitures électriques :**

Aus engem rezenten Artikel vu „Focus" „Das schnelle Geld mit der deutschen E-Auto-Prämie" geet ervir, dass Occasiounsautoen, déi duerch eng Primm fir E-Autoe vum Staat finanziell subventionéiert goufen, mat Profitt an Dänemark verkaaft ginn. Och zu Lëtzebuerg kéint sou eng Praktik méiglech sinn, vu dass d'Primm siwe Méint nom Kaf vun engem Elektroauto oder engem Hybrid ugefrot ka ginn. Bei engem spéidere Verkaf muss d'Primm awer net zréckbezuelt ginn. Sou kéinte Privatleit am In- an Ausland op Basis vu Subventiounen, dat heescht Steiergelder, Profitter maachen, wat jo net Sënn an Zweck vun de Primme fir elektresch bedriwwen Autoen ass.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gouf et schonn zu Lëtzebuerg Fäll, wou subventionéiert Autoe vu Privatleit oder Autoshändler gewënnbréngend an d'Ausland verkaaft goufen?

2. Wat ass d'Positioun vum Energieminister zu dëser Praxis?

3. Falls néideg, wéi gedenkt de Minister an Zukunft esou enger Entwécklung entgéintzewierken?

Réponse commune (19.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'Primm fir elektresch bedriwwen Autoen ass eng vun de Moossnamen, mat deenen d'Regierung d'Dekarboniséierung vum nationale Fuerpark accelereiere wëllt. Et ass also net nëmmen de Kaf, mee virun allem dat laangfristegt Notze vun esou Gefierer, dat hei viséiert ass.

Vun de ronn 3.000 tëschent Januar 2019 a Mee 2020 nei ugemellten elektresch bedriwwenen Autoe goufe manner wéi 3 % an engem Zäitraum tëschent siwen an zwielef Méint no hirer Éischtumeldung zu Lëtzebuerg ofgemellt. Dorënner falen esouwuel accidentéiert Gefierer wéi och Autoen, deenen hire Besëtzer Lëtzebuerg verlooss huet. Datt zu Lëtzebuerg subventionéiert Autoe vu Privatleit oder Autoshändler gewënnbréngend an d'Ausland verkaaft goufen, ass also éischter onwarscheinlech, och wann et net ofschléissend ze kontrolléieren ass.

Am Géigesaz zu Däitschland kann een zu Lëtzebuerg d'Primm fir en Elektroauto eréischt fréistens siwe Méint no der Umeldung ufroen. Et muss een also dee gesamte Kafpräis vum Auto virstrecken. Dëst soll vermeiden, datt Fraude bedriwwe gëtt.

Bei der Neioplo vun dem Subventiounsregimm wäert d'Regierung dës Situatioun genee analyséieren a bei Bedarf entspriechend Moossname virgesinn, fir een Export vun de staatleche Subventiounen ze verhënneren.

Question 3456 (15.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **salles de classe modulaires :**

Fir d'Schüler ass de Klassesall eppes wéi en zweet Wunnzëmmer, wou si e Groussdeel vun hirer Kandheet an hirer Jugend verbréngen. Allerdéngs schéngt dat ëmmer méi dacks an op ëmmer méi Plazen am Land e Provisorium a Container-Bauweis ze sinn.

1. Wéi vill Klasse sinn den Ament a Container ënnerbruecht respektiv wéi vill Container (mat Klassesall) gi benotzt vun de Schoulen? Wéi verdeelt sech dat op d'Grondschoul an op de Secondaire?

2. Sollt de Ministère iwwert d'Zuel vu Container an der Grondschoul net vun all Gemeng Zuelen hunn, wär et net opportun, dës ze kréien?

3. Ginn et Container, déi schonn zënter méi wéi zéng Joer a Schoulen am Gebrauch sinn? Wa jo, wéi vill sinn dat der?

4. Wat sinn d'Grënn fir esou e staarkt Zeréckgräifen op Container?

5. Gëtt et Etüden, déi sech mam Wuelbefannen a mat der Léierfäegkeet vu Schoulkanner a Provisorie befaassen, och doriwwer, wat d'Belaaschtung ugeet, fir an engem „mannerwäertege" Klassesall ze sëtzen?

Réponse (19.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. - 3. An der Grondschoul sinn 59 Klassen a Container ënnerbruecht. Weider aacht Classes étatiques sinn aktuell a Container. Dëst ergëtt eng Gesamtunzuel vu 67 Klassen. Déi grouss Majoritéit vun dëse Container ass manner wéi zéng Joer al; zwielef Klasse ginn a Container ënnerriicht, déi méi wéi zéng Joer hunn. Am Enseignement secondaire sinn 268 Klassen a Container ënnerbruecht, vun deenen der 194 méi wéi zéng Joer al sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Wéi am Artikel 35 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, fält et ënnert d'Kompetenz vun de Gemengen, déi néideg Infrastrukturen an Equipementer fir de Fonctionnement vun den éffentleche Grondschoulen zur Verfügung ze stellen. D'Grënn fir den Asaz vun de Container kënnen deemno ënnerschiddlech sinn. An deene meeschte Fäll ass et allerdéngs esou, datt iwwergangsweis op e Container zeréckgegraff gëtt, wann temporaire net all d'Klassen am Schoulgebai kënnen ënnerbruecht ginn, z. B. bei Renovatiounsaarbechten oder wann een Neibau geplangt ass.

Dëst gëllt och fir den Enseignement secondaire. Fir déi Lycéeën, déi de Moment verstäerkt op Container zeréckgräifen, ass en Neibau entweeder geplangt oder schonn an der Bauphas: Lycée Michel Lucius, Lycée technique de Bonnevoie, Lycée technique d'Ettelbruck, Nordstad-Lycée, École nationale pour adultes. An dësem Zesummenhang sief och nach gesot, datt et fir de Staat ëmmer méi schwéier gëtt, fir déi noutwendeg Terrainen ze kréien, fir Schoule kënnen ze bauen. Aus deem Grond huet de Legislateur beim Finanzéierungsgesetz fir den Neibau vum Nordstadlycée fir d'éischte Kéier d'Basis geluecht, fir iwwert de Wee vun enger Expropriatiounsprozedur un déi entspriechend Terrainen ze kommen.

ad 5. Mir leien aktuell keng Etudë vir, déi sech mam Wuelbefannen a mat der Léierfäegkeet vu Schoulkanner a provisoresche Schoulstrukture befaassen, och net, wat d'Belaaschtung ugeet, fir an enger Containerstruktur ze sëtzen. Bei de Containerstrukturen, déi am Schoulberäich zum Asaz kommen, handelt et sech ëm eng héichwäerteg modular Bauweis, déi sech aus prefabrizéierte Bauelementer zesummesetzt an näischt mat engem klassesche Baucontainer ze dinn huet.

E Klassesall an engem Container muss, grad wéi och d'Klassesäll am Schoulgebai, bestëmmten Normen entspriechen an ënnerscheet sech a puncto Equipement net vun engem „traditionelle" Klassesall. Deemno kann, am Kontext vu Klassesäll a Container, net vu Mannerwäertegkeet geschwat ginn.

Question 3468 (18.01.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **projet de plan national de la qualité de l'air :**

Am Laf vun der leschter Woch hunn d'Gemengen de „projet de plan national de la qualité de l'air" zougeschéckt kritt. Et sinn eng Rëtsch vu Plazen uechter d'Land, wou de Grenzwäert iwwerschratt gëtt.

Um Territoire vun der Gemeng Hesper ass dat notamment och an der Rue de Gasperich de Fall. Op Initiativ vun der Gemeng Hesper gouf virun enger Rei vu Joren decidéiert, fir Analysen um Territoire vun der Gemeng ze maachen, mam Constat, datt e puer Plaze periodesch iwwert dem Grenzwäert louchen. D'Gemeng huet selwer eng Rei vu Moossnamen ergraff, fir d'Situatioun ze verbesseren. Den Haaptfaktor ass awer dee vum Verkéier, deen all Dag iwwert d'Nationalstrooss N3 a verschidden CR a Richtung vun der Stad Lëtzebuerg zirkuléiert.

De Contournement d'Alzingen, dee ronderëm d'Gemeng soll féieren, ass zanter Joren an der Diskussioun, ouni datt bis haut nennenswäert Resultater erauskomm wieren.

Am Rapport vum Ëmweltministère ass awer lo festzestellen, datt genau dëse Contournement dofir suerge soll, datt d'Grenzwäerter ëm 7 µg/m³ en NO_2 am Joer 2023 kënnen erofgesat ginn.

An dësem Kontext wollt ech d'Madamm Ëmweltminister an den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte froen, wéi dës Reduktioun am Joer 2023 a Bezuch op de Contournement ze verstoen ass:

1. Wéi kann esou eng Berechnung oder Ukënnegung gemaach ginn, wa mol nach keen definitive Projet vum Bau vun dësem Contournement um Dësch läit?

2. Opgrond vu wat fir enger Berechnung ass definéiert ginn, datt eng Reduktioun vu 7 µg/m³ géif zustane kommen?

3. Wéini soll d'Consultation publique vum Contournement gemaach ginn?

4. Et ass jo definitiv net domat ze rechnen, datt mam Bau vum Contournement virun 2023 ugefaange gëtt, mat wéi engen anere Moossname gedenkt d'Regierung, de Grenzwäert ënner 40 ze bréngen?

Réponse commune (19.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Am aktuelle Loftqualitéitsplang vun der Ëmweltverwaltung gëtt den Afloss vun der Verkéiers- a Flottenentwécklung bis zum Joer 2023 op d'Stéckoxidimmissiounen op besonnesch kritesche Plazen am Land analyséiert. Dëst geschitt op der Basis vu Verkéiers- a Flottenentwécklungsprevisiounen esouwéi Loftqualitéitssimulatiounen, déi am Kader vun enger Etüd[2] gemaach gi sinn. Fir déi kritesch Plaz an der Rue de Gasperich um Territoire vun der Gemeng Hesper kann een dovunner ausgoen, datt 2023 déi duerchschnëttlech deeglech Unzuel bei 17.470 Gefierer läit. Géif de Contournement vun Alzeng 2023 bestoen, esou kéint domat dës Zuel op 10.540 Gefierer reduzéiert ginn. Dëst sinn natierlech theoreetesch Betruechtungen.

ad 2. Ewéi an der éischter Äntwert beschriwwen, goufen an der Etüd[1] zwou verschidde Loftqualitéitssimulatioune fir de Miesspunkt Hesper berechent. Eng Prognos mat normaler Verkéiers- a Flottenentwécklung bis 2023 an eng zweet Prognos mat enger Verkéiers- a Flottenentwécklung bis 2023 ënner Berécksiichtegung vun enger Verkéiersreduzéierung, wéi se duerch e Contournement zustane kéim. D'Differenz vun deenen zwou Prognose chiffréiert sech op 7 µg/m³.

ad 3. Am Ablack ass de Bericht vun der d'Ëmweltverdréiglechkeetsprüfung nom Gesetz vum 15. Mee 2018 an der Ausaarbechtung a wäert am Fréijoer den Autoritéite kënne virgestallt ginn. Op Basis vun der Stellungnam vun den zoustännegen Autoritéite kann uschléissend déi éffentlech Unhéierung lancéiert ginn.

D'Verlagerung vum Verkéier gëtt nach an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Hesper, mat dem Zil, substanziell Verbesserungen am Uertskär vun Hesper ze erreechen, op den neiste Stand gesat. Dës Entlaaschtung vum Uertskär géif souwuel der Loft- wéi och der Liewensqualitéit vun den Awunner zeguttkommen.

---

[2] Luftqualitätsplan Luxemburg 2020: Immissionsprognosen und Auswirkungen von Minderungsmaßnahmen, Müller-BBM, Dezember 2020

d'Chamber online op **www.chd.lu**

Déi entspriechend Moossname wäerten am Uschloss an d'Ëmweltverdréiglechkeetsprüfung integréiert ginn.

ad 4. Et gëtt estiméiert, datt bei normaler Verkéiersa Flottenentwécklung (ouni Contournement) de Grenzwäert vu 40 µg/m³ bis 2024 zu Hesper an och soss iwwerall am Land agehale bzw. ënnerschratt gëtt. Dës Estimatioun gouf gemaach op Basis vun den Immissiounsprognose fir 2023 an dem mëttelfristegen Trend tëscht 2018 an 2023.

Question 3471 (18.01.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **réglementation pour les centres de fitness dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Momentan däerfen an de Fitnesszenteren ee Member pro 30 Meterkaree trainéieren, sech awer maximal nëmme bis zu zéng Leit (Personal inclus) an engem Zenter ophalen. Domadder ginn d'Reegelen, déi fir de Sport gëllen, an de Fitnesszenteren ugewannt, och wa si als Commerce dem Mëttelstandsministère ënnerstinn. Vu dass d'Faillitten an noer Zukunft bei dem Weiderbestoe vun de momentane Reegelen net kënnen ausgeschloss sinn, hunn d'Bedreiwer vun de Fitnesszenteren e Konzept ausgeschafft, fir dass méi Leit a Sécherheet gläichzäiteg kënnen trainéieren. Dëst Konzept huet d'FLDF och un de Mëttelstandsminister weidergeleet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi eng Positioun hunn d'Ministeren zum Konzept vun der FLDF?

2. Stinn d'Ministeren a reegelméissegem Kontakt mat de Vertrieder vun de Fitnesszenteren?

3. Wéi vill Faillitte vu Fitnesszentere gouf et an deene leschten zwielef Méint?

Réponse commune (19.02.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Am Kontext vun der aktueller sanitärer Situatioun ass et à ce stade net méiglech, d'Limitatioun vu Clienten an de Fitnesszenteren ze lockere respektiv opzehiewen. Eng Entrevue vun der Generaldirektioun fir Mëttelstand an der FLDF zesumme mat Vertrieder vum Gesondheetsministère, fir iwwer sanitär Konzepter ze diskutéieren, huet de 16. Februar 2021 stattfonnt.

ad 2. Déi zoustänneg Ministère sinn a reegelméissegem an enkem Kontakt mat de Vertrieder vun de Fitnesszenteren. Nieft engem kontinuéierleche schréftlechen Austausch koum et och zu e puer Reunioune mat der „FLDF - Fédération luxembourgeoise de fitness". Esou gouf et beispillsweis souwuel de 16. Dezember 2020 ewéi och den 28. Januar 2021 an de 16. Februar 2021 eng Entrevue tëschent dem Minister fir Mëttelstand, Lex Delles, an der FLDF. D'Regierung wäert weiderhin den Dialog mat de Vertrieder vun de Fitnesszentere sichen.

ad 3. Am Joer 2020 war eng Entreprise, déi e Fitnesszenter als Haaptaktivitéit exploitéiert, vun enger Liquidatioun betraff, an dräi, déi e Fitnesszenter als Haaptaktivitéit exploitéieren, hu Faillite deklaréiert.

Question 3474 (19.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **tourisme de la drogue :**

D'Madamm Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg, Lydie Polfer, huet de 15. Januar am Kontext vun der Onsécherheet am Garer Quartier an engem Interview op RTL Radio Follgendes gesot:

„Déi allermeeschte Leit, Dir hutt vum Abrigado geschwat, déi allermeeschte Leit, déi do sinn, déi hu mat der Stad Lëtzebuerg a souguer mat dem Land näischt ze dinn."

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ginn et an deem Kontext Statistiken oder Aschätzungen, wéi vill vun den Abrigado-Benotzer aus Lëtzebuerg sinn

- oder eng Kéier zu Lëtzebuerg gewunnt hunn

- oder zu Lëtzebuerg gebuer sinn

- oder d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn?

2. Sollt et keng Statistiken oder Aschätzunge ginn, weess den Här Minister, wéi d'Madamm Buergermeeschtesch dorop kënnt?

3. Wéi steet de Minister zu der Ausso vun der Madamm Buergermeeschtesch? Gëtt hien hir an der Analys Recht?

4. Ass Drogentourismus (also Auslänner, déi op Lëtzebuerg kommen, fir hei Drogen ze kafen an/oder ze verkafen) an den Ae vum Här Minister e Problem zu Lëtzebuerg?

5. Wéi geet den Här Minister géint den Drogentourismus vir?

6. Grad bei der Opklärung vu Strofdoten, déi mat Drogekriminalitéit a Verbindung stinn, ass et wichteg ze wëssen, vu wou déi Leit hierkommen, fir esou kënne méi effikass a grenziwwerschreidend virzegoen.

Kann de Minister eis am Hibléck op d'Strofdoten, déi um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg am Joer 2019 begaange goufen - an nach méi prezis, wat Strofdoten am Kontext mat Droge betrëfft - soen,

- wéi vill Täter dovun um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg wunnen,

- wéi d'Opdeelung bei den Täter opgeschlësselt no der Nationalitéit ass,

- wéi d'Opdeelung vun den Täter opgeschlësselt no de Länner ass, wou d'Täter wunnen?

Réponse commune (19.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Den Abrigado schafft am Optrag vum Gesondheetsministère an och vun der Stad Lëtzebuerg, fir Leit mat Suchtproblemer (illegal Drogen) ze hëllefen. Am Kader vun dëser Missioun féiert den Abrigado keng Statistike bezüglech Hierkonft, Nationalitéit oder Residenz vu senge Clienten.

Laut de gesetzleche Virschréften an den interne Prozedure muss awer all Persoun, déi Servicer an de Consommatiounssall vum Abrigado notze wëll, ee Kontrakt ënnerschreiwen. Dobäi gëtt ënner anerem och d'Nationalitéit rezenséiert.

Am Mäerz 2020 sinn eng ronn 163 Kontrakter evaluéiert ginn, woubäi 22 % déi lëtzebuergesch Nationalitéit haten, 15 % déi portugisesch Nationalitéit, 12 % déi franséisch Nationalitéit, 9 % déi dätsch Nationalitéit, 6 % déi marokkanesch Nationalitéit, 6 % déi belsch Nationalitéit, 4 % déi tunesesch Nationalitéit, 3 % déi italieenesch Nationalitéit a ronn 6 % aner Nationalitéiten.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Wat Situatioun vum Logement ugeet, respektiv de Wunnsëtz zu Lëtzebuerg, kann ee soen, datt vun 163 Leit 88 Persounen (54 %) en Dach iwwert dem Kapp hunn a 75 Persounen (46 %) kee feste Wunnsëtz hunn. Et sief vermierkt, datt den Abrigado normalerweis keng Informatiounen iwwert de fréiere Logement oder de fréiere Wunnsëtz opschreift, dëst kënnt awer emol vir, wann de Client administrativ Demarchen um Lafen huet.

Allgemeng ass festzestellen, datt keng grouss Ënnerscheeder bestinn, wat de Logement ugeet tëscht de verschiddenen opgelëschten Nationalitéiten. Vun deenen 88 Leit, déi ee feste Wunnsëtz hunn, wunnen 30 % am Zentrum, 17 % am Süden, 14 % am Norden, 7 % am Westen, 2 % am Osten an 30 % an der Groussregioun. Ronn 50 % vun de Sansabrien hunn dobäi uginn, sech am Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg opzehalen.

Et sief rappeléiert, dat ee keen Amalgam sollt maachen tëscht den Abrigado-Benotzer an deene Leit, déi sech ronderëm den Abrigado zwar ophalen, mee d'Servicer vum Abrigado net an Usproch huelen an deemno och net vum Abrigado per Kontrakt rezenséiert ginn.

Wéi d'Madamm Buergermeeschtesch zu hiren Aschätzunge kënnt, entzitt sech eiser Kenntnis a gëtt net weider kommentéiert.

De 24. Juni 2020, am Kader vun der Chamberkommissioun fir Justiz a fir bannenzeg Sécherheet, wou och d'Madamm Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg derbäi war, war de Punkt säitens Police a Justiz gemaach ginn zu der aktueller Drogesituatioun am Garer Quartier. Do ass ënner anerem gesot ginn, datt e Groussdeel vun den Drogendealer ausserhalb vu Lëtzebuerg wunnt a quasi all Dag an d'Land erakënnt, fir do Drogen ze verkafen. Déi Situatioun ass och am lokale Comité de prévention, deen am Artikel 38 vum Policegesetz virgesinn ass a wou Vertrieder vun der Gemeng, der Police an der Justiz zesummesëtzen, am Hierscht 2020 thematiséiert ginn. Een interministeriellen Aarbechtsgrupp am Kontext vun der Drogeproblematik am Garer Quartier ass vum Ministère fir bannenzeg Sécherheet aberuff ginn, wou Vertrieder vun de verschiddene Ministèrë mat u Bord si fir de Sujet transversal unzegoen (ënner anerem Justiz-, Gesondheets-, Aussen- a Chancëgläichheetsministère, Police asw.).

Virop den allgemenge Constat, datt all Form vun Drogekriminalitéit, egal op wat fir eng Manéier Droge verkaf oder kaf ginn, ee Problem fir all d'Autoritéiten duerstellt. E reegen Drogenakaf vun Auslänner zu Lëtzebuerg schéngt am Moment säitens Justiz a Police net festgestallt ze ginn.

Säit 2019 huet d'Police grouss Efforte gemaach, fir d'Drogeproblematik op der Gare ze bekämpfen, andeem ënner anerem méi Leit an déi verschidden Déngschtstellen agesat gi sinn. Zu deene ronn 55 Beamten, déi op dräi Déngschtstellen am Quartier vun der Stater Gare verdeelt sinn, sinn ongefeier 30 weider Beamten (Polizisten an Uniform, Membere vum Service de Police judiciaire, Hondsmeeschter etc.) derbäi komm, fir do 24/7 ënner anerem géint d'Drogekriminalitéit aktiv ze sinn. Et gëtt dann och eng enk Kollaboratioun um Terrain mat der Douane an e reegelméissegen Informatiounsaustausch mat de franséische Police-Autoritéiten. De Parquet mécht alles, fir d'Dossieren, déi vun der Police respektiv vun der Douane ugefaange gi sinn, an engem raisonnabelen Delai ze verschaffen, fir datt déi presuméiert Täter esou schnell wéi d'Prozeduren et erlaben an d'Sëtzung kommen.

Zënter Oktober 2020 ginn an der Moyenne ëm 130 Kontrollen d'Woch duerchgefouert, wou reegelméisseg Leit kontrolléiert a verhaft ginn. Eng 30 Protokoller respektiv Rapporte ginn an der Moyenne vun der Police pro Woch un déi respektiv Autoritéite geschriwwen, fir déi noutwendeg Suitten ze ergräifen.

D'Police féiert generell keng Statistiken, wou no der Hierkonft, Nationalitéit, Residenz vun de presuméierten Täter ënnerscheet gëtt. Och wann et net méiglech ass, prezis Donnéeën erauszefilteren, kann een awer soen, datt e Groussdeel vun den Dealeren net zu Lëtzebuerg wunnt, mee am noen Ausland (haaptsächlech a Frankräich). Et besteet dann och ënner anerem an deem Beräich eng gutt Kollaboratioun tëschent der Lëtzebuerger Police an de franséische Police-Autoritéiten.

Wat d'Statistike säitens der Justiz ugeet, erlaabt och hei den informatesche System et net, prezis Donnéeën no Gemengen, Nationalitéiten asw. erauszefilteren. E puer allgemeng Donnéeën am Kontext vun der Drogekriminalitéit sinn awer ginn:

- Am Joer 2019 ware ronn 187 Verhaftungen am Land, dovun der ongefeier 180 am Arrondissement Lëtzebuerg. Vun deene sinn 139 duerch d'Sëtzung (Urteel oder Arrêt), 13 si fixéiert an enger Sëtzung, 10 si renvoyéiert a gi fixéiert, 1 ass nach am Renvoi an 11 sinn nach am Cabinet d'instruction unhängeg.

- Am Joer 2020 ware ronn 99 Verhaftungen am Arrondissement Lëtzebuerg. Eng grouss Partie vun deene Verhaftunge sinn nach am Cabinet d'instruction unhängeg (38), 20 vun deene si schonns duerch d'Sëtzung, 7 sinn an d'Sëtzung zitéiert ginn, 11 sinn elo just renvoyéiert ginn, 15 sinn nach am Renvoi, bei 5 Verhaftunge sinn d'Substitute vum Parquet amgaang, de Renvoi ze preparéieren.

- Am Joer 2021 waren et, bis op den 3. Februar 2021, 18 Verhaftungen (dovunner 1 zu Dikrech).

Question 3475 (19.01.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**arrestation de l'opposant Alexeï Navalny à Moscou :**

Après son séjour en Allemagne les cinq derniers mois suite à un empoisonnement présumé, l'opposant russe Alexeï Navalny fût appréhendé par les autorités russes dimanche soir dès son retour en Russie à l'aéroport de Moscou.

Au préalable de l'atterrissage, le vol fût détourné de sa destination initiale vers l'aéroport international de Chérémétiévo où des équipes de police attendaient son arrivée. Des partisans de Navalny en attente de son arrivée furent arrêtés.

D'après les assertions des autorités russes, Alexeï Navalny n'aurait pas respecté les conditions d'une peine de prison avec sursis de 2014. Pour le moment, l'opposant est détenu dans une station de police. Selon le « Moscow Times », Alexeï Navalny a comparu devant un juge qui y a été cité pour se prononcer sur sa détention. Ses avocats auraient eu 30 minutes afin de se familiariser avec son cas et préparer sa défense.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Les Nations Unies ont déjà requis la libération immédiate de l'opposant. Quels moyens peuvent-ils se donner pour lui garantir un procès juste et équitable ?

2) Outre les sanctions prononcées contre la Russie dans le contexte de l'empoisonnement présumé d'Alexeï Navalny, l'Union européenne a-t-elle d'autres instruments pour arrêter la poursuite de l'opposition politique en Russie au futur ?

3) La Fédération de Russie est participant dans l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'OSCE, dont les activités ciblent entre autres la démocratisation et les droits de l'homme. Quelles conséquences un non-respect de ces obligations pourrait-il entraîner pour un État membre de l'OSCE ?

Réponse (19.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le 18 janvier 2021, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré être profondément troublé par l'arrestation d'Alexeï Navalny et a demandé sa libération immédiate et le respect de ses droits à une procédure régulière, conformément à l'État de droit.

Le même jour, deux expertes des droits de l'homme de l'ONU ont dénoncé l'arrestation de l'opposant à son arrivée à Moscou. Il s'agissait en l'occurrence de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ainsi que de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Elles ont appelé la Fédération de Russie à libérer immédiatement Monsieur Navalny et à faire en sorte que sa vie et son bien-être soient protégés.

L'Organisation des Nations Unies en tant que telle n'a pas les moyens de garantir un procès juste et équitable. Elle peut appeler les autorités russes à respecter leurs propres procédures en la matière ainsi que leurs obligations internationales, notamment celles qui découlent du fait que la Russie est membre du Conseil de l'Europe et qu'elle est partie à la Convention européenne des droits de l'homme. À cet égard, les citoyens de la Fédération de Russie peuvent s'adresser à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Suite à une requête présentée le 20 janvier 2021 par Monsieur Navalny, la CEDH a décidé le 16 février dernier de demander aux autorités russes de libérer Monsieur Navalny à titre de mesure provisoire, en vertu de l'article 39 du règlement de la Cour.

ad 2) Les instruments dont dispose l'Union européenne (UE) sont d'abord d'ordre politique. Ainsi, le Parlement européen peut voter des résolutions, ce que le Parlement a fait le 21 janvier 2021. De son côté, le Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité peut faire des déclarations au nom de l'UE dénonçant l'attitude des autorités russes. Lors de sa visite à Moscou, du 4 au 6 février 2021, Josep Borrell a pu transmettre des messages très clairs aux autorités russes sur l'arrestation de Monsieur Navalny et de milliers de manifestants pacifiques et sur le rétrécissement de l'espace civique en Russie.

D'autre part, les mesures restrictives constituent un instrument essentiel de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE. L'UE a désormais la possibilité d'agir sur le fondement du règlement (UE) 2020/1998 du Conseil du 7 décembre 2020 concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits.

ad 3) L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a créé une série de procédures et institutions visant à renforcer la mise en œuvre des engagements pris par les États participants de l'organisation dans la dimension humaine :

- Réunions régulières de l'OSCE : lors de la réunion hebdomadaire du Conseil permanent, les États participants ont la possibilité de faire part de leurs préoccupations concernant les récents développements dans un des États participants. Certains pays (les États membres de l'UE, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Norvège, la Suisse ou encore le Canada) ont exprimé leurs préoccupations suite à la détention de Monsieur Navalny lors du Conseil permanent du 21 janvier 2021.

- Les institutions et structures exécutives : l'OSCE a établi des institutions permanentes pour aider les États participants à mettre en œuvre leurs engagements dans la dimension humaine. La principale institution est le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme qui peut publier des communiqués pour exprimer ses préoccupations en matière de violations des droits humains et d'État de droit dans l'espace de l'OSCE.

- La Présidence en exercice (PEE), actuellement conduite par la Suède, peut jouer un rôle de médiateur pour des cas particuliers. Une visite de la Présidente en exercice et Ministre des Affaires étrangères suédoise Ann Linde à Moscou a eu lieu les 2 et 3 février derniers.

- L'OSCE a aussi créé des « mécanismes » de la dimension humaine : le Mécanisme de Vienne et celui de Moscou. Ensemble, ils définissent un processus de supervision au niveau de la mise en œuvre des engagements pris dans la dimension humaine.

- L'Assemblée parlementaire de l'OSCE (APOSCE) publie des communiqués pour exprimer ses préoccupations concernant certains cas. L'APOSCE a la possibilité de discuter de ces cas lors de ses séances (trois fois par an) et d'adopter des résolutions par majorité simple. Ces résolutions sont normalement adoptées lors de la séance annuelle.

À la lumière de ce qui précède, il ressort que l'OSCE est avant tout une organisation politique. L'acquis de la dimension humaine de l'OSCE responsabilise les États au niveau politique, sans que ces normes ou ces principes puissent être invoqués devant un tribunal. Qui plus est, toutes les décisions sont prises à l'unanimité par les États participants. Il n'y a pas de mécanisme qui permettrait d'exclure ou de suspendre un État participant de l'OSCE.

Question 3476 (19.01.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **quarantaine dans le cadre des examens de fin d'études :**

D'Quarantän gëtt bei Persounen applizéiert, déi enke Kontakt mat enger Persoun haten, bei där d'Covid-19-Infektioun confirméiert gouf, d. h. méi ewéi eng Véierelsstonn vis-à-vis vun hir gewiescht sinn oder en ongeschützte physesche Kontakt gehat hunn.

Dës Persoune musse wärend siwen Deeg doheembleiwen, vun deem Dag un, wou si fir d'lescht Kontakt mat der infizéierter Persoun haten.

Virum Hannergrond vun der aktueller Kris gi wéi all Joers am Mee an am Juni 2021 erëm d'Premièresexamen organiséiert. Am Règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires heescht et:

« Le candidat absent de l'examen pour un motif reconnu valable par le commissaire est autorisé à se présenter aux épreuves pendant lesquelles il a été absent, selon les modalités suivantes:

- Si l'absence est d'une journée au plus, le candidat passe ces épreuves lors de la journée de repêchage dont la date est fixée par le commissaire.

- Si l'absence à la session d'été est de plus d'une journée, le candidat est autorisé à passer ces épreuves à la session d'automne. »

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat geschitt, wann e Student, dee misst um Premièresexamen deelhuelen, a Quarantän gesat gëtt, well en a Kontakt war mat Covid-19-positive Persounen, ouni dass dëse selwer positiv getest ginn ass?

- Kënnen an deem Fall Schnelltester agesat ginn a kann de Schüler, am Fall wou deen Test negativ ausfält, um Examen deelhuelen? Oder muss dëse Student den Examen zu engem spéideren Zäitpunkt nohuelen? Wa jo, wéini?

Réponse (19.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Fir der honorabeler Deputéierter eng méiglechst komplett Äntwert op hir Fro ze ginn, wëll ech - bei de Schüler, déi net un enger oder e puer Epreuvë vum Premièresexame wäerte kënnen deelhuelen - ënnerscheeden tëscht deenen, déi selwer positiv getest goufen, an deenen, déi a Quarantän gesat goufen.

1. Schüler, déi selwer positiv getest goufen

Dës Schüler sinn duerch eng Ordonnance vum Direkter vun der Santé doheem am Isolement. Hei applizéiert sech den Artikel 6.3 vum Règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires, dee Folgendes virgesäit: « Le candidat absent de l'examen pour un motif reconnu valable par le commissaire est autorisé à se présenter aux épreuves pendant lesquelles il a été absent, selon les modalités suivantes :

- Si l'absence est d'une journée au plus, le candidat passe ces épreuves lors de la journée de repêchage dont la date est fixée par le commissaire.

- Si l'absence à la session d'été est de plus d'une journée, le candidat est autorisé à passer ces épreuves à la session d'automne. Si l'absence de plus d'une journée concerne la session d'automne, le commissaire fixe la date des épreuves. […] »

2. Schüler, déi a Quarantän gesat goufen

An Zesummenaarbecht mat der Direktioun vun der Santé gouf fir dës Schüler eng Léisung ausgeschafft, déi hinnen et erlaabt, um Examen deelzehuelen.

Duerch eng Demande un d'Inspection sanitaire kënnen si eng Levée vun der Quarantän kréien, an esou un den Epreuven deelhuelen; dëst allerdéngs ënner spezielle Bedingungen, déi an der Schoul mussen assuréiert sinn:

- D'Epreuven dierfen net am Examenssall stattfannen, mee an engem separate Sall;

- Dës Schüler dierfen net mat deenen anere Kandidaten a Kontakt kommen;

- Si kréien, grad wéi och d'Surveillanten, FFP2-Schutzmasken zur Verfügung gestallt.

Ausserdeem dierfen dës Schüler net mam ëffentlechen Transport an d'Schoul kommen.

D'Direktioune vun de Lycéeë wäerten iwwert dës Bestëmmungen a Kenntnis gesat ginn, grad wéi och d'Schüler, déi aktuell op enger Premièresklass sinn.

Wat den Asaz vu Schnelltester ubelaangt, sinn dës amgaangen, duerch den LNS (Laboratoire national de santé) analyséiert ze ginn.

Question 3480 (20.01.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **concession d'un terrain industriel dans la zone industrielle Wolser :**

Je me réfère à ma question parlementaire n° 2961 du 8 octobre 2020 qui traite du cas de la société Biocardel Luxembourg SA. Comme Monsieur le Ministre de l'Économie le précise dans sa réponse, cette société s'était vue concéder un terrain industriel dans la zone industrielle Wolser moyennant un contrat de concession d'un droit de superficie par acte du 18 mars 2008. Biocardel Luxembourg SA, société dont la faillite fut clôturée en avril 2018, avait obtenu une aide d'État à l'investissement à hauteur d'environ 240.000 euros - un montant qui d'après les informations transmises par Monsieur le Ministre de l'Économie n'a pu être remboursé dans le cadre de la procédure de faillite.

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre de l'Économie explique que « la vente de la masse de la faillite a été opérée par acte notarié du 23 octobre 2017 à une société de droit privé. […] Le droit d'occupation et toutes structures édifiées sur ce terrain sont devenues la propriété de l'acquéreur privé contre payement d'un montant total de 60.000 euros. »

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Pouvez-vous confirmer que le repreneur s'est vu concéder le terrain industriel dans la zone industrielle Wolser moyennant un contrat de concession d'un droit de superficie ?

- Dans l'affirmative, le repreneur a-t-il rempli les conditions du droit de superficie ?

- Si ce n'est pas le cas, quelles en sont les raisons ? Quelles démarches est-ce que l'État a entreprises depuis 2017 pour assurer que le repreneur remplisse bien les conditions du droit de superficie ?

Réponse (22.02.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Il est confirmé que par acte notarié du 23 octobre 2017, une société de droit privé s'est vu céder, dans le cadre de la faillite de la société Biocardel Luxembourg SA, le contrat de concession d'un droit de superficie conclu en date du 18 mars 2008 entre l'État et la société Biocardel Luxembourg SA. Dans le cadre de cette cession, la société de droit privé a repris tous les engagements initialement conclus par la société Biocardel Luxembourg SA.

Le superficiaire remplit ses obligations contractuelles dans la mesure de son possible, étant précisé que sur l'une de ses obligations, tenant à l'activité à exercer sur place, il éprouve actuellement des difficultés à satisfaire ses engagements contractuels.

Le Ministère de l'Économie a été en contact avec le superficiaire pour analyser la situation de fait telle qu'elle se présente. Le superficiaire a notamment expliqué devoir faire des travaux de recherche additionnels afin de pouvoir débuter la production de biodiesel. En effet, ni la technologie, ni l'équipement repris de Biocardel ne permettaient la production escomptée.

Dans un souci de laisser une marge de manœuvre à l'entreprise pour réussir son développement, le Ministère de l'Économie n'a pas insisté sur les conditions de production et d'emploi dès le départ mais a informé l'entreprise par courrier du 18 janvier 2019 que cette dernière devra fournir un plan de développement adapté endéans douze mois. Par courrier du 20 septembre 2019, le repreneur a présenté succinctement quelques pistes de développement alternatives.

Le Ministère de l'Économie est en contact avec le superficiaire et une décision structurelle sera prise dans les mois à venir.

Question 3484 (20.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **contrôle des mesures sanitaires dans les transports publics :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3189 vum 23. November 2020 hat de Minister fir Mobilitéit erkläert, dass den Zuchbegleeder keng Sanktiounen am Zesummenhang mat der Maskeflicht däerf ausschwätzen.

De facto kann den Zuchbegleeder näischt aneres maachen, wéi e Passagéier aus engem Zuch ze verweisen oder d'Police oder d'Douane ze ruffen, wa Passagéier sech net un d'Reegelen u Bord vum Zuch halen.

Dëst mécht d'Aarbecht vum Zuchbegleeder, dee fir d'Sécherheet am Zuch suerge muss, immens méisam an ineffektiv a verschidde Passagéier huelen d'Autoritéit vun den Zuchbegleeder dofir nach manner eescht. D'Konsequenz dovunner ass, dass Leit, déi sech weigeren eng Mask am Zuch unzedoen, ouni d'Presenz vun aneren Autoritéiten net kënnen dozou gezwonge ginn.

Wéi de Minister a senger Äntwert geschriwwen hat, waren d'Police an d'Douane bis zu deem Zäitpunkt u ronn véier Deeg a 34 Zich ënnerwee, wat statistesch gesinn zimmlech wéineg ass, wann een et mam Fait vergläicht, dass ee Joer 365 Deeg huet an zu Lëtzebuerg eng honnert Zuchfaarte pro Dag organiséiert ginn.

D'Verbreedung vum Virus sollt och am ëffentlechen Transport op ee Maximum reduzéiert ginn an et wär aus dësem Grond sënnvoll, datt d'Zuchbegleeder méi effikass derfir suerge kéinten, datt déi sanitär Reegelen am Zuch agehale ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Meldungen oder Rapporte wéinst „nonrespect du port de masque" sinn der CFL-Direktioun vun den Zuchbegleeder a Buschaufferen zënter dem Ufank vun dëser Pandemie zoukomm? Wat gouf doropshin ënnerholl?

2. Wat kënnen d'CFL oder de Minister besser maachen, fir dass d'Droe vun der Mask an déi aner sanitär Reegelen am ëffentlechen Transport besser agehale ginn?

3. Wär et fir de Minister sënnvoll, dass een d'Droe vun der Mask schonns op de Garen a Quaie kontrolléieren a sanktionéiere géif?

4. Wäert d'CFL de Passagéier am Zuch oder Bus, déi keng Mask unhunn, chirurgesch Masken, géint Bezuelung oder gratis, zur Verfügung stellen?

5. An der Äntwert op d'Fro Nr. 1755 vum 22. Januar virun engem Joer hat de Minister vun engem neie groussherzogleche Reglement geschwat, deen d'Sécherheet am ëffentlechen Transport nei organiséiere soll an déi al Reglementstexter soll abrogéieren. Op Legilux sinn dës modifizéiert groussherzoglech Reglementer awer nach ëmmer a Kraaft. Wou ass de vum Minister ugekënnegten RGD drun?

Réponse commune (26.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. + 2. Tëschent Mäerz an Dezember 2020 huet d'Personal vun den CFL 453 Fäll signaléiert, wou Clientë sech net un déi sanitär Sécherheetsvirschrëfte vun der Regierung gehalen hunn.

Fir dëser Situatioun, souwäit méiglech, entgéintzewierken, gouf eng Sensibiliséierungscampagne mat Affichen „Obligation du port du masque" an den Zich a Busse gemaach an och Pinse verdeelt, fir d'Clienten drop opmierksam ze maachen, datt an den Zich a Bussen eng obligatoresch Maskeflicht gëllt.

Do dernieft gëtt an all Zuch beim Depart eng akustesch Annonce duerchgefouert, fir d'Clienten ze informéieren, datt d'Droe vun engem Nues- a Mondschutz an den ëffentleche Verkéiersmëttel obligatoresch ass.

Et ginn awer och nei dissuasiv Mesuren ënnerholl, wéi zum Beispill reegelméisseg Aktiounen an Zesummenaarbecht mat der Douane an der Police, wou Kontrollen an den Zich duerchgefouert ginn, a Clienten, déi sech net un d'Consignen halen, och sanktionéiert ginn.

An deem Zesummenhang sief och ze bemierken, datt nieft dëse geziilten Aktiounen, och all Wochendag eng 60 Douanieren am ëffentlechen Transport ënnerwee sinn.

ad 3. Et ginn och a reegelméissegen Ofstänn Aktioune vun der Douane op de Garen duerchgefouert, wou kontrolléiert gëtt, datt Clienten hir Mask unhunn, an déi sanktionéiert ginn, déi keng Mask ophunn.

ad 4. Generell droen d'Clienten, déi am ëffentlechen Transport fueren, all eng Mask bei sech. Déi Fäll, wou vum Personal vun den CFL signaléiert goufen, hu sech haaptsächlech op Situatioune bezunn, wou Clienten hir Mask net richteg unhate respektiv net wollten undoen. Deemno hunn d'CFL de Moment keng Initiativ geplangt, fir de Cliente Masken, géint Bezuelung oder gratis, auszedeelen.

ad 5. Wat dat neit groussherzoglecht Reglement ubelaangt, esou huet sech e Groupe de travail „Ordre et sécurité" - zesummegestallt vu Representanten aus mengem Ministère, der Police an der Douane - mat dem Dossier beschäftegt. Leider huet d'Pandemie et net erméiglecht, dëse komplexen Dossier bis elo ze finaliséieren. An den nächste Wochen däerf een awer mat engem positive Resultat rechnen an den Dossier ka soumadder op den Instanzewee goen.

Question 3486 (20.01.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires français :**

Les réacteurs nucléaires français les plus âgés, faisant partie du pallier des « 900 MW » (mégawatts électriques) construits dès la fin des années 1970, s'approchent de la fin de leur durée de vie initialement prévue lors de la construction et certains ont même déjà dépassé cette limite. Il s'agit des 34 réacteurs des centrales nucléaires du Blayais (4), de Bugey (4), de Chinon (4), de Cruas (4), de Dampierre (4), de Gravelines (6), de Tricastin (4), de St. Laurent (2) et de Fessenheim (2 - fermés en 2020).

L'opérateur EDF et l'État français en tant qu'actionnaire principal souhaitant prolonger la durée de vie de la majorité de ces réacteurs (20 sur 34), une procédure a été lancée au terme de laquelle l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a élaboré un projet de décision sur les conditions de prolongation de cette génération de réacteurs. Il s'agit de l'aboutissement de la phase générique qui concerne l'ensemble des réacteurs visés. Cette phase sera suivie ultérieurement par des examens et des avis individuels pour chaque réacteur qu'EDF souhaite prolonger.

L'ASN a désormais mis en ligne son projet de décision et y considère que l'ensemble des dispositions - celles prévues par EDF et celles qu'elle entend prescrire en supplément - ouvrent la voie pour une poursuite de fonctionnement des réacteurs de 900 MWe pour dix ans.

Bien qu'il ne s'agisse pas de la génération des « 1.300 MWe » à laquelle appartiennent 20 réacteurs dont ceux de Cattenom, il s'agit néanmoins d'un précédent important, pouvant également servir de base à une procédure de prolongation pour les réacteurs de 1.300 MWe.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Énergie et de Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Est-ce que le Gouvernement suit activement la procédure de prolongation du parc nucléaire français de 900 MWe ?

2) Le Gouvernement s'impliquera-t-il activement dans la procédure de prolongation, vu qu'il s'agit d'un précédent important pour une éventuelle procédure de prolongation de la génération des 1.300 MWe, à laquelle appartiennent les quatre réacteurs de Cattenom ?

3) Est-ce qu'une coopération internationale est envisagée ?

Réponse commune (26.02.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le projet de décision mis en consultation par l'ASN le 3 décembre 2020 s'inscrit dans un processus long visant à définir les conditions dans lesquelles, à travers les prescriptions génériques visées et les prescriptions spécifiques qui en découleront pour chacun des réacteurs concernés, leur poursuite d'exploitation au-delà d'une durée de fonctionnement initialement prévue d'environ 40 ans pourra être autorisée. La procédure de consultation du publique a été prolongée après de vives critiques de la part de la société civile du 15 janvier au 22 janvier 2020.

Le Luxembourg suit cette procédure de près, en particulier dans ce qu'elle implique vis-à-vis des futures conditions de décision sur la prolongation de fonctionnement éventuelle des quatre réacteurs de la centrale frontalière de Cattenom (1.300 MW), qui constitue une menace directe et permanente pour les populations du Luxembourg.

Le processus d'instruction sur les orientations génériques du quatrième réexamen périodique de sûreté des réacteurs 1.300 MWe, qui a fait l'objet d'une première consultation en 2019 dans le cadre de laquelle le Luxembourg a déjà exprimé ses très larges réserves, s'est en effet engagé dans des termes extrêmement similaires, tant du point de vue du manque d'explicitation concrète des exigences applicables que des contraintes pesant sur ces exigences au titre de considérations finan-

Le saviez-vous ?

MOTION

La Motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

cières et de choix déjà actés en matière de politique énergétique. En effet, la trajectoire nucléaire fixée jusqu'à 2035 par la Programmation pluriannuelle de l'énergie pour 2018-2023 et 2023-2028 définit un « principe général […] d'arrêt des réacteurs à l'échéance de leur cinquième visite décennale » et préempte ainsi largement les conclusions éventuelles des quatrièmes visites décennales.

Le 20 janvier 2020, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et moi-même avons adressé un courrier à Madame la Ministre de la Transition écologique de la République française pour appuyer l'avis d'experts du même jour du Gouvernement autrichien adressé à l'ASN et avons souligné les risques majeurs que comporte l'exploitation d'un parc nucléaire désuet.

En effet, les centrales qui font l'objet de la prolongation ont été conçues dans les années 70 et 80, mais n'ont pas été conçues pour fonctionner plus de 40 ans et ne pourront jamais satisfaire aux normes applicables aux nouvelles constructions, bien que l'ASN assigne comme objectif pour ces réacteurs de s'approcher « autant que possible » des exigences qui seraient attachées à de nouveaux réacteurs de type EPR. Une comparaison précise point par point des exigences associées à la poursuite d'exploitation des anciens réacteurs par rapport aux exigences applicables à un nouveau réacteur, ce qui est difficile à réaliser, et par conséquent la prolongation d'anciens réacteurs comporte des inconnues et des risques non négligeables.

Nous avons également critiqué la forme et le moment de la consultation du public sous rubrique, à savoir en pleine période des congés de fin d´année, et le fait qu'elle fut limitée à la population française. Les parties à la Convention d'Espoo ont adopté des lignes directrices sur l'applicabilité de la Convention concernant la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires, confirmant ainsi que ces situations relèvent pleinement du champ d'application de la convention. Par conséquent, l'impact environnemental sur le territoire luxembourgeois de la prolongation doit être impérativement étudié et pris en compte. Or, les prescriptions soumises à consultation par l'ASN ne permettent pas une véritable participation transfrontalière.

La prolongation de la durée de vie des réacteurs de 900 MW a également figuré sur l'ordre du jour de la 19e réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire le 2 février passé. Cette réunion annuelle permet aux autorités luxembourgeoises et à l'ASN de faire le point sur les développements récents dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la radioprotection. La Commission mixte a en effet abordé la question des réexamens périodiques des réacteurs français de 900 MWe et de 1.300 MWe, dont la centrale de Cattenom.

La délégation luxembourgeoise a rappelé la position de principe du Gouvernement et a exprimé ses inquiétudes quant à une poursuite de fonctionnement de la centrale de Cattenom au-delà de 40 ans, vu la proximité de la centrale du territoire luxembourgeois et des risques en matière de protection de l'environnement, de sécurité et de santé publiques qui y sont liés et a insisté que, sur la volonté du Luxembourg, à être pleinement associé et consulté à toutes les étapes du prochain réexamen de Cattenom.

Lors de la phase de consultation du public, nos fonctionnaires ont eu des échanges avec leurs homologues autrichiens. L'Autriche partage la position luxembourgeoise en matière d'énergie nucléaire et est particulièrement critique vis-à-vis des prolongations de durée de vie de centrales obsolètes et des risques associés. D'autre part, le Ministère de l'Énergie et le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable se sont entourés d'experts extérieurs afin d'étudier en profondeur l'ensemble des éléments mentionnés ci-dessus et afin de pouvoir se doter de tous les moyens nécessaires en vue de la discussion sur une prolongation de la durée de vie éventuelle de la centrale de Cattenom.

Question 3487 (21.01.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes :**

Laut engem Interview vum Patrick Obertin, President vun der ALK (Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes), hätt d'Gesondheetskeess d'Tarifer vun de Kinéen anscheinend als eenzege vun alle Gesondheetsberuffer Enn des Joers net erhéicht. D'CNS hätt virun allem op déi héich Depensen aus den zwee Joer virdru verwisen an doméinst de méi héijen Tariff refuséiert. Den Här Obertin huet awer ënnerstrach, datt d'Ausgabe geklomme wieren, well vill Kinéë bäikomm wieren (ongeféier 20 %) an et wier net esou, datt deen eenzele Kiné déi lescht Joer méi Sue verdéngt hätt.

Dobäi kënnt, datt d'Kinéë gebraucht ginn, well elo mam „virage ambulatoire" d'Patienten éischter aus der Klinik entlooss géife ginn an d'Leit esou an externe Praxisse misste behandelt ginn, fir den Traitement doheem weider ze garantéieren.

Zanter 2018, dem Règlement grand-ducal du 6 novembre 2018 déterminant le statut, les attributions et les règles de l'exercice de la profession de santé de masseur-kinésithérapeute gëllt e Master als Ausbildungsniveau fir e Kiné. Aus dem Ausland géifen der awer och mat Bachelor, also mat manner Qualifikatiounen op Lëtzebuerg kommen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt d'Kinéen déi 2,83 % Tarifferhéijung net kritt hunn?

2. Ass et wouer, datt si déi Eenzeg sinn aus dem Gesondheetssecteur, wou esou ee Refus de Fall ass?

3. Ass d'Regierung averstane mat dem Här Obertin senger Erklärung, datt d'Ausgabe geklomme wieren, well vill Kinéë bäikomm sinn, an datt dës Kinéë gebraucht ginn?

4. Ëm wéi vill ass d'Zuel vun de Kinéen hei am Land geklommen an deene leschten zwee Joer?

5. Wat ass der Regierung hir Erklärung dofir?

6. Kann d'Regierung bestätegen, datt Kinéen, déi „nëmmen" e Bachelor hunn, sech hei zu Lëtzebuerg nidderloossen?

- Wa jo, wéi vill Kinéë praktizéieren hei zu Lëtzebuerg ouni Master an aus wéi engem Grond ginn d'Homologatioune vun eisen Autoritéiten net méi genee kontrolléiert?

- Leiden d'Qualitéit vum Service an den Traitementer dorënner?

7. Vu datt d'Kinéë keng Tarifferhéijung kruten, ënnert der Begrënnung, datt d'Depensen immens héich waren, heescht dat elo, datt aner Gesondheetsberuffer, déi opgestockt ginn, och net méi mat enger Tarifferhéijung rechne kënnen? Bedenke muss een hei, datt et an e puer Branchë vum Gesondheetssecteur eng Penurie u Personal gëtt a massiv rekrutéiert soll ginn.

8. D'Kinéen hunn elo anscheinend eng Mediatioun ugefrot. Gëtt et do schonn een Datum, wéini des Mediatioun ufänkt?

9. D'Hygiènesmesuren, déi sanitär Covidkonzepter, hätten de liberale Kinéen zejoert Sue kascht. Och duerch d'Lëften, d'Desinfizéieren etc. kënnen dës Kinéen elo och manner Patienten an enger Stonn gesinn. Hunn déi fräischaffend Kinéen Hëllefsmesurë kritt an der Covidkris (Masken, Desinfektiounsmëttel etc.), respektiv ass eng finanziell Ënnerstëtzung virgesi fir d'Fraise vun de Schutzmesuren ze garantéieren?

Réponse commune (23.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. D'Tariffupassunge fale laut dem Artikel 67 vum Code vun der sozialer Sécherheet an d'Autonomie vun der Gesondheetskeess (CNS), déi engem Verwaltungsrot mat enger tripartiter Kompositioun ënnersteet, an der jeeweileger Vertriedung vun de betraffene Gesondheetsdéngschleeschter, an dësem Fall der Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes (ALK).

Den Artikel 67 Alinea 1 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« La revalorisation des lettres-clés est négociée tous les deux ans par les parties signataires de la convention, sur demande à introduire avant le 1er septembre par le groupement représentatif. Pour les lettres-clés visées à l'alinéa 2 de l'article 66, cette revalorisation ne saurait dépasser la variation du revenu moyen cotisable, déterminé à la valeur cent de l'indice pondéré du coût de la vie, des assurés actifs entre la quatrième et la deuxième année précédant l'exercice au cours de laquelle la nouvelle valeur s'applique […] »

Betreffend d'Verhandlungen iwwert de Wäert vun der „lettre-clé" fir d'Exercicer 2021 an 2022 tëschent der CNS an der ALK, ass et net zu engem Accord komm. Dofir gëtt d'Lettre-clé vun de Kinéen um aktuellen Niveau gehalen.

An dësem Kontext rechent d'Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet (IGSS) déi am uewe genannten Artikel „variation du revenu moyen cotisable". D'Maximaladaptatioun vun der Lettre-clé, déi der „variation du revenu moyen cotisable" vun den aktiven Assuréen tëschent 2017 an 2019 entsprécht, ass 2,82 %. Dat heescht fir d'Negociatiounen iwwert d'Valeur vun der Lettre-clé fir d'Exercicer 2021 an 2022, datt d'Erhéijung net déi 2,82% iwwerschreiden däerf.

Hei sief awer ze preziséieren, datt et sech ëm e maximalen Taux handelt an datt dësen Taux keen Acquis duerstellt. Zu dësem Zweck ginn dann d'Tariffsnegociatiounen tëschent der CNS an de Prestatairë gefouert.

Tëschent der CNS an der ALK goufen et Verhandlungen den 12. Oktober 2020, den 29. Oktober 2020 an den 3. Dezember 2020. Well keen Accord fonnt ginn ass, ass d'Mediatiounsprozedur lancéiert ginn, esou wéi de Code vun der sozialer Sécherheet et virgesäit.

ad 2. Et sinn och aner Prestatairen, déi net déi Erhéijung kruten, déi si gefrot hunn.

ad 3. Wann een iwwert d'Perioden 2017-2019 kuckt, ass d'Unzuel vun de Kinéen, déi Akten ausgeféiert hunn aus der Nomenclature vun den Akten a Servicer vun de Masseuren a Kinéen, déi vun der Krankeversécherung en charge geholl ginn, ëm 16 % an d'Luucht gaangen. D'Ausgabe vun der Krankeversécherung fir Akten am Beräich vun der Kinesitherapie sinn dogéint awer ëm 30 % an d'Luucht gaangen.

Et sief ze bemierken, datt d'CNS keen Afloss op d'Unzuel vun de Kinéë kann hunn. D'Autorisatiounen, fir de Beruff auszeféieren, gi vum Gesondheetsministère ausgestallt op Basis vun de Krittären, déi an der jeeweileger Gesetzgeebung, beispillsweis Reglementatioun, stinn. D'Unerkennung vun engem Diplom, dee vun engem anere Land wéi Lëtzebuerg ausgestallt gëtt, gëtt vum Héichschoulministère gemaach. Wann also e Kiné eng Autorisatioun vum Gesondheetsministère krut, muss d'CNS dësem e Code prestataire ginn.

ad 4. + 5. Op den 31. Oktober 2018 haten 1.470 Kinéen en aktive Code prestataire. Op den 31. Oktober 2020 waren et der 1.743, wat eng Erhéijung vun 19 % op zwee Joer ass. An dësen Zuele sinn all d'Kinéë mat dran, déi en aktive Code prestataire hunn, och wa si méi rezent keng Akte méi verrechent hunn, well si zum Beispill an d'Ausland ausgewandert sinn, pensionéiert sinn oder ausschliisslech eng Salariatsaktivitéit hunn.

Wann een elo just déi Kinéen hëlt, déi en Akt iwwert d'Krankeversécherung ausgefouert hunn („masseurs-kinésithérapeutes exécutants"), da waren et 1.122 op den 31. Oktober 2018 (650 dovunner als „masseurs-kinésithérapeutes facturiers") an 1.290 op den 31. Oktober 2020 (695 dovunner als „masseurs-kinésithérapeutes facturiers"), wat enger Erhéijung vu 15 % entsprécht, respektiv enger Erhéijung vu 7 % fir d'„masseurs-kinésithérapeutes facturiers".

D'Grënn, firwat d'Zuel vun de Kinéen an där Proportioun an d'Luucht gaangen ass, sinn de Servicer vun de viséierte Ministèren net bekannt. Ewéi schonn erwäänt, muss all Kiné, deen eng Autorisatioun huet a bei der CNS e Code prestataire freet, vun der CNS esou e Code kréien.

ad 6. Allgemeng ass ze ënnersträichen, datt, säit dem Akraafttriede vun der europäescher Richtlinn 2013/55/UE iwwert d'Unerkennung vun de professionelle Qualifikatiounen, déi duerch ee Gesetz vum 28. Oktober 2016 an nationaalt Recht ëmgesat ginn ass, d'Dauer vun enger Ausbildung net méi wierklech relevant ass am Kontext vun der Unerkennung vun auslänneschen Diplomer en vue vum Zougang zu engem reglementéierte Beruff.

Dës Reegel gëllt och fir d'Kinéen, déi laut dem ofgeännerte Gesetz vum 26. Mäerz 1992 e reglementéierte Gesondheetsberuff sinn, a bréngt mat sech, datt prinzipiell och z. B. Leit mat engem Bachelor den Zougang zum Beruff kënne kréien.

Natierlech ass et awer esou, datt déi auslännesch Diplomer, hisiichtlech engem Zougang zum Kinésberuff, musse fir d'éischt unerkannt ginn.

Dës Unerkennungsprozedur leeft ënnert der Zoustännegkeet vum Héichschoulministère oder Educatiounsministère, jee no Niveau vum Diplom. An der Prozedur intervenéiert och eng Commission ad hoc, wou ë. a. och Vertrieder vum Gesondheetsministère an de Kinéë selwer derbäi sinn.

An deem Kader ginn déi eenzel Dossiere vun deene Leit aviséiert, déi zu Lëtzebuerg Zougang zum Beruff wëlle kréien.

D'Analys vun den Dossiere gëtt unhand vun dem Beruffsbild vum Kiné gemaach, wéi en am Règlement grand-ducal vum 6. November 2018 festgeluecht ginn ass, fir ze iwwerpréiwen, ob den eenzele Kiné fir déi Gesten, déi en däerf ausüben, och ausgebilt ass. Deemno gëtt de Beruffsprofill, wéi en hei zu Lëtzebuerg festgeschriwwen ass, verglach mam Beruffsprofill, wéi e sech aus de Qualifikatiounen ergëtt, déi den Demandeur virweise kann. Eng direkt Unerkennung ass da just méiglech, wann et keng substanziell Differenzen an deene Beruffsprofiller gëtt an deemno de Kiné mam auslänneschen Diplom all d'Actë maache kann, déi hei zu Lëtzebuerg gefrot sinn.

Well, wéi gesot, d'Ausbildungsdauer laut Gesetz kee Krittär ass fir den Zougang zum Beruff, enthält de Registre professionnel, dee Buch féiert iwwert all Persoun, déi zu Lëtzebuerg eng Geneemegung huet fir e Gesondheetsberuff auszeüben, och keng Informatiounen iwwert den Niveau vum Diplom.

ad 7. Wéi an der éischter Fro preziséiert, mussen sech laut Gesetz d'Negociatioune mat de Prestatairen am Kader vun der Maximaladaptatioun vun der Lettre-clé beweegen. Dobäi gëtt all Beruff eenzel gekuckt an et gëtt net pauschal verhandelt. Dofir ginn och eng Partie Faktore berécksiichtegt ewéi Qualitéitskrittären, Penurie an engem Beruff etc.

ad 8. D'CNS huet déi néideg Demarchen an d'Weeër geleet, fir e Mediateur ze fannen. Dëse Mediateur muss vun deenen zwou Säiten (CNS an ALK) akzeptéiert ginn.

ad 9. D'CNS ka just fir déi Käschten opkommen, déi an der Nomenclature virgesi sinn.

De Gesondheetsministère huet am Fréijoer 2020 Masken un all d'Gesondheetsberuffler verdeelt. Dës Verdeelung huet allerdéngs just stattfonnt wärend der Period, wou et Enkpäss um Marché gouf a wou et schwéier war, Schutzmaterial ze fannen. Säit Summer 2020 mussen d'Gesondheetsberuffler sech selwer mam néidege Schutzmaterial andecken a finanziell och selwer derfir opkommen, esou wéi et och fir all déi aner Beruffer de Fall ass.

Question 3492 (21.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination prioritaire pour les personnes présentant des pathologies à « haut risque » :**

Zënter bal engem Joer ass rieds dovun, déi besonnesch vulnerabel Leit viru Corona ze schützen. Eng Bevëlkerungsgrupp, bei där d'Vulnerabilitéit net zur Diskussioun steet, ass déi vun deenen eelere Leit. Mee och eng ganz Rëtsch aner Leit, z. B. mat Longen- oder Häerzproblemer, wëssen, datt Corona fir si liewensbedreelech ka sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt si Leit, déi duerch Virerkrankungen oder hir Krankheetsgeschicht vulnerabel sinn, och als prioritär bei den Impfunge consideréiert?

2. Wa jo, wéi a wou kënnen dës Leit, vun deenen eenzeler sech vläicht wëllen esou séier ewéi méiglech impfe loossen, sech mellen, fir prioritär behandelt ze ginn? Wéi eng Prozedure sinn hei virgesinn?

3. Ass et richteg, datt Dokteren hinnen zwar gesondheetlech Problemer kënnen attestéieren, awer keng Méiglechkeet hunn, fir si, op Wonsch vum Patient, fir eng prioritär Impfung virzeschloen? Wéi kënnen d'Dokteren hei eng Méiglechkeet kréien, fir Leit als prioritär ze proposéieren?

Réponse (18.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op Basis vun den Avise vun der Commission nationale d'éthique an dem Conseil supérieur des maladies infectieuses huet de Regierungsrot den 29. Januar 2021 de weidere Verlaf vun der Impfstrategie festgehalen. De weidere Verlaf baséiert op fënnef zousätzleche Phasen, fir déi eng Priorisatioun op Basis vum Alter a vum Vulnerabilitéitsgrad vun de Leit festgehale gi sinn. De Conseil supérieur des maladies infectieuses huet fir all Krankheetsgeschicht a Virerkrankung eng Propositioun ausgeschafft, a wéi enger Phas dës Leit misste geimpft ginn. Den Tableau mat der Priorisatioun vun de verschiddene Phasen ass op www.covid19.lu ze fannen.

ad 2. Déi Leit, déi opgrond vu Virerkrankungen oder anere Krankheetsbiller an d'Phas 2 vun der Impfstrategie falen, wäerten an deenen nächste Wochen, wann déi éischt Phas vun der Impfcampagne bis ofgeschloss ass, eng Invitatioun fir sech impfen ze loosse kréien. Dëst wäert am Laf vum Mount Mäerz de Fall sinn, ënnert der Bedéngung, datt bis dohinner genuch Impfstoff disponibel ass.

De Gesondheetsministère wäert am Virfeld d'Leit doriwwer informéieren, ab wéini si bei hire Médecin traitant (Hausdokter oder Spezialist) goe kënnen, fir hir Vulnerabilitéit attestéieren ze loossen. Fir de Moment mécht et nach kee Sënn, sech sou e Certificat vu sengem Médecin traitant ausstellen ze loossen.

ad 3. Wann déi gesondheetlech Critèren, déi e Médecin traitant bei engem Patient attestéiert, eng Vulnerabilitéit duerstellen, sou wéi se an der Phas 2 vun der Impfstrategie festgehalen ass, wäert dës Persoun och prioritär kënne geimpft ginn. Wa si awer eng Vulnerabilitéit opweist, déi réischt an enger spéiderer Phas vun der Impfstrategie deklinéiert ass, kann si eréischt geimpft ginn, wann dës Phas bis drukënnt.

Question 3494 (21.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **surdité et** la **déficience auditive :**

2018 wurde die Gebärdensprache durch eine Anpassung des Gesetzes vom 24. Februar 1984 über die Sprachenregelung in Luxemburg anerkannt. Dieser symbolische Schritt war von großer Bedeutung, darf aber nicht vergessen lassen, dass ein Großteil der gehörlosen Menschen, die in Luxemburg leben, die Gebärdensprache nicht beherrschen und deshalb auf andere Wege der Kommunikation, wie bspw. den Schriftverkehr, angewiesen sind.

Die Anerkennung von 2018 kann daher nur dann zu einer realen Verbesserung der Lebensumstände gehörloser Menschen beitragen, wenn die Gebärdensprache ihren Platz in der Gesellschaft findet und das Angebot an Dolmetschern und Gebärdensprachkursen für die breite Bevölkerung ausgebaut wird, ohne dass andere Kommunikationsformen für gehörlose Personen im öffentlichen Raum verdrängt werden.

Damit die Politik einschätzen kann, wie hoch der Bedarf an Gebärdensprachdolmetschern in der luxemburgischen Bevölkerung ist und wie viele Personen mit eingeschränktem Hörvermögen die DGS nicht beherrschen und deshalb auf Schriftdolmetscher angewiesen sind, bedarf es einiger statistischer Zahlen. Auch die Frage, ob es aktuell ausreichend Dolmetscher gibt, lässt sich nur beantworten, wenn bekannt ist, wie viele Personen im Land betroffen sind.

In diesem Zusammenhang würde ich der Ministerin für Integration gerne diese Fragen stellen:

1. Wie viele gehörlose Menschen gibt es in Luxemburg?

2. Wie viele gehörlose Menschen, die die DGS verwenden, gibt es in Luxemburg?

3. Wie viele Personen mit eingeschränktem Hörvermögen gibt es in Luxemburg?

4. Wie viele Kinder wurden in den letzten zehn Jahren in Luxemburg taub geboren? Wie viele dieser Kinder wurden mit einem Cochlea-Implantat versorgt?

5. Wie viele Gebärdensprachdolmetscher gibt es in Luxemburg?

Hält die Regierung diese Anzahl für ausreichend?

6. Wie viele Schriftdolmetscher gibt es in Luxemburg, die im Bereich der Übersetzungen für gehörlose oder gehörgeschädigte Menschen eingesetzt werden?

Hält die Regierung diese Anzahl für ausreichend?

7. Wie viele Gebärdensprachdolmetscher wurden von Privatpersonen bei den verschiedenen nationalen Anlaufstellen in den vergangenen fünf Jahren angefragt? Wie viele Schriftdolmetscher wurden von gehörlosen oder hörgeschädigten Personen bei den verschiedenen nationalen Anlaufstellen in den vergangenen fünf Jahren angefragt? Wie verteilen sich die Zahlen auf die verschiedenen Stellen?

Denkt die Regierung darüber nach, das Angebot an Dolmetschern für gehörlose und hörgeschädigte Menschen zu zentralisieren, um es den Betroffenen einfacher zu machen, die gewünschte Dienstleitung zu buchen?

Réponse commune (03.03.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 3. Aktuell gibt es keine gesicherten Statistiken zu diesem Thema. Allerdings werden die Fragebögen des luxemburgischen Statistikamts (Statec) betreffend die allgemeine Volkszählung 2021 erstmals auch Fragen zum Thema Behinderung beinhalten.

Wegen der enormen Verbesserung der frühen Erfassung der angeborenen Hörstörungen und der technischen Hilfsmittel, insbesondere der Cochlea-Implantation, kann man jedoch mit Sicherheit behaupten, dass die Entwicklung der Zahl der Gehörlosen weltweit zurückgeht.

ad 2. Fünfzehn verschiedene Personen haben 2020 bei der Hörgeschädigtenberatung Anfragen für DGS-Dolmetscher gemacht. Es wurden 53 amtliche und 11 private Termine gedolmetscht: 45 Termine wurden von der DGS-Dolmetscherin aus der Hörgeschädigtenberatung in Einzelbesetzung gedolmetscht, 17 Termine von externen Dolmetschern und 2 Termine in Doppelbesetzung.

Aus den Datenbasen der Gesundheitsbehörde geht des Weiteren hervor, dass die CNS, ebenfalls Stand 2020, für insgesamt 24.007 Versicherte eine Rückerstattung für ein Hörgerät genehmigt hat. Schlussfolgernd kann demnach behauptet werden, dass dies annähernd der Zahl der Hörgeräteträger in Luxemburg entspricht.

ad 4. Im Rahmen dieser Frage ist anzunehmen, dass Taubheit jenen Hörminderungen entspricht, welche nicht mit gewöhnlichen, schallverstärkenden Hörgeräten behandelt werden können, sondern jene, bei denen zu einem Cochlea-Implantat oder zu den oben genannten alternativen Kommunikationsmitteln gegriffen werden muss.

Genaue Antworten auf diese beiden Fragen sind ebenfalls aus den zuvor genannten Gründen unmöglich. Es können lediglich Anhaltspunkte gegeben werden:

Beim Neugeborenen-Hörscreening waren in den letzten zehn Jahren 2.606 Neugeborene auffällig, dies entspricht 3,7 % der getesteten Population. Bei 67 % dieser Neugeborenen wurde jedoch bei den Folgeuntersuchungen beim HNO-Arzt ein normales Gehör festgestellt. Bei 42 auffälligen Neugeborenen (1,6 %) meldeten die HNO-Ärzte, dass die geahnte Hörminderung in den Folgeuntersuchungen bestätigt wurde. Bei den restlichen 31,4 % der auffälligen Neugeborenen (818) wurden uns von den Folgeuntersuchungen keine oder nur unvollständige Resultate mitgeteilt.

Die 42 Neugeborenen, bei denen eine Hörminderung bestätigt wurde, entsprechen 0,6 ‰ aller Geburten in Luxemburg. Zu beachten ist jedoch, dass:

- die Anzahl der Neugeborenen mit einer Hörminderung in der Gruppe der Neugeborenen mit fehlender oder unvollständiger Folgeuntersuchung relativ hoch ist;

- die Inzidenz von Hörminderungen bei Neugeborenen weltweit auf 1-2 ‰ aller Geburten geschätzt wird. Dies wären demnach in Luxemburg zwischen 70 und 140 Neugeborene in den letzten zehn Jahren.

- Aus unserer Datenbank geht hervor, dass die CNS bei insgesamt 37 Kindern, welche in den letzten zehn Jahren geboren wurden, eine Rückerstattung für schallverstärkende Hörgeräte erstattet hat. Cochlea-Implantat-Versorgungen gehören jedoch nicht zu dieser Zahl.

Zurzeit werden in Luxemburg keine Cochlea-Implantationen durchgeführt. Deshalb ist die Zahl der Cochlea-Implantat-Versorgungen in Luxemburg auch leider nicht bekannt, auch bei den Neugeborenen nicht. Sicher ist jedoch, dass die Cochlea-Implantat-Versorgung bei Neugeborenen, welche nicht mit schallverstärkenden Hörgeräten versorgt werden können, die Standardversorgung darstellt. In den letzten zehn Jahren ist nur ein Fall bekannt, wo die Eltern diese Versorgung aus persönlichen Gründen abgelehnt haben.

ad 5. In Luxemburg gibt es drei hauptberuflich tätige Gebärdensprachdolmetscher:

- eine DGS-Dolmetscherin bei der Hörgeschädigtenberatung des Vereins ohne Gewinnzweck Solidarität mit Hörgeschädigten, die mit dem Ministerium für Familie, Integration und die Großregion (MIFA) eine Finanzierungskonvention abgeschlossen hat;

- zwei DGS-Dolmetscherinnen im Centre de Logopédie.

In den seltensten Fällen müssen DGS-Dolmetschanfragen aus Mangel an DGS-Dolmetschern abgesagt werden.

Die Hörgeschädigtenberatung greift auf Dolmetscher aus Deutschland zurück, wenn die DGS-Dolmetscherin nicht verfügbar ist oder wenn eine zweite DGS-Dolmetscherin gebraucht wird. Wenn ein DGS-Dolmetschtermin länger als eine Stunde dauert, kommt ein zweiter DGS-Dolmetscher zum Einsatz.

Im Hinblick auf die Mehrsprachigkeit in Luxemburg ist es wichtig, eine(n) zweiten DGS-Dolmetscher(in), die/der Luxemburgisch und Französisch beherrscht, bei Bedarf anfragen zu können.

ad 6. In Luxemburg gibt es eine Schriftdolmetscherin bei der Hörgeschädigtenberatung.

2020 gaben es nur zwölf Anfragen für Termine, von denen zwei auch schriftgedolmetscht wurden, einen Termin fürs MIFA und einen Termin für eine Privatperson. Daraus ergibt sich, dass ein Schriftdolmetscher im Moment ausreichend ist.

ad 7.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Auf der Internetseite der Hörgeschädigtenberatung gibt es ein Dokument über die Zuständigkeiten der Gebärdensprachdolmetscher, das in Zusammenarbeit mit dem MIFA, dem Centre de Logopédie und der Hörgeschädigtenberatung ausgearbeitet wurde. Die Gebärdensprachdolmetscherin der Hörgeschädigtenberatung dolmetscht zum Beispiel die Termine beim Arzt und die Gebärdensprachdolmetscherinnen des Centre de Logopédie dolmetschen Elternabende. Dieses Dokument wird regelmäßig überarbeitet und an die Bedürfnisse der hörgeschädigten Personen angepasst. Falls eine Anfrage bei der falschen der drei Anlaufstellen eintrifft, leitet diese sie umgehend weiter und die Anfrage wird schnellstmöglich bearbeitet.

Das Zentrum für barrierefreie Kommunikation, das im Aktionsplan der Regierung zur Umsetzung der UN-Behindertenrechtskonvention 2019-2024 vorgesehen ist, soll voraussichtlich 2022 operationell sein. Ziel dieses Zentrums ist es, zusätzliche Angebote und Dienste anzubieten, unter anderem, um noch besser auf die Bedürfnisse und Anfragen von hörgeschädigten und tauben Menschen eingehen zu können.

www.chd.lu

Question 3498 (22.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **commande de masques FFP2 :**

Laut eisen Informatiounen huet den Educatiounsministère eng héich Unzuel vun FFP2-Maske bestallt an och d'Lycéeë sinn amgaang, esou Masken ze bestellen.

Opgrond vun dësen Informatioune stelle mir folgend Froen un den Här Educatiounsminister:

- Kann den Här Minister eis dës Informatioune bestätegen?

- Wéi vill Masken si säitens vum Ministère bestallt?

- Gëtt de Ministère eng allgemeng Recommandatioun un d'Schoulen eraus, fir datt d'Léierpersonal FFP2-Maske soll undoen?

- Stellt de Ministère dem gesamte Léierpersonal Masken zur Verfügung?

- Wéi gesäit allgemeng d'Maskestrategie vum Educatiounsministère aus?

- Wat sinn dem Ministère seng Recommandatiounen zu deene vum Ministère ausgedeelte Buffen?

Réponse (04.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Educatiounsministère huet via de Collège des directeurs vum Enseignement fondamental FFP2-Maske fir d'Schoule bestallt; d'Lycéeën, déi iwwert d'Gestion séparée verfügen, bestellen dës Masken iwwer hir eegen Dotatioun. Fir den Enseignement fondamental goufen insgesamt 60.000 Maske bestallt.

Et ass de Wëlle vum Educatiounsministère, deenen Enseignanten FFP2-Masken zur Verfügung ze stellen, déi eng Demande an deem Sënn maachen, dëst fir de Fall, wou si sech domat méi sécher spieren.

Wat déi sanitär Recommandatioune betrëfft, esou schafft den Educatiounsministère enk mam Gesondheetsministère zesummen; an deem Kader ass decidéiert ginn, keng Recommandatioun erauszeginn, datt d'Léierpersonal FFP2-Maske soll undoen. Et gëtt dofir och keng Recommandatioun zu de sougenannte Buffen.

Question 3499 (22.01.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **scolarisation à domicile :**

Laut dem Gesetz zur Obligation scolaire besteet zu Lëtzebuerg d'Optioun, déi schoulesch Ausbildung vun de Kanner vun doheem aus ze organiséieren. Dës Kanner besichen also weeder eng ëffentlech nach eng privat Schoul. Mam Ausbrieche vun der Pandemie schéngt dëse Phenomeen zougeholl ze hunn; nieft enger Associatioun, déi sech am Joer 2013 gegrënnt huet, gëtt et an Tëschenzäit och e Facebook-Grupp mat iwwer 1000 Memberen, déi d'Leit beim „enseignement à domicile" wëllen énnerstëtzen. Fir d'Kanner aus der Schoul kënnen ze huelen a vun doheem aus ze enseignéieren, mussen déi respektiv Elteren énner anerem eng Deklaratioun bei hirer Gemeng maachen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vun dëser Zort „Homeschooling" goufen et déi lescht fënnef Joer zu Lëtzebuerg? Ass d'Zuel vu Kanner, déi net méi an enger ëffentlecher oder privater Schoul enseignéiert wëlle ginn, duerch d'Pandemie an d'Luucht gaangen?

2. Sinn d'Demanden, déi bei de Gemengen zu dëser Thematik eraginn, all ugeholl ginn oder ginn et och Refusen? Wa jo, wéi ginn dës begrënnt?

3. Huet de Minister Statistiken, wéi déi schoulesch, awer och berufflech Karriär vu Kanner a Jugendlecher, déi vun doheem aus enseignéiert gi sinn, sech entwéckelt huet?

4. Wéi sinn d'Konditioune fir déi Betraffen, fir no enger gewësser Zäit Enseignement doheem nees eng reegelméisseg Schoul kënnen ze besichen? Wéi héich ass hei d'Demande? Huet de Ministère en Iwwerbléck, wéi esou Reinsertiounen oflafen?

Réponse (19.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Déi informatesch Erfaassung vun den uewen opgelëschten Donnéeë konnt réischt mat der Aféierung vun de Regionaldirektiounen am Joer 2017 geleescht ginn.

Vergläicht een d'Unzuel vun de Kanner, déi doheem ënnerriicht ginn, mat der Gesamtzuel vun de Schüler (ëm déi 52.000 an den ëffentleche Grondschoulen, ëm déi 42.500 an de Lycéeën), da verdäitlecht sech, datt de Prozentsaz vu Schüler, déi vum „Homeschooling" profitéieren, weiderhi relativ geréng bleift.

Wéi an dësem Tableau duergestallt, ass d'Unzuel vun de Kanner, déi hirer schoulescher Obligatioun am Kader vun engem Enseignement à domicile nokommen, am leschte Joer am Enseignement fondamental an d'Luucht gaangen. Eng Begrënnung heifir ka méiglecherweis, wéi vun der honorabeler Deputéierter ugeholl, de Kontext vun der aktueller sanitärer Kris sinn. Dës Augmentatioun kann awer net fir den Enseignement secondaire festgestallt ginn.

ad 2. Wéi am Artikel 21 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, mussen Elteren, déi hir Kanner gäre wëllen doheem ënnerriichten, eng Demande bei der zoustänneger Regionaldirektioun maachen, an där si ënner anerem eng Begrënnung heifir uginn. D'Regionaldirektioun analyséiert dës Demande an trëfft entspriechend eng Decisioun. Esou kann d'Direktioun beispillsweis och decidéieren, den Enseignement à domicile zäitlech ze begrenzen.

Zentral bei dëser Analys sinn ëmmer d'Besoine vum Kand. D'Regionaldirektioun jugéiert deemno, ob ee Kand am Enseignement à domicile senge Besoinen entspriechend kann encadréiert ginn a gëtt op Basis heivunner en Accord vun enger Demande d'enseignement à domicile.

Nom Accord kontrolléiert d'Direktioun reegelméisseg, ob d'Kand am Kader vun engem Enseignement à domicile déi néideg Socles de compétences, déi am Plan d'études festgehale sinn, erreecht an, falls dëst am Interêt vun de Besoine vum Kand wier, kann et zu all Moment erëm zu enger Aschreiwung vum Kand an d'Schoul kommen.

No deem selwechte Prinzip gëtt och am Enseignement secondaire verfuer; hei ginn d'Demanden allerdéngs direkt un de Ministère adresséiert.

ad 3. Aus dem Tableau zu der Fro 1 geet däitlech ervir, datt fir déi meescht Schüler den „Homeschooling" nom Enseignement fondamental ophält. Déi enk Begleedung duerch d'Regionaldirektioune vun de Schüler, déi en Enseignement à domicile suivéieren, huet bis elo en normalen Developpement vun de Kompetenze vun dëse Kanner assuréiert.

Wat den Enseignement secondaire betrëfft, sou kann ee follgend Zuelen nennen. Vun der Gesamtzuel vu Schüler, déi tëscht 2017 an 2020 en „Homeschooling" suivéiert hunn, sinn der 35 net méi enregistréiert; ongefeier d'Hallschecht dovun (18) huet hir Scolaritéit an engem Lycée hei am Land (12) oder am Ausland (6) poursuivéiert. Déi aner Hallschecht (17) huet den „Homeschooling" bis zum Ofschloss fortgesat; dovun hunn der 9 en Diplom kritt (baccalauréat, iGCSE, A-Levels).

ad 4. Wann e Kand no enger Zäit am Enseignement à domicile erëm wëll regulär an eng Grondschoul goen, da mussen d'Elteren der concernéierter Regionaldirektioun an der Gemeng dat mellen. Doropshi gëtt d'Kand an d'Schoul ageschriwwen. D'Prozedur, fir dës Kanner anzeschreiwen, ass déi selwecht wéi wann e Kand nei an d'Schoul ageschriwwe gëtt. D'Kand gëtt sengem Alter entspriechend an eng Klass ageschriwwen an de concernéierten Direkter iwwergëtt der pedagogescher Equipe déi néideg Informatiounen, fir eng adequat Prise en charge vum Kand kënnen ze garantéieren.

Beim Iwwergang vum Schouljoer 2019/2020 zum Schouljoer 2020/2021 hunn 11,8 % vun de Schüler, déi bis dohinner am Kader vum Enseignement à domicile encadréiert goufen, eng Insertioun an eng ëffentlech Grondschoul ugefrot.

Eng änlech Prozedur gëtt et och am Enseignement secondaire: Fir hiert Kand an engem ëffentleche Lycée anzeschreiwen, maachen d'Elteren eng Demande un d'Direktioun vum Lycée. D'Direktioun leet d'„conditions d'admission" fest. Am Laf vun de leschte fënnef Joer goufen all d'Demandes d'admission vun de jeeweilege Lycéeën ugeholl.

Question 3502 (25.01.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **limitation du paiement en espèces :**

D'après un article publié la semaine dernière dans le quotidien allemand « Süddeutsche Zeitung », « EU diskutiert Limit für Barzahlungen », la Commission européenne aurait présenté à des représentants gouvernementaux plusieurs propositions visant à limiter les paiements en espèces. L'option préférée par la Commission européenne serait de fixer une limite pour les paiements en espèces de 10.000 euros dans tous les États membres. En fixant un tel plafond, la Commission européenne

espère combattre plus efficacement le blanchiment d'argent, puisque l'argent liquide reste « l'instrument de choix des criminels ». Cette initiative soulève cependant un certain nombre d'interrogations, notamment au niveau de la protection des données bancaires liées aux opérations de paiement.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la limitation du paiement en espèces au Luxembourg ?

- Il est précisé dans l'article de presse que chaque État membre aurait la possibilité de fixer un plafond inférieur à 10.000 euros pour les paiements en espèces. Quelle limite est-ce que le Gouvernement mettrait en place au Luxembourg ?

Réponse (26.02.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le Gouvernement étudiera avec attention toute proposition législative de la Commission européenne ayant trait à la lutte contre le blanchiment de capitaux et renvoie au demeurant à sa réponse à la question parlementaire 1095.

Question 3504 (25.01.2021) de **MM. Gilles Baum** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **vaccination contre la Covid-19 :**

Depuis le 1er janvier 2021, le Ministère de la Santé a envoyé 5.226 invitations à la vaccination contre la Covid-19 aux groupes prioritaires. Jusqu'au 20 janvier, 1.637 personnes ont répondu à l'invitation et ont été vaccinées.

Donc, un grand nombre des personnes contactées n'ont pas pris de rendez-vous pour la vaccination, ce qui signifie que le vaccin est disponible pour d'autres personnes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les personnes qui demandent la vaccination doivent-elles se désinscrire si elles ne veulent pas se faire vacciner ?

2) Dans l'affirmative, quel est le délai fixé pour se désinscrire ?

3) Combien de refus sont attendus en pratique jusqu'à ce que le prochain groupe de personnes puisse être immédiatement traité, afin de perdre le moins de temps possible et de vacciner le plus de personnes possible ?

Réponse (01.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Toute personne qui réside au Luxembourg sera invitée par courrier à se faire vacciner. Il appartient à chaque personne de décider si elle compte réserver une suite favorable à cette invitation et prendre un rendez-vous dans un centre de vaccination ou pas.

ad 2) voir réponse ci-dessus

ad 3) Le nombre d'invitations envoyées tient compte du taux d'adhésion et est continuellement adapté afin d'utiliser au mieux les vaccins.

Question 3505 (26.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **opérations pour le maintien de la paix dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

D'Lëtzebuerger Arméi huet eng Villzuel Friddens- an Hëllefsmissiounen organiséiert. Och a Covidzäite si Lëtzebuerger Zaldoten am Ausland stationéiert. De Risiko, sech mat Covid op der Auslandsmissioun unzestiechen, ass am Moment iwwerall op der Welt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Zaldote sinn am Moment am Ausland stationéiert? Wéi vill vun hinne si säit dem Ufank vun der Pandemie positiv op Covid-19 getest ginn?

2. Wéi eng Virkéierungen hëlt d'Lëtzebuerger Arméi op der Plaz, fir hir Leit beschtméiglech ze schützen?

3. Wëssend, dass bei Missioune vill Leit op enkstem Raum zesummeliewen, sinn déi sanitär Moossnamen de Standarden am jeeweilege Land ugepasst? Entspriechen déi sanitär Mesuren den Ufuerderungen, déi hei am Land gestallt ginn?

4. Wat geschitt am Fall, wou een Zaldot schwéier Covidsymptomer sollt kréien? Garantéiert de Staat dëse Persounen d'Recht, fir zréck op Lëtzebuerg transportéiert ze ginn?

5. Wéi een Impakt ka Covid ob déi nächst Rotatiounen hunn? Wéi ginn dës an dëse Krisenzäiten organiséiert?

Réponse (19.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Aktuell sinn 29 Militär vun der Lëtzebuerger Arméi an enger Auslandsmissioun. Säit dem Ufank vun der Pandemie goufen néng Militär an enger Auslandsmissioun positiv op de Covid-19 getest.

ad 2. - 4. Generell ass ze soen, dass d'Militär mat Masken an Handgel vun der Arméi equipéiert ginn an dass och d'Missiounen dat néidegt Material hunn.

Bei Auslandsmissiounen ass de Lëtzebuerger Contingent Deel vun enger multinationaler Force. D'Reegele gi fir all eenzel Auslandsmissioun vun dem jeeweilege Missiounskommandant an Aklang mat den Direktive vun der internationaler Organisatioun, am Kader vun där d'Missioun stattfënnt (UNO, NATO oder EU), bestëmmt.

Déi national Arméie si responsabel fir d'Preparatioun, den Deploiement op d'Destinatioun an de Redeploiement zréck vun hirem Personal.

Fir hiert Personal an Auslandsmissiounen ze schützen, geet d'Lëtzebuerger Arméi follgendermoosse wärend dësen dräi Etappe vir:

- An der Preparatioun

D'Lëtzebuerger Arméi ass responsabel, fir dass keng covidinfizéiert Militär an d'Missioun erakommen. Duerfir gëtt am Virfeld vum Deploiement eng Quarantän um Härebierg gemaach. Et ginn des Weidere Frottise gemaach an en Attest vum Militärdokter ausgestallt, dass d'Militär net infizéiert sinn. Et ass wichteg, dass keng infizéiert Leit wärend de Rotatiounen an d'Missioun kommen.

- Wärend dem Deploiement

Jee no de Reegele vun der Missioun kann eng zousätzlech Quarantän „à l'arrivée sur place" derbäikommen.

D'Modalitéiten op der Plaz gi vun der internationaler Force bestëmmt an net vun den nationalen Arméien. Si si vu Missioun zu Missioun verschidde jee no sanitärer Situatioun op der Plaz.

An enger Missioun ass de jeeweilege Kommandant an éischter Plaz responsabel fir d'Sécherheet vum Personal. Duerfir gëtt en „transfert d'autorité" gemaach, wann d'Personal am „théâtre d'opération" ukënnt.

All Missioun huet säin eegene Service de santé, wou d'Leit mat Tester kënne kontrolléiert an, wann néideg, isoléiert a behandelt ginn.

Bei Kontakter mat der lokaler Bevëlkerung respektiv mat de lokalen Autoritéite ginn d'Distanzeierungsmoossnamen agehal.

Well d'Leit an der Kasär vill op enkem Raum zesummeliewen, kann eng Covidinfizéierung Problemer fir d'Operationnalitéit vun der Missioun bedeiten, wa se zu engem Cluster féiert. Dowéinst ass et üblech, dass wärend dem Openthalt an der Missioun reegelméisseg, voire deeglech, d'Kierpertemperatur vun de Leit kontrolléiert gëtt, a wann néideg, ginn Tester gemaach. Bei engem positive Fall gëtt deen isoléiert an de Rescht vun de Leit, mat deenen en an enkem Kontakt war, gëtt a Quarantän gesat.

Fir gesondheetlech Noutfäll ass eng Evakuatioun iwwert de Loftwee virgesinn. Dat geschitt iwwert den European Air Transport Command, an deem Lëtzebuerg Member ass (an deem och eisen A400-Fliger ënnergeuerdent gëtt). D'Evakuatioun ass eng national Responsabilitéit a geschitt no Koordinatioun tëschent dem Dokter an der Missioun an dem Lëtzebuerger Militärdokter.

- Nom Deploiement

Beim Retour ginn d'Leit getest. De Service de santé um Härebierg ass dofir zoustänneg.

Wa se beim Retour positiv sinn oder de Verdacht op eng Infektioun besteet, kënne se um Härebierg bleiwen. Anerefalls kënne se no engem éischten Test heem bei hir Famill. Duerno ass nach en zweeten Test virgesinn.

ad 5. Duerch d'Covidkris ass eng Quarantän an der Kasär virum Deploiement Flicht an d'Kontakter am Missiounsland sinn op dat Weesentlecht limitéiert. Sou sinn all net essenziell Visitte gestoppt ginn a Congéë wärend der Missioun sinn och net méi erlaabt.

Question 3509 (26.01.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **répressions contre les Ouïghours :**

Ewéi divers Medien a Mënscherechtsorganisatioune säit gewësser Zäit matdeelen, soll China eng bis dräi Milliounen Uiguren, eng islamesch Minoritéit, a sougenannten Ëmerzéiungslageren ënnerbréngen. Do géife scho säit Längerem net méi nëmmen den Uiguren hir Traditioun, Sprooch a Relioun ausgeläscht, mee d'Mënsche géifen ewéi Sklave festgehale ginn an och no an no ëmbruecht ginn. Et schwätzt ee vun engem Vëlkermord. Dës Mënsche géifen also net fräiwëlleg, esou wéi dat vun der kommunistescher Partei a China (KP) duergestallt gëtt, an dës Ëmerzéiungslagere goen an dobleiwen, mee se géifen do festgehale ginn ënner schlëmmste Liewenskonditiounen iwwert Méint oder Joren ouni Uklo oder Prozess.

Och d'Europaparlament huet déi massiv Mënscherechtsverstéiss géint d'Uiguren a China schonns a sengen zwou Resolutiounen am Dezember 2019 an 2020 staark verurteelt an huet zu Sanktioune géint China opgeruff.

1. Huet d'Regierung vun dësen Zoustänn an dëse sougenannte chineeseschen Ëmerzéiungslagere Kenntnis geholl?

2. Wat ass der Regierung hir Stellung zu dëse Mënscherechtsverstéiss?

3. Gedenkt d'Regierung, op d'Situatioun anzewierken?

Réponse (25.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. + 2. De Respekt an de Schutz vun de Mënscherechter sinn en zentraalt Element vun der Lëtzebuerger Aussepolitik a vun eise Relatioune mat anere Länner, net nëmme mat der Volleksrepublik China.

An dësem Sënn ass d'Regierung ganz besuergt iwwert déi sougenannt Ëmerzéiungslager an Deeler vun der chineesescher Provënz Xinjiang an iwwert glafwierdeg Rapporte vun Iwwerwaachung, Aschränkung vun de Fräiheeten an Aspäre vun eethneschen a reliéise Minoritéiten. D'Situatioun vun den Uiguren ass fir Lëtzebuerg scho länger en Uleies. D'Entwécklungen am Xinjiang ginn dofir vun der Regierung genee suivéiert an och international thematiséiert.

ad 3. D'Regierung mécht hir Suerg ëm de Respekt vun de Mënscherechter, ënner anerem am Xinjiang, reegelméisseg an de bilaterale Kontakter mat de chineeseschen Autoritéite kloer. Lëtzebuerg engagéiert sech och am multilaterale Kader, sief et am Kader vun den Aarbechte vum Mënscherechtsrot zu Genève oder an de Vereenten Natiounen zu New York, fir op de beonrouegenden Ëmgang mat de Minoritéiten opmierksam ze maachen an eis Meenung kloer ze soen, zesumme mat gläichgesënnte Länner.

D'Regierung setzt sech weiderhin dofir an, dass déi Héich Kommissärin vun der UNO fir d'Mënscherechter Accès an de Xinjiang kritt. D'Beméiunge ginn och zu Beijing weider, fir datt d'Ambassadeure vun den EU-Memberstaaten a China zesummen eng Visitt an de Xinjiang kënnen ënnerhuelen, fir sech selwer e Bild vun der Situatioun ze maachen.

Question 3511 (26.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **masques FFP2 :**

Déi sougenannten FFP2-Mask ass eng vun den Otemschutzmasken, déi hei zu Lëtzebuerg, am Kader vun der sanitärer Kris, vu ville Leit am Alldag genotzt gëtt, déi huet awer, laut Robert Koch-Institut, eng Rei Nodeeler. Grad ewéi déi däitsch Bundesregierung berifft sech och d'Lëtzebuerger Regierung reegelméisseg op aktuell Donnéeë vum RKI.

Niewent de medezinneschen OP-Maske soll d'Droe vun der FFP2-Mask, nom däitsche Bundesland Bayern, a ganz Däitschland Flicht ginn. Dat am ëffentlechen Transport grad ewéi an de Butteker. Dobäi ass et verwonnerlech, datt de Robert Koch-Institut op senger Internetsäit dovunner ofréit, fir d'FFP2-Mask am Alldag ze benotzen. Do heescht et, Zitat:

„In den Empfehlungen der BAuA und des ad-Hoc AK Covid-19 des ABAS, zum Einsatz von Schutzmasken im Zusammenhang mit SARS-CoV-2 werden FFP2-Masken nicht zur privaten Nutzung empfohlen."

Bei engem reegelméissegen Asaz vun enger FFP2-Mask misst virdrun eng medezinnesch Ënnersichung vum jeeweilege Benotzer gemaach ginn, dat fir gesondheetlech Risiken auszeschléissen, déi duerch méi en héijen Otemwidderstand optriede kënnen. Dann ass et och esou, datt dës Zort Mask een nëmme schützt, wann se richteg genotzt gëtt.

Zitat RKI:

„Die Anwendung durch Laien, insbesondere durch Menschen, deren Immunsystem geschwächt ist, sollte grundsätzlich nur nach sorgfältiger Abwägung von potentiellem Nutzen und unerwünschten Wirkungen erfolgen. Sie sollte möglichst ärztlich begleitet werden, um über die Handhabung und Risiken aufzuklären."

FFP2-Masken si virun der sanitärer Kris nëmmen am medezinnesche Beräich agesat ginn.

Zitat RKI:

„Beim Einsatz von FFP2-Masken sind bei Personen mit z. B. eingeschränkter Lungenfunktion oder älteren Personen […] gesundheitliche Auswirkungen nicht auszuschließen."

Den RKI beréit déi däitsch Bundesregierung am Kader vun hiren Decisiounen an der Coronakris, am Dossier vun den FFP2-Maske schéngt et deemno, wéi wa Politik a Wëssenschaft sech net ofgestëmmt hätten.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Denkt d'Regierung doriwwer no, fir grad ewéi an Däitschland eng FFP2-Maskeflicht anzeféieren?

2. Am Fall, wou d'FFP2-Mask obligatoresch gëtt, kréien d'Leit dës gratis zur Dispositioun gestallt, änlech ewéi zejoert bei den OP-Masken?

3. Ginn d'Leit hei am Land iwwer méiglech Niewewierkunge beim Droe vun dëser Mask informéiert?

4. Duerch de méi héijen Otemwidderstand kann d'Droe vun enger FFP2-Mask de Kierper staark belaaschten, esou datt e stonnelaangt Droe vun dëser Mask, ouni Paus, ganz schiedlech ka sinn. Hëlt d'Regierung dëse Risiko fir d'Gesondheet bewosst a Kaf?

Réponse (23.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Moment gëtt net ugeduecht, eng FFP2-Maskeflicht zu Lëtzebuerg anzeféieren. D'Gesondheetsdirektioun suivéiert awer déi aktuell international Diskussioun iwwert dëse Sujet an ass och informéiert ginn, dass den Europäeschen Zenter fir Infektiounskrankheeten (ECDC) amgaangen ass, eng nei Analys ze erstellen iwwert den eventuellen Notze vun dëse Masken an der allgemenger Bevëlkerung. Falls do nei Elementer erauskéimen, misst eis Positioun natierlech ugepasst ginn.

Fir d'Diskussioun iwwert d'Verdréiglechkeet an d'Niewewierkunge vun de Maske verweisen ech op meng detailléiert Äntwert vum 9. November 2020 op d'parlamentaresch Fro Nummer 2981.

Question 3512 (27.01.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **Fonds de dotation globale des communes :**

An der Circulaire N° 3834 vum 8. Mee 2020 huet d'Madamm Inneministesch d'Gemengen iwwert den Impakt vun der Coronakris op d'Gemengefinanzen informéiert. D'Gemenge missten opgrond vum Réckgang vun de Recettë beim Staat mat manner Participation directe au produit en ICC a beim Fonds de dotation globale des communes rechnen. Dat bedeit fir ganz vill Gemenge grouss finanziell Schwieregkeeten. Trotzdeem sollten d'Gemengen hir Investissementer laut der Madamm Ministesch héichhalen.

Freides, den 22. Januar 2021 huet den Här Finanzminister d'Zuele vum Staat op den 31. Dezember 2020 an der Finanzkommissioun presentéiert. Dobäi ass ze erkennen, dass d'Recetten net esou wäit erofginn, wéi dat nach am Mee 2020 ze fäerte war.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Kann d'Madamm Inneministesch meng Informatioune konfirméieren?

- Vu dass d'Recetten sech net esou schlecht entwéckelt hu wéi virausgesi gi war, ass domadder ze rechnen, dass d'Gemengen am Dekont 2020 mat méi engem héije Betrag rechne kënne wéi am Budget rectifié virgesinn, bzw. ginn d'Avancë fir 2021 eventuell ugepasst?

- Wann net, firwat net?

- Duerch wéi eng aner Mesurë gedenkt d'Madamm Ministesch de Gemengen an dëser schwiereger finanzieller Situatioun ze hëllefen?

Réponse (02.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Coronakris huet d'Staats- a Gemengefinanze staark impaktéiert. Dofir goufen, mam Averständnis vum Gemengesecteur, d'Avancë fir den FDGC par rapport zu den Zuelen, déi am Budget 2020 virgesi waren, reduzéiert.

D'Dekonten 2020 vum Impôt commercial communal (ICC) a vum FDGC ginn deemnächst finaliséiert. Wat ech awer scho ka confirméieren ass, dass op Basis vun den aktuellen Zuelen d'Gemengen iwwert den FDGC méi kréien, wéi am Oktober 2020 nach dovun ausgaange ginn ass. Dës zousätzlech Recettë ginn natierlech och deemnächst un d'Gemenge weiderverdeelt. Wéi all Joer wäert ech de Gemengen en individuelle Courrier mat de verschiddene Komponente vum ICC an FDGC zoukomme loossen, wou all Gemeng de Sold matgedeelt kritt, deen se zegutt huet fir d'Joer 2020.

Gläichzäiteg deelen ech hinnen an deem Courrier de Plan de paiement vun den Avancë vum FDGC fir d'Joer 2021 mat. Dës Avancë ginn entspriechend dem Artikel 5, Paragraf 1, 2. Alinea vum ofgeännerte Gesetz vum 14. Dezember 2016 portant création d'un FDGC fixéiert, op Basis vun de Recetten,

wéi se am Budget vum lafende Joer stinn. Deemno ass déi Enn Januar ausbezuelten Avance vum FDGC 2021 vu ronn 250 Milliounen Euro op Basis vun de Staatsrecetten aus dem votéierte Staatsbudget 2021 fixéiert ginn an dréit dohier der neier Situatioun Rechnung. Dëst sinn 53 Milliounen Euro méi wéi déi lescht Tranche vum FDGC 2020, déi am Dezember 2020 ausbezuelt ginn ass.

Niewent der Erhéijung vun de Subsiden, déi den Inneministère fir den Équipement collectif gëtt, fir d'Gemengen esou ze encouragéieren hir Investissementer héichzehalen, bitt d'Direktioun vun de Gemengefinanze vum Inneministère op Nofro vun de Schäfferéit hin hire Service vun der Finanzberodung och weiderhin un.

Question 3513 (27.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **discrimination :**

D'Vereenegung Lëtz Rise Up huet de 16. Januar 2021 e Webinar mam Titel „Racisme structurel au Luxembourg : de quoi parle-t-on ?" organiséiert an et gouf ausdrécklech drop higewisen, datt Leit mat wäisser Hautfaarf net duerfen deelhuelen.

Am Interview beim „L'essentiel" erkläert d'Sandrine Gashonga, Presidentin vu Lëtz Rise Up a Coanimatrice vum Evenement: « La conférence virtuelle n'est donc pas ouverte aux personnes blanches, mais à toutes les personnes racisées (NDLR : assignées à une catégorie raciale) qui se sentent concernées par la lutte contre le racisme, sans limite de nombre, et sur inscription. »

Am selwechten Artikel gëtt d'Madamm Minister fir Famill an Integratioun, déi och Parteipresidentin vun der DP ass, follgendermoossen zitéiert: « Les associations ont le droit de définir leurs propres critères. »

Am Internet an op de sozialen Netzwierker ass dëse Fall vu ganz ville Leit als Rassismus bezeechent a kritiséiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Minister fir Famill an Integratioun gär follgend Froe stellen:

1. Ass et fir d'Madamm Minister an der Rei, wa Leit wéinst hirer Hautfaarf, Rass, Ethnie, zu Lëtzebuerg, am Joer 2021, vun Evenementer ausgeschloss ginn? Gëllt esou en Ausschléisse vu bestëmmte Gruppen net als Diskriminatioun?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt dësen Akt, bei deem Leit mat wäisser Hautfaarf konkreet an onmëssverständlech vun engem Evenement ausgeschloss ginn, rassistesch ass? Wann nee, firwat net? Kann d'Madamm Minister verstoen, datt vill Leit net domat averstane sinn an e Problem doranner gesinn?

3. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt et kee Rassismus géint Mënsche mat wäisser Hautfaarf gëtt? Wéi begrënnt d'Madamm Minister hir Äntwert?

4. Wéi d'Madamm Minister dem „L'essentiel" sot, duerfen Associatiounen „hir eege Krittären definéieren". Duerfen Associatiounen an dëser Logik dann och Leit mat schwaarzer oder anerer Hautfaarf ausschléissen? Wéi begrënnt d'Madamm Minister hir Äntwert?

5. Ass der Madamm Minister hirer Opfaassung no d'Ausschléisse vu Leit mat wäisser Hautfaarf ze begrënnen, virun allem, wann si am selwechte Kontext seet: « Le Luxembourg est un pays ouvert sur le monde »? Wa jo, wéi an ënner wat fir Konditiounen? Gëllt dëst da just bei Leit mat wäisser Hautfaarf?

6. Op Nofro vum „L'essentiel" wier d'Madamm Minister „net schockéiert" iwwert esou eng Manifestatioun an hätt gesot: « Si cela est utile pour le vivre-ensemble et que les personnes victimes de racisme peuvent mieux s'exprimer, alors pourquoi pas ... » Hält d'Madamm Minister d'Awunner vu Lëtzebuerg mat wäisser Hautfaarf fir esou rassistesch, datt si dësen Akt fir eventuell „nëtzlech" hale kéint an dës Virgoensweis net ausschléisse wéilt?

7. Gesäit d'Madamm Minister de Risiko, datt Evenementer, déi mat esou Krittären organiséiert ginn, eventuell Problemer ausléise kéinten, déi grad dozou féieren, datt déi eng Grupp géigeniwwer där anerer méi skeptesch gëtt, wat d'Zesummeliewe géif méi schwéier maachen?

8. Huet d'Madamm Minister wëlles, dëse Fall beim Parquet wéinst Diskriminéierung oder Rassismus ze denoncéieren?

Réponse (23.02.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Associatioun Lëtz Rise Up huet eng virtuell Konferenz iwwer Rassismus zu Lëtzebuerg organiséiert an huet decidéiert, dofir de Konzept vun der „non-mixité racisée" ze gebrauchen.

Dëst ass eng Approche, déi geholl ka ginn, fir de Leit a spezifesche Situatiounen eng Geleeënheet ze ginn, sech auszedrécken an engem Ëmfeld, wou si sech aus verschiddene Grënn méi fräi fille fir ze schwätzen. Dës Approche gëtt och am Beräich vu Kanner a Jonken oder bei Gender-Froe reegelméisseg gebraucht, fir och do de Leit méi Sécherheet ze ginn, fir sech auszedrécken. De Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun organiséiert zum Beispill, am Kader vun der Consultatioun zum neien Integratiounsgesetz, eng Diskussiounsronn exklusiv mat Jonken aus alle Beräicher, fir hir Meenung zu Integratiounsfroen ze héieren.

Et geet also hei net ëm Diskriminatioun vu Mënschen, mee ëm eng spezifesch Diskussiounsmethodik an der Sozialaarbecht.

Natierlech kann dës Approche net déi eenzeg sinn, mee si muss komplementar zu aneren Approchë sinn, bei deenen Diskussioune mat heterogeene Gruppe geféiert ginn. Et ass wichteg, e ganzt Bild vun enger Situatioun ze kréien an dofir ass et och wichteg, hei eng Diversitéit ze hunn, fir d'Demarche ze stäerken.

Natierlech ass et an der Responsabilitéit vun der Vereenegung Lëtz Rise Up, fir sécherzestellen, datt d'Resultater vun dësen Diskussiounen och konstruktiv kënnen an de méi generellen Debat mat agebonne ginn.

Question 3514 (27.01.2021) de **M. Marc Hansen** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **mortalité infantile :**

Le Statec a publié, dans son « Regards » n° 19/2020, les données relatives aux décès d'enfants âgés de moins d'un an. Il y apparaît que 52 enfants âgés de moins d'un an sont décédés au Luxembourg entre janvier et octobre 2020, alors qu'au cours des cinq dernières années, ce chiffre évoluait entre 17 et 29 sur une année entière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les données complètes pour l'année 2020 sont-elles disponibles entre-temps ? Dans l'affirmative, quel est le nombre d'enfants de moins d'un an décédés au cours de cette année ?

2) Quelle est la part des enfants mort-nés ? Dans l'hypothèse où cette part serait en augmentation par rapport aux autres années, les circonstances de la pandémie permettent-elles d'expliquer cette évolution (accès aux soins plus difficile, manque de ressources humaines, protocoles sanitaires ralentissant le déroulement des procédures …) ?

3) Quelles autres informations Madame la Ministre se voit-elle en mesure de fournir pour expliquer la hausse considérable du taux de mortalité des enfants âgés de moins d'un an ?

Réponse (25.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) + 2) Les données complètes, contrôlées et validées pour l'année 2020 des enfants de moins d'un an décédés ne sont pas encore disponibles.

Les données pour l'année 2020 dont nous disposons pour l'instant n'ont pas encore été vérifiées quant à leur qualité et n'ont pas encore été validées. Elles sont donc à prendre en considération avec précaution :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Selon les calculs de la Direction de la santé, il n'y a pas de hausse considérable en 2020 du taux de mortalité des enfants âgés de moins d'un an : 9,38 pour 100.000 naissances vivantes (calculé sur les données provisoires).

Question 3515 (27.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **choix du vaccin :**

Zu Lëtzebuerg gëtt, grad ewéi an anere Länner, scho mat de Covidimpfstoffer vu BioNTech/Pfizer a Moderna geimpft. Enn des Mounts soll warscheinlech och dee vun AstraZeneca op de Maart kommen. De Coordinateur attaché à la direction beim Gesondheetsministère huet RTL erkläert: „Am Moment gëtt et keng Indikatioun, dass de deen een oder anere solls kréien, a logistesch gesinn ass dat natierlech och méi e groussen Opwand, woufir dat am Moment net gemaach gëtt." D'Impfstoffer funktionéieren awer net all d'nämmlecht.

An deem Kontext wéilt ech d'Madamm Gesondheetsminister gär froen:

- Wann den Impfstoff vun AstraZeneca bis zu Lëtzebuerg accessibel ass, kréien d'Leit dann d'Méiglechkeet, selwer ze wielen, mat wat fir enger Zort Impfstoff si sech impfe loossen? Wann nee, firwat net? Wa jo, wéi gëtt dat organiséiert?

Réponse (25.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Impfstoffer ginn attribuéiert geméiss dem Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses. Dëst heescht, dass den Impfstoff vun AstraZeneca prioritär de Leit ënner 65 Joer virbehalen ass. An enger Situatioun vu relativer Penurie vun Impfstoffer ass et net méiglech, de Leit de fräie Choix vum Impfstoff ze ginn.

Question 3518 (27.01.2021) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **effets secondaires des vaccins anti-Covid-19 :**

Le journal d'investigation en ligne « Mediapart » synthétise les informations-clés sur les effets indésirables survenus pendant les essais cliniques, mais aussi depuis le lancement des campagnes de vaccination dans différents pays européens et à travers le monde. Selon ces informations qui ont également fait surface dans d'autres médias de la presse internationale, des cas d'allergies graves, mais aussi de décès seraient apparus peu de temps après une vaccination dans plusieurs pays. Pour tous ces cas, les enquêtes sont en cours et jusqu'à présent, il n'existerait pas de lien causal évident avec l'injection du type de vaccin concerné. Les décès survenus après vaccination enregistrés récemment en Norvège, en Allemagne et en France concernaient, selon les autorités compétentes des pays en question, des personnes très âgées avec des comorbidités et/ou souffrant de maladies immunitaires. Ces catégories de personnes ont été déclarées « personnes à haut risque » par ces mêmes autorités gouvernementales dans les pays concernés. À propos des cas de réactions allergiques graves, la Fédération française d'allergologie contre-indique désormais de vacciner les personnes ayant des antécédents de réaction allergique sévère à une composante quelconque du vaccin utilisé.

Devant ces informations, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Gouvernement est-il au courant des cas de décès et d'effets secondaires sévères rapportés pour plusieurs pays intervenus suite à des vaccinations ?

2) Des effets graves, voire mortels ont-ils été observés au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles ont été les caractéristiques en termes d'âge et d'état de santé des victimes et des enquêtes sont-elles actuellement en cours ?

3) Le Gouvernement est-il au courant de certaines contre-indications prononcées par des autorités médicales compétentes dans d'autres pays à l'égard de l'utilisation de certains types de vaccins sur des populations déclarées officiellement à risque ? Quelles mesures de précautions sont en place au Luxembourg afin d'éviter des cas de décès et d'effets secondaires sévères rapportés dans d'autres pays ?

4) Le personnel infirmier des maisons de soins et de retraite est-il suffisamment informé et équipé ainsi que suffisamment nombreux pour s'occuper des effets secondaires éventuels de personnes âgées et vulnérables qui sont vaccinées en même temps ?

Réponse (25.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) À ce jour, aucun décès n'a été attribué à la vaccination.

Compte tenu des préoccupations soulevées par la Norvège au sujet des décès signalés chez des personnes âgées fragiles après la vaccination avec Comirnaty, le PRAC (Comité d'évaluation des risques des médicaments siégeant à l'Agence européenne) a d'ailleurs fait une revue exhaustive des cas d'effets indésirables suspectés d'issue fatale chez des individus de tout âge. Cette revue n'a pas suggéré de problème de sécurité et tous les rapports d'effets indésirables suspectés d'issue fatale continuent d'être examinés de manière approfondie.

ad 2) Jusqu'à présent, les cas rapportés au Luxembourg pour les vaccins Comirnaty et Moderna sont en ligne avec le profil de sécurité connu de ces vaccins, tel qu'il est présenté dans la notice et le résumé des caractéristiques de ces vaccins.

Certains effets plus ou moins significatifs en termes d'intensité ont été rapportés. Aucun nouveau signal de sécurité n'a été identifié à ce jour, ni au niveau national ni au niveau de l'Agence européenne des médicaments qui a publié sur son site fin janvier 2021 la première analyse des données de sécurité de Comirnaty. Ces données reprennent tous les cas d'effets indésirables collectés par les pays UE et hors UE, dont ceux du Luxembourg.

Une analyse approfondie de chaque déclaration d'effet indésirable est réalisée au cas par cas afin d'évaluer le degré de probabilité du lien de causalité entre la réaction et le vaccin. Cela prend en compte la chronologie de survenue ainsi que tout autre facteur confondant, tel que la prise d'autres médicaments ou des pathologies sous-jacentes. Les effets indésirables collectés au Luxembourg ne concernaient pas une population particulière en termes d'âge ou d'état de santé.

ad 3) Le groupe d'experts en charge du volet des vaccinations auprès de la Direction de la santé suit de très près les éventuelles contre-indications prononcées par des autorités médicales. De même, le Conseil supérieur des maladies infectieuses est saisi pour avis dès que des questions justifiées se posent, tel que cela a par exemple été le cas pour la question de l'intervalle entre l'administration de la première dose et de la seconde dose pour le vaccin AstraZeneca.

Avant toute vaccination, le patient est accueilli par un médecin qui établit un bilan de santé avec le patient sur base d'un entretien médical systématique et vérifie le questionnaire pré-vaccination rempli par le patient. Sur base des recommandations du RCP, de l'EMA, du CSMI et des différentes circulaires, le médecin évalue si l'état de santé de la personne se prête à l'administration du vaccin.

ad 4) Le personnel des maisons de soins et des CIPA bénéficie, par l'intermédiaire d'un dossier fourni à la direction de la structure, de l'information scientifique nécessaire à la bonne connaissance du vaccin utilisé (modèles de questionnaires, résumé des caractéristiques du produit du vaccin Comirnaty Pfizer, modèle de fiche d'information postvaccinale, procédure en cas de réaction allergique, avis du CSMI).

Le nombre de personnel affecté à la surveillance des personnes âgées venant d'être vaccinées est sous la charge et la responsabilité des structures. Celles-ci organisent une présence de personnel de santé dans l'espace de repos avec un repos conseillé de 15 minutes postvaccination. Les structures organisent également la surveillance postvaccinale des personnes âgées vaccinées en chambre.

À tout moment, le médecin chef d'équipe mobile ou un des médecins prescripteurs peuvent être appelés par le personnel en cas de survenue d'un effet indésirable postvaccinal.

Question 3522 (28.01.2021) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **corps permanent de Frontex :**

Depuis le début de l'année 2021, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) dispose d'un corps permanent de garde-frontières et de garde-côtes. En 2021, elle compte recruter et former plus de 700 membres au profit de ce corps permanent. Selon le règlement 2019/1896, le Luxembourg, comme tous les autres États membres, est amené à participer également à ce corps permanent en détachant du personnel.

En octobre 2020, plusieurs médias ont rapporté que l'agence Frontex était impliquée dans des actions de refoulements illégaux en mer Égée. Des ONG présentes sur le terrain dénoncent des abus trop nombreux pour être ignorés et revendiquent une enquête indépendante et efficace sur ces incidents[3]. Par ailleurs, l'agence Frontex se voit également accusée de fermer les yeux sur des violations systémiques des droits humains commises par la Hongrie, qui pratique des refoulements illégaux vers la Serbie[4]. Des enquêtes sont en cours et le directeur exécutif de Frontex, M. Leggeri, se voit confronté à des accusations d'avoir entravé l'enquête. Lors des échanges avec le Parlement européen, M. Leggeri a contesté que des refoulements illégaux auraient eu lieu, mais ses arguments n'ont pas bien résonné auprès des parlementaires européens. Ceux-ci continuent à parler d'intransparence de l'agence[5].

Par le passé, le Luxembourg a toujours défendu la position que des refoulements non conformes au droit international ne sont pas des moyens légitimes de garde-frontières et ne peuvent être tolérés, ni par l'UE, ni par les États membres.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelles sont les modalités pour la participation du Luxembourg au corps permanent de Frontex ?

2) Dans quelle envergure le Luxembourg compte-t-il participer à ce nouveau corps de garde-frontières et de garde-côtes ? Est-ce qu'il s'agit exclusivement d'agents de la Police grand-ducale ?

3) Est-ce que les doutes actuels sur le travail de Frontex pourraient remettre en question la participation luxembourgeoise à cet effort commun ? Le cas échéant, quelles garanties seront demandées à l'agence Frontex afin d'assurer que les agents déta-

[3] https://www.hrw.org/news/2020/11/09/eu-probe-frontex-complicity-border-abuses

[4] https://www.helsinki.hu/wp-content/uploads/Frontex-human-rights-mechanisms.pdf

[5] https://fr.euronews.com/2020/12/01/frontex-sous-le-feu-des-critiques-du-parlement-europeen

chés pourront rejoindre la mission en toute confiance de ne pas se voir confrontés à des situations où ils seraient associés à des refoulements illégaux ?

Réponse commune (01.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) L'article 4 du règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2019 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes définit ce dernier comme suit :

« Les autorités nationales des États membres chargées de la gestion des frontières, y compris les garde-côtes dans la mesure où ils effectuent des tâches de contrôle aux frontières, les autorités nationales chargées des retours et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes […] constituent le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes. »

Les modalités pour la participation du Luxembourg sont fixées au niveau de ce règlement et plus précisément aux articles 54, 56 et 57. Ainsi, le Luxembourg est obligé de fournir les contingents définis dans les annexes II à IV dudit règlement. Il s'agit de détachements à long terme (cat. 2 - 2 ans), de détachements à court terme (cat. 3 - 4 mois) et d'une réserve de contingence (cat. 4 - intervention en cas de crise). Sur base du statut du fonctionnaire de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, le contingent luxembourgeois ne peut être constitué que de volontaires.

ad 2) Le Luxembourg doit remplir ses obligations découlant du règlement précité. Ainsi, sa participation devra correspondre aux contingents définis dans les annexes II à IV dudit règlement (cf. tableau ci-après). Sur base des besoins opérationnels, Frontex fera appel aux contingents des États membres jusqu'aux plafonds définis. En cas de besoins supérieurs, Frontex peut demander des contributions additionnelles, sur base volontaire.

Nombre de détachements de courte et longue durée à fournir par le Luxembourg

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Actuellement, la Police grand-ducale assure l'intégralité des capacités fournies. Cependant toute administration et tout ministère peut, en principe, contribuer au corps permanent en fonction des profils définis par l'agence. Un groupe de travail composé de membres de la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes, du Ministère de la Sécurité intérieure, de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises est en cours d'évaluer d'éventuelles pistes à préconiser afin de mobiliser le personnel requis.

ad 3) L'agence Frontex a mis en place un nombre de mécanismes pour assurer le respect des droits fondamentaux. Il s'agit notamment d'une formation harmonisée comprenant des cours en matière des droits de l'homme et d'un « serious incident report », mécanisme à travers lequel tous les incidents observés par les agents sont à enregistrer. De plus, Frontex est conseillée depuis 2012 par le Forum consultatif en matière des droits de l'homme. Ce forum comprend des agences européennes, des organisations internationales et des organisations de la société civile.

En parallèle, Frontex est en train de recruter un nouvel officier aux droits fondamentaux (FRO) doté d'un propre budget, soulignant son indépendance. Un FRO intérim a été désigné suite à l'absence de longue durée pour raisons médicales de la détentrice du poste. L'agence est en voie de recruter 40 moniteurs de droits fondamentaux qui auront comme mission de soutenir le FRO et d'aller faire des inspections sur le terrain pour vérifier le respect des droits fondamentaux. Notons que l'agence vient de récemment suspendre les opérations conjointes en Hongrie suite à une recommandation du FRO et de l'arrêt dans l'affaire C-808/18 (Commission/Hongrie) de la Cour de justice européenne du 17 décembre 2020.

Frontex a également créé un groupe de travail relatif aux droits fondamentaux et aux aspects légaux et opérationnels des opérations, composé de membres du conseil d'administration. Ce groupe appuie les enquêtes au sujet des allégations de refoulements et contribuera à la mise en place d'un cadre permettant d'assurer les droits fondamentaux.

Le saviez-vous ?

POUVOIR LÉGISLATIF

Le pouvoir législatif est l'autorité qui édicte les lois. L'exercice du pouvoir législatif appartient à la Chambre des Députés.

Question 3524 (28.01.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **remboursement de la retenue d'impôt à la source :**

Wie das Onlinenachrichtenportal „reporter.lu" in dem Beitrag „Der vereitelte Griff in die Staatskasse" berichtet, hat das Luxemburger Verwaltungsgericht vor Kurzem über einen Fall geurteilt, der womöglich in Zusammenhang mit Cum-Ex-Geschäften steht.

Eine in Luxemburg ansässige Firma hatte versucht, eine Erstattung der Quellensteuer auf Dividenden in Millionenhöhe von der Steuerverwaltung zu erreichen, und sich dabei auf das sogenannte „Schachtelprivileg" berufen. Die Richter wiesen den Antrag ab, da der Kläger nicht beweisen konnte, dass er wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien war.

Die Komplexität des Aktienhandels, wie von der Firma mit Hilfe einer in Luxemburg ansässigen Bank betrieben, birgt allerdings die Gefahr, dass die Steuerverwaltung die Quellensteuer für die gleichen Aktien mehrmals zurückerstattet.

Vor diesem Hintergrund und da diese Praktiken schon seit Längerem bekannt sind, möchten wir folgende Fragen an die Frau Justizministerin und an den Herrn Finanzminister stellen:

- In welchem Umfang hat die Steuerverwaltung über die letzten zehn Jahre Firmen die Quellensteuer erstattet? Wie viele Firmen haben über diesen Zeitraum von solchen Zurückerstattungen profitiert?

- Können die Minister ausschließen, dass Firmen dieses sogenannte „Schachtelprivileg" nutzen oder genutzt haben, obwohl sie nicht wirtschaftlicher Eigentümer von Anteilen waren, und ohne dass es der Steuerverwaltung aufgefallen wäre?

• Über welche Mittel verfügt die Steuerverwaltung in diesen Fällen, um ungerechtfertigte Rückerstattungen wieder einzufordern?

• Gab/gibt es im Zusammenhang mit Cum-Ex-Geschäften Vorabentscheidungen der Steuerverwaltung, die obgenannte Praktiken gutgeheißen haben?

- Ist die Regierung nicht der Meinung, dass solche Praktiken ggf. strafrechtlicher Natur sind?

• Werden solche Praktiken systematisch an die Justizbehörden weitergeleitet?

• Falls ja, kann die Regierung uns diesbezüglich quantifizierbare Angaben liefern?

Réponse (03.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wie bereits im Protokoll des Finanz- und Haushaltsausschusses vom 27. September 2019 erläutert, ist es nicht möglich, „Cum-Ex-Geschäfte" von anderen Quellensteuerabzugserstattungsverfahren zu unterscheiden.

Im Rahmen der Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen des sogenannten Schachtelprivilegs überprüft die Steuerverwaltung die Anträge der Firmen auf Erstattung des Quellensteuerabzugs auf Kapitalerträgen. Eine Erstattung der in Luxemburg erhobenen Quellensteuer erfolgt nur bei Erfüllung sämtlicher gesetzlichen Bedingungen. Bei Nichterfüllung dieser Bedingungen und bei Zweifel an der wahrheitsgetreuen Echtheit der Angaben wird der Antrag auf Erstattung abgelehnt und bei Feststellung von Verstößen gegen strafrechtliche Vorschriften ebenfalls an die Justizbehörden weitergeleitet.

Folglich, und wie bereits in den Antworten auf die parlamentarischen Anfragen Nr. 1282 vom 3. Oktober 2019 und Nr. 2665 vom 14. August 2020 dargelegt, hat die Steuerverwaltung verschiedene Steuerstrafverdachtsfälle durch Cum-Ex-Geschäfte an die für die Ermittlung allein zuständige luxemburgische Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

In den letzten Jahren hat die Steuerverwaltung durchschnittlich 7.000.000,00 Euro Steuerabzüge auf Kapitalerträgen rückerstattet. Statistiken über die Anzahl der Firmen, die solche Rückerstattungen in den letzten Jahren erhalten haben, sind allerdings nicht verfügbar.

Question 3525 (28.01.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **campagne de vaccination :**

Selon les informations disponibles, seulement 48 % des personnes invitées à prendre rendez-vous pour se faire vacciner contre la Covid-19 auraient honoré cette invitation.

Dans son avis du 21 janvier 2021 relatif à la priorisation des personnes à vacciner contre la Covid-19, la Commission nationale d'éthique note, dans son exposé relatif aux listes d'attente et aux personnes qui n'auraient pas honoré leur première invitation : « D'après la CNE, il n'y a pas lieu d'imposer une période d'attente lorsqu'aucun rendez-vous n'avait été pris. Il est primordial que, dès lors qu'une personne est encline à se faire vacciner, elle puisse le faire à un moment aussi rapproché que possible de son invitation initiale. Les raisons de son inclusion initiale dans une phase donnée n'auront, en effet, probablement pas changé entre-temps, et les objectifs cités plus haut non plus. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelles sont les causes, selon l'analyse du Ministère de la Santé, de ce taux de non-réponse élevé ? Est-ce qu'une analyse profonde pour trouver les raisons de ce taux de non-réponse élevé est prévue, en vue d'adapter la procédure d'invitation et de prise de rendez-vous ?

2) Madame la Ministre compte-t-elle suivre la recommandation de la Commission nationale d'éthique et faire parvenir une deuxième invitation aux personnes n'ayant pas répondu à la première ?

3) Dans l'affirmative, endéans quels délais les candidats peuvent-ils s'attendre à une nouvelle invitation ?

4) Selon certains témoignages qui me sont parvenus, des candidats n'auraient pas reconnu l'invitation pour ce qu'elle est, en cause de son apparence très formelle et très semblable à celle des invitations au LST. Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'une présentation visuelle de la lettre d'invitation plus « accrocheuse » complétée par un envoi recommandé réduiraient le risque que l'invitation n'est pas perçue pour ce qu'elle représente ?

Réponse (01.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Actuellement, les causes de ce taux de non-réponse ne sont pas encore connues. Cependant, des discussions sont en cours avec les différentes structures de soins afin de sensibiliser davantage les personnes afin de se faire vacciner. Parallèlement, une offre permettant au personnel de ces structures de se faire vacciner directement sur leur lieu de travail a également été mise en place.

ad 2) Les personnes qui ont été invitées à se faire vacciner dans la 1re phase de la campagne de vaccination contre la Covid-19 et qui n'ont pas pris de rendez-vous dans la période afférente, auront la possibilité de se faire vacciner dans un Centre de vaccination lors d'une période ultérieure et plus précisément après la clôture de la 2e phase de vaccination. À cette fin, les personnes concernées et désireuses de se faire vacciner, peuvent s'inscrire à partir du 1er mars et jusqu'au 8 mars sur une liste d'attente, via le lien : guichet.lu/vaccination-personnel-sante. Elles recevront le moment venu une nouvelle invitation. Cette décision du Gouvernement, en ligne avec l'avis de la Commission nationale d'éthique, vise à proposer, à toutes les personnes qui n'ont pas pu honorer leur premier rendez-vous, la chance de pouvoir être invité à un rendez-vous ultérieur.

ad 3) voir réponse sous la première question

ad 4) Le visuel des enveloppes envoyées dans le cadre des invitations à la vaccination a été retravaillé pour éviter justement ce risque de confusion.

Question 3526 (28.01.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **vaccination contre le pneumocoque :**

Le 1er septembre 2018, une nouvelle convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé est entrée en vigueur « portant institution d'un programme de vaccination des personnes âgées de 65 ans et plus, et de certaines personnes à risque contre le pneumocoque ».

Conformément à ce programme de vaccination, les personnes éligibles ont droit à la prescription et à l'administration du vaccin, à la prise en charge au taux de 100 % du prix public.

Cependant, il a été convenu que le « droit aux prestations prévues par le programme est garanti jusqu'à l'âge de 85 ans inclus ». En d'autres termes, les personnes âgées de plus de 85 ans n'ont plus droit au remboursement intégral de la vaccination.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Combien de personnes ont reçu un remboursement au taux de 100 % pour la vaccination contre le pneumocoque depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle convention ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications concernant la limite d'âge de 85 ans, mentionnée ci-dessus ?

3) Ne s'avère-t-il pas opportun d'étendre le droit à la prise en charge au taux de 100 % du prix public également aux personnes âgées de plus de 85 ans, puisqu'elles sont tout aussi vulnérables que les personnes ciblées ?

Réponse commune (25.02.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) En 2020, 18.247 personnes protégées par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise ont reçu un remboursement au taux de 100 % pour l'achat d'un vaccin contre le pneumocoque dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg. Tandis que le nombre de personnes ayant acheté un vaccin contre le pneumocoque a diminué de 7,2 % entre 2018 et 2019, une hausse de 71,9 % par rapport à 2019 a été observée en 2020. 66,2 % des personnes ayant acheté un vaccin contre le pneumocoque en 2020 dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg sont âgées entre 65 et 85 ans et 1.060 sont âgées de plus de 85 ans (5,8 %).

Tableau 1 : Évolution du nombre de personnes protégées ayant acheté un vaccin contre le pneumocoque dans une pharmacie ouverte au public

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) + 3) Le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) a en effet recommandé la vaccination des personnes âgées de 65 à 84 ans inclus, sur base des données d'efficacité vaccinale connues et publiées au moment de la recommandation, qui date de juillet 2015. Le texte de la recommandation précise : « En l'absence de données d'efficacité chez les personnes âgées de plus de 85 ans, l'indication de la vaccination chez ces personnes repose sur les facteurs de risque individuels. »

Ces facteurs de risque individuels sont précisés dans la recommandation et incluent les patients immunocompétents ayant un risque accru de développer une infection à pneumocoque (patients avec une affection pulmonaire chronique ou fumeurs, patients avec une maladie cardiaque chronique, patients éthyliques avec ou sans cirrhose, patients avec une atteinte rénale chronique, patients avec une brèche méningée ou un implant cochléaire) ainsi que les patients immunodéprimés (absence congénitale de rate ou splénectomie ou asplénie fonctionnelle, drépanocytose et autres hémoglobinopathies, immunodéficience congénitale, néoplasies, transplantation d'organe, infection à HIV, traitement immunosuppresseur).

Le programme de vaccination établi par convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé en date du 1er septembre 2018 reflète cette recommandation.

Depuis la recommandation du CSMI en 2015, des données complémentaires concernant l'efficacité et la sécurité de cette vaccination chez la personne âgée, incluant des personnes très âgées et/ou atteintes de déficiences immunitaires, ont été publiées. Le Conseil supérieur des maladies infectieuses n'a à ce jour pas réévalué ses recommandations initiales à la lumière des résultats de ces études.

Le Conseil supérieur des maladies infectieuses pourra être saisi de l'opportunité éventuelle d'une mise à jour de la recommandation de 2015 relative à la vaccination des adultes contre les infections invasives à pneumocoques.

Question 3533 (28.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **plan de sécurité et de continuité de l'activité du secteur des communications :**

Duerch d'Covidkris huet jidderee misse méi op digital Kommunikatioun am private Liewe grad eméi an der Aarbechtswelt zréckgräifen. D'Mass un Daten ass zäitweis esou héich eropgaang, dass zum Beispill verschidde Streamingdéngschter hu mussen d'Qualitéit vun hirem Service erofsetzen, fir kënnen ze garantéieren, dass d'Netz déi Quantitéite packt.

Mam Gesetz vum 23. Juli 2016 a mam Règlement grand-ducal vum 21. Februar 2018 goufe verschidde Secteuren am Fall vun enger Kris als essenziell agestuuft. Eng Lëscht vu Risike gouf festgehalen, wou eng Crise sanitaire, wéi mer se am Moment kennen, dozou gehéiert. Ënnert d'Secteuren, déi am Fall vun enger Kris mussen oprechterhale ginn, fält och de Kommunikatiounssecteur:

« Le secteur des technologies de l'information et de la communication s'étend d'un côté sur les domaines de la programmation informatique, de la gestion d'installations informatiques, du traitement de données, de l'hébergement de services d'information et des portails Internet. Le volet de la communication couvre les télécommunications filaires, les télécommunications sans fil et les télécommunications par satellite. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Gouf am Kader vun dësen Texter schonn ee Plan de sécurité et de continuité de l'activité fir dëse Secteur ausgeschafft? Wa jo, wéini gouf dësen er-

stallt? Denkt de Minister, dass de Plang nach aktuell genuch ass, fir den haitege Realitéiten um Terrain Rechnung ze droen?

2. Wéi eng Mëttele stinn dem Haut-Commissariat à la protection nationale an de Bedreiwer an dësem Kader zur Verfügung?

Réponse (26.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'modifizéiert Gesetz vum 23. Juli 2016 iwwert den Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) definéiert d'Konzept vun der nationaler Sécherheet an d'Aufgabe vum HCPN an deem Kontext.

Zu dësen Aufgabe gehéiert och de Recensement, d'Designatioun an de Schutz vun de kriteschen Infrastrukturen d. h. deenen Infrastrukturen, deenen hiren Ausfall eng grav Konsequenz fir d'Land oder d'Bierger hätt.

Dat groussherzoglecht Reglement vum 21. Februar 2018 iwwert d'Modalitéite vum Recensement vun de kriteschen Infrastrukture bestëmmt am Ganzen néng Secteuren (an deene kritesch Infrastrukturen ze siche sinn).

Et ass net esou, dass ee ganze Secteur als kritesch agestuuft gëtt, mee datt an deene jeeweilege Secteuren déi Entitéite gesicht ginn, déi als kritesch gëllen. Fir de Secteur vun den „technologies de l'information et de la communication" huet een interministeriellen Expertegrupp dëse Recensement gemaach. Op der Basis vun dëser Aarbecht sinn eng gewëssen Zuel vu kriteschen Infrastrukture mat hire Bedreiwer iwwer ee groussherzoglechen Arrêté designéiert ginn.

Et ass net esou, datt ee Sécherheets- a Kontinuitéitsplang fir e ganze Secteur ausgeschafft gëtt, mee et ass un dem eenzele Bedreiwer vun enger kritescher Infrastruktur, esou ee Plang opzestellen an dem HCPN d'Moossname fir de Schutz, d'Kontinuitéit, d'Resilienz an de Krisemanagement fir seng kritesch Infrastruktur matzedeelen. Zu dëse Moossname kann den HCPN, a Koordinatioun mat de sektoriellen Autoritéiten, dem Bedreiwer Recommandatiounen zoukomme loossen. Et läit um Bedreiwer, fir den haitege Realitéiten um Terrain bei der Gestioun vu senge Moossname Rechnung ze droen.

D'Bedreiwer vu kriteschen Infrastrukturen analyséiere beim Ausschaffe vun hire Moossnamen hir kritesch Ofhängegkeeten. Zum Beispill kéint e Bedreiwer vun enger kritescher Infrastruktur am Transportsecteur eng kritesch Ofhängegkeet op d'Funktionéiere vu senger Telekommunikatioun oder vun engem Datenzenter hunn, oder e Bedreiwer vun enger kritescher Infrastruktur am Secteur TIC eng kritesch Ofhängegkeet op e Stroumdistributiounsreseau. An esou Fäll kënnen déi Infrastrukturen och als kritesch designéiert ginn. Déi Bedreiwer hunn déi selwecht Obligatiounen, wat zu enger méi grousser Liwwerungskettesécherheet dierft féieren.

All Bedreiwer vun enger kritescher Infrastruktur designéiert e Correspondant pour la sécurité, als Kontaktpersoun fir den HCPN fir all Froen iwwert d'Sécherheet vun der kritescher Infrastruktur. Dëse Kontakt funktionéiert och wärend enger Kris.

Speziell wéinst der Cybermenace huet all Bedreiwer vun enger kritescher Infrastruktur d'Méiglechkeet, fir mam GOVCERT zesummenzeschaffen.

3. Wéi kann de Minister den Eltere garantéieren, dass an de Schoulen a Lycéeë just Fakten iwwer Covid-19 un d'Schüler vermëttelt ginn?

Réponse (04.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend hat bis zur Veröffentlechung vum oppene Bréif a bis zur Diskussioun heiriwwer an de Medie keng Kenntnis vum Blog „Nues am Wand".

D'Positiounen, déi op där Plattform vertruede ginn, stellen déi wëssenschaftlech Fundéierung vun der Covidpolitik souwuel hei am Land wéi och am Ausland a Fro. Dobäi schwätzen d'Recommandatioune vu Wëssenschaftler, Experten a Medezinner ronderëm d'Welt eng eendeiteg Sprooch.

D'Maske sinn en essenziellen Deel vun eisem Dispositif sanitaire, souwuel fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen, wéi och als Méiglechkeet, de Fonctionnement vun de Schoulen och wärend der sanitärer Kris oprechtzeerhalen. Si droen domat en Deel dozou bäi, fir d'Bildungschancë vun de Jonken ze erhalen.

Am Allgemengen ass et esou, datt d'Maske bei den Enseignanten als Deel vum Alldag a vun de Gestebarrièren acceptéiert ginn. D'Enseignantë verloosse sech heibäi op d'Recommandatioune vun den Experten aus der Direktioun vun der Santé a si si sech hirer Virbildfunktioun vis-à-vis vun de Kanner bewosst. De Sënn vun de Mesurë gëtt deemno vun der grousser Majoritéit vun den Enseignanten net a Fro gestallt, a si setzen d'Mesurë mat Iwwerzeegung ëm, fir esou hire Bäitrag zum effikassen Ënnerbanne vun der Propagatioun vum Virus ze leeschten.

Déi vill Reaktioune vun Enseignanten an Educateuren, déi sech vun deenen Theorien distanzéiert hunn, weisen, datt dës Positiounen net representativ fir d'Educatioun zu Lëtzebuerg sinn. Selbstverständlech sinn d'Enseignantë gehalen, hir Schüler fachlech a sachlech mat Bezuch op pertinent Quelle korrekt ze informéieren. An dësem Kontext solle si d'Schüler iwwert de Virus an déi néideg Geste-barrièren opklären an hinnen d'Risiken, déi vun der Propagatioun vum Virus ausginn, méi no bréngen, fir esou d'Wichtegkeet vum Anhale vun de Geste-barrièren ze ënnersträichen. Déi néideg Informatiounen an déi jeeweileg Quellen heizou stellt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend a reegelméisseg aktualiséierter Versioun ënner anerem fir d'Léierpersonal op sengem Internetsite zur Verfügung.

De Bréif gëtt vu mengem Ministère eescht geholl a mir gesinn eis an dësem Zesummenhang an der Obligatioun, fir d'Gespréich ze sichen an nach eng Kéier, an Zesummenaarbecht mat der Direktioun vun der Santé, d'Fakten duerzestellen an ze versichen ze erklären, firwat déi eenzel Mesurë wichteg sinn. Allerdéngs ass et opgrond vun der Anonymitéit vun de Signatairë vum Bréif leider am Ament nach komplizéiert, e konstruktiven Dialog mat de Concernéierten ze féieren.

Déi lescht Fro vun den honorabelen Deputéierte bezitt sech op de Contrôle vum bon Fonctionnement vum Enseignement; dozou sief gesot, datt deen am Enseignement fondamental vun de Regionaldirekteren ausgeüübt gëtt, an am Enseignement secondaire vun de Lycéesdirekteren.

Question 3535 (29.01.2021) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**organisation « Nues am Wand » :**

An engem RTL-Artikel vum 29. Januar 2021 maache Journalisten op eng Grupp vun Enseignanten a Sympathisanten opmierksam, déi sech ënnert der Form vun der Organisatioun „Nues am Wand" zesummegedoen hunn an déi maskefräi Klassesäll fuerderen.

Um Site vun der Organisatioun liest ee Saachen ewéi „Covid-19 féiert net zu enger Surmortalitéit" an dass Virussen am Allgemengen net gesondheetsschiedegend wieren: „Das Modell eines krank machenden Virus hat sich im Laufe der Medizingeschichte als nicht haltbar erwiesen."

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Déi éischt Beiträg um Blog vun der Organisatioun si vun Oktober 2019 (deemools nach iwwer aner Theemen ewéi Covid).

Hat de Ministère scho virum RTL-Artikel Kenntnis iwwert dës Organisatioun?

Huet de Ministère Kenntnis doriwwer, ob Enseignanten déi uewe genannten Theorien un d'Kanner weiderginn?

2. Wat fir Konsequenzen zitt de Ministère aus dëser Organisatioun?

Hält de Minister dës fir eenzel Fäll oder fir eng eescht ze huelend Gruppéierung?

Question 3536 (29.01.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **subside dans le cadre du transport scolaire :**

Selon nos informations, il s'avère qu'un nombre non négligeable de communes se voient refuser le subside prévu par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre du transport scolaire lié à l'organisation des groupes A et B du 25 mai au 26 juin 2020.

Selon l'argumentation du Ministère, par rapport à la période de fonctionnement normal (le mois de janvier et de février 2020), les communes auraient réalisé des économies pendant les périodes du 25 mai au 26 juin 2020 et suite aux semaines du homeschooling.

Les communes concernées contestent cette conclusion en soulignant qu'il n'est ni raisonnable ni logique de comparer les semaines du homeschooling et la période du 25 mai au 26 juin 2020 à des périodes de fonctionnement normal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Monsieur le Ministre peut-il nous faire part de ses réflexions sur le calcul des remboursements pour le transport scolaire lié à l'organisation des groupes A et B du 25 mai au 26 juin 2020 ?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas le raisonnement du Ministère comme non logique ?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le Ministère refuse de payer les subsides aux communes ?

Réponse (04.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée évoque des informations selon lesquelles certaines communes se seraient vues refuser le subside prévu par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) dans le cadre du transport scolaire lié à l'organisation des groupes A et B du 25 mai au 26 juin 2020. Il est à souligner que seuls les coûts supplémentaires liés à l'organisation des groupes A et B ont été remboursés et qu'il ne s'agit pas d'une prise en charge totale des frais du transport scolaire assuré pendant ladite période.

Les coûts supplémentaires du transport scolaire de la période de mai à juin 2020 ont été calculés en se référant aux mois de janvier et février 2020. Le MENJE a procédé à une analyse comparative des frais des deux périodes : Si pendant la période de mai à juin, aucun supplément par rapport à janvier et février n'a été engagé, il n'y a pas lieu à un remboursement.

Toutes les communes ayant introduit une demande de remboursement et dont les dépenses de la période de mai à juin 2020 étaient supérieures à celles des mois de janvier et de février 2020, ont eu droit à un remboursement des surcoûts en janvier 2021.

En résumé, les questions spécifiques de l'honorable Députée appellent les réponses suivantes :

- le calcul pour le remboursement du transport scolaire a été appliqué en fonction des critères précisés dans mon courrier du 4 août 2020 à l'attention des autorités communales ;

- le raisonnement du MENJE est cohérent dans la mesure où il se base sur les seuls surcoûts par rapport à une période scolaire normale ;

- le MENJE n'a pas été en mesure d'allouer un remboursement pour frais supplémentaires si les demandes n'ont pu faire état de coûts supplémentaires.

Question 3539 (29.01.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **téléphone au volant :**

D'Oflenkung duerch den Handy gehéiert nieft ze héijer Vitess an Alkohol um Steier ëmmer méi zu den Haaptursaache fir Accidenter am Stroosseverkéier. Gläichzäiteg ass et hautdesdaags duerch déi technologesch Méiglechkeete relativ einfach, de Respekt vum Code de la route an där Hisiicht ze kontrolléieren a Verstéiss ze sanktionéieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

- Bei wéi villen Accidenter war an de leschte fënnef Joer d'Oflenkung duerch den Handy am Spill?

- Wéi vill Protokoller huet d'Police an de leschte fënnef Joer geschriwwen, well de Chauffer wärend dem Fueren den Handy benotzt huet?

- Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, dass d'Oflenkung duerch den Handy ëmmer méi eng Gefor am Stroosseverkéier duerstellt? Wa jo, si méi staark Policekontrollen an där Hisiicht virgesinn?

- Ass geplangt, der Police d'Méiglechkeet ze ginn, per mobillem oder fixem Handysradar méi staark géint dës Infraktioun virzegoen? Wat géif dergéint schwätzen?

- Wa jo, kënnen déi Häre Ministere Prezisiounen zu den neien Handysradare ginn, z. B. wou se hikéimen?

- Ass virgesinn, d'Police wéi a Spuenie mat Dronen ze ekipéieren, fir dës an aner Infraktiounen ze kontrolléieren?

- Wier et méiglech, mat de fixe Radaren, déi schonn installéiert sinn, ze kontrolléieren, ob Chaufferen den Handy um Steier benotzen?

Réponse commune (23.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Generell ass zu den Zuelen iwwert d'Accidenter, déi duerch den Handy um Steier ausgeléist ginn, festzehalen, datt et den Autoritéiten oft net mat leschter Gewëssheet méiglech ass, festzestellen, ob den Handy den Ausléiser vun engem Accident war oder net, well sech oft keng Beweiser derfir fannen.

Wat elo d'Zuelen ugeet, wou noweislech den Handy den Ausléiser vum Accident war, esou sinn dës follgendermoossen: Vun 2015-2019 gouf et bei 55 Accidenter vun am Ganze 4.814 Accidenter eng Oflenkung duerch den Handy (2015: 9/2016: 3/2017: 13/2018: 12/2019: 18).

Fir d'Joer 2020 si bis elo aacht Accidenter op d'Benotze vum Handy um Steier an 19 Mol aner elektronesch Geräter Schold un engem Accident. Vu datt nach net all d'Donnéeë vun 2020 disponibel sinn, sinn dat awer nëmmen déi virleefeg Zuelen.

Kuckt een och nach d'Zuele vun deenen aneren Accidenter vun 2015-2019, esou kann ee feststellen, datt hei bei 81 Accidenter Oflenkungen duerch déi aner (fix) installéiert Apparater ewéi Navi, Radio asw. virlouchen. Domadder sinn dës méi oft de Grond vun Accidenter ewéi den Handy.

Wat d'Infraktiounen ugeet, esou weist follgenden Tableau all d'Infraktiounen, déi d'Police an de Joren 2016 bis 2020 am éffentleche Stroosseverkéier am Zesummenhang mam onerlaabte Benotze vum Smartphone/Handy respektiv vun engem Apparat mat aktivem Ecran, dee keng Fuerhëllef oder Navigatiounshëllef ass (Art. A 170bis 01-06 aus dem Code de la route), konstatéiert huet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Déi relativ Baisse vun den Infraktiounen am Joer 2020 par rapport zu de Jore virdru léisst sech duerch déi speziell Covidsituatioun (État de crise/Confinement/asw.) erklären.

Generell muss ee konstatéieren, datt et ëmmer méi Zorte vun Oflenkungen am Stroosseverkéier gëtt: sech deplacéieren an dobäi iwwer Kopfhörer Musek lauschteren, iwwert dem Fueren iessen oder drénken, elektronesch Apparater bedéngen, fëmmen asw. An der Tëschenzäit ass d'Oflenkung am Stroosseverkéier eng vun den heefegsten Ursaache fir Accidenter.

Wat d'Benotze vum Smartphone iwwert dem Fuere betrëfft, do ginn et verschidden Etüden, déi besoen, datt den Accidentsrisiko ëm de Facteur 3 erhéicht gëtt. Beim Schreiwen oder Liese vu Messagë souguer ëm de Facteur 23. Déi selwecht Etüde stellen hei d'Suite vum Benotze vum Smartphone iwwert dem Fueren dem Alkohol- oder Drogekonsum gläich.

Aus deene Grënn organiséiert d'Police duerfir och reegelméisseg spezifesch preventiv a repressiv Campagnen am Kontext vun der Oflenkung am Stroosseverkéier.

Verschidde Länner si grad amgaangen, automatiséiert Radaren ze testen, déi d'Benotze vun engem Handy an engem Gefier, an dëst ouni Fräispriechfunktioun, detektéieren. Am Moment ass et awer net geplangt, fir d'Benotze vum Handy mat automatesche Radaren ze kontrolléieren. Dofir gëtt et am Moment och keng legal Basis, esou datt déi aktuell Modeller dofir net benotzt kënne ginn.

Den Asaz vun Dronen, fir d'Benotze vum Handy um Steier esouwéi och aner Infraktiounen ze kontrolléieren, ass hei zu Lëtzebuerg net geplangt.

Question 3544 (29.01.2021) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **centre de stockage de déchets nucléaires à Bure :**

Dans son avis du 13 janvier dernier sur le centre industriel de stockage géologique de déchets nucléaires à Bure, situé à une centaine de kilomètres de la frontière luxembourgeoise, l'Autorité environnementale française a soulevé de nombreuses critiques, insuffisances et incertitudes face à ce projet controversé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Madame la Ministre de l'Intérieur, à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le Gouvernement a-t-il déjà été informé des suites que les autorités françaises entendent donner à cet avis ?

2) Quand aura lieu la prochaine réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire ?

3) Est-ce que le centre de stockage à Bure figurera à l'ordre du jour de cette réunion ?

4) En dehors des réunions de la Commission mixte, le Gouvernement est-il régulièrement informé par les autorités françaises sur les derniers développements en matière de sécurité nucléaire, notamment au sujet des centrales nucléaires ainsi que des centres de stockage en région frontalière ?

Réponse commune (02.03.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) En France, l'Autorité environnementale a émis son avis sur l'étude d'impact dans le cadre de la déclaration d'utilité publique (DUP) du projet centre

industriel de stockage géologique de déchets nucléaires (CIGEO) à Bure. La procédure est menée par le Ministère de la Transition écologique. L'avis contribue à mettre à jour l'étude d'impact qui fera partie du dossier de demande d'autorisation de création que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) examinera. Pour l'instant, il est prévu que l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) dépose sa demande de création fin 2021.

ad 2) - 4) Une réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire a eu lieu le 2 février 2021, par visioconférence. Lors de cette réunion, la question du centre de stockage à Bure a été abordée. La partie française a passé en revue les développements récents, tandis que la partie luxembourgeoise a demandé à rester informée de la problématique, et insisté pour reproduire ce point à l'ordre du jour des prochaines réunions de la Commission mixte.

Celle-ci se réunit en principe une fois par an et donne un cadre institutionnel aux échanges avec les autorités françaises en matière de sûreté nucléaire. En dehors de ces réunions, les autorités compétentes en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection ont des échanges fréquents au niveau technique, lors desquels les centrales nucléaires et le centre de stockage en région frontalière sont régulièrement évoqués.

Question 3545 (29.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **plan d'aménagement général (PAG) :**

Vill Gebaier gi vum nationalen Denkmalschutz (SSMN) als schützenswäert beurteelt, awer vun de Gemengen net als solch am allgemenge Bebauungsplang (PAG) festgehalen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Bannenminister gär follgend Froe stellen:

1. Am Kader vum Ausschaffe vun den allgemenge Bebauungspläng (PAG) mécht den SSMN eng wëssenschaftlech Beurteelung vun der Bausubstanz an deelt de Gemenge mat, wat fir Gebaier schützenswäert sinn. Dës objektiv Beurteelung baséiert op wëssenschaftleche Fakten. Vill Gemengen ignoréieren awer méi oder manner dësen Avis vum SSMN. Wéi erklläert d'Madamm Minister sech, datt d'Gemenge sech net un déi wëssenschaftlech fundéiert Avisen halen?

2. Wéi steet d'Madamm Minister zu dësem Verhale vun de Gemengen?

3. Ass si gewëllt, déi Situatioun ze verbesseren? Wa jo, wéi?

4. D'Madamm Minister geneemegt reegelméisseg PAPen, bei deenen Haiser ofgerappt ginn, déi no wëssenschaftleche Krittäre vum SSMS als schützenswäert agestuuft sinn. Wat sinn der Madamm Minister hir Grënn, fir dëst ze maachen?

5. Nach ëmmer hunn eng ganz Partie Gemenge kee PAG, obwuel de Ministère scho fënnefmol eng Frist gesat hat, woubäi déi éischt Frist fir 2010 gegollt huet. Am Regierungsprogramm gouf vun den dräi Regierungsparteie festgehalen, datt déi Gemengen, déi Enn 2019 nach kee PAG hunn, penaliséiert ginn. Si bis haut scho Gemengen an deem Kontext bestrooft ginn? Wa jo, wéi vill?

6. Hunn dës Verspéidunge beim Erstelle vun engem allgemenge Bebauungsplang eventuell Auswierkungen op den Erhalt vu schützenswäerte Gebaier?

7. Mat wat fir Moossnamen, a Bezuch op den Denkmalschutz, reagéiert de Banneministère op d'Verspéidung vun engem PAG?

Réponse (01.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Deputéierten erkläert a senger parlamentarescher Fro, datt am Kader vum Ausschaffe vun den allgemenge Bebauungspläng (PAG) „den SSMN eng wëssenschaftlech Beurteelung vun der Bausubstanz" mécht an „deelt de Gemenge mat, wat fir Gebaier schützenswäert sinn". An deem Kontext sief betount, datt d'Erstellung vun engem PAG laut dem iwwerschaffte Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert d'Gemengen- a Stadentwécklung eng Gemengekompetenz ass an och just op Initiativ vum Schäfferot kann ausgeschafft ginn. D'PAGen, déi nach net op dësem Gesetz baséieren, mussen effektiv vun de Gemengen iwwerschafft ginn, eng Aarbecht, déi aktuell nach bei 49 Gemengen amgaangen ass.

Am Kader vun der Elaboratioun vun der Étude préparatoire, déi als Basis déngt fir d'Erstellung vun den neie PAGen, huet effektiv de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) d'Gemenge fachlech ënnerstëtzt, fir een éischten Inventar ze maache vun de Gebaier, déi kommunal schützenswäert sinn. Dës éischt Selektioun vun den erhalenswäerte Gebaier baséiert op de Krittären aus dem Artikel 32 vum groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 iwwert de Contenu vum PAG. Esou sinn zum Beispill d'Authentizitéit, d'Exemplaritéit an d'Raritéit vum Gebai, wéi awer och säin Temoignage fir déi lokal Geschicht wichteg Krittären, fir duerno een eventuelle Schutz vum Gebai duerch de PAG ze justifiéieren.

Bei der Erstellung vun de Virschrëften am PAG ass den zweeten Artikel vum genannte Gesetz vum 19. Juli 2004 applikabel. Dësen Artikel artikuléiert eng ganz Rei vun urbanisteschen Objektiver, déi bei der Erstellung vun engem PAG mussen erfëllt sinn. Zu dësen Objektiver zielen ënner anerem eng harmonesch Entwécklung vun de stätteschen a ländleche Strukturen an eng rationell Baulandnotzung, den Naturschutz wéi och de Schutz vum Patrimoine an eise Lokalitéiten.

De genannten Artikel bedéngt bei der Erstellung vun all PAG oder och nach den Deelbebauungspläng (PAP) ee gesonden Ofweiungsprozess tëschent deene verschiddenen Objektiver. Et ass net méiglech, am Kader vun urbanistesche Projeten all Objektiv zu 100 Prozent gerecht ze ginn, mee et gëllt generell, een nohaltegen Equiliber ze fannen tëschent allen Objektiver. Dee vum Schutz vum Patrimoine ass do keng Ausnam. Och hei gëllt et ofzeweien tëschent dem Schutz vum Patrimoine, der Liewensqualitéit vun de Leit, déi an de betraffene Gebaier wäerte wunnen, an enger landesplaneresch sënnvoller Noverdichtung vun eisen Dierfer a Stied.

Doriwwer eraus sinn ech der Meenung, datt bei all Schutz vun engem Gebai, wat ee relativ groussen Agréff an d'Eegentumsrecht vum Besëtzer vun deem Gebai bedeit, souwuel d'Gemenge wéi och de Staat sech mat der Fro beschäftege mussen, ob d'Plus-value fir d'Allgemengheet, bedéngt duerch de Schutz vum Gebai, an engem gesonde Verhältnis steet zu den urbanistesche Servituden, déi si dem Proprietär vum Gebai operleeën. Dëst si mir eise Biergerinnen a Bierger schëlleg, virun allem wann et sech ëm Gebaier handelt, déi an engem éischter schlechten Zoustand sinn a wou d'Eegentemer net onbedéngt an der Lag sinn, mat gréisseren Investitiounen d'Bausubstanz ze restauréieren, trotz de staatleche Subventiounen, déi am Kontext vu geschützte Gebaier ausbezuelt kënne ginn.

Et sief awer nach betount, datt d'Gemenge generell dës Flicht ganz seriö huelen, an datt och an Zukunft, wann eng Gemeng ee PAG sollt an d'Prozedur ginn, wou keen oder ze wéineg Schutz vum Patrimoine virgesinn ass, dëse PAG net wäert approuvéiert ginn. Ech wëll awer ënnersträichen, datt an den 53 Gemengen, déi hire PAG schonn duerch hunn, iwwer 13.700 Gebaier geschützt goufen. Dat si knapps 78 % vun de Gebaier, déi am Kader vun der Étude préparatoire als schützenswäert erkannt gi sinn, also ier d'Virdeeler an d'Nodeeler vun de Gemengen ofgewie goufen, soudatt d'Ausso vum Deputéierten „Vill Gemengen ignoréieren awer méi oder manner dësen Avis vum SSMN" schwéier novollzéibar ass.

Op d'Behaaptung hin, ech géif reegelméisseg PAPe geneemegen, an deene virgesinn ass, Haiser ofzerappen, déi no wëssenschaftleche Krittäre vum SSMN als schützenswäert agestuuft sinn, sief betount, datt sougenannte PAP „nouveau quartier" an der Reegel fir Terraine gemaach ginn, déi nach guer net bebaut sinn. Falls trotzdeem ee PAP ee Gebai betrëfft, dat am PAG geschützt ass, ass et kloer, datt dëst net duerf ofgerappt ginn an datt och kee PAP ka geneemegt ginn, dee géint de PAG verstéisst.

Et ass awer net méiglech, ee PAP ze refuséieren eleng mam Argument, dëse géif ee Gebai betreffen, dat als schützenswäert erkannt gouf, an de PAG, als hierarchesch iwwergeuerdent Planungsinstrument, dëst awer net esou reglementéiert. Dëse Prinzip ass wichteg, fir de Biergerinnen a Bierger eng gewësse Rechtssécherheet ze garantéieren a fir Situatiounen ze verhënneren, wou eng Persoun opgrond vun de Prescriptioune vum PAG eng Immobilie keeft oder ee Projet plangt an eréischt spéider, am Kader vun der Prozedur vum PAP, nei Oplage kritt, déi fir si net virauszegesi waren.

Betreffend d'Erneierung vun de PAGe mussen nach 14 Gemengen ee sougenannte PAG vun der neier Generatioun an d'Geneemegungsprozedur ginn, an et si 34 Gemengen, déi amgaange sinn, dës Prozedur ze duerchlafen. Hei sief nach emol betount, datt ech entscheet hunn, no véier Verlängerunge vum Delai, fir dës Projeten an d'Prozedur ze ginn, kee Projet de loi méi ze deponéiere fir eng weider Verlängerung vum Delai ze bewëllegen. Et ass mir wichteg, datt all eis Gemenge modern Instrumenter zur Verfügung hunn, an dozou zielt virun allem de PAG, fir eng zäitgeméiss Entwécklung vun eise Stied an Dierfer ze garantéieren. Et ass grondleeënd, datt mir, bei der aktueller Entwécklung vun eisem Land, PAGen hunn déi et erlaben, engersäits nei attraktiv Quartieren ze entwéckele wou déi zukünfteg Awunnerinnen an Awunner, grad ewéi d'Leit, déi ronderëm wunnen, eng héich Liewensqualitéit gebuede kréien. Op der anerer Säit ass et mir awer genausou wichteg, datt duerch d'Instrument vum PAG ee seriöe Schutz vun eisem Patrimoine gemaach gëtt, well dësen et de Biergerinnen a Bierger erlaabt, sech weiderhi mat hirem Quartier, hirer Stad oder hirem Duerf ze identifizéieren. Och dat dréit zur gudder Liewensqualitéit bäi.

Wat „d'Verspéidunge beim Erstelle vun engem allgemenge Bebauungsplang" ugeet, muss een dovun ausgoen, datt eleng d'Tatsaach, datt ech kee Projet de loi op den Instanzewee bruecht hunn, fir de genannten Delai eng weider Kéier ze verlängeren, sécherlech zu enger Beschleunegung vun den Aarbechte bäigedroen huet. D'Sanktioune fir déi Gemengen, déi sech net un den Delai vum 1. November 2019 gehalen hunn, si follgend: Si duerfe bis zu deem Moment, wou de Gemengerot duerch een éischte Vott d'Geneemegungsprozedur vun der Erneierung vum PAG lancéiert, keen neie PAP an d'Prozedur ginn an och keng punktuell Ännerung vun hirem aktuelle PAG méi maachen. Vun dëser Sanktioun sinn aktuell zwielef Gemenge betraff an dës Dispositioune ginn och am Kader vun de betraffene Prozedure kontrolléiert.

Question 3547 (29.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **patrimoine protégé par l'État :**

Am Kader vum héije Wuesstem an der Bautepolitik hunn iwwer déi lescht Joren a Joerzéngte vill Uertschaften hiren historesch gewuessenen Duerfcharakter verluer. Dacks ginn historesch-kulturell wäertvoll Gebaier a Stroossenzich zerstéiert. Am Kader vum Ausschaffe vun den allgemenge Bebauungspläng (PAG) mécht den SSMN eng Beurteelung vun der Bausubstanz an deelt de Gemenge mat, wat fir Gebaier schützenswäert sinn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Dem SSMN no sinn op den 1. Oktober 2020 an 53 Gemengen am Ganze 17.633 Gebaier als schützenswäert beurteelt ginn. Dovu sinn der dann och 13.725 als schützenswäert an de PAG agedroe ginn. Wat rechent d'Madamm Minister, wéini och déi reschtlech Gemengen eng Beurteelung vum SSMN fir hir schützenswäert Gebaier kréien?

2. Wéi vill vun deenen an de leschten zéng Joer vum SSMN als schützenswäert beurteelte Gebaier si mëttlerweil ofgerappt ginn?

3. Verschidde Gemenge kommen den Empfeelunge vum SSMN relativ gutt no a schützen effektiv iwwer 90 % vun de Gebaier oder Monumenter, déi vum SSMN virgeschloe goufen, z. B. d'Gemengen Ell a Bauschelt. Aner Gemenge befollegen déi op wëssenschaftlechen Analyse baséierend Empfeelungen éischter wéineger a schütze manner ewéi 50 % vun deem, wat vum nationalen Denkmalschutzamt virgeschloe gouf, sou z. B. Wolz, Mäertert a Suessem. Schlussliicht ass d'Gemeng Péiteng, wou ganzer 84 % net geschützt goufen. Wéi schätzen d'Madamm Minister an den SSMN d'Denkmalschutzpolitik vun de Gemengen an deem Kontext an? Sinn si zefridde mat der Unzuel u geschützte Gebaier an de Bebauungspläng?

4. Wéi erkläert d'Madamm Minister hei déi grouss Ënnerscheeder bei der Reaktivitéit vun de Gemengen?

5. Wéi reagéiert d'Madamm Minister dorop, wann eng Gemeng wéi Péiteng d'Empfeelunge vum SSMN net befollegt? Ginn et deen Ament aner Méiglechkeeten, déi ergraff ginn, fir Gebaier an där Gemeng ze schützen?

6. Sinn d'Madamm Minister an den SSMN der Meenung, datt de kommunale Schutz iwwert de PAG wierksam genuch ass, fir déi betraffe Gebaier adequat ze schützen?

7. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt duerch dat neit Gesetz d'Gemenge méi Gebaier wäerte schützen an datt déi domat och besser geschützt ginn?

8. Wat gedenkt d'Madamm Minister ze maachen, fir d'Situatioun an de Gemengen ze verbesseren?

Réponse (25.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Vun 2008 bis 2019 war de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) mat all de Gemengen ënnerwee, fir am Kader vun der Étude préparatoire vun hire PAGen e Repérage vum lokal schützenswäerte Patrimoine ze realiséieren. Ronn 27.000 Objete goufen esou reperéiert. D'Beurteelung vum SSMN an dëser Matière ass also schonn zanter e puer Joer ofgeschloss a gouf alle Gemenge matgedeelt. Wéi séier a wéi vill d'Gemengen iwwer hire PAG schützen, dat läit an hiren Hänn. Eleng den Inneministère ka fir de Staat an dëser Matière eng Kontroll ausüben an, le cas échéant, e PAG net guttheeschen.

Vu datt den SSMN net muss informéiert ginn, wéini reperéiert Gebaier ouni kommunale Schutz ofgerappt ginn, ass net gewosst, wéi vill dëser Haiser verschwonne sinn. Eng Rei konnten der gerett ginn, well Bierger Gefore gemellt hunn an doropshin en nationale Schutz ageriicht gouf. Natierlech mussen an deem Fall d'Haiser och de Krittäre vum nationale Schutz entspriechen.

Ganz vill Gemengen hunn e groussen Deel vun deem, wat reperéiert gouf, iwwer hire PAG geschützt. Eenzel Gemengen esouguer bal alles. Leider hunn déi politesch Responsabel vun e puer Gemengen net vill geschützt. Dat kann ee bedaueren, well esou weeder reperéiert Gebaier e Schutz hunn, nach hir Proprietären eng Rechtssécherheet kruten. Effektiv kann d'Gebai, wann et de Krittäre vum nationale Schutz entsprécht, nawell op nationalem Plang geschützt ginn. Dobäi kënnt och nach, datt déi Proprietären, deenen hir Haiser kee Schutz hunn, net kënne vun de staatleche Subsiden a vun de Rotschléi vum SSMN profitéieren, wann um Haus geschafft gëtt. Effektiv kann de Staat bis zu 25 % subventionéieren, wann en adequate kommunale Schutz besteet.

No der Analys vum Projet vum PAG mellt den SSMN der „Commission d'aménagement" am Inneministère, wat eng Gemeng net wëll schützen. Dann ass et un dëser Kommissioun an um Inneminister, fir den Awänn vum SSMN Rechnung ze droen oder de PAG nawell guttzeheeschen.

Am Kader vun der wëssenschaftlecher Inventarisatioun vum national schützenswäerte Patrimoine ginn all d'Gemengen nach eng Kéier vum SSMN opgeschafft. Dësen Inventaire ass viru fënnef Joer lancéiert ginn an ass fir véier Gemengen ofgeschloss (Fiels, Fëschbech, Helperknapp a Miersch). Dës Aarbecht ass vill méi intensiv wéi de Repérage mat de Gemengen. All Gebai, wat en nationalen Interêt huet, fir geschützt ze ginn, gëtt dokumentéiert. Och gëtt fir all Gebai e motivéierten Argumentaire verfaasst, fir kënnen en nationale Schutz anzeleeden.

D'Beispill aus der Fiels weist gutt, wéi vill Haiser fir e kommunale Schutz a Fro kommen a wéi vill fir en nationalen. Eng 220 Gebaier goufe fir de PAG reperéiert an och iwwer dëse Wee geschützt. 67 Objete si mam wëssenschaftlechen Inventaire vum SSMN dokumentéiert ginn a ginn och elo national geschützt. All dës Gebaier hu schonns e kommunale Schutz, mee net all déi kommunal geschützten Haiser verdéngen en nationale Schutz.

Parallel zum wëssenschaftlechen Inventaire gëtt awer och weiderhi landeswäit national geschützt. Zanter 2008 gouf esou d'Zuel vun den national geschützte Gebaier verduebelt, dat obwuel de Staat schonn zanter 1927 schütze kann. Am Moment sinn 1.725 Objeten national geschützt.

D'Quantitéit an d'Qualitéit vum kommunale Schutz hänkt vun all eenzeler Gemeng of. D'Gemengen hunn zanter dem Gemengegesetz vun 1937 déi rechtlech Mëttel, fir wierksamen an adequate kommunalen Denkmalschutz ze maachen.

Iwwregens gesäit d'„Convention de Grenade" vir, datt op all Verwaltungsniveau, wou Denkmalschutz méiglech ass, dësen och muss geschéien, notamment duerch d'PAGen. Dat nennt sech „conservation intégrée", déi d'Erhale vum gebauten Ierwen als essenziellt Zil vum Urbanismus gesäit. Dës Konventioun gouf vu Lëtzebuerg 2016 approuvéiert.

Dat neit Gesetz iwwert den nationalen Denkmalschutz wäert de Gemengen hir Autonomie, hir Kompetenzen an hir Responsabilitéit an dëser Matière a kengster Weis veränneren. Eng Gemeng, déi schütze wëll, wäert et och weiderhi kënnen. An den SSMN wäert och weiderhin all Gemeng bei dëser Aufgab zur Säit stoen, wann si et wëllt.

Question 3550 (01.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **création du poste de secrétaire général de l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) :**

Des tentatives visant à ouvrir de hautes fonctions publiques à des acteurs du secteur privé ont été récemment fortement médiatisées. Parmi ces tentatives comptent trois projets de loi (7662, 7658 et 7708) qui visent à ouvrir des postes de direction dans des établissements publics de l'enseignement.

Déposé en août 2020, le projet de loi n° 7658 par exemple prévoit d'ouvrir l'accès aux postes de direction à des représentants du secteur privé dans trois établissements d'enseignement importants, dont l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN).

Le projet supprimerait entre autres la disposition actuellement applicable selon laquelle le directeur de l'IFEN doit être un fonctionnaire appartenant ou ayant appartenu pendant cinq années au moins « au personnel de la carrière supérieure du service de l'État » et dispenserait pour certains membres du personnel de l'IFEN de la connaissance d'une des trois langues administratives.

Selon les informations de la presse, l'IFEN vient de créer un nouveau poste de secrétaire général, qui a été recruté du secteur privé. Les critères d'admission n'ont été que partiellement remplis.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

2) Quelles sont les raisons pour la création du poste de secrétaire général à l'IFEN ?

3) Selon les informations de la presse, le MEN avait déjà fait un appel à candidatures auparavant mais aucun des candidats ne correspondait au profil recherché.

Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information ? Combien de candidatures ont été soumises lors du premier et du deuxième appel à candidatures ?

4) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le poste a été annoncé sous le statut d'« employé » ?

5) Pour quelles raisons ce poste n'a-t-il pas été annoncé sous le statut de « fonctionnaire » ?

6) Quels étaient les critères d'admission de ce poste ?

7) Le nouveau secrétaire général remplit-il les connaissances linguistiques demandées ?

8) De quelle expérience le nouveau secrétaire général peut-il se prévaloir dans le domaine de l'organisation et le fonctionnement pratique du système scolaire luxembourgeois ?

Réponse (04.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) L'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) a rédigé la description de fonction de « secrétaire général » en juin 2020, selon les modalités définies à l'article 4, alinéa 3 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. La vacance de poste a été publiée sur govjobs.public.lu en juillet et en octobre 2020. La personne recrutée sur le poste en question, selon le régime de l'employé de l'État, occupait jusqu'à son entrée en service à l'IFEN un poste dans le secteur privé. Le recrutement a eu lieu dans le respect des dispositions de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

ad 2) Depuis sa création en 2015, l'IFEN a conçu et mis en place son activité métier telle que définie dans la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, notamment le stage des stagiaires-fonctionnaires, le cycle de formation de début de carrière des employés et la formation continue des personnels de l'éducation nationale. Les missions de l'IFEN ont été élargies par la création du Certificat de formation pédagogique des employés de l'enseignement fondamental (2018) et de l'enseignement secondaire (2019). Le cadre du personnel ainsi que la dotation budgétaire ont évolué en conséquence.

Par ailleurs, il incombe à l'IFEN en tant qu'administration avec sa propre loi-cadre, de mettre en œuvre les dispositions définies pour tout le secteur de la fonction publique relatives au développement professionnel de son personnel, à la cartographie des processus de travail, à la protection des données et à l'archivage. Dans les années passées, ces tâches d'ordre purement administratif étaient assumées en grande partie par les membres de la direction de l'IFEN qui coordonnaient également une partie des activités métier tout en assurant les autres missions de direction. Il est ainsi devenu nécessaire d'adapter le fonctionnement interne de l'IFEN à l'évolution structurelle qu'il a suivie depuis sa création.

La raison d'être du poste de secrétaire général est définie comme suit dans la fiche de fonction : « Conseiller et soutenir la hiérarchie sur le plan organisationnel, développer et adapter des instruments et méthodes dans différents domaines afin d'optimiser le fonctionnement de l'administration et de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques. »

ad 3) - 5) La vacance de poste a été publiée sur govjobs.public.lu en juillet 2020 pour un recrutement aussi bien sous le statut du fonctionnaire de l'État, recrutement interne (une candidature reçue), recrutement sur base de l'examen-concours de l'administration générale (six candidatures reçues) que sous le régime de l'employé de l'État (dix candidatures reçues).

Pour les candidatures reçues pour le statut du fonctionnaire, les dispositions de l'article 5bis du règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État ont été intégralement respectées.

Il s'avère que les rôles et tâches du poste de secrétaire général se situent sur des champs variés : gestion des ressources humaines, gestion financière et gestion administrative. Parmi les candidatures reçues suite à la publication du poste en juillet 2020 ne figurait aucun candidat qui pouvait se prévaloir d'une expérience professionnelle dans les trois champs d'activité visés. La vacance de poste a été publiée sur govjobs.public.lu une deuxième fois en octobre 2020 pour un recrutement sous le régime de l'employé de l'État ; sept candidatures ont été reçues. La direction de l'IFEN espérait, par la deuxième publication du poste, intéresser des personnes avec une expérience professionnelle plus vaste dans les multiples champs d'activité visés.

ad 6) Les critères d'admission à ce poste étaient les suivants :

- diplôme sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master ou équivalent en droit ;

- connaissance des trois langues administratives valables à l'État du Grand-Duché de Luxembourg pour le groupe d'indemnité A1 ;

- être ressortissant d'un État membre de l'Union européenne.

ad 7) Étant donné la haute qualification pour les missions et tâches escomptées de la personne recrutée sur le poste de secrétaire général, celle-ci a bénéficié d'une dispense de la connaissance de la langue luxembourgeoise en application des dispositions de l'article 3, paragraphe 4 de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

ad 8) Vu que les rôles et tâches définis dans la fiche de fonction du poste de secrétaire général sont d'ordre purement administratif, une expérience approfondie dans le domaine de l'organisation et du fonctionnement pratique du système scolaire luxembourgeois n'est pas requise. Voici les rôles et tâches prévus pour ce poste et publiés sur govjobs.public.lu :

« Superviser l'organisation administrative :

- s'assurer du bon fonctionnement des procédures administratives de l'administration (comptabilité, ressources humaines, processus support) ;

- superviser la gestion des infrastructures et de nouveaux locaux (aménagements, équipement, mobilier, maintenance).

Assurer des tâches à caractère juridique :

- participer à la rédaction, à la modification et à la coordination de la législation et réglementation internes (projet de loi, projet de règlement grand-ducal, instruction ministérielle, contrat, conditions générales, etc.) ;

- soutenir la direction sur des questions juridiques (gestion des ressources humaines, droit du travail, droits d'auteur, RGPD, etc.) ;

- garantir le respect des obligations légales de l'administration.

Superviser la gestion des ressources humaines de l'administration :

- assurer le suivi des procédures des ressources humaines (recrutement, départ à la retraite, changement de carrière, organisation des examens de fin de formation spéciale, de carrière, etc.) ;

- garantir la bonne gestion des dossiers du personnel ;

- favoriser la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences.

Participer à la communication de l'administration :

- rédiger des communications institutionnelles (courrier ministériel, réponse à des questions parlementaires, etc.) ;

- rédiger des communications auprès de partenaires et clients (accord, droit de réponse, réclamation, etc.) ;

- relayer et adapter au besoin des éléments de communication à destination du personnel de l'administration (note de service, recommandations, etc.).

Contribuer à l'évolution du dispositif et à la gestion de la qualité :

- veiller au respect des procédures liées à l'exercice de la fonction ;

- contribuer à l'évolution des procédures liées à l'exercice de la fonction. »

Question 3554 (01.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **recommandations de la Police grand-ducale concernant la sécurité en public :**

„Polizei rät Frauen, nachts nicht alleine hinaus zu gehen." Dëst ass en Titel vun engem Artikel aus dem „L'essentiel" vum 30.Januar 2021.

Am Artikel heescht et da weider, datt d'Police de Leit réit, „das Haus nachts nicht alleine zu verlassen", „laut bei Übergriffen zu rufen" a „Provokationen zu ignorieren".

Wann d'Police de Frae réit, nuets d'Haus net méi eleng ze verloossen, muss d'Situatioun jo awer ganz dramatesch sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister:

1. Kann de Minister eis soen, zënter wéini d'Police de Frae réit, nuets net méi eleng aus dem Haus ze goen?

2. Opgrond vu wat fir Virfäll gouf de Frae geroden, nuets net méi eleng aus dem Haus ze goen?

3. Gëllt dëse Rotschlag am ganze Land oder just a vereenzelten Uertschaften a Quartieren?

4. D'Police mécht reegelméisseg Leit, a besonnesch Fraen, déi sech beschwéieren, drop opmierksam, datt si sech nuets net, oder net eleng, an de Stroossen ophale sollen (z. B. Stroossbuerger Strooss, Joseph-Junck-Strooss, Stater Park asw.) Kann de Policeminister eis soen, wéi eng Uertschaften, Quartieren oder Stroossen am Land een aus Sécherheetsgrënn nuets meide sollt?

5. Kann de Policeminister eis soen, aus wat fir Grënn d'Awunner nuets dës Plaze meide sollten an och firwat dëst besonnesch Frae betrëfft?

6. Wéi schätzt de Minister den Ament déi aktuell Situatioun am Hibléck op d'Strofdoten, déi virun allem nuets op Fraen ausgeübt ginn, an?

Réponse (19.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Police huet an dësem Fall keng sou spezifesch Recommandatiounen erausginn. Et handelt sech bei de genannten Aussoen ëm eng Ufro, déi d'Zeitung „L'essentiel" den 30. November 2020 direkt bei der Pressestell vun der Police gestallt huet an och ufanks Dezember op direktem Wee beäntwert krut.

Et huet sech dobäi ëm e ganz spezifesche Phenomeen gehandelt, de „Catcalling - street harassment", deen hei zu Lëtzebuerg net strofbar ass.

D'Police huet doropshin op eng Serie vu generelle Recommandatioune verwisen, déi an engem reng preventiven Esprit par rapport zu Belästegungen oder Gewalt am ëffentleche Raum ze verstoe sinn, an déi sech u Leit adresséieren, déi sech onsécher spieren oder eventuell schonn Affer an der Vergaangenheet vu sou Phenomeener waren. Heibäi handelt et sech ëm allgemenggülteg Verhalensreegelen, wéi se z. B. och a Selbstbehaaptungscourse vermëttelt ginn. Dës Recommandatioune sinn net onofhängeg vuneneen ze gesinn. Et gouf preziséiert, datt dës Rotschléi sech jee no Situatioun kéinten applizéieren. Se sinn also weeder op bestëmmte Situatiounen ugepasst nach op prezis Plazen an adresséiere sech och net just u Fraen. D'Police huet also keng allgemeng Recommandatioun erausginn, datt Fraen nuets net méi eleng sollten erausgoen.

Am Hibléck op d'Strofdoten, déi virun allem nuets op Fraen ausgeübt ginn, do ass et schwiereg, eng generell Aschätzung ze ginn, well dëst och vum Plainteverhalen ofhänkt an et Ënnerscheeder tëschent verschiddene Kategorië vu Strofdote gëtt. Et gëtt awer eng generell Tendenz, datt dës Strofdoten zeréckginn.

Question 3558 (01.02.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **banque pour l'OTAN :**

Aux États-Unis, un « think tank » proche des démocrates a recommandé que l'OTAN se dote d'une banque afin de financer les armées européennes. Il a été conseillé au Président démocrate Joe Biden d'œuvrer à une augmentation des investissements dans les capacités militaires de l'OTAN. À ces fins, l'institution devra donc créer sa propre institution financière.

En 2014, les pays membres s'étaient engagés d'augmenter leur apport vers l'OTAN jusqu'à un seuil minimum de 2 % de leur PIB, ceci par l'augmentation de leurs dépenses de défense. Pendant les dernières années, notamment sous la présidence de Donald Trump, des voix se sont élevées, demandant aux membres européens de financer davantage leur propre défense. Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg s'est exprimé dans une entrevue avec le magazine « Internationale Politik », en disant que les membres européens de l'OTAN doivent continuer d'investir dans leur sécurité collective et augmenter leurs dépenses à ces fins.

Outre la proposition du « think tank » américain, la Chambre des Représentants américaine a voté en 2019 le « NATO Support Act » avec une majorité abondante représentant les deux partis et affirmant le support des autorités américaines pour l'institution transatlantique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Défense :

- Est-ce que le Luxembourg est favorable à un projet de banque pour l'OTAN ?

- Est-ce qu'au niveau du budget, l'instauration d'une telle banque engendrait une augmentation des dépenses de la défense pour le Luxembourg ?

- Quelle serait la répartition des fonds perçus de cette banque ? Est-ce que les pays dans une situation financière désavantageuse seraient favorisés dans la distribution des fonds ?

- Est-ce que les États-Unis contribueraient également aux versements collectifs ?

Réponse commune (25.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

L'idée d'une banque pour l'OTAN, avancée par un « think tank » américain, ne fait pas l'objet de discussions au sein de l'OTAN, que ce soit dans les comités à Bruxelles ou au niveau des ministres des Affaires étrangères et des ministres de la Défense.

Question 3559 (01.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**exactitude du mesurage des radars fixes et mobiles :**

Laut engem „Wort"-Artikel vum 01.02.2021 huet ee Camionschauffeur Klo agereecht, well e mat 71 km/h (74 km/h minus déi 3 km/h Toleranz) geblëtzt gi war. Ouni wëllen an d'Affäre vun der Justiz anzegräifen, goufen am Laf vum Prozess verschidden Informatiounen zu de Radare virgestallt, déi Froen opwerfen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Esou huet de Chauffeur laut Zeitungsartikel Beweiser virgeluecht, dass et beim Modell Poliscan Vitronic an Däitschland zu Feelmoossunge kéim.

Setzt och Lëtzebuerg Modeller vun der Mark Vitronic an?

- Wa jo, wéi vill?

- Wéi eng aner Modeller ginn zu Lëtzebuerg genotzt a wat sinn d'Feelerquoten, déi d'Hiersteller bei de jeeweilege Modeller uginn?

2. Fënnt de Minister, dass d'Toleranzgrenz vun de Radare vun 3 km/h net méi héich misst sinn?

3. De betraffene Radar gouf 2016 installéiert an 2018 nach eemol iwwerpréift. Wéi oft kënnt et zu technesche Kontrolle vun de Radaren duerch d'Société nationale de certification et d'homologation?

4. Huet de Ministère déi technesch Donnéeën zur Genauegkeet vun de Radarmiessungen?

- Sinn dës Donnéeën ëffentlech zougänglech?

- Falls nee, plangt de Ministère, dës ëffentlech ze maachen?

Réponse (03.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Aktuell ginn 63 Apparater vun der Mark Vitronic agesat, opgedeelt op follgend Modeller:

- 50x Vitronic Poliscan F1 HP

- 6x Vitronic Poliscan FM1

- 7x Vitronic Poliscan M1 HP.

Fir déi an Däitschland néideg Zouloossung duerch d'„Physikalisch-Technische Bundesanstalt" (PTB) fir Apparater fir Vitessmoossungen ze kréien, op déi sech och déi National Gesellschaft fir d'Zertifizéierung an d'Homologatioun (SNCH) baséiert, däerf bei der Verkéiersmiessungsfeelgrenz d'Iwwerschreidungswarscheinlechkeet net méi héich si wéi 0,00003 %. Laut Hiersteller sinn déi dräi Modeller awer nach däitlech méi prezis.

ad 2. Bei deenen 3 km/h respektiv 3 % handelt et sech ëm de Wäert, deen am modifizéierte grousshezogleche Reglement (RGD) vum 2. August 2002 „concernant les modalités d'utilisation, d'homologation et de contrôle des appareils de contrôle capables à détecter des infractions relatives à la législation routière conformément à loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques" festgeluecht gouf an deen och an anere Länner esou applizéiert gëtt fir Vitessmoossungen.

ad 3. Esou wéi am modifizéierte RGD vum 2. August 2002 festgeluecht, ginn déi aktuell Geräter, no der initialer Kontroll duerch d'SNCH, déi virun dem A-Betrib-Huelen obligatoresch ass, no zwee Joer iwwerpréift. No dëser éischter Iwwerpréiwung muss eng weider Kontroll no zwee Joer gemaach ginn. Ab da muss dës Préiwung all Joer duerch d'SNCH duerchgefouert ginn.

ad 4. Déi technesch Daten zur Genauegkeet vun all de Radarmiessunge ginn net ofgespäichert a sinn dofir och net accessibel.

Question 3562 (02.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Liichtmëssdag :**

Haut ass Liichtmëssdag. All Joer um 2. Februar ginn d'Kanner zu Lëtzebuerg mat hire Liichtebengelcher duerch d'Stroossen a gi vun Haus zu Haus bei d'Leit. D'Kanner sangen de „Léiwer Herrgottsblieschen" an erwaarde sech dofir Schneekereien.

Mat Bedauere stellen ech fest, datt dës flott Traditioun an de leschte Joren ëmmer méi an de Vergiess geroden ass. D'Kannergruppe ginn ëmmer méi kleng an aus verschiddenen Uertschaften héiert een, dass d'Kanner guer net méi liichte ginn.

Zanter 2010 steet d'lechternacher Sprangpressessioun op der Lëscht vum immaterielle Weltkulturierwe vun der Unesco. 2020 ass z. B. d'Spille vum franséische Juegdhar op d'Lëscht derbäikomm - fir Frankräich, d'Belsch, Italien an och fir Lëtzebuerg.

An deem Kader géif ech der Madamm Kulturminister gäre follgend Froe stellen:

- Ass d'Madamm Minister sech bewosst, datt Liichtmëssdag an änlech Traditioune riskéieren ze verschwannen?

- Gesäit d'Madamm Minister en Notzen doranner, de Liichtmëssdag oder änlech Bräich an Traditioune schützen ze loossen? Wat sinn d'Argumenter vun der Madamm Minister?

- Wier et eventuell méiglech, eng Demande ze maachen, datt Liichtmëssdag - esou wéi d'lechternacher Sprangpressessioun - op d'Lëscht vum immaterielle Weltkulturierwe vun der Unesco opgeholl gëtt?

- Wa jo, wat wier d'Prozedur, fir dee Brauch esou schützen ze loossen?

- Wier d'Ministesch bereet, esou eng Prozedur an d'Weeër ze leeden?

- Wat fir aner Traditiounen a Bräich huet d'Ministesch wëlles, schützen ze loossen?

Réponse (25.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Liichtmëssdag an änlech Traditioune gi vun der Unesco als liewegt oder „immateriellt" Kulturierwe bezeechent. D'Unesco-Konventioun fir d'Erhale vum immaterielle Kulturierwe vun 2003 geet dobäi vu follgender Feststellung aus: « Les processus de mondialisation et de transformation sociale […] font […] peser de graves menaces de dégradation, de disparition et de destruction sur le patrimoine culturel immatériel, en particulier du fait du manque de moyens de sauvegarde de celui-ci ». Och wann déi konkreet Entwécklung schwéier anzeschätzen ass, sinn ech mir dach bewosst, datt Liichtmëssdag an änlech Traditiounen, esouwéi mir se kennen, riskéieren ze verschwannen an hunn aus dëser Ursaach am Gesetzesprojet iwwert d'Kulturierwen (Dossier parlementaire n° 7473) e ganzt Kapitel fir d'Erhale vum immaterielle Kulturierwe virgesinn.

Och den Notze vum liewege Kulturierwe gëtt vun der Unesco-Konventioun bei hirer Definitioun ganz kloer erläutert: « Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. » (art. 2) Dës lieweg Traditioune sinn e wichtege Faktor vu sozialem Zesummenhalt a Resilienz och grad a Krisenzäiten. Mee eebe well se lieweg sinn a sech stänneg de Gegeebenheeten upassen, geneesou wéi d'Mënschen, déi se praktizéieren, kënnen esou Bräich net am legal-technesche Sënn vum Wuert „geschützt" ginn. Duerch d'Aschreiwen op en nationalen Inventar - an an Ausnamefäll op d'Unesco-Representativlëscht - engagéieren sech de Vertragsstaat zesumme mat den Trägergemeinschafte vun der entspriechender Traditioun, hiert immateriellt Kulturierwen esou gutt et geet um Liewen ze halen an un aner Leit a Generatioune weiderzevermëttelen. Dofir schwätzt d'Unesco bei de liewegen Traditiounen eeben net vu „schützen" (duerch de Staat), mee vun „erhalen" duerch d'Leit selwer mat Hëllef vum Staat. Zousätzlech op d'Unesco-Representativlëscht kënnt ee Brauch dann och nëmmen, wa ka bewise ginn, datt esou eng Aschreiwung der ganzer Welt en Notze bréngt, ouni datt domadder awer e „Schutz" duerch d'Unesco selwer verbonne wier.

Näischt verbitt a priori, bei der Unesco eng Demande eranzereechen, fir Liichtmëssdag op d'Representativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet opzehuelen. D'Grondviraussetzung dofir ass, datt déi Leit, déi hei am Land liichte ginn - déi sougenannten „Trägergemeinschaften" - esou eng Kandidatur ausdrécklech wëllen a selwer entspriechend aktiv bei dëser Kandidatur matmaachen. Da muss awer och der Unesco kënne bewise ginn, wat fir si an déi aner Vertragsstaaten vun der Konventioun esou eng Aschreiwung vu Liichtmëssdag géif bréngen. Well Liichtmëssdag och a séllegen anere Länner op der Welt gefeiert gëtt, muss kloer erausgeschafft ginn, wat d'Spezifizitéite vum Liichtegoen zu Lëtzebuerg sinn. An engems muss gekuckt ginn, ob et an anere Länner, ugefaange bei eisen Noperen, net en änleche Brauch wéi eist Liichtegoe fir Liichtmëss gëtt. An deem Fall misst een sech nämlech iwwerleeën, eng multinational Aschreiwung an d'A ze faassen, zesumme mat alle Länner, wou d'Kanner fir Liichtmëssdag liichte ginn.

Fir kënnen eng Ufro fir d'Unesco-Representativlëscht ze maachen, muss den entspriechende Brauch fir d'éischt emol op engem nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwen opgeholl sinn. Dëst Aschreiwen op en nationalen Inventar muss, geneesou wéi d'Kandidatur fir op d'Unesco-Representativlëscht, op ausdréckleche Wonsch an an enger Zesummenaarbecht mat deene Leit geschéien, déi dee Brauch als hiert Kulturierwen ugesinn, e selwer praktizéieren an en och un aner Leit weidervermëttele wëllen. Da muss dee Brauch awer och de Krittäre vun der Unesco-Konventioun entspriechen, a fir d'Aschreiwung op d'Representativlëscht, den entspriechenden Unesco-Usprëch.

Dofir gëtt am leschtgenannte Fall och de consultativen Avis vun der nationaler Unesco-Kommissioun geholl, éier de Kulturministère d'Entscheedung hëlt, e Brauch op den nationalen Inventar anzeschreiwen an doriwwer eraus eng Kandidatur fir d'Unesco-Representativlëscht ze stellen. Am entspriechende Fall gëtt dann den ausgefëllte Kandidatursdossier mat allen Ënnerlagen, zu deenen och e Film gehéiert, vum Lëtzebuerger Delegéierte bei der Unesco zu Paräis deposéiert. Am Fall vun enger multinationaler Kandidatur mussen all déi concernéiert Länner déi Prozedur zesummen duerchféieren. D'Unesco préift dann den Dossier a leet en dem Tëscheregierungskommitee fir d'Erhale vum immaterielle Kulturierwe vir, deen eemol am Joer zesummekënnt. Dëse Kommitee hëlt da seng Entscheedung op Avis vun engem onofhängege Préifungsorgan. Tëschent dem Areeche vun der Kandidatur an der Entscheedung vun der Unesco verginn, wann alles gutt geet, quasi zwee Joer.

Ech si gäre bereet, esou eng Prozedur an d'Weeër ze leeden. Dofir brauch ech eng entspriechend Ufro vun deene Leit hei am Land, déi d'Liichtegoen als hiert Kulturierwen ugesinn, et praktizéieren a weiderginn, an déi bereet sinn, bei esou enger Unesco-Kandidatur aktiv matzemaachen.

Dat Nämmlecht gëllt och fir all déi aner Bräich an Traditiounen hei am Land, déi zu eisem liewege Kulturierwe gehéieren an et dofir verdéngen, erhalen ze ginn. Och hei sinn ech gäre bereet, den Trägergemeinschafte beim Erhale vun hirem Kulturierwen ze hëllefen, insofern déi dat wëllen.

Question 3566 (02.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **nom des arrêts du tram :**

Et ass flott, datt bis elo eng Rei vu Tramsstatiounen e lëtzebuergeschen Numm kruten, bei deenen neie Statiounen ass dat awer net virgesinn. D'Nimm vun den Tramsstatiounen hunn eng grouss Symbolkraaft fir eis Sprooch an hëllefen, se ze promouvéieren. Verschidden Nimm sinn nëmmen op Franséisch (z. B. Place de Metz a Gare centrale), anerer sinn och op Lëtzebuergesch (z. B. Paräisser Plaz, Place de Paris), awer an eiser drëtter Amtssprooch, dem Däitschen, ass keng Statioun.

Dofir wollt ech dës Froen dem Här Mobilitéitsminister stellen:

1. Wien sicht d'Nimm eraus a wien entscheet, wéi eng Nimm geholl ginn?

2. Firwat gëtt et, sproochlech gesinn, keng eenheetlech Manéier fir d'Statiounen ze benennen?

3. Firwat si verschidde Statioune just op Franséisch an net op Lëtzebuergesch (z. B. Gare centrale kéint ee jo op Lëtzebuergesch Zentralgare oder Haaptgare oder Stater Gare nennen)?

4. Firwat gëtt elo, fir d'Statiounen ze benennen, déi franséisch Sprooch benotzt an net och déi däitsch, obwuel béid Sprooche gläichberechtegt administrativ Sprooche vun eisem Staat sinn?

5. Wier et net originell a wichteg, fir all d'Nimm vun de Statiounen och op Lëtzebuergesch ze maachen?

6. Dëst gëllt natierlech besonnesch elo fir déi zukünfteg Statiounen. (Et fënnt ee Kaarten, wou d'Nimm scho vermierkt sinn: 1. Hippodrome, 2. Lycée Bonnevoie, 3. Scillas, 4. Howald, 5. Lycée Vauban, 6. Ban de Gasperich, 7. Cloche d'Or.) Sinn dës Nimm, déi alleguer op Franséisch sinn an net op Lëtzebuergesch, schonn definitiv?

7. Ass de Minister net och der Meenung, datt een, wéi scho virdrun erkläert, de Statiounen och kéint lëtzebuergesch Nimm ginn? (Déi dann z. B. kéinte sinn: 1. Rennbunn (Rue de l'hippodrome ass d'Rennbunnstrooss op Lëtzebuergesch), 2. Bouneweger Lycée, 3. Minesbësch oder Rangwee (amplaz Scillas), 4. Houwald, 5. Lycée Vauban, 6. Gaasperecher Bann, 7. Stadion.)

Réponse (18.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Tramslinn huet aktuell 15 Statiounen, dovunner fënnef multimodal Plattformen.

Um Plateau vum Kierchbierg sinn dat:

- Pafendall-Rout Bréck,
- Philharmonie-Mudam,
- Europaparlament/Parlement européen,
- Coque,
- Universitéit,
- Nationalbibliothéik/Bibliothèque nationale,
- Alphonse Weicker,
- Luxexpo.

Am Zentrum sinn dat:

- Stäreplaz/Étoile,
- Faïencerie,
- Theater,
- Hamilius,
- Place de Metz,
- Paräisser Plaz/Place de Paris,
- Gare Centrale.

An der Zäit vun den Etüden an den Aarbechten un der Tramslinn hunn d'Statiounen technesch Nimm, déi virun der Ouverture vun de verschiddenen Tronçonen duerch nei Nimm ersat ginn, dëst an enker Ofstëmmung mat de politesche Responsabele vun de concernéierte Gemengen. Déi Arrêten, déi also nach net gebaut sinn, wéi beispillsweis „Hippodrome" oder „Ban de Gasperich", sinn am Moment Aarbechtstitelen.

D'Nimm vun de Statioune sollen als éischt emol fir de Benotzer vum Tram liicht ze verhale sinn.

Si baséieren op enger geografescher Logik mat Referenz op Plazen, Gebaier a Stroosse ronderëm d'Statiounen.

Et war awer och wichteg, Nimm zréckzebehalen, déi eng Relatioun mat der Geschicht an der Kultur hunn. Dobäi sollt d'Lëtzebuerger Sprooch valoriséiert ginn. Et gouf och dorop opgepasst, datt d'Nimm vun de Statiounen an den dräi offiziellen Amtssprooche gutt verständlech sinn.

Sou ginn déi topografesch Nimm am Alldag net systematesch op Lëtzebuergesch benotzt, esou wéi zum Beispill bei der Statioun „Place de Metz". Am Prinzip schwätzt hei kee vun der „Metzer Plaz".

Bei der multimodaler Plattform „Gare Centrale" gouf en allgemengen Numm geholl, dee fir esou vill wéi méiglech Leit verständlech soll sinn, ob fir Residenten, Frontalieren oder Touristen. Et ass doriwwer eraus och wichteg, datt ee „Gare Centrale" vun den anere Garen ënnerscheede kann, wéi zum Beispill d'Gare um Houwald. Den Numm „Zentralgare" gëtt awer net op Lëtzebuergesch benotzt.

All Statiounen nëmme lëtzebuergesch oder franséisch Nimm ze ginn wier sécherlech eenheetlech, awer net am Sënn vun der Verständlechkeet. Eis geografesch Bezeechnungen oder Nimm vu Plaze sinn ee schéint Spigelbild vun eiser Méisproochegkeet a sollen et och bleiwen.

Question 3570 (03.02.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **armes à sous-munitions :**

Ganz Stied ginn a Länner wéi Syrien, Irak oder Jemen duerch den Asaz vun Explosivwaffen zerstéiert. Zu deene fuerchtbaarsten Explosivwaffe gehéieren d'Streebommen. Déi humanitär Follge vun esou Attacke sinn dacks gravéierend. D'Konventioun vun Oslo vun 2008, déi och vu Lëtzebuerg ratifizéiert gouf, huet sech zum Zil gesat, den Asaz vu Streebommen (armes à sous-munitions) op internationalem Plang ze verbidden.

Leider ass et esou, datt zu deene Länner, déi dës Konventioun nach net ratifizéiert hunn, och déi zwee wichteg NATO-Länner, nämlech d'USA an d'Tierkei, gehéieren.

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Arméiminister an un den Här Bausseminister:

1. Ënnerhëlt déi Lëtzebuerger Regierung Beméiungen, fir aner Staaten dozou ze motivéieren, fir den Asaz vu Streebommen ze verbidden an déi Osloer Konventioun vun 2008 ze ratifizéieren?

2. Ënnerstëtzt déi Lëtzebuerger Regierung déi international diplomatesch Efforten, déi zënter dem Akraafttriede vun der Osloer Konventioun 2010 ënnerholl ginn, fir de Gebrauch vu Streebommen, besonnesch och där mat groussem Wierkungsradius, a bevëlkerte Gebidder ze stoppen?

3. Ënnerstëtzt d'Regierung Initiativen, déi zum Zil hunn, den Affer vun esou Attacken ze hëllefen? Ass ugeduecht, fir dem zukünftege Lëtzebuerger Militärspidol och déi Méiglechkeet ze ginn, Affer vu Streebommen ze versuergen?

4. Ass Lëtzebuerg bereet, den Deminage vu Regioune berodend, materiell a finanziell ze ënnerstëtzen, an deene Streebomme benotzt goufen?

Réponse commune (26.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. + 2. Lëtzebuerg huet d'Osloer Konventioun iwwer Streebommen (Convention sur les armes à sous-munitions) 2008 ënnerschriwwen an 2009 ratifizéiert. Domat si mer ee vun 110 Memberstaate vun dëser Konventioun. 13 Länner hunn iwwerdeems d'Konventioun ënnerschriwwen, awer nach net ratifizéiert. Zu deene Länner, déi guer net ënnerschriwwen hunn, gehéieren effektiv eng Rei vun eisen Alliéierten, mee och Länner wéi Russland, China an den Iran.

Lëtzebuerg ass als Memberstaat vun dëser Konventioun natierlech staark dorun interesséiert, dass dës soll universell ënnerschriwwen an adoptéiert ginn. Lëtzebuerg finanzéiert a senger nationaler Kapazitéit, mee och mat der Hëllef vun der EU, Programmer fir ënner anerem den Deminage, d'Educatioun iwwer Risiken, d'Hëllef fir d'Affer oder eeben och nach d'Promotioun vun deene jeeweilege Konventiounen. Well net explodéiert Sprengsätz aus Streebommen am Endeffekt eng ganz änlech Problematik wéi Landminnen duerstellen, ginn dës Aktiounen Hand an Hand mat eiser Ënnerstëtzung fir d'Ottawa Konventioun iwwert de Verbuet vu Landminnen.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt also d'international Efforten, fir géint den Asaz vu Streebommen a Landminne virzegoen, dat souwuel op diplomateschem wéi op finanziellem Plang.

D'Konventioun verbitt, Streebommen ze benotzen, ze entwéckelen, ze produzéieren, ze beschafen oder op direkt oder indirekt Manéier ze lageren, ze konservéieren oder iergendengem ze transferéieren. Si verbitt des Weideren, Aktivitéiten ze ënnerstëtzen, ze encouragéieren oder ze incitéieren, déi géint d'Konventioun verstoussen. Eist Gesetz vum 4. Juni 2009, mat deem d'Osloer Konventioun hei zu Lëtzebuerg approuvéiert gouf, geet da souguer e Schrëtt méi wäit wéi d'Konventioun selwer. Den Artikel 3 vun dësem Gesetz verbitt och nach de bewosste Finanzement vun dëse Waffen.

Wat de Gebrauch vu Streebommen a bevëlkerte Gebidder betrëfft, esou bedeelegt Lëtzebuerg sech un den internationalen Efforten, fir eng politesch Deklaratioun auszeschaffen, déi genau op dës Problematik soll opmierksam maachen. Dës Efforten hunn am Hierscht 2019 ënner éisträichesch-iresch Leedung opgrond vun engem Opruff vum Generalsekretär vun der UNO, dem António Guterres, ugefaangen. An deem Kontext huet déi Lëtzebuerger Regierung och eng rezent Etüd vun Handicap International finanzéiert, déi sech mat dëser Problematik auserneesetzt. D'Etüd, déi am Mee 2020 publizéiert gouf, dréit den Titel „Death Sentence to Civilians: The Long-Term Impact of Explosive Weapons in Populated Areas in Yemen".

ad 3. + 4. De Regierungsrot huet den 23. Juli 2020 beschloss, eng Étude de faisabilité fir e „Pufferspidol" vum Tipp „Major Incident Hospital" (MIH) ze lancéieren. Zil vum MIH ass, sanitäre Katastrophe standzehalen an eng optimal Akutversuergung fir zivill a militäresch Patienten ze garantéieren. En MIH muss an der Lag sinn, d'Akutversuergung vun Affer vu ballisteschen Traumaen, y compris wa se duerch Streebomme verursaacht goufen, ze garantéieren.

Säit 2015 ënnerstëtzt Lëtzebuerg och, iwwert d'Direktioun vun der Defense, de United Nations Mine Action Service (UNMAS) a säin Deminageprogramm am Irak fir Territoiren, déi vum Islamesche Staat/Daech (IS) befreit goufen. Virum Ausmooss an der Problematik vun net explodéierte Sprengsätz, déi vum IS zréckgelooss goufen, war a bleift dëse Programm wichteg fir e Retour vun der Zivillbevëlkerung. Dëst ass och eng wichteg Kontributioun zur Restabiliséierung vum Irak. D'Kontributioun vun 2020 war op Héicht vu 700.000 Euro a Lëtzebuerg wäert och 2021 UNMAS weider ënnerstëtzen.

Iwwert déi konkreet Ënnerstëtzung vun UNMAS am Irak eraus ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'UNMAS politesch an alle relevanten Instanzen an och finanziell, konsequent, säit der Grënnung 1997. D'UNMAS huet ganz konkreet d'Depollutioun vun net explodéierte Sprengsätz aus Streebommen a bevëlkerte Gebidder an hirem Mandat. 90 % vun de Gebidder a 25 Länner (Libanon a Laos z. B.), an deene sech net explodéiert Sprengsätz aus Streebomme befonnt hunn, konnten duerch den Deminage vun der UNMAS sécher un d'Zivillbevëlkerung zréckgoen.

Zudeem ënnerstëtzt eis Kooperatioun scho säit Joren den Unexploded Ordnance (UXO) Clearance Program vum Entwécklungsprogramm vun de Vereenten Natiounen (PNUD) am Laos. Dëse Programm ënnerstëtzt d'Entsuergung vun net explodéierte Sprengsätz, d'Formatioun an d'Ausstattung vun Entsuergungsekippen, souwéi Kommunikatiounscampagnen iwwert d'Risiken an d'Bedroungen, déi net explodéiert Sprengsätz fir d'Bevëlkerung representéieren. Déi momentan Phas vun 2017 bis 2021 ënnerstëtzt d'Kooperatioun an Héicht vu 600.000 Euro.

Question 3586 (05.02.2021) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **sécurité des piétons à Luxembourg-ville :**

À la suite de la publication d'un audit très critique de 2015 sur la sécurité des piétons dans la capitale, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Mobilité et de la Sécurité intérieure :

1) Sachant que selon le Statec s'appuyant sur les chiffres fournis par la police [Regards 22 (11/2019)], le nombre d'accidents de la circulation impliquant des piétons a augmenté de 23 % entre 2009 et 2018 et que 95 % de ces accidents ont eu lieu en milieu urbain, la plupart dans les cantons de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il nous dire quelle proportion de ces accidents ont eu lieu sur le territoire de la ville de Luxembourg ?

2) Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure dispose-t-il de chiffres pour les années 2019 et 2020, tant pour l'ensemble du pays que pour sa capitale ?

3) Sachant que 86 % des victimes ont été heurtées par un véhicule de tourisme (contre 8 % par des camionnettes et 6 % par des bus), Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure dispose-t-il de chiffres indiquant la proportion de SUV impliqués dans de tels accidents ? Dans l'affirmative, quelle est la typologie des accidents (notamment s'agissant de la trajectoire et de la gravité des séquelles pour les victimes) provoqués par ces véhicules ?

4) Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il nous indiquer le nombre et la proportion des contrôles de vitesse effectuées par la police en milieu urbain en 2019 et en 2020 ?

5) Sachant que 83 % des accidents en question ont eu lieu dans des rues où la vitesse maximale autorisée était limitée à 50 km/h contre seulement 11 % en zone 30, Monsieur le Ministre de la Mobilité ne juge-t-il pas nécessaire d'instaurer de manière plus systématique des zones 30 en milieu urbain, y compris sur des axes majeurs situés dans l'hypercentre des villes (p. ex. le bd Royal et le bd Roosevelt à Luxembourg), voire d'amender l'art. 139 du Code de la route dans le sens d'une réduction générale de la vitesse maximale autorisée en milieu urbain ?

6) Quelles sont les autres mesures décidées et discutées par Messieurs les Ministres (au niveau gouvernemental ou avec les communes) pour améliorer la sécurité des piétons en milieu urbain ?

Réponse commune (03.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Tout en faisant observer que les données pour l'année 2020 ne sont pas encore disponibles, il ressort des chiffres retenus par le Statec, sur base des données fournies par la Police grand-ducale, que le nombre confondu des piétons accidentés légèrement, gravement ou décédés à Luxembourg-ville s'étend d'environ un quart en 2016 (23 %) jusqu'à presque un tiers en 2019 (31 %). À noter qu'à Luxembourg-ville, mis à part de 2017, aucun piéton n'est devenu victime d'un accident fatal.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les statistiques relevées pour l'ensemble des accidents survenus sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg font constater que les proportions susmentionnées restent similaires en ce qui concerne les accidents légers ou graves.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Des données statistiques relatives aux véhicules du type SUV impliqués dans des accidents routiers ne sont pas disponibles, étant donné qu'il n'existe pas de définition technique sans équivoque pour ce type de véhicule et, par conséquent, la saisie effectuée sur les lieux de l'accident se limite aux catégories de véhicules tels qu'ils sont prévus dans le Code de la route sur base de la législation européenne en la matière.

Dans ce contexte, il y a lieu de souligner que dans le cadre des contrôles effectués par la Police grand-ducale, les outils statistiques en relation avec le système de gestion des interventions à disposition ne permettent pas d'opérer un tri sur l'objectif principal du contrôle de circulation, notamment les excès de vitesse, la vérification des documents de bord, le contrôle de l'éclairage, etc.

La Police grand-ducale a effectué en 2019 environ 19.300 et en 2020 environ 22.400 contrôles de la circulation. Plus du tiers de ces contrôles s'est effectué en milieu urbain.

L'article 139 du Code de la route stipule en effet que la vitesse maximale autorisée est de 130 km/h sur les autoroutes, de 90 km/h à l'extérieur des agglomérations et de 50 km/h à l'intérieur des agglomérations. Toutefois, en fonction des catégories de véhicules, des conditions météorologiques, ou encore des travaux routiers, des limitations de vitesse dérogatoires peuvent être applicables.

Dans un objectif d'apaiser le trafic, particulièrement pour les usagers de la route vulnérables, ce même article prévoit déjà à ce stade d'autres échelons de limitation de la vitesse qui permettent la diminution de cette vitesse à 30 km/h, voire à 20 km/h.

Cependant, pour assurer la protection des cyclistes et des piétons, il est impératif que chaque mise en place d'une limitation de la vitesse plus modérée aille de pair avec un concept intelligible pour tous les usagers et une infrastructure appropriée de la voie publique.

En ce sens, des lignes directrices en vue de l'intégration de zones d'apaisement du trafic sur la voirie communale dans la hiérarchie routière ont été élaborées par la Commission de circulation de l'État de concert avec les communes, l'Administration des ponts et chaussées, la Police grand-ducale ainsi que tous les autres acteurs en matière de sécurité routière. Il en ressort liminairement qu'il faut éviter de donner aux usagers un faux sentiment de sécurité par une mesure purement règlementaire.

Quant à la voirie étatique, il a été introduit la possibilité de réduire la vitesse maximale autorisée à l'intérieur des agglomérations à 30 km/h, voire à 20 km/h, sur demande des administrations communales. Un groupe de travail a été créé pour la gestion de ces demandes et a pour mission d'examiner les conditions de la circulation automobile et pédestre et d'analyser les opportunités urbanistiques avec les responsables de la commune en question aux fins d'apaiser le trafic.

Question 3590 (08.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **femmes au sein des conseils d'administration :**

Am „Tageblatt" konnt een den 2. Februar liesen, datt haut knapp 41 % vun de Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun ëffentlechen Ariichtunge Frae sinn.

An deem Kontext wéilt ech d'Madamm Minister fir d'Gläichstellung tëscht Fraen a Männer gär froen:

1. Wéi vill Sëtz maachen 100 % vun de Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun ëffentlechen Ariichtungen aus?

2. Ginn et Persounen, déi gläichzäiteg an e puer Verwaltungsréit sëtzen?

3. Wéi vill verschidde männlech Persounen hunn e Sëtz als Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun ëffentlechen Ariichtungen?

4. Wéi vill verschidde weiblech Persounen hunn e Sëtz als Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun ëffentlechen Ariichtungen?

Réponse (03.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Eng vun de Prioritéite vun der Regierung ass et, eng equilibréiert Opdeelung tëschent de Geschlechter an de Verwaltungsréit ze schafen an de Betriber aus dem ëffentleche wéi aus dem private Wirtschaftssecteur.

An deem Kontext ass et wichteg, ze ënnersträichen, dass d'Regierung schonn an der Vergaangenheet systematesch fir eng equilibréiert Representatioun vu Fraen a Männer um Niveau vun den Entscheedungsorganer an den ëffentlechen Institutiounen an an de Societéiten, an deenen de Staat Aktionär ass, agetrueden ass.

Et sinn ënnerschiddlech Mesuren, déi zu engem nohaltegen Equiliber tëschent de Geschlechter bäidroen.

D'Frae si staark ënnerrepresentéiert. Esou weisen d'Zuelen, déi vum Wirtschaftsministère publizéiert ginn, dass d'Verwaltungsréit vun den ëffentlechen Ariichtungen, an deenen de Staat vertrueden ass, 41,19 % Fraen zielen, d'Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass, 31,14 %.

De Ministère ënnerstëtzt d'Betriber an hiren Demarchen, fir d'Egalitéit an hirer Betribskultur ze integréieren.

Fir dem Argument „mir fanne keng Fraen" entgéintzewierken, ënnerstëtzt d'Regierung zanter Joren d'Plattform „Female Board Pool".

Et handelt sech heibäi ëm en Netzwierk vu Fraen, déi eng Formatioun als Member hunn.

D'Iddi vun dësem Reseau ass, de Prozentsaz vu kompetenten an engagéierte Fraen an de Verwaltungsréit vun de Betriber an den ëffentlechen a privaten Institutioune substanziell an d'Luucht ze dreiwen an den Equiliber tëschent Fraen a Männer an de Verwaltungsréit ze erhéijen.

Dësen Projet erméiglecht, disponibel Kompetenzen a Capacitéite siichtbar ze maachen, een nohaltege Reseau ze schafen an nei Kontakter opzebauen, déi fir de Betrib respektiv fir d'Institutioun wäertvoll kënne sinn.

De Programm vun den Actions positives ass sécher och en nennenswäerten Outil, deen eng héich Zuel vu Betriber an de leschte Jore begleet huet, fir op fräiwëlleger Basis Moossnamen ze huelen, déi den Equiliber tëschent Fraen a Männer an den Entscheedungsgremie verbessere sollen.

D'equilibréiert Opdeelung tëschent de Geschlechter an de Verwaltungsréit ass dann och eng vun de ville Mesuren aus dem Nationalen Aktiounsplang fir eng Gläichstellung tëschent de Fraen an de Männer, wou d'Regierung nach eng besser Representatioun vun de Geschlechter ustrieft, dank engem Monitoring, dee vum Ministère fir Wirtschaft entwéckelt gouf.

Deemno goufen et an den ëffentlechen Ariichtungen op den 1. Januar 2021 299 Posten.

Et gi Persounen, déi gläichzäiteg an e puer Verwaltungsréit sëtzen.

Et sinn 130 verschidde Männer, déi e Sëtz als Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun ëffentlechen Ariichtungen hunn.

Et sinn 110 verschidde Fraen, déi e Sëtz als Staatsvertriederin a Verwaltungsréit vun ëffentlechen Ariichtungen hunn.

Question 3592 (08.02.2021) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant les **huissiers de justice :**

Les huissiers de justice en tant qu'officiers ministériels sont seuls habilités à procéder à l'exécution forcée des décisions de justice ou des actes ou titres en forme exécutoire. Selon le projet « EJE » (Exécution judiciaire en Europe), le devoir général d'information, de soin et de diligence s'applique également à l'égard du débiteur puisque l'huissier de justice est le garant des droits du destinataire, notamment en matière de signification.

L'article 719 du Nouveau Code de procédure civile dispose que « toute saisie-exécution sera précédée d'un commandement à la personne ou au domicile du débiteur, fait au moins un jour avant la saisie, et contenant notification du titre, s'il n'a déjà été notifié ».

Récemment, un cas s'est produit où un huissier de justice s'est présenté au domicile d'une personne privée qui était absente. L'officier ministériel a procédé à coller un autocollant à l'extérieur de la boîte aux lettres le long du trottoir. L'information y inscrite notait que l'huissier soussigné s'était présenté au domicile de la personne afin de procéder à un procès-verbal de saisie-exécution. La personne visée était alors avisée que l'huissier allait retourner dans les prochains jours. En cas d'une nouvelle absence, la note mentionnait que la porte serait ouverte par un serrurier et les frais y occasionnés seraient à la charge de l'habitant du domicile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant de cette pratique de certains huissiers de notifier les débiteurs de leur visite par autocollant à l'extérieur de la boîte à lettres au vu et au su de tout le monde ?

- Est-ce que Madame la Ministre considère cette démarche comme étant dans le respect et la protection de la vie privée des débiteurs ?

- Est-ce que Madame la Ministre considère que les autocollants sont d'un format opportun pour la transmission de significations ?

- Est-ce que Madame la Ministre considère cette pratique comme étant dans le respect du secret des lettres ?

- Dans la négative, quelles suites Madame la Ministre entend-elle donner à cette manière de procéder ?

Réponse (23.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Cette question reprend en partie les éléments de réponse donnés à la question parlementaire n° 3177 du 19 novembre 2020 de l'honorable Député Marc Goergen.

En ce qui concerne cette pratique invoquée, la Chambre des huissiers de justice confirme que cela a été appliqué dans certains cas. Cette démarche intervient souvent comme dernière étape lorsque le débiteur n'a pas donné suite à plusieurs demandes de l'huissier de justice.

Il faut rappeler que l'huissier intervient en principe après le prononcé d'un jugement de condamnation coulé en force de chose jugée.

Suivant les informations reçues de la part de la Chambre des huissiers, ceux des huissiers de justice ayant recours aux pratiques décrites par Monsieur le Député Guy Arendt ne le font que si le débiteur n'a pas réagi à des demandes antérieures qui lui ont été adressées.

La façon de procéder appliquée est la plupart du temps motivée par le souhait d'éviter - à tout un chacun - un passage forcé dans le domicile du débiteur (l'huissier de justice avec l'aide d'un serrurier, accompagné de la Police).

L'huissier de justice, avant d'agir, met en balance les intérêts tant de la partie créancière poursuivante que de la partie débitrice.

Étant donné qu'aucune donnée nominative ne figure sur l'autocollant, il n'y a pas de violation de la protection des données ni du secret des lettres.

Question 3596 (09.02.2021) de **MM. Jean-Paul Schaaf** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant l'**abolition du service mobile palliatif du Centre Hospitalier du Nord :**

Depuis 1999, le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) exploite un projet d'hospitalisation à domicile pour les patients en phase palliative. Ce qui a commencé comme projet pilote a toujours été largement soutenu par tous les acteurs du secteur hospitalier et par les Gouvernements successifs.

Une centaine de patients sont suivis annuellement par le personnel soignant et les médecins du CHdN dans la région Nord du pays. La disponibilité médicale est garantie en arrière-plan, le personnel du service partage les expériences hospitalières et extrahospitalières, la gestion du dossier médical et l'usage des médicaments morphiniques (antalgie à domicile par pompes morphiniques) sont assurés à tout moment, si bien que la pérennité de l'actuelle prise en charge ne semblait jamais mise en doute.

Le service respecte l'article 1er de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, qui précise que « pour les personnes soignées à domicile ou en institution d'aides et de soins, la collaboration étroite avec un hôpital est assurée ».

Cependant, l'hospitalisation à domicile pour les personnes en fin de vie n'est pas prévue dans la loi hospitalière. La Caisse nationale de santé semble avoir récemment déclaré de ne plus vouloir financer cette activité hospitalière en milieu extrahospitalier.

Toute intervention à domicile devrait relever d'un organisme de soins à domicile dans le cadre d'une convention avec le Ministère de la Famille.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Les ministres peuvent-ils confirmer ces informations qui nous reviennent ?

- Les ministres sont-ils prêts à entamer une réflexion profonde sur la prise en charge extrahospitalière en soins palliatifs par du personnel affecté à un hôpital ainsi que par les services des réseaux de soins pour dresser le bilan des activités et complémentarités respectives et proposer des améliorations éventuelles ?

- En attendant les conclusions de ce bilan, le Ministre de la Sécurité sociale soutient-il la continuité des soins palliatifs à domicile du CHdN pratiqué depuis 21 ans ?

- Madame la Ministre de la Santé est-elle prête à envisager de permettre aux hôpitaux de traiter certaines pathologies bien définies de leurs patients à domicile, ceci dans le but de rehausser le confort des patients, de réduire l'occupation des lits hospitaliers tout en garantissant la sécurité des patients, la continuité des soins et de garantir la passerelle entre les deux milieux ?

Réponse commune (22.02.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Tel que précisé dans la réponse à la question parlementaire urgente n° 3591 déposée par l'honorable Député Jeff Engelen en date du 8 février 2021, le service proposé par le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) constitue en fait un projet pilote qui a été créé afin de garantir la meilleure prise en charge possible au domicile des assurés nécessitant des soins palliatifs.

Le concept à la base du projet ayant fait ses preuves, une adaptation du règlement grand-ducal du 22 novembre 2016 arrêtant la nomenclature des actes et services en matière de soins palliatifs pris en charge par l'assurance maladie avait été réalisée pour pouvoir étendre ce concept au niveau national. Ainsi, le forfait journalier « FSP2 - Forfait journalier de prise en charge des patients en soins palliatifs maintenus à domicile » a été introduit dans la nomenclature en plus du forfait journalier pour les patients en soins palliatifs séjournant dans les établissements d'aide et de soins visés respective-

ment aux articles 390 et 391 du Code de la sécurité sociale (forfait FSP1).

L'article 1er, alinéa 1er dudit règlement grand-ducal, dispose que « les actes et services prestés dans le domaine des soins palliatifs et qui sont dispensés par les prestataires visés à l'article 61, alinéa 2, sous 12) du Code de la sécurité sociale ne peuvent être pris en charge par une des institutions de tableau annexé au présent règlement et qui en fait partie intégrante ».

L'article 61, alinéa 2, point 12 du Code de la sécurité sociale prévoit qu'il est conclu une convention distincte « concernant les soins palliatifs, pour les réseaux d'aides et de soins, les établissements d'aides et de soins visés respectivement aux articles 389 à 391 ».

La convention en matière de soins palliatifs conclue entre la Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins (COPAS) et la Caisse nationale de santé (CNS) prévoit à l'article 2 que cette convention s'applique aux réseaux d'aides et de soins visés à l'article 389 du Code de la sécurité sociale et aux établissements d'aides et de soins visés aux articles 390 et 391 dudit Code, « ce pour autant qu'ils disposent des agréments nécessaires, qu'ils aient conclu un contrat d'aides et de soins en application de l'article 388bis du Code de la sécurité sociale et que les actes professionnels dispensés dans le cadre de la législation et de la réglementation sur les soins palliatifs soient accomplis au Grand-Duché de Luxembourg ».

De plus, il convient de soulever qu'en vertu de l'article 350, paragraphe 10 du Code de la sécurité sociale, la personne bénéficiaire de soins palliatifs a droit aux prestations prévues par l'assurance dépendance, à l'exception des adaptations de son logement visées à l'article 356, paragraphe 2 dudit Code.

L'article 350, paragraphe 10 du Code de la sécurité sociale dispose que « les aides et soins dans les domaines des actes essentiels de la vie fournis par les prestataires visés aux articles 389 à 391 sont pris en charge suivant un forfait correspondant à sept cent quatre-vingt minutes de besoins en aides et soins. Les autres prestations auxquelles a droit la personne bénéficiaire de soins palliatifs sont prises en charge dans les limites prévues aux articles 353, 357 et 358. Le règlement grand-ducal visé à l'article 356, paragraphes 1er et 3 définit les conditions et les modalités suivant lesquelles les aides techniques sont prises en charge pour les personnes bénéficiaires de soins palliatifs ».

Le « service mobile » proposé par le CHdN est actuellement financé par l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier. Néanmoins, la loi hospitalière du 8 mars 2018 ne prévoit pas la création d'un tel « service mobile ». Ainsi, les frais pour ce service ne peuvent plus être financés par l'enveloppe budgétaire globale. Ceci a été précisé dans les négociations budgétaires entre les services de la CNS et du CHdN pour les années 2021 et 2022.

Néanmoins, et tel que déjà annoncé dans la réponse à la question parlementaire n° 3591, les services de la CNS et du CHdN ont eu des échanges afin de trouver une solution adéquate pour le « service mobile » du CHdN et qui ont abouti à un accord entre la CNS et le CHdN. Celui-ci prévoit que le CHdN crée ou s'associe à terme à un réseau d'aide et de soins à domicile au sens de l'article 389 du Code de la sécurité sociale. Les relations avec la CNS seraient dès lors régies par la convention visée à l'article 61, alinéa 2, point 12 du Code de la sécurité sociale et les activités relevant de l'assurance dépendance seraient régies par la convention visée à l'article 388bis du Code de la sécurité sociale. Ceci permettra de respecter le cadre légal, réglementaire et conventionnel existant.

Néanmoins, vu que la mise en place d'une telle structure demande un certain temps, l'accord prévoit que le « service mobile » continuera à être budgétisé en 2021 et ne serait débudgétisé qu'à partir de 2022 afin d'assurer la transition.

Plus largement, et concernant le « traitement de certaines pathologies […] à domicile » mentionné dans la question parlementaire des honorables Députés, il s'agit d'un des points discutés au sein du Gesondheetsdësch avec les principales parties prenantes afin d'assurer une meilleure continuité des soins et une meilleure complémentarité entre les milieux hospitalier et extrahospitalier.

Question 3600 (09.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accessibilité du large scale testing pour les personnes en situation de handicap :**

D'Regierung wëllt esou vill vun eise Biergerinnen a Bierger wéi méiglech en Zougang zum Large-Scale-Testing ubidden a schéckt dofir a reegelméissegen Ofstänn Invitatioune fir Covid-19-Tester eraus.

Persounen, déi opgrond vun engem Handicap oder enger Krankheet net mat engem eegenen Auto fueren an och net vum ëffentlechen Transport profitéiere kënnen, hunn am Alldag d'Méiglechkeet den Adapto ze huelen. Dëse Service féiert d'Leit awer net an de Large-Scale-Test, well dëst aus hygieenesche Grënn ofgeleent gëtt.

Fir Mënschen, déi op den Adapto ugewise sinn a keng aner Méiglechkeet hunn, fir mobill ze sinn, bedeit dat, dass si net um Large-Scale-Testing deelhuele kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass der Madamm Ministesch bekannt, dass den Adapto net ka genotzt ginn, fir um Large-Scale-Testing deelzehuelen?

2. Wat sinn déi genee Grënn derfir, dass den Adapto Persounen net an de Large-Scale-Test féiert?

3. Wéi eng Alternative bitt d'Regierung Persounen, déi ouni den Adapto net mobill sinn?

Réponse commune (26.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Busse vum Adapto sinn tatsächlech am Hierscht 2020 net an d'Centres de dépistage fir de Large-Scale-Testing gefuer.

ad 2. Dëst hat zwou Ursaachen:

- et huet eng gewëssen Onsécherheet bestanen, wat déi sanitär Sécherheet vum Buschauffer an och den anere Passagéier ugaangen ass;

- et goufen Hürden um Niveau vun der Organisatioun, well d'Reservéierungsplattform vum Adapto et technesch net zouléisst, eng Aart Circuit ze fueren, wou de Passagéier net op enger Tëschendestinatioun erausklëmmt.

No engem Echange tëschent dem Mobilitéits- a Gesondheetsministère huet den zoustännege Service vum MMTP dunn de 5. Februar 2021 schréftlech confirméiert, dass d'Centres de dépistage mat „effet immédiat" fir de Large-Scale-Testing mam Adapto ugefuer kéinte ginn. De Werdegang gesäit vir, dass déi betraffe Persoune fir hir Reservatioun mussen an d'Mobilitéitszentral uruffen. Eng Onlinereservatioun oder eng Reservatioun via Applikatioun ass aus follgende Grënn net méiglech:

- D'Reservatiounsplattform brauch d'Indikatioun vu jeeweils enger Start- an Destinatiounsadress, déi sech eng vun där anerer ënnerscheeden a vun der Kartografie vum Logiciel erfaasst kënne ginn (Geoportail an HERE WeGo). Et muss also en Aller an e Retour gebucht ginn; eng „gebündelt" Reservatioun vun engem Trajet mat Stopp op enger Plaz ouni Ausstig ass net planbar. De System kennt ausserdeem net d'Méiglechkeet vun enger Waardezäit op enger Plaz mat enger Persoun u Bord, déi net géif erausklammen.

- Bei den zwou eenzelne Reservatiounen (Aller a Retour), déi mussen am System hannerluecht sinn, riskéiert den Algorithmus vum Logiciel, fir de Retour een anert Gefier anzesetzen, och wann den Zäitraum tëschent den zwou Faarte ganz knapps wier. Et ass awer ze garantéieren, dass déi gefouert Persoun d'Gefier net verloosse bzw. wiessele muss.

- Et muss och garantéiert sinn, dass sech keng aner Persounen am Gefier befannen. De Logiciel ass konzipéiert, fir méi Persoune pro Gefier ze regruppéieren, wat an dësem Fall onbedéngt evitéiert muss ginn, fir net déi aner Passagéier och waarden ze dinn. D'Funktioun vum „Private Ride", also dass de betraffene Passagéier eleng transportéiert gëtt, ass méiglech, muss awer am Backoffice vun der Mobilitéitszentral aktivéiert ginn a kann net einfach vum Client erausgesicht ginn.

- Schlussendlech gëtt och esou vermeit, dass sech gréisser Verspéidungen optiermen, déi en Impakt op d'Reservatioun vum nächste Client hätten.

ad 3. D'Statioune fir d'Tester sinn alles Plazen, déi mam ëffentlechen Transport erreechbar sinn, souguer gréisstendeels op Parkinge vum P&R. Esou dierften d'Leit domat kee Problem hunn, sech op eng Statioun ze deplacéieren. Alternativ dozou misste se sech privat oder mam Taxi arrangéieren.

Question 3604 (10.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**enseignement de l'histoire luxembourgeoise au sein de l'Université du Luxembourg :**

Zënter dem 1. Oktober 2017 gëtt et op der Universitéit Lëtzebuerg kee Léierstull méi fir Lëtzebuerger Geschicht. Iwwert déi genee Grënn, déi zu dëser Entscheedung gefouert hunn, kann ee just spekuléieren, mee gewosst ass, dass se an akadeemesche Kreesser am Ausland op Onverständnes gestouss ass.

De leschten Inhaber vun dësem Léierstull weist an engem Zeitungsartikel drop hin, dass dës Decisioun, déi vun der Uni Lëtzebuerg autonom geholl gouf, bei der Regierung jiddefalls net op Bedauere gestouss ass, obschonns déi Entscheedung wuel kaum mam Konzept vum Nation Branding am Aklang steet an een negativen Impakt op d'Fuerschung iwwert d'Lëtzebuerger Geschicht, awer och op d'Visibilitéit vun dëser Fuerschung kéint hunn.

An dësem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung:

1. Kann den Här Minister erklären, firwat et op der Universitéit Lëtzebuerg kee Léierstull fir Lëtzebuerger Geschicht méi gëtt?

2. Weess d'Regierung, a wat fir engem Kontext d'Universitéit Lëtzebuerg d'Entscheedung getraff huet, fir dee Léierstull ofzeschafen? Waren dat budgetär Iwwerleeungen?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, dass esou e Léierstull ubruecht wier, fir d'Lëtzebuerger Geschicht besser ze erfuerschen an och bei de Studenten ze promouvéieren?

4. Weess d'Regierung, ob d'Universitéit Lëtzebuerg drun denkt, fir dëse Léierstull an nächster Zäit nei ze besetzen?

Réponse (03.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Fir d'éischt kann een emol bemierken, dass de Professer Michel Pauly, deem säi Posten hei viséiert ass, vun 2017 bis 2020 als Professeur senior op der Universitéit Lëtzebuerg weider enseignéiert a gefuerscht huet.

Dat, wat am ernimmten Zeitungsartikel steet, entsprécht nëmmen zum Deel der Realitéit. Dem Professer Pauly säi Posten ass net direkt an der Fakultéit fir Humanwëssenschaften ersat ginn, mee am nei gegrënnten interdisziplinären Zentrum fir Digital- an Zäitgeschicht vun der Universitéit Lëtzebuerg - dat bedeit, dass de Posten duerchaus remplacéiert ginn ass. De Conseil de gouvernance vun der Universitéit Lëtzebuerg huet am Mee 2018 e Posten am Beräich vun der transnationaler Lëtzebuerger Geschicht approuvéiert. D'Zuel vun de Kandidature wor extreem reduzéiert, soudass de Posten nach eng Kéier ausgeschriwwe gouf fir transnational Zäitgeschicht mat engem Akzent op der Lëtzebuerger Geschicht.

De Conseil de gouvernance vun der Universitéit Lëtzebuerg, op Basis vun enger Lëscht vun der Rekrutementskommissioun, huet am September 2019 d'Decisioun geholl, fir d'Madamm Machteld Venken als Professer ze engagéieren am Domän vun der transnationaler Zäitgeschicht. Et ass och virgesinn, dass d'Professer Venken sech an der Fakultéit fir Humanwëssenschaften engagéiert, andeems se Coursen hält am Bachelor in European Cultures an am Master in European Contemporary History a gläichzäiteg bei der Ausbildung vun Doktorande matschafft.

Zousätzlech kann ee bemierken, dass de Professer Pauly souguer gewëssermoossen eng zweete Kéier ersat gouf, respektiv dass een zousätzleche Posten als Professer fir neizäitlech Geschicht (Histoire des temps modernes) an der Fakultéit fir Humanwëssenschaften am Oktober 2019 vum Conseil de gouvernance vun der Universitéit Lëtzebuerg approuvéiert gouf. D'Rekrutementsprozedur ass d'ganzt Joer 2020 gelaf, an et ass am Februar 2021 vum Conseil de gouvernance vun der Universitéit Lëtzebuerg decidéiert ginn, fir d'Madamm Monique Weis als Professer ze engagéieren.

Et kann een och ervirhiewen, dass d'Regierung säit 2015, mat der Grënnung vum interdisziplinären Zentrum fir Digital- an Zäitgeschicht op der Uni Lëtzebuerg, esou vill Budget wéi nach ni zur Verfügung stellt fir d'Fuerschung am Beräich Geschicht an och Lëtzebuerger Geschicht. Den Departement Lëtzebuerger Zäitgeschicht vum interdisziplinären Zentrum fir Digital- an Zäitgeschicht op der Uni Lëtzebuerg, ënnert der Leedung vum Professer Scuto, beschäftegt mëttlerweil eng ronn 20 Mataarbechter, déi déi politesch, wirtschaftlech, kulturell a sozial Lëtzebuerger Geschicht vum 20. an 21. Joerhonnert erfuerschen.

Question 3607 (10.02.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **droit d'accès du Service de renseignement de l'État à certains documents :**

D'Personalvertriedung vum SREL ass virun e puer Deeg mat enger Pressematdeelung (communiqué concernant la réforme du régime de la protection des pièces classifiées) un d'Éffentlechkeet getrueden, an deem si, ënner anerem, op eng Rei vu Faiten higewisen huet, déi kéinte Sécherheetsproblemer duerstelle respektiv wou Lëtzebuerg seng international Obligatiounen am Sécherheetsberäich net géif respektéieren.

Wéi sensibel esou Froe sinn, bei deenen d'Kredibilitéit an den internationale Ruff vun eisem Land um Spill stinn, gesi mir jo ëmmer nees am Kontext vun esou Diskussiounen, wéi si zum Beispill ronderëm eis Finanzplaz gefouert ginn.

Den Accès zu Informatiounen, déi fir eis Diplomatie, eis Sécherheet an eis Ekonomie extreem wichteg sinn, z. B. am Kader vun der NATO, der EU, der ESA an esou weider, däerfe mir kengesfalls op d'Spill setzen.

Der genannter Personaldelegatioun no, ass ee Kritär an deenen internationale Konventiounen, déi mir an deem Beräich ofgeschloss hunn, datt de SREL oder d'ANS, déi mat den Habilitatiounsenquêtë chargéiert sinn, mussen Zougang zu der „partie documentaire" vun de Policefichieren hunn, fir déi virgeschriwwe Kontrolle kënnen ze maachen. No Ausso vun der Personalvertriedung ass dat zënter 2016 awer net méi de Fall.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Premierminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Staatsminister dat confirméieren? Ass et korrekt, datt zënter 2016, de SREL net den néidegen Accès op d'Policedatebank (partie documentaire) huet, fir d'Enquêtes de sécurité konform zum „accord de sécurité" vun der NATO duerchzeféieren?

2. Wa jo, ass d'Regierung sech bewosst, datt dëst net kompatibel mat eisen internationalen Obligatiounen ass?

3. Ass d'NATO iwwert déi Ännerung an eiser Legislatioun informéiert ginn?

4. Ass den Netzougang zu der „partie documentaire" vum Policefichier scho bei NATO-Inspektiounen thematiséiert ginn? Wéini war déi lescht Inspektioun an deem Sënn?

5. Kann d'Regierung garantéieren, datt an Zukunft all international Sécherheetsobligatiounen agehale ginn, fir datt den Zougang vu Lëtzebuerg zu klassifizéierten Informatiounen net op d'Spill gesat gëtt?

Réponse (25.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. D'Autorité nationale de sécurité (ANS) ass responsabel, fir d'Enquêtes de sécurité am Kader vun den Habilitatiounsprozeduren auszeféieren. Déi Enquêtë baséiere sech op d'Gesetz vum 15. Juni 2004 (loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité), dat a senger drëtter Sektioun (Artikelen 21 bis 26) iwwert d'Enquête de sécurité handelt.

Den Artikel 22 vum Gesetz vun 2004 garantéiert der ANS en direkten Accès zu den Datebanken, déi am Artikel 4 vum Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert de SRE (loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du SRE) gereegelt war, a mam neie Gesetz vum 5. Juli 2016 iwwert d'Reorganisatioun vum SRE (loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du SRE) ass den direkten Accès op eng Rei Datebanken am Artikel 10 Paragraf 2 virgesinn.

Bezüglech der ANS hirem Accès op d'Policedatebanke garantéiert d'Gesetz vun 2004 (Punkt b. vum Artikel 22) deen nämmlechten direkten Accès wéi d'Gesetz vun 2016 (Punkt h. vum Artikel 10 Paragraf 2) op d'„partie ‚recherche' de la banque de données nominatives de police générale".

Den direkten Accès op d'„partie documentaire" ass an deenen zwee Texter net virgesinn.

D'Gesetz vun 2016 gesäit also an deem Kontext keng Ännerung an der Legislatioun par rapport zum Gesetz vun 2004 vir.

ad 2. D'Habilitatiounsprozedur - an déi associéiert Sécherheetskontrollen -, déi op der Basis vum Gesetz vum 15. Juni 2004 ausgefouert gëtt, respektéiert déi international Reegelen, déi de Kader virginn, nämlech um Niveau vun der EU d'Décision du Conseil du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne, d'NATO-Direktiven zur Informatiounssécherheet an den Accord sur la sécurité des informations entre les parties au Traité de l'Atlantique Nord avec ses annexes 1, 2 et 3, dee Lëtzebuerg de 14. Juli 1998 ënnerschriwwen huet an duerch d'Gesetz vum 15. Juni 2004 approuvéiert gouf.

Et ass och ze ënnersträichen, dass d'NATO-Direktive just „end requirements" virgesinn (nämlech Loyautéit, Integritéit an Diskretioun) a kengem Land direkt a prezis Reegelen imposéieren, fir dës ze erreechen.

ad 3. Wéi ënnert der Fro 1 erkläert, huet d'Legislatioun vun 2016 keng Ännerung am Kontext Accès zu Policedatebanke mat sech bruecht.

ad 4. Déi lescht NATO-Inspektioun war vum 19. - 21. Juni 2019.

Wärend der NATO-Inspektioun goufen den 19. Juni 2019, ënner anerem, d'Gesetz vum 15. Juni 2004, d'Gesetz vum 5. Juli 2016 an de Gesetzesprojet Nr.°6961 traitéiert.

D'NATO huet keng Kommentaren oder Recommandatiounen zum Zougang zu den Datebanke formuléiert.

Wat de legale Kader betrëfft, hunn déi Inspektiounen d'Intentioun vun de lëtzebuergeschen Autoritéiten, fir d'Gesetz vun 2004 ze moderniséieren, begréisst.

ad 5. Wéi schonn ënnert der Fro 2 erkläert, kann d'Regierung garantéieren, dass d'Habilitatiounsprozedur - an déi associéiert Sécherheetskontrollen -, déi op der Basis vum Gesetz vum 15. Juni 2004 ausgefouert gëtt, déi international Reegelen, déi de Kader virginn, respektéieren.

Déi reegelméisseg Sécherheetsinspektioune vun der EU a vun der NATO déngen dozou, fir déi respektiv national Reegelen ze iwwerpréiwen a gegeebenefalls Verbesserungsvirschléi ze maachen.

An deem Kontext ass et och wichteg, op den Artikel 7 vum Arrêté grand-ducal vum 9. Mee 2018 „portant fixation de la gouvernance en matière de gestion de la sécurité de l'information" ze referéieren, dee virgesäit:

« Les principes et les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne s'appliquent mutatis mutandis à chaque fois qu'aucune disposition n'existe au niveau national pour la sécurité des informations classifiées nationales. »

Question 3626 (12.02.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **légalisation du cannabis récréatif :**

Am Kader vun der geplangter Legaliséierung vum rekreative Cannabis schafft mëttlerweil säit zwee Joer en Aarbechtsgrupp vu Leit aus dem Gesondheetsministère an dem Justizministère un de grousse Achse vum Text an awer och um ganze Volet vun der Preventioun, der Sucht an der Educatioun, déi domat anhier ginn. An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un d'Madamm Justizminister stellen:

1. Wéi wäit ass den Aarbechtsgrupp mat sengen Aarbechten? Ginn et éischt Konklusiounen?

2. Sinn d'Police an d'Justizautoritéiten och an den Aarbechte vum Groupe de travail mat agebonne resp. si se ëm Avis gefrot ginn?

3. Wann nee, firwat net?

Réponse commune (25.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'Regierung strieft eng adequat, zäitgeméiss a léisungsorientéiert Reglementéierung vum wäitverbreete Cannabiskonsum fir net medezinesch Zwecker zu Lëtzebuerg un. D'Haaptzil vun der Reglementéierung ass et, fir d'Gesondheet vun de Mënschen, déi mat Cannabis a Kontakt kommen, beschtméiglech ze schützen, souwéi d'Konsumente vum Schwaarzmaart fortzehalen an domat och dee Maart fir d'organiséiert Kriminalitéit manner interessant ze maachen.

D'Aarbechten, fir e Projet de concept auszeschaffen, deen der komplexer Erausfuerderung gerecht muss ginn, sinn nach net ofgeschloss.

An deem Kontext hunn intensiv interministeriell Echangë stattfonnt an eng grouss Zuel vu Kontakter hu stattfonnt, fir esou vill Erfarungswäerter a Recommandatioune wéi méiglech an den nationale Konzeptentworf kënne mat afléissen ze loossen.

Deen Entworf, deen, wéi gesot, aktuell nach an Ausaarbechtung ass, konnt iwwert dee Wee completéiert an optimiséiert ginn. D'Echangen um nationale Plang an och mat deene betraffenen Acteure ginn och kontinuéierlech weidergefouert.

An deem Kader goufen och punktuell Retoure vum Ministère de la Sécurité intérieure, vun der Police a vun de Justizautoritéiten ageholl, souwéi dat och weiderhin de Fall wäert sinn.

Question 3633 (12.02.2021) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **situation au Myanmar :**

Depuis le 4 février, des dizaines de milliers de personnes se rassemblent à travers le Myanmar pour dénoncer le coup d'État militaire du 1er février, qui a mis un terme à une transition démocratique de dix ans avec l'arrestation d'Aung San Suu Kyi ainsi que d'autres dirigeants de la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Depuis, plus de 200 personnes incluant des députés ont été interpellées et l'armée a brandi la menace de représailles à l'encontre de manifestations pro-démocratiques/antidictature. L'escalade de la violence contre les manifestations et la censure mise en place par l'armée ont été condamnées internationalement.

Le Grand-Duché, à travers sa coopération au développement et son action humanitaire, soutient le Myanmar en ce moment avec deux projets bilatéraux de développement dans le domaine du tourisme et dans le domaine rural ainsi que des projets sur l'État de droit et un appui sur la sécurité alimentaire, s'ajoutant également à ces derniers le soutien de quatre ONG luxembourgeoises.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Le ministre peut-il m'informer si cette situation difficile aura ou a déjà eu des conséquences sur ces projets ?

- Le Gouvernement peut-il me dire si le personnel sur place dans le contexte de ces projets est en sécurité ?

- En présence d'une dictature au Myanmar, le ministre pense-t-il poursuivre les projets gouvernementaux ?

Réponse (16.02.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

En réponse à la question posée par l'honorable Député, je tiens, en premier lieu, à renvoyer à la réponse donnée le 5 février 2021 par le Ministre des Affaires étrangères et européennes et moi-même à la question parlementaire urgente n° 3552 de l'honorable Député Gusty Graas au sujet du coup d'État au Myanmar.

Dans cette réponse, nous avions indiqué que « [q]uelques jours seulement après les événements du 1er février, il est difficile d'évaluer l'impact du coup d'État sur les projets de la coopération luxembourgeoise au Myanmar. Les véritables conséquences ne seront probablement connues que dans les semaines, voire dans les mois à venir.

La coopération luxembourgeoise n'effectue pas d'appui budgétaire direct au Gouvernement du Myanmar, mais soutient des programmes qui bénéficient directement à la population. En ce qui concerne l'exécution des deux projets de coopération au Myanmar qui sont actuellement mis en œuvre par l'agence Lux-Development, ils ne sont, à ce stade, pas affectés directement par la situation et peuvent être poursuivis. Le premier projet concerne l'appui à la formation hôtelière à Yangon. Le second projet concerne le développement rural et l'assistance aux populations les plus démunies dans les districts isolés de l'État du Shan qui se situe dans une région pour l'instant moins affectée par le coup d'État.

Le Luxembourg figure aussi parmi les principaux partenaires financiers du projet MyConstitution mis en œuvre au Myanmar par l'organisation internationale International IDEA (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale). Ce projet vise à soutenir le parlement du Myanmar dans ses efforts pour établir un cadre constitutionnel favorisant une paix et une démocratie stables et inclusives. Les derniers développements constituent malheureusement un revers pour la démocratie fragile au Myanmar. Ils ont fortement perturbé le travail de notre partenaire qui s'efforce désormais d'adapter ses plans de travail à la situation.

La priorité pour la coopération luxembourgeoise dans l'immédiat est d'assurer la sécurité et le bien-être de son personnel. À cette fin, nous suivons de près l'évolution de la situation et sommes en communication permanente avec nos collègues sur le terrain. »

Tout comme les autres donateurs, le Luxembourg n'envisage à ce stade pas de mettre un terme à des projets qui bénéficient directement à la population. Cette réponse reste donc toujours pertinente.

Il en va de même pour la question relative à la sécurité du personnel sur place. Ainsi, nous avions indiqué que « [t]ous les agents et coopérants de l'agence Lux-Development vont bien et sont en sécurité. Parmi les quatre agents internationaux de l'agence Lux-Development qui sont actuellement en mission au Myanmar, une seule est ressortissante luxembourgeoise. Dans le cadre de son obligation de diligence envers son personnel, l'agence a mis en œuvre des mesures de sécurité pour l'intégralité du personnel des projets en cours. Dans une première phase, ces mesures incluent notamment le travail à domicile, la suspension des missions de terrain et le renforcement de la communication et de l'échange d'informations. Des mesures supplémentaires pourront être prises en fonction de l'évolution de la situation. »

En second lieu, pour ce qui est des ONG actives au Myanmar en matière de coopération au développement et d'action humanitaire et qui bénéficient d'un cofinancement de la part de la coopération luxembourgeoise, d'après les informations dont nous disposons actuellement, leur personnel serait en sécurité. En ce qui concerne leurs projets, certains seraient en suspens à ce stade en attendant l'évolution de la situation sur place alors que d'autres n'auraient pas encore été interrompus.

Question 3644 (15.02.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **cambriolages :**

Am Communiqué vun der Police zur „Campagne anti-cambriolage 2020-2021" steet ze liesen, dass d'Abrëch a bewunnten Haiser vun Oktober 2020 bis Januar 2021 par rapport zur Vergläichsperiod 2019/2020 ëm 200 Fäll erofgaange sinn, vun iwwer 600 op ronn 400. Parallell dozou sinn d'Abrochsversich awer vun 240 op 450 eropgaangen.

Wann ee sech d'Statistik vun Abrëch an Abrochsversich zesummen ukuckt, ass d'Situatioun quasi onverännert. Mam Ënnerscheed, dass déi 200 Fäll, an deenen d'Brigangen net an d'Haus erakomm sinn, elo bei den Tentative stinn. Opgrond vun der Tatsaach, dass d'Leit duerch d'Covid-19-Mesurë generell méi doheem sinn, ass den Abrochbilan vun der Police awer net gutt.

An an der Hallschent vun de Fäll - Abrëch an Abrochsversich - gouf probéiert, duerch d'Garage oder duerch de Keller an d'Haus eranzekommen, eng Virgoensweis, déi virun allem um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg zimmlech heefeg ass, wéi d'Police weider schreift.

Am Kontext vun dësem Bilan erlaben ech mir, follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet ze stellen:

1. Wat sinn d'Ursaachen, dass d'Abrochsversich ëm dat Duebelt eropgaange sinn?

2. A wéi enger Frequenz par rapport zur selwechter Period 2019/2020 si vun der Police tëscht Oktober 2020 a Januar 2021 Patrulle gefuer ginn?

3. Wéi hu sech déi zousätzlech Aufgabe vun der Police am Kader vum Couvre-feu op déi regulär Anti-cambriolage-Patrullen ausgewierkt?

4. Wéi eng Mesurë si geplangt, fir dass d'Zuel vun den Abrëch an Abrochsversich net nach weider eropgeet?

5. Wa gewosst ass, dass a 50 Prozent vun de Fäll duerch Garagen oder Kelleren agebrach gëtt, wéi wierkt sech dat op d'Statistik vun de geklauten Autoen aus?

6. A wéi vill Fäll dovu kann ee vun engem Homejacking schwätzen?

7. Wann déi Abrochsmethod duerch Garagen a Kelleren an der Stad Lëtzebuerg besonnesch populär ass, wéi eng Quartiere si besonnesch betraff a wat ass d'Strategie vun der Police, fir géint dee Phenomeen virzegoen?

8. Wéi deele sech d'Abrëch an d'Abrochsversich geografesch op? Wéi ass d'Relatioun tëscht der Stad Lëtzebuerg an dem Rescht vum Land?

9. D'Policegewerkschaft SNPGL nennt de pluriannuelle Rekrutéierungsplang vun der Regierung „illusoresch". Et wier net realistesch ze mengen, dass schonn d'nächst Joer 200 zousätzlech Poliziste kéinten op den Terrain geschéckt ginn. Wéi steet de Minister zu där Ausso a wéi gedenkt hien, d'Sécherheetsgefill vun de Leit ze stäerken?

Réponse (02.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Duerch eng ëmmer méi performant a konsequent Ofsécherung vun de private Wunnengen an duerch méi Opmierksamkeet säitens de Bierger kënnt et zu manner tatsächlech realiséierten Abréch, mee et bleift beim Versuch. Dëse Phenomeen ass notamment och an Däitschland festzestellen.

D'Täter kommen entweeder net méi an d'Wunnengen eran oder gi gestéiert duerch Alarmanlagen, duerch d'Police, déi éischter op der Plaz ass, wa se dat direkt gemellt kritt etc.

ad 2. D'Police huet wärend der Campagne 2020/21 ronn 30 % méi Patrullen an deem Kader gemaach wéi wärend der Campagne 2019/20. De Gesamttotal vun alle konstatéierten Infraktiounen an deem Beräich, souwuel a bewunnte wéi an net bewunnten Immeublen, ass wärend dëser Campagne ëm ronn 15 % par rapport zum leschte Joer.

ad 3. Déi zousätzlech Aufgaben am Beräich Couvre-feu sinn haaptsächlech vu Verkéiersunitéiten assuréiert ginn, déi am Alldag éischter seelen esou spezifesch Anti-cambriolage-Patrulle fueren.

Allerdéngs hunn déi sanitär Precautiounen, déi duerch d'Pandemie noutwendeg gi sinn, e gréisseren Impakt op d'Ausféiere vun de Policedispositiver, well keng gréisser Kontrolle kënne gemaach ginn zu e puer Unitéiten, well d'Personal am Alldag net méi alleguer zesummeschafft. Dëst huet natierlech och seng Auswierkungen op d'Envergure vun den Anti-cambriolage-Kontrollen.

ad 4. Nieft weidere preventiven a visibele Policepatrulle gëtt den Akzent op weider Preventiounscampagnë säitens der Police gesat, dat bei weidere gréissere generellen Aktiounen („départ en vacances", Europäeschen Dag ouni Abroch etc.) an och bei eenzelne méi spezifeschen Aktiounen (Presenz wärend der Foire du logement, Asaz vun der neier Preventiounscamionnette vun der Police zum Theema Abrochpreventioun bei gréissere Manifestatioune mat Berodung op der Plaz etc.). Dernieft sinn awer och all Gemenge vun der Police ugeschriwwe ginn, fir bei den Autorisations de bâtir vu Privatwunnengen den Informatiounsflyer vun der Police zum Theema Abrochpreventioun bäizeleeën. Zousätzlech dozou kruten och all Gemengen eng informatesch Versioun dovunner geschéckt, fir dat an hirem Reider ze publizéieren, wat och a ville Gemenge gemaach gouf. All déi Aktiounen hunn ëmmer als Haaptschwéierpunkt d'Sensibilisatioun vum Bierger par rapport zu der Thematik Abroch an den eenzelne Protektiounsméiglechkeeten.

ad 5. Et gëtt hei keng Relatioun, well déi Zort vun Abriecher net um Klau vun Autoen interesséiert ass.

ad 6. A kengem vun deenen opgelëschte Fäll wärend dëser Campagne kann ee vun Homejacking schwätzen.

ad 7. All Quartieren an alle Stied, wou Residenze stinn, kënne betraff sinn. An der Stad Lëtzebuerg selwer ginn et gréisser Residenze mat méi Kelleren an Garagen, déi doduerch méi attraktiv fir Abriecher sinn. Et ginn awer elo do keng Quartieren, déi méi oder manner betraff wieren, et ass haaptsächlech den Typ vu Residenz, deen entscheet (grouss oder kleng, ofgeséchert oder net, Dieren/Garagen, déi opstinn oder net etc.).

Och an dësem Beräich setzt d'Police den Haaptakzent op d'Preventioun. Sämtlech Syndicke vu Residenze sinn, souwäit bekannt, säitens der Police ugeschriwwen an invitéiert ginn, fir déi spezifesch Protektiounsmesurë géint Keller- a Garagenabréch, déi säitens der Police opgestallt goufen, un d'Bewunner weiderzeleeden/ze verdeelen. Dernieft ginn et och direkt Berodunge speziell fir Bewunner vu Residenzen, an d'Stad Lëtzebuerg huet an hirem City Mag, wéi aner Gemengen et och änlech gemaach hunn, déi Precautiounsmesurë publizéiert, fir se breet ze verdeelen.

ad 8. An der Regioun Capitale goufen an deem spezifeschen Zäitraum ronn 35 % méi Abréch/Abrochsversich bei bewunnten Immeuble konstatéiert par rapport zu den anere Policeregiounen, wougéint bei onbewunnten Immeuble ronn 25 % méi Infraktioune vun där Zort am Rescht vum Land konstatéiert goufe par rapport zu der Regioun Capitale.

ad 9. Am Ament huet d'Police e gudde Rekrutement lafen an ass zouversiichtlech, déi 200 zousätzlech Polizisten/innen och ze fannen. D'Formation professionnelle de base dauert zwee Joer, mat enger Phase de formation vun engem Joer op der Policeschoul an enger Phase d'initiation pratique an enger Policeunitéit, déi och ee Joer dauert. Nom éischte Joer leeën d'Stagiairen ee Serment spécial of a sinn dann APJ an APA. Si kënnen deemno am zweete Joer scho mat erausfueren a sinn net méi just Observateur, wéi dat bis elo ëmmer de Fall war.

Question 3648 (16.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **installations sanitaires pour les chauffeurs de bus :**

Schonn zënter Jore feelt et op de Buslinnen un Toilettë fir d'Buschaufferen. Fir déi Situatioun ze verbesseren, ass am Joer 2017 decidéiert ginn, dass de Staat, nieft de verantwortleche Gemengen, en Deel vun de Käschte fir esou Toilettë géif iwwerhuelen.

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum Här Max Hahn vum 26. Februar 2020 schreift den Transportminister, dass nëmme wéineg Gemenge sech gemellt hunn, fir dës Subventiounen ze kréien, véier Gemengen am Joer 2018 an zwou Gemengen am Joer 2019. D'Situatioun huet sech also deemno net weesentlech verbessert.

Dofir wéilt ech dem Här Mobilitéitsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Toilettë ginn et fir Buschaufferen?

2. Op wéi enge Plaze sinn dës Toiletten ze fannen a wéi ass hiren Zoustand?

3. Firwat hunn nëmme wéineg Gemengen eng Subventioun ugefrot?

4. Ass den Här Minister zefridde mat der aktueller Situatioun?

5. Wéi gedenkt den Här Minister an deem Dossier weider ze agéieren?

Réponse (23.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Uechtert d'Land verdeelt ginn et eng 132 Toiletten, déi d'Buschauffere kënne benotzen.

D'Toilettë sinn an der Reegel um Terminus vun de Buslinnen a wann se iwwert de Staat subsidéiert sinn, muss och en Entretien garantéiert sinn. Wat den Zoustand vun den Toiletten ubelaangt, sou huet de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte keng weider Informatiounen, well d'Gemenge responsabel si fir den Entretien.

De Staat iwwerhëlt 50 % vun de Käschte bei enger Installatioun vun enger Toilette, déi fir d'Buschaufferen accessibel ass. De Plaffong bei deem Subsid läit bei 25.000 Euro. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ass leider net an der Lag ze soen, firwat net méi Gemengen de Subsid ufroen.

De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ass net zefridde mat der aktueller Situatioun an ass dofir amgaangen ze préiwen, fir eventuell de ganze Volet vun de Busarrêten an Infrastrukturen am Zesummenhang mat der Exploitatioun vum RGTR-Reseau ze zentraliséieren.

An deem Dossier stinn dowéinst nach Gespréicher mam Syvicol un.

Question 3673 (18.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **garde d'enfants par les grands-parents :**

A ville Stéit ginn d'Elteren zu zwee schaffen a kënnen hir Aarbechtszäiten net esou organiséieren, datt si hir Kanner selwer betreie kënnen. D'Elteren hunn dann d'Méiglechkeet, hir Kanner an eng Betreiungsstruktur ze ginn. Verschiddener kënnen d'Kanner awer z. B. och vun de Grousseltere versuerge loossen.

D'Covidrestriktioune gesi vir, datt een net méi wéi zwou Persounen, an dann och nëmmen aus engem Stot, doheem empfänken duerf. Et ginn awer och Famillje mat méi wéi zwee Kanner, wat bei de Covidrestriktioune problematesch ass, wann dës zum Beispill vun de Grousseltere versuergt ginn, well d'Eltere sech bei der Betreiung bewosst fir hiert familiäert Ëmfeld entscheet hunn. D'Grousseltere sinn och dacks manner mobill wéi déi Generatioun dono, soudatt d'Kanner dacks bei d'Grousseltere musse bruecht ginn. Wann dat net de Fall ass, kéint sech déi Reegel vu „maximal zwee Leit aus engem Stot" jo awer nach applizéiere loossen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Familljeminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat fir Méiglechkeeten hunn Elteren am Kader vun de Covidrestriktiounen, déi méi wéi zwee Kanner hunn, an dës wärend der Aarbechtszäit beispillsweis vun de Grousselteren a bei de Grousselteren doheem versuerge loossen, amplaz vun enger Betreiungsstruktur, grad och wann d'Eltere keng Méiglechkeet fir Teleaarbecht hunn?

2. Huet d'Regierung hei eng Aart Ausnamereegelung virgesinn? Wa jo, wat fir eng, a wéini gräift dës Reegelung? Wann nee, wat maachen Elteren an deem Fall, wa si keng Méiglechkeet hunn, fir hir Kanner vun anere Leit versuergen ze loossen oder dëst aus Sécherheetsgrënn net wëllen?

Réponse (25.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dat aktuellt Covidgesetz gesäit effektiv vir, datt een net méi wéi zwee Leit aus engem Stot bei sech invitéiere kann. D'Gesetz gesäit keng Derogatioun vir. Et kann also keng Ausnam zum Gesetz gemaach ginn, wann eng Famill méi wéi zwee Kanner huet, déi vun de Grousseltere versuergt ginn.

Am Fall, wou eng Famill méi wéi zwee Kanner huet an dës vun de Grousseltere versuerge léisst, mussen d'Grousseltere sech bei d'Kanner deplacéieren, fir d'Reegel vum Maximum vun zwou Persounen, déi ee bei sech empfänke kann, ze respektéieren.

Falls dëst net méiglech ass, mussen d'Elteren op aner Betreiungsstrukturen zréckgräifen. Et sief och nach eemol drun erënnert, datt wann d'Grousselteren als Population vulnérable gëllen, een d'Betreiungsstrukture privilegiéiere soll, fir d'Grousselteren esou mann wéi méiglech engem Risiko auszesetzen.

Question 3680 (19.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **services proposés par la SuperDrecksKëscht aux communes :**

Vill Gemengen hei am Land gräife fir d'Offallmanagement op d'Servicer vun der SuperDrecksKëscht (SDK) zeréck, enger staatlecher Aktioun an Hand vun enger Privatfirma. „Reporter.lu" schreift an engem Artikel vum 15. Februar 2021 Follgendes:

„Rund 20 Berater der SuperDrecksKëscht beraten kostenlos Firmen, Gemeinden und Privatleute in Abfallfragen. Bezahlt werden auch sie vom Staat. Angestellt sind sie jedoch bei der Firma Oeko-Service. Unabhängige Umweltberater hingegen erhalten keine Unterstützung und müssen Gemeinden und Firmen ihre Dienstleistung in Rechnung stellen. Im Konkurrenzkampf mit der SuperDrecksKëscht sind sie also quasi chancenlos."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Servicer bitt d'SDK de Gemengen insgesamt un a wéi eng Servicer huelen d'Gemengen am meeschten an Usproch, bzw. fir wéi eng Servicer ginn am meeschte Suen ausginn?

2. Ginn d'Käschte vun de Beroder vun der SuperDrecksKëscht direkt vum Staat iwwerholl?

3. Kënnen och d'Käschte vun anere Beroder, déi de Gemengen am Ëmwelt- an Offallfroen zur Säit stinn, direkt vum Staat iwwerholl ginn?

4. Wéi eng Gemenge gräifen net op d'Servicer vun der SDK zeréck?

Réponse commune (24.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Entspriechend dem Artikel 1 vum Gesetz vum 25. Mäerz 2005 iwwert de Fonctionnement an d'Finanzéierung vun der SuperDrecksKëscht huet dës Aktioun ënner anerem d'Aufgab, d'Ënnerstëtzung an d'Berodung vun Entreprisen an Etablissementer aus dem privaten an ëffentleche Secteur ze maachen, dat en vue vun enger Zertifikatioun vun enger ekologescher Gestioun vun hiren Offäll.

Fir dëst ze realiséieren, ënnerstëtzen d'Beroder vun der SuperDrecksKëscht d'Betriber bei der Opstellung an der Realiséierung vun engem Offall- a Preventiounskonzept fir déi Offäll, déi si selwer produzéieren. Donieft gëtt op Wonsch vum Betrib eng Schoulung vun de Mataarbechter am richtegen Ëmgank mat geféierleche Substanzen an Offäll gemaach.

A reegelméissegen Ofstänn gëtt de Respekt vun dem Offall- a Preventiounskonzept iwwerpréift. Ass dëst séchergestallt, kritt de Betrib de Qualitéitslabel vun der SuperDrecksKëscht.

Aktuell hunn sech knapp 5.500 Betriber un d'SuperDrecksKëscht ugeschloss. Si stelle ronn 268.000 Salariéen duer.

Ënnert dëse Betriber sinn och 328 verschidde Gemengeservicer an 314 Grondschoulen, Maisons-relaisen oder kommunal Crèchen.

Dëst ass och dee Service, deen de Gemengen ugebuede gëtt a fir deen déi meescht Suen ausgi ginn. Am Duerchschnëtt kascht d'Berodung vun engem Betrib de Staat ronn 400 Euro pro Joer.

Tëscht dem Ëmweltministère an dem Oekozenter Pafendall ass eng Konventioun ofgeschloss ginn, där hiert Zil et ass, d'Berodung an d'Promotioun fir d'Organisatioun vu Fester an Evenementer no nohaltege Krittären. Dës Berodung riicht sech ënner anerem och u Gemengen. Am Kader vun dësem Projet gëtt mat der SuperDrecksKëscht zesummegeschafft, wat de Volet Offall ugeet.

All dës Aktivitéite sinn zougänglech, onofhängeg dovun, ob et sech ëm eng Gemeng handelt oder net. Spezifesch aner Servicer fir d'Gemenge ginn net ugebueden.

ad 2. Wéi schonn an der Fro 1 gesot, ass d'Berodung vun de Betriber gesetzleche Bestanddeel vun den Aufgabe vun der SuperDrecksKëscht an deemno och vum Kontrakt fir d'Bedreiwe vun der SuperDrecksKëscht.

Deementspriechend gëtt am Kader vun dem Kontrakt och d'Berodung op Basis vun de reell geleeschte Stonnen dem Staat verrechent.

ad 3. Et ass net d'Aufgab vun der SuperDrecksKëscht, de Gemengen eng allgemeng Berodung an Ëmwelt- oder Offallfroen unzebidden. Déi gratis Berodung, déi de Staat am Kader vun der SuperDrecksKëscht iwwerhëlt, bezitt sech ausschliisslech op déi Offäll, déi de Betrib selwer produzéiert, wouzou och Gemengeservicer gehéieren.

ad 4. Aktuell sinn et fënnef Gemengen, bei deene kee Service un d'SuperDrecksKëscht fir Betriber ugeschloss ass. Dat si Bech, Garnech, Rëmeleng, Sëll a Wal.

Question urgente 4853 (16.08.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **situation sécuritaire en Afghanistan :**

Um 15. August huet déi afghanesch Regierung hir Kapitulatioun erkläert, d'Taliban hunn et gepackt, innerhalb vu wéinege Wochen dat ganzt Land anzehuelen. Am Laf vun der Nuecht hunn nach Dausende Leit missen aus der Haaptstad Kabul evakuéiert ginn. Vu Juli 2003 bis Januar 2017 waren 274 Lëtzebuerger Militär am Afghanistan am Asaz.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Goufen et afghanesch Residenten, déi fir d'Lëtzebuerger Arméi täteg waren (Iwwersetzer, Kach, Chauffeur, Guide ...)? Falls jo, sinn dës a Sécherheet bruecht ginn?

2. Goufen et afghanesch Residenten, déi fir de belsche Kontingent vun der NATO oder generell fir d'NATO täteg waren an esou mat der Lëtzebuerger Arméi zesummegeschafft hunn (Iwwersetzer, Kach, Chauffeur, Guide ...)? Falls jo, sinn dës a Sécherheet bruecht ginn?

Réponse (24.08.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. + 2. D'NATO a vill Partnernatiounen hunn op afghanesch Residenten zréckgegraff.

An där Zäit, wou d'Lëtzebuerger Arméi an engem multinationale Contingent am Afghanistan war, gouf ni op en attitréiert lokaalt Personal fir de Lëtzebuerger Detachement zréckgegraff, well dësen Detachement ze kleng war.

Punktuell Zesummenaarbecht gouf et just am Kader vun der NATO oder enger Partnernatioun.

Question urgente 4856 (16.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **soutien à l'Afghanistan :**

D'Taliban am Afghanistan hunn elo dat ganzt Land ënnert hir Kontroll bruecht.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi eng Programmer respektiv Engagementer vusäite vun der Lëtzebuerger Regierung lafen aktuell am Hibléck op d'Ënnerstëtzung vum Afghanistan? Goufen déi finanziell Engagementer fir dëst Joer ewell schonn ausbezuelt?

2. Ginn dës Engagementer un déi uewe beschriwwen Ëmstänn ugepasst, z. B. am humanitäre Beräich, respektiv goufen déi Lëtzebuerger Engagementer gestoppt?

3. Wéi vill Ënnerstëtzung, u Material an u Suen, huet Lëtzebuerg - zënter sengem Engagement am Land - der Regierung, ONGen respektiv der afghanescher Arméi zoukomme gelooss?

Réponse commune (23.08.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. Am Beräich vun der Defense huet Lëtzebuerg um NATO-Sommet 2018 annoncéiert, seng Ënnerstëtzung un den Afghan National Army Trust Fund bis 2024 ze verlängeren, mat enger Contributioun vu 4 Milliounen Euro d'Joer. D'Contributioun fir d'Joer 2021 ass nach net ausbezuelt.

Am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht an der humanitärer Hëllef beleeft sech d'finanziell Ënnerstëtzung fir ons multilateral Partner am Afghanistan fir 2021 op 2,35 Milliounen Euro. De Gros dovunner war fir humanitär Hëllef reservéiert. Ons Haaptpartnere sur place an deem Beräich sinn den Internationale Kommitee vum Roude Kräiz (CICR), deen haaptsächlech an de Secteure vun der Promotioun vum Internationalen Humanitäre Recht, Gesondheet, Shelter an Nutritioun aktiv ass, den Haut-Commissariat pour les réfugiés vun de Vereenten Natiounen (UNHCR), deen sech ëm den Accueil, d'Verdeelung, d'Verfleegung an d'Ënnerbrénge vun den afghanesche Flüchtlinge këmmert, souwéi de Koordinatiounsbüro vun de Vereenten Natiounen, deen divers Entwécklungsprojeten, haaptsächlech an de Secteuren Nutritioun an Santé, ënnerstëtzt. Zënter Kuerzem schafft Lëtzebuerg och mat der Organisatioun fir Alimentatioun an Agriculture (FAO) am Beräich vun der Sécurité alimentaire.

ad 2. Am Beräich vun der Defense, a wat d'Contributiounen zum Trust Fund vun der NATO zwecks Ënnerstëtzung vun der afghanescher Arméi ubelaangt, ass dovunner auszegoen, dass den Trust Fund wäert blockéiert ginn. Dofir ass all Paiement vu Lëtzebuerger Säit suspendéiert.

Am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht an der humanitärer Hëllef ënnerstëtzt Lëtzebuerg zanter 2011 am afghanesche Grenzgebitt mat Tadjikistan e Projet via déi däitsch Fondatioun PATRIP a lokalen ONGen, dee fir 2021 nach keng finanziell Hëllefsmëttele krut. D'Fondatioun PATRIP schafft net mat der afghanescher Regierung, mee all Projete ginn iwwer ONGen ausgefouert. Wéinst der aktueller Situatioun ginn all Aktivitéiten op de Leescht geholl an nëmmen déi Projete mat staarkem humanitäre Fokus (z. B. Santé, WASH) géifen an Zukunft weider ënnerstëtzt ginn, wann déi politesch an d'Sécherheetssituatioun et dann erlaben.

Um multilaterale Plang engagéieren sech d'Vereenten Natioune weiderhi fir d'Mënschen am Afghanistan a sinn och nach um Terrain present.

ad 3. D'Contributiounen am Beräich vun der Defense belafen sech op 51,9 Milliounen Euro zënter 2001.

Am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht an der humanitärer Hëllef huet Lëtzebuerg tëschent 2001 an 2020 47,5 Milliounen Euro fir eng nohalteg Entwécklung vun Afghanistan, iwwert seng Partner, verschidden Agencë vun de Vereenten Natiounen an international ONGen a Fondatiounen, investéiert.

Question urgente 4871 (18.08.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **rentrée scolaire dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

An der Plenarsitzung vun der Chamber vum 15. Juli 2021 hat den Här Educatiounsminister a senger Replik op eng Motioun vun der CSV gesot, hie wéilt d'Mesuren, déi zur Schoulrentrée 2021/2022 ënner Berécksiichtegung vun der jeeweileger Covidsituatioun eventuell en place ze setze wieren, iwwert de Summer diskutéieren. Zwee Méint virdrun wier et ze frél, fir kënnen ofzeschätzen, wéi d'Pandemie sech bis dohin entwéckelt hätt.

An an hirer Pressekonferenz vum 11. August sot d'Madamm Gesondheetsministesch, bei de Schüler tëscht 12 an 18 Joer wiere Schnelltester elo emol nach bis Allerhellege geplangt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister an un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wat ass den aktuelle Stand vun der Preparatioun vun de Mesurë géint eng weider Verbreedung vum Covid-19-Virus fir d'Rentrée an de Schoulen?

2. Awéiwäit gëtt de sougenannte Stufemodell fir dës Rentrée ugepasst?

3. Ass de CovidCheck-Regimm fir d'Schouljoer 2021/2022 mat dräi Schnelltester pro Woch fir déi, déi net kënnen oder net wëlle geimpft ginn, geplangt?

4. Wa jo, wéi preparéieren sech d'Regionaldirektiounen am Fondamental respektiv d'Lycéesdirektiounen am Secondaire drop?

5. Wann nee, firwat ass de CovidCheck-Regimm fir den Här Educatiounsminister weiderhi keng Optioun - wëssend, dass soss d'Maskeflicht an de Schoule wäert bestoe bleiwen?

6. Wéi plangt den Här Educatiounsminister wärend dem kommende Schouljoer mat deene Kanner am Fondamental ëmzegoen, déi net wëlle respektiv net dierfe getest ginn?

7. An hirer Pressekonferenz vum 11. August sot d'Madamm Gesondheetsministesch, bei de Schüler tëscht 12 an 18 Joer wiere Schnelltester nach bis Allerhellege geplangt. Wéi soll vun no der Allerhellegevakanz un an där Alterstranche vun de Schüler séchergestallt ginn, dass si net mam Virus infizéiert sinn? Wéi eng Ännerunge si geplangt?

Réponse commune (26.08.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Mat der Direction de la santé ass am Juli zesummen zeréckbehale ginn, fir d'Evolutioun vun den Infektiounszuelen iwwert de Summer ofzewaarden an de 27. August eng Propos fir eventuell Adaptatiounen um sanitäre Konzept fir d'Schoule virzeleeën. Dëst fir sécherzestellen, datt déi sanitär Mesuren adaptéiert un déi aktuell Situatioun sinn. Den 30. an 31. August si Konsultatiounsgespréicher mat de Schoulpartner virgesinn, deenen hire Feedback wäert mat opgeholl ginn. Wann sech legislativ Adaptatiounen imposéieren, wäerten dës vum Regierungsrot an senger Sëtzung vum 1. September decidéiert ginn.

De sanitären Dispositif wäert awer wäitgeeënd an der Kontinuitéit vun dem besteeënde Stufemodell stoen, deen sech bis elo an der Bekämpfung vun der Pandemie bewäert huet.

ad 2. De Stufeplang zeechent sech grad doduerch aus, datt en d'Méiglechkeet bitt, fir permanent d'Mesurë fir d'Bekämpfung vum Covid-19 un déi sanitär Situatioun an de Schoulen unzepassen. D'Integratioun vun neie Komponenten an de Stufeplang wäert net ouni eng Decisioun vum Regierungsrot an, am Fall vu legislativen Adaptatiounen, vum Parlament méiglech sinn.

ad 3. De CovidCheck ass en Instrument, fir Persounen den Accès zu enger bestëmmtener Prestatioun ze erméiglechen, ënnert der Viraussetzung, datt si geimpft, getest oder geheelt sinn. Et sinn dobäi zwou Saachen ze bedenken: Zum enge gëllt fir d'Schoul déi allgemeng Schoulflicht, an zum aneren hunn nach net all déi Jugendlech tëscht 12 an 18 Joer vun enger kompletter Impfoffer kënne profitéieren. Fir d'Kanner ënner 12 Joer gëtt et nach keen zougeloossenen Impfstoff. Dofir envisagéiert den Educatiounsministère am Moment net d'Applikatioun vum CovidCheck-Regimm fir den allgemengen Zougang zu der Educatioun.

Aktuell gëtt awer iwwerpréift, ob de CovidCheck-Regimm zu engem Element vum Stufeplang kéint ginn, deen zum Asaz kënnt, wann et Infektiounen innerhalb vun engem Grupp gëtt.

ad 4. D'Äntwert op dës Fro ergëtt sech aus der Äntwert op d'Fro 3. Wann eng Decisioun par rapport zu engem méiglechen Asaz vum CovidCheck-Regimm getraff ass, gëtt d'Ëmsetzung mat de jeeweilegen Direktioune virbereet.

ad 5. + 6. Bis elo gouf et bei de Schüler an den Elteren eng grouss Akzeptanz vun de fräiwëllege Mesuren an och vum Stufeplang. Duerfir bleift et bei der Positioun, Elteren a Schüler iwwert den Dispositif opzeklären a si doriwwer ze sensibiliséieren, wéi wichteg hir fräiwëlleg Participatioun ass.

ad 7. D'Situatioun vun der Pandemie gëtt kontinuéierlech evaluéiert. Et ass haut ze fréi fir ze decidéieren, wat déi adequat Mesuren no Allerhellege wieren.

N°10
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 10 | Session ordinaire 2020-2021

Budget 2021 et programmation financière pluriannuelle
- Débats (suite) p. 296
- Votes et motions p. 318
Aides aux entreprises p. 334

Sommaire des séances publiques nos 23 à 25 p. 348
Sommaire des questions parlementaires p. Q256

23e séance Mercredi 16 décembre 2020
24e séance Jeudi 17 décembre 2020
25e séance Jeudi 17 décembre 2020

Conférence sur l'avenir de l'Europe

Les députés à l'écoute des citoyens



Le Président de la Chambre des Députés et les membres de la Sous-commission « Avenir de l'Europe » lors du lancement de la campagne nationale - de gauche à droite : M. Claude Wiseler, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Yves Cruchten, Mme Simone Beissel, Mme Stéphanie Empain.

L'Administration parlementaire recrute :

un GESTIONNAIRE DES AFFAIRES FINANCIÈRES (m/f)

CDI à tâche complète
- groupe de traitement B1 -
(poste à pourvoir par changement d'administration, par des fonctionnaires déjà nommés)

En cas d'intérêt,
veuillez vous référer au lien suivant :
https://govjobs.public.lu

Dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (futureu.europa.eu), la Chambre des Députés lance une campagne nationale afin de tendre l'oreille aux attentes des citoyens en ce qui concerne les défis sociétaux et transfrontaliers européens.

L'implication du citoyen dans le dialogue serait participative, inclusive, diversifiée et avant tout « bottom-up », ont souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, le 14 septembre 2021 lors de la présentation de la campagne nationale.

Le rôle de la Chambre ne serait pas d'expliquer l'Europe aux citoyens, mais d'être à leur écoute afin de transmettre leurs messages à Bruxelles et à Strasbourg.

Ainsi, une sous-commission de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile a été mise en place. Elle est présidée par M. le Député Yves Cruchten.

La campagne nationale est lancée

Dans le cadre de la campagne nationale, une série d'évènements sont organisés.

Lors d'un tour transfrontalier à vélo, les citoyens auront une première occasion pour rencontrer les députés luxembourgeois et européens et échanger leurs idées sur l'avenir de l'Europe. Ce tour aura lieu le 26 septembre 2021. Le départ à 14.00 heures est devant le Musée européen de Schengen et deux haltes sont prévues à Sierck-les-Bains et à Perl.

Pour la série « Bistrosgespréicher », les rendez-vous suivants sont à retenir :

11.10.2021 - Kulturhuef Bistro à Grevenmacher
15.11.2021 - 46 Am Tuerm à Diekirch
31.01.2022 - Brasserie K116 à Esch-sur-Alzette.

Le format « Parliament@home » incite les citoyens de se retrouver avec la famille et les amis chez eux, de discuter des sujets européens et de transmettre les conclusions tirées des discussions à la Chambre des Députés (futureu@chd.lu).

Les premières étapes de la COFE

Le 9 mai 2021, Journée de l'Europe, la Conférence sur l'avenir de l'Europe (COFE) fut lancée officiellement. Quatre députés luxembourgeois ont participé à la séance plénière inaugurale de la Conférence à Strasbourg le 19 juin 2021. Il s'agissait des membres de la sous-commission : M. Yves Cruchten (LSAP), M. Claude Wiseler (CSV), Mme Simone Beissel (DP) et Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).

En amont des évènements planifiés à partir de cet automne, des groupes de discussion ont été organisés. Ceux-ci ont cerné les questions qui intéressent les citoyens et des thèmes qui les interpellent, à savoir les inégalités, la compétitivité économique de l'UE, les flux migratoires et le changement climatique.

Quatre panels avec des représentants de la société civile seront organisés à la Chambre des Députés afin d'approfondir l'échange de vues sur ces sujets :

04.10.2021 - panel sur les inégalités
08.11.2021 - panel sur la compétitivité économique de l'UE
06.12.2021 - panel sur les flux migratoires
10.01.2022 - panel sur le changement climatique.

D'autres manifestations sont en planification.

Visite du Ministre des Communautés du Cabo Verde

« Le Luxembourg est un partenaire important »

Les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ont eu un échange de vues, le 10 septembre 2021, avec le Ministre des Communautés de la République du Cabo Verde, M. Jorge Maúricio Santos. Au cours de cette entrevue, les députés ont souligné les excellentes relations entre le Luxembourg et le Cabo Verde depuis près de 30 ans. « Le Luxembourg est un partenaire stratégique important pour l'aide au développement du Cabo Verde et un ami de longue date », a relevé M. Jorge Maúricio Santos.

« Le rôle du Ministre des Communautés est d'établir et de maintenir un lien fort entre le Cabo Verde et ses ressortissants à l'étranger », a-t-il expliqué. Les députés ont ajouté que les relations exemplaires qu'entretiennent les deux pays sont visibles à tous les niveaux lorsqu'on visite le Cabo Verde, ce qui permet à tout un chacun de s'apercevoir que l'aide en provenance du Grand-Duché contribue de façon considérable au développement du pays.

À la demande des députés, le Ministre a fait savoir que le Cabo Verde se trouve en pleine transition énergétique grâce à l'aide du Luxembourg. 28 % de l'énergie utilisée trouve ses sources dans les énergies renouvelables, et le pays mise beaucoup sur le développement d'énergies alternatives comme l'hydrogène, qui d'ailleurs présente un intérêt fort aux yeux d'investisseurs étrangers.

Le tourisme est également un secteur important de l'économie cabo-verdienne, selon M. Jorge Maúricio Santos. Avant la pandémie, le pays recevait près de 900.000 touristes par an et il se fixe comme objectif d'atteindre le million après la pandémie. « Le Cabo Verde sera en mesure d'accueillir à nouveau les touristes à partir de la mi-septembre, dans des conditions sanitaires strictes », s'est réjoui le Ministre.

Les députés ont enfin insisté sur l'intégration exemplaire de la communauté cabo-verdienne au sein de la société luxembourgeoise.

Un parlementaire a mis en avant que quelques jeunes Luxembourgeois d'origine cabo-verdienne sont malheureusement en échec scolaire et qu'il est important de leur fournir un encadrement approprié.

Le Ministre des Communautés a remarqué qu'une réunion avec le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Claude Meisch, est à l'ordre du jour dans le cadre de sa visite au Grand-Duché et qu'il allait y évoquer le sujet, tout en affirmant que le Cabo Verde doit tout mettre en œuvre afin que ses ressortissants puissent évoluer dans les meilleures conditions possibles à l'étranger.



Le Ministre des Communautés du Cabo Verde, M. Jorge Maúricio Santos, entouré des députés Mme Simone Beissel et M. Mars Di Bartolomeo

Changement de noms et de prénoms

6568B - Projet de loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Le projet de loi n° 6568B est né de la scission du projet de loi initial n° 6568 portant réforme du droit de la filiation. Dans son avis du 10 décembre 2015, le Conseil d'État estime en effet que, dans un souci de lisibilité et de cohérence, il est préférable de regrouper toutes les dispositions relatives aux noms et prénoms dans un seul acte législatif.

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, le législateur saisit l'occasion pour fusionner la procédure de transposition du nom et des prénoms, actuellement régie par la législation sur la nationalité luxembourgeoise, avec la procédure du changement du nom et des prénoms.

Une telle approche se justifie par le fait que les deux procédures administratives ont le même objet, à savoir la modification du nom et des prénoms. Au niveau de la législation sur la nationalité luxembourgeoise, cette approche implique la suppression des articles relatifs à la transposition du nom et des prénoms.

Le projet de loi n° 6568B, dans sa teneur finale, détermine :

- le champ des bénéficiaires ;

- la nature des changements de noms et prénoms admis ;

- les effets des changements de noms et prénoms sur des enfants mineurs au moment où ce changement intervient ;

- la procédure régissant les demandes de changement de noms et prénoms.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 01.08.2017
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

01.08.2017	Désignation d'un rapporteur
	Adoption d'amendements
16.09.2020	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et examen d'une série d'amendements gouvernementaux
21.10.2020	Présentation et adoption d'une série d'amendements
22.10.2020	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
25.11.2020	Présentation et examen d'une série d'amendements
27.11.2020	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15.12.2020	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1045, page 1

Sanctions financières

7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière

Le présent projet de loi a pour objet de renforcer la mise en œuvre des mesures restrictives, appelées également sanctions, en matière financière au niveau national. Pour ce faire, il entend intégrer dans la législation nationale les décisions prises en la matière au sein de l'ONU et de l'UE, qui imposent au Luxembourg de légiférer à cet égard notamment dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme.

La lutte contre le financement du terrorisme reste en effet un objectif important dans la mise en œuvre de mesures restrictives financières, mais n'y figure pas comme objectif unique visé par ces mesures. Il s'agit également de lutter contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive, de protéger la paix et la sécurité internationales et de lutter contre les violations du droit international.

Le dispositif législatif actuellement en vigueur repose sur la loi du 27 octobre 2010 et se limite uniquement à la lutte contre le financement du terrorisme.

Partant, le présent projet de loi entend adapter le dispositif législatif et réglementaire national afin de tenir compte de tous les objectifs susmentionnés, tout en appliquant les principes retenus dans la loi du 27 octobre 2010. De surcroît, la loi du 27 octobre 2010 sera abrogée par le présent projet de loi.

Sont également incorporées dans le présent projet de loi des dispositions s'inspirant de la loi du 27 juin 2018 relative, entre autres, à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes. Le présent projet de loi constitue ainsi le pendant en matière financière de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations.

Les amendements gouvernementaux du 14 juillet 2020 sont venus corroborer la volonté du législateur de renforcer l'homogénéité entre les différents dispositifs législatifs en matière de criminalité financière.

Ces amendements visent, d'une part, à doter les autorités de contrôle et les organismes d'autorégulation de pouvoirs accrus et à renforcer l'efficacité des sanctions et, d'autre part, à clarifier le champ d'application du projet aux succursales luxembourgeoises à l'étranger ainsi qu'aux succursales étrangères au Luxembourg. Les adaptations relatives aux pouvoirs des autorités de contrôle et des organismes d'autorégulation s'opèrent en préservant un parallélisme avec la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

En conclusion, le présent projet de loi développe, étoffe et renforce le cadre légal luxembourgeois en matière de mise en œuvre de mesures restrictives. Ce renforcement vise à promouvoir et à protéger la bonne réputation du pays au sein de la communauté internationale. Cette dernière est essentielle pour toute croissance économique qui se veut durable.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.01.2019
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

07.10.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et d'amendements gouvernementaux
27.11.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
11.12.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1072, page 1

Meilleure localisation d'appels d'urgence

7526 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005

- relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle

Le projet de loi 7526 a pour objet d'améliorer la précision de la localisation géographique des appels d'urgence obtenus depuis des téléphones mobiles en faisant recours aux fonctionnalités de localisation y intégrées. Il permet ainsi d'améliorer la prise en charge des personnes en danger par les services de secours luxembourgeois.

Le texte sous avis modifie :

- la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques, ainsi que

- les articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle.

En outre, il permet d'aligner la législation nationale au nouveau Code européen des communications électroniques.

Contexte

Afin de garantir une exécution efficace de leurs fonctions, les services d'urgences nécessitent des informations précises, fiables et rapides sur la localisation géographique des personnes appelant un numéro d'urgence.

Sur base de la loi modifiée du 30 mai 2005, les centres de réception des appels d'urgence peuvent recevoir de la part des fournisseurs ou opérateurs de services de téléphonie les données relatives à l'identification et à la position géographique d'un appelant au numéro d'appel d'urgence unique européen 112 ainsi qu'aux numéros d'urgence déterminés par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR).

À l'heure actuelle, un appel d'urgence émis par un téléphone mobile est localisé à travers la borne du réseau de téléphonie mobile traitant l'appel (« Cell ID »). Cette méthode présente cependant une faiblesse au niveau de la précision des coordonnées géographiques de l'appelant. Plus le rayon de couverture des bornes téléphoniques est large, moins les données de localisation sont exactes. Surtout dans les zones rurales, où le rayon de ces bornes est souvent très large, la localisation de l'appelant peut s'avérer très difficile, ce qui entrave le bon fonctionnement des services de secours.

D'après la directive (UE) 2018/1972 du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (refonte, « CCEE »), chaque État membre doit garantir que les coordonnées géographiques de l'appelant soient transmises au centre de réception des appels d'urgence directement après l'établissement de la communication d'urgence.

Adaptations prévues

En complément au recours aux données de localisation à travers les informations des bornes du réseau de téléphonie mobile, cette future loi propose de localiser les appelants à travers les fonctionnalités de localisation géographique intégrées dans leurs téléphones portables. En fait, ces fonctionnalités sont connectées via le système mondial de navigation par satellite (GNSS) ou via les réseaux wi-fi et permettent d'extraire toute information disponible relative à la localisation de l'appelant, même si elles ont été désactivées auparavant, pour la seule finalité de la gestion de l'appel d'urgence. Ainsi, dès que l'utilisateur appelle le numéro d'urgence « 112 » ou un autre numéro d'urgence déterminé par l'ILR, un SMS de localisation sera transmis au centre de réception des appels d'urgence. Il est prévu de sauvegarder ces informations pour une durée maximale de 24 heures suivant leur réception.

En outre, le projet de loi sous rubrique permettra une transposition anticipée de la disposition correspondante de la directive (UE) 2018/1972 établissant la CCEE.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 20.02.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :

28.04.2020	Présentation du projet de loi
24.11.2020	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1043, page 1

Coproduction audiovisuelle avec le Canada et la Chine

7629 - Projet de loi portant approbation

1° du Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017 ;

2° du « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017

Le projet de loi 7629 a pour objet d'approuver le Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017, ainsi que le « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017.

En vue de soutenir l'industrie audiovisuelle du Grand-Duché, le législateur veut promouvoir la coproduction entre les producteurs luxembourgeois et les professionnels d'outre-mer. Le principal atout de la coproduction consiste dans le partage des frais de production, ce qui incite les professionnels à augmenter leur volume de productions audiovisuelles. En outre, les œuvres réalisées en coproduction peuvent profiter des avantages attribués aux œuvres nationales par chacun des deux pays.

Par ailleurs, la coproduction favorise les échanges dans les domaines de la promotion, de la diffusion, de la distribution et de la formation. Elle permet ainsi de fortifier les relations du Luxembourg avec ses partenaires étrangers.

En premier lieu, le projet de loi vise à renouveler les synergies en matière de coproduction entre le Luxembourg et le Canada. En effet, l'ancien accord de coproduction datant de 1996 sera remplacé par un nouvel accord signé en 2017.

En deuxième lieu, le présent texte porte approbation de l'accord de coproduction signé en 2017 entre le Grand-Duché et la Chine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.07.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :

24.11.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1058, page 1

Coproduction cinématographique

7630 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017

Le projet de loi 7630 a pour objet d'approuver la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017.

La convention révisée actualise les dispositions de la convention culturelle sur la coproduction cinématographique de 1992 afin de refléter l'évolution technologique, économique et financière de l'industrie audiovisuelle.

Considérations générales

La convention révisée a comme objectif de fournir un cadre juridique et financier actualisé pour la coproduction de longs métrages impliquant des sociétés de production établies dans différents pays.

La nouvelle législation compte trois innovations principales :

- en premier lieu, le champ d'application de la convention est élargi à des pays non-membres du Conseil de l'Europe afin de promouvoir la collaboration transfrontalière des sociétés de production cinématographique. Dans ce cadre, le législateur européen introduit la notion de « coproduction internationale officielle » ;

- ensuite, la convention révisée assouplit les procédures d'obtention de la nationalité d'un film pour les pays impliqués dans la coproduction.

Tandis que l'ancienne législation fixait la participation financière minimale de chaque coproducteur lors d'une coproduction bilatérale ne disposant pas d'accord spécifique à 20 % du coût total de production, la convention révisée réduit ce pourcentage à 10 %. Lors d'une coproduction multilatérale, les apports respectifs au coût total de la production seront compris entre 5 % pour la participation la plus faible et 80 % pour la plus forte, le seuil minimal était auparavant de 10 % ;

- finalement, le Comité de direction du Fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles (« Eurimages ») est désormais responsable pour le partage et la surveillance des meilleures pratiques dans l'application de la convention révisée.

La convention révisée a été signée par 30 États membres du Conseil de l'Europe, dont le Luxembourg, l'Arménie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, Chypre, la République tchèque, le Danemark, la Géorgie, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, le Monténégro, les Pays-Bas, la Macédoine du Nord, la Nor-

vège, la Pologne, le Portugal, la Serbie, la République slovaque, la République slovène, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

Jusqu'à présent, elle est entrée en vigueur dans 18 pays signataires.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.07.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :

24.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
11.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1057, page 1

Règlement du compte général de l'exercice 2019

7676 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019

Tant le compte général que le budget pour ordre de l'exercice 2019 affichent un résultat positif.

A. Recettes et dépenses courantes en capital et relatives aux opérations financières

	Report du solde des recettes et dépenses (« réserve budgétaire ») de l'année précédente	-1.498.121.577,27
I.	Recettes effectives	19.112.169.340,64
II.	Dépenses effectives	17.839.255.094,06
III.	Excédent de recettes	1.272.914.246,58
IV.	Report du solde des recettes et dépenses (« réserve budgétaire »)	-225.207.330,69

B. Recettes et dépenses pour ordre

	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre de l'année précédente	11.612.388,14
I.	Recettes pour ordre	1.781.034.751,32
II.	Dépenses pour ordre	1.778.910.699,83
III.	Excédent de recettes pour ordre	2.124.051,49
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	13.736.439,63

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

	Report du solde des recettes et dépenses de l'année précédente	3.238.150.358,37
I.	Recettes	5.904.407.449,62
II.	Dépenses	5.992.809.280,47
III.	Excédent de dépenses	88.401.830,85
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	3.149.748.527,52

Source : Rapport général de la Cour des comptes (doc. parl. 7676-2)

Situation globale de l'exécution du budget 2019

Par rapport au budget voté de l'État de l'exercice 2019, tel qu'il fut arrêté par la loi du 26 avril 2019, les variations des recettes et dépenses enregistrées au compte général de l'État de l'exercice 2019, peuvent être résumées comme suit :

Le compte général de l'exercice 2019 affiche un excédent de recettes de 1.272,91 millions d'euros, alors que le budget voté a tablé sur un excédent de dépenses de 1.061,79 millions d'euros. Il s'agit d'une différence de 2.334,70 millions d'euros.

Cette différence significative s'explique avant tout par les variations importantes des recettes pour opérations financières.

Le tableau ci-dessous présente l'exécution du budget de l'exercice 2019 en faisant abstraction des opérations financières.

Tableau : Budget et compte 2019 (hors opérations financières)

	Budget voté 2019	Compte général 2019	Variation	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	16.502.714.969,00	17.283.912.192,31	781.197.223,31	4,73 %
- en capital	98.744.600,00	126.737.546,96	27.992.946,96	28,35 %
Total recettes (1)	16.601.459.569,00	17.410.649.739,27	809.190.170,27	4,87 %
Dépenses				
- courantes	15.185.855.439,00	15.215.574.624,77	29.719.185,77	0,20 %
- en capital	2.230.771.130,00	2.323.908.280,68	93.137.150,68	4,18 %
Total dépenses (2)	17.416.626.569,00	17.539.482.905,45	122.856.336,45	0,71 %
Excédent (1) - (2)	-815.167.410,00	-128.833.166,18	686.333.833,82	

Source chiffres : budget de l'État 2019, compte général 2019, tableau : Cour des comptes

Le compte général de l'exercice 2019, hors opérations financières, affiche donc un excédent de dépenses de 128,83 millions d'euros, alors que le budget voté a tablé sur un déficit de 815,17 millions d'euros.

La différence de 686,33 millions d'euros entre le résultat du compte général, hors opérations financières, et celui prévu au budget de 2019 s'explique essentiellement par l'augmentation des recettes courantes qui passent de 16.502,71 millions d'euros à 17.283,91 millions d'euros.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.09.2020
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

12.10.2020 Présentation du projet de loi
30.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du rapport général de la Cour des comptes
Examen de l'avis du Conseil d'État
07.12.2020 Examen d'un projet de rapport
14.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

12.10.2020 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1060, page 1

Séances communales à huis clos par visioconférence

7690 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre la Covid-19

Le projet de loi a pour objet d'introduire la possibilité de recourir à la visioconférence aux séances à huis clos tant du conseil communal que du collège des bourgmestre et échevins.

La loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 avait d'ores et déjà introduit cette possibilité pour les séances publiques du conseil communal.

En vue de garantir le bon fonctionnement des organes collégiaux des communes en tout état de cause et de manière continue, y compris dans des situations d'urgence, ainsi que la protection des personnes vulnérables, il est désormais jugé opportun d'étendre cette possibilité de manière exceptionnelle et temporaire aux séances à huis clos du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins, permettant ainsi aux membres vulnérables ou empêchés de se déplacer à participer à ces réunions pour que le quorum pour délibérer soit atteint. Les mesures valent également pour les organes des entités assimilées aux communes.

La loi sera applicable jusqu'au 15 juillet 2021 inclus.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 02.11.2020
Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :

26.11.2020 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements
15.12.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1041, page 1

Soutien économique d'entreprises

7703 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Ce projet de loi tire profit de la décision du 13 octobre 2020 de la Commission européenne de prolonger le régime d'encadrement temporaire des mesures d'aides d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19. Cette décision permet aux États membres à contribuer, à titre temporaire, sous forme de subventions directes, de garanties ou de prêts, et jusqu'à concurrence d'un montant maximal de trois millions d'euros par groupe, à une partie des coûts non couverts de ces entreprises.

Le projet de loi met en place une aide financière basée sur la nouvelle section 3.12 de l'encadrement temporaire de la Commission.

Les secteurs concernés par cette contribution temporaire aux coûts non couverts de certaines entreprises sont ceux de la restauration, du tourisme, de l'évènementiel, de la culture et du divertissement, tous particulièrement touchés par les mesures d'interdiction et de restriction qui ont été prises pour limiter la propagation du virus. À ces secteurs s'ajoute l'activité de gestionnaire d'un organisme de formation professionnelle continue.

L'aide financière sera allouée sous forme de subventions en capital mensuelles calculées sur base des coûts non couverts aux entreprises qui, au cours de tout ou partie de la période se situant entre le 1er novembre 2020 et le 30 mars 2021, auront subi une perte du chiffre d'affaires mensuel d'au moins 40 % par rapport au mois correspondant de l'année 2019.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 17.11.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

02.12.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
08.12.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
14.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1036, page 1

Nouvelle aide de relance pour entreprises

7704 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :

1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin

Ce projet de loi vise à mettre en place une nouvelle aide de relance qui est inspirée de l'aide mise en place par la loi du 24 juillet 2020 en faveur des secteurs du tourisme, de l'évènementiel, de la culture et du divertissement. Cette nouvelle aide, qui prend la forme de subventions en capital mensuelles et s'étend sur une période de quatre mois allant de décembre 2020 à mars 2021, aura toutefois un champ d'application matériel plus large en ce qu'elle bénéficiera également au secteur du commerce de détail en magasin et aux gestionnaires d'organismes de formation professionnelle continue.

La nouvelle aide reste liée à la condition que l'entreprise ait subi une perte du chiffre d'affaires mensuel d'au moins 25 % et est calculée sur base du nombre de salariés et de travailleurs indépendants de l'entreprise.

Ce régime d'aide s'appliquera en parallèle à celui qui sera institué par le projet de loi n° 7703 qui vise à créer une aide sous forme de contribution aux coûts non couverts. Les entreprises dont la perte du chiffre d'affaires mensuel est supérieure à 25 %, mais inférieure au seuil fixé pour pouvoir bénéficier de la contribution aux coûts non couverts pourront bénéficier de l'aide mise en place par le présent projet de loi. Les entreprises qui rempliraient à la fois les critères d'éligibilité pour la nouvelle aide de relance et les critères d'éligibilité pour la contribution aux coûts non couverts devront opter pour l'instrument qui est le plus adapté à leur situation.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 17.11.2020
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

02.12.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
08.12.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
14.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1035, page 1

Droit du travail : prolongation de mesures et modification

7709 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Le projet de loi a pour objet de prolonger jusqu'au 30 juin 2021 une mesure prévue à l'article 16 de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 et modification du Code du travail.

La mesure prévue à l'article 16 de la loi précitée du 20 juin 2020 vise notamment à suspendre jusqu'au 31 décembre 2020 l'article L. 585-6, point 5, du Code du travail, qui prévoit que « les droits à l'indemnité de préretraite cessent de plein droit : [...] à partir du jour où le bénéficiaire exerce ou reprend une activité lui rapportant un revenu qui, sur une année civile, dépasse par mois la moitié du salaire social minimum applicable au salarié concerné ».

Cette mesure se justifiait par le fait que dans le cadre de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, certaines entreprises ont été amenées à proposer à leurs anciens salariés en préretraite de reprendre le travail pendant la durée de la crise et que l'on voulait garantir que la rémunération que ces personnes pouvaient toucher pour l'exécution de ce travail n'ait pas comme conséquence la perte des droits à l'indemnité de préretraite.

L'évolution de la pandémie avec une augmentation prononcée du nombre de nouveaux cas d'infection détectés et une baisse sensible des effectifs en personnel dans les hôpitaux et les structures de soins sont à l'origine de la prolongation de cette dérogation.

Par ailleurs, tout en prolongeant la mesure prévue à l'article 16 de la loi précitée du 20 juin 2020 jusqu'au 30 juin 2021, le projet de loi vise à réduire le champ d'application de cette disposition pour ne plus l'appliquer à tous les domaines économiques énumérés à l'annexe de la loi précitée du 20 juin 2020, mais seulement au secteur de la santé en général, y compris les laboratoires d'analyses médicales, et au secteur d'aides et de soins, secteurs les plus sollicités et les plus sous pression au regard de l'augmentation du nombre de personnes testées positives et du nombre croissant d'hospitalisations qui en découle.

En contrepartie de cette réduction du champ d'application, les salariés ayant travaillé dans un de ces domaines avant de partir en préretraite ne sont plus obligés de retourner travailler chez leur ancien employeur, mais ils peuvent reprendre une activité salariée auprès de n'importe quel employeur actif dans le secteur de la santé ou dans le secteur d'aides et soins, ou encore dans un laboratoire d'analyses médicales, pour pouvoir bénéficier de la suspension de l'article L. 585-6, point 5, du Code du travail. Ainsi, le projet de loi vise à modifier l'alinéa 3 du même article 16 de la loi du 20 juin 2020 précitée pour préciser à quel employeur incombe la charge de communiquer la liste des salariés concernés par cette dérogation au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.11.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

07.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.12.2020	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1038, page 1

Compensation pour salaire social minimum rehaussé

7718 - Projet de loi relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19

Le 9 décembre 2020, le projet de loi n° 7719 augmentant le salaire social minimum de 2,8 % dès le 1er janvier 2021 a été adopté par la Chambre des Députés.

Pour compenser cette nouvelle charge difficile à supporter par les entreprises des secteurs qui sont les plus gravement touchés par la pandémie de Covid-19, le présent projet de loi vise à mettre en place une aide financière unique sous forme de subvention en capital. Son montant est calculé sur base du nombre de salariés rémunérés entre le salaire social minimum et le salaire social minimum qualifié, qui ont été en activité au cours d'une période mensuelle se situant entre janvier et juin 2021. L'aide ne peut être demandée que pour un seul mois qui se situe dans la période éligible.

Il a été veillé à limiter les formalités administratives préalables à l'obtention de l'aide au minimum.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 24.11.2020
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

02.12.2020	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
08.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1037, page 1

Droit pénal : adaptation de modalités procédurales

7720 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, le projet de loi 7720 vise à proroger la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale afin d'assurer en toute sécurité et dans les mesures sanitaires en vigueur l'exercice des droits de recours devant les juridictions concernées.

Aux termes de l'exposé des motifs, l'évolution de la pandémie au cours des derniers mois a montré que les dispositions dérogatoires en matière de procédure pénale gardent leur raison d'être au-delà du 31 décembre 2020 de sorte que la prorogation de la loi modifiée du 20 juin 2020 susmentionnée s'impose.

En outre, le projet de loi 7720 met au profit les expériences faites à l'occasion de la modification de la loi précitée, afin d'adapter certaines de ses dispositions. Ainsi, il importe de les rendre d'application facultative par rapport aux dispositions de droit commun prévues au Code de procédure pénale, ceci dans le but de permettre une plus grande flexibilité dans la matière.

En effet, le présent projet de loi prévoit des adaptations en ce qui concerne :

- la notification des ordonnances de perquisitions et de saisies ;
- l'appel contre les ordonnances du juge d'instruction ou de la chambre du conseil du tribunal ;
- la procédure d'appel contre les jugements des tribunaux d'arrondissement autre que sur le fond ;
- la procédure d'appel contre les décisions du juge de police en matière d'interdiction de conduire provisoire ;
- la procédure d'appel contre les jugements rendus quant au fond ;
- l'exécution fractionnée des peines privatives de liberté ;
- la saisine de la chambre de l'application des peines.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 26.11.2020
Rapporteur : M. Pim Knaff

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

02.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
09.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et examen d'une série d'amendements
15.12.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1046, page 1

Mesures contre le danger d'infection

7721 - Projet de loi portant

1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et

2° modification de la loi du 25 novembre 2020 portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil

Dans le contexte actuel de la lutte contre la pandémie du Covid-19, le présent projet de loi vise à limiter les interactions physiques afin de minimiser le danger d'infection, tout en assurant le bon fonctionnement du service public de la justice.

Aux termes de l'exposé des motifs, le maintien temporaire de certaines mesures introduites par la loi du 20 juin 2020 portant prorogation des mesures concernant les audiences publiques et adaptations d'autres modalités procédurales (ci-après « la loi du 20 juin 2020 ») au-delà du 31 décembre s'avère utile et nécessaire. Ainsi, chaque mesure décidée pendant l'état de crise et prorogée par la loi du 20 juin 2020 fut analysée par rapport à sa finalité première et en considération des droits fondamentaux auxquels elle dérogerait le cas échéant, afin de garantir le plein respect du principe de proportionnalité. Il a par ailleurs été analysé si de nouvelles mesures devaient être prévues.

Le présent projet de loi propose de maintenir, respectivement de remettre en place, les adaptations temporaires en ce qui concerne :

- les règles procédurales devant les juridictions judiciaires et administratives dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
- l'exécution des décisions de déguerpissement ;
- le délai prescrit pour faire l'aveu de faillite ;
- les hypothèques conventionnelles ;
- les déclarations de naissance.

Dans le but d'une meilleure lecture d'ensemble des mesures prolongées et des dispositions nouvelles s'y ajoutant, la loi du 20 juin 2020 est abrogée et substituée par la nouvelle loi en projet, comportant le catalogue complet des mesures à entrer en vigueur.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 26.11.2020
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

02.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
09.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et examen d'une série d'amendements
15.12.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1056, page 1

Protection des salariés contre un licenciement

7726 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet de modifier temporairement l'article L. 121-6, paragraphes 1er, 2 et 3, alinéa 1er, du Code du travail par l'introduction de dérogations temporaires applicables jusqu'au 30 juin 2021. Ces dispositions portent sur la protection du salarié contre un licenciement.

Face à la forte augmentation de personnes testées positives au coronavirus et vu la charge de travail importante qui en découle pour la cellule du contact tracing, il se peut que, pour certaines personnes testées positives, voire pour certaines personnes ayant eu un contact à risque avec une personne testée positive, un laps de temps important s'écoule avant qu'elles ne disposent de l'ordonnance de mise en isolement ou de mise en quarantaine, assortie, le cas échéant, d'un certificat d'incapacité de travail.

Afin d'éviter un licenciement pour un fait indépendant de la volonté du salarié, le présent projet de loi prévoit un délai spécifique de huit jours pour la soumission du document servant de certificat d'incapacité de travail émanant de l'autorité nationale et adressé aux personnes en quarantaine ou en isolement.

En outre, le projet de loi inclut spécifiquement cette catégorie particulière de certificats aux cas dans lesquels le salarié absent pour cause d'incapacité de travail est protégé contre le licenciement afin d'éviter que d'éventuels retards dans la transmission de ces documents puissent créer des situations dans lesquelles les salariés concernés peuvent, le cas échéant, être licenciés pour cause d'absence non justifiée.

Le projet de loi précise encore l'obligation des salariés incapables de travailler pour cause de mise en quarantaine ou en isolement d'en avertir le jour même de l'empêchement l'employeur ou le représentant de celui-ci.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.11.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

07.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.12.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1039, page 1

Cérémonies de mariage

7732 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Compte tenu des impératifs de santé publique en relation avec la pandémie du Covid-19, la continuité de l'application stricte des gestes barrière s'impose. Il en résulte que l'organisation des cérémonies de mariage dans la maison communale pose toujours problème à un certain nombre de communes.

Le projet de loi vise à prolonger la mesure permettant à l'officier de l'état civil de célébrer le mariage dans un édifice communal autre que la maison communale jusqu'au 15 juillet 2021 inclus.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 09.12.2020
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

09.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1055, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :**
   1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
   2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
   3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
   4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
   5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
   6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
   7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
   8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
   11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
   12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
   13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
   a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
   b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
   c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
   14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
   15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
   16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;
   17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;
   18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
   19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
   20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
   21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;
   22° la loi modifiée du 23 décembre 2016
   1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;
   2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
   23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
   24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
   25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat
   et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique
   et
   7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)
   - Discussion générale (suite) : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. André Bauler) (dépôt des motions 3 à 8) - (interventions de M. Gilles Baum, M. André Bauler et M. Marc Baum) - M. David Wagner (dépôt des motions 9 à 12) - M. Sven Clement (dépôt des motions 13 à 15) - M. Gilles Roth (interventions de M. Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Spautz et M. Gusty Graas) (dépôt de la motion 16) - M. André Bauler - M. Michel Wolter (intervention de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances) - M. Gusty Graas
   - Prises de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur (interventions de Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gusty Graas et M. Marc Spautz) - M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna - M. Gilles Roth (parole après ministre) (interventions de M. Max Hahn, M. Marc Goergen et M. André Bauler) - M. le Ministre Pierre Gramegna - M. Laurent Mosar (parole après ministre) (interventions de M. Claude Haagen et M. Georges Engel) - M. Mars Di Bartolomeo
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
4. **7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]**
   et
   7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)
   - Discussion générale (suite): M. Gilles Baum (interventions par M. Mars Di Bartolomeo et M. Gilles Roth)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 15.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

De Mëtteg fuere mer weider mat den Debatten iwwert de Staatsbudget 2021 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. An ech ginn direkt d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

2. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;

2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;

5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;

6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;

7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;

12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat

et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänken, wéi d'Kolleege virdrun et scho gemaach hunn, an dem honorabelen Här François Benoy e grousse Merci soe fir säi Budgetsrapport. Et ass ëmmer eng ganz grouss Aarbecht, fir esou e Rapport ze maachen, et verlaangt ganz vill Investissement, ganz vill Seriö - an dat muss ee besonnesch ervirhiewen.

Ech wéilt awer och soen, datt am Här Benoy sengem Rapport direkt e puer Punkte sinn, déi ech hei wëll speziell ënnersträichen, well se politesch och interessant sinn.

Dat Éischt ass, datt den Här Benoy eis gesot huet, datt nach esou vill Wunnraum disponibel wär: fir 300.000 Leit. Ech erënnere mech, an dat mat enger gewësser Satisfaktioun, well et ass nach net esou laang hier, datt déi gréng Partei gesot huet, omei, de Wuesstum an all dee Populatiounswuesstum an esou weider, dat wär e grousse Risiko fir d'Natur, fir d'Ëmwelt, fir alles, an elo gesi mer eng gewësse Satisfaktioun fir ze soen, 300.000 wär an de Perimeteren ouni Weideres nach méiglech. Dann hätte mer schonn eng Populatioun vun 900.000!

Dat Zweet, wat ech wëll ervirhiewen, ass, datt den Här Benoy - sauf erreur de ma part - gesot huet, datt an dësem Budget - dee gréngsten, dee mer jee haten - 1,1 Milliarde fir Klima an esou änlech Projete virgesi wären. Dir korrigéiert mech, wann ech dat net richteg héieren hätt! Mee dat ass enorm vill Geld an engem Budget, deen en Defizit vun 2,4 Milliarden opweist! Also musse mer och déi Ausgaben hannerfroen - an dat wäerte mer och maachen.

An dat Drëtt ass: Ech constatéieren, datt den Här Benoy vun engem demokrateschen Defizit geschwat huet. En huet geschwat vun der Participatioun an der Gesellschaft, der Inklusioun och vun eisen auslännesche Matbierger. Mee et gëtt en demokrateschen Defizit hei am Land, Här Benoy an Är Kolleege vun deene Gréngen! Dat ass zum Beispill deen, datt d'Circonscriptioun Osten oder d'Circonscriptioun Norden hei am Parlament net genuch representéiert sinn. Dat ass en demokrateschen Defizit! Et gëtt där nach. Et gëtt awer och en demokrateschen Defizit bei deene Gréngen, well, wien e Resultat vun engem Referendum net unerkennt, wéi de Referendum, laanscht déi 80 % ze fannen, bei deem ass och en demokrateschen Defizit festzestellen! Et gëtt awer keen demokrateschen Defizit am Hibléck op d'Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger, well all déi kënne Lëtzebuerger ginn an dann un alle politesche Prozesser deelhuelen!

Den Här Benoy huet a senger Ried eebe ganz vill Gewiicht op eng gréng Ideologie geluecht. En huet dat laang begrënnt. Och d'Madamm Josée Lorsché huet dat de Moie ganz laang gemaach. A mir wëlle weisen, datt dat, wat hien eis proposéiert, éischter schuet wéi notzt. Et ass eng net realistesch Politik, si ass net realisabel! A well se weeder realistesch nach wierklech realisabel ass, ass se emol net wënschenswäert!

Mir wëllen lech weisen - an do kommen ech herno drop zréck -, datt déi Politik, déi hei proposéiert gëtt, eigentlech d'Zukunft vun deene jonke Leit hypothekéiert an datt se der Ëmwelt ënner Ëmstänn méi schuet wéi notzt. Mir als ADR, mir sti fir e ganz engagéierten Ëmweltschutz, awer eeben een, dee realistesch ass an dee schlussendlech net méi schuet, wéi en notzt.

De Budget kënnt an enger Zäit vu grousser Onsécherheet. Mir hu Problemer am Welthandel, mir mussen eis Relatioune mat den USA nei definéieren ënnert deem neie President - och dat gëtt schwiereg -, mir stinn nom Brexit an enger Neidefinitioun vun eisen internationale Relatiounen, notamment fir d'Finanzplaz. Alles dat sinn natierlech Elementer, déi fir eng virsiichteg Budgetspolitik plädéiere loossen.

An och wéinst där sanitärer Situatioun kënnt en an engem ganz schwéieren Ament. Mir hunn en ekonomeschen Abroch - et ass beschriwwe gi mat enger Gréisstenuerdnung vu 4 % -, de Chômage ass op iwwer 7 % geklommen an d'Regierung huet dann och déi Clause pour „circonstances exceptionnelles" aus dem Gesetz vun 2014 gezunn, déi et erlaabt, deenen normale Budgetsreegelen ze derogéieren an dann eeben d'Norme vum europäesche Stabilitéitspakt net ze applizéieren, an déi Objectifs à moyen terme, déi mëttelfristeg Finanzplanung, ka se och net méi realiséieren.

Ech ginn och deene Recht, déi viru mir hei stoungen a gesot hunn, datt d'Regierung keng Reserven ugeluecht huet a besseren Zäiten. Dat schéngt mer wierklech e Faktum ze sinn, deen net ka kontestéiert ginn. Fir eis gëllt nach ëmmer: „Gouverner, c'est prévoir", an dat heescht eeben, datt een an Zäiten, wou een Iwwerschëss huet, Scholden ofbaut, spuert an eebe fir méi schlecht Zäite Geld uleet. Dat ass net gemaach ginn!

Den ekonomesche Réckgang, dee mer dëst Joer hunn, ass zu engem groussen Deel op politesch

Decisiounen zréckzeféieren, déi am Kontext vun enger sanitärer Kris geholl goufen. Am Ufank vun dëser Kris, wéi mer nach net woussten, wat op eis géif duerkommen, hate mir als ADR och all déi Moossname matgestëmmt, déi deemools geholl goufen - den État de crise an de Lockdown -, obscho mir och schonn deemools de Lockdown anescht gehandhaabt hätten, wéi d'Regierung et gemaach huet. Mir hätten et zum Beispill och deemools deene klenge Geschäfter - ënnert deenen néidege Sécherheetsbestëmmungen - erlaabt, opzebleiwen, an net nëmmen deene groussen.

Mee den zweete Lockdown, dee mer elo hunn, dee fanne mer an der Applikatioun net richteg. Mir si géint eng Ausgangsspär - vun där mer eis nach ëmmer froen, wat se iwwerhaapt soll bréngen -, mir sinn dergéint, datt den Horeca-Secteur, Kultur a Sport komplett zougemaach ginn. Déi Leit leiden dorënner! Et gëtt - an den Här Engelen huet dat hei e puermol gesot - keng kloer Justifikatioun, fir dat ze maachen! Et ass wierklech eng ekonomesch Kris, déi zum Deel selwer produzéiert ass a wou de sanitäre Benefiss zweifelhaft ass.

Mir hätten also, wa mer elo an dëser Situatioun d'Soe gehat hätten, sécher manner negativ ekonomesch a sozial Konsequenze gehat.

De Staat muss och oppassen, Här Finanzminister - an dat läit zum Deel an Ärer Verantwortung -, datt déi puer Administratiounen, déi géintiwwer deene Betriber Scholden afuerdere kënnen, net gläichzäiteg kommen a Réckstänn afuerdere bei der TVA, bei anere Steieren, wou d'Betriber bewosst och duerch eng staatlech Aktioun an eng Situatioun eragedriwwe ginn, wou se vläicht herno mussen eng Faillite erklären. Do muss de Staat einfach aner Méiglechkeete fannen! Et geet do net duer fir ze soen: „D'Administratiounen applizéieren d'Gesetzer." Da mussen d'Gesetzer eeben ugepasst ginn! Mee mir musse kucken, datt mer sou vill wéi méiglech Betriber duerch dës schwéier Zäit kréien!

Déi ugespaante Situatioun an de Klinicken, déi huet natierlech och mat der Spidolsreform vun der LSAP ze dinn. Den Här Engel ass elo net hei, mee e lauschtert mer vläicht trotzdeem iergendwou no. Mir hunn an der Publikatioun vum Statec - och dat hat den Här Engelen hei scho virgelies - eng Reduktioun vun der Zuel vun de Better, net nëmme par rapport zum Bevëlkerungswuesstum, mee eng absolutt Reduktioun vun de Better vun 2.821 am Joer 2000 op 2.659 am Joer 2019. Dat ass einfach irresponsabel! An déi Situatioun an de Klinicken, déi ass och zum Deel där Spidolsreform geschëlt an et däerf een net esou probéieren ze maachen, als wär dat net ze maachen.

Mir hunn als ADR eng Proposition de loi gemaach, fir dat ze redresséieren. Firwat kommt Der net heihinner, mir huelen déi Proposition de loi direkt op den Ordre du jour, mir maachen de Rapport, mir kucken, datt mer den Avis vum Staatsrot kréien an da stëmme mer dat! Mir mussen d'Klinicke vu kënschtleche Limitatioune vun den Zuele vun de Better befreien, fir déi sanitär Situatioun ze verbesseren! An déi Inaktioun vun der Regierung an deem Domän, deem Schlësseldomän, dat kann een net novollzéien!

Mir hunn och massiv Defiziter do - an dat betoune mer ëmmer erëm -, wou de Staat eigentlech haaptsächlech kompetent ass fir ze agéieren: am ëffentleche Raum. Mir haten Defiziter, wéi d'Situatioun an de Schoulen ugepaakt ginn ass, wéi se an de CIPAen ugepaakt gëtt - den Här Spautz hat de Moien nach op eng ganz opportun Manéier op déi Problemer opmierksam gemaach. Am ëffentlechen Transport hate mer grouss Press, wéi den Tram elo ageweit ginn ass, well e bis op d'Gare fiert, wou d'Leit dran zesummegedréckt stoungen - an dat an Zäite vu Covid! An da sot Dir awer, mir sollen am Privaten, wou de Staat näischt verluer huet, … do wëllt Der alles bis an de leschten Detail regléiere goen: wie wien däerf gesinn, d'Boma mat de Kanner oder net … Awer wann et drëm geet, fir d'Leit fir eng Foto am Tram zesummenzedrécken, fir do eng Aweiung ze maachen, da sidd Der awer do! Dat geet net! Këmmert Iech ëm den ëffentleche Raum a loosst d'Leit an hirem Privatliewen, an hirer Eegeverantwortung, an engem fräie Staat evaluéieren, wéi si et gär hätten!

D'Resultat vun dëser Kris ass natierlech och budgetär an … Mee loosst mech vläicht … Et ass awer nach vläicht wichteg, datt ech virdrun op déi Fro vun den Impfunge aginn. Déi Impfungen, an dat huet den Här Engelen och scho beschriwwen, dat kann hëllefen. Mee mir gesinn awer mat Suerg, datt den Drock op d'europäesch Medikamentenagentur vun Dag zu Dag klëmmt! Op rtl.lu wore gëschter, mengen ech, zwee Artikelen, wann ech mech gutt erënneren. Den Delai, wéini d'Medikamentenagentur dann elo soll hiren Accord fir den Impfstoff ginn, gëtt ëmmer no vir geréckelt. An dann ass et jo kloer, datt en enormen ekonomeschen a politeschen Drock do existéiert! Da gëtt gesot, jo, mir kréichen elo méi Zougang zu Donnéeë wéi bis elo - mee dat ass net kredibel! Et besteet einfach en Drock!

A mir soen: Et muss éischtens bei den Impfunge séchergestallt sinn, datt se fräiwëlleg sinn an datt net en direkten oder en indirekten Drock op d'Leit kann ausgeüübt ginn, an zweetens, datt d'Sécherheet wierklech garantéiert ass.

Den Här Minister Gramegna huet de Moie gesot, jo, si wäre gratis - gratis fir d'Leit, awer net gratis fir de Staat. Majo, Här Gramegna, déi Suen, déi Dir hutt, dat sinn de Leit hir Suen! Déi Steiersuen, dat sinn all de Leit heibannen, all de Leit, déi eis dobaussen nokucken, et sinn deenen hir Suen! Also bezuelen d'Leit déi Impfung iwwer hir Steieren! Mee et ass net esou - ma Dir sidd Finanzminister, Dir misst dat wëssen -, wéi wann de Staat Suen hätt, déi net géife vun de Leit oder vun de Betriber kommen! Et ass net gratis, d'Leit bezuelen et iwwert d'Steieren! Awer et ass gutt, datt se net nach eng Kéier bezuele mussen, wa se sech wëllen impfe loossen.

Mir begleeden déi ganz Prozesser konsequent als ADR. Mir hannerfroen, well et ass eis Aufgab als Oppositiounspartei, all Schrëtt, deen dës Regierung hëlt, ze hannerfroen. Et ass net richteg, wann - egal, och an enger sanitärer Kris - einfach alles akzeptéiert gëtt an net hannerfrot gëtt, wat vun der Regierung kënnt! Mir hannerfroen - et ass eis Flicht, et ass eis Aufgab, et ass eist Recht, d'Regierung ze kontrolléieren! Mir maachen dat konsequent. Mir kucken op déi perséinlech Fräiheeten an dëser Kris, mir kucken och op d'Reliounsfräiheet, och elo Chrëschtdag, mir kucken op d'ekonomesch Fräiheet, d'Liberté de commerce an all d'Fräiheeten, déi an eiser Constitutioun verankert sinn. A mir hannerfroen alles, wat d'Regierung mécht, fir ze kucken, ob dat, wat se mécht, wierklech néideg ass an ob et effikass ass. Deier ass et souwisou.

Wësst Der, déi Lächer, déi elo duerch dës Kris am Budget entstinn, do gëtt et zwou Methoden, fir dat kënnen ze redresséieren - et gëtt der zwou, et gëtt der keng dräi! Déi eng ass: Et gëtt ee manner aus, fir ze kucken, de Budget an d'Gläichgewiicht ze kréien. An déi aner ass: Et ännert een näischt oder et hëlt ee méi Scholden op, fir weider vill kënnen auszeginn. Ech soen Iech ganz kloer: Eise Wee als ADR ass deen, mat den Depensë lues ze maachen, fir genau ze kucken, wou ee kann Depensë maachen - well op d'Scholde komme mer nach ze schwätzen, mir hu méi wéi genuch Scholden, mir kënnen net esou weidermaachen an ëmmer nëmme Scholde maachen an da soen: „Et gëtt keen anere Wee." Dach, et gëtt aner Weeër!

An dann déi Iddi, fir permanent d'Steieren ze erhéijen. Ëmmer erëm solle Steieren agefouert ginn - an et ass eng richteg Course! déi gréng zum Beispill, déi féieren elo déi Kuelendioxidsteier an. Ech soen: Si féiere se an! A si feiere se och nach gläichzäiteg als e groussen Erfolleg! Eng Kuelendioxidsteier, déi jo och soll den Tanktourismus bekämpfen - den Tanktourismus, deen nach ëmmer eng vun deene wichtegste Recettë vum Lëtzebuerger Staat duerstellt! Dat muss een also wëssen.

A wat ass eigentlech … wat geschitt mat där Kuelendioxidsteier, fir den Tanktourismus ze bekämpfen? Et soll manner zu Lëtzebuerg getankt ginn, méi am Ausland? Et ass dem Klima komplett egal, ob zu Arel getankt gëtt oder zu Stengefort! Dat ännert an Ärer eegener Logik näischt, mee wou et eppes ännert, dat ass, datt et en dramateschen Abroch ass vun de Staatsrecettë vu Lëtzebuerg. Also hu mer och manner Suen, fir sozial Projeten ze finanzéieren, well och déi Sue falen net vum Himmel!

Wat Dir maacht, ass: Dir maacht näischt fir de Klima, well fir de Klima ass et keen Ënnerscheed, ob zu Arel oder zu Stengefort getankt gëtt, mee mir hu manner Suen an der Keess! An da schwätzt Dir nach vu soziale Kompensatiounsmoossnamen! Mee all déi Recetten, déi mer duerch Är Politik net kréien, déi feelen och am Staatsbudget, fir dat ze maachen, wat Dir Iech eventuell virstellt.

Dat ass eng Verantwortungslosegkeet! Dir kënnt eis dach hei net eng Politik als gréng verkafen, déi dem Klima iwwerhaapt näischt notzt an als Effekt huet, datt mer hei enorm Aboussen hunn, fir och fir sozial Leeschtunge kënnen ze bezuelen!

Dir wëllt och mat där Kuelendioxidsteier - dat ass och eppes typesch Grénges - de Leit virschreiwen, wéi se solle liewen. Et ass jo net nëmmen, datt Der an ekonomesch Prozesser an esou weider agräift, mee déi Desindexéierung, dat huet jo och e politeschen Zweck! Déi Leit, déi solle mam Auto fueren oder déi nach mam Auto fueren, déi ginn nach derfir bestrooft! Dir wësst besser, wat gutt ass fir d'Leit, wéi d'Leit selwer! Mir denken dat net! Loosst de Leit hir Fräiheet!

Also déi Desindexéierung, déi droe mir net mat! Fir eis ass dat eng Indexmanipuléierung, wéi et vill anerer och gëtt, a mir soen: Déi Kuelendioxidsteier, déi soll am Index berécksiichtegt ginn! Aus soziale Grënn begréisse mer awer, datt wéinstens e puer Kompensatiounsmoossname virgesi goufen. Awer mir soen och: Mir hätten och gär Kompensatioune fir eis Baueren, mam Mazout zum Beispill. Och dat ass wichteg! Dat si Leit, déi dacks vergiess ginn, mee och si verdéngen et, vum Staat ënnerstëtzt ze ginn!

déi gréng hunn och déi nei Berechnungsmethod fir d'Autossteier mat um Gewëssen. Mir hunn déi net gestëmmt! Mir wëllen net, datt d'Autofuere systematesch méi deier gemaach gëtt! Mir sinn derfir, datt den ëffentlechen Transport ausgebaut gëtt, well mir sinn der Iwwerzeegung: Wann am ëffentlechen Transport e gutt Angebot besteet, da gëtt et en och benotzt. Awer mir verdeedege gläichzäiteg déi individuell Mobilitéit. Mir ginn net géint d'Autofueren aus Prinzip!

An ech soen et nach ëmmer, well mer et allkéiers hei soen: Mir si géint all Subventionéierung vun der Elektromobilitéit, soulaang déi op Kanneraarbecht an Afrika baséiert! Et ass eng moralesch Zoumuddung, datt Dir hei permanent vu Mënscherechter schwätzt an datt d'Entreprisë sollen all méiglech moralesch Normen anhalen an datt de Pensiounsfong soll all méiglech moralesch Normen anhalen - an de Staat, dës Regierung, déi hält iwwerhaapt keng an! Do ass e Widdersproch! Setzt Iech emol an deem do Kontext mat Iech selwer auserneen!

Dir wëllt … Dir hutt u sech hei bewisen - an Dir hutt et och gesot, den Här Benoy huet et gesot, anerer hunn et och gesot -, datt déi gréng eigentlech fir en omnipresente Staat sinn - dat heescht, fir e „staarke Staat", an Ärer Terminologie. Nee, en ass omnipresent! Dir wëllt alles kontrolléieren, d'Ekonomie an och d'Privatliewe vun de Leit! Et ass schonn ëmmer eng Tendenz bei Iech do: déi totalitaristesch! Mir refuséieren dat!

(Brouhaha et hilarité)

Mir refuséieren dat! An ekonomesch: Net nëmmen, datt Der politesch Problemer hutt, konzeptueller, mee ekonomesch hutt Der der och!

(Brouhaha)

Well Dir verkaaft eppes als Investitioun an de Staatsbudget, wat eng Depense ass! Dat sinn zwou verschidde Saachen! Eng Investitioun muss e Retour hunn, eng Depense huet kee Retour. An Dir vermëscht dat. Fir héich Depensen ze justifiéieren, sot Dir: „Alles ass en Investissement." Dat hält sech ekonomesch net!

Konzeptuell …, ech ginn Iech e Beispill: Dir schwätzt vu „Klimaverschmotzung" - dat ass och esou e politescht Wuert. E politescht! Et kann een e Floss verschmotzen, et kann ee Buedem verschmotzen, et kann ee Waasser verschmotzen, awer de Klima ass eng statistesch Gréisst! Dat ass Statistik! An eng Statistik kann een net verschmotzen! Et kann ee se fälschen - dat brauch ech Iech net ze soen! -, mee op jidde Fall ass de Klima eng Statistik an déi kann ee wuel veränneren. An de Klima verännert sech, duerch natierlech Ursaachen an och duerch mënschegemaachten Ursaachen, an engem Mooss, dat mer net genee kennen, awer et ass keng Verschmotzung, et ass eng statistesch ...

(Interruption)

... Entwécklung. Dofir ass dat Argument vum Pollueur-payeur reng politesch, et entsprécht net enger reeller Situatioun!

(Hilarité)

D'LSAP wëllt méiglechst séier eng ...

(Brouhaha)

... lerfschaftssteier an direkter Linn an eng Verméigenssteier aféieren.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Här President, déi gréng si sou begeeschtert, et misst een hinne vläicht soen, datt se e bësse sollen nolauschteren. Mee d'LSAP wëllt sou séier wéi méiglech eng lerfschaftssteier an direkter Linn an eng Verméigenssteier aféieren. Mir liesen och, si wëllen och nach e Finanzausgläich un d'Nopeschregioune bezuelen, dat ass och nach ganz deier - Gréisstenuerdnung ronn 100 Milliounen Euro.

Da soll d'Grondsteier kommen - och dat ass schlussendlech eppes, wat warscheinlech geschwë jiddereen trëfft, well ech ka mer jo kaum virstellen, datt et fir vill Leit sollt méi bëlleg ginn … - an nach eng Spekulatiounssteier, wou warscheinlech jiddereen, deen hei am Land en Terrain huet, geschwënn zum Spekulant erkläert gëtt!

Also mir hunn do eng Koalitioun vu Steiererhéijungsparteien: déi gréng, d'LSAP - da froe mer eis: Wéi ass et da mat der DP mat de Steiererhéijungen?

Une voix.- Egal wat!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ma ech zitéieren hei verschidde Politiker vun der DP an ech muss soen, wann Der déi Zitater héiert, da soen ech déi mat grousser Satisfaktioun, well dat sinn DP-Zitater, déi komplett op ADR-Linn leien, an dofir si se gutt.

(Brouhaha)

An ech fänken un ...

(Brouhaha)

... mat dem Här Minister Pierre Gramegna.

(Brouhaha)

Jo!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Den Här Pierre Gramegna sot: „Mat Steiere verdaut ee keng Kris, mat Steiere riskéiert een, d'Kris nach méi déif ze maachen." Wéi richteg, Här Gramegna! „Ech gesinn, wéi schlecht d'Entreprisen dru sinn, a si soe mer dat all Dag. Wann ech hinnen elo géif soen, mir géifen d'Steieren och nach an d'Luucht setzen, si géife jo d'Welt net méi verstoen." Dat sot Der den 29. Abrëll.

En aneren, ganz respektéierte Kolleeg heibannen, den Här André Bauler, sot: „Steiererhéijungen a Krisenzäite si Gëft fir d'Reprise a géifen déi brutal Kris, déi mer de Moment erliewen, nëmmen nach verschlëmmeren!" Bravo, Här Bauler!

M. André Bauler *(DP)*.- Wou Der Recht hutt, Här Kartheiser, do hutt Der Recht!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Majo!

(Hilarité)

Mir sinn eis komplett eens!

Den Här Bettel sot den 10. Dezember am Paperjam: « Toute hausse d'impôts serait comme un poison ». Mir sinn als ADR immens zefridde mat deenen Aussoen - mee firwat haalt Der Iech dann net drun? Well d'Demokratesch Partei ass dach déi, déi all déi gréng an déi rout Steiererhéijungen, déi ech elo virdru genannt hunn, net nëmme matdréit, mee si setzt der nach selwer mat drop!

De Premier Bettel, dee kënnt den 21. Juli vum Conseil européen ganz houfreg heem an e kënnt mat neie Ressources propres fir d'EU, e kënnt mat enger Plastiksteier, e kënnt mat enger Abezéiung vu Schëff- a Loftverkéier a Klimaarrangementer an e kënnt mat enger Finanztransaktiounssteier an de Konklusioune vum Conseil européen, eng Finanztransaktiounssteier, déi Gëft ass fir eis Finanzplaz - do kommen ech zréck op dat Wuert „Gëft" -, an ouni all Referenz op d'OECD! Well et wor bis elo, virun dem Här Bettel sengem Exploit am Conseil européen, fir eis kloer, datt mer eng Finanztransaktiounssteier nëmmen aféieren, wa Lëtzebuerg net singulariséiert gëtt, mee de Risiko op all gréisser Finanzplaz op der Welt verdeelt gëtt, op d'mannst am Kader vun der OECD. A fir dat ze ënnermaueren a fir all Ambiguitéiten aus dem Wee ze raumen, Här President, ginn ech Iech eng éischt Motioun an deem Sënn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- datt eng Finanztransaktiounssteier der Finanzplaz Lëtzebuerg schuede géif an net effizient wier, wann dës net gläichzäiteg europa- a weltwäit op alle wichtege Finanzplazen agefouert géif ginn;

- datt esou eng Finanztransaktiounssteier, wa se eleng zu Lëtzebuerg agefouert gëtt, d'Gefor vun der Delokaliséierung vu finanziellen Transaktiounen op aner Finanzzenteren, déi keng esou eng Steier applizéieren, mat sech brénge géif;

- datt et wichteg wier, sollt esou eng Steier wierklech agefouert ginn, datt op d'mannst all Länner aus der OECD dat misste gläichzäiteg maachen, fir keng konkurrenziell Distorsiounen ze kréien,

fuerdert d'Regierung op,

- keng Schrëtt ze ënnerhuelen, fir zu Lëtzebuerg eng Finanztransaktiounssteier anzeféieren, wann dës net gläichzäiteg weltwäit op alle wichtege Finanzplazen agefouert gëtt, op d'mannst awer an alle Memberstaate vun der OECD.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Fir eis als ADR ass kloer: D'Finanztransaktiounssteier, dat gëtt et nëmmen op OECD-Niveau! Wéi ass dat méiglech, datt den Här Bettel do um Conseil européen ass, da léisst e sech do vun der belscher Premierministesch vertrieden - ech weess net, ob elo den Här Bettel dat decidéiert huet oder déi belsch ehemoleg Premierministesch - an da kënnt en tëschenduerch heem, mécht hei e Regierungsrot, obschonn en zwee Vizepremieren hei am Land huet, an da fiert en zréck op Bréissel an da kënnt en heem an da seet en eis ganz houfreg, hien hätt sech agesat do bei Theeme vun der polnescher Bannepolitik. Mee eis ass dat egal! Wat eis interesséiert, ass, datt mer e Premier hunn, dee sech fir d'Interesse vun eisem Land asetzt an d'Finanztransaktiounssteier bekämpft a kuckt, datt mer net benodeelegt gi géintiwwer anere Länner! Dat ass seng Aufgab! An de Rescht ass vläicht säin Hobby, mee e geet net op Bréissel, fir Hobbyen ze fleegen, e geet op Bréissel, fir d'Interessie vum Lëtzebuerger Land ze verdeedegen!

(Brouhaha)

Den Här Gramegna, dat sidd Dir, Här Minister, ...

(Hilarité)

... Dir hutt nämlech viru Kuerzem gesot, d'digital Steier, do kéint Dir och dermat liewen, wann déi

reng europäesch wär. An och do soe mer lech: mir net! Mir hätten och gär, datt eng digital Steier, wou wierklech déi grouss international Konzerner concernéiert sinn, datt dat och um Niveau vun der OECD geschitt an net nëmmen an Europa!

Wësst Der, an da gëtt et vill Gespréicher ëm Taxen, Douanestaxen, fir Dumping ze bekämpfen. Dat gëtt jo och da gesot, Sozialdumping, ekologeschen Dumping, a mir missten un der Grenz vun der Europäescher Unioun Taxen aféieren. Jo, dat kann ee maachen, mee et muss een awer wëssen, datt mir déi all bezuelen, op zwou verschidde Manéieren: Mir bezuelen déi als Gesellschaft an als Consommateuren.

Éischtens kréie mer d'Rechnung, well déi aner Staaten dann am Kader vun der Reciprocitéit selbstverständlech och Taxe géint europäesch Produiten aféieren. Dat heescht, mir gi manner kompetitiv, mir verléieren Undeeler um Weltmaart, mir verkafe manner, mir gi méi aarm. Dat ass eng klassesch Thees an der Ekonomie: Wien Taxen aféiert an ënner Taxe leit, dee gëtt u sech méi aarm dovunner, net méi räich.

Zweetens: All importéierte Produit gëtt eeben duerch déi Taxéierung och méi deier. Dat bezilt och jiddereen, dee Consommateur ass.

Et ass fir mech ganz schwéier nozevollzéien, datt hei ëmmer gesot gëtt, de President Trump, schrecklech, Unilateralist an net Multilateralist, e Protektionist, „America First" an esou weider, an da gëtt kritiséiert, wann Amerika Taxen aféiert - a mir als Europäer maachen et och! Hei gëtt dat als eppes Positives verkaf! Firwat ass et da schlecht, wann d'Amerikaner et maachen, a gutt, wann d'Europäer et maachen?

Mir als ADR - an dat wëll ech hei kloer soen -, mir si fir de fräie Welthandel! Mir sinn an deem Sënn eng richteg liberal Partei, fir den oppene Maart. Well nëmmen esou kënne mer eise Betriber, eisen Déngschtleeschtungsbetriber, ...

(Brouhaha)

... eisem Handel déi Chancë ginn, fir an engem kompetitiven Ëmfeld ze evoluéieren, mat deene beschtméigleche Bedéngungen, fir un der Spëtzt ze bleiwen, fir sech ze behaapten. Mir wëllen eis Entreprisen ënnerstëtzen a se net iwwer e Protektionismus mëttelfristeg oder laangfristeg schwächen an net eis Gesellschaft méi aarm maache wéinst Rezepter aus dem 19. Joerhonnert, wéi d'Gambiapolitik se hei wëllt maachen. D'Kafkraaft vun de Leit muss erhale bleiwen!

Mir sinn als ADR ganz kloer eng Partei géint Steieran Taxenerhéijungen. Also wat ass eist Rezept? An elo lauschtert wannechgelift no, well elo kann et fir lech vläicht ganz interessant ginn!

(Brouhaha)

Manner ausginn ass net dat selwecht wéi Austeritéit! Manner ausginn ass net dat selwecht wéi Austeritéit, well et ass liicht gesot, si wéilte manner ausginn. Dat heescht, si spueren op d'Käschte vun de Leit. Nee, nee, nee! An et heescht och net, Investitioune mat antizykleschem Charakter zréckzeschrauwen! Och dat heescht et net!

Mir wëllen einfach Prioritäres virhuelen. Mir wëlle Saachen, déi net prioritär sinn, déi iwwerflëssig sinn, déi net direkt musse gemaach ginn, sträichen, zrécksetzen an einfach de Budget esou upaken, datt mer kucken, datt mer d'Depensë mat de Recetten an Eeklang kréien, datt mer dat zesummefëieren. Dat verdéngt an dat bedéngt politesche Courage - mir bréngen dee mat!

Et geet net, fir einfach ze soen: „Alles ass eng Investitioun", wann et eng Konsumausgab ass. An et geet och net, wéi dat an Europa dacks probéiert gëtt, fir ze soen, mir missten d'Investitiounen elo aus de Budgetskrittären erausrechnen - wéi zum Beispill an der Defense oder och verschidde Saachen am Ëmweltberäich, dorobber komme mer zréck -, well eis dat dann net passt oder well probéiert gëtt, dat erëm ze communautariséieren an esou weider. Eng Depense ass eng Depense, en Investissement ass eng Investitioun! Dat sinn ekonomesch zwou verschidde Saachen a mir hätte gär eng Éierlechkeet am Budget ouni Trickereien, fir do e falscht Bild vermëttelen ze kënnen!

Mir sollen net iwwer eis Verhältnisser liewen a mir hätte gär, datt de Budget am Gläichgewiicht ass. Et gëtt einfach vill Beräicher, wou mir als ADR géife spueren. A wann ee vun lech d'Fro géif stellen, da géif ech em och direkt soen, wou. Mee wa keen d'Fro stellt, spueren ech mer déi Zäit a kommen op aner Punkten.

(Interruption)

Da stellt d'Fro, Här Baum, da stellt d'Fro! Well da gëtt et mer net op meng Riedezäit ugerechent.

Wa mer haut sollen eng Erhéijung vum Effectif vun ...

(Brouhaha)

... 1.000 Plazen am Staat stëmmen, dann ass dat och eng Konsequenz vum Wuesstum. Mat engem Deel vun der Augmentatioun si mer d'accord - notamment mat deene Leit, déi an de Sécherheetsberäich solle kommen -, awer mir kënnen den Ausbau vum Staat net permanent virundreiwen. Dat heescht nämlech, d'Fixkäschten am Staatsbudget fir d'Fonction publique ze vill héich ze schrauwen, an et heescht och, datt mer dem private Secteur Ressourcen, gutt Leit, ewechhuelen, dem private Secteur, deen dacks Schwieregkeeten huet, an der Konkurrenz mam Staat genuch gutt Leit fannen ze kënnen, d'Liewen nach méi schwéier maachen. Mir mussen eis als Staat och kënnen aschränken.

Deen héije Wuesstum, dee mer am Ableck hunn, dee wëlle mer hei och uschwätzen. Ech kommen direkt drop zréck, mee ech wëll lech awer nach e puer Beräicher nennen, wou mir als ADR wéilte méi ausginn - méi, awer dat sinn alles ganz kleng Ausgaben. Ech wëll se trotzdeem hei mentionéieren. Dat Ganzt summéiert sech net zu groussen Ausgaben, mee et schéngt mer awer politesch wichteg, lech Beispiller ze soen, wou mir als ADR wéilte méi ausginn.

Mir wéilten zum Beispill d'Mobilitéit vun deenen eelere Leit verbesseren, den Adapto, ob déi Leit eng Behënnerung hunn oder net. An et schéngt eis besonnesch wichteg, deenen eelere Leit och individuell Transportméiglechkeeten ze ginn an enger Zäit, wou d'Transports publics fir si potenziell gesondheetlech geféierlech kënne sinn. Dat heescht, all déi Efforten, déi d'Regierung gemaach huet, fir den Adapto ze reduzéieren, géife mer réckgängeg maachen.

Zweetens: Mir géifen de Chômage partiel am private Secteur bis zu engem bestëmmte Plaffong op 100 % eropsetzen. Mir géifen d'ADR-Elteregeld aféieren, fir d'Familljen ze stäerken, a bis dohin d'Kannergeld an d'Luucht setzen. Mir géifen de SAMU social aféieren an och e Foyer fir Männer an Nout. Mir géifen den Elteren, déi e Kand mat enger Behënnerung erwaarden, déi néideg Garantië ginn, fir datt si wëssen, datt si an hiert Kand e Liewe laang esou ënnerstëtzt ginn, datt si ouni Angscht an ouni Suerg Jo zu hirem Kand kënne soen. Mir géife jonke Meedercher, déi vläicht ongeplangt an aneren Ëmstänn sinn, all Hëllef an all Ënnerstëtzung ginn, fir datt och si an aller Rou Jo zum Liewen an Nee zur Ofdreiwung kënne soen. Mir géifen däitlech méi an d'Sécherheet investéieren. Mir géifen eist Land méi staark a méi resilient maachen, mir géife Reserven a verschiddene Beräicher opbauen, logistesch a personell, an am Fall vun humanitäre Katastrophe wéilte mer méi ginn.

Alles dat si keng grouss Zommen, mee si hunn eng grouss politesch Bedeitung. An duerch d'Aféierung vum Elteregeld géife mer net nëmmen d'Famillje stäerken, mee mir géifen eis och vill sozial Problemer vum Hals huelen a mir géifen am Crèchëberäich spueren, soudatt mer do wierklech ënnert dem Strëch och emol net méi Sue géifen ausginn, awer eis Gesellschaft besser maachen.

Mir hunn als ADR och de Courage fir ze soen, datt mer eis mussen de laangfristegen Erausfuerderunge stellen, fir eis finanziell Gesondheet ze garantéieren, an dat sinn der fënnef: de Wuesstum an d'Pensiounssystemer, den europäesche Wärungssystem, d'Scholden an dat budgetäert Gläichgewiicht, de Logement an d'Zukunftsorientéierung vum Budget.

Éischtens: Mir mussen iwwer eis Wuesstumspolitik nodenken, fir se nei auszeriichten. De Wuesstum vun eiser Ekonomie kënne mer nëmme steieren, mir däerfen en net weider erleiden. Qualitative Wuesstum heescht un éischter Plaz, datt mir aus allen Automatismen erauskommen, déi eis zum Wuesstum zwéngen. Mir mussen eis Handlungsfräiheet zréckgewannen. Mir kënnen net an engem System bleiwen, deen eis derzou zwéngt, all Joer 3-4 % Wuesstum ze hunn, fir eis Pensioune kënnen ofzesécheren. Laangfristeg kann dat nëmme versoen! Doweinst musse mer elo iwwert d'Ofsécherung vun de Pensiounen nodenken a mir brauchen e Rentendësch. An deem Sënn, Här President, wëlle mer lech och eng Motioun presentéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest, datt

• de Lëtzebuerger Rentesystem op engem System berout, an deem ëmmer méi Salariéen néideg sinn, fir deene pensionéierte Leit hir Renten ze finanzéieren, an datt d'Ofsécherung vun de Renten dowéinst vun engem permanenten ekonomesche Wuesstem ofhängeg ass,

- ass sech bewosst, datt

• et dréngend néideg ass, am Interessi vun der laangfristeger Ofsécherung vun de Renten, datt den aktuelle System iwwerpréift, diskutéiert an, wann néideg, reforméiert gëtt;

• méiglechst fréizäiteg Adaptatioune vum System et missten erméiglechen, datt eng sënnvoll Reform keng materiell Abousse fir déi pensionéiert Leit géif bedeiten;

- fuerdert d'Regierung op,

• e „Rentendësch" anzeberuffen an en ëmfaassenden Audit vum Rentesystem an Optrag ze ginn, fir eng Reform vum Rentesystem am Sënn vu senger laangfristeger Ofsécherung ze erméiglechen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Zweetens: Als ADR wëlle mer och iwwert den europäesche Wärungssystem schwätzen, well den Euro gëtt ëmmer méi zu engem Instrument, fir duerch d'Hannerdier eng politesch Unioun erbäizeféieren, ouni datt d'Populatioune vun de Memberstaate géife gefrot ginn. Dat ass eng Strategie, déi schifgeet. Mir erënneren eis un de Veto a Frankräich an an Holland beim Verfassungsvertrag. Mir si fir eng Reform vun den Target2-Salden a mir denken, datt et och méiglech muss sinn, datt e Staat zäitweileg aus dem Eurosystem erausklëmmt. D'EU-Kommissioun däerf an eisen Ae keen direkten Zougang zum Kapitalmaart hunn. De Fonds de relance baséiert op enger Illegalitéit, dat ass leider esou, an dofir kënne mir en och net ënnerstëtzen. En ass eng laangfristeg Gefor fir de politeschen Zesummenhalt an der Europäescher Unioun.

Wa mer vum Euro schwätzen, Här Staats..., Här Finanzminister, pardon, mee dat ka jo nach kommen ...

(Hilarité)

Dann d'Évolution de la dette: Dir hutt eis de Moien hei en Ziedel ginn an dat war ganz interessant: eng Statistik iwwert d'„évolution de la dette publique en Europe".

Dir hutt eis déi gewisen, warscheinlech mam Zil fir ze soen: „Ma mir Lëtzebuerger, mir stinn nach ganz gutt do!" Dat ass politesch legitimm, mee u sech gitt Der eis hei eng Statistik an d'Hand, déi weist, datt d'Europapolitik an deene leschte Joren eigentlech komplett falsch war, well ech kucken hei Griicheland, Évolution de la dette publique. Déi wore jo an eng Kris komm an do goufen all méiglech Rettungspäck gemaach, een nom aneren, fir Griicheland ze retten. Deemools hate se, ech weess net, 180 % vun der Schold an du louche se bal op 200 %. Wou ass dann d'Resultat vun där Politik?

Mir soen: Fir kënne kompetitiv ze sinn, fir sech kënnen ze reajustéieren, mussen déi südeuropäesch Staaten kënne fir eng Zäit aus dem Euro eraus, well déi heite Statistik weist, datt déi Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, eigentlech fir näischt waren.

D'Staatsscholden: Fir eis ass et kloer, datt déi Scholde vu Lëtzebuerg net däerfen iwwer 30 % vum Bruttoinlandprodukt klammen, well mir hu jo déi Statistike gesinn, d'Zentralbank huet eis gesot: Si klammen 2022 scho méi héich a je no Zenario kann et souguer bis 36 % goen, relativ kuerzfristeg. Mir wëllen dat net! Mir soen, mir mussen ënner 30 % bleiwen, a mir wëllen, datt d'Scholde rembourséiert ginn! Mir wëllen, datt mer den Triple-A behalen, well dat essenziell ass! Ech héieren den Här Benoy an anerer soen, dat wär nëmmen esou e Referenzwäert an dat wär och alles net esou schlëmm an esou weider an esou virun ... Mir däerfen dat net maachen!

Mir musse kucken, datt mer eebe mat Verantwortung och no baussen dat Bild vun enger seriöer Finanzgestioun vermëttelen. Dat ass méiglech, mir mussen et maachen! Mir hätte gär als ADR, wa mer Scholden ophuelen, datt d'Kapital vun Ufank un zréckbezuelt gëtt! Mir wëllen net an eng griichesch Verscholdungsspiral eraklammen. Mir kënnen eis dat als eng ganz kleng an eng ganz fragill Ekonomie iwwerhaapt net leeschten! Mir kënnen eis net mat méi groussen Ekonomië vergläichen an da sou maachen, als géife mer nach relativ déif leien oder wäit ewech vun de Maastrichtkrittären. Wa bei eis eppes un de Finanzsecteur kënnt, dann hu mer e risege Problem a kierzter Zäit! Mir mussen einfach virsiichteg sinn.

Ech wéilt och dofir an dësem Sënn eng Motioun hannerleeën, Här President, déi eis derzou opfuerdert, d'Scholden zréckzebezuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest, datt

• d'finanziell Situatioun vum Staat sech am Joer 2020 an héijem Mooss degradéiert huet an datt d'Scholdelaascht, souwuel an absolutten Zuelen ewéi och als Prozentsaz vum Bruttoinlandprodukt, ganz séier klëmmt,

- fuerdert d'Regierung op:

• de Budget vum Zentralstaat nach bis Enn vun dëser Legislaturperiod an d'Gläichgewiicht ze bréngen,

• am Budgetsjoer 2021 och Kapital op d'Scholden zeréckzebezuelen,

• am Fall vu budgetären Iwwerschëss dës Suen ze huelen, fir déi finanziell Situatioun vum Staat ze verbesseren an d'Scholden ze rembourséieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci och.

Mir hunn e kloert Verspriechen als ADR - an ech wëll dat hei wierklech ënnersträichen - an dat Verspriechen, dat mir de Leit maachen, ass, datt mer de Budget an d'Gläichgewiicht géife bréngen.

Mir wëllen och op d'Staatsquot oppassen, dat heescht, op de Prozentsaz, de Rapport tëschent den Depensë vum Staat an dem Bruttoinlandprodukt. Och dee muss an engem vernënftege Mooss bleiwen, fir datt den Afloss vum Staat net ze vill predominant gëtt.

Véierte Punkt: Eis Zentralbank huet eis op eng weider ganz bedenklech Entwécklung opmierksam gemaach an dat ass déi Tatsaach, datt d'Schéier tëschent eisem Bruttoinlandprodukt an eisem Bruttonationalakommes permanent auserneegeet. Dat heescht, mir exportéieren ëmmer méi Suen an d'Ausland, an dat ass e Problem fir eise Räichtum.

Dat huet natierlech ganz vill Ursaachen. Mir kennen déi meescht, mee et hänkt och mat der Logementsproblematik zesummen - selbstverständlech! - an och mat anere Froen: d'Attributioun vun de Sozialwunnengen, déi demografesch Kompositioun an d'Entwécklung vun eiser Populatioun hei am Land - do komme mer bei d'Integrationsfro - mat der Migratioun.

Mir mussen einfach eng gesellschaftlech Debatt doriwwer féieren, wéi mer kënnen den Exodus vun de Lëtzebuerger an d'Grenzregioune stoppen a wéi mir nees méi Lëtzebuerger oder Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen, kënnen iwwerzeegen a motivéieren, fir hei am Land ze wunnen. Den Enjeu ass ekonomesch, den Enjeu ass finanziell, mee den Enjeu ass och kulturell. Wéi ee Land mat wéi enger Identitéit wëlle mer deenen nächste Generatiounen iwwerloossen?

Domadder hänkt och zesummen, wéi dem Här Benoy seng Rechnung ... Mir huelen 300.000 Leit méi eran, mir hu Plaz - wéi eng Leit? A wat heescht dat fir d'Integratioun hei am Land? Wat heescht dat fir eis sproochlech Zesummesetzung? Wat heescht dat fir eis politesch Institutiounen? Mir mussen dach all déi Saachen emol diskutéiere kënnen!

Mir wëllen als ADR all vertrietbar Optioune préiwen, fir datt d'Leit sech hei am Land en Haus oder en Appartement kënne leeschten. Mir mussen d'Wunnen einfach erëm abordabel maachen an dat heescht, datt all déi Saachen, déi de Staat selwer verschëlt, fir d'Wunne méi deier ze maachen - wéi zum Beispill d'Augmentatioun vun der TVA op d'zweet Wunneng, wéi zum Beispill d'schrecklech iwwerdriwwe Krittäre bei de Bauvirschréften an all méiglech Oplagen, déi komm sinn, d'restriktiv Konditioune fir un e Kreditt ze kommen -, all déi Saachen, déi de Staat selwer ze verschëlden huet, wou e selwer d'Verantwortung huet fir d'Nout vun de Leit, fir un eng Wunnen ze kommen, wëlle mer réckgängeg maachen. A mir wëlle ganz vill Hëllefe sou gestalten, datt se vill méi effikass sinn.

An och an deem Sënn, fir de Logement vun de Leit ze erliichteren, hu mir als ADR hei eng ganz Rei Propositiounen opgeschriwwen, déi mer wéilte maachen an déi mer lech hei och a Form vun enger Motioun wëlle presentéieren. Dat geet wierklech vun der Erhéijung vun allméiglechen Hëllefen, Upassungen, déi scho laang iwwerfälleg sinn, bis zu Dispositiounen am Locatiounsrecht an ech mengen, datt eng Partei oder d'Parteien, déi sech wierklech derfir asetzen, fir de Logement abordabel ze maachen, dat hei eigentlech nëmme kéinten oder missten ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 6

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest,

• datt déi héich Wunnengs- a Loyerspräisser eng vun den Haaptursaache sinn, déi d'Kafkraaft vu ville Bierger substanziell reduzéieren,

- fuerdert d'Regierung op:

• eng reegelméisseg Upassung vum Loyerssubsid un d'Deierecht virzehuelen;

• d'Revenusgrenz aus dem Reglement iwwert d'staatlech Loyerskautioun (garantie locative) ëm 25 % no uewen ze revidéieren (z. B. 2,5 x de Mindestloun fir eng Eenzelpersoun);

• de bëllegen Akt op der éischter Wunneng vun 20.000 op 50.000 € eropzesetzen (dat entsprécht engem Kafpräis vu +/- 800.000 €);

• d'Revenu-Grenzen, déi am Reglement z. B. fir d'Uschafungsprimm definéiert sinn, ëm 25 % ze héijen (z. B. +/- 2 x de Mindestloun amplaz vun 3.046 € fir eng Eenzelpersoun);

• den zoulässege Gesamtbetrag vun der TVA logement vun 3 % vu 50.000 op 100.000 € ze héijen;

• den TVA-Taux vu 17 % fir d'Zweetwunneng réckgängeg ze maachen an dësen nees op 3 % ze fixéieren;

• bei der Locatioun um fräie Marché d'Kommissioun fir eng eventuell Agence net eleng op de Keefer/

Locataire ze iwwerdroen, mee dës soll zur Hallschent vum Verkeefer/Proprietär bezuelt ginn;

• eng Staatsgarantie fir eng 100-prozenteg Finanzéierung vun engem Haus anzeféieren - nieft dem Noweis vu reegelméissegen Erspuernesser oder engem Bauspuervertrag, wéi aktuell gereegelt, soll och d'Héicht vum reegelméisseg bezuelte Loyer fir d'Kreditwierdegkeet vum Keefer a Betruecht gezu ginn, fir datt hie ka fir eng Wunneng 100 % vum Kafpräis léinen;

• d'Zënssubventioune beim Prêt hypothécaire vun 175.000 op 300.000 € eropzesetzen;

• d'Bau- a Kafprimm ze héijen: De Montant soll an Zukunft tëscht 1.000 an 12.500 € (aktuell: 250 bis 9.700 €) leien. Am Fall vun engem Appartement a Koproprietéit oder engem Reienhaus soll dës Zomm ëm 40 % gehéicht ginn;

• d'Wunnengsbäihëllefen no uewen ze revidéieren an domat

° eenheetlech Konditioune fir all Wunnengsbäihëllefen (z. B. Bauprimm, Zënssubventioun, Spuerprimm) ze assuréieren;

° Kompensatiounsausgabe bei Niddregzënsen ze garantéieren: De Staat soll dat, wat hie bei der Zënssubventioun an Zënsbonifikatioun (wéinst dem niddrege Leetzëns) aktuell spuert, an de Wunnengsbau- an Acquisitiounsfong iwwerweisen;

• de Verkaf vun enger Wunneng un d'ëffentlech Hand steierfräi ze maachen, wann dës fir erschwéngleche Wunnraum virgesinn ass;

• d'Sanéierung vun alem Wunnraum iwwert d'Klimabank ze geréieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fënneftens de Budget: Mir mussen eist Land zukunftsfäeg maachen an de Budget ass e wichtegt Instrument, fir dat kënnen ze maachen. A wéi mécht een dat? Ma mir wëllen emol fir d'éischt eng massiv Ënnerstëtzung vu Wëssenschaft a Fuerschung an der Naturwëssenschaft, an der Mathematik, an der Informatik an an der Technologie, also, léif Kolleege vun deene Gréngen, net bei Gegenders, net bei Gedeessems an net bei Pseudowëssenschaft, mee an den haarde Wëssenschaften, do, wou et gëllt, do, wou mer a Konkurrenz si mat China, mat Korea, mat Japan, mat Indien, mat all deene Staaten, déi no vir kommen! Do ass et, wou et zielt, an den Technologien, an de Rescht kënnt Der lech spueren! Op jidde Fall ass dat eppes, wat mir och ganz séier géifen änneren.

Mir wëllen eng konsequent Ënnerstëtzung vun der ekonomescher Diversifizéierung. Mir wëssen als ADR, datt mer eist Land musse reindustrialiséieren, a mir mengen dat och, mir wëssen, datt mer déi Ofhängegkeet vu China musse stoppen. Mir wëssen, datt mer an der Pharmacie, an der Chimie, an der Elektronik, an de Kommunikatiounstechnologien héichwäerteg Industrien an Europa mussen unzéien, also och hei zu Lëtzebuerg!

déi gréng zéie sech, si hu jo elo all méiglech administrativ Hürden, déi se do asetzen, fir u sech d'Reindustrialiséierung awer wëllen ze verhënneren. Da gëtt dat e bëssen an e grénge Vocabulaire vun Zukunft an Ëmwelt an esou weider agepaakt, awer u sech, wat si mengen, ass: Si wëlle keng Industrie! Ma mir wëllen Industrie! Mir wëllen Aarbechtsplazen! Mir wëlle Spëtzentechnologie zu Lëtzebuerg! Mir wëllen un der éischter Plaz stoen! Natierlech passe mer op d'Ëmwelt op - all Mënsch, deen e bëssen e Gewëssen huet, passt op d'Ëmwelt op -, awer mir hätte gär, datt eist Land un der Spëtzt ass! An Dir bréngt eis zréck an d'Steenzäit!

Mir hätte gär e bewosst Striewen no administrativer Vereinfachung, eng voluntaristesch Ënnerstëtzung vum Entrepreneuriat, vun den Independanten - sot dach wannechgelift ee vun de sozialistesche Kolleegen dem Här Kersch, datt mir als ADR fir déi Independantë sinn - a vun de Startups, déi Leit, déi Initiativen huelen, déi Risiken huelen!

Mir wëllen eng konsequent Ënnerstëtzung vun Zukunftstechnologien, vum Weltraumsecteur - a firwat net och déi Iddi vun der Chambre de Commerce vun enger Medical Valley opgräifen? Och dat ass interessant! Awer mir wären net d'ADR, wa mer net géife soen: Wa mer op de Wee vun der medezinnescher Fuerschung ginn, da kann dat nëmme mat deenen héchsten eethesche Standarde sinn.

Mir begréissen d'Reforme fir méi Steiergerechtegkeet: d'Fonds d'investissement spécialisés, d'Stockoptions. Datt se stattfannen, ass eng gutt Saach. Mir haten dat och laang gefuerdert an et geet an deem Sënn an déi richteg Richtung.

Awer ganz zefridde si mer net, well mir musse wëssen, datt mer zum Beispill bei de Stockoptions an der Konkurrenz mat anere Finanzplaze sinn, mat anere Wirtschaftszenteren an datt mer Lëtzebuerg mussen attraktiv halen, datt eeben eng bestëmmte Kategorie vu Féierungspersonal och muss kënne materiell Virdeeler hunn, fir op Lëtzebuerg ze kommen, déi komme jo net wéinst dem Mëllerdall. Also musse mer kucken, datt mer wierklech, och wa mer d'Stockoptions an aner, soe mer emol, finanziell Avantagen, reforméieren, net awer och gläichzäiteg eise Virdeel dropkéieren.

Wann et an dëser Legislaturperiod nach sollt zu enger Steierreform kommen - et weess een ni! - dann däerf déi net zu de Laaschte vun de Famillje goen. Fir eis ass kloer, datt eng Individualiséierung eng Optioun ass, awer datt d'Famill steierlech soll bevirdeelegt ginn. Mir wëlle keng ideologesch Reforme géint d'Famill, mee eng punktuell Besserstellung vun deene Leit, déi, méi wéi anerer, am Aarmutsrisiko sinn. Dat ass dat, wat mer eis vun enger Steierreform erhoffen. Dozou gehéieren dacks d'monoparental Familljen, no hinne muss gekuckt ginn, och no de Wittleit, datt déi net onbedéngt no dräi Joer dann direkt reklasséiert ginn. A wat ganz wichteg ass, ass, datt mer de Kampf géint den Aarmutsrisiko breet uleeën amplaz en ideologeschen Haass op d'Famill, wéi d'Gambia e fleegt.

Plusieurs voix.- O!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir ënnerstëtzen ...

(Brouhaha général)

… d'Familljen ...

(Brouhaha)

... an hei, all déi Leit, ...

(Brouhaha)

... déi mengen, et wär net esou: Hei hu mer eng Motioun virbereet, fir d'Kannergeld ze erhéijen, elo an net um Enn vun der Legislaturperiod - elo!

A fir ze soen, datt all déi Virdeeler, déi d'Leit an deene leschte Joren duerch d'Desindexéierung um Kannergeld verluer hunn - dat si jo ronn 20 % vum Wäert -, datt dat soll nobezuelt ginn … Da gesi mer jo, wie sech zu de Familljen, wie sech wierklech dozou bekennt! Dir kënnt jo ofstëmmen!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Motion 7

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest:

• datt d'Covid-Situatioun fir vill Familljen, Kanner a Jugendlecher och eng grouss finanziell Erausfuerderung ass;

• datt d'automatesch Indexéierung vun de Familljeprestatiounen 2006 ofgeschaaft ginn ass an datt déi Reformen zënterhier net genuch positiv Suitte fir d'Kafkraaft vun de Familljen bruecht hunn;

• datt dowéinst eng dréngend Noutwennegkeet vun enger Revaloriséierung vun de Familljeprestatiounen besteet an datt déi esou séier wéi méiglech sollen enger automatescher Upassung un den Index ënnerworf ginn,

- fuerdert d'Regierung op,

• d'Kannergeld scho vum Budgetsjoer 2021 un ze indexéieren an de Wäertverloscht, deen déi Prestatioun zënter 2006 erfuer huet, dobäi voll auszegläichen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et kéint ee sech och iwwerleeën, wann een iwwer Steierreforme schwätzt, ob een net sollt d'Investissementer an d'Entreprisë steierlech méi favoriséieren. Bei eis am Land ass et esou, datt e groussen Deel vum ugespuerte Kapital an den Immobilier investéiert gëtt. Dat ass och an der Rei, mee et huet e gewësse Risiko, datt et iwwert d'Zäit zu enger Bulle immobilière féiere kann.

Dofir misste mer och iwwerleeën, ob mer net Ureizer solle schafen, fir an aner a méi produktiv Investitiounsméiglechkeeten am Beräich vun eisen Entreprisen ze investéieren.

Mir wëllen och, datt d'Steiertabell endlech muss reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst ginn. Déi kal Progressioun, verstoppte Steiererhéijungen si fir eis net akzeptabel. An och dowéinst hu mer, Här President, eng Motioun virbereet, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... fir datt d'Steiertabell reegelméisseg muss un d'Inflatioun ugepasst ginn.

Motion 8

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest:

• datt duerch déi sougenannt „kal Progressioun" d'Akommes vun de Leit de facto progressiv no engem méi héije Steiersaz besteiert gëtt, esou datt mat der Zäit d'Kafkraaft ofhëlt;

• datt dovu grad dat klengt a mëttelt Akommes am meeschte vun der Progressivitéit vun der Steiertabell betraff ass,

- fuerdert d'Regierung op:

• der Chamber all zwee Joer e Rapport ze maachen, wéi sech déi kal Progressioun par Rapport zu der Kafkraaft vun de Bierger verhält;

• déi sougenannte „kal Progressioun" doduerch ze kompenséieren, datt d'Steiertabell reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst gëtt, fir datt d'Kafkraaft vum Bierger erhale bleift an d'« équité fiscale » garantéiert ass;

• ze garantéieren, datt d'Bierger duerch eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun och effektiv vum Index profitéiere kënnen.

(s.) Fernand Kartheiser.

A schliisslech wëlle mer, wann dann eng Steierreform kënnt, och all d'steierlech Aspekter vun der Heemaarbecht, also vum Teletravail, och ënnersichen am Vergläich zu der traditioneller Aarbecht, fir kënnen e Vergläich ze maachen an ze kucken, wou mer mussen, am Interessi vun de Leit, déi Teletravail maachen, oder vun de Patronen, déi och fir d'Heemaarbecht mussen investéieren, … wat do muss steierlech virgesi ginn.

Ech hat deene grénge Kolleege ganz am Ufank versprach, mech e bësse mat hiren Theorien auserneenzesetzen, mat den Energien an deenen 1,1 Milliarden, déi se elo do usetze fir Klima an esou Saachen - et ass jo net wéineg Geld! -, an emol e bëssen ze kucken, wat dat heescht.

Ech hat do dëser Deeg iergendwou e Beispill gelies, dat wor net schlecht, well mir wësse jo, datt déi volatill, also déi alternativ, Energien, déi bei deene Grénge sou an der Moud sinn, déi industriell Wandanlagen an de Bëscher oder Solarpanelen, datt déi volatill sinn, datt se jo net fonctionéieren, wa grad kee Wand bléist oder keng Sonn schéngt. Elo ass et esou, datt deen Impfstoff vu Pfizer, hunn ech gelies, op 70 °C muss gekillt ginn. Wann een dat dann elo nëmmen alternativ mécht an et ass grad kee Wand, tjo, dann ass den Impfstoff och gutt, fir ewechgehäit ze ginn.

Mir brauchen zouverlässeg Energien an ech wëll lech hei mat dräi Theese konfrontéieren.

(Brouhaha)

Déi éischt Thees ass: Alternativ Energien hunn en eenorme Ressourcëverbrauch, schueden der Natur a si keng Léisung, fir den Energiebedarf vun der Gesellschaft ofzedecken.

Déi zweet Thees ass: D'Reduktioun vu minus 55 % u Kuelendioxidemissiounen, déi d'Regierung wëllt realiséieren - d'Europäesch Unioun och -, ass e selbstmäerderesche Programm fir eis Ekonomie an zerstéiert domat d'Zukunftsperspektive vun eise jonke Leit.

(Brouhaha)

An déi drëtt Thees ass: Souguer wa Lëtzebuerg an déi Europäesch Unioun all hir héichgestachen Ziler sou wéi geplangt sollten erreechen, da musse mer nach kucken, wat dann den Effekt vun deene Moossnamen op d'Klimaprojektiounen nom IPCC op d'Joer 2100 géifen duerstellen. Wat ass den Effekt vun enger potenzieller Temperaturerhéijung vun deene Moossnamen, déi hei proposéiert ginn - minus 55 % bei de Kuelendioxidemissiounen - a wéi ass d'Käschten-Notze-Verhältnis?

Fir lech an all Mënsch et ze erlaben, sech e bëssen doriwwer ze dokumentéieren, setze mer dat zäitgläich mat menger Ried hei op eise Site adr.lu an all déi Dokumenter, déi ech elo ernimmen - ech fueren elo just ganz séier summaresch driwwer -, kann ee sech dann a Rou op deem Site ukucken an ech kann lech et, zum Beispill, nëmme staark recommandéieren!

Déi éischt Thees: Déi alternativ Energië sinn u sech keng vertrietbar Energiequell. Do huet e Lëtzebuerger Ingenieur, den Här Heinen, e Lieserbréif geschriwwen, dee wor och op rtl.lu, ganz interessant, well en huet nogerechent, wat dat bedeit - ganz interessant! -, an en huet sech zum Beispill d'Fro gestallt, wéi plausibel et ass, datt sech dës Strategie iwwerhaapt kéint duerchsetzen, a wat se fir eis Ëmwelt heescht. Majo, en huet dat nogerechent an am Lëtzebuerger Mix bräichte mer 40 Terawattstonnen, fir eisen Energiebedarf ofzedecken. Dat heescht, mir missten eis Energiepotenzialer am Ableck dann ongeféier mat engem Facteur siwe multiplizéieren.

A wéi mécht een dat? Majo, ganz einfach: Fir dee kuelendioxidaarme Stroum, deen d'Regierung gär hätt, ze produzéieren - also mir schwätzen hei vu 40 Terawattstonnen -, brauche mer also entweeder eng Atomzentral an der Gréisstenuerdnung vu Kettenuewen - ech huelen un, dat wëllt Der net - oder alternativ 8.000 industriell Onshore-Wandanlagen - 8.000! - oder 60.000 Hektar Photovoltaikanlagen, ëmgerechent 600 km^2 - an engem Land vun 2.586 km^2! Alternativ: 2 Milliounen Hektar Agrarfläch, fir Biogas ze verstroumen - 2.000 km^2 (veuillez lire: 20.000 km^2) an engem Land vun 2.586 km^2. Komplett onrealistesch!

D'Käschte sinn natierlech och esou berechent, datt se eigentlech elo op deenen asiatesche Präisentwécklunge baséieren, an déi kënnen nëmme gemaach gi wéinst extreem niddrege Lounkäschten zum engen an zu schreckleche Konditioune fir d'Natur op där anerer Säit, zum Beispill, fir déi rar Äerd aus dem Buedem ze huelen, déi mer brauchen fir Wandenergieturbinnen - net all Typ dovun, mee op jidde Fall vill verschidden Typpen dovunner brauchen déi rar Äerd, fir dat kënnen ze maachen, kënnen ze leeschten. A mir wësse jo net, wéi d'Präisentwécklung an deene Beräicher ass.

Mir missten, fir dat do kënnen ze maachen, e puer Honnert Wandanlage pro Joer oder a kuerzen Zäitofstänn opriichten - komplett onrealistesch, souwuel, wat d'Plaz ugeet, mee och, well d'Leit et net méi wëllen! Mir hu jo och där Biergerinitiative géint industriell Wandanlagen an Däitschland. Et ass komplett surrealistesch!

D'Ëmsetzungszäit: No 20 Joer Ausbau vun alternativen Energië läit Europa bei 3 % Wandenergie an 1 % Photovoltaik. Wa mer an deem Rhythmus virumaachen, brauche mer e puer Honnert Joer, fir mat Äre Rezepter ze dekarboniséieren.

A puncto Klimaschutz ass et och interessant, d'Kuelendioxidemissioune pro Energieform ze vergläichen: Bei der Kärenergie sinn et pro Gigawattstonn 5 Tonnen, bei der Wandenergie 12 Tonnen, bei der Photovoltaik 48 Tonnen - och dat muss een am Kapp behalen, wann ee vun alternativen Energië schwätzt!

A schliisslech de Klimaplang, deen Dir eis presentéiert hutt: Déi 25 %, déi mer 2030 un alternativen Energië sollen erreechen, do gëtt mat Kooperatiounen, mat Biokraaftstoffimporter, mat deieren Zertifikater geschafft, déi mer sollen am Ausland kafen. Awer wéi gesäit d'Realitéit aus? D'Realitéit gesäit esou aus, datt mer am Lëtzebuerger Energiemix mat deem, wat mer kënne leeschten, 2030 bei 9 % alternativen Energië leien a bei deenen 9 % stellt d'Wandenergie 1,3 % duer. Dat muss ee wëssen!

Mir musse wëssen, datt mer all déi industriell Wandanlagen, déi dorëmmer opgeriicht ginn, déi jo net grad schéi sinn, déi zum Deel, ech weess d'Zuelen net, mir hate Question-parlementairë gestallt, fir dat erauszefannen, wéi vill Vulle pro Joer dout gemaach ginn, wéi vill Kilo Insekten - dat sinn Tonnen Insekte pro Joer, déi dout gemaach ginn, duerch déi industriell Wandanlagen! A wat brénge se fir eis Energieversuergung? 1,3 %! A fir lech d'Rechnung méi liicht ze maachen: Dat heescht, datt 98,7 % net doriwwer kënnen ofgedeckt ginn - an dat zu engem eenorme Präis!

Wësst Der, wann Der hei schwätzt, mir hätten am Budget 1,1 Milliarde fir Klima an esou weider, ma da rechent dat emol no! Mir huele Scholden drop op an Dir schwätzt vun Nohaltegkeet! Dat sinn déi nächst Generatiounen, déi dat musse bezuelen, fir 1,3 % vun der Stroumversuergung duerch eng Energieproduktioun ofgedeckt ze kréien, déi och nach d'Vullen an d'Insekte futti mécht an eis Landschafte mat!

Zweet Thees: Déi minus 55 % si selbstmäerderesch fir eis Ekonomie an do verweisen ech op zwou Quellen. Déi eng misst Der kennen, de Statec huet eis déi ginn, wéi mer an der Finanzkommissioun waren. Dat gesäit een net, mee wéi gesot, d'Leit kënnen dat ganz gär op adr.lu kucken.

A wat déi Statistik eis weist, ass ganz kloer: Fir déi Courbe vu Kuelendioxidemissioune bis 2030 ze realiséieren, brauche mer en dramatesche Réckgang - wéi mer en an der Covidkris haten - iwwert déi nächst siwen oder aacht Joer bis 2030 an enger Gréisstenuerdnung vun der Reduzéierung vum Bruttoinlandprodukt pro Joer (veuillez lire: mat der Konsequenz vun enger geneesou grousser Reduzéierung vum Bruttoinlandprodukt pro Joer, datt mer eng permanent ekonomesch Kris provozéiere mat alle soziale Konsequenzen!

Ma wéi wëllt Der de Leit dat duerstellen? Mir hunn elo schonn eng Augmentatioun vum Chômage! Et ass komplett irresponsabel! Et ass net realistesch! Ech gi mat de Leit op d'Strooss an d'Kolleegen hei mat fir ze protestéieren, wann Aarbechtsplazen ofgebaut gi wéinst esou engem Projet, dee souwisou schlussendlech näischt bréngt!

(Interruption)

Mir hunn, mir hunn ...

(Interruption)

Oder Dir misst permanent d'Kuelendioxidsteieren an d'Luucht setzen, fir dat do ze erreechen.

Mir hunn lech och … - a gitt e liesen! - en Artikel vum Vincent Bénard - dat ass e franséischen Ingenieur, dat ass e Spezialist fir den Impakt vu staatleche Moossnamen op d'Ekonomie ze evaluéieren. An deene leschten 28 Joer ass de Kuelendioxidverbrauch am Duerchschnëtt ëm 0,8 % pro Joer gefall. Mir missten dee Rhythmus versiwefachen, fir dat do kënnen ze erreechen - versiwefachen! Also eng Reduktioun vum Bruttoinlandprodukt pro Joer vu minus 2,8 %, also eng permanent Covidkris!

Dann den drëtte Punkt: Wat géif dat do dann elo fir d'Temperaturerhéijung heeschen, wa mer dat do

alles géife maachen? Et ass jo dat d'Argument: Mir musse kucken, datt d'Welt net méi waarm gëtt, an dofir kucke mer elo, fir dat do alles ëmzesetzen. An do referéieren ech mech op de Bjørn Lomborg, dat ass e ganz ugesinnen internationale Professer fir Statistik, President vum Copenhagen Consensus Center, Stanford University. Hien huet dat nogerechent an e seet dann: Wa mer déi 55 % huelen, déi d'Europäesch Unioun do wëllt manner u Kuelendioxidemissiounen emettéieren - dat sinn ëmgerechent 12,7 Milliarden Tonne Kuelendioxid - a mir huelen déi a mir setzen déi an d'Klimamodeller vum IPCC an, vum Intergovernmental Panel on Climate Change … Well Dir musst wëssen, wa mer dat rechnen: Et si minus 55 % europäesch Emissiounen. An der Welt huet d'Europäesch Unioun ongefëier 9 % vun der Kuelendioxidemissiounen - 91 % sinn Net-EU! D'Weltbevëlkerung wiisst rapid, an Europa vläicht manner, an anere Regioune méi, d'Entwécklung an deene Regioune wiisst rapid, dat heescht, et muss een emol e Gesamtbléck huelen op dat, wat dat mécht.

An en huet et gerechent - ganz spannend! - a wësst Der, wat d'Resultat ass? Dir wësst et warscheinlech net: 0,004 °C! An da muss een nach wëssen: Dat heescht, wann dat d'Temperaturzil da géif erreecht ginn, datt mer et net géifen den 1. Januar erreechen, mee den 11. Februar. Dat ass den Effekt, sechs Wochen! An et gëtt awer de Carbon Leakage, dat heescht, datt ganz vill Industrien, wa se ënnert deem doten ekonomeschen Drock géifen eraus aus der Europäescher Unioun goen an an eng aner Regioun produzéiere goen, da wär den effektive Gewënn 0,0017 °C, manner wéi 0,02°C - fir katastrophal Konsequenze fir eis Budgeten an eis Ekonomie!

Wësst Der, et muss een einfach wëssen, wat ee wëllt! A mir wëllen d'Ëmwelt schützen, awer mir denken dat bis zum Enn! Mir kucken: Wat bréngt wierklech eppes? Wéi kënne mer dat maachen? Wéi kënne mer de mënschlechen Afloss op d'Klimaentwécklung reduzéieren? Wéi kënne mer eis Flëss an eis Loft schützen, awer op eng vernënfteg Manéier? Dir maacht reng Ideologie! Dir maacht domadder eis Ekonomie futti an dat huet absolutt kee Wäert!

Da kënnt nach de Präis vun deem Ganzen derbäi. D'Europäesch Unioun huet deen och evaluéiert, si huet eng niddreg Estimatioun geholl, mee bis 2030 kascht eis dat do ongefëier 5 Billiarden Euro - ech weess elo net mat den Traductiounen, ech hunn den engleschen Text hei - oder Billiounen, pardon, „Billiounen" ass warscheinlech déi richteg Iwwersetzung! Op jidde Fall, wat wichteg ass: dräimol méi, wéi d'Covidkris, inklusiv de Rettungsfong.

Also: Mir si wierklech mat Iech um falsche Wee! Wa mer wëllen d'Ëmwelt schützen - a mir wëllen dat ganz, ganz decidéiert -, dann ass dat do net dee richtege Wee! Mir musse fuerschen. Mir sinn nach net op deem Punkt, wou mer wierklech wëssen, wéi mer kënnen effikass dekarboniséieren. Mir wëllen dekarboniséieren, awer mir mussen och wëssen, datt mer et mussen an engem Rhythmus maachen, wou mer eis Konkurrenzfäegkeet géintiwwer anere wichtegen ekonomeschen Zenteren an der Welt net verléieren. Mir musse kucken, datt mer dat verantwortungsvoll maachen, datt mer et konsequent maachen, datt mer den Ëmweltschutz ni a Fro stellen, awer och iergendwéi de Sënn fir d'Realitéite behalen.

De Problem bei deene Gréngen ass: Si maache reng Ideologie! Eng verantwortungsvoll Partei, déi mécht Ëmweltschutz mat ekonomeschem Geescht an et ass dat, wat mer wëlle maachen.

Et ass ganz kloer, Här President, datt dee Budget, dee mer presentéiert kruten, fir eis net akzeptabel ass. En ass am Defizit! Mir wëlle keng Defiziter, mir wëlle keng Scholde maachen, mir wëlle Scholden zréckbezuelen! Mir wëlle verantwortungsvoll, nohalteg Politik fir déi nächst Generatioune maachen. Mir wëllen eng voluntaristesch Trajectoire gesinn, wéi mer kënne mëttelfristeg Finanzziler realiséieren, wéi mer kënnen aus der Scholdefal erauskommen. Mir wëllen d'Kontabiliséierungsreegelen änneren, och vu groussen Depensen, fir datt mer do eng aner Approche kréien, a mir wëllen déi richteg Prioritéite setzen, ouni Ideologie, och am Beräich vun der Ëmwelt!

Fir eis als ADR ass dofir d'Positioun kloer: Dëse Budget ass fir eis net akzeptabel. Ech soen Iech Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Très bien! Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen ...

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, wannechgelift!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt freet awer nach den Här Gilles Baum d'Wuert. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President, dass ech däerf d'Wuert huelen.

Mir hunn elo eng rhetoresch staark Interventioun vum Här Kartheiser héieren. Iwwert de Fong, do däerf jiddweree sech seng Meenung maachen, dat steet jiddwerengem zou. Ech hunn de Moien a menger Interventioun gesot, dass mer am Ufank vun der Kris, wéi mer an d'Kris eragaange sinn, d'Staatsfinanzen op stabille Féiss haten. Den Här Kartheiser huet e puermol hei de Wuesstum … D'Fransouse géife soe „fustiger", ech fannen elo dat Lëtzebuergesch Wuert net. Et ass am Fong dat, ...

Une voix.- Gäisselen!

M. Gilles Baum *(DP).*- ... wat den Här Gibéryen fréier ëmmer gesot huet: dee stramme Wuesstum, dee stramme Wuesstum, dee stramme Wuesstum! Ech wollt am Fong der ADR just ganz kuerz d'Fro stellen, wéi si sech géif virstellen, duerch dës Kris ze goen, an där mer elo sinn, wa mer an all deene leschte Jore kee Wuesstum gehat hätten.

M. Gusty Graas *(DP).*- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, fir d'Wuert, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gilles Baum. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fernand Kartheiser.

(Interruptions)

Här President, ech si ganz frou iwwert déi Fro, well et erlaabt mer, nach eng Kéier ...

(Brouhaha)

... kloerzemachen, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Hei, wannechgelift, den Här Kartheiser huet d'Wuert!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... fir e puer Punkte vu menger Interventioun nach eng Kéier opzegräifen an ze erklären.

Dat Éischt, wat mer gär hätten, ass, datt mer erëm kënnen d'Kontroll iwwer eise Wuesstum zréckkréien, datt mer net an engem Automatismus dra sinn, wou mer gezwonge sinn, op Däiwel komm raus 4 % bis 5 % Wuesstum pro Joer ze realiséieren, fir d'Pensioune kënnen ze finanzéieren.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Dat ass dat, wat mir ënner qualitativem ...

(Interruptions)

Här Di Bartolomeo, wannechgelift! Ech kommen awer gär op Äre Rôle an där Saach zréck bei der leschter Pensiounsreform, wou d'LSAP d'Pensioune gekierzt huet. Dat wor d'LSAP, déi dat gemaach huet!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

A mir soen, mir hätte gär eng Pensiounsreform!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech äntwerten elo emol dem Här Baum, Här Di Bartolomeo! Ech hu grad eréischt ugefaangen, dem Här Baum ze äntwerten! Also ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet elo d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà! Merci, Här President! Well den Här Baum verdéngt eng Äntwert!

Also den éischten Deel vun der Fro ass ganz einfach. Wat mir gär hätten, ass : Mir komme gär aus deenen Automatismen eraus, déi eis zwéngen ze wuessen, well mer erëm gär eng Kontroll iwwer eis Politik hätten! Mir mussen einfach erëm eng Souveränitéit gewannen, fir eis Wuesstumspolitik selwer kënnen ze decidéieren, ouni Automatismen - éischte Punkt. Dat wär schonn e richteg grousse Progrès!

Den zweete Punkt hunn ech Iech opgezeechent. Selbstverständlech brauche mer ekonomesche Wuesstum a jiddereen heibannen huet och geschwat vum PIB du bien-être an hei an do. Et ass net de Wuesstum per se, dee mer a Fro stellen - mee wéi wëlle mer en erreechen? An do hunn ech Iech eng ganz Rei Saachen opgezeechent, wou mer gär hätten, datt Lëtzebuerg wierklech Frontrunner ass, datt mer gutt sinn: d'Investitiounen an d'Zukunftstechnologien, Reindustrialiséierung a Secteuren, déi an Europa feelen, d'Entwécklung vu Spëtzentechnologien, Medical Valley - all déi Optiounen hunn ech Iech dach genannt! An et ass net, datt mer Wuesstumsgéigner wären, mir si Géigner vun Automatismen a mir si Géigner dovunner, datt mer mussen a Secteuren investéieren, déi net zukunftsorientéiert sinn. A mir brauchen, fir dat ze maachen - a loosst mech dat och kloer soen -, mir brauche genuch Energie, fir dat ze maachen. Et kann ee keng Industrie, et kann ee keen Handel, et kann ee keng floréierend Ekonomie mat Aarbechtsplaze bedreiwen op Basis vu volatillen oder ongenügenden Energien, op Basis vun Energienetzer, déi zesummebriechen, well se wéinst onzouverlässegen Energiequellen net kënne geréiert ginn. Et muss een dat zesummen denken. Et muss ee wierklech de Courage hunn, dat unzegoen, Här Baum. An ech sinn iwwerzeegt, wann Dir Iech weider zu de Prinzippie vun Ärer Partei bekennt, da géife mer och do en Accord fannen.

Den Här Di Bartolomeo, mengen ech, Här President, hat och eng Fro. Nee, en hat keng!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, den Här Di Bartolomeo ... Dir iert Iech, Här Kartheiser! Den Här Di Bartolomeo ass schéi brav!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass ganz gutt!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mee ech ginn awer nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Entschëllegt, Här President, wann ech nach eng Kéier nohaken. Den Här Kartheiser huet a senger Interventioun gesot, e géif eis soen, wou d'ADR géif spueren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Gilles Baum *(DP).*- An do huet en och eng Mesure genannt an dunn ass en iwwergesprongen ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Gilles Baum *(DP).*- ... zu de Mesuren - ech huele just d'Elteregeld - an duerno, Här Kartheiser, sidd Der awer net méi op déi Punkten agaangen, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Gilles Baum *(DP).*- ... wou d'ADR an dëser Situatioun géif spueren. An ech mengen, dat géif mech, a vläicht aner Kolleegen heibannen, awer wierklech interesséieren, wou d'ADR zu dësem Moment, an där finanzieller Situatioun, wou mer sinn, géif ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma ganz gär, Här Baum! Ech hunn elo leider …, meng Notten hat ech schonn op mengem Dësch, mee ech ginn Iech trotzdeem spontan gär e puer Äntwerten dorobber.

Fir eis gëtt et e puer Grondprinzippien. Ech hunn Iech gesot, mir hätte gär de Budget am Gläichgewiicht, a mir hunn iwwert d'Jore schonn ëmmer erëm verschidden Optiounen an eisen Interventiounen opgezeechent. Ech ginn Iech der hei e puer.

Am Beräich vun der Entwécklungshëllef hu mer gesot: Éischtens gëtt alles kontabiliséiert, wat mer no den OECD-Reegele vum DAC kënne kontabiliséieren, a mir beschränken eis op déi 0,7 % vum Bruttonationalakommes, fir déi mer eis 1992 zu Rio de Janeiro engagéiert hunn.

(Interruption par M. Gusty Graas)

Mir maachen … jo!

Här Graas, wann Der wëllt eng Fro stellen, stinn ech gär zur Verfügung!

Zweetens d'Bäiträg bei internationalen Organisatiounen: Dat ass eng Saach, wou mer onheemlech vill ausginn, an zwar disproportionéiert par rapport zu eiser Gréisst, par rapport zu anere Länner an enger änlecher Gréisst - den Här Gramegna weess dat ganz gutt.

Mir ginn dacks Contributiounen an enger Gréisstenuerdnung, déi méi ass wéi déi vun Ungarn oder vill méi grousse Staaten. Mir soen als ADR: Eis Contributiounen an international Organisatioune solle proportional sinn zu där richteger Gréisst, zu deem, wat eist Land ekonomesch duerstellt - an de PIB ass do net ëmmer e gudde Gradmiesser, well och par rapport zum PIB bezuele mer a villen Organisatioune vill ze vill.

Bei der Europäescher Unioun, Här Gramegna, wäre mir net dermat d'accord gewiescht - an do, mengen ech, sinn et 70 oder 80 Milliounе méi, déi mer dëst Joer bezuelen, vun den neie Ressources propres mol ofgesinn, well do kommen nach Iwwerraschungen -, datt mer einfach de Brexit kompenséieren doduerch, datt jidderee méi bezilt. Mir hätten do aner Positioune vertrueden. Eiser Meenung no muss d'Europäesch Unioun sech der Decken no strecken, wéi och e Staat. A mir hätten eis Contributiounen do elo net massiv erhéicht, mee mir hätte gekuckt, datt mer ongefëier op deem Niveau bleiwen, wéi d'Europäesch Unioun ouni United Kingdom géif do stoen, an dat hätt eis och hei ganz vill Suen am Budget gespuert.

Also: Entwécklungshëllef, Bäitrag bei internationalen Organisatiounen.

Drëtte Punkt: Mir hunn eng ganz Rei Politikberäicher hei am Land, déi reng ideologesch sinn a wou mer net d'accord sinn. Mir hu bei de Sozialisten, ech hu mer wéi gesot eng Rei Saachen opgeschriwwen, ech probéieren awer elo, dat kloer ze soen ... Mir investéiere ganz vill a Campagnen, zum Beispill vum Egalitéitsministère, wou mer Problemer hunn.

(Interruptions)

Well mer mengen, datt de Staat, ...

(Interruptions)

Ech weess, datt Dir ideologesch, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... op där Linn sidd, ...

(Interruption)

... Dir gitt jo d'Suen dovunner aus. Ech ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Et gëtt och do einfach verschidde Weeër, fir dorunner erunzegoen. Mir hunn aner Prioritéite wéi Dir. A mir géifen also bei deene Saachen, ...

(Interruption)

... déi Dir do bedreift, aner politesch Usätz huelen.

Den Ausbau vum Staat: Mir si fir e staarke Staat, dee sech op seng Käraufgabe konzentréiert. E staarke Staat ass net e plethoresche Staat. Mir hätte gär, datt e Staat zum Beispill am Sécherheetsberäich genuch Leit huet, datt en do genuch Leit an deenen Administratiounen huet, déi zu den Haaptkompetenze vum Staat gehéieren: Steieren, Justiz, Sécherheet, Diplomatie, dat sinn d'Kärkompetenze vum Staat, d'Educatioun, d'Gesondheet zu engem gudden Deel. Wat doriwwer erausgeet, dat muss einfach de private Secteur leeschten. An et ass einfach, ech hat gesot, mir mussen d'Staatsquot am A behalen a mir musse garantéieren, datt och de private Secteur ka genuch Leit rekrutéieren. Dat heescht, dee permanenten Ausbau vum Staat, dat ass eppes, wat mir net matdroen. Mir géifen zum Beispill kucken: Wéi eng Administratioune si wierklech néideg? Wéi eng hunn eng Plus-value? An ech wëll just drun erënneren: Mir haten ëmmer erëm de Waasserkapp an der Éducation nationale kritiséiert. Mir haten zum Beispill kritiséiert, wéi deen Observatoire de la qualité scolaire agefouert ginn ass, vun deem een ni eppes héiert. Mir hunn dergéint gestëmmt, well mer gesot hunn: Wat soll dat bréngen? Jiddereen huet dach eng Meenung iwwert d'Qualité scolaire a mir brauchen nëmme mat concernéierte Leit ze schwätzen oder ze kucken, wat bei Pisa erauskënnt oder bei anere Resultater, da wësse mer dat. Firwat brauche mer eng extra Administratioun?

Mir haten eng Question parlementaire gestallt, ech mengen, ech weess elo net, wéi gesot, ech hu meng Notten elo dohanne leien, mee ech mengen, an deene leschte Jore sinn zwanzeg oder drësseg nei Administratioune gegrënnt ginn. Ass et dann illegitimm fir ze kucken, wat dovunner wierklech néideg ass oder ob een net ka Saachen zesummeleeën a kucken, wéi ee ka Saache besser maachen, mat anere Mëttelen, mat anere Prioritéiten? Mir wéilte keen entloossen, mir wéilten awer Leit vläicht reaffektéieren a beim Rekrutement lues maachen, fir datt mer och kënnen d'Ausgabe vum Staat am Gréff halen. An et gëtt där Beispiller nach.

A wa mer higinn ... an ech wär frou, wa mer kéinten eng Debatt eng Kéier heiriwwer féieren, wéi mer kënne spueren! Well mir als ADR, mir si bereet. Dat freet eebe politesche Courage! An Dir hutt jo och un de Reaktioune vun der LSAP gesinn, datt et heiansdo wichteg ass, och mat Courage zu Decisiounen ze stoen an net einfach aus Bequeemlechkeetsgrënn bei deem „weiter so wie bisher" ze bleiwen, well mir kënnen eis dat net méi leeschten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, den Här André Bauler wëllt Iech och nach eng Fro stellen.

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President, ech wollt den Här Kartheiser just froen: Dir hutt gesot, déi Schéier tëschent Produit intérieur brut a Revenu national brut, déi geet ëmmer méi auserneen. An Dir fannt dat net gutt? Hunn ech dat richteg gehéiert, wéi ech Iech nogelauschtert hunn, well ech hu versicht, Iech attentivement nozelauschteren?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här Bauler, Dir hutt dat richteg héieren.

M. André Bauler *(DP).*- Ech wollt Iech just soen, a menger Bescheidenheet als Ekonomist: Et sinn zwee verschidde Konzepter. De Produit intérieur brut ass d'Zomm vun alle Méiwäerter, déi geschaf ginn. Dat ass eng Approche produit. De Revenu national, dat ass dat nationaalt Akommes ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Akommes.

M. André Bauler *(DP).*- ... u sech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. André Bauler *(DP).*- De Produit intérieur consideréiert all déi Produktiounen, déi um nationalen Territoire geleescht ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. André Bauler *(DP).*- De Revenu national: „national" steet do fir d'Akommes vun de Residenten, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. André Bauler *(DP).*- ... déi also hei um Lëtzebuerger Territoire wunnen. Et sinn zwee verschidde Konzepter.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. André Bauler *(DP).*- Intérieur kënnt nach derbäi, national ..., dat heescht déi Schéier, déi sech bilt, ass näischt aneschters ...

(Brouhaha)

... wéi en Hiweis op d'Internationalisatioun ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. André Bauler *(DP).*- ... vun eiser Ekonomie. Reng ekonomesch gesinn huet et kee Wäert, do méi ze sichen. Ech wëll lech just drop opmierksam maachen, datt, wann de Produit intérieur brut net géif klammen, da wier warscheinlech de Revenu national brut och net geklommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. André Bauler *(DP).*- Dat ass et. Dat wollt ech lech just soen, fir dat kloerzestellen.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, Här Bauler, ...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech verstinn elo, firwat den Här Kartheiser net méi an der DP ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... et géif mer net afalen, Här Bauler, Är Kompetenzen iwwerhaapt a Fro ze stellen - a scho guer net an der Ekonomie! An ech respektéiere selbstverständlech déi Erklärung, déi ech och fir richteg fannen, déi Dir eis ginn hutt.

Ech wëll lech just opmierksam maachen op dat, wat d'Zentralbank gesot huet, wéi se eis dat do erkläert huet, an d'Zentralbank huet et och a mengen Ae richteg resuméiert, dat ass, datt en ëmmer méi groussen Deel vun eisem Akommes hei am Land an d'Ausland fléisst. An eise Problem domadder ass, datt mer mussen, well dat ass jo och eng Belaaschtung op d'Zahlungsbilanz, Transferten an esou weider, dat wësst Dir, a mir mussen einfach kucken ..., well et ass eng laangfristeg Gefor och fir d'Gläichgewiichter hei am Land, d'ekonomesch Gläichgewiichter.

An dee Räsonement, dee mer féieren, ass, fir dat do ze erkennen, wéi Dir et och elo beschriwwen hutt, fir ze kucken: Musse mer et redresséieren? Wéi kënne mer et redresséieren? A fir eis ass et kloer, datt do eng Gefor läit. An dat ass eebe gutt, datt mer et esou thematiséieren. A mir wäre frou, wann aner Parteie sech och géifen där Analys uschléissen a soen: „Mir mussen doriwwer diskutéieren!" Well et kann net gutt si fir eng Ekonomie, datt eeben ëmmer méi e groussen Deel vun deem, wat hei erwirtschaft gëtt am Land, einfach an d'Ausland fléisst a Form vun Transfertleeschtungen, wou mer dacks kee Retour hunn. An et ass eeben dee Problem, dee mer wollten uschwätzen. Ech soen lech Merci fir Är zousätzlech Erklärungen. Si wore richteg, si woren eclairéiert, mee wat mir soen, ass: Mir mussen dervunner ausgoen an da kucken, datt mer Léisunge fannen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An ech mengen, et wier elo d'Zäit, fir d'Wuert weiderzeginn ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Un den Här Di Bartolomeo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... un den Här David Wagner.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass esou schéin nozelauschteren, wann zwou wirtschaftsliberal Parteie matenee streiden. Dat war eng richteg Scène de ménage.

(Hilarité)

Une voix.- Hutt Der eppes bäigeléiert?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- A Scène-de-ménagen net.

(Hilarité)

Une voix.- Dat kenne mer alleguer.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, jo.

(Brouhaha)

Merci, Här President. Déi heite Regierung, Här President, ass derfir bekannt, fir hir Politik op Sloganen ze baséieren. Ech wäert lech all déi aner Sloganе vun dëser Regierung erspueren, fir op dee leschte Slogan vum Här Gramegna anzegoen, deen dëse Budget betrëfft: „En ausseruerdentleche Budget fir eng ausseruerdentlech Zäit". Et freet ee sech allerdéngs, wat un dësem Budget esou ausseruerdentlech soll sinn. Dat eenzegt, wat un dëser Regierung ausseruerdentlech ass, dat ass hir Onfäegkeet, mam Eescht vun dëser Zäit ëmzegoen. Maacht d'Geschichtsbicher op a kuckt, wat an aneren Zäite fir aussergewéinlech Mesurë getraff goufen, wann et eescht gouf. Denkt un de Roosevelt, denkt un de Front populaire!

D'Pandemie vum Covid huet eng weltwäit ekonomesch Kris lassgetréppelt, déi souwisou fréier oder spéider agetraff wier. Ech hu gesot „lassgetréppelt", well et wier falsch ze mengen, datt mer ouni Covid keng Kris gehat hätten.

Virum Covid ware vill Ekonomiste sech eens, datt eng nächst Finanzkris op eis géif duerkommen. Déi Kris war och en Zeugnis, datt déi westlech Welt, virop d'EU an d'USA, bei Wäitem keng Modellfunktioun hunn an hir Schwächten duergeluecht goufen. An do konnt ee feststellen, wéi schwaach de Spidolssecteur a ville Länner an Europa ass, Lëtzebuerg mat abegraff. Do konnt ee gesinn, wéi schwéier sech d'Regierungen an der EU gedoen hunn, fir deenen Äermsten ënnert d'Äerm ze gräifen. An den USA, déi jo fir e puer Europäer, komescherweis, och nach e Virbild sinn, huet ee gesinn, wéi schwaach se infrastrukturell sinn.

Här President, de Rapporteur huet gëschter, zu Recht, gesot, datt dës Pandemie net vum Himmel gefall ass, mee ganz kloer d'Resultat ass vun enger Zoonos, also enger Infektioun, déi vum Déier op de Mënsch iwwerspréngt, well d'natierlech Distanz tëscht den zwou Spezies net agehale gouf. An déi ofhuelend Distanz, d'Rodung vun den natierleche Bestänn stinn enk a Verbindung mam kapitalistesche Produktivismus a mam ongehemmte Wuerenechange. Doraus hunn allerdéngs déi allermannst geléiert, wann ee gesäit, wéi déi weltwäit fräi Wuerenzirkulatioun weider gedoppt gëtt, ënner anerem duerch toxesch Handelsaccorde wéi de CETA.

De Covid huet also gewisen, datt den aktuell herrschende politesche Modell ausgelaf ass. Et ass also un der Mënschheet, en neien ze entwéckelen, awer ouni - a warscheinlech och géint - déi, déi bis elo d'Soen an d'Verantwortung droe fir dee ganze Misär. Mee zurzäit si mer nach am ale Modell gefaangen.

Här President, am Kontext vum Budget a vu villen anere Budgete gëtt vill vum Triple-A geschwat. Et ass haut nach net vill dovunner geschwat gi vu ville Virriedner, mee ech wollt e bëssen drop agoen, well ech mengen, et wier och net schlecht, och e bëssen ze erklären, wat et do mat deem Triple-A op sech huet, dee sech zu enger reegelrechter neier Aart vu Gottheet entwéckelt huet.

Den Triple-A, Här President, ass eng Nott, wéi an der Schoul: dräimol A+ fir déi Bescht, dräimol C- fir déi Schlechtst. Vu datt d'Nationalstaate keen eegent Geld méi schafe kënnen a vu datt d'EZB op jidde Fall net direkt engem Nationalmember Geld léine kann, mussen d'Länner sech op den internationale Finanzmäert Geld léine goen. Et ass eng vu ville Méiglechkeeten, fir u Geld ze kommen.

Déi gutt oder schlecht Notten, déi d'Staate verdeelt kréien, komme vu sougenannte Ratingsagenturen, déi unhand vun enger ganzer Rëtsch vu Krittäre gutt oder schlecht Notte verdeelen. Jee besser d'Nott, ëmsou méi déif wäert den Zënstaux ausfalen an ëmsou méi einfach wäert e Land Accès fir international Finanzementer op de Mäert kréien.

E Land wéi Lëtzebuerg gehéiert zu deem klenge Club vu Länner, déi eng ganz gutt Nott hunn, esou gutt souguer, datt eisen Zënstaux negativ ausgefall ass, soudatt mer souguer bezuelt ginn, fir eis ze verscholden. Dat kléngt alles wonnerschéin. An dat kléngt och alles esou wëssenschaftlech, esou objektiv, esou neutral. Mee Ekonomie ass ëmmer politesch a Politik ass net neutral. Et entspréngt engem politesche Choix. An et ass ganz kloer, datt déi verschidden Agencë politesch Choixe maachen. Déi Agencen hunn all Nimm: Standard & Poor's, Moody's, Fitch Ratings etc. Et gëtt der och, déi e bësse manner bekannt sinn, wéi déi däitsch EuroRating Services oder déi chineesesch Dagong.

A si verfuere plus ou moins no deene selwechte Krittären an déi sinn en plus net ganz transparent, well jidderee kacht seng kleng Zëppchen. Ganz oft favoriséiere se hiert eegent Land, wat schonn en Zeechen ass, datt se net ganz objektiv sinn, mee ganz oft favoriséiere se déi Länner, déi éischter eng rigouréis budgetär Politik féieren, fir net ze soen, eng richteg klassesch liberal Politik féieren, an dat ganz onofhängeg, ob d'Land gutt oder schlecht funktionéiert, ob d'Land vill oder wéineg Aarmut huet.

Zum Beispill: Déi zwou amerikanesch Agencë Moody's a Fitch ginn den amerikanesche Staatsobligatioune weiderhin en Triple-A, obwuel d'USA total verschélt sinn. Wa Moody's a Fitch den amerikaneschen Obligatiounen de selwechten Traitement wéi den italieeneschen oder spueneschen Obligatioune géife ginn, da misste se déi staark degradéieren oder d'selwecht ëmgoe mat staark verschélte Staate wéi dem Vereenegte Kinnekräich oder Australien.

Witzegerweis huet déi chineesesch Agence Dagong, déi manner bekannt ass, déi amerikanesch Obligatioun degradéiert. Also dorunner gesäit een: Den Triple-A seet strictement näischt iwwert d'Gesondheet vun enger nationaler Wirtschaft aus, au contraire, well de Combel vum Zynismus vun deenen Agencen, dee gouf jo no der Kris vun de Subprimes erreecht, well déi Agencen hunn zum Beispill de Risiko vun de Subprimes permanent ënnerevaluéiert. Par contre déi Länner, déi staark Kollateralschied vun dëser Kris hu mussen droen, wéi Griichenland ënner anerem, déi sinn nach méi staark ënnert de Contrôle vun deenen Agencë gefall.

Mir hei zu Lëtzebuerg, mir argumentéiere gären, datt mer den Taux vun 30 % vu Verscholdung net wëllen depasséieren, well deen eis erlabe géif, den Triple-A ze behalen. An Europa gëtt et u sech nëmme sechs Länner, déi en Triple-A hunn - vun eis ofgesinn -, dat sinn eeben Norwegen, Däitschland, Holland, Schweden an Dänemark a vun deene sechs (veuillez lire: Norwegen, Däitschland, Holland, Schweden, Dänemark an d'Schwäiz, a vun deene siwen) huet just Lëtzebuerg eng Verscholdung vu manner wéi 30 %. Elo wäerte mer e bëssen driwwer leien, dat gëtt jo och toleréiert.

Wat ech domadder wëll soen, dat ass, datt déi Notte vun de Ratingsagenture strikt politesch sinn an d'Länner an hiren demokratesche Rechter, fir souverän ekonomesch Choixen ze maachen, aschränken a souguer bestrofen. Keen huet se gewielt, fir dat ze maachen.

An da gëtt et ganz konkreet, da soe se: „Dir kritt nëmmen Accès op Liquiditéiten, wann Dir Är Investissementer op Spuerflam haalt." Massiv Investissementer brauche mer awer, mat oder ouni Covid. An dës massiv Investissementer bräichte mer schonn nëmmen, fir eng ganz Rei vu Servicer auszebauen, zum Beispill, wat d'Kannerbetreiung ugeet, déi zurzäit nach zum groussen Deel privat iwwerholl gëtt, awer mat Steiergelder beschenkt gëtt, mee massiv Investissementer bräicht een och, fir den ökologeschen Ëmbau vum Land ze sécheren amplaz, wéi d'Regierung et mécht, op privat Initiativ a Steiererliichterungen ze setzen, wéi wa mer an der Lag wieren, Steiererliichterungen ze verkraaften.

Mir sinn also an enger Zwéckmillchen gefaangen, wou engersäits déi sënnlos Krittäre vum EU-Stabilitéitspak - déi esou sënnlos sinn, datt se bei all zweeter Kris opgelackert musse ginn - engem de Rimm zoumaachen, wou Ratingsagencen, jee nach neoliberalem Gutdünken, mat der Peitsch kommen an d'Nott degradéieren, wa mer emol net géifen déi 60 % Verscholdung, mee déi 30 % net géife respektéieren, a wou mer, wa mer méi mussen ausginn, wéi elo mat der Covidkris ..., da si mer genau op déi selwecht Agenturen ugewisen.

Här President, den Enkpass an der Santé hu mer jo gesinn. D'Kris vum Covid ass den Ausdrock vun engem Gesondheetssystem, dee scho virdrun op Limitte geschafft huet. Vu Kris ze schwätzen am Kader vu Covid ass d'ailleurs u sech net méi esou richteg, well d'Kris hate mer ganz am Ufank, Mäerz, Abrëll, wou mer vun der Pandemie iwwerrumpelt goufen. Elo hu mer erlieft, wou d'Schwächte vun eisem Spidolssecteur sinn. An och wa mer net alles innerhalb vun e puer Méint aus dem Buedem gestampft kréien, musse mer esou séier wéi méiglech déi néideg Investissementer plangen a virhuelen. Mir brauchen Infrastrukturen. Mir brauche Personal. Do soll een net spueren, andeems een zum Beispill d'Infirmieren deet, aner Tâchen ze iwwerhuelen, déi net zu hirer Aarbecht gehéieren! Dat gëtt et bal néierens! A wa mer ambulatoire ginn, dann, wannechgelift, och an engem ëffentleche Kader.

A Better: Bon, do gëtt et eng Poleemik. Den Här Engelen seet: „Et gëtt net genuch Better!". A virdrun ass den Här Spautz och dorobber agaangen. D'Koalitioun seet: „Ma dach! Et gëtt genuch Better!" Ech weess, datt et an deem Beräich net nëmmen ëm Better geet, mee ëmmerhin, ech hunn et nogezielt, ech si kee Mann vum Fach a wann ee kee Mann vum Fach ass, da geet een emol kucken, wat d'Leit vum Fach soen, an do gesäit een - an do hëlt een zum Beispill bei dem Budget den Avis vun der Chambre des Salariés, wou jo Vertrieder vum Gesondheetssecteur sëtzen - bon, déi beruffe sech op d'Carte sanitaire vun 2017 an déi seet, datt mer 2.183 Better hunn, Lits aigus, obwuel d'Programmatioun vun der Carte sanitaire vum Joer 2015 der 2.317 virgesinn hat, an dat, ouni déi galoppant demografesch Entwécklung vum Land matanzeberechnen. Do stellt ee sech d'Fro: Wou si mer dann elo drun?

Et ass also evident, datt eise Plan hospitalier d'urgence muss revidéiert ginn, an dat geet iwwert d'Zuel vun de Better eraus. Et sinn dann eeben Infrastrukturen, dat si massiv Investissementer.

Här President, zanter datt d'Koalitioun d'Regierung stellt, gëtt se net midd ze behaapten, si géif esou vill investéiere wéi nach ni. Abee, d'Zuele vum Eurostat zum Beispill, déi schwätzen net onbedéngt déi selwecht Sprooch. An déi kucken d'Zuelen e bëssen aneschters. Ënner anerem kucke si d'Zuele vum „investissement public net". Wat heescht dat, den Investissement public net? Dat ass deen Invest, dee geholl gëtt, wann een all Invester, déi ee souwisou muss virhuelen, fir déi existéierend Infrastrukturen um Liewen ze halen, ewechrechent, zum Beispill den Entretien vun den Zuchschinnen, déi scho bestinn. Den Investissement public net, dat ass d'Schafung vun neien néidegen Infrastrukturen. An do brauch d'Regierung sech wierklech guer net ze bretzen, well zënter 2013 leie mer an enger Forschett tëscht 1,5 % an 2 % vum PIB. Mir hate schonn aner Zäiten. Tëscht 2002 an 2006 louche mer op 3 %, souguer liicht driwwer. A virdru louche mer schonn oft bei 2 %. Also kann een net, wéi d'Regierung dat mécht, behaapten, mir géifen esou faméis nei Investitioune bedreiwen! Do gëtt et vill Mogelpackungen.

Et kéint een och doriwwer schwätzen, iwwert déi durabel Obligatiounen, déi och nach dat alles mataberechnen, wat an deenen dräi leschte Joren investéiert gouf, an der Educatioun, an der Santé an esou weider, an dat gëtt alles agepaakt an durabel Obligatiounen. Ëm Gottes Wëllen!

A wat elo d'Avoiren ugeet, déi iwwert d'Fonds-spécialle fueren, ma déi gi bis 2024, laut pluriannueller Aschätzung, erof, vu ronn 2 Milliarden op 1,1 Milliard. Natierlech gouf dat alles à la baisse revidéiert wéinst der ekonomescher Kris, déi sech ubaant. A kommt, mir nennen d'Kand mam Numm: Et ass eng Rezessioun, déi sech réellement ubaant!

Heescht dat, datt mer elo mussen ophale mat investéieren? A wann, wou hale mer op mat investéieren? A kënne mer eis iwwerhaapt erlaben, opzehale mat investéieren? Mir mengen net - am Géigendeel souguer! Wéi maache mer et dann? Gi mer erëm eng Kéier bei d'Finanzmäert schellen an der Hoffnung, datt eis Bonne Note eis nach Kredittwierdegkeet verschenkt? Ass dat eng gutt Politik? Ass dat eng durabel Politik? Mir mengen net.

Et gëtt awer en anere Wee, fir Geld ze fannen. D'ADR huet virdru gesot: „Et gëtt nëmmen zwee Weeër: manner Depensen oder sech verschëlden". Nee, et gëtt nach aner Weeër. Et gëtt zum Beispill de Wee, fir och do Sue sichen ze goen, wou se massiv sinn. Geld gëtt et op dëser Welt en masse. An och hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen, hei am Plenum gëtt et der wéineg, déi dovunner wëlle schwätzen. Mir wëllen dovunner schwätzen. D'LSAP huet och ugefaangen, dovunner ze schwätzen.

De President vun der CSV schwätzt och dervunner, d'Gewerkschafte schwätzen dervunner a souguer 70 % vun der Bevëlkerung laut engem rezente Sondage: Räichtum muss besteiert ginn! Et kann net sinn, Här President, datt grad déi, déi am meeschte Räichtum hunn - niewebäi gesot: Et sinn och déi Räichst, déi déi gréisste Klimakiller sinn -, déi am meeschten hunn, déi sinn, déi bis elo am mannsten zu der Léisung vun der sozialer an der ekologescher Kris bäigedroen hunn. Si hu wuel zur Kris bäigedroen, awer net zu hirer Léisung. D'Leit, déi an de Geschäfter schaffen, déi hunn hire Soll geleescht. D'Leit, déi am Gesondheets- a Fleegesecteur schaffen, déi hunn hire Soll geleescht a schaffen elo nach un de Limitte vun hirer Gesondheet.

An déi Räich, wou waren déi Räich an dëser Kris? Si hu vläicht aus der Fënster geklappt a sinn duerno erëm schnell op hirem Computer checke gaangen, ob hir Aktien eropgaange sinn, well dat war jo och de Fall. Déi Räichst hu sech wärend dëser Kris beräichert. An déi Äermst, déi sinn nach méi arem ginn. Dat ass eng Realitéit, dat si keng karikatural Rumeuren. Wou war d'Solidaritéit vun deene Räichsten? À la limite ..., ech maachen hinne kee Virworf, si bezuelen eeben déi Steieren, déi se solle bezuelen. Oft och manner. Oft och manner.

An dann héiere mer vun der Regierung: „O, ëm Gottes Wëlle keng Steiererhéijunge fir déi Räich. Dat ass Gëft fir d'Ekonomie". Mee et sinn déi sozial Ënnerscheeder, déi Gëft fir d'Ekonomie sinn. Et sinn déi Ënnerscheeder tëscht Räich an Arem, déi hei am Land ëmmer méi grouss ginn, déi Gëft fir d'Ekonomie sinn. A wa mer scho bei de Steiererhéijunge sinn, well et gëtt ëmmer esou pauschal gesot: „keng Steiererhéijungen, keng Steiererhéijungen!" Allez kommt, jidderee weess, wourëms et geet!

Eis als Lénk op jidde Fall geet et net drëms, déi kleng oder mëttelkleng Revenuen nach méi ze besteieren. Déi ginn elo scho bal net méi eens. An eis geet et och net drëms, kleng Geschäfter a richteg onofhängeg Aarbechter weider an de Steieren ze erstécken, si sinn net d'Grousskapital. Dat wësse mir och. Dat wësse mir d'ailleurs scho ganz laang. Am Géigendeel, Här President: Amplaz weiderhin deene Räichsten hei am Land all Zort vu steierleche Séissegkeeten ze ginn, misst een och grad no deene Leit kucken, déi de Kuch baken. An déi, déi de Kuch baken, dat sinn nun eeben déi schaffend Leit hei am Land. D'Aarmut klëmmt hei am Land. Ech hu keng Zäit, fir elo grouss mat Zuelen ze kommen. Dat maache mer oft genuch op dëser Tribün. An et ass x-mol dokumentéiert.

Dofir misst een awer eng ganz Rei Mesuren ergräifen. Eng dovunner wier d'Schafung vu gudden Aarbechtsplazen am ëffentleche Secteur. Do kann déi ëffentlech Hand am séiersten handelen. An et ass net esou, datt mer déi Servicer net bräichten. Dat heescht also och, datt mer massiv investéiere mussen. An dat sinn Investissementer, déi hei nach feelen. An dat betrëfft och apaart d'Jugend, déi am meeschte vun dëser Kris betraff ass, an apaart vun dëser Kris, déi elo ufänkt, et weess een net, bis wéini vill Jonker, déi elo an eng problematesch Situatioun kommen, wéi laang se nach an dëser problematescher Situatioun wäerte bleiwen. Déi Jonk sinn nämlech déi, déi am mannste verdéngen hei am Land. Si sinn déi, déi déi onsécherst Plazen hunn. Si sinn och déi, déi déi Plazen hunn, wou den Teletravail am mannste méiglech ass, well een op der Plaz muss sinn, zum Beispill am Horeca-Beräich.

Mir brauchen e Plan d'urgence, fir géint d'Aarmut ze goen. Dat misst ee vun enger Regierung erwaarden a grad an esou enger exceptionneller Zäit.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mee et ass richteg, datt mir der Meenung sinn, datt de Räichtum, dee sech zu Lëtzebuerg iwwerall verstoppt ..., a wat vun de schaffende Leit erwirtschaft gouf, dat gehéiert de Leit erëm zréck. Dat muss erëm zréck bei d'Leit goen.

Also dofir brauche mer och ganz kloer eng Räichesteier an eng weider Besteierung vum Kapital. Et geet awer och net duer, well mer och seriö mussen ufänken, all déi verschidde steierlech Schlupflächer zouzemaachen, déi eis Legislatioun ëmmer erëm nees schaaft - ouni et express ze maachen natierlech. Wéi vill Geld verléiert de Staat un Exoneratiounen, un Abattementen, un Deduktiounen? Alles Wierder, déi nëmmen deene Besserverdénger geleefeg sinn.

Mir kennen en plus all déi steierlech Verloschter net. Den ehemolegen Direkter vun der Steierverwaltung, den Här Guy Heintz, huet an engem wierklech exzellenten Interview am „Lëtzebuerger Land" vu leschter Woch gesot, d'Steierverwaltung wier primär do u sech, just fir de Steiersaz festzeleeën, awer net, fir déi steierlech Verloschter ze berechnen. E bleift awer net do stoen, den Här Heintz, well e seet nämlech net, datt een näischt soll maachen. E mécht souguer e Virschlag: Et kéint een e Service schafen am Finanzministère, deen déi Statistiken an Evaluatioune géif maachen, an domadder kéint een och d'Regierung an d'Parlament besser beroden, fir eng besser Steierpolitik ze maachen.

An ech mengen, mir bräichten esou séier wéi méiglech esou e Service, fir déi nächst Steierreform duerchzeféieren, wa méiglech. Den Knowhow, deen hu mer och hei massiv zu Lëtzebuerg.

An an deem Sënn géif ech dann och eng Motioun, eng éischt Motioun emol deposéieren, fir esou e Service ze schafen.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance primordiale de fonder le débat démocratique sur la fiscalité sur des données précises, détaillées et fiables ;

- considérant que les données fiscales généralement disponibles se limitent principalement aux recettes totales ventilées par année et par les différentes catégories de prélèvements obligatoires ;

- considérant qu'une ventilation plus précise des données à l'intérieur des différentes catégories de prélèvement obligatoires serait favorable à un débat démocratique éclairé sur la fiscalité ;

- considérant qu'une évaluation précise du déchet fiscal des différentes dispositions fiscales existantes ou en discussion fait généralement défaut ;

- considérant qu'en l'absence de données fiscales détaillées ou d'un service dédié à l'élaboration de ces données, l'évaluation quantitative des différentes options politiques en matière fiscale est très difficile, y compris en ce qui concerne les mesures proposées par le Gouvernement ;

- considérant que les administrations publiques chargées de la collecte des impôts, taxes et autres prélèvements obligatoires ne sont pas mandatées ni outillées pour mener un travail de compilation, de traitement et d'évaluation statistiques,

invite le Gouvernement

- à créer un service dans l'administration dédié à la saisie, la compilation, le traitement et la publication de données fiscales détaillées, ainsi qu'à l'évaluation quantitative des dispositions fiscales existantes ou en discussion, qui poursuit comme objectif principal d'éclairer le débat public en matière fiscale.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, no villem Drock vu verschiddene Parteien aus der Oppositioun - ech soe bewosst net „vun der Oppositioun" - sollen an dësem Budget zwou Steiernische reforméiert ginn.

Une voix.- Tipptopp.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Déi Éischt betrëfft déi sougenannte Stockoptions, déi duerch de System vun enger sougenannter Prime participative sollen ersat ginn. Ech ginn och dovunner aus, datt déi al Circulaire ofgeschaaft gëtt. Et kéint ee laang driwwer sënnéieren, ob déi Stockoptions tatsächlech do waren, fir sougenannten Talenter unzeéien. Wéi wa mer hei zu Lëtzebuerg keng jonk Talenter hätten! Ech hunn déi Diskussioun ëmmer e bësse frech fonnt, well et gëtt wierklech immens vill jonk Leit hei zu Lëtzebuerg, déi iwwerdiplomëiert sinn, déi keng richteg Aarbecht fannen. An da maache mer esou komesch Tricker mat de Stockoptions, fir Talenter an d'Ausland sichen ze goen. Mir hu se hei! An déi Leit, déi sichen eng Aarbechtsplaz, eng fest Aarbechtsplaz! A si froen emol keng Stockoptions. Mee soit.

Ech kann elo net an d'Detailer goen, mee esou, wéi et ausgesäit, kann de Patron am Kader vun enger Ännerung vun de Plaffongen, déi steierentlaascht sinn, bis zu 5 % vu sengem Benefiss un déi Mataarbechter verdeelen, déi hien och wëllt. Mir mengen awer - och wa mer souwisou och géint de Prinzip vun der Prime participative sinn -, datt, wann déi Reform soll gestëmmt ginn, mat dësem Budget, mer esou séier wéi méiglech derfir suerge sollen, datt och Personalvertriedunge misste matagebonne ginn.

Déi zweet Reform, déi betrëfft déi bekannt FISen, also déi Fonds d'investissement spécialisés, déi, graff gesot, et erlaabt hunn, datt Immobilien-Avoire quasi net besteiert goufen. Datt déi ugekënnegt Reform elo schonn derzou féiert, datt gréisser Promoteuren hir FISen ofbauen, beweist jo, datt se un Attraktivitéit verluer hunn. Elo sollen d'Plus-valuen ëm 20 % besteiert ginn, also hallef esou vill, wéi se elo kéinte besteiert ginn, mee dat ass an eisen Aen nach ëmmer net befriddegend.

Et gëtt awer nach aner Nischen. Eng dovunner gouf erëm eng Kéier vum Här Guy Heintz an enger Carte Blanche op RTL (veuillez lire: an engem Lieserbréif op RTL) ugeschwat, an zwar déi, datt en Non-Résident via eng auslännesch Gesellschaft, deen awer hei zu Lëtzebuerg Immobilien huet, net op seng Plus-valuen oder Participatioune besteiert gëtt. Ech mengen, dat ass bestëmmt genau esou e feste Skandal wéi dee vun de FISen an erëm esou eng Nisch, déi derzou bäidréit, datt d'Wunnengspräisser esou an d'Luucht jauwen.

Mir mengen, datt een déi Nisch soll zoumaachen an datt Lëtzebuerg sech BEPS-konform eng legal Basis soll ginn, fir déi Plus-valuen a Participatiounen uerdentlech ze besteieren.

D'DP seet: „Spekulatioun ass net gutt, mee déi gëtt et an dogéint kann een näischt maachen". Mir soen: „Dach, et kann een eppes maachen. Wann ee Politik wëllt maachen, wann een d'Muecht huet, da soll een dat och ausnotzen."

Op jidde Fall deposéiere mer och dozou eng Motioun.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant que les enceintes internationales et notamment l'OCDE accordent à un État le droit d'imposer les gains réalisés par une personne non résidente à travers l'aliénation d'actions ou d'autres droits ou participations dans une entité, lorsque cette entité tire une certaine partie de sa valeur de biens immobiliers situés dans cet État ;

- considérant que le Luxembourg n'exerce actuellement pas le droit d'imposition susmentionné et que cela peut mener à des situations de double non-imposition de ces gains ;

- considérant la situation budgétaire difficile dans laquelle se trouve le Luxembourg à cause de la crise sanitaire et considérant que toute recette supplémentaire peut aider à surmonter cette crise ;

- considérant que l'attractivité du secteur immobilier luxembourgeois pour des personnes physiques et morales non résidentes, résultant des possibles situations de double non-imposition susmentionnées, peut mener à une pression supplémentaire sur l'évolution des prix immobiliers au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à proposer dans les meilleurs délais une adaptation du cadre légal qui vise à imposer de manière systématique les gains en capital réalisés par des personnes non résidentes à travers l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités qui détiennent des biens immobiliers au Luxembourg.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, et kéint ee vill zum Logement soen. A mir soen oft vill zum Logement, mee vu datt d'Zäit e bësse méi begrenzt ass, wollt ech awer nach e puer Wierder zu deem Amortissement accéléré soen.

Ech mengen, ech sinn net deen eenzegen hei am Sall, deen déi weider Steierfaveur fir Multiproprietären deen Dag selwer entdeckt huet, wéi de Budget deposéiert gouf. Ech mengen, hei zu Lëtzebuerg ass et u sech relativ einfach erauszefannen, ob een zum „inner circle" vun de Privilegiéierte gehéiert, wann een all Mount an der Press - oder, ech weess net, soss enzwousch - vun enger neier Nisch héiert, vun där ee bis elo nach ni iergendeppes héieren hat. Et wier iwwerhaapt gutt, wa mer an der Chamber emol e Relevé géife kréie vun all deene verschiddene fiskalen Nischen. Mech géif et awer brennend interesséieren, well et ass schéin a gutt, ëmmer déi spezialiséiert Press ze liesen, mee et wier gutt, wa mer déi an engem Coup géife kréien.

D'ailleurs, ech hu virun engem Joer eng Motioun deposéiert, déi e bëssen an déi Richtung geet an déi nach iergendwou e bëssen an der Finanzkommissioun heiansdo vergiess gëtt. Mee doriwwer kënne mer nach eng aner Kéier diskutéieren, mee ech vergiessen dat net.

Bon, engersäits geet deen Amortissement accéléré vu 6 % op 5 % erof, voire 4 %. Dat ass éischter gutt. Mee mir mengen, datt dës Steiernisch misst ganz ofgeschaaft ginn, ganz dovunner ofgesinn, datt se net derzou bäigedroen huet, de Logement locatif méi bëlleg ze maache fir d'Locataren, mee am Géigendeel zu enger weiderer Erhéijung vun de Logementspräisser bäigedroen huet. Wou also engersäits eng schlecht Iddi fir d'Locataren ofgeschwächt gëtt, gëtt dës schlecht Iddi erëm eng Kéier duerch eng Hannerdier agefouert. An dës Kéier gëtt den Amortissement erëm agefouert, fir energeetesch Renovatioun.

Bon, dat freet déi gréng, déi an hirer Naivitéit mengen, do géif erëm eppes fir de Klima gemaach ginn.

Géifen déi gréng, fir déi mer jo vill Sympathie hunn, esou wéi fréier erëm e bësse méi politesch ginn a verstoen, wat Kapitalismus bedeit, da géife se agesinn, datt et e falscht Instrument ass fir energeetesch Sanéierung, mee erëm e gutt Instrument ass fir d'Groussbesëtzer, vu datt dat Instrument en plus net fir d'Eegewunneng geduecht ass. Dat selwecht gëllt och fir d'Taxe d'abonnement, déi zu Lëtzebuerg scho phenomenal déif ass, ma si gëtt elo nach méi déif gesat fir sougenannt gréng Placementer. Eng Pseudoëmweltmesure, fir eng richteg weider Steiererliichterung. Besser wier et gewiescht an Zäiten, wou mer esou vill Recettë brauche wéi nach ni, d'Taxe d'abonnement allgemeng méi an d'Luucht ze setzen an déi ze bestrofen, déi klimafeindlech investéieren, andeems se se nach méi an d'Luucht gesat kréien, also genau de Géigendeel ze maachen vun deem, wat vun dëser Regierung gemaach gëtt!

Léif Gréng, et ass net esou an dëser Welt, datt, wann déi Räich an d'Proprietäre manner Steiere bezuelen, datt se herno méi sozial handelen oder méi ekologesch oder méi durabel ginn oder méi fein ginn oder méi léif ginn, well wann Der engem Haifësch e Stéck bluddegt Fleesch gitt, da frësst en dat. A wann Der him nach eent gitt, da frësst en dat och. A wann Der net oppasst, dann huet e seng Kolleege geruff an da gitt Der matgefriess. Wéi géife se soen an „The Lord of the Rings"? „One does not simply give tax cuts to the rich."

Här President, wärenddeems d'Regierung d'Klimakris als Virwand hëlt, fir weider Steierkaddoen un déi Räich an un d'Kapital ze maachen, duerch den Amortissement accéléré, duerch aner Steieravantage bei der energeetescher Sanéierung, duerch d'Taxe d'abonnement, ginn awer déi schaffend Leit bestrooft, wa se sech net klimakonform verhalen - Stéchwuert „CO_2-Steier". Et ass awer komesch, léif Regierung: Obwuel gewosst ass, datt et grad d'Kapital an déi héich Revenue sinn, déi déi gréisste Klimakiller sinn, kréie grad déi d'Muert, fir sech méi klimafrëndlech ze behuelen. Déi, déi am mannste Schold sinn un der Klimakris, déi schaffend Leit, déi kréien awer keng Muert, déi kréien de Knëppel. A wa se der bis mam Knëppel kritt hunn, da kënnt d'Regierung mat Plooschteren a Form vun der Allocation de vie chère oder mat engem Steierkreditt. A vill vun hinne riskéieren, trotz deene Plooschteren, weider Geld ze verléieren.

Här President, de Problem mat der CO_2-Steier ass, datt et déi falsch trëfft an och net zu enger wierklech konsequenter Senkung vun den CO_2-Emissioune wäert bäidroen. De Problem ass deen an dat berechent jo och d'Chambre des Salariés - iergendee muss dat jo maachen -, datt grad déi, déi am batterste vun der CO_2-Steier betraff sinn, och wa se vum Aarmebüro Sue kréie kënnen - dat ass d'Allocation de vie chère -, nach manner Chancë wäerte kréien, fir genügend Kapital ze hunn, fir aus knaschtegen Technologien erauszekommen. Just eng kleng Saach virewech: Ech fannen awer och, datt d'Regierung sech net soll ze vill domadder bretzen, datt d'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport op hirer Mëscht gewuess wier an datt dat och nach eng grouss Iddi war, fir d'Klimaziler ze erreechen, well ech ka mech ganz gutt un zwee Ministeren erënneren, déi mer erkläert hunn, ech mengen et war 2017, wou mer eng Motioun deposéiert haten, fir de gratis ëffentlechen Transport anzeféieren, ënner anerem och aus Klimaursaachen, do krute mer vun zwee Ministeren erkläert, dat wier alles Quatsch. Déi zwee Ministeren, et waren déi selwecht wéi elo, déi hu geheescht Pierre Gramegna a François Bausch - a François Bausch! Ech wëll just d'Leit drun erënneren: De gratis ëffentlechen Transport, deen ass géint de Wëlle vun deene Gréngen duerchgesat ginn - géint de Wëlle vun deene Gréngen duerchgesat ginn! An ech mengen, datt den Drock, dee mer ausgeüübt hunn, wierklech eppes domadder ze dinn hat.

Mee wärenddeems d'Gratuitéit vum ëffentlechen Transport an der Festleeung vum Index bäibehale gouf, ass awer anerersäits d'CO_2-Steier net mat dran aberechent. Mir als Lénk sinn awer der Meenung, datt déi Neutraliséierung vun der CO_2-Steier am Index eng staark antisozial Mesure ass an e Gefuddels mat der Präisdeierecht.

Dofir, Här President, wëll ech och hei nach eng Motioun deposéieren, an där mer fuerderen, datt d'CO_2-Steier och an den Index integréiert gëtt.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- vu l'introduction en 2021 d'une « taxe CO_2 » sur les produits énergétiques à hauteur de 20 € par tonne de CO_2 et dont le montant sera porté à 25 € en 2022 respectivement à 30 € en 2023 ;

- vu l'article 8 paragraphe (2) de la loi budgétaire qui dispose que la « taxe CO_2 » perçue sur les produits énergétiques vient en déduction des prix de ces biens relevés par le Statec pour rétablissement de l'indice des prix à la consommation publié sur la base 100 au 1er janvier 1948 ;

- considérant que cette déduction signifie la neutralisation, au niveau de l'échelle mobile des salaires, de l'impact de la hausse des accises sous forme de taxe CO_2 ;

- considérant que cette neutralisation augmentera l'écart entre l'indice des prix et l'indice neutralisé et fera reculer la prochaine tranche indiciaire de plusieurs mois ;

- considérant que les augmentations subséquentes du montant de la taxe CO_2 augmenteront l'écart entre l'indice des prix et l'indice neutralisé encore davantage ;

- considérant que l'échelle mobile des salaires est un instrument préservant le pouvoir d'achat des salarié(e)s et des retraité(e)s,

invite le Gouvernement

- à faire les modifications législatives nécessaires afin d'inclure la hausse des prix des produits énergétiques due à l'introduction de la taxe CO_2 dans le mécanisme de l'échelle mobile des salaires.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, sinn déi sozial Mesuren, déi d'Regierung geholl huet, wierklech esou sozial? Déi 10 % Erhéijung vun der Allocation de vie chère ass a Wierklechkeet keng richteg, well zanter 2009 ass déi Allocation net vollstänneg un den Index adaptéiert ginn. Déi 10 % maachen d'Entkoppelung vum Index also knapps wett. D'Mindestlounerhéijung, dat ass déi, déi am Gesetz virgesinn ass, fir sech un déi generell Präisentwécklung ze adaptéieren. Et wier e Skandal gewiescht, déi net unzehuelen, mee et ass nach bei Wäitem keng richteg Mindestlounerhéijung, also et ass kee grousse Worf. Et ass just de Minimum syndical, dee gemaach ginn ass.

An eng aner Saach, wou d'Leit Geld verluer hunn a wou een och op d'Regierung waart: d'Familljenzoulagen, déi och vum Index ofgekoppelt ginn, obwuel d'Regierung de Gewerkschafte schonn am Joer 2014 versprach hat, déi Zoulagen erëm un den Index ze koppelen. Dat heescht, datt zënter 2014 d'Familljen ëm 7,7 % un Zoulage verluer hunn. Fir dat erëm gutt ze maachen, deposéieren ech dann och hei nach eng Motioun, déi d'Regierung oprifft, sech un dat ze halen, wat se versprach huet, an d'Desindexéierung vun de Familljenzoulagen ze kompenséiere mat enger direkter Erhéijung vu 7,7 %. Dat misst de Staat 74,5 Milliounе kaschten, also e Véierel vun engem Militärsatellitt, fir a grénger Sprooch ze schwätzen.

An der Motioun fuerdere mer, dovunner ofgesinn, datt d'Zoulagen och ab elo weiderhin un den Index gebonne ginn.

Motion 12

La Chambre des Députés,

- considérant,

• que certaines mesures sanitaires de lutte contre la pandémie de la Covid-19 ont des dégâts économiques et sociaux dont notamment le renforcement des inégalités touchant les ménages avec enfant(s) à charge ;

• que les réformes des prestations familiales engagées depuis 2006 ont eu pour conséquence une diminution du pouvoir d'achat des ménages avec enfant(s) à charge bien avant l'émergence de la pandémie de la Covid-19 ;

• qu'une revalorisation des prestations familiales et leur adaptation automatique à l'index est un instrument important pour renforcer le pouvoir d'achat des ménages avec enfant(s) à charge et pour éviter des pertes de pouvoir d'achat à venir ;

• qu'en 2014, le gouvernement a promis dans un accord avec les syndicats la réintroduction d'un mécanisme d'adaptation automatique des prestations familiales à l'index ;

• que ce mécanisme fait toujours défaut ce qui a provoqué une cumulation de pertes de pouvoir d'achat des ménages avec enfant(s) à charge à travers les années,

- vu la proposition de loi du 28 octobre 2020 de la Chambre des Salariés concernant la revalorisation des prestations familiales,

invite le Gouvernement

- à appliquer une revalorisation minimale immédiate de 7,7 % de toutes les prestations familiales qui correspond à une prise en compte de l'évolution des prix depuis 2014 et faisant passer l'allocation familiale de 265 à 285 euros ;

- à réintroduire sans délai un mécanisme d'adaptation automatique des prestations familiales à l'évolution des prix.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, all déi Fuerderunge sinn, aneschters wéi d'Steiererliichterunge fir déi Räich, keng Kaddoen, mee just gerecht Mesuren, fir deene schaffende Leit de Minimum zréckzeginn, wat hinnen zeguttkënnt.

Am Kader justement vum Projet de loi vun der Erhéijung vum Mindestloun ass e puermol déi Expressioun gefall, et misst een de Mindestlounempfänger, déi manner schwaach sinn, ënnert d'Äerm gräifen, oder ech weess net méi ganz genau, wat fir en Term gebraucht gouf.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Mindestlounempfänger si keng schwaach Leit. D'Mindestlounempfänger si Leit, déi schaffen. D'Mindestloungempfänger gehéiere warscheinlech zu deene Leit hei am Land, déi am meeschte schaffen. D'Botzfraen - kann ee mir erklären hei am Sall, wéi ee ka justifizéieren, datt eng Botzfra, déi fierchterlech vill schafft, méi meeschtens wéi déi aacht Stonnen, déi vum Gesetz virgesi sinn, an de Rescht en plus net bezuelt kritt, datt déi mat engem onqualifizéierte Mindestloun muss auskommen? Stellt Iech emol vir, mir hätte keng Botzfraen. Mir géifen am Dreck liewen. Mir all. Si hunn eng immens Utilitéit. Eng Botzfra huet eng immens Utilitéit! An datt mer nach ëmmer hei toleréieren, datt esou Leit, déi wierklech richteg schaffen, mat engem Mindestloun ofgespeist ginn, dat ass irresponsabel! Dat ass net akzeptabel! An et ass kee Kaddo, wann een hinnen den Index gëtt, wann een de Mindestloun erhéicht. An ech menge souwisou, eng Botzfra verdéngt vill méi wéi de Mindestloun, vill méi.

An all déi Leit, déi um Bau schaffen, wat verdéngen déi? Wat géife mer maachen ouni déi? Déi sinn och no um Mindestloun. An déi ginn och drangsaléiert op der Aarbecht. An d'Aarbechtsrecht gëtt net kontrolléiert, dat wësse mer jo och all. Ma wat géife mer ouni déi Leit maachen? Wat géife mer bauen ouni all déi Leit? Ech mengen, et däerf een net vergiessen, datt et grad si sinn, déi de Kuch baken.

An, jo, virdrun hat den Här Engel gemengt, et wier e bësse schockant gewiescht, datt ech an engem Kloertext d'Finanzplaz mat engem Monster verglach hunn. Ech war net ganz inspiréiert, ech hätt och kënnen „e Béischt" soen, „e Werwollef", ech weess net. Mee bon, ech sinn net ëmmer topp. Jo, ech stinn derzou. Je persiste et je signe. An an deem Kontext: Ech hunn ëmmer den Androck, datt mir hei an dëser Chamber ëmmer missten der Finanzplaz Merci soen. Ech soen deene Leit Merci, deene klengen Hänn, ville jonke Leit, déi fir d'Finanzplaz schaffen, déi och meeschtens guer net vill verdéngen, also op jiddwer Fall net dat verdéngen, woufir se schaffen oder woufir anerer eppes domadder verdéngen.

Mee ech mengen, wann ee wierklech muss Merci soen, da muss een deene Leit Merci soen, déi wierklech do ware wärend dëser Kris, virun dëser Kris a mat deene mer aus dëser Kris wäerten erauskommen, an dat sinn eeben d'Leit aus dem Fleegesecteur, Gesondheetssecteur, dat sinn d'Leit vum Botzpersonal, dat sinn all déi Leit, déi derfir suergen, datt mer kënnen akafe goen, dat sinn all déi Leit, déi un de Limitte schaffen, an dat sinn all déi Leit, déi sech keng Wunneng méi kënne leeschten, wéinst der Spekulatioun, déi op der Finanzplaz fabrizéiert gëtt a wou net gehandelt gëtt vun dëser Regierung. Dat sinn all déi Leit, deene musse mer Merci soen! An ech soen Iech ganz éierlech: Der Finanzplaz soen ech net Merci. Dat iwwerloossen ech der Regierung.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An Dir hutt verstanen, datt mer dëse Budget net matdroen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den nächsten agéschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

(Brouhaha)

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass am Moment schwéier, wann net souguer onméiglech, virauszesoen, wéi déi nächst Wochen a Méint ze maachen an ze packe sinn. Dëst si mer eis alleguerte bewosst a mir hunn dat och am Hannerkapp behalen, wéi mer dëse Budgetstext analyséiert hunn. Ech soen dofir hei dem Rapporter grad wéi dem Minister Merci fir hir ausféierlech Erklärungen zu engem Text, deen dach an der Incertitude entstanen ass.

Mee och wann et schwéier ass, musse mer eis Recettë fir dat kommend Joer andeelen an ofschätzen, wat mer u Sue brauchen, fir eist Land och nach duerch de Rescht vun dëser Pandemie ze bréngen. D'Politik muss och an dëse schwéieren Zäiten e Plang hunn. De Plang vun der Regierung läit elo vir. An och wa mer mat ville Mesuren averstane sinn, esou bleiwen awer Kriticken a Froen op, op déi ech dann hei wëll agoen.

Fir d'éischt wëll ech awer op déi verschidde wichteg a richteg Mesuren agoen, déi mir Piraten ënnerstëtzen.

Mir Piraten fannen et gutt, datt ab dem nächste Joer eng elektronesch Steierkaart soll agefouert ginn, déi den Aarbechter net méi muss all Joer un de Patron schécken. Et ass eng kleng Mesure, mee et spuert vill Pabeier, entlaascht d'Steierverwaltung a spuert soumat Suen op allen Niveauen.

Mir fannen et och gutt, datt de Plaffong fir d'Besteierung vum Revenu vu Fotovoltaikanlagen eropgesat gëtt, well mir Piraten si grondsätzlech derfir, datt op all Daach mat südlecher Ausriichtung soll eng Fotovoltaikanlag ubruecht ginn. Hei misst awer och de Staat bei sengen eegene Gebaier mam gudde Beispill virgoen.

Da begréisse mer et och, datt de Logementsbudget erhéicht an de Mobilitéitsbudget héichgehale gëtt.

Ganz positiv ass an dësem Budget och, datt de Justizministère e Budget krut, fir Experten ze bezuelen, déi hëllefe sollen, de Gesetzesprojet fir d'Jugendschutzgesetz ze iwwerschaffen, well mir wëssen et alleguerten: Den éischten Entworf war mat enger Rei Dispositiounen, déi offensichtlech géint d'Kannerrechter verstouss hunn, schliisslech alles anescht wéi zefriddestellend.

Datt de Bildungsminister an e Service spécial investéiere wëllt, fir et de Kanner aus dem Ausland méi einfach ze maachen, fir an eisem Schoulsystem Fouss ze faassen, kënne mer och grondsätzlech ënnerstëtzen. Mir wëllen awer umierken, datt et wichteg ass, datt dëse Service bei der Integratioun vun de Kanner hëllefe soll an net, esou wéi et zum Beispill bei verschiddene Centres de compétences de Fall ass, derzou féiert, datt dës Kanner duerno deelweis vum Rescht vun de Schüler getrennt ginn. Dat ass eng Entwécklung, déi eis Suerge mécht, an do sollte mer oppassen, datt mer ënnert dem Deckmantel vun neien a moderne Begréffer net e Réckschrëtt maachen, wat d'Inklusioun ugeet.

Leider ginn et awer nach vill méi Saachen, mat deene mer net d'accord kënne sinn. Fir d'alleréischt hätte mir Piraten eis gewënscht, datt dëse Budget op méi ofziilt wéi nëmmen de Status quo. No groussen Ukënnegungen um Niveau vum Klimaschutz a méi sozialer Gerechtegkeet fält de Bilan hei éischter erniichternd aus. De Finanzminister huet ganz richteg gesot, datt aussergewéinlech Zäiten och aussergewéinlech Mesuren erfuerderen. Vill Aussergewéinleches gesinn ech hei awer net.

Fänke mer mat der kontroverster Mesure un, der CO_2-Steier. Mir Piraten fuerdere méi aktiven Asaz vun der Regierung, wat de Klimaschutz ugeet. Dofir si mer am Prinzip och averstane mat enger Steier, déi op dem Ausstouss vun CO_2 baséiert. Allerdéngs hätt hei misse séchergestallt ginn, datt dës Mesure net déi Leit trëfft, déi um Enn vum Mount souwisou scho virbäi an hannewidder sinn. Jo, d'Regierung huet ugekënnegt, d'Allocation de vie chère ëm 10 % an de Crédit d'impôt ëm 96 Euro ze erhéijen. Dësen Ausgläich geet duer, fir mat engem Auto, deen am Schnëtt 6,5 Liter op 100 Kilometer géif verbrauchen, 27.000 Kilometer am Joer ze fueren. Een, deen also zu Wolz wunnt an an der Stad schafft, ass domadder net méi wäit gefuer wéi vun doheem op d'Schaff. Do derbäi kommen dann nach d'Trajeten an de Supermarché oder soss enzwousch an net ze vergiessen den Heizungsmazout.

Leit mat Sue kënne sech nei an effizient Autoe leeschten a mussen heefeg och nach manner Kilometere fueren, well se sech en Haus oder eng Wunneng méi no bei hirer Aarbecht leeschte kënnen. Wiem d'Sue feelen, dee muss dezentral wunnen, kann do oft net vun engem séieren an enk getakten ëffentlechen Transport profitéieren a muss sech mat sengem alen Auto zefridde ginn, well d'Suen einfach net duergi fir en neien. Dës Leit kënne sech och mat den aktuelle Primme keen Elektroauto kafen oder hiert Doheem méi energieeffizient maachen. Si wäerte weider mat hirem alen Auto bis op d'Aarbecht fueren an och weider mat Mazout hëtzen, well eng modern Pelletsheizung en onerreechbare Luxus ass.

Déi Leit, déi elo schonn net iwwert d'Ronne kommen, wäerten duerch déi nei CO_2-Steier nach méi an d'Struewele kommen. Den Ausgläich, deen d'Regierung proposéiert an als Sozialmesure verkafe wëllt, geet einfach net duer. Dat nennt een nämlech: mat där enger Hand huelen, wat ee mat där anerer gëtt. Ouni also en appropriéierten Ausgläich, deen net just duergeet, wann een en neien Hybrid fiert, mee och d'Méikäschte beim Heize matabezitt, kënne mer hei net vun enger sozialverträglecher Klimapolitik schwätzen.

Allgemeng huet d'Regierung Problemer, hir Mesurë sozialgerecht ze gestalten. Wat d'Primmen an d'Subsiden ugeet mengt d'Regierung et oft gutt, mee ënnerstëtzt am Endeffekt awer just déi Leit, déi souwisou scho genuch hunn. Dat geet vun der Primm fir d'Elektroautoen, déi mer schonn e puermol heibannen ugeschwat hunn, bis zum superreduzéierten TVA-Taux vun 3 %, wann ee säin Haus besser isoléiert. Dës Mesurë sinn am Fong gutt, mee si hëllefen deene Leit näischt, déi sech keen Eegenheem kënne leeschten an net all fënnef Joer en neien Auto kënne kafen. Ech soen et nach eemol: Mir Piraten stinn hannert dem Prinzip vum Pollueur-payeur a mir si fir eng CO_2-Steier. Mee dës Steier muss esou konzipéiert sinn, datt se net nach méi sozial Ongerechtegkeeten hei am Land schaaft! Mir wëssen alleguerten, datt mer hei scho genuch Problemer hunn, a kënnen d'Ongläichheeten dach elo net nach eegenhänneg onforcéiert verschäerfen. Dofir kënne mer dës Mesure, sou, wéi se hei presentéiert ass, net ënnerstëtzen.

Dat eenzegt, wat eis an dësem Kontext tréischt, ass de Fait, datt d'Präisser vum Mazout, Bensinn an Diesel am Moment duerch d'Coronakris extreem niddreg sinn, also och mat der neier Steier nach net un d'Präisser vu virun der Kris erukommen. Dat gëtt eis Zäit, fir an de kommende Méint hei nach déi dréngend néideg Upassungen ze maachen. A mir hoffen, datt d'Regierung sech hei wäert asiichteg weisen an Entlaaschtunge fir sozial schwaach Menagen nokommen.

Datt d'Bensinnspräisser aktuell esou niddreg sinn, wäert awer och en Afloss op d'Effektivitéit vun dëse Mesuren hunn. Eigentlech geet et jo dorëms, d'Präisser ze hiewen, fir en Ureiz ze schafen, fir d'Leit derzou ze beweegen, den ëffentlechen Transport ze huelen oder méi heefeg zu Fouss ze goen, mam Vëlo ze fueren, bref, anescht wéi mam motoriséierten Eenzelverkéier ënnerwee ze sinn, fir esou héich Präisser un der Zapsail ze vermeiden. Et ass dofir net unzehuelen, datt dës Mesuren am Joer 2021 schonn e signifikativen Afloss op de Konsum vun de Leit wäerten hunn. Dat bedeit leider awer och, datt den Impakt op d'Klima limitéiert wäert sinn. Mee ëmmerhi wäerten d'Suen aus där neier Steier fir eng effektiv Klimapolitik benotzt ginn, also dat hoffe mer elo emol, genee wësse mer dat nämlech net esou wierklech. Leider ass nämlech nach ëmmer net ganz kloer, wat mat deene Suen herno konkreet gemaach gëtt.

Och d'BCL seet an hirem Avis zum Budget, datt hir d'Detailer zu den Depensë vun der CO_2-Steier feelen an datt de Budget misst méi detailléiert iwwert déi verschidde Mesuren an hir Konsequenzen opklären. Dat ass näischt Neies, dat bedauere mer all Joer, mee leider probéiert d'Regierung alljoers, mat schéinen Zuelen ze beandrocken, ouni déi konkreet Informatiounen iwwert den Asaz vun de Gelder ze ginn.

Här President, d'CO_2-Steier ass leider net déi eenzeg Mesure aus dësem Budget, déi Deel vun enger ambitionéierter Klimapolitik soll sinn an am Endeffekt awer nëmmen e limitéierten Effekt op d'Ëmwelt, mee dofir awer e groussen Impakt op d'sozial Ongerechtegkeet wäert hunn. Do ass jo nach déi nei Tax d'abonnement fir gréng Fongen.

Mir haten am Oktober déi grouss Diskussioun iwwer méi Steiergerechtegkeet hei am Land. Dee Moment sot ech, datt et net ze erklären ass, datt ee bei Fongen nëmme muss een Honnertstel Prozent Steiere bezuelen. Elo huet d'Regierung nogebessert an ab nächstem Joer muss ee vun all Fong dann elo sage und schreibe 0,05 % Steiere bezuelen.

Mee datt elo nëmme keen op der Finanzplaz a Panik verfält, datt et vläicht ze vill Steiere géife ginn: Et gëtt am Budget jo elo déi nei Dispositioun, fir Fongen, déi zu 50 % aus grénge Produite bestinn, dann awer nëmme mat ganz, ganz sozialen 0,01 % ze besteieren. Esou sollen dann d'Finanzinstituter motivéiert ginn, fir mat méi nohaltegen Aktien an Obligatiounen ze handelen. Privatleit a Betriber hei am Land musse ronn 3.000-mol méi héich Steiere bezuelen op hir Salairen an hire Gewënn. Esou gesäit sozial Gerechtegkeet net aus!

An dann ass jo och nach d'Gefor vum Greenwashing, och wann eis de Finanzminister do net zoustëmmt - a sengen Aen ass et jo Green Promotion -, well wat ass dann iwwerhaapt e grénge Finanzprodukt? Ass dat zum Beispill e Produit, deen de Climate Finance Label LuxFLAG kritt huet? Vläicht.

Sechs Produite kruten dee Label, wann ech d'Lëscht vum September vun dësem Joer kucken. Dat kléngt op den éischte Bléck net schlecht. De Problem ass awer, datt dës Produiten ënner anerem vun Investmentfirme wéi BlackRock gemanaged ginn. BlackRock ass weltwäit fir hir mënschen- a ëmweltfeindlech Geschäftspolitik bekannt. Si investéiere méi wéi 6 % vun hire Suen an ExxonMobil. Dank dësem Gesetz wäerte BlackRock a Co 50 % vun engem Fong a Pëtrolsfirmen, Kuelekraaftwierker a Waffe stieche kënnen an trotzdeem nach vun dëser Steiererliichterung profitéieren, soulaang déi aner 50 % ëmweltfrëndlech ugeluecht sinn. Sécher, 50 % Pëtrol si besser wéi 100 %. Mee ass e Fong, mat deem zur Hallschent a klimaschiedegend Firmen investéiert gëtt, wierklech gréng? Fir mech ganz kloer: nee!

Wat mer hei hunn, ass alt nees net méi wéi e Steierschlupflach fir déi Räich, eng Méiglechkeet, fir weider vun engem extreem niddrege Steiersaz ze profitéiere fir déi, déi sou vill Suen hunn, datt se sech et leeschte kënnen, einfach emol en Deel dovunner net ze benotzen an a Fongen ze investéieren. All deenen anere gëtt gesot, datt elo net de Moment ass fir eng Steierreform. D'Wittfraen a -männer, déi, nodeems se hire Partner verluer hunn, méi héich besteiert gi wéi virdrun, musse waarden.

D'Piraten fuerdere säit Joren eng Steierklass fir jiddereen a freeë sech, datt de Budgetsrapporter do där selwechter Meenung ass. D'Steierreform ass dëst Joer net komm. An deemno wéi laang eis de Covid och d'nächst Joer nach wäert an Otem halen, wäert se dann och nach e puer weider Joren op sech waarde loossen. Mee déi Räich kënnen hir Suen a vermeintlech gréng Fonge parken a vun engem weidere Steierschlupflach profitéieren, e Schlupflach, dat duerch e grénge Ustrach als Ëmweltmesure duerchgoe soll, mee virun allem eng Mesure fir eis Finanzplaz ass.

Wat allgemeng déi gréng Politik vun der Regierung ugeet, wëll ech hei just kuerz ervirhiewen, datt bis 2024 eng Erhéijung bis op 0,72 % vum PIB um Niveau vum Defensebudget geplangt ass. Jo, bref, d'Uniforme sinn zumindest gréng.

Här President, d'lescht Joer hat ech wärend menger Budgetsried schonn eemol drop higewisen, datt en héije Budgetsposten net onbedéngt zu enger Verbesserung um Terrain féiert. Deemools hat ech kritiséiert, datt de Klimafong zwar an de vergaangene Joren ëmmer e grousse Budget hat, mee mat engem groussen Deel vun de Suen näischt gemaach gouf.

An dësem Budget sinn elo 11 % méi fir de Logementsressort virgesinn. Dat ass e gudden Ufank, wann dann och wierklech eppes mat de Sue gemaach gëtt. Ob 11 % duerginn, fir den aktuellen Erausfuerderunge gerecht ze ginn, ass eng aner Fro. Warscheinlech net, mee mir loossen eis gäre vum Géigendeel iwwerzeegen. Mee d'Zuele schwätzen eng kloer Sprooch.

Fir de Fong fir Konstruktioune sinn 2021 insgesamt 150 Milliounen Euro virgesinn. Zum Verglach: Rezent, de Moien, huet een op enger grousser Internetplattform en eelef Ar Bauterrain zu Ueweraanwe fonnt, dee ronn 2 Millioune kascht. De Staat kéint also higoen an dëst Joer aacht an ee Véierels Hektar Terrain zu deem Präis kafen, awer näischt méi drop bauen, well d'Sue wiere fort. Soe mer, e géif d'Hallschent dovunner kafen, dann hätt en nach e puer Suen.

Mee an deene meeschte PAGen hu mer dann Densitéitsbeschränkungen. Wa mer net grad um Kierchbierg bauen, si mer da limitéiert op iergendeppes zwëschent 20 a 25 Unitéiten den Hektar. Dat heescht, wa mer och nach déi aacht Hektar hätten a mir géifen all d'Suen investéieren, fir dorop ze bauen, kéinte mer maximal 200 Unitéiten do dropsetzen. Ech loossen déi Zuele emol am Raum stoen, fir einfach de Kontext ze ginn, datt 150 Milliounen zwar gutt kléngt, 11 % besser kléngt, mee et am Endeffekt eng Drëps op e gliddege Steen ass.

Dat wier, wéi gesot, en Ufank, awer och nëmmen, wann dës Projete séier géife realiséiert ginn, well, si mer éierlech: Wat d'Plangen an d'Baue vu grousse Bauprojeten ugeet, hu mer hei zu Lëtzebuerg net dee beschte Bilan virzeweisen. Et dauert einfach ëmmer alles ze laang a gëtt duerch Verzögerungen dann awer nach e bësse méi deier wéi geplangt.

Dofir hei nach eemol den Appell, net nëmme schéi Mesuren um Pabeier ze presentéieren, mee se herno an d'Wierklechkeet ëmzesetzen.

Dat zielt och an de Beräicher Mëttelstand an Tourismus, wou de Budget och d'nächst Joer soll héichgehale ginn a wou de Budget fir d'Entwécklung vum Tourismussecteur versiwefacht gëtt. Mir begréissen d'Ënnerstëtzung vun dëse Secteuren, déi schwéier getraff goufen, an hoffen, datt déi extra Ausgaben herno och wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn.

An dat zielt och am Beräich vun der Digitalisatioun, wou de Budget fir Seminairen a Journées d'études zéngmol méi héich ass wéi nach 2020. Bei esou héije Budgetsposte mussen dann herno och einfach Resultater ze gesi sinn.

Ech kéint elo nach weidermaachen, mee ech mengen, de Message ass kloer. An alle Beräicher mussen dës héich Ausgaben de Leit um Terrain hëllefen an et mussen herno och konkreet Resultater erauskommen.

Grad an der aktueller Situatioun seet d'Politik gären, datt se keen am Stach léisst, datt mer solidaresch duerch dës Kris ginn. Jo, et goufen eng ganz Rei Aidë fir déi verschidde Secteuren op d'Bee gestalt - mir wäerten déi nächst Deeg der nach e puer ze stëmmen hunn -, mee jidderee weess, datt Selbststänneger aus de Beräicher Kultur, Commerce oder Horeca och mat den aktuellen Aiden um Struewele sinn.

Grad, wat d'Kultur ugeet, ass et wichteg, jonke Kënschtler, Museker, Dänzer a Schréftsteller während dëser Kris Perspektiven ze bidden, wa mer net wëllen, datt mer no der Kris eng ganz Generatioun u jonke Kulturschafende verluer hunn, well hir Existenzängschte während der Pandemie esou grouss waren, datt se decidéiert hunn, hirer Leidenschaft net méi nozegoen an en aneren, méi sécheren Job ze wielen. Eng Gesellschaft ouni Konscht, Musek a Literatur ass eng Maschinn. Si ka produzéieren, mee si reflektéiert net a si stellt sech net a Fro.

An esou enger Gesellschaft gëtt och de Mënsch zu enger Maschinn an esou wëlle mer net liewen. Dofir ass et wichteg, datt mer an d'Kultur investéieren, an dat besonnesch während der Kris, mee och doriwwer eraus. Mir begréissen dofir ausdrécklech all d'Ausgaben, déi a Covidhëllefe fléissen am Beräich vun der Kultur an och an allen anere Secteuren. Mir hunn an dësem Haus fir all dës Mesurë gestëmmt, déi de Betriber an de Privatleit duerch d'Coronazäit sollen hëllefen. A fir eis ass et dann och essenziell, datt net nëmmen de Chômage partiel, mee och aner Covidhëllefen iwwert den 31.12. eraus verlängert ginn.

Mir stéieren eis awer e bëssen un der Duerstellung, datt dës Covidaiden Investitioune wieren. Dës Hëllefe sinn awer keng Investitiounen, si erhale just de Status quo. Si suergen derfir, datt esou mann wéi méiglech Leit net méi vun hirer Aarbecht liewe kënnen a sou mann wéi méiglech Geschäfter musse Faillite umellen. Ënner enger Investitioun verstinn ech eng Ausgab, mat där een eppes Zousätzleches fir d'Zukunft erreeche wëll. Dat hei sinn Nouthëllefen. Domat probéiere mer, esou gutt et geet, de Status quo ze erhalen. Kommt, mir sinn do éierlech mat eis selwer! Doriwwer eraus brauche mer an Zukunft Mesuren, déi méi cibléiert sinn an nach méi spezifesch déi grouss Problemer hei am Land viséieren. D'Investitioune mussen héichgehale ginn a mussen héichgefuer ginn.

Mee nieft Investitioune geet et net duer, Geld auszeginn, et muss een och derfir suergen, datt d'Staatsfinanze gesond bleiwen. De Finanzminister huet gesot, datt keen déi aktuell Kris hätt kënne virausgesinn. A jo, Här Minister, Dir hutt absolutt Recht! Keen heibannen a warscheinlech och déi wéinegst Leit op der Welt hätte sech dës Pandemie virstelle kënnen. Mee mir wousste jo awer, datt d'Wirtschaft zyklesch ass, datt op gutt Phasen och emol schlechter géife kommen. Dofir hu mer an de vergaangene Joren ëmmer gesot, datt mer eis gewënscht hätten, datt d'Regierung Sue géif op d'Säit leeë fir méi schlecht Zäiten, amplaz mat der Strenz iwwert d'Land ze goen. Elo hätte mer dës Sue gutt gebrauche kënnen. Fir dëse Feeler keng weider Kéier ze maachen, musse mer, soubal et eis nees méiglech ass, ufänken, nees e bëssen eppes op d'Säit ze leeë bezéiungsweis eis Scholden ze reduzéieren. Well déi nächst Kris ass just eng Fro vun der Zäit!

A wéi d'Madamm Hansen och schonn erkläert huet, hu mer hei gesinn, wat mat eiser prozentualer Schold geschitt, wann eis de PIB an de Keller fält, a wéi séier ee kann eisen Triple-A a Gefor bréngen. Well just op de klammende PIB ze setzen an esou d'Scholden ze relativéieren, schéinzeschwätzen an -zerechnen, ass geféierlech an de Leit Sand an d'Ae gestreet.

Vun der LSAP gouf heibannen de Jeff Bezos an Amazon ugeschwat. Datt de Georges Engel Amazon hei verurteelt, ass awer e bëssen Duebelmoral. Amazon krut 2003, wéi se hei op Lëtzebuerg komm sinn, en Extradeal, wat d'Steieren ugeet. D'EU-Kommissioun huet virun e puer Joer decidéiert, datt duerch deen Deal mat der Regierung mindestens 250 Milliounen u Steieren ze mann bezuelt gi sinn. Wann een also dem Bezos säi Räichtum kritiséiert, da muss een och erwänen, wiem de Chef vun Amazon op d'mannst zum Deel derfir ka Merci soen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Richteg!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'sozial Ongerechtegkeeten zu Lëtzebuerg klamme weider. Mir gesi momentan net nëmmen de Misär vun den Independanten, déi wäerten hire Buttek oder hir Restaurante mussen zoumaachen, mee och d'Ongerechtegkeet, wat d'Bezuelung vun den essenziell wichtege Beruffer an dësem Land ugeet.

Jo, am Verglach zum Ausland verdéngt eist Santéspersonal gutt, mee d'Käschten, fir zu Lëtzebuerg wunnen a liewen ze kënnen, sinn och extreem héich. Derbäi kommen haart Aarbechtskonditiounen an déi doru gebonne gesondheetlech Problemer, déi net ewechzeschwätze sinn. Dofir brauche mer sou séier wéi méiglech eng grouss ugeluechten Diskussioun iwwert d'Aarbechtskonditiounen an d'Ausbildungsméiglechkeeten am Gesondheets- a Fleegesecteur. An dofir soen ech och de Kolleege vun der CSV Merci, datt se dëse Sujet op den Ordre du jour setze gelooss hunn. An ech hoffen, datt mer séier derzou kommen an net erëm duerch iergendwellech Urgencemesuren dru gehënnert ginn, fir driwwer ze schwätzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Budget hätt wéi all Joer kënne genotzt ginn, fir strukturell Verännerungen unzedreiwen, mee dës Chance gouf net genotzt. De Budget orientéiert sech nach ëmmer um PIB an un der Croissance vum Land, obwuel gewosst ass, datt dat, wat dës Zuelen aussoe kënnen, begrenzt ass. Ech kann hei nëmmen der Cour des comptes an hirem Avis zoustëmmen, datt sech d'Politik soll um Bien-être vun de Mënschen orientéieren an net nëmmen um wirtschaftleche PIB.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Just well de PIB an engem Land klëmmt, heescht dat schliisslech net, datt et der Bevëlkerung och besser geet. Dat hunn d'Kolleege vun déi gréng virun zwee Deeg op hire soziale Medien an enger Grafik scho ganz gutt erkläert. Ech kann hinnen do also just zoustëmmen, wa se soen, datt d'Erhéijung vum Bruttoinlandsprodukt net onbedéngt zu engem bessere Liewe fir d'Leit féiert. Si sinn ëmmer wëllkomm, sech der Oppositioun unzeschléissen, wa se wëlle méi gerecht Budgetsmesuren afuerderen.

Eis Budgetspolitik sollt dofir net prioritär zum Zil hunn, d'Héicht vum PIB ze erhalen an domadder eisen ongerechte System um Lafen ze halen, mee dëse Relanceplang sollt an éischter Linn de Leit dobaussen hëllefen a méi en nohaltegen an inklusive Gesellschafts- a Wirtschaftsmodell virundreiwen.

Do wieren och scho kleng Mesuren duergaangen, fir dësem Zil méi no ze kommen. Eng ganz konkreet Hëllef fir vill Leit dobausse wier d'Méiglechkeet, e Steierabattement anzeféiere fir Leit mat geréngem bis mëttlerem Akommes, wa se wéinst der Pandemie am Homeoffice hu misse schaffen. Aktuell kënne Leit, déi doheem e Raum hunn, dee se aleng fir hir Aarbecht notzen, do also zum Beispill extra e Raum als Büro ageriicht hunn, vu Steiererliichterunge profitéieren. Leit, déi keng Plaz doheem hunn, fir e ganze Raum just fir ze schaffen ze notzen, kënnen dëst net. Dat ass an eisen Aen net gerecht! An an deem Kontext reechen ech dofir hei och eng Motioun an, déi fuerdert, datt och déi Leit, déi keen eegene Büro doheem hunn, vun enger Steiererliichterung kënne profitéieren, wa se vun doheem aus hu misse schaffen.

Motion 13

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- dass am Circulaire LIR 105/2 vum 16.03.1998 festgehalen ass, dass d'Frais d'obtention och „dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile" abegraifen;

- dass am Arrêt vum Tribunal administratif 25655 Follgendes festgehalen ass: « l'utilisation du cabinet de travail déclaré par le demandeur [sert] exclusivement ou de manière prépondérante à acquérir, assurer et conserver des revenus au sens de l'article 105 LIR précité, et à défaut d'autres preuves fournies de manière à justifier que les frais dont il fait état sont exposés dans l'intérêt exclusif ou quasi exclusif de son activité professionnelle »;

- dass de Statec a sengem Pressecommuniqué n° 15 vum 19. Mee 2020 d'Resultater vun enger Etüd iwwert den Teletravail matgedeelt huet. Aus der Etüd geet ervir, dass den Teletravail sech am Verglach zu 2019 verdräifacht huet;

- dass vill Leit opgrond vun der Covidkris gezwonge waren, méi vun doheem aus ze schaffen, an dobäi Käschte kënnen ugefall si fir d'Heize vu Raim, déi soss den Dag iwwer eidel gewiescht wieren, a fir Bürosmiwwelen;

- dass laut Statec d'Locataire am Joer 2011 an der Moyenne 83,1 m² Wunnraum zur Verfügung stoen haten an dat oft net duergeet, fir ee Raum eenzeg an eleng als Büro ze notzen, esou dass sech an de leschte Méint vill Leit en Aarbechtseck an engem Raum hu missen ariichten, deen och nach fir aner Aktivitéite genotzt gëtt.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- eng Steiererliichterung am Sënn vum Artikel 105 vum LIR, fir d'Joren 2020 an 2021, och deene Menagen ze erméiglechen, déi keng Plaz fir een eenzele Bürosraum doheem hunn, andeems pro Dag, deen eng Persoun vun doheem geschafft huet, e gewësse Forfait fir den Homeoffice vun de Steieren ofgesat ka ginn.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- A wéi mer iwwert déi Homeoffice-Reegelung oder iwwert den Abattement fir de Bureau à domicile recherchéiert hunn, hu mer emol d'Base légale dovunner gesicht. A léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hale mech fir een, dee relativ gutt mat Sichmaschinnen eens gëtt, dee sech am Internet erëmfënnt an deen eng Anung huet, wéi een Informatiounen, déi ëffentlech misste sinn, géif fannen. Et kéint ee jo souguer dervun ausgoen, datt alles, wat d'Steiere betrëfft, och um Site vun der Steierverwaltung ze fanne wier. Bref, de Bureau à domicile, deen een an de Frais d'obtention kann ofsetzen, baséiert op enger Circulaire vum Direkter vun der Steierverwaltung vun 1998.

Et ass d'Circulaire 105-2. An dës Circulaire steet net um Site vun der Steierverwaltung. Si steet och net op Legilux. Et fënnt ee se schlussendlech, wann ee ganz laang sicht, als Upload vun engem privaten Notzer op enger amerikanescher Plattform, fir PDFen ze hosten. Dat musst Der Iech virstellen, wien also wëllt wëssen, wat d'Konditioune sinn, fir säi Bureau à domicile ofzesetzen, muss als Éischt emol wëssen, datt et déi Méiglechkeet gëtt. Da muss e wëssen, mat wéi engen Termen e sicht. An da muss en enger amerikanescher Plattform trauen, datt dat tatsächlech déi richteg Circulaire ass. De User huet och nach derbäigeschriwwen: « Veuillez vérifier si toujours en vigueur. »

Bon bref, mir hunn ugeruff op der Steierverwaltung.

(Hilarité)

De Mann um Telefon huet eis gesot, jo, dat wier eng gutt Fro, e géif eis zréckruffen. Et huet zwou an eng hallef Stonn gedauert, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis d'Steierverwaltung eis zréckgeruff huet an eis zu eiser Freed konnt soen: „Jo, déi Circulaire gëllt nach." Glécklecherweis hate mer schonn eng Kopie online fonnt, well soss wier et net méi duergaangen, fir d'Motioun matzäiten ze schreiwen.

Här President, aus deem Grond reechen ech eng weider Motioun an, déi de Minister géif opfuerderen, d'Steierverwaltung ze instruéieren, all aktuell nach gëlteg Circulairen och op hirem Site ze publizéieren.

Motion 14

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- dass d'Regierung an hirem Koalitiounsaccord festgehalen huet: « Dans le but de débureaucratiser et de rendre plus efficaces les processus administratifs, les efforts entrepris jusqu'à présent en matière de numérisation de toutes les étapes de travail des administrations publiques seront poursuivis et intensifiés, aussi bien en interne qu'en contact avec les citoyens et les entreprises »;

- dass am Circulaire LIR 105/2 vum 16.03.1998 festgehalen ass, dass d'Frais d'obtention och „dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile" abegraifen;

- dass de Circulaire LIR 105/2 net um Site vun der Steierverwaltung am Recueil de circulaires ze fannen ass.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- all d'Circulairen, déi nach a Vigueur sinn, um Site vun der Steierverwaltung am Recueil de circulaires ze publizéieren, och déi, déi virum Joer 2000 publizéiert goufen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Am virleschte Punkt wëll ech dann awer weider beim Theema Transparenz bleiwen.

Wéi scho gesot feelen eis nach ëmmer Informatiounen zur CO_2-Steier, mee awer och zu den Depensë vun de Fonds spéciaux. Hei huet d'Cour des comptes wéi all Joer - et ass e bëssen eng Kassett, déi hänke bliwwen ass -, gesot, datt se méi Informatioune bräicht, fir d'Situatioun kënnen anzeschätzen. De Premier sot, et misst een, Zitat: „d'Luucht dohinner bréngen, wou et däischter ass". Ma ech wier frou, wann dann an Zukunft d'Luucht géif op dës onduerchsiichteg Fonge geriicht ginn, fir datt d'Cour des comptes an Zukunft hirer Aufgab als Contrôleur och ka seriö nokommen.

Fir selwer haut schonn eppes ganz Konkreetes zum Theema Transparenz bäizedroen, hunn ech awer nach eng weider Motioun an déi betrëfft och e bëssen indirekt d'Chamber. D'Chamber - an da si mer erëm bei den Internetsitten - huet en Internetsite, deen nei gemaach gëtt. A wien d'Avisen zum Budget sicht, dee muss eng Zäitche sichen. An een, deen am Internet géif nom Budget sichen, lant héchstwarscheinlech, éier en um Chamberssite beim Dossier lant vum Budget, um Site vum Finanzministère, dem budget.public.lu. Dofir, Här President, hunn ech eng Motioun matbruecht, déi géif de Finanzministère invitéieren, fir voll Transparenz ze schafen an de Biergerinnen a Bierger, déi sech och fir d'Avise vun der Zivillgesellschaft interesséieren, dës net nëmmen um Chamberssite ze veröffentlechen, mee se och um budget.public.lu zur Verfügung ze stellen.

Motion 15

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- dass d'Regierung an hirem Koalitiounsaccord festgehalen huet, dass: « De plus, le contenu des sites officiels des administrations publiques sera rendu accessible à tous les citoyens, en le présentant notamment en plusieurs langues, ainsi qu'en langage facile. Les services en ligne des différentes administrations seront conçus de manière à être compréhensibles et faciles à utiliser pour tous les citoyens », an an dësem Sënn och de Site budget.public.lu opgestallt huet;

- dass d'Organes consultatifs des pouvoirs publics zu all Budget een Avis ofginn an dësen ënner anerem un d'Chambre des Députés schécken;

- dass och aner Organer an Organisatiounen ewéi zum Beispill d'lëtzebuergesch Zentralbank een Avis zum Budget kënnen ofginn;

- dass dës Avisen ee wichtegt Instrument sinn, fir d'Deputéiert esou gutt ewéi méiglech iwwer all d'Aspekter vum Budget ze informéieren;

- dass dës Avisen och kënnen den intresséierte Bierger, deen de Budget op verständlech Aart a Weis op budget.public.lu presentéiert kritt, iwwer all dës Aspekter informéieren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. d'Avise vun de verschidden Organer, déi um Site vun der Chambre des Députés publizéiert ginn, och um Site budget.public.lu vum Finanzministère ze veröffentlechen.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Eis Bierger si vill méi interesséiert un der Politik, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt. Sécherlech ass déi faméis Politikverdrossenheet e Problem, mee dat heescht awer net, datt mer de Leit keng anstänneg an einfach zougänglech Informatioune sollen zur Verfügung stellen, well mer mengen, et géif ee se jo souwisou net kucke goen, oder wann, da wier een Expert genuch, fir se do ze fannen, wou se ze fanne sinn.

Vill Leit sinn interesséiert a géife sech gären abréngen, mee hinne feelt leider oft d'Zäit, fir dat ze maachen. An dofir sollte mir als Chamber, sollte mir als Politiker iwwert d'Chamber eraus et de Leit esou einfach maache wéi méiglech, fir sech ze informéieren, fir sech ze dokumentéieren.

Ech sinn och doriwwer ganz houfreg a ganz frou, datt de Budgetsrapporter a senger Ried an a sengem Rapport eis Propos vun engem Biergerrot, dee mer jo och als Proposition de loi deposéiert hunn, opgegraff huet an als eng vu sengen Aktioune proposéiert huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et géifen nach eng ganz Rei weider Punkte ginn, zu deenen een eppes soe kéint an zu deenen ech och eppes soe wéilt, mee d'Riedezäit vun enger Partei mat zwee Memberen an der Chamber ass begrenzt an de Budget esou déck, soudatt een einfach net op all Punkt agoe kann. An dofir kommen ech dann zum Schluss.

Mir wëssen alleguerten, datt dëst e ganz besonnesche Budget ass an datt 2021 e schwéiert Joer fir Lëtzebuerg an d'ganz Welt wäert ginn. Och wann e Vaccin geschwë prett sollt sinn, esou weess dach awer keen, wéi genau et wäert virugoen. Mir hätten eis virun deem Hannergrond e Budget gewënscht, dee méi ambitionéiert géint d'sozial Ongerechtegkeete virgaange wier an och e méi staarke Fokus op ökologesch Aspekter geluecht hätt. Dëse Budget huet zwar e gréngen Ustrach, mee wann een ënnert dës Couche Faarf kuckt, gesäit een, datt do net vill ass, wat zur Erreechung vun eise Klimaziler bäidréit. Wat een do gesäit, ass méi, wéi de Superräiche gehollef gëtt, fir sech mat falsche grénge Verspriechen de Steieren ze entzéien. Mir kënnen eng Rei positiv Usätz an dësem Budget erkennen, mee déi gi bei Wäitem net duer, fir déi offensichtlech Ongerechtegkeeten auszegläichen, déi mat dësem Budget toleréiert, zementéiert an zum Deel souguer nei geschaf ginn. Dowéinst wäerten d'Piraten dëse Budget net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ufänken an dem Budgetsrapporter vun dësem Joer, dem François Benoy, en ausdréckleche Merci soen. Dir hutt e ganz gudde Budgetsrapport gemaach, well Dir hutt eigentlech déi grouss Erausfuerderungen, deenen eist Land sech ze stellen huet, och genannt, nämlech d'Investissementer; Dir hutt genannt eng nohalteg Ekonomie, Dir hutt genannt d'Erausfuerderungen op sozialem Plang an Dir hutt och zum Schluss erausgehuewen stabill Staatsfinanzen, fir eeben déi Relance no dëser Kris kënnen ze maachen. Felicitatioun!

A wat ech extreem appreciéiert hunn: Dir hutt Iech och d'Méi gemaach, fir zousätzlech zu Ärer gudder Analys eng ganz Rei vu Recommandatiounen ze maachen, konkreeter Natur. Domat exposéiert ee sech ëmmer, mee et huet een awer de Meritt, dass een, egal wou ee sëtzt - op dëser Säit oder op där anerer Säit vun dëser Chamber -, e Bäitrag geleescht huet am Iddiewettbewerb. An dat ass net nëmmen een, dee sech op dës Deeg fokusséiert, mee dee geet och iwwert déi nächst Méint an iwwert déi nächst Jore weider.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och de Chambre-professionellen, de Beruffskummeren, Merci soen, well déi extreem fundéiert a gutt Analyse gemaach hu vun der aktueller Situatioun vun onse Staatsfinanzen, grad ewéi eng Lëtzebuerger Zentralbank, eng Cour des comptes an och en nei geschafene Conseil national des finances publiques. Dat si ganz gutt an déifgräifend Analyse vun dem Staatsbudget a virun allem och vun der Situatioun vun onse Staatsfinanzen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen awer gradesou däitlech, wann ech d'Rieden souwuel vun dem Staatsminister virun zwee Méint héieren hunn grad ewéi déi vun dem Finanzminister vu Mëtt Oktober vun der Presentatioun vun dësem Budget, dass ech dann net onbedéngt d'Impressioun hunn, dass een den Eescht vun der Situatioun mat klorem Bléck viru sech huet.

Dat, wat mer héieren hunn, souwuel vun dem Staatsminister wéi och vun dem Finanzminister, dat war fir mech éischter eng Show, eng Show nom Motto - an de Moien ass et eigentlech nach eng Kéier bekräftegt ginn -: „Kuckt emol, mir sinn déi grouss Maacher! Juncker a Frieden, déi hunn d'Land widdert d'Mauer gekéiert, an et trëppelt een nach eng Kéier richteg no. Mir hunn eng kopernikanesch Finanzrevolutioun vollbruecht!"

An et kënnt een dann, wéi een dat och schrëftlech am Oktober festgehalen huet: „Lëtzebuerg ass mat gesonde Staatsfinanzen an déi Kris hei eragaangen", dixit Pierre Gramegna. De Staatsminister Bettel: „Et bleift bei engem historeschen Defizit" - 4,4 Milliarden -, „dee sech eenzeg an eleng", ech zitéieren de Staatsminister, „duerch d'Kris erkläert." Den Här Gramegna, fir nach just ee Saz ze zitéieren, dee fiert virun: „De Gesamtvolume vum Stabiliséierungspak ass op 11,2 Milliarden Euro an d'Luucht gaangen"!

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech ganz kloer: Dës Aussoe si faktuell falsch! Ech wäert dat och an deenen nächste Minutte faktebaséiert - well et ass jo dat, wat ëmmer gefrot gëtt -, beleeën.

A wann ech dat soen, dann ass dat keng Schwaarzmolerei vun enger CSV. Et ass och keng Austeritéitsapproche vun enger CSV, wéi eis dat oft vu munchem Majoritéitspolitiker ënnerstallt gëtt. D'Regierung beschreift an eisen Aen eng Duerstellung vun der Situatioun vun eise Staatsfinanzen, wat éischter, opgrond vum Eescht vun der Lag, eng Verschéinerungspolitik ass.

Et ass eigentlech wéi bei engem Auto, wou d'Karosserie mëttlerweil kräfteg rascht, jo, schonns zum Deel futti ass an nach versicht gëtt, dat mat engem oppoléierte Lack ze vertuschen. An déi kopernikanesch Finanzrevolutioun, Dir Dammen an Dir Hären, déi riskéiert tôt ou tard, sech zu engem richtege „Rohrkrepierer" ze entwéckelen.

Dat, wat mech bekräftegt huet, fir et de Moien nach eng Kéier ze soen, dat war ganz einfach déi Interventioun vun dem Fraktiounspresident vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, dem Här Georges Engel. Den Här Engel huet hei eng Ried gehalen, wéi wann d'Sozialisten ni an enger Regierung gewiescht wieren, wéi wann d'Sozialisten ni mat enger CSV regéiert hätten!

Den Här Engel huet dunn herno gesot: „Jo, gesitt Der emol", an ech hunn et nach eng Kéier verifiéiert mam Marc Spautz, „mat der CSV, do war d'Resultat minus 500. Mat Gambia ass d'Resultat plus 500." An da seet en herno: „Cherchez l'erreur!"

Also, Här Engel, mat allem Respekt, mir gesinn eis als CSV net als en Iertum, als eng Erreur vun der Neizäit an der Lëtzebuerger Politik. Ech soen Iech dat ganz kloer! Dat ass keng Verbattertheet, mee mir stinn ...

(Interruption)

... zu de gudden an och zu de manner gudde Resultater vun enger CSV/LSAP-Regierung, enger Regierung Juncker/Asselborn 1 an enger Regierung Juncker/Asselborn 2.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech soen Iech ganz riicht eraus, Här Engel: Ech mengen, dass munchereen - an ech denken do zum Beispill un den Här Asselborn an ech denken un d'Mady Delvaux a vläicht un anerer, déi heibanne sëtzen -, wéi Der dat gesot hutt, vläicht beschämend an de Buedem gekuckt hätt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- A wann Der an Ärer Erhabenheet, Här Engel, gären hätt …, also am Numm vun der CSV-Fraktioun entschëllegen ech mech dann och fir all dat, wat d'Häre Juncker, Frieden, Biltgen an anerer, déi heibanne sëtzen, dann alles fir d'Lëtzebuerger Land falsch gemaach hunn. Ech soen Iech dat riicht eraus. Mee si stinn zu deene Leeschtungen, déi se gemaach hunn. An ech mengen, dass och munchereen am Land dat haut och nach appreciéiert.

Op jidde Fall: Déi, déi esou denke wéi Dir, déi zum Beispill e Militärsatellitt awer richteg an de Sand gesat hunn - 140 Milliounen Euro futsch! -, déi zum Beispill sech mat dem Moundstëbs ameséiert hunn - Sue futti! -, déi zum Beispill net opgehalen hunn, fir ze mengen, den CSV-Mief, dee misst eraus, déi, wat hunn déi gemaach? Ma déi hu sech scho längst aus dem Stëbs gemaach!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Déi stinn net méi hei op dem Stëbs! Déi stinn och net méi hei op dem Terrain! An déi stinn och net méi zu Ärer Regierung!

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech déi Äusserunge vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei haut de Moien héieren hunn, dann ... Ech sinn nach net esou laang an der nationaler Politik, mee laang genuch, fir mech kënnen un de Schwanegesang vu Juncker/Asselborn 2 ze erënneren. Do war et och esou!

Wësst Der, wéi et méi enk ginn ass, no engem Mutferter Kongress - deemools war et och eng Kris -, wësst Der wéi et do war? Du waren d'Sozialiste fir all Guddes an der Regierung responsabel, a fir all Schlechtes war et d'CSV. An ech fäerten, fir dem Här Finanzminister an dem Staatsminister hir Partei, d'DP, dass et hinne vläicht eventuell änlech wäert ergoen.

Well um Enn, wann d'Konte gemaach ginn, da wäerten d'Sozialiste d'Land, d'Welt an d'Leit gerett hunn an der Covidkris, obschonn d'Statistiken en eenzege Chaos beleeën. An d'Zuele ginn ëmmer méi schlëmm, souwuel, wat de Stierftaux ubelaangt, wéi och, wat d'Zuel vun den Infektiounen ubelaangt am Verglach zu deenen anere Länner. An Dir, Här Gramegna, ech mengen, Dir wäert herno do stoen, deen eenzeg an eleng fir eidel Keese responsabel ass an deen déi meeschte Schold an der Nokrichszäit am Lëtzebuerger Land en chiffres absolus wäert gemaach hunn. An, ech mengen, duerfir steet dat Wuert „Rohrkrepierer" haut méi wéi richteg an dëser Ried.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, nun zu de budgetäre Fakten.

„En historeschen Defizit, dee sech eenzeg an eleng duerch d'Kris erkläert", gëtt gesot. De Gesamtvolume vun dem Stabilitéitspakt: 11,2 Milliarden, ass och op dëser Chamberstribün de 15. Oktober (veuillez lire: de 14. Oktober) behaapt ginn, 3,3 Milliarden Euro eleng un Hëllefe fir Betriber a soss Leit, déi vun der Kris geplot ginn.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo gesot, ech misst faktebaséiert schwätzen, dat maachen ech och. An ech zitéieren, fir dat ze widderleeën, en Avis, Säit 35 - et kann och jiddwereen dat dann noliesen -, vun dem Conseil national des finances publiques, dee vun deenen 989 Milliounen Euro, déi eleng sollten an de Chômage partiel gefloss sinn, dann nach zréckkënnt a seet: „Mee déi droen net de Remboursementer vun den Entreprisë Rechnung."

An déi Remboursementer, Dir Dammen an Dir Hären, wësst Der, op wivill dass déi sech belaf hunn? Op 445 Milliounen Euro! Dat heescht, an där Zuel vun 989 Milliounen Euro, déi ... An ech maachen net d'Injure, fir d'Revue-de-pressë vun all där Zäit ze zitéieren, déi och bei der grousser Opinion publique esou eriwwerkomm sinn, dass bal 1 Milliard eleng an de Chômage partiel gefloss wier. Dat ass an der Realitéit eng hallef Milliard - richteg! - manner, eng hallef Milliard, well d'Entreprisen dat schonns bis dato zréckbezuelt hunn.

Da soen ech Iech och, dass et net richteg ass, fir ze behaapten, et wiere 4,59 Milliarden Euro u Reporte vu Steieren an d'Sécurité sociale gefloss. Och dat ass net richteg! De Finanzminister beleet et d'ailleurs selwer an Dokumenter, déi en dann, gewollt oder ongewollt, der Finanzkommissioun iwwermëttelt huet, nämlech Enn November.

Wësst Der, wat do vu Reporte geschitt sinn? 605 Milliounen Euro. Also, d'Differenz, ganz kloer: 4,59 Milliarde sinn ugi ginn a 605 Milliounen Euro gouf et Reporte vu Steieren an d'Sécurité sociale.

Dir Dammen an Dir Hären, e Report vu Steiere vun enger TVA - wann de Staat déi méi séier zréckbezilt, dann ass dat fir mech net e Report. Well esou, wéi den Enregistrement d'TVA, déi geschëlt ass, muss andreiwen, esou huet e gradesou gutt d'Responsabilitéit, fir d'TVA, déi net geschëlt ass, déi also ze vill ofgefouert ass, zréckzebezuelen, well de Staat huet jo kee Recht drop.

Dir Dammen an Dir Hären, Steieren, Direktsteieren oder Sécurité sociale, och do gëtt gesot: „Mir gi gnädeg mat de Leit ëm." Mir kréien aus dem Secteur iwwert déi lescht Woche ganz aner Réckmeldungen. Mir goufe vun de Big Four ugeschwat, dass sech do richteg Dramen ofspillen. Den Här Mosar huet net fir näischt Iech, Här Finanzminister ... An ech appreciéieren, dass Der mat enger Mënschlechkeet mat Ärer Äntwert un déi Fro vum Här Mosar erugaange sidd.

Wat ass de Problem? Et gëtt effektiv Entreprisen, déi iwwert déi Fréijoers-, iwwert déi Summerméint, well se keng Suen haten, déi Avancen, déi geschëlt sinn, opgestockt hunn, mee am Hierscht an am spéiden Hierscht goufen déi awer gradesou mat enger Drasteschkeet agefuerdert. Dat waren net nëmme Suen, déi opstounge vun den Entreprisen, mee wat ass een higaangen, wat sécherlech engem Receveur rechtlech zeguttkënnt? Mee et mécht een eppes, wat d'Leit net dobausse wëssen, a vill Betribsleiter och net, nämlech, dass an der Steiergesetzgeebung e sougenannten Appel en garantie, en Haftungsbescheed, kann ausgestallt ginn.

Wat heescht dat? Mee, dass een, dee Gerant vun enger Entreprise ass, am Zweifelsfall och muss, obschonn et zwou verschidde Personnalité-juridiquë sinn, fir geschëlte Steiere selwer opkommen. A mir krute Saache rapportéiert, a mir hu kee Grond, drun ze zweifelen, wou Leit gesot hunn: „Da sprangen ech!" Wou Leit gesot hunn - Bierger hei am Land! -: „Da sprangen ech!", well se keen Auswee méi wëssen!

Wësst Der, wann een näischt huet, well ee säi Betrib net konnt féieren, well de Staat engem e vläicht zougemaach huet, well elo net déi Opträg kommen, déi ee sech erwaart ... Jo, wann een näischt huet, da kann een näischt ginn!

An ech géif Iech nach eng Kéier drëm bieden, Här Finanzminister, nach eng Kéier mat där Mënschlechkeet ëmzegoen, grad eng Woch viru Chrëschtdag. Wa Kris ass, dann ass et Kris fir jiddwereen. Dann ass et och Kris fir d'Leit an da muss een d'Leit och liewe loossen. Et ass liewen a liewe loossen. Well, wat hu mer dervun, wa Leit net méi do sinn? Mir hu Leed an de Familljen a mir hu Betriber, déi souwisou dann och faillite sinn.

An dee leschte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dee vun de sougenannte Garantië vu Prêten. 3,39 Milliarden sinn do uginn am Stabiliséierungspakt. Wat ass bezuelt ginn? Ganzer 260 Milliounen Euro! Den Här Benoy hat a sengem mëndleche Rapport gëschter souguer vun enger Zuel geschwat, déi nach ënnert deenen 260 Milliounen Euro läit.

Wouhier kënnt déi Differenz? An ech ka mech nach gutt erënneren: Déi éischt Diskussioun, déi mer haten am Stabiliséierungspakt, dat war net hei am Gebai, mee et war doiwwer op dem Krautmaart, wou mer nach a verschidde Säll repartéiert waren, dunn huet den Här Laurent Mosar zu deem Projet de loi geschwat an en huet gesot: „Här Finanzminister" - ech hunn et nach esou am Kapp -, „ech kann Iech garantéieren, dass déi Garantien do net vill ofgefrot ginn, well de Präis, dee muss bezuelt gi fir déi Staatsgarantien, dee bei enger Bank dann zousätzlech gefrot gëtt, deen ass ze héich, soudass déi Garantien do absolutt net attraktiv sinn." An ech mengen, bis elo ass genau dat agetrueden.

Dat, wat ech do mat deenen dräi Beispiller wëll soen: Wann een, wéi zu Ufank vun dëser Kris de Staatsminister, grouss deklaréiert: „Mir hätte gären eng Unité nationale", „Et kascht, wat et kascht", „Hei musse Majoritéit an Oppositioun zesummeschaffen", ma Dir Dammen an Dir Hären, dann ass déi elementaarste Saach, wann een eng Blockbildung huet, déi ee selwer och nach wëllt, vun 31 géint 29 - 31 géint 29, wann een ëmfält, ass et fäerdeg, dann ass et fäerdeg! -, dass een op d'Oppositioun zougeet.

A wann een op d'Oppositioun zougeet, sief dat beim Covid, sief dat beim Budget, dann ass eng elementar Obligatioun, dass ee mat oppene Kaarte spillt, dass ee seet: „Voilà, hei sinn déi Chifferen, déi mer bis elo mat guddem Gewëssen hunn. Mir deelen déi mat Iech." Jiddweree ka sech an engem Chiffer ieren. Dat ass absolutt normal. Dir schafft méi wéi zwielef Stonnen den Dag, aner Regierungskolleegen och, d'Beamte schaffen, mee ech mengen, de Wëllen, dat soen ech Iech riicht eraus, Här Gramegna, deen ass emol net do, fir dat do ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, en zweet Zitat: „Lëtzebuerg ass mat gesonde Staatsfinanzen an déi Kris hei eragaang." Fakt ass: D'Staatsschold ass net, wéi vu mir eng Kéier iertemlecherweis an enger grousser Dageszeitung gesot ginn ass, vun 18 op 28 Milliarden Euro an d'Luucht gaangen. Dat sollt e Verweis op d'Steigerung vum PIB sinn, mee déi ass noweislech - hei ass et, ...

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

... Säit 48 vun dem Rapport vun der Cour des comptes - awer vun 12,5 Milliarden Euro am Joer 2018 op ronn 19 Milliarden Euro - schätzungsweis, et kann nach driwwerleien - zum Enn vum Joer 2021 an d'Luucht gaangen.

Dat, wat dobäi stëmmt, dat ass emol net den absolutte Chiffer, mee dat, wat weesentlech ass, an dat ass vu munch engem Orateur hei, ech mengen, vun der ganzer Oppositioun, ugefouert ginn, souwuel vun de Kolleege vun déi Lénk bis zur ADR, nämlech dass déi Steigerungsrat vu 50 % ... An dräi Joer geet eis Staatsschold ëm 50 %, relativ gesinn, an d'Luucht - 50 %! Dat musst Der Iech emol virstellen! Ech mengen, dat ass den Eescht vun der Lag, dee mer musse gesinn.

Da wëll ech Iech och soen: Déi Erreuren, déi sinn net elo geschitt, mee déi sinn an deene Jore virun der Kris geschitt. Do kann een also net argumentéieren, dass elo den Defizit sech eenzeg an eleng duerch d'Covidkris erkläert.

Ech ginn Iech och do e konkreet Beispill.

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

Dat sinn d'Statistike vun Eurostat.

Dat sinn d'Statistike vum Eurostat. Déi ka jiddwereen um Internetsite nokucken. Wat seet den Eurostat? Majo, an deene fette Joren 2017, 2018, 2019, wou et iwwerall an Europa gutt gaangen ass, dat war de Post-crise vun 2008/2009, do ass bis 2013 bezuelt ginn an ab 2014, 2015, 2016 ass et Gott sei Dank a sämtlechen europäesche Memberstaate besser gaangen. Wat seet dës Grafik? Dës Grafik seet: Vun 2018 bis 2019 ass an dräi europäesche Memberstaaten d'Staatsschold an d'Luucht gaangen, an dat am Verglach zu dem PIB. Wou ass dat? Mee dat ass zu Lëtzebuerg, niewent Litauen a Rumänien. A sämtlechen aneren europäesche Memberstaaten ass d'Staatsschold ofgebaut ginn an deenen Zäiten. An duerfir ass dat virdru gesot ginn, ech mengen, den Här Kartheiser hat et gesot: „Ma mir hätten d'Sue geholl a mir hätte Staatsschold ofgebaut an deene fette Joren." Dat ass dat, wat antizyklesch Politik ubelaangt.

Souguer Portugal a Griicheland - Portugal a Griicheland, déi extreem touchéiert waren an der Kris vun 2008 -, stinn hei ënnert deene Memberstaaten, deenen hire PIB an der Relatioun erofgaangen ass.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Gitt emol dohinner d'Infrastrukture kucken, well dat do ass awer ...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Also, Här Baum, ...

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wat ass da mat de Suen gemaach ginn?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... ech hunn Iech net ënnerbrach, ech wëll Iech just soen, dass, wann Der an de Raum ronderëm Lissabon fuert, bis uewen op Porto, ech mengen, do ass den Zoustand vun den Autobunne weesentlech besser wéi deen op verschiddene Plaze bei eis am Lëtzebuerger Land.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Da fuert emol zu Lissabon zéng Kilometer eraus oder zu Porto, da kuckt Der emol, ob et ...

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Mir hunn eng vun deene gréissten ...

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... do ass wéi zu ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Brouhaha)

... Här President, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt jo invoquéiert ...

Ech hunn Iech schwätze gelooss, Dir hutt nach genuch Riedezäit, da kënnt Dir oder en anere Kolleeg vun der DP roueg hei optrieden.

„Eis Schold ass manner héich wéi an anere Länner", gëtt gesot. Mee, Dir Dammen an Dir Hären, Fakt ass, dass mer eng oppen Ekonomie sinn. Mir sinn e Land vu 625.000 oder 650.000 Awunner. A mir kënnen net eng antizyklesch Politik maachen, wou mer d'Wirtschaft no Keynes'scher Aart ustimuléieren. Wann an Däitschland, bei Mercedes, bei Audi, bei BMW, wou allkéiers iwwer 100.000 Leit schaffen, wann déi e Konjunkturprogramm lancéieren, dann zielt dat net nëmme fir déi Betriber do, mee fir déi ganz Sparten, déi Zouliwwerer dervu sinn, inklusiv d'ailleurs fir eenzel Lëtzebuerger Betriber.

Dat hu mer awer net zu Lëtzebuerg, well mer net esou grouss sinn. Da kënne mir also net einfach vun eis eleng decidéieren, dass elo d'Wirtschaft erëm mat engem Konjunkturprogramm soll grousssaarteg ugefacht ginn. An aus deem Grond warnt eigentlech jiddwereen, dass mer net kënnen einfach soen: „Mir vergläichen eis mat deenen aneren europäesche Memberstaaten a mir leien nach largement ënnert de Maastricht-Krittären!" Well déi Länner, wou op eemol d'Schold ëm 50 % an deene

leschten dräi Joer an d'Luucht goung, déi sinn op enger Hand opzezielen. An et ass d'ailleurs dat, wann Der sot, dat hei wier eng politesch Bewäertung. Déi kann et och sinn! Ech wëll Iech just soen ...

(Brouhaha)

Dir sot mat Recht: „Dat ass Äert gutt Recht." Ech wëll Iech just soen, zu där änlecher Konklusioun kënnt awer eng staatlech Institutioun.

(M. Gilles Roth montre un document.)

Nämlech op der Säit 49, ech muss jo faktebaséiert schwätzen, vun dem Avis vun der Cour des comptes, déi eigentlech, fir et op Lëtzebuergesch ze soen - ech maachen net d'Injure, fir dat ze paraphraséieren -, ganz kloer seet, et misst opgepasst ginn op d'Explosioun vun der Schold. A si seet ganz kloer, dass een net kann higoen, wat zu Lëtzebuerg éischtmoleg de Fall ass, dass d'Schold nämlech net méi gemaach gëtt, fir Investissementer ze bezuelen, mee dass d'Schold gemaach gëtt, fir d'Depense-couranteë vun dem Staat ze bezuelen. An dass Der dat ganz subtill gemaach hutt, wat kengem opgefall ass, wat awer am Gesetz, deem éischte Covidgesetz, drasteet: Et huet een nämlech eng Dispositioun aus dem Kontabilitéitsgesetz vun 1999 ausgeklamert, fir dass dat iwwerhaapt rechtlech géif goen. Do ass ausgeklamert ginn, dass Scholden, Emprunten däerfen ausschliisslech gemaach ginn, fir Investissementer ze finanzéieren.

Zu enger selwechter Konklusioun kënnt eigentlech och de Conseil d'État, deen nach eng Kéier dee Seuil vun der 30-%-PIB-Schallmauer beliicht, an e seet ganz kloer, et misst een no der Kris direkt déi Moossname fannen, fir déi Schold erëm erofzedreiwen. An dann och nach eng Kéier, fir faktebaséiert ze schwätzen, Säit 17 aus dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

(M. Gilles Roth montre un document.)

Dat ass jo awer erstaunlech. Wat schreiwen déi? Déi schwätze vun enger „explosion", enger „explosion de la dette publique"!

(Interruption)

Si schwätze vun enger „dette perpétuelle". An dat ass jo awer net onbedéngt den Usus vun der Staatsbeamtegewerkschaft an hirer Beruffskummer. Mee firwat maache se dat? Jo, déi wësse firwat! Déi wësse firwat. 80-80-90, deen Accord ass ewechgeholl gi bei deem viregten Accord salarial. An ech ka mech awer ganz gutt erënneren, dass gesot gouf vun deene representative Gewerkschaften, an dësem Fall der CGFP: „D'leschte Kéier war et fir déi Staatsbeamten, déi an de Beruff agestiege sinn, an déi nächste Kéier fléisst et an eng Gehaltsopbesserung." Ma déi wësse ganz genau, dass, wann eng Schold explodéiert, dass dann net vill ze huelen ass, da gëtt et wéineg Augmentatioun vun de Léin, well déi finanzéiert ee jo dann op Puff. An et gëtt och ganz wéineg aner Anneemlechkeeten an engem nächste Gehälteraccord.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Konklusioun ass duerfir als CSV: Mir sinn net mat gesonde Staatsfinanzen an dës Kris eragaangen! An dat si keng Fakenews vun der CSV, et si keng Fakenews vun deenen aneren Oppositiounsparteien, déi dat, vun déi Lénk iwwert d'Piraten bis zu der ADR, alleguerten an hire Rieden haut festgestallt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn Iech och ganz kloer d'Explikatioun, wat de Feeler ass. Kuckt emol, an deene fette Joren 2018, 2019, wat ass geschitt? D'Steier, d'Lounsteier, déi ass ëm duerchschnëttlech 10 % an d'Luucht gaangen. Dat hat näischt mat der Augmentatioun an deem Sënn vun der Lounmass ze dinn, mee dat hat ganz einfach eppes dermat ze dinn, dass d'Lounmass méi séier an d'Luucht gaangen ass an dass de Steiertariff net deementspriechend adaptéiert ginn ass. Dat heescht, d'Leit hunn zwar méi verdéngt, mee si hu praktesch d'Hallschent dem Staat derbäi ofginn.

Et gëtt nach méi kokass bei der Betribssteier. 2013 bis 2016 hate mer duerchschnëttlech ëmmer esou 1,65 Milliarden Euro Recettë pro Joer um Niveau vun der Betribssteier, 2017 op eemol 400 Milliounen Euro weider, an engem Joer. 2018 kënnt et nach besser: 800 Milliounen Euro. 2019: iwwer 1 Milliard Euro méi wéi véier oder fënnef Joer virdrun, am Duerchschnëtt. Ma déi Suen, déi sinn net einfach esou eragereent. Mee et wousst een awer, wat d'Ursaach dervu war, et ass iwwregens och hei gesot ginn: Dat ass d'elektronesch Erfaassung vun de Benefisser vun de Betriber, déi och dee Moment elektronesch besteiert goufen.

Wat ass geschitt? Mee et huet ee ganz einfach Réckstänn aus deene Jore virdrun op eemol mateneen, zesummen, akasséiert. Jo, an do ass et verpasst ginn, an ech huelen et nach eng Kéier, den Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën, well et wousst een, dass déi Recetten do vun de Steieren - iwwregens hunn d'Plan-pluriannuellen dat och ausgewisen - net rekurrent géife weider an d'Luucht goen. An amplaz den Apel fir den Duuscht ze huelen, amplaz en Deel op d'Säit ze setzen, fir a méi schlechten Zäite Scholden eventuell ofzedecken, wat ass geschitt? Et ass eng Halligalli-Politik gemaach ginn, gratis hei a gratis do! Jo, den Tun krut eppes, de Pier krut eppes an de Misch huet och eppes missen an der Dräierkoalitioun kréien.

Et ass souguer esou wäit gaangen, Dir Dammen an Dir Hären, mam gratis ëffentleche Bustransport: De grénge Minister François Bausch, ech ka mech nach erënneren, 2018, et muss esou am September, Oktober gewiescht sinn, huet hie gesot, hie wier net derfir, dass den ëffentlechen Transport géif gratis ginn, als fréieren Eisebunner kann ech dat verstoen. Wat näischt kascht, ass näischt! Wat ass geschitt? Hie selwer huet, ënnert dem Drock vun dem Regierungsprogramm, missen de gratis ëffentlechen Transport aféieren. Ech weess net, ech soen dat och haut riichteraus, ob dat onbedéngt déi beschte Léisung war. Ob een elo zwee oder dräi Euro bezilt fir e Busticket oder net, mee dann huet een zumindest de Respekt, dass och dat eppes kascht an dass déi Leit, déi mat engem fueren, och eng Aarbecht leeschten.

(Brouhaha)

An dat ass mat Recht gesot ginn, well e Bus, e Gelenkbus ze féieren, dat ass eppes, wat net onbedéngt einfach ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wat de Problem domadder ass: Jo, mir kréie keng Steiererliichterungen, well ech weess net, wéi mer déi finanzéieren, et sief héchstens op Puff. A weider Sozialleeschtungen, ech hunn dat jo schonn haut héieren, do kommt Der elo domadder, mat wat solle mer dat bezuelen, et sief op Puff? Mëttelfristeg kënnt Schold derbäi. Well ech gesinn net, wann een defizitär ass ëm 2,5 Milliarden Euro an et lafen nach 3,7 Milliarden Euro Prêten aus, wat geschitt? Majo et finanzéiert een erëm Prête mat Prêten. Elo kënnt Dir natierlech hanner virgehalener Hand soen: „D'Leit, deenen ass d'Schold vun enger Gemeng, deenen ass d'Schold vun engem Staat quiitschegal." Mee wann d'Leit bis spatzkréien, dass et näischt méi an der Lountut, an der Paitut bäigëtt, wann d'Leit bis spatzkréien, dass se keng Steiererliichterunge kréien, wann d'Leit bis spatzkréien, dass et op de soziale Leeschtungen „nada" ass, dann hu se séier dat Spill do duerchkuckt.

An ech mengen, gradesou frou, wéi se sinn, dass se soen: „Dat betrëfft mech jo net, déi Schold", gradesou rose gi se, wa se déi Leeschtungen, déi se sech all an engem Rhythmus vun dräi bis véier Joren erwaarden, wa se déi net méi kréien.

An, Dir Dammen an Dir Hären, déi grouss Perdanten - an et ass dat, wat jo net richteg ass, dass grad dann déi al, almoudesch, wéi mer ëmmer dohigestallt ginn, CSV Iech dat muss soen -, déi grouss Perdante vun där Scholdespiral, an där mer elo sinn, dat ass net déi nächst Generatioun, mee dat sinn déi Jonk vun haut, well déi kënne sech keen Haus leeschten. Déi kënne sech normalerweis emol keen Appartement, kee Logement leeschten! An dat sinn déi, déi dës Scholden hei ënner Steieren oder ënner Netreduktioune vu Steiere mussen zréckbezuelen.

(Brouhaha)

Dir Dammen an Dir Hären, et ajoutéiere sech zu all deem nach eng ganz Rei vun Ongerechtegkeeten. An erlaabt mer, och zu enger bësse fortgeschrattener Stonn op eng Rei vun dësen Ongerechtegkeeten awer anzegoen.

D'Manipulatioun vum Index: Also, wann ech elo de Sozialistekongress vu Mutfert nach am Kapp hunn, do war ech just an der Chamber, wou eng Rei Deputéierten, kann ech lech soen, Dir kennt se, ech kenne se och ganz gutt, do ze ziddere souzen, ob déi Koalitioun CSV/LSAP nach géif weidergoen oder net ... Hautdesdaags jäizen d'Sozialisten zwar: „Fangeren ewech vum Index!", mee si akzeptéieren hei stillschweigend, warscheinlech an der Blockbildung 31 géint 29 - wat akzeptéiere se? -, dass, wann de gratis Bustransport kënnt, wat natierlech fir de Staat oder d'Staatsfinanze favorabel ass, dass dann den Index net belaascht gëtt.

Am Kloertext ass direkt - wat ass et, dräi oder véier Méint? - den Index scho laang no hanne verréckelt ginn, well déi Leeschtung natierlech gratis ass. Et ass awer net jiddwereen, deen an deem selwechte Mooss wéi hei an der Stad oder an dem Speckgürtel vun der Stad vun dem gratis ëffentlechen Transport profitéiert.

(Brouhaha)

A wann et dann awer ëm d'CO_2-Steier geet, wat jo eng Steier ass, wat maachen d'Sozialiste mat - Artikel 8, mengen ech, vun der Loi budgétaire -: Déi ass indexneutraliséiert. Dat heescht, do, wou d'Leit eigentlech missten, wat jo den Objet vun dem Index ass, d'Kafkraaft kompenséiert kréien, do sinn d'Sozialiste mat d'accord a soen: „Majo, dat ass kee Problem!" A wann ech de Moien de Finanzminister jo héieren, da seet deen: „Majo, soss géifen déi Räich ëmmer méi kréien."

Okay, okay. Ech erënnere mech nach un al Diskussiounen, wou mir eis emol an der CSV net eens waren: Dat war déi vun der Deckelung vum Index! Mee ech weess awer, wéi radikal - an ech gesinn den Här Wolter do sengerzäit als Parteipresident vun der CSV - do d'Positioun vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei war.

An d'Chambre des Salariés, ech muss jo faktebaséiert schwätzen, ...

(Interruption)

... jo, jo, ...

Une voix.- A jo!

M. Gilles Roth *(CSV)*.-... d'Chambre des Salariés, déi kënnt op der Säit 82 (veuillez lire: Säit 79) vun hirem Avis, deen iwwregens exzellent ass, ech muss dat éierlech soen, liest deen Avis vun der Chambre des Salariés, et ass en exzellenten Avis, mat, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dann hu se eppes Guddes gemaach an der Chambre des Salariés.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo. Et ass en exzellenten ...

(Interruption)

Bréngt mech elo net aus dem Konzept, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

Ech muss jo laachen, sot Der, da wier ech méi sympathesch.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Also, d'Chambre des Salariés, déi kënnt zur Konklusioun, Dir hutt dat jo dann och gelies: « Contre toute attente et sans concertation » - „sans concertation", dat heescht, si sinn emol net gefrot ginn, « la taxe carbone sera intégralement neutralisée dans l'échelle mobile des salaires ». Bon, dont acte.

Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zu dem Aarmutsrisiko an ech si frou, dass de François Benoy gëschter och a senger Interventioun den Aarmutsrisiko erwäänt huet.

2008, mat Konstellatioun „déi béis CSV", Aarmutsrisiko: 72.000 Leit ënnert der Aarmutsgrenz. 2019, d'CSV längst an der Oppositioun: 122.000 Leit. 122.000 Leit liewen hei am Land ënnert der Aarmutsgrenz. Dir Dammen an Dir Hären, dat ass bal ee vu fënnef, deen ënnert der Aarmutsgrenz lieft. D'Bevëlkerungszuel vun 2008 bis 2019 ass ëm 24 % an d'Luucht gaangen. D'Aarmutsgrenz, Dir Dammen an Dir Hären, ass vun 2008 bis 2019 ëm sage und schreibe 69 % an d'Luucht gaangen - 69 %!

Wat d'Nopeschlänner fäerdegbruecht hunn, mir kucke jo ëmmer sou hochnäseg op déi erof - dat sinn d'Belsch; d'Belsch, d'Fransousen an déi Däitsch -, déi hunn et fäerdegbruecht, hir Aarmutsgrenz erofzesetze respektiv zumindest stabill ze halen. Zu Lëtzebuerg ass se carrement explodéiert. Och do recommandéieren ech d'Säite 54 bis 64 vun dem Avis vun der Chambre des Salariés: « Les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale au Luxembourg », fir faktebaséiert ze schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, faktebaséiert wollt ech awer och eppes erwänen, wat mech de leschte Mëttwoch hei an dëser Chamber op dëser Plaz extreem schockéiert huet, an ech hunn et opgeschriwwen, gëschter Owend, als Beleeg, d'Chambressitzung vum 9. Dezember 2020: „Dës Prime unique war fir d'DP d'Konditioun, fir der Erhéijung vum Mindestloun hei zouzestëmmen", ass hei vun der Spriecherin vun der DP op dëser Plaz gesot ginn. Dir Dammen an Dir Hären, wat hu mer gestëmmt? Mir hunn de leschte Mëttwoch, also haut virun aacht Deeg, d'Augmentatioun vun dem Mindestloun ëm 2,8 % decidéiert. Wat richteg ass: Et ass keng Obligatioun vun der Chamber, fir deem nozekommen, wann déi normal Lounentwécklung déi Jore virdrun deem entsprach huet. Et ass awer, hunn ech mer soe gelooss, déi lescht 45 Joer, mengen ech, bal ëmmer à l'unanimité esou decidéiert ginn. Wann ech dann awer dat do héieren, dass eng DP, als Regierungspartei vun dem Premierminister, dee jo do ass, fir d'Leit zesummenzehalen, wann ech do aus dem Mond vun der DP-Spriecherin héieren, dass d'DP nëmme wëllt enger Mindestlounerhéijung zoustëmmen, wann d'Patrone 500 Euro Prime unique kréie fir Leit, déi ëm de Mindestloun schaffen, a wa se duerch d'Covidkris en Deel vun hirem Benefiss beanträchtegt hunn, da muss ech ganz éierlech soen, da schockéiert dat mech. Dat schockéiert mech!

An et gëtt ëmmer vun de Leit dobausse behaapt: „Jo, déi Parteien, et ass souwisou alles Speck a Schwéngefleesch, an déi Politiker ..." Nujee, ech erspueren Iech alleguerten d'Kommentarer, déi sou op der Place publique iwwer eis oder anerer, ...

Une voix.- Mir héiere se jo och!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... Dir héiert se och, gemaach ginn. Da muss ech Iech ganz éierlech soen: Da gëtt et awer nach vläicht e subtillen, mee en däitlechen Ënnerscheed zwëschent enger Chrëschtlecher Sozialer Volleksparteі an enger liberaler DP!

Une voix.- Gott sei Dank.

Une autre voix.- An nach méi wéi een.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo.

Här Graas, de Jean Spautz, 90 Joer, ...

Une voix.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... ganz kloer am Kapp, héich respektéiert, seet nach haut: „Bei eis an der Partei, do huet den Aarbechter seng Plaz, grad wéi den Dokter, den Affekot an de Geschäftsmann seng Plaz huet."

(Interruption)

A bei eis, do kënnt keng esou eng Ausso zustanen. Do ass et net esou, dass dem Aarbechter seng Meritter sollen honoréiert gi sous condition, dass de Patron och nach Benefisser huet. Well den Aarbechter, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet net déi Lobby, deen huet net déi Lobby, weeder hei nach op anere Plazen, fir seng Fuerderungen an dat, wat hie sech erwaart, kënnen duerchzesetzen.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- A mir diskutéieren hei, ...

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... mir diskutéieren hei, ...

(Brouhaha)

... Dir kënnt Iech herno aschreiwen, Här Baum, mir diskutéieren hei ëm wat? Ëm 60 Euro de Mount - brutto! Well wann d'Leit d'Sécurité sociale bezuelen, se ginn och nach drop besteiert, kréie se nach 44 Euro. Déi 60 Euro brutto de Mount, Dir Dammen an Dir Hären, brutto de Mount an der Lountut, an dësen Zäiten - gitt emol eng Kéier kucken, wat zu Lëtzebuerg alles kascht. Et kann dach net sinn, dass mer eng Konditionalitéit maachen, fir dass deen ee 60 Euro a senger Lountut bäikritt viru Chrëschtdag, an deen aneren, an dat ass net nëmmen een, drénkt Wäiner, déi dee selwechte Präis hunn, iwwert déi Feierdeeg. Dat kann net sinn! Well den Aarbechter, deen hätt jo da vläicht och emol d'Recht fir ze froen, ob munchereen, wann en dat drëtt oder dat véiert Appartement zu Knokke huet oder e Chalet an der Schwäiz oder Yachten, ...

(Brouhaha)

... Yachten op der Côte d'Azur, ob déi alleguerte bis op de leschten ...

(Coups de cloche de la présidence)

... Dibbelchen no der Lëtzebuerger Steierreegelung besteiert wieren.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Op jidde Fall, dat maache mir net mat!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- De Wirtschaftsminister hat jo emol eng Yacht!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, ...

M. Gusty Graas *(DP)*.- Sidd Der fir geséchert Aarbechtsplazen? Jo oder neen? Sot dat emol fir d'éischt, ier Der esou Aussoe wéi déi dote maacht.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir schéngt nach op Ärer Positioun ze beharren!

(Brouhaha)

Da komme mer zu den Alengerzéier. Alengerzéier, Dir Dammen an Dir Hären. O Mamm, wat héieren ech do? „Déi réckstänneg CSV! Mir maachen elo alles aneschters. Mir maachen d'Fënstere grouss op. De Mief vun der CSV, dee muss eraus, well dat ass bei den Damme souwisou nëmme KKK." Wéi ass et? Kanner, Kierch a Kichen?

(Interruption)

A Kichen, jo, ...

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Kanner, Kichen, Kierch.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, jo. Dir sot et richteg, Madamm Beissel.

(Brouhaha)

Mee lauschtert emol: Mir sinn net esou réckstänneg! Mir sinn net esou réckstänneg, mir hu just gären de Choix. Mir hu gären de Choix! Mir hätte gären, dass Männer wéi Fraen en héijen Taux d'employabilité zu Lëtzebuerg hunn, Männer wéi Fraen!

Ech wëll awer just an deem Kontext erënneren, dass grouss Errungenschaften, fir dass d'Familljeliewe sech mat der Aarbecht kann zesumme kombinéieren, geschitt sinn ënner CSV-Fiederféierung.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Wien huet dann d'Éducation précoce hei am Land agefouert?

War dat mat enger CSV-Regierungsbedeelegung? Jo, dat war eise Ressort.

Wien huet dann d'Maison-relaisen agefouert hei am Land? War dat ënner CSV-Regierungsbedeelegung? Jo! Wien huet de Partenariat, de sougenannte „Pacs", dann agefouert? Dat war ënner enger CSV-Regierungsbedeelegung.

(Brouhaha)

Dat war net den Här Biltgen, dat war dee villgeschmäten Här Luc Frieden. 2004 ass de Gesetzesprojet gestëmmt ginn.

(Brouhaha)

Jo, jo, dat ass esou.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, de Mariage pour tous hei am Land, ënner wat fir enger Fiederféierung ass dee gebuer? Ënnert dem François Biltgen, deemools Justizminister, ...

(Brouhaha)

... an dem Paul-Henri Meyers.

(Coups de cloche de la présidence)

De Paul-Henri Meyers huet dee Projet begleet. A wann 2013 déi Saach net an d'Bréch gaange wier, da wier deen Text och nach gestëmmt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Interruption)

... Dir kënnt Iech elo och, Här Graas, Dir kënnt Iech hei elo evertuéieren, mee ech erënneren Iech da ganz einfach un eent vun Ären Haaptwalversprieche, dat Der och an de Koalitiounsaccord geschriwwen hutt, nämlech dat, ech weess et scho mëttlerweil auswenneg: „Ob Der bestuet sidd, ob Der gepacst sidd, ob Der gescheet sidd, ob Der getrennt sidd, ob Der alengerzéiend sidd, ob Der Wittfra sidd oder Wittmann sidd" - elo hunn ech se bal alleguer derbäi - „de Jonggesell, jiddweree soll an där selwechter Steierklass besteiert ginn a kee soll dobäi verléieren!"

Maja. Dat heescht jo ganz einfach, nach Adam Riese: Jiddweree muss an der Steierklass 2 besteiert ginn! An duerfir ass meng konkreet Fro un de Finanzminister, am Kontext vun der Individualiséierung vun de Steierrechter, ...

(Brouhaha)

... wat mer och guer keng onsympathesch Iddi fannen: Mee sot eis an Ärer Interventioun, déi Der muer oder, jo, muer maacht, wat dat kascht. Well Dir hutt dat jo elo de Leit siwe Jore versprach. Wat kascht dat? A wéi wëllt Der dat konkreet bewierkstellegen? An a wat fir enger Zäitrumm? Dat sinn déi dräi Froen, do hätte mer just gär vun Iech muer eng ganz kloer Äntwert, vu dass et ee vun deene wichtegste Projete vun dëser Legislaturperiod ass, mee da musst Der och op deem Projet kloer Faarf kënne bekennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer bei Ongerechtegkeete sinn, da wëll ech och ee vun de Point-pharë vun dësem Gesetzesprojet, dem Budget, uschneiden, dat ass dee vun der CO_2-Steier. Ech wëll et virop soen: Viru 14 Deeg hu mer op dëser Plaz dat neit Klimagesetz matgestëmmt als CSV, well mer der Meenung sinn, dass fir all Partei - dat ass op jidde Fall eis Meenung als Volleksparteien - d'Klimapolitik Partie intégrante muss vun all Politikgestaltung sinn, an do zielen absënns d'Volleksparteien derzou! Dass mer verschidden aner Meenungen hunn, ech mengen, dat muss méiglech sinn. Mir sinn och prinzipiell, ech soen dat nach eng Kéier hei, net géint eng CO_2-Steier als Prinzip. Mir sinn awer der Meenung, dass déi CO_2-Steier zu dësem Zäitpunkt falsch ass, wou se agefouert gëtt. Mir hätte léiwer gesinn, dass déi an där globaler Steierreform agefouert gi wier.

An den drëtte Punkt ass deen, dass mer der Meenung sinn, dass déi CO_2-Steier, wéi se elo virgeluecht ginn ass, op ettleche Punkte sozial wierklech ongerecht ass, an ech wëll Iech dat och kloer ënnermaueren.

Mir hunn, oder Dir hutt, d'lescht Joer mat dem Budget hei zwee Cent Akzisenerhéijung gestëmmt. Schonn 2020 ..., ech mengen, et war virun der Covidkris, oder am Mäerz, wéi déi agefouert ginn ass. Et huet eigentlech d'Leit net vill dobausse beréiert, well se vill méi mam Covid beschäftegt ware wéi mam Rescht. Mat dëser CO_2-Steier, do kommen op de Bensinn an op den Diesel nach eng Kéier 5 Cent derbäi, 5 Cent Akzisen. Elo sot Der: „O, wat si 5 Cent? Fir d'Leit ass dat eng Tut am Cactus!" Pardon, an engem grousse Supermarché sinn et 5 Cent. Déi kommen op all Liter bäi. 2022 geet et nach eng Kéier an d'Luucht an 2023 geet et nach eng Kéier an d'Luucht.

Dat, wat fir eis awer vill méi grav ass - an ech weess net, ob jiddweree sech däers bewosst ass, well et gëtt ëmmer gesot: „Dat geet op de Sprit!" -: Mee wësst Der, an ech zitéieren hei der Chambre des Salariés hiren Avis, dass den Heizungsmazout 16 % ab dem 1. Januar vum nächste Joer méi deier gëtt? 16 %! An et ass virdru schonn ugeklongen: Am ländleche Raum, do kann net jiddwereen, virun allem net eeler Leit, sech erlaben, säin Haus, wat da vläicht 40, 50 oder méi Joren huet, vu Grond op Buedem energeetesch ze sanéieren. Déi hunn déi Suen net. Se kënne sech emol kee Brûleur leeschten, dee kascht zwëschent 10.000 an 12.000 Euro! Wat hunn déi Leit? Ma déi hu keen anere Choix, well de Gas emol vläicht op eenzelne verluerene Plazen net läit, déi mussen um Mazout 16 % méi bezuelen. Dat heescht, deenen hir Mazoutsrechnung, déi gëtt 16 % méi deier. Wann d'Haus schlecht isoléiert ass, da si se séier op 2.000 bis 3.000 Euro Mazout pro Joer. Ma rechent 16 % derbäi, dat si 540 Euro, 540 Euro fir d'Leit, ob se aleng dostinn oder net. Elo kënnt Der soen: „Mee se kënne sech jo op de Gas riichten!" De Gros vun d'Leit geet op de Gas, wat jo och eng Absurditéit ass. Fréier hu mer d'Leit op de Gas gedréckt, elo musse se op eemol erëm elektresch hëtzen. Virun 30 Joer, wéi se elektresch gehëtzt hunn, du krute se gesot: „Majo, Dir sidd jo verréckt, fir op Elektresch ze goen, d'Cegedel huet emol iwwerhaapt net déi Capacitéiten, fir esou vill elektresche Stroum dohinner ze brëngen."

D'Gasrechnung: 10 % méi deier! Ech hu mer awer soe gelooss, dass eng ganz Partie Handwierker, an absënns d'Bäckeren, net mat Elektresch kachen oder d'Bréidercher baken. Déi maachen dat mat Gas. Also, dat kascht net nëmmen den Handwierker eng Hellewull, mee dat gëtt jo iergendwéi repercutéiert op déi Präisser.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Den Diesel geet 11 % an d'Luucht, de Bensinn geet 10 % an d'Luucht. Also Dir hutt eng extreem gutt orchestréiert Kommunikatiounspolitik gemaach, well d'Leit hu just am Kapp: „O, dat sinn déi puer Cent an d'CSV, déi reegt sech just doriwwer op!" Mee hei geet et ëm de Mazout mat derbäi plus den Diesel. An da si mer séier op 800 bis 1.000 Euro pro Joer.

An dann muss ech soen, déi 96 Euro, do gëtt jo gesot: „Beim Steierkreditt setze mer déi bäi." Mee dat ass de Steierkreditt pro Joer. Dat sinn 8 oder - wat gëtt et? - 8,5 Euro de Mount, déi decke largement net déi Méifraisen, déi een huet. A virun allem: E Steierkreditt, ab 40.000 Euro versteierbaart Joresakommes hëlt dee jo of a bei 80.0000 leeft deen op 0. Dat heescht, alleguerten déi Leit, déi keng sozial Moossnamen hunn, déi net verbëllegt kënne wunne goen, mee déi Loyer bezuelen, ëm 2.000 Euro ronderëm d'Stad als Alengerzéier, déi kréien dat nach zousätzlech opgebrummt. A mir hu jo scho 50 % vun deene Leit, déi an der Aarmut sinn!

An aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, plädéiert d'CSV och elo mat Nodrock nach eng Kéier derfir, wéi eng ganz Rei vun anere politesche Parteien hei, a mir wäerten déi Motioun vun der ADR och mat ënnerstëtzen, dass och d'sozial Prestatiounen, ob dat Kannergeld oder aner Leeschtunge sinn, grad a Krisenzäite sollen no uewen ugepasst ginn. Fir eis ass dat en Deel vum Investissement. An dat ass en Deel vun Investissementer an eng Cohésion sociale. Well wat hu mer dervun, wann d'Leit keng Sue méi hunn a si ginn herno alleguerten op d'Strooss stoen? Dann hu mer och näischt geschafft.

An de Clou, ...

(Brouhaha)

... Dir Dammen an Dir Hären, dat ass jo deen, dass d'Zentralbank gerechent huet, dass de Staat nach Sue verléiert, mat där CO_2-Steier, wéi se elo ausgeriicht ass. D'Zentralbank kënnt, fir et kuerz ze maachen, op e Verloscht vu ganzer 178 Milliounen Euro, dee sech nämlech doraus ergëtt, dass d'Leit natierlech manner tanke ginn an dass doduerch manner Akzisen erakommen an dass zousätzlech nach muss dee Steierkreditt vu 50 Milliounen, nämlech fir déi 96 Euro ze finanzéieren, bezuelt ginn.

Mir fannen dat foncièrement ongerecht, well net all Mënsch sech en Eko-Ëmbau ka leeschten. Net all Mënsch huet dee selwechten Accès zum gratis ëffentlechen Transport, virun allem am ländleche Raum, virun allem am Norden! A wann d'Leit vum Norde bis an d'Stad schaffe kommen oder se schaffen op Schichten, da kënne se nuets net zu Fouss op den Zuch lafen an dräi Stonne waarden, bis dass deen nächsten Zuch oder den nächsten ëffentlechen Transport kënnt.

An de Clou bei där ganzer Saach, dat ass jo deen: Déi eng, déi kënne bezuelen, vun dem Geréngverdénger bis zu dem Spëtzeverdénger, mee de Spëtzeverdénger, deen huet zumindest eppes dervun: Dee kann, wann en dat da wëllt, sech zum Beispill elo e flotten Elektroschlitt op dem Festival kafen, 175.000 Euro, do gëtt et Nobelmarken, déi och nach gutt fueren. Dee freet dann e Subsid vun 8.000 Euro un an dee kritt deen. De Geréngverdénger, dee ka sech kee Subsid erfroen, well e keng Suen huet, fir den Elektroauto ze kafen.

Da wëll ech Iech just eng Kéier soen, wivill dass dat ausmécht. A wa mer scho bei der Individualiséierung vun de Steiere sinn: Et gëtt jo nach Leit, déi Sue verdéngen zu Lëtzebuerg. Dat kënnt der norechnen, op dem Calcul-Barème vun der Lëtzebuerger Steierverwaltung. Eng Koppel, ob déi bestuet ass an der Steierklass 2, respektiv wa se getrennt ass an de Steierklass 1 an 1A, wësst Der, wat d'Differenz ass zwëschent der Steierklass 2 an de Steierklassen 1 an 1A? 16.000 Euro! Wat sinn déi 16.000 Euro? Dat sinn zweemol 8.000 Euro! Dat heescht, wann déi, ouni dass se op dem Här Gramegna seng Individualiséierung waarden, sech de Januar op dem Autosfestival zwee Elektroautoe kafen, dann hu se déi Differenz zwëschent 2 an 1 an 1A zréck. Fannt Der dat gerecht? Ech muss Iech soen: Ech fannen dat net gerecht! An déi Politik, Dir Dammen an Dir Hären, déi dréit eng CSV net mat.

Iwwert d'Pression fiscale diskutéiere mer eng aner Kéier. Déi ass op jidde Fall iwwert déi lescht véier Joer, noweisbar vun der OCDE, an d'Luucht gaangen. Mir si mëttlerweil an der Pression fiscale vun den eenzelne Bierger zu Lëtzebuerg iwwer 40 %.

Stockoptions: e kuerzt Wuert derzou. Mir begréissen et, dass dee Stockoptions-Regimm endlech Schluss huet.

Ech muss Iech ganz éierlech soen, Här Gramegna: Ech sinn awer erstaunt, am Kontext vun der Blockbildung, wéi d'CSV eng Motioun agereecht hat 14 Deeg virun der Presentatioun vun dem Budget, wou Der dann d'Ofschafe vun dem Stockoptions-Regimm proposéiert hutt, dass do d'Blockbildung 31, dat heescht, d'Gambiaparteien, géint déi Motioun vun der CSV gestëmmt hunn. Déi hunn dergéint gestëmmt! Dat heescht, u sech waren déi 31 Deputéierte vu Blo-Rout-Gréng eigentlech derfir, dass de Stockoptions-Regimm net géif ofgeschaaft ginn, mee dass dee géif verlängert ginn, well aneschters kann ech dee Vott net deiten.

Da wëll ech Iech soen: An do sinn ech awer hellhéiereg ginn! Zum Beispill den Avis vun der Chambre de Commerce, Ärem fréieren Employeur, wou Der Direkter dervu waart, wann Der dee liest - Dir hutt en de Moien och zitéiert, mee Dir hutt en net ganz zitéiert -, stellt d'Chambre de Commerce sech nämlech follgend Froen: Si seet, et wier en Effet d'annonce gewiescht vun dem Finanzminister, fir déi Stockoptions ofzeschafen. An da seet se, fir dat richteg ze maachen, misst een e Gesetz huelen, fir dass een och déi néideg Rechtssécherheet géif ginn, wat, mengen ech, rechtlech falsch ass. An et sinn eng Rei vu Juristen heibannen, déi wëssen, dass ee mat engem Gesetz keng Circulaire ofschaaft, well de Staatsrot do direkt géif eng Opposition formelle maachen.

(Interruption)

Jo. Mee dat, wat d'Chambre de Commerce seet a freet, dat ass: Ass déi Stockoptions-Circulaire, wéi se elo besteet, schonn ofgeschaaft? Gëtt et eng Circulaire vun der Direktesch vun der Steierverwaltung, déi déi Circulaire, déi d'Stockoptions agefouert huet respektiv amendéiert huet, ofschaaft? Ech weess dat net. Sot mir dat! Mir hätten op jidde Fall gär vun Iech eng kloer Äntwert. A mir wäerten net akzeptéieren, dass elo, eng 15 Deeg virum Oflaf vun dësem Joer, déi Circulaire net ofgeschaaft gëtt, well mir wëllen net an déi Situatioun kommen, dat soen ech Iech ganz riicht eraus, wéi d'Chambre de Commerce da seet zum Schluss: « [...] donne à considérer qu'il faudrait alors régler le sort des contrats warrants en cours, notamment pour les bonus » - et misst een eigentlech soe „pour les bonis" - « 2020 payés en 2021, en octroyant une clause dite de "grand père" ».

Also, wann dat do d'Résultats des courses waren, da soen ech Iech riicht eraus: Dat war net esou, wéi mir dat verstanen hunn! Mir hätte gären, dass d'Stockoptions ee fir alle Mol op den 31. Dezember dëst Joer ophalen. A mir hätten och gären, dass de Finanzminister kloer hei Positioun bezitt an dass en eis confirméiert, dass vun der Steierdirektesch déi Circulaire, déi fréier bestanen huet, ofgeschaaft gouf.

D'Prime participative, ech komme geschwënn zum Schluss, d'Prime participative, jo, do huet de Staatsrot näischt gesot. Mir fannen et awer e bësse kokass, dass, wann Der an engem Betrib zwee Leit hutt, loosse mer soen e moderat oder e mëttelt Akommes, e Revenu vun 100.000 Euro, an deen een, dee kritt déi 100.000 Euro sous forme vu Salaire bezuelt, an deen aneren, dee ka bis zu 25.000 Euro als Boni bezuelt kréien. Wësst Der, wat d'Differenz herno am Netto ass? Deen, dee vun dem Patron gesot kritt: „Du kriss 25.000 Euro vun deenen 100.000 Euro als Boni bezuelt", deen huet herno um Enn vum Joer 5.000 Euro netto méi a senger Lountut wéi deen, deen net vun deem Regimm ka profitéieren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mir fannen dat doutéis, well hei eigentlech de Patron selwer decidéiert iwwer e Steierbevirdeelegungsregimm.

Zum Amortissement bei de Mietwunnengen: Do soen ech Iech riichteraus, do hate mer ënnerschiddlech Diskussioune bei eis an der Partei! Ech wëll awer Iech an de Leit dobaussen och emol eng Kéier kloer soen, wat dat heescht, dee Régime d'amortissement accéléré bei de Mietwunnengen. Also, wann Der en Appartement da kaaft - an elo sot Der: „Wouvu schwätzt deen?", mee kuckt emol eng Kéier d'„Lëtzebuerger Wort" an aner Zeitungen, wat d'Appartementer mëttlerweil dorëmmer am Land kaschten -, huele mer en Appartement, fir et einfach ze maachen, vun 1 Millioun Euro, wat d'Konstruktioun kascht, well den Terrain gëtt net aberechent: Deen, deen e puer Su op der Säit huet, wat mécht deen? Dee setzt da seng Scholdzënsen, loosse mer soen 2 %, fir et ronn ze maachen, 20.000 Euro d'Joer, vun de Loyeren of. Loosse mer och nach soen, e kritt 3,5 % Loyer, 5 %, dat ass largement iwwerdriwwen, dat kréien d'Leit net méi, e kritt 35.000 Euro Loyer. Vun deene 35.000 Euro setzt en emol 20.000 Euro als Scholdzënsen of. An dann ass et awer net gedoen. Dann huet e bis elo, niewent deenen 20.000 Euro Scholdzënsen, och nach eng Kéier 60.000 Euro pro Joer Amortissement ofgesat, dat heescht, en hat u sech en negative Revenu. An e konnt deen op aneren Akommesaarten, zum Beispill enger Pensioun, engem Revenu de profession libérale, also vun engem Fräiberuffler, engem Bauer oder engem Salaire ofsetzen.

Elo sot Der mat Recht: „Wien huet dat dann agefouert"? Jo, dat ass 2002 ënner enger schwaarzbloer Koalitioun agefouert ginn. Mee et ass mat Recht de Moien drop higewise ginn, dass natierlech déi Plus-valuen 2002 net an deem Mooss um Marché immobilier waren, wéi dat haut ass. An duerfir, dat soen ech Iech riichteraus, Här Finanzminister, begréisse mer, dass Der dëse Regimm do ofstuuft, dat heescht, vu 6 % op 4 % Amortissement erofgitt. Wat mer eis awer gewënscht hunn, an ech ginn Iech do de Feedback e bësse vun engem erweiderte Krees, och vu Memberen, déi soen: „Wa mer dat do gewosst hätten!": Et hätt een dat do och kënnen éischter annoncéieren, loosse mer soen, zum Ufank vun dem Joer, well d'Leit awer elo e bëssen domat iwwerrascht ginn. Dat betrëfft natierlech net deen, deen eng Rei vun Appartementer huet, mee loosse mer soen, dee Mann oder déi Fra oder déi Famill, déi sech en Appartement ugeschaaft hunn iwwert dee Wee, fir zum Beispill hir Pensioun opzebesseren, dat fanne mer bei Geschäftsleit, dat fanne mer bei Privatleit, Fräiberuffler, déi si vläicht do e bëssen iwwerrascht. Nichtsdestotrotz mengen ech, dass am Sënn vun der Gerechtegkeet, vun der Steiergerechtegkeet, déi Moossnam total an der Rei ass.

An ech ginn och op deem Punkt nach kuerz dann op de Logement an. Mir verlaangen, dass d'Inneministesch, déi elo haut dankbarerweis hei ass, dass déi bis zu dem 15. Oktober 2021, dat heescht, viru Beginn oder zu Beginn vun dem nächste Legislaturjoer, e Projet de loi deposéiert iwwert d'Reform vun der Grondsteier. Dat gëtt jo och annoncéiert als ee vun de Projet-pharë vun dëser Koalitioun. Abee dann: Weisen zielt!

A mir kënnen net méi akzeptéieren, ech soen Iech dat riichteraus, Madamm Minister, dass Dir ëmmer kommt: „Mir schaffen drun!" Mee wann een esou eppes an e Walprogramm schreift, an et ass jo net esou, dass Dir den Inneministère eréischt zënter zwee Joer hutt, neen, den Inneministère ass am Besëtz oder ass gefouert vun der LSAP zënter 2013, mee da musst Der jo kloer Iddien hunn. A mir hätte gären, dass Der dat op den Dësch leet.

An dréckt och elo net d'Responsabilitéit op d'Gemengen a sot: „Mir musse waarden, bis dass déi lescht Gemeng hire PAG huet." Well ech soen Iech: Bis 2023 huet net déi lescht Gemeng hire PAG! Well wa se een huet an e gëtt herno beim Verwaltungsgeriicht annuléiert, da sot Der erëm: „Jo, si hunn nach net hiren definitive PAG." Dir kënnt och abstrakt e Projet de loi deposéieren, onofhängeg dervun, ob déi lescht Gemeng hire PAG ajustéiert huet oder net. An an deem Sënn, Här President, iwwerreechen ech Iech och eng Motioun, wou mer d'Ministesch dozou opfuerderen.

Motion 16

La Chambre des Députés,

- rappelant

• que durant la dernière législature, le Gouvernement avait pris l'engagement de réformer l'impôt foncier dans le cadre d'une réforme globale des finances communales ;

• que cette réforme était censée assurer aux collectivités locales un revenu stable contribuant au financement des infrastructures locales ;

• qu'un des objectifs avérés de ladite réforme consisterait également à établir une équité certaine entre les contribuables et permettre une affectation plus économe des ressources foncières,

- relu dans ce contexte les termes de l'accord de coalition 2018-2023 : « La réforme de l'impôt foncier, qui devra contrecarrer la spéculation foncière, sera reliée à la refonte des plans d'aménagement généraux (PAG) "nouvelle génération". Une tranche exonérée sur l'impôt foncier qui grève les biens immobiliers habités par leurs propriétaires sera introduite. La réforme de l'impôt foncier donnera l'occasion de remplacer et de simplifier le système de la taxe communale spécifique d'inoccupation ou de non-affectation à la construction de certains immeubles. »

- rappelant qu'en décembre 2019, Madame le Ministre de l'Intérieur ajoutait que cette réforme ferait partie du paquet de réforme fiscale annoncé pour 2020 ;

- déplorant que cette réforme fiscale a été reportée sine die par les responsables gouvernementaux, ce alors même que selon les mêmes personnes, les travaux y relatifs se trouvaient déjà au printemps à un stade avancé ;

- notant toutefois que, d'après les informations à notre disposition, la réforme de l'impôt foncier serait finalisée avant la fin de la présente législature ;

- rappelant que la détermination de l'impôt foncier se fait toujours à partir de la « valeur unitaire » à déterminer par l'Administration des contributions directes ;

- rappelant également que la base de calcul de la valeur unitaire n'a pas été revue depuis 1941 ;

- notant dans ce contexte

• que dans un arrêt d'avril 2018, la Cour constitutionnelle allemande a invalidé le mode de calcul de la taxe foncière en relevant que les valeurs de référence sont restées inchangées depuis plus d'un demi-siècle et entraînant ainsi une rupture du principe d'égalité entre les contribuables ;

• que cet arrêt est transposable au Luxembourg, alors que notre régime date de l'époque de l'occupation nazie du Luxembourg,

- relu les recommandations du rapporteur budgétaire en matière de réforme de l'impôt foncier,

invite le Gouvernement

- à déposer d'ici la fin de la présente session parlementaire, soit avant le 15 octobre 2021, un projet de loi portant réforme de l'impôt foncier.

(s.) Gilles Roth, Martine Hansen, Marc Lies, Laurent Mosar, Marc Spautz.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, wann Der erlaabt, an dat ass de Schluss vu menger Ried, elo kënnt jo d'Fro: „Majo, wat hätt Dir da gemaach?", da ginn ech Iech fënnef, sechs konkreet Pisten, déi besonnesch de Logement betreffen. De Marc Lies huet der schonns eng Rei ugeféiert gehat. Ben, mir hätten eigentlech erwaart, duerfir hu mer och eng Motioun gemaach gehat, dass den Zukunftsfong, deen do dran ass, och Suen investéiert hätt an den Akaf vun Terrainen. Dat ass eng konkreet Fuerderung. Dat hätte mir gemaach. Mir hätten déi 140 Milliounen Euro, wou de Satellitt an de Sand gesat ginn ass, och an den Ukaf vun Terraine gestach.

Da ginn ech Iech och eng konkreet Propositioun vun der CSV, wat d'Spekulatioun ubelaangt. Et gëtt jo vill vu Spekulatioun geschwat. Mir héieren: „Mir mussen hei a mir mussen do", mee ech hunn awer keng konkreet Iddien héieren. Abee, am Iddiewettbewerb, wéi de François Benoy dat och gemaach huet, do kënnt Der dermat d'accord sinn oder net, Dir kënnt et och kritiséieren, mee zumindest hu mer eng konkreet Propositioun op deem Punkt gemaach. Wann een en Appartement keeft a wann een dat zwee Joer hält, dee Meerwäert, deen ee bei deem Appartement huet, an dat kann an déi honnert Dausenden Euro goen au vu vun der Evolutioun vun den Immobiliepräisser, dann kritt een no méi wéi zwee Joer do e reduzéierte Steiersaz, deen ass net méi 40 %, mee 20 %. Mir sinn als CSV der Meenung, dass een, fir dass een an de Genoss vun deem reduzéierte Steiersaz vun 20 % kënnt, déi Immobilie net nëmmen zwee, mee fënnef Joer muss halen. A wann ee se viru fënnef Jore verkeeft, dass een da mat dem normale Steiersaz besteiert gëtt. Dat ass eng konkreet Propos, déi mer als CSV wëlle maachen, och am Sënn, fir géint d'Spekulatioun virzegoen.

Eng weider konkreet Propositioun - Dir hätt jo gäre konkreet Propositiounen: Eppes, wat et de Moment an der Stad Lëtzebuerg gëtt, kee weess et, oder déi mannst wëssen et, et gëtt et awer do, an et huet jo keen, souwuel vun der Majoritéit wéi vun der Oppositioun, sech vun där Dispositioun getrennt, soudass ech dervun ausginn, dass se parteiiwwergräifend akzeptéiert ass: D'Stad Lëtzebuerg huet eng Surtaxe communale. Wat heescht Surtaxe communale? Wann Der an der Stad Lëtzebuerg en Immeuble de rapport oder e Local de commerce kaaft, da bezuelt Der do 6 % Enregistrement, mee Dir bezuelt der Stad Lëtzebuerg nach eng Kéier - d'Madamm Beissel néckt - 3 % zousätzlech Droit d'enregistrement. An da steet awer an deem selwechte Reglement eng Dispositioun, déi seet nämlech, wann Der e Bauterrain kaaft, e Bauterrain, dee fäerdeg do läit, wou Der kënnt muer drop bauen, wann Der dee kaaft an Dir deklaréiert net bei dem Akt, dass Der op deem Bauterrain bannent fënnef Jore baut, dass Der dann och musst déi 3 % zousätzlech Droit d'enregistrement bezuelen.

Déi kritt Der allerdéngs erëm, och wann Der et net bei dem Acte notarié deklaréiert hutt, wann Der bannent fënnef Jore kënnt noweisen, dass Der drop gebaut hutt. Ech fannen, oder mir fannen, dat eng fair Propos.

Ech ginn Iech e konkreet Beispill: Wann Der e Bauterrain hutt, dee fäerdeg ass, loosse mer soen, dee géif 400.000 Euro kaschten - dann ass et nach e klengen! -, da bezuelt Der eng zousätzlech Tax vun 3 % vu 400.000, dat sinn 12.000 Euro, wann Der sot: „Ech bauen net an deenen nächste fënnef Joren drop". Dat ass eng eemoleg Tax. Wann Der no véier Joer baut, kritt Der d'Suen erëm. Wann Der den Terrain méi laang haalt, jo, da sinn déi 12.000 Euro fort.

Elo muss ech Iech ganz éierlech soen: Mat der Wäertsteigerung vun den Terrainen an engem, dee sech kann erlaben, en Terrain vu 400.000-500.000 Euro - haut sinn alt Terraine vun enger Millioun ugeféiert ginn -, fir deen esou laang kënnen ze halen, bon, da kritt e jo Plus-value drop an dann ass e jo net an der Nout vu Geld an och net an der Nout vun enger Wunneng, si mir als CSV, als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei, der Meenung, dass een dat och kéint bezuelen - eng weider konkreet Propositioun zu enger Spekulatioun!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Bei der Grondsteier hu mer kee Problem, dass déi berechent gëtt no der Bebaubarkeet vun engem Terrain. Ech explizéiere mech: Et heescht jo „Grondsteier", et heescht net „Bausteier" - „Grondsteier"! Mee wann ee sech et kann erlaben, op engem Terrain vun 8 Ar e Bungalow vun 120 Meterkaree ze bauen, e kéint awer eng Maison bifamiliale oder eng Maison trifamiliale bauen, an d'Luucht do bauen, wou e weesentlech méi Wunnraum géif schafen, jo, da leescht dee sech jo gären dee Confort. Mee si mer der Meenung, dass deejéinegen, ob deen e Bungalow drop baut oder ob en eng Maison trifamiliale mat Logement drop baut, dass en do déi selwecht Grondsteier soll bezuelen?

Eng weider konkreet Moossnam ass déi: Mir sinn a Krisenzäiten, mir hätte jo gären, dass manner spekuléiert gëtt mat den Immeubles. Mir sinn der Meenung, dass eng ganz Rei vun Entreprisë schlecht dru sinn, richteg schlecht dru sinn! Déi brauche Friemkapital an da kréie se net alles vun de Banke geléint**.** Mir sinn zum Beispill der Meenung, dass een do, änlech no dem System vun dem Capitalrisque, Zertifikater kéint kréien, wann een a Startuppen, a PMEen investéiert, déi mengetweegen och nach nohalteg schaffen, nohalteg Gebailechkeete maachen, dass een da Certificats de capital-risque kritt vum Staat, wou een eng Steierbonifikatioun dofir kritt.

Ech hu schonns gesot: Bei den Investitioune si mir der Meenung, dass och d'sozial Kohäsioun eng Investitioun ass. A mir hätte kee Problem, wann och do, et ass de Moien e Chiffer genannt ginn, oder virdrun, e Chiffer vun an déi 40 Milliounen, wann dat och e bësse méi héich wier, dass d'Sozialleeschtungen, sief dat d'Kannergeld oder aner Sozialleeschtungen, dass déi géifen no uewe geféiert ginn.

Wat d'Tariffgestaltung op de Steieren ubelaangt, do reservéiere mer eis eis Positioun. Mir sinn der Meenung, dass een och muss an Zukunft drun denken, dass d'Kafkraaft vun de Leit net duerch eng iwwerméisseg Steierbelaaschtung geschmälert gëtt. An duerfir soe mir, dass mer eis Propositioun op den Dësch leeën, wann déi Etüd, déi den Här Bauler an der Finanzkommissioun zesumme mat dem Finanzminister proposéiert huet, op dem Dësch läit.

Zur Konklusioun: De Budget, Dir Dammen an Dir Häre, deen huet eng Presentatioun kritt, déi eigentlech der finanzieller Situatioun vun dësem Land zu dësem Zäitpunkt net an d'Ae kuckt. Et ass, fir eis, e Budget vun de verpasste Chancen an der Vergaangenheet. Et ass e vergiess ginn, en Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën. Amplaz Scholden ofzebaue gouf Halligalli gemaach. Jiddweree krut dat, wat e gäre gehat hätt, a virun allem, fir den Dräierblock zesummenzehalen.

Et ass e Budget, dee keng kloer Visioun huet fir d'Zukunft, mat engem zäitlech strukturéierte Plan de relance. An et ass e Budget social, deen net ausgewogen ass an deen zu enger breeder Belaaschtung vu besonnesch der Mëttelschicht wäert bäidroen. An et sinn e puer Happy Few, déi profitéiere vu Steierbonien an Ökoprimmen. An dat fanne mir sozial net gerecht. An esou e Budget kënne mir als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei net matdroen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Roth. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech meng Ried ufänken, wollt ech fir d'éischt dem Budgetsrapporter François Benoy Merci soe fir seng Fläissaarbecht, déi en als Budgetsrapporter geleescht huet, souwéi och de Kolleegen a Kolleeginnen aus der Finanz- a Budgetskommissioun fir déi konstruktiv kritesch Zesummenaarbecht. Och merci dem Här Finanzminister fir seng Erklärungen an och all deenen Institutiounen, déi mer begéint hunn, mat deene mer konnten e ganz opschlossräichen Austausch féieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en aalt Spréchwuert seet: „Wann de weise Mann mam Fanger op de Mound weist, da kuckt dee manner weisen op de Fanger." Dës Riedensaart erënnert eis drun, datt mer eigentlech gutt oppasse sollen, datt mer waakreg solle bleiwen, fir alles genee ze analyséieren, an dat Weesentlecht, d'Zesummenhäng net aus den Ae solle verléieren.

Sou ass et och mat de statistesche Schätzungen, déi mer dëser Deeg héieren a liesen. Net, datt mer alles a Fro solle stellen, wat mer déi lescht Wochen an der Finanz- a Budgetskommissioun gezielt kruten, mee datt mer vill méi de Kapp aus dem Gestrëpp vun den Zuelen an den Estimatioune strecken, fir nëmmen net de Bléck fir dat Ganzt ze verléieren a fir gewëss ze sinn an ze bleiwen, datt näischt méi sécher ass wéi dat Onséchert. Well kee vun eis weess, wat an dëser Kris nach alles op eis duerkomme wäert.

Schliisslech geet et mat dësem Budget drëm, fir Land a Leit op d'Zukunft virzebereeden. Vill méi geet et awer och drëm, fir am Joer 2021 sou vill wirtschaftlech a berufflech Existenze wéi méiglech ze retten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een et net dacks genuch soen: De Budget 2021 schreift sech an een aussergewéinlechen, jo, historesche Kontext an. Net nëmmen ass de wirtschaftlechen a soziale Kontext extraordinär, mee dëse Budget ass et och!

Wann ee kuckt, wéi déi makroekonomesch Previsiounen an de leschte Méint gewiesselt hunn, versteet een, datt mer a relativ ongewëssen Zäite liewen an Hypotheesen ëmmer nees mussen iwwerschafft ginn. Héchstwarscheinlech och an de kommende Méint, wann een drun denkt, datt an Däitschland en totale Lockdown gemaach ginn ass, a sécherlech wäert dat och nach eis Statistiken, wat de Wuesstum ugeet, beaflossen.

Och wann déi lescht Schätzunge vum Statec manner dramatesch kléngen, wéi dat nach virun e puer Méint de Fall war, ass a bleift d'Situatioun eescht an d'Joer 2021 wäert nach ganz vill Onsécherheeten a vläicht och Iwwerraschunge mat sech brénge.

E progressive Retour zur Normalitéit an eisem Liewen ass sécher net garantéiert. Näischt wäert méi si wéi virum Mäerz 2020, virun allem, wat eis Wirtschaft betrëfft. Mir mussen eis däers elo scho bewosst sinn - mir sinn dat och - an däerfen d'Aen effektiv net virun de Realitéiten zoumaachen.

Mir kënnen dowéinst frou sinn, datt mer an deene leschte Joren eng zukunftsorientéiert Finanzpolitik an dësem Land gemaach hunn, déi eis, contrairement zu deene meeschten anere Länner an der EU, d'Méiglechkeet ginn huet, fir mat engem gewësse Sputt an dës dach awer séier schwéier Kris eranzegoen, e Sputt, deen eis dëst Joer erméiglecht huet, fir e Stabiliséierungs- a Relanceplang opzestellen, wéi et der eigentlech nëmme wéineg an der Europäescher Unioun gouf, e Sputt, deen et méiglech gemaach huet, datt mir séier Moossnamen op d'Bee stelle konnten, fir dës Kris ze meeschteren, mee awer och fir eis längerfristeg Ziler net komplett aus den Aen ze verléieren. Dee Sputt war do, well mer 2018 an 2019 nees zanter Laangem budgetär Iwwerschëss verzeechne konnten. Dat niéiert jo och keen. An et wier sécher nach méi Spillraum do gewiescht, wann d'Regierung zum Beispill manner investéiert hätt. Ma dat war awer net hire Choix, well se eebe wollt, datt mer Akzenter setzen, fir an Zäite vun engem rasante Wandel op méi Pläng d'Land op d'Zukunft virzebereeden, e Land, dat mer zum Beispill a Saache Mobilitéit nei opstelle wëllen oder deem seng ëffentlech Infrastrukturen et den Ufuerderunge vun der Zäit unzepasse gëllt.

Och wann an de leschte Méint verschidden Erausfuerderungen, wéi zum Beispill déi dach spierbar klimatesch Verännerungen, net méi sou am Fokus stoungen, heescht et, oder heescht et net, fir et emol esou ze formuléieren, datt déi eigentlech net méi existéiere géifen! Ganz am Géigendeel!

Mir als demokratesch Fraktioun, d'DP-Fraktioun wuel gemierkt, freeën eis driwwer, datt d'Regierung sech weiderhin am Sënn vun enger qualitativ orientéierter Entwécklung, konsequenten Investissementer a puncto Solidaritéit, sprech sozialer Sécherheet, Logement, Nohaltegkeet an infrastruktureller Attraktivitéit, engagéiert. Ganzer 2,8 Milliarden Euro - dat entsprécht 4,3 % vum PIB - si fir d'nächst Joer budgetiséiert. Dat entsprécht engem nach méi héije Montant wéi déi ordinär Investissementer fir d'Joer 2019.

Datt d'Investissementer weider héichgehale ginn, ass déi richteg Entscheedung. Et wier ouni Zweifel de falsche Moment gewiescht, fir grad elo, matzen an enger vun deene schlëmmste Krisen, déi d'Welt zanter de Pëtrolskrise vun 1973/1974, 1979/1980, Dir erënnert Iech, erlieft huet, déi staatlech Depensen erofzeschrauwen. Et wier falsch gewiescht, fir eise Betriber an hire Leit, déi sech eeschthaft Suergen ëm hir Zukunft maachen, manner Opträg ze ginn, just fir no der schwaarzer Null ze kucken oder den Defizit a Grenzen ze halen. Wier de Staat do massiv op d'Brems getrueden, hätt dat bedeit, datt Aarmut an Aarbechtslosegkeet séier geklomme wieren.

An Däitschland si se an deene leschte Joren op déi schwaarz Null zougefuer. Si hu se och erreecht. Et ass just driwwer gestridde ginn, ob et eng schwaarz oder eng rout Null wier. Mee gitt awer net an Däitschland kucken, wéi gewëssen Infrastrukturen, Brécken, Stroossen, Schoulen, Spideeler, Maisonrelaisen do ausgesinn - an deen enormen Nohuelbedarf, deen Däitschland um Niveau vun der Digitaliséierung ze verzeechnen huet! An dat mierkt ee grad elo an der Kris, souwuel um Niveau vum Teletravail wéi och vun de Schoulen.

D'Investissementer vum nächste Joer wäerten eisem Land hëllefen, fir duerch dës Kris ze kommen an d'Relance anzeleeden, jo, se ze beschleunegen. Doriwwer eraus wäerten eis dës Investissementer et erméiglechen, fir eis Wirtschaft méi widderstandsfäeg ze maachen.

Et ass ëmmer gefrot ginn an de leschte Wochen a Méint: „Wou huelt Der déi Suen hier?" Ma hätte mer dëst Joer keng Coronakris gehat, wier eis Staatsschold op manner wéi 20 % am Verglach zum PIB zréckgaangen. 20 % Verschëldung par rapport zu eisem Räichtum konnten zanter 2011 net méi erreecht ginn, an dat trotz Rekordinvestissementer iwwer all déi Joren. Et kann, jo, et wëllt een och ëmmer nees un déi Iwwerschëss am Zentralstaat erënneren. 2018 an 2019 - ech hunn et gesot - gouf et hei Excedente beim Zentralstaat. Och dat war zanter der Bankekris/Finanzkris, zanter 2008, net méi de Fall.

Ech dréien eng Kéier d'Zäit kuerz zréck an den Ufank vum Joer 2013. An deem Joer ware mer an engem relativ favorabelen Ëmfeld, wann een dat mat haut vergläicht. Mir haten 3,7 % Wirtschaftswuesstem. An deem Joer ass de Staat awer dräimol Sue léine gaangen: eemol am Mäerz 2013 fir 750 Milliounen Euro, eemol am Juli fir 2.000 Milliounen, also 2 Milliarden Euro, an dann nach eemol am August 2013 fir 300 Milliounen Euro - also ronn 3.000 Milliounen Euro Scholden an deem memorabele Joer 2013.

Mir hunn et hei, wéi ech scho gesot hunn, mat enger vun deenen heftegste Krisen aus eiser Geschicht ze dinn, wann net souguer där heftegster. Eng Kris, wärend där de Staat fir de Chômage partiel vu bal 400.000 Salariéen opkomm ass an opkomme wäert, Betriber an Independante massiv ënnert d'Äerm gegraff huet a weider gräift, fir se virum Schlëmmsten, dem sozialen Ofstig, ze schützen.

Jo, dës Regierung huet misse Sue léine goen. A mir kënne frou sinn, datt si et net gescheit huet, fir sech d'Mëttelen ze ginn, fir ze verhënneren, datt d'Leit ouni Aarbecht dostinn an eisen Tissu économique a Stécker gerass gi wier, amplaz datt se nogekuckt hätt, wéi eng dach gréisstendeels gesond Ekonomie, wann een emol vu gewëssene strukturelle Verännerungen a bestëmmte Branchen ofgesäit, denke mer zum Beispill un d'Medienindustrie, datt also eng duerch d'Bank dach awer gréisstendeels gesond Wirtschaft eng krank Wirtschaft gi wier, well et un Ofsaz gefeelt hätt. Quasi all europäesch Staaten a Regierungen, egal, wat fir eng Faarf se hunn an haten, wat fir eng politesch Konstellatioun, hunn dat och net anescht gemaach.

Jo, mir hunn an dësem Joer en Emprunt vun 2,5 Milliarden Euro am Kader vun der Covidkris mussen ophuelen. Jo, mir hunn en nohaltegen Emprunt vun 1,5 Milliarden an dësem Joer opgeholl. Mir hunn awer am Mee misse fréier Laaschten aus dem Joer 2010 an Héicht vun 2 Milliarde refinanzéieren.

Et gouf och behaapt, datt eis Scholden an dësem Joer esou schnell wéi a kengem aneren EU-Land an d'Luucht gaange wieren. Dat léisst sech à la lumière des faits awer guer net bestätegen. Ganz am Géigendeel: Mir gehéiere bei der Progressioun souwéi och beim Niveau vun der Staatsschold zu de beschte Schüler, europäesch Statistiken an Zuelen à l'appui. Den Här Finanzminister huet eis dat jo och de Moien unhand vun europäeschen Date gewisen. Hien huet dat fir d'Joren 2019 par rapport zu 2021 gekuckt.

Kommt, mir maachen eng kleng Rees! Kommt, mir maachen e virtuellen Tour duerch Europa, fir ze kucken, wat do lass ass, wat d'Progressioun vun der Staatsschold an dësem Joer betrëfft! Wann ech 2020 mat 2019 vergläichen, sou läit dës bei eis hei zu Lëtzebuerg bei ongefeier 5,4 Prozentpunkten, an Däitschland bei 11 Prozentpunkten, an der Belsch bei 18 Prozentpunkten, a Frankräich bei bal 20 an an Italie bei quasi 27 Prozentpunkten. Anescht ausgedréckt wäert sech d'Staatsschold an Däitschland zweemol méi, a Frankräich dräimol méi an an Italie fënnefmol méi erhéije wéi hei zu Lëtzebuerg.

An opgepasst: Och a Prozenter ass eis Progressioun eng vun deenen niddregsten an der Euro-

päescher Unioun. Wat den Niveau vun der Verschëldung ubelaangt, steiere mer op eng Verschëldung par rapport zu eisem PIB, eng Verschëldung vum Zentralstaat vu 27,4 % am Joer 2020 op 29,4 % d'nächst Joer zou. Dat mécht kee frou. Dat ass awer nach ëmmer ënnert dem Maastricht-Krittär vu 60 %. Als klenge Verglach: Par rapport zu der Wirtschaftsleeschtung wäert d'Verschëldung an Däitschland méi wéi zweemol méi, an der Belsch 3,5-mol méi, a Frankräich bal véiermol méi an an Italie méi wéi fënnefmol méi si wéi bei eis.

Jo, och d'nächst Joer wäert kee Rekordjoer fir d'Staatsfinanze sinn, mee den Draft Budgetary Plans no, déi jo bei der Kommissioun vun de Memberstaaten hannerluecht goufen, wäert Lëtzebuerg den niddregsten Defizit an der EU hunn. Och wann eis Finanzsituatioun am Verglach mat de Länner ronderëm spierbar besser ass, ass elo sécherlech net de Moment fir Steiererliichterungen. An et ass awer och scho guer net de Moment, fir spierbar Steiererhéijungen, déi eendeiteg Gëft fir eis Ekonomie an hir Relance wieren, déi also all Politik vun Opschwong géifen am Keim erstécken.

Jidderee versteet och, datt grad elo matzen an der Kris net de Moment ass, fir iwwer eng generell Steierreform ze schwätzen. Mir freeën eis doweinst ëmsou méi, datt de Finanzminister beim Depot vun dësem Budgetsprojet eng Rëtsch qualitativ Mesuren ugekënnegt hat. Dëse Budget setzt an dëse schwieregen Zäiten op Moossnamen, déi sozial méi gerecht, transparent an durabel an dofir grad elo sënnvoll sinn.

Ech wëll vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir nach eng Kéier drun ze erënneren, datt mir mat dësem Gesetzesprojet der Ongerechtegkeet bei der Besteierung vu Lëtzebuerger Immobilien an de FISen en Enn setzen. Et ass och virdru gesot ginn an och begréisst ginn, esou, wéi och de Koalitiounsaccord et virgesinn huet. Och wäert den aktuelle System vun de Warranten, wéi mir hei zu Lëtzebuerg soen, méi bekannt ënnert dem Regimm vun de Stockoptions, ofgeschaaft an duerch méi fair Systemer ersat ginn.

Bei deenen neien Instrumenter vun der Prime participative an der Prime d'impatriation kënne mer engersäits séchergoen, datt et zu kengem Mëssbrauch méi kënnt an datt mer nach ëmmer e kompetitiven Hiewel hunn, fir héich spezialiséiert Aarbechtskräften aus dem wäiten Ausland, déi mer heiheem ëmmer brauchen, also déi mer och heiheem net hunn, op Lëtzebuerg ugezunn ze kréien, fir datt si d'Méiglechkeet kréien, hei ze innovéieren, an derzou bäidroen, datt de Standuert weider diversifizéiert gëtt. Anerersäits schafe mer mat der Prime participative e gerechten an transparente System, fir de Lounempfänger d'Méiglechkeet ze ginn, um Benefiss vun hirem Betrib, an deem se schaffen, bedeelegt ze ginn.

Här President, als DP-Fraktioun begréisse mer et och ausdrécklech, datt de Finanzminister an dëse strapazéierten a schwieregen Zäiten all Mount d'Chamber iwwert d'Entwécklung vun der budgetärer Situatioun informéiere kënnt. Dëse Monitoring ass néideg. Säi Virgänger, de Luc Frieden, huet dat deemools och am Kontext vun der Banken- a Finanzkris gemaach. Esou, wéi scho gesot: Och wann de Statec eis viru Kuerzem manner pessimistesch Zuele fir dëst Joer virgestallt huet, mir sinn nach net iwwert de Bierg an d'nächst Joer wäert, wéi ech éinescht gesot hunn, nach eng Rei Risike mat sech bréngen.

Wa mer Scholde maachen, musse mer och soen, datt de Finanzminister net einfach esou Scholde mécht, well e moies opsteet an op eemol beim Kaffi an engem gudde Croissant mat Gebeess aus dem Naturpark Our ...

(Hilarité)

... et eng gutt Iddi géif fannen, fir d'Verschëldung an d'Luucht ze dreiwen, nëmme well d'Zënsen de Moment negativ sinn.

D'Finanzpolitik a Scholde maachen, dat ass kee Selbstzweck, a scho guer net an dësen Zäiten. Et geet ëm d'Rettung vun Aarbechtsplazen, jo, et geet ëm Mënschen an et geet ëm hir Familljen. Et geet drëms, datt d'Leit och an Zukunft hir Aarbechtsplaze behalen. Si gëllt et ze schützen! Et geet drëms, derfir ze suergen, datt Existenzen, kreativ Initiativen a Liewenswierker net zerstéiert ginn. Et geet drëms, fir d'Humankapital, also déi mënschlech Kompetenz, d'mënschlech Fertegkeeten, d'mënschlech Intelligenz, eis wichtegst Ressource hei zu Lëtzebuerg, a Brout an Aarbecht ze halen. Et geet drëms, fir eise Standuert weider attraktiv ze halen. Well ouni déi mënschlech Imaginatioun, ouni Talenter vun no a wäit, ouni Aarbechter an Handwierker, déi all Dag schwéier op engem Chantier oder an engem Atelier schaffen an d'Äerm allmoies mussen eropstréppen, fir datt et eis all heibanne gutt geet, ouni all dës Leit kéinte mer de Standuert Lëtzebuerg vergiessen an et kéint een de Schlëssel ënnert den Teppech leeën.

Mir sollen dofir als Chamber zesumme mat der Regierung derfir suergen, datt mer déi Mënschen, déi an eisem Land wierken a sech Dag fir Dag ploen, ob Salarié, Selbstännegen oder Patron vun engem Betrib, datt mer si all net am Stach loossen an hinnen d'Zouversiicht ginn, datt mer un en neien Opschwong mat enger neier durabeler, dauerhafter Dynamik gleewen. Dat ass de Wëlle vun der Regierung an all deenen, déi se doranner bestäerken a begleede wëllen.

Ech wéilt zum Schluss nach eemol op d'Spréchwuert zréckkommen, dat ech am Ufank vu menger Ried zitéiert hat: „Wann de weise Mann mam Zeigefanger op de Mound weist, da kuckt dee manner weisen op de Fanger."

Ech denken, datt mir all heibannen zu deene gehéiere wëllen, déi net esou enk gerëppt sinn an op den Zeigefanger kucken. Wa mir méi wäit kucke wéi den Zeigefanger, wa mer de Bléck fir dat Ganzt, fir d'Zukunft vun eis all behalen, wa mer wëssen, datt d'Schold, déi huet misse gemaach ginn, kee Selbstzweck ass, kee Selbstzweck däerf sinn, mee derfir do ass, fir Existenzen an eng virun der Kris gréisstendeels gesond Ekonomie ze retten, wa mer wëssen, datt en Austeritéitsprogramm déi falsch Entscheedung an der Kris gewiescht wier, well se an Zukunft weesentlech méi Scholde mat sech zéie géif, wéi déi, déi mer elo 2021 musse maachen, fir esou vill Aktivitéite wéi méiglech ze stäipen an ze retten, wa mer also all dat genee betruechten, dann hu mer verantwortungsvoll gehandelt, verantwortungsvoll a wäitsiichteg fir eis selwer a fir déi, déi no eis kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Bauler. Den nächsten agschriwwene Riedner ass den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mäi Frënd, de Gilles Roth, deem ech ausdrécklech fir eng exzellent fundéiert Ried hei wëll felicitéieren, virun e puer Minutten op d'Geschicht agaangen ass an op dat, wat en nennt ..., déi Geschichten, déi de Finanzminister a puncto Finanzcapacitéit, Endettement, Reserven an deene leschten Deeg, Wochen, Méint a Joren zum Beschte ginn huet, sinn ech un d'Vergaangenheet erënnert ginn, well ech war derbäi 2008.

Ech weess net, ob der nach vill derbäi sinn heibannen, déi 2008 derbäi waren a vir un der Positioun hei an der Chamber, wéi d'Kris ausgebrach ass. An et gëtt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz grouss Differenzen tëscht der Aart a Weis, wéi probéiert ginn ass, d'Kris 2008/2009 bis 2012 ze geréieren, an der Aart a Weis, wéi d'Kris haut geréiert gëtt.

Well 2008 sinn et Reserve ginn. 2008 hat déi deemoleg Regierung, déi sech d'ailleurs doranner a kenger Sekonn ënnerscheet huet vun där vu virdrun, nämlech CSV/DP, duerno CSV/LSAP, nom Crash vun 2001, der Internetbulle an esou weider, derfir gesuergt, dass fir zwee Budgetsexercicer, nämlech fir d'Budgetsexercicer 2008 an 2009, Reserven - Reserven! - zur Verfügung stoungen, fir kënnen antizyklesch Politik ze maachen, net Scholden, op déi ech nei Scholde leeën, mee Reserven, déi ech wärend zwee Joer gebrauche konnt, ier ech mech hu misse verschëlden, fir géint d'Kris virzegoen - déi éischt grouss Differenz!

Déi zweet grouss Differenz, Här President, dat ass, dass mer 2009 eng grouss Debatt an der Chamber haten iwwert d'Zukunft vun eisem Land a wéi mer mat där Kris géifen ëmgoen an dass am Virfeld vun där Debatt mat allen Oppositiounsparteien Diskussioune geféiert gi sinn, fir ze kucken, wéi mer dat gemeinsam géife steieren. Et ass also net an engem Dräierclub decidéiert ginn, wéi d'Zukunft vum Land géif ausgesinn 2008/2009!

An dat hat zur Konsequenz, dass d'DP - ech mengen, ech kéint mech nach erënneren, dass den Här Meisch deemools d'Ried gehalen huet an der Chamber - sech ëffentlech d'accord erkläert huet mat den Optiounen, déi geholl gi sinn deemools a wou mer gesot hunn - ech wëll de Keynes elo net zitéieren, deen d'ailleurs ni méi wéi dräi, véier Joer an der Realitéit seng Berechtegung aushält -: „Elo huele mer fir d'éischt d'Reserven, da verschëlde mer eis a mer ginn eis d'Wuert, dass mer fir 2012 déi antizyklesch Politik ophéieren an nees kucken, an déi aner Richtung ze kommen."

Den drëtte groussen Ënnerscheed: 2012 hate mer nach eng Majoritéit an der Chamber, déi hir Responsabilitéit geholl huet, contrairement zu deem, wat mer haut hei gesinn, hir Responsabilitéit dahingehend, dass, wéi d'Regierung dat, wat se 2009 versprach huet, net agehalen huet, déi zwou Majoritéitsfraktiounen an der Chamber d'Regierung quasi derzou forcéiert hunn, hire Budget ze readaptéieren, fir en an d'Lot ze bréngen, dass also d'Chamber hiren Deel derzou bäigedroen huet, fir ze verhënneren, dass mer an eng Scholdespiral géife kommen, déi eist Land net packt.

An ech ka généralement all europäesche Verglach quelconque iwwer Scholdepolitik aushalen, mee mir als Land net, well mir als Land, wa mer iwwer e gewësse Prozentsaz vu Verschëldung erausginn, net méi wäerten à même sinn no engem gewëssene Moment, fir an engem räsonabelen Delai an ënnert deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, nees dohinner zréckzekommen, wou mer virdru waren. An dofir ass et fir mech eigentlech „erste Bürgerpflicht", fir sécherzestellen, dass mer net an déi Verschëldung - an ech mengen och, net op déi Moossen -, däerfe kommen, an deene mer elo scho sinn.

Dass mer elo um Enn vum nächste Joer bei quasi 30 % ukommen, ass awer d'Konsequenz vum véierte Punkt. Dat ass, dass an deene gudde Joren, déi no 2013 komm sinn, soi-disant de Punkt null, wou et jo esou schrecklech war ... - ech hu virdrun erkläert, firwat dass et schrecklech war, wéi den Här Gramegna Finanzminister ginn ass: Well mer et an de Joren 2016, 2017, 2018 an 2019 verpasst hunn, déi Reserven nees opzestocken, déi mer elo kéinte gebrauchen, fir zumindest emol d'Joer 2020 ze packen, ...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ... an dass mer dat Joer 2020 elo net packen ouni grouss Verschëldung, well mer eebe keng Reserve geschaf hunn. Mir haten d'Moyenen, fir eis Reserven ze schafen an deene gudde Joren, mir hunn et net gemaach! Dat ass erstmaleg an der Geschicht vum Lëtzebuerger Land no den 90er-Joren, no deem, wat 2001 war, an no deem, wat 2013 war, dass net dervu profitéiert ginn ass an deene gudde Joren - an et ass schonn an der Bibel vun deene siwe fetten a vun deene siwe more Jore rieds gaangen -, fir eis déi Reserven ze schafen, déi eis et elo erlaabt hätten, Här Finanzminister, op déi Reserven zréckzegräifen an dann - wat ech nämlech fäerten, ass, dass d'Kris eis nach laang wäert begleeden, nach déi nächst zwee oder dräi Joer - d'nächst Joer an eng Situatioun ze komme fir ze soen: „Elo huele mer déi Verschëldung op, déi noutwendeg ass, a mir ginn eis d'Wuert, soubal déi Kris eriwwer ass, fir nees dohinner ze kommen, wou mer virdru waren!"

Et war guer net Deel vu menger Ried, dat, wat ech elo gesot hunn, mee ech muss ganz éierlech soen, déi Aart a Weis, fir déi Zäit 2008-2012 esou duerzestellen, wéi Dir, Här Gramegna, dat an deene leschte Jore systematesch maacht, entsprécht a kengster Weis enger historescher Wourecht. Dir hutt 2013 eng Situatioun an de Staatsfinanze virfonnt, net, well d'CSV schlecht gewirtschaft hätt, mee well dës Chamber 2009 mat de Stëmme vun alle Parteien decidéiert huet, dass mer wärend véier Joer géifen antizyklesch Politik maachen an da kucken, dass mer nees géifen dohinner kommen, wouhier mer géife kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech kommen dann zu deem, wat ech eigentlech preparéiert hunn: d'Gemengefinanzen, déi a mengen Aen en Deel sinn, e wichtegen Deel vun engem Budget. An ech wëll der Madamm Minister ausdrécklech Merci soen, dass se sech Zäit geholl huet, si huet elo e ganzen Nomëtten hei misse verbréngen. Nee, ech wende mech net u si eleng, ech wende mech och u si, mee ech wende mech och un de Finanzminister an ech wende mech eigentlech un déi ganz Regierung an ech wende mech eigentlech och un d'Majoritéit insgesamt, déi 31, vun deenen ech ganz genau weess, dass de Gros, well se Gemengepolitiker sinn, genau wëssen, wat d'Situatioun ass, nämlech, dass mer amgaange sinn, eis Gemengen an eng Situatioun ze entloossen, an där d'Gemengen dee groussen, wann net souguer dee gréissten, Verléierer vun dëser Kris wäerte sinn, wann net géigegesteiert gëtt, wann de Gemengen net déi Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, déi noutwendeg sinn, fir dat kënnen ze maachen.

Firwat soen ech dat? Well d'Gemengen deen zweete Pilier am Staat sinn. D'Gemengen hunn zum Deel eenzel Kompetenzen, Eegekompetenzen, si hunn zum Deel partagéiert Kompetenze mam Staat a si féieren zum Deel Missioune vum Staat aus, mee de Staat als Zentralstaat an d'Gemengen eigentlech als zwou Saachen ze consideréieren, déi näischt mateneen ze dinn hätten, ass falsch. An d'Gemengen elo an där Situatioun ze loossen, an déi se amgaange sinn ze kommen, net all, awer ganz vill, ass a mengen Ae falsch.

Iterativ ass probéiert ginn an deene leschte Wochen a Méint a Kommissiounssitzungen, och vum Syvicol aus, d'Inneministesch derfir ze sensibiliséieren. Déi Persoun, Dir Dammen an Dir Hären, déi a mengen Aen d'Gemengen an der Regierung ze vertrieden huet an och hir Interêten ze vertrieden huet, huet dat net gemaach. Dofir wenden ech mech elo och un den Här Finanzminister. Ech wëll lech derfir sensibiliséieren, lech an Är Kolleegen an der Regierung, dass Der amgaange siddm 420 Milliounen Euro aus dem Circuit erauszehuelen. 420 Milliounen ass de Chiffer, dee mer gesot kritt hunn. Ech kann lech haut net soen, wou e wäert landen. E ka bei 380 landen, e ka bei 360 landen, e kann awer och bei 500 landen. Dat hänkt dervun of, wéi sech en fin de compte déi Situatioun, déi wirtschaftlech Situatioun, déi finanziell Situatioun, déi steierlech Situatioun, an deenen nächste Wochen a Méint wäert entwéckelen. Mee 420 Milliounen aus dem Circuit erauszehuelen, ouni Kompensatioun, an engem Moment, wou d'Budgete vun de Gemengen am Dezember vum leschte Joer gestëmmt waren an d'Investitiounsprogrammer fir d'Joer 2020 an déi Joren drop gestëmmt gi sinn, féiert zu dramatesche Konsequenzen!

Wat ass d'Realitéit um Terrain? D'Realitéit um Terrain ass, dass mer e puer Gemengen hunn, ech soen elo emol, ech soen et ganz fein, deenen et ganz gutt geet - ganz gutt geet! -, déi massiivst Reserve geschafen hunn an deene leschte Joren. Da gëtt et eng Rei vu Gemengen, ech schätze se op ongeféier 20 bis 25, déi sech en Apel fir den Duuscht, déi sech emol méi konsequent, emol manner konsequent Reserve geschaf hunn an déi elo eigentlech dat maachen, wat d'Regierung hätt misse maachen, nämlech, sech vun deene Suen, déi se kruten, en Deel op d'Säit ze leeën, fir se ze gebrauchen an deenen Zäiten, wou et net esou gutt ass. An dann hutt Der e gudden Deel vun de Gemengen, an ech schätzen déi op 50 bis 70, an dat sinn haaptsächlech déi kleng Gemengen, déi keen Apel fir den Duuscht hunn, historesch, déi vun der Hand an de Mond liewen, deenen hir Budgeten eigentlech nom Rhythmus vun den Dotations étatiques dotéiert ginn, déi Projete maachen en fonction vun de Suen, déi de Staat hinnen zur Verfügung stellt, déi keng eege Mëttelen hunn an och net d'Méiglechkeet hunn, sech eege Mëttelen ze schafen. Bei deene gi relativ séier - menge Rechnungen no - d'Luuchten do aus, well kleng Gemenge si vill méi exposéiert ewéi grousser a bei der leschter Finanzreform, mir hunn et deemools scho gesot, sinn déi kleng Gemenge weesentlech méi schlecht ewechkomm wéi verschidde grouss Gemengen, wann ech et an der Relatioun kucken.

Ech hu mer erlaabt, an deene leschten Deeg einfach aus der Zeitung eraus ze huelen, an ech soen, et war d'„Lëtzebuerger Wort", well déi hunn esou e Questionnaire gemaach bei all Gemeng, an deem se d'Gemenge gefrot hunn: „Wat sinn da bei lech déi wichtegst Elementer?" Ech hu probéiert, emol erauszefannen, wat dann nach den Excedent am Ordinär ass, woubäi ech wëll soen, dass en Excedent am Ordinär, also d'Recetten am Ordinär an d'Recetten am Ordinär och nach net ëmmer dat selwecht sinn, well et si Gemengen, déi kënnen elo, fir den Ordinär dohinzestellen, op Reserven zréckgräifen, et si Gemengen, déi kënnen dat net, an et si Gemengen, déi mussen elo schonn an d'Verschëldung goen. An et sinn der vill méi, wéi een eigentlech mengt.

Dat heescht, ech huelen de Bruttochiffer, mee ech kann net novollzéien, zum Beispill bei der Gemeng Eschduerf 13 Millioune Recetten am Ordinär, wivill dovun eventuell aus enger Reserv komm sinn a wivill ...

Une voix.- Esch/Sauer.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ... Esch/Sauer, pardon, jo, Esch/Sauer, wivill dovun aus enger Reserv komm sinn oder net, wa se eng haten. Mee ech stellen awer fest - mat all deene Kolleegen, mat deenen ech geschwat hunn -, dass sech an der Reegel d'Capacité d'investissement vun de Gemenge vun engem Joer zum aneren ëm d'Hallschent reduzéiert huet. A wann Der d'Gemengerotssitzunge vun deene leschte Wochen intensiivst nokuckt, noliest, da stellt Der fest, dass dat duerch d'Bank an alle Gemengen de Fall ass, an all eenzelne Buergermeeschter oder Schäffen oder Conseiller, deen hei sëtzt, ka sech jo rememoréieren, wat an deene leschten zwou Woche war.

Wann ech den Excedent kucken, deen nach do ass, ech hunn elo hei 15, mengen ech, eng 15 Gemengen opgeschriwwen aus deene leschte véier Deeg, da geet den Excedent am Ordinär - deen ass nach an enger Bandbreet vu 5 %, 5 % am Ordinär, dat musst Der Iech virstellen! - erop. Mat déi héchst, déi ech matkritt hunn, dat war d'Gemeng Betzder: 19,6 %.

5 % Excedent am Ordinär huet eng Gemeng, déi hei duerch zwee Membere vertrueden ass, dat ass eng Nopeschgemeng vu mir, 86,8 Millioune Recetten a 84,2 Milliounen Depensen. Dat mécht fir eng Gemeng A bei 17.000, 18.000 Leit am Ordinär nach en Excedent vu 4,4 Milliounen aus. A virun allem, wéi d'Buergermeeschtesch gesot huet, ass den Iwwerschoss vun engem Joer zum anere bei där Gemeng ëm 72,5 % erofgaangen. Wann ech also den Excedent vun där Gemeng huelen an ech huelen den Excedent, dee se d'lescht Joer nach fir ze investéieren hat, ass en ëm 72,5 % erofgaangen.

D'Gemeng Diddeleng, och hei vertrueden, Excedent am Ordinär: 7,1 %, dat entsprécht 7,3 Milliounen. Déi Gemeng hëlt elo schonn, fir de Budget kënnen ze equilibréieren, hunn ech gelies, en Emprunt vun 20 Milliounen op. Dëst Joer hëlt se e schonn op. Et sinn eng Rei Gemengen, déi huelen dëst Joer scho

Kreditter op, fir hir Programmer ze maachen. Et sinn eng Rei Gemengen, déi wäerten dat d'nächst Joer musse maachen.

Ech kann Iech d'Beispill vun enger Gemeng, déi ech relativ gutt kennen, erklären. Mir haten d'lescht Joer an där Gemeng, wou ech Buergermeeschter sinn, am Ordinär en Excedent vun 12 Milliounen. Mir hunn dëst Joer am Ordinär nach en Excedent vu 6 Milliounen. Mir verléieren, viraussiichtlech, wann déi 420 Milliounen an d'Circulaire vun der Ministesch sech esou bewahrheiten, 6 Milliounen Euro. Wat si 6 Milliounen Euro fir eng Gemeng, déi e Budget vun 43 Milliounen huet? Dat si 50 % vun hirer Finanzcapacitéit! 50 % vun hirer Investitiounscapacitéit si vun engem Joer zum aneren an där Gemeng, där ech virstinn, ewechgebrach, ouni dass dës Majoritéit, ouni dass dës Regierung, déi quasi all Mënsch ënnert d'Äerm gräift, deen hei zu Lëtzebuerg op iergendeng Aart a Weis Business mécht - a mir maache jo och Business, Business fir eis Bierger -, sech eng Sekonn op de Gedanke versteift huet fir ze soen: „Ma mir mussen déi Gemenge finanziell ënnerstëtzen!"

Et geet jo net duer fir ze soen: „Et ass dëst Joer, wou mer verléieren". D'Prognose sinn: d'nächst Joer 6 % derbäi, iwwernächst Joer 6 %. Da steet am „Lëtzebuerger Wort", jo, de Buergermeeschter hätt gesot, et géif dann d'nächst Joer ëm 0,4 Milliounen an d'Luucht goen. Dat ass eng falsch Duerstellung. Dat ass eng falsch Duerstellung an deem Sënn, dass déi sechs Milliounen, déi fort sinn, net erëmkommen. Déi kommen net erëm! Déi verléieren ech d'nächste Kéier nach eng Kéier a souguer bei 6 % verléieren ech déi nach eng Kéier! Dat Joer drop verléieren ech se nach eng Kéier. An ech si sécher, dass ech se dräimol wäert verléieren. An ech si sécher, dass déi meescht Gemenge se dräimol wäerte verléieren!

Dat heescht, de Manque à gagner par rapport zum Budget, deen ech d'lescht Joer zum Schluss vum Joer gestëmmt hunn, dee wäert sech an der Prognos haut, nämlech plus 6 % pro Joer iwwert déi nächst zwee Joer, op 20 Millioune belafen. A wa sech déi Prognos net erfëllt, wa mer nëmmen e Wuesstum vu 5 % oder 4 % oder vun 3 % oder vun 2 % hunn, da geet dat bis op 25 Milliounen Euro. Dat ass d'Hallschent vun de Suen, Dir Dammen an Dir Hären, déi déi Gemeng à même ass ze investéieren. Dat sinn awer och Suen, vun deene mer ausgaange sinn, alleguer, fälschlecherweis vläicht, ausgaange sinn, dass duerch eng Kontinuitéit vun der Politik, dass ... - do maachen ech wierklech der Regierung kee Virworf, dofir ka se net, si ka just derfir, wa se de Phenomeen net erkennt an de Gemengen net hëlleft, dofir ka se! -, an dofir wäerte mer eisen Investitiounsprogramm net kënne maachen. Oder mir musse léine goen. Or, déi meescht Gemenge wäerte léine goen. Si wäerte léine musse goen, well mer an der Hallschent vun der Period sinn a jiddweree weess jo, dass 2023 eng Decheance ass. A jiddweree weess jo, dass mer alleguerten als Buergermeeschtere gären hätten, dass mer fir 2023 déi grouss Saachen do stoen hunn, déi mer am Interêt vun eise Bierger wëlle maachen.

Ech ginn Iech nees d'Beispill vun där Gemeng, déi ech d'Éier hunn ze presidéieren: 21 Millioune fir eng Schoul, also mat Maison relais, 10 Millioune fir e Festsall, dee mer scho säit Jore geplangt hunn an enger vun eisen Uertschaften, an 10 Millioune fir eng Strooss, déi zwee Kilometer mécht, déi erop duerch d'hallef Gemeng geet, wou d'Ponts et chaussées eis elo gesot hunn, dass se domadder géifen ufänken. Dat sinn 42 Milliounen Euro op dräi Projeten. Déi sinn alleguerten entweeder un, do leeft de Bagger, oder et geet am Mäerz un. An Dir gesitt jo kee Buergermeeschter elo zu Ponts et chaussées soen: „Elo maacht Der eis Strooss, nodeem Der eis se schonn zéng Joer versprach hutt? Elo si mer net méi mat!" Mir hunn also de Choix an et sinn och e puer Gemengen, déi dat gemaach hunn. D'Gemeng Keel, ass mer opgefall, déi hunn en Extraordinär vun 13 Milliounen nëmme gestëmmt. Do huet de Buergermeeschter a senger Presentatioun gesot: „Alles, wat net iergendwéi elo ugefaangen huet, dat leeë mer elo emol ee Joer oder zwee zréck". Ech wëll awer soen, dass de Gros vun de Leit dat net ka maachen. An och hie mécht seng Projeten, déi u sinn, mee de Gros vun eis ass a risegen Investitiounsprogrammer dran, déi mer net kënnen zréckleeën.

An och do gëtt et jo en Effet multiplicateur: Wann ech soe sechs Millioune plus sechs Millioune plus sechs Milliounen, da muss ech dervun ausgoen: 420 Millioune plus 420 Millioune plus 420 Milliounen, ech landen also plus/minus iergendwou an enger Forschett tëschent enger Milliard an 1,4 Milliarden, jee nodeem, wéi d'Finanzsituatioun ass op d'Joren 2020, 2021, 2022, déi aus dem Gemengesecteur erausgeholl ginn. An da sinn ech nees bei mengem éischte Saz: „D'Gemenge sinn awer Deel vum Staat." D'Gemenge maachen en Deel vun deenen Aarbechten, déi de Staat gären hätt. Mir hunn eege Kompetenzen! Oui! Mee mir hunn awer ganz vill gedeelte Kompetenzen! A mir executéieren eng ganz Rei Saache pour compte de l'État!

Gitt Der dann dervun aus, dass mer keng Schoule méi solle bauen, wa mer keng Suen zur Verfügung hunn? An ech schwätzen net fir meng Gemeng. Ech schwätzen eigentlech fir déi 102 Gemengen, déi betraff sinn. Mir mussen dach à même gesat gi vum Staat, deen eng ganz aner Finanzcapacitéit huet, deen och eng ganz aner Capacitéit huet, fir mat deenen internationale Marchéen ze verhandelen, ëm déi et geet, fir gutt Emprunten ze kréien. De Staat muss dach de Gemengen ënnert d'Äerm gräifen! Ansonste wäerte mer soss näischt kréien, wéi dass déi Schold, déi de Staat elo net mécht iwwert de Budget an déi e senge Gemengen zur Verfügung stellt, dass d'Gemengen déi wäerte maachen a sech domadder hiren Ordinär ruinéieren, an zwar ganz zolidd ruinéieren! Well Dir musst wëssen, dass, wann Der 20 Millioune léint op 20 Joer - an dat ass net ze vill, bei deem, wat ech esou gelies hunn an deenen eenzelne Gemengen -, dass dat eng Milliounen am Ordinär d'Joer Retour d'investissement ass. An enger Situatioun, wou mer keng Zënse musse bezuelen, belaascht et den Ordinär, wéi ech Iech gesot hunn: Esch/Sauer: 2,3 Milliounen am Ordinär, Leideleng: 1,3 Milliounen am Ordinär Excedent, Housen: 3,1 Milliounen, Betzder: 3,3 Milliounen, Steesel: 3,1 Milliounen, Kielen: 3,5 Milliounen, Nidderaanwen - räich Gemeng -: 4,7 Milliounen Iwwerschoss am Ordinär.

Ma kënnt Der dann dervun ausgoen, dass mer eng Millioun, zwou Milliounen am Ordinär weider musse verkraaften, well mer Emprunte musse maachen an engem Moment, wou Der eis, an enger ganzer Rei vun Domänen, nei Chargë gitt, nei Responsabilitéite gitt, wann ech kucken, wat am Schoulwiese geschitt, wann ech kucken, wat bei de Maisons relais geschitt, wou mer eigentlech vum Staat als Gemengen - a mir maachen dat jo gär, mir maachen dat jo gär, well mer et solle maachen -, permanent méi Chargen operluecht kréien, ouni dass mer déi Chargen de Gemenge rembourséieren?

Ech kommen nach op e puer aner Domäner, Här Finanzminister. Well Dir sidd mat responsabel ...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ëmmer!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ... fir dat, wat geschitt. Nee, Dir hutt den Daum drop, Dir hutt den Daum op de Suen! D'Madamm Inneminister kéint Iech dat soen, wat ech Iech elo gesot hunn, mee Dir sidd deen, deen decidéiert. Et ass de Conseil de Gouvernement, deen decidéiert, sur proposition vum Finanzminister.

D'Kläranlagen, d'Kläranlagen, geet keng Späicherliicht op? Kläranlagen! Meng Gemeng an deenen nächsten dräi Joer: 10 Milliounen Euro - just d'Kläranlagen! Drëtt Stuf, véiert Stuf, Ausbau, etc.; 30 % ginn an der Reegel zurzäit d'Soumissioune bei de Kläranlagen an d'Luucht, 30 %, par rapport zu deem, wat an den Devise steet.

De Subsid ass awer vun 90 % op 50 % erofgesat ginn. D'Fro ass also, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem, wat elo amgaangen ass ze geschéien, bei de Schoulen, déi mer musse bauen, bei de Stroossen, déi mer musse bauen, bei all deene Saachen, déi mer musse bauen: Kënne mer dat dote schëlleren? D'autant plus dass déi 50 % jo scho laang keng 50 % méi sinn, well jo alles gekappt gëtt - et gëtt alles gekappt! En fin de compte, wann Dir haut an eng Kläranlag investéiert - mir sinn zu Péiteng do an engem Verband mat véier Gemengen dran -, da leie mer, entre-temps, ënner 40 % Subsid, wann et fäerdeg ass. D'Madamm Beissel, si ass och responsabel fir eng Kläranlag a gëtt mer ausnamsweis emol eng Kéier Recht. Mee dat ass e reelle Problem, well do schwätze mer vun Honnerte vu Milliounen Euro, déi de Gemengesecteur muss opbréngen, an de Staat, deen emol an der Zäit 90 % dovunner bezuelt huet, wat ech als richteg empfonnt hunn, entzitt sech eigentlech senger Responsabilitéit a wälzt Aufgaben op d'Gemengebudgeten of, mat deenen d'Gemengen en fin de compte net eens ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- D'Schoulen, genau dee selwechte Phenomeen: ganz wéineg Subsiden. Dach, d'Ministesch huet elo gesot, déi eenzeg Konzessioun, déi mer kruten, de Subsid fir ëffentlech Gebaier, dee geet elo vu 35 % op 40 % an d'Luucht. Ech hunn dat emol bei mir ausgerechent: 21 Millioune fir eng Schoul mat Maison relais, déi ech muss bauen, well de Staat gären hätt, dass ech se bauen, dat ass eng Millioun. Elo sinn ech dankbar fir all Milliount, déi ech kréien. Ech si wierklech dankbar, fir all Milliount, déi ech kréien! Mee wann ech der 25 verléieren an ech kréie vum Staat eng kompenséiert vun deene 25, dann hunn ech der nach ëmmer 24, déi ech net méi hunn. Also geet déi Millioun, déi jo als déi grouss Geschicht do erkläert gëtt, wou gesot gëtt: „Ma de Staat ënnerstëtzt d'Gemengen awer fantastesch", dat ass net emol eppes ..., dat ass net emol eng Drëps op de waarme Steen, iwwert déi mer do diskutéieren.

D'Museksschoulen, wou déi Gemengen, déi eng Museksschoul hunn, wëssen, dass mer de loin net méi bei deem sinn, wat de Staat versprach huet als Participatioun bei de Museksschoulen - maachen d'Gemengen dann d'Museksschoulen, d'Conservatoirë fir sech? Si maache se dach, well en Optrag vum Staat do ass, well de Staat dat gären hätt. A si maachen dat natierlech och fir hir Bierger. Mee bei der Lounentwécklung, déi mer hunn, bei den Entwécklunge vun de Käschten, déi sech an deem ganze Beräich do entwéckelen, geet den Delta, de Gap tëschent deem, wat erakënnt, an deem, wat s de aus dengem eegene Budget muss bezuelen, dee geet därmoossen an d'Luucht, dass et ëmmer méi komplizéiert wäert ginn, fir dat ze maachen.

D'Maisons relais: 75 % an der Theorie kréien d'Gemengen erëmbezuelt fir d'Fonctionnementskäschten. Et ka roueg een de Fanger an d'Luucht strecken, dee 75 % kritt. Mir si meilewäit vu 75 % ewech, well och do gëtt alles gekappt. Do gëtt dat gekuckt an dann, wann s de dech hei net schécks a wann s de net genuch Kanner ..., wann d'Kanner net kommen, da gëss de jo och nach penaliséiert vun deem Ganzen. Mir si meilewäit vu 75 % Ënnerstëtzung. Also eng weider Charge, eng weider Charge, déi an deene leschte Joren op d'Gemengen ofgedréckt ginn ass a mat där d'Gemengen net eens ginn!

Leschte Punkt: d'Pompjeeswiesen. Hutt Der gekuckt, wat fir eng Progressioun d'Pompjeeswiesen an deenen eenzelne Budgeten dëst Joer huet? A mir sinn nach laang net do ewech. Et ass iwwer fifty-fifty geschwat ginn. De fifty-fifty, dee gëtt et guer net, well mir sinn als Gemenge wärend dräi Joer a Virleeschtung gaangen, ier iwwerhaapt de fifty-fifty - wann et dann e fifty-fifty war - eriwwerkomm ass. D'ganz Protection civile gëtt haut iwwert deen dote Wee bezuelt. D'Gemengen hunn ni missen en Euro un der Protection civile bezuelen. Haut bezuele mer eigentlech 50 % vun der Protection civile. Still und heimlich ass et geschitt. Still und heimlich gëtt de Budget vun de Gemengen eropgesat!

Ech sinn der Meenung, an dat ass meng Fuerderung, dass mer eng Mise à plat totale misste maachen, eng Mise à plat totale vum Fonctionnement vum Gemengesystem mat allen Ënnerstëtzungen, well ech nennen dat eng Ënnerstëtzung, déi de Staat de Gemengen zur Verfügung stellt, wa se sech investitiounsméisseg - a si musse jo duerno och nach d'Follgekäschte droen - am Interêt vum Land bedeelegen. Mir missten eng Analys maache fir ze kucken, ob déi Subsiden, déi ausbezuelt ginn, tant soit peu, nach an der Richtung leien, vun deem, wat eigentlech de Gesetzgeeber gär gehat hätt, wéi en déi Tauxe festgeluecht huet. A wa mer feststellen, dass mer net méi bei deenen Tauxe sinn, mee da mengen ech, da mussen déi noutwendeg Readaptatioune gemaach ginn, fir dass d'Gemengebudgeten net méi mat 5 % am Ordinär oder 12 % am Ordinär erauskommen, wat bei enger Gemeng, déi 30 Millioune Budget huet, nach eng Capacitéit vun dräi oder véier Milliounen ausmécht.

An dofir fuerdere mir och, dass d'Regierung, dass de Staat, dass de Staatsbudget d'Gemenge kompenséiert, net fir alles, mee fir en Deel vun deem Ausfall, deen dëst Joer war. Ech gesinn d'Madamm Hartmann, ech hunn dat haut gesinn an der Zeitung, Dir hutt nach eng Millioun, eng Millioun am Ordinär. Déi Gemeng, wou si dran ass - eng grouss Gemeng -, déi huet am Ordinär nach eng Millioun Excedent. Wësst Der, wat Der mat enger Millioun maacht am Excedent? Domat maacht Der net emol eng Strooss. Wann Der eng Strooss wëllt maachen, da gitt Der Sue léinen an nächster Zäit. An ech fannen, dass de Staat déi besser Plaz wär, fir pour compte vun de Gemenge léinen ze goen an de Gemengen da Suen zur Verfügung ze stellen a se an de Benefiss dovunner kommen ze loossen. An ech sinn der Meenung, dass de Staat och ouni Retour eigentlech de Gemenge misst en Deel zréckbezuelen.

An ech hunn nach eng Fro, ech hunn déi an der Kommissioun gestallt, ech hu keng Äntwert kritt vun der Ministesch, dofir stellen ech Iech se, Här Gramegna: Wär et net eng Iddi - dat wär nämlech eng zousätzlech Méiglechkeet, fir de Gemengen ënnert d'Äerm ze gräifen -, dass een, änlech wéi Dir dat maacht, en Aussetze vum Remboursement vum Emprunt, deen elo geholl gëtt, opgrond vun der Krisesituatioun, dass een dat wärend zwee oder dräi oder véier Joer kéint maachen, dass mer also net bei deenen 20 Milliounen, déi mer musse léine goen, eisen Ordinär zousätzlech nach eng Kéier ëm eng Millioun belaaschten, mee dass mer eigentlech e Moratoire géife kréien, dat muss natierlech mat de Banke verhandelt ginn, vun deem Moment un, wou mer eigentlech eréischt de Remboursement vun der Dette géifen ufänken, dat als Krisenhëllef, net als eppes, wat éiweg soll goen, mee wat eis awer géif ganz vill hëllefen?

Ech géif ofschléisse mat zwee anere Sujeten. Niewent de Kläranlagen, de Schoulen, der Maison relais, dem Pompjeeswiesen, dem Fait, dass net kompenséiert gëtt, dem Fait, dass ..., an dat géif ech nawell ganz gären och hunn, wann déi 102 Gemengen elo era sinn ..., dat musse mer an der Finanzkommissioun eng Kéier kucken, wéi sech de Bilan vun de Gemenge verschlechtert huet tëschent 2020 an 2021 an allen Hisiichten.

Zweetleschte Sujet: Grondsteieren. De Gilles Roth huet de Gros derzou gesot, de Gros. Et ass dach awer ganz interessant, d'Nuancen an dëser Majoritéit ze gesinn, Nuancen an dëser Majoritéit, wou eng Inneministesch an enger Kommissioun seet: „O, dat mat där Grondsteier, dat ass alles schéin a gutt, mee et ass awer d'Responsabilitéit vum Här Gramegna. Also wat mer kënne maachen als Intérieur, mir kënnen Hëllefstellung ginn. Mee ier mer awer Hëllefstellung ginn, waarde mer emol, bis dass dee leschte PAG vun dëser Generatioun do ass". Dee leschte PAG vun dëser Generatioun, dat heescht op Escher, dass bis 2023 näischt geschitt, awer guer näischt geschitt! Da ginn ech dervun aus - well et ass jo esou, wéi dat da fonctionéiert -, dass zwee Méint virun de Wale mat groussem Trara eppes an de Circuit geet an da gëtt gesot: „Jo, et ass awer elo ze spéit, fir nach eppes ze maachen." Dofir ënnerstëtzen ech de Gilles Roth, wann e seet: „Mir hätte gären e Projet de loi virum Oktober 2021".

An elo kënnt, Här Cruchten, meng zweet Fuerderung, mir haten och mam Här Gramegna doriwwer geschwat, nämlech an der Finanzkommissioun. An heiansdo ass et jo gutt, wa se zu zwee hei sinn, an heiansdo ass et jo gutt, wann s de mat deenen zwee separat schwätz, well den Här Gramegna, deen huet eis gesot: „Bopp, bopp, bopp, ech hunn iwwerhaapt näischt domadder ze dinn, dat ass den Interieur. Et ass um Interieur, fir dee Projet de loi ze maachen", dat huet den Här Gramegna gesot. Dat ass awer de Contraire vun deem, wat d'Madamm Bofferding zielt: „Ech leeën eng Hand mat un, mee d'Responsabilitéit vun deem Dossier, déi läit beim Interieur." Esou ass et, deen ee wëllt et net maachen, deen anere wëllt et net maachen! Et steet am Koalitiounsaccord. Bréngt et, wannechgelift, dass mer eng Diskussioun kënnen doriwwer féieren.

An en allerleschten Dossier, fir mengem Frënd, dem Laurent Mosar, awer och Recht, also Genüge, ze doen: dat Trauerspill mam Droit de préemption. Dat huet elo iwwerhaapt näischt mam Budget ze dinn, mee et ass einfach, fir d'Saach ofzeschléissen, dat Trauerspill mam Droit de préemption, wéi den Interieur amgaangen ass, an engem wichtegen Dossier déi falsch Decisiounen ze huelen, an de Gemengen et in fine onméiglech mécht, eppes, wat mer gären hätten, kënnen ze exercéieren, dat ass a mengen Aen och net akzeptabel.

A wann Der e puer Ursaache gäre gehat hätt, firwat dass mer dëse Projet net stëmmen, an den Här Roth huet eng ganz Rei Propositioune gemaach - ech hunn net vill Propositiounen héieren -, déi sech areien a ganz vill Propositiounen, déi mer an deene leschte Wochen a Méint iwwert de Covid an d'Bekämpfung vum Covid gemaach hunn, wéi een an deenen eenzelne Secteure soll virgoen, wann ech alles dat beienee kucken an ech kucken, dass Der engem weesentlechen Acteur, sans discussion - sans discussion! -, wann net dem zweetwichtegsten Acteur an dësem Land, wann et drëm geet politesch, wirtschaftlech Investitiounsstabilitéit ze behalen, de Gemengen, net ënnert d'Äerm gräift, an dëser Kris, dann hutt Der net verstanen, dass et ëm d'Zukunft vun eisem Land geet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt zum Schluss nach kuerz op zwee Sujeten ze schwätze kommen, déi aus der Siicht vun der DP awer eng gewësse Wichtegkeet hunn an déi och am Budgetsrapport mat verschafft goufen: éischtens d'Fonction publique, domat verbonnen natierlech d'Fro zu engem effikasse Staat, an dann zweetens awer och d'Landwirtschaft.

Wat d'Fonction publique ubelaangt, do muss ee wëssen, datt op de leschten Dezember 29.320 Leit beim Staat geschafft hunn an dovunner ware 40,8 % (veuillez lire: 47,4 %) Männer, 52,6 % Fraen, 18.500 Leit haten de Statut vum Fonctionnaire, 8.000 vum Employé public an 3.200 (veuillez lire: 2.465) vum Salarié. Am Enseignement hu mer 14.400 Leit a bei der Police 2.200. D'Masse salariale läit bei plus ou moins 2,9 Milliarden Euro. An ech mengen, eleng déi Chiffere weise jo awer schonn, wat fir eng Importanz de Staat awer huet, net nëmmen am Fonctionement, mee och bei sengem Impakt op de Budget.

Dann ass jo virgesi fir d'nächst Joer, dat ass jo am Budget esou zréckbehalen, datt iwwert den Numerus clausus nach sollen 1.026 Posten derbäikommen, ënner anerem 280 fir d'Police, 122 Giischtercher a 45 Leit fir d'Arméi. Natierlech, wa mer de Budget vun der Fonction publique e bësse méi genee analyséieren oder insgesamt d'Administration centrale, dat mécht engem natierlech Suergen. Ech mengen, de Finanzminister weess dat vill besser. Mir hunn am Joer 2020 en Defizit vu iwwer 5 Milliarden. D'Joer 2021 wäert plus ou moins mat engem Defizit vun der Administration centrale wéi

gesot vun 2,7 Milliarden ofschléissen, dat si 4,2 % vun dem PIB. Dat ass natierlech d'Resultat vum Covid, dat wësse mer alleguerten, datt dat doduerch bedéngt ass. Ech mengen, de Budget stoung leider, muss ee jo soen, ënnert dem schlechten Zeeche vun deene vergaangene Méint an et schéngt esou, wéi wa mer eis och nach déi nächst Wochen a Méint misste mat där Pandemie hei ronderëmploen.

Et ass awer trotzdeem da grad an esou Momenter wichteg, datt een op en effikasse Staat kann zréckgräifen. Et däerf een net vergiessen, datt de Staat u sech jo och ganz vill Déngschtleeschtunge fir de Bierger erleedegt, mee op där anerer Säit awer och derzou bäidréit, datt d'Ekonomie ka virun allem dréien, wat natierlech och ganz gäre vergiess gëtt.

Duerfir muss och permanent un engem effikasse Staat geschafft ginn. Ech denken hei natierlech och un éischter Linn emol un d'Formatioun an do sinn awer an dësem Budget eng ganz Rei Saache virgesinn. Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, datt 950.000 Euro fir eng Rei vun Etüden- an Expertefraisen dran ageschriwwe sinn, wou et haaptsächlech och ëm d'Kommunikatiounsstrategie geet an awer och, fir dem INAP eng nei pedagogesch Ausriichtung ze ginn.

Ech wollt dann awer och ..., well och - e war elo just heibannen, elo de Moment net - de Police-Minister hei ass, wat awer och ganz wichteg ass fir eis, ech mengen de Volet Sécherheet, op deen ech elo net méi hei am Fong aginn, mee et ass awer och kee Geheimnis, datt dat fir d'Demokratesch Partei natierlech e besonneschen Aspekt ass, op dee mer ëmmer ganz genee kucken, datt och do d'Formatioun eng ganz wichteg Roll spillt. An ech hunn och do mat Satisfaktioun festgestallt, wéi gesot, datt 900.000 Euro virgesi sinn. Mir hunn natierlech de Problem, datt mer d'Formatioun vun eise Policeagenten hei zu Lëtzebuerg vläicht nëmme begrenzt kënne maachen a fir méi spezifesch Formatioune mussen an d'Ausland goen, wat awer och ganz kloer ass an och ze verstoen ass.

Zu engem gudde Fonctionnement vun engem Staat dréit natierlech och d'Digitaliséierung bäi an och do ginn immens Efforten an deene leschte Jore gemaach. Ech mengen, grad elo hu mer an deene leschte Wochen a Méint gemierkt: Wa mer d'Digitalisatioun net gehat hätten, dann hätte mer déi Kris, an där mer eis elo momentan beweegen, mat Sécherheet net kënnen esou effikass geréieren. An dowéinst ass et eemol méi bewisen, datt mer mussen an déi Richtung investéieren. Ech wëll nëmmen drop hiweisen, zum Beispill de myguichet.lu, wat fir eng séier Déngschtleeschtung e ka maachen, oder zum Beispill déi Rendez-vousen, déi een elo muss huelen, fir an déi eenzel Centren ze goen, fir sech testen ze loossen, datt een dat alles kann online maachen. An dat klappt jo gréisstendeels exzellent, soudatt een awer ëmmer déi Verbesserungen hei soll ënnersträichen.

Si hunn awer och gewisen, déi lescht Wochen a Méint, wéi wichteg datt den Teletravail ass, dat ass haut schonn an e puer Aussoen hei matgedeelt ginn. Ech mengen, och beim Staat sinn do Efforte gemaach ginn. Ech wëll drop hiweisen, datt den Artikel 19bis vum Statut vun de Beamten et och erlaabt, datt en Deel vun der Aarbecht kann doheem gemaach ginn. Et ass natierlech ëmmer eng Decisioun vum Chef vun der Verwaltung, deen déi muss huelen. Mee awer, mir mussen och verstäerkt an Zukunft nach op d'Informatiounstechnologie insgesamt setzen.

Natierlech wësse mer och, datt den Teletravail op géigesäitegem - muss ee scho soen - Vertraue berout. Et däerf een och elo net ze vill nëmmen euphoresch dem Teletravail an d'Ae kucken. Mir wëssen, datt dat och ka mat enger Rei vun negative Konsequenze behaft sinn. Ech denken zum Beispill un eng sozial Isolatioun, déi net auszeschléissen ass an déi sech awer do kéint bemierkbar maachen. Mee insgesamt ass et awer ouni Zweifel e Virdeel. Et sinn eng ganz Rei positiv Saachen, déi sech aus dem Teletravail erginn an dowéinst si mer och ganz kloer derfir, datt dat nach soll ausgebaut ginn.

Ech erënneren hei och un eng Circulaire vum 2. Juli 2020, wou u sech och de Marc Hansen, zoustännege Minister, d'Beamten encouragéiert huet, fir op den Teletravail zréckzegräifen. Dat kënne maximal dräi Deeg d'Woch sinn, dat kann da stonneweis geschéien oder och ganz Deeg.

Den 19. Oktober war och eng Kommunikatioun iwwer den interne Reseau, déi 900 Destinataires erreecht huet. Dat waren natierlech un éischter Linn d'Verwaltungscheffen. Et muss een awer nach ëmmer hei feststellen, datt et och eng Rei Beamte beim Staat gëtt, déi nach net hir perséinlech E-Mail hunn.

Da wëll ech och drop hiweisen, datt de CGPO, also de Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, elo en Zäitmanagementsystem entwéckelt huet, deen och géif erlaben, wann e bis en place ass, fir méi genee Statistiken iwwert den Teletravail ze kréien, well, loosse mer eis kengen Illusiounen higinn, och wann déi Pandemie - an déi wäert jo och eng Kéier zu engem Enn kommen - eriwwer ass, da wäerte mer awer mat Sécherheet nach ëmmer iwwert den Teletravail schwätzen.

Ech wëll och drop hiweisen, à propos Digitaliséierung, datt mer do international emol guer net esou schlecht dostinn. Bon, am Digital Economy and Society Index, dem DESI, vun der EU-Kommissioun si mer zwar elo op der zéngter Plaz, et ass also nach e gewëssene Sputt no uewen. Mee ech wëll awer och drop hiweisen, datt et och nach eng aner wichteg Statistik gëtt, déi ass vum World Economic Forum, a wat déi rechtlech Ramebedéngungen ugeet, do si mer op der zweeter Plaz hannert den USA a viru Singapur.

Déi Fro, déi sech natierlech muss an där ganzer Diskussioun hei ëmmer gestallt ginn, a si ass jo och vum Budgetsrapporter a sengem Rapport ugeschnidde ginn, dat ass: Wivill Staat brauche mer? A wéi ee Staat brauche mer? An haut si jo eng Rei Kolleegen hei defiléiert an déi hunn och net zu Onrecht gesot: „Mir brauchen e staarke Staat!" Jo, mir sinn och der Meenung, mir brauchen e staarke Staat, besonnesch an dësen Zäiten.

Mee et muss een awer nach eppes hannendrun hänken: Et geet net nëmmen duer, datt een e staarke Staat huet, mee et muss een och e flexibele Staat hunn. An ech mengen, dat differenzéiert eis vläicht heiansdo vun aneren, déi sech méi einfach nëmmen op dat Wuert „staark" konzentréieren. Majo, e staarke Staat kann nëmme staark sinn, wann en och flexibel ass, an dat hu mer an deene leschte Wochen a Méint zur Genüge bewisen. An dowéinst ass et och gutt, datt mer eng Rei Gesetzgeebungen hei geholl hunn. Ech erënneren zum Beispill un eng, déi mer um Niveau vun der Fonction publique geholl hunn de leschten 29. Mee, wou et ëm d'Schafe vun der Réserve de crise gaangen ass. Mee et ass awer wichteg, datt mer e gudden Equiliber fannen zwëschent engem Staat, deen sech natierlech ëmmer muss op seng Käraufgaben konzentréieren, deen awer a gewëssenen Zäiten doriwwer eraus ka goen, op där anerer Säit awer och engem Staat, dee sech net ze vill an den Oflaf vun normale Weeër amëscht. Ech denken hei virun allem natierlech och un d'Ekonomie. Et muss awer ëmmer nach e gewësse Fräiraum bestoen. Et ass also och wichteg, datt mer eng Ekonomie hunn, déi esou mann wéi méiglech Contrainten ënnerläit, an do ass eeben den Equiliber, deen een ëmmer erëm muss fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dann awer kuerz och nach op d'Landwirtschaft ze schwätze kommen, e Sujet, deen elo hei net weider traitéiert ginn ass. Dat ass keng Kritik. Mee de Budgetsrapporter ass awer do am Detail drop agaangen, wat jo och net ganz iwwerraschend ass. Ech mengen, et ass jo kloer, datt seng Partei, dat ass awer elo guer net pejorativ gemengt, sech jo och mat der Landwirtschaft méi am Fong auserneesetzt, zwar heiansdo dat e bëssen duerch en anere Brëll gesäit, mee dat ass natierlech och hiert gutt Recht. Ech wëll just hei ënnersträichen, datt natierlech fir eis als Demokratesch Partei d'Landwirtschaft traditionell ëmmer eng wichteg Plaz anhëlt an eiser Warneemung vun der Politik dobaussen.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens heibannen: D'Landwirtschaft steet viru ganz groussen Defien. Déi lescht Méint hunn och ganz kloer gewisen, wéi wichteg et ass, datt een eng relativ autonom Landwirtschaft huet, an datt mer frou waren, datt mer eng Landwirtschaft hunn, déi eis Produkter a gewëssen Zäite geliwwert huet.

Et sinn och ganz vill Leit, déi elo mengen, mir missten d'Chance notzen, fir d'Landwirtschaft ëmzeorientéieren. Dat ass net ganz falsch, mee et soll een net ëmmer nëmme mam Fanger op d'Acteuren an der Landwirtschaft weisen a si am Fong geholl opfuerderen, sech ze änneren. Natierlech, et soll een net alles ze vill schéirieden, natierlech sinn do eng Rei Saachen, déi en anere Wee musse kréien, en Dréi kréien, mee et muss een awer och éierlech sinn: De Konsument huet och seng Verantwortung. An de Konsument muss bereet sinn, vläicht an Zukunft och emol aner Produkter ze konsuméieren, déi eebe méi e regionalen oder en nationale Charakter hunn. Also d'Offer muss scho stëmmen, mee d'Nofro natierlech och.

An dann däerf een natierlech och net vergiessen, datt jo awer d'Offer sech och um Niveau vun haaptsächlech enger Rei vu Point-de-venten an deene leschte Jore verbessert huet, an dat ass och ganz gutt an dat soll och an Zukunft nach méi ënnerstëtzt ginn.

Et ass e bësse schued, an och de Rapporteur huet dat a sengem Bericht ënnerstrach, datt am Fong geholl net all d'Potenzial vun der Diversifizéierung vun der Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg genotzt gëtt, an ech zitéieren do ganz gär, wat e geschriwwen huet: « Surtout au niveau de la production de légumes et de fruits, nous sommes fort dépendants d'importations. Selon le Ministère d'Agriculture, nous ne produisons que 5 % des légumes et seulement 1 % des fruits consommés au Luxembourg. » Dat gëllt och nach fir aner Beräicher vun der Landwirtschaft. Mee Dir hutt awer ganz Recht an ech mengen, et ass och e bëssen ze bedaueren! Do läit also nach vill Potenzial! An d'Fro ass ëmmer erëm ze stellen: Firwat brénge mer et net fäerdeg, déi Tauxen am Fong geholl an d'Luucht ze setzen an u sech och nach méi Eegeproduktioun dann hei zu Lëtzebuerg ze maachen?

Ech begréissen awer och, datt elo entre-temps och e sougenannten Ernärungsrot jo agesat ginn ass. Dee soll och eng besser Koordinatioun tëschent den Acteuren aus der Landwirtschaft, awer och der Liewensmëttelbranche hierstellen, well haut däerf een d'Landwirtschaft natierlech net méi esou eleng isoléiert gesinn. D'Landwirtschaft ass e weesentlechen Acteur ginn an eisem dagdeegleche Liewen, well mer eeben och vill méi den Aspekt vun an och vill méi eis Konzentratioun op Qualitéitswuer leeën, wat och richteg ass.

Ech mengen, do sinn nach an deene leschte Joren awer och eng Rei vun Efforte gemaach ginn, fir méi Nohaltegkeet an d'Landwirtschaft eranzebréngen. An engem Mount wäerte mer en adaptéiert Agrargesetz och hei stëmmen an do si jo awer eng Rei wierklech wichteg Moossname virgesinn, interessant Aiden. Ech wëll nëmmen op eng hiweisen, zum Beispill, datt an Zukunft fir d'Moderniséierung vun engem Stall net méi d'Produktioun eleng am Vierdergrond steet, mee och d'Wuel vun den Déieren. Och dat ass e Qualitéitssprong an och dat soll een dann hei ënnersträichen.

Dann däerf ee jo net vergiessen, an dat steet jo och an der Regierungserklärung, datt mer eis bis 2025 dat héicht Zil, muss ee scho soen, gesat hunn, datt 20 % -mindestens 20 % - vun der Agrarfläch solle biologesch kultivéiert ginn. An der Rifkin-Etüd ass geschwat ginn, datt deen Taux bis 2050 bis op 100 % soll eropgoen. Ech soe ganz éierlech: Quitte datt een da leider net méi hei steet, mee et muss een awer schonn en extreem groussen Optimist sinn, fir datt mer dat Zil erreechen, wat awer net soll verhënneren, datt ee soll natierlech dohinner schaffen.

An dann däerf een och net vergiessen, datt dëst Joer de PAN-Bio 2025, also de Plan national vum Bio (ndlr: Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique), och elo emol op d'Schinn gesat ginn ass an datt och en éischte Kreditt an dem Budget virgesinn ass, an dee beleeft sech op 525.000 Euro an en ass och non limitatif.

D'Propositioun da vum Rapporter, fir an den ëffentleche Kantinne nach méi Bioprodukter ze benotzen, déi kann een nëmmen honnertprozenteg ënnerstëtzen. Et ass och e bëssen ze bedaueren, ech soen dat ganz éierlech, datt mer et awer nach net fäerdegbréngen, fir op allen Niveauen, wou de Staat, wou d'Gemenge responsabel sinn, do nach méi regional Produkter, lokal Produkter a virun allem biologesch Produkter unzebidden. De Moment läit d'Relatioun bei zwee Fënneftel fir Bio, dräi Fënneftel fir sougenannt konventionell Landwirtschaft. Do ass also och nach e gewëssene Sputt no uewen.

Ech wëll dann awer och hei un de Paquet de relance fir d'Landwirtschaft erënneren, dee sech op 5 Milliounen Euro beleeft, an do geet et jo virun allem och ëm d'Promotioun vun de Bioprodukter. Natierlech kann ee sech d'Fro stellen: „Gi 5 Milliounen duer?" Et wäert kaum ee soen: „Et geet duer !" Déi meescht wäerte soen: „Et kéint een nach méi maachen." Jo, richteg! Et kéint een nach méi maachen!

Et sinn eng 933 Betriber, déi do och eligibel sinn, an déi kënnen dann Ënnerstëtzung kréie vun 1.000 bis 5.000 Euro. Ech denke virun allem awer och un, loosse mer emol soen, paralandwirtschaftlech Acteuren, déi awer eng wichteg Roll spillen, u Wäistuffen, u Reitställ, u Léierbaueren, Häff, déi natierlech besonnesch elo och vun der Pandemie immens betraff sinn, an datt si eng Ënnerstëtzung zegutt hunn, ass jiddefalls net méi wéi normal.

D'Diskussiounen, wat d'PAC ubelaangt, also déi gemeinsam Agrarpolitik, déi wäerten natierlech d'Landwirtschaft och hei zu Lëtzebuerg ganz staark beaflossen. Do ware jo déi lescht Wochen a Méint ganz haart Diskussiounen. An et muss ee virun allem hei och dem Europaparlament eng bonne Note ausspriechen, datt si et fäerdegbruecht hunn, awer och do nach eng Rei Besserungen no uewen, haaptsächlech wat d'Biolandwirtschaft ubelaangt, ze erreechen.

Ech wëll dann nach kuerz och nach op de Klimaschutz agoen, well wa mer vu Klimaschutz schwätzen, denke mer natierlech och ganz séier un d'Landwirtschaft. Ech mengen, och dat ass e weesentlechen Aspekt am Rapport gewiescht. Et däerf een och net vergiessen, datt ronn 10 % vun den Dreifhausgasen eebe grad aus der Landwirtschaft kommen. An hei zu Lëtzebuerg gëtt geschat, datt ronn 700.000 Tonnen d'Joer un deene Gasen awer emetéiert gi bedéngt duerch d'Landwirtschaft.

Mir wëssen och do, ouni de grousse Spezialist ze sinn: Wa mer manner Ammoniak hätten, hätte mer do och schonn de Problem deelweis geléist. Dat géif natierlech och heeschen, datt mer d'Rannerzuucht missten erofsetzen. Déi ass ongefeier fir 46 % vun den Emissioune responsabel. An deem Kontext muss een natierlech och iwwert d'Ausbrénge vun der Gülle diskutéieren, datt do och besser Techniken agesat misste ginn.

Da gëtt ganz vill iwwert de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat geschwat. Och do misst d'Landwirtschaft verstäerkt mat integréiert ginn. D'Zil ass jo eng Reduktioun vu 55 % vun den Zäregase bis 2030 par rapport zu 2005.

Ech kommen awer do net derlaanscht, e Wuert iwwert d'Biogasanlagen ze verléieren, grad d'Biogasanlagen, déi vill Potenzial hu fir d'Zukunft. An do huet een awer e bësse mat Bedauere musse feststellen, datt do e gewësse Konflikt zwëschent der Biogasvereenegung an dem Energieminister elo entstanen ass. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen. Ech hoffe just, ... 2017 hate mer 29 där Anlagen, elo hu mer der awer nëmmen nach 16. Ech mengen awer, dat dierft net d'Entwécklung sinn! Dat misst just ëmgedréit sinn! Do wier ech allerdéngs frou, wann den zoustännege Minister awer vläicht sech där Problematik nach méi am Kär elo géif unhuelen a kucken, wéi een déi Situatioun do awer ka verbesseren.

Wa mer iwwer Landwirtschaft schwätzen, si mer ganz séier natierlech och beim Gaspillage alimentaire. Et gëtt geschat, datt an der Europäescher Unioun ronn 88 Milliounen - Milliounen! - Tonne Liewensmëttel einfach esou ewechgehäit ginn. Dat ass einfach inakzeptabel! Wa mer dat an de Kontext setze vum ganze Planéit, wivill Leit do emol net 100 Gramm hunn, fir sech ze ernären, dann däerf ee sech net weider do mat deem Problem ophalen. Mee bon, ech mengen, mir sinn do alleguer och mat en Deel vun deem Problem.

Et ass awer dann och virgesinn, wéi gesot, am Budget, fir déi nohalteg Landwirtschaft nach méi ze promouvéieren. Et sinn eng Rei Kreditter, op déi ech elo net wëll am Detail weider agoen.

Ofschléissend awer mäi Merci dann awer un de Rapporter, de François Benoy. Ech hat d'Chance, och eng Kéier Budgetsrapporter ze sinn. Dat sinn zwar elo 20 Joren hier. Et mengt een, et wier gëschter gewiescht. Esou gesäit een, wéi d'Zäit vergeet. Ech weess, wat dat bedeit! An ech weess, datt dat eng Fläissaarbecht ass! An ech weess, datt dat ganz vill Engagement ass! Et ass nach deen een oder deen anere Kolleeg heibannen, deen eng Kéier Budgetsrapporter war. Duerfir e ganz grousse Merci!

Ech hunn dee Rapport net Wuert fir Wuert gelies, awer zimmlech am Detail. Ech fannen et och gutt, datt Der eng Rei eege Propositioune maacht. Dat soll och engem Budgetsrapporter zoustoen. Bon, mat Sécherheet ass ee mat där enger oder anerer net esou ganz d'accord, méi um steierlechen Niveau, mee déi Diskussioun wäert ech elo net hei féieren. Awer trotzdeem, mäi Respekt fir Är Aarbecht! Et ass e ganz gudde Rapport gewiescht, deen ee mat Sécherheet net muer einfach esou am Schaf wäert verléieren. Ech hunn och ganz gutt fonnt, datt vill Informatiounen dra waren a vill Grafiken do. Dat ass, wéi gesot, och fir ee vu baussen, dee sech wëllt mat der Politik méi auserneesetzen, awer hëllefräich.

An an deem Sënn, ech mengen, de Fraktiounschef Gilles Baum huet de Moie schonn den Accord ginn, net nëmmen zum Budgetsrapport, mee insgesamt zum Budget, an an deem Sënn soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Finanzminister Pierre Gramegna. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Léif Regierungskolleegen, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wäert siwe Punkten uschneiden a versichen, zu enger Rëtsch Froen oder Kommentare Stellung ze huelen an awer och e bëssen de Fazit vun der Diskussioun ze zéien.

Zum Éischten, mengen ech, kann ee feststellen, dass mer op eng ganz Rëtsch Sujete vill Konsens hunn. Do, wou, mengen ech, en absolutte Konsens besteet, dat ass bei den Investissementer, déi héichgehale gi sinn. Ech mengen, dat huet all Mënsch begréisst. An all Mënsch gesäit, wéi wichteg dass dat ass.

En zweete Punkt, wou och vill Konsens ass, dat ass, dass een natierlech begréisst, dass déi Mesure vum Chômage partiel, déi jo och déi deierst Mesure ass vun dem Offiedere vun der Kris, och ënnerstëtzt gëtt.

Ech wëll derbäi awer ënnersträichen, dass mer an deem Mechanismus am Ufank vun der Kris eppes ganz Spezielles gemaach hunn. Dat war eng Iddi, déi mer an der Regierung diskutéiert haten, fir de Chômage partiel par anticipation auszebezuelen, fir den Entreprisen entgéintzekommen. Dat war fir de Mäerz, den Abrëll an de Mee. A firwat hu mer dat

gemaach? Jo, well ganz vill Entreprisen eis gesot hunn, dass se Schwieregkeeten hätte mat dem Zoumaachen, mat de Liquiditéiten. A wat ass do geschitt? Majo, d'Entreprisen hu preventiv Demandë gemaach a si hu missen aschätzen, wéi vill Leit dann an de Chômage partiel géife falen. An dann ass vum Summer u kontrolléiert ginn, wéi vill Leit da wierklech am Chômage partiel waren, an do hunn natierlech misse Remboursementer gemaach ginn.

A vu dass hei en Deputéierten dat esou an e Liicht gestallt huet, wéi wa mer hei mat den Zifferen net géife riicht spillen … Ech mengen, dans un premier temps, hu mer all déi Depensen, déi am Chômage partiel getätegt gi sinn, opgefouert, an à partir du moment, wou mer festgestallt hunn, wou den zoustännege Ministère festgestallt huet, dass ze vill ausbezuelt ginn ass, ass natierlech gefrot ginn, dass d'Entreprisen dat Geld sollen zréckbezuelen. Ech mengen, wann ee wëllt intellektuell korrekt sinn, da muss een dat awer och soen! Et ass awer elo esou presentéiert ginn, wéi wa mer géifen d'Zuelen artificiel an d'Luucht schrauwen. Mir hunn iwwerhaapt keen Interêt, d'Zuelen artificiel an d'Luucht ze schrauwen, an dat ass ganz einfach, wat do geschitt ass!

Elo si mer an der zweeter Phas vun der Pandemie. Ech hunn lech de Moien och d'Zuele ginn, wéi vill Entreprisen - 4.200, wann ech mech elo richteg erënneren, op jidde Fall iwwer 4.000 Entreprisen - elo erëm Chômage partiel froen, an da wäert déi Zuel elo méi héich sinn, wéi mer vläicht anticipéiert haten.

Well ech esou transparent sinn - well d'Chamber mech dat richtegerweis freet, an d'Regierung freet mech dat och -, ginn ech all d'Zuelen, déi ech zu engem Moment x hunn. A wann ee mer awer da wëllt et Stréck draus maachen, dass ee mer dann ee Mount duerno seet: „Elo ass Är Zuel méi kleng oder méi grouss wéi dat, wat Der gesot hat" - jo, wat soll ech dann do maachen? Dann hätt ech vläicht Interêt, ech géif lech soen: „A sechs Méint ginn ech elo mol eng Zuel, wann alles ofgerechent ass", ma da kréien ech gesot: „Dir sidd net transparent!" Also egal, wéi een et mécht, schéngt et, mécht een et falsch!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Zu de Subventioune fir d'Entreprisen: och eng grouss Zoustëmmung. Dat ass nämlech gutt fir d'Entreprisen, et ass och gutt fir d'Salariéen. Och do gëtt an d'Vitrinn gestallt, dass déi Zuelen, déi genannt gi sinn, vläicht iwwerméisseg héich wären.

Do muss ech zwou Saachen derzou soen: Déi Zuel, déi mer uginn hunn, déi ass abstrakt ausgerechent. Wa mer soen, d'Entreprisë kënnen Hëllefe kréien, da seet ee sech: „Maja, wann déi Entreprisen, déi eventuell dovunner kéinte beneficiéieren, all eng Demande géife maachen, da géif et 100 kaschten. Wann awer nëmmen 1/3 vun den Entreprisen déi Hëllef ufreet, jo, da kascht et nëmmen 1/3." A fir dann ze soen: „Dir hutt 100 affichéiert an et ass nëmmen 1/3 ausbezuelt ginn" - jo … Op jidde Fall hoffen ech, dass dat net als Kritik gemengt ass! Ech soe just: Dat ass eng Tatsaach! Et ass nëmmen 1/3, deen dat da gefrot huet, an dann ass et eeben 33 amplaz 100. Ech gesinn och do net, wou de Problem ass! Mir mellen déi Saachen och op Bréissel, der Europäescher Kommissioun, no engem Standard vu Rapporten, wéi all Länner et maachen.

Bei de Garantien ass et och esou. Mir hunn d'Garantië fir 2,5 Milliarden an d'Gesetz vum Abrëll geschriwwen. Elo kréien ech, … elo gëtt gesot: „Et ass awer nëmmen zu 260 Milliounen ausgenotzt ginn!" Mee tant mieux! Léiwer esou, wéi wa mer nëmmen 260 Milliounen an d'Staatsgarantie geschriwwen hätten an et wären 2,5 Milliarden héich Problemer gewiescht!

Wat heescht dat, „et sinn nëmmen 260 Milliounen"? Dat sinn der 260 ze vill, ech hätt léiwer, et wär null! Wann da vun 260 Milliounen vun där Staatsgarantie beneficiéiert gëtt - an dat si jo Entreprisen, déi Schwieregkeeten haten -, firwat ass déi Zuel relativ kleng? An ech muss lech soen, am Ausland ass se vill méi héich, zum engen, well mer mat de Banken en Accord ausgehandelt hunn, fir dass se - am Kader vun der Staatsgarantie - sou kulant wéi méiglech solle sinn, fir Moratoirë fir sechs Méint ze ginn. A mat engem Taux vu bal 95 % - op d'mannst 90 % - hunn d'Banken den Entreprisë Moratoirë ginn. Majo, wann eng Entreprise kann e Moratoire vun der Bank kréien, jo, da freet se net d'Staatsgarantie! Dat heescht, mir hunn hei op d'Existenz vun engem staarke Bankesecteur opgebaut, fir justement iwwert dee Wee schonn en Deel ofzefiederen. Voilà, dat zu de Subventioune fir d'Entreprisen.

Zweete Punkt: d'Fiskalitéit: Do wär ganz, ganz vill ze soen, mee ech stellen awer fest, dass eng Rëtsch Mesurë plutôt breet gedroe sinn iwwert d'Regierungsparteien ewech. De Fonds d'investissement spécialisé, Stockoptions, dat, mengen ech, gëtt vun all Mënsch begréisst. Dozou och eng Informatioun: De 14. Dezember, dat heescht elo dëse Méindeg, ass déi Circulaire vun der Steierverwaltung fir d'Zukunft annuléiert ginn, ouni Période de transition oder Mesure de transition.

Wat den Taux d'amortissement accéléré ubelaangt: och relativ grousse Konsens, wat mech en fait wierklech freet, well et war e bëssen eppes wéi eng helleg Kou, wou een net hätt sollen, net hätt kënnen, net hätt missen drugoen. Ech si frou, dass jiddereen agesäit, dass dat eng gutt Saach ass.

D'TVA-Mesurë sinn och gréisstendeels, mengen ech, parteiiwwergräifend begréisst ginn. Si si ganz wäertvoll, souwuel déi vun de 6 % fir Energie- oder Environnementsinvestissementer wéi - an en fait ass déi Mesure iwwerhaapt vu kengem kommentéiert ginn, mee dat ass déi, déi am deiersten ass, an déi, déi am meeschten Effet wäert hunn - dass een elo no zéng Joer de super Taux réduit vun 3 % op der TVA ka kréien, soss waren et 20 Joer. Dat ass och eng Mesure, déi relativ „deier" wäert kaschten, mee op där anerer Säit d'Proprietären awer och wäert incitéieren, dat ze utiliséieren.

Zu der Taxe d'abonnement mengen ech och, dass dat jo gréisstendeels ënnerstëtzt ginn ass. Ech wëll derzou e puer Saache soen. Wéi funktionéiert dat? Et ass esou: Fir deen Taux réduit kënnen ze kréien, muss de Fong beweisen, wouran en investéiert, a wat fir eng Avoiren, déi no de Krittäre vun der Europäescher Kommissioun soutenabel sinn. Dat Wuert, dat an der Kommissioun gebraucht gëtt, ass „Taxonomie". Et muss also taxonomiegerecht sinn. An de Fong muss dat alljoers verfollegen an dokumentéieren. Et geet also net duer, dass en, wann en ufänkt, seet: „Ech hunn elo 30 % soutenabel Investissementer gemaach", a wann en dat da fënnef oder zéng Joer hält, dass dat dann an der Rei wär. Nee, e muss dat alljoers dokumentéieren. An dofir fannen ech, dass et wierklech eng Mesure ass, déi plutôt an d'Richtung geet, fir soutenabel Investissementer ze färderen, well dat da vum Fong selwer muss dokumentéiert ginn. Fir de Staat ass also keng Bürokratie dermat verbonnen, de Staat huet keng Aarbecht dermat. De Staat kritt déi Dokumentatioun, déi déi Fonge souwisou musse maachen, fir och de Label kënnen ze kréien.

An dann: Et ass een Deputéierten, dee fonnt huet, dass dat immens ongerecht wär, dass een da mat deem Taux géif erofgoen - an et muss ee wëssen, dass mir dat eenzegt Land sinn, warscheinlech op der Welt, op d'mannst an Europa, dat esou eng Taxe d'abonnement huet. An ech kann lech soen, d'Fongenindustrie ass net ëmmer begeeschtert, dass se dat muss bezuelen, a si soen eis heiansdo: „Wann et esou weidergeet, jo, da ginn déi Fongen anzwousch anescht hin, wou et iwwerhaapt keng Taxe d'abonnement gëtt!"

Also déi Taxe d'abonnement kann een och wierklech, wierklech net vergläiche mat deem, wat e Salarié op sengem Salaire bezillt oder e Proprietär op sengem Loyer. Do vergläicht een zwou komplett verschidde Saachen.

An da kommen ech zu enger Fro, déi oft erëmkënnt, wat de Chiffrage vu verschiddene Steiermesuren ubelaangt, ob dat Steiermesurë sinn, déi solle Recetten abréngen, oder ob dat Mesurë sinn, déi Erliichterunge bréngen. Jo, dat ass net ëmmer einfach, well, loosse mer emol räsonéieren: Op der CO_2-Steier, … ech weess net, wéi vill Pëtrol d'nächst Joer verkaaft gëtt. Ech weess och net, wat den Effet vun der Erhéijung ass. Ech weess net, wat d'Nopeschlänner maachen. Ech kann nëmmen eng Schätzung maachen, soen ech, dat heescht de Statec oder d'Steierverwaltung oder de Finanzministère.

Ech kéint mer d'Liewen och einfach maachen an lech soen: „Dëst Joer hu mer 300, 400 Millioune Liter Bensinn an Diesel manner verkaf." Da géif ech soen, ech huelen einfach d'Zuel vun dësem Joer an ech soen: „D'nächst Joer ass dat selwecht", an da multiplizéieren ech dat mat 5 Centimes: Loosse mer soen, ronn 20 Millioune mol 5 Centimes gëtt 100 Milliounen Euro Recetten (veuillez lire: gëtt 1 Millioun Euro Recetten). Da schreiwen ech dat dran an da kréien ech déi ëmgekéiert Debatt an da kréien ech virgeworf - oder d'Regierung kritt virgeworf -: „Dat ass eng arbiträr Zuel!" „Wie garantéiert lech, dass Der d'nächst Joer esou vill Liter verkaaft?" „Et ass iwweroptimistesch" oder „iwwerprudent".

Da fannen ech et méi éierlech ze soen: „Et ass schwéier ze chiffréieren." Ech ginn dat och gären zou. An et si jo zwou Institutiounen, op jidde Fall d'Zentralbank an, ech mengen, och eng aner Institutioun, déi dat ausgerechent hunn, a si kommen zur Konklusioun - déi mech net wonnert, mee fir déi ech awer och net géif meng Hand an d'Feier leeën -, dass mer 2022 mat dëser Mesure warscheinlech keng nei Recetten erakréien.

Ech wëll hei wierklech nach eng Kéier drop hiweisen an ech hunn et och a menger Ried de Moie gesot: Et geet hei wierklech net ëm nei Recetten! Et geet hei ëm de Klima! An ech sinn, enfin, déi dräi Parteie si sech honnertprozenteg eens, an ech mengen, si hunn och net laang gebraucht, fir sech doriwwer eens ze ginn, dass mer dat heiten net wéilte retardéieren, well de Klimaschutz, deen ass urgent an d'Covidkris huet jo gewisen, dass d'Activité humaine jo esou wichteg ass, a si huet esou vill contribuéiert, dofir hu mer dat gemaach.

An da wollt ech awer och op d'sozial Kompensatioun insistéieren, wat d'CO_2-Steier ubelaangt. Ech muss soen, dass ech erstaunt sinn - wierklech erstaunt sinn! -, dass de Crédit d'impôt, dee mer hei maachen, esou vill vun der Oppositioun kritiséiert ginn ass. Dat ass wierklech eng vun deene gerechtste Methoden, mat deenen een deenen hëllefe kann, déi méi schwaach Revenuen hunn.

Ech war virun e puer Méint op der OCDE, ech hat en Echange mat der OCDE an do hu mer iwwert deen do Sujet geschwat. Do huet d'OCDE mech gefrot, wéi mer dat da wéilte sozial offiederen. An dunn hunn ech hinnen erkläert, mir géifen dat iwwert de Crédit d'Impôt maachen. An dunn hu se mech gefrot, wéi dat da fonctionéiert. An dunn hu se mer gesot, an déi sinn net bezuelt, fir mer dat ze soen: „Ma wat hutt Dir Chance, dass Dir esou en Instrument hutt, well dat huet bal keen!" A mir hunn dat Instrument och nach net laang, mir hunn et jo eréischt 2016 hei an der Chamber gestëmmt - Dir hutt et gestëmmt - an et ass 2017 agefouert ginn.

Et ass sozial gerecht - Dir wësst jo, wéi et fonctionéiert - an ech kann einfach déijéineg net novollzéien, déi onbedéngt gären hätten, dass et soll an den Index kommen, beim beschte Wëllen net, well do verfeele mer zwee Ziler: Zum Éischte verfeele mer d'Zil, dass mer do eng sozial Gerechtegkeet mat abréngen, well da beneficiéiert jo jiddereen. Also Verschiddener, déi dat soen, reegen sech op, dass d'Leit ganz vill Geld verdéngen - majo, wann eng Indextranche kënnt an een huet 100.000 Euro Pai, dee kritt e Mindestloun bäi! Also kann ech net novollzéien, dass ee léiwer d'Augmentatioun duerch déi CO_2-Steier, … kann ech net novollzéien, dass een dat wëllt an den Index loossen an dann och nach de Crédit d'Impôt parallell kritiséieren! Beim beschte Wëllen, dat kënnt bei mir net an de Kapp! Et ass vläicht ze spéit den Owend.

(Hilarité)

Dat Zweet, wat ech och wëll derzou soen, ass: Kommt, mir sinn eis dach och am Kloren: Wa mer et an den Index géife setzen, da géif et jo komplett ofgefiedert ginn an da wär et jo net dissuasiv! Da bréngt et just, dass mer d'Inflatioun ukuerbelen, an d'Leit, majo, si kréien dat iwwert den Index erëm. Ma neen, mir hätte jo gär, dass d'Leit manner fueren! Dat heescht, déi Mesuren, déi mer mat der rietser Hand maachen, maache mer mat der lénker Hand erëm nichteg - dat mécht absolutt kee Sënn!

(Brouhaha)

Drëtte Punkt - den Defizit -: Also als Finanzminister sinn ech wierklech net begeeschtert, en Defizit vun 2,7 Milliarden ze hunn, wierklech net! Ech muss lech soen, bis d'lescht Joer konnt ech ëmmer mat gudden Noriichte kommen - dat huet déi eng gefreet, déi aner genervt.

(Brouhaha)

An elo kommen ech mat enger schlechter Noriicht, wou iwwerhaapt kee Mënsch dermat zefridden ass - dat ass jo och ganz normal. Mee am internationale Verglach schloe mer eis awer nach ëmmer gutt. Mir hunn och mat 2,7 Milliarden, de Rapporteur hat dat och selwer ënnerstrach, en Defizit vun 3 % par rapport zum PIB, wat souguer de Reegele vun Europa géif entspriechen, wa se an dëser Period nach géife gëllen - eng vun de Reegelen! Mir halen déi vum Objectif à moyen terme net an, wéi och richteg ënnerstrach ginn ass. Mee et gëtt engem awer e bëssen en Ordre de grandeur: Trotz där schlechter Situatioun si mer bei 3 % vum PIB! Do si ganz vill Länner, déi géifen dreemen, ...

(Brouhaha)

... an esou enger Situatioun nëmmen 3 % Defizit ze hunn! A wéi gesot, dat mécht mech net zefridden, mee et muss een dat awer e bësse relativiséieren.

Zum Defizit wollt ech och soen, wéi gesot, dass den Objectif à moyen terme de Moment iwwerhaapt net a Kraaft ass an dass déi Clause échappatoire, „escape clause" op Englesch, effektiv fir d'Joren 2020 an 2021 zielt.

Da kommen ech elo zu deem Sujet, deen d'Gemidder, mengen ech, am meeschten opgehëtzt huet, dat ass dee vun der Dette. An ech muss lech soen, ech hat mer virgeholl, … mir hu schonn de Moie vill driwwer geschwat, ech hat geduecht: „Jiddereen huet sech e bëssen doriwwer ausgelooss, elo wäert ech net laang drop insistéieren, jiddereen huet säi Message gemaach." Mee mat deem, wat elo nach zum Schluss gesot ginn ass, muss ech verschidde Saachen awer an de Kontext setzen.

Ech erënnere mech och ganz gutt un d'Kris vun 2008 an et gëtt jo oft hei widderholl, wou ech dee Moment war, mee dat war eng Plaz, wou ee sech och vill mam Staatsbudget ofginn huet. An ech weess, dass d'Chambre-professionnellen alleguerten 2008 an 2009 d'Regierung an hiren Avisen ënnerstëtzt hu fir ze soen: „Dat hei ass esou eng speziell Situatioun, mir verstinn, dass ee sech elo muss verschëlden." Mee vun 2010 un hunn déi Chambre-professionnellen all gesot: „Mee elo muss awer eppes gemaach ginn!", wat awer dunn net geschitt ass! Soit, mee dat ass jo elo net dat Wichtegst.

Den Här Wolter war och ganz aktiv déizäit an hien huet elo just hei op dëser Tribün gesot, dass d'Regierung deemools Reserven hat. Mir war dat deemools net opgefall! Dofir hunn ech mer elo geduecht: „Däi Gediechtnes trüübt dech e bëssen oder et ware Reservë wéi an der gudder aler Zäit: Déi stoungen op engem Kont an et wousst keen et." Mee dat war net méi …, dat war an den 80er-Joren an an de 70er-Joren, du war dat nach méiglech. An ech hunn dann elo ganz séier nogekuckt, wat de Rapport vum Finanzministère 2008 seet: Majo, 2008 huet de Lëtzebuerger Staat 2,7 Milliarde geléint - 2,7 Milliarden! Dat ass awer elo en grande contradiction mat deem, wat hei behaapt ginn ass!

(Brouhaha)

2010 sinn 2 Milliarde geléint ginn an 2012 1 Milliard. Dat mécht also, dass zwëschent 2008 an 2013, dat si fënnef Joer, 5,9 Milliarde (veuillez lire: 5,7 Milliarde) geléint gi sinn, fir hei elo mat den absolutten Zifferen ze hantéieren, wat ech, en fait, net déi bescht Method fannen, mee vu dass déi jo déi ganzen Zäit vun der Oppositioun gebraucht gëtt, huelen ech se och emol eng Kéier. 5,9 (veuillez lire: 5,7 Milliarde) derbäi, par rapport zu de ronn 5, déi do waren, mécht 2013 11 Milliarden. Eh bien, vu 5 Milliarden op 11 Milliarden a fënnef Joer, dat ass eng Progressioun vun 80 % (veuillez lire: eng Progressioun vun 120 %)!

Zwëschent 2014 an 2020, dat si sechs Joer, an do huelen ech och nach d'Joer 2020 - dat heiten! - mat derbäi -, ass d'Schold vun 11,3 op 16,2 eropgaangen, also mat deem heite Joer derbäi! Dat ass eng Augmentatioun vu 5 Milliarden an dat si 44 %, bal d'Hallschent, wann ee wëllt mat absolutten Zuele spillen.

(Brouhaha)

Mee ...

Une voix.- Très bien!

... ech wëll ...

(Brouhaha)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- ... hei insistéieren, an ech bleiwen derbäi: Et ass vill méi wichteg, iwwert d'Dette par rapport zum PIB ze schwätzen! All international Organisatioun mécht dat! An et ass och esou, wéi mer gemooss ginn. An ech hunn dat elo just, … well esou vill Attacke komm sinn, déi ech net gerecht fannen, och wat de Passé ubelaangt, hunn ech dat Spillchen dann och elo eng Kéier gemaach, mee et ass net korrekt. An ech bleiwen derbäi! Wéi gesot, ech hat net wëlles, immens drop ze insistéieren. Ech hu mech deemools, wéi ech dee Stull do krut, misse mat der Finanzlag beschäftegen. An et huet mech, … et amuséiert mech net, ze soen, dass dat deemools net agreabel war, dass d'Situatioun net gutt war. Dat muss een akzeptéieren. Mee ech wëll mer awer och elo net soe loossen, fënnef oder sechs Joer duerno, dass d'Situatioun deemools gutt war! Dat kann een einfach net hinhuelen, einfach net!

A fir dann elo ze insistéieren, mir hätte schlecht gewirtschaft bis 2019 - majo, d'Zuele soe jo genau de Contraire: 2018 528 Milliounen Excedent an 2019 60 Milliounen! Voilà, zwee Exercicer hannerenee positiv - virun der Kris. Dat seet jo alles aus! Oder?

An ech soen nach just zum Stéchwuert „TVA électronique", wou jo näischt gemaach gi wär, fir dat ze anticipéieren, obwuel den Datum gewosst war …

An dann, muss ech soen, dann ass een e bëssen traureg gestëmmt, wann d'Diskussioun esou verdréit gëtt, well dat ass jo net dat, wat mer hei brauchen! Mir mussen hei virukommen an dëser Kris, alleguerten zesummen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech bedaueren, zum Deel - ech sinn och, mengen ech, net vill derfir responsabel -, wann d'Oppositioun am Ganze fënnt, dass net genuch mat hir dialogéiert gi wär. Dat soll een dann zur Kenntnis huelen. Dat soll een zur Kenntnis huelen an esou enger Phas! An esou enger Phas muss ee kucken, zesummenzehalen. Dat kann ech ganz gutt novollzéien. Mee dofir awer net alles verdréien!

Jo, ech hu mat menger Ekipp am Finanzministère a mat der ganzer Regierung 2014 eppes gemaach mat 258 Mesuren, wat „Zukunftspak" geheescht huet. Ech si mer herno eréischt, 2016, 2017, wéi e schonn zum Deel executéiert gi war, bewosst ginn, wéi kéng ech war, an d'Regierung war, fir dat ze maachen. Mir sinn och immens kritiséiert ginn, dass mer dat géife maachen. 258 Mesuren! Mir hunn tëschent 800 an 900 Milliounen Euro Depensen a Recetten zesumme gemaach, dat huet deemools 1,3 % vum PIB korrespondéiert, 1,3 %!

Zur selwechter Zäit hat Frankräich Problemer, fir déi 3 % anzehalen - a wat weess ech nach alles, wou se net an der Rei waren. Do ass mäi Kolleeg

vun deemools, de Michel Sapin, all sechs Méint an den Eurogroup komm an huet gesot: „A, elo hu mer erëm Mesurë geholl!“ An am Ufank hunn ech emol guer net dru geduecht, dat an de Kontext ze setzen. Mee ech soen Iech, déi Mesuren, déi d'Fransouse geholl hunn, eh bien, déi waren déi dräi Joer hannereneen manner par rapport zum PIB wéi dat, wat Lëtzebuerg gemaach huet - a Lëtzebuerg huet den Triple-A an huet alles agehalen!

An do ass et mer bewosst ginn, dass mir zu Lëtzebuerg kapabel sinn - an dat hu mer och an der Vergaangenheet mat anere Finanzministere gemaach -, wann et enk gëtt, zesummenzehalen a Mesuren ze huelen - op der Säit vun den Depensen an op der Säit vun de Recetten.

An ech soen Iech, dee Moment kënnt nach eng Kéier, wou mer eis mussen zesummesetzen, well mat deenen Defiziter, déi mer hunn, do kommen Decisiounen op eis duer, déi net agreabel sinn. Et ass elo net de Moment, fir vu Steiererhéijungen ze schwätzen, et ass och net de Moment, fir vun Depensëkierzungen ze schwätzen, mee et ass kloer, mat engem Defizit vun 2,7 Milliarden, deen déi nächst Jore lues erofgeet, dass mer dat musse seriö huelen. Ech hunn dat och, … et war och dee leschte Saz vu menger Ried haut.

Ech mengen, ech loossen et elo bal derbäi stoen, mee dat kléngt vläicht e bëssen ze vill pessimistesch, well ech hunn awer eng Hoffnung an déi Hoffnung ass follgend: Et ass en Deputéierten, dee gesot huet - ech mengen, et war den Här Kartheiser -: „Fir dat doten an de Grëff ze kréien, gëtt et nëmmen zwou Méiglechkeeten: entweeder d'Depensen erofzesetzen oder d'Recetten eropzesetzen“. Eh bien, ech gleewen drun, dass et eng drëtt gëtt - natierlech sinn dat zwou Methoden, déi och ginn -, mee déi drëtt Method ass déi, déi d'Regierung gewielt huet, an dat ass déi, d'Investissementer héichzehalen, well wann een d'Investissementer héichhält, da gëtt d'Ekonomie méi produktiv, da verdéngen d'Entreprisen erëm méi Suen, da gi méi Emploie geschaaft an da gëtt et méi Recetten. Dat ass dat, op wat mir tabléieren.

Ech mengen och, dass et eng Probabilitéit gëtt, dass dat antrëfft, speziell, well déi heite Kris eng extern Kris ass, anescht wéi d'Finanzkris vun 2008, déi en fait dräi, véier Joer gedauert huet, sinn ech mer ganz bewosst, an ech hunn Hoffnung - méi wéi Hoffnung! Et gëtt Daten, Donnéeën, déi eis weisen, dass, wann de Virus bis net méi present ass oder bal net méi present ass, dank dem Impfstoff, dass da vläicht oder ganz warscheinlech d'Ekonomie erëm normal fonctionéiert. An da geet dat vill méi séier wéi no enger Finanzkris, wou d'Banke schwaach waren an d'Entreprisë jorelaang gelidden hunn.

Dofir, mir sinn elo nach an enger Phase d'incertitude, mir tabléieren op héich Investissementer, op eng Remontée vun eiser Wirtschaftskraaft, op eng besser Produktivitéit vun eisen Entreprisen, déi erëm Benefisse generéiert, Aarbechtsplaze schaaft, an doduerch aus dëser schwéierer Situatioun erauszekommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. Da géif fir d'Regierung d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding de Relais iwwerhuelen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Gutt, Kolleeginnen, Kolleegen, gläich hutt Der et gepackt, mee ech géif awer gären op e puer Punkte reagéieren, déi ech net esou ka stoe loossen. An et goufe jo e puer Froe gestallt, op déi ech awer wëll reagéieren.

Ech fänken u mam Deel vun de Gemengefinanzen, notamment mam Deel, dee mech als Inneministesch betrëfft: d'Dotatioun. Virewech wëll ech soen, Här Wolter: Dir hutt d'Ausso gemaach, dass d'Gemengen zu deene gréisste Verléierer vun dëser Kris wäerten zielen. Ech muss soen, dass ech déi Aschätzung absolutt net deelen.

Ech mengen, wou mer eis alleguerten eens sinn, ass, dass dës Pandemie sécherlech en Impakt op d'Finanze vun de Gemengen huet. Mir hunn en Abroch vun de Steierrecetten, d'TVA, an natierlech huet dat en Impakt! Et ass awer esou, dass d'Gemenge weiderhin handlungsfäeg bleiwen. Si wäerten a kënnen och net faillite goen. Ech mengen, dat ass awer e ganz weesentleche Punkt, deen een net däerf vergiessen!

Dat soen ech haut ...

(Interruption)

O, Dir kënnt laachen, ech fannen dat awer ganz gutt, well am Géigesaz zum Ausland kënne Gemenge faillite goen (veuillez lire: well am Géigesaz zum Ausland kënnen hei d'Gemengen net faillite goen), Madamm Hansen!

(Interruption)

An ech si frou, dass mer esou e System hunn, wou dat eigentlech net méiglech ass, an deen hale mer héich.

(Interruptions)

Mir hunn am Interieur eng Aart Monitoring agefouert, wou mer ganz genau eeben déi finanziell Situatioun vun de Gemengen iwwer esou eng Aart Dashboard-Ampelsystem kucken a kucken, wéi d'Situatioun vun de Gemengen ass, notamment d'Verscholdung, ob se do an engem grénge, orangen oder roude Beräich sinn. An do ass haut keng Gemeng am roude Beräich! Dat wëll ech awer emol eng Kéier ganz éierlech soen!

Virdrun ass dat Wuert „faktebaséiert“ ëfters gefall, dat gefält mer ganz gutt. Mee da kommt, mir sinn emol faktebaséiert! D'Situatioun vun de Gemengen ass net esou katastrophal, wéi se ëmmer duergestallt gëtt. Mir geet et bestëmmt net dorëms, fir elo hei eppes schéinzerieden. Mir geet et awer dorëms, wa mer eis doriwwer ënnerhalen an déi Diskussioun gäre wëlle féieren, dass mer awer wierklech kucken, wéi dann d'Situatioun an de Gemengen ass. An dat ass net esou katastrophal, wéi dat emol vun deem engen oder aneren duergestallt gëtt, esou, wéi wann d'Gemengen déi zwee Enner net méi géife beieneekréien an eeben net méi hir Rechnunge kéinte bezuelen. D'Previsioune sinn net optimal, dat ass richteg, mee se sinn nach laang net esou katastrophal!

Här Wolter, Dir hutt virdrun eng Rëtsch vu Punkten opgezielt, déi d'Gemengefinanze betreffen. Ee ganz weesentleche Punkt hutt Der awer vergiess, dat ass d'Gemengefinanzreform, d'Gemengefinanzreform, déi awer alljoers praktesch plus/minus 90 Milliboune méi an de Secteur pompelt! Dat ass awer och e ganz weesentleche Punkt, well d'Gemengen haten eng gutt Ausgangsbasis! Praktesch alleguerten d'Gemengen hunn dovunner kënne profitéieren, hu kënne gewannen an dat huet ee jo och an de Budgete gesinn. Ech mengen, dass mer dat net dierfe vergiessen!

An da kucke mer eis och nach déi dräi lescht Joren, oder op d'mannst déi zwee lescht Budgetsjoren, vun de Gemengen un: 2018 hunn d'Gemengen 209 Milliboune méi kritt, wéi hinnen am Ufank ënner Budgetscirculaire matgedeelt ginn ass. 2019, an dat war jo e Rekordjoer, och an den absolutten Zuelen, hunn d'Gemengen 208 Milliboune méi kritt. Dat ass och normal, dass d'Gemenge méi kréien. Dat ass esou mam System, eebe mat der Reform vun de Gemengefinanzen, agefouert ginn, well et eeben e konjunkturlastege System ass, dat heescht, wann d'Konjunktur dréit, wann et dem Land gutt geet, da komme méi Recetten eran an dovunner kënnen och d'Gemenge profitéieren. Ergo, wann natierlech manner Recetten erakommen, da fält dee Moment och manner fir d'Gemengen eraus. Dat berout, wéi gesot, op deem politesche Choix, deen 2016, 2017 eebe mat der Reform vum Gemengegesetz geholl ginn ass.

Ech hu vun Ufank un d'Gemengen iwwert d'Situatioun informéiert, fir dass se, insofern een an dësen Zäiten eng Planungssécherheet kann hunn … Ech hunn ëmmer op Transparenz gespillt, well et eebe wichteg war, an et ass jo och normal, wann ee gréisser Projete wëll plangen, dass een ongeféier weess, wou d'Rees higeet. An ech hunn och vun Ufank u gesot, dass d'Regierung keng Gemeng wäert am Ree stoe loossen.

Dofir hu mir am Interieur, besser gesot, d'Direktioun vun de Gemengefinanzen huet sech aneschters opgestallt: Déi hunn elo esou eng Aart Finanzberodung etabléiert, waren och schonn op enger ganzer Rëtsch Gemengen - och Gemengen, wou d'Vertrieder heibanne sinn - a maachen dat och weider. An dat ass wierklech eng ganz gutt Saach, well et eeben hëlleft, engersäits bei eis am Interieur nach méi en Abléck an d'Gemengen ze kréien, a well si sech och ganz genau mat de Gemengenautoritéiten dohinnersetzen a kucken: Wat sinn dann déi verschidden Optiounen? Selbstverständlech hëlt d'Direktioun keng politesch Choixen, dat steet nach ëmmer de Gemengen zou, mee et gëtt eebe gekuckt: Wat sinn dann déi Optiounen, déi eng Gemeng kann huelen, fir eeben de Budget herno nach an den Equiliber ze bréngen, sief dat, ob se wëllt op Reserven zréckgräifen, ob et Sënn mécht, do en Emprunt ze huelen, d'Ligne de préfinancement, d'Ligne de trésorerie eropzesetzen, well et gëtt och Optiounen, déi si vläicht net ëmmer ganz populär, dat mag sinn, mee et sinn awer déi klassesch Instrumenter, op déi een eebe bei enger Kris kann zréckgräifen.

An, dat wëll ech awer och nach eng Kéier erwänen, d'Direktioun vun de Gemengefinanzen huet och déi 102 Gemenge kontaktéiert, huet proaktiv Kontakt mat de Gemengen opgeholl, fir ze froen, ob se eeben esou eng Finanzberodung brauchen an ob mer hinne soss kënnen hëllefen. Genau sou verstinn ech och de Rôle vum Interieur, eeben un der Säit vun de Gemengen, fir hinnen ze hëllefen, do, wou et néideg ass. An ech kann Iech och hei nach eng Kéier garantéieren, dass keng Gemeng do d'Hänn iwwert dem Kapp zesummegeschloen huet a gesot huet: „Mir wëssen net, wou mer hei erauskommen, d'Situatioun ass katastrophal!“

Dann hu mer nach Subside fir d'Gemengen ugepasst, notamment wat den Équipement collectif betrëfft. Et ass net nëmme bei de Schoulen, wou de Subsid eropgaangen ass - an och do ass en net nëmme vu 35 % op 40 % eropgaangen -, och d'Plaffongen hu mer adaptéiert. Mir hunn de Subsid nach méi generéis ausgeriicht an och beim Équipement collectif sinn alleguerten d'Subsiden ëm 5 % eropgaangen. Nei Projeten hu mer och mat erageholl, wéi zum Beispill d'Shared Spaces - grousst Theema an de Gemengen -, d'Stadentwécklung, och esou Projete wäerten an Zukunft vum Interieur mat subventionéiert ginn.

Ee Wuert nach zu de Reserven, well virdrun och esou ugedeit ginn ass, wéi wann d'Gemenge keng Reserven hätten oder sech do eeben deemools no der Kris keng Reserven ugeluecht hätten. Bon, mir gesinn awer, dass d'Gemenge Reserven hunn! A si hu mëttlerweil dräimol méi Reserven, wéi dat nach 2008 bei der Kris war. An ech menge grad, dass d'Gemengen do aus där Kris geléiert hunn, wéi wichteg et eeben ass, herno op Reserven zréckgräifen ze kënnen, a si hunn dat eeben och gemaach.

Emprunt: Do hunn ech heiansdo d'Gefill, wann ech deem engen oder deem aneren nolauschteren, dat wär esou en „Teufelswerk“, wann ee Sue léine geet. Ben, och viru Covidzäite hu Gemengen Emprunte gemaach fir gréisser Projeten an ech mengen, och dat huet de Gemengen ëmmer gehollef. Do muss ee kucken, ob et an deem Kontext sënnvoll ass, fir eeben esou gréisser Projete kënnen ze finanzéieren. Mee och d'Gesamtverscholdung am Gemengesecteur ass elo net iwwerdriwwen héich. Au contraire, déi ass nach iwwerschaubar. An duerfir kucke mer jo och weider, fir d'Gemengen iwwert d'Finanzberodung ze ënnerstëtzen, fir dass dat och esou bleift.

De Verglach, dass elo ganz vill Leit ënnert d'Äerm gegraff kritt hätten ausser d'Gemengen, respektiv dee Verglach, deen ech och ëfters héieren: „Firwat kréien d'Betriber, firwat kréien net d'Gemengen?“, ben, ech mengen dass een dee Verglach guer net esou ka maachen. De Staat huet hei en Emprunt geholl, fir Aarbechtsplazen ofzesécheren, fir eeben ze kucken, dass d'Betriber nach genuch Liquiditéit hunn an dass se, sou wäit et méiglech ass, net an d'Faillite kommen. An och hei nach eng Kéier: D'Gemenge sinn net an där selwechter Situatioun! Ech mengen, mir sinn eis awer eens, dass elo eng Gemeng kee private Betrib ass!

Da war d'Fro gestallt ginn zum Remboursement respektiv fir d'Annuitéite vun den Emprunten auszesetzen. Effektiv war deemools déi Fro an der Kommissioun opkomm an ech hunn dat nogekuckt, dofir kann ech Iech haut och, Här Wolter, eng Äntwert ginn.

Et ass elo esou, dass ech als Inneministesch net d'Recht hunn, d'Annuitéiten auszesetzen. Wat ech awer ka maachen, ass, wann elo eng Gemeng an eng Bank de Kontrakt erëm nei verhandelten, da kann ech deen autoriséieren - oder eventuell och net. Do kann een iwwerleeën, ob dat effektiv kéint eng Pist sinn. Den Avantage ass sécherlech, dass d'Gemenge kuerzfristeg dovunner kënne profitéieren, well se dann eeben Zäit gewannen, bis d'Situatioun sech erëm verbessert huet. Den Nodeel kann natierlech sinn, dass d'Schold sech doduerch eventuell vergréissert, respektiv, dass een d'Schold op déi nächst Generatiounen ofdréckt.

Hei ass ze iwwerleeën, amplaz, dass een dat aussetze geet, ob een net soll kucken, dass een den Delai vun den Annuitéite vläicht dee Moment ka strecken, fir dass déi da manner héich ausfalen. Dat kéint eventuell eng Pist sinn an dat wëll ech elo nach weider kucken, fir dat da vläicht herno de Gemengen proposéieren ze kënnen.

Grondsteier: Fir d'Grondsteier brauche mer dräi Saachen. Dat eent ass en neie Berechnungsmodus an do sinn ech frou, vum Spriecher vun der CSV ze héieren, dass Dir och der Meenung sidd, dass ee fir d'Bewäertung vun engem Terrain d'Baupotenzial soll kucken, also dat, wat mam Terrain méiglech ass. Dofir brauche mer d'PAGen, well déi nun emol ausweisen, wat mat engem Terrain ka geschéien respektiv net ka geschéien.

An hei wëll ech och nach eng Kéier drop hiweisen, dass ech den Delai vun der Refonte vun de PAGen no 16 Joer eeben net verlängert hunn, grad och an där Optik, well mer déi nei PAGe sou dréngend brauchen, zemools an digitaler Form, an duerfir war dat fir mech och e Grond, fir den Delai vun der Refonte, fir do eeben net nach eng Kéier drunzegoen.

An dann den drëtte Punkt ass: Mir brauchen natierlech eng gesetzlech Basis, mir mussen d'Gesetz och nach schreiwen, dat mer dann zesummen an der Regierung maachen.

De Reproche, Här Roth, dass Der elo net vu mir wëllt héieren, dass ech einfach soen: „Mir schaffen drun“ - ben, dach, mir schaffen drun!

Mir mussen dru schaffen, well soss komme mer jo net virun! A virun allem, wou mer am Moment domadder beschäftegt sinn, dat ass, déi informatesch Toolen auszeschaffen, well dat hu mer haut net. Et geet jo drëms, fir d'PAGen an d'Kadasteren openeenzeleeën, an dofir brauche mer déi informatesch Programmer.

Do si schonn Ausschreiwungen; mir sinn do scho relativ wäit, fir eeben ze kucken, dass mer dat opgebaut kréien. An da musse mer kucken, ob déi Berechnungsformel, wéi mer eis se virstellen, ob dat och herno esou d'Strooss hält. Dofir musse mer alleguerten déi Simulatiounen do maachen. Wéi gesot, mir schaffen do intensiv un deenen technesche Léisungen, fir dat kënne virunzedreiwen.

Mir maachen nämlech net gären einfach eng Reform vun der Grondsteier - wa schonn, da schonn -, mir wëllen och e ganz neie System opsetzen, och fir d'Gemengen, wëllen dat digitaliséieren, fir dass dat automatesch all Joer d'Donnéeë fir d'Gemengen erausspäizt, fir dass een net herno erëm x Leit muss beschäftegen, fir dat do eenzel auszerechnen. Mir wëllen einfach de System vereinfachen an ech mengen, dat ass jo och sécherlech am Interessi vun de Gemengen.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- D'Entwécklung huet elo ugefaangen, dat brauch Zäit - ech hunn net op alles Afloss, dat muss ee sech dann och heiansdo als Ministesch agestoen. Trotzdeem, eise Plang zielt nach ëmmer. Mir schaffen dorunner an et dauert eeben déi Zäit, déi et dauert.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen: Et huet elo 80 Joer gedauert, fir dass mer elo emol sou wäit sinn. An deenen zwee Joer, mengen ech, hunn ech awer scho méi ëmgesat wéi munchereen an enger ganzer Legislaturperiod. Wichteg ass, dass mer eis hei eens ginn.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Dir kënnt laachen! Dir kënnt laachen, Madamm Hetto, ...

(Interruption)

... ech wëll Iech just soen, dass de Programm amgaangen ass, geschriwwen ze ginn. Sou wäit ware mer nach ni!

(Interruptions diverses)

Also, Dir musst Iech awer eens ginn! Dir reprochéiert mer, ech géif näischt maachen, an da maachen ech, dann ass et och net gutt!

(Hilarité)

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Nee, nee, nee! Nee, Madamm Minister, nee, Dir hutt gesot, Dir hätt an zwee Joer méi gemaach wéi déi aner Legislaturperioden zesummen, dat hunn ech awer elo e bësse vill fonnt!

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... den Här Halsdorf.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Jo, ech muss soen, ech hu kee Plang am Tirang fonnt, ech hu vergeebens gesicht! Et wär jo flott gewiescht, wann ee vu menge Vir-Vir-Vir-Virgänger eppes gemaach hätt, ...

(Interruptions)

... mee do war näischt ...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Hat den Här Kersch Iech näischt leie gelooss?

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Inneministesch huet d'Wuert!

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Den Här Kersch hat näischt leie gelooss. Aha!

Une voix.- ... den Här Kersch.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Wannechgelift, e bësse méi Serenitéit fir d'Debaten!

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- En anert Liblingstheema vun der CSV, d'Virkafsrecht, do wëll ech just nach eng Kéier soen: Och wann Der dat honnertmol widderhuelt, d'Virkafsrecht ass am Moment net esou problematesch duerch eng Decisioun vu mir. Ech hunn iwwer Circulaire d'Gemengen iwwert dat Urteel informéiert, well wann ech dat net gemaach hätt, da wäert Der och rose mat mer gewiescht. Et geet jo dorëms, dass d'Gemengen hei déi juristesch Sécherheet hunn, an ech hunn hei responsabel gehandelt. A fir mer ëmmer erëm do wëllen ze ënnerstellen, dass ech elo de Gemenge géif d'Virkafsrecht ewechhuelen, fannen ech awer wierklech bëlleg!

(Exclamations)

Wann ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Dat ass eng bëlleg Attack, jo!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Ministesch huet d'Wuert a soss keen!

(Brouhaha)

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Gutt!

(Brouhaha)

D'Stad Lëtzebuerg ass an deem Aarbechtsgrupp vertrueden an ech kucken dohannen de Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg, da weess en och, dass muer souguer nach eng Kéier deen Aarbechtsgrupp zesummekënnt, an da weess en och, dass déi elo ganz gutt Sitzungen haten, dass nach e puer Knackpunkten ze kläre sinn, notamment d'Kompetenz Schäfferot/Gemengerot, grousst Theema. Do si mer amgaangen, also respektiv solle si am Grupp elo nach weiderschaffen.

An da kucken ech déi aner Säit mäi Kolleeg, de Logementsminister, a wann de Grupp esou weiderschafft, da wäerte si kënnen hir Konklusiounen zéien an da kënne mer hoffentlech och Ufank d'nächst Joer zesummekommen, fir déi Reflexiounen opzehuelen, an dann hoffen ech, dass mer déi Reform vum Virkafsrecht kréien. Well do si mer eis alleguerten eens! Mee mir ëmmer ze ënnerstellen, ech hätt elo d'Virkafsrecht schwiereg gemaach, wéi gesot, do ginn ech lech net Recht!

Dann, nach e leschte Punkt hat ech opgeschriwwen - ech kréie meng Schrëft net gelies ...: CGDIS! Yes, CGDIS, dat ass richteg! De System berout op 50/50-Opdeelung Staat/Gemengen. An et ass och richteg, dass et d'Gemenge méi kascht wéi an der Vergaangenheet - verschidde Gemengen och méi, well hei de Solidaritéitsprinzip zielt, dat ass deemools och esou festgehale ginn, wéi de CGDIS geschaf gouf, fir dass déi méi breet Schëlleren eeben och méi musse bezuelen.

Dass elo muss méi bezuelt ginn, läit jo awer och dorunner, dass mer eeben de CGDIS kreéiert hunn. Mer hunn awer elo d'Rettungswiesen esou vill ausgebaut, et ass esou performant an d'Gemenge kréie jo och e Service derfir, musse sech ëm Verschiddenes net méi esou këmmeren, well et eeben zentraliséiert ass. An ech mengen, mir sinn eis jo awer alleguerten eens, dass eebe grad d'Schafe vun engem nationale Gremium vum CGDIS als Établissement public wichteg war, fir eeben esou kënnen d'Rettungswiesen ze garantéieren respektiv de Leit, déi an Nout sinn, kënnen ze hëllefen.

Voilà, dat zu menge Punkten, déi ech nach eng Kéier wollt opzielen. Ech wäert sécherlech elo nach - elo kommen ech zréck op den éischte Punkt - d'Gemengefinanze weiderhin am A behalen. D'Budgete komme sou lues a lues eran an och déi éischt Tendenze gesi mer, dass se duerchaus net esou katastrophal sinn. Och ech hunn déi Zeitungsartikele mat ganz vill Interessi gelies, awer net nëmmen ënnen den Deel vun de Chifferen, mee ech hunn och e bëssen d'Debatte verfollegt. Wéi gesot, ech mengen, mir musse vigilant bleiwen, mir sollen awer net den Däiwel un d'Mauer molen, dat brëngt der Debatt näischt a virun allem gëtt dat der Situatioun vun de Gemengen net gerecht.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Da Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hu Parole après ministre gefrot fir d'éischt, fir mech awer nach e bësse mam Här Gramegna ze ënnerhalen. Den Här Gramegna seet an engem éischte Saz: „Et ware keng Reserven do 2008", am zweete Saz: „Dir hutt geléint." Dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn, wann een an enger Kris ass! A wann ee Suen huet, da kann een déi ausginn, a fir de Complement geet ee léinen.

Dir hutt gesot, 5,9 Millioune (veuillez lire: 5,9 Milliarde) wären deemools geléint ginn, an dat, wat Der net gesot hutt, Här Gramegna, dat ass: Wou sinn déi Suen higaangen? An dat misst Dir eigentlech wëssen, well vum 13. Mee 2009 u waart Dir Member am Conseil d'administration vun der Banque Générale. An ech soen lech elo, wou déi Suen higaange sinn, well Dir hat vergiess, dat elo virdrun hei op der Tribün ze soen: Déi sinn net an de Konsum gaangen, déi sinn net iergendwou verschleidert ginn! 3 Milliarden Euro si vum Lëtzebuerger Staat, mam Accord vun der ganzer Chamber, an d'Dexia BIL an an d'Fortis gaangen, jo, als Invest, als Invest, fir déi Banken ze retten, déi, wa se déi Suen net kritt hätten, plus déi 4,5 Milliarden, ...

(Brouhaha)

... déi de Lëtzebuerger Staat nach als Garantie hannerlooss huet - och hei vun der Chamber ofgeseent! -, … Wann de Lëtzebuerger Staat also net gewëllt gewiescht wär, bis zu 7,5 Milliarden Euro op den Dësch ze leeën, fir d'Banken ze retten, da wäre se 2008, 2009 futtigaangen!

(Brouhaha)

An dat ass awer eng komplett aner Geschicht - pardon, fir lech et ze soen -, wéi wann Der heihinner kommt an da sot Der, Dir hätt 5,9 Milliarde Scholde gemaach, an Dir sot a kenger Sekonn, wat mat deene Sue geschitt ass!

(Brouhaha)

Ech hunn net gesot, dass Dir se zur Fënster erausgeheit!

Den Här Gramegna huet ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... e Verglach gemaach tëschent enger Verscholdung, déi eng Verscholdung war, déi e Retour krut an e Verkafspräis, deen Dag, wou verkaf gëtt, wou een also, à la fin du jour, muss kucken, wéi vill Suen deemools geléint gi sinn, an iwwer 10, 11, 12, 15 Joer, jee nodeem, wéini d'Parte verkaf ginn, de Retour ass. Et ass en Invest gewiescht an d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land, deen deemools net nëmme gemaach ginn ass, mee zur Hallschent vum Montant, ëm deen et gaangen ass. An ech hätt mer erwaart, ...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ... dass e Mann, deen derbäi war, wann e seet, e wär derbäi gewiescht, dass en dat och a senger Stellungnam hei gesot hätt.

An da kommen ech zur Madamm Bofferding, well genau dat passéiert ass, wat ech gemengt hunn, wat géif passéieren: D'Madamm Bofferding ass fundamental dervun iwwerzeegt, dass d'Gemengen net zu de Verléierer an dëser Kris gehéieren. A si huet et, nodeem se et elo e puermol an der Kommissioun gesot huet, dankenswäerterweis och elo hei um Pult vun der Chamber gesot, fir dass mer se an dräi Méint, sechs Méint, an engem Joer domadder konfrontéieren, wat hir Meenung war am Hierscht vum Joer 2020, wéi et drëm gaangen ass, fir unzefänken, de Gemengen ze hëllefen.

Ech hu jo a kengem Moment gesot, dass d'Gemenge géife faillite goen! Ech hu gesot, d'Gemenge kréichen ëmmer méi Schwieregkeeten, fir hir Programmer duerchzezéien, a se hunn zwee Choixen: Entweeder se ginn an d'Verschëldung oder se halen op ze investéieren. D'Regierung hätt gären, dass mer investéieren, also musse mer an d'Verschëldung goen.

An ech huelen zur Kenntnis, Madamm Bofferding, dass nodeem, wat Dir hei gesot hutt, mir géife jo handlungsfäeg bleiwen als Gemengesecteur a mir kéinten net faillite goen, wat ech d'ailleurs net gesot hunn, dass d'Gemenge kéinte faillite goen, ech hu just gesot: Wann d'Gemeng lechternach am Ordinär nach 1 Millioun Euro Excedent huet a se muss 20 Millioune léine goen, fir d'Projeten ze realiséieren, dann huet se 1 Millioun am Ordinär manner dat nächst Joer, well dann ass de Remboursement vun der Schold an dann huet se keen Excedent méi, dann huet se keen Excedent a wa se keen Excedent méi huet, hält se op ze investéieren, dann ass dat de Schluss, deen nach investéiert gëtt, ... Et ass dat, wat ech wëll soen! A kengem Moment hunn ech gesot, d'Gemenge géife faillite goen!

Mee ech soen lech, an dat seet d'Gesetz: D'Gesetz huet eng Rei vu Limitten, wéi s de dech kanns verschëlden a wat eng aner Limitt ass, wat de Remboursement ass am Ordinär vun den Zënsen respektiv de Remboursement vum Kapital, deen s de muss maachen. Mee wa keen Excedent méi do ass - an ech géif lech awer wierklech bieden, d'Situatioun eng Kéier seriö ze analyséieren! -, wa keen Excedent méi do ass, wann d'Gemeng Suessem nach 4,4 Milliounen Excedent huet - ech weess net, wat d'Gemeng Suessem d'Joer investéiert, 25, 30 Millioune wäerte se investéieren, dat ass eng grouss Gemeng -, ma da kënnt Der dach net dovun ausgoen, dass ee mat 4,4 Milliounen Excedent am Ordinär an deenen nächsten dräi, véier Joer seng Politik nach gescheit … - ausser, ausser, Madamm Minister, et verschëlt ee sech op eng Aart a Weis, dass een duerno keen Excedent méi am Ordinär huet, also keen Investissement méi ka maachen! Dorobber wëll ech lech, wollt ech lech eigentlech opmierksam maachen!

An ech gesinn, dass Der dat einfach net … Dir wëllt dat net … Also entweeder Dir verstitt et net oder Dir wëllt et net verstoen! Ech hunn d'Impressioun, dass Der et wierklech net verstitt, nodeem mer elo véier- oder fënnefmol driwwer diskutéiert hunn, dass Der fundamental net verstitt, ëm wat et eigentlech geet a wat d'Situatioun ass!

An ech soen lech, dass, wann d'Situatioun nach dräi Joer esou weidergeet, … et ass jo dorëms, wou et mer geet! Et geet mer dach nullement ëm d'Budgete vun 2021! D'Gemengen empruntéieren, anerer setzen hir Reserven zréck, brauche se op. Et geet mer ëm d'Budgeten 2022, 2023, et geet mer ëm d'Exekutioun vu Programmer, déi mer amgaange sinn ze maachen, déi op dräi, véier Joer musse finanzéiert ginn!

Wann ech mat 21 Milliounen eng Schoul bauen, Madamm, da sinn dat fir déi nächst véier Joer jeeweils 5 Milliounen a mengem Budget. Wann ech a mengem Budget awer nëmmen nach 6 Milliounen Excedent hunn an ech muss all Joer 5 Milliounen fir eng Schoul op den Dësch leeën, wärend véier Joer, dann hunn ech kee Su méi, fir iergend eppes aneschters ze maachen. Dir hätt awer nach gär, dass ech soss Saache maachen als Gemeng, Dir hätt gären, dass ech Maisons-relaise bauen, Dir hätt gären, dass ech Musekschoule bauen, Dir hätt gären, dass mer all méiglech aner Saache maachen! An ech soen lech: Stellt eis d'Suen zur Verfügung à terme!

An ech si gäre bereet, an enger Opération Open Book doriwwer ze diskutéieren - Open Book! Mee ech hunn d'Impressioun, dass dat mat lech net geet! Da musse mer kucken, dass mer een aneren derbäikréien, fir doriwwer ze diskutéieren. An ech soen lech, dass wann näischt geschitt … - an Dir sidd fundamental der Meenung, dass näischt soll geschéien! Dir huelt 420 Milliounen aus engem Secteur eraus an Dir gitt quasi keng Kompensatioun, well Är 5 %, déi Der do fièrement ëmmer mat eropbréngt vun Augmentatioun vun den Investissements publics, dat ass net emol eng Drëps op de waarme Steen, ëm deen et geet.

An ech muss lech ganz éierlech soen - a sidd mer net béis -: Ech brauch keng Finanzberodung aus dem Interieur! Ech weess, wéi et a mengem Budget ass! Ech ka selwer e Pluriannuell opsetzen! An et si ganz vill Gemengen, déi dat kënnen. Et si ganz vill Buergermeeschteren, ganz vill Schäffen, déi à même sinn ze wëssen, wéi d'Situatioun vun hirer Gemeng ass. An ech si frou, dass Dir dat ubitt. Mee et ass net dat, wat ech brauch! Dat, wat de Gemengesecteur brauch, dat ass eng aktiv Ënnerstëtzung vun dëser Regierung, fir duerch eng Kris ze kommen!

(Interruption)

Ass dat da sou schwéier ze kap..., ze verstoen?

(Interruption par M. Guy Arendt)

Soss komme mer op d'nächst Joer! Jo, entschëllegt, mee ech muss awer ganz éierlech soen, Guy, ...

(Interruption par M. Guy Arendt)

... wann ech esou Äntwerten, wann een esou Äntwerte kritt op e seriöe Sujet, eng Verneinung eigentlech, en fin de compte, vum Problem: „D'Gemenge sinn net d'Verléierer!", „D'Gemenge bleiwen handlungsfäeg!" … Ech soen lech: Wann d'Kris esou weidergeet, sinn d'Gemengen an zwee, dräi Joer net méi handlungsfäeg, mee och nach déif verschëlt! An ech fuerderen lech nach eng Kéier op, wierklech nach eng Kéier op: Iwwerleet lech gutt, wat Der mat dem zweeten Deel vum Lëtzebuerger Staat maacht! Dir sidd elo rose mat mir? Ech plädéieren eigentlech fir lech, well et gëtt nämlech net déi rout, déi blo, déi schwaarz, déi gréng Gemeng, et gëtt just déi Gemengen, déi an den nächste Jore ganz schwéier mussen investéieren. Kuckt lech d'Investitiounsprogrammer vun de Gemengen un, Madamm! Kuckt lech un, wat an deenen nächste Jore muss investéiert ginn! An dat musse mer stemmen! A mat 4 Milliounen Euro Excedent - mat 6 Milliounen Euro, a mengem Fall, deen dann op 5 oder 4 erofgeet ... Wat ass zu Diddeleng nach Rescht? Zu Diddeleng si 7,3 Milliounen am Excedent am Ordinär Rescht. Domat méchs de dach keng Politik!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Här President, et ass absolutt net meng Gewunnecht, hei zréckzekommen, mee also hei erliewe mer awer Saachen, déi sinn net novollzéibar!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech hunn hei den Här Wolter zitéiert, deen hei op dëser Tribün zwou Saache gesot huet: „2008 hate mer Reserven" - en huet elo net méi driwwer geschwat -, ...

(Interruption)

... „mir hate Reserven a mir hunn näischt geléint", dat huet e gesot! A wat hunn ech gesot? „Ech froe mech, wou déi Reserve waren, …

(Interruption)

… an Dir hutt missen 2,7 Milliarde léine goen." An da kënnt den Här Wolter hei soen, ech hätt eppes ganz Schlëmmes gemaach an eppes ganz Schlëmmes gesot! Ech hunn d'Wourecht gesot, sou wéi se ass! A fir dat dann ze verdréien, ech hätt soi-disant eppes verdréit … Ech hu guer näischt verdréit!

Dir hutt eppes gesot, wat faktuell falsch ass! An da muss een dat riichtbéien! Da muss een dat akzeptéieren! Mee dann ass et net, fir dann op mech ze weisen, wéi wann ech do hätt missen dreemen, wat mat deene Sue gemaach ginn ass!

(Brouhaha)

An, also, …

(Brouhaha)

... ech insistéieren drop, dass verifiéiert gëtt, wat den Här Wolter gesot huet! An ech hätt gär, dass hei kloer gesot gëtt, dass festgehale gëtt, dass dat, wat den Här Wolter déi éischt Kéier gesot huet, net richteg ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gramegna. Da Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, den Här Gramegna reegt sech hei op, well en d'Wourecht eigentlech net wëllt héieren, an dat ass déi, ...

Une voix.- O!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... dass an enger Bank, wou hie selwer Administrateur war, ...

(Brouhaha)

... iwwer e Weekend ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et ass net op dëser Säit, Här President!

(Brouhaha)

Ech hat eigentlech elo net méi wëllen intervenéieren, ech wëll lech just soen, dass den Här Wolter net Onrecht huet. Jo! Soll ech lech soen, firwat? Well 2007 deen Exercice war, wou de Lëtzebuerger Staat dee gréissten Iwwerschoss am Zentralstaat hat! Also ware wierklech Reserven do! An déi Kolleegen, déi mat an der Regierung waren - do sëtzt een dervun, et sëtzen der eng Rei dervun do -, déi kënnen lech dat bestätegen.

An Dir als Finanzminister, Här Gramegna, Dir misst dat da jo och wëssen! An da fannen ech et awer e bëssen onverfrueren, dass, wann Der wësst, dass hei Emprunte gemaach gi si mat deem speziellen Objet - iwwregens mat dem ganze Konsens vun der Chamber deemools -, well iwwer engem Weekend huet missen e grousse Kraaftakt gemaach ginn, dass de Jean-Claude Juncker an de Luc Frieden, dass déi gehandelt hunn, fir dass, ier d'Bourse méindes erëm géifen opgoen, eng Stabiliséierung fir déi ehemoleg Fortis … - dofir! Well soss wier d'Fortis hei zu Lëtzebuerg mat der Banque Générale ratsch d'Baach erofgaangen! An Dir wësst ganz genee, wann dat geschitt wier, da wieren Honnerten, Honnerte vun Handwierksbetriber, déi hir Prêten do haten, ...

(Brouhaha)

... Dausende vu Leit, déi do geschafft hunn, dann hätten déi den Dag drop keng Aarbecht méi gehat! An ech mengen, déi DP-Vertrieder vun deemools - sief dat den Här Goerens, sief dat den Här Grethen -, déi hate vill méi Responsabilitéitsgefill, well ouni dat wier déi Bank do faillite gaangen! Dat ass d'Geschicht, déi ee muss soen!

(Brouhaha)

A wann Der hei soe kommt, ...

(Interruption par M. Max Hahn)

Ma dat huet domadder ze dinn, Här Hahn, ...

(Brouhaha)

Här Hahn, dat huet domadder ze dinn, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... dass keng Prêten gemaach goufen, ...

M. Max Hahn *(DP).*- Haut ginn d'Sue gebraucht, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roth huet d'Wuert!

M. Max Hahn *(DP).*- ... fir de Betriber ze hëllefen, an deemools, fir de Banken ze hëllefen! Wou ass do den ...?

(Brouhaha général)

Et huet jo keen dat doten a Fro gestallt!

(Brouhaha)

Et huet guer keen dat a Fro gestallt!

(Coups de cloche de la présidence)

Et ass just a Fro gestallt ginn: ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sou, elo huet den Här Roth d'Wuert!

M. Max Hahn *(DP).*- ... Ass en Emprunt gemaach ginn oder net? An et ass ee gemaach ginn! Et huet keen a Fro gestallt, datt ee gemaach ginn ass, Här Roth.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Hahn, et ass awer e sensibelen Ënnerscheed. Wann ech en Emprunt maachen an ech kréien domadder Parten an enger Gesellschaft - a wann ech mech gutt erënneren, huet Lëtzebuerg nach ëmmer déi Parten - ...

Une voix.- Richteg!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Genau!

(Brouhaha)

Also ass eng Contrevaleur do!

M. Max Hahn *(DP).*- Ass dann hei keng Contrevaleur do, wa mer eise Betriber hëllefen, fir datt se net faillite ginn?

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Majo, dat ass en Invest! Verstitt Der dat dann net?! Dir hutt ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Jo, bon, Dir kënnt ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här Bauler, kënnt Der Äre Leit erklären, wéi dat fonctionéiert, wannechgelift?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

(Hilarité)

Da stellen ech lech, Här Hahn, d'Fro: Stëmmt et, dass en Emprunt obligataire gemaach gouf, fir eng Participatioun an der deemoleger Fortis ze huelen? Firwat ass déi gemaach ginn: Fir där Fortis déi Finanzstabilitéit ze ginn, dass déi och duerno nach kéint fonctionéieren an dass se, zesumme mat dem belsche Staat a mat dem hollännesche Staat, déi och Participatioun haten, eng kontrolléiert Ofwécklung konnt hunn. Dat ass dat, wat geschitt ass. Dat heescht, am Kloertext huet den ...

Dir kënnt elo de Kapp rëselen!

M. Max Hahn *(DP).*- Nee, nee.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Am Kloertext huet de Staat - iwwregens am Konsens, ech mengen, et war eng unanime Decisioun an der Chamber - …

M. Max Hahn *(DP).*- Dat stellt jo guer keen a Fro! Dat huet dach kee Mënsch, heibannen a Fro gestallt!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mee et war eng Contrevaleur do!

M. Max Hahn *(DP).*- Kee Mënsch!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Lauschtert emol! Et war eng Contrevaleur do. An ech hunn a menger Ried virdru schonns gesot, dass Der eppes gemaach hutt - a wann Der dat contestéiert, dann hätt ech gären, dass Der opstitt an dass Der et sot -, dass nämlech am Covidgesetz am Abrëll eng Dispositioun aus dem Kontabilitéitsgesetz erausgeholl gouf, nämlech fir déi ze maachen, dass kéint Schold opgeholl ginn, ouni dass mussen an der Konterpartie Investissementer sinn. Stëmmt dat? Jo oder neen?

M. Max Hahn *(DP).*- Dat stëmmt!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Genau. Da sidd Der frou, dass dat deen ... Stëmmt dat, dass d'Cour des comptes an hirem schréftleche wéi och an hirem mëndlechen Avis, dee se an der Finanzkommissioun ginn huet, kloer ënnerstrach huet, dass fir d'éischt zënter 2000 Scholde gemaach ginn, fir net Investissementer ze finanzéieren, mee Scholden, fir d'Depense-couranteë vun dem Staat.

Här Hahn, Dir wësst dat jo, ass dat „jo" oder „neen"?

M. André Bauler *(DP).*- Dat ass eng ganz aner Vue!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Nee, dat ass eppes ganz aneschters! Wann Der Scholde maacht - Dir sidd jo Ekonomiesproff -, fir Är Depense-couranteën als Stot ze finanzéieren oder fir d'Depense-couranteë vun engem Betrib ze finanzéieren, wësst Der, wat dann ass? Dann hutt Der keng Sue méi an dann hutt Der en Ébranlement de crédit. An da sidd Der fäerdeg an da sidd Der faillite.

M. André Bauler *(DP).*- Här Roth, ech hu vum Scénario de crise geschwat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

M. Max Hahn *(DP).*- Dat ass jo ganz aneschт.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert geet zréck un den Här Finanzminister.

(Brouhaha)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech wëll just signaléieren, dass am Joer 2008 den 8. Februar de Staat en Emprunt vun 200 Millioune gemaach huet, den 2. Oktober en anere vun 200 Milliounen an en anere vun 300 Milliounen. Dat sinn emol 700 Milliounen, déi geléint gi sinn. An dann um Schluss vum Joer sinn 2 Milliarden Emprunt obligataire gemaach ginn. Dat ass dat, wat 2008 geschitt ass. Méi hunn ech zum Sujet net ze soen.

(Interruption)

M. Max Hahn *(DP).*- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- A vu dass den Här Wolter sech vläicht onglécklech ausgedréckt huet …, mee hien huet gesot: „2008 hate mir Reserven." Mee si hunn awer misse schonn am Februar 200 Millioune léine goen. Firwat, weess ech net. Ech wëll dat just riichtstellen. Dat schéngt net ganz richteg gewiescht ze sinn, wat en eis gesot huet. Do sinn 200 Milliounen Emprunt gemaach ginn, dunn nach eng Kéier 200 an nach eng Kéier 300 an um Schluss vum Joer 2 Milliarden. Also, dat war faktuell anescht wéi dat, wat den Här Wolter gesot huet.

Une voix.- Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister. Ech mengen, domadder si mer zum Schluss vun der Diskussioun komm.

Plusieurs voix.- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- O, nach Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar. Entschëllegt, well deen hat scho virdru gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also, Här President, ech hat elo laang Gedold.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass richteg, Här Mosar. Pardon!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et muss ee vill Gedold hunn. Ech wollt eigentlech och haut guer net méi intervenéieren, mee ech sinn awer elo e bëssen interpelléiert ginn duerch d'Madamm Inneministesch. Ech hunn nämlech fonnt, datt mer eigentlech haut eng gutt Diskussioun haten, eng roueg Diskussioun, wou op eng korrekt Aart a Weis mateneen diskutéiert ginn ass. Wat ech awer allerdéngs net kann akzeptéieren, dat ass déi Aart a Weis, wéi d'Madamm Inneministesch hei op d'Froen, berechtegt Froen, vun de Kolleegen an och vu mir geäntwert huet. An erlaabt mer do awer e puer Remarken ze maachen, Madamm Inneministesch.

Ech wëll ufänken, andeem ech nach eng Kéier soen: Ee vun den Haaptdiskussiounspunkten ass an deene ganze Budgetsdebatten de Logement. Do si mer eis alleguerten eens! Wann ech elo kucken, wéi wichteg datt d'Roll vun de Gemengen ass am Logement, da muss ech awer och e bësse kucken: Wat sinn d'Instrumenter, déi eng Gemeng zur Verfügung huet, fir um Immobiliemaart iwwerhaapt ze intervenéieren? An dat sinn der dräi, Madamm Inneministesch.

Dat éischt, dat ass d'Spekulatiounssteier, iwwert déi hei vu ganz ville Leit geschwat ginn ass. Wat awer net gesot ginn ass, dat ass, datt mer e Gesetz hu vun 2008, an deem eng Base légale dran ass, déi net duergeet, fir datt d'Gemenge kënnen eng Spekulatiounssteier aféieren. An duerfir, mengen ech, ass den Här Kox jo och amgaangen, déi ze reformëieren. Dat ass awer eng Feststellung, déi een awer eng Kéier emol misst klipp a kloer soen! Säit 2008 an och säit dëser Regierung, déi 2013 ugetrueden ass, ass näischt geschitt, fir eng anstänneg Base légale hei ze kréien, déi de Gemengen et géif erlaben, eng Spekulatiounssteier anzeféieren!

(Interruption)

Deen zweete Punkt: d'Grondsteier. Ech hu ganz vill héieren, Madamm Inneministesch, mee dat doten ass eigentlech e Konsens scho säit Joren, datt soll déi Grondsteier reformëiert ginn. Schonn Äre Virgänger, den Här Kersch, war domadder amgaangen. Dir hat elo siwe Joer Zäit - siwe Joer Zäit! -, ...

(Interruptions diverses)

... Dir Hären, fir ...

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! Den Här Mosar huet d'Wuert. Jidderee kann duerno nach d'Wuert froen, mee de Moment huet den Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President.

Do si vun Iech elo dräi Konditiounen hei opgezielt ginn: De Berechnungsmodus. Den Här Roth huet dat wonnerbar beschriwwen. Mir si mat Iech d'accord. Et ass net komplizéiert, fir dat an e Projet de loi eranzesetzen.

Dat Zweet: informatesch Programmer. Mat allem Respekt: Dat kann awer keng Joren daueren, bis mir informatesch Programmer hunn. An Dir kënnt scho roueg e Projet de loi op den Instanzewee setzen, ier mir déi informatesch Programmer derfir hunn.

Well - kommt, mir maachen eis näischt vir! -, dee Projet wäert jo net innerhalb vun dräi Méint ausdiskutéiert ginn. Dat gëtt jo e Projet, wou warscheinlech ganz laang Consultatioune kommen, wou ganz vill Avise kommen. Duerfir fannen ech, mir kënnen direkt domadder ufänken.

An dat Argument vun de PAGe loossen ech net gëllen! Dir kënnt ouni Problem dee Projet de loi op den Instanzewee setzen. An ech muss Iech soen: Ech héieren elo säit Joren, och vun de Kolleegen am Stater Gemengerot, déi Ärer Partei ugehéieren, déi eis permanent en décke Kapp maache vu Grondsteier. Mir kënnen awer am Moment näischt maachen, Dir hutt et selwer erkläert, well mer eng Valeur unitaire hunn, déi net méi aktuell ass. Mir kënnen also näischt maachen.

Mir kënnen och keng Spekulatiounssteier am Moment aféieren, well mer net déi gesetzlech Basis hunn! Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier en ...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dir kënnt awer d'Augmentatioun vum B6 maachen.

Une voix.- Dat maacht Der net.

(Interruptions par M. Claude Haagen)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Majo ech hunn ... Ma ech erklären Iech dat. Ma Här Haagen, ...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ja?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... am Géigesaz zu lech, ... Ech mengen, bei Iech ass et ëm siwen Terrainen oder siwe Proprietäre gaangen. An der Stad Lëtzebuerg geet et ëm 230 Terrainen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

A contrairement zu deem, wat Dir mengt, sinn dat e lauter kleng Proprietären. Wa mir dat do gemaach hätten, wat Dir proposéiert oder wat Dir zu Dikrech gemaach hutt, dann hätte mir verschiddene Leit hir Grondsteier op 30.000, 35.000 Euro d'Joer gehuewe fir e klengen Terrain, deen d'Leit hanner hirem Haus hunn! Wien hätte mer do getraff? Déi kleng Leit, déi just en Terrain hunn! Net déi grouss Spekulanten! Duerfir huet d'Stad Lëtzebuerg déi Decisioun och net geholl.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir maacht dat zu Dikrech. Mir maachen dat an der Stad net, ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

... well mir net wëllen en total ongerechte System aféieren!

Drëttens, Här Engel ...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Wou mengt Der dann, datt Der d'Spekulatiounssteier aféiert? Bei deene klenge Leit?!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Haagen, wannechgelift, den Här Mosar huet d'Wuert!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Hie soll Saache soen, déi stëmmen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech weess net, firwat datt déi Nervositéit besonnesch bei der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei ass. Ech mengen, hei ass ëmmer: Déi, déi jäizen, dat sinn déi, déi sech warscheinlech getraff fillen.

(Exclamations)

(Hilarité)

Une voix.- Dofir jäizt Dir ëmmer a ganz laang a ganz oft!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Elo has de den Här Roth awer schéi getraff!

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Här Roth huet dat extreem gutt hei ... Et wär heiansdo besser, Här Engel, ...

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Engel, et wär heiansdo besser, Dir géift dem Här Roth emol nolauschteren. Dir kéint nawell ganz vill beim Här Roth léieren.

Ech kommen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, awer bei d'Virkafsrecht, well do kommen ech awer elo net aus dem Staunen eraus. Also, Madamm Inneministesch, et ass net mäi Liblingstheema. Ech ka mer vill méi passionant Sujete virstelle wéi d'Virkafsrecht.

Ech stelle just eppes fest, an do gëllt dat selwecht wéi dat, wat mäi ganz gudde Kolleeg Michel Wolter gesot huet: Ech hunn d'Impressioun, wat dat Virkafsrecht ubelaangt: Entweeder Dir verstitt et net oder Dir wëllt et net verstoen!

(Interruptions)

Loosst mech dat elo nach eng Kéier erklären! An ech hoffen, datt Der et da verstitt.

Et geet hei a sech ëm zwee Urteeler. An Dir schwätzt ëmmer nëmme vun engem Urteel! Et geet ëm een Urteel, dat an enger Affär prononcéiert ginn ass den 21. Januar vun dësem Joer, an enger Affär géint de Fonds du logement. An deem Urteel geet et haaptsächlech drëm, wien d'Decisioun hëlt, fir en Droit de préemption ze exercéieren. Ass dat de Schäfferot? Ass dat de Gemengerot? Do ass am Moment e Groupe de travail amgaangen ze schaffen, déi gutt virukommen an déi mer och solle schaffe loossen.

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

Et ass awer an der Tëschenzäit, Madamm Minister, vun deem schwätzt Der net, en zweet Urteel komm an enger Affär, déi d'Gemeng Suessem …, an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle vun der aktueller Buergermeeschtesch a vum fréiere Buergermeeschter. Géint déi Affär, Madamm Inneministesch, ass Appell gemaach ginn.

Une voix.- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Elo weess all Jurist aus dem éischte Joer, datt eréischt eng Jurisprudenz entsteet, wann et en definitiivt rechtskräftegt Urteel gëtt. En Urteel aus éischter Instanz, wou Appell gemaach ginn ass, ass kee rechtskräftegt Urteel! Erlaabt mer, Iech dat nach eng Kéier ze soen.

Dir hutt awer Är Circulaire dorobber baséiert, fir elo ze froen, datt d'Gemengen net méi, wéi dat bis elo ëmmer de Fall war, just hu misse soen, datt se géifen en Terrain kafen, fir entweeder soziale Wunnengsbau ze maachen oder fir ëffentlech Gebaier drop opzeriichten, mee Dir fuerdert an Ärer Circulaire, datt d'Gemengen e Projet détaillé verséieren.

Mir hunn Iech elo Dossieren eraginn als Stad Lëtzebuerg, wou Der eis dat dote gefrot hutt. Bis elo hu mer nach keng Äntwert vun Iech! Ech soen Iech just dat heiten: Dir hätt sollen ofwaarden, bis an der Affär vun de Kolleege vun der Gemeng Suessem en definitiven Arrêt komm wier! A wann an deem Arrêt dat steet, wat Dir mengt, wat vläicht drasteet, hätt Der mat Recht kënnen esou eng Circulaire erausginn. Do si mer awer net!

Wat hutt Dir elo fäerdegbruecht? Dir hutt fäerdegbruecht, datt d'Gemengen - entre autres och déi Gemeng, wou ech am Schäfferot sinn - am Moment iwwerhaapt kee Virkafsrecht quasiment kënnen ausüben. An do, wou mer et gemaach hunn, si mer blockéiert. Dat ass net nëmmen e risege Schued fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Gemengen, mee et ass och e risege Schued fir déi Leit, déi zum Beispill an der Affär, vun där ech geschwat hunn, am Moment net virukommen, well den Dossier bei Iech am Interieur blockéiert ass.

Duerfir nach eng Kéier, Madamm Minister: Iwwerleet Iech wierklech, ob dat do am Sënn ass, datt Dir Iech op eng éischt Instanz baséiert fir eng Circulaire ministérielle, well wann Der dat maacht, ginn Honnerte vun Urteeler, déi all Joers kommen, zum Beispill en matière d'aménagement oder en matière d'autorisation de construire, ... Gitt Iech dach net op eng eenzeg baséieren, fir doraus eng Prinzippiendecisioun ze huelen! Dat geet net! An dofir géif ech Iech wierklech hei nach eng Kéier soen: Wannechgelift ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, ech wëll Iech drop opmierksam maachen, datt beim Parole après ministre den Temps de parole op fënnef Minutte limitéiert ass.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Ech wëll der Madamm Minister, well dat jo anscheinend net esou einfach ass ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wollt Iech dat schéin a fein an Erënnerung ruffen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... ze verstoen, dat elo nach eng Kéier am Detail erklären.

Ech géif just erwaarden, Madamm Inneministesch, an dat gëllt souwuel fir dat, wat den Här Wolter, fir dat, wat den Här Roth, wéi fir dat, wat ech gesot hunn: Ech hunn och schonn a menger politescher Karriär vill Inneministeren erlieft, vu verschiddene Parteien, an ech muss soen, en Inneminister, deen ass fir mech do, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen.

(Interruptions)

Fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen! Deen ass net do, fir de Gemengen och nach Steng an de Wee ze leeën, mee fir d'Steng aus dem Wee erauszehuelen.

An ech géif mer wierklech wënschen, datt Dir, Madamm Inneministesch, an déi Regierung och erëm géift op déi dote Praxis zréckkommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An da freet den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt just eng perséinlech Erfarung a Saache Grondsteier hei mat de Kolleegen deelen.

Tëschent 1999 an 2004 war ech e klengen Duerfbuergermeeschter an do souz ech zesumme mat engem Inneminister, deen d'Grondsteier wierklech wollt reformëieren a sech immens Méi ginn huet, fir déi Grondsteier ze reformëieren. Duerno war dee Minister net méi an der Regierung. Dat war säi Choix an ech wëll em och do kee Reproche maachen.

Duerno souz ech zéng Joer an enger Regierung mat engem aneren Inneminister. Deen Inneminister wollt och eng Reform vun der Grondsteier maachen. An ech wëll ëm och net ënnerstellen, dass e sech net Méi ginn huet, fir déi Grondsteier ze reformëieren.

Elo hu mer eng relativ nei Inneministesch an ech wollt Iech just drëm bieden, där neier Inneministesch déi selwecht Chance ze ginn, fir déi Reform vun der Grondsteier an enger participativer Approche ze maachen, déi mer zesummen alleguer wëlles haten an déi mer bis elo net fäerdegbruecht hunn.

Also, wannechgelift, kommt, mer pake mat un a mer huele jiddweree seng Part vu Responsabilitéit an deem schwéieren Dossier, deen een net einfach esou kann erofzauberen!

Merci villmools.

Une voix.- Gutt. Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Ech mengen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

3. Ordre du jour

Ech géif d'Chamber froen, ob mer mar de Moie kënnen um 8.30 Auer ufänken. Ech wëll dat fir d'éischt soen, well ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo, wéinst menger och um 8.45 Auer.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... verschidde Leit verschidde Schwieregkeeten hunn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Kënne mer nach e bëssen handelen?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, kënne mer nach e bëssen handelen?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Baum freet nach d'Wuert.

4. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Nee, entschëllegt, ech maachen et ganz kuerz, Här President. Dir hat mech virdrun, mengen ech, iwwersinn. Ech verzeien lech dat.

De ganzen Dag hu mer, wéi den Här Mosar richtegerweis gesot huet, e gudden Debat gefouert, dee vläicht elo zum Schluss e bëssen derapéiert ass.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- A nee! Nee, nee!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Nee, nee, nee, net zum Schluss derapéiert ass!

(Hilarité)

(Coups de cloche de la présidence)

Ech wëll fir meng Partei eppes awer ganz kloer soen un d'Adress vun de Kolleege vun der CSV. 2009, wéi déi Banken hu misse gerett ginn, dunn huet d'ganzt Parlament dat matgestëmmt, och d'Demokratesch Partei. An dozou sti mer och haut nach. A wann déi 5,9 Millioune (veuillez lire: 5,9 Milliarde) geléint gi sinn, dann hu mer jo déi 5,9 Millioune (veuillez lire: 5,9 Milliarde) gebraucht, esou wéi den Här Wolter eis et gesot huet, fir déi Banken ze retten a fir déi Betriber ze retten. Hunn ech dat richteg verstanen, Här Wolter?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Oder nee, et war den Här Roth.

Sou! Wat maache mer haut? Mir sinn haut an enger ganz anerer Kris. Mir sinn an enger sanitärer Kris, wou Leit krank ginn, wou Leit stierwen a wou mer am Fréijoer an engem Lockdown waren, wou d'Betriber net konnte schaffen, wou d'Leit hu missen doheem bleiwen.

An déi Suen, déi mer agesat hunn, an déi Suen, déi mer elo nach asetzen, an déi Suen, déi mer vläicht och nach d'nächst Joer brauchen, woufir ginn déi gebraucht? Ma déi gi ganz genau fir dat gebraucht, wat d'Fraktiounscheffin vun der CSV de Moie gesot huet: fir d'Investissementer héichzehalen! Firwat? Wa mer eng Austeritéitspolitik maachen, d'Investissementer eroffueren, dann hu mer vläicht de Budget am Equiliber, mee eis Betriber hu keng Aarbecht, d'Leit hu keng Aarbecht, mir falen an de Chômage a mir kréie keng Recetten am Staat.

D'Madamm Hansen huet ganz richteg gesot, mir missten d'Kafkraaft héichhalen - 100 % richteg! -, mir missten d'Leit stäerken an d'Betriber stäerken. An dat ass dat, wat mir maachen hei!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A wa mer d'nächst Joer musse Sue léine goen, da gi mer Sue léinen! Wësst Der, zu wivill dass mer léinen? Zu negativen Zënsen hu mer geléint!

Mir hunn annerhallef Milliarde geléint a mir kréien 22 Millioune geschenkt. Also, wannechgelift, ...

(Interruptions)

... et ass keen heibannen, ...

Une voix.- Dat ass en Invest!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech mengen, et ass keen heibannen, deen ni a sengem Liewe Sue geléint huet. Kommt, mir halen op ze maachen, wéi wann dat - et huet ee gesot - en Däiwelswierk wär! Mir hu Sue geléint fir d'Leit hei am Land, fir d'Betriber hei am Land, fir d'Ekonomie hei am Land, fir d'Kafkraaft. A wa mer nach eng Kéier Sue musse léine goen, da maache mer dat!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dat ass op alle Fall déi Politik, déi mir wëlle weiderféieren. A wann ech héieren, wat Der de Moie gesot hutt als CSV, ma da maacht Der jo gäre genau dat selwecht mat eis!

(Brouhaha)

A kommt, mir bleiwe wéinstens op enger Linn!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Ech mengen, d'Diskussioune si fir haut domadder ofgeschloss.

Wéi gesot komme mer da mar de Moien um 8.30 Auer zesummen an da fänke mer u mam Projet de loi iwwert de Kont vum Joer 2019. Duerno wäerte mer iwwert de Budget ofstëmmen an duerno wäerte mer dann iwwert d'Motiounen diskutéieren an iwwert déi ofstëmmen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.51 heures.)

SÉANCE 24

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Jeudi 17 décembre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7676 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019**
   - Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire : Mme Octavie Modert (dépôt de la motion 1)
   - Discussion générale : M. André Bauler - Mme Cécile Hemmen - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
3. **7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :**
   1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
   2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
   3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
   4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
   5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
   6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
   7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
   8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
   11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
   12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
   13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
   a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
   b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
   c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
   14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
   15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
   16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;
   17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;
   18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
   19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
   20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
   21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;
   22° la loi modifiée du 23 décembre 2016
   1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;
   2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
   23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
   24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
   25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat
   et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique
   7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7666 et dispense du second vote constitutionnel
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7667 et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Fernand Kartheiser - M. Georges Engel - Mme Martine Hansen
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Laurent Mosar (intervention de M. Georges Engel) - M. David Wagner - M. Sven Clement (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Fernand Kartheiser - M. Laurent Mosar
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - M. Mars Di Bartolomeo - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Motion 5 : Mme Martine Hansen
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
   - Motion 6 : M. Marc Lies - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Baum)
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)
   - Motion 7 : M. Marc Spautz - M. Fernand Kartheiser - M. Max Hahn
   - Vote sur la motion 7 (rejetée)
   - Motion 8 : M. Gilles Roth - M. Sven Clement - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser - M. Michel Wolter
   - Vote sur la motion 8 (rejetée)
   - Motion 9 : M. Fernand Kartheiser - M. Gilles Roth - M. David Wagner - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Gilles Roth - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 9 (rejetée)
   - Motion 10 : M. Laurent Mosar - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 10 (rejetée)
   - Motion 11 : M. Fernand Kartheiser - Mme Martine Hansen - M. Marc Baum (intervention de M. David Wagner)
   - Vote sur la motion 11 (rejetée)
   - Motion 12 : M. Marc Spautz (intervention de M. Max Hahn) - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 12 (rejetée)
   - Motion 13 : M. Sven Clement - M. David Wagner - M. Gilles Roth - M. Fernand Kartheiser - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Sven Clement
   - Vote sur le renvoi de la motion 13 en commission (adopté)
   - Motion 14 : M. Gilles Baum - M. Gilles Roth
   - Vote sur la motion 14 (adoptée)
   - Motion 15 : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur la motion 15 (adoptée)
   - Motion 16 : M. Laurent Mosar (intervention de M. Georges Engel) - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Georges Engel - M. Laurent Mosar - M. Michel Wolter (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Gusty Graas) - Mme Lydie Polfer - M. Gilles Baum (interventions de M. Michel Wolter, Mme Martine Hansen, Mme Lydie Polfer et M. David Wagner) - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 16 (rejetée)
4. **7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. **7727 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2019**
   - Rapport de la Commission des Comptes : M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)
   - Discussion générale : M. Carlo Back - M. Fernand Kartheiser - M. Guy Arendt - Mme Lydia Mutsch - M. Sven Clement
   - Vote sur la résolution (adoptée)
6. **Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 de la Cour des comptes**
   - Dépôt et exposé : Mme Octavie Modert (dépôt de la résolution)
   - Vote sur la résolution (adoptée)
7. **Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Médiateur**
   - Dépôt et exposé : Mme Octavie Modert (dépôt de la résolution)
   - Vote sur la résolution (adoptée)
8. **Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Centre pour l'égalité de traitement**
   - Dépôt et exposé : Mme Octavie Modert (dépôt de la résolution)
   - Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. 7676 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ier mer zum Vott vum Staatsbudget 2021 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle kommen, musse mer nach fir d'éischt iwwert de Projet de loi 7676 iwwert de Compte général vum Exercice 2019 diskutéieren an ofstëmmen. Mir kommen da fir d'éischt zum Projet de loi 7676 iwwert de Compte général vum Exercice 2019. An ech géif der Rapportrice, der Madamm Octavie Modert, d'Wuert ginn. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Octavie Modert *(CSV), en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Moie gläich a frësch a monter wéi mer déi ganzen Zäit sinn, musse mer nach iwwert d'Staatskonte berichten an ofstëmmen. An ech hunn d'Éier, Iech de Rapport vun der honorabeler Deputéierten Diane Adehm …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… iwwert d'Staatskonte vun 2019 virzestellen, e Rapport, deen d'Budgetskontrollkommissioun dës Woch de 14. Dezember gestëmmt huet.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetsjoer 2019 ass ugaange mat der budgetstechnescher Particularitéit vu véier Méint Douzièmes provisoires, eppes, wat mer jo och elo fir d'zweet erlieft hunn, wat awer keen Afloss huet op d'Exekutioun vum 2019er Budget respektiv d'2019er Staatskonten. Déi hunn ofgeschloss mat engem Iwwerschoss vun 1,27 Milliarden, wougéint am gestëmmte Budget en Defizit vu ronn enger Milliard ageschriwwe war. Dat ass eng Verbesserung vum Resultat vun 2,33 Milliarden Euro am Kont géintiwwer dem gestëmmte Budget aus dem Abrëll 2019.

Wouhier kënnt dës Verbesserung? Den Ënnerscheed erkläert sech éischtens duerch Méieinname vu 4,87 %, wärend zweetens gläichzäiteg d'Ausgabe kaum ofgewach si vum Budget voté, just 0,99 % méi, a se kënnt drëttens haaptsächlech duerch en Emprunt obligataire vun 1,7 Milliarden Euro, deen d'Regierung am November 2019 mat Negativzënsen opgeholl huet.

Dës 1,7 Milliarde sinn an der Recette en capital verbucht ginn an d'Dokumenter vum Finanzministère, vun der Cour des comptes a vum Staatsrot hiewen ervir, datt ouni dësen Emprunt d'Konten 2019 mat 128 Milliounen Euro Defizit ofgeschloss hätten. Am Budget voté waren dogéint 815 Milliounen Euro Defizit virgesinn. Dësen Ënnerscheed vu 686 Milliounen Euro kommen duerch Méieinnamen am lafende Budget; wéi gesot, et ass méi Lounsteier an IRC (ndlr: Impôt sur le revenu des collectivités) erakomm an d'Masse salariale ass an d'Luucht gaangen.

De PIB ass 2019 ëm 2,3 % gewuess; bei der Opstellung vum Budget war vun 3 % ausgaange ginn. D'Inflatioun louch 2019 bei 1,7 % an d'Aarbechtslosegkeet bei 5,6 %.

Déi reell Gesamtausgaben am Joer 2019 louche just, wéi gesot, 0,99 % iwwert dem gestëmmte Budget. Eng vun den décksten Ausgaben, déi méi héich war, wéi am Budget virgesinn, war déi vun den Achats de terrains et bâtiments dans le pays fir 185 Milliounen Euro, méi, wéi virgesinn. Ausserdeem ass de Sukuk vun 2014 vun 200 Milliounen Euro zréckbezuelt ginn an et sinn zum Beispill och 65 Milliounen Euro méi Transferten un d'Sécurité sociale gaangen.

Här President, de Gesetzesprojet betreffend d'Staatskonte vun 2019 ass den 29. September 2020 an der Chamber hannerluecht gi mat der Annex iwwert d'Entwécklung vun den Einnamen an den Ausgabe vun de Spezialfongen, genau esou wéi d'Situation financière vun de Services de l'État à gestion séparée. Dem Rechnungshaff säi Rapport hu mir den 30. November kritt an dem Staatsrot säin Avis ass vum 27. Oktober 2020.

De Rechnungshaff huet en extrat Kapitel iwwert déi aktuell sanitär Kris an hir budgetär Konsequenzen opgestallt opgrond vun zwou Feststellungen: Éischtens, datt d'Regierung grouss Zommen ausgëtt fir de Gesondheetssecteur a fir d'Ekonomie an d'schaffend an d'schafend Mënsche vum Land an dëser extremer Zäit ze ënnerstëtze mat successiven Hëllefspäck a Moossnamen, wou mer jo och herno nach drop zréckkommen.

Zweetens stellt de Rechnungshaff anerersäits fest, datt duerch déi hei bedeitend Zommen d'Staatsschold héich uklëmmt an hieft ervir, datt den Defizit vun der Zentralverwaltung héich bleift an datt déi vun der Administration publique 2022 iwwert d'Grenz vun 30 % vum PIB klëmmt, awer natierlech ënnert de 60 % vun de Maastricht-Krittäre bleift.

Déi Situatioun mécht der Cour des comptes Suerge wéinst dem grousse Volume vun den Hëllefspäck, duerfir freet se mat der Comexbu e « suivi rigoureux de l'exécution de ces paquets de soutien et de relance pour être au fait des montants effectivement déboursés et pour vérifier si les différentes mesures ont atteint les objectifs escomptés. Ce suivi pourrait notamment se réaliser dans le cadre des projets de loi successifs portant règlement du compte général de l'État. »

An an deem Sënn, Här President, deposéieren ech eng Motioun vun alle Fraktiounen a Gruppen aus der Budgetskontrollkommissioun. Wannechgelift.

Une voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu les plans et programmes de soutien financier mis en place durant la crise sanitaire actuelle ;

- considérant les projets de loi actuellement pendants et prochainement mis au vote à la Chambre des Députés ;

- vu le volume des enveloppes financières mobilisées dans ce contexte ;

- vu qu'il importe de réaliser le suivi de l'exécution de ces paquets de soutien et de relance,

invite le Gouvernement

- à réaliser ce suivi et à en informer, à des intervalles réguliers, la Chambre des Députés ;

- à faire rapport de ces informations dans les projets de loi successifs portant règlement du compte général de l'État.

(s.) Octavie Modert, André Bauler, Djuna Bernard, Sven Clement, Mars Di Bartolomeo, Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV), en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice.*- D'Comexbu begréisst des Weideren, datt d'Regierung methodologesch Rapprochementer gemaach huet zwëschent der europäescher SEC-2010-Norm an dem 1999er Kontabilitéitsgesetz an domadder enger laangjäreger Fuerderung vun der Kommissioun nokomm ass. Si encouragéiert d'Regierung och, weider Ustrengungen ze maachen, fir den Desequiliber am Budget pour ordre ze reduzéieren.

D'Kommissioun begréisst och der Regierung hir Ustrengungen, fir aktualiséiert Ziffere beim Budgetsdepot virzeleeën iwwert d'Entwécklung vun den autoriséierten Emprunten. Dat ass wichteg a soll gemaach ginn, well nëmmen esou kann de Legislatif, also d'Chamber hei, och den Emprunten, déi geneemegt gi sinn, hir Entwécklung aschätzen a kontrolléieren.

D'Comexbu ass och der Meenung, datt et ee fir alle Mol soll gekläert ginn, ob, fir en Emprunt opzehuelen, e Spezialgesetz néideg ass an de Konditioune vum Artikel 99 vun der Verfassung.

Ech gräifen nach eng lescht rekurrent Recommandatioun vun der Comexbu eraus, an zwar fir d'Presentéierung vun den Ausgabe vun de Spezialfongen ze verbesseren: Si géif begréissen, wann d'Einnamen an d'Ausgabe vu verschiddene Fongen, net méi vun en all, well se huet sech op ville Plaze verbessert, mee vun eenzelne Fongen nach méi detailléiert opgeschlësselt géife ginn, fir alles richteg aschätzen ze kënnen.

Här President, fir weider Detailer iwwert de Gesetzesprojet vun de Staatskonten 2019 verweisen ech op de schrëftleche Rapport vun der Madamm Diane Adehm. D'Recommandatioune stinn och all an deem Rapport an erlaabt mir dozou nach eng lescht Bemierkung: Mir stëmmen als Chamber iwwert d'Gesetz selwer vum Compte général of, also iwwert d'Zuelen, d'Zifferen an d'Tableauen, déi den Text vum Gesetz ausmaachen. Am Rapport vun der Kommissioun awer sinn nach eng Rei Recommandatioune fir d'Ausféierung vum Budget dran, déi natierlech net am Gesetzestext selwer stinn. Ech denken, datt een an Zukunft déi Recommandatiounen och sollt a Form vun enger Motioun am Plenum abréngen an déi gläichzäiteg mam Gesetz iwwert déi jeeweileg Staatskonten unhuelen. Dat wär logesch.

Dat gesot, wëll ech Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend Merci soe fir d'Nolauschteren, a bréngen d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Rapportrice, der Madamm Octavie Modert, villmools Merci a ginn direkt d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Aus Sécherheetsgrënn kommen ech erop, da kann ech wéinstens d'Mask ausdoen. Merci villmools der Madamm Modert fir hiren detailléieren, hiren ausféierleche Rapport. Merci och der Madamm Adehm an der Kommissioun fir hir Aarbecht a vun hei aus eng gutt Besserung gewënscht!

Da wollt ech just soen, datt mer frou sinn, datt d'Joer 2019 mat engem Iwwerschoss konnt ofgeschloss ginn, grad ewéi d'Joer 2018 och.

Doriwwer eraus sinn ech frou, datt den Här Finanzminister eis géintiwwer ëmmer ganz transparent ass an der Evolutioun vun der Dette publique, d'autant plus, wou een, Transparenz oblige, d'Donnéeën och mëttlerweil an aller Kloerheet um Internetsite vum Finanzministère fënnt.

Dat gesot, géif ech den Accord vun eiser Fraktioun ginn an lech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. E grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Adehm, iwwer si natierlech awer och der Madamm Modert fir d'Presentatioun. Selbstverständlech ginn ech och am Numm vun eiser Fraktioun den Accord. Et ass e gudde Rapport gewiescht an e refletéiert och dat, wat mer an der Kommissioun geschwat hunn.

Um Niveau vun den Investissementer am Zentralstaat goufen effektiv 93 % vun der Enveloppe debourséiert, wat virgesi war, an dat ass jo effektiv och net schlecht. Dat begréisse mer. An dofir, wéi gesot, nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et un der honorabeler Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och vu menger Säit e grousse Merci un d'Rapportrice Diane Adehm, mee awer och e grousse Merci un d'Madamm Modert. Mir si ganz averstane mat der virleiender Propos a mir ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun. Mir wëllen och nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Motioun, déi mer zesummen ofginn hunn, an eisem Sënn ass an dass et wichteg ass, an deem Sënn e rigouréise Suivi ze maachen. A mir begréissen, dass mer an déi dote Richtung ginn. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech wéilt mech och de Mercien un d'Madamm Adehm an un d'Madamm Modert uschléissen. Selbstverständlech si mir och mat dësem Projet d'accord.

Ech wéilt just soen, et gëtt an deene Recommandatiounen e puer Aspekter, déi mer eis awer reservéiere kënnen, fir am Laf vum Joer drop zréckzekommen, notamment all déi Aspekter, déi mat de Scholden zesummenhänken. Mir diskutéieren dat haut relativ iwwerflächlech, mir kommen awer drop zréck, well de Problem vun der Staatsverschëldung ee vun deene fundamentalen ass, mat deene mer konfrontéiert sinn.

Mee fir haut den Accord vun der ADR mat engem grousse Merci un d'Madamm Modert an un d'Madamm Adehm. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Wéi meng Virriedner ginn ech den Accord vun eiser Sensibilitéit.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Och vu mir als Éischt e Merci, net nëmmen un déi schrëftlech Rapportrice, mee och un d'mëndlech Rapportrice, déi hei en excellente Rapport gemaach hunn. Ech mengen, datt een zu de Konten net vill méi ka soen, wéi datt d'Depensë sech am Kader gehalen hu vun deem, wat gestëmmt gouf. All Stot wär frou, wann e bei engem Joresbudget bei tout juste minus 1 % géif erauskommen. Dat also hei eng Kéier och ervirgestrach, et muss een net ëmmer kritiséieren als Oppositioun, dat kann een och ganz kloer emol eng Kéier soen: 1 % méi Depensen, dat ass ganz akzeptabel.

Wat eis e bësse méi wéi deet a wou ech awer och am Laf vum Joer nach eng Kéier wäert drop zréckkommen, dat ass, datt eis Pro-Kapp-Verschëldung sech zënter 2008 (veuillez lire: zënter 2007) vervéierfacht huet a sech an deenen nächste Joren net onbedéngt wäert erhuelen. Dat ass eppes, do musse mer en A drop halen. Mir sollten net nëmmen op eng relativ Verschëldung am PIB kucken, mir sollten och déi Pro-Kapp-Verschëldung am A behalen, well dat ass dat, wat de Stot dobaussen och versteet, dat ass dat, wat mer an Zukunft u Capacité de remboursement mussen opbréngen, wa mer déi Scholden iergendwann eng Kéier wëllen zréckbezuelen.

Dat gesot, d'Cour des comptes huet eng ganz Rëtsch Recommandatioune gemaach - do wäre mer frou, wann déi no an no dann och endlech géifen opgeschafft ginn, genau esou wéi déi vun der Comexbu.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Léif Regierungskolleegen, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierter, ech si frou, dass mer hei dee Konsens hunn, dee mer jo praktesch all Joer hunn, mir huelen dat fir eng Selbstverständlechkeet.

Ech fannen dat en fait wierklech eng gutt Noriicht, dass mir esou zu Lëtzebuerg kënne schaffen, dass d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire dat ganz akribesch kuckt, an ech hu mech druginn an all deene Joren, fir esou transparent wéi méiglech ze sinn - an ech mengen, dat bezweifelt och keen -, a mir ginn, ech ka soen, den allergréissten Demandë vun der Comexbu no, liwweren all d'Informatiounen, déi mer hunn. Heiansdo hu mer se net, da schaffe mer se aus, an da ginn déi kommunikéiert. An ech fannen dat ass och esou, wéi et soll sinn.

Ech wëll e puer Saachen ënnersträichen: Effektiv war 2019 nach e Joer mat véier Méint Douzièmes provisoires, duerno hu mer dann den definitive Budget gestëmmt. Ech soen och Merci fir d'Verständnis, dass mer an der Covidkris de Compte général konnte méi spéit presentéieren, dat huet eis wierklech gehollef.

Wa mer elo quant au fond d'Resultat kucken, et war virausgesinn, dass mer 2019 vläicht en Defizit vun iwwer 800 Millioune géifen hunn, an en fait kënnt hannen eraus en Defizit vun nëmmen 129 Milliounen. Mir hu gëschter vill geschwat vum Fait, dass mer 2018 an 2019 en Excedent haten. Ech mengen, dat huet elo keen ënnerstrach, ech wëll dat awer hei soen: Den Excedent fir 2019 ass 60 Milliounen am Système européen de comptabilité.

Do gesäit een eeben d'Ënnerscheeder tëscht där enger Manéier an där anerer. Et muss ee sech bewosst sinn, dass déi europäesch Aart a Weis vum SEC 2010, Système européen de comptabilité, vill

méi komplett ass a vill méi Institutioune mat eranhëlt wéi d'Établissements publics oder d'SEGSen (ndlr: Services de l'État à gestion séparée). Mee en fait si mer och an der Lëtzebuerger Kontabilitéit ganz no beim Equiliber.

Richtegerweis ass vum Här Clement ënnerstrach ginn - an ech si frou, dass en dat gemaach huet -, dass mer bei den Depensë ganz no derbäi ware bei deem, wat virgesi war. An, wéi d'Madamm Hemmen och richteg gesot huet, mir hunn dat erreecht, andeem mer nach ëmmer ganz vill investéiert hunn. Well déi Aart a Weis, fir séier ze spueren, déi vu ville Länner gebraucht gëtt, wann d'Staatsfinanzen net gutt sinn oder de Budget net gutt ausgesäit, ass, einfach op den Investissementer ze spueren. An et ass net dat, wat mer hei gemaach hunn. Mir hunn hei e bessert Resultat, net, well mer d'Investissementer niddreg gehalen hunn oder artificiell niddreg gehalen hunn, mee - an dat ass jo eng gutt Noriicht -, well d'Recettë bal 5 % méi héich ware wéi dat, wat am Budget virgesi war - wat och en Temoignage ass, dass et der Wirtschaft dee Moment relativ gutt gaangen ass.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer eng Innovatioun virun zwee Joer, mengen ech, agefouert hunn, déi dëst Joer ganz gutt zum Virschäin kënnt, dat ass, dass mer elo e Compte des opérations financières presentéieren. Dat ass et virdrun net ginn, an dat huet e bësse fir Duerjernee gesuergt, wann een dat net gemaach huet.

D'Madamm Modert, där ech Merci soe fir hire mëndleche Rapport, an och der Madamm Adehm fir dee schrëftlechen, huet dat richtegerweis ënnerstrach, dass, wann een de Compte des opérations financières net separat géif maachen, da géif elo do stoen, dass mer en Excedent vun 1,3 Milliarden hätten, well mer en Emprunt gemaach hunn. Also ech mengen, dass mer mat där Mesure immens Transparenz agefouert hunn, doduerch dass mer dee Compte des opérations financières maachen.

Wat ass dann och geschitt am Compte des opérations financières? Eh bien, mir hunn 2019 de Sukuk remboursëiert, dat ass en Emprunt gewiescht, deen éischten an Euro, dee jee esou gemaach ginn ass, deen no de Krittäre vum islamesche Recht fonctionéiert. Dat war eng Innovatioun fir eis Place financière a mir hunn déi 200 Milliounen am Laf vum Joer 2019 remboursëiert, an domat och op där Foto vun deem Dag d'Schold ëm 200 Millioune reduzéiert.

Mir hunn dunn den Emprunt vun 1,7 Milliarde gemaach, sechs oder siwe Méint virun deem Moment, wou deen Emprunt à échéance komm wär. Normalerweis hätt en am Mee oder am Juni missen à échéance kommen; mir hunn dat méi frëi gemaach, well d'Zënsen esou gënschteg waren. A mir hunn och net 2 Milliarde geléint, fir deen zréckzebezuelen, mee nëmmen 1,7 Milliarden. A firwat? Majo, well mer och Liquiditéiten haten. Dat heescht, wann ech elo déi Operatioun Sukuk kucken an déi 1,7 Milliarden amplaz 2 Milliarden, hate mer do e gewëssene Sputt, fir 500 Millioune Scholdreduktioun ze maachen.

A wann 2020 natierlech elo en normaalt Joer gewiescht wär, hätt een dat alles kënne gesinn, mee et ass jo alles anescht gaangen a mir wëssen, dass dat natierlech wéinst der Pandemie ass a wéinst de Konsequenzen, déi dat fir eis Wirtschaft hat an och fir eise Staatsbudget a fir eis Schold.

Fir all déi, déi och elo nach eng Remark iwwert d'Schold gemaach hunn: Ech si voll bei Iech - voll bei Iech! -, dass dat e ganz seriöe Sujet ass! Ech huelen dat absolutt net op déi liicht Schëller. Ech si mer ganz bewosst, dass mer dat musse ganz, ganz genee suivéieren. Ech signaléieren och, dass ech immens transparent nach ëmmer war an och an der Zukunft wäert sinn, wou mer dru si mat dem Remboursement vun den Emprunten. Dat gëtt alljoers publizéiert, mir hunn e Site, wou dat och drop ass, a mir schwätzen dat jo reegelméisseg un an der Commission des finances oder an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire. A mir wäerten dat warscheinlech nach vill méi an den nächste Méint maachen.

Ech fannen et och ganz normal, dass déi Motioun do kënnt, fir dass mer déi riseg Zommen, déi mer do investéieren an eis Wirtschaft an an d'Sauvegarde vun Aarbechtsplazen, dass dat soll ganz genau nogekuckt ginn. Dat si jo riseg Zommen an do muss een och herno kënnen zréckkucken, wéi vill dat da wierklech kascht huet. Dat ass och ganz normal.

Mir hunn och e groussen Effort gemaach, dat ass och ervirgestrach ginn an ech sinn och frou doriwwer, dass mer e grousse Rapprochement fäerdegbruecht hunn zwëschent der Lëtzebuerger Kontabilitéit 1999 an der europäescher. Den Ecart zwëschent deenen zwee gëtt ëmmer méi kleng. Vill konnte mer léisen. Et ass ëmmer déi lescht Meil oder de leschte Kilometer vum Marathon, deen dee schwéiersten ass. Mir wäerten och dorobber nach weider mat Iech schaffen am Esprit, fir déi zwou Aart a Weisen esou no beieneen ze bréngen.

An ofschléissend vläicht, wat d'Problematik ubelaangt vun den Emprunten, annuels, loi spéciale an esou, hat ech Iech virun engem Joer eng detailléiert Nott driwwer gemaach - ech hu se nach eng Kéier geschéckt -, wou ech d'ganz Problematik nach eng Kéier erklären. Ech sinn natierlech an den Hänn vun der Kommissioun, fir dat eng Kéier méi in extenso ze diskutéieren.

An domadder kann ech dann dës kuerz Presentatioun ofschléissen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7676. Den Text steet am Document parlementaire 7676[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7676 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7676 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur la motion 1

Da kéime mer zur Ofstëmmung vun der Motioun, déi deposéiert ass ginn. Kënne mer déi Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wie mat där Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass déi Motioun och eestëmmeg ugeholl.

3. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;

2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;

5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;

6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;

7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;

12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat

et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2021, de Projet de loi 7666. Den Text steet am Document parlementaire 7666[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7666 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Budget mat 31 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zu de Motiounen, déi beim Budget deposéiert gi sinn.

Motions

Do fuere mer schéin der Rei no. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Martine Hansen am Numm vun der CSV-Fraktioun ofgi ginn ass.

Motion 1

(Motion déposée en séance publique n° 22 du 16 décembre 2020 - à consulter au compte rendu n° 09/2020-2021 en page 288)

Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci an och e grousse Merci un d'Madamm Hansen an och un d'Kolleege vun der CSV fir déi Motioun. Mir hätten e Préjugé favorable, fir dat heite matzestëmmen, wa mer kéinten eng

kleng Textännerung accordéiert kréie vun der Madamm Hansen: Amplaz am zweeten Tiret ze soen « souscrivant aux objectifs définis par la Communauté internationale », wa mer do kéinte soen « notant les objectifs définis par la Communauté internationale ».

Ech hu gëschter erkläert, firwat mir Zweifel hunn, datt dat dee richtege Wee ass. Mir wären awer och absolutt enthusiastesch, fir eise klengen a mëttleren Entreprisen ze hëllefen. Also mat där klenger Textännerung géif d'ADR et matstëmmen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President fir d'Wuert. Merci och der CSV fir déi Motioun.

Esou, wéi ech dat och mat der Fraktiounspresidentin vun der CSV an och mat eise Leit ofgemaach hunn, och mam President vun der Kommissioun vun der Ekonomie, géife mer proposéieren, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, da kéint se do diskutéiert ginn. Da bräicht och elo keng Textännerung gemaach ze ginn, wéi den Här Kartheiser dat elo proposéiert huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Vläicht huele se d'Propos un an der Kommissioun, fir eeben deen „notant" drënnerzeschreiwen, déi Textännerung. Ech hätt awer dann natierlech gären, datt se zäitno an d'Kommissioun kënnt, an da kënne mer se jo nach ëmmer duerno erëm eng Kéier an d'Chamber bréngen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 1 de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)

Motion 2

(Motion déposée en séance publique n° 22 du 16 décembre 2020 - à consulter au compte rendu n° 09/2020-2021 en pages 288-289)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Ass nach een, deen zu där Motioun d'Wuert wéilt ergräifen?

Et ass alles gesot. Da kënne mer zum Vott komme vun där Motioun. Ech ginn dovun aus, datt de Vote électronique gefrot ass. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 3

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 297 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun Nummer 3. Dat ass u sech déi, déi vun der ADR deposéiert ginn ass. Wéilt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Mäi Mikro geet och net méi.

(Problème de sonorisation)

M. Georges Engel *(LSAP).*- En ass ganz haart!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mee e geet net!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Da schwätzt ganz haart!

(M. Laurent Mosar se déplace vers le pupitre.)

A maja, merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech mengen, se hunn eisen ofgestallt, Här President!

(Hilarité)

Also, Här President, ganz kuerz. Ech wollt hei nach eng Kéier d'Positioun vu menger Fraktioun zu der Finanztransaktiounssteier ganz kloer soen. Mir sinn am Prinzip fir d'Aféiere vun esou enger Finanztransaktiounssteier, mengen awer, datt dat nëmme kéint Sënn maachen, wa se um ganzen Niveau vun der OECD agefouert gëtt wéinst dem ominéise Level-Playingfield, deen och dem Finanzminister an der Regierung jo um Häerz läit. Duerfir wäerte mir a sech dës Motioun stëmmen, well dat och ganz kloer dorauser ervirgeet. Ech muss allerdéngs soen, ech weess net, ob ech gëschter net ganz nogelauschtert hunn, mee ech hunn net richteg héieren, datt de Finanzminister och Positioun par rapport zu dëser Motioun geholl hätt.

Well ech ka mer jo eigentlech nëmme virstellen, datt d'Regierung déi heite Motioun och matstëmmt, well et ass u sech d'Regierungspositioun.

An ech wëll vläicht awer hei ..., well ech, wéi gesot, e bëssen de Verdacht hunn, wéi wann hei d'Majoritéit déi dote Motioun net géif wëlle stëmmen. An ech wëll hei awer emol eng Kéier ganz kloer soen: Dat hei si Motiounen, déi gi ganz genau suivéiert am ganze Secteur.

An ech mengen, et wier kee gutt Zeechen, wann déi dote Motioun géif vun enger Majoritéit ofgeleent ginn. Duerfir géif ech wierklech elo nach eng Kéier en Appell maachen un d'Regierung, datt mer déi dote sollte stëmmen am Interêt och vun der Finanzplaz.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Bon, mir wäerten natierlech géint dës Motioun vun der ADR stëmmen. Mir huelen als Lénk eis Uerderen och net vun der Finanzplaz. Mir mengen, datt esou eng Finanztransaktiounssteier, déi u sech relativ kleng ass a reng ass a just zu engem Brochdeel erëm e bësse méi Gerechtegkeet géif bréngen, datt dat en plus kengem géif wéidoen an et géif och gewëssen Interessegruppen emol net wéidinn.

Ech mengen, et soll ee sech vun deem Chantage net impressionéiere loossen, dee Vertrieder vun der Finanzplaz hei vum Stapel loossen. An dofir soll een dergéint stëmmen an et soll een ophale mat där Logik vum Level-Playingfield. Eng Kéier ass et d'EU, duerno ass et d'OCDE, duerno ass et d'UNO, duerno ass et de Solarsystem, a fir net ze soen d'ganz Mëllechstrooss. Dat ass just en Argument, fir et einfach net wëllen anzeféieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Mir si prinzipiell och fir eng Finanztransaktiounssteier. Mir géifen et och ganz gäre gesinn, wa se a méi Länner wéi nëmmen engem gläichzäiteg géif kommen. Mir fannen awer déi heite Motioun ze restriktiv, well se sech direkt scho festleet op weltwäit respektiv zumindest d'OECD. D'OECD ass grouss an awer relativ heterogeen. Deementspriechend gesi mer dat als e bëssen ze restriktiv. An duerfir wäerte mir déi Motioun hei och net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum …

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wat ass dann d'Positioun vun der Regierung?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Pierre Gramegna freet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Här President, all déi, déi déi Sujete suivéieren, wëssen, dass ech dat mat ganz vill Opmierksamkeet suivéieren an alleguerten d'Changement-législatiffen an den Domäne vun de Steieren international ganz, ganz no betruechen.

Ech fannen, dass d'Positioun, déi mer heiranner geholl hunn, ganz kloer ass. An d'Positioun vun der Regierung ass, an déi ass bekannt, dass mir keng Finanztransaktiounssteier wëllen, wa se net am ganz breede Krees applizéiert gëtt. Dat steet och am Regierungsprogramm. An dofir mengen ech, brauche mir net esou eng Motioun.

(Brouhaha)

Déi ass superfetatoire. An dofir fannen ech, dass mer dat net solle maachen. Ech géif dat recommandéieren. Well wann ech misst eppes iwwert d'Finanztransaktiounssteier schreiwen, da géif ech dat net an dräi Sätz oder an engem Saz maachen. Och dofir géif ech net recommandéieren, dës Motioun unzehuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser freet nach eemol d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech mengen, dat heiten ass e Sujet, dee mer an där Form mussen awer seriö diskutéieren. Mir hu gëschter gesinn, datt den Här Bettel vum Conseil européen am Juli kënnt an en huet do prinzipiell enger Finanztransaktiounssteier op europäeschem Niveau zougestëmmt, net um Niveau vun der OECD.

Den Här Finanzminister seet haut „am ganz breede Krees", ouni ze preziséieren, wat dee breede Krees ass. Hei geet et ëm en essenziellen Interessi vun der Lëtzebuerger Ekonomie a vun der Lëtzebuerger Finanzplaz.

Datt d'Regierung probéiert, sech ze dedouanéieren a ganz vag formuléierten …, an engem Phrasage, emol net Sätz, mee einfach an enger vager Ëmschreiwung, fir deem Problem hei aus dem Wee ze goen, ass fir eis net akzeptabel! Dat doten ass wierklech eng Kapitulatioun vum Finanzminister entweeder virun engem Feeler vum Premierminister oder awer viru Koalitiounspartner, déi eng ganz aner Positioun vertrieden.

Mee fir eng Demokratesch Partei a fir e Finanzminister ass dat do eng Positioun, déi mat enttäuschend nach vill ze gentil beschriwwe wär.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Et ass keng Wuertmeldung méi do.

(Interruption)

Den Här Mosar nach eng Kéier.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- (…)

(Problème de sonorisation)

(...) dréit awer och e bësselchen zu mengem Erstaune bäi. Wann ech elo den Här Finanzminister richteg verstanen hunn, si mer eis jo eigentlech eens mat der Regierung an dësem Punkt. Den Här Finanzminister huet dat jo nach eng Kéier kloer gesot.

(Problème de sonorisation)

(…) OECD agebonnen. D'Regierung proposéiert dann elo, d'Motioun ofzeleenen. An ech fannen, dat ass awer e bëssen eng (…). Also ech fannen, dat do ass wierklech net am Interêt vun enger gudder parlamentarescher Aarbecht, wann een einfach Motiounen ofleent, well se vun enger Oppositiounspartei kommen.

Mir sinn och op ganz ville Punkten net d'accord mat der ADR, wéi mer och net ëmmer d'accord si mat deene Lénken oder mat de Piraten. Mee wann hei eng Partei, eng Fraktioun eng Motioun proposéiert, mat där mir um Fong d'accord sinn, da stëmme mir déi. An ech fannen, et géif der Chamber gutt zu Gesiicht stoen, wann dann, wann dat do jo de Wee vun der Majoritéit ass, wa mer déi géifen à l'unanimité stëmmen, och fir no baussen e staarkt Zeechen ze setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott komme vun der Motioun.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 24 Jo-Stëmme géint 36 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 35 voix contre et 25 voix pour.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 4

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 298 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Dat ass déi vun der ADR iwwert de Rentendësch. Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir wäerten déi heite Motioun vun der ADR net matvotéieren, well schonn am éischte „Considérant" eng falsch Behaaptung gemaach gëtt. Do steet nämlech, datt de Lëtzebuerger Rentesystem op engem System berout, deen ëmmer méi Salariéen néideg mécht, fir de pensionéierte Leit hir Renten ze finanzéieren.

Eise Rentesystem ass d'Ëmlageverfaren. Dee System bedeit net, datt ëmmer méi Salariéë gebraucht ginn, fir d'Renten ze garantéieren, mee dee System bedeit näischt anescht wéi Rentegerechtegkeet. An dat ass e Generatiounevertrag.

Wann et mëttelfristeg Finanzéierungsproblemer ginn - well wann et se ginn, dann ass dat eréischt mëttelfristeg -, da muss ee kucken, fir d'Recetten a fir d'Schrauwen un deem System ze dréien. Et muss een en net a Fro stellen. An dat ass dat, wat d'Motioun vun der ADR hei probéiert ze maachen. Mir sinn do dergéint.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. D'Madamm Martine Hansen kritt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dës Motioun, well mer et einfach wichteg fannen, datt de Rentendësch géif aberuff ginn. Ech hu gëschter a menger Ried gesot, wann d'Depensë vill méi staark steige wéi d'Recetten, da geet et iergendwann eng Kéier schif an da musse mer driwwer schwätzen. An duerfir ënnerstëtze mir dat heiten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An dann huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Wéi mer alleguer wëssen, gëtt reegelméisseg eng Étude actuarielle iwwert de Gesondheetszoustand vun eisem Pensiounswiese gemaach. Mir hu bei der Pensiounsreform déi Étude actuarielle vun zéng op fënnef Joer no vir gezunn an et ass och eng Bereetschaft do, fir déi Étude actuarielle nach méi frëi ze maachen, soudass op Expertenniveau mer déi Donnéeën hunn, déi mer brauchen, a mer am Moment dee Rentendësch sécher net brauchen, well mer déi noutwendeg Donnéeën hunn, fir politesch Decisiounen ze huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Den Här Fernand Kartheiser als Auteur vun där Motioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mir bleiwe bei där Meenung, Här President - villmools merci, datt Der mer d'Wuert ginn hutt -, datt mer onbedéngt mussen dëse Sujet uschwätzen. Mir hunn eigentlech mat grousser Bestierzung als ADR gesinn, datt beim leschte Koalitiounsprogramm e Refus war, fir iwwerhaapt dee Sujet ze diskutéieren.

Et ka jo net sinn, datt sech hei hanner enger Expertemeenung verstoppt gëtt, wa mer alleguer wëssen, datt dat do laangfristeg eng vun deene gréisste Geforen ass, déi op d'Sozialversécherungssystemer hei am Land duerkënnt an domadder och d'Zukunft vun den nächste Generatiounen…, déi finanziell Zukunft vun den nächste Generatiounen a Fro stellt. Et ass eng Fro vu politescher Verantwortung, fir dësen Dossier esou séier wéi méiglech unzepaken.

An ech wëll menge Kolleege vun deene Lénken och versécheren, datt mir als sozialorientéiert Partei

dat an engem Geescht maachen, fir datt mer eebe méi gravéierend Aschnëtter zu engem spéideren Zäitpunkt kënne prevenéieren, datt mer dat net musse maachen. Well jee éischter een déi néideg Reformen upéckt, desto méi sozialverträglech kann een dat gestalten. Et ass also eng Fro vu sozialer Verantwortung, eng Fro vun Nohaltegkeet géintiwwer den nächste Generatiounen.

Ech soen der CSV jiddefalls Merci, datt si dat hei och esou gesäit, an ech fannen d'Attitüd vun der Regierung wierklech net op der Héicht vun der politescher Verantwortung, déi se dréit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- An ech huelen déi Saach zur Kenntnis, dass ee vu fënnef Sechstel fir jiddwereen zu manner fir jiddwereen iwwergeschwappt ass.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Di Bartolomeo, déi lescht Pensiounsreform, déi hutt Dir gemaach. An Dir hutt derfir gesuergt als LSAP, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Déi Pensiounsreform huet kengem eppes ewechgeholl.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... datt d'Leit manner kréien an datt se, wa se méi spéit an d'Pensioun ginn, dat selwecht kréien, wat se virdru kritt hunn. Dat waren d'Sozialisten, déi dat gemaach hunn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Déi Pensiounsreform huet kengem eppes ewechgeholl. A wann Der dat nach e puermol widderhuelt, da gëtt et nach net méi richteg, Här Kartheiser.

(Coups de cloche de la présidence)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et huet keen d'Wuert. An duerfir kënne mer zum Vott komme vun dëser Motioun.

(Brouhaha)

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen an 32 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 4 est rejetée par 33 voix contre et 27 voix pour.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 5

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 298 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5. Dat ass déi, déi vun der ADR deposéiert ginn ass iwwert de Budget vum Zentralstaat. D'Madamm Martine Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Also si ass eis och ganz sympathesch, mee mir mengen net, datt et méiglech ass, datt mer am Budgetsjoer 2021 scho kënne Scholden zréckbezuelen, well trotzdeem d'Situatioun extreem ongewëss ass. An duerfir wäerte mer eis bei dëser Motioun enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Ass keng Wuertmeldung méi do? Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 5 ..., do huet ee sech geiert, bei 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 19 Enthalungen ofgeleent.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech mengen net. 21 Enthalungen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- 21 Enthalungen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Motion 6

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en pages 298-299 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun Nummer 6, déi vun der ADR deposéiert ginn ass. Wie wëll nach zu där Motioun eppes soen? Den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Och dës Motioun vun der ADR ass der CSV ganz sympathesch, vu datt et ëm ee vun den Haaptsujeten hei aus dem Land geet, wat de Wunnengsbau ass. Et ass awer esou, datt schonn Enn vum leschte Joer d'CSV eng ganz Partie och vun dëse Propositiounen hei iwwer Motiounen ofstëmme gelooss huet. 2019 war en anert Joer wéi Enn 2020 (veuillez lire: Enn 2019 war eng aner Situatioun wéi Enn 2020). Dat, wat eis hei e bësse feelt bei där Panoplie u Moossnamen, déi ergraff gi sinn, ass natierlech eng Fiche financière, déi een awer och misst hunn, fir ze gesinn, wat dat vun Impakt huet.

Duerfir betounen ech: Enn 2019 huet d'CSV eng ganz Partie Propositioune gemaach, déi och an déi dote Richtung ginn. Enn 2020 ass awer eng aner Situatioun. Och wann dës Proposen eis extreem sympathesch sinn, géife mer eis bei dëser Motioun awer enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass ëmmer interessant ze gesinn, wann d'ADR versicht, emol Logementspolitik ze maachen. D'ADR kënnt jo permanent domadder, datt si mengen, datt de Problem vum Logement engersäits dorobber berout, datt an der Logementspolitik net genuch Fräiheet vum Maart erlaabt wier. Do freet ee sech, a wat fir engem Universum d'ADR lieft. Well dat ass genau d'Ursaach, et ginn net genuch Reegelen, a grosso modo kënne Multiproprietären, mir sinn eis do souguer all eens, ech menge souguer bis an d'Reie vun der DP eran, plus ou moins maachen, wat se wëllen. An dat ass jo eng Ursaach vun de Problemer vum Logement.

Bon, duerno an enger zweeter Phas seet d'ADR: Et ass wéinst dem Wuesstum. Dorënner musst Der verstoen d'Frontalieren, dorënner musst Der verstoen d'Netlëtzebuerger, de Sündenbock, wéi ëmmer, fir dann awer Multiproprietären ze protegéieren. Ech weess net, wat fir eng Interêten d'ADR do wëll protegéieren, dat ass hire Béier. Mee op jidde Fall mierken ech, datt se an dëser Motioun op eemol erëm Sozialismus fir d'Proprietäre fuerderen, well dat ass jo erëm eng Kéier ... D'ADR wëll keng Steieren, d'ADR wëll e superschlanke Staat, souguer d'Kolleege vun der DP gi rout, wa se esou eppes héieren. D'ADR wëll u sech all Privileegie fir de Kapital bäibehalen, mee op eemol bei der Proprietéit - bumm! - da muss de Staat bezuelen an nach eng déck Mouk dropleeën. Dofir wäerte mer dergéint stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här David Wagner. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. D'Iddien hannert der Motioun si mer zu engem groussen Deel sympathesch, mee ech hu ganz éierlech keng Anung, wat dat dote fir en Impakt op de Staatsbudget hätt. Ech hunn och net direkt eng Anung, wat datt all eenzel Mesure fir sech geholl fir en Impakt op de Wunnengsmaart hätt. An ech denken, datt dat dote méi breet muss diskutéiert ginn, wéi just op engem Blat Pabeier hei als Motioun séier ofgestëmmt ginn.

Wann et an d'Kommissioun geet, kéint ech mech deem uschléissen. Wann net, enthale mir eis, well et awer ze onkloer ass fir eis, wat dat do betrëfft.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, wann de Wonsch wär, fir et an d'Kommissioun ze huelen, wäre mir natierlech d'accord.

Ech wollt just eng aner Bemierkung maachen: D'Akustik heibannen ass leider esou schlecht, datt ech dem Här Wagner seng Ausféierungen net héieren hunn.

An ech muss lech soen, als Historiker wär ech awer frou, wann ech heiansdo déi ekonomesch Theorien aus dem 19. Joerhonnert och nach kéint héieren, déi den Här Wagner hei verbreet. Dat hätt fir mech wierklech e ganz onheemlechen Effekt, fir et emol esou ze soen, fir nach esou eng Stëmm aus der Vergaangenheet vun Theorien ze héieren, déi scho laang vun der Realitéit dementéiert goufen.

Also ech géif wierklech vläicht en Appell un lech maachen, Här President, fir vun der Vakanz ze profitéiere fir ze kucken, datt mer d'Akustik hei am Sall wéinstens esou kéinten opstellen, datt mer vläicht e puer grouss Mikroen am Sall dohistellen, wou ee kéint higoen, datt een awer wéinstens héiert, wat d'Kolleege soen, fir datt ee kann drop reagéieren.

Et deet mer leed, Här Wagner, ech muss mech bei lech entschëllegen, ech géif lech gär äntweren, mee ech hu leider net héieren, wat Der gesot hutt. Mee et war bestëmmt gutt fir d'ADR.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Mir sinn éischter frou, datt mer net alles aus dem rietsen Eck verstinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Eng ganz generell Bemierkung. Dat Bescht, wat ee fir d'Akustik ka maachen, dat ass, wann déi kleng bilateral Gespréicher géifen ënnerbleiwen.

Ech gesinn, datt mer kënnen zum Vott vun der Motioun Nummer 6 kommen.

Vote sur la motion 6

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 7

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 299 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 7 iwwert d'Kannergeld, déi vun der ADR-Sensibilitéit deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu där Motioun eppes soen? Den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Also dat ass eng Motioun, déi eis ganz gutt gefält, well net méi spéit wéi virun engem Joer hu mer eng Proposition de loi gemaach an déi Richtung, déi awer bis elo nach net d'Geleeënheet hat, an der Familljekommissioun vun der Chamber diskutéiert ze ginn, obwuel den Avis vum Staatsrot virläit. Mee ech hoffen, dass dat awer nëmmen nach ka Joren daueren, bis mer dann och an der Familljekommissioun Zäit hunn, doriwwer ze schwätzen.

D'Kannergeld direkt upassen an indexéieren, ënnerstëtzt d'CSV 100%eg. Mir hunn awer e klenge Problem mat deem Saz „Wäertverloscht säit 2006". Eis lénk Kolleegen hunn drun erënnert, dass et 7,7 % si säit 2014. Mee 2006, dat misst een dann emol fir d'éischt alles am Detail diskutéieren, negociéieren. Dofir, den éischte Saz ënnerstëtze mer zu 100 %. Bei deem zweete Saz hu mer eis Bedenken. A wann deen zweete Saz stoebleift, musse mer eis enthalen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Et ass weider keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Ofstëmme vun där Motioun kommen. Fir d'éischt de Vote électronique fir ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Auteur vun der Motioun, den Här Fernand Kartheiser, freet nach eemol d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt awer op dat zréckkommen, wat den Här Spautz gesot huet, net fir elo eng Textännerung ze maachen, well dat féiert eis elo ze wäit, mee fir méi op dee Problem ze kommen, datt déi Propositiounen, déi d'Oppositioun mécht, sief dat d'ADR, sief dat d'CSV oder och aner Kolleege vun anere Parteien, dacks net op den Ordre du jour vun deene verschiddene Kommissioune kommen.

Ech géif et op jidde Fall ënnerstëtzen an ech wär frou, wann de President oder d'Presidentin an der Familljekommissioun ... Wien ass dat am Ableck? Ech weess et elo leider net.

Une voix.- Den Här Hahn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Hahn. Wann den Här Hahn eis awer kéint wéinstens den Engagement ginn am Kader vun dëser Diskussioun, datt d'Proposition de loi, déi vun de Kolleege vun der CSV gemaach ginn ass an déi schonn aviséiert ass vum Conseil d'État, datt en awer wéinstens dat op den Ordre du jour elo géif huele vun der Familljekommissioun. Mir géifen dat op jidde Fall als ADR ënnerstëtzen, well mer jo gesinn, datt mer mat der CSV do awer wéinstens zu engem Deel oder zu engem groussen Deel souguer där selwechter Meenung sinn an datt mer dat dann elo kéinten esou séier wéi méiglech an der Familljekommissioun diskutéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Här Max Hahn freet d'Wuert. Den Här Hahn, wannechgelift.

M. Max Hahn *(DP).*- Well den Här Kartheiser mech direkt ugeschwat huet, kann ech ëm dann esou kuerz virun de Feierdeeg och eng besënnlech Äntwert ginn. Et ass virgesinn, fir dat uganks d'nächst Joer ze behandelen, an dat ass och schonn annoncéiert ginn an där leschter respektiv souguer an där virleschter Kommissioun, dass dat géif op den Ordre du jour kommen.

Et ass och esou, dass do net nëmmen eng Proposition de loi ënnerwee ass, mee et sinn der méi. An den Här Spautz krut och matgedeelt vun der Familljeministesch, dass déi fënnef Proposition-de-loien net ëmmer nëmmen ënnert d'Kompetenz fale vun der Familljekommissioun, mee dass do eng ganz Partie Commission-jointë wäerten organiséiert ginn, wou Dir jo dann och mat an der Kommissioun wäert dobäi sinn an och do kënnt d'Diskussioune mat suivéieren.

Ech hoffen, ech konnt lech Satisfaktioun ginn, Här Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn, fir déi Prezisiounen.

Vote sur la motion 7

De Vott war schonn amgaangen. Ech mengen, da kënne mer mam Vott iwwert déi Motioun awer elo virufueren.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 6 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 8

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 299 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 8, déi vun der ADR-Fraktioun deposéiert ginn ass. Den Här Gilles Roth freet d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech kommen erop, well se mer effektiv dobannen an der Regie gesot hunn, dass vu verschidde Mikroe vun de Plaze keng Iwwerdroung ka gemaach ginn. Dofir ass dat, wat den Här Kartheiser an den Här Wagner gesot hunn, duerchaus zoutreffend.

Hei geet et ëm déi kal Progressioun. Dat ass e wichtege Projet. Wat heescht dat? Dat heescht, dass u sech, wann d'Inflatioun an d'Luucht geet, dann d'ADR seet: „Mee da muss een deem och um Niveau vun der Steierlaascht Rechnung droen." Dee Prinzip, mengen ech, kënne mir als CSV ënnersträichen.

Just d'Ëmsetzung vun deem Prinzip huet een Hoken. Mir hu virun zéng Joer aus der Steiergesetzgebung eng Dispositioun erausgeholl. An zwar huet déi gesot, dass, wann d'Inflatioun géif ëm méi wéi 5 % an d'Luucht goen, d'Regierung dann eigentlech obligéiert wier, fir e Projet de loi ze deposéieren, fir d'Steiertabell deementspriechend unzepassen. Dat ass awer an der Reegel net ëmmer gemaach ginn. Et ass awer trotzdeem reegelméisseg dem Verloscht vun der Kafkraaft Rechnung gedroe ginn, andeem een d'Steieren, ech soen, an enger Periodicitéit vun zwee, dräi oder véier Joer no ënnen ugepasst huet, well soss géifen d'Leit zwar méi verdéngen, mee d'Steiere géifen dat, wat se méi verdéngen, ewechhuelen.

An aus deem Grond ass d'CSV selbstverständlech d'accord, fir dass d'Steierlaascht, déi deen eenzelne Bierger ze droen huet, reegelméisseg un déi kal Progressioun ugepasst gëtt. Mee sollt dat heeschen, dass et en Automatismus ass vun der Steiertabell un déi kal Progressioun, da si mir net dermat d'accord. An aus deem Grond wäerte mer eis, well mer de Prinzip droen, mee de Mechanismus net, bei där Motioun hei enthalen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech verstinn, wat den Här Roth gemengt huet, an ech hu mech och säit gëschter - mir haten d'Motioun jo elo schonn e bësse virleien - nach eng Kéier e bësse méi intensiv mat deem Dossier beschäftegt, well et eppes ass, wat mer awer um Häerz läit. Et sinn nämlech grad déi Leit mat deem niddregsten Akommes, déi jo vum Steierfräibetrag am meeschte profitéieren. Wat ee méi verdéngt, wat ee méi Steiere bezilt. Ech mengen, dat ass e Prinzip, dee mer héichhale sollten. Dat sinn eeben déi breet Schëlleren, vun deene mer gäre schwätzen, déi e bësse méi droen.

De Problem ass, datt duerch d'Upassunge vum Mindestloun ... Eleng duerch d'Upassung vum Mindestloun - dee geet dann elo an d'Luucht, mir hunn dat hei alleguer gestëmmt - verdéngen déi Leit méi, mee de Steierfräibetrag geet net an d'Luucht.

Dat bedeit, datt déi Suen, déi se elo méi kréien, déi d'Chamber hinne méi gestëmmt huet, déi en Droit acquis sinn a wou keen heibanne kontestéiert huet, datt déi Erhéijung soll kommen, déi féieren dozou, datt ee gudden Deel dovunner schonn nees a Steiere ginn. Dat fannen ech iergendwou awer, wann et net esou traureg wär, fir ze laachen.

Mir ginn erëm mat enger Hand a mir huelen direkt mat där anerer erëm e bëssen ewech. An da schwätze mer och iwwert den Index. Mir hunn en Indexsystem, fir eng Progressioun vun de Salairen ze hunn. Mir hunn en Index, fir en Ausgläich vun der Inflatioun ze hunn. Dat ass eng gutt Saach. Dat huet eis soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg garantéiert an deene leschte Joerzéngten.

Mee allkéiers wann den Index kënnt, kréien d'Leit zwar méi brutto, mee den Netto wiisst net mat deem nämmlechten Taux wéi hire Brutto. Dat fannen ech net eng equitabel Reegelung. An deementspriechend wäerte mir och dës Motioun hei ënnerstëtzen, well anescht wéi den Här Roth et gelies huet, mengen ech, steet hei och net dran, datt et eng Obligatioun gëtt, datt et en Automatismus gëtt, mee et ass e Soll, an datt d'Regierung do muss aktiv ginn, fir dat ze maachen. An deementspriechend mengen ech och net, datt hei en Automatismus explizitt gefuerdert ass.

Ech gesinn et esou, datt d'Regierung hei d'Méiglechkeet kritt, fir eeben a reegelméissegen Ofstänn all zwee Joer e Rapport ze maachen an dann déi kal Progressioun och ze kompenséieren. Dat ass zumindest meng Lektür. Mee ech mengen, datt den Auteur vun der Motioun eis do méi opkläre kann, wéi et gemengt ass, wéi ech. Mir wäerten op alle Fall déi Motioun hei matdroen, well et kann net sinn, datt mer mat där enger Hand ginn a mat där anerer direkt erëm e Batz dovunner ewechhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott vun där Motioun kommen.

(Interruption)

Den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, freet nach d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, just fir ze completéieren. D'kal Progressioun ass e schéine Sujet, mat deem ee sech kéint elo laang auserneesetzen. Dat kann ee ganz bestëmmt net an enger Motioun, déi een den Dag virdru kritt, dann hei an déi eng oder aner Richtung drécken.

Ech wëll just ënnersträichen, dass de gréisste Beneficiaire oder déi gréisste Beneficiairë vun enger automatescher Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun déi grouss Gehälter sinn! Dat sinn déi, déi am meeschten dovunner beneficiéieren! Do kann een dat gutt fannen, mee wann een dat awer wëllt elo presentéieren, wéi wann dat grad fir déi kleng am schlëmmste wär, dat ass net richteg. Déi leiden natierlech drënner, mee de Steiersaz, deen den Empfänger vum Mindestloun bezilt, deen ass elo ganz, ganz kleng ginn. Mat der Steierreform vun 2017 bezilt e Beneficiaire vum Mindestloun ganz wéineg Steieren, ganz no bei null. Mee déi, déi vill verdéngen, déi iwwer 39 % a 40 % musse bezuelen, dat sinn déi, déi natierlech, wa mer dat heite géife maachen, dovunner profitéieren. An dofir hu mir justement och, wéi mer d'Steierreform 2017 gemaach hunn, eng ganz aner Approche gewielt vum Crédit d'impôt.

Et gefält net jidderengem. Mee dat ass eng geziilt Aart a Weis, fir grad deenen ze hëllefen, déi et am meeschte brauchen. A mir hu justement de Crédit d'impôt bei der CO_2-Steier och erëm eng Kéier ugewannt. An och do war de Räsonement vu Verschiddenen, fir ze soen, mir hätten dat missen am Index loossen. Voilà, dat ass déi selwecht Iwwerleeung, dass dat da muss generell ofgefiedert ginn, an da beneficiéiert jiddereen dovunner.

Ech mengen, mir sollen - enfin, et ass op jidde Fall d'Positioun vun dëser Koalitioun -, dass mer solle vill méi geziilt virgoen, wa mer esou Saache wëlle maachen. An dofir wollt ech intervenéieren, fir dat an dee Kontext ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci. Jo, Här President, ech hunn d'Wuert gefrot, well et ass déi zweete Kéier dës Woch, wou ech den Här Finanzminister héieren, eng komesch Ausso maachen, wat mech awer e bëssen inquietéiert a wou ech awer eng Klarifikatioun …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wagner, et wier awer vläicht am beschten, Dir kéimt bis bei de Mikro heihinner.

(Brouhaha)

(M. David Wagner se déplace vers le pupitre.)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci. Jo, et ass méi einfach. Mee wierklech, wannechgelift …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Voilà! A wann elo den Här Roth an den Här Clement mat hirer Bilateralll géifen ophalen!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Här President, et ass wouer, et soll een net ze vill Bilateralle maachen. Mee och ouni Bilateralle versteet ee sech net. Mir héieren d'Kolleege vun do net, si héieren eis net. An enger Chamber muss jidderee sech kënnen héieren. Et ass net déi éischte Kéier, wou mer dat soen. Vläicht kann een näischt maachen.

Une voix.- Dann och an de Mikro vläicht schwätzen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mee vläicht kann een och eppes maachen. Et wier wierklech gutt, datt mer ab nächstem Joer eng richteg gutt Akustik kréien, well soss ass et net seriö, soss hu mer wierklech Schwieregkeeten, fir normal hei ze schaffen. Bon!

Ech wollt intervenéieren, elo. Ech wollt am Ufank net intervenéieren, mee et ass déi zweete Kéier, elo gëschter an haut, wou ech den Här Finanzminister héieren, eng komesch Ausso maachen, déi mech awer staark inquietéiert, wat den Index ugeet. An ech mengen, do bräicht een eng Klarifikatioun, well ech ginn emol dovunner aus, datt d'Regierung voll hannert dem Index steet.

Well déi Argumentatioun, fir ze soen: „Passt op, den Index, déi gréisste Profiteure vum Index, dat sinn déi héich Revenuen!" - natierlech, wann een dat esou kuckt, proportionell gesinn, geet dat erop -, dat war ëmmer eng Argumentatioun, déi benotzt ginn ass vun de Géigner vum Index, fir u sech den Index ze delegitiméieren. An et ass u sech ëmmer déi éischt Dier, déi een opmécht, fir herno den Index vollkommen ofzeschafen, fir ze soen: „Et sinn u sech a Wierklechkeet déi Räichst, déi dovunner profitéieren."

Ech fannen dat och e bësse komesch, datt et grad aus dem Mond kënnt vun engem Member vun enger Partei, déi am Prinzip jo awer elo net grad ..., also éischter d'Interesse vun de Leit, déi 100.000 Euro d'Joer verdéngen, verteidegt.

(Brouhaha général)

A dach! Ben jo! Dat ass alles aktéiert an de Projet-de-loien, déi Der och schreift a matvotéiert.

Dofir wollt ech awer wëssen, ob dat eng nei Linn ass vun dëser Regierung. An et däerf een net vergiessen, datt den Index jo net just eppes ass, wat een dohinnerleet, eppes, wat ee bäileet, mee dat ass einfach eng Upassung un d'Inflatioun! Et ass u sech eppes Normales! An datt d'Leit, déi méi verdéngen, eng proportional Upassung kréien, domadder huet keen e Problem. Domadder huet och en normale Salarié kee Problem, well dat ass gutt fir d'Wirtschaft an dat kënnt jidderengem zegutt.

Dofir, ech wollt dat awer nach eng Kéier soen. Mir wäerten déi Motioun natierlech matdroen. Mee ech war e bësse beonrouegt, a mäi Kolleeg, de Marc Baum, och e bësse gëschter, wéi mer den Här Finanzminister héieren hunn, déi Argumentatiounsschinn fueren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Da kritt den Auteur vun der Motioun d'Wuert, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. An och merci all deene Kolleegen, déi intervenéiert sinn. Ech mengen, mir sollten, wa mer iwwer Steieren oder iwwer aner Finanzsujete schwätzen, d'Saache kloer auserneenhalen.

Mir hunn eng Indexdiskussioun, mir hunn eng Crédit-d'impôt-Diskussioun. Den Index huet säi Wäert - ech ginn dem Här Wagner a senger Analys Recht. Mir hunn de Crédit d'impôt. Mir hunn eis als ADR ëmmer fir de Crédit d'impôt ausgeschwat. Dat ass eng gutt Saach, dat ass eng gutt Approche. A mir hunn de Problem vun der kaler Progressioun, wat u sech eng verstoppte Steiererhéijung ass. Mee et kann een net einfach elo probéieren, dat eent mat deem aneren an de Kontext ze setzen, fir dat eent ze justifiéiere mat eppes, wat u sech an engem anere Kontext steet.

Hei hu mer et mat enger verstoppter Steiererhéijung ze dinn, wann d'Steiertabell net ugepasst gëtt. An dofir menge mir, muss dat en Automatismus sinn. Oder de Staat soll higoen an de Leit soen: „Mir erhéije gär d'Steieren." Dat ass wéinstens transparent, dat ass éierlech!

Dofir hunn ech och e klenge Problem mat der Argumentatioun vu mengem estiméierte Kolleeg Gilles Roth. Well wann e mam Prinzip d'accord ass, firwat dann net mat de Mesuren? Well da seet e jo u sech: „Mir sinn och der Meenung u sech, datt dat do net richteg ass, fir eng kal Progressioun ze hunn, mee et soll awer keen Automatismus sinn. Dat heescht, mir halen eis dat Recht vir, fir awer verstoppte Steiererhéijungen ze maachen!" Dat kann et jo net sinn!

Also mir brauchen als Staat eng kloer Transparenz. Mir solle kucken, datt mer keng verstoppte Steiererhéijunge maachen, datt mer oppe mat de Leit sinn. Mir wëllen och Crédit d'impôt, mir wëllen den Indexsystem behalen. Awer dat hei ass eng aner Diskussioun, déi huet hir eege Meritten, hir eegen Erausfuerderungen.

A fir eis als ADR ass op jidde Fall kloer: Wann de Staat wëllt Steieren erhéijen, muss dat iwwert de Wee vum Gesetz goen an aller Transparenz, an net iwwer verstoppte Methode wéi déi kal Progressioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Da kënne mer elo zum Vott komme vun där Motioun.

Fir d'éischt de Vote électronique …

Den Här Michel Wolter kritt nach d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech huelen an dësem Moment d'Wuert, fir op eng a mengen Ae weider Derive vun der parlamentarescher Aarbecht anzegoen, nämlech déi, dass ech säit enger Rei vu Wochen hei mierken, dass d'Majoritéit systematesch op d'Motioune vun der Oppositioun net méi äntwert, dass mer an enger Situatioun sinn, wou mer de Moien hei eng Diskussioun hunn tëschent den Oppositiounsparteien an der Regierung.

Ausser engem Tëscheruff vum Här Di Bartolomeo, deen d'ailleurs esou war, wéi e war, mee et war en Tëscheruff, ass bei kenger Motioun, quasi kenger Motioun iergendee Vertrieder vun de Majoritéitsparteien op d'Tribün komm, fir d'Positioun vu senger Partei ze explizéieren. An dat huet entre-temps Geschicht! Well ausser dem Här Baum, dee kuerz a knapp sech hanner säi Minister gestallt huet …, souguer schonn an der Diskussioun iwwert déi lescht Covidgesetzer, kee Vertrieder vun der Majoritéit d'Positioun vu senger Partei zu de Motioune vun der CSV - véier zu deem dote Sujet - erkläert huet.

Ech muss Iech soen, dass ech dat extreemst bedaueren! Ech bedaueren extreemst, dass mer amgaange sinn, an e parlamentaresche System ze kommen, wou en fin de compte an der Diskussioun mer ufänken, just nach eng Diskussioun tëscht der Oppositioun an der Regierung ze hunn, an d'Majoritéit mat hiren 31 Leit just dosëtzt, fir am richtege Moment den Aarm ze hiewen, esou wéi d'Regierung hir et seet.

Ech bedaueren dat. A well et ufänkt, System ze hunn, wollt ech et de Moien eng Kéier gesot hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter.

(Interruptions)

Vote sur la motion 8

Mir haten ugefaangen, iwwert déi heite Motioun ofzestëmmen. Do ware mer nach net fäerdeg. Den Här Gloden feelt nach ... Voilà!

Fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass d'Motioun 8 bei 8 Jo-Stëmmen, 30 Nee-Stëmmen ...

Une voix.- 31! 31!

M. Fernand Etgen, *Président.*- 31 Nee-Stëmmen, genau!

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme

Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Motion 9

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 302 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 9. Dat ass u sech déi Motioun, déi vun der Sensibilitéit déi Lénk ofgi ginn ass a wou et drëm geet, fir fir e Service bei der Verwaltung fir d'Saisie, d'Kompilatioun, den Traitement a d'Publikatioun vun de fiskaleschen Donnéeën ze froen. Dorëms geet et bei der Motioun Nummer 9.

Ass eng Wuertmeldung zu där Motioun do?

Den Här Fernand Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, mir verstinn d'Uleies vun deene Lénken. Ech wéilt just rappeléieren, datt mer gëschter als ADR hei derfir plädéiert hunn, fir de Staat net permanent auszeweiten, well mer kee plethoresche Staat wëllen, e staarke Staat wuel, awer net permanent der Administratioun zu dësem Ableck, wou mer grouss budgetär Problemer hunn, nei Tâchë wëllen oplueden.

Dat heescht, mir si bereet, iwwert déi Iddi vun deene Lénken ze schwätzen, denken awer, datt den Ableck net richteg gewielt ass, well mer esou grouss budgetär Problemer hunn, soudatt mer net nach zousätzlech administrativ Tâchë wëllen derbäihuelen.

Villmools merci. Mir enthalen eis.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Mir kënnen déi Motioun hei matstëmmen. Mir fannen, dass dat wichteg Informatioune sinn, déi souwuel an der Verwaltung sollten do sinn, déi der Regierung sollten zur Verfügung stoen, awer virun allem och der Chamber.

Et ass wichteg, dass d'Chamber weess, wat fir e finanziellen Impakt déi eng oder déi aner Moossnam huet, dass d'Chamber och informéiert gëtt iwwer Berechnungen. An déi Berechnungen, déi kënne just innerhalb vun enger Verwaltung gemaach ginn. Firwat? Mee well jo och e Steiergeheimnis spillt.

A wann hei sollten zousätzlech Beamte musse rekrutéiert ginn, fir dat ze maachen, wiere mir och dermat d'accord, grad ewéi mer et och géife gutt fannen, dass ënner enger banaliséierter Form dann och déi Donnéeën zum Beispill der Zentralbank kéinten zur Verfügung gestallt ginn, fir dass een och vun hinnen déi Berechnunge kéint kréien, déi eng Chamber am Sënn vun hirem Kontrollmechanismus vun enger Regierung kéint maachen.

Dat ass eng Fuerderung, déi gëtt reegelméisseg vun der Presidence a vun der Direktioun vun onser Lëtzebuerger Zentralbank gestallt. Mir wieren och frou, wann een där Fuerderung kéint nokommen. Duerfir stëmme mer där heiter Motioun zou.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Ass nach eng weider Wuertmeldung? Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Héiert Der mech gutt?

Plusieurs voix.- Jo!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

(Hilarité)

Also éischtens, jo, merci de Kolleege vun der Oppositioun, déi hire Pefferkär zu dëser Motioun ginn hunn. Et sinn, mengen ech, déi Eenzeg, déi och eppes gesot hunn a sech mat der Motioun auserneegesat hu respektiv wéinstens eng Meenung hunn.

Den Här Kartheiser seet, et misst een oppassen. Bon, ech verstinn - dat ass d'Logik vun der ADR - fir ze soen: „Mir wëllen elo keng Suen ausginn." Mee, éierlech gesot, dat wier kee Service, deen elo eng 1.000 Beamte géif employéieren. Au contraire, wann een esou e Service hätt, da kéint ee gesinn, wou ee kéint weider Steierrecetten degagéieren. Dat heescht, et wier u sech eng Stäerkung vum Staat.

Den Här Roth huet eng Partie Propositioune gemaach, déi an déi richteg Richtung ginn. Ech menge schonn, datt mer eis et misste leeschten, eeben esou e Service ze schafen. E Service, dee selwer gefuerdert gëtt vum ehemolegen Direkter vun der Steierverwaltung, dee seet: „Lëtzebuerg brauch e Service, wou ee ka kucken, wou ee Leit astellt, déi Knowhow hunn, déi gutt sinn." A mir hunn där en masse zu Lëtzebuerg, Jonker an esou weider, déi bereet wieren, dat ze maachen, fir Evaluatiounen ze maachen, fir ze kucken, wat fir eng besser Steierpolitik ee kann zu Lëtzebuerg maachen, wou Sputt ass, wou een nach weider Recettë ka maachen. Déi brauche mer!

Wann een esou e Service hätt, deen och d'Regierung géif conseilléieren an och eis, d'Chamber, da kéint ee weidergoen.

Zum Ofschloss: Dat, wat den Här Wolter virdru gesot huet ... Ech mengen, et war nach gëschter och wärend den Debatten. De Marc an ech hunn och e bëssen ... Et ass eis och opgefall, datt d'Majoritéit einfach net méi reagéiert. Wa se ugegraff gëtt, reagéiert se net. Heiansdo reagéiert se, se hätt vläicht besser gehat, näischt ze maachen.

Mee et weess een emol net méi, wat d'Majoritéit denkt! Et kann een egal wat soen, et ass einfach esou stoesch. Okay. An ech mengen, wann d'Majoritéit net reagéiert op eng Motioun vun der Oppositioun, da kann et nëmmen eng Saach soen: Si wëssen net, wat fir eng Argumentatioun se solle benotzen, fir dergéint ze sinn!

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et fält mer soss näischt an. A mir erliewen a leschter Zäit eng Degradatioun. Dofir kënnt Dir net, Här President. Dir kënnt keen zwéngen ze schwätzen, ech och net d'ailleurs.

(Hilarité)

Ech wier och net frou, wann ee mech géif zwéngen ze schwätzen, mee et muss een einfach eng allgemeng Degradatioun vun de parlamentareschen Debatte feststellen. An ech mengen, dat ass éischter du fait vun der Majoritéit.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert gefrot.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Zum Éischte wëll ech ënnersträichen, dass ech mech agesat hunn, fir dass d'Steierverwaltung soll vill méi Personal kréien - an dat hunn ech reegelméisseg gemaach, säitdeem ech Finanzminister sinn -, well do säit laanger Zäit net méi agestallt ginn ass. Ech hunn dat schonn e puermol hei gesot.

Dofir sinn ech der Meenung, dass d'Steierverwaltung ka mat dem aktuelle Kader vu Leit, déi se hunn, hir Aarbecht maachen. A se maache se ganz gutt.

Hei gëtt an där Motioun en Amalgamm gemaach. An dofir kann ech net mat där Iddi liewen, dass mer mussen en extrae Service maachen indépendamment vum Coût. Nach ni huet d'Steierverwaltung esou vill Informatioune ginn, wéi se der haut gëtt! An deen Amalgamm, deen hei geschitt ass, dat ass ze soen: „Mir kréie keng Zuelen." Ech hunn dat scho gëschter erkläert. Wéi soll ech dann Zuele kënne ginn, déi kredibel sinn, wann ech muss Hypotheese maachen, déi abstrakt sinn, déi net fundéiert sinn?

An dat ass dat, wat hei an der Resolutioun drasteet; mir géife keng Zuele ginn. Mir maache soss näischt, wéi Zuele ginn! Dir hutt de Budget gestëmmt. Dir hutt d'Zuelen alleguerten! Wann Der Froen hutt zu deene verschiddene Saachen, da kritt Der Äntwerten, souwäit een Äntwerte ka ginn.

Ech hu gëschter am Detail erkläert, firwat een net ka mat Sécherheet soen, wat den Effet vun der Augmentatioun vun der CO_2-Steier ass. Bon, d'Zentralbank huet sech druginn, fir eng Rechnung ze maachen. Anerer gi sech drun, fir Rechnungen ze maachen. Ech ka mech erënneren, dass bei der Aschätzung, wivill dass d'Steierreform géif kaschten, jiddereen et besser wousst wéi d'Steierverwaltung.

(Hilarité)

A wann een dann zréckgekuckt huet: Deen, deen am nooste bei der Wourecht war, war d'Steierverwaltung.

Dofir, mir brauchen net en extrae Service ze maachen. Déi Leit si kompetent.

Mir hunn och d'Initiativ geholl, ech hunn dat och an der Debatt iwwert d'Fiskalitéit gemellt, dass d'Regierung de Conseil économique et social gefrot huet, fir eng Etüd ze maachen, déi eng Aktualisatioun ass vun där vun 2015. Majo, dat ass eng Initiativ, fir méi Transparenz ze kréien! An do liwwert d'Steierverwaltung - natierlech anonymiséiert - alles, wat se huet!

An ech froe mech wierklech, wat een nach méi muss maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Minister Merci, dass en zu där Motioun vun de Kolleege vun déi Lénk Stellung geholl huet. Ech hu ganz genau nogelauschtert, wat e gesot huet.

Ech kann him bäiflichten, dass mer exzellent Steierverwaltungen hunn. Dat zielt net nëmme fir d'direkt Steierverwaltung, dat zielt och fir den Enregistrement a fir d'Douane. Ech hunn och ganz intensiv nogelauschtert, dass e gesot huet, d'Steierverwaltunge wieren eigentlech ëmmer am nooste bei deene Berechnunge gewiescht, wéi et sech herno och erausgestallt huet.

Da ginn ech also dervun aus, dass déi Berechnunge vun der Douanesverwaltung, wat d'Käschte vun der CO_2-Steier sinn, nämlech 178 Milliounen Euro Verloscht fir de Staat, sech dann och herno wäerten erausstellen.

Ech hunn awer nach eng aner Fro: Dir hutt gesot, Dir wiert transparent mat den Zuelen. Mir hunn och kee Grond, dann dorun ze zweifelen, mee Dir kënnt dat awer haut ënner Beweis stellen. Ech hat Iech gëschter eng Fro gestallt; nämlech ee vun de Projet-pharë vun dëser Regierungskoalitioun Bettel 2, dat war dee fir ze soen: „Ma, mir féieren d'Individualiséierung vun der Besteierung an. An ob ee gescheet, bestuet, gepacst, Jonggesell, Wittfra, Wittmann ass, jiddweree kënnt an déi selwecht Steierkategorie a kee wäert verléieren.

Dat heescht jo eigentlech a mengem klenge Verständnis an, ech mengen, och an anere Leit hirem, dass jiddwereen eigentlech an d'Steierklass 2 kënnt. An duerfir, Här Gramegna, Dir sidd zënter 2013, dat heescht geschloe siwe bis aacht Joer Finanzminister. Ech ginn dervun aus, wann Der esou eppes an e Walprogramm schreift, wann Der esou eppes an e Regierungsprogramm schreift, dass Der genau wësst, wat den Impakt vun där Moossnam ass.

Duerfir géif ech Iech froen am Sënn vun dem Dialog a vun der Transparenz, déi jo Ärer Partei gutt zu Gesiicht steet: Wivill kascht dann d'Individualiséierung vun de Steierrechter, wa jiddwer eenzelne Steierzueler an der Klass 2 géif besteiert ginn? À vous la parole.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här David Wagner huet d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci, Här Roth, well et ass e bëssen dat, wat ech och wollt soen. Ech mengen, den Här Gramegna huet vill Virdeeler an en huet e puer Nodeeler. Dat ass, datt en ni Minister war, pardon, dat ass, datt en ni Deputéierte war.

(Hilarité)

Dat war mäin Nodeel. Ech war ni Minister an et wäert warscheinlech dobäi bleiwen. Ha! Mee Dir waart ni Deputéierten.

An et fält engem oft op, datt Ministeren, déi ni an der Chamber souzen, heiansdo e bëssen eng Sensibilitéit fir d'parlamentaresch Aarbecht feelt. Si ginn dovunner aus, datt se all Informatioune relativ schnell kënne kréien, mee dat funktionéiert net esou.

Et ass och net wouer, zemools ass et net wouer, wann een net de ganzen Dag am Finanzministère sëtzt a Finanzpolitik mécht, wéi warscheinlech quasi all Deputéierten hei am Sall, deen och keen Expert ass an deen awer wëllt Politik maachen an deen net d'Zäit huet, vläicht och op verschidden Administratiounen unzeruffen, Mailen ze schreiwen an emol net ëmmer genau esou richteg weess, wou ee genau misst uruffen an e wëllt awer Politik maachen a e wëllt gewësse Mesurë virschloen, datt e wéinstens ka wëssen, wat Mesure A, Mesure B, Mesure C an esou weider géif kaschten, ob een dat kéint evaluéieren. An dat kann een evaluéieren!

Zurzäit kann een dat net maachen. Wat fir eng Steiere géif ee kréien, wann een déi Steier eropsetzt oder ofschaaft oder en Abattement mécht an esou weider? Et muss esou ee Service kënne bestoen, deen am Finanzministère ass an deen och eng gewëssen Autonomie huet par rapport zur Steierverwaltung. Dat ass, mengen ech, natierlech och wichteg.

Dat heescht, ech verstinn net ... Éierlech gesot, mat allem Respekt, Här Minister, Är Äntwert ass eng Äntwert vun engem Minister, dee genau weess, wou e wat ka kréien an dee vläicht heiansdo och net onbedéngt ëmmer weess, wivill eng Reform kascht, well et wier jo wierklech interessant ze wëssen, ob de Finanzministère op dem Här Roth seng Fro kéint direkt elo eng Äntwert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Ech gesi keng Wuertmeldung méi, soudatt mer kënnen elo zum Vott vun der Motioun Nummer 9 kommen.

Vote sur la motion 9

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 9 est rejetée par 31 voix contre, 25 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 10

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 302 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 10 vun deene Lénken. Ass nach een, deen zu där Motioun d'Wuert wëllt ergräifen? Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech wollt d'Wuert froen, fir ze soen, datt mir dës Motioun net kënne stëmmen aus zwee ganz klore Grënn.

Éischtens mengen ech, datt dat, wat d'Kolleege vun déi Lénk froen, ganz einfach géint eist Duebelbesteierungsofkommes verstéisst, soudatt mer dat net kënne maachen.

An deen zweete Grond ass: Ech mengen och net, datt een am Kader vun Aktiegesellschafte kann en Ënnerscheed maachen tëschent Aktiegesellschaften, déi Immeublen detenéieren, an all deenen aneren.

Duerfir wäerte mir géint dës Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Dann ass et um Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, déi heite Motioun, déi mer deposéiert hunn, wéi Der wësst, entspréngt erëm eng Kéier wéi déi viregt enger Iddi vum ehemolegen Direkter vun der Steierverwaltung, dem Här Guy Heintz, dee jo op enger Carte blanche op RTL (veuillez lire: an engem Lieserbréif op RTL) gesot huet - an dat ass tatsächlech warscheinlech och nach eppes, wat geschafe gouf, ech mengen, ouni datt mer et wierklech wollten oder ouni datt de Ministère dat deemools wollt -, datt mer u sech de Problem hunn, datt Netresident-Investisseure via auslännesch Firme kënnen hei zu Lëtzebuerg Immobilien hunn an datt d'Participatiounen net besteiert ginn an d'Plus-valuen net besteiert ginn.

Dat ass genausou e Problem wéi dee vun de FISen. Et ass e Problem vun Duebelnetbesteierung justement. Et ass net d'Gefor, datt mer eng Duebelbesteierung maachen, wéi den Här Mosar, mengen ech, gesot huet. Vläicht hunn ech mech geiert, mee mir héieren eis eeben net ganz richteg.

Mee de Problem läit jo justement bei der Duebelnetbesteierung. Dat sot den Här Heintz och an e mengt, datt mer do an deem Sënn misste legiferéieren, well dat och de BEPS-Recommandatioune géif entspriechen.

Bon, elo schwätzt erëm keen dozou, a selbstverständlech seet d'Majoritéit näischt. Et ass egal, et ass egal! Dir maacht, wat Der wëllt. Ça se voit, datt et net méi esou richteg funktionéiert an der Majoritéit. Mee bon, egal! Maacht, wat Der wëllt!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

Maacht, wat Der wëllt!

Une voix.- Dir waart och scho besser!

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, mee ... Jo, ech war warscheinlech scho besser. Mee besser wéi d'Majoritéit ze sinn, also éierlech gesot, do brauchs de emol näischt méi ze maachen.

(Hilarité)

Mir maachen hei Politik. Mir sinn hei an enger Chamber. D'Leit sollen awer e bësse Faarf bekennen. Ech weess och heiansdo net ... Ech kann och net zu all Punkt eppes soen, well heiansdo versteet

een emol net, wourëms et geet. Mir si jo keng Universalgenien.

Mee heiansdo geet et ëm politesch Froen. An et fält op, wann eng Majoritéit systematesch net méi Stellung hëlt zu Saachen, wou ee seet: „Hei, souguer den ehemolege Finanzdirekter vun der Steierverwaltung seet: ‚Mir hunn en décke Problem zu Lëtzebuerg.'" Mir schwätze vum Logement. Jidderee wëllt dee léisen. Dir hutt hei Nonresidenten, déi iwwer auslännesch Firme fueren, déi hei Immobilien hunn, d'Plus-valuë ginn net besteiert, d'Participatioune ginn net besteiert an et ass lech schäissegal! Maacht wéi Der wëllt!

(Interruption)

Mee ech wéilt wéinstens vun der Majoritéit wëssen - vum Här Minister selbstverständlech, hien äntwert wéinstens ëmmer -, mee vun der Majoritéit wéilt ech och heiansdo gäre wëssen, wat se dovunner halen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, vläicht zwou Bemierkungen, wat de Fong ugeet. Wat de Fong ugeet, mengen ech, misste mer dat wierklech méi déif studéieren. Am Ableck géif ech mech awer dem Här Mosar senger Argumentatioun uschléissen. An ech mengen, mir stëmmen dat do, fir den Ableck wéinstens, net mat, quitte datt mer dat do kënne weider diskutéieren, well ech ginn dem Här Wagner scho Recht, datt et eng Fro ass, déi sollt weider gekuckt ginn.

Wat awer elo déi aner Diskussioun ugeet, mengen ech, déi mer de Moien och gefouert hunn, den Här Wolter huet se haut ugefaangen, och den Här Wagner huet gesot: Mat wéi enger Majoritéit hu mer et hei ze dinn? Den Här Wagner hat de Verdacht an de Raum gestallt, datt vläicht e Problem bei der Argumentatioun besteet, datt se keng Géigenargumenter hunn. Dat ka sinn.

Ech mengen, et ass nach eppes anescht. Mir hunn dat och gëschter gesinn an e puer Interventiounen. Ech mengen, datt déi dräi Parteien ënnereneen esou e grousst Mësstrauen hunn, datt kee wëllt ufänken, well se fäerten, ëffentlech Sträit ze kréien. Dat ass de Problem.

(Interruptions diverses)

Si sinn esou zerstridden ënnereneen, dës Koalitioun, datt se just d'Regierung schwätze loossen an dann am Kadavergehorsam kucken, iwwert d'Distanz ze kommen. Ech mengen, dat ass dat, wat mer hei hunn. Dee Silence, dee se eis do opposéieren, dat ass eng Schwächt! An et muss een dat emol kloer soen.

Ech si frou, datt wéinstens déi Oppositiounsparteien, déi véier, déi mer heibannen hunn, lieweg Politik maachen. An déi aner kucken, datt se iwwert d'Distanz komme bis d'nächst Walen. Mir waarden do op si.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Et ass keng Wuertmeldung méi do, soudatt mer elo kënnen zum Vott vun der Motioun Nummer 10 kommen.

Vote sur la motion 10

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

(Concertation interne)

Domadder ass dës Motioun mat 56 Nee-Stëmme bei 4 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 11

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 302 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun Nummer 11 vun deene Lénken. Wie wëllt d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Et ass alles gesot? Nee, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, just fir deene Lénke Merci ze soe fir déi Motioun. Mir haten dat doten och gëschter an eiser Interventioun gefuerdert. Mir wëlle keng Desindexéierung vun der Kuelendioxidsteier. Fir eis ass dat eng Indexmanipulatioun. Mir si géint Indexmanipulatioun. Dofir wäerte mir déi Motioun vun deene lénke Kolleege matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also mir ënnerstëtzen dës Motioun och. Mir hate virdrun eng änlech gefrot, déi ass leider ofgeleent ginn. Mee mir sinn hei och géint d'Desindexéierung. Also, mir wäerten hei dës Motioun matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ech maachen dann elo och mat an deem fir d'Parlament a fir d'parlamentaresch Demokratie onwierdege Spill, nämlech datt d'Oppositioun iwwert d'Politik diskutéiert an d'Majoritéit seet näischt méi.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat, wat de Finanzminister gëschter Owend an haut de Moien nach eng Kéier widderholl huet, ass näischt anescht wéi eng prinzipiell theoreetesch Afrostellung vum Index.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Kënnt Der lech drun erënneren: 2012?! Deemools war et d'CSV, déi d'Iddi hat, de gedeckelten Index anzeféieren. Ech ka mech drun erënneren, wat d'Géigenargumentatioun war géint de gedeckelten Index - datt dat just de Banken an den Assureuren an deene grousse Betriber géif zeguttkommen, déi dann net méi mussen hir Salariéen op deem Niveau bezuelen! Dat war d'Haaptargumentatioun deemools! Dir dréit genau déi doten Argumentatioun elo ëm!

Ech ka mech och drun erënneren, datt et eng Iddi vun der CSV war, fir d'Pëtrolsproduiten aus dem Index erauszehuelen. Et war en Opschrei - glécklecherweis - duerch d'Lëtzebuerger Gesellschaft gaangen, datt ee genau dat net däerf maachen!

Och d'ailleurs aus dem Argument eraus: Wann een d'Pëtrolsproduiten aus dem Indexwuerekuerf eraushëlt, da verléiere mer een Element vun der Ofhängegkeet vun de Pëtrolsproduiten! Dat heescht, d'Transformatioun, déi mer esou dréngend brauche vun eiser Gesellschaft, ewech vu fossillen Energien, spigelt sech net méi erëm an deem Wuerekuerf! Dat ass deemools als Argument ugefouert ginn a glécklecherweis ass déi Iddi verworf ginn.

An ech ka mech u legendär Kongresser vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei erënneren, wou gesot ginn ass: „Mir stinn hannert dem Index a mir ginn net un de Wuerekuerf fréckelen!" Haut maacht Der et!

(Interruptions diverses)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dofir soe se näischt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Ass nach eng Wuertmeldung zu där Motioun do?

Da kënne mer zum Vott vun där Motioun kommen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Nee, d'LSAP ass k. o. Si soen näischt méi. Et ass och besser esou.

Vote sur la motion 11

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 12

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en pages 302-303 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 12 vun der Sensibilitéit déi Lénk. Ass een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen? Den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Wéi ech scho bei der Motioun Nummer 7 vun der ADR gesot hunn, do war den Detail net esou grouss. Hei soen eis Kolleegen, fir déi 7,7 % nozehuelen an och alles, wat geschitt ass 2014. D'CSV géif déi Motioun vun deene Lénke matënnerstëtzen an hofft dann, dass et esou ass, wéi den Här Hahn gesot huet, dass mer dann an der nächster Familljekommissioun och op d'Proposition de loi vun eis zréckkommen.

Merci.

M. Max Hahn *(DP).*- Dir kënnt lech drop verloossen, Här Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech mengen, den Här Spautz huet sech scho richteg drun erënnert, datt mir och an déi Richtung denken. Selbstverständlech hätte mir gär, datt d'Kannergeld ugepasst gëtt. Mir soen deene lénke Kolleegen och Merci fir dës Initiativ. Mir sinn där Meenung wéi si, datt mer do mussen onbedéngt agéieren a mir stëmmen dat heite selbstverständlech mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, et ass penibel, datt een … Bon, okay. Am Onwëssen dovunner, wéi d'Majoritéit wäert herno stëmmen, mee warscheinlech mat Neen, ouni ze soe firwat, wollt ech just dorobber … Also eng Saach: Ech war mer op jidde Fall net bewosst, datt d'CSV eng Proposition de loi an déi Richtung gemaach hat. Dat ass schonn emol interessant. Mee wann d'Oppositioun eng Proposition de loi deposéiert, dann huet se d'Tendenz ze verschwannen.

Duerno déi aner Saach - dat ass en anere Problem hei am Haus -, jo, voilà, déi Motioun entspréngt jo och der Propos vun der Chambre des Salariés. Well d'Chambre des Salariés huet viru Kuerzem och eng Proposition de loi net deposéiert, well se dat net kann, mee op jidde Fall virgeschloe fir ze soen, datt een erëm op jidde Fall et wettmécht zënter dem Joer och 2014, wou u sech d'Regierung en Accord fonnt hat, fir d'Indexéierung vun de Familljenzoulagen ze fannen. An d'Chambre des Salariés freet: Wou si mer elo drun?

Et ass eppes versprach ginn an et ass net weidergaangen, oder et ass net an déi Richtung gaangen, fir dat erëm ze indexéieren. Dofir wier et och schonn nëmmen aus Respekt virun der Chambre des Salariés, vläicht och virun all Salariéen a Familljen, eng Fro vu Respekt, wann ee vun der Majoritéit a vun der Regierung wéinstens wéisst, firwat mer nach net esou wäit sinn a firwat d'Regierung dann oder d'Majoritéit - dat ass jo dat selwecht - déi heite Motioun wäert jo héchstwarscheinlech net wëllen unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Et ass keng Wuertmeldung méi do, soudatt mer kënnen zum Vott …

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass lamentabel, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- … vun där Motioun kommen.

Vote sur la motion 12

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Da maachen den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 13

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 304 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 13 vun de Piraten, fir eng Steierdispositioun anzeféiere fir déi, déi den Homeoffice benotzen. Här Sven Clement wannechgelift als Auteur.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Motioun hei ass vläicht och net chiffréiert. An ech soen och direkt, ech hu keng konkreet Iddi, wat fir ee Montant een do misst usetzen, well eis als Chamber déi Zuelen einfach feelen. Ech stelle just fest, an dat ass e Constat, dee scho méi oft geschitt ass: Déi Méiglechkeet, an de Frais-d'obtentionen e Bureau à domicile ofzesetzen, ass eppes, wat just Leit kënne maachen, déi u sech bessergestallt sinn.

Éischtens emol muss ee Proprietär sinn, fir iwwerhaapt dovunner kënnen ze profitéieren. An da muss et laut där Circulaire 105/2 och nach e Raum sinn, deen dediéiert ass, dee principalement fir en Homeoffice benotzt gëtt. An et däerf och keen Duerchgangsraum sinn. Dat heescht, wann een iergendwou nach e Schloff ënnert der Trap oder soss am Trapenhaus hätt, deen däerf een och net ofsetzen. Et muss also wierklech e Raum mat véier Maueren an enger Dier sinn. Ech weess net, ob dat nach esou zäitgeméiss ass, wéi déi Circulaire vun 1998 dat klénge léisst. Ech froe mech, ob se 1998 iwwerhaapt zäitgeméiss war.

Bref, et ass keng gesetzlech Basis. D'gesetzlech Basis ass den Artikel 105 L.I.R. Et ass eng Circulaire vum Direkter vun der Steierverwaltung. Et ass eppes, wat relativ einfach kéint geännert ginn. A mir hu gesinn, datt jiddweree, dee konnt Homeoffice maachen, incitéiert gouf an den Homeoffice ze goen. An elo sollte mer déi Leit, déi dat dann och gemaach hunn, déi och deelweis an hirer Stuff, déi deelweis am Kannerzëmmer, déi am Trapenhaus souzen, fir hiren Teletravail ze maachen, datt déi awer déi Käschten, déi hinnen doduerch entstane sinn, och kënne steierlech geltend maachen.

Et ass vläicht eng Drëps op de waarme Steen. Et ass awer virun allem och d'Méiglechkeet, fir ze weisen, datt mer wierklech zum Teletravail incitéieren an net nëmme bei deene Leit incitéieren, déi e Raum à part hunn, dee se grad net brauchen, mee datt mer et wierklech incitéiere bei jiddwerengem an dann och steierlech géife begënschtegen.

Aner Länner hunn do Forfaiten, Pauschalbeträg festgesat. Dat kéint eng Pist sinn. Eng aner Pist kéint natierlech sinn, d'Realkäschte kënnen ofzesetzen. Dat wëll ech an där Motioun hei guer net fest formuléieren. Ech denken, datt et do u sech un der Regierung wär. D'Chamber géif heimadder d'Regierung invitéieren, eppes ze maachen an domadder dann deene Leit entgéintzekommen. Vu datt et eng Circulaire vun der Steierverwaltung ass, kann d'Steierverwaltung ganz eleng dat maachen. An duerfir brauche mer keng Gesetzesännerung an duerfir ass hei och de Wee vun der Motioun, mengen ech, dee richtegen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, ech mengen, den Här Clement schwätzt e reelle

Problem un, dee mer all entdeckt hunn oder ganz vill Leit entdeckt hu wärend dem Confinement a bis elo nach, fir Teletravail mussen ze maachen. Also dovunner ofgesinn, mengen ech, hu vill Leit ganz am Ufank et spannend fonnt, mee an der Tëschenzäit, mengen ech, si vill Leit, déi wiere vläicht léiwer erëm op hirer Aarbechtsplaz, mee dat ass eng aner Saach. Bon!

An da muss ee sech organiséieren. Da muss een eebe vun doheem aus schaffen. An et kann net sinn, datt dat alles à charge ass vum Salarié. Dat kann et net sinn, selbstverständlech net! D'Fro ass dann elo, wat fir e Wee ee misst goen. D'Piraten schloe vir, datt een iwwer eng Steierерliichterung u sech, datt een iwwert dee Wee do kéint fueren.

Mir hätten éischter d'Tendenz ze soen, datt awer och de Patron misst seng Kontributioun ginn, datt mer éischter iwwert dee Wee do misste goen. D'ailleurs, pour la petite histoire: Mir sinn amgaangen, och an der Lénker doriwwer ze diskutéieren, well eise Staff jo och zum groussen Deel fir gewëssen Zäite vun doheem aus Teletravail gemaach huet an esou weider, a mir hunn eis iwwerluecht als Partei an als Fraktioun, fir eeben dat ënnert enger Form vu Primm, déi mer nach musse festleeën, mee dat eng Kéier ze kucken, fir eeben eis Salariéen domadder ze entlounen, well si hate jo och Fraisen. Si hu misse Stroum bezuele vun doheem an esou weider.

An dat kann net sinn, datt e Salarié muss derfir bezuelen, datt e schafft. Dofir, jo, d'Problematik vun de Piraten, déi se soulevéieren, ass interessant. Mir sinn net dovun iwwerzeegt, datt dat dee richtege Wee ass. Mir géifen et awer schued fannen, wann een net méi géif driwwer diskutéieren, well et muss een eppes maachen. Vläicht kéinte mer an der Kommissioun driwwer diskutéieren.

Wa mer dat virschloen als Lénk, datt eng Motioun an d'Kommissioun geet, dann ass et net, fir datt mer net méi driwwer diskutéieren, mee et ass wierklech, well mer mengen, datt een net d'Problematik ka rejetéieren, mee datt een iwwert d'Problematik muss seriö diskutéieren, well se wichteg ass. Voilà, dat wier eise Virschlag. Soss géife mer eis enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, dat hei ass keng politesch Motioun, soudass ech mer eigentlech kéint virstellen, dass d'Kolleeginne vun der Majoritéit dann zu där Motioun wéinstens kéinte Stellung huelen.

Et ass awer eng Motioun, déi Zéngdausenden, fir net ze soen Honnertdausenden, Leit concernéiert, déi eng Äntwert brauch, besonnesch am Kontext, wéi dat elo ugeschwat gouf, vun dem Homeoffice.

Ech hu gëschter missen e bësse schmunzelen, wéi d'Piraten awer e Wee fonnt hunn, fir un déi Notioun vu „Cabinet de travail" ze kommen an déi Circulaire ausfindeg ze maachen. Ech mengen, si wieren éischter fündeg ginn, wa se gesot hätten, dat wier en „häusliches Arbeitszimmer". Dat ass nämlech, wéi een dat op Däitsch nennt. An do gëtt et onméiglech Jurisprudenzen, souguer, mengen ech, vum Lëtzebuerger Steiergeriicht op dem Kierchbierg, vum Verwaltungsgeriicht.

Ëm wat geet et? Ma dat ass, wann Der doheem lech e Büro ariicht an Dir braucht deen, fir Är Aarbecht ze maachen, da kënnt Der verschidde Saachen ofsetzen. Jo, déi et wëssen, déi profitéieren ënner engem gewësse Mooss dervun. Déi et net wëssen, déi hate Pech. Dat ass schonn emol en éischte Punkt, firwat et muss gekläert ginn, dass et och breet an der Ëffentlechkeet gekläert gëtt.

Well, wann Der doheem e Büro hutt, da kënnt Der deen undeelhaft par rapport zu der Fläch, déi Äert Haus huet, ofsetzen. Wat kënnt Der ofsetzen? Majo: déi voll Scholdzënsen au prorata. Dat heescht, wann Der 10 % vun Ärer Hausfläch notzt als Büro, da kënnt Der 10 % vun Äre Scholdzënsen um Haus ofsetzen. Dir kënnt souguer den Amortissement undeelhaft ofsetzen. Wann d'Haus nei ass, 6 %, bon, ab dem 1. Januar deelweis 4 %. Wann et méi al ass, 2 %, mee och déi 2 %, wësst Der, mat deene Präisser, déi d'Immobilien hunn, ass et jo net näischt - kënnt Der ofsetzen.

Dir kënnt en Deel vun den Ënnerhaltskäschten ofsetzen. Wat ass dat? Heizung, Gas, Botzen, dat heescht Botzkäschten, kënnt Der och undeelhaft ofsetzen. Dat ass jo also schonn net näischt. Dir kënnt och d'Miwwelen ofsetzen, déi Der dodrasetzt. Dat ass jo och net näischt. Dir kënnt den Amortissement vum Computer ofsetzen - ass jo och net näischt. An do reit sech eigentlech déi Bemierkung, déi den David Wagner gemaach huet, an: Ass et um Patron, fir zum Beispill e Pult, ass et um Patron, fir zum Beispill e Computer zur Verfügung ze stellen? Et sinn eng Rei vu Patronen, déi stellen e Computer zur Verfügung, sief et nëmmen aus Securitéitsgrënn, wa confidentiel Donnéeë musse manipuléiert ginn.

Et ass jo net hei ..., et war emol eng Kéier zu mir gesot ginn, wéi ech déi Fro opgeworf hunn am Summer: „Et ass eng Epiciersrechnung." Nee, dat ass keng Epiciersrechnung, et ass eng Fro vu Steiergerechtegkeet. Et gliddere sech awer nach eng Rei vun aner Problemer derbäi. Wann ee schwätzt vun Homeoffice, dann huet een, huelt dat awer elo net iwwel, de facto steierlech gesinn jo och en Deel manner Fraisen an da stellt sech zum Beispill d'Fro vun der Kilometerpauschal, déi zwar op d'Joer oder op de Mount berechent gëtt, mee déi och zum Beispill kéint op den Dag gerechent ginn.

An ech géif aus deene Grënn soen, dass mir als CSV, well et e wichtege Sujet ass, wou de Wording eis u sech manner interesséiert vun de Kolleege vun de Piraten ..., wëll ech absolutt net a Fro stellen, mee aus deem Prinzip, dass déi Saach absolutt muss gekläert ginn, stëmme mir fir déi Motioun, fir ze ënnersträichen, dass dat e Projet ass, wou d'Steierverwaltung schnell gefuerdert ass, eng ëmfänglech Circulaire, déi alle Facettë Rechnung dréit, wéi si dat gedenken, ze applizéieren. Aus deem Grond wëlle mir där Motioun zoustëmmen.

An et ass ..., Här Wagner, ech wëll lech do absolutt net ze no trieden. Sécherlech soll a kann d'Chamber iwwert alles diskutéieren, mee et sollt een dat an zwou Seancë maachen. Éischtens soll d'Steierverwaltung eng Circulaire schreiwen, déi ass unabdingbar, an dass an enger zweeter Phas d'Chamber vun där Circulaire informéiert gëtt an dass se déi eng Kéier ka matdiskutéieren. Nach ass et esou, dass d'Steierverwaltung als Administratioun natierlech eng Applikatioun vun der Steiergesetzgeebung mécht.

Wann een net dermat d'accord ass, bon, da geet en op d'Verwaltungsgeriicht. Entweeder kritt e Recht oder net, mee d'Chamber sollt och wëssen, wat dat beinhalt. An ech mengen, duerfir wier dat eng konstruktiv Approche, a mir géifen de Finanzminister invitéieren, dass e Récksprooch mat de Servicer hëlt, fir dass dat ka gemaach ginn.

Op jidde Fall wäerte mir aus deene Grënn, déi ech elo gesot hunn, dëser Motioun zoustëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här Fernand Kartheiser freet d'Wuert an duerno den Här Finanzminister. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, merci, Här President. No der Oppositioun an der „coalition silencieuse" wëll ech dann och d'Positioun vun der ADR nach eng Kéier betounen. Mir haten dat gëschter an der Ried gemaach an deem Sënn, datt mer gefrot haten, datt all steierlech Aspekter vun der Heemaarbecht eng Kéier sollte gekuckt ginn. Do kënnt jo ganz vill dran. Do kommen nach ganz aner Saachen dran wéi Kilometerpauschalen an all Méigleches, wou ee muss kucken, wéi dat dann elo steierlech soll gehandhaabt ginn, fir eng Gerechtegkeet an dee System eranzekréien.

Dat sollte mer a Rou maachen. Mir brauchen do och natierlech den Input vun der Steierverwaltung, mee elo, fir och déi heite Motioun dann ze wierdegen, well et ass e Schrëtt an déi richteg Richtung, wëlle mir als ADR déi och matdroen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech ka mech elo ganz kuerz faassen, well ech hätt et net besser kënne resuméieren, wéi den Här Roth dat elo gemaach huet. An dat beweist, wat e gesot huet, dass mer wierklech dorobber solle hischaffen. Och erëm eng Kéier: Et ass e komplexe Sujet an d'Fro, ob een et iwwer Circulaire och weider an Zukunft mécht oder iwwer e Gesetz, muss een och stellen. Dofir mengen ech, dass et vläicht net ideal ass, einfach eng Motioun unzehuelen iwwer e Sujet, deen esou komplizéiert ass. À vous de voir als Chamber an dann och d'Majoritéitsparteien, ob dat net vläicht eppes wär, wat ee kéint an der Kommissioun och zäitno diskutéieren, dass een all d'Argumenter hätt. Dat mengen ech, dat wär dat Räsonabelst bei engem Sujet, deen elo eng Wichtegkeet kritt huet, déi en nach virun engem Joer net hat.

Une voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech kann eng Offer un d'Majoritéitsparteien ..., ech ka ganz gutt domadder liewen, wa mer et géifen an der Kommissioun behandelen. Ech verweisen awer op d'Deadline, fir d'Steiererklärung vun dësem Joer ze maachen, déi am Mäerz d'nächst Joer ass, soudatt et wierklech eng zäitno Kommissiounssëtzung muss sinn, wou mer doriwwer schwätzen, well soss riskéiere mer, datt mer déi éischt Steiererklärungen deposéiert hunn, éier mer doriwwer geschwat hunn, an dat wär definitiv net dat, wat d'Intentioun vun där Motioun hei ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Vote sur le renvoi de la motion 13 en commission

Wien dann d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll dës Motioun zäitno an der Kommissioun diskutéiert ginn.

(La motion n° 13 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Motion 14

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 304 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun Nummer 14 vun de Piraten. Et ass am Fong geholl déi, déi freet, datt all d'Circulairë vun der Steierverwaltung, déi en vigueur sinn, solle publizéiert ginn, och déi, déi virum Joer 2000 publizéiert goufen. Ass nach eng Wuertmeldung zu där Motioun do? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Mir hu guer kee Problem mat där, weeder mat der Nummer 14 nach mat der Nummer 15.

(Exclamations)

Une voix.- Kënnt nach eppes?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech kann do kuerz sinn, Här President. Mir ënnerstëtzen dat do selbstverständlech! Ech géif et awer gutt fannen a mir géifen de Finanzminister invitéieren, dann dee Message och un d'Steierverwaltung ze ginn, dass d'Finanzkommissioun reegelméisseg iwwer nei Steiercirculairë géif informéiert ginn, besonnesch dann, wa se e politeschen Impakt hunn, ...

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... zum Beispill déi Steiercirculairen iwwert de Régime des impatriés, deen nei gemaach gëtt, déi allkéiers ..., wann, loosse mer esou soen, de facto e gewësse Steierprivileeg accordéiert gëtt, well theoreetesch däerf eigentlech kee Steierprivileeg accordéiert ginn ouni Gesetz - dat seet eis Verfassung -, mee wann et Steiercirculairë sinn „à incidence", je dirais, „politique", dass dann d'Steierverwaltung e kuerze Rapport an der Finanzkommissioun maache kënnt. Op jidde Fall wäerte mir och an deem Geescht där Motioun vun de Piraten zoustëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

Vote sur la motion 14

Kënne mer dës Motioun Nummer 14 dann duerch Handhiewen approuvéieren?

(Assentiment)

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass d'Motioun Nummer 14 ugeholl.

Motion 15

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 304 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 15, déi freet, datt déi verschidden Avise vun deene verschiddenen Organer, déi um Chamberssite publizéiert sinn, och sollen um Site vum Finanzministère, budget.public.lu, publizéiert ginn. Wie wëllt d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech fannen dat e gudde Virschlag an hunn och scho mat mengen Ekippe geschwat, dass mer dat wäerte maachen. Ech wëll just drop hiweisen, dass et natierlech dann op zwou Plazen ass. Dat ass e bësse méi Opwand, mee mir hu jo dee Site als Finanzministère op d'Bee gesat virun e puer Joer a mir sti fir Transparenz an Äre Virschlag geet an déi Richtung. Dofir kann ech dat nëmme recommandéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Finanzminister.

Vote sur la motion 15

Wien dann d'accord ass mat dëser Motioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass och dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 16

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en pages 307-308 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun Nummer 16, déi vum Här Roth deposéiert ginn ass iwwert d'Grondsteier, datt soll e Projet de réforme virum 15. Oktober deposéiert ginn. Den Här Laurent Mosar freet d'Wuert zu där Motioun.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll net méi op dat agoen, wat de Kolleeg Gilles Roth scho gëschter laang exposéiert huet. Ech wollt just op d'Netäntwert och do op deem Sujet vun der Madamm Innenministesch agoen. Ech wéilt nach eng Kéier awer drun erënneren: Dat, wat mir hei froen an där Motioun, dat ass à la lettre dat, léif Kolleege vun der Majoritéit, wat an Ärem Koalitiounsprogramm steet.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Steet do fir de 15.?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, da loosst mech emol ausschwätzen. Här Engel, Dir gitt immens nervös, soubal et hei ëm d'Grondsteier geet.

(Interruption par M. Georges Engel)

Dat schéngt iergendwéi awer, et schéngt an der Lëtzebuerger Sozialistescher ...

(Coups de cloche de la présidence)

... Aarbechterpartei e ganz sensibele Sujet ze sinn, soss …

(Interruption par M. Georges Engel)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Also den Här Mosar huet elo d'Wuert!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et ass gutt, datt Der déi e bëssen opgereegte Kolleegen do berouegt, Här President!

Ech wollt nach eng Kéier och soen, datt et och en exzellente Rapport war - an ech hat nach net d'Geleeënheet, fir dat ëffentlech ze soen - vum Här Benoy. Den Här Benoy huet sech ganz intensiv mat där Thematik vun der Grondsteier beschäftegt an en huet quasiment en Appel gemaach, datt déi Reform esou schnell wéi méiglech soll ëmgesat ginn.

Et gëtt awer och nach en drëtte ganz gudde Grond an deen huet den Här Roth an der Motioun opgezielt, dat ass, Här Finanzminister: Et gëtt a sech eng Decisioun vum däitsche Verfassungsgeriicht a vu datt eis Besteierung ganz no läit beim däitsche System, muss een déi eescht huelen, wou justement d'Grondsteier an Däitschland annuléiert ginn ass, well de Gläichheetsprinzip net méi respektéiert ass, well et do riseg Ënnerscheeder ginn zwëschent den Immeublen an der Aart a Weis, wéi déi evaluéiert gi sinn.

Véiertens - an da kucken ech erëm den Här Engel: Ech liese quasiment all 14 Deeg en Artikel vun engem vun de „coming men" vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, den Här Leners, deen net midd gëtt, sech wond ze schreiwe mat Lieserbréiwer, wou en allkéiers d'Regierung opfuerdert, dach endlech eppes ze maachen um Niveau vun der Grondsteier.

Ech hu gëschter d'Madamm Minister verstanen an deem Sënn, datt si mengt, si kéint näischt maachen, bis all d'PAGen an dësem Land adoptéiert wieren. Dat ass eppes, Här President, mat deem mir net kënne liewen! Mir hätte gär, datt dës Koalitioun op dësem Punkt hire Programm ëmsetzt, an duerfir hätte mir gär, datt géif e Projet de loi deposéiert ginn - „deposéiert" ginn, dat heescht jo net „gestëmmt" -, virum 15. Oktober vum nächste Joer.

Ech hunn et gëschter schonn eng Kéier betount, doropshi wäerte jo vill Diskussioune kommen, dat ass en net onwichtege Sujet. A wa mer et da fäerdegbréngen, vläicht ufangs 2022 oder och souguer am Laf vum Joer 2022 dee Projet ze stëmmen, mengen ech, hätte mer alleguerte gutt Aarbecht gemaach.

Wat mer awer net méi akzeptéieren, dat ass, datt elo erëm dee Projet „aux calendes grecques" renvoyéiert gëtt bis 2023 an nach dono! Duerfir hätte mir hei gär eng kloer Ausso vun der Regierung, wéini a bis wéini spéitstens datt dee Projet de loi deposéiert gëtt. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Dann huet d'Wuert gefrot den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, villmools merci, Här President. An där Motioun hei geet et ëm d'Grondsteierreform. An ech hunn, wéi den Här Mosar et gesot huet, jo och a mengem Rapport doriwwer geschwat. An ech wëll dofir och hei emol profitéieren, fir alleguerten de Kolleegen, déi bei den Debatte gëschter och op mäi Rapport an op Saachen, déi ech do thematiséiert hunn, agaange sinn, respektiv déi, déi e gelies hunn, villmools Merci derfir ze soen.

D'Grondsteierreform, wéi et och scho gesot ginn ass, steet am Koalitiounsaccord dran. An ech si wierklech ganz frou och, dass d'Innenministesch

am Numm vun der Regierung gëschter nach eng Kéier gesot huet a preziséiert huet an och däitlech gemaach huet, awéifern mat Héichdrock d'Regierung dodrunner schafft. An ech begréissen dat an ech wënschen der Innenministesch an der ganzer Regierung natierlech eng gutt Hand derbäi, dass se gutt op dësem ganz wichtegen Dossier virukommen. An d'Innenministesch grad ewéi déi ganz Regierung hunn natierlech mäi vollst Vertrauen an ech mengen, se si sech och bewosst, dass dat e wichtegen Dossier ass, wou et séier muss virugoen, quitte dass se natierlech hei mussen och elo eng uerdentlech Aarbecht maachen - an déi brauch och hir Zäit. An ech mengen dofir, dass et och net sënnvoll ass, dass mer hir elo hei esou en Delai géife ginn, mee si soll dat natierlech séier maachen, mee si soll dat awer och uerdentlech preparéieren. An dofir ass et, mengen ech, net gutt, fir hir elo hei en Delai ze setzen. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen, well mer aus enger Rei Grënn mengen, an ech hat dat jo gëschter kënne rappeléieren, ... d'ADR ass eng Partei, déi géint Steiererhéijungen ass. A mir fäerten, datt déi Grondsteierreform hei awer zu enger allgemenger Steiererhéijung féiert, och wann dat elo net gesot gëtt, mee warscheinlech och fir déi kleng Leit. An do hu mer Bedenken!

Mir hunn och Bedenken bei där Iddi, fir iwwert d'Grondsteier de Problem vun Appartementer unzepaken, déi net occupéiert sinn. Dat kann en Aspekt vun der Fro sinn. Mee et ass dacks méiglech, zum Beispill einfach duerch eng Ofschafung oder duerch eng Ëmännerung vun Dispositiounen am Mietgesetz oder an anere Gesetzer, deem Zoustand en Enn ze setzen. D'Grondsteier ass net onbedéngt dee richtege Wénkel, fir un déi Problemer erunzegoen.

Dat heescht, mir estiméieren, datt dat do d'Gefor vun enger Steiererhéijung mat sech bréngt. An dofir wäerte mir eis an dëser Fro enthalen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Marc Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun matstëmmen, well et net esou ass, wéi den Här Kartheiser seet. Am Koalitiounsaccord steet notamment, datt déi kleng Leit, datt déi, déi selwer Besëtzer vun hirer eegener Wunneng sinn, datt déi souguer sollen exoneréiert gi vum Impôt, also vun der Grondsteier.

Also verstinn ech net, firwat d'ADR, déi sech elo hei opspillt als Vertrieder vun de klenge Leit, déi se awer a Wierklechkeet guer net ass, well d'ADR stëmmt dat hei net mat, well se ass de Vertrieder vun deenen décke Portmonnien!

Mir fannen dat hei richteg, datt d'CSV freet, datt d'Regierung eigentlech hire Koalitiounsaccord anhält, well dat hei ass ee vun deene progressiven, fortschrëttlechen Deeler vum Koalitiounsaccord. An ech verstinn duerfir och net, firwat d'Majoritéit dat hei net matdréit. Et muss ee soen, mir sinn elo hei bei der Motioun Nummer 16 ukomm an effektiv huet elo deen éischte Majoritéitssprecher Stellung geholl zu enger Motioun vun der Oppositioun.

(Brouhaha)

Dat gereecht dem Här Benoy sécher zur Éier, datt en dat zumindest gemaach huet. Well ech hu mech bis elo gefrot, wat dat hei fir en Zenario ass.

Ass dat Boykott vun der Chamber? Ass dat e Streik, e politesche Streik vun der Majoritéit, fir net ze diskutéieren?

(Coups de cloche de la présidence)

Also ech muss lech éierlech soen, zumindest déi Zäit, wou ech dat hei suivéieren, hunn ech net matkritt, datt eng Majoritéit konsequent net Stellung hélt. Den Här Benoy huet elo hei déi angeneem Ausnam gemaach. Ech si „bewildered" iwwert dat Virgoen hei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Dann huet den Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, schwätzt nach een?

(Hilarité)

Une voix.- Hohoo!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech ka verstoen, dass d'Oppositioun dat net gutt fënnt, dass d'Majoritéit hei sech eens ass an all deene Motiounen. Dat ass och hiert gutt Recht. Mir hunn hei eng Eenegung fonnt mat deene Motiounen, esou wéi mir se hei ofgestëmmt hunn. An ech mengen, dass dat och e kloert Zeechen ass, dass an där Majoritéit hei kee Sträit ass, esou wéi dat Verschiddener gären hei insinuéieren.

Zu der Motioun vun dem Här Roth vun dem Impôt foncier an zu deem, wat den Här Mosar gesot huet: Jo, et steet am Koalitiounsprogramm dran, dass mer eng Reform vum Impôt foncier gären hätten. Mee wat net drasteet, ass, Här Mosar, dass soll de 15. Oktober 2021 e Gesetzesprojet doleien. D'Innenministesch huet gëschter ganz kloer gesot, dass se dorunner schafft an dass se och e Gesetzesprojet wëllt op de Wee ginn. A mir hu vollst Vertrauen, dass se dat och wäert maachen. Duerfir wäerte mer dës Motioun hei net matstëmmen, well do en Datum drasteet, wëssend awer, dass eng Reform soll kommen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Dann huet den Här Mosar nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nach eng Kéier, Här President: Dat do geet mir awer net duer! Ech si ganz frou iwwert dat, wat den Här Benoy gesot huet. Den Här Engel huet elo nach eng Kéier betount, déi Reform soll kommen. Ech hu gëschter kloer verstanen d'Madamm Inneministesch, si kéint net mat engem Projet de loi kommen, ier all d'PAGen an dësem Land approuvéiert wieren.

Mir wëssen, dat wäert fréiestens 2023 sinn! A mir hätten elo gär eng Äntwert vum Här Engel, vum Här Benoy, vum Här Finanzminister, bis wéini déi Reform soll kommen. Mir kënnen och nach domat liewen, Här Engel, datt se eventuell eréischt am Laf vum Joer 2022 kënnt. Mee mir hätte gär en Datum, well et ass net akzeptabel, datt se iwwer 2023 erausgeschiibt gëtt! Dat akzeptéiere mir net! An duerfir hätte mer elo gär eng ganz kloer Äntwert, wéini datt déi Reform soll kommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Dann huet den Här Michel Wolter nach d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hunn nach eng Kéier d'Wuert gefrot, well ech en drängenden Appell wëll op dëser Plaz maachen un d'Deputéiert vun der Majoritéit.

Mir si menger Meenung no haut op engem Déifpunkt vum Lëtzebuerger Parlamentarismus ukomm.

(Protestations et brouhaha)

Dat ass et fréier net ginn!

Plusieurs voix.- Oo!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Fréier ass et d'Guillotine ginn!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech ka mech awer nach un aner Zäiten erënneren!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass et fréier net ginn, och net zu Ärer Zäit, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dach, do ass et eng Guillotine ginn, Här Wolter. Ech weess net, ob Der lech kënnt dorun erënneren ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Michel Wolter *(CSV).*- De Prinzip ass, dass eng Chamber lieft vun der Confrontation d'idées.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- An eng Confrontation d'idées, déi kann nëmme stattfannen, wann déi eng an déi aner diskutéieren. De Prinzip vun de Motiounen, esou wéi ech e geléiert hunn an der Chamber, wéi ech 1984 komm sinn, ass deen, dass eng Motioun deposéiert gëtt vun enger Partei. Si gëtt vun deenen anere Parteie kommentéiert, ugeholl oder ofgeleent. Duerno, duerno schwätzt d'Regierung, an da komme mer zum Vott. Dat ass de Prinzip vum Werdegang vun enger Motioun.

Mir liewen ewell, an ech hunn et virdru gesot, scho säit enger Rei vu Wochen an engem Zenario, wou d'Oppositioun eng Motioun eragëtt, d'Regierung äntwert, an d'Majoritéit stëmmt. Et sinn eng Rei Argumenter, déi fréier schonn do waren, dat ass richteg. „Mir stëmmen dergéint, well et ass vun der Oppositioun." Ech erënneren un de bekannte kriepsesche Motiounsprinzip vum Här Krieps Emile, deen ech nach kannt hunn, deem seng iwwerzeegte Meenung dat d'ailleurs war, fir dergéint ze stëmmen, well et vun der Oppositioun géif kommen, mee après départ, nodeem awer wéinstens kloer duergeluecht ginn ass vun der DP deemools, well de Mann war an der DP, wat hir Meenung wier.

En Zenario, dee mer relativ oft hunn, dat ass deen, fir ze soen: „Mir maachen et souwisou, et steet an eisem Koalitiounsaccord, mir sinn eis eens, dofir ass et superfetatoire."

Mir kommen awer elo an eng nei Dimensioun. De Moien huet de Finanzminister am Kader vun enger Motioun iwwert d'Transaktiounssteier, déi hei abruecht ginn ass, gesot: „Mir sinn derfir an dofir proposéiere mer der Majoritéit, fir dergéint ze stëmmen. Oder mir gi keng Äntwert." Den Här Gramegna ass vum Här Roth iterativ op d'Fro vun der Individualiséierung vun der Besteierung ugeschwat ginn an äntwert net! Äntwert einfach net, weeder mat Jo nach mat Nee, Dir hutt Recht, Dir hutt net Recht, aus dësem Grond, aus deem Grond, et gëtt einfach net méi geäntwert.

A mir liewen elo säit e puer Wochen an enger Situatioun, wou d'Majoritéit ufänkt, d'Diskussioun mat der Oppositioun eigentlech net méi wëllen ze féieren. Ech hunn dat, an dat huet mech extreemst gestéiert, nach méi wéi haut - haut kann ee soen: Et ass Budget, et ass ... - am Covidgesetz gespuert.

Nodeem wochelaang, méintelaang gefrot ginn ass, dass d'CSV géif Alternativen op den Dësch leeën, hu mer Alternativen op den Dësch geluecht an der Ried an a véier Motiounen, déi mer deposéiert hunn. Mat Ausnam vum Här Baum, DP, zu där leschter, wou et ëm d'Aarbecht vum Här Schoulminister gaangen ass, huet net een eenzege Majoritéitsdeputéierten nach Stellung geholl zu deem, wat mir als gréissten Oppositiounspartei zu dach deem zentraalste Sujet, deen d'Lëtzebuerger Politik zurzäit beschäftegt, gesot hunn.

Ech hunn dat ganz schlëmm fonnt! Ech wollt dee Moment schonn eng Ried halen, ech hunn dat elo gesinn. Ech hunn et si gelooss dee Moment, well et net de Moment war. Mee ech soen lech, léif Kolleegen: Esou kann een net weiderfueren! Mir kënnen net esou weiderfueren, an enger Chamber mateneen ze mengen, ze sëtzen, an där nëmmen nach een Deel vun der Chamber diskutéiert an deen aneren Deel just nach dat duerchwénkt, wat vun enger Regierung op den Ordre du jour gesat gëtt.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Dann huet d'Madamm Lydie Polfer d'Wuert gefrot.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Jo, Här President, merci villmools. Den Här Wolter huet elo just vun „Déifpunkt hei am Parlament" geschwat. Ech wollt iwwert den Déifpunkt vun der Temperatur just ee Wuert soen, well effektiv zënter enger gewëssener Zäit gesi mer, datt et immens kal ass, an et ass eppes ausgefall, well an der Heizungsanlag, do war gemellt ginn, et wier heibanne 35 Grad waarm, wat jo net de Fall ass. An dofir ass op eemol déi kal Loft automatesch eragepompelt ginn.

(Brouhaha et hilarité)

Dat ass awer elo d'Firma, déi sech drëm këmmert.

(Coups de cloche de la présidence)

D'Firma, déi sech drëm këmmert, ass ënnerwee. An ech hu gesot, se sollen emol alles ausschalten. Dofir, ech hu gemengt, ech wier lech awer déi Erklärung schëlleg, firwat et de Moment ëmmer méi kal heibanne gëtt, an et ass bal net méi auszehalen. Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Polfer, fir déi Prezisiounen. Ass nach ...? Den Här Gilles Baum freet d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn nach 30 Minutten, gesinn ech hei. Mir sinn a mengen Aen, entgéint deem, wat den Här Wolter gesot huet, net um Déifpunkt vum Parlamentarismus ukomm. Mir si vläicht op engem anere Punkt ukomm, op deem Punkt, wou e berüümten däitsche Politiker eng Kéier gesot huet - an dee kennt Der alleguer -: „Opposition ist Mist." An domat huet e Recht. Domat huet e Recht!

An der Oppositioun kanns de net gestalten. Fir Leit, déi do mat Häerzblutt derbäi sinn, ass dat net schéin. Ech hunn a menger Gemeng selwer zwielef Joer an der Oppositioun gehollef, matgestalt. Dat ass net einfach. Ech hunn awer och eppes geléiert an deenen zwielef Joer, an zwar dass d'Oppositioun et méi einfach huet, well se alles ka fuerderen an net onbedéngt muss derfir suergen, dass och herno geliwwert gëtt.

An ech ginn net op all déi Motiounen hei an, ech sträife se just, well mer gëschter laang beienee souzen. Mir haten, hunn ech fonnt, bis zum Schluss e ganz korrekten Debat, wou gesot ginn ass, dass mer missten oppassen, wou eis Finanzsituatioun géif higoen. Den Här Roth huet en neit Wuert gebraucht, fréier war et „Larifari", gëschter war et „Halligalli". Ech fannen dat souguer nach méi flott.

An der Oppositioun kanns de alles fuerderen an d'Majoritéit, déi wäert et musse bezuelen. Ech weisen lech de Moien, wat Dir alles gefuerdert hutt.

D'Motioun Nummer 2 vun der CSV: « des mesures compensatoires annoncées [...] supplémentaires pour [...] les ménages. » Ech schwätzen net iwwert de Fong vun de Leit am ländleche Raum.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, jo, ech soe just ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wollt der Madamm Hansen soen, datt hei elo Fait personnel ass.

M. Gilles Baum *(DP).*- Nee, nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wolter huet och net méi zur Motioun Nummer 16 geschwat, iwwert déi mer nach net ofgestëmmt hunn. Mee dann ass dat heiten elo Fait personnel op dat, wat den Här Wolter gesot huet. Nëmme well d'Madamm Hansen freet: „A wéi enger Prozedur si mer dran?"

M. Gilles Baum *(DP).*- Nee, nee. Madamm Hansen, mir sinn an der Prozedur, wou d'DP nach 30 Minutte Sproochzäit huet am Kader vum Budget.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President?

(Interruptions diverses)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Vun de Motiounen, déi schonn ofgestëmmt sinn?

Une voix.- Dann hu mir och eng Stonn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, entschëllegt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Am Prinzip huet den Här Gilles Baum nach d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här Baum, sidd Der d'accord ...?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wolter?

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Loosst dach den Här Baum schwätzen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei wannechgelift, den Här Wolter.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ma da loosst dach den Här Baum schwätzen!

(Interruption par Mme Simone Beissel)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Just 30 Sekonnen, wann Der erlaabt. Wann Der net erlaabt, da setzen ech mech nees.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mee et ass dach elo um Här Baum!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann ech däerf soen, ech wëll soen, dass ech absolutt kee Problem hunn, dass den Här Baum déi Ried do hält, ...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ... mee ech hunn absolutt en enorme Problem domadder, datt Der sot, dass et e Fait personnel ass.

M. Gilles Baum *(DP).*- Mee wat fir ee Fait personnel?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Den Här President huet gesot, et wär e Fait personnel. Ech wëll lech soen, Här President, dass ech a kengem Moment a menger Ried iergenden Deputéierten ...

Une voix.- Dach Dir hutt den Här Baum ernimmt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ... a scho guer net den Här Baum attackéiert hunn. Fir e Fait personnel geet et net duer, dass een een ernimmt, well ech hunn en nämlech positiv ernimmt. Ech hu gesot: „Hien ass deen Eenzegen, deen an enger Debatt geäntwert huet."

E Fait personnel no eisem Reglement baséiert sech op eppes, wat een iwwer eng Persoun gesot huet. Also, ech hu kee Problem domat, dass den Här Baum déi Ried do hält, well ech fannen dat nämlech ganz interessant, wat en elo wäert soen. Mee ech wëll mech wiere géint d'Betitelung, dass dat geschitt am Kader vun engem Fait personnel.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech fuere viru mat der Motioun Nummer 6, eng Ribambelle vu Mesuren, déi am Logement gefrot ginn, mat Sécherheet berechtegt, awer verständlecherweis ...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Natierlech huet en nach 25 Minutten.

M. Gilles Baum *(DP).*- ... net chiffréiert, an ergo wäerten dat Sue sinn, déi herno dem Staat feelen. D'Indexéierung vum Kannergeld réckféierend op 2006, dat sinn och Suen, déi aus dem Staatssäckelchen erausginn.

D'Motioun Nummer 8, „kal Progressioun kompenséieren". Dat si Suen, déi aus dem Staatssäckelchen erausginn.

D'Kreatioun vun enger neier Administratioun, gefuerdert an der Nummer 9. Dat gëtt et net zum Nulltariff. D'selwecht d'Motioun Nummer 11 an d'Motioun Nummer 12, déi sech deckt mat där, wou Der jo och Erklärunge kritt hutt vum Här Hahn, wat d'Kannergeld ugeet.

An da kommen ech awer zréck, bei all deene Mesuren, déi gefrot gi sinn, déi bestëmmt - bestëmmt! - hir Berechtegung hunn, op dat, wat mer gëschter hei festgehalen hunn a wat d'Kolleege vun der Oppositioun eis mat op de Wee ginn hunn, nämlech net esou vill Suen auszeginn a keng Scholden ze maachen.

An da kommen ech op d'Motioun 5 hei, wou da steet, dass den Zentralstaat misst am Gläichgewiicht si bis d'Enn vun der Legislaturperiod.

Wéi gesot, an der Oppositioun kann ee vill fuerderen, awer d'Majoritéit muss et no hire finanzielle Moyene liwweren. A wa mer eis eens si mat deem, wat mer gëschter alleguer gesot hunn, dass mer musse kucken, d'Finanzsituatioun am Grëff ze halen an d'Scholden am Grëff ze halen, da muss ech lech soen, da verstitt Der vläicht, firwat dass déi hei Motioune vun eis net matgedroe gi sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- D'Majoritéit hätt heiansdo besser, näischt ze soen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da freet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, ech mengen, dat, wat mer haut elo grad erliewen, ass eng Kris, déi méi grouss ass, wéi ech mer se nach virun enger Stonn virgestallt hunn.

Hei kënnt de Spriecher vun enger Majoritéitspartei dohinner, zielt verschidde Motioune vu véier verschiddene Parteien op, geheit se an een Dëppen a seet dann där Oppositioun: „Dir frot dann, dass de Budget ausgeglach ass." Déi Lénk huet dat net gefrot. Dat ass net eise Propos, well mir eng aner Partei si wéi d'ADR! Mir sinn och eng aner Partei wéi d'CSV a mir sinn och eng aner Partei wéi d'Piraten.

Dat ass Demokratie! Dat ass de representative System vun eiser parlamentarescher Demokratie! A wat ech gär géif héieren, ass, wéi eng Argumenter d'Majoritéit, an déi dräi Parteien, déi d'Majoritéit konstituéieren, huet, fir entweeder fir oder géint déi Motioun vun der ADR oder déi Propos vun der CSV oder déi Propos vun de Piraten ze sinn. Dat ass d'Essenz vun der politescher Debatt an enger parlamentarescher Demokratie!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An net erëm dee Bipartismus, dat Blockdenken: „Mir Majoritéit - Dir Oppositioun 29." Dat geet net! Dat ass eiser parlamentarescher Demokratie net wierdeg. Dat ass et och an der Vergaangenheet net ginn, well jiddwereng vun deenen dräi Majoritéitsparteie war och schonn emol an der Oppositioun! Esou wéi d'CSV och elo an der Oppositioun ass, wou och jiddweree geduecht huet: „Déi wäert ëmmer an der Majoritéit bleiwen."

D'Zäiten ännere sech an eis representativ Demokratie baséiert genau dorobber! An esou wéi d'LSAP sech géif verbidde loossen an der Oppositioun, an een Dëppe gehäit ze gi mat anere Parteien, esou verbidde mir eis dat! Haalt wannechgelift op domadder! Dat geet net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Dann huet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President. Et war wierklech ganz interessant, och elo déi Interventioun vum Här Baum ze héieren. En huet déi ugefaange mat engem Zitat. Gutt, dat ass eng perséinlech Erfarung mengetweege vun engem Politiker, wann e seet: „Opposition ist Mist." Dat ass vläicht deem säin Androck. Mee et ass eppes ganz anescht, wann d'Majoritéit d'Oppositioun hei esou behandelt. Et ass déi Arroganz och dohannert, déi mir contestéieren.

Wësst Der, Oppositioun, dat ass net „Mist". Dat ass eng extreem verantwortungsvoll Aufgab, déi mir hei, déi véier Parteien, déi an der Oppositioun sinn, huelen. Et ass eis Aufgab ze hannerfroen. Et ass eis Aufgab, Ureegungen an d'Diskussioun eranzebréngen, déi Dir net erabréngt.

Et ass einfach wierklech eng wichteg Aufgab. A wann een esou en Zitat ufänkt, fir eng Argumentatioun ze bréngen, da weist dat schonn, datt een d'Oppositioun net respektéiert an domadder de Parlamentarismus net respektéiert.

Mir hätte gär, an do si mer eis eens mat deenen aneren Oppositiounsparteien heibannen, eng aner Qualitéit am politeschen Debat. Et hänkt un Iech, fir déi ze bréngen, well mir hunn eis Aufgab hei als Oppositioun erfëllt. Dir hutt Är Aufgab net erfëllt! Dir hutt Äre Rôle an der parlamentarescher Demokratie net erfëllt! Dir verstoppt Iech hanner enger Majoritéit, menger Meenung no, well Der zerstridde sidd oder well Der keng Argumenter hutt. Mee Dir sidd net op der Héicht!

A wann Der wierklech probéiert, eng Kredibilitéit eriwwerzebréngen an Ärer Aarbecht, da musst Der Är Attitüd änneren. Mir hunn elo 14 Deeg Vakanz. Am Januar gesi mer eis erëm. Mee ech hoffen, datt mer eng Regierung erëmgesinn, an dräi Koalitiounsparteien, déi wierklech d'Zäit genotzt hunn, fir ze iwwerleeën, wéi se zu dësem Parlament stinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

Vote sur la motion 16

Ech mengen, elo komme mer erëm zréck op d'Motioun Nummer 16, iwwert déi mer nach net ofgestëmmt hunn.

Dat heescht, de Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

4. 7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7395 iwwert d'restriktiv Moossnamen am Beräich vun de Finanzen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech géif dann d'Wuert ginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7395 geet et drëms, fir d'Finanzsanktioune géintiwwer Länner, Persounen an Entreprisen um nationalen Niveau ze verstäerken.

Ech géif Iech wëllen direkt e puer konkreet Beispiller ginn.

Wien denkt net mat Schudderen un déi schrecklech Biller am Irak an a Syrien zréck, wou wärend Joren Terror an Zerstéierung op der Dagesuerdnung stinn. Erënnere mer eis och u Libyen, wou et ënnert dem Diktator Gaddafi a wärend dem Biergerkrich zu grausamern Attacke komm ass. Denke mer och un de Jemen, wou d'Zivillbevëlkerung duerch de Krich géint d'Huthi-Rebellen enger batterer Hongersnout ausgesat ass.

All dës schrecklech mënscheveruerchtend Dote sinn nëmme méiglech, soulaang dës Regimmer, Organisatiounen oder soss Gruppe vu Leit virun allem iwwert déi néideg finanziell Mëttel verfügen, fir mat Gewalt, also och duerch d'Verschafen an d'Notze vu Waffen, hir Ziler verfollegen.

Fir dëst ze ënnerbannen, sinn d'Finanzsanktiounen e wichtegt Instrument am internationale Kontext an der Lutte géint Terrorfinanzéierung, d'Bekämpfung vun der Finanzéierung vun der Verbreedung vu Massevernichtungswaffen, de Schutz vum Weltfridden an der internationaler Sécherheet a schliisslech de Respekt vum Anhale vum Vëlkerrecht sécherzestellen.

Mat de Finanzsanktioune sollen déi verantwortlech Ënnerstëtzer vun Terror, Krich a Misär vun all Zort ganz geziilt - op gutt Lëtzebuergesch gesot - de Krunn zougedréit kréien, zum Beispill duerch d'Afréiere vu Bankkonnten, fir datt hir Aktivitéite gestéiert ginn oder souguer ophale mussen.

D'Zil vun de Finanzsanktiounen ass et, datt déi politesch Verantwortlech an déi viséiert Entreprisen aus de betraffene Länner net mat hiren dubiéisen, jo däischtere Geschäfter virufueren.

Wichteg ass, datt d'Mesurë prezis ugewannt ginn. An der Vergaangenheet hu Wirtschafts- a Finanzsanktiounen dacks méi der Zivillbevëlkerung geschuet, wéi datt sech eppes u sech geännert hätt. Dëse Gesetzesprojet soll dofir eng geziilt Approche verfollegen, mee besonnesch soll en d'Palett erweideren, déi virgesäit, a wéi enge Fäll Sanktiounen applizéiert ginn.

Bis ewell hu sech d'Finanzsanktioune gréisstendeels, fir net ze soen, exklusiv op de Kampf géint de Finanzement vum Terrorismus beschränkt. Dës Lutte bleift natierlech och an Zukunft e wichtegt Zil, gëtt awer och op aner Fäll erweidert. Dorënner fält zum Beispill d'Bekämpfung vun der Finanzéierung vun der Verbreedung vu Massevernichtungswaffen, de Schutz vum Weltfridden an de Respekt vun der internationaler Sécherheet an och de Kampf géint d'Verletzung vum Vëlkerrecht.

Mat dësem Projet de loi ginn Entscheedunge vum UN-Sécherheetsrot a vun der Europäescher Unioun, déi an dësem Kontext gëllen an domat och zu Lëtzebuerg ziele mussen, an déi national Gesetzgeebung ëmgesat.

Den aktuelle legislativen Dispositif berout um Gesetz vum 27. Oktober 2010 iwwert d'Ëmsetzung vu Resolutiounen a vun Akte vum UN-Sécherheetsrot a vun der Europäescher Unioun. E begrenzt sech op de Finanzement vum Terrorismus.

Dëse Gesetzesprojet proposéiert en neit Gesetz, fir de genannten Ziler Rechnung ze droen. Gläichzäiteg ginn awer d'Prinzippien aus dem Gesetz vun 2010 bäibehalen. Konsequenterweis gëtt d'Gesetz vun 2010 abrogéiert, also ofgeschaaft.

Nieft dem Gesetz iwwert d'Finanzsanktioune vun 2010 gëtt et och e Pendant dozou, wat d'Wirtschaftssanktioune betrëfft, déi iwwer e Gesetz vun 2018 gereegelt sinn. Dëse Gesetzesprojet inspiréiert sech och u verschiddenen Dispositioune vun deem Gesetz.

Duerch d'Regierungsamendementer vum 14. Juli 2020 ass et zu 16 Ännerunge vum Text komm, déi fir eng Kohärenz, Homogenitéit - wéi a mengem schréftleche Rapport steet - tëscht de verschiddene Gesetzgeebungen am Beräich vun der Finanzkriminalitéit suergen.

Dës Ännerunge betreffen engersäits d'Autorités de contrôle an d'Organismes d'autorégulation, déi méi Befugnisser kréie sollen, fir d'Wierksamkeet vun de Sanktiounsmechanismen ze stäerken. An anerersäits ass de Champ d'application méi däitlech formuléiert ginn. Doduerjer sinn och d'Succursalë vu Lëtzebuerger Betriber am Ausland an déi vun auslännesche Betriber zu Lëtzebuerg viséiert.

Als Basis fir déi Reegelunge gëllt d'Antiblanchimentsgesetz vun 2004. Domadder ass de Parallelismus hei geséchert.

Als Schlussfollgerung kann ee soen, datt mir heimat de gesetzleche Kader bei de Finanzsanktioune weider entwéckelen a verdéiwen. Et ass am Interessi vun eisem Land, datt mer eis an dësem Beräich déi wierklech strengste Reegele ginn, fir de gudde Ruff, déi gutt Reputatioun, déi Lëtzebuerg sech an deene leschte Joren opgebaut huet, oprechtzeerhalen. Dat ass och eng Viraussetzung, fir en durabele Wirtschaftswuesstum ze sécheren.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis gemengt, datt eng méi ausféierlech Definitioun vu verschiddenen Termë begréissenswäert gewiescht wier. Déi héich Kierperschaft freet och, datt déi verschidde Lëschte vun der UNO mat de viséierte Staaten, Persounen an Entitéiten am Journal officiel publizéiert ginn, well se soss keng Rechtskraaft zu Lëtzebuerg hätten.

Wéi virdru scho gesot, inspiréiere sech verschidden Dispositiounen vum Projet de loi um Gesetz iwwert d'Wirtschaftssanktioune vun 2018. De Staatsrot notéiert an dësem Zesummenhang, datt d'Formulatiounen am amendéierte Gesetzesprojet géint d'Verfassung verstoussen a freet dowéinst, datt déi betraffen Dispositiffe mam geneeë Wording aus dem genannte Gesetz iwwerholl ginn. Ouni dës Ännerunge misst eng Opposition formelle gemaach ginn.

Zwou weider Oppositions formelles betreffen engersäits eng ze breet Formuléierung vun enger Ministerkompetenz, anerersäits datt e Reglement a Kraaft bleiwe soll, dat op Basis vum Gesetz vun 2010 geholl ginn ass. Vu awer, datt d'Gesetz vun 2010 mat dësem Projet de loi abrogéiert gëtt, kann d'Reglement net einfach esou bäibehale ginn. All dësen Observatiounen ass duerch d'Amendementer vum 27. November Rechnung gedroe ginn, soudatt de Staatsrot säi Feu vert gëtt.

D'Chambre de Commerce begréisst iwwerdeems d'Erweiderung vum Champ d'application op déi virdru genannt Moossnamen. Och wa se de Prinzip an d'Innovatioune vun dësem Gesetzesprojet guttheescht, hat sech d'Handelskummer e méi staarke Fokus op d'Preventioun gewënscht.

Doriwwer eraus ass d'Handelskummer der Meenung, datt et déi kleng a mëttelstänneg Betriber e groussen Effort kaschte wäert, fir sech mat dësem Gesetzesprojet en conformité ze setzen. Si hätt et dowéinst begréisst, datt sougenannt „safe harbor rules", op gutt Lëtzebuergesch gesot, also liicht verständlech Gebrauchsanweisunge kommunizéiert gi wieren an datt de Gesetzesprojet eng Iwwergangszäit virgesinn hätt, fir datt d'Betriber sech kënnen op d'Gesetz virbereeden.

Eng lescht Propos betrëfft verschidden Definitiounen a Prozeduren, déi fir d'Handelskummer hätte kënne méi genee formuléiert ginn. Esou wier fir méi eng eenheetlech Applikatioun vum Gesetz duerch d'Autorités de contrôle an duerch d'Organismes d'autorégulation gesuergt ginn. D'Chambre de Commerce schléit dofir och d'Schafe vun engem Kommitee vir, dee fir eng eenheetlech Applikatioun vum Gesetz suerge soll.

D'Salariatskummer hirersäits freet sech an hirem Avis, ob verschidden Dispositiounen net hätte sollen iwwer Gesetz amplaz iwwer e Règlement grand-ducal geholl ginn. D'Chambre des Salariés hätt sech bei de Regierungsamendementer gewënscht, datt d'Iwwerwaachungsenquêten a Sanktiounspouvoiren exklusiv bei den ëffentleche Kontrollautoritéite bliwwe wieren, fir esou Interessenskonflikter ze verhënneren. Weider ass d'Salariatskummer iwwerrascht, datt d'Steierverwaltung, also d'Administration des contributions directes net op der Lëscht vun den Opsiichtsautoritéite steet.

Den IRE, dat ass jo den Autorégulateur vun de Réviseurs d'entreprises, Institut des réviseurs d'entreprises, stellt a sengem Avis fest, datt de Gesetzesprojet verschidden Dispositiounen aus dem Antiblanchimentsgesetz iwwerhëlt, ouni awer d'Prinzippie vun der risikobaséierter Approche an der Proportionalitéit aus dem Antiblanchimentsgesetz ze berücksichtegen.

Den Institut des réviseurs d'entreprises, den IRE, fënnt och, datt den ofgeännerte Projet de loi d'Prozedur an d'Manéier vun der Iwwerwaachung vum Respekt vun den Dispositiounen net prezis genuch festhält.

Den IRE notéiert doriwwer eraus, datt de Projet de loi d'Gesetz iwwert den Auditberuff net ofännert, wat a sengen Aen, a sengem Bléck eng juristesch Onsécherheet duerstellt, fir datt e sengem Rôle vun der Supervisioun nokomme kann.

An enger leschter Remark, Observatioun kritiséiert den Institut des réviseurs d'entreprises, datt verschidde Begréffer net definéiert gi sinn, notamment d'Bedeitung vum Suivi effectif.

Här President, ofschléissend wëll ech festhalen, datt dëse Gesetzesprojet eis Legislatioun am Beräich vun de Finanzsanktiounen erweidert a verstäerkt. Déi Verstäerkung ass wichteg, fir eise Ruff um internationale Plang weider ze férderen. Eng gutt Reputatioun, also e gudden Numm, ass wichteg fir eist Land an eis Finanzplaz an ass domat am Interêt vun eis alleguer. Well Dir wësst jo, datt eisen Numm eis bal ëmmer virausgeet, also meeschtens op enger Plaz schonn ukomm ass oder ukënnt, ier mir selwer do a Fleesch a Schank ukomm sinn.

Dat gesot, bleift mer nach just, de Membere vun der Finanz- a Budgetskommissioun an Iech all heibanne Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Och e grousse Merci un d'Madamm Caroline Guezennec, Secrétaire-administrateur vun der Kommissioun fir hir Begleedung vun der parlamentarescher Aarbecht vun der Cofibu an dësem dach awer exzeptionelle Joer 2020, dat och fir d'Finanz- a Budgetskommissioun e séier gefëlltend, well ustrengend, Joer war.

E Merci och un den Arsène Jacoby aus dem Finanzministère an un de Loris Meyer fir d'Hëllef an d'Berodung bei dësem Gesetzesprojet.

Zum Schluss ginn ech natierlech den Accord vun der DP-Fraktioun fir dëse Projet de loi a soen Iech natierlech wéi ëmmer Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech géif dem Här Rapporter André Bauler Merci soe fir säi Rapport a ginn d'Wuert direkt un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ufänke wëll ech mat dem traditionelle Merci un eise Président-rapporteur, deen eis erëm de Moien, wéi mer et vun him gewinnt sinn, op eng kompetent, detailléiert a flott Aart a Weis d'Wichtegkeet vun deem Projet beschriwwen huet.

Et geet hei ëm de Kampf géint den Terrorismus. Dat ass a muss weider eng absolutt Prioritéit bleiwen, souwuel um europäeschen Niveau, wéi och um Weltniveau, mee och bei eis heiheem.

Mir wäerten dëse Projet stëmmen, well et e wichtege Projet ass a well et och an déi richteg Richtung geet.

Ech wollt awer, Här President, kuerz op zwee Punkten agoen am Kontext och vun dësem Projet, déi mer awer e bësselchen Suerge maachen.

Beim éischte Punkt, an dat ass een, dee schonn e puermol diskutéiert ginn ass, do geet et ëm de Prinzip vun der sougenannter Extraterritorialitéit vun den Infraction-primairen. Ëm wat geet et hei? Ech mengen, et gëtt jo hei de Blanchiment poursuivéiert a sanktionéiert. Mee de Blanchiment ass normalerweis jo eng Infraction secondaire, a virun enger Infraction secondiare ass eng Infraction primaire.

Elo ass et awer esou, an dat sinn europäesch Direktiven, dat heescht, do hu mer net de Choix gehat, elo brauch net méi onbedéngt eng Infraction primaire am Ursprongsland poursuivéiert ze ginn, fir

datt et trotzdeem eng Infraction secondaire de blanchiment hei bei eis am Land gëtt. Wéi gesot, dat ass eng Tendenz, déi ech och als Jurist net onbedéngt ganz glécklech fannen, well se zu ganz villen Abusen och ka féieren.

Ech verstinn awer, datt mer hei kee Choix hunn an datt mer duerfir mussen déi Direktiv och esou ëmsetzen. Ech wier just frou, wann och de Finanzminister an deenen Diskussiounen, déi jo awer do wäerte geféiert ginn, deen dote Punkt weider géif thematiséieren, well et geet jo hei schlussendlech net nëmme méi ëm de Kampf géint den Terrorismus a géint ganz schwéier Verbriechen, mee déi Infraction secondaire de blanchiment geet wäit iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus eraus an déi ka wierklech zu Abuse féieren.

Ech wëll an deem Kontext op dee Projet de loi opmierksam maachen, dee mer um Niveau vun der Commission de la Justice diskutéieren, wou et justement ëm d'Proportionalitéit vun enger Rei vu Mesuren, och vu Professioune geet.

An ech froe mech, wann een hei wierklech déi Mesurë géif kucken um Niveau vun der Proportionalitéit, ob déi Konditioun ëmmer erfëllt wier. Dat gëtt d'ailleurs och vun der Chambre de Commerce an hirem Avis thematiséiert, soudatt ech wierklech frou wier, Här Finanzminister, wa mer awer wierklech hei oppassen, datt mer awer juristesch eng propper Situatioun behalen an datt einfach e Rechtsprinzip, dee fir mech awer nach ëmmer muss bestoe bleiwen - fir datt et eng Infraction de blanchiment gëtt, muss et iergendwéi virdrun eng aner Infractioun primaire ginn -, datt deen awer souwäit wéi méiglech bäibehale gëtt.

En zweete Punkt: Den André Bauler huet vun der ganz gudder Reputatioun vun der Finanzplaz geschwat. Dat ass richteg, datt mer onbedéngt mussen déi gutt Reputatioun behalen. An et ass do, wou ech dann awer e bësselche Problemer hunn. Mir - ech soe „mir", d'Regierung, awer och d'Chamber - maachen eigentlech eis Hausaufgab, wat d'Transpositioun vun all méiglechen Direktiven betrëfft. Ech géif souguer soen, mir sinn do beispillhaft. Heiansdo geet d'Regierung souguer iwwert d'Direktiven eraus.

Do, wou awer wierklech de Schong dréckt, Här Minister, dat ass um Niveau vun der Poursuite. Wann ech kucken, wat an de leschte Jore vun excellenter Aarbecht vun der CSSF gemaach ginn ass - Aarbecht, déi och derzou geféiert huet, datt géint eng Rei Banke ganz substanziell Amendë prononcéiert ginn -, an ech kucken dann op där anerer Säit, wat um Niveau vun eise Juridictioune geschitt, da klafft do en immens grousst Lach.

An ech soen lech ganz éierlech, an ech hunn et schonn e puermol och hei op der Tribün gesot: Mir gëtt et eigentlech Angscht um Niveau vum GAFI-Rapport (ndlr: Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux). Net - an hei muss ee wierklech der Regierung soen, datt se hir Aarbecht gemaach huet - well d'Regierung net hir Aarbecht gemaach huet, mee wann een eng Kéier de GAFI kucke geet, wivill Condamnatiounen da prononcéiert gi si fir de Kampf géint den Terrorismus, fir Blanchiment, da fäerten ech, datt mir als Land eng déck Datz do wäerte kréien!

Duerfir wollt ech och nach eng Kéier hei den Appell maachen: Et wier vläicht gutt, Här Finanzminister, wann Der eng Kéier kéint, an Zesummenaarbecht och mat der Justizministesch, der Chamber an deenen zoustännege Kommissiounen emol eng Kéier eng Lëscht ginn, wat an deene leschten zwee, dräi Joer vu Condamnatiounen en matière vu Finanzkriminalitéit prononcéiert ginn ass.

Ech fäerten, datt mer do net ganz gutt do stinn. Et ass, wéi gesot, keng Responsabilitéit vun der Chamber, mee et dréit awer och zur gudder Reputatioun vun eisem Land bäi. Dat gesot, bréngen ech bien entendu den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporter Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn och heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Jorsée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, villmools merci, Här President. Och mir schléissen eis de Wierder vum Dan Biancalana un an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President. Och vun eis aus just e Merci un den Här Bauler fir wierklech e ganz gudde Rapport, an awer och e Merci un den Här Mosar. Ech mengen, déi Ausféierungen, déi hie gemaach huet, verdéngen et wierklech och, verdéift ze ginn. An deem Sënn den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann ass et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. U sech ass et éischter eng positiv Initiativ, musse mer soen, mee si ass awer och net ouni Problemer. An ech mengen, de Rapporteur ass jo och a sengem gudde Bericht drop agaangen.

D'Chambre des Salariés stellt sech awer en effet eng Partie Froen. Ech mengen, et sinn zwou Froen, déi ee sech tatsächlech muss stellen, engersäits, datt privat Entreprisen, an deem Fall Expert-comptablen, kënnen u sech och déi Missioun kréien, fir de Contrôle ze maachen, fir d'Enquête ze maachen, fir Astreinten ze maachen, a wou ee sech da wierklech d'Fro muss stellen, ob do net e Conflit d'intérêts kéint bestoen, wa se esou eng Enquête maachen. D'autant plus bei gréissere Firmen, déi vläicht och nach aner Interesse kéinten hunn op anere Kontinenter, deemno wéi bei anere Boîtten.

Huele mer un, zum Beispill, an do komme mer dann och bei den anere Problem, dat ass deen zweeten, dee vun der Definitioun vum Terrorismus. An ech mengen, d'Chambre des Salariés stellt zu Recht d'Fro, ob och Gewerkschaftler kéinten dorënner falen.

Ech huelen e Beispill: A Brasilien zum Beispill hutt Der eng Gewerkschaft vu Baueren, „Movimento Sem Terra", MST, relativ bekannt, Mouvement des sans-terre, déi och heiansdo méi muskléiert - a mengen Ae legitimm - Aktiounen ënnerhuelen, fir Länner ze besetzen, well se jo och enteegent goufen. An Dir wësst jo, datt et do ganz brutal ka virgoen an datt d'Proprietären hir Milizen dohinner schécken an net zécken, Leit ëmzebréngen.

Ech schwätze vu Brasilien. Dat gëtt et leider a villen anere Länner a Latäinamerika. Net nëmmen, a Latäinamerika d'ailleurs och. Et ass, fir e Beispill ze ginn. A wann een och nach regéiert gëtt vun engem President, deen e Faschist ass, wéi dat de Fall ass a Brasilien, an deemno wéi dat dann och interpretéiert gëtt, kéinten déi Syndikaliste vläicht och a Laberente kommen.

Dat heescht, mir hunn do e Problem mat dësem Projet de loi, deen u sech éischter an déi gutt Richtung geet, dofir wäerte mer och net dergéint stëmmen, mee deen an eisen Aen net kloer genuch ass an deene Froen. Dofir kënne mer och net derfir stëmmen. Deementspriechend wäerte mer eis enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz vum Afréiere vu Konten am Kampf géint den Terror ass wichteg, well et an éischter Linn soll hëllefen, datt Lëtzebuerg méi séier op Terrorfinanzéierung ka reagéieren. Et geet hei drëm, fir méi séier kënnen ze handelen, wann op EU- oder UN-Niveau diskutéiert gëtt a just diskutéiert gëtt, fir dee Moment verschiddene Leit oder Organisatiounen hir Konten anzefréieren.

Lëtzebuerg dierf also virgräifen a scho Konten afréieren, ier en offizielle Go do ass. Allerdéngs mussen dës Diskussioune jo dann an der decisiver Phas sinn an et dierf net scho reagéiert ginn, soubal och just en Dossier opgemaach gëtt. Dëst ass en zweeschneidegt Schwäert. Op där enger Säit kann ee begréissen, datt Lëtzebuerg sech domadder ofséchert.

Wann d'Decisioun vu Bréissel oder New York just nach eng Formsaach ass, riskéiert Lëtzebuerg net herno deene Falschen hir Konten agefruer ze hunn oder et eebe verpasst ze hunn. A spéider kënne mer dann och doduerjer net méi esou einfach fir eng Decisioun oder eng Netdecisioun ugesicht ginn.

Allerdéngs riskéiere mer esou, datt et awer Persounen oder Firmen d'Méiglechkeet gëtt, wärend der ganzer Prozedur hir Suen natierlech nach op d'Säit ze schafen, ier also deen offizielle Go do ass. Ech sot et: en zweeschneidegt Schwäert.

Lëtzebuerg riskéiert hei awer keng Alenggäng. An ech mengen, dat ass dat Wichtegst an dat begrenzt awer dann och erëm iergendwou d'Gesetz. Et ass alles en Ofweien. An ech mengen, datt hei eng Balance fonnt gouf, zwëschent aggressiv a séier virgoen, a gläichzäiteg awer och eng Balance ze schafen zwëschent der Méiglechkeet, datt mer net virun de Won sprangen.

En anere Punkt, dee mer begréissen, dat ass datt d'Nimm vun de Persounen oder Firme kënnen um Site vum Finanzministère publizéiert ginn. Mir géifen eis wënschen, datt et ëmmer geschitt, net nëmmen, well eng ganz Rëtsch Firmen an enger ganzer Rëtsch anerer Gesetzer Obligatiounen hunn, fir mat Firmen a Persounen, déi iergendwou op Sanktiounslëschte stinn, keng Geschäfter ze maachen.

Mir hu KYC-Reegelen (ndlr: Know Your Customer), mir hunn AML-Reegelen (ndlr: Anti-Money Laundering), déi alleguerten dervun ausginn, datt mer déi Leit, déi op iergendenger Sanktiounslëscht stinn, bewäerten, hinnen e Risiko-Rating ginn an derfir suergen, datt mer mat riskante Clientë keng Geschäfter maachen. An ech mengen, een, dee riskéiert, seng Konten agefruer ze kréien, oder een, dee seng Konten agefruer krut, dee gehéiert zu deene méi riskante Clienten, fir et elo emol ganz duuss auszedrécken.

Do wär dann och eng Ureegung vu menger Säit: Haut ass et esou, datt et privat Firme gëtt, déi vill Geld domadder verdéngen, fir maschinneliesbar Lëschten ze maache vun all deenen eenzelnen nationalen Entscheedungen, wien dann elo op wéi enger Lëscht steet.

Vu datt mer eis hei en Outil ginn, fir Leit schonn op eng Lëscht ze setzen, déi vun nationaler Envergure ass, ier et forcément eng international Lëscht gëtt, gëtt et domadder ëmsou méi wichteg, datt mer déi Donnéeën a) zäitno publizéieren a b) och esou publizéieren, datt se an den automatiséierten Outile vun de Banken, Versécherungen, awer och vun all den aneren Entitéiten, déi hei op der Finanzplaz ënner KYC-Reegelen an AML-Reegele falen, kënne verschafft ginn.

Dofir, eng Ureegung vu mir wär, datt mer déi Donnéeën, déi Lëschten an engem maschinneliesbare Format géife publizéieren, fir et esou der Plaz ze erméiglechen, déi Saachen automatiséiert ze erfaassen, automatiséiert ze ingeréieren an dann och zur Verfügung ze stellen an domadder e permanente Screening vum Risiko vun hire Clienten ze maachen.

Ech mengen, dat géif ville Leit … Et kënnt net oft zu esou Decisiounen, meeschtens si se och gutt publizéiert. Et géif awer trotzdeem hëllefen, wa mer dat nach mat manner Friktioun kéinte maachen.

Här President, zur Terrorismusbekämpfung gehéiert ganz kloer de Schutz vun den Informanten. Dofir begréissen ech och, datt mer eis hei nach eng Kéier fir e méi staarke Whistleblowerschutz asetzen. Ech mengen, wa mer wëllen esou Saachen opdecken, da brauche mer Leit, déi de Courage hunn, déi sech trauen, fir Dysfonctionementer ze veröffentlechen.

An da musse mer derfir suergen, datt mir hei zu Lëtzebuerg net dem Beispill vun Däitschland noginn, wou op eemol eng Finanzopsiicht Leit, déi Dysfonctionementer bei enger vun deene gréisste Banken a FinTechen denoncéiert hunn, selwer usiche geet. Mir brauchen also hei e ganz kloere Schutz vu Whistleblower, fir esou sécherzestellen, datt d'Dysfonctionementer séier an transparent kënnen opgeschafft ginn, well, an dat kann een net oft genuch betounen: Déi Leit hu Courage! An dat musse mer net nëmme wierdegen, dee Courage musse mer och schützen!

Dat gesot, stëmme mir fir dëse Projet. Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert déi breet Ënnerstëtzung, déi mer op dësem Projet de loi hei hunn. Et ass e wichtegen. E kënnt och an engem Moment, wou Lëtzebuerg an der leschter Phas ass vun engem Exame vum GAFI, deen de Moment amgaangen ass an deen d'nächst Joer dann och mat enger Visite sur place wäert ofgeschloss ginn, oder enger virtueller Visite sur place. An dofir war et och wichteg, dass mer och nach virun Enn des Joers déi heiten Dispositioune konnten ëmsetzen.

Et geet ëm d'Recommandatioun 6 vum GAFI, fir d'Lutte géint d'Finanzéierung vum Terrorismus op där enger Säit an de Gréff ze kréien an zweetens och d'Finanzéierung vun der Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen.

Mir hunn eis hei och Méi ginn, fir d'Saach esou rationell ze maachen. Mir hunn eis och inspiréiert um Gesetz iwwer Exportkontrollen, wat mer eis 2018 ginn hunn.

De Gesetzesprojet preziséiert also de Champ de compétence, deen hei elo méi breet gëtt. Mir hunn hei och elo agefouert, dass alles ka méi séier en vigueur trieden, dass also vun deem Moment un, wou mir vun der UNO oder vun der Europäescher Unioun Informatioune kréien, dass déi esou schnell wéi méiglech, an dofir och hei elo automatesch, diffuséiert ginn an dann och d'Sanktioune musse ganz séier geholl ginn.

Ech géif gäre spezifesch dem Conseil d'État Merci soen, deen op dësem Projet ganz vill utile Virschléi gemaach huet, deen eis Propositioun vill méi kohärent gemaach huet. Seng Opposition-formellë konnte mer natierlech och behiewen, mee, ech mengen, et war e ganz konstruktiven Avis vum Conseil d'État.

Ech huelen och zur Kenntnis, wat den Deputéierte Mosar gesot huet. Ech si mer där Problematik vun der Infraction primaire natierlech bewosst, déi haut net méi ëmmer ginn ass. Mee bon, den internationalen Droit evoluéiert an där Saach. Mir suivéieren dat awer vun no an och déi Froe vun der Proportionalitéit. Mee mir sinn hei natierlech an der Ëmsetzung vun existéierende Reegelen elo, wou mer en fait keng Bemollen an Dièsë kënne bäisetzen.

D'Reputatioun vu Lëtzebuerg ass eppes ganz Wichteges. Mir schaffen all Dag do drop. An déi Remark, déi Der gemaach hutt iwwert d'Effikassitéit vun der Poursuite vun den Infraktiounen oder Déliten oder de Crimmen, ass natierlech e wichtege Bestanddeel vun där ganzer Manéier, wéi mer eise Finanzzentrum an d'Attitüd vun eisem Land hei wëllen duerstellen an ëmsetzen.

Ech huelen och déi Iddi vum Här Clement gäre mat, wéi ee kann d'Automatisatioun vun dësen Donnéeë fir d'Finanzplaz méi einfach maachen. Ech fannen dat ass en interessante Virschlag, deem ech wäert nogoen, a kucken, wéi mer dat kënne maachen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7395. Den Text steet am Document parlementaire 7395[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7395 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7727 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2019

Als nächste Punkt stinn d'Chamberskonte vum Joer 2019 um Ordre du jour. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Carlo Back, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. Den honorabelen Här Marc Lies als Rapporter presentéiert eis elo déi Konten. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Comptes

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, esou wéi all Joer goufen och dëst Joer d'Konte vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2019 vun enger Spezialkommissioun kontrolléiert. Den Artikel 174 vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir - an ech zitéieren,

éischten Alinea -: « L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des Comptes", assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau. » Véierten Alinea: « La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des comptes pour être enregistrée. »

Den Auditeur Baker Tilly, deen d'Konte vun der Chamber fir den Exercice 2019 kontrolléiert huet, koum den 22. Oktober an sengem Schreiwen zur follgender Konklusioun: « À notre avis, les états financiers de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes comptables applicables à la Chambre des Députés [...] définis par le Bureau et tels que détaillés en note 1 des états financiers. »

Den initiale Budget vun der Chamber fir d'Joer 2019 louch bei 44,3 Milliounen. De Sold tëscht dem Budget vu 44,3 Milliounen an der Dotatioun vum Staat vun 42,4 Milliounen (veuillez lire: 42,6 Milliounen) ass iwwert d'Reserven ausgeglach ginn.

Mat Zënsen an ausseruerdentleche Recettë louchen d'Revenue bei insgesamt 44,4 Milliounen. De Kont 2019 ass mat Depensë vu 40,2 Milliounen ofgeschloss ginn. Dëst entsprécht also engem Iwwerschoss vu 4.142.000 Milliounen Euro.

Hëlt een de Budget vu 44,3 Milliounen an déi effektiv Depensë vu 40,2 Milliounen, esou goufe 4,1 Millioune manner ausginn, wéi budgetiséiert.

Par rapport zum Buchungsjoer 2018 louchen d'Depensë 5,6 Millioune méi héich.

Zwee Poste sinn hei ervirzehiewen: eng Kéier d'Walcampagne mat 1,7 Milliounen an d'Organisatioun vu Konferenzen, déi 2019 mat ronn 1,4 Milliounen Euro zu Buch geschloen hunn. Och d'Compte-renduen an d'Frais de fonctionnement si par rapport zu 2018 an d'Luucht gaangen.

Déi finanziell Situatioun vun eiser Chamber ass gesond. D'Reservë vun der Chamber belafe sech op 10.750.000 Euro.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun à l'unanimité an de Réviseur d'entreprises Baker Tilly sinn der Meenung, dass d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domat géif ech Iech alleguerte bieden, d'Konte vum Exercice 2019 guttzeheeschen.

Ech wéilt dem Bureau, besonnesch eisem neie Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, dem neie Mann an de Finanzen, dem Damian Rychlicki, der Madamm Barra, dem Här Reiter an all de Mataarbechter vun der Chamber, awer och gär e ganz grousse Merci soe fir hir exemplaresch Aarbecht, besonnesch an dësem dach ganz spezielle Coronajoer.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport an ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, dat selwecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen dem Chamberspresident dës Resolutioun.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2019 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Carlo Back agedroen.

Discussion générale

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e Merci un den Här Lies fir säi Rapport, ech mengen, deen d'Situatioun ganz gutt resuméiert huet. An dann och e Merci un den Här Laurent Scheeck, deen neie Generalsekretär vun der Chamber, an u seng ganz Ekipp, déi eng gutt Exekutioun vum Budget an och eng Gestioun vun eise Konte vun der Chamber gemaach hunn.

Gutt Nouvellen hu mer hei krut. Fir d'éischt de Respekt vum Budget. Et goufe souguer 4 Milliounen Euro manner ausginn, wéi der am Budget virgesi waren. 4 Milliounen Euro ginn an d'Reserven. Mir kruten och de Quitus vun de Réviseurs d'entreprises, déi d'Konte kontrolléiert hunn.

Den Här Laurent Scheeck huet eis dunn och informéiert, datt d'Administratioun och Efforte gemaach huet an och weider wëllt maachen, fir Synergië mat zum Beispill anere Staatsverwaltunge virzehuelen an och mat hinnen am Reseau ze schaffen. Dëst geschitt zum Beispill an der Informatik, an der Gestioun vun de Finanze vun der Chamber.

Mir begréissen dës Initiativ. Dëst ass net nëmmen eng gutt Manéier, fir d'Chamber ze geréieren, well d'Chamber vum Knowhow vun aneren Institutioune profitéiert duerch eeben dës Mutualisatioun. Dëst huet natierlech och Spuerpotenzial fir d'Zukunft an e positiven Afloss op d'Finanze vun der Chamber.

Dann an där selwechter Sëtzung - eng aner gutt Nouvelle - krute mir och do vum Här Scheeck gesot, och mam Ausbléck op 2021, dat ass fir d'nächst Joer: Den 9. Dezember dëst Joer ass eng Annonce publizéiert gi vun enger Offre d'emploi fir dräi Persoune fir d'Cellule scientifique et d'expertise vun der Chamber.

Firwat ginn dës dräi Persounen aus dem Beräich Sciences juridiques, Sciences économiques a Sciences naturelles gesicht? An ech zitéieren elo en Auszuch aus dem Accord de coalition: « Les partis de la coalition souhaitent que la Chambre des Députés s'attribue les moyens supplémentaires nécessaires afin de pouvoir procéder à une évaluation et à un suivi de l'exécution des lois. La Chambre des Députés a besoin d'expertise interne et externe en vue de préparer le travail en commissions. »

Wann ech elo op déi dräi Budgetsdebatten, déi ech bis elo als Deputéierten an der Chamber begleet hunn, kucken, sinn ech iwwerzeegt, datt mir genuch Material hunn, fir dësen Trio mat Missiounen ze chargéieren, fir d'Chamber an hirer Aufgab vun zum Beispill Evaluatioun ze begleeden. Ech denken un de Kolleeg André Bauler hei, deen eis virun zwee Joer iwwert d'Digitalisëierung geschwat huet, de Potenzial, d'Méiglechkeeten an eiser Gesellschaft, fir déi virunzebréngen, den Här Yves Cruchten iwwert de Bien-être, an elo de Kolleeg François Benoy, dee sech gläich zwee Sujeten op d'Long geholl huet: de Covid an d'Klimakris.

Déi gréng Fraktioun freet sech elo schonns, fir mat dëser Cellule scientifique zesummenzeschaffen am Sënn vun enger nach méi grousser Eegestännegkeet vun eiser Chamber.

Domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Carlo Back. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, och vun eiser Säit e puer Wierder. Fir d'éischt natierlech e grousse Merci un den Här Lies fir säi Rapport. Merci och un eisen neie Generalsekretär an déi ganz Ekipp fir hir wierklech virbildlech Aarbecht och an dësem Beräich.

Just vläicht zwou Bemierkungen.

Wa mer mat anere Staatsverwaltungen zesummeschaffen, ass dat e richtege Gest. Ech mengen, mir kënnen do a villerlee Hisiicht profitéieren. Mir musse just oppassen, datt mer natierlech net d'Onofhängegkeet vun der Chamber op déi Manéier iergendwéi beanträchtegen. Do musse mer och dee richtege Wee fannen, e Gläichgewiicht fannen tëschent de Virdeeler vun der Kooperatioun an der Noutwendegkeet vun der Onofhängegkeet vun eiser Institutioun.

Eng zweet Bemierkung betrëfft d'Evaluatioun, dat ass ganz sécher richteg, do hu mer en Defizit. A mir sinn och frou driwwer, datt mer dat kënnen e bëssen ophuelen, wat eis do bis elo gefeelt huet. Awer eng Cellule scientifique, déi muss och onofhängeg sinn, an zwar komplett onofhängeg! Ech wéilt doduerch e bësse relativéieren, wat den Här Back a sengem Exposé gesot huet. Dat ass déi Notioun vun Zesummenaarbecht mat der Cellule scientifique. Mir gesinn dat op jidde Fall als eng onofhängeg Instanz, déi mir kënne beoptrage mat enger Analys. Mee déi maachen dat ënner hirer eegener Verantwortung a si deelen eis alleguer da mat, wat dobäi erauskomm ass.

Dat sinn also net d'Fraktioun oder iergendeen, dee mat enger Cellule scientifique zesummeschafft, mee mir kënnen alleguer eng Cellule scientifique benotzen, hinnen en Optrag ginn. Si maachen an hirer eegener Verantwortung a voller Onofhängegkeet eng Appreciatioun a mir kréien alleguer d'Resultat. Et ass net de verlängerten Aarm vun enger Fraktioun oder vun der politescher Aarbecht vun iergendengem heibannen.

An deem Sënn gesi mer der Zukunft awer mat Freed a mat Optimismus entgéint, och déi Méiglechkeeten, déi sech bidden, fir mat enger méi staarker Chamber, enger méi onofhängeger Chamber eng nach besser Aarbecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem Marco Lies, Marc Lies, pardon - ech hunn ëmmer d'Tendenz Marco ze soen -, dem Marc Lies e grousse Merci fir säi Rapport. Och merci de Mataarbechter vun der Chamber, déi wierklech e flotte Kont konnte presentéieren. Mir kënnen dat nëmme begréissen.

Ech géif och nach ervirhiewen: Niewent der Cellule scientifique, déi mer do wäerte schafen, ass awer och e gréissere Projet an der Digitalisatioun vun der Chamber. Dat heescht, dat erliichtert eis och nach d'Aarbecht, déi mer amgaange sinn ze maachen an déi mer wäerte maachen. Duerfir e ganz, ganz grousse Merci dofir an ech ginn och do den Accord vun der DP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus geet deen éischte Merci un de Rapporter a President vun der Spezialkommissioun fir säi gudden an detailléierte Rapport an och fir d'Aarbecht an der Kommissioun.

Eisen zweete Merci geet awer un d'Generalsekretariat an un de Service financier fir déi gewëssenhaft a responsabel Finanzgestioun, déi si fir eis Chamber maachen. Mir konnten eis an der Kommissioun duerch vill Froen, déi mer och gestallt hunn, dervun iwwerzeegen, dass d'Haaptbestriewen doranner besteet, fir eng performant Administratioun oprechtzeerhalen a weider auszebauen. Dat fanne mer ganz wichteg.

Och appreciéiere mer, dass kontinuéierlech derfir gesuergt gëtt, dass mir eis als Chamber kënne méi professionell opstellen, sief et duerch zousätzlech Expertis a Fachkompetenz oder och duerch geziilt Synergien. Déi vun eis, déi d'lescht Joer d'Chance haten, am Pairing Scheme vun der Chamber derbäi ze sinn, déi kennen eent vun deene Beispiller. Mir fannen et ganz wichteg, dass sech d'Chamber weider no baussen opmécht.

Och fanne mer et ganz gutt, an och dat spigelt sech erëm an de Konten, dass eng konsequent Notzung vun den aktuelle Kommunikatiouns- an Informatiounstechnologien derzou féiert, dass mir net nëmmen hei an der Chamber besser kënne schaffen, mee dass och eng besser Interaktivitéit mat eis, mat den Deputéierten, ka sinn. A vun all deene Saachen appreciéiere mir och, dass en agreabelen a wichtegen Nieweneffekt deen ass, dass mir d'Visibilitéit vun eiser Chamber hei am Land, awer och international weider festegen an ausbauen. Dat fanne mir ganz wichteg.

An Dir kënnt Iech virstellen, dass mir dowéinst ganz frou sinn, fir hei dierfen den Accord vun der LSAP fir d'Konten 2019 mat op de Wee ze ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et gouf vill gesot iwwert d'Reserven an doriwwer, wéi verantwortlech a verantwortungsvoll d'Chamber mat hire Suen ëmgeet. Duerfir als Éischt e grousse Merci un de President vun eiser Commission des Comptes a Rapporter Marc Lies fir de Rapport.

Ech mengen, et war hei e méi einfache Rapport ze maache wéi beim Staatsbudget, well bei der Chamber net en décke Minus um Enn vum Joer do stoung, mee tatsächlech en décke Plus. Dat kann een eng Kéier esou soen. Dat weist och, datt an der Chamber keng Sue verschwent ginn, datt mer hei wierklech gutt op d'Suen oppassen a verantwortungsvoll domadder ëmginn. An dat verantwortungsvollt Ëmgoe mat Sue bedeit awer och, datt mer eis trotzdeem déi Moyene ginn, déi mer als Chamber brauchen.

Een Deel dovunner ass ugeschwat ginn, dat ass de Service scientifique. Dat ass déi Cellule, déi eis soll hëllefen, eis an deenen ëmmer méi komplexe Gesetzer besser ze informéieren, neutral ze informéieren a wat domadder eis eng Méiglechkeet gëtt als Deputéiert, fir evidenzbaséiert Politik ze maachen. Dat ass ganz wichteg, datt mer Politik net nëmmen aus dem Bauch eraus maachen, mee datt mer Politik maachen op Basis vu Fakten.

D'Oppositioun, ech mengen, all déi véier Parteien aus der Oppositioun froe reegelméisseg no Zuelen, no Donnéeën. Dat ass net, fir iergendee rosen ze maachen. Dat ass net, fir iergendee wëllen ze schikanéieren. Dat ass meeschtens aus dem éierleche Bedarf eraus, fir besser informéiert ze sinn, fir besser Entscheedunge kënnen ze huelen, besser kënnen anzeschätzen, wou d'Rees da soll higoen.

Duerfir fannen ech et ganz gutt, datt d'Chamber hei en éischte Schrëtt mécht an déi richteg Richtung, fir sech eeben eng Cellule ze ginn, déi esou Donnéeë ka bündelen, esou Donnéeë kann opbereeden an dann allen Deputéierten, ob Majoritéit oder Oppositioun, kann zur Verfügung stellen. Dat ass, mengen ech, immens wichteg.

Vläicht ee Punkt awer nach aus dem Rapport erausgeholl, dee weist, datt an der Chamber vill geschafft gëtt: D'Käschte vum Compte rendu goufe substanziell depasséiert. An dat louch net dorunner, datt net geschafft gouf, ganz am Contraire. Dat louch dorunner, datt ganz vill geschafft gouf, datt ganz vill Question-parlementairë gestallt goufen, datt ganz vill Motiounen deposéiert goufen, datt ganz vill Riede gehale goufen hei, datt et e liewegen Debat hei an der Chamber gouf. Dee liewegen Debat fënnt sech eeben an all eenzelner Zeil vum Compte rendu erëm an déi Zeile kaschten alt e bëssen eppes. Duerfir gouf dee Budgetsposten dann depasséiert.

Ech mengen awer, datt mer bei deem Resultat, wat mer gemaach hunn, ganz gutt domadder liewe kënnen. An duerfir ginn och d'Piraten den Accord fir d'Resolutioun herno.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet, of.

Ass d'Chamber domat averstanen, datt mer à main levée iwwert dës Resolutioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 de la Cour des comptes

Mir kommen elo zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des comptes fir d'Joer 2019. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un déi honorabel Madamm Octavie Modert ginn, déi och hei d'Madamm Diane Adehm ersetzt als Auteure-Rapportrice vun der Resolutioun. An ech géif si dann elo bieden, eis déi ze presentéieren.

Dépôt et exposé

Mme Octavie Modert *(CSV), auteure en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo an der Budgetskontrollkommissioun hu mir d'Konten 2019 vum Lëtzebuerger Rechnungshaff mam Bilan a Compte des pertes et profits gekuckt, déi vum Reviseur kontrolléiert gi sinn. Mir hu keng Beanstandungen an hunn als Kommissioun eng Resolutioun virbereet, datt d'Chamber dës Konte vum Exercice 2019 guttheesche soll.

Ech iwwerreechen Iech déi, Här President, ...

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que « les états financiers [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Cour au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à la Cour tels que définis par le Collège de la Cour et tels que détaillés en note 2 des états financiers[1] » ;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 7 décembre 2020,

approuve

les comptes de l'exercice 2019 de la Cour des comptes.

(s.) Octavie Modert.

[1] Principes généraux : Les états financiers de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. L'exercice budgétaire et comptable commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année. Les paiements des dépenses peuvent être réalisés jusqu'au 30 avril de l'exercice suivant.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV), auteure en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV).*- ... a soen och am Numm vun der CSV-Fraktioun natierlech, datt mir domadder averstane sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert.

Ass een, deen dozou e Wuert wëllt soen?

(Négation)

Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domat averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien derfir ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass och domat eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

7. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Médiateur

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass eng Resolutioun iwwert d'Konte vum Mediateur fir d'Joer 2019. An nach eng Kéier presentéiert d'Madamm Octavie Modert eis de Rapport, deen d'Madamm Diane Adehm virbereet huet. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Dépôt et exposé

Mme Octavie Modert *(CSV), auteure en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV).*- Jo, merci, Här President. Mir hunn och d'Konte vun 2019 vum Mediateur gekuckt, déi en Tableau mat Einnamen an Ausgabe sinn a vum Reviseur kontrolléiert sinn. Well keng Beanstandungen do sinn, schloen ech der Chamber vir, d'Konte vum Mediateur fir d'Joer 2019 unzehuelen an hei hunn ech schonn dem President d'Resolutioun an deem Sënn iwwerreecht a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun gläichzäiteg mat.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que « le tableau des recettes et des dépenses [...] a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-duché de Luxembourg » ;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 7 décembre 2020,

approuve

les comptes de l'exercice 2019 du Médiateur.

(s.) Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Octavie Modert. Esou wéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Mediateur an d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domat averstanen, fir à main levée dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Déi, déi mat der Resolutioun d'accord sinn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass och dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl. An och dës Resolutioun wäert un de Mediateur weidergereecht ginn.

8. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Centre pour l'égalité de traitement

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement fir d'Joer 2019. An ech géif nach eng Kéier der honorabeler Madamm Octavie Modert d'Wuert ginn.

Dépôt et exposé

Mme Octavie Modert *(CSV), auteure en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV).*- Jo, merci, Här President, fir d'lescht da fir de Moien bei dëse Saachen. Elo hu mer hei d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement vun 2019. Dat ass awer och elo eréischt déi zweete Kéier, datt mir als Chamber iwwert dës Konten befannen, an dat op Basis vum Artikel 167 vum Chambersreglement. Och hei gëtt et kee Bilan, mee en Tableau des recettes et des dépenses, deen de Reviseur kontrolléiert huet.

Mir hunn an der Kommissioun, an der Comexbu, näischt Negatives festgestallt an duerfir schloen ech lech vir, d'Konte vum Joer 2019 vum CET unzehuelen.

Ech wëll zum Schluss och nach deenen dräi Organismen, wou mer elo grad iwwert d'Konte geschwat hunn, Merci fir hir Aarbecht soen an iwwerreechen lech, Här President, hei d'Resolutioun an deem Sënn.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Centre pour l'égalité de traitement qui estime que :

« Nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Centre pour l'égalité de traitement (ci-aprés "le Centre") comprenant le bilan au 31 décembre 2019 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les comptes annuels ci-joints présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière du Centre pour l'égalité de traitement au 31 décembre 2019, ainsi que du résultat pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg. » ;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 7 décembre 2020,

approuve

les comptes de l'exercice 2019 du Centre pour l'égalité de traitement.

(s.) Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Octavie Modert. Esou wéi och hei d'Reglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domadder averstanen, datt mer à main levée iwwert dës Resolutioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wann dat de Fall ass, bieden ech déi, déi mat dëser Resolutioun d'accord sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Och dës Resolutioun ass eestëmmeg ugeholl ginn a wäert un de Centre pour l'égalité de traitement weidergereecht ginn.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt haut de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.47 heures)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7526 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005**
   - relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et
   - portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle
   - Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : Mme Viviane Reding - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. Marc Hansen (parole pour fait personnel) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. **7629 - Projet de loi portant approbation**
   1° du Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017 ;
   2° du « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017
   - Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : Mme Octavie Modert - Mme Lydia Mutsch - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. **7630 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017**
   - Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Mme Octavie Modert
5. **7703 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises**
   7704 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :
   1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
   2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
   3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin
   - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme sur le projet de loi 7703 : M. Guy Arendt
   - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme sur le projet de loi 7704 : Mme Simone Beissel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz (dépôt des motions 1 à 3) (interventions de M. le Ministre Lex Delles, M. André Bauler, M. Fernand Kartheiser, M. Gilles Baum et M. Gusty Graas) - Mme Tess Burton - Mme Stéphanie Empain (interventions de Mme Octavie Modert, M. Georges Engel et M. le Ministre Lex Delles) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Spautz) - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Sven Clement (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles - M. Marc Spautz (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7703 et dispense du second vote constitutionnel
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7704 et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Gilles Baum (intervention de M. Marc Spautz) - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Marc Spautz
   - Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
6. **7718 - Projet de loi relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19**
   - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prises de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Marc Spautz (parole après ministre) - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **7690 - Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;
   2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19
   - Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana
   - Discussion générale : M. Michel Wolter - M. Claude Lamberty - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. Marc Hansen - Mme la Ministre Taina Bofferding - M. Michel Wolter (parole après ministre)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. **7709 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Pim Knaff - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7726 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Pim Knaff - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. 7526 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005

- relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7526 iwwert d'Geolokalisatioun vum Handy am Fall vun engem Noutfall. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 1. Dezember, passend zu der bekannter Ruffnummer 112, war den internationalen Dag vum Noutruff. An iwwert dës Thematik handelt eeben och dëse Projet de loi. Dëse Projet de loi adaptéiert nämlech wéi gesot d'Legislatioun iwwert d'Notzung vu perséinlechen Donnéeën am Kontext vun Telefonater, déi an Urgencëfäll getätegt ginn.

De Projet gesäit vir, dass wann eng Persoun den 112 oder eng aner Telefonsnummer urifft, déi beim Lëtzebuerger Regulatiounsinstitut, dem IRL, als Noutruffnummer ugesi gëtt, d'Donnéeën a Bezuch op dëser Persoun hire Standuert, falls se disponibel sinn, un den nooste Centre de réception vun den Noutriff kënne weidergeleet ginn. Dëst gëllt fir d'Ligne fixe, mee et soll och fir Appeller mam Handy via den Datereseau applikabel sinn. Dëst soll ausserdeem och méiglech sinn, wann déi Persoun d'Lokalisatiounsfunktioun op hirem Apparat desaktivéiert huet. Des Weidere gesäit de Projet dann och vir, dass dës Donnéeë spéitstens no 24 Stonnen erëm solle geläscht ginn.

De Conseil de la concurrence, d'Chambre des Métiers an och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn dëse Projet an hiren Avise begréisst, well en d'Effizienz vun den zoustännegen Ekippen am Fall vun engem Noutfall steigert an esou Liewe kënne gerett ginn.

Ee Punkt, dee souwuel d'Chambre de Commerce, d'Dateschutzkommissioun an och de Staatsrot an hiren Avisen notéiert hunn, ass e kloert Festleeë vun där Entitéit, déi d'Daten an Informatiounen u beispillsweis Secouriste solle weiderreechen. Hei war d'Fro, ob dës Aufgab dem Fournisseur, dem Operateur oder engem anere Service géif zoukommen. Och wann dat am Projet de loi net explizitt ernimmt war, schreift déi europäesch Direktiv dës Obligatioun awer den Operateuren zou. An dëst gouf finalement och esou vun hinnen allen dräi verstanen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mat dësem Text gräife mer der europäescher Direktiv 2018/1972 vum 11. Dezember 2018 vir, déi sech mat de Codë fir déi elektronesch Kommunikatioun an Europa befaasst an déi dëst Joer den 21. Dezember d'Direktiv iwwert de Service universel wäert abregéieren.

Am Artikel 109 vun der europäescher Direktiv steet da méi prezis, an ech zitéieren: « Les États membres veillent à ce que les informations relatives à la localisation de l'appelant soient mises à la disposition du » Centre de réception des appels d'urgence oder och - « PSAP le plus approprié sans tarder après l'établissement de la communication d'urgence. » Dës Informatioune géifen dann och de Standuert vun der Persoun, déi urifft, beinhalten.

D'Zil vun dësem Text ass et, d'Effikassitéit vun de Secoursservicer ze stäerken, fir Leit, déi an Noutlage sinn, nach méi schnell a besser kënnen ze hëllefen. Schnell, prezis a fiabel Informatioune kënnen derzou bäidroen, eng Persoun, déi den Noutruff urifft, méi schnell ze lokaliséieren an domat eventuell e Liewen ze retten.

D'Notzung vun de perséinlechen Donnéeë soll de Servicer vum Noutdéngscht hëllefen, hir Funktioun ze erfëllen an den Niveau vun der Protektioun vum Bierger domadder erhéijen. D'Noutruffzentrale kënnen elo schonn iwwert d'Gesetz vum 30. Mee 2005 perséinlech Donnéeë vun de Fournisseuren an de verschiddenen Operateure kréien, sief et op fixe Leitungen oder awer och an der Téléphonie mobile. Mat dësen Donnéeë kënne si eng Persoun, déi urifft, geografesch lokaliséieren.

Den Ënnerscheed bei enger Ligne fixe ass, dass d'Lokalisatioun hei méi prezis - no dësem Text - ka festgestallt ginn. Bei engem Appel d'urgence, dee vun engem Mobilltelefon gemaach gëtt, ass dës Lokalisatioun manner prezis. Dat heescht, am Moment ass se manner prezis. Den Ament ginn dës Telefonater iwwert d'Borne vun de verschiddenen Handysreseauen, dat nennt sech da „Cell ID", determinéiert.

Contrairement zu engem fixen Telefon ass de Radius bei dëse Bornen awer vill méi grouss, speziell an deene méi ländleche Gebidder. Deemno mussen d'Noutruffzentralen op Informatioune vun de Mobilltelefonen hiren Navigatiounssystemer oder och dem Wi-Fi zréckgräifen. Dës erlaben dann, en Noutruff méi prezis kënnen ze lokaliséieren. Dem technesche Rapport vum Europäeschen Institut fir Kommunikatiounsnormen no kéint eng Persoun, déi sech baussen ophält, esou op fënnef Meter lokaliséiert ginn, an op 25 Meter, wann d'Telefonat an engem Gebai gefouert gëtt.

Ee Wuert dann zu der mobiller Applikatioun „GouvAlert", déi och am Kader vun dësem Projet de loi ernimmt gouf: Bei dëser Applikatioun ginn en effet och scho perséinlech Donnéeë vun de Leit, déi se notzen, un d'Noutfalldéngschter viruginn. Contrairement zu enger automatescher SMS, déi un dës Servicer geschéckt gëtt, verlaangt dës Applikatioun allerdéngs eng Interventioun vun den Notzer, nämlech muss dës fir d'éischt um Handy installéiert an dann duerno och genotzt ginn.

Dëse Projet de loi notzt déi nei Systemer an de Mobilltelefonen, déi iwwer weltwäit Navigatiounssystemer connectéiert sinn. An dësem Fall geet et dann duer, dass eng Persoun eng Noutruffnummer urifft, an d'Informatiounen iwwer hire Standuert kënnen esou direkt via Message mat der Zentral gedeelt ginn a gegeebenefalls de Secouristen erlaben, méi schnell op der richteger Plaz ze si fir ze hëllefen.

Fir déi méi technesch Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport. Ech soe jiddwerengem Merci, deen hei gehollef huet, un dësem Projet de loi matzeschaffen, sief et an der Fraktioun, sief et am Ministère, sief et och an eiser Kommissioun. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Ech ginn natierlech och den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Viviane Reding. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, viru ville, ville Joren, ech war deemools Telekommskommissär, hunn ech duerch Gesetz déi europawäit Aféierung vun dem gemeinsamen Noutruff 112 an d'Weeër geleet. Deemools - dat war zur Zäit, wéi déi éischt Handye komm sinn, wéi dat nach net war wéi haut, wou jiddwereen esou en Instrument an der Täsch huet - deemools ass et drëm gaangen, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren, wa se gereest sinn, wa se an en Nopeschland gaange sinn. An dofir huet missen eng eenheetlech europäesch Reegelung kommen.

De Renforcement vun dëser Decisioun steet an där neier Direktiv, wéi de Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, et ugekënnegt huet, ënnert der Direktiv, déi 2018 decidéiert gouf. 2018, dat ass e laangen Dag. An dat hätt scho längst kënnen e Gesetz ginn hei zu Lëtzebuerg. An zwar déi ganz Direktiv, mee si läit nach ëmmer do, obscho se misst obligatoresch säit dem 21. Dezember 2020 an d'Praxis ëmgesat sinn. Mir hunn et nees eng Kéier verpasst. An dofir, fir net komesch dozestoe bei deenen aneren Europäer mat deem gemeinsamen 112-Noutruff, ass elo d'Regierung higaangen a si huet e Stéckelchen aus där grousser Direktiv erausgeholl, an dat ass dat Stéckelchen, wouriwwer mer haut diskutéieren.

Also ech géif mengen, datt mer eis sollen am Allgemenge méi ëm déi europäesch Gesetzgeebung këmmeren an net Torschlusspanik kréien, wann et schonn nees eng Kéier ze spéit ass.

Et ass ganz kloer erkläert ginn, ëm wat et geet: den Noutruff um Handy haaptsächlech, datt se do, och wann een do dee klengen Trick gemaach huet aus Raisoune vum Privatliewen, datt een net kann noverfollegt ginn, awer da kënnen un d'112-Lokalisatioun kommen. Well et huet een dat jo och fräiwëlleg gemaach, et huet ee jo fräiwëlleg den 112 gedréckt, fir Hëllef ze kréien, dann ass et och normal, datt dann d'Lokalisatioun kann ageschalt ginn. A wéi de Rapporteur et richteg gesot huet: Déi Donnéeë kënnen awer net ëmmer an éiweg a fir aner Zwecker gebraucht ginn, déi Donnéeë sinn nëmme just do, fir där Persoun ze hëllefen.

D'Responsabilitéit, fir datt dee ganze System fonctionéiert an datt déi Entreprisen, déi do dran handhaben, och déi Lokalisatioun erméiglechen, läit beim Staat. An dann natierlech d'Fro un d'Regierung: Wéi ass et mat de Funklächer, déi mer ëmmer nach zu Lëtzebuerg hunn? Gëtt derfir gesuergt, datt déi ewechkommen? Well, stellt lech emol vir, Dir sidd mat Ärem Handy an engem Funklach, dann hëlleft dat ganzt Déngen hei net vill.

Ech mengen, et wär och noutwendeg, datt mer nees géifen eng Informatiounscampagne maachen. Deemools, viru ville, ville Joren, do ass dat eng Kéier an d'Weeër geleet ginn, mee an Zwëschenzäit huet d'Technologie changéiert. An Zwëschenzäit hu mer och den eCall an den Autoen, wat en anere System ass. Ech mengen, souwuel fir den 112, fir d'Handhabung dovun, wéi och fir den eCall wär d'Regierung gutt beroden, wa se eng Info-Campagne géif zu Lëtzebuerg maachen, datt eis Lëtzebuerger wëssen, wéi se Hëllef kréien, wa se a Gefor sinn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Et huet mech schonn impressionéiert, Här President, wéi ech gelies hunn, dass genau 53.568-mol de CGDIS d'lescht Joer via den 112 geruff ginn ass. Dat fannen ech impressionnant. Entspriechend oft si se och an den Asaz gaangen: am Duerchschnëtt 157-mol pro Dag.

Wann een den 112 urifft, dann ass et an der Reegel jo, well et eppes Eeschtes ass oder well eppes geschitt ass. An a ganz ville Fäll, egal wat d'Ursaach vum Tëschefall ass, geet et ëm Liewen an Doud. An an deene Fäll ass an dierf der medezinnescher Hëllef proprement dite ... a virun allem wann et drëngend ass, ass d'Zäit dee wichtegste Facteur. Oder, fir et aneschters auszedrécken: Medezinnesch Hëllef kann nëmme gutt sinn, wann een dohinner kënnt oder net ze spéit dohinner kënnt. Dat heescht, si muss dohinner kommen, wou se gebraucht gëtt a si muss schnell dohinner kommen, well soss ass déi Hëllef onnëtz.

A wann een dobäi nach déi onheemlech grouss Zuel vun den Asätz vum CGDIS kennt, da versteet een och, wéi wichteg et ass, den Asaz vum Mënsch an den Informatiounsfloss esou gutt wéi méiglech zesumme fonctionéieren ze doen an openeen ofzestëmmen. A genau dowéinst, fir dëst Zesummespill eeben esou gutt an effektiv wéi méiglech ze gestalten, wäerte mir haut dësem Projet de loi zoustëmmen.

Ech wëll net ofschléissen, ouni dem Rapporter e Merci ze soe fir säi ganz detailléierten, gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, deen eis d'Gewëssheet ginn huet, dass dëst Gesetz dofir do ass, fir Liewen ze retten. An dofir wäerte mir och eis Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. An da wier et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt dem Rapporter Guy Arendt Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, wou en am Detail op de Projet de loi 7526 agaangen ass, dee jo eng Transposition directe vun enger Dispositioun aus der Direktiv 2018/1972 iwwert de Code des communications électroniques européens ass.

Mam Stëmme vun dësem Text wäert et méiglech sinn, Leit iwwert d'GPS-Donnéeën ze geolokaliséieren, déi den europäeschen Numéro d'urgence unique 112 an eventuell aner Numéros d'urgence, déi vum ILR kënnen definéiert ginn, wielen; dat heescht, op e puer Meter genau ze wëssen, wou se sech befannen.

Den 112 gëtt zu Lëtzebuerg vum CGDIS verwalt. Praktesch gesinn heescht dat, dass de CGDIS den Appel d'urgence unhëlt a parallell eng SMS mat de Koordinate vun der Persoun, déi den Appell mécht, zougeschéckt kritt. Dëst erlaabt dem CGDIS dann, am Fall wou et néideg ass, eng Ekipp mat enger preziser Lokalisatioun an den Asaz ze schécken.

De CGDIS däerf déi Donnéeën, déi hien am Kader vum Appel d'urgence kritt huet, 24 Stonne stockéieren. Wärend där Zäit muss en d'Sécherheet vun den Donnéeë garantéieren an duerno muss e se zerstéieren.

Wat een awer muss wëssen, ass, dass dëst eng automatiséiert Fonctioun um Handy ass, déi och iwwermëttelt gëtt, wann d'Geolokalisatioun, wéi et och scho gesot ginn ass, um Handy ausgeschalt ass. De Staatsrot huet d'Fro opgeworf, ob dëst GDPR-konform ass, well no deem muss den Utilisateur eigentlech de Choix hunn, dës Fonctioun op sengem Handy kënnen un- oder auszeschalten. An der Direktiv an och am Projet de loi gëtt awer eng Exceptioun zu dëser Reegel gemaach, well et ëm de Bien commun geet. Domat si mir Gréng prinzipiell averstanen, well et a Stresssituatiounen de Leit oft onméiglech ass, eng Fonctioun, déi se ausgeschalt hunn - ouni onbedéngt ze wëssen, dass se domadder och d'Situatioun vum Appel d'urgence mat ausgeschalt hunn -, erëm ze aktivéieren, well se déi Fonctioun net méi an hirem Handy erëmfannen.

Mir stellen eis awer d'Fro, ob et net och méiglech gewiescht wär, dass, wann een den 112 urifft, eng Fënster géif opgoen, wou ee gefrot gëtt, ob ee wëllt, dass seng Positioun iwwermëttelt gëtt oder net. D'Fro huet sech natierlech eventuell gestallt, ob d'Leit, déi dann ze vill am Stress sinn, dës Fonctioun hätte richteg kënnen utiliséieren.

Dëst ass och scho beim obligatoreschen eCall-System bei den neien Autoen, dem automateschen Appel d'urgence mat Geolokalisatioun bei engem Opprall, esou gehandhaabt ginn. Och dee kann net vum Bierger ausgeschalt ginn. Da stellt sech d'Fro, ob dës Donnéeë just am Kader vun enger Urgence genotzt ginn oder ob och d'Méiglechkeet besteet, se anescht ze notzen, oder ob eventuell e Mëssbrauch méiglech wär. Ech hunn och schonn op anere Plazen drop higewisen, dass, wann d'Méiglechkeet vu Mëssbrauch besteet, dës dann och oft genotzt gëtt. Et muss also wierklech garantéiert ginn, datt d'Donnéeë sécher stockéiert ginn, dass se no 24 Stonne geläscht ginn an och net méi kënnen zréckverfollegt ginn.

Här President, dëst ass e wichtege Projet, deen et dem CGDIS erlaabt, méi séier a méi effizient ze schaffen, am Sënn vum Bien commun. Och wa sech verschidde Froe stellen, begréissen déi gréng dëst. An ech ginn domadder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Marc Hansen. An da wär et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Och vun eiser Säit aus fir d'éischt e grousse Merci un den Här Arendt fir säi Rapport.

Et ass schonn esou, datt dat heiten eng Saach ass, wou mer mengen, obscho se och komplizéiert Froen opwerft, datt mer se solle maachen. Mee mir musse wëssen, datt et awer e bewosst Iwwergoen ass vun enger Decisioun, déi ee fräiwëlleg a bewosst geholl huet als Consommateur, nämlech d'Geolokalisatioun auszemaachen. An dat gëtt awer hei iwwergaangen.

An et ass och esou, datt mer hei am Ableck an enger Rei vu Situatioune sinn, wou kann e gewësse-

nen Drock ausgeübt ginn op d'Leit pour le bien commun. Ech erënnere just un déi Diskussioune ronderëm eng Tracingapp. An et muss ee sech froen, ob dann net och iergendwa géif gesot ginn: „Abee, fir de Bien commun, fir iergendwéi ze detektéieren, wou en Infizéierte kéint sinn, musse mer dat och maachen". Et ass wéi bei ville vun deene Saachen u sech eng gutt Iddi. Mee wann een et an d'Perspektiv setzt an op d'Diskussioune kuckt, déi op anere Plaze sinn, da muss ee soen: „Oppassen, wat ee mécht!" Mee wéi gesot, mir sinn heimat d'accord.

Hei ass och gesot ginn, den Institut luxembourgeois de régulation kéint dann nach aner Nummere festleeën. Och hei hätte mer gär u sech eng Kontrollméiglechkeet als Parlament. Am Ableck schwätze mer vum 112. Wéi ass et mam 113? Wéi ass et mam Kanner-Jugendtelefon? Et gëtt där nach, wou ee kéint soen: „Majo, Leit, déi bei der Police uruffen oder op esou engem Berodungs- oder Hëllefsdéngscht fir Kanner oder Jugendlecher oder aner Persounen, déi si vläicht och an enger Noutsituatioun. Musse mer dann net och geolokaliséieren?" Och do ass eng Méiglechkeet, fir op e Wee ze goen, wou herno eng Méiglechkeet, déi eigentlech fir eng akut Noutsituatioun cibléiert sollt sinn, sech lues a lues kann ausweiten. Och dat ass eng Gefor, déi mer hei wëllen uschwätzen an am A behalen.

An déi drëtt Saach, déi mer wollten uschwätzen, ass deen Autossystem, den eCall. Och do musse mer reegelméisseg iwwerpréiwen, wéi d'Applikatioun ass an ob déi legal Basis nach adequat ass. Och do soll gëllen: An enger Noutsituatioun muss kënne séier an effikass gehollef ginn. Awer den Dateschutz, deen ass och wichteg. An et ass ëmmer, fir déi zwou Saachen am A ze behalen.

D'ADR, wéi gesot, ass mat dëser Moossnam d'accord. Mat enger Rei vu Froen, Reserven, wou mer eis als Legislateur an als Politiker sollen interpelléiert fillen, fir allkéiers ze kontrolléieren, ob wierklech den Dateschutz vun de Bierger, hir Privatsphär garantéiert bleift.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass selbstverständlech, an e puer Virriedner hunn dat och schonn ënnerstrach, datt ee bei esou Projeten trotzdeem natierlech ëmmer muss oppassen. Well hei geet et ëm Donnéeën a mir wëssen, wat fir eng technologesch Méiglechkeeten existéieren, fir eng Persoun ze geolokaliséieren. D'ailleurs, déi Possibilitéiten hunn elo och scho gréisser Privatentreprisen. An déi ginn eendeiteg manner kontrolléiert, wéi dat elo de Fall ass bei deem heite Projet de loi. Wou mer awer der Meenung sinn, dass et richteg ass: Et muss een ëmmer oppassen.

Och wann et ëm de Bien commun geet, muss een awer ëmmer kritesch bleiwen, skeptesch bleiwe par rapport zu der Geolokaliséierung, par rapport zu den Donnéeën, déi ee weidergëtt oder op déi anerer Zougréff hunn. An deem heite Fall ass et de CGDIS. An deem Fall geet et drëms, méi schnell, méi rapid kënnen eng Persoun ze retten an deementsprechend vläicht nach bei anere Persounen ze intervenéieren.

Et schéngt jo och esou ze sinn - a mir ginn dovunner aus, datt dat jo och esou ass -, datt déi Donnéeë maximal 24 Stonne laang kënne gehale ginn. Ech mengen, trotz aller Skepsis kann een awer och par rapport zu eise Service-publicken e gewëssent Vertrauen hunn.

An deem Fall ass et natierlech wichteg, datt een oppasst, wat mat esou Saache geschitt. Mir mengen awer, datt an deem Fall deen heite Projet de loi kann eis Ënnerstëtzung kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zäit ass kuerz fir e Projet, dee genausou kuerz ass. U sech sinn et jo just zwee Paragrafen, mee an deenen zwee Paragrafe stécht et wierklech dran.

Dëst Gesetz ass nämlech e gutt Beispill fir d'Opportunitéiten an d'Risiken, déi mat der Digitaliséierung anhierginn. Een Appell geet duer an deen, deen un der richteger Source sëtzt, weess direkt, wou am Land oder op der Welt een ass. Dat kann am Fall vun enger Urgence Liewe retten, mee dat kann, wann d'Informatiounen an déi falsch Hänn geroden, natierlech och zu engem gliesene Bierger féieren. Dofir ass et esou wichteg, datt mer mat perséinlechen Date verantwortungsbewosst ëmginn an hiren Traitement u ganz bestëmmt Konditioune knäppen an hir Archivéierung limitéieren.

Dat ass an dësem Gesetz de Fall. D'Date ginn no 24 Stonne geläscht a si ginn nëmmen erhuewen, wann en Appell beim 112 oder enger anerer Noutruffnummer ageet; Noutruffnummeren iwwregens, déi vum ILR gereegelt sinn. Dat heescht, et ass och net iergendeng Blackbox, déi Lëscht ass relativ einfach ze fannen. Et ass net de Kanner-Jugendtelefon. Et ass tatsächlech eng Noutruffnummer. Zu Lëtzebuerg wär dat nach den 113. Ënnert dëse Bedéngunge kann een deem Projet also zoustëmmen.

Ech wollt awer nach kuerz op zwou aner Saachen agoen an deem Projet. Dat eent ass dat mat „der Fënster opgoen", wat de Marc Hansen hei an d'Spill bruecht huet. Ech hu mech do gefrot, wéi dat da soll goen, well et ass net den Handy, deen d'Kommunikatioun vun den Donnéeën oder vun der Lokalisatioun mécht, mee et ass den Networkprovider. Et ass also de Reseau, deen dem Centre d'urgence seet, wou deen Handy ass. A firwat ass et de Reseau? Ma ganz einfach: Well dee souwisou stockéiert, wie wou ass, wann en urifft, well mer zu Lëtzebuerg nach ëmmer, trotz enger grénger Justizministesch, d'Vorratsdatenspeicherung hunn.

An esou lues fänken ech u rosen ze ginn, wa Grénger sech hei an der Chamber opspillen, als wär et e Verstouss géint den Dateschutz, wa mer hei e Gesetz maachen, fir an Noutfallsituatioune kënnen eng Persoun, déi urifft, ze lokaliséieren, a gläichzäiteg domat averstane sinn, datt vu jiddwerengem vun eis heibannen, vun eis alle 60 stockéiert gëtt, mat wiem mer telefonéieren, wéini mer telefonéieren, wéi laang, wiem mer SMSe schécken, an am léifsten och nach, wéi eng Schmotzsäite mer am Internet kucken! Ganz éierlech: Entweeder mir schafen déi Vorratsdatenspeicherung of, da kënne mer alleguerten erëm plausibel a kredibel iwwer méi Dateschutz schwätzen. Mee soulaang mer heibanne stinn an eis bei esou engem Projet iwwer Dateschutz opreegen an awer anlasslos vun allen Handyen hei a Lëtzebuerg Donnéeë späicheren, déi wäit iwwert dat heiten erausginn ... Soyons sérieux! Dat geet awer e bësse wäit!

An da muss ech, mengen ech, weider näischt méi dozou soen. D'Vorratsdatenspeicherung gouf vum Europäesche Geriichtshaff elo e puermol gekippt. A wat ass hei zu Lëtzebuerg geschitt? Guer näischt! Dat Land, wou den Europäesche Geriichtshaff steet, dat ignoréiert einfach emol e puer Urteeler. Ëmmerhin, eng kleng Ouverture ass rezent komm vun der Justizministesch. Endlech huet se agesinn, datt eng europäesch Léisung awer vläicht nach e bësse géif op sech waarde loossen an dofir géife mer dann elo esou lues awer sécher emol iwwer eng lëtzebuergesch Léisung nodenken.

Ma et geet einfach duer mat deene Grondrechtsverstéiss! Kommt, mir schafen dat Gesetz of! Eis Stëmmen hutt Der derfir!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen als Vertrieder vum Premier-, Kommunikatiouns- a Medieminister Xavier Bettel. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Den Här Hansen freet nach fir d'éischt d'Wuert fir Fait personnel.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Villmools merci. Ech wollt just kuerz Stellung dozou huelen. Ech mengen, den Här Clement huet d'Äntwert jo scho selwer a senger rhetorescher Fro ginn. Dat ass, dass d'Ministesch vun der Justiz justement an d'Spill bruecht huet, datt se am Kader vun der Vorratsdatenspeicherung elo géif drun denken, eppes ze maachen.

Da wëll ech just soen, dass et hei ëm en Outil geet, wou ech einfach déi technesch Fro gestallt hunn, ob et net méiglech gewiescht wär, eng Fënster opgoen ze loossen, wat menger Meenung no technesch méiglech ass. An dee Moment hätt d'Persoun de Choix gehat, fir Jo oder Nee ze soen. Dat ass dat eent.

An dat anert ass: Déi Donnéeën, déi bei den Operateure sinn, déi ginn net weidergeschéckt un aner Institutiounen. Also si mer hei, mengen ech, net grad an deem Cas de figure, deen den Här Clement genannt huet. Just dat zur Richtegstellung zu mengen Äusserungen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Hansen. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci. Dann nach eng Kéier: Technesch kann ech ganz einfach soen: Nee, dat geet net. Do hätt een déi Fro jo och kënnen an der Kommissioun stellen, da wär se och sécher scho vun den Experten do beäntwert ginn.

An dann, Här Hansen, ech hätt och gären eng Fënster, déi allkéiers opgeet, wann ech telefonéieren, déi mech drop hiweist, datt dës Regierung nach ëmmer dorop besteet, datt dës Kommunikatioun, déi ech grad wëll maachen, iergendwou stockéiert gëtt. Déi Fënster gëtt et och net. Firwat net? Ma well et technesch onméiglech ass. Esou einfach ass et.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An elo ginn ech d'Wuert un d'Regierung. Madamm Cahen, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.*- Villmools merci. Ech si ganz geéiert, hei kënnen anzesprange fir dee Projet hei. Ech géif gäre fir d'éischt dem Rapporter, dem Guy Arendt, villmools Merci soe fir dee ganz minutiéisen an detailléierte Rapport, dee ganz kloer d'Potenzial vun dësem Gesetz ervirhieft. Et geet jo hei drëms, Mënscheliewen ze retten, fir kënnen ze kucken, wann ee schwéier blesséiert ass, deen den 112 nach kann uruffen, awer vläicht net méi ka schwätzen, fir dee genau kënnen ze lokaliséieren, fir méi séier kënnen ze hëllefen, fir séier kënnen op der Plaz ze sinn a fir dann och dee Moment kënne Mënscheliewen ze retten.

Bis elo kënnen d'Noutdéngschter just graff Geolokalisatiounsdate vun Uruffer ofruffen, an zwar iwwert d'Zell vum Reseau, mee do ass de Radius vun dësen Zellen einfach immens grouss oder kann immens grouss sinn, soudass een net direkt ka kucken, wou dann deen, dee grad ugeruff huet, drun ass.

D'Geolokalisatiounsdaten op den Handyen - an ech mengen, bal jiddwereen haut huet en Handy -, déi si vill méi prezis wéi nëmmen eeben en Duerchmiesser vun den Antennenzellen a si kéinten eeben dann dee Moment de Rettungsdéngschter erlaben, eng Persoun, déi zum Beispill net méi schwätze kann, den 112 awer nach konnt wielen, méi séier ze fannen.

Den Dateschutz ass haut e puermol ugeschwat ginn. Natierlech, dat ass e Recht. Dat ass immens wichteg. An dofir hu mer mam RGPD e ganz schützende Kader dofir. Heiansdo ass et awer och wichteg, dëst Recht ënner restriktive Konditiounen ze limitéieren, notamment eeben, wann d'Protection physique vun enger Persoun um Spill steet, sou wéi dat hei de Fall ass.

Dëst ass also e Gesetz, een eenzegen Artikel, dee potentiellement Mënscheliewe rette kann. Et ass ganz flott, dass sech, mengen ech, wéi ech spieren, queesch duerch d'Parteien hei eng grouss Unanimitéit ofzeechent fir dëse Projet.

Vläicht awer nach eng Äntwert op eng Fro, déi gestallt ginn ass elo wärend dem Debat, wat d'FunkläcHER ugeet. D'Installatioun vun den Antennen hei zu Lëtzebuerg, déi gëtt vun den Operateure selwer gemaach. Mir hunn am Moment hei zu Lëtzebuerg 95 % vum Territoire, deen ofgedeckt ass. Mir sinn domadder weltwäit eent vun deenen am beschten ofgedeckte Länner, déi et eebe gëtt. 99,9 % vun der Populatioun, vun der erwuessener Populatioun op jidde Fall, hunn och en Handy. Mee natierlech, wa 95 % ofgedeckt sinn, da feelen nach 5 %. Dono muss sécherlech dann nach vun den Operateuren och gekuckt ginn. Mee ech sinn awer ganz frou kënnen ze soen, dass zum Beispill an den Tunnellen - wa mer scho vun Accidenter schwätzen, da schwätze mer och dacks vun Tunnellen -, do funktionéieren d'Handyen, do funktionéieren d'Reseauen. An ech mengen, dass dat och ganz wichteg ass.

An ech géif Iech dann elo scho villmools Merci soe fir d'Zoustëmmung fir dëse Projet. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7526. Den Text steet am Document parlementaire 7526[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7526 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7629 - Projet de loi portant approbation

1° du Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017 ;

2° du « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7629 iwwer audiovisuell Koproduktioune mat Kanada a China. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter ass nach eng Kéier den honorabelen Här Guy Arendt. An ech ginn dem Rapporter d'Wuert. Här Arendt, wannechgelift.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President, Dir musst mech véiermol dëse Mëtteg erdulden. Ech hoffen, et gëtt net ze vill schlëmm.

(Hilarité)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi approuvéiere mer eemol en Traité mat Kanada vum 19. Abrëll 2017 an och en Accord mat der Republik vu China vum 12. Juni 2017 iwwer Koproduktiounen am audiovisuellen a cinematografesche Beräich.

Dëse Beräich vum Audiovisuellen, egal ob videografesch oder och Filmproduktiounen, huet sech mat der Ënnerstëtzung vum Legislateur hei am Land, mee och am Ausland iwwert déi lescht Joren en Numm gemaach a sech en Image opgebaut. Allerdéngs ass et net méiglech, esou Projete just aus eegener Täsch oder och nach duerch d'Aidë vum Staat ze finanzéieren. Contrairement dozou ginn d'Käschte bei Koproduktioune gedeelt.

Mat dem Unhuele vun dem Traité mat Kanada an dem Erstelle vun engem Accord mat China soll kënnen op auslännesch Partner zréckgegraff ginn, fir der Lëtzebuerger Industrie domat ënnert d'Äerm ze gräifen. Den Traité mat Kanada, dee mer hei approuvéieren, ersetzt en Text, dee schonn 1996 tëschent deenen zwee Länner ënnerzeechent gouf. Hei geet et dorëm, Video-, Tëlee- an och Kinokoproduktioune weider ze ënnerstëtzen an d'Méiglechkeete vun der Zesummenaarbecht an dësem Feld weider auszebauen.

Den Accord mat China favoriséiert den Developpement an d'Promotioun vun Tëlee- a Kinoproduktiounen. D'Relatioune mat Kanada besti wéi gesot scho méi laang. Mam Accord mat China kënnen och dës Relatiounen opgebaut a weider ausgebaut ginn. Dës Koproduktiounen tëschent Lëtzebuerg an deene béide Länner wäerten dann och an Zukunft als lëtzebuergesch Koproduktioun, also mat der Lëtzebuerger Nationalitéit versi ginn. Dëst wäert dann och weiderhin erlaben, dass Lëtzebuerg als Koproduzent vu lokalen Octroie vu respektive Partnerlänner wäert kënne profitéieren.

Et bleift ze soen, dass mer zwee Avisen zu dësem Projet kritt hunn. Dëst war eemol vum Staatsrot, deen am Fong mat dësem Projet de loi averstane war. Eenzeg Remark hei war, dass déi Annex am Traité mat Kanada purement zu administrativen Zwecker déngt, deemno net als Deel vum Traité gëllt an och esou keng Approbatioun vum Legislateur brauch. D'Kommissioun war zwar enger anerer Meenung, well och scho fréier Traitéen an ënlech Traitéen och mat der Annex duerch d'Chamber gaange sinn.

Am Géigesaz dozou huet de Staatsrot awer och drop higewisen, dass d'Modifikatiounen an den Artikelen 14.2 a 15.2 vum Accord mat China aus dem Joer 2017 awer, wéi am Artikel 37 vun eiser Verfassung virgesinn, d'Zoustëmmung vum Legislateur brauchen, dëst an de Konditioune vum Artikel 114 vun eiser Verfassung. Och do ass ze soen, dass vireg ënlech Konventioune mat enger normaler Majoritéit hei an der Chamber ugeholl gi sinn.

En zweeten Avis war vun der Chambre de Commerce erakomm. Hei gouf nach eemol den Akzent op de finanziellen Deel vun de verschiddene Projeten geluecht. Och d'Chambre de Commerce huet

hirersäits drop higewisen, dass de Finanzement vu Produktiounen am cinematografesche Beräich fir ee Land eleng schwiereg ze assuréieren ass. An den Ae vun der Chambre de Commerce droen Traitéë wéi den Traité mat Kanada oder och den Accord mat China dozou bäi, éischtens, déi Lëtzebuerger Industrie allgemeng ze förderen - ech schwätzen hei vun der Filmindustrie -, andeems op international Zesummenaarbecht gebaut gëtt. Och géife mat esou Koproduktiounen Investisseuren ugezu ginn an d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg am Secteur verbessert ginn. D'Chambre de Commerce gesäit dëst dann och als Chance, fir Lëtzebuerger Knowhow ze stäerken, nei Talenter unzezéien an iwwerhaapt d'lëtzebuergesch Kultur ze promouvéieren an no baussen ze droen.

Fir déi ganz Texter a weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport, soe jiddwerengem Merci, deen hei matgeschafft huet, an lech hei fir d'Nolauschteren. An ech gi selbstverständlech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Den 12. Dezember, leschte Samschdeg, ass den Europäesche Filmpräis u „Collective" gaangen, eng Lëtzebuerger Koproduktioun, lëtzebuergesch-rumänesch Koproduktioun, fir dee beschten Dokumentarfilm 2020. Dat ass eng weider Bestätegung an e Beweis fir d'Kënnen an den Knowhow vum Secteur an awer och fir d'Wichtegkeet vun de Koproduktiounsaccorden.

Här President, mir hunn haut zwee Koproduktiounsaccorde fir den audiovisuelle Beräich hei leien. Deen een ass deen, op deen de Rapporter elo grad agaangen ass, mat Kanada a China. Duerno kënnt nach ee multilaterale mat dem Europarot, dem Conseil de l'Europe. An ech erlabe mer, hei gläich zu deenen zwee zesummen ze schwätzen an eisen Accord ze ginn, well mir wëssen, an dat hei ass jo dann erëm e Beweis dofir gewiescht, wéi wichteg Koproduktioune fir de Lëtzebuerger Film sinn, fir d'Filmindustrie aus engem klenge Land, déi net soss all Méiglechkeeten huet an dofir och drop ugewisen ass, se kënnen op anere Plazen ze kréien. An dat hei sinn extreem gutt Instrumenter do derfir. Si gi méi a si ginn nei Méiglechkeete fir d'Produktioun, fir d'Promotioun, eventuell fir d'Distributioun vu Filmer mat Lëtzebuerger Bedeelegung. An natierlech och a grad fir d'Finanzéierung, de part et d'autre, dovunner ofgesinn.

Vill esou Koproduktiounsaccorde si vum Virgänger vum aktuelle Minister - vum Staatsminister - ënnerschriwwe ginn. Den Här Biltgen huet der ganz vill ënnerschriwwen. Den Här Santer huet der virdru gemaach gehat. Dat ass eng Politik, déi och du wichteg fonnt ginn ass an ugefaange ginn ass. Vun hei aus iwwregens dem Staatsminister all Guddes gewënscht. Ech hoffen, datt näischt un e kënnt. Ech ginn dovun aus. Ech wousst net, datt e mam Här Macron zesumme gewiescht war. Mee mir hoffen, datt et him wäert gutt goen an näischt un e kënnt.

D'CSV fënnt et wichteg, datt den audiovisuelle Secteur hei am Land ënnerstëtzt gëtt, a fir en ze ënnerstëtzen, dat ass wichteg fir d'Kultur an eisem Land. Dat ass wichteg an eiser Ekonomie. Dofir hätt och elo d'Geleeënheet hei benotzt solle ginn, fir d'Geschicht vun de Koproduktiounsaccorden duerzestellen a fir eng Evalutioun dovunner ze maachen. Awer d'Texter vun deenen zwee Projet-de-loien, déi mer kritt hunn, waren eidel. Et stoung strikt näischt, awer näischt dran, ausser dem Saz vum Artikel selwer!

Dat ass eigentlech schlëmmer wéi Nonchalance a schlëmmer wéi Negligence. Esou eng Respektlosegkeet virum Legislateur ass eigentlech eppes, wat een net sollt maachen. An ech hoffen, datt et net System ass an der Verwaltung, wou dat do ausgeschafft ginn ass.

Ech sinn eigentlech iwwerrascht, datt eng Direktioun esou eppes kann duerchgoe loossen an esou eng Aarbecht net kontrolléiert an hirem Minister esou eppes an d'Ënnerschréft leet. Dobäi wär u sech Zäit gewiescht, well si hunn dräi Joer gebraucht, fir d'Ratifikatiounstexter ze schreiwen a fir de Projet de loi ze deponéieren, dräi Joer no der Ënnerschréft.

An dobäi wär grad elo a Coronazäiten och vill ze diskutéiere gewiescht iwwert den Impakt dovun op d'Filmbranche. Ech mengen, si ass eng vun deene ville Branchen, déi elo net esou gutt dru sinn - grad an der Kultur ass dat jo och fir de Moment leider extreem staark de Fall -, a si ass ee vun deene ville Beräicher, wou et esou ass, a grad do ass et nach e bësse méi staark. Dofir bedaueren ech dat an ech hoffen awer, datt mer an Zukunft besser Dokumenter an der Chamber deponéiert kréien, aus Respekt virum Legislateur, awer och hei aus Respekt virun de Filmschafenden, well mir als CSV wëllen, datt d'Filmbranche hei am Land ënnerstëtzt gëtt.

Dofir sinn déi bi- a multilateral Koproduktiounsofkommesse jo esou wichteg. Si sinn a bleiwe vital fir eise Filmsecteur. Dee brauch se! An dofir heescht d'CSV-Fraktioun dësen an och gläichzäiteg deen nächste Projet de loi gutt.

An ech wëll net verpassen, dem Rapporter Guy Arendt Merci ze soe fir säi mëndleche Rapport, besonnesch och fir seng zwee schréftlech Rapporten. Et ass zwar Äre Mëtteg de Mëtteg, Dir hutt der méi wéi zwee, mat deenen Der heihinnerkommt. Mee Dir hutt an Äre Rapporten dat e bëssen opgeschafft, wat eis an den Documents parlementaires déposés gefeelt huet. Merci dofir, Här Rapporter!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Octavie Modert. An da wier et un der honorabeler Madamm Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus wäert d'Zoustëmmung fir dëse Projet de loi kommen.

Zënter den 90er-Joren hu successiv Regierungen derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg als Standuert vun der Filmindustrie sech konnt konsequent weiderentwéckelen. An et sinn hei schonn e puer Beispiller genannt gi vum Succès, dee mer an der Vergaangenheet an och ganz rezent domadder haten. Ech denken u „Mr Hublot", 2014 en Oscar, awer och vill aner Präisser an Nominatiounen, déi mir als Land scho kritt hunn, sief et op internationale Festivallen oder duerch international Auszeechnungen, déi mer konnte kréien. Ech denken och un déi Serie, déi dobäi war, „Bad Banks", wou mer eis och gefreet hunn, dass mer do als Lëtzebuerger vill Auszeechnungen dofir kritt hunn.

Bref, et ass e ganz wichtege Beräich vun der Lëtzebuerger Kultur ginn. E Beräich, deen entre-temps iwwer 1.200 Leit hei am Land beschäftegt, also e ganz wichtege Secteur. An dofir begréisse mir och als Partei all Efforten an all Gesetzer, déi déi Situatioun zu Lëtzebuerg weiderdreiwen a verbesseren.

Dass natierlech d'Geldquelle grad an deem Beräich net onendlech sinn a Finanzementer net ganz einfach ze fanne sinn, ass evident. An dofir ass och dëst Gesetz do, wou zwee Traitéë guttgeheescht ginn: ronderëm d'Koproduktioune mat Kanada engersäits a mat China op där anerer Säit. An dat gëtt schonn e Sprong, wat d'Effizienz ugeet, souwuel wat d'Promotioun, d'Diffusioun, d'Distributioun an och d'Formatioun ugeet, awer virun allem och, wat d'Käschtenopdeelung an deem Secteur ugeet.

An dofir wëll ech ofschléissend den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet mat op de Wee ginn, awer net ouni och bei dësem Gesetz dem Rapporter Guy Arendt e grousse Merci ze soe fir säi gudden, ausféierleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Mutsch villmools Merci a ginn d'Wuert weider un d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. D'Kultur erlaabt eis, de Multilateralismus op eng aner Aart a Weis, eng kulturell Aart a Weis ze erliewen an d'international Zesummenaarbecht auszebauen. D'Vunenee-Léieren, d'international Vernetzung, den Austausch vu Kompetenzen an d'Zuschauerschaft beräicheren de Filmsecteur. D'Lëtzebuerger Filmproduktioun profitéiert vum Knowhow an de Ressourcë vun hire Partnerlänner a gëtt hei beräichert duerch d'Zesummenaarbecht mat Kanada a China. An deem Sënn sinn dës béid Produktiounskooperatiounen absolutt am Sënn vun eiser Filmwelt an droen derzou bäi, dëse wichtege Secteur weltwäit méi auszebauen an eis Produktioune méi bekannt ze maachen.

Dat ënnerstëtze mir Gréng a ginn heimat ganz gären eisen Accord, wëllen awer virdrun nach dem Rapporter Guy Arendt, deen haut effektiv eng grouss Fläissaarbecht un den Dag leet, en häerzleche Merci soe fir säin exzellente Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, och vun eiser Säit aus dem Här Guy Arendt villmools Merci fir de Rapport, deen en eis gemaach huet.

Hei sinn e puer Saachen ze soen. De Filmsecteur ass natierlech e ganz wichtege Secteur. Mir sinn houfreg hei zu Lëtzebuerg, datt mer esou e gutt entwéckelte Filmsecteur hunn, deen et awer natierlech elo am Ableck an dëser Pandemie besonnesch schwéier huet.

Zwee Kommentaren, een zu deem Accord mat Kanada an een zu deem Accord mat China. Mat Kanada, do musse mir insistéieren als ADR op eng ...

(Brouhaha)

... Doktrinn, déi mer ëmmer erëm hei erkläert hunn: Dat ass, datt mer gär hätten, datt all internationalen Accord vun dëser Chamber ratifizéiert gëtt.

Mir haten de Moien hei e bëssen iwwert den Zoustand vun eiser parlamentarescher Kultur diskutéiert. Mir haten als ADR an der Vergaangenheet schonn drop opmierksam gemaach, datt mer och gär hätten, datt net laanscht d'Parlament regéiert gëtt. Well och dat ass eppes, wat mer bei dëser Regierung festgestallt hunn: datt eng ganz Rei Accorden net an d'Chamber kommen. A mir hate jo och widderhuelt drop opmierksam gemaach, datt mat Ausnam vu ganz klenge Secteuren an der Defense, wou einfach aus evidente Grënn vun der nationaler Sécherheet net soll hei ëffentlech iwwer Saachen diskutéiert ginn, mee an de Kommissiounen am Huis clos, de ganze Rescht vun internationalen Accorden dem Parlament presentéiert muss ginn. A mir halen un där Theorie fest!

Dat Zweet, wat ech wéilt soen, ass mat China. Mir freeën eis iwwer en Accord mat der Volleksrepublik China iwwer kulturell Zesummenaarbecht. Awer dat ass och net harmlos. China huet eng fantastesch Kultur, dat wësse mer alleguer, mee et ass och en totalitäre Staat. An eng Zesummenaarbecht an der Kultur mat esou engem Staat, déi huet besonnesch Defien: en Defi vu Propaganda, en Defi vun Zensur. A mir sollten oppassen, och a Kollaboratiounen, datt mer eis elo net zu Hëllefszaldote maache vun enger staatlecher Propaganda oder ëmgedréit zum Affer vun enger staatlecher Zensur. Also deen Accord, dee stellt aner Defien, wéi een, dee mer mat Kanada hunn. A mir sollten eis och däers bewosst sinn.

Dat gesot, gi mer och gär den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och d'Piraten wäerten haut - fir lech direkt d'Spannung ze huelen - hiren Accord zu dësem Projet ginn, fir d'Traitéen iwwert d'Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg a Kanada an och tëscht eisem Land a China am Beräich vun audiovisuelle Koproduktiounen unzehuelen.

Eise Filmsecteur huet d'Chance, vu villfältege finanziellen Ënnerstëtzunge profitéieren ze kënnen. Mee ouni international Zesummenaarbecht sinn eis Méiglechkeeten einfach, opgrond vun der Gréisst vun eisem Land, awer limitéiert, egal wéi vill mer an de jeeweilege Secteur investéieren. Lëtzebuerg ass awer en oppent Land, fir dat den internationalen Handel a grenziwwerschreidend Kooperatioun quasi zur DNA gehéieren. An dofir ass et fir eis selbstverständlech, och dës Accorde fir eng Zesummenaarbecht mat Kanada a China am audiovisuelle Beräich unzehuelen.

Mir wëllen awer och drun erënneren, wéi wichteg et ass, datt mer dem Filmsecteur net einfach nëmme gewësse Ressourcen zur Verfügung stellen, sief et duerch national Finanzementer oder iwwert de Wee vun internationale Koproduktiounen, mee datt mer och kontrolléieren, wat mat eisen Ënnerstëtzunge gemaach gëtt. De Skandal iwwert déi schlecht Gerance vum Filmfong an d'Verschwendung vun ëffentleche Gelder, déi domat verbonne war, huet gewisen, wat geschéie kann, wann d'Politik e Secteur kënschtlech opbléist, vill investéiert, mee e schlechte Suivi mécht. Esou eppes däerf sech net widderhuelen.

D'Politik ass et de Steierzueler hei am Land - an duerch Accorde wéi déi heiten u sech och den Awunner vun eise Partnerstaate - schëlleg ze iwwerpréiwen, wéi de Filmsecteur staatlech Gelder investéiert. An d'Politik ass et och all deene Kulturschafende schëlleg, déi net am Beräich vum Audiovisuellen aktiv sinn an dofir net vun deene grousszügegen Ënnerstëtzunge profitéieren, déi Lëtzebuerg aktuell fir de Filmsecteur virgesäit.

Mir freeën eis iwwer all Ausgab déi de Staat mécht, fir de Kultursecteur ze ënnerstëtzen, wëllen hei awer och d'Fro an de Raum stellen, ob et wierklech gerecht ass, de Beräich vum Audiovisuelle par rapport zu anere kulturelle Secteuren duerch deelweis ganz héich ëffentlech Ausgaben ze favoriséieren. Dat ass eng Fro, mat där mer eis, wann et ëm d'Lëtzebuerger Wirtschafts- a Kulturpolitik geet, allgemeng befaasse mussen an déi de Kader vun dëser Ried géif sprengen. Natierlech wär esou eng Auserenanersetzung op där richteger Plaz awer néideg. An déi richteg Plaz si jo dann déi kommend Diskussioune iwwert de Kulturentwécklungsplang, wou mer dës Diskussiounen eng Kéier kënnen opgräifen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten fir dëse Projet. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen als Vertrieder vum Premier-, Medien- a Kommunikatiounsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.*- Villmools merci, Här President. Fir d'éischt och e grousse Merci nees dem Guy Arendt fir säin ausféierleche Rapport an och deenen eenzelne Riedner fir hir Interventioun elo hei de Mëtten.

Déi zwee Accorden an uschléissend den Traité am Kader vum Conseil de l'Europe reie sech an d'Politik vun de successive Regierungen an, wéi mer dat de Mëtten och schonn héieren hunn, fir eeben de Lëtzebuerger audiovisuelle Secteur strateegesch ze entwéckelen, fir en ze förderen a fir en ze promouvéieren. Eisen audiovisuelle Secteur krut an de leschte Joren heiheem an och international ganz grouss Unerkennung. E rezent Beispill ass déi majoritär Lëtzebuerger Koproduktioun „Collective" vu Samsa Film, déi net méi spéit wéi de leschte Weekend zu Berlin mam Europäesche Filmpräis fir de beschten Documentaire ausgezeechent gouf. Mir hunn dat de Mëtteg schonn héieren.

Dëse Secteur kann nëmmen existéieren, wa mer enk a konstant mam Ausland zesummeschaffen. Mat Ausnam vu Kuerzfilmer a vereenzelte klengen Documentairë ginn all eis Produktioune mat mindestens engem anere Land opgestallt, well een d'Suen, déi ee fir eng Produktioun eebe brauch, net all hei zu Lëtzebuerg fanne kann. An dat, well et eeben opgrond vun der Gréisst vum Land heiheem kee Marché gëtt an ee keng Finanzmëttel am Privatsecteur fanne kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Accords de coproduction déngen derzou, d'Zesummenaarbecht tëschent de bedeelegte Koproduktiounslänner méi einfach ze maachen, mee et ass och e fantastesche Moyen, fir d'Promotioun tëschent de respektive Secteuren ze strukturéieren a se zu enger grenziwwerschreidender Kollaboratioun unzereegen.

Lëtzebuerg ënnerhält zanter Joren eng Rei Accorde mat anere Länner am audiovisuelle Beräich, esou zum Beispill mat Däitschland, mat Frankräich, mat der Schwäiz, mat Éisträich an Irland. An et stinn nach e puer weider Accorden an Aussiicht. Deemno huet de Senegal ugefrot, fir en Traité mat eis ze ënnerschreiwen, an effektiv sinn am Moment schonn zwee Filmprojeten tëschent eise béide Länner ënnerwee. Dëst ass eng konkreet Suite vun der Staatsvisitt zu Dakar d'lescht Joer.

Nodeems mer viru méi wéi 25 Joer reegelméisseg enk mat eise Kolleegen aus Portugal zesummegeschafft hunn, huet déi Kollaboratioun iwwert déi lescht Joren awer e bëssen ofgeholl. Well eis dës Kollaboratioun awer extreem wichteg an opportun schéngt, schafft de Lëtzebuerger Filmfong momentan mat senge portugieschen Homologen en Accord interinstitutionnel aus. Dësen neie Kader ziilt drop of, dem Developpement vu Projeten tëschent Portugal a Lëtzebuerg en neien Ustouss ze ginn. Wann en internationalen Traité tëschent den zwee Länner eis gutt Relatiounen och am audiovisuelle Beräich weider kann intensivéieren, da wäerte mer sécherlech och dës Pist weider ausschaffen.

Den éischten Accord de coproduction, deen eist Land ënnerschriwwen huet, war 1996 mat Kanada. Zanterhier sinn eng Rei Koproduktiounen, notamment mam Quebec, natierlech wéinst der franséischer Sprooch, entstanen. Och dee leider vill ze fréi verstuerwene Lëtzebuerger Pol Cruchten huet säi leschte Long métrage zesumme mat Kanada realiséiert. Hien huet an deem Kader mat kanadeschen a Lëtzebuerger Acteure gedréit a krut och finanziell Ënnerstëtzung vum kanadesche Filmfong.

Déi meescht Koproduktioune mat Kanada awer sinn am Beräich vun der Animatioun entstanen, wat ee vun den Haaptpiliere vun eisem Secteur ass. Ech erënneren nëmmen un „The Breadwinner", eng Koproduktioun vu Melusine Productions zu Lëtzebuerg mat Kanada an Irland, déi virun dräi Joer fir d'Oscaren nominéiert war.

Rezent sinn eis kanadesch Partner op eis duerkomm, fir den Traité vun 1996 gemeinsam ze moderniséieren, ze vereinfachen an en un déi rezent technesch Evolutiounen an der Filmproduktioun ze adaptéieren. Esou gesäit den neien Traité zum Beispill vir, dass d'Mindestparticipatioun vun engem Partner net méi muss 20 %, mee just nach 15 % sinn. Dat mécht et deemno méi einfach zesummenzeschaffen. Déi eenzel Koproduktioune kréien natierlech déi duebel Nationalitéit an hunn dofir besser Méiglechkeeten, an de Kinoen an op der Tëlee och gesinn ze ginn, wat selbstverständlech fir déi majoritär Lëtzebuerger Projeten och e gewëssen Interêt huet.

Des Weidere gesäit den neien Text vir, dass och Projeten, déi sech den neiste Produktiounstechnike bedéngen, kënnen ënnert de Benefiss vun dësem Traité falen. Dat sinn zum Beispill Wierker an der Réalité virtuelle oder an der Réalité augmentée.

Dir wësst, dass Kanada an alle virop de Quebec international Virreider um Gebitt vun den neien

Technologien ass. An eis Produktiounsgesellschafte sinn och zanter e puer Joer ganz aktiv an dësem zukunftsträchtege Beräich. Esou schafft de Filmfong konkreet mam Centre Phi, enger Kulturinstanz zu Montreal zesummen, déi sech virun allem fir d'Promotioun vun immersive Wierker asetzt an déi och de Pavillon VR am Kader vum Lëtzebuerger Filmfestival zesumme mam Filmfong organiséiert.

Wéi gutt déi Zesummenaarbecht mat Kanada ass, beweist och de Fait, dass de Lëtzebuerger Filmfong virun dräi Joer en Accord mam Fonds des médias du Canada ënnerschriwwen huet, fir d'Zesummenaarbecht tëschent Lëtzebuerger a kanadesche Fimschafende geziilt um Niveau vum Developpement ze förderen a fir Koproduktiounen am Beräich vun den neie Medien, den Transmedia an den neie Realitéiten ze ënnerstëtzen. Virun allem um Niveau vun der Francophonie ass de Filmfong bekanntlech ganz aktiv. En ënnerhält virop mam Quebec eebe privilegiéiert Relatiounen, an dat um Niveau vun der Formatioun a vun der Distributioun. Esou soll de Lëtzebuerger Kino dann och d'nächst Joer um Festival de films francophones zu Montreal à l'honneur sinn, ewéi dat zum Beispill och schonn d'lescht Joer um Festival zu Angoulême de Fall war.

Wat elo den Traité mat China ugeet, do ass ze soen, dass d'Relatiounen am audiovisuelle Beräich hei e bësse manner intensiv sinn. An de Joren 2013 bis 2017 hu mer zu Lëtzebuerg eng Rei Visitte vu chineesesche Produzente verzeechent, déi Kontakt mat eise Produzenten opgeholl haten a meeschtens d'Studioe vu Filmland zu Kiele besiche koumen.

Ganz séier gouf eis kloer, dass en Accord mat China kéint dozou bäidroen, fir och do e Gespréichspartner ze hunn, iwwert dee Kollaboratiounen entwéckelt kënne ginn, sief dat an der Koproduktioun oder beispillsweis och an der Distributioun vun eise Filmer via chineesesch VoD-Plattformen. Effektiv si Streamingplattformen, déi europäesch onofhängeg Koproduktiounen ubidden, zwar eng Nisch a China, mee laut den Aussoe vun eise chineesesche Gespréichspartner sinn et ëmmerhin eng 160 Millioune Chineesen, déi op deene Plattformen Demandeur sinn, fir eis europäesch Filmer ze kafen an dann deemno och ze kucken.

Am Laf vun de Jore goufen e puer offiziell Visitten a China gemaach, déi den Terrain fir eng méi enk Zesummenaarbecht am Beräich vun der audiovisueller Koproduktioun preparéiert hunn. 2016 gouf am Kader vum Festival vu Shanghai de Schengen Chinese Film Prize an d'Liewe geruff an eng ganz Rei Lëtzebuerger Filmer, wéi zum Beispill „The Road Uphill" vum Jean-Louis Schuller mam Andy a mam Fränk Schleck, sinn um Festival an enger spezieller Sektioun gelaf.

2017, am Kontext vum Lëtzebuerger Filmfestival, krute mer d'Visitt vun enger Delegatioun vu Shanghai an eng ASBL fir d'Zesummenaarbecht tëschent China a Lëtzebuerg ze promouvéiere gouf gegrënnt. Doropshin hunn déi chineesesch Autoritéiten eis kontaktéiert, fir en Accord de coproduction auszeschaffen, deen dunn och wärend dem Premier senger Visitt beim chineesesche Premier den 12. Juni 2017 am Kader vun der Mission politique et économique ënnerschriwwe gouf.

Och duerch dësen Accord wäerten d'Koproduktiounen tëschent eisen zwee Länner déi duebel Nationalitéit kréien. D'Mindestparticipatioun un enger Produktioun ass op 20 % fixéiert, mat ënner gewëssen Ëmstänn der Méiglechkeet, op 10 % erofzegoen.

D'Relatiounen tëschent China a Lëtzebuerg sinn natierlech am audiovisuelle Secteur net gradesou intensiv wéi an anere Beräicher. Mee trotzdeem gëtt et dank dësem Accord verschidden Initiativen, déi eise Filmschafenden zeguttkommen. Esou ass zum Beispill de Realisateur Antoine Prum amgaangen, e Filmprojet mat chineesesche Kënschtler iwwert déi nei Seidestrooss ze developpéieren, wou och déi multimodal Zuchstreck tëschent Beetebuerg a Chengdu eng Roll dra wäert spillen.

Des Weidere sief ervirgehuewen, dass de Lëtzebuerger Realisateur a Produzent Laurent Witz, dee bekanntlech fir „Mr Hublot" en Oscar gewonnen hat, seng nei Animatiounsserie „Le fond du bocal" zesumme mat der grousser chineesescher Mediegesellschaft Tencent produzéiert. D'Serie gëtt och vun hinnen international distribuéiert. Tencent finanzéiert iwwer 40 % vun dëser Lëtzebuerger Serie, déi vum Laurent Witz entwéckelt gouf.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt also, dass dëse Koproduktiounsaccord vläicht keng esou reeg Aktivitéite wäert mat sech brénge wéi deen, dee mer mat Kanada ënnerschriwwen hunn. Mee trotzdeem ass e wichteg, fir eise Filmschafenden ze erlaben, mat aneren, vläicht méi onbekannten, awer dofir net manner interessanten Territoiren zesummenzeschaffen. Ech sinn iwwerzeegt, dass dës zwee Accorden eis nach vill Opportunitéiten a virun allem vill schéi cinematografesch Momenter wäerten offréieren.

Et gouf awer d'Remark gemaach, déi och an der Chamberskommissioun gemaach gi war, firwat dat elo esou laang gedauert hätt. Ech mengen, ech sinn lech do nach eng Äntwert drop schëlleg: Et wollt ee waarden, dass een déi zwee Accord-bilateralle kéint ënnerschreiwen och mam Conseil de l'Europe eeben. Et wollt ee waarden, dass dat alles zesumme kéint geschéien. Da wësst Der, dass en Audit gemaach ginn ass vum Filmfong. Dee wollt een och ofwaarden. An dann, bon, gouf et nach e puer Modifikatiounen en dernière minute. Ech mengen, an der Chamberskommissioun ass do en long et en large driwwer rieds gaangen.

Dofir, ech wollt awer d'Äntwert net schëlleg bleiwen. An ech sinn awer frou, dass dee Projet haut ka gestëmmt ginn.Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ministesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7629. Den Text steet am Document parlementaire 7629[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7629 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7630 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7630, d'Adoptioun vun der Konventioun vum Europarot iwwert d'Koproduktioune vu Filmer, eng Koproduktioun, vun där scho vill de Mëtte geschwat ginn ass. An ech géif dem Rapporter vun dësem Projet de loi, dem honorabelen Här Guy Arendt, d'Wuert ginn.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Eigentlech hätt ee kënnen de 7629 an de 7630 zesummenhuelen, dann hätt een nëmmen eng Kéier brauchen ze schwätzen. Mee bon, villes, wat effektiv virdru gesot ginn ass, kann een hei iwwerhuelen. An ech mengen, alles wat elo eis Kulturzeen, eis Präisser, déi mer ronderëm kritt hunn, eis Nominatiounen ugeet, dat ass natierlech och hei op dëse Projet ze iwwerdroen.

Mat dësem Projet approuvéiere mer wéi gesot d'Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert d'Coproduction cinématographique, déi den 30. Januar 2017 zu Rotterdam ënnerschriwwe ginn ass.

E puer Wierder zum Projet a sengen Haaptpunkten, an där sinn et der eigentlech véier. Virop gëtt dësen Text de Länner eng legal a finanziell Basis, an dat och am Kader vun der haiteger Filmindustrie, déi sech säit der Ënnerzeechnung vun der Konventioun am Joer 2017 souwuel op techneschem, mee awer och op wirtschaftlechem a finanziellem Niveau weiderentwéckelt huet. Weiderhi gëtt dësen Text de Länner och méi Fräiheeten. D'Prozeduren, wéi beispillsweis d'Nationalitéit vun enger Produktioun definéiert gëtt, déi si geännert ginn. Et ginn och kloer Reegelunge gesat fir déi finanziell Participatioun vun deene verschiddene Länner bei gemeinschaftleche Produktiounen. Den Text ass och erweidert ginn, soudass och net europäesch Länner vun den Dispositioune kënne profitéieren, wat dann och gläichzäiteg d'Kooperatioun tëschent verschiddene Länner soll förderen.

Zum Schluss ass et och elo esou, dass den Direktiounskommitee vum europäesche Fonds de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles, ofgekierzt Eurimages, elo fir de Partage an och d'Surveillance vun deene korrekte Praktiken zoustänneg ass.

An hiren Avisen hu weeder d'Chambre de Commerce nach de Staatsrot Bedenken zu dësem Projet ausgesprach, ausser deem Punkt, dee mer och schonn an deem viregte Projet haten iwwert d'Adoptioun hei an der Chamber mat Majorité qualifiée oder Majorité simple. An hei hu mer och an der Kommissioun decidéiert, mir géifen iwwert de Wee vun der Majorité simple goen.

30 Länner hunn dës Konventioun bis elo ënnerschriwwen. 20 hu se bis ewell ratifizéiert an an 18 Länner ass den neien Text schonn applikabel. Eng Lëscht vun deene verschiddene Länner genee wéi all weider Detailer fannt Der wéi ëmmer am schréftleche Rapport, op deen ech heimat géif verweisen.

Ech wéilt, ier ech Merci soen, och eisem Minister, eisem zoustännege Minister, souguer Ministeren, alles Guddes wënschen, dass se net gepaakt ginn an dass se geschwënn erëm ënner eis sinn. A fir de Rescht géif ech lech alleguerten ...

(Interruption)

Net ënnendrënner, nee, mee bei eis sinn. Jo.

(Brouhaha)

E klenge Lapsus, mee deen awer net freudien ass.

(Brouhaha)

Jo, mee du hues verschidde Leit, déi hunn en Esprit tordu ...

(Hilarité)

Mee wéi gesot, dofir géif ech op alle Fall all deenen, déi hei matgeschafft hunn, Merci soen, lech all och fir d'Nolauschteren, an den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Guy Arendt. Déi meescht Riedner hate schonn déi zwee Projete matenee behandelt. Wie wëllt nach d'Wuert ergräifen zu dësem Projet de loi?

Den Här Sven Clement, wannechgelift.

Discussion générale

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat mech virdru bewosst op den éischte Projet beschränkt a sinn net nach op deen heiten agaangen, well et hei awer e puer Dispositiounen aus dem Artikel 5 gëtt, déi ech wollt separat uschwätzen. Am Artikel 5 heescht et nämlech, Zitat: « Les projets de caractère manifestement pornographique, ceux qui font l'apologie de la discrimination, de la haine ou de la violence ou ceux qui portent ouvertement atteinte à la dignité humaine ne peuvent être admis au régime de la coproduction. »

D'Pornografie gëtt hei gläichgestallt mat Strofdote wéi Diskriminéierung, Gewalt, Haass an Ugréffer op d'Mënschewürd. Ass dat d'Aart a Weis, wéi Europa am 21. Joerhonnert d'Duerstellung vun der mënschlecher Sexualitéit nach ëmmer gesäit? Firwat däerf e pornografesche Film, deen déi wichteg Krittäre vun der Gewaltfräiheet respektéiert a weeder Haass nach Diskriminéierung oder iergendwellech aner Ugréffer op d'Mënschewürd enthält, net vun de Virdeeler, déi mat dëser Konventioun geschafe ginn, profitéieren? Well en Haut weist? Fänke mer un, déi nämmlecht Standarden unzesetze wéi Facebook, wou een zenséiert gëtt oder ausgespaart gëtt, wann een en Nippel weist?

Grad wann een der Pornografie kritesch géintiwwersteet, well ee se mat schlechte Videoe verbënnt, an deenen diskriminéierend Stereotyppe bedéngt a leider och vill ze oft Gewaltzeene verharmloost ginn, wär et dach wichteg, Produktiounen, déi d'mënschlech Sexualitéit op eng aner Aart a Weis presentéieren, ze ënnerstëtzen. Amplaz d'Pornografie an der Filmbranche weiderhin ze tabuiséieren, sollt een an eisen Ae Produktiounen ënnerstëtzen, déi Sexualitéit fräi vu Gewalt an Diskriminéierung duerstellen. Dat wär wichteg, fir d'Feld net deenen ze iwwerloossen, deenen et just drëms geet, mat erniddregende Videoe Klicken am Internet ze generéieren, a fir endlech déi konservativ Iddi ze briechen, datt Sex eppes Schlechtes ass. D'Dier zou, d'Luucht aus a blouss net driwwer schwätzen. Dat ass net méi zäitgeméiss, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

(Brouhaha)

Wa mer dës Konventioun haut also unhuelen, da maache mer dat tatsächlech mat groussem Bedaueren iwwert de konservative Geescht, mat deem dës Konventioun geschriwwe gouf, an hoffen, datt sech hei an Zukunft eng méi oppe Weltsiicht duerchsetze wäert.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Kartheiser nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, ech mengen, den Här Arendt huet eis dat erëm eng Kéier ganz gutt presentéiert a mir fillen eis guer net belästegt, wéi hien am Ufank gefaart hat, datt hien hei dräi- oder véiermol haut optrëtt, am Géigendeel. Et ass ëmmer eng Freed, him nozelauschteren.

(Brouhaha)

De Punkt, dee mer hei wéilte maachen als ADR, ass, datt mer hei natierlech an engem Spannungsverhältnis sinn tëschent der Fräiheet vun der Kultur a politesch korrekte Krittären, wéi mer se haut an eiser Gesellschaft dacks kennen. Den Här Clement huet sech elo op een Aspekt do konzentréiert, deen a sengen Ae besonnesch wichteg ass, an en huet eng Analys iwwert d'Pornografie gemaach. Fir eis ass et awer wichteg, och op aner Krittären opmierksam ze maachen, wéi zum Beispill d'Debatten ëm d'Diskriminéierung, ëm Haass an esou weider an esou virun. A mir haten hei schonn als ADR e puermol déi Problematik ronderëm d'Meenungsfräiheet ugeschwat, a besonnesch an der Kultur ass déi ganz wichteg. Dofir sti mir deene Krittäre ganz kritesch géintiwwer.

(Brouhaha)

Wat ass Diskriminéierung? Wat ass dat? Wéini ka wie geltend maachen, diskriminéiert ze gi géintiwwer wéi enge Krittären? Et ass e ganz komplizéierte Beräich. Mir plädéiere fir d'Fräiheet vun der Kultur ganz allgemeng, fir e Minimum un Aschränkungen, wann iwwerhaapt, bei der Meenungsfräiheet. Natierlech, wou Opruff zu Gewalt ass, kann een dat net toleréieren. Awer mir si fir eng aktiv geliefte Fräiheet, déi och wierklech ka Kontroversen ausléisen, soss ass et keng. Fräiheet muss och kënne wéidoen. Fräiheet, déi een aneren net ka beleedegen, déi net ka wéidoen, ass eigentlech keng. Dat ass jo de Problem. Awer mir bekennen eis zur Meenungsfräiheet an zum politesch fräien Diskurs iwwer verschidden Usiichten, a besonnesch an der Kultur.

Mir wäerten eis also enthalen, och wa mer prinzipiell mat der Méiglechkeet d'accord sinn, déi dësen Accord eis bitt: méi international Zesummenaarbecht, méi finanziell Ënnerstëtzung - alles ganz gutt! Awer fir eis ass de Prinzip vun der Fräiheet, och vun der kontrovers geliefter Fräiheet an der Kultur esou wichteg, datt mer wëllen en Zeeche setzen. Mir enthalen eis also och bei dësem Projet.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An da kritt d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*.- Villmools merci, Här President. Villmools merci och all de Riedner, virun allem dem Rapporter nees fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech schléisse mech natierlech och Äre Wënsch un, dass da geschwënn nees Ären zoustännege Minister hei ka sinn. An ech wäert déi Saachen, déi ech haut de Mëtten hei héieren, natierlech och gäre mathuelen an ausriichten. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7630. Den Text steet am Document parlementaire 7630[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7630 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Problème technique et concertation interne)

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmmen, bei 4 Enthalungen, ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Martine Hansen), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, ech wollt der Madamm Minister Merci soe fir déi vill Prezisiounen, déi se eis ginn huet. Ech wéilt, mir hätten an der Chamberskommissioun vun den zoustännege Beamten och nach nëmmen een Zwanzegstel dovunner kritt gehat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools fir déi Bemierkung. Déi wäerte mer weiderginn.

5. 7703 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

7704 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :

1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7703 an de Projet 7704 iwwert d'temporär Bäihëllefe fir d'Entreprisen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Déi zwee Projete wäerten zesummen diskutéiert ginn, mee d'Rapporte wäerten eenzel vun deenen zwee Rapporteure gemaach ginn. Duerfir huet fir d'éischt de Rapporteur vum Projet de loi 7703, den honorabelen Här Guy Arendt, d'Wuert. An da kritt d'Rapportrice vum Projet de loi 7704, déi honorabel Madamm Simone Beissel, d'Wuert. An da gëtt d'Diskussioun zesumme gemaach an de Vott duerno erëm separat.

Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme sur le projet de loi 7703

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech wiesselen elo emol de Minister. An ech géif Follgendes zu dem Projet 7703 soen: Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kampf, a mir hunn et schonn x-mol déi lescht Deeg a Wochen héieren, de Kampf géint de Virus ass nach net gewonnen. Fir d'Verbreede vum Virus weider anzeschränken, goufen erëm Beschränkungen decidéiert. Dës hu leider och en Afloss op eis Betriber. Verschiddener fänken un, Schwieregkeeten ze kréien, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Et feelen hinne Liquiditéiten, fir déi lafend Käschte kënnen ze bezuelen. De Projet de loi, deen ech Iech jo elo virstellen, soll hinnen hëllefen, dës kënnen ze decken. D'Betriber, déi schwéier vun der sanitärer Kris betraff sinn, wäerte vum Staat eng Direkthëllef kréien, fir de Gros vun hire lafende Käschten ze decken.

Ëm wat geet et eigentlech? Mat dësem Projet de loi féiere mer eng nei Aide an, déi de vulnerabele Secteuren hëllefe wäert, u Liquiditéiten ze kommen. Wat fir eng sinn dann elo schliisslech déi vulnerabel Secteuren? Dat sinn den Horeca-Secteur, den Tourismus, den Evenementiel an den Divertissement. D'Lëscht vun de concernéierte Beruffer respektiv Aktivitéite fënnt een an der Annex vum Gesetz vum Fonds de relance.

Well Dir dat bestëmmt grad net bei Hand hutt, soen ech Iech nach eemol, wien eigentlech concernéiert ass. Et sinn dat: d'Hotellen, d'Campingen, d'Restauranten, d'Caféen, d'Depositären, d'Traiteuren, d'Reesbüroen, d'Taxien, d'Déierepensiounen, awer och alles, wat ëm den Evenementiel dréit, sief dat d'Konferenzsäll an d'Foireshale selwer an och all déi Firmen, déi Eventer organiséieren, Material zur Verfügung stellen an esou weider.

Am kulturelle Beräich wäerten all déi Entreprisen dovunner profitéieren, déi de loin ou de près eppes mat Film, Video, Toun, Luucht an esou weider ze dinn hunn, sief dat am Kader vu Concerten, Opféierungen, Kongresser oder aneren Eventer.

Wat d'Kultur betrëfft, wëll ech awer och nach soen, dass déi Independanten am kulturelle Secteur hir eegen Aiden hunn an net direkt heirënner falen. Hei geet et eigentlech just ëm Entreprisen.

Zum Schluss kann een och nach erwänen, dass d'Forainen, d'Danzschoulen, d'Fräizäitparken an och d'Indoorspillplaze vun dëser Hëllef wäerte profitéiere kënnen. An nei ass awer, dass och elo Organisatiounen, déi Formations continues professionnelles ubidden, vun dëser neier Hëllef kënne profitéieren.

Wichteg ze erwänen ass och, dass den temporären europäesche Kader, deen et Lëtzebuerg erlaabt, Hëllefen a Krisenzäiten u seng Entreprisen ze ginn, adaptéiert gouf. Dës Hëllef ënnerläit dem sougenannten Temporary Framework, dee Reegelen a Limitten definéiert, un déi sech d'Länner mussen halen.

Virun e puer Méint gouf och hei zu Lëtzebuerg gefuerdert, de Staat sollt d'Fixkäschte vun de Geschäfter a Restauranten iwwerhuelen, besonnesch fir déi, déi mussen zoumaachen. Ma genau dës Méiglechkeet gëtt eis elo den adaptéierten europäesche Kader a Lëtzebuerg wäert vun dëser Méiglechkeet och Gebrauch maachen. Dëst Gesetz wäert also eng nei Hëllef schafen, déi et de Betriber aus vulnerabele Secteure wäert erlaben, de gréissten Deel vun hire Fixkäschte kënnen ze decken.

Nei ass och, dass d'Entreprisen, déi a finanzielle Schwieregkeete sinn, net méi kategoresch ausgeschloss sinn. Och hei huet d'Europäesch Kommissioun eng Ouverture gemaach, déi et elo dëse Betriber erlaabt, ënner verschiddene Konditiounen och eng Hëllef unzefroen.

Parallell zu dësem Projet de loi wäerte mer och de Fonds de relance verlängeren, wou e Betrib schonn eng Hëllef kritt, wann en nëmme 25 % Abousse vu sengem Chiffre d'affaires huet. Méi dozou gläich vu menger Kolleegin, dem Simone Beissel.

Interessant ass och ze vermierken, dass e Betrib all Mount kann tëschent der Hëllef wiele vun dësem Text oder deem, deen d'Madamm Beissel elo gläich wäert virstellen. Allerdéngs sinn déi zwou Hëllefen net cumulabel.

Wéi gesäit dës Hëllef dann elo aus? D'Betriber kréie fir d'Méint November, Dezember, Januar, Februar a Mäerz eng Direkthëllef, déi net remboursabel a steierfräi ass. D'Hëllef muss fir all eenzelne Mount ugefrot ginn, fir deen d'Entreprise eligibel ass.

Nei ass, dass et just een eenzegen Delai gëtt, fir all dës Demanden eranzeginn. Dat ass spéitstens de 15. Mee 2021. Dat verhënnert awer net, dass d'Betriber all Mount hir Demande kënnen eraginn. D'Betriber kréien also hei méi Flexibilitéit, wat d'Areeche vun den Demanden ugeet. An de Minister huet eis an der Kommissioun och versprach, dass déi Demanden, déi erakommen, esou schnell wéi méiglech géife behandelt ginn an dass och d'Leit, d'Entreprisen hir Aidë esou schnell wéi méiglech ausbezuelt kréien.

Wéi ginn d'Käschte gerechent, déi eligibel sinn? Déi sougenannt „coûts non couverts", dat sinn d'Recetten, déi een huet, plus de Chômage partiel plus all déi aner staatlech Hëllefe plus d'Indemnitéite vun enger Assurance, déi ee kritt huet, an dovunner gi 75 % vun de Betribskäschten ofgezunn.

D'Betriber, déi hu mussen zoumaachen, wéi aktuell d'Restauranten, d'Caféen an d'Kinoen, déi kënnen 100 % vun hire Betribskäschte geltend maachen.

Wéi vill Prozent vun deene Käschten eligibel sinn, hänkt vun der Gréisst vun der Entreprise of. 90 % vun de Käschte sinn eligibel fir Mikro- a Klengentreprisen, déi sinn och am Gesetz definéiert. 70 % sinn eligibel fir Mëttel- a Groussentreprisen.

Et gëtt awer och e Plaffong, wéi vill Hëllef ee pro Mount maximal ka kréien. Fir Mikroentreprisë läit dee Plaffong bei 20.000 Euro de Mount. Fir Klengentreprisë sinn dat 100.000 Euro a fir Mëttel- oder Groussentreprisen ass d'Limitt 200.000 Euro.

Dat heescht, dass eng Mëttel- oder Groussentreprise mat dëser neier Aide kann am Ganzen eng Millioun Euro fir déi fënnef Méint, fir déi d'Hëllef gëllt, kréien. Et gëtt gerechent, dass mat dëser Aide am Ganzen 120 Milliounen Euro un d'Entreprisë wäerten ausbezuelt ginn, fir hinnen ze hëllefen, hir Liquiditéitsproblemer ze léisen.

D'Konditiounen, fir kënnen dës Hëllef ze kréien: Fir dës Hëllef kënnen an Usproch ze huelen, muss d'Entreprise d'Konditiounen aus dem Artikel 4 vum Gesetz erfëllen. Dat heescht konkreet: Éischtens, et muss een eng Autorisation d'établissement hunn - eng Handelsermächtegung -, an zweetens, déi Aktivitéit, fir déi d'Entreprise d'Hëllef ufreet, huet musse virum 15. Mäerz 2020 scho bestoen, also 2020, dëst Joer, a si muss och aktiv si fir dee Mount, wou de Betrib d'Hëllef ufreet. Dëst gëllt natierlech net fir déi Aktivitéiten, déi hu mussen zoumaachen: d'Caféen an d'Restauranten.

Falls d'Entreprisë Leit ugestallt hunn, musse se beim Centre commun déi Leit affiliéiert hunn. De Chiffre d'affaires vun der Entreprise muss 2019 bei op d'mannst 15.000 Euro gewiescht sinn. Fir Betriber, déi eréischt 2019 oder 2020 opgemaach hunn, gëtt de Prorata vum Chiffre d'affaires gekuckt.

A sechst a lescht Konditioun: De Betrib huet eng Perte vum Chiffre d'affaires vu minimal 40 % gemaach. Do gëtt de concernéierte Mount 2020 mam Mount 2019 verglach. Falls de Betrib 2019 nach net aktiv war an deem Mount, fir deen en 2020 eng Hëllef ufreet, gëtt d'Moyenne vun 2020 par rapport zu der Moyenne vun 2019 gekuckt.

Wat muss een der Demande bäileeën? Dat ass och alles beschriwwen. Am Artikel 6 steet, wat een alles senger Demande muss bäileeën. Et handelt sech am Fong ëm Dokumenter, déi beweisen, datt déi Konditiounen, déi ech elo grad opgezielt hunn, och erfëllt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech picken Iech elo déi wichtegst Punkten aus den Avise vun der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce, der Chambre des Salariés an dem Staatsrot eraus. A fir d'Detailer vun dësen Avise verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport souwéi op déi jeeweileg Avisen.

Den Avis vun der Chambre de Commerce: Si begréisst dës nei Hëllef, déi en Deel vun de lafende Betribskäschte vun den Entreprisen iwwerhëlt. Si hätt natierlech léiwer, datt all Betrib, deen ënnert den Auswierkunge vun der Covidkris leit, Usproch op dës nei Hëllef hätt. D'Chambre de Commerce hätt och léiwer en Taux vun 30 % Perte vum Chiffre d'affaires gesinn anstatt déi 40, déi virgesi sinn. A si fënnt, datt d'Plaffongen ze niddreg ugesat sinn. Da wéilt dës Kummer och, datt d'Hëllef bis Juni 2021 verlängert géif ginn. D'Chambre de Commerce bemängelt och, datt een net genuch op hir Recommandatiounen agaangen ass, wat d'Simplification administrative ugeet. A si wënscht sech och een eenzegen didaktesche Formulaire, deen et deenen Entreprisen, déi vun den zwou Hëllefe profitéiere kéinten, méi einfach géif maachen, e Choix ze treffen.

D'Chambre des Métiers begréisst och virop dës nei Hëllef. Och si wéilt, datt d'Hëllef fir all Betriber aus dem Artisanat, déi eng Perte vum Chiffre d'affaires vun 30 % ze verbuchen hunn, opgemaach géif ginn, awer op d'mannst fir d'Betriber aus dem Commerce de détail. Da plädéiert se nach derfir, fir de Cumul vun deenen zwou Hëllefen ze erméiglechen, fir déi Betriber, déi méi wéi 40 % Perte vum Chiffre d'affaires ze verbuchen hunn.

D'Chambre des Salariés begréisst d'Demarche vum Staat, fir den Entreprisen ze hëllefen, fir u Liquiditéiten ze kommen. Et stéiert si awer, datt d'Betriber Staatshëllefe kréien, ouni Konditioune mussen ze erfëllen, wat d'Erhale vun den Aarbechtsplazen ugeet. Dofir fënnt si, datt déi Betriber, déi Leit entloosse mussen, am Fall, wou se erëm eng Kéier géife Leit astellen, prioritär déi Leit missten astellen, déi se virdrun entlooss hunn.

De Conseil d'État stellt a sengem Avis fir d'éischt emol fest, datt déi nei Hëllef all déi nei Reegelen a Limitte respektéiert, déi vu Bréissel definéiert goufen. De Staatsrot hat eng Opposition formelle am Kader vum Artikel 9 ausgesprach. Hien huet eng Proposition de texte fir dësen Artikel virgeschloen, deen d'Classe-moyennes-Kommissioun natierlech gären iwwerholl huet, fir d'Opposition formelle opzehiewen. Et huet sech heibäi ëm de Contrôle gehandelt, deen a posteriori gemaach gëtt fir ze kucken, ob d'Entreprise d'Konditioun erfëllt, fir d'Aide ze kréien. De Staatsrot stellt nämlech kloer, datt, wann een d'Konditioun net erfëllt, een d'Hëllef muss ganz zréckbezuelen an net just partiell. Hie seet ganz richteg, datt een entweeder kompatibel ass oder net. Partiell kompatibel, dat wär net méiglech.

Ech géif dofir Merci soe fir dat séiert Schaffe vun alle Concernéierten. Ech géif Iech alleguerten och Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimat och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter Guy Arendt. An da wier et um Rapport zum Projet de loi 7704. Déi honorabel Madamm Simone Beissel, wannechgelift!

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme sur le projet de loi 7704

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu meng Interventioun elo nach gestrafft, fir Iech just d'substantifique Moelle hei ze presentéieren, well et sinn effektiv ganz vill Similitudë mat dem Projet 7703.

Här President, mir wëssen alleguerten, an et ass elo säit Deeg hei ugeklongen, dass déi sanitär Kris ville vun eise Betriber hei zu Lëtzebuerg ganz vill Problemer bereet. An dofir ass et extreem wichteg, dass mer hinnen nei Hëllefen zur Verfügung stellen, fir hinnen eng Chance ze ginn, duerch dës ganz schwiereg Phas ze kommen.

Bei dësem Projet de loi geet et emol haaptsächlech drëm, fir den Delai vum Fonds de relance et de solidarité, dee mer am Gesetz vum 24. Juli dëst Joer scho gestëmmt hunn, ze verlängeren.

Wien ass concernéiert? Et sinn erëm eng Kéier déi Acteuren aus deene vulnerabele Secteuren, déi mer elo schonn hei héieren hunn, dat heescht: Horeca, Tourismus, Evenementiel an Divertissement. Ech ginn awer net méi op d'Detailer an, well de Guy Arendt esou gentil war, Iech d'ganz Lëscht aus der Annex virzeliesen, fir Iech nach méi genau d'Bild ze ginn, ëm wien et da geet.

Niewent dësen Aktivitéiten ass awer nei an dësem Text, an dat gëtt vun alle Säite begréisst, dass mer de Champ d'application erweidert hunn. Niewent deene genannte Secteure kënnt eebe just de Commerce de détail en magasin derbäi, also eis Geschäfter, an en plus d'Organisatiounen, déi Formations professionnelles continues ubidden. An dat ass och gutt esou, da kënne mer méi Acteuren domat hëllefen.

An dat heite Gesetz, dat gesäit net nëmmen déi nei Hëllefe vir, mee et huet och den Avantage, dass et d'Delaie vun dräi Gesetzer verlängert, fir dass dee Moment och méi Leit kënnen an de Genoss kommen. Dat Éischt ass den Delai vum éischte Fonds de relance, dat hunn ech Iech scho gesot, an dann d'Gesetz iwwert d'Hëllef vum Commerce de détail en magasin. An dann dat Drëtt, an dat ass e bëssen eng Differenz mam 7703, dat ass d'Gesetz iwwert d'Covidhëllef fir d'Kulturzeen. Dat sinn also professionell Acteuren, d'Intermittents du spectacle an d'Création artistique.

Dat heescht: Zum Beispill, mat deenen Delaien, déi elo verlängert ginn, wann iergendeen, dat kënnt jo oft vir, aus iergendengem Grond, aus iergendenger Ursaach et verschweesst huet, fir matzäit seng Demande eranzeginn, fir vun deenen Hëllefen ze profitéieren, dann huet en elo eng zousätzlech Chance. Fir de Fonds de relance an d'Gesetz iwwert de Commerce de détail en magasin gëtt et verlängert bis de 15. Februar. A fir d'Gesetz, dat d'Kultur betrëfft, gëtt et souguer verlängert - an ech soen et nach eng Kéier, de Guy Arendt hat et schonn ënnerstrach - op den 1. Juni, fir dass och all Mënsch et héiert an dee Moment och nach dovu profitéiert.

Wéi gesäit déi Hëllef aus? Ganz wichteg: Et ass eng Direkthëllef, net remboursabel a steierfräi.

An dann ass et wéi bei deem Gesetz, wat mer schonn am Juli dëst Joer gestëmmt hunn, dass all Entreprise erëm eng Kéier de Choix huet: Loossen ech meng Leit schaffe kommen oder halen ech se am Chômage partiel? An d'Leeschtung, wann ee seng Leit schaffe komme léisst, gëtt mat méi enger héijer Hëllef belount, wéi wann ee se am Chômage partiel hält. Fir all Salarié, deen Temps plein schafft, kritt d'Entreprise 1.250 Euro a fir déi am Chômage partiel 250 Euro. Dora sinn natierlech och d'Independantë berücksichtegt.

Dann ass d'Hëllef fir véier Méint, liicht anescht wéi beim Projet virdrun, dat heescht Dezember, Januar, Februar a Mäerz, well bei deem virdrun, do geet et schonn am November un.

D'Formalitéiten: Et muss een natierlech erëm eng Kéier eng schréftlech Demande eragi fir all Mount, fir deen een dann déi Hëllef ufreet. An do ass awer den Avantage, dass et een eenzegen Delai ass: de 15. Mee 2021. An dat, mengen ech, misst och hëllefen, fir dass dat dobausse méi einfach gëtt.

Dann ass, wéi och an dem Gesetz vum Juli, en duebele Plaffong virgesinn. Den éischte Plaffong ass: Et kann een net méi wéi 85 % vum Chiffre d'affaires kréien, deen ee verluer huet. An dann en zweete Plaffong: Dat sinn 100.000 Euro Maximum, déi eng Entreprise unique pro Mount ka kréien.

Déi nei Hëllefen, an dat ass d'selwecht wéi am Projet virdrun, aus dem Fonds de relance sinn net cumulabel mat deene vum 7703. Et ass „una via electa": entweeder dat eent oder dat anert.

Et ass awer esou, dass, wann eng Entreprise, an dat ass elo ganz interessant, d'Konditiounen erfëllt, fir sougutt vun där enger wéi vun där anerer Hëllef

kënnen ze profitéieren, dann huet d'Entreprise de Choix - an ech ginn dervun aus an ech vertrauen hinnen do -, dass se déi Hëllef hëlt, déi fir si am gënschtegsten ass. A wat ganz interessant ass: Vu Mount zu Mount kann d'Entreprise de Choix änneren, dat heescht, vun där enger Aide op déi aner eriwwersprangen.

De Staat huet ausgerechent, dass de Coût vun dësen Hëllefen à peu près 60 Milliounen Euro ausmécht, déi dann un d'Entreprisen ausbezuelt ginn. A wéi mer alleguerte wëssen: Wat se haaptsächlech brauchen, si Liquiditéiten. An dofir ass dee Montant och berechtegt.

D'Konditiounen, fir dës Hëllef ze kréien, sinn am Artikel 5. Et sinn der am Ganze siwen:

- Et muss een, éischtens, eng Autorisation d'établissement hunn.

- D'Aktivitéit, fir déi d'Entreprise dee Mount Hëllef freet, muss u sech virum 15. Mäerz 2020 bestanen hunn.

- Dann drëtt Konditioun: D'Aktivitéit muss wärend deem Mount bestoen, fir deen d'Hëllef ugefrot ginn ass. An natierlech gëllt dat net fir déi Secteuren, déi de Moment zou sinn, dat heescht d'Restauranten, d'Caféen an esou weider.

-Véiert Konditioun: Wann d'Entreprise Leit ugestallt huet, dat ass jo eng generell Reegel, musse se am Centre commun de la sécurité sociale ugemellt sinn.

- Da muss de Chiffre d'affaires am Joer virdrun, dat heescht am Exercice 2019, op d'mannst 15.000 Euro bedroen hunn.

- D'Entreprise muss, fir de Mount, wou se d'Hëllef ufreet, manner oder däerf net méi wéi 25 % vun hirem Personal licenciéiert hunn, fir dass se kann an de Genoss vun där Aide do kommen.

- An dann, an dat ass d'selwecht wéi an dem Projet de loi vu virdrun: Si muss eng Perte vun hirem Chiffre d'affaires hu vun op d'mannst 25 % par rapport zu hirem Chiffre d'affaires vum selwechte Mount vum Exercice 2019. Wa se am Joer 2019 zum korrespondéierende Mount nach keng Aktivitéiten hat, da gëtt d'Moyenne geholl vum Chiffre d'affaires vun 2019.

Ganz interessant ass awer, a mir haten och d'Diskussioun do an der Classe-moyennes-Kommissioun, fir déi jonk Entreprisen, déi eréischt nom 20. Mäerz 2020 ugefaangen hunn ze schaffen, dass déi elo net duerch de Raster falen. Do ass et och elo méiglech, eng Aide ze kréien. Déi leeft awer ënner engem anere Regimm: Déi kréien no de Reegele vum Régime de minimis gehollef.

Wat muss een a puncto Konditioune bei d'Demande derbäileeën? Dat ass an dem Gesetz ëmmer dat selwecht wéi virdrun: Et muss ee beweise kënnen, dass een déi Konditiounen do erfëllt, an déi néideg Dokumenter eraginn.

Zu den Avisen. Mir kruten der eng Panoplie, och wéi virdrun: vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés an dem Staatsrot. Déi si ganz fouilléiert. An ech soen de Beruffschamberen dofir scho Merci. Mee fir d'Detailer dovu verweisen ech op mäi schréftleche Rapport oder op d'Avise selwer vun de concernéierte Beruffskummeren.

D'Chambre de Commerce, wéi och beim Rapport virdrun, begréisst et, dass nei Liquiditéite kommen. Si hätt awer léiwer, et géif bis de Juni 2021 virugoen. Si hätt och léiwer, dass all Aiden, déi vu Bréissel autoriséiert wären, géifen ausgenotzt ginn. A si regrettéiert e bëssen, an dat ass hiert Leitmotiv, dat huet de Guy Arendt och scho gesot, si hätt nach ëmmer gär méi Simplification administrative, dass een eenzegen didaktesche Formulaire géif erausgoen, notamment wann een de Choix huet zwëschent deenen zwou Hëllefen, fir dass d'Entreprisë sech do relativ schnell kënnen erëmfannen, fir déi Aiden do unzefroen.

Da begréisst och d'Chambre des Métiers et, dass Liquiditéite kommen. Si begréisst et, dass de Champ d'activité ausgedeent gëtt. Si begréisst et och, dass d'Delaien ausgedeent ginn. Si hätt just gär, dass déi Aidë solle cumulabel ginn. An dat geet jo awer géint d'Philosophie vun deenen Texter.

D'Chambre des Salariés mécht och e bëssen eng Repetitioun vun hire Recommandatiounen an Doleancen, déi se schonn am Summer, am Juli eraginn huet. Si huet ëmmer Problemer mat deem Seuil, dass kënne 25 % vum Personal entlooss ginn an dass een dann nach eng Aide kritt. Domat ass se net d'accord. A si seet, an dat mécht och Sënn an ech hunn dat och scho bei menger leschter Interventioun hei gesot, dass déi Leit, déi duerch Covid entlooss gi sinn, prioritär erëm eng Kéier missten agestallt ginn. Ech mengen, domat huet kee Mënsch e Problem.

De Staatsrot begréisst fir d'éischt, dass all déi Hëllefe konform sinn zu den europäesche Reegelwierker. En huet awer dann zwou Opposition-formellë gemaach.

Déi éischt mat dem Artikel 5: Do ass et gaangen ëm de Mode de calcul vun de Pertë vum Chiffre d'affaires vun deene jonken Entreprisen, déi eréischt 2020 hir Aktivitéiten ugefaangen hunn. D'Classe-moyennes-Kommissioun huet der Formulatioun vum Staatsrot, deen esou gentil war, eis déi direkt ze liwweren, gefollegt an dunn ass déi Opposition formelle opgehuewe ginn.

Dat selwecht, dat ass mat där zweeter Opposition formelle. Dat ass déi selwecht, déi de Guy Arendt genannt huet. Dat ass déi Geschicht vun dem Remboursement, wou de Staatsrot seet: „Entweeder et rembourséiert een oder net, mee et kann een net eng Partie rembourséieren an déi aner Hallschent net."

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech komme schonn zum Schluss. An ier ech lech den Accord vun der DP ginn, wollt ech awer nach dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp en häerzleche Merci soen, souwéi de Beruffschamberen an dem Staatsrot, mee och all de Membere vun der Classe-moyennes-Kommissioun an den Hären Timon Oesch a Gigo Lamesch.

Mir hu schnell an akribesch genau geschafft, well mir wollte lisibel - well et sinn awer ganz technesch Projeten - an trotzdeem ganz performant Gesetzer hei maachen, sougutt fir de Projet 7703 wéi fir de 7704, an hannendru kënnt nach de 7718, fir dass déi Hëllefe sou schnell wéi méiglech kënnen un eis Entreprisen, déi wierklech e ganz staarke Besoin hunn, erausgoen. Dofir hoffen ech, dass mer dat heimat fäerdegbréngen. Ech bieden ëm Är Mathëllef an ech gi bien entendu mat Freed den Accord vun der DP.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Rapportrice Simone Beissel. Als éischte Riedner fir déi gemeinsam Diskussioun ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt e grousse Merci un déi zwee Rapporteren, den Här Arendt an d'Madamm Beissel, fir déi Erklärungen, déi se ginn hunn, fir dee schréftlechen an dee mëndleche Bericht, dee si hei virgedroen hunn, an och fir déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten.

Fir déi Leit, déi an der Kommissioun sinn, do ass et näischt Neies, wat ech elo hei zielen, well ech allkéiers op déi selwecht Punkte gedréckt hunn, och beim Här Minister. Dat Eenzegt, wat et elo emol Guddes mat sech bruecht huet, dat ass: Ech si bestëmmt nom Här Minister an deenen zwee Rapporteren elo deejéinegen, deen am meeschten d'Kommunikatiounen C(2020) 1863, C(2020) 2215 vum 3. Abrëll, C(2020) 3156 vum 8. Mee, C(2020) 4509 vum 29. Juni an C(2020) 7127 vum 13. Oktober intus huet, well dat alleguerten déi europäesch Kommunikatioune sinn, wou mer allkéiers, wa mer erëm Diskussiounen haten, erëm gesot kritt hunn: „Dat do ass europäesch net machbar", an da bass de erëm an eng vun deene Kommunikatioune vun der Europäescher Kommissioun kucke gaangen, fir dann ze soen: „Wéi ass dat da méiglech, well dat gëtt et awer an anere Länner?"

Do gëtt et jo och Méiglechkeeten an deene Kommunikatiounen, fir verschidden Optiounen ze huelen, wat ee ka gi vun Hëllefen oder net ka ginn, well et awer schwiereg verständlech war, wann Der héieren hutt, wéi et bei eiser Restauratioun geet, a wann Der wësst, wéi et an der Restauratioun geet an Nopeschlänner.

Déi eng, ob dat déi däitschsproocheg sinn oder éischter déi frankofon, do sinn et zwou verschidden Hëllefsmesuren, déi et gëtt. An an Däitschland gëtt et dann net nëmmen eng, mee do gëtt et der eng plus 16, well och all Bundesland selwer nach eng Kéier kann Hëllef dropleeën.

Wat awer do aneschters ass wéi bei eis, dat ass: Do ass et méiglech, laut deene verschiddene Bundesländer, dass Der kënnt op 100 % kommen. Do gëtt nämlech eng Kéier den Ëmsaz komplett geholl, wou Der eng Gesamtzomm kritt, an da kënnt Der nach bis 25 % iwwert den Takeaway bäikréien. Wann Der dann op iwwer 100 kommt, da musst Der natierlech zréckbezuelen, well et ass jo net 110. Obwuel, wann ech den Här Baum vu gëschter nach an Erënnerung hunn, wéi e gesot huet, et kéint ee jo Schold maachen a Schold maachen, mir kéinten de Leit och 110 % ginn - dat war eent vun Äre leschte Wierder gëschter Owend, Här Baum, wéi Der déi lescht Interventioun gemaach hutt -, dann hätt een dofir och kënnen 110 % ginn. Mee Spaass bei Säit!

Déi 110 % mussen et net sinn, mee mir si jo awer der Meenung: Et mussen 100 % sinn! Well déi Leit hu jo net fräiwëlleg decidéiert zouzemaachen. Déi hu jo net vu sech aus gesot: „Elo bleiwe mir emol doheem, mir maachen näischt." Respektiv, wat der jo ganz vill maachen, an Dir hutt alleguerte sougutt wéi ech an och anerer gesinn, doheem an der Boîte respektiv um Internet, wou se lech schreiwen, dass Dir awer kënnt de Menü fir Chrëschtdag, dee fir Neijoerschdag, dee fir Silvester, alles bei hinne bestellen, well si jo och en Ausfall hunn. Well et ass jo net, dass déi Leit net wëlle schaffen, mee déi Leit géife gär schaffen, mee si hunn d'Chance net derfir.

Dofir si mir och der Meenung ... An de leschte Freideg war och schonn en zesummegeschniddenen Text op RTL vun dem Här Minister, der Madamm Beissel a vu mir, wou ech och deemools scho gesot hunn: „Mir sinn der Meenung, dass déi Leit missten 100 % kréien, well si net selwer déi Decisioun geholl hunn zouzemaachen."

Et ass fir mech eppes aneschters, ob s du selwer eppes méchs oder ob s de vun uewen erof gesot kriss: „Du däerfs net méi schaffen!" Et ass déi selwecht Geschicht, ech maachen eng Klammer op, et huet guer näischt mat deem heite Gesetz ze dinn, mee et ass dee selwechte Prinzip, an den Här Arendt versteet mech elo ganz gutt: Dat ass beim Wëldschued, wou ech och net verstinn, wann s de net däerfs op d'Juegd goen, dass et dann net deejéinegen ass, deen der d'Juegd verbitt, deen 100 % vum Wëldschued muss iwwerhuelen. Well och dat schéngt mer do logesch ze sinn: Wann s de eppes net däerfs maachen, da muss de et och zu 100 % kënne rembourséiert kréien. Klammer erëm zou.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et ass net den Här Delles an et ass och en anere Minister. Mee ech wëll dat awer och gesot hunn.

De leschte Méindeg hate mer nach eng Kéier eng Diskussioun, wou den Här Minister leider net konnt derbäi sinn. Mee ech weess awer zanter e Méindeg den Owend, wou e war, wéi en net bei eis an der Kommissioun war: E war mam Här Kersch, mam Här Gramegna a mam Romain Schneider zesumme mat de Vertrieder vun der Restauratioun. Wat jo dann och gutt war, dass se dee Moment zesumme waren. Mee dee Moment hate mir vläicht net all déi Informatiounen, well ech hat do nach eng Kéier verschidde Froen opgeworf, ënner anerem, dass d'Leit méi séier misste gehollef kréien, well d'Gesetz ... Et kann net sinn, dass eréischt am Januar ... - d'Madamm Beissel an och den Här Arendt hunn op d'Delaien higewisen -, dass d'Betriber noutfalls kënne musse méi laang op déi Sue waarden!

Déi Betriber hunn d'Liquiditéit net! Well déi haten dee ganze Summer net vill. Si hate keng Hochzäiten, si hate keng Kommuniounen, wat awer an der Restauratioun zum Ëmsaz bäidréit. Si haten am Summer weider keng Touristen, oder net vill. Dach, Lëtzebuerger, awer net esou vill wéi déi Jore virdrun. A si hunn och elo erëm näischt. Si hu keng Joresennfeieren, si hu keng Chrëschtfeieren, wat jo awer hei zu Lëtzebuerg eng net onwichteg Traditioun ass. Dat hëlleft deene Betriber, fir relativ vill Suen ze kréien. Wann Der mat hinne schwätzt iwwert de Chiffre d'affaires, dann mécht normalerweis d'Joresenn bis 20 %, 25% aus an de Bilane vun de Betriber.

A wann déi Sue feelen, déi huele se net méi eran! Et ass jo bei de Restauranten a bei de Coifferen esou - et ass ëmmer komesch, wann ech vun de Coiffere schwätzen, mee och ech muss goen -, ...

(Hilarité)

... do kënnt Der net nach eng Kéier weider goen. Dir kënnt eng weider Box kafen, Dir kënnt e weidert Hiem kafen, mee Dir kënnt awer net retroaktiv eemol weider bei de Coiffer goen an Dir kënnt net retroaktiv dräi-, véiermol iesse goen. Dat brëngt Der och net fäerdeg. Soudass déi déi Suen ni méi kënnen erakréien, déi se do verluer hunn. An dofir si mir eeben der Meenung gewiescht, dass een dat misst zu 100 % ersetzen.

Mir haten och mam Minister - dat war awer net de leschte Méindeg, mee dat war de leschten Dënschdeg an der Kommissioun - eng Diskussioun iwwert de Bong vun deene 50 Euro. A mir haten och scho méi laang eng Kéier eng Diskussioun mam Minister iwwert de Bong vun deene 50 Euro an dunn hat de Minister gesot: „Jo, mir wëllen déi 50 Euro net verlängeren, well soss ass d'Wantergeschäft oder d'Joresenngeschäft dann net méi méiglech." Mee dat soll bis den 31. Dezember lafen an da wier et eriwwer. Et war meng Kolleegin d'Françoise Hetto, wat dat e puermol bruecht huet. Mir sinn der Meenung, dass dee muss verlängert ginn!

Ech sinn och frou, Här Minister, dass ech an Ärem Communiqué gelies hunn, dass Der amgaange wiert, driwwer nozedenken.

(M. Marc Spautz montre un document.)

Mee mir ginn elo emol eng Motioun of als CSV, dass mir der Meenung sinn, dass dee Bong misst op den 31. Mee 2021 verlängert ginn. Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le grand succès qu'ont connu les bons d'hébergement de 50 € ;

- considérant que les bons d'hébergement ne sont valables que jusqu'au 31 décembre 2020 et qu'un grand nombre d'entre eux n'ont pas encore été utilisés ;

- considérant que le secteur de l'hôtellerie est fortement touché par les nouvelles restrictions mises en place le 25 novembre 2020,

invite le Gouvernement

- à prolonger la validité des bons d'hébergement jusqu'au 31 mai 2021 inclus.

(s.) Marc Spautz, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Spautz, erlaabt Der, datt den Här Minister Delles direkt kann eppes soen?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech erlaben em bal alles. Ech hu kee Problem.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Här Spautz. Ech sinn och ganz frou, dass Der mer esou gutt nolauschtert, wann ech da Saache soen. Ech wëll just eng Prezisioun ginn. An zwar hunn ech net gesot, ech wier ënner kengen Ëmstänn averstanen, de Bong iwwert den 31. Dezember eraus ze verlängeren. Ech hu gesot, dass et am Moment net opportun wär, dat war déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten. Et gouf eng Question parlementaire, op déi geäntwert ginn ass, wou gesot ginn ass, dass d'Iddi am Moment net do wär. Ech mengen, mir kommen awer duerno doudsécher nach eng Kéier bei der Motioun dorobber ze schwätzen.

Dann natierlech, Dir hutt gesot, ech hätt e Communiqué gemaach. Dir hutt e selwer gewisen. D'Entête ass vun der Horesca. Dat heescht, et ass natierlech e Communiqué vun der Horesca, deen an den Diskussioune war.

An, jo, ech hat de leschte Méindeg déi Reunioun, mat all deenen anere Ministeren, well ech mengen, dass et natierlech ganz wichteg ass, wann d'Kommunikatioun op allen Niveaue stëmmt.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, merci. Mee ech wollt awer soen, d'Madamm Hetto hat lech d'Fro gestallt. Do si mer eis awer eens. Dofir och déi Motioun, déi mer als CSV bruecht hunn.

Och do hate mer schonn d'lescht Woch gesot, dass d'Betriber misste gehollef kréien, fir déi Liquiditéiten ze iwwerbrécken, wa se déi Suen net hunn. Och do liesen ech elo hei aus dem Communiqué - dat ass dann net vun Ärer Säit, mee dat sinn Är Confrèren aus de Finanzen an aus der Sécurité sociale -, dass se dat dann och iwwert den 31. Dezember eraus méi soft gesinn, fir do kënnen ze bezuelen. Mee Dir wäert jo och herno sécherlech drop agoen, dass och do d'Méiglechkeet besteet, dass d'Betriber net direkt den Hals zougedréit kréien, well soss wier d'Gefor ganz grouss, dass verschidde Betriber, trotz deenen Hëllefen, déi mer haut hei decidéieren, et net kënne packen an och domadder net kënnen iwwerliewen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et ass eis awer och opgefall, wann een déi Texter alleguerte liest, dass et och nach aner Rechemodeller géif ginn, fir déi Hëllefe kënne festzeleeën. Dofir si mir der Meenung, dass een hätt einfach kënnen de Chiffre d'affaires huelen als Globaalt a vun deem Punkt ausgoen, an net dat, wat den Här Arendt oder d'Madamm Beissel bruecht huet - do war ech net méi sécher, wien nach eng Kéier d'Beispill mam Geltendmaache bruecht huet -, mat deenen 100 %, wat ka geltend gemaach ginn, mee dass et hei wierklech och méiglech wier, op de gesamte Chiffre d'affaires ze kucken an dann ze soen: „Mir maachen eng Hëllef a mir bezuelen op dee Montant direkt zréck, ouni dat mat de Frais-directen ze kucken." Ënnert dem Total sinn et Ënnerscheeder - well mir hu selwer Rechebeispiller gemaach. Den Här Minister hat mer nach eent um Telefon als Rechebeispill ginn. Do kommen aner Saachen zustanen, wann Der iwwert d'Fraise schwätzt wéi wann et iwwert de gesamte Chiffre d'affaires geet.

An dofir géif ech och do eng Motioun an eisem Numm ofginn. Wannechgelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que des entreprises issues des secteurs Horeca, du tourisme, de l'événementiel, de la culture et du divertissement sont particulièrement impactées par les mesures prises en relation avec la pandémie du Covid-19 ;

- rappelant que le projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises contribuera, sous forme de subventions directes, à une partie des coûts non couverts des entreprises de certains secteurs ;

- notant que les coûts fixes diffèrent beaucoup entre les différentes entreprises, notamment entre locataires et propriétaires de bâtiments ;

- considérant que d'autres pays ont mis en place des aides tenant compte des baisses des chiffres d'affaires des entreprises,

invite le Gouvernement

- à octroyer, outre la contribution temporaire aux coûts non couverts, des aides aux entreprises susmentionnées en basant le mode de calcul de ces aides sur la baisse effective des chiffres d'affaires.

(s.) Marc Spautz, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wa mer dann ... Also, wann ech jo elo wéisst, Dir géift déi do stëmmen, da bräicht ech elo net méi weiderzefueren. Mee well ech awer d'Gefill hunn, dass et 31:29 gëtt - ...

(Hilarité)

... ech hoffen, dass ech mech ieren, mee wie weess -, wollt ech awer dann nach eng aner Motioun presentéieren. An den Här Arendt an d'Madamm Beissel hunn dat och scho bruecht, dass an den Avise vun de Beruffschamberen nach eng Kéier d'Diskussioun geféiert gëtt, ob 40 % oder 30 %, wat jo méiglech ass laut der Direktiv.

Nee, mir brauchen déi heiten net ze stëmmen, well Dir stëmmt déi aner mat. Also, ech weess dat! Mee ech ginn déi heiten dann awer emol zur Sécherheet of beim Här President, an där mir der Meenung sinn, dass scho bei 30 % alles dat misst mat a Rechnung geholl ginn. Dofir, Här President, ass dat eng weider Motioun vun der CSV zu deem Theema.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement entend mettre en place de nouvelles aides sous forme de subventions directes afin de soutenir les secteurs fortement touchés par la crise tels que l'événementiel, le Horeca, le tourisme, la culture et le divertissement ;

- considérant que les nouvelles restrictions et surtout la fermeture d'autant d'entreprises engendreront de grandes pertes pour celles-ci ;

- considérant que les deux projets de lois soumis au vote de la Chambre des Députés ne prennent en compte que les entreprises ayant eu des pertes d'au moins 40 % par rapport au même mois de l'année précédente ;

- considérant que la Commission européenne autorise à mettre en place des aides pour les entreprises n'ayant connu qu'une perte de 30 % par rapport au même mois de l'année précédente,

invite le Gouvernement

- à instaurer un système d'aide pour les coûts non couverts et pour les aides de relance qui tienne compte de toutes les entreprises ayant connu une perte du chiffre d'affaires d'au moins 30 % par rapport au même mois de l'année précédente.

(s.) Marc Spautz, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de Virus huet eis gewisen, wou eis Grenze sinn. En huet eis gewisen, wou eis Grenze sinn als Mënschen. En huet eis gewisen, wou eis Grenze sinn als Consommateuren.

An aneschters wéi bei anere Problemer, déi dës Woch am Mëttelpunkt stoungen, ob mer do elo iwwert de Budget geschwat hunn oder, wat och aus dem Bericht vum Här Budgetsrapporter ervirgaangen ass, doriwwer, wat mer alles hu vu Problemer an der Natur, an der Ëmwelt, d'Äerderwäermung, wat Saache sinn, déi mer wëssen - déi si previsibel gewiescht! -, war dee Virus, deen hei komm ass, net previsibel.

Mir wëssen och hoergenau, dass virun allem och déi mënschlech an déi kierperlech Zouwendung deenen enge méi, deenen anere manner schonn e bësse feelt. Wann ee gewinnt ass, engem d'Hand ze drécken, wann ee gewinnt ass, een an den Aarm ze huelen, an op eemol geet dat net méi, dann ass dat eng Ëmstellung. An déi Ëmstellung gëtt ëmmer méi laang.

An net méi spéit wéi gëschter hate mer och nach eng Diskussioun mat der Madamm Famillje minister doriwwer, wann ee sech do net méi ka gesinn. Mir mussen och eppes ënnerhuelen, well mer hei zu Lëtzebuerg enorm Zuelen hu bei deenen Ugestachenen an och enorm Zuelen hu bei den Doudegen. An neierdéngs hu mer jo och d'Quarantän an der Schoul, wat am Ufank net de Fall war ... Ech hat scho wëlles, eng Schoul ze loune fir Chrëschtdag, well do kann ee sech net ustiechen! Mee dat huet sech jo elo geännert déi lescht Deeg.

(Brouhaha)

An dofir ass et och wichteg, dass een eppes ënnerhélt.

Mee wat awer onverständlech ass: Wann ech bei de Coiffer ginn, muss ech zwee Meter wäit ewechbleiwen, ech muss eng Mask unhalen an hie muss och eng Mask undoen an e wäscht mech an en traitéiert mech, a wann ech duerno ginn, da muss alles desinfizéiert gi vu vir bis hannen, obwuel ech eng Mask unhat. Wann ech am ëffentlechen Transport sinn, dann doen ech och eng Mask un. Ech sëtzen och do, keng zwee Meter wäit ewech vun aneren, an do gëtt net desinfizéiert. An do ware Kolleegen, déi haten eng Motioun eraginn, dass iwwerall missten Desinfectanten hikommen. Do ass gesot ginn: „Mir brauchen dat net."

Dann ass et awer schwiereg, de Leit ze erklären, déi beim Coiffer sinn: Si mussen zwee Meter wäit vuneneen ewechbleiwen, si mussen eng Mask unhalen an deen, dee se traitéiert, muss och eng Mask unhunn. Am ëffentlechen Transport ass keng Gefor an hei ass eng.

An do, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat huet eppes ze di mat Logik a Verhältnisméissegkeet. Wa mer gären hätten, dass d'Leit dat akzeptéieren, wat mer alles soen, da muss och déi Verhältnisméissegkeet klappen! Déi ass do, fannen ech op alle Fall, net méi ginn.

Et sinn eenzel Branchen zougemaach ginn. Ech däerf mäi Bifdeck, meng Pizza oder mäin Tofu net méi am Restaurant iessen, obwuel d'Restauranten - an do wëll ech eng Lanz hei fir se briechen - terribel investéiert hunn op Hygièneskonzepter, terribel Dëscher erausgeholl hunn, fir dass se dat kéinten erfëllen, wat mer als Konditioune gesat hunn, Schutzvirriichtunge geschafen hunn drop an derwidder. Mee och mat Abstand däerf ech do net méi iessen a mir däerfen och net méi zu véier dohinnergoen. Awer bis gëschter war et awer méiglech, Här Rapporter vun deem Gesetz, an der Galerie marchande säin Thüringer, seng Mettwurscht ouni Mask ze baffen an een deem anere seng Kierperflëssegkeete weiderzeginn.

(Hilarité et brouhaha)

An dat wëll ech awer soen ...

M. André Bauler *(DP).*- Et ka jiddweree maachen, wéi e wëllt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Spruddelen, Här Graas, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Also, Här Spautz, dat do kléngt bal no Orgien.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ... Spruddelen.

(Interruption)

Une voix.- Ech froe mech, wat den Här Spautz am Supermarché mécht.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A genausou ass dat dofir fir d'Leit onverständlech, firwat een däerf am Gedrängel vun enger Foussgängerzon sinn, a Butteker op engem Wulldësch aktiv sinn, mee et däerf een net méi an de Restaurant goen. Et ass eng Decisioun, déi d'Chamber geholl huet op Propositioun vun der Regierung, mee et ass awer schwéier novollzéibar. Dofir bleiwe mir derbäi, dass et 100 % musse sinn, fir deene Betriber ze ersetzen.

Här Vizepresident, do ass een, deen d'Hand an d'Luucht hält.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Nach eng Kéier.

(Hilarité)

Nach eng Kéier.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do wollt een eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Jo, Dir hat virdrun nach eppes gesot.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Spruddelen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Dir sot: „Här Vizepresident".

(Exclamations)

M. Marc Spautz *(CSV).*- A, Här President, pardon!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Merci, merci!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Blâme! Lèse-majesté!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech freeë mech, Member vun enger Chamber ze sinn, wou de Protokoll nach esou héich geschat gëtt. Mee déi Fro ...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Kartheiser, maacht wannechgelift e bësse méi haart!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Dat kann ech.

(Hilarité)

Ech probéieren, méi haart ze schwätzen, Här Spautz, mee mir hunn e Problem mat der Akustik heibannen.

Déi Fro, déi ech lech wollt stellen, Här Spautz, well ech hunn lech nogelauschtert an Ärem ganz begeeschterten Exposé fir d'Restauranten an déi Sécherheetsmoossnamen, déi do geholl gi sinn, mee, wat ech dann net verstinn, an Dir hutt gesot, et war eng Decisioun vun der Chamber, mee: D'CSV huet dat dote gefuerdert. D'CSV huet souguer nach méi streng Moossname gefuerdert a wëllt souguer d'Geschäfter zoumaachen déi geschäftsoppe Sonndeger!

Et ass keng Partei heibannen, ausser ech géif mech ieren, déi méi streng Moossname fuerdert. Wéi ass dat da kompatibel mat Ärer Ried elo, wou Der esou eng Lanz briecht fir déi Geschäfter an lech praktesch beklot, datt déi zougemaach gi sinn? Hëlleft mer, Är Positioun besser ze verstoen, wannechgelift!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Majo, ganz gären, Här Kartheiser. A merci fir déi Fro. Ech hat et awer am Ufank gesot.

Mir sinn der Meenung, dass all Betrib, dee verflicht gëtt zouzemaachen, 100 % muss rembourséiert kréien an dass dat net op 90 % oder op 80 % däerf bleiwen! Well net de Betrib huet decidéiert zouzemaachen, mee et ass decidéiert gi vun der Regierung an duerno ofgeseent gi vum Parlament. Dofir ass et wichteg, dass dann déi Betriber, déi dat net selwer decidéiert hunn, och zu 100 % rembourséiert ginn! Dat ass d'Beispill, wat ech wollt ginn. Si hunn dat net selwer decidéiert, mee da solle se och zu 100 % rembourséiert ginn!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dir hutt net geäntwert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Majo dach, ech hu geäntwert, Här ... Hutt Der nach eng Fro, Här Baum? Da stellt se!

(Interruptions diverses)

Ma dach! En huet mech gefrot, firwat ech hei esou géif eng Lanz brieche fir d'Restauranten. Ma ech briechen hei esou eng Lanz fir d'Restauranten, dass se 100 % solle kréien, wann d'Regierung decidéiert, dass de Restaurant zou ass. Dofir solle se 100 % kréien. Keng 80 % a keng 90 %, mee 100 %!

(Interruption par M. Gusty Graas)

Majo, mee ech wollt lech soen, Här Graas - dann hat Der net nogelauschtert -, Äre Fraktiounschef huet gëschter Owend gesot beim Budget, da géife mir Scholde maachen, an dat ass alles erlaabt. Dat kënnt Der nolauschteren, gëschter Owend. Et ware seng lescht Wierder a senger Ried. Dat war den Här Baum, deen dat gesot huet, net d'CSV! Ech wëll lech dat just soen.

An et war den Här Bettel, dee viru sechs Méint heibanne gesot huet op dëser Tribün: „Et kascht dat, wat et kascht!" An dofir, wann een dat esou seet, da muss een dat och duerno an d'Tat ëmsetzen an dat och maachen. An dat gëtt hei net gemaach! Dofir, et geet net duer, dat ze soen an et duerno net ze maachen!

Mir als CSV wäerten déi Gesetzer, obwuel mer der Meenung sinn, et geet net wäit genuch, matdroen, well et ass nach ëmmer besser „e Spatz an der Hand wéi e Kueb um Daach", sou hat ech d'lescht Woch gesot an dunn hunn ech gesot kritt, et wär eng Dauf, ...

Une voix.- Eng Dauf!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ... ech misst dat rektifizéieren.

M. Gusty Graas *(DP).*- Et gëtt héich Zäit, datt Dir erëm an d'Regierung kommt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Kolleegen, wannechgelift!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Majo, dat ass ... A, Här Graas, do ginn ech lech Recht! Et gëtt héich Zäit, dass mir erëm an d'Regierung kommen! Do hutt Der Recht, Här Graas. Wonnerbar!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Kolleegen, wannechgelift e bësse méi lues, soss muss den Här Spautz ze haart schwätzen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President.

(Brouhaha)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech hat elo all déi Punkten nach eng Kéier bruecht, souwuel beim 7703 wéi beim 7704. Dat eent sinn déi 40 % an déi 30 %, ech soulevéieren et nach eng Kéier. Dat anert ass, dass mir der Meenung sinn, et misst méiglech sinn, déi 100 % kënnen erëmzeginn.

Mir sinn och der Meenung, de Plaffong, Här Minister, vun enger Millioun kéint op dräi Milliounen an d'Luucht goen. Och dat ass méiglech laut der Virstellung vun der Kommissioun. Och dat steet an der Dokumentatioun vun der Kommissioun.

An da bleift och nach ee Secteur, iwwert dee mer guer net geschwat hunn. Dat sinn d'Zouliwwerer vun de Restauranten. Do denken ech notamment un d'Gedrénksindustrie an un d'Liewensmëttelindustrie, well déi hunn och heirënner ze leiden. Do ass et och wichteg, dass déi Betriber net op der Streck bleiwen! D'Wënzer, d'Brauereien, déi manner verkafen doduerch, dass am Restaurant manner consomméiert gëtt respektiv guer net consomméiert gëtt, och déi Betriber - si sinn zwar net zougemaach ginn, mee si sinn awer indirekt ofhängeg vu Betriber, déi zougemaach gi sinn - mussen Hëllefe kréien. A getrei den Aussoe vum Premier: „Et kascht, wat et kascht", dierft et jo dann och kee Problem sinn, fir déi Hëllefen ze ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa mer net mam Projet am Detail averstane sinn, well alles feelt, wat ech lech gesot hunn, wäerte mer de Projet awer matstëmmen, well, wéi gesot, nach eng Kéier: „Besser de Spatz an der Hand wéi d'Dauf um Daach."

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Merci dem Här Spautz. Déi nächst Riednerin ass d'Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Voilà. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Bleift doheem!" gëllt an dësen Deeg méi wéi jee. Eis Zuele sinn net op deem Niveau, op deem mer se gären hätten. Dës Ëmstänn hunn d'Regierung an eis an der Chamber Ufank der Woch derzou gefouert, Mesurë wéi d'Ausgangsspär, d'Besuchsbeschränkungen, awer virun allem d'Fermeture vum Horeca-Beräich an der Kultur bis de 15. Januar ze verlängeren.

Einfach ass dat mat Sécherheet fir keen. Mir sinn alleguer sozial Wiesen a géife gär eis Frënn a Famill erëmgesinn, se an den Aarm huelen, jo, och iwwert d'Feierdeeg mat hinnen zesumme feieren. Dass mir dat elo net kënne maachen, deet wéi, mee d'Hoffnung, dass et mam Impfstoff awer geschwë besser geet, besteet.

Net einfach, fir net ze soen extreem kritesch ass och d'Situatioun fir eis Wirtschaft, fir eis Betriber. Och si leiden ënnert de Restriktiounen, ganz besonnesch déi, déi komplett hu mussen zoumaachen: d'Restauranten, d'Caféen, d'Fitnessstudioen, d'Kinoen an d'Theateren, fir der nëmmen e puer ze nennen. Si hunn et am schwéiersten, well si keng Leit méi empfänke kënnen.

Mir ënnerstëtzen déi aktuell Restriktiounen, well et wichteg ass, eis Léifsten net ze verléieren, well mir net wëllen de Risk agoen, dass d'Zuel un Doudege weider an d'Luucht geet, a virun allem, well mer eis Leit an de Spideeler, d'Infirmieren, d'Dokteren an d'Fleegepersonal, déi physesch a psychesch un hir Limitte kommen, net wëlle komplett iwwerlaaschten. „Bleift doheem!", wa mir et net scho fir eis maachen, da fir si! Aus Respekt virun eise Matmënschen an deenen, déi un éischter Stell eis Gesellschaft momentan um Liewen halen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kënnt och nees eng Zäit nom Covid mat engem erëm méi liewege Liewen, wou mir eis nees all an de flotte Baren, op Theaterowender a Concerte kënnen erëmgesinn. Fir dass dat awer méiglech ass, mussen déi verschidden Acteuren an Institutiounen et duerch dës Kris packen.

Fir kee Betrib ass et am Moment einfach, iwwert d'Ronnen ze kommen. A fir déi, déi zouhunn, ass et bal eng Saach vun der Onméiglechkeet. Dofir ass elo méi wéi jee Solidaritéit gefrot. Kaaft lokal! Bestellt Äert lesse weider bei Äre Liblingsrestauranten! Jo, jiddweree kann en Deel derzou bäidroen, dass verschidde Betriber weider op d'mannst e klengt Akommes hunn. Dat aleng wäert awer wuel net duergoen an dofir ass et wichteg, dass mir haut dräi weider Hëllefe fir de Mëttelstand stëmmen.

Här President, déi am meeschte gefroten an erwaarten Hëllef ass wuel d'Contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts, de Projet de loi 7703. Ech si frou, dass d'Regierung op dëse Wee geet. Mëttel- a Groussentreprisen aus de Secteure vum Tourismus, dem Evenementiel, der Kultur, dem Divertissement an, ganz wichteg, och den Organismen aus der professioneller Ausbildung solle 70 % vun hiren net gedeckte Käschten zréckkréien. Bei de klengen a Mikroentreprisë sollen et 90 % sinn. Derbäi kënnt, an dat ass vläicht souguer dat Allerwichtegst, dass déi Acteuren, déi gezwonge sinn, fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen hir Dieren zouspären, 100 % vun hiren net gedeckte Fixkäschte kënne rembourséiert kréien.

Dëse Projet bedeit e gewëssene Präis fir de Staat, mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Präis ass et derwäert. Firwat?

Éischtens, well mer absolutt wëllen, dass, och wann d'Zuelen erëm erofginn an de Covid iergendwa Vergaangenheet ass, nach eis Liblingsbutteker a -restauranten, awer och eis Kulturofferen do sinn. Et gëllt, d'Faillitte vun eise Betriber ze ëmgoen. Eidel Geschäftsplazen, eidel Stied an eidel Kulturinstitutioune sinn eeben elo néideg, fir dass se am Postcovid erëm voll zougänglech sinn. Fir dass se awer bis dohinner net verschwonne sinn, ass ënner anerem déi heiten Hëllef néideg.

Zweetens geet et net nëmmen ëm de Betrib, de Restaurant oder de Fitnessstudio u sech, et geet och ëm déi sëllechen Aarbechtsplazen, déi mat hinne verbonne sinn. Ee Buttek manner bedeit x Aarbechtsplaze manner. Oder e Restaurant, deen

d'Dieren huet mussen zouspären, bedeit x Chômeure méi.

Drëttens musse mer eis och bewosst sinn, dass niewent den Eenzelschicksaler vun de Salariéen och déi vum Patron, vun engem Independant oder engem selbststännege Kënschtler un esou Fermeturen hänken. E Lokal, wat si wärend Joren oder vläicht eréischt säit Kuerzem opgemaach hunn, mat vill Motivatioun a Begeeschterung féieren, gëtt elo duerch eng Kris, fir déi keen eppes kann, futtigemaach. Kleng Projete bis zu grousse Liewenswierker stinn also um Spill. Dofir ass et esou wichteg, dass de Staat seng Responsabilitéit iwwerhëlt an all deenen Acteuren ënnert d'Äerm gräift.

Här President, dës Hëllef kënnt och dem Horeca-Secteur zegutt, zu deem ech awer nach e Wuert wollt soen. Grad och well mir am Osten, vu wou ech jo kommen, am Mëllerdall, awer och laanscht d'Musel, vill flott a gutt Caféen, Restauranten, Hoteller a Wäistuffen hunn, ass et extreem bedauerlech, dass grad dëse Secteur, deen an normalen Zäiten esou wichteg fir eist soziaalt Liewen ass, elo esou leide muss, zemools well si vill Investitioune gemaach hunn, fir dass et bei hinnen esou sécher wéi méiglech ka sinn.

Dofir sinn et och weider keng grouss Infektiounsherden an deem Secteur ginn. Mee wou d'Decisioun, dëse Secteur zouzemaachen, awer richteg ass a verständlech muss eriwwerkommen, dat ass um Punkt vum Aschränke vun de soziale Kontakter. Ech mengen, jiddwereen heibannen, awer och dobaussen, ka jo ganz einfach norechnen, ëm wéi vill méi kleng de Krees vu Leit, déi een iwwer e längeren Zäitraum ouni Mask gesäit, mat der Fermeture vun de Restauranten a Caféë ginn ass. An der Mëttespaus gi mer dach gäre mat Kolleegen iessen, no der Aarbecht mat e puer Frënn op den Afterwork a sonndes da mat der Famill an de Restaurant. All dës Kontakter kënnen duerch déi heite Fermeturen evitéiert ginn. An do läit de Sënn vum Zoumaache vun deem Secteur dran.

Zesumme gëllt et elo, dës Zäit ze iwwerstoen. An ech freeë mech elo schonn, wann et dann endlech an zu Recht erëm heescht „Safe to Serve"!

Här President, mir hunn eng ganz chargéiert Woch. A grad dofir sinn ech frou, dass mir trotzdeem nach esou séier déi dräi Projeten an de Classes moyennes kënne stëmmen. Merci och hei un déi zwee Rapportere vun dëse Projete fir hir Rapporten. Déi betraffen Acteure brauchen nämlech esou séier wéi méiglech dës Ënnerstëtzung, fir net Liquiditéitsproblemer ze kréien. Dofir ware mer och esou frou ze héieren, dass de Minister prett ass, fir nach dëst Joer dës Aidë vum Projet de loi 7703 auszebezuelen.

Dat gëllt och fir deen zweete Projet, dee mer haut hei stëmmen, an zwar d'Weiderféiere vun der Aide de relance. Dëst ass eng Hëllef, déi eis als Sozialiste besonnesch um Häerz läit. Si bedeit a bewierkt nämlech, dass d'Entreprisen hir Mataarbechter och a méi schwéieren Zäiten net solle virun d'Dier setzen, mee am Betrib halen.

Dat ass an dësen Zäite mat Sécherheet net ëmmer einfach. A grad dofir ass et wichteg, dass de Staat seng Responsabilitéit iwwerhëlt an den Entreprisen un d'Säit sprëngt. Duerch déi heite Mesure, déi mer eebe schonn aus dem Relance- a Stabiliséierungsfong fir d'Méint Juni bis November kannt hunn, kënne Betriber aus de genannte Secteuren ënner anerem vun 250 Euro pro Salarié, deen am Chômage partiel ass, profitéieren. Dëst ass e ganz wichtegen Incentive, fir d'Leit am Betrib ze halen.

Dir Dammen an Dir Häre, sollt et iwwer eng gewëssen Zäit net méiglech sinn, d'Salariéen an der Aarbecht selwer ze halen, steet de Staat jo scho mat deem wuel wichtegste Krisenoutil, dem Chômage partiel, de Betriber zur Säit. Mat den 250 Euro encouragéiert e se doriwwer eraus weider, wa se op dee Wee vum Chômage partiel an net vum Chômage tout court ginn. Dat weist, wéi wichteg der Regierung all eenzel Aarbechtsplaz an d'Erhale vun dëse sinn. Léiwer elo iwwer e puer Méint e gréissere Coût an de Chômage partiel investéieren, wéi duerno iwwer Jore probéieren, de Chômage ze bekämpfen.

Här President, nieft de Secteuren, déi am schlëmmste vun dëser Kris betraff sinn, dat, well si och gezwonge sinn, hir Dieren zouzemaachen, ass et wichteg, dass déi heiten Aide och vum Commerce de détail kann ugefrot ginn. Grad déi kleng Betriber a Butteker leiden an dëser Kris, an dofir vläicht och nach eng Kéier den Appell un eis alleguer, dass mer solle lokal kafen an déi kleng Commercë vun niewendrun ënnerstëtzen. Et muss net alles op Amazon bestallt ginn! Profitéiert och vun der lëtzebuergescher Plattform „LetzShop", wou Dir direkt bei eise Commerçanten hei aus dem Land kënnt akafen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- An deem Kontext wollt ech och de Minister fir de Mëttelstand froen, ob virgesinn ass, dass de Betriber och 2021 den Accès zum „LetzShop" gratis gemaach gëtt, also dass se keng Cotisatioun musse bezuelen, wéi dat dëst Joer de Fall war.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir zréck op de Projet de loi ze kommen, esou sinn dat Wichtegst awer déi 1.250 Euro, déi e Betrib pro Salarié kritt, deen aktiv an der Aarbecht selwer gehale gëtt. Pro Salarié, dee weiderschafft, also net am Chômage partiel ass, kritt de Betrib 1.250 Euro iwwer weider véier Méint.

Eng wichteg Hëllef fir d'Betriber, mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och fir d'Salariéë selwer, well jidderee wënscht sech mëttlerweil nees e gutt Stéck Normalitéit zréck. An zu där Normalitéit gehéiert et eeben, och erëm kënne regulär senger Aarbecht nozegoen. Dës Hëllef ass also wäit méi wéi just eng Finanzsprëtz. Et ass e Mëttel, fir Chômage ze verhënneren, fir d'Betriber ze stäerken an de Leit, de Salariéen, wéinstens en Deel Normalitéit an dëser schwéierer Zäit zréckzeginn.

De Projet de loi 7704 verlängert doriwwer eraus nach e puer Delaien, fir verschidden Hëllefen unzefroen, wat och e ganz wichtege Punkt ass. An dorop ass d'Rapportrice och am Detail agaangen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass keng einfach Zäit. A fir Verschiddener ass se nach méi schwéier wéi fir anerer. Loosst eis dofir zesumme solidaresch no vir kucken an hoffen, mat den Hëllefen, déi mir haut stëmmen, et ze packen als Gesellschaft, als Kultur, an als Mëttelstand dës Kris ze iwwerstoen!

Domat ginn ech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deenen zwee Projet-de-loien hei. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance*.- Merci der Madamm Burton. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ...

(Brouhaha)

... loosst mech fir d'alleréischt och e grousse Merci ausschwätzen un d'Rapportrice an un de Rapporter vun deenen zwee Gesetzestexter, déi wierklech e ganz, ganz komplette Rapport gemaach hunn, och fir ze erklären, wéi déi verschidde Modalitéiten, déi zouginnerweis och net esou evident sinn, fonctionéieren, an déi eeben och e gudden Iwwerbléck ginn hunn iwwert déi zwee Gesetzer, d'Mesuren, déi elo geholl gi sinn.

Et sinn zwee verschidde Projet-de-loien, déi sech awer vum Champ d'application hier zu engem gewëssenen Deel iwwerschneiden. An et ass awer wichteg, och ze soen, dass déi zwou Mesuren, déi Aiden net cumulabel sinn. E Betrib, deen eventuell kéint vu béide profitéieren, muss sech da fir déi eng oder déi aner entscheeden a kann eeben net vun deenen zwou Mesurë profitéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wësst, dass eis Betriber zu engem ganz, ganz groussen Deel ënnert dëser Situatioun immens leiden. D'Clientë bleiwen aus. A grad am Horeca- an am Tourismusberäich, mee eeben och an der Kultur an am Evenementiel kann de Moment net geschafft ginn. Dofir ass et wichteg, dass mer hinnen hei déi néideg Hëllefen och zoukomme loossen.

Et ass awer och wichteg ze soen, dass mer am Kader vun dësen zwee Projet-de-loien net just vu Solidaritéit schwätzen, mee carrement vun enger Iwwerliewenshëllef fir ganz Secteuren, déi awer och e ganz wichtege Pilier vun eiser Wirtschaft duerstellen a fir vill Leit eng Aarbecht ubidden.

Éischt Indicateuren um Niveau vun der Unzuel vun de Faillitten am Verglach zum Virjoer weisen zwar nach keen enormen Ustig u Faillitten un, mee d'Zuele schéngen awer scho lues unzezéien, a mir wëssen alleguer, dass mat all Mount, dee vergeet, dee Risiko och ëmmer méi klëmmt.

Viséiert sinn am Projet de loi iwwert d'Coûts non couverts nieft dem Tourismus- an dem Horeca-Secteur och den Evenementiel, d'Kultur an d'Organismen, déi Formations professionnelles continues ubidden. Am Projet de loi iwwert d'Relance ass zousätzlech de Commerce de détail viséiert.

D'Viraussetzung ass, an dat ass eeben och e wichtege Punkt, dass déijéineg, déi eng Demande maachen, eng Autorisation de commerce mussen hunn. Dat heescht och hei: Independanten ouni Autorisation de commerce si vun dësen zwee Projet-de-loien net viséiert.

Wat de Kulturberäich ubelaangt, sollt ech eventuell klarifiéieren - den Här Arendt hat et zwar schonn ugeschwat, mee fir mech war dat elo nach bis zum Schluss net esou ganz kloer, mee dat hu mer alles mëttlerweil entbrutzelt -, dass an dësem Projet de loi d'Intermittents de la culture an d'Artistes professionnels de la culture also net viséiert sinn.

Well effektiv ass et esou, dass d'Kultur sech ganz am Ufank, wéi mer d'Projet-de-loien an de Classes moyennes gestëmmt hunn - ech mengen, dat war am Mäerz -, effektiv och ugedockt hat un dee Projet de loi. Entre-temps huet se sech awer aus deem Kader erëm lassgekoppelt an d'Artisten an d'Intermittents kréien elo Aiden iwwer e Règlement grand-ducal assuréiert. Dat heescht, dëse Projet de loi, dee viséiert wuel de Secteur culturel, also Atelieren oder Studioen oder Änleches, awer eeben net d'Artiste selwer.

Wat den Hebergementssecteur ubelaangt, sou ass do de Besoin natierlech och ganz, ganz grouss. Obwuel et hei och Ënnerscheeder gëtt, dat muss een och soen. Wärend verschidde Betriber aus dem Hebergementssecteur nach vergläichsweis gutt duerch déi éischt Phas vun der Kris komm sinn, notamment och duerch déi 50-Euro-Bongen, konnten anerer dovunner nëmmen dreemen. An ech schwätzen hei ganz besonnesch och vun deene Betriber, Horeca-Betriber, déi zum Beispill am Geschäftstourismus aktiv sinn, vu dass dee ganz agebrach ass oder zu engem ganz groussen Deel agebrach ass an dës och klasseschere weis vill manner vun deene 50-Euro-Bonge profitéiere kënnen.

Bon, dës Situatioun gouf natierlech elo mat den neie Mesuren, déi elo nach eng Kéier verlängert gi sinn, och nach eng Kéier méi schwiereg. An elo stoung och am Raum, dat war och an der Press ze liesen, dass déi Betriber, obwuel d'Keesen elo zënter e puer Wochen eidel bleiwen an et och nach bis Mëtt Januar wäerte bleiwen, eeben awer nach mussen hir Cotisatiounen un de Centre commun bezuelen an och den Avancen um Niveau vun der TVA mussen nokommen. Dëst ass jo och vum Generalsekretär vun der Horesca an engem rezenten Zeitungsartikel ugeschwat ginn.

Dofir sinn ech och ganz frou, an dat war och elo schonn hei ugeschwat ginn, dass déi Entrevue vu Representanten aus dem Horeca-Beräich mat der Regierung stattfonnt huet an dass do eeben och no praktikabele Léisunge gesicht ginn ass, soudass, laut den Informatiounen aus der Press, nieft de Mesuren, déi mer haut hei stëmme wäerten, nieft och dem Weiderféiere vum Chômage partiel, och Erliichterunge bei den Avancë vun der TVA komme wäerten, sou wéi och en Entgéintkomme bei de Sozialcotisatioune virgesinn ass.

Loosst mech vläicht just och nach e puer Wuert soen zur Tatsaach, dass elo och Aidë fir d'Formations professionnelles continues derbäi sinn! Dat fanne mir och ganz begréissenswäert, grad well mer wëssen, dass d'Coronakris aller Warscheinlechkeet no awer och e gewëssene wirtschaftleche Wandel wäert mat sech bréngen. An deemno ass et eeben och besonnesch wichteg, dass Kompetenzen ausgebaut ginn an do, wou et méiglech ass, och nei opgebaut ginn.

Ech wollt awer och nach e puer Wuert zum Timing soen, well dat jo och e puermol ugeschwat ginn ass. Et war gesot ginn, dass dës Aiden awer e bësse méi spéit ulafen oder de Gesetzesprojet méi spéit an d'Chamber kënnt, wéi eeben zougemaach ginn ass. Mee dës Aidë si jo awer retroaktiv! A souwisou kënne se jo eréischt de Mount drop ugefrot ginn. Dat heescht, ab muer, huelen ech un, ass de Formulaire online an da kënnen déi Demanden och dann direkt agereecht ginn. A wéi och elo schonn e puermol gesot ginn ass, huet de Minister Lex Delles eis och an der Kommissioun confirméiert, dass, sou wéi déi leschte Kéier och, d'Beamte prett sinn, fir dës Aiden esou schnell et geet auszebezuelen. Sous condition natierlech, dass eng komplett Demande agereecht ginn ass.

An et ass, wéi gesot, immens wichteg, dass et elo ka ganz schnell goen, well mir sinn nun emol an enger Situatioun, wou vill Betriber an enger akuter Liquiditéitskris sinn oder riskéieren ofzerutschen. Vill Betriber hunn déi éischt Kris nach sou just iwwerstanen, well se eventuell och vun hire Reserven ziere konnten, mee déi Reserven, déi sinn awer entre-temps alleguerten opgebraucht.

Dofir géif ech hei och d'Geleeënheet notzen, fir alleguerten deene Beamten, déi mat Sécherheet elo kee Congé hunn an déi elo prett sinn, fir wierklech Gas ze ginn, Merci ze soe fir hir Disponibilitéit an dass si sech der Drénglechkeet vun der Situatioun wierklech bewosst sinn.

Schlussendlech kann ech vläicht just nach e leschte Punkt festhalen. Dat ass, dass dëse Projet de loi eeben net nëmmen ofséchert, dass déi lescht Woche mat couvréiert sinn, mee dass en och virausschauend ass an elo eebe bis Mäerz 2021 ofdeckt, soudass déi zwee Projet-de-loie bis dohinner ginn. An ech mengen och, dass dat immens wichteg ass, dass mer de Betriber elo eng gewësse Previsibilitéit ginn, fir dass se plange kënnen a vläicht och einfach e bëssen Hoffnung schëpfen, well et ass dat, wat se elo, mengen ech, am meeschte brauchen, fir kënnen op där leschter Ligne droite nach duerchzehalen.

Voilà! Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Här President, d'Regierungsbänk ass net besat. Dat geet dach net!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Den Här Delles war déi ganzen Zäit hei. Et dierf een awer och vläicht eng Kéier bis aus goen!

Une voix.- Jo!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Jo, entschëllegt!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ech mengen, den Här Delles ass ganz d'accord mat deem, wat ech gesot hunn.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wannechgelift!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Den Här Delles war sech kuerz d'Hänn wäschen, Här Kartheiser. Entschëllegt!

Plusieurs voix.- Et war d'Madamm Modert!

(Brouhaha)

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- A! Madamm Modert, ech si frou, dass Der lech Suerge maacht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Also ech hunn ...

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Här Delles, Dir sollt mat propperen Zänn heihikommen, amplaz iwwerdeems d'Zänn ze wäschen. Dat ass dach e Witz, dat do!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Ech ka bestätegen, den Här Kartheiser ass onschëlleg. An ech hat och Schwieregkeeten erauszefannen, wien eppes gesot hat. Mee Dir däerft dat awer roueg nach eng Kéier soen, wann den Här Minister heibannen ass.

(Brouhaha et interruptions diverses)

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Wat hat d'Madamm Modert da gesot?

Une voix.- Dir wiert net heibannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech fänken un, jo, effektiv ech hat näischt gesot! Ech si just frou, datt den Här Minister hei ass, selbstverständlech!

(Hilarité et interruptions)

Gutt!

(Interruption)

Jo!

Mir hunn haut zwee Virträg héiere vum Här Arendt a vun der Madamm Beissel iwwer ganz technesch Projeten. Ech soen hinnen häerzlech Merci. Ech maachen herno och e puer technesch Bemierkungen. Awer ech wéilt ufänke mat enger oder zwou politesche Consideratiounen.

Wësst Der, mir hunn hei elo nogelauschtert, wéi och d'Regierungsparteien heihinnerkomm sinn an esou weider a sech felicitéieren iwwer all déi Hëllefen, sou als wär dat net anescht méiglech gewiescht.

Ech wëll hei betounen, datt mir als ADR eng aner Positioun vertrieden! Mir hätten d'Geschäfter, bon, d'Geschäfter, also d'Restauranten an esou weider, net zougemaach. Mir hunn hei och viru Kuerzem eng Motioun abruecht, datt mer wëllen, datt d'Geschäfter opbleiwen. Déi ass refuséiert ginn! Interessanterweis!

Ech wëll dat just soen, wann et eng Kéier zum Punkt kënnt, datt och d'Geschäfter missten zoumaachen, datt mir als ADR eng aner Positioun vertrieden. Mir vermëssen nach ëmmer déi wëssenschaftlech Basis, de Beweis, fir eeben zum Beispill den Horeca-Secteur zouzemaachen. Mir hu souguer vun der Regierung Deklaratiounen am anere Sënn héieren.

Dofir wëll ech domadder ufänken: Eiser Meenung no hätte mer déi Hëllefen haut iwwerhaapt net gebraucht, wa mer de Secteur net zougemaach hätten, oder manner Hëllefen. Op jidde Fall hätte mer en anere Wee gewielt.

Mir hunn hei, wéi gesot, eng Rei Motioune virbereet a mir hunn och d'Regierung interpelléiert. Mir hunn iwwer Question-parlementairen - an ech mengen lech, Här Minister! - gefrot, ob mer déi Bons d'hébergement net kéinte verlängeren. Dir hutt gesot: „Dat ass net méiglech." Mir hu gefrot, ob mer net Bons de consommation kéinten afféiere fir d'Geschäfter. Och dat wëllt d'Regierung net. Dat wor net eis Iddi. Mir sinn do op eppes agaangen, wat bei der Chambre des Salariés, bei de Gewerkschaften opkomm ass. Mir hunn dat eng gutt Iddi fonnt. Dofir hu mer dat virugedroen. D'Regierung wëllt dat net. Gutt, dat huele mer zur Kenntnis.

Mee meng gréissten Iwwerraschung haut, dat wor d'Positioun vun der CSV! Well den Här Spautz huet jo hei en Exposé gehalen, deen ech géif mat zwou Hänn ënnerschreiwen, wat d'Restauranten alles gemaach hunn, fir d'Sécherheet ze garantéieren. Ech hunn e gefrot: Majo, d'CSV ass jo déi, déi méi wéi all aner Partei heibanne plädéiert, fir alles zouzemaachen an och nach d'Leit ze trace mat elektronesche Mëttelen an hei an do, mat deenen Tracing-

appen. Si ass jo déi militantst, déi häertst Partei an där ganzer Diskussioun hei. An dann hält den Här Spautz eeben esou een Exposé. Ech froen en, ob dat dann net e bëssen eng Kontradiktioun ass. An hie seet: „Nee. Mir si jo derfir, datt dann d'Leit zu 100 % indemniséiert ginn." Dat respektéieren ech.

Mee ech stellen lech eng aner Fro, Här Spautz. Mir hunn hei de 25. November eng Motioun abruecht, fir de Chômage partiel - eng sozial Moossnam! - op 100 % ze erhéijen. An elo huelen ech Äre Räsonement, ech verstinn dat net richteg, Dir kënnt mer bestëmmt hëllefen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Bei de Betriber sot Der: „D'Betriber ginn zougemaach géint hire Wëllen, par le fait du prince. Also musse se zu 100 % indemniséiert ginn." Mir soen um soziale Secteur, fir déi Leit, déi am Chômage partiel sinn, net duerch hir Schold, mee well hir Betriber zougemaach ginn, par le fait du prince, do hätte mer och gär, datt se zu 100 % indemniséiert ginn. An dat huet d'CSV net matgestëmmt. Dat verstinn ech net! Firwat maacht Der et fir d'Betriber an net fir déi Leit, déi do schaffen? Mir si mat deenen zwee d'accord. Wann Dir sot, mir sollen d'Betriber zu 100 % indemniséieren, bei eis kee Problem! Mee mir hätten et och gär fir d'Leit, déi betraff si vum Chômage partiel.

Wësst Der, ...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Kartheiser, Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, selbstverständlech, wann Dir wëllt äntwerten, Här Spautz, dat ass selbstverständlech, ...

(Interruption)

... wann den Här President wëllt, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Den Här Spautz wëllt lech eng Fro stellen an ech ginn dem Här Spautz och d'Wuert derfir.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Nee, den Här Kartheiser hat mir eng Fro gestallt. Ech wollt em am Fong drop äntwerten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Bei deene Leit vum Mindestloun, déi sozial Schwaachst hei am Land, ass et esou: Vun Ufank un hunn déi 100 % kritt, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ... wëll ech just soen a preziséieren. An dat ass och wichteg an dat ass och richteg esou.

An dat anert, Dir kënnt dat elo esou an d'Lächerlecht wëllen zéien, wéi Der dat amgaange sidd ze maachen, mee och beim Chômage partiel muss een eng Diskussioun féieren, wat nach alles vun Hëllefen dran ass. Well Dir hutt jo och elo matkritt, an dat war déi Diskussioun, wou elo e gréissere Betrib hei seet: „Elo kréien d'Leit keng Joresennprimm méi, well mer Chômage partiel haten." Och dat wäert nach eng Diskussioun sinn, déi mer heibanne musse féieren, awer dann net mam Här Delles, mee déi musse mer da mam Här Kersch féieren. Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Mee kuckt ... Also et ass och ganz gutt, datt déi Leit, déi de Mindestloun kréien, 100 % kréien. Mee mir hunn e Plaffong proposéiert, ech mengen, dat woren 250 % - den Här Engelen korrigéiert mech, wann ech do falschleien. An dat sinn och Leit, déi net vill kréien. An natierlech kann een net fir jiddwereen alles maachen, well et gëtt Leit, déi dat vläicht manner brauchen.

Awer mir hoffen, datt d'CSV, déi sech och ëmmer berifft op d'chrëschtlech Sozialléier an esou weider ... Dat hei ass en Testfall. A mir hoffen an Zukunft op d'Ënnerstëtzung vun der CSV, wa mer am soziale Beräich Moossname froen, datt wéinstens Dir als Oppositiounspartei, als chrëschtlech-sozial Oppositiounspartei, eis ënnerstëtzt, wa mer gär deene sozial Schwaachen hëllefen.

Wat déi zwee Projeten ugeet, déi mer haut hei hunn, do hu mer eng ganz Rei Explikatiounen héieren. Wéi gesot, mir stëmmen dat mat, selbstverständlech, well mer jo gär hätten, datt déi Betriber esou mann wéi méiglech ënnert dëser Kris musse leiden. Mee mir hunn awer eng Rei Froen.

Déi juristesch Basis, hu mer gesinn, dat ass eng Decisioun vun der Kommissioun. An do ass eis éischt Fro: Wéi huet Lëtzebuerg sech abruecht? Well ech mengen, dat ass e juristescht Element, wat e ganz schwaache Rang huet. An et wär awer interessant fir ze wëssen: Wéi huet d'Lëtzebuerger Regierung plädéiert bei der Kommissioun? Ass se intervenéiert, fir d'Augmentatioun vun den Hëllefe kënnen duerchzesetzen? Dat ass schonn eng Aarbecht! D'Diplomatie besteet doranner, an och d'Aarbecht vun de Ministeren, fir bei der Kommissioun d'Lëtzebuerger Interessien an déi vun eiser Ekonomie esou gutt wéi méiglech dann ze vertrieden.

Mir hunn hei eng Rei Fuerderungen héieren. Ech mengen, déi sinn an den Exposéë vun deene verschiddenen Intervenanten ëmmer erëm widderholl ginn. Mir ënnerstëtzen dat alles. Wann de Seuil soll op 30 % erofgesat ginn, an dat ass jo och méiglech anscheinend an europäeschen Texter, firwat hu mir dann hei 40 %? Dat muss d'Regierung erklären. A wa mer et nach kéinten erofsetzen, Här Spautz, da wäre mer och d'accord, fir et mat erofzesetzen.

Mir wëllen, datt all Betrib ka profitéieren. Och do hu mer gesinn, datt d'Chambres professionnelles sech engagéiert hunn. An effektiv, firwat net all Activité artisanale? Firwat net all Commerce de détail? Huelt zum Beispill d'Coifferen an der Stad. Déi hu jo ënnert der Heemaarbecht, wa vill Leit doheembleiwe fir ze schaffen, schrecklech gelidden. Firwat sollen déi net och kënnen do indemniséiert ginn? Wéi ass et mat Leit, déi engem Secteur indirekt zouschaffen? Huelt zum Beispill am Evenementiel, do sinn natierlech Firmen, déi sech dorobber spezialiséiert hunn. Mee wat ass mat deene klengen Dréckereien zum Beispill, déi dann do fir déi Ziedele gedréckt hunn an esou weider? Sinn déi mat dran? Dat muss ee kucken! Déi Leit, déi zwar net mussen zoumaachen, déi awer indirekt ënnert de Konsequenze vun der Kris leiden, och dat musse mer kucken.

Firwat sinn déi Hëllefen net cumulabel? Dat ass an eisen Aen och net anzegesinn. Gutt, dat eent, dat ass e Bäitrag zu Onkäschten, dat anert ass eng Relance, et ass e bësse vun der Natur hier eng ënnerschiddlech Approche. Mee firwat net cumulabel? Dat liicht eis och net an.

Den Datum: Wéi ass et mat deene Betriber, déi virum 15. Mäerz nach net geschafft hunn? Och dat ass e Problem, en Datumsproblem, eng reng administrativ Geschicht. Do si Startups, Existenzgrënner, déi eventuell do drënnerfalen. Här Minister, ass et net méiglech, fir deen Datum flexibel ze gesinn? De Plaffong vun der Bäihëllef, deen hätt och kënne méi generéis sinn.

Mee kuckt emol d'TVA, d'TVA-Deklaratiounen. Do steet, mengen ech, am Text, sauf erreur de ma part, d'TVA-Deklaratiounen als Basis, dat missten déi mensuell oder trimestriell sinn. Mee et gëtt awer och Betriber, déi maachen eng järlech TVA-Deklaratioun. Falen déi och dodrënner? Oder hätt een am Sënn vun der Simplification administrative net kënnen op e Wee goen, datt d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA vläicht dem zoustännege Ministère kéint déi Donnéeën iwwermëttelen? Vläicht mam Accord vum Concernéierten, aus Dateschutzgrënn. Mee do däerf ee keng bürokratesch Hürde gesinn, wann et drëm geet, fir de Leit ze hëllefen.

Déi Contrainte, déi d'Chambre des Salariés ugeschwat huet fir d'Reembauche, gutt, dat ass an eisen Aen haaptsächlech eng moralesch Contrainte, well d'Betriber mussen awer kënne kucken, wat se kënne maachen a wat se net kënne maachen. Mee d'Richtung ass, mengen ech, richteg, datt do awer op jidde Fall emol eng moralesch Contrainte besteet, fir d'Leit séier erëm ze reembauchéieren. An datt op jidde Fall Kontrolle musse gemaach ginn, fir d'Schwaarzaarbecht an esou weider ze bekämpfen, ass an eisen Aen och eng kloer Evidenz.

Hëllef däerf net bürokratesch sinn. Hëllef muss séier geschéien. An do, Här Minister, hoffe mer op eng Interventioun vun Ärer Säit, datt dat och esou geschitt.

Wann de Staat Suen zréckfreet, an ech mengen, d'Madamm Beissel hat insistéiert oder den Här Arendt, ech weess et elo net méi, iwwert den Avis vum Staatsrot, datt, wann ee keng Hëllef zegutt huet, datt déi muss integral rembourséiert ginn - ech mengen, Dir waart et, Madamm Beissel, déi eis dat erkläert huet -, dat ass an der Rei.

Mee mir hunn hei och schonn e puermol gesot, datt do eng gewësse Kulanz néideg ass. Et si vill Administratioune vum Staat, déi heiansdo gläichzäiteg bei e Betrib kommen, fir Remboursementer ze kréien, Betriber, déi näischt verdéngen, déi no un der Faillite sinn. A mir maache wierklech bei all Minister, och bei lech, Här Minister, den Appell, datt déi Staatsadministratioune Kulanz weisen, net all matenee kommen, datt se kucken, fir déi Fuerderungen ze verdeelen iwwert d'Zäit, fir datt net de Staat och nach deen ass, deen d'Betriber an d'Faillite dreift.

A mir hu Geriichtsdokumenter gesinn, wou den Affekot vum Staat fuerdert, sous peine fir eng Entreprise an d'Faillite ze setzen, datt direkt muss rembourséiert ginn. Dat heescht, et ass d'Regierung, et ass de Staat, deen och nach déi Fuerderungen andreift. Dat däerf an eisen Aen elo net sinn. Natierlech mussen d'Gesetzer applizéiert ginn. A wa mer mussen do Amendementer oder Gesetzer maachen, ma da proposéiert eis déi! Sot eis, datt mer d'Delaie kënne verlängeren! Mir sinn déi Éischt, déi dat matstëmmen. Awer mir kënnen net elo higoen ouni Kulanz an esou enger Situatioun an nach eis Betriber a Gefor bréngen!

A mir wëllen hei och op en anere Secteur opmierksam maachen, deen ëmmer vergiess gëtt, dat ass dee vun de Maartleit, vun de Forainen. Wat hunn déi dach gelidden dëst Joer! Mir hate keng Fouer. Mir hunn elo kee Chrëschtmaart. Esou vill Kiermessen hate mer net. An dat ass awer e wichtegen Deel och vun eisem Brauchtum hei am Land a fir déi Leit hir Existenzgrondlag. Och déi, dat ass elo net dee gréisste Wirtschaftssecteur, mee och déi mussen iwwerliewen. A wa mer do eng Hëllef hätte fir d'Forainen, da muss dat och grousszügeg gemaach ginn.

An deem 7704, ech mengen, d'Rapporteuren hunn dat jo gesot, do si ganz vill Iwwerschneidungen. Mee op jidde Fall hätte mer och do gär eng méiglechst grousszügeg, onbürokratesch Interpretatioun, déi Méiglechkeeten ze cumuléieren, a wa méiglech nach e Gest, fir méi generéis kënnen ze hëllefen.

Mir si mat der CSV komplett d'accord, wa si hei a Motioune seet, datt mer sollte wa méiglech op 100 % goen. Un eis wäert et net leien. Mee wéi gesot, et geet net nëmmen ëm d'Hëllef fir d'Betriber. An eisen Ae geet et och ëmmer ëm d'Hëllef fir déi Leit, déi schaffen, déi am Chômage partiel sinn, déi wierklech hir Existenz spillen. Och déi Independants, déi jo bekanntlech, wéi den Här Kersch mengt, esou breet Schëlleren hunn, datt se keng Hëllef brauchen - mir denken dat net! Mir sinn der Meenung, datt jiddwereen, dee vun dëser Kris concernéiert ass an duerch de Staat un dem Exercice vu senger normaler berufflecher Aktivitéit gehënnert gëtt, e Recht huet op esou vill Ënnerstëtzung, wéi et nëmme geet.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

(Interruption par M. Marc Baum)

O, den Här Marc Baum nach!

Plusieurs voix.- O!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Selbstverständlech huet den Här Baum de Virtrëtt. Här Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President, a merci och dem Här Clement, datt e mer dann d'Méiglechkeet gëtt, obwuel ech net ageschriwwe war, awer virun him ze schwätzen.

Här President, ech mengen, Enn Oktober, wéi mer eng éischte Kéier hei iwwer weider Covidmesurë geschwat hunn, war ech mat ee vun deenen Éischten, dee gesot huet, datt menger Meenung no den Horeca-Beräich misst zougemaach ginn. Ech war mer bewosst, wat dat fir déi Leit géif heeschen. An déi Leit, déi mech kennen, wëssen och, datt ech a ganz ville Beräicher e fin Connaisseur a Consommateur vun deem Horeca-Beräich sinn. Ech hunn dat gesot aus zwee Grënn:

Éischtens, aus engem sanitären. Well och wa mer net wëssenschaftlech Donnéeë genuch hunn, fir genau kënne Secteuren ze determinéieren, wësse mer awer, datt et dee Beräich ass, wou vill sozial Kontakter sinn, wou déi meescht potenziell Transmissioune sinn. Dat ass dat eent.

An dat anert, an dat huet fir mech awer eng ganz déif ökonomesch Bedeitung gehat: Ech sinn der Iwwerzeegung gewiescht, datt een de Leit net soe kann: „Bleift doheem!", a gläichzäiteg Secteuren, déi vum sozialen Zesummeliewe liewen, weider oploossen a quasi ausbludde loossen. An ech hu gesot: „Wann Der den Horeca zoumaacht, da brauchen déi Betriber wierklech Hëllefen, a si brauchen 100%eg Hëllefen."

Mëtt November huet dann d'Regierung déi Fermeture vum Horeca decidéiert an och gläichzäiteg dësen Hëllefsregimm deposéiert. An dee riicht sech net just un den Horeca-Secteur, mee un all d'Secteuren, déi als staark betraff gëllen, wa se, an dat ass eng Konditioun, eng Perte vum Chiffre d'affaires vu 40 % hunn. Nieft dem Horeca betrëfft dat och zum Beispill den Evenementiel, en Evenementiel, deen, mengen ech, ganz, ganz staark betraff dovunner ass a wou ech fäerten, datt et fir vill vun deenen Entreprisen elo scho fënnef no zwielef ass, an net fënnef virun zwielef. Den Tourismus an och d'Foraine sinn extreem staark dovunner betraff an och extreem staark innerhalb vun deem ganze Joer dovunner betraff gewiescht.

Deen heite Kader huet de Virdeel, datt e bei der Berechnung, déi tatsächlech Fixkäschte berücksichtegt an datt d'Hëllef dofir méi cibléiert a méi un d'Realitéit ugepasst ass, wéi dat bei deenen anere Regimmer eventuell de Fall ass. Kleng Entreprisë kréien do ronn 90 % vun hiren Ausfäll rembourséiert.

Fir et kloer ze soen an och wann et fir eis keng Selbstverständlechkeet ass: Mir sinn d'accord mam Prinzip, datt de Staat muss deene private Betriber an der Pandemie ënnert d'Äerm gräifen, an dat, wéi an deem heite Fall, och mat net remboursabele Subventiounen. Et huet nämlech kee Mënsch hei am Land Interêt dorunner, datt d'Betriber wéinst der sanitärer Kris reieweis an d'Faillite gedriwwe ginn an datt mer deen Dag, wou d'Situatioun sech erëm normaliséiert, mat enger komplett ruinéierter Wirtschaft a mat engem komplett ruinéierten Tissu économique konfrontéiert sinn.

Ganz allgemeng wier et, an dat muss een dann awer och soen, awer och schéin, wann de Privatsecteur sech dat och géif verhalen, an och gutt géif verhalen, well et kann nämlech sinn, datt an deene Méint duerno, wann d'Kris iwwerstanen ass, de Staat och op d'Solidaritéit do erëm ugewisen ass, wann et drëm geet, Budgeten ze equilibréieren a gläichzäiteg d'Fäegkeet ze hunn, héich Investissementer ze maachen.

Här President, dësen Hëllefsregimm huet also d'Zil, déi Betriber, déi direkt vun de Restriktioune betraff sinn, fir hir Verloschter ze kompenséieren. Mee ech mengen, datt en awer nach eng ganz aner, wichteg Funktioun huet, nämlech déi vum Maintien dans l'emploi.

An do, mengen ech, ënnerscheede mer eis awer als Lénk e bësse vun deene Riedner, déi virdru geschwat hunn. Well wann een d'Siichtweis vum Salarié anhëlt, dann huet dëse Gesetzesprojet, wéi och déi aner Regimmer vun dëser Regierung, dach awer e grousse Bemoll oder e batteren Nogeschmaach. Well deejéinege Salarié huet net immens vill dovunner, wa säi Betrib zwar mat Staatsgelder iwwer Waasser gehale gëtt, hie selwer awer aus ekonomesche Grënn, trotz deene Bäihëllefen, entlooss gëtt.

An dat ass net iergendeng hypotheetesch Méiglechkeet, mee eng ganz konkreet a revoltant Erfarung vu ville Leit, déi entre-temps am Chômage sinn, a leider och Leit, deenen hir Patrone staatlech Hëllefe kritt hunn, well, am Géigesaz zu anere Länner, Lëtzebuerg keng oder net genuch Garde-fouen agebaut huet, fir datt déi Equatioun kann opgoen. Nämlech: De Staat hëlleft an en hëlleft massiv, a gläichzäiteg gëtt et net wierklech d'Garantie, datt d'Leit och am Emploi bleiwen an datt d'Leit net entlooss ginn.

Zanter dem 18. Mäerz, dat huet den Aarbechtsminister Dan Kersch elo kierzlech op eng Question parlementaire vun eis geäntwert, huet d'ADEM 23.000 Dossieren opgemaach. Nëmmen ee ganz klengen Deel vun deene Leit, fir déi do en Dossier opgemaach ginn ass, hunn entre-temps erëm eng Aarbecht kritt.

A wann et schonn an normalen Zäiten e schwéiere Schlag ass, wann e Mënsch seng Aarbecht verléiert, esou gëtt et, mengen ech, an dësen Zäite vun der Pandemie, wou d'Moral vun de Leit ganz allgemeng schonn net déi bescht ass a wou d'Chancen um Aarbechtsmarché guer net gutt sinn, dann zu enger reegelrechter Tragedie, déi déi ganz Perspektivlosegkeet nach onendlech verstäerkt.

Ech widderhuelen duerfir déi an eisen Ae rhetoresch Fro, déi ech schonn eng Kéier gestallt hunn: Wär et da wierklech ze vill verlaangt gewiescht, datt d'Betriber sech dozou verflichten, wärend där Period, wou se direkt Staatssubventiounen, déi net remboursabel sinn, an Usproch huelen, keng Mataarbechterinnen a Mataarbechter ze entloossen? Eis Äntwert dorobber ass: Nee, dat wier net ze vill verlaangt gewiescht! Dat wier eng sënnvoll Mesure gewiescht, déi zum Zil de Maintien dans l'emploi gehat hätt.

Esou eng Konditioun ass an dësem Text net enthalen. Duerfir kënne mer e leider - ech soe „leider!" - och net matstëmmen. Datt hei d'Méiglechkeet besteet, staatlech Hëllefsprogrammer dozou ze notzen, fir sougenannt Ëmstrukturéierungen duerchzeféieren, déi jo meeschtens mat Licenciementer verbonne sinn, dat kënne mer als Lénk mam beschte Wëllen net akzeptéieren.

Jo, a souguer déi minimal Fuerderung vun der Salariatskummer, déi doranner bestanen huet fir ze soen: „Mee da missten d'Entreprisen, zumindest wa se aus konjunkturelle Grënn Leit mussen entloossen, awer eng Obligatioun hunn, déi selwecht Leit, soubal et erëm besser geet, erëm anzestellen", och déi Obligatioun ass net zréckbehale ginn, mee just ganz allgemeng, wéi den Här Kartheiser sot, dee sech jo an de Froe vun der Moral immens gutt auskennt, eng moralesch Obligatioun. Mir wëssen, wéi d'Kapital mat Moral a Moraliséierendem op Appeller ëmgeet. Dat hätt missen eng Obligatioun sinn. Ech fannen dat och dowéinst awer bedauerlech.

E leschte Punkt, oder nee, e virleschte Punkt, deen ech maache wëll, dat ass dee fir ze soen, datt en anert Element vum Revenu vu ville Leit, déi an deene klengen Entreprisë schaffen, a besonnesch och am Horeca-Beräich, a Restauranten, Caféen, d'Drénkgelder sinn. An déi Drénkgelder sinn natierlech duerch d'Fermeture och komplett verschwonnen. Am Horeca-Beräich ass dat méi, kann ee sech vläicht denken, wéi eeben e klenge Surplus, wou een dann owes nach kann e Patt huele goen. Mee bei ganz ville Salariéen ass dat e ganz wichtege Bonus, deen och an der Famill fest ageplangt ass, fir essenziell Ausgaben ze decken.

Well d'Caritas huet nämlech scho ganz fréi am Joer drop opmierksam gemaach, datt vill Leit justement aus deem Grond bei se kommen, well se genau dat doten Element vun hirem Revenu, nämlech d'Drénkgelder, net méi hunn an et duerfir, wou et bis elo just opgaangen ass, dann elo eeben och just net

méi opgeet. Ech mengen, datt mer eis alleguer musse Gedanke maachen, a virun allem och d'Regierung, wéi mer mat deenen dote ganz prekäre Situatiounen ëmginn.

Här President, elo awer dann de leschte Punkt: Dat ass d'Informatiounspolitik. Mir schwätze jo hei virun allem vun éischter méi klengen Entreprisen. Et muss ee soen: Entre-temps hunn all déi Hëllefsregimmer zënter dem Ufank vun der Kris, an déi awer an der Essenz ëmmer zum Zil haten, den Entreprisen zeguttzekommen, esou eng Envergure ugeholl, datt mer eis éierlech musse soen, datt, éischtens, d'Gesetzestexter just ganz schwéier lieserlech sinn, an datt een och ugefaangen huet, den Iwwerbléck ze verléieren iwwer all déi Méiglechkeeten.

A souguer wann et op guichet.lu entre-temps eng vereinfacht Form an eng vereinfacht Duerstellung vun där awer komplexer Matière gëtt, esou bleift awer, mengen ech, nach ganz vill Sputt do. Ech géif wierklech un d'Regierung appelléieren, no Méiglechkeeten ze kucken, fir déi Texter och proaktiv un déi Leit, un déi Entreprisen ze bréngen a se vläicht och nach eng Kéier direkt unzeschwätzen, fir se op déi Méiglechkeeten opmierksam ze maachen. Well méi grouss oder mëttelstännesch Entreprisen hu Human Resources, déi hunn eng Kontabilitéit, déi gi mat all deene Formulairen, mengen ech, ganz problemlos ëm. Mee hei hu mer et awer mat deelweis klenge Familljebetriber ze dinn, mat Duerfcaféen oder och mat klengen auslännesche Restauranten, wou dat net ëmmer esou sécher ass.

Dat heescht, ech appelléiere wierklech ganz staark hei un d'Regierung fir eng proaktiv Informatiounspolitik ze maachen, fir hei de Leit och net nëmmen d'Méiglechkeet an Aussiicht ze stellen, mee se vläicht wierklech e bësse bei der Hand ze huelen a mat hinnen dee Wee matzegoen.

Wéi gesot, Här President, mir sinn net am Prinzip géint dës Hëllefen, éischter am Contraire. Mir mengen, datt se richteg sinn. Mee well guer keng Konditiounen dra si par rapport zum Maintien dans l'emploi musse mer eis leider Gottes enthalen.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An da wier et elo awer um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn an de vergaangene Méint hei am héijen Haus ëmmer nees héieren, datt déi aktuell Zäiten net einfach sinn, datt mer all Solidaritéit weise mussen, datt een novollzéie kéint, wéi schwéier et fir d'Horeca, d'Kultur an den Evenementiel ass, an datt dofir gehollef géif ginn.

Dat ass ëmmer schéi gesot an et kléngt och flott no baussen, mee wat gëtt konkreet gemaach? D'Horeca kritt d'Aidë spéit! An dat hätt net missen esou kommen.

Ech hu virun engem Mount an der Plenière schonn eng Resolutioun agereecht, déi gefrot hat, datt genau dëse Gesetzesentworf, iwwert dee mer haut ofstëmmen, dee selwechten Dag gestëmmt géif ginn, wéi mer och de Secteur géifen zoumaachen. Ech si mer bewosst, datt dat net einfach gewiescht wär. Ech si mer awer och bewosst, datt mer schlussendlech hei en Text stëmmen, dee mer och éischter hätte kënne stëmmen, éischter hätte misse stëmmen, an datt mer och éischter hätte missen d'Betriber informéieren, wat heimat nämlech erauskënnt.

Well et si vill Betriber dobaussen, an de Kolleeg Marc Baum huet et elo grad gesot, déi kleng sinn, deenen et schwéierfält, esou een Text ze liesen an dann och nach déi richteg Konklusiounen doraus ze zéien. Et war ëmsou méi schwéier fir verschidde Restaurateuren, déi sech den Text dann ugelies hunn. A mir hate selwer hei an der Chamber Diskussiounen doriwwer: Si hunn den Text gelies, nodeem se schonn zougemaach goufen, nodeem se woussten: „Mir maachen Takeaway, mir maache Livraisounen." An dunn hu se gelies: „Majo, wann ech zougemaach ginn, da kréien ech 100 %. A wann ech awer net zougemaach ginn, da kréien ech keng 100 %. Da kréien ech just 75 %."

Ech si lo frou, datt de Minister dat schonn an deene leschten Deeg konnt opklären an och gëschter nach eng Kéier confirméiert huet, datt et tatsächlech esou ass, datt all Restaurant ka vun deenen 100 % Eligibilitéit vu senge Pertë profitéieren. Ech mengen, datt dat ganz wichteg ass. Mee ech mengen, datt een hei en amont besser hätt kënne kommunizéieren, well grad déi kleng Betriber sech natierlech d'Fro gestallt hunn: „Hu mer dann net am November dee falsche Choix gemaach, fir opzemaachen, zouzemaachen, hallef op ze maachen?" Dat hätt alles fir vill manner stressvoll Nuechte kënne suergen, wa mer hei besser an en amont kommunizéiert hätten.

Dofir freeën ech mech natierlech, datt dëse Projet dann elo awer endlech op den Ordre du jour koum an datt mer keng weider Zäit domadder verléieren.

Här President, d'Horeca huet wéinst der sanitärer Kris hir Diere fir de Public zougemaach an däerf als Alternativ dee sougenannten Takeaway oder eng Liwwerung ubidden. Dat ass en déiwen Aschnëtt. Nëmmen 31 % vun de Biergerinnen a Bierger fannen, datt den Takeaway eng reell Alternativ zum Restaurant ass. Dat sinn iwwer zwee Drëttel, déi do net d'accord sinn. Dat bedeit forcemement, datt d'Zuel vun de Clienten erofgeet.

Schonn éier d'Restauranten hu mussen zoumaachen, ass wéinst dem Couvre-feu um 11 Auer d'Zuel vu Clienten an der Horeca erofgaangen, well d'Leit owes net méi vill Loscht hunn, an de Restaurant ze goen, wa se sech wärend dem Iessen déi ganzen Zäit gehetzt, gestresst fillen. Dat huet vill Restauranten a Caféen och du scho Recettë kascht, an net eréischt dunn, wéi se zougemaach goufen.

Dat ass d'Resultat vun enger Decisioun vun der Regierung an net vun de Restaurante selwer. Dofir ass et och elo un der Regierung hei, fir en dréngend néidegen Ausgläich ze suergen, duerch nei Mesuren an duerch eng Verbesserung vun deenen existéierenden.

Wa mer dem Mëttelstand wierklech richteg hëllefe wëllen, dann ass een éischte wichtege Schrëtt, datt d'Dossiere vun de Leit séier traitéiert ginn. Dofir begréissen ech d'Aussoen an der Kommissioun, datt se prett sinn. D'Leit mussen nämlech hir Sue rechtzäiteg kréien, an net eréischt Méint nodeems se hir Demanden agereecht hunn. Rechnunge musse bezuelt ginn. Salairë musse bezuelt ginn. A soubal et um Enn vum Mount ass, bleiwen net nach zwee Méint Zäit, fir dës Obligatiounen ze erfëllen.

De Salaire direkt bezuelt ze kréien, dat ass e Recht vun all Salarié. An all Salarié sollt och weiderhi säi Salaire pünktlech kënne kréien. D'Fournisseuren, déi net bezuelt ginn, tendéieren dozou, iergendwann net méi ze liwwere respektiv selwer a Problemer ze kommen, well se hir eege Salairen net méi bezuele kënnen. Soudatt et zu engem Däiwelskrees kënnt. Mir mussen also hei derfir suergen, datt dat heite wierklech séier iwwert d'Bün geet.

Doriwwer eraus ass et och wichteg, datt d'Demarchen einfach sinn. Wann d'Leit nämlech net eens ginn, fir d'Formulairen auszefëllen oder net déi richteg Piècen derbäileeën, da verlängert och dat den Delai.

A jo, ech hunn e bëssen d'Gefill, datt deen heite Projet nieft Aidë fir Restauranten an aner Betriber virun allem eng Aide fir ee Secteur ass, deen heivunner dramatesch wäert profitéieren: Dat sinn d'Fiduciairen an d'Bureau-comptablen! Well, fir nämlech hir Perten ze rechnen an dat och nach monatlech ze maachen, wat vill Betriber an der Vergaangenheet guer net gemaach hunn, musse se elo duerch dëst Gesetz quasi eng Clôture mensuelle maachen anstatt eng Clôture annuelle vun hire Konten. Dat féiert bei de Fiduciairen, Bureau-comptablen zu engem Méiopwand, well grad d'Zilgrupp vun dësem Gesetz mécht normalerweis hir Kontabilitéit net selwer, mee huet déi zu engem groussen Deel externaliséiert. Soudatt mer, dat kann een u sech positiv kucken, mat dësem Projet hei direkt zwou Mécke mat enger Baatsch schloen: Mir hëllefen der Horeca an de klenge Betriber a mir hëllefen dem Secteur vun de Kontabelen a Fiduciairen.

Bref, ech kommen awer nach zréck op d'Aarbechtsplazen. Esou wéi d'Chambre des Salariés hunn och mir gemierkt, datt d'Konditiouns, datt kee Personal däerf entlooss ginn, fir vun den Hëllefen ze profitéieren, net méi onbedéngt erfëllt muss ginn. Dës Dispositioun gouf einfach gestrach. Dat ass an eisen Aen e Feeler. Laangfristeg wäert et nämlech méi deier ginn, an dat huet d'Vertriederin vun der LSAP och virdrun hei gesot, eng héich Unzuel u Persounen am Chômage ze finanzéieren, wéi elo den Entreprisë mat appropriéierte Subsiden ze hëllefen, fir esou Aarbechtsplazen ze erhalen.

Mir hoffen also, datt sech d'Patronen, déi vun dësen Aidë profitéieren, och wa se legal net dru gebonne sinn, awer zumindest eethesch a moralesch dru gebonne fillen, fir kee Salarié ze entloossen opgrond vu Schwieregkeeten, déi duerch dës Aidë combléiert ginn. Et ass nämlech wichteg, datt och do net herno e schrecklechen Effekt um Aarbechtsmaart entsteet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jiddereen heibannen huet d'Chance, en Akommes ze hunn, wat vun der Pandemie net affektéiert ass, mee d'Entrepreneuren am Land mussen zum Deel mat groussen Differenze vun hirem Chiffre d'affaires auskommen, während d'Unzuel vun hiren Employéen an d'lafend Käschten awer d'nämmlecht bleiwen a souguer nach wäerte klammen. Mir hu jo schliisslech och decidéiert wärend der Pandemie, de Mindestloun eropzesetzen, an dat war och richteg a wichteg fir all déi Salariéen, déi vum Mindestloun musse liewen. Mee dat ass awer och eng weider grouss Erausfuerderung fir den Horeca-Secteur, e Secteur, deen eebe grad vill Employéen huet, déi um Mindestloun schaffen. Dofir musse mer elo deenen Entreprisen, déi opgrond vun de steigende Salairen zousätzlech belaascht sinn an dës Ausgaben eleng net stemme kënnen, duerch d'Kris hëllefen. An dat gëtt mam Projet 7718, dee mer haut jo och nach behandelen, gemaach.

Ech schléisse mech och nach den Aussoen an och der Motioun vun der CSV un, datt mer et géifen duerchaus begréissen, wann de Seuil vun der Differenz vu 40 % op 30 % erofgesat géif ginn. Mir wëllen awer dësem Projet hei net am Wee stoe just wéinst dem Seuil. Deementspriechend kann ech lech soen, datt mer eisen Accord zu dësem Projet ginn, net ouni awer drop hinzeweisen, datt et drëm geet, e propper a Musek ëmzesetzen, ouni onnéideg Problemer ze schafen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Och merci villmools all den Intervenantë vun de Mëtteg, an e besonnesche Merci der Madamm Rapportrice an dem Här Rapporteur fir hir formidabel Aarbecht. Ech wëll awer op dëser Plaz och der ganzer Kommissioun Merci soe fir déi séier Aarbecht, déi gemaach ginn ass, fir déi séier, awer trotzdeem ganz effikass Aarbecht, wou eng déif Analys vun engem awer ganz komplizéierten a komplexe Projet de loi gemaach ginn ass. Komplex, well - an ech mengen, et huet een et haut de Mëtten och héieren - et kann ee ganz oft dozou tendéieren, datt ee vläicht déi eng oder déi aner Saach matenee vermëscht.

Mir beweegen eis hei an engem ganz strengen europäesche Kader, dat ass richteg. An dem Här Kartheiser seng Fro war virdrun: Wéi huet Lëtzebuerg sech abruecht? Majo, et ass iwwert de Service d'aides, deen an dem Ministère de l'Économie ass, wou mir als Classes moyennes mat deem Service schwätzen, deen dann d'Diskussioune féiert op europäeschem Niveau.

An ech hunn et scho méi wéi eng Kéier op dëser Plaz gesot: D'Positioun vu Lëtzebuerg war ganz staark, fir souwuel d'Aiden ze verlängeren. Wat heescht dat, d'Aidë verlängeren? Ech mengen, dass et do ganz kloer ass, dass mer am Fong verschidde Konkurrenzreegelen ausser Kraaft setzen. Et ass jo dat, wat am Avis drasteet, dass déi Reegelen ausser Kraaft gesat ginn, ënner Konditiounen.

An déi zweet Saach ass natierlech och, fir déi „Aide coûts" kënne méiglech ze maachen. Ech erënnere mech nach un d'Diskussiounen, déi am August/September gefouert gi sinn iwwert déi Aide, déi Éisträich dee Moment proposéiert hat, déi dunn awer net akzeptéiert ginn ass, wou dunn d'Diskussiounen op europäeschem Niveau weidergaange sinn. Dat war, ech verhalen den Datum ganz gutt, well et war den Dag vum État de la nation, wéi dunn den Accord vu Bréissel komm ass, fir kënnen Aide-coûten an och d'Verlängerung vun den Aiden ze maachen.

An der Kommissioun ass ganz vill iwwert den europäesche Kader geschwat ginn, an deem mer eis hei beweegen. Et ass op där enger Säit den European Framework, wou eng Ouverture gemaach ginn ass, fir 800.000 Euro kënnen un d'Entreprisen auszebezuelen, un Entreprise-uniquen. Dat ass am Fong dee Kader, an deem mer eis déi ganzen Zäit beweegt hu fir d'Avances remboursables, fir de Fonds de relance a fir eng Panoplie vun aneren Aiden. Dat heescht, an deem Kader ware mer déi ganzen Zäit, mat deenen 800.000 Euro. Ech wäert nach eng Kéier dorop zréckkommen, wann ech iwwert déi däitsch Aidë vum Här Spautz schwätzen.

Et kënnt nach en zweete Kader. Dat ass de Projet de loi, wou d'Madamm Beissel Rapportrice, nee pardon, wou den Här Arendt Rapporter war: an zwar d'Aide coûts. Déi beweegt sech an engem anere Kapitel. Dat ass do, wou d'Europäesch Kommissioun d'Ouverture gemaach huet, wou mer kënne bis zu 3 Milliounen Euro un eng Entreprise unique ausbezuelen.

Op d'Avisen, déi komm sinn, wëll ech direkt elo schonn agoen. Do hunn d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce an hiren Avise geschriwwen: „Firwat net bis Juni? Ma d'Ouverture ass do, fir d'Aidë kënne bis Juni auszebezuelen", tout en sachant, dass mer alleguer net wëssen, ob et do nach eng Verlängerung ka ginn, well mer am Moment net kënne garantéieren, wéi dës Kris sech weider wäert developpéieren.

Ech wëll awer och elo scho soen, dass mer eis do als Classes moyennes wäerte staarkmaache fir eng Verlängerung, wa se néideg ass, och iwwert den Delai vum 31. Juni eraus. Et ass esou, dass mer zu Lëtzebuerg ëmmer erëm gesot hunn, dass mer Adaptatioune vun den Aidë maachen an en enke Suivi vun den Entreprisen an de verschiddenen Difficultéiten, déi d'Entreprisen hunn. Ech mengen, dat weist jo och ... An den Här Spautz hat ganz gutt - an ech wëll em och nach eng Kéier Merci soen - all eenzel Aide mat den Datumen opgezielt. Do huet ee gesinn, dass ganz vill Saachen ausbezuelt gi sinn, dass ganz vill Aidë gemaach gi sinn, fir den Entreprisen ëmmer erëm au fur et à mesure kënnen Hëllefstellung ze ginn.

Mee ee ganz wichtege Punkt ass deen, dass d'Entreprisen op där enger Säit d'Hëllefe brauchen. Ech wëll och all den Orateure vun de Mëtte Merci soen, dass jiddwereen, parteiiwwergräifend, gesäit, dass Aidë musse gemaach ginn. D'Argumentatioun, firwat net gestëmmt gëtt oder sech enthale gëtt, dat ass natierlech eng Diskussioun, mee, ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass d'Entreprisen et ganz, ganz schwéier hunn.

Ech wëll awer just nach soen, dass et wichteg ass, dass d'Entreprisen eng Previsibilitéit hunn, dass d'Entreprisen also elo bis Mäerz wëssen, wat se als Aidë kënne kréien.

Op d'Fro hin, firwat mer net scho virdrun Informatiounscampagnë gemaach hunn - majo, ganz einfach: Mir kënne jo net Informatiounscampagnë maachen iwwer e Projet de loi, deen net gestëmmt ginn ass. Ech kann lech awer garantéieren, dass de Formulaire haut den Owend nach wäert online goe fir d'Aide coûts. Fir de Fonds de relance, do ginn ech lech beim Argumentaire net Recht, well fir de Mount Dezember kann een dee jo eréischt am Januar ufroen, soudass dat eng aner Diskussioun ass. Mir schwätzen also hei vun der Aide coûts. A wéi gesot, mir maache keng Informatiounsreuniounen, et ka jo nach ëmmer sinn, dass Changementer kommen.

An ech mengen, déi zwee Projeten hei hu gewisen, dass Opposition-formellen - zwou Stéck, déi och ganz gutt vun deenen zwee Rapporteren erklärt gi sinn - am Text vum Conseil d'État komm sinn, wou och do nach eng Kéier Adaptatioune gemaach gi sinn am Text.

Op där anerer Säit sinn ech awer och ganz frou, dass mer mam House of Entrepreneurship ganz enk zesummeschaffen, wou wäert all Dag e Video iwwert d'Promotioun kommen, all Dag e Video, e Webinar, wou erklärt gëtt, wat déi verschidde Saache sinn a wéi ee se kann ausfëllen.

A wou ech dem Här Clement an, ech mengen, och all de Virriedner Recht ginn, dat ass de Punkt: Mir schwätzen hei ganz vill vun Entreprisen, déi net e ganze Service hunn, fir kënne Formulairë fir Aiden auszefëllen, déi net e ganze Service hunn, fir sech ze informéieren an ze gesinn, wéi déi Aiden hei sinn. Dofir ass op där enger Säit d'Informatiounspolitik ganz wichteg an op där anerer Säit awer och, dass d'Formulairen esou einfach wéi méiglech kënne gehale ginn!

Ech weess nach: Am Juni hate mer déi nämmlecht Diskussiounen, wou gesot ginn ass: „Jo, wann de Formulaire kënnt, wéi gesäit en dann aus? Wéi ass et mat där enger Deklaratioun? Wéi ass et mat där anerer Deklaratioun?" Dat ass richteg. Et ass och wichteg, dass mer de Formulaire esou einfach wéi méiglech kënne gestalten, mee mir brauchen awer trotzdeem eng Rëtsch Donnéeën, fir och kënnen ze kontrolléieren, dass déi Donnéeën, déi mer kréien, richteg sinn! Dat heescht, do kucke mer ëmmer, et an der Wo ze halen: op där enger Säit déi richteg Donnéeën ze kréien an et op där anerer Säit awer natierlech och kënnen administrativ esou einfach wéi méiglech ze maachen.

Am Oktober hat ech, mengen ech, op dëser Plaz gesot, dass ech weess, dass, wa mer eng Aide coûts maachen, dës net méi wäert esou einfach si wéi eng Aide commerce zum Beispill, déi virdru war, well mer eng Panoplie vun Donnéeë wäerte brauchen. A contrairement ... De Mëtten ass ganz oft deen däitsche System geholl ginn, wou eenzel Elementer erausgepickt gi sinn - ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck -, mee fir op dem Här Clement seng Interventioun ze reagéieren: An Däitschland ass et eng Obligatioun, seng Demande vun enger Fiduciaire maachen ze loossen. Dat hu mir hei net! Hei gi mer nach ëmmer d'Méiglechkeet natierlech, wann een et ka maachen, dës net iwwer eng Fiduciaire ze maachen. Mee an Däitschland ass et zum Beispill eng Obligatioun.

Ganz wichteg ass eeben och de Volet, iwwert dee mer de Mëtte geschwat hunn - ech mengen, d'Madamm Beissel hat et kuerz ugeschwat -: Dat ass d'Verlängerung vum Delai, fir seng Demande vum Fonds de relance vu Juni bis November bis de 15. Februar kënnen anzereechen. Dat heescht, wann een e Rendez-vous verpasst huet, fir seng Demande eranzegi vu Juni bis November, da kann een dat elo nach bis de 15. Februar maachen, soudass mer do dann och déi Méiglechkeet hunn.

Op där anerer Säit ass awer och den Delai, fir d'Demande vun der Avance remboursable ze maachen, verlängert ginn. Firwat bei der Avance remboursable, wat eng remboursabel Hëllef ass? Majo, well et am Fong e ganz wichtegt Instrument am Kader vun der Reprise ass: Wann eng Reprise kënnt, da kucken ech, eng Avance remboursable ze froen, dann huelen ech déi Mesure an da lancéieren ech mech op en Neits.

Wéi gesot, ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier dem House of Entrepeneurship och Merci soe fir

déi ganz Promotioun, déi mer ronderëm déi verschidde Saache kënne maachen, well si eebe grad och do d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn; déi zwee Acteuren, déi am House of Entrepreneurship och regruppéiert sinn, fir alleguerten d'Entreprisë kënnen ze informéieren.

Da kommen ech zu deene verschiddene Froen.

D'Fro war opgeworf ginn: Firwat gëtt et zwee Formulairen an net ee Formulaire? Majo, ganz einfach: Et wär natierlech méi einfach, ee Formulaire ze maachen, mee fir déi eng Demande brauch ee manner Donnéeë wéi fir déi aner Demande. Dat heescht, wa mer dat do géife maachen, da géife mer jiddwereen obligéieren, och wann en net eligibel wier fir d'Aide-coûts, zum Beispill eng mensuell Perte rechnen ze loossen, och wann en et net brauch, well e souwisou net fir d'Aide-coûts eligibel ass. Dofir dat heiten.

Wat awer ganz wichteg ass: Et ass iwwert den Non cumul geschwat ginn. Firwat ass en Non cumul? Majo, ganz einfach: Éischtens, an der Aide coûts gëtt all aner Staatshëllef souwisou ofgerechent vun der Perte, déi ee kann hunn. Dat heescht, wann ech vum Fonds de relance Sue kréien als Entreprise, awer eligibel si fir d'Aide coûts, da ginn déi bei der Aide coûts souwisou erëm ofgezunn. Dat heescht, et huet kee Sënn, et do cumulabel ze maachen.

Dat Zweet, dat ass dee wichtege Volet, dee mer gemaach hunn: Et kann ee sech et eraussichen als Entreprise.

An ech kommen och elo direkt op d'Motioun, déi freet, vu 40 % op 30 % erofzegoen. Jo, den europäesche Kader gëtt eis dës Méiglechkeet, mee d'Aide coûts gräift eréischt richteg ab deem Moment, wou d'Pertë méi héich sinn. Et kann ee sech jo virstellen: Wat d'Perte méi héich ass, wat de Chiffre d'affaires also méi déif ass, wat also den Delta (veuillez lire: wat also den Delta méi grouss ass) tëschent deem, wat eng Entreprise als Coût-non-couverten huet, also als Käschten huet, minus - am Mode de calcul - d'Recetten, de Chiffre d'affaires vum Mount, dee se huet. Wat also de Chiffre d'affaires méi héich ass, wat den Delta méi kleng gëtt, wat een also manner an der Aide erauskritt.

Dofir si mir am Fong méi favorabel hei, wéi den europäesche Kader dat virgesäit. Well den europäesche Kader seet 30 % an de Fonds de relance ass ab 25 %. A grad dofir: Mir gräife bei 25 % fir manner Perten a mir ginn ab 40 % an d'Aide coûts; wou een nach de Choix huet, deemno wéi engem seng Käschtestruktur an der Entreprise ass.

D'Durée, fir d'Dossieren ze verschaffen, ass eng ganz wichteg Fro. An ech engagéiere mech och hei nach eng Kéier, déi Dossieren esou séier wéi méiglech ze verschaffen. Ech wëll och hei den Ekippen op de Classes moyennes, awer och am Tourismus Merci soen, well mer nämlech och Leit vum Tourismus an d'Classes moyennes huelen, fir d'Dossieren esou schnell wéi méiglech kënnen ze verschaffen. An hei och mäin Engagement: dass déi éischt Suen dëst Joer nach wäerte fléisse fir d'Aide coûts, dass déi Dossieren, déi éischt, déi erakommen, nach dëst Joer wäerten hir Suen iwwerwise kréien.

Da just ganz kuerz zu deem däitsche System, deen hei hochgepriese ginn ass, wat jo och flott ass. Dat Wichtegst ass awer bei all deene Saachen ... An do kënne mer iwwerallhi kucke goen, mir kënnen an d'Belsch, mir kënnen a Frankräich goen, et kann een iwwerall soen: „Hei, do ass vläicht eppes. An do ass vläicht eppes." Just, wat een net soll maachen, dat ass, dass een en eenzelt Element aus enger eenzelner Aide op engem Punkt eraushëlt an da seet: „Hei, dat doten ass awer dat, wat méi favorabel ass."

Well, wa mer just komplett sinn, esou wéi den Här Spautz virdrun deen däitsche System gesot huet, wou - jo, dat ass richteg - de Chiffre d'affaires vum Joer virdru geholl gëtt, wou eng Panoplie vu Saache just erausgerechent ginn - zum Beispill den Takeout gëtt do erausgerechent aus där Käschtenaide, zum Beispill d'Gedrénks gëtt partiellement erausgerechent -, do ass et awer esou, dass, éischtens emol, op den Dag eenzel gerechent gëtt. Dat heescht, do ass et vun Dag zu Dag, wann eng Fermeture ass: deen Dag - deen Dag - deen Dag.

Zweetens ass et esou: Wann een eng Perte huet vu 70 % vum Chiffre d'affaires, da kritt een 90 % remboursëiert. Wann een eng Perte huet vu 50 % vum Chiffre d'affaires, da kritt ee 70 % remboursëiert. A wann een eng Perte tëschent 30 % a 40 % huet, da kritt een och do nëmme 40 % remboursëiert. Dat heescht, just fir deen Detail erauszehuele bei der Soforthilfe, déi et do gëtt, bei der Käschtenaide, déi et an Däitschland gëtt fir d'Fixkäschten, do ass et esou, dass mir d'Fixkäschten an déi variabel Käschten hunn - eppes, wat méi wäit geet -, an dat anert ass eeben, dass mir 90 %, dat wat den europäesche Kader eis virgëtt, fir déi Mikro- a Klengentreprisen, a 70 % fir Mëttel- a Groussentreprisë ginn.

Dat heescht, do si mer am Cumul. A kommt, mir kucken dach all d'Aiden zesummen! Sief et de Fonds de relance, sief et d'Aide commerce, sief et déi aner Hëllefen, déi et gëtt. All zesummen. An da féiere mer doriwwer eng Diskussioun, wéi d'Aiden zu Lëtzebuerg en général sinn.

Zu de Froen, ob en Depositaire dran ass: Jo, en Depositaire ass dran. Zu de Froen, ob e Coiffer dran ass? De Coiffer ass Soins à la personne, deen ass am Fonds de relance dran. D'Dréckereien, d'Forainen, no deene war gefrot ginn. Ech mengen, déi sti souguer eenzel dran, déi sinn och eligibel fir déi Aiden hei.

Dat heescht, mir hu mat all deene verschiddene Saachen am Fong dee Fonds de relance, wéi e virdru war, déi Secteure mat an d'Aide coûts geholl, well et déi am stäerkste Betraffe sinn. A mir hunn d'Aide de relance - de Fonds de relance vu virdrun, d'Aide de relance - opgemaach fir de Commerce en magasin. Also, et muss een oppassen: Et ass net de Commerce en général, et sinn de Commerce de détail en magasin - et ass och esou, wéi et am Text steet - an de Secteur assimilé, also d'Soins à la personne, déi eligibel si fir d'Aide de relance.

Firwat se net cumulabel ass, hunn ech gesot.

D'Fro war opkomm: Wéi ass et mat den Entreprisen, déi virum 15.03. engagéiert sinn, also déi sech nom 15.03. kreéiert hunn? Am Kader vum Fonds de relance ass dat. Majo, do ass et extra, well wann ech virdru vun den europäeschen Aidë geschwat hunn, dat sinn also déi nei Aiden, déi et gëtt. Do gëtt et awer al Saachen. Dat ass den De minimis, dee mer extra an de Fonds de relance materageholl hu fir déi Entreprisen, déi nei kreéiert sinn, dass mer déi net am normale Kader - well et do blockéiert ass, do kënne mer se net bezuelen -, mee hei also iwwert den De-minimis-Regimm huelen. Do ass e Maximum vun 200.000 Euro pro Societéit. Iwwert dee kënne se awer an der Aide de relance hir Sue kréien.

Ech mengen, dass ech op all d'Froe geäntwert hunn. Ech wëll der Kommissioun en tout cas nach eng Kéier villmools Merci soe fir déi gutt a séier Aarbecht, an op där anerer Säit awer och all den Orateure vun de Mëtten.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Delles. An direkt Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Delles fir verschidde vun deenen Erklärungen. Ech hunn net gesot, datt jiddweree muss eng Fiduciaire hunn, fir déi Demande ze maachen. Dat ass vläicht falsch verstane ginn. Ech hu just gemengt, datt et en Heemount fir d'Fiduciairen a fir d'Bureau-comptabele gëtt, well awer eng ganz Rëtsch Betriber op déi Servicer zréckgräife mussen.

Dat Zweet ass: De Minister huet gesot, et wär nach net kommunizéiert ginn. An dat ass faktesch falsch. Et gouf eng Pressekonferenz vun der Regierung, wou déi Aiden hei virgestallt goufen. A bei dëser Pressekonferenz gouf leider - an dat ass dat, mengen ech, wat ech wierklech bedaueren - d'100 %-Klausel fir Fermeturen net ernimmt. Et gouf och an hire Rechebeispiller, déi gewise goufen, net gewisen, wat dach awer fir e puer schloflos Nuechten am Secteur gesuergt huet, well jiddwereen natierlech fir sech gerechent huet.

Ech mengen, d'Beispill, dat gewise gouf, war dat schlechtméiglechst Beispill, dat ee konnt weisen. Et war nämlech fir eng „moyenne ou grande entreprise" mat nëmme 70 % eligibelen ..., also mat 75 % eligibel als éischt, an da 70 % dovunner, déi dann och rembourséiert ginn. Soudatt ganz vill Leit, déi net dovunner betraff waren, sech awer Suerge gemaach hunn.

An ech menge vläicht, wann ech dat ka matginn: Déi nächste Kéier, wann esou Aiden annoncéiert ginn, vläicht e bësse méi realitéitsno och deene Klengen, déi eeben net d'Gesetz liese ginn, kommunizéieren! Dat géif deenen hëllefen an, mengen ech, e puer gro Hoer erspueren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Här Clement, fir déi Prezisiounen. Ech mengen, da kënnt Der der Regierung jo net virwerfen, dass se schéi Rechnunge gemaach hätt, fir dass et esou gutt dosteet, wéi et nëmme kéint sinn. Ech denken natierlech och an Zukunft nach un Är Wierder vun elo grad. Denkt och, wannechgelift, mat dru bei anere Berechnungen, déi gemaach gi sinn. Hei hu mer natierlech verschidde Beispiller gemaach.

Iwwert de Volet vun der Kommunikatioun, wouvun Der geschwat hutt: Ech hat et gesinn als eng proaktiv Kommunikatioun: „Wéi fëllen ech de Formulaire aus? Wat sinn déi eenzel Saachen?" A jo, et ass evident, wat Der sot. Mir hunn d'Annonce gemaach, mee, natierlech, déi cibléiert Campagnen an deene verschiddene Secteure wäerten elo eréischt gemaach ginn. Ech mengen, dann hu mer eis op deem Punkt falsch verstanen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Delles. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 77...

(Interruption par M. Marc Spautz)

Den Här Spautz freet nach d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wollt bei zwee Punkten nach eng Kéier beim Minister nohaken.

En huet näischt gesot, oder ech hunn et op alle Fall net verstanen, zu där Geschicht vun de Bongen, wou mer gesot hunn: „Mir hätte gär, dass d'Bonge solle verlängert ginn, aus den Hoteller, bis den 31. Mee." Dat ass deen ee Punkt.

An deen zweete Punkt ass: En huet zwar elo d'Beispiller ginn, wat ech aus Däitschland erausgeholl hat, dass dat ëmmer dovun ofhänkt, wat fir ee Rechebeispill een huet. Mee de Prinzip, firwat mir mam Coût fueren an net mam Chiffre d'affaires général: Do gëtt et jo iergendeng politesch Iwwerleeung, firwat d'Regierung eng Optioun geholl huet fir dee System. Well deen anere System, op alle Fall fir déi Fäll, déi net mat Fiduciairë schaffen, vill méi einfach ze handhaben ass. Mee Dir hutt bestëmmt iergendeng Ursaach, firwat Lëtzebuerg de politesche Choix geholl huet, op déi doten zréckzegräifen. Et géif eis awer interesséieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Spautz. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools. Jo, entschëllegt, ech hu geduecht, mir géifen duerno zu de Motioune schwätzen. Dofir hat ech just, mengen ech, déi 30 % a 40 % nach eng Kéier erkläert, well dat Bestanddeel vum Projet de loi ass.

Déi aner Saach, dat ass, fir nach eng Kéier op déi däitsch Hëllefen zréckzekommen, dass ech et wichteg fannen, dass mer laangfristeg kënnen, sou laang wéi mer elo emol gesinn, déi Hëllefe ginn. Just: Déi däitsch Hëllefen, déi sech op de Chiffre d'affaires baséieren, sinn Hëllefen, déi ënnert dem Framework - ënnert dem Kapitel - vun deenen 800.000 Euro lafen. Dat heescht, bei där Aide coût, déi mir hei hunn, do ass e ganz rigide System, fir déi Aidë kënnen ze maachen. Dat ass dat mat deenen 90 %, 70 %, wéi d'Klass 6 vun de Coûte vun der Entreprise gerechent gëtt.

Dat heescht, mir sinn am Fong an engem ganz anere Kapitel, dat extra virgesäit, fir esou Aidë kënnen en place ze setzen, an deem mir eis hei beweegen. Dofir d'Propositioun, fir dat esou ze maachen an net nach eng Aide punktuell op den Deckel vun deenen 800.000 hei ze grefféieren.

Mee ech muss dem Här Spautz awer Recht ginn: Et wär méiglech, iergendwellech Aiden op déi 800.000 nach drop ze grefféieren. Et ass och net gesot ... Mir wäerten an der Regierung an natierlech och an Diskussiounen ëmmer erëm mat der Chamber kucken, wou mer dru sinn a gegeebenefalls upassen. Ech mengen, et ass och dat, wat mer gewisen hunn als Regierung iwwert déi lescht Méint, dass mer dat ëmmer erëm gemaach hunn. Mee hei si mer ganz kloer an engem spezifesche Kader vun den Texter, wou et bis zu 3 Milliounen, nëmme fir eng Aide coûts, méiglech ass, Aiden auszebezuelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Minister, fir déi Prezisiounen. Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7703. Den Text steet am Document parlementaire 7703[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7703 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7704. Den Text steet am Document parlementaire 7704[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7704 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

An och dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da komme mer zu deenen dräi Motiounen, déi bei dësem Projet ofgi gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et ëm d'Verlängerung vun de Bons d'hébergement geet. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen?

Une voix.- Den Här Baum.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President. Ech sinn, ech mengen, wéi mir alleguer heibannen, frou, dass déi Initiativ e wierkleche Succès war, dass déi Iddi e Succès war. An ech mengen, et ass an der Kommunikatioun vum Här Minister virdrun erauskomm, dass effektiv soll gekuckt ginn, fir déi Mesure hei ze verlängeren.

Ech géif de Kolleege vun der CSV, déi déi Motioun hei deposéiert hunn, proposéieren, dass mer an hirem drëtte Considerant ... Et ass elo hei just d'Hôtellerie opgefouert. Ech géif proposéieren, dass mer sollen och d'Campingen, d'Gîten an d'Auberge-de-jeunessë materanhuelen an hiren Text, wann d'CSV - ech kucken den Här Spautz -, a wann den Här Spautz domat averstane wär.

Ech géif dann awer proposéieren, dass mer sollten den Datum, deen Dir proposéiert, eraushuelen. Dat heescht, vum Prinzip hier wäre mer dermat averstanen, fir et auszebauen - d'Hôtellerie, d'Campingen, d'Gîten an d'Auberge-de-jeunessen - an dann awer vläicht zu dësem Moment den Datum vum 31. Mee erauszehuelen. Wann d'CSV domadder averstane wär, da géif ech de Kolleege vu menger Fraktioun an och vun der LSAP an deene Grénge proposéieren, dës Motioun matzestëmmen.

Här Spautz?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo.

M. Gilles Baum *(DP).*- Jo? Voilà!

An d'Motiounen 2 an 3, ech mengen, do huet den Här Minister a senger Interventioun d'Erklärunge ginn. Ech géif da proposéieren, awer d'Motiounen 2 an 3 net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. Ech géif dann nach d'Wuert un den Här Minister ginn.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools. Ech ka mech just de Propositioune vum Här Baum uschléissen. Et ass esou, an ech mengen, den Här Spautz hat, wéi en d'Motioune presentéiert huet, schonn de Communiqué vun der Horesca presentéiert, wou och schonn do an den Diskussioune gesot ginn ass, dass mer d'Faisabilitéit kucken.

Ech ginn dem Här Baum och vollkomme Recht bei senger Argumentatioun, fir den 31. Mee erauszehuelen, well et ass, mengen ech, e Méindeg; ech hunn et nogekuckt. Och do misst ee vläicht kucken, wéi d'Saisone sinn an esou weider, all déi Consideratiounen, fir dat dann ze maachen. Mee prinzipiell ass et och do natierlech vun der Regierung esou, dass mer eis net opposéieren, fir eng Verlängerung ze maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci dem Här Baum an dem Här Minister fir déi Erklärungen. Dass dat bäigefüügt gëtt vun de Campingen, de Gîten, dat ass iwwerhaapt kee Problem, och dass mer den Datum vum 31. Mee eraushuelen. Mee mir sinn eis jo awer eens, dass et awer nach soll am Joer 2021 de Fall sinn?! Well wann ee guer keen Datum dran huet - iwwerspëtzt formuléiert -, dann ass dat eng „coulée continue", fir et emol esou auszedrécken. Dat soll et jo net sinn, mee dass een awer och kloer, wann een dann deen Datum gekuckt huet, da seet: „Hei, bis deen an deen Dag ass et gülteg", an dass een och den Hiweis elo mécht, dass eng Verlängerung kënnt. Net dass elo verschidde Leit, wa se ufänken ze raumen ..., well do steet nach ëmmer den 31. Dezember drop. Da muss awer och dann d'Informatioun erausgoen, dass déi Méiglechkeet besteet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant le grand succès qu'ont connu les bons d'hébergement de 50 € ;

- considérant que les bons d'hébergement ne sont valables que jusqu'au 31 décembre 2020 et qu'un grand nombre d'entre eux n'ont pas encore été utilisés ;

- considérant que le secteur de l'hôtellerie est fortement touché par les nouvelles restrictions mises en place le 25 novembre 2020,

invite le Gouvernement

- à prolonger la validité des bons d'hôtellerie, de campings, de gîtes et d'auberges de jeunesse jusqu'en 2021.

(s.) Marc Spautz, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth.

Kënne mer dann iwwert d'Motioun Nummer 1 à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass d'accord mat där Motioun mat deene proposéierte Modifikatiounen?

Wien ass dergéint?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2. Do ass de Vote électronique gefrot.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Och hei ass de Vote électronique gefrot.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

An hei ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

6. 7718 - Projet de loi relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, dem Projet de loi 7718 iwwer eng Kompensatiounshëllef am Kader vun der Covid-19-Pandemie. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Carole Hartmann.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn d'lescht Woch hei an der Chamber eng Erhéijung vun 2,8 % vum Mindestloun op den 1. Januar 2021 gestëmmt. De Gesetzesprojet 7718 ass eng Kompensatioun vun dëser Erhéijung, déi deenen Entreprisen zegutt kënnt, déi duerch d'Covidpandemie a finanziell Schwieregkeete gerode sinn.

Eng Mindestlounerhéijung ass ëmmer eng Belaaschtung fir d'Betriber. Elo, an enger Zäit, wou d'Ekonomie wéinst der weltwäiter Covidkris net méi ronndréit a souguer verschidde Secteuren zäitweis oder laang keng Aktivitéit hunn, trëfft se déi Betriber, déi d'Konsequenze vun dëser Kris am stäerkste spieren, ganz haart. Ech denken dobäi notamment un den Horeca-Secteur, un den Evenementiel, mee awer och un divers kleng Commercen.

Et besteet deemno de Risiko, dass verschidden Entreprisen dës Méibelaaschtung net stemme kënnen. D'Konsequenze si Liquiditéitsproblemer, eventuell Entloossungen oder Faillitten. Fir deem entgéintzewierken, huet d'Regierung beschloss, deene Betriber, déi duerch d'Kris a Schwieregkeete gerode sinn, dës Méibelaaschtung ze kompenséieren.

Wat ass elo genau virgesinn?

Entreprisen, déi et momentan duerch d'Pandemie finanziell schwéier hunn, kënnen tëschent Januar a Juni 2021 - an engem vun dëse Méint - eng Hëllef vu 500 Euro pro Salarié, deen de Ministestloun verdéngt, kréien.

Wéi eng Entreprisë sinn eligibel, fir dës finanziell Hëllef ze kréien?

Et sinn déi selwecht Secteuren, déi och vum Fonds-de-relance-Gesetz a vum Gesetz, dat dem Commerce de détail en magasin hëlleft, ogedeckt sinn. Meng Kolleegen, d'Simone Beissel an de Guy Arendt, sinn op déi eenzel Secteuren agaangen. Ech géif dofir renvoyéieren op dat, wat si scho gesot hunn. Et sinn am Ganze 45 Aktivitéiten, déi hei betraff sinn.

Wéi gëtt dës nei Hëllef méi genee berechent?

E Betrib kritt steierfräi 500 Euro pro Vollzäitsalarié, dee virum 31.12.2020 agestallt gouf an eng Remuneratioun huet, déi méi héich oder d'selwecht wéi de Mindestloun a méi kleng oder d'selwecht wéi de qualifizéierte Mindestloun ass. All Salarié, deen en activité ass, gëtt consideréiert. Dat schléisst net déi aus, déi an engem Krankeschäi sinn. Just déi Salariéen, déi am Chômage partiel sinn, ginn net consideréiert. Falls e Salarié net Vollzäit schafft, gëtt d'Hëllef au prorata gerechent.

D'Hëllef ass insgesamt plafonéiert op 200.000 Euro pro Entreprise unique, wat de Plaffong ass vun den De-minimis-Aiden.

Wéi eng Konditioune mussen elo erfëllt sinn, fir vun dëser Hëllef kënnen ze profitéieren? Et sinn net ganz vill Konditiounen, déi hei virgesi sinn.

Éischtens muss d'Entreprise eng Autorisation d'établissement hunn, zweetens muss se beim Centre commun affiliéiert sinn, drëttens muss se hir Aktivitéit scho virum 31. Dezember 2020 ausgeübt hunn. An déi véiert a wichtegst Konditioun ass déi, dass d'Entreprise och huet missen temporär finanziell Schwieregkeeten hunn, déi duerch déi aktuell Coronakris entstane sinn.

De Message heibäi ass kloer: Déi, déi duerch dës Kris, fir déi se jo am Fong och selwer näischt kënnen, finanziell Problemer kruten, kréien hei gehollef. Par contre gëtt et och Betriber, an dat war an der Kommissioun ugeschwat ginn, déi gutt duerch d'Kris komm sinn a wou déi aktuell Mesurë keen Afloss op hir Verkafszuelen haten oder dës souguer geklomme sinn. Dës sinn dowéinst vun dëser Hëllef ausgeschloss.

Wéi mécht een elo déi Demande a wat muss ee bei d'Demandë bäileeën?

D'Demande, fir vun der Aide kënnen ze profitéieren, kann een iwwer en einfache Formulaire maachen, dee vum Ministère preparéiert gëtt. Als Pièces brauch een engersäits d'Dokumenter, déi beweisen, dass déi Konditiounen, déi ech virdru genannt hunn, och erfëllt sinn, an anerersäits brauch de Ministère natierlech awer och eng Lëscht vun de Salariéen, déi eligibel sinn, fir dass d'Entreprise dës Hëllef kritt.

D'Demande, fir dës Hëllef ze kréien, muss bis spéitstens den 30. September 2021 eragereecht ginn, wat den Entreprisen dee Moment och e gewëssene Sputt gëtt, fir d'Demande och nach no dem 30. Juni, wat jo am Fong d'Deadline ass, anzereechen.

De Betrib ka selwer eraussichen, fir wat fir ee Mount, also tëschent Januar a Juni, hie seng Demande areecht. Wëllt hien elo séier un eng Hëllef kommen, well en zum Beispill Liquiditéite brauch, kann en direkt fir de Mount Januar d'Hëllef ufroen. Wann e Betrib awer éischter ofwaarde wëllt, fir ze kucken, wéi e Mount seng lafend Käschte méi héich sinn, kann en awer och ofwaarden an d'Aide eréischt méi spéit froen.

Dir gesitt, hei gëtt de Betriber eng gewësse Flexibilitéit gelooss an der Entscheedung, fir wat fir ee Mount si d'Hëllef ufroen.

Här President, ech resüméieren lech elo nach kuerz d'Avisen, déi erakomm sinn.

D'Chambre de Commerce, fir d'éischt, fënnt, dass d'Hëllef net héich genuch ass an net duer wäert goen, fir integral déi finanziell Méibelaaschtung vun der Mindestlounerhéijung kënnen ze kompenséieren. Dernieft fuerdert d'Chambre de Commerce och weider Hëllefe fir jonk Entreprisen an och fir d'Independanten.

D'Chambre des Métiers schwätzt hire Meritt fir all Aide aus, déi den Entreprisen duerch dës schwiereg Zäit hëlleft. Si fënnt och, wéi d'Chambre de Commerce, dass dës Hëllef net héich genuch ass an dass déi reell Méikäschte vun den Entreprisen net wäerte kompenséiert ginn. Si fuerdert souguer eng komplett Neutralisatioun vun der Mindestlounerhéijung iwwer e puer Joer, déi duerch en Amendement vum Budgetsgesetz sollt erreecht ginn.

D'Chambre des Salariés da par contre verlaangt an hirem Avis, dass dës Kompensatioun en eenzegaartegen Akt soll bleiwen, dass dës Kompensatioun onbedéngt soll limitéiert sinn op dës Krisenzäit.

De Staatsrot hat keng Opposition formelle ausgeschwat. Hien huet awer eng Rei Reformulatioune proposéiert, wouvun der och eng ganz Partie vun der Classe-moyennes-Kommissioun iwwerholl goufen.

Dëst gesot par rapport zu mengem mëndleche Rapport, géif ech fir de Rescht op de schréftleche Rapport renvoyéieren. Ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren an och an engems den Accord vun der DP-Fraktioun direkt matginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice Carole Hartmann. An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci der Madamm Rapportrice fir d'Erklärungen zu dësem Projet.

Ech wëll virausschécken, et gëtt ee Punkt, deen den Här Baum an der Kommissioun ugestrach hat, deen och am Avis vum Conseil d'État ass. Ech hunn eng änlech Liesweis wéi hien, mee et ass net u mir, et ass den Här Baum, deen d'Fro opgeworf huet an der Kommissioun, an ech géif em och hei dee Punkt iwwerloossen, fir en hei am Plenum ze bréngen, well dat anert wier net grad propper. Hien huet sech déi Aarbecht gemaach gehat an da soll hien och herno de Meritt hunn, fir dorop hinzeweisen.

Well de Conseil d'État huet Froe gestallt an deem Rapport! Dat eent, do wäert den Här Baum drop agoen, dat anert ass d'Referenz vun de Salariéen: Wat ass mat Congé de maladie a mat Congé de maternité? D'Madamm Rapportrice huet elo grad gesot, dat ass kee Problem, déi gi matberücksichtegt, et sief dann, si wieren am Chômage partiel. Dann ass et nämlech eng aner Diskussioun, well si kënne jo net zweemol vun Hëllefe profitéieren.

Eis geet et drëm, dass mir verstinn, dass Betriber, déi a wirtschaftleche Schwieregkeete sinn, musse gehollef kréien. Mir hunn net virdrun Hëllefen decidéiert an da géife mer gläichzäiteg duerno soen: „Mir hunn näischt méi dermat ze dinn." An da komme mer mat där Mindestlounerhéijung.

Mir sinn awer do vill méi no bei der Chambre des Salariés. Déi Chambre des Salariés, déi seet Jo zu där Hëllef, déi eenzegaarteg soll sinn an op dës Kris bezunn ass, an dass dat net däerf en Automatissem ginn, dass, wann an Zukunft hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun an d'Luucht geet, dann d'Betriber eng extra Hëllef kréien.

Ech wëll awer soen, dass mer awer trotzdeem iwwerrascht waren iwwert déi Ausso, déi vun der liberaler Partei gemaach ginn ass bei der Ofstëmmung vum Mindestloun, eppes, wat Joerzéngten, 40 Joer hei zu Lëtzebuerg eng Traditioun hat, dass all zwee Joer d'Mindestlounupassung gemaach ginn ass. A mäi Kolleeg, den Aly Kaes, ass schonn eise mandatéierte Spriecher säit 2004 ëmmer erëm zu deem Projet. An do ware mer awer iwwerrascht iwwert déi Ausso vun der liberaler Partei, dass, wann dat Gesetz hei net komm wier, dann hätte si d'Mindestlounerhéijung net matgestëmmt. Ech muss soen, dat huet eis iwwerrascht. Mir hunn dat och net gutt fonnt. Mee do mécht jiddwereen domat, wat e wëllt.

Ech wëll awer soen, an deene Chifferen, déi elo ervirgaange si bei der Mindestlounerhéijung, hu mer geschwat vun 62.000 Leit, déi et ronn sinn, déi hei a Lëtzebuerg vum Mindestloun betraff wieren. An dësem Gesetz schwätze mer vu 40.000 Leit, déi kënnen theoreetesch a Fro kommen. Dat war och fir eis - an d'Madamm Rapportrice ass drop agaangen - ee vun den Haaptpunkten. Well hei sinn och Leit, mir hu virdru vun deene geschwat, deenen et schlecht gaangen ass an der Kris an déi et och nach wäerten déi nächst Méint net ganz einfach hunn. Mee et sinn der awer och, do leeft d'Buedbidde gläich iwwer mat deem Ëmsaz, deen déi maachen. Déi hu Chifferen, déi se nach net kannt hunn, well all déi Kéiere ware se nach ni dovu betraff, fir och eng Kéier musse méi lues ze maachen, mee de Konsumtempel huet fonctionéiert an ass gelaf.

A well ech aus mengem fréiere Liewen och d'Kollektivverträg an dem Commerce kennen, weess ech, dass do der och vill sinn, déi ganz no beim Mindestloun sinn. An dofir hätt ech et och komesch fonnt, wann déi Betriber, déi keng finanziell Schwieregkeeten hunn an déi wierklech an den Euroen elo wäerte schwammen an déi wäerte Rekordresultater maachen, wat d'Joer 2019 (veuillez lire: d'Joren 2019 an 2020) ubelaangt ..., dass et net ka sinn, dass déi och nach eng Kéier déi Aidë siche kommen. An ech weess net, ob et der herno 22.000 sinn, mee dat gi mer jo nach eng Kéier gewuer, wivill et der insgesamt sinn. Mee hei wiere jo da just zwee Drëttel vun de Mindestlounbezéier, déi heidrënner géife falen, déi Betriber, déi Mindestlounbezéier hunn.

Fir eis war et wichteg, dass de Mindestloun an d'Luucht gaangen ass. Fir eis ass et wichteg, dass d'Betriber, déi a wirtschaftleche Schwieregkeete sinn, och déi Hëllef kréien, mee dat muss op d'Covidsituatioun begrenzt ginn an dat kann och net duerno en Automatismus ginn.

Et ass och fir eis wichteg, well dat dréit jo och dozou bäi, dass déi Aarbechtsplazen erhale bleiwen an dass déi Leit d'Méiglechkeet hunn, och weiderhin do kënnen an deene Betriber ze schaffen an awer och e klengen Ausgläich kréien, obwuel mer alleguerte wëssen, wa mer schwätze vun 2,8 %, beim Mindestloun, ass 2,8 % net grad, fir domadder an d'Vakanz ze fueren! Et geet vläicht duer fir eng Pizza iessen ze goen, mee déi kann een net iesse goen, well de Restaurant ass zou. Mee méi grouss Spréng mécht een awer net dermat. An et war richteg, fir deene Leit och deen Ausgläich ze ginn. Dofir wäerte mer och als CSV de Projet matstëmmen.

Mee och mir betounen dat, wéi d'Chambre des Salariés, dass dat soll eng Ausnam bleiwen an dass et net ka sinn, dass Leit, deenen et hei an der Period net schlecht gaangen ass, wat d'Betriber ubelaangt, dass déi och elo nach hei géifen an d'Keess goen, fir do Hëllefen ze kréien.

An deen anere Punkt, deen ech nach hat, do wäert den Här Baum drop agoen, an da si mer och do gespaant op d'Äntwert vum Minister.

Dat gesot, villmools merci! A mir ginn d'Zoustëmmung zum Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch hu mer hei an der Chamber e Projet de loi gestëmmt, duerch dee beim Joreswiessel de Mindestloun ëm 2,8 % an d'Luucht geet. Dëst entsprécht enger Erhéijung vun 59,94 Euro de Mount beim onqualifizéierte respektiv 71,93 Euro beim qualifizéierte Mindestloun.

Fir eis als Sozialiste war et evident, dass dëst, wéi et d'Reegel ass, sollt geschéien an dat grad a Krisenzäiten. Déi Leit, déi de Mindestloun verdéngen, hu grad elo dës Augmentatioun néideg. Dozou sti mir als LSAP ganz kloer. A fir eis war dat och net verhandelbar, well mat enger LSAP an der Regierung wäert net un deem Mechanismus vun der Mindestlounupassung gefréckelt ginn.

Här President, dës Augmentatioun wäerten eng ronn 60.000 Salariéen an Usproch kënnen huelen. An dat ass och gutt esou. Mir vermeiden domat, dass déi sozial Schéier nach weider auserneegeet, a mir stäerken domat weider déi sozial Kohäsioun an eisem Land an dat grad an dëse schwéieren Zäiten, déi mir de Moment zesummen erliewen.

Här President, well mer eis awer an enger Kris befannen, wéi et wuel nach keng gouf, eng sanitär, déi sech zu enger wirtschaftlecher Kris entwéckelt, si mer och der Meenung, de Betriber weider ënnert d'Äerm mussen ze gräifen. Dat maache mer haut mat dräi Projeten. Zwee Stéck hu mer schonn elo grad gestëmmt. An hei ass elo eeben den drëtte Projet de loi fir haut, wou et ëm eng Kompensatioun vun der Erhéijung vum Mindestloun fir Betriber geet.

Esou wichteg et ass, dass mer dës Erhéijung vum Mindestloun op den 1. Januar 2021 wäerten hunn, esou ass et awer och wichteg, dass mer grad an dëser Zäit d'Betriber ënnerstëtzen, dass si dës Erhéijung ausbezuele kënnen. Eis Betriber hunn nämlech eng grouss Verantwortung géintiwwer hire Mataarbechter an hire Familljen. Duerfir begréisse mer dës Hëllef ausdrécklech, fir deene Betriber ze hëllefen, déi de Moment selwer Schwieregkeeten hunn.

Net all Betrib kënnt hei a Fro. Mee grad déi Secteuren, déi am meeschte vun där aktueller Kris betraff sinn - a se goufe scho vun der Rapportrice genannt -, sollen dës Hëllef kréien. Esou wäert dës Kompensatioun fir eng 40.000 Salariéë kënnen ugefrot ginn.

Här President, ech wëll awer hei och nach eng Kéier erwänen, wéi wichteg et ass, dass mir grad an dësen Zäiten d'Kafkraaft vun de Leit erhalen. An ech mengen hei d'Kafkraaft vun alle Leit! Et ass nämlech wichteg, dass d'Leit weider consomméieren an och lokal akafen, fir och esou eis Betriber ze ënnerstëtzen, dës Kris hei ze iwwerstoen.

Mir gesinn déi heiten Hëllef als eng zousätzlech Ënnerstëtzung, fir d'Salariéen an der Aarbecht ze halen an d'Betriber duerch dës schwéier Zäit ze begleeden. An duerfir ginn ech och heimat den Accord vu menger Fraktioun. An ech wëll awer zum Schluss natierlech och nach der Rapportrice, dem Carole Hartmann, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Här President, meng Virriedner hunn et schonns gesot: De Projet de loi 7718 vun haut ass de Pendant zum Projet de loi 7719, deen d'Chamber déi lescht Woch unanime gestëmmt huet. Dat war d'Erhéijung vum soziale Mindestloun.

Am Virfeld gouf et jo do eng gewësse Poleemik, ob dann elo de richtege Moment fir esou eng Erhéijung wier. D'Chamber huet, wéi gesot, d'lescht Woch en däitlechen an eestëmmege Jo dozou ginn, an dat aus zwee Grënn. Éischtens: Well et sozial gerecht ass, fir grad an der aktueller Kris deenen ze hëllefen, déi ënnen an der Akommesskala stinn. An zweetens, an dat bréngt mech zréck op de Projet vun haut: Well d'Regierung complementaire zur Erhéijung vum soziale Mindestloun eng temporär Offiederungsmesure fir Entreprisë virgesinn huet, deenen hir ugespaanten Tresorerie dann ab Januar 2021 zousätzlech belaascht wäert ginn.

Dës Kompensatioun ass, wéi vill aner Hëllefen an deene leschte Méint, besonnesch zougeschnidden op déi Secteuren, déi am schwéierste vun der Pandemie getraff sinn. Eppes däerf een nämlech net vergiessen, wann een iwwert den aktuelle Moment schwätzt: De Kontext vun haut, dat ass sécher d'Pandemie. Déi aktuell zweet oder drëtt Well, jee nodeem wéi een zielt, mee dat sinn och déi Milliounen Euro, déi eis Entreprisen an deene leschte Méint scho kruten, a wou mer haut och erëm en Deel derbäiginn. Och dës Sue waren a sinn Ausdrock vu Solidaritéit.

„Eng sozial gerecht Gesellschaft ass eng Gesellschaft, déi sech an éischter Linn ëm hir schwächste Membere këmmert", esou huet de Charles Margue d'lescht Woch hei den Accord vun der grénger Fraktioun zur Erhéijung vum soziale Mindestloun ugefaang. Eis Fraktioun war derfir a si ass och fir déi Kompensatioun, déi mir haut viraussiichtlech stëmme wäerten.

Zesummen droen dës Mesuren eise politeschen Ziler Rechnung, nämlech der Solidaritéit an dem sozialen Zesummenhalt. Awer si droen och Rechnung dem schwierege Moment, deen all d'Deeler vun eiser Gesellschaft am Moment erliewen.

A wéi d'lescht Woch och gesot gouf, wäert d'Erhéijung vum Mindestloun sech jo och an enger Stäerkung vun der Kafkraaft ausdrécken, déi hirersäits erëm de Betriber zeguttkënnt.

Här President, domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet a soe selbstverständlech nach der Rapportrice Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. An och e grousse Merci un d'Madamm Hartmann fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech mengen, mir hu bei dëser Diskussioun jo zwou Säiten: déi vun deene Leit, déi vun der Augmentatioun vum Mindestloun beneficiéieren. An hinne wëlle mir soen, datt mir eis ouni all Konditionalitéit natierlech dozou bekennen, datt de Mindestloun muss periodesch ugepasst ginn. Dat ass eng elementar sozial Verantwortung, en Zeeche vu Solidaritéit. An d'ADR bekennt sech dozou. Mir bedaueren, datt d'lescht Woch hei vun der Säit vun der DP do eng Konditionalitéit opgestallt ginn ass. Déi ass einfach net richteg.

Déi aner Säit ass déi vun de Betriber. Dozou zwou Bemierkungen. Ech hat et virdru rappeléiert: D'ADR ass der Meenung, datt mer kucke missten, fir esou vill wéi méiglech d'Betriber net zouzemaachen an ze kucken, datt se ënnert deene sanitäre Sécherheetsmoossname kënnen duerch d'Kris kommen. Da wär och dee sozialen an deen ekonomeschen Impakt méi niddreg wéi dat, wat mer elo hunn.

Dat anert ass, datt mer mussen d'Betriber ënnerstëtzen. Et ass net, fir hei vun engem Präzedenzfall ze schwätzen, well mir sinn an enger komplett aussergewéinlecher Situatioun! Mir bedaueren, datt déi Moossnamen net méi generéis sinn elo, well wéi gesot, de Staat gräift an dat ekonomescht Liewen zu engem ganz, ganz grousse Mooss an. An et wär fir eis selbstverständlech, datt wéinstens fir déi Dauer vun deene Moossnamen, déi op kënschtlech Manéier, op staatlech Veruerdnung hin dat normaalt Geschäftsliewe stéieren, datt fir déi Zäit eng Kompensatioun virgesi wär. Dat wär nëmmen normal.

Mir denken also, datt dëst Gesetz net generéis genuch ass. Trotzdeem stëmme mer et selbstverständlech mat, well all Moossnam, déi de Geschäfter kann an dëser Situatioun hëllefen, fir gutt duerch d'Kris ze kommen, fënnt eis Ënnerstëtzung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An dës Kéier vergiessen ech den Här Marc Baum net. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Hei hu mer se elo, d'Konditioun, déi d'DP gestallt huet, fir d'Mindestlounerhéijung, déi zënter Joerzéngten hei vun der Chamber votéiert gëtt, fir déi dës Kéier matzen an der Kris - an der Kris, an der sozialer Kris! - dann och matzevotéieren.

An och wann ee schonn aus reng philosophesche Grënn kéint Objektiounen hunn, datt elo de Staatsbudget derfir do ass, fir dem Patronat Suen ze ginn, fir d'Salairen ze bezuelen, wat schonn eppes ganz Zweifelhaftes ass, wou een dann awer nach kéint eventuell soen: „Mir sinn an esou enger extraordinärer Situatioun, mir ginn op deen dote Wee" - wou ech nach net weess, ob et dee richtege Wee wier, mengen ech, datt dat scho Grond genuch wier, datt een zumindest ferm Doutte kéint uweisen.

Wann ee sech dann awer elo d'Technizitéit vun deem Mechanismus hei ukuckt, da stelle sech awer ganz vill Froen!

Eis gëtt dat hei verkaaft als Kompensatioun fir d'Erhéijung vum Mindestloun ëm 2,8 %. Eng temporär Kompensatioun iwwer sechs Méint. Ben, d'Salariatskummer huet ausgerechent ... Mee dat hei ass eng Surcompensation, well déi sechs Méint am Qualifié, also deen héchste Wäert, dee kann erreecht ginn, dat kascht de Patron 418 Euro. E kritt der awer hei 500. Also ass et schonn eng Surcompensation vun deem, wat effektiv déi Mindestlounerhéijung bedeit.

Wann een dann awer nach méi an den Detail geet, da stellt ee fest, datt et esou funktionéiert, datt ënnert deene sechs Méint - Januar bis Juni - ee Mount ass, wou d'Entreprise sech kann eraussichen, wou d'Entreprise fënnt, wa se selwer d'Rechemaschinn hélt, deen am lukratiivsten ass, an dann d'Demande eragëtt op dee Mount. Elo ass et awer parfaitement méiglech, datt e Betrib am Januar 20 Leit huet, am Februar fënnef Leit vun deenen 20 entléisst an dann de Januar als Zuel déi 20 Salariéen ugëtt an da fir déi 20 Salariéen 20-mol 500 Euro kritt. Also, et ass méi wéi nëmmen eng Surcompensation, et ass eng Kompensatioun méiglech vu souguer fiktive Salairë vu Leit, déi schonn entlooss sinn! Dat ass de Mechanismus, deen hei benotzt gëtt, fir dat ze maachen. Dat ass ee Beispill.

En anert Beispill ass de Chômage partiel. Déi Leit, déi am Chômage partiel sinn, sinn, zu Recht, net eligibel fir d'Entreprise, fir datt si déi ka geltend maachen. Wat ass da mat enger Entreprise, déi Januar, Februar, Mäerz, Abrëll, Mee 15 vun 20 Leit am Chômage partiel huet an ënnert dee Regimm fält an och ënnert de Régime d'aides vum Chômage partiel, an am Juni, well d'Situatioun sech komplett verännert huet, well erëm eventuell alles op ass an alles méiglech ass, sinn déi 20 Leit erëm am normale Regimm? Da kann déi Entreprise déi 15 Leit, déi fënnef vun deene sechs Méint an engem anere Regimm waren, och an dësem Regimm geltend maachen, fir déi 500 Euro Surplus ze kréien. Also, et kann een et jo gutt mengen, mee ech mengen, et kann een et awer och iwwerdreiwen.

A wann Der wëllt den Entreprisen hëllefen, da maacht dat cibléiert. Et sinn net de Mindestloun an d'Mindestlounerhéijung, déi de klenge Commercen den Hals briechen, et sinn d'Loyeren. Da géif ech gäre vun enger DP gesinn, datt se un e Bail commercial geet! Dat ass nämlech dat Instrument, dat am Moment de klengen Entreprisen den Hals brécht, an net eng kleng Mindestlounerhéijung!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, mir stëmmen dat hei net mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir freeën eis, datt decidéiert gouf, Aiden anzefréieren, fir den erhéichte Mindestloun am neie Joer auszegläichen. Jo, et ass en Acquis. A jo, et ass vläicht e Kouhandel, deen hei an der Majoritéit stattfonnt huet, fir datt déi Aidë kommen. Et ass mer u sech egal, well an dësem Fall hëlleft et klengen a mëttelstännesche Betriber direkt. A mir begréissen et och, datt d'administrativ Prozedur, fir dës Aiden unzefroen, vereinfacht ass, an hoffen, datt dat och bei deenen aneren Demanden, wéi zum Beispill där vum Chômage partiel oder de Coûts non couverts, wou mer jo schonn driwwer geschwat hunn, geschéie wäert.

Nichtsdestotrotz fanne mer, datt et net genuch ass, eng eemoleg Hëllef unzebidden an enger Situatioun, an där kee weess, wéi d'wirtschaftlech Lag sech an der unhalender Kris nach entwéckele wäert. Mir sinn der Meenung, datt mer eng Hëllef bräichten, déi esou laang ugebuede gëtt, wéi d'Entreprisen d'ekonomesch Konsequenze vum Covid nach ze spieren hunn, an déi reell Käschten deckt, déi duerch de Gesetzesprojet 7719 wärend der Kris entstinn.

„Solidaritéit" ass en Term, dee mer am Moment ganz heefeg héieren, mee bei esou Gesetzesprojete froe mer eis, ob dat net just en dekoratiivt Wuert ass. Sécher, all Euro ass wichteg an der aktueller Situatioun, an dofir wäerte mer dëse Projet haut och matstëmmen, mee eng eemoleg Hëllef gëtt enger unhalender Kris an eisen Aen net gerecht.

Ech wëll awer vläicht nach, wa mer iwwert deen heite Projet schwätzen, an ech hunn de Chômage partiel an d'Demandë fir de Chômage partiel ugeschwat, erëm eppes reiteréieren, wat ech schonn d'leschte Kéier ugeschwat hunn, wéi mer d'Covidgesetz gestëmmt hunn, a wat mech e bëssen erschreckt huet, an zwar, vläicht och do nach eng Kéier e bësse Largesse walten ze loosse fir den Horeca-Secteur. Ech hu mer ziele gelooss gëschter Owend aus dem Horeca-Secteur raus, datt d'Horesca eréischt gëschter Owend kommunizéiert hätt, wéi eng Aiden dann elo mat den neie Gesetzer haut a Kraaft trieden, an ënner anerem och nach eng Kéier op de Chômage partiel higewisen huet vum Covidgesetz, dat en Dënschdeg gestëmmt gouf an domadder och d'Fermeturë verlängert huet. An déi Leit, déi en Dënschdeg probéiert hunn, de Chômage partiel direkt unzefroe fir déi Aiden, déi krute gesot, et wär ab dem 12. Ech gesinn, den Aarbechtsminister reagéiert schonn drop. An ech mengen, datt dat zu eiser Satisfaktioun wäert sinn.

Dofir kann ech elo scho Merci soen. An ech kann lech den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

Une voix.- Ganz verstänneg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da géif ech dem Aarbechtsminister d'Wuert ginn, fir dorobber ze reagéieren.

Prises de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Ech gesinn den Här Clement, dee versteet mech, ouni dass ech e Wuert soen.

(Hilarité)

Et géif ee sech wënschen, dass dat nach méi oft de Fall wär.

(Hilarité)

Da kéinte mer eis hei villes erspueren.

Ech wëll just soen, dass de Moien e Comité de conjoncture zesummen war an dass de Comité de conjoncture eestëmmeg der Regierung proposéiert, dass den Delai, fir d'Demanden anzereeche fir de Chômage partiel, fir de Mount Januar vum 12. Dezember op den 30. Dezember verlängert gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géif ech elo dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles d'Wuert ginn.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Loosst mech, fir unzefänken, der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen an awer och mëndleche Rapport.

Jo, mir schwätzen hei vun enger Aide vu 500 Euro pro Salarié, deen an enger Entreprise schafft, deen an där Entreprise tëschent dem net qualifizéierten an dem qualifizéierte Mindestloun ass.

Et ass esou, dass et natierlech eng Panoplie gëtt, a mir hunn iwwer all dat haut de Mëtten hei geschwat - just virdrun hu mer iwwert d'Schwieregkeete geschwat, déi d'Entreprisen hunn, fir mat där Kris hei kënnen ëmzegoen, d'Schwieregkeeten, déi eng Panoplie vun Entreprisen hunn, well se op där enger Säit eng Fermeture haten dëst Joer, well et hinnen op där anerer Säit ganz schwiereg ass, hiert normaalt Fonctionnement esou kënne lafen ze loossen, oder eeben och, well dës Kris eng Panoplie vu Veränneruge souwuel am Verhale vun de Leit wéi awer och am Fonctionnement vun eiser Gesellschaft mat sech bruecht huet.

Dat heescht, wa mer soen, dass et eng Panoplie vu Societéite gëtt, vu Secteure gëtt, déi ganz schwéier betraff sinn, ma grad déi Secteuren, grad déi Entreprisen, déi an deene Secteure sinn, hunn dann och Schwieregkeeten, eng Hausse vum Mindestloun kënnen ze droen. A grad dofir ass et wichteg, dass mer déi Aide hei maachen, fir kënnen déi Entreprisen ze ënnerstëtzen, dass se eebe grad net op de Wee ginn, fir Salariéen ze entloossen.

An dat hei ass en Text - an ech mengen, d'Madamm Burton hat och genausou gesot -, bei deem et drëm geet, Aarbechtsplazen ze retten. D'Madamm Gary hat et och gesot d'ailleurs. Et geet hei drëm, Aarbechtsplazen ze retten, andeem mer hei d'Entreprise stäerken an dat hei deelweis offiederen.

Jo, ech ginn lech Recht, et ass eng exceptionell Mesure. Et ass eng exceptionell Mesure an exceptionellen Zäiten. A grad do ass jo de Fil conducteur an der Iwwerleeung, wa mer soen, dass d'Entreprisen et schwéier hunn, dass et keen normaalt Fonctionnement gëtt, dass dann domadder och aner Hëllefe méiglech sinn, wou souguer d'Europäesch Kommissioun eng Panoplie vu Konkurrenzreegelen ausser Kraaft gesat huet, mer parallell awer soen, wat och richteg ass, dass hei net kënnen d'Mindestlounempfänger déi Éischt sinn, déi vun dëser Kris hei wäerten touchéiert sinn. Ma da musse mer d'Equivalenz sichen, da musse mer och versichen,

fir dass mer et maache kënnen, dass de Salarié och weiderhin nach ka säi Salaire kréien, dass d'Entreprise, déi scho Schwieregkeeten huet, och kann de Salarié weiderhi bezuelen.

Ech ginn awer och bei deenen Diskussiounen, a mir hate se och an der Kommissioun, Recht, dass déi Entreprisen, déi natierlech zu dëser Zäit net vun der Kris betraff waren, awer vläicht an esou ee Secteur falen, dës Aiden och net kënne kréien. Well wa mer dat géife maachen, dann hätte mer jo d'Zil komplett verpasst vun dëser Hëllef, déi et hei gëtt.

Virdrun ass geschwat gi vu Konsumtempelen. Ech muss lech soen, an ech maache just eng Klammer op, Konsumtempelen, wann een et ëmmer héiert, mengen ech, geet vun Definitioun zu Definitioun ëmmer erëm anescht. Wann e Konsumtempel eng Grande surface sollt sinn, da sinn awer an deem Konsumtempel eng ganz Rëtsch vun anere klengen Tempelcher - et deet mer leed, ech kenne mech net esou aus an deene verschiddenen Deeler vun der Kierch. E Konsumtempel, esou wéi vläicht och elo grad gesot ginn ass, ass net de Liewensmëttelsupermarché, deen dran ass. De Konsumtempel ass eng Ureiung vu lauter ganz klenge Betriber. Wann ee vu Grande-surfacë schwätzt, da schwätze mer deelweis vu 60, 70, 80 Commercen, wou all eenzele Commerce en Independant huet, en Entrepreneur huet, an och do vläicht zwee, dräi, véier, fënnef, sechs Salariéen huet. Dat heescht, et soll een awer trotzdeem ëmmer erëm differenzéieren, wann ee vun deene Saachen do schwätzt. Et gëtt kleng Entitéiten an deene Saachen.

Flexibilitéit, e ganz wichtegt Wuert, a si musse cibléiert sinn. Cibléiert, mengen ech, ass et eebe grad, well mer jo soen: „Déi Secteuren, nëmmen déi Secteuren, déi Schwieregkeeten hunn" - déi wéi mer elo schonn als ganz Chamber awer à maintes reprises widderholl hunn, dass déi Secteure Schwieregkeeten hunn - „majo, och nëmmen déi kënne vun där Aide hei profitéieren." Dofir sinn et och, wéi de Montant genannt ginn ass, ronn 40.000 Salariéë fir d'Berechnung heivun. Firwat? Ech mengen, et ass ugeschwat ginn, ma verschidde Secteuren, déi och ganz vill Leit hunn, déi am Mindestlounsecteur agestallt sinn, sinn net eligibel fir déi Aide hei, well se eeben och net esou vun där Kris hei betraff sinn.

Dann zu där Diskussioun mat deenen eenzele Méint, wa mer soen: „Firwat kann eng Entreprise eraussichen, fir wéi ee Mount et ass?" Mee ech kann lech haut net garantéieren, dass verschidde Betriber wéi zum Beispill, kommt, mir huelen d'Beispill vum Horeca-Secteur ... Den Horeca-Secteur ass mat deem Gesetz, dat dës Woch an der Chamber gestëmmt ginn ass, nach bis de 15. Januar zou. Dat heescht, wa mer gesot hätten: „Ma déi Aide do kann d'Entreprise just fir de Mount Januar froen", jo, dann hätt dee ganze Secteur d'Aide net kënne kréien, well e vum Chômage partiel profitéiert.

An et ass och richteg ze ënnersträichen, dass déi Salariéen, déi vum Chômage partiel profitéieren, net och nach kënnen an de Calcul mat erafalen, fir dann nach eng Kéier eng Aide ze kréien. Et ka jo net sinn, dass op där enger Säit iwwert de Fong de Chômage partiel bezuelt gëtt an awer op där anerer Säit nach eng Kéier d'Entreprise eng Aide kritt, fir eng Augmentatioun ze kompenséieren, déi d'Entreprise jo awer schlussendlech dann net hat, well fir dee Mount déi Persoun am Chômage partiel war.

Zu deem, wat den Här Baum ugeschwat huet: Et gëtt Iwwerleeungen, dass een zum Beispill fir deen ee Mount ka schaffen an awer de Mount duerno kann e Licenciement hunn. Do muss ech lech ganz éierlech soen: Jo, dat ass de Fall! Dat ass de Fall an et gouf Iwwerleeungen, fir déi Aide hei pro Salarié mensuell auszefëllen. An da kommen ech awer erëm op genau dat zréck, wat Der virdru gesot hutt vun der Simplification administrative. Mir géife soss hei eng Aide aféieren, déi pro Salarié 60 Euro oder 65 oder 67 Euro pro Salarié pro Mount géif mat sech bréngen. Ech mengen, do ka jiddweree sech virstellen, dass dat en enorme Pabeierkrich gewiescht wier fir Aiden, deelweis, op där enger Säit, Pabeierkrich fir d'Entreprisen, fir se unzefroen, op där anerer Säit awer natierlech och fir de Ministère, fir déi Panoplie vun Aiden hei kënnen ze geréieren - dofir e Montant forfaitaire.

Et kann een driwwer diskutéieren. Dat do ass e Schwaachpunkt bei där Aide hei. Mee ech si mer sécher, dass, wann d'Zil vun där Aide hei eebe grad ass, d'Aarbechtsplazen ze schützen, wann d'Zil eebe grad dat ass, dass d'Entreprise kee soll entloossen, dee Fall do wa méiglech net sollt virkommen.

En tout cas ass dat meng Hoffnung, an ech mengen, do ass jiddwereen hei an der Chamber mat mer averstanen, dass alleguerten déi Aiden hei derzou féieren, dass keng Aarbechtsplaze verluer ginn, dass keng Entreprisë mussen hir Dieren zoumaachen. Dofir maache mer déi Aiden. Dofir sti mer mengen ech alleguerten, fir dass eebe grad déi Aiden hei kënne schnellstméiglech ausbezuelt ginn an och mat där Flexibilitéit, wéi ech gesot hunn, wou d'Entreprise sech kann eraussichen, wéi ee Mount se hëlt, dat nach een, zwee Méint bis nom Oflaf vum Mount Juni.

Ech soen en tout cas Merci villmools fir déi breet Zoustëmmung an awer och nach eng Kéier der Kommissioun, fir hir séier an effikass Aarbecht. Merci!

Une voix.- Ganz gutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. An direkt Parole après ministre fir den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Och merci dem Här Delles fir déi verschidden Aussoen. Ech wëll awer nach eng Kéier soen, wann ech hei schwätze vu Konsumtempelen, hunn ech genau dat gemengt, wat Dir elo grad hei gesot hutt, dat ass dee Supermarché, dee Liewensmëttelhandel, deen do bannendran ass, deen nach net matkritt huet, dass Kris ass. Ech hunn net geschwat vun deene Klenge ronderëm, well ech mer och net ka virstellen, dass déi Kleng ronderëm ..., et ass vläicht deen een oder deen aneren do, deen e Kollektivvertrag huet, mee all déi aner, an dat hat ech och a menger Remark preziséiert, hu kee Kollektivvertrag a wësse bis haut nach net, wéi de Kollektivvertrag an der Branche ass. Dass deene soll gehollef ginn, ass keng Diskussioun. Ech hu wuertwiertlech gemengt déi ganz Grouss, wéi Der et gesot hutt, d'Supermarchéen, déi do dra sinn. An do däerf ee se och net all an een Dëppe geheien, mee do sinn der awer derbäi, déi wäerten ..., do schwätze mer dann eng Kéier, wa se hire Bilan bekannt ginn, wat do alles erauskomm ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An dann och nach Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Ech rechnen dem Här Delles ganz héich un, datt e selwer seet, datt dee Punkt, op deen ech higewisen hunn, eng Faiblesse duerstellt. Nawell mengen ech, datt déi Faiblesse awer esou grouss ass, datt een dann net méi soe kann, datt et drëm géif goen, Aarbechtsplazen ze retten, well an deem Beispill, dat ech genannt hunn, gëtt deen am meeschte belount, dee licenciéiert. Esou ass et an deem Modell, deen ech elo grad virgerechent hunn, deen ech och virdrun a menger Ried genannt hunn.

Ech mengen net, datt ee muss eng Proratisëierung maachen an d'Demande all Mount ëm - wat ass et dann? - 70 Euro frësch stellen, mee ech mengen zumindest, datt et e Contrôle ex post misst ginn, wou déi Montanten dann dû wieren, wann et zu deenen dote Phenomeener géif kommen, datt Leit, déi licenciéieren, dann awer nach de Surplus fir sech behalen. An dat wier e wichtege Garde-fou gewiescht, dee genau déi doten Zort vun Abusen hätt kënne verhënneren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An d'Wuert geet zréck un den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Ech ginn dem Här Baum ... An ech muss soen, ech respektéieren dem Här Baum seng Erklärungen, déi e sech gëtt, a seng Exkursen, déi e mécht, am Sënn, dass se ëmmer a senger Iwwerleeung - déi ech net ëmmer deelen - awer trotzdeem riicht sinn an trotzdeem an där Iwwerleeung, déi den Här Baum huet, och konsequent sinn. Hei ginn ech lech fundamental Onrecht ...

(Interruption)

... wann Der sot, dass déi Betriber, déi am meeschte profitéieren, déi sinn, déi am meeschten entloossen. Dat ass net richteg! Kee Betrib entléisst gären einfach esou a well en esou gutt fonctionéiert, dat gëtt et net! E Betrib, deen entléisst, ass e Betrib, deen an eng Schiflag vläicht komm ass a wou d'Aiden oder wou d'Fonctionnement, oder d'Reprise, an dësem Fall, net grouss genuch war. Dat heescht, vun der fundamentaler Iwwerleeung si mer do net där nämmlechter Meenung.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7718. Den Text steet am Document parlementaire 7718[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7718 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7690 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7690 iwwert d'Visiokonferenze vum Gemengerot. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir befannen haut iwwert de Gesetzesprojet, deen zwee Haaptziler huet: Engersäits, an dat ass en neie Moment, féiert en d'Méiglechkeet an, bei de Séances à huis clos vum Gemengerot a bei de Sitzunge vum Schäfferot op d'Visiokonferenz zréckzegräifen. Anerersäits ginn eng Rëtsch aner Mesurë verlängert, nämlech de Kader, deen et de Gemengeconseilleren erlaabt, via Visiokonferenz un den ëffentleche Sitzunge vum Gemengerot deelzehuelen, mee och d'Méiglechkeet fir de Schäfferot, dass d'Informatiounsversammlunge mat de Bierger am Kader vun der Prozedur vun der Adoptioun vum PAG deels oder komplett iwwer Visiokonferenze kënnen organiséiert ginn.

Dës Mesuren hate mer jo schonn am September bis Enn des Joers verlängert. Elo wäerte se geschwë bis de 15. Juli gëllen. Dës Mesurë sinn exceptionell an an der Zäit limitéiert.

D'Diskussioune vun der Visiokonferenz fir d'Séances à huis clos an domadder och fir d'Schäfferéit, déi sinn net nei. Effektiv hate mer als Kommissioun am Juni schonn eng Kéier driwwer diskutéiert, wéi mer den Dispositif fir déi ëffentlech Sëtzungen am Gemengerot agefouert hunn. Deemools hu mer awer virun allem aus Suerg, fir d'Confidentialitéit ze assuréieren, als Kommissioun no enger Rei Diskussiounen, déi mer haten, dës Optioun net zréckbehalen. D'physesch Presenz ass deemno obligatoresch bliwwen.

Bon, mir sinn elo an enger anerer Situatioun. Mir hunn héich Fallzuelen. Mir sinn engem méi héije Risiko ausgeliwwert, well de Virus wäitleefeg zirkuléiert. Dës Situatioun huet och derzou gefouert, dass de Fonctionnement vun de Gemengenorganer, an domat d'Handlungsfäegkeet vun de Gemengen, net méi onbedéngt duerchgeeënd garantéiert ass. Et waren deemno och d'Schäfferéit an d'Gemenge selwer, déi no enger Léisung an dëser Problematik gefrot hunn. D'Demande aus dem Gemengesecteur war do an d'Inneministesch huet drop reagéiert.

Aus där Perspektiv eraus huet dunn d'Kommissioun et och opportun fonnt, fir d'Méiglechkeet, via Visiokonferenz un de Séances à huis clos vum Gemengerot an um Schäfferot deelzehuelen, temporär festzehalen, an dës Méiglechkeet, wéi gesot, sollt bis de 15. Juli d'nächst Joer gëllen.

Esou kënnen iwwert deen dote Wee och déi Membere, déi a Quarantän sinn, am Isolement sinn, déi vulnerabel sinn, un dëse Sitzungen deelhuelen a si brauche sech net ze deplacéieren. An dat gëtt natierlech och méi Sécherheet.

An der Kommissioun hu mer de Projet de loi eng éischte Kéier de 26. November analyséiert an an där selwechter Reunioun hu mer och den Avis vum Staatsrot gekuckt, deen de 17. November publizéiert gouf.

D'Kommissioun huet eng Rëtsch Amendementer ugeholl, fir ënner anerem den Oppositions formelles vum Staatsrot Rechnung ze droen. Am Artikel 2 gouf per Amendement nach eng Kéier kloergestallt, dass de Vote secret weeder iwwer Visiokonferenz nach iwwert d'Procuratioun méiglech ass.

De Staatsrot hat hei gefrot, d'Visiokonferenz op déi ëffentlech Sitzunge vum Gemengerot ze limitéieren, well et soss eng Inkohärenz géif ginn tëschent den Dispositiounen aus dem Gemengegesetz, déi virgesinn, dass bei de Gemengerotssitzungen am Huis clos an deene virgesinne Fäll iwwer Vote secret ofgestëmmt gëtt, an deene vum modifizéierte Gesetz vum 24. Juni 2020, déi justement de Vote secret iwwert d'Visiokonferenz am Gemengerot verbidden.

Als Kommissioun hate mer do eng aner Vue wéi de Staatsrot, well et duerchaus méiglech ass, dass de Gemengerot à huis clos zesummekënnt, ouni dass an deem Kader d'office e Vote secret stattfënnt. An dofir hale mer d'Participatioun via Visiokonferenz an deene Fäll dann och bäi. Mee mir stellen duerch den Amendement awer och nach eng Kéier kloer, dass de Vote secret per Visiokonferenz oder per Procuratioun net erlaabt ass fir Punkten, déi um Ordre du jour sinn an déi en lien si mam Artikel 32 vum Gemengegesetz.

Dann en zweete Volet war: Fir sécherzestellen, dass d'Confidentialitéit vun de Reuniounen esou gutt wéi méiglech assuréiert gëtt, gouf am Artikel 1 eng Dispositioun bäigesat, dass d'Membere vum Gemengerot oder Schäfferot hei déi néideg Precautiounen, déi néideg Virsiichtsmoossnamen huele mussen. Déi initial Formulatioun, déi mer haten, war laut dem Staatsrot ze vag, ze onkloer an huet zu enger juristescher Onsécherheet gefouert. An hei gouf mam Amendement, dat mer ugeholl hunn, preziséiert, dass de gewielte Gemengevertrieder sécherstelle muss, dass en déi Plaz, wou e sech befënnt, fir d'Dauer vun der Visiokonferenz exklusiv fir sech huet an och de Secret vun de Sitzungen am Huis clos garantéiert ass. An hei si mer och, mengen ech, der Meenung, dass eis Élus locaux dann och do hir Verantwortung wäerten huelen. An esou konnt och de Staatsrot seng Opposition-formellen effektiv ophiewen. A weider Detailer fannt Der nach am schréftleche Rapport.

Den Avis vum Syvicol, deen ass och ukomm. Dat war den 9. November. An deen huet och a sengem Avis d'Mesurë begréisst, vu dass d'Gemenge jo och hei Demandeur waren, fir op déi Modalitéiten do kënnen zréckzegräifen.

Ech wëll awer och nach kuerz op eng Diskussioun agoen, déi mer an der Kommissioun haten. Et goung hei ëm d'Fro, ob d'Participatioun via Visiokonferenz u spezifesch Konditioune gebonne soll sinn. Esou gouf et d'Propositioun, fir e méi staarken, e méi bannende Lien mat der Covid-19-Pandemie ze etabléieren an d'Visiokonferenz just oder méi exklusiv fir déi Leit ze erlaben, déi am Isolement oder an der Quarantän, an der Autoquarantän sinn, oder respektiv nëmme fir vulnerabel Persounen. Fir de Schäfferot soll et ausserdeem just méiglech sinn, wann et ëm urgent Punkte geet, wat am aktuelle Kader, deen dës Méiglechkeet ouni Konditioune virgesäit, effektiv zu Abuse kéint féieren. De Prinzip vun der physescher Presenz géif deemno ënnergruewe ginn.

Op engem Punkt, dat muss een hei soen, ware mer eis an der Kommissioun alleguerten eens. Mir hu ganz kloer eng staark Preferenz fir déi physesch Reuniounen. Dat soll och d'Norm bleiwen. An dat stellt, mengen ech, absolutt guer keen a Fro. Mee mir sinn awer an enger Ausnamesituatioun an do brauch een alt verschidden exceptionell Mesuren. An och eng Rei Mesuren, déi mer hei huelen, behale jo och fakultative Charakter.

Et ass also no pragmatesche Léisunge gesicht ginn, déi exceptionell sinn an och zäitlech begrenzt sinn an awer der Demande um Terrain aus dem Gemengesecteur Rechnung droen. An no längerer Diskussioun hu mer majoritär decidéiert, fir d'Participatioun per Visiokonferenz net am Detail ze reglementéieren, mee méi an engem generelle Kader ze beloossen. An et wier natierlech och e groussen Opwand an et wier schwéier, déi verschidde Konditioune vun deene verschiddene Fäll ze kontrolléieren, well et awer eng zimmlech delikat Saach, wéi gesot, ass.

En Dënschdeg hate mer den Avis complémentaire vum 11. Dezember effektiv analyséiert vum Staats

rot a mir hunn och natierlech de Rapport den 11. Dezember ugeholl. An ech ginn heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dem Här Biancalana fir e ganz faire Rapport felicitéieren a Merci soen, well en d'Gespréicher aus eiser Kommissioun effektiv esou erëmginn huet, hoergenau, wéi se gefouert gi sinn.

Seng Explikatiounen erklären Iech dann och schonn, firwat dass mir de Projet de loi hei net wäerte matstëmmen, well mir sinn der Meenung, dass do, wou „Covid" dropsteet och Covid soll dra sinn. An dat differenzéiert eis vun der Majoritéit, déi der Meenung ass, dass wuel „Covid" dropsteet, mee dass net Covid nécessairement muss drastoen, fir an de Genoss vun deenen Ausnamen ze kommen, déi haut gestëmmt ginn.

Mir sinn als CSV d'accord, dass am Gemengerot, wann eng Persoun a Quarantän, an Isolatioun, an Autoisolatioun, wa se vulnerabel ass, dass se sech per Visiokonferenz um Gemengerot däerf bedeelegen. Mir sinn awer dergéint, dass Leit sech ouni Covidgrond einfach esou aschalte kënnen an domadder eigentlech d'Relatioun zum Covid aushiewelen.

Mir sinn dergéint, dass Leit doheem wärend dem Gemengerot kachen, wat scho geschitt ass, an an enger Gemeng un enger Gemengerotssitzung deelhuelen. Mir sinn dergéint, dass Leit net kommen, well se Aarbechter doheem hunn, an eigentlech, dass et se elo stéiert, an de Gemengerot ze goen, well se eppes ze maachen hunn, wat méi wichteg ass. Mir sinn och dergéint, dass Leit, well se de Mask net wëllen undoen, der Meenung sinn, dass si net brauchen un der Gemengerotssitzung deelzehuelen.

Jo, theoreetesch kéint souguer an Zukunft aus der Vakanz e Gemengerotsmember sech an deenen nächste Méint aschalten. Opgrond vun dësem Gesetz ass et méiglech. Déi éischt dräi Saache hu mer erlieft. Déi véiert Saach ass méiglech. Et ass net warscheinlech an deenen nächste Wochen, wann een esou den Zoustand an Europa kuckt, mee mir kënnen eis drun erënneren, dass an de Covidzäiten, vu dass dat jo eng Well ass, eng Dauerwell, mer jo och schonn Zäiten haten, wou et eis méi méiglech war, eis am Ausland ze beweegen, wat zurzäit jo net esou gutt méiglech ass, jee nodeem, wou ee wëllt higoen.

Mir sinn och d'accord, dass e Schäfferot, an net nëmmen d'accord, et ass eigentlech d'Grondvirausetzung vum Fonctionnement, dass e Schäfferot muss kënne fonctionéieren, och a Coronazäiten, dofir si mer och der Meenung, wann een oder méi Memberen am Schäfferot mam Corona, aus Corona ... - Autoisolatioun, Isolatioun, Quarantän, also dee ganze Programm dovunner eigentlech - net ka kommen, dass de Schäfferot iwwer Visiokonferenz soll kënne fonctionéieren. Mee och do si mer nees der Meenung, dass et sech op de Corona soll beschränken. A mir hunn och d'Meenung vum Staatsrot iwwerholl, dee gesot huet, dat sollt sech fir Punkten, déi an der Urgence ze maache sinn, organiséieren, well de Schäfferot a sengem normale Fonctionnement - a vill Leit si jo a Schäfferéit heibannen - ëmmer d'Méiglechkeet huet, och a Coronazäiten, kënnen ze fonctionéieren.

Och de Staatsrot huet déi Vue, déi mir ausgedréckt hunn, a sengem Avis, huet dat esou gesinn. Dofir hate mer och en Amendement abruecht, fir dat kloerzestellen. Et ass an der Kommissioun doriwwer diskutéiert ginn. Et ass probéiert ginn, eis Propositioun ze hannerfroen op Punkten, déi mer eigentlech net gefrot haten. Een dervun huet den Här Rapporteur och elo nach eng Kéier gesot, nämlech deen, dass mer elo gären hätten, dass een eng Excuse médicale - oder eppes Änleches, e Certificat - do misst presentéieren. Nee, mir waren der Meenung, dass et mat engem „self assessment" duergeet. Wann ee coronapositiv ass an et ass een an engem Gemengerot, da ginn ech emol dervun aus, dass een dat ka gleewen, wann een an der Autoisolatioun ass. Mee mir waren awer der Meenung, an dat differenzéiert eis vun der Majoritéit, dass et hei och drëm geet, eng moralesch Spär anzeféieren, fir Excèsen ze verhënneren, déi net nëmme wäerte kommen, mee déi schonn an der Vergaangenheet do waren.

Deen Amendement ass net ugeholl ginn, wat mer selbstverständlech bedaueren, soudass mer och an der logescher Konsequenz dervun eis Zoustëmmung fir dëse Gesetzesprojet net kënne ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Villmools merci, Här President. Als Alleréischt e ganz grousse Merci un de Rapporter Dan Biancalana, deen dat wonnerbar erkläert huet, an och fir déi Diskussiounen, déi an der Kommissioun waren, an den Här Wolter huet elo grad och nach eng Kéier e puer Punkten opgegraff.

Ech wëll dat just vläicht ergänzen, firwat mer derfir sinn. Ech mengen, eppes ass immens wichteg, an dat ass dat Wuert „Vertrauen". Et sëtzen an de Gemengen an de Schäfferéit Leit, déi gewielt sinn. Et sinn Eluen. Déi hunn eng gewëssen ..., en Optrag vum Vollek, fir fir hir Gemeng respektiv d'Allgemengheet ze schaffen. A mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass déi Leit domadder och vertrauensvoll ëmginn.

Et ass an der Diskussioun gewiescht an der Kommissioun, wéi dat och elo vum Här Wolter nach eng Kéier gesot ginn ass: „Misst een dat net e bësse méi streng maachen?" Ma, mir sinn éischter der Meenung, dass een de Leit do dat Vertraue ka schenken!

Et ass allgemeng an der Gesellschaft ëmmer e bëssen eng Fro: „Bis wéi wäit muss ee vläicht och bestrofen, kontrolléieren a wéi wäit kann ee vertrauen?" An hei si mer ganz kloer an enger Reegelung, an enger Ausnamereegelung, well mir sinn a Covidzäiten. Et kéim jo warscheinlech kee Mënsch op d'Iddi, wa mer net a Covidzäite wären, fir esou eppes ze diskutéieren, fir esou eppes ze maachen. Mee mir si ganz kloer der Meenung, dass d'Leit, d'Eluen um Terrain, dat Vertrauen, wat se kruten, och kënne richteg asetzen an dass se elo net ufänken, doheem, soen ech elo emol, ze kachen, wärenddeem de Gemengerot taagt.

Dat, wéi gesot, kann een hannerfroen, dat kann een och diskutéieren, mee mir sinn der fundamentaler Iwwerzeegung, dass dat hei eng pragmatesch Léisung ass. Se ass zäitlech begrenzt. An et ass fir eis eng gutt Léisung, fir kënnen de Gemengesecteur funktionéieren ze doen. An dofir wäert d'Demokratesch Partei dat hei och matstëmmen

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lamberty. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, de Covid perturbéiert net nëmmen de Fonctionnement vun der Regierung an der Chamber, mee e riskéiert, och de Fonctionnement vun de Schäfferéit a Gemengeréit ze perturbéieren, esou schreift et de Syvicol a sengem Avis zu dësem Projet de loi. Hie seet der Madamm Inneministesch och Merci fir hir schnell Reaktioun op déi reell Besoine vun de Gemengen.

Dëse Projet de loi reagéiert also op eng Demande vum Terrain a probéiert, eng pragmatesch Léisung ze fannen, fir datt d'Schäffen- a Gemengeréit weider kënne fonctionéieren, trotz der sanitärer Situatioun.

Ech wäert net op all Artikel vum Projet de loi agoen, well de Rapporter Dan Biancalana dat a sengem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport schonn am Detail gemaach huet.

Ech wéilt awer op d'Bedenke vun der CSV agoen an op deen domat verbonnenen Amendement, dee si proposéiert hunn. D'CSV proposéiert, datt am Gemengen- a Schäfferot d'Visiokonferenz nëmme méiglech soll sinn, wann eng Persoun confinéiert oder isoléiert ass. Fir de Schäfferot soll nach déi zousätzlech Konditioun gëllen, datt d'Punkten um Ordre du jour urgent musse sinn. De Staatsrot hat déi selwecht Bedenke fir de Schäfferot, hat dës awer net mat enger Opposition formelle beluecht. D'CSV fäert, datt eng méi large Gesetzgeebung dem Abus fräie Laf géif ginn. Si fäert, datt verschidde Mandatairen aus fadenscheinegen Ursaachen iwwer Video bäigeschalt wéilte ginn, well se zum Beispill keng Loscht hunn, e Mask unzedoen, oder well se an d'Vakanz wéilte fueren.

déi gréng hu bis elo kee Grond, fir dësem Mëss-trauen zoustëmmen ze kënnen. Mir hu keng Informatiounen iwwer esou Abusen a vertrauen de Mandatairen, datt si hir Fonctioun mat deem néidege Seriö ausüben.

Da stellen déi gréng sech och Froe par rapport zu de Konditioune vum Isolement oder Confinement, fir d'Visiokonferenz unzefroen, wéi d'CSV se proposéiert. Wie soll wéi kontrolléieren, datt ee wéinst Coronagrënn net un enger Reunioun kann deelhuelen? Bei enger Isolatioun oder Quarantän kritt een e Certificat d'incapacité de travail, dee fir den Employeur geduecht ass. Huet e Schäfferot d'Recht, deen als Beweis ze froen? Wéi ee Beweis kënnen d'Leit, déi an Autoquarantän oder Autoisolement sinn, virweisen? Vertraut een do op eemol deene Mandatairen, bei deene jo anscheinend de Risiko besteet, datt Abus bedriwwe gëtt? Wéi ass et mat de vulnerabele Leit? Mussen déi e Certificat de vulnérabilité ofginn? Dat ass problematesch, well da jo och jiddereen dobausse weess, datt dat vulnerabel Persoune sinn.

Iwwerhaapt stellt sech hei och d'Fro, ob de Schäfferot d'Recht huet, Informatiounen iwwert de Gesondheetszoustand vu Leit ze fuerderen. Ech mengen net!

Wéi ass et och zum Beispill mat Monoparentallen, deenen hiert Kand a Quarantän ass? Ech kéint nach weider Beispiller fannen.

Duerfir schéngt mir d'Léisung, datt jidderee wärend dëser schwiereger Zäit eng Visiokonferenz kann ufuerderen, méi flexibel a besser adaptéiert ze sinn.

Schlussendlech besteet d'Angscht, datt dëse Projet de loi wäert genotzt ginn, fir spéider d'Méiglechkeet vun der Visiokonferenz ze perenniséieren. Mir deelen déi Angscht net. Et handelt sech jo kloer ëm en zäitlech begrenzten Dispositif. Wär dëst net esou, misst ee sech natierlech méi am Fong mat deenen ugeschwate Problemer an der Kommissioun befaassen.

Här President, et gi vill Saache verluer, wann ee sech net physesch gesäit. An der Chamber maache mer dës Erfarung och. Mee dëse Projet de loi ass eebe grad eng pragmatesch Léisung fir eng definéiert an exzeptionell Zäit, an dat op Demande vum Terrain hin.

Datt d'Gemengen- a Schäfferéit op Visiokonferenz kënnen zréckgräifen, erlaabt et de Gemengen, effizient weiderzeschaffen, trotz enger globaler Pandemie. déi gréng si mat dësem Projet de loi averstanen an ech ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Hansen. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, zu dësem Gesetzesprojet zwee Bedenken oder Reserven unzemellen, an et ass och duerfir, datt mir eis bei dësem Gesetz enthalen.

Mat der Saach vun der Visioiwwerdroung vun enger Gemengerotssitzung hu mer keng Problemer, mee wou déi Saachen ufänken, vertraulech ze ginn, am Gemengerot wéi och am Schäfferot, hu mer awer eis Bedenken, well et ka keen eis eng Garantie ginn, datt net awer op eemol Hacker oder falsch Leit sech do ageklickt hunn. An ech mengen, speziell an engem Schäfferot gi jo awer ganz vill Saache beschwat, déi am Fong geholl ënner Secret falen, sief et Sitzunge virbereeden, sief et personell Saachen an esou weider. An de Risiko ass ginn, datt do ee sech kann aschalten. Ech mengen, et war schonn op méi héije Plazen, wou där Hacker waren. Quitte do goung et och ëm eppes ganz aneres, mee an deem Sënn do.

An ech mengen, wat de Schäfferot ubelaangt, wann ee krank ass, do hu mer jo schonn de Moment eng Reegelung. Wann een am Schäfferot méi laang krank ass wéi ee Mount, da kann e jo vun engem aus dem Conseil ersat ginn, vun där selwechter Partei oder vun där selwechter Gruppéierung. An ech mengen, do hu mer jo schonn eng Reegelung do. Wann een am Schäfferot méi laang krank ass wéi ee Mount, kann en ersat ginn. An ech mengen, beim Corona, do ass et jo normalerweis aacht Deeg oder zéng Deeg, wann de Mann hoffentlech net ze vill krank ass, mee da wier et do awer méiglech, och op déi Reegelung zréckzegräifen. An aus deene Grënn enthale mir eis bei dësem Gesetz.

Ech wëll awer nach zum Schluss dem Här Dan Biancalana en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir enthalen eis. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech kann à la base dem Här Wolter seng Iwwerleeungen novollzéien, well ech selwer, déizäit wou ech nach am Gemengerot war, erlieft hunn, datt een da konnt nokucken, wéi Leit effektiv hir Zalote gewäsch hu wärend dem Gemengerot. An dat huet net zur Dignitéit vun deem Ganze bäigedroen. Fir et emol esou ze soen.

(Interruption)

Nawell mengen ech awer, datt et jo hei och ëm eppes aneres geet, well dat war elo, wann een dat esou soen däerf, ee schwaarzt Schof. Et waren awer eng ganz Rëtsch Leit, vun deenen ech weess, datt se vulnerabel waren, an déi vun doheem aus um Gemengerot participéiert hunn, well se vulnerabel waren, well se sech an anerer net wollten a Gefor setzen, an déi dat och mat där néideger Dignitéit an och mat deem néidegen Engagement do gemaach hunn.

Mech berouegt, datt dat heiten eng zäitlech begrenzte Mesure ass, déi versicht, pragmatesch mat deem Phenomeen ëmzegoen. Ech mengen, vläicht ass och eleng schonn d'Tatsaach, datt mer haut dat hei an der Chamber diskutéiert hunn, genuch, fir datt deen een oder anere Gemengerot iwwerleet, ob en dann deemnächst nach eng Kéier soll an der ëffentlecher Sëtzung seng Zalot wäschen, sech vläicht nach eng Kéier dat duerch Kapp goe léisst, respektiv datt d'Buergermeeschteren, déi jo d'Police vun der Seance hunn, dann och eventuell e Rappel à l'ordre maachen, fir datt esou Phenomeener sech net weider multiplizéieren.

Ech mengen, et ass eng pragmatesch Léisung, déi hei gesicht ginn ass, a mir stëmme se awer och mat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

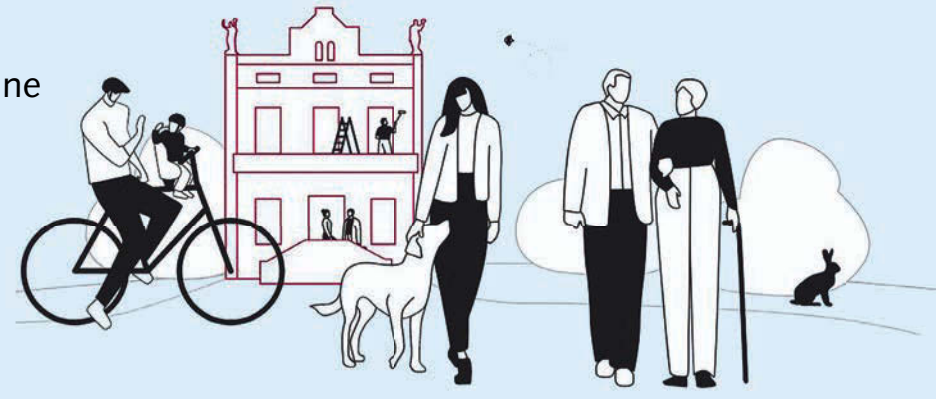
M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Dan Biancalana fir dee gudde Rapport an och déi gutt Diskussiounen an der Kommissioun.

Als digital Partei wäerte mir och derfir sinn. Mee ech ginn elo op dräi eenzel Punkten nach eng Kéier an, déi eis awer wichteg sinn.

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschréft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

An dat Éischt, dat wär iwwert de Videostream. Wéi mer et och an der Kommissioun ugeschwat hunn, ass et esou, dass et och vulnerabel Leit dobausse gëtt, déi sech derfir interesséieren, wat am Gemengerot passéiert, awer zur aktueller Situatioun verständlecherweis net an de Gemengerot selwer kommen. Dofir, wéi an der Kommissioun ugeschwat, hätte mir eis gewënscht, dass zumindest déi grouss Gemengen e bësse méi ugeheizt ginn, dass déi Videostreamen op den eenzelne Portaler solle verfügbar sinn. Mir ass souguer eng Gemeng bekannt, déi zwar de Video an d'ganzt Material dostoen huet, fir der Press et an en anere Raum ze streamen, awer de Leit net no bausse streamt. Deementspriechend ass do nach Verbesserungspotenzial.

Den zweete Punkt ass den Aide-mémoire. Mir haten d'Madamm Ministesch dorobber opmierksam gemaach, dass déi Vulnerabel zwar kënne vun doheem aus um Gemengerot deelhuelen, mee wat ass mat den eenzelne Pabeieren, déi op der Gemeng leien? Déi vulnerabel Leit kënne sech jo dann dem Risiko net aussetzen an op d'Gemeng goen, fir dann do Dokumenter ze kucken. Do géife mer mat op de Wee ginn, dass ee vläicht nach eng Kéier d'Gemengen ureegt. Et gëtt jo verschiddener, déi se schonn digital verschécken, wat mir wierklech begréissen. Dass dat awer och zäitno ass. Well mat e puer Gemengeconseilleren hunn ech geschwat, an et gëtt nämlech en Ënnerscheed tëschent deem, ab wéini dass ee kéint op d'Gemeng kucke goen, an ab wéini den Aide-mémoire digital verschéckt gëtt. Dass ee vläicht do mat de Gemengen nach eng Kéier schwätzt, fir dass virun allem och déi vulnerabel Leit déi komplett Dossiere kréien an awer och zäitno, wéi wann ee se géif kucke goen. Well soss bréngt et eis näischt, wa mer d'Leit mat enger Videokonferenz schützen, se awer net déi selwecht Informatiounen hu wéi déi, déi kënne kucke goen.

An dann den drëtte Punkt, dat ass e ganz wichtege fir eis. Et ass jo elo nach eng Kéier zu Recht erwäänt ginn, dass de Conseiller muss kucken, dass d'Vertraulechkeet gewäert ass, dass keen anere ka matlauschteren, keen anere ka matkucken. Do komme mer awer am Huis clos op deen technesche Punkt. Et ass jo awer esou, dass verschidde Systemer - an et ass de Gemenge fräigestallt, dat ass och gutt an der Autonomie communale, wéi ee System se benotzen -, verschiddener awer fir d'éischt emol op iergendee Server an enger Videokonferenz alleguerten déi Informatiounen, déi Diskussioune wäerte schécken. An déi Servere si jo net zwéngenderweis hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, déi Vertraulechkeet, technesch gesinn, gëtt emol fir d'éischt op engem anere Server gespäichert, ier et da weidergeet am Schäfferot.

Derbäi kënnt, et gëtt eng Verschlësselung, mee wie weess, wéi laang et déi Verschlësselung nach wäert ginn. Wann déi Verschlësselung wäert opgehuewe ginn an esou e Schlëssel, dee jo universell fir jiddwereen do ass, da stellt dat och a Fro, dass Schäfferéit, awer och herno e Parlament iwwerhaapt nach kënne vertraulech kommunizéieren, wann ee mat deem Schlëssel sech kéint an déi Leitung erawielen.

Derbäi kënnt jo nach, dass mer heiansdo schlecht Softwaren op den eenzelne Computere bezéiungsweis op allem, wat mer benotzen, hunn an deementspriechend déi net ganz „propper" sinn. Dat heescht, do kéint en Trojaner, e Virus oder soss eppes drop sinn. An do géife mer d'Ministesch froen, dass se einfach pour information de Gemenge vu mir aus eng Guideline oder bescht Praktike géif matginn, wéi eng Programmer dass een do kéint benotzen, fir dee Huis clos och ze garantéieren.

Well mir hunn et jo an der Kommissioun elo nach eng Kéier genau drageschriwwen, déi Vertraulechkeet. Dat heescht, mir vertrauen herno de Leit, dass déi d'Vertraulechkeet och anhalen, a mir Piraten soen: Jiddwereen, dee gewielt ass, huet eng gewësse Responsabilitéit. Mee mam beschte Gewësse kënnen déi herno am Schäfferot schaffen an trotzdeem kann awer duerch eng Technik nach een do dertëschent sinn an déi Saache matkréien. Dass ee vläicht einfach de Gemengen dat do matgëtt. Ech mengen, et ware jo och genuch Programmer an der Press a leschter Zäit, wou déi Vertraulechkeet net gewäert ass. Dass ee vläicht och de Gemenge matdeelt, dass een esou Programmer net soll benotzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, fir unzefänken e grousse Merci un de Rapporteur fir seng Ausféierungen. En huet dat schonn alles ganz gutt erkläert, an och eeben d'Diskussiounen, déi mer an der Chamberskommissioun haten.

Just fir nach eng Kéier ze preziséieren: D'Visiokonferenz ass en technescht Hëllefsmëttel, fir eeben och esou kënnen déi lokal Demokratie a Covidzäite virufonctionéieren ze loossen.

Et ass eng Demande, an dat ass jo schonn e puermol gesot ginn, et ass eng konkreet Demande vum Terrain, souwuel vun de Gemengeréit, Schäfferéit an och vun de Syndikater; déi solle mer net vergiessen, déi falen och heidrënner, och déi wäerten dovunner kënne profitéieren. A wéi esou oft, wann de Syvicol eis am Interieur freet, fir eeben hei eng Ënnerstëtzung ze ginn, huet dat ganz séier gutt fonctionéiert, fir dass mer hei eebe konnten dee Projet de loi deposéieren, fir wéi gesot hei deenen Demandë kënne Rechnung ze droen.

Déi verschidde Bedenken, déi elo ugefouert gi sinn, déi kann ech novollzéien. Ech versti verschidden Aspekter, virun allem dass eeben dat Instrument elo net kuerzfristeg derfir soll genotzt ginn, wann elo ee keng Loscht huet, an de Conseil ze goen, dass e sech dann iwwert d'Visio eeben aschalt.

Ech deelen awer net déi Konklusiounen, déi mer an Endeffekt doraus sollen zéien. Ech gesinn dat schonn aneschters. Well och ausserhalb vun engem Covidkontext besteet ëmmer d'Méiglechkeet, oder besteet ëmmer de Risk, dass eng Persoun keng Loscht huet, an de Gemengerot ze goen, an dann hëlt se den Telefon an de Grapp oder se schéckt eng E-Mail a mellt sech of, well se eeben net wëllt dee Moment un der Sitzung deelhuelen.

Eng honnertprozenteg Garantie hu mer net! Ech mengen, dat musse mer eis och agestoen. Déi kréie mer och elo net hei iwwert d'Gesetz. Duerfir, fir op de Vertrieder vun der ADR ze reagéieren: Natierlech soll een oppassen, an dat hu mer jo och hei definéiert am Gesetz, déi Diskussiounen am Huis clos. Mee och virun der Pandemie an och soss, wann haut e Huis clos stattfënnt, hu mer net déi Garantie, dass net awer eng Persoun eng Kéier Diskussionselementer, déi eeben do am Huis clos diskutéiert ginn, no baussen dréit. Soll net, mee och dat kann emol virkommen. Wéi gesot, déi Garantie hu mer net an deem Sënn.

Ech wëll awer nach drop hiweisen, dass d'Visio, déi mer jo elo hei eebe fir de Huis clos am Schäfferot, Gemengerot aféieren, dass dat och eng wichteg Mesure ass eeben am Kader vun der Bekämpfung vun der Pandemie. Mir sinn iwwerall amgaangen, do, wou et méiglech ass, Teletravail ze promouvéieren. An ech mengen, esou soll een dat heiten och an där selwechter Logik gesinn, dass et eeben och drëms geet, natierlech fir déi Vulnerabel ze schützen, déi Leit, déi an engem Isolement sinn, awer och fir ze kucken, dass Leit eebe sech net weider ustiechen. An där ganzer Optik net nëmmen d'Geste-barrièren anzehalen, mee eeben och déi sozial Kontakter, insofern et eebe méiglech ass, ze limitéieren.

Woufir ech manner Verständnis hunn, ass awer déi Mefiance, déi a verschiddenen Ausféierungen hei zum Ausdrock kënnt, déi Mefiance vis-à-vis vun den Eluen. Et gëtt esou argumentéiert, wéi wa mer hei an enger Aarbechtsrelatioun wären. Dat si mer awer net. Hei ass eng aner Situatioun. An ech mengen, et war deemools den Deputéierte vun de Piraten, deen dat an der Chamberskommissioun gesot huet. De Buergermeeschter, d'Buergermeeschtesch ass net Patron vun den Eluen! An ech mengen, dat ass awer déi grouss Differenz, déi mer hei musse consideréieren. D'Leit si vum Vollek gewielt. Si sinn assermentéiert a si sinn och gehalen, räsonabel ze handelen.

Ech mengen, si hunn awer och dat Vertraue verdéngt, well mir wëssen - an et sëtze jo och ganz vill lokal Politikerinnen a Politiker heibannen -, mir wëssen, dass ganz vill Fräizäit dropgeet fir e lokaalt Mandat, dass ee ganz vill investéiert. Ech mengen, dass dat deene Leit net gerecht gëtt, wa mer net dat Mindestvertrauen awer hei an eis Elue géife setzen.

Wa mer souguer géifen an d'Richtung goen an nach méi streng Krittären an d'Gesetz eebe fixéieren, besteet awer herno de Risk, dass mer déi Visioe méi staark géife limitéieren. An da war et den Deputéierten Hansen, dee schonn eng ganz Rëtsch Froen opgeworf huet, zu Recht, well et stellt sech eeben d'Fro hannendrun: Muss dann herno déi Persoun eng Preuve brénge fir d'Ursaach, firwat se net ka physesch um Gemengerot deelhuelen? Wat bedeit dat fir déi Leit, déi sech selwer a Quarantän setzen? Do hu mer jo och elo e ganz aktuellt Beispill hei am Land. Wéi ass dat, wann eeben d'Ordonnancen, déi vun der Direktioun vun der Santé ausgestallt ginn, wat ass, wann do e Retard ass, wann déi net matzäite kommen? Do sinn eng ganz Rëtsch Froen, déi sech hannendru stellen.

An duerfir mengen ech, wa mer géifen an déi Richtung goen, géife mer d'Saach nach méi komplizéiert maachen. Mir dierfen net vergiessen, dat heiten ass en temporäert Gesetz. Ech mengen, wa mer elo géifen eppes Endgülteges dee Moment aféieren, da muss een natierlech alleguerten déi eenzel Dispositiounen duerchhuelen. Mee dat hei, wéi gesot, ass eng pragmatesch Léisung, dat ass virdru gesot ginn. Et ass genau dat. Et ass eng pragmatesch Léisung, fir séier kënnen ze reagéieren, fir dass eeben d'lokal Demokratie, wéi gesot, esou ka weider gestäerkt ginn.

Technesch Schwieregkeeten, dat war nach e Punkt, deen ugeschwat ginn ass. Jo, mee dat betrëfft jo net nëmmen de Gemengesecteur. Ech mengen, mir sinn iwwerall amgaangen, eis digital ëmzestellen. Ech mengen, do ass insgesamt déi Diskussioun: Wéi geet ee mat deene Risiken ëm? Wat sinn d'potenziell Risiken? Och d'Opklärung fir d'Leit, wéi een elo mat deenen neien Instrumenter eens gëtt, dat hänkt alles dodrun. An ech mengen, et ass wichteg, dass mer och déi Diskussioun solle féieren, mee dat an engem globale Kontext.

Voilà. Dëst gesot, soen ech awer trotzdeem Merci fir déi Zoustëmmung, déi fir d'Gesetz kënnt. Wéi gesot, et ass e Besoin vum Terrain an et ass schued, dass mer elo hei keng Unanimitéit hunn. Mee ech mengen, déi am Gemengerot, déi si frou trotzdeem, wann dat haut gestëmmt gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Inneministesch. An da Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hunn d'Wuert nach eng Kéier gefrot, well ech mech muss entschëllegen. Ech hat effektiv gemengt, déi Madamm hätt gekacht. Si huet nëmmen Zalote gebotzt, wéi den Här Baum et elo gesot huet.

(Interruption)

Den Aarbechter doheem, d'Mask net wëllen undinn, alles Fäll, déi mer preuves à l'appui kënnen, wann et noutwendeg och wär, bréngen. Wann also déi gréng soen, si hätte keng ..., nach ni eppes dovunner héieren, ech mengen, den Här Baum huet elo just de Contraire gesot vun iergendwelleche - wat ech nennen - ganz zolitten Abusen, déi bedriwwe gi sinn.

Zweetens fannen ech, dass et ëmmer ganz wichteg ass, dass een nolauschtert, wann ee schwätzt. Ech hunn a kengem Moment an der Kommissioun ... - dach, am Ufank ware mer nach e bësse méi streng, mir hunn awer eng Diskussioun gehat zum Schluss -, awer virun allem a kengem Moment hei gesot, dass een op iergendeng Aart a Weis misst e Certificat médical oder eppes bréngen! Ech hu souguer dat Wuert „self assessment" hei gebraucht a menger Ried. An awer behaapten d'Ministesch, esou wéi wann dat net gesot gi wär, an den Här Hansen, esou wéi wann dat net gesot gi wär, hei fräi a frank - si kënne jo dann de Procès-verbal noliesen -, de Vertrieder vun der CSV hätt gesot, do misst een en Zertifikat bréngen. Mir hunn dat net gefrot! Mir sinn der Meenung, dass ee Vertrauen an d'Leit soll hunn, an der Limitt vum Gesetz, dat mir eeben aneschters gesinn ewéi anerer. An ech sinn net schrecklech frou, wann een eppes seet, an dräi Minutten drop komme Leit a liesen dann eppes of, wat de Contraire ass vun deem, wat ee gesot huet.

A meng lescht Remark ass déi, dass och d'Duerstellung vum Avis vum Syvicol hei vun der Ministesch net richteg duergestallt ginn ass, well de Syvicol sech expressis verbis ...

Hei, et ass jo ëmmer, mir si jo bal an der Welt vum Weisen: Avis vum Syvicol!

(M. Michel Wolter montre l'avis du Syvicol à la Chambre des Députés.)

... sech expressis verbis just op de Fall vun der Pandemie an hir direkt Relatioun reduzéiert. Dat war d'Demande vum Syvicol. Dës Majoritéit huet dorauser eppes aneschters gemaach. Dat ass hire Choix. Mee et kann een net soen - no deem, wat ech hei liesen; ech kéint lech dat elo virliesen, Dir kënnt dat selwer maachen -, no deem, wat de Syvicol hei gefrot huet, kann een net soen, dass de Syvicol dat gefrot hätt, wat elo am Gesetz steet, mee au contraire expressis verbis sech zweemol, am zweeten an am fënnefte Paragraf, op d'Pandemie an d'Leit, déi domadder eppes ze dinn hunn, reduzéiert.

Merci.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Den Här Marc Hansen freet nach d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Jo, merci fir d'Wuert nach eng Kéier. Ech wollt just eng Kéier kuerz dorobber reagéieren, well ech sinn drop agaangen op déi Diskussioun, déi effektiv an der Kommissioun stattfonnt huet. Do hu mer wuel iwwer Certificats de maladie länger diskutéiert, iwwert d'Form, wéi een déi Persounen da kéint excuséieren oder wéi se sech missten excuséieren. An ech wollt dat einfach nach eng Kéier och duerstelle mat e puer Beispiller, well dat d'Komplexitéit vun deem Ganzen extreem an d'Luucht setzt.

Mir ass et wuel bewosst, dass an der Diskussioun dat herno och ugedeit ginn ass, dass een op en anere Wee kéint goen. Et ass awer, den Ausgang vun deem Ganzen ass eigentlech Vertrauen an de Mandataire ze hunn. An ech hunn a menger Ried och gesot: „... oder vertraue mer dee Moment de Mandatairen", dat heescht, wa se sech géifen äusseren, soen: „Voilà, ech sinn an der Autoisolatioun" oder „ech sinn an der Autoquarantän". Mee wa mer hinnen do vertrauen, dann, fannen ech, solle mer hinnen iwwerall vertrauen. An dee Moment mengen ech, dass mer déi dote Restriktiounen net an den Text brauchen dranzesetzen an dass mer den Text och esou hätte kënne stëmmen, ouni déi ganz Diskussioun ze féieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. An da ginn ech d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, ech wollt just nach eng Kéier preziséieren, dass mer eis u sech ënnert dem Strëch eens sinn. Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass och den Titel vum Gesetz duerchaus Covid beinhalt, dat op Är Remark, dass eeben och soll Covid dra sinn.

An ech wëll och nach drop hiweisen, dass mer och am Exposé des motifs geschriwwen hunn, dass, wann eng Visio ugefrot gëtt, eeben och dee Moment dat soll am Procès-verbal niddergeschriwwe ginn, dass eeben och dat soll dee Moment, also d'Grënn, firwat et zur Visio kënnt, dass dat dodra soll festgehale ginn.

Wéi gesot, eng honnertprozenteg Garantie hu mer net. Mee am Endeffekt menge mer alleguerten dat selwecht. An duerfir nach eng Kéier ass et schued, dass Der net hei mat op dee Wee gitt.

A wat den Avis vum Syvicol betrëfft, fannen ech dat elo e bësse speziell, dass Der dat hei esou ufëiert, well Dir waart net an deene Reuniounen derbäi. Mir hunn dat diskutéiert. Mir waren eis doriwwer eens. Also fannen ech dat elo ganz komesch, dass Der dat do elo e bëssen esou ufëiert mat deem Net-wëllen-Nolauschteren, Net-wëlle-Liesen. Bon, dat kann ech lech zréckginn. Mee bon, dat ass jo Är nei Taktik.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Inneministesch. D'Diskussioun ass domat ... Nee, den Här Wolter freet nach eng Kéier Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Just fir ze soen, dass ech d'Welt net verstinn.

(Brouhaha)

Nee, ech versti se wierklech net! Ech verstinn d'Welt net, dass d'Ministesch elo ufänkt, hei an d'Diskussioun eranzebréngen, dass ech net an der Reunioun derbäi gewiescht wär. Hunn ech an iergendenger Sekonn an deem, wat ech an där leschter hallwer Stonn gesot hunn, behaapt, ech wär an där Reunioun derbäi gewiescht?

Une voix.- A!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hunn, Madamm Minister, de schrëftlechen Avis vum Syvicol ...

(Interruption)

... zu dësem Projet de loi virgelies. De schrëftlechen Avis vum Syvicol! An ech hunn doraus gezunn, dass, contrairement zu deem, wat Dir gesot hutt, et keng Demande war vum Syvicol, fir d'Gesetz esou ze schreiwen, wéi et elo vun der Majoritéit akzeptéiert gëtt, mee dass de Syvicol sech a sengem schrëftlechen Avis expressis verbis limitéiert

huet op de Covid an déi Leit, déi domadder ze dinn hätten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter. Et ass keng Wuertmeldung méi do, soudatt d'Diskussioun elo ofgeschloss ass.

Mir kënnen dann zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7690 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7690 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi mat 35 Jo-Stëmmen, bei 21 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7709 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7709, eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter, den honorabelen Här Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Richteg, wärend dem État de crise sinn eng Rei Derogatiounen zum Aarbechtsrecht geholl ginn. An déi sinn dunn an engem Gesetz den 20. Juni 2020 verlängert ginn. An Dir wësst alleguer, dass d'Pandemie nach net fäerdeg ass, an dofir musse mer déi Bestëmmungen hei nach eng Kéier verlängeren, fir dass et keen ekonomeschen a sozialen Abroch an dëser Kris gëtt, fir dass deen op alle Fall net méi schlëmm gëtt.

Dëse Gesetzesprojet mat der Nummer 7709, dee gesäit dann eng temporär Verlängerung vir vum Artikel 16 vum Gesetz vum 20. Juni, deen dann erëm eng Kéier de Code travail ofännert beim Artikel L. 585-6, fënnefte Punkt.

Am Kontext vun der Gesondheetskris verbonne mat der Covidpandemie hu verschidde Betriber hir fréier Mataarbechter, déi a fréizäiteger Pensioun waren, ugebueden, fir zréck schaffen ze kommen, fir während der Kris dann och auszehëllefen. Dofir war d'Zil vum Gesetz d'Suspensioun vun deem Artikel, deen ech virdru genannt hunn, fir dass déi Persounen och eng Remuneratioun konnte kréien, an dat ouni Verloscht vun hire Rechter op d'Fréipensiounsvirdeeler. An duerfir schwätze mer haut an dësem Parlament nach eng Kéier doriwwer, well mer den Artikel 16 musse verlängeren, an dat bis den 30. Juni 2021. Hei kënnt dann awer derbäi, dass dës Dispositioun just fir Salariéë gëllt, déi am Gesondheetssecteur a bei medezinneschen Analyselaboratoiren, am Hëlefs- an am Fleegesecteur schaffen, well dat sinn déi, déi am meeschte betraff sinn.

Dann ass et och esou, dass de Salarié net méi verflicht ass, bei säi fréiere Patron zréckzegoen. E ka bei en neien, bei en alen oder awer och bei säi fréiere Patron zréckgoen aus deene betraffene Secteuren. An de Patron, deen ass verantwortlech, eng Lëscht vun all deene Mataarbechter, déi an de Genoss vun där Suspensioun vum Artikel L. 585-6, Punkt 5 kommen, dem Aarbechtsminister matzedeelen.

D'Gesetz gouf den 18. November deposéiert. De Staatsrot huet e favorabelen Avis ginn, gradesou wéi d'Chambre de Commerce an och d'Chambre des Salariés, déi awer gesot huet, déi drun erënnert huet, dass se scho méi laang drop opmierksam mécht, dass et eng Penurie am medezinnesche Personal gëtt an dass een also do onbedéngt muss séier handelen.

De Rapport vun dësem Gesetz gouf unanime an der Aarbechtskommissioun den 10. Dezember ugeholl. Ech soe Merci dofir. Et ass e wichtege Projet an dëser schwéierer Zäit. An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Rapporter Georges Engel. An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och e Merci un de Rapporteur, deen alles am Detail gesot huet. Ech hoffe just, dass mer et fäerdegbréngen, dem Appell vun der Chambre des Salariés Rechnung ze droen. De President vun der Santéskommissioun huet dat jo an Aussiicht gestallt, da solle mer dat och maachen. Net, wa mer nach eng Kéier musse verlängeren, dass mer dann nach esou eng Remark an de Rapport geschriwwe kréien.

An domadder ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Pim Knaff.

M. Pim Knaff *(DP).*- Jo, merci, Här President. Ech wëll och gären hei am Numm vun der Demokratescher Partei dem Rapporter Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An deem ass och näischt méi bäizefügen. A mir ginn dann och den Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. An da geet d'Wuert weider un den Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. Ech soen och Merci un de Rapporter. A mir ginn och eisen Accord fir d'Verlängerung vun dësem Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Back. An da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir wëllen dann och dem Här Georges Engel Merci soen. Ech mengen, et ass alles gesot. Et ass am Interesse vun der Bekämpfung vun der Pandemie, wou mer dat hei Gesetz maachen. An ech bréngen den Accord vun der ADR zu dëser „Gesetzesverlängerung", muss ee jo éierlecherweis soen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen dësem Gesetz och zou, dat eng Verlängerung ass vun deem, wat mer scho kennen, a wat wichteg ass, ënner anerem, fir eise Gesondheetssystem oprechtzeerhalen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir de Rapport. Hoffe mer, datt mer dat heiten net nach eng Kéier verlängere mussen. An domadder ginn ech den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Esou vill Merci! Ech géif mech deem wëllen uschléissen a Merci soen, och fir d'Unanimitéit hei an der Chamber. An ech mengen, dass ech am Numm vun eis alleguerten deene Leit ka Merci soen, déi am Gesondheetssecteur elo e ganz grousse Match maachen, fir dës Pandemie ze bekämpfen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7709. Den Text steet am Document parlementaire 7709[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7709 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

An domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7726 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7726 iwwert de Schutz vun de Salariéë virun enger Entloossung. A Rapporter ass nach eng Kéier den honorabelen Här Georges Engel. An Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Och dat hei ass e Gesetzesprojet, deen huet direkt mat der Coronakris ze dinn an dee féiert dann eng temporär Ännerung vum Aarbechtsrecht an, fir dass mer besser duerch dës Kris kënne kommen a verschidde Situatiounen och besser geréiert kréien. Dëse Gesetzesprojet, deen ännert temporär d'Dispositioun vum Artikel L. 121-6 Paragraf 2 an 3 vum Code du Travail of. Dat si Bestëmmungen, déi sech op de Schutz vum Salarié géint Entloossunge bezéien, also eppes ganz Wichteges. D'Aarbechtsrecht gesäit nämlech vir, dass, wann e Salarié krank ass oder wann en net kann op d'Aarbecht goen - heiansdo ass dat net dat selwecht -, dësen direkt den éischten Dag de Patron iwwer eng Absence muss informéieren, mee awer och dem Patron e Certificat vum Dokter, fir seng Aarbechtsonfäegkeet ze bestätegen, muss liwweren, an dat spéitstens um drëtten Dag vu senger Absence. Just esou ass hie géint eng Entloossung dann och geschützt.

Haut, am Kontext vun der Gesondheetskris, si vill Leit an enger Isolatioun oder an enger Quarantän vun esou enger Moossnam betraff an do sinn dann och verschidde Mesurë virgesinn. Ënner anerem kritt een do e Certificat d'incapacité de travail ausgestallt, wann een net senger berufflecher oder schoulescher Aktivitéit kann nogoen. Dat heescht konkreet, dass esou e Certificat dann och gëllt, fir d'Aarbechtsonfäegkeet ze bestätegen.

A mir befannen eis zënter e puer Wochen nees an enger Situatioun, wou d'Zuelen eis Suerge maachen. D'Zuele maachen der Ekipp vum Contacttracing et virun allem net einfach an esou sinn eng ganz Rei vu Retarden entstanen, och wann déi elo duerch den Tracing, dee verbessert gouf, erofgaange sinn. Leit, déi positiv getest goufen oder à risque sinn, well si an engem enke Kontakt mat enger positiv getester Persoun waren, déi kréien dësen Isolatiouns- oder Quarantänscertificat net esou séier ausgestallt, fir dass déi Dräi-Deeg-Reegel nach kann agehale ginn, an dann entsti Situatiounen, wou de Salarié dann net méi geschützt ass. An dat wëlle mer jo net, well mer Entloossunge jo wëlle vermeiden, fir eng Situatioun, wou de Salarié och net selwer Schold drun ass.

An duerfir maache mer mat dësem Gesetzesprojet déi Prozedur do e bëssen anescht. De Projet de loi gesäit nämlech vir, dass d'Period, fir de Certificat d'incapacité de travail anzereechen, vun dräi Deeg op aacht Deeg verlängert gëtt fir déi betraffe Persounen, déi vun esou enger nationaler Autoritéit matgedeelt kréien, dass se a Quarantän oder Isolatioun musse sinn - „national Autoritéit", well et net onbedéngt musse Leit aus Lëtzebuerg sinn, et kënnen och Leit aus engem anere Land sinn, déi dann hei mussen dee Certificat eraginn.

Et ass och esou, dass dëse Certificat fir Quarantän oder Isolatioun bis elo nach net spezifesch am Aarbechtsrecht verankert war. Dat ass dann heimadder, ... an dësem Gesetzesprojet géif dat dann och gemaach ginn. An de Salarié muss och säi Patron informéieren, wann hien a Quarantän oder Isolatioun da muss goen.

Wéi ass et zu dësem Projet komm? De 27. November ass en deposéiert ginn. De Staatsrot huet e favorabelen Avis ginn. Duerno sinn d'Aarbechten an der Aarbechtskommissioun ugaangen a mir hunn nach Amendementer gemaach. Déi goufen de 7. Dezember ugeholl. De Staatsrot huet déi och ugeholl. An et ass haaptsächlech drëms gaangen, ënnerschiddleche Remarken a Virschléi vun den Avise vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Salariés, Rechnung ze droen. D'Chambre de Commerce huet hiren Accord gi mat der Bemierkung, dass och d'Frontaliere missen do ofgedeckt ginn. An d'Chambre des Salariés hat och eng änlech Bemierkung.

De Rapport gouf à l'unanimité erëm eng Kéier den 10. Dezember an der Kommissioun vum Travail ugeholl.

Ech soen och dofir Merci. An ech ginn heimat dann och dann den Avis vun der LSAP fir dëse Projet de loi.

(Interruptions)

A, den Avis. Nee! Ech ginn e positiven Avis an ...

(Brouhaha)

... ech ginn och eisen Accord. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Georges Engel Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, fir de schréftleche Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An da wier et um honorabelen Här Pim Knaff.

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur Merci. Dee Projet de loi ass plein de bon sens a mir ginn och eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Knaff. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Jo, merci un de Rapporter. A mir ginn natierlech och eisen Accord fir dëse Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Carlo Back. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir wëllen dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soen. Et ass alles gesot, wat zu deem Gesetz hei ze soen ass.

Et geet am Fong geholl dorëm, eng Praxis, déi sech déi lescht Wochen agebiergert huet, fir déi a Gesetzesform ze schreiwen, soudatt d'Leit konform sinn zum Gesetz. An ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Jeff Engelen. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech kommen awer nach eng Kéier kuerz un d'Pult, well ech mengen, datt dee ganz gudden an néidege Projet, datt do awer och nach zwou, dräi Froen domadder verbonne sinn, déi eis och an Zukunft nach wäerte beschäftegen.

Bis elo war et esou, datt d'Verantwortung fir d'Anhale vun de sanitäre Reegelen op der Aarbechtsplaz a ronderëm d'Aarbechtsplaz an éischter Linn beim Salarié louch, an d'Salariatskummer huet duerfir schonn am Oktober, mengen ech, drop opmierksam gemaach a mir selwer hunn och dem Aarbechtsminister deen Dag, wou en effektiv dat heite Gesetz deposéiert huet, änlech Froe gestallt, wat déi Beräicher vun Obligatiounen tëschent Santé an Aarbecht ugeet, déi hätte kënnen deelweis widderspréchlech sinn, well de Salarié kann deemno wéi an enger

Zwéckmillche stiechen. E muss als Privatpersoun Quarantänsreegelen anhalen, déi e potenziell awer kéinte seng Aarbechtsplaz kaschten. Mat dëser Upassung beim Delai, fir de Krankeschäi beim Employeur ofzeliwweren, gëtt de Problem also zugonschte vun de Salariéen entschäerft.

Zweetens - an dat ass awer méi rezent an dat ass eng Fro, déi eis nach wäert méi oft beschäftegen: déi rezent Etüd vum Luxembourg Institute of Health, déi seet, datt nieft dem familiäre Beräich d'Aarbechtsplaz als potenziell Ustiechungsquell ee vun den Haaptfacteuren zu Lëtzebuerg gewiescht wier an der Period Mäerz bis September. Ech mengen, datt mer dat seriö sollen huelen, datt mer dat och seriö solle kucken. An et weist op jidde Fall, datt de Facteur Aarbecht och e Risiko duerstellt a wou mer dann och mengen ech sollte Reflexioune féieren, wéi mer déi Precautiounsflichten a wéi mer déi Precautioun op der Aarbechtsplaz ausweiten a besser encadréiere kënnen. Ech mengen, datt mer och net derlaanscht kommen - mir hunn elo an deem neiste Covidgesetz e Protocole sanitaire obligatoresch agefouert fir d'Grande-surfacen. An ech mengen, datt déi Iddi vun engem Protocole sanitaire, an deem verschidde Kärelementer mussen drastoen, eppes ass, wou ee sech wierklech sollt iwwerleeën, ob een dat net nach misst ausweiten eventuell och nach op aner Beräicher.

An eng lescht Bemierkung: Dat hei ganz wichtegt a richtegt Gesetz, well eeben effektiv d'Tracingcapacitéiten net méi nokomm sinn, geet awer un enger Kategorie vu Leit erlaanscht, wou ech d'Gefill hunn, datt déi am Moment wéi Champignonen aus dem Buedem spréissen, an dat sinn déi prekär Beschäftegt, déi net oder just un der Limitt vum klassesche Aarbechtsrecht schaffen, nämlech d'Freelancer a Schäiselbststänneger - Stéchwuert „WeDely" -, déi een elo iwwerall gesäit. Ech war op hiren Internetsite kucken, also dat ass awer wierklech, mengen ech, e Beispill vu Plattformwirtschaft, dat mer ganz, ganz gutt am A solle behalen a wou ech och hoffen, datt den Aarbechtsminister dat mat genau där néideger Opmierksamkeet kuckt, well dat si genau déi Leit, well se Schäiselbststänneger sinn, awer a Wierklechkeet, an dat ass emol meng Behaaptung, awer an engem Ofhängegkeets-, direkten ökonomeschen Ofhängegkeetsverhältnis, sinn, dat sinn déi, fir déi déi heite Reegelen net gëllen. Wann déi a Selbstquarantän musse goen, dann hu se einfach guer näischt méi. A mir musse ganz gutt oppassen, well dës Pandemie an dës Kris, an där mer dra sinn, och do eist Aarbechtsrecht riskéiert auszehielegen, a mer musse matzäite géigesteieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verspriechen, ech maachen et och net ze laang. Et geet mer awer ëm e weideren Aspekt, op deen ech wollt agoen, nodeem de Kolleeg Marc Baum hei schonn iwwert d'Schäiselbststänneger geschwat huet. An ech wollt awer op e Problem éischter beim Contacttracing agoen respektiv wou mer, mengen ech, net nëmmen hei mam Gesetz nobesseren, mee wou mer insgesamt eis missten eng Kéier d'Fro stellen, ob mer net méi effikass kënne mat de Quarantänen an Isolementer ëmgoen - Dir kënnt Iech et denken, ech schwätze vun der Schoul.

Ech hunn an deene leschte Wochen e puer Question-parlementairen zu deem Theema gestallt. An d'Kolleegen, déi sech mam Theema beschäftegen, déi wëssen: D'Ekipp vum Contacttracing schafft esou gutt, wéi et nëmme geet. Si maachen hiert Mënscheméiglechst an et ass einfach verschidden Deeg net méiglech, jiddwereen dee Moment unzeruffen, wou e misst ugeruff ginn, an et kënnt einfach zu Situatiounen, wou Leit e bësse méi laang drop waarden, bis se dann hire Code hunn, mat deem se sech da kënne hir Ordonnance froen, soudatt et iwwerall am System zu Retarden, zu Couacke kënnt. An dofir ass dat Gesetz hei esou wichteg. Mee mir misste vläicht och eng Kéier méi fréi usetzen. Mir misste vläicht nieft deem heite Gesetz, dat éischter d'Plooschter op der Wonn ass, dat éischter d'Symptomer bekämpft, nämlech dat, wat hannen erauskënnt, misste mer vläicht och domadder ufänken, datt mer et vläicht och grad an de Schoule méi einfach maachen, d'Quarantänen an d'Isolementer auszeschwätzen, wa Kanner respektiv Enseignanten a Kontakt mat Positive waren, respektiv wa mer net méi am Zeenario 1 sinn, mee an déi Zeenarie ginn, wou wierklech d'Leit doheem bleiwen.

Dat géif nämlech engersäits d'Ekippe vum Contacttracing entlaaschten. Dat gëtt jo schonn zum Deel an der Schoul gemaach, mee fir d'Ordonnance ass dann herno awer d'Direction de la Santé zoustänneg, wat dann natierlech derzou féiert, datt dës Ekipp zousätzlech belaascht gëtt, wat natierlech erëm zu méi Retarde féiert, wat dat heite Gesetz erëm méi néideg mécht.

Dir gesitt, egal, wou mer dat heiten upaken, mir kommen ëmmer an en Däiwelskrees wou, wat méi Fäll betraff sinn - hoffe mer, datt dat an Zukunft erofgeet -, wat mer méi Retarde kënne kréien, wat méi derzou féiert, datt mer dat heite Gesetz brauchen.

Dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wäert verstoen, mir wäerten dat heite Gesetz matstëmmen aus puerer Iwwerzeegung, datt et wichteg ass, datt kee Salarié iergendwellech negativ Konsequenzen dervun huet, wann e sech aus Precautioun a Quarantän oder an Autoquarantän setzt en attendant, datt en dann eng Ordonnance vun der Santé kritt.

Dat Gesetz hei muss sinn, fir Aarbechter ze schützen.

Ech wëll dann awer, nodeem ech elo laang geschwat hunn doriwwer, datt se net nokomme beim Contacttracing, all deene Leit am Santésministère a virun allem de Leit am Contacttracing awer nach eng Kéier villmools Merci soen, well och si schaffe säit dem Ufank vun dëser Kris all Dag ouni Paus an hiren Asaz ass onbezuelbar. Wéi gesot, virun allem, wat d'Covidfäll an der Schoul ugeet, kéint een dat Ganzt menger Meenung no e bësse vereinfachen, si entlaaschten. An domadder och dat heite Gesetz fir eng Rëtsch Leit manner néideg maachen.

Dat gesot, gi mer den Accord vun de Piraten. Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, merci, Här President. Ech mengen, wann een de Riedner alleguerten nogelauschtert huet, da gesäit een, dass dat heiten en noutwendegt Gesetz ass, dat mer haut wäerte warscheinlech unanime stëmmen, esou, wéi ech dat elo matkritt hunn. Op där anerer Säit muss ee soen, dass de Grond, firwat dass mer dëse Gesetzesprojet iwwerhaapt op den Instanzewee ginn hunn, sech jo an der Tëschenzäit scho praktesch eriwwregt huet. An der Tëschenzäit ass an der Ekipp vum Contacttracing opgestockt ginn. Déi Retarden, déi engersäits eng Kéier opgetruede waren, sinn opgeschafft ginn. A mir kënnen alleguerten zesummen hoffen, dass mer ni méi wäerten an déi dote Situatioun erakommen.

Ech wéilt vläicht nach ee Wuert soen zu deem, wat den Här Baum gesot huet. Jo, et ass richteg: Selbstverständlech ass och d'Aarbechtsplaz eng vun deene Plazen, wou ee sech kann ustiechen. Par la force des choses kënnt et do zu soziale Kontakter. An do, wou sozial Kontakter sinn, ass eng Gefor fir sech unzestiechen. Et ass awer net esou, wéi wa mer keng Bestëmmungen hätten, wou d'Leit geschützt ginn. Mir hunn e Code du travail, wou ganz kloer eng Responsabilitéit drasteet, dass de Patron responsabel ass fir d'Securitéit an d'Santé vu senge Salariéen an dass en alles muss en œuvre setzen, fir seng Leit ze schützen.

An et ass och esou, dass ..., ech mengen do gëtt et jo eng Rei vu Jurisprudenzen. Selbstverständlech ass do keng Obligation de résultat, mee eng Obligation de moyens ass wuel do. A wann ee géif mierken, dass Leit sech hei géifen total foutéieren an hir Leit enger Gefor exposéieren, da mussen déi Leit natierlech och mat rechtleche Konsequenze rechnen. Ech wéilt dat einfach hei eng Kéier ganz kloer soen.

Zu deem Beispill vun de Plattformaarbechter - „WeDely" ass genannt ginn: Dir verstitt, dass ech mech hei an der Chamber derzou net kann äusseren, well dat en Dossier ass, dee scho längst beim Parquet läit. Ech wëll just ënnersträichen, dass d'ITM an deem doten Dossier konkreet hir Aarbecht gemaach huet an e säitelaangen Dossier un de Parquet ofginn huet, soudass ech also dervun ausginn, dass deen och wäert, esou wéi dat ëmmer de Fall ass, wann esou Dossiere kommen ..., de Parquet seng Aarbecht wäert maachen, dass dat och wäert Konsequenzen hunn.

Dat gesot, merci fir dat grousst Vertrauen a virun allem och e grousse Merci un de Staatsrot, deen a Rekordzäit éischtens säin Avis ginn hat an och säin Avis complémentaire ginn huet, fir dass mer dat heiten nach kënne virun de Chrëschtdeeg dann eebe stëmmen. An och mäi Merci un de Rapporteur, dee, mengen ech, dat Wichtegst an enger geraffter Form hei ganz gutt duergestallt huet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Aarbechtsminister Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7726. Den Text steet am Document parlementaire 7726[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7726 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt den nächste Samschdeg um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.03 heures.)

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes. Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins. Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

Sommaire des séances publiques nos 23, 24 et 25

23e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 296

7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;

2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;

5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;

6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;

7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;

12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat

et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

- Discussion générale (suite) ..... p. 296-311

- Prises de position du Gouvernement ..... p. 311-316

- Discussion générale (suite) ..... p. 316

Ordre du jour ..... p. 316

24e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 317

7676 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019 ..... p. 317-318

7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel ..... p. 318

- Motions ..... p. 318-326

7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière ..... p. 326-327

7727 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2019 ... p. 327-328

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 de la Cour des comptes ..... p. 328-329

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Médiateur ..... p. 329

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Centre pour l'égalité de traitement ..... p. 329

25e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 330

7526 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005

- relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle ..... p. 330-331

7629 - Projet de loi portant approbation

1° du Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017 ;

2° du « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017 ..... p. 331-333

7630 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017 ..... p. 333-334

7703 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

et

7704 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :

1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin ..... p. 334-341

7718 - Projet de loi relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19 ..... p. 341-343

7690 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ..... p. 343-346

7709 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail ..... p. 346

7726 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail ..... p. 346-347

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3472	Sven Clement	Impact de la crise sanitaire sur le secteur Horeca
3496	Marc Goergen	Vols à longue distance avec départ de l'Aéroport de Luxembourg
3506	Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf	Matériel de protection contre la Covid-19
3517	Yves Cruchten	Cours de natation organisés par les écoles
3528	André Bauler, Max Hahn	Espèces exotiques envahissantes
3530	Max Hahn	Stratégie nationale de stationnement et parking-relais (P&R)
3534	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Registre des bénéficiaires effectifs
3535	Marc Goergen, Sven Clement	Organisation « Nues am Wand »
3537	Gusty Graas, André Bauler	Cochons génétiquement modifiés pour l'alimentation humaine et les usages médicaux
3540	Fred Keup	Accès aux manifestations culturelles
3541	Fernand Kartheiser	Test négatif obligatoire pour les vols de Luxair
3542	Fernand Kartheiser	Siège d'ArcelorMittal
3543	Marc Goergen	Nouvel immeuble pour le Corps grand-ducal d'incendie et de secours et la Police grand-ducale d'Esch-sur-Alzette, Mondercange et Schifflange
3546	Fred Keup	Agréments des maisons de retraite et de soins
3548	Gusty Graas	Liberté de la presse au Burkina Faso
3549	Max Hahn	Système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes
3551	Max Hahn	Évolution du fret ferroviaire pendant la pandémie
3555	David Wagner	Adaptations du régime d'aides visant à promouvoir la durabilité dans le domaine du logement
3557	Fernand Kartheiser	Pluralisme des médias
3561	Gusty Graas	Haute concentration en phosphate dans l'eau du lac de barrage de la Haute-Sûre
3564	Françoise Hetto-Gaasch	Parking près de la cascade « Schéissendëmpel »
3565	Carlo Back, Semiray Ahmedova	Systèmes actuels d'autopartage
3567	Fred Keup, Fernand Kartheiser	Mesures sanitaires pour les membres de l'UGDA
3568	Marc Spautz, Martine Hansen	Stratégie de vaccination dans les maisons de retraite et de soins

Question 3472 (18.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**impact de la crise sanitaire sur le secteur Horeca :**

An hirer Äntwert vum 19. Juni 2020 op eis parlamentaresch Fro Nr. 2259 soten d'Ministeren:

„Wéi ee konkreeten Impakt dës Kris awer wäert op de Secteur hunn, kann een zum aktuellen Zäitpunkt nach net kloer soen."

En halleft Joer méi spéit si mir ëmmer nach net duerch dës Kris erduerch, mee éischt Konsequenze vun de Restriktiounen aus de vergaangene Méint fänken u sech ofzezeechnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Zeechent sech den Impakt vun dëser Kris op den Horeca-Secteur mëttlerweil méi däitlech of?

- Falls jo, kënnt dir eis matdeelen, wéi d'Regierung den Impakt op dëse Secteur aschätzt?

- Falls nee, wat sinn déi verschidde Krittären, déi benotzt ginn, fir d'Situatioun am Horeca-Secteur ze evaluéieren, a firwat ginn et aktuell nach keng Resultater?

2. Wéi vill Betriber aus dem Horeca-Secteur hu Chômage partiel fir de Mount Dezember ugefrot?

Wéi vill Faillitte sinn aus dësem Secteur am Dezember 2020 gemellt ginn?

3. Wéi vill Firmen hunn zënter dem August 2020 eng Faillite deklaréiert a bei wéi ville Firme gouf zënter dem Ufank vun der Pandemie eng Faillite vum zoustännege Geriicht ausgesprach?

Wéi hunn dës Zuele fir 2019 ausgesinn?

4. Wann een d'Zuele vun de gemellte Faillitten am Zäitraum vun August bis Dezember 2020 mat dem selwechten Zäitraum am Joer 2019 vergläicht, wéi eng Secteure waren am meeschte betraff?

5. Wéi vill nei Societéite goufe säit August 2020 gegrënnt? A wéi enge Secteure goufen dës Firme gegrënnt?

Réponse commune (05.03.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Statistiken aus dem Joer 2020 weisen, dass d'Zuele vun de Faillitten am Verglach mam Joer 2019 liicht réckgängeg sinn. Dëst ass mat Sécherheet ënnert anerem och dorop zréckzeféieren, dass de Lëtzebuerger Staat seng Hëllefe reegelméisseg un d'Entwécklung vun der Pandemie ugepasst huet.

D'Generaldirektioun fir Mëttelstand huet eng séllegen Hëllefen ausgeschafft, wouvun ee groussen Deel ënnert anerem fir den Horeca-Secteur ausgeluecht waren. Besonnesch d'Aide coûts non couverts wäert et dem Horeca-Secteur erlaben, dës Kris ze iwwerstoen, well de Staat mat dëser cibléierter Hëllef ee groussen Deel vun de Betribskäschten iwwerhélt. Et sief och ze bemierken, dass mat der Ëmännerung vum Gesetz déi betraffe Betriber kënne bis zu 100 % vun hirem Verloscht kompenséiert kréien a souguer en Deel vun hire Recetten aus dem Takeout an dem Liwwerservice immuniséiert kréien.

ad 2. Fir de Mount Dezember 2020 sinn 2.507 eligibel Demandë fir Chômage partiel an der Kategorie „Horeca, événementiel, tourisme" erakomm.

Den „Dashboard Faillites" vum Statec op de 15. Februar 2021 zielt fir d'Joer 2020 86 Faillitten am Secteur „Hébergement et restauration". An dësem Dashboard, deen um Portail des statistiques vum Statec ënnert dem Link https://statistiques.public.lu/stat/ReportFolders/ReportFolder.aspx?IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=1&RFPath=10835%2c13847 an der Kategorie vun de Statistiken zu de „Cessations d'entreprises" kann erofgeluede ginn, fënnt den honorabelen Deputéierte weider Informatiounen zu de Faillitten an de Joren 2020, 2019 an 2018.

ad 3. Tëschent August 2020 an Dezember 2020 hu 504 Firmen eng Faillite deklaréiert. Am selwechten Zäitraum waren et am Joer 2019 512 Entreprisen.

Zënter dem Ufank vun der Pandemie, also dem Mäerz 2020, goufe bis Enn Januar 2021 1.047 Faillitten ausgesprach. Am Zäitraum Mäerz 2019 bis Januar 2020 waren et 1.187 Faillitten.

ad 4. An absolutten Zuele waren d'Secteure „Sociétés holding et fonds de placements" (169 Faillitten am Zäitraum vun August bis Dezember 2020/134 Faillitten am selwechten Zäitraum 2019), „Commerce" (94 Faillitten/99 Faillitten), „Construction" (46 Faillitten/51 Faillitten) souwéi „Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (44 Faillitten/54 Faillitten) an der genannter Period am meeschte betraff.

Par rapport zu der Gesamtzuel vun aktive Betriber ware follgend Secteuren an der genannter Period (August bis Dezember) vum Joer 2020 am meeschte vu Faillitte getraff: Horeca (1,4 % am Joer 2019/2,2 % am Joer 2020), „Commerce" (1,3 %/1,3 %) „Construction" (1,1 %/1,3 %), an „Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises" (0,9 %/1,3 %).

ad 5. Säit August 2020 goufe 5.376 nei Societéite gegrënnt. An deene Fäll wou de Code NACE dem Registre de commerce et des sociétés matgedeelt ginn ass (Stand 31.01.2021), kann ee feststellen, dass d'Grënnungen sech op follgend Secteuren opdeelen: Horeca (23); Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises (65); Agriculture, sylviculture et pêche (2); Arts, spectacle et des loisirs (5); Construction (65); Éducation (10); Électricité, gaz, vapeur et air conditionné (6); Activités financières et d'assurance (335); Santé humaine et action sociale (8); Information et communication (35); Industrie (9); Autres activités de service (31); Activités spécialisées, scientifiques et techniques (60); Activités immobilières (71); Transport et stockage (12); Distribution d'eau, d'assainissement, gestion des déchets et de pollution (2); Commerce de gros et de détail; Réparation d'automobiles et de motocycles (65).

Question 3496 (22.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **vols à longue distance avec départ de l'Aéroport de Luxembourg :**

Op d'Äntwert op d'Fro Nr. 0596 vum 3. Abrëll 2019 hat d'Regierung erkläert, dass d'Qatar Airways deemools annoncéiert haten, eng Laangstreckeverbindung tëschent Doha an dem Findel am Passagéierfluchberäich wéilten opzebauen. Bis haut ass dës Annonce awer ni realiséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa, dem Minister fir Mobilitéit an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Besëtzt d'Regierung Kenntnis doriwwer, ob zu Lëtzebuerg aktuell iergendwellech Laangstreckefluchverbindungen am Passagéierfluchberäich geplangt ginn? Falls jo, ëm wéi eng handelt et sech?

2. Goufen et an der Vergaangenheet oder ginn et aktuell oder an Zukunft, Gespréicher oder Verhandlungen tëschent dem Tourismusministère an Airlinen, fir Laangstreckendestinatiounen op Lëtzebuerg ze kréien?

3. Wéi gesäit et aus mat den Ukënnegunge vu Qatar Airways, fir d'Streck „Findel-Doha" ze fléien?

4. Am Hannergrond vum Klimawandel an den Emissioune vun der Fluchindustrie, sinn Direktverbindungen iwwer Laangstreckeflich besser ewéi déi Kuerzstreckeflich an Tëschestopp? Gesinn d'Ministeren den Trend am Ausland, dass no dëser Pandemie méi Direktverbindunge wäerten organiséiert ginn, ouni mussen iwwer grouss Dréikräizer ze fléien?

5. Wëssend, datt d'Luxair grad Charterfligeren op Dubai ubitt, plangt eis national Airline och Direktflich op méi wäit geleeën Destinatiounen unzebidden? Falls jo, consideréiert de Verwaltungsrot vun der Luxair dofir och den Airbus A321LR ze bestellen, fir esou selwer kënne Laangstreckeflich vum Findel aus unzebidden?

6. Wär, am Kader vun der post-trumpscher Ära an engem Opliewe vun der lëtzebuergesch-amerikanescher Frëndschaft, eng Direktverbindung tëscht Lëtzebuerg an enger Destinatioun an de Vereenegte Staaten ubruecht?

7. Wat ass dem Mobilitéitsminister seng Positioun zu Laangstreckeverbindungen? Ass de Minister fir een Ausbau vu Laangstrecken oder dogéint?

8. Wéi wichteg schätzt de Wirtschaftsminister Direktverbindunge mat méi wäit geleeënen Destinatiounen an a wat ass den Impakt vun dëse Verbindunge fir eis Ekonomie?

Réponse commune (08.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Eng direkt Verbindung ass ëmmer attraktiv, net nëmmen aus klimatechnesche Grënn, mee och well sou eng Verbindung vill Zäit spuert. De „Point-to-Point"-Trafick ass den Trafick, deen och am Ament nach am Beschte geet an do ass kloer e Potenzial dran.

D'Luxair ass ëmmer kommerziell am Iwwerleeën, wéi hir Flott am Beschte ka rentabiliséiert ginn. Wéi déi zukënfteg Flott wäert ausgesinn, kann een zu dësen Zäiten nach net soen. Do fléisse kommerziell, finanziell, ekologesch an operativ Considératioune mat dran an dat wäert am Detail analyséiert ginn.

D'Qualitéit vun der Loftverkéiersubannung beaflosst d'Attraktivitéit als Standuert fir den Haaptsëtz a generell fir Aktivitéite vu Betriber, déi op dem internationale Marché täteg sinn.

Eng reegelméisseg Ubannung zu den europäesche Metropolen an hire Flughäfen dréit zu der Attraktivitéit vum Business Hub Lëtzebuerg bäi a Stied, déi international eng gutt Loftverkéiersubannung hunn, sinn dacks och déi Stied a Géigenden, déi méi dynamesch sinn.

Question 3506 (26.01.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **matériel de protection contre la Covid-19 :**

Säit zéng Méint si mir elo scho vun der Covid-19-Pandemie betraff. Et gesäit momentan esou aus, wéi wa mir nach eng Zäit op sanitär Schutzmëttel missen zeréckgräifen. Op de sanitäre Schutzmëttel, notamment de Masken, läit d'TVA (nach ëmmer) bei 17 %. Den Här Finanzminister huet op d'parlamentaresch Fro Nr. 2118 betreffend enger potentieller Reduktioun vun der TVA op d'Maske geäntwert:

« l'application du taux super-réduit ne se traduit pas nécessairement par une baisse du prix du bien pour le consommateur final. En effet, il n'est pas exclu que ce dernier ne soit pas en mesure de bénéficier d'une baisse TVA, si une telle réduction va de pair avec une adaptation à la hausse de la marge bénéficiaire des entreprises qui fabriquent et/ou vendent les biens en question. »

Leschte Mëttwoch, den 20. Januar 2021, huet Éisträich decidéiert, d'FFP2-Maske vun all TVA ze befreien. D'EU-Kommissioun hätt Éisträich dës Steiersenkung geneemegt. De Präis vun den FFP2-Maske soll fixéiert ginn. Fir Leit mat klengen Akommes sollen d'Masken souguer gratis ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat hält d'Regierung vun der éisträichescher Regierung hirer Entscheedung?

- Wëssend datt d'Maske mëttlerweil a ville Beräicher an ënnert verschiddene Konditiounen obligatoresch sinn, an d'Leit soumat „gezwonge" sinn, Masken ze kafen, fënnt d'Regierung net och, datt een de Leit do sollt entgéintkommen an den Taux superréduit vun 3 % sollt applizéieren, fir d'Leit an dëser schwiereger Zäit finanziell ze entlaaschten?

- Kéint de Präis vun deene verschiddene sanitäre Masken net och fixéiert ginn, ewéi et an Éisträich de Fall ass, sou dass d'Leit vun der reduzéierter TVA sécher kënne profitéieren?

Réponse (04.03.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances :*

An hirer parlamentarescher Fro verweisen déi honorabel Deputéierten op eng Decisioun vun Éisträich, d'FFP2-Maske vun all TVA ze befreien a froen, ob ee fir d'Masken hei zu Lëtzebuerg de superreduzéierten TVA-Taux vun 3 % sollt applizéieren.

Éisträich huet bewosst dofir optéiert, d'Masken net flächendeckend gratis zur Verfügung ze stellen, ewéi Lëtzebuerg dat zäitweis an der Vergaangenheet gemaach huet, besonnesch wéi eng Penurie vu Maske bestanen huet, mee huet een anere Wee ageschloen.

Ewéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2118, op déi sech déi honorabel Deputéierten eebenfalls bezéien, erwäänt gëtt, erlaabt weeder déi europäesch nach déi national Gesetzgeebung vun der TVA (directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée a loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée) fir op Protektiounsmaterial géint Covid-19, ewéi zum Beispill Schutzmasken, de superreduzéierten TVA-Taux ze applizéieren.

Et sief dës Weideren drop higewisen, datt eng Reduktioun vun der TVA net gläichbedeitend mat enger Präisfixéierung ass. Eng Präisfixéierung wier ekonomesch nëmme gerechtfäerdegt, wann de Fonctionnement vum Maart kloer a beträchtlech gestéiert wier. Wann z. B. een ekonomesche Schock dozou féiert, dass d'Präisser staark klammen an net méi zu engem konkurrenziellen Niveau zeréckkommen.

A sengem Avis Nr. 2020-AV-02 vum 25. Juni 2020 huet de Conseil de la concurrence op Ufro vum Wirtschaftsministère hin eng Analys vum Maart fir Masken duerchgefouert. Opgrond vun där Analys huet sech aus der Siicht vum Conseil de la concurrence kee Bedarf fir eng Präisreguléierung erginn.

Als Konklusioun vun dëser Analys konnt vum Conseil de la concurrence festgehale ginn, dass dat ufänglecht Ongläichgewiicht tëschent der Offer an der Demande, ausgeléist duerch d'Covidkris, erëm zeréckgaangen ass. An engem Ofstand vun engem Mount goufen am Abrëll an am Mee 2020 d'Präisser fir déi verschidde Masken analyséiert. D'Resultat war eng Baisse am Präis fir bal all analyséiert Masken. Déi gesteigert weltwäit Produktioun vu Masken an d'Verdeele vu gratis Masken hunn ënnert anerem dozou bäigedroen, dass de Maart erëm séier zu enger konkurrenzieller Situatioun zeréckfonnt huet.

Aus dëse Grënn ass et net geplangt, fir den TVA-Taux vum normalen Taux vu 17 % op de superreduzéierten Taux vun 3 % erofzesetzen.

Question 3517 (27.01.2021) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **cours de natation organisés par les écoles :**

Pour minimiser le risque de contagion au Covid-19, des règles spécifiques ont été introduites en ce qui concerne les cours de natation organisés par les écoles. Sur le site du Ministère de l'Éducation nationale, on peut lire que : « En raison des règles désormais applicables dans les piscines, certains cours de natation ne peuvent être organisés. Ils sont remplacés par des cours d'éducation physique ou des activités en plein air ».

Il me semble qu'au niveau de l'enseignement primaire, différentes pratiques existent dans les différents établissements scolaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il me donner un aperçu sur la situation actuelle en matière de cours de natation ? Quelles instructions le ministère a fait parvenir aux établissements scolaires respectivement aux communes ?

2) Combien de cours de natation, initialement prévus par les horaires scolaires, n'ont pas pu avoir lieu en 2020 ?

3) Existe-t-il une stratégie permettant, à court ou moyen terme, aux enfants qui n'ont pour l'instant pas la chance de pouvoir participer à des cours de natation organisés par les écoles, de pouvoir apprendre la natation ?

4) Fin décembre 2020, le président du SNE avait déclaré qu'il existe des problèmes majeurs autour de l'organisation des cours de natation. Selon lui, le respect des mesures sanitaires et des règles de distanciation (lors des voyages en bus pour arriver à la piscine ; dans les vestiaires ; etc.) ne serait pas toujours garanti. Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ces problèmes ont pu être résolus ?

5) Est-ce qu'il peut m'indiquer qui prend les décisions finales quant à la tenue des cours de natation ?

Réponse (05.03.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Depuis le début de l'année scolaire actuelle, les leçons d'éducation physique et de natation fonctionnent selon des règles sanitaires strictes dont voici un aperçu :

- Dans la mesure du possible, les auditoires réunissant des élèves issus de plusieurs classes différentes sont à éviter.

- Les élèves porteront un masque ou tout autre dispositif couvrant le nez et la bouche lorsqu'ils se rendront à la salle de sport ou à la piscine ainsi que dans les vestiaires, ce jusqu'au début des activités sportives. Le masque pourra être mis dans la serviette de bain de l'élève avant le début de l'activité physique ; l'élève y retrouvera son masque après l'activité. Le port du masque ne s'applique pas aux personnes faisant utilisation des douches.

- Le temps passé dans les vestiaires sera limité au strict minimum.

- Les élèves se laveront les mains avant le début et à la fin des cours.

- Pendant l'activité sportive, le port du masque n'est pas imposé.

- Une aération régulière (ventilation mécanique ou ouverture des fenêtres) ainsi qu'un nettoyage approprié des infrastructures sportives et des vestiaires devront être assurés.

Le 27 octobre 2020, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a en outre recommandé :

- d'une manière générale et pour autant que les conditions météorologiques le permettent, de privilégier les activités en plein air ;

- de favoriser les sports individuels ;

- de prévoir, pour les sports collectifs, des groupes comprenant un maximum de quatre élèves tout en évitant un mélange de ces groupes.

Le 4 janvier 2021, une modification est intervenue pour les cours de natation à la suite de l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions légales :

La pratique de la natation dans les piscines est uniquement possible dans des couloirs aménagés. En outre, un nombre maximum de six acteurs sportifs est autorisé par couloir de 50 mètres ; ce nombre est de trois acteurs sportifs par couloir de 25 mètres.

Le MENJE a apporté des précisions tant pour l'enseignement fondamental que pour l'enseignement secondaire. En raison des règles désormais applicables dans les piscines, et qui ne prévoient pas de dérogation pour l'enseignement, un certain nombre de leçons de natation risquent ne plus pouvoir être organisées. Des leçons d'éducation physique ou des activités physiques en plein air sont à prévoir dans ce cas.

ad 2) Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la pandémie Covid-19 et en raison des recommandations y afférentes, un certain nombre de leçons de natation ont dû être annulées depuis le début de l'année scolaire en cours.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Dès que la situation sanitaire le permettra, le nombre d'élèves profitant d'une leçon de natation dans le cadre scolaire sera de nouveau revu à la hausse. Dès reprise des cours de natation, l'enseignant en charge de l'organisation des leçons évaluera le développement des compétences des élèves et leur proposera des activités répondant au mieux aux besoins spécifiques des élèves de sa classe. Pour les élèves non nageurs, le titulaire de la leçon de natation pourra être assisté par un instructeur de natation supplémentaire, sur décision de la commune siège de la piscine, pour proposer des mesures de différenciation favorisant le respect du rythme d'apprentissage des élèves.

En complément aux ressources humaines actuellement à la disposition des écoles, mes services entreprennent tous les efforts nécessaires pour recruter des agents supplémentaires afin de soutenir les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre d'un dispositif de différenciation et de pallier d'éventuelles lacunes résultant des phases de suspension des leçons. En cas de besoin, ces agents pourront intervenir dans le cadre de la leçon de natation pour y contribuer à la prise en charge des élèves.

ad 4) Je n'ai pas connaissance des difficultés dont a fait état le président du SNE ; les règles s'appliquant dans les transports scolaires et dans les vestiaires étant suffisamment précises. Si toutefois l'honorable Député peut m'indiquer les communes ou les lycées où des problèmes se posent, je ne manquerai pas de charger mes services d'en faire le suivi.

ad 5) La tenue des cours de natation se fait selon les disponibilités des infrastructures ; la situation est d'autant plus compliquée que les infrastructures en question peuvent relever soit de l'État (structures nationales comme la Coque ou structures propres des lycées), soit des communes.

Pour l'enseignement secondaire, c'est au directeur - responsable de l'organisation scolaire - que revient la décision quant à la tenue des leçons de natation.

En ce qui concerne les écoles fondamentales, les infrastructures scolaires, y compris la piscine, sont soumises à la responsabilité des autorités communales. Il incombe donc à ces dernières d'analyser la situation et de décider si les leçons de natation peuvent avoir lieu dans le respect des mesures sanitaires en vigueur. Si les cours de natation ne peuvent pas avoir lieu ou ne peuvent avoir lieu tel que prévu par l'organisation scolaire, l'enseignant proposera des activités alternatives pour répondre au besoin et désir de mobilité des élèves.

www.chd.lu

Question 3528 (28.01.2021) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **espèces exotiques envahissantes :**

En raison de leur impact souvent néfaste sur la biodiversité et les écosystèmes locaux, il y a lieu de surveiller de près et, le cas échéant, de réguler, voire d'éradiquer, les populations des espèces exotiques envahissantes (EEE) sur un territoire donné, tel que prévu d'ailleurs par la législation européenne et nationale.

Récemment la presse a relayé une éventuelle présence d'un chacal doré sur le territoire luxembourgeois, alors que tel était déjà le cas aux Pays-Bas et en France depuis quelque temps. Dans le même article il est précisé que l'Administration de la nature et des forêts ne considérerait pas le chacal doré comme espèce exotique envahissante.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Pour quelles raisons le chacal doré n'est-il pas considéré comme espèce exotique envahissante ?

- Quel sera l'impact de l'arrivée de ce prédateur sur les animaux de proie indigènes (oiseaux, mammifères, etc.) ?

- Les plans d'action concernant le raton laveur, le rat musqué, le ragondin et la tortue de Floride prévoyant la régulation des populations par le tir et/ou par le piégeage, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions quant à l'évolution des populations de ces espèces durant les cinq dernières années ?

- Combien de spécimens de ces quatre espèces ont été respectivement tirés ou piégés annuellement pendant ces cinq dernières années ?

- Quelles autres espèces exotiques envahissantes se répandant actuellement en Europe sont observées par les services de Madame la Ministre ?

Parmi celles-ci, quelles sont les plus probables à arriver également au Luxembourg ? Est-il possible d'anticiper quel sera leur impact sur les écosystèmes locaux ?

- De nouveaux plans d'action EEE se trouvent-ils actuellement en élaboration ?

Réponse (05.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Remarque préliminaire :

Une espèce exotique est une espèce dont l'aire de répartition a évolué à cause d'une intervention humaine (délibérée ou accidentelle).

Dans certains cas, des espèces exotiques peuvent devenir envahissantes et avoir de graves effets néfastes sur la biodiversité et les services écosystémiques associés, ainsi que d'autres incidences sociales et économiques, qu'il y a lieu d'éviter. Quelque 12.000 espèces présentes dans l'environnement de l'Union et d'autres pays européens sont exotiques, et 10 % à 15 % d'entre elles environ sont considérées comme envahissantes. (Cf. Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes).

- Le chacal doré n'est pas à considérer en tant qu'espèce exotique envahissante car il ne remplit pas les conditions de la définition y relatives : l'aire de répartition du chacal doré évolue naturellement sans intervention humaine.

- Il faut à préciser qu'il n'y a pour le moment aucune confirmation de présence du chacal doré au Luxembourg, tel qu'il a déjà été mentionné dans l'article de presse précité.

L'arrivée du chacal doré est néanmoins possible à tout moment. Dans ce cas, elle se fera doucement, à l'instar du loup. Le chacal doré étant un omnivore opportuniste, un impact négatif sur la biodiversité semble peu probable. Il est fort probable qu'il jouera un rôle de concurrent au renard et au blaireau, deux autres omnivores opportunistes, ce qui pourrait engendrer une certaine adaptation vers le bas des populations de ces derniers dans l'hypothèse d'une colonisation du pays entier par le chacal doré.

- Il n'est pas possible d'avoir des indications précises concernant l'évolution de ces différentes espèces exotiques envahissantes, puisqu'aucune étude scientifique portant sur la dynamique des populations de ces espèces n'a été réalisée au Luxembourg.

Néanmoins, d'après les chiffres issus de la régulation de ces espèces, du nombre d'observations fortuites ou obtenues dans le cadre du système de surveillance des EEE et de l'avis d'experts, nous pouvons supposer que les populations du raton laveur et du ragondin sont en augmentation tandis que la population du rat musqué semble plutôt stable. Pour ce qui est de celle de la tortue de Floride, elle serait stable avec une tendance plutôt négative.

- Au cours de ces cinq dernières années, seuls la tortue de Floride (depuis 2019), le rat musqué et le ragondin ont fait l'objet de piégeages.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour ce qui est des animaux tirés lors de la chasse, seuls le rat musqué et le raton laveur ont fait l'objet d'une telle régulation.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Pendant l'année 2020, plusieurs espèces ont été détectées pour la première fois au Luxembourg, à savoir la crassule de Helms (Crassula helmsii), la méduse d'eau douce (Craspedacusta sowerbii) et le frelon asiatique à pattes jaunes (Vespa velutina nigrithorax). À ce stade, en tenant compte de leur répartition et des actions prévues, elles ne devraient pas causer des dommages importants sur nos écosystèmes.

En février 2021, l'Administration de la nature et des forêts (ANF) a pour la première fois détecté la présence du chien viverrin (Nyctereutes procyonoides) au Luxembourg. Un monitoring est prévu pour déterminer s'il s'agissait d'un individu solitaire, ou si cette espèce est déjà établie. Même si le chien viverrin a été repris sur l'annexe du règlement européen précité, d'après la littérature scientifique, son impact est en général assez limité.

Pour les EEE supposées absentes du Luxembourg, mais à surveiller de près, nous pouvons citer par exemple l'hydrocotyle fausse renoncule (Hydrocotyle ranuncoloides) ou l'ouaouaron (Lithobates catesbeianus), mais bien d'autres espèces exotiques envahissantes sont dans des régions proches du Grand-Duché.

Par ailleurs, certaines espèces comme le cerf Sika (Cervus nippon), le vison d'Amérique (Neovison vison) et le crabe Chinois (Eriocheir sinensis) ont déjà été observées ponctuellement au Luxembourg et il convient de surveiller leur évolution.

En général, l'impact d'une espèce exotique envahissante dépend de sa nature et de son abondance. Le plus souvent, les EEE supplantent les espèces indigènes qui leur sont proches, par un mécanisme de compétition. Des effets de cascade peuvent survenir et causer des dégâts à plusieurs autres espèces, ainsi qu'à l'écosystème dans son ensemble.

- Oui, actuellement un plan d'action pour le frelon asiatique à pattes jaunes est en cours de rédaction. À l'avenir, au fur et à mesure que de nouvelles EEE appartenant à la liste de l'Union européenne seront détectées au Luxembourg, d'autres plans d'actions seront élaborés.

Question 3530 (28.01.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **stratégie nationale de stationnement et parking-relais (P&R) :**

De Koalitiounsaccord gesäit d'Elaboratioun vun enger „stratégie nationale de stationnement et parking-relais (P&R)" vir.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wéi wäit ass d'Ausschaffe vun dëser Strategie?

- Wéini gëtt dës Strategie virgestallt?

- Kann den Här Minister scho Prezisiounen zu de Kärpunkte vun dëser Strategie ginn?

- Wat d'P&R betrëfft, wéi vill Projete sinn an de leschten zwee Joer ofgeschloss ginn? Wéi vill nei Parkplaze sinn tëscht 2018 an 2020 geschaaft ginn?

- Bei wéi ville Projete sinn d'Aarbechten aktuell amgaangen? Wat ass d'Unzuel vun de Parkplazen? Wäert den initialen Zäitplang fir d'Ofschléisse vun den Aarbechte kënnen agehale ginn oder kënnt et zu Verspéidunge wéinst der Pandemie?

- Wéi eng nei Projeten, mat wéi vill neie Parkplazen, si geplangt fir an den nächste Jore realiséiert ze ginn?

- Ass virgesinn, déi nei P&R sou ze konzipéieren, dass de Chauffeur iwwer eng App (z. B. d'Mobilitéits-App) ka gesinn, wéi vill Parkplazen nach fräi sinn?

Réponse (05.03.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- Momentan gëtt déi zweet Phas vun der nationaler Parkraumstrategie ausgeschafft. Nodeems 2019 an der éischter Phas identifizéiert gouf, wéi eng Donnéeë gebraucht ginn, gëtt an dëser zweeter

Phas den nationale Parkraum engersäits mat representative Stéchprouwen erhuewen, a ginn anerersäits unhand vun Interviewe mat enge 50 Acteuren, dorënner eng Rei Gemengen, konkreet Schwieregkeeten a Léisungsusätz identifizéiert. Zousätzlech ginn déi aktuell Parkraumreglementatiounen ënnert d'Lupp geholl. Déi drëtt a lescht Phas wäert schliisslech am Laf vun 2021 Recommandatiounen ausschaffen, wéi Parkraum méi effizient kéint genotzt ginn a wat ee scho bei der Planung zukünfteg besser kéint machen.

- Déi national Parkraumstrategie wäert an de Plan national de mobilité afléissen, an an deem Kontext Enn 2021 mat presentéiert ginn.

- Dës Kärpunkte gi réischt an der drëtter Phas identifizéiert. Zil ass et, de Parkraum als déi wäertvoll Ressource ze behandelen, déi den ëffentleche Raum effektiv duerstellt. Notamment solle konkreet Léisungsvirschléi gemaach ginn, fir Stellplazen esou ze geréieren, dass déi Zort Usager, fir déi se jeeweils virgesi sinn (Client vu lokalem Commerce, Usager vum ëffentlechen Transport, Livraisoun asw.), do och Plaz fënnt.

- 2018 goung d'Extensioun vum P&R vum Houwald mat 615 Stellplazen a Betrib. Op der Gare Péiteng konnt de P&R op 230 Plazen erhéicht ginn, dëst als Iwwergangsléisung, bis de P&R Rodange fäerdeg ass. Zousätzlech goungen de P&R beim Rond-point Lohr zu Miersch mat 84 an de P&R op der Gare Clierf mat 181 Parkplazen a Betrib. Op franséischer Säit ass am Dezember 2020 de P&R vu Roussy-le-Village mat 253 Plazen opgaangen, an am Februar 2021 de P&R Metzange (bei Thionville) mat 750 Plazen, deen zu 50 % vu Lëtzebuerg cofinanzéiert gouf. Dës P&R gi vum RGTR grenziwwerschreidend ugefuer.

- Aktuell si follgend P&R am Chantier:

P&R Schweebech (172 Parkplazen), Mise en service 2021

P&R Luxexpo (500) 2021

P&R Rodange (1.516) 2022

- Déi meescht Retarde konnten opgeholl ginn, just beim gréisste Projet, dem P&R Rodange, ass aktuell nach ee Verzuch vun ongeféier fënnef Méint.

- An der Exekutiounsplanung sinn:

P&R Walfer (70 zousätzlech Plazen), Mise en service 2021

P&R Méchela (42) 2021

P&R Keel (39) 2021

P&R Kautebaach (21) 2021

P&R Manternach (15) 2021

P&R Stengefort (92) 2022

P&R Miesenech Phas 1 (730) 2022

P&R Dippech-Reckeng op der Mess (99) 2022

P&R Wecker (130) 2022

P&R Colmer-Bierg (140-180) 2022

P&R Cloche d'or (2.500) 2023

P&R Ëlwen (400) 2023

P&R Nidderkäerjeng (354) 2026

P&R Héienhaff (2.500 + méiglech Vergréisserung)

P&R Miersch Gare (351) 2022

P&R Miersch-Impasse Kayser (140)

P&R Fréiseng Extension (500)

P&R Waasserbëlleg (283) 2023

P&R Ettelbréck Gare (313) 2026

P&R Mamer A6 (500)

P&R Katrewang (200)

P&R Miesenech Phas 2 (740)

Weider P&R sinn nach am Stadium vu konzeptueller Planung.

- Jo, et ass virgesinn, op sämtleche P&R vum Staat d'Beleeung en temps réel ze erhiewen an dës Donnée als „Open Data" zur Verfügung ze stellen. Esou kann all App dorop zeréckgräifen. Aktuell schafft notamment d'CFL un esou enger P&R Applikatioun. Éischt Tester am Parkhaus Belval-Université si fir Oktober/November 2021 geplangt, duerno ginn dann Tester op lafende Projete wéi dem P&R Rodange duerchgefouert.

Question 3534 (29.01.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **Registre des bénéficiaires effectifs :**

La loi du 13 janvier 2019 (ci-après « loi RBE »), dans un objectif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, a institué au Luxembourg le Registre des bénéficiaires effectifs (ci-après « RBE »). En vertu de cette loi, certaines entités immatriculées au Registre de commerce et des sociétés (ci-après « RCS »), comme les associations sans but lucratif (ASBL), doivent déclarer certaines informations sur leurs bénéficiaires effectifs au RBE. Les ASBL, basées sur le bénévolat et poursuivant un but désintéressé, ont sûrement besoin d'une sensibilisation renforcée afin de pouvoir remplir leurs obligations légales en matière de RBE.

Dans le contexte de sensibilisation, le RCS, désigné comme gestionnaire du RBE, a publié plusieurs circulaires sur son site officiel afin d'informer les ASBL sur plusieurs points, comme la détermination du bénéficiaire effectif ou les informations à communiquer lors de leur inscription au RBE.

Pourtant, compte tenu de nombreuses sommations envoyées récemment aux ASBL accusant un retard dans leurs déclarations, il faut remettre en question l'efficacité de cette sensibilisation et s'interroger sur des moyens alternatifs afin d'assurer un respect des obligations légales, sinon simplifier les dispositions à l'égard des ASBL.

Qui plus est, les sommations mentionnent les amendes pénales, en cas de non-respect des obligations, variant entre 1.250 euros à 1.250.000 euros, en vertu de l'article 20 (1) de la loi RBE.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et Madame la Ministre de la Justice :

- Le Gouvernement est-il d'avis que les ASBL sont suffisamment sensibilisées au moyen des circulaires publiées par le RCS pour être en bonne connaissance de cause ? À défaut, serait-il possible d'accroître la publicité générale du RBE et ainsi renforcer la sensibilisation des ASBL ?

- En outre, quel est l'avis du Gouvernement sur la fourchette d'amendes prévue à l'article 20 (1) de la loi RBE ? Sur base de quels critères objectifs ou de circonstances pertinentes le montant d'une telle amende pénale est-il déterminé ?

- En dernier lieu, combien d'ASBL sont effectivement inscrites au RBE et ont déclaré correctement leurs bénéficiaires effectifs afin de répondre à leurs obligations légales?

Réponse (08.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

- Des moyens considérables ont été mis en œuvre afin de toucher le plus largement possible les personnes soumises à la nouvelle législation du 13 janvier 2019, qui ne se sont pas seulement limités à l'émission de circulaires du Luxembourg Business Registers (LBR).

D'abord, plusieurs séances d'informations gratuites ont été proposées dans les locaux de la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers, en vue d'informer le public au sens large. Ces séances, dont la première a été tenue le 6 mars, ont toutes fait salle comble et ont permis de brasser plus de 1.500 personnes. Ensuite, une large campagne de sensibilisation a été lancée à partir du 21 juin 2019, afin qu'il y ait une réelle prise de conscience par les entités visées par la loi du 13 janvier 2019 de leurs nouvelles obligations, y compris parmi le public « non professionnel » ou « peu averti », qui n'aurait pas été touché ni par les messages de LBR, ni par celui relayé par les chambres professionnelles. Articles de presse (écrite, audio-visuelle et électronique), annonces publicitaires dans la presse écrite (Wort, Tageblatt, L'essentiel, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek, Revue, Télécran, D'Lëtzebuerger Land, le woxx, rtl.lu, Paperjam, Delano, Contacto), spot télévisé (RTL), spot radio (RTL Radio, Eldoradio, Radio Latina, L'essentiel, ARA City Radio) ont été autant de canaux utilisés pour avertir le plus massivement possible de l'obligation de déclarer au RBE. Il convient de noter par ailleurs, que les ASBL ont été le public cible du spot télé et radio, qui prenait l'exemple concret de membres d'une ASBL qui se devaient d'effectuer leur déclaration au RBE.

En parallèle et s'agissant plus précisément des ASBL, le portail du RBE offre une entrée « ASBL et fondation », où est listée la documentation utile à ces entités, en l'occurrence une foire aux questions, une brochure sur le formalisme de déclaration et les circulaires qui leur sont dédiées (circulaire 19/02 en ce qui concerne les ASBL). Cette entrée spécifique propose également un tutoriel sous forme de vidéo, afin d'accompagner les ASBL, pas à pas, dans la démarche à effectuer au RBE. Ce tutorial a été mis en place dès juin 2019, puis a été adapté récemment en février 2021.

Finalement, après cette large campagne publicitaire et à l'approche de l'arrivée du terme du délai d'inscription prescrit dans la loi du 13 janvier 2019, LBR a adressé les 12 et 13 août 2019, à chaque entité n'ayant pas encore effectué ses démarches au RBE, dont les ASBL, une lettre les invitant à faire rapidement le nécessaire pour se conformer à la loi. Un dernier rappel a été envoyé le 4 septembre 2019, avant que ne soit dénoncée au Parquet général, le 10 février 2020, la liste des entités immatriculées n'ayant pas respecté leur obligation de déclaration au RBE.

Indépendamment des efforts déployés par LBR, le Ministère de la Justice a sensibilisé les ASBL en adressant la documentation relative à l'obligation d'immatriculation au RBE par l'intermédiaire des différents ministères en relations avec des ASBL dans le cadre de leurs compétences respectives.

En conclusion, on peut dire que des efforts conséquents ont été déployés pour permettre aux différentes entités entrant dans le champ d'application de la loi du 13 janvier 2019 de prendre connaissance de leurs nouvelles obligations, notamment celles qui auraient pu ne pas avoir conscience que ces dispositions leur étaient applicables. Prétendre que la campagne de sensibilisation des ASBL se serait limitée aux circulaires de LBR serait dès lors bien éloigné de la réalité des faits.

- L'article 20 paragraphe 1er érige en infraction pénale le non-respect par une entité immatriculée de son obligation d'inscription au Registre des bénéficiaires effectifs.

Le paragraphe 2 incrimine le fait, pour une entité immatriculée, d'adresser sciemment une demande d'inscription audit Registre aux fins d'inscription d'informations requises qui seraient inexactes, incomplètes ou non actuelles.

Dans les deux cas, la sanction prévue est une amende pénale d'un minimum de 1.250 euros, mais qui peut aller jusqu'à 1.250.000 euros.

Ces dispositions pénales assortissent le non-respect des obligations prévues par le présent projet de loi des mêmes sanctions pénales que celles prévues à l'article 9 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme en cas de méconnaissance des obligations professionnelles.

Cette approche s'inscrit dans les mécanismes mis en place par le présent projet de loi et qui visent à assurer la qualité de l'information sur le bénéficiaire effectif et le fonctionnement efficace des dispositions du présent projet de loi.

Cette approche assure également la prise en compte des exigences du GAFI dans la mesure où le paragraphe 18 de la note interprétative à la Recommandation 24 requiert qu'une responsabilité juridique et des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives devraient être prévues pour toute personne physique ou morale qui ne respecte pas les obligations de la note interprétative à la Recommandation 24.

Le montant effectif d'une amende prononcée est déterminé par le juge conformément aux mêmes principes généraux applicables pour la détermination de toute amende pénale.

- Au 31 décembre 2020, 5.744 ASBL, sur les 8.503 inscrites au Registre de commerce et des sociétés ont fait leur déclaration au RBE, soit 67,55 %. Notons qu'au 31 décembre 2019, le pourcentage de complétude du RBE les concernant n'était que de 44,22 %.

Question 3535 (29.01.2021) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**organisation « Nues am Wand » :**

An engem RTL-Artikel vum 29. Januar 2021 maache Journalisten op eng Grupp vun Enseignanten an Sympathisanten opmierksam, déi sech ënnert der Form vun der Organisatioun „Nues am Wand" zesumme gedoen hunn, an déi maskefräi Klassesäll fuerderen.

Um Site vun der Organisatioun liest ee Saachen ewéi „Covid-19 féiert net zu enger Surmortalitéit" an dass Virussen am Allgemengen net gesondheetsschiedegend wieren: „Das Modell eines krank machenden Virus hat sich im Laufe der Medizingeschichte als nicht haltbar erwiesen."

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

- Déi éischt Beiträg um Blog vun der Organisatioun si vun Oktober 2019 (deemools nach iwwer aner Theemen ewéi Covid).

Hat de Ministère scho virum RTL-Artikel Kenntnis iwwert dës Organisatioun?

Huet de Ministère Kenntnis doriwwer, ob Enseignanten déi uewe genannten Theorien un d'Kanner weiderginn?

- Wat fir Konsequenzen zitt de Ministère aus dëser Organisatioun?

Hält de Minister dës fir eenzel Fäll oder fir eng eescht ze huelend Gruppéierung?

- Wéi kann de Minister den Eltere garantéieren, dass an de Schoulen a Lycéeë just Fakten iwwer Covid-19 un d'Schüler vermëttelt ginn?

Réponse (04.03.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend hat bis zur Veröffentlechung vum oppene Bréif a bis zur Diskussioun heiriwwer an de Medie keng Kenntnis vum Blog „Nues am Wand".

D'Positiounen, déi op där Plattform vertruede ginn, stellen déi wëssenschaftlech Fundéierung vun der Covidpolitik souwuel hei am Land wéi och am Ausland a Fro. Dobäi schwätzen d'Recommandatioune vu Wëssenschaftler, Experten a Medezinner ronderöm d'Welt eng eendeiteg Sprooch.

D'Maske sinn en essentiellen Deel vun eisem Dispositif sanitaire, souwuel fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen, wéi och als Méiglechkeet, de Fonctionnement vun de Schoulen och wärend der sanitärer Kris oprechtzeerhalen. Si droen domat en Deel dozou bäi, fir d'Bildungschancë vun de Jonken ze erhalen.

Am Allgemengen ass et esou, datt d'Maske bei den Enseignanten als Deel vum Alldag a vun de Gestebarrièren acceptéiert ginn. D'Enseignantë verloossen sech heibäi op d'Recommandatioune vun den Experten aus der Direktioun vun der Santé an si sinn sech hirer Virbildfunktioun vis-à-vis vun de Kanner bewosst. De Sënn vun de Mesurë gëtt deemno vun der grousser Majoritéit vun den Enseignanten net a Fro gestallt, an si setzen d'Mesurë mat Iwwerzeegung ëm, fir esou hire Bäitrag zum efficassen Ënnerbanne vun der Propagatioun vum Virus ze leeschten.

Déi vill Reaktioune vun Enseignanten an Educateuren, déi sech vun deenen Theorien distanzéiert hunn, weisen, datt dës Positiounen net representativ fir d'Educatioun zu Lëtzebuerg sinn. Selbstverständlech sinn d'Enseignantë gehalen, hir Schüler fachlech a sachlech mat Bezuch op pertinent Quelle korrekt ze informéieren. An dësem Kontext sollen si d'Schüler iwwert de Virus an déi néideg Geste-barrièren opklären an hinnen d'Risiken, déi vun der Propagatioun vum Virus ausginn, méi no bréngen, fir esou d'Wichtegkeet vum Anhale vun de Geste-barrièren ze ënnersträichen. Déi néideg Informatiounen an déi jeeweileg Quellen heizou stellt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend a reegelméisseg aktualiséierter Versioun ënnert anerem fir d'Léierpersonal op sengem Internetsite zur Verfügung.

De Bréif gëtt vu mengem Ministère eescht geholl a mir gesinn eis an dësem Zesummenhang an der Obligatioun, fir d'Gespréich ze sichen an nach eng Kéier, an Zesummenaarbecht mat der Direktioun vun der Santé, d'Fakten duerzestellen an ze versichen ze erklären, firwat déi eenzel Mesurë wichteg sinn. Allerdéngs ass et opgrond vun der Anonymitéit vun de Signatairë vum Bréif leider am Ament nach komplizéiert, e konstruktiven Dialog mat de Concernéierten ze féieren.

Déi lescht Fro vun den honorabelen Deputéierte bezitt sech op de Contrôle vum bon fonctionnement vum Enseignement; dozou sief gesot, datt deen am Enseignement fondamental vun de Regionaldirekteren ausgeüübt gëtt, an am Enseignement secondaire vun de Lycéesdirekteren.

Question 3537 (29.01.2021) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **cochons génétiquement modifiés pour l'alimentation humaine et les usages médicaux :**

La Food and Drug Administration (FDA), régulateur de santé américain, vient d'approuver le premier cochon génétiquement modifié pour l'alimentation humaine et les usages médicaux. Le cochon, nommé GalSafe, va pouvoir non seulement être consommé en tant que viande mais aussi être utilisé pour la production de produits pharmaceutiques ou pour la production « d'organes de remplacement ».

Même si le premier objectif est de développer des produits médicaux qui ne produiront pas d'allergies, une commercialisation de la viande de cochon GalSafe pourrait être envisagée prochainement. En tout cas, la FDA a d'ores et déjà certifié que cette viande est propre à la consommation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quel est l'avis de Madame la Ministre concernant l'utilisation de ces cochons à des fins de recherche et de production de médicaments ?

2) Est-ce que ces cochons peuvent être utilisés à des fins scientifiques en Europe ?

3) Est-ce que des médicaments créés sur base de ce cochon pourront être autorisés sur le marché européen ?

4) Quel est l'avis de Monsieur le Ministre concernant l'utilisation de ces cochons au service de l'alimentation humaine ?

5) Sachant que l'Union européenne interdit l'élevage d'animaux transgéniques, des produits transformés à base de ces cochons pourraient-ils néanmoins être autorisés sur le marché européen ?

Réponse commune (05.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le cochon constitue le premier animal génétiquement modifié autorisé par la Federal Drug Agency à la fois à la consommation humaine et à la production de produits pharmaceutiques ou pour la production « d'organes de remplacement ».

Les porcs GalSafe peuvent potentiellement être utilisés pour produire des produits pharmaceutiques humains qui sont exempts de sucre alpha-gal détectable. Les personnes atteintes du syndrome Alpha-gal (AGS) peuvent avoir des réactions allergiques légères à sévères au sucre alpha-gal présent dans la viande tels le bœuf, le porc, l'agneau et le chevreuil.

L'AGS est inhabituelle, bien que de plus en plus fréquente chez les adultes et en particulier dans le sud-est des États-Unis. Elle se développe après qu'une morsure d'une tique déclenche le système immunitaire d'une personne pour commencer à produire des anticorps IgE contre l'alpha-gal. Alors que certains patients allergiques à l'alpha-gal présentent des symptômes légers, d'autres présentent des réactions anaphylactiques sévères, y compris parfois une perte de conscience.

Étant donné que de nombreux médicaments contiennent de la gélatine animale, pouvant avoir des conséquences dramatiques pour les personnes allergiques, les porcs GalSafe pourraient potentiellement être utilisés pour produire de l'héparine, un médicament anticoagulant, sans sucre alpha-gal détectable. Les tissus et organes de porcs GalSafe pourraient potentiellement aider à résoudre le problème du rejet immunitaire chez les patients recevant des xénotransplants, vu que le sucre alpha-gal serait une des causes de rejet chez les patients. Des agréments supplémentaires seront alors nécessaires pour ce type d'application.

ad 2) L'utilisation des cochons génétiquement modifiés à des fins scientifiques n'est pas interdite en Europe. Les règles fixées par la directive 2010/63/UE relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques doivent être respectées, notamment l'établissement-utilisateur doit disposer d'un agrément pour l'hébergement des cochons conformément aux exigences fixées par la directive précitée. Pour utiliser des cochons dans le cadre d'un projet de recherche, une autorisation de projet doit être accordée par l'autorité compétente (Ministère de l'Agriculture) sur avis du Ministère de la Santé en se basant sur l'évaluation. Cette évaluation de projet vérifie si le projet est justifié du point de vue scientifique, si les objectifs du projet justifient l'utilisation d'animaux et si le projet est conçu pour permettre le déroulement des procédures dans les conditions les plus respectueuses pour l'animal.

Au Luxembourg aucun cochon n'est utilisé à des fins scientifiques.

ad 3) En principe, ces médicaments pourront être autorisés sur le marché européen, à condition qu'ils disposent d'une autorisation de l'Agence européenne des médicaments. De nombreux médicaments autorisés en Europe proviennent d'organismes génétiquement modifiés. Ainsi, l'Agence européenne de médicaments a approuvé en 2015 une protéine exprimée et purifiée du blanc d'œuf de poules transgéniques.

ad 4) Même si le cochon Galsafe qui est un animal génétiquement modifié et qui peut être très utile aux usages médicaux au niveau de la production de produits pharmaceutiques ou d'organes de remplacement, le principe de précaution doit être pris en compte avant d'autoriser la viande de ces porcins pour l'alimentation humaine.

Non seulement cette viande doit respecter tous les critères concernant la sécurité alimentaire repris au niveau de la législation communautaire, mais il faudra aussi s'assurer que la production de cette viande présente un intérêt par rapport à la viande provenant d'animaux non transformés génétiquement.

ad 5) Avant d'être autorisés sur le marché européen, les produits issus d'animaux transgéniques doivent parcourir une procédure d'autorisation dont les détails de déroulement et les critères sont fixés par le règlement (CE) n° 1829/2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés.

Question 3540 (29.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**accès aux manifestations culturelles :**

An engem Presseartikel vum 28. Januar kann ee liesen, datt d'Rockhal an Zukunft keng Persoune méi an eng Virstellung eraléisst, wann dës keen negative Covidtest kënne virweisen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Op wéi enger legaler Basis berout dës Decisioun? Gouf et an deem Kontext eng Ordonnance vun der Santé? Op wéi eng Manéier goufen déi respektiv Decisioune publizéiert?

2. Ass eng Verweigerung vum Antrëtt opgrond vun engem positive Covidtest eng Diskriminatioun vu Leit opgrond vu gesondheetleche Considératiounen?

3. Besteet de Risiko, datt an Zukunft nach aner medezinnesch Tester verlaangt ginn, ier Mënschen däerfen un enger kultureller Veranstaltung deelhuelen, och z. B. Tester op aner viral Erkrankungen, ewéi z. B. Grippen?

4. Ass et e Verstouss géint de „secret médical", wa Leit dem Bedreiwer vun engem kulturellen Etablissement en negative medezinneschen Test musse beim Antrëtt virweisen?

5. Am Fall wou de Staat esou obligatoresch Konditiounen aféiert, fir nach kënnen un enger kultureller Veranstaltung deelzehuelen: Misst de Staat dann net och d'Käschte fir den Test iwwerhuelen?

6. Am Fall wou e private Promoteur Tickete fir eng kulturell Veranstaltung un e Client verkeeft an dëse positiv op de Covidvirus getest gouf: Wien iwwerhëlt an deem Ament d'Käschte vum Ticket, dee jo net méi ageléist ka ginn?

Réponse (04.03.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture :*

D'Rockhal hat fir d'Period tëschent dem 10. an dem 14. Februar d'Concertsserie „Because Music Matters" organiséiert. Zousätzlech zu de sanitäre Mesurë fir ëffentlech Evenementer (maximal 100 Personnen, port du masque obligatoire, assignéiert Sëtzplazen an 2 Meter Tëschendistanz), déi am modifizéierte Gesetz vum 17. Juli 2020 verankert sinn, hat d'Rockhal, an enker Zesummenaarbecht mat der Direction de la santé an der Division de l'inspection sanitaire gratis Covid-19-Schnelltester fir d'Spectateure virum Concert agefouert, fir ze determinéiere wéi de Virus sech an engem Kader wou streng sanitär Mesurë gëlle verhält. Dozou krut all Spectateur eng Invitatioun fir sech nach eemol, siwen Deeg méi spéit, op de Covid-19 testen ze loossen.

D'Rockhal huet sech heibäi op d'Prinzippie vum Droit commun baséiert, déi dem Commerçant d'Fräiheet ginn, fir d'Konditiounen an deenen hie säi Produit oder Service ubitt selwer kënnen ze bestëmmen. D'Informatiounen zu de Modalitéite goufe via Pressecommuniqué an um Internetsite vun der Rockhal publizéiert, sou datt all Persoun, déi en Ticket kaf huet, doriwwer am Virfeld a Kenntnis gesat konnt ginn.

Insofern et sech bei dëser Concertsserie ëm en Testkonzept gehandelt huet, mat engem kloren an annoncéierte But, dem Schutz vun der Gesondheet vun all de Participanten, kann hei net vun enger Diskriminatioun géint Persounen, déi positiv op de Sars-CoV-2 getest goufen, rieds goen. Vu datt all Spectateur iwwert d'Konditioune vun dëse Concerten am Virfeld informéiert war, a mam Kaf vum Ticket dëse Konditiounen zougestëmmt huet, kann een hei och net vun engem Verstouss géint de Secret médical schwätzen.

Falls eng Persoun positiv op de Sars-CoV-2 getest gouf, krut dës Persoun d'Käschte vum Entréesbilljee vum Organisateur remboursëiert.

Et ass net virgesinn, datt an Zukunft nach aner medezinnesch Tester solle verlaangt ginn, fir kënnen un enger kultureller Manifestatioun deelzehuelen.

Question 3541 (29.01.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **test négatif obligatoire pour les vols de Luxair :**

An engem Radio-Interview vum 26. Januar huet de Chef vun enger Lëtzebuerger Fluchgesellschaft matgedeelt, datt Persounen, déi an Zukunft nach wëlle fléien, en negativen Test op de Covidvirus brauchen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Op wéi enger legaler Basis berout dës Decisioun? Gouf et an deem Kontext eng Ordonnance vun der Santé? Op wéi eng Manéier goufen déi respektiv Decisioune publizéiert?

2. Ass et mat dem nationalen an europäesche kommerzielle Recht kompatibel, datt eng Transportdéngschtleeschtung un eng gesondheetlech Konditioun gekoppelt gëtt? Wa jo, wat ass déi legal Basis heifir?

3. Ass eng Verweigerung vum Transport opgrond vun engem positive PCR-Test eng Diskriminatioun vu Leit opgrond vu gesondheetleche Considératiounen?

4. Besteet de Risiko, datt an Zukunft nach aner medezinnesch Tester verlaangt ginn, ier e Mënsch däerf en ëffentlecht Transportmëttel benotzen, och z. B. Tester op aner viral Erkrankungen, ewéi z. B. Grippen?

5. Ass et e Verstouss géint de Secret médical, wa Leit dem Flughafepersonal en negative medezinneschen Test musse beim Embarquement virweisen?

6. Am Fall wou de Staat esou obligatoresch Konditiounen aféiert, fir nach kënnen ze fléien: Misst de Staat dann net och d'Käschte fir den Test iwwerhuelen?

7. Am Fall wou de Staat esou obligatoresch Konditiounen aféiert, fir nach kënnen ze fléien: Misst de Staat net och d'Méiglechkeet zur Verfügung stellen, datt sech d'Passagéier op engem auslännesche Flughafen direkt beim Embarquement kënnen teste loossen?

Réponse commune (04.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé,* de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes :*

Am Kader vun der Pandemie verlaangen déi meeschte Länner elo, dass eng Persoun, déi op hiren Territoire kënnt, een negative PCR- oder Antigeentest virweise kann. Lëtzebuerg verlaangt och een negative PCR-Test (virzeweise beim Boarding) fir jiddereen, dee via Flughafen an d'Land erakënnt, an zousätzlech bei der Arrivée och een negativen Antigeentest fir Leit, déi aus Drëttlänner an d'EU kommen.

Den Ensembel vun den Areesrestriktioune baséiert engersäits um „Règlement grand-ducal modifié du 20 juin 2020 relatif à la durée de l'interdiction et la portée des exceptions prévues par l'article 2 de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration"[1], an anerersäits op den Ordonnancë vum Direkter vun der Santé vum 28. Januar 2021[2], respektiv vum 28. Februar 2021. D'Wichtegkeet vun der Santé publique an d'Necessitéit vum Schutz vun de Leit géigeniwwer enger Krankheet, déi potenziell déidlech verlafe kann, ass hei kloer méi wichteg wéi d'Fro vun der eventueller Diskriminatioun fir déi Persounen, déi net fléien däerfen. Et ass och net virgesinn aner medezinnesch Tester ze verlaangen.

De medezinnesche Secret spillt hei net, well jo nëmmen negativ Resultater presentéiert ginn.

De Lëtzebuerger Staat kënnt de Reesende vill entgéint, andeem hie schonns de Leit, déi reesen an een obligatoreschen Test brauche fir an d'Ausland ze kommen, gratis Tester via de Large-Scale-Testing ubitt. De Staat iwwerhëlt och e groussen Deel vun de Käschten, déi ufale fir d'Antigeentester um Flughafen.

De Lëtzebuerger Staat huet keng Autoritéit um Territoire vun engem anere Staat a kann domat am Ausland op Flughäfe keng Prestatiounen ubidden.

Question 3542 (29.01.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **siège d'ArcelorMittal :**

Am „Paperjam" ass an engem Bericht iwwert d'Situatioun vun ArcelorMittal vum 28. Januar nieft ganz interessante Chifferen ze liesen, datt de Stolproduzent aktuell e Partner fir säi geplangte Siège um Kierchbierg sicht, an dëst esouwuel fir de Finanzement wéi fir d'Beleeung vum Gebai. « Nous sommes en train de chercher un partenaire qui aimerait se joindre à nous pour assurer à la fois l'occupation et le financement de ce bâtiment », gëtt hei den Head of country Luxembourg vun ArcelorMittal zitéiert. Dat Zitat ass intressant, well jo Arcelor seng Personalaspuerungen ënner anerem mat der Gréisst vum Siège argumentéiert huet, dee si elo och nach wëllt mat engem Mat-Investisseur deelen.

An deem Zesummenhank hätt ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Ass no der Tripartite de Verbleif vum Haaptsëtz vun ArcelorMittal zu Lëtzebuerg assuréiert?

2. Ass de Verbleif vun de fënnef Produktiounssitte vun ArcelorMittal hei am Land laangfristeg garantéiert?

3. Duerch wat fir Verträg ass ArcelorMittal nach un de Standuert Lëtzebuerg gebonnen?

4. Wat fir Garantien an Zousoen, déi Mittal beim Kaf vun Arcelor der Lëtzebuerger Regierung ginn huet, wierken sech nach op déi aktuell Tripartite-Diskussiounen aus?

5. Wat fir Garantien an Zousoen aus dësem Vertrag oder dëse Verträg sinn zënter dem Kaf vun Arcelor an der Schafung vun ArcelorMittal net respektéiert ginn?

6. Wat fir Garantien an Zousoe ginn aus de bestoenden ëffentlechen an net ëffentleche Verträg ervir, déi de Fortbestand vun engem reell funktionéierenden Haaptsëtz als Haaptmotor vun der Firmepolitik festschreiwen, dee méi ass wéi just e symbolesche Geste oder e fiskale Choix?

Réponse (08.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Am Kader vun der Restrukturatioun bei ArcelorMittal haten d'Verhandlungen an der Stoltripartite engersäits als Zil, fir de sozialen Impakt fir dat betraffent Personal esou kleng wéi méiglech ze halen, a gläichzäiteg fir vum Stolproduzent en industrielle Plang mat konkreeten Investitioune fir déi verschidde Lëtzebuerger Wierker vum Grupp ze kréien.

E Sozialplang konnt deemno duerch dës Stoltripartite evitéiert ginn an déi betraffe Mataarbechter wäerte vun engem „Plan de maintien dans l'emploi" profitéieren. Dëse gesäit och d'Méiglechkeet vir, dass Salariéen a verschiddenen Alterskategorië vun enger Preretraite-Ajustement kënne profitéieren.

Den Accord „LUX2025" tëschent der Regierung, de Sozialpartner an ArcelorMittal gesäit eng Enveloppe fir strateegesch Investitioune vum Betrib tëschent 165 an 202,5 Milliounen Euro vir. Iwwer déi nächst fënnef Joer gëtt esou an d'Moderniséierung an an d'Entwécklung vun de Sitte Belval, Déifferdeng, Rodange a Biissen investéiert. Um Site zu Dummeldeng bleiwen eng Rei Aktivitéiten am „Atelier mécanique" weiderhi bestoen.

De Grupp duerch strateegesch Investitioune stabiliséieren, mam Dialog tëscht de Sozialpartner den Impakt vun eventuelle Restrukturéierunge minimiséieren an de Siège vum Grupp laangfristeg zu Lëtzebuerg behalen, dat waren nach ëmmer wichteg Sujeten an der Organisatioun vun ArcelorMittal. Dat war schonn 2006 bei der Reprise vun Arcelor duerch de Grupp Mittal esou, an duerno an de verschiddenen Tripartitesaccorden.

Mam Accord „LUX2025" huet de Grupp ArcelorMittal op en Neits seng Absicht formaliséiert, fir den Haaptsiège vum Grupp zu Lëtzebuerg ze behalen. An dësem Accord ginn och d'Zerwisser an d'Funktioune vum Sëtz vum Grupp zousätzlech definéiert.

Question 3543 (29.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **nouvel immeuble pour le Corps grand-ducal d'incendie et de secours et la Police grand-ducale d'Esch-sur-Alzette, Mondercange et Schifflange :**

2018 gouf festgehalen, dass um Parking Aloyse Meyer soll ee Gebai fir d'Police- a Rettungsdéngschter vun Esch, Schëffleng a Monnerech opgeriicht ginn. Dëst sollt 2023/2024 fäerdeggestallt ginn. Bis elo gouf awer net mat engem Bau ugefaangen.

Bei der Presentatioun vum neien Deel vun der Tramstreck vum Mobilitéitsminister gouf elo bekannt, dass dëse Parking am Kader vun den Aarbechten um Tram gebraucht gëtt. Laut engem Artikel am Wort vum 28. Januar 2021, deele Bâtiments publics mat:

„Auf diesem Gelände, über das in Zukunft auch die Trambahn fahren wird, sind die eventuellen Platzverhältnisse doch nicht optimal, sodass zusätzlich noch nach einem alternativen Standort gesucht wird für einen dieser Dienste."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Firwat gouf d'Decisioun geholl, de Parking Aloyse Meyer fir d'Tramstreck ze notzen?

- War dës Decisioun mat de lokale Vertrieder an de Kommissariater vun Esch, Schëffleng a Monnerech ofgesprach? Goufen si consultéiert?

- Wéini gouf dës Decisioun getraff?

2. Wann d'Tramstreck elo, wéi vum Minister ugekënnegt, duerch de Parking Aloyse Meyer gebaut gëtt, wouhi gëtt dann dat geplangte Police- a Rettungsdéngschtgebai verluecht?

3. Wann een neie Standuert fir dëst Gebai muss gesicht ginn, schéngt den Zäitplang vun 2023/2024 net méi realistesch. D'Gebai war awer schonn 2018 als néideg ugesi ginn.

- Wou sollen déi betraffe Police- a Rettungseenheete bis zum Bau vun engem neie Gebai ënnerbruecht ginn?

- A wéi engem Zoustand befannen sech déi momentan genotzte Gebailechkeeten? Entspriechen se nach den haitegen Ufuerderungen?

- Kann de Minister garantéieren, dass d'Policebeamten an engem gudde Kader hir Aarbecht am aktuelle Kommissariat kënnen duerchféieren?

---

[1] http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2020/06/20/a537/consolide/20210208

[2] https://sante.public.luffr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/000-covid-19/000-covid-191-annexes/ordonnance-airtravel.pdf
137-00001.-20040525-FR

Réponse commune (17.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Déi zukünfteg Tramstreck leeft iwwer en Eck vum Terrain, op deem aktuell de Parking Aloyse Meyer ass, a fiert dobäi iwwer eng Haaptachs, déi am aktuelle Masterplang fir de Site Esch-Schëffleng dëse soll un de Quartier Lalleng ubannen. Vun de knapp zwee Hektar vum Parking sinn duerch dës Achs nëmmen 0,3 ha betraff, esou datt et ouni Problem méiglech bleift, den Terrain ze bebauen.

ad 2. Well sech op dem Site vum Parking Aloyse Meyer déi zwou Funktiounen net optimal ënnerbrénge loossen, zemol wann een eng gewësse Flexibilitéit fir d'Zukunft wëllt halen, gouf gekuckt, fir ee vun de Servicer op engem anere Site ënnerzebréngen. Esou ass et lo virgesinn, datt d'Policegebai soll op e Site beim Rond-point Raemerech kommen, deen duerch d'Ëmleede vun der Autobunn fräigëtt.

ad 3. Den Zäitplang gëtt net negativ beaflosst. Well den Terrain, wou d'Policekasär elo zu Raemerech hikënnt, am PAG vun der Gemeng Esch richteg klasséiert ass, kann et souguer sinn, dass Zäit gewonne gëtt.

D'Etüden um Site beim Rond-point Raemerech fänken elo un, an d'Police- a Rettungseenheete bleiwen esou laang an hiren aktuelle Gebaier, bis déi jeeweileg nei Gebaier fäerdeg sinn.

Dat Escher Kommissariat um Boulevard J.F. Kennedy, dat och zukünfteg wäert bestoe bleiwen, gëtt momentan renovéiert, fir et der haiteger Aarbechtsweis vun der Police unzepassen. D'Kommissariater vu Monnerech a Schëffleng gehéieren net zum Projet fir en neit Policegebai zu Esch.

Question 3546 (29.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **agréments des maisons de retraite et de soins :**

Fir datt eng Struktur, eléi en Alters- oder Fleegeheem oder och nach en Heem fir Leit mat Behënnerung ze fleegen an ze betreien, hir spezifesch Déngschtleeschtung kann ubidden, muss si fir d'éischt en Agrement beim zoustännege Ministère ufroen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Famillje-minister gär follgend Froe stellen:

1. Wat fir Krittäre mussen erfëllt ginn, fir datt esou eng Struktur en Agrement vum Ministère kritt?

2. Wéi vill verschidden Zorten Agrement gëtt et a wéi eng Instanze sinn dofir verantwortlech?

3. Wéi a vu wiem gëtt kontrolléiert, datt dës Krittären agehale ginn, a mat wat fir enger Reegelméissegkeet?

4. Wéi eng Konsequenze gi gezunn, wann Defizienzen an enger Struktur festgestallt ginn? Ginn et administrativ oder finanziell Sanktiounen?

5. A wéi engem Delai musse Strukturen sech un nei gesetzlech oder reglementaresch Oplagen a Reglementer halen?

Réponse (01.03.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'ASFT-Gesetz vum 8. September 1998 (loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique) definéiert den allgemenge Kader vum Agrement a sengem Kapitel 1: « Nul ne peut, à titre principal ou accessoire et contre rémunération, entreprendre ou exercer d'une manière non occasionnelle l'une des activités ci-après énumérées, dans le domaine social, socio-éducatif, médico-social ou thérapeutique s'il n'est en possession d'un agrément écrit, suivant leurs compétences respectives, soit du ministre de la Famille, soit du ministre de la Promotion féminine, soit du ministre de la Jeunesse, soit du ministre de la Santé. [...] L'agrément est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales, de droit privé et de droit public. [...] »

Et ginn dräi Zorte Krittären, deenen d'Servicer an d'Strukture mussen entsprieche fir en Agrement ze kréien.

Den éischte Krittär ass dee vun der Honorabilitéit. D'Membere vum Conseil d'administration vum Gestionnaire vun der Struktur, d'Direktiounsmemberen an d'Encadrementspersonal mussen den Honorabilitéitskrittären entspriechen.

Den zweete Krittär läit um Niveau vun der Zuel a vun der Qualifikatioun vum Personal an ass en fonction vun de Besoine vun der Population-cible festgeluecht ginn.

Den drëtte Krittär läit um Niveau vun den Infrastrukturen a Gebailechkeeten, an deenen de Service ugebuede gëtt.

Dës Krittäre sinn am Beräich vum Handicap duerch de Règlement grand-ducal modifié du 23 avril 2004 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour personnes handicapées et portant exécution de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique festgeluecht ginn. Am Beräich vun den Alters- a Fleegeheemer sinn dës Krittären duerch de Règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées festgeluecht ginn.

ad 2. Am Beräich Handicap gëtt et sechs verschidden Aktivitéiten, déi kënnen agreéiert ginn:

- Service d'assistance à domicile
- Service d'hébergement
- Service de formation
- Service d'emploi ou atelier protégé
- Service d'activités de jour
- Service d'information, de consultation et de rencontre

Am Beräich vun den eelere Leit ginn et eelef verschidden Aktivitéiten, déi kënnen agreéiert ginn:

- Centre intégré pour personnes âgées
- Maison de soins
- Logement encadré pour personnes âgées
- Centre psycho-gériatrique
- Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées
- Aide à domicile
- Soins à domicile
- Repas sur roues
- Appel-assistance externe
- Activités senior
- Centre d'accueil pour personnes en fin de vie

Fir all dës Agrementen ass de Familljeministère zoustänneg.

ad 3. Dës Krittäre ginn op Basis vun engem administrativen Dossier unhand vun Checklëschte souwéi duerch Visitten op de jeeweilege Sitte vun Agente vum Familljeministère kontrolléiert. An der Reegel ginn d'Agrementen accordéiert fir eng onbegrenzt Dauer. Allerdéngs kann de Minister och decidéieren, en Agrement op limitéiert Zäit ze accordéieren, wann d'Krittären aktuell net all kënne vum Gestionnaire erfëllt ginn. Ab deem Moment, wou e Gestionnaire en Agrément illimité kritt huet, gëtt e reegelméisseg kontrolléiert.

ad 4. Wa festgestallt gëtt, dass d'Krittären net méi erfëllt sinn, muss de Gestionnaire sech an engem Delai tëschent aacht Deeg an engem Joer konformëieren a schlëmmstefalls kann en den Agrement ewechgeholl kréien.

Am Fall wou Infraktioune festgestallt ginn, geet den Dossier un de Parquet an et kënne Prisongsstrofe vun aacht Deeg bis dräi Joer an/oder Geldstrofe gesprach ginn.

ad 5. Den Delai, fir sech un nei gesetzlech oder reglementaresch Oplagen a Reglementer ze halen, ass am Prinzip an all neiem Gesetz oder Reglement individuell virgesinn.

Question 3548 (01.02.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **liberté de la presse au Burkina Faso :**

Avant sa décriminalisation en 2015, l'application de la loi sur la diffamation criminelle a opprimé largement la liberté d'expression au Burkina Faso. Depuis, et grâce à son paysage médiatique dynamique et diversifié, le Burkina Faso est considéré représenter une histoire de succès en matière de liberté de la presse selon l'ONG Reporters sans frontières (RSF).

Néanmoins, les journalistes et militants continuent de faire face à une pression accrue. En juin 2019, l'Assemblée nationale a voté une modification du Code pénal, destinée à lutter contre les publications qui pourraient « démoraliser ou saper l'efficacité » de l'armée. Le rapport critique ou objectif sur le combat de l'armée contre le terrorisme peut désormais mener à de graves sanctions. Cet amendement permet ainsi aux autorités d'exercer un contrôle sur les publications et impose de sérieuses restrictions à la liberté d'informer.

En 2020, six attaques ou intimidations contre des journalistes ont été constatées par l'Association des journalistes du Burkina (AJB). Au nord et à l'est du pays, des zones entièrement isolées et inaccessibles aux journalistes empêchent complètement le flux d'informations de sorte que plus aucune nouvelle ne puisse traverser à l'extérieur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de la situation des journalistes au Burkina Faso ?

- Est-ce que les conditions de travail des médias locaux ont un impact sur la politique de coopération du Luxembourg au Burkina Faso et dans d'autres pays où la presse rencontre des problèmes semblables ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conséquences pour l'activité de coopération du Luxembourg dans ces pays ?

- Quels moyens le Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire peut-il se donner pour lutter contre l'influence des autorités étrangères sur la couverture médiatique de leur pays et améliorer la situation des journalistes dans les régions « médiaphobes », sans pour autant impacter la population en besoin des aides apportées ?

Réponse (01.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Si les relations entre le Luxembourg et le Burkina Faso se sont d'abord construites autour de la coopération au développement, celles-ci ont su se diversifier au fil du temps. À cause de la détérioration sécuritaire à laquelle nous assistons ces dernières années au Burkina Faso, le Luxembourg a réaffirmé sa solidarité envers la population burkinabè, en particulier en faveur des plus démunis et en accord avec les principes retenus dans la Stratégie générale de coopération luxembourgeoise, parmi lesquels figurent le respect et la promotion des droits humains.

Dans ce contexte de partenariat, le Luxembourg observe aussi les évolutions politiques au Burkina Faso, comme la modification du Code pénal de juin 2019 auquel l'honorable Député fait référence. Ainsi, les sujets d'actualité politique, y inclus ceux en lien avec les obligations en matière de protection et promotion des droits humains et des libertés fondamentales, sont thématisés au plus haut niveau, en particulier lors des Commissions de partenariat annuelles, dont notamment celle que j'ai co-présidée le 20 juillet dernier. Ces discussions non seulement alimentent nos relations bilatérales de manière générale, mais repositionnent aussi, le cas échéant, les jalons de notre politique de coopération au Burkina Faso.

Par ailleurs, la coopération luxembourgeoise soutient les acteurs de la société civile au Burkina Faso par le biais d'appuis à 14 ONGD luxembourgeoises et leurs partenaires locaux dans la mise en œuvre de leurs projets.

L'évolution de la gouvernance d'une manière générale et le respect des droits humains et des libertés fondamentales au Burkina Faso en particulier font également l'objet d'un suivi au niveau européen où des démarches communes sont régulièrement entamées auprès des autorités du pays concerné.

Aussi, la coopération luxembourgeoise procède régulièrement à des évaluations externes des Programmes indicatifs de coopération (PIC) mis en œuvre dans ses pays partenaires. Les recommandations qui émanent de ces évaluations constituent une occasion de réaligner, le cas échéant, les objectifs des PICs selon le contexte et des considérations comme l'accomplissement des obligations en matière de respect des droits humains.

Enfin, le respect des droits humains fait partie des priorités transversales qui sont systématiquement pris en compte dans la mise en œuvre de la politique luxembourgeoise de la coopération au développement.

Question 3549 (01.02.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes :**

De Koalitiounsaccord gesäit vir, de „système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes (CITA)" op de Leescht ze huelen, fir en den technologeschen Entwécklungen unzepassen. Donieft soll och eng kohärent informatesch Strategie ausgeschafft an déi informatesch Architektur vun der Administration des ponts et chaussées ausgebaut ginn, fir d'Verkéiersfluxe besser ze geréieren an eng besser Informatioun zur Verfügung ze stellen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wéi wäit ass d'Evaluatioun vum CITA?

- Wat wieren eventuell éischt Konklusiounen? Ass virgesinn, de CITA auszebauen? Kann den Här Minister Prezisiounen heizou ginn?

- Wéi wäit ass d'Ausschaffe vun der genannter informatescher Strategie? Kann den Här Minister och heizou weider Informatioune ginn?

Réponse (08.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- De Volet „évaluation" ass mat der „Evolution study" am Summer 2020 ofgeschloss ginn an huet zu enger „CITA vision stratégique 2030" gefouert. Et goufen dobäi dräi Achse cibléiert:

1. Capitaliser: Et goufen iwwert d'Joren eng Rei vu Funktionalitéiten an Infrastrukturen opgebaut, déi e bleiwende Wäert hunn, an och an Zukunft wäerte fortbestoen.

2. Moderniser: Et muss op d'Obsolenz vu verschiddenen Ekipementer a Modülle reagéiert ginn, déi dem Stand vun der Technik mussen ugepasst ginn. Dorënner falen d'Ëmstellung op Glasfasertechnologie an der Dateniwwerdroung oder d'Neiprogrammatioun vun eenzelen informatesche Modüllen op Basis vun aktuelle Betribssystemer a Programméiersproochen.

3. Enrichir: Der Evolutioun vun den technesche Méiglechkeete Rechnung droen an den Demanden un e moderne System nokommen, fir de Benotzer méi performant Servicer ze offréieren, an och der Evolutioun vun der Demande an den europäeschen Direktive gerecht ze ginn. Heibäi wieren zum Beispill d'Bereetstellung vun dynamesche Verkéiersdonnéeën a Virfäll als Open Data oder och automatesch Systemer zur Vitessmodulatioun zur Ouverture vum Standsträifen (BAU) fir de Bus a Covoiturage.

- De CITA vun haut ass iwwer 20 Joer al a ka verschidden Aufgaben net erfëllen, wéi zum Beispill:

• dynamesch Vitessmodulatioun op den Autobunnen zu de Spëtzenzäite vum Verkéier;

• dynamesch Standsträifen op den Autobunnen, déi an de Spëtzestonne vum Trafick op- an zougemaach ginn, zum Beispill fir d'Busser;

• an de Spëtzestonne vum Trafick op den Autobunnen d'Spueren dynamesch fir Bussen oder de Covoiturage ze reservéieren.

Dofir mussen d'Infrastrukture vum CITA um Terrain an och d'Informatik, déi de CITA steiert, erneiert ginn.

De Génie civil ass plazeweis och unzepassen, fir den uewe genannten Aufgabe gerecht ze ginn.

- „CITA vision stratégique 2030" ass am Summer 2020 ofgeschloss ginn. Et bleift vill Aarbecht bis 2030 ze maachen. De Programm ass evolutiv a kann u spéider Besoinen ugepasst ginn. Konkreet gëtt den informatesche Kär vum CITA duerch de LTMS (Lëtzebuerger Traffic Management System) ersat, deen nieft enger permanenter Evolutioun, op dräi prioritären Horizonter erschafft soll ginn: Prioritéit 1: kuerzzäiteg (0-3 Joer), Prioritéit 2: (3-6 Joer), Prioritéit 3: (6-9 Joer).

An der éischter Prioritéit stinn d'Moderniséierung an d'Schafe vun de Viraussetzunge fir déi follgend Phasen un, aschléisslech der Viraussetzung vun enger Business Continuity, well de CITA als weesentlecht Element vun der Gestioun vun den Tunnellen net duerf ausfalen.

Parallell ginn déi gréisser aktuell Projete schonns an dëser Philosophie virbereet.

Duerno kann de Volet „Gestion dynamique du trafic" a méi automatiséierter Form ugaange ginn, an och d'Qualitéit vun den Donnéeë weesentlech verbessert ginn, fir schliisslech dorausser och eng verbessert Informatioun vun de Benotzer a Verbraucher ze bewierken, notamment wat d'Fiabilitéit ubelaangt. Parallell dozou wäert dann och den technologesche Fortschrëtt a Form vun enger kënschtlecher Intelligenz mat integréiert kënne ginn.

Dës Eckpunkte goufe schonns tëschent dem Ministère an der Stroossebauverwaltung zeréckbehalen, a mussen elo schrëttweis ëmgesat ginn.

Question 3551 (01.02.2021) **de M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**évolution du fret ferroviaire pendant la pandémie :**

Et ass mer zu Ouere komm, dass am Laf vun der Pandemie CFL cargo op d'mannst ee gréissere Client verluer hätt, dee säi Wuerentransport nees zeréck op d'Strooss verluecht hätt, well dëst méi käschtegënschteg wier, an dass doméinst souguer Personal vun CFL cargo reaffektéiert hätt misse ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren? Wa jo, kann den Här Minister Prezisiounen dozou ginn?

- Wéi vill Mataarbechter sinn innerhalb vum CFL-Grupp reaffektéiert ginn?

- Huet de Wuerentransport iwwert d'Schinn an der Pandemie un Attraktivitéit par rapport zum Camion verluer? Wat wieren d'Grënn dofir? Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dësen Trend eventuell ze bremsen?

Réponse (17.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wärend 2020, an direktem Zesummenhang mat der Covidkris, war d'Aktivitéit vun der lëtzebuergescher Eisebunnsgesellschaft CFL cargo SA haaptsächlech vun der konjunktureller Reduktioun vun den in-

termodalen Zuchfrequenzen eweí och vum Réckgang vun der Aktivitéit an der lëtzebuergescher Industrie betraff. Dëst ass am Aklang mat den nationale Statistiken, déi de Réckgang vun der nationaler industrieller Produktioun op ongeféier -11 % am Joer 2020 am Verglach mat 2019 bewäerten (Quell: Statec, Indice de l'activité industrielle, Édition du 28 janvier 2021 n° 11/2020). Abrëll a Mee 2020 waren déi schwächste Méint.

Als private Betrib (Actionnariat CFL maison mère an ArcelorMittal) huet d'CFL cargo SA am Fréijoer 2020 déi néideg Moossname getraff, fir hir operationell Organisatioun un de Réckgang vun der Nofro vun hire Clienten unzepassen. Ech kommentéieren net weider déi kommerziell Decisioune vun engem private Betrib, wou de Staat d'ailleurs nëmmen indirekt Actionnaire ass.

D'Verdeedege vun der Attraktivitéit vun der Schinn am Verglach zu der Strooss ass eng stänneg Erausfuerderung, an net nëmmen eng Konsequenz vun der Pandemie, och wann sech den Drock op den Transportpräis an dëser Zäit erhéicht huet. D'Zil, fir e faire System vu Konkurrenz zum europäeschen Transportmaart opzebauen („Level playing field"), ass en Objektiv, dat esouwuel vun der Europäescher Kommissioun eweí och vun de Memberstaate verfollegt gëtt, an dat scho säit ville Joren. D'Entwécklung an d'Kontroll vun der Konformitéit mam Stroossentransportreglement, kombinéiert mat finanziellen Ënnerstëtzungsmoossnamen zugonschte vum Schinnentransport an Europa am Allgemengen, a besonnesch zu Lëtzebuerg (z. B. Gesetz iwwer d'Promotioun vum kombinéierten Transport zënter 2015, Integratioun vum Transportsecteur an den Energiezertifikatsmechanismus ab 2021), si weesentlech Elementer, fir dës Konditioune fir eng fair Konkurrenz ze erreechen.

Question 3555 (01.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **adaptations du régime d'aides visant à promouvoir la durabilité dans le domaine du logement :**

En date du 22 janvier 2021, le Conseil de Gouvernement a décidé la prolongation du régime d'aides financières PRIMe House jusqu'au 31 décembre 2021, sous les conditions et modalités en place depuis fin juin 2020.

Les majorations des subventions existantes et les aides supplémentaires décidées en 2020 et dont l'échéance était initialement fixée au 31 mars 2021 visaient à favoriser davantage les rénovations énergétiques, les remplacements de chaudières existantes alimentées en combustible fossile ainsi que le chauffage à l'énergie renouvelable.

Vu la prolongation du régime d'aides susmentionné je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Combien de demandes ont été introduites auprès de vos services pour les différentes subventions ayant connu une majoration ou un bonus supplémentaire depuis l'entrée en vigueur des adaptations en juin 2020 ? Combien de ménages ont introduit une ou plusieurs demandes ?

2) Combien de demandes d'aide ont été accordées depuis l'introduction du nouveau régime ? Combien de demandes ont été rejetées respectivement sont en cours de traitement ?

3) Le nombre de demandes a-t-il évolué suite aux adaptations des subventions par rapport aux années précédentes ? Madame la Ministre peut-elle me communiquer le total des demandes de subventions par année depuis leur introduction ?

4) Quel est le montant total d'aides accordées aux demandeurs depuis l'entrée en vigueur de l'adaptation du régime d'aides en juin 2020 ?

5) Quelle est la part des demandeurs ayant introduit une demande pour une rénovation énergétique qui ont également fait les démarches auprès de vos services pour obtenir un prêt climatique à taux zéro respectivement à taux réduit ?

6) Parmi ces demandes pour un prêt climatique, combien ont été accordées ou rejetées et combien sont en cours de traitement ?

7) Le nombre de demandes pour obtenir un prêt climatique à taux zéro respectivement à taux réduit a-t-il connu une évolution suite aux adaptations des subventions par rapport aux années précédentes ? Dans l'affirmative, laquelle ?

Réponse commune (09.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Sous le programme « Neistart Lëtzebuerg », instauré en juin 2020, les subventions pour l'assainissement des différents éléments de construction de l'enveloppe thermique du bâtiment, la mise en place de la ventilation mécanique contrôlée ainsi que pour le conseil en énergie ont été majorées de 50 %. De même, une majoration de 25 % est appliquée aux subventions accordées pour la mise en place de systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables, à savoir les installations solaires thermiques, les pompes à chaleur, les chaudières à bois et les raccordements à un réseau de chaleur.

Compte tenu de la durée de la phase de planification d'un projet de rénovation énergétique ainsi que de la phase d'exécution des travaux, à laquelle s'ajoutent les délais liés à la facturation des travaux avant que le maître d'ouvrage ne puisse introduire sa demande d'aide financière, les premiers dossiers pouvant bénéficier du bonus « Neistart Lëtzebuerg » ont été introduits fin 2020 et sont actuellement en cours de traitement.

La très grande majorité des demandes de liquidation des aides introduites ces derniers mois concernent des dossiers initiés avant la mise en place du programme « Neistart Lëtzebuerg ».

Toutefois, pour les projets de rénovation énergétique, le requérant de l'aide est tenu de solliciter un « accord de principe » (sur base d'un conseil en énergie) au préalable de l'exécution des travaux. Le nombre de demandes d'accord de principe constitue ainsi un bon indicateur des activités en cours sur le terrain. Depuis le 1er juin 2020, environ 570 demandes d'accord de principe ont été introduites.

ad 2) Comme indiqué ci-dessus, les aides allouées depuis juin 2020 concernent avant tout des projets initiés avant la mise en place du programme « Neistart Lëtzebuerg ». Au cours des neuf derniers mois, 217 aides ont été allouées pour des projets de rénovation énergétique et 514 aides pour la mise en place de systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables. S'y ajoutent 266 subsides pour des installations photovoltaïques ainsi que près de 1.150 subsides pour des maisons ou appartements passifs.

Même si bon nombre de dossiers de demande sont incomplets au moment de leur soumission, ce qui allonge considérablement la durée de traitement car l'Administration de l'environnement est amenée à réclamer les pièces justificatives manquantes nécessaires en vue de l'attribution du subside, seuls environ 5 % des dossiers de demande doivent être définitivement rejetés en raison de leur non-conformité avec les exigences réglementaires du régime de subventions.

ad 3) Compte tenu des explications ci-dessus, le seul indicateur qui permet à ce jour d'évaluer le succès du programme « Neistart Lëtzebuerg » est l'évolution du nombre de demandes d'accord de principe introduites pour les projets de rénovation énergétique :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) Depuis le 1er juin 2020, plus de 10,7 millions d'euros de subsides ont été accordés, se répartissant comme suit : assainissement énergétique : 2,2 millions d'euros ; systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables : 1,9 million d'euros ; installations photovoltaïques : 1 million d'euros ; nouvelles constructions : 5,6 millions d'euros.

ad 5) Entre le 1er janvier 2017 et le 12 janvier 2021, 28 demandes pour un prêt climatique à taux zéro ont été introduites et 221 demandes pour un prêt climatique à taux réduit.

ad 6) Parmi les 28 demandes pour un prêt climatique à taux zéro, 3 ont été accordées, 12 ont été refusées et 13 sont en cours d'instruction.

Parmi les 221 demandes pour un prêt climatique à taux réduit, 98 ont été accordées, 13 ont été refusées, 101 sont en cours d'instruction et 9 ont été retirées.

ad 7) La loi du 23 décembre 2016 relative à un régime d'aides à des prêts climatiques et qui régit les conditions d'octroi des « prêts climatiques » n'a pas connu de modification depuis son entrée en vigueur. La question est par conséquent sans objet.

Question 3557 (01.02.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **pluralisme des médias :**

Um Site vum Radio 100,7 war den 31. Januar 2021 en Artikel ze liesen, dee fir eng „Ethik des Ignorierens" antrëtt. Den Auteur ënnersträicht, datt mir an enger Welt liewen, wou ee permanent ugesprach gëtt, digital, verbal. De Mënsch gëtt doduerch an e permanenten Opmierksamkeetsmodus versat, deen op Dauer lästeg ka sinn. Am Ignoréiere gesäit de Verfaasser eng gréisser Autonomie wéi am Nolauschteren. Ënnermauert gëtt dëse Gedanke mat ville Beispiller aus dem Alldagsliewen. Messenger-Déngschter, sozial Netzwierker a sëllegen aner Kommunikatiounsmedie sinn net aus eisem Liewen ewechzedenken. Fir déi eng Leit wär dat e Fluch, fir déi aner e Seegen.

Iwwert dat privat Liewen eraus, deent den Auteur seng Gedanken iwwer d'Ethik och op déi medial Berichterstattung aus. Hie bezitt sech dobäi explizitt op rezent politesch Entwécklungen. Ech zitéieren: „Ist es beispielsweise gerechtfertigt, dass wir die geballte mediale Aufmerksamkeit einer Handvoll Rednecks schenken, die in das Kapitol eindringen? Oder den sogenannten Querdenkern, einem Phänomen, das trotz seiner realen Marginalität medial unverhältnismäßig aufgeblasen wird. Was wäre, wenn man rechte Populisten, selbsternannte Patrioten, arrogante Verschwörungstheoretiker oder dümmliche Machos einfach ignoriert, anstatt ihnen einen Platz in unserer Aufmerksamkeit einzuräumen?"

Den 100,7 ass deen eenzegen ëffentlech-rechtleche Radiosender zu Lëtzebuerg (woubäi a sengem Verwaltungsrot notamment Vertrieder aus dem Kommunikatiouns-, Kultur- a Finanzministère sëtzen). Dowéinst ass et diskussiounswürdeg, wann am ëffentlech-rechtleche Raum Reportagë bruecht ginn, déi als en Opruff zur selektiver Berichterstattung oder zur Zensur kënne verstane ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Bekennt sech d'Regierung zu der Pluralitéit an de Medien an net nëmmen zu der Pluralitéit vun de Medien? Wëllt d'Regierung am Verwaltungsrot vum 100,7 dorop insistéieren, datt den 100,7 all Evenementer op eng neutral an objektiv Manéier duerstellt a keng gesellschaftlech oder politesch Gruppéierungen ignoréiert oder zensëiert?

2. Wéi stellt sech d'Regierung zu Phenomeener wéi enger „Cancel Culture" oder enger „political correctness", déi esou verstane ginn, datt verschidde Meenungen net méi solle publizéiert oder diskutéiert ginn?

Réponse (04.03.2021) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. De Radio 100,7 huet ënner anerem den Optrag, an editorialer Onofhängegkeet, de Pluralismus an der Presentatioun vun den Iddien a Standpunkten ze assuréieren. Wéinst dëser editorialer Onofhängegkeet intervenéiert d'Regierung weeder an der Programmatioun vum 100,7 nach kommentéiert se Inhalter vun der Programmatioun. De Verwaltungsrot statuéiert iwwert déi generell Orientatioun vun der Programmatioun an intervenéiert och net an der dagdeeglecher Programmatioun.

ad 2. D'Regierung ënnerstëtzt weiderhin d'Meenungsfräiheet an eng fräi a pluralistesch Medielandschaft zu Lëtzebuerg als fundamentale Pilier vun der Demokratie, sou wéi am Koalitiounsaccord festgehal.

Question 3561 (02.02.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **haute concentration en phosphate dans l'eau du lac de barrage de la Haute-Sûre :**

Dans une interview parue en date du 1er février dans le quotidien Luxemburger Wort, le président de la Chambre d'Agriculture regrette qu'aucune suite n'ait été donnée à l'analyse d'un expert indépendant sur la haute concentration en phosphate dans l'eau du lac de barrage de la Haute-Sûre que la Chambre d'Agriculture avait soumise à Madame la Ministre.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations ?

2) Est-ce que Madame la Ministre a fait vérifier l'analyse précitée ?

3) Dans l'affirmative, les résultats de l'analyse susmentionnée sont-ils confirmés par d'autres analyses, effectuées, le cas échéant, par les services de Madame la Ministre ?

4) Dans l'affirmative, quelles suites Madame la Ministre entend-elle donner à ces résultats ?

5) Madame la Ministre peut-elle fournir des explications supplémentaires concernant l'origine de la haute concentration en phosphate dans l'eau du barrage ?

Réponse (02.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les affirmations du président de la Chambre d'Agriculture ne peuvent pas être confirmées.

Le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre a été établi conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau sur base d'un dossier de délimitation. Pour la réalisation de ce dossier le Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) en tant qu'exploitant de la ressource d'eau potable du lac de la Haute-Sûre a mandaté un expert allemand reconnu (IWW Rheinisch-Westfälisches Institut für Wasser Beratungs- und Entwicklungsgesellschaft mbH). Ce dossier a été réalisé suivant les instructions de l'Administration de la gestion de l'eau. La délimitation des zones a été réalisée en se basant sur l'approche en vigueur en Allemagne pour la délimitation de zones de protection autour de captages d'eau de surface exploitées pour l'eau potable. Cette approche comprend une estimation qualitative des risques en vue d'identifier les origines possibles de contaminants, parmi lesquelles on retrouve notamment le phosphore. Parmi les origines possibles de la pollution en phosphore, le rejet d'eaux usées, mais également l'agriculture ont été identifiés.

Au cours de l'enquête publique conformément à la loi en question, le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection en question a été présenté et discuté bien au-delà des exigences légales lors d'un grand nombre de réunions (trois grandes réunions d'information publiques avec invitations « toutes-boîtes », des groupes de travail thématiques dont un portant spécifiquement sur l'agriculture, des réunions de consultation avec les communes concernées, une réunion avec la Chambre d'Agriculture, etc.). Suite aux observations reçues lors de l'enquête publique et suite à toutes ces réunions, de nombreuses modifications substantielles ont été effectuées au projet de règlement grand-ducal au terme de la consultation publique tout en maintenant un niveau élevé de protection de l'eau. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a également adapté le régime d'aides destinées aux exploitations agricoles situées en zones de protection. Malgré ces adaptations, la Chambre d'Agriculture a continué de contester les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre et a mandaté un expert de l'institut KIT (Karlsruher Institut für Technologie) pour remettre en cause le bien-fondé scientifique de la délimitation des zones de protection sur lequel se base le projet de règlement en question. Un avis complémentaire de la Chambre d'Agriculture a été transmis au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en date du 29 novembre 2019, soit un an après la finalisation de la procédure publique. À cet avis a été joint une analyse du Prof. Dr.-Ing. Erwin Zehe du KIT. L'Administration de la gestion de l'eau a procédé à une analyse détaillée des critiques formulées par la Chambre d'Agriculture ainsi que de l'analyse du Prof. Dr.-Ing. Erwin Zehe. Après avoir étudié l'analyse émise par l'expert mandaté par la Chambre d'Agriculture, il a été conclu que les incertitudes relevées ne mettent pas en question ni le bien-fondé des mesures formulées dans le projet de règlement grand-ducal, ni la délimitation des zones.

Au vu de ce qui précède, l'affirmation que le Gouvernement ait ignoré les prises de position de la Chambre d'Agriculture, et en particulier l'expertise mentionnée, doit être contredite.

L'affirmation du président de la Chambre d'Agriculture dans l'article en question du non-respect des normes de rejet des stations d'épuration est également incorrecte. Les détails de la situation réelle sont expliqués dans la réponse à la question 5.

ad 2) Comme évoqué dans la réponse à la question précédente, une vérification détaillée de l'analyse précitée a été réalisée. Cette vérification a été effectuée par les experts de l'Administration de la gestion de l'eau et de l'institut de recherche IWW. Elle a mis en évidence que le bien-fondé de la délimitation des zones et des mesures formulées dans le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection n'était pas mis en cause. En effet, la finalité du dossier de délimitation est d'identifier l'ensemble des risques susceptibles de mener à une dégradation de la qualité de l'eau. La délimitation des zones de protection et des mesures y afférentes se base également sur le principe de précaution. Bien que ce principe ne doive pas mener à la mise en place de mesures démesurées, la proportionnalité des mesures par rapport à l'importance des eaux du lac de la Haute-Sûre pour garantir la sécurité d'approvisionnement du pays en eau potable (50 % des ressources en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg proviennent du lac) est assurée. Les affirmations de l'expert se basent notamment sur des observations récoltées lors d'études dans d'autres bassins versants du Grand-Duché de Luxembourg. Il est difficile de transposer à un contexte donné les applications établies à l'intérieur d'un autre contexte, puisque les conditions d'applications, de même que les échelles spatiale et temporelle varient d'un bassin à l'autre.

Pour évaluer les flux de phosphore, il est indispensable de distinguer entre le « phosphore total » et l'« orthophosphate ». Le phosphore total mesuré dans l'eau est composé de phosphore sous forme particulaire et de phosphore sous forme dissoute. Dans le phosphore dissous, on trouve l'orthophosphate libre, qui est très soluble dans l'eau, et peut en effet être mesuré dans les eaux résiduaires urbaines, mais également dans des drains agricoles. Le « phosphore particulaire » est quant à lui présent dans les sédiments, qui peuvent atterrir dans l'eau à cause de l'érosion des sols, notamment au niveau de parcelles agricoles. Ainsi, un épandage non approprié et un labour des terres peuvent très bien mener à un apport de phosphore en prove-

nance de terres agricoles. Dans ce contexte l'analyse du dossier de délimitation de l'expert mandaté par la Chambre d'Agriculture n'est pas complète étant donné que sa prise de position se limite à l'orthophosphate. Ceci est d'autant plus surprenant, vu que l'expert mandaté par la Chambre d'Agriculture préconise également d'analyser les pratiques de fertilisations des prairies et de prévoir, si nécessaire, une extensification de ces pratiques dans des périmètres critiques.

Il convient également de rappeler que lors des dernières années l'excès de nutriments dans le lac et surtout dans les affluents du lac, en dehors des impacts très négatifs pour l'écosystème aquatique, est non seulement responsable de la détérioration de la qualité de l'eau brute devant être traitée par le SEBES, mais constitue également une des raisons pour les efflorescences de cyanobactéries portant ainsi un rude coup au développement du tourisme de cette région en période estivale.

Enfin, la Chambre d'Agriculture semble vouloir ignorer toutes les conclusions tirées d'études menées les dernières années, notamment celle du CEBEDEAU[3] et du Centre de ressources des technologies de l'environnement[4].

ad 3) + 4) Les expériences et résultats gagnés par différentes études auxquelles l'expert mandaté par la Chambre d'Agriculture a participé avaient déjà été pris en compte par l'Administration de la gestion de l'eau, et ceci bien avant que l'avis complémentaire n'atteigne le ministère, et le sont aussi pour des projets en cours ou le seront, si jugé opportun, dans le cadre de futurs projets, dont notamment le programme de mesure prévu à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ad 5) Comme évoqué à la deuxième question, il est indispensable de prendre en compte le taux de « phosphore total » dans les eaux du lac. Le phosphore total est composé de phosphore sous forme particulaire et de phosphore sous forme dissoute. Alors qu'il est plus facile de mesurer et d'identifier l'origine du phosphore dissous, il est plus complexe d'appréhender les origines du phosphore sous forme particulaire, notamment celui qui se retrouve dans les sédiments.

Sans pouvoir toujours déterminer avec exactitude l'origine du phosphore total, surtout pour tous les sous-bassins, plusieurs études effectuées par le passé dans le bassin versant du barrage d'Esch-sur-Sûre ont mis en évidence un apport d'origine agricole, et notamment à cause de l'impact du travail du sol et de l'érosion des sols. L'étude « Bilan nutritif » du LIST précise par exemple que : „Die Beziehungen zwischen Landnutzung und spezifischen Frachten für o-Phosphat sind weniger deutlich als für Nitrat. Dies liegt möglicherweise an der höheren Reaktivität des Phosphats" et conseille donc de surveiller la fertilisation des terres agricoles : „Die Düngung von Grünland sollte unter die Lupe genommen werden und in kritischen Bereichen extensiviert werden."

Contrairement à ce qui a été affirmé par la Chambre d'Agriculture, les normes de rejet des stations d'épuration en direction des eaux du lac sont respectées. L'assainissement des eaux usées autour du lac de la Haute-Sûre est assuré par le Syndicat des eaux résiduaires du Nord (ndlr : Syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du Nord) (SIDEN), dont les ouvrages respectent les conditions fixées par la directive européenne relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (directive 91/271/CEE). À cela s'ajoute d'une part que le SIDEN est en train de finaliser les travaux pour évacuer les eaux d'une grande partie des localités limitrophes du lac vers la station d'épuration du Heiderscheidergrund située en aval du barrage d'Esch-sur-Sûre. Ces travaux ont notamment fait l'objet d'une loi de financement autorisant l'État à participer financièrement aux coûts générés (loi du 12 août 2003 autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les localités regroupées autour du lac de la Haute-Sûre). D'autre part, les ouvrages maintenus à l'intérieur du bassin versant du lac de la Haute-Sûre ont des valeurs de rejets bien plus strictes que d'autres ouvrages similaires. Avec la mise en place des zones de protection autour du lac, les stations d'épuration situées à l'intérieur du bassin versant du lac devront notamment être équipées d'installations d'hygiénisation, les bassins et déversoirs d'orages seront équipés d'un ouvrage de filtration pour entre autres éliminer le phosphore, et le SIDEN aura l'obligation d'effectuer des contrôles d'étanchéité de son réseau tous les cinq ans.

Outre l'apport régulier de phosphore d'origine agricole et des eaux usées, il convient également de citer les quantités de sédiments déposées dans les pré-barrages Misère et Bavigne, qui sont également à l'origine des concentrations de phosphore dans les eaux du lac. Concernant ces sédiments, il y a lieu de mentionner qu'un projet, inscrit au programme gouvernemental, est actuellement à l'étude de la part de l'Administration des ponts et chaussées, afin de retirer les sédiments des pré-barrages.

La concentration de phosphore dans les eaux du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre a dès lors de multiples origines. Pour cette raison, il est important que chaque acteur concerné entreprenne des mesures pour contribuer à la réduction de l'apport de phosphore et ainsi à la baisse de la concentration dans les eaux du lac. C'est dans cette logique que le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour du lac a été rédigé. En effet, le projet de règlement grand-ducal ne stigmatise pas un unique secteur désigné comme le seul responsable, mais prévoit des mesures dans différents domaines. L'annexe II du projet de règlement grand-ducal mentionné comprend ainsi un chapitre pour l'industrie et le commerce, pour la gestion des eaux résiduaires, pour le traitement de déchets et d'installations de biométhanisation, pour l'urbanisation et le trafic, pour les différentes interventions dans le sous-sol, pour le secteur agricole, pour le secteur sylvicole ainsi que pour les activités récréatives.

Question 3564 (02.02.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **parking près de la cascade « Schéissendëmpel » :**

Viele Besucher des Schiessentümpels im Müllerthal haben aktuell Schwierigkeiten einen Parkplatz zu finden: Der in der Nähe liegende Parkplatz wird nämlich als Abstellplatz für gefällte Bäume benutzt. Das hat zur Folge, dass die Besucher des Schiessentümpels entlang der Straße parken müssen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Tourismusminister stellen:

- Ist der Minister nicht der Meinung, dass der Parkplatz für die vielen Besucher frei bleiben sollte? Wo könnten die gefällten Bäume gelagert werden?

Réponse commune (04.03.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme,* et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Die Stämme stammten aus einem Wald der Gemeinde Consdorf. Besitzer des Parkplatzes, wo sie kurzzeitig gelagert waren, ist ebenfalls die Gemeinde Consdorf, weswegen gerade dieser Platz dafür auserkoren worden war.

Die gefällten Bäume lagen vom 7. Januar bis zum 19. Februar an dem benannten Ort. Gerade wegen der vielen Besucher wurde die dortige Lagerung so kurzzeitig gehalten. Eine Lagerung entlang der Straße wäre aus Sicherheitsgründen unverantwortlich gewesen.

Question 3565 (02.02.2021) de **M. Carlo Back** et **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant les **systèmes actuels d'autopartage :**

Le concept de base de l'autopartage (carsharing en anglais) consiste à ne pas utiliser une voiture personnelle pour ses déplacements, mais à utiliser un véhicule mis à disposition par une société ou une personne privée contre une participation financière qui varie en général selon la durée d'utilisation et/ou le kilométrage. Il s'agit donc d'un véhicule qu'on peut utiliser sans en être le propriétaire et qu'on partage avec d'autres utilisateurs selon les besoins respectifs et la disponibilité du véhicule. Une offre d'autopartage adéquate - en combinaison avec un système de transport publique performant - permet à certains ménages soit de ne plus détenir de voiture personnelle, soit de ne pas nécessiter une seconde voiture, et d'économiser des frais relatifs à un emplacement de parking privé, à l'assurance, à l'entretien, au contrôle technique, etc.

Au Luxembourg, les deux systèmes majeurs offrant des services d'autopartage sont le service Flex des CFL avec 47 stations de véhicules à travers le pays et le service Carloh avec 17 stations sur le territoire de la ville de Luxembourg. Après inscription sur l'un des portails respectifs, l'utilisateur peut réserver le véhicule souhaité à la station souhaitée selon les disponibilités.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est le nombre de véhicules offerts en libre-service d'autopartage au Luxembourg ?

2) Quels types de voitures sont actuellement disponibles en autopartage au Luxembourg (types de véhicule et types de motorisation) ?

3) Quel est le bilan du système d'autopartage Flex ? Le système rencontre-t-il le résultat escompté ?

4) Est-ce que le Ministère possède des données sur l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les différentes offres d'autopartage au Luxembourg ?

5) Existe-t-il des synergies entre le système Carloh, qui fonctionne dans la capitale, et le système Flex des CFL, implanté à travers le pays ?

6) Est-ce qu'il y a déjà eu des discussions en vue d'explorer des possibilités de coopération entre les deux systèmes ?

7) La mobilité du futur sera multimodale et devra permettre de changer rapidement et confortablement entre les différents modes de transport, y compris l'autopartage. Ainsi, les différents systèmes devraient permettre aussi bien des trajets aller-retour que des allers simples vers une autre connexion. Est-ce que des réflexions sont menées sur la possibilité de modifier le système Flex, qui se limite actuellement à un modèle aller-retour où le client doit retourner la voiture à la station de départ ?

Réponse (02.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Au 31 janvier 2021, le parc automobile géré par CFL Mobility comprend 88 véhicules accessibles au public en libre-service au Luxembourg.

ad 2) La flotte de véhicules Flex se compose actuellement des véhicules suivants :

- 69 voitures à moteur essence (BMW 1, Seat Leon, Audi A1) ;

- 15 voitures électriques (BMW i3) ;

- 4 camionnettes à moteur diesel.

ad 3) En 2020, Flex a continué de se développer de manière positive et l'utilisation de la flotte Flex a considérablement évolué. Ainsi, le nombre d'abonnements en 2020 a augmenté de 77 % pour atteindre aujourd'hui plus de 4.500 abonnements. Le nombre de réservations a augmenté de 72 %, celui des kilomètres parcourus de 60 % par rapport à 2019.

Cette tendance à la hausse se confirme début 2021. Le nombre de réservations par semaine a ainsi atteint son niveau le plus élevé avec environ 400 réservations par semaine.

Pour devenir un service économiquement rentable, la taille du réseau ainsi que le nombre de réservations devront cependant continuer à croître.

ad 4) Pendant la période du confinement de mi-mars à fin avril 2020, le nombre de réservations avait chuté d'environ 65 %. À partir du mois de mai, avec le premier déconfinement, le niveau des réservations a rapidement dépassé celui d'avant crise et a continué à augmenter depuis lors.

ad 5) Actuellement, les deux systèmes (Flex et Carloh) fonctionnent de manière indépendante et il n'y a pas de synergies pour les clients. Je suis par contre convaincu qu'une intégration des deux systèmes serait bénéfique pour les clients et pour la rentabilité du système.

ad 6) Des pourparlers en vue d'une collaboration entre deux opérateurs ont ainsi eu lieu dans le passé, sans pour autant aboutir jusqu'ici.

ad 7) Flex avait déjà proposé un système « One Way » dans une première phase pilote pour effectuer des réservations pour des trajets aller simple entre des stations spécifiques en 2019 et 2020. Lors de cette phase pilote, dix voitures, réparties sur sept stations, étaient réservées à l'utilisation « One Way ». En moyenne, seulement cinq réservations par semaine étaient effectuées.

L'expérience a montré que, à ce stade, un tel système n'est pas faisable économiquement. D'un côté, les frais de personnel et le temps perdu en raison des transferts de retour (trajets à vide) sont élevés. D'un autre côté, le maintien de places de stationnement libres aux stations de destination respectives est une condition préalable essentielle au bon fonctionnement de ce système. Or, les places de parking sont rares et coûteuses.

Dans le système de mobilité multimodal, les modes de transport ont vocation non pas à dédoubler l'offre, mais à se compléter en se focalisant chacun sur ses points forts. Pour les raisons précitées, les trajets « One Way » en voiture publiquement disponible sont mieux effectués par un service de taxi que par un service de carsharing.

Voilà pourquoi l'introduction d'un système de carsharing « One Way » n'est pas prévu à ce stade.

Question 3567 (02.02.2021) de **MM. Fred Keup** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mesures sanitaires pour les membres de l'UGDA :**

Déi national Museksfederatioun UGDA representéiert ronn 300 Musek-, Gesang-, Theater- a Folkloreveräiner mat am Ganze ronn 12.500 Memberen. Hiren neie Generalsekretär sot an engem Interview den 1. Februar 2021 um Radio 100,7, datt de Sport op Amateursniveau, bei de Coronarestriktiounen, besser ewech kënnt wéi d'Veräiner vun der Union Grand-Duc Adolphe.

D'Reegel vu maximal dräi Musikanten (mat Blosinstrumenter), déi zesumme mat engem Dirigent prouwen dierfen, wier iwwerdeems fir déi allermannst Veräiner eng Optioun. Déi aktuell Recommandatiounen am Beräich vun der Musek wieren einfach net nozevollzéien. Wéinst de strenge sanitäre Reegelen, déi vum Staat imposéiert ginn, géifen d'Aktivitéite vun de Veräiner onméiglech oder op d'mannst ganz schwiereg gemaach ginn.

Dowéinst wéilte mir der Madamm Kulturminister dës Fro stellen:

- D'UGDA fuerdert, datt, wat d'Coronarestriktiounen uginn, hir Veräiner d'nämmlecht behandelt gi wéi déi am sportleche Beräich. Wär d'Regierung d'accord am nächste Coronagesetz op de Wee ze goen? Wann nee, firwat net?

Réponse (04.03.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture :*

De Kulturministère ass amgaang, an enker Zesummenaarbecht mat der UGDA, u sanitäre Moossname fir d'Musek-, Gesang-, Theater- a Folkloreveräiner ze schaffen, déi an engem nächste Gesetzesprojet kéinten integréiert ginn, sachant datt dëst ënnert anerem vun der Entwécklung vun der Covid-19-Pandemie hei am Land ofhängeg ass.

Et geet eis bei dësem Exercice net drëms, d'Moossnamen déi de Sportssecteur bestëmmen ze kopéieren, mee fir Moossnamen auszeschaffen, déi de Spezifissitéite vum Secteur vun der Veräinsmusek gerecht ginn, an iwwert dëse Wee méi grouss Méiglechkeeten, fir d'Zesummeprouwen a Musizéieren an engem séchere Kader ze schafen.

Question 3568 (02.02.2021) de **M. Marc Spautz** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **stratégie de vaccination dans les maisons de retraite et de soins :**

Haut goufen d'Phasen 1 bis 6 vun der Impfcampagne virgestallt.

An dësem Kontext wëlle mir der Madamm Gesondheetsministesch an der Madamm Familljeministesch follgend Froe betreffend d'Impfstrategie an den Alters- a Fleegeheemer a Strukture fir handicapéiert Leit stellen:

- Ass et richteg, datt just fest agestallt Personal geimpft gëtt? Wa jo, firwat?

- Firwat gëtt net dat Gesamtpersonal geimpft, y compris d'Botzpersonal, wat all Dag an den Zëmmeren ass?

- Wéi kann esou sécher gestallt ginn, datt de „cordon sanitaire" agehale ka ginn?

- Ginn d'Stagiairen an den Haiser och invitéiert sech impfen ze loossen?

- Wéini ginn d'Bewunner, déi elo eréischt rezent nei an d'Haiser ageplënnert sinn, respektiv déi, déi deemnächst eraplënneren, geimpft? Gëtt et do e Plang?

Réponse commune (05.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Gesondheetspersonal an de Fleege- an Altersheemer, esouwéi an de Strukture fir handicapéiert Leit, kritt d'Covid-19-Impfung proposéiert a kritt dofir eng Invitatioun geschéckt, fir sech an engem Impfzentrum anzeschreiwen. Well et awer fir verschidde vun dëse Gesondheetsberuffler méi einfach ass, sech direkt op hirer Aarbechtsplaz impfen ze loossen, hu mir hinnen och proposéiert geimpft ze ginn, wann déi mobil Ekippen op der Plaz waren, fir d'Residente vun den Haiser ze impfen. Dëst huet kloer gehollef d'Participatioun un der Impfung ze verbesseren.

D'Situatioun an dëse Strukturen ass net ze verwiessele mat där an de Spideeler. Am Spidol ass déi vulnerabel Persoun de Patient, deen awer meeschtens nach net geimpft ass, an deen och meeschtens nëmmen eng kuerz Zäit do ass. Aus deem Grond gouf zeréckbehalen, ee „cordon sanitaire" ronderëm de Patient ze maachen, andeems all Persoun, déi mam Patient kéint a Kontakt kommen (also och Personal aus externe Firmen), d'Impfung soll proposéiert kréien.

Am Alters- oder Fleegeheem, oder a Strukture fir handicapéiert Leit, ass déi vulnerabel Persoun de Resident. Am Géigesaz zum Spidol gëtt de Resident do prioritär geimpft. D'Personal dat permanent an de Strukture schafft gëtt och geimpft.

D'Stagiairen (z. B. Dokter an der Ausbildung oder Infirmiersschüler… etc.) ginn och geimpft.

Déi mobill Ekippe sinn amgaangen un engem Plang ze schaffen, fir am Laf vum éischte Semester nach eemol an d'Haiser zeréckzegoen. Duerno kann een dovun ausgoen, dass déi Leit, déi nei ukomme wäerten, schonns virdrun dobausse geimpft gi sinn.

---

[3] « Mise en œuvre et suivi d'un réseau de mesure transfrontalier de la qualité physico-chimique des cours d'eau du bassin de la Haute-Sûre belgo luxembourgeoise », étude réalisée par le CEBEDEAU et Aquapôle, rapport final, mars 2012.

[4] « Umweltrisikoanalyse der Rohwasserqualität des Obersauerstausees - Synthesebericht », étude réalisée par le Centre de ressources des technologies de l'environnement dans le cadre du projet « ReservoirRisk » (« Évaluation des risques environnementaux dans le bassin versant du lac de la Haute-Sûre - une approche intégrée en vue d'une gestion durable des ressources »), mars 2010.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°11
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 11 | Session ordinaire 2020-2021

Changement de noms et de prénoms	p. 350	Sommaire des séances publiques nos 26 et 27	p. 375	26e séance	Samedi 19 décembre 2020
Mesures de lutte contre la pandémie	p. 364	Sommaire des questions parlementaires	p. Q263	27e séance	Jeudi 24 décembre 2020

M. Fernand Etgen à la Conférence mondiale des présidents de parlement à Vienne

« Éviter une érosion de nos valeurs démocratiques »



Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, et la Secrétaire générale adjointe, Mme Isabelle Barra, à la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement à Vienne

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a participé à la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement (UIP) qui s'est déroulée les 7 et 8 septembre 2021 à Vienne. Cette année, la conférence était placée sous la thématique d'un multilatéralisme plus efficace qui assure la paix et le développement durable pour les citoyens et la planète.

En raison de la crise sanitaire, les présidents de parlement n'avaient pas pu se réunir en présentiel l'année dernière. Cette réunion était donc d'autant plus symbolique puisqu'elle était synonyme d'un retour vers une « nouvelle » normalité.

Préserver nos valeurs communes

« La pandémie de Covid-19 a mis à dure épreuve les valeurs démocratiques. Les parlements, remparts de la démocratie, doivent tout mettre en œuvre pour éviter une érosion de nos valeurs communes », a précisé M. Fernand Etgen lors de son intervention consacrée à la riposte mondiale à la pandémie de Covid-19.

Le Président s'est réjoui de ce que la Chambre des Députés ait pleinement assuré son rôle législatif pendant la crise sanitaire, dans un contexte où beaucoup de défis s'étaient posés à elle, notamment en ce qui concernait l'organisation des commissions parlementaires et des séances publiques. « Cette réorganisation a permis à la Chambre de poursuivre ses travaux et de garder un dialogue fort et régulier avec le Gouvernement », a-t-il encore ajouté.

Miser sur l'outil digital

Face à l'accroissement important du nombre de pétitions publiques en ligne suite à la pandémie, la Chambre a instauré un site web dédié aux pétitions. Dans ce contexte, le Président a estimé que « la pandémie nous a également appris à quel point la digitalisation était importante non seulement pour le travail parlementaire, mais aussi pour le dialogue avec le citoyen ».

Échange de vues avec le Secrétaire général de l'UIP

M. Fernand Etgen s'est entretenu en outre avec le Secrétaire général de l'Union interparlementaire (UIP), M. Martin Chungong. Au cours de cet échange, le Président de la Chambre des Députés a félicité le Secrétaire général d'avoir tout mis en œuvre pour que cette conférence puisse avoir lieu en présentiel. Il a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement des députés luxembourgeois au sein de l'UIP. Un engagement qui pourra à l'avenir être élargi à des dossiers thématiques, tels que le droit des enfants et la lutte contre le travail des enfants. Le Secrétaire général a, quant à lui, plaidé pour le renforcement du rôle des parlements dans le processus démocratique, notamment en termes de contrôle de l'exécutif et en matière budgétaire.

Entretien avec le Président de l'Assemblée nationale d'Arménie

Le Président de la Chambre des Députés a également rencontré son homologue arménien. Lors de cette entrevue, M. Fernand Etgen a assuré son interlocuteur du soutien de la Chambre des Députés en faveur de la paix et de la démocratie en Arménie. M. Alen Simonyan a remercié la Chambre des Députés d'avoir toujours été un partenaire fiable et impartial aux côtés de l'Arménie depuis l'indépendance de celle-ci.

L'année 2022, qui marquera 30 années de relations diplomatiques entre les deux pays, sera l'occasion d'approfondir la coopération à travers un échange de visites.

Les parlements en faveur d'un multilatéralisme plus efficace

Dans une résolution finale, les parlementaires du monde entier ont renouvelé leur engagement en faveur d'un multilatéralisme plus efficace et essentiel à une reprise respectant l'état de droit, les principes démocratiques et les droits de l'homme universels. La reprise devra être inclusive, durable et verte, et intégrer des solutions innovantes à la crise climatique tout en tenant compte de l'impact particulier de la pandémie sur les femmes et les filles, les jeunes et les personnes âgées, les personnes handicapées, les populations marginalisées et vulnérables, les réfugiés et les communautés touchées par les conflits.

Plus de jeunes au parlement

Le Président de la Chambre des Députés a également apporté son soutien à la campagne de l'UIP « Oui à plus de jeunes au parlement » qui œuvre pour accroître le nombre de jeunes parlementaires, soutenir leur engagement et créer des budgets, des politiques et des lois plus en résonance avec les jeunes.

Échange de vues sur la Serbie et l'UE

Les efforts de la République de Serbie pour adhérer à l'Union européenne étaient au cœur de l'entrevue entre le Ministre des Affaires étrangères serbe, M. Nikola Selaković, et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile de la Chambre des Députés le 17 septembre 2021. Depuis 2012, la Serbie est officiellement reconnue comme pays candidat.

Face aux députés, M. Selaković a souligné les efforts réalisés ces dernières années aux niveaux économique et politique. Le Ministre a notamment exposé les réformes dans le domaine de la justice.

Les relations entre les Républiques de Serbie et du Kosovo ainsi que l'initiative « Open Balkan » qui vise à promouvoir un marché unique entre la Serbie, la Macédoine du Nord et l'Albanie furent également traitées.



Le Ministre des Affaires étrangères serbe, M. Nikola Selaković, reçu par le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen.

Revisioune vun der Constitutioun: D'Politik trëfft de Bierger

D'Chamber invitéiert op eng **Informatiounsversammlung** mat Vertrieder vun alle Parteien, déi um Krautmaart vertruede sinn.

Wou? Am Tramsschapp (49, rue Ermesinde, Lëtzebuerg).

Wéini? E Freideg, den 8. Oktober 2021 um 19.00 Auer.

Live Iwwerdroung op **Chamber TV**.

D'Versammlung ass op Lëtzebuergesch a gëtt simultan op Franséisch iwwersat.

Entrée mat **CovidCheck** (Denkt wgl. un d'Zäit fir d'Kontroll / den Test!)

Révisions constitutionnelles : les députés à la rencontre des citoyens

La Chambre des Députés vous invite à une **réunion d'information** avec les représentants de tous les partis présents à la Chambre.

Où ? Tramsschapp (49, rue Ermesinde, Luxembourg).

Quand ? Le vendredi 8 octobre 2021 à 19.00 heures.

Retransmission en direct sur **Chamber TV**.

Les interventions sont en luxembourgeois avec traduction simultanée en français.

Accès avec **CovidCheck** (veuillez prévoir le temps pour les contrôles/tests).

Relations parlementaires avec la Chine



photo de droite : Mme Tania Tennina de l'Administration parlementaire, M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président, et M. Laurent Scheeck, Secrétaire général (de gauche à droite), rassemblés au Cercle municipal pour une visioconférence avec M. Li Zhanshu, Président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (photo de gauche)

Les relations parlementaires entre le Luxembourg et la Chine ont dominé les échanges entre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et son homologue chinois, M. Li Zhanshu, Président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, le 22 septembre 2021. M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, et M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, ont également assisté aux discussions qui, à cause des conditions sanitaires, se sont déroulées par visioconférence. Une rencontre en personne prévue l'année dernière avait été reportée à cause de la pandémie. Les assemblées chinoise et luxembourgeoise entretiennent des liens étroits. Les relations diplomatiques entre le Grand-Duché et la République populaire fêteront leur 50e anniversaire en 2022.

D'autres sujets de discussion furent les relations économiques et culturelles, les droits de l'homme et le rôle que joue la Chine pour le multilatéralisme.

Distinction honorifique

Pendant 25 ans, M. Marc Baulesch a participé, en tant qu'huissier de l'Administration parlementaire, à l'étroite coopération qui existe entre la Chambre des Députés et la Cour grand-ducale. Pour récompenser ses mérites, Son Altesse Royale le Grand-Duc a revêtu M. Baulesch de la Croix en argent de l'Ordre de mérite civil et militaire d'Adolphe de Nassau.



© Maison du Grand-Duc / Sophie Margue

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. Mme Madeleine Liguemoh Ondoua, Ambassadrice du Cameroun

Mesures de soutien de l'économie

7705 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;

2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;

3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

Le 13 octobre 2020, la Commission européenne a, pour la quatrième fois, amendé l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19.

Le présent projet de loi tire profit de cette modification en prolongeant les régimes d'aides fondés sur ledit encadrement temporaire.

Il s'agit des trois régimes d'aides institués par les lois du

- 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;

- 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;

- 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19.

Par conséquent, les aides instituées par les lois susmentionnées pourront dorénavant être octroyées aux entreprises éligibles jusqu'au 30 juin 2021.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17.11.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

10.12.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
17.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1034, page 1

Adaptation de régimes d'aides

7707 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ;

2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement ;

4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises

Le présent projet de loi adapte quatre régimes d'aides aux modifications du cadre juridique applicable aux aides d'État suite à l'adoption, le 2 juillet 2020, du règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission européenne.

Le règlement (UE) n° 2020/972 prolonge jusqu'au 31 décembre 2023 la période d'application du règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, règlement communément appelé « règlement général d'exemption par catégorie » et qui devait arriver à expiration fin 2020.

Compte tenu des conséquences économiques et financières de la pandémie de Covid-19, la Commission a également apporté une modification importante concernant l'éligibilité aux aides des entreprises en difficulté. Pour une période limitée allant du 1er janvier 2020 au 31 juin 2021, elle a introduit une nouvelle dérogation au principe selon lequel les entreprises en difficulté ne peuvent pas bénéficier d'aides au titre du règlement général d'exemption par catégorie. Ainsi, les entreprises qui n'étaient pas en difficulté au 31 décembre 2019 et qui sont devenues des entreprises en difficulté du fait de la pandémie de Covid-19 restent désormais éligibles aux aides au titre du règlement (UE) n° 651/2014 du 1er janvier 2020 au 30 juin 2021.

Sur la base du règlement général d'exemption par catégorie le Grand-Duché de Luxembourg avait adopté des régimes d'aides en faveur de la recherche, de développement et de l'innovation (loi modifiée du 17 mai 2017), de la protection de l'environnement (loi du 15 décembre 2017), des PME (loi du 9 août 2018) et du développement régional (loi modifiée du 20 juillet 2017). Ce sont ces quatre régimes d'aides qui sont adaptés.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17.11.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

10.12.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
17.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1033, page 1

Gel des loyers

7713 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

En date du 20 mai 2020, le Gouvernement en conseil a décidé un gel temporaire de toute adaptation du loyer - dans le sens d'une augmentation du loyer - des logements à usage d'habitation telle que visée par l'article 3, paragraphe 5 de la loi modifiée du 21 septembre 2006

sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, et ceci jusqu'à la fin de l'année 2020. Cette décision faisait partie des mesures prises en faveur de catégories de personnes méritant une protection, comme notamment les locataires d'un logement à des fins d'habitation du marché privé.

Cette dérogation temporaire a été d'application pendant la durée de l'état de crise. Elle est également d'application pour la période qui suit la fin de l'état de crise jusqu'au 31 décembre 2020.

En l'absence d'une nouvelle modification de la loi en question, la législation habituelle en matière d'adaptation des loyers visée à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sera à nouveau en vigueur à partir du 1er janvier 2021.

Par le projet de loi 7713, il est proposé de prolonger le gel temporaire des hausses de loyer de six mois jusqu'au 30 juin 2021.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 18.11.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

03.12.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
10.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État et d'autres avis Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1044, page 1

Restriction des déplacements vers l'UE

7717 - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dans sa recommandation du 16 mars 2020 sur la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE, la Commission européenne proposait au Conseil européen d'agir en vue de l'adoption rapide, par les chefs d'État ou de Gouvernement des États membres de l'espace Schengen ainsi que des pays associés à l'espace Schengen, d'une décision coordonnée visant à appliquer une restriction temporaire aux déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+. Le 17 mars 2020, les États susmentionnés sont convenus de mener une action coordonnée aux frontières extérieures sur le fondement de cette recommandation de la Commission. L'ensemble des États membres de l'UE (à l'exception de l'Irlande) et des pays associés à l'espace Schengen ont depuis lors pris des décisions nationales pour appliquer les restrictions en matière de déplacements.

La Commission européenne avait par la suite invité les États membres à proroger ces mesures à plusieurs reprises. En date du 30 juin 2020, le Conseil a adopté la recommandation (UE) 2020/912 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction. Cette recommandation, et notamment la liste des pays tiers dont les résidents ne devraient pas être affectés par cette restriction temporaire, figurant à l'annexe I de ladite recommandation, est revue sur base régulière. Les dernières modifications datent du 22 octobre 2020.

Étant donné que la recommandation précitée du Conseil demeure d'actualité, le projet de loi en question propose de maintenir les dispositions de l'article 2 de la loi précitée du 20 juin jusqu'au 31 décembre 2021 inclus. Une date antérieure peut cependant être fixée par la voie d'un règlement grand-ducal.

À noter que la seule frontière extérieure de l'UE sur le territoire luxembourgeois est constituée par l'aéroport de Findel. Les mesures sont applicables lors de l'atterrissage d'avions en provenance de pays tiers et l'entrée des voyageurs dans l'espace de Schengen.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 24.11.2020
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

07.12.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
08.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

08.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1031, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7738 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Le présent projet de loi a pour objectif d'adapter la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 afin d'y intégrer de nouvelles restrictions jugées nécessaires au vu de l'évolution de la situation épidémiologique Covid-19 au Luxembourg.

Bien que de nouvelles mesures aient été prises en date du 25 novembre 2020 et renforcées par des mesures supplémentaires en date du 15 décembre 2020, il n'est aujourd'hui pas encore possible d'affirmer que la progression du virus au sein de la population ait pu être endiguée de manière suffisante pour aboutir à la détente substantielle visée sur le front de la lutte contre la pandémie. Ainsi, malgré la tendance encourageante constatée au niveau des nouvelles infections pendant la semaine du 14 au 20 décembre, l'incidence de l'infection reste à un niveau très élevé en comparaison avec nos pays voisins qui, pour y arriver, ont dû adopter des mesures très strictes. Il est indispensable que le recul des nouvelles infections soit maintenu pendant une certaine durée afin de regagner une zone de confort qui permet d'éviter de nouvelles vagues successives avec leurs conséquences négatives sur la société en général.

À noter également l'approche de la période de fêtes où traditionnellement les échanges entre personnes sont fréquents, prolongés et rapprochés et où certaines personnes se déplaceront à l'étranger soit pour rejoindre leurs familles (expatriés vivant au Luxembourg) soit pour y passer leurs vacances. Ce contexte comporte un risque d'une nouvelle vague d'infections encore plus importante en début 2021.

Au-delà du nombre de nouvelles infections qui stagne à un niveau élevé, le plus grand problème auquel notre pays est confronté est celui de la situation extrêmement tendue au niveau des hôpitaux.

La situation dans les hôpitaux reste en effet préoccupante. Même si on constate des premiers signes possibles d'amélioration avec une réduction sensible des hospitalisations en soins normaux et en soins intensifs, le nombre de nouvelles admissions à l'hôpital et en soins intensifs reste soutenu, sans réduction nette. Il convient de noter dans ce contexte que la prise en charge d'un patient atteint de la Covid-19 et développant des complications est plus intensive en termes de personnel médico-soignant que celle d'un autre patient.

En outre, les absences des médecins et du personnel hospitalier (professionnels de santé et autres) est en augmentation, et ce dans tous les établissements hospitaliers, que ce soit en raison d'une quarantaine, d'un isolement, d'un congé de maladie, d'un congé pour raisons familiales ou tout simplement d'une forme d'épuisement professionnel ou de burn-out après tant de mois consacrés à la lutte contre la pandémie.

In fine, les mesures proposées par le présent projet de loi visent à réduire de façon significative le nombre de nouvelles infections et, par ricochet, celui des hospitalisations et des décès en relation avec la pandémie du Covid-19, permettant au système de soins de santé et plus particulièrement aux hôpitaux de retrouver un fonctionnement qui garantit à tous les patients de recevoir des soins adéquats dans de bonnes circonstances.

Or, une telle diminution nécessite de nouvelles mesures ayant pour but de réduire encore davantage les contacts sociaux et les activités autorisées afin de limiter au minimum les occasions susceptibles de favoriser les interactions sociales et donc les risques de contamination.

Il est dès lors proposé de maintenir respectivement de renforcer certaines mesures déjà en place et d'en prendre des nouvelles.

Le présent projet de loi entend dès lors en tout premier lieu étendre la durée de l'interdiction des déplacements en avançant de deux heures le début du couvre-feu qui commencera à partir de 21 heures et non plus à partir de 23 heures.

Ensuite, le présent projet vise à interdire la vente au détail de produits et de marchandises non essentiels et donc de réduire les déplacements y liés. En revanche, la vente de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux domestiques, de médicaments et de produits de santé ainsi que d'articles médicaux reste autorisée. Il en va de même de la vente de livres, de journaux ou de papeterie, de produits du tabac ou de la vente de cigarettes électroniques, de carburant et de combustibles ainsi que de matériel de télécommunication, d'ustensiles de cuisine ou de ménage. La livraison à domicile, la vente au volant et le retrait de commandes en plein air restent possibles pour tous les produits et marchandises.

Dans la même logique, les prestations de service dites de beauté ou de soins, telle que la coiffure, le rasage, les soins de beauté, l'entretien corporel, le tatouage, le perçage corporel et le solarium, sont interdites. La pédicure médicale, qui constitue un acte de soins essentiel pour les personnes âgées et les personnes souffrant d'un diabète, reste autorisée.

Eu égard aux répercussions économiques directes et indirectes des nouvelles mesures de restriction, le présent projet de loi étend le bénéfice de la contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises prévue par la loi du 19 décembre 2020, aux entreprises du secteur du commerce de détail en magasin et des secteurs y assimilés, énumérés à l'annexe de la loi modifiée du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin et autorise la prise en compte de l'intégralité des charges d'exploitation pour les mois de novembre et décembre 2020 et le mois de janvier 2021.

Tous les établissements culturels sont fermés au public, à l'exception de ceux destinés à la recherche qui sont autorisés à rester ouverts pour les activités de recherche.

Le projet de loi propose par ailleurs d'interdire la consommation d'alcool sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public, parce qu'une telle consommation rend difficile le respect des gestes barrières et que l'alcool a un effet désinhibant.

Le nombre de personnes pouvant pratiquer ensemble (en groupe) une activité sportive ou récréative passe de quatre à deux personnes. Au-delà de ce seuil, les activités visées sont interdites, à moins que les personnes du groupe fassent toutes partie du même ménage ou cohabitent.

De même, les activités péri- et parascolaires, tout comme celles des services d'éducation et d'accueil pour enfants, sont suspendues du 28 décembre 2020 au 10 janvier 2021. Pendant cette période, les parents et représentants légaux des enfants seront libérés de la participation parentale au dispositif du chèque service accueil.

À noter que pendant la période de fermeture des services d'éducation et d'accueil pour enfants du 28 décembre 2020 au 10 janvier 2021 - et de l'enseignement à distance prévu actuellement pour la semaine du 4 au 10 janvier 2021 - les parents d'enfants de moins de 13 ans accomplis auront droit à un congé pour raisons familiales extraordinaire dont les modalités sont définies par le projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail (doc. parl. 7739).

À partir du 28 décembre 2020 jusqu'au 10 janvier 2021 inclus, un système d'accueil de dépannage fonctionnera pour accueillir les enfants du personnel des secteurs d'aide et de soins âgés entre 3 mois et 12 ans. L'accueil est assuré par neuf partenaires conventionnés avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et les communes associées.

Dans le but de mieux suivre et d'acquérir des connaissances fondamentales sur l'évolution de la propagation du virus, le présent projet de loi propose de préciser et de compléter les dispositions concernant la transmission de certaines données par les laboratoires d'analyses au directeur de la santé. Il en va ainsi des données recueillies dans le cadre des tests sérologiques qui permettent de détecter dans le sang la présence d'anticorps au Covid-19.

Le présent projet de loi définit également les modalités de traitement des données collectées dans le cadre du programme de vaccination dans le but de suivre l'évolution de la pandémie, mais aussi afin de mieux connaître les effets indésirables éventuels des vaccins. À noter qu'un tel système de surveillance répond aux lignes directrices et actions recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Commission européenne.

Afin de dissuader davantage les personnes physiques de ne pas respecter les mesures sanitaires en place, il est prévu d'augmenter le montant des amendes pouvant être prononcées à l'égard des personnes physiques en remplaçant l'actuelle fourchette de 100 à 500 euros, par la fourchette de 500 à 1.000 euros. Le projet de loi sous rubrique porte également le montant des avertissements taxés à 300 euros, au lieu de 145 euros.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 21.12.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

22.12.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi
23.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24.12.2020
Loi du 24 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1082, page 1

Congé pour raisons familiales

7739 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail

Face à la forte augmentation des infections au courant des dernières semaines qui risque de perdurer respectivement de se reproduire de façon cyclique au courant des prochains mois et dans un souci de prendre toutes les mesures susceptibles d'endiguer la propagation du virus, les établissements d'enseignement et d'accueil sont susceptibles d'être fermés du moins périodiquement par décision du Gouvernement au courant des mois à venir.

Dans le contexte de cette situation, le présent projet de loi prévoit la possibilité d'un droit au congé pour raisons familiales pour les parents dont les enfants ne peuvent fréquenter l'école ou une structure d'éducation et d'accueil pour des raisons liées à la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 ou qui bénéficient d'un enseignement à distance, ainsi que pour les parents d'un enfant né après le 1er septembre 2016.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 22.12.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

23.12.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Proposition d'un amendement parlementaire Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24.12.2020
Loi du 24 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1083, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Question urgente n° 3346 de Mme Martine Hansen concernant le « lockdown »**
   - Mme Martine Hansen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
4. **Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
   - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de Mme Martine Hansen)
5. **6568B - Projet de loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Mme Octavie Modert
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - Mme Carole Hartmann - Mme Cécile Hemmen - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson (intervention de M. Laurent Mosar)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **Motion de Mme Martine Hansen relative à l'interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique jusqu'au 15 janvier 2021 inclus**
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Discussion générale : M. Gilles Baum - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - Mme Josée Lorsché - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - Mme Josée Lorsché
   - Vote sur la motion (adoptée)
7. **7720 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Pim Knaff
   - Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Dan Biancalana - M. Charles Margue - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. **7721 - Projet de loi portant**
   1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et
   2° modification de la loi du 25 novembre 2020 portant modification :
   1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales
   2° de la loi du 20 juin 2020 portant
   1° prorogation de mesures concernant
   a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
   b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;
   c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et
   d) d'autres modalités procédurales ;
   2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
   3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et
   4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil
   - Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann
   - Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Cécile Hemmen - M. Charles Margue - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7732 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. François Benoy
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. François Benoy
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler**
    - Exposé : M. Claude Wiseler
    - M. Yves Cruchten
    - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
11. **7717 - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration**
    - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. **7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil**
    - Rapport de la Commission du Logement : M. David Wagner
    - Discussion générale : M. David Wagner - M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova (intervention de M. Roy Reding) - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
    - Vote sur l'ensemble de la proposition de loi (rejetée)
13. **7713 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil**
    - Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
    - Discussion générale : M.David Wagner - M. Marc Lies
    - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement - M. David Wagner (parole après ministre)
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
14. **7705 - Projet de loi portant modification :**
    1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;
    2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;
    3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19
    et
    7707 - Projet de loi portant modification :
    1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ;
    2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
    3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement ;
    4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises
    - Rapports de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace sur les projets de loi n° 7705 et n° 7707 : M. Claude Haagen
    - Discussion générale : M. Laurent Mosar (dépôt des motions 1 à 3) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Guy Arendt - M. Charles Margue - M. Roy Reding - M. Sven Clement - M. Marc Baum
    - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Franz Fayot - M. Laurent Mosar
    - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel
    - Motion 1 : M. André Bauler - M. Laurent Mosar
    - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
    - Motion 2 : M. Claude Haagen - M. Laurent Mosar (intervention de M. Georges Engel)
    - Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
    - Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Sam Tanson, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Projets de loi 7705 a 7707, déi um Ordre du jour nom Projet de loi 7732 virgesi sinn, als leschte Punkt ze diskutéieren an doriwwer ofzestëmmen. Et gëtt och proposéiert, déi zwee Projets de loi zesummen an enger Diskussioun ze behandelen. Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Question urgente n° 3346 de Mme Martine Hansen concernant le « lockdown »

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 3346 vun der honorabeler Madamm Martine Hansen iwwer eng presuméiert Verschäerfung vum Lockdown an deenen nächsten Deeg. D'Madamm Martine Hansen huet fënnef Minutten, fir hir Fro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Mir hunn dës Woch hei an der Chamber - dat war en Dënschdeg - dat neit Covidgesetz gestëmmt. Mir hunn als Oppositioun dergéint gestëmmt gehat, déi eenzel Parteien a Fraktiounen warscheinlech aus ënnerschiddleche Grënn, mee mir hunn op jidde Fall als CSV gesot, dat Gesetz géif eis net wäit genuch goen an et wär net gutt.

Dee Moment hunn d'Regierung an d'Majoritéit awer gesot, et wär e gutt Gesetz, et wären déi richteg Mesuren. Een oder zwee Deeg méi spéit, ech weess et net méi genau, du sot d'Madamm Gesondheetsministesch am Kloertext, e richtege Lockdown wär vun Dag zu Dag méi probabel. Si huet och nach gesot, den Ament géif een awer och gesinn, datt eppes ännert - a wat genau wësse mer net, „eppes" -, duerfir wéilt een nach e puer Deeg waarden. Si huet och gesot, et géif op d'Tendenz ukommen an dowéinst wéilt een d'Entwécklung vun där ganzer Woch ofwaarden.

Wat geschitt, wéini, ënner wéi engen Ëmstänn a fir wéi laang, dat sinn am Prinzip d'Froen, déi d'Leit dobausse sech stellen, déi d'Betriber sech stellen an op déi mer gären hei eng Äntwert hätten. D'Leit brauche Planungssécherheet, Transparenz a Previsibilitéit. An an deem Sënn wëll ech gär dem Här Staatsminister a Premierminister follgend Froe stellen.

Éischtens: Ass zu dësem Zäitpunkt eng Verschäerfung vum Lockdown mat engem Zoumaache vun de Commercë virgesinn?

Zweetens: Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen, mat wéi enge prezise Mesuren a fir wéi eng Zäitdauer? Ech rappeléiere just, datt dat am Ausland ganz kloer schonn definéiert ass. Do wëssen d'Leit, wat kënnt. Wann zum Beispill ab dem 26. géif zougemaach ginn ...

Drëttens: Ass doriwwer eraus eng Verlängerung vun der Chrëschtvakanz an der Schoul ugeduecht? Gëschter huet een d'Kanner gesinn heemkommen. Et huet ee gemengt, d'Schoul géif ofgerappt ginn. Sak a Pak hate se dobäi. Datt do d'Eltere sech Froe stellen, ech mengen, dat ass kloer. Also ass geplangt, d'Chrëschtvakanz ze verlängeren? Wa jo, fir wéi laang? Oder ass geplangt, allgemeng en Homeschooling ze maachen? Wa jo, wéi laang? Ass dat just fir de Lycée geduecht? Ass et och fir d'Grondschoul geduecht? Och do brauchen d'Leit an och d'Betriber eng Äntwert, well wann d'Kanner doheembleiwen, mussen erëm Elterendeeler doheembleiwen, da sinn déi Leit och erëm net an de Betriber. Also hei brauche mer Kloerheet.

Véiertens: Plangt d'Regierung nach aner Covidmesuren, vun deenen am Moment an der Press nach näischt ze héieren ass?

A fënneftens - an dat ass wierklech dat, wat eis, mengen ech, alleguer heibannen an och dobaussen interesséiert -: Wann d'Regierung jo haut vläicht nach net weess, ob se muer eng Decisioun hëlt, da misst se awer haut scho wëssen, vu wat datt dat ofhänkt, ob se muer eng Decisioun hëlt. Dat heescht, kann d'Regierung eis iwwert déi genee Krittären informéieren, fir esou Mesuren ze huelen oder net ze huelen? Wéi gesot, d'Madamm Gesondheetsministesch huet gesot, et géif op d'Tendenz ukommen. Mir wëlle gäre wëssen: D'Tendenz vu wat?

Wéi gesot, wa muer eventuell - well muer ass jo dann definitiv ganz Enn der Woch - sollen Decisioune geholl ginn, dann, si mir der Meenung, misst d'Regierung haut scho wëssen, wat se ënner wéi engen Ëmstänn fir wéi laang wëllt decidéieren. An duerfir hätte mir gären heibannen an och fir d'Leit dobausse Kloerheet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Madamm Hansen Merci soe fir déi Fro, an där se jo freet, ob weider Mesurë géint de Covid-19 elo direkt géife geholl ginn, an si bezitt sech op Aussoen, déi och an der Press gemaach gi wieren.

Et sief dobäi ënnerstrach, dass et Hypotheesen an eng Rëtsch vun Zenarie ginn, déi analyséiert an och diskutéiert ginn. Ech muss Iech awer soen, dass dat net nëmmen dëse Conseil de Fall war. Ech muss Iech soen, dass dat déi lescht sechs Méint de Fall ass, dass all Conseil och doriwwer diskutéiert gëtt.

Et ginn eng Rei Parameteren, déi eng wichteg Roll och spillen an der Aschätzung, an der Bewäertung vun eventuelle Restriktiounen, déi vun der honorabeler Deputéierter als Covidmesurë bezeechent oder als Verschäerfung och vun engem Lockdown zitéiert ginn. Dat si Mesuren, wou een awer och muss wëssen, dass se en déifgräifenden Aschnëtt an d'Liewen, och an d'fundamental Fräiheete vum Mënsch sinn an och an d'Grondwäerter vun onsem Zesummeliewen. An et geet ëm déi sozial, et geet ëm déi psychesch, et geet natierlech och ëm déi physesch Gesondheet vun onse Matbierger. An et muss awer kënne verlaangt ginn, dass eng Regierung, fir där Verantwortung gerecht ze ginn, d'Situatioun dofir och am Detail muss analyséieren an déi eenzel Aspekter dann eeben och hei muss kënne bedenken.

An deem Sënn kann d'Regierung op déi prezis Fro vun der Madamm Deputéierter äntweren. Zu der éischter Fro: Jo, d'Regierung ass amgaangen, d'aktuell Situatioun vun der Pandemie am Detail ze ënnersichen an déi eenzel Méiglechkeete fir d'Limitatioun vum Verbreede vum Virus och ze diskutéieren, ouni dass een um Enn vun deem Prozess ass. Et ass, esou wéi d'Madamm Deputéiert an der Fro jo selwer och seet, dass d'Madamm Ministesch gesot huet, dass een eng ganz Woch muss ofwaarden. Ech wëll just soen, dass mer gëschter d'Zuele vun en Donneschdeg kritt hunn. Dat heescht, dass d'Zuele vun ..., wann d'ganz Woch sollt gezielt gi bis e Sonnden, dass dat dann och e Méindeg wier. Wéi gesot, et ass net méiglech, zu dësem Zäitpunkt iwwer Eventualitéiten ze kommunizéieren. Et ginn eng Rei Parameteren analyséiert an d'Méiglechkeeten, fir d'Propagatioun vum Virus ze bremsen. An dozou gehéiert och eng eventuell Verlängerung, well d'Madamm Deputéiert ... - Madamm Hansen, ech äntweren Iech, wann den Här Roth Iech net stéiert -, och eng eventuell Verlängerung vun der Schoulvakanz.

Et ass der Regierung net méiglech, en Iwwerbléck ze hunn - well d'Madamm Hansen och d'Fro gestallt huet - iwwert alles, wat an der Press steet, ob dat richteg ass oder net richteg ass. Huelt mer et net iwwel, ech kann net all Zeitung liesen, wat d'Press seet oder net behaapt. Wéi gesot, ech kann et do net soen.

D'Regierung stoung, Här President, déi lescht sechs Méint der Chamber ëmmer zur Verfügung. Mir hunn e Méindeg e Regierungsrot. E Méindeg wäert d'Gesondheetsministesch och de Point maachen iwwert d'Analys, déi gemaach gëtt. Dir hutt jo de Rapport vun der Taskforce och kritt. Dee gëtt dëse Weekend, haut a muer, och an der Santé analyséiert. De Groupe interministériel wäert och tagen. An ech hu fir e Méindeg de Moien e Regierungsrot aberuff. E Méindeg de Moien, wann do d'Decisioune geholl géife ginn, Här President, an ech kann lech haut beim beschte Wëllen net soen, wéi eng definitiv Decisioune geholl ginn ... An ech wëll keng Spekulatiounen. Duerfir sinn déi Aschnëtter och ze grav, fir liichtfankeg hei ze soen: „Et geet esou oder et geet esou", a fir de Leit au contraire nach Angscht ze maachen, andeem ee seet: „Et ass vläicht dat do", mee et muss dat dote vläicht net sinn. Duerfir wéilt ech dat wierklech evitéieren.

An ech engagéiere mech dann, wann e Méindeg de Moien, Här President, de Regierungsrot och fäerdeg ass, dann an d'Conférence des Présidents a virun de Bureau ze komme fir lech, wann nei Mesuren néideg sinn no där Analys, déi, wéi gesot, dëse Weekend vun der Santé gemaach gëtt. An ech mengen, et soll een deene Leit, déi awer och den Dossier am meeschten traitéiert hunn déi lescht sechs Méint, déi Zäit loossen, fir eng Analys kënnen ze maachen. Da wäert ech och mat der Gesondheetsministesch e Méindeg an der Mëttegstonn - oder soubal de Regierungsrot fäerdeg ass - bei lech kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Als éischte Punkt … Madamm Hansen, ech wëll lech drop opmierksam maachen, datt d'Parole après ministre an der Prozedur vun de Question urgente net virgesinn ass.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dir verwiesselt dat ëmmer mat der Prozedur vun der Question élargie. Do ass et méiglech an hei ass et net méiglech.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech weess dat, Här President. Mee ech wëll gär eng Motioun deposéieren.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dat däerft Der natierlech.

4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

D'Madamm Hansen kritt d'Wuert, fir eng Motioun ze deposéieren.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure*.- Merci, Här President. Vu datt ech nämlech elo nach ëmmer net weess an d'Leit dobausse mengen ech och nach ëmmer net wëssen, wat geplangt ass an an Ofhängegkeet vu wat datt eppes geplangt ass oder net geplangt ass, wëll ech hei nach eng Kéier zum Ausdrock bréngen, datt mir et als CSV wierklech net verantwortungsvoll fannen, datt elo, dëse Sonndeg, nach ëmmer verkafsoppe Sonndeger zougelooss sinn an datt där och nach ëmmer, esou wéi d'Gesetz et elo virgesäit, am Januar bei de Solden zougelooss sinn.

Wéi gesot, déi Motioun kënne mer net méi nach eng Kéier erabréngen. Déi ass vun der Majoritéit refuséiert ginn. Dat ass elo d'Verantwortung dann eebe vun der Majoritéit, datt dat nach ëmmer esou ass.

Eng ganz Partie vun eis oder och Leit, déi Der kennt, déi ware vläicht gëschter an der Stad, gëschter Owend. Eng Partie vun eis oder déi meescht vun eis sinn en Donneschdeg, wéi mer hei Plenière haten, an de Parking gaangen. Do ass een u sech laanscht eng Rei vu Leit gaangen. Et war Chrëschtmaart, mee ouni Buden, well d'Gesetz, esou wéi et elo ass, et virgesäit, datt ee säi Glüwäin, deen ee jo ka kafen, och kann dobaussen drénken, a wann een drénkt, brauch ee jo keng Mask unzedinn, well och déi Motioun, déi mer hei deposéiert haten, ass net ugeholl gi vun der Majoritéit.

An duerfir fuerdere mer wierklech, datt esou eng Mass vu Leit, déi beienee sinn, déi Alkohol drénken dobaussen elo an dëser Zäit, datt dat net méi soll zougelooss ginn. A vu datt mer jo net wëssen, wat d'Regierung wëlles huet, fuerdere mer se alt elo schonn op, fir datt se dat esou séier wéi méiglech decidéiert, datt den Alkoholkonsum op der Voie publique verbueden ass.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique favorise des activités sans respect des gestes barrières ;

- considérant que les moyens des forces de l'ordre pour y remédier sont très limités ;

- constatant que les appels politiques non contraignants ne conduisent pas au but visé ;

- convaincue que des mesures nouvelles s'imposent face à la gravité actuelle de la crise sanitaire,

invite le Gouvernement

- à interdire la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique jusqu'au 15 janvier 2021 inclus (durée des mesures COVID-19 du Projet de loi N° 7733).

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Merci.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Premierminister wëllt direkt op d'Motioun reagéieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, wéi gesot, wéini kënnt déi zum Vott?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Haut.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat heescht, d'Madamm Tanson kann dann duerno Stellung derzou huelen. Ass dat kee Problem?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et ass an der Rei. D'Majoritéitsdeputéierte kënnen och Stellung huelen.

(Hilarité)

Une voix.- Dat wäert ech och maachen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Nee, fir d'Regierungspositioun dierfen ze soen.

Une voix.- Herno.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hat gemengt, de Vott wier direkt. Ech entschëllege mech, Här President. Ech hat gemengt de Vott wier direkt, dowéinster, a mir misste Positioun bezéien ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir wollten d'Motioun an aller Rou kucken. An da mengen ech, hu mer de ganze Moien awer nach Zäit, fir d'Motioun ze behandelen.

5. 6568B - Projet de loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Kommt, mir komme léiwer direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien, dem Projet de loi 6568B, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Nationalitéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An den honorabelen Här Charles Margue ass scho prett, fir eis de Rapport ze maachen. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren lech elo de mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet 6568B. Am schréftleche Rapport gesitt Der op der éischter Säit, dass dëse Projet schonn zënter dem 25. Abrëll 2013 ënnerwee ass, deemools als 6568 deposéiert vum Minister François Biltgen. Et ass de Gesetzesprojet zur Filiatioun.

Am November 2014 gouf en eng éischte Kéier an der Commission juridique virgestallt an am Dezember 2014 gouf d'Viviane Loschetter zum Rapporter bestëmmt. Den 10. Dezember 2015 koum dunn en éischten Avis vum Staatsrot, wouranner gerode gëtt, all Dispositioun zum Changement vun den Nimm an de Virnimm an en eenzege legislativen Text zesummenzebréngen.

Duerch d'Amendements parlementaires vum 28. Juli 2017 sinn dunn aus dem 6568 e 6568A- an e 6568B-Projet gemaach ginn. An haut schwätze mer iwwert de 6568B, deen Deel, wou et also ëm d'Dispositioune geet, wou een d'Ännere vun den Nimm an de Virnimm ka maachen.

2018, de 6. Mäerz, huet de Staatsrot en Avis complémentaire zu dësem Projet gemaach. Den Avis - erlaabt mer ze soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen - vum Staatsrot zum 6568A, dem eigentleche Filiatiounsgesetz, ass nach net do. Mir sollen e geschwë kréien. Ech wier frou, deen Avis ze hunn, fir dass mer esou schnell wéi méiglech kënnen op deem ganz wichtege Projet an eiser Kommissioun schaffen. D'Acteuren um Terrain an déi betraffe Leit froen no méi Rechtssécherheet.

Zréck elo zum 6568B. Den 11. September dëst Joer gouf de Gesetzesprojet vun der Regierung amendéiert an de 16. September huet d'Justizkommissioun den neie Rapporter bestëmmt, an där Sitzung, an där d'Amendementer an den Avis complémentaire analyséiert goufen. Mir hunn du schnell weidergeschafft. Den 22. Oktober huet d'Kommissioun eng Rei Amendements parlementaires ugeholl, an dat als Resultat vun ausféierlechen Diskussioune vun de Regierungsamendementer, déi dunn nach eng Kéier completéiert gi sinn.

Den 20. November koum den zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot an de 27. November huet d'Justizkommissioun nawell nach e puer Amendements parlementaires adoptéiert, wouropshin de Staatsrot schnell den 8. Dezember säin drëtten Avis complémentaire ginn huet. An an der Sitzung vum 15. Dezember dës Woch gouf deen Avis gekuckt an de Rapport ugeholl.

Souwäit zum Werdegang. Mee et ass awer wichteg, och nach Follgendes ze soen, well esou einfach war et net, well 2017 ass nämlech och dat neit Nationalitéitegesetz a Kraaft getratt an an deem Gesetz stinn och Transpositiounsmodalitéite vun Nimm a Virnimm vun de Leit, wa se d'Lëtzebuerger Nationalitéit da kréien. Dëst war bis dohinner eng Matière, déi an engem separaten Text gereegelt war, dem 1989er-Gesetz iwwert d'« Transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise ».

Mam neien Nationalitéitegesetz gouf dësen Text abrogéiert an den Inhalt an ugepasster Form an d'Nationalitéitegesetz vun 2017 integréiert. Fir duerno net an d'Situatioun ze kommen, d'Dispositioun iwwert d'Änneren an Transposéiere vun Nimm a Virnimm op zwee Texter verdeelt ze hunn, huet de Legislateur - also d'Chamberskoordinatioun mat der Regierung an am Aklang mat dem Rot vum Staatsrot - decidéiert, d'Situatioun genotzt, fir op een eenzegen Text ze kommen, soudass d'Matière iwwersiichtlech a liesbar bleift. Follglech huele mer d'Dispositioun zu den Nimm a Virnimm aus dem Nationalitéitegesetz eraus a verbanne se, zesumme mat den erausgetrennten Dispositiounen aus dem urspréngleche Filiatiounsgesetz, wéi gesot, zu engem eenzegen Text. Am neien Text geet dann och nëmme rieds vum „changement de nom", vum Ofännere vum Numm a Virnumm, an et gëtt net méi vun enger Transpositioun geschwat.

Wat steet dann elo an deem Text, no deem ganzen Hin an Hier oder Hickhack, wéi mer ewell soen?

Am Artikel 1: Den Text definéiert, wien eng Demande ka maachen, fir den Numm ze änneren. Dir musst wëssen, dass den État civil gereegelt ass via Nationalgesetzer vun der betraffener Persoun, dat steet am Artikel 3 Alinea 3 vum Code civil. D'Änneru ng vum Numm a Virnumm ass also mat eiser Gesetzgeebung op d'Lëtzebuerger beschränkt a priori, mee et kënnen Derogatioune gemaach ginn zu dësem Prinzip, déi virgesi sinn.

D'Auteure vum Amendement stellen och elo kloer, den Zougang zur Numm- a Virnummännerung fir d'Auslänner net wëllen ze generaliséieren. International Verflichtunge loossen dat nämlech och guer net zou. Do gëtt et nämlech d'Konventioun vun Istanbul vum 4. September 1958 zu dësem Theema, déi an hirem Artikel 2 Follgendes seet: « Chaque État contractant s'engage à ne pas accorder de changements de noms ou de prénoms aux ressortissants d'un autre État contractant, sauf s'ils sont également ses propres ressortissants. »

D'Regierung proposéiert d'Änneru ng vum Numm a Virnimm opzemaache fir Netlëtzebuerger, déi an enger prekärer Situatioun sinn. Hei geet et engersäits ëm staatelos Persounen an anerersäits ëm Mënschen, déi ënner internationaler Protektioun stinn, dat heescht Flüchtlingen an d'Bénéficiaires de la protection subsidiaire. Staatelos: D'Konventioun vun 1951 iwwert de Statut vum Refugié seet an hirem Artikel 12 Paragraf 1, dass de perséinleche Statut vun all Refugié gereegelt gëtt duerch d'Gesetz vum Land vu sengem Domicile oder, „à défaut de domicile", via d'Gesetz vu sengem Residenzland. Fir déi unerkannte Refugiéë vun der national kompetenter Autoritéit ass d'Gesetz zum Domicile respektiv zur Residenz, an eisem Fall déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung, zoustänneg.

D'Artikelen 2 a 4 definéieren, wéi eng Changementer vum Numm a Virnumm admissibel sinn, wa keng „circonstances exceptionnelles" oder „raisons importantes" virleien. Da musse mer och wëssen, dass de Familljennumm sech maximum aus zwee Deeler, deux composants, zesummesetzt. Dës Dispositiounen inspiréiere sech um Artikel 50 vum Nationalitéitegesetz. Dat sinn esou Saache wéi zum Beispill d'Upassung vum Numm, ganz oder deelweis, an dat ass interessant, „aux usages en vigueur" zu Lëtzebuerg, dat heescht, dass een en Numm méi ..., dass e besser kléngt oder méi kléngt wéi hei. Mir kommen, wa mer iwwert d'Integratioun schwätzen, kommen ech do nach eng Kéier drop zréck.

D'Kierzen, d'Ewechhuele vun engem Deel vum Numm Müller-Schmit gëtt zum Beispill just Schmit oder gëtt just Müller. D'Ëmdréien oder d'Änneru ng vun der Reiefolleg vun engem duebelen Numm oder vun der Reiefolleg vun de Virnimm, wou natierlech ee Virnumm ëmmer muss behale ginn ... Beim Virnumm dann nach ..., et geet drëms, eng administrativ Praxis an d'Gesetz ze schreiwen, dass ee kann de Virnumm unhuelen, ënner anerem de Kandidat, ënnert deem en a sengem Alldag bekannt ass. Mir hunn esou e Kolleeg an der Justizkommissioun, wou dat géif zoutreffen.

Am Artikel 3 gëtt festgeluecht, wéi d'Nimm vun de mannerjärege Kanner duerch d'Änneru ng vum Numm vu béiden oder engem Elterendeel beaflosst ginn. Dat ass e weesentleche Punkt. Hei gouf den Text vum Artikel 51 vum Nationalitéitegesetz iwwerholl, wou och drasteet, dass just den Numm fir d'Kanner ka geännert ginn, dee se vun hiren Elteren duerch d'Gebuert hunn, also net, wann e „mariage recomposé" oder e „Stot recomposé" vun Elteren, dass dann en Numm vum - wéi soll ech soen? - bäigepraften Elterendeel kéint op d'Kand iwwergoen.

Am Artikel 5 gëtt da festgehalen, dass e Wiessel vum Numm oder de Virnimm nëmme ka geneemegt ginn, wann den Demandeur aussergewéinlech Ëmstänn a wichteg Grënn virbrénge kann. Wat sinn dann esou méiglech Grënn? Zum Beispill wann een e lächerlechen Numm oder Virnumm dréit, wann den Numm oder de Virnumm eng „souffrance psychique", wou e Psychiater dat dokumentéiert, beim Demandeur provozéiert oder, wat méi aliichtend ass a méi direkt, wann een Elterendeel e Verbriecher ass mat engem héije Bekanntheetsgrad, wann Doppelstaatler zu Lëtzebuerg de selwechten Numm, Virnumm behale wëlle wéi an hirem Pays d'origine.

De Justizminister huet eng „large marge d'appréciation".

Här President, ech brauch nach zwou Minutten.

Virops wëll ech ënnersträichen: De Justizministère ass kompetent an all Requête ass un dee Ministère ze reechen. An dëser Requête ass et nieft den administrativen Informatioune weesentlech, eng kloer Motivatioun ze formuléieren. E Refus op eng Demande gëtt et, wann den Dossier onkomplett ass oder d'Konditiounen net erfëllt sinn.

An elo wichteg, wat d'Kanner betrëfft: Ab zwielef Joer mussen d'Kanner averstane sinn. Also wa se nach mannerjäreg sinn, awer méi wéi zwielef Joer hunn, da schwätze se mat.

D'Fro gouf opgeworf an der Kommissioun, ob e mannerjäregt Kand ab zwielef Joer dann net ka selwer froen, den Numm ze änneren. Mir hunn doriwwer laang diskutéiert a sinn och zu enger Léisung komm. Zum Beispill, wann d'Kand mësshandelt gouf, mee seng Eltere sech net eens ginn, fir deem Kand sengem Wonsch nozekommen. An dësem Fall wäert et mat dësem Gesetz méiglech sinn, dass d'Kand de Familljeriichter ka saiséieren, fir eleng eng Änneru ng vum Numm ze froen, och ouni den Accord vun den Elteren oder vu sengem Tuteur.

De Paragraf 4 preziséiert, dass déi betraffe Kanner sech och kënnen opposéiere géint eng Änneru ng vum Numm, Virnumm, dee vun den Elteren ugefrot ass, ganz einfach, andeems se refuséieren, d'Requête ze ënnerschreiwen.

Den Artikel 13 erméiglecht d'Annulatioun vun der Änneru ng vum Numm, Virnumm innerhalb vun dräi Joer, wa falsch Informatiounen am Dossier waren oder et Fraude oder Ënnerschloung vu wichtegen Informatioune gouf. D'Gesetz gesäit awer och e Recours en réformation virum Verwaltungsgeriicht vir, deen am Artikel 10 gereegelt gëtt.

An eng weesentlech Vereinfachung: Et gëtt keng Publikatioun méi am Mémorial an d'Änneru ng ass direkt effektiv, soubal de Minister d'Decisioun geholl huet. D'Prozedur läit jo elo integral beim Justizministère. Dee Ministère aktualiséiert dann och direkt d'Situatioun am RNPP, dem Registre national des personnes physiques, an et gëtt och keen Enregistrement an Timber méi ze bezuelen.

An den Artikelen 11 an 12 ass opgezielt, wien alles muss informéiert gi vum Justizministère: den Ausseministère, fir eng Notifikatioun am Ausland ze maachen, wann den Demandeur Netlëtzebuerger ass oder net just Lëtzebuerger ass, de Procureur d'État, den État civil, dat läit no, mee et ass wichteg, dass et gereegelt ass, fir eng Mentioun an de Gemengeregëster ze maachen do, wou den Demandeur wunnt, um Gebuertsakt an der Gemeng, wou den Demandeur gebuer ass, op de Gebuertsakte vun dem Demandeur senge Kanner respektiv do, wou hien als Partner, Conjoint steet.

Wéi gesot gëtt am Nationalitéitegesetz gestrach, wat iwwert d'Transpositioun vun den Nimm stoung, a mat engem Verweis ersat op dat Gesetz, wat mer elo stëmmen. Esou ass dat am Artikel 18 virgesinn. An am Artikel 19 schreiwe mer gewëssermoosse Geschicht: Do schafe mer nämlech dat aus Napoleonszäiten ofgeännert Gesetz vum 11. Germinal vum Joer XI iwwert d'Nimm an d'Virnimm an d'Änneru ng vun den Nimm of - dat war den 1. Abrëll 1803.

A schlussendlech trëtt dëst neit Gesetz den 1. Januar 2021 a Kraaft an all Prozeduren, déi och schonn amgaange sinn, wäerten da vum 1. Januar un hei dervunner betraff sinn. Weider Detailer fannt Der a mengem schréftleche Rapport.

Ech si wierklech frou, dass ech dëst Gesetz hei konnt elo de Moie virstellen. Et ass e Fortschrëtt an

der Saach. Munche Leit gëtt d'Liewe méi einfach gemaach a mir hunn eng Prozedur ageriicht, déi méi schnell a méi einfach ass an och ouni Onkäschte fir den Demandeur.

Ech ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci fir säi Rapport a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Octavie Modert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Nee, dat ass den Här Mosar.

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, den Här Mosar!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Mir kënnen awer nach e „changement de nom" séier maachen.

(Hilarité)

Discussion générale

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat gemellt kritt, d'Madamm Modert géif zu deem dote Projet de loi Stellung huelen. Mee da gi mer awer dann dem Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. D'Madamm Modert hätt dat natierlech och exzellent gemaach, mee ech sollt dat awer eigentlech maachen. Ech wollt ufänke fir d'éischt mat engem Merci un de Rapporteur. Säi Rapport war laang, mee dat war noutwendeg, well et awer e ganz wichtegt Gesetz ass. An en huet eigentlech ganz gutt beschriwwen, wat un deem Gesetz do geännert gëtt a wat och haaptsächlech d'Wichtegkeet vun deem Gesetz ass. Mir wäerten natierlech dat Gesetz matstëmmen.

Ech kommen awer net derlaanscht, eng Remark ze maache generell iwwert d'Filiatiounsgesetz. De Rapporteur huet dat nach eng Kéier richtegerweis ënnerstrach: Den éischte Jet vun deem Filiatiounsgesetz stammt vun 2013 nach vum ganz fréiere Justizminister François Biltgen. An deemools ass eigentlech schonn dat Filiatiounsgesetz op den Instanzewee gesat ginn, well dat aktuellt Filiatiounsgesetz, an deem mer nach ëmmer am Moment sinn, jo schonn deemools wierklech net méi appropriéiert war.

An ech wëll do just op ee Punkt opmierksam maachen, dee mech wierklech opreegt, an ech hunn dat och schonn oft genuch gesot, allerdéngs stoussen ech do ëmmer erëm op daf Ouere bei dëser Regierung an och scho bei där viregter, wat jo déi selwecht ass. Et geet nämlech ëm deen onsënnegen Ënnerscheed, dee mir nach ëmmer an eisem Code civil maachen zwëschent natierlechen a legitimme Kanner.

Ech wëll elo wierklech nach eng Kéier en Appell och un eis Justizministesch maachen. Ech mengen, mir sinn eis an dësem Plenum alleguerten eens, datt esou en Ënnerscheed wierklech hautdesdaags iwwerhaapt kee Sënn méi mécht. An ech hunn och d'Impressioun, net nëmmen an der Europäescher Unioun gëtt et keen eenzegt Zivillgesetzbuch, dat nach esou en Ënnerscheed virgesäit, mee souguer a Länner, déi par ailleurs soss net zu deene modernsten a fortschrëttlechste gehéieren, gëtt et esou een Ënnerscheed net méi. Mir hunn deen nach ëmmer!

Ech weess och elo, wat d'Ministesch mer äntwert: Datt de Staatsrot nach ëmmer un deem Avis do schreift an datt leider Gottes d'Majoritéit an d'Regierung net virukommen. Dir wësst awer och, Madamm Justizministesch, datt ech scho viru Joren - Joren! - eng Proposition de loi gemaach hunn a scho viru Jore gebieden hunn, datt mer sollen deen Aspekt vun den natierlechen an de legitimme Kanner trenne vum ganze Rescht vun der Filiatioun, well ech jo wousst, datt dat Filiatiounsgesetz extreem komplex wier an dat ganz vill Zäit géif huelen, ier mer domadder derduerch wieren.

Ech hoffen, datt dann de Staatsrot vläicht elo a méi besënnlechen Zäiten am Januar, wann et dann hoffentlech vläicht och e bësselche méi roueg gëtt, endlech wäert säin Avis do ofginn, datt mer virukommen. An ech géif och, an ech maachen do en Appell och un de President vun der Commission de la Justice ..., datt wann deen Avis do ass, datt mer ganz schnell virukommen. Well ech mengen, mir brauchen eis wierklech net ze bretze mat deem aktuelle Gesetz.

Dat gesot bréngen ech bien entendu den Accord zum aktuelle Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Laurent Mosar. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Charles Margue e grousse Merci fir e ganz komplette Rapport, deen am Fong bal net misst completéiert ginn. Ech wëll awer nach e puer Saache soen an e puer Beispiller ginn.

Eisen Numm a grad eise Familljennumm ass Deel vun eiser privater, ëffentlecher an administrativer Identitéit. An trotzdeem kann et virkommen, dass eng Persoun de Wonsch huet, hiren Numm oder och hire Familljennumm ze änneren.

Am Kader vum Gesetz iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit vun 2017 gouf scho virgesinn, dass eng Persoun, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit unhëlt, och hiren Numm zum Beispill dem Lëtzebuerger Gebrauch upassen oder och zum Beispill ee vun zwee Nimm ofleeë kann. Beim Gesetzestext vun haut de Moien orientéiere mer eis un deem Gesetz a maachen dorauser den Droit commun, fir säin Numm a Virnumm kënnen ze änneren.

E puer Beispiller: Esou kann elo och e Lëtzebuerger zum Beispill vum Marie-Louise zum Malou ginn, d'Reiefolleg vu senge Virnimm oder Nimm änneren, aus engem duebele Familljennumm een eenzelne maache loossen. Mat dësem Text kann awer och, an dat ass och wichteg, e Refugié - de Rapporter hat et gesot -, deen op Lëtzebuerg komm ass, säin Numm de lokale Gebräich upassen, fir sech esou notamment besser kënnen ze integréieren.

Onofhängeg vun de Cas de figure, déi explizitt am Text virgesi goufen, kann een awer och exceptionnel Grënn hunn, fir säin Numm oder Virnumm ofzeänneren. Och hei zwee Beispiller: Eng Persoun, déi aus familiär schwierege Verhältnisser kënnt, ka sech duerch eng Änneruung vun hirem Numm a Familljennumm vun der Famill wëllen distanzéieren. Et kann een awer och en Numm hunn, deen eng negativ Konnotatioun huet, zum Beispill wann den Numm een ass, deen och e Kriminellen dréit, deen notoirement connu ass.

Eng aner exceptionnel Circonstance kann duerch - dat ass schonn an dat ass och wichteg - e Gesetz vum 10. August 2018 a Relatioun mat der Modifikatioun vum Geschlecht vun enger Persoun gereegelt ginn. Deemools goung et drëm, Mënschen, déi sech net mat hirem Geschlecht an hirem Numm identifizéiere kënnen, d'Chance ze bidden, béides ze änneren an am Sënn vun der Selbstbestëmmung déi fir si eegen Identitéit zum Ausdrock ze bréngen.

Här President, d'Änneruung vum Numm gëtt am Prinzip och op den Numm vun de mannerjärege Kanner ugewannt. Do gesäit den Text awer richtegerweis vir, dass e concernéiert Kand ab sengem zwielefte Liewensjoer säin Accord zu dëser Ofännerung muss ginn.

Wann et elo ëm den Numm vun engem Mannerjärege geet, muss am Prinzip d'Demande vun den Elteren oder vum Tuteur vum Kand gemaach ginn. An der Justizkommissioun hat ech opgeworf, dass e Kand awer och onofhängeg vu sengen Elteren, also wa si dat net wéilten, eng Méiglechkeet misst hunn, fir eng Nummännerung kënnen unzefroen. Et ass nämlech wichteg, dass och dem Kand säi Wuel an dem Kand säi Wonsch beuecht kënne ginn. Deem ass Rechnung gedroe ginn, andeems de Projet elo virgesäit, dass e Mineur ab sengem zwielefte Liewensjoer, och wa seng Elteren dat net wéilten, eng Autorisatioun beim Juge aux affaires familiales ka froen, fir d'Demande, säin Numm ze änneren, selwer kënnen ze stellen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Familljesituatiounen, wéi mer se haut kennen, hunn iwwert d'Zäit e Wandel erlieft. Mat dësem Projet gi mer de munchmol dach komplexe Situatiounen am Liewe vun de Mënschen zukünfteg méi gerecht.

Als DP freeë mir eis iwwert dës oppen a méi modern Approche zu dësem Sujet. An deem Sënn kann ech heimadder gären den Accord vun eiser Fraktioun ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech hat mer e puer Notte gemaach. Déi éischt ass natierlech déi, dass ech dem Här Charles Margue onbedéngt wëll Merci soe fir säi ganz detailléierte Rapport. Merci der Madamm Hartmann fir déi Beispiller, déi si ginn huet, well, wéi et och scho richteg gesot gi war, et ass e Projet, iwwert deen och vill an der Kommissioun diskutéiert gouf a wou et natierlech och mat ville Beispiller héich hiergaangen ass, fir ze justifiéieren, dass dëst Gesetz och wichteg ass.

Dëse Projet de loi schreift sech, wéi gesot, an an de Kontext vun enger moderner Gesellschaft, an där ee sech fir eng Stäerkung vun de Rechter vun all Resident asetzt. All Resident muss effektiv d'Recht hunn, sech vollkomme mat sengem Numm ze identifizéieren an och domadden zefridden ze sinn. Dat net kënnen ze maachen, muss eng ganz schwéier Situatioun sinn. An där Situatioune ginn et der vill. A well esou Situatioune Realitéit sinn an och e reelle Besoin besteet, läit et eis als LSAP wierklech um Häerz, eng Léisung heifir kënnen ze presentéieren an déi dann och kënnen ze applizéieren. An deem Sënn war et eng onvermeidlech Aktualiséierung vun eise legale Basen, fir e Changement vum Numm oder vum Virnumm iwwert dëse Wee ze erméiglechen.

Dëse Projet de loi erméiglecht et deemno all Resident, säi Recht geltend ze maachen an e Changement vum Numm oder Virnumm unzefroen. Heimat presentéiere mer ganz evident ee Schrëtt an d'Richtung vun enger moderner Denkweis. Mir sinn houfreg, dass et de Leit a schwierege Situatiounen iwwert dëse Wee méiglech ass, e Sprangbriet erëm an e souzesoen normaalt Liewen ze fannen.

Ausserdeem war et eis och wichteg a mir begréissen, dass d'Kanner net vergiess ginn heiranner. Och Kanner kënnen a ganz schwierege Situatiounen iwwert dëse Wee vun engem Changement vum Numm déi Distanz zu hiren Eltere kréien, déi hinnen de Wee ganz schwéier gemaach huet. A Beispiller heifir goufen der wierklech ganz vill zitéiert an der Kommissioun, wéi ech et d'éinescht scho gesot hunn.

Et ass virgesinn, dass et net nëmmen de Kanner méiglech ass, déi 18 Joer hunn, mee och scho Kanner, déi 12 Joer hunn, natierlech ënnert de Konditiounen. Si kënne selwer eng Requête de changement beim Familljeriichter areechen.

Zu gudder Lescht ass et eis als LSAP och wichteg, dass déi heite Prozedur gratis ass. Esou ginn de Betraffene keng finanziell Steng an de Wee geluecht.

Här President, ech hunn et scho gesot: Dëse Projet de loi proposéiert eng Léisung fir e reelle gesellschaftleche Besoin. An aus deene Grënn war et fir eis vun Ufank u ganz kloer, dass dëse Projet de loi vum Changement du nom et des prénoms e wichtege Schrëtt fir eng verstäerkten Identifizéierung vu jiddwerengem ass. An dofir kann ech och nëmmen den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da ginn ech direkt d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech wollt eigentlech net zu dësem Projet schwätzen, mee nodeem ech elo d'Riede vun de Virriednerinnen héieren hunn, muss ech awer e puer Saache riichtstellen.

D'Nationalitéitsgesetz ass den Ustouss fir dës Reform. Mir maachen net aus engem Spezialgesetz den Droit commun, mee mir profitéiere vun dësem Ustouss, fir den Droit commun, deen et scho laang gouf, ze reformëieren a virun allem ze vereinfachen, wat eng gutt Saach ass.

Säin Numm konnt een hei am Land als Lëtzebuerger nach ëmmer änneren. Et war just e ganz komplizéierte Wee. Et huet ee missen eng motivéiert Demande maachen un de Justizminister, deen huet den Avis gefrot vum Procureur général. Den Avis vum Conseil d'État huet misse gefrot ginn. De Gouvernement en conseil huet missen deliberéieren. Dann huet de Grand-Duc en Arrêté ënnerschriwwen, deen ass publizéiert ginn an da konnten, wann ech mech gutt kann erënneren, wärend dräi Méint Leit Asproch erhiewen. E schreckleche Wee an ech si frou, mir als ADR si frou, datt deen elo hei vereinfacht gëtt. Mee et ass net esou, wéi wann hei d'Ee nei erfonnt gi wier. Et gëtt vereinfacht an dat ass gutt esou.

An da muss ech dem Cécile Hemmen awer vehement widderspriechen, wann et seet: „All Resident muss mat sengem Numm zefridde sinn." Neen, et geet hei net ëm Lifestyle. Neen, ech gi gebuer mat engem Numm an dat ass mäin Numm. An och an Zukunft brauch ech schwéierwiegend Grënn, eng gutt Argumentatioun, firwat datt ech mäin Numm wëll änneren. Déi gëtt et, déi gëtt et.

An der Zäit hunn Officier-de-l'état-civillen zu Lëtzebuerg zum Beispill sech geweigert, amerikanesch Nimm anzeschreiwen.

(Interruption)

Mäin Numm ass Roy.

Une voix.- Roy, voilà.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech sinn awer ageschriwwe ginn als Raoul. A fir datt ech hei haut ka schwätzen als Roy, hunn ech déi ganz Prozedur elo missen duerchmaachen. Also et gëtt Fäll, wou et e gudde Grond gëtt, säin Numm ze änneren. Mee et ass net eng Fro vu Lifestyle.

Dir erënnert Iech u „Friends", wou eent vun de Meedercher säin Numm ännere léisst an dann heescht et Prinzessin Consuela Banana Hammock. Dat wäert et hei am Land net ginn. An dat ass gutt esou. An erzielt de Leit net, et wier Lifestyle an et wier eng Fro vun Zefriddenheet. Et ass eng Fro vun engem gudden, kloeren, novollzéibare Grond.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här - Roy! - Reding.

(Hilarité)

An da ginn ech d'Wuert weider un dee leschten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir dee gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Och d'Piraten wäerten hiren Accord zu dësem Gesetz ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci, Här President. Fir d'éischt emol villmools merci, Här Rapporter, fir dee ganz detailléierten a gudde Rapport. Ech ënnersträichen effektiv nach eng Kéier, dass et hei virun allem drëms geet, eng Vereinfachung duerzestellen, net nëmme fir de Bierger, mee och fir d'Servicer vum Ministère, fir de Conseil d'État an och fir de Parquet, déi jo ganz vill där Avisen awer mussen ofginn. An ech begréissen natierlech déi allgemeng Zoustëmmung. Och merci fir déi ganz gutt Diskussiounen an der Kommissioun an och déi Propositiounen, déi nach erakomm sinn, déi mer iwwerholl hunn.

Ech wollt awer ee Wuert soen zum Dossier Filiatioun. Ech maache mer d'Saach net gär einfach, dass ech op anerer elo hei verweisen, mee e Fakt ass, dass an der Chamberskommissioun ganz laang an all zesummen - viru menger Zäit, dat war nach ënnert dem Félix Braz - Amendementer zum Projet de loi Filiatioun ausgeschafft goufen. Dat heescht, dat sinn Amendements parlementaires gewiescht, wou ech och weess, dass Der ganz vill Energie an Zäit an Diskussioun a Recherche a Reflexioun mat erabruecht hutt.

Déi Amendementer, déi sinn elo ..., zënter 2017 leie se beim Staatsrot effektiv. An ech hu scho méi wéi eng Kéier d'Diskussioun och gehat a gesicht mat dem Staatsrot, fir drop opmierksam ze maachen, dass mer hei deen Text brauchen. An do geet et net just ëm déi Problematik, déi Dir ugeschwat hutt, déi ganz wichteg ass, déi mer onbedéngt mussen aus der Welt schafen, mee d'Filiatioun ass e Ganzt.

Déi Texter, déi mer haut hunn, déi sinn einfach net méi ugepasst dorun, wéi mer zesummeliewen, wéi mer Kanner matenee kréien. An dat heescht, mir mussen dat de fond en comble upassen. An et huet kee Wäert, do eng Fléckaarbecht ze maachen a punktuell Elementer erauszehuelen. Mir mussen de ganze Kontext reegelen.

Ech weess awer, dass de Staatsrot um Text schafft. Ech hunn dat op alle Fall gesot kritt. Ech war och nach am Hierscht, mengen ech, war dat, ware mer beim Staatsrot, fir se och nach eng Kéier dorobber opmierksam ze maachen. Si wëssen dat. Mee Dir wësst och ganz gutt heibannen, well Dir d'Aarbecht herno hei hutt, dass extreem vill virläit, dass ganz déck Dossieren och am Moment beim Staatsrot gekuckt ginn, wou mer och Delaien hu vun Direktiven zum Beispill.

Duerfir verstinn ech, dass et esou laang gedauert huet. Mee ech sinn awer gudder Déng, dass mer deen Avis d'nächst Joer kréien, an ech sinn och ganz mat Iech, dass mer dann esou séier wéi méiglech sollen d'Aarbechten erëm an der Kommissioun ufänken, dass mer eis hei kënnen en zäitgemëisse Filiatiounskader ginn, esou wéi mer eis dat elo haut gi mat dem Changement de nom. An ech soen Iech Merci fir déi gutt Aarbecht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci der Madamm Justizministesch. Ech wëll awer hei preziséieren: Ech hunn à aucun moment gesot, et wier just dee wichtege Punkt an deem Projet. Ech hu gesot, déi ganz Filiatioun ass absolutt reformbedürfteg.

Dat, wat ech awer nach eng Kéier wollt preziséieren: Dee Punkt zu deem Ënnerscheed zwëschent natierlechen a legitimme Kanner huet eis international Kriticken abruecht scho viru Joren. Dat heescht, mir sinn iwwerhaapt do net méi konform op deem Punkt. Dat ass déi Suerg, déi mir hunn. An duerfir hu mir och insistéiert, datt een onbedéngt, wann et net méiglech ass, dat am generelle Kontext vun der Filiatioun ze maachen, datt een et dann hei misst maachen, well ech ka mer och elo virstellen ... Mir kréien elo oder mir hunn en neie President vum ORK. Dat gëtt systematesch vun deene kritiséiert an dat ka jo awer net méi sinn, elo gi mer an d'Joer 2021, datt herno nach natierlech a legitimm Kanner hei an deem Land sinn.

An duerfir nach eng Kéier den Appell, et geet hei awer ëm méi wéi ëm en Detail, Madamm Justizminister.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Här Mosar, ech deelen dat. Mee dat ass awer net deen eenzege Punkt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Hunn ech net gesot, Madamm Minister.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Majo, an duerfir, mir kënnen all Punkt eenzel eraushuelen, mee da si mer net weiderkomm. Well dann hu mer herno e Fléckenteppech, wou mer da mussen nobesseren an deen net kohärent ass.

Mir hunn hei eng ganz Rëtsch Punkten, wou mer attackabel sinn, wou mer net konform sinn a wou mer och de Kanner mussen en adequate Kader bidden, wou Situatioune sinn, déi et net gouf, wéi déi Texter geschriwwe goufen, déi haut net uerdentlech gereegelt sinn voire guer net gereegelt sinn.

An ech hätt gären, dass mer déi ganz Filiatioun kohärent zesumme reegelen. An ech sinn awer gudder Déng, dass Institutiounen esou gutt kënne fonctionéieren, dass mer deen Text d'nächst Joer kënnen erëm an Ugréff huelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Tanson. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6568B. Den Text steet am Document parlementaire 6568B[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6568B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dann dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique jusqu'au 15 janvier 2021 inclus

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 350 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Vott vun där Motioun, déi d'Madamm Hansen am Ufank vun der Sitzung ofginn huet a wou et drëm geet, fir d'Consommatioun vun Alkohol am ëffentleche Raum ze verbidden. Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Madamm Justizministesch.

(Brouhaha)

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech kann natierlech eppes derzou soen, well ech absolutt déi Aschätzung deelen, déi hei an där Motioun steet. Ech si gëschter Owend och vun engem Ministère an deen anere gaangen an do hate sech Deeler vun der Stad zu engem Open-Air-Café entwéckelt. Ech mengen net, dass dat d'Intentioun vum Legislateur war mat dem Text, deen en Dënschdeg verlängert gouf, fir esou Situatiounen ze erlaben.

Duerfir fannen ech - dat ass meng Meenung an d'Meenung och vun der Regierung, ech hat virdrun och mam Här Bettel geschwat -, dass dat doten eng gutt Propos ass, mee et ass natierlech un der Chamber, ze kucken, wéi se mat der Motioun ëmginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Duerfir géif ech direkt d'Wuert weiderginn un den Här Gilles Baum.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Dat, wat d'Madamm Hansen eis hei geschildert huet, ass eis alleguerten opgefall, wéi mer no der Sëtzung an de Parking gaange sinn. Et ass am Fong iwwerhaapt net dat, wat mer zu dësem Moment wëllen. An et ass och net dat, wat mer brauchen. Mir hunn och nach Fotoe geschéckt kritt vun de Galerien, do, wou mer doduerch ginn tëschent de Butteker. Et ass eng Mesure, déi an Däitschland mëttlerweil och geholl gëtt. A Bayern zum Beispill ass den Ausschank vun Alkohol ëffentlech verbueden.

An ech géif menger Partei proposéieren, déi Motioun hei matzedroen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. Dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. D'Motioun ass op den éischte Bléck immens sympathesch an et gëtt iwwert d'Consommatioun vun Alkohol geschwat. Ech denken, de Gilles Baum huet et elo grad richteg gesot, mir missten éischter den Ausschank vun Alkohol verbidden, wéi datt mer d'Consommatioun vun Alkohol verbidden. Dat vläicht als Ureegung, well ech stelle mer awer e puer ganz konkreet Froen, wéi dat soll fonctionéieren.

Wéi kontrolléiert e Polizist dann, ob do een Alkohol drénkt oder e Glas mat eppes Netalkoholeschem? Richt en drun? Schmaacht en et? Ech kann lech et éierlech gesot net soen, wéi dat dote soll um Terrain enforcéiert ginn. D'Intentioun vun der CSV hei ass, fir et méi einfach ze maache fir d'Police, d'Gesetz duerchzesetzen. Ech erënneren drun: Am Gesetz, dat mer en Dënschdeg gestëmmt hunn - also Dir hutt et gestëmmt, well mir hunn dergéint gestëmmt -, steet dran: « à partir de quatre personnes jusqu'à dix personnes » bei de Rassemblementer, Artikel 4 (4), muss een eng Mask an zwee Meter Distanz hunn. Dat ass Kontroll: Wa véier Leit zesummen am ëffentleche Raum stinn, kann d'Police déi direkt verbaliséieren, wa se net zwee Meter anhalen an eng Mask unhunn!

Vu datt ee kee Glüwäin drénke kann, wann een eng Mask unhuet, ass dat heiten de facto scho verbalisabel. Dat heescht, amplaz datt mer hei e Waasserkapp dropsetzen, wou d'Police elo nach muss kontrolléieren, ob et Alkohol ass, wat do dran ass, oder ob et en net alkoholesche Glüwäin ass, hätte mer vläicht besser, mir géifen den Ausschank vun Alkohol verbidden. Dat kënne mer vill méi konkreet reegelen. Dat kann ee vill méi konkreet dann och de Commerçantë verbidden. An da sollte mer dat Gesetz enforcéieren.

Et ass jo schéin a gutt, datt mir hei eng Motioun elo wëlle stëmmen, datt Alkoholkonsum am ëffentleche Raum soll verbuede ginn, mee et wär vill méi einfach, wann all déi Leit, déi do um Knuedler ... - a mir hu se alleguerte gesinn, ech ginn lech absolutt Recht -, wann d'Police déi anstatt fortzejoen, wéi mer rapportéiert gouf, se géif verbaliséieren, well dat ass de grousse Problem. Mir verbidden elo vläicht hei eppes Neies an da seet d'Police herno: „Ma et ass vläicht awer ze vill Aarbecht, fir dat doten ze enforcéieren. Mir gi just op d'Plaz, mir suergen duerfir, datt d'Leit sech erëm e bësse verstreeën." A 15 Minutten drop stinn d'Leit erëm genau d'nämmlecht do, well se net verbaliséiert goufen.

Mir hunn am Gesetz ..., Dir hutt am Gesetz gestëmmt, datt et en Avertissement taxé vun 145 Euro gëtt, wann een zu méi wéi dräi Leit ouni Mask an zwee Meter Ofstand am ëffentleche Raum zesummesteet, ma dann enforcéiert dat Gesetz, suergt duerfir, datt d'Police d'Moyene kritt, fir et ze enforcéieren, a maacht hei keng Symbolpolitik!

Fir eis wär et méi sënnvoll, de Contrôle an den Enforcement mat den Avertissement-taxéen ze renforcéieren, dat, andeem mer et eventuell opmaachen, fir déi och duerch Bannhidder, Agent-municipallen a Gott weess, wien nach hei am Staat capabel wär, fir Protokoller ze verdeelen, ... Dat hätt en direkten Impakt.

Fir mech: Just Alkoholkonsum ze verbidden an d'Vente weiderlafen ze loossen, wär e bëssen ze kuerz geduecht. Deementspriechend wäerte mir eis bei där Motioun hei enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Déi nächst Wuertmeldung ass déi vum honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci an och merci un d'CSV, datt si eis deen Text hei presentéiert huet.

Ech wéilt vläicht ufänke mat enger Bemierkung, Här President. Ech mengen, an der Chamber sollten d'Deputéierte sech kënne prononcéieren, ier d'Regierung sech prononcéiert.

Mee dat gesot wéilt ech awer véier Kommentare maachen zu deem Text, deen d'CSV eis virleet. Ech mengen, wann een esou en Text kritt, da kucke mir wéinstens bei der ADR also déi véier Krittären: Wéi ass d'Philosophie? Si mer prinzipiell der Meenung, datt dat doten eventuell hei seng Plaz huet? Zweetens: Sinn déi virgeschloe Mesuren effikass? Drëttens: Si se pertinent? A véiertens: Si se legal?

Deen éischte Punkt ass: Jo, et geet ëm d'ëffentlech Sphär an net ëm d'Privatsphär hei. Et ass „sur la voie publique". Mir kéinten also hei effektiv legislativ Moossnamen huelen oder d'Regierung kéint eis Saache proposéieren, fir am ëffentleche Raum eng nei Moossnam ze huelen. An deem Sënn ass dat heiten diskutabel.

Dat Zweet ass: Ass et effikass? Do huet den Här Clement elo scho gesot, et ass praktesch net ze kontrolléieren. Där Meenung si mir och. A virun allem och, et ass erëm eng Moossnam, déi d'sozial Akzeptanz vun de Covidgesetzer weider a Fro stellt. Och dat muss ee kucken. Jee gréisser den Drock ass, desto gréisser ass de Risiko, an dat gesi mer relativ massiv, datt d'Leit sech där Saach entzéien. Also mir musse schonn oppassen, datt mer och an eise legislativen Akten oppassen, datt mer net op e Punkt kommen, wou wierklech de Widderstand dergéint esou grouss gëtt, datt mer d'Zil net méi erreechen.

Ass déi Moossnam pertinent? Éischtens kann ee sech jo froen, firwat just „boissons alcoolisées", wann een eppes anescht drénkt an zesummesteet, dann ass jo de Risiko u sech genee deen nämmlechten, wann ee vun Infektioun schwätzt. Dat heescht, dann hätt ee misse soen entweeder den Ausschank, wéi och den Här Clement et gesot huet, oder „toute consommation de boissons en groupe" oder wat och ëmmer, well et steet jo och net hei, wivill Leit. Wann ech mech elo theoreetesch eleng viru mäin Haus stellen an do e Glas Béier drénken, mutterseelenallein, da si mer an der Situatioun vun deem, deen nuets eleng mam Hond spadséiere geet; dat däerf en och net aus iergendwelleche Grënn. Da misst ee wéinstens preziséieren, aus wéi enge Grënn, mee am Ableck gëtt et hei iwwerhaapt keng Beschreiwung. Also ech géif mech hei strofbar maachen, wann ech mech viru meng Hausdier stellen an e Glas Béier drénken. Dat ass jo wuel net sënnvoll.

Da muss een och kucken, wéi ass et dann ..., wéi mer hei confrontéiert ware mat dem Horeca, datt dee Secteur zougemaach ginn ass, hu mir als ADR gesot: „Mir wëllen dat net aus enger ganzer Rei Grënn. Dat sinn och ekonomesch Grënn, mee virun allem och epidemiologesch hu mer keng Beweiser, mir hunn dee Cluster net ..." D'Regierung ass eis haut nach d'Erklärung schëlleg, firwat ausgerechent do. Firwat ass et dann hei? Hu mer iergendee Beweis, datt wann zwee oder dräi Leit zesummen op enger Plaz stinn eppes ze drénken, hu mer do iergendee wëssenschaftlechen Noweis, datt dat elo eng extra Gefor wär? Ech mengen net, datt mer deen hunn. Dat kann een Androck sinn, deen een huet. Dat kann effektiv e Risiko sinn, dat ass sécher, mee mir wëssen elo awer net, datt do e grousse Cluster wär.

Et muss een ëmmer d'Proportionalitéit kucken. Mir wëssen, mir hunn eng reell Diskussioun an de Schoulen, wou laang näischt gemaach gouf: Do sinn Dausende vu Leit concernéiert. Mir hunn d'Saach vum ëffentlechen Transport: Dausende Leit concernéiert - et gëtt näischt gemaach oder net genuch. Mir hunn d'Saach vun de CIPAen, wou mer reell Problemer hunn. Dat heiten ass kee Problem an engem vergläichbaren Ausmooss.

An déi véiert Consideratioun, an dat ass fir e Parlament eng ganz wichteg: Ass et iwwerhaapt legal? Ech wonnere mech iwwert d'CSV, dat ass jo awer elo wierklech keng nei Partei a keng kleng Partei, déi elo nach net genuch Erfarung hätt. Mee wéi kann eng CSV heihinner kommen an eng Motioun vum Parlament huelen: « invite le Gouvernement à interdire ». D'Regierung huet iwwerhaapt näischt hei ze verbidden, mir maachen dat, als Chamber! D'Regierung kann eng Meenung hunn an déi maache mer dann oder maache se net - hoffentlech net. Mee op jidde Fall, mir géifen dach keen Text matstëmme vun enger Partei, déi seet « invite le Gouvernement à interdire ».

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A wéi engem Regimm si mer dann?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Änlech wéi meng zwee Virriedner hu mir awer och gréisser Problemer mat dëser Motioun. Mir hunn de leschten Donneschden no der Chamberssëtzung effektiv alleguer déi Biller gesinn an der Stad Lëtzebuerg um Knuedler virun der Stater Gemeng, wou et „Glüwäin to go" ginn ass a wou dann Ausschank war vun - dat war dann en alkoholiséiert Getränk - Glüwäin a wou effektiv Kluddere vu Leit openeestoungen. Dat gëllt et ze verhënneren. An dat verstinn ech och. Mee dat, wat d'Motioun hei freet, ass awer eppes anescht, nämlech generaliséierten Alkoholkonsumverbot op der ëffentlecher Strooss.

Den Här Clement huet ganz zu Recht gesot, wa mer wëllen dergéint virgoen, datt esou Kludderen entstinn, wou ech komplett averstane si mat der Finalitéit, mee da musse mer den Ausschank vun alkoholesche Getränker verbidden. Dat ass de Wee.

Well wat maache mer da mat deene Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn? Wat maache mer mat de Strummerten? Déi sinn dann d'office kriminaliséiert, zumindest deen Deel vun deenen, déi Alkohol consomméieren.

An den Här Kartheiser huet och op eppes opmierksam gemaach, wat mir awer och e bësse vun der Form hir opstéisst. Wa mir dat hei, wann Dir dat wéilt maachen, da misst een eng Gesetzesännerung maachen. Or si mir Legislateur, mir, d'Chamber. Et misst eng Resolutioun sinn a misst den Optrag sinn un d'Chamberskommissioun, fir ze soen, kommt, mir änneren d'Gesetz op deem doten an deem dote Punkt. Et misst net en Optrag sinn un d'Regierung. En plus, wou et bis de 15. Januar Gültegkeet sollt hunn, misst et eng Gesetzesännerung sinn, et misst en Amendement sinn, an deem Fall éischter eng Proposition de loi wéi eng Motioun.

An e leschte Gedanken derzou. Ech mengen och, datt d'Covidkris dee gréisste Sécherheetsrisiko ass, dee mer am Moment zu Lëtzebuerg hunn. A wéi ech um Knuedler war um Wee fir bei de Parking, hunn ech gesinn, datt zwee Sécherheetsbeamte vun der Stad Lëtzebuerg do laanschtgetréppelt si mat hirem Mupp. Ech hu gefrot, wéi si dat da gesinn, a si hunn direkt gesot: „Dat do ass net eisen Aufgabeberäich, dorëms këmmere mer eis net. Domat hu mer näischt ze dinn." Also ech soe mer, wann Der schonn d'Sécherheet a Sécherheetsmesurë privatiséiert, da kéint Der vläicht och déi asetzen op deene Punkten, wou se wierklech gebraucht ginn, nämlech fir ze kucken, d'Fluxe vu Leit innerhalb vun der Stad Lëtzebuerg e bëssen ze organiséieren, mat Leit ze schwätzen, op Leit duerzegoen a genau déi dote Situatiounen ze verhënneren.

Här President, mir kënnen dës Motioun net matstëmmen. Tout au plus kéinte mer soen, kommt, mir huele se an d'Kommissioun, well do gehéiert se eigentlech hin, amplaz der Regierung e Blankoscheck auszestellen. An ech mengen, datt dat, wat gefrot gëtt, laanscht dat erlaanschtgeet, wat e berechtegt Zil ass, nämlech Kludderen ze verhënneren. Ech mengen, et misst anescht organiséiert ginn, wéi dat hei proposéiert gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun. Madamm Martine Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Merci, Här President. Eis geet et drëm, datt hei wierklech ee kloert Zeeche gesat gëtt an datt gesot gëtt: Dat dote geet net! Mir sinn de Moment an enger Situatioun, wou mer wierklech extreem héich Zuelen hunn, an da kënne mer net no baussen u sech soen: „Ben, dat do ass alles erlaabt! Drénkt roueg Äre Glüwäin, wéi wa Chrëschtmaart wär, mee et sti keng Buden do!"

Also ech mengen, datt hei muss e kloert Zeeche gesat ginn: „Dat doten ass schlecht, dat do akzeptéiere mer net!" An duerfir hu mer déi Motioun erabruecht. Datt mer Alkohol drageschriwwen hunn ..., ech mengen, et wäert keng Limonadsparty ginn. Ech mengen, wann ee just Limonad kritt, da sti keng 20, 30, 40, 50 Leit do beieneen. A wa keng 20, 30, 40, 50 Leit beieneestinn, da brauch och kee kontrolléieren ze goen. Dat ass jo net de Problem.

De Problem ass eebe beim Alkohol, well dat d'Gesellegkeet, dat, mengen ech, weess jiddweree vun eis, well dat d'Gesellegkeet u sech e bësse färdert. An duerfir besteet wéi gesot beim Kaffi oder bei der Limonad kee Problem. Mir hunn och ..., wa mer den Ausschank verbidden, da kréie mer e Problem egal wéi beim Takeaway. A well mer jo net wëssen, wat d'Regierung decidéiert, ob déi Commercen elo zougemaach ginn an Zukunft oder net zougemaach ginn, weess ech et net. Duerfir hu mer gesot, mir wëlle gären hunn, datt alles gemaach gëtt, datt den Alkoholkonsum am ëffentleche Raum, déi Kludderen, datt déi verhënnert ginn.

Et kann een nämlech och nach ëmmer - an ech krut gëschter SMSen - an de Supermarché goen a sech do seng Fläsch kafe goen an se dann zu 4, 5, 6, 7, 8 an esou virun drénken. Dat heescht, och do, wa mer den Ausschank hei vum Glüwäin just géife verbidden, da wär dat och nach ëmmer eng Méiglechkeet. Dat heescht, et ass net esou einfach, et ze reegelen. An duerfir, wéi gesot, wollte mer awer iwwert dës Motioun ofstëmme loossen, fir eeben e kloert Zeechen no baussen ze setzen a wann d'Gesetz

kënnt, wou ech jo mengen, datt et kënnt, datt do déi néideg Adaptatioune geholl ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Dann huet den Här Georges Engel nach d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. D'Diskussioun ëm dëse Sujet, wou mer eis u sech alleguerten an der Finalitéit eens sinn, weist, wéi schwiereg dass Diskussioune beim Covidgesetz sinn, well bei allem kann een natierlech eppes fannen a bei allem kann ee sech méi wäit Gedanke maachen an et kann een all Spëtzfëndegkeet siche goen. An awer si mer eis hei am Prinzip an der Iddi vun deem, wat dat heite soll bewierken, heibannen eens. Mir wëlle verhënneren, dass Leit op der Place publique zesummestinn an dann Alkohol drénken. Do si mer eis eens.

(Interruption)

An ech fannen dat ... Vläicht net jiddwereen,...

(Interruption)

... mee en gros si mer eis heibannen eens. Et sinn der ëmmer, déi dat net gutt fannen, dat ass richteg.

(Interruption)

An ech fannen d'Initiativ och gutt, dass se hei geholl ginn ass, a mir wäerten dat hei och mat ënnerstëtzen.

Et stelle sech awer nach eng Rei vun anere Froen. Et steet hei „voie publique". Wéi ass et da mat der „voie privée" bei grousse Supermarchéen? Kann een dann do esou e Stand opmaachen an dann do Glüwäin zum Beispill verkafen, wann dat privaten Terrain ass? Déi Fro misst ee sech och stellen.

Et besteet effektiv eng Gefor. Et sinn natierlech ëmmer Leit, déi dat leugnen, mee wann e puer Leit beieneestinn a si hunn d'Masken of a si sti méi no beieneen, dann ass eng Gefor do, dass ee sech kann ustiechen. D'ganz Wëssenschaft huet dat bewise, an da gleewe mir dat och. Natierlech, déi Leit, déi dat net gleewen, déi kënnen dat och weiderhin net gleewen. Dat ass och hiert gutt Recht.

Ech mengen och, dass net alleguer d'Leit déi Schlupflächer an all Gesetz siche ginn, fir dann ze kucken: „O, elo sti mer nëmmen zu dräi hei, da stelle mer eis zu dräi beieneen, da ka kee méi heihinner kommen, da ka kee méi eis ...", nee, pardon: „Mir stellen eis zu véier heihinner, well wa mer dann eng Mask unhunn, oder wa mer zu dräi do stinn, da ka kee méi dohinner kommen, fir eis dat ze verbidden."

Ech mengen, d'Essenz vun deem, wat mer hei wëlle soen, déi ass richteg, an duerfir wäerte mir dës Motioun hei och matstëmmen. Et besteet nach bestëmmt Diskussiounsbedarf an dat wäerte mer dann, wann et Gesetzesännerunge sollte ginn, an den nächsten Deeg och hei diskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. Den Här Kartheiser nach eng Kéier.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech muss soen, mech schockéiert dat, wat den Här Engel elo gesot huet. An ech soen lech, et ass elo net de Covidaspekt, dee mech schockéiert, well do gëtt et eebe verschidden Interpretatiounen an esou weider.

Nee, et ass de rechtsstaatlechen Aspekt. Et kann een dach net higoen a soen: „Allgemeng de Sënn vum Gesetz ass gutt", an dann ... Hei geet et drëm, datt d'Leit penaliséiert ginn, wa se sech net strikt un d'Dispositioune vum Gesetz halen. An et ass en allgemenge Rechtsprinzip, datt besonnesch am penale Beräich oder wou Leit sech stroffälleg maachen d'Gesetz muss extreem prezis sinn, fir ze soen: „Dat do ass falsch an dat do ass et net!"

(Brouhaha)

Wann d'Sozialistesch Partei elo heihinnerkënnt an ufänkt, esou e Procès d'intention ze maachen, esou vag Bestëmmungen, ma da verletze mir hei eis Rechtskultur.

(Coups de cloche de la présidence)

An dat do maache mir net mat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, mir sinn net bei der Diskussioun vum Gesetz. Mir si bei der Diskussioun vun enger Motioun, wou Är Riedezäit eriwwer ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass ëmmer gutt gesot, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An dann huet d'Wuert nach gefrot déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech dinn awer d'Mask aus. Jo, ech gesinn déi Motioun och éischter esou aus der Vue vun der CSV, déi wierklech e staarkt Zeeche wëllt setzen heimat. Mir sinn all zesummen aus der Chamber zréckgaange bei de Parking an et war wierklech schrecklech nozekucken, wéi d'Leit sech do openee getummelt hunn, wou ee muss wëssen, datt, wa véier Leit zesumme stinn, dat net heescht, datt déi ëmmer d'selwecht komposéiert sinn. Déi Gruppen ännere vu Minutt zu Minutt oder vu Stonn zu Stonn, wat awer dann e Cumul vu Kontakter gëtt, dee wäit iwwer véier erausgeet. Dat ass op deene Plazen ze beobachten.

Ech wéilt awer och eng Feststellung maachen, dat ass déi, datt an der Pandemiezäit an der Lescht den Alkoholkonsum enorm eropgaangen ass. 57 Millioune Recetten un Accisen, dat sinn 3 Millioune méi wéi erwaart, wéi am Budget virgesi waren. Dat ass e Beweis, datt iwwerhaapt d'Suchtverhalen enorm eropgaangen ass an der Pandemie. An ech hat scho bei der Budgetsdebatt dorop higewisen, datt dat eeben och derzou féiert, datt d'Leit awer mental Problemer entwéckelen a mat Alkohol versichen, do derhannert ze kommen.

Et ass och eng Evidenz, soss hätte mer den Alkohol och net hannert dem Steier verbueden, also d'Consommatioun virum Fueren, datt den Alkohol awer derzou féiert, datt d'Opmierksamkeet erofgeet an datt doduerch verschidde Reegelen, déi ee sech selwer operleet, duerno awer net méi respektéiert ginn. An dat zielt dann eeben och beim Konsum vun Alkohol, wann ee weess, datt mer sollen ausernee bleiwen. Lues a lues hëlt déi Distanz awer of, well d'Hemmungen einfach ofhuelen.

An deem Sënn ënnerstëtze mir dës Motioun. Ech wéilt awer och nach de Problem opwerfe vun de Leit, déi op der Strooss liewen. Ech mengen, dat sinn elo net déi, déi a grousse Gruppen ëmmer zesummestinn hei am grousse Krees. Et sinn der vill aleng. Et sinn nach ganz vill sozial Problemer dermat verbonnen. Och deene musse mer eis unhuelen. Mee ech mengen, et ass net de Moment, fir déi elo all haut ze léisen. Dat ass just eng Fro, déi mir eis stellen. Mee generell fanne mer, datt mer sollen en Zeeche setzen, an duerfir sti mir och zu dëser Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Da kritt den Här Baum nach kuerz d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt just awer nach eng Kéier ganz kuerz reagéieren. Also, wéi gesot, wa mer eis mat der Zilsetzung eventuell och eens kënne sinn, datt et drëm geet, Kludderen ze verhënneren, fannen ech et awer ganz gefäierlech, wéi den Discours elo lues awer sécher och duerch d'Interventioun vun der Madamm Lorsché higeet zu enger genereller Reflexioun iwwer Alkohol an iwwer Prohibitioun.

Also, ech warnen awer dervir. Ech weess, datt mer dréngend Mesurë mussen huelen an ech sinn och éischter Fervent derfir, mee mir mussen awer alles mat Mooss berücksichtegen. Ech géif och wierklech d'CSV froen, ob een dann net dat hei awer wierklech kéint an der Kommissioun diskutéieren, datt een eppes Seriöes huet, amplaz déi heite Generaliséierung, déi, mengen ech, laanscht d'Zil erlaanschtgeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An d'Madamm Hansen freet nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- De Problem ass, ech weess net, wéini datt eng Kommissioun ass, an ech denken, datt mer se sollen ofstëmmen. An da kënnt et souwisou beim nächste Gesetz zu den Diskussiounen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Mir kéimen dann zum Vott vun dëser Motioun. Fir d'éischt de Vote électronique ... O pardon, d'Madamm Lorsché!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Also ech hu vläicht keng ganz laang Äerm, mee se sinn awer, mengen ech, grouss genuch, fir datt se gesi ginn.

Also, den Här Baum huet op mech reagéiert, andeems e sot, ech hätt eng Ausso gemaach a Richtung Prohibitioun. Dat ass net mäin Zil. D'Zil ass de Schutz vum aneren. An dat maache mer am Beräich vum Trafick esou. An ech mengen, hei geet et einfach drëms, e Verhalen ze förderen, dat net beaflosst ass vun Alkoholkonsum am ëffentleche Raum. Ech mengen, dat ass den Hannergrond dervun. Et geet drëms, déi aner Leit ze schützen doduerch, datt ee selwer net e Verhalen un den Dag leet, dat eebe gefäierlech ass fir déi aner, esou wéi et och am Verkéier, an der Mobilitéit de Fall ass. A vun dohier ass et net méi wéi Gesondheetsschutz. An ech wëll kloerstellen, datt dat näischt mat Prohibitioun ze dinn huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché, fir déi Prezisioun. Da kënne mer elo zum Vott kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 52 Jo-Stëmmen an 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

7. 7720 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7720, eng zäitweileg Upassung vu verschiddene Strofprozeduren. An den Här Pim Knaff ass Rapporter vun dësem Projet de loi an ass prett fir säi Rapport. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Pim Knaff *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7720 verlängert eng Rei temporaire Adaptatiounen an der Procédure pénale, also an der strofrechtlecher Prozedur, dëst, nodeems verschidden Dispositioune schonn duerch d'Gesetz vum 20. Juni 2020 de Bedingunge vun der sanitärer Kris ugepasst gi waren.

Leider huet sech d'Situatioun ëm d'Pandemie net gebessert. Deemno verlängert dëse Projet an éischter Linn déi Adaptatiounen iwwert den 31. Dezember eraus. Gläichzäiteg gesäit de Projet och e puer Upassunge vir, baséiert op d'Erfarungen, déi mam Gesetz vum 20. Juni gemaach goufen an aus deene Léiere konnte gezu ginn.

D'Amendementer, déi gemaach goufen, betreffen dann éischtens d'Notifikatioun vun Ordonnancë bei Saisien a Requêten. Si betreffen och d'Procédure d'appel virun der Chambre du conseil, d'Appeller bei de Bezierksgeriichter mat Ausnam vum Fong, d'Appeller am Fall vun enger Interdiction de conduire provisoire. An de Projet geet och op d'Procédure d'appel beim Fong an.

E Punkt, deen an dësem Projet de loi erëm geännert gëtt, ass de Prinzip vun der Exécution fractionnée bei enger Peine privative de liberté, wéi se am Artikel 10 am Gesetz vum 20. Juni virgesi war. Dëst baséiert op den Erfarunge vun de leschte Méint. Do wäert ech spéider am Detail drop agoen.

Zu deene verschiddenen Artikelen: An engem éischten Artikel ginn d'Artikelen 1 an 2 vum Gesetz vum 20. Juni adaptéiert. Hei war bis elo virgesinn, dass d'Ordonnancë fir Saisien a Perquisitioune per Post, Fax an och E-Mail kéinten zougestallt ginn. Dëst bleift och esou als Optioun bestoen.

Dann ass och am Punkt 3 vun dësem Artikel weider virgesinn, dass den Destinataire vun enger Ordonnance dëser och soll nokommen. Am Fall vun engem Refus, där Demande nozekommen, ass wéi och scho virdrun eng Amende vun 1.250 bis 125.000 Euro virgesinn.

Dëse Punkt ass an der Kommissioun vill diskutéiert ginn, mat Recht, an och de Barreau an de Staatsrot haten hei an hiren Avisen op e wichtege Punkt opmierksam gemaach: Keng Persoun ass verflicht, zu hirer eegener Inkriminatioun ze kontribuéieren. Et ass also och net richteg, dass eng Persoun bei enger Perquisitioun oder enger Saisi ka verflicht ginn, ze hëllefen an déi gefroten Objeten oder Donnéeën erauszeginn, wa si sech domat géif autoinkriminéieren. Dës Artikele sinn elo mat dësem neie Projet de loi duerch en Ajout adaptéiert ginn.

Deemno ass an dësem neien Text duerch eng weider Dispositioun festgehale ginn, dass Ordonnancen net iwwer E-Mail, Fax oder Post zougestallt dierfe ginn, wann déi Persoun, un déi se geriicht ass, am Verdacht steet, selwer Auteur, Koauteur oder Kompliz an der Affär ze sinn, déi dës Ordonnance motivéiert.

Wéi gesot, dëst ass an der Kommissioun vill diskutéiert ginn an et ass och festgehale ginn, dass, och wann dës Adaptatioun elo emol temporaire ugepasst gëtt, dëse Changement zu engem spéideren Zäitpunkt nach eemol an enger dediéierter Kommissiounssitzung wäert opgegraff ginn, fir d'Procédure pénale ze analyséieren an eventuell ze iwwerschaffen an dësem wichtege Punkt och an Zukunft Rechnung ze droen.

D'Artikelen 3 bis 6 vum Projet de loi, deen ech lech haut virstellen, befaasse sech mat den Artikele 6, 7, 8 an 9 vum viregte Gesetz vum 20. Juni 2020. Dës Artikele befaasse sech mat deene verschiddene Procédures d'appel, dëst géint Ordonnancë vum Untersuchungsriichter oder der Chambre du conseil, géint d'Urteeler vun de Bezierksgeriichter bei engem ordonéierte Fuerverbuet a bei engem Appell géint en Urteel um Fong.

Hei war et nom Gesetz vum 20. Juni esou, dass d'Appeller och konnte „par tous les moyens écrits" eragereecht ginn. Dat heescht also, eng Persoun huet sech net misse beim Greffe presentéieren, mee konnt en Appell och per Fax, Post oder E-Mail deposéieren.

An dësem Projet de loi war ufangs ugeduecht, d'Méiglechkeet, en Appell ze deposéieren, op de Wee vum Courriel ze limitéieren. Dëst war zu engem spéideren Zäitpunkt duerch Amendementer op déi zousätzlech schréftlech Moyenen erweidert gi fir d'Mandataren, déi eventuell an der Quarantän sinn, oder Leit ouni Accès op déi technesch Moyene weider Optiounen ze bidden an och eventuell Problemer mat E-Mailen, déi net géifen ukommen, ze evitéieren.

Hei gouf et d'Fro, ab wéini en Appell par voie postale soll als deposéiert ugesi ginn. D'Amendementer haten hei virgesinn, den Datum vum Poststempel op der Enveloppe vum Appell als Date de dépôt vum Appell festzehalen. De Staatsrot hat sech a sengem zweeten Avis mat dëser Léisung averstanen erkläert. Allerdéngs hu sech d'Bezierksgeriicht Dikrech, de Parquet an awer och den ieweschte Geriichtshaff an hiren Avise géint den Envoi postal vun engem Appell ausgeschwat.

Hei goufen et zwou Kriticken, nämlech eemol, wat d'Praxis an d'Effikassitéit ugeet. Och am Kontext vun der Pandemie war et den Autoritéiten net kloer, awéifern d'Verschécke vun Appelle per Post soll méi sécher si wéi en Appell, deen iwwer E-Mail deposéiert gëtt. Och wann een e Bréif géif verschécken, misst ee sech jo trotzdeem dann an de Postbüro deplacéieren an et wier een domadder erëm a physeschem Kontakt mat anere Persounen.

Et gouf awer och Kriticken op juristeschem Niveau. De Problem, deen d'Autoritéiten hei gesinn hunn, ass, dass, esoubal en Appell als deposéiert gëllt, domat och d'Delaien ufänke mat lafen. Dëst gesinn d'Autoritéite besonnesch kritesch am Kontext vum Appell a vum Appel incident.

Wann en éischten Appell deposéiert ass, huet déi aner Partei en Delai vu fënnef Deeg, fir en Appel incident eranzereechen. Falls dann elo den éischten Appell per Post geschéckt gëtt an de Poststempel als Date de dépôt géif gëllen, da wëssen zum Zäitpunkt vum Depot weeder de Greffe nach déi aner Partei iwwert den Appell Bescheed. Domat géifen Delaie lafen, ouni dass d'Géigepartei informéiert wier an hirersäits weider Schrëtt kéint an d'Weeër leeden.

Op Basis vun dëse Remarken huet d'Justizkommissioun den Text och zréckamendéiert op déi initial Dispositiounen. Deemno ginn et elo mat dësem Projet de loi zwou Methoden, an Appell ze goen, entweeder no den Norme vum Code de procédure pénale iwwert d'physesch Deklaratioun beim Greffe oder awer no den Derogatiounen, wéi se schonn am Gesetz vum 20. Juni virgesi waren, iwwert den E-Mail un de Greffe. D'E-Mail-Adresse vum Greffe ginn dann och vun de jeeweilege saiséierte Juridictioune publizéiert.

An engem weideren Artikel schaaft dëse Projet de loi den Artikel 10 aus dem Gesetz vum 20. Juni of. No dësem Artikel war et bis elo méiglech, Strofen, déi net méi laang wéi dräi Joer waren, sief dat vun Ufank un oder well e Condamnéierten de Rescht vun der Strof schonn ofgesiess hat, opzedeelen. Dësen Artikel ass am Projet de loi vun haut ganz erausgeholl ginn, well dës Moossnamen iwwert déi lescht Méint net de Succès mat sech bruecht hunn, dee sech erhofft gi war. Esou ass et dann och bei munche Condamnéierten derzou komm, dass den Ament, wou se sollten zréck an de Prisong, dës Reintegratioun net ouni Problemer verlaf ass. Hei ass zréckbehale ginn, dass déi elektronesch Surveillance eng méi adaptéiert Léisung duerstellt.

An engem weideren Artikel gëtt och den Artikel 11 iwwert de Recours bei der Chambre de l'application des peines ugepasst. D'selwecht wéi bei den Appelle gëtt och hei de Recours in persona par déclaration au greffe oder per E-Mail virgesinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7720 gesäit vir, déi verschidden Dispositioune vum Gesetz vum 20. Juni an déi eenzel Upassunge bis zum 15. September ze verlängeren, dëst, fir der aktueller onsécherer sanitärer Situatioun gerecht ze ginn, och iwwert d'Vacances judiciaires iwwert de Summer eraus.

Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Pim Knaff villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt dem Rapporter merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporter ass hei op d'Detailer agaangen, ech wäert elo net méi op déi eenzel Mesuren agoen.

De Rapporter huet et gesot, dëst Gesetz verlängert am Fong d'Mesuren, d'Covidmesuren, déi virun dem Geriicht applikabel sinn, bis de 15. September 2021. Ech wéilt op zwee Punkten agoen, déi och fir Diskussioun gesuergt hunn an der Commission juridique.

Den éischte Punkt ass déi Autoinkriminatioun, déi virgesi war am Kader vun de Prozedure vun de Saisien a vun de Perquisitiounen. Eng Autoinkriminatioun ass fir d'CSV en absolutten No-Go - en absolutten No-Go! An et ass awer erstaunlech, datt ëmmer erëm probéiert gëtt, duerch d'Hannerdier e Prinzip wéi d'Présomption d'innocence, e fundamentale Prinzip an eisem Rechtssystem, dee besonnesch an där Zäit, an där mer eis beweegen, muss héichgehale ginn, ze attackéieren.

Fir eis als CSV ass dat en No-Go a mir hunn och dorobber gehalen, an ech si frou, datt d'Commission juridique och op dee Wee vun der CSV geet, fir generell eisen Droit pénal op déi do Problematik hin ze analyséieren, ze duerchforsten an all déi Dispositiounen, déi de Risiko beinhalten, eng Autoinkriminatioun mat sech ze zéien, aus dem Code pénal ze sträichen.

Fir eis ass d'Présomption d'innocence eent vun den Haaptmënscherechter, ee vun den Droits fondamentaux vun engem Rechtsstaat, an deem mer eis beweegen. Ech erënneren drun, ech hunn et schonn e puermol hei op der Tribün gesot: D'ABC-Direktiven hu mer ëmgesat an ech mengen, mir kommen och net derlaanscht, am Kader vun der Verfassungsreform d'Présomption d'innocence definitiv an d'Verfassung anzeschreiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Dann den zweete Punkt och mat de Procédure-d'appellen. Mir hunn elo, wéi de Rapporter et gesot huet, op där enger Säit d'Méiglechkeet, wéi et haut virgesinn ass an den normale Reegelen, datt een um Greffe den Appell deklaréiere geet, an dann eeben iwwert d'Voie électronique. Ech wëll och eng Kéier hei drun erënneren: Leider ass déi aner Méiglechkeet, fir mat Voie recommandée e Prozedursakt ze maachen, keng Garantie. Ech hat eng Question parlementaire eng Kéier viru Méinte gestallt: En Deel vun de Recommandéé kënnt einfach net un. Do ass eng Deficience bei de Postservicer an dat ass haaptsächlech e Problem fir d'Huissieren. An ëmmer erëm gëtt mer zougedroen, datt Recommandéen am Kader vu Prozeduren einfach net beim Destinataire ukommen.

Dat huet als Konsequenz, dass den Delai net ka lafen, an et huet als Konsequenz, dass deen, dee concernéiert ass am Akt, an engem Vide juridique steet. Do muss och endlech Remedur geschaaft ginn an dat kann nëmmen an deem Sënn geschéien, dass mer endlech an der eJustice, Madamm Ministesch, virukommen. Mir mussen eise ganze Rechtssystem op eJustice ëmswitchen, fir esou ze soen, fir dass mer an deene Prozeduren do virukommen.

Dëst gesot ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, ech wéilt vun dëser Plaz aus dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir wäerten als LSAP natierlech de Verlängerungen zoustëmmen. Ech mengen, de Rapporter ass och drop agaangen, dass um Niveau vun der Procédure d'appel jo zwee Weeër d'Méiglechkeet ginn, engersäits iwwert den elektronesche Wee respektiv awer och physesch op d'Plaz ze goen op de Greffe, fir den Appell kënnen ze interjetéieren.

Et ass awer och esou, dass hei virgesinn ass, bei der Notifikatioun vun enger Saisi an am Kader och vun enger Perquisitioun, dass den Destinataire, an do ass, mengen ech, och de Léon Gloden drop agaangen, dëser Notifikatioun net muss Folleg leeschten, well, wann den Destinataire dat misst maachen, da géif et natierlech och zu enger Verletzung vu senge fundamentale Rechter féieren, vu dass kee kann obligéiert ginn, forcéiert ginn, sech selwer ze inkriminéieren. An ech mengen, dat ass e fundamentalen Aspekt an der Strofjustiz, an dofir fënnt dat och am Numm vun der LSAP Zoustëmmung. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Dan Biancalana. An d'Wuert geet direkt weider un den Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Villmools merci och un de Pim Knaff, dass en ugeholl huet, fir de Rapport heivun ze maachen. Hien ass där Aufgab ganz gutt nokomm. Ech fannen, an der Justizkommissioun hu mer ewell vill Projeten, och deen nächsten, wou opgewise gëtt, dass déi Kris hei e Revelateur am Fong ass an dass mer eng Partie Schwieregkeeten, wéi se detailléiert beschriwwe gi si vu menge Virriedner, bei der Prozedur hunn an dass mer och gesinn hunn, dass et en Hin an Hier ass vun deene verschiddene Beruffsstänn, déi an der Rechtsspriechung täteg sinn. An déi Diskussioune sinn net op engem Enn haut domadder. Mir wäerten nach munch Aarbecht hunn.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, wéi gesot, a soe Merci fir dem Rapporter seng detailléiert Berichterstattung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Ech wollt just dem honorabelen Här Knaff Merci soe fir säin exzellenten, ganz detailléierte Rapport an ech bréngen den Accord vun der ADR.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. An da wier de leschten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och dem Pim Knaff e grousse Merci fir säin detailléierte Rapport a säi gudde Rapport. An och mir Piraten wäerten d'Zoustëmmung ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, fir d'éischt emol nach eng Kéier e ganz grousse Merci un d'Kommissioun. Hei ass erëm vill geschafft ginn, intensiv geschafft ginn. Mir hunn all d'Avisen ageholl a probéiert, hinne Rechnung ze droen.

De Charles Margue huet et scho gesot: Et ass net ëmmer evident, jiddwerengem gerecht ze ginn, well och heiansdo kontradiktoresch Meenungen zu verschiddene Punkten do sinn.

Zu deem, wat de Léon Gloden gesot huet: Do hate mer jo an der Kommissioun diskutéiert, dass mer eis sollen Zäit ginn an d'nächst Joer, also am neie Joer, dat heescht an e puer Wochen, insgesamt eng Kéier iwwer eis Prozedur kucken a kucken, wat mer misste wou upassen, fir all deenen Ufuerderungen, déi deen een an deen aneren huet, gerecht ze ginn. An natierlech, alles, wat eJustice ass, dat ass absolutt prioritär. Mee et gesäit een, dass all Kris och eppes Guddes huet. Mir hunn hei en Accelerateur gehat fir dat Digitaalt um Geriicht, wat mer eis eigentlech net hätte kënne virstelle virun engem Joer, well elo vill méi mëttlerweil op eng digital Aart a Weis fonctionéiert.

Mee nawell ass nach e Wee ze maachen an dee wäerte mer dann och zesumme goen. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7720. Den Text steet am Document parlementaire 7720[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7720 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen ee Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Da si mer awer do, wou mer mussen hikommen a wou mer wëllen hikommen. Dat ass, datt dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ass.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Semiray Ahmedova), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7721 - Projet de loi portant

1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et

2° modification de la loi du 25 novembre 2020 portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 7721 iwwer eng zäitweileg Upassung vu verschiddene Prozedurvirschréften am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi beim viregte Projet geet et och beim Projet de loi 7721 ëm eng Rei zäitlech begrenzte Mesuren, déi am Kader vum État de crise als Éischt per Règlement grand-ducal, duerno an engem Gesetz vum 20. Juni 2020 an elo hei an engem neien Text no enger Analys vun den diverse Mesuren ugepasst, nees agefouert oder verlängert ginn.

Et geet haaptsächlech ëm d'Prozeduren op eise Geriichter, ausser déi strofrechtlech, déi vum viregte Projet viséiert waren. Niewent de Geriichtsprozeduren, op déi ech méi spéit am Detail wäert agoen, suspendéiere mer hei nees d'Exekutioun vun den Deguerpissementsdecisiounen, dat bis den 31. Mäerz 2021, mat der Prezisioun, dass de Bail commercial net méi vun dësen Dispositioune viséiert ass.

Mir suspendéiere weider den Delai vun engem Mount, innerhalb vun deem een am Prinzip den Aveu de faillite muss maachen, dat bis den 30. Juni 2021. Et gëtt nees méiglech, beim Nottär bis den 30. Juni 2021 Hypothèques conventionnelles iwwer eng Procuratioun ze ënnerschreiwen. A bei den Déclarations de naissance, wou mer den Delai vu fënnef Deeg, fir e Kand ze deklaréieren, an engem viregten Text suspendéiert haten, hale mer fest, dass dës Deklaratioun bis den 30. Juni 2021 innerhalb vun engem Mount ka gemaach ginn.

Dann zu de Geriichtsprozeduren. Hei iwwerhuele mer mat e puer klengen Adaptatiounen d'Dispositiounen aus dem Gesetz vum 20. Juni 2020 a gesinn dës vir bis de 15. September 2021, also elo emol bis d'Rentrée judiciaire 2021. Et geet ëm d'Procédure écrite, dat heescht ëm déi Prozedur, wou d'Argumenter schréftlech ausgetosch ginn a wou et zum Schluss vun der Prozedur zu enger Sitzung kënnt, wou d'Argumenter dem Riichter nach eemol kënnen duergeluecht ginn.

Fir weiderhin Deplacementer, déi net onbedéngt noutwendeg sinn, op e Minimum ze reduzéieren an domat de Risiko vun der Verbreedung vum Virus ze reduzéieren, gesäit dëse Projet de loi vir, dass dës Affären ouni Sitzung mat physescher Presenz kënnen ofgeschloss ginn. Si ginn also en délibéré geholl, ouni dass d'Parteien nach eemol op d'Geriicht komme mussen.

Wichteg heibäi ass, dass d'Affekote vun de Parteie mussen domadder averstane sinn, dass et net méi zu enger Sitzung an hirer Presenz kënnt. Wann een Affekot freet, fir mëndlech ze plädéieren, muss en dat och maache kënnen.

Dës temporaire Derogatioun gëllt weiderhi souwuel fir Affäre virun eise Verwaltungsgeriichter, virum Verfassungsgeriicht, dem Kassatiounsgeriicht an och den zivillrechtleche Juridictiounen, déi en matière civile oder commerciale siegéieren.

Wat elo méi genee déi zivill a kommerziell Prozedur betrëfft, hale mer weiderhin dorunner fest, dass spéitstens 48 Stonne virun der Plaidoiriessitzung d'Geriicht den Affekoten hir Kompositioun matdeelt an d'Affekoten, déi wëlle plädéieren, musse Bescheed ginn, ob se op d'Geriicht komme wëllen oder net. Derbäi kënnt, dass d'Affekoten dem Geriicht mussen uginn, wéi vill „corps de conclusion" echangéiert goufen.

Wann een net méi op d'Geriicht wëllt kommen, gesi mer och weiderhi vir, dass d'Affekoten hir Farde de procédures spéitstens den Dag, wou d'Affaire pour plaidoiries fixéiert ass, mussen ofginn. Op dësem Punkt war am initiale Projet virgesinn, dass och d'Fardes de pièces missten deposéiert ginn. Dozou hat ech selwer an der Kommissioun, mee och den Tribunal d'arrondissement aus der Stad an de Staatsrot an hiren Avise bemierkt, dass d'Pièçë scho wärend der Prozedur um Geriicht deposéiert ginn. Doduerch hätt et hei en „double emploi" ginn. Et wär administrativ méi Aarbecht ginn an dee Passage ass dohier aus dem Text nees erausgeholl ginn. Et ass domat awer net esou, an dat preziséieren ech, dass d'Affekoten hir Pièçë guer net mussen deposéieren, mee dat maache se am normale Verlaf vun der Prozedur.

Déi selwecht Dispositioun huet nach op engem anere Punkt fir Diskussioune gesuergt. D'Gesetz vum 20. Juni 2020 hat nämlech virgesinn, dass en Affekot, dee seng original Farde de procédures deposéiert, de ce fait, dat heescht, well e seng Farde de procédures ofginn huet, consideréiert géif ginn, wéi wann e seng Moyenen an der Sitzung widderholl hätt. Dat gouf virgesinn, well et an der normaler Prozedur esou ass, dass d'Affekote sech bei de Plaidoirien op hir Konklusioune referéieren an domadder d'Argumenter aus dëse Konklusiounen implizitt widderhuelen.

Eis Diskussioune sinn opkomm, well et par rapport zu dëser temporairer Derogatioun zu engem Urteel komm ass, wou zréckbehale gouf, dass ouni Depot vun der Farde de pièces au plus tard den Dag vun de Plaidoirien d'Moyenen aus de Konklusiounen net reiteréiert goufen an domat vum Geriicht net consideréiert gi sinn.

Dëst Urteel hate mir an der Justizkommissioun ugeschwat a waren eis eens, dass et net eis Volontéit war, dës Sanktioun beim Netdepot vun der Farde de procédures virzegesinn.

De Stater Barreau an de Staatsrot hu sech och un dësem Urteel gestouss a betount, dass et an esou engem Fall net zu Sanktiounen dierf kommen. De Client dierf net de Leidtragende sinn, wa säin Affekot, aus wéi engem Grond och ëmmer, d'Prozedursfarde net um Greffe deposéiert. De Barreau huet och drop opmierksam gemaach, dass déi verschidde Konklusioune schonn au fur et à mesure wärend der Mise en état um Greffe deposéiert ginn. D'Netrespektéiere vun dëser Formalitéit dierft deemno net derzou féieren, dass d'Konklusiounen net méi berücksichtegt ginn. Fir deem Rechnung ze droen an ze evitéieren, dass déi Sanktioun weider gesprach gëtt, hu mir, wéi vum Barreau aus der Stad proposéiert, d'Indicatioun „de ce fait", déi d'Liaisoun gemaach huet tëschent dem Depot vun der Farde de procédures an der Reiteratioun vun de Konklusiounen, aus dem Text erausgeholl.

Iwwerholl hu mer vum Text vum 20. Juni awer och nach, dass divers Echangë mam Geriicht « par tous moyens écrits, y compris la voie électronique » kënne gemaach ginn. Och wann dës Ajoute de Moment just temporaire geduecht ass, si mer eis awer alleguerten eens, dass och an Zukunft méi Echangen elektronesch wäerte gemaach ginn.

Generell ass och bei der Diskussioun opgefall, an do rejoignéieren ech dat, wat de Charles Margue just gesot huet, dass eis zivillrechtlech Prozedur dach zimmlech vereelzt ass. Et huet de Kader vun dësem Gesetzesprojet awer gesprengt, fir weider an d'Detailer ze goen. Mir waren eis awer eens,

dass mer och dës Prozedur op de Leescht huelen a kucken, wéi mer se méi modern, méi zäitgeméiss gestallte kënnen.

Domat sinn ech um Enn vum mëndleche Rapport. Ech renvoyéieren op de schréftleche Rapport fir d'Detailer an och op d'Avisen, déi zum Projet erakomm sinn, a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice Carole Hartmann. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ech soen der Rapportrice Merci fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Et geet ëm d'Verlängerung vun enger Rei Mesuren. D'Madamm Hartmann ass op déi Problematik mam Depot vun de Piècen agaangen. Ech wéilt just drun erënneren, datt dat initiaalt Gesetz och eng Rei CSV-Propositiounen iwwerholl huet wéi d'Suspensioun vum Delai fir den Aveu de faillite, dee jo och heimat verlängert gëtt, a ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. An da wier et un där honorabeler Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo, merci och der Madamm Hartmann fir dee ganz detailléierte Rapport, deen och wierklech alles dat erëmgëtt, wat zum engen diskutéiert gouf, an zum aneren natierlech och déi ganz pertinent Oplëschtung vu sämtlechen Detailer aus dësem Gesetz. Et reit sech an an déi Kontinuitéit vun der Verlängerung vun de Moossnamen. Dofir sinn déi pertinent Mesuren, pertinent Moossnamen, an och Adaptatiounen natierlech fir d'LSAP wëllkomm a mir ginn eisen Accord. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dem Carole Hartmann nach eng Kéier vu menger Säit aus Merci gesot, fir de Rapport iwwerholl gehat ze hunn, eis kloer gesot ze hunn, ëm wat et geet. Ech hoffen, dass elo doduerch, dass mer fir sechs Méint, oder et ass elo bis laang an d'Joer 2021 eran, déi dote Prozedure festgehalen hunn, dass jiddwereen dann e wéineg ufänkt, sech drun ze gewinnen, dass mer dat kënne beispillhaft evaluéieren duerno. Well ech muss lech soen, wéi ech dat do alles erlieft hunn, do gëtt et lech jo wierklech schwindeleg, u wat et kann hänke vu Prozedurproblematiken, dass e Mënsch, en normale Mënsch, justiciabel zu sengem Recht respektiv net zu sengem Recht kënnt. A „paperless justice", dovunner kann ech nëmmen dreemen, dat wär e Risefortschrëtt. Ech soen lech Merci a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An da wier et um Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Och vun eiser Säit aus merci dem Carole Hartmann fir dee ganz, ganz klore Rapport. Hei si Mesuren, déi déi Leit, déi se betreffen, an och virun allem déi Professionell, déi se betreffen, wäerte wäermstens begréissen. An duerfir fënnt dëse Projet och den Accord vu menger Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. Da wier et um Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dat hei natierlech och matstëmmen. Mir sinn natierlech besonnesch frou iwwer eng Dispositioun, wat d'Deguerpissementer ugeet, datt déi änlech wéi am Fréijoer ausgesat ginn, dëst bis den 31. Mäerz. Mir haten hei an der Chamber nach virun e puer Wochen d'Diskussioun. Et war den honorabele Kolleeg Yves Cruchten, deen dem Wunnengsbauminister derzou eng Fro gestallt hat an der Heure de questions. Dee Moment, de 17. November, huet de Wunnengsbauminister sech nach éischter bedeckt gehalen a gemengt, d'Situatioun wier jo awer anescht wéi am Fréijoer.

Ech sinn awer net méi wéi frou ze gesinn, datt néng Deeg drop d'Justizministesch dat anescht gesinn huet an den Drang an d'Nout unerkannt huet vun deene Leit. An ech wëll hir och duerfir felicitéieren. Mir ginn eisen Accord heizou.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. De Schluss mécht den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Carole Hartmann fir dee gudden an ausféierleche Rapport. Och mir Piraten wäerten den Accord ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. D'Regierung kritt d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci villmools. Och hei merci der Madamm Hartmann fir de Rapport. Ech hat virdru vergiess, dem Här Knaff Merci ze soen, well déi Rapporte sinn immens nëtzlech. Et geet jo hei wierklech haaptsächlech ëm den Alldag vun dem Oflaf um Geriicht an do gëtt et eng Rëtsch Ëmstellungen an duerfir ass et scho gutt, wann een dat ka wierklech esou detailléiert, wéi Dir dat elo virbruecht hutt a geschriwwen hutt, och enzwousch noliesen.

De Gros vun de Prozeduren hei concernéiert effektiv éischter déi Professionell, déi domadder schaffen. Den Här Baum huet elo eng Mesure ervirgehuewen, déi awer eigentlech fir déi, déi eng Decisioun kruten, en Impakt huet a wou souwuel de Wunnengsbauminister wéi ech selwer och der Meenung waren, dass, vu d'Evolutioun vun der Situatioun an och d'Evolutioun vun de Gesetzesprojeten, et wierklech wichteg wär, dass mer deene Leit géifen e Kader setzen, wou se eng Sécherheet hätten, elo iwwert déi Wanterméint, mat där Pandemie, déi existéiert, net aus hirer Wunneng erausgesat ze ginn. Dat heescht, och wa se en Urteel hunn, dat rechtskräfteg ass a wou gesot gëtt, dass se eigentlech missten eraus, gëtt dat hinnen en Delai, fir iwwert déi kal Méint erauszekommen.

Do gëtt et absolutt keen Dissens, Här Baum, ech kann lech rassuréieren, tëschent dem Här Kox a mir selwer. Mir hunn dat zesummen diskutéiert an ech hunn dat, well et a menger Kompetenz läit, natierlech och hei erabruecht, well ech et einfach eng elementar wichteg Moossnam fannen an deenen Zäiten, an deene mer elo sinn, dass mer déi vulnerabel Leit, déi mer an der Gesellschaft hunn, grad an dësen Zäiten hei a grad wann et kal ass dobaussen, schützen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7721. Den Text steet am Document parlementaire 7721[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7721 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7732 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi 7732 iwwert d'Bestietnis an engem anere Gebai wéi dem Gemengenhaus. D'Wuert huet elo direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Häre, mam Gesetzesprojet 7732 kënnen d'Gemengen d'Hochzäite weider bis de 15. Juli vum nächste Joer an engem anere Gemengesall ofhale wéi déi am Gemengenhaus selwer. Esou hunn d'Gemenge méi Méiglechkeeten, fir d'Hochzäiten am Kader vun de sanitäre Bestëmmungen duerchzeféieren.

Mir verlängeren d'Mesuren, déi am Gesetz vum 24. Juni iwwert d'Mariagen an der Covidpandemie definéiert sinn, eng drëtte Kéier. Den Officier vum État civil kritt d'Méiglechkeet, d'Hochzäit an engem anere Gemengegebai wéi am Gemengenhaus ofzehalen. D'Gebai muss an engem Gemengeservice affektéiert sinn an de Schäfferot kann esou e Gebai festhalen, dat den Inneministère approbéiert.

D'Justizministesch huet de Gesetzesprojet den 9. Dezember deposéiert. D'Justizkommissioun huet den Text den 10. Dezember duerchgeholl, den Avis vum Staatsrot de 15. Dezember, dee keng Remark gemaach huet. De schréftleche Rapport gouf och deen Dag ugeholl.

Mëttlerweil maachen iwwregens 58 Gemenge vun dëser Mesure Gebrauch, also iwwert d'Hallschent vun de Gemengen hei am Land. An an deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, et war an der Kommissioun ofgemaach, vu datt et just eng Verlängerung ass vun eppes, wat schonn zënter dem Ufank vun der Pandemie besteet, datt een dat hei géif ofstëmmen ouni weider Diskussioun. Mee ech sinn awer op fir Är Proposen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här Benoy freet d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun. Ech hat gemengt, et géif guer kee schwätzen, duerfir hat ech dat virdrun net gemaach.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach een, deen eppes wéilt zu dësem Projet de loi soen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Wëllt d'Regierung eppes derzou soen?

(Négation)

Dat ass och net de Fall. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7732 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7732. Den Text steet am Document parlementaire 7732[1].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wiseler wëllt nach Motiounen ofginn, wann ech dat elo richteg verstanen hunn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt nach eng Motioun deposéieren, Här President, wann Der erlaabt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ok. Ech ginn dem Här Claude Wiseler d'Wuert fir den Depot vu Motiounen. Här Wiseler, wannechgelift.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Et ass fir den Depot vun enger Motioun. Ech war gebiede ginn, dat elo ze maachen an net am Ufank aus Zäitgrënn vun der Regierung. Et ass selbstverständlech, wa mer der Regierung kënnen hëllefen, da maache mer dat och mat Pleséier.

(Exclamations)

Ech wollt eng Motioun iwwert den Nagorno-Karabakh hei deposéieren, eng Situatioun, déi momentan aus der Aktualitéit eraus ass. Mee dat, wat virun e puer Wochen, e puer Méint do passéiert ass, an dat, wat elo nach ëmmer do passéiert, d'Konsequenzen dovunner sinn, ech géif et ausdrécken: dramatesch an zynesch.

Ech brauch net zréckzekommen op den Aserbaidjan, deen am September eng Offensiv declenchéiert huet. Ech brauch net zréckzekommen op d'Roll vun der Türkei, déi massiv déi Offensiv ënnerstëtzt huet, déi Mercenairen, djihadistesch Mercenairen, dohinnergeschéckt huet, déi Waffeliwwerunge gemaach huet. Ech brauch och net zréckzekommen op d'Sécherheet vun de Populatiounen, déi total a Fro gestallt war an déi momentan nach ëmmer net garantéiert ass. Europa huet eng Roll an deem do Kontext ze spillen. Europa huet sech och kloer an däitlech ausgedréckt, datt et sech wëllt asetzen, fir d'Sécherheet a fir d'Stabilitéit am Südkaukasus matzegarantéieren.

An ech mengen, dat soll een och iwwerall do, wou een et kann, zum Ausdrock bréngen. Dat franséischt Parlament, souwuel d'Assemblée nationale wéi de Sénat, wéi de Bundestag, wéi déi nidderlännesch Zweet Kummer hunn iwwert dëse Sujet Motiounen ofgestëmmt an hu kloer hir Meenung zum Ausdrock bruecht. An ech mengen, dat sollte mir och als Lëtzebuerger Parlament an aller Däitlechkeet maachen. Dofir deposéieren ech hei eng Motioun, déi e puer Saache freet.

Éischtens, déi verlaangt, datt mer eis engagéiere fir dee politesche Prozess, deen zu engem definitive Statut fir den Haut-Karabakh soll féieren, datt mer deen och kënne begleeden, ënnerstëtzen an notamment all déi Efforten ënnerstëtzen, déi vum Groupe de Minsk gemaach ginn an och vun der OCDE gemaach ginn.

Zweetens, datt mer och froen, datt den definitiven an dauernden Accès vun humanitären Organisatiounen an déi Géigend och soll garantéiert bleiwen.

Drëttens, datt mer och de Respect vum Cessez-le-feu an all senge Konditioune kloer an däitlech froen.

Véiertens, datt mer och der Meenung sinn, datt onbedéngt muss eng independant Enquête gemaach gi fir all déi Crime-de-guerren, déi Krichsvergeeën, déi do geschitt sinn - a mir wëssen, se si grausam, se sinn och nogewisen a se sinn och massiv -, datt déi Enquête gemaach gëtt an och déi juristesch Konsequenzen doraus gezu ginn.

Fënneftens, datt mer eis asetze fir d'Recht vun deene Verdriwwenen aus hiren Dierfer, aus hire Stied, aus hiren Haiser, fir och erëm zréckzekommen op déi Plaz, wou se ëmmer gelieft hunn, e Liewen a Sécherheet ze féieren, an da schlussendlech och fir d'Sanktioune vun all deenen, déi nach weiderfueren, Haass a Gewalt géint d'Armenier ze propagéieren op der Plaz.

Dat sinn déi Saachen, vun deenen ech mengen, datt mir se sollen als Parlament hei an aller Däitlechkeet zum Ausdrock bréngen.

Ech wëll déi Motioun deposéieren. Si ass ënnerschriwwen an dësem Moment vum Här Mosar a vu mir selwer. Ech wier wierklech frou, wa mer kéinten esou vill wéi méiglech Ënnerschréfte vun anere Fraktiounen hei dropkréien. Ech mengen, dat hei ass net e Sujet, wou mer eis politesch separéieren. Dat hei ass e Sujet, wou mer musse geschlossen eis Meenung als Lëtzebuerg, als Lëtzebuerger Parlament zum Ausdrock bréngen.

Ech weess, datt vläicht deen een oder deen aneren Zäit brauch, fir se nach ze kucken. Ech sinn och prett, dës Motioun an eng Kommissioun ze schécken, fir

eventuell e Méinden an der Aussekommissioun driwwer ze diskutéieren, ier mer se d'nächst Woch da stëmmen, wann dat de Wonsch vun der Majoritéit ass. Mir ass et wichteg, datt mer se ofstëmmen, a mir ass et grad esou wichteg, datt mer esou vill wéi méiglech Leit hei hannert de kloren Ausdrock vun deem, wat mer wëllen, kréien.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- notant le lancement d'une offensive militaire par l'Azerbaïdjan le 27 septembre 2020 en vue de s'emparer du contrôle de la région du Haut-Karabakh, en violation du processus du groupe de Minsk et des principes de Madrid, au respect desquels tant l'Arménie que l'Azerbaïdjan sont astreints ;

- considérant que la Turquie a fourni un soutien militaire et politique décisif à l'Azerbaïdjan dans sa campagne contre les forces arméniennes du Haut-Karabakh par le déploiement de mercenaires djihadistes et la fourniture d'équipement de guerre ;

- constatant qu'à la suite de la guerre et de l'occupation de milliers de kilomètres carrés précédemment administrés par le Haut-Karabakh, la sécurité et la liberté des populations arméniennes du Haut-Karabakh ne sont pas garanties, et que la rhétorique belliqueuse à leur endroit est maintenue tant en Azerbaïdjan qu'en Turquie ;

- vu la complexité accrue venant de l'implication de pays tiers, notamment la Turquie, et la menace que représenterait une guerre armée de grande ampleur au Caucase du sud ;

- considérant que la reprise du conflit le 27 septembre 2020 a démontré l'importance d'aborder les limites des « conflits gelés », courant le risque de reprise à tout moment et nécessitant une solution plus appropriée ;

- constatant que l'OSCE et l'ONU ne sont pas encore parvenus à trouver une solution de paix durable au Haut-Karabakh ;

- notant que l'Union européenne a la responsabilité d'assurer la stabilité dans son voisinage et qu'elle s'est déclarée prête à contribuer aux accords pour un Caucase du sud pacifique et prospère,

invite le Gouvernement

- à exiger l'engagement d'un processus politique devant déboucher sur un statut définitif pour le Haut-Karabakh, et à soutenir dans ce contexte avec ses partenaires européens les efforts des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE ;

- à exiger l'accès continu des organisations humanitaires au Haut-Karabakh, pour assurer une aide d'urgence rapide et appropriée, et à favoriser l'élaboration d'un plan de soutien aux Arméniens du Haut-Karabakh pouvant permettre la reconstruction des infrastructures du territoire ;

- à plaider pour le respect rigoureux du cessez-le-feu conclu le 9 novembre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sous l'égide de la Russie afin d'éviter de nouvelles pertes de vies humaines, pour le respect des droits de l'homme et pour l'échange rapide des prisonniers de guerre et des morts ;

- à plaider pour une enquête indépendante sur les crimes de guerre qui sont amplement documentés, incluant l'usage d'armes à sous-munitions, les attaques sur les infrastructures civiles, l'usage de munitions au phosphore blanc et les exécutions sommaires de prisonniers de guerre, et dont les auteurs devront répondre devant les juridictions compétentes ;

- à collaborer avec des partenaires internationaux pour garantir que tous les réfugiés et personnes déplacées de la région du Haut-Karabakh et des provinces environnantes aient le droit de retourner dans leur foyer ancestral et qu'une vie en sécurité leur soit garantie ;

- à insister sur la nécessité, pour l'Azerbaïdjan, de favoriser une interaction normalisée avec les populations arméniennes enclavées dans son territoire, et à sanctionner l'ensemble des acteurs politiques et sociaux azéris qui continueront d'inciter à la haine et à la violence contre les Arméniens ;

- à veiller à ce que la protection des monastères, des églises et des monuments arméniens soit garantie.

(s.) Claude Wiseler, Laurent Mosar.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Claude Wiseler. An den Här Yves Cruchten huet direkt d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Als President vun der aussepolitescher Kommissioun géif ech gäre rappeléieren, dass eist Parlament schonn en Text ofgestëmmt huet, an zwar, mengen ech, ware mer menger Kenntnis no op jidde Fall mat ee vun deenen éischte Parlamenter hei an Europa, déi sech zu deem dote Konflikt geäussert hunn an eng Motioun ofgestëmmt hunn.

Entre-temps ass awer, an dat huet den Här Wiseler och richtegerweis gesot, e Cessez-le-feu, also e Waffestëllstand, a Kraaft getrueden. An ech mengen och, dass et derwäert ass, dass mer eis nach eng Kéier méi am Detail mussen domadder ofginn.

Duerfir hunn ech e Méindeg eng Kommissiounssitzung aberuff, e Méindeg de Mueren um 8.00 Auer, an ech géif och... , et soll zwar do ëm de Brexit goen, mee do fanne mer och nach Zäit, fir iwwert déi Motioun ze diskutéieren. Ech engagéiere mech derzou.

Ech wéilt dem Här Wiseler Merci soen, dass hien déi Initiativ geholl huet, mee ech wéilt ëm awer och Merci soen, dass en am Virfeld eng Kéier mat mir Récksprooch geholl huet. Ech mengen, dass mir e Méindeg mat alle Fraktiounen zesummen, wa jiddwereen den Text bis gekuckt huet, och eppes Gescheites dorauser kënne maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Kënne mer doriwwer ofstëmmen, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien domadder d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll déi Motioun den nächste Méindeg an der Kommissioun diskutéiert ginn.

(La motion est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

11. 7717 - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi 7717 iwwert d'Verlängerung vu verschiddene Moossnamen am Kader vum fräie Verkéier vun de Leit a vun de Migranten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. De 16. Mäerz hat d'EU-Kommissioun eng Recommandatioun erausginn, wou se proposéiert huet, dass d'Staats- a Regierungscheffen eng koordinéiert Decisioun huelen, fir déi net weesentlech, déi net essenziel Deplacementer vun Drëttstaatler an d'Europäesch Unioun temporairement anzeschränken.

D'Kommissioun huet d'Memberstaaten duerno e puermol invitéiert, dës Mesuren ze verlängeren. Den 30. Juni huet de Conseil dunn eng Recommandatioun zu dëse Restriktiounen an der Méiglechkeet, dës Restriktiounen opzehiewen, ugeholl.

Dës Recommandatiounen a virun allem d'Lëscht vun de Länner, deenen hir Bierger prinzipiell net vun de Restriktioune betraff solle sinn, goufen eng Rëtsch Kéieren aktualiséiert. Déi leschte Kéier ass dat den 22. Oktober geschitt. Am Ament sinn néng Länner op där Lëscht, an zwar Australien, Japan, Neiseeland, de Ruanda, Singapur, Südkorea, Thailand, Uruguay an ënnert der Reserv vun der Reciprocitéit och China an d'Régions administratives spéciales vu China, nämlech Hongkong a Macau.

Zu Lëtzebuerg goufen déi Mesuren, wéi Der wësst, uganks am Artikel 14 vum Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz festgehalen. Nom Enn vun dem État de crise huet d'Chamber den 18. Juni dës Mesurë bis den 31. Dezember 2020 per Gesetz du verlängert. A mat dësem Gesetz verlängere mer dës Dispositiounen nach emol bis den 31. Dezember 2021, woubäi se duerch Règlement grand-ducal och éischter kënnen abrogéiert ginn, wa sech dann d'Situatioun verbessere géif.

Här President, den 8. Dezember hu mer de Rapport an der Kommissioun ugeholl. An ech géif mer erlaben, als President vun der Kommissioun lech matzedeelen, dass all d'Fraktiounen d'accord ware fir ze soen, dass mer just géifen de Rapport maachen an direkt duerno kéinten ofstëmmen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporter Yves Cruchten. Ass nach een, deen d'Wuert zu dësem Projet de loi wëllt ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn, soudatt mer zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi kënne kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7717[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7717 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass d'Proposition de loi 7684 iwwert de Wunnengsloyer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un den Auteur-Rapporter vun der Proposition de loi, den honorabelen Här David Wagner, ginn. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. An der Sëtzung vum 21. Oktober vun dësem Joer hunn ech am Numm vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk d'Proposition de loi Nummer 7684 « portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil » deposéiert. Déi Proposition de loi ass dunn och eng Woch drop, den 28. Oktober, fir recevabel erkläert ginn.

Et ass bis den 3. Dezember u sech och gewaart ginn, fir d'Proposition de loi kënnen an der zoustänneger Kommissioun, der Logementskommissioun, ze presentéieren, dat och, fir dat kënnen zesumme mam Projet de loi vun der Regierung ze maachen, déi ee Mount méi spéit och op d'Iddi komm ass, fir e Gesetzesprojet ze deposéieren, deen an déi selwecht Richtung geet wéi d'Proposition de loi vun déi Lénk an deen herno och zur Debatt bei engem weidere Punkt wäert stoen.

An der selwechter Sëtzung sinn ech dunn och als Rapporteur ernannt ginn - dat war net an där selwechter Sëtzung, dat war den 10. Dezember. (ndlr: Den Här David Wagner gouf den 3. Dezember als Rapporteur ernannt.)

Här President, dës Proposition de loi steet an der Kontinuitéit vum Projet de loi, deen dës Chamber den 20. Juni vun dësem Joer gestëmmt huet an deen eng vun de ville Mesurë verlängert, déi wärend dem État de crise iwwer Règlement grand-ducal geholl goufen, fir wärend dëser Zäit eng Augmentatioun vum Loyer am Fall vun engem Bail, deen à échéance komm wier, ze verbidden. Dee Projet de loi huet dunn d'Mietgesetz deementspriechend verännert, datt dës Mesure bis den 31. Dezember 2020 géif prolongéiert ginn, also bis an e puer Deeg.

Well awer d'Covidpandemie nach net eriwwer ass a well déi ekonomesch a sozial negativ Auswierkunge leider riskéieren, eng länger Zäit unzedaueren, zemools fir Locatairen, déi dacks an enger onsécherer Situatioun sinn, wëllt déi heite Proposition de loi den Delai fir e weidert Joer, also bis den 31. Dezember 2021, weiderféieren. D'Argumentatioun war, datt ... D'Motivatioun, fir dës Proposition de loi ze deposéieren, déi läit u sech op der Hand. No enger Accalmie vun der Pandemie am Fréijoer sinn d'Zuelen, wéi mer wëssen, jo staark erofgaangen. Leider war dee Repit vu kuerzer Dauer, well am Summer d'Zuelen erëm staark an d'Luucht gaange sinn an d'Regierung motivéiert war, och eng Rëtsch Mesuren ze huelen am Hierscht, déi dës Chamber dann och ugeholl huet.

A wéi mer wëssen, hunn och vill aner Länner, dorënner och Nopeschlänner, erëm méi drastesch Mesurë geholl. Dat alles matenee kombinéiert dréit natierlech zu enger weiderer Verschlechterung vun de sozio-ekonomeschen Impakter op d'Bevëlkerung bäi.

Här President, de 4. November huet de Staatsrot an engem Bréif un de Staatsminister eng Prise de position vun der Regierung gefrot. Déi ass dunn och den 30. November dem Staatsrot matgedeelt ginn. An hirer Prise de Positioun deelt d'Regierung dann och dem Staatsrot mat, datt et preferabel wier, de Gel vun de Loyeren entspriechend dem Projet de loi 7713 nëmme bis op den 30. Juni 2021 ze prolongéieren, fir dës Verlängerung corollaire zur Verlängerung vun de Moossnamen iwwert de Chômage partiel ze etabléieren.

Ausser minimale Remarke legistescher Natur hëlt de Staatsrot weider keng Positioun an iwwerléisst, wéi et sech och gehéiert, der Chamber d'Recht, den Delai ze fixéieren.

Vusäite vun de Chambre-professionnellen huet just d'Chambre des Salariés Stellung geholl. An deem Avis, dee souwuel de Projet de loi vun der Regierung wéi och d'Proposition de loi vun déi Lénk behandelt, begréisst d'Salariatskummer d'Verlängerung vun der Moossnam, déi de Gel vun de Loyere weiderféiert.

D'Salariatskummer recommandéiert allerdéngs, d'Proposition de loi vum Marc Baum an David Wagner unzehuelen, an ënnersträicht, datt d'Verlängerung vun dëser Mesure op d'mannst fir ee Joer misst weidergefouert ginn.

Weider fuerdert d'Salariatskummer, datt d'Verlängerung vum Gel vun de Loyere gekoppelt misst gi mat der Suspensioun vun den Deguerpissementer, wéi dat och en vigueur war wärend dem Krisenzoustand.

Allgemeng notéiert och d'Salariatskummer, datt si schonn zënter Längerem fir en temporairë Gel vun de Loyere plädéiert, an dat esou laang, bis e performante Modell vu Loyersdeckelung fir d'Protektioun vun de Locatairë fonnt gëtt. Trotz deene Remarken huet d'Logementskommissioun an hirer Sëtzung vum 10. Dezember proposéiert, déi heite Proposition de loi net unzehuelen.

Discussion générale

Här President, ech géif mer dann elo erlaben, net méi als Rapporteur ze schwätzen, an ech géif dann och meng Zäit als Sensibilitéit benotzen an och vun der Geleeënheet da profitéiere fir ze erklären, firwat sech d'Kommissioun an hirer Recommandatioun geiert huet.

Am Fong geholl, Här President, hätt een esou eng Mesure missen unhuelen, souguer wa mer net vun der Pandemie getraff gewiescht wieren. Dir wësst et all, mir erliewen zurzäit eng Erhéijung vun de Loyere pro Joer, déi sech etabléiert tëschent 12 % a 15 %. Bei der Locatioun läit d'Moyenne vun de Loyeren ongeféier bei 1.527 Euro fir en Appartement, an dat bei engem qualifizéierte Mindestloun vun 2.570 Euro brutto an engem onqualifizéierte Mindestloun vun 2.141 Euro brutto.

An enger normaler Situatioun misst u sech souguer en Empfänger vum onqualifizéierte Mindestloun sech eng Wunneng leeschte kënnen. Dat ass awer just nach an der Theorie eng Saach vun der Méiglechkeet.

Här President, wéi ech dat och virdrun ugeschwat hunn, huet d'Salariatskummer u sech gesot, datt een déi Mesure mindestens bis den 31. Dezember 2021 misst verlängeren. A mir hunn och dës Proposition de loi jo net deposéiert an der Illusioun ze mengen, datt mer elo grondsätzlech all Problemer vum Wunnengsmarché, déi op d'Locatairë falen, léisen. Et ass wierklech eng Mesure, déi mer proposéieren, am Kader vun dëser Pandemie ze huelen, well mer awer och dovunner ausgaange sinn, datt et méiglech wier, dës Proposition de loi u sech duerch déi Chamber hei votéiere kënnen ze loossen.

Schlussendlech huet awer den Depot vun dëser Proposition de loi och d'Regierung derzou motivéiert, en eegene Projet de loi ze maachen, dee manner laang dauert, mee deen ëmmerhi sechs Méint dauert. Ech mengen, an deem Sënn hu mer net fir näischt geschafft.

D'Situatioun bleift awer trotzdeem dramatesch. Egal wéi, ob dës Proposition de loi géif ugeholl ginn oder ob de Projet de loi herno vun der Regierung ugeholl gëtt, wäert et nëmmen derzou féieren, datt

d'Situatioun net vill méi schlëmm gëtt, wéi se bis elo schonn ass.

Mee mir menge weiderhin, genausou wéi d'Salariatskummer, datt zwielef Méint de Minimum wieren, well Locatairë brauche Sécherheet. Mir hunn och nach virdrun diskutéiert, datt vläicht deemno wéi nach weider Mesurë kéinte geholl ginn, datt déi nach méi kéinte verschäerft ginn. Dat war zum Zäitpunkt vum Depot vun dëser Proposition de loi nach net an der Diskussioun, mee datt nach weider Mesurë kéinte geholl ginn.

Mee souguer ganz onofhängeg dovunner, ob weider Mesurë geholl ginn, déi natierlech och e weideren negative sozio-ekonomeschen Impakt op d'Bevëlkerung an op d'Locatairen hätten, misst ee weiderhin dee Gel vun de Loyere bis den 31. Dezember garantéieren. An am Prinzip, wéi ech och virdru gesot hunn, misst een dat garantéieren, soulaang keng aner richteg gräifend Mesure géif geholl ginn, fir d'Mietpräisser ze deckelen an der aktueller Situatioun, well mer mengen, datt d'Präisser souwisou schonn héich genuch sinn an datt och vill Proprietäre mat den aktuelle Loyeren duerchaus kënnen auskommen.

Ech wollt awer och soen, wa mer vu Proprietäre schwätzen, däerf een och net vergiessen, datt et net ëmmer esou ass, datt e Proprietär eng Persoun ass, déi hei zu Lëtzebuerg lieft, déi een deemno wéi kann erreechen iwwer Mail oder iwwer Telefon, déi vläicht souguer an der selwechter Strooss lieft, an datt déi Persoun vläicht och nach e gesonde Mënscheverstand huet - well et ginn där Proprietäre glécklecherweis - a seet: „Voilà, komm, mir léisen elo d'Situatioun! Mir versichen, eis eens ze ginn."

Neen, zu Lëtzebuerg ginn et och vill Proprietären, dat si Gesellschaften, déi oft international ramifizéiert sinn, déi vläicht hei eng Boîte hunn an esou weider, awer déi och net hei onbedéngt geréiert ginn a wou et u sech deene Leit, déi fir eng Societéit schaffen, déi Proprietär ass vun enger Wunneng, relativ egal ass, wat d'Situatioun ass vum Locataire hei zu Lëtzebuerg, dee vläicht souguer op engem anere Kontinent lieft a mat deem et sech souwisou net diskutéiere léisst.

Also si mer wierklech an enger Situatioun, wou d'Gesetz an deem Sënn muss gräifen. Ech wäert herno ..., weiderhi wäerte mer jo och nach iwwert de Projet de loi vun der Regierung diskutéieren. Do wäert ech och nach drop agoen, firwat mer mengen, datt déi sechs Méint, déi d'Regierung dann och proposéiert, an eisen Aen net duerginn. A wéi gesot, éierlech gesot, déi zwielef Méint, wa mer éierlech sinn, ginn och net duer.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Auteur-rapporter, dem Här David Wagner. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt op dëser Plaz am Numm vun der CSV dem David Wagner vun déi Lénk en explizitte Merci soen, datt en dës Proposition de loi gemaach huet. Ech mengen, dat ass kloer, datt dat zum Parlamentarismus bäidréit, datt och d'Oppositiounsparteie Propositioune kënne maachen an datt och dës Propositiounen hei an der Plenière kënnen a sollen diskutéiert ginn.

Ben, ech wéilt hei drop agoen, datt och d'CSV-Fraktioun an deene leschte Méint d'ailleurs eng Rëtsch vu Propositions de loi gemaach huet. A mir wäre frou, wann dës och an de kommende Méint eng Kéier géifen hei an d'Plenière kommen, fir diskutéiert ze ginn.

Wat elo dëse Sujet ugeet, ech mengen, do ass et kloer, datt ee sech effektiv mat deem Sujet soll a muss ausernanersetzen. Do huet deen ee wéi deen anere seng Meenung an och seng Vuen derzou. Ech mengen, herno hu mer direkt de Projet de loi 7713 vun der Regierung virleien, dee seet, datt dës Verlängerung sollt bis den 30. Juni 2021 gemaach ginn an datt, esou wéi et an der Kommissioun och diskutéiert ginn ass vum honorabelen Deputéierten Yves Cruchten, een d'nächst Joer am Laf vum Abrëll/Mee eng Evaluatioun vun der Situatioun soll maachen. Ech mengen, dat ass dee richtegen Usaz an deem sollte mer och nogoen.

Wéi gesot, ech wéilt dat just nach eng Kéier rappeléieren an och dem David Wagner Merci soe fir dës Propositioun an hoffen, datt och alleguerten déi aner Propositiounen, déi vun der Oppositiounssäit gemaach gi sinn, an deenen nächste Méint da wäerten hei an der Plenière kënnen diskutéiert ginn.

An dësem Sënn wäert d'CSV-Fraktioun dëser Propositioun net nogoen. An duerfir soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lies. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, et ass - wéi soll ech soen? - e bëssen e spezielle Moment, den Här Wagner hei als Rapporter ze gesi bei engem Gesetz, dat ass, well e seng Proposition de loi gemaach huet. Ech géif ëm dofir Merci soe fir seng zwee Rapporten, säi schrëftleche wéi och säi mëndlechen.

Dëst gesot, vläicht zum Inhalt heivun: Ech mengen, d'Regierung huet jo relativ fréi, eigentlech wärend der éischter Well, den 20. Mee, fir genau ze sinn, decidéiert ze soen: „Ben, mir wëllen an där Situatioun, an där mer haut hei sinn, grad déi vulnerabelst Leit, déi jo ganz oft eeben an der Situatioun sinn, dass se Locataire sinn, schützen a mir wëllen eigentlech derfir suergen, dass et zu kenger Loyerserhéijung fir Habitatiounszwecker, also Wunnzwecker, soll kommen." Dat ass eppes, wat mir als Partei, awer, ech mengen, och d'ganzt Parlament deemools begréisst hunn. Dat ass gelaf ..., bis den 31. Dezember leeft et elo nach dëst Joer. An ech mengen, deemools, also den 20. Mee, huet d'Regierung eigentlech keng Proposition de loi derfir gebraucht, fir déi Decisioun ze treffen.

Ech mengen och, am Géigesaz zu deem, wat den Här Wagner sot, dass dat och an deem heite Fall esou ass. Firwat? Well mir nach ëmmer an där Situatioun sinn. Mir hate ganz interessant Diskussiounen an der Logementskommissioun zu dësem Text, awer och zum Projet de loi vun der Regierung dann, deen als nächste Punkt um Ordre du jour ass, wou, ech mengen, mer eis eens waren an och den zoustännege Minister, den Herni Kox, deem ech heifir felicitéiere wëll respektiv fir déi Diskussioun, déi mer do konnte féieren, deen eis gesot huet: „Jo, wat herno ass ..., dat gëtt just op sechs Méint ..."

Den Här Wagner huet proposéiert, fir et bis den 31. Dezember ze maachen, mee et ass awer gesot ginn, ben, mir analyséieren d'Situatioun matzäiten, am Mee denken ech emol, fir ze kucken: Ass et néideg, nach dat Gesetz ze verlängeren, jo oder nee? An dann, ech mengen, do wier awer de Support grouss gewiescht, wann sech dat da sollt erausstellen, dass dat nach néideg wär, am Kader vun der Covidkris dat ze maachen, dass mer dann op dee Wee géife goen.

Dëst gesot, wéi gesot, géif ech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei hei leider soen, dass mer dëst Gesetz, dës Proposition de loi net wäerte matstëmmen. Firwat? Ma well mer dat Gesetz herno wäerte stëmmen. Dat heescht, mir géifen op de Wee goen, eng Stagnatioun vun de Loyerspräisser fir Habitatiounszwecker bis den 30. Juni ze loossen. An dofir géif ech dann den Nee vun eiser Fraktioun op dësem Wee emol eng Kéier kënne soen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Max Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. An ech schléisse mech och deene Mercien un, déi d'Kolleegen elo schonn ausgedréckt hunn a Richtung vun dem Här Baum a vun dem Här Wagner, déi den Depot vun där Proposition de loi gemaach hunn. Iwwert de Fong hu mer elo alles héieren. Et geet am Endeffekt als Ënnerscheed just nach drëms, wéi laang déi Mesure lafe soll, ob se sechs Méint leeft a mer da kucken, wéi d'Situatioun ass, oder ob se zwielef Méint leeft. Dat ass nach dee groussen Ënnerscheed.

Ech schléisse mech och dem Max Hahn un a recommandéieren och menger Fraktioun, dës Proposition de loi net ze stëmmen. An ech hoffen, dass den Här Wagner an den Här Baum e klengen Trouscht doranner fannen, wann ech hei soen, dass si awer och e Meritt hunn um Projet de loi, deen duerno gestëmmt gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt natierlech e grousse Merci un den Här Wagner fir den explizitte Rapport. Mir wäerten dës Propositioun natierlech och leider net matdroen. Ech erklären och, firwat. Mir sinn natierlech mam ganze Prinzip averstanen a mir soe guer net de Contraire, mee an der aktueller Situatioun ass et immens wichteg, dës Hëllefsmesuren un d'Entwécklung vun der sanitärer Kris unzepassen. Mir liewen an enger Ausnamesituatioun, déi mir bis elo esou net kannt hunn - mir net, eis Elteren net, eis Grousselteren net.

M. Roy Reding *(ADR)*.- O dach! O dach!

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- An dofir ...

M. Roy Reding *(ADR)*.- Gitt Iech erëm setzen!

Plusieurs voix.- Fuert weider!

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Dofir ass et wichteg, all déi sanitär Mesuren au fur et à mesure unzepassen, fir datt déi esou gerecht wéi méiglech der Situatioun och kënne Rechnung droen, an och un deene richtege Schrauwen ze dréien, déi och eppes bewierken.

Mir hu momentan e Gesetz, dat d'Erhéijung vum Loyer verbitt. Dat war den 20. Juni votéiert ginn. Mir hunn och schonn an der Chamberskommissioun diskutéiert, datt mer dës Mesuren eventuell wäerte weider verlängeren, wann déi ganz Situatioun et natierlech verlaangt.

Haut si mer sechs Méint méi spéit a leider hate vill Wëssenschaftler Recht, wéi si vun enger zweeter a vläicht och nach vun enger drëtter Well geschwat hunn. Dofir mécht et och méi Sënn, dat besteeënd Gesetz ze verlängeren, amplaz e ganz neit Gesetz ze wielen. Virun allem - an, ech mengen, do si mer eis eens, Här Wagner, a mir alleguer hei an deem Sall - wäerte mer de Problem, dee wichtege Problem oder, wéi den Här Wagner gesot huet, deen dramatesche Problem net mat punktuelle Mesurë beim Logement léisen.

D'Impfung kënnt och ëmmer méi no. Vläicht hu mer och doduerjer deemnächst, hoffentlech, och erëm e bësse méi en normaalt Liewen. Dofir mécht et duerchaus an dësem Kontext net Sënn, fir direkt eng Covidmesure ëm ee Joer ze verlängeren oder eeben e ganz neit Gesetz derfir ze stëmmen, dat ee ganzt Joer géif daueren.

Jo, d'Chambre des Salariés begréisst dës Prolongatioun vu ganzen zwielef Méint, mee wa mer dat heiten net wäerte matdroen, wëllt et awer och net heeschen, datt mer dat aktuellt Gesetz, dat mer elo geschwë wäerten ëm sechs Méint verlängeren, net sollen nach eng Kéier ëm sech an nach eng Kéier ëm sechs Méint verlängeren, deemno wéi, wéi gesot, d'Situatioun sech verännert.

Hei däerf een och wierklech net vergiessen, datt mer vu Covidmesurë schwätzen, déi solle punktuell agesat ginn.

Aus all deene Grënn kann ech och fir déi gréng schwätzen a soen, datt mer dës Proposition de loi net wäerte matdroen. Ech soen lech och Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Ier ech zum Sujet schwätzen, wëll ech mäin Zwëscheruff hei nach eng Kéier bekräftegen. Ech kann et net méi héieren, datt eng Situatioun wéi déi, déi mer elo hei hu mat der Covidkris, verglach gëtt mat deem, wat eis Elteren a virun allem eis Grousseltere matgemaach hunn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Wéi si heemkoumen, dunn hate si net e Problem vu Loyer, dee geléiert ginn ass. Hiert Haus stoung net méi do! Dat war hire Problem! Kommt, mir setzen einfach emol Saachen an de Kontext a mir dramatiséieren hei net eng sanitär Kris!

Elo zum Text: Mir wäerten elo gläich eestëmmeg de Projet de loi stëmmen, deen de Gel vun dem Loyer fir sechs Méint viruschreift, an dat ass gutt esou, dat eeben am Rame vun där sanitärer Kris.

Mir als ADR sinn ënner kengen Ëmstänn fir d'Verlängerung bis den 31. Dezember, an dat aus zwee Grënn. Éischtens: Mir wëssen net, wéi laang déi sanitär Kris dauert. Kommt, mir kucken emol, wat geschitt! An zweetens muss ee jo och iergendwann eng Kéier ufänken ze differenzéieren. An da muss ee kucken, wat fir eng Loyere geléiert a wat fir eng eventuell net musse geléiert bleiwen. Net all Locataire gehéiert ipso facto zu deene vulnerabele Leit. Hei an der Staat gëtt et Leit, déi loune fir 4.000 oder 5.000 oder 6.000 Euro hir Villaen. Ech denken net, datt et déi sinn, un déi mer hei mussen denken.

Duerfir, vun der ADR-Säit „nee" zur Propositioun, „jo" zum Projet. Ech wäert och dozou dann duerno net méi schwätzen. D'Positioun vun der ADR ass kloer!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roy Reding. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och e ganz éierleche Merci un den David Wagner. Als kleng Partei wësse mir, wéi eng grouss Erausfuerderung et ëmmer ass, wann een eng Propositioun schreift an och duerno verschafft. An dofir e groussen éierleche Merci fir hir Aarbecht!

Ech wëll awer hei nach eppes Klenges anuerdnen, dofir hunn ech mer d'Datumen och nach eng Kéier ganz genau erausgeschriwwen: Also, et muss ee schonn och dobausse soen, et waren déi Lénk, déi den 21. Oktober dermat komm sinn. D'Regierung ass duerno nogezunn, den 18. November; mat engem aneren Datum. Also bon, do kann ee sech elo sech Meenung driwwer bilden, dat ass elo jidderengem fräigestallt. Mir hunn eis Meenung derzou.

Mir wäerten dëse Projet och matdroen, well et ass ganz richteg: Et brauch een als Locataire eng gewësse Garantie an dat ass net nëmme sechs Méint. Also, et muss ee jo éierlech sinn, et wär elo kengem en Zack aus der Kroun gefall, wann een einfach seet: „Okay, bis Enn Dezember gi mer hin a mir ginn deene Leit, déi jo awer meeschtens - jo et ginn e puer Villaen an der Stad, mee dat ass jo elo net d'Majoritéit am ganze Land - Locataire sinn, op d'mannst eng Garantie."

Mir Piraten wäerten haut eisen Accord ginn, fir och op e Joer ze verlängeren. A mir hoffen - vläicht brauch een et jo net -, wann een elo am Juni/Juli soll verlängeren ... Mee ech mengen awer, dass d'Regierungsparteien nach eng Kéier wäerten op dëse Projet zréckkommen an e souwisou wäerte verlängeren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Logementsminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Merci, Här President. Aus Respekt huelen ech awer och d'Wuert, fir als Éischt hei den Deputéierte vun déi Lénk, deenen zwee, da Merci ze soe fir hir Propositioun. Ech hunn ëmmer an der Kommissioun gesot: „All Iddi soll diskutéiert ginn", an dat hu mer, säit ech Minister sinn ... Dir kënnt duerchaus gleewen an och noliesen, dass mer sämtlech Thematiken ëmmer ausféierlech an der Kommissioun diskutéiert hunn.

Och bei dësem Projet hu mer am Virfeld, wéi mer en déi éischte Kéier deposéiert hunn, an dat war am Kader vun der Covidkris, schonn deemools gesot - ech hunn et awer elo net direkt nogelies -, dass mer selbstverständlech an der Kohärenz vun der Behandlung vun där Kris ëmmer erëm op déi Mesuren zréckkomm sinn.

Dofir muss ech och widderspriechen, Här Goergen, wann Der sot, den Här David Wagner hätt et den 21. Oktober erabruecht. Mir hunn et eréischt den 18. November decidéiert an der Regierung, well mer wéinst der Kohärenz net nëmmen eng Mesure an deem Regierungsrot geholl hunn. Mir hunn nämlech an deem selwechte Regierungsrot de Chômage partiel och verlängert, well mer gesot hunn, wa mer Mesuren huelen, kucke mer, d'Kohärenz iwwert déi ganz Mesuren duerch ze kucken.

Effektiv ass dës Mesure just eng punktuell Mesure fir e ganz wäitgefächerte Problem - dat kréie mer och net mat dëser Mesure geléist -, nämlech d'Logementskris. An do stinn ech och derzou, dass mer nach ganz aner Mesurë brauchen.

Dofir wëll ech och nëmmen drun erënneren, dass mer jo Projet-de-loien do leien hunn. D'Regierung, oder eise Ministère, mäi Ministère, huet d'Hausaufgabe gemaach. Mir hunn e Projet de loi éischtens fir den ëffentleche Wunnengsbau do leien, deen nach muss diskutéiert ginn, ganz kloer. An Dir wësst alleguer, an ech war laang genuch an der Chamber: E Gesetz, dat an d'Chamber kënnt, kënnt ni esou eraus.

An dat zweet Gesetz, wou och den Deel iwwert de Loyer dran ass, dat ass d'Bail-à-loyer-Gesetz. Dat läit och do. Mëttlerweil si jo elo, ech mengen, dräi oder véier Avisen do. A mir hu jo schonn ugefaangen, an der Kommissioun iwwert de Bail à loyer ze diskutéieren, déi eenzel Punkten. Do kënnt natierlech dat heiten och derbäi.

Dofir war et an der Kohärenz fir ze soen: „Dofir hu mer jo och verlängert." Dat heiten ass eng nei Proposition de loi, déi mer hei sollte stëmmen. Mir hu gesot, dass mer dat Gesetz, dat mir deposéiert hunn, sollen an der Kohärenz weiderlafe loossen, awer sou, dass mer dat gemeinsam diskutéieren, sief et an der Regierung, sief et an der Chamber. Dofir hunn ech deem jo och, den Här Cruchten huet dat nach eng Kéier virdru gesot, an der Chamberskommissioun direkt zougestëmmt.

Et ass jo selbstverständlech, dass déi Mesuren, déi mer de Moment an der Covidkris all hunn, stänneg diskutéiert ginn a stänneg ofgewie ginn. Dofir ass et, mengen ech, vun der Form okay, dass ech Respekt derfir bréngen, well ech och selwer eng Kéier an der Oppositioun esou ee Projet de loi duerch d'Instanze kritt hunn an och gestëmmt krut.

An dat Zweet ass: Mam Inhalt kann ech natierlech als Regierung net d'accord sinn, well mer dat jo gläich nach eng Kéier debattéieren. Do huelen ech mer dann zwou Minutte méi laang, fir nach eng Kéier op aner Mesuren anzegoen.

Dofir soen ech elo emol Merci fir dëse Moment.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister Henri Kox. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 7684

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 7684. Den Text steet am Document parlementaire 7684[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Proposition de loi bei 4 Jo-Stëmmen a 55 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

13. 7713 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Mir kommen elo zum Projet de loi 7713 iwwert de Wunnengsloyer. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet haut drëms, de Leit eng Stabilitéit a puncto Loyersausgaben ze ginn. Ech stellen Iech de mëndleche Rapport vir zum Gesetzesprojet 7713 iwwert d'Verlängerung vun der Mesure vum temporairë Verbuet vun enger Loyerserhéijung.

Mam Gesetz vum 20. Juni 2020 hu mir am Fréijoer all Erhéijung vun engem Loyer am Wunnberäich verbueden. Wéi de Bail à loyer, also de Bail à usage d'habitation, definéiert ass, steet am Gesetz vum 21. September 2006 am Artikel 3 Paragraf 5. Domadder hate mer am Kontext vun enger Ausnamesituatioun, dem État de crise, deem Ganzen och e legale Kader ginn.

Dës Mesure gouf geholl, well vill Matbiergerinnen a Matbierger duerch déi sanitär Kris vum Covid-19 eeben och en direkten Impakt op de Revenu hunn. Eng zousätzlech Erhéijung vum Loyer wäert an der aktueller Situatioun fir vill Haushalter och fatal sinn. Mir schwätzen hei net nëmme vun enger sozialer Mesure, mee virun allem vun enger mënschlecher Mesure. Doduerjer, datt mer all Erhéijung vun engem Loyer am Kader vum 2006er-Gesetz verbueden hunn, hu mer Locatairen um private Wunnengsmarché och geschützt.

Mam Bléck op déi sanitär Situatioun gëtt mat deem heite Gesetzesprojet dës Dispositioun nach ëm sechs Méint verlängert, dat heescht bis den 30. Juni 2021. Hei besteet och, wéi scho virdru gesot ginn ass, e Parallelismus an eng Kohärenz zu deenen anere Mesurë wéi zum Beispill dem Chômage partiel, déi mer och schonn ëm sechs Méint verlängert hunn.

Mir ginn de Leit op dës Manéier eng gewësse Sécherheet, wat d'Loyerserhéijung ugeet, an domadder och eng gewësse Stabilitéit a Planbarkeet. Well keen am Moment weess, wéi et muer wäert ausgesinn, ass et wichteg - an, ech mengen, dat hu mer och schonn, wéi virdru gesot, an der Chamberskommissioun ugeschwat -, a fënnef Méint nach eng Kéier de Bilan heizou ze zéien an ze kucken, ob dat Ganzt sollt verlängert ginn, wann néideg, a wéi et soll verlängert ginn.

Wéi bis elo bleift et natierlech dem Proprietär fräigestallt, säi Loyer temporaire ze senken bezéiungsweis mat sengem Locataire eng Staffelung auszehandelen, wann dëse Retarde beim Bezuele vu sengem Loyer huet. De Locataire bleift also weiderhin un d'Bezuele vum Loyer gebonnen, esou wéi et a sengem Kontrakt festgeluecht ass.

Ech wëll elo kuerz op d'Aarbechten an der Logementskommissioun agoen: De Gesetzesprojet gouf den 18. November deponéiert. De Staatsrot huet säin Avis de 4. Dezember 2020 virgeluecht a formuléiert, keng speziell Observatiounen ze hunn. D'Avise vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Salariés sinn alle béid favorabel. Si gesinn an dësem Gesetzesprojet eng Mesure, déi déi wirtschaftlech Situatioun vun engem Locataire schützt.

D'Chambre de Commerce mierkt un, datt een en änleche Prinzip och hätt missen fir d'Baux-commerciallen aféieren. An d'Chambre des Salariés stellt déi Fro eeben, ob sechs Méint duerginn. Mee wéi mer scho virdru gesot hunn, wéi ech dem Här Wagner geäntwert hat, wäerte mir dat Ganzt kucken an au fur et à mesure upassen. De Projet de rapport ass och den 10. Dezember eestëmmeg an der Logementskommissioun ugeholl ginn.

Dat gesot ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen e grousse Merci un d'Membere vun der Logementskommissioun fir dat gutt Zesummeschaffen an natierlech och un all déi, déi un dësem Gesetzesprojet matgewierkt hunn.

Merci villmools fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice. Ech mengen, et gëtt och hei den Accord vun alle politesche Fraktiounen a Sensibilitéiten, datt mer hei e kollektiven Accord kënne kréien.

Ass nach een, dee wëllt d'Wuert zu dësem Projet huelen? Den Här David Wagner.

Discussion générale

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Keng Angscht, ech maachen et net ganz laang. An et ass souwisou och Modèle de base.

E puer Saachen: Mir wäerten natierlech dee Projet de loi matstëmmen, well sechs Méint ass awer nach ëmmerhi besser wéi näischt. An ech hu jo verstanen, datt déi zwielef Méint net wäerte geholl ginn.

E puer Iwwerleeungen awer: Also, mir sinn an engem État de crise. Mir sinn an engem État de crise zënter Joren, mir sinn an engem État de crise vum Logement. A wann een an engem … Mir hunn dat zwar net formal decidéiert, quitte datt et zwar interessant wier, fir dat awer och eng Kéier an dëser Chamber formal ze decidéieren, datt mer an engem État de crise vum Logement sinn, well Dausenden an Dausende vu Leit wierklech an d'Aarmut gedriwwe ginn, wann näischt ganz séier geschitt!

Huele mer un, mir - déi Lénk - wieren an der Regierung a mir hätten de Logementsministère, mir géife fir d'éischt emol derfir suergen, och de Finanzministère ze hunn, da kann een e bësse méi koordinéiert virgoen.

(Brouhaha)

Ech mengen, eng vun den éischte Mesuren, déi ee misst huelen als Logementsminister an der aktueller Situatioun ...

(Hilarité)

Dir laacht, jo, mee wie weess?

(Interruption par M. Aly Kaes et hilarité)

Jo, Aly, deen och, deen och! An den Intérieur! Mir huelen alles.

(Hilarité et interruptions)

Déi éischt Mesure, déi ee misst huelen als Logementsminister, dat wier u sech, e Gel vun de Loyeren de manière indéfinie ze dekretéieren. Jo, dat misst ee maachen, soulaang - soulaang! - keng Gesetzgeebung steet, fir d'Loyeren ze deckelen, well se soss einfach weiderginn. Dat heescht, mir géifen einfach soen: „Ok, mir schaffen elo un engem neie Gesetz. D'Mietgesetz gëtt reforméiert a mir suergen derfir, datt d'Loyeren erofginn a wärend dëser Zäit ginn d'Loyeren op jidde Fall net méi erop."

Et gëtt gesot, datt d'Regierung souwisou …, si huet jo Projet-de-loien - de Projet de loi ass eng Reform vum Bail à loyer - deposéiert. Mir hu schonn driwwer diskutéiert an der Kommissioun. Ech muss soen, an der aktueller Fassung sinn ech guer net zefridde mat dësem Projet de loi vun der Regierung - d'ailleurs och net d'Chambre des Salariés, déi en och éischter zerrass huet.

Well de Problem ass deen: Quitte datt et vläicht positiv Punkte ginn an deem aktuelle Projet, wat d'Wunngemeinschaften ugeet an esou weider, dat ass richteg, do gëtt endlech Kloerheet geschafen, et muss ee vläicht nach e puer Detailer kucken, dat ass ganz richteg, do ass éischter eng gutt Aarbecht geleescht ginn, mee de Kär vun der Reform vum Bail-à-loyer-Gesetz misst jo dee sinn, datt d'Loyere sensibel net méi eropginn a souguer erofginn, datt se erëm bezuelbar ginn, op eng relativ séier Aart a Weis, well soss hu mer jo näischt geschafft! A bis elo ass déi eenzeg Mesure, well ... Ech wëll elo net diskutéieren iwwert déi 5 % an esou weider. Ech hu jo keng Zäit a mir schwätze jo net iwwert dee Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat ass ganz kloer. Mee, ech mengen, an der aktueller Situatioun hu mer nach ëmmer keng zefriddestellend Projet-de-loien, déi sech u sech koppele kéinten un dee Gel. Dofir menge mer, datt et wierklech besser wier, mir hätten net nëmmen een op zwielef Méint, mee e Gel des loyers op eng indefini Aart a Weis.

Duerno ass och nach argumentéiert ginn: „Mir kucken d'Entwécklung vun der sanitärer Situatioun." Bon, virdrun, ganz am Ufank vun dëser Sëtzung bei der Diskussioun vun der Fro urgente, déi d'Madamm Hansen gestallt huet, ass e bëssen erauskomm, datt d'Regierung actuellement emol net esou richteg weess, wéi d'Situatioun d'nächst Woch ass, mee bon, ech weess et zwar och net, ganz dovunner ofgesinn, mee si bréngt et trotzdeem fäerdeg, fir op déi nächst sechs Méint awer eppes festzeleeën.

Mee ech wëll soen, datt een déi Mesure net un d'sanitär Situatioun misst koppelen, mee un déi sozial Situatioun misst koppelen, well souguer, wa mer de Covid elo an deenen nächste Méint géife lassginn, huele mer un, an deenen nächste sechs Méint géife lassginn, huele mer un, den 30. Juni 2021 ass de Covid - mir hunn e Vaccin, mir kënnen dat traitéieren - eng Lappalie ginn, mee dann hu mer nach ëmmer eng sozial Situatioun, déi ganz problematesch wäert sinn an déi nach méi problematesch wäert si wéi déi aktuell Situatioun, an där mer sinn.

Dat heescht, u sech misst een déi sozial Mesuren, déi mer huelen, net un d'sanitär Entwécklung koppelen, mee un déi sozial Entwécklung koppelen! An ech mengen, wann een - zemools, mir hunn elo iwwert de Budget geschwat - quasi all Avise gesäit, wësse mer ganz genau, datt se sech net wäert verbesseren an datt mer mat villen Nowéie wäerte liewe mussen. Voilà!

Ok, ech hunn nach zwou Sekonnen. An deem Sënn soen ech Iech Merci a mir wäerten natierlech deen heite Projet de loi matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Den Här Marc Lies huet nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen et ganz, ganz kuerz. Ech wéilt awer och héiflechkeetshallwer der Rapportrice Semiray Ahmedova Merci soe fir d'Presentatioun respektiv hire Rapport zu dësem Projet de loi.

D'CSV wäert sech dësem Projet de loi vun der Majoritéit uschléissen. Et ass e pertinenten Text an, wéi virdru scho gesot, eng Evaluatioun soll am Abrëll/Mee heivu gemaach ginn an da gesi mer weider. Duerfir, an deem Sënn, e Jo vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, da ginn ech d'Wuert un d'Regierung, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Nach eng Kéier merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech awer och der Rapportrice Merci soe fir deen ausféierleche Rapport. Da wollt ech awer nach dräi Wierder iwwert de Logement am Allgemenge verléieren.

Am Ënnerscheed zum Här David Wagner sinn déi gréng elo an der Regierung. An ech mengen och, dass mer scho ganz vill ugepaakt hunn. An ech zielen dat einfach op.

Ech hu vun Ufank u gesot, fir d'Logementskris, wa se et dann ass, an ech mengen, si ass do, dass mer eis Gesetzgeebungen all, wat d'Demande a sech ugeheizt huet, eriwwerswitchen op d'Offer. A mir hu gesot: „Dat gi mer un a mir iwwerkucke sämtlech Gesetzer." Dofir fänken ech dann och domadder un.

Éischtens: D'Salubritéitsgesetz hu mer virun engem Joer genau hei gestëmmt - oder Dir hutt et gestëmmt -, well do och e ganz grousse Problem ass.

Zweetens hunn ech gesot, dass mer dee Projet de loi iwwert d'Offer iwwert d'ëffentlech Hand mussen iwwerstëmmen (veuillez lire: mussen iwwerschaffen). Dofir ass de Projet de loi fir de Pacte Logement 2.0 deposéiert ginn.

Derniewent huet d'Inneministesch de Baulandvertrag nach eng Kéier iwwerschafft an deposéiert. Dat ass och um Instanzewee, ënner anerem mat enger Lotissementsflicht, dass lotisséiert muss ginn, a mat enger Bauflicht, net, dass mer erëm muer Baulücken hunn, där mer der schonn haut esou vill hunn, ënner anerem mam Remembrement ministériel, fir endlech e puer Parzelle méi séier ze lotisséieren.

En drëtte Projet ass dee vum Fonds spécial - dat hu mer gesot -, dass mer emol en Iwwerbléck kréien iwwert d'Situatioun: Wat subventionéiere mer? Wéi gëtt subventionéiert?

E véierte Projet ass de Bail à loyer. Dat läit um Dësch, d'Avise sinn do. Et gëtt d'nächst Joer diskutéiert mat deenen etlechen Definitiounen, wou mer eis nach mussen ausschwätzen. De Syvicol huet deels differenzéiert doriwwer geschwat, well en awer och, mengen ech, an dofir hunn ech eng Reunioun mat hinnen am Januar elo geplangt, verschidde Punkten duerjerneegehäit.

Mir geheien nach ëmmer duerjerneen tëschent Colocatioun - eng solidaresch Gemeinschaft, déi mer sollten ënnerstëtzen - a Cohabitatioun, wou a sech Geschäfter gemaach ginn, andeem een ..., et kann een et och definéieren als Kaffiszëmmer. Mir mussen déi Differenzéierung maachen. Mir musse vläicht méi Kontroll do erakréien. Ech sinn op, fir dat mat Iech ze diskutéieren, fir dat alles kënnen dann à fond ze diskutéieren.

Mir hunn d'Subvention de loyer an d'Luucht gesat, dat heescht, innerhalb vun engem Joer - dat wësst Der, déi déi an der Kommissioun vum Logement sinn, do hu mer ganz vill iwwer differenzéiert Projeten diskutéiert. Ech hunn och en Deel vun deene Suggestiounen, déi gemaach gi sinn, an déi entspriechend Gesetzer afléisse gelooss. Am Bail à loyer fannt Der Ären Numm zum Beispill, David Wagner, well ech op verschidde Propositioune vun lech zréckkomm sinn.

Ech wëll och dem Här Lies soen: Dir hutt eng Rei Propositioune gemaach. Ech sinn net deen, deen decidéiert, ob eppes hei decidéiert gëtt. Ech mengen, an der Kommissioun ass awer gesot ginn, dass déi Projeten natierlech hei och kënnen diskutéiert ginn. A wann Elementer dovunner gutt sinn, da solle se och iwwerholl ginn an engem Gesetz, dat mir als Regierung dann och wëllen deposéieren.

Zum Schluss wëll ech awer och soen, dass eng Rei steierlech Moossnamen hei scho proposéiert goufen, déi och am Kader vum Budget dann och d'nächst Joer wäerten a Kraaft trieden. Ech hunn och dem Här Roth ganz gutt nogelauschtert, wéi hien hei iwwer verschidde steierlech Moossnamen am Logement nach diskutéiert huet. Och déi Propose wäerte mer mat eranhuelen, soudass mer alles gläichzäiteg an deenen entspriechende Kommissiounen diskutéieren.

Dofir soen ech Merci, dass Der d'Regierung ënnerstëtzt, fir de Loyer-Gel nach eng Kéier en halleft Joer ze verlängeren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister Henri Kox. Parole après ministre fir den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci och dem Minister Kox. Här President, ech si just e bësse genéiert, ech wollt just eppes soen: Här Minister, ech sinn e Goujat. Ech hu vergiess, virdrun der Rapportrice ze felicitéiere fir hire ganz gudde Rapport.

(Exclamations)

An dee war wierklech ganz gutt! Ech wollt hir och felicitéiere fir hir Aarbecht als Presidentin vun der Logementskommissioun, d'autant plus well ech hir d'Aarbecht net ëmmer ganz einfach maachen, mee et verleeft ëmmer ganz fair. Dat war mäi lescht Wuert fir dëst Joer.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Ech mengen, d'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7713 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7713. Den Text steet am Document parlementaire 7713[3].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Da maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di

Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. 7705 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;

2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;

3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

7707 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ;

2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement ;

4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises

Als leschte Punkt op eisem Ordre du jour hu mer d'Projets de loi 7705 a 7707 iwwert d'Verlängerung vu Bäihëllefen zugonschte vu Projeten, déi d'Covid-19-Pandemie bekämpfen. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht ginn. Déi zwee Projete ginn da vum gemeinsame Rapporter vun deenen zwee Projeten, dem Här Claude Haagen, presentéiert. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace sur les projets de loi n° 7705 et n° 7707

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Wéi Der et gesot hutt, wäert ech mäi mëndleche Rapport fir déi zwee Projet-de-loie 7705 a 7707 zesumme maachen. An et gëtt natierlech herno och, wéi d'Prozedur et virgesäit, getrennt ofgestëmmt.

Dir Dammen, Dir Häre, mat deem Projet de loi 7705 wëlle mer eng Rei Hëllefe fir d'Betriber vum 31. Dezember 2020 op den 30 Juni 2021 verlängeren, fir eeben déi wirtschaftlech Konsequenze vun der sanitärer Kris ofzefiederen. Dës Verlängerunge baséieren op enger Decisioun vun der EU-Kommissioun vum 13. Oktober vun dësem Joer, déi een zäitlech befristete Kader setzt, fir dës Hëllefe bis den 30. Juni vum nächste Joer 2021 wäerte kënnen ze erlaben. Gläichzäiteg ginn e puer Adaptatiounen un de besteeënden Hëllefe gemaach. Konkreet ännere mer mat dësem Gesetzesprojet dräi Gesetzer mat verschiddenen Typpe vun Hëllefen of.

Éischtens: d'Gesetz iwwert de Régime de garantie vum 18. Abrëll 2020, dat staatlech Garantien an der Héicht vu 85 % vu 25 % vum Chiffre d'affaires virgesäit, fir eebe Prêten ofzesécheren an ze garantéieren. Um Stand vum, ech mengen, et war den 10. Dezember vun dësem Joer, goufen 340 där Prêten ugeholl fir e Gesamtmontant vun 146 Milliounen. Am Ganze gëtt de Staat dovunner 124 Milliounen Garantien. Nieft der Verlängerung vun dësem Regimm gëtt nach eng kleng Adaptatioun gemaach. All Hëllef vun iwwer 100.000 Euro muss an Zukunft um Site vun der EU-Kommissioun publizéiert ginn.

Zweetens: D'Gesetz iwwert de Régime „lutte Covid" vum 20. Juni 2020 fir d'Förderung vun de Projeten, déi hëllefen, d'Pandemie ze bekämpfen, gëtt heimadder ugepasst. Et geet ëm d'Recherche an d'Entwécklung an d'Hierstellung vu Produiten, déi am Kontext vun der Pandemie gebraucht ginn. Well mer haut bei esou Produkter wéi zum Beispill Desinfektiounsgel am Géigendeel zum Ufank vun der sanitärer Kris keng Enkpäss méi hunn, ginn dës Hëllefen zwar bis den 30. Juni d'nächst Joer verlängert, awer de Maximum vun der finanzieller Hëllef gëtt vun 80 % op 60 % erofgesat. Eng Ausnam gëllt fir d'Recherche fondamentale, d'Grondlagefuerschung, déi, wéi virgesinn, bis zu 100 % ka subsidéiert ginn.

D'Date limite, fir eng Demande eranzereechen, gëtt op den 31. Mee verlängert. Et gëllt och hei eng nei Transparenzreegel, no där Hëllefe vun iwwer 100.000 Euro um Site vun der EU-Kommissioun musse bekannt gemaach ginn.

Bis elo goufe fir dësen Typ vun Ënnerstëtzung 36 Demanden eragereecht. 4,9 Milliounen Euro goufe fir Fuerschungsprojete bewëllegt, 4,4 Milliounen Euro goufe fir Investitiounsprojeten ausbezuelt.

Dat drëtt Gesetz an deem heite Kader iwwert de Régime d'investissement „Neistart", dat ofgeännert gëtt, ass dat vum 24. Juli, och vun dësem Joer, iwwert d'Investitiounsbäihëllefe fir d'Entreprisen, déi besonnesch ënnert de Konsequenze vun der sanitärer Kris gelidden hunn. Den Zäitraum, dee gekuckt gëtt, fir d'Perte beim Chiffre d'affaires ze berechnen, gëllt domat vun Abrëll bis Dezember 2020. Den Delai, fir d'Demanden eranzereechen, gëtt op den 1. Juni d'nächst Joer verlängert, bewëllegt musse se bis den 30. Juni 2021 sinn. Déi Projeten, déi vun dësen Investitiounsbäihëllefe profitéieren, mussen och heimadder eréischt no dräi Joer an net, wéi dat initialement virgesi war, no zwee Joer ofgeschloss ginn. Et ass also och eng Verlängerung vun deem Delai.

258 Demandë fir dës Zort vun Investitiounsbäihëllefe goufe bis elo eragereecht an de Staat huet insgesamt Subventiounen an Héicht vun 22,6 Milliounen Euro accordéiert. Och dës Zuele waren am Kader vun eisen Diskussiounen an der Kommissioun gefrot ginn a si stinn och am schréftleche Rapport.

Dës Ëmännerungen a Verlängerungen hunn, wéi dat virgesinn ass, der Europäescher Kommissioun misse gemellt ginn, wat och gemaach ginn ass a wou och den Accord vun der zoustänneger Kommissioun komm ass.

Här President, ech kommen dann zum zweete Projet de loi, dem Projet de loi 7707. Am Kader vun enger geplangter Reform vun den erlaabte staatleche Bäihëllefen huet d'EU-Kommissioun iwwert d'Reglement mat der Nummer 2020/972 den 2. Juli zwee besteeënd Reglementer bis Enn 2023 verlängert an zum Deel adaptéiert. Anerefalls wären d'EU-Reglementer 1407/2013 a 651/2014 den 31. Dezember vun dësem Joer ausgelaf.

E wichtegen Aspekt an deem Reglement sinn nei Dispositiounen, déi dem Impakt vun der Coronakris op d'Wirtschaft Rechnung droen. Virdru war et esou, datt d'Entreprisen, déi a finanzielle Schwieregkeete waren, net konnte vu staatleche Bäihëllefe profitéieren. Dat neit Reglement gesäit dofir vir, datt Entreprisen, déi Enn 2019 gutt do stoungen an 2020, also am Laf vun dësem Joer, duerch d'Auswierkunge vun der Kris a Schwieregkeete gerode sinn, tëschent dem 1. Januar 2020 an dem 30. Juni 2021 an deem Sënn fir d'Hëllefen vun deem Reglement eligibel sinn. An där selwechter Logik ginn och Entreprisen - an dat muss een och hei soen -, déi an där Period wéinst de Konsequenze vun der Coronakris Leit mussen entloossen, net vu Bäihëllefen ausgeschloss.

Allerdéngs wëll ech och soen, datt hei Garde-fouen agebonne gi sinn, déi verhënneren, datt Entreprisen, déi zum Beispill kuerz virun enger Faillite stinn, nach Hëllefe kréien, déi dann de facto just de Creanciere géifen zeguttkommen.

Eng Rei vu Gesetzer zu Lëtzebuerg iwwert d'Bäihëllefe fir Recherche, Entwécklung an Innovatioun, fir den Ëmweltschutz, ländlech Entwécklung a fir kleng a mëttelgrouss Entreprisë baséieren op dësem ofgeännerten EU-Reglement.

Fir datt och Entreprisen, déi ënnert den Auswierkunge vun dëser sanitärer Kris leiden, op dës Hëllefen zréckgräife kënnen, gesäit de Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen - an dësem Fall de 7707 -, Modifikatioune vu véier verschiddenen aktuelle Gesetzer vir: d'Gesetz vum 17. Mee 2017 iwwert d'Förderung vun der Recherche, der Entwécklung an der Innovatioun; dat zweet Gesetz, d'Gesetz vum 20. Juli 2020 iwwert d'Investitiounsbäihëllefe mat regionalem Charakter, gëtt heimadder ugepasst; dat drëtt Gesetz ass vum 15. Dezember 2017 iwwert d'Bäihëllefe fir d'Naturschutzmoossnamen a véiertens d'Gesetz vum 9. August 2018 iwwert d'Bäihëllefe fir kleng a mëttelgrouss Betriber.

Nieft der Verlängerung an den neie Bestëmmunge fir Betriber, déi duerch d'Coronakris a Schwieregkeete gerode sinn, gëtt an deene vir zitéierte Gesetzer och d'Definitioun vun der Zone assistée entspriechend der neier Definitioun fir regional Hëllefen, déi den Zäitraum vun 2021 bis 2027 ofdeckt, heimadder geännert.

Här President, déi verschidde Beruffskummeren hunn an deenen zwee Projet-de-loien dës Verlängerungen an Ëmännerunge gréisstendeels begréisst an hunn hir Avisen, hir Commentairen zu den initiale Gesetzer, op déi ech elo agaange sinn, widderholl. Dat selwecht gëllt an deem Sënn och fir de Staatsrot.

Et ass nëmmen normal, denken ech, datt mer d'Entreprisen an domadder och d'Salariéen an domadder och d'Lëtzebuerger Wirtschaft an dëse schwieregen Zäite weiderhi mussen ënnerstëtzen.

Fir weider Detailer verweisen ech op meng schréftlech Rapporten, an dësem Fall déi zwee, a ginn am Numm vun der LSAP den Accord zu dësen zwee Projet-de-loien. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Rapporter Claude Haagen. An als éischte Riedner fir déi gemeinsam Diskussioun vun deenen zwee Projeten ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och mat engem Merci ufänken un eise Rapporteur Claude Haagen, deen zwee wichteg Projeten excellent resuméiert huet. Ech wollt awer och nach vun der Geleeënheet profitéieren, dem Claude Haagen eng Kéier Merci ze soe fir déi Aart a Weis, wéi en als President d'Ekonomieskommissioun leet. Ech kann net ëmmer all d'Presidente vu Kommissioune luewen, mee ech wëll dat emol eng Kéier maachen, well dat ass net ëmmer evident. Dat sinn zum Deel och ganz komplizéiert Texter. An ech fannen, datt hien dat eigentlech gutt mécht. Vu datt mer elo um Enn vum Joer sinn, wollt ech dat och emol eng Kéier hei ënnersträichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dat gesot - an da sinn ech awer fäerdeg, Här Engel, mat mengem Luef! - hunn ech mech gefrot, ob ech déi Ried hei eigentlech nach sollt halen, well mir stëmmen elo iwwer eng Verlängerung vu Mesuren of, mir hunn awer och de Moien d'Äntwerte vun eisem Staatsminister iwwer eventuell en Aféiere vum Lockdown héieren. Dat heescht, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir riskéieren also d'nächst Woch, wann dës Mesuren a Kraaft trieden, datt déi scho längstens iwwerholl sinn, wa mer dann e komplette Lockdown wäerte kréien. An da soen ech Iech direkt, da komme mer an e ganz anere Film, well da wäerten dës Mesurë sécherlech net duergoen.

An duerfir muss ech och soen, ech fannen einfach dat Gepiddels, wann ech dat esou däerf soen, vun der Regierung net gutt, …

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- … fir op där enger Säit heihinner ze kommen an esou hallef ze soen, et kéime Mesuren, awer net kloer ze soen … Zu wat féiert dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen? Zu enger kompletter Onsécherheet!

Mir kommen elo op d'Chrëschtdeeg zou. Wat maachen d'Leit, oder haaptsächlech, wat maachen d'Betriber? Déi wëssen net, ob se elo nach nom 26. oder 27. ophunn oder net. Ech fannen dat einfach net gutt, well dat Wichtegst fir Betriber, an ech schwätzen hei wierklech och ënnert dem Contrôle vum Wirtschaftsminister, ass d'Previsibilitéit! Wou bleift hei, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Previsibilitéit an deem Dossier?

Duerfir hätte mir léiwer héieren, de Staatsminister hätt fir eemol Kloertext geschwat, en hätt de Bierger dobaussen an deem Land gesot, wou d'Regierung de Méinden wëll histeieren, well si wëssen et jo alleguer!

Wësst Der, mech mécht et rosen, wann ech als Parlamentarier duerch d'Stad ginn an héieren, wat dës Regierung wëlles huet! Ech hunn heiansdo d'Gefill, datt d'Deputéierten als Lescht gewuer ginn, wat hei programméiert ass! An et gëtt heiansdo vun der Press kritiséiert, d'Deputéierte géife permanent op hirem Handy hänken - ma ech soen Iech, et ass normal, well um Handy gi mer eppes gewuer, well hei an der Chamber, hei an der Chamber gi mir iwwerhaapt näischt méi gewuer, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

(Brouhaha)

Ech soen Iech just, d'Oppositiounspolitiker sinn ze bedaueren. Mee déi nach vill méi ze bedauere sinn, dat sinn d'Majoritéitsdeputéierten, well ech hunn d'Impressioun, datt déi nach manner wësse wéi d'Oppositiounsdeputéierten!

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Projet de loi, wou ech Iech wëll soen, datt mir fir dee Projet de loi wäerte stëmmen. Mir stëmmen also och där Verlängerung vun deene Mesuren zou. Déi gi sécherlech an déi richteg Richtung. Mir begréissen och nach eng Kéier d'Efforten, déi d'Regierung hei mécht.

Mir hunn awer ee ganz grousse Reproche an dat ass deen, datt déi Gesetzer, déi mer am Moment hunn, eng ganz Rei vun Defiziter hunn, an déi Defiziter, déi ginn einfach virugeschriwwen! An erlaabt mer awer ganz kuerz, op deen een oder aneren Defizit anzegoen. A mir wäerten och hei dräi Motiounen erabréngen, well, wéi mäin honorabele Kolleeg Gilles Roth gesot huet, fir eis ziele Fakten a Propositiounen.

Dat heescht, ech wäert Iech elo hei e puer Fakte soen a mir wäerten och do mat enger Rei vu ganz klore Propositiounen a Motioune kommen.

Fir d'alleréischt maachen déi Gesetzer erëm dee selwechte Feeler, datt eng Rei vun Aktivitéitsberäicher hei eigentlech erëm duerch de Raster falen. An do gesinn ech der haaptsächlech dräi: Dat ass dee ganzen Eventberäich, et sinn awer och d'Independanten an et ass och de Beräich vum Tourismus a vun de Reesbranchen. Mir wëssen, wat do de Problem ass: Déi Leit profitéieren einfach net vun deene Mesuren. An ech wëll hei och nach eng Kéier besonnesch op dem Här Kersch seng Frënn agoen, d'Soloindependanten, déi net alleguerte mam roude Ferrari duerch d'Géigend fueren.

(Brouhaha)

Do ass et ganz kloer, datt déi Soloindependanten hei duerch de Raster falen, well se, Här Wirtschaftsminister, zum Deel net kënne vun deene Mesuren profitéieren, well se keng Employéen hunn, well se zum Deel, an do kommen ech och op eng éiweg Fuerderung zréck, och keng Autorisation d'établissement hunn. An duerfir wäert ech och hei eng Motioun deposéieren, fir datt sech elo wierklech emol eng Kéier seriö mat där Problematik vun den Independantë befaasst gëtt. Déi Situatioun ass absolument intolerabel! A wa wierklech eng Kategorie vu Leit aus der Wirtschaft et schwéier huet, da sinn et déi Independanten!

Mir wäerten do och eng zweet Motioun proposéieren, fir dee System ze iwwerhuelen, deen et a Frankräich gëtt, deen a besonnesch kriddelegen Domäne wéi deem ganzen Horescaberäich wéi awer och de Beräicher, déi ech hei elo ugeschwat hunn …, fir deene wärend dräi Méint d'Cotisation-sociallen ze suspendéieren, datt si se net brauchen ze bezuelen. Dat ass och eng Dispositioun, déi expressément op EU-Niveau virgesinn ass. Mir hu bis elo als Land nach net dervu profitéiert an duerfir wäert ech och eng zweet Motioun derzou deposéieren.

En anere Problem, deen och iwwerhaapt net geléist ass - an ech wéilt och dofir nach emol eng Kéier eng Lanz briechen -, dat ass dee vun de Startuppen. Déi Startuppen, ganz besonnesch déi, déi säit 2019 constituéiert gi sinn, falen hei net an d'Bestëmmunge vum Plan de relance an dat ass extrêmement schued, well dat sinn déi, déi mer onbedéngt brauchen an deenen nächste Joren! Den Här Wirtschaftsminister ka mer elo äntwerten, datt et do aner Aidë ginn, mee op jidde Fall déi, déi am Plan de relance virgesi sinn, déi spillen hei net, an dat fanne mer net an der Rei!

En drëtte Punkt - a mäin, wéi gesot, excellente Kolleeg Gilles Roth hat dat och schonn a senger Budgetsried gesot -: Mir kommen op déi Feierdeeg zou an ech héieren, contrairement zu deem, d'ailleurs, wat den Här Finanzminister mer gesot huet oder geäntwert huet, datt et virugeet mat Avertissemente vun deenen eenzelne Steierverwaltungen an Enregistrementen. Hei ginn d'Executioune wierklech virugedriwwen! Ech fannen dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen inakzeptabel!

Ech hat nach an de leschten Deeg …, well awer nawell vill Leit heiansdo Chamber TV kucken, déi hate meng Interventioun gesinn, déi hu mer do Fäll gesot, wat an deene leschte Woche geschitt ass. Ech fannen dat net akzeptabel! Nondikass, mir sinn hei an enger Kris, wierklech an enger vun deene schlëmmste Wirtschaftskrisen, da kann et net sinn, datt elo dräi Deeg virun Hellegowend en Dierwiechter bei de Leit steet, fir do d'TVA anzedreiwen! An duerfir wäert ech lech hei nach eng Kéier eng Motioun hannerleeën, fir deen Delai fir ze bezuelen nach eng Kéier ze verlängeren, wéi dat och beim éischte Confinement war.

Dann, Här President, kommen ech awer zu engem Punkt, dee mech extrêmement rose mécht, dat ass de Punkt iwwert d'Staatsgarantien. An do kommen ech dann eng Kéier zu de Fakten: Déi Staatsgarantieskreditter, do hu mer e puermol driwwer geschwat an Dir kënnt lech erënneren, ech hunn am Juli, wéi mer doriwwer diskutéiert hunn, gesot, datt ech géif mengen, datt déi Mesure net vill géif bréngen, well se laanscht d'Besoine vun den Entreprisë géif goen. Ech hunn do vum Här Gramegna geäntwert kritt, ech sollt emol ofwaarden, dat wär guer kee Problem, bis Enn vum Joer géif déi Mesure richteg ugewannt ginn an da géifen och d'Betriber richteg dervu profitéieren.

Wann ech awer elo kucken, Här President, a gëschter hu mer Zuele kritt: Am Budget sinn 2,5 Milliarden - 2,5 Milliarden! - virgesinn! Wësst Der, wéi vill Millioune bis elo gebraucht gi sinn? 125 Milliounen Euro si gebraucht gi vun 2,5 Milliarden! Ech hunn dunn den Här Finanzminister drop ugeschwat an hien huet mer eng Äntwert ginn, déi fir mech awer wierklech net akzeptabel ass: En huet gesot, mir sollte frou sinn, datt d'Entreprisen net méi op déi Mesure zréckgegraff hätten, dat géif jo weisen, datt se nach an enger gudder Situatioun wären.

Also ech fannen, Här President, dat ass de Geck gemaach mat den Entreprisen! Déi Mesurë ginn net benotzt, well se einfach net op d'Besoine vun den

Entreprisë passen, well se ze deier sinn - wat mer och am Juli gesot hunn -, an duerfir kann ech dat doten net akzeptéieren! Och enger Regierung fält keng Zack aus der Kroun, wa se eng Kéier zougëtt, datt se eng Mesure geholl huet, déi vläicht net dat Zil erreecht huet, wat se hätt sollen. Ech fannen et op jidde Fall net an der Rei, wann an engem Budget 2,5 Milliarde virgesi sinn an et ginn der schlussendlech just 125 Millioune als Garantie vum Staat gebraucht.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech muss lech soen, an ech hunn et gesot, déi Mesurë ginn net duer, duerfir kritt Der och déi dräi Motiounen, wou ech dann hoffen, a mir si virun de Chrëschtdeeg, datt d'Majoritéit elo net de Feeler mécht, dee se déi leescht Deeg gemaach huet, einfach iwwert déi Motiounen do ewechzegoen. Ech soen och direkt, mir sinn d'accord, datt eventuell déi eng oder aner an der Kommissioun diskutéiert gëtt, mee mir fannen et ganz wichteg, datt se awer elo esou schnell wéi méiglech kommen.

Motion 1

« Flexibilisation au niveau de la fiscalité »

La Chambre des Députés,

- vu la crise sanitaire actuelle qui continue à sévir ;

- revu les plans de soutien et de relance de l'économie adoptés durant l'état de crise ;

- considérant plus particulièrement le programme de stabilisation de l'économie ;

- notant

• qu'il avait dans ce contexte été décidé d'accorder aux entreprises une annulation d'office des avances en matière d'impôt (IRC et ICC) pour les 2 premiers trimestres de 2020 ;

• que les entreprises avaient la faculté d'obtenir sur demande le report (sans intérêts) de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial communal et de l'impôt sur la fortune ;

• qu'il a été décidé de renoncer au recouvrement des dettes liées à la TVA et à la taxe d'abonnement,

invite le Gouvernement

- à étudier un renouvellement des mesures décidées lors de la première vague de l'actuelle pandémie.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Motion 2

« Exonération et report des cotisations sociales »

La Chambre des Députés,

- notant

• que depuis le 26 novembre 2020, de nouvelles mesures de lutte contre la pandémie de COVID 19 sont en vigueur au Luxembourg ;

• que depuis cette date, les restaurants, bars et cafés, de même que les établissements relevant du secteur culturel tels que les théâtres ou les salles de concert sont fermés au public ;

• que depuis cette date, d'autres activités ont été interdites, i. e. les représentations

cinématographiques, les activités des centres de culture physique, les activités des piscines et des centres aquatiques, les activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes, ainsi que les activités de jeux et de divertissements en salle, les foires et les salons et les activités des casinos ;

- considérant

• qu'au-delà de ces interdictions et en raison de « lockdowns » décidés à l'étranger et plus particulièrement dans nos pays limitrophes, beaucoup d'activités économiques au sens large ont été fortement impactées ;

• que les interdictions et fermetures ont récemment été reconduites jusqu'au 15 janvier 2021 ;

• que la situation est particulièrement difficile pour les secteurs les plus vulnérables, i. e. les secteurs du tourisme, de la culture, de l'événementiel et du commerce de détail ;

- accueillant favorablement la mise en place des nouveaux plans d'aides récemment votés ;

- ayant pris note des avis des chambres professionnelles à ce sujet et notant que ces dernières déplorent que le gouvernement n'a pas exploré toutes les latitudes offertes par la Commission européenne en matière d'aides d'État ;

- rappelant à cet égard nos motions du XXX décembre 2020 ;

- notant au surplus que nos pays limitrophes ont été plus volontaristes dans la mise en place de régime d'aides ;

- considérant

• que les autorités françaises ont défini un régime d'exonération de charges sociales comme suit :

« Sont concernées les entreprises de moins de 50 salariés fermées administrativement et celles de moins de 250 salariés des secteurs du tourisme, de l'événementiel, de la culture, du sport, du transport aérien avec une perte d'activité d'au moins 50 % ;

º les employeurs bénéficient d'une exonération totale des cotisations sociales patronales hors retraite complémentaire et d'une aide au paiement des cotisations sociales de 20 % de la masse salariale ;

º les travailleurs indépendants bénéficient d'une réduction forfaitaire des cotisations sociales » ;

• qu'elles ont par ailleurs précisé les conditions pour bénéficier d'un report du paiement des cotisations sociales salariales et patronales ;

- considérant de même que les autorités belges sont en train d'élaborer un régime de compensation des cotisations patronales dues par les employeurs dans certains secteurs gravement touchés et qu'ils ont organisé un report du paiement des sommes dues aux caisses des assurances sociales avec d'une part un report automatique pour les secteurs de l'horeca, des loisirs, de la culture et du sport notamment, report sur demande pour les entreprises appartenant à d'autres secteurs,

invite le Gouvernement

- à mettre en place des régimes d'exonération et de report des cotisations sociales inspirés de nos pays limitrophes pour permettre aux entreprises et établissements susmentionnés de disposer des liquidités nécessaires pour mieux affronter les défis des semaines à venir et pour ne pas les asphyxier sous la charge de ces cotisations sociales.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Motion 3

« Aides en faveur des indépendants »

La Chambre des Députés,

- considérant

• que les mesures sanitaires décidées au fil de l'année ont aussi impactées l'activité de beaucoup d'indépendants ;

• qu'à part un régime d'aides institué durant l'état de crise, peu ou prou a été fait en faveur de cette frange d'acteurs économiques ;

- rappelant à ce sujet l'avis de la Chambre de commerce au sujet du projet de loi n° 7704 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance et qui demande que « des aides plus spécifiques et adaptées soient mises en place pour les indépendants de tous secteurs »,

invite le Gouvernement

- à sonder le terrain pour connaître les besoins spécifiques des acteurs concernés ;

- à mettre en place un régime d'aides approprié pour lesdits acteurs, sur base des renseignements ainsi collectés.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hunn allerdéngs d'Gefill, Här President, datt dës Regierung och an der Wirtschaft, net nëmmen um sanitäre Plang, iwwerhaapt keng Strategie huet.

An ech ginn d'Gefill net lass - an ech hunn dee Verglach schonn e puermol hei gemaach -, datt mer et hei mat enger Regierung ze dinn hunn, déi op der Titanic ass: Den Äisbierg ass virdrun, mee mir fueren emol potzmonter virun. A wann ech kucken, wat wierklech am Moment am Commerce leeft, do ginn elo Black-Fridayen, Black-Weekender op, sonndes ginn d'Geschäfter opgemaach, ech hunn heiansdo d'Gefill, dëser Regierung geet et just drëm, datt de Rubel rullt, an dat ass eppes, wat mir net kënnen akzeptéieren, besonnesch an där doter Situatioun! Ech gesinn och net, wou iergendwellech mëttel- oder laangfristeg Strategie vun där Regierung ass, och a Wirtschaftsfroen.

An dann ass eppes an ech wëll och vläicht domadder ophalen - ech weess net, ob déi eng oder aner Kolleegen den Artikel gelies hunn, dee gëschter an enger grousser Dageszeitung ze liese war, an ech géif lech wierklech recommandéieren, deen ze liesen - an et ass eppes, wat eigentlech symptomatesch ass fir dës Regierung: D'Madamm Gesondheetsminister, déi par ailleurs, dat wëll ech och ënnersträichen, am Ufank vun där Kris eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet, déi awer elo säit enger Rei vu Wochen op engem Tripp ass, deen ech manner gutt fannen …, an déi Ministesch huet do engem Journalist geäntwert op déi Fro, wéi et da géif virugoen: „Et bleift spannend!"

(Hilarité)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn hei an enger Pandemie! Et geet hei ëm d'Gesondheet an d'Iwwerliewe vu Mënschen, et geet och ëm d'Iwwerliewe vu Betriber! Et deet mer leed, dat hei ass eppes aneschters wéi déi lescht Episod vun enger Netflix-Serie!

(Interruptions)

Duerfir wëlle mir, Här Di Bartolomeo, datt déi Regierung endlech - endlech! - Neel mat Käpp mécht an déi richteg Strategie wielt! Dat gesot, hunn ech elo ganz vill Kritik ubruecht, mir wäerten dës Texter awer stëmmen, ...

(Exclamations et brouhaha)

... well ech halen et do mat mengem excellente Kolleeg Marc Spautz: „Mir hu léiwer de Spatz an der Hand." Ech géif awer vläicht derbäifügen - an ech kucken do mäi Kolleeg Mars Di Bartolomeo -, wéi seet ëmmer mäin italieenesche Restaurateur: „Ech hu léiwer d'Ee haut wéi d'Hong muer." Mir huelen also haut de Spatz an d'Ee a mir fäerte souwisou, ...

(Brouhaha)

... datt dës Regierung an den nächsten Deeg net méi vill Dauwen an Hénger wäert verdeelen.

Dat gesot soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech hat gemengt, d'Theatere wären zou!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt agedroen. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Dir kënnt lech virstellen, dass mer als DP natierlech voll dohannert stinn, wann et drëm geet, fir den Entreprisen eng Hand mat unzepaken a fir se ze ënnerstëtzen. Duerfir géif ech hei den Accord gi vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och merci dem Rapporter gesot fir dee ganz detailléierte Bericht! De Laurent Mosar sot et schonn, et ass alles domadder gesot. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, fir eis Betribswelt, sief et d'Industrie oder déi kleng Betriber, tatkräfteg ze ënnerstëtzen an dëser Pandemie, fir dass mer eng gutt Wirtschaft hunn, wa mer draus eraus sinn.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Charles Margue. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Och mir stëmmen déi zwee Texter hei mat, well de Spatz an der Hand besser ass wéi d'Dauf um Daach. Et sinn Hëllefen a mir si fir all Hëllef dankbar.

Genau esou wäerte mer awer déi dräi Motioune vun der CSV ënnerstëtzen, allen dräi, besonnesch déi, déi seet, datt TVA, Centre commun an Direktsteiere ganz schlecht berode sinn, wa se am Moment Zwangsvollstreckunge maachen a Betriber an d'Faillite schécken, wéi et dëst Joer schonn Honnerten an Dausende Mol virkomm ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roy Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir déi zwee Rapporten, souwuel schréftlech wéi mëndlech. Fir eis ass et kloer, datt mer eisen Accord fir dës Mesuren wäerte ginn. Ech mengen, do ass vill gesot ginn. Et ass besser, elo eppes ze maachen, wéi drop ze waarden, datt et vläicht déi perfekt Mesure gëtt.

Wat d'Motiounen ugeet - ech hat elo kuerz Zäit, se ze liesen -, se si mer e bëssen ze large an där Fassung, wéi se elo geschriwwe sinn. Ech fanne se awer prinzipiell ganz gutt an ech hunn héieren, se wéilte se jo och ganz gären an der Kommissioun diskutéieren. Wa sech do e Konsens fënnt, schléisse mer eis deem un. Wann net, wäerte mer eis enthale mussen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wéilt awer och vläicht ganz kuerz wéi de Laurent Mosar vun der Geleeënheet profitéieren, fir awer op déi Diskussioun anzegoen, déi am Moment an eiser Gesellschaft extreem virulent ass, nämlech: Wat geschitt elo déi nächst Deeg? Maachen d'Geschäfter zou? Komme mer erëm zu engem Lockdown? Net nëmmen ass dat eng Fro vun ekonomescher Previsibilitéit, mee och vu sanitärer, well ech kenne vill Leit, déi elo schonn Angscht hunn, datt et e Méindeg géif zougoen, an déi elo e Rush maachen, fir séier nach déi leschte Chrëschtdagskaddoen ze kréien. Also, Onprevisibilitéit an deenen heiten Zäiten ass net nëmme Gëft fir d'Ekonomie, mee et ass och Gëft fir d'sanitär Situatioun vum Land.

A ganz éierlech, mir haten den Dënschden …

(Brouhaha)

… hei an der Chamber d'Diskussioun driwwer, ob mer oder ob mer net weider Mesurë brauchen, an ech fannen et häerzlech onglécklech, fir et emol ganz gelinde ze formuléieren, wann dann zwee Deeg méi spéit alles erëm, zumindest als Perspektiv, op d'Kopp geheit gëtt!

Une voix.- Ganz richteg! Ganz richteg!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat ass, mengen ech, net gutt!

Dëst gesot, Här President, ginn et hei zwee Gesetzer, déi solle votéiert ginn: Dat éischt, 7705, besteet doranner, dräi bestoend Hëllefsregimmer bis an de Summer d'nächst Joer ze verlängeren an och eenzel Adaptatioune virzehuelen.

Éischtens geet et hei ëm d'Staatsgarantien, eng vun den éischten ekonomesche Mesuren am Confinement, déi am Fréijoer geholl goufen. Dat soll dann heimadder verlängert ginn, obwuel - obwuel! - de Succès jo awer relativ kleng ass! D'Regierung hat 2,5 Milliarden Euro duerfir virgesinn. Ufank November ware grad emol 152 Milliounen accordéiert ginn, also just ronn 6 % vun deem Montant, dee virgesi war.

Am Abrëll hate mer géint d'Staatsgarantie votéiert, well hei quasi guer keng Konditiounen un d'Betriber gestallt goufen. Et hätt een zumindest kéinten Oplage géint de Licenciement vu Mataarbechter maachen oder och - well et do jo virun allem ëm grouss oder gréisser Betriber geet - bezüglech d'Ausbezuele vun Dividenden oder Managerbonien, eppes, wat d'ailleurs an anere Länner geschitt ass, nämlech d'Conditionalitéit, datt déi Garantië just geholl ginn, wann dann natierlech och kloergestallt gëtt, datt net geckeg Managerbonien däerfen ausbezuelt ginn. Dat ass hei net geschitt an duerfir hate mer deemools dergéint gestëmmt.

Zweetens geet et bei dësem Text hei ëm d'Subventionéierung vu Projeten, déi direkt zu der Lutte géint d'Pandemie bäidroen, also zum Beispill Forschungsprojete vu Privatentreprisen oder Produktioun vu Masken oder sonstege sanitäre Materialien. Mir haten eis do am Summer beim Vott enthalen, well d'Investissementer vun der Allgemengheet subventionéiert ginn, déi potenziell Profitter awer a Privathänn bleiwen. Donieft ass déi Mesure jo och just eng Konsequenz vun der geckeger Fräihandelspolitik. Ausserdeem hu mer déi fragmentéiert Approche vun der EU kritiséiert. Wéi gesot, deemools hate mer eis derzou enthalen.

An drëttens geet et hei bei dësem Projet de loi ëm d'Verlängerung vun de Subside fir Investissementer vu Privatentreprisen, déi, jee no Objet, méi oder manner héich kënnen ausfalen.

Ech stelle fest, datt Ufank November - dat sinn op jidde Fall déi lescht Zuelen, déi mir virleien - grad emol 6,4 Milliounen accordéiert ware vun deenen 30 Milliounen, déi fir 2020 virgesi waren. Ech hunn awer och den Här Minister gëschter um Radio héieren, wéi e gesot huet, datt nach weider vill Demanden erakomm sinn - tant mieux, soe mer, tant mieux! Dee Projet hate mer am Summer matgestëmmt.

Also, et muss een allgemeng festhalen, datt deem heite Projet de loi keng detailléiert Evaluatioun virausgaangen ass, wat d'Effikassitéit vun deenen Instrumenter betrëfft, déi mer am Fréijoer respektiv am Summer decidéiert haten. Dat muss ee bedaueren. Hei schéisse mer als Deputéierten an der Verlängerung also awer e bëssen an d'Blannt eran.

Bon, hei ginn also dräi Projete verlängert, wou mir als Lénk eis eng Kéier enthalen haten, eng Kéier derfir gestëmmt haten an eng Kéier dergéint gestëmmt haten.

(Hilarité)

Ech wëll lech awer elo e Vote séparé erspueren, duerfir soen ech lech, datt mer eis da fir d'Verlängerung vun deenen dräi enthale wäerten, well ech mengen, de Vote séparé elo um Samschdeg kuerz viru Mëtteg ze maachen, dat géif jiddwerengem zimmlech um Nervekostüm suckelen.

Här President, den zweete Projet de loi, de 7707, do geet et drëm, datt véier Regimmer vun Aidë fir Entreprisë verlängert ginn, déi et och scho virun der Pandemie gouf. Dat ass éischtens d'Mesure de régime fir d'Recherche, zweetens de Regimm fir Ëmweltmesuren, drëttens de Regimm fir d'PMEen a véiertens dee vun der regionaler Entwécklung.

Dës Regimmer sinn also net am Kontext vun der Covidkris entstanen, mee si sollen awer heimat covidkompatibel gemaach ginn. Déi Europäesch Kommissioun huet déi Bestëmmungen, déi dësen Aiden zugronn leien, engersäits verlängert an anerersäits e puer kleng Adaptatioune gemaach, déi mer dann heimadder an déi national Legislatioun iwwerhuelen. Sou wäit, sou gutt. A mir kënnen am Prinzip och domadder liewen.

Leider ass et esou, datt eng vun deene klengen Adaptatiounen eis awer e bëssen um Mo läit. Spezifesch geet et do ëm den Hëllefsregimm, fir d'regional Entwécklung ze förderen. Domadder ginn Investitioune vun Entreprisen a méi defavoriséierte Regioune subventionéiert mam Objektiv, deene Gebidder e bësse Schwong ze ginn. Hei am Land betrëfft dat just d'Gemengen Déifferdeng an Diddeleng.

Elo ass et esou, datt et an deenen europäeschen Texter eng Klausel gëtt, déi soll muttwëlleg Delokalisatiounen duerch déi Subventionéierung verhënneren. Eng Entreprise, déi dës regional Aiden an Usproch hëlt, däerf net déi selwecht Aktivitéit an enger anerer europäescher Regioun ofzéien, fir se da subventionéiert an der jeeweileg defavoriséierter Regioun erëm opzebauen.

Konkreet heescht dat: Wa Lëtzebuerg eng Investitioun vun enger Entreprise zu Diddeleng oder zu Déifferdeng subventionéiert, déi da 50 Leit astellt, dann däerf déi selwecht Entreprise net einfach an der Steiermark oder a Gallizien déi selwecht Aktivitéit zoumaachen an do da 50 Leit entloossen, déi genee dat selwecht maachen.

Dat ass elo déi eng Säit vun der Medail an déi aner Säit vun der Medail, déi awer och spannend ass, wann ee schwätzt, natierlech, Diddeleng ..., da wësse mer, datt am Moment zwou grouss Entreprisen an der Diskussioun sinn, déi europäesch eventuell delokaliséiert ginn, an ech schwätzen do vu Guardian a vun Eurofoil.

An ech géif och gär vum ..., oder ech wier frou, wann de Minister mer dorobber kéint äntweren, awéiwäit dat heite Gesetz an déi Bestëmmungen, och wat d'Licenciementer ugeet, eventuell eng Repercussioun hunn notamment op déi Betriber, déi multinational an Europa agéieren, nämlech Guardian an Eurofoil, an déi zu Diddeleng, also an enger Regioun, ëm déi et hei geet, lokaliséiert sinn.

Also dës Klausel, fir Delokalisatioun an domadder Licenciementer ze verhënneren, soll elo mat dësem Text 18 Méint ausser Kraaft gesat ginn. An Dir verstitt, datt mer domadder awer e bëssen e Problem hunn, well dat awer riskéiert, d'Dier grouss opzemaachen, fir datt verschidden Entreprisë genau dovunner kënne profitéieren, fir justement Delokalisatioune virzehuelen an duerfir dann och nach ëffentlech Subventiounen ze kasséieren.

Mir versti schonn d'Argument, datt déi sozial an déi ekonomesch Kris, déi mat der Pandemie verbonnen ass, derzou féiert, datt et zwangsleefeg leider wäert zu Licenciementer kommen, mee et hätt ee sech awer och kënne virstellen, datt ee vläicht méi differenzéiert virgaange wier, zum Beispill, datt een den Ënnerscheed mécht tëschent Licenciementer, déi direkt mat der Covidkris an Zesummenhang stinn, a Licenciementer, déi eng Konsequenz vun enger Delokalisatioun kënne sinn. An dat hätt kënnen e Gardefou sinn, dee mer eis an deem heiten Text gewënscht hätten. Also einfach esou déi Klausel ausser Kraaft ze setzen, ass fir eis awer eppes ganz Riskéiertes a bréngt, wéi gesot, zumindest d'Gefor mat sech, datt domadder Abuse bedriwwe ginn.

An duerfir wäerte mer eis och bei deem heite Projet enthalen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci villmools, Här President. Léif Deputéierten, fir d'alleréischt géif ech gären e grousse Merci soen un de Rapporteur fir säi ganz ausféierleche Bericht, dee mir et dann och erlaabt, mech kuerzzefaassen an dann och haaptsächlech op déi verschidden Observatiounen, Froen, Commentairë vun den Deputéierten anzegoen, deenen ech och natierlech Merci soe fir hir Contributioun hei zu dëser Diskussioun.

Déi sanitär Kris ass nach net eriwwer, dat wësse mer alleguerten. Déi konjunkturell Kris vun de Betriber ass och nach net eriwwer an dofir ass d'Prioritéit vun der Regierung nach wie vor, fir de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, fir hinnen ze erlaben, aus dës schwéierer Phas erauszekommen. Dat hu mer gemaach, dat hutt Dir dës Woch gemaach mat deenen neien Aiden, déi komm sinn am Beräich vum Mëttelstand, deem ganze Pak, dee virgëschter gestëmmt ginn ass, deen derzou féiert, dass haaptsächlech déi Betriber, déi am meeschten ënnert dëser Kris leiden, vun deene Secteuren, déi zougemaach gi sinn oder déi am meeschten impaktéiert sinn, weiderhin Direkthëllefe bezuelt kréien.

Mir hunn och weiderhin d'Kuerzaarbecht prolongéiert. Mir hunn am Konjunkturkommitee mat de Sozialpartner decidéiert, dass mer dee favorabele Regimm vun der Kuerzaarbecht fir weider sechs Méint géife verlängeren. Domadder stelle mer sécher, dass mer d'Aarbechtsplazen ofsécheren, dass mer och deene Leit, déi vun deem Chômage partiel betraff sinn, weiderhi kënnen eng Pai garantéieren an och de Betriber weiderhin déi Planungssécherheet iwwert déi nächst sechs Méint ginn.

Mir hunn och virgëschter am Konjunkturrot decidéiert, dass mer och fir dëse Mount Dezember a fir d'Demandë vum Mount Januar deene Betriber, déi vun enger Fermeture administrative betraff sinn, bis den 30. Dezember géifen Zäit loossen, fir hir Demande fir de Mount Januar eranzeginn. Dir wësst, dass d'Demanden normalerweis bis den 12. Januar mussen era sinn. Natierlech, elo wéinst deem Gesetz, dat mer de 15. Dezember gestëmmt hunn, waren der eng Partie, déi dat net woussten, also ass et normal, dass mer nach eng Kéier opgemaach hu bis den 30. Dezember, fir dass d'Betriber, déi vun enger Fermeture administrative betraff sinn, elo nach eng Demande fir de Résidu vum Dezember an de Mount Januar kënnen eraschécken.

All déi Saachen hu mer gemaach. Dat ass, wéi gesot, weiderhin nach ëmmer am Esprit vun enger Stabiliséierung vun der Lëtzebuerger Ekonomie op eng ganz breet Aart a Weis.

Dat, wat mer haut hei mat dësen zwee Projet-de-loie maachen, dat ass e bëssen eppes aneschters. Mir preparéieren heimat wierklech d'Zukunft. An ech hunn dem Rapporteur vum Budget dëst Joer gutt nogelauschtert. Säi Rapport handelt ganz vill vun der grénger Relance, en handelt vum Schlagwuert vum „Building back better and greener" - genau dat maache mer mat dëse Projet-de-loien.

Déi zwee Projet-de-loie setzen d'Jalone fir d'Wirtschaft vu muer. Mir sinn hei wierklech an der Orientéierung vun der Zukunft an der Relance, déi mer wierklech alleguerte gären hätten, eng méi digital, eng méi nohalteg Relance fir eis Ekonomie.

Mir verlängeren ëm sechs Méint fir d'éischt emol déi speziell Covidinvestmenthëllef fir Recherche a fir d'Produktiounscapacitéiten am Beräich vum Kampf géint de Covid-19. Mir wëssen, an dat huet sech an dëser Pandemie gewisen, dass mir hei zu Lëtzebuerg, mee och a ganz Europa schwächelen, wann et ëm d'Produktiounscapacitéit am Santésberäich geet.

A mir hunn am Kader vun dësem Régime d'aides eng ganz Rei formidabel Projeten erakritt. Déi, déi am meeschte mediatiséiert gi sinn, dat sinn déi Frigoe fir d'Vaccine vun Housen, dat sinn déi Ventiller fir d'Beootmungsgeräter vu Rotarex vu Lëntgen, dat sinn och déi Masken, an ech war dat dës Woch kucken, dat ass e formidabele Projet vu Masken, medezinnesch Masken, déi am medezinnesche Beräich kënne gebraucht ginn, déi mat enger Plasmatechnologie Molekülle kréien, fir Vire futti ze maachen.

An et gëtt der eng ganz Rei anerer, déi och innovativ sinn, déi formidabel Saache maachen. An ech mengen, dat weist engersäits, dass dee Régime d'aides gegraff huet, anerersäits awer och déi formidabel Innovatiounscapacitéit, Kreativitéit vu ganz ville vun eise Betriber, déi Capacitéit, sech nei ze erfannen, sech ëmzestellen an dëser schwéierer Zäit.

Dofir verlängere mer dëst Gesetz, wéi gesot, a mir setzen och d'Enveloppe vun dësem Régime d'aides erop. Dee war initial op 30 Milliounen Euro geplangt, dee gëtt elo fir déi nächst sechs Méint ..., mir hunn op Bréissel notifiéiert, dass mer do gären eng Enveloppe vu 55 Milliounen Euro hätten.

Da gi mer och hin a mir verlängeren d'Gesetz iwwert d'Prête mat Staatsgarantien, wat jo elo hei kritiséiert ginn ass vu verschiddenen Deputéierten, a mir haten déi Diskussioun schonn e puermol an der Vergaangenheet. Et ass kloer, dass dat Gesetz, dat mat 2,5 Milliarden Euro Garantien ugesat ass, bis elo natierlech vläicht nach net an deem Mooss ausgeschëpft ginn ass. Et sinn 126 Milliounen, wann ech dem Claude Haagen säi Chiffer richteg am Kapp hunn.

Dat huet eng Rei Grënn an ech mengen, dat huet effektiv och dee Grond, dass eng ganz Rei Betriber hir existent Kredittlinnen nach net ausgeschëpft haten an dass dat hei, mengen ech, wierklech eng Hëllef ass, déi warscheinlech par excellence wäert an deenen nächste sechs Méint gebraucht ginn.

Dat hei ass eng Hëllef, menger Meenung no, déi vu Betriber sollicitéiert gëtt, déi wëllen an d'Zukunft investéieren, déi gären e Prêt ophuelen, wa se gesinn, wéi d'Situatioun ass, wann déi konjunkturell Kris sech bis geluecht huet, a wa se gesinn, dass déi Investissementer, déi se vläicht gäre plangen oder déi se geplangt hunn, dass se déi dann effektiv och wëlle maachen. Da sinn ech iwwerzeegt, dass dëst Instrument vun de Prêts avec garantie awer och nach méi wäert gräifen, wéi dat bis elo de Fall ass. Op alle Fall wäerte mer dëse Régime d'aides fir déi nächst sechs Méint och nach prolongéieren.

An dann ass dat drëtt Gesetz, dat Enn Juli am Kader vum „Neistart" adoptéiert ginn ass, dat déi verschidden Hëllefen am Beräich vun der Innovatioun virgesäit, dat si Prozesser, dat ass Digitalisatioun, dat ass Nohaltegkeet, méi ëmweltfrëndlech Prozesser, an natierlech och Circularitéit.

Do gesi mer, dass mer am Fong e formidable Succès mat deem Régime d'aides hunn. Och elo besonnesch am Mount Dezember - Dir wësst, dass d'Deadline bis de 15. Dezember war - sinn nach eng ganz Rei Demanden erakomm, fir op esou Hëllefen zréckzegräifen, vun deene verschiddenste Betriber, vu klengen, mëttleren, grousse Betriber, déi beim Wirtschaftsministère eng Hëllef ugefrot hunn, fir ze innovéieren, fir sech fir d'Zukunft ze preparéieren.

A fir dës Hëllef war och eng initial finanziell Enveloppe vu 30 Milliounen Euro geplangt, du vu 50 Milliounen Euro an déi hu mer elo och opgrond vun dem Succès, dee mer mat deem Régime d'aides gesinn, op 125 Milliounen decidéiert ze erhéijen, a mir hunn och dee Montant op Bréissel gemellt.

Dee leschte Punkt, dee mer haut hei decidéieren, dat ass d'Definitioun vun den Entreprises en difficulté an d'Modifikatioune vun deene véier Gesetzer iwwert d'Régimes d'aides, wéi de Rapporteur dat jo ganz gutt erkläert huet.

An der Haaptsaach geet et hei wierklech drëm, sécherzestellen, dass déi Betriber, déi dëst Joer wéinst dem Covid-19 a Schwieregkeete gerode sinn an déi soss vläicht net fir déi normal Regime-d'aiden eligibel gewiescht wieren, dass déi och nach weiderhin dorobber zréckgräife kënnen. Dat ass am Kader vun enger Modifikatioun vun deem europäesche Reglement geschitt an dat iwwerhuele mer dann och elo an eist Gesetz.

De Marc Baum huet eng Kritik ubruecht, haaptsächlech wéinst deem Reglement iwwert déi regional Hëllefen, déi bei eis effektiv Déifferdeng an Diddeleng betreffen. Et ass effektiv esou, dass hei am Fong, well mer ... Wat hei soll vermidde ginn, dat ass, dass mat Delokalisatioune geschafft gëtt, dat heescht am Fong, dass e Betrib e Site de production oder Mataarbechter vun enger Plaz op eng aner Plaz an Europa delokaliséiert. An an deem Fall ass et an der Reegel effektiv esou, dass ee kann e Clawback ..., dat heescht, dass ee kann déi Aiden zréckfroen. D'Iddi ass effektiv, dass an Europa kengem mat enger Delokalisatioun gehollef ass, et ass kengem gehollef, wann Aarbechtsplaze vu Lëtzebuerg a Polen delokaliséiert ginn.

Hei kënnt effektiv eng Derogatioun, mee et kënnt nëmmen eng Derogatioun, wann e Lien de causalité mat der Pandemie besteet. Bon, et ass kee chiffréierte Krittär an dësem Projet de loi, dat ass richteg. Ech mengen, dat wär och ganz schwiereg, fir dat esou am Detail an d'Gesetz ze schreiwen. Mee wat ech lech awer par contre ka soen, dat ass, dass hei wierklech schonn d'Iddi ass - an déi wäerte mer och ganz staark kucken a respektéieren -, dass dat hei kee Fräifaartschäin ass, fir Delokalisatiounen ze maachen.

Mir wäerte kucken, wa mer esou Demanden an dësem Régime d'aides kréien - an och an deenen zwee Joer, déi duerno sinn -, dass hei effektiv keng Delokalisatioune vu Betriber geschéien, déi hei zu Lëtzebuerg esou eng Hëllef ugefrot hunn.

Déi Betriber, déi Der genannt hutt, déi krute keng esou Aiden - déi kruten aner Aiden, awer keng esou Aiden -, an ech mengen, et muss een da wierklech och op deene Plaze kucken, wou déi Aiden ausbezuelt ginn, well et ass natierlech nëmmen do, wou déi Aiden och kënnen zréckverlaangt ginn.

Wat ech lech fir Lëtzebuerg kann assuréieren, dat ass, dass mer dat ganz genee wäerte kucken, wa Betriber am Kader vun der Pandemie Licenciementer gemaach hunn - natierlech an deem Kontext, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, et kann een hei natierlech och net egal wat maachen, dat wësse mer -, wa se dat maachen a wann esou eng Aide gefloss ass, dass mer dat ganz genee wäerte kucken an analyséieren.

Wéi gesot, mat deenen zwee Projet-de-loien hei setze mer d'Jalone fir déi wirtschaftlech Relance nom Covid-19. Dofir sinn déi Gesetzer hei wichteg an dofir soen ech lech och Merci fir déi breet Zoustëmmung heizou a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här Minister, fir déi ganz interessant Äntwerten, déi awer net ganz komplett waren. Fir d'éischt wollt ech och nach eng Kéier op e relativen Zuelechaos agoen. Ech hat dat och gëschter an der Finanzkommissioun virbruecht, wat déi Garantien dann elo sinn, déi schlussendlech vum Staat garantéiert ginn, ech hunn do dräi verschidden Zuele gelies.

Ech hunn déi Zuel gelies, déi den excellente Rapporteur Claude Haagen a sengem Rapport huet, et gëtt awer och eng Zuel vum Finanzminister an et gëtt haaptsächlech och eng Zuel, déi op Ärem Site, dem Site vum Wirtschaftsministère, steet, déi méi héich ass, ech menge vun 152 Milliounen. Et wär vläicht awer eng Kéier gutt, Här Minister - oder déi Häre Ministeren -, wa mer elo wierklech wéissten, wat dann de Betrag ass, deen elo schlussendlech garantéiert gëtt.

Déi zweet Fro, déi Der mer net beäntwert hutt, ass déi, datt awer eng ganz Rei vu Betriber, notamment aus dem Eventsecteur an och aus dem Tourismussecteur, zum Deel duerch de Raster falen. Och d'Independantë ginn duerch déi Verlängerung vun deene Mesuren, déi Dir elo hei opgezielt hutt, fir eis net suffisamment couvréiert!

Ech weess, dat ass elo net eleng Är Kompetenz, dat ass och zum Deel d'Kompetenz vun Ärem Ministerkolleeg Lex Delles, mee nach hu mer do awer e reelle Problem. Ech mengen, mir kënnen awer net einfach maachen, wéi wann et dat net géif ginn!

Hei sinn déi, déi wierklech déi gréisste Leidtragend sinn, den Eventberäich an d'Independanten, ganz besonnesch déi Soloindependanten. Ech kann lech just ëmmer nëmme soen ..., well mer och ganz vill Dossiere kréie vu Leit, déi eis do soen: „Mir falen do einfach duerch all déi Rasteren!"

An duerfir géif ech awer wierklech eng Kéier den Appell maachen - haut wäerte mer dat net änneren, mee wann elo ... an d'nächst Woch wäerte jo dann nei Mesurë kommen -, dat doten awer wierklech eng Kéier genau ze analyséieren! An dat hunn ech och gesot, ech sinn d'accord, datt mer eng Kéier all déi Motiounen an déi zoustänneg Kommissioun huelen, fir eng Kéier do ze kucken, mee et kann awer net sinn, Här Wirtschaftsminister, datt Der mer iwwerhaapt guer keng Äntwert op déi Fro gitt, well déi ass fir ganz vill Mënschen am Moment ganz wichteg.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Här Mosar, ech weess net, ob Der dat net matkrut, mee mir sinn hei am Beräich vun Investissementshëllefen. Virun zwee Deeg hat Der d'Diskussioun ëm Direkthëllefe fir Betriber, déi wéinst der Pandemie direkt konjonkturell Abréch hunn. Hei si mer am Beräich vun den Investissementer.

A wann en Independant, wann een aus dem Evenementiel oder aus dem Tourismus wëllt a säi Betrib investéieren, dann huet en natierlech Réckgréff op dës Hëllefen. Mee dat ass awer net dat, wouriwwer Dir schwätzt. Dir schwätzt iwwert déi Direkthëllefe fir Independanten, fir allméiglech Betriber, déi ënnert dëser Pandemie leiden. Dat ass en anert Instrument an do hu mer eng Panoplie vu Saache gemaach.

Ech mengen, dat gëtt et néierens an Europa an et gëtt ganz wéineg Plazen op der Welt, wou esou e komplette generéise Stabiliséierungspak komm ass, fir der Ekonomie ze hëllefen, ...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- ... mat allméigleche Mesuren, mat Avancen, Avances remboursables, mat Direkthëllefen, mat Steierdelaien, Sozialcotisatiounsdelaien, mat allméiglechen ..., mat TVA-Reporten an enger éischter Phas, mat dësen Aideninstrumenter. Dat heescht, et ass e kompletten Dispositif, deen en place gesat ginn ass an deen ..., an do, mengen ech, muss een awer dann och d'Reaktioune vun deene verschiddene Federatiounen aus der Ekonomie kucken, déi dat heiten alles, mengen ech, unisono begréissen, dass hei wierklech fir jiddwereen eppes gemaach gëtt.

Bei den Independanten ass et esou, dass de Mëttelstandsministère dorunner schafft. Do sinn natierlech net just déi mat enger Autorisatioun concernéiert, do sinn och nach anerer - do hutt Der Recht -, aus dem Sport, aus der Kultur, aus enger ganz Rei anere Beräicher. Do gëtt dru geschafft. Et ass net u mir fir ze soen, wat Der mat där Motioun do sollt maachen. Ech ka mer virstellen, dass een déi kéint eng Kéier an der Kommissioun oder a méi Kommissiounen diskutéieren.

Mee nach eng Kéier, hei si mer net an deem Beräich an dofir fannen ech Är Fro e bëssen hors sujet. Hei si mer am Beräich vun den Investissementshëllefen, wou et wierklech drëm geet, fir d'Zukunft vun eise Betriber virzebereeden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister. An den Här Mosar kënnt nach eng Kéier un d'Rei.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här Minister, ech kann do net mat lech d'accord sinn, wann Dir mer elo sot, mir sinn hei hors sujet! Hei geet et ëm d'Bewältegung vun enger Kris an do ka keng Fro hors sujet sinn!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. Ech mengen, d'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Vote sur le projet de loi n° 7705 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7705. Den Text steet am Document parlementaire 7705[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Guy Arendt), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Roy Reding) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur le projet de loi n° 7707 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7707. Den Text steet am Document parlementaire 7707[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass och dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Guy Arendt), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Roy Reding) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv dem Vott vun deenen dräi Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1 iwwert d'Flexibilisatioun um Niveau vun der Fiskalitéit. An do ginn ech direkt d'Wuert un den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Aus Sécherheetsgrënn kommen ech ëmmer léiwer erop.

Also, ech hunn déi Motioun hei studéiert an ech soen dem Laurent Mosar Merci. Hie freet hei d'Flexibilisatioun um Niveau vun der Fiskalitéit. Ech hunn den Text gekuckt, en ass sober a kloer formuléiert. An no Ofsprooch mat de Kolleege Fraktiounscheffen an no Récksprooch mam Laurent Mosar géif ech proposéieren, fir dës Motioun an déi zoustänneg Kommissioun - Finanz- a Budgetskommissioun - ze huelen, fir se do en âme et conscience ze studéieren, dat besonnesch zesumme mat den zoustännege Steierverwaltungen, dat heescht mat der Administration des contributions directes a mat der Administration de l'enregistrement et des domaines.

Dat gesot hätt ech näischt méi bäizefügen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma ech begréissen, Här President, datt den excellente President vun der Finanz- a Budgetskommissioun e bësselche Besënnlechkeet an d'Majoritéit bruecht huet.

(Brouhaha)

An duerfir wäerte mer natierlech seng Propositioun akzeptéieren.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun un d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 1 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Motion 2

Da kéime mer bei d'Motioun Nummer 2, wou et ëm d'Exoneratioun respektiv de Report vu Cotisations sociales geet. An do ginn ech d'Wuert dann un den honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Ech géif och proposéieren, vu datt, denken ech, d'CSV, den Här Mosar dermat d'accord sinn, fir déi an d'Wirtschaftskommissioun ze verweisen, souwuel d'Motioun 2 wéi d'Motioun 3, fir do d'Konditiounen, d'Eligibilitéit, Relatiounen oder Reglementer oder d'Gesetzgeebung par rapport zu EU-Direktiven an EU-Reglementer ze kucken. Dofir d'Propos, fir se an déi zoustänneg Wirtschaftskommissioun ze verweisen. Natierlech, deemno wéi déif datt mer do ginn, fir och do Jointen ze maache mat de Classes moyennes oder mat de Finanzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. Och hei ginn ech dann nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Auteur.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech kann natierlech nëmmen domadder d'accord sinn. Ech sinn och wierklech frou, well mer awer déi lescht Deeg heiansdo e bësselche gezweifelt hunn, datt et nach géif eng Meenung op Majoritéitsbänke ginn.

(Brouhaha général)

Mir stellen also fest: Et gëtt se trotzdeem nach.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Zweifelt net un eis.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- A mir soe Merci a mir diskutéieren déi Motiounen dann am Detail an deenen zoustännege Kommissiounen.

Une voix.- Die Lage war noch nie so ernst!

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien d'accord ass, fir d'Motioun Nummer 2 un d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun un d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 2 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Och do froen ech, ob d'Chamber d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen. Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domadder ass d'Motioun Nummer 3 un d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 3 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Mir wëssen net, wat déi nächst Woch bréngt, an duerfir wéilt ech emol ganz einfach e schéine rouege Weekend wënschen, dat am klenge Krees. Passt op Iech an op déi aner op a bleift gesond!

Une voix.- Très bien!

(La séance publique est levée à 12.34 heures.)

SÉANCE 27

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Jeudi 24 décembre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **7739 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Ministre Dan Kersch
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7738 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Georges Engel)
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) (dépôt des motions 1 et 2) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler) (dépôt de la motion 3) - M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Jeff Engelen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - M. Sven Clement (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel
   - Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 7738 (adopté)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Gilles Baum - M. David Wagner - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Georges Engel
   - Vote sur la motion 2 (adoptée)
   - Motion 3 : M. Georges Engel - M. Sven Clement
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
6. **Motion de M. Claude Wiseler au sujet de la situation dans le Haut-Karabakh**
   - Exposé : M. Claude Wiseler
   - Discussion générale : M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion (adoptée)
7. **Discours de M. le Président**
   - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Paulette Lenert, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 11.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projets de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 24 décembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7734** - Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification*

1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;

3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.12.2020

***7735** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer la directive (UE) 2020/2020 du Conseil du 7 décembre 2020 modifiant la directive 2006/112/CE du Conseil en ce qui concerne des mesures temporaires relatives à la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux livraisons de vaccins contre la Covid-19 et de dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de cette maladie, ainsi qu'aux prestations de services étroitement liés à ces vaccins et dispositifs, en réaction à la pandémie de Covid-19*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.12.2020

***7736** - Projet de loi portant modification de :*

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

5° la loi du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.12.2020

***7737** - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :*

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.12.2020

***7738** - Projet de loi modifiant :*

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

2° la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

3° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 21.12.2020

***7739** - Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 22.12.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1735** - Demande de pétition publique : Priorité dans les files d'attente pour personnes âgées, handicapées, femmes enceintes ou ayant un bébé*

Dépôt : Catarina Simoes, le15.12.2020

***1734** - Demande de pétition publique : Fir en national Feierdag fir d'Enn vun der Pandemie mat kulturelle Fester ze feieren*

Dépôt : Sacha André, le 15.12.2020

***1736** - Demande de pétition publique : Justice pour Brandon Bernard*

Dépôt : Wendy Dos Santos Pereira, le 16.12.2020

***1737** - Demande de pétition publique : Solidarité nationale - Bons ou chèques de restauration pour la population*

Dépôt : Joni Sobreira Duarte, le 17.12.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Et gëtt proposéiert, d'Motioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'Situatioun a Biergkarabach als leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ze behandelen.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7739 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail

D'Chamber fänkt d'Sitzung vun haut de Moie mam Projet de loi 7739 iwwert de Congé pour raisons familiales un. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, hei kënnen de Projet de loi 7739 ze presentéieren, e Projet de loi, deen an enger extreem séierer Zäit konnt esou verschafft ginn, dass mer en haut hei kënnen zum Vott stellen.

Et geet nämlech drëms, dass et, wa mer nei Mesurë kréien duerch eeben och déi Zuelen, déi mer bis elo haten an och elo hunn, probabel ass, dass mer haut eppes stëmmen, dass d'Schoulen an d'Structure-d'accueilen an och déi aner Strukturen, wou d'Kanner versuergt ginn, wäerten zougemaach ginn, dass mer do e Mechanismus hunn, deen en albewäerte Mechanismus ass, notamment dee vum Congé pour raisons familiales, an dass mer deen och kënnen elo uwennen.

E gëtt dann ugewannt fir déi Kanner, déi selwer vulnerabel sinn, fir déi Kanner ënner 13 Joer, déi elo net kënnen an d'Schoul oder an eng Struktur goen, wou se versuergt kënne ginn oder wou mat hinnen dann och geschafft gëtt, an och fir déi, déi vun engem Enseignement à distance kënne profitéieren.

Eng drëtt Konditioun ass hei bei dës Opzielung derbäikomm, notamment fir déi Kanner, déi nom 1. September 2016 gebuer sinn, dat opgrond vun enger Remark vum Staatsrot, déi mer dann och an dësen Text matafléisse gelooss hunn.

D'Autorité compétente du pays muss en Dokument ausstellen, wat dann och zu deem Congé hei ka féieren; och natierlech da fir d'Frontalieren.

Déi Limitt vun 13 Joer ass net fir déi Kanner, déi eng Allocation spéciale supplémentaire nom Artikel 274 vum Code de la sécurité sociale hunn. Wéi gesot, si brauchen e Certificat médical oder e Certificat vun engem Ministère, deen da seet, dass déi Situatioun esou ass, wéi se dee Moment dann ass, fir dass déi Kanner och kënnen dovunner profitéieren.

Déi Leit, déi am Chômage partiel sinn, kënnen net vun där Mesure hei profitéieren, wat jo och an der Logik ass.

Dat Gesetz trëtt den 28. Dezember a Kraaft. Ursprünglech war virgesinn, dass et sollt bis den 31. Dezember 2021 a Kraaft sinn, well där Situatiounen hei nach am Laf vun dëser sanitärer Kris kënne virkommen. Opgrond dovun an och vun, jo, Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten an och mam Ministère, hu mer deen Datum op den 20. Januar 2012 zréckgesat an eis dann domadder och d'Wuert ginn, dass mer hei am Januar nach eng Kéier ... 2021! Net 2012, wou kommen ech dann dorobber? Also mir hunn eis domadder dann och d'Wuert ginn, fir am Laf vum Januar nach eng Kéier op dëse Projet de loi zréckzekommen. Dat hu mer an der Kommissioun och esou festgehalen.

De Finanzement ass deen, dee mer kennen, iwwert d'CNS. Et gëtt dann en Dekont gemaach, esou wéi mer dat och scho bis elo bei deene Finanzementer gemaach hunn.

D'Sozialpartner hunn en gros positiv drop reagéiert. Ech wéilt dem Staatsrot e grousse Merci soen, deen hei an enger extreemer Urgence geschafft huet, dem Ministère, de Leit aus der Chamber an och de Memberen aus der Aarbechtskommissioun, déi hei, trotz Urgence, eng ganz interessant an och gutt fundéiert Diskussioun gefouert hunn, gëschter Owend nach.

De Rapport ass du gëschter Owend à l'unanimité an der Kommissioun ugeholl ginn. Et ass dunn awer nach en Amendement parlementaire gemaach ginn, dee bei de Staatsrot gaangen ass. De Staatsrot huet eis och zréckgeschriwwen, dass do keng Observatioune méi ze maache sinn. Soudass dee Rapport vu gëschter, dee mer ugeholl hunn, haut en Zousaz kritt huet, notamment, dass mer e Bréif, en Amendement parlementaire bei de Staatsrot gemaach hunn, dass si d'accord si mat deem drëtte Punkt, dee mam Artikel 1 derbäikënnt an dass se och do d'accord si mat dem modifizéierten Datum, deen elo am Rapport steet.

Voilà, dat gesot, wéilt ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimat dann den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Georges Engel huet en detailléierte Bericht virgeluecht, souwuel mëndlech wéi schréftlech. Ech wëll och soen - ech si soss ëmmer een, dee bekannt ass, fir déi aner Institutiounen ze kritiséieren -, si hunn an dësem Dossier wéi och an deem Dossier, dee mer duerno behandelen, eng séier a performant Aarbecht geleescht.

Et ass och gutt, dass se op verschidde Problemer higewisen hunn, an och, dass de Ministère esou séier reagéiert huet, fir dass mer déi Durée vun deem Gesetz just op den 20. Januar maachen an dass mer dann an anere Punkte kënnen duerno nobesseren, well mir wëssen, oder net „wëssen", mee mir fäerten, dass et net wäert eriwwer si mam 20. Januar an dass mer dann de Covidvirus nach net wäerten am Grëff hunn.

Mee dat heiten ass wichteg fir all déi Elteren, déi Familljen, an deene méi wéi ee schaffe geet, wou et och wichteg ass, dass se wëssen, wou hir Kanner dann dru sinn an dass een do ass, deen hir Kanner ka betreien. Dofir ass et gutt, dass mer de Congé pour raisons familiales an där doter Situatioun hunn. Dat och an Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère.

Dofir kann ech och d'Zoustëmmung gi vun der CSV zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur en häerzleche Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, fir déi schnell Aarbecht, déi mer hei konnte maachen. Jo, exceptionnel Circonstancen erfuerderen exceptionnel Mesuren. Mir hunn déi heite Mesure scho mussen huelen am Mäerz, wéi mer d'Schoulen hu mussen zoumaachen. Ech mengen, dat ass eng Mesure, déi ee wierklech nëmmen a Circonstancen hëlt, wou et net méi anescht geet.

Mat dem Gesetz, wat mer herno stëmmen, si mer an där Circonstance, dass mer och bis den 10. Januar eeben en Enseignement à distance hunn. Bei Kanner ënner 13 Joer ass et wichteg, wa se net kënnen an d'Schoul goen oder an eng Structure d'accueil goen, dass se kënnen doheem vun engem Elterendeel betreit ginn, fir dass se net eleng sinn. Dat musse mer schafen. Duerfir hei eng exceptionnel Mesure, fir dass zumindest een Elterendeel och bei dem Kand ass, wat net kann an der Schoul sinn.

Mir ënnerstëtzen als Demokratesch Partei dës Mesure an hoffen, dass mer net mussen an déi Circonstance kommen, dass mer déi Mesure hei musse verlängeren. Mee falls mer et misste maachen, hu mer eis d'Wuert ginn an der Kommissioun, dass mer e Kader schafen, fir weiderhin an esou exceptionnelle Circonstancen d'Méiglechkeet ze bidden, dass eis Kanner eeben och kënnen doheem weider vun engem Elterendeel betreit ginn.

Merci nach eemol fir déi schnell Aarbecht, an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit merci un de Rapporteur, de Georges Engel. Wéi gesot, de Rapporteur huet et selwer gesot: Et ass ganz sportlech zougaangen, an hien huet och d'Delaien opgezielt.

Eng Remark vun eiser Säit ass vläicht: D'Qualitéit vun eise Projete riskéiert dann awer vläicht, ënnert deene kuerzen Delaien ze leiden. Wéi gesot, mir hunn dat och hei gesinn.

De Staatsrot huet eis eng Opposition formelle gemaach, déi mer och korrigéiert hunn a wou mer och an eisen Text geschriwwen hunn: « Toutefois, la commission signale que la question soulevée », dat ass déi Fro eebe mat de Kanner, déi nom 1. September 2016 gebuer sinn, « par le Conseil d'État nécessite une réflexion plus approfondie ». Wéi gesot, dat hu mer an eisem Rapport esou festgehalen.

A mir sollen dat dann och bis den 20. Januar op de Leescht geholl hunn. Dat heescht, den 20. Januar komme mer heihinner zréck, nach virdru vläicht, mat engem neie Projet de loi, fir eeben deene Froen do eng Äntwert ze ginn, fir déi „réflexion plus approfondie". Dofir kann ech vun eiser Säit aus nëmmen dozou opruffen, datt mer eis esou schnell wéi méiglech gesinn, fir datt mer kënnen op déi Froen hei wierklech agoen an och eng gutt Qualitéit vun engem Projet de loi ofginn, wou mer och, wéi gesot, Zäit hunn, fir eis Reflexiounen ze maachen.

Jo, dee Projet de loi ass ganz wäertvoll. Wéi gesot, meng Virriedner hunn dat och ganz gutt erkläert. An dofir gëtt eis gréng Fraktioun och den Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wéilt fir unzefänken dem Georges Engel fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport en häerzleche Merci soen. Ech mengen, dat meescht ass zu dësem Gesetz hei gesot. Ech géif mer wënschen, datt mer an Zukunft e bësse méi Zäit hätten, fir déi eenzel Gesetzer am Detail duerchzekucken, well engem ëmmer erëm en cours de route, souguer déi lescht Minutt, nach Saachen opfalen, déi am Fong geholl onlogesch sinn. An do kann een dann net méi vill verbesseren. Ech mengen, et ass jo ewell ugedeit ginn, datt eenzel Riedner schonn an déi Richtung geschwat hunn.

Ech mengen, dat hei ass e Gesetz, wat am Fong geholl eng logesch Suite ass vun deem Gesetz, wat mer elo uschléissend wäerten diskutéieren an, denken ech, och stëmmen. An ech mengen, hei baut am Fong geholl dat eent op dat anert op.

Ech géif duerfir d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz bréngen. Et ass am Interessi vun deene betraffene Leit. An ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. De Rapport ass gëschter unanime ugeholl ginn, well mer eis um Fong vun der Saach alleguer eens sinn. An et ass am Prinzip eigentlech eng ganz einfach Iwwerleeung: Dee Moment, wou duerch eng administrativ Decisioun Schoulen oder Maison-relaisen zougemaach ginn, gëllt vollëmfänglech de Congé pour raisons familiales. An et ass och scho gesot ginn, datt dat e Mechanismus ass, dee mer schonn eng Kéier duerchexercéiert hunn, nämlech am Mäerz/Abrëll wärend dem éischte Lockdown. Duerfir, um Fong si mer eens, an duerfir stëmme mer dat heite Gesetz awer och mat.

Mee ech mengen, datt dëse Projet de loi op e vill méi grondleeënde Problem hiweist: wéi mir, oder wéi d'Regierung am Moment amgaang ass ze legiféieren. Den Depot vum Gesetz war virgëschter, den 22. Dezember. Gëschter ass den Avis vum Staatsrot komm, deen zwar net eng Opposition formelle hat, mee esou eppes Änleches, nämlech d'Droung, keng Dispens vum zweete Vott ze ginn. De Staatsrot huet awer selwer eng Propositioun gemaach, wéi een dat dann ëmformuléiere sollt. D'ailleurs gouf et esou ëmformuléiert, wéi et am éischte Lockdown och war, nämlech, datt d'Kanner, déi no engem bestëmmten Datum gebuer sinn, och drënnerfalen, fir all Ambiguitéit ze evitéieren.

An doropshi seet dann de Minister: „Effektiv, dat do ass e gudde Punkt. Et ass gutt, datt de Staatsrot déi dote Remark gemaach huet." Mee wann een dat dann awer zu Enn denkt, da musse mer nach en anere Punkt änneren, fir wierklech vollëmfänglech kohärent am Text ze sinn. Duerfir maache mer dat elo net, well dat effektiv eng Reflexioun géif brauchen. Duerfir ännere mer einfach den Datum vun der Gültegkeet vum Gesetz. Wat am Ufank sollt bis Enn des Joers 2021 sinn, soll dann elo just nach bis den 20. Januar sinn, mat der Obligatioun, datt d'Chamber dann Ufank Januar erëm zesummekënnt, fir erëm un dësem Gesetz ze schaffen.

Dat, op wat ech eraus wëll, ass, datt dat hei erëm eng Kéier immens gehuddelt ass fir eppes, wat mer am Mäerz schonn eng Kéier duerchexercéiert hunn! An ech géif gär drun erënneren, datt ech am Juni, wéi mer den éischten Tëschebilan vun der Covidkris gemaach hunn, hei stoung a gesot hunn: „D'Regierung muss en vue vun enger zweeter Well legal a legistesch all Moyen elo scho preparéiere fir am Fall, wou mer an esou eng Situatioun kommen." An eng Situatioun, datt de Staat seet: „Schoulen a Maison-relaisen zou!", ass eng potenziell, déi ee sech och schonn am Juni hätt kënnen denken. Et hätt kënne preparéiert ginn! Et hätt kënnen en préalable mam Staatsrot diskutéiert ginn an déi „réflexion profonde", déi mer dann elo am Januar nach eng Kéier musse maachen, hätt scho laang kënne stattfannen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Duerfir, Här President, mir stëmmen dat hei mat. Mee ech mengen, datt et e weidert Beispill ass, datt d'Regierung viru Méint, datt hir Service-legistiquë vun deenen eenzelne Ministèren hir Hausaufgaben net gemaach hunn, an datt et duerfir genausou wierkt, wéi vill Leit et empfannen, nämlech: Navigation à vue. Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Als Éischt e Merci un de Rapporteur, dee jo näischt fir dee ganz serréierten Zäitplang kann. Deen Zäitplang war ganz serréiert, dat huet de Marc Baum hei ugeschwat. Ech denken och, datt een do an Zukunft e bësse méi Previsibilitéit bräicht, net nëmme fir d'legislativ Aarbecht, mee och fir d'Leit dobaussen. Dat heiten ass erëm eppes, wat e bëssen iwwerstierzt wierkt. Dat huet ee gemierkt an der Aarbecht, wéi mer se gemaach hunn.

Nichtsdestotrotz, de Rapport, dee virgedroe gouf, ass souwuel mëndlech wéi och schréftlech exzellent gewiescht. Ech froe mech heiansdo, wéi een dat an där kuerzer Zäit soll hikréien. Et ass awer gelongen. A mir wäerten, well et néideg ass, den Accord fir dëse Projet och ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här Pre-

sident. Merci och all deenen, déi gehollef hunn, dass mer dëse Projet de loi, wou et eenzeg an eleng drëms geet, derfir ze suergen, dass déi Leit, déi elo aus deene besonnesche Grënn hir Kanner eventuell hätte missen eleng loossen, dass dat net wäert antrieden. Dofir hu se alleguerte matgewierkt, dass mer dëse Projet de loi haut kënne stëmmen, engersäits d'Chamberskommissioun, anerersäits awer och de Staatsrot, deen och nach zousätzlech op eng Problematik higewisen huet, déi esou - dat soen ech awer hei - net virauszegesi war a wou och de Staatsrot keng endgülteg Léisung konnt virschloen.

Trotzdeem hu mer gëschter an der Kommissioun unanime decidéiert, fir elo op e pragmatesche Wee ze goen, fir dass mer derfir suergen, wéi gesot, dass d'Leit vum Congé pour raisons familiales kënne profitéieren.

Et gëtt der ëmmer, an dat huet een och elo bei verschiddene Stellungnamen héieren, déi et ëmmer woussten, wat ee virdrun hätt misse maachen, fir dass een duerno keng Problemer kritt. Déi anscheinend schonn am Juni woussten, wat alles am Dezember géif op eis duerkommen.

(Brouhaha)

A wann ech dann héieren, dass hei vun „navigation à vue" geschwat gëtt, ...

(Brouhaha)

... jo, zum Deel fuere mer Navigation à vue. An dofir gëtt et e Grond: well den Autopilot ausgefall ass. A well mer eis vu Woch zu Woch, vu Mount zu Mount op nei Situatioune mussen astellen. An ech si frou, Här President, dass mer hei um Rudder Leit hunn, déi och ouni Autopilot kënnen navigéieren an d'Schëff an e sécheren Hafe bréngen. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ... Den Här Marc Baum freet nach eemol d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech froen nach eng Kéier Parole après ministre, well jo och en Datum hei genannt ginn ass, dee vum Juni, wou effektiv gesot ginn ass, d'Invitatioun un d'Regierung ausgeschwat ginn ass: „Preparéiert lech mat deene Mesuren, déi am État de crise en place waren! Kuckt, fir deenen, well mer keen zweeten État d'urgence méi wëllen, kuckt, fir deenen elo schonn eng legal Basis ze gi fir le moment venu!"

A wéi gesot, et ass keen absolutt hypotheeteschen Zenario fir ze soen: „D'Schoule mussen nach eng Kéier zougoen." Dat war ee vun deenen éischte Kärelementer och vum Krisemanagement, deen an der éischter Fassung jo och relativ gutt geklappt huet. Duerfir war dat net vu Muttwëll. An dat war och net, well een deemools schonn de „Stein der Weisen" gepacht hat - déi, déi dat gefrot hunn -, mee et war eng Mesure, déi d'Regierung sollt invitéieren, fir genau déi Situatioun, an där mer elo dra sinn, ze evitéieren!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ech wollt just nach eng Kéier drun erënneren, dass mer effektiv schonn eng Kéier esou e Gesetz haten, wou et ëm de Congé pour raisons familiales gaangen ass. An an deem Avis vun deemools ass kengem, an och net deene Leit, déi an der Kommissioun deemools derbäisouzen, opgefall, dass mer hei eng nei Problematik haten. Ech mengen, dat soll een einfach der Fairness halber soen.

Ech wëll awer och soen, dass mer an der Kommissioun jo gemeinsam probéieren, fir hei eng Léisung ze fannen. Et ass keen Zäitdrock do. Dat wëll ech hei ënnersträichen, dass mer dat a Rou kënnen diskutéieren. Et ass eng nei Problematik, déi elo opgeworf ass, an där solle mer eis dann och stellen. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer an deem Geescht, an deem mer an där doter Kommissioun bis elo geschafft hunn, dat och wäerte fäerdegbréngen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7739. Den Text steet am Document parlementaire 7739[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7739 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7738 - Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Mir kommen elo zum Projet de loi 7738, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dem Rapporteur d'Wuert ginn - a wie kéint dat anescht si wéi den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo?

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, keen, kee vun eis freet sech driwwer, dass mer eise Matbiergerinnen a Matbierger op Hellegowend e Projet wéi deen, deen ech elo am Numm vun der Gesondheetskommissioun virstellen, ënnert de Beemche leeën! An dach ass en néideg, fir dass mer nächst Fester erëm an där Normalitéit kënne feieren, där hire Wäert mer an dëser Zäit, wou e Virus alles op d'Kopp gehäit huet, erëm richteg erkannt hunn.

Et wäert kee Chrëschtdag, kee Silvester oder Neijoerschdag gi wéi déi, déi mer kannt hunn. Mee déi Affer, déi mer bréngen, sinn net ëmsoss! Ech wëll dofir mat engem Merci ufänken: Merci un all déi Leit, eng grouss Majoritéit, déi iwwer Méint alles gemaach hunn, fir sech an hir Matbierger ze schützen!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Vun hinnen - vun hinnen! - gëtt leider manner geschwat wéi vun där Minoritéit, déi nach ëmmer net verstanen huet. Ech zéie mäin Hutt virun all deenen, déi, och wann et hinne schwéiergefall ass, och wa se dorënner gelidden hunn an och emol rosen iwwert dat waren, wat mer hinnen zougemutt hunn, déi nei Reegele respektéiert hunn an och matugepaakt hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Mir gesinn haut, grad eréi bei der éischter Well, dass deen Engagement sech lount. Erënnert lech: Den État de crise, den abrupte Stopp, de Lockdown hat déi éischt Well vun der Pandemie bal gestoppt. Mee du koum déi zweet Well op eis zou. Hätte mer am Hierscht net mat successive Gesetzer reagéiert, da wäre mer plattgewalzt ginn!

Mir schéngen eng zweete Kéier dat Schlëmmst - schlëmm genuch, kann ee soen -, dat Schlëmmst verhënnert ze hunn. Mee nach si mer net op der sécherer Säit a mir däerfen net lassloossen!

D'Infektiounszuelen hu sech stabiliséiert a weisen eng reell Tendenz no ënnen. Mee op där anerer Säit stierwen nach all Dag Leit um Virus oder gi schwéier krank. Eis Dokteren, eis Infirmièren, eis Infirmieren an all déi, déi am Kampf géint de Coronavirus am Dauerasaz sinn, fueren op de Felgen, si geschlaucht, gi krank. Aus Respekt virun hinnen a fir se endlech no néng Méint ze entlaaschten, musse mer eis nach eng Kéier mat Häerz a Verstand deem déidleche Virus an de Wee stellen.

Dat ass de Sënn vun dëse Moossnamen, déi ech elo virstellen. Si sinn am Detail sécher kritikabel, mee an der Zilsetzung ganz kloer an an der Chamber méi breet gedroen, wéi dat d'Ofstëmmungsresultat vläicht herno wäert aussoen. Mir hunn hei alleguer dee selwechte Wonsch: dass mer esou schnell wéi méiglech deen Dreck do lassginn! Déi Moossname sollen d'Ugrëffsfläche vum Krankmécher esou wäit wéi méiglech reduzéieren, fir eis 2021 esou vill Normalitéit, Fräiheet a Freed wéi méiglech erëmzeginn.

Haaptzil vum Projet ass, déi physesch Kontakter nach méi ze reduzéieren an, jo, d'Zuel vun den Neiinfektioune méi staark an dauerhaft erofzedrécken. Dës Zuelen, ech hunn dat virdru scho gesot, weisen am Moment eng gutt Tendenz. Wa mer awer wëllen, dass déi gutt Tendenz esou no wéi méiglech bei null ukënnt, musse mer nach eng Schëpp bäileeën, virun allem, well grad elo am Wanter, ma och bedéngt duerch d'Feierdeeg, d'Gefor vun enger Reprise vun der Aktivitéit vum Virus duerchaus probabel wär.

D'Reduktioun vun den Neiinfektiounen ass kee Selbstzweck. Mir wëllen hei net d'Leit péngegen, well mer se wëlle péngegen - et muss ëmmer erëm widderholl ginn -, mee et geet drëms, fir d'Zuel vun den Hospitalisatiounen, fir d'Zuel vun deene Leit, déi ëm hiert Liewen op den Intensivstatioune kämpfen, an d'Doudesfäll wa méiglech op null ze drécken.

D'Zil ass et och, fir de Spideeler an dem ganze Gesondheetssystem ze erlaben, fir erëm méi normal ze fonctionéieren. De Fait, dass nämlech aktuell eng ganz Partie vun Interventiounen ausgesat goufen, riskéiert op Dauer negativ Auswierkungen op d'Santé publique, op den Zoustand vun der Gesondheet vun der ganzer Populatioun ze hunn. Dat musse mer verhënneren.

Elo dann déi nei Mesuren am Resümmee:

D'Ausgangsspär gëllt ab 26. Dezember vun néng Auer owes amplaz vun eelef Auer owes. Hei gouf et kontrovers Diskussiounen an eiser Kommissioun. An och de Staatsrot huet, wéi d'Kolleegen aus der Kommissioun, sech d'Fro gestallt, ob déi dote Moossnam wierklech effikass an evidenzbaséiert ass. D'Majoritéit an der Kommissioun huet d'Argument iwwerzeegt, dass dës Verschäerfung zu manner Kontakter, weesentlech manner Kontakter wäert bäidroen, also zilgerecht ass. Et ass ee vun de Punkten, wou et an der Kommissioun, dat muss een esou soen, Dissens gouf.

Da gëtt de Verkaf vun net essenzielle Produkter a Wuere verbueden. Viséiert sinn also net eng bestëmmt Zort vu Butteker, mee Produkter. D'Livraison à domicile, déi sougenannt „vente au volant" an d'Ofhuelen dobausse bleiwen awer erlaabt.

Och de Beräich vun de Soins à la personne, also Coifferen, Baartschneider, Barber, ech weess net, wéi ech et besser soll ausdrécken, oder „Baartstilisten", Schéinheetsfleeg, Tattoo, Piercing, Solariume bleiwen zou. D'Pédicure médicale dergéint bleift erlaabt.

Fir d'Auswierkunge vun dëse Mesuren opzefänken, ginn déi staatlech Hëllefen ausgeweit. Och de Commerce am Detail an déi assimiléiert Secteure kommen an de Genoss. Dobäi gëtt d'Integralitéit vun de Chargë consideréiert fir d'Méint November an Dezember 2020 a Januar 2021.

All d'Kulturetablissementer mussen hir Dieren zoumaache bis op d'Recherche-Etablissementer, déi eebe fir Recherche-Aktivitéiten opbleiwen.

Esou wéi d'Chamber sech an enger Motioun derfir ausgedréckt hat, gëtt och de Konsum vun Alkohol dobaussen op der Voie publique, op der Place publique oder wéi een et wëllt ausdréckt - et weess jiddwereen, wat gemengt ass; mir hunn erëm, wéi mer an d'Chamber komm sinn, gesinn, wéi fréi et domat ugeet, et weess also jiddwereen, ëm wat et geet -, den Alkoholkonsum dobaussen, wat eigentlech eng Deviatioun ass vun der Schléissung vun de Bistroen, gëtt also verbueden. Zum engen ass d'Ursaach, dass ee bei deene Versammlungen d'Mask fale léisst an, wann den Alkohol bis wierkt, och d'Gard fale léisst an dann dem Virus voll Ugrëffsfläch bitt. Den Alkohol dréit also net dozou bäi, dass mer méi virsiichteg ginn, mee éischter de Contraire. An dofir ass dat hei eng Moossnam, déi ganz wichteg a richteg ass an, mengen ech, och dem Wonsch vun der Chamber komplett entsprécht.

D'Sportsinfrastrukture bleiwen zou. Sport kann nëmmen nach am private Kader praktizéiert ginn. Sport an déi rekreativ Aktivitéiten däerfe just nach maximal a Gruppe vun zwee praktizéiert ginn. Ausser enger Famill, do gëllt dat net.

All peri- a parascolaire Aktivitéite grad eréi d'Crèchen, d'Services d'éducation et d'accueil fir Kanner bleiwen zou. D'Kontributioune vun den Elteren um Chèque-service accueil mussen net bezuelt ginn. An d'Eltere vu Kanner ënner 13 Joer kënne vum Congé pour raisons familiales extraordinaire profitéieren, dee mer elo grad diskutéiert a gestëmmt hunn.

Gewosst ass jo, do brauch ech net weider drop anzegoen, dass d'Schoule bis den 10. Januar zoubleiwen an déi zwou Woche Vakanz duerch eng Woch Homeschooling, Schoul doheem, ergänzt ginn.

Vum 28. Dezember a bis den 10. Januar nach mat fonctionéiert eng Noutbetreiung fir Kanner, deenen hir Elteren am Gesondheets- a Fleegeberäich schaffen.

De Projet de loi gesäit dann och vir, dass d'Laboratoiren d'Resultater vun de serologeschen Tester op d'Covid-19-Anticorpsen un d'Direktioun vun der Santé mussen iwwermëttelen, fir esou e Suivi an en Iwwerbléck iwwert d'Evolutioun vun der Pandemie ze erlaben.

De Projet de loi reegelt den Traitement vun den Donnéeën am Kader vun der Impfcampagne. Jo, mir waarden op de Vaccin. Mir hoffen, dass e schnellstméiglech ka verbreet ginn, well d'Verbreedung vum Vaccin féiert dozou, dass d'Verbreedung vum Virus zréckgeet. Et ass also eng ganz effikass Waff géint de Virus, alle Kritiker zum Trotz! Et brauch een nëmmen op déi Millioune Mënscheliewen hinzeweisen, déi duerch Vaccine bei deene schlëmme Krankheeten hiert Liewe gerett kruten. Hei geet et drëms, fir d'Evolutioun vun der Pandemie kënnen ze verfollegen, mee virun allem och, fir kënnen eventuell Niewewierkungen ze suivéieren, ze retracéieren. Do hate mer eng länger Diskussioun an der Kommissioun, och kritesch Bemierkunge vum Staatsrot, iwwert d'Durée de conservation. Do si mer frou, dass Ouverturë vun der Regierung komm sinn, dass déi maximal Zäit vun der Conservatioun revidéiert gëtt a gekuckt gëtt, ob mer wierklech esou eng laang Period brauchen.

Zu gudder Lescht gi mat dësem Projet de loi och d'Strofbestëmmunge fir déi physesch Persoune verschäerft. Amplaz vun der Forschett tëschent 100 a 500 Euro gëllt elo d'Forschett tëschent 500 an 1.000 Euro. D'Avertissements taxés gi vun 145 op 300 Euro gehéicht.

D'Mesurë gëlle bis den 10. Januar, ausser der Fermeture vum Secteur Horeca, déi bis de 15. Januar d'nächst Joer gëllt.

Am initiale Projet war eng Dispositioun virgesinn, déi an der Kommissioun grad eréi a sämtlechen Avisen, dobaussen an och beim Conseil d'État fir Diskussiounen, schaarf Kriticke gesuergt huet a wou och, géif ech soen, well net ofgewaart wollt ginn, wéi d'Weisheet da vun eis alleguer wär, mat ganz décke Geschützer geschoss ginn ass. Dofir gouf also déi Moossnam ganz schaarf kritiséiert. Den Artikel16ter hätt - hätt! - d'Fonctionnairen, d'Salariéen an d'Agenten, déi eng Mission de service public hunn, obligéiert, de Procureur d'État ze informéieren, wa se am Kader vun hirer Aarbecht matkritt hätten, dass eng Persoun eng Isolatiouns- oder Quarantänsmesure net respektéiert hätt. An domat wären d'Reegele vun der Confidentialitéit an och de Secret professionnel opgehuewe gewiescht.

Effektiv ass et esou, dass Leit, déi covidpositiv sinn an hir Isolatioun net anhalen, hir Matmënschen an eeschthaft Gefor, jo, a Liewensgefor kënne bréngen. An effektiv gëtt et am Code de procédure pénale am Artikel 23 och eng Obligatioun fir Fonctionnairen, Salariéen an Agente mat enger Mission de service public, wa se am Kader vun hirer Aarbecht op en Delikt oder e Crime stoussen, dass se dat musse weiderginn.

Mee hei si mer net am Beräich vum Crime a vum Delikt, mee mir sinn am Beräich vun enger Contravention! A wann ee gär gehat hätt, dass deen Artikel sollt gëllen, jo, da wär eng Optioun gewiescht, dass een, wann een an engem Isolement, also wierklech positiv gewiescht wär (veuillez lire: dass, wann ee positiv gewiescht wär an deen Isolement net agehalen hätt), dat zu engem Delikt eropgehuewen hätt. Da wäre mer am Droit commun gewiescht.

Dat war awer net de Wëllen! Dat war net de Wëllen an dofir si mer zur Konklusioun komm: Wann dat do net de Wëllen ass, kann et och net sinn, dass déi dote Moossnam gëllt fir Contraventiounen. Dofir haten net nëmmen d'Membere vun der Kommissioun, mee och de Staatsrot ganz staark Bedenken, an no ganz intensiven Echangen um Niveau vun der Kommissioun, tëschent all de Fraktiounen, si mer zur Konklusioun komm, an an Ofstëmmung mat der Regierung, encouragéiert och vum Avis vum Conseil d'État, fir deen doten Artikel ze sträichen. Ech mengen, do huet d'Chamber zesumme mat hire Partner hir Aarbecht gemaach. An ech mengen, mir leie richteg, dass mer déi doten Dispositioun gestrach hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Dobäi stellt sech awer weiderhin d'Fro, wéi ee mat Leit ..., wéi een esou wäit wéi nëmme méiglech - et gëtt jo schonn am Gesetz eng Rei vu Méiglechkeeten -, wéi een esou wäit wéi méiglech d'Leit kann iwwerzeegen, dass se, wa se objektiv positiv sinn, net zur Virebomm dobaussen däerfe ginn an dass se wierklech zur Gefor fir hir Matmënsche ginn.

Just e puer Wuert nach iwwert d'Prozedur, da sinn ech schonn um Enn. Ech wäert dës Kéier net vill iwwerzéien, just fir eng Minutt, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dir sidd awer amgaang, Här Rapporteur.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Jo. Jo, ech sinn awer bal fäerdeg, Här President!

D'Prozedur: Depot vum Projet de loi: 21.12., éischt Kommissiounssëtzung, dräi an eng hallef Stonnen: 22.12., Avis vum Conseil d'État: 23.12., Rapport haut de Moien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi seng Virgänger kann dëst Gesetz zwar eng Rumm schafen, mee niewe politeschen Entscheedungen, déi versichen, en Equiliber tëschent der absolutter Prioritéit - der Gesondheet - an e bëssen Normalitéit am Zesummeliewen ze sichen, kënnt et virun allem op dat perséinlecht Verhalen un. Et kënnt also op jiddwer Eenzelnen un. An amplaz no Weeër ze sichen, wéi een déi nei Reegele kann ënnerlafen, sollt ee sech Gedanke maachen, wéi een zesumme kann upaken, fir d'Ursaache vun deenen neie Reegelen, fir déi an Zukunft onnéideg ze maachen.

Mir wëssen och, dass et dat perfekt Gesetz grad ewéi déi No-fault-Politik, déi kee Feeler mécht, net gëtt an déi eenzeg richteg politesch Entscheedung gradesou wéineg gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt e Merci lassginn un déi kleng Ekipp an der Chamber, déi kleng Ekipp an de Fraktiounen, un de Staatsrot fir déi exzellent Zesummenaarbecht, well soss géif dat hei net goen. Wann do net all Zännrad anenee géif gräifen, da géife mer et net fäerdegbréngen, e Gesetz an där doter Zäitspan ze maachen. Merci och all deenen, déi matupaken, fir de Virus lasszeginn.

An deem Sënn wënschen ech all de Kolleegen an all de Leit dobausse schéi Feierdeeg, déi zwar aneschters si wéi soss. Mee kommt, mir maachen einfach dat Bescht draus! Dofir: Alles Gutts! Bleift gesond a passt op lech op!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Rapporteur. An den Här Fernand Kartheiser schéngt direkt nach eng Fro ze hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, villmools merci. Ech wollt dem Här Mars Di Bartolomeo, wann hien d'accord ass, nach eng Fro stellen. An zwar, den Här Engelen wäert de Rapport selbstverständlech kommentéieren, mee et ass eng Fro, déi sech gestallt huet, well nämlech déi Diskussioune jo - wéi den Här Rapporteur et richteg gesot huet - an der Gesondheetskommissioun ganz intensiv gefouert ginn, awer net zum Beispill och an der Commission juridique. Elo sinn awer eng Rei Aspekter do, déi een awer sollt bedenken. An ech hunn e puer ganz naiv Froen an deem Kontext.

Mir hu gesot, an den Här Rapporteur huet dat jo och gesot, datt déi Avertissements taxés an hirer Héicht verduebelt ginn. An ech hu mer déi Fro elo gestallt, ob mer dann net an en Zenario kommen - an dat soen d'Juristen heibanne - vun enger Amende correctionnelle. Well deen Ableck hätt d'Police nom Code de procédure pénale och aner Méiglechkeeten ze intervenéieren. Dat heescht, meng Fro ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kartheiser, mir sinn hei an enger komescher Prozedur dran!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Majo, dat ass ... Ma nee, dat ass meng Fro ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, dat wier éischter um mandatéierte Spriecher.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... un de Rapporteur, Här President. Dat ass meng Fro un de Rapporteur, well ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Den Här President huet komplett Recht. Ech mengen, hei ass de Rapport virgestallt ginn. All d'Fraktiounen hunn hei Zäit, fir dozou Stellung ze bezéien. Da soll, wannechgelift, d'ADR dat maache wärend hirer Riedezäit. Hei brauche mer net eng zweet Prozedur.

(Interruptions)

Also, Här Kartheiser, wann Der wëllt, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- D'Fro bleift gestallt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- ... maacht dat, mee maacht dat, wann et un lech ass! Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Rapporteur.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Si bleift awer gestallt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech wollt dem Här Kartheiser soen, datt déi Zäit, déi der ADR-Fraktioun zur Verfügung steet, zéng Minutte sinn, ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Déi hale sech un näischt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... fir déi dann esou ze notzen, ...

(Interruption)

... wéi si dat fir richteg an néideg fannen. An ech géif elo d'Wuert weiderginn un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Am Fong misst dëse Projet hei eis zefriddestellen, well eng ganz Rei vun deene Propositiounen, déi mer säit Wochen, säit Méint hei op der Tribün an anerwäerts gemaach hunn, hei zréckgeholl ginn. Mir froe säit Oktober méi strikt Moossnamen an de klenge Commercen, well mer net verstanen hunn, wéi d'Politik vun der Regierung wär. Mir froen och méi strikt Moossname fir déi kleng Commercen an de Grande-surfacen, well mer och déi nei Reegelungen, déi d'Regierung an dem leschte Gesetz geholl huet, net als sënnvoll oder zumindest net als komplett empfonnt hunn. Mir hunn eng Schléissung op den oppene Sonndeger oder e Verbuet vun den oppene Sonndeger gefrot, mir ware géint de Black Friday, Soldeverschibungen, dat hu mer alles an deene leschten Diskussioune gefrot.

Mir froe säit September eng ganz Rei zousätzlech Moossnamen an der Schoul. Mir haten 13 Propositioune gemaach, véier Motiounen ofginn. Mir hunn d'leschte Kéier eng Demande fir Vakanzverlängerungen hei op der Chamberstribün ugeschwat. Mir hu Motioune gemaach, fir den Alkoholverbuet ze maachen. A mir froe säit Méint och eng Erhéijung vu Strofen, haaptsächlech awer eng besser Adaptatioun an eng besser Proportionalitéit vun de Strofen.

Dofir soen ech ganz kloer an däitlech: Ech si frou, datt endlech eng Rei méi restriktiv Moossnamen haut kommen. D'Regierung bestätegt domat hir Noutwendegkeet. D'Regierung bestätegt, datt mer säit Woche Recht haten! D'Regierung bestätegt och déi Räsonementer, déi mer hei op der Chamberstribün an op anere Plaze gefouert hunn. Mir begréissen also e groussen Deel vun deenen hei proposéierte Moossnamen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mee ech wëll awer gradesou kloer an däitlech soen, datt ech d'Regierungspolitik net méi verstinn. Et muss nach ee mer erklären, firwat d'Regierung elo op Konklusioune kënnt, fir dës Moossnamen ze huelen. Mir hate Mëtt Dezember, de 15., dat lescht Gesetz. A wéi mer dat gestëmmt hunn, hate mer deelweis méi héich Zuelen, wéi mer se elo hunn, méi héich Zuelen an Neiinfektiounen an Doudeger a Plazen a Klinicken. Mir hate sengerzäit déi héchst Zuelen an der Welt: 853 Infektiounen den Dag. Däitschland hat der 266, Frankräich hat der 185.

Firwat hu mer net schonns deemools reagéiert?! Firwat?

Firwat hu mer net schonn am Dezember, am November, am Oktober déi Konklusiounen do geholl? Sengerzäit krute mer dauernd gesot: „Mee mir beobachten", „mir monitoren", „mir kucken", „mir evaluéieren".

Ech soen: Mir hunn Zäit verluer. Mir hunn enorm Zäit verluer an deene leschte Wochen! An d'Course géint de Virus ass eng Course géint d'Zäit. Mir hunn onwarscheinlech Zäit verluer an deene leschte Wochen, an deene leschte Méint.

Firwat hu mer déi Zäit verluer? Ass et, well d'Regierung et net fäerdegbruecht huet, fir Decisiounen ze huelen, well se kengem wollt wéidoen? Well d'Regierung net eens war, fir déi Decisiounen ze huelen? Ass et, well d'Regierung naiv gemengt huet, mir wären hei zu Lëtzebuerg eng Insel a wat an anere Länner noutwendeg wär, wär net zu Lëtzebuerg noutwendeg?

Ech soen: Déi Responsabilitéit, déi hutt Der ze droen an déi hëlt keen lech ewech!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn lech konstant an dauernd drop opmierksam gemaach an deene Rieden, déi mer gehalen hunn, datt Der vill ze wéineg, vill ze spéit, net kohärent an technesch problematesch Gesetzer hei géift abréngen. Mir hu Motioune gemaach. Et ass alles, quasiment alles ofgeleent ginn!

An Dir hutt eis Erklärunge ginn, firwat Der net wéilt bougéieren. Dir hutt de 17. Oktober gesot: „Mir hunn alles am Grëff. D'Zuele ginn erop, mee dat war virauszegesinn. Maacht lech keng Suergen! Et geet eis nach besser wéi den Nopeschlänner."

Dir hutt eis de 17. November gesot: „Mir sinn an enger stabiller Situatioun. Eng stabill Situatioun, déi awer héich ass. Dat ass zwar net ideal, mee mir hunn alles am Grëff."

Den 23. November: „D'Situatioun ass stabill. Méi héich. Mir mussen eis elo Loft verschafen. Mee mir hunn alles am Grëff."

De 15. Dezember - d'lescht Woch! - ass gesot ginn: „Mir hunn eng ugespaante Situatioun, mee d'Exponentialitéit ass gebrach. D'Indicateure gi liicht erof. A mir hunn eng liicht Besserung."

Elo op eemol gëtt gesot, datt mer drastesch Moossname mussen huelen, well d'Zuelen net genuch erofginn!

Ech soen lech: Déi Zuele gi säit Enn Oktober net erof! Säit siwe Wochen! An déi Berichter, déi Der eis ginn hutt, déi soen dat ganz kloer selwer. D'Zuele bleiwen op ze vill engem héijen Niveau säit zwee Méint. Dat wësse mer! Dat hu mer gesot! Dat kann een an all Tabell liesen! A säit zwee Méint gi mir, gëtt d'Land vertréischt! Et huet sech näischt un den Zuele geännert. Keng Argumentatioun ass anescht ginn. An elo op eemol, well Der ...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

... an d'Enkt gedriwwe sidd, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- (...) Nach eng Kéier: Et huet sech näischt un den Zuele geännert. Just fir sécher ze sinn!

Une voix.- Jo.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här Bettel, et huet sech näischt un den Zuele geännert an deem Sënn, datt d'Zuelen ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dach!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ... an deene leschte siwe Wochen net weider eropgaange sinn. Ech hunn hei en Text zitéiert, deen Dir eis ofginn hutt an deene Berichter, déi Der eis ginn hutt. Ech hu gesot, d'Zuele si souguer liicht erofgaangen.

Dir kënnt jo duerno Är Argumentatioun bréngen. Mee mir hu méintelaang net reagéiert. An elo op eemol reagéiere mer, well mer an d'Enkt gedriwwe sinn a well et net méi anescht geet.

Ech soen lech, déi aner Länner, déi hu reagéiert! Déi hunn heftegst reagéiert. An déi hu vill méi frél reagéiert. Frankräich huet den 28. Oktober seng Gesetzer gemaach. Si si vun 820 Infektiounen op 200 den Dag erofgaangen. D'Belsch huet den 23. Oktober an den 1. November seng Gesetzer gemaach, Däitschland den 28. Oktober an de 25. November. Irland huet reagéiert op engem vill méi déiwen Niveau wéi mir waren, dat schonn den 20. Oktober, an déi konnten drastesch hir Zuelen erofsetzen.

Fir eis ass kloer, datt d'Regierung säit September eng Politik mécht, wou se net anticipéiert, wou se net preventiv schafft, eng Politik, déi ze spéit reagéiert, déi ofwaardend ass, déi hesitant ass, déi net staark genuch reagéiert huet an déi déi ganzen Zäit net decisiounsfäeg war. Obwuel d'Zuelen an eisen Aen eendeiteg waren. An ech soe ganz kloer, datt d'Regierung do eng Responsabilitéit dréit.

Ech verstinn och net deen Ënnerscheed, dee war tëschent där éischter Well an der zweeter Well. Ech hu fonnt, datt an der éischter Well d'Regierung gutt reagéiert huet, well se schnell war a well se konsequent war. An dofir hu mer och deen État de crise sengerzäit matgedroen. Ech fannen, datt déi zweet Well onpreparéiert war, träg Reaktiounen an eng Incapacitéit do sinn, fir schnell eng Decisioun ze huelen.

A wann ech d'Argumentatioun kucken, déi gebraucht gëtt par rapport zu deene leschte Méint, da soen ech mer, datt d'Chamber an d'Leit net seriö geholl ginn. Dir mengt, Dir kéint hei am Fong egal wat fir eng Argumenter egal wéini huelen. An ech ginn zwee Beispiller:

Bei de klenge Commercen hutt Der eis nach d'lescht Woch gesot, datt et eppes anescht wär, wann ee géif bei de klenge Commercen eppes maachen, well déi jo dann op der Strooss wären, dobausse wären. An do géif et déck duergoen, wann ee géif Masken dobannen unhunn. Virun dräi Wochen hutt Der dat gesot, virun enger Woch hutt Der dat och nach gesot. Elo gëtt alles zougemaach. Haut geet et net méi anescht. An ech soen lech: Hätte mer zurzäit eng Rei aner Mesurë fir d'Commercë geholl, da bräicht ee vläicht haut guer kee Lockdown an deem Mooss ze maachen!

Zweet Beispill ass dat vun de Schoulen. Fir eis ass dat an de Schoulen déi dramateschst Feelaschätzung aus dëser Kris! De Minister, deen higeet an dauernd seet, datt an der zweeter Well et haaptsächlech d'Adultë wären, dee behaapt, d'Acceleratioun vun den Infektiounen hätt näischt mat der Schoul ze dinn! Dee seet: „Wann Ustiechunge vu Kanner sinn, dann ass dat net an der Schoul." An déi Konklusioune sinn all festgehalen a sengen eegene Berichter.

E Minister, dee seng ganz Politik drop opbaut, fir Behaaptungen, déi net bewise sinn an och néierens ugewannt sinn, a Realpolitik ëmzesetzen. Deen aner Konklusiounen zitt wéi den RKI oder wéi d'OMS, déi méintelaang zur Virsiicht opfuerderen, wat hei am Land net geschitt ass. E Minister, deen an deem leschte Mount refuséiert huet, eng ganz Rei noutwendeg Moossnamen ze huelen. Mir hunn hei 13 Propositioune gemaach, véier Motiounen abruecht: Alles ass ofgeleent ginn!

E Minister, deen dann den Deputéierten an der Press seet, datt Froen net erwënscht wären, an déi dann, wa se sech zu sengen Zuelen äusseren, och gesot kréien, dat wär net erwënscht; dee weeder op d'Enseignanten nach op d'Elteren nach op d'Gewerkschafte lauschtert: Dee Minister kritt da klipp a kloer vun der Gesondheetsministesch gesot, datt en Onrecht hätt!

Ech hunn der Madamm Lenert gutt nogelauschtert an der Chamber, an der Kommissiounssëtzung, an der Press. Si seet an aller Däitlechkeet: „D'Kanner kënne sech genausou ustieche wéi Adulten. D'Kanner si genausou Träger. D'Kanner hu genausou e Risiko wéi Erwuessener. An dat och an der Schoul." Dat ass genau de Contraire vun deem, wat den Här Meisch seet. An d'Madamm Lenert justifizéiert souguer hir Politik mat deenen Erkenntnisser, well si seet: „De Comptage vun deene Leit, déi bei een heem kënne goen, do musse mer d'Kanner matabezéien, well se genausou ustiechend sinn."

Une voix.-Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Hei ginn an där selwechter Regierung zum selwechte Sujet zwou absolutt konträr Politicke gemaach an de Staatsminister reagéiert net dorobber. Dat ass fir mech awer mat grousse Fragezeiche verbonnen!

An ech soen lech: Déi Etüden, déi ech gelies hunn, déi ginn der Madamm Lenert hei Recht! An ausserdeem seet déi Etüd, déi Dir eis ofginn hutt virun zwee Deeg, ganz kloer, datt d'Ustiechunge vun de Kanner zwëschent 0 a 14 Joer ëm 700 Infektiounen, 700 bis 800 Infektiounen d'Woch wären. Aner Länner hunn och konträr Politicke gemaach zu deem, wat den Här Meisch an deene leschten Deeg gemaach huet. Fir eis ass dat an deene leschte Méint eng absolutt, manifest politesch Feelaschätzung gewiescht. An et war keng Reaktioun vun der Regierung a vum Staatsminister do. Dat ass fir eis onverständlech!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An no engem Trimester reagéiert elo de Minister: eng Woch Homeschooling no der Vakanz. A mir sinn och d'accord domat. Mee d'Fro ass: Huet en déi Zäit och genotzt, fir et virzebereeden? Hu mer déi Ekipementer an de Lycéeën? Ech menge jo. Hu mer déi Ekipementer an de Primärschoulen, déi noutwendeg sinn? Ech mengen, hei ass nach en décke Problem.

A mir sinn der Meenung, datt hei de Staat onbedéngt de Gemenge misst hëllefen, finanziell hëllefen, fir déi noutwendeg Ekipementer zur Verfügung ze stellen an ze kafen. An do ginn ech eng Motioun of, déi dat freet. Wannechgelift, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant les déclarations du Ministre de l'Éducation nationale lors de la rentrée scolaire 2020/2021 : « Le ministre a salué un "moment historique, alors que nous nous apprêtons à refermer un fossé entre le développement numérique de la société et le système éducatif. Tout le monde a besoin de compétences digitales et celles-ci doivent être accessibles à tous" » ;

- considérant que le fossé éducatif ne cesse de s'élargir selon l'étude « PISA 2018 » présentée en décembre 2019 : "The link between socio-economic status and performance in PISA is stronger in Luxembourg than in any other PISA-participating country. Advantaged students in Luxembourg outperformed disadvantaged students in reading by 122 score points in PISA 2018 - a difference 33 points larger than the OECD average difference of 89 score points" ;

- convaincue de la nécessité d'assurer l'égalité des chances pour tout élève et tout étudiant scolarisé au Luxembourg ;

- considérant que l'enseignement à distance dans le cadre de l'école à la maison (« homeschooling ») ne doit en aucun cas encore élargir le précité fossé éducatif ;

- considérant la loi du 7 octobre 1993 modifiée notamment par la loi du 13 juin 2013 disposant dans son article 10 que « le Centre est compétent pour l'ensemble des technologies de l'information et de la communication pour l'administration de l'Éducation nationale » (e. a. les « écoles ou institutions qui sont placées sous l'autorité du ministre ») ;

- considérant également l'article 13 de la précitée loi disposant que : « La division "Informatique distribuée et support" assure en collaboration étroite avec le Centre des technologies de l'information de l'État : 1. L'acquisition, la gestion et l'inventaire d'équipements informatiques et bureautiques »,

invite le Gouvernement

- à mettre - à travers et sur demande des écoles et des communes - gratuitement à disposition de tous

les élèves scolarisés au Luxembourg le matériel informatique nécessaire pour participer dans les meilleures conditions à l'enseignement à distance dans le cadre de l'école à la maison ;

- à appliquer dans ce sens la loi du 7 octobre 1993 modifiée notamment par la loi du 13 juin 2013.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da stellt sech natierlech d'Fro: Wann déi Woch bis eriwwer ass vum Homeschooling, wat geschitt dann? Wat geschitt duerno? An do soen ech ganz kloer an däitlech hei: All déi Demanden, déi mer gestallt hunn, déi sinn nach gëlteg! An all déi Demandë stelle mer haut nach eng Kéier fir déi Woch no dem Homeschooling, well da muss och nach an de Schoulen opgepasst ginn.

Mee komme mer prezis zum Gesetzestext! Ech hunn am Ufank gesot, datt mir, éischtens, d'Zoumaache vun de Commercë bis den 10. ënnerstëtzen, domat d'Suppressioun vu verkafsoppene Sonndeger. Mir haten en ni gefrot, dee Lockdown, mee mir soen: Haut ass en noutwendeg. Et wär vläicht net noutwendeg gewiescht, hätt ee méi fréi aner Moossname geholl.

Mir ënnerstëtzen, zweetens, de Verbuet vun der Alkoholsconsommatioun am ëffentleche Raum. Mir hunn et gefrot an enger Motioun. Mir fannen et noutwendeg. Mir ënnerstëtzen den Homeschooling fir déi Woch no der Vakanz. Mir froen eis, ob et duergeet. A mir froen haut och, vun där Zäit ze profitéieren, fir déi Zäit nom Homeschooling virzebereeden, fir all déi Moossnamen, déi mer proposéiert hunn, nach eng Kéier ze iwwerkucken. Mir verstinn dat temporäert Zoumaache vun de kulturellen Institutiounen an déi Exceptioun fir d'Recherche. Mir regrettéieren, datt et net ofgeschwat war an datt et net preparéiert war.

Fënneftens, mir verstinn d'Zoumaache respektiv d'Reduktioun vun de sportlechen Aktivitéiten. Sechstens, mir ënnerstëtzen d'Eropsetze vun de Strofen. Mir regrettéieren awer, datt déi Proportionalitéit, déi mer gär dragehat hätten, déi de Procureur d'État och bei eis an der Kommissioun gefrot huet, net agehale ginn ass. A mir sinn och gespaant, wat fir eng Äntwert op dem Här Kartheiser seng Fro duerno kënnt.

Mir begréissen déi Moossnamen, déi fir d'Entreprisen hei am Text stinn. Mir sinn och d'accord mat där Sëtzobligatioun, fir déi an de Bussen elo eng Exceptioun gemaach gëtt. Ech wëll awer just soen: Dat steet elo hei am Text. Mee mir hunn dat als Question parlementaire gefrot gehat an do krute mer eng kloer an däitlech Äntwert, dat wär souwisou net noutwendeg, wat mer géife froen. Elo gëtt et an de Gesetzestext materageholl! Dir hätt et vläicht direkt kënne maachen, da wär et gradesou gutt. Mee mir sinn awer zefridden, datt Der et haut maacht, dofir ënnerstëtze mer et och ...

(Interruption)

... an dofir soen ech dat och.

Mee keng vun deene Moossnamen, déi Der maacht, ass justifizéiert, ass argumentativ justifizéiert. An dat ass déi Fro, déi de Conseil d'État dauernd stellt. Dir musst déi Moossname méi justifizéieren, well soss den Uschäi vum Arbiträr relativ schnell opkënnt. An ech soen dat, well et repetitiv gefrot gëtt a well d'Leit och dobausse froen, firwat déi eng Moossnam kënnt, firwat se elo kënnt an zu wat fir engem Zil se soll féieren.

Elo hunn ech Iech déi Punkten opgezielt, déi mer positiv am Text fannen. Mir hunn awer eng ganz Rei Problemer och mam Text. An ech fänke mat deem wichtegste Problem un. Mir hunn e Problem mam Couvre-feu, mat der Ausgangsspär. Net mat der Ausgangsspär als Prinzip, bei där vun 23.00 Auer ware mer positiv agestallt an hunn de Prinzip och sengerzäit matgedroen.

Just, déi ass just sengerzäit justifizéiert gi mam Fait, datt, wann um eelef Auer eng Ausgangsspär wär, da kéinten all déi Fester, déi a Caféen a Restaurante wären, net méi esou laang stattfannen. Dir hutt nach, Här Bettel, eis erkläert, datt een da misst um hallwer eelef heemfueren, wann ee méi wäit ewech wunnt, an deen um Stack uewendriwwer wunnt, bräicht um fënnef vir eelef eréischt heemzegoen. Dat war eng kloer Justifikatioun an dofir konnte mer et och verstoen.

Haut si mer awer an enger Situatioun, wou Restauranten a Caféen zou sinn, wou Geschäfter zou sinn. Wou Rassemblementer dobausse verbuede sinn, zumindest iwwer eng gewëssen Zuel. Wou Restriktiounen an den Individualhaiser op zwou Persoune sinn, wou eng Alkoholsconsommatioun dobausse verbueden ass.

An dofir ass d'Fro: Wat ass dann elo nach d'Justifikatioun vun der Ausgangsspär? Ech stellen déi Fro net eleng. Genau déi dote Fro stellt och de Conseil d'État a sengem Avis. Firwat brauche mer se iwwerhaapt nach? Firwat setze mer se elo op néng Auer erof? Dat gëtt dann, mengen ech, gefillsméisseg erkläert. Mee fir eis ass et kloer, datt esou eng fräiheetsberaubend Moossnam awer eng Justifikatioun brauch, fir datt se verständlech ass a fir datt se logesch ass. An déi Justifikatioun fanne mer hei net erëm, soudatt mer extreem Schwieregkeeten hunn, esou eng Moossnam ze akzeptéieren, haaptsächlech, well se keng wëssenschaftlech a well se keng logesch Explikatioun huet.

An dofir, Här President, ginn ech Iech hei eng Demande of, fir iwwert deen Artikel, den Artikel 1 vun deem Gesetz, hei e separate Vott ze maachen.

(M. Claude Wiseler dépose une demande de vote séparé sur l'article 1er du projet de loi 7738.)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- En anere Punkt, mat deem mer Problemer hunn, dat ass dee vun de Vaccinatiounsdonnéeën an den Informatiounen, déi iwwer 20 Joer gehale ginn. De Conseil d'État seet, dat wär eng laang Zäit. Mir fannen et och eng laang Zäit. Mir verstinn, datt een dës Donnéeë méi laang muss halen, well jo nach gesondheetlech Froen no de Vaccinatiounen e puer Joer duerno kënnen opkommen an een dofir muss en Iwwerbléck hunn. Dat ass och am Sënn vun deem, deen d'Vaccinatioun kritt. Mir fannen 20 Joer ze laang. Mir hunn awer akzeptéiert, datt d'Regierung eis seet, datt se dat fir dat nächst Gesetz eng Kéier iwwerkucke wëllt, a mir freeën eis op déi Diskussiounen.

Mir hunn awer och e Problem mat deenen neie Restriktiounen, wat d'Activité-récréativen ugeet, well mer net verstinn, wat hei gewollt ass. Rassemblementer ginn erlaabt am Artikel 4 (4) mat véier Persoune mat Mask a mat Distanz. An da ginn awer op där anerer Säit d'Activité-récréativen am 3sexies op zwou Persoune respektiv d'Activitésportiven och op zwou Persounen erofgesat.

Elo kann ech dat an der Logik verstoen. Mee ech kann awer net verstoen, wéi een dat soll an der Realitéit applizéieren. Dat géif jo am Fong heeschen, datt ech kann zu zwee bei meng Kanner an Enkelkanner heemgoen, ech sinn doheem mat hinnen, mee ech däerf awer net eraus mat hinne spadséiere goen!

Et muss awer ee mer soen, wou et da méi gefäierlech ass: dobannen oder dobaussen? Respektiv wa mer zu véier dobausse stinn, dat ass normal. Mee soubal mer ufänken, eis ze beweegen a spadséieren ze goen, da musse mer just zu zwee sinn.

(Interruptions)

Also ech verstinn d'Zilsetzung, mee ech verstinn d'Realitéit net, an d'Ëmsetzung an d'Realitéit. An ech soe ganz kloer, datt dat heiten an eisen Aen e gutt Beispill vu schlechter legislativer Aarbecht ass an och domat eng Fro vu Sécurité juridique stellt, well d'Leit net wëssen: Wéini ass et dann e Rassemblement? Wéini ass et Sport? Wéini ass et rekreativ? A wat muss ech dann elo wéini wéi maachen a wéini muss ech wiesselen? An de Conseil d'État seet exactement dat selwecht wéi dat, wat mer elo gesot hunn.

Ech si frou, an dat ass mäin nächste Punkt, datt dee 16ter eraus ass, well déi Denonciatiounsflicht vun de Fonctionnairen, déi hat keng Plaz, weeder an dësem Text nach an engem aneren. Dofir sinn ech frou, datt d'Regierung op déi Demande, déi och vun eis komm ass, positiv reagéiert huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Regierung mécht hei schwéierwigend Agréffer an d'Privatliewen, an d'Geschäftsliewen, an d'Beruffsliewen, a Schoul a Fräizäit. Déi mussen och sinn. Wat eis feelt, si Justifikatioune fir eenzel Moossnamen.

Wat mer awer kruten, soen ech, dat sinn elo eng Rei Explikatiounen: Containement zu anere Gesetzestexter, an dat muss ech och positiv erwänen, hunn den Direkter vun der Santé, de Ministère, den Haut-Commissariat à la protection nationale eis eng Nott gemaach mat der preziser Analys vun der Situatioun. Déi confirméiert d'ailleurs eis Analys vun de leschte Kéieren a féiert zu deene Moossnamen, déi mer scho laang gefrot haten.

Mee wat sinn d'Zilsetzunge vun deene Moossnamen? Wouhi wëllt Der kuerzfristeg kommen? Wat sinn déi Stufen, déi an der nächster Etapp sinn? Dir äntwert eis: „Dat ass schwiereg, mir mussen dat monitoren, mir mussen dat evaluéieren." Dir gebraucht och heiansdo Argumenter iwwer Betterzuelen, iwwer R-Zuelen, iwwer Infektiounen, iwwer Doudeger, déi separat sinn, déi jee no Argumentatioun sinn, an et ass och eng Interdependenz dozwëschent. Mee ech soen Iech, et wär wichteg, wa mer de Leit géife kloer soen: „Mir maachen elo Moossnamen a mir wëlle mat deene Moossnamen op eng gewësse Stuf kommen."

Ech hunn Är Aussoe wierklech nach eng Kéier ganz nogelauschtert an ech hunn och alles gelies, wat Der eis ginn hutt. Ech probéieren, e Resümmee ze maache vun deem, wat ech verstanen hunn. A wann ech falsch leien, dann hunn ech kee Problem, wann Der mer sot, datt ech hei donieftleien. Mee ech wëll awer emol eng Kéier déi Zilsetzung, sou wéi ech se gesinn, aus Ären Texter eraushuelen - also kuerzfristeg Zilsetzungen, déi elo an deenen nächste Wochen eist Zil sinn.

Éischtens, fir en uerdentlechen Tracing ze maachen, sot Dir: „Ënner 200 Leit, wa méiglech maximum 150 Neiinfektiounen den Dag, soss packe mer et net." Eis Zilsetzung ass also, op 150 Infektiounen den Dag erofzekommen, fir dat weesentlecht Instrument vum Tracing erëm un d'Fonctionéieren ze kréien.

Zweetens, fir datt d'Spideeler kënnen normal fonctionéieren, fir datt déi traditionell Medezinn erëm ka fonctionéieren, ass eng änlech Zuel, 150 Betterbeleeungen, dat, wat mer korrekterweis kënne supportéieren, fir eventuell an eng Phas II zréckzegoen. Driwwer ass et komplizéiert fir de Rescht vun der Medezinn. An dat ass eis Zilsetzung. Wéi gesot, sot mer, wann ech falsch leien, mee ech wollt eng Kéier probéieren, et ze resuméieren.

Drëttens, datt den Taux de réplication ënner 0,7 kënnt, ass och e weesentlecht Zil, well en Taux de replication ënner 0,7 erlaabt engem, lues a lues mat der Krankheet erofzegoen. Haut si mer bei 0,8.

De fënnefte Punkt, dat ass den Taux de positivité vun den Tester - den LST, also Large-Scale-Testing eraus -, dee soll no ECDC ënner 3 % sinn. Haut si mer bei 6 % bis 7 %.

Ech géif mer dat, wann ech déi Moossnamen hei huelen, als Zilsetzung fir déi nächst Woche ginn. A wann ee se net erreecht, ass et jo och keng Schuldzouweisung, mee ech fannen et einfach wichteg an enger politescher Kommunikatioun, an enger Kommunikatioun, wou een esou drastesch Moossnamen hëlt wéi déi hei, datt een och de Leit erkläert, wou ee wëllt higoen a wat engem seng Zilsetzung ass a firwat een déi Zilsetzung an der éischter Etapp wëllt erreechen. A wann ee se erreecht, muss een an déi nächst Etapp goen.

Här Bettel, Dir sidd jo bekannt, fir e grousse Communicateur ze sinn, fir grouss Kommunikatioun ze maachen, an Dir hutt och stonnelaang Televisiounsiwwerdroungen. Ech fannen, datt Der déi Kommunikatioun hei net gutt gemaach hutt an datt Der vill méi prezis an Ärer Kommunikatioun musst sinn, well soss bréngt dat eng Perte de crédibilité vun der Regierung mat sech. A gleeft mer, an ech soen dat éierlech a seriö, eng Perte de crédibilité vun der Regierung an dëser Phas wär problematesch. An ech wënsche mer se net.

Mir wëssen, datt am Januar eng grouss Gefor op eis duerkënnt: D'Schoule fänken erëm un, d'Beruffswelt fänkt erëm un, d'Leit kommen aus der Vakanz zréck. Mir wëssen, datt, och wa mer déi zweet Well géife gebrach kréien, d'Gefor vun enger drëtter Well virun der Dier steet. Mir wëssen et! An et geet drëm, fir elo schonn déi Virbereedungen ze maachen an der Schoul, an de Commercen, fir elo e Stufeplang ze maachen, fir elo déi laangfristeg Strategie ze maachen. Notamment ass et genau dat, wat zum Beispill d'Europäesch Kommissioun respektiv d'Leopoldina, vun där Der eis de Bericht ofginn hutt, och an aller Däitlechkeet freet.

An dofir ginn ech Iech hei och elo nach eng Motioun of, fir nach eng Kéier genau dat ze froen, datt déi Aarbecht zesumme mat der Regierung an der Chamber soll gemaach ginn. Wannechgelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- rappelant l'importance d'une politique sanitaire reposant sur des éléments objectifs et des critères scientifiques en ce temps de crise ;

- rappelant la nécessité d'une certaine prédictibilité en temps de crise pour les citoyens et les entreprises ;

- considérant dans ce contexte la « 7. Ad-hoc-Stellungnahme » du 8 décembre 2020 de la « Leopoldina - Nationale Akademie der Wissenschaften » allemande: « Von zentraler Bedeutung ist eine langfristige politische Einigung auf ein klares, mehrstufiges und bundesweit einheitliches System von Regeln, die ab einer bestimmten Anzahl von Fällen pro 100.000 Einwohner greifen. Dieser Katalog sollte verlässliche Maßnahmen vorsehen, die konsequent um- und mit Sanktionen durchgesetzt werden. Durch ein solches einheitliches, nachvollziehbares und langfristig orientiertes Vorgehen werden die Maßnahmen für Bürgerinnen, Bürger und Unternehmen transparent, verständlich und planbar. » ;

- rappelant dans ce contexte la motion de la Chambre des Députés du 15 décembre invitant le Gouvernement « à présenter dans les meilleurs délais une stratégie politique globale couvrant les volets sanitaire, social, économique et politique de la pandémie Covid-19 à moyen et à long terme »,

invite le Gouvernement

- à communiquer dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés le ou les critères politiques et/ou scientifiques sur lesquels le Gouvernement base ses décisions pour proposer une prolongation à l'identique ou une modification du projet de loi n° 7738.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da soen ech nach ee vu menge leschte Punkten, mee deen hunn ech scho fënnefmol gesot: Mir sinn der Meenung, datt Der wierklech e Feeler gemaach hutt, wéi Der Iech géint eng Tracingapp ausgeschwat hutt. Eis Tracingfonctioune si momentan total iwwerfuerdert. A wann ech kucken, wat d'Sondagen dobausse sinn, da soen ech: D'Leit si bereet an d'Leit hätte sou gär esou eng Applikatioun gemaach.

(M. Claude Wiseler montre une page de journal.)

Ech hunn hei déi Kaart, déi ech am „Tageblatt" vu viru 14 Deeg gesinn hunn, wou all déi Länner, déi hei gréng sinn, Tracingappen hunn, ausser deem klenge Punkt hei vu Lëtzebuerg, Schweden - do wësse mer, wéi d'Zuele sinn a wat hir Politik war - an Ungarn a Bulgarien. All déi aner hunn eng!

A wann ech kucken, wat d'Resultater vun enger finnescher Regierung sinn, déi eng ganz Politik ronderëm esou eng Applikatioun opbaut an am Fong och quasiment déi bescht Resultater huet, wat d'Zuelen ugeet, an déi am Fong och säit Méint d'Leit suscitéiert, encouragéiert, positiv begleet fir matzemaachen, da soen ech: Hei huet dës Lëtzebuerger Regierung och e groussen Iertum gemaach!

(Brouhaha)

„Mir sinn op der leschter Ligne droite", sot d'Ministesch. Ech fannen dat fundamental falsch, well ech mengen, datt mer nach e ganz laange Wee virun eis hunn - e Wee, wou nach vill Feeler kënne gemaach ginn, e Wee, deen nach vill Problemer wäert mat sech bréngen -, an dofir musse mer an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint konzentréiert an effikass sinn. Mir mussen eis eng Zilsetzung ginn, eng Strategie ginn an eng uerdentlech Kommunikatioun ginn!

An deenen nächste Méint kënnt eng Vaccinatiounscampagne op eis duer. Dat ass gutt, datt de Vaccin kënnt, datt mer sou fréi wéi méiglech domadder ufänken. Haut huet den Haut-Commissariat à la protection nationale d'Victor-Hugo-Hal ageriicht, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, fir do kënnen ze schaffen.

Et sinn och déi éischt Prioritéite fir Impfunge festgeluecht ginn, an ech soen Iech, dobaussen ass dat e ganz, ganz sensibele Sujet. E ganz sensibele Sujet! An dofir froen ech och hei dat selwecht wéi bei aneren Dossieren: Ech mengen, datt d'Regierung, quitte datt se déi éischt Prioritéite festgeluecht huet, weesentlech méi iwwer hir Impfstrategie misst kommunikéieren an dobaussen erklären.

Wéi vill Dose krute mer bis elo? Wat hu mer bestallt? Si mer bereet, wéi aner Länner, nach zousätzlech Impfdosen ze kafen? Firwat ass d'Victor-Hugo-Hal vum 28. bis den 30. Dezember op, mécht dann erëm zou a geet eréischt den 18. Januar nees op? D'Leit stelle sech Froen dobaussen. Ech mengen, déi Erklärunge musse kommen. Firwat muss d'Fleegepersonal an d'Victor-Hugo-Hal goe fir geimpft ze ginn? Kann dat net weesentlech méi sënnvoll an de Spideeler selwer gemaach ginn?

An dann och haaptsächlech: Wat ass no deenen éischten zwou Prioritéiten? Wat sinn dann déi nächst Prioritéiten, déi kommen? Huelt Der fir d'éischt déi Leit, déi méi exposéiert sinn, dat heescht déi, déi berufflech nu wierklech kënnen a Gefor geroden, oder huelt Der déi, déi méi al sinn oder déi méi vulnerabel sinn? Wat sinn déi nächst Prioritéiten? D'Leit froen, fir et ze wëssen. Ech fannen, dat si berechtegt Froen, an ech fannen och, dat si Froen, op déi Der musst sou schnell wéi méiglech Explikatiounen an Äntwerte ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zur Konklusioun: Mir wäerten dësen Text matstëmmen, an ech soen Iech, dat ass alles anescht wéi evident fir vill vun eis an och fir eise Grupp. Dat fält eis net einfach, an ech hunn Iech virdrun eng ganz Rei Grënn genannt. Mir stëmmen et mat, obwuel mer de Sënn vun der Verschäerfung vun der Ausgangsspär net agesinn. Mir stëmmen et mat, obwuel den Text an eisen Ae voller Onzoulänglechkeeten a Feeler ass. Mir stëmmen et mat, obwuel en ze vill spéit kënnt, dësen Text, an ee vläicht verschidden drastesch Moossnamen hätt kënne vermeiden, wann d'Regierung virun engem Mount oder viru sechs Wochen aner Moossname geholl hätt.

(Interruption)

Mir stëmmen et mat, obwuel d'Kommunikatioun an d'Justifikatioun vun der Regierung schlecht an deelweis souguer inexistent ass. Mee mir stëmmen et mat, well mer der Meenung sinn, datt an där Situatioun, wou mer haut sinn, leider kee Wee laanscht zousätzlech Restriktioune féiert. Mir froe säit laange Woche Verschäerfungen, haut droe mer se mat.

Mir droe se mat, well de Wee an eisen Aen dee richtegen ass, an dofir wëlle mer iwwer all Onzoulänglechkeeten ewechkucken, well mer wëlle kloermaachen, datt déi grouss Zilsetzung - de Virus

bekämpfen, d'Spideeler um Fonctionéieren halen, dem Spidolspersonal hëllefen a schlussendlech Liewe retten - zentral ass, well méi positiv Propositiounen hei dra si wéi Punkten, déi mer contestéieren, well mer wëlle kloerstellen, datt dat an eisen Ae keng parteipolitesch Diskussioun ass, well mer der Meenung sinn, datt national Solidaritéit och ka vun enger Oppositiounspartei ausgoen, och wa se net ëmmer den Echo vun der Regierungssäit spiert. Mir stëmmen et mat, well déi richteg Moossnamen ënnert dem Stréch iwwerweien a well mer an enger schwéierer Zäit wëllen en Zeeche setzen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Deeg waren déi éischt Joresréckblécker op der Tëlee ze gesinn an egal, op wat fir engem Sender ee sech dat ukuckt, wou d'Joer 2020 Revue passéiere gelooss gëtt, et geet ëmmer ëm een Theema: ëm de Covid-19. Dat geet vum éischte Fall zu Wuhan bis zur Deklaratioun vun der Pandemie, dem État de crise, dem éischte Lockdown, bis och hin zum éischten Doudesfall hei zu Lëtzebuerg.

D'Joer 2020 war eng permanent Gefillsachterbunn tëschent Ongewëssheet, Onsécherheet, Angscht, Trauer an awer och grousser Solidaritéit an Hoffnung. An et ass e Joer, dat wäert an d'Geschicht agoen.

Trotz deem ville Leed, trotz deene groussen Erausfuerderungen, trotz aller berechtegter Kritik an trotz aller natierlecher Ofleenung géint Mesuren, déi eis Fräiheeten aschränken, sinn ech awer och der Iwwerzeegung, dass dëst Joer spéiderhi wäert an d'Geschichtsbicher agoen als dat Joer - d'Joer 2020 -, wou Lëtzebuerg zesummestoung an zesummegehalen huet, an dat méi wéi jee, an dass jidderee versicht huet, säi Bescht ze maachen, zum Wuel an zum Schutz vun der Allgemengheet. Dat gëllt fir all Eenzelnen, dee säi Bäitrag geleescht huet, fir d'Land hei a senger gréisster Kris um Lafen ze halen. Nieft den traurege sanitären Aspekter vun dëser Kris ass dat eng Erkenntnis, déi mech awer houfreg mécht. Hei am Land stounge mer zesummen, wéi et drop ukomm ass. An dat sollt ee grad op esou méi besënnlechen Deeg, kuerz viru Chrëschtdag, net vergiessen!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass schonn aussergewéinlech, dass mir um Dag vun Hellegowend zesummekommen, fir e Gesetz ze stëmmen. Ech mengen, dat gouf et nach net ganz oft. Mir alleguerten hunn an de leschte Méint Mesurë geholl, déi mir eis virun engem Joer mol nach net hätte kënne virstellen. Aussergewéinlech Ëmstänn erfuerderen och aussergewéinlech Moossnamen.

Mir waren eis och, mengen ech, vun Ufank u bewosst, dass de Wanter net einfach géif ginn, dass de Wand méi rau géif ginn, a mir hunn alles gemaach, fir dem Virus de Wand aus de Seegelen ze huelen. An ech mengen, contrairement zu deem, wat den Här Wiseler am Numm vun der CSV gesot huet, dass déi Mesuren, déi mer geholl hunn, gegraff hunn. Ech wäert lech e puer Beispiller ginn. D'Moossnamen, déi zanter e puer Wochen a Kraaft sinn, déi mer an de leschten Deeg a Woche verlängert hunn, weisen hir Wierkung. D'Zuele ginn an déi richteg Richtung, och wann dat leider vill méi lues de Fall ass, wéi jiddweree sech heibannen, wéi mir alleguerten eis dat géife wënschen.

Vun der Kalennerwoch 50 op d'Kalennerwoch 51, op siwen Deeg gekuckt, war nach eng Baisse vu 15 % vun de positive Fäll. Den Taux de positivité kënnt deem recommandéierten Taux vun 3 % ëmmer méi no - e louch gëschter a virgëschter, wann ech mech richteg erënneren, souguer ënnert den 3 % - an dee berüchtegten R-Wäert, deen huet sech ronderëm 0,8 agependelt.

D'Zuele ginn also besser, si sinn awer nach laang net gutt. A besonnesch d'Zuel vun de Better, déi mat Covidpatiente beluecht sinn, awer och d'Zuel vun den Intensivbetter maache mir, an ech mengen, maachen eis alleguerte weiderhin nach Kappzerbrieches.

D'Geforen, déi ronderëm d'Feierdeeg op eis laueren, sinn ze grouss, wéi dass mer se einfach kéinten ignoréieren: d'Gefore vun engem mutéierte Virus, awer och d'Geforen, déi vun eis selwer ausginn, wa mer wärend de Feierdeeg beieneekommen. Mir däerfen eis näischt virmaachen: Souguer, wann d'Visitten op ee Stot mat maximal zwee Gäscht limitéiert sinn, wäert de Virus an den nächsten Deeg an de Familljen an am Frëndeskrees zirkuléieren.

An ech maachen hei ganz kloer kengem - kengem! - e Reproche, well et ass mënschlech, dass een op Chrëschtdag een oder zwee enk Familljemembere wëll gesinn, dat ass jo och net verbueden. An awer musse mer eis bewosst sinn, dass all onnéidege soziale Kontakt dem Virus d'Chance gëtt, fir sech weiderzeverbreeden.

D'Regierung huet decidéiert, dës ugeschwate Geforen ze anticipéieren, andeems nach eng Kéier verschäerft Reegelen agefouert ginn. Mir schwätze vun engem preventive Wellebriecher, also Mesuren, déi verhënnere sollen, dass sech iwwert d'Feierdeeg eng nächst Well opbaut. Et geet virun allem drëm, den Infektiounen, déi am Private geschéien, de Wee no baussen ze verbarrikadéieren, an dofir schrauwe mer dat ëffentlecht Liewen op e Minimum erof. Dat erlaabt eis deen néidege Sputt, fir an dat neit Joer kënnen ze goen.

Nieft de Restauranten a Bistroe mécht elo och de Commerce seng Dieren zou, mat Ausnam vun de Butteker, déi essenziell Liewensmëttel verkafen. D'DP begréisst an deem Kontext ausdrécklech - ausdrécklech! -, dass méi kleng Butteker dës Kéier net duebel bestrooft ginn, well grouss Supermarchéen hir Artikele weider däerfe verkafen. Esou entsteet also keng deloyal Konkurrenz tëscht de Butteker, déi mussen zoumaachen, a Butteker, déi kënnen opbleiwen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- D'sozial Kontakter erofschrauwen, dat zielt och an der Schoul: D'Schoul geet net, wéi geplangt, de 4. Januar erëm un, mee eng Woch méi spéit. D'Grondschoulen an d'Lycéeë schalten deels och op Distanzunterrecht, och d'Betreiungsstrukture gi fest fir zwou Wochen zou. Wéi scho beim éischte Lockdown gëtt et eng Ausnam fir d'Kanner, wou d'Elteren am Fleegesecteur oder am Gesondheetssecteur schaffen. D'Eltere vu Kanner ënner 13 Joer hu Recht op de Congé pour raisons familiales, wann d'Kanner net kënnen anzwousch anescht versuergt ginn, dat hu mer virdru gestëmmt.

Fir no dem Homeschooling, dem Enseignement à distance, nees eng sécher Rentrée kënnen ze garantéieren, wäerte sämtlech Schüler tëschent 4 an 19 Joer eng Invitatioun fir e PCR-Test heemgeschéckt kréien. Dat betrëfft natierlech och d'Enseignanten an d'Educateuren aus de Schoulen, aus de Kompetenzzentren, aus de Crèchen an aus de Maison-relaisen. D'Zilsetzung vum Minister Claude Meisch bleift déi selwecht: Esou vill Chancë wéi méiglech fir d'Bildung, an esou mann Chancë wéi méiglech fir de Virus.

D'Ausgangsspär, de Couvre-feu, gëllt schonn ab iwwermuer ab néng Auer owes. An der Kommissioun gouf vill iwwert de Sënn, den Notzen oder den Onsënn vun där Mesure geschwat. Ech ginn hei kuerz op eng franséisch Analys an, op déi ech gestouss sinn, eng Etüd, déi de 17. Dezember publizéiert ginn ass. Si ass also ganz rezent.

D'Chercheuren hunn den Impakt vum Couvre-feu op epidemiologesch Indicateuren an 22 franséische Metropolen analyséiert. An de Metropole besteet de Couvre-feu a Frankräich jo schonn zënter Oktober, an zënter dem 15. Dezember gëllt d'Ausgangsspär a ganz Frankräich. An d'Bottomline vun dëser Etüd ass follgend: Den Epidemiolog Patrick Rolland seet, an ech zitéieren en: « On observe clairement un ralentissement plus précoce de l'augmentation du taux d'incidence dans les métropoles où le couvre-feu a débuté le 17 octobre. »

De Couvre-feu hätt also senger Analys no sécherlech eng Inzidenz op d'Verbreedung vum Virus. Mee et ass schwéier, an dat wësse mer alleguerten, d'Inzidenz, den Impakt vun enger eenzelner Mesure isoléiert ze betruechten. An dat gëllt net nëmme fir dës Mesure, mee dat gëllt fir alleguerten déi Mesuren, déi mer huelen, an déi kënnen nëmme gräifen, wa se wéi Zännrieder aneneegräifen. Eenzel Mesuren an hiren Impakt op d'Verbreedung vum Virus ze analyséieren, ass quasi net méiglech.

D'Verschäerfung vun deem Punkt am Covidgesetz ass awer och nach eng Kéier e kloert Zeechen, dass d'Zuelen zwar besser, mee nach laang net gutt sinn. Et soll een dofir just fir dat Néidegst erausgoen a fir de Rescht doheembleiwen. Zesumme mat all deenen anere Mesurë wäert d'Ausgangsspär hiren Deel derzou bäidroen, dass d'Infektiounszuele weider erofginn.

Och de Glüwäinhopping ronderëm Chrëschtdag gëtt ënnersot, d'Consommëiere vun Alkohol op der Voie publique gëtt verbueden. D'Chamber hat der Regierung dat jo schonn d'lescht Woch mat op de Wee ginn. Dat ass och gutt esou.

D'Betriber an de Staat sollen nees esou wäit wéi méiglech op den Teletravail zréckgräifen.

Här Premierminister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst sinn extreem Moossnamen an déi allerlescht Etapp virun engem richtegen a komplette Lockdown, wéi mer en am Fréijoer kannt hunn. Dës Mesurë sinn awer och zäitlech begrenzt - dat solle mer eis ëmmer virun Ae féieren -, se sinn zäitlech begrenzt bis den 10. Januar a selbstverständlech ka keen - keen! - heibanne soen, wéi d'Welt den 10. Januar ausgesäit. An ech moosse mer och net un, op dëser Plaz eng Prognos ze maachen, mee ech sinn awer voller Zouversiicht, dass de proposéierte Wellebriecher vun der Regierung wierkt a mer mat besseren Zuelen an dat neit Joer starte kënnen, wéi mer dat aalt Joer ofgeschloss hunn.

A wa mer éierlech sinn, sinn d'Chrëschtdeeg an de Joreswiessel - dat, wat eis däitsch Frënn „zwischen den Jahren" nennen - déi ideal Zäit, fir esou e Wellebriecher en place ze setzen. Et ass eng Zäit, wou d'Mënsche méi zur Rou kommen, wou den Undrang an de Geschäfter souwisou méi kleng ass, wou d'Schoulen an d'Aarbecht lues a lues erofgi respektiv zou sinn, an am Januar geet d'Aarbecht, och d'Aarbecht an de Schoulen, lues a lues erëm un.

Kommt, mir notzen déi Zäit net nëmme wéinst eiser, mee och wéinst de vulnerabele Persounen, a ganz, ganz besonnesch - ganz besonnesch! - aus Respekt an aus Solidaritéit fir d'Leit aus dem Fleege- a Gesondheetssecteur. Si sinn all Dag déi, déi fir eis Gesondheet schaffen, an ech mengen, et ass net ze vill vun eis verlaangt, wa mir e puer Deeg doheembleiwen.

Erlaabt mer, fir ofzeschléisse mat engem Commentaire vun engem Bekannte vu mir, engem Mann, dee fréier Buergermeeschter zu Biermereng war, den Här Vandendries, deen d'Situatioun all Woch am Bléck hält. An en huet dës Woch geschriwwen: „Si mer um gudde Wee? Et kéint ee bal mengen, wann een d'Zuele vun der leschter Woch kuckt: Fir d'éischte Kéier zanter aacht Woche leie mer nees e gudde Krack ënnert den Zuele vun den 3.000 Infektioune pro Woch, an och déi aner Zuele schéngen eng gewëssen Tendenz no ënnen ze weisen."

An da schreift den Här Vandendries: „Si mer schonn op der gewonnener Säit? Sécher net, well wann een d'Zuelen, a besonnesch déi an de Spideeler, méi genee kuckt, da gesäit een, dass een nach net vun enger richteger Entspanung schwätze kann. A wann ee weess, dass elo ganz „gefäierlech" Deeg virun eis stinn, wou e gewëssene Risiko besteet, dass do trotz alle Bedenken d'Virsiicht op der Säit gelooss gëtt, da kann ee verstoen - ech op jiddwer Fall -, dass eis Dokteren ëm Hëllef ruffen an dass d'Regierung deem Hëllefruff trotz deene besseren Zuelen och follegt! Passt op lech op a bleift gesond!"

Ech soen dem Här Vandendries Merci fir dee Commentaire, deen e geschriwwen huet. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn op dëser Plaz den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Gilles Baum Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Hierscht koum déi zweet Well, si ass ugekënnegt ginn a si ass komm. Si huet eis och getraff, am Ufank nach mat 60 neie Fäll pro Dag, duerno sinn d'Zuele lues a lues an d'Luucht gaangen. An eis Regierung huet, wéi ëmmer bis elo, ganz séier a ganz effikass reagéiert, fir d'éischt mat engem Appel à la vigilance vun eiser Gesondheetsministesch, duerno sinn nei Mesurë komm, den 29. Oktober, de 25. November, an déi sinn de 15. Dezember nach eng Kéier bestätegt ginn. Ech hunn och do keen héiere vun engem Lockdown schwätzen, an et sinn effektiv Mesurë geholl ginn.

Et kann een hei … Och wann een et oft repetéiert, gëtt et doduerch net méi wouer, a wann ee seet, et wär näischt geschitt, dann ass dat falsch! Et si Mesurë geholl ginn, et si ganz aschneidend Mesurë geholl ginn, dat heescht, et ass eppes geschitt! An déi Mesuren, déi waren och richteg a si hu gegraff, dat ass och evident. Déi Mesurë waren effikass, d'Tendenz no uewen ass gebrach ginn, ganz kloer, d'Zuele ginn och ganz kloer erof. D'Evolutioun ass um gudde Wee, wat leider bei eisen Nopeschlänner net iwwerall de Fall war oder ass, wou d'Zuelen zum Deel nach eropgaange sinn. An net fir näischt huet d'OECD Lëtzebuerg bei der Bewältegung vun der Kris jo och eng gutt Zensur ausgestallt, an déi ass eis och eppes wäert, déi gutt Zensur vun der OECD.

Mee mir sinn awer nach net gerett: D'Zuelen an de Spideeler, wat u sech eise wichtegste Gradmiesser misst sinn, sinn nach ëmmer ze héich: Gëschter waren nach 192 Patienten hospitaliséiert, ee manner wéi den Dag virdrun, an dovunner 40 op der Intensivstatioun, ee méi wéi deen Dag virdrun. De Reproduktiounstaux läit bei 0,86. Virgëschter waren 227 Leit positiv bei 10.503 Tester, gëschter waren et der 400 bei 15.372 Tester, also largement ënnert der 3 %-Mark.

Och wa mer eng Liichtchen um Enn vum Tunnel gesinn duerch e Vaccin, dee jo elo d'Autorisatioun vun der EMA kritt huet, sou ass d'Situatioun awer nach laang net gutt. An duerfir proposéiert d'Regierung jo och, d'Moossnamen nach eng Kéier ze verschäerfen, fir eis och déi néideg Loft ze ginn, fir d'Situatioun an de Spideeler nach besser geréieren ze kënnen an do vun der Phas 4, wou mer jo elo dra sinn, an déi weesentlech méi akzeptabel Phas 2 ze kommen, wou mer also net mussen Operatiounen ofsoen, fir dass de System net zesummebrécht.

Bis den 10. Januar 2021, Dir Dammen an Dir Hären, sinn et nach 16 Deeg, wou dëst Gesetz dann, wann et de 26. Dezember a Kraaft trëtt, seng Wierkung ausspille kann. Et si Mesuren, déi on top op déi bestoend schonn drastesch Mesurë kommen, déi scho säit dem 25. November bestinn, déi Mesuren, déi den Trend no ënne vun de positiv Infizéierten an d'Weeër geleet hunn a wou mer de 15. Dezember, wéi virdru gesot, nach eng Kéier Mesuren an de Grande-surfacë bäigesat hunn.

Grad dës Zäit bis Ufank Januar - de Gilles Baum huet et virdru gesot -, wou all d'Aktivitéiten am Land e bësse méi erofgefuer ginn, ass dann och dee richtegen Zäitpunkt fir weider Mesuren, déi jo och, falls d'Situatioun an de Spideeler net genuch bougéiere sollt, de 15. Dezember ugekënnegt waren. Kloer huet d'Ministesch dat hei gesot, an dat maache mer dann och haut. An déi Mesuren, déi geholl gi sinn, op déi ass de Mars Di Bartolomeo am Detail agaangen. Ech brauch dat dann net hei ze maachen, ech kann deen Abschnitt iwwersprangen.

Mir brauchen déi weider Entspanungen, fir dass mer eist Personal an de Spideeler schütze kënnen, fir datt d'Zuel vun de Patienten erofgeet a fir datt d'Situatioun sech berouegt. Mir brauchen déi Entspanung awer och, fir dass mer beim Tracing - deen enorm ënner Drock ass, mee wou et awer enorm wichteg ass, do nozekomme mat der Aarbecht -, bei eng Zuel vun ongeféier 200 kommen. An derbäi kënnt jo dann och nach, dass grad dës Joreszäit dem Virus absolutt an d'Kaarte spillt, dass genau an dëser Joreszäit d'Verbreedung vum Virus am beschte viru sech geet. Dat, wat mer hei maachen, ass u sech jo eng preventiv Moossnam, eng Moossnam, déi absolutt richteg ass.

Dir Dammen an Dir Hären, vill Leit hale sech un d'Reegelen. Déi absolutt grouss Majoritéit hält sech un déi Reegelen, déi hei ausgesprach ginn. Ech wéilt hinnen alleguerten e grousse Merci soen. Si weise Responsabilitéit vis-à-vis vu sech selwer, Responsabilitéit vis-à-vis vun hire Matbierger an och Responsabilitéit vis-à-vis vun engem Land, wat an enger schwiereger Situatioun ass.

An haut brauche mer nach e weideren Appell un d'Versteesdemech vun de Bierger. An eis Bierger, déi hu vill Versteesdemech! A jo, heiansdo fält et schwéier, déi eng oder aner Mesure am Verglach mat aneren ze verstoen, mee eis Bierger, déi hu Vertrauen an d'Mesuren. Si hu Vertrauen an déi Leit, déi geléiert hunn, an d'Experten - déi richteg Experten, net déi vun de soziale Medien! -, si hu Vertrauen an eis Regierungsekipp.

A si hu Vertrauen an eis Gesondheetsministesch, déi fir de Schutz vun der Gesondheet vun de Leit wéi e Fiels an der Brandung steet, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt an déi säit zéng Méint am Interêt vun eis all an der Gesellschaft quasi Dag an Nuecht schafft, fir dass mer hei zu Lëtzebuerg sou gutt wéi méiglech duerch déi Kris kommen.

Vill Leit dobaussen hunn déi Éierlechkeet vun hire Messagë verstanen; net vill Gedeessems ronderëm, d'Fakten an d'Kloerheet vum Message schwätzen a maachen hiert. An datt d'Leit de Message verstanen hunn, datt se sech och nach ëmmer un d'Mesuren halen, dat weisen d'Zuelen. Déi gi wéi gesot erof. An déi ginn net vum selwen erof, déi ginn erof, well d'Mesuren, déi en place gesat gi sinn, effikass sinn.

An d'Evolutioun vun der Pandemie, Dir Dammen an Dir Hären, déi geet de pair mam Verhale vun de Bierger, mam Anhale vun de Gestes barrières, mam Anhale vun de Restriktiounen, déi vun der Santé gesprach ginn, mam Respekt virun dësen aschneidende Mesuren.

Wat mer haut beschléissen, dat kann deen noutwendegen Accelerateur sinn, dee mer brauchen, fir nach weider erofzekomme mat den Zuelen. Ob et dann esou ass, dat wësse mer net. De Gilles Baum huet et gesot: Wéi eng Mesure ass déi, déi dee meeschten Effekt huet? Dat kënne mer lech net soen, well kee weess dat. Mee warscheinlech ass et en Zesummespill vun all deene Mesuren, wat d'Wierkung am gréisste gi léisst. A mir hoffen, datt all déi Mesuren dann och déi Wierkung hunn, déi mer eis vun hinnen erwaarden. E Wonnermëttel gëtt et leider net.

Ech weess, datt mer heibanne bei deem, wat mer haut decidéieren, net alleguer enger Meenung sinn. Ech appreciéieren duerfir ganz staark d'Positioun vun der CSV, déi, wann ech dat richteg matkritt hunn, haut de Rapport mat enger Abstentioun ofgestëmmt huet, awer elo hei an der Plenière dësen Text matstëmmt. Dat ass eng verstänneg Approche, ech weess dat wierklech ze schätzen an ech fannen dat och ganz richteg, wéi d'CSV dat hei mécht.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech weess awer och, datt jidderengem heibannen dru geleeën ass, an dat gesäit een och un dësem Vott - ech wëll net

soen, datt déi aner dat net maachen, ech wëll dat elo hei direkt am Viraus soen -, datt mer esou séier wéi méiglech aus dëser sanitärer Kris erauskommen. Och déi, déi géint den Text wäerte stëmmen, déi wëllen och, datt mer esou séier wéi méiglech aus dëser sanitärer Kris erauskommen. Dat ass richteg.

Duerfir mäin Appell un lech alleguerten heibannen an och dobaussen: Och wann een net mat all de Moossnamen d'accord ass, sou solle mer eis awer alleguer un dat halen, wat haut beschloss gëtt. A mir sollen de Message och resolutt no bausse vertrieden, datt mer all zesummen der Situatioun nëmme Meeschter ginn, wa mer déi elementar Reegelen anhalen an eis als responsabel Bierger behuelen.

Chrëschtdag ass fir vill Leit e Fest vu grousser Wichtegkeet, well dann d'Famill zesummekënnt a well mer da kënnen zesumme feieren. Fester feieren - dat brauch ee mir net ze soen - ass wierklech wichteg. Fester gehéieren zu eisem Liewen, zu eiser Traditioun, an duerfir sinn Aschränkunge jo och ëmmer mat esou schwéieren Decisioune verbonnen, déi kee gären hëlt. An awer sinn et am Moment déi richteg Decisiounen.

An och wann et dëst Joer am Dezember op Chrëschtdag net esou ass, datt een dat grouss ka feieren, wéi mer dat gewinnt sinn, sou solle mer alleguer derfir suergen, datt mer vläicht am Fréijoer oder da vläicht eeben am Summer nach mat deene feiere kënnen, déi mer gären hunn, a si kengem onnéidege Risiko aussetzen. Dofir schützt déi, déi Der am léifsten hutt a feiert dëst Joer am klenge Krees. Passt op lech an Är Léifsten op! Dat ass e ganz waarmen Appell, deen ech un d'Leit heibannen an un d'Leit dobausse maachen: Passt op lech an op Är Léifsten op!

An heimat ginn ech den Accord vun der LSAP fir dësen Text. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. An als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché agedroen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de leschte Méindeg huet d'Regierung en net onwichtege Bilan gezunn: Et war deen, datt mir mat de leschte Covidgesetzer net esou richteg vum Fleck komm sinn, wéi mer eis dat erhofft haten, datt se net deen Impakt haten, dee mer eis alleguer gewënscht hunn.

A scho si mer als Chamber nees am Asaz, an dat e puer Stonne virum Couvre-feu vun Hellegowend. An dat ass och gutt esou, well et beweist, datt den demokratesche Fonctionnement vun eisen Institutiounen zu Lëtzebuerg nach ëmmer fonctionéiert.

Den Här Rapporter Mars Di Bartolomeo huet d'Situatioun, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, schonn erklärt: Et ass natierlech mat dëse Moossnamen, déi an de leschte Wochen en place waren, gelongen, déi exponentiell Verbreedung vum Virus ze stoppen, an dat ass och wierklech e positiivt Zeechen. Mee leider hunn d'Zuele sech op ze vill engem héijen Niveau agependelt. An och wa sech an de leschten Deeg eng kloer Tendenz no ënnen undeit, sou sinn och mir als Gréng der Meenung, datt mer et net däerfen drop ukomme loossen.

Béid Gesetzer hunn de Spidolssecteur nämlech net an dréchen Dicher bruecht, a vun der gewënschter zweeter Stuf, déi jo an de Spideeler definéiert ginn ass, si mer nach ëmmer e Stéck ewech. Den normale Fonctionnement vun alle wichtege Spidolsservicer an Aktivitéiten ass nach ëmmer a Gefor an den Hëllefruff aus de Spideeler ass net ze iwwerhéieren, dëst och opgrond vun der Tatsaach, datt d'Personal schonn zanter Méint enorm belaascht ass an zum Deel krankheetsbedéngt ausfält.

Bedenklech ass och d'Zuel vu covidbedéngte Stierffäll, déi oft genannt ginn, an och deenen däerfe mir net einfach nokucken. Ganz am Contraire, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass e weidere Grond, firwat mir als gréng Fraktioun d'Verschäerfung vun de Moossname ganz kloer ënnerstëtzen.

(Interruption)

Quitte datt eenzel Moossnamen, an ech schwätze vum Couvre-feu, natierlech als arbiträr kënnen duergestallt ginn oder als grenzwäerteg kënne gëllen, well se eng déifgräifend Beschneidung vun de Grondrechter duerstellen, sou muss een op där anerer Säit awer ganz kloer unerkennen, datt d'Mënschen net wéi an anere Länner praktesch doheem confinéiert ginn. An och wa vu Familljefester oder Besuch ofgerode gëtt a just nach zwee Leit kënnen empfaange ginn, sou gëtt mat dësem Projet de loi awer verhënnert, datt vulnerabel an alengliewend Persoune komplett isoléiert ginn. Dat ass fir eis e wichtege Punkt: de Schutz virum Isolement. Esou wéi dat zu Lëtzebuerg wärend dem Confinement de Fall war, dat war an eisen Ae vill méi bedenklech. Mat dësem Projet de loi gi mir op en anere Wee.

Bei de Schoulen, muss ee soen, hu mer Chance: Zwou Woche Vakanz erlabe souwisou eng gewësse Rou am Secteur an ech mengen, déi Woch Homeschooling kréie mer all iwwert d'Bün. An dat wäert och net zu gréissere Problemer um Niveau vun de Retarde vu verschiddene Schüler féieren, well et wierklech just op eng Woch wäert limitéiert bleiwen.

Dës Approche gesinn och d'Fuerscher als sënnvoll un, et ass scho gesot ginn, an ech wéilt och der Madamm Minister Merci soen, datt se eis eng Rei Dokumenter dozou zoukomme gelooss huet, aus deene kloer ervirgeet, datt rigid Moossnamen - och, wa verschidden Ausnamen domat verbonne sinn - vum wëssenschaftleche Standpunkt hier ganz effikass sinn, wann een d'Zuele séier an drastesch wëll senken.

Grondsätzlech geet et laut den internationalen Etüden - a se sinn all zimmlech op enger Linn - drëms, d'Kontakter op en absolutte Minimum ze limitéieren, also dat, wat mer maachen, oder besser nach: ze erreechen, datt d'Leit fräiwëlleg op Kontakter verzichten - wat natierlech net der Natur vum Mënsch entsprécht -, dat souwuel innerhalb wéi och ausserhalb vun de Familljen. Et ass e schwieregen Exercice, wuel wëssend awer och, datt vill Ustiechungsquellen net méi kënnen identifizéiert ginn, an doduerch ergëtt dës Moossnam dann och hire Sënn.

Wat d'Aarbecht ugeet, soen d'Etüden, datt op Homeoffice soll gesat ginn, datt deen zur Reegel soll ginn, wat zu Lëtzebuerg och ganz vill versicht gëtt - mat alle Problemer, déi awer och domat verbonne sinn -, wärend ëffentlech Institutiounen hir Diere méiglechst fir de Public sollen zoumaachen a sämtlech Aktivitéiten am Grupp méiglechst op Äis solle leeën.

Et ass also genee dat, wat mer mat dësem Projet de loi maachen a wat an enger änlecher Approche méi oder manner streng och am Ausland gemaach gëtt oder scho gemaach ginn ass.

A wann ee sech d'Entwécklung am Ausland da méi genee ukuckt a se analyséiert, da stellt een tatsächlech och fest, datt haart Moossname sech normalerweis bewären, awer mat Betounung um Zousaz, wann et just drëms geet, d'Zuele kuerzfristeg ëm e grousse Prozentsaz ze senken.

Beispillsweis ass dat an Irland gelongen, wou vum 21. Oktober bis Enn November 2020 e relativ strenge Lockdown a Kraaft war. Ech hunn dat e bëssen nogesicht. D'Kontakter zu aneren Haushalter ware streng limitéiert. Den Teletravail war Flicht an den Eenzelhandel war wäitgeeënd zou. Op déi Manéier ass et gelongen, d'Neiinfektiounen an enger Siwen-Deeg-Inzidenz vun 150 op wäit ënner 50 pro 100.000 Awunner ze reduzéieren. Dat heescht, a kuerzer Zäit sinn d'Infektiounen ëm 60 % erofgaangen, obwuel d'Schoulen an d'Betreiungsstrukture wärend där ganzer Zäit weiderfunktionéiert hunn.

E liicht aneren a méi strenge Wee huet d'Belsch ageschloen, wou d'Situatioun nach vill méi dramatesch war wéi an Irland: Am Oktober louch d'Siwen-Deeg-Inzidenz bei iwwer 1.000, duerch de Lockdown ass se op ëm déi 100 gefall. Allerdéngs ginn d'Infektiounen do nees lues awer sécher erop, an dat ass awer och e Volet, deen ee muss bedenken.

Dat zielt och fir Frankräich, wou d'Zuelen opgrond vum strenge Lockdown gefall sinn, mee elo nees amgaange sinn ze klammen.

Däitschland ass sengersäits dru gescheitert, déi zweet Well anzefänken, an ass scho mat enger drëtter konfrontéiert - e strenge Lockdown iwwert d'Feierdeeg ass d'Resultat.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn dës Beispiller zitéiert, ganz einfach, well se beweisen, datt e strenge Lockdown seng Friichten dréit - wéi gesot awer just, wann et drëms geet, d'Zuelen a kuerzer Zäit drastesch ze reduzéieren. Wat duerno geschitt, gëtt awer och ëmmer méi kloer - wuel wëssend, datt een eng Gesellschaft jo net jorelaang an de Lockdown ka stierzen -: Soubal wéi d'Moossname gelackert ginn, ginn d'Zuelen an deenen anere Länner nom Jo-Jo-Prinzip nees erop. Bei eis net, nach net!

Déi prinzipiell Fro, déi vill Mënsche sech opgrond vun dëser Entwécklung stellen, ass dann déi, ob dat dann elo ëmmer esou weidergeet oder ob et net méi sënnvoll wier, op d'Ausdauer ze setzen, déi ech och a menger leschter Ried hei ervirgestrach hat - ech hat d'Bild vum Marathon genannt -, wéi op d'Method vum Stop-and-Go, bei där een den Tempo vun den Infektiounen zwar ganz séier an drastesch gebremst kritt, mee wou d'Bremse vun der Gesellschaft fréier oder spéider futtifueren - woumat ech déi gesellschaftlech Zermürbung mengen.

An dee selwechte Kontext gehéiert och d'Fro, wéi vill rechtsstaatlech, sozial a psychesch Schied mer eiser Gesellschaft zoumudde kënnen, fir se laang Zäit virun enger Pandemie ze schützen. Dës Fro ass jo natierlech gesellschaftspolitescher Natur, well et sech bei de Moossnamen, dat wësse mer alleguer, ëm déifgräifend Aschränkunge vun de Grondfräiheeten handelt. Anerersäits ass se awer och reng gesondheetspolitescher Natur: Et stellt sech nämlech eraus, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi aktuell Situatioun bei ëmmer méi Mënschen zu Angscht, chroneschem Stress, Depressiounen an anere mentale Stéierunge féiert, déi sech och kierperlech auswierken. Dat héiert ee ganz vill aus Dokteschkreesser, et gëtt een et awer och an der Etüd vum LISER gewuer, déi do scho virun enger Zäit realiséiert gouf.

An dee Phenomeen bezitt sech och net just op Lëtzebuerg: Déi däitsch Krankeversécherung DAK beispillsweis verzeechent bei de Krankmeldunge wéinst psychesche Problemer fir 2020 en Ustig vu 7 % am Verglach zu 2019. Zu Lëtzebuerg leien an där Hisiicht nach keng Zuele vir - ausser ech hätt se net gesinn -, mee ech denken, datt d'Entwécklung zu Lëtzebuerg sech net vill vun där an anere Länner ënnerscheet. Woubäi et jo evident ass, datt déi schläichend Well vu psychesche Schied an eiser Gesellschaft net esou einfach ze moossen ass wéi d'Presenz vum Virus an engem Test.

Als Gréng si mir jiddwerfalls der Meenung, datt och dës Elementer an d'Iwwerleeunge mussen afléissen, wann et drëms geet, Covidmoossnamen ze decidéieren. An domat wëll ech ganz kloer net soen, datt d'Covidmoossname per se falsch oder onnéideg sinn - ganz sécher net! Allerdéngs ass et wichteg a besser, se eemol ze vill ze hannerfroe wéi eemol net genuch.

Dir Dammen an Dir Hären, domat sinn ech beim Projet de loi vun haut, dee jo scho vill beschriwwen a kommentéiert ginn ass a mat deem mer et viraussiichtlech fäerdegbrénge wäerten, d'Tendenz no ënnen hin ze acceleréieren an e maximalen Effet fir Mëtt Januar ze erreechen. Dat ass eist Zil, wuel wëssend, datt den Impakt vum Moossnamepak sech eréischt no zéng bis 14 Deeg an Zuele wäert nidderschloen.

Um Niveau vun de Spidolsbetter dauert et warscheinlech nach e wéineg méi laang, bis eng däitlech Erliichterung erkennbar gëtt, dëst aus deem einfache Grond, datt d'Iwwerweisung vun infizéierte Mënschen an e Spidol net direkt no der Ustiechung stattfënnt, mee och well déi betraffe Patienten eng länger Zäit am Spidol musse bleiwen. An do musse mer och un d'Personal denken, wat längst op de Felge fiert.

Här President, d'Zil kann et allerdéngs net sinn, bei der ugepeilter Januar-Etapp stoen ze bleiwen, an och dat betounen ech ëmmer op en Neits. Mir musse méi wäit denken, well et ass jo kloer, datt de Virus eis och nom Januar nach wäert begleeden an datt d'Rettung duerch den Impfstoff nach Méint wäert op sech waarde loossen, jiddefalls wann et drëms geet, flächendeckend an déi ganz Bevëlkerung ze impfen.

Spéitstens do kommen ech dann zu deem schéine Wuert „Laangzäitstrategie", wat ech scho méi oft op dëser Plaz ernimmt hunn a wat ech ëmmer op en Neits als wichteg duerstellen. An duerfir soen ech am Numm vun der grénger Fraktioun och der Regierung ausdrécklech Merci, datt se sech dozou bekannt huet, mat op dee Wee ze goen an esou eng Strategie op d'Been ze stellen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- D'Zil muss et hei sinn, eng Situatioun ze schafen, an där de Virus zwar net verschwonnen ass, mee déi et erlaabt, datt d'Gesellschaft net méi vun engem Deel-Lockdown an deen anere schliddert. Mir sinn eis bewosst, datt d'Regierung, an och mir selwer, esou eng Strategie net aus dem Stee schloe kënnen. Dat ass eng komplizéiert Aarbecht: Do musse vill Parametere consideréiert ginn, et musse vill Elementer an Ofweiungen an d'Aarbecht afléissen, an dat net nëmmen am Santéssecteur, mee secteuriwwergräifend.

Mir sinn awer iwwerzeegt, datt et sech lount, op dee Wee ze goen, a mir sinn och bereet, dee Wee ze begleeden. Esou eng Approche ass net nëmme fir d'Gesellschaft méi verlässlech a mat manner Iwwerraschunge verbonnen, mee och fir d'Wirtschaft an all déi aner Secteuren, déi mer jo kennen.

Generell geet et drëm, all sozial an ekonomesch verträglech Mëttelen auszeschëpfen, ouni de Gesondheetsschutz opzeginn. Dozou gehéiert natierlech prioritär de Schutz vun de vulnerabele Persounen, den an der Lescht zu Lëtzebuerg wierklech weidergedriwwe ginn ass.

Nach eng Kéier: Et soll net mat Isolatioun gläichgestallt ginn, wann ee vu Schutz vu vulnerabele Persoune schwätzt. Ech mengen domat Léisungen, déi fir eng länger Zäit fir jiddweree liefbar sinn a fir déi de Staat, d'Gemengen oder d'Haiser déi néideg Mëttele mussen zur Verfügung stellen, esou zum Beispill fir d'Verdeelung vun FFP2-Masken un eeler Leit an d'Applikatioun vu Schnelltester a vulnerabele Milieuen.

Wat mir déi Moossnamen a Schutzkonzepter am Fleegesecteur an iwwerhaapt am Secteur vun den eelere Mënschen a vulnerabele Leit wéinst enger Coviderkrankung (veuillez lire: a vulnerabele Leit méi konsequent virundreiwen, wat manner Leit wéinst enger Coviderkrankung) am Spidol behandelt musse ginn a laang am Spidol musse bleiwen; da komme mer e Stéck weider.

De Vaccin wäert an där Hisiicht eng grouss Hëllef sinn, natierlech ënnert der Konditioun, datt Lëtzebuerg genuch Quantitéiten zur Verfügung huet. Dofir ass et wichteg, alles drunzesetzen, fir déi gebrauchte Quantitéiten esou fréi wéi méiglech ze beschafen. Se si schonn zu engem Deel ënnerwee a mir hoffen, datt nach eng gutt Quantitéit nokënnt.

D'Zil ass a bleift et, e gesond Mooss un Normalitéit zréckzegewannen, an dozou gehéieren nun emol d'Kontakter ënnert de Mënschen a villes aneres méi, wat mer alleguer brauche fir ze liewen, inklusiv Sport, Kultur a Fräizäit. Dat ass esou néideg wéi d'Loft fir ze ootmen.

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng si mir iwwerzeegt, datt mir deem Zil mat dësem Projet de loi méi no kommen. En erlaabt nämlech, eng besser Ausgangspositioun ze schafen am Hibléck op eng Strategie, déi eis manner deelt a manner wéideet wéi dëse Projet de loi.

A mir si frou, datt d'Regierung keng ëffentlech Gelder an de Sand setzt, fir eng Tracingapp ze finanzéieren, déi bewisenermoossen an anere Länner näischt bruecht huet an déi d'Gesellschaft virun allem an zwee deelt: an zwar an déi Leit, déi vun enger App geschützt ginn, an an déi aner, déi net déi néideg Moyene kënnen opbréngen, fir sech en deieren Handy ze leeschten.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Domat wéilt ech dem Rapporter Mars Di Bartolomeo eng siwente Kéier, wann ech mech net ieren, Merci soe fir säi Rapport vun engem Covidgesetz - et ass dee siwente mëttlerweil -, an awer natierlech och deem ganz kompetente Personal vun der Chamber, dat ech net vergiesse wëll, well et huet massiv dozou bäigedroen, datt dëse Projet de loi zurzäit an dréchen Dicher konnt kommen.

An domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci dem Rapporteur, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

An engem Artikel, deen ech dëser Deeg iwwert d'Covidkris gelies hunn, stoung de schéinen Ausdrock „legislativ Hyperaktivitéit" fir dat ze beschreiwen, wat d'Regierung mécht. Kaum hu mer ee Covidgesetz hei an der Chamber gestëmmt, da kënnt schonn dat nächst. Dëse Gesetzesprojet ass schonn déi sechst Ofännerung vum Pandemiegesetz an nëmmen e puer Méint. Mir hunn emol keng Zäit fir ze kucken, ob d'Moossnamen, déi mer grad geholl hunn, gewierkt hunn. Permanent änneren d'Reegelen. Wéi soen d'Fransousen: Ordre, contre-ordre, désordre! Bei eis hei zu Lëtzebuerg heescht dësen Duerjernee ganz einfach Gambia.

(Exclamations et hilarité)

Dës Hektik vermëttelt net den Androck ...

(Brouhaha général et interruption)

... vun enger Regierung, déi mat Rou an Iwwerleeung an enger schwiereger Situatioun handelt.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

D'Zuele vun de positiven Tester gi wuel liicht erof an de Reproduktiounstaux läit bei ronn 0,8 %, d'Situatioun an de Klinicken entspaant sech, wann och ganz lues. D'Noutwendegkeet vun neie Moossnamen ass also aus medezinnescher Siicht alles anescht wéi evident.

Dat lescht Gesetz vum Covid hate mer de 15. Dezember hei gestëmmt, an net méi spéit wéi dräi Deeg duerno hat de Regierungsrot nei Moossnamen an Aussiicht gestallt. An dobäi gouf ëmmer gesot, et sollt ee mol 14 Deeg waarde fir ze kucken, wat déi aner Moossnamen alles bruecht hunn. Mir hätten dat, wat mer haut deelweis stëmmen, och kënnen de 15. Dezember mat integréieren.

Fir déi aschneidend Decisioune kann d'Regierung sech dacks emol net op faktuell Grondlage stäipen. D'Madamm Gesondheetsminister sot ronn: „Déi nei Mesurë baséieren net op konkreete Chifferen. D'Hallschent vun den infizéierte Leit wëssen net, wou si sech mam Virus ugestach hunn." Anescht ausgedréckt: D'Regierung spillt hei deels blanne Manöver op d'Käschte vun der Gesellschaft, vun eiser Fräiheet an zu Laaschte vun eiser Ekonomie.

D'ADR ass jiddefalls net mat deenen neie Moossnamen averstanen. Mir haten hei och scho viru

Kuerzem eng Motioun deponéiert, datt d'Geschäfter sollen opbleiwen. Hei huet sech jo gewisen, datt et bis elo net zu Infektiounsclusteren an de Geschäfter selwer koum. Dat war och eis Positioun zum Horeca-Secteur: Si solle kënnen ophunn, well si sech un all d'Spillreegele gehalen hunn, an de Cluster war och net do.

Fir Entreprisen am Commerce an an anere Secteuren ass et awer ganz wichteg, datt de Faillitten an den Entloossunge sou séier wéi méiglech scho preventiv entgéintgewierkt gëtt. Duerfir maache mer en dréngenden Opruff un d'Regierung, fir gewësse wichteg Fuerderungen ëmzesetzen. Deemno sollen och schonn Entreprisë vun de staatlechen Hëllefe kënne profitéieren, déi 30 % vun hirem Chiffre d'affaires hunn. Dës Hëllef muss fir all Betrib gëllen an och mat der Aide de relance cumulabel sinn.

Mir erënneren och un eis Fuerderung, fir de Chômage partiel bis zu engem Plaffong vun 250 % vum onqualifizéierte Mindestloun vun 80 % op 100 % ze hiewen. Et ass och onverantwortlech, de Sportsecteur, deen an internationale Kompetitioune spillt, lamzeleeën, eppes, wat soss kee Land an Europa mécht. Och hei ginn Existenze vernicht an d'Betriber an d'Faillitte gedriwwen.

An Dir wësst, datt mir als ADR grondsätzlech der lwwerzeegung sinn, datt de Staat sech net däerf an d'Privatsphär vun de Leit amëschen. Zum Beispill: Ech däerf wuel eng Koppel - wat och net inkohärent ass - bei mech aluede fir z'iessen, zwou Persounen, mee nom lessen däerfen déi emol net matenee spadséiere goen oder mam Hond zesumme goen. Ech mengen, do muss een de Leit dat awer emol erklären. Do ass keng Logik dran!

Mir denken net, datt eng Ausgangsspär zu enger fräier Gesellschaft passt. A wa mer scho géint eng Ausgangsspär waren, déi um eelef Auer ugefaangen huet, da kënnt Der lech bestëmmt virstellen, wat mer vun enger halen, déi schonn um néng Auer ufänkt. D'Regierung behandelt d'Lëtzebuerger hei an eisen Ae wéi kleng Kanner: Um néng Auer - gläich no der leschter Pressekonferenz vun der Regierung vun deem Dag, kann ee soe - musse si an d'Bett.

(Interruption)

Si mussen net schlofen, dat ass richteg!

(Hilarité)

Déi sozial an déi ekonomesch Konsequenze vun all deenen neie Moossname muss een och bedenken. An enger scho méi wéi ugespaanter Finanzsituatioun vum Staat muss all Neibelaaschtung fir eis Ekonomie besonnesch kritesch gekuckt ginn.

Wat fuerdere mir als ADR? Éischtens hätte mir gären, datt d'LSAP-Spidolsreform vum 7. Februar 2018 direkt ofgeännert gëtt. D'ADR huet dozou eng Proposition de loi gemaach, déi eiser Meenung no misst eng absolutt Prioritéit kréien. D'Madamm Minister Lenert hat de 16. Dezember op eng Question parlementaire hi selwer zouginn, datt d'Gesamtunzuel vun de Spidolsbetter tëschent 2011 an 2019 erofgaangen ass: „2.716 Spidolsbetter am Joer 2011 an 2.569 Spidolsbetter am Joer 2019." D'Zuel vun de Spidolsbetter ass wuelgemierkt net nëmme par rapport zu der Populatioun, mee och an absolutten Zuelen erofgaangen. Dat selwecht seet och de Statec. D'ADR wëll dës Situatioun sou séier wéi méiglech änneren.

D'ADR insistéiert och drop, datt dat zukünftegt Militärspidol genuch Personal a Material kann zur Verfügung stellen, fir dem Gesondheetssecteur bei Krisen, Pandemien, Attentater oder Konflikter effikass a kuerzfristeg zur Säit ze stoen an en ze verstäerken. D'ADR hat scho laang gefrot, datt d'Regierung der Chamber soll e Konzept fir esou e Spidol virstellen; wat eis awer elo fir Ufank 2021 versprach gouf.

Mir haten eis och gefrot an an deem Sënn eng Question parlementaire gestallt, wat mat deene positiv geteste Persounen a stationärer psychiatrescher Behandlung geschitt. Och hei erwaarde mer eis Äntwerte vun der Regierung.

Zweetens verlaange mer, datt d'Regierung endlech e Konzept virleet, fir déi eeler Leit beschtméiglech besser ze schützen. Wat d'Infektiounen an de Strukture fir eeler Leit ugeet, doriwwer kommunizéiert déi zoustänneg Ministesch net. Dobäi ass bal all drëtte Coviddoudegen aus engem Altersoder Fleegeheem an et ass net gewosst, wéi héich hiren Undeel un deenen ass, déi an de Klinicke verstuerwe sinn.

Et ass esou, datt d'Heemer sech deels selwer iwwerlooss bleiwen, an den zoustännege Ministère huet bis elo nach kee kloert Konzept ausgeschafft a schafft och an deem Sënn net mat der Santé zesummen.

D'Regierung ass net present, si ass ineffizient a si bleift passiv! Mir sinn entsat, wa mer gesinn, datt et de Secteur selwer ass, deen, an der Form zwar vun engem Dräistufeplang vun der COPAS, déi Konzepter ausschafft a virleet, déi da vun der Regierung akzeptéiert ginn. Mir soen der COPAS Merci duerfir, datt si déi Initiativ a Verantwortung weist, un där et der Regierung feelt.

A kengem Secteur huet d'Regierung méi versot wéi beim Schutz vun eisen eelere Matbierger, déi an engem Heem liewen, a grad hei an deem Secteur hätt missen dee gréissten Effort gemaach ginn.

Ech gesinn, Här President, meng Zäit leeft e bëssen of. Duerfir iwwersprangen ech elo deen een oder deen anere Punkt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Da kréie mer manner Frechheete gemaach.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Mir verlaangen drëttens, ...

(Interruption)

... datt am ëffentlechen Transport méi Ustrengunge gemaach ginn. Ech denken do, zum Beispill ...

(Interruption)

... un d'Suppressioun vun deene ronn 1.700 Buslinnen, déi elo hei an der Stad gemaach goufen, fir den Tram ze ersetzen oder auszegläichen (veuillez lire: well den Tram déi ersetzt respektiv dat ausgläiche soll.) Grad dës Suppressioun huet derzou gefouert, datt mer elo d'Leit zwéngen, all an den Tram eranzeklammen.

Hätte mer hei e Parallelismus agefouert, wéinstens an de Spëtzestonnen, dann hätte mer eng aner Infektiounsrat gehat oder deem entgéintgewierkt. Dat ass irresponsabel an dëse Covidzäiten! Dat geet dann op de Konto vum gréngen Transportminister François Bausch, deen ëmmer seet, en hätt keng Alternativen. Hei hätt en der gehat an en huet se net geholl.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Wat d'Situatioun an de Schoulen ugeet, also op där Plaz, wou ee sech dem Här Minister Meisch no net kann ustiechen, begréisse mer, datt endlech op den Homeschooling zréckgegraff gëtt. Awer mir kritiséieren, datt den Här Meisch nach ëmmer mengt, hie bräicht sech net mat sengen Enseignanten ofzeschwätzen. Wat zum Beispill och den OGB-L ganz schaarf kritiséiert.

Vun dësem heescht et souguer, datt den Dialog total feelt an d'Diktat duerch de Fait accompli d'Reegel ass. Opbruecht war viru Kuerzem och d'Léierpersonal aus dem psychosoziale Beräich, dat sech gefrot hat, ob esou e Schoulminister nach ze droen wier, a souguer e Bréif un d'Chamber adresséiert huet fir ze froen, ob de Geck mat hinne gemaach géif ginn.

Den Dialog an déi Transparenz, déi d'DP fir sech an Usproch hélt, feele komescherweis grad do, wou d'DP d'politesch Verantwortung dréit.

Här President, ech hätt nach e puer Saachen hei, mee ech kommen dann elo zum Schluss, well ech gesinn, meng Zäit ass e bëssen iwwerschratt.

M. André Bauler *(DP)*.- D'Riedezäit.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Meng Riedezäit. Voilà, Här Bauler. Villmools merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Déi laang Pausen ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Bauler, elo hutt Der den Här Engelen ganz duerjerneebruecht.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP)*.- Entschëllegt. Ech war mer däers net bewosst!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Zum Schluss ..., also zu den Impfungen äusseren ech mech net, well do hu mer eng Heure d'actualité ugefrot an duerfir wëll ech aus Zäitgrënn net drop agoen. Ech hunn elo e puer Saachen iwwersprongen, mee dat kënne mer da bei enger nächster Geleeënheet nohuelen.

Mee am schlëmmsten - an da kéim ech zum Schluss - war an den Ae vun der ADR, datt d'Regierung ursprünglech mat dësem Gesetz och déi ganz Fonction publique wollt zu Denunzianten degradéieren.

Här President, wéi déif ass dës Regierung gefall?! Gott sei Dank huet d'Reaktioun vun der Oppositioun, der breeder Ëffentlechkeet, vu Gewerkschaften an aneren derzou gefouert, datt dës Iddi nees séier fale gelooss gouf. Mee d'Tatsaach bleift: Gambia wollt op eekeleg Methoden zréckgräifen, wéi se soss praktesch nëmmen an Diktaturen existéieren. An dat ënner engem liberale Staatsminister!

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Et gëtt an dësem Land definitiv Zäit fir e politesche Wiessel! D'ADR stëmmt dann natierlech selbstverständlech géint dëst Gesetz.

Ech hätt awer nach eng Motioun, an zwar zu den FFP2-Masken, wou am Fong geholl vu ville Leit consideréiert gëtt oder programméiert gëtt, fir déi unzeschafen. Et wier e bessere Schutz fir d'Leit. Ech géif an deem Sënn eng Motioun deponéieren, fir datt d'Regierung an d'Land sollen deem entgéintkommen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

- datt vu verschiddene Secteuren - ë. a. vun Deeler vum Schoul- a Gesondheetssecteur wéi och vun der Dokteschassociatioun AMMD - FFP2-Maske fir e bessere Schutz géint de Covid-19-Virus gefuerdert ginn,

- datt d'FFP2-Masken nach net a grousser Zuel do sinn,

- datt d'Beschafe vun der néideger Unzuel un FFP2-Maske fir d'Bierger mat substanzielle Méikaschte verbonnen ass,

fuerdert d'Regierung op,

- sech elo séier ëm d'Beschafe vun der fir d'Gesamtpopulatioun néideger Unzuel un FFP2-Masken ze këmmeren, déi de Bierger gratis sollen zur Verfügung gestallt ginn.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Rapporteur freet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Här President, normalerweis hätt ech elo net dorop reagéiert. Mee ech wëll der Wourecht halber awer drop hiweisen, dass deen Artikel 16ter net eleng duerch eng Oppositioun erausgeholl ginn ass, mee duerch déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissioun haten, ...

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- ... déi exzellent Gespréicher, déi mer niewent der Kommissioun haten, dat Gehéier, dat mer och fonnt hu bei der Regierung, an och dee gudden Avis vum Conseil d'État. Et ass also net esou, dass hei eng Majoritéit en Denunziantestaat wollt aféieren, mee dass et ...

(Interruptions)

Och wann Dir dat nach zéngmol behaapt, ass et nach wie vor Quatsch, wëll ech lech soen! Absolutte Quatsch! Well hei huet eng Kommissioun an Unanimitéit - an Unanimitéit! - op d'Propositioun vum President hin direkt am Ufank vun der Sëtzung decidéiert, fir déi doten Dispositioun erauszehuelen. A wann Der eppes aneschters behaapt, da litt Der!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dir hätt et ni däerfen draschreiwen, Här Di Bartolomeo!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Nimools!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Di Bartolomeo, fir déi do Prezisiounen. Ech mengen, et ass dem Rapporter seng Missioun opgrond vum Artikel 70, fir eebe säi Rapport esou ze maachen: « Ses propos reflètent les discussions et les décisions de la commission. »

Une voix.- Richteg!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dat huet de Rapporter gemaach an dovu ginn ech Akt.

Une voix.- Dat muss alles am ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Engelen freet nach d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Ech wëll just hei zousätzlech bemierken, datt dat richteg ass, datt mer an der Chamber Eestëmmegkeet haten, an dat war och en éischte Punkt. Mee ech wëll awer emol soen - an ech mengen, dat ka jiddereen nokucken an der geschriwwener wéi an der geschwater an an der gekuckter Press -, datt awer d'Wellen héich gaange sinn, well dee Passus iwwerhaapt emol am Gesetz stoung! Ech mengen, et geet dorëm! An ech mengen, duerno ze soen: „Mir hunn et all mateneen erausgeholl" - awer nëmmen opgrond vum Drock vun de Medien, riets a lénks!

Une voix.- Voilà!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- An ech mengen, ech wëll dat hei ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Och dat ass net wouer!

Une voix.- Dach! Wien huet et dann drageschriwwen?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Sou, ech mengen, mir ginn elo d'Wuert un den nächsten ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Vläicht fanne mer iergendwann eng Kéier den Enigma eraus, wien dee Passus dann an den ursprünglechen Text dragesat huet. Mee bon, dat huet sech jo dann awer elo glécklecherweis a Wuelgefalen opgeléist.

Här President, mir befannen eis zënter méi oder manner dem 1. Oktober an der zweeter Well. Déi zweet Well, déi jiddweree gefaart huet, déi ugekënnegt war, déi vläicht Verschiddener och net wollte wouerhuelen oder gehofft hunn, datt se eis erspuert géif bleiwen, ass do. A si wierkt zënter, wéi gesot, Ufank Oktober. Si huet zu Lëtzebuerg weesentlech méi schlëmm Ravagë gemaach wéi déi éischt Well. Aleng vum 1. Oktober bis Stand gëschter sinn 333 Leit mat oder um Covid gestuerwen, par rapport zu 125 Leit an der éischter Well bis eeben den 1. Oktober.

Duerfir, fir dat anzeschätzen, wat mer dann hei votéiere sollen, wat awer dat wäitgoendst Gesetz ass innerhalb vun där zweeter Well, muss een awer, mengen ech, kënnen d'Retrospektiv maachen, wéi d'Regierung dann zënter dem 1., oder soe mer, dem 10. Oktober gehandelt huet.

Den 10. Oktober ass dee Moment, wann een d'Courbë kuckt, wou ee gesäit: Do fänkt et un, exponentiell an d'Luucht ze goen. D'Regierung huet dat och gesinn an de 17. Oktober eng Pressekonferenz gemaach, wou se deklaréiert huet, datt se géif weider ofwaarden, net handelen. Wann ech mech richteg erënneren, huet d'Madamm Minister e Bild gebraucht am Sënn: Wann et nuets fréiert, muss een net direkt alleguer d'Stroosse spären. D'Regierung huet also ofgewaart dee Moment.

Den 29. Oktober, do ware mer ganz kuerz virum Pic vun där zweeter Well. Dunn hu mer dann hei an der Chamber - oder d'Majoritéit - déi éischt Mesurë votéiert, déi dora bestanen hunn, fir eng Begrenzung am Horeca-Beräich anzeféieren.

Et ass net richteg, wéi den Här Engel gesot huet, datt dee Moment kee Mënsch vun engem Lockdown geschwat huet. Well mir hunn dee Moment gesot, datt et méi kohärent wier, den Horeca elo ganz zouzemaachen. Mir hunn dovunner geschwat, fir e partielle Lockdown ze maachen zu deem Zäitpunkt, wou effektiv de Pic vun der Well erreecht ginn ass. Well dat wier nämlech e Wellebriecher gewiescht.

Véier Wochen drop, de 25. November, sti mer alt erëm eng Kéier hei an diskutéieren dann iwwert déi Propos, nämlech d'Schléissung vum Horeca-Beräich. De 15. Dezember, virun enger gudder Woch, si mer dann erëm eng Kéier hei an do huele mer dann éischter kleng Ännerunge vir: datt an de Grande-surfacë muss e Protocole sanitaire ageriicht ginn. Dat war, mengen ech, eng vun deenen Haaptmesuren, déi do geholl gi sinn.

An elo? Elo ass et esou, datt ech de 15. Dezember, wéi ech nach eng Kéier widderholl hunn, datt mer e Lockdown bräichten, gesot kritt hu vum Premierminister, hie wier schockéiert - „schockéiert!", mir kennen dat jo, wéi e schwätzt, e widderhëlt dann ëmmer d'Wierder zweemol -, „schockéiert", wéi liichtfankeg Grondrechter a Fräiheeten hei vun eenzelnen Deputéierten iwwer Bord gehäit géife ginn!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An engem Duktus vun der Entrüstung, esou wéi mer eise Kommunikatiounsexpert kennen.

Bon, ech war schockéiert iwwert déi Ausso. An ech stelle fest: Eng Woch méi spéit sti mer hei, de Couvre-feu, wat eng extreem incisiv a liberticide Mesure ass, gëtt no vir verréckelt. An dee Schockmoment vum Här Premierminister schéngt e wierklech zwee Deeg drop dann awer iwwerwonnen ze hunn an e schéngt genau dat ze maachen, nämlech Grondrechter iwwer Bord ze geheien.

Dat, wat mir gefuerdert hunn, war net, d'Grondrechter iwwer Bord ze geheien, mee kloer Reegelen anzeféieren, zu deenen och e Lockdown gehéiert hätt! Wat manner liberticide gewiescht wier wéi de Couvre-feu.

Dat heescht, wann een dann awer och kuckt, wéi d'Entwécklung vun den Zuelen ass: De Pic hate mer erreecht Enn Oktober, Ufank November. Zënterdeem huet et sech ongeféier véier Woche laang stabiliséiert op engem ganz, ganz héijen Niveau, incomparabel mat anere Länner an Europa, an dunn ass et ganz lues erofgaange bis Mëtt Dezember. An elo, déi lescht Woch, geet et rasant erof. Déi éischte Kéier, glécklecherweis, wou d'Zuele rasant erofginn!

An elo, zu dësem Moment, wou mer déi éischte Kéier wierklech kënnen Hoffnung schëpfen, elo kommen déi Mesuren, déi eigentlech hätte missen de Wellebriecher sinn zu där Zäit, wéi d'Well am héchste war, nämlech Enn Oktober, Ufank November.

Duerfir ass fir mech déi Ausso falsch, datt déi Mesurë vun der Regierung d'Well gebrach hätten. D'Regierung ass mat dëse Mesuren op der Well gesurft! Si huet se net gebrach, mee si huet se suivéiert! Duerfir ass et och richteg, wat d'Madamm Lorsché gesot huet. Et geet nämlech drëm, déi Well elo ze acceleréieren, oder déi Tendenz ze acceleréieren. Et geet net drëm, géint

se virzegoen. Dat ass nämlech och dat, wéi een déi lescht zwee Méint Regierungspolitik resuméiere kann: D'Regierung huet ze spéit reagéiert, mat deene falsche Mesuren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Elo hu mer hei nei Mesurë virleien. An ech fänke mat där eenzeger un, mat där ech wierklech averstane sinn, well mir se och selwer gefrot hunn, nämlech d'Schléissung vun den net essenzielle Geschäfter. Dat ass eng grouss Mesure, et ass eng wäitgeeënd Mesure, mee dat ass eng, déi eis och no wëssenschaftlechen Erkenntnisser wierklech kloer erschéngt.

Wat eis guer net kloer erschéngt an och schonn Enn Oktober net kloer erschéngt huet, dat war de Couvre-feu. An dunn hu mer versprach kritt: „Ma, ech presentéieren lech eng Etüd, aus där geet ganz kloer ervir, datt dee Couvre-feu eng immens effikass Mesure ass."

(Interruption)

Wéi gebaant hu mer drop gewaart, fir déi Etüd ze kréien. Mir hunn och eng Etüd kritt. Do stoungen och ganz vill interessant Saachen dran, op déi ech nach agoe wäert, mee et stoung awer näischt iwwert de Couvre-feu an d'Effikassitéit vum Couvre-feu dran.

Bis elo gëtt et menges Wëssens just eng eenzeg Etüd doriwwer, déi immens ëmstridden ass, nämlech iwwert de Couvre-feu an der Guyane. Do ass de Couvre-feu vu 5 bis 5 gaangen, dat heescht, zwielef Stonnen den Dag, wou d'Leit wierklech just nach schaffe gaange sinn an duerno hu mussen doheem sinn an net méi hunn däerfe virun d'Dier goen.

Also, et gëtt keng wëssenschaftlech Erkenntnis dovunner. Wat awer sécher ass, dat ass, datt et extreem liberticide ass. An et ass eppes, wat an d'alldeeglecht Liewe vun de Leit extreem staark agräift, well d'Leit elo doheem agespaart bleiwen. Wat dat fir Konsequenzen huet op d'Violence domestique elo an dëser Zäit, wëll ech mer iwwerhaapt net ausmolen.

Och de Staatsrot huet dat dote ganz staark a Fro gestallt. An net nëmmen de Staatsrot, mee esou ongeféier jiddwer Avis, deen ech dozou gelies hunn. Dofir si mer do dergéint.

Wat och elo nei ass, an dat geet esou iwwer zwou, dräi Mesuren eriwwer, dat ass deen neie repressiven an autoritäre Staat, deen dora besteet, datt Amendë verduebelt ginn, deen dora besteet, datt Avertissement-taxéë verduebelt ginn, mee awer d'Amenden, d'Peine-de-policen, déi bis elo zwëschent 100 a 500 Euro waren, ginn op zwëschent 500 an 1.000 Euro an d'Luucht gesat!

Domadder verbonnen am ursprünglechen Text dee berüümten Artikel 16ter, datt elo och sollte Staatsfonctionnairen a -salariéen derzou opgeruff ginn, Contraventioune mussen ze denoncéieren. Eppes, wat mer zu Lëtzebuerg net kennen a wat e Prezedenzfall an eisem Justizsystem geschafen hätt. Et sinn net nëmmen d'Oppositioun oder Majoritéitsvertrieder, déi dat da glécklecherweis net gutt fonnt hunn, mee et ass och de Staatsrot gewiescht, de Barreau, et ass d'Mënschrechtskommissioun gewiescht et cetera, an natierlech déi grouss Ëffentlechkeet. Ee Gléck: Dat ass erausgeholl ginn.

Mee nawell gesäit een awer d'Intentioun, déi do derhannertsteet, nämlech méi repressiv ze ginn, fir kënne géint d'Netanhale vu Bestëmmunge virzegoen. Ech ginn dorop elo nach an. An ech mengen net, datt et dann domadder gedoen ass, einfach d'Zuele vun den Amenden an d'Luucht ze setzen. D'Fro ass: Sinn déi Reegelen, déi mer hunn, iwwerpréifbar? Kann d'Police se iwwerpréiwen? A kann d'Police iwwerhaapt Protokoller dozou ausstellen?

An do kommen ech elo erëm op mäin allerléifste Sujet, an ech sinn do e bëssen en einsamer Rufer in der Wüste: déi Reegel, datt bei engem Rassemblement vun iwwer véier Leit d'Leit mussen e Mask unhunn an zwee Meter Ofstand halen. Dann hoffen ech, datt elo mat deenen neien Amendë vun 300 Euro d'Regierung oder d'Police sech einfach emol d'Zeitungen duerchkucke vun deene leschten zwee, dräi Deeg, well do gëtt et mindestens dräi Ministeren, déi da missten eng Amende kréien, déi op Fotoe sinn. An ech mengen, datt d'Poséiere fir eng Foto e Rassemblement ass no Ärer Reegel, soudatt zumindest dräi Ministeren da missten eng Amende kréien.

Also ech hunn ëmmer géint déi dote Reegel geschwat, well si ass net anzehalen! Si ass a ganz ville Situatiounen net anzehalen an Dir haalt se selwer net an. Mee da schreift keng Reegelen dran, déi een net anhale kann!

Dat selwecht elo - de Claude Wiseler ass schonn zu Recht drop agaangen, ech brauch et net méi ze maachen -, d'Fro vun den Activité-récréativen, datt dat elo zwee Leit sinn. Dat mécht och iwwerhaapt kee Sënn. Wann ech elo Stiefesdag bei meng Elteren heemgi mat menger Frëndin, da si mer zu véier. Dat ass jo alles da richteg an erlaabt. Dann däerfe mer eppes net maachen: nämlech de geschlossene Raum verloossen an trëppele goen. Dat ass dach aus sanitärer Siicht de Contraire vun deem, wat mer eigentlech wéilten!

A wann ech dann héieren, datt den Alkoholverbuet, dee jo aus deem sougenannte Glüwäinhopping entstanen ass, elo da generaliséiert gëtt op all „lieux accessibles au public", da muss ee sech awer d'Fro stellen, ob mer mat deene Reegelen, déi mer am Moment hunn, net scho genau dat do ënnerbanne kënnen, all déi Beispiller, déi genannt gi sinn. Dofir hu mer genuch Instrumenter. Et ass nämlech verbueden, datt e Bistro bannena respektiv op der Terrass verkeeft. Et ass verbueden, Rassemblementer ouni Mask - dat heescht, wann d'Leit drénken - iwwer véier Leit ze maachen. Dat wär alles méiglech. Et muss een et just applizéieren.

Op dee Wee gi mer net, mee mir ginn op de Wee vun enger allgemenger Reegel: Dat heescht, d'Stater Schickeria, oder soe mer emol esou, d'Mefaite vun der Stater Schickeria féieren dann derzou, datt elo am ganze Land kee Mënsch méi op iergendengem Lieu accessible au public däerf Alkohol konsuméieren.

Hei ass eng „Mon Chéri", déi hunn ech heivir aus dem Bar vun der Chamber. Ech wäert se dem Premier herno schenken. Dir wësst, hie läit mer ganz um Häerz.

(Hilarité)

Mee dat ass verbueden!

(Hilarité)

Et ass verbueden ab elo, eng „Mon Chéri" an engem ëffentlech zougängleche Raum ze consommëieren. An dat, wat d'Regierungspolitik och nees erëmspigelt: Responsabel dofir ass net deen, deen d'„Mon Chéri" dohinnerleet, an dësem Fall d'Chambersverwaltung, de Generalsekretär respektiv de President, nee, responsabel gëtt dee gemaach, deen dat, wat do läit, consommëiert! Dat ass d'Logik vun deenen heite Reglementer! An dat geet net. Ech fannen dat net richteg.

E weidere Punkt - ech sprangen elo ganz séier -: d'Datespäicherung, d'Durée ass ze laang an d'Quantitéit vun deem, wat recherchéiert gëtt, ass och ze vill extensiv.

Homeschooling: De Minimum, wat ee sech hätt kënnen erwaarde beim Homeschooling no där Erfarung, déi da gemaach ginn ass, wier, datt een eng Evaluatioun doriwwer gemaach hätt. Et sinn nämlech Saache gutt gelaf mam Homeschooling an et si Saachen net gutt gelaf! Mee ech hunn d'Gefill, datt mer elo erëm bei null ufänken, wéi wann näischt gewiescht wier! Dat kann et dach net sinn! An do gesäit een alt erëm eng Kéier, datt d'Regierung hir Hausaufgaben net gemaach huet.

D'Handele vun der Regierung war weeder séier nach effikass. D'Schold gëtt reng individualiséiert, jiddwerengem Eenzelnen op d'Schëller geluecht. An et gëtt net gekuckt, wat een eventuell kollektiv kéint maachen.

Dat ass dat, wat an dësem Gesetz feelt! Nämlech déi Etüden, déi mer presentéiert kritt hunn, weisen: Déi zweet Ustiechungsquell nieft dem Privaten ass d'Aarbecht! Wou sinn dann an deem Text hei Reegele fir d'Aarbecht?! Ausser ganz allgemenge Reegelen.

Doheem gëtt et méi streng Reegele wéi op der Aarbecht! Mee d'Aarbecht ass dach en Domän, deen ass régi par la loi! Esou seet et eis Verfassung. Firwat maache mer do näischt?! Firwat muss net all Employeur ab enger gewëssener Zuel Mataarbechter net och e Protocole sanitaire opstellen, wou e seet, wéi e seng Leit schützt? Da kéinte mer effikass géint Neiinfektioune virgoen! Well dat ass d'Erkenntnis vun der Wëssenschaft, souwuel vun där Etüd, där franséischer, déi mer presentéiert kritt hunn, wéi och vun där vum Luxembourg Institute of Health.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Wat och nach eng Kéier dra feelt, ass de Rôle vun de Gemengen. Och dat schéngt wierklech en Dada vu mir ze sinn! Zënter dem Napoleon gehéiert d'Hygiène zu de Kärkompetenze vun de Gemengen. An do gëtt meeschtens drënner verstanen: Waasserversuergung an och Waasserentsuergung, Müllentsuergung et cetera. Mee déi sanitär Kris, déi mir hei hunn, déi gehéiert och an d'Kärkompetenze vun de Gemengen. An do geschitt näischt! Do geschitt einfach näischt! An ech verstinn dat net! Ech verstinn dat net, wéi een e Krisemanagement ka maachen a guer net d'Gemengen op deem Niveau, wou se missten agéieren, mat an d'Boot hëlt, soudatt d'Gemenge wierklech e seriö ze huelende Partner an deem Ganze wieren.

Ech kéint elo Beispiller opzielen, wat ech genau dorënner verstinn - vläicht ginn ech herno drop ugeschwat an dann hunn ech d'Méiglechkeet, mol kucken!

Meng Konklusioun, Här President: D'Regierung ass net preparéiert, d'Regierung huet ze spéit reagéiert an elo op eemol schéisst se an all Richtung a virun allem wäit iwwert d'Zil eraus. Si depasséiert de Krittär vun der Proportionalitéit, dee bei esou ganz graven a wichtege Gesetzer misst sinn.

An d'Regierung huet nach eppes aneres gemaach, wat vill méi schlëmm ass: Ech mengen, d'Regierung huet d'Vertraue verluer. Si huet d'Vertraue verluer vun de Leit, well déi Aktiounen an och den Timing vun den Aktioune vun der Regierung net méi novollzéibar sinn. An dat ass ganz geféierlech, well wa Leit Aktioune vun der Regierung op eemol als willkürlech empfannen, well se se net méi novollzéie kënnen, da riskéiere mer, datt déi Reegelen, déi mer eis als Gesellschaft ginn, vun ëmmer manner Leit akzeptéiert ginn.

An dat ass déi eigentlech Perspektivlosegkeet vun dësem Text. An ech froe mech wierklech, wann de 4. Januar d'Regierung en neien Text muss presentéieren, opgrond vu wéi enge Krittäre se dat da maache wëllt. Dat ass mir schleierhaft. A soulaang dat schleierhaft ass, fäerten ech, datt dat alles just e Schoss an den Uewe gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Fir ze wëssen, ob eng Mesure gräift oder net, brauch et mindestens 14 Deeg an eigentlech souguer éischter dräi Wochen." Wiem dat Zitat bekannt virkënnt, ma deen ass net eleng, dat ass en Zitat, wat mer vu Regierungssäit déi lescht Wochen a Méint ëmmer erëm héieren hunn, wann et ëm nei Mesurë goung, ëm d'Ofschafe vu Mesuren, ëm d'Aféierung vu Mesuren.

Ab haut gëllt dës Reegel net méi! Eréischt d'lescht Woch gouf heibannen iwwer eng Adaptatioun vum Covidgesetz gestëmmt an haut si mer nees hei. Et gëtt also net emol méi ofgewaart, wat déi neist Mesurë fir en Impakt hunn, éier nogeschoss gëtt. An ech verstinn dat. Wann een nämlech bewosst derlaanschtgeschoss huet, da muss een och net bis bei d'Zilscheif lafe fir ze kucken, ob ee getraff huet.

Et konnt weeder nogewise ginn, datt de Couvre-feu iergende signifikanten Impakt op d'Infektiounsgeschéien zu Lëtzebuerg hat, nach datt d'Aschränkung fir den Horeca iergendeppes Fundamentales un der Unzuel vun eisen Neiinfektioune geännert hätt. An datt d'Regierung net mengt, datt se mat den Dispositioune vun der leschter Woch, fir Hygièneskonzepter fir grouss Geschäfter anzeféieren, Beem ausrappe kéint, kann ech mer denken.

Et gouf gewaart, bis de Black Friday laanscht war, bis d'Leit all hir Chrëschtkaddoe kaf haten a bis d'Schoul- an d'Gesondheetspersonal esou wäit u seng Grenze koum, datt et Problemer gouf, fir all d'Tâchen nach ze assuréieren.

Mee elo, wou d'Schoulvakanz ugeet, d'Feierdeeg do sinn a vill Leit souwisou Congé geholl hunn, fir bei sech doheem, bei hirer Famill ze sinn, elo gëtt duerchgegraff. Et soll jo kee soen, et hätt een näischt gemaach. Fakt ass awer: Dës Mesurë komme vill ze spéit a sinn d'Resultat vun enger Politik, déi alles aneres wéi previsibel war.

D'Regierung seet gären: „Wann de Virus eis eppes geléiert huet, dann, datt en eis ëmmer nees iwwerrasche kann. Mir wëssen ni, wat kënnt, a mussen da spontan reagéieren", et cetera, et cetera. Ech mengen, Dir verstitt, wat ech mengen. Mee dëse Virus dominéiert eist Liewen dach net eréischt säit gëschter!

(Interruption)

Vun engem richtege Lockdown bis hin zu ganz ville Fräiheete mat just e puer punktuelle Restriktiounen hu mer an de leschte Méint déi verschiddenst Zenarien duerchgespillt. Wat hält eis elo dovun of, en anstännege Stufeplang auszeschaffen, dee kloer festleet, wéini wéi eng Mesuren opgrond vu wéi engen Zuelen declenchéiert musse ginn?

D'Unzuel un Infektiounen an der Populatioun, den Taux de reproduction an d'Auslaaschtung vum Gesondheetssystem sinn Indicateuren, mat deene mer d'Verbreedung vum Virus verfollege kënnen. Firwat reagéiere mer da just aus dem Bauch eraus a baséieren eis Decisiounen net op genee dës Zuelen?

Insgesamt hunn ech hei nämlech d'Gefill, datt d'Regierung de Bezuch zu wëssenschaftlech fundéierten Decisiounen an de vergaangene Méint ëmmer méi opginn huet.

Weeder zum Couvre-feu nach zu de Mesurë fir den Horeca-Secteur an den Eenzelhandel konnt eis an der Gesondheetskommissioun eng anstänneg Argumentatioun presentéiert ginn. Einfach e puer Etüden erauszepicken, déi engem geleeë kommen, well d'Resultater der eegener Iwwerzeegung entspriechen, ass keng anstänneg wëssenschaftlech Recherche an domat keng Basis fir wichteg politesch Entscheedungen. An dat scho guer net, wann dann och nach absurd Fallbeispiller benotzt ginn, aus deenen d'Resultater sech net einfach op Lëtzebuerg iwwerdroe loossen, wéi dat beispillsweis de Fall war bei der Etüd iwwert d'franséisch Guyane, déi eis viru Kuerzem fir d'drëtt virgeluecht gouf. An och d'CONCOR-Studie, déi schonn erwäänt gouf, huet sech u sech op eng anekdotesch Evidenz baséiert an net op eng propper wëssenschaftlech Recherche.

Wann e Student op der Uni eng Aarbecht géif ofginn, an där e seng Thees wëssenschaftlech esou géif ënnermaueren, wéi d'Regierung hir Covidmesurë rechtfertegt, ma dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da géif e riicht duerchfalen!

Wa mer net endlech ufänken, eng Politik ze maachen, déi faktebaséiert an novollzéibar ass, dann däerfe mer eis net wonneren, wann d'Leit ufänken d'Flemm ze kréien a sech net méi un d'Mesuren halen.

Ech sot et schonn d'lescht Woch an ech muss et leider haut nach eemol soen: Keen hält sech gären u Mesuren, déi en net versteet. Huele mer d'Adaptatioun vun der Auerzäit fir de Couvre-feu! Kee weess, wat dës Restriktioun bis elo bruecht huet, a kee weess, firwat se soll verschäerft ginn. Souguer de Conseil d'État freet sech, wat ee mat dëser neier Dispositioun wëllt gewannen, wa gläichzäiteg nach eng ganz Rei aner restriktiv Mesurë geholl ginn. Kee versteet et. Trotzdeem soll sech dru gehale ginn.

Wann dat der Regierung hir Politik ass, dann hu mer hei am Land nach vill méi e grousse Problem, wéi ech geduecht hunn.

Ech fir mäin Deel wéilt léiwer an engem Staat wunnen, an deem d'Leit a politesch Entscheedungen abezu ginn a wou et ënnerstëtzt gëtt, datt d'Bierger sech hir eege kritesch Gedanke maachen. Mee dës Regierung decidéiert léiwer eleng. Ze vill Géigewand ass do net erwënscht.

Do sollt ech mech wuel och net wonneren, datt d'Regierung souguer probéiert huet, en Abschnitt iwwer eng Obligatioun zur Denunziatioun an dësem Text ënnerzebréngen, mee ech muss soen: Ech war trotzdeem schockéiert! Ech kéint et elo maache wéi de Marc Baum virdru sot a „schockéiert" nach e puermol widderhuelen, mee et war wierklech eng komesch Dispositioun.

Wéi sote se schonn um Enn vum 19. Jorhonnert - an iwwregens war dat d'Zäit an Däitschland vun de sougenannte „Sozialistegesetzer", wéi se ganz Parteie wollte verbidden a wou eebe grad Dispositiounen zum Denunziantentum sech an de Gesetzer an Däitschland erëmfonnt hunn? Do sote se an enger sozialistescher Zeitung: „Verpestet ist ein ganzes Land, wo schleicht herum der Denunziant."

Selbstverständlech sollen d'Leit sech un d'Quarantänen an d'Isolementer halen! An et ass och wichteg, datt et Strofe gëtt fir déi Leit, déi géint d'Gesetz verstoussen! Mee dat ass eng Saach fir d'Police an d'Justiz an net fir all eenzelne Staatsbeamten an -employé!

Ech ka mech erënneren, datt de Premier an enger Pressekonferenz, an där et ëm d'maximal Unzuel u Visiteuren, déi ee wärend der Covidkris empfänken däerf, gaangen ass, ganz däitlech gesot huet, hie wéilt net an enger Gesellschaft liewen, an där Nopere sech géigesäiteg verrode géifen.

Ma, Beamten a Staatsemployéë sinn dach och Noperen! Oder hätt dat net gegollt fir Noperen? Sou ganz sinn ech aus där Dispositioun souwisou net schlau ginn.

Ech freeë mech dofir, datt dës Denunziatiounsdispositioun nach gëschter aus dem Gesetz gestrach konnt ginn, wëll awer ze bedenke ginn, wéi wäit d'Regierung hei bereet gewiescht wär ze goen, fir hir inkohärent Mesuren duerchzesetzen.

Wann et der Regierung net méi geléngt, datt sech d'Leit un d'Mesuren halen, da läit dat dorun, datt d'Leit d'Mesuren net verstinn. Wat et da brauch, ass eng besser Politik a Kommunikatioun, an net d'Aféierung vun enger autoritärer Denunziatiounskultur.

Fir trotz der inkohärenter Politik aus de vergaangene Wochen der Situatioun elo nach Här ze ginn, wäerten eng ganz Rei Commercen hir Dieren no de Chrëschtdeeg fir eng Zäitchen zoumaache mussen. Just nach Wueren a Servicer, déi als essenziell agestuuft ginn, wäerte kënnen ugebuede ginn. An och d'Galerien an d'Muséeë mussen zäitweileg zoumaachen.

Wat et fir eng Gesellschaft heescht, wa Muséeën, Theateren a Galerien zougemaach kënne ginn, wärend de Verkaf vun Tubak an E-Zigaretten als essenziell an domadder als onverzichtbar fir de gudde Fonctionnement vun der Gesellschaft agestuuft muss ginn, wëll ech dobäi guer net weider verdéiwen, grad an Zäite vun enger Longekrankheet!

Villméi wëll ech hei kuerz op d'Fro agoen, firwat elo och ganz vill kleng Commercen, déi an de vergaangene Méint exemplaresch all d'Hygiènesmesuren agehalen hunn, mussen zoumaachen. Ganz vill Patronen hu vill Suen investéiert an Trennwänn, Desinfektiounsmëttel a Masken, hunn d'Unzuel vun hire Clientë limitéiert an esou en Hygièneskonzept

opgestallt, wat funktionéiert a wat bis viru Kuerzem an de Grande-surfacen einfach net do war! Mee dat ass elo ganz egal: Si mussen awer zoumaachen, ob hire Commerce eng reell Gefor duerstellt oder net.

Dat trëfft dës Leit schwéier. An dat virun allem, well se sech no der Gesetzesännerung vun der leschter Woch net erwaart haten, datt sech d'gesetzlech Dispositiounen esou séier nees géifen änneren. D'Wirtschaft brauch Planungssécherheet. An dofir brauche mir, wéi ech et jo schonns sot, e Stufeplang, deen och de Geschäftsleit eng Orientéierungshëllef ass.

Well dëse Lockdown vill Betriber onvirbereet getraff huet, begréisse mir et, datt mer mat dësem Gesetz awer och gläichzäiteg Mesurë fir gewëssen Aidë getraff hunn. An, Här President, ech wëll awer an deem Kontext nach eng Kéier drun erënneren, datt mir der Meenung sinn, datt de Seuil vu 40 % bei der Aide fir d'Coûts non couverts op 30 % misst erofgesat ginn, fir eise Betriber duerch dës Kris ze hëllefen.

Dëst Gesetz enthält awer net nëmmen nei Dispositiounen am Kampf géint d'Ausbreedung vum Virus, mee reegelt och, wéi eng Date bei den ustoenden Impfungen erhuewen a gespäichert solle ginn. Besonnesch spektakulär dobäi ass de Fait, datt vun all Persoun, déi sech impfe léisst, wärend 20 Joer solle perséinlech Date gespäichert ginn „dans une optique de protection des personnes vaccinées sur le long terme"! Dobäi ass et alles anescht wéi kloer, datt et hei wierklech ëm de Schutz vun deene geet, déi geimpft goufen!

Sollt sech erausstellen, datt gewësse Symptomer bei geimpfte Persounen eréischt no 15 oder 20 Joer optrieden, da kéint dat e Grond sinn, fir zu deem Zäitpunkt d'Impfungen anzestellen oder den Impfstoff ze änneren. Mee dës nei Erkenntnis géif deene Persounen, déi jo scho geimpft goufen, häerzlech wéineg hëllefen! Mir stinn hei also villméi enger Situatioun géintiwwer, an där et drëms geet, d'Rechter vun enger Grupp vu Mënschen zum Notze vun aneren anzeschränken. Mir beschneiden d'Recht op Privatsphär an Dateschutz vun deenen, déi geimpft ginn, fir d'Wuel vun deenen, déi nach net geimpft sinn a wësse wëllen, wéi den Impfstoff laangfristeg wierkt. Esou eppes ass aus eethescher Perspektiv net ouni Weideres ze rechtfertegen! An hei muss een oppassen, datt d'Mënschen net zu blousse Mëttele fir d'Erreeche vun engem Zweck degradéiert ginn.

Mee souguer wa mer kuerz unhuelen, datt et zum Wuel vun allen am beschte wier, datt d'Daten 20 Joer ze späichere wären - an ech hu meng Zweifel, datt dat d'Resultat vun enger anstänneger rechtlecher an eethescher Analys wier -, hätte mer e weidere grousse Problem: Mir kéinte mat dësen Informatiounen eleng guer näischt ufänken. Nëmme wann och gewosst wär, wat fir Symptomer an de kommenden 20 Joer no der Impfung bei de Leit optrieden a wat fir medezinnesch Antecedente se haten, kéint iwwerpréift ginn, ob eng Korrelatioun - dat ass net onbedéngt eng Causatioun! - tëschent dem Impfstoff a gewëssene spéidere Symptomer besteet.

Da schwätze mer awer net méi dovun, just d'Date vun der Impfung zentraliséiert ze späicheren, mee och sämtlech medezinnesch Informatiounen. A wa mer dat bis op en Enn denken, da mierkt een, datt hei vläicht e bëssen ze schnell geschoss gouf. Dat wär nämlech eng ganz nei Liga vu staatlecher Datesammelwut! An ech hoffen, datt d'Regierung net envisagéiert, dëse weidere Schrëtt an d'Richtung vum gliesene Bierger ze goen!

Wa se dat awer net mécht, da mécht et och kee Sënn, perséinlech Informatioune vu geimpfte Leit eréischt no 20 Joer ze anonymiséieren. Dann huet dës Dispositioun an dësem Gesetz einfach näischt ze sichen!

An da schloen ech awer nach an eng lescht Kerb fir haut, an dat ass d'Inkohärenz vun dëse Mesuren. D'Kolleeginnen an d'Kolleegen hunn dat nämlech scho gesot: Et ass dach net kohärent, datt een zwee Leit doheem däerf hunn, mat zwee Leit an engem egal wéi grousse Raum däerf openeenhocken, bis véier Leit gëllt och keng Maskeflicht, an dann, wann ech da vläicht frësch Loft wëll huelen, da musse mer eis trennen, da muss ech zwee Meter vun deem aneren Ofstand halen, ech brauch eventuell eng Mask, ...

(Brouhaha)

... dat ass net kohärent!

An ech sot et virdrun: Wann d'Reegelen net kohärent sinn, wann d'Leit d'Reegelen net novollzéie kënnen, wann d'Leit kee Vertrauen an d'Reegelen hunn, dann ass et schwéier, fir sech drun ze halen. A genau dat brauche mer am Moment: sou vill wéi méiglech Leit, déi sech un d'Reegelen halen! Sou vill wéi méiglech Leit, déi hir sozial Kontakter erofschrauwen, och wann et schwéierfält. Sou vill wéi méiglech Leit, déi hir Mask unhalen, och wann et onbequeem ass. A gleeft mer, et ass net bequeem, mat enger Mask hei eng Ried ze halen, mee ech maachen et, well ech, wann ech mech e bëssen opreegen, soss eng Gefor fir den Här Graas kéint sinn.

(Exclamations)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da reegt lech net op!

M. Sven Clement *(Piraten).*- A, Här Bettel, wann et esou einfach wär am Moment, sech net opzereegen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess, vu wat Der schwätzt.

(Interruption)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Deementspriechend kommen ech just zum Schluss. Et ass wichteg, datt mer eis alleguerten un déi Reegelen halen, déi do sinn - och wann ech déi nei Verstäerkung vun de Reegelen net wäert matdroen. D'Piraten kënnen esou liberticide Moossnamen einfach net ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt hei ufänken, dem Här Mars Di Bartolomeo Merci ze soen. Ech weess, ech hat dat d'leschte Kéier vergiess, dofir, Här Di Bartolomeo, dann en duebele Merci fir de Rapport, deen Der gemaach hutt.

An erlaabt mer dee Merci awer och un lech alleguerten, Här President, an un lech stellvertriedend fir déi ganz Institutioun! Et ass net evident, dass een op engem 24. Dezember op eng Chamber ziele kann, op eng Institutioun, déi sech dann eeben arrangéiert huet, well, esou wéi mer et gesot hunn, den État de crise net méi déi eenzeg Äntwert ass, fir op dës Kris kënnen ze reagéieren, mee eng Institutioun wéi d'Chamber fonctionéiere kann, egal wéini et ass. An Dir beweist et och heimadder. An dowéinster wëll ech lech wierklech am Numm vun ons alleguerte Merci soe fir déi responsabel Haltung an och d'Verständnis vun all den Deputéierten, déi elo hei sinn, fir kënnen eng Institutioun och fonctionéieren ze loossen.

Här President, ech wëll hei fir d'éischt ufänken, andeem ech lech soen, dass ech net verstinn, dass verschidde Leit soen, dass d'Leit net verstinn. Wann d'Leit net verstanen hätten, wat d'Mesurë sollte sinn, hätte mer net déi Resultater, déi mer haut hunn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Resultater, déi mer haut hunn, sinn de Beweis, dass och déi Mesuren, déi mer zesummen decidéiert hunn hei als Majoritéit, déi sinn, déi gegraff hunn. Mir hunn d'Zuelen, a wann ech d'Zuele vun der Moyenne zum Beispill vun den Infektioune kucken - well hei gesot ginn ass, jo, et wier näischt gewiescht oder et wier wéineg gewiescht oder et wieren déi falsch Mesuren, si hätten net gegraff -, wann ech elo zum Beispill just déi éischt dräi Deeg kucken, well mir sinn elo do, ech kann de Bilan maache vun deenen éischten dräi Deeg, do hate mer an der Woch vum 30. November 589 Fäll, an der Woch vum 7. Dezember 532 Fäll, an der Woch vum 14. Dezember 438 Fäll. Mir sinn am Moment an dëser Woch, op deenen dräi éischten Deeg, an enger Moyenne vun 296.

Dat heescht, vum 30. November bis haut ass dat d'Hallschent! Andeems d'Tester an d'Luucht gaange sinn! Well d'Tester, déi Woch vum 30. November woren dat der 13.000. Mir sinn elo bei den Tester op enger Moyenne - an och pro Dag, an deenen dräi éischten Deeg - vu 14.707. Dat heescht, mir gesinn trotz Tester, déi an d'Luucht ginn, dass mer Zuelen hunn, déi erofginn!

An amplaz dass mer eis all driwwer freeën, dass déi Mesuren awer gegraff hunn, dass d'Leit se och akzeptéiert hunn, dass d'Leit och alleguerte probéieren, en Effort ze maachen, gëtt hei gesot: „Et huet keen eppes verstanen!" - „Si sinn net kloer an et hëlleft näischt." Ech fannen, dass déi Sacrificen, déi d'Leit déi lescht Wochen a Méint gemaach hunn, déi Efforten, déi jiddwereen all Dag mécht, hei eng Unerkennung sollte kréien an net au contraire hei nach kritiséiert sollte ginn, wéi wann d'Leit näischt verstanen hätten!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, mir gesinn och beim Taux de positivité pour tests sur ordonnance: Dee wor den 30. November op 11,28 %, ass de 14. Dezember op 6,95 % erofgaangen an ass elo déi dräi éischt Deeg op 5,09 % erofgaangen. Dat heescht, och den Taux de positivité, wou mer jo duerch de Large-Scale-Testing awer Tauxen hunn, wou een awer da ka froen: „Sinn déi vergläichbar mam Ausland oder net?" ... An ech kann lech soen, dass mat engem Taux vu 5,09 % mer gutt stinn! Gutt stinn am Moment! An et ass net, wéi verschidde Leit probéieren eis ze soen, dass mer wierklech „les derniers de classe" si weltwäit a wierklech déi Schlechtst sinn.

Dat heescht, mir gesinn alleguerten och d'Zuelen an de Spideeler: An de Spideeler hate mer déi Woch vum 15. Dezember 235 Leit. Mir hunn der haut 192, op deenen Zuele vu gëschter. An et gesäit aus, wéi wann et nach erofgoe géif! Ob dat an der Zuel vun de Positiven ass oder vun der Occupatioun vun de Better. Dat heescht, dat sinn encourageant Noriichten, déi eis virun allem Satisfaktioun ginn als Politiker, dass mer déi Mesurë geholl hunn, ouni ...

Well et huet och e Riedner gesot, an ech wëll elo, och wann den Här Wiseler laang gebraucht huet a senger Introduktioun - d'Konklusioun ass dat, wat zielt -, dofir, ech wëll elo net op alles agoen, wat d'CSV eis gesot huet, wat schlecht gemaach ginn ass. Wichteg ass, dass mer beweisen, dass mer awer zesummenhalen an deem Moment an dass déi Mesuren, déi Verschäerfungen, déi elo geholl ginn, net aus Freed geholl ginn, fir keen aus Freed geholl ginn!

An erlaabt mer, dass ech d'ECDC zitéieren: "For the reasons described above, there is a threat for all EU/EEA and UK countries, irrespective of if they are in an epidemiological situation of serious concern or not, that there will be increases of Covid-19 infections and possible associated excess hospitalisations and deaths during or after the end-of-year festive season.

In summary, the probability of infection with SARS-CoV-2 during the forthcoming end-of-year festive season is considered as very high both for the general population and the medically vulnerable individuals."

Dat soe net mir, dat seet d'ECDC! An dofir si mer zur Konklusioun komm, och well mer gesinn, dass déi Mesuren, déi mer geholl hunn, wierken, dass mer an déi richteg Richtung ginn, awer wierklech net de Message dierfe ginn, dass mer eraus sinn aus der Kris. Net dass ee mengt, mir kéinten elo alles erëm méi relax maachen! An ech weess, ech hu scho Motiounen d'leschte Kéier hei gesi fir ze soen, et misst een nees dat eent oder dat anert opmaachen. Dat wier dat Falschst, wat mer kéinte maachen! A well mer en vue vun de Feierdeeg eeben och wëssen, dass e Risk do ass, dass et an d'Luucht geet, dofir decidéiere mer haut zesummen, dass mer d'Handbrems mussen zéien. Mir mussen d'Handbrems zéien, well mer wëllen evitéieren, dass am Januar déi Efforten, déi mer bis elo gemaach hunn, op eng Kéier alleguerten nees hifälleg sinn.

An dozou gehéiert och e Couvre-feu. An erlaabt mer, dass ech do op dee Punkt aginn, well hei jiddweree gemaach huet, wéi wann de Couvre-feu näischt géif déngen. Dat ass falsch! An et huet een Oppositiounspolitiker gëschter an der Press gesot: „Jo, mee wann een elo vun eelef Auer net ... Scho virdru wor et fréi, mee wann een elo um néng Auer scho muss doheem sinn, da kann ee jo owes näischt méi maachen." Mee genau dat ass et, Här President! Am Moment wëlle mer, dass mer zwou Woche wierklech d'Handbrems zéien an dass mer d'Aktivitéiten, d'Interaktiounen am Fong tëschent de Bierger, esou kleng wéi méiglech halen.

A wa gesot gëtt, dass mir do isoléiert wieren, hei gesitt Der en Tablo.

(M. Xavier Bettel montre un graphique.)

Dir gesitt, et ass méi rout an orange drop wéi gréng! Dat huet näischt mat Regierungen ze dinn. Mee Dir gesitt op jidde Fall, dass an deene meeschte Länner Restriktioune sinn, ob dat Couvre-feue sinn, déi souguer de Weekend sinn, a verschiddene Stied vu samschdes mëttes bis sonndes owes! A verschiddene Länner dierf een am Moment iwwerhaapt net erausgoen, ausser fir schaffen ze goen. Mee Dir dierft emol net virun d'Dier goen! Vun anere Couvre-feuen, déi 24 Stonnen op 24 sinn, hunn ech gelies, dann anerer, déi da méi spéit sinn, anerer méi fréi. Mee et soll een ophalen ze maachen, wéi wann de Couvre-feu net géif wierken! Mir wëssen, dass et eng streng Moossnam ass. An dofir och deen Datum vum 10. Januar, well mer déi och wëlle limitéieren.

Dowéinster, Här President, ech wëll elo net méi laang schwätzen, mee just soen, et ass elo dee Moment, wou mer eis net dierfe relâchéieren!

Mir fänke mat den Impfungen un. A fir d'Impfungen - Dir wësst jo, et sinn och eng Rëtsch vu Froe gestallt gi vum Här Wiseler iwwert d'Impfungen -, wäerte mer den 28. ufänken. Do sinn och d'Spideeler, de Corps, de Personnel médical fir den 28. an den 29. virgesinn. An am Fong, et ass och eng Question parlementaire - an dowéinster, il faut rendre à l'auteur aussi ce qu'on lui doit - vum honorabelen Här Mischo gestallt gi justement: firwat mer net d'Spideeler direkt beliwweren a firwat mer d'Leit an de Centre de vaccination komme loossen. Dir musst wëssen, dass déi dote Leit och direkt schonn informatesch den zweete Rendez-vous kritt hunn - dat heescht, et ass alles informatesch organiséiert ginn - an dass och en entente mat de Spideeler gesot ginn ass, mir géifen do bei där éischter Vague esou ufänken. An da wäert et den 30. och mam Personal aus den Altersheimer kënne virugoen. Mëtt Januar wäerten dann och niewelaanscht mat Équipe-mobillen an den Altersheimer kënne Leit geimpft ginn.

Ech freeë mech op all eenzelne Vaccin. Mir bréngen et haut scho fäerdeg, eng méi breet Majoritéit hei an deem Sall ze fannen, wann et drëms geet, wierklech déi Mesuren ze huelen, déi net agreabel sinn, mee déi néideg sinn, fir dat Schlëmmst kënnen ze verhënneren, andeems mer gesinn - nach eng Kéier -, dass et an déi richteg Richtung geet. Dat heescht, dee Reproche, dass d'Mesuren net gegraff hätten, ass falsch, virun allem vis-à-vis vun all deem, wat d'Leit gemaach hunn. Si wore richteg. Si woren ...

Well ech wëll och nach drun erënneren, Här President, hei si Leit, déi gesot hunn: „Dir hätt se scho misse méi laang huelen!" Ech si frou - ech si frou! -, dass dës Regierung net virun dräi Méint schonn d'Land zougemaach huet! Ech si frou, dass an dësem Land d'Leit konnten nach plus ou moins, mat verschiddene Restriktiounen, awer elo nach e méi normaalt Liewen behalen, wéi wa se elo schonn total ageschränkt gi wieren. An et si verschidde Saache gesot ginn - „am Commerce alles zougemaach ginn", „d'Leit kënne gesinn", „an de Schoule Restriktiounen an iwwerall Restriktiounen" -; mee ech mengen, dass et wichteg ass als Politiker, och op d'Wo ze setzen dat eent an dat anert: d'Restriktiounen, d'Ekonomie, d'Psychologie, d'Santé an all déi Facteuren, déi een do hëlt, an dann eeben och déi richteg Konklusiounen ze zéien.

Ech wier just frou, Här President, wann elo déi Impfstrategie ufänkt, déi Impfcampagne ufänkt, dass mer och heibannen et fäerdegbréngen, net Politique politicienne ze maachen, well d'Impfe wäert eng vun deenen eenzege Méiglechkeete sinn, fir och Liicht an deem Tunnel hei ze gesinn an en Enn vun der Kris ze kréien. An et ass am Interêt vun ons alleguerten. Dofir hoffen ech, dass mer et bei där Fro alleguerte fäerdegbréngen, eis Responsabilitéit ze droen an de Bierger kloerzemaachen, dass virun der Dier ze manifestéieren an ze maachen, wéi wann de Covid-19 näischt wier, dee falsche Message ass.

Mee zesumme solidaresch, responsabel sinn an och do d'Impfung mat eranzehuelen, dat ass déi eenzeg Äntwert, déi mer als Gesellschaft kënnen hunn, aus Respekt och vis-à-vis net nëmme vun den eelere Leit oder vun deene Vulnerabelen, mee och vun deenen Dausenden an Dausende vu Leit, déi schaffen an déi keng Chrëschtdeeg wäerte celebréieren, well se sech ëm déi këmmeren, déi am Moment och Hëllef brauchen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, gudde Mëtteg op dësem speziellen, ongewéinlechen Dag. A virop e ganz grousse Merci un lech alleguerte fir Är Disponibilitéit, fir den Asaz, déi gutt Zesummenaarbecht an engem ganz enken Timing, dee mer haten. E grousse Merci och - eng siwente Kéier, wéi mer héieren hunn - un eise Rapporteur, de Mars, deen hei alt erëm eng Kéier mat um Ball war an derfir gesuergt huet, dass mer dat beschtméiglech alles evakuéiert kritt hunn an deene wierklech kuerzen Delaien, déi mer haten.

Dir gesitt mech haut alleguerten net manner midd, awer sécherlech vill méi entspaant, wéi dat Mëtt November de Fall war. D'Situatioun an dëser Pandemie evoluéiert déi ganzen Zäit, vun Ufank un. A Mëtt November op jidde Fall wor ech net sécher, wat géif geschéien. Mir hu Mesurë geholl. Mir hu gehofft, dass déi géife wierken, dass et géif duergoen, mee et wor kengem kloer. Et war och onsen Experten net wierklech kloer. Mir waren an enger ganz ongewësser Situatioun. Et wor ganz desagreabel.

Säit zéng Deeg zeechent sech elo e ganz anert Bild of, en optimistescht Bild. Mir gesinn, dass alles, wat gemaach ginn ass, net ëmsoss war an dass et sécherlech och net esou falsch war, ponderéiert virzegoen. Mir gesinn, dass déi vill Efforten, déi gemaach gi sinn, gräifen. An dat ass eppes, wat soll ervirgestrach ginn, well et huet d'Leit ganz vill kascht. Jidder Eenzelnen huet dozou bäigedroen. Mir wëssen, wat de Präis ass vun deene Mesuren, déi mer huelen. An duerfir sinn ech haut wierklech zefridden, dass een dat endlech och wierklech gesäit, dass et gräifbar gëtt, dass net déi Frustratioun am Raum bleift, wat mer héieren hunn iwwert déi lescht Wochen: „Et daacht näischt!", „Et geet net duer!", „Et ass ze spéit!". Abee, mir gesinn elo de Géigendeel. Mir gesinn op der Zäitschinn, dass d'Effete vun de Mesurë wierklech do sinn, esou wéi se och ze erwaarde sinn.

Et huet héchstwarscheinlech e bësse méi laang gebraucht, och well et relativ héich wor. Et ass ganz

schnell an d'Luucht gaangen. Do ass jiddwereen iwwerrascht ginn. Mee elo gesi mer eppes, wat u sech erëm méi den Erwaardungen och vun den Experten entsprécht, dass ee wierklech eng Tendenz huet, déi amgaangen ass, sech ze bestätegen. Ech ginn net méi op d'Zuelen an, se sinn elo schonn e puermol genannt ginn. D'Neiinfektioune sinn erofgaangen, dës Woch och nach eng Kéier ëm 22 %.

Awer ganz wichteg ass, an ech géif dat gären ervirsträichen: Et gesäit een och endlech e Réckgang an de Spideeler. D'Admissioune sinn op eng Woch gekuckt vun 193 op 144 zréckgaangen. Dat heescht, och do fänkt deen differéierten Effet - wou et normal ass, dass en differéiert kënnt - awer un, visibel ze ginn, an zwar relativ kloer. Dat ass eng Baisse vu 25 %. An dat gëtt Hoffnung, dass mer dat Zil, wat mer eis ginn hunn, dach wäerte kënnen erreechen zesummen.

D'Zuele sinn nach ëmmer héich. Mir leien och elo nach bei enger Moyenne, wann ech dat elo d'lescht Woch kucken, vun 300 an eppes Neiinfektiounen den Dag. Mir hu vill Doudeger. Mir sinn an enger Surmortalitéit am Moment. Do wëlle mer definitiv draus erauskommen. An dat kënne mer nëmmen, wann à la base manner Neiinfizéierter sinn, virun allem manner eeler Neiinfizéierter sinn. Duerfir, och wann eis Indicateuren op Gréng am Moment weisen - mir gesinn, dass den Taux de positivité erofgeet; dat ass e gudden Indicateur fir déi Tendenz, déi mer hunn -, dat kéint bei enger selwechter Unzuel un Neiinfizéierte genau de Géigendeel sinn! Et kéint ee mat enger selwechter Zuel an enger anerer Tendenz leien, wou et grad amgaangen ass eropzegoen. An duerfir kucke mer jo och all déi Indicateuren zesummen. Mee am Moment, glécklecherweis, an dat soll eis wierklech Hoffnung ginn, weist alles an déi richteg Richtung.

Eist Zil, dat ass a war nach ëmmer déi Entspanung an de Spideeler, déi mer eis wënschen, mëttelfristeg. Mir wëssen, dass et do net flott ass am Moment, dass eist Personal extreem gefuerdert ass. Mir wëssen och, dass mer vill Leit verléieren. Vill Leit hunn de Kampf géint dëse Virus net gepackt. Mir sinn an enger Surmortalitéit, déi mer esou net haten an där éischter Well. An alles dat ass eist Zil!

An ech sinn och ganz kloer gewiescht, mengen ech, iwwert déi lescht Wochen, dass dat d'Zil ass! Dat ass kloer artikuléiert! Mir wëllen erëm an eng Situatioun kommen an de Spideeler, wou mer Normalitéit hunn, wou mer net mussen deprogramméieren, wou nieft dem Covidpatient och den normale Patient seng Plaz fënnt a ka behandelt ginn, esou wéi ee sech dat an der Dauer sollt kënnen erwaarden. Dat ass d'Zil. A fir dat Zil ze erreechen, hu mer e ganz opwändege Monitoring en place, deen eis erlaabt ze kucken, wéi d'Situatioun ass, ob se an déi richteg Richtung geet, ob se net an déi Richtung geet, ob et schnell genuch geet oder ob et net schnell genuch geet.

An haut ass de Moment, fir nach eng Kéier ze acceleréieren. „Firwat", kënnt Der froen, „et ass jo alles gutt, et geet erof?" Ma mir wëllen op Nummer sécher goen. Mir sinn an enger Zäit, an engem Kontext, wou mer mat enger Villfalt u Risike konfrontéiert sinn. Net nëmmen de saisonale Risiko - mir si matten an der Grippenzäit -, mee dernieft hu mer Feierdeeg, déi ufalen, wou mer wierklech vun allen Experte gesot kréien: „Sidd virsiichteg! Relâchéiert net! Haalt d'Leit bei der Staang! Déi Feierdeeg hunn e Risiko, dass et wierklech an esou enger Pandemie, op deem Niveau, wou mer iwwerall hei an Europa sinn, erëm zu enger neier Recrudescence kéint kommen."

An da kënnt derbäi, an dat weist, wéi séier alles hei ännert: Wéi wann dat alles net genuch wär, hu mer och elo nach dann Informatioune vun enger neier Souche, déi circuléiert, wou mer bis haut net wierklech wëssen, wat de Plus u Risiko ass, mee wou mer gewarnt gi vun de Behörden, wou mer gewarnt ginn, mir sollen elo wierklech virsiichteg sinn, well verschidden Indicateuren do sinn. Et deit sech un, wéi wann dës nei Souche sech eventuell nach méi schnell kéint verbreede wéi déi aktuell, mat där mer et ze dinn hunn. An och dat ass erëm eng Kéier en neie Risiko, vun deem mer virun e puer Wochen definitiv nach näischt woussten, mee dee kënnt nach eng Kéier hei derbäi.

An alles dat mécht, all dës vill Inconnuë maachen, dass mer hei de Principe de précaution wëlle walte loossen, dass mer och wëllen aus deenen Erfarungen, déi mer gemaach hunn ... Mir gesinn, wat wierkt, mir wëssen, wat an eisem Pak dran ass. Mir kënnen net am Eenzelne soen, wat et ass, mee mir gesinn awer, dass déi Mesurë generell wierken. A si haten als Zilsetzung, déi sozial Kontakter erofzekréien iwwer verschidde Moyenen, iwwer e Couvrefeu, esou wéi ganz vill aner Länner dat och maachen. Do huet kee Land eng wëssenschaftlech Basis. Mir hunn dat, wat mer hunn, an dat deele mer mat Iech, déi Erkenntnisser. Kee Land huet hei déi perfekt wëssenschaftlech Basis, fir seng Mesuren ze fondéieren. A wa mer alleguerten op déi gewaart hätten, op déi Basis géife waarden, ma da wäre mer längst iwwerrannt vun deem Virus!

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dat konnt kee sech leeschten! Mir musse mat dësen Inconnuen ëmgoen am Moment.

Firwat also gi mer vun eelef Auer op néng Auer erof? Majo, well mer d'Iwwerzeegung hunn, dass déi Mesure eppes bruecht huet, dass se dozou bäigedroen huet, wéi de Xavier Bettel et gesot huet, dass eebe villes einfach net stattfënnt owes. Besuch doheem, wéi mer haut wëssen, dat ass eng vun den éischte Causen, wou d'Leit sech ustiechen. Dat geet ënner anerem aus där franséischer Etüd ervir, déi mer Iech ginn hunn. Ganz vill Leit stieche sech einfach doheem a souguer am ganz klenge Krees un, bei lesse vun ënner fënnef Leit. Duerfir wësse mer, dass do wierklech e Risiko ass. An duerfir si mer och iwwerzeegt, dass, wa mer dat nach eng Kéier no vir schiben, dach awer eng ganz Rei Besuch net wäert stattfannen, justement well et manner attraktiv da wäert sinn, fir wierklech nach bei een heemzegoen, wann een um néng Auer scho muss doheem sinn.

Dat ass d'Zil dovun. Et geet net drëms, d'Leit ze kujenéieren. Et geet drëms, wierklech un alle Schrauwen ze dréien, fir wierklech dëse Message eriwwerzekréien, fir ze soen: „Et ass net de Moment, fir op Besuch ze goen. Et ass einfach de Moment fir doheemzebleiwen, sech méiglechst net ze mësche mat anere Leit." Dat gëllt fir den Alldag an et gëllt genausou och fir d'Feierdeeg.

Mir wëllen also eng Situatioun, déi sech stabiliséiert, déi mer besser kënne geréieren. Wat mer manner ze geréieren hunn, wat mer méi effizient kënne geréieren, wat mer méi kënnen op d'Leit agoen an eisem Tracing. Mir wëlle virun allem e vill manner héije Risiko vun enger Surmortalitéit. Dat ass dat, wat wierklech ervirzesträichen ass Enn des Joers. Dat, wat mer do gesinn, dat ass dat, wat mer wierklech net wëllen. Mir wëlle fort dovunner. An duerfir wëlle mer méi niddreg Zuelen, fir eng besser Gestioun, fir manner Leit ze verléieren, fir nees besser Soine kënnen an eise Spideeler ze offréieren.

Ob d'Mesuren duerginn oder net, ech kann Iech et net mat Sécherheet soen. Wéi och schonn net wärend där éischter Well. Do ass och scho gesot ginn: „Et geet net duer." Ech erënnere mech u Communiquéë vum 12. Mäerz, wou gesot ginn ass: „Et geet net duer. D'Mesurë ginn net duer." Bon, et ass duergaangen. Et hätt och net kënnen duergoen! Dir hätt och kënne Recht behalen. Kee wousst et mat Sécherheet. Mir hunn e Choix misse maachen, e ponderéierte Choix. A mir léiere mat all Schrëtt, dee mer maachen, aus deem, wat mer gemaach hunn, wou mer da kënnen analyséieren: Huet dat eppes bruecht? Huet et näischt bruecht? Huet et vill bruecht? Huet et wéineg bruecht? Dat ass dat, wou mer dermat mussen eens ginn.

An och haut sti mer nees virun der Paradoxie vun der Preventioun. A mir wäerten och soubal net do erauskommen. Sinn eis Prognose vun engem verstäerkte Risiko, wéi ech Iech se elo duergestallt hunn, richteg an d'Mesuren, déi mer proposéieren, effikass, ma da wäert herno mat Sécherheet d'Fro kommen, ob se da wierklech néideg woren. Stellt et sech awer ëmgedréit eraus, dass mer de Risiko vläicht ënnerschat hunn, ben dann, wann et dann zu enger onerwaarter Hausse kënnt, da wäert et och nees heeschen, esou wéi d'lescht Woch gesot ginn ass: „D'Mesurë ginn net duer." An: „Mir haten et gesot!" An dat ass dann och net falschzemaachen.

Ech wënsche mer fir d'Feierdeeg jiddefalls manner retrospektiv Besserwësserei am Allgemengen, e méi rationellen Ëmgang mat der Ongewëssheet, well Ongewëssheet op ville Pläng, dat ass dat, wat dës Kris ausmécht, an dat wäert se och nach an deenen nächste Wochen a Méint ausmaachen. Och wa mer Dag fir Dag Neies gewuer ginn, d'Ongewëssheet wäert dat bleiwen, wat dominéiert. An duerfir ass et eis Erausfuerderung, esou gutt wéi méiglech mat dëser Ongewëssheet eens ze ginn, ëmzegoen, à la fois genuch ze maachen, awer och net ze vill ze fuerderen an dat Ganzt och nach méiglechst zum richtegen Zäitpunkt.

Ech wënsche mer, dass mer alleguerten d'Motivatioun net verléieren. Et ass eng laang Streck gewiescht. Et bleift nach Streck iwwreg. Wéi vill Streck, dat wäerte mer och wëssen, wann mer letztendlech derduerch sinn. Dat kann een haut och net mat Sécherheet soen. Et ass eng Streck mat ganz villen Hürden. An och wann d'Zuelen erofginn, da gëtt dat eis keng Gewëssheet, dass mer wierklech derduerch sinn. Et si vill Inconnuen am Raum. An et geet wierklech drëm, elo zesummenzestoen, nach weider zesummezestoen, nach weider Efforten ze maachen.

Ech géif och gären e puer Wuert zum „Denunziantestaat" soen. Dat huet fir ganz vill Gespréich gesuergt. Et gëtt sech gefrot: Wie koum domadder? Ech wëll betounen, ëm wat et hei geet.

Et geet am Fong geholl drëms, deene Leit, déi frustréiert sinn, well se sech un d'Mesuren halen - där gëtt et ganz vill, ech kréie ganz vill Messagen esou -, an och deene Beamten, déi hei schaffen all Dag, déi am Kontakt si mat Leit, iergendwou eng Méiglechkeet ze ginn, och eppes ze ënnerhuelen, wa se esou eppes feststellen. Wéi een dat elo mécht, dat ass eng schwiereg Fro, dat ass richteg. An déi Propositioun, déi hei um Dësch louch, do ass et am Fong geholl gaangen ëm déi Méiglechkeet, oder net déi Méiglechkeet, déi Flicht, déi besteet, och haut, fir all Beamten an dësem Land: Wann e Kenntnis kritt am Kader vu sengem professionellen Ëmfeld vun engem Delikt oder engem Crime, huet en d'Verflichtung, dat matzedeele beim Parquet. An hei war d'Iwwerleeung fir ze soen: „Gutt, hei ass och eppes, wat mer net wëllen hunn an eiser Gesellschaft. Kann een dat net ausdeenen?"

Dat huet eng grondsätzlech Fro opgeworf vum Staatsrot, déi absolutt pertinent ass, well et natierlech eise System a Fro stellt an d'Kohärenz vun deem Ganzen. Well mir sinn hei ganz kloer am Kontext vun enger Contraventioun. Dat heescht, wann een, deen infizéiert ass an deen dat weess an deen eng Ordonnance huet fir doheemzebleiwen, sech net drun hält, dann ass dat e manner schwéiert Vergeeën, wéi wann een zum Beispill elo mat 1,5 ‰ ënnerwee ass. Dat wär en Delikt, dat ass relativ kloer. Well et eng Contraventioun ass, verstinn ech absolutt d'Bedenke vum Staatsrot, fir do déi Dier net opzemaache fir dat obligatorescht Denoncéieren, wat vun all Beamte gefuerdert ass, iwwer säi Secret professionnel eraus - well ech betounen, dat ënnerscheet eis vun der Belsch zum Beispill -, fir dat net och nach weider op Contraventiounen, op méi kleng Delikter eeben, auszeweiden.

A fir och d'Fro ze beäntwerten: Mir sinn nach ëmmer am Beräich vun der Contraventioun, och mat dem Avertissement taxé vun 300 Euro, wann d'Gesetz dat virgesäit - an hei ass dat gemaach. Et ass ausdrécklech qualifizéiert als eng Mesure de police, an asoufern fale mer an de Beräich vun de Contraventiounen, dat ass kloer. An asoufern ass d'Regierung och effektiv der Meenung, dass mer hei net sollen ausweiden a wierklech op de Wee goen, fir hei gläichzestellen zu engem Delikt.

Ech wëll Iech just erklären, wat de prakteschen Usaz war. Dat si Situatiounen, mat deenen eis Leit konfrontéiert sinn. Fir Iech dat ze illustréieren: Wann elo am Contacttracing eis Leit, wéi se dat am Ufank, wou mer nach manner Infizéierter haten, gemaach hunn, all puer Deeg uruffe fir ze kucken, wéi et de Leit geet, komme se a Situatiounen, wou se mierken: Et ass een net doheem. Eis éischt Prioritéit ass wierklech d'Opklärung, fir d'Leit wierklech ze iwwerzeegen, dass dat net dat richtegt Verhalen ass, hinnen nach eng Kéier ze erklären, firwat se e Risiko si fir déi aner Leit, well se ustiechend sinn, a se esou ze iwwerzeegen, dach doheemzebleiwen. Mir hunn och vill Mesuren en place, e Certificat d'incapacité de travail, deen dat soll erliichteren, dass d'Leit dat wierklech seriö huelen.

Wann et awer elo an dësem Gespréich erauskënnt, dass zum Beispill déi Persoun et net ausgehalen huet doheem, se ass geckeg ginn, wou se seet: „Ech packen dat net dobannen déi ganzen Zäit, ech si fësche gaangen." Et ass awer grad net d'Zäit, fir fëschen ze goen. Oder si huet net dee richtege Schäi gehat. Oder se huet net dat richtegt Netz gehat fir ze fëschen. Ben, dann huet de Beamten d'Verflichtung, dat un de Parquet weiderzeginn, well dat ass en Delikt an deem Land hei. Do steet eng Prisongsstrof drop vun engem Dag oder vun engem Dag bis zu engem Mount. Dat sinn deliktuell Strofen. A wann e Beamten esou eppes gezielt kritt vun enger Persoun, muss en et weiderginn.

An et ass fir eis Leit um Terrain e bëssen onverständlech, dass, wa se eng Persoun hunn, déi, obwuel se et besser weess, obwuel se et schonn e puermol erkläert kritt huet, dach awer alles niéiert, wat mer maachen, an dat fir Humbug hält an de Leit erzielt: „Ma ech war jo awer just bis kuerz an de Cactus" an „ech war just bis kuerz bei meng Kolleege laanscht", ma da kënne se dat net weiderginn. An dat ass de Problem, dee mer hunn. Dat ass sécher net d'Reegel. Déi meescht Leit an deem Land hei, dovu sinn ech iwwerzeegt, hale sech un d'Reegelen. Mee dat ass den Usaz gewiescht fir ze soen: Soll een dat net awer gläichzéien? Well déi selwecht Beamte mussen de Fëschereidelikt un de Parquet ginn, wa se dovu Kenntnis kréien, wärend d'Kenntnis, déi se hu vun eeben enger Persoun, déi sech net géif un den Isolement halen, dat ass eng Contraventioun. An do ass et hinne souguer verbueden, opgrond vun hirem Secret professionnel, dat da weiderzeginn.

Voilà, dat war elo e bësse laang. Mee ech si mer bewosst, dass dat ganz vill Froen opwerft an dass d'Leit sech och net onbedéngt bewosst sinn, wat mer hei als Verflichtung hunn alleguerten als Staatsbeamten am Allgemengen. Dat ass e Kontext, dat war sécherlech näischt Neies. Au contraire, et war einfach geduecht, fir am Kontext vun dëser Pandemie eng besteeënd Praxis punktuell op eng Contraventioun auszeweiden. Mee letztendlech, mengen ech, ass et wierklech de bessere Wee, d'Contraventioun Contraventioun si loossen ze loossen.

Da géif ech vläicht och nach e Wuert soen zu der App; dat gëtt ëmmer erëm erwäänt. Mir hunn haut och méi Informatiounen dozou. An enger Rei Länner, dat ass richteg, gëtt se oft erofgelueden. Wann et awer dann drëms geet ze kucken, wivill Leit se och wierklech benotzen, wivill Leit do hire positiven Test dran aginn, da gesäit et ganz, ganz anescht aus. Do ass et extreem enttäuschend leider. D'Erfarunge sinn do net gutt. A wann een nach weider kuckt, wivill vun deene Kontakter da wierklech zu enger anerer Kontaktidentifizéierung gefouert hu bei de Behörden, dann ass et quasi näischt. Ech denken do un Däitschland.

Et ass och en Dossier, dee mer natierlech suivéieren. Mir sinn och am Echange. Mir froen och ëmmer, ob et do Modeller gëtt, déi vläicht méi effizient sinn. Mee Stand haut ass et vun eise Kenntnisser hier nach wie vor net ganz effikass.

Ech géif och gären derbäisoen, dass mer wierklech op d'Responsabiliséierung vun de Leit setzen. Eis geet et am Fong geholl drëm, wann eng Persoun positiv getest ass, dass se doheembleift, dass se sech un déi Ordonnancë vum Direkter hält an dass se guer net ënnerwee ass dobaussen, well da kann et och néierens piipsen. Wann d'Leit sech dorunner halen a si bleiwen doheem, wa se positiv sinn, da wäert et och net piipse bei engem aneren, well een dee gekräizt huet. An et ass am Fong geholl dat, wat mer gär hätten, dass d'Leit doheembleiwen.

Et kënnt derbäi, dass et eng falsch Sécherheet gëtt, well wann et bis piipst, dann hat ech jo de Kontakt. Ech weess awer par contre guer net, wéi ee Kontakt dass dat war. War dat e Kontakt, wou jiddwereen eng FFP2-Mask unhat oder eng normal Mask unhat? Oder hate mer keng Mask un? Dat weess ech alles net. Duerfir ass dat mat immens vill Ongewëssheet dach bestückt.

Et kënnt och aus enger Zäit, dat muss ee wëssen, déi Efforte fir déi Appe sinn ugaangen zu engem Zäitpunkt, wou mer alleguerten e Mangel u Masken haten, wou dat guer net normal war, dass jiddwereen eng Mask unhat. Haut hunn d'Leit an der Reegel Masken un, soudass de Kontakt reng op Distanz net onbedéngt eppes iwwert de Risiko ausseet. Bref, et ass en Dossier, dee mer nach wie vor suivéieren. Bis elo hu mir net vill Iwwerzeegendes héieren, wou ee géif soen: „Dat do iwwerzeegt eis wierklech, och op dee Wee ze goen." Mir sinn iwwerzeegt, dass eise Lëtzebuerger Wee mat ganz villen Tester, mat anerem Opwand, do besser Resultater dach awer bréngt.

Da vläicht nach eng Kéier e Wuert zu de leschte Wochen, mee et ass schonn oft gesot ginn: Den Effet vun de Mesuren ass do. E war fir d'éischt liicht, dunn huet e stagnéiert, elo geet et richteg erof. Ech freeë mech doriwwer. An ech si frou, dass mer nach eng Verstäerkung elo proposéiert hunn. Et geet wierklech drëms, e maximalen Effet ze hunn, déi Risiken, déi eventuell op ons duerkommen, esou gutt wéi méiglech ze evitéieren, dass mer beschtméiglech preparéiert sinn, dass mer eng ganz gutt Basis hunn, fir d'neit Joer ze starten.

Ech wënsche mer, dass dat d'Leit optimistesch stëmme wäert, dass et hinne Courage gëtt, dass hir Efforten eppes daachen, dass se eis weiderhin och Vertraue ginn. Mir si beméit, och an Zukunft wierklech zäitno esou gutt wéi méiglech d'Situatioun anzeschätzen. Ech sinn duerfir och kee Frënd dovun, fir Pauschalen an de Raum ze setzen. Eng selwecht Zuel, deemno wéi se beliicht ass, deemno wéi de Kontext ass, kann eng aner Tendenz uginn. Duerfir schaffe mer mat enger ganzer Rei Indicateuren. An ech sinn och frou, dass den Här Wiseler déi am Fong ganz korrekt hei resuméiert huet.

Dat sinn all déi Indicateuren, déi mer zesumme kucken. Et kënnt och d'Altersstruktur vun den Neiinfizéierten derbäi. Dat erlaabt eis, zäitno wierklech Projektiounen ze maachen, déi mer och gäre mat Iech deelen. Sécherlech ass et mat Stress verbonnen. Sécherlech wäert et och an Zukunft dozou féieren, well wann ee wëllt zäitno analyséieren, da bedeit dat, dass een e gewëssene Stress hannendrun huet. Mir sinn op alle Fall gäre bereet, dësen Effort ze maache fir eist Land, fir wierklech eng beschtméiglech Basis ze hunn an eng beschtméiglech ponderéiert Decisioun kënnen ze proposéieren.

Ech géif profitéieren, fir mer letztendlech hei am Land den Dokter-Fauci-Effet ze wënschen. Ech weess net, ob Der dee matkritt hutt an der Press: An Amerika sinn 18 % méi jonk Leit, déi sech fir Gesondheetsberuffer interesséieren. Et wär schéin, wann dës Kris vläicht och esou e positiven Effet hätt! Ech mengen, dës Leit si wierklech zu Recht an de Vierdergrond komm. A wéi ech dat gelies hunn, huet dat mech och optimistesch gestëmmt. Ech hu geduecht: „Vläicht gëtt dat och en neit Liicht op d'Beruffer, déi vläicht ënnerschat waren, déi net dee richtege Stellewäert an der Gesellschaft haten." Ech géif mech freeën, wann dat och hei de Fall wär. Dat bleift awer ofzewaarden.

Ech soen Iech op jidde Fall alleguerte Merci a wier frou, wann dat Gesetz hei esou kéint gestëmmt ginn.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. An da Parole après ministre, fir d'éischt fir den Här Clement an da fir den Här Kartheiser. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. D'Madamm Ministesch huet eppes ganz Wichteges a ganz Richteges gesot, datt et nämlech wichteg wär, datt d'Leit sech géifen un hir Mesure d'isolement an un hir Mesure de quarantaine halen. An ech kann hir do nëmme bäiflichten. Dat ass immens wichteg, fir dëse Virus an de Grëff ze kréien.

Ech wollt do awer, well se dat esou ervirgestrach huet, nach eng Kéier nohaken, wéi dat dann ass, wéi Leit sech da sollen un déi Mesuren halen, wa se den 20. Dezember eng Ordonnance kréien, datt se a Quarantän gesat gi vum 8. bis de 15. Dezember.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also, do hunn ech dann awer e bësse meng Problemer, wéi dat soll fonctionéieren. Ech hätt mech dat iwwregens och mam 16ter gefrot, wéi dat goe géif, wann ee seng Ordonnance kritt, nodeem u sech d'Quarantän schonn opgehuewen ass, par défaut.

Deementspriechend vläicht do: Wéi si mer do mat den Delaien drun? Si mer do wierklech mëttlerweil bäi? Well dat heiten datéiert jo elo vu viru véier Deeg, dat ass net viru Méint. Wéi vill Retarden hu mer? An ass garantéiert, datt een, deen an engem enke Kontakt war, seng Ordonnance de quarantaine dann och zäitno kritt? Well dat, wat ech hei gesinn hunn, déi Dokumenter, déi ech gesinn hunn, weisen eppes anescht. An dat mécht mir Suergen, wann d'Leit sech sollen un hir Quarantän oder un hiren Isolement halen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Da wier et um Här Kartheiser. An duerno den Här Claude Wiseler.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci. Ech wollt nach eng Kéier op déi Fro agoen, déi d'Madamm Minister och elo ugeschwat huet, dat ass déi vum Denunziantestaat. Ech mengen, just fir Iech dat ze soen, mir hate virun e puer Wochen als ADR eng Question parlementaire gestallt un de Policeminister. Dat wor nämlech, well an enger Pressekonferenz vun der Police d'Leit opgefuerdert goufen, Verhalen ze signaléieren, wat net konform wär zu dëse Gesetzer. An dowéinst hu mer déi Fro gestallt an den Här Policeminister huet eis deen Ableck geäntwert: „Nee, d'Regierung wëllt keen Denunziantestaat."

Haut kënnt d'Madamm Minister, nodeem eeben elo déi Propositioun hei an dat Gesetz agefüügt ginn ass, datt eeben déi ganz Fonction publique sollt do kënnen d'Faiten, „missen" d'Faiten denoncéieren um Niveau vun enger Infraktioun, haut kënnt si heihinner a seet, dat wär wéinst dem Frust vu verschiddene Leit. Jo, wa Leit e Frust hunn, da kënne se jo nach ëmmer beim Parquet intervenéieren. Dofir brauche se kee Gesetz. Kee Mënsch verbitt engem, e Procureur unzeruffen a säi Leed ze kloen.

Dat hei ass eppes ganz anescht! Hei geet et drëm, déi ganz Fonction publique ze transforméieren an e Corps mat enger Obligation légale, fir Faiten ze denoncéieren! Dat ass eng Saach, éischtens, déi concernéiert all Member vun der Fonction publique en tant que tel, well et ass eng nei Obligatioun, déi op eemol duerch esou e Gesetz soll agefouert ginn. An et ass eng prinzipiell gesellschaftlech Fro: Wéi eng Roll huet d'Fonction publique? A wat ass deene Leit zouzemudden, déi do schaffen?

An dat doten ass eppes, dat wëllt d'Regierung praktesch hei vun engem Dag op deen aneren aféieren, ouni sech warscheinlech iwwerhaapt och emol mat dem Secteur consultéiert ze hunn. Mee et ass eng fundamental Fro! An eiser Iwwerzeegung als ADR no ass d'Fonction publique net do fir ze denoncéieren. Déi Faiten, déi grav sinn, wéi Crimmen an Deliten d'une gravité certaine, dat ass eng Diskussioun, déi ass hei an der Gesellschaft dacks gefouert ginn, a mir hunn do bis elo eng Reegelung gehat, déi allgemeng akzeptéiert war, dat heescht, datt déi schlëmm Vergeeë géint eis Gesetzesuerdnung musse vun engem Beamten och rapportéiert ginn. Dat wor bis elo net an der Diskussioun. An ech froe mech, ob net eng vun de Konsequenze vun dëser Diskussioun, déi mer hei haten, kéint déi sinn, datt dat och elo a Fro gestallt gëtt.

Mee fundamental ass dat, wat mer hei gesinn an där Covidkris, an och dat, wat mer elo gesinn hunn am Hibléck op d'Membere vun der Fonction publique, déi Fro: Wéi séier kann eng Gesellschaft opgrond vun Iwwerleeungen, déi net bis zu Enn geduecht goufen, an en totalitäre Mechanismus erafalen? Dat ass d'Fro: Wéi séier kann een higoen an 30.000 oder méi Leit hei am Land enger Obligation légale ënnerzéien, fir aner Leit ze kontrolléieren? Dat ass e Fait gravissime! An et däerf net sinn - et däerf net sinn! -, datt de Rechtsstaat an eis demokratesch Fräiheeten en Affer vun dëser Kris sinn!

Kommt, mir konzentréieren eis op déi gesondheetspolitesch Aspekter a mir halen d'Fanger ewech vun all deem, wat d'Natur vun enger fräier Gesellschaft kéint nohalteg änneren! Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Da Parole après ministre fir den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll soen, ech hunn der Madamm Lenert hir méi nuancéiert Aart a Weis, fir un d'Zuelen erunzegoen, appreciéiert. Mee ech wëll awer ee Wuert soen iwwert déi Beschreiwung vun den Zuelen, déi de Staatsminister virdru gemaach huet, well hien huet d'Situatioun zu Lëtzebuerg beschriwwen, wéi wann dat elo alles am Botter wär, wéi wann et am Grénge wär, wéi wann ons Zuele géifen erofgoen. A wéi e fäerdeg war, hunn ech mech gefrot: Firwat bréngt d'Regierung nach e Gesetz eran a firwat stëmme mir et mat?

(Interruption)

Déi Zuelen, och wa se erofginn, an domat hutt Der Recht, ...

(Brouhaha)

... mee momentan sti mer bei den deeglech confirméierte Fäll, op siwen Deeg gerechent, op eng Millioun héichgerechent, par rapport zu eisen Nopeschlänner nach ëmmer weesentlech méi schlecht, souwuel bei Neiinfektioune wéi bei den deeglechen Doudesfäll. A genau dat ass de Grond, firwat mir och decidéiert hunn, et matzestëmmen. Well mer mengen, datt zousätzlech Moossname musse kommen! Ech wollt dat just nach eng Kéier kloer an däitlech hei soen.

A mir sinn och der Meenung, datt ee ganz gutt muss oppassen, wann een déi haiteg Zuelen interpretéiert. Mir sinn awer an enger Vakanzenzäit, mir wëssen, datt säit enger ganzer Rei Deeg d'Aktivitéite méi lues ginn, wéinst de Moossnamen op där enger Säit, mee op där anerer Säit, well souwisou an dësen Zäiten d'Aktivitéite méi lues ginn.

Ech erënnere mech drun, datt mer déi Diskussioun schonn de leschten November haten an där Woch, wou gesot ginn ass: „Mee hei geet alles méi lues, mir mussen elo Perspektiven hunn", an no där Woch Vakanz huet dat Ganzt erëm ugefaangen. An dat ass nu wierklech d'Fro, wat am Januar geschitt. An dofir ass, mengen ech, an eisen Aen extreem vill Virsiicht gebueden.

Mee ech mengen, wann Dir sot, déi Moossnamen hätt Der Gott sei Dank net scho virun dräi, véier, fënnef Woche geholl, well soss géife se jo esou laang daueren, dat ass awer e Räsonement, wat mer net kënnen novollzéien. Mir soen: „Wann Der virun enger ganzer Rei Wochen eng Rei aner Moossname geholl hätt, da bräicht een haut vläicht net méi déi ze huelen, déi mer haut huelen." Dat ass e ganz aneren Equiliber vun de Moossnamen. An et ass e ganz anert Erugoen och an der Zäit vun deene Moossnamen, wat mer gär gehat hätten a wat mer proposéiert haten. An der Situatioun, wou mer haut dru sinn, mengen ech, ass keen anere Choix méi do.

An dann dat Lescht, wat ech wëll soen, dat ass nach eng Kéier iwwert déi Tracingapp. Den Här Clement huet d'Problematik vun de Quarantänen ugeschwat. Mir kommen hei haut absolutt net no mat deene Geschichte vu Quarantänen. Den Tracing kritt déi Leit kontaktéiert, déi an en Isolement musse goen, well se positiv getest ginn, mee fir en Tracing ronderëm ze maache vun all den anere Leit, déi am Kontakt waren, dat ass momentan mat deenen Zuelen, déi mer kennen, an der Praxis iwwerhaapt net méi esou méiglech, wéi et am Fong misst méiglech sinn. An dofir si mer eeben der Iwwerzeegung, datt eng Applikatioun sënnvoll wär.

An et ass awer och net esou, dat muss ech awer soen, Madamm Minister, wéi Dir dat besprach hutt: „Wann Der am Isolement net erausgitt, da kann et souwisou net piipsen." Esou ass et jo net gemengt gewiescht! D'Tracingapp fonctionéiert esou, datt a sech Ären Telefon späichert, wien Der an deenen Deeg virdru gesinn hutt. A wann Der da positiv getest gitt, da kréien all déi Leit, déi Der virdru gesinn hutt, eng Noriicht, datt se a Kontakt ware mat engem, deen elo positiv getest ginn ass. Dofir mécht et extreem Sënn, esou eng App ze hunn.

Dir sot, et si falsch Experienzen, oder schlecht Experienzen an anere Länner gemaach ginn. Ech géif Iech da just roden: Kuckt eng Kéier, wéi déi finnesch Politik momentan leeft, wéi déi hir ganz Surveillance ronderëm eng Applikatioun opgebaut hunn, a kuckt och hir Resultater, déi se hunn, a kuckt och, wéi si hir Politik ausdrécken, wéi se se beschreiwen a wéi se se decidéiert hunn, mat positive Resultater.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Da Parole après ministre nach fir den Här Di Bartolomeo an den Här Marc Baum. An da kritt d'Regierung d'Wuert zréck.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech hunn d'Impressioun, wéi wann den Här Kartheiser net matkritt hätt, dass deen Artikel, deen e ganz schaarf attackéiert, aus dem Gesetz erausgeholl ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An den Här Marc Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci. Ech hat eigentlech eppes Änleches wëlle soe wéi den Här Wiseler am Ufank: Mir sollen d'Zuelen awer net schéirieden. An dat Gefill hat een awer ee Moment, zumindest beim Premierminister. Wann een d'Zuele vergläicht vun der ECDC - net ze verwiessele mat AC/DC -, da si mer nach ëmmer, nieft Litauen a Kroatien, Spëtzereider bei den Neiinfektiounen an Europa. A mir wësse jo, datt dat Konsequenze wäert hunn op d'Spideeler. Dat heescht, et ass vill ze fréi, fir iergendwéi ze soen: „Dat huet alles gewierkt", well mir sinn nach ëmmer wäit vir am europäesche Vergläich. Dat ass déi eng Remark.

Déi zweet Remark ass: Den Här Wiseler huet och a senger Interventioun ganz am Ufank zu Recht dann Indicateure genannt. An ech muss awer soen, et ass déi éischte Kéier, datt ech wierklech déi Indicateuren an där Oplëschtung esou héieren, och verbonne mat konkreeten Zuelen. Datt d'Zomm dovunner net eng bestëmmten Zuel ass, mee eng Ofweiung, ass evident. An dat ass och wichteg fir eis, well mir mussen déi Indicateure jeeweils kënnen analyséieren, fir d'Opportunitéit vu weidere Moossnamen an déi eng oder an déi aner Richtung kënnen ze evaluéieren. An ech mengen, datt dat ganz wichteg ass, wat mer do maachen, an datt dat méi ass wéi déi vag Ausso: „Mir mussen d'Situatioun an de Spideeler an de Grëff kréien!" Dat ass bis zu engem gewëssenen Deel awer quantifizéierbar a mir sollen eis all déi Instrumenter ginn, an dat si vill Instrumenter, dat ass net eng Zuel.

An dann dat Lescht ass den Dokter-Fauci-Effekt, deen ech mer natierlech och wënschen, mee och dat geschitt just, wann et vun der Regierung begleet ass. Ech géif mer och wënschen, datt méi Leit sech an d'Gesondheetsberuffer aschreiwen, datt se sech derfir interesséieren an och déi Studie maachen. Mee da musse se awer och d'Méiglechkeet hunn, dat ze maachen. An dat bedeit och eng Revaloriséierung vun deene Beruffer an d'Aféierung vu Bachelor- a Masterstudiegäng.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An elo kritt d'Regierung d'Wuert zréck, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech sinn direkt ugeschwat ginn op e puer Saachen. Déi éischt Saach ass: Et ass e Virus, dat heescht, et soll een net vergiessen, dass e Virus eng exponentiell Aart a Weis huet fir sech ze entwéckelen. Dat heescht, dass scho keng Exponentialitéit komm ass, war schonn eppes, wat komm ass, well Mesurë geholl gi sinn. Éischt Saach.

Zweet Saach ass, dass d'Zuelen erofginn. Ech hunn ni gesot, ... an ech wëll net d'Wierder hei am Mond verdréit kréien, ech hunn au contraire gesot, mir wieren net iwwert de Bierg an et wier elo dee falsche Moment, fir ze mengen oder dobaussen de Message ze ginn, mir hätten et gepackt. Ech sot de Contraire! Dowéinster, wann hei gesot gëtt, ech wier euphoresch an ech géif soen, et wär alles tipptopp an der Rei, ech géif soen: „Mir sinn iwwert de Bierg", dat ass dat wierklech loin de là vu mengem Message! Mee ech muss Iech perséinlech soen, dass fir déi politesch Responsabel an der Regierung deen Trend, dee sech verstäerkt huet déi lescht Deeg an déi richteg Richtung, eis awer Satisfaktioun gëtt fir ze weisen, dass dat Ofweien an eeben déi Mesuren, déi geholl gi sinn, och hir Wierkungen hunn.

An ech ginn dem Här Wiseler ganz Recht, dass mer an enger Vakanzeperiod sinn. Mee ech wëll hie just drun erënneren, dass e Virus fënnef Deeg brauch fir unzestiechen, dat heescht, den Impakt vun der Vakanz wësse mer eréischt ab muer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Premierminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Et ass gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé iwwert den Artikel 1 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen. Da stellen ech d'Fro: Wien ass d'accord mat dem Artikel 1 vum Projet de loi? Dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 7738

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ergëtt dëse Vott mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen, dass den Artikel 1 vum Gesetz soll bäibehale ginn.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies , Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7738. Den Text steet am Document parlementaire 7738[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7738 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 52 Jo-Stëmmen an 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi am Kader vun dëser Diskussioun deposéiert gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Wiseler deposéiert ass ginn, wou et drëm geet, alle Schüler dat noutwendegt informatescht Material am Kader vum Homeschooling gratis zur Verfügung ze stellen. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt zu där Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Mir hunn et, wéi Der gesot hutt, mat enger Motioun vun de Kolleege vun der CSV ze dinn, wat d'Zur-Verfügung-Stelle vun informateschem Material ugeet.

Mir sinn am Fong hei e bëssen an engem „Kompetenzgerangel", soen ech elo mol, well d'Bestelle vu Material am Fondamental steet jo ganz kloer ënnert der Kompetenz vun de Gemengen. An ech weess och, dass ganz vill Gemengen an de leschte Jore ganz, ganz vill Efforte gemaach hunn, fir gutt opgestallt ze sinn, wat Tablette respektiv Computeren oder Laptoppen ugeet, an ech weess, dass an där Gemeng, wou ech am Gemengerot sinn, och all Joers e Posten am Budget ass, fir dat ze maachen. Also, ech géif mengen, dass eng Rei Gemenge gutt opgestallt sinn. Mee et gëtt awer och eng Rei Gemengen, déi sinn net gutt opgestallt oder sinn och vläicht guer net opgestallt, well hir Gemengeresponsabel dat doten déi lescht Joren op de Staat ofgewälzt hunn, an déi hu vläicht elo iwwerhaapt kee Material. Ech wëll lech soen, fir dat Kompetenzgerangel do e bëssen aus de Féiss ze kréien, ass e Projet de loi an der Educatioun an der Ausschaffung.

Wéi gesot, ech krut déi Informatioun, dass d'Méiglechkeet géif bestoen, fir d'Gemengen ze depanéieren, an zwar iwwert déi 15 Direction-régionallen, déi Tablette kënnen zur Verfügung stelle fir d'Elteren. Ech wëll awer och nach eng Kéier ganz kloer drop hiweisen, dass et jo awer och eng ganz Rei Kanner gëtt, déi doheem kënnen op informatescht Material zréckgräifen, déi also net bräichte gehollef ze kréien. Et geet effektiv just ëm déi Kanner, déi doheem keng Computeren, keng Laptoppen oder keng Tabletten hunn. A wéi gesot, do besteet d'Méiglechkeet, fir gehollef ze kréien iwwert d'Schoulen, an deene se sinn, respektiv d'Direction-régionallen.

Wat elo de Lycée ugeet, do hunn ech d'Informatioun kritt, dass an de leschte Wochen a Méint 15.000 Laptoppe respektiv Tablette bestallt respektiv och schonn ausgeliwwert gi sinn. Do wäre mer also dann och opgestallt, wéi gesot, just fir déi Kanner, déi net doheem esou en Instrument schonn hunn, en Tablet oder e Laptop respektiv e Computer. Vun dohier géif ech soen, dass zu dësem Moment dës Motioun superfetatoire ass, an ech géif menger Fraktioun virschloen, dës Motioun net matzedroen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Dann hat den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Ech hu scho bal domadder gerechent, datt déi Motioun vun der CSV kéint als superfetatoire bezeechent ginn. Et ass och interessant ze gesinn: Wann een à la limite eng Motioun schreift - dat gëllt fir jiddwereen, meeschtens ass et d'Oppositioun -, wou een eppes fuerdert, an duerno kritt ee gesot: „Mee d'Regierung mécht dat!", dann huet dat vläicht och eppes domadder ze dinn, datt een et en amont net gewuer gëtt, datt d'Regierung wëlles hat, dat ze maachen. Et ass jo oft, datt dat esou geschitt. En plus hate mer haut de Moien um aacht Auer eng Educatiounskommissioun. Bon, mir waren all vläicht ..., et war e bësse fréi fir jiddereen, vläicht och fir den Här Meisch. Mee esou Informatioune kéint een och kréien.

De Problem ass deen, ...

(Brouhaha)

... de Problem ass awer deen: Esou Fuerderunge missten Oppositiounsdeputéierter guer net stellen, well wéi mer haut de Moien och an der Kommissioun déi Diskussioun haten - an ech mengen, de Marc Baum huet virdrun eng exzellent Analys gemaach -, ass et net drëms gaangen, fir Besserwësserei ze bedreiwen, wéi dat virdru gesot gouf. Besserwësserei, dat ass ze soe ganz genau: „Hei, ech hätt et esou gemaach, ech géif et esou maachen!", an esou weider. Mee wann een einfach nëmme freet am Virfeld, Méint am Viraus, a seet: „Hei, Regierung, et kéint sinn, datt vläicht eng zweet oder vläicht eng drëtt Well kënnt oder esou weider, datt mer dann net aus deem Misär do erauskommen", a wann ee seet, datt een e puer Méint hätt, fir e Bilan ze maache vun deem, wat funktionéiert huet oder net funktionéiert huet, an datt ee sech dorobber sollt virbereeden, dat ass keng Besserwësserei! Dofir brauch een net super intelligent ze sinn, fir iwwerhaapt op déi Iddi ze kommen, datt ee sech kann op eppes virbereeden, wat een net esou gutt kennt.

An dat war jo och am Kontext vun der Schoul, well do geet et jo elo drëms, fir Tabletten, Computeren erauszeginn, natierlech och haaptsächlech un déi Schüler, déi net dorop kënnen zréckgräifen.

Mee prinzipiell, mir hunn haut de Moien driwwer geschwat, datt am Mäerz, Abrëll et net kloer war an datt mer all iwwerrumpelt waren. An ech mengen, den Här Meisch krut dat emol net virgeworf. Datt ee muss iergendwéi eppes bastelen, aus dem Stee schloen, dat ass an der Rei! Mee datt een duerno, e puer Méint drop, nach ëmmer net kapabel ass, fir an der Schoul zum Beispill ze soen: Ma wat ass de Bilan vum Homeschooling? Wat kucke mer? Wat fir eng Schwieregkeeten haten d'Enseignanten? Wou ass et gutt gaangen? Wou ass et schlecht gaangen? D'Schüler: Wat fir eng Kategorie vu Schüler hu Schwieregkeeten? Wat kann een nach fir Iddien hunn? Et kann ee vläicht souguer kucke goen, Leit astellen, fir e bësse méi um Terrain kucken ze goen, ob alles an der Rei ass, ob d'Schüler oder d'Elteren eppes brauchen an esou weider. Well et ass net jiddwereen, deen eng Mail ka maachen, et ass net jiddwereen, deen och déi Support-Helpline kann uruffen an esou weider. Et brauch een humane Kontakt.

Ben, et si vill Saachen, déi een hätt kënne maachen an déi d'Regierung hätt kënnen ënnerhuelen. An de Problem ass deen: Et ass esou, datt einfach gesot gëtt, an den Här Meisch felicitéiert sech, datt vill Enseignanten Initiativen ergraff hunn a sech flexibel gewisen hunn.

(Interruption)

Jo, den Här Meisch ass net do; en hätt kënnen hei sinn. Dann ass et eebe Pech! Mee ech wollt just soen, ...

(Brouhaha)

... datt een do net einfach nëmmen domadder rechne kann, datt d'Enseignantë sech musse Saachen afale loossen, mee datt och e Ministère iergendeng Kéier kéint e bësse planifizéieren.

Mee mir wäerten déi heite Motioun trotzdeem matstëmmen, och wa se superfetatoire ass. Dann ass et wéinstens eng Sécherheet.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech muss de Kolleege vun der CSV Merci soe fir déi Motioun, well ech mengen, datt se net superfetatoire ass. Ech mengen, datt eebe grad an deene leschte Méint et nach ëmmer verpasst gouf, fir déi sozial Ongläichheeten, déi et awer gëtt, grad wann et ëm d'Ekipement mat IT-Material geet, déi nach ëmmer bestinn, ze verbesseren.

Et ass e klenge Bemoll bei der Motioun, dat ass, datt se fuerdert „à mettre [...] gratuitement à disposition de tous les élèves scolarisés [...]". Do feelt mir perséinlech d'sozial Selektivitéit. Ech sinn der Meenung, datt mer hei net engem mussen e Computer ginn, deen eventuell schonn zwee Computeren doheem huet oder en Handy huet. Ech mengen, datt mer do wierklech sollten eng Selektivitéit erakréien. Mee ech sinn awer och der Meenung, datt mer net kënnen einfach esou dervun ausgoen, datt all Schülerin a Schüler doheem ekipéiert ass. Et gëtt eng ganz Rëtsch Stéit, wou net fir all Kand en eegene Computer do ass. Si hunn eventuell alleguerten en Handy, e Smartphone, jo. Si kënne sech an den Teams aklinke fir nozelauschteren. Mee wien awer probéiert, op engem Handy mol eng Kéier e längeren Text ze liesen, dee weess ganz séier, datt dat net flott ass.

Deementspriechend sollte mer eis hei definitiv derfir staarkmaachen, datt déi Kanner, déi et brauchen, dat néidegt Ekipement hunn, fir kënnen un der Schoul deelzehuelen. Et däerf net sinn, datt mer aus enger inklusiver Schoul eng exklusiv Schoul maachen doduerjer, datt se an den Homeschooling geet.

An dann denken ech, datt een hei Piste kéint fannen, fir dat zesumme mat den Office-sociallen ze maachen, dat iwwert d'Schoule lafen ze loossen, well d'Enseignantë kennen hir Kanner an d'Enseignantë wëssen, wien de Besoin huet.

Dat gesot, wäerte mir déi Motioun hei sécher net als superfetatoire gesinn, well et gëtt nach ëmmer Kanner, déi net adequat ekipéiert sinn.

An da vläicht nach eng zweet Saach: Wéi ass et da mat den Internetkonnexiounen, ...

(Brouhaha)

... léif Kolleeginnen a Kolleegen? Mir hu warscheinlech alleguerten eng anstänneg Internetkonnexioun. Mee et gëtt och hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer Leit, déi vum Digital Divide benodeelegt ginn, an do misst ee sech och staarkmaachen. Dat gëtt hei leider verpasst. Mee mir wäerten déi Motioun hei matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, ech wëll just nach eng Kéier drop agoen, datt elo ee Projet de loi soll ënnerwee sinn. Also, mir hunn dat heite schonn am Mee gefrot gehat. A wann een du gären e Projet de loi gemaach hätt, da wär dee Projet de loi elo schonn do an dann hätte mer e scho kënne stëmmen an dann hätt schonn all Kand dat noutwendegt Material zur Verfügung. Dat ass awer verpasst gi virun der grousser Vakanz, wou u sech déi Zäit hätt misse genotzt ginn, fir d'Rentrée scolaire virzebereeden.

An et ass dann och gesot ginn, mir wären hei an engem Kompetenzgerangel. Ech mengen, de Moien huet den Här Minister nach eng Kéier gesot gehat, datt en d'CO_2-Ampelen elo awer géif iwwerhuelen, och wann dat reng theoreetesch d'Gemenge misste maachen. An ech mengen, och hei solle mer soen: „All Gemeng an all Kand soll déi selwecht Chancen hunn!" Also soll dat och vun der Regierung, vum Staat iwwerholl ginn an net op déi eenzel Gemengen ofgewälzt ginn.

Also, fir eis ass d'Motioun net superfetatoire a si soll ofgestëmmt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. A mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmmen mat 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der CSV deposéiert ginn ass a wou et drëm geet, fir d'Krittären, politescher a wëssenschaftlecher, ze kommunikéieren opgrond vun deene solle Modifikatioune um Gesetz virgeholl ginn. Den Här Georges Engel freet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Mir hunn de 15. Dezember hei eng Motioun ugeholl, déi och vun der CSV koum, wou et ëm déi global Strategie gaangen ass, wou mer, ech mengen, à l'unanimité heibanne gesot hunn, dass mer där Motioun géifen zoustëmmen.

Dat heiten ass eng Motioun, déi sech u sech hannert déi ganz global Strategie areit. Si freet jo och hei nach eng Kéier no Krittären, déi mer an där globaler Strategie missten erëmfannen. Hei ass also een Deel vun deem Plang, dee mer gefrot hunn a wou mer de 15. Dezember d'accord waren, fir déi Motioun ze ënnerstëtzen. Mir géifen och hei déi heite Motioun matënnerstëtzen. Ech géif proposéieren, dass mer déi Motioun hei sollte matënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der ADR deposéiert ginn ass a wou et drëm geet, fir de Leit d'FFP2-Maske gratis zur Verfügung ze stellen. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Bei där heiter Motioun géife mer proposéieren ... do géif ech emol menger Fraktioun proposéieren, déi aner maache wéi se wëllen, datt se dës Motioun sollen ofleenen.

Et muss ee wëssen: FFP2-Masken hei fir d'gesamt Populatioun ze froen, ass en Non-sens. Et gëtt eng ganz Rei vun anere Méiglechkeete fir sech ze schützen. Et muss een et jo och ëmmer mat der Proportionalitéit kucken. Fir d'gesamt Populatioun ass dat heite fir eis net déi richteg Mesure. Dofir géife mer proposéieren, dës Motioun hei ofzeleenen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. Da freet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech wäert och zesumme mat mengem Kolleeg, dem Marc Goergen, fir d'Piraten géint dës Motioun stëmmen, aus deem ganz einfache Grond, datt et falsch ass, wat hei drasteet.

D'AMMD huet eng Motioun un eis alleguerte geschéckt - dat ass kee Geheimnis, déi gouf och an der Press diskutéiert. Do steet dran, datt jidderee soll Masque-chirurgicalle benotzen - dat ass dat, wat ech elo hei unhunn - an datt een eeben net méi soll e Buff oder selwer gebutte Masken undoen. Et steet awer net do, datt een FFP2-Maske soll undoen. A wie sech e bësse mam Secteur auserneesetzt, dee weess, datt dat, fir eng FFP2-Mask richteg ze droen, net einfach nëmmen undoen ass, mee datt een do op eng ganz Rëtsch Saache soll oppassen.

Deementspriechend mécht et och kee Sënn, datt een einfach der breeder Populatioun seet: „Dot elo FFP2-Masken un!" Mir sollten awer d'Leit weiderhi sensibiliséieren, fir d'Masken adequat ze benotzen. A mir sollte vläicht ophale mat der Mär, datt e Buff genausou vill hëlleft wéi eng chirurgesch Mask.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Wa keng Wuertmeldung méi do ass, da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

6. Motion de M. Claude Wiseler au sujet de la situation dans le Haut-Karabakh

(Motion déposée en séance publique n° 26 du 19 décembre 2020 - à consulter en page 355 de ce compte rendu)

Mir kommen elo zur Motioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'Situatioun am Biergkarabach an ech géif direkt dem Auteur vun der Motioun, dem Här Wiseler, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Da gi mer an de Biergkarabach. Merci, Här President, datt Der dës Motioun haut nach op den Ordre du jour nogesat hutt. Ech wëll och wierklech ganz kuerz sinn, well ech scho virun enger Woch driwwer geschwat hat a well mer, esou wéi mer et heibannen ofgemaach haten, gemeinsam déi Motioun hei an d'Aussekommissioun geholl haten. Dofir och dem Här Cruchten merci fir déi schnell Reaktioun dorobber. Mir sinn eis do och eens ginn op déi Motioun, déi elo hei virläit.

Et geet a sech drëm, fir iwwert d'Situatioun am Haut-Karabakh kloer an däitlech ze soen, datt den Aserbaidjan Aggresseur war, datt e vun der Türkei massiv ënnerstëtzt ginn ass mat Mercenairen a mat Waffen, datt d'Sécherheet vun der Populatioun momentan nach net assuréiert ass, och wann net méi vill driwwer geschwat gëtt, an datt Europa eng Roll ze spillen huet a selwer gesot huet, et géif eng Roll doranner spillen.

Mir verlaangen, datt de Processus politique en definitive Statut fir Haut-Karabakh engagéiert an definéiert an datt d'Ënnerstëtzung vun den Efforte vun dem Minsker Grupp an der OECD vun eis och kënnt, datt déi humanitär Organisatioune sollen Accès zum Gebitt hunn, datt de Respekt vum Cessez-le-feu agehale gëtt, an haaptsächlech, datt eng Enquête indépendante soll kommen, fir déi Krichsverbriechen, déi grausam, déi noweisbar an déi massiv sinn, och kënnen ze bestrofen, datt d'Recht fir Verdriwwener fir zréckzekommen an e Liewen a Sécherheet op déi Plaz, wou se gewunnt hunn, och soll garantéiert ginn. An och wichteg: Sanktioune géint all déi, déi weiderfueren, Haass a Gewalt géint d'Armenier ze propagéieren.

Dat ass dat, wat mer an där Motioun froen. Ech si wierklech frou, éischtens, datt mer se haut kënne stëmmen. Ech soen all deene Merci, an ech mengen, dat si se alleguer heibannen, wann ech richteg verstanen hunn, déi dat ënnerstëtzen. Mir sinn net dat éischt Parlament. D'Belsch, d'Fransousen, d'Hollänner, déi Däitsch hunn och eng gestëmmt. Et ass wichteg fir déi Leit, datt se gesinn, datt se Ënnerstëtzung aus demokratesche Länner aus Europa kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Claude Wiseler. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Fernand Kartheiser.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. An och den Häre Wiseler a Mosar villmools merci fir déi Motioun, déi se eis hei presentéieren.

Ech mengen, et ass eng Geleeënheet, fir erëm e Bléck op d'Situatioun an der fréierer Sowjetunioun ze werfen. Mir hunn an der fréierer Sowjetunioun, wéi och op anere Plazen, eng Situatioun, wou e Räich auserneebrécht: dat sowjetescht. An domadder sinn eng ganz Rei Konflikter verbonnen. Mir haten dat och mat Éisträich-Ungarn oder mat anere Situatiounen an der Vergaangenheet. Hei hu mer et a Moldawien, an der Ukrain, a Georgien an eeben och Nagorny-Karabach, wat e bëssen eng Sondersituatioun huet, well och scho wärend Sowjetzäiten do Onrouen awer waren.

Et sinn eng Rei Punkten, op déi mer wëllen agoen:

D'Motioun seet, déi Verantwortlech fir déi Massaker, déi mer do leider gesinn, sollte sech virun enger Cour compétente, Cour pénale internationale oder wéi och ëmmer, musse veränwerten. Eisem Kenntnisstand no ass Aserbaidjan net Partei vun där Cour, soudatt mer dann natierlech de Problem hunn: Jo, déi Leit solle viru Geriicht kommen. An awer muss een nach feststellen, wéi ee Geriicht dat ka sinn. Mee datt déi Leit mussen zur Rechenschaft gezu ginn, dat ass evident.

En zweete Punkt betrëfft d'Tierkei. Ech mengen, den Här Wiseler huet a senger Introduktioun - an dat deele mer hei alleguer, well mir stëmmen dat hei jo hoffentlech alleguer mat - drop opmierksam gemaach, datt d'Tierkei hei en Aggressor ënnerstëtzt huet. Dat ass en direkte Verstouss géint e Gewaltverbuet vun de Vereenten Natiounen.

An et ass fir eis einfach wierklech net méi ze verstoen, nodeem mer och hei nach viru Kuerzem iwwert d'Bäitrëttsperspektiv vun der Tierkei an d'Europäesch Unioun geschwat haten, datt déi offiziell Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung nach ëmmer ass, datt d'Tierkei soll eng Kéier Memberstaat vun der Europäescher Unioun ginn. Mir hunn elo erëm e Beispill, wat mer haut confirméieren duerch eise Vott, vun engem aggressive militäresche Verhale vun deem Staat géintiwwer Drëttstaaten. Dat ass einfach net akzeptabel!

Mir mussen och iergendwann eng Kéier nodenken iwwer d'Verhältnis mat Russland. Mir sinn am Abléck säit Joren an engem Zenario, wou déi eenzeg Reaktioun géintiwwer Russland ass: Sanktiounen, Sanktiounen, Sanktiounen! Dat heiten ass alt erëm e Beispill, wou mer gesinn, datt mer Russland als strateegesche Partner brauchen, datt mer en Dialog musse mat hinnen hunn. Et ass Russland, dat hei d'Situatioun stabiliséiert huet.

Et ass natierlech och esou, datt mer musse kucken, an dat ass eppes, wat nëmmen am Dialog mat Russland geet, datt mer d'Demokratie an deene Staate vun der fréierer Sowjetunioun musse kënne förderen, ouni datt direkt den Androck entsteet, datt déi strateegesch Interesse vu Russland viséiert sinn a Russland sech deen Abléck - an enger Perspektiv vun Netamëschung - an déi Konflikter amëscht.

Mir mussen einfach en anere Wee vum Dialog sichen an e fannen, fir eng konstruktiv Relatioun do kënnen hierzestellen. Mir kënnen net éiweg an engem einfache Reflex vu Sanktioune géintiwwer Russland weiderbestoen. Dat féiert eis néierens hin.

Dat gesot, wäert d'ADR dës Motioun ganz gär matstëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

7. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, domat wiere mer um Enn vun der leschter ëffentlecher Sitzung fir dëst Joer ukomm. Mir hu laang an intensiv Wochen a Méint hanner eis a mir sinn alleguer frou elo iwwer e puer Deeg Rou.

2020 war en aussergewéinlecht Joer. An ech hoffen, datt mir 2021 erëm méi Normalitéit erëmfannen. Bis dohin encouragéieren ech lech alleguer, fir d'Covid-19-Mesuren anzehalen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech wëll nach kuerz Merci soen: dem neie Generalsekretär Laurent Scheeck a sengen zwee Adjointen, dem Isabelle Barra an dem Benoît Reiter, de Mataarbechter aus der Verwaltung, vun de Fraktiounen, de Sensibilitéiten, déi vill an effikass am Hannergrond schaffen, fir datt mir als Deputéiert eis Aarbecht gutt kënne maachen.

Iech all heibanne merci fir Är gutt Disziplinn. Der parlamentarescher Press merci fir hir Efforten, de Leit eis Aarbechte méi no ze bréngen. Mäi Merci geet awer och un déi vill Leit, an dat ass déi grouss Majoritéit, déi zanter dem Ufank vun der Epidemie all Mesurë respektéieren, fir sech an déi aner ze schützen.

Ech wënschen Iech alleguer trotz allen Aschränkungen, déi néideg a wichteg sinn, schéi Feierdeeg am klenge Krees an e rouege Joreswiessel. Passt op Iech an op déi aner op a bleift gesond!

Plusieurs voix.- Très bien!

(La séance publique est levée à 14.44 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 26 et 27

26e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 349

Ordre du jour ..... p. 349

Question urgente n° 3346 de Mme Martine Hansen concernant le « lockdown » ..... p. 349-350

Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen ..... p. 350

6568B - Projet de loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise ..... p. 350-352

Motion de Mme Martine Hansen relative à l'interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique jusqu'au 15 janvier 2021 inclus ..... p. 352-353

7720 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale ..... p. 353-354

7721 - Projet de loi portant

1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et

2° modification de la loi du 25 novembre 2020 portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil ..... p. 354-355

7732 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ..... p. 355

Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler ..... p. 355-356

7717 - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ..... p. 356

7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ..... p. 356-358

7713 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ..... p. 358-359

7705 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;

2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;

3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

et

7707 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ;

2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement ;

4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises ..... p. 359-362

27e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 362

Communications ..... p. 362-363

Ordre du jour ..... p. 363

7739 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail ..... p. 363-364

7738 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ..... p. 364-374

Motion de M. Claude Wiseler au sujet de la situation dans le Haut-Karabakh ..... p. 374-375

Discours de M. le Président ..... p. 375

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3571	Léon Gloden	Contournement de Remich
3572	Carole Hartmann	Large scale testing
3573	Martine Hansen, Claude Wiseler	Tracing
3574	Marc Goergen	Activités privées de gardiennage et de surveillance
3575	Marc Goergen	Centre de prise en charge des violences sexuelles
3578	Jeff Engelen	Stratégie de vaccination
3579	Paul Galles	Registre des bénéficiaires effectifs
3580	Sven Clement	Inégalités de retraite entre les femmes et les hommes
3582	Laurent Mosar, Léon Gloden	Taxe annuelle des débits de boissons alcooliques
3587	David Wagner	Plans d'action contre le bruit
3588	Fred Keup	Violence parmi les mineurs
3589	Fred Keup	Château de Birtrange
3593	Marc Goergen	Huile de palme dans le bioéthanol
3597	Djuna Bernard	Sensibilisation et formation des professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse en matière de protection de la jeunesse
3599	Marc Lies	Dispositifs de charge pour voitures électriques ou hybrides rechargeables pour les bâtiments fonctionnels
3601	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Lies	Droit de préemption
3605	Martine Hansen, Octavie Modert	« Gender Equality Audit » à l'Université du Luxembourg
3608	Guy Arendt, Gusty Graas	Démission du président de la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg
3609	Martine Hansen	Utilisation du service Adapto dans le cadre du large scale testing
3610	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Fonds de lutte
3611	Simone Asselborn-Bintz	Construction d'un passage à faune au-dessus du CR110 entre Sanem et Bascharage
3612	Sven Clement	Tests rapides dans le milieu sportif
3613	Gilles Roth, Laurent Mosar	Informations sur l'état d'une procédure pénale
3614	David Wagner	Taux de TVA appliqué sur les couches pour enfants en bas âge et personnes souffrant d'incontinence
3615	Françoise Hetto-Gaasch	Violence domestique
3616	André Bauler	Construction d'un internat aux environs du Lycée E. Steichen à Clervaux
3617	Max Hahn	Conduite autonome
3618	Max Hahn	Projet MMUST
3619	Dan Biancalana	Travaux de mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3
3620	Carole Hartmann	Interventions chirurgicales de lipœdème
3621	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Hôpital militaire
3622	André Bauler, Max Hahn	Logements des CFL
3623	Fred Keup	Noms de rue
3624	Mars Di Bartolomeo	Avions dépassant les seuils de bruit admis
3625	Fernand Kartheiser	Conflit au Haut-Karabakh
3627	André Bauler	Quai de l'ancienne station de Maulusmühle
3628	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	Grand plan d'investissement européen en faveur des énergies vertes
3629	Jean-Marie Halsdorf	Recommandation de l'OMS concernant les vaccins contre la Covid-19
3630	Fred Keup	Accord entre un fonctionnaire du Ministère d'État et RTL concernant les informations sur la pandémie de la Covid-19
3631	Mars Di Bartolomeo	Influence de la crise de la Covid-19 sur les résultats des compagnies d'assurances
3635	Mars Di Bartolomeo	Transferts d'instituts financiers et assurances britanniques à cause du Brexit
3636	Josée Lorsché, Marc Hansen	Contrôle qualité du programme large scale testing
3637	Yves Cruchten	Réalisation d'une piste cyclable le long de la voie ferrée entre Clervaux et Troisvierges
3638	Sven Clement, Marc Goergen	Radar feu rouge
3640	Marc Goergen	Consultation de la photo prise par le système de contrôle et de sanction automatisés
3641	Marc Goergen	Ventilation des salles de classe
3642	Max Hahn	Service « First Responder »
3643	Max Hahn, Claude Lamberty	Intégration de l'horaire des trains dans les applications des communes
3645	David Wagner	Organisation des conférences de presse du Gouvernement
3646	Sven Clement	Analyse de biopsies par le Laboratoire national de santé
3647	Marc Goergen, Sven Clement	Photos prises par le système de contrôle et de sanction automatisés
3649	Jeff Engelen	Congé récréatif dans le cadre du chômage partiel
3650	Paul Galles, Léon Gloden	SuperDrecksKëscht
3651	Cécile Hemmen	Changement dans le fonctionnement du réseau luxembourgeois des musées
3652	Marc Goergen	Photos prises par les radars feu rouge
3654	David Wagner	Gestion et protection des données des élèves et du personnel de l'éducation nationale
3655	Gusty Graas	Distribution des vaccins dans les pays avec lesquels l'État luxembourgeois a signé un accord général de coopération et d'aide humanitaire
3656	Fred Keup	Sécurité autour du Centre d'accueil pour demandeurs de protection internationale situé sur la route d'Arlon
3657	Fred Keup	Construction d'une écurie dans une zone verte à Schifflange
3658	Fred Keup	Luxembourgeois vivant à l'étranger
3660	Sven Clement	Échange avec la Fapsylux concernant le remboursement de la psychothérapie
3661	Fred Keup	Ancienne maison de Michel Rodange à Koerich
3662	Cécile Hemmen	Première classe des trains des CFL
3663	Jeff Engelen	Revenu provenant des produits agricoles de base
3664	Max Hahn, Gusty Graas	Projet pilote pour la protection des faons
3665	Jeff Engelen	Recrutement de personnel pour le large scale testing et les centres de vaccination
3666	Fred Keup	Institut national de formation des secours
3667	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Criminalité organisée au Luxembourg
3668	Martine Hansen	« Sprëtzpass »
3669	Martine Hansen, Paul Galles	Énergie éolienne
3670	François Benoy	Santé des vaches laitières luxembourgeoises
3671	David Wagner, Marc Baum	Absence de toilettes pour chauffeurs et chauffeuses de bus aux terminus
3672	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Stratégie de « déconfinement » des structures pour personnes âgées
3674	Jeff Engelen	Calcul des pensions
3675	Marc Goergen	Protection de marque par des institutions publiques
3676	Carole Hartmann, Gusty Graas	Infections nosocomiales
3678	Dan Biancalana	Inceste
3679	Marc Goergen	Inondations à la Moselle
3681	Marc Goergen	Huiles et graisses alimentaires usagées
3682	Fred Keup	Communication de la Police grand-ducale
3683	Roy Reding	Vente de participations par la BCEE et la SNCI
3684	Fred Keup	Projet « Luxembourg in Transition »
3685	Martine Hansen	Mesures sanitaires pour le cycle 1 de l'éducation fondamentale
3686	André Bauler	Contournement d'Ettelbruck-Feulen
3687	Marc Goergen	Marchés publics de la défense et de la sécurité
3688 cf. 3690	Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Produits alimentaires proposés sur les vols Luxair
3689	André Bauler	Lac de la Haute-Sûre
3690 cf. 3688	Gilles Baum, Carole Hartmann	Produits alimentaires proposés sur les vols Luxair
3691	Marc Goergen	« Buffs » commandés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
3693	Marc Spautz	Campagne de vaccination
3694	Martine Hansen, Claude Wiseler	Devoir de vigilance
3696	Marc Goergen, Sven Clement	Stratégie de vaccination
3697	Sven Clement	Invitations pour le large scale testing pour les formateurs
3698	Paul Galles	Maisons de transition
3699	Martine Hansen	Personnel supplémentaire pour les hôpitaux
3700	Gilles Roth	Épargne-logement
3701	Gilles Roth	Compensations financières versées à la Belgique
3702	David Wagner	Construction d'un remblai technique au site dit « Aleweier » sur le crassier entre Differdange et Sanem
3703	Martine Hansen	Lots de chasse
3704	Gusty Graas, André Bauler	Apparition de nouveaux variants de la peste porcine africaine
3705	Josée Lorsché, Marc Hansen	Médecine environnementale
3706	André Bauler, Gusty Graas	Espèces exotiques envahissantes
3707	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Vente de participations par la BCEE et la SNCI
3708	Gusty Graas, Claude Lamberty	Transport de détenus
3710	François Benoy, Charles Margue	Congé pour raisons familiales lié à la pandémie de la Covid-19
3711	André Bauler	Immeubles classés par les communes
3712	François Benoy	Application du taux super-réduit de TVA aux produits d'occasion
3714	Sven Clement	Service psychosocial de la fonction publique
3715	Djuna Bernard, Josée Lorsché	École fondamentale étatique « Eis Schoul »
3716	Fred Keup	Volontaires des brigades internationales

3717	André Bauler	Administration de la deuxième dose du vaccin contre la Covid-19 dans un autre centre de vaccination
3718	Octavie Modert, Léon Gloden	Centre socio-éducatif de l'État (CSEE)
3719	Marc Goergen	Centres de compétences
3720	Marc Goergen	Gel désinfectant dans les transports publics
3721	Sven Clement	Vaccination des professionnels de la santé
3722	Fred Keup	Vaccination des ostéopathes
3723	Sven Clement	Marché public dans le cadre de la crise de la Covid-19
3724	Sven Clement	Contrats conclus avec des cabinets d'audit
3725	Jeff Engelen	Campagne de vaccination
3727	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Légalisation du cannabis récréatif
3730	Laurent Mosar, Gilles Roth	Jugement de la Cour européenne de justice relatif à la protection des données privées
3731	Marc Goergen	« SuperDrecksKëscht »
3733	Françoise Hetto-Gaasch	Chaînes d'approvisionnement alimentaire
3734	André Bauler	Prix pétroliers
3735	Sven Clement	Reprise d'emballages
3736	Francine Closener	Bon d'hébergement
3738	Max Hahn, André Bauler	Nouvelles dispositions du Code de la route

Question 3571 (03.02.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **contournement de Remich :**

An engem Artikel am Luxemburger Wort vum 3. Februar ass ze liesen, datt op Säite vum Mobilitéitsministère Enn 2020 gesot gouf, et geséich ee keng Noutwendegkeet fir e Contournement ronderëm Réimech - mam Argument, mat der Saarautobunn hätt Réimech schonn eng Umgeeungsstrooss. An deem Artikel steet och geschriwwen, datt ganz vill Frontalieren, virun allem där aus dem däitsche Grenzgebitt, awer guer net iwwer d'Saarautobunn fueren, mee direkt de Wee iwwer Réimech huelen, well se sech esou net dem Risiko aussetzen, op der Diddelenger Autobunn an e Stau ze geroden.

Virum Hannergrond, dass op de Wochendeeg (laut enger Etüd am Optrag vum Mobilitéitsministère vu viru véier Joer) 13.800 Gefierer den Dag zu Réimech duerch d'Route de l'Europe/Rue Enz/Rue du Pont (N2/E29) - 42 % dovun Duerchgangsverkéier - fueren, erlaben ech mir, follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ze stellen:

- Wat sinn d'Grënn, déi elo zu der Decisioun gefouert hunn, de Projet vun engem Contournement fir Réimech, deen zanter ronn 20 Joer vun de Réimecher Leit gefuerdert gëtt, ad acta ze leeën?

- Wat sinn d'Alternative vun der Regierung, fir den Zentrum vu Réimech vum Trafick ze entlaaschten an esou fir méi Liewensqualitéit fir d'Awunner ze suergen?

- Wéi soll de Camionstrafick an Zukunft an a ronderëm Réimech geréiert ginn? Wat ass an deem Kontext virgesi mat der Autobunnsopfaart Schengen, déi bis elo muss vun de Camionneuren evitéiert ginn, wat de ganze Schwéierverkéier a Richtung Réimech drainéiert?

- Wärend geplangt ass, d'Route du Vin zu Réimech bei der Esplanade zeréckzebauen an esou méi Raum fir Foussgänger a Mobilité douce ze schafen, stellt sech d'Fro no vergläichbare Mesurë fir d'N2/E29 aus Richtung Bous. Wëssend, datt den Här Minister mengen Informatiounen no de Gemengeresponsabelen an Aussiicht gestallt hat, datt d'Route de l'Europe géif zeréckgebaut ginn, wann den Echangeur Hellange bis fäerdeg wier.

Réponse (08.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An de Joren 2016 an 2017 huet d'Stroossebauverwaltung, d'Entente mat der Gemengeverwaltung eng Verkéiersetüd lancéiert. Dobäi ass net nëmmen de lokalen Trafick analyséiert ginn, mee och de groussraimegen an iwwerregionale Verkéier. Et huet sech dobäi erausgestallt, dass den Undeel vum Transitverkéier am Verglach zum Quell- an Zilverkéier bezunn op den Territoire vun der Gemeng Réimech relativ kleng ass. E groussen Deel vun dem Verkéier gëtt also op Réimecher Gebitt generéiert. Dee gefrote Contournement ka keng Léisung op déi do Problematik liwweren.

Am Géigendeel, goufen am Kader vun dëser Etüd Léisungen ausgeschafft, fir souwuel de Verkéier a Richtung Stad wéi och de Verkéier laanscht d'Musel méi erträglech ze maachen.

Et ass ee Projet entstane fir d'Fluiditéit op der N2 ze verbesseren, a virun allem de Stop-and-Go Verkéier am Bierg ze verflëssegen. Dat wäert e ganz positiven Afloss op d'Loftqualitéit op dëse Plaze kënnen hunn.

Op der N10 goufen Amenagementer proposéiert, fir och do d'Trafficksituatioun weesentlech ze verbesseren. Et ass virun allem en Tronçon mat Tempo 30 envisagéiert ginn, gekoppelt mat engem Sharedspace am Beräich vun der Esplanade an der Haaptkräizung vun der N10. An deem Kontext sinn och interessant urbanistesch Iwwerleeunge mat der Stad Réimech gefouert ginn, virun allem fir den Amenagement vu Parkplazen.

Wat de Camionsverkéier ubelaangt, gëtt ganz vill Camionstrafick op dem Territoire vun der Gemeng Réimech generéiert. Et huet sech erausgestallt, dass den Deel vum Duerchgangsverkéier Richtung Industriezonen am Oste vun der Stad relativ kleng ass. Trotzdeem ass schonn d'Beschëlderung vum Itineraire vun der Europastrooss vun der N2 ewech geholl ginn a gouf op d'Saarautobunn deviéiert. Dëst am Aklang mat Däitschland, wou och d'Europastrooss net méi iwwert dësen Tracé geleet gëtt. Idealerweis géing de Camionsverkéier aus dem Museldall iwwert d'A13 fueren. Eng entspriechend Beschëlderung ass och um Echangeur Schengen gezeechent, woubäi déi schwéier Gefierer mussen op d'Uschlossstell Perl d'Kéier maache goen, fir am Tunnel Markusbierg genuch Vitess ze hu fir keng Gefor fir de méi séieren Trafick duerzestellen. Dëst ass awer problematesch, well e groussen Deel vun de Lëtzebuerger Camione keng Autorisatioun huet fir an Däitschland eranzefueren. Eng Léisung konnt awer mat den däitschen Autoritéite bis elo net fonnt ginn, sou dass de Groussdeel vun dëse Camione sech de Wee iwwer de Stroossereseau vun der Voirie normale sicht.

Wat d'Route de l'Europe (N2) ubelaangt, gëtt momentan en detailléierte Virprojet ausgeschafft. Dobäi gëtt eng Busspuer an der Route de l'Europe amenagéiert an och d'Stroossebreet fir den Individualverkéier reduzéiert. Weiderhi gëtt an deem Kader den Trottoir reamenagéiert. E Réckbau mat enger Reduzéierung vun der Gesamtstroossebreet ass deemno net virgesinn.

Question 3572 (03.02.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **large scale testing :**

Depuis le 24 février 2020, plus de 1,8 million de tests de dépistage ont été réalisés au Luxembourg, dont un million dans le cadre du programme de dépistage large scale testing.

La deuxième phase du programme de dépistage à large échelle venant à échéance le 24 mars 2021, le Gouvernement vient d'annoncer qu'une troisième phase sera lancée au plus tard le 15 mars 2021 et prendra fin le 15 juillet 2021.

Au vu des données statistiques recueillies jusqu'à présent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Quel est, ventilé par tranche d'âge et par secteur d'activités, le taux de réponse moyen aux invitations envoyées dans le cadre du programme de dépistage large scale testing ?

- Combien de résidents ont déjà subi au moins un test de dépistage dans le cadre du large scale testing ?

Réponse (05.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En ce qui concerne la première phase du large scale testing (LST 1) qui a été géré par le Luxembourg Institute of Health (LIH) et qui couvre la période du 25 mai au 14 septembre 2020, 307.751 résidents, soit 49 % de la population, ont participé au moins une fois, tandis que parmi les travailleurs transfrontaliers, la participation était de 22,5 % (87.198 individus). Au total, 566.320 tests ont été réalisés sur la base de 1.436.000 invitations, ce qui correspond à 69,7 % de l'ensemble des tests effectués entre le 25 mai et le 14 septembre et à un taux de réponse global de 39,4 %.

Pour cette première phase, le Ministère de la Santé ne dispose pas des données ventilées par tranche d'âge et secteur d'activité.

À noter que les données ci-dessus et ci-après se réfèrent au nombre de personnes ayant participé au moins une fois au LST. Il ne s'agit donc pas du nombre total d'invitations/de participations. Un grand nombre de personnes ont d'ailleurs été invitées plusieurs fois et ont participé plusieurs fois au test.

En ce qui concerne la deuxième phase du large scale testing (LST 2), qui a débuté le 15 septembre 2020 et qui prendra fin le 24 mars 2021, le Ministère de la Santé dispose des chiffres suivants qui s'arrêtent au 19 février 2021. Cette date correspond à l'expiration du dernier cycle d'invitations.

Le nombre de résidents ayant déjà participé au moins une fois au LST 2 s'élève à 330.898.

Les données relatives à la participation au LST 2 par tranche d'âge, ventilé par secteur d'activité, sont reprises ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n°3572).

Question 3573 (03.02.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **« tracing » :**

Et schéngt ewéi wann ee mam aktuellen Tracing net genau feststelle kann, wou d'Leit sech konkreet infizéiert hunn. D'Madamm Minister hat annoncéiert, datt een neie Questionnaire fir den Tracing géif ausgeschafft ginn.

Vu datt en effizienten Tracing d'Schlësselelement, fir d'Pandemie an de Grëff ze kréien, duerstellt, wëlle mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt ee mam aktuellen Tracing net genau feststelle kann, wou d'Leit sech konkreet infizéiert hunn?

• Wa jo, u wat läit dat a wat ënnerhëlt d'Regierung fir den Tracing méi effizient ze maachen?

• Wann nee, kann d'Regierung eis Donnéeë ginn, wou d'Leit sech ugestach hunn?

- Kann d'Regierung eis dëse Questionnaire zoukomme loossen?

Réponse (04.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé :*

Virop gëllt et ze ënnersträichen, datt de primäre But vum Contacttracing dora besteet, positiv Leit an Isolement respektiv hir Kontakter a Quarantän ze setzen, fir soumat all weider Kontaminatiounen ze vermeiden. Dat heescht, datt d'Feststelle wou d'Leit sech ugestach hunn, net d'Haaptobjektiv vum Contacttracing ass. Am Interview, deen de Contacttracing mat de positiv geteste Leit féiert, ginn dës befrot, ob si Kenntnis iwwer aner méiglech Covid-19-Fäll an hirem Ëmfeld hunn. Wann déi befrote Persounen effektiv sou eng Informatioun hunn an se dem Contacttracing matdeelen, ass et méiglech Infektiounsquellen ze identifizéieren.

An deene leschte Wochen ass an der Inspection sanitaire e Pilotprojet realiséiert ginn, fir iwwert ee strukturéierte Questionnaire ee besseren Iwwerbléck ze kréie vum Kontext, an deem déi positiv geteste Leit sech ugestach hunn.

Dëse Questionnaire beinhalt Froen doriwwer, wou a wéi laang déi befrote Persoun Kontakt mat enger positiver Persoun hat, wéi eng Mesuren (Mask, Distanz, Hänn wäschen) agehale goufen, respektiv net agehale goufen, etc.

Déi vum 1. Januar bis 15. Februar erhuewen Donnéeë vun der Santé weisen dorop hin, dass sech doheem mat Ofstand am meeschten ugestach gëtt. Sou hunn sech 43,2 % vun de Leit doheem infizéiert. 6,1 % vun den Infektioune si jeeweils op den Educatiouns- an de Gesondheetssecteur zeréckzeféieren, 5,7 % vun de Leit hu sech am Ausland infizéiert, 3,9 % op der Aarbecht, an 2,8 % bei Fräizäitaktivitéiten. Bei 32,0 % vun den Infektioune konnt d'Infektiounsquell leider net genau determinéiert ginn.

Wat d'Risikoverhale betrëfft, esou weisen déi Donnéeën, datt wann d'Leit noverfollege kënnen, wou si sech ugestach hunn, dëst an deenen allermeeschte Fäll (zu 89 %) an engem Kontext geschitt ass, wou giess oder gedronk ginn ass.

Dëse Questionnaire ass virun enger Woch an den Informatiounssystem vum Contacttracing integréiert ginn, esou datt déi Donnéeë säitdeem systematesch fir all Fall, deen ugeruff gëtt, erhuewe ginn, an dann och zu engem spéideren Zäitpunkt kënnen ausgewäert ginn.

De Questionnaire gouf den 3. Mäerz un d'Membere vun der Gesondheetskommissioun vun der Chamber verschéckt.

www.chd.lu

Question 3574 (03.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **activités privées de gardiennage et de surveillance :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3211 vum Deputéierte Marc Baum huet de Minister Henri Kox op d'Fro no enger legaler Basis fir den Asaz vu private Sécherheetsfirme fir d'Oprechterhale vum Ordre public geäntwert:

« Le maintien de l'ordre public a toujours été et demeure une mission exclusive des agents de police. Aussi, le principe politique et juridique le plus important en matière de sécurité privée au Luxembourg est et a toujours été de ne pas faire des agents privés de sécurité des « "policiers auxiliaires" ».

Des Weidere sot de Minister a senger Äntwert, dass hien net um Courant wär, wéi eng „mission spécifique" d'Agente vun der privater Sécherheetsfirma uvertraut kritt hätten a verweist op d'Gesetz vum 12. November 2002 iwwert d'Activités privées de gardiennage et de surveillance.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung mëttlerweil Kenntnis vun der Missioun, déi d'Stad Lëtzebuerg der privater Sécherheetsfirma ginn huet, déi op der Stater Gare an an der Uewerstad patrulléiert?

2. De Minister konnt op d'Fro vum Här Baum keng legal Basis fir den Asaz vu private Sécherheetsfirmen nennen an d'Gesetz vum 12. November 2002 iwwert d'Activités privées de gardiennage et de surveillance, op wat de Minister verwisen huet, seet am Artikel 2 just:

« Les activités de gardiennage et de surveillance visées par la présente loi comprennent :

- la surveillance de biens mobiliers et immobiliers ;

- la gestion de centres d'alarmes ;

- le transport de fonds ou de valeurs ;

- la protection de personnes. »

Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Gesetz vum 12. November 2002 och fir den Asaz vu private Sécherheetsfirmen duerch Gemengen als Ënnerstëtzung fir d'Police eng Base légale duerstellt?

- Falls jo, op wéi eng Argumenter grënnt sech dës Aschätzung?

- Falls nee, gëtt et eng aner legal Basis?

3. Falls et aktuell keng legal Basis fir den Asaz vu private Sécherheetsfirme fir Patrullen am ëffentleche Raum gëtt, envisagéiert d'Regierung eng legal Basis ze schafen oder soll den Asaz vu private Sécherheetsfirmen am Kader vum Maintien vum Ordre public gestoppt ginn?

4. Misst den Asaz vu private Sécherheetsfirmen am Kader vum Maintien vum Ordre public net egal wéi gestoppt ginn, bis eng Base légale existéiert?

5. Kéinte Bierger géint eng privat Sécherheetsfirma oder eng Gemeng eng Plainte maachen, wa si am ëffentleche Raum iwwerwaacht ginn duerch Employéë vun enger vun der Gemeng engagéierter Sécherheetsfirma, ouni dass et heifir eng legal Basis gëtt?

6. Kéint e Minister géint eng privat Sécherheetsfirma oder eng Gemeng eng Plainte maachen, wa Bierger am ëffentleche Raum duerch Employéë vun enger vun der Gemeng engagéierter Sécherheetsfirma iwwerwaacht ginn, ouni dass et heifir eng legal Basis gëtt?

- Falls jo, hätt dat net misse geschéien?

7. An engem Radiosinterview sot de Minister Kox den 3. Februar 2020, den Ordre public misst ënnert der Kontroll vum Staat bleiwen an d'Inspection générale de la police géif eng Analys maachen iwwert den Impakt, deen den Asaz vu private Sécherheetsfirmen op d'Policeaarbecht hätt. Ass de Minister der Meenung, dass den Asaz vu private Sécherheetsfirmen duerch Gemenge misst gestoppt ginn, bis den Impakt kloer ass?

8. Am Fall wou eng Persoun sech an hire Rechter verletzt fillt wärend enger Enquête oder enger Fest-

nam duerch d'Police, ka si eng Plainte maachen, wouropshin d'Inspection générale de la police ënnersicht. Wien ass fir d'Kontroll vun den Aktivitéite vun den Employéë vu private Sécherheetsfirmen zoustänneg, wann dës fir eng Gemeng als Ënnerstëtzung vun der Police agéieren?

Réponse commune (05.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'Gesetz vum 12. November 2002 stellt keng legal Basis fir e generaliséierten Asaz vu private Sécherheetsfirmen am ëffentleche Raum duer. Privat Sécherheetsfirmen, déi déi dofir néideg ministeriell Autorisatioun hunn, kënnen d'Garde vun engem bestëmmte Gebai assuréieren oder eng bestëmmte Persoun schützen. Si hunn allerdéngs opgrond vun dësem Gesetz keng Befugnisser fir generell oder ofschreckend Patrullen uechter e Quartier oder eng Gemeng ze maachen an och keng aner Befugnisser fir d'Erhale vum Ordre public ze intervenéieren.

Et gëtt aktuell keng legal Basis déi dëst erlaabt. Eng Gemeng kann op eng privat Sécherheetsfirma zeréckgräifen, fir ganz bestëmmte Missiounen am ëffentleche Raum auszeféieren. An dësem Kader hunn d'Agente vun der Sécherheetsfirma allerdéngs Pouvoiren, déi net iwwert déi vum normale Bierger an deem Kontext erausginn, déi sech also fundamental drop limitéieren, am Fall vun engem Incident oder enger Infraktioun d'Police op d'Plaz ze ruffen.

Et ass net virgesinn de private Sécherheetsfirmen eng generell legal Basis ze schafen, fir am ëffentleche Raum ze patrulléieren. Allerdéngs soll d'Gesetz vun 2002 iwwerschafft ginn, fir d'Missiounen an hire Kader ze preziséieren.

Wat d'Fro vun enger eventueller Sanktioun betrëfft, esou huet de Justizminister als eenzeg Kompetenz, dem Artikel 5 vum Gardiennagegesetz no, der Entreprise, déi d'Gesetzer net géing respektéieren, hir Autorisatioun ze entzéien. De Justizministère huet am Kader vun der Ausübung vu senge Missioune laut dem Gesetz vum 12. November 2002 gefrot, Asiicht an d'Dokumentatioun ronderëm déi vill diskutéiert Kontrakter vun enger Sécherheetsfirma mat zwou Gemengen ze kréien an huet déi Dokumenter och kritt. Si ginn aktuell analyséiert.

Donieft gëllt, dass all Bierger, deen duerch eng Aktioun vun engem Sécherheetsagent oder enger Sécherheetsfirma e Schued erleit, selbstverständlech d'Méiglechkeet huet, bei der Police Plainte ze maachen.

Question 3575 (03.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **Centre de prise en charge des violences sexuelles :**

Affer vu sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt fält et oft schwéier, iwwert dat, wat hinne geschitt ass, ze schwätzen. Direkt no enger Vergewaltegung en Dokter opzesichen, ka Betraffene ganz schwéier falen, an och wann d'Verletzunge scho Joren zeréckleien, fält et Persounen, déi sexuell Iwwergrëffer oder souguer Verstümmelungen am Intimberäich erlieft hunn, oft schwéier doriwwer ze schwätzen oder hire Kierper engem Dokter ze weisen.

Fir de Betraffenen de Kontakt mat Professionellen esou einfach ewéi méiglech ze maachen, ginn et am Ausland speziell Fraen- bzw. Gesondheetszentren, wou Persounen, déi e Rot oder eng medezinnesch Consultatioun brauchen, déi mam Sujet vun der sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt zesummenhänkt, Hëllef fanne kënnen an enger Ëmgeebung, déi net esou kal a steril ass ewéi beispillsweis an engem Spidol.

Fir Persounen, déi Vergewaltegungen erlieft hunn oder och zum Beispill fir Fraen, déi beschnidde goufen, ass et net einfach dës Theemen, op deenen ëmmer nach e staarken Tabu läit, unzeschwätzen. E séchert Ëmfeld an engem speziellen Zentrum ka fir dës Persounen immens wichteg sinn, fir hinnen d'Sécherheet ze vermëttelen, dass si dës Sujeten ouni Angscht viru Virurteeler oder Ofleenung uschwätze kënnen. Zudeem ass fir vill Betraffener d'Hemmschwell méi kleng, fir sech un e spezialiséierte Service ze wenden, wéi fir sech un den Hausdokter oder eng Persoun am Spidol ze adresséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wou kënne sech Persounen zu Lëtzebuerg kuerz no enger Vergewaltegung medezinnesch versuerge loossen?

Kréien déi betraffe Persounen hei och direkt Informatiounen iwwert d'Méiglechkeeten, fir psychologesch Ënnerstëtzung ze erhalen?

2. Wou kënne Persounen, déi sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt ausgesat waren, déi bleiwend Schied verursaacht hunn, och Joren no der eigentlecher Dot nach medezinnesch a psychologesch Hëllef erhalen?

3. Wéi gi Fraen, déi eng Demande de protection internationale stellen, doriwwer informéiert, wou si zu Lëtzebuerg Hëllef fanne kënnen, falls si Affer vu sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt waren an/oder beschnidde goufen? Wou kënnen dës Fraen an engem professionelle Kader iwwert dat Erlieftent schwätzen oder eng gynekologesch Consultatioun bei engem Dokter kréien, deen sech mat deem sensibele Sujet vun der Beschneidung auskennt?

4. Denkt d'Regierung doriwwer no, e Gesondheetszentrum anzeriichten, an deem Informatiounen, Berodung, psychologesch Ënnerstëtzung a medezinnesch Consultatiounen, déi a Verbindung mam Theema vun der sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt stinn, an engem séchere Kader gebündelt kéinte ginn?

Réponse commune (04.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn***, Ministre de l'Immigraton et de l'Asile :*

ad 1. Hei zu Lëtzebuerg ginn et verschidde spezialiséiert Strukturen déi all Persoun, déi Affer vu sexueller Gewalt gouf, empfänken, hinnen nolauschteren an sech ëm se këmmeren.

- Am Staatslabo (LNS) kann den UMEDO (Unité médico-légale de documentation des violences) zu all Moment Affer vu sexueller Gewalt empfänken an déi erfuerderlech Ënnersichunge maachen, dëst en vue vun der Opstellung vu enger geriichtsverwäertbarer Dokumentatioun vun de siichtbare Verletzungen;

- De CESAS (Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle) koordinéiert verschidden Ulafstellen, déi d'Patienten informéieren an orientéiere kënnen;

- De Planning Familial verfüügt och iwwert eng Rei vu spezialiséierte Fachleit (Psychologen, Sexologen, Sozialaarbechter, Partnerberodung) fir d'Betreiung vun Affer vu sexueller Gewalt.

ad 2. Dës Leit kënnen sech un déi uewe genannten Ulafstelle wenden.

ad 3. D'Gesetz vum 18. Dezember 2015 „relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire ..." gesäit a sengem Artikel 4 vir dass:

« (1) Le demandeur doit se soumettre à un examen médical pour des motifs de santé publique dans un délai de six semaines après son entrée sur le territoire.

(2) L'examen médical visé au paragraphe 1er sera effectué par un médecin de la Direction de la santé délégué à cet effet par le Ministre ayant la santé dans ses attributions. »

(3) L'examen médical peut comprendre un examen portant sur des signes de persécutions ou d'atteintes graves que le demandeur aurait subies dans le passé.

Dësen Exame gëtt vun engem Dokter vun der Inspection sanitaire duerchgefouert.

An deem Kontext gëtt eng Anamnèse médicale gemaach a Fraen, déi sexuell Gewalt erlieft hunn, kënnen, wann si dozou bereet sinn, mam Dokter doriwwer schwätzen.

Weider Méiglechkeete ginn et fir d'Fraen, déi eng Demande de protection internationale gemaach hunn, fir an d'Consultatioun vun der Inspection sanitaire ze kommen, déi ugebuede gëtt am Kontext vun der Prise en charge vun de Leit, déi nach net iwwer d'Gesondheetskeess assuréiert sinn.

Et besteet d'Méiglechkeet, fir dass Fraen, déi beschnidde goufen, beim Planning Familial kënne vun zwee Gynekologen consultéiert ginn, déi sech mam sensibelen Theema vun der Beschneidung auskennen.

Dës Weidere besteet d'Méiglechkeet vun enger psychologescher Consultatioun.

Den ONA huet 2018 eng Kollaboratioun mam „Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles Belgique" (GAMS) ugefaangen a Formatiounen ugebueden. Dës Formatiounen si fir de Personnel encadrant vun Demandeurs de protection internationale (DPI) obligatoresch.

Am éischte Gespréich vun den DPI mat engem Assistant social vum ONA gi spezifesch Besoinen a Vulnerabilitéiten detektéiert a bei der Organisatioun vun der Prise en charge berécksiichtegt. Dorënner fält och geschlechtsspezifesch Gewalt.

D'Detektioun vu Vulnerabilitéite gëtt wärend der ganzer Prozedur vum ONA a senge Partner weidergefouert, well beim éischte Kontakt Affer vu sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt net ëmmer erkannt kënne ginn.

Och d'Personal vum ONA senge Partner, Caritas a Croix-Rouge, si sensibiliséiert.

Doriwwer eraus besti Kontakter mat Hëllefsorganisatiounen a Servicer (Unité médico-légale de documentation des violences (UMED0), Femmes en détresse, GAMS, Planning familial), un déi potenziell oder confirméiert Affer weider orientéiert ginn, fir eng professionell Prise en charge.

ad 4. Et gi schonn eng Rei vu Strukturen hei am Land, déi op verschidde Bedierfnesser a Situatiounen ausgeriicht sinn, wéi aus den Äntwerten zu de viregte Froen ervirgeet.

Question 3578 (04.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **stratégie de vaccination :**

D'Regierung hat, viru Kuerzem, ugekënnegt datt am Kader vun der Impfstrategie och Mënsche mat engem Handicap prioritär géint de Coronavirus geimpft ginn. E bësse méi spéit huet d'Regierung dunn awer preziséiert, datt d'Prioritéit nëmme fir déi handicapéiert Leit gëllt, déi an enger Institutioun liewen. Dat heescht datt déi Leit mat Behënnerung, déi doheem mat hire Famillje liewen, deemno keng Prioritéit hunn a weider ofwaarde mussen, wéi aner Bierger och.

Besonnesch fir Familljen, déi sech doheem ëm eng Persoun mat enger geeschteger Behënnerung këmmeren, stellt dat viru gréisser Erausfuerderungen. Dat besonnesch, wann déi Betraffen, duerch hiren Handicap, néideg Geste wéi d'Distanzéierung oder reegelméissegt Hännwäsche selwer net anhale kënnen. Problematesch kann dat och sinn, wann dës Leit, zum Beispill fir Consultatiounen, an d'Klinik oder bei den Zänndokter musse goen.

Dofir wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister follgend Froe stellen:

1. Firwat gëllt d'Prioritéit fir d'Coronaimpfung nëmmen exklusiv fir déi Leit mat Behënnerung, déi an engem Heem liewen?

2. Wéi steet d'Regierung zu der virdru beschriwwener Problematik vu Mënsche mat Handicap, déi bei hirer Famill liewen?

3. Plangt d'Regierung fir hir Impfstrategie nachmol unzepassen, fir deene betraffene Familljen entgéintzekommen? Wa jo, wëllt d'Regierung déi betraffe Persounen an hir Familljen op direktem Wee informéieren?

Réponse commune (04.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Majoritéit vun de Leit, déi a Wunnstrukture fir Leit mat enger Behënnerung liewen, erfëllen d'Vulnerabilitéitskrittären, déi festgeluecht gi si betreffend de Verlaf vum Covid-19. Dat bedeit, dass si méi een héije Risiko hu fir Affer vu schwéiere Komplikatioune bei enger Covid-19 Infektioun ze ginn.

Do kënnt nach dobäi, dass si meeschtens a sougenannte „Groupes de vie" vun aacht Leit wéi an enger Famill zesummeliewen. Dat si Leit, déi oft Schwieregkeeten hunn, fir d'Gestes barrières anzehalen an awer daagsiwwer mat anere Leit a Kontakt komme well si entweeder schaffe ginn, dëst meeschtens an engem Atelier protégé, eng Formatioun maachen oder an ee Service d'activité de jour ginn. A kollektive Wunnstrukturen ass doriwwer eraus de Risiko vu Clustere méi grouss. All déi Facteuren zesummegeholl maachen, dass et wichteg a richteg ass, fir déi behënnert Mënschen, déi a Wunnstrukture liewe prioritär ze impfen.

ad 2. D'Impfstrategie vun der Regierung ass dorop ausgeluecht, dass déi Leit, déi am vulnerabelste sinn, dat heescht, dass si riskéieren, dass d'Krankheet bei hinnen ee ganz schwéiere Verlaf hëlt, prioritär geimpft ginn.

Wann déi Mënsche mat Handicap, déi doheem bei hirer Famill liewen, ee vun de Krittären erfëllen, déi vum Conseil supérieur des maladies infectieuses festgeluecht gi si fir an enger vun deenen éischte Phase geimpft ze ginn, wäerten och si natierlech zäitno an der entspriechender Phas kënne geimpft ginn. Am Ënnerscheed zu de Leit, déi an enger Wunnstruktur liewen, wunnen dës Leit am Prinzip net an engem Haus wou ganz vill vulnerabel Leit zesumme liewen a wou déi meescht Schwieregkeeten hunn, fir déi néideg Distanzen anzehalen.

ad 3. Zu dësem Moment ass net virgesinn, d'Impfstrategie op dësem Volet ofzeänneren.

Question 3579 (04.02.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **registre des bénéficiaires effectifs :**

Den LBR, de Lëtzebuerger Regëster fir déi wirtschaftlech Beneficiairen, steet scho méi laang am Fokus vun den ëffentlechen Diskussiounen. Ëmmer erëm war ze liesen, dass sech eng ganz Partie Entitéiten net géifen un déi gesetzlech Bestëmmungen halen. Dorënner och ASBLen, wou a ville Fäll Benevoller aner Suergen hunn, wéi administrativen Tätegkeeten nozegoen.

Nodeems d'Madamm Justizministesch den 11. Dezember 2019 am Chamberplenum deklaréiert huet:

„Mir ginn dem Parquet déi ganz Lëscht weider, well et ass jo net un ons - also un ons, um LBR -, fir eng Selektioun ze maache vun deenen Dossieren, déi solle poursuivéiert ginn oder net."

gi mëttlerweil déi éischt Sommatioune vu Säite vum Parquet bei den ASBLen an, wou och drop higewise gëtt, dass déi betraffen Associatiounen eng Amende vu bis zu 1,25 Milliounen Euro riskéieren.

Mir ass, an dësem Kontext, och zougedroe ginn, dass de Site vum LBR net ëmmer fonctionéiert respektiv Informatioune verluer ginn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Huet d'Madamm Justizministesch Kenntnis iwwer eventuell Problemer mam Site vum LBR?

2. Kann d'Madamm Justizministesch mir soen, wéi vill Entitéiten nach ëmmer net „en règle" sinn, opgeschlësselt no der Forme juridique vun de concernéierten Entitéiten (ASBL etc.)?

3. Ass d'Madamm Justizministesch weiderhin der Meenung, dass d'ASBLe genuch sensibiliséiert goufen?

4. Ass d'Madamm Justizministesch der Meenung, dass d'Gesetz am Bezuch op d'Ermëttlung vum Bénéficiaire effectif kloer genuch ass?

- Wéi eng Strofe riskéieren Associatiounen, déi, opgrond vun engem onklore gesetzleche Kader, falsch Indikatioune maache betreffend de Bénéficiaire effectif?

- Eng strofrechtlech Verurteelung, setzt déi net, opgrond vum Prinzip vun der „légalité des peines", e klore gesetzleche Kader viraus?

5. Wéi bewäert d'Madamm Justizministesch d'Proportionalitéit vun de Strofen am Fall vun den ASBLen?

- Ass d'Madamm Justizministesch net der Meenung, dass eng Amende vu minimum 1.250 Euro fir eng ASBL vill Sue sinn, och virum Hannergrond vun der aktueller Pandemie?

- Sollt eng ASBL net „à même" sinn, fir dës Strof ze bezuelen, wie gëtt an deem Fall haftbar gemaach?

Réponse (09.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Luxembourg Business Registers (LBR) huet net Kenntnis iwwer Problemer mam Site vum LBR (www.lbr.lu), wat d'Benotze vum Site onméiglech gemaach hätt, hir Demarche beim Registre des bénéficaires effectifs oder beim Handelsregëster ze maachen. An deem Zesummenhang muss ee feststellen, dass ongefëier 90 % vun den Entitéiten hir Demarche gemaach hunn.

Den Helpdesk vum LBR krut technesch Problemer matgedeelt vu Benotzer fir verschidde Formulairen am PDF-Format opzemaachen. De Problem louch awer net beim Site vum LBR, mee un der Configuratioun vun de Computere vun de Benotzer. D'Benotzer, déi den Helpdesk kontaktéiert hunn, kruten dann déi néideg Assistenz, fir hir Demarche weiderféieren ze kënnen.

Et soll awer hei och erwäänt ginn, dass d'Benotzer, déi net déi néideg technesch Mëttelen hu fir hir Demarche ze maachen, oder einfach net wëllen iwwert dee Wee goen, ee Rendez-vous beim Guichet d'assistance vum LBR kënne froen, wou d'Benotzer, ob dat zu Lëtzebuerg oder zu Dikrech, wärend de Bürosstonne kënne mat Hëllef vum Guichet hir Demarche sur place maachen.

Den LBR huet iwwregens Enn Juli 2020 d'Formulairen am Format PDF duerch Formulairen am HTML, dee méi liicht ze benotzen ass, ersat.

ad 2. Hei ass den Detail op den 31. Dezember 2020:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Et gëtt hei verwisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 3534, wou d'Informatiounscampagne vum LBR am Detail presentéiert ginn ass.

ad 4. Et gëtt hei verwisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 3534.

D'Notioun vum „Bénéficiaire effectif" ass am Gesetz vum 12. November 2004[1] definéiert ginn an d'Dokumentatioun (Circulaire 19/02, Guide explicatif) um Internetsite vum LBR gëtt do och kloer Indikatiounen, wéi eng ASBL de Bénéficiaire effectif identifizéiere kann.

ad 5. Et gëtt hei och verwisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 3534 iwwert de Montant vun de Sanktiounen.

D'Période transitoire fir de Bénéficiaire effectif unzemellen, ass laang virun der Pandemie ofgelaf (01.09.2019) an d'Dispositioune vun dësem Gesetz si wärend der Pandemie net opgehuewe ginn, well

[1] loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme - article 1er, paragraphe 7

et kee Grond gouf, fir wärend der Pandemie enger Obligation déclarative (déi iwwregens iwwer Internet ka gemaach ginn) net nozekommen.

Eng ASBL, déi net „à même" wier fir eng Strof ze bezuelen, ass an der nämmlechter Situatioun wéi all aner Personne morale.

Question 3580 (04.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **inégalités de retraite entre les femmes et les hommes :**

Den 3. Februar 2021 huet Eurostat eng Recherche zu de Pensiounen an Europa veröffentlecht. D'Donnéeën aus de Joren 2011-2019 weisen, dass, an all den EU-Länner, Fraen am Duerchschnëtt manner Pensiounsakommes hu wéi Männer. Dëst Akommes enthält nieft der staatlecher Pensioun a staatlechen Hëllefen och privat Zousazpensiounen.

D'Etüd weist, dass an Europa am Duerchschnëtt eng Pensiounslück vun 29 % tëschent de Geschlechter besteet. Virreider an der Statistik ass Lëtzebuerg, hei hunn d'Fraen am Duerchschnëtt ganzer 44,2 % manner Akommes wéi d'Männer. D'Zuele vun 2019 leien domat op engem identeschen Niveau wéi déi vun 2012.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Wéi erkläert d'Regierung sech esou e groussen Ënnerscheed beim Akommes vun eelere Fraen a Männer?

2. Wat wëllt Lëtzebuerg dergéint ënnerhuelen, fir dës Ënnerscheeder an Zukunft ze verklengeren?

3. Wéi erkläert sech d'Regierung, dass, op déi lescht siwe Joer gekuckt, keng Verbesserung vun dësen Zuelen ze gesinn ass?

4. D'Pensiounsakommes hänkt virun allem vum Akommes wärend de Schaffjoren of. Och hei am Land verdéngt eng Fra oft nach manner wéi hire männlechen Aarbechtskolleeg. Wat fir Schrëtt sinn an Zukunft geplangt, fir den „Gender Pay Gap" weider erofzedrécken?

Réponse (09.03.2021) de **Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Etüd, déi den 3. Februar 2021 vun Eurostat publizéiert gouf, ass eng Aktualiséierung vun enger järlecher Etüd iwwert den Ënnerscheed tëschent de Pensioune vu Männer a Fraen. An dësem Dokument gëtt Lëtzebuerg mat engem Ënnerscheed vu 44 % opgelëscht, wat bedeit, datt eng Pensioun vun enger op mannst 65-järeger Fra 44 % méi déif ass ewéi d'Pensioun vun engem op d'mannst 65-järege Mann. Mat dësem Ënnerscheed vu 44 % läit Lëtzebuerg am Verglach mat der Europäescher Unioun op éischter Plaz, den EU-Duerchschnëtt läit bei 29 %.

Malta, Holland, Zypern, Éisträich an Däitschland hunn en Ënnerscheed vun iwwer 35 %, Belsch, Frankräich, Italien a Spuenien tëschent 30 a 35 %.

Dës Etüd baséiert op Daten, déi an enger järlecher Ëmfro erhuewe ginn an déi de Revenu an d'Liewenskonditioune vun den EU-Bierger erfaasse soll (European Union Statistics on Income and Living Conditions - EU-SILC). Hei ginn d'Alterspensiounen, d'Iwwerliewensrenten an d'Zousazpensioune berücksichtegt. Och ginn all d'Niveaue vu Pensioune geholl, also och d'„Mini-Pensiounen" am Fall vun enger (ganz) kuerzer berufflecher Tätegkeet.

Wann een elo d'administrativ Donnéeë vum Lëtzebuerger Pensiounssystem hëlt, wou also d'Zousazpensiounen net mat dra sinn, da läit d'Pensioun an der Moyenne bei 3.650 Euro fir d'Männer a bei 2.250 Euro fir d'Fraen. Hei ass all Alterskategorie an all Pensioun (antizipéiert Pensioun, Invalidepensioun, Alterspensioun an Iwwerliewenspensioun) aus dem Generalpensiounsregimm dran a vun de Beneficiairen, déi exklusiv eng Pensiounskarriär am Lëtzebuerger System hunn, also keng „Mix-Karriären". Dësen Ënnerscheed läit also bei 38,4 % fir d'Joer 2019.

Allerdéngs gëtt dësen Ënnerscheed iwwert d'Zäit ëmmer méi kleng, wéi dat an der nofollgender Grafik ze gesinn ass. War den Ënnerscheed am Joer 2010 nach 40,7 %, ass en zanterhier all Joer ëm 5,8 % zeréckgaangen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*.)*

De Lëtzebuerger Generalregimm vun den Alterspensioune baséiert op zwou Komponenten: op der enger Säit d'Assurancëkarriär, déi berücksichtegt gëtt (majorations forfaitaires), an op der anerer d'Revenuen, déi fir d'Kotisatioune berücksichtegt ginn (majorations proportionnelles). D'Pensiounsformel, Reegelen a Parametere si fir all Persoun identesch, déi an de Pensiounssystem (Generalregimm) abezilt.

Den Ënnerscheed, deen observéiert ka ginn, entsteet also net duerch de Pensiounssystem, mee duerch déi verschidde Parameteren, déi berücksichtegt ginn, also den Niveau vum Revenu fir d'Pensiounskotisatiounen ze rechnen, an duerch d'Kotisatiounsdauer. An anere Wieder: Den Ënnerscheed an der Pensioun ass e Spigelbild vun der Struktur vum Aarbechtsmarché aus der Vergaangenheet.

Hei kann een effektiv observéieren, datt op der enger Säit d'Versécherungsperiode fir d'Pensioun vun de Frae méi kuerz sinn (Ënnerbriechunge vun der Aarbecht oder Deelzäitaarbecht), an op der anerer Säit, datt d'Salairë vun de Fraen an der Moyenne net esou héich waren ewéi déi vun de Männer.

Dat bedeit awer och, datt duerch eng méi héich Participatioun am Beruffsliewen, an och duerch eng Ausgläichung vun de Salairen, an der Zukunft den Ënnerscheed an de Pensiounen och wäert weider erofgoen.

Fir dës strukturell Changementer weider ze ënnerstëtzen, ginn et eng Rei Mesuren, déi en place gesat goufe bzw. sollen en place gesat oder erweidert ginn. Doduerch soll de Beschäftegungstaux vun de Frae weider steigen an och d'Salairen bzw. d'Revenuen, sollen sech méi ausgläichen.

Hei gesäit den aktuelle Regierungsprogramm eng Rei Mesurë vir an de Beräicher Beschäftegung, Famill oder och Gläichstellung tëschent Fraen a Männer, fir dës ze nennen. D'Mesuren hu prinzipiell d'Zil, de Beschäftegungstaux vun de Frae weider ze erhéijen, ënner anerem duerch e besseren Equiliber tëschent Beruffs- a Privatliewen, wat global fir all d'Eltere gëllt, awer och duerch méi Sensibilisatioun a cibléiert Mesuren.

Am Beräich vun der sozialer Sécherheet gouf ënner anerem am Februar 2020 eng aktualiséiert Broschür virgestallt, déi och groussflächeg am Land um Niveau vun de Gemenge verdeelt gouf, fir op déi verschidde gesetzlech Méiglechkeeten opmierksam ze maachen déi bestinn, fir d'Karriär ze ergänzen, zum Beispill wann een huet missen seng Aarbechtszäit reduzéieren oder ënnerbrieche fir d'Kanner ze erzéien. D'Broschür[2] ass a fënnef Sproochen ausgeschafft ginn (Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch, Englesch a Portugisesch). Och goufen am Fall vun enger Scheedung déi gesetzlech Modalitéiten ugepasst, fir datt eng Persoun, déi opgehalen huet mat schaffen oder manner geschafft huet fir d'Kanner ze erzéien, net benodeelegt gëtt. Wichteg ass, datt d'Pensiounskarriär esouwäit ewéi méiglech ergänzt gëtt, fir keng Lücken ze hunn, déi de Pensiounsniveau reduzéieren.

Am Beräich vun der Chancëgläichheet ass et wichteg, d'Bedeelegung vu Fraen um Aarbechtsmaart ze förderen, fir e gudden Equiliber tëscht Fraen a Männer um Aarbechtsmarché an och an de Paie sécherzestellen. Wann een d'Opschlësselung pro Geschlecht kuckt, da sinn et fir all d'Salarié-e-ën zu Lëtzebuerg 38 % Fraen an 62 % Männer, wéi eng rezent Nott vum Statec weist.

Fraen hunn en moyenne eng gutt Ausbildung. Mee si hunn nach net déi selwecht Chancen um Aarbechtsmaart. Si sinn ënner anerem nach net esou staark an de Féierungspositioune vertrueden.

Zil ass et deemno:

- Op Gender-Stereotyppen opmierksam ze maachen an déi ze iwwerwannen, fir ënner anerem den Effekt vum „gliesene Plaffong" ze briechen;

- D'Bedeelegung vu Fraen um Aarbechtsmaart ze encouragéieren a Karriärënnerbriechungen ze vermeiden, an dat duerch sozial Politicken, déi et Fraen a Männer erméiglechen, e gutt Gläichgewiicht tëscht Beruff a Famill ze hunn.

- D'Mixitéit an alle Beruffssecteuren ze förderen, grad an den neien Technologien a Beruffer vun der Zukunft, andeems Meedercher a Jongen an der Schoul dat néidegt Wësse vermëttelt kréien.

- Den Impakt vun der Covid-19-Kris aus enger Gender-Perspektiv ze analyséieren an entspriechend ze handelen, fir datt an der Post-Pandemie-Zäit kee Geschlecht op der Streck bleift.

Question 3582 (05.02.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **taxe annuelle des débits de boissons alcooliques :**

Der Horeca-Sektor leidet sehr stark unter den aktuellen Covid-Beschränkungen. U. a. dürfen Cafés und Restaurants seit Monaten keine Kunden empfangen.

Vermehrt äußern die Betroffenen ihr Unverständnis darüber, dass sie trotz der gegenwärtigen Lage immer noch verpflichtet sind, eine jährliche Schankgebühr zu zahlen.

Vor diesem Hintergrund möchten wir dem Finanzminister folgende Fragen stellen:

- Ist der Minister nicht der Meinung, dass die betroffenen Betreiber dieses Jahr ausnahmsweise von der Schankgebühr zu befreien sind?

- Falls ja, werden bereits geleistete Zahlungen von der Zollverwaltung an die Betrieber zurückerstattet?

Réponse (08.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Die Folgen der Coronapandemie und die zugrundeliegenden Beschränkungen haben notgedrungen einen direkten Einfluss auf die luxemburgische Wirtschaft, insbesondere auf den Horeca-Sektor. Um diese negativen Einwirkungen abzufedern, hat die Regierung ein entsprechendes Hilfspaket ausgearbeitet und sich ebenfalls mehrmals mit dem Branchenvertreter der Gastronomie in den letzten Wochen getroffen.

Dieses Hilfspaket umfasst sowohl steuerliche als auch direkte Zuwendungen, die die Cafés und Restaurants in Anspruch nehmen können.

In Bezug auf die steuerlichen Hilfen hat die Regierung bereits im Mai 2020 eine Vielzahl an Sonderregelungen ergriffen, um die Unternehmen zu unterstützen, die von Liquiditätsproblemen betroffen waren. Die betroffenen Unternehmen konnten eine Annullierung ihrer steuerlichen Vorauszahlungen für die ersten beiden Quartale des Jahres 2020 beantragen. Des Weiteren konnte eine viermonatige Zahlungsfristverlängerung für Steuern, die nach dem 29. Februar 2020 angefallen sind, beim Finanzamt beantragt werden, welche automatisch bewilligt worden ist. Zusätzlich wurden erstmals die Abgabefristen der Einkommen- und Körperschaftsteuererklärungen des Veranlagungsjahres 2019 von Ende März 2020 auf Ende Juni 2020 verlängert. Zudem konnte beim Finanzamt eine weitere Fristverlängerung bis Ende Dezember 2020 beantragt werden. Auch die Einregistrierungs-, Domänen- und Mehrwertsteuerverwaltung (Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA - „AED") zeigt sich im Zusammenhang mit der Coronapandemie betreffend der Abgabefristen der Mehrwertsteuererklärungen kulant. Zugleich erstattet die AED zeitnah alle Mehrwertsteuerguthaben unter 10.000 Euro.

Mit dem Unterstützungspaket „Neistart Lëtzebuerg" wurde eine weitere steuerliche Maßnahme angekündigt, welche Vermieter ermutigt, die Mieten des Kalenderjahres 2020 im Rahmen von gewerblichen Mietverträgen zu senken, indem ein Steuerfreibetrag eingeführt wurde, der dem doppelten Betrag der gewährten Mietsenkung bis zu 15.000 Euro entspricht. Dieser Steueranreiz wurde mit dem Haushaltsgesetz 2021 eingeführt. Diese Maßnahme ermöglicht etwaige Liquiditätsprobleme von Unternehmen zu mildern.

Im Zusammenhang mit dem zweiten Lockdown in Luxemburg wurden am 21. Dezember 2020 weitere steuerlichen Maßnahmen verkündet. Die Unternehmen und Selbständigen, die in der Speise- und Schankwirtschaft tätig sind, können beim Finanzamt eine Annullierung ihrer steuerlichen Vorauszahlungen für die letzten beiden Quartale des Jahres 2020 und die ersten beiden Quartale des Jahres 2021 beantragen. Des Weiteren sieht das Gesetz vom 25. Februar 2021 weitere Verlängerungen der Abgabefrist für Steuererklärungen vor. Die Möglichkeit einer Zusatzfrist zur Abgabe der Einkommensteuererklärung und Gewerbesteuererklärung für natürliche Personen des Veranlagungsjahres 2019 wurde erneut angepasst und kann bis zum 31. März 2021 verlängert werden. Zugleich wurden auch die Abgabefristen der Einkommensteuererklärung für natürliche Personen und Körperschaftsteuererklärung für Unternehmen betreffend des Veranlagungsjahres 2020 vom 31. März 2021 auf den 30. Juni 2021 verlängert.

Überdies ist vorgesehen, den Steuerfreibetrag in Höhe von 15.000 Euro für gewerbliche Mietsenkungen auch für das Kalenderjahr 2021 zu gewähren.

Auch im Bereich des Mittelstandes wurden zahlreiche Maßnahmen zur Unterstützung des Horeca-Sektors ergriffen. Um die Wiederbelebung der Unternehmen zu unterstützen, wird ihnen vom Staat ein monatlicher Kapitalzuschuss gewährt, der sich über einen Zeitraum von vier Monaten von Dezember 2020 bis März 2021 erstreckt. Die Höhe des Zuschusses beträgt 1.250 Euro pro aktivem Mitarbeiter und 250 Euro pro Mitarbeiter, der vollständig in Kurzarbeit ist. Der Staat gewährt außerdem einen monatlichen Kapitalzuschuss, der auf der Grundlage der ungedeckten Kosten der Unternehmen berechnet wird. Die Höhe der Beihilfe darf 20.000 Euro pro Monat für ein Kleinstunternehmen, 100.000 Euro pro Monat für ein kleines Unternehmen und 200.000 Euro pro Monat für ein mittleres oder großes Unternehmen nicht überschreiten. Ein einmaliger pauschaler Kapitalzuschuss in Höhe von 500 Euro wird an Unternehmen für jeden Arbeitnehmer gezahlt, dessen monatliches Gehalt größer als oder gleich dem sozialen Mindestlohn und kleiner als oder gleich dem qualifizierten sozialen Mindestlohn ist. Auch für Selbstständige wurde ein neuer Freibetrag eingeführt, der in Form eines einmaligen pauschalen Kapitalzuschusses ausgezahlt wird, dessen Höhe je nach Einkommensklasse variiert (3.000 Euro, 3.500 Euro und 4.000 Euro).

Was die Maßnahmen im Rahmen des Förderprogramms „Neistart Lëtzebuerg" betrifft, so wurden Unternehmen, die ihre Tätigkeit wieder aufnahmen und einen Umsatzverlust von mindestens 25 % erlitten, über einen Zeitraum von sechs Monaten direkte monatliche Beihilfen in Höhe von 1.250 Euro pro bestehendem Mitarbeiter und 250 Euro pro Kurzarbeiter gewährt. Unternehmen profitierten auch von mehr Flexibilität bei der Verwaltung von Sozialbeitragszahlungen für Arbeitgeber in vorübergehenden finanziellen Schwierigkeiten. Außerdem konnten die Unternehmen die finanzielle Belastung durch das vom Arbeitgeber zu zahlende Krankengeld bis zum letzten Tag des Monats, in dem der Krisenzustand endete, auf die Krankenkasse übertragen. Darüber hinaus gewährte der Staat im Rahmen des wirtschaftlichen Stabilisierungsprogramms eine Reihe von direkten Soforthilfen für Selbstständige und Unternehmen sowie rückzahlbare Hilfen von bis zu 800.000 Euro.

Ergänzt wurde dies durch ein strukturelles Kurzarbeitssystem, das für die am stärksten gefährdeten Sektoren vereinfacht wurde und auf einem zusammenfassenden Sanierungsplan oder einem Plan zur Erhaltung der Arbeitsplätze basiert.

In Anbetracht der zahlreichen Hilfsmaßnahmen, die der Horeca-Sektor in Anspruch nehmen kann, gibt es derzeit keine Pläne um eine Änderung an der Schankgebühr vorzunehmen.

Question 3587 (05.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **plans d'action contre le bruit :**

La directive européenne 2002/49/CE impose aux États membres de l'Union européenne la mise en place d'un cadre réglementaire pour l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement. Cette directive trouve sa traduction au Luxembourg dans la loi relative à la lutte contre le bruit et dans le règlement grand-ducal portant application de ladite directive. Ces textes réglementaires prévoient la définition de méthodes d'évaluation et la création d'une cartographie du bruit ainsi que l'élaboration de plans d'action pour réduire les problèmes liés au bruit pour certaines zones géographiques particulières et/ou pour lesquelles des valeurs limites de bruit sont dépassées.

Actuellement le Ministère de l'Environnement élabore et met à jour des plans d'action pour les grands axes routiers et ferroviaires ainsi que pour l'aéroport et l'agglomération de Luxembourg.

Vu ces plans d'action je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre comment explique-t-elle que les cartes de bruit servant de base pour des plans d'action contre le bruit pour les années à venir ont été établies sur base de données de trafic recueillies au cours de l'année 2016 qui ne représentent plus forcément la situation actuelle dans les zones affectées par le bruit ?

2) Les mesures prises dans le passé pour lutter contre des dépassements antérieurs de valeurs limites de bruit sont-elles évaluées quant à leur efficacité en amont de l'élaboration de nouveaux plans d'action ? Dans l'affirmative, comment cette efficacité est-elle évaluée ? Des mesures prises dans le passé ont-elles été efficaces dans une réduction mesurable du bruit sachant que des mesures réalisées en 2019 à 16 points névralgiques du trafic routier ont montré des dépassements des valeurs limites dans des zones déjà fortement impactées par le passé, notamment à Ettelbruck et à Dudelange ?

3) De quelle manière les observations des communes concernées sont-elles prises en compte dans l'élaboration des plans d'action sachant que les Collèges des bourgmestre et échevins de ces dernières sont censés recueillir les avis de la population et du conseil communal dans le cadre d'une enquête publique ?

4) Plus spécifiquement, en quel sens les projets de plans d'action publiés en septembre 2020 tiennent-ils compte des avis émis par les représentants des communes concernées dans le cadre de l'enquête publique menée en 2017 ?

5) Comment Madame la Ministre explique-t-elle que les représentants des communes concernées, notamment Luxembourg et les communes Prosud, critiquent un manque de coopération entre votre Ministère et les communes concernées pendant l'élaboration des plans d'action et une non-prise en compte de leurs observations ?

6) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que la construction de nouvelles routes à travers des zones calmes ou l'agrandissement de routes existantes sont contraires à l'approche préconisée dans le projet de plan d'action axes routiers qui consiste à prévenir et à réduire le bruit dans l'environnement autant que possible à l'aide de solutions et mesures à la source ?

[2] https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2020/02-fevrier/26-brochureschneider/Brochure.pdf

Réponse (09.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Conformément à la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, les cartes de bruit et les plans d'action sont à établir par les États membres selon un cycle régulier de cinq ans, ce qui s'applique également au Luxembourg conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Pour le troisième cycle de ladite directive, les cartes de bruit sont représentatives de la situation existante de l'année 2016, sur la base des données réelles du trafic. Les seuils d'identification des infrastructures à cartographier sont les suivants :

- 30.000 passages par an pour les grands axes ferroviaires,

- 3 millions de passages par an pour les grands axes routiers,

- 50.000 mouvements par an pour un grand aéroport,

- 100.000 habitants dans une agglomération.

L'élaboration des cartes de bruit ne peut être entamée que du moment que l'année de référence est écoulée, vu qu'il s'agit d'enregistrer les données nécessaires tout au long de cette année. La directive prévoit alors une courte période de six mois pour l'élaboration-même et encore six mois avant la date limite pour le rapportage des cartes de bruit. Ceci représente donc une période de deux ans à partir du début de l'année de référence. Le processus prévu par la directive précitée prévoit alors un an et demi entre l'élaboration des cartes et celle des plans d'action, période qui est considérée comme insuffisante par la plupart des experts européens, raison pour laquelle une révision de ce délai a été récemment adoptée.

Les cartes de bruit sont utiles pour l'élaboration des plans d'action malgré le décalage entre l'année de référence pour les cartes et la finalisation des plans. En effet, la cartographie du bruit a pour objet l'impact acoustique à long terme engendré par les grandes sources de bruit et, en temps normaux, cet impact n'évolue pas de façon dramatique d'une année à l'autre sans changements majeurs. Ceci explique aussi le rythme des cinq ans suivant lequel les cartes sont à établir selon la directive.

La cartographie fournit donc un aperçu utile de l'état et des tendances de la nuisance acoustique, mais il n'est pas à exclure que dans certains cas le décalage précité puisse poser problème néanmoins, notamment au niveau local, lorsqu'un changement de circulation important n'est pas encore reflété dans les cartes de bruit par exemple. C'est la raison pour laquelle les plans d'action sont élaborés sur base de cette cartographie sans pour autant s'y limiter. Au Luxembourg, l'élaboration des plans d'action est accompagnée par un comité de pilotage prévu par le règlement grand-ducal du 2 août 2006 précité. Ce comité a mis en place quatre groupes de travail composés d'experts de différents ministères et administrations, qui sont chargés de l'élaboration de mesures pour les plans d'action respectifs. Ces experts peuvent se servir de toute la panoplie d'informations disponibles pour apprécier la situation, tels que les campagnes de mesure et de comptage, les informations concernant l'évolution du trafic dans les différents secteurs, l'état d'avancement des projets d'infrastructure, les études complémentaires telles que les études d'impact environnemental, etc. Ces informations, qui sont d'ailleurs largement publiées et disponibles au public, permettent aux experts de pallier des problèmes éventuels.

Ceci dit, le décalage entre les cartes de bruit et les plans d'action a suscité des remarques de façon répétée lors des différentes enquêtes publiques précédentes. Disposer de cartes de façon plus régulière serait souhaitable et l'Administration de l'environnement déplore ne pas disposer des ressources humaines et financières permettant de faire une cartographie du bruit de façon plus régulière.

ad 2) Au niveau macroscopique, l'évolution de la problématique est évaluée principalement grâce à une comparaison des cartes de bruit consécutives. La situation au Luxembourg est comparable à celle en Europe, avec en moyenne une personne sur cinq qui vit dans des zones où les niveaux de bruit sont considérés comme nuisibles à la santé. Selon une étude de l'Agence européenne de l'environnement, le bruit est considéré comme deuxième problème environnemental en termes d'impact sur la santé et la qualité de vie de l'homme (Healthy environment, healthy lives: how the environment influences health and well-being in Europe, EEA 2020).

Au niveau plus local, les plans d'action présentent des listes de points noirs qui sont des endroits où un nombre élevé de gens est exposé à des nuisances significatives et les mesures contre le bruit qui ont été réalisées dans le cadre des plans d'action précédents ont permis d'assainir un certain nombre de ces points noirs. L'efficacité des mesures est généralement appréciée dans le cadre d'études acoustiques spécifiques ou encore par des mesurages. La question dans quelle mesure l'assainissement des points noirs permet alors le retour à une situation idéale dépend des circonstances locales et varie d'un point à l'autre, raison pour laquelle les plans d'action soulignent l'importance de la prévention de nouveaux problèmes à travers une planification judicieuse.

Cependant, malgré les efforts par les instances publiques et les projets réalisés avec succès sur certains points noirs, force est de constater que l'envergure de la problématique du bruit dans l'environnement est telle que tous les points noirs identifiés à travers la cartographie ne peuvent être abordés simultanément. Par conséquent, les projets d'assainissement doivent ainsi être étalés dans le temps et entamés au fur et à mesure en profitant des synergies qui se proposent avec d'autres projets.

ad 3) Il est à noter que les documents soumis à l'enquête publique sont des projets de plans d'action qui ne seront finalisés en tant que plans officiels que suite aux adaptations apportées sur base de l'enquête publique. Avant l'enquête publique, les projets sont soumis au Conseil de Gouvernement et approuvés en tant que projets par Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

La loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit prescrit alors la procédure suivante pour l'enquête publique :

La/le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions « adresse, aux fins d'enquête publique, le projet de plan d'action à la ou les commune(s) concernée(s). Dans les quinze jours qui suivent la notification, le projet est déposé pendant soixante jours à la maison communale de la ou des commune(s) concernée(s), où le public peut en prendre connaissance. Le dépôt du projet est publié par voie d'affiches apposées dans la ou les commune(s) concernée(s) et portant invitation à prendre connaissance des pièces. En outre, le projet est porté à la connaissance du public par voie de publication par extrait dans au moins quatre journaux quotidiens imprimés et publiés au Grand-Duché ; les frais de cette publication sont à charge de l'État.

Durant la période de dépôt du projet, le ministre ou la ou les personne(s) déléguée(s) à cet effet tient/tiennent au moins une réunion d'information de la population à un endroit qu'il détermine.

Dans le délai de publication de soixante jours, les observations relatives au projet doivent être adressées par écrit au Collège des bourgmestre et échevins de la ou des commune(s) concernée(s), qui en donne connaissance au conseil communal pour avis. Le dossier, avec les observations et l'avis du conseil communal, est retourné au ministre au plus tard soixante jours après l'expiration du délai d'affichage. »

L'enquête publique permet à l'Administration de l'environnement de prendre connaissance non seulement des avis des communes mais aussi de ceux de leurs citoyens, associations locales ou autres instances intéressées. Ces avis sont alors analysés et compilés par les experts de l'Administration de l'environnement. Les plans d'action sont adaptés dans la mesure du possible afin d'inclure les commentaires qui peuvent être intégrés dans le texte du plan. Alternativement, certains commentaires sont soumis aux différents groupes de travail bruit ou bien transmis directement aux instances compétentes pour attribution, lorsqu'ils concernent des projets individuels plutôt que le plan d'action en tant que document de politique nationale. D'autres commentaires peuvent encore servir à préparer les travaux d'élaboration des prochains plans d'action. Un résumé des principales observations reçues lors de la consultation publique et des actions prises et planifiées suite à ces commentaires fera partie intégrante de la version finale des plans d'action.

Les projets de plans d'action après enquête publique sont encore une fois soumis au Conseil de Gouvernement et approuvés définitivement par la/le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

ad 4) Les avis émis par les représentants des communes concernées dans le cadre de l'enquête publique menée en 2017 ont été analysés et pris en compte dans les plans d'action de 2018 suivant l'approche décrite ci-dessus. Ceci constituait ensuite le point de départ de l'élaboration des projets de plan d'action publiés en septembre 2020 et les efforts de donner satisfaction à tous les avis et commentaires sont ainsi poursuivis dans la continuité.

ad 5) Les avis émis par la commune de Luxembourg et l'avis conjoint des Villes d'Esch-sur-Alzette et de Differdange et des communes de Bettembourg, Kayl, Mondercange, Pétange, Roeser, Sanem et Schifflange sont des documents détaillés et exhaustifs qui ont reçu toute l'attention des agents en charge de l'enquête publique. Ces avis soulignent ainsi les aspects particulièrement pertinents pour les communes en question et discutent les forces et faiblesses du document. Parmi les observations formulées, certaines sont en effet plus critiques au sujet de la coopération entre ministère et communes.

En ce qui concerne le volet plus formel de la coopération, il s'agit de rappeler à ce stade à titre d'information qu'au Luxembourg l'élaboration des plans d'action est accompagnée par un comité de pilotage prévu par le règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Notons que conformément au règlement précité, le Syvicol est le représentant de toutes les communes au sein de ce comité de pilotage.

Ce comité a mis en place quatre groupes de travail composés d'experts de différents ministères et administrations, qui sont chargés de l'élaboration de mesures pour les plans d'action respectifs. Il s'agit des groupes de travail « routes », « rail », « aéroport » et « agglomération ». Le groupe de travail « agglomération » est composé notamment des représentants de la Ville de Luxembourg et des communes avoisinantes, alors que les groupes « routes », « rail » et « aéroport » sont des groupes de travail techniques au niveau étatique.

Plus spécifiquement pour le plan d'action aéroport, la Ville de Luxembourg et les autres communes avoisinantes de l'aéroport sont représentées dans la Commission consultative aéroportuaire instituée conformément à l'article 8 de la loi du 1er août 2007 portant transposition de la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté. La Commission consultative aéroportuaire est consultée à intervalles réguliers au sujet du plan d'action contre le bruit de l'aéroport.

Par le passé, cette approche a permis de mettre en place une méthodologie qui a mené à la réalisation de bon nombre de projets et mesures de protection contre le bruit au fil des derniers cycles des plans d'action et elle a permis d'identifier les mesures des projets de plan d'action sous rubrique.

Dans son avis, la Ville de Luxembourg souligne le souhait d'une coopération plus étroite avec les instances étatiques au-delà du groupe de travail « agglomération » et déplore ne pas avoir eu l'occasion de participer directement aux groupes de travail étatiques « routes », « rail » et « aéroport ».

En revanche, il n'existe actuellement de groupe de travail spécifique, ni pour la région des communes à l'origine de l'avis commun, ni pour la région Prosud. L'avis conjoint des Villes d'Esch-sur-Alzette et de Differdange et des communes de Bettembourg, Kayl, Mondercange, Pétange, Roeser, Sanem et Schifflange (tout comme l'avis de la Ville de Luxembourg) souligne le souhait d'une collaboration future plus étroite et demande un soutien étatique sur mesure par commune ou encore par situation spécifique.

Sur le plan informel, l'Administration de l'environnement avait par exemple pris l'initiative d'organiser un workshop avec les représentants communaux lors de la phase d'élaboration des plans d'action en novembre 2019, ceci suite aux commentaires reçus en 2017. L'objet de ce workshop était d'approfondir les problèmes de bruit dans le contexte communal. Un deuxième workshop prévu pour le début 2020 a malheureusement dû être reporté en raison de la crise sanitaire du Covid-19 et sera organisé à un moment ultérieur afin de continuer les efforts en la matière.

Or, vu les délais imposés par la directive et vu les retards que les plans d'action avaient déjà accumulés au fil des dernières années, il a été décidé de réaliser la mise à jour des plans d'action sur base de l'état d'avancement actuel, tout en continuant les efforts en la matière en initiant en parallèle le prochain cycle des plans, notamment en faisant usage des moyens informatiques qui sont dès à présent disponibles.

Dans ce contexte, les diverses critiques au sujet de la coopération représentent un retour précieux des communes, qui permet une remise en question de l'approche établie en vue des prochains cycles des plans d'action. Il est bien entendu souhaitable d'améliorer la coopération avec les communes afin de répondre au mieux aux attentes dans la mesure des ressources qui peuvent être mis à disposition. Ainsi, ces commentaires sont pris en compte dans le cadre des réflexions quant aux pistes d'amélioration pour la future coopération avec les communes.

ad 6) Les plans d'action présentent une stratégie de prévention et de réduction des nuisances du bruit dans l'environnement et la protection des zones calmes y est explicitement thématisée. La réduction du bruit à la source à travers des véhicules plus silencieux, des mesures de gestion des flux de trafic et un changement de mobilité sont des mesures préconisées par les plans d'action. Malheureusement, dans bien des cas, les réductions à la source sont encore insuffisantes et des mesures supplémentaires sont nécessaires. En cas de nouveaux projets, les plans d'action proposent une approche pragmatique qui se fonde sur les outils disponibles, tels que les outils au niveau de l'aménagement communal, et soulignent l'importance de la prévention de nouveaux problèmes à travers une planification judicieuse.

La question du besoin de nouvelles routes ou autres infrastructures ou activités économiques s'inscrit dans un contexte national plus large qui dépasse le cadre des plans d'action bruit et qui touche à bien d'autres domaines politiques qui peuvent permettre une amélioration au niveau du bruit (ou encore au niveau d'autres thématiques environnementales), comme le développement de la mobilité électrique par exemple.

Question 3588 (08.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **violence parmi les mineurs :**

Den 3. Februar war den Här Minister Kox Invité vun der Redaktioun beim RTL Radio a sot am Kontext vum Dout vun deem jonke Bouneweger, dee vun engem Mannerjäregen ëmbruecht ginn ass, datt d'Gewalt e Phenomeen ass, deen am Kader vun der Covidpandemie an d'Luucht gaangen ass.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Leien der Regierung Zuelen an/oder Statistike vir, déi dës Aussoen ënnermaueren?

2. Wéi dacks ass an de leschten 30 Joer ee Mënsch vun engem Mannerjäregen ëmbruecht ginn, sief et duerch Doutschlag oder duerch Mord?

3. Leien der Regierung Informatioune vir, ob et scho jeemools virkomm ass, datt e Schüler vun engem Schoulkomerod aus dem selwechte Lycée ëmbruecht ginn ass?

4. Wéi vill Gewaltakte géint Persoune sinn an de leschten zéng Joer, opgeschlësselt no deenen eenzele Joren, vu Mannerjäregen ausgaangen? Wéi vill dovu si mat engem Messer begaange ginn?

5. A wéi ville Fäll ass an de leschten zéng Joer, opgeschlësselt no den eenzele Joren, d'Police geruff ginn, well um Territoire vun engem Lycée ee Schüler duerch e Gewaltakt verletzt ginn ass?

6. Wéi vill mannerjäreg Awunner sinn an de leschten zéng Joer, opgeschlësselt no deenen eenzele Joren, wéinst Gewaltdote géint Persoune vun engem Geriicht verurteelt ginn?

7. Wéi vill mannerjäreg Netawunner sinn an de leschten zéng Joer, opgeschlësselt no den eenzele Joren, zu Lëtzebuerg vun engem Geriicht verurteelt ginn?

8. An der Zäit ass d'Police reegelméisseg, deelweis e puermol am Dag, iwwert de Parking vum Bouneweger Lycée gefuer, „fir Presenz ze markéieren". Gëtt dëst nach ëmmer gemaach? Ass a verschiddene Lycéeën däitlech méi Gewaltpotenzial ze erkennen ewéi an aneren? Wa jo, ëm wéi eng Lycéeën handelt et sech hei? Gëtt dëst vun der Police an iergendenger Form festgehalen? Ginn et an deem Kontext Zuelen an Informatiounen aus de Lycéeën, z. B. am Hibléck op disziplinaresch Moossname wéinst Gewalt géint eng aner Persoun?

9. Den Här Policeminister huet am Radiosinterview dervu geschwat, datt „mol an der Vergaangenheet Gruppéierungen openeegetraff sinn". Kann den Här Minister dozou weider Erklärunge ginn? Sinn der Police Gruppéierungen (respektiv Bande) bekannt, déi alt mol „openeentreffen"? Sinn der Police déi Jugendlech aus dëse Gruppéierunge bekannt?

10. Wéi geet elo de Policeminister konkreet géint d'Gewalt ënnert de Jugendleche vir?

11. Wéi eng Moossname kann d'Police ergräifen, fir déi Jonk besser viru Gewalt ze schützen?

Réponse commune (18.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Generell kann ee soen, datt d'Zuele vun Infraktioune betreffend d'Gewalt géint Persounen, déi vun der Police erfaasst ginn, an de leschte véier Joer änlech bliwwe sinn. Heizou muss een awer wëssen, dass et ëmmer eng Donkelziffer gëtt.

ad 2. Laut dem Registre spécial de la jeunesse (Art. 15 vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwert de Jugendschutz) gouf an de leschten zéng Joer ee Mannerjärege wéinst fräiwëllegem Doutschlag condamnéiert.

ad 3. Eisem Wëssensstand no war et nach net virkomm, datt e Schüler duerch e Gewaltakt vun engem anere Schüler ëm d'Liewe komm ass.

ad 4. Der Police leien hei keng genau Donnéeë vir.

ad 5. D'Police an den Educatiounsministère féiere keng Statistik, déi eng Äntwert op dës Fro géif erlaben.

ad 6. Bei Gewaltdoten, déi ënner „coups et blessures" (Artikelen 398 an 399 vum Code pénal) falen, sinn d'Zuelen déi follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wa beim Term „Gewaltdoten" ugeduecht war, fir d'Strofdote vu „vol et extorsion à l'aide de violences" (Artikelen 468 etc. vum Code pénal) dozou ze zielen, da sinn d'Zuelen déi follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Joer 2020 goufen et insgesamt 38 Inscriptiounen am Registre spécial de la jeunesse fir déi genannte Strofdoten. Dovunner goufen 23 Mannerjäreger zu Strofdote wéinst „vol ou extorsion avec violence" condamnéiert an/oder 24 Mannerjäreger wéinst „coups et blessures volontaires".

ad 7. Et gëllt, hei ze preziséieren, datt an deene meeschte Fäll, an deene Mannerjäreger Auteur si vun enger Strofdot, si zur gläicher Zäit Resident sinn am Moment vun de Faiten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Bei den Zuelen ënnert der Kategorie „pas renseigné" gouf d'Residenzland net uginn am Moment vun de Faiten. Bei deenen 49 Mannerjäregen an der selwechter Kategorie gouf awer spéiderhin eng Adress zu Lëtzebuerg festgestallt.

Déi Mannerjäreg, déi eng Strofdot um lëtzebuergeschen Territoire begaangen hunn, ginn un déi auslännesch Autoritéiten denoncéiert, aus deem Grond, well zu Lëtzebuerg de System vun der „protection de la jeunesse" gëllt.

ad 8. D'Police mécht reegelméisseg am ganze Land souwuel zu Fouss wéi mam gezeechenten Auto Patrulle bei de Schoulen a Lycéeën, fir Presenz ze markéieren. Dëst ass eng vun deene ville Missiounen, déi déi respektiv Policeunitéiten am Kader vun hiren alldeegleche virgeschriwwenen Aufgaben ze erfëllen hunn.

D'Police selwer féiert keng spezifesch Statistiken iwwert d'Gewaltpotenzial an de verschiddene Schoulen.

D'Entwécklung vun der Zuel vu Sanktiounen, déi vun de Conseils de discipline vun de Lycéeë wéinst Gewaltakte geholl goufen, weist net op eng erhéichte Gewaltbereetschaft vun deene Jonken hin. Allerdéngs mussen d'Zuele vun dësem Schouljoer relativéiert ginn duerch de Fait, datt déi iewescht Klassen aktuell „en alternance" funktionéieren a manner Presenzzäit an der Schoul hunn.

Zuel vun de Sanktiounen, déi vun de Conseils de discipline vun de Lycéeë wéinst Gewaltakte geholl goufen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei den Zuele stécht kee Gebai besonnesch ervir, soudatt eng Opschlësselung no Lycéeën net sënnvoll ass.

Allgemeng soll awer och gesot ginn, datt déi verschidde Servicer vun de Schoulen (SePAS an SSE), déi sech mat Gewaltpreventioun beschäftegen, an de leschte Jore staark ausgebaut gi sinn a grad elo, am Kontext vun der Pandemie, staark sollicitéiert ginn, fir d'Schüler am Kontext vun der Belaaschtung vun hirer mentaler Gesondheet an hirem Wuelbefannen ze ënnerstëtzen.

Op där enger Säit fanne Preventiounsprojete statt, fir Konfliktléisungskompetenzen ze stäerken, wéi zum Beispill de Projet „Klasserot" oder de Projet „S-Team" vum SCRIPT, SNJ a CePAS, dee Jonker viséiert, fir aktiv an der Peer-Mediatioun am Lycée ze ginn. Op där anerer Säit ginn och konkreet Situatioune vu Mobbing a Gewalt en charge geholl vun de spezialiséierte Servicer SePAS an SSE am Lycée; esou intervenéiert zum Beispill ee mobilt Coachingteam a Schoulen, fir Situatioune vu Mobbing ze entschäerfen. Des Weidere gëtt am Beräich vum Cybermobbing mat der Initiativ Bee Secure aktiv um Phenomeen vu Mobbing an de soziale Medie geschafft, wou d'Theema vum Sexting an der Erpressung aktuell am Kader vun enger nationaler Campagne thematiséiert gëtt. Hei sinn och spezialiséiert Formatioune fir Enseignanten an dat psychosoziaalt an edukatiivt Personal virgesinn.

ad 9. Bis elo huet et sech bei all Faiten, wou méi Jugendlecher implizéiert waren a wou d'Police huet missen intervenéieren, ëmmer ëm Gruppe vu Jugendlecher gehandelt aus dem selwechte Frëndes- oder Bekanntekrees, mee net ëm reegelrecht organiséiert Banden.

ad 10. Hei muss eng global Approche geholl ginn, fir d'Gewalt tëscht an duerch Jugendlecher ze vermeiden.

E kollektiven Effort ass deemno erfuerdert, well d'Police net eleng d'Léisung fir dës Problematik ka sinn. D'Repressioun eleng kann d'Gewaltbereetschaft bei Jugendlechen net verhënneren.

ad 11. D'Preventiounsservicer vun der Police bidde Coursen am Beräich Gewaltpreventioun un. Hei gi vill Theemen ugeschwat wéi Mobbing, Cybermobbing, kierperlech a psychesch Gewalt, a wéi een sech ka verhalen, wann ee mat där Problematik confrontéiert gëtt. Dës Course ginn op Demande vun de Schoule souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire ugebueden, dat am ganze Land. An de Joren 2018 an 2019 huet d'Police ronn 1.000 Stonne vun esou Coursen an de Schoule gehalen an d'lescht Joer, bedéngt duerch déi sanitär Kris, ronn 560 (en présentiel an online).

Bei de Jugendhaiser ass d'Police Partner, fir sougenannte „grilles d'intervention" auszeschaffen. Dës Grille déngt dozou, wéi een a bestëmmte Fäll muss reagéieren (z. B. fir en Educateur, wéi hie muss reagéieren, wa bei engem Jugendlechen de Verdacht besteet, dass en illegal Substanzen hélt oder bei sech huet, wie muss an deem Fall a Kenntnis gesat ginn etc.). Esou eng Grille kann och am Beräich Gewalt opgestallt ginn.

A verschiddene Stied ass d'Police och am direkten Dialog mat de „Streetworker".

D'Police ass och bereet, fir Coursen am Beräich Gewaltpreventioun grad ewéi Drogepreventioun an der Grondausbildung vum Léierpersonal unzebidden, well oft festgestallt gëtt, dass d'Schoulpersonal Schwieregkeeten huet, fir ze wëssen, wat hir Rechter/Flichte sinn, wann et mat der Thematik konfrontéiert gëtt. Et géif dorëms goen, fir datt d'Léierpersonal eng Grondkenntnis kritt an dann och scho preventiv als Multiplicateur villem virgräife kann a Kanner op dës Theeme preparéiere kann.

Question 3589 (08.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **château de Birtrange :**

D'Biertrenger Schlass hat zulescht der Baronin de Broqueville gehéiert, déi am Januar 2018 verstuerwen ass an d'Gebailechkeet zesumme mat den Dependancen un d'Rout Kräiz verierft huet. Dësen Domän vun ongeféier 85 Hektar mat engem als nationaalt Denkmal klassifizéierte Schlass ass elo de Januar an d'Vente komm, well den Zoustand vum Schlass et net erlaabt huet, eng vun den Aktivitéite vum Roude Kräiz do ze organiséieren. Déi néideg Renovatiounsinvestitioun fir esou e Projet ze realiséieren, wier ze grouss gewiescht.

Ier dësen Domän mat engem Verkafspräis vu minimum 5,2 Milliounen Euro schliisslech an d'Vente gaangen ass, soll d'Rout Kräiz sech fir d'éischt un de Staat geriicht hunn. Dëse wier awer net interesséiert gewiescht, fir dee gesamten Domän ze kafen. Testamentaresch goufen awer Verkafsbedéngunge festgehalen, déi ënnersoen, datt d'Grondstéck opgedeelt gëtt fir et u verschidde Keefer ze verdeelen.

An deem Kontext wéilt ech d'Madamm Kulturminister gär froen:

- Firwat wollt de Staat dëst Schlass, dat offiziell als nationaalt Denkmal klassifizéiert ass, net kafen?

Réponse commune (09.03.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture :*

D'Akafspolitik vum Staat besteet net doran, all Gebai, wat offiziell als nationaalt Denkmal klasséiert ass, ze kafen. Villméi gëtt si duerch déi konkreet Besoine vun den ëffentleche Servicer an Administratiounen definéiert.

Donieft sief ze bemierken, datt Gebaier, déi ënner Denkmalschutz stinn, vun enger adequater a gesetzlech gereegelter Protektioun profitéieren, ob se am Besëtz vum Staat sinn oder net.

De Staat huet bis haut keen eegene Besoin fir dëst Schlass identifizéiert. D'Kafe vun deem Schlass géif iwweregens nach gréisser Renovatiounsinvestitiounen an, onofhängeg vu senger Affektatioun, héich Fonctionnementskäschte mat sech bréngen.

Question 3593 (08.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**huile de palme dans le bioéthanol :**

Biodreifstoff gëtt als Alternativ zu de fossille Brennstoffer gesinn. D'Hierstellung vum Bioethanol ass awer kontestéiert, well ee fir d'Hierstellung Planze wéi Raps, Soja oder och Palmenueleg a grousse Menge brauch.

Zu Lëtzebuerg gouf den 1. Januar 2019 decidéiert, 95er Bensinn aus bis zu 10 % planzlechem Ursprong ze verkafen. 2020 huet an der EU de Biosprit nëmmen zu maximal 7 % aus dëse Planzen dierfe bestoen. D'Kommissioun huet 2019 decidéiert, dass den Asaz vu Palmenueleg am Bioethanol bis 2030 op null soll erofgefuer ginn. Si huet festgehalen, dass d'Palmenuelegproduktioun zu enger Ofholzung vu Bëscher féiert an dofir net als Wee fir d'Ëmsetze vun de Klimaziler dierf benotzt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéini gouf hei zu Lëtzebuerg ugefaangen, Sprit ze verkafen, deen deelweis oder ganz aus Bioethanol besteet? Vun deem Moment u bis Enn 2020: Wéi vill Kubikliter Palmenueleg goufen op Lëtzebuerger Tankstelle getankt (opgeschlësselt no Joer)?

2. Viséiert d'Regierung weider Erhéijungen oder eng Verréngerung a puncto planzleche Komponenten an den Dreifstoffer?

- Wa jo, wat sinn déi viséiert Prozentsätz vun Ethanol a Bioethanol?

- Wéi eng planzlech Komponente sollen dobäi zum Asaz kommen?

3. Wéini sollen déi 0 % Palmenueleg am Bioethanol zu Lëtzebuerg erreecht ginn?

Réponse commune (09.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Zanter 2009 ginn zu Lëtzebuerg Bensinnszorte verkaaft, déi een Undeel u Bioethanol hunn (E5). D'Bäimësche vum Bioethanol bei de Bensinn ass virgeschriwwen duerch d'EU-Direktiven 2009/28/CE an 2015/1513/CE am Zesummenhang mat der Förderung vun den erneierbaren Energien an och der „Fuel Quality Directive", déi eng Optimiséierung vun der Klimaeffizienz vum Sprit verlaangt.

Den EU-Reporting gesäit d'Opschlësselung vun dësen Informatioune réischt säit 2017 vir. Zënter 2019 ass den Undeel vu Biosprit, dee Palmueleg beinhalt, sougenannte Biosprit vun der éischter Generatioun (biocarburant d'origine agro-alimentaire), zu Lëtzebuerg op maximal 5 % begrenzt. Heimat ass Lëtzebuerg méi streng wéi vun der EU-Direktiv virgeschriwwen. Datt mer zu Lëtzebuerg dräi Véierel manner Palmueleg benotze wéi 2017, ass ënner anerem drop zeréckzeféieren, datt mer d'Notzung vun der éischter Generatioun ageschränkt hunn.

Joer	Palmueleg (Tonnen)
2017	21.369
2018	12.303
2019	4.839

ad 2. Bei de Komponente muss een also tëschent zwou Zorte Sprit ënnerscheeden, de Biosprit aus der éischter Generatioun an de Biosprit aus der zweeter Generatioun.

De Biosprit aus der zweeter Generatioun gëtt aus Offäll aus der Agrar- a Liewensmëttelbranche an aus Produkter, déi net an der Konkurrenz zur Liewensmëttelproduktioun stinn, hiergestallt. En ass also méi nohalteg. Den Taux vun deem Sprit soll weider an d'Luucht goe par rapport zum Biosprit aus der éischter Generatioun.

Wa Leschteren op Fläche produzéiert ginn ass mat héijen Dreifhausgasemissionen (am Zesummenhang mat der sougenannter indirekter Landnotzungsännerung - „high ILUC risk"), da muss dee Prozentsaz bis 2030 op 0 % erofgoen. Schonns haut ass Lëtzebuerg méi streng wéi de Minimum vun der Direktiv an huet den Ament ee maximalen Taux vu 5 % vun „agro-alimentairem" Biosprit.

An dësem Zesummenhang ass och drop hinzeweisen, datt d'Regierung den Transportsecteur duerch d'Elektromobilitéit däitlech dekarboniséiere wëllt. Domadder geet d'Notzung vu Sprit insgesamt an Zukunft ëmmer méi zeréck.

ad 3. Bioethanol gëtt net aus Palmueleg hiergestallt. Bis 2030 gëtt, laut der Direktiv 2018/2001, den Taux vum „agro-alimentaire" Sprit mat enger héijer Inzidenz op d'Buedemnotzung, an domadder och de Palmueleg, deen net nohalteg ugebaut gëtt, graduell op 0 % erofgesat.

Question 3597 (09.02.2021) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **sensibilisation et formation des professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse en matière de protection de la jeunesse :**

En décembre 2020 et janvier 2021, le signalement aux autorités compétentes de mineurs qui sont en danger au sens de l'article 7 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse a fait l'objet de l'actualité médiatique et parlementaire[3]. De par leur contact régulier avec les jeunes, les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse sont souvent les premiers à constater une situation qui pourrait constituer un danger pour un mineur. Or, comme l'a souligné dans une interview le Premier avocat général en charge des dossiers du domaine visé, l'identification de cas de mineurs en danger et la décision quant aux démarches à suivre sont des enjeux hautement délicats, notamment dans le milieu scolaire où les rapports de confiance entre acteurs sont d'une importance primordiale[4]. Étant donné la responsabilité particulière des professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse en matière de protection de la jeunesse et au vu de la complexité des situations et enjeux qu'ils sont susceptibles de rencontrer dans ce contexte, il est important de s'interroger sur les formations et sur le soutien qui leur sont offerts.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Dans quelle mesure et dans quel cadre concret les professionnels des domaines éducatif et sociopédagogique sont-ils sensibilisés aux enjeux ayant trait à la protection de la jeunesse ?

2) La protection de la jeunesse fait-elle partie de la formation initiale et/ou continue des enseignants dans l'enseignement fondamental et secondaire ?

3) La protection de la jeunesse fait-elle partie de la formation du personnel sociopédagogique intervenant dans le cadre de l'éducation formelle et/ou non formelle ?

4) Quel guidage et quels interlocuteurs sont disponibles, e. a. aux professionnels qui se voient confrontés à des cas potentiels d'enfants en danger :

a) aux professionnels qui se voient confrontés à des cas potentiels d'enfants en danger,

b) aux parents, tuteurs ou autres proches des enfants ?

5) Existe-t-il un dispositif d'évaluation des efforts de sensibilisation, respectivement de formation, en matière de protection de la jeunesse qui permette de suivre la qualité et l'adéquation des différentes offres ?

Réponse (05.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) En complément de leurs formations initiales et des formations suivies dans le cadre du stage, les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse, c'est-à-dire les assistants sociaux, les éducateurs gradués/diplômés, ainsi que les psychologues travaillant dans le milieu scolaire et extra-scolaire sont régulièrement, dans le cadre du développement continu de leur pratique, amenés à mettre à jour leurs connaissances et compétences en matière de protection de la jeunesse, sujet inhérent à leur qualification et à leur mission d'accompagnement d'enfants et d'adolescents. À titre d'exemple, les collaborateurs des SePAS (Service psycho-social et d'accompagnement scolaires) abordent régulièrement ce sujet dans le cadre des échanges professionnels structurés par métiers, au regard de l'organisation de leur environnement professionnel et face à des situations concrètes. Plus particulièrement, les assistants sociaux se sont appropriés le guide « Maltraitance de mineur - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse » et ont veillé à adapter leurs pratiques au sein des lycées en s'y référant.

Ce guide, édité en 2018 par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), a été diffusé à large échelle auprès de tous les professionnels psycho-socio-éducatifs. Depuis, le Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) le distribue systématiquement à chaque nouveau collaborateur des SePAS - version papier et digitale - et le rediffuse via les réseaux internes.

Par ailleurs, le CePAS a formé en 2018-2019 cinq équipes pluridisciplinaires de l'enseignement secondaire, à la collaboration entre familles en risque et professionnels, selon la méthode inspirée de l'approche Signs of Safety® (https://www.signsofsafety.net/what-is-sofs/) et adaptée au contexte scolaire luxembourgeois.

ad 2) + 3) L'ensemble des enseignants et des agents du sous-groupe éducatif et psychosocial qui sont engagés auprès du MENJE, que ce soit sous le statut de fonctionnaire de l'État ou sous le régime des employés de l'État, suivent durant leur stage et leur formation continue des formations ayant trait à la protection de l'Enfance et de la Jeunesse qui sont proposées par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN).

[3] Questions parlementaires n° 3330 et n° 3394.

[4] « Luxemburger Wort » du 18 janvier 2021.

Il était de la volonté du MENJE d'inclure un module de formation portant sur la protection de l'Enfance et de la Jeunesse dans le parcours de formation pendant le stage de tous les fonctionnaires et pendant la période d'initiation de tous les employés nouvellement recrutés. Ces dispositions sont inscrites dans les chapitres 2, 3, 3bis et 3ter de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale. Pour les stagiaires-fonctionnaires, ce module est évalué dans le cadre de l'examen de législation.

Le tableau suivant récapitule le nombre de personnes ayant suivi un module de formation « protection de l'Enfance et de la Jeunesse » durant le stage ou la période d'initiation :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n°3597).

Le module de formation comprend les thématiques suivantes :

- la convention des droits de l'enfant et sa mise en œuvre ;

- la maltraitance : définitions, détection de cas et mesures à prendre (procédure de signalement) ;

- présentation des domaines d'activités du MENJE dans la promotion et la protection des enfants et des jeunes.

La procédure de signalement de cas de maltraitance est explicitée en détail durant la formation, ceci à l'aide de la brochure « Maltraitance de mineur, procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse ».

Par ailleurs, la thématique de la protection de l'Enfance et de la Jeunesse fait partie intégrante de l'offre de formation continue de l'IFEN et du CePAS. Chaque année, une dizaine de formations sont proposées aux enseignants et aux professionnels des domaines éducatif et sociopédagogique. Certaines formations sont ouvertes aux inscriptions individuelles, d'autres sont organisées sur demande des établissements en tant que formation interne.

ad 4) a) Face à des situations de danger, les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse peuvent faire appel à différents interlocuteurs en se référant à la brochure « Maltraitance de mineur - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse ». Ce document donne une définition précise de la maltraitance intentionnelle et non intentionnelle ; informe sur le repérage des signes et des symptômes possibles de la maltraitance ; prodigue des conseils à l'attention de tout professionnel confronté à une situation de violence en matière de ressources personnelles et institutionnelles (service spécialisé dans la matière pour se faire superviser) ; décrit les procédures de signalement des cas de maltraitance et oriente vers l'autorité à laquelle il faut s'adresser selon le degré d'urgence et en fonction du niveau de danger auquel le mineur est confronté. Dans un contexte scolaire, les SePAS sont les interlocuteurs privilégiés pour les enseignants. Dans un contexte non scolaire où des négligences sont repérées, l'Office national de l'enfance (ONE) peut accompagner les parents ou des personnes tiers dans la formulation d'une demande ou d'une aide.

ad 4) b) En ce qui concerne les parents, tuteurs ou tout autre proche de la famille, différents services se tiennent à disposition :

- les professionnels de première ligne comme les SePAS au sein des lycées et les équipes ESEB au sein de l'enseignement fondamental ;

- l'ONE, qui s'adresse aux enfants et aux jeunes adultes en détresse qui soit sont menacés dans leur développement physique, mental, psychique ou social, soit courent un danger physique ou moral, soit risquent l'exclusion sociale et professionnelle. L'ONE figure en tant que guichet unique auquel peut s'adresser directement l'enfant, le jeune, un membre de sa famille ou un intervenant professionnel pour demander de l'aide ou pour recevoir des informations ;

- les associations de pédiatrie sociale au service des familles comme « ALUPSE ». Aux côtés d'un pédiatre, les professionnels de l'association proposent une réflexion et des actions face aux problèmes de maltraitance d'enfants au Grand-Duché de Luxembourg. Ils travaillent en réseau avec les hôpitaux et autres institutions engagés dans le domaine de la maltraitance d'enfants.

ad 5) Dans le contexte du dispositif d'évaluation de ses formations, l'IFEN a amélioré durant l'été 2020 un outil essentiel de recueil des besoins et attentes de ses clients et de ses partenaires, en révisant entièrement les enquêtes menées auprès des participants aux formations de l'Institut et des formateurs. Des questionnaires ciblés et en ligne ont été conçus afin d'évaluer les contenus de formation, les méthodes pédagogiques employées, les bénéfices retirés des formations et le bilan global. Les analyses qualité sont un instrument de pilotage permettant d'améliorer en continu les formations proposées en fonction des besoins sur le terrain.

Par ailleurs, dans le contexte de la mise en place d'un dispositif de la qualité pour le secteur de l'Aide à l'enfance et à la famille, il est prévu de créer des instruments de mesure de la qualité des prestations mises en place dans le cadre du soutien aux familles, enfants et jeunes en détresse par l'ONE et les prestataires conventionnés et de leur adéquation par rapport aux besoins constatés.

Question 3599 (09.02.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **dispositifs de charge pour voitures électriques ou hybrides rechargeables pour les bâtiments fonctionnels :**

Am Règlement grand-ducal vum 7. Mäerz 2019 iwwert déi energeetesch Performance bei ëffentlechen Infrastrukture gouf festgehalen, dass e gewësse Prozentsaz u Stellplaze fir elektresch Gefierer beim Bau vun dëse Gebaier muss virgesi ginn. Esou steet am Gesetz geschriwwen, dass all eenzel e-Mobility-Parkplaz mat engem Stroumkabel oder awer mat zwou Gainë muss preequipéiert sinn.

Am Kontext vun der technescher Realisatioun, déi anscheinend dacks mat Schwieregkeete verbonnen ass, erlaben ech mir, follgend Froen un de Mobilitéitsminister an un den Energieminister ze stellen:

1. Kann d'Regierung déi ugeschwate Schwieregkeete bei der technescher Ëmsetzung confirméieren? A wa jo, woura bestinn d'Problemer konkreet?

2. Awéiwäit befënnt d'Regierung et fir noutwendeg, fir dëst Gesetz nozebessere wëssend, dass et eng Multitude vun Operateure gëtt, déi mat ënnerschiddlechen techneschen Equipementer schaffen?

Bei de Parkplaze fir Elektroautoe fält doriwwer eraus op, datt et bis elo keng speziell fir Leit mat engem Handicap gëtt.

3. Wat huet d'Regierung an deem Kontext virgesinn, fir dass och déi sougenannte „personnes à mobilité réduite" kënnen de Kaf respektiv d'Notzung vun engem Elektroauto an d'A faassen?

Réponse commune (09.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Der Regierung sinn no Réckfroen am Secteur keng Schwieregkeete bekannt.

D'Bauteverwaltung gesäit fir d'Anhale vum Reglement bei hire Projete vir, déi noutwenneg Stellplaze fir elektresch Gefierer mat Gainë fir Stroum an Datekabele virzeequipéieren. Tatsächlech hänkt et vum ausgewielten Equipement of, wou genee déi Gainë fir Laaschtmanagement an eventuell Zielerubannung verlafe sollen. Deemno muss bei all Projet am Virfeld ee Choix gemaach ginn oder awer eng Verdeelung realiséiert ginn, déi alle spéidere Méiglechkeete gerecht gëtt.

Och d'Bauteverwaltung kann déi Schwieregkeete bei der technescher Ëmsetzung net confirméieren. D'Bauteverwaltung (als Bauhär) gëtt sech fir ëffentlech Gebaier hir eegen technesch Virgaben, déi dann entspriechend vun de Fournisseure musse respektéiert an ëmgesat ginn, esou wéi dat bei villen aneren techneschen Equipementer och de Fall ass.

Déi mëttelfristeg benéidegt Bornen installéiert d'Bauteverwaltung direkt. Fir Bornen, déi réischt zu engem spéideren Zäitpunkt installéiert solle ginn, ginn am Transformator, souwéi an den elektreschen Tableauen, déi néideg Reserve virgesinn.

ad 2. D'Reglementatioun zur Energieeffizienz vun de Gebaier, mat hirer leschter Änneruing vum 7. Mäerz 2019, gesäit vir, dass bei ëffentleche Gebaier e gewësse Prozentsaz vun de Stellplaze mussen esou preequipéiert ginn, dass spéider ouni gréisseren Opwand déi Stellplaze kënne mat enger Luetstatioun (Wallbox oder änlech) equipéiert ginn, fir elektresch Gefierer kënnen do opzelueden.

Et geet dobäi net drëm, dëse Prozentsaz u Stellplaze fir elektresch Gefierer ze reservéieren, mee leedeglech dorëm, dass duerch dëse Preequipement (précâblage oder eidel Gainen) spéider keng (onnëtz) Käschten ufalen, fir nodréiglech Gainë mussen ze verleeën, wat däitlech méi opwändeg/deier gëtt, wéi wann een et direkt beim Bau vun engem Gebai mat virgesäit.

D'Virgab vun der Regierung beschränkt sech deemno op d'Preparatioun op d'Zukunft a soll bewosst keng Aschränkung bezüglech de spéider gewielten techneschen Equipementer maachen, mee dem Bauhär (respektiv dem Bureau d'étude) de Choix iwwerloossen, esou wéi et och bei deenen aneren techneschen Equipementer vun engem Gebai gehandhaabt gëtt.

ad 3. Landeswäit si bis ewell zwou Parkplaze fir „personnes à mobilité réduite" mat enger „Chargy"-Luetstatioun equipéiert. Dëst am Parkhaus Fort Neipperg vun der Stad Lëtzebuerg. Et steet de Gemenge fräi, weider ëffentlech Parkplaze fir „personnes à mobilité réduite" mat Luetstatiounen ze equipéieren.

Elektroautoe kënne prinzipiell fir Leit mat engem Handicap ausgerëscht ginn. D'Regierung huet awer geplangt, sech mat de betraffenen Acteuren an dësem Beräich zesummenzesetzen, fir iwwert dëse Sujet ze schwätzen an dobäi praktesch Léisungen ze entwéckelen, déi och dëse Persounen et einfach erlaben, op Elektrogefierer zeréckzegräifen.

Question 3601 (09.02.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **droit de préemption :**

Wann een Ensembel vu Parzellen op enger Stee ugebuede gëtt an een eenzege Keefer all ugebuede Parzelle kaaft huet, ass et eisen Informatiounen no net méiglech, dass d'Gemeng hiren Droit de préemption op enger eenzeger Parzell aus deem Lous kann ausüben.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Ass sech d'Regierung dëser Problematik bewosst?

- Wéi applizéiert sech d'Gesetz vum Droit de préemption am Kader vun enger Stee?

- Firwat ass et der Gemeng net méiglech, op enger eenzeler Parzell an engem Gesamtlous am Kader vun enger Stee hiren Droit de préemption auszeüben?

- Wat gedenkt d'Regierung konkreet ze ënnerhuelen, fir dësen Ëmstand ze behiewen?

Réponse commune (08.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Generell ass ervirzehiewen, datt d'Virkafsrecht net bei enger Stee spille gelooss ka ginn. D'Stee ass op Basis vum Artikel 4, 3. Alinea, vum ofgeännerte Gesetz vum 22. Oktober 2008 iwwert de Pacte Logement vum Virkafsrecht ausgeschloss.

D'Regierung ass amgaangen, d'Virkafsrecht ze reforméieren, an huet dofir een Aarbechtsgrupp agesat, deem de Ministere geschwë seng Konklusioune wäert presentéieren.

Question 3605 (10.02.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** concernant le **« Gender Equality Audit » à l'Université du Luxembourg :**

Eisen Informatiounen no sinn d'Resultater vum „Gender Equality Audit", deen op der Uni Lëtzebuerg duerchgefouert gouf, net am Aklang mat de Prinzippie vun der Chancëgläichheet. Bal 90 %vun de Wëssenschaftlerinne soen, si hätte par rapport zu hire männleche Wëssenschaftlerkolleegen net déi selwecht Chancen op eng leedend Positioun.

An deem Kontext erlabe mir eis, follgend Froen un d'Regierung ze stellen:

- Kann d'Regierung dës Resultater vum „Gender Equality Audit" confirméieren?

- Firwat kommunikéiert d'Universitéit vu Lëtzebuerg, oder d'Regierung, net iwwer dësen Audit?

- Wéi erkläert et sech, dass bei sou enger „jonker" Universitéit, déi sech ëmmer gären „innovativ" gëtt - an dat ass richteg esou -, d'Frae laut dem Audit par Rapport zu hire männleche Kolleege benodeelegt sinn, wat hir Karriärsaussiichten ugeet?

- Ass d'Regierung net der Meenung, dass et eng iwwergeuerdent Strategie muss ginn, fir eng eventuell Benodeelegung vu Wëssenschaftlerinnen an der Hierarchie vun der Uni Lëtzebuerg ze ënnerbannen, a wéi wëllt d'Regierung an dëser Hisiicht virgoen?

Réponse commune (05.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

D'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer ass fir d'Universitéit Lëtzebuerg ee fundamentale Prinzip an deementspriechend engagéiert se sech, fir de strateegeschen Objektiv vun der Chancëgläichheet bei all hire Mataarbechter ëmzesetzen.

Dofir huet d'Universitéit Lëtzebuerg d'Initiativ geholl, fir en Audit iwwer dëse Sujet ze realiséieren an domat déi geschlechtsbedéngten Erausfuerderungen op der Aarbechtsplaz ze analyséieren. Et handelt sech heibäi ëm en éischten interne Sondage beim akademeschen an administrative Personal, deen d'Kommissioun fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer vun der Universitéit Lëtzebuerg am Joer 2020 duerchgefouert huet.

D'Resultater vum Sondage goufen dem ganze Personal vun der Universitéit Lëtzebuerg matgedeelt. Si hunn an der Representativitéit grouss Differenzen tëschent Fraen a Männer ervirgehuewen. Esou hu 87 % vun de weibleche Membere vum Corps académique, déi um Sondage deelgeholl hunn, d'Gefill, dass et fir Männer méi einfach ass, an de Genoss vun engem Poste à responsabilité ze kommen. Beim administrative Personal ass dës Perceptioun manner verbreet.

Mat der Realisatioun vun dësem Audit huet sech d'Universitéit Lëtzebuerg een Outil ginn, fir eng Rei Verbesserungspisten ze identifizéieren. Op Basis vun dem Audit an den duerchgefouerten Analyse wäert d'Universitéit Lëtzebuerg dëst Joer eng Politik betreffend d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer definéieren.

Question 3608 (10.02.2021) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **démission du président de la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg :**

En date du 10 février 2021, le président de la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg (FSHCL) a annoncé sa démission. Comme motivation pour cette décision, il a soulevé un manque de collaboration constructive ainsi qu'un « mépris » (« Missachtung ») du côté du Gouvernement, donc en l'occurrence de la part de Madame la Ministre, à l'égard des chasseurs. Dans son communiqué il donne notamment un certain nombre d'exemples afin d'illustrer sa position.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre quant aux allégations formulées à son égard dans le communiqué précité ?

2) Vu les relations manifestement tendues entre la FSHCL et Madame la Ministre, de quelle manière est-il prévu de résoudre cette situation dans l'intérêt d'une future collaboration constructive ?

3) Une entrevue avec la FSHCL à ce sujet a-t-elle déjà été demandée, respectivement est-elle envisagée ?

Réponse commune (09.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le Gouvernement considère les reproches formulés dans la motivation sous rubrique comme non fondés. Il est indéniable que dans le passé, l'atmosphère était tendue après que le président de la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg (FSHCL) avait formulé de graves reproches à l'encontre de certains fonctionnaires du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) et de l'Administration de la nature et des forêts (ANF), sans pour autant fournir des éléments pouvant soutenir de telles accusations.

Précisons que les échanges avec la FSHCL ont lieu principalement dans le cadre du Conseil supérieur de la chasse (CSC) siégeant de manière régulière et dans lequel la FSHCL est représentée par quatre membres. Lors de ces réunions, les représentants prémentionnés peuvent justement faire part de la position de la FSHCL et discuter de toutes les propositions gouvernementales.

Finalement, du côté du MECDD, à chaque fois que des représentants de la FSHCL ont demandé une entrevue avec la Ministre, une réunion a été accordée.

ad 2) Le Gouvernement est confiant que la relation et la collaboration avec les responsables de la FSHCL se poursuivront dans un esprit de partenariat dans l'intérêt de la nature et de la gestion durable de la population du gibier.

ad 3) À part les réunions régulières du CSC déjà mentionnées, aucune réunion n'est prévue pour l'instant. Bien évidemment, dès que la FSHCL aura élu un nouveau président lors d'une assemblée générale, une entrevue pourra être organisée.

Question 3609 (10.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation du service Adapto dans le cadre du large scale testing :**

Laut mengen Informatioune géif den Adapto elo scho säit e puer Woche keng Leit méi an d'Large-Scale-Testzentre bréngen, esou wéi dat bis dato ëmmer de Fall gewiescht wier. Et hätt een de betraffene Leit geäntwert, datt se vun elo u mam Taxi dohi misse fueren, an dëst op de Leit hir eege Käschten.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt den Adapto d'Leit net an d'Large-Scale-Testzentre féiert? Wa jo, aus wéi engem Grond?

- Wat maachen déi Leit, déi keen hunn deen si kann an den Testzenter féieren, an déi och net all Kéier

en Taxi kënnen oder wëlle bezuele wëssend, dass verschidde Leit et relativ wäit hu fir vun hirem Wunnsëtz an en Testzenter ze kommen?

- Ass d'Regierung net och der Meenung, datt dës Situatioun dozou féiert, datt verschidde Leit sech net méi am Kader vum Large-Scale-Testing teste loossen an dass een de Leit dëse Service misst erméiglechen?

Réponse commune (01.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Busse vum Adapto sinn tatsächlech net an d'Centres de dépistage fir de Large-Scale-Testing gefuer.

D'Ursaachen heizou ginn aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3600 vum 9. Februar 2021 vum honorablen Deputéierte Sven Clement ervir. Esou wéi an där Äntwert erläutert, gouf och ab dem 5. Februar 2021 eng Léisung mam Adapto fonnt.

Question 3610 (10.02.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **Fonds de lutte :**

Le rapport d'activité de l'année 2019 (établi en décembre 2020) du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité renseigne que depuis la création du Fonds, en 1992, un montant total de 43.777.949 euros a été déboursé.

Le Fonds est un établissement public qui dispose de l'autonomie financière et dont la mission consiste à favoriser l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de moyens de lutter contre certaines formes de criminalité.

Le Fonds est alimenté par tous les biens meubles et immeubles confisqués, divis et indivis.

À côté de la lutte contre le trafic de stupéfiants, l'alimentation du Fonds a été élargie aux confiscations prononcées en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (GAFI).

Le Fonds soutient ainsi des projets, à un niveau international, surtout dans les pays partenaires privilégiés de la coopération au développement luxembourgeoise.

Au niveau national, les projets visent la prise en charge des personnes toxicodépendantes, appuyées financièrement.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Justice :

- Quels sont les critères qui guident le Fonds dans son choix de projets à soutenir ?

- Les projets en question sont-ils retenus suite à un appel de soutien lancé par le Fonds ou le Fonds choisit-il librement les projets à soutenir ?

- Les associations soutenues doivent-elles rendre compte de leurs actions à travers un rapport financier et d'intervention ?

- Comment les confiscations se répartissent entre les domaines de la lutte contre le trafic de stupéfiants et de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme?

Réponse commune (08.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Le Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité examine tous les projets qui lui sont soumis. Dans son choix, le Comité directeur du Fonds se laisse guider par les principes suivants :

- Les projets doivent être conformes à la mission du Fonds qui consiste à favoriser l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de moyens de lutter contre certaines formes de criminalité ;

- Le Fonds préfère des actions concrètes par rapport à des propositions plus théoriques ;

- Les projets doivent être en ligne avec les moyens financiers du Fonds afin d'éviter qu'un nombre réduit de projets absorbe toutes les capacités financières du Fonds ;

- L'exécution des projets doit permettre un suivi du projet :

Pour tout projet, le Fonds signe avec les initiateurs d'un projet une convention avec des indications sur l'objet, l'envergure, la durée, les modalités de suivi du projet et, le cas échéant, sur des modalités spécifiques d'exécution du projet.

À ce titre, il y a lieu de distinguer entre plusieurs types de projets :

D'abord, il y a les projets qui consistent à aider un demandeur, voire un bénéficiaire du projet (p. ex. ONG, ASBL, établissement public, parquet, police, douane…), à acquérir du matériel ou des services pour leurs activités de lutte contre certaines formes de criminalité. L'exécution de ces projets du point de vue du Fonds se résume au contrôle et au paiement des factures certifiées par le bénéficiaire, directement aux fournisseurs des biens ou services. Ce contrôle est effectué lors du paiement de la contribution promise.

Ensuite, il y a des projets plus complexes pour lesquels une partie de l'assurance de la bonne exécution des projets soumis au Fonds se fonde sur la bonne réputation du demandeur. Ainsi dans le cadre de projets internationaux, le Fonds ne finance pas directement les actions de gouvernements étrangers, mais recourt à l'intermédiation d'organisations internationales importantes telles que les Nations Unies, le Conseil de l'Europe ou des ONG luxembourgeoises. Conformément aux conventions d'exécution mentionnées ci-dessus conclues avec ces partenaires, la réalisation de tels projets comporte toujours la confection de rapports de suivi communiqués au Fonds. En outre, dans la mesure du possible, le Fonds recourt en parallèle au réseau du Ministère des Affaires étrangères afin d'obtenir, le cas échéant, des informations complémentaires aux rapports fournis.

- Les recettes du Fonds étant irrégulières, le Fonds évite de s'engager, en principe, dans des projets à dépenses récurrentes telles que des salaires, des loyers, … pour privilégier des projets avec un engagement financier déterminé et limité.

Lorsque le Fonds est alimenté par les biens visés par l'article 5 (3) de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention de Vienne, le Fonds reçoit sur son compte les montants qui lui sont attribués sur instruction du service du parquet s'occupant de l'exécution des peines. Il n'a toutefois pas une connaissance précise de l'infraction ayant donné lieu à la confiscation et au virement y lié.

Quant à la ventilation des confiscations, il y a lieu de noter que cette distinction est quasiment impossible à faire du fait que la lutte contre le trafic de stupéfiants et la lutte contre le blanchiment se confondent.

En effet, en application de l'article 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, les infractions prévues à l'article 8, paragraphe 1, points a) et b), constituent aussi des infractions primaires au blanchiment.

Dans les cas où ces infractions génèrent un produit, ce qui est généralement le cas, l'infraction de blanchiment est en concours réel ou idéal, suivant l'acte de blanchiment, avec l'infraction primaire. La confiscation pourra ainsi être prononcé du chef de l'une ou de l'autre infraction.

Question 3611 (11.02.2021) de **Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant la **construction d'un passage à faune au-dessus du CR110 entre Sanem et Bascharage :**

Am Kader vum Bau vum Contournement vu Käerjeng ass eng Wëldbréck iwwert der Collectrice du Sud, an der Géigend vun der Zuchbréck geplangt. Dëst ass och am Kader vum Bau vum Contournement vu Käerjeng matgedeelt ginn. Elo ass awer vun der Administration des ponts et chaussées am November 2020 ee Projet ausgeschriwwe ginn, fir ee weidere „Passage à faune", dës Kéier iwwert dem CR110 ze bauen, dee Suessem mat Käerjeng verbënnt. Dofir muss de CR110 fir d'éischt ofgesenkt ginn. Wéi et aus der Ausschreiwung erausgeet, soll dee Chantier bis Enn 2024 undaueren. A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2983, wou et ëm de geplangte P&R beim Zucharrêt Käerjeng-Suessem geet, ass den Här Minister och nëmme ganz knapp op dës Wëldbréck agaangen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen :

1. Bis elo huet et ni geheescht, datt de CR110 misst ofgesenkt ginn. Weess de Minister, firwat dës Aarbechten elo op eemol virgesi sinn a firwat op där Plaz, wou d'Trennung duerch de CR110 schonns laang besteet, elo eng Wëldbréck virgesinn ass?

2. Kann de Minister confirméieren, wou genee dës Wëldbréck hikënnt? Bis elo gëtt et mengem Wëssen no kee Plang, deen ëffentlech zougänglech wier. Dobäi sollen d'Aarbechte laut Ausschreiwung schonns am Abrëll ufänken.

3. Wéi wäert den Zougang zu der Gare wärend dëser laanger Chantiersphas kënne séchergestallt ginn? Wat sinn d'Repercussiounen op den Trafick generell, a méi spezifesch op d'Bussen, déi d'Gare ufueren?

4. Gedenkt de Minister de Projet ëffentlech ze presentéieren?

Réponse (11.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Konzept vum Ofsenke vum CR110 ass fir den Zämerbësch op der östlecher Säit vum CR110, an dee schonn Natura 2000 geschützt ass, duerch eng Landschaftsbréck mam Bobësch op der westlecher Säit ze verbannen. De Bobësch soll am Kader vun den Ausgläichsmoossname vum Contournement vu Käerjeng och Natura 2000 klasséiert ginn.

ad 2. Dës Landschaftsbréck géif déi zwee Bëscher praktesch um héchste Punkt vum CR110 op enger Breet vun ongeféier 30 Meter matenee verbannen. Déi ausgeschriwwen Aarbechte betreffen d'Ofsenkung vun der Strooss. De Bau vun der Landschaftsbréck soll an enger zweeter Soumissioun ausgeschriwwe ginn.

ad 3. Wärend dem Chantier wäert d'Gare ëmmer zougänglech bleiwen. Wärend gewësse Phase vum Chantier wäert den Duerchgang vu Suessem op Käerjeng awer net méiglech sinn an d'Gare ass dann entweeder just vu Suessem respektiv vu Käerjeng aus erreechbar, dëst an enker Koordinatioun mat den Aarbechten um Boulevard Kennedy (CR110) op Käerjenger Säit.

ad 4. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten denkt à ce stade net drun, eng extra ëffentlech Presentatioun vum Projet ze maachen.

Question 3612 (11.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests rapides dans le milieu sportif :**

Am Moment stinn de Sportsveräiner ongeféier 60.000 Schnelltester zur Verfügung. Am Moment ass d'Notzung vun dësen net gesetzlech virgeschriwwen, déi grouss Sportfederatioune verflichten awer hir Veräiner se ze notzen. Sport ass awer net nëmmen an engem grousse Veräin wichteg, mee och d'Beweegung vun de Kanner, de Kranken oder de Leit mat Handicap spillt a Pandemiezäiten eng wichteg Roll.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sport a Gesondheet dës Froe stellen:

1. D'Mesure vun de 60.000 Schnelltester fir Sportsveräiner ass jo exklusiv fir d'Sportskompetitioun. Ass esou eng Mesure och fir krank Leit oder Leit mat enger Behënnerung virgesinn, déi Sport aus Therapiezwecker brauchen?

2. Wéi eng Mesurë si virgesinn, dass d'Kanner no der Fuesvakanz, ausserhalb vun der Schoul, och nees hirem Sport kënnen nogoen?

3. Wéi eng Mesuren hunn de Sportsministère an de Gesondheetsministère bis elo geholl, fir deene Leit ee sécheren Zougang zum Sport ze erlaben, déi hire Sport net an engem Sportsveräin maachen?

Wat fir Mesurë sinn an Zukunft geplangt?

Réponse commune (11.03.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et sief drun erënnert, datt säit dem 22. Februar 2021, d'Schnelltester am Lëtzebuerger Kompetitiounssport, fir déi wou dëst erlaabt ass, obligatoresch sinn.

ad 1. Fir krank Leit oder Leit mat enger Behënnerung, déi Sport aus Therapiezwecker brauchen, sinn d'Schnelltester net virgesinn.

ad 2. U sech war de Sport zu Lëtzebuerg ni ganz verbueden. Jiddereen, vu Kanner bis Senioren, konnt ënnert bestëmmte Konditioune Sport maachen.

Säit dem 11. Januar 2021 besti fir d'Kanner aus den Nationalkadere keng Restriktioune wat Training a Kompetitioun ubelaangt. Fir bis zu zwee Leit, déi Sport bedreiwen, ob jonk oder al, gëtt et weeder Maskeflicht nach eng Ofstandsreegelung. All déi aner kënnen a Gruppe vun maximal zéng mat zwee Meter Ofstand hire Sport maachen.

ad 3. Hei gëllen un éischter Plaz d'Anhale vun de Geste-barrièren an de Principe de précaution. An Zukunft kéinten eventuell Selbstschnelltester hei eng weider Sécherheet ginn, och wann da weiderhin d'Geste-barrièrë sollen agehale ginn.

Question 3613 (11.02.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **informations sur l'état d'une procédure pénale :**

Duerch e Gesetz vum 8. Mäerz 2017 ass follgende Passus an d'Strofprozessuerdnung ageschriwwe ginn:

« Art. 4-1. (3) [La victime] est informée d'office du classement sans suite et de son motif, et, sur demande, de la mise à l'instruction, ainsi que des actes de fixation devant les juridictions de jugement.

La victime reçoit également sur demande :

- des informations sur l'état de la procédure pénale sauf si cette notification est de nature à nuire au bon déroulement de l'affaire ;

- des informations sur toute décision définitive sur l'action publique. »

Am Artikel 23, Paragrafen (4) a (5), vum selwechte Kodex steet weider ze liesen:

« (4) Le procureur d'État avise dans les 18 mois de la réception de la plainte ou de la dénonciation, la victime des suites qu'il donne à l'affaire y compris, le cas échéant, du classement de l'affaire et du motif sous-jacent.

(5) Lorsque l'affaire est classée, l'avis précise les conditions dans lesquelles la victime peut engager les poursuites par voie de citation directe ou de plainte avec constitution de partie civile. Lorsque les peines encourues de par la loi, au titre des faits, sont des peines criminelles ou des peines correctionnelles, l'avis comporte l'information que la victime peut s'adresser au procureur général d'État qui a le droit d'enjoindre au procureur d'État d'engager des poursuites. »

Aktuell besteet laut Strofprozessuerdnung keng Informatiounsflicht vis-à-vis vun engem presuméierten Täter.

Och eng Persoun, déi ee Virfall denoncéiert huet, awer net d'Qualitéit vun engem Affer huet, muss net informéiert ginn iwwer d'Suitte vun senger Denonciatioun.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

a. Wéi bewäert d'Madamm Ministesch den Ëmstand, dass e presuméierten Täter net iwwer d'Astellung vun engem Strofverfaren (classement sans suite) géint seng Persoun muss informéiert ginn?

b. Och wa keng Flicht besteet, kann d'Madamm Ministesch eis informéieren, ob de Parquet dat net awer, motu proprio, mécht?

Gëtt et eng Note de service säitens dem Parquet, wéi den Informatiounsfloss a sou engem Fall ofzelafen huet?

Kann d'Madamm Ministesch eis Detailer dovunner matdeelen?

Sollt dat net de Fall sinn, ass d'Madamm Ministesch net der Meenung, dass e presuméierten Täter misst iwwer e Classement sans suite informéiert ginn?

c. Ass d'Madamm Ministesch net och der Meenung, dass e sougenannten Denunziant iwwer de Stand vun den Ermëttlungen informéiert misst ginn oder zumindest dann informéiert gëtt, wann eng Affär ouni Suitte klasséiert gëtt?

Ginn et an dësem Fall Instruktioune säitens der Hierarchie vum Parquet wéi déi Informatioun ze geschéien huet?

Kann d'Madamm Ministesch eis dozou Detailer liwweren?

d. Ass d'Madamm Justizministesch gewëllt eng Informatiounsflicht vis-à-vis vum presuméierten Täter respektiv vum Denunziant an d'Strofprozessuerdnung aschreiwen ze loossen?

Falls net, wéi eng Argumenter schwätze géint sou eng Upassung?

e. Wéi a wéini gëtt d'Police iwwer sou e Classement sans suite informéiert?

Réponse (10.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad a. Et ass richteg, dass et laut dem ernimmte Gesetz vum 8. Mäerz 2017[5] keng Informatiounsflicht gëtt vis-à-vis vun engem presuméierten Täter. Et sief dorun erënnert, dass dat Gesetz eng ganzer dräi Direktiven zu de prozedurale Garantië vun de presuméierten Täter ëmsetzt, an dass esou eng Flicht insbesonnesch an der Direktiv iwwert d'Informatiounsrecht[6] net virgesinn ass.

Eng Entscheedung iwwert e Klassement ass eng reng intern administrativ Entscheedung, déi zu all Moment kann erëm zeréckgeholl ginn, falls et zum Beispill nei Elementer an der Affär ginn, an

[5] Loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant : - transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales ; - transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales ; - transposition de la directive 2013 /48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires ; - transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité ; - changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en « Code de procédure pénale » ; - modification : - du Code de procédure pénale ; - du Code pénal ; - de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés ; - de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; - de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition ; - de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne. Mémorial A n° 346 du 30 mars 2017

[6] Directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales

doduerch kann de Klassement och keng „autorité de chose jugée" kréien: « La mesure de classement d'une affaire est de nature purement interne et d'ordre administratif; elle ne constitue ni un droit acquis pour le prévenu, ni une décision pouvant acquérir l'autorité de la chose jugée. Il ensuit que la poursuite peut, à tout moment, être inconditionnellement reprise, soit en raison de la survenance d'un fait nouveau, de la commission d'une nouvelle infraction, similaire ou différente, soit simplement en raison d'une appréciation ultérieure différente de l'opportunité de la poursuite ou du classement, p. ex. par un supérieur hiérarchique. (Précis d'instruction criminelle en droit luxembourgeois, Thiry, Volume II, n° 83, p. 24). »

Déi Informatiounsflicht besteet awer wuel géintiwwer den Affer, deenen hir Rechter iwweregens an enger eenzeger Direktiv[7] virgesi sinn, an déi och duerch dat uewegenannte Gesetz ëmgesat gouf.

De Grond firwat d'Affer déi Informatioun d'office kréien, zitéieren déi éierewäert Deputéiert selwer an hirer Ufro: Den Artikel 23 Paragraf 5, vun der Strofprozessuerdnung gesäit explizitt vir, wat fir Méiglechkeeten en Affer huet, fir kënne géint esou e Classement sans suite virzegoen. D'Direktiv iwwert den Afferschutz gesäit iwweregens explizitt esou eng Recoursméiglechkeet géint de Klassement vir, ergo muss d'Affer och obligatoresch iwwert de Klassement informéiert ginn.

ad b. De Parquet informéiert net systematesch de presuméierten Täter, well et keng esou eng Flicht an deem Sënn gëtt. De Parquet informéiert awer de presuméierten Täter op seng, oder sengem Affekot seng, Demande hin, an dat op Basis vun engem einfache Schreiwes.

Deelweis kann et och virkommen, dass de Parquet eegestänneg de presuméierten Täter iwwert de provisoresche Klassement informéiert, well deen eng Duebelqualitéit kann hunn, als presuméierten Täter an als Affer oder andeems den Täter en Avertissement oder e Rappel à la loi geschéckt kritt.

Prinzipiell soll e presuméierten Täter kënnen informéiert ginn an dat op Demande, esou wéi et elo scho gehandhaabt gëtt.

ad c. Fir de sougenannte Plaignant gëllt dat selwecht ewéi fir de presuméierten Täter.

ad d. Am Moment ass net virgesinn, esou eng Informatiounsflicht souwuel fir de presuméierten Täter ewéi fir de Plaignant anzeschreiwen, well déi betraffe Persounen d'Informatioune kréie wann si se froen.

ad e. Zanter dem Ufank 2020 gëtt d'Police systematesch informéiert iwwert de Status vun den Affären duerch en Iwwerdroungsprozess (WebService) an der Chaîne pénale JUCHA sous condition, datt den Dossier e Procès-verbal beinhalt, deen elektronesch geschéckt gouf (ePv). D'Untersuchungsriichter hunn d'Gewunnecht, d'Enquêteuren iwwert d'Clôture vun der Instruktioun ze informéieren.

Question 3614 (11.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **taux de TVA appliqué sur les couches pour enfants en bas âge et personnes souffrant d'incontinence :**

Depuis mai 2019, la TVA sur les produits hygiéniques et menstruels féminins de première nécessité tels que les tampons et protège-slips, est passée au taux super-réduit de 3 %.

Or, parmi les produits hygiéniques et sanitaires, les couches pour personnes adultes souffrant d'incontinence ainsi que les couches pour enfants en bas âge sont toujours taxées à 17 %. Sachant que Monsieur le Ministre des Finances a reconnu le caractère indispensable des produits hygiéniques menstruels et a agi en conséquence en abaissant leur taux de TVA, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre est-il prêt à reconnaître que les couches pour personnes adultes souffrant d'incontinence et les couches pour enfants en bas âge font partie des produits hygiéniques et sanitaires de première nécessité auxquels devrait s'appliquer un taux de TVA super-réduit ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il de baisser le taux de TVA sur les produits en question ?

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que tout produit hygiénique et sanitaire de première nécessité devrait être gratuitement mis à disposition de la population ?

Réponse (10.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'application de taux réduits en matière de TVA n'est possible que lorsque celle-ci est prévue par le cadre législatif communautaire.

Il s'agit notamment des articles 98 à 130 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et son Annexe III qui déterminent l'application des taux de TVA et en particulier les catégories de livraisons de biens ou de prestations de services qui peuvent bénéficier d'un taux de TVA réduit.

Les couches pour personnes adultes souffrant d'incontinence ainsi que les couches pour enfants en bas âge, contrairement aux produits hygiéniques et menstruels féminins également évoqués dans la question de l'honorable Député, ne figurent pas sur la liste de l'Annexe III susmentionnée et ne sont donc pas éligibles à un taux de TVA réduit.

La législation communautaire actuellement en vigueur en la matière ne permet dès lors pas d'envisager une application d'un taux réduit aux produits en question.

Question 3615 (11.02.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **violence domestique :**

L'association sans but lucratif Inter-Actions et le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes ont récemment signé une convention pour développer une formation de lutte contre la violence domestique dénommée « Ee Schrëtt géint Gewalt ». La formation s'adresse principalement aux auteurs de violence domestique au Luxembourg.

Pendant la formation de 80 heures, les participants seront outillés pour apprendre à maîtriser et à surmonter leurs comportements violents et pour se rendre compte de leur responsabilité et de la conséquence de leurs actes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

- En quoi cette formation diffère-t-elle du programme du « Riicht Eraus », qui s'adresse également aux auteurs de violence domestique ?

- Selon nos informations, la formation offerte n'est pas contraignante pour les auteurs de violence domestique. La participation se fait sur une base volontaire. Madame la Ministre peut-elle nous confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

- La Ministre ne juge-t-elle pas que la formation devrait être obligatoire pour des auteurs condamnés de violence domestique, du moins pour les récidivistes ?

- Madame la Ministre ne juge-t-elle pas que le terme « invité » à l'adresse des auteurs est une farce par rapport à la gravité des faits ?

Réponse (05.03.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

La lutte contre la violence domestique requiert une approche multidimensionnelle qui implique toutes les parties concernées, et ainsi se focalise non seulement sur les victimes, mais inclut aussi le travail indissociable avec les auteur-e-s.

En considérant que la Police grand-gucale a, en 2019, procédé à 849 interventions policières, dont 265 ont donné lieu à une expulsion de l'auteur-e de violences, et qu'elle a compté un total de 1206 auteur-e-s, je suis convaincue que le travail avec les auteur-e-s doit être, voire rester, un pilier essentiel de la prévention et de la lutte contre la violence domestique au Luxembourg.

Actuellement, les auteur-e-s de violence domestique, et obligatoirement les personnes expulsées de leur domicile pour faits et actes de violence, sont pris-e-s en charge par le service « Riicht Eraus » de la Croix-Rouge luxembourgeoise.

Ce dernier reste actuellement le seul service agréé prenant en charge les auteur-e-s adultes de violence domestique, conformément à la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique.

En vue non seulement d'élargir, mais aussi de diversifier l'offre de prise en charge des auteur-e-s de violence domestique, tant en amont qu'en aval de la violence domestique, l'association sans but lucratif Inter-Actions a misé sur une offre différente mais complémentaire à celle du « Riicht Eraus », par le développement d'un nouveau programme de formation, dénommé « Ee Schrëtt géint Gewalt », destiné aux auteur-e-s hommes et femmes, de violence domestique.

Le concept du « Riicht Eraus » est basé sur le modèle hambourgeois développé par Joachim Lempert, qui consiste notamment à accompagner et à conseiller, par une prise en charge psychologique et à travers une approche centrée sur le client, des auteur-e-s de violence potentiel-le-s, présumé-e-s ou condamné-e-s, via des entretiens et consultations individuelles. Le but de ces consultations est la prise de responsabilité par l'auteur-e pour ses actes, afin de le dissuader de recourir à la violence en cas de conflit, et de l'accompagner durablement vers un changement de comportement non violent, à travers l'activation de ses propres ressources.

Le projet développé par Inter-Actions est basé sur le travail en groupe, axé sur une approche plus pragmatique et confrontative, développée par Ulrich Krämer. Lors des formations proposées par Inter-Actions, d'une durée fixe de 80 heures, les auteur-e-s de violence domestique apprendront à gérer des conflits, et à être responsabilisé-e-s en vue d'un changement de comportement, d'une manière plus pragmatique et interactive grâce à une panoplie d'exercices, de jeux de rôle et de discussions.

La loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique prévoit seulement l'obligation pour les personnes expulsées de leur domicile, de se présenter endéans les sept premiers jours de la mesure d'expulsion auprès d'un service prenant en charge les auteur-e-s de violence domestique, en l'occurrence le « Riicht Eraus », fondé et agréé par mon ministère en 2003. Au-delà de ce délai, le service devient proactif.

Néanmoins le « Riicht Eraus » qui a ouvert ses portes en avril 2004, et qui a obtenu une base légale dans le cadre de la loi précitée en 2013, accueille depuis sa création aussi bien des personnes expulsées, que des auteur-e-s demandeurs de soutien, sur base volontaire. Depuis plus d'une dizaine d'années, il accueille également les auteur-e-s qui lui sont envoyés par le juge, dans le cadre d'une contrainte judiciaire.

À défaut d'une quelconque obligation légale et procédurale, telle que celle prévue pour le „Riicht Eraus", le projet d'Inter-Actions, qui vient d'être créé et financé par mon ministère, reste, dans la configuration actuelle, volontaire. Il convient tout de même de souligner que la participation au projet „Ee Schrëtt géint Gewalt" exige la volonté des participant-e-s à compléter le module entier de 80 heures.

Je partage l'avis de Madame la Députée, que l'usage du terme « invité », tel qu'utilisé par la presse nationale, à l'adresse des auteur-e-s de violence domestique peut sembler inapproprié, et ne reflète pas suffisamment la gravité de la problématique.

Dans ce contexte, permettez-moi de vous renvoyer à une mesure de mon Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes, qui est non seulement ma feuille de route pour les années à venir, mais qui prévoit aussi le renforcement du dialogue avec les médias en matière de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Question 3616 (11.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **construction d'un internat aux environs du Lycée E. Steichen à Clervaux :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0690 du 13 mai 2019 relative à la construction d'un internat aux environs du Lycée E. Steichen à Clervaux, il avait été précisé de la part du Gouvernement qu'il ne disposait actuellement ni d'une demande ni d'un programme de construction concernant ce projet.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

- Le nombre d'élèves du LESC ayant sensiblement augmenté depuis 2018, Monsieur le Ministre peut-il informer si les services compétents de son ministère ont reçu entre-temps une demande de la part de la direction de cet établissement scolaire ou du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse en vue de la construction d'un internat à Clervaux ?

- Dans l'affirmative, quels seraient les besoins éventuels de la communauté scolaire du LESC en la matière d'ici l'an 2025 ?

- Le Comité d'acquisition aurait-il déjà été chargé, par mesure de précaution, d'acheter un immeuble afin de réaliser le projet en question ?

Réponse commune (18.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a été officiellement saisi par la direction du Lycée Edward Steichen à Clervaux (LESC) en vue de la construction d'un internat à proximité du lycée, dont les besoins s'élèvent à une capacité maximale de 50 lits.

Cette demande a été transmise au Ministère des Finances, en l'occurrence au Comité d'acquisition qui est actuellement en négociations avec divers propriétaires en vue d'acquérir des surfaces supplémentaires pour les besoins du projet d'extension du LESC ainsi que pour l'implantation d'un futur internat.

Aucun programme de construction n'a par conséquent été transmis à l'Administration des bâtiments publics jusqu'à présent.

Question 3617 (11.02.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **conduite autonome :**

Déi däitsch Regierung huet rezent e Gesetzesprojet virgestallt, mat deem Däitschland dat éischt Land weltwäit géif ginn, dat d'Conduite autonome am normale Stroosseverkéier erlaabt. Dëst wier zwar nëmmen op festgeluechte Strecke méiglech, mee hei dierften awer Gefierer vum Niveau 4 vun insgesamt 5, wat d'Autonomie betrëfft, zirkuléieren. Méi genee heescht dat, dass et sech hei ëm vollautomatiséiert Fueren handelt, bei deem de Chauffer just a Geforesituatioune muss agräifen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Ass den Här Minister au courant vun dëser Entwécklung?

- Wéi wäit ass Lëtzebuerg am Bezuch op d'Autorisatioun vum autonome Fueren am normale Stroosseverkéier?

- Huet d'Regierung wëlles, sech um däitsche Gesetzesprojet fir eng eventuell Legaliséierung vun der Conduite autonome ze inspiréieren?

- Fir wéini wier en änleche Schrëtt wéi an Däitschland hei zu Lëtzebuerg denkbar?

- Wat sinn d'Tëscheresultater vum gemeinsame Pilotprojet mat Däitschland a Frankräich an der Groussregioun zu deem Sujet?

Réponse commune (18.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Déi national Verkéiersreegele baséieren op zwou internationale Konventiounen iwwert de Stroosseverkéier; der Genfer Konventioun vun 1949 an der Wiener Konventioun vun 1968. Länner, déi eng oder déi zwou Konventiounen ënnerschriwwen hunn, sinn obligéiert, fir hir national Gesetzgeebung iwwert de Stroosseverkéier konform zu dëse Konventiounen opzestellen. Déi zwou Konventiounen enthale verschidde Bestëmmungen, déi schwéier an Aklang mam automatiséierte Fueren ze brénge sinn. Vollautomatiséiert Gefierer, déi ouni mënschlecht Agräife fuere kënnen, sinn net kompatibel mat den aktuelle Verkéiersreegelen, wéi se an den uewe genannte Konventioune virgi sinn. De Problem ass, dass déi aktuell Verkéiersreegelen alleguer op der Notioun vun engem Chauffer baséieren; e Mënsch, deen d'Kontroll iwwert d'Gefier huet. Ee vollautomatiséiert an een deelautomatiséiert (ënner verschidde Konditiounen) Gefier huet kee Chauffer am Sënn vun deenen zwou genannte Konventiounen. D'Fro, déi sech elo stellt, ass, wéi ee vollautomatiséiert Gefierer an och deelautomatiséiert Gefierer, déi per Definitioun kee Chauffer an deem Sënn hunn, an déi aktuell Verkéiersreegelen integréiere kann.

D'Wiener Konventioun erméiglecht allerdéngs Testfaarte mat Gefierer, déi mat automatiséierte Systemer ekipéiert sinn. Konform zu der besoter Konventioun muss ee Chauffer zu all Moment am Gefier sinn, deen och permanent an der Lag muss sinn, d'Kontroll vum Gefier ze iwwerhuelen. Systemer, déi en Afloss op d'Kontroll vum Gefier hunn, mussen den internationale Rechtsvirschréften entspriechen. Systemer, déi net den internationale Rechtsvirschréften entspriechen, dierfen och verbaut ginn, allerdéngs mussen dës Systemer zu all Moment ausschaltbar oder duerch de Chauffer vum Gefier iwwersteierbar sinn.

Lëtzebuerg erméiglecht de Moment Tester am Stroosseverkéier mat automatiséierte Gefierer iwwert den Artikel 49 Buschtaf F) vum Code de la route. Dësen Artikel beseet: « Des véhicules qui sont conçus selon des techniques nouvelles ou des principes non réglementés ou incompatibles par nature avec les dispositions des articles 2 à 54 et qui servent à des essais techniques ou scientifiques, peuvent être admis à la circulation à condition d'être munis à l'avant et à l'arrière d'un signe distinctif portant l'inscription "essai scientifique", l'usage de ce signe distinctif étant subordonné à une autorisation individuelle du "Ministre ayant les Transports dans ses attributions" ». Gefierer, déi fir Testzwecker konzipéiert sinn, kënne konform zu de lëtzebuergesche Bestëmmungen iwwert eng Eenzelofnam immatrikuléiert ginn an Tester zu Lëtzebuerg fueren.

Den Artikel 160 Paragraf 1 Buschtaf a) beseet: « Il est interdit aux conducteurs de véhicules automoteurs autres qu'un motocycle ou un cyclomoteur de lâcher le volant simultanément des deux mains, tant que le véhicule est en mouvement […] ». Heiduerch ass et grondsätzlech net méiglech, gläichzäiteg déi zwou Hänn vum Steierrad ze huelen.

Iwwert den Artikel 160 Paragraf 2: « Dans le cadre des essais scientifiques sur la voie publique avec

---

[7] Directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité, articles 6 et 11

des véhicules conçus selon des techniques nouvelles ou des principes non réglementés ou incompatibles par nature avec les dispositions des articles 2 à 54, le conducteur peut être exempté de certaines dispositions du paragraphe 1er sur autorisation à délivrer par le ministre » ass et allerdéngs méiglech, am Kader vu wëssenschaftlechen Tester, beim zoustännege Minister eng Derogatioun fir déi uewe genannte Punkten unzefroen.

Op Initiativ vun enger Rei Länner, dorënner och Lëtzebuerg, gouf elo een zousätzlechen Artikel an d'Wiener Konventioun vun 1968 bäigesat. Den Artikel 34bis beseet, dass d'Ufuerderung vun der noutwenneger Presenz vun engem Chauffer an engem Gefier och schonn als erfëllt ugesi gëtt, wann en automatiséierte Fuersystem vum Gefier benotzt gëtt. Dësen automatiséierte Fuersystem muss dee Moment:

- der nationaler Gesetzgeebung entspriechen esou wéi och der entspriechender internationaler Gesetzgeebung fir motoriséiert Gefierer, Ekipementer a Baudeeler, déi a motoriséierte Gefierer verbaut sinn an/oder dofir gebraucht kënne ginn, an

- duerch eng national Gesetzgeebung fir d'Bedreiwe vum automatiséierte Fuersystem gereegelt sinn.

Wann also den automatiséierte System vun engem Gefier a Betrib ass, dann ass dat gläichgestallt mat der obligatorescher Presenz vun engem Chauffer, am Sënn vum Artikel 8 vun der Wiener Konventioun. Den Artikel 34bis erméiglecht et elo de Länner, déi der Wiener Konventioun bäigetruede sinn, eng national Gesetzgeebung ze schafen, déi de Betrib vun automatiséierte Gefierer am Stroosseverkéier reegelt. Fir dës national Gesetzgeebung sollen d'Länner sech un der „resolution on the deployement of highly and fully automated vehicles in road traffic" vum „Global Forum for Road Traffic Safety" vun der UNECE orientéieren. Dës Resolutioun gëtt, komplementar zu deenen zwou genannte Konventiounen, Recommandatioune fir d'Integratioun vun automatiséierte Gefierer an de Stroosseverkéier.

A Funktioun vun der technescher Entwécklung bei den Autoe wäert zu Lëtzebuerg gekuckt ginn, wéi eventuell verschidde Funktioune bei den Autoen, ausserhalb vun Testfaarten, kéinte konform benotzt ginn. Heifir wäerten allerdéngs verschidde Modifikatiounen um nationale gesetzleche Kader néideg ginn.

Am Bezuch op de Gesetzesprojet zum autonome Fuere vum däitsche Verkéiersministère, op deen den honorabelen Deputéierte Referenz mécht, ass ze soen, dass de besote Gesetzesprojet vum däitsche Bundesjustizministerium aus Dateschutzgrënn ofgewise gouf. Méi konkreet geet et hei dorëms, wie Proprietär vun den ënnerschiddlechen Donnéeën ass, déi am Kader vum automatiséierte Fuere generéiert ginn. Duerch d'Blockade vum Gesetzesprojet ass et am Moment nach net kloer, wéini déi geplangten Dispositioune sollen a Kraaft trieden.

Wat de Pilotprojet ubelaangt, sief ze soen, dass dat grenziwwerschreidend Testfeld tëschent Lëtzebuerg, Däitschland a Frankräich ee gemeinsame Kader schaaft, fir der Industrie an der Fuerschung d'Méiglechkeet ze ginn, innovativ Produiten a Servicer an engem reellen Ëmfeld ze testen. D'Partnere stëmmen sech an engem reegelméissegen Turnus of a bezéien och reegelméisseg relevant Acteuren iwwer e Comité de pilotage an. Eng Rei vu Projete mat EU-Finanzéierung hu schonn dës Geleeënheet genotzt, z. B.:

- 5GGroCo (Horizon 2020-Projet)

• 5G-Couverture fir de Lëtzebuerger Deel vum trilateralen Testfeld fir vernetzt an automatiséiert Fuere gëtt duerch POST séchergestallt.

• An dësem grenziwwergräifenden Zenario mat méi Operateuren, Telecom-Acteuren an Hiersteller vun Autoen an Automobilkomponente solle follgend usprochsvoll Cas-d'usagë getest ginn:

  - Ferngesteiert Fueren (tele-operated driving)

  - Generéieren an Deele vu Kaarte mat héijer Opléisung (generation and distribution of high definition maps)

  - Virzäiteg Vermeidung vu Kollisiounen duerch Kooperatioun tëscht Gefierer (anticipated cooperative collision avoidance)

- Terminal (Interreg-Groussregioun-Projet)

- L3Pilot (Horizon 2020-Projet)

Weider Projete sinn och scho fir d'Zukunft geplangt.

Donieft goufen och national Projete gefërdert a geneemegt a si grad a Preparatioun. Esou z. B. de „5G-IST"-Projet vun HITEC zesumme mat POST, deen am Kader vum Appel à projets 5G vum Service des médias et communications agereecht gouf an dee vum Wirtschaftsministère mat Fuerschungsbäihëllefen ënnerstëtzt gëtt. Donieft plangt den Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT) vun der Uni.lu aktuell nei Demonstratiounen op ëffentleche Stroossen. Dëst ënner anerem mat senge Partner fir innovativ héichopléisend Kaarten (HD Maps) oder Assurancen.

Am Kader vum „Digital Cross-Border Testbed Project Day" am Abrëll 2019 zu Schengen gouf d'C-V2X-Technologie, eng Schlësseltechnologie fir d'Entwécklung vu kooperativen an intelligenten Transportsystemer (C-ITS) an ee wichtege Baustee fir d'5G-Technologie, fir d'éischte Kéier an engem grenziwwergräifende Kontext getest. Op dësem Evenement goufen och weider innovativ Technologien an der Presenz vu fënnef Ministeren aus de verschiddene Länner dem Publikum an der Press demonstréiert. Fir sech nach besser op d'Zukunft virzebereeden, gëtt grad a Koordinatioun mat den Nopeschlänner gekuckt, wéi déi digital Infrastruktur ka verbessert ginn, dëst mat Support vun EU-Förderprogrammer.

Ausserhalb vum trilateralen Testfeld sief och den AVENUE-Projet (H 2020) ze ernimmen, dee vun der EU finanziell ënnerstëtzt gëtt a wou och eng Lëtzebuerger Transportentreprise als Member vum Konsortium Tester mat autonome Gefierer op ënnerschiddleche Plazen zu Lëtzebuerg mécht.

Question 3618 (11.02.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **projet MMUST :**

De Projet MMUST (Modèle multimodal et scénarios de mobilité transfrontaliers), un deem de Mobilitéitsministère zënter 2018 zesumme mat 22 Partner aus véier Länner schafft, ass en europawäit eenzegaartege Projet fir d'Verkéiersflëss an der Grenzregioun ze modeléieren an an Zukunft de grenziwwerschreidenden Trafick besser kënnen ze organiséieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister Detailer zu dësem Projet ginn?

2. Wéi wäit sinn d'Aarbechten un deem Projet fortgeschratt?

3. Kann den Här Minister schonn en Tëschebilan vum Projet maachen?

4. Wéi eng konkreet Plus-value fir d'Verkéiersplanung zu Lëtzebuerg an an der Grenzregioun gëtt sech vum Projet vu Säit vum Ministère erwaart?

Réponse (15.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Projet MMUST (Modèle multimodal et scénarios de mobilité transfrontaliers) ass lancéiert gi vum MMTP zesumme mat 22 franséischen, belschen, däitschen a lëtzebuergeschen Acteuren, déi vun der Mobilitéits- a Landesplanung concernéiert sinn. An dësem Projet sinn zum Beispill de franséische Staat, Regioune a Bundeslänner wéi de Grand-Est, d'Saarland, Rheinland-Pfalz an d'Région wallone vertrueden an awer och Gemenge wéi zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg an Esch an och d'Agglomeratiounen Thionville, Metz a Longwy.

De Finanzement vun dësem Projet gëtt vu lëtzebuergeschen, franséischen a belschen Acteuren assuréiert. De Projet profitéiert och vun engem Cofinanzement vu 40 %, deen am Kader vum europäesche Programm Interreg V A Grande Région accordéiert ginn ass. Déi däitsch Acteure wollte sech an enger éischter Phas net finanziell un dësem Projet bedeelegen, sinn awer als Partner beim Projet mat derbäi. Elo lafe Gespréicher, fir se an enger zweeter Phas, also no 2022, an enger Fortsetzung vun dësem Projet mat dobäizehuelen.

D'Zil vun dësem Projet ass et, ee Verkéiersmodell opzebauen, deen eis an dësem gesamte grenziwwerschreidende Raum Froen zur Mobilitéitspolitik an zu Mobilitéitsprojete kann hëllefe beäntwerten. Et ass déi éischte Kéier, datt all verfügbar Donnéeën zur Mobilitéit an zur Landesplanung beienee geluecht ginn, fir eng besser Mobilitéitssimulatioun kënnen ze maachen an doduerch och d'Zukunft vun dëser grenziwwerschreidender Regioun an hir Mobilitéit gemeinsam a méi datebaséiert kënnen ze plangen.

De Projet leeft an der Period 2018-2022. D'Ëmsetzung vum Projet ass am Zäitplang. Déi Aarbechten, déi bis elo gemaach goufen, ware virun allem ganz technesch. Sou goufen zum Beispill de ganze Stroossereseau an och de Reseau vum ëffentlechen Transport an enger Datebank zesummegeféiert. Dës Weidere sinn all d'Enquêten, déi an dësem Raum gemaach goufen, harmoniséiert ginn an an dës Datebank agespeist ginn. Dëst ware komplex Aarbechten, well déi Donnéeën an all Land anescht virleien an och eng ganz Rei Acteuren dofir zoustänneg sinn.

Aktuell gëtt un der Ausaarbechtung vun den Zenarie fir 2030 an 2040 geschafft, zesumme mat all den Acteuren déi concernéiert sinn. An deem Kontext fënnt och en Echange statt mat dem Projet SDTGR (Schéma de développement territorial de la Grande Région), dee vun der Landesplanung pilotéiert gëtt.

Dëse Modell wäert et eis och zum Beispill erlaben, de Mobilitéitsbesoin zum Beispill op den nationalen a grenziwwerschreidenden Achse besser kënnen ze simuléieren. Et wäert et awer och erlaben, fir den Impakt vun neie Wunnprojeten oder Industriezonen ofzeschätzen a falls néideg, déi zousätzlech Mobilitéitsprojete mat besseren Donnéeë plangen ze kënnen. De Modell kéint och zum Beispill Äntwerte liwweren, wéi sech d'Zuel vun den Awunner a Frontaliere an Zukunft wäert entwéckelen.

Doriwwer eraus ass dëse Modell en Outil, fir Donnéeën an Erkenntnisser am Mobilitéitsberäich tëschent all dësen Acteure besser kënnen ze echangéieren an domadder nei geplangte Projeten op enger gemeinsamer Wëssensbasis opzebauen.

Question 3619 (11.02.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **travaux de mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3 :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3163, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics indique que les travaux de mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3 devraient débuter à la mi-2021. La troisième voie de circulation qui sera aménagée sera notamment utilisée pour le covoiturage pendant les heures de pointe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si des acquisitions de terrains sont nécessaires pour réaliser ces travaux d'élargissement et, le cas échéant, de la superficie requise pour ces terrains ? Monsieur le Ministre peut-il aussi me renseigner si tous ces terrains nécessaires ont déjà été acquis ? Si ce n'était pas le cas, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de terrains restent encore à acquérir, et quelle est leur superficie ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si l'achat des terrains nécessaires pose ou a posé problème ?

- Y a-t-il eu des cas d'échange de terrains avec des propriétaires privés ? Dans l'affirmative, lesquels ?

- Le projet de loi relatif à l'élargissement de l'A3 stipulait qu'environ sept millions de points biotopes seraient potentiellement touchés par les travaux à venir. Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les mesures compensatoires prises en la matière ? Comment et où ces compensations environnementales seront-elles réalisées ?

Réponse commune (16.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Pour réaliser les travaux d'élargissement de la chaussée de l'autoroute A3, le dossier des emprises prévoit l'incorporation de 140 parcelles d'une superficie totale de 24,58 ha dans le domaine public. De cette superficie, 4,13 ha font partie du domaine de l'État et 4,82 ha du domaine communal. Les emprises à acquérir de particuliers représentent 82 parcelles d'une superficie de 15,64 ha. Le Comité d'acquisition du Fonds des routes a entamé les négociations avec les propriétaires privés.

Le projet global est morcelé dans cinq lots allant de A-E. Un bilan écologique est établi pour chaque lot de construction respectif. Or, à ce stade, ces bilans ne sont pas encore finalisés. Toutefois, il est prévu de réaliser les mesures compensatoires et d'atténuation notamment dans les alentours directs de l'autoroute, ainsi qu'en proximité du nouveau pont écologique à réaliser à la frontière franco-luxembourgeoise et sur des fonds sis sur les territoires des communes de Hesperange et de Roeser.

Question 3620 (11.02.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **interventions chirurgicales de lipœdème :**

Notre corps stocke des graisses afin de constituer des réserves d'énergie. Par « lipœdème » on entend le stockage anormalement localisé de ces graisses, le plus souvent réparties des hanches aux chevilles.

Le lipœdème est une maladie reconnue par l'Organisation mondiale de la santé depuis 1940. Il peut passer par quatre phases aux cours desquelles les symptômes s'aggravent. Sans traitement la quantité des graisses sous la peau peut aller de 0,5 à 7 ou 8 litres. Ceci entraîne des difficultés à se mouvoir et donc à éliminer naturellement les graisses du corps. Des douleurs peuvent également survenir dès la phase 1.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) L'opération du lipœdème est-elle considérée comme intervention de chirurgie esthétique ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ?

2) En termes de prévention, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas utile de rembourser des interventions chirurgicales de lipœdème dès la phase 1 afin d'éviter l'aggravation des symptômes? Dans la négative, pour quelles raisons ?

3) Dans la réponse à la question parlementaire n° 3404 du 8 janvier 2021, Monsieur le Ministre a expliqué que la Commission de Nomenclature a décidé d'introduire deux nouveaux actes pour le traitement du lipœdème en phase 3. Monsieur le Ministre, peut-il fournir des précisions concernant ces nouveaux actes ?

Réponse (12.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le lipœdème est à considérer comme une maladie. En effet, les signes cliniques du lipœdème sont décrits depuis 1940 par Allen et Hines (Vignes 2012). Néanmoins la maladie reste encore méconnue car peu d'études scientifiques sont disponibles, et les recommandations de bonne pratique sur la prise en charge du lipœdème sont quasi inexistantes (Rey & Raffoul 2018).

D'après le catalogue des maladies rares recensées par Orphanet, on y retrouve que le lipœdème est une maladie génétique rare du tissu sous-cutané. Néanmoins, la Classification internationale des maladies (CIM-10) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne prévoit pas, au même titre que pour de très nombreuses maladies rares, de code spécifique pour le lipœdème.

Dès lors, considérant que le lipœdème est reconnu comme une maladie, les actes chirurgicaux en lien avec cette pathologie ne sauraient être qualifiés de chirurgie esthétique.

ad 2) Tel que précisé ci-avant, la maladie reste encore assez méconnue car peu d'études scientifiques sont disponibles, et les recommandations de bonne pratique sur la prise en charge du lipœdème sont quasi inexistantes.

De plus, la littérature n'est pas toujours cohérente concernant le diagnostic ou la prise en charge du lipœdème. Le lipœdème étant souvent mal diagnostiqué ou diagnostiqué comme un problème esthétique, il est trop fréquemment insuffisamment ou mal pris en charge. Pour diagnostiquer un lipœdème et permettre sa prise en charge adéquate, il est impératif de différencier le lipœdème de la lipohypertrophie, de l'obésité ou encore du lymphœdème.

La prise en charge du lipœdème poursuit deux objectifs principaux :

- L'élimination ou l'amélioration des symptômes, en particulier la douleur, l'œdème et la déformation articulaire pour réduire le handicap.

- La prévention des complications dermatologiques (macérations, infections), lymphatiques (érysipèle, lymphœdème) et orthopédiques (troubles de la marche, déformations articulaires).

Le traitement du lipœdème consiste en une prise en charge globale, qui doit toujours être adaptée à chaque individu en fonction du stade de la maladie.

Les modalités de remboursements de la prise en charge chirurgicale du lipœdème à l'étranger oriente globalement vers la prise en charge chirurgicale du lipœdème à partir du stade 3 de la maladie. A contrario, en Grande-Bretagne, le National Health Service (NHS) autorise un accès limité à la chirurgie, la considérant comme une procédure cosmétique pour laquelle les patients souffrant de lipœdème n'ont pas droit à une prise en charge (Wounds UK 2017).

Pour l'ensemble de ces raisons, et dans l'attente de recommandations internationales validées de bonne pratique sur la prise en charge du lipœdème, le choix initial a été de permettre le remboursement de la prise en charge chirurgicale à partir du stade 3.

ad 3) En ce qui concerne les nouveaux actes relatifs au traitement du lipœdème à partir de la phase 3, il s'agit de deux actes permettant la prise en charge des interventions chirurgicales y relatives par l'assurance maladie, tant pour les membres inférieurs que pour les membres supérieurs.

En effet, le Comité quadripartite du 30 mai 2018 avait fixé des objectifs d'amélioration de la prise en charge du lipœdème, tant au niveau du traitement conservateur que des interventions chirurgicales à partir du stade 3 de la pathologie.

La prise en charge du lipœdème par liposuccion a démontré des bénéfices notables pour les patients atteints de cette pathologie, sur les symptômes associés, et engendre une amélioration de l'impotence fonctionnelle liée.

La création de ces nouveaux actes permet d'éviter la situation dans laquelle le médecin doit appliquer la procédure de l'article 19, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale (tarification par analogie) pour une intervention prévue au niveau des statuts de la Caisse nationale de santé et absente au niveau de la nomenclature médicale.

Les modifications de la nomenclature sont opérées par règlement grand-ducal qui se trouve actuellement dans la procédure règlementaire. À ce stade, les nouveaux actes prévoient une autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale. Toutefois, il est envisagé de faire une évaluation de cette condition une fois que des données plus précises seront disponibles.

Au-delà des mesures qui ont été prises ces dernières années pour renforcer la prise en charge par l'assurance maladie en ce qui concerne le lipœdème, y compris les nouveaux actes, la prise en charge sera continuellement réévaluée en fonction des dernières connaissances médicales et des dernières techniques médicales dès lors qu'elles répondent aux différents critères prévus au Code de la sécurité sociale.

Question 3621 (11.02.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**hôpital militaire :**

D'Militärspidol, esou wéi et elo ugeduecht ass, soll op Esch kommen. Elo ass den Emplacement vun esou engem Spidol natierlech eng ganz wichteg Decisioun an et ass derwäert, fir sech méi genee mat deenen Iwwerleeungen auserneenzesetzen, déi zu där Decisioun geféiert hunn.

Dowéinst wéilte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Iwwerleeungen hunn d'Regierung motivéiert, fir keng onofhängeg nei Struktur ze schafen, mee dat geplangte Militärspidol un eng existéierend Spidolsinfrastruktur ze koppelen?

2. Huet e Militärspidol net besonnesch Exigenzen, zum Beispill wat d'Sécherheet vum Accès an d'Accessibilitéit iwwert d'Strooss a mat Helikopteren ugeet, wéi dat och dacks am Ausland bei esou Infrastrukturen de Fall ass?

3. Well esou e Spidol jo och fir besonnesch schwiereg Situatioune soll benotzt ginn, wéi zum Beispill Pandemien, wär dann net eng raimlech Trennung zu aneren Infrastrukture mat vulnerabele Leit opportun?

4. Wär et och eng Optioun gewiescht, fir esou e Spidol no bei de Findel ze setzen, oder no bei déi militäresch Infrastrukturen zu Dikrech?

5. Wat d'Optioun vun enger Ukopplung un en anert Spidol ugeet: Waren nach aner Spideeler wéi de CHEM interesséiert? No wéi enge Krittären ass de Choix getraff ginn?

Réponse commune (10.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. + 4. De Choix, dat geplangte Militärspidol un eng existéierend Spidolsinfrastruktur ze koppelen, war motivéiert duerch d'Sich no Synergien, besonnesch an de Beräicher Logistik, Entretien, Personal, Expertis asw.

D'Entscheedung, d'Militärspidol zesumme mat engem Spidol ze situéieren, gouf vun allen Acteure vum lëtzebuergesche Gesondheetssecteur ënnerstëtzt. Dëse Choix huet och de Virdeel, dass d'Struktur am Krisefall ganz séier kann aktivéiert ginn, well se an enger éischter Phas vu pre-identifizéiertem Personal aus dem Partnerspidol ka matbedéngt ginn.

E Standuert beim Flughafen oder dem Centre militaire huet am Verglach den Nodeel, dass am Fall vun enger Noutfallaktivéierung et zu zousätzlechen Delaie komme géif, wat d'Versuergung vun de Patiente behënnere géif an zu enger Dispersioun vum zu Lëtzebuerg verfügbare medezinnesche Personal féiere géif.

ad 2. Wat d'Sécherheetsexigenze betrëfft, esou hunn den zukünftege Site vum Südspidol an de Projet, deen de Centre Hospitalier Émile Mayrisch presentéiert huet, am Beschten adaptéiert geschéngt, fir de Besoine vun der Defense ze entspriechen, besonnesch am Hibléck op d'Securisatioun an eng garantéiert Accessibilitéit, och fir Helikopteren.

ad 3. Am Moment sinn d'Aarbechten amgaangen, fir déi verschidde Besoine vun de verschiddenen Acteuren zesummenzesetzen. No der Machbarkeetsetüd iwwert déi Besoinen, wäert et méi kloer ginn, wéi déi nei Infrastruktur an d'Verbindung mat der existéierender Infrastruktur soll ausgesinn. Mee de Projet ass esou artikuléiert, datt d'Spidol keng primär Aufgab an enger Pandemie huet. Dëst kann awer nach no der Etüd geännert ginn, falls sech erausstelle sollt, dass et méiglech wier.

ad 5. Déi grondleeënd Krittäre goufen de Groupes hospitaliers a Form vun enger Lëscht vu Besoinen an definéierte Krittäre virgestallt. Wichteg Aspekter bei der Analys waren ënner anerem d'Securisatioun vum Site an eng garantéiert Accessibilitéit, woubäi dës och vun engem strateegeschen, operationellen a medezinnesche Standpunkt a Perspektiv mat der lëtzebuergescher Spidolslandschaft gesat goufen. D'Projeten, déi eragereecht goufen, goufen enger Grupp vun auslänneschen Experte virgeluecht. Dës hunn hir Analys ënner Berécksiichtegung vun de vir genannte Besoinen a Krittären duerchgefouert.

De getraffene Choix dréckt de Wëllen aus, mat dem ausgewielte Partner verdéifte Gespréicher a (Machbarkeets-) Etüden ze lancéieren. Dëst schléisst am iwwregen net d'Bedeelegung vun anere Groupes hospitaliers a pertinenten Deeler vum Projet aus.

Question 3622 (12.02.2021) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **logements des CFL :**

Depuis quelques années, la station ferroviaire de Bettembourg héberge des unités de logement au service des étudiants de l'Université du Luxembourg. De même, au premier étage du bâtiment principal de la gare de Clervaux une famille a pu être accueillie en un ancien logement de service des CFL.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre de logements disponibles dans les différents bâtiments voyageurs du pays ?

- Combien de bâtiments voyageurs appartenant aux CFL abritent en leur sein des unités de logement qui sont actuellement inoccupées ? Quelles en sont les raisons ?

- Existe-t-il un programme de modernisation permettant d'assainir, voire de revaloriser ces bâtiments afin d'y créer notamment des logements ?

Réponse (05.03.2021) de **François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le chemin de fer dispose actuellement de 22 logements dans les différents bâtiments voyageurs, dont :

- 16 sont loués à des particuliers,

- 2 sont mis à disposition des administrations communales, qui se chargent de la rénovation et de l'entretien normalement à charge du propriétaire,

- 2 sont actuellement inoccupés car situés dans des bâtiments destinés à être démolis prochainement,

- 1 est en cours de mise en location,

- 1 est à rénover.

Seul le bâtiment voyageurs de Leudelange, propriété de l'État, dispose d'un logement actuellement encore disponible pour y accueillir de potentiels locataires.

Toutefois avant mise en location, des travaux de remise en état doivent y être entrepris aux fins de mise aux normes.

Les logements dans les bâtiments voyageurs font l'objet d'une maintenance par les CFL pour garantir leur bon état d'utilisation et de fonctionnement.

En cas de vétusté, il est procédé à une rénovation complète des logements par les CFL, pour compte de l'État, après la sortie des locataires, lesquels utilisent les logements sur des périodes assez longues vu leur satisfaction.

Il n'existe pas de programme particulier pour créer des logements supplémentaires dans les bâtiments voyageurs puisque les locaux restants sont nécessaires pour y abriter les installations ou fonctions nécessaires pour l'exploitation ferroviaire.

Question 3623 (12.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **noms de rue :**

D'Sproochen, déi am ëffentleche Raum benotzt ginn, verrode vill iwwer d'Gesellschaft. Zu Lëtzebuerg hu mir eng ganz speziell Sproochesituatioun. Ville Leit ass net bewosst, datt et just eng Nationalsprooch, nämlech Lëtzebuergesch, hei gëtt, an datt Franséisch an Däitsch „just" Verwaltungssprooche sinn. Trotzdeem ass déi franséisch Sprooch dominant, wann et ëm Stroossennimm a Strooseschëlder geet. Déi meescht Stroossennimm sinn op Franséisch, a bei zweesproochege Schëlder ass dat lëtzebuergescht Wuert meeschtens dem franséischen ënnergeuerdent. Zu Lëtzebuerg entscheeden d'Gemengen iwwert d'Sprooch vun de Stroossennimm.

An deem Kontext wollt ech eng Rei Froen un d'Madamm Banneministesch riichten:

1. Wéi vill Stroossen (mat Nimm) gëtt et zu Lëtzebuerg?

2. Wat fir Sprooche gi bei den Nimm benotzt?

3. Wéi vill offiziell Stroossennimm si jeeweils op Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch?

4. Verschidde Gemengen hunn zweesproocheg Strooseschëlder, zum Beispill Kielen (Franséisch-Lëtzebuergesch) oder Esch (bei enger Rei Schëlder: Franséisch-Däitsch). Wéi een Numm ass an dëse Fäll deen offiziellen?

5. Wien entscheet dat?

6. Ass et och méiglech, enger Strooss zwee offiziell Nimm ze ginn, also an zwou verschiddene Sproochen?

7. Wéi beurteelt d'Madamm Ministesch d'Benotze vun de Sprooche bei de Stroossennimm?

8. Ass d'Madamm Ministesch, wat d'Strooseschëlder ugeet, éischter fir Eesproochegkeet oder fir Méisproochegkeet?

Réponse commune (05.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Kadaster- an Topografieverwaltung huet an hiren Attributiounen d'Gestioun vum „Registre national des localités et des rues". Den Artikel 2 vum Kadergesetz vun der Verwaltung gesäit Folgendes vir:

« Art. 2. L'administration a les attributions suivantes : (...)

g) la création, la gestion, la diffusion et la mise à jour d'un registre national des localités et des rues, constitué de la dénomination des localités et des rues et de la numérotation des immeubles construits; (…). »

An deem Regëster ginn déi offiziell Nimm fir d'Gemengen, d'Uertschaften an d'Stroossen zu Lëtzebuerg gefouert, sou wéi och d'Hausnummeren an de jeeweilege Code postal. Dës Donnéeë ginn a ville staatlechen Applikatiounen als Basis genotzt, sou zum Beispill am nationale Persouneregëster.

D'Donnéeën am „Registre national des localités et des rues" ginn op Basis vun den Informatiounen à jour gehalen, déi d'Gemengeverwaltungen dem Kadaster matdeelen, a sinn um Open Data Portal vum Staat ëffentlech zougänglech (https://data.public.lu/fr/datasets/registre-national-des-localites-et-des-rues).

ad 1. Am Regëster ginn et aktuell 8.988 Stroossen zu Lëtzebuerg mat Nimm.

ad 2. + 3. Den offiziellen Numm vun enger Strooss kann op Lëtzebuergesch, Franséisch oder Däitsch sinn. Et gëtt awer de Moment keng Méiglechkeet, automatesch ze chiffréieren, wéi vill Stroossen e lëtzebuergeschen, franséischen oder däitschen Numm hunn. De Regëster huet keen Indicateur, deen ugëtt, a wéi enger Sprooch den offiziellen Numm erfaasst ginn ass.

ad 4. + 5. D'Kompetenz, wat op de Strooseschëlder steet, läit bei de Gemengen. Do gëtt et keen direkte Lien mam Regëster. Den offiziellen Numm ass ëmmer deen, deen am Regëster als deementspriechend agedroen ass. D'Responsabilitéit, fir dem Regëster den offiziellen Numm vun enger Strooss korrekt matzedeelen, läit bei de Gemengen.

ad 6. An der aktueller Struktur vum Regëster kann et just een eenzegen offiziellen Numm fir eng Strooss ginn. Et muss een heibäi och bedenken, datt et am Fall vu méi offiziellen Nimm fir eng Strooss ganz liicht zu Verwiesslunge bei den Notzer vun dësen Informatioune komme kéint.

ad 7. + 8. D'Gemenge sinn autonom am Choix vun de Stroossennimm.

Question 3624 (12.02.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **avions dépassant les seuils de bruit admis :**

Endéans un an et demi, la région wallonne a imposé 23 amendes administratives à des compagnies aériennes dont les avions dépassaient les seuils de bruit admis.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics de quelle façon les dépassements des seuils de bruit sont constatés au Luxembourg et quelle est la procédure prévue en cas de tels dépassements.

- De combien de plaintes votre administration a-t-elle été saisie endéans les 24 derniers mois ?

- Combien de plaintes ont donné lieu à des sanctions et, le cas échéant, lesquelles ?

Réponse (22.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'Administration de la navigation aérienne (ANA) dispose d'un réseau de quatre stations de mesurage bruit (dont deux se situent à proximité de la piste de l'aéroport, une à Hamm et une à Roodt/Syre) à l'aide desquelles des fiches de synthèse journalières et mensuelles sont dressées de manière automatique. Celles-ci sont publiées sur le site Internet de l'ANA ainsi que sur data.public.lu.

L'ANA a adapté le système afin de publier les fiches de synthèse des mesures en utilisant les indices Lden, Lday, Levening et Lnight pour les mesures de bruit. L'utilisation de ces indices européens (conformément à la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement) contribue à une meilleure communication des mesurages de bruit au grand public et permet de mettre les résultats en relation avec les cartes de bruit. Le Ministère de l'Environnement est responsable de la mise en œuvre de cette directive, notamment par l'élaboration des plans d'action contre le bruit.

En ce qui concerne les plaintes reçues par l'ANA, leur nombre a fortement évolué en 2020 avec la création d'une nouvelle association de riverains de l'aéroport qui s'est fixé comme objectif de signaler systématiquement chaque survol par un avion qui selon eux ne respecterait pas les mesures définies dans le plan d'action bruit. Il faut cependant remarquer que le nombre de plaintes ne correspond pas forcément au nombre documenté de dépassement des indices de bruit.

Année	Nombre de plaintes
2019	23
2020	1.056
-03.2021	218

À ce stade, aucune sanction n'a été prise suite à une plainte, puisqu'il n'existe pas de base légale permettant de telles mesures.

Question 3625 (12.02.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **conflit au Haut-Karabakh :**

Tëscht Armenien an Aserbaidjan ass et am Bergkarabach-Konflikt zu engem Waffestëllstandsofkommes komm, dat vu Russland initiéiert gouf. Trotzdeem bleift d'Zukunft an dëser ëmkämpfter Regioun ongewëss a Mënscherechtsverletzungen an der Regioun si bal alldeeglech.

An deem Zesummenhank hunn ech e puer Froen un den Här Bausseminister:

1. Wéi ass d'Haltung vun der Europäescher Unioun par rapport zum juristesche Status vun „Artsakh" am internationalen ëffentleche Recht? Gëtt un eng eventuell Unerkennung geduecht?

2. Wéi beurteelt Lëtzebuerg d'Reaktioun vun Armenien a vun Aserbaidjan op d'Resolutioun 2357 (2021) vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot vum 25. Januar 2021? Ass d'Regierung der Meenung, datt déi zwee Staaten sech un all Aspekter vun dem Opruff halen? Wann nee, wou gesäit Lëtzebuerg Differenzen a konkreet Problemer? ("With regard to the Nagorno-Karabakh conflict, the Assembly calls on all parties involved to refrain from inflammatory rhetoric hindering political dialogue, Armenia and Azerbaijan to implement as soon as possible the provisions of the trilateral statement related to humanitarian issues, all parties involved to immediately put in action the exchange of prisoners of war and bodies, to respect cultural heritage; it invites the Monitoring Committee to explore avenues to contribute at parliamentary level to an atmosphere conducive to the peace process. The Assembly expresses its serious concern about reports and allegations of violations of humanitarian and human rights law by all sides during this conflict and allegations of degradations to some religious sites and monuments, as well as destruction of private property, and expects these reports to be fully investigated and any violations to be remedied and the perpetrators prosecuted.")

3. Aserbaidjan huet an der Vergaangenheet d'EU an hir Memberstaate massiv kritiséiert, esou zum Beispill nach den 30. Januar 2021 an engem Communiqué vum aserbaidjanesche Bausseministère: "We would like to note that this unilateral and double-standard approach could damage the EU's relations with Azerbaijan." De 24. Dezember 2020 huet den Här Ilham Aliyev, President vun der Republik Aserbaidjan, un d'Adress vun de franséischen, belschen an hollännesche Politiker gesot: "Hypocritical politicians, open your eyes, have a look. Your parliaments have adopted resolutions. (…) You are adopting resolutions. Let these resolutions be a curse for you." Wéi en Effekt hunn esou an änlech Aussoen op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an dem Aserbaidjan, respektiv der EU an dem Aserbaidjan? Den 18. Dezember 2020 war nach eng Reunioun vum Kooperatiounsrot tëschent der EU an dem Aserbaidjan. Ass et opportun, déi Form vu Kooperatioun ënnert deenen aktuellen Ëmstänn an där aserbaidjanescher Rhetorik géint europäesch Staate weiderzeféieren? Ass et opportun, d'Memberschaft vun Aserbaidjan am östleche Partnerschaftsprogramm an an der Noperschaftspolitik vun der EU oprechtzeerhalen?

4. Den 19. November 2020 huet den héije Vertrieder fir Baussepolitik vun der Europäescher Unioun eng Erklärung iwwer d'Situatioun am Nagorno-Karabakh gemaach. Gesäit d'Lëtzebuerger Regierung zën-

terhier konkreet Entwécklungen an där Regioun op Basis vun den EU-Fuerderungen? Wann net, wou sinn d'Problemer a wien ass fir déi verantwortlech?

5. Ginn et an der EU Pläng, wéi een de Leit an der Regioun kann Hëllef leeschten an eng ëmmer méi warscheinlech humanitär Katastroph am Bergkarabach verhënnere kann?

6. Hunn d'Situatioun am Bergkarabach an déi aggressiv Rhetorik vun den aserbaidjaneschen Autoritéite géint d'EU en Impakt op déi europäesch Visa-Politik géintiwwer Aserbaidschan, a besonnesch géintiwwer Persoune mat engem aserbaidjaneschen diplomatesche Pass?

7. Ënnerstëtzt Lëtzebuerg den eventuellen Deploiement vun OSZE-Observateuren am Bergkarabach? Kann d'OSZE eng konkreet Roll bei der Opklärung vu Krichsverbriechen an där Géigend leeschten?

Réponse (15.03.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Europäesch Unioun erhofft sech eng verhandelt, ëmfaassend an nohalteg Léisung, déi och de juristesche Status vu Bergkarabach mam Averständnis vun all de Parteie soll reegelen. An dësem Sënn ënnerstëtzt d'EU d'Aarbecht vum Minsk-Grupp vun der OSZE an dem perséinleche Vertrieder vum amtéierende Virsëtz vun der OSZE.

ad 2. Den Austausch vun de Krichsprisonéier tëschent Armenien an Aserbaidjan ass am Moment dee Punkt an der Ëmsetzung vum Waffestëllstandsaccord vum 10. November 2020, deen am meeschten ëmstridden ass. Armenien geheit Aserbaidjan vir, nach ëmmer eng gréisser Zuel vun armeneschen Zaldoten a Gefaangenschaft ze halen. Déi aggressiv Rhetorik tëschent Armenien an Aserbaidjan, déi besonnesch vum aserbaidjanesche President ëmmer nees ugeheizt gëtt, erschwéiert eng konstruktiv Zesummenaarbecht. Den Erhalt vum kulturelle Patrimoine an der Regioun Bergkarabach ass och weiderhin e Sträittheema tëschent Armenien an Aserbaidjan.

ad 3. Den Aserbaidjan ass Deel vun der europäescher Noperschaftspolitik an der östlecher Partnerschaft. Déi östlech Partnerschaft erlaabt et der EU an hire Memberstaaten, e konstruktiven, mee och kriteschen Dialog mam Aserbaidjan ze féieren. D'EU kann iwwert dee Wee den aserbaidjaneschen Autoritéite wichteg Messagë ginn a puncto Respekt vum internationale Recht a vun de Mënscherechter.

ad 4. De Waffestëllstand vum 10. November 2020 huet säitdeem gehalen, bis op wéineg Ausnamen, mee déi aggressiv Rhetorik ass nach ëmmer do, an den Echange vun de Krichsprisonéier bleift blockéiert. Och gëtt et nach keng Enquêten iwwert d'Krichsverbriechen, déi am Laf vum Konflikt begaange goufen. Déi humanitär Situatioun am Bergkarabach ass nach ëmmer eescht. Den Accès an d'Regioun fir d'Hëllefsorganisatioune gëtt erschwéiert duerch den Aserbaidjan, deen drop pocht, dass den Zougang an de Bergkarabach nëmmen iwwert aserbaidjaneschen Territoire erfollegt. Eng dauerhaft Léisung vun dësem territoriale Konflikt ass am Moment net a Siicht.

ad 5. D'EU huet zënter dem Ufank vun der aktueller Kris humanitär Hëllef fir d'Mënschen an der Regioun geleescht. D'Hëllef vun der EU fir d'Leit am Bergkarabach beleeft sech aktuell op 6,9 Milliounen Euro.

ad 6 D'Visa-Politik géintiwwer dem Aserbaidjan ass duerch d'Accorden iwwert Visa-Facilitatioun a Readmissioun vun 2014 gereegelt. Dorunner huet sech näischt geännert.

ad 7. Den Deploiement vun enger OSZE-Beobachtungsmissioun ass méiglech op Demande vum concernéierte Staat an am Konsens mat all den États participants vun der Organisatioun. Lëtzebuerg ënnerstëtzt grondsätzlech d'Roll vun der OSZE a géif dofir enger OSZE-Beobachtungsmissioun am Bergkarabach zoustëmmen. Am Moment schéngt awer keen Interêt fir esou eng Missioun ze bestoen. Um Terrain si russesch Friddenserhalenstruppen.

D'Attributioune vun der OSZE leie bei der Konfliktpreventioun an der Léisung vu Konflikter. D'OSZE verfüügt iwwert keng Instrumenter oder Mechanismen, fir sech direkt un der Opklärung vu Krichsverbriechen ze bedeelegen.

Question 3627 (12.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **quai de l'ancienne station de Maulusmühle :**

Je viens d'apprendre que la première étape de construction de la nouvelle piste cyclable entre Clervaux et Troisvierges sera entamée dans un avenir proche.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer si le quai de l'ancienne station de Maulusmühle, entièrement renouvelé lors de la modernisation de la ligne ferroviaire du Nord, pourra être maintenu ?

- En effet, Monsieur le Ministre pourrait-il confirmer que cette station pourrait être desservie, si faire se peut, durant la saison touristique, afin d'être mise au profit des voyageurs les plus divers, en particulier les clients du camping et du musée rural de Binsfeld, les usagers des auto-pédestres et les cyclistes venant de près et de loin ?

Réponse (15.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- L'Administration des ponts et chaussées (P&Ch) planifie la construction du tronçon de la piste cyclable n° 21 entre Clervaux et Paffenmillen le long du tracé ferroviaire de la ligne de Luxembourg à Troisvierges. Puisque ce tronçon de piste cyclable sera construit sur l'assise de l'ancienne deuxième voie ferroviaire et que le quai du point d'arrêt Maulusmühle avait été érigé sur cette même emprise, ce dernier devra être démoli pour faire place au chantier de construction des P&Ch.

- Indépendamment du projet de la piste cyclable qui prévoit la démolition de l'ancien quai du point d'arrêt Maulusmühle, l'intégration d'un arrêt supplémentaire sur le tronçon Ettelbruck–Troisvierges dans l'offre horaire des trains express sur la ligne 10 ne serait de toute manière plus réalisable en semaine, puisque la cadence semi-horaire des trains sur cette ligne engendrerait un temps de battement au terminus trop court et serait ainsi à l'origine de l'impraticabilité de l'horaire.

Question 3628 (12.02.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **grand plan d'investissement européen en faveur des énergies vertes :**

Siemens Energy du côté allemand et Air Liquide du côté français viennent d'annoncer qu'ils vont s'allier pour développer de grands projets d'hydrogène décarboné. Les industriels et les pouvoirs publics voient ce projet, qui ressemble à un « Airbus de l'hydrogène », comme un des piliers de la décarbonisation de l'industrie lourde et de l'économie dans son ensemble.

Le projet franco-allemand s'inscrit dans le grand plan d'investissement européen en faveur des énergies vertes, qui est aussi soutenu par le Gouvernement luxembourgeois. Le communiqué de presse des deux entreprises cite le Ministre français Bruno le Maire, ce dernier parlant du « début d'une coopération industrielle qui doit se développer au-delà du franco-allemand ».

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie si et le cas échéant de quelle manière le Luxembourg entend s'associer au projet franco-allemand.

- L'industrie luxembourgeoise entend-elle s'associer à ce projet ?

- Comme la Wallonie entend aussi développer une filière de l'hydrogène propre, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que des synergies en Grande-Région seraient souhaitables ?

Réponse commune (17.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Le projet franco-allemand cité concerne deux grandes entreprises des industries allemande et française qui envisagent une collaboration dans le domaine de l'hydrogène. Le Luxembourg n'est pas associé à ce projet, mais cela n'exclut pas que des entreprises luxembourgeoises puissent en bénéficier directement ou indirectement à l'avenir.

Le Luxembourg de son côté envisage la collaboration transfrontalière à plusieurs niveaux :

Le Luxembourg est cosignataire du Manifeste pour le développement d'une chaîne de valeur européenne relative aux technologies et systèmes hydrogène (Manifesto for the development of a European "Hydrogen Technologies and Systems" value chain) qui a été élaboré sous l'égide de l'Allemagne et vise à mettre en place un IPCEI (Important Project of Common European Interest) dans le domaine de l'hydrogène[8]. Ainsi, le Luxembourg participera aux groupes de travail qui sont organisés dans ce contexte

L'IPCEI est un système d'aides de l'Union européenne qui permet de soutenir des projets jugés essentiels pour la compétitivité de l'Europe. En pratique, un IPCEI permet aux États membres de financer des initiatives importantes au-delà des limites habituellement fixées par la réglementation européenne. Des discussions entre le Ministère de l'Économie et certaines entreprises intéressées par l'IPCEI sont actuellement en cours. Au niveau procédural, un appel à manifestation d'intérêt est actuellement en cours d'organisation par le Ministère de l'Économie.

Le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, en concertation avec le Ministère de l'Économie ainsi que d'autres ressorts concernés, mène depuis début 2020 l'élaboration d'une stratégie hydrogène pour le Luxembourg. Les acteurs potentiels ont été identifiés et ils peuvent actuellement participer, à travers une consultation, à la finalisation de cette stratégie. Cette stratégie considère la collaboration transfrontalière comme essentielle dans l'industrie, mais aussi entre les gestionnaires de réseaux des différents pays, et les différents gouvernements.

Des échanges réguliers sont menés à différents niveaux :

- Grande-Région en vue de collaborations éventuelles au niveau de projets relatifs à l'hydrogène, notamment avec la région de la Sarre, qui devrait devenir l'une des régions allemandes particulièrement actives dans le domaine de l'hydrogène, et la Wallonie qui analyse tout comme le Luxembourg les options comment faire acheminer l'hydrogène renouvelable depuis les côtes de la Mer du Nord vers le continent, ou encore au niveau ;

- de l'Union Benelux, et du Forum pentalatéral de l'énergie, où par exemple des propositions sont élaborées pour la mise en place et la règlementation des futurs marchés et réseaux de transmission européens de l'hydrogène.

Question 3629 (12.02.2021) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **recommandation de l'OMS concernant les vaccins contre la Covid-19 :**

Bei den aktuellen Anti-Covid-Impfungen zu Lëtzebuerg verginn tëscht der éischter an der zweeter Impfung exakt dräi Wochen, esou wéi de Gros vun de Produzenten et virschreiwen. An hire rezente Recommandatioune stellt d'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) awer fest, datt en Intervall tëscht véier an zwielef Wochen d'Vaccine méi effikass mécht.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kennt d'Madamm Minister dës Recommandatioune vun der WHO?

2. Wa jo, wäerten se en Afloss op d'Impfcampagne zu Lëtzebuerg hunn?

3. Wann nee, firwat wëllt d'Regierung dëse Recommandatiounen net Rechnung droen?

4. Wann d'Regierung deem géif Rechnung droen, hätt dat eventuell en Afloss op d'Tatsaach, datt mir déi zweet Dosis reservéieren?

Réponse (11.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung kennt d'Recommandatioune vun der WHO, déi fir de Vaccin AstraZeneca een Intervall tëscht véier bis zwielef Wochen zouloossen. Dësen Intervall ass och vun der Europäescher Agence fir Medikamenter zeréckbehale ginn. E betrëfft awer net déi aner Impfstoffer BioNTech/Pfizer a Moderna.

Entre-temps huet sech weider erausgestallt, dass een Intervall tëschent aacht an zwielef Wochen e klenge Virdeel a puncto Effikassitéit vum Impfstoff AstraZeneca huet. Dofir ass d'Lëtzebuerger Impfcampagne elo fir den Impfstoff AstraZenaca adaptéiert ginn an een Intervall vun zéng Wochen ass festgesat ginn. Dëst huet de Conseil supérieur des maladies infectieuses a sengem Avis vum 16. Februar 2021 och esou recommandéiert.[9]

Dëst huet der Regierung elo erlaabt, nëmmen nach 25 % vum Impfstoff a Reserv ze hale fir déi zweet Dosis, an erméiglecht et domat, méi schnell déi éischt Dosis ze impfen.

Question 3630 (12.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**accord entre un fonctionnaire du Ministère d'État et RTL concernant les informations sur la pandémie de la Covid-19 :**

Op senger Internetsäit huet ee fréiere Chefredakter vun RTL Radio Lëtzebuerg, de 5. Januar 2021, an engem Artikel iwwert d'Pandemie, geschriwwen:

„Ech hat schonn um Ufank vun der Pandemie drop higewisen, datt de Chef de cabinet am Staatsministère mat RTL e mëndlechen Accord ausgehandelt hat, am Genre: RTL kritt Informatiounen iwwert de Verlaf vun der Viruskrankheet als éischte Media a steet an der Konterpartie stramm op der Linn vun der Regierung!"

Dofir wollt ech dem Här Staatsminister follgend Froe stellen:

1. Gëtt et mëndlech Accorden tëscht Ministeren oder héije Beamte mat RTL?

2. Ass, wéi hei am Artikel beschriwwen, am Joer 2020, ee mëndlechen Accord tëscht dem Chef de cabinet am Staatsministère mat RTL ausgehandelt ginn?

3. Wa jo, entsprécht de mëndlechen Accord dem uewen zitéierten Inhalt?

4. Wann nee, wat ass den Inhalt tëscht dësem mëndlechen Accord?

Réponse (02.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Et existéiert keen esou en Accord.

ad 2. Nee, esou en Accord ass net ausgehandelt ginn.

ad 3. + 4. Cf. d'Äntwert op d'Fro 1.

Question 3631 (12.02.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**influence de la crise de la Covid-19 sur les résultats des compagnies d'assurances :**

La crise Covid-19 en général et le télétravail en particulier ont mené à une réduction sensible du trafic sur nos routes et partant sur le nombre d'accidents du trafic.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quelle a été l'influence de la crise Covid-19 sur les résultats des compagnies d'assurances et plus particulièrement en matière d'assurance auto.

- Est-ce que cette évolution a eu une influence sur les primes des assurances auto, comme cela a pu être observé dans d'autres pays ?

Réponse (08.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances* :

L'honorable Député a posé la question de l'influence de la crise Covid-19 sur les résultats des compagnies d'assurances et en particulier l'impact sur les primes en assurance automobile.

Suivant les premières estimations de résultats de l'année 2020, les compagnies d'assurances opérant sur le marché luxembourgeois, semblent démontrer une bonne résilience face à la crise. À ce stade, les résultats définitifs par ligne d'activité ne sont pas encore disponibles.

Il convient cependant de noter que les résultats des compagnies d'assurances seront touchés différemment selon leur exposition sur certaines lignes d'activités. Ainsi la crise a impacté négativement certaines branches d'activités comme l'assistance de voyage ou les annulations d'événements. Une hausse des sinistres est également à noter pour les assurances « crédit et caution ». En même temps, en assurance automobile la fréquence de la sinistralité a certes diminué avec la baisse du trafic sur les routes. Cependant, cette constatation ne permet pas de conclure que le montant des sinistres automoteurs va nécessairement diminuer car à ce stade les résultats définitifs sur les sinistres corporels graves ne sont pas encore disponibles.

Suite à l'introduction des directives européennes dites de la « troisième génération » vers le milieu des années 1990, les entreprises d'assurances opérant dans l'Union européenne et au Luxembourg jouissent de la liberté tarifaire. Par conséquent, le Gouvernement ne peut pas se prononcer sur l'évolution des primes des assurances auto.

Question 3635 (12.02.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **transferts d'instituts financiers et assurances britanniques à cause du Brexit :**

Dû au Brexit, quelque 60 banques, instituts financiers et assurances britanniques se sont établis à Francfort pour assurer leur accès au marché de l'UE.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre si des mouvements comparables ont été opérés vers le Grand-Duché de Luxembourg et, le cas échéant, dans quels domaines.

Réponse (08.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Depuis le référendum sur le Brexit en 2016, plus de 60 entreprises du secteur financier ont décidé de s'établir au Luxembourg voire de renforcer leur pré-

---

[8] IPCEI sur la chaîne de valeur de l'hydrogène en préparation-https://www.hydrogen4climateaction.eu/ipcei-on-hydrogen

Un manifeste a été adopté par 22 États membres de l'UE et la Norvège le 17.12.2020 s'engageant à supporter la création d'un tel IPCEI. Parmi les signataires, le Luxembourg et quatre autres États membres soulignent l'importance que seule la chaîne de valeur de l'hydrogène renouvelable puisse bénéficier des fonds publics et de l'allègement des règles d'aide d'État.

https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/five-eu-countries-object-to-eus-latest-hydrogen-manifesto/

[9] https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/conseil-maladies-infectieuses/covid-19/covid-19-annexes/CSMI-recommandations-COVID-19-Vaccine-AZ-MaJ-20210216.pdf

sence existante en relocalisant certaines activités. Ce nombre n'inclut pas les prestataires de services du secteur financier, tels que les cabinets d'avocats basés à Londres, qui ont suivi leurs clients et ouvert des bureaux ou succursales au Luxembourg.

Les relocalisations dans le contexte du Brexit se sont faites principalement dans des domaines où la place financière luxembourgeoise est déjà reconnue comme centre d'excellence : la gestion d'actifs, la gestion de fortune, les assurances ou encore le domaine des paiements électroniques.

Parmi ces entreprises, et compte tenu du rôle dominant du Luxembourg dans l'industrie des fonds d'investissement, plus que la moitié sont des gestionnaires d'actifs ainsi que des entreprises d'investissement. En outre, une dizaine de banques ont décidé d'installer leur hub européen ou centre de compétence au Luxembourg afin de continuer à servir leurs clients dans l'Union européenne, ceci notamment dans le domaine de la banque privée. Dans le domaine de l'assurance, onze des plus grandes compagnies d'assurance non-vie ont également établi leur nouveau siège européen au Luxembourg. Enfin on compte également plusieurs entreprises Fintech, principalement dans le domaine des paiements, qui ont transféré leurs activités au Luxembourg.

Question 3636 (12.02.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **contrôle qualité du programme large scale testing :**

Le programme LST (large scale testing) est un programme de dépistage qui consiste à détecter le virus Sars-CoV-2 dans une population asymptomatique, c'est-à-dire auprès de personnes qui ne présentent pas de symptômes connus et associés à cette maladie. Le Ministère de la Santé gère activement d'autres programmes de dépistage de diverses maladies comme par exemple le « Programme Mammo » qui consiste à détecter prématurément le cancer du sein auprès de femmes asymptomatiques.

Un programme d'assurance qualité fait partie intégrante de tous les programmes de dépistage menés par le Ministère de la Santé. Un tel programme d'assurance qualité est essentiel et de rigueur pour atteindre les objectifs de ces programmes, à savoir détecter la maladie présumée avec une grande probabilité, sans faire nuisance au patient.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que le programme LST est accompagné d'un programme d'assurance qualité ? Les protocoles pour les prélèvements sont-ils définis en détail, le matériel à utiliser, la durée des frottis, l'endroit exact où le frottis doit être effectué etc. ?

2) Est-ce que des contrôles réguliers des différents centres de prélèvement ont lieu ? Dans l'affirmative, quelle est la fréquence de ces contrôles ? Est-ce que le respect des protocoles définis en matière d'hygiène, de prélèvement, de stockage, de transport, de communication des résultats etc. fait partie de ces contrôles ?

3) Quelles sont les conclusions tirées à l'issue de ces contrôles ?

Réponse (12.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le cahier de charge du programme large scale testing prévoit que le fournisseur principal mette en place un système de l'assurance qualité et, le cas échéant, fasse aussi des audits auprès des sous-contractants. L'État se réserve bien sûr aussi le droit de faire des contrôles à différents points du processus.

L'écosystème qualité est composé des éléments du système qualité existant propre à chaque acteur principal (Laboratoires Réunis : ISO 15189 et Ecolog : ISO 9001/ISO 14001/ISO 22000/ISO 27001/ ISO 45000) ainsi que d'un système de gestion de la qualité spécifique aux processus ayant été développé pour les besoins du projet LST2.

Il existe des modes opératoires propres à chaque situation de prélèvement pour lesquels tous les acteurs ont été spécifiquement formés. Ces modes opératoires font référence à la méthode de prélèvement, au matériel à utiliser ainsi qu'aux exigences de qualité, d'hygiène et de sécurité.

Des contrôles réguliers sont réalisés par les Laboratoires Réunis pour la partie analytique et Ecolog pour la partie préanalytique.

La Direction de la santé a d'ailleurs la mission d'effectuer des contrôles qualité auprès de laboratoires de contrôle médical et un tel audit a eu lieu en 2020.

Il aussi est important de garder à l'esprit que les prélèvements sont faits exclusivement par des professionnels de santé habiletés à faire cette opération. De ce point de vue, le large scale testing se trouve à niveau égal avec les prélèvements qui sont faits dans les laboratoires ou dans les hôpitaux.

En dehors de contrôles plus formels, une réunion de coordination journalière entre Direction de la santé, Laboratoires Réunis, Ecolog et la responsable de la hotline a lieu tous les matins. Lors de cette réunion, tous les problèmes survenus la veille ainsi que les problèmes qui risquent de se présenter dans le futur sont discutés. Toutes ces réunions sont documentées via un procès-verbal.

ad 2) Des contrôles sont réalisés à des fréquences régulières de +/- 14 jours par des experts dans leurs domaines (infirmière, logistique, administratif, opérations, …) afin de vérifier le respect des processus et bonnes pratiques mis en place. À la revue du résultat des contrôles, des suivis supplémentaires peuvent être programmés et réalisés par l'équipe d'experts.

L'hygiène, la sécurité, le prélèvement, le stockage et le transport sont inclus dans les contrôles réguliers.

La communication des résultats est contrôlée informatiquement de façon journalière via un Dashboard.

À l'issue des contrôles réalisés, un rapport est généré et en cas de non-conformités observées des actions correctives sont mises en place.

ad 3) Aucune non-conformité majeure n'a été détectée.

Question 3637 (12.02.2021) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **réalisation d'une piste cyclable le long de la voie ferrée entre Clervaux et Troisvierges :**

Dans un article de presse paru le 11 février 2021 dans le « Luxemburger Wort », il est question de la réalisation d'une piste cyclable le long de la voie ferrée entre Clervaux et Troisvierges. Ce tronçon permettra de compléter un peu plus la piste cyclable nationale 21 qui doit à terme permettre de relier Kautenbach à la piste de cyclotourisme internationale dite « Vennbahn » à Troisvierges.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Si l'initiative de poursuivre la construction de la piste cyclable nationale 21 est louable, Monsieur le Ministre peut-il me dire si cela ne remet pas en question le projet de dédoublement des voies de la ligne ferroviaire entre Clervaux et Pfaffenmühle, comme cela est prévu dans le projet de plan sectoriel « transports » ? Monsieur le Ministre peut-il dès lors m'indiquer si un dédoublement des voies sur les tronçons concernés de la ligne ferroviaire 10 est toujours à l'ordre du jour ? Dans l'affirmative, quand ces travaux seraient-ils envisageables ?

2) Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1758, Monsieur le Ministre explique que les tronçons à une seule voie de la ligne ferroviaire 10 n'ont pas d'influence sur la durée du trajet, mais que cela est plutôt dû aux nombreux virages sur la ligne. Monsieur le Ministre n'est-il toutefois pas d'avis qu'un dédoublement des voies sur les tronçons concernés permettrait d'augmenter la cadence des trains et par-delà l'attractivité du réseau ferré dans le nord du pays ?

Réponse (17.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Même s'il n'est actuellement pas prévu de réaliser ce projet, une mise en œuvre ultérieure comprendrait aussi une déviation de la piste cyclable qui sera mise en place dans un proche avenir. La piste cyclable ne remet donc pas en question une éventuelle future mise à double voie à cet endroit.

ad 2) Actuellement, toutes les 30 minutes, un train circule entre Luxembourg et Troisvierges, dont un train par heure est prolongé vers Liège. Cette offre est suffisamment attrayante de sorte qu'il n'est pas prévu d'augmenter encore davantage la fréquence des trains. Il n'existe donc pas de besoin de créer des sections supplémentaires à deux voies sur la ligne du nord.

Suivant l'horaire actuel, les trains se croisent au nord d'Ettelbruck à Kautenbach et à Clervaux. La voie d'évitement à Goebelsmühle ainsi que les sections à double voie à plusieurs kilomètres situées entre Ettelbruck et Bürden, entre Wilwerwiltz et Drauffelt et à la sortie sud de la gare de Troisvierges constituent des réserves suffisantes pour faire croiser les trains à un autre endroit en cas de retard.

www.chd.lu

Au vu de ce qui précède, il n'est actuellement pas prévu de mettre à double voie des tronçons de ligne supplémentaires situés au nord d'Ettelbruck.

Question 3638 (12.02.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **radar feu rouge :**

Den éischte Luuchteradar gouf am Oktober 2020 op der Stäreplaz installéiert. An engem Gespréich mam „Wort" am Januar sot de Minister:

„Die Testphase läuft ja bereits, voraussichtlich im Februar soll das Gerät aber endgültig operationell sein. Die ersten Resultate vor Ort sind allerdings erschreckend. An einem Tag wurden Hunderte Verkehrsteilnehmer geblitzt. (...) Es wird nicht der einzige Ampelradar bleiben.„

Den 11. Februar gouf d'Gesetz gestëmmt, also kann de Radar elo ufänken, offiziell ze blëtzen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fotoen huet de Luuchteradar bis elo an der Testphas scho geschoss?

2. Wéi vill Deeg mécht de Radar an der Testphas elo scho Fotoen?

- Wéi vill Deeg war en am Oktober aktiv?

- Wéi vill Deeg am November?

- Wéi vill Deeg am Dezember?

- Wéi vill Deeg am Januar?

3. Wou ginn dës Fotoe gespäichert? Wou stinn d'Serveren, op deenen se gespäichert ginn? A wat fir Fichiere ginn se gespäichert?

4. Ginn dës Fotoen anonymiséiert, ier se op engem Server gespäichert ginn? Gëtt dës Anonymiséierung also automatesch virum Späichere gemaach oder nodréiglech per Hand?

5. Wéi laang gëtt eng Foto no der Opnam gespäichert?

Wouvun hänkt d'Dauer vun der Späicherung of?

6. Wéi eng Servicer kënnen dës Fotoe konsultéieren? Ëm wéi vill Persounen handelt et sech heibäi?

7. Hunn dës Persounen a Servicer sech an der Vergaangenheet an engem Log File mussen androen an de Grond fir hir Notzung uginn, ier se Accès zu den Date kruten?

Réponse commune (19.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. 6.432 Fotoe wéinst enger net respektéierter rouder Luucht.

3.816 Fotoe wéinst engem lwwerschreide vun der erlaabter Geschwindegkeet.

ad 2. Oktober 2020: 25 Deeg

November 2020: 30 Deeg

Dezember 2020: 31 Deeg

Januar 2021: 31 Deeg

ad 3. An der Testphas ginn dës Fotoe just lokal um Ekipement selwer ofgespäichert a goufen op keng aner Serveren transferéiert. Wann d'Ekipement legal bis a Betrib ass, ginn dës Fotoen (.jpg) op deene selwechte Serveren ofgespäichert an traitéiert wéi déi aktuell Fotoe vun de Vitessinfraktiounen. Dës Servere stinn all an Datacenteren zu Lëtzebuerg a gi vum Staat geréiert.

ad 4. Wann eng Persoun hiren Dossier an den CSA kucke kënnt, gëtt d'Foto esou opbereet, dass just de Fuerer ze erkennen ass. Dës Anonymiséierung gëtt, informatesch ënnerstëtzt, vun enger Persoun per Hand ëmgesat.

ad 5. An der Testphas ginn d'Fotoen automatesch no fënnef Deeg am Ekipement geläscht, ouni dass se éierens wou anescht transferéiert ginn.

Wann e Gefier ausserhalb vun der Testphas geblëtzt gëtt, wäerten d'Fotoen enregistréiert a konservéiert ginn, esou wéi virgesinn am Artikel 4 vum Règlement grand-ducal du 7 août 2015 autorisant la création d'un fichier et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés (RGD CNPD):

« Art. 4. - Durée de conservation des données enregistrées.

(1) Les photos enregistrées sont effacées au plus tard deux semaines après l'acquittement de l'avertissement taxé.

En cas de procédure pénale, ce délai court à compter du jour où le dossier a été définitivement classé sans suite, où la décision judiciaire n'est plus susceptible d'aucun recours ou où l'action publique est prescrite.

Les photos enregistrées non exploitables sont effacées au plus tard deux mois après leur enregistrement.

(2) Les autres données enregistrées peuvent être conservées dans le fichier créé en vertu de l'article 1er, paragraphe 1er, jusqu'à trois ans après le paiement de l'avertissement taxé.

En cas de procédure pénale, ce délai court à compter du jour où le dossier a été définitivement classé sans suite, où la décision judiciaire n'est plus susceptible d'aucun recours ou où l'action publique est prescrite.

Au-delà de cette période de trois ans, les données en question peuvent uniquement être conservées sous forme anonymisée.

(3) En cas d'infraction donnant lieu à un procès-verbal, les données gérées par le Centre de constatation et de sanction des infractions routières, ci-après désigné le « Centre », qui sont en relation avec cette infraction sont à considérer comme des données judiciaires au sens de l'article 8 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

(4) Au cas où une infraction constatée ne donne lieu à établissement ni d'un avertissement taxé, ni d'un procès-verbal, les données y relatives sont effacées après l'expiration du délai de prescription de l'action publique. »

ad 6. An der Testphas huet just den Techniker vum Ubidder punktuell an ënnert Opsiicht Zougang op déi Date fir d'Ekipement ze ajustéieren.

Ausserhalb der Testphas hunn ënnerhalb vun der Police déi 21 Agente vum Service UPR-CSA Accès op d'Fotoen, déi geschoss ginn.

ad 7. D'Aktioune vun der Police hiren Agente sinn am Logiciel vum CSA retracabel unhand vun hirem Login personnel. D'Motiv vum Accès ass ginn doduerch, dass den Zougang op d'Fotoe Bestanddeel vun der Aarbecht vun dem concernéierte Service (UPR-CSA) ass.

Question 3640 (15.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **consultation de la photo prise par le système de contrôle et de sanction automatisés :**

Am Gesetz vum 1. August 2018 zum Theema Dateschutz steet am Artikel 11 geschriwwen:

« Art. 11. Communication et modalités de l'exercice des droits de la personne concernée :

(1) Le responsable du traitement prend des mesures raisonnables pour fournir toute information visée à l'article 12 et procède à toute communication relative au traitement ayant trait à l'article 10, aux articles 13 à 17 et à l'article 30 à la personne concernée d'une façon concise, compréhensible et aisément accessible, en des termes clairs et simples. Les informations sont fournies par tout moyen approprié, y compris par voie électronique. De manière générale, le responsable du traitement fournit les informations sous la même forme que la demande. »

Am Fall wou eng Persoun vun engem Radar geblëtzt gëtt an d'Foto wëllt gesinn, muss si sech an de Centre d'exploitation op Bartreng deplacéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a Justiz dës Froe stellen:

1. Am Fall wou eng Persoun eng digital Ufro oder ee Bréif schéckt (an där se hir Autosplack an d'Referenznummer vum Avertissement ugëtt), fir Asiicht an den Dossier ze kréien, missten déi gefroten Informatiounen, an deem Fall d'Fotoen, net konform zum Artikel 11 am uewegenannte Gesetz, och op deem selwechte Wee zeréckgeschéckt ginn?

2. Firwat gëtt an dësem Fall den Artikel 11 net applizéiert?

3. An enger Äntwert op eng vu menge viregte parlamentaresche Froen (Nr. 0789) schreiwen d'Ministere fir Mobilitéit a bannenzeg Sécherheet:

Et kéint een driwwer nodenken, fir op MyGuichet zeréckzegräifen, allerdéngs muss als éischt iwwerpréift ginn, inwiefern déi Optioun mat der aktueller Gesetzgeebung iwwert den Dateschutz kompatibel ass.

Ass tëschenzäitlech un esou engem System geschafft ginn, dee parallell zum CSA Büro kéint de Leit Accès zu de Fotoe vun de Radaren erméiglechen?

- Wéini gouf/gëtt den Aarbechtsgrupp zu dësem Theema zesummegestallt?

- Falls bis elo net un dësem Dossier geschafft gouf, firwat net?

Réponse commune (18.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Et ass net zwéngend noutwenneg, fir d'Informatiounen um selwechte Wee zeréckzeschécken, an dat aus zwee Grënn:

Éischtens, well am Artikel 11(1) vum Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 steet:

« De manière générale, le responsable du traitement fournit les informations sous la même forme que la demande. » Dëst ass also net zwéngend bindend, mee beseet, dass ee wa méiglech de selwechte Wee soll wielen.

Zweetens, ass déi Prozedur explizitt esou virgesinn an der „loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques." Et befënnt ee sech also an enger Situatioun, wou an zwee Gesetzestexter Saache stinn, déi sech scheinbar widderspriechen. An deem Fall ginn et Rechtsreegelen, fir esou Konflikter ze léisen, an ee Rechtsprinzip ass deen, dee seet „lex specialis derogat legi generali". An dësem Fall kann een d'Gesetz vum 25. Juli 2015 also als Derogatioun zum Artikel 11 vum Gesetz vum 1. August 2018 betruechten. Am Gesetz vun 2015 steet explizitt en Artikel 11(2): « Cette consultation se fait au Centre et sous le Contrôle de la Police grand-ducale. »

ad 3. Vum Dateschutz hier gëtt et um legale Plang am Prinzip kee Problem, eng méi einfach Consultatioun vun de Fotoen iwwer myGuichet.lu kënnen ze maachen. Dofir misst een awer déi Dispositioun aus dem Gesetz vun 2015 wéi am Artikel 11(2) ofschafen. Praktesch gesinn, fir den Dateschutz reell kënnen ze garantéieren, mécht dëst awer eréischt Sënn, wann een eng zouverlässeg an automatesch technesch Léisung zur Anonymiséierung vun allen net implizéierte Parteie huet.

Question 3641 (15.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **ventilation des salles de classe :**

Den Educatiounsministère huet a sengem Plang fir d'Schouljoer 2020/2021 festgehalen, dass d'Stousslëften an alle Schoulen am Land muss gemaach ginn, fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen. Deemools sot de Minister „qu'aussi longtemps que les conditions météorologiques le permettront, les fenêtres et les portes devront être ouvertes de manière permanente".

Et ginn awer Schoulen, wou d'Léierpersonal aus verschiddene Grënn d'Fënsteren net grouss opmaache kann, entweeder well d'Fënsteren nëmme kënne gekippt ginn oder well dem Personal d'Schlësselen enthale ginn, fir se opzemaachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Sollen déi Klassesäll, an deenen d'Léierpersonal net stousslëfte kann, weiderhi benotzt ginn?

2. Wat fir Alternative sinn do fir déi Klassesäll, an deenen net ka gelëft ginn?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Ech erlabe mir, meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2938 ze widderhuelen: „Soulaang déi meteorologesch Konditiounen et erlaben, kënnen d'Fënsteren [...], op ‚Kipp' gestallt ginn, a parallell dozou kann d'Dier vum Klassesall opgelooss ginn, fir datt en Effekt vu ‚Queeschlëften' entsteet. An der kaler Joreszäit ass dëst awer net unzeroden; d'Personal kann dann d'Schlëssele vun de Fënstere kréien, fir eng Stousslëftung ze maachen."

Ech bieden den honorabelen Deputéierten, mir déi Fäll ze nennen, an deenen d'Léierpersonal dës Schlësselen net kritt, soudatt meng Servicer deene Fäll kënnen nogoen.

D'Miessgeräter, déi den CO_2-Gehalt an der Loft uginn, hunn sech no eisen aktuellen Erkenntnisser als nëtzlech Instrumenter erwisen, fir d'Lëftung vun de Klassesäll ze steieren.

Question 3642 (15.02.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **service « First Responder » :**

Wann et ëm Liewen an Dout geet, zielt all Sekonn. De First Responder spillt eng primordial Roll, fir Leit a liewensgefäierlechen Noutfäll ze versuergen a fir wichteg Informatiounen un d'Zentral weiderzeginn, bis de Rettungsdéngscht op der Plaz ass. Gutt zwee Joer no der Reform vum Rettungswiesen ass et interessant ze wëssen, wéi de First Responder sech am CGDIS bewäert huet.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi dacks an a wéi enge Fäll ass de First Responder zum Asaz komm? Ginn et konkreet Informatiounen, wéi dacks Reanimatiounen duerchgefouert gi sinn?

2. A wéi ville Gemenge gëtt et e First-Responder-System? Wéi huet sech dës Zuel déi lescht Joren iwwer entwéckelt? Soll de System weider uechtert d'Land ausgebaut ginn?

3. Huet d'Madamm Inneminister Informatiounen, wéi vill Pompjeeën den Ament als First Responder aktiv sinn? Wéi huet sech dës Zuel zanter der Aféierung vum System entwéckelt?

4. Kann d'Madamm Inneminister soen, ob konkreet Mesurë geplangt sinn, fir d'Pompjeeën ze encouragéieren, fir First Responder ze ginn?

5. Wéi eng Formatioun brauch een als First Responder?

6. Ass d'Madamm Inneminister der Meenung, dass et sënnvoll wier, déi medezinnesch Kompetenzen iwwert d'Geste vun der Éischter Hëllef eraus ze erweideren?

7. Ass d'Madamm Inneminister och der Meenung, dass et wichteg wier, de First Responderen den Asaz vu Sauerstoff ze erlaben? Wa jo, gëtt dru geduecht, fir d'Sauerstoffzouféierung an d'Grondausbildung vum First Responder ze integréieren?

8. Kann d'Madamm Inneminister confirméieren, dass haaptberufflech Pompjeeë mat enger SAP2-Ausbildung oder Medezinner de Patiente just wärend hirer Aarbecht Sauerstoff däerfen zouféieren an dat deemno an hirer Fräizäit als First Responder net dierfen? Wa jo, denkt d'Madamm Inneminister drun, fir hei am Sënn vun de Patienten nozebesseren?

Réponse (17.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Am Joer 2019 sinn déi verschidden Unitéite vum First Responder (FR) insgesamt 12.225-mol alarméiert ginn. Dat sinn an der Moyenne 33-mol den Dag. De FR gëtt bei ronn 20 % vun allen Asätz vum CGDIS matgeruff.

De FR gëtt bei deenen Interventiounen alertéiert, wou eng Liewensgefor fir e Patient bestoe kann. De FR iwwerhëlt zwou ganz wichteg Missiounen: eng méiglechst séier Éischt Hëllef um Patient an eng qualifizéiert Réckmeldung un d'Noutruffzentral vum 112. Wärend dem weidere Verlaf vum Asaz ënnerstëtzt de FR d'Ekippe vun der Ambulanz an dem SAMU, wéi zum Beispill beim Aweisen op d'Asazplaz, beim Transport vum Patient oder beim Transfert vum Dokter vun der Helikopterlandeplaz op d'Asazplaz.

Op Basis vun enger systematescher Erhiewung vun de Reanimatiounszuelen, déi vu Juli bis Dezember 2020 duerchgefouert gouf, huet de FR an 13 Fäll mat de Reanimatiounsmoossnamen ugefaangen. Insgesamt sinn d'Ekippe vum FR an deem Zäitraum op 170 Asätz mam Stéchwuert „Reanimatioun" geruff ginn.

ad 2. Den operationelle Fonctionnement vum CGDIS ass net méi prinzipiell un d'Gemengegrenze gebonnen. Aus deem Grond ass et méi richteg, vu Centres d'incendie et de secours (CIS) respektiv vun anere Sitte vum CGDIS ze schwätzen, vun deenen aus en Depart vum FR assuréiert gëtt.

Op den 1. Januar 2021 waren et déi follgend 58 Sitten:

Aéroport, Alebësch-Esch-Sauer, Aspelt, Beaufort, Berdorf, Bettendorf, Bissen, Biwer, Boevange-sur-Attert, Boulaide, Bourscheid, Canach, CGDIS (Site 112), Clervaux, Consdorf, Dalheim, Dippach, Fischbach, Flaxweiler, Goesdorf, Grevels, Grevenmacher-Mertert, Hesperange, Hobscheid, Kahler, Kehlen, Kiischpelt, Kopstal, Lac, Manternach, Mensdorf, Mertert, Mertzig, Mompach, Mondorf-les-Bains, Moutfort, Niederanven-Schuttrange, Nommern, Osweiler, Préizerdaul, Grosbous, Reisdorf, Roeser, Rosport, Schengen, Troisvierges, Tuntange, Useldange, Vianden, Vichten, Waldbillig, Walferdange, Weiler-la-Tour, Weiler-Putscheid, Weiswampach, Wincrange, Wormeldange.

De FR ass elementar an der Rettungsketten a soll dofir och nach op weider Sitten, wou eng Verbesserung vun der Couverture duerch seng Presenz erreecht ka ginn, ausgebaut ginn. Am Kader vum Plan national d'organisation des secours (PNOS) gëtt dat ë. a. am Detail analyséiert.

Zënter der Grënnung vum CGDIS den 1. Juli 2018 si fënnef zousätzlech Sitten a Betrib geholl ginn, wat déi uewe genannte Bestriewungen ënnersträicht:

Weiler-Putscheid (27.11.2019), Weiler-la-Tour (18.10.2018), Osweiler (28.08.2018), CGDIS-Site 112 (22.08.2018), Biwer (02.07.2018).

ad 3. Am Mäerz 2020 waren insgesamt 929 Fraen a Männer als Pompjeeën an der Alarméierungsgrupp vum FR agedroen. Doduerch, dass an de leschte Joren zousätzlech Sitten dobäikomm sinn, ass d'Zuel vun de FR geklommen.

ad 4. All neie Member vum CGDIS, ob fräiwëlleg oder haaptberufflech, mécht zënter der neier Organisatioun vun allen Ausbildungen, am Kader vun senger Grondausbildung, en erweiderten Éischt-Hëllef-Cours (Secours à personnes - niveau 1 (SAP1)). Doduerch kann all operationelle Pompjee vum CGDIS an den nächste Jore potenziell als FR agesat ginn. Dat hätt och Virdeeler bei Asätz, wou zur Zäit kee FR-Déngscht fonctionéiert a wou zum Beispill bei engem Autosaccident de Läschwon vum lokale CIS virun der Ambulanz op der Asazplaz wier.

ad 5. All FR vum CGDIS muss mindestens d'Kompetenzen hunn, déi fir den Emploi vum „équipier SAP" virgesi sinn. Dëst sinn, niewent dem Éischt-Hëllef-Cours vu 16 Stonnen, och de Cours d'initiation commun (CIC) vun 32 Stonnen a virun allem d'Ausbildung SAP1 vu 40 Stonnen. Zousätzlech sinn eng obligatoresch järlech Formation continue vun 8 Stonnen, souwéi eng reegelméisseg Bedeelegung un Übungen am Asazzenter, noutwendeg.

Tëschent dem 1. Juli 2018 an dem 31. Dezember 2020 hunn 1.378 Fraen a Männer vum CGDIS un enger SAP1-Ausbildung vum Institut national de formation des secours (INFS) deelgeholl.

ad 6. D'Iwwerschaffe vun der sougenannter Rettungsketten am Beräich vum Secours à personne, mam Zil, e kohärent Konzept ze hunn, wou d'Kompetenze vun allen, déi intervenéieren, sech sënnvoll ergänzen, ass eng Prioritéit vum Aarbechtsprogramm vum CGDIS.

ad 7. Dës Fro beäntwert sech am Kader vum uewe genannten Iwwerschaffe vun der Rettungsketten am Beräich vum Secours à personne.

ad 8. Allgemeng gëllt zu Lëtzebuerg d'Reegel, dass een dat dierf maachen, wat ee geléiert huet, an dofir exerzéiere kann, onofhängeg dovun, ob een dat a senger Fräizäit oder am Beruff mécht. Et besteet also keng Aschränkung an der Attributioun vun engem Pompjee, ob e fräiwëlleg oder berufflech ënnerwee ass.

Question 3643 (15.02.2021) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**intégration de l'horaire des trains dans les applications des communes :**

Déi lescht Jore goufe vill Efforte gemaach, fir den ëffentlechen Transport auszebauen a méi attraktiv ze maachen. Beim Färdere vum ëffentlechen Transport dierf d'Kommunikatioun vun den Horairen awer net vergiess ginn. An deem Sënn hu verschidde Gemengen eng mobil App lancéiert, wou een nieft dem Offall- a Manifestatiounskalenner och d'Horairë vum ëffentlechen Transport an deene Gemenge ka consultéieren. Zum Bedauere vun de Gemengen ass et den Ament just méiglech, fir d'Bushorairen an dësen Appen ze integréieren. D'Zuchhorairë kënnen net integréiert ginn, well d'CFL déi Donnéeën net zur Verfügung stellt.

An deem Kontext wëlle mir dem Här Transportminister follgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, dass d'CFL de Gemenge soll hir Donnéeën iwwert d'Zuch-Horairen zur Verfügung stellen?

2. Wann net, kann den Här Minister eis d'Grënn dofir soen?

Réponse (16.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den nationalen CFL-Fuerplang gëtt um Open-Data-Portal zur Verfügung gestallt.

Et ass méiglech, iwwer follgend Linken op déi Datasets ze kommen:

- Fuerpläng an Arrête vum ëffentlechen Transport (Format NeTEx)

• https://data.public.lu/en/datasets/horaires-et-arrets-des-transport-publics-netex/

- Fuerpläng an Arrête vum ëffentlechen Transport (Format GTFS):

• https://data.public.lu/en/datasets/horaires-et-arrets-des-transport-publics-gtfs/

- Departen en temps réel

• https://data.public.lu/en/datasets/departs-en-temps-reel-api/

Et gëtt allerdéngs ugeroden, Donnéeën ze consultéieren, déi konstant aktualiséiert ginn, esou ewéi d'Applikatioune „CFL mobile", „CFL International" oder „mobiliteit.lu".

Mat engem einfache Renvoi op déi Linke kënnen d'Zuchfuerpläng direkt consultéiert ginn.

Question 3645 (15.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**organisation des conférences de presse du Gouvernement :**

Dans un communiqué de presse daté du 12 février 2021, l'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels (ALJP) émet un certain nombre de critiques concernant la politique d'information du Gouvernement, notamment lors des briefings gouvernementaux. En effet, l'ALJP reproche au Gouvernement de limiter la retransmission des enregistrements de ces briefings, notamment sur la chaîne du Gouvernement de la plateforme « YouTube », aux déclarations du ou de la ministre respective. L'ALJP estime néanmoins que les questions des journalistes ainsi que les réponses des ministres devraient faire partie intégrante de la retransmission.

Suite aux réclamations de l'ALJP adressées au Gouvernement, le Service information et presse (SIP) du Gouvernement a envoyé une réponse au syndicat que ce dernier a reproduit dans son communiqué. Le SIP défend ce choix au prétexte de pouvoir publier la vidéo plus rapidement. Il rajoute qu'une difficulté supplémentaire serait due au fait que certain-e-s journalistes n'utiliseraient pas toujours le micro lorsqu'ils posent leurs questions ainsi que de l'absence d'une caméra qui filmerait la salle.

Par ailleurs, le SIP a déclenché l'ire de l'ALJP en affirmant que le volet « questions/réponses » est bel et bien inclus dans un lien disponible sur l'extranet du SIP, ce que ce dernier qualifie de « Extra-Service » qu'il mettrait à disposition des journalistes.

Pour finir, le SIP défend sa politique arguant qu'il n'aurait reçu « aucune plainte » de la part de citoyens.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une politique d'information transparente de la part du Gouvernement ne peut faire l'impasse sur la retransmission dans leur intégralité des questions des journalistes, quitte à ce qu'elles dérangent le Gouvernement, et que cette retransmission intégrale ne doit connaître aucune entrave active ou passive ?

2) Comme le SIP affirme que la retransmission limitée à la prise de position initiale du ou des membres du Gouvernement s'explique par la volonté de mettre la vidéo en ligne le plus rapidement possible, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait accorder des moyens supplémentaires au SIP afin d'y remédier ?

3) Un autre argument avancé par le SIP serait l'absence d'une caméra qui pourrait filmer la salle. Par conséquent, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait judicieux d'engager les frais afin de pouvoir filmer tant les ministres que les journalistes, comme cela se pratique dans un grand nombre de pays depuis des décennies ?

4) Constatant que le Gouvernement fait régulièrement l'objet de critiques de la part des journalistes concernant sa politique d'information, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait judicieux de se concerter régulièrement tant avec le Conseil de presse qu'avec l'ALJP afin de déterminer les modalités relatives à l'organisation des conférences de presse gouvernementales ?

5) Finalement, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il est problématique, pour un pays démocratique, que son Gouvernement fasse régulièrement l'objet de critiques sévères de la part de journalistes en ce qui concerne sa politique d'information ?

Réponse (09.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Le Service information et presse du Gouvernement assure la retransmission des enregistrements des conférences de presse gouvernementales sur le site officiel du gouvernement www.gouvernement.lu, le canal YouTube du Gouvernement ainsi que sur le compte Facebook du Gouvernement. Sur Facebook, cette retransmission en version originale a toujours inclus la partie dédiée aux questions des journalistes et des réponses y afférentes du Gouvernement. Depuis le 22 février dernier, la retransmission sur www.gouvernement.lu et YouTube inclut également cette partie.

Question 3646 (15.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**analyse de biopsies par le Laboratoire national de santé :**

Beim Verdacht op een Tumor, kréie verschidde Patienten eng Biopsie verschriwwen. Dës Entnam vu Geweebe ass ëmmer mat Péng an der Angscht virum Resultat vun der Analys verbonnen. Zäit, déi vergeet, bis de Patient gewuer gëtt, ob et sech ëm een Tumor handelt, an ob et ee sougenannte „béisaartegen" oder „guttaartegen" Tumor ass, ass dofir mat vill Stress verbonnen. Am Fall vun engem béisaartegen Tumor ass d'Biopsie den Ufank vun engem laange Kampf géint de Kriibs.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Biopsië ginn all Mount vum LNS traitéiert? Ass d'Ministesch zefridden, wat d'Traitementzäite fir Biopsien am Moment betrëfft?

- Wéi laang huet am Januar 2021 am Duerchschnëtt d'Analys vun enger Biopsie gedauert?

- Wéi laang am Januar 2019?

2. Wéi vill Persoune schaffen am LNS am National Center of Pathology?

- Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Unzuel u Personal héich genuch ass oder missten nach weider Persounen agestallt ginn?

- Falls d'Ministesch fënnt, dass et nach u Personal feelt, wat fir Profiller ginn nach gesicht?

- Ginn et genuch Kandidate fir dës Posten?

- Falls net, firwat feelt et u Kandidaten?

3. Ginn d'Biopsien der Rei no traitéiert oder ginn et festgehale Krittäre wat Drénglechkeet betrëfft?

4. Kann een eng Biopsie zu Lëtzebuerg an engem Spidol maache loossen an ufroen, dass dës am Ausland analyséiert gëtt?

Falls jo, wéi gëtt dat vun der CNS rembourséiert?

Falls nee, firwat net?

Réponse commune (16.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Behandlung vu Biopsien am National Center of Pathology

- De Laboratoire national de santé (LNS) mécht en Ënnerscheed tëschent de Biopsien an de jeeweils agereechte Patientefäll, well jee no Komplexitéit vun deene jeeweilege Patientefäll ee mat enger oder méi Biopsië rechne muss. Fir all Biopsie kënnen da fir entspriechend Analysen eng oder méi Schnëtter preparéiert ginn.

An der follgender Tabell gëtt de Verlaf vun der Unzuel vu behandelte Fäll a Biopsië fir déi lescht zwee Joer duergestallt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Am Duerchschnëtt huet d'Äntwert op e Patientefall am Januar 2021 6,1 Aarbechtsdeeg an am Januar 2019 7,7 Aarbechtsdeeg gedauert. Déi iewescht Tabell illustréiert de Verlaf vun der duerchschnëttlecher Analyszäit pro Mount fir d'Joren 2019 an 2020.

D'Verbesserung vun der mëttler Duerchlafzäit pro Fall am leschte Joer am Verglach zum Virjoer erkläert sech duerch eng gréisser Unzuel vu Pathologen (an der Joresmoyenne 15,5 Unitéiten ETP (équivalent temps plein) fir 2019 géint 17,5 Unitéiten ETP fir 2020, an 19,6 Unitéiten am Februar 2021. Verschidde Prozessoptiméierungen hunn hei och zu enger méi schneller Behandlung vun de Fäll bäigedroen. Ze bemierken ass, dass am Ufank vun der Covid-19-Pandemie bedeitend manner Ufroe fir Diagnostiken an Entrevuen an der pathologescher Anatomie erakomm sinn an doduerch eng besser Verfügbarkeet vun de Pathologen erreecht gouf.

Zesummefaassend kann ee feststellen, datt säit Abrëll 2020 d'Duerchlafzäite vu Patientendossieren an der pathologescher Anatomie stabil tëschent 5,5 a 7,2 Aarbechtsdeeg leien.

ad 2. Personalpolitik am National Center of Pathology

- Déi follgend Tabell gëtt déi aktuell Verdeelung vun de Personalkategorien am NCP un.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Bezunn op d'Komplexitéit an d'Fallzuele vun engem diagnosteschen Zentrum vun dëser Gréisst, ass am internationale Verglach nach keen adequate Personalschlëssel am National Center of Pathology erreecht. Dëst gouf och an enger vun der CNS initiéierter spezieller Etüd ënnerstrach.

No dëser Virgab missten zu deene bal 20 Equivalent temps plein un Dokteren, déi am National Center of Pathology haut ugestallt sinn, nach eng gutt zéng weider Pathologen dobäikommen.

- Wéi virdrun duergeluecht, brauch den LNS am Beräich vun der pathologescher Anatomie nach ëmmer dringend nei Dokteren an technesch Assistenten/innen. Obwuel et do haut nach Kandidature gëtt, wäert et an Zukunft wéinst dem allgemenge Mangel um Aarbechtsmaart an dëse Beruffssparten ëmmer méi schwéier ginn, Personal an deem Secteur ze fannen.

Fir d'Situatioun ze stabiliséieren, ass et och no der schonns ernimmter CNS-Etüd ubruecht, datt den NCP en Environnement schafft, wou dës Beruffssparten intern weider ausgebilt an trainéiert kënne ginn a soumat den Attrait vum LNS als zukünftegen Employeur natierlech eropgesat gëtt.

ad 3. Wéi schonn an der parlamentarescher Ufro Nr. 3039 vum 26. Oktober 2020 duergeluecht, gëtt all eenzel Ufro an der pathologescher Anatomie ufanks als Noutfall behandelt bis zum Retour vum éischte Resultat. D'Examen déi ze maache sinn, ginn dann ënnert 14 Aarbechtsekippe verdeelt, wellech jee no Organ oder Analysmethod spezialiséiert sinn. Dëst garantéiert, datt all Fall op déi relevantst Manéier prioriséiert a behandelt gëtt.

ad 4. D'Gesetzgeebung gesäit vir, datt d'Analysen iwwert d'Anatomopathologie just kënnen am LNS gemaach ginn.

Hei kann een den Artikel 1, 3. Paragraf vum ofgeännerte Gesetz vum 16. Juli 1984 iwwert d'Laboratoiren zitéieren, dee Follgendes virgesäit : « Les examens relevant de l'anatomopathologie et de la génétique humaine sont effectués exclusivement dans le centre de diagnostic visé à l'article 2, paragraphe 4 de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public "Laboratoire national de santé". »

Doniewent gesäit den Artikel 2, 4. Paragraf 2. Punkt vum Gesetz vum 7. August 2012 iwwert d'Grënnung vum Etablissement public „Laboratoire national de santé" vir : « (4) L'établissement gère le centre de diagnostic dans les domaines : (…) 2. de l'anatomie pathologique assurant au niveau national les examens cytologiques et histologiques visés à l'article 6 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. »

Dat heescht, datt d'Biopsien, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn, un de LNS weidergeleet ginn. Den National Center of Pathology diagnostizéiert all Biopsien, déi him vun de Klinicken zougestallt ginn. Hien huet domat nëmmen eng Iwwersiicht iwwer Biopsien déi hien direkt erreechen an ass net iwwert den Traitement vun aneren, extern behandelte Biopsien informéiert. Déi eenzeg Ausnam sinn hei speziell Fäll, déi vum LNS selwer zwecks externer Behandlung verschéckt ginn (z. B. Tumeuren an der Pediatrie oder Ufroe fir eng Zweetmeenung vun externen Experten zu lafende Fäll).

Question 3647 (15.02.2021) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **photos prises par le système de contrôle et de sanction automatisés :**

Säit 2016 goufen uechtert d'ganzt Land insgesamt 24 fix Radaren installéiert an a Betrib geholl. Eleng de Radar an der 70er-Zon tëscht Bruch a Recken am Zentrum vum Land soll laut engem „Wort"-Artikel vum éischte Februar schonn 261.133 Fuerer geblëtzt hunn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Biller hunn déi fix Radare säit hirer Opstellung bis haut gemaach (opgeschlësselt no Radar an no Joer)?

2. Ginn d'Bäifuerer, déi op de Biller vun den Infraktiounen ze gesi sinn, anonymiséiert, ier d'Biller op Servere geluede ginn? Falls nee, wéi ass dëst konform mat den europäeschen an nationale Reegele vum Dateschutz?

Réponse (19.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Unzuel vun de Biller, déi zënter 2016 bis haut gemaach goufen, ass net méi novollzéibar, dat well de Gros vun den Infraktioune bezuelt ass an déi deementspriechend Biller geläscht goufen. Fotoen, déi net verwäertbar sinn, ginn direkt geläscht an den Dossier gëtt zougemaach. Dëst steet an Aklang mam Artikel 4 vum « règlement grand-ducal du 7 août 2015 autorisant la création d'un fichier et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés ».

« (1) Les photos enregistrées sont effacées au plus tard deux semaines après l'acquittement de l'avertissement taxé.

En cas de procédure pénale, ce délai court à compter du jour où le dossier a été définitivement classé sans suite, où la décision judiciaire n'est plus susceptible d'aucun recours ou où l'action publique est prescrite.

Les photos enregistrées non exploitables sont effacées au plus tard deux mois après leur enregistrement. »

Wat d'Unzuel vun den Infraktiounen ubelaangt, verweise mir op eis gemeinsam Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 3326 vum 17. Dezember 2020 vun den honorabelen Deputéierte Max Hahn a Claude Lamberty.

ad 2. D'Biller ginn net anonymiséiert, ier se op d'Servere geluede ginn.

Den Artikel 2(1) vum « règlement grand-ducal du 7 août 2015 autorisant la création d'un fichier et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés » gesäit fir:

« Art. 2. Données à caractère personnel traitées.

Le fichier contient les données suivantes, par infraction constatée et enregistrée :

1. les photos concernant le véhicule en infraction, son conducteur, son numéro d'immatriculation et éventuellement ses passagers ; ».

Et gëtt also eng legal Basis fir den Enregistrement vun dëse Fotoen. Dës Weideren ass am Artikel 4(1) vum selwechte RGD virgesinn, dass d'Fotoen zwou Wochen nom Acquittement vun engem Avertissement taxé geläscht ginn. D'Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 verlaangt, dass all Traitement Dateschutzprinzippie vun der Legalitéit, Necessitéit a Proportionalitéit respektéiert. An dësem Fall, wou eng Anonymisatioun ab initio technesch nach net méiglech ass, schéngt dësen Traitement net exzessiv ze sinn an ugesiichts vum relativ limitéierten Impakt op d'Privatsphär vun de betraffene Persounen. Dëst schléisst net aus, dass an Zukunft esou eng Technologie kann agesat ginn.

Question 3649 (16.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **congé récréatif dans le cadre du chômage partiel :**

Am Kader vun der Covidpandemie kréien elo vill Salariéen de Chômage partiel. Elo stellt sech d'Fro op d'Urecht vum normale Congé. Laut aktueller Gesetzgeebung leeft den normale Congé jo menges Wëssens virun.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Huet de Salarié, deen am Kader vun der Covidpandemie de Chômage partiel kritt, weiderhin Urecht op de reguläre Congé?

2. Sinn an deem Kontext vu Säite vun der Regierung Prozedure fir d'Betriber virgesinn, wéi dës - nieft dem Chômage partiel - mam reguläre Congé vun de Mataarbechter verfuere sollen?

Réponse (16.03.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Jo, de Salarié, deen am Kader vun der Covidpandemie de Chômage partiel kritt, huet weiderhin Urecht op de reguläre Congé.

ad 2. Et gi keng speziell Reegele fir de Congé am Kader vun der Kuerzaarbecht, et gëllen déi generell Dispositiounen, déi am Code du travail virgesi sinn.

D'Betriber gi just derzou opgeruff, fir de Congé och als eegene Moyen anzesetzen, fir esou wéineg wéi méiglech op d'Kuerzaarbecht zeréckzegräifen, esou wéi et den Artikel L.511-2 vum Code du travail och virgesäit.

Question 3650 (16.02.2021) de **MM. Paul Galles** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **SuperDrecksKëscht** :

Wéi aus engem Artikel vum „Reporter.lu" vum 15. Februar 2021 ervirgeet, gëtt et am System vun der SuperDrecksKëscht e puer Ongereimtheeten. Sou gëtt zum Beispill gesot, dass d'Firma e Monopol an der Offallentsuergung vu geféierleche Substanzen hätt, dee vun der Ëmweltverwaltung gedroen an domadder vun ons Steierzueler bezuelt gëtt. Sou soll de Personnage hannert der Firma Oeko-Service Luxemburg SA, deen och hannert der Initiativ SuperDrecksKëscht steet, weider Firmen an der Offallwirtschaft besëtzen, wat zu engem Interessekonflikt géif féieren. Am Artikel gëtt weider op puer Problemer higedeit, zum Beispill op den Artikel 2.2 vum Offallgesetz vun 2005, deen op d'SuperDrecksKëscht zougeschnidde wär a wouduerch et zu Wettbewerbsverzerrunge kéint bzw. géif kommen. Sou beseet den Artikel, dass Firmen, déi och den Offalltransport ubidden, vun der Ausschreiwung ausgeschloss sinn. Duerch dat neit Offallgesetz, wat grad an der Kommissioun diskutéiert gëtt, kéint sech d'Positioun um Marché vun der SuperDrecksKëscht, souwéi anere Bedeelegunge vun Oeko-Service, laut dem Auteur weider stäerken, vu dass d'Gesetz virgesäit, dass all Haus mat mindestens véier Wunnengen iwwert eng Sammelplaz fir Offall verfüge muss. Och gi weider Kriticken zu der Kontrollinstanz, de Geschäftszuele vun Oeko-Service, zu de Rechter um Wuert „SuperDrecksKëscht" an dem dozougehéirege Franchisemodell souwéi enger Personaldecisioun gemaach.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Madamm Ëmweltministesch konfirméieren, dass et e Kontrakt tëschent hirer Verwaltung an der Firma Oeko-Service gëtt, dee virgesäit, iwwer eelef Joer ongeféier 97 Milliounen Euro fir hir Servicer un d'Firma ze iwwerweisen?

2. Gedenkt d'Madamm Ëmweltministesch, eventuelle vertragleche Verletzungen an Interessekonflikter nozegoen, déi duerch d'Firmegeflecht ronderëm de Besëtzer vun Oeko-Service zu Wettbewerbsverzerrungen an engem, de facto, Monopol géife féieren?

3. Wéi reagéiert d'Ministesch op de Virworf, dass d'Offallgesetz vun 2005 op d'Firma Oeko-Service zougeschnidde gouf, souwéi op déi eventuell Wettbewerbsverzerrungen? Gouf an dësem Kontext d'Ausschreiwungsgesetz respektéiert?

4. Wéi wäert sech d'Positioun vun der SuperDrecksKëscht duerch den neie Projet de loi zum Offall veränneren?

5. Gedenkt d'Ministesch, de Comité de pilotage als Kontrollinstanz ze iwwerdenken, fir dass dësen eng wierklech Kontroll ausübe kann?

6. Wéi eng aner Méiglechkeete goufen a Betruecht gezunn, fir op de Modell vun der SuperDrecksKëscht am Ausland opmierksam ze maachen, amplaz iwwer e Franchisesystem, vu wellechem erëm d'Firma Oeko-Service profitéiert?

7. Gouf déi nei Plaz an der SuperDrecksKëscht-Akademie ausgeschriwwen? Wa jo, wat waren d'Krittären a wéi vill Bewerber gouf et fir déi Plaz a leedender Funktioun vun dëser Akademie?

8. Gouf déi nei Plaz a leedender Funktioun an der SuperDrecksKëscht-Akademie ausgeschriwwen? Wa jo, wat waren d'Krittären a wéi vill Bewerbunge gouf et fir déi Plaz an dëser Akademie?

Réponse (24.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den 2. Januar 2018 ass tëschent dem Ëmweltministère an der Firma Oeko-Service Luxembourg SA (OSL) e Kontrakt fir d'Ausféierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht ënnerschriwwe ginn. De Kontrakt huet eng Lafzäit bis den 31. Dezember 2028.

Dëse Kontrakt ass d'Resultat vun enger europäescher Ausschreiwung, déi konform zu de Reegele vun dem Gesetz iwwert d'Marchés publics duerchgefouert gouf.

Ofgerechent gëtt no de reelle Käschte vun der Aktioun SuperDrecksKëscht, beluecht duerch detailléiert Rechnungen. Opgrond vun den aktuellen Erfarungswäerter kann een dovun ausgoen, datt de Gesamtkäschtepunkt vum Kontrakt iwwer seng ganz Lafzäit bei ongeféier 97 Milliounen Euro wäert leien.

ad 2. Et sief un éischter Plaz un d'Aufgabe vun der SuperDrecksKëscht erënnert, déi am Gesetz vun 2005 festgeschriwwe sinn. Dozou gehéieren ënner anerem d'Gestioun vu problemateschen Offäll aus de Stéit, d'Begleedung an d'Berodung vun ëffentlechen a private Betriber en vue vun enger Certificatioun fir d'ekologesch Gestioun vun hiren Offäll, awer och d'Asammlung vu klenge Quantitéiten Offäll aus de Betriber.

Déi problematesch Offäll vun de Stéit, déi iwwert déi verschidde Systemer agesammelt ginn (Recyclingzenteren, mobill Sammlungen), ginn am Tëschelager zu Colmer-Bierg konditionéiert fir den Transport bei déi entspriechend Behandlungsanlagen. Dës Transporter ginn net duerch d'OSL oder eng Firma, an där de Besëtzer vun der OSL mat dran ass, gemaach, mee ginn duerch aner Firmen assuréiert, déi zu Lëtzebuerg fir den Transport vun deene jeeweilegen Offäll geneemegt sinn.

Wat d'Offäll aus de Betriber ugeet, ass d'Haaptaufgab vun der SuperDrecksKëscht déi, d'Betriber fir eng ekologesch Offallwirtschaft ze beroden. Wichteg Aspekter sinn d'Vermeidung, eng uerdentlech separat Sammlung, e verstäerkte Recyclage an en Oftransport duerch geneemegt Offalltransporteuren.

All Betrib ass fräi, deen Offalltransporteur ze wielen, deen hie wëll.

Wat d'Asammlung vun deene klenge Quantitéite vun Offäll aus de Betriber duerch d'SuperDrecksKëscht ugeet, ass ze soen, datt déi Quantitéit an deene leschte 15 Joer an der Moyenne bei 2.000 Tonne pro Joer läit, obwuel d'Zuel vun de Betriber, déi un d'SuperDrecksKëscht ugeschloss sinn, an deem selwechten Zäitraum vun 1.936 Betriber (2005) op 5.460 Betriber (2020) geklommen ass. Deem géigeniwwer steet eng Quantitéit vu ronn 275.346 Tonne problematesch Offäll aus Betriber, déi 2019 zu Lëtzebuerg ugefall sinn[10].

Et handelt sech also hei ëm eng minimal Quantitéit vun den Offäll, déi am Kader vun der Aktioun SuperDrecksKëscht bei de Betriber ofgeholl ginn (0,7 %). Och dës Offäll ginn op Colmer-Bierg an Tëschelager bruecht, fir konditionéiert ze ginn, a vu wou se dann duerch en aneren Transporteur bei den Destinataire gefouert ginn.

Et sief nach eng Kéier preziséiert, datt d'OSL keen Offallasammler oder -transporteur ass, mee d'Aktivitéite vun der Asammlung ausschliisslech am Kader vun der Exekutioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht duerchféiert.

Mat dem Offallgesetz vun 2012 ass d'Verflichtung agefouert ginn, fir an de Residencë separat Sammelsystemer anzeriichten. Fir d'Syndicke bei der Ëmsetzung vun dësen neie gesetzleche Verflichtungen ze ënnerstëtzen, ass am Kader vun der Su-

[10] An dëser Quantitéit si kontaminéiert Biedem net mat abegraff.

perDrecksKëscht an Zesummenaarbecht mat dem Gruppement vun de Syndicken, dem GSPL, eng Informatiounscampagne gemaach ginn, fir ze weisen, wéi esou Sammelsystemer ageriicht kënne ginn. Gläichzäiteg hunn d'Beroder vun der SuperDrecksKëscht déi Residencen, déi esou e System ariichte wëllen, spezifesch beroden, wéi dat ëmgesat ka ginn. Wat d'Ewechhuele vun den Offäll ugeet, déi an de Residencen ufalen, informéieren d'Beroder vun der SuperDrecksKëscht iwwert déi Méiglechkeeten, déi bestinn. Dozou gehéiere verschidde Privatfirmen, awer och verschidde CIGLen.

Et ass richteg, datt op der Lëscht, déi d'Residencë kruten, och d'Firma CCN stoung, déi majoritär dem Aktionär vun der OSL, dem Här Hans Peter Walter, gehéiert. Et ass awer esou, datt d'CCN dës Aktivitéiten op den 31. Dezember 2020 opgehalen huet an elo keng Asammlung méi bei de Residencë mécht.

Vu dat, wat hei uewendriwwer detailléiert ginn ass, gëtt et weeder en Unhaltspunkt vun eventuelle vertragleche Verletzungen oder Interessekonflikter nach vun enger Monopolstellung vun der OSL.

Sollte konkreet a fundéiert Hiweiser kommen, datt esou Irregularitéite géife bestoen, géif selbstverständlech deenen nogaange ginn.

ad 3. Dës Fro bezitt sech warscheinlech op d'Gesetz vum 25 Mäerz 2005 betreffend d'Fonctionnement an d'Finanzéierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht. D'Offallgesetz, wat zu deem Moment a Kraaft war, war d'Gesetz vum 17. Juni 1994 betreffend d'Vermeidung an d'Gestioun vun den Offäll.

Am Joer 2000 huet de Contrôle financier sech dem weideren Ausbezuele vun de Rechnunge fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht widdersat mat der Begrënnung, datt entspriechend dem Comptabilitéitsgesetz vun 1936 Kontrakter net méi ewéi fir eng Dauer vun dräi Joer ofgeschloss dierfte ginn an datt de cumuléierte Montant vun der Aktioun de Seuil iwwerschratt huet, ab deem e Finanzéierungsgesetz néideg gëtt.

Am Virfeld vun dem Gesetz vun 2005 ass e Comité interministériel an d'Liewe geruff ginn, an deem Vertrieder vum Ministère de l'Intérieur, der Inspection générale des finances an der Ëmweltverwaltung waren.

Dëse Comité huet verschidden Zenarien analyséiert, fir ze kucken, wéi d'Weiderbestoe vun der Aktioun SuperDrecksKëscht a gläichzäiteg och d'Konformitéit mat de Gesetzer iwwert déi verschidde finanziell Aspekter séchergestallt kéint ginn.

Den 29. Abrëll 2002 huet de Comité dem Ëmweltminister säi Rapport ofginn, de 5. Juli 2002 huet de Regierungsrot d'Decisioun geholl, en entspriechend Finanzéierungsgesetz op den Instanzewee ze schécken.

Nieft den Aufgaben, déi d'SuperDrecksKëscht ze erfëllen huet, huet de Gesetzgeeber och festgehalen, datt fir de Marché zur Ausféierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht d'Prozedur vun dem Marché négocié entspriechend dem Gesetz vum 30. Juni 2003 iwwert d'Marchés publics ze respektéieren ass. Konkreet bedeit dat, datt virum Marché négocié een Appel à candidatures op europäeschem Plang gemaach muss ginn.

D'Gesetz schléisst vun de Kandidaturen déi Firmen aus, déi direkt oder indirekt aktiv an der Asammlung an dem Transport vun Offäll sinn. D'Begrënnung heifir läit am Fait, datt et net zu enger Bevirdeelegung kënnt, wann eng Firma d'Betriber am Beräich vun der Offallgestioun beréit a gläichzäiteg och nach déi kommerziell Aktivitéit vun der Asammlung an dem Transport vun Offäll huet.

Den Ausschloss aus der aktiver Berodung bei Betriber vu Firmen, déi eng aktiv Roll an der Asammlung an dem Négoce vun Offäll hunn, war iwweregens och eng Fuerderung vun der Fédération luxembourgeoise des entreprises d'assainissement (FLEA), déi se an engem Bréif vum 20. Juli 2001 un de Wirtschaftsminister gestallt huet.

D'Gesetz ass also net op eng spezifesch Firma zougeschnidde ginn. Vu datt dat Gesetz sech kloer op d'Gesetzgeebung vun de Marchés publics referéiert, an doduerch verlaangt gëtt, datt fir de Marché négocié en ëffentlechen Appel à candidatures op europäeschem Niveau gemaach muss ginn, kann all Firma, déi déi néideg Qualifikatiounen opweise kann, sech dru bedeelegen. Heizou gehéiert och d'Méiglechkeet, fir datt Firmen, déi eenzel déi néideg Qualifikatiounen a bestëmmte Beräicher matbréngen, sech am Kader vun enger Association momentanée bedeelegen.

Déi Kontrakter, déi 2007 an 2018 fir d'Bedreiwung vun der SuperDrecksKëscht ofgeschloss gi sinn, sinn alle béid d'Resultat vun der Ausschreiwungsprozedur, esouwéi se am Gesetz iwwert d'Marchés publics virgesinn ass.

Och d'Attributioune vu béide Marchéë sinn entspriechend de gesetzleche Verflichtungen europawäit publizéiert ginn. Géint kee vun de Marchéen ass e Recours agereecht ginn.

ad 4. Et gi keng Bestëmmungen an dem neie Projet de loi, déi der Aktioun SuperDrecksKëscht aner oder zousätzlech Aufgabe géife ginn.

ad 5. Den Artikel aus der Press, op dee sech beruff gëtt, schwätzt vill vu Verdacht a Vermutungen, ouni konkreet Beweiser vun Irregularitéiten ze liwweren.

Fir awer all Verdacht aus de Féiss ze goen, wäert en Audit gemaach ginn. Opgrond vun de Resultater vun dësem Audit gëtt decidéiert, ob verschidde Saachen iwwerduecht musse ginn oder net.

ad 6. Am Kader vun der Aktioun SuperDrecksKëscht goufen an de leschten 30 Joer vill Initiative geholl, fir d'Lëtzebuerger Offallwirtschaft op e modernen a virbildlechen Niveau ze bréngen.

Och international Institutiounen hunn d'Aktioun SuperDrecksKëscht als Virbild unerkannt. Dëst ass zum Beispill de Fall vun der Europäescher Kommissioun, déi 2009 d'SuperDrecksKëscht an d'Lëscht vun de Best Practice am Beräich vun der Offallvermeidung a -gestioun opgeholl huet. D'OECD huet am Kader vun den zéngjäregen Examens des performances environnementales vu Lëtzebuerg ëmmer erëm op d'Wichtegkeet vun der Aktioun SuperDrecksKëscht an der Ëmsetzung vun der nationaler Offall- a Ressourcëpolitik higewisen.

An engem rezente Guidance-Dokument vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'getrennt Sammlung vu geféierlechen Offäll aus Stéit (Ref.: 2020/C 375/01) gëtt d'Aktioun SuperDrecksKëscht zweemol als gutt Beispill ernimmt.

Säit Ufank vun den 2000er-Joren goufen et reegelméisseg Visitte vun auslänneschen Delegatiounen, déi sech um Beispill vun der SuperDrecksKëscht inspiréiere wollten, fir hir Offallwirtschaft nei ze organiséieren. Dës Visitte goufen deels organiséiert am Kader vun dem Luxembourg Board of Economic Development, vu Lëtzebuerger Etüdebureauen, awer och duerch Eegeninitiativ vun auslännesche Firmen oder Institutiounen.

Opgrond vun deene ville Kontakter ass d'Iddi opkomm, fir de Modell vun der SuperDrecksKëscht als Franchisesystem weiderzeginn. Déi Firmen, déi sech un d'Prinzippie vun der SuperDrecksKëscht halen an d'Offallgestioun och dono praktizéieren, kënnen dat ënnert dem Logo vun der SuperDrecksKëscht maachen. Esou kann de Lëtzebuerger Knowhow och an d'Ausland exportéiert ginn. Doduerch, datt déi entspriechend Firme Franchise-Gebühre bezuele mussen, gëtt et och e finanzielle Retour, dee vun de Gesamtkäschte vun der Aktioun SuperDrecksKëscht hei zu Lëtzebuerg ofgehale gëtt.

Et ass also net richteg, wa gesot gëtt, datt duerch de Franchisesystem d'Firma OSL profitéiert, mee et ass de Lëtzebuerger Staat, deem d'Franchise-Gebühren am Kader vun den Ofrechnunge vun der Aktioun SuperDrecksKëscht zeguttkommen.

ad 7. + 8. Am Laf vun deene leschte Joren ass d'Demande fir Formatioun a Qualifikatioun am Beräich vun der Ressourcen- an Offallwirtschaft souwuel aus dem ëffentleche wéi private Secteur, mee och vu Säite vum Educatiounsministère, ëmmer méi grouss ginn. Dat huet bedéngt, datt d'Aktivitéite vun der SuperDrecksKëscht an deem Beräich nei strukturéiert hu misse ginn. Ware se bis elo an de jeeweilegen Aktivitéite bei der SuperDrecksKëscht fir Bierger an der SuperDrecksKëscht fir Betriber ugesidelt, si se an engem separate Service zesummegefaasst ginn. Dëse Service ass dunn SuperDrecksKëscht-Akademie genannt ginn. En ëmfaasst esouwuel déi intern wéi och déi extern Qualifikatioun am Kader vun den Aufgabe vun der SuperDrecksKëscht, d'Offer fir Formatiounsinstitutiounen, awer och d'Sensibiliséierung vun der Ëffentlechkeet.

D'SuperDrecksKëscht-Akadamie gëtt vun dem Privatbetrib OSL assuréiert, deen deemno och fir de Recrutement vum Personal zoustänneg ass. An der Zäit vum 1. Januar 2016 bis de 15. Juli 2016 huet den Här Schmit e Stage bei der SuperDrecksKëscht gemaach mat Schwéierpunkt Schoulung a Qualifikatioun. Wärend där Zäit huet hie seng fachlech a sozial Kompetenz ënner Bewäis gestallt.

Fir d'Aktivitéite vun der SuperDrecksKëscht-Akademie ze strukturéieren, ass 2019 eng Persoun gesicht ginn, déi en Ausbildungsprofill am schoulesche Beräich huet. Enn Mee 2019 gouf den Här Schmit vum Personalverantwortleche bei der OSL, dem Här Klaus Schu, kontaktéiert an op e Bewerbungsgespréich agelueden, dëst opgrond vun dem positive Feedback wärend sengem Stage, senger Ausbildung als Schoulmeeschter, sengem Master am Schoulmanagement esouwéi senger berufflecher Erfarung am Enseignementsberäich.

Déi entspriechend Plaz ass also net ausgeschriwwe ginn, mee d'Firma OSL huet déi Astellung gemaach op Basis vun de positiven Erfarunge mat dem Här Schmit wärend sengem Stage, esou wéi och op Basis vu senger fachlecher Qualifikatioun.

Et sief allerdéngs och drop higewisen, datt et sech hei net ëm eng leedend Positioun handelt.

Question 3651 (16.02.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **changement dans le fonctionnement du réseau luxembourgeois des musées :**

À l'heure actuelle, le fonctionnement du réseau luxembourgeois des musées fait l'objet de mutations profondes. Ainsi, les membres du réseau « Musées Luxembourg » (Mulux) ont été informés que l'association sans but lucratif ICOM Luxembourg prendra la relève de la coordination des deux réseaux de musées en place, à savoir Mulux et d'stater muséeën. Il en découlera que le Service d'animation culturelle régionale du Ministère de la Culture n'encadrera plus le réseau Mulux.

Les musées non membres de l'ICOM pourront continuer à participer aux réunions du réseau Mulux, mais l'objectif poursuivi à moyen terme est l'adhésion à l'ICOM afin de pouvoir bénéficier de l'ensemble des avantages dont l'accès aux formations internationales en ligne et la participation aux « Luxembourg Museum Days ». Dans l'immédiat, les musées régionaux membres de Mulux ne sont donc pas directement contraints d'adhérer à l'ICOM moyennant contribution financière, mais ils risquent d'être moins encadrés par le Service d'animation culturelle régionale du Ministère voire d'être isolés du réseau luxembourgeois des musées.

Dès lors, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Culture les questions suivantes :

- Pourquoi ce changement dans le fonctionnement du réseau luxembourgeois des musées aura-t-il lieu ? L'encadrement professionnel des musées sans paiements en contrepartie ne devrait-il pas demeurer une mission phare du Ministère de la Culture lui-même ?

- Est-ce que Madame la Ministre a pu s'assurer que la contribution financière demandée de la part de l'ICOM Luxembourg aux musées n'est pas de nature à pénaliser le budget de certains musées régionaux plus petits ?

- Soumettre la participation des musées luxembourgeois aux « Luxembourg Museum Days » ou autres événements culturels à la condition d'adhérer à l'ICOM Luxembourg ne risque-t-il pas de compromettre la diversité du réseau luxembourgeois de musées ?

Réponse (16.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Le transfert de la gestion du réseau Musées Luxembourg, dit « Mulux », vers l'association sans but lucratif ICOM Luxembourg s'est effectué dans une perspective de développement et de professionnalisation du secteur muséal du Grand-Duché.

Si par le passé, le réseau Musées Luxembourg et le réseau d'stater muséeën ont considérablement contribué à l'encouragement des meilleures pratiques et au développement du secteur muséal du pays en proposant aux musées une plate-forme d'échange et de promotion ou encore la participation à diverses activités communes, il s'agit aujourd'hui de consolider et de développer cet accompagnement des musées par le biais d'une structure professionnelle de référence, notamment en proposant aux professionnels du secteur davantage de possibilités de professionnalisation et de formation. L'association ICOM Luxembourg est idéalement placée pour mener à un niveau supérieur le développement du paysage muséal national en suivant et en promouvant les valeurs et standards en matière de gestion muséale mis en place par ICOM international, le plus grand réseau professionnel des musées, reconnu par la communauté muséale mondiale et dont le comité luxembourgeois est membre actif.

À côté de cet organe fédérateur pour le secteur muséal, le Service d'animation culturelle régionale du Ministère de la Culture continuera à encadrer les besoins et les intérêts du secteur muséal au sein du Ministère de la Culture et apportera avis et conseil en cas de besoin.

Les frais d'adhésion à ICOM Luxembourg sont échelonnés en fonction du budget annuel d'un musée, ceci avec le but de ne pas pénaliser les musées à petite échelle par rapport aux grands musées nationaux. Une contribution annuelle par musée membre est à verser par le Comité national ICOM Luxembourg au Comité international de l'ICOM. Pour une période intermédiaire de deux ans, la participation aux activités d'ICOM Luxembourg et notamment aux « Luxembourg Museum Days » (Lumudays) sera gratuite pour les musées non encore membres d'ICOM Luxembourg.

Les Lumudays, ayant lieu annuellement autour de la Journée internationale des musées, le 18 mai, sont organisés et promus par ICOM Luxembourg dans le but de sensibiliser davantage le public au rôle des musées dans le développement des sociétés et la conservation du patrimoine culturel. La participation à cet événement est désormais gratuite pour les musées membres d'ICOM Luxembourg, alors qu'elle était payante jusqu'à présent pour tous les musées. Le paiement des frais d'adhésion permet donc non seulement la participation aux Lumudays, mais apporte également bien d'autres avantages aux musées en ouvrant à long terme de nouvelles perspectives pour le développement individuel de chaque musée au sein d'un réseau professionnel qui réunit les compétences et forces vives du milieu.

Question 3652 (16.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **photos prises par les radars feu rouge :**

An hirem Avis zum leschte Radargesetzesprojet (N° 7652) stellt d'Dateschutzkommissioun fest, dass och d'Foussgänger iwwert de Luuchteradar mussen informéiert ginn, well och si op de Fotoe vum Radar kéinten ze gesi sinn. Laut dem Gesetz vum 1. August 2018 muss nämlech all Persoun, där hir Date festgehale ginn, doriwwer a Kenntnis gesat ginn.

Étant donné que l'installation de radars automatiques aux feux rouges concerne un public beaucoup plus large dépassant simplement les conducteurs et les passagers se trouvant à bord de véhicules, la CNPD entend attirer l'attention des auteurs du projet de loi sur l'obligation d'information de l'ensemble des personnes concernées de l'existence de ces radars et du traitement de données les concernant (p. ex. panneaux informant les conducteurs et passagers de véhicules ainsi que piétons aux endroits des radars installés aux feux rouges).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Mobilitéit a Justiz dës Froe stellen:

1. Ass virgesinn, op der Stäreplaz (an och op allen aneren zukünftege Plazen, wou Luuchteradaren installéiert ginn) een oder e puer Schëlder opzeriichten, fir d'Foussgänger iwwert d'Presenz vum Radar an d'eventuell Späicherung vun hiren Daten ze informéieren?

- Falls jo, ginn op dësem Schëld all d'Informatioune festgehalen, déi laut Artikel 12 Paragraf 1 vum Gesetz vun 2018 mussen zougänglech sinn, dorënner d'Kontaktinformatioune vum Responsable du traitement a vum DPO?

- Falls nee, wéi eng Grënn gëtt et laut der Police grand-ducale, fir dësen Artikel net ze applizéieren, baséierend op de Méiglechkeeten, déi am Paragraf 3 vum Artikel 12 genannt ginn?

2. Wëssend, dass de Radar scho säit dem Ufank vun der Testphas am Oktober Fotoe vu Foussgänger kéint gemaach hunn, ass op der Stäreplaz schonn eng deementspriechend Beschëlderung opgestallt ginn?

- Wa jo, wéi vill Schëlder goufen opgestallt a wat fir Informatioune sinn op hinne festgehalen?

- Wann nee, firwat net?

- Falls eng Beschëlderung an Zukunft virgesinn ass, wéi gesäit dës dann aus a wéini soll se opgestallt ginn?

- Falls keng Beschëlderung virgesinn ass, wéi begrënnt de Minister dës Entscheedung?

Réponse commune (17.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. D'Dateschutzgesetz vun 2018 gesäit net vir, wou genee dës Informatioune musse gedeelt ginn. Déi gefroten Informatioune sinn zum Beispill um Internetsite vun der Police ëffentlech zougänglech. Op der Stäreplaz sinn am Ganze véier Schëlder um Boulevard de la Foire opgeriicht, déi den Automobilisten de Radar annoncéieren. Heibäi handelt et sech ëm adaptéiert Schëlder, änlech wéi déi bei deenen anere fixe Radaren. Eng zousätzlech Beschëlderung, fir de Foussgänger de Radar ze annoncéieren, ass net virgesinn. Et ass esou, dass den Artikel 11 Paragraf 1 vum nämmlechte Gesetz preziséiert, dass „mesures raisonnables" musse geholl ginn, fir déi Informatiounen, déi am Artikel 12 virgesi sinn, zur Verfügung ze stellen.

An dësem Kontext ass och net ze vergiessen, dass et sech beim Luuchteradar net ëm eng permanent Videoiwwerwaachung handelt, wou ëmmer alles iwwer jiddereen ofgespäichert gëtt, mee ëm e System, dee spezifesch Infraktiounen dokumentéiert, esou wéi am legale Kader virgesinn.

Question 3654 (16.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **gestion et** la **protection des données des élèves et du personnel de l'éducation nationale :**

Suite à la réponse de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale à ma question parlementaire n° 2992, j'aimerais revenir sur les missions du

Centre de gestion informatique de l'État en rapport avec la protection des données privées des élèves et du personnel de l'éducation nationale. En réponse à ma question parlementaire précitée, le Ministre affirme que « [l]a gestion des identités et des droits d'accès est un maillon clé de la sécurité du CGIE […] » et en rapport avec le système de gestion d'identité et d'accès IAM développé par le CGIE, il précise : « Autant de services et administrations [de l'éducation nationale ndlr.] possèdent de nombreuses données à caractère personnel qui ne doivent pas être divulguées au public. »

Or, le CGIE indique dans le mode d'emploi pour l'activation des tablettes à disposition des élèves dans le cadre du programme « one2one » que la création d'un identifiant Apple est nécessaire. Cette modalité supposerait donc un transfert direct d'informations d'élèves et du personnel de l'éducation nationale vers une multinationale du numérique.

Toujours dans la réponse à ma question parlementaire précitée, Monsieur le Ministre indique : « Avec Microsoft 365, le CGIE a introduit une offre évolutive, riche et cohérente d'applications en ligne […]. Plus de 39.000 Teams et environ 280 TB d'espace de stockage occupés dans le cloud exposent le succès de cette plateforme […] qui aujourd'hui est devenue la plateforme de communication et de collaboration phare de l'éducation nationale. »

Face à ces informations, je m'interroge sur la gestion et la protection des données du personnel de l'éducation nationale et des élèves. Par ailleurs, une proposition de résolution du Parlement européen dans le cadre du rapport de 2014 sur le programme de surveillance de la NSA, les organismes de surveillance dans divers États membres et les incidences sur les droits fondamentaux des citoyens européens et sur la coopération transatlantique en matière de justice et d'affaires intérieures, observe que « […] les entreprises qui ont été identifiées dans les révélations faites aux médias comme étant impliquées dans la surveillance de masse à grande échelle des personnes concernées dans l'Union effectuée par la NSA sont des entreprises qui ont affirmé adhérer aux principes de la "sphère de sécurité" et que cette sphère est l'instrument juridique utilisé pour le transfert des données européennes à caractère personnel vers les États-Unis (par exemple Google, Microsoft, Yahoo!, Facebook, Apple, LinkedIn) ».

Cette même résolution invite les autorités compétentes des États membres, en particulier les autorités chargées de la protection des données, « […] à faire usage de leurs compétences existantes pour suspendre sans attendre les flux de données à destination de toute organisation ayant adhéré aux principes de la "sphère de sécurité" américaine […] ».

Un arrêt récent de la Cour de justice européenne argumente également dans le sens de l'insuffisance des précautions et exigences des autorités européennes en matière de transfert de données personnelles vers au moins l'une des entreprises américaines précitées : il s'agit plus précisément d'un arrêt concernant le cas de Maximilian Schrems qui avait engagé une plainte contre le siège irlandais de Facebook pour le transfert de ses données personnelles vers les États-Unis où les programmes de surveillance américains mettraient en cause son droit fondamental à la vie privée, la protection de ses données et une protection juridictionnelle efficace. Après l'ouverture de cette procédure, la Commission avait adopté la décision (UE) 2016/1250 relative à l'adéquation de la protection assurée par le bouclier de protection des données. Le 16 juillet 2020, la CJEU a déclaré non valide cette décision de la Commission européenne recommandant des exigences plus strictes.

Sur le fond de ces informations qui mettent en doute la protection des données des élèves dans le cas présent du transfert de données d'élèves et du personnel de l'éducation nationale aux entreprises Apple et Microsoft, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Les élèves et le personnel de l'éducation nationale disposent-ils ou disposent-elles d'un identifiant accordé par le CGIE, ou bien s'agit-il d'identifiants liés à leurs comptes privés respectifs ?

2) Leurs données sont-elles hébergées sur des serveurs locaux ?

3) Dans la négative, comment le CGIE peut-il garantir que ces données ne seront pas récupérées à des fins commerciales par les entreprises avec lesquelles le MENJE a contracté l'achat de certains produits et matériel numériques ?

4) Le CGIE est-il au courant de la recommandation européenne et de l'arrêt prononcé par la Cour de justice européenne concernant le transfert de données privées à toute organisation ayant adhéré aux principes de la « sphère de sécurité » américaine ?

5) Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre tient-il compte de ces recommandations concernant le traitement des données des élèves et du personnel de l'éducation nationale ?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

En complément des offres pédagogiques analogues, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse encourage depuis plusieurs années le recours à un environnement de travail collaboratif à vocation exclusivement pédagogique et éducative. L'utilisation est donc réservée aux ressources pédagogiques non personnelles et constitue en raison de l'actuelle crise sanitaire plus que jamais un outil performant, intuitif et flexible dans la quête de la sauvegarde notamment de l'intérêt supérieur des enfants et du droit à l'éducation des élèves.

Pour accéder aux plateformes et aux ressources numériques de l'éducation nationale, le Centre de gestion informatique de l'État (CGIE) attribue à chaque utilisateur (élève, enseignant, agent administratif et technique) un identifiant personnel et unique, appelé IAM, moyennant lequel il peut s'authentifier.

L'accès aux services Microsoft comme par exemple la plateforme Microsoft 365 se fait moyennant une authentification IAM.

Par contre, l'accès aux services Apple ne se fait pas via le compte IAM de l'utilisateur. Pour accéder aux services Apple, le CGIE préconise l'utilisation d'identifiants Apple gérés (managed Apple ID) dans l'application Apple School Manager (ASM).

Ces identifiants Apple gérés sont de la forme « IAM@appleid.school.lu » et sont créés automatiquement par le CGIE pour tous les élèves et enseignants fréquentant une classe « one2one ».

À l'image des identifiants Apple classiques qu'un utilisateur peut créer pour son usage personnel, les identifiants Apple gérés pour l'éducation permettent aux élèves et aux enseignants d'accéder aux services Apple et de personnaliser leur tablette. À la différence des identifiants Apple personnels, les identifiants Apple gérés sont détenus et administrés par l'établissement scolaire moyennant l'application ASM. Les identifiants Apple gérés sont conçus entre autres pour aider les établissements scolaires à respecter les exigences en matière de confidentialité des données des élèves et des enseignants et à limiter leur utilisation.

Les données cloud des élèves et des enseignants nécessaires au fonctionnement des produits Microsoft 365 et Apple sont généralement stockées sur des serveurs au sein de l'Espace économique européen (notamment à Dublin et Amsterdam). Depuis quelques années, Microsoft a complété sa certification « Privacy Shield », mécanisme invalidé récemment par l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire « Data Protection Commissioner contre Facebook Ireland et Maximillian Schrems », par des clauses contractuelles types (CCT). Ceci vaut également pour Apple où le transfert international de données personnelles collectées dans l'Espace économique européen est également encadré par des garanties appropriées.

Afin d'adapter continuellement ses offres aux besoins concrets des utilisateurs ainsi qu'aux évolutions du cadre réglementaire, légal et jurisprudentiel, le CGIE proposera sous peu la plateforme eduFiles qui facilitera le stockage et le partage sécurisés de données à caractère personnel entre les agents de l'éducation nationale. La plateforme eduFiles, un système de fichiers Cloud haute sécurité, développée au sein du CGIE sur base des logiciels libres Nextcloud et ONLYOFFICE, hébergée dans un datacenter au Grand-Duché de Luxembourg sera accessible via deux modes d'authentification sécurisés, à savoir via l'accès via un produit Luxtrust ou bien l'accès à facteurs multiples eduKey.

Toutes les bases de données des élèves et du personnel de l'éducation nationale ainsi que des données administratives sont stockés dans les datacenters du CGIE.

Question 3655 (16.02.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **distribution des vaccins dans les pays avec lesquels l'État luxembourgeois a signé un accord général de coopération et d'aide humanitaire :**

Dans son rapport « Delivering Pandemic Resilience » de septembre 2020, DHL a évalué les moyens nécessaires pour garantir des chaînes de distributions résilientes pour vaccins et matériaux médicaux pendant la pandémie du Covid-19 et pour le cas échéant de futures urgences sanitaires.

La publication se base sur de multiples discussions avec des experts de l'industrie et d'organisations non gouvernementales, sur la recherche publique ainsi que sur leur propre expérience extensive dans le secteur de la logistique.

En portant un regard géographique sur la distribution du vaccin, et en considération du fait que la température joue un rôle primordial dans sa conservation, DHL note que les pays aux infrastructures et chaînes du froid limitées se voient potentiellement face à des enjeux plus problématiques. Ainsi, l'entreprise considère dans son rapport que de grandes parties de l'Afrique, de l'Amérique du Sud et de l'Asie manquent des capacités requises et suggère des moyens de transports innovatifs et spécialisés afin d'atteindre les populations dans les régions excentrées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

- À ce stade, est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de tels problèmes dans les pays avec lesquels l'État luxembourgeois a signé un accord général de coopération et d'aide humanitaire ?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Grand-Duché de Luxembourg a prévu d'apporter de l'aide dans ces régions suivant l'objectif de développement durable « bonne santé et bien-être » des Nations Unies, ayant pour but de « permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être des tous à tout âge » ?

Réponse (16.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

L'objectif du développement durable (« ODD ») « bonne santé et bien-être » constitue un des ODD dans la réalisation duquel la Coopération luxembourgeoise est la plus active. En effet, les fonds d'aide publique au développement (APD) alloués à cet ODD constituent environ 16 % de l'APD globale luxembourgeoise.

La Coopération luxembourgeoise met ainsi l'accent sur le renforcement des systèmes de santé dans nos pays partenaires. Ce renforcement a également vocation à contribuer au déploiement du vaccin contre la Covid-19 dans ces pays.

Le Luxembourg souscrit pleinement à l'objectif d'assurer un accès aux soins de santé pour tous, selon le principe « No one is safe until everyone is safe ». Les appuis luxembourgeois dans le contexte de la pandémie s'inscrivent dans le cadre de l'initiative « Team Europe » qui vise à coordonner les actions de l'Union européenne et de ses États membres dans la réponse internationale à la pandémie. Depuis le début de cette pandémie, le Luxembourg a ainsi contribué près de 69 millions d'euros, avec une priorisation sur les volets de réponse d'urgence sanitaire ainsi que socio-économique avec un focus géographique sur l'Afrique de l'Ouest.

En outre, l'appui de la Coopération luxembourgeoise à la riposte à la Covid-19 comprend des appuis sectoriels à nos pays partenaires, comme le nouvel appui sectoriel de cinq millions d'euros dans le domaine de la santé au Cap-Vert, tout comme des appuis ciblés, dont la fourniture de réfrigérateurs à des pays partenaires comme le Laos, et des contributions à des mécanismes de réponse multilatéraux, telles que l'initiative COVAX. L'appui financier du Luxembourg à hauteur d'un million d'euros au mécanisme COVAX constitue ainsi un pilier important pour la réponse aux défis posés par la Covid-19 visant à garantir une distribution équitable du vaccin, en particulier dans les pays du Sud.

Pour ce qui est de la situation spécifique dans nos pays partenaires, la Coopération luxembourgeoise suit de près la situation sur le terrain pour pouvoir donner le cas échéant, sur base des besoins identifiés, une réponse appropriée et adaptée.

Question 3656 (17.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **sécurité autour du Centre d'accueil pour demandeurs de protection internationale situé sur la route d'Arlon :**

Zu Stroosse gouf beim ëmgebaute Logopedie-Zentrum en Heem fir haaptsächlech männlech Asylbewerber ageriicht. Dëst Heem ass elo e puer Honnert Meter méi wäit op d'Nummer 293, Areler Strooss, an der Gemeng Lëtzebuerg geplënnert. An der Ëmgéigend vun dësen zwou Plaze si vill Geschäftsleit an hir Ugestallten opgereegt a besuergt. Si stellen deelweis privat Sécherheetspersonal an.

Mir ass an deem Kontext matgedeelt ginn, datt Policeasätz an den Heemer ganz heefeg sinn. Iwwerdeems géif et an där Géigend och zu heefege Policeasätz wéinst Déifstall an de Geschäfter kommen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Sécherheetssituatioun ëm a ronderëm dës Asylantenheemer?

2. Weist sech d'Police reegelméisseg op där Plaz? Wéi dacks ass dat circa pro Dag?

3. Wéi vill Asätz, wou e Protokoll erstallt ginn ass, hat d'Police am Joer 2020 beim an am ëmgebaute Logopedie-Zentrum?

4. Wéi vill Asätz, wou e Protokoll erstallt ginn ass, hat d'Police am Joer 2020 bei an an de Supermarchéen an Tankstellen zu Stroossen, déi am Stroossesegment vun Nummer 1 bis Nummer 14 op der Areler Strooss leien?

5. Wéi vill vun dëse Protokoller hu Bewunner vun den Asylantenheemer betraff?

6. Wéi ass d'Opdeelung - der Nationalitéit no - vun dëse Persounen?

7. Wéi vill vun dësen Asätz sinn no bausse kommunizéiert ginn, also verëffentlecht ginn, a wéi vill net?

Réponse commune (23.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Et handelt sech bei der Struktur op der Areler Strooss ëm déi nei Struktur fir d'Éischtopnam vun Demandeurs de protection internationale (DPI), deen neie Centre de primo-accueil, kuerz de CPA. Bis elo war déi éischt Ulafstell fir DPI an de Gebailechkeete vun der fréierer Logopedie zu Stroossen, déi am Februar 2021 definitiv zougemaach ginn ass.

De Gardiennage vun de Leit am fréieren an am neie CPA gëtt vun enger privater Sécherheetsfirma assuréiert. Bei Tëschefäll gëtt d'Police kontaktéiert, esou wéi et iwwerall de Fall ass. Et ass Personal vum Lëtzebuerger Roude Kräiz um Site a këmmert sech ëm den Encadrement vun den DPI an d'Gestioun vun der Struktur. D'Noutruffnummere sinn affichéiert.

D'Interventioune vun der Police an oder ronderëm de fréiere Centre de primo-accueil zu Stroossen, Lëtzebuerg an aner Strukture fir DPI geschéie gréisstendeels op Ufro hin (Security, Geschäftsleit, Passanten asw.), meeschtens am Kontext vu klengeren Incivilitéiten.

ad 2. No enger Entrevue tëscht der Police, de betraffene Geschäftsleit an de lokale Gemengenautoritéite vu Stroossen mécht d'Police säit Februar 2018 reegelméisseg preventiv Patrullen notamment an de Geschäfter. Dat ass circa zwee- bis dräimol pro Dag.

ad 3. + 4. D'Police erfaasst keng spezifesch Statistiken iwwert d'Asätz an a ronderëm Strukture fir DPI.

Betreffend d'Interventiounen, wou e Protokoll erstallt ginn ass, konnten am gefrote Stroossesegment vun der Areler Strooss am Joer 2020 43 Protokoller zougeuerdent ginn, ouni datt, wéi gesot, Statistike gefouert ginn iwwert déi Verbaliséiert.

ad 5. + 6. D'Police erfaasst keng spezifesch Statistiken iwwert d'Bewunner vu Strukture fir DPI.

ad 7. Sämtlech offensichtlech a relevant Faiten, déi e Caractère de relevance publique hunn an net an d'Enquête agräifen, gi verëffentlecht. Ab dem Moment, wou eng Strofdot geschitt ass, ënnerläit déi weider Kommunikatioun den zoustännege Justizautoritéiten.

D'Police erfaasst keng spezifesch Statistiken iwwert kommunizéiert oder net kommunizéiert Interventiounen.

Question 3657 (17.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **construction d'une écurie dans une zone verte à Schifflange :**

An engem „Tageblatt"-Artikel vum 22. Januar 2021 war ze liesen, datt zu Schëffleng an der Gréngzon e Päerdsstall vun engem Locataire erriicht gouf, ouni datt déi zoustänneg Proprietären au courant waren.

An deem Sënn hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Gouf dee besote Päerdsstall an der Gréngzon am Kader vum Naturschutzgesetz autoriséiert?

2. Wa jo, gouf am Kader vun enger eventueller Demande vum Locataire gepréift, ob de Proprietär och säin Accord fir esou e Bau ginn huet?

3. Ass den zoustännege Fierschter an dëser Affär intervenéiert an, wa jo, ënnert wéi enger Form?

4. Wat sinn allgemeng d'Konditiounen, fir däerfen esou ee Päerdsstall an der Gréngzon opzeriichten?

5. Muss d'Demande an esou Fäll vum Proprietär kommen oder kann e Locataire mam Averständnis vum Proprietär och esou eng Demande de construction en zone verte am Kader vum Naturschutzgesetz stellen?

Réponse (17.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Jo, am Joer 2003.

ad 2. Dat kontraktuellt Verhältnis tëschent Proprietär a Locataire ënnerläit de generellen Dispositiounen aus dem Zivillrecht. Et ass net um Ëmweltminister, dëst ze kontrolléieren.

ad 3. An dëser Affär handelt et sech ëm ee Litige tëscht engem Proprietär a sengem Locataire. Et gehéiert net zu de Missioune vun der Naturverwaltung, an dësem Kontext ze intervenéieren.

ad 4. Et sief drun erënnert, datt d'Autorisatioun fir de Päerdsënnerstand zu Schëffleng op Basis vum modifizéierten Naturschutzgesetz vun 1982 erdeelt ginn ass. Säit dem Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 gëlle méi prezis Virgabe fir nei Bauten an der Grëngzon.

Ënnerstänn fir Päerd an aner Weeddéiere ginn nom Artikel 6 vum Gesetz autoriséiert bis zu enger maximaler Grondfläch vun 30 m^2 op engem Terrain, deen eng Mindestfläch muss hunn. Am Fall vu Päerd musse mindestens 1,25 ha als Weed zur Verfügung stoen. Et ass deemno ganz wichteg, datt Leit, déi Päerd wëllen halen, am Virfeld zur Uschafung ofklären, ob si genuch Terrain zur Dispositioun hunn.

ad 5. Dee fir den Naturschutz zoustännege Minister kontrolléiert, ob ee konkreete Projet kompatibel ass mat dem Naturschutzgesetz, genee wéi ee Buergermeeschter iwwerpréift, ob ee Bauprojet kompatibel ass mam kommunale Bautereglement. D'Proprietéitsverhältnisser, Pachtverträg oder aner zivilrechtlech Aspekter ginn an dësen Autorisatiounsprozeduren net kontrolléiert.

Question 3658 (17.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **Luxembourgeois vivant à l'étranger :**

An der Äntwert op meng Fro vum 6. Januar 2021 iwwert d'Lëtzebuerger am Ausland informéiert den Här Minister: „Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, sinn net verflicht, Gebuerten zu Lëtzebuerg ze mellen. Dës Donnéeë sinn dofir am RNPP just informativ enregistréiert an dofir net komplett." Deemno weess d'Regierung net, wéi vill Lëtzebuerger Staatsbierger et ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Am Hibléck op déi uewe genannten Informatiounen: Ass dëst eng zefriddestellend Situatioun fir d'Regierung?

2. Ass d'Regierung net der Meenung, datt ee Staat zu all Moment misst driwwer informéiert sinn, wéi vill Staatsbierger offiziell registréiert sinn?

3. Gedenkt d'Regierung, dës Situatioun ze verbesseren?

4. Geet de Minister dovun aus, datt et méi Lëtzebuerger am Ausland ginn, ewéi déi offiziell Zuelen dat vermudde loossen, well op där enger Säit d'Nationalitéit jo verierft gëtt un d'Kanner, an op där anerer Säit d'Gebuerte jo net musse beim Lëtzebuerger Staat gemellt ginn?

5. Huet de Minister eng Aschätzung, wéi vill méi Lëtzebuerger am Ausland liewen, ewéi déi offiziell Zuelen dat vermudde loossen?

6. Op d'Fro „Huet de Lëtzebuerger Staat d'Adresse vun deene bal 100.000 Auslandslëtzebuerger?" äntwert de Minister mat Nee. Vu wéi vill vu senge Staatsbierger am Ausland huet de Lëtzebuerger Staat dann d'Adressen?

7. Bei wéi enge Geleeënheete ginn d'Auslandslëtzebuerger vum Lëtzebuerger Staat ugeschriwwen?

8. A wéi enge Sprooche geschitt dat?

9. Souwäit et dem Staat bekannt ass: Wéi vill Lëtzebuerger Staatsbierger hu bei de leschte Chamberwalen 2018 am Ausland gewunnt?

10. Wéi vill Lëtzebuerger Staatsbierger, déi 2018 am Ausland gewunnt hunn, ware bei de Chamberwalen 2018 stëmmberechtegt?

11. Wéi vill vun hinnen hunn e Walziedel ugefrot?

12. Wéi vill vun hinnen hunn och tatsächlech ofgestëmmt?

13. Wéi deelt dat sech op déi verschidde Walbezierker op?

14. Ass den Här Minister zefridde mat der Unzuel u Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen an déi un de leschte Chamberwalen deelgeholl hunn?

15. Bei de Gemengewale gi Campagnen organiséiert, fir méi Leit ze motivéieren, wielen ze goen. Si bei de Chamberwalen och esou Campagnë virgesinn, fir méi Leit ze motivéieren, wielen ze goen?

16. Aner Länner, wéi zum Beispill Frankräich a Portugal, hunn an hire Parlamenter eng gewëssen Unzuel u Sëtz, déi fir hir Staatsbierger, déi am Ausland wunnen, reservéiert sinn. Kéint d'Regierung sech esou eppes och fir Lëtzebuerg virstellen?

17. Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen, hu kee passiivt Walrecht. Firwat ass dat esou?

18. Gesäit d'Regierung heiranner e Problem fir d'Representativitéit vun der Lëtzebuerger Chamber?

19. Gesäit d'Regierung hei en Demokratiedefizit?

Réponse commune (11.03.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. - 14. D'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierten dréint sech am grousse Ganzen ëm d'Zuel vun de Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen an déi opgrond vun hirer Nationalitéit d'Recht hunn, bei de Chamberwale matzewielen, an déi, wa se vum Lëtzebuerger Staat offiziell erfaasst sinn, gläichzäiteg als Kategorie „Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen" geziilt kéinten ugeschriwwe ginn, fir si ze encouragéieren, e Walziedel unzefroen.

Opgrond vun enger kombinéierter Lektür vun den Artikele 5 Paragraf 1 an 1 Paragraf 1, vum modifizéierte Gesetz vum 19. Juni 2013 relative à l'identification des personnes physiques ginn am RNPP ënner anerem Donnéeë vu Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen, erfaasst. Dëst geschitt entweeder wann eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg gewunnt huet, sech op der Gemeng ofmellt, well si an d'Ausland plënnert, wann eng Persoun, déi am Ausland wunnt, bei de Lëtzebuerger Autoritéiten eng Demarche mécht, fir Reesdokumenter, Identitéitspiècen, Openthaltsgeneemegungen, Führerschäiner oder aner administrativ Dokumenter unzefroen, oder wann eng Persoun, déi am Ausland wunnt, de Lëtzebuerger Autoritéite matdeelt, dass si hir Residenz am Ausland wiesselt. De Lëtzebuerger Staat ass also doriwwer informéiert, wéi vill Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen, offiziell enregistréiert sinn.

Doduerch, dass awer d'Gebuerten an d'Stierffäll net obligatoresch beim Lëtzebuerger Staat musse gemellt ginn, ass et net méiglech anzeschätzen, awéifern dës offiziell Zuel vu Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am RNPP enregistréiert sinn, der reeller Zuel entsprécht. Eng Optimiséierung vun dësem System schéngt schwéier ze realiséieren, vu dass Persounen, déi am Ausland wunnen an opgrond vum Nationalitéitegesetz theoreetesch d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen hunn, selwer eng Demarche mussen ënnerhuelen, fir hir Nationalitéit an der Praxis effektiv och geltend ze maachen, zum Beispill andeem si eng Identitéitskaart ufroen, an doduerch dann hir lëtzebuergesch Nationalitéit offiziell am RNPP enregistréiert gëtt. Et bleift am Endeffekt awer hir eegen Decisioun, esou eng Demarche ze maachen. Déi selwecht Problematik stellt sech bei de Stierffäll, wou et ëmsou méi schwéier ass, fir un dës Informatiounen ze kommen, vu dass dat géif viraussetzen, dass eng Drëttpersoun de Lëtzebuerger Staat driwwer misst informéieren.

Vu dass d'Adress vun de Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, déi am RNPP renseignéiert sinn, also weeder komplett sinn nach ee sech drop verloosse kann, dass se nach ëmmer richteg sinn, well e Changement vum Wunnsëtz am Ausland nëmmen op fräiwëlleger Basis de Lëtzebuerger Autoritéiten matgedeelt gëtt, ginn dës Persounen och net geziilt als „Kategorie" vum Staat ugeschriwwen.

Opgrond vun dësen Explikatiounen ass et also och net méiglech ze wëssen, wéi vill Lëtzebuerger Staatsbierger exakt zum Moment vun de Chamberwalen 2018 am Ausland gewunnt hunn an dës Weidere stëmmberechtegt waren.

Doduerch, dass Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen, nëmme per Bréifwal kënne wielen an dowéinst eng Demarche musse maache fir dës unzefroen, ass gewosst, dass, eisen Informatiounen no, bei de Chamberwalen 2018, 1.529 Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland gewunnt hunn, Bréifwal ugefrot hunn. Vu dass den ausgefëllte Walziedel vum Wieler awer direkt un de Walbüro vun der zoustänneger Gemeng zeréckgeschéckt gëtt, huet d'Regierung keng Kenntnis dovunner, wéi vill vun dëse Persounen effektiv och gewielt hunn.

ad 15. D'Walcampagnen, déi am Kader vun de Gemengewale lancéiert ginn, bezéien sech ausschliisslech op déi net lëtzebuergesch Awunner vu Lëtzebuerg, déi keng Obligatioun hu bei de Wale matzemaachen, fir se ze motivéieren, sech an enger Wielerlëscht anzedroen, fir stëmmberechtegt ze sinn. Well et am Kader vun de Chamberwale weeder Zuelen nach Adresse vu Lëtzebuerger Staatsbierger am Ausland gëtt an et doriwwer eraus och keen Inventaire vu Länner gëtt wou d'Lëtzebuerger Staatsbierger wunnen, ass esou eng Campagne schwéier virstellbar.

ad 16. Esou eng nei Reegelung ass net am Regierungsprogramm virgesinn.

ad 17. D'Konditiounen, fir bei de Chamberwalen ze kandidéieren, sinn am Artikel 52 vun der Verfassung festgeluecht. Eis Verfassung gesäit ënner anerem vir, dass een, fir Kandidat ze ginn, zu Lëtzebuerg muss wunnen, well et do ass, wou ee säi Mandat als Deputéiert och ausüübt.

ad 18. Laut dem Artikel 50 vun der Verfassung representéiert d'Chamber d'Land esou, dass d'Regierung heiranner kee Problem gesäit.

ad 19. Nee. Zum enge vertrieden d'Chamber an d'Deputéierter net ausschliisslech d'Awunner vu Lëtzebuerg, ma och all d'Lëtzebuerger, egal wou déi wunnen. Zum anere kann all Lëtzebuerger, egal wou e wunnt, och vum aktive Walrecht Gebrauch maachen, an esou mat um demokratesche Prozess deelhuelen.

Question 3660 (17.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**échange avec la Fapsylux concernant le remboursement de la psychothérapie :**

Am Kader vun der Debatt iwwert de Suicide an der Chamber am Januar sot d'Gesondheetsministesch, dass den Avis vum Staatsrot zum Theema Remboursement vun der Psychotherapie eng kloer Sprooch geschwat hätt an dass d'Echeance vun der Fapsylux, fir nach am Januar an deem Dossier weiderzekommen, kann agehale ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Hunn an deem Kader scho Gespréicher mat der Fapsylux stattfonnt?

Wa jo, wat gouf an dëse Gespréicher festgehalen?

2. Wat gouf säit dëser Annonce vun der Gesondheetsministesch gemaach?

Wat sinn déi nächst Schrëtt an dësem Dossier?

Réponse commune (16.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Nodeems de groussherzogleche Reglement vum 12. Februar 2021, deen d'Relatiounen tëschent der Gesondheetskeess (CNS) an der Representatioun vun de Psychotherapeuten zu Lëtzebuerg festleet, publizéiert gouf, huet eng éischt Reunioun de 25. Februar 2021 tëschent der CNS an der Fédération des associations représentant des psychothérapeutes au Grand-Duché de Luxembourg (Fapsylux) stattfonnt.

Bei dëser Reunioun hunn déi zwou Säiten d'Sujeten opgestallt, déi an de verschiddenen Aarbechtsgruppe sollen traitéiert ginn. Esouwuel d'CNS ewéi d'Fapsylux hunn affirméiert, datt se gewëllt sinn, eng konstruktiv Léisung ze fanne wat verschidde Punkten ubelaangt, ënner anerem wat déi medezinnesch Prescriptioun ubelaangt.

Eng zweet Reunioun ass fir den 31. Mäerz 2021 ugesat, fir de Representante vun der Fapsylux d'Méiglechkeet ze ginn, e Retour ze kréie vun de verschiddenen Associatiounen, aus deenen hir Federatioun besteet.

Et sief unzemierken, datt am Kader vun engem Accord tëschent der CNS an der Fapsylux Aarbechte vun enger grousser Envergure op d'CNS zoukommen. Dozou gehéiert d'Nomenclaturen ausschaffen, d'Statuten opstellen an och eng Konventioun ausschaffen, déi dann dat groussherzoglecht Reglement soll ofléisen. D'CNS huet déi néideg Mesurë geholl, fir an dësem Dossier esou séier wéi méiglech virun ze kommen. Déi ganz Aarbechte mussen dann och vun der Fapsylux an hire Membere validéiert ginn.

Question 3661 (17.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**ancienne maison de Michel Rodange à Koerich :**

Den Ëmgank mat hiren Nationaldichter verréit vill iwwer eng Gesellschaft. Zu Lëtzebuerg hu mir eng ganz Rei vun Haiser, déi vun eise wichtegsten Auteure bewunnt goufen an déi zum Deel ënner Denkmalschutz stinn. Verschiddener sinn an engem exzellenten Zoustand, anerer missten dréngend restauréiert ginn. E puer vun hinne ginn als Musée genotzt, wéi d'Haus vum gréissten Dichter, deen hei am Land gelieft huet: de Victor Hugo. Et ginn och e puer Haiser, déi mam Michel Rodange a Verbindung stinn, ënner anerem d'Haus zu Käerch, an deem den Auteur vum „Rénert" tëscht 1862 an 1866 gelieft huet. Eng Gedenkplaquette erënnert un dëse groussen Dichter. D'Haus selwer ass a kengem gudden Zoustand, wat net just bei Frënn vum Lëtzebuerger Patrimoine, mee och bei Frënn vun der Lëtzebuerger Literatur op Bedauere stéisst.

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen un d'Madamm Kulturministesch:

1. Steet d'Michel-Rodange-Haus zu Käerch ënner Denkmalschutz?

2. Ass de Kulturministère drun intresséiert, fir d'Gemeng Käerch bei enger eventueller Restauréierung vun deem Haus ze ënnerstëtzen?

3. Ginn et Iwwerleeunge vun der Regierung, dat Haus vun der Gemeng Käerch opzekafen?

4. Huet d'Madamm Kulturministesch Kenntnesser doriwwer, wéi vill al Haiser, déi vu Lëtzebuerger Dichter bewunnt goufen, et hei am Land ginn?

5. Wéi vill vun dësen Haiser stinn ënner Denkmalschutz?

6. Wéi steet d'Madamm Kulturministesch zu der Iddi fir, am Kontext vun der Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur, dem Michel-Rodange-Haus zu Käerch, oder och vergläichbaren Haiser, eng deementspriechend Fonctioun ze ginn?

Réponse (16.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

D'Michel-Rodange-Haus zu Käerch profitéiert net vun enger nationaler Protektioun am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 18. Juli 1983. D'Gebai gouf allerdéngs am Kader vun der „étude préparatoire" fir de PAG vun der Gemeng Käerch als „construction à conserver" erkannt a soll och deementspriechend am neie PAG geschützt ginn. An deem Fall kann de Kulturministère de Proprietär bei verschiddene Renovatiounsaarbechte finanziell ënnerstëtzen an de Service des sites et monuments nationaux kann dës Aarbechte begleeden.

Et gëtt am Moment keen Inventaire vun Haiser, déi vu Lëtzebuerger Dichter bewunnt goufen. 2008 hat de Centre national de littérature eng Ëmfro bei alle Gemenge gemaach, fir gewuer ze ginn, u wéi eng Auteuren (national an international) duerch Stroossennimm a Plaquetten oder Taken un Haiser, déi mat hinnen a Verbindung stinn, erënnert gëtt. Déi Resultater, souwäit Angabe gemaach goufen, verweisen drop, datt nëmme ganz wéineg Gemengen Haiser ausweisen, déi mat Auteuren a Verbindung stinn, woubäi Stroossennimm méi heefeg sinn.

A menger Funktioun als Kulturministesch kann ech Initiativen, déi d'Förderung vun der Lëtzebuerger Literatur a Sprooch als Zil hunn, nëmme begréissen. D'Michel-Rodange-Haus ass am Besëtz vun der Gemeng Käerch. Falls d'Gemeng also d'Initiativ fir eng deementspriechend Notzung vum Haus géif ergräifen, da misst eng Etüd préiwen, wéi een dëst am Respekt zu der bestoender Bausubstanz kéint realiséieren.

Question 3662 (17.02.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **première classe des trains des CFL :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2445, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics indique qu'il avait ordonné la suspension temporaire des contrôles de titres de transport en première classe à bord des trains CFL entre le 16 mars 2020 et le 8 juin 2020. En outre, dans sa réponse à la question n° 1840, le ministre avait indiqué que sur les 25.015.897 passagers transportés en 2019, la grande majorité, à savoir 24.347.513, l'ont été en deuxième classe. Ce qui confirme que, si une demande pour la première classe existe bel et bien, la majorité des passagers utilisent la deuxième classe, où le transport est d'ailleurs gratuit depuis mars 2020. Il en découle que les compartiments de deuxième classe, même si les places y sont plus nombreuses, sont généralement plus remplis que ceux de première classe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de passagers disposent actuellement d'un abonnement pour une place en première classe des trains des CFL ?

2) Au vu de la présence accrue de variants plus contagieux du virus causant la Covid-19, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait judicieux de renoncer à nouveau temporairement aux contrôles de billets en première classe à bord des trains des CFL sur le réseau national ? Cela afin de permettre aux voyageurs de mieux se répartir dans les différents compartiments. Cela aurait également pour avantage de réduire le contact du personnel des CFL avec les passagers et ainsi de limiter le risque de s'exposer à une contamination du virus.

3) Dans l'affirmative, est-ce que le ministre est d'avis que les abonnements des personnes en première classe pourraient être prolongés d'une durée égale à celle où les contrôles n'auraient pas lieu ? Cela afin de ne pas léser les passagers ayant payé leur abonnement.

Réponse (17.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Actuellement, le nombre d'abonnements nationaux de première classe en cours de validité s'élève à 431 unités, sans tenir compte de la vente des abonnements première classe des réseaux limitrophes. Dans ce contexte, je me permets de vous fournir ci-après les statistiques de vente des abonnements mensuels et annuels de première classe de la tarification nationale de l'exercice 2020 et 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Tout d'abord, il échet de rappeler que maintes études ont apparemment prouvé que le risque de contagion n'est pas amplifié dans les différents moyens de transports publics.

Ensuite et de façon générale, l'on recommande toujours aux personnes particulièrement vulnérables de se procurer des mesures de protection idéales, dont, entre autres, des masques FFP2.

La suspension temporaire des contrôles de titres de transport à bord des trains CFL au début de la pandémie s'était avérée incontournable, étant donné la grande incertitude qui régnait quant à la propagation du virus, ainsi que la pénurie de moyens de protection, notamment des masques chirurgicaux, pour le personnel.

Aujourd'hui la situation est différente. Les masques sont disponibles en nombre suffisant pour le personnel et la clientèle, et l'obligation du port du masque à bord des trains est respectée par la très grande majorité.

Je ne dispose d'aucun indice que le risque d'infection pour le personnel d'accompagnement des trains soit plus élevé que pour le reste de la population et que les trains posent donc un risque d'infection particulier.

Actuellement, le taux d'occupation en deuxième classe dans les trains se situe à 50-60 % par rapport à la situation d'avant Covid-19. Compte tenu de ce qui précède, je considère que le déclassement de la première classe n'est pas nécessaire.

Par contre, une abolition prolongée risquerait de compliquer le retour à la normale à la fin de la pandémie.

ad 3) Il est à préciser que la durée de validité des abonnements nationaux n'est pas fixe et commence à courir à partir de la validation de l'abonnement en question.

De manière générale, les titres de transport émis en tarification zonale ne sont ni échangeables ni remboursables. Les titres de transport non utilisés ou utilisés partiellement ne donnent normalement pas droit à un remboursement. Le système de distribution de ventes et les appareils de contrôle des titres de transport nationaux ne sont pas habilités à prolonger la durée de validité. Seul un remboursement partiel exceptionnel serait donc possible.

Question 3663 (17.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **revenu provenant des produits agricoles de base :**

De Bauer produzéiert ë. a. landwirtschaftlech Basisprodukter, déi am weidere Verlaf op villfälteg Manéier verschafft a fir de Konsument ugebuede ginn. Zu dëse Basisprodukter zielen ë. a. Fleesch, Mëllech, Kären, Eeër, Geméis asw.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Huet den Här Minister eng Oplëschtung, wéi vill Sue vun deene vum Bauer produzéierte Basisprodukter nom Verkaf wierklech fir de Bauer bleiwen, am Hibléck op follgend Produkter: Mëllech, Fleeschprodukter, Kären, Eeër, Geméis (virun allem Gromperen)?

2. Wa jo, kann den Här Minister eis déi Oplëschtung matdeelen?

3. Wann nee, wär den Här Minister bereet, esou eng Lëscht opzestellen an dës der Chamber zoukommen ze loossen?

Réponse (12.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. De Service d'économie rurale (SER) berechent all Joer, unhand vun de Betriber, déi hir Comptabilitéit vum SER erstelle loossen, fir déi eenzel Produktiounen eng Deelkäschterechnung (DKL), bei där d'Leeschtung jee Produktioun ausgewise gëtt. Heivunner ginn déi direkt zoudeelbar Käschten ofgehal, wéi zum Beispill Saatgut, Dünger, Kraaftfudder asw.

Am Joer 2019 war d'DKL bei dëse Produktiounen :

- Fudderweess : 520 Euro den Hektar
- Fuddergeescht : 535 Euro den Hektar
- Setzgromperen : 1.945 Euro den Hektar
- Maschtschwäin : 45 Euro jee Maschtschwäin
- Asw.

Dës Zuel weist aus, wat de Betrib monetär iwwereg huet, fir dono nach seng Gemengkäschten (Stroum, Waasser, Salairen, asw.) a seng Fixkäschten (Puecht, Zënsen asw.) ze begläichen.

De geneeën Detail zu all de Produktiounen ass am „De Beroder 99 - Die direktkostenfreien Leistungen 2019" opgelëscht (cf. De Beroder 99 - Die direktkostenfreien Leistungen 2019 - Landwirtschaftsportal - Luxembourg [public.lu]).

Zousätzlech heizou gouf eng Vollkäschteberechnung fir de Produktiounszweig Mëllech erstallt, déi fir dës Produktioun an den Detail geet an déi d'Käschten alleguer opweist. Hei gouf fir d'Joren 2017 bis 2019 e Median vun de Mëllechbetriber an der SER-Buchfürung erstallt, deen déi komplett Käschten an Erléis vum Betribszweig Mëllech opweist an deemno fir d'Joer 2019 op ee Betribsresultat vun 10,77 Cent de Kilo Mëllech kënnt.

Heivunner muss de Betrib dann nach seng eege Produktiounsfacteuren (seng Aarbecht, säi Land asw.) entloune kënnen, dëst ass also net de renge Gewënn vum Betrib.

De geneeën Detail zur Vollkäschterechnung Mëllech fënnt een am „De Beroder 100 - Die Wirtschaftlichkeit der Milchproduktion 2017-2019" (cf. de Beroder 100 - Die Wirtschaftlichkeit der Milchproduktion 2017-2019 - Landwirtschaftsportal - Luxembourg [public.lu]).

ad 3. De SER ass amgaang un enger Vollkäschterechnung am Beräich Fleeschproduktioun ze schaffen. Dës wäert an den nächste Méint publizéiert ginn an deemno fir jidderee fräi verfügbar sinn.

Question 3664 (18.02.2021) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **projet pilote pour la protection des faons :**

An hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 2377 vum 11. Juni 2020 hunn d'Madamm an den Här Minister Follgendes geschriwwen:

„D'Réikitzrettung mat enger thermescher Kamera an enger Dron aus der Loft ass déi sécherst Method, fir Réikitz virun der Méimaschinn ze retten. Déi nei Technologië kënnen hei sécherlech ee Bäitrag fir méi Sécherheet leeschten. Oft ugewannte Methoden, wéi zum Beispill Verdreiwe mat Doftstoffer oder Mënscheketten, si méi zäitopwänneg an net sou erfollegräich. Et gëtt driwwer nogeduecht, ee Pilotprojet ze starten."

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

- Wäert de genannte Pilotprojet dëst Fréijoer lancéiert ginn?

- Wann net, wat wieren d'Grënn dofir? Wéini soll de Projet gestart ginn?

- Kënnen d'Madamm an den Här Minister weider Detailer zum Projet ginn?

Réponse commune (18.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

De genannte Pilotprojet gëtt nach net dëst Fréijoer lancéiert. Ee Cahier des charges fir dëse Projet gëtt awer mat Natur an Ëmwelt ausgeschafft. De Projet soll verschidden Techniken a Methode matenee vergläichen. Dozou gehéieren einfach a bëlleg ëmsetzbar Moossname wéi d'Méie vu bannen no bausse bis hin zum Asaz vun Dronen oder Detekteren un der landwirtschaftlecher Maschinn.

Weider soll de Projet sech net op Réikitz limitéieren, mee och aner Déieren, wéi z. B. d'Huesen oder d'Buedembridder, sollen dovu profitéieren. Och gëtt mat eisen Nopeschlänner gekuckt, wéi eng Experienzen an dësem Kontext gemaach ginn a goufen.

Eventuell kann dann ee Pilotprojet am Fréijoer 2022 lancéiert ginn.

Question 3665 (18.02.2021) de **M Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **recrutement de personnel pour le large scale testing et les centres de vaccination :**

Am Kader vun der Covidkris gëtt an der Lescht ëmmer méi medezinnescht respektiv paramedezinnescht Personal aus Drëttlänner rekrutéiert, dat anscheinend och aus Länner an Osteuropa wéi Rumänien oder Bulgarie kënnt. Dëst Personal gëtt hei zu Lëtzebuerg virun allem an den Testzenteren (Large-Scale-Testing) agesat an och elo an den Impfzenteren. An deem Kontext stellt sech d'Fro, awéiwäit et eethesch responsabel ass, fir Personal aus Länner, déi och mat der Pandemie konfrontéiert sinn, ofzezéien a wou et och Enkpäss bei medezinnesch qualifizéiertem Personal gëtt.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit aus dem Ausland si bis elo fir de Large-Scale-Testing respektiv fir d'Impfzentere rekrutéiert ginn? Wéi eng Qualifikatiounen haten si an aus wéi enge Länner koumen si?

2. Wéi vill weider Leit, aus wéi ville Länner, sollen nach rekrutéiert ginn?

Réponse (23.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Betreffend d'Personal am Large-Scale-Testing si keng direkt Rekrutementer iwwert de Gesondheetsministère gelaf. D'Rekrutement gouf vun Ecolog duerchgefouert, déi am Projet vum Large-Scale-Testing vum Gesondheetsministère mat der Exekutioun vun dësem Volet, dee mat engem ganz groussen administrativen Opwand verbonnen ass, vum Projet chargéiert goufen.

Iwwert d'Réserve sanitaire si fir d'Centres de vaccination bis elo 24 Infirmieren, déi a Frankräich wunnen, 11 aus der Belsch an 2 aus Däitschland agestallt ginn.

Fir d'Centres de vaccination gi prioritär Leit aus Lëtzebuerg agestallt.

Question 3666 (18.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**Institut national de formation des secours :**

An der Gemeng Mäertert/Waasserbëlleg gëtt et eng speziell an eenzegaarteg Übungsanlag fir d'Pompjeeën, wou si ënner anerem geléiert ginn, mam Backdraft ëmzegoen. Dës Anlag gouf op Initiativ vun de Pompjeeën aus dem Osten ëm 2008 gebaut, dofir gouf d'ASBL RAGTAL gegrënnt.

A Konventioun mat der nationaler Pompjeesfederatioun huet d'ASBL RAGTAL dës Anlag bedriwwen. Duerch d'Grënnung vum CGDIS den 1. Juli 2018 gouf d'Anlag an d'Personal dunn den 1. Januar 2019 vum CGDIS iwwerholl an INFS-Site Wasserbillig (Institut national de formation des secours) - genannt.

Enn 2019 huet de CGDIS eng Demande un d'Ëmweltministesch gemaach, fir eng offiziell Autorisatioun fir d'Anlag ze kréien. Bis dohinner gouf et keng Autorisatioun, mee d'Anlag gouf awer gedult. De CGDIS krut awer bis haut nach keng Autorisatioun ausgestallt. Esoulaang déi Autorisatioun net do ass, kann de CGDIS keng Waasserleitung leeë loossen an esoulaang gëtt et do och kee fléissend Waasser.

An deem Kontext wéilt ech d'Madamm Banneminister an d'Madamm Ëmweltminister gär froen:

1. Firwat krut de CGDIS bis haut nach keng Autorisatioun fir dës Anlag, déi dach awer engem wichtegen Zweck déngt?

2. Ginn et Problemer, déi dës Autorisatioun net erlaben oder erschwéieren? Wa jo, wat fir Problemer sinn dat?

3. Huet d'Regierung eventuell vir, déi Anlag zouzemaachen? Wa jo, huet si fir dëse Fall scho mam CGDIS Concertatioune gefouert, fir en alternative Standuert ze fannen?

Réponse commune (19.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Säit 2014 ginn et Gespréicher tëscht dem deemolege Proprietär vum Terrain, enger Lëtzebuerger Baufirma, der RAGTAL ASBL an der Gemeng Mäertert, fir d'Notzung vum Terrain esou ëmzegestalten, datt souwuel d'Pompjeeën hiren Trainingsdepôt normal kënne bedreiwen, wéi och eng artisanal oder industriell Notzung op engem Deel vum Terrain an Zukunft méiglech ass.

D'Gemeng Mäertert ass amgaangen, hire PAG ze änneren, an eng Naturschutzautorisatioun fir de CGDIS, dee säit 2018 Bedreiwer vun der Anlag ass, befënnt sech an der administrativer Prozedur.

D'Übungsanlag konnt bis haut vun der Ëmweltministesch net offiziell autoriséiert ginn, well et duerch déi industriell Notzung vun den Terrainen zu engem staarken negativen Impakt op d'Natura 2000-Schutzgebitt „Wasserbillig - carrière de Dolomie" komm ass. D'Regierung ass dowéinst vun der EU-Kommissioun ugeschriwwen an opgefuerdert ginn, all weidere Schued um genannte Schutzgebitt ze verhënneren an dofir ze suergen, datt déi geschützten Aarten, déi do virkommen, erëm an e gudden „état de conservation" kommen.

No wëssenschaftleche Studien an op Basis vun engem Managementsplang ass de Wee elo gezeechent, fir datt de CGDIS de Standuert och an Zukunft wäert kënnen notzen.

Question 3667 (18.02.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **criminalité organisée au Luxembourg :**

Le rapport de la Police grand-ducale de l'année 2019 décrit brièvement la problématique de la criminalité organisée au Luxembourg. Ces crimes sont surtout commis, d'après ce rapport, dans les domaines du trafic illicite de migrants, du proxénétisme et de la traite des êtres humains. Un exemple de cette forme de crime est celui de l'arrestation, en été de l'année 2019, d'un homme, présumé faire partie de la mafia « calabraise ».

D'après Interpol, le Luxembourg se place selon les pays potentiellement les plus attractifs au crime organisé à cause de critères géopolitiques comme sa situation géographique au cœur de l'Europe et son statut d'une des capitales d'Europe. Cela ferait de notre pays, avec ses centres financiers globaux, son économie stable et ses hauts revenus, une vraie cible de la criminalité organisée.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Quelle présence le crime organisé international a-t-il eu au Luxembourg et quelle a été l'évolution au cours des dernières années ?

2) Quelles sont les activités principales de la criminalité organisée à l'échelle nationale ?

3) Dans le contexte de la crise du Covid-19, y a-t-il eu une augmentation du crime organisé au Luxembourg et, le cas échéant, dans quels domaines ?

4) Dans quel domaine d'activité de cette criminalité organisée y a-t-il eu le plus d'arrestations ? Combien de condamnations pénales ont été prononcées ?

5) Dernièrement, combien de commissions rogatoires ont été reçues au Luxembourg et combien de ces commissions ont été envoyées de notre part à l'étranger ?

6) Existe-t-il des ramifications et des liens entre le grand procès antimafia se tenant actuellement en Italie et le Luxembourg et d'autres pays européens ?

Réponse commune (17.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

En règle générale, il y a lieu de faire une distinction entre les définitions pénales de participation à une association de malfaiteurs (art. 322 à 324 du Code pénal) ou à une organisation criminelle (art. 324bis et 324ter du Code pénal), les critères de cette dernière étant plus restrictifs.

ad 1) À l'instar des autres pays européens, le Luxembourg est confronté à une criminalité organisée à caractère international. À titre d'illustration, on peut évoquer la série des attaques perpétrées sur des distributeurs automatiques d'argent par des bandes organisées qui ont réalisé les mêmes types d'attaques dans différents pays européens. Toutefois, la complexité des affaires et les principes de présomption d'innocence et du secret de l'instruction ont pour résultat que la Police grand-ducale ne dispose pas de données quantitatives du phénomène. Néanmoins, il ne semble pas y avoir d'évolution significative de la criminalité organisée internationale perceptible au Luxembourg.

ad 2) À défaut de données quantitatives, le vol en bande organisée, la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants constituent les principales activités perceptibles de la criminalité organisée au niveau national.

ad 3) On peut analyser une diminution de nouvelles affaires introduites en 2020 avec 25 nouvelles affaires par rapport à l'année 2019 avec 33 nouvelles affaires dans le domaine de la criminalité organisée.

De manière générale, on peut constater une forte augmentation de nouvelles affaires en matière de stupéfiants, telles que l'importation et l'exportation, la fabrication, la vente, l'acquisition, la mise en circulation illicite de stupéfiants ainsi que l'usage en groupe de stupéfiants.

ad 4) De manière générale, on peut constater une forte augmentation d'arrestations en matière de stupéfiants, telles que l'importation et l'exportation, la fabrication, la vente, l'acquisition, la mise en circulation illicite de stupéfiants ainsi que l'usage en groupe de stupéfiants.

Pendant la période de 2015 à 2020, un total de 92 condamnations ont été prononcées au titre de la criminalité organisée au Luxembourg.

ad 5) Suivant les données disponibles, les demandes d'entraide judiciaire internationale en matière pénale[11] en matière de criminalité organisée

[11] Ce terme vise les demandes d'entraide judiciaire internationales en matière pénale à des fins coercitives au sens de l'article 1er de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et les décisions d'enquête européennes à des fins coercitives au sens de l'article 21 de la loi du 1er août 2018 portant transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

reçues par le Luxembourg représentent en moyenne un peu moins de 10 % des demandes d'entraide judiciaire reçues. Elles sont approximativement une soixantaine par an. Leur nombre n'a pas varié de façon significative au cours des années 2015 à 2020, ni au cours de l'année 2020 comparée aux années précédentes.

Les chiffres se présentent comme suit[12] :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les services de l'administration judiciaire, s'ils disposent de données statistiques au sujet des demandes d'entraide judiciaire en matière de criminalité organisée émises par les autorités étrangères et reçues par le Luxembourg, ne disposent, en revanche, pas de données relatives aux demandes d'entraide émises par les autorités luxembourgeoises à l'attention des autorités étrangères. Ces demandes émanent dans ce cas des juges d'instruction et constituent un acte parmi d'autres posés dans le cadre des instructions préparatoires dont ils sont saisis en cette matière, qui n'est pas recensé en tant que tel[13].

ad 6) Nous ne disposons pas de ces informations.

Question 3668 (18.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le « **Sprëtzpass » :**

Fir Planzeschutzmëttel kënnen ze kafe respektiv auszebrénge muss een a Besëtz vun engem spezifesche Sprëtzpass sinn. Duerch déi nei Reglementatioun iwwert Planzeschutzmëttel aus dem Joer 2017 ass de Sprëtzpass vum 1. Januar 2021 un obligatoresch. Bis den 1. Januar 2021 konnte Baueren a Wënzer hiren „ale" Sprëtzpass erneiere loosse mat enger Gëltegkeetsdauer bis den 31. Dezember 2027. No dem 1. Januar 2021 kritt all Bauer a Wënzer d'Urecht op de Sprëtzpass a kritt dësen och ausgestallt nodeems hien een theoreetesche Cours beluecht huet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Si Baueren a Wënzer am Virfeld vun dësen Änneerungen iwwert déi nei Modalitéite perséinlech informéiert ginn?

- Wa jo, wéi huet dës Informatioun ausgesinn?

- Wann nee, firwat net?

2. Wéi vill Baueren a Wënzer hunn hire Sprëtzpass virum 1. Januar 2021 erneiere gelooss?

3. Ass eng speziell Prozedur fir déi Baueren a Wënzer virgesinn, déi virun dem Stéchdatum vum 1. Januar 2021 a Besëtz vun engem Sprëtzpass waren, awer net dru geduecht hunn, hire Sprëtzpass bis dohinner ze erneieren?

- Wa jo, wéi gesäit dës Prozedur aus?

Réponse (05.03.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Persounen, déi laut Règlement grand-ducal du 26 septembre 2017 relatif à la vente, à l'utilisation et au stockage des produits phytopharmaceutiques Urecht op ee vun de véier Certificaten aus dem Reglement hunn, brauchen a kee Cours ze goen.

D'Beleeë vum genannte Cours ass eng vun e puer Méiglechkeeten, fir Urecht op ee vun de véier Certificaten ze kréien. Aner Méiglechkeete sinn zum Beispill d'Virleeë vun engem vun den am Reglement genannten Diplomer, wann dës net méi al ewéi siwe Joer sinn, oder en entspriechenden auslänneschen, gëltege Certificat. An deene Fäll brauch da kee Cours besicht ze ginn. Wann den Diplom méi al ewéi siwe Joer ass, muss en Deel vum Cours besicht ginn.

An alle Fäll muss eng Demande fir de gewënschte Certificat beim Service de la protection des végétaux agereecht ginn, mat der jeeweileger Pièce à l'appui.

Ewéi vum Reglement vun 2017 virgesinn, goufe bis zum 1. Januar 2021 d'Carte d'utilisateur agréé oder d'Carte de vendeur agréé och als Pièce à l'appui akzeptéiert. Alle béid goufen am Kader vum Règlement grand-ducal du 14 décembre 1994 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ausgestallt.

ad 1. Den 28. Mee 2018 sinn all d'landwirtschaftlech Betriber vum Service d'économie rurale (SER) per separate Bréif iwwert déi nei reglementaresch Modalitéiten zu de Sprëtzmëttel informéiert ginn.

Zousätzlech zur Informatioun vum SER huet de Service de la protection des végétaux (SPV) vun der Administration des services techniques de l'agriculture de Public informéiert

- de 7. Februar 2018 um zéngte Wäibaudag zu Wuermer,

- den 23. Februar 2018 um EFFO-Dag zu Ettelbréck,

- den 19. Mäerz 2018 op der Generalversammlung vun der Fédération Horticole Luxembourgeoise zu Stroossen an

- de 4. Abrëll 2018 op der Generalversammlung vun der Centrale paysanne service jeunesse um Rouscht.

Den Institut viti-vinicole huet 2018, 2019 an 2020 entspriechend elektronesch Newsletter verschéckt an d'Wënzer op de järleche Rebschutzveranstaltungen am Institut viti-vinicole informéiert.

Per elektronescher Newsletter vum SPV ass 2018, 2019 an 2020 iwwert d'Organisatioun vum Cours informéiert ginn. Eng Informatioun zum Cours ass och via Presse agricole an Agrarportail publizéiert ginn. Ausserdeem krute vill Baueren a Wënzer, déi an de leschte Jore beim SPV ugeruff hunn, eng perséinlech Informatioun iwwert déi nei Reglementatioun a goufen op Wonsch um Telefon „online" duerch d'Prozedur guidéiert oder kruten de Formulaire de demande heemgeschéckt, wa si Schwieregkeeten haten, dëst um Internet selwer ze maachen.

Och de „Maschinering MBR Lëtzebuerg" huet seng Memberen den 22. Januar 2018 an den 10. Oktober 2019 per Bréif am Detail informéiert.

De Landhandel huet seng Cliente per Bréif respektiv am perséinleche Gespréich informéiert. Doropshin sinn all Kéier stoussweis Demandë fir Certificate beim SPV agereecht ginn, ënnert anerem am Hierscht/Wanter 2020. Bei engem Deel vun dësen Demandë gouf d'Carte d'utilisateur agréé als Pièce à l'appui mat agereecht.

ad 2. Bis zum 1. Januar 2021 sinn insgesamt 1.759 Demandë fir e Certificat beim SPV agereecht ginn.

Dovunner hunn 841 Persounen eng Demande mat Carte d'utilisateur agréé oder Carte de vendeur agréé als Pièce à l'appui virum 1. Januar 2021 agereecht a kruten doropshin de gefrote Certificat.

Déi iwwreg 981 Demandë si mat anerer Pièce à l'appui, z. B. engem Ausbildungsdiplom, saiséiert ginn. Bei dësen 981 Demandë waren awer Demanden dobäi, deenen och eng Carte d'utilisateur agréé oder Carte de vendeur agréé bäilouch. Bei wéi villen Demanden dëst de Fall ass, ass onbekannt. Nieft de genannten 841 Persounen hunn also och nach anerer hir al Carte d'utilisateur agréé oder Carte de vendeur agréé indirekt an e Certificat ëmschreiwe gelooss.

ad 3. De genannte Règlement grand-ducal gesäit esou eng Prozedur net vir.

Meng Servicer hunn awer d'Initiativ geholl, fir an Zesummenaarbecht mam Lycée technique agricole d'Ettelbruck an dem MBR Lëtzebuerg kuerzfristeg d'Kapazitéit vum Cours vum 22. Februar 2021 ze erhéijen, fir datt méiglechst vill Baueren a Wënzer, déi de Stéchdatum vum 1. Januar 2021 verpasst haten, nach de gewënschte Certificat fir de Start vun der Saison 2021 kréie kënnen. Dëse Cours vum 22. Februar 2021 war net ausgebucht, an eng Rei vun de fir dëse Cours ugemellte Persounen hunn trotz Umeldung net um Cours deelgeholl.

Question 3669 (18.02.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**énergie éolienne :**

Zu Bierden gëtt geplangt eng Wandmillen opzeriichten, déi laut aktuelle Pläng 230 m héich soll ginn an dobäi bis op 750 m un déi nooste Gebaier erukomme soll. Domadder wär d'Wandmillen déi Héchsten am Land. Zu Lëtzebuerg gëtt d'minimal Distanz vun enger Wandmillen zu bewunntem Gebitt fir all eenzele Projet op Basis vu verschiddenen Emissiounspunkten, wéi zum Beispill dem Kaméidi oder dem Schattenwurf, definéiert. Dës Grenzwäerter goufen awer op Basis vun där méi aler Generatioun u Wandmillen, déi ënnert anerem manner héich sinn, festgeluecht. Well et zur Belaaschtung duerch Infraschall bis dato nach kee Konsens an der Wëssenschaft gëtt, sou fënnt dëse bis elo nach keng grouss Relevanz an der Kommodo-Inkommodo-Prozedur. Eng wierklech Belaaschtung duerch Infraschall konnt bis ewell virun allem a Wandparken, dat heescht duerch de Cumul vun Infraschall vu ville Wandmillen, nogewise ginn. Trotzdeem hunn eng Rei Bierger Bedenken, wat eng potenziell Belaaschtung duerch den Infraschall ugeet an et ass och wichteg, de wëssenschaftlechen Erkenntnisstand konstant ze suivéieren. Sou ass eisen Informatiounen no d'Société luxembourgeoise des énergies renouvelables SA (Soler) dobäi, eegen Infraschallmiessunge bei enger bestoender Anlag ze maachen, fir dës Bedenken ze adresséieren. Niewent de Grenzwäerter, déi fir d'mënschlech Wuelbefanne relevant sinn, ginn et awer och aner physikalesch (zum Beispill d'Wandexpositioun) a geologesch (zum Beispill d'Buedembeschafenheet an d'Topographie) Gegeebenheeten, déi entscheedend sinn, ob eng oder e puer Wandmillen iwwerhaapt kënnen opgeriicht ginn. An dësem Kontext wär et fir d'Bierger wéi fir d'Gemengen hëllefräich, wann se dës Plaze vu fir eraus géife kennen. Déi gréng Partei selwer ass bei de Walen 2013 fir eeben esou ee „plan sectoriel éoliennes", dee vum Staat opgestallt gëtt, agetrueden. Sou kéinte Prozeduren och vereinfacht ginn, wat zu manner Geriichtsprozesser féiere kéint. Och kéint et fir d'Gemenge méi einfach si Wandmillen opzeriichten, wann dës och an de Bëscher däerfen opgestallt ginn, esou wéi dat an Däitschland zum Beispill de Fall ass. Zulescht ass et natierlech wichteg, dass d'Bevëlkerung, déi laut Ëmfroen (zum Beispill vum Mouvement écologique) oppen ass fir d'erneierbar Energien, mat an d'Boot ze huelen. Dëst hat d'Ministesch an hirer Interventioun vum 9. Februar 2021 och ënnerstrach, wou se sot, dass mer mussen oppassen, dass „eis Bierger, Natur an Déiere musse geschützt ginn" an, dass een „d'Suerg vun de Leit (muss) eescht huelen" an „se abannen", fir d'Klimaziler ze erreechen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Ministesch fir Ëmwelt an un de Minister fir Energie stellen:

1. Wäerten d'Grenzwäerter fir déi verschidden Emissiounspunkte fir déi nei Generatioun vu Wandmillen deementspriechend ugepasst ginn?

2. Wäert an Zukunft och den Infraschall zu engem entscheedende Krittär beim Opriichte vun enger Wandmille gezielt ginn? Wa jo, wéi eng Grenzwäerter sollen hei an Zukunft gëllen?

3. Ass d'Ministesch an dësem Kontext der Meenung, dass si hir Autorisatioun soll reréckstellen, bis eng Auswäertung vun den Infraschallmiessunge vu Soler virläit?

4. Huet de Ministère e Gesamtplang fir Wandenergie zu Lëtzebuerg a fir Sitte wou Wandmille kënnen a sollen hin - oder gëtt et de jeeweilege Bauhären a Gemengen iwwerlooss, fir dem Ëmweltministère eppes ze proposéieren?

5. Gegeebenefalls, wat schwätzt géint d'Opstelle vun engem nationale Wandkadaster (oder „plan sectoriel éoliennes") mat esou Informatiounen?

6. Wéi vill Energie aus Wandkraaft bzw. Wandmillen oder Sitte fir Wandmille brauche mir, fir eis Klimaziler ze erreechen?

7. Firwat ass d'Regierung dogéint, dass Wandmillen an de Bëscher opgestallt ginn?

8. Wéi reagéiert d'Ëmweltministesch op d'Suerg vun de Bierdener, déi sech gréisstendeels géint d'Wandmillen ausschwätzen? Wéi bënnt si d'Bierger bei der Entscheedung um Bau an?

Réponse commune (18.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Et geet ee bei dëser Äntwert dovun aus, dass déi honorabel Deputéiert mat „Emissiounspunkten" déi Punkte mengen, déi definéiert ginn, fir den Impakt ze quantifizéieren.

Deen an der Noperschaft zoulässegen Ëmweltimpakt gëtt net duerch eng spezifesch Anlag bestëmmt, mee duerch de Charakter vun dem betraffene Gebitt.

Beim Kaméidi gëtt den zoulässegen Impakt duerch d'Astufung no dem groussherzogleche Reglement vum 13. Februar 1979 definéiert. Heibäi ginn zum Beispill d'Unzuel vu Wunnengen an engem Ëmkrees vun 100 m, de Verkéier, oder d'Presenz vu weidere Betriber a Betruecht gezunn. Beim Schiet gëtt et keng spezifesch national Legislatioun. Am Kader vum Kommodosgesetz gëtt sech un déi däitsch Approche ralliéiert, déi keng gebittsspezifesch Grenzwäerter virgesäit.

ad 2. Aktuell gëtt et keng geséchert Erkenntnisser zum Infraschall bei Wandmillen, déi géife spezifesch Grenzwäerter justifiéieren. Dëst gouf och schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 2590 vun den honorabelen Deputéierten André Bauler a Gusty Graas, Nr. 3702 vum honorabelen Deputéierte Max Hahn souwéi Nr. 3938 vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser thematiséiert. D'wëssenschaftlech Erkenntnisser zu deem Theema gi selbstverständlech vun den zoustännege staatleche Servicer suivéiert.

ad 4. D'Kommodosgesetzgebung gesäit een Zeréckstelle vu lafenden Dossieren net vir. De Ministère huet awer matgedeelt kritt, datt de Projetsentwéckler prioritär deen neie Site an der Gemeng Ierpeldeng wäert analyséieren a virundreiwen.

ad 5. Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3139 vun dem éierewäerten Deputéierte Fernand Kartheiser ass ze gesinn, datt et kee Kadaster gëtt, dee potenziell Sitte fir Wandanlagen definéiert.

All Projet gëtt eenzel analyséiert a gepréift, well déi wichteg Facteure raimlech an zäitlech staark ännere kënnen; d'Distanz vum geplangte Standuert zu (neie) Wunngebidder, d'Virkomme vu geschützten Déieren, den technologesche Fortschrëtt bei den Anlagen asw.

ad 6. Den nationalen Energie- a Klimaplang gesäit am Zilzenario fir 2030 eng Gesamtstroumproduktioun aus Wandkraaft vu 674 GWh vir, 2019 waren et 281 GWh.

Fir den Ament mécht d'Stroumproduktioun aus Wandkraaft de gréissten Deel vun den erneierbaren Energien am Stroum aus. Momentan ass dem Ministère bekannt, datt ronn zéng weider Wandparken an der Entwécklung sinn, esou dass déi aktuell Evolutioun vun der Wandkraaft an déi richteg Richtung geet, fir d'Ziler 2030 aus dem nationalen Energie- a Klimaplang ze erreechen. Oft ginn och op bestoende Sitten d'Wandanlage verstäerkt („repowered").

Den nationalen Energie- a Klimaplang gesäit och bis 2040 eng weider Hausse vun der installéierter Kapazitéit op 550 MW vir, wat ongeféier enger Stroumproduktioun vun 1.166 GWh entsprécht. Dëst ass eng ambitiéis Zilsetzung an den technologesche Fortschrëtt bei de Wandanlage wäert eng wichteg Hëllef beim Erreeche vun dësem Zil sinn.

ad 7. D'negativ Auswierkunge vum Opstelle vu Wandturbinne sinn am Bësch weesentlech méi grouss wéi am Oppeland. Et kann een dovunner ausgoen, dass am Bësch bei der Installatioun vun der Plattform vun enger Wandturbinn tëschent 0,7 an 0,9 ha Bëschfläch dauerhaft verluer geet. Derbäi kommen dann nach Zoufaartsweeër, déi mussen ausgebaut ginn, fir dass d'Schwéiertransporter kënne bei d'Plattform kommen an d'Schneisen, déi musse gemaach ginn, fir d'Zouleitungen ze verleeën. De renge Flächeverloscht ass deemno am Bësch méi grouss wéi am Oppeland.

Dobäi kënnt dann nach, dass de gréissten Deel vun dëser ofgeholztener Bëschfläch nom Opbau vun der Anlag net méi mat Beem ugeplanzt gëtt. Op der Plaz wou d'Anlag steet, ass d'Bëschklima dauerhaft ënnerbrach an de Bësch ka seng Ökosystemdéngschtleeschtungen net méi erfëllen. Donieft gëllt et och ze bedenken, dass den Terrain am Bësch oft méi géi ass wéi dee vum Oppeland. Den Agréff duerch d'Installatioun vun enger horizontaler Plattform fir eng Wandturbinn ass an de Bëschhanglagen extreem grouss a vu Wäitem siichtbar.

D'Bëscher sinn awer och ganz wichteg a sensibel Liewensraim a Réckzuchsgebidder fir seelen Aarten. Et läit an eiser Hand dofir ze suergen, dass de Bestand vun dësen Aarte sech verbessert.

Zu gudder Lescht sollt dann awer och nach ernimmt ginn, dass eis Bëscher och fir de Mënsch eng wichteg Funktioun hunn, déi muss geschützt ginn.

ad 8. D'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung hëlt d'Suerge vun de Leit ganz eescht. Am Kader vum Kommodo-Gesetz kruten d'Bierger d'Méiglechkeet, sech zu dem konkreete Projet ze positionéieren. All Observatioune gi virun dem Erdeele vun der Autorisatioun gepréift.

D'Wandenergie ass Bestanddeel vum nationalen Energie- a Klimaplang fir d'Period 2021-2030 (PNEC). Dëse Plang gouf enger Strateegescher Ëmweltpréiwung (SUP) ënnerzunn, am Kader vun där sech d'Bierger och konnte bedeelegen. D'Regierung huet en den 20. Mee 2020 ugeholl.

Question 3670 (18.02.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **santé des vaches laitières luxembourgeoises :**

Für die Studie „Tiergesundheit, Hygiene und Biosicherheit in deutschen Milchkuhbetrieben - eine Prävalenzstudie" der Tierärztlichen Hochschule Hannover, untersuchten Forscher über drei Jahre lang 186.000 Rinder aus 765 Milchkuhbetrieben und befragten die Viehhalter. Laut Abschlussbericht, veröffentlicht im Juni 2020, ist es um die Gesundheit vieler Milchkühe in Deutschland schlecht bestellt. Im Osten des Landes lahmen 40 % der Tiere, in Süd- und Norddeutschland sind es 23 %. Das Ergebnis zeige, dass im Bereich der Gliedmaßengesundheit von Kühen eine große Herausforderung für die landwirtschaftliche Nutztierhaltung bestehe, so die Forscher. Die Lahmheit geht meist auf Klauenerkrankungen zurück und zu lange Zeit,

---

[12] Le tableau reprend, à titre de demandes d'entraide en matière de criminalité organisée, celles qui ont eu pour objet les infractions d'association de malfaiteurs et d'organisation criminelle (qui correspondent le plus directement et le plus formellement possible au concept de la criminalité organisée tel qu'il est prévu par la loi), ainsi que (de façon complémentaire) celles relatives aux infractions de proxénétisme, d'exploitation et de trafic des êtres humains. Il s'entend que, suivant la définition retenue du phénomène visé, d'autres infractions sont susceptibles d'être prises en considération. Un tel choix plus large impliquerait toutefois, suivant les critères retenus pour définir le phénomène (sur lesquels il faudrait alors se mettre d'accord), à la limite une analyse individuelle de chaque dossier d'entraide judiciaire (et national). Il s'entend qu'une telle analyse, qui pourrait faire l'objet d'études universitaires, dépasse manifestement les ressources humaines des juridictions et des services de la Police grand-ducale appelées à fournir les données aux fins de répondre à la question parlementaire posée.

[13] Leur recensement supposerait une analyse dossier par dossier de chacune des instructions préparatoires concernées.

die zwischen dem Auftreten dieser Krankheiten und einer Behandlung vergeht.

Da Luxemburg vorwiegend ein Grünlandstandort ist, wo 53.947 Milchkühe (2019) gehalten werden, möchte ich folgende Fragen an den Minister für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung stellen:

1. Gibt es verfügbare Daten über die Gesundheit der Milchkühe in Luxemburg? Wenn ja, was sagen die diesbezüglichen Daten über die Gesundheit der Tiere aus und wie hoch liegt der Prozentsatz der erkrankten Tiere? Um welche Erkrankungen handelt es sich vorwiegend?

2. Welche Gründe haben die Erkrankungen der Tiere laut dem aktuellen Kenntnisstand? Spielen die Haltungsbedingungen eine mögliche Rolle?

3. Wie viel Prozent der luxemburgischen Milchkühe leben in Weidehaltung, wie viel in Stallhaltung?

4. Sieht der Herr Minister, im Falle von Abwesenheit belastbarer Daten für Luxemburg, eine Studie in Bezug auf die luxemburgische Landwirtschaft als relevant an? Zieht er gegebenenfalls in Erwägung, eine solche durchführen zu lassen?

Réponse (16.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Weder das Ministerium noch seine Verwaltungen verfügen über direkte Daten in Bezug auf die Gesundheit der Milchkühe in Luxemburg. Im Rahmen der Milchkontrolle, die auf fast allen milchviehhaltenden Betrieben durchgeführt wird (monatliche Werte) sowie bei robotermelkenden Betrieben (täglich), werden u. a. auch indirekte Parameter in der Milch erhoben, die als Indikator auf den Gesundheitszustand der Kühe hinweisen und somit den Milchviehhaltern als Frühwarnsignal dazu dienen, den Zustand ihrer Herden kontinuierlich zu überwachen und ggfls. eine Futterumstellung oder Behandlungen „in einem Frühstadium" der Erkennung in die Wege zu leiten. Neben den behandelnden Hoftierärzten verfügt die Tierzuchtorganisation Convis zudem über ein engmaschiges Herden-Fruchtbarkeitsmonitoring. Viele Betriebe betreiben auch im Rahmen ihrer Herdenmanagementprogramme eigene Datenaufzeichnungen. Findet diese Erhebung standardisiert statt, so können diese Informationen zur Datenverarbeitung im Rahmen der Zuchtwertschätzung zur Verfügung gestellt werden. Somit verfügen die luxemburgischen milchviehhaltenden Betriebe über die notwendigen Tools zur optimalen Betreuung ihrer Herden. Nicht zuletzt erlauben auch digitale PLF-Tools (Precision Livestock Farming - PLF) in einzelnen Herden eine präzise Überwachung des Herdenzustandes. Aufgrund der unterschiedlichen Ansätze ist derzeit kein Zusammenpoolen gesundheitsrelevanter Daten auf überbetrieblicher Ebene möglich. Die auf den einzelnen Betrieben verfügbaren Daten werden jedoch vom Betriebsleiter oder auch von Beratungsstellen genutzt, um den Gesundheitszustand sowie die Leistung der Herden kontinuierlich zu überwachen und zu verbessern.

ad 2. Bei den Milchkühen kann es zu verschiedenen Erkrankungen kommen wie zum Beispiel Lahmheit, Stoffwechselstörungen sowie Entzündungen des Euters (Mastitis). Die Haltungsbedingungen haben einen großen Einfluss auf das Tierwohl, welches sich auch auf den Gesundheitszustand auswirkt. In den letzten Jahren wurde in einem sehr großen Umfang in moderne, tierwohlfördernde Stallanlagen investiert, das gleiche gilt für die unter Punkt 1 vermerkten Überwachungstools (Durchführung der Milchkontrolle, PLF-Tools, Herdenüberwachungsprogramme). Generell ist es im Sinne aller tierhaltenden Betriebe, einen hohen Tierwohl- und Gesundheitsstatus auf den Betrieben zu gewährleisten, da dies sich unmittelbar auf das Leistungspotenzial der Tiere auswirkt und somit auch auf die Wirtschaftlichkeit der Betriebe. Bei der Zuchtselektion wird zudem nicht einseitig auf Leistungsparameter gezüchtet, sondern die kombinierten Zuchtwerte enthalten eine entsprechende hohe Gewichtung bezüglich Langlebigkeit, Fruchtbarkeit, Klauengesundheit und anderer gesundheitsrelevanter Parameter (direkt oder indirekt).

ad 3. Daten zur Weidehaltung werden nur unregelmäßig in den alljährlichen Landwirtschaftszählungen erfasst. Die letzten verfügbaren Daten sind von 2016. Laut der Zählung von 2016 wurde auf 18,3 % der Betriebe eine ganzjährige Stallhaltung praktiziert, wohingegen auf 81,7 % der Betriebe die Milchkühe Zugang zur Weide hatten, und zwar im Durchschnitt sechs Monate pro Jahr. Auf 42 % dieser Betriebe wurde eine Ganztagsbeweidung praktiziert, und 57 % dieser Betriebe praktizierten eine Halbtagsbeweidung. Das Landwirtschaftsministerium fördert zudem im Rahmen des Agrargesetzes die Weidehaltung von Milchkühen mittels der Auszahlung einer Weideprämie - dies ist im Sinne einer naturnahen und tierwohlfördernden Bewirtschaftung des in Luxemburg verfügbaren hohen Grünlandanteils (mehr als 50 % der landwirtschaftlichen Nutzfläche).

ad 4. Das Landwirtschaftsministerium, unter dessen Kompetenzen sowohl Tiergesundheit, Tierwohl als auch Tierzucht fallen, ist natürlich daran interessiert, diese Eigenschaften in der Tierhaltung zu verfolgen und zu fördern. Daher stellt das Landwirtschaftsministerium jedes Jahr geeignete Mittel zur Durchführung der Milchkontrolle und von Beratungsprogrammen der milchviehhaltenden Betriebe zur Verfügung. Die Beratungen basieren auf sowohl betrieblichen wie auch tierindividuellen Daten und bieten somit den milchviehhaltenden Betrieben in enger Abstimmung mit den Beratern eine gute Grundlage für die kontinuierliche Verbesserung der Herdengesundheit.

Question 3671 (18.02.2021) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**absence de toilettes pour chauffeurs et chauffeuses de bus aux terminus :**

Depuis un certain temps, un nombre croissant de chauffeurs et chauffeuses de bus font écho de l'absence de toilettes mises à leur disposition sur de nombreux terminus. Ceci leur porte particulièrement préjudice, car ces toilettes constituent la seule possibilité de satisfaire des besoins essentiels avant d'entamer un nouveau parcours sans pause, qui peut durer une heure, voire plus. Ainsi, beaucoup sont amenés à satisfaire leurs besoins en plein air en toute discrétion. La gêne occasionnée est aussi ressentie de manière encore plus forte auprès des chauffeuses, étant donné que la carrière de chauffeur de bus attire de plus en plus de personnes de sexe féminin. De plus, ces dernières doivent également prendre soin des conséquences liées aux menstruations.

Certain-e-s pouvaient, à certains endroits, trouver un arrangement avec des cafés et restaurants qui mettaient leurs WC à leur disposition, mais suite à la fermeture de ces locaux en raison des mesures liées à la pandémie, cette alternative ne constitue plus une option.

La même question se pose au niveau des bus dépendant des CFL, ceux-ci ne disposant pas, selon nos informations, de toilettes à tous les terminus.

Un problème supplémentaire se poserait par rapport aux chauffeurs et chauffeuses travaillant pour des compagnies de bus privées sous-traitées par le RGTR, car ils/elles ne pourraient pas accéder aux toilettes présentes réservées aux chauffeurs AVL ou TICE, par exemple.

Quant aux chauffeurs et chauffeuses sous-traité-e-s pour conduire des bus AVL, ceux-ci et celles-ci ne peuvent utiliser les toilettes AVL qu'à condition qu'ils ou qu'elles conduisent des bus AVL.

Cette problématique n'est anecdotique qu'en apparence, car selon nos informations, les chauffeurs et chauffeuses de bus présenteraient, en conséquence de l'absence d'infrastructures d'hygiène personnelle correcte à tous les terminaux, des problèmes de santé liés au fait de devoir remettre à plus tard le soulagement de besoins physiologiques essentiels.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer s'il a connaissance de cette problématique et, dans l'affirmative, entend-il ordonner l'installation de toilettes aux terminus de bus à destination des chauffeurs et chauffeuses de bus, notamment concernant les arrêts des CFL ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les toilettes à disposition des chauffeurs et chauffeuses des sociétés publiques ne sont pas accessibles aux chauffeurs et chauffeuses travaillant pour des sociétés privées sous-traitées ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre compte-t-il y remédier ?

3) Monsieur le Ministre peut-il trouver un terrain d'entente avec la Ville de Luxembourg afin de permettre aux chauffeurs et chauffeuses du RGTR sous-traité-e-s par AVL de pouvoir utiliser les toilettes de ces derniers ?

Nous voudrions également poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Intérieur :

4) Selon nos informations, les communes auraient également la possibilité d'installer des toilettes à destination des chauffeurs et chauffeuses de bus aux terminus et les coûts de ces installations seraient en partie repris par l'État. Madame la Ministre peut-elle nous confirmer cette information ? Toujours dans l'affirmative, Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations relatives à la disposition des communes à prendre cette responsabilité et entend-elle la leur rappeler ?

Réponse commune (19.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

En particulier en ce qui concerne la SNCFL, en attendant l'aménagement d'installations sanitaires supplémentaires, les CFL ont pris depuis début 2016 plusieurs mesures afin que les conducteurs d'autobus CFL puissent pourvoir à leurs besoins.

Ainsi, la SNCFL a notamment décidé de n'effectuer les pauses réglementaires obligatoires relatives au temps de conduite (4h30 de conduite) que dans un des dépôts (Luxembourg ou Echternach) du Service activité voyageurs bus qui sont équipés d'installations sanitaires.

De plus, les pauses obligatoires relatives au temps de travail (casse-croûte) sont effectuées, dans la mesure du possible, à des endroits où des installations sanitaires sont en principe disponibles (gare de Bettembourg, gare routière de Remich, etc.).

Enfin, le Service activité voyageurs bus des CFL a conclu des arrangements oraux avec d'autres opérateurs privés de transport (Voyages Vandivinit) ou bien des établissements publics (Lycée de Junglinster) concernant l'utilisation de leurs installations sanitaires.

Les honorables Députés relèvent un sujet qui a déjà fait objet de plusieurs interventions parlementaires, et les explications qui suivent peuvent être considérées comme répétition d'explications antérieures. La nécessité d'offrir davantage d'infrastructures sanitaires aux conducteurs et conductrices d'autobus de ligne m'a été soumise il y a plusieurs années et m'a amené à charger mes services de proposer des solutions y relatives. Ainsi, mes services ont procédé à un inventaire des terminus aux lignes d'autobus du RGTR en 2015 qui devraient être équipés d'installations sanitaires. Or, le législateur attribue au Ministre ayant les Transports dans son portefeuille la charge de l'organisation, de la gestion et du financement des transports publics tandis qu'il attribue aux communes la compétence des infrastructures, notamment en ce qui concerne les arrêts d'autobus (loi du 29 juin 2004 sur les transports publics ; loi du 5 février 2021 sur les transports publics). Pour inciter les communes à améliorer les infrastructures également pour le personnel de conduite et de doter les terminus d'installations sanitaires, des crédits budgétaires pour subsidier les communes ont été inscrits dans la section afférente du département des transports à partir de l'exercice 2017 afin d'inciter les communes d'y implanter les infrastructures appropriées librement accessibles au personnel de conduite. Le subside accordé est de 50 % du montant de l'installation, plafonné à 25.000 euros. Ces principes ont déjà été expliqués dans ma réponse du 20 avril 2020 à la question parlementaire n° 1941 ainsi que celle du 23 février 2021 à la question n° 3648 du 12 février 2021, dans laquelle le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait déjà affirmé qu'il n'est pas satisfait de la situation actuelle.

Dans le même contexte, un inventaire avait été effectué avec les CFL sur les installations sanitaires dans les gares CFL accessibles le cas échéant aux conducteurs et conductrices de lignes publiques d'autobus. Il en ressort effectivement que quelques rares installations ne sont pas accessibles au personnel de conduite des autobus.

Chaque terminus des lignes AVL doit être équipé de toilettes. Contrairement à l'affirmation soulevée par les députés, ces toilettes sont toutes accessibles au personnel de conduite des sociétés privées lorsque celles-ci desservent ces arrêts.

L'existence des crédits du Département des transports tout comme les conditions d'obtention des subsides ont régulièrement été signalés aux communes, notamment en 2017, en 2018, en 2019, par l'envoi de circulaires émises via la plateforme de distribution du Ministère de l'Intérieur. De plus, des envois ciblés avaient été adressés par le Département des transports en 2017 à une vingtaine de communes considérées comme prioritairement concernées.

Le Département de la mobilité et des transports a l'intention d'étudier la possibilité de centraliser le volet des arrêts d'autobus et des infrastructures y liées ensemble avec l'exploitation du réseau RGTR (y compris les arrêts des CFL). Dans le cadre de ce dossier, des entretiens sont déjà prévus avec le Syvicol à court terme.

Question 3672 (18.02.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **stratégie de « déconfinement » des structures pour personnes âgées :**

En date du 6 janvier 2021, les premières personnes résidentes des structures d'hébergement pour personnes âgées ont pu être vaccinées contre la Covid-19. Conformément à la stratégie de vaccination du Luxembourg, autour du 25 mars 2021, tous les habitants des 52 structures du Grand-Duché devraient avoir eu l'opportunité de se faire vacciner.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l´Intégration :

1. Quelle est la stratégie de « déconfinement » des structures pour personnes âgées ?

2. Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les directives voire les recommandations qui vont être mises en place pour ces structures à partir du moment où la campagne de vaccination sera achevée ? Est-ce que les restrictions autour du droit de visite vont être levées ? Quelles libertés les habitants des structures pour personnes âgées peuvent ainsi regagner ? Est-ce que Madame la Ministre peut nous fournir le détail des mesures envisagées à partir du mois de mars/avril (restauration ; excursions ; …) ?

Réponse (16.03.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région coopère étroitement avec la Direction de la santé du Ministère de la Santé et la COPAS afin d'émettre des recommandations permettant de concilier au mieux liberté individuelle et protection de la communauté de vie au sein des structures pour personnes âgées.

Au vu de l'avancement de la campagne de vaccination dans les structures d'hébergement pour personnes âgées, le Ministre de la Famille et de l'Intégration et le Ministre de la Santé ont transmis, en date du 22 février 2021, les recommandations suivantes aux acteurs du secteur.

Ainsi, il est recommandé :

aux résidents et à leurs familles :

- de ne pas rendre visite en cas de maladie, en cas de symptômes compatibles avec une infection Covid-19 ou après avoir eu un contact à risque avec une personne dont l'infection récente a été confirmée ;

- de garder une distance interpersonnelle d'au moins deux mètres et de porter un masque. Le port d'un masque chirurgical ou FFP2 est à favoriser vis-à-vis d'un masque de fabrication artisanale ;

- de se laver les mains avec de l'eau et du savon avant et après la visite. Alternativement, on peut utiliser un désinfectant des mains ;

- de respecter les consignes des directions des différents établissements ;

- de participer de manière régulière et systématique au dépistage de l'infection (sur invitation, par l'équipe mobile du LST, par test antigénique) ;

- de répondre aux invitations de vaccination.

au personnel (y compris sous-traitants) de ces structures d'hébergement :

- de respecter strictement et à tout moment les mesures barrières ;

- de porter systématiquement un masque chirurgical ou de préférence FFP2 pendant les heures de présence sur le lieu de travail ;

- de porter toujours une attention particulière à une hygiène rigoureuse des mains (se laver ou se désinfecter les mains régulièrement) ;

- de participer de manière régulière et systématique au dépistage de l'infection (sur invitation, par l'équipe mobile du LST si possible, par test antigénique) ;

- de répondre aux invitations de vaccination.

aux directions des structures d'hébergement :

- de sensibiliser les résidents et leurs familles aux gestes barrières qui restent d'application même après avoir été vacciné ;

- de sensibiliser les résidents, leurs familles et le personnel de participer systématiquement aux tests qui leurs sont offerts ;

- de mettre à disposition des visiteurs des codes permettant d'effectuer des tests PCR avant les visites ; dans ce cas, il est recommandé de faire réaliser ces tests dans les 72 heures avant les visites.

- de recourir aux tests antigéniques selon les recommandations en vigueur ;

- de sensibiliser les résidents, leurs familles et le personnel à participer à la vaccination dès qu'ils y sont invités.

Il est aussi rappelé dans ce contexte que le vaccin protège contre la Covid-19, sans nécessairement éliminer la transmission du virus et que, même après la vaccination, les gestionnaires sont tenus de faire respecter l'application des gestes barrières.

À la suite de la publication de ces recommandations par les ministres, les gestionnaires des structures d'hébergement pour personnes âgées, sous l'égide de la COPAS, ont arrêté les principes suivants :

- Les visites en chambre sont permises après l'injection de la 2e dose d'un vaccin contre la Covid-19 et d'un délai supplémentaire de 14 jours ;

- L'enregistrement des visiteurs est fortement conseillé en vue d'un traçage éventuel après apparition d'une infection ;

- Les codes pour les tests PCR et/ou des tests antigéniques rapides sont proposés aux visiteurs avant les visites ;

- Le nombre de visiteurs admis et l'ouverture des restaurants et cafétérias est géré en fonction des dispositions législatives en vigueur (loi Covid) ;

- Les personnes vaccinées (2e dose et délai supplémentaire de 14 jours) ne doivent pas être mises en quarantaine après une sortie de la structure sauf en cas d'apparition de symptômes évocateurs d'une infection éventuelle au Sars-CoV-2.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration soutient cette approche au vu de la fin de la campagne de vaccination dans les structures d'hébergement, prévue pour fin mars 2021.

Question 3674 (18.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **calcul des pensions :**

Et gi vill Leit hei zu Lëtzebuerg, déi hir Zukunft iwwer d'Pensiounsgrenz eraus plange wëllen, dobäi awer ausgebremst ginn duerch d'Tatsaach, datt si net genee wëssen, heiansdo mol net ongeféier, wéi héich hir Pensioun spéider ausfale wäert. Sou Donnéeë sinn awer wichteg, zum Beispill wann een e Kreditt op enger Bank wëllt ufroen. Vill Leit hunn awer net selwer dat néidegt Wëssen oder déi néideg Moyenen, fir ausrechnen ze kënnen oder ze loossen, wéi héich hir spéider Pensioun - onofhängeg vun eventuellen Ännerungen am Gesetz - ongeféier wäert sinn, obschonns et fir si dacks eng ganz wichteg Informatioun ass.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister vun der sozialer Sécherheet riichten:

1. Kann d'CNAP esou individualiséiert Pensiounsprevisiounen op Wonsch (wéinstens estimativ) ausrechnen an zertifiéieren? Wann nee, ass doru geduecht, fir dat anzeféieren, oder wou leie konkreet d'Problemer?

2. Wéi eng Estimatioune ginn elo scho vun der CNAP ausgerechent an de Leit matgedeelt, zum Beispill um järleche Relevé vun de Pensiounsbäiträg?

3. Ass dru geduecht, fir de Persounen, déi dat wënschen, an Zukunft perséinlech Berodungsgespréicher unzebidden, bei deenen och méiglech Versuergungslücken am Pensiounsalter an dono evaluéiert a beschwat ginn?

Réponse (16.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Obschonn et keng legal Obligatioun ass, bitt d'CNAP hiren Assuréen op Ufro de Service vun enger individueller Pensiounsestimatioun ab dem 55. Liewensjoer un. Ab deem Alter leie bei deene meeschten Assuréë genuch Informatioune vir, fir eenegermoosse fiabel Estimatiounen ze erstellen.

Bei dësen individuellen Estimatioune ginn all déi zu deem Moment verfügbar Donnéeën iwwert déi lëtzebuergesch an eventuell och déi auslännesch Karriär consideréiert. Am Joer 2019 hate 56,9 % vun de Beneficiairë vun enger Pensioun souwuel eng lëtzebuergesch wéi och eng auslännesch Versécherungskarriär.

Den Assuré kritt matgedeelt, wéini hie säi Stage fir eng fréizäiteg Alterspensioun respektiv eng Alterspensioun erfëllt huet an domat Urecht op eng Leeschtung huet. Ausserdeem kritt den Assuré de previsibele Montant vun der Pensioun matgedeelt. Bei onvollstännegen Donnéeën ass d'Fiabilitéit vun dësen Estimatiounen net garantéiert.

D'CNAP schafft am Moment drun, fir all Assuré zukünfteg via d'Internetplattform myGuichet.lu eng Méiglechkeet ze ginn, fir selwer eng Simulatioun vun senger Pensioun zesummenzestellen, dëst op Basis souwuel vun den Donnéeën déi der Pensiounskeess bekannt sinn, wéi och op Basis vun den Donnéeën, déi den Assuré zousätzlech agëtt.

ad 2. Mam järlechen Extrait vun der Pensiounskarriär kréien d'Assuréen eng Estimatioun geschéckt, wann se um 1. Januar vum Joer vum Envoi vum Extrait 55 Joer erreecht hunn, wann se op d'mannst zéng Joer Versécherungszäiten zu Lëtzebuerg hunn, wann se an deene leschte 24 Méint virum Joer vum Envoi op d'mannst zwielef Méint verséchert waren a wann, bei Independanten a bei fräiwëlleg Pensiounsversécherten, d'Cotisatioune bezuelt sinn.

Dëst ass eng reng automatesch Berechnung, déi sech nëmmen op déi lëtzebuergesch Karriär bezitt an eventuell déi individuell spezifesch Situatioun, déi der CNAP nach onbekannt ass, net berécksiichtegt.

ad 3. Um Internetsite vun der CNAP fënnt den Assuré Erklärungen iwwert déi verschidde Méiglechkeeten, fir seng Karriär ze vervollstännegen.

D'CNAP bitt dann och all Assuré, deen un engem Nokaf vu Versécherungszäiten oder enger Restitutioun vu fréier scho rembourséierte Cotisatiounen interesséiert ass, d'Méiglechkeet vun enger perséinlecher Berodung.

Question 3675 (19.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **protection de marque par des institutions publiques :**

An deem vum 15. Februar 2021 vu reporter.lu veréffentlechten Artikel „Das System SuperDrecksKëscht" gëtt den Direkter vun der Ëmweltverwaltung mat de Wierder zitéiert, „der Staat habe juristisch nicht die Möglichkeit, sich eine Marke schützen zu lassen".

Zanter 2017 ass awer zum Beispill de Slogan „Luxembourg - Let's make it happen" fir de Benelux-Raum geschützt. Zanter Dezember 2020 leeft och eng Prozedur, fir de „Let's make it happen" um Niveau vun der EU schützen ze loossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Marken huet de Staat - dat heescht d'Regierung, d'Ministèren, hir Verwaltungen an aner éffentlech Institutiounen - fir sech selwer schütze gelooss, sief et um Niveau Benelux, an der Europäescher Unioun oder driwwer eraus?

2. Ëm wéi eng Marken handelt et sech?

3. Wat sinn d'Virdeeler an d'Interessen, wann de Staat sech eng Mark selwer schütze léisst?

Réponse (17.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Recherchen derzou wéi eng Marken insgesamt, also och vum Staat, der Regierung, de Ministèren, Verwaltungen an aneren Institutiounen, am Benelux deposéiert gi sinn, kënnen um Site vum Office Benelux de la propriété intellectuelle gemaach ginn (https://www.boip.int/fr/registre-des-marques#/advanced-search). An deem Regëster fënnt een zum Beispill d'Marken „LSA - Luxembourg Space Agency" oder „ESRIC - European Space Resources Innovation Centre", déi vum Wirtschaftsministère geschützt gi sinn, mee och kollektiv Marke wéi zum Beispill de „Made in Luxembourg" (mam Logo, deen eng Kroun duerstellt), dee vun der Handelskummer an der Handwierkerkummer gehale gëtt.

Fir Marken, déi um Niveau vun der Europäescher Unioun deposéiert sinn, kann eng Recherche um Site vum European Union Intellectual Property Office (EUIPO) gemaach ginn: https://euipo.europa.eu/eSearch/#advanced/trademarks. Do fënnt een zum Beispill d'Marken „PCDS - Product Circularity Data Sheet Luxembourg" an „The Third Industrial Revolution Lëtzebuerg", déi vum Wirtschaftsministère deposéiert gi sinn.

Generell ass d'Zil, wann e Betrib, eng juristesch Entitéit oder eng Persoun eng Mark schützt, fir d'Servicer a Produite mat dëser Mark kënne vun de Produiten a Servicer vun anere Betriber oder Entitéiten ze ënnerscheeden. Mat dësem Schutz kann een Drëtte verbidden, fir d'Mark ouni d'Erlabnis vum Besëtzer ze benotzen. Fir en exklusiivt Recht op en Numm oder e Logo ze hunn, mussen dës op deem jeeweilegen Territoire geschützt sinn.

D'Motivatioun vun enger ëffentlecher Entitéit, fir eng Mark ze schützen, ass ganz änlech wéi déi vun engem Betrib: Et soll verhënnert ginn, dass anerer, ouni d'Recht derfir ze hunn, fir kommerziell Zwecker den Numm vu Servicer, Evenementer, Logoen oder Slogane benotzen, déi vun enger ëffentlecher Entitéit geschaaft gi sinn. Esou e Mëssbrauch kéint an der Ëffentlechkeet a bei de Benotzer zu Verwiesslunge féieren.

Deementspriechend ass iwwert d'Schütze vun enger Mark duerch eng ëffentlech Entitéit vu Fall zu Fall ze decidéieren, an dës Demarche soll den Ziler an der Strategie, déi gesat goufen, entspriechen. Et ass net ëmmer néideg, eng Mark ze registréieren, well de Staat gewësse Befugnisser huet, zum Beispill kann et evident sinn, datt verschidde Servicer eng staatlech Prerogativ sinn. Doriwwer eraus sief bemierkt, dass d'Reegele vun der onlauter Konkurrenz och gëlle wa keng Mark registréiert ginn ass, och wann eng registréiert Mark e spezifesche Schutz bitt.

Question 3676 (19.02.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **infections nosocomiales :**

Les infections nosocomiales sont des infections contractées dans un établissement de santé. Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies recommande que chaque hôpital dispose d'un médecin spécialisé dans la prévention et le contrôle d'infections.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre dispose-t-elle de chiffres sur les infections nosocomiales détectées dans les hôpitaux luxembourgeois au cours des cinq dernières années ?

2) Combien d'infirmiers hygiénistes travaillent dans les hôpitaux luxembourgeois ?

3) Combien de médecins travaillent dans ce domaine au Luxembourg ?

4) Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait opportun de disposer d'un médecin spécialisé dans la prévention et le contrôle d'infections dans chaque hôpital du pays ?

La résistance aux antibiotiques présente un risque d'infection particulier dans les hôpitaux. Par conséquent, nous aimerions poser ces questions supplémentaires :

5) Comment la consommation d'antibiotiques en santé humaine a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années ?

6) Quel est l'état de la mise en œuvre du Plan national antibiotiques 2018-2022, dont l'objectif est de réduire l'émergence, le développement et la transmission des résistances aux antibiotiques au Luxembourg ?

Réponse (23.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Il n'est pas possible d'enregistrer l'ensemble des infections nosocomiales survenant à l'hôpital, bien que celles-ci soient identifiées et suivies par les médecins en charge des patients. Un système d'enregistrement permet toutefois de collecter les données concernant certaines infections survenues aux soins intensifs (infections pulmonaires, urinaires et voies veineuses centrales). Le nombre de ces infections est reporté à intervalle régulier au Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), ce qui permet de comparer les politiques de lutte contre les infections nosocomiales des différents pays membres de la Communauté européenne.

Des enquêtes ponctuelles ou enquêtes de prévalence permettent d'avoir une image du type et du nombre d'infections nosocomiales survenues sur une courte période d'observation.

Ainsi, lors de l'enquête européenne réalisée en 2016 et 2017[14], on a pu noter que la prévalence des infections nosocomiales était de 5,1 % dans les hôpitaux du pays.

ad 2) + 3) Le tableau suivant retrace le temps de travail en équivalents temps plein d'infirmiers et de médecins exerçant pour le service d'hygiène et de prévention de l'infection.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il est à noter que ces personnels ont été fortement mobilisés pour la gestion de l'épidémie de Sars-CoV-2 à l'intérieur des établissements hospitaliers.

ad 4) Les infirmiers hygiénistes effectuent actuellement un travail de grande qualité, avec une autonomie remarquable. Ils ont assuré une gestion exemplaire des différentes vagues épidémiques, démontrant ainsi leur expertise précieuse.

L'apport d'un médecin qualifié pourrait permettre dans certaines situations d'appuyer leur décision et de mieux relayer le message transmis vers d'autres confrères médecins. Les décisions prises par un service d'hygiène pluriprofessionnel ont une portée plus importante.

ad 5) Dans le cadre de ses engagements par rapport aux organismes internationaux, notamment le réseau ESAC-Net (European Surveillance of Antimicrobial Consumption Network) établi auprès de l'ECDC, la consommation d'antibiotiques en milieu ambulatoire et en milieu hospitalier au Luxembourg fait l'objet d'une surveillance depuis une vingtaine d'années. L'objectif de cette surveillance étant notamment d'apporter à tous les acteurs de nombreuses informations pour évaluer les résultats obtenus dans le cadre d'une politique de maîtrise de l'utilisation des antibiotiques. Le dernier rapport de surveillance de l'ECDC[15] montre une diminution de 9 % de la consommation d'antibiotiques en ambulatoire, exprimée en DDD (Defined Daily Dose) par 1.000 personnes et par jour pendant la période de cinq années de 2014 à 2019. Le rapport montre également que la consommation d'antibiotiques en milieu hospitalier a diminué significativement entre 2014 et 2019.

ad 6) Le Plan national antibiotiques (PNA) 2018-2022[16] est un plan actif depuis trois ans. Son objectif général est de réduire l'émergence, le développement et la transmission des résistances aux antibiotiques au Luxembourg avec une approche One Health. Ce plan se décline en cinq axes principaux (« gouvernance », « prévention, éducation et communication », « traitement et diagnostic », et « surveillance »).

Cependant, en 2020, les activités du PNA ont dû être réduites suite à la crise sanitaire qui a eu un impact sur la disponibilité des ressources nécessaires à la coordination et/ou à la réalisation de certaines actions. Les ressources nécessaires ont dû être temporairement réallouées dans les activités de la gestion de la crise sanitaire. Néanmoins, certaines activités jugées prioritaires ont été menées en 2020.

La gouvernance du PNA va permettre de coordonner les efforts nationaux de lutte contre l'antibiorésistance dans les différents domaines impliqués. En 2020, très peu de réunions ont pu être organisées. Cependant, les collaborations internationales ont été poursuivies notamment via la transmission des données de surveillance pour EARS-Net.

Les axes « prévention, éducation et communication » visent à améliorer la prise de conscience, la compréhension de l'antibiorésistance par la population générale et par les professionnels de santé à travers une communication et une éducation adaptées. En novembre 2020, la campagne annuelle antibiotiques a été renouvelée avec le soutien du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Agriculture.

Les axes « traitement et diagnostic » ont pour objectif de promouvoir le bon usage des antibiotiques en santé humaine et animale. Le groupe de travail « traitement, diagnostic, prévention et éducation en santé humaine » a finalisé des recommandations pour les tests de diagnostic rapides et des fiches explicatives destinées aux patients. Le groupe de travail « traitement, diagnostic, prévention et éducation en santé animale » a commencé à développer un concept autour de la rénovation des étables et de la construction de nouvelles étables ainsi qu'à promouvoir les traitements prophylactiques afin de permettre l'amélioration du bien-être de l'animal et donc la diminution de la consommation antibiotique.

L'axe « surveillance » vise à mettre en place un système national de surveillance des antibiotiques (consommation d'antibiotiques, présence d'antibiotiques, de résidus d'antibiotiques et de bactéries résistantes et antibiorésistance) et à renforcer la surveillance des infections associées aux soins. L'ensemble des données récoltées, par le LNS, sur la résistance antibiotique a été transmis aux instances européennes et internationales. Néanmoins, aucune action n'a pu être menée dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie nationale de recherche sur l'antibiorésistance.

Question 3678 (19.02.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**inceste :**

Ces derniers temps, un nouvel hashtag s'est répandu à travers les différents médias sociaux : #MeTooIncest. Ce hashtag vise à donner une parole aux victimes de viols ou abus sexuels par un membre de leur famille et d'attirer l'attention sur l'inceste. Il a vu le jour suite à la publication du récit « La Familia grande », dévoilant l'histoire du frère jumeau de la fille d'Olivier Duhamel. Surtout en France, ce hashtag se trouve suivi par une vague effrayante de témoignages.

Au Luxembourg, le hashtag ayant fait son apparition dans les médias sociaux ne fait pas surgir le même nombre de témoignages. Cependant, il faut être conscient du fait que de telles affaires ne sont sûrement pas inexistantes dans notre pays.

Au niveau de la prise en charge des victimes d'inceste, le Luxembourg dispose de l'Association luxembourgeoise de pédiatrie sociale (Alupse). Celle-ci met en avant une certaine lenteur des procédures et enquêtes, un chemin long, dur et très difficile des victimes ainsi qu'une déception de ces dernières quant aux résultats obtenus sur le plan judiciaire.

La législation nationale ne punit, ni dans son Code pénal, ni par une loi spéciale, l'inceste comme infraction en tant que telle. L'inceste n'est prévu que comme circonstance aggravante du viol ou de l'abus sexuel. Le caractère incestueux d'un viol ou d'un abus sexuel sur un mineur double la peine légalement prévue.

Actuellement, en France et en Belgique, le monde politique, académique et judiciaire mène des réflexions, avec beaucoup de controverses, visant à qualifier des faits d'inceste comme une infraction à part entière et non comme une circonstance aggravante.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Au fil des cinq dernières années, quel est le nombre de condamnations pour viol ou pour abus sexuel sur un mineur avec l'inceste comme circonstance aggravante ?

- L'Alupse a-t-elle raison au niveau des différents problèmes rencontrés ?

- Est-il prévu d'organiser des campagnes de sensibilisation et de prévention sur l'inceste ?

[14] https://doi.org/10.2807/1560-7917.ES.2018.23.46.1800516

[15] https://www.ecdc.europa.eu/sites/default/files/documents/Antimicrobial-consumption-in-the-EU-Annual-Epidemiological-Report-2019.pdf

[16] https://sante.public.lu/fr/politique-sante/plans-action/plan-national-antibiotiques-2018-2022/index.html

- En ce qui concerne la législation nationale, y a-t-il des réformes prévues afin de criminaliser l'inceste à part entière ?

- En Belgique, une proposition de loi prévoit une imprescriptibilité de l'infraction d'inceste. Une telle piste est-elle envisageable au Luxembourg ? Le cas échéant, une prolongation des délais de prescription de viol ou d'abus sexuel est-elle envisagée ?

Réponse (18.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Quant au nombre des condamnations pour viol ou abus sexuel sur un mineur avec l'inceste comme circonstance aggravante, il s'avère nécessaire d'analyser le cadre législatif actuel en la matière.

Étant donné qu'au-dessus de l'âge de 16 ans, la qualité de mineur ne constitue ni un élément constitutif, ni une circonstance aggravante et cela tant pour le viol que pour l'attentat à la pudeur, il est impossible de retrouver dans le casier les affaires commis sur des mineurs âgés entre 16 et 18 ans.

Le nombre de condamnations fournies concerne donc uniquement des mineurs victimes en dessous de l'âge de 16 ans.

Il se peut qu'il y ait des cas pertinents, c'est-à-dire de viols ou d'attentats à la pudeur sur des mineurs âgés entre 16 et 18 ans, commis par un auteur qui est un membre de leur famille, mais que nous n'avons pas pu recenser.

Ceci étant dit, voici les chiffres concernant les condamnations des cinq dernières années dans des affaires de viol et d'attentat à la pudeur

- commis sur des mineurs en dessous de l'âge de 16 ans

- par un membre de la famille tel qu'un ascendant ou un frère.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Au regard des faits dévoilés ces dernières années dans les médias européens et internationaux ainsi que des études scientifiques portant sur les traumatismes engendrés par l'abus sexuel sur enfants, en particulier dès lors que celui-ci est commis dans le cadre familial, il apparait en effet nécessaire de créer une infraction autonome permettant de sanctionner ces faits. Les services sont actuellement en train d'élaborer un avant-projet de loi en ce sens.

Dans ce cadre, il est bien entendu qu'il convient de s'intéresser, au-delà de la création de l'infraction pénale, aux possibilités de renforcement du dispositif de sensibilisation et de prévention.

Cet avant-projet prévoit également un allongement des délais de prescription.

Question 3679 (19.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **inondations à la Moselle :**

De Ministère fir ëffentlech Aarbechten huet géigeniwwer dem Wort confirméiert, dass d'Aarbechten un engem Héichwaasserschutzsystem zu Réimech am September 2021 sollen ufänken. Réimech ass awer net déi eenzeg Stad, déi ëmmer erëm mat Héichwaasser ze kämpfen huet. Zu Stadbriedemes stoung de Waasserpeegel am Februar op iwwer sechs Meter.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir ëffentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Beim Projet Réimech soll mat der Esplanade op der Héicht vum Wueswee ugefaange ginn.

Firwat ass entscheet ginn do unzefänken?

2. Ass d'Ausschaffe vum Plang fir de Projet Héichwaasserschutz/Esplanade/Route du Vin zu Réimech ausgeschriwwe ginn?

Falls jo, wéi vill Intresséierter hunn sech op d'Ausschreiwung gemellt?

3. Am Rapport vun 2015 iwwert den „Hochwasserrisikomanagment für Luxemburg" ginn 13 Muselgemengen/-dierfer opgezielt, déi vun engem Héichwaasserrisiko betraff sinn, dorënner Gemengen ewéi Gréiwemaacher, Stadbriedemes a Mäertert. De Besoin fir Moossnamen ass do:

Im Dialog mit den Gemeinden und Städten wurde jedoch an vielen Stellen noch Bedarf an lokalen neuen Rückhalteeinrichtungen, auch für Starkregenereignisse ermittelt.

Sinn nach aner Héichwaasserschutzsystemer ewéi deen zu Réimech bei der Musel geplangt?

Wa jo, wéi eng Gemenge si vun esou Projete betraff a wéini sollen dës Projeten an

Ugréff geholl ginn?

4. An deem Rapport liest een och, dass:

Defizite bestehen insbesondere in alten und lange bestehenden Kerngebieten, in denen Hochwasser nur selten auftritt. Überall dort wo häufiger Hochwasser auftreten, kennen die Menschen das Risiko und haben gelernt sich und ihr Eigentum zu schützen. Gleiches gilt auf kommunaler Ebene für öffentliche Einrichtungen. In Gebieten, in denen Hochwasser seltener auftreten, geht nach einigen Jahren das Bewusstsein für die Hochwassergefahr verloren. Deshalb muss mit großem Aufwand das Risikobewusstsein in der hochwasserfreien Zeit und das Wissen um die Notwendigkeit des Objektschutzes aufrechterhalten werden.

(...)

Kommt dann ein Hochwasser, werden die Betroffenen überrascht und es kommt zu hohen Schäden. Insbesondere in Risikogebieten, die nur selten von Hochwasser betroffen sind, muss deshalb mit großem Aufwand das Risikobewusstsein in der hochwasserfreien Zeit und das Wissen um die Bauvorsorge aufrechterhalten werden.

Wat fir Moossnamen sinn a Plaz gesat, fir ze verhënneren, dass a Risikogebidder déi seele vun Héichwaasser betraff sinn, et zu all Moment zu héije Waasserschied ka kommen?

Ginn d'Mënschen déi an dëse Risikogebidder wunnen, duerch geziilt Mesuren un d'Gefore vum Héichwaasser erënnert?

Réponse commune (30.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Ëmgestaltung vun der Réimecher Esplanade ass an zwee Segmenter opgedeelt ginn. Deen éischten Deel geet vun der Réimecher Bréck bis bei de Wueswee an dat zweet Stéck vum Wueswee bis bei d'Caves St Martin.

Et gëtt mam Segment beim Wueswee ugefaangen, well dësen Deel opgrond vun den techneschen Ufuerderunge méi kuerzfristeg ze realiséieren ass, dat am Zesummenhang mat der Konstruktioun vun der Strooss, de Parkingen an dem nationale Vëlowee PC3. Och stinn op der Héicht vum Wueswee déi éischt Bebauungen, déi bei engem zéngjäregen Héichwaasser (fir dat de Schutz dimensionéiert ginn ass) Schied kënnen erwaarden.

ad 2. D'Stad Réimech ass Bauhär vun dësem Projet an huet eng Demande gemaach, fir d'Etüden an déi spéider Aarbechten duerch de Waasserfong kofinanzéiert ze kréien. D'Stad Réimech muss natierlech sécherstellen, dass d'Reegele vum Gesetz zu de Marchés publics agehale ginn a kann och informéieren, wéi vill Intresséierter sech op d'Ausschreiwung gemellt hunn.

ad 3. Et sinn Etüden zu Mäertert/Waasserbëlleg, Schengen a Stadbriedemes gelaf, fir eventuell Héichwaasserschutzmoossname laanscht d'Musel auszeschaffen. Dës Etüde si bis elo awer nach net a Projeten ëmgesat ginn.

ad 4. Dës Fro beäntwert u sech den Héichwaasserrisikomanagementplang, deen entspriechend den Dispositioune vum Waassergesetz an der EU-Héichwaasserrisikomanagement-Direktiv opgestallt gouf. Alles wat am Kader vum Héichwaasserrisikomanagement zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, steet an deem Dokument. Do geet et vun den Héichwaassergeforekarten, déi de Leit weise wou déi (an Tëschenzäit) 17 potenziell héichwaassergefäerdet Gewässer sinn, a wéi wäit sech eng Iwwerschwemmung kann ausdeenen an dräi verschiddenen Zenarien (10-järeg, 100-järeg an extreem Héichwaasser), den Héichwaasserrisikokaarten, déi ausweise wat de Risiko fir Mënschen a Schutzgidder vum Héichwaasser an den dräi Zenarien duerstellt, bis zum Service de prévision des crues, deen iwwert den Internetsite www.inondations.lu Informatiounen erausgëtt am Fall vun engem droenden Héichwaasser. Et sinn och Broschüren a Flyeren ausgeschafft ginn, wéi zum Beispill de Leitfaden zum Bauen am Héichwaassergebitt. Des Weidere sinn déi Dokumenter alleguer presentéiert ginn, deelweis och duerch eng Consultation du public gelaf, a sinn um Internetsite www.waasser.lu ze fannen. Uechtert d'Land si siwen Héichwaasserpartnerschafte gegrënnt ginn, déi aktiv d'Theema vum Héichwaasser an senge Risike sollen oprechterhalen. An der Mëtt vum Joer 2019 huet d'AGE am Kader vun enger mid-term Veranstaltung vum Héichwaasserrisikomanagementplang dës Partnerschaften alleguerte gesinn an de Point vun der Ëmsetzung vun de Moossname gemaach.

Question 3681 (19.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **huiles et graisses alimentaires usagées :**

A fréiere parlamentaresche Froen (Nr. 1010 an Nr. 3539) hat ech d'Verwendung vum Palmueleg als Dreifstoff ugeschwat. De Minister hat mir an der Fro Nr. 1010 Follgendes geäntwert: Lëtzebuerg huet sech dofir op EU-Niveau agesat a schreift als eent vun de wéinegen EU-Länner den Operateure vir, datt nach méi séier a méi staark muss op nohalteg Biokraaftstoffer gesat ginn.

Biodiesel léisst sech aus enger grousser Unzuel vu Fetter, Uelegen an Alkoholen produzéieren. Dëst ass am Prinzip eng gutt Saach, well et méi sënnvoll a ressourcëschounend ass, gebrauchte Liewensmëttel ze verwäerten ewéi Narungsmëttel, wéi Rapsueleg, Mais oder Räis, oder souguer den ëmweltschiedleche Palmueleg, zur Energiegewënnung ze benotzen.

Deemno kënne benotzte Fetter an Ueleger zu Biodiesel raffinéiert ginn. Queesch duerch d'Gemengen hei am Land ass virun allem eng Firma am Asammele vu Fetter aktiv. Wien a verschidde Recyclingszentere geet, kritt giel Eemere mam berüümte Logo vun der SuperDrecksKëscht, mat deenen een d'benotzte Fett bei sech doheem sammelen an duerno an ee Recyclingszenter droe kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Liter Fett an Ueleg sinn, opgelëscht pro Joer, an deene leschten zéng Joer hei am Land agesammelt ginn?

2. Wouhinner sinn dës Fetter duerno verkaf ginn?

3. Wéi vill Prozent vun deene benotzte Fetter an Uelege si fir d'Produktioun vu Biodiesel benotzt ginn?

4. Huet de Minister Schätzungen, wéi vill Liter recycléiert Fetter an Uelegen am Duerchschnëtt hei zu Lëtzebuerg am Joer vertankt ginn?

Réponse commune (31.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Quantitéiten (Tonnen) u Frittefett, déi zu Lëtzebuerg agesammelt goufen, sinn am follgenden Tableau ofgebilt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei der SuperDrecksKëscht SDK handelt et sech zum allergréissten Deel ëm Frittefetter, déi vu Privatleit kommen an iwwert d'SDK fir Bierger agesammelt ginn. Déi aner Quantitéite gi vun de jeeweilege Kollektere bei Restauranten oder Grousskichen agesammelt.

ad 2. Eppes méi wéi 50 % vum agesammelte Frittefett gëtt all Joer un eng Firma an der Belsch verkaaft. De gréissten Deel vum Rescht ass an de leschte Joren an Däitschland an och an d'Schwäiz gefouert ginn. Bis 2016 sinn och Frittefetter an Éisträich exportéiert ginn.

ad 3. Quasi d'Totalitéit vum agesammelte Frittefett ass an d'Produktioun vu Biodiesel an d'Ausland gaangen. Verschidde Jore sinn awer och klenger Quantitéiten an eng Biogasanlag gefouert ginn.

Ee klengen Deel Frittefett, dat vun der SDK agesammelt gëtt, gëtt och direkt op der Plaz zu Heizzwecker genotzt, ouni virdrun zu Biodiesel ëmgewandelt ze ginn.

Ee minimalen Deel vu Fetter ass kontaminéiert a kann net méi zu Biodiesel verschafft ginn. Dës Fetter ginn dann an enger entspriechender Offallbehandlungsanlag mat Energieréckgewënnung verbrannt.

ad 4. An de Joren 2017, 2018 an 2019 si follgend Quantitéite vu Biodiesel, deen op Basis vu benotzte Fetter an Ueleger hiergestallt gouf, zu Lëtzebuerg am Diesel (bäigemëscht) verkaaft ginn: 11,9 Millioune Liter, 13,5 Millioune Liter a 35,2 Millioune Liter.

Question 3682 (19.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **communication de la Police grand-ducale :**

An der Äntwert op meng Fro vum 12. Januar 2021 preziséiert den Här Policeminister, datt an de Méint November an Dezember 2020 42 Iwwerfäll um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg gemellt gi sinn.

Et fält awer an deem Kontext op, datt just en Deel vun dësen Iwwerfäll vun der Police no baussen un d'Bierger an un d'Press kommunizéiert ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi vill vun deenen 42 Iwwerfäll si vun der Police per Matdeelung op hirer Internetsäit, iwwert d'Press oder eventuell nach op anere Plattforme veröffentlecht ginn?

2. Firwat gëtt nëmmen en Deel veröffentlecht an net déi gesamt Informatiounen?

3. Am September 2017 hat de Bausseminister Jean Asselborn am Kontext vun enger Policeaktioun op RTL Télé Lëtzebuerg gesot: „Déi staatlech Servicer sollten eventuell och an Zukunft besser oppasse mat der Kommunikatioun, fir d'Populatioun net onnéideg opzereegen." Ass de Policeminister och der Meenung, datt d'Kommunikatioun vun all den Iwwerfäll (eleng an der Stad sinn et der fir de genannten Zäitpunkt fënnef pro Woch) kéint fir onnéideg Opreegung suergen?

4. No wéi enge Krittäre gëtt decidéiert, wéi eng Iwwerfäll veröffentlecht ginn a wéi eng net?

5. Wier et net am Sënn vun der Transparenz an dem Respekt vun der Wouerecht, wann all Iwwerfäll géifen no baussen (un d'Press an d'Bierger) kommunizéiert ginn?

6. Bei wéi vill vun deenen 42 Iwwerfäll konnt bis elo den Täter oder e presuméierten Täter ermëttelt ginn?

7. Gëtt am Fall, wou en Täter eréischt méi spéit no senger Dot ermëttelt gëtt, dëst no bausse kommunizéiert an/oder un d'Press weidergeleet?

Réponse (17.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Fir d'éischt muss ee preziséieren, dass ënnert deem geneereschen Term „Iwwerfall" all méiglech Zorte vu „vols avec violences" repertoriéiert ginn, ugefaange beim Klaue vun enger Posch oder engem Handy, déi/deen enger Persoun aus der Hand gerappt gëtt, bis zum „hold-up à main armée". Da muss een och preziséieren, dass déi Qualifikatioun esou erfaasst gëtt, wéi se dem Polizist vum Plaignant gemellt gëtt, wëssend, dass dat herno judiciairement ganz anescht ka qualifizéiert ginn, wa méi Ëmstänn bekannt sinn.

Betreffend elo d'Pressemeldunge säitens der Police, esou ass de virrangege Krittär ëmmer deen, dass d'Enquête mat enger Kommunikatioun no baussen net beaflosst gëtt. Et kann och sinn, datt eng Pressemeldung sech op e puer Virfäll bezitt.

Sämtlech offensichtlech Faite gi veröffentlecht, wann doduerch d'Enquête net beaflosst gëtt. Et sief och bemierkt, dass ab dem Moment, wou eng Strofdot geschitt ass, déi weider Kommunikatioun den zoustännege Justizautoritéiten ënnerläit.

D'Police huet am genannten Zäitraum mindestens eng Dose Pressemeldungen zu Iwwerfäll (am Sënn wéi uewe beschriwwen) um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg gemaach, wat all Faite waren, déi deene virzitéierte Krittären entsprach hunn.

ad 3. Et ass scho wichteg, dass d'Bevëlkerung iwwert d'Aarbecht vun der Police, déi eng Administration publique ass, informéiert gëtt. Hei gëllt de Krittär, dass d'Enquête net duerch d'Kommunikatioun no bausse beaflosst gëtt.

ad 4. Cf. Äntwerten op d'Froen 1 an 2.

ad 5. Cf. Äntwerten op d'Froen 1 an 2.

ad 6. D'Police kann esou Recherchen net automatiséiert duerchféieren.

ad 7. Dëst kënnt heiansdo vir, mee och déi Kommunikatioun ënnerläit de Justizautoritéiten.

Question 3683 (02.03.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **vente de participations par la BCEE et la SNCI :**

Ewéi rezent bekannt gouf, wëllen de Lëtzebuerger Staat, d'Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) an d'Spuerkeess hire gemeinsamen Undeel un enger grousser Lëtzebuerger Firma am Industrieberäich vun iwwer 40 % un déi däitsch Mammegesellschaft vun deem Betrib verkafen. Et muss een an deem Kontext wëssen, datt d'Mammegesellschaft aktuell an enger Kris ass. Eleng an Däitschland gëtt schonn envisagéiert, bis zu 1.200 Aarbechtsplazen ofzebauen. Iwwert den Impakt vun dëser Kris op Lëtzebuerger Aarbechtsplaze kann een de Moment just spekuléieren. Obwuel hei schonn eng parlamentaresch Fro gestallt an deelweis beäntwert gouf, wëll ech vum Här Wirtschaftsminister weider Prezisiounen zu deem Theema a besonnesch zu dëse Froe kréien:

1. Wéi ee Montant ergëtt sech aus dësem gemeinsame Verkaf vun den Undeeler vun iwwer 40 % un där Firma?

2. Wéi gedenkt d'Regierung, dëse Montant ze placéieren, respektiv ze investéieren?

Gëtt dëse Montant genotzt, fir Staatsscholden ze rembourséieren?

3. Op Terraine vun der betraffener Firma zu Lëtzebuerg leeft grad e gréisseren Immobilieprojet. Wéi grouss ass de Benefiss, deen hei viru Steieren entsteet?

4. Gouf dësem Ëmstand vun de Gewënner beim Immobilieprojet beim Verkafspräis vun där 40%eger Bedeelegung Rechnung gedroen? Oder hat ëmgedréint d'wirtschaftlech Kris vun der Mammegesellschaft en negativen Afloss op d'Héicht vum Verkafspräis?

Réponse commune (06.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Roy Reding gëtt op d'Äntwert op d'Fro N° 3707 vun den honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo an Dan Biancalana iwwert dee selwechte Sujet verwisen.

Wat de Verkafspräis ugeet, ass dee vun enger Confidentialitéitsklausel ofgedeckt, un déi d'Parteie gebonne sinn. De Verkafspräis, deen de Staat bezuelt kritt, wäert zu 50 % an de Fonds souverain intergénérationnel an zu 50 % an de Staatsbudget affektéiert ginn.

Question 3684 (19.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **projet « Luxembourg in Transition » :**

Um Internet liest ee Follgendes zum Projet „Luxembourg in Transition": „une consultation urbano-architecturale et paysagère Luxembourg in Transition - Visions territoriales pour le futur décarboné et résilient de la région fonctionnelle luxembourgeoise vise à réunir des propositions stratégiques d'aménagement du territoire et à produire des scénarios de transition écologique à l'horizon 2050".

Am Kader vun dësem Projet gouf vum Minister ee berodende Kommitee zesummegesat, zu deem, nieft verschiddene Kummeren, dem Liser, dem Statec, dem Syvicol, dem Mouvement écologique, den Architekten asw., och d'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés) gehéiert.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Landesplanung:

1. Aus wat fir engem Grond huet den Här Minister d'ASTI an dëse Kommitee beruff?

2. Wou gesäit den Här Minister d'Kompetenze vun der ASTI an de Beräicher „consultation urbano-architecturale" a „consultation paysagère"?

3. Wat verspréicht sech den Här Minister vun der Participatioun vun der ASTI?

4. Wéi eng Ziler aus de Statute vun der ASTI passe bei d'Ziler vun dësem Projet?

5. D'ASTI ass bekannt derfir, fir och politeschen Aktionismus ze bedreiwen, a kämpft vehement fir hir kloer politesch Ziler. Riskéiert eng Abezéiung vun esou enger Associatioun net, d'Objektivitéit an d'Neutralitéit vun den Aarbechten a Gefor ze bréngen?

6. Ass d'ASTI an den Ae vum Minister representativ, a wa jo, a wéi engem Sënn a fir wien?

7. Kann den Här Minister eis soen, wéi vill Memberen d'ASTI an deem Gremium stellt?

8. Plangt den Här Minister an deem Kontext och nach aner Associatiounen an Institutioune mat anzebezéien, wéi zum Beispill d'CGFP, d'Actioun Lëtzebuergesch, de COSL, d'UGDA, de Bistum, d'Caritas, de Gaart an Heem, d'Amiperas, d'ALEG, d'Guiden a Scouten...?

Réponse (11.03.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

Am Kader vum Projet Luxembourg in Transition - Visions territoriales pour le futur décarboné et résilient de la région fonctionnelle luxembourgeoise, ass, ënner anerem, e berodende Kommitee zesummegesat ginn.

De Kommitee besteet aus verschiddene Gremien, Beruffskummeren, Associatiounen, etc., déi déi verschiddenst Interessen an Altersklassen zu Lëtzebuerg vertrieden.

Zanter zwee Joer schafft d'ASTI um Projet „Les tiers-lieux au Luxembourg : faire ensemble pour mieux vivre ensemble" mat, dee sech mat de gesellschaftlechen Erausfuerdunge beschäftegt, fir e bessert Zesummeliewen an eise Stied, Dierfer a Quartieren ze erméiglechen an déi ekologesch Transitioun zu Lëtzebuerg ze fërderen. Dozou gehéieren och eng Rei urbanistesch Iwwerleeungen, déi ons interessant schéngen. An deem Sënn ass d'ASTI Member am Kommitee.

Et ass och wichteg ervirzehiewen, datt am Kader vum Projet Luxembourg in Transition Zukunftszenarie sollen ausgeschafft ginn, déi méiglech territorial Entwécklunge fir onst Land a säi grenziwwergräifend Ëmfeld virschloen am Hibléck op den ekologesche Wandel an dat fir all ons Matbierger, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi hei am Land wunnen an/oder schaffen.

Question 3685 (19.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **mesures sanitaires pour le cycle 1 de l'éducation fondamentale :**

Laut den neie Recommandatioune vum Educatiounsministère sinn d'Kanner an der Grondschoul vum Cycle 2 u gehalen, och wärend dem Unterrecht de Mask als Schutz géint eng weider Verbreedung vum Covid-19-Virus unzehalen. Fir de Cycle 1, déi fréier Spillschoul, a fir den Enseignement précoce gëllt de Port du masque am Klassesall weiderhin net.

Laut mengem Wëssen ass vun den Enseignant-titulairë vu bestëmmte Precoceklassen d'Informatioun un d'Eltere gaangen, dass d'Kanner hir Collatioun an Zukunft awer net méi am Klassesall, mee dobaussen am Haff zou sech huele mussen - obwuel d'Kanner jo wärend dem Unterrecht ouni Mask zesummen am Klassesall sëtzen.

An deem Kontext erlaben ech mir, follgend Froen un den Här Educatiounsminister ze stellen:

- Si Consignen un d'Léierpersonal vun Enseignement précoce a Cycle 1 erausgaangen, laut deenen d'Kanner, déi wärend dem Unterrecht kee Mask brauchen ze droen, hir Collatioun moies an nomëttes dobausse mussen zou sech huelen?

- Wa jo, op der Basis vu wéi engen Elementer ass déi Decisioun geholl ginn, dass d'Kanner mussen dobaussen iessen an drénken, obwuel se ouni Mask zesummen am Klassesall sëtzen?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Et sinn zu kengem Moment déi vun der honorabeler Deputéierter opgefouert Consignë vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend un d'Léierpersonal erausgaangen. Am Kontext vun der Collatioun hu vereenzelt Regionaldirektioune recommandéiert, dës Aktivitéit, wann d'Wieder et erlaabt, no baussen ze verleeën. Dës Recommandatioune waren awer ëmmer generell un d'Schoulen aus de concernéierte Regionaldirektioune geriicht an hunn sech ni exklusiv op de Cycle 1 bezunn.

Zum jëtzegen Zäitpunkt ass et wichteg, déi aktuell relevant Gestes barrières beschtméiglech anzehalen. An dësem Kontext erklären d'Enseignanten de Schüler ëmmer erëm d'Relevanz vum Anhale vun de Gestes barrières. Esou gëtt och beim Iessen drop opgepasst, datt d'Schüler Distanz zueneen halen, an datt beschtefalls gläichzäiteg gelëft gëtt.

Question 3686 (19.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **contournement d'Ettelbruck-Feulen :**

Rezent huet de Buergermeeschter vun Ettelbréck op der Tëlee bedauert, datt de Ministère vun den ëffentlechen Aarbechten net virukéim mat de Planunge fir e méigleche Contournement vun Ettelbréck-Feelen. Et wiere just 50.000 Euro fir Studie virgesinn.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister soen, wou d'Planunge vun dësem Contournement de Moment dru sinn? Wéini wäert e Gesetzesprojet an der Chamber kënnen deposéiert ginn? Gouf et zënter 2019 Entrevuen am Ministère mat de Schäfferéit vun Ettelbréck a Feelen, fir d'Theema ze verdéiwen?

2. Wéi eng zousätzlech Analysen oder Studië missten, ënner Ëmstänn, nach gemaach ginn, fir de Gesetzesprojet kënnen ze finaliséieren?

3. Ass sech weider Gedanke gemaach ginn, wéi den definitiven Tracé kéint ausgesinn? Wat wieren eventuell Contrainten, déi d'Baue vun engem Contournement kéinte behënneren?

4. War schonn eng Versammlung mat de Proprietären, fir hinne verschidden Detailer ze erklären, virun allem wat den Agrëff an hiren Terrain ubelaangt?

5. Goufe schonn déi obligatoresch archeologesch Fouillen duerchgefouert?

Réponse (22.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De ganzen Ausbau vum Stroossennetz am Norde vum Land, fir do de Verkéier méi sécher a méi fléissend ze maachen, besteet aus villen eenzelen Etappen a Projeten, déi, wann alles eng Kéier spéider fäerdeg ass, ee kohärent Gesamtbild mussen erginn, wat dann och am Alldag funktionéiert.

D'Stroossebauverwaltung leet dowéinst immens vill Wäert drop, fir am Interessi vun allen, déi um Verkéier bedeelegt sinn, a vun de Bierger aus deene betraffenen Uertschaften, dat beschtméiglecht Konzept ze entwéckelen. Dat erfuerdert natierlech am Viraus vill Etüden an d'Abetruechtzéie vun alle méiglechen Alternative mat hire méiglechen Auswierkungen op d'Ëmwelt an op de Mënsch.

Den aktuelle Verlaf vum Contournement Ettelbréck-Feelen ass am „Plan sectoriel ‚Transports'" (PST), deen den 1. Mäerz a Kraaft getrueden ass, festgehale ginn. Natierlech kann dëse Verlaf, bedéngt duerch déi verschidden Etüden, déi nach musse gemaach ginn, änneren.

Am Ablack schafft d'Stroossebauverwaltung un engem Avant-projet sommaire. Eréischt am Kader vum Avant-projet détaillé ginn déi geologesch, Waasser- an Ëmweltetüde lancéiert. Da ginn och eréischt déi obligatoresch archeologesch Ënnersichungen duerchgefouert. Esoubal ewéi den definitive Verlaf festläit, ginn och déi concernéiert Proprietäre kontaktéiert.

Question 3687 (22.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **marchés publics de la défense et de la sécurité :**

Am Gesetz vum 26. Dezember 2012 ass d'Demarche fir Soumissiounen am Beräich Sécherheet a Verdeedegung festgeluecht. Am Prinzip ënnerleien all d'Soumissiounen an der EU, déi iwwer 412.000 Euro (fir Servicer a Liwwerungen) respektiv 5.150.000 Euro (fir Aarbechten) leien, dësem Gesetz. Laut den Artikele 56 a 57 muss de Lëtzebuerger Staat der Europäescher Kommissioun Statistiken iwwert d'Unzuel an de Wäert vun den Ausschreiwunge matdeelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ausschreiwungen aus dem Beräich Sécherheet a Verdeedegung gouf et säit 2012 op Basis vun dësem Gesetz?

2. Wéi vill Kontrakter goufen opgrond vun dësen Ausschreiwungen ofgeschloss?

Wat fir Servicer waren an dësen Ausschreiwunge festgehalen? Mat wéi villen Acteuren ass d'Regierung am Moment nach amgaangen, opgrond vun esou Ausschreiwungen, Kontrakter ze verhandelen?

3. Am Gesetz si verschidde Fäll festgehalen, an deenen de Kontrakt nei verhandelt ka ginn, ouni dass eng nei Ausschreiwung muss gemaach ginn. Dëst ass zum Beispill de Fall an enger Krisesituatioun oder wann et ëm geschützten Technologië geet, déi nëmmen eng Firma kann ubidden. An dëse Fäll kënnen d'Kontrakter fir fënnef oder siwe Joer verlängert ginn.

Bei wéi ville Fäll koum et zu Verlängerunge vun de Kontrakter?

Ginn et Kontrakter, déi am Moment nach lafen an déi trotzdeem aktuell schonn nees (oder deemnächst) nei verhandelt ginn?

Aus wat fir Grënn ginn dës Kontrakter nei verhandelt?

4. Wou kënnen d'Bierger(innen) ofgeschlossen Ausschreiwungen noliesen?

Réponse commune (23.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. + 2. Am Kontext vun der Police gëtt generell op d'Gesetz vun de Marchés publics vum 8. Abrëll 2018 zeréckgegraff a bis lo ass eréischt eng Kéier op d'Gesetz vum 26. Dezember 2012 zeréckgegraff ginn.

Am Beräich Defense gouf säit 2012 80-mol op d'Prozeduren, déi vum Gesetz vum 26. Dezember 2012 virgesi ginn, zeréckgegraff.

Dës Marchéë betreffe virun allem den Akaf vun Ekipementer. Wat d'Servicer betrëfft, sou huet et sech virun allem ëm „surveillance et reconnaissance aérienne" am Kader vun EU-Missiounen, Maintenance an Etüde gehandelt.

Just an engem Fall war et net zu enger Attributioun vum Marché komm an d'Prozedur gouf doropshi widderholl.

Am Beräich Defense sinn aktuell keng Verhandlungen amgaangen.

ad 3. Weeder am Beräich vu Police nach vun der Defense gouf et bis elo ee Fall vun esou enger Verlängerung.

ad 4. Allgemeng ginn déi néideg Informatiounen an engem Zousaz vum Europäeschen Amtsblat online publizéiert (https://ted.europa.eu/). Hei ass awer och ze soen, dass, wéi an den Artikelen 11 bis 13 virgesinn, gewësse Marchéen ausgeschloss sinn.

Question 3688 (22.02.2021) de **Mmes Octavie Modert** et **Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **produits alimentaires proposés sur les vols Luxair :**

Eisen Informatiounen no kréien d'Passagéier op de Flich vun der Luxair amplaz vu Lëtzebuerger Cremant neierdéngs e „Quality White Sparkling Wine" aus franséischer Produktioun mam Numm „Cuvée spéciale Luxair" zerwéiert.

An deem Kontext erlabe mir eis, follgend Froen un déi Häre Ministere fir Mobilitéit a Wäibau ze stellen:

- Kënnen déi Häre Ministere confirméieren, dass op de Luxair-Flich kee Lëtzebuerger Cremant méi zerwéiert gëtt?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn vun dëser Decisioun zu Ongonschte vum Lëtzebuerger Wäibau?

- No wéi enge Krittären ass deen neie Produit erausgesicht ginn?

- A wéi engem Mooss sollen nach aner Lëtzebuerger Produiten, déi op Luxair-Flich zerwéiert ginn, duerch auslännescher ersat ginn?

- Wëssend, dass d'Luxair e wichtege Vecteur bei der Promotioun vu Lëtzebuerger Produiten ass, wéi eng Alternativen huet d'Regierung virgesinn, fir de Verloscht opzefänken?

Question 3690 (22.02.2021) de **M. Gilles Baum** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **produits alimentaires proposés sur les vols Luxair :**

Et ass ons zougedroe ginn, dass d'Luxair, bei där de Lëtzebuerger Staat ëmmerhin Haaptaktionär ass, op hire Flich franséische Schampes zerwéiert, a méi genee eng „Cuvée spéciale Luxair".

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

- Kënnen déi Häre Ministeren dës Informatioun bestätegen?

- Wa jo, no wat fir Krittäre gouf d'Entscheedung geholl, kee Lëtzebuerger Cremant méi u Bord ze zerwéieren?

- Ass virgesinn, an Zukunft mat enger oder méi Lëtzebuerger Kellereien zesummenzeschaffen, fir lëtzebuergesche Cremant a Lëtzebuerger Wäin ze zerwéieren?

- Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, dass et sënnvoll wier, lëtzebuergesch Produiten iwwer Firmen, un deenen de Staat Participatiounen hält, méi staark ze förderen?

Réponse commune (18.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

D'Luxair, och mam Staat als Aktionär, besëtzt kommerziell Autonomie. D'Direktioun vun der Luxair hëlt an dësem Sënn Decisiounen a schléisst Marchéë mat Fournisseuren of. Déi aktuell extreem schlecht wirtschaftlech Situatioun verlaangt, dass eng ganz Rei vu Kontrakter hu missen nei verhandelt ginn.

Och de Wäibausecteur leit natierlech ënnert der momentaner Situatioun. Eleng 2020, duerch d'Zoumaache vum Horeca-Secteur an d'Ewechfale vu sëllegen Evenementer a Fester, si manner Fläsche Cremant wéi an de Jore virdru verkaf ginn.

De Landwirtschafts- a Wäibauminister setzt sech vehement fir d'Promotioun vun de lokale Produkter an. Besonnesch an der aktueller Situatioun goufe speziell Campagnen (Paquet relance vun 350.000 Euro eleng fir de Wäibausecteur) lancéiert, fir eis regional Produkter de Konsumente rëm méi nozebréngen.

De Wäibausecteur huet bewosst virun zwee Joer eng nei Image commune entwéckelt, déi sech enk um „Nation Branding" inspiréiert huet. Genau wéi aner institutionell Betriber, déi kloer fir Lëtzebuerg stinn, wëllt och de Wäibausecteur säin Deel dozou bäidroen, Lëtzebuerg am In- an Ausland ze representéieren an ee Promoteur fir eist Land ze sinn.

Question 3689 (22.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **lac de la Haute-Sûre :**

Depuis plus de 50 ans, le lac de la Haute-Sûre est le plus grand réservoir d'eau potable au Luxembourg et est également un important producteur d'électricité. Durant les saisons printanière et estivale, il est visité par des milliers de touristes et sportifs venant de tous les coins du pays et de l'étranger.

Il y a juste trente ans, le lac a été vidé pour réaliser des travaux d'assainissement notables. À remarquer que l'hiver 2020-2021 a connu de fortes précipitations si bien que le niveau du lac a pu augmenter. En revanche, des hivers antérieurs ont été moins prolifiques en eaux de pluie de sorte que la cote peut bien varier bon an mal an.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des cotes du lac depuis l'an 2018 ?

2) Quels constats le ministère a-t-il pu faire lors des contrôles concernant la sécurité et la stabilité du mur du barrage ? Serait-il indispensable d'effectuer des travaux de réparation et/ou d'entretien durant les années à venir ?

3) Quels travaux ont été réalisés depuis 2018 afin d'améliorer les infrastructures facilitant l'accès aux bords du lac par les usagers les plus divers ?

Réponse commune (23.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Il est à noter que de façon générale, les cours d'eau présentent le niveau d'eau le plus bas entre août et octobre et leur niveau le plus élevé en hiver.

En ce qui concerne les eaux du lac de la Haute-Sûre, les cotes d'exploitation du plan d'eau du barrage d'Esch-sur-Sûre sont définies dans la convention qui a été signée entre l'État luxembourgeois et l'exploitant de la centrale hydroélectrique le 3 avril 2003. Ainsi, la cote maximale du lac dépend du mode opératoire du barrage. Durant la période estivale (qui s'étend du 1er avril au 31 octobre), le barrage prend le rôle de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et la cote maximale est alors 320 mètres au-dessus du niveau de la mer, tandis que durant la période hivernale (qui s'étend du 1er novembre au 31 mars), le barrage se trouve dans le mode « protection contre les inondations » et la cote d'exploitation est de 317,00 mètres. Ceci implique une évolution en dents de scie des cotes du plan d'eau, tel qu'illustrée par le graphique ci-après pour la période du 1er janvier 2018 au 28 février 2021 :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Depuis 2018, le niveau du lac a été le plus bas en octobre 2020 avec 312,67 mètres. Le niveau le plus haut a été mesuré en avril 2018 et mai 2019 avec 319,47 mètres.

Les niveaux mensuels du lac de la Haute-Sûre de 2018 à 2020 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Le barrage principal est dans un très bon état structurel et les mesures d'auscultation attestent de son bon comportement.

Des travaux de maintenance et d'entretien des installations sont réalisés périodiquement. Un entretien rigoureux du barrage ainsi que de ses dépendances est planifié annuellement.

Une prochaine inspection décennale, comprenant une analyse subaquatique de l'ensemble du mur du barrage, est programmée pour l'année 2022.

De plus, un projet de réhabilitation du barrage et de ses constructions connexes, moyennant la programmation d'un contrat d'entretien périodique et d'interventions spécifiques est actuellement en cours d'élaboration.

ad 3) Les rampes d'accès du pont flottant à Lultzhausen ont été modifiées pour garantir également l'accès lors de niveaux très bas du lac d'Esch-sur-Sûre.

Le réaménagement de l'accès au lac et la mise en sécurité des berges à Lultzhausen sont actuellement en cours de réalisation. La nouvelle voie d'accès comprend une voie de circulation ainsi que des places de stationnement avec des fixations spécifiques pour les bateaux. Une remise en état du mur en maçonnerie soutenant le chemin d'accès aux berges est également prévue. Lesdits travaux ont débuté fin 2020 et seront achevés au cours du printemps de cette année.

L'Administration des ponts et chaussées fait la maintenance et l'entretien régulier des accès existants.

Question 3691 (22.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **« Buffs » commandés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3450 huet de Minister erkläert, dass d'Buffe fir d'Schüler bei der franséischer Firma Textiss bestallt goufen. 392.000 Buffe goufe bei Textiss bestallt, laut Ministère gouf bei der Bestellung „nieft der Qualitéit an de Liwwerdelaien, och drop opgepasst, dass de Fournisseur sech nohalteg an ekologesch engagéiert."

D'Buffe vum Ministère koumen aus China. D'Firma erkläert op hirer Website, dass si bei Produiten aus Polyester (d'Buffe vum Ministère bestinn aus 92 % Polyester), géif op recycléiert Materialie setzen. Och den FSC-Logo ass um Site ze fannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Bestinn d'Buffe vum Ministère aus recycléiertem Material?

Wa jo, wéi vill Prozent recycléiert Material gouf benotzt?

2. Aner bekannt Logoe wéi z. B. Fairtrade sinn net um Site ze fannen.

Goufen d'Buffen a fairen Aarbechtskonditiounen hiergestallt?

3. Huet de Ministère virun der Bestellung Informatiounen zum Theema Nohaltegkeet beim Produzent ugefrot?

Falls jo, wat fir Äntwerten huet de Produzent ginn?

4. D'Regierung huet an hirem Koalitiounsaccord festgehalen, dass sech bis 2025 20 % vun der Landwirtschaft sollen op d'Produktioun vu Bioproduiten ëmstellen. 100 % sollen et bis 2050 sinn. An de Schoule soll et och méi Bioliewensmëttele fir d'Schüler ginn.

Firwat gouf sech an dësem Fall entscheet, fir Buffen aus Polyester an Elasthan ze kafen, amplaz aus Biomaterialien?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Buffe goufen, wéi an der Äntwert op d'parlementaresch Fro Nr. 3450 matgedeelt, bei der franséischer Firma Textiss bestallt. Si bestinn aus 92 % Polyester an 8 % Elasthan. D'Bestellung huet missen en urgence an an enger grousser Envergure geholl ginn. Do war et wichteg, Stoffer ze huelen, déi ee gutt ka wäschen an déi elastesch bleiwen, wann een d'Buffen undeet.

ad 2. Jo, d'Fabrikatioun vun de Buffen ass ënner fairen Aarbechtskonditioune verlaf. Dëst huet een Audit confirméiert, deen d'Firma dem Educatiounsministère konnt virleeën.

ad 3. Jo, den Educatiounsministère hat déi Informatiounen nogefrot. De Fournisseur huet confirméiert, datt eng nohalteg Entwécklung a fair Aarbechtskonditioune souwuel an den Hierstellungsprozesser wéi awer och bei der Logistik eng Prioritéit wieren. Dëst beweisen och verschidden Zertifikatiounen, déi d'Firma Textiss ugëtt, wéi zum Beispill den FSC-Label oder de BSCI-Label. De Fournisseur konnt och en Audit vun der Firma Shantou Excellent Fashion Company virleeën.

ad 4. Den Educatiounsministère huet d'Buffe fir d'Schüler vum Enseignement fondamental a vum Enseignement secondaire souwéi fir dat gesamt Schoul- a Betreiungspersonal zesumme mat der Cellule logistique vum Gesondheetsministère bestallt. Et ass zu deem Zäitpunkt en urgence gekuckt ginn, fir e Mond- an Nueseschutz an där Envergure ze fannen. An där Krisesituatioun hunn den Delai an d'Effikassitéit priméiert.

Question 3693 (22.02.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **campagne de vaccination :**

An der éischter Impfphas gëtt/gouf d'Personal aus dem Gesondheetssecteur oder déi, déi a Spideeler oder Altersheemer schaffen, ewéi och Persounen, déi an Altersheemer liewen, prioritär geimpft. Déi zweet Phas vun der Impfcampagne soll dës Woch zu Lëtzebuerg ulafen. An dëser zweeter Phas gi Leit iwwer 75 Joer geimpft a Persounen, déi als héich vulnerabel gëllen, dorënner Kriibskranker. Wéi d'Santé matgedeelt hat, goufen déi éischt Invitatiounen u Leit iwwer 75 Joer Enn der leschter Woch erausgeschéckt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Persounen à ce stade an de Spideeler, Alters- a Fleegeheemer (Residenten an och Employéen) ewéi och an de Reseaue geimpft sinn?

2. Ass de ganze Fleegesecteur (d'Doktesch- an d'Kinéscabineten inclus) elo duerchgeimpft ginn?

Réponse commune (23.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Um Niveau vum Personal sinn an de Spideeler, Alters- a Fleegeheemer op den 22. Mäerz ronn 14.500 Leit geimpft ginn (éischt Dosis). Et si ronn 6.200 Bewunner aus Alters- a Fleegeheemer respektiv an de Strukturen, wou Leit mat engem Handicap wunnen, geimpft ginn.

ad 2. D'Leit sinn invitéiert ginn. Et ass natierlech jidder Eenzelnem iwwerlooss, ob e sech impfe léisst.

Question 3694 (23.02.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **devoir de vigilance :**

Dans un sujet publié récemment sur Reporter.lu, il est question de l'implication d'une entreprise de transformation de viande dans des affaires de corruption. Il est par ailleurs fait état de l'impact environnemental des activités de cette société, qui est présente au Luxembourg à travers différentes filiales. D'après l'article, l'entreprise est tenue pour responsable du défrichement illégal de la forêt amazonienne et est à l'origine d'une quantité non négligeable d'émissions de gaz polluantes.

Le cas de cette entreprise soulève la question du devoir de vigilance pour les sociétés holding présentes au Luxembourg. Nous voudrions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que de telles sociétés devraient être soumises à un devoir de vigilance ?

2) Le Gouvernement s'est dit à de nombreuses reprises plutôt en faveur d'une réglementation au niveau européen en ce qui concerne le devoir de vigilance. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le cas de cette entreprise démontre la nécessité de légiférer le plus rapidement au niveau national, sans attendre l'aboutissement des travaux au niveau européen ?

3) Dans un communiqué du Ministère des Affaires étrangères et européennes diffusé le 15 février 2021, il est rappelé qu'une experte de l'Université de Luxembourg a été mandatée pour mener une étude sur la possibilité de légiférer sur le devoir de vigilance pour les entreprises. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2484 du 28 juillet 2020, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes avait expliqué que ledit rapport serait remis avant la fin de l'année 2020. Nous voudrions dès lors nous enquérir sur les conclusions de ce rapport : Quelles sont-elles ?

Réponse commune (26.03.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Les autorités luxembourgeoises estiment que toute entreprise devrait, en fonction de ses activités à l'étranger et de sa taille, mettre en œuvre un devoir de diligence. Le Gouvernement luxembourgeois encourage d'ores et déjà les entreprises à mettre en place une diligence raisonnable sur base volontaire.

Les sociétés de participations financières (SOPARFI) auxquelles est communément fait référence sous le nom de « holding » sont des sociétés qui sont utilisées comme des véhicules pour la gestion et la détention de participations financières dans d'autres sociétés résidentes ou non résidentes. Sans pouvoir se prononcer sur la véracité des faits avancés dans l'article qu'évoquent les honorables Députés, il importe de rappeler que les entreprises multinationales sont en principe tenues de respecter les principes directeurs de l'OCDE, avec comme corollaire l'existence d'une obligation de diligence.

Le critère de compétence territoriale retenu par l'OCDE pour déterminer l'obligation de diligence pour les entreprises et, partant, l'intervention d'un État membre en cas de difficultés, est celui de la compétence du lieu où les troubles se sont produits ou trouvent leur origine. En effet, il a été constaté qu'il était inefficace de vouloir soumettre des sociétés à un devoir de vigilance dès lors que par définition, elles ne sont pas en mesure de lui donner un prolongement concret afin de faire cesser d'éventuels troubles.

Dans le cas d'espèce, l'instrument juridique de la personne morale de droit luxembourgeois, tel qu'utilisé, n'a pour finalité que de servir de structure faîtière aux sociétés opérationnelles du groupe. Cette société faîtière ne dirige donc pas le groupe et a fortiori n'en détermine pas la politique industrielle, de sorte que l'origine des troubles allégués ne saurait y être recherchée.

Naturellement, lorsqu'une entreprise multinationale est présente au Luxembourg en ce qu'elle y poursuit ses activités, ou y dispose simplement d'un centre décisionnel ou même seulement administratif, les autorités luxembourgeoises se sont toujours déclarées compétentes. Ainsi, diverses plaintes ont été traitées par le PCN (Point de contact national) luxembourgeois pour la Conduite responsable des entreprises, dont le fonctionnement est assuré par le Ministère de l'Économie, et qui est chargé de la mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'attention des entreprises multinationales.

ad 2) En réponse aux demandes entre autres exprimées par le Luxembourg, la Commission européenne a annoncé la publication prochaine - il est question du mois de juin - d'un projet de directive établissant un devoir de diligence au niveau européen. Les autorités luxembourgeoises s'engageront dans les négociations pour mettre en place un instrument crédible, efficace et prévoyant des hauts standards éthiques au niveau européen.

Dans ce contexte, il est rappelé que la question d'une loi nationale a vu le jour en raison du manque de progrès au niveau de l'Union européenne. À cet égard, les nouvelles en provenance de la Commission européenne constituent donc un changement de paradigme puisqu'elles mettent en perspective l'imposition prochaine d'un devoir de diligence pour toutes les entreprises européennes, y inclus les sociétés luxembourgeoises. De par son importance et du rayonnement politique de son action, l'Union européenne peut aussi servir de modèle et ouvrir la voie pour la mise en place d'un devoir de diligence au niveau international.

ad 3) La remise du rapport de l'étude confiée à une experte de l'Université du Luxembourg était initialement prévue avant la fin de l'année 2020. Dû aux contraintes de la lutte contre la pandémie, notamment au cours de l'exercice de consultation de toutes les parties prenantes sur les termes de référence de l'étude, le contrat entre l'État et l'experte n'a finalement pu être signé qu'en date du 17 novembre 2020. Pour effectuer cet exercice, l'experte tiendra compte, en plus de l'impact sur les entreprises, des initiatives prises au niveau de l'Union européenne, respectivement au niveau des Nations Unies, en vue d'introduire une règlementation régionale ou internationale en la matière. Le contrat stipule que l'étude devrait être livrée au cours du premier trimestre 2021, délai qui est à rapprocher de la question précédente tenant à l'opportunité de légiférer immédiatement, puisqu'elle nourrira la réflexion pour ce qui concerne les contours de la future loi.

Les termes de référence de l'étude précisent que les résultats de l'étude ont vocation à être publiés et présentés à toutes les parties prenantes.

Question 3696 (23.03.2021) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **stratégie de vaccination :**

Fir d'Verdeelung vun den Impfstoffer géint de Covid-19 ze koordinéieren, huet d'Regierung eng Impfstrategie opgestallt, déi virgesäit, dass verschidde Persounegruppe prioritär geimpft ginn, wärend anerer eréischt méi spéit dru komme sollen.

Elo sinn awer ëmmer méi oft Fäll bekannt ginn, wou Leit scho vun enger Impfung profitéiere konnten, obwuel si der Impfstrategie no nach net un der Rei gewiescht wieren.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Gehéieren d'Impfstoffer géint de Covid-19, déi Lëtzebuerg geliwwert kritt, dem

Lëtzebuerger Staat?

Entsprécht et engem Vol vu Staatsbesëtz, wann eng Persoun sech impfe léisst, obwuel se net um Tour ass?

2. Wéi kontrolléiert de Staat, dass keng Leit geimpft ginn, déi an de momentan lafende Phase vun der Impfstrategie net virgesi sinn?

3. Wéi vill Persoune sinn der Regierung bekannt, déi en Impfstoff kruten, obwuel si zum Zäitpunkt vun der Impfung d'Krittären net erfëllt hunn, fir prioritär geimpft ze ginn?

Erginn sech fir dës Persoune Konsequenzen?

Réponse (30.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Vaccine gi vun der Direction santé kaaft a gehéieren dem Staat - eventuell Verstéiss géint Gesetzer musse vun de Geriichtsinstanzen evalueiert ginn.

ad 2. D'Leit mussen am Impfzentrum mat der Bestätegung vun hirem Rendez-vous an hirer Carte d'identité virstelleg ginn. Soumat gëtt séchergestallt, dass et sech ëm déi Persoun handelt, déi op Basis vun de Krittäre vun der jeeweileger Impfphas invitéiert ginn ass.

ad 3. Der Regierung sinn 23 Leit aus dem Spidolssecteur an eng Persoun aus dem Fleegesecteur bekannt, déi en Impfstoff kruten, obwuel si zum Zäitpunkt vun der Impfung d'Krittären net erfëllt hunn.

D'Konsequenze vun deene Vaccinatioune si vun de Spideeler selwer geholl ginn en fonctioun vun der Gravitéit vun de Fäll, déi festgestallt konnte ginn, a kënne vun interne Sanktioune goe bis zu Plaintë beim Parquet.

Doriwwer eraus, souwéi an der Äntwert op d'Fro Nr. 3443 detailléiert, hunn eng Rei Leit Invitatioune kritt, déi näischt mat dem éischten Impfgrupp ze dinn hunn. Dëst ass net op eng Ännerung vun der Ausriichtung vun der Impfstrategie zeréckzeféieren, mee op en technesche Feeler, dee bei der Selektioun ënnerlaf ass.

Question 3697 (23.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **invitations pour le large scale testing pour les formateurs :**

A menger Fro vum 19. Februar (N° 3677) hunn d'Gesondheetsministesch an den Educatiounsminister

erkläert, dass an enger éischter Phas all déi Professionell aus dem Enseignement (Enseignanten, Educateuren a Personal aus de Museksschoulen) géifen Invitatioune fir de Large-Scale-Testing kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Goufen dës Invitatiounen och un extern Intervenanten, déi zum Beispill fir de Service de formation des adultes Coursen halen, geschéckt?

Gëllt dëst och fir extern Intervenanten a Lycéeën, wéi zum Beispill dem LTPS?

2. Goufen dës Invitatiounen och u Remplaçante (oft Studenten) geschéckt, déi eng oder zwou Woche virun de Schoulschléissungen den 8. Februar an d'Klassen ersetze gaange sinn?

3. Goufen dës Invitatiounen och u Formateuren aus dem INAP geschéckt?

4. Wäerten déi an de virgoende Froe genannte Gruppen am selwechte Rhythmus wéi d'Enseignanten Invitatioune fir de Large-Scale-Testing geschéckt kréien?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. + 2. All d'Persounen, déi am Enseignement beim Educatiounsministère fest agestallt sinn, kruten eng Invitatioun, fir sech wärend an no der Fuesvakanz am Large-Scale-Testing testen ze goen. Dat selwecht gëllt fir d'Personal aus den nonformale Betreiungsstrukturen an der Erwuessenebildung. Extern Intervenanten oder geleeëntlech Remplaçantë krute keng Invitatioun bei dëser Campagne. Allerdéngs hat d'Personal aus dem Bildungswiesen, dat keng Invitatioun kritt huet, d'Méiglechkeet, ee perséinleche Code fir de Large-Scale-Testing beim Educatiounsministère unzefroen. 352 Persounen hu vun dëser Offer profitéiert a kruten ee Code zougeschéckt.

ad 3. + 4. D'Formateuren aus dem INAP kruten hir Invitatioune fir de Large-Scale-Testing am selwechte Rhythmus wéi och déi aner Leit, déi duerch hir Aktivitéit kengem gréisseren Infektiounsrisiko ausgesat sinn. Et sief och ënnerstrach, datt de gréissten Deel vun de Coursen am INAP zur Zäit iwwer Webinairen ofgehale ginn.

Déi Leit, déi den Educatiounsministère der Direktioun vun der Santé ugëtt, gi reegelméisseg an de Large-Scale-Testing invitéiert.

Question 3698 (23.02.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **maisons de transition :**

Ufank 2018 hat den deemolege Justizminister d'Wichtegkeet vu sougenannten Transitiounshaiser - d. h. Haiser, déi et fréiere Prisonéier sollten erméiglechen, lues a lues nees Fouss an der Gesellschaft ze faassen, ënnerstrach.

Dës Iddi, déi scho säit längerer Zäit an anere Länner Realitéit ass, huet och hire Wee an de Koalitiounsaccord vun der aktueller Regierung fonnt:

« Les travaux relatifs à la création de maisons de transition seront poursuivis afin de continuer à promouvoir la réinsertion sociale des détenus. La préparation à une réinsertion sociale réussie des détenus ne s'arrête pas au moment de leur sortie de prison. Afin d'éviter que les efforts de réinsertion sociale faits en prison soient vains, ce projet vise à soutenir ces personnes, pendant une période de transition et principalement en termes de logement et d'autres aides psychosociales, afin qu'elles puissent retrouver définitivement leur place dans notre société. »

Eisen Informatiounen no ginn et bis dato awer nach ëmmer keng esou Strukturen zu Lëtzebuerg.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un d'Madamm Familljeministesch stellen:

1. Sinn d'Madamme Ministeren der Meenung, dass esou Transitiounshaiser eng wichteg Viraussetzung fir eng reusséiert Reinsertioun kënnen duerstellen?

2. Kënnen d'Madamme Ministere bestätegen, dass et bis haut nach ëmmer keen eenzegt Transitiounshaus zu Lëtzebuerg gëtt?

3. Wou sinn d'Aarbechten, vun deenen am Koalitiounsaccord rieds geet, konkreet drun?

- Konnte méiglech Immobilië schonn identifizéiert ginn? Wou wieren déi geleeën?

- Wann net, wou an u wat hapert d'Ëmsetzung vun esou Projeten?

Réponse commune (24.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Dee Moment, wou e Prisonéier um Enn vu senger Prisongsstrof entlooss gëtt an de Wee soll zeréckfannen an eis Gesellschaft, ass a verschiddene Fäll eng schwéier Phas, an och gläichzäiteg eng ganz wichteg Phas, well sech dee Moment decidéiert, ob all déi Aarbecht an Efforten, déi d'Prisongsverwaltung zesumme mam Prisonéier gemaach huet, fir d'Resozialiséierung ze erreechen, hir Friichte kënnen droen. An där Transitiounsphas muss déi betraffe Persoun also sou gutt et geet begleet ginn, fir dass d'Zil vun der Resozialiséierung sou sécher wéi méiglech kann erreecht ginn.

Déi Begleedung an der Transitiounsphas muss awer net onbedéngt duerch Transitiounshaiser realiséiert ginn.

No der Analys, wéi déi schwiereg Phas an anere Länner ugaangen a gereegelt gëtt, ass 2019 decidéiert ginn, fir zu Lëtzebuerg keng Transitiounshaiser ze schafen, well et als eng ze grouss Gefor ugesi ginn ass, dass sou Haiser als „Prisong nom Prisong" ugesi gi wieren an domat eng Stigmatisatioun entstane wier, déi enger reusséierter Resozialiséierung mat Sécherheet entgéintgewierkt hätt. Dofir ass decidéiert ginn, fir e Konzept ze entwéckelen, dass deene Persounen no enger Entloossung aus dem Prisong ka gehollef ginn, haaptsächlech, wann et direkt no der Entloossung ëm eng Plaz fir ze schlofen an aner primär Besoine geet, ouni dass déi ofgesate Prisongsstrof e Krittär ass. De Prinzip soll dee sinn, dass déi Leit d'selwecht gehollef kréie wéi aner Leit, déi vergläichbar Problemer hunn, onofhängeg vun der Fro, ob et sech ëm fréier Prisonéier handelt oder net.

An deem Sënn gëtt am Moment dru geschafft, fir déi néideg Prozeduren a Kooperatiounsmodalitéiten tëschent deenen zoustännege Servicer ze schafen, fir dass déi betraffe Persounen och kënne vun deene Reseauen a Strukture profitéieren, déi et haut scho fir vergläichbar éischter sozial schwaach Persoune ginn.

Déi Aarbechte sinn awer souwäit fäerdeg, sou dass de Regierungsrot an den nächste Woche misst kënne mat dem Konzept befaasst ginn.

Question 3699 (23.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **personnel supplémentaire pour les hôpitaux :**

Am Kader vun der sanitärer Kris sinn 80 bis 100 nei Posten an de Klinicke geschaaft ginn, fir d'Covidpatienten ze soignéieren.

Laut mengen Informatioune wäert deen am Kader vun der Covid-19-Pandemie geneemegten zousätzleche Budget fir d'Personal am Mäerz gekierzt ginn, an Enn dës Joers komplett verschwannen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wéi vill Persoune si bis elo agestallt ginn am Kader vun der sanitärer Kris?

3. Sinn dës Persoune mat engem CDD oder CDI agestallt ginn?

4. Wéi wäit huet een am Kader vun dësen Astellungen op Grenzgänger missen zeréckgräifen?

5. Dës Leit, déi eis am Noutfall gehollef hunn, brauchen eng kloer Perspektiv fir hir berufflech Zukunft: Wéi eng Strategie huet de Minister fir déi Leit, déi rekrutéiert gi si mat engem CDD? Gëtt dëse Persounen hire Kontrakt, soubal en ofleeft, net méi verlängert? Fir wéi laang sinn dës Persounen agestallt?

6. Am Fall, wou keng Verlängerung geneemegt gëtt, ass d'Regierung net der Meenung, datt esou ee Virgoe riskéiert, datt d'Infirmieren aus dem Grenzgebitt an Zukunft méi retizent sinn, fir op Lëtzebuerg schaffen ze kommen?

Réponse commune (25.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. D'Zuel vun zousätzleche Posten, déi am Kader vun der Covid-19-Kris kënne geschafe ginn, gëtt unhand vun de verschiddene Phase vun der Kris bestëmmt, déi am nationale Plang („plan de montée en charge") vum Krisenzenter („Cellule de crise") definéiert sinn.

D'Gesondheetskeess huet eng spezifesch Unzuel u Fleegepersonal fir d'Phasen 2 an 3 virgesinn, fir de Besoinen um Terrain beschtméiglechst gerecht ze ginn.

Fir d'Phas 2 goufen 100,87 Vollzäit Equivalente fir d'Joer 2021 budgetiséiert, andeems eng honnertprozenteg Besetzungsquot vun de Better fir d'Covid- an d'Covidverdachtpatiente respektéiert gouf, d'Noutdéngschter mat abegraff.

Fir d'Phas 3 sinn 77,80 zousätzlech Vollzäit Equivalenten, dat heescht insgesamt 178,67, ënnert de selwechte Konditioune wéi bei der Phas 2, an dëst viraussiichtlech bis Juni 2021, mat enger Reevaluatioun Enn Mee fir d'Suite, a Funktioun vun der Evolutioun vun der Pandemie no, ze definéieren.

ad 2. D'Zuel vun nei geschafene Posten entsprécht net automatesch der Zuel vun nei agestallte Persounen. D'Klinicken hunn op eng Rei „Rekrutementsformen" zeréckgegraff. Nieft dem externe Rekrutement duerch d'Astelle vun enger zousätzlecher Persoun gouf et zum Beispill och nach temporär Erhéijunge vum Beschäftegungstaux vu Persounen, déi keng ganz Tâche haten, d'Verlängerung vu Kontrakter, déi soss op en Enn komm wieren, an et goufen och Persounen nees agestallt, déi kuerz virdrun hir Prepensioun geholl haten. Well d'Situatioun sech net geännert huet, huet missen zousätzlecht Fleegepersonal agestallt ginn. D'Middegkeet beim Personal ass awer ze spieren, an d'Zuel vu Leit, déi bereet sinn, déi duebel Contrainte vu Famill an Aarbecht op sech ze huelen, ass amgaangen erofzegoen. Och wat dat prepensionéiert Personal ubelaangt, geet dës Disponibilitéit erof.

ad 3. Beim Astellungsprozess si verschidden Zorte vu Kontrakter opgesat ginn, ofhängeg dovun, ëm wéi eng Form vu Rekrutement (cf. Äntwert op d'Fro 2) et sech gehandelt huet. Et gouf op CDDen, CDIen, Avenante fir besteeënd Kontrakter asw. zeréckgegraff.

ad 4. D'Zuel vun de Professionellen am Gesondheetssecteur, déi zu Lëtzebuerg ausgebilt ginn, geet schonn an normalen Zäiten, also baussent enger sanitärer Kris, net duer, fir dem Besoin u Personal vun de Klinicke gerecht ze ginn. Et ass zanter Jore bekannt, datt eng grouss Zuel vu Frontalieren esouwuel am Gesondheetssecteur ewéi och an anere Secteuren zu Lëtzebuerg schafft. Esou ewéi et tëschent der Lëtzebuerger Regierung an de Regierunge vun eisen Nopeschlänner festgehale gouf, hunn d'Klinicken net aktiv an deene Länner rekrutéiert. D'Frontalieren, déi trotzdeem hir Demanden agereecht hunn, sinn och am Rekrutementsprozess consideréiert ginn, well de Prinzip vun der „libre circulation des travailleurs" vun der Europäescher Unioun dem Employeur et net erlaabt, e Kandidat opgrond vun sengem Wunnuert ze refuséieren.

ad 5. D'Klinicke sinn ëmmer dorop aus, hirem ganze Personal eng Perspektiv fir d'Beruffsliewen ze bidden; dat ass en integrale Bestanddeel vun der Strategie „Ressources humaines" fir sécherzestellen, datt de Klinicken déi néideg Kompetenze fir e gudde Fonctionnement laangfristeg zur Verfügung stinn. D'Gestioun vum Personal an de Klinicken ass allerdéngs eng komplex Matière an déi berufflech Perspektiven, déi dat jeeweilegt Etablissement deene Persounen, déi am Kader vun der Kris rekrutéiert goufen, ka bidden, hänke vu ville Facteuren of, op déi d'Etablissement net onbedéngt en Afloss huet. D'Verlängerung vun engem CDD am Kader vun der Kris ass genee esou eng Méiglechkeet ewéi d'Ëmwandlung vun engem CDD an en CDI, ënnert der Berücksichtegung vun enger gewësser natierlecher Fluktuatioun beim Klinickepersonal (Pensioun, Reduzéierung vun der Aarbechtszäit, Kënnegung asw.).

ad 6. Lëtzebuerg am Allgemengen an de Gesondheetssecteur am Spezielle sinn eng attraktiv Aarbechtsplaz fir Netresidenten, sief et opgrond vun der Liewensqualitéit, den Aarbechtskonditiounen oder der Pai, déi ganz beléift sinn, dat wéinst engem moderne Kollektivvertrag, deen d'Klinickepersonal wäertschätzt. Et schéngt also onwarscheinlech, datt d'Covid-19-Kris en negativen Impakt op den zukünftege Rekrutement vum Gesondheetspersonal hätt.

Question 3700 (23.02.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**épargne-logement :**

Am Kader vun der leschter Steierreform (2017) goufen et Ännerungen um Regimm vun der Ofsetzbarkeet vu Cotisatiounen a Bauspuerverträg.

Den Här Minister schreift dozou:

« pour éviter des abus que l'on a pu observer dans le passé, la loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 a introduit un nouvel alinéa 3a [à l'article 111 L.I.R.] qui exclut de la déductibilité en tant que dépenses spéciales les cotisations d'épargne-logement en vertu d'autres (nouveaux) contrats d'épargne-logement si l'affectation du capital accumulé en vertu du contrat précédent a été faite à des fins fiscalement non favorisées. Ainsi, au cas où le capital d'épargne-logement accumulé n'est pas utilisé pour des fins explicitement visées par la loi, de futures déductions fiscales ne seront plus possibles. »

Als „finalités favorisées" gëllen:

« 1) construction ou acquisition d'un appartement ou d'une maison,

2) transformation d'un appartement ou d'une maison,

3) acquisition d'un terrain en vue de la construction d'un appartement ou d'une maison,

4) remboursement d'obligations contractées à l'une des fins visées sous 1) à 3) ci-dessus. »

Vill Leit hunn an der Vergaangenheet esou Verträg als Spuerbicher fir hir Kanner ugeluecht. Wann d'Eltere dat kuerz no der Gebuert gemaach hunn, ass déi „finalité favorisée" net méiglech.

Een Abrénge vum ugespuerte Montant an en neie Bauspuervertrag gëtt vun der Steierverwaltung net als „finalité favorisée" ugesinn.

Dobäi kënnt, dass eng Rei Verträg virun der Steierreform vun 2017 ofgeschloss goufen an elo duerch déi nei Reegelung - am Fall wou d'Suen net à des fins favorisées agesat ginn, zum Beispill an een neie Bauspuervertrag - penaliséiert ginn.

Well den Här Minister Upassungen un der steierlecher Behandlung vun de Bauspuerverträg ugedeit huet, wéilt ech follgend Froen un den Här Minister stellen:

- Kann den Här Minister mir soen, ob e gewëllt ass, déi sougenannte „finalités favorisées" auszeweiden, op eng Reutilisatioun vum Spuermontant an engem neie Bauspuervertrag?

- Ass den Här Minister net och der Meenung, dass déi ugespuerte Suen och misste kënnen a Renovatiounsaarbechte respektiv Miwwele fir Wunnengen (Appartementer oder Haiser), déi als Haaptwunnsëtz genotzt ginn, investéiert ginn an ofsetzbar bleiwen?

- De Fall gesat et kéim zu kengen Upassungen, kann den Här Minister eis erklären, wie bestrooft gëtt am Fall wou Eltere Sue fir hir Kanner (titulaire de compte) an ee Bauspuervertrag investéiert hunn an d'Suen net à des fins favorisées agesat goufen? Fir de Fall, dass an deem Fall d'Kanner déi geschiedegt wieren, ass den Här Minister der Meenung, dass sou eng Virgoensaart a -weis gerecht ass?

Réponse (16.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierten huet Froen zu eventuellen Upassungen un der steierlecher Behandlung vun de Bauspuerverträg, op déi och an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro Nr. 1713 vum honorabelen Deputéierte vum 14. Januar 2020 higewise gouf.

Am Kader vun der geplangter Steierreform, wou de Logement ee vun den dräi grousse Piliere sollt sinn, war ënner anerem virgesinn, de steierleche Regimm vun de Bauspuerverträg, notamment déi sougenannte „finalités favorisées", unzepassen. Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro Nr. 1502 vum 20. November 2019 vum honorabelen Deputéierte François Benoy ugedeit, sollten zum Beispill nohalteg a klimafrëndlech Depensen, wéi d'Installatioun vun enger Photovoltaikanlag als sougenannte „finalités favorisées" steierlech berücksichtegt kënne ginn.

Wéi bei der Presentatioun vum Projet vum Budget fir 2021 scho matgedeelt gouf, ass elo, matzen an der Coronapandemie, déi e substanziellen Effet op d'Staatsfinanzen huet, net de Moment fir eng generell Steierreform. An awer huet d'Regierung am Kader vum Budgetsgesetz 2021 schonn eng Panoplie u steierleche Mesurë wat de Logement ubelaangt geholl. Sou gouf zum Beispill den Taux vum Amortissement accéléré erofgesat, et gouf en Taux d'amortissement fir energeetesch Renovatioun vu 6 % agefouert an den Taux de TVA super-réduit vun 3 % fir Renovatiounsaarbechte kritt een elo scho wann d'Gebai zéng Joer al ass amplaz 20 Joer.

Och wann d'Perspektiv besteet, datt duerch d'Vaccinen d'Kris kann iwwerwonne ginn, wäerte mir nach eng Zäit mat hiren Ausleefer ze liewen hunn. Virun allem awer bleift d'Klimafro nach ëmmer esou akut wéi virdrun, an d'Regierung hält dofir un hiren Objektiver am Beräich vun der Nohaltegkeet fest. Dofir gëtt momentan analyséiert, wéi de steierleche Regimm vun de Bauspuerverträg kéint ouni gréisser Repercussiounen op de Staatsbudget nohalteg ugepasst ginn. Wann dës Analyse bis ofgeschloss sinn, wäert de Finanzministère Piste fir eng méiglech Reform vum steierleche Regimm vun de Bauspuerverträg a vun de sougenannte „finalités favorisées" presentéieren.

Question 3701 (23.02.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **compensations financières versées à la Belgique :**

Dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UELB), le Luxembourg s'est engagé à verser annuellement à la Belgique une compensation forfaitaire de 30 millions d'euros. Historiquement, il s'agissait d'assurer à la Belgique le financement et la viabilité des communes belges dont un nombre significatif de résidents exercent une activité professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans une interview accordée à paperjam.lu, le député belge et bourgmestre d'Attert fait désormais part de « propositions luxembourgeoises » et « d'autres solutions pour remplacer le mécanisme actuel » de la compensation forfaitaire. Il se montre plus que réservé par rapport à d'autres types de partenariats qui risqueraient de léser les communes frontalières belges.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les propositions luxembourgeoises respectivement les solutions en discussion pour remplacer le mécanisme actuel de la compensation financière ?

- Me référant à la question parlementaire n° 3062 au sujet des compensations fiscales pour l'année 2019, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le décompte a d'ores et déjà été arrêté et le montant versé (sachant que le paiement se fait en règle générale au mois de mars de l'année x + 1) ?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le décompte et le versement au titre de l'année 2020 se fera à la fin du mois de mars 2021 ?

Réponse (17.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Il n'appartient pas au Ministre des Finances luxembourgeois de commenter les propos d'un élu belge, auxquels fait référence l'honorable Député.

Le Luxembourg a bien entamé des discussions avec la Belgique relatives à une mise à jour du mécanisme actuel. Ces échanges n'en sont qu'à leur début.

En ce qui concerne le décompte pour l'année 2019, il a été finalisé en décembre 2020 et le virement a été effectué le même mois.

Le virement relatif au décompte 2020 sera bien effectué avant la fin du mois de mars 2021.

Question 3702 (23.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **construction d'un remblai technique au site dit « Aleweier » sur le crassier entre Differdange et Sanem :**

Au crassier entre Differdange et Sanem est prévue la construction d'un remblai technique sur le site dit « Aleweier » qui se situerait selon mes informations à la confluence entre trois autres décharges existantes ou prévues : la décharge historique de déchets sidérurgiques au sud, deux futures décharges à l'ouest dont l'une est destinée aux dérivés sidérurgiques (byproduct) et l'autre aux déchets inertes de type B à l'est. Les évaluations d'incidence sur l'environnement obligatoirement prévues dans la procédure d'autorisation pour ces deux dernières constructions sont encore en cours.

Le site en question héberge donc plusieurs décharges qui se recoupent. Le remblai technique dont il est question s'y ajouterait pour recouvrir partiellement les décharges existantes et pour constituer la fondation de la future décharge de déchets inertes de type B.

Pourtant, le document de cadrage (scoping) en vue de la procédure d'évaluation d'incidence sur l'environnement pour les deux nouvelles décharges ainsi que les prises de position des communes de Differdange et de Sanem indiquent qu'un nombre d'éléments en matière de protection des sols et des eaux restent incertains. Ainsi, les données disponibles pour évaluer la situation environnementale sur le site seraient en partie surannées. De plus, certains polluants retrouvés dans les eaux souterraines sur le site ne pourraient pas être attribués ce qui signifierait qu'une pollution des eaux souterraines par les décharges déjà existantes et partiellement recouvertes par le remblai technique en planification serait tout à fait probable.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Au vu des données de référence sur l'état actuel du site qui selon le document de cadrage datent du milieu des années 2000, Madame la Ministre est-elle convaincue de la pertinence de l'évaluation de la situation ?

2) Madame la Ministre prévoit-elle la mise en œuvre de nouveaux mesurages pour avoir des évaluations plus actuelles sur l'état de pollution des eaux souterraines sur le site du crassier entre Differdange et Sanem ?

3) Les données reprises dans le document scoping constituent-elles les résultats des mesurages les plus récents ?

4) Dans la négative, de quelle période datent les données les plus récentes ?

5) Madame la Ministre peut-elle me fournir les résultats des mesurages effectués à l'aide des forages sur le site du crassier de Differdange depuis 2005 en les assortissant de la valeur limite prévue par la législation européenne en matière de la protection des eaux pour chaque polluant/substance trouvé ?

6) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que les données sur la qualité des eaux devraient être publiées sur un site Internet facilement accessible pour le public ?

7) Sachant que l'article 6 de la loi de 2008 sur la gestion de l'eau stipule la prévention ou la limitation du rejet de polluants dans les eaux souterraines afin de prévenir la détérioration de l'état de toutes les masses d'eau souterraines, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'une nouvelle construction en relation avec des décharges de déchets nécessite la conclusion d'une évaluation complète de la situation environnementale du site en question ? Madame la Ministre est-elle d'avis qu'une prévention ou limitation de toute pollution des eaux souterraines déclenchée ou favorisée par une nouvelle construction peut être réellement efficace si l'état actuel du site n'est que partiellement connu ?

8) Sachant que la moitié de la consommation d'eau potable au Luxembourg est assurée par les eaux souterraines et vu les incertitudes concernant l'état actuel de l'environnement sur le site en question, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait faire primer le principe de précaution face aux risques de dommages potentiels pour l'environnement et la santé sur toute nouvelle construction de décharge ?

Réponse (31.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Dans le cadre de la procédure d'autorisation, l'impact sur l'environnement de la réalisation du remblai technique a été évalué : le remblai technique ne détériore pas la situation existante. En plus, sa réalisation n'empêche pas le traitement des eaux (voir réponse à la question 2) d'éventuelles futures décharges dont question aux questions suivantes de l'honorable Député.

Au vu des informations et documents (dont certains datent du milieu des années 2000) référencés dans le document remis dans le cadre de la phase « scoping » (définition du cadre d'analyse d'un projet) en relation avec la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) en relation avec un projet de décharge pour déchets sidérurgiques et inertes, il a été jugé pertinent de réévaluer la situation actuelle du site d'implantation des prédites décharges projetées.

ad 2) La réponse à la question parlementaire n° 1784 de janvier 2020 de l'honorable Député détaille les bases légales des diverses surfaces du « site crassier ». Il s'ensuit qu'actuellement il n'existe pas de base légale permettant d'imposer de nouveaux mesurages. Néanmoins, et ceci est également indiqué dans les réponses aux questions parlementaires nos 1714 et 1718 de janvier 2020 de l'honorable Député Monsieur Gusty Graas, j'ai invité ArcelorMittal à fournir des informations relatives aux eaux souterraines et aux déchets déposés à la « décharge historique » et à la décharge « Wawerbësch ».

Les informations demandées en relation avec la « décharge historique » concernent entre autres les débits des eaux, les bilans hydrauliques et l'appréciation de l'état d'évolution de la décharge.

Les informations demandées en relation avec la décharge « Wawerbësch » concernent entre autres le lieu de déversement/de collecte des eaux, l'évaluation qualitative de la pollution ainsi que des informations sur les déchets entreposés.

Des résultats préliminaires en ce qui concerne la qualité chimique de ces eaux souterraines et de surface concernant la « décharge historique » et la décharge « Wawerbësch » ont été livrés mais n'ont pas encore pu être validés par l'Administration de l'environnement (AEV).

Actuellement, une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) pour les projets des deux décharges projetées telles que mentionnées par l'honorable Député est en cours. Les eaux souterraines sont un aspect parmi d'autres qui est étudié dans ce contexte. L'évaluation n'a pas encore été présentée à l'AEV.

Dans le contexte d'une telle évaluation, l'impact des projets sur la situation existante est à analyser. Cet impact peut être positif ou négatif. Afin de pouvoir évaluer cet impact, la situation actuelle doit être qualifiée. La réalisation du document EIE procure donc des informations qui ne peuvent être sollicitées par l'autorité compétente sur base de la législation existante.

Comme déjà dit, l'EIE n'a pas encore été présentée. Les informations disponibles, notamment dans le cadre du « scoping », laissent toutefois sous-entendre que la situation en matière de pollution des eaux serait améliorée par la réalisation du projet du fait qu'il est projeté de construire un drainage collectant, à des fins de traitement, non seulement les eaux de surface des décharges projetées mais également des eaux souterraines.

À savoir que la procédure relative à cette évaluation - qui se déroule en vertu des dispositions transitoires de la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement - ne prévoit pas de délais d'instruction. C'est donc le maître d'ouvrage des projets qui décide quand le document EIE est fourni. Le maître d'ouvrage peut également retirer sa démarche EIE auquel cas les informations susmentionnées ne devront plus être fournies.

ad 3) Un document « scoping » ne fait que résumer les aspects et thèmes à analyser dans le cadre de l'EIE, il ne doit pas contenir des informations détaillées pour les différents aspects à considérer. Le document « scoping » final se compose de la proposition « scoping » du maître d'ouvrage ainsi que des informations et remarques retenues lors de la réunion « scoping ».

Les résultats les plus récents sont à présenter dans le document EIE. Comme déjà énoncé, ce document n'est pas encore parvenu à l'AEV.

ad 4) cf. réponses 2) et 3)

ad 5) Outre les mesurages dont il est question à la réponse 2), une étude portant sur l'évaluation de la situation géologique, hydrogéologique, géotechnique et analytique a été réalisée en 2005; étude faite entre autres en vue d'une extension relative à la mise en dépôt de déchets sidérurgiques. Cette étude n'a donc pas été réalisée dans le cadre de la législation européenne en matière de la protection des eaux.

Il est à noter que cette étude a été réalisée sur base volontaire de la part d'ArcelorMittal par l'intermédiaire de l'organisme agréé Luxcontrol SA. Cette étude proposait entre autres un suivi systématique des eaux de forage. L'étude ainsi que les résultats de ce suivi volontaire sont disponibles auprès de l'AEV et peuvent être sollicités via l'adresse courriel info@aev.etat.lu.

Depuis 2016 un suivi rapproché en relation avec les travaux de sécurisation de la décharge historique fait réaliser des analyses régulières des eaux souterraines et des mesures du niveau de la nappe dans les piézomètres existants.

Les piézomètres, les formations géologiques atteintes, ainsi que le nombre d'analyses des eaux souterraines de ce suivi et en relation avec d'autres parties du crassier sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Selon ces analyses des dépassements des valeurs seuils, qui sont indiquées en annexe II, partie B du règlement grand-ducal du 12 décembre 2016 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration, ont été détectées pour la plupart des paramètres.

Des substances dangereuses, telles que le cadmium, le mercure, le cyanure, les AOX, les hydrocarbures et hydrocarbures aromatiques polycycliques, et encore d'autres substances, qui sont indiquées dans l'annexe VI, partie A, du règlement grand-ducal précité du 12 décembre 2016, ont également été détectées dans les eaux souterraines prélevées dans certains piézomètres.

Comme déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1718 de janvier 2020 de l'honorable Député Monsieur Gusty Graas, des eaux de percolation très basiques (pH > 12), fortement salines et à concentration élevée an arsenic et fer sont typiques d'eaux impactées par des scories ou des produits à base de scories. Dû au passé historique, cette situation est symptomatique pour les alentours des sites sidérurgiques vu la présence quasi ubiquitaire de scories à ces endroits.

Il est à noter que certains piézomètres ont été détruits entre-temps ou sont devenus inaccessibles en raison des différents changements, qui ont été opérés au niveau de la décharge. D'autres piézomètres étaient également secs à certaines périodes de l'année ou pendant plusieurs années et n'ont donc pas permis de réaliser des analyses. Ces informations sont importantes pour comprendre la complexité du suivi des analyses des eaux souterraines ainsi que la difficulté rencontrée pour leur interprétation.

ad 6) Les données environnementales validées doivent pouvoir être consultées par le public et sont mises à disposition à toute personne qui en ferait la demande.

Il va de soi que mes administrations continuent à rester à disposition en cas de questions relatives à ces documents souvent complexes et difficilement interprétables.

ad 7) Dans le cadre de l'implantation d'une décharge, il doit être évalué quel serait l'impact de l'implantation de cette décharge sur l'environnement. Lors d'une EIE, une comparaison doit être faite entre la situation existante et celle projetée. Il n'est toutefois pas nécessaire d'évaluer des aspects qui ne sont pas impactés par le projet.

Dans le cadre de l'étude hydrogéologique à réaliser dans le contexte de l'EIE, douze piézomètres supplémentaires ont été mis en place récemment afin d'améliorer la compréhension et le suivi des eaux souterraines, notamment l'approfondissement des connaissances de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval de la décharge. Le monitoring de la décharge se poursuivra pour interpréter plus clairement l'origine des substances dangereuses détectées et celle des dépassements des valeurs seuils définies ci-dessus.

ad 8) La moitié des eaux destinées à la consommation humaine provient des eaux souterraines. Cependant, aucun captage d'eau souterraine utilisé aux fins précitées n'est présent à proximité du crassier de Differdange. Les aquifères, qui sont exploités pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine, ne le sont pas à proximité de la décharge et ne sont pas présents à faible profondeur dans la zone. En effet, ces aquifères sont situés à plusieurs centaines de mètres de la surface.

Dans la zone de la décharge, les couches géologiques se trouvant proches de la surface et qui sont ou pourraient être impactés par des pollutions résultant du crassier de Differdange, n'ont pas la capacité d'être exploités pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine.

L'implantation d'une décharge est soumise à diverses obligations, dont entre autres une évaluation des incidences sur l'environnement, une autorisation en matière d'établissements classés et déchets et une autorisation en matière d'eau.

Le principe de précaution est d'application dans ces procédures d'autorisation.

À toutes fins utiles, il est renvoyé ici également au règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets qui détermine des aspects d'implantation et de suivi de décharges.

Question 3703 (23.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **lots de chasse :**

Dat groussherzoglecht Reglement vum 8. November 2019 huet d'Grenze vu 621 neie Juegdlousen zu Lëtzebuerg definéiert. D'Date limite fir déi lescht Steeë war den 31. Januar 2021.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteg Entwécklung stellen:

- Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Lous?

- Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Hektar?

- Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Lous an de verschiddenen Arrondissementer (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud)?

- Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Hektar an de verschiddenen Arrondissementer (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud)?

- Wat sinn d'Differenzen am Duerchschnëttspachtpräis pro Lous pro Arrondissement (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud) par rapport zu 2012?

- Wat sinn d'Differenzen am Duerchschnëttspachtpräis pro Hektar pro Arrondissement (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud) par rapport zu 2012?

- Hunn déi 621 Lousen iwwerall e komplette Syndikat?

- Wéi vill Louse goufen net versteet? Wéi vill Hektar sinn dat?

- Wéi vill Lousen huet de Staat gesteet? Wéi vill Hektar sinn dat? Zu wéi engem Gesamtpräis?

- Wéi vill Lousen hunn d'Gemenge gesteet? Wéi vill Hektar sinn dat? Zu wéi engem Gesamtpräis?

- Wéi vill Leit hunn sech als „Opposants éthiques" gemellt a wéi grouss ass d'Gesamtfläch an Hektar?

Réponse (18.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Prozedur vun der Stee (inklusiv dem Delai fir a Recours ze goen) ass nach net fir all 621 Juegdlousen ofgeschloss. Déi gefrote Statistike kënnen awer komplett a korrekt erstallt ginn, wann déi Prozedur fir all d'Lousen ofgeschloss ass.

Insgesamt hate sech virun de Generalversammlunge vun de Juegdsyndikater siwen Opposants éthiques gesetzeskonform gemellt, deenen hir Terrainen deemno och elo ab dem 1. Abrëll 2021 net bejobar sinn. D'Gesamtfläch vun deenen Terraine beleeft sech op 18,03 ha.

Question 3704 (23.02.2021) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**apparition de nouveaux variants de la peste porcine africaine :**

Le service vétérinaire australien est en alerte après l'apparition de nouveaux variants de la peste porcine africaine, dont l'un, selon un médecin australien, aurait pu émerger à cause d'un vaccin illégal. Cette nouvelle est préoccupante puisqu'il n'existe officiellement à ce jour aucun vaccin contre la peste porcine africaine. Voilà pourquoi les autorités australiennes ont appelé à redoubler la vigilance dans leurs contrôles vétérinaires lors des importations, notamment en provenance de la Chine, pour éviter que ces variants puissent contaminer l'industrie porcine locale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Est-ce que ce nouveau variant de la peste porcine africaine a déjà été détecté en Europe ?

2) Dans la négative, quelle est la probabilité que ce variant puisse apparaître en Europe ?

3) Est-ce que la viande de porc issue des pays asiatiques, notamment de la Chine, est largement importée par l'Europe ?

4) Dans l'affirmative, est-ce que des États européens ont d'ores et déjà appelé à une vigilance accrue concernant les contrôles des importations de viande de porc issues d'Asie ?

5) Est-ce que de la viande de porc d'Asie est importée au Luxembourg via l'aéroport du Findel ?

6) Dans l'affirmative, est-ce que l'Administration des services vétérinaires luxembourgeoise a demandé à ce que ces importations soient contrôlées spécifiquement quant à la présence de ce nouveau variant de grippe porcine africaine ?

Réponse (10.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) D'après les informations officielles reçues à l'heure actuelle, ce nouveau variant du virus de la PPA aurait seulement été détecté en Asie. Le fait qu'un virus puisse subir une mutation n'est pas un phénomène exceptionnel, mais une caractéristique de pratiquement tous les virus qui aboutit à des mutants présentant des modifications plus ou moins importantes quant à leur infectiosité voire leur pathogénicité.

ad 2) Comme nous le montre la répartition géographique rapide des nouveaux variants du coronavirus humain, l'apparition de ce nouveau variant de la PPA en Europe ne peut être exclue.

ad 3) Vu l'augmentation de la production porcine en Chine, les exportations de viande porcine vers l'UE sont en constante augmentation depuis dix ans et ont atteint 1.730 tonnes en 2020. À l'inverse, l'exportation de viande porcine de l'UE vers la Chine a atteint trois millions de tonnes en 2020.

ad 4) À l'heure actuelle, aucune information officielle quant au nouveau variant du virus PPA et au principe de précaution quant à l'importation de viande porcine n'a été divulguée par la Commission européenne.

ad 5) + 6) Il n'y a pas d'importation de viande de porc en provenance d'Asie via l'aéroport du Findel.

Question 3705 (24.02.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **médecine environnementale :**

En matière de médecine environnementale, l'accord gouvernemental 2018-2023 prévoit que : « l'offre ambulatoire en médecine environnementale sera renforcée au niveau stationnaire par un service national de médecine environnementale de façon à pouvoir assurer un traitement des patients en milieu hospitalier ("clean rooms") ».

Dans sa réponse du 20 décembre 2019 à notre question parlementaire n° 1516, l'ancien Ministre de la Santé avait annoncé la mise en place de cette structure, sous forme d'un provisoire, sur le site du CHEM Niederkorn.

L'accord gouvernemental prévoit également :

« La prise en charge des actes médicaux relatifs à la médecine environnementale sera assurée. Dans ce contexte, la gratuité des analyses des polluants chimiques, microbiologiques et électromagnétiques sera assurée sur prescription médicale.

Une formation de base et une formation continue en matière de médecine environnementale seront instaurées. »

Quant à la Division de la santé au travail et de l'environnement créée en 1980, celle-ci a été renforcée par le service de médecine de l'environnement en 1994 qui agit dorénavant sur trois volets, à savoir la santé et sécurité au travail, l'environnement de travail dans les entreprises et les habitations privées ainsi que la médecine aéronautique au Luxembourg.

Sachant que selon des études mentionnées par le CHEM en décembre 2019, 20 % de la population sont potentiellement susceptibles d'être touchés par des maladies ou des allergies dues à la pollution, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Le service national de médecine environnementale sera-t-il installé dans le bâtiment existant du site CHEM à Niederkorn ou dans une structure indépendante ? Le concept de « clean unit », indispensable à toute clinique environnementale, y sera-t-il assuré ?

2) À quelle phase de planification le service national de médecine environnementale se trouve-t-il actuellement et à quelle échéance sera-t-il opérationnel ?

3) Est-ce que le CHEM a recours à l'assistance d'un ou de plusieurs conseillers ou experts en matière de médecine environnementale et quelles sont les missions qui lui/leur incombent le cas échéant ?

4) À quelle échéance le Ministère de la Santé prévoit-il d'organiser une formation en médecine environnementale destinée aux médecins pratiquants afin de garantir une collaboration efficace dudit service avec le réseau national des médecins ?

5) Quel est l'état d'avancement des travaux relatifs à la définition des actes médicaux en matière de médecine environnementale et la nomenclature y relative ?

6) Quels seront dans ce contexte les actes médicaux susceptibles d'être pris en charge en matière de médecine environnementale ?

7) La gratuité des analyses, telle que mentionnée dans l'accord gouvernemental, va-t-elle porter tant sur les analyses effectuées dans l'environnement des patients, à savoir à leur travail et leur domicile privé, que sur les analyses médicales servant à identifier les charges toxiques dans le corps humain ? À base de quels critères la gratuité sera-t-elle le cas échéant accordée ?

8) Combien de visites de terrain le service de la médecine de l'environnement a-t-il effectué au cours des cinq dernières années et quelle est l'évolution du nombre des analyses effectuées ?

9) Quelles sont les substances toxiques détectées sur les lieux de travail d'une part et les habitations privées d'autre part ? Quelle est l'évolution de ces nombres ?

10) Quelles sont actuellement les mesures d'encadrement et de suivi apportées aux personnes confrontées à des substances toxiques détectées par le service en question ?

Réponse commune (24.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Actuellement, deux options quant à l'installation du service national de médecine environnementale sur le site de Niederkorn du CHEM sont discutées, à savoir :

- soit une installation dans un bâtiment nouvellement construit sur le site du CHEM à Niederkorn, construit avec des matériaux spécialement sélectionnés pour une construction biologiquement adéquate ;

- soit une installation dans le bâtiment actuel du HPMA à Niederkorn.

Cette dernière option semble plus complexe à réaliser, mais ne peut pas être exclue à ce stade de la planification.

Les deux options répondraient aux exigences du concept de « clean unit ».

ad 2) Le projet se trouve actuellement à un stade d'analyses préliminaires du concept à réaliser. En raison de la crise sanitaire, la planification du projet a été retardée, de sorte que le CHEM a demandé par lettre du 9 mars 2021 à la Ministre de la Santé une prolongation de douze mois par rapport au planning initial.

Le planning initial prévoyait la mise en place d'un service hospitalier de médecine environnementale avec deux lits aigus et six lits d'hospitalisation de jour dans un délai de 18 mois à partir de novembre 2019.

Un planning plus détaillé pourra être établi après l'achèvement de l'étude d'implantation qui est en cours de réalisation. À ce stade, l'objectif est de pouvoir accueillir les premiers patients fin 2023.

ad 3) Le CHEM se fera accompagner par des conseillers en médecine de l'environnement et par des associations actives dans ce domaine comme par exemple l'ASBL Akut qui est un groupe d'action pour la toxicologie de l'environnement.

Par ailleurs le CHEM envisage de recourir à une expertise internationalement reconnue dans le domaine de la « médecine environnementale » afin de l'assister dans l'élaboration d'un concept médical et de soins, ainsi que dans la mise en place d'un programme d'éducation et de formation relatives à l'environnement.

Par ailleurs, un agent du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, expert en « Baubiologie » accompagnera le projet pour la mise en œuvre des matériaux respectant les exigences de « clean unit ».

Le CHEM cherchera également à coopérer avec l'Université du Luxembourg et les autres institutions du Luxembourg (p. ex. LIH, FNR, CNS) afin de mettre en place le service national de médecine de l'environnement et de favoriser des projets de recherche dans ce domaine.

ad 4) L'organisation d'une formation en médecine et santé environnementale fait partie des actions qui sont prévues par le futur Plan national en matière de santé environnementale. Initialement, une telle formation était prévue pour l'année 2021.

En raison de la crise sanitaire, la planification actuelle d'un cours pour lequel une présence est indispensable s'avère compliquée. La planification de cours devrait se faire en automne afin que ce cours puisse être dispensé pour la première fois mi-2022.

ad 5) + 6) À ce stade, aucune demande concernant le projet de service national de médecine environnementale n'a été formulée envers la CNS pour l'introduction de nouveaux actes spécifiques à cette activité.

La CNS reste néanmoins à l'écoute, dans le cadre du programme de refonte des nomenclatures médicales, à tout besoin ou toutes demandes spécifiques dans ce domaine.

Dans le cadre du Plan national en matière de santé environnementale, un groupe de travail sera dédié au développement de la médecine environnementale et va élaborer une proposition des actes médicaux à considérer dans une nomenclature.

ad 7) Actuellement, le service de la santé environnementale de la Direction de la santé effectue en collaboration avec le LNS (Laboratoire national de santé), des analyses gratuites sur ordonnance médicale, pour les personnes privées ainsi que pour les entreprises et bâtiments publics sur demande et après évaluation. Ces analyses peuvent entre autres comporter des mesures de la qualité de l'air, la détermination de substances chimiques toxiques dans l'ameublement, au sein de matériaux de construction ou dans des produits de nettoyage. La détermination de la pathogénicité des souches de moisissures peut également être effectuée ainsi que des analyses de champs électromagnétiques. Les analyses nécessaires sur le lieu de travail se font en coordination avec les médecins du travail.

Question 3706 (24.02.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **espèces exotiques envahissantes :**

L'écrevisse signal (Pacifastacus leniusculus) et l'écrevisse américaine (Faxonius limosus) sont des espèces exotiques envahissantes qui se répandent à pas rapides dans nombre de cours d'eau européens depuis les années 1960.

Le Plan d'action pour espèces exotiques envahissantes relatif à ces deux espèces précise que, compte tenu de leur répartition actuelle, une éradication ne peut être envisagée et que l'objectif recherché sera par conséquent le contrôle de population, sauf pour des zones prioritaires, dans lesquelles des méthodes de gestion plus intensives seront mises en place.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien d'écrevisses signal et américaines ont été ou pêchées ou captées annuellement au fil des cinq dernières années ?

2) Les différentes méthodes de régularisation des populations ont-elles eu le succès escompté durant les dernières années ?

3) Les zones de gestion prioritaires ont-elles déjà été définies ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des informations supplémentaires sur la localisation de ces zones, les objectifs et méthodes de régulation choisies ?

4) Des conventions pour une exploitation commerciale, telles que prévues par le plan d'action, ont-elles déjà pu être signées avec des restaurateurs ?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'Administration de la nature et des forêts (ANF) réalise des captures d'écrevisses exotiques envahissantes depuis 2017 et a pu capturer 27.132 écrevisses signal (Pacifastacus leniusculus) et américaines (Faxonius limosus) en total. Ces captures sont réalisées dans l'Our, la Sûre et la Wollefsbaach (où l'écrevisse signal domine), ainsi que dans un étang du Haff Réimech (où l'écrevisse américaine est dominante).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les captures d'écrevisses exotiques envahissantes prises dans le cadre du biomonitoring par pêche électrique en vertu de la directive-cadre sur l'eau (CE/2000/60) réalisé par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les quantités capturées dans le cadre du biomonitoring de l'AGE sont beaucoup moins importantes que celles enregistrées par l'ANF étant donné que la pêche électrique ne vise pas prioritairement le recensement, voire la capture des écrevisses et en conséquence ne s'apprête pas à recenser de manière efficace les écrevisses. La capture par nasses posées dans l'eau pendant quelques jours et vidées régulièrement est la manière la plus appropriée pour capturer ces organismes aquatiques.

Outre ces captures, 504 kg d'écrevisses signal ont pu être capturés à l'aide de nasses en 2020 dans le cadre de la mesure de protection des anguilles en dévalaison dans la Sûre moyenne (projet de collaboration entre le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat et la Sarre).

ad 2) Comme indiqué dans la réponse précédente, la méthode portant les meilleurs résultats à l'heure actuelle est la capture par nasses ; les écrevisses exotiques envahissantes sont essentiellement pêchées à l'aide de nasses dans toutes les zones actuellement gérées au Luxembourg.

D'autres méthodes comme l'utilisation de pathogènes, de biocides ou la stérilisation des mâles ne sont pas employées. En effet, ces pathogènes ou biocides pourraient porter davantage préjudice à l'environnement que les écrevisses. Des études menées sur la stérilisation des écrevisses mâles à l'étranger ont démontré l'inefficacité de cette méthode.

Le but des captures actuellement réalisées par l'ANF est le contrôle des populations d'écrevisses exotiques envahissantes afin de préserver des espèces indigènes menacées. Il s'agit notamment de :

- limiter leur impact sur la mulette épaisse (Unio crassus) dans l'Our et la Sûre ;

- éviter la propagation des écrevisses dans la zone à agrion de Mercure (Coenagrion mercuriale) ;

- conserver au maximum les populations de libellules et mollusques indigènes au Haff Réimech.

Les dernières données disponibles suggèrent que l'impact des écrevisses exotiques sur la mulette épaisse serait limité et que la zone de présence de l'agrion de Mercure n'a pas encore été impactée par l'écrevisse signal. Concernant le Haff Réimech, les données disponibles par rapport aux captures réalisées ne permettent pas encore de tirer des conclusions quant à un éventuel effet bénéfique des captures réalisées. Cependant, la situation reste sous surveillance.

ad 3) Le document définissant les zones de gestion prioritaires relatif aux espèces exotiques envahissantes est actuellement encore en cours d'élaboration. Il décrit les différents degrés de priorité des sites devant être gérés par rapport aux objectifs définis dans les différents plans d'action espèces exotiques envahissantes.

Concernant les écrevisses exotiques envahissantes, la priorité sera mise sur la préservation des espèces indigènes fortement menacées comme la mulette épaisse (Unio crassus) et l'agrion de Mercure (Coenagrion mercuriale).

Concernant les méthodes de régulation appliquées, ces dernières ont été définies dans le cadre du plan d'action respectif et sont :

- la capture (p. ex. avec des nasses) par l'ANF ;

- la pêche aux écrevisses par les pêcheurs ;

- le cloisonnement, la vidange de plans d'eau ou l'introduction de prédateurs dans des cas très spécifiques.

ad 4) Pour le moment une seule convention a été signée avec un restaurateur.

Question 3707 (25.02.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **vente de participations par la BCEE et la SNCI :**

La semaine passée, le Gouvernement a fait part de son intention de céder ses parts détenues au sein

d'une entreprise luxembourgeoise de renommée internationale de construction de haut-fourneaux et de développement de solutions technologiques relatives au stade primaire de la sidérurgie. La cession des parts devrait se faire en faveur de la maison-mère allemande.

En effet, l'État luxembourgeois avait acquis plus de 10 % du capital de l'entreprise concernée à la suite de la crise économique déclenchée en 2008.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Quel impact le désengagement de l'État luxembourgeois est-il susceptible d'avoir en termes d'emplois ? Le Gouvernement - dans le cadre des négociations avec la maison-mère allemande - envisage-t-il de soumettre la cession de ses parts à la condition du maintien des quelque 500 emplois ?

- Est-ce que le Gouvernement a l'intention - toujours dans le cadre des négociations avec le groupe allemand - de demander des éclaircissements sur la stratégie à long terme de la maison-mère concernant les activités de l'entreprise concernée ? Plus précisément, le développement d'une filière hydrogène fera-t-elle partie intégrante d'une stratégie à long terme promouvant une sidérurgie moins polluante ?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Fondée en 1870 à Hollerich, Paul Wurth SA a muté au fil des décennies, d'une entreprise de fourniture de structures métalliques aux sidérurgistes locaux à ses débuts, en une société d'ingénierie spécialisée dans le développement et la fourniture de technologies clés pour l'industrie sidérurgique mondiale dont le haut fourneau et la cokerie, jusqu'à la transformation actuelle de l'industrie vers des processus de production décarbonisés.

Basé à Siegen en Allemagne, le groupe SMS, leader mondial de l'ingénierie et des services pour l'industrie métallurgique, avait déjà en 2012 acquis les parts de Paul Wurth détenues à l'époque par ArcelorMittal (48,1 %) et celles de Luxempart (11 %). Depuis, le groupe SMS est l'actionnaire de référence de Paul Wurth avec près de 60 % des parts. L'État luxembourgeois quant à lui était devenu actionnaire de Paul Wurth dans le contexte de la crise financière de 2008, lorsqu'il avait repris les parts détenues à l'époque par Fortis Banque Luxembourg. Il est à noter qu'au moment de ces transferts, aucun pacte d'actionnaires n'avait été mis en place entre les parties prenantes.

Après d'intenses négociations, initiées à la demande du groupe SMS, un accord a été trouvé en date du 25 mars 2021 qui prévoit que le groupe SMS rachète les participations détenues par les actionnaires luxembourgeois (État : 10,98 %, BCEE : 10,98 % et SNCI : 18,84 %) dans Paul Wurth SA, soit au total 40,8 % des parts. Cette opération fait du groupe SMS l'actionnaire unique de Paul Wurth SA.

La sortie des actionnaires minoritaires du capital de Paul Wurth ouvre la voie à un nouveau développement stratégique de l'entreprise au sein du groupe SMS, tout en permettant de nouvelles opportunités par la mise en commun des compétences et des ressources technologiques et humaines des deux organisations. Cette transaction intervient dans le cadre d'un réagencement des activités métallurgiques de SMS par la création d'une unité commerciale commune « One Metallurgy » avec une direction qui sera localisée à Luxembourg. Les activités historiques dans le domaine de la fabrication d'acier et de fer ainsi que les activités futures métallurgiques de Paul Wurth seront intégrées dans cette unité. Filiale à 100 % de SMS, l'entité légale Paul Wurth SA sera maintenue, tout comme le nom de l'entreprise, et un nouveau siège moderne de l'entreprise sera construit à Hollerich.

Au-delà du maintien au Luxembourg de ses opérations traditionnelles, y compris les droits de propriété intellectuelle afférents, Paul Wurth deviendra un centre stratégique de technologie et d'innovation pour la métallurgie verte du groupe SMS, notamment pour de nouvelles activités liées à l'hydrogène et de nouveaux procédés de digitalisation dans l'industrie sidérurgique. Conformément à leur ambition commune de rester la référence mondiale en matière de décarbonisation et de recyclage, SMS et Paul Wurth regrouperont et intensifieront ainsi au Luxembourg leurs efforts de recherche et développement de nouvelles technologies permettant la production d'acier brut à faibles émissions de CO_2, voire à émissions nulles.

Il importe de relever que l'accord de coopération susmentionné prévoit de développer la main-d'œuvre locale de Paul Wurth au Luxembourg en vue d'élargir les compétences en ingénierie du marché local.

L'accord prévoit ainsi qu'au moins 300 à 350 employés à temps plein, soit l'emploi actuel de Paul Wurth hors filiales, seront maintenus au Luxembourg.

À côté des engagements solides sur la préservation de l'acquis et sur le futur développement opérationnel de Paul Wurth au Luxembourg, l'accord de coopération à signer entre le Gouvernement et le groupe SMS stipule aussi de séparer les entreprises « non core » de la métallurgie opérationnelle de l'entreprise et le volet immobilier. Alors que le groupe SMS deviendra, par le biais de la transaction convenue, l'unique propriétaire de l'activité industrielle de Paul Wurth, les actionnaires publics luxembourgeois et le groupe SMS resteront les copropriétaires de l'activité immobilière exercée par Paul Wurth SA dans le quartier Hollerich dans une société distincte qui sera constituée prochainement avec à terme comme objectif une mise en valeur de l'immobilier.

Question 3708 (24.02.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **transport de détenus :**

Dans son rapport de 2015 relatif à sa visite effectuée au Luxembourg, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe se montre préoccupé par le fait que les « box » dans les véhicules pour transporter plusieurs détenus « n'étaient pas équipés de ceintures de sécurité, ce qui représente un danger évident pour les personnes transportées en cas d'accident mais également si le véhicule venait à freiner inopinément ».

Le CPT revendique en effet que « tous les véhicules servant au transport de personnes en détention devraient être équipés de dispositifs de sécurité appropriés (tels que des ceintures de sécurité) » et que « lors d'un transport, l'application de menottes et/ou de ceintures de contention ne devrait être autorisée que lorsque l'évaluation du risque dans le cas individuel concerné le nécessite clairement » (fiche thématique du CPT sur le transport des personnes en détention de 2018).

L'association luxembourgeoise « Eran, eraus … an elo? », quant à elle, reproche au Gouvernement luxembourgeois, dans une publication datant de 2019, de ne toujours pas respecter les normes internationales relatives au transport de détenus.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que les personnes détenues ne sont toujours pas sécurisées par une ceinture de sécurité lors d'un transport ?

2) Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Luxembourg n'a-t-il pas donné suite jusqu'à présent aux recommandations du CPT de 2015 ?

3) Est-il prévu de remédier à cette situation dans les plus brefs délais ?

Réponse commune (25.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) La réglementation au Grand-Duché du Luxembourg ne prévoit des ceintures de sécurité que pour les places assises dirigées vers l'avant du véhicule (art. 24-5 du Code de la route). Il faut savoir que dans les fourgons cellulaires de la police, le détenu est placé en position latérale par rapport à la direction de conduite. De plus, les compartiments installés dans ces fourgons sont équipés avec des protections à hauteur de la tête.

ad 2) Selon les experts en la matière, il est techniquement impossible d'équiper les fourgons existants avec des ceintures de sécurité conformément aux règles d'homologation en vigueur.

Néanmoins, dans le cadre des préparations aux nouvelles missions en relation avec le nouveau Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff près de Sanem dont l'ouverture est prévue pour 2022, il a été retenu d'acquérir pour l'année 2021 deux véhicules spécialement aménagés pour le transfert de détenus où ces derniers seront alors assis en sens de la marche du véhicule et les sièges équipés de ceintures de sécurité. Pour l'année 2022, l'acquisition d'un véhicule du genre minibus pour plus ou moins douze détenus est en phase de préparation dont les sièges seront également équipés avec des ceintures de sécurité. À la suite de cette première acquisition une étude sera lancée pour analyser en détail tous les aspects d'un point de vue sécurité, confort et équipements.

ad 3) En référence à la réponse ci-dessus et sur base des retours d'expériences précités, les futurs fourgons pourraient être aménagés différemment entre autres avec des sièges en direction de la circulation et équipés de ceintures de sécurité. Il est sous-entendu que la sécurité pour les policiers en charge de cette mission délicate doit également être assurée au maximum.

Question 3710 (24.02.2021) de **MM. François Benoy** et **Charles Margue** *(déi gréng)* concernant le **congé pour raisons familiales lié à la pandémie de la Covid-19 :**

Dans le cadre de la crise liée à la pandémie Covid-19, le Gouvernement avait décidé d'élargir temporairement le régime du congé pour raisons familiales. Au vu de la situation actuelle, le dispositif a été prolongé jusqu'au 2 avril 2021.

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 2161, Monsieur le Ministre avait pu fournir des chiffres ventilés selon les secteurs et sexes. Ces chiffres et les analyses qu'ils rendent possibles sont particulièrement importants afin de pouvoir mieux cerner l'impact de la pandémie Covid-19 sur l'égalité des genres.

Dans ce contexte, nous voudrions obtenir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Afin de mieux cerner l'impact de la pandémie Covid-19 sur l'égalité des genres, Monsieur le Ministre pourrait-il nous fournir les chiffres actualisés en termes de demandes de congé pour raisons familiales liées à la pandémie Covid-19, ventilés par secteurs et sexes ?

2) Suivant la stratégie des données ouvertes du Gouvernement, Monsieur le Ministre envisage-t-il de publier de manière régulière ces chiffres ainsi que d'autres chiffres du domaine de la sécurité sociale sur la plate-forme des données luxembourgeoise ?

Réponse (24.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) Le tableau ci-dessous ventile, par secteur et sexe, le nombre de personnes (résidents et non-résidents) ayant bénéficié du dispositif élargi du congé pour raisons familiales lié à la pandémie Covid-19 jusqu'au 30 novembre 2020 (dernières données consolidées disponibles).

À noter que ces informations ne concernent que les personnes pouvant bénéficier des indemnités pécuniaires de la CNS. En effet, les bases de données de la sécurité sociale ne comportent pas les congés pour raisons familiales des salariés bénéficiant de la continuation de la rémunération sans limitation dans le temps (fonctionnaires, employés et ouvriers de l'État, fonctionnaires et employés communaux, etc.).

Tableau : Ventilation par secteurs et sexes du nombre de personnes ayant bénéficié d'un congé pour raisons familiales (à charge de la CNS et lié à la pandémie Covid-19) jusqu'au 30 novembre 2020[17].

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) L'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) publie régulièrement des jeux de données sur la plate-forme des données luxembourgeoise « data.public.lu » afin de rendre plus accessible les données relatives à la sécurité sociale. Ces mises en ligne de données sont complémentées par des publications consultables sur le site Internet de l'IGSS, notamment le rapport général de la sécurité sociale qui porte sur tous les piliers du système luxembourgeois de la protection sociale.

Toutefois, une publication de données plus détaillées et en lien avec la situation actuelle, comme celles demandées par les honorables Députés, pourra avoir lieu de manière semestrielle ou même trimestrielle, en fonction de la disponibilité des données, pour les rendre plus accessibles au grand public.

Question 3711 (24.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **immeubles classés par les communes :**

An engem rezenten Interview op RTL huet d'Madamm Inneministesch eng Lëscht an d'Kamera gehalen, op där d'Gemengen der Rei no klasséiert ginn, wat hiren Engagement am Denkmalschutz ugeet. Dëse Ranking baséiert op de Recommandatioune vu Sites et monuments an der Unzuel vu Gebaier, déi vun de Gemengen tatsächlech an de PAGen agedroe sinn.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Inneministesch an der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

1. Wat sinn déi verschidde Kategorië vu Monumenter, déi an de Bebauungspläng klasséiert gi sinn? Gehéieren dozou och Dréchemaueren, Skulpturen, Träch, Pressessiounskapellen, an aner Monumenter?

2. Wéi gëtt den Engagement vun den eenzele Gemenge gemooss; no wéi enge Krittären ass dee Ranking, vun deem d'Madamm Inneministesch geschwat huet, opgestallt ginn?

3. Wéi gesäit d'Sensibiliséierungsaarbecht vun der Regierung a Saachen Denkmalschutz vis-à-vis vun de Gemengen aus? Gëtt et eng Zesummenaarbecht mam Syvicol a Form vun engem praktesche Guide mat Rotschléi a Proposen („Leitfaden") fir d'Schäffen- a Gemengeréit?

Réponse commune (30.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro, wat déi verschidde Kategorië vu Monumenter sinn, déi an de Bebauungspläng, also notamment dem PAG, klasséiert gi sinn. Hei gëllt et ze preziséieren, datt de Schutz vun der Bausubstanz opgrond vum Artikel 32 aus dem groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 iwwert de Contenu vum PAG gemaach gëtt. Dësen Artikel leet eng Rei Krittäre fest, opgrond vun deenen, Gebaier oder Deeler vu Gebaier kommunal geschützt kënne ginn. Sou sinn zum Beispill d'Authentizitéit, d'Exemplaritéit an d'Raritéit vum Gebai, wéi awer och säin Temoignage fir déi lokal Geschicht wichteg Krittären, fir duerno en eventuelle Schutz vum Gebai duerch de PAG ze justifiéieren. Dat genannte groussherzoglecht Reglement mécht allerdéngs keng prezis Ausso zu Kategorië vu Gebaier, déi kënne geschützt ginn.

An der Praxis gëtt am PAG, souwéi d'Légende-type vum genannte Reglement vum 8. Mäerz 2017 et och virgesäit, ënnerscheet tëschent „construction à conserver" a „petit patrimoine à conserver". Wärend bei der éischter Kategorie ganz Gebaier oder Deeler vu Gebaier erfaasst ginn, ginn iwwert d'Instrument vun der zweeter Kategorie méi kleng schützenswäert Gebaier erfaasst, wéi zum Beispill Dréchemaueren, Pressessiounskapellen oder Weekräizer. Effektiv kann och de Schutz vu vereenzelten Dréchemaueren, Skulpturen oder Pressessiounskapellen e wichtege Bäitrag zum Erhale vun der Identitéit vun eisen Dierfer a Stied leeschten.

Tëschent 2008 an 2019 huet de Service des sites et monuments nationaux (SSMN), zesumme mat de Gemengen an hire Planungsbüroen, ronn 27.000 Objete reperéiert, déi d'Krittären erfëllen, fir vun enger potenzieller kommunaler Protektioun duerch d'PAGe profitéieren ze kënnen. Déi allermeeschten Objeten si Wunnhaiser. Déi zweetheefegst gehéieren zum reliéisen Ierwen.

Zur Zäit hunn 58 Gemengen en neie PAG, wat de Volet „Patrimoine" ugeet. Um Territoire vun all deene Gemenge goufen am Ganzen 18.833 Objete reperéiert, wouvunner der elo 14.539 kommunal geschützt sinn. E Ranking gëtt et net, mee eng Kategoriséierung, jee nodeem wéi vill vun de reperéierten Objeten och am PAG geschützt goufen. Et ginn hei dräi Kategorien: déi Gemengen, déi 0-59 % geschützt hunn, déi Gemengen, déi 60-79 % geschützt hunn, an déi Gemengen, déi méi wéi 80 % geschützt hunn.

An de Joren 2008 an 2009 huet de SSMN Formatiounen ugebueden, fir datt d'Gemengen an hir Planungsbüroen sech konnten an d'Matière eraschaffen. Eng 80 Gemenge goufen esou erreecht. Duerno hat de SSMN iwwer 600 Reuniounen a Begeeunge mat all de Gemengen. Och goufen eng Rei staatlech Circulairen un d'Gemengen adresséiert.

Mat der „Fondation de l'architecture et de l'ingénierie" (haut LUCA) an der Associatioun „Luxembourg Patrimoine" gouf 2011 e Guide ausgeschafft, deen un d'Gemengen an hir Planungsbüroe gaangen ass. Dëse Guide steet och op der Internetsäit vum SSMN (La protection du patrimoine architectural par les plans d'aménagement généraux, cf. Annex 1).

Zu all Moment kënnen d'Gemengen an hir Planungsbüroen op de Rot vum SSMN zielen. Dofir gouf virun zéng Joer en Urbanist am SSMN agestallt. Haut sinn dat zwee Posten. Zwee Architekten an eng Konschthistorikerin gehéieren och nach zu der Ekipp, déi a stännegem Kontakt mat de Gemenge steet.

Mat der Associatioun vun de Planungsbüroe gouf virun zéng Joer en Dokument ausgeschafft, dat d'Servituden ëmräisst (partie écrite vum PAG), dat heescht, wat e kommunale Schutz konkreet fir d'Proprietäre bedeit.

Wann eng Gemeng de Bierger hir Absichten am Denkmalschutz wëllt virstellen an erklären, da steet de SSMN och zur Verfügung. Bis haut goufen et 36 dëser ëffentlecher Presentatiounen, wou déi Gemengeresponsabel an déi staatlech Expertinnen de Leit konnten d'Krittären erklären an op hir Froen agoen.

Question 3712 (25.02.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**application du taux super-réduit de TVA aux produits d'occasion :**

Afin de promouvoir la réparation, la réutilisation et le recyclage de produits dans le contexte de la tran-

[17] Ne sont pas repris dans ce tableau les salariés bénéficiant de la continuation de la rémunération sans limitation dans le temps (fonctionnaires, employés et ouvriers de l'État, fonctionnaires et employés communaux, etc.).

sition vers une économie circulaire, le Gouvernement prévoit dans son accord de coalition qu'« un taux de TVA super-réduit pour la réparation d'objets d'usage courant sera notamment prévu ». En effet, cela est permis par la directive 2006/112/CE relative au système commun de TVA pour la réparation d'objets comme notamment les bicyclettes, les chaussures et les vêtements.

Dans le but de promouvoir davantage la réutilisation des produits, une autre possibilité serait d'appliquer aussi le taux super-réduit de TVA à la vente de certains produits d'occasion. Selon mes informations, en matière de TVA, la vente d'objets d'occasion tombe sous le régime de la marge bénéficiaire, selon lequel est taxée uniquement la marge encaissée par le revendeur[18]. Notons que l'application d'un taux réduit de TVA au niveau de la marge bénéficiaire n'est actuellement pas permise par le droit européen.

En janvier 2018, la Commission européenne a adopté une proposition de directive qui porterait réforme des dispositions en matière d'applicabilité des taux réduits. Selon cette proposition de directive, les objets d'occasion tels que les vêtements ou encore les bicyclettes dits « second hand » ne seraient pas expressément exclus du champ d'éligibilité des taux réduits de TVA, alors que le régime de la marge bénéficiaire resterait exclu.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il clarifier si les vendeurs de biens d'occasion sont obligatoirement soumis au régime de la marge bénéficiaire ? Dans la négative, quelles sont les autres options à leur disposition en matière de TVA ?

2) Quel est l'état d'avancement de la réforme de la directive TVA au niveau européen concernant les biens et services pouvant faire l'objet de taux réduits ? Quelle est la position défendue par le Luxembourg dans ces négociations ? Dans quelle mesure le Gouvernement s'engage-t-il en faveur d'un cadre européen en matière de TVA qui permette de promouvoir l'économie circulaire en général et la réutilisation des produits en particulier ?

3) Face à l'empreinte écologique de la consommation de produits neufs et afin de promouvoir la réutilisation des produits, le Gouvernement est-il en principe favorable à l'application du taux super-réduit de TVA à certains biens d'occasion sous réserve que le droit européen le permette à l'avenir ?

4) Quand est-ce que le Gouvernement entend mettre en œuvre l'application du taux de TVA super-réduit de 3 % pour la réparation de certains objets d'usage courant comme le prévoit l'accord de coalition ?

Réponse (25.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La question de l'honorable Député, relative au régime de la marge bénéficiaire et plus particulièrement si ce dernier s'applique obligatoirement aux vendeurs de biens d'occasion, porte sur les livraisons de biens d'occasion visées à l'article 56ter, paragraphe 1er, point 1°, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et effectuées dans les conditions de l'article 56ter-1, paragraphe 1er, de ladite loi.

Le régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire dans le domaine des biens d'occasion, tel que prévu au chapitre VIII, section 3, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, s'applique d'office aux livraisons de biens d'occasion effectuées par un assujetti-revendeur. Conformément à l'article 56ter-1, paragraphe 9, de la prédite loi, l'assujetti-revendeur peut cependant appliquer le régime d'imposition normal pour chaque livraison relevant du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire. Lorsque l'assujetti-revendeur opte pour l'application du régime normal, la taxe sur la valeur ajoutée s'applique dès lors sur la valeur totale hors TVA du bien.

En ce qui concerne le taux de TVA s'appliquant sur la marge bénéficiaire, il faut relever qu'il s'agit du taux applicable au bien vendu. Ainsi, lors de la vente d'un livre d'occasion, c'est le taux super-réduit de 3 % qui s'applique, puisque la vente de livres est soumise au taux super-réduit. Dans le cas de la revente d'une bicyclette d'occasion le taux normal de TVA de 17 % s'applique. Ce n'est donc pas le fait qu'il s'agit d'une vente d'un bien d'occasion qui détermine quel taux de TVA doit être appliqué, mais la nature du bien vendu.

Sur le plan de la législation européenne, en janvier 2018, la Commission européenne a présenté une proposition de directive en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée. Depuis, cette proposition est examinée par le Conseil.

Le Gouvernement est engagé à promouvoir la transition de l'économie linéaire actuelle vers une économie circulaire qui respecte les limites des écosystèmes. Comme prévu dans le programme de coalition, l'analyse de l'utilisation du taux super-réduit de TVA à cette fin, notamment en l'appliquant aux travaux de réparation éligibles en vertu du droit européen, est en cours.

Question 3714 (25.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **service psychosocial de la fonction publique :**

All Employé(e) a Beamten(in) aus der Fonction publique étatique oder communale huet d'Recht, sech an engem Fall vun Harcèlement un de Service psychosocial ze wenden, fir hei Hëllef ze kréien. D'Zil vun engem Rendez-vous beim Service psychosocial vun der Fonction publique soll et sinn, déi betraffe Persounen iwwert d'Schutzméiglechkeeten an déi domat verbonne Prozeduren opzeklären an hinnen e Soutien psychologique ze bidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Bei wéi enge Forme vun Harcèlement kann ee vum Service psychosocial Hëllef kréien?

2. Wéi gëtt no engem éischte Kontakt mam Service psychosocial bei de verschiddene Forme vun Harcèlement ermëttelt, ob tatsächlech e Fall vu Belästegung oder Mobbing virläit?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Prozeduren, déi enger betraffener Persoun an engem Fall vun Harcèlement opstinn, sämtlech Forme vun Harcèlement ofdecken an een ëmfaassende Schutz fir d'Aarbechter bidden?

4. Wat geschitt, wann d'Virleie vu Mobbing oder Belästegung am Laf vun de Prozeduren net bestätegt ka ginn, déi betraffe Persoun awer weiderhin ugëtt, staark dorënner ze leiden, op hirer Aarbechtsplaz engem Harcèlement ausgesat ze sinn?

5. Ginn et och Ënnerstëtzungsméiglechkeete fir Persounen, déi uginn, ënnert engem Harcèlement ze leiden, obwuel d'Virleie vu Mobbing oder Belästegung vu staatlecher Säit aus net bestätegt konnt ginn?

6. Wéi vill Persounen hunn sech mam Wonsch no Ënnerstëtzung an enger Situatioun vun Harcèlement säit 2013 pro Joer beim Service psychosocial gemellt?

A wéi ville Fäll konnt, eemol d'Prozeduren un d'Lafe bruecht, tatsächlech e Fall vun Harcèlement detektéiert ginn?

7. Wéi reagéiert d'Regierung, wann si direkt vun enger betraffener Persoun iwwert e Fall vun Harcèlement informéiert gëtt?

Réponse (01.04.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

De Service psychosocial vun der Fonction publique ënnerstëtzt d'Administratiounen aus dem Staats- a Gemengesecteur an och d'Établissement-publicke bei hire Preventiounsmesuren am Kontext vun der psychescher Gesondheet. Dëst an der primärer a secondärer Preventioun, dat heescht der Opklärung iwwert psychesch Gesondheet op der Aarbecht, der Analys vu psychosoziale Risiken an dem Opstelle vu Mesuren, fir déi Risiken ze miniméieren. An der tertiärer Preventioun bitt de Service psychosocial vun der Fonction publique eng vertraulech psychologesch Berodung u fir all Agent, deem et an iergendenger Form aktuell net gutt geet - och bei private Schwieregkeeten. De Service ass awer och do, fir d'Administratiounen ze beroden, déi sech Suerge maachen ëm d'Gesondheet vun engem Agent, Konflikter op der Aarbecht konstatéieren oder och gefrot gi sinn, fir een Agent virun Harcèlement ze schützen.

De Service psychosocial ass an deem Sënn do fir all Persoun oder Entitéit, déi psychologesch Berodung wënscht - onofhängeg vun der Ursaach an domat och fir all Form vu Virwërf wéinst Harcèlement.

De Service psychosocial vun der Fonction publique gëtt enger betraffener Persoun eng psychologesch Ënnerstëtzung an enger fir si schwiereger Phas. Dat kann och fir eng Persoun zoutreffen, déi accuséiert ginn ass ze harceléieren oder och fir Persounen aus dem Ëmfeld, déi Zeie si vu konfliktuelle Situatiounen. De Fokus vun der Aarbecht vum Service psychosocial läit - ëmmer an der Zesummenaarbecht mat der Persoun, déi de Service kontaktéiert - op der Verbesserung vun der belaaschtender Situatioun.

Et gi konkreet Offere gemaach, fir rëm e konstruktiivt Schaffen ze etabléieren. An esou engem léisungsorientéierte Kontext steet de Constat, ob et elo Harcèlement war oder net, net am Fokus.

Eng kontradiktoresch Ermëttlung gëtt gemaach am Kader vun enger disziplinarescher Instruktioun oder enger Entloossungsprozedur, esoubal déi vun der entspriechender Autoritéit ugefrot ginn ass.

De Service psychosocial limitéiert sech net just op Fäll vun Harcèlement, mee hëlleft den Agenten an Administratioune bei all Zort vu Konflikter op der Aarbechtsplaz.

A bei Faiten, déi dorop schléisse kéinten, dass een Agent seng Obligatiounen net respektéiert hätt, dorënner och Harcèlement, gëtt, wéi virdrun erkläert, eng kontradiktoresch Ermëttlung gemaach am Kader vun enger disziplinarescher Instruktioun oder enger Entloossungsprozedur. Opgrond vun där Prozedur kënnen dann och konkreet Mesurë géint de schëllegen Agent ageleet ginn.

Wann, no enger Demande de protection op Basis vum Artikel 32 vum Statut, den Agent d'Gefill huet, dass d'Situatioun sech net verbessert huet, huet hien d'Méiglechkeet eng Reklamatioun anzereechen, op Basis vum Artikel 33 vum Statut.

Vu dass den Akzent vun den Interventiounen op der Léisung vun där als belaaschtend erliefter Situatioun läit, ass den Accompagnement vun enger Persoun méiglech an och ubruecht, bis déi Situatioun sech geléist huet. Aus psychologescher Siicht ginn et dobäi verschidden Usazpunkten, déi all matenee gekuckt musse ginn:

- Verännerung vun der Situatioun. Hei ginn déi Interventioune vun der Analys vun der Situatioun am Detail (wéi eng strukturell Ursaache sinn do? Wat ass scho probéiert ginn, fir d'Situatioun ze verbesseren? Ass nëmmen eng Persoun betraff oder méi Persounen?) bis hin zu konkreete Mesuren (besser Definitioun vu Prozesser; Managementformatioun oder Coaching; Ekippeninterventiounen, fir Konflikter ze léisen; Mediatioun; disziplinaresch Mesuren).

- Verännerung vun der Warneemung vun der Situatioun duerch eng Stabiliséierung vun der betraffener Persoun. Psychologesch Begleedung kann dozou bäidroen, dass déi betraffe Persoun eng aner Approche zu der Thematik fënnt, sech zum Beispill direkt an onmëssverständlech wiert oder eege Besoine kloer ausdréckt. Doduerch gëtt net nëmmen dat individuellt Leed verännert, mee an der Suite och dat Verhale vum Vis-à-vis.

Déi aktuell Prozedur vun der Fonction publique zum Theema Harcèlement gesäit och vir, dass an engem Fall vu mangelnder Verbesserung den Droit de réclamation spillt. Dat heescht, d'Persoun huet d'Recht sech un eng Hierarchiestuf méi héich ze wenden, wann si an der Suite vun enger offizieller Demande de protection keng Verbesserung spiert.

De Service psychosocial ass eréischt säit 2016 operationell. Vu déi beschriwwe Prozeduren, kann hei keng Ausso doriwwer gemaach ginn, wéi vill Fäll tatsächlech Harcèlementsfäll sinn, mee et kann eng Ausso doriwwer gemaach ginn, wéi vill Persounen sech mat dem Theema Harcèlement un de Service psychosocial gewant hunn a wéi vill vun deene Persounen op de Wee gaange sinn, fir eng offiziell a schrëftlech Demande de protection ze maache bei hirer Hierarchie.

2017 hunn insgesamt 120 Persounen sech individuell un de Service psychosocial gewant am Kader vun engem Konflikt mat der Hierarchie oder an der Ekipp. 27 Persounen hunn explizitt hir Situatioun als Harcèlement bezeechent. Dem Wësse vum Service psychosocial no huet 2017 keng vun deene Persounen eng offiziell Demande de protection gemaach, mee aner Weeër gewielt, fir hir Situatioun ze verbesseren.

2018 waren et 215 Persounen zum Theema Konflikt a 66 Persounen zum Theema Harcèlement. Dovun huet eng Persoun eng offiziell Demande de protection gemaach.

2019 waren et 185 Persounen zum Theema Konflikt an 62 Persounen zum Theema Harcèlement. Dovun hunn zwou Persounen eng offiziell Demande de protection gemaach.

2020 waren et 196 Persounen zum Theema Konflikt, mee just 22 an enger Situatioun vun empfonntenem Harcèlement. Eng Persoun huet eng offiziell Demarche gemaach.

All Joer waren et ee bis dräi Fäll vu Verdacht op sexuellen Harcèlement an deem Grupp vu Persounen, déi den Harcèlement thematiséiert hunn.

Bei all Fall ass déi betraffe Persoun am Service psychosocial ausféierlech opgeklärt ginn, wéi eng Méiglechkeeten hir opstinn, fir d'Situatioun ze verbesseren. Esou ass zum Beispill bei engem Fall vu sexuellem Harcèlement d'Direktioun vun der Administratioun informéiert ginn an huet direkt Mesurë geholl fir d'Persoun ze schützen an huet och disziplinaresch Mesuren ënnerholl. Vu dass déi duergaange sinn, fir dass déi betraffe Persoun sech sécher gespiert huet, war keng weider Reklamatioun gemaach ginn.

Aner Persounen hunn no enger Berodung déi Situatioun éischter als Konflikt definéiert an et sinn entspriechend Konfliktléisungsdemarchen initiéiert ginn.

Wann en Agent eng Situatioun, déi hien als Harcèlement empfënnt vis-à-vis vu sengem Supérieur hiérarchique, thematiséiert, soll de Superieur dat eescht huelen. Ass de Superieur selwer betraff, kann den Agent sech bei dem Superieur sengem direkte Chef mellen.

De Superieur ass gehalen neutral ze bleiwen an net Partei ze ergräifen, weeder fir déi Persoun déi klot nach fir déi Persoun där e Feelverhale virgeworf gëtt.

De Supérieur hiérarchique kann sech bei där Aufgab Ënnerstëtzung beim Service psychosocial anhuelen.

Dono ass et un der betraffener Persoun en ausféierlechen Dossier anzereechen, deen déi subjektiv Perceptioun vun Harcèlement mat Faiten ënnerleet, fir dass opgrond vun deem Dossier eng disziplinaresch Instruktioun oder eng Entloossungsprozedur lancéiert ka ginn, déi méiglecherweis den Harcèlement konstatéiert.

Question 3715 (25.02.2021) de **Mmes Djuna Bernard** et **Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**école fondamentale étatique « Eis Schoul » :**

Créée en 2008, « Eis Schoul » est une école fondamentale publique. En tant qu'école de recherche en journée continue, elle a pour mission de développer de nouvelles formes d'apprentissage et d'enseignement et fonctionne selon les principes d'une pédagogie inclusive. Bien que la mise en œuvre du projet ait connu des difficultés organisationnelles notamment au cours des premières années, plusieurs évaluations ont pu conclure que son concept pédagogique a fait ses preuves.[19]

Alors que « Eis Schoul » est une école publique, il s'avère difficile de trouver des informations complètes et actuelles sur son fonctionnement, telles que par exemple le rapport d'activité annuel qui est néanmoins prévu par la loi organique de l'établissement[20]. Quant au Plan de développement de l'établissement scolaire pour la période 2018-2021 qui est publié sur le site Internet de l'école en question, il faut constater que ce dernier ne mentionne entre autres pas le volet de la recherche.

Indépendamment du projet de loi 6804 déposé par Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en date du 20 avril 2015, nous aimerions demander les renseignements suivants au sujet du fonctionnement de l'école fondamentale publique « Eis Schoul » en tant que projet innovateur et inclusif :

1) Quel est le nombre actuel d'élèves inscrits auprès de « Eis Schoul » ? Au cours des années depuis 2018, quel a été le nombre de demandes d'inscription et combien en ont pu être retenues ? Combien d'enfants à besoins spécifiques y sont inscrits actuellement ?

2) À quelle date a été conclue la dernière convention entre l'État et la Ville de Luxembourg au sujet de « Eis Schoul » et quelle est la date de son expiration ? Les infrastructures et les ressources en personnel de l'école telles que prévues par le cadre conventionnel existant sont-elles suffisantes pour assurer le bon fonctionnement de l'établissement scolaire ?

3) Étant donné qu'il s'agit d'une école de recherche, de quelle façon et par quels sujets et moyens cette mission est-elle actuellement assurée ? Existe-t-il une convention entre l'école et l'Université du Luxembourg ? Les enseignants et professionnels socio-éducatifs de « Eis Schoul » participent-ils activement aux activités de recherche ?

4) Par quel biais la publication des résultats des activités de recherche effectuées au sein de « Eis Schoul » a-t-elle été assurée depuis son ouverture en 2008 ? Le transfert d'expériences et de connaissances en matière de pédagogie, de méthodologie et de didactique vers les écoles fondamentales conventionnelles a-t-il eu lieu dans le passé et est-il toujours en place ?

5) Quelles sont les évaluations régulières que le Ministère réalise afin d'analyser l'efficacité et le succès du concept pédagogique, ainsi que le fonctionnement journalier de l'école, voire la motivation et la satisfaction des différents groupes constituant la communauté scolaire ?

6) Quelles sont les conclusions que Monsieur le Ministre peut actuellement tirer des dernières évaluations portant sur le fonctionnement de l'école « Eis Schoul » sur toile de fond des missions qui lui ont été conférées par la base légale de 2008 ?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Pour l'année scolaire 2020-2021, un total de 140 élèves est inscrit dans « Eis Schoul », dont 25

---

[18] Voir : Directive 2006/112/CE relative au système commun de TVA, Chapitre 4, section 2, sous-section 1, Art. 312 et suivants & Loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, Chapitre VIII, Section 3, Art. 56ter et suivants.

[19] Heure d'actualité du groupe déi gréng sur l'avenir du projet de recherche « Eis Schoul », séance publique de la Chambre des Députés du 9 juin 2011.

[20] Loi modifiée du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive (Art. 11).

(17,86 %) sont encadrés par l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques.

Évolution du nombre d'élèves inscrits dans « Eis Schoul » :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) La dernière convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de l'époque, d'une part, et la Ville de Luxembourg, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, d'autre part, réglant la mise à disposition de plusieurs membres du personnel éducatif de l'administration communale dans le cadre des dispositions de la loi du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, date du 3 décembre 2012 et est venue à échéance le 31 août 2013.

Une proposition pour le renouvellement et l'élaboration de la convention a été élaborée en 2015, mais n'a pas pu être finalisée. Mon ministère a entrepris des démarches afin de remédier à cette situation.

« Eis Schoul » est une école à journée continue et assure donc les missions qui, ailleurs, nécessitent le concours et la collaboration d'une école fondamentale, d'une maison relais et d'une structure assistant un nombre important d'élèves à besoins spécifiques.

Dans ce contexte, même si on peut constater que le nombre de personnel est plus élevé que dans d'autres écoles fondamentales, le nombre d'enseignants correspond au contingent de leçons accordées à « Eis Schoul ». Dans le contexte de l'organisation scolaire annuelle, le besoin en personnel est analysé et, le cas échéant, une demande d'augmentation du contingent est faite.

Les infrastructures de « Eis Schoul » appartiennent à la Ville de Luxembourg qui en assume l'autorité et en assure l'entretien.

ad 3) + 4) Comme communiqué entre autres dans la question parlementaire n° 0006 du 26 novembre 2013, la recherche n'est plus inscrite comme objectif premier de « Eis Schoul ». Il s'est avéré à l'époque qu'il ne convenait pas de mélanger l'enseignement à l'école et la recherche y relative. Une coopération avec l'Université du Luxembourg a été réglée par une convention en 2013. Cette coopération a donné lieu à plusieurs études dont les rapports ont été publiés.

Cependant, depuis la fin des projets sous la direction du Prof. Dr. Daniel Tröhler et du Prof. Dieter Ferring en 2013, l'Université du Luxembourg s'est concentrée sur d'autres études scolaires.

Afin de promouvoir un échange d'expériences avec les équipes pédagogiques des autres écoles fondamentales, le président de « Eis Schoul » participe aux réunions des présidents d'un comité d'école de la Direction de l'enseignement fondamental, région Luxembourg.

ad 5) Telle que définie dans l'article 5 de la loi modifiée du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, « Eis Schoul » fonctionne selon les principes d'une pédagogie inclusive, c.-à-d. que l'équipe pédagogique essaye de tenir compte des besoins individuels de tous les enfants et d'assurer leur participation à tous les aspects de la vie scolaire et périscolaire : « Dans la planification et la mise en œuvre de l'enseignement et des apprentissages, l'école met l'accent sur la valorisation de la diversité linguistique et culturelle. […]

Afin de suffire aux principes de la pédagogie inclusive, l'école met en œuvre des parcours d'apprentissage différenciés, adaptés aux caractéristiques des élèves. […] »

Dans ce contexte, un accent particulier est mis sur les mesures de différenciation qui sont évaluées en continu par l'équipe pédagogique et, le cas échéant, sont adaptées.

Dans l'article 10 de la loi mentionnée ci-dessus, il est précisé que les membres du personnel de l'école constituent l'assemblée du personnel qui se réunit une fois par semaine en période scolaire. Elle prend les décisions d'ordre pédagogique et organisationnel concernant l'école.

Au niveau régional, la Direction de l'enseignement fondamental Luxembourg (région 1) suit et évalue les efforts des équipes pédagogiques et elle peut, si cela s'avère nécessaire, intervenir ou offrir de l'aide.

ad 6) Le nombre de demandes d'inscriptions pour « Eis Schoul » est resté constant au cours des dernières années. « Eis Schoul » complète, aux côtés de l'école Jean-Jaurès à Esch-sur-Alzette et de l'école Villa Mirabella à Wiltz, l'offre des écoles à journée continue au Luxembourg et constitue en même temps une alternative au modèle scolaire classique des écoles fondamentales publiques au Luxembourg, contribuant ainsi à la diversification de l'offre scolaire luxembourgeoise.

Question 3716 (25.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **volontaires des brigades internationales :**

Op meng Fro vum 19. Januar 2021 hat den Här Premierminister geäntwert, datt der Regierung keng Informatioune géife virleien, ob Lëtzebuerger Kämpfer a Spuenien bei enger vun de Konfliktparteien a Krichsverbrieche verwéckelt waren oder net. Am spuenesche Biergerkrich vun 1936 bis 1939 hu ronn 100 Männer aus Lëtzebuerg, dorënner ronn 60 Lëtzebuerger Staatsbierger, sech den internationale Brigaden a Spuenien ugeschloss fir ze kämpfen. Hei ass et zu Massaker a Krichsverbrieche komm, an zwar net nëmme bei de Franco-Putschisten, mee op béide Säiten. Doraus erginn sech fir mech dës weider Froen:

1. Ass d'Regierung net gewëllt, am Hibléck op eng eventuell Éierung vun de Kämpfer bei der Gëlle Fra, eng Studie an Optrag ze ginn, fir erauszefannen, ob et bei Massaker a Krichsverbriechen eng Lëtzebuerger Bedeelegung gouf?

2. An engem Artikel am Tageblatt vum 19. Februar 2021 gëtt beschriwwen, datt et op Säite vun de Kämpfer vun der republikanescher Säit dräi méiglech Motivatioune gouf, fir sech den internationale Brigaden unzeschléissen: „eine demokratische, eine linksradikale (Anarchisten und Trotzkisten) und eine kommunistisch-sowjetische". Oft konnten sech an interne Kämpf vun de republikaneschen Truppen, déi prosowjetesch, antidemokratesch Kräften duerchsetzen. Gëtt et an deem Sënn Studien, déi d'Motivatioun vun de Kämpfer aus Lëtzebuerg behandelt hunn? Kann d'Regierung ausschléissen, datt eng Partie vun de Kämpfer fir eng autoritär kommunistesch Diktatur nom Modell vun der stalinistescher Sowjetunioun gekämpft hunn, esou wéi et och vill aner Kämpfer gemaach hunn? Kann d'Regierung ausschléissen, datt aner Kämpfer op der Säit vum Franco gekämpft hunn?

3. Ass et am Kontext vun all dësen oppene Froen engersäits, awer och Fakten anerersäits, an den Ae vun der Regierung ubruecht, de Krichsasaz fir d'republikanesch Republik global als Kampf fir Demokratie a Mënscherechter ze bezeechnen?

Réponse (19.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. D'Regierung huet keng Indizien iwwert eng eventuell Participatioun vu Leit aus Lëtzebuerg un deenen zitéierte Krichsverbriechen a Spuenien. D'Regierung wäert deemno och keng Studie an deem Kader an Optrag ginn.

ad 2. + 3. D'Regierung wäert de Spueniekämpfer gedenken, déi sech fir déi demokratesch Wäerter agesat hunn.

D'Regierung huet keng Informatiounen, datt Lëtzebuerger op der frankistescher Säit gekämpft hunn.

Question 3717 (25.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**administration de la deuxième dose du vaccin contre la Covid-19 dans un autre centre de vaccination :**

Wärend der éischter Impfphas krute Professioneller aus dem Gesondheetssecteur hir éischt Impfung géint de Covid-19 an der Victor-Hugo-Hal um Lampertsbierg.

Elo ass mir zougedroe ginn, datt och déi zweet Impfung fir dës Leit an der Victor-Hugo-Hal administréiert muss ginn. Fir Awunner aus dem Nordbezierk ass dat mat engem groussen Zäitopwand verbonnen, well se ënner Ëmstänn laang Weeër mussen op sech huelen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

1. Wier d'Madamm Ministesch bereet, Ännerunge virzehuelen, soudatt d'Leit aus dem Norden hir zweet Impfung am neien Impfzentrum zu Ettelbréck kéinte kréien?

2. Ass et virgesinn, fir weider Impfzenteren an der Nordspëtzt oder am Nordweste vum Land opzemaachen, fir de Bierger méi kuerz Deplacementer ze erméiglechen?

Réponse commune (23.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. De Moment, wou d'Leit sech ee Rendez-vous fir eng éischt Impfung huelen, kréien d'Leit duerch den informatesche Buchungssystem automatesch och ee Rendez-vous fir déi zweet Impfung. Dësen zweete Rendez-vous dréit dem Delai tëschent deenen zwou Impfunge Rechnung a gëtt automatesch an deem Impfzenter gebucht, wou och déi éischt Impfung gemaach gouf. Déi gebuchte Rendez-vouse kënnen net annuléiert an an een aneren Impfzenter iwwerdroe ginn, well d'Gestioun vun de Capacitéiten tëschent den Impfstroosse fir déi éischt Impfung an déi zweet Impfung beanträchtegt géif.

ad 2. Den Impfzenter, deen am Moment fir den Norde virgesinn ass, huet nach fräi Capacitéiten. Am Moment ass duerfir kee weideren Impfzenter am Norde virgesinn.

Question 3718 (25.02.2021) de **Mme Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **centre socio-éducatif de l'État (CSEE) :**

Aux termes de la loi du 16 juin 2004, le CSEE accueille les mineurs qui lui sont confiés par décision des autorités judiciaires.

Dans un document publié par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et datant de mars 2018, il est rappelé que le CSEE comprend différentes unités, dont les internats socio-éducatifs, qui accueillent les garçons (sur le site de Dreiborn) et les filles (sur le site de Schrassig).

Il nous revient que depuis peu, le site de Schrassig ne serait plus réservé aux seules filles et que les garçons sur place auraient été à l'origine de troubles de voisinage n'ayant pas existé auparavant.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame le Ministre de la Justice :

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer pour quelles raisons des garçons sont désormais présents sur le site de Schrassig ? Est-ce lié à un surpeuplement du site de Dreiborn ? Les raisons tiennent-elles aux mesures mises en place à la suite de la crise sanitaire, ou y a-t-il d'autres explications ?

- Madame et Messieurs les Ministres sont-ils au courant d'éventuels troubles de voisinage tels que susmentionnés ? Est-ce qu'ils concluent d'un lien de cause à effet entre la présence de garçons sur le site et ces troubles ?

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer des efforts entrepris pour éviter de tels incidents à l'avenir ?

Dans son rapport de suivi de 2016, la médiatrice relate les faits suivants :

« La Direction estime que les infrastructures des internats de Dreiborn et de Schrassig revêtent le caractère d'un hospice et ne correspondent plus aux exigences actuelles d'un travail psychopédagogique et thérapeutique visant à accompagner et à structurer des jeunes en détresse et à les préparer progressivement à une autonomie de vie. La réorganisation des internats de Dreiborn et de Schrassig, tout comme la décentralisation de plusieurs unités de vie, sont indispensables à une évolution de l'institution et à son adaptation aux défis du futur. »

On y a appris également que :

« Le projet de construction de pavillons sur le site de Schrassig a été abandonné.

La Direction, en collaboration avec l'Administration des bâtiments publics, a visité un site dans la commune de Capellen qui se prête idéalement pour la construction de trois pavillons pour trois unités de vie (deux pour garçons, une pour filles) soit au total pour 24 jeunes pouvant fréquenter une école externe et profiter d'un contexte de vie intégré dans la société. »

La Direction du CSEE aurait rédigé une note à l'attention du Ministère de tutelle, en l'espèce le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse concernant le projet de décentralisation du CSEE.

Nous aimerions dès lors obtenir les informations suivantes :

- Messieurs les Ministres partagent-ils les points de vue exprimés dans cette note et peuvent-ils nous en fournir une copie ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir des détails sur les projets réalisés sur base de cette note ? Quels sont les autres projets réalisés ou en cours de réalisation ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer si le site de Schrassig fermera ses portes prochainement ?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Le site de Schrassig appartenant au Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) n'est plus réservé uniquement aux filles, mais accueille désormais également des garçons.

L'évolution des accueils de pensionnaires durant les trois dernières années a amené la direction du CSEE à revoir l'affectation des différents sites de manière à répartir au mieux les mineurs accueillis. Depuis juin 2020, les filles sont toutes accueillies dans le groupe de vie situé à Bourglinster. Les garçons sont accueillis sur les sites de Dreiborn et de Schrassig. La réaffectation des sites tient d'une logique de bonne utilisation des ressources et n'est pas en lien avec la situation sanitaire.

Un propriétaire d'une parcelle adjacente a adressé un courrier à l'Administration des bâtiments publics relatant des problèmes de voisinage. Lors d'une visite sur place, l'Administration des bâtiments publics s'est concertée avec la direction du CSEE au sujet de différentes mesures envisageables afin de contribuer à la résolution de ce problème. Vu la nature des limites de propriété qui présentent une végétation dense, il s'avère qu'une mesure constructive possible serait de clôturer le site du CSEE sur une longueur de quelque 300 à 350 m. Pour ce qui est des efforts entrepris par la direction du CSEE pour éviter de tels désagréments, il faut savoir que le régime disciplinaire du CSEE entre également en ligne de compte pour limiter des comportements inappropriés, sachant qu'une sanction allant jusqu'à un isolement temporaire est possible.

Concernant le futur développement des infrastructures du CSEE, la Chambre des Députés, sur proposition du Gouvernement, a marqué son accord à l'élaboration des études nécessaires en vue de rénover les infrastructures du CSEE à Dreiborn et à Schrassig. Dans le cadre de la réorganisation des sites Dreiborn et Schrassig, des études pour la construction de structures pavillonnaires destinées à accueillir des groupes de vie pour six mineurs sont en cours d'élaboration. Il est prévu d'installer cinq pavillons sur le site de Dreiborn et deux, voire trois modules sur le site de Schrassig, en fonction des besoins. Dans une deuxième phase, les bâtiments existants, datant des années 1950 à 1970, seront rénovés pour y aménager des locaux destinés aux fonctions administratives. À cet égard, il est à noter que l'ancienne auberge de jeunesse à Bourglinster, réaménagée en Centre sociothérapeutique 12+, est en service depuis mai 2020 et comprend neuf chambres pour jeunes filles de douze à 18 ans.

Enfin, l'Administration des bâtiments publics a été récemment saisie d'une demande d'analyse relative à l'aménagement d'une ferme pédagogique pour les besoins du CSEE sur un site à Frisange affecté au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le site de Schrassig ne sera pas fermé prochainement.

Question 3719 (25.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **centres de compétences :**

A menge Froen Nr. 3106 an 1641 hat ech de Mëttelstandsminister no Informatiounen zu de Beruffskummeren an de Centres de compétences an hire Formatioune gefrot. Zu dëse gehéiert och den CDEC, de Conseil pour le développement économique de la construction. All Firma am Bausecteur muss dem CDEC all Joer eng Cotisatioun an Héicht vun 0,65 % vun senger Masse salariale bezuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Den CDEC proposéiert Formatiounen, déi awer deelweis wéinst ze niddregen Teilnehmerzuelen net kënnen organiséiert ginn.

Wéi vill Formatiounen huet den CDEC an deene leschte Joren organiséiert?

Wéi vill vun dëse Formatiounen hunn sech op d'Nohaltegkeet am Bausecteur fokusséiert?

2. Wéi vill Formatioune vun de Beruffskummere konnte wéinst engem Feele vu genuch Interesséierten net organiséiert ginn?

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

Wéi vill Firmen hunn an deene leschten zwee Joer Aarbechter fir Formatiounen ugemellt, déi net konnte stattfannen?

3. Duerch d'groussherzoglecht Reglement vun 2007 ass d'Memberschaft beim CDEC fir all Firma am Bausecteur obligatoresch. De Staat imposéiert also d'Memberschaft bei dëser ASBL.

Ënnerstëtzt de Staat dës ASBL finanziell? Wa jo, wéi vill Hëllefen sinn zënter der Grënnung, opgelëscht no Joer, un den CDEC bezuelt ginn?

Wat fuerdert de Staat dofir als Géigeleeschtung? Existéiert heizou eng Konventioun oder ee Kontrakt?

4. Den RBE zielt néng Bénéficiaires effectifs beim CDEC. Quasi all dës Beneficiairë sinn net nëmmen am Verwaltungsrot vum CDEC, mee sinn niewebäi och Direktiounsmember oder Patron vu groussen a bekannte Baufirmen hei am Land.

Wéi kann de Staat garantéieren, dass eng ASBL, déi vun de grousse Baufirmen am Land geréiert gëtt, och d'Interesse vu Mikro-Entreprisen (ee bis néng Aarbechter) vertrëtt?

Wat fir eng Kontroll huet de Staat iwwert dës ASBL, bei där eng Affiliatioun, wéi scho gesot, duerch de Staat imposéiert gëtt?

Réponse commune (26.03.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. De System vun der sektorieller Formatioun „Bâtiment" ass formaliséiert ginn duerch ee Kollektivvertrag tëschent dem „Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics" an der „Fédération des entreprises luxembourgeoises de construction et de génie civil" op där enger Säit an de Gewerkschaften OGB-L an LCGB op där anerer Säit. De Finanzement vun de Formatiounen ass geséchert duerch eng Cotisatioun vun 0,65 % op der järlecher brutto Masse salariale. Et ass ze betounen, dass dës Cotisatioun zu Laaschte vum Employeur fält.

Wat d'Zuele vun de sektorielle Formatioune „Bâtiment" betrëfft, esou ass et wichteg ze ënnersträichen, dass dës Formatioune vum Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB) fir de Kont vum „Conseil pour le développement économique de la construction" (CDEC) organiséiert ginn. Tëschent 2002 an 2020 si follgend Eckdaten ervirzehiewen:

Total u Stagiairen: 65.992

Total u Formatiounsstonnen: 1.147.817

Total un organiséierte Formatiounen: 5.464

D'Modullen aus dem Beräich vun der Nohaltegkeet sinn an de Formatioune vum Bau integréiert a maachen ongeféier 8 % vun de Stonnen aus.

ad 2. Wat eventuell Annulatioune vu Formatioune vun de Beruffskummere betrëfft, huet de Ministère keng Kenntnis iwwert déi genee Zuelen.

Säitens Formatioune vum CDEC ass eis bestätegt ginn, dass all Formatiounen, déi aus verschiddenste Grënn net konnten ofgehale ginn, zu engem spéideren Zäitpunkt nogeholl goufe respektiv nogeholl ginn.

ad 3. Wat den Inhalt vun dësem Accord interprofessionnel ugeet, wëll ech op dëser Plaz op d'Äntwert vum Aarbechtsminister op d'parlamentaresch Ufro Nr. 0283 verweisen: D'Gestaltung vum Contenu läit bei de Sozialpartner am Kontext vun der Tariffautonomie an et ass deemno net un der Regierung, fir sech an déi Tariffautonomie anzemëschen oder d'Resultat dovunner ze kommentéieren. Och d'Fro vun der staatlecher finanzieller Bedeelegung ass an där benannter parlamentarescher Ufro beäntwert ginn.

ad 4. Esou wéi d'Gesetz vum 13. Januar 2019 (Loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs) dat verlaangt, ass eng ASBL gehalen, fir hir Bénéficiaires économiques am RBE-Regëster ze deklaréieren. D'Bénéficiaires économiques vum CDEC sinn d'Vertrieder vum „Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics" a vun der „Fédération des entreprises luxembourgeoises de construction et de génie civil", deenen hir statutaresch Ziler ënner anerem dora bestinn, fir d'Interesse vun de Betriber vum Secteur ze vertrieden.

Question 3720 (26.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **gel désinfectant dans les transports publics :**

De 15. Dezember gouf an der Chamber eng Motioun gestëmmt, déi virgesäit, dass am ëffentlechen Transport, an och bei Busarrêten a Garë sollen Desinfektiounsgelspender installéiert ginn. Den zoustännege Minister huet am Februar an der Chamber erkläert, dass bis elo an eelef Garë Spender opgestallt goufen.

An de Recommandatioune vun der Santé fir d'Commercen heescht et, dass de Patron de Salariéen enger Coordinateur opérationnel, d'Käschte fir Iwerstonnen a Feierdeeg souwéi de Gesamtmontant. Donieft ass d'Erfarung vun de jeeweilege Coordinateure bewäert ginn. Heibäi ass gekuckt ginn, wéi vill Joer Beruffserfarung dës Persounen opweisen, a wéi enge Projeten si Erfarung hunn, hir Ausbildung an och Sproochekenntnisser. E weidere Krittär war d'Verfügbarkeet ausserhalb vun de Bürosstonnen. D'Krittäre 5 bis 7 hunn sech op d'Kompetenz vun der proposéierter Ekipp konzentréiert, d'Gestioun vun engem grousse Projet, dem Asaz vu gëeegenten Outilen, an ob de Soumissionnaire de Projet realistesch aschätzt. D'Entreprise déi gewielt gouf, war am Verglach mat zwou aneren Entreprisen, déi änlech kompetent bewäert gi sinn, däitlech manner deier.

Am Projet „Helpline vaccination" waren et fir de finanziellen Deel d'Käschte fir Coordinateur général, Personal- a Materialkäschte fir 3.000 Telefonater pro Dag ze realiséieren, zousätzlech Käschten am Fall vun enger méi héijer Unzuel vun Uriff a Käschte fir e Rendez-vous ze fixéieren oder ze änneren. Bei de Kompetenzen si véier Punkte bewäert ginn: Erfarung vum Coordinateur général, Sproochevillfalt vun der Ekipp vun den Tele-Operateuren, Propositioun vun engem „Journal des appels" an de Routage-System fir d'Helplinen. Fir dëse Projet gouf déi Entreprise gewielt, déi bei der Kompetenz am Beschten ofgeschnidden huet a gläichzäiteg den niddregste Präis ugebueden hat.

ad 2. De Projet beleeft sech op insgesamt 38 Wochen an ass berechent op 760.000 Euro HTVA. D'Differenz ass eng Provisioun, déi mir eis ginn hunn, fir Iwwerstonnen, déi eventuell am Projet kënnen ufalen, ze bezuelen. Vum Gesamtmontant falen 52 % u fir de Coordinateur général a säin Adjoint, déi aner 48 % si fir déi dräi Coordinateurs opérationnels. Wann d'Impfcampagne iwwert ee méi kuerzen Zäitraum leeft, an een da méi operationell Coordinateuren asetzt, ännert sech dës Relatioun deementspriechend.

ad 3. Bei der Helpline si fir Personal (en ce compris de Coordinateur général) a Materialkäschten 8.287.875 Euro HTVA berechent. Dobäi kënnt dann d'Verschécke per Courrier vun 100.000 Rendez-vousen (208.000 Euro HTVA) fir Leit, fir déi d'Helpline Rendez-vous-en muss huelen. De Rescht vum Montant ass eng Provisioun, déi mir eis ginn hunn, fir supplementar Appeller ze bezuelen, déi iwwer 3.000 Appeller/Dag an der Moyenne iwwert d'Woch ginn.

Question 3721 (26.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination des professionnels de la santé :**

Eng Rei Beruffsgruppen, déi och zum Santéssecteur gehéieren, mee net direkt duerch e Kontrakt un e Spidol oder en Heem gebonne sinn, krute bis elo nach keng Invitatiounen, fir sech kënnen impfen ze loossen a ginn an der Impfstrategie och net explizitt erwäänt.

Esou ass et nach onkloer, wéini zum Beispill d'Mataarbechter aus de Laboratoiren, déi Covid-19-Tester auswäerten, oder och Ambulanciere geimpft solle ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Gesondheet dës Froe stellen:

1. A wéi enger Phas wäerten d'Mataarbechter aus de Laboratoiren, déi Analyse maachen, déi am Zesummenhang mam Covid-19 stinn, d'Méiglechkeet kréien, sech impfen ze loossen?

2. A wéi enger Phas wäerten d'Mataarbechter vu privaten Ambulanzen en Zougang zu enger Impfung kréien?

Réponse commune (29.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Uganks Mäerz huet de Comité de pilotage vun der Impfstrategie festgehalen, datt d'Personal aus de Laboratoiren, dat Prelevementer duerchféiert an tweeder Accès zu engem Lavabo mat Seef oder zu Desinfektiounsgel muss garantéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Spender goufen am Januar opgestallt? Wéi vill am Februar?

2. Huet de Minister sech, wéi an der Motioun gefrot, a Kontakt gesat mat de privaten a kommunalen Transportfirme wéi dem TICE an si invitéiert, och Desinfektiounsmëttelspender opzestellen?

3. Wärend dem Debat an der Chamber huet de Minister erkläert, dass LuxTram an d'CFL plangen, fir kleng Ampulle mat Gel un d'Passagéier ze verdeelen.

Sinn déi 20.000 Ampullen all verdeelt ginn?

Gouf fir dës Ampulle recycléierte Plastik benotzt?

Falls nee, wéi vill Kilo Plastiksoffall entstinn duerch dës Einweg-Produiten?

4. Hunn all d'Centres commerciaux, déi ee Protocole sanitaire bei der Direction de la santé agereecht hunn, an dësem Desinfektiounsmëttelspender fir d'Clientë virgesinn?

Falls jo, firwat ass d'Bereetstelle vun Desinfektiounsgel am Commerce obligatoresch an am Transport net?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'CFL hunn am November 2020 insgesamt 16 Desinfektiounsspender, verdeelt op eelef Garen an Arrêten, installéiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

An de Méint Januar a Februar goufen awer keng zousätzlech Desinfektiounsgelspender méi opgestallt.

Zousätzlech hunn d'CFL déi éischt 40 Spender fir d'Installatioun an de Busse geliwwert kritt. Dës sinn amgaang, agebaut ze ginn.

Aktuell sinn och eng 702 RGTR-Busser mat Desinfektiounsgelspender ekipéiert. Et sinn och nach eng 252 Spender bestallt, déi an nächster Zukunft agebaut ginn.

ad 2. Jo, all privat an kommunal Transportfirma ass informéiert an invitéiert ginn, déi besote Spender opzestellen.

ad 3. D'CFL hunn 20.000 Ampullen Desinfektiounsgel bestallt, vun deene bis elo 8.000 Stéck verdeelt goufen. Dës Ampulle goufen net aus recycléiertem Plastik hiergestallt, mee se sinn awer recyclabel. Zum Zäitpunkt vun der Bestellung haten d'Ampullen aus recycléiertem Plastik eng duebel soulaang Liwwerzäit, wat ugesiichts der Restriktioun, d'Verdeelung direkt ulafen ze loossen, ze laang war. Duerch déi insgesamt bestallten 20.000 Ampullen entsti 732 kg Plastiksoffall.

Och fir den RGTR-Transport sinn 20.000 Ampulle bestallt ginn.

ad 4. Jo, an den Hygièneskonzepter vun de Centres commerciaux, déi d'Gesondheetsdirektioun zougestallt krut, sinn effektiv ëmmer Desinfektiounsmëttelspender virgesinn.

analyséiert, och e prioritären Zougang zur Impfung soll kréien. Doropshi goufen déi verschidde Laboratoiren opgeruff, der Gesondheetsdirektioun d'Lëschte vun hirem Personal, dat dëse Krittären entsprécht, zoukommen ze loossen. D'Invitatioune fir dëst Personal sinn an de Flux vun allen Invitatiounen opgeholl ginn, a ginn an den nächsten Deeg no a no erausgeschéckt.

ad 2. De Moment ass net virgesinn, datt d'Mataarbechter vu Privatambulanzen e prioritären Accès zur Impfung solle kréien. Si wäerten also opgrond vun hirem Alter oder enger eventueller Vulnerabilitéit invitéiert ginn.

Question 3722 (26.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **vaccination des ostéopathes :**

An der Phas 1 vun den Impfunge géint de Coronavirus ass virgesinn, d'Personal aus dem Gesondheetswiesen ze impfen. D'Osteopathen, déi jo och staark am Kontakt mat Patiente sinn, kruten awer bis elo nach keng Invitatioun fir eng Impfung. De Beruff vum Osteopath ass zënter 2018 en unerkannte Gesondheetsberuff.

Ech wollt dofir d'Madamm Gesondheetsminister froen:

1. Sinn d'Osteopathe vergiess ginn oder bewosst op der Säit gelooss ginn a wann dëst esou ass, aus wéi enge Grënn?

2. Wéini ass et virgesinn, fir den Osteopathen eng Invitatioun fir d'Impfung ze schécken?

Réponse (30.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. + 2. Duerch en Oubli waren d'Osteopathen effektiv net an der Phas 1 vun der Impstrategie mat abegraff. Ugangs Mäerz ass awer eng Lëscht zesummegestallt gi vun all den Osteopathen, déi am Moment hei zu Lëtzebuerg eng Autorisation d'exercer hunn.

Doropshi kruten d'Osteopathen alleguerten eng Invitatioun zougestallt, fir sech e Rendez-vous an engem Impfzenter kënnen ze huelen.

Question 3723 (26.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **marché public dans le cadre de la crise de la Covid-19 :**

Lëtzebuerg hat ënnert der follgender Deskriptioun eng Ausschreiwung gemaach:

« La Direction de la santé souhaite sélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques pour fournir un support de gouvernance et un support méthodologique, opérationnel et administratif (en étroite collaboration avec les équipes de la Direction de la santé et du Haut-Commissariat à la protection nationale) dans toutes les étapes du projet de vaccination contre la Covid-19, dont particulièrement la gestion opérationnelle des campagnes de vaccination, des centres de vaccination et des équipes mobiles, ainsi que la mise en place et l'opération d'une helpline vaccination. »

Den 23. Februar 2021 gouf public, wéi eng Entreprisen no der Ausschreiwung Luxembourg-Luxembourg: Project management consultancy services 2021/S 037-093027 e Kontrakt mat der Lëtzebuerger Regierung ofschléisse konnten.

De Kontrakt mat der Nummer 2002094 a mam Titel „Équipe coordination" goung un ee vun de Big Four an ëmfaasst eng Zomm vun 835.100 Euro.

De Kontrakt mat der Nummer 00002 a mam Titel „Helpline vaccination" goung ënner anerem och un ee vun de Big Four an ëmfaasst eng Zomm vun 8.957.465 Euro.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat waren d'Krittären, no deenen d'Regierung dës Entreprisen ausgewielt huet? Duerch wéi eng Offer/Kompetenzen hunn d'Entreprisen, déi gewielt goufen, iwwerzeegt?

2. Wéi verdeelen sech d'Käschte vum Projet „Équipe coordination"? Wéi eng Tâchë goufe mat wéi vill Euro berechent, fir op eng Gesamtzomm vun iwwer 800.000 Euro ze kommen?

3. Wéi verdeelen sech d'Käschte vum Projet „Helpline vaccination"?

Wéi eng Tâchë goufe mat wéi vill Euro berechent, fir op eng Gesamtzomm vu bal néng Milliounen Euro fir eng Hotline ze kommen?

Réponse commune (26.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. A béide Projete ware Krittäre souwuel finanzieller Natur wéi och op d'Kompetenze bezunn.

Am Projet „Équipe coordination" war et fir de finanziellen Deel den Dagessaz vu jeeweils dem Coordinateur général, dem Coordinateur général adjoint,

Question 3724 (26.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contrats conclus avec des cabinets d'audit :**

Déi gréisst Wirtschaftspréiwungsgesellschafte vun der Welt, déi oft och als „Big Four" bezeechent ginn, beroden Entreprisen, maachen Auditten a bidde Servicer am Beräich vun der Fiskalitéit un.

Och de Lëtzebuerger Staat gräift vun Zäit zu Zäit op d'Servicer vun engem vun de Big Four zeréck.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrakter ass de Lëtzebuerger Staat an de leschte fënnef Joer mat engem vun de Big Four agaangen?

Wéi verdeelt sech d'Unzuel op déi eenzel Firmen?

2. Wéi vill Kontrakter, déi scho viru méi wéi fënnef Joer ënnerschriwwe goufen, lafe mat deenen eenzelen Entreprisen aktuell nach?

3. Wéi vill Euro ëmfaassen d'Kontrakter, déi an de leschte fënnef Joer ënnerschriwwe goufen?

4. Wéi vill Euro ëmfaassen d'Kontrakter, déi scho viru méi wéi fënnef Joer ënnerschriwwe goufen an aktuell awer nach lafen?

5. War et a kengem Fall, an deem e Kontrakt mat engem vun de Big Four geschloss ginn ass, méiglech, den Optrag un eng kleng oder mëttelstänneg Entreprise ze ginn?

Réponse commune (25.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Vun deene ronn 11.500 Audit- a Berodungskontrakter, déi de Staat an de leschte fënnef Joer mat am Ganze ronn 3.600 verschiddene Fournisseure vun all Gréisst ofgeschloss huet, sinn der just 264 un déi sougenannte Big Four gaangen.

All Ministère a Verwaltung huet entspriechend Budgetsartikelen (12.120.xxx „Frais d'experts et d'études" an 12.125.xxx „Frais d'experts et d'études en matière informatique") zur Verfügung, déi si autonom geréieren.

De Choix vun der Entreprise gëtt diktéiert duerch de Besoin, fir op bestëmmte Kompetenze kënnen zeréckzegräifen, d'Erfarung, déi néideg ass, an d'Envergure vum Optrag. Am Kader vun de Reegelen a Prozedure vum Gesetz vum 25. Juni 2009 iwwert d'Marchés publics, iwwerwaacht duerch d'Commission des soumissions, bleift et in fine an der Ap-

preciatioun vun dem jeeweilege Ministère oder Verwaltung, u wien en Optrag geet.

De Finanzminister an de Wirtschaftsminister hunn dofir keng Vue d'ensemble vun der Dauer an de geneeë Modalitéite vun deene Kontrakter, a kënnen dofir och net fir jidder eenzele Kontrakt doriwwer renseignéieren, firwat déi eng an net eng aner Firma zeréckbehale gouf oder hätt kënne ginn.

Question 3725 (26.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **campagne de vaccination :**

Am Moment mussen hei am Land Mënschen, déi sech géint de Coronavirus wëllen impfe loossen, virdru vun engem Dokter ënnersicht ginn. Den Dokter selwer oder d'Infirmière mécht dann d'Impfung. De Kampf géint Corona ass awer eng national Urgence, an et misst alles ënnerholl ginn, fir esou séier wéi méiglech souvill wéi méiglech Leit géint déi Krankheet ze impfen.

An deem Kontext hunn ech follgend parlamentaresch Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ginn et Iwwerleeungen am Gesondheetsministère, fir verschidde Beruffsgruppen an Zukunft auszebilden, fir kënnen am Noutfall (zum Beispill wann net genuch Infirmièren zur Verfügung stinn) Mënschen ze impfen?

2. Wa jo, u wat fir Beruffsgruppe gëtt dobäi geduecht a wéi sollen déi Beruffsgruppe forméiert ginn?

3. Wéi soll d'Prozedur vun der Impfung an deem Fall ausgesinn?

4. Wien iwwerhëlt an deem Fall déi medezinnesch Verantwortung vum Akt vun der Impfung?

Réponse (26.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op Avis vun der Gesondheetsdirektioun, huet de Gesondheetsministère d'Méiglechkeet, duerch d'Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert den Exercice an d'Revalorisatioun vun de Gesondheetsberuffer, anere Beruffsgruppe gewëssen Attributiounen iwwert eng Autorisation d'exercice temporaire ze delegéieren.

Den Artikel 6 aus dem Gesetz vun 1992 gesäit Follgendes vir :

« Art. 6.- Situations particulières.

(1) En cas de circonstances exceptionnelles, tels qu'épidémies, faits de guerre ou catastrophes, le ministre peut, par dérogation à l'article 2 paragraphe (1)a), après avoir pris l'avis de la Direction de la santé, autoriser pour un temps limité des membres d'une autre profession régie par la présente et de niveau de formation équivalent ou subsidiairement d'autres personnes à poser certains actes d'une de ces professions pour laquelle elles ne sont pas diplômées.

[…]

(3) L'autorisation fixe les actes qui peuvent être exécutés par les personnes visées sous (1) et (2), la durée pendant laquelle elles peuvent les exécuter et les conditions dans lesquelles elles peuvent les poser. La personne autorisée ne peut pas porter le titre professionnel correspondant à la profession dont elle exerce certaines des attributions, ni un autre titre pouvant prêter à confusion. »

ad 2. Op Basis vun dësem Artikel kënnen d'Kinesitherapeuten Impfungen a Centres de vaccination realiséieren. Iert d'Kinesitherapeuten dësen Akt awer ausüben dierfen, mussen si un enger obligatorescher Formatioun deelhuelen.

Dës Formatioun ass an Zesummenaarbecht mat der Gesondheetsdirektioun, dem Gesondheetsministère an dem Kompetenzzenter vun der Uni Lëtzebuerg ausgeschafft ginn a besteet aus engem theoreeteschen Deel (Rappell vun den Hygiènesmesuren, Informatiounen iwwert d'Vaccinen, d'Kommunikatioun mat de Persounen, déi geimpft ginn, etc.) an engem prakteschen Deel (Preparatioune vun de Vaccinen am Kader vu strikten Hygiènesmesuren, d'Übe vum Akt „impfen"). No der Formatioun ginn de Participanten hir Kenntnisser gepréift. Wann de Formateur e positiven Avis gëtt, kënnen d'Professioneller eng temporär Autorisatioun kréien, fir den Akt „impfen" auszeüben.

ad 3. Bis elo war et esou, datt d'Leit, ier se geimpft gi sinn, e Gespréich mat engem Dokter haten, deen eng Anamnees gemaach huet an doropshin eng medezinnesch Verschreiwung fir eng Impfung ausgestallt huet. Dës Dispositioun ass awer ab dem 29. Mäerz 2021 net méi en vigueur, soudatt d'Impfung an den Impfzentere wäert kënnen administréiert ginn, ouni datt eng medezinnesch Verschreiwung néideg ass. Déi Leit, déi an en Impfzenter kommen, mussen alleguerten am Virfeld e Questionnaire ausfëllen. De Gesondheetsberuffler iwwerpréift de Questionnaire. Wann näischt Opfälleges vermierkt ass, hëlt hien d'Impfung vir. Wann d'Leit awer an hirem Questionnaire eng vun dësen dräi Optioune vermierken, mussen si en Dokter gesinn, ier si d'Impfung kënne kréien:

- Leit, déi schonn emol opgrond vun enger Impfung eng schwéier Reaktioun gemaach hunn;

- Leit, déi en Trouble de la coagulation virweisen oder Bluttverdënnungsmëttelen huelen (anticoagulants autres que l'aspirine);

- schwanger Fraen.

ad 4. Beim Impfen handelt et sech ëm en autonomen Akt, deen ënnert der Bedéngung, datt en Dokter disponibel ass fir ze intervenéieren, duerchgefouert gëtt. De Gesondheetsberuffler decidéiert op Basis vum Questionnaire, deen de Patient ausgefëllt huet, ob hien d'Impfung ka virhuelen oder net. Wann de Patient eng vun den uewe genannten dräi Optiounen ugekräizt huet, muss de Gesondheetsberuffler dem Dokter vum Impfzenter Bescheed ginn. Dësen decidéiert dann, ob d'Impfung ka virgeholl ginn oder net. An deem Zenario bleift déi medezinnesch Verantwortung beim Dokter.

D'Responsabilitéit, ob de Questionnaire korrekt ausgefëllt ass oder net, läit beim Patient selwer.

Question 3727 (26.02.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **légalisation du cannabis récréatif :**

An hirer rezenter Äntwert op eis parlamentaresch Fro zu den Aarbechten un dem Projet vun der Legaliséierung vum rekreative Cannabis, hunn d'Madamme Ministeren eis zum Deel iwwer de lafende Prozess informéiert, ouni allerdéngs eng Äntwert op eis konkreet Froen ze ginn.

Aus deem Grond wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen

1. Gëtt et een oder méi Aarbechtsgruppen, déi sech mat der Legaliséierung vum Cannabis befaassen?

2. Wa jo, sinn d'Police an d'Justizautoritéiten an deenen Aarbechtsgruppe vertrueden?

3 Wann nee, firwat net?

Réponse commune (11.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3626 geschriwwen, sinn d'Aarbechten, fir e „projet de concept" auszeschaffen, deen der komplexer Erausfuerderung gerecht muss ginn, nach net ofgeschloss.

Am Kader vun dësen Aarbechten si verschidden thematesch Aarbechtsgruppe virgesinn, déi au fur et à mesure aberuff an aktivéiert ginn.

Vu dass d'Aarbechten an engem prozessgebonnenen an dynamesche Kontext stattfannen, mam Zil, fir en ausgeräifte Konzeptentworf fäerdegzestellen an ze begleeden, ginn déi jeeweileg Acteuren no Bedarf an dëse Prozess mat abezunn.

An deem Kader goufen och punktuell Retoure vum Ministère de la Sécurité intérieure, vun der Police a vun de Justizautoritéiten ageholl, souwéi dat och weiderhin de Fall wäert sinn.

Question 3730 (26.02.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **jugement de la Cour européenne de justice relatif à la protection des données privées :**

Den europäesche Geriichtshaff huet gëschter Spuenien zu enger Amende vu 15 Milliounen Euro verurteelt, well eng europäesch Direktiv aus dem Joer 2016 nach net an nationaalt Recht ëmgesat gouf, déi als Zil huet, privat Donnéeë vun de Bierger am Kader vun enger Policeenquête ze schützen.

Wëssend, datt bei eis am Land d'Implementatioun vum neie Fichiersgesetz spéitstens bis 2026 soll ofgeschloss sinn, géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass de Minister a Kenntnis vun dësem Urteel?

2. Wat sinn d'Konklusiounen, déi d'Regierung aus dem Urteel zitt?

3. Huet dat Urteel eventuell en Afloss op déi lafend legislativ Prozedur?

4. Wa jo, gedenkt d'Regierung eventuell, Ännerungen u bestoenden an zukünftege Gesetzgeebunge virzehuelen?

5. Riskéieren déi virgesinnen Delaien am Projet zum Fichiersgesetz vu spéitstens 2026 net, am Widdersproch zu de Prinzippien aus dem Urteel ze stoen, a missten déi Delaien net am Projet ugepasst ginn?

Réponse (22.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Jo.

ad 2. Lëtzebuerg huet d'Dateschutzdirektiv vun 2016 schonn duerch d'Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 an d'nationaalt Recht ëmgesat.

ad 3. + 4. Nee. Et muss ënnerscheet ginn tëscht dem Transpositiounsgesetz vum 1. August 2018 an dem Fichiersgesetz, wat méi wäit geet wéi dat, wat um europäesche Plang virgesinn ass.

Den Avis vun der CNPD iwwert de Fichier central vun der Police vum 13. September 2019 huet betreffend der Base légale vun den Traitementer vum Fichier central vun der Police och ganz kloer Follgendes festgehalen:

« La Directive est transposée en droit national par la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale (ci-après désignée "la loi" ou "la loi de transposition"), qui prévoit de manière générale et encadre l'ingérence qui est faite par les traitements mis en œuvre par les fichiers dans les droits fondamentaux. En effet, cette loi a pour objet de transposer la directive en droit luxembourgeois et de facto, de fixer des règles minimales spécifiques relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes visées à l'article 1 de cette loi. En d'autres termes, même si cette loi n'est pas spécifiquement dédiée à la gestion et l'exploitation du fichier central, elle encadre néanmoins les traitements dudit fichier utilisé par la Police dans le cadre des missions qui lui sont conférées par la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. »

ad 5. Nee (cf. Äntwert op d'Froen 3 a 4).

Question 3731 (01.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **« SuperDrecksKëscht » :**

An der Kommissiounssëtzung vum 25. Februar 2021 gouf den Dossier vun der SuperDrecksKëscht (SDK) ënnert d'Lupp geholl. Et bleiwen awer, och no dëser Sëtzung, verschidden onkloer Aspekter an dësem Dossier.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch ausschléissen, dass de Bénéficiaire effectif vun der Firma Oeko-Service - Luxembourg SA (OSL), déi d'Aktioun SuperDrecksKëscht am Kader vum Konzessiounsvertrag exploitéiert, sech finanziell Virdeeler aus der Exploitatioun vun der SDK erwirtschaft huet, notamment duerch de Gebrauch vun anere Gesellschaften, déi dem nämmlechte Bénéficiaire effectif gehéieren?

2. Kann d'Ministesch an deem Sënn och ausschléissen, dass aner Firmen an der Hand vum Bénéficiaire effectif der Firma OSL systematesch hir Servicer iwwert deenen übleche Maartpräisser facturéiert huet?

3. Waren der Ministesch, virum Ënnerschreiwe vum Konzessiounsvertrag, déi frëndschaftlech Relatiounen tëscht dem Bénéficiaire effectif vun OSL an dem Direkter vun der Ëmweltverwaltung bekannt?

4. Wéi eng Organisatioune gehéieren dem Franchisesystem vun der SDK un a wéi vill Ëmsaz gouf duerch de Franchisesystem an de leschte Jore gemaach, opgelëscht no Joer an no Firma?

5. Wéi gëtt de Franchisebäitrag genau berechent? Falls et sech ëm eng Kommissioun handelt, wéi vill muss de Franchisenehmer vu sengem Ëmsaz ofginn?

6. Wéi vill vun deene Firmen, déi Franchisenehmer vun SDK sinn, hunn den nämmlechte Bénéficiaire effectif wéi OSL?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. + 2. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung mécht zur Zäit een Audit iwwer d'Aktioun SuperDrecksKëscht. Dës zwou Froe ginn am Kader vun deem Audit mat ënnersicht. Eng detailléiert Äntwert kann eréischt gi ginn, wann den Audit ofgeschloss ass. De Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) ass awer och dem éierewäerten Deputéierten zougänglech.

ad 3. Zum Zäitpunkt vum Ënnerschreiwe vum Konzessiounsvertrag waren der Ministesch déi frëndschaftlech Relatiounen tëscht dem Bénéficiaire effectif vun OSL an dem Direkter vun der Ëmweltverwaltung net bekannt.

ad 4. + 5. Ee Franchisepartner muss pro Joer eng Grondtax vun 12.000 Euro bezuelen. Donieft muss en ee gewësse Prozentsaz vu sengem Ëmsaz ofginn. Betrëfft d'Franchise Aktivitéiten, déi konkreet Offallgestiounsmesuren duerstellen, variéiert dëse Prozentsaz tëscht 4 % bei engem Ëmsaz ënner zwou Milliounen Euro am Joer an 2 % bei engem Ëmsaz iwwer fënnef Milliounen Euro am Joer. Betrëfft d'Franchise d'Notzung vum SDK-Zeechen am Kontext vum Handel mat Produkter, ass e Bäitrag vun 1 % vum Ëmsaz ze bezuelen.

Eng aner Situatioun ass, wann de Franchisepartner selwer Produkter hierstellt an déi mat dem Logo vun der SDK op de Marché bréngt. Dann ass e Bäitrag vun 1 % vum Joresëmsaz betreffend déi Produkter ze bezuelen.

An den Tabloen hei drënner sinn déi Firmen, déi Franchisepartner vun der SDK sinn oder waren, opgezielt mat hire jeeweilegen Ëmsätz an deem, wat si un d'SDK als Bäitrag bezuelt hunn.

Oeko-Service Schweiz AG

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Svensk Freonåtervinning AB/SuperSopTunna AB

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

USG Umweltservice GmbH

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

HP Walter GmbH

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ennotec GmbH

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dës Firma huet hir Aktivitéite mat de betraffene Produkter 2018 agestallt.

Hotrega GmbH

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dës Firma huet 2015 d'Zesummenaarbecht mat der SDK gekënnegt.

Insgesamt goufen esou an deene Joren dem Lëtzebuerger Staat am Kader vun der Aktioun SDK 1.824.371,9 Euro guttgeschriwwen.

ad 6. Dës Fro gëtt och am Kader vun deem uewen zitéierten Audit mat ënnersicht. Eng detailléiert Äntwert kann eréischt gi ginn, wann den Audit ofgeschloss ass. De Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) ass awer och dem éierewäerten Deputéierten zougänglech.

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Question 3733 (01.03.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **chaînes d'approvisionnement alimentaire :**

Regionale Produkte erfreuen sich seit Beginn der Coronakrise zunehmender Beliebtheit bei den Verbrauchern: Konsumenten legen Wert auf kurze Lieferketten und versuchen so ganz bewusst, die heimischen Produzenten zu unterstützen. Das haben zahlreiche Presseartikel in den vergangenen Monaten thematisiert.

Meinen Informationen zufolge gibt es allerdings einige ausländische Supermarktketten, die sich offenbar nicht darum bemühen, die Lieferketten so kurz wie möglich zu halten. So müssen manche Luxemburger Produzenten, deren Ware in den Supermärkten hierzulande verkauft wird, ihre Produkte an die Muttergesellschaft im Ausland liefern - bevor jene Produkte wieder zurück nach Luxemburg transportiert und hier verkauft werden.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister stellen:

- Hat der Herr Minister Kenntnis von solchen Geschäftspraktiken?

- Ist der Herr Minister nicht der Meinung, dass kurze Lieferketten und die Förderung regionaler Produkte angesichts der aktuellen Situation besonders wichtig sind?

- Immer wieder wird regionales Einkaufen gefördert - wie gedenkt der Herr Minister also gegen solche Geschäftspraktiken, die im klaren Widerspruch dazu stehen, vorzugehen?

Réponse commune (31.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Es kann der Frau Abgeordneten versichert werden, dass die Minister die Überzeugung vertreten, dass regionale Produkte aufgewertet und wertgeschätzt werden sollen.

Es sei darauf hingewiesen, dass im Zusammenhang mit der Aufarbeitung der Projekte, welche im Rahmen der Rifkin-Strategie umgesetzt wurden, und den Analysen des Wirtschaftsministeriums um aus der Covid-19-Krise strategische Lehren zu ziehen, auch die Resilienz von Lieferketten auf der Tagesordnung steht.

Bei den von der ehrbaren Frau Abgeordneten beschriebenen Geschäftspraktiken scheint es sich um bilaterale und privatrechtliche Beziehungen und Geschäftspraktiken zwischen Luxemburger Produzenten und Vertriebsgesellschaften zu handeln, welche, in der Tat, Ihren Schilderungen nach, zu nicht tagtäglichen Situationen führen können.

Es sei erwähnt, dass das europäische Recht, welches den Rahmen für den europäischen Binnenmarkt bildet, bis auf einige spezifische und gerechtfertigte Ausnahmen, es untersagt, gewisse Produzenten und Produkte gegenüber anderen zu bevorzugen. In dem Zusammenhang sei auch darauf hingewiesen, dass der Vertrag über die Europäische Union sich kurze Lieferwege innerhalb des Binnenmarktes nicht zum Ziel setzt.

Folglich sind die zuständigen Behörden nicht dazu ermächtigt, den Unternehmen diesbezüglich Vorschriften aufzulegen und deren interne Abläufe und Lieferketten zu beeinflussen. Die Unternehmen bestimmen ihre eigenen logistischen Prozesse mit dem Ziel, diese kostendeckend und rentabel zu gestalten.

Question 3734 (01.03.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **prix pétroliers :**

Depuis plusieurs semaines, les prix pétroliers ne cessent d'augmenter à pas rapides si bien que d'aucuns anticipent une éventuelle reprise nette de l'inflation vers la fin de l'année en cours.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il dresser l'évolution des prix pétroliers par catégorie de carburant depuis janvier 2020 ?

- Quelles sont les raisons ou facteurs les plus divers qui déterminent cette évolution depuis la fin de l'année dernière ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette évolution ne risque de favoriser des pressions inflationnistes étant donné que d'autres ressources naturelles, dont certains métaux, sont également en train de se renchérir sensiblement ?

- Quel en pourrait être l'impact sur l'évolution de l'index ? Une nouvelle tranche indiciaire serait-elle déjà attendue pour cette année ?

Réponse commune (06.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

L'évolution des prix des carburants en 2020 était marquée par la crise Covid-19 qui a fait chuter la demande de produits pétroliers et dès lors le prix du pétrole brut. Au début de l'année 2020, les prix maxima des carburants étaient à 1,356 euro (super 98, TTC), respectivement à 1,202 euro (diesel, le 7 janvier 2020). Fin avril 2020, les prix étaient 25 % en dessous du niveau de janvier 2020. Le 24 avril 2020, le prix du super 98 était en dessous de la barre d'un euro pour la première fois depuis mars 2009. Les prix sont repartis à la hausse dès le mois de juin, sans pour autant retrouver les niveaux d'avant-crise jusqu'en fin de l'année.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Outre l'adaptation de la fiscalité sur les prix pétroliers via l'introduction d'une taxe CO_2, le redressement du prix du pétrole brut est à l'origine des relèvements de prix des carburants observés entre la fin de 2020 et le début mars 2021 de l'ordre de 20 cents pour l'essence (dont 5 cents vont sur le compte de la taxe CO_2 et la TVA afférente) et de 15 cents pour le diesel (près de 6 cents liés à la taxe CO_2). Les fluctuations du cours du Brent sur les marchés internationaux se répercutent automatiquement avec un décalage de quelques jours sur les prix maxima fixés par le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire. Ces fluctuations sont déterminées par l'offre et la demande de pétrole sur les marchés internationaux.

Du côté de la demande, les facteurs suivants devraient notamment avoir joué à la hausse : le rebond anticipé de l'activité économique avec le déploiement des campagnes de vaccination, la dépréciation du dollar US et vraisemblablement aussi des mouvements spéculatifs. Du côté de l'offre, ce seraient notamment l'annonce en janvier par l'Arabie saoudite de restreindre davantage sa production et des défaillances de production au Texas pour cause d'intempéries qui devraient avoir soutenu les prix.

Le prix du Brent est ainsi passé d'environ 40 dollars US/baril au début novembre 2020 à quelque 65 dollars US au début mars 2021, un niveau proche de celui enregistré fin 2019. L'introduction de la taxe CO_2 ne représente qu'une petite partie de cette hausse des derniers mois et les prix des carburants sont ainsi, au début de mars 2021, proches des niveaux enregistrés à l'entrée dans 2020 (cf. graphique ci-avant).

Alors que les fluctuations du prix du pétrole se répercutent directement sur les prix à la consommation au Luxembourg, la transmission des prix des autres matières premières est plus lente et également plus difficile à identifier. Ces matières premières n'étant pas directement consommées, les hausses de ces prix se transmettent indirectement via les prix des autres biens de consommation. Ces hausses peuvent être amorties tout au long de la chaîne de production, où d'autres coûts peuvent jouer un rôle plus important. La modération salariale en temps de crise et l'appréciation de l'euro contribueraient cette année à contenir les pressions inflationnistes. Pour les producteurs, l'opportunité de répercuter une hausse des coûts sur les prix facturés dépend du marché en question, mais de manière générale, on observe en temps de crise plutôt un excès d'offre par rapport à la demande. En janvier 2021 (dernières données disponibles), les prix à la production des biens de consommation en zone euro (hors alimentation et tabacs) progressaient encore à un rythme annuel inférieur à celui de 2019. Les prix à l'importation correspondants étaient en recul de 1,3 % sur un an, conséquence de l'appréciation de l'euro.

L'introduction de la taxe CO_2, dont une bonne partie des revenus est utilisée pour compenser financièrement les ménages défavorisés, a été neutralisée pour les besoins de l'échelle mobile des salaires (sur base de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021) et n'aura donc pas d'impact sur le déclenchement de la prochaine tranche indiciaire. Selon le scénario central des prévisions d'inflation publiées par le Statec le 17 février 2021 (statnews n° 09), la prochaine tranche indiciaire tomberait au 2e trimestre 2022. Suite aux incertitudes entourant notamment la prévision des prix pétroliers, le Statec a évalué l'impact de cours alternatifs dans un scénario haut. Selon ce scénario, dans lequel le prix du baril de Brent s'écarte chaque mois d'un dollar additionnel de la trajectoire du scénario central[21], combiné à une inflation sous-jacente un peu plus dynamique, la prochaine tranche indiciaire serait due au 1er trimestre 2022.

Question 3735 (01.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **reprise d'emballages :**

D'Gesetz vum 21. Mäerz 2017 reegelt den Ëmgang mat Verpakungen an dem Verpakungsoffall. An dësem Gesetz ass am Artikel 8 virgesinn, datt all Sociétéit, déi Verpakungen hierstellt, dozou verflicht ass, dës Verpakungen och erëmzehuelen oder alternativ een agreéierte Service dofir anzestellen.

Art. 8. Responsables d'emballages et organismes agréés

(1)Tout responsable d'emballages est soumis à l'obligation de reprise. Il peut remplir lui-même cette obligation ou charger un organisme agréé de l'exécution de cette obligation.

Zu Lëtzebuerg këmmert sech eleng d'ASBL Valorlux ëm iwwert 1.000 Membersbetriber, wéi een aus den Informatiounen um Luxembourg Business Registers liese kann. Valorlux selwer ass ee Verbond a Form vun enger ASBL, wou d'Signatairen aus 14 groussen nationalen a multinationale Firmen an der Chambre de Commerce besteet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet d'Ëmweltministesch Kenntnis vu Betriber, déi zënter dem Akraafttriede vu besotenem Gesetz Verpakungen an Ëmlaf bruecht hunn an net Member vu Valorlux sinn?

2. Wéi vill agreéiert Organisatiounen, wéi se am Artikel 1, Punkt 16, definéiert an am Artikel 8 beschriwwe sinn, existéieren hei zu Lëtzebuerg?

3. Huet d'Ëmweltministesch Kenntnis vu Betriber, déi selwer d'Reprise an de Recyclage vun hire Verpakunge maachen?

4. Art. 19. Sanctions pénales

Sont punis d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 251 euros à 100.000 euros ou d'une de ces peines seulement :

(…)

3. le responsable d'emballages qui, par infraction à l'article 8, paragraphe 1er, ne se soumet pas à l'obligation de reprise ;

4. le responsable d'emballages qui, par infraction à l'article 8, paragraphe 2, omet de charger un organisme agréé de l'obligation de reprise ou omet de faire savoir à l'Administration de l'environnement comment il satisfait à l'obligation de reprise ;

5. l'organisme agréé qui, par infraction à l'article 8, paragraphe 3, n'assure pas le financement de la collecte ;

6. l'organisme agréé qui, par infraction à l'article 8, paragraphe 4, procède à la collecte de déchets sans disposer des autorisations nécessaires de la part des communes ou syndicats de communes chargés de la gestion des déchets ménagers et assimilés ;

Opgelëscht no den uewen zitéierte Punkten aus de penalen Dispositiounen an och no Joer, géint wéi vill Organisatioune goufen zënter dem Akraafttriede vum Gesetz am Joer 2017 déi uewe genannte Strofen ausgeschwat?

Réponse (30.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Laut dem Punkt (2) vum Artikel 8 vum Verpakungsgesetz (Loi du 21 mars 2017 sur les emballages et les déchets d'emballages) muss all „responsable d'emballages" bei der Ëmweltverwaltung enregistréiert sinn. Nieft de „responsables d'emballages", déi bei der Valorlux ASBL (Valorlux) Member sinn, si keng aner „responsables d'emballages" enregistréiert.

D'Ëmweltverwaltung huet Kenntnis vu Betriber, déi weeder Member bei der Valorlux sinn, nach bei der Ëmweltverwaltung enregistréiert sinn. Dës Betriber gi vun der Ëmweltverwaltung op hir gesetzlech Verflichtungen higewisen a ginn doriwwer informéiert, wéi eng Méiglechkeete fir si bestinn, fir sech ze konforméieren.

ad 2. Aktuell gëtt et een Organisme agréé fir Verpakungen, an zwar d'Valorlux, déi fir „déchets d'emballages d'origine ménagère et assimilés" zu Lëtzebuerg zoustänneg ass, wéi dat an hirem Agrement steet. Donieft gouf an engem Avenant vun hirem Agrement vum 6. November 2020 festgehalen, datt Valorlux sech an enger Testphas bis den 21. September 2021 ëm d'Verpakungen aus dem landwirtschaftleche Secteur këmmere soll, mam Zil och längerfristeg d'Responsabilitéit fir d'Produzente vun dëser Zort vu Verpakungen ze iwwerhuelen.

ad 3. Et gëtt aktuell keen Enregistrement fir Betriber, déi een individuelle System opgebaut hunn.

ad 4. Et goufen zënter dem Akraafttriede vum Verpakungsgesetz keng penal Sanktioune géint Organisatiounen ausgeschwat.

Question 3736 (01.03.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **bon d'hébergement :**

D'Aktioun vun de sougenannten „Iwwernuechtungsbongen" à 50 Euro war d'lescht Joer ee Succès: Bis Enn 2020 goufen iwwer 94.000 där Bongen ageléist. D'Gültegkeet vun de Bongen ass, am Dezember 2020, bis den 18. Abrëll 2021 verlängert ginn; de Minister huet dat an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3171 esou argumentéiert: „Säitdeem Enn November nei covidbedéngte Restriktiounen agefouert gi sinn, an notamment d'Restauranten hir Dieren erëm hu missen zoumaachen a keng organiséiert Fräizäitaktivitéite méi stattfannen, ass e Sejour an engem vun eisen Hebergementsbetriber an dëse Wochen natierlech och erëm manner interessant fir potenziell Clientë ginn." Dës Restriktioune sinn nach ëmmer a Kraaft, dat op d'mannst nach bis de 14. Mäerz 2021.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Tourismusminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bonge sinn, zanter der Verlängerung, iwwert d'Wanterméint nach zousätzlech ageléist ginn?

2. Huet d'Regierung wëlles, d'Gültegkeet vun de Bongen, déi am Ëmlaf sinn, nach emol ze verlängeren?

3. D'Aktioun „Iwwernuechtungsbongen" ass net nëmme bei de Privatpersoune gutt ukomm, mee huet eeben och dem Secteur vill gehollef: 69 % vun den Hotelieren an 61 % vun de Campingsbedreiwer haten an der Saison 2020 eng Hausse u Lëtzebuerger Clienten ze verzeechnen. Envisagéiert de Minister deementspriechend, déi ganz Aktioun komplett ze widderhuelen, an all Bierger a Frontalier en neie Bong fir d'Saison 2021 zur Verfügung ze stellen?

Réponse (26.03.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre de Tourisme :*

ad 1. Et sinn insgesamt 730.096 Bongen ausgestallt ginn. Op de 26. Mäerz 2021 goufen 108.744 Bongen ageléist. Dat entsprécht enger Zomm vun iwwer 5,4 Milliounen Euro, déi dem Hebergementssecteur integral zegutt komm ass. Zënter der éischter Verlängerung vun de Bongen, déi den 1. Januar 2021 a Kraaft getrueden ass, goufen 9.862 Bongen ageléist.

ad 2. D'Regierung huet decidéiert, d'Iwwernuechtungsbonge bis de 15. September 2021 ze verlängeren. Et handelt sech heibäi ëm déi zweet Verlängerung. Urspréinglech sollten d'50-Euro-Iwwernuechtungsbonge vum Juli 2020 bis den 31. Dezember 2020 gülteg sinn. D'Bonge goufen eng éischte Kéier bis den 18. Abrëll 2021 verlängert, well vill Leit am Kontext vun de sanitäre Restriktiounen net vun hirem Iwwernuechtungsbong profitéiert hunn. Dës sanitär Restriktioune goufen am Horeca-Secteur an de leschte Wochen a Méint bäibehalen, aus deem Grond gëtt den Iwwernuechtungsbong eng zweete Kéier bis de 15. September 2021 verlängert. Heiduerch hunn d'Residenten an d'Frontalieren, déi hire Bong nach net ageléist hunn, genuch Zäit, déi villfälteg touristesch Facettë vu Lëtzebuerg ze entdecken a gläichzäiteg dem Hebergementssecteur an dëser Kris ënnert d'Äerm ze gräifen.

ad 3. Aktuell lafe keng Diskussiounen an dësem Sënn. Et sief allerdéngs bemierkt, datt d'Regierung déi net remboursabel Direkthëllefen „Aide de relance" an „Aide coûts non couverts" ausgebaut a verlängert huet. Dës Hëllefsmesurë riichten sech speziell un Entreprisen aus Secteuren, déi besonnesch staark vun der Covid-19-Kris betraff sinn, ewéi beispillsweis den Horeca-Secteur. D'Generaldirektioun fir Mëttelstand huet zënter dem Ufank vun der Pandemie iwwer 317 Milliounen Euro un Aidë bezuelt, wouvu ronn 80 Milliounen Euro un Acteuren aus dem Tourismus, ewéi den Horeca-Secteur, gaange sinn.

Question 3738 (01.03.2021) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **nouvelles dispositions du Code de la route :**

Den Här Minister huet rezent eng Rei Ännerungen um Code de la route presentéiert, dorënner déi, dass an Zukunft Luuchten um Vëlo, déi blénken, net méi erlaabt wäerte sinn. Fir vill Vëlosfuerer bitt esou eng Luucht awer eng wichteg zousätzlech Sécherheet, well doduerch hir Visibilitéit am Stroosseverkéier däitlech eropgeet, zemol bei schlechte Luucht- a Wiederverhältnisser.

Aus deem Grond wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wat sinn d'Argumenter hannert dëser Decisioun?

- Op wéi engen Etüde respektiv empireschen Donnéeë baséiert sech den Här Minister bei senger Decisioun?

- Sinn d'Interesseverbänn vun de Vëlosfuerer bei dëser Decisioun gefrot ginn?

Réponse (23.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi honorabel Deputéiert stellen sech Froen iwwert déi rezent Ännerungen am Code de la route, déi den 1. Januar 2021 a Kraaft getruede sinn.

Vëloe musse laut Code de la route vir (eng wäiss) an hannen (eng rout) Luuchten hunn, déi stänneg de Gabarit an d'Positioun vum Vëlo am Verkéier uginn (Art. 43bis). Zousätzlech zu dëse Luuchte kënnen awer, anescht wéi an der Pressekonferenz ugekënnegt, Luuchten um Vëlo oder um Chauffer ubruecht ginn, déi blénken. Dës däerfen awer déi aner Leit am Verkéier net verblenden.

[21] Dans le scénario central, le prix du baril de Brent progresserait de 52 dollars US en moyenne pour 2021 à 55 dollars US pour 2022. Cette trajectoire se base sur les prévisions d'Oxford Economics, qui fournit le scénario international au Statec. Dans le scénario haut, le prix du baril progresserait de 56 dollars US pour 2021 à 72 dollars US pour 2022.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°12
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 12 | Session ordinaire 2020-2021

Heure d'actualité au sujet des vaccins	p. 385	Sommaire des séances publiques nos 28 et 29	p. 411	28e séance	Vendredi 8 janvier 2021
Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre	p. 409	Sommaire des questions parlementaires	p. Q297	29e séance	Mardi 19 janvier 2021

Une Constitution pour le 21e siècle



(de gauche à droite) M. Charles Margue, M. Léon Gloden, M. Laurent Scheeck, M. Fernand Etgen, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Simone Beissel

Les rapporteurs des quatre propositions de révision de la Constitution ont présenté leurs chapitres

Les révisions de la Constitution tiennent compte de la réalité politique et de l'évolution sociale en vue d'un texte constitutionnel du 21e siècle. C'est ce qu'a relevé le Président de la Chambre des Députés. Selon lui, l'année écoulée aurait démontré l'importance d'une constitution moderne, à la hauteur des défis actuels et futurs.

Les rapporteurs des quatre propositions de révision de la Constitution - Mme Simone Beissel (DP), M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), M. Léon Gloden (CSV) et M. Charles Margue (déi gréng) - ainsi que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, ont donné des précisions sur les propositions de révision de la Constitution le 1er octobre 2021 lors d'une conférence de presse. « Le pouvoir du parlement luxembourgeois est renforcé. Le parlement doit pleinement pouvoir jouer son pouvoir législatif et de contrôle », a expliqué M. Fernand Etgen.

Les travaux de révision de la Constitution en tant que tels couvrent une période de 15 ans, sans tenir compte des discussions préliminaires. En 2019, la décision était prise de procéder à une révision de la Constitution actuelle par étapes et par chapitres. « Une constitution doit servir à unifier et non à diviser », a expliqué le Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, M. Mars Di Bartolomeo. « Cependant, la Constitution ne sera pas totalement modifiée. Des articles qui ont fait preuve d'efficacité seront repris tels quels dans la version révisée, comme par exemple l'article sur l'état de crise », a-t-il ajouté.

Les révisions de la Constitution se divisent en quatre chapitres avec un rapporteur par proposition de révision :

7575 - Justice (M. Léon Gloden)

7700 - Organisation de l'État, monarchie, communautés religieuses, communes … (M. Mars Di Bartolomeo)

7755 - Droits et libertés (Mme Simone Beissel)

7777 - Chambre des Députés et Conseil d'État (M. Charles Margue)

Un des changements dans le chapitre de la Justice, chapeauté par M. Léon Gloden, concerne la création du Conseil national de la justice. À ce sujet, il importe de relever l'indépendance de la justice, la séparation entre la magistrature assise et le ministère public, la notion de « pouvoir judiciaire », la consécration de garanties des justiciables et l'élargissement des attributions de la Cour constitutionnelle.

La proposition de révision 7700, dont M. Mars Di Bartolomeo est le rapporteur, prévoit l'inscription de la langue luxembourgeoise, du drapeau, des armoiries et de l'hymne national dans la Constitution, ainsi que la confirmation de l'adhésion du Luxembourg au processus d'intégration européenne. Il y aura également des modifications concernant des dispositions relatives au Grand-Duc. Selon M. Mars Di Bartolomeo, le Grand-Duc n'est pas affaibli, mais le texte mènerait à plus de clarté sur ses compétences et ses moyens. D'autres adaptations et précisions concernent les communes et le Gouvernement.

Dans le troisième chapitre sur les droits et libertés, dont Mme Simone Beissel est la rapportrice, on retrouve les droits fondamentaux, les libertés publiques et les objectifs à valeur constitutionnelle. Ces derniers sont nouveaux et il s'agit par exemple d'un droit au logement ou de la sauvegarde de la biodiversité et de la lutte contre le dérèglement climatique. Ce sont de grands objectifs politiques qui ne peuvent pas faire l'objet de procès individuels.

Le dernier chapitre est consacré à la Chambre des Députés et au Conseil d'État. Un droit général de la Chambre des Députés à l'information est ancré dans le texte. Le Gouvernement doit répondre aux questions des députés. Le texte prévoit également l'instauration d'une commission d'enquête si 20 députés le demandent. L'initiative législative citoyenne est introduite. Elle doit porter 125 signatures et si elle trouve l'appui de 12.500 électeurs, la Chambre doit se saisir du sujet en question.

Un premier vote sur la proposition de révision n° 7575 (Justice) en séance plénière aura lieu fin octobre ; un deuxième vote est requis au moins trois mois plus tard. Le chapitre devrait entrer en vigueur six mois après le deuxième vote.



Rencontres transfrontalières avec les citoyens grâce à la « petite reine »

Lors d'un tour transfrontalier à bicyclette, les députés de la Sous-commission « Avenir de l'Europe » et les membres luxembourgeois du Parlement européen ont eu l'occasion, le dimanche 26 septembre 2021, de communiquer de vive voix avec les citoyens au sujet des défis sociétaux et transfrontaliers de l'Union européenne.

Cette démarche s'est inscrite dans le contexte de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (futureu.europa.eu) qui vise à impliquer le citoyen dans le dialogue de manière participative, inclusive, diversifiée et avant tout « bottom-up ». Le rôle des députés n'est pas d'expliquer l'Europe aux citoyens, mais d'être à leur écoute et de transmettre leurs messages à Bruxelles et à Strasbourg. Les députés ont parcouru à vélo la région mosellane des trois frontières de Schengen jusqu'à Perl (D) en passant par Sierck-les-Bains (F). Sur place, ils ont rencontré les élus locaux et se sont échangés avec eux sur les problématiques transfrontalières. Au cours de ces entretiens, les députés ont de nouveau souligné l'importance de maintenir les frontières ouvertes en toutes circonstances.

La randonnée s'est terminée devant le Musée européen de Schengen, haut lieu de l'intégration européenne.

Les députés de la Sous-commission « Avenir de l'Europe » et les membres luxembourgeois du Parlement européen étaient accompagnés du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, du Secrétaire général, M. Laurent Scheeck, de la Directrice de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, Mme Anne Calteux, ainsi que du Chef du Bureau du Parlement européen au Luxembourg, M. Christoph Schröder.



Les participants à la randonnée transfrontalière à vélo destinée à un échange de vive voix avec les citoyens

Pour informer le grand public sur les propositions de révision de la Constitution, une conférence d'information fut organisée au Tramsschapp le 8 octobre 2021 avec tous les partis et sensibilités politiques.

Le 18 octobre, une table ronde sera diffusée en direct sur ChamberTV et sur le site Internet de la Chambre des Députés www.chd.lu.

Colloque international organisé par l'Université du Luxembourg et la Chambre des Députés

« Les parlements aux prises avec la souveraineté et la subsidiarité »



80 chercheurs internationaux étaient réunis les 23 et 24 septembre 2021 au Cercle municipal à l'occasion d'un colloque de la Chaire de recherche en études parlementaires à l'Université du Luxembourg et de la Chambre des Députés. Le rôle des parlements était au cœur de cette conférence académique sur le thème « Les parlements aux prises avec la souveraineté et la subsidiarité ».

Le colloque était également l'occasion de lancer solennellement le premier master en études parlementaires en langue française, fruit d'une collaboration entre quatre universités au Luxembourg, en France, au Canada et en Roumanie qui a débuté en septembre 2021.

La Chambre des Députés soutient activement la recherche en études parlementaires. La collaboration scientifique entre le Parlement national et l'Université du Luxembourg est en place depuis 2011. Le partenariat a permis de produire un grand nombre de données scientifiques et d'éclairer sur la situation du parlementarisme au Luxembourg et au-delà.

La conférence académique a été inaugurée par M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Stéphane Pallage, Recteur de l'Université du Luxembourg, ainsi que par les secrétaires généraux de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, M. Jacques Krabal, du Parlement européen, M. Klaus Welle, et de la Chambre des Députés, M. Laurent Scheeck, ainsi que par M. Philippe Poirier, titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires.

Les participants au colloque international réunis au Cercle municipal

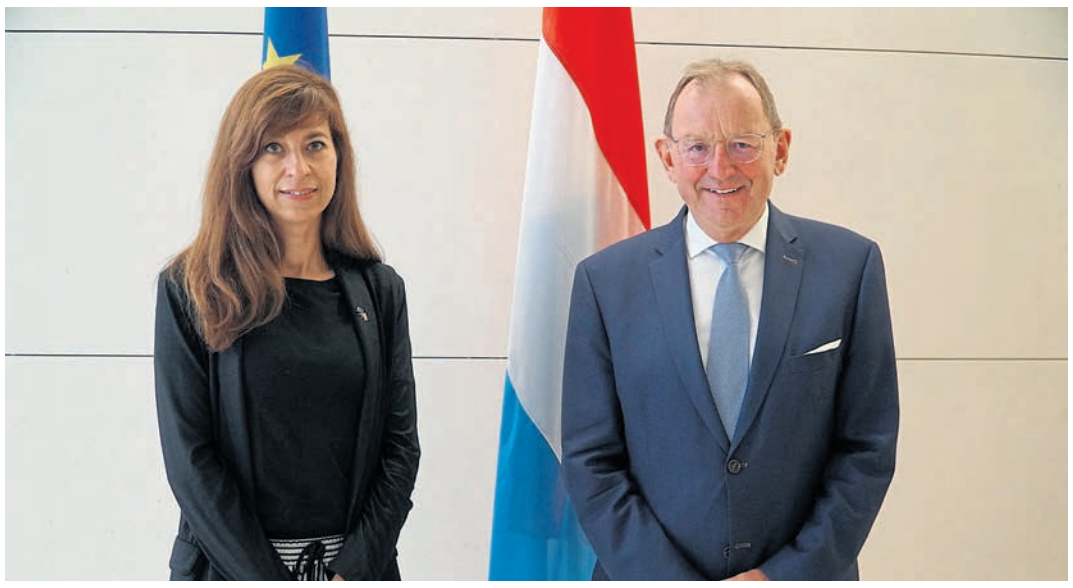
Visite de la nouvelle Représentante de la Commission européenne

Le Président de la Chambre des Députés et le Secrétaire général se sont entretenus, fin septembre, avec la nouvelle Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, Mme Anne Calteux.

Au cours des échanges, Mme Anne Calteux a souligné l'importance des relations entre le Parlement luxembourgeois et la Commission européenne. Après une pause forcée en raison des restrictions sanitaires, les commissaires européens ont repris les déplacements dans les capitales européennes afin de poursuivre le dialogue avec les gouvernements et les parlements.

« Au cœur de la vie démocratique, les parlements nationaux jouent un rôle fondamental dans la recherche du dialogue avec les citoyens et de la promotion de la diversité et de l'intégration dans le contexte de la Conférence sur l'avenir de l'Europe », a souligné le Président de la Chambre des Députés.

Cette initiative, qui a été lancée par le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne, donne aux citoyens européens la possibilité de débattre des priorités de l'Europe et des défis auxquels elle est confrontée.



Mme Anne Calteux et M. Fernand Etgen



D'Membere vun der Kommissioun fir bannenzeg Sécherheet hu sech e Bild vun der neier Policeschoul gemaach.

Visitt vun der neier Policeschoul um Findel

D'Deputéiert vun der Kommissioun fir bannenzeg Sécherheet kruten déi nei Raimlechkeete vun der Policeschoul um Findel virgestallt.

Eng 200 Polizisten an de Karriäre B1 an C1 sollen all Joer forméiert ginn, huet den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet Henri Kox preziséiert. Déi Responsabel vun der Police grand-ducale hunn erkläert, dass dës Formatioun komplett iwwerschafft gouf, fir der Realitéit méi no ze sinn.

Déi perséinlech a professionell Erfarung vun de Schüler soll haaptsächlech en compte geholl ginn. No enger theoreetescher a praktescher Formatioun vun engem Joer an der Policeschoul - fir insgesamt 1.350 Formatiounsstonnen - ginn d'Polizisten op déi véier Bezierker an innerhalb vun der Police judiciaire nom Rotatiounsprinzip verdeelt, wou se nach emol eng praktesch Formatioun kréien.

Wärend der Visitt konnten d'Deputéiert sech dat 3.500 Meterkaree grousst Gebai ukucken, dat fir d'Besoine vun der Policeschoul renovéiert gouf.

Am Moment steet nach eng provisoresch Sportshal um Site, déi duerch méi modern Raimlechkeeten ersat soll ginn. De Bau vun der neier Sportshal leeft am Moment op Héichtouren.

Dispositions relatives aux transports publics

7490 - Projet de loi sur les transports publics et modifiant :

1° les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation ;

2° la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques, de la natation, des droits des passagers et du permis d'exploitation des bateaux à passagers ;

3° la loi du 10 septembre 2012 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires ;

4° la loi du 27 avril 2015 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n° 181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004, et modifiant 1) les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation, 2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Le présent projet de loi vise à effectuer une refonte des dispositions en matière de transports publics par rail et par route, actuellement contenues dans la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics et s'inspire largement dans sa structure et dans son contenu des dispositions de la loi précitée. Il propose une loi-cadre en matière de transports publics, couvre tant les transports publics par route que par rail et complète la réglementation européenne en la matière telle que le règlement (CE) n° 1370/20071 qui s'applique à l'exploitation nationale et internationale de services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et autres modes ferroviaires et par route. Les transports publics ferroviaires font par contre aussi l'objet de dispositions distinctes comprises dans la loi du 6 juin 2019 portant transposition de la directive (UE) 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire.

En matière de transports publics par route, le changement majeur apporté par le projet de loi consiste à confier l'organisation et la gestion des transports publics par route à une nouvelle administration et non plus à un établissement public. Ainsi, le projet vise à dissoudre la Communauté des transports (CdT), plus connue sous son nom luxembourgeois de « Verkéiersverbond » et à fusionner ses compétences et ressources avec celles de la Direction des transports publics afin de créer une « Administration des transports publics ». En outre, le projet de loi instaure également un service de transports publics par route « à la demande ».

Le ministre ayant dans ses attributions les transports garde le pouvoir de coordination des transports publics, de planification stratégique de la mobilité et demeure l'autorité « compétente » des transports publics au sens de la réglementation européenne. Le ministre gardera la possibilité de conclure des conventions entre État et communes ou syndicats de communes, tandis que la compétence en matière de droit des passagers sera par contre transférée vers le Ministère de la Protection des consommateurs.

En outre, le projet de loi apporte une certaine simplification administrative dans la procédure en relation avec l'exploitation de services de transports publics. Ainsi, les contrats de service publics valent à l'avenir autorisation d'exploitation. Par conséquent, les dispositions actuelles concernant les autorisations d'établissement et d'exploitation d'un service de transport public, reprises actuellement dans le règlement grand-ducal du 27 septembre 2005 déterminant les conditions d'exécution des dispositions de l'article 22 de la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics, seront abrogés.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 15.10.2019
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :

23.01.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
29.10.2020	Examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07.01.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.01.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.01.2021
Loi du 5 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 106, page 1

Dispositions relatives au système ferroviaire

7493 - Projet de loi relatif à l'interopérabilité ferroviaire, à la sécurité ferroviaire et à la certification des conducteurs de train

Le projet de loi sous avis a pour objet :

a) la transposition de la directive (UE) 2016/797 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de l'Union européenne (refonte), de la directive (UE)

2016/798 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la sécurité ferroviaire (refonte) et de la directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à la certification des conducteurs de train assurant la conduite de locomotives et de trains sur le système ferroviaire dans la Communauté ; et

b) la refonte de la législation luxembourgeoise ferroviaire.

En l'espace de 15 ans, les efforts d'ouverture du secteur des transports ferroviaires à la concurrence ont fait l'objet de quatre paquets législatifs et d'une refonte des textes existants entre le 3e et le 4e paquet. Le 4e paquet ferroviaire, présenté en 2013 et adopté en 2016, a pour ambition, selon la Commission européenne, d'améliorer la qualité et l'efficience des services ferroviaires en supprimant les derniers obstacles juridiques, institutionnels et techniques éventuels et en renforçant les performances du secteur ferroviaire afin de parachever l'espace ferroviaire unique européen.

En ce qui concerne le volet « politique », la directive (UE) 2016/2370 a déjà fait l'objet de transposition en droit luxembourgeois par la loi du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastruture ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire.

Les directives que le présent projet de loi propose de transposer, relèvent du volet « technique » du 4e paquet ferroviaire.

Refonte de la législation ferroviaire luxembourgeoise

Suivant la politique du législateur européen, il s'agit de créer un espace unique ferroviaire sans obstacles. Pour ce faire, les textes législatifs et règlementaires européens se sont multipliés. Étant donné que, pour la plupart des textes européens, il s'agissait de directives, ces dernières ont modifié les lois et règlements nationaux à plusieurs reprises.

Ces modifications multiples tant de la politique européenne en la matière que des lois et règlements en la matière ont rendu la législation ferroviaire luxembourgeoise difficilement lisible.

Afin de respecter le souhait politique d'avoir une meilleure lisibilité et une meilleure sécurité juridique en la matière, les auteurs du projet de loi en question ont effectué une refonte de la législation ferroviaire luxembourgeoise en fusionnant et en adaptant les textes y relatifs.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25.10.2019
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :

17.09.2020	Examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
07.10.2020	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
10.12.2020	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07.01.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
14.01.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.01.2021
Loi du 5 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 121, page 1

WSA : participation financière de l'État

7507 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État dans le fonctionnement et dans l'extension de l'infrastructure de l'Agence de gestion de dépôts S.à r.l. (Warehouses Service Agency - WSA)

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à participer au financement des frais de fonctionnement de l'Agence de gestion de dépôts S.à r.l. à Sanem (Warehouses Service Agency - WSA) pour la période de 2020 à 2028 et aux frais liés à l'extension du site. Le partage des frais courants reste le même que par le passé, c'est-à-dire 80 % pour le Luxembourg et 20 % pour les États-Unis. Le plafond est fixé à 225 mio. €, celui des frais liés à l'extension à 7,4 mio. €. Les coûts sont intégralement pris en compte dans le calcul de l'effort de défense du Luxembourg.

L'Agence de gestion de dépôts (WSA) fut créée en 1979 sous forme de société à responsabilité limitée (S.à r.l.) pour la construction et l'exploitation de sites militaires pour l'armée américaine au Luxembourg. Le Gouvernement luxembourgeois de l'époque avait donné mandat à la WSA d'agir au nom et pour le compte de l'État luxembourgeois auprès de l'armée américaine et de l'OTAN. En outre, la création de la WSA avait lieu dans le contexte de la crise de la sidérurgie et permettait de redonner un emploi à des personnes du secteur sidérurgique qui n'en avaient plus. Depuis 2013, les activités de la WSA s'orientent majoritairement autour du stockage et de la maintenance du matériel des USAFE (United States Air Forces in Europe) et consistent dans l'entreposage, la préservation et l'inventaire de matériel de réserve.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 18.12.2019
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

07.01.2021	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen des avis du Conseil d'État
14.01.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.01.2021
Loi du 10 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 132, page 1

Vote en séance publique : 19.01.2021
Loi du 22 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 147, page 1

Aménagement du territoire

7640 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire. En effet, sur base de cette dernière, le Gouvernement a lancé les procédures de consultation publique relative aux projets de plans directeurs sectoriels (PDS) « Logement », « Transports », « Paysages » et « Zones d'activités économiques » et aux incidences environnementales y relatives.

Lesdits projets de PDS ont été ainsi transmis, ensemble avec les rapports sur les incidences environnementales y relatifs, au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire ainsi qu'aux collèges des bourgmestres et échevins de l'ensemble des communes du Grand-Duché pour que le public puisse en prendre connaissance.

Suite aux enquêtes publiques et à un travail en interne effectué par le Département de l'aménagement du territoire en coopération avec les ministères concernés, les PDS ont été définitivement approuvés par le Conseil de Gouvernement en date du 5 juillet 2019 - marquant ainsi le début de la procédure réglementaire dans le cadre de laquelle le Conseil d'État, les chambres professionnelles ainsi que le Syvicol ont été saisis pour avis. En date du 12 mai 2020, la Haute Corporation a rendu ses avis sur les projets de règlements grand-ducaux rendant obligatoires les PDS.

Une analyse des avis susmentionnés a révélé que diverses modifications de la loi précitée du 17 avril 2018 - non substantielles dans leur nature - s'avéraient nécessaires avant de procéder à l'entrée en vigueur des projets de RGD précités.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du Territoire, le 28.07.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

27.11.2020	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.12.2020	Adoption d'un amendement parlementaire
11.01.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.01.2021
Loi du 1er février 2021
Mémorial A : 2021, n° 93, page 1

Erpeldange-sur-Sûre : construction du Nordstad-Lycée

7657 - Projet de loi relatif à la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre

L'objet du présent projet de loi est d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'un complexe scolaire pour le Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre. Les dépenses d'un montant maximal de 157,3 millions d'euros (valeur 821,57 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2019) sont imputables à charge des crédits du Fonds d'investissements publics scolaires. Les travaux afférents sont déclarés d'utilité publique conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette autorisation par la loi est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Le projet se retrouve dans l'accord de coalition 2018-2023 - dans lequel la construction du Nordstad-Lycée est expressément mentionnée dans la liste des nouvelles infrastructures dans le domaine de l'éducation - qui stipule en outre : « Les efforts de décentralisation seront poursuivis par le biais du soutien au développement de la Nordstad par des investissements publics, la mise en œuvre de zones prioritaires d'habitation du Plan directeur sectoriel « Logement », la mise à disposition de ressources humaines et l'implantation de services et administrations publics. »

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 28.08.2020
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :

10.12.2020	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
14.01.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.01.2021
Loi du 10 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 132, page 1

Lutte contre la pandémie

7743 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi a pour objet d'ajuster, respectivement de prolonger, les mesures décidées dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et entrées en vigueur le 26 décembre 2020. Il propose essentiellement de revenir vers certaines dispositions existantes avant la dernière modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020, tout en prévoyant certaines adaptations, ainsi que le maintien d'autres mesures. L'applicabilité jusqu'au 31 janvier 2021 permettra de s'accorder un temps de réflexion, d'observation et d'analyse supplémentaire avant de décider de prendre de nouvelles mesures.

Les changements principaux opérés par le présent projet de loi ont pour but de permettre à nouveau un certain nombre d'activités dans des conditions strictes, tout en continuant à limiter les situations favorisant les interactions physiques qui comportent un risque de transmission du virus. Les mesures peuvent se résumer comme suit :

- Le couvre-feu est maintenu et le début est porté de 21.00 heures à 23.00 heures.

- Les commerces pourront à nouveau accueillir des clients, mais sont soumis à des règles limitant le nombre maximal de clients : une limite d'un client par 10 m² sera applicable à toutes les exploitations commerciales. Toutefois, si la surface de vente est inférieure à 20 m², l'exploitant est autorisé à accueillir de façon simultanée un maximum de deux clients. Pour les centres commerciaux de plus de 400 m² dotés d'une galerie marchande, l'obligation de disposer d'un protocole sanitaire s'ajoute aux règles de limitation du nombre de clients.

- La fermeture des établissements du secteur Horeca est prolongée jusqu'au 31 janvier 2021 inclus.

- Les activités cultuelles et récréatives sont de nouveau possibles, mais sont soumises aux règles strictes relatives aux rassemblements (art. 4).

- Les activités sportives et de culture physique font l'objet d'une réglementation séparée (art. 4bis) :

• Les activités sportives pratiquées individuellement ou à deux personnes au maximum sont autorisées sans obligation de distanciation physique ou de port du masque.

• Les activités sportives pratiquées dans un groupe de dix personnes au maximum sont autorisées à condition de respecter en permanence une distanciation physique de deux mètres.

• S'y ajoutent par ailleurs des conditions concernant la superficie minimale des installations sportives en fonction du nombre d'acteurs sportifs, à savoir 15 m² pour une activité sportive exercée individuellement, 50 m² pour une activité sportive exercée à deux personnes et 30 m² par personne pour les activités sportives exercées dans un groupe de trois à dix personnes au maximum.

• La natation est autorisée exclusivement dans des couloirs aménagés : le nombre maximum d'acteurs sportifs est limité à six par couloir de 50 mètres et à trois par couloir de 25 mètres.

• Des conditions spécifiques sont applicables au niveau des douches et vestiaires des installations sportives.

Ces restrictions ne s'appliquent ni aux sportifs d'élite, à leurs partenaires d'entrainement et encadrants, ni aux sportifs professionnels, ni aux cadres nationaux fédéraux, ni aux élèves du Sportlycée et des centres de formation fédéraux, ni aux sportifs des équipes des divisions les plus élevées au niveau senior, ainsi qu'à leurs encadrants, pour les entraînements et compétitions.

- Les rassemblements de plus de quatre et jusqu'à dix personnes incluses sont soumis à la condition cumulative du port du masque et du respect de la distance interpersonnelle de deux mètres au moins. Les rassemblements de onze à 100 personnes sont soumis à la triple condition du port du masque, du respect de la distance interpersonnelle de deux mètres au moins et de l'obligation de places assises.

À noter que les activités scolaires, péri- et parascolaires sont régies par des règles spécifiques.

Il convient de souligner par ailleurs que les restrictions concernant les rassemblements à domicile ou à l'occasion d'événements à caractère privé (limitation à un maximum de deux visiteurs issus d'un même ménage), tout comme l'interdiction de consommer des boissons alcooliques sur la voie publique, sont maintenues.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 05.01.2021
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

05.01.2021	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
06.01.2021	Explications de M. le Ministre des Sports concernant les dispositions relatives aux activités sportives et de culture physique
07.01.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation d'un avant-projet de rapport
08.01.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.01.2021
Loi du 9 janvier 2021
Mémorial A : 2021, n° 12, page 1

petitiounen.lu

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Discours de M. le Président**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
3. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **7743 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de M. Georges Engel) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler et M. Gilles Roth) - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Marc Goergen) - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel (interventions de Mme Martine Hansen et M. Sven Clement) - M. Gilles Roth (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet des vaccins**
   - Exposé : M. Jeff Engelen (dépôt des motions 1 à 4)
   - Débat : M. Jean-Marie Halsdorf (dépôt de la motion 5) - M. Gilles Baum - Mme Cécile Hemmen - M. Marc Hansen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Marc Hansen (parole pour fait personnel)
   - Motion 1 : M. Sven Clement - M. Georges Engel - M. Jean-Marie Halsdorf - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Georges Engel) - M. Marc Baum
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Georges Engel - M. Sven Clement - M. Jean-Marie Halsdorf - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Hansen
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. Jean-Marie Halsdorf
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : M. Georges Engel - M. Sven Clement - M. Jean-Marie Halsdorf - M. Fred Keup
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Motion 5 : M. Georges Engel (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert) - M. Fernand Kartheiser - M. Jean-Marie Halsdorf
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

2. Discours de M. le Président

M. Fernand Etgen, *Président.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Attack op de Kapitol zu Washington virgëschter huet eis alleguer schockéiert. Et ass eng Attack op d'Demokratie, soe mer all. Firwat soe mer dat? Zur Demokratie gehéiere vill Acteuren: d'Legislativ, d'Exekutiv, d'Justiz, d'Zesummespill mat der Press, déi hei och attackéiert gouf, an all gesellschaftlech Organisatiounen an all eenzele Bierger. Demokratie ass net nëmmen d'Parlament, mee d'Parlament ass do, wou d'Demokratie lieweg ass, do, wou se gelieft gëtt, do, wou se um Liewe gehale gëtt, do, wou all d'Acteure vun der Demokratie zesummekommen. Mir gesinn haut, an am Fong scho méi laang, wéi empfindlech datt dat alles ass. D'Parlament ass net nëmmen e Symbol. Et ass do, wou d'Demokratie gemaach gëtt, do, wou se zesummegehale gëtt an domat och eis Wäerter. An all eis Wäerter zesumme goufen esou virgëschter ugegraff.

E Parlament ass d'Häerz vun der Demokratie. Dowéinst war et eng Attack op d'Demokratie, déi ech an deene schäerfsten Terme verurteele wëll, zemools well heimat och ee Walresultat ganz direkt a Fro gestallt gëtt. D'Brutalitéit an d'Respektlosegkeet, déi mer gesinn hunn, hunn net nëmmen déi amerikanesch Demokratie verletzt, d'demokratescht Verständnis vun eis all gouf ganz déif verletzt.

Ech wëll dowéinst dem amerikanesche Kongress mat senger Presidentin vum Representantenhaus, der Madamm Nancy Pelosi, déi nach virun e bësse méi wéi engem Joer bei eis war, an dem amerikanesche Vollek eis ganz Solidaritéit an déif Betraffenheet ausdrécken, grad wéi ech dem zukünftege President Joe Biden eng glécklech Hand wënschen, fir déi gespléckten amerikanesch Gesellschaft nees zesummenzeféieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der just ganz kuerz erlaabt, am Numm vun der Regierung wëll ech mech Äre Wierder uschléissen. Ech mengen, fir mech als Staatsminister ass et wichteg, dass d'Haus vun der Demokratie respektéiert gëtt, a fir mech als Medieminister ass et selbstverständlech net akzeptabel, wat do geschitt ass. A mir hoffen op jidde Fall, dass Rou nees an Land kënnt an d'Land nees zesummewiisst an net gedeelt bleift. Merci, fir Är Wierder, deenen d'Regierung sech uschléisst.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premier- a Staatsminister.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projets de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 8 janvier 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7740** - Projet de loi portant approbation :*

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Chili relatif à des services aériens, fait à New York, le 26 septembre 2019 ;

2° de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda on air services », fait à Luxembourg, le 26 novembre 2019

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.12.2020

***7741** - Projet de loi portant modification*

1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ; et

3° du Code pénal.

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 30.12.2020

***7742** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de l'achèvement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) par dépassement du montant fixé par la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de ladite station de traitement*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05.01.2021

***7743** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 05.01.2021

***7744** - Projet de loi portant modification de la loi du 24 décembre 2020 portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 06.01.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1738** - Demande de pétition publique : Géint Liewensmëttelverschwendung respektiv d'Ewechgeheie vun (nach genéissbare) Liewensmëttel*

Dépôt : Mike Gira, le 19.12.2020

***1740** - Demande de pétition publique : Obtention de la nationalité luxembourgeoise facilitée pour les personnes ayant travaillé en première ligne durant la crise du Covid*

Dépôt : Thomas Andreos, le 22.12.2020

***1739** - Demande de pétition publique : Pour le contrôle systématique par vidéosurveillance et la sanction effective et immédiate par les agents CFL et de sécurité du non-respect des gestes barrières dans les transports publics, sur les quais et les arrêts de bus.*

Dépôt : Gabrielle Koeune, le 22.12.2020

***1742** - Demande de pétition publique : Société intérim*

Dépôt : Dany Frost, le 23.12.2020

***1741** - Demande de pétition publique : Audits et contrôles pour les avocats et les notaires*

Dépôt : Paulette Bollendorff, le 23.12.2020

***1743** - Demande de pétition publique : Mise en place de lampes à UV dans les espaces communs des habitations de type immeuble et bureaux dans le cadre de la lutte et prévention contre les virus et bactéries*

Dépôt : Jean-Paul Lacquement, le 25.12.2020

***1744** - Demande de pétition publique : Interdiction renforcée du harcèlement moral, de discrimination et des coups et blessures sur des personnes handicapées*

Dépôt : Alexandre Teixeira Badois, le 27.12.2020

***1745** - Demande de pétition publique : Fir d'Ophiewung vun de sougenannte „Coronamesuren"*

Dépôt : Dany Barradas Sobral, le 28.12.2020

***1746** - Demande de pétition publique : Droit d'anticipation d'une éventuelle mise en place d'une obligation vaccinale Sars-CoV-2*

Dépôt : Fabian Hirtz, le 30.12.2020

***1748** - Demande de pétition publique : Stop à cette dictature sanitaire !*

Dépôt : Jorge Dos Santos, le 04.01.2021

***1747** - Demande de pétition publique : Pétition pour le retour des activités sportives de non-contact pour tous à l'intérieur comme à l'extérieur, avec obligation de porter un masque*

Dépôt : Vincent Lisoir, le 04.01.2021

***1749** - Demande de pétition publique : Nomination immédiate d'un médiateur aux aides refusées aux indépendants et aux PME*

Dépôt : Marc Rauchs, le 05.01.2021

***1750** - Demande de pétition publique : Fixation de délais de paiement pour les aides coûts non couverts, chômage partiel et fonds de relance*

Dépôt : Sandra Da Silva Santos, le 07.01.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7743 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7743, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an ech géif d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, ginn. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt erlaabt mer, eisem President e ganz häerzleche Merci ze soe fir déi ganz kloer Wierder, mat deenen en eis aus dem Häerz schwätzt. A mir sinn alleguer a Gedanke bei deene wierklechen Demokraten déisäit vum Ozean an ech mengen do net Demokraten am Sënn vun enger Partei, mee déi Demokraten, déi dat dote bis op d'Déifst verurteelen. Merci, Här President.

Viru 14 Deeg hu mer dat lescht Covidgesetz hei an der Chamber mat grousser Majoritéit verofschit. Op grond vun der dach beonrouegender Situatioun um Terrain, deenen héijen Infektiounszuelen an och de villen Doudesaffer, der grousser Belaaschtung, der enormer Belaaschtung vun eisem Gesondheetssystem hu mer eise Matbiergerinnen a Matbierger streng Restriktiounen iwwert d'Feierdeeg operluecht. Dat Gesetz an d'Virgängergesetz hu Wierkung gewisen, well, esou gesäit et haut aus, d'Leit, eis gesamt Communautéit sech wäitgeeënd doru gehalen huet. D'Zuele vun den Neiinfektiounen, den aktiven Infektiounen, si staark erofgaangen, d'Situatioun an de Spideeler huet sech verbessert, och wann d'Duebelbelaaschtung weider do ass. D'Situatioun presentéiert sech also, wann een dat esou däerf soen, net schwaarz a wäiss, mee a Grotéin - „en demi-teinte", wéi eis franséisch Nopere géife soen.

An esou fält och dat neit Gesetz, de Projet de loi 7743, entspriechend aus. Mat dem Gesetz kréie mer e Stéck Normalitéit erëm - awer nëmmen e Stéck. Well dee Virus nach ëmmer zouschléit, ginn op där anerer Säit ganz restriktiv Moossname verlängert, adaptéiert oder ergänzt.

Vill vun deenen neie Moossname ginn eenzel gekuckt begréisst. Gläichzäiteg gëtt awer kritiséiert, dass d'Gesamtsituatioun ze onsécher wär fir Ëffnungen. Deenen enge kënnt de Projet vireileg vir, anerer kritiséieren, dass eenzel Secteuren zou musse bleiwen. D'Auteure vum Gesetz argumentéieren, dass de Projet der Suerg entsprécht, fir en Equiliber tëschent der Prioritéit „Gesondheetsschutz" a vertriedbaren Ouverturen am gesellschaftlech, ökonomesche Beräich hierzestellen, an eis e bëssen Oxygène gëtt, fir weider duerzehalen.

An deene leschten Deeg ass virun allem iwwert déi Dispositiounen diskutéiert ginn, déi eenzel Aktivitéiten opmaachen. Fait ass awer, dass doniewent ganz aschneidend Restriktioune bleiwen, déi zum Deel méi streng si wéi am Ausland, wou och Kriticke kommen, och aus Regiounen, wou an eenzelne Beräicher déi Restriktioune manner strikt sinn ewéi bei eis.

Déi Restriktioune brénge kloer zum Ausdrock, dass et mat deem neie Gesetz ..., dass mer eng Otempaus kréien, dass mer et mat enger Otempaus ze dinn hunn, mee de Kampf géint dee schlëmme Krankmécher weidergoe muss an Erwaardung, dass mer dee beschten Alliéierten an deem Marathon, de Vaccin, kënne flächendeckend asetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo dann zum Gesetz. D'Situatioun ass also nach net esou, dass ee sech kéint no hanne leeën, mee et muss ee se weiderhin am A halen an noutfalls, och wann een emol hei an do opmécht, bereet sinn, fir jidderzäit aktiv ze ginn.

Zu den Haaptmesuren: De Couvre-feu, wéi mer en zënter deem virleschte Gesetz kennen, gëtt bäibehalen, mee den Ufank gëtt nees, wéi dat am virleschte Gesetz virgesi war, vun néng Auer owes op eelef Auer zréckgesat.

D'Commercen an d'Exploitations commerciales dierfen nees opmaachen ënner méi strengen Oplagen. Si dierfe maximal ee Client op 10 m² empfänken. Wann hir Verkafsfläch awer ënner 20 m² läit, dierfe se gläichzäiteg maximal zwee Clienten empfänken.

Bei Centres commerciaux iwwer 400 m² gëllt déi dote Reegel och, mee et bleift d'Obligatioun vun engem Protocole sanitaire. Dee misst jo elo quasi iwwerall implementéiert sinn.

De Secteur vun de Restauranten an de Caféë bleift weider zou bis den 31. Januar. Och d'Verbuet, fir alkoholescht Gedrénks - mat där Nuance, alkoholescht Gedrénks dobaussen, op der Voie publique - ze consomméieren, gëllt weider.

Déi kulturell, reliéis a rekreativ Aktivitéite sinn nees erlaabt a falen ënnert déi allgemeng Rassemblementsreegelen. Rassemblementer vu bis zu véier Persoune sinn erlaabt ouni Oplagen. Rassemblementer vun iwwer véier bis zéng Persoune sinn

ënnert der duebeler Konditioun, e Mask ze droen plus zwee Meter Distanz anzehalen, erlaabt. Bei Rassemblementer vun eelef bis 100 Persounen kommen zousätzlech zu Mask an zwee Meter nach obligatoresch Sëtzplazen derbäi.

Doheem gëllt weider déi streng Moossnam, dass ee maximal zwee Visiteuren aus deem selwechte Stot däerf empfänken, also zwee, plus zwee, an déi „plus zwee" kommen aus deem selwechte Stot. Dat ass zum Beispill eng Dispositioun, déi an Nopeschlänner manner rigid ass eréi bei eis.

Och Sportsaktivitéite ginn nees erlaabt ënner strikte Konditiounen. Déi sinn un d'Rassemblementsreegelen ugeleent, sinn awer méi streng aus deem einfache Grond, well et beim Sport net méiglech ass, eng Mask ze droen.

Vu ville Säite ginn déi Moossname begréisst. An et gëtt och, zu Recht, drop higewisen, dass de Sport net als Problem unzegesinn ass, mee och als Deel vun deenen Efforten ze gesinn ass, fir d'Gesondheet ze erhalen. An dat gëllt besonnesch fir de breede Sport, deen d'Leit fir hir Gesondheet maachen an net onbedéngt fir d'Coupe du monde ze gewannen.

Et ass méiglech an Zukunft, individuell oder zu zwee Sport zesummen ze maachen ouni Obligatiounen, wat d'Distanz ugeet. Ab dräi bis zéng Persoune gëllt fir de Sport d'Reegel vun enger minimaler Distanz vun zwee Meter, déi permanent agehale muss ginn. Bei deenen zéng ginn och d'Traineren oder soss Personnel encadrant matgezielt.

Zousätzlech gëtt et Oplagen zu der minimaler Fläch pro Persoun: Fir eng Persoun, déi aleng Sport mécht, si minimal 15 m² an zouene Strukture virgesinn, fir zwou Persoune brauch een op d'mannst 50 m² an ab dräi bis maximal zéng Persoune mussen 30 m² pro Persoun zur Verfügung stoen.

All Sportsinfrastrukture kënnen also nees opgoe vun e Méindeg un, wann de Proprietär dat esou decidéiert. Meeschtens sinn dat d'Gemengen.

No den Erklärunge vum Sportsminister kommen elo eng ganz Partie Detailinformatiounen, also ausféierlech sanitär Recommandatiounen, déi vum Sportsministère zesumme mat der Santésdirektioun a mat de Sportsfederatiounen, mat deene betraffene Sportsfederatiounen ausgeschafft ginn an den Acteuren um Terrain zur Verfügung gestallt ginn. Erkläert gëtt doranner zum Beispill, dass et méiglech ass, zu méi Gruppe vun zéng eng Sportsinfrastruktur ze notzen, dat a verschiddenen ofgetrennten Installatiounen oder awer zum Beispill dobaussen, wann op d'mannst 20 Meter Distanz tëschent dëse Gruppen ass. De Minister huet drop higewisen, dass do awer net onendlech vill Gruppen däerfen zesummekommen, mee dass dat am Prinzip zwou Gruppe vu maximal zéng Leit sinn. Mee wéi gesot, den Detail ass ze kläre mat deene verschiddene Federatiounen.

Och an den Duschen a Vestiären, do, wou eigentlech dee gréisste Risiko ass, ausser wann een a Sportaarte wierklech quasi uneneegeréit, si ganz strikt Moossnamen a Virsiichtsmoossname virgesinn.

Schwammen ass just an ofgetrennte Couloire méiglech. Fir Couloiren, déi 50 m laang sinn, gëllt d'Limitt vu maximal sechs Persounen, bei 25-Meter-Couloire sinn et der maximal dräi, soudass jiddwereen deem aneren aus de Féiss, aus den Äerm, oder wat et dann ëmmer ass, kënnt, dass een also gutt laanschtenee kënnt, ouni dass Kierperkontakt ass. An hei gëtt ënnerstrach, an dat kann een noliesen an enger ganzer Rei vu Publikatiounen: Am Chlorwaasser huet de Virus ganz wéineg Chancë fir ze iwwerliewen.

Den Text, iwwert dee mer ofstëmmen, schwätzt iwwregens vun „activités sportives et de culture physique" a soll esou och zum Beispill Danzschoulen, Yoga, Zumba, Pilatescoursen an änlech Aktivitéite couvréieren.

Op Nofro krute mer och erkläert, dass d'Fitnesszenteren ënner all dës Reegelen a Restriktioune falen an dass et, well et sech ëm kommerziell Etablissementer a Lieux ouverts au public handelt, och wäert méiglech a sënnvoll sinn, fir ze kontrolléieren, ob dës Reegelen och applizéiert an agehale ginn, an dass, wann et muss sinn, och sanktionéiert ka ginn. Dat ka bis zur Schléissung goen.

Eng Ausnam bei deene Restriktioune fir d'Sportsaktivitéiten gëllt fir d'Elittesportler, hir Trainingspartner an Encadranten, fir déi professionell Sportler, d'Kadere vun den nationale Federatiounen, d'Schüler vum Sportlycée an den nationale Formatiounszenteren an d'Sportler vun den ieweschten Divisiounen um Seniorsniveau, dat fir d'Trainingen an d'Kompetitiounen.

Wéi et awer ausgesäit, hu verschidde Federatioune schonn decidéiert, net mam Akraaftsetze vum Gesetz mat hire Championnater erëm unzesetzen, mee däitlech méi spéit - am Februar, fréistens uganks Februar, oder souguer nach méi spéit.

Fir hei gréisstméiglech Sécherheet ze hunn, gëtt et fir d'Kompetitioune beim Fussball, Basket, Handball, Volleyball och erëm e Projet vu Schnelltester, dee vum Lëtzebuerger Institute of Health begleet gëtt, dat am Kader vun enger wëssenschaftlecher Etüd.

Wichteg ass ze betounen, dass all Trainingen a Kompetitioune mussen ouni Spectateure stattfannen, an et dierfen och keng Buvettë fonctionéieren, kee Gedrénks a keen Iesse verkaf ginn.

D'Sportsaktivitéiten am Kader vun der Schoul, am Peri- a Parascolaire gi grad wéi dee ganze Beräich separat iwwert d'Recommandatioune vum Educatiounsministère gereegelt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e puer Wuert iwwert d'parlamentaresch Prozedur. De Projet gouf de 5. Januar deposéiert. Dee selwechten Dag war déi éischt Reunioun vun der Gesondheetskommissioun. An enger zweeter Sëtzung vun der Sportskommissioun a Presenz vum Sportsminister goufen d'Restriktiounen am Beräich vum Sport diskutéiert. Duerno war eng Reunioun vun der Educatiounskommissioun an engem änlechen Zesummenhang. Den Avis vum Conseil d'État ass de 7. Januar komm. Eis Kommissioun, zesumme mat de Leit, déi de Sport vertrieden an der Kommissioun, ass direkt duerno zesummekomm a krut en Avant-projet de rapport presentéiert. De Rapport ass de Moien definitiv adoptéiert ginn mat de Stëmme vun der Majoritéit.

Nieft de ville Prezisioune virun allem iwwert de Sport huet d'Kommissioun net nëmmen den Text vum Projet de loi ganz am Detail analyséiert an och op eenzel Problemer higewisen, mee och nach eng Partie wichteg Froen opgeworf.

Ech komme bal zum Schluss, Här President, ech gesinn, dass meng Zäit och ofgelaf ass.

Ënner anerem goufen ugeschwat d'Vakanzeretouren, wou de Leit wäermstens un d'Häerz geluecht gëtt, wa se aus der Vakanz erëmkommen, vun där Méiglechkeet, fir sech ze testen, Gebrauch ze maachen.

Een Theema war och déi nei Virus-Souche, déi aus Groussbritannien eriwwerkënnt, wou mer eis Suerge maachen an déi mer onbedéngt mussen am A halen.

D'Avisen, wéi gewinnt, ware kritesch, mee och positiv. D'Kritik huet dobausse vill Raum fonnt. Dat manner Kritescht huet dobausse keng Beuechtung fonnt, esou zum Beispill den Avis vum Collège médical, deen dëse Projet ganz ausdrécklech begréisst, well e seet, dass dat heiten e gudde Schratt ass fir d'psychesch Gesondheet an d'Gesondheet allgemeng. Ech mengen, dat däerf een och emol eng Kéier an enger Zäit, wou ee sech méi op dat Negativt fokaliséiert eréi op dat Positiivt, ervirhiewen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Mir hunn och nach eng Kéier insistéiert, dass déi Daten, déi bei der Vaccinatioun erhuewe ginn, dass déi sollen 20 Joer, dat ass de Stand vun haut, versuergt ginn, dass dat nach eng Kéier kritesch hannerfrot gëtt. An d'Madamm Minister huet eis d'Garantie ginn, dass si dat suergfälteg wäert préiwen an an net an allze ferner Zukunft do eng Äntwert wäert ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eis Aarbechte si schnell gemaach ginn, souwuel vun der Chamber wéi vun der Regierung wéi vum Staatsrot, mee si si grëndlech gemaach ginn. Si si grëndlech gemaach ginn! Mir hunn eng ganz Rei vu Kommissiounsaarbechte genotzt, fir de Projet am Detail duerchzehuelen an déi kritesch awer och déi manner kritesch Elementer entweeder ze begréissen oder drop hinzeweisen. An och wann an der ëffentlecher Duerstellung erëm eng Kéier méi déi negativ Punkten zur Geltung kommen, sinn an der Kommissioun ganz vill positiv Echoen awer komm. An ech wëll och ënnersträichen, dass dat net nëmme Majoritéit an Oppositioun oder just d'Majoritéit war, mee dass dat queesch duerch d'Reie gaangen ass an och vun enger Rei vu Kolleegen, ob se elo op där enger oder op där anerer Säit souzen, positiv ervirgehuewe ginn ass.

Zum Schluss e grousse Merci un eis Mataarbechter: d'Kommissioun erweidert op de Sport, d'Regierungsvertrieder, déi schnell reagéiert hunn, wa mer se gebraucht hunn, de Staatsrot, déi berodend Instanzen. An ech mengen, hei ass eng beispillhaft schnell a grëndlech Aarbecht geleescht ginn. Wann de Projet haut gestëmmt gëtt, da wäert en e Méinden a Kraaft trieden, e Méinden eng Sekonn op Mëtternuecht.

Dat gesot, soen ech lech alleguer Merci fir dee konstruktiv kritesche Geescht, wéi mer hei, wéi ëmmer, an eiser Kommissioun geschafft hunn. Här President, Merci fir Är Gedold. An ech bieden dann d'Chamber, de Go fir dëse Projet ze ginn! Ech weess selwer net méi, ob et den Nummer 9 oder 10 ass, deen ech ...

(Interruption)

... hei duerft presentéieren. Jo, et ass och nach d'Verlängerung, et ass d'Verlängerung vun ... - Dir hutt verstanen.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Voilà, dat gesot, Merci villmools, Här President, och fir Äert Versteesdemech.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Rapporter Mars Di Bartolomeo. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President, ech wëll am Ufank ..., et ass mer e Besoin, fir Iech och Merci ze soe fir déi Wierder, déi Der iwwert d'amerikanesch Situatioun fonnt hutt. Als Politiker an als Privatpersoun fannen ech, datt et einfach wichteg war, datt och d'Haus vun der Lëtzebuerger Demokratie kloer an däitlech Stellung hëlt a seng Meenung seet. Dofir, merci fir déi Initiativ!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech fänken dann direkt u mat deem zweete Merci fir de Rapporteur. Hien huet sech vill Aarbecht gemaach, huet erëm missen eng schnell Aarbecht maachen, och a Situatiounen, déi net evident sinn, fir kee vun eis, weeder fir d'Regierung nach fir d'Parlament. An dofir sinn ech och frou, datt mer, obwuel mer beim Gesetz elo eng aner Meenung hunn, mee datt mer kënnen awer op déi Aart a Weis virukommen a schaffen.

Mir hunn als CSV de 24. September (veuillez lire: de 24. Dezember) den Text matgestëmmt, deen haut nach en vigueur ass. Mir hunn e matgestëmmt, obwuel mer sengerzäit vill Bedenken haten, obwuel mer der Meenung waren, datt en am Fong ze spéit - vill ze vill spéit! - komm ass, an obwuel mer gemengt hunn, e wär voller Feeler an Onzoulänglechkeeten. Mir hunn e matgestëmmt, well mer gemengt hunn, datt kee Wee derlaanscht géif goen an der Situatioun, wou mer sengerzäit waren, well mer säit Wochen a Méint als CSV Verschäerfunge gefrot hunn, a well mer gemengt hunn, datt et dee richtege Wee wär, fir de Virus ze bekämpfen, fir d'Spideeler um Fonctionéieren ze halen, fir dem Spidolspersonal ze hëllefen a schlussendlech, fir Liewen ze retten.

D'Covidtexter sinn, menger Meenung no, der CSV hirer Meenung no, keng parteipolitesch Texter. Hei geet et ëm vill, vill méi. Dofir hu mer et matgestëmmt, ganz einfach, well mer et als richteg empfonnt hunn.

Zéng Deeg nom Akraafttriede proposéiert d'Regierung en Text, deen erëm quasi all déi ageféiert Moossnamen ersatzlos ofschaaft - zéng Deeg duerno! Mir verstinn dat net! Mir verstinn net, wat d'Regierung wëllt, mir verstinn net, wat d'Regierung mécht.

Ech hunn den Explikatioune vun der Regierung gutt nogelauschtert. D'Madamm Lenert huet en Dënschdeg op der Pressekonferenz an hirer Intro gesot, datt de Mount Januar géif e ganz kritesche Mount ginn, datt mer nach net do wären, wou mer hi géife wëllen, datt mer nach net do wären, wou mer an enger Zone de confort wären, nach net do wären, wou ee kéint un aner Schrëtt denken, wou een an eng wierklech aner Phas géif kënnen iwwergoen, mat manner Vigilance. Dat wär, sot si, am Januar nach net de Fall.

An ech hunn der Madamm Lenert mat där Analys absolutt Recht ginn. An da proposéiert d'Regierung en Text, wou an eisen Ae sämtlech Moossnamen zréckgezu ginn, an dat just zwou Wochen, nodeems datt se decidéiert waren.

Dir wësst, datt et nach net d'Zäit ass. Dir sot et an aller Däitlechkeet an Dir maacht et awer. Mir verstinn d'Regierung net! An ech mengen, d'Lëtzebuerger wëssen och net méi, wat Der wëllt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Elo erkläert Der eis, datt d'Zuelen zréckgaange sinn. Dat ass richteg - Gott sei Dank ass et richteg! Mee och an Ären eegenen Zuele si mer nach extreem héich, och am Verglach zu deenen aneren, leie mer op deem selwechten Niveau wéi Frankräich, Däitschland, Belsch, wat d'Zuel vun den neie Fäll oder d'Zuel vun den Doudegen ugeet. „Parmi les plus élevés en Europe", seet de Ministère de la Santé an deem Avis, deen e bäigeluecht huet, fir dësen Text ze justifizéieren, um selwechten Niveau, wann net deelweis driwwer, mat engem Taux de positivité fir déi Fäll, déi duerch en Test op Ordonnance fonnt ginn, nach ëmmer bei 5,6 %. E misst ënner 3 leien. A Gott sei Dank sinn awer d'Zuel vun den Hospitalisatiounen an deene Leit, déi op der Intensivstatioun leien, erofgaangen, wat positiv ass, mee se sinn do, wou mer am Mäerz, Abrëll waren, wéi mer en totale Lockdown decidéiert hunn. Dat ass do, wou mer och Mëtt Oktober waren, wéi mer déi éischt méi drastesch Moossnamen heibanne bei der zweeter Well decidéiert hunn.

De Ministère de la Santé, dat heescht der Regierung hir Experten, soen: „Mir sinn elo do, wou Nopeschlänner sinn, mir sinn op engem ganz héijen Niveau." An dann zitéieren ech den Text, fir datt et kloer ass, datt ech dat net soen, de Ministère de la Santé, d'Experte vum Ministère, soen: « Il est indispensable que le recul des nouvelles infections soit soutenu pendant quelques semaines. » Dat ass momentan awer net de Fall. Äre Ministère seet ganz kloer, et wär momentan nach net Zäit, fir Allegementer ze maachen. Ech liesen et och vir - och do, fir ze soen, datt et net meng Wierder sinn, mee datt et d'Wierder vum Ministère de la Santé sinn. De Ministère de la Santé seet, et wär nach net Zäit fir Allegementer: « Bien au contraire, il convient de renforcer les mesures afin d'éviter une nouvelle vague d'infections encore plus importante en début 2021. »

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Är Experte soen « il convient de renforcer » déi Moossnamen. An zweetens, si warne virun all Relâchement, well déi Vague, déi eventuell ka kommen, nach méi schlëmm ka ginn, wéi déi, déi mer elo kannt hunn. Dat sinn net ech, deen dat seet, dat ass de Ministère de la Santé selwer, deen et seet.

D'Europäesch Kommissioun seet: « En tout état de cause, la leçon à en tirer est qu'il est important d'évaluer de manière approfondie l'incidence d'une mesure avant toute levée progressive de celle-ci ».

Dat ass kloer an däitlech, mee dat geschitt net hei zu Lëtzebuerg. Souguer de LIST huet de 6. Januar en Avis erausginn, eng Analys vun den Ofwässer. An do huet en zwou Konklusiounen draus gezunn: Et wär nach ëmmer eng grouss Prevalenz vum Virus am Ofwaasser, souwuel um nationalen wéi um regionalen Niveau. An e seet, dee luesen Trend no ënne géif net weidergoen an hätt sech elo op engem héijen Niveau stabiliséiert.

Wann ee weess, datt d'Tendenz am Ofwaasser e Bléck an déi no Zukunft ass, da kann een doraus d'Konklusioun zéien: éischtens, datt elo net soll erofgaange ginn, zweetens, datt et nach ze héich ass an drëttens, datt mer keen explikabele Grond hunn, fir déi Moossnamen, déi mer elo hunn, opzeweechen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- De Conseil d'État huet gëschter a sengem Avis genau dat selwecht gesot. Op seng feutréiert a politesch neutral Aart a Weis, wéi en dat muss maachen, stellt de Conseil d'État fest, datt d'Regierung seet, d'Situatioun wär nach schwiereg anzeschätzen, datt de Kampf misst gekuckt ginn, och a Consideratioun mat deem, wat an anere Länner gemaach gëtt, datt ee misst ganz gutt oppassen, well nei Souchë kommen, an datt een déi Moossname nach net kéint evaluéieren, well een nach net kéint gesinn, wat se bruecht hätten. An da seet de Conseil d'État an deem selwechten ... - an och do wëll ech et virliesen, fir ze weisen, datt d'Wierder net vu mir kommen: « Pourtant, les auteurs du projet de loi sous rubrique proposent la levée de certaines des mesures imposées il y a deux semaines, sans donner des explications. » Dat ass feutréiert, dat ass politesch neutral, mee dat ass kloer an däitlech.

D'Regierung explizéiert am Exposé des motifs eppes, a mécht an der Realitéit am Text genau de Contraire. De Conseil d'État versteet net, wat d'Regierung mécht, wann en d'Explikatioune liest, déi d'Regierung dozou gëtt. An et huet een d'Impressioun - an dat ass awer da vu mir -, datt den Exposé des motifs geschriwwe ginn ass, éier d'Decisiounen am Conseil geholl gi sinn, datt do aner Decisiounen am Conseil geholl gi sinn, wéi initialement am Exposé des motifs stoungen, an datt duerno einfach déi zwee Texter uneneegepecht gi sinn, well den Zesummenhang an d'Kohärenz gesi mer net.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dobäi kënnt dann den Avis vun dem Conseil supérieur des maladies infectieuses, dee seet: « En conséquence, il recommande au Gouvernement de maintenir des mesures restrictives, pendant deux semaines au moins après la fin des congés de fin d'année, notamment dans les -. domaines où les interactions sociales directes et non-protégées sont inévitables. » Och dat ass kloer. Dat sinn déi eegen Organer, déi Lëtzebuerg huet, fir d'Situatioun ze evaluéieren, déi schwätzen eng kloer an eng däitlech Sprooch!

D'Mënscherechtskommissioun versteet och de Räsonement vun der Regierung net, well se seet, et wär momentan onméiglech anzeschätzen, wéi d'Situatioun wär a wat déi Moossname bruecht hätten. A se mécht och drop opmierksam, datt aner Länner an änleche Situatiounen genau déi selwecht Moossname verlängert hunn: Frankräich, Däitschland, Éisträich, England, Dänemark.

Deen eenzegen Avis, deen eppes anescht seet - an dat huet de President vun der Kommissioun och gesot, mee ech wëll en awer och ernimmen -, dat ass dee vun den Dokteren, vum Conseil médical (veuillez lire: Collège médical), dee seet, mir missten effektiv oppassen op déi psychiatresch Situatioun, déi géif an dësem Kontext och matspillen.

Mee all déi aner Avise ginn an eng aner Richtung a se si kloer a schwätze Recommandatiounen un d'Regierung aus, déi a mengen Aen däitlech sinn. Vu quasi allen nationale Gremien, vun allen europäesche Gremien ass et kloer: Et ass nach net Zäit fir opzemaachen! Déi Warnungen, déi ausgesprach ginn, si grad esou kloer: De Risiko vun enger drëtter Well, déi nach méi schlëmm ass wéi eng zweet Well, steet am Raum, wa mer net oppassen a wa mer elo oplackeren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Regierung huet decidéiert, all déi Recommandatiounen a Warnungen ze ignoréieren, a geet elo en anere Wee.

D'Regierung seet: „D'Zuele sinn erofgaangen". Dat ass richteg - ech wëll och soen, dofir hu mer och deen Text d'leschte Kéier matgestëmmt, well mer gemengt hunn, et géif an déi richteg Richtung goen.

Mir ware sengerzäit europawäit, quasiment weltwäit bei deenen, déi déi héchsten Zuelen haten - bei Wäitem! -, méi héich wéi all eis Nopeschlänner, méi wéi d'Duebelt, respektiv heiansdo méi wéi dat Véierfacht wéi eis Nopeschlänner. Mir sinn elo do, wou aner Länner och sinn, nach op engem ganz héijen Niveau.

Mee, wat mech bei der Situatioun, an där mer haut sinn, wierklech beonrouegt, zousätzlech beonrouegt - an dat liest een och an allen Avisen erëm -, dat ass, datt mer op deem héijen … - quitte datt mer op méi engem déiwen Niveau sinn, mee nach ëmmer op engem ganz héijen Niveau, an dat no der Vakanz! Nodeems d'berufflech Aktivitéiten, déi sozial Aktivitéiten, d'Commercen, d'Schoulen zou waren, d'ganz Aktivitéit duerch d'Vakanz erofgefuer war, si mer nach op engem relativ héijen Niveau, an et ass op deem Punkt, wou mer elo opmaachen! Wëssend, datt d'nächst Woch dat soziaalt Liewen, dat Beruffsliewen erëm richteg wäert ugoen, an dann déi ganz Infektiounswellen erëm a Gang kommen!

Mir sinn elo am Fong an enger roueger Situatioun, a mir maachen elo do op, wou mer wëssen, datt d'Aktivitéiten erëm weesentlech méi staark ginn an d'Geforen also deementspriechend méi grouss sinn! D'Ministesch seet mat Recht: „Januar ass e kritesche Mount". An d'ECDC, deen europäesche Organismus, deen déi ganz Krankheeten hei begleet, déi gëtt laang Explikatiounen a Warnungen a seet, datt een am Dezember genau dat do net sollt maachen.

Mir wëssen och, datt nei Varianten an England an a Südafrika do sinn. Se sinn a ganz villen europäesche Länner identifizéiert, an all deene Länner, déi ronderëm eis sinn: an der Belsch, a Frankräich, an Däitschland an och zu Lëtzebuerg. Mir wëssen, datt se vill méi ustiechend sinn. D'ECDC seet, datt de Risiko extreem grouss ass, datt dës Souche sech ganz schnell wäert ausbreeden an an Europa a weltwäit predominant ka ginn, warnt also virun de Geforen.

Mir wëssen och, datt eisen Impfprogramm net esou schnell virugeet, wéi mer dat am Ufank geduecht haten. Mir wëssen, datt mer warscheinlech organisatoresch prett sinn, mee datt eis einstweilen den Impfstoff feelt. Mir wëssen anscheinend net, wéini wat wou zur Verfügung gestallt gëtt. Mir hu kee Plang, wéi mer déi Impfungen duerchzéien, contrairement zu deem, wat an anere Länner, Frankräich, Däitschland, Éisträich ass, déi ganz Impfungspläng erausginn hunn, mat Prioritéiten. Frankräich huet zum Beispill gëschter decidéiert, datt ab dem 18. Januar all déi Leit iwwer 75 Joer - an den Altersheemer oder net an den Altersheemer -, sech kéinten impfe loossen.

Mir hu keng Efforte gemaach, fir niewent europäeschen Akeef nach zousätzlech Dosen ofzesécheren. Mir haten dat Ufank November gefrot, mir kruten dee Moment Nee gesot, an am Dezember krute mer du gesot, datt emol géif gekuckt ginn. Mir hunn och hei keng Diskussiounen iwwert dat, wat aner Länner maachen, wéi de Fait vun der zweeter Injektioun, déi eventuell ka retardéiert ginn. Ech sinn net Wëssenschaftler, ech weess net, ob dat richteg oder falsch ass. Ech gesinn awer, datt déi Diskussiounen an anere Länner lafen, ganz einfach, fir esou schnell wéi méiglech méi Leit geimpft ze kréien.

Mir krute villes gesot sengerzäit an de Questions parlementaires, mee mir hunn awer dovunner näischt méi héieren. A mir hunn haut d'Impressioun, datt dee prioritären an deen absolutt prioritären Effort vun den Impfungen net esou gemaach gëtt, wéi e sollt gemaach ginn. A mir stellen eis d'Fro firwat. An ech si frou, datt mer duerno nach eng Diskussioun doriwwer kënne féieren, wou den Här Halsdorf eis Meenung nach méi am Detail wäert erklären.

Mir wëssen och - a mir gesinn dat, wat ronderëm eis geschitt -: Däitschland, Frankräich an och d'Belsch, déi schrauwen hir Moossnamen erop! Oft mat ville politesche Schwieregkeeten an interne Contestatiounen. Däitschland huet de Shutdown bis zum 31. Januar decidéiert.

Frankräich huet gëschter decidéiert, datt - jusqu'à nouvel ordre - all déi Moossname géife bäibehale ginn. A si kucken dat eréischt den 20. Januar nach eng Kéier frësch.

Mir, mir maachen de Contraire! Mir wëssen dat alles, a mir maachen de Contraire: Mir maache méi op! D'Regierung seet: „Mir ginn eisen eegene Wee, onsen eegene Wee an der Pandemie." - ... onsen eegene Wee an der Pandemie. Mir wëssen, zu wat deen eegene Wee an der Pandemie zwëschent Oktober an Dezember gefouert huet. Mir fueren awer weider, eisen eegene Wee ze goen, mir maachen et elo nach eng Kéier! An ech soen Iech: Domat hëlt d'Regierung eng grouss Responsabilitéit, fir hei en eegene Wee, en anere Wee ze goe wéi all déi Länner ronderëm eis. A just als Niewesaach: Dat Bild, wat Lëtzebuerg an deene leschte Méint vu sech ginn huet, huet eis an eisen Ae geschuet. Deen heiten Text mécht dat och. Mir ginn e Bild vun Onseriositéit an deelweis vu Récksiichtslosegkeet par rapport zu aneren of. De Ministerpresident aus dem Saarland huet et op de Punkt bruecht: Bei dësen Zuelen ze lockeren, sot en, wär zu Lëtzebuerg verantwortungslos. D'Entscheedung vun der Lëtzebuerger Regierung wär eng Belaaschtung fir d'Groussregioun. Dat si kloer Wierder!

Une voix.- O!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An et huet ee se gesot, an et si ganz vill anerer an Europa, déi grad esou denken. Elo kann een dat contestéieren, wéi ee wëllt, esou laang ee wëllt, ...

Une voix.- Jo!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ... mee dat sinn Iddien, déi momentan am Ausland iwwer Lëtzebuerg zirkuléieren, an déi dinn eis net gutt.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir musst et awer och net gutt fannen!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wësst Der, ob ech se gutt fannen oder net, ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mee Dir sot se awer bei eis!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ... ech stelle just fest, datt mer haut eng Politik maachen, déi zu esou Aussoe féiert. An ech fannen dat net gutt!

(Interruptions)

Mir hunn Iech am Dezember gesot, datt deen Datum vum 10. Januar, fir déi aktuell Moossnamen opzehalen, net gutt gewielt wär, well dat géif heeschen, datt een de 4. oder de 5. scho misst decidéieren, wat een als nei Moossnam géif huelen, wëssend, datt d'Vakanz eng Accalmie géif mat sech bréngen. Et géif ee sech domat also - dat war deen Text, deen ech gesot hunn - selwer ënner Drock setzen, well ee wéisst, datt ee besser Zuelen hätt wéi virdrun, mee well ee wéisst, datt, op Cause vun deene besseren Zuelen - déi deelweis duerch d'Vakanz bedéngt sinn, also geféierlech sinn -, an deen Drock, deen excercéiert … Et muss een oppassen, wat ee mécht, an datt een dat och uerdentlech a korrekt mécht.

Genau deen Drock ass elo komm, genau dat ass geschitt, wat mer virdru gesot haten! An ech soen hei ganz kloer: Mir hätte sengerzäit gär gehat, datt mer deen Text hätte kënne méi laang lafe loossen. An haut soe mer, datt mer deen Text nach gär 14 Deeg méi laang - mindestens! - gehat hätten.

Mir verstinn och net d'Logik vun de Moossnamen, déi Der hei loosst oder aféiert. Mir ware sengerzäit géint de Curfew, d'Ausgangsspär um néng Auer - net, well mer am Prinzip géint de Curfew waren, mee mir waren dergéint, well mer d'Effikassitéit dovunner, an deem Moment, wou Der et agefouert hutt, net agesinn hunn, well Der zur selwechter Zäit d'Geschäfter, d'Bistroen zougemaach hutt, en Alkoholverbuet gemaach hutt, Rassemblementer restriktiv behandelt hutt, d'Familljeliewe ganz staark ageengt hutt.

Mir ware mat all deene Moossnamen d'accord, an dofir hu mer gesot: „Mee wann Der all déi Moossnamen do maacht, da liicht et eis net an, firwat Der och nach zousätzlech e Curfew maacht, deen eng extreem aschneidend Moossnam an d'Fräiheet vun de Lëtzebuerger ass." An ech soen och haut: Wann Der eis kënnt beweisen an erklären, datt en eppes bréngt, si mer direkt domat d'accord.

Mee dat hutt Der nach net bruecht an dat hutt Der nach net gesot!

(Mme Paulette Lenert montre une documentation.)

Ech hunn och nogelauschtert, déi Etüden, déi Der eis … - Dir kënnt eis dat jo duerno erklären -, ech hunn déi Etüde gelies, déi Dir zitéiert, fir et ze justifiéieren. Do steet dran, datt esou e Curfew ëmmer géif am Pak gemaach ginn, an datt et individuell eng ganz Rei aner Moossname géif ginn, déi weesentlech méi effikass sinn: Reesbeschränkungen op där enger Säit, an dann haaptsächlech d'Zoumaache vu Schoulen, vu Geschäfter, vu Restauranten an den Homeoffice. Dat ass dat, wat déi Etüde soen, déi grad esou gutt soen, datt d'Jugendlecher zwëschen 10 an 19 Joer och déi Haaptinfektiounsquell an deem Geschehen, wat mer momentan kennen, wären.

Wann déi Etüden, déi Dir selwer zitéiert, fir Iech esou wichteg sinn, da soen ech, wann ech dat liesen, dann hätt Der vläicht besser, dem Här Meisch se eng Kéier weiderzeginn, fir datt hie se och géif applizéieren op déi Politik, déi hei zu Lëtzebuerg an der Educatioun gemaach gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Op jidde Fall, wann Dir iwwerzeegt sidd, datt dat eppes bréngt, da verstinn ech net, datt Der et just op néng Auer setzt, just fir d'Chrëschtvakanz, wou d'normaalt Liewe souwisou erofgefuer ass. Oder war et just fir Silvester, fir do ze evitéieren, datt ze vill Fester géifen entstoen? Well dann hätt Der et nämlech och kënnen anescht maachen! Mir verstinn net, wéi déi Politik konzipéiert ass. Mir verstinn net, wat Der en fin de compte schlussendlech wëllt!

Zu de Commercë wëll ech soen: Ech verstinn d'Suerge vun de Commerçanten.

Une voix.- Ou?!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech weess, wéi haart et ass an där Zäit, wou se elo liewen, wa se hire Beruff net kënnen exercéieren. An dofir sinn ech frou, datt se Hëllefe kréien, an et muss een ëmmer erëm déi Hëllefen iwwerkucke fir ze gesinn, ob se effikass sinn, ob se genügend sinn an ob se och kënnen dat Häertst bei hinnen evitéieren.

Mee ech liesen awer och dat, wat déi eege Servicer vum Ministère de la Santé soen, an déi soen, datt déi héich Zuelen, déi mer haut kennen - 200 Infektiounen den Dag -, e groussen ekonomeschen Impakt hätten, wann 3 % vun der Populatioun „en isolement ou en quarantaine" wären. Dat heescht, déi Politik, déi elo gemaach gëtt, déi Oplockerungen, déi elo gemaach ginn, déi hunn intern selwer en ekonomeschen Impakt, an dofir ass d'Fro, déi fir eis ganz kloer ass, ob et sënnvoll ass, déi do Moossname schonn an dësem Moment ze huelen.

D'CSV huet säit Oktober strikt Moossname fir kleng Commercë gefrot. Mir hunn hei véier Texter, déi gestëmmt gi sinn, an du stoung ech op dëser Tribün an hu gesot: „Ech verstinn net, datt Der net méi strikt Moossname fir d'Texter frot."

Dir hutt bis de 24. Dezember keng agefouert. Dir hutt ofgewaart, bis de Black Friday eriwwer war a bis all déi verkafsoppe Sonndeger eriwwer waren. Mir hu gefrot - iwwer Motioun -, datt se virdru sollten zougemaach ginn. Dir hutt se opgelooss, Dir hutt elo wärend de Vakanzewochen zwou Wochen zougemaach, an elo maacht Der erëm op, direkt fir d'Solden. Mir verstinn déi Politik net, déi hei gemaach gëtt!

(Brouhaha)

An déi strikt Moossnamen, déi Der elo aféiert, soen ech och ganz kloer, déi kommen an dësem Moment vill ze vill spéit!

Wat d'Schoul ugeet, ass et fir eis evident, datt een d'Schoulen natierlech esou wäit wéi méiglech an esou fréi wéi méiglech soll opmaachen. Awer och do si mer der Meenung - contrairement zu deem, wat den Här Meisch wärend Méint behaapt -, datt d'Schoulen net eng Welt fir sech sinn an datt d'Kanner grad esou ugestach ginn a grad esou ustiechend sinn, wéi all déi aner Bierger, déi en aneren Alter hunn. Mir fannen - ech soen dat hei och kloer -, déi fënnef Deeg Homeschooling, déi mer elo no der Vakanz haten, net der Situatioun an der Gefor gerecht.

Mir wëssen net, ob, wat, wéi vill déi Moossnam bruecht huet, a kee vun eis kann et haut aschätzen. An elo gëtt se direkt erëm ofgeschaf, an elo fänke mer erëm un, nächste Méindeg, ouni datt mer wierklech zousätzlech Moossnamen an der Schoul agefouert hunn.

An all déi Moossnamen, déi mer gefrot hunn, säit Wochen a säit Méint, ginn elo, nodeems mer fënnef Deeg Homeschooling haten, awer net agefouert. Mir hu gefrot, fir déi A- + B-Gruppen ze erweidere par rapport zu deem, wat haut de Fall ass. Mir hu gefrot, fir en uerdentlecht Ekipement an de Primär ze kréien, fir datt mer do och uerdentlech kéinte Schoul halen, wann Homeschooling wär. Mir hu gefrot, datt en Decalage vun de Busse géif kommen, fir déi weesentlech ze entlaaschten, fir datt do manner Ustiechunge géife kommen. Mir hu gefrot, fir en Ekipement vu Ventilatiounen ze kréien an deene Raim, déi net kéinten opgemaach ginn. Mir kréien elo CO_2-Ampelen, awer net déi aner wichteg Ekipementer, déi mer onbedéngt an deene Klassesäll brauchen. Mir hu gesot, datt eng verbessert Kommunikatioun mat den Eltere sollt sinn - déi ass sécher net do! Mir hu gefrot, eng uerdentlech Koordinatioun zwëschent de Kantinnen, de Maison-relaisen, dem Transport ze kréien - och dat ass an eisen Aen absolutt net geschitt! Mir hunn notamment déi lescht Fro an där leschter Kommissioun, der Educatiounskommissioun, ugeschwat. De Claude Meisch huet eis do op seng üblech Aart a Weis eng Zort Moralpriedegt gehalen: En huet eis gefrot, ob mir dann net wéissten, wéi Maison-relaise géife fonctionéieren; ob mir net wéissten, datt d'Maison-relaisen anescht géife fonctionéiere wéi eng Schoul. Si wäre keng Schoul. Mir wäre weltfriem, huet e gesot, well mer net géife wëssen, wat alles lass wär!

Ech soen Iech ganz kloer: Ech weess, wéi eng Maison relais fonctionéiert, wéi d'Kanner do sollen an de beschte Konditiounen betreit ginn! Ech weess, datt et eng aner Pedagogie ass wéi an der Schoul! Mee dat, wat ech awer och weess, dat ass, datt mer momentan eng Pandemie hunn, an datt d'Kanner an der Schoul, am Periscolaire an der zweeter Well och eng Roll gespillt hunn. An da soen ech ganz kloer, datt et net weltfriem ass, mee realitéitsno, fir elo ze soen, datt ee sech ka prioritär ëm déi Pandemie bekëmmeren, an datt een déi Pedagogie an deene Maison-relaisen och muss upassen un déi Situatioun, déi mer hunn. Dat ass net ze vill gefrot! Ech fannen dat eng Normalitéit, wann een dat freet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Fir eis huet d'Regierung keng Linn. Mir fannen, datt et momentan en absolutten, en totale Pilotage à vue ass, e Flipflop, en Hin an Hier ouni kloer Ziler. Mir verstinn dat net! Mir froen eis, firwat dat esou ass. Ass et, well se et net fäerdeg bréngt, eng richteg Decisioun ze huelen? Well se Drock ausgesat ass an net mam Drock kann ëmgoen? Well se sech an der Regierung net eens sinn? Oder well eng gewëssen Naivitéit spillt a well gemengt gëtt, Lëtzebuerg wär awer eng Insel?

Dir sot: „Mir ginn hei zu Lëtzebuerg en eegene Wee, an deen eegene Wee ass dee richtegen!" An domat huelt Dir als Regierung eng grouss Responsabilitéit.

D'Regierung probéiert, dat hanner Kommunikatioun ze verstoppen, si seet: „Mir hunn alles am Gréff!" All Decisiounen, seet de Staatsminister am Neijoerschdaginterview, deen e ginn huet, deen haaptsächlech ëm de Corona geet, all Decisioune wären dee Moment, wou si se geholl hätten, mam Wëssensstand, dee se dee Moment gehat hätten, richteg gewiescht. Si hätten dat ëmmer alles am Gréff gehat a si hätten ëmmer zu deem Zäitpunkt, wou et richteg gewiescht wär, déi richteg Decisioun geholl. Dat ass d'Kommunikatioun, déi d'Regierung mécht.

De Problem ass, datt d'Leit Iech dat net méi ofhuelen! Well se an deene leschte Méint gesinn, wat dobausse lass war. A sot mer: Wéi ass et méiglech, datt am Ausland, an deene Länner ronderëm - déi jo awer dee selwechte Wëssensstand hunn, zum selwechte Moment, wéi Dir -, datt do total aner Decisioune geholl ginn, mat deem selwechte Wëssensstand, wéi mir hei zu Lëtzebuerg haten? Déi hunn all Onrecht, mir sinn déi eenzeg, déi Recht hunn, warscheinlech; de Lëtzebuerger Wee ass deen eenzeg richtegen. All déi aner mam selwechte Wëssensstand huelen aner Decisiounen! De Problem ass, datt d'Leit Iech dat net gleewen, well se wëssen, wat zwëschen Oktober an Dezember lass war!

A sot mer emol … Mir hunn Iech am September scho gefrot, dobaussen eng Maskeflicht anzeféieren; Dir hutt se eréischt zwee Méint duerno agefouert. Mir hunn Iech gefrot, dat Verbuet vu Rassemblementer dobaussen ze maachen - Dir kënnt Iech erënneren un déi Diskussioun, déi mer heibannen haten iwwert déi Definitioune vun de Réunions organisées, dräi-, véiermol hu mer déi heibanne geféiert -, mir hunn dat am September gefrot; et huet zwee Méint gedauert, ier et agefouert ginn ass. Mir hunn am Oktober A- + B-Klassen gefrot; si sinn eréischt am Dezember komm. Mir hu Moossnamen an de klenge Commercë gefrot, Enn Oktober, Ufank November; et ass eréischt de 24. Dezember - respektiv elo -, wou Der déi Restriktiounen aféiert.

Mir haten déi selwecht Informatioune wéi Dir, mir haten der warscheinlech souguer manner wéi Dir! Mir hunn awer aner Moossname vill méi fréi gefrot wéi Dir! An et ass un de Leit ze urteelen, wat richteg a wat falsch ass. An et ass un de Leit ze kucken, ob Är Decisiounen ëmmer zum richtegen Zäitpunkt geholl gi sinn, esou, wéi Der dat behaapt.

Hei gëtt en Narrativ an d'Welt gesat, wou Der op där enger Säit eppes sot, an op där anerer Säit ass d'Realitéit vun deem, wat Der maacht. An dat, wat gesot gëtt, entsprécht net ëmmer deem, wat hei gemaach gëtt. Haut seet d'Madamm Lenert: „Déi lescht Méint hate mer Zuelen, déi duerch de Plaffong gaange sinn. Mir komme vu wäit hier." - lescht Pressekonferenz. Dat ass fundamental richteg!

Just, ech soen Iech: Dat si Wierder, déi mer esou awer net am November, am Dezember héieren hunn. Wann ech Iech déi Pressekonferenz, déi Der do gehalen hutt, do wou alles duerch de Plaffong gaangen ass, … do ass dann dauernd gesot ginn: „Mir hunn alles am Gréff! Et ass an der Rei! Mir stabiliséieren alles! Dat packe mer ouni Problem!"

Also … An ech soen, wann Der Politik maacht an esou Krisenzäiten, dann ass et fir mech absolutt wichteg, datt mer eng Regierung hunn, déi eng Kaz eng Kaz nennt, déi näischt verstoppt, déi net verschéinert, déi d'Wourecht am ganzen Ëmfang … an ech soen net, datt Der eppes Falsches gesot hutt, mee déi d'Wourecht am ganzen Ëmfang seet an net verschéinert.

Well et ass eréischt, wann d'Leit Iech gleewen, wou Der kënnt Vertrauen erwecken, a Vertrauen ass fir eng Regierung a Krisenzäite weesentlech. An ech soen Iech dat nach eng Kéier: Ech wënsche mer wierklech, datt mer eng Regierung hunn, déi eis hei derduerchféiert, an déi d'Vertraue vun de Leit huet, well an deene Situatiounen, wou mer sinn, ass dat weesentlech! Dat zum Gesetz.

Wat eis zur Steierung vun dëser Kris feelt, an ech wëll dat awer och soen, dat ass dee laangfristege Plang, dee mer säit e puer Diskussiounen hei froen: déi Zilsetzungen, wéi an wouhi mer mat deene Moossname wëlle goen. Wann dat alles méi kloer wär, wann een dat mateneen - oder d'Majoritéit zumindest - an der Ëffentlechkeet ofgemaach hätt,

wat dann elo eis Zilsetzunge wären, da wär dat vill méi einfach. Dat géif hëllefen, den Zickzack an der Politik ze vermeiden, deen Duerjerneen ze vermeiden.

Mir sollte wëssen, wat déi nächst Etappe sinn an der Ekonomie, bei de Classe-moyennen, wéini mer bereet sinn, opzemaachen. Mir sollte wëssen, bei wat fir engen Zuele mer aner Moossnamen an der Schoul kënnen huelen. Mir sollte wëssen an eisem Privatliewen, wou mer an der Epidemie wëllen hin, bei wat fir eng Zuelen, fir datt déi nächst Moossname kënnen a Kraaft trieden. A wéisste mer dat am Viraus, da géif dat och méi Verständnis bei de Leit mat sech bréngen, fir déi Decisiounen, déi Der huelt. Mir hunn hei am Haus zwou Motiounen dofir gestëmmt, Dir hutt se och matgestëmmt, mee bis elo huet nach näischt bougéiert.

Dat selwecht gëllt d'ailleurs fir d'Impfpolitik, e grousse Sujet, bei deem mer momentan net wëssen, wat Är Strategie ass. Mir wëssen, datt déi éischt zwou Gruppen, déi solle geimpft ginn …. Mir hunn awer keng Strategie, déi weesentlech weidergeet, wéi déi aner Länner - Däitschland, Frankräich, Spuenien, Éisträich - dat an allen Detailer virleeën. An déi wär awer wichteg fir eng Gestioun vun den Impfungen, esou, wéi se an deenen nächste Méint soll kommen.

Wéi wëllt Der engem Bierger soen, e soll sech impfe loossen - wann et un him ass, wann et säin Tour ass -, wann en net weess, zu wat fir engem Impfgrupp en da gehéiert, a scho guer net weess, wéini dann ongeféier oder zumindest a wat fir enger Reiefolleg deen Tour soll kommen? Dann entsteet Skepsis, evidenterweis, an dann entsteet och Onmutt. An et ass weesentlech, datt mer dat vermeiden, well déi Impfcampagne muss e Succès ginn! An et ass dorop, wou mer eis an deenen nächste Méint konzentréiere mussen, an dat muss och déi absolutt, absolutt Prioritéit an der Politik sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Zum Schluss wëll ech dat soen, wat ech dauernd bei de leschten Texter gesot hunn: Et ass vill ze wéineg, et ass vill ze spéit, et ass net kohärent, et ass technesch problematesch. Dat huet dozou gefouert, datt mer eis bei deenen Texter entweeder enthalen oder Nee gesot hunn.

De 24. Dezember hutt Der en Text virgeluecht, deen an déi richteg Richtung gaangen ass, deen zwar ze spéit komm ass, mee d'Richtung huet gestëmmt. An Dir hutt do eng ganz Rei Restriktiounen agefouert, an dofir hu mer e mat Jo gestëmmt. Haut, 14 Deeg duerno, hieft Der erëm all déi Moossnamen op, an dat ouni Explikatiounen.

A mir soen haut ganz kloer: Fir eis ass et vill ze vill fréi, fir erëm opzemaachen, an an eisen Aen ass et äusserst riskant, elo erëm opzemaachen. An dofir wäerte mer bei dësem Text Nee stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Claude Wiseler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn e Joer hanner eis, dat vun engem eenzegen Theema dominéiert war, dat war de Covid-19. An dëst Joer fänkt och mat deem Theema un.

D'Zilsetzung bleift awer - an do si mer eis, mengen ech, heibannen alleguerten eens -, ze probéieren, d'Leit esou wäit et geet ze schützen an d'Spideeler, d'Gesondheets- an d'Fleegepersonal ze entlaaschten. Ech géif op dësem Wee dem Rapporter, dem Här Di Bartolomeo, Merci soen, dat ass scho säin aachte Rapport zum Covid-19-Gesetz. An och mengem Virriedner soen ech Merci fir seng Usiichten, seng Ausféierungen, déi ech respektéieren. An ech wäert a menger Riedezäit awer trotzdeem probéieren, e puer vun de Kritikpunkten ze entschäerfen.

Ech hat d'leschte Kéier vergiess - de Georges Engel hat et gemaach - der CSV Merci ze soe fir de Vott, dass se eis an deem Wee ënnerstëtzt huet. Dat leeft e Sonndeg aus. Dat war och gewosst. Dofir fannen ech et elo trotzdeem e bësse speziell, wann ee seet, deen Text, dee gestëmmt gi wär, dee wär ze kuerz gewiescht.

Den Här Wiseler huet richtegerweis eng ganz Rei Leit zitéiert. Ech zitéieren dann och nach een, deen de Moien um Radio war, um zéng op aacht. Dat ass de Professer Dokter Friedrich Mühlschlegel vum LNS. Deen huet gesot, dass déi Daten, déi mer am Moment hunn, et duerchaus zouloossen, dass mer géifen e Schrack zréckgoen an dat, wat e genannt huet „e Lockdown light". Ech wëll dann déi Meenung awer och hei ernimmt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir si matzen am Wanter. Moies gëtt et spéit hell, owes gëtt et fréi däischter. Dat schléit de Leit op d'Gemitt. Ech kann dat verstoen. Mir sinn um Punkt ukomm an der Pandemie hei, wou d'Leit dobausse sech vill Froe stellen, d'Leit eng eege Meenung hunn.

Ech gesinn am Moment dobaussen dräi Schoulen.

Et gëtt déi eng Schoul, déi seet, et misst een elo alles opmaachen an et misst een erëm kënnen normal liewen. Déi bestoend Restriktioune sinn net méi ze verstoen an d'Leit wëllen déi och net méi erdroen a matdroen. Ech hu Verständnis derfir, dass d'Leit hiert Liewen erëmwëllen, awer deen dote Wee géif all déi Efforten, déi d'Lëtzebuerger Land am leschte Joer gemaach huet, a kierzter Zäit nees futtimaachen a mir kéimen an eng ganz, ganz schwiereg Situatioun an eise Klinicken zréck.

Ech wëll virausschécken: Déi Mesuren, déi mer hei de 24. Dezember mat enger ganz grousser Majoritéit geholl hunn, déi haten an déi hunn och nach ëmmer e staarken Impakt op dat, wat an eise Spideeler lass ass. D'Zuel vun den Intensivbetter huet sech halbéiert an d'Zuel vun de Beleeungen op den normale Better huet sech souguer méi wéi halbéiert.

Da gëtt et eng zweet Schoul, déi seet genau de Géigendeel. Et ass déi Schoul, déi seet, et misst alles zoubleiwen: d'Schoulen, d'Crèchen, d'Butteker, an esou wéineg Besuch wéi méiglech empfänken. Ech muss lech soen: Ech hunn, esou wéi Dir alleguerten, Kontakt mat ville Leit. Ech hunn och Verständnis fir Leit, déi Angscht hunn. An ech hu Verständnis fir Leit, déi sech aus hirer Angscht wëllen zréckzéien.

Ech ginn awer hei ze bedenken, dass an dësem Zenario net nëmmen eis Santé mentale nach e weidere Coup géif erwëschen, mee och eis Betriber an eis Ekonomie. Sech ze isoléiere bis mer déi Pandemie hei am Grëff hunn, sech ze isoléiere bis all Mënsch geimpft ass, oder sech ze isoléiere bis et eriwwer ass, dat packt kee Land! Et sief dann, et géif ee wëlle säi Land erëm bei null opbauen. An ech mengen, dat wëlle mer net an dat kënne mer eis och net erlaben.

Ech wollt am Fong näischt soen zu engem Punkt, deen den Här Wiseler ugeschwat huet. Ech maachen et dann elo awer. De President vun der CSV, de Frank Engel, sot gëschter um 100,7, e géif den Aussoe vum saarlännesche Ministerpresident 100 % Recht ginn. Dat däerf een. Ech deelen dat net. Ech deelen éischter dem Oskar Lafontaine seng Aschätzung.

Ech wëll lech awer soen: Wann ee President ass vun enger grousser Partei, der gréisster Partei, dat ass e wichtegt Amt - ech verzeien dem Här Engel dat, well en nach net esou laang an der Lëtzebuerger Politik aktiv ass, well e ganz laang an Europa aktiv war -, mee wann een als Parteipresident eppes ze soen huet, da seet een et an de Lëtzebuerger Medien an et verstoppt ee sech net hanner engem däitsche Ministerpresident!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wann déi Angscht sollt gewiescht sinn, dass eis däitsch Frënn ganz vill géife bei eis eriwwer akafe kommen elo, da kann ech soen: Et gëtt eng Etüd, déi an der Belsch gemaach ginn ass. Dir wësst vläicht, dass eis belsch Frënn d'Butteker zou haten, wéi déi däitsch se op haten, an déi Däitsch hu se zou an déi Belsch hu se op. A wat ass d'Repercussioun dovunner am Grenzgebitt vun Nordrhein-Westfalen zu der Belsch? Also déi Etüd seet, dass dat en Impakt huet vu ganz genau 1 % op den Ëmsaz.

Mir liewen an der Groussregioun. Mir alleguerte brauchen d'Groussregioun. An ech fannen, dass déi Ausso, déi gemaach ginn ass, sech net passt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech kommen elo geschwënn och nach eng Kéier op d'Groussregioun zréck, well ech mengen, dass dat awer och e weesentlechen an en immens wichtege Punkt ass an där heiter Diskussioun.

Da gëtt et déi drëtt Schoul, zu där ech d'Demokratesch Partei zielen, zu där ech d'LSAP an déi gréng zielen, déi feststellt, dass mer all zesummen déi lescht Méint ganz vill Efforte gemaach hunn. An déi Efforten hunn och eppes bruecht! Déi hunn eppes bruecht, mee mir sinn eis awer och bewosst, dass nach e laange Wee virun eis läit. Mir wëllen de Leit awer méiglechst vill Normalitéit erlaben.

Et bréngt eiser Gesellschaft absolutt näischt, wa mer déi mental Gesondheet vun de Leit an dëser Pandemie ignoréieren. Dann hu mer vläicht zu engem gewëssenen Zäitpunkt eis Intensivbetter erof, mee da gëtt et an der Psychiatrie knapp. An dat sollte mer op kee Fall ënnerschätzen! Eiser Meenung no ass elo de Moment - ënner strengen Oplagen! - de Leit erëm Loft ze gi fir ze ootmen. D'Leit brauche Sport an d'Leit brauche Kultur.

Da kommen ech zu der Groussregioun, well jo awer elo gesot ginn ass oder gemaach gëtt, wéi wa mir hei géifen am europäesche Kontext total aus der Rei danzen.

Ech wëll lech soen:

E Méindeg ginn eis Schoulen an eis Crèchen op. A Frankräich an an der Belsch sinn d'Schoulen an d'Crèchen op. Dat eenzegt Land, wou se zou sinn, dat ass an Däitschland.

E Méindeg ginn eis Geschäfter op. A Frankräich an an der Belsch sinn d'Geschäfter op. Mir maachen also do näischt, wat ausserhalb vun der Groussregioun eemoleg wär.

Frankräich, d'Belsch a Lëtzebuerg hunn eng Ausgangsspär. Däitschland huet dat net.

A bei deem, wou mer kënne Leit doheem empfänken, si mir déi Strengst, well mer bleiwe bei der Zwee-Mann-Reegel. Däitschland huet elo eng Reegel agefouert mat enger Persoun am Haushalt. Et däerf een awer net vergiessen, dass Däitschland iwwer Chrëschtdag an och iwwer Silvester vill méi Leit zougelooss huet. An dat mierkt een haut bei den Däitschen an der Statistik!

Den Här Wiseler huet et gesot: Mir leien sur ordonnance bei 5,6 %; ech hätt elo gesot tëschent 5 a 6. Eis franséisch Matbierger leie bei 5,4. An der Belsch ass et 7,2. Mir leien do also tëschent der Belsch a Frankräich. An elo haalt lech awer un - haalt lech un! -: De Moien huet den RKI Zuele publizéiert vum Taux de positivité sur ordonnance. Déi louche gëschter bei 16 ... bei 16 %! Bei 16 %.

(Interruption)

Ech mengen, dat ass awer wierklech eng ganz aner Situatioun wéi bei deenen aneren dräi Länner.

Une voix.- Däitschland?

M. Gilles Baum *(DP)*.- Däitschland!

Zënter Mëtt Dezember gëtt et eng Tendenz no ënnen. Mir sinn um richtege Wee. An am Géigesaz zu deem, wat an eisen Nopeschlänner geschitt ass, sinn d'Infektiounszuele bei eis no de Feierdeeg net méi geklommen. Dat ass e positiivt Zeechen a weist, dass déi Mesuren, déi mer - an et ass mer wichteg, dat ze soen - zesummen ergraff hunn an de leschte Méint, eppes bréngen! D'Hospitalisatioune sinn erofgaangen an d'Spideeler konnten nees vun der Phas 4 an d'Phas 3 zréckgoen.

Trotzdeem ginn dës Zuelen eis nach keng gréng Luucht. Mir musse weider oppassen. A wa mer elo zréckkommen op déi Situatioun, déi mer hate viru Chrëschtdag, mat Ausnam vun den Ouverturen, déi mer maachen am Sport an an der Kultur, da wësse mer, dass mer awer och nach an deenen Aktivitéite Restriktioune brauchen, fir d'Kontroll iwwert d'Situatioun ze behalen! De Wee an d'Normalitéit maache mer mat klenge Schrëtt.

Wéi de Rapporter et scho gesot huet, kënnen de Commerce, de Sport an d'Kultur ënner strengen Oplagen nees opmaachen. Persounen, déi gläichzäiteg empfaange ginn, gi staark limitéiert an d'Gestebarrièrë mussen agehale ginn.

Ech wëll awer ganz bewosst e Wuert zum Commerce soen. Mir an der Politik, mir solle jo ëmmer eis Contenance halen. Dat ass och richteg esou. Heiansdo wär et mir awer léiwer, ech kéint se verléieren, wann ech gesinn, wat d'Experten, besonnesch op de sozialen Netzwierker, dach awer vu sech ginn.

Ech wëll lech soen, wat de Commerce betrëfft: Et gëtt Leit, déi sech Suerge maachen ëm d'Solden an déi dat doten och bewosst op de Black Friday zréckféieren. Elo kann een zum Black Friday stoen, wéi ee wëllt, ech hunn nach kee gesinn, dee gezwonge ginn ass dohinner ze goen.

Wann ee sech d'Infektiounszuelen nom Black Friday awer ukuckt, an deene Wochen duerno, da stellt ee fest, dass déi Woch duerno d'Zuele stabel bliwwe sinn an déi Woch nach duerno a vun deem Weekend un d'Zuele konsequent erofgaange sinn. D'Zuele sinn zwou Wochen no deem ominéise Black-Friday-Weekend also erofgaangen an duerno och net méi geklommen.

Hätt de Commerce also en immensen Impakt op d'Verbreedung vum Virus, dann hätte jo d'Zuelen nom Black Friday normalerweis klamme missen. An dat war awer net de Fall.

Dat bedeit a mengen Aen, dass, soulaang d'Leit Masken droen an de Geschäfter - an, sauf erreur de ma part, ass dat jo säit dem Mäerz de Fall, ech war säit dem Mäerz a kengem Geschäft méi, ouni dass ech meng Mask ugehat hätt -, soulaang d'Leit hir Mask droen, hir Hänn desinfizéieren an d'Distanzen anhalen, stellen d'Solden a mengen Aen - an ech soen lech dat nach eng Kéier: do geet ee fräiwëlleg hin, ech hunn nach kee gesinn, dee gezwonge ginn ass, an e Geschäft ze goen - kaum e Risiko duer.

(Interruption par M. André Bauler)

Par contre muss den Horeca-Secteur bis Enn des Mounts zoubleiwen. Dat ass eng Decisioun, déi net einfach ass, well ech weess, dass d'Leit, déi an deem Secteur schaffen, sech besser Nouvellen erhofft haten. Mee et kann een awer elo emol näischt dorunner änneren, dass ee grad an engem Restaurant oder an engem Café de Mask muss ausdoe fir ze iessen an ze drénken. Dat ass e sanitäre Risk, dee mer aktuell nach net agoe kënnen.

Eis Infektiounszuele si wuel erofgaangen, mee si mussen nach weider falen. Den Taux de positivité bei den Tester op Ordonnance - et ass jo dat, wou mer eis elo vläicht méi drop referéieren, fir einfach déi Leit aus dem Large-Scale-Testing e bëssen erauszekréien, well dat am Ausland net gemaach gëtt, dass mer eis ganz kloer kënne mam Ausland vergläichen -, jo, déi Zuel ass nach ze héich, och wa mer e Réckgang ze verzeechnen hunn. De 7. Dezember ware mer bei ronn 11 %. Eng Woch méi spéit bei 6,95 %. An elo hu mer jo just héieren, dass mer den Taux de positivité tëschent 5 % a 6 %, kommt, mir soen, 5,6 % hunn.

Mir wëssen, dass mer nach net iwwert de Bierg sinn. Et ass och weiderhi wichteg, seng sozial Kontakter op e Minimum ze reduzéieren. Dofir gëllt och weiderhin déi Zweeër-Reegel: doheem zwee Leit aus deem selwechte Stot. Dëse Minimum u soziale Kontakter musse mer awer garantéieren, well et wichteg ass, och an dëser sanitärer Kris d'Gefor vun der sozialer Isolatioun net ze ënnerschätzen. Soss lafe mer d'Gefor, dass eise Gesondheetssecteur vläicht méi mat schwéiere psychologesche Problemer iwwerlaascht gëtt an dass d'Psychiatrie et net méi packt.

Här President, d'Regierung beméit sech op en Neits, de Pro an de Kontra vun neien Aschränkungen an Ouverturë géinteneen ofzeweien. All Mesure huet emol méi emol manner staark Repercussiounen, déi een, sougutt et geet, muss a Betruecht zéien. Mir mussen den Equiliber halen tëschent der Fräiheet vum Eenzelnen an dem Schutz vun der Gesellschaft.

Ma et ass net einfach, deen Equiliber ze halen. Et ass e schmuele Grat. Et ass en Danz op engem Vulkan. Et ass en Drahtseilakt. A mir mussen Decisiounen huelen, déi net einfach sinn. Mir wëssen och, dass déi Decisiounen ni all Mënsch wäerten zefriddestellen. Et ass en Zesummespill vun all de Mesuren, wat eis hëlleft virunzekommen. Well wann et eng eenzel Mesure géif ginn, déi géif gräifen, da géife mer déi huelen! An net nëmme mir! Da géif d'Ausland déi huelen. Mee et ass d'Zesummespill vu ganz ville Mesuren, wat eis weiderhëlleft.

Et gëtt Leit, dorënner Experten, déi sinn der Meenung, et misst een erëm an en totale Confinement falen. Dat wär effikass, fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen, well schliisslech mir Mënschen de Virus iwwerall mat eis ronderëmdroen. E komplette Confinement hätt an eisen Aen dramatesch psychologesch Auswierkungen, déi mer evitéiere mussen, soulaang wéi mer nach aner Optiounen hunn! Vun den Existenze vun zeg Betriber emol guer net ze schwätzen.

Mir mussen also och op aner Experte lauschteren, déi de Bléck op aner Problemer an eiser Gesellschaft riichten a kucken, wéi mer dës ënnerschiddlech Point-de-vuen ënner een Hutt kréien. Et ass eis Aufgab, de Leit Perspektiven ze bidden an e Stéck Normalitéit. A grad de Sport an d'Kultur leeschten e wichtege Bäitrag fir de mentalen Ausgläich vun de Leit, un dee mir och denke mussen.

Eise Kanner musse mer Zukunftschancë bidden. Do si mer eis alleguer eens. Den Homeschooling, op laang Dauer, ass awer hei net d'Léisung.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech wëll awer op dëser Plaz dem Léierpersonal aus dem Fondamental an de Professeren an de Professorinnen aus dem Lycée Merci soe fir hiren Asaz. Ech hat dës Woch d'Geleeënheet ze gesinn, wéi dat fonctionéiert mat engem Kand aus dem éischte Schouljoer. An ech muss soen, ech kann do nëmmen den Hutt zéie virun der Aarbecht, déi do geleescht ginn ass. E grousse Merci dofir.

Mee d'Realitéit vun all de Kanner - an dat ass jo dat, wat an der Politik vläicht méi schwiereg ass, well mer jo net vun engem schwätzen, mee mir probéiere vun hinnen alleguerten ze schwätzen, en Iwwerbléck ze kréien iwwert dat, wat am ganze Land leeft -, d'Realitéit vun de Kanner doheem ass awer ganz ënnerschiddlech. Déi eng hunn Elteren doheem, déi hinnen hëllefen. Déi gi mat der Situatioun gutt eens. Anerer verléieren den Uschloss. An e Retard ass oft, ganz oft, schwéier erëm opzehuelen. D'Kanner brauchen onbedéngt de soziale Kontakt mat hire Gläichaltrege fir eng gesond Entwécklung. D'Schoulen, d'Maison-relaisen, d'Crèchë ginn ab e Méindeg also erëm op. Et ass fir mech déi richteg Decisioun, zum Wuel vun eise Kanner.

E staarke Confinement ass net de richtege Wee. D'Repercussioune wären einfach ze wäitreechend. Et wär awer elo och net richteg, fir alles erëm vill ze séier opzemaachen. Mir musse virsiichteg bleiwen, well et nach Risikofacteure gëtt, déi d'Infektiounszuelen negativ beaflosse kënnen.

Mir sinn nach ëmmer an de kale Wanterméint, déi Méint, déi de Virus esou gären huet, wou e sech esou wuelspiert a wou e sech esou gutt verbreede kann. A mir wëssen alleguer, dass och eng nei Variant vum Coronavirus zu Lëtzebuerg detektéiert ginn ass. Déi soll sech besser iwwerdroe wéi déi al. Dofir heescht et elo weider: oppassen an d'Gestebarrièren anhalen!

Als Demokratesch Partei si mer der Meenung, dass dëst Gesetz de beschtméiglechen Equiliber fonnt huet. D'Droe vum Mask an d'Anhale vun de Gestes barrières bleiwen den A an den O. Wa mer eis alleguerten dorunner halen an näischt muttwëlleg

iwwerstierzen, dann hu mer d'nächst Kéier hoffentlech och erëm besser Noriichte fir den Horeca-Beräich. Wéi schonns gesot: De Wee an d'Normalitéit maache mir mat klenge Schrëtt.

Ass dat heiten dee richtege Wee? Ech sinn zouversiichtlech. Ass et de séchere Wee? Dat weist eis d'Zukunft. Awer eppes ass sécher: Et ass de Lëtzebuerger Wee, an dee solle mer weider zesumme goen.

Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et si ronn 300 Deeg hier, datt mer am Mäerz déi éischt aschneidend Mesurë geholl hunn. Dat ware keng einfach Deeg, déi lescht 300. Vill Decisiounen hu musse getraff ginn, déi eist Liewe beanträchtegt hunn an och nach an Zukunft beanträchtege wäerten.

Et ass en Drahtseilakt, ech hunn et schonn e puermol hei gesot, tëschent dem Schutz vun eise Bierger - vun alle Bierger! - an dem Wonsch an dem Besoin no Fräiheeten. Et ass keng einfach Zäit, an de Gilles Baum huet et gesot. Et gëtt och keen Allheilmittel. Et ass net wéi beim Asterix. Wa mer do eng Potion magique hätten, da géife mer se huelen. Mee et gëtt kee Remède magique.

A keen huet och d'Buch bis elo geschriwwen: Wat maache bei enger Coronapandemie? Also konnte mer eis och net un deem Buch inspiréieren. Kee weess, ob en absolutt richteg läit oder ob en net awer eng Rei vu Feeler mécht.

Lëtzebuerg huet eng Rei vu Mesurë getraff an der leschter Zäit. De Rapport vun der Santé, deen Der hoffentlech alleguer gelies hutt, ass ganz opschlossräich. Op der Säit 1 gesäit een d'Kurven an déi si kloer! Allkéiers, wa Mesurë getraff goufen, hate se hir Wierkung. An d'Evolutioun ass och déi richteg.

Wéi eng Mesuren elo am meeschten a wéi eng manner gegraff hunn, dat ass ganz schwéier erauszefannen. Warscheinlech ass et - och dat huet de Gilles Baum gesot - d'Kombinatioun vun de Mesuren, déi eng an déi aner, déi gemaach hunn, datt d'Evolutioun dee Wee geholl huet, dee se geholl huet. An dat ass déi richteg Evolutioun.

Et kann een och net soen, datt déi eng Mesure, wann een déi eenzel gekuckt hätt, an déi aner, wann een déi eenzel gekuckt hätt, mat engem gewëssene Resultat, datt d'Zomm vun deenen zwou Mesuren onbedéngt, wann een déi zwou zesummegeholl hätt, dat selwecht Resultat gewiescht wär. Well heiansdo sinn déi och exponentiell. Eng Mesure mat där anerer, déi bewierke méi, wéi déi zwou Mesuren zesummegerechent eenzel.

D'Mesurë si geholl ginn, nieft dem Mäerz an nieft deene villen anere Kéieren, elo an der Lescht den 29. Oktober, de 26. November, de 15. Dezember an nach eng Kéier de 24. Dezember. Alleguer hate se en Impakt. Alleguer hu se d'Zuele vun den Infektiounen no ënne gedréckt. Dat weist déi Grafik op der Säit 1 ganz, ganz kloer. Dat weist och, datt déi Mesurë richteg waren.

Ech géif elo vläicht op dat agoen, wat den Här Wiseler virdru gesot huet.

Hien huet gesot, si wéilten, datt déi Mesuren, déi mer de 24. geholl hunn, ëm zwou Wochen nach sollten no dësem Datum verlängert ginn. Ëm zwou Woche verlängert ginn. En huet awer och gesot, datt e versteet, datt d'Commercen et schwéier hunn, datt si ëmmer streng Mesurë gefrot hunn, mee hie wéilt elo, datt d'Commercë sollten zwou Woche weider zoubleiwen. Well wann e wëllt, datt d'Mesurë solle verlängert ginn, heescht dat, datt d'Commercen zwou Wochen zoubleiwen.

Hie seet och, datt et wichteg ass, datt een an d'Schoul geet. E versteet dat och. E seet awer elo, d'Schoule sollten zoubleiwen. Well se gären hätten, datt déi Mesurë sollen zwou weider Woche verlängert ginn.

En huet och gesot, Sport a Kultur wäre wichteg. Och dat géif e verstoen, mee och do sollt elo alles zoubleiwen. Ech froe mech iwwerhaapt och, wat d'Sportlerin, d'Aushängeschëld vun der CSV am Sport, dozou géif soen. Well dat huet all déi Mesuren, déi an der Sportskommissioun iwwert de Sport gesot goufen, fir ganz gutt befonnt.

„De Couvre-feu, dee bréngt näischt", seet d'CSV. Si hunn awer d'Gesetz vum 24. matgestëmmt. Also wéilte se och, datt elo de Couvre-feu dann zwou Woche méi laang op 23.00 Auer sollt sinn.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn e Vote séparé do gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Net op 23.00 Auer, mee op 21.00 Auer. „Loosst dach dat Gesetz!"

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn e Vote séparé do gefrot!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- „Loosst dach dat Gesetz", huet se gesot.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Mir hunn e Vote séparé gefrot op ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Also ass et awer zimmlech ... Jo, ech fanne kee richtegt Wuert fir ze beschreiwen, datt hei de Vertrieder vun der CSV der Regierung virwerft, keng Linn ze hunn. Dann huet en awer och d'Linn vun der CSV net richteg gekuckt, well déi ass och net ze fannen.

An ech wëll dat emol guer net virworfsvoll soen, well et ass ganz schwéier, hei déi riicht Linn ze fannen. Et ass ganz schwéier hei ze soen: „Dat dote sinn d'Mesuren. Déi stëmmen alleguer akribesch openeen. Do ass alles ganz genau mateneen ofgestëmmt. Dat ass dee richtege Wee." Dee richtege Wee hei, dat ass e Wee, deen eng Kéier no lénks an eng Kéier no riets geet. Dofir werft dat net deene vir, déi de Wee hei musse goen an déi och mussen d'Responsabilitéit huelen, fir dee Wee hei ze goen!

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech wéilt hei op dräi Punkten agoen, déi mer besonnesch wichteg bei dëser Diskussioun iwwert dëse Projet de loi erschéngen: eng Kéier den Taux de positivité; den zweete Punkt: d'Hospitalisatiounen; an eng Kéier de Verglach mat eisen Nopeschlänner. Och op dat ass de Vertrieder vun der CSV jo besonnesch agaangen.

Den Taux de positivité - wat dee betrëfft, esou ass de Verglach mat den Zuelen an d'Interpretatioun, déi een dovu mécht, net ëmmer ganz einfach, well ënnerschiddlech vill Leit op Ordonnance respektiv op dem Large-Scale-Testing ënnersicht ginn. Et ass normal, datt den Taux bei de symptomatesche Leit, déi eng Ordonnance froen, méi héich ass wéi beim Large-Scale-Testing, dat ass eng Evidenz.

Fir d'Vakanzewoche mat de Feierdeeg, wou vill manner iwwert de Large-Scale-Testing getest ginn ass, mécht dat logescherweis e besonneschen Ënnerscheed. Trotzdeem gouf et an deene leschte Wochen dank de Mesuren, déi geholl goufen, eng däitlech Verbesserung vun deenen Tauxen.

An deem Dokument vun der Retrospektiv vum 28. Dezember bis den 3. Januar hu mer gewise kritt, datt den Taux de positivité général erofgaangen ass. Um Héichpunkt, Enn Oktober, louch den Taux bei 6,32 %. En ass kontinuéierlech erofgaangen op 3,06 % an der leschter Woch. Dësen Trend besteet souwuel bei den Ordonnancë wéi och beim Large-Scale-Testing.

Et besteet awer, an dat muss een och ganz éierlech soen, de Risiko, datt déi Zuelen elo no der Vakanz erëm an d'Luucht ginn. Dat soll een och net verheemlechen. Dee Risiko besteet, mee nach gëschter hu mer en Taux de positivité gehat vun 1,59 %. D'Tendenz stëmmt also. Een eenzelnen Dag am Verglach mam Taux, dee soss op eng Woch gekuckt gëtt, dee seet zwar net alles aus, dee léisst awer hoffen, datt mer um richtege Wee sinn.

D'Evolutioun vun der Inzidenz - dat ass d'Zuel vun den neie Fäll an enger Populatioun op eng definéiert Period; et soll een dat net verwiessele mat der Prevalenz, wat alleguer d'Fäll sinn an der Populatioun zu engem bestëmmten Zäitpunkt oder iwwer eng gewësse Period -, déi Zuel hëlt och bei all Alterskategorie, mat Ausnam vun deene vu 15 bis 29, of. Si bleift och héich bei deenen iwwer 75. Wat eis Suerge soll maachen. Mee et gesäit ee ganz kloer: Eis Mesurë gräifen!

En zweete Punkt, op deen ech wollt agoen, dat sinn d'Hospitalisatiounen. De 7. Januar hate mer 104 Leit hospitaliséiert, 26 op der Intensivstatioun. D'Zuele ginn och hoffentlech do nach erof. Dat net nëmme fir déi Leit, déi do hospitaliséiert sinn, och fir déi Leit, déi do schaffen.

An der leschter Novemberwoch ware mer bei 219 Leit am Spidol, dovunner 43 op der Intensivstatioun. Also an Zäit vu sechs Woche si mer erofgaangen am Spidol mat enger Zuel vu minus 115 - an op den Intensivstatioune minus 17.

D'Situatioun an eise Spideeler ass nach ëmmer ugespaant - jo, dat muss ee soen -, war awer ni esou alarmant wéi a Frankräich an an der Belsch; zemools Mëtt November. Dofir, léif CSV, hu mir och aner Mesuren hei geholl wéi an eisen Nopeschlänner, an dat op villen Eebenen, an op villen Eebenen och méi streng Mesuren. An och hei kann ee bei den Hospitalisatioune soen: Eis Mesurë gräifen!

Drëttens: de Verglach mat eisen Nopeschlänner. Bis elo ass et och do interessant ze gesinn: Den Tablo 15 op der Säit 9, mengen ech, an d'Analyse vun eise Mesuren an de Mesurë vun den Nopeschlänner. Lëtzebuerg war do immens streng! Lëtzebuerg huet keng Lockerunge gemaach fir Chrëschtdag a fir Silvester, wéi aner Länner dat gemaach hunn.

Lëtzebuerg huet seng Mesuren, trotz Zuelen, déi erofgaange sinn, de 24. Dezember nach eng Kéier verschäerft, fir deen néidege Sputt ze kréien. Op der Skala, déi Der op deem Dokument gesitt, dat ass d'Skala, déi vun 1 bis 100 geet, vum Degré de sévérité - fir déi, déi et net esou mat der franséischer Sprooch hunn heibannen: dat ass deen, dee moosst, wéi streng datt d'Mesurë sinn -, do läit Däitschland liicht iwwer 80, Lëtzebuerg läit liicht ënner 80, Frankräich läit do bei 70 an d'Belsch läit do bei 60. Also am Degré de sévérité, deen ausgerechent gëtt, läit Lëtzebuerg uewen also ganz, ganz no och do, quasi d'selwecht wéi Däitschland.

A wann een do de Verglach nach eng Kéier mécht mat den Nopeschlänner, wat elo vu Mesurë kommen ab dem 11.01., da widderleet dat alles, wat den Här Wiseler hei am Numm vun der CSV gesot huet.

D'Schoulen: Do si mer op enger Linn mat Frankräich a mat der Belsch. Däitschland huet zou bis den 31. Januar. Mee mir sinn op enger Linn mat Frankräich a mat der Belsch.

D'Commercen: Mir sinn op enger Linn do mat der Belsch, genau d'selwecht: ee pro 10 m^2. Frankräich huet souguer d'Geschäfter op. Däitschland huet se zou.

Am Horeca-Beräich si mer op der Linn mat all eisen Nopeschlänner, well iwwerall ass zou.

Couvre-feu: Dat gëtt et a Frankräich. Et gëtt et an der Belsch. An an Däitschland hu se eng Bewegungseinschränkung elo gemaach, wou s de dech dierfs 15 km vun dengem Wunnuert ewechbeweegen.

Beim Besuch si mer méi streng wéi Frankräich. Do dierf ee sechs Persoune bei sech hunn. Mir si bei zwou Persounen. Däitschland an d'Belsch sinn elo bei enger Persoun, mee Däitschland war bis viru Kuerzem nach bei fënnef Persounen, déi ee konnt invitéieren.

Am Homeoffice leie mer op der Linn mat eisen Nopeschlänner. Mir recommandéieren den Homeoffice wéi Frankräich, Däitschland an och da Lëtzebuerg; obligatoresch ass en an der Belsch.

Beim Sport a bei der Kultur, wat jo och oft elo als déi riseg Lockerung hei duergestallt gëtt, do hate mer hei extreem streng Mesuren! Mir ginn elo emol d'Méiglechkeet erëm, lues a lues Sport a Kultur ze maachen ënner ganz strenge Mesuren.

An ech wollt Iech do just soen, déi, déi de Sport e bësse verfollegen, déi gesinn dat jo och: An der Belsch an a Frankräich an an Däitschland, do spille se scho laang Fussball! An do spille se scho laang Basket an Handball a Volleyball! Do ass de Championnat guer net gestoppt ginn! Do leeft dat vu September un an der Bundesliga riicht weider a vun der Ligue 1 vum August u riicht weider, ouni opzehalen.

Hei zu Lëtzebuerg huet de Fussball den 22. November opgehalen, an de Basket Enn Oktober. Just fir déi zwee ze nennen, an déi aner jo och alleguerten. Also domadder elo ze soen, mir géifen hei eppes Onméigleches maachen, wat total aus der Rei wär a wat vill manner streng wär wéi eis Nopeschlänner, mee dann hutt Der net gekuckt, wat an den Nopeschlänner leeft, Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV!

(Interruption)

Ech soen och dem RTL Merci, datt se virun e puer Deeg - gëschter, virgëschter, ech weess et net méi genau - mat engem Tablo visualiséiert hunn, wéi mer par rapport zu eisen Nopeschlänner stinn. Kuckt dat emol eng Kéier! Kuckt dat emol eng Kéier genau! Do gesäit ee ganz gutt, datt mir am Einklang do mat eisen Nopeschlänner sinn. Do, wou mer et net waren, ware mer vill méi streng! Just fir dat nach eng Kéier ze widderhuelen.

Eis Nopeschlänner hunn och elo eng Teststrategie, déi vill méi spéit komm ass wéi déi, déi mir hei hunn, an déi och vill manner extensiv ass. Och do si mer Leader, ganz kloer.

Wat sinn dann elo déi nei Mesuren? Ech hu virun e puer Deeg eng Grafik gesinn, wou Lëtzebuerg als eenzegt Land an Europa net an engem Lockdown wär. Alleguer ware se rout gezeechent, just ee klenge wäisse Punkt, Lëtzebuerg, war do gezeechent. Dat ass net richteg! Well wann een d'Mesuren ab dem 11.01. elo vergläicht, an ech hunn dat jo virdru gemaach, da gesäit een, datt déi Grafik do net ka stëmmen. Oder et muss een eng Kéier Lockdown nei definéieren!

(Interruption)

Et muss een dann eng Kéier nei definéieren. Mee mir hunn op alle Fall déi selwecht Mesuren, am groussen Deel, wéi eis Nopeschlänner.

Et ass also net richteg, datt zu Lëtzebuerg elo, am Géigesaz zu eisen Nopeschlänner, grouss Lockerunge géife kommen. An haalt och op, de Leit dat ze soen, well et ass net wouer! Déi aner Länner kommen elo emol esou lues an dee Beräich vum Degré de sévérité, dee Lëtzebuerg och huet.

D'Mesurë bleiwe streng hei zu Lëtzebuerg, ganz streng. Jo, a wéi ech dat schonn e puermol hei gesot hunn, si sinn och, wann een dat akribesch punktuell matenee vergläicht, op verschiddene Plazen net kohärent. Jo. Ech soen dat nach eng Kéier, ech hunn et scho gesot. Well eng absolutt Kohärenz bei all deene ville Mesuren an deene villen Domänen einfach net méiglech ass. Et ass net méiglech, fir dat alles mateneen esou ze kombinéieren. Dofir gëtt et Inkohärenzen, mee déi awer iergendwou am grousse Ganze Sënn maachen.

D'Commercë ginn elo ënner strenge Mesuren erëm op. Och hei, pour rappel: Hei hänken och Existenzen drun! Et dierf een dat och net vergiessen! Och am Horeca-Beräich - jo, ech weess dat - hänken Existenzen drun. Mee do ass - an dat hu verschidden Etüde jo och elo ganz kloer gewisen, wann een d'Mask aushuet, an dat muss een an deenen Etablissementer maachen - et evident, datt do d'Ustiechungsgefor vill méi héich ass.

Duerfir si mer hei an enger virsiichteger Approche, zemools well mer d'Auswierkunge vu Chrëschtdag a vun Neijoerschdag nach net genau kennen. A jo, an ech plädéieren hei nach eng Kéier derfir, datt mer dem Beräich vum Horeca musse wierklech déi néideg Hëllefen zur Verfügung stellen. A wann et muss sinn, musse mer och do nach eng Kéier d'Hëllefen ausweiden! Mir mussen deene Leit och d'Liquiditéite ginn, déi se brauchen, fir kënnen hir Paien an hir Fraisen ze bezuelen! Dat ass ganz wichteg. Déi gi wierklech um Zännfleesch. Do musse mer wierklech deene Leit hëllefen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An der Kultur an am Sport gi mer eis e klengt Stéck Normalitéit erëm. Och hei hänken Existenzen drun. Ech hunn et virdru gesot: An eisen Nopeschlänner gëtt scho säit Laangem erëm Fussball, Basket, Volleyball an Handball gespillt.

Do passe mer eis elo ënner ganz strenge Konditiounen dem Ausland emol esou lues un! D'Championnater fänken och, et dierf een dat och net vergiessen, eréischt am Februar erëm un. Mee fir datt se kënnen ufänken, musse se awer och kënnen trainéieren. Duerfir maache mer déi Ëffnungen hei och am Sport, a gradesou gutt och an der Kultur. Och do muss ee prouwen, fir kënnen e Spektakel ze maachen. Och dat ass e Bäitrag fir méi mental Gesondheet!

D'Schoule ginn erëm op! Jo, ech ka verstoen, datt een hei gedeelter Meenung ka sinn. Jo. Mee de Bildungsoptrag, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir eis awer ee vun deene wichtegsten, dee mer hunn. Mir dierfen d'Bildungschancë vun de Kanner net op d'Spill setzen!

Da schwätzt emol mat de Kanner a mat den Enseignanten! Si freeë sech fir an d'Schoul a si brauchen dat och! Si brauchen och déi Kontakter. D'Kanner léieren dorunner, d'Kanner wuessen dorunner. An de Risiko besteet reell, datt d'Schéier tëschent deenen, déi nokommen, an deenen, déi Schwieregkeeten an der Schoul hunn, ëmmer méi grouss gëtt. Dat gëllt et partout ze evitéieren! Hei soll een all Virsiichtsmoossnamen treffen, e Maximum u Sécherheet ginn. Mee et ass wichteg, datt d'Schoulen erëm opginn, an dat fir eis Kanner.

Mee mir behalen hei awer, fir Partyen ze evitéieren, och eng Ausgangsspär bäi. Si geet vun 21.00 op 23.00 Auer erop. Mir behalen eng Limitatioun vum Besuch vun zwee Leit bäi. Mir behalen e Verbuet vum Alkoholkonsum op den ëffentleche Plaze bäi. A mir behale weider streng Reegele beim Rassemblement.

Déi kleng Remaniementer oder Verbesserungen oder Adaptatiounen, wéi Der se och wëllt nennen, déi mer elo maachen, ergi sech aus eisen Zuelen. Mir kucken natierlech, wat eis Nopeschlänner maachen. Et ass awer normal, datt den Zäitpunkt, wéini mir hei zu Lëtzebuerg wat fir eng Mesuren a Kraaft setzen, sech un éischter Stell no de reellen Entwécklunge bei eis am Land riicht. Dat ass jo awer normal! Mir kucke jo do net, wéi d'Zuele vun de Spidolsbetter a Frankräich oder an Däitschland oder an der Belsch sinn. Mir kucken, wéi eis hei sinn! An da kënne mer och eis Mesuren adaptéieren.

An dank enger gudder Teststrategie an engem enke Monitoring kenne mer déi Entwécklung am Verglach mat eisen Nopeschlänner och ganz gutt. Déi nei Mesuren erlaben eis, ënner strenge Konditiounen e liichte Retour zum normale Liewen. Dee Wee, deen ass nach net eriwwer, mee de Vaccin wäert eis hëllefen an d'Gedold, d'Gedold och. Och wann déi lues a lues zu Enn geet.

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. Da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Pandemie méi laang unhält, wat d'Geeschter sech méi scheeden a wat verschidde Stëmmen heibannen och méi haart ginn, wann et ëm d'Moossname geet. Dat hu mer elo erlieft.

Ech hunn net den Här Engel gemengt, mee den éischte Riedner nom Rapporter, deen eng relativ haart Stëmm hat, mee dat ass awer och ganz legitimm. Et gesäit ee just, datt awer eng gewëssen Opreegung entsteet.

Op där enger Säit stinn d'Unhänger vu verschiddene Virologen, déi am System Virus-Mënsch op de Virus kucken an de Mënsch als soziaalt Wiese vergiessen a mengen, et kéint een aus de Bierger déi perfekt Pandemiebierger maachen, déi am Numm vum Gesondheetsschutz bereet sinn, laangfristeg op hir Grondrechter a Fräiheeten ze verzichten.

Bedréckend ass hei virun allem d'Virstellung, d'Fräiheete kéinten ënnert dem Deckmantel vun enger Null-Risiko-Politik dauerhaft beschnidde ginn a kee Mënsch géif sech dogéint wieren, oder et géif ee se souguer begréissen.

Dat mécht engem Angscht. Angscht mécht engem awer op där anerer Säit och d'Stréimung vun de Coronaschéiriedner, de Coronagéigner an de Querdenker, déi d'Gefor vum Virus am Numm vun der absolutter Fräiheet erofspillen oder d'Gefor vun der Pandemie konsequent leegnen. Dës Gruppe fonctionéieren änlech wéi d'Leegner vun der Klimakris, déi all Erkenntnis vun der Wëssenschaft verweigeren a mat hirer onverantwortlecher Haltung vill Schued uriichten.

Den Donald Trump huet op se gelauschtert, an d'AFD an Däitschland och. Zum Gléck komme béid geféierlech Extreemer fir eis Regierung net a Fro, onofhängeg dervun, wéi d'Situatioun sech entwéckelt. Dat ass den éischte positive Punkt, deen ech wéilt ervirsträichen. E bezitt sech op déi generell Ausriichtung vun der Lëtzebuerger Coronastrategie, déi scho laang unhält an déi um Respekt vun demokratesche Grondwäerter a vun der Mënschewierd berout a sech viraussiichtlech an enger Laangzäitstrategie wäert nidderschloen.

Deen zweete positive Punkt bezitt sech da méi speziell op dëse Projet de loi. Et ass deen, datt d'Regierung sech méi wéi jee mat där wichteger Fro auserneesetzt, wivill psychesche Schued een eiser Gesellschaft zoumudde kann, fir se virun der Pandemie ze schützen. Datt dee Schued ëmmer méi offensichtlech gëtt, weist sech an deem, wat een aus Dokteschkreesser gewuer gëtt, och vum Collège médical a vun de Psychiateren an de Spideeler, mee och an enger ganzer Rei nationalen an internationale Etüde kann een eppes doriwwer liesen.

Dëse Schued besteet aus Angscht- a Schlofstéierungen, aus Depressiounen a Suicidegedanken an donieft aus engem gesteigerte Suchtverhalen, wat sech schonn eleng an den onerwaart héije Recetten iwwert d'Akzisen um Alkohol zréckspigelt. Wann een dat weess, da geet et net drëms, déi betraffe Leit moralesch ze jugéieren, da muss een de Problemer an d'Ae kucken an d'Schied un eiser Gesellschaft grad esou berécksiichtege wéi d'Infektiounsraten an déi wirtschaftlech Verloschter.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer da méi speziell bei déi Mënsche kommen, déi besonnesch staark ënnert der Pandemie leiden, dann denke mer natierlech direkt un déi elengliewend eeler Leit an aner vulnerabel Persounen, déi besonnesch geschützt musse ginn, souwuel kierperlech wéi och mental.

Betraff sinn awer och ganz vill Jonker an iwwer si ass bis haut net esou oft geschwat ginn. Virun allem déi jonk Mënschen, déi, bedéngt duerch déi héich Wunnpräisser, an enger Een-Zëmmer-Wunneng wunnen, mee net do liewen, sinn domat gemengt. Virun der Pandemie huet hiert eigentlecht Liewe sech an de Veräiner, de Kinoen, den Theateren, de Concerten, de Fitnesszenteren, de Restauranten an de Bistroen ofgespillt oder ganz einfach beim onageschränkten Zesummekomme mat Frëndinnen a Frënn. Wat méi zou ass a wat méi verbueden ass, wat de Risiko méi grouss gëtt, datt dës Mënsche vun den eegene véier Wänn erdréckt ginn, net just duerch de Mangel un Interaktioune mat aneren, mee och duerch de Mangel u Liewen am Sënn vum Wuert.

Och dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, muss an d'Ofweiungen afléissen, wa Coronamoossnamen definéiert ginn. An et ass genee dat, wat mat dësem Projet de loi gemaach gëtt. Dat heescht net, datt d'Lackerungen ze wäit ginn, et ass schonn e puermol ënnerstrach gi vu menge Virriedner, vum Georges Engel nach grad - en huet Länner matenee verglach a genee gewisen, datt mir ganz streng sinn, och an der aktueller Situatioun an och mat dësem Projet de loi. An dat wëll ech nach eng Kéier däitlech ënnersträichen.

Et heescht awer, datt déi gesellschaftlech Dimensioun an dësem Projet de loi méi zum Droe kënnt an intelligent gereegelt gëtt. Wat déi konkreet Dispositiounen ugeet, gesi mir eigentlech en duebele Fortschrëtt, schonn eleng par rapport zum aktuelle Gesetz, wat jo dann e Méindeg ofleeft.

Deen éischte Fortschrëtt ass deen, datt sämtlech Aktivitéiten, déi zu engem erfëllte Liewe gehéieren an e Bedierfnes vun all Mënsch sinn, esou wäit wéi méiglech erlaabt ginn, ouni datt de Schutz virum Virus ze kuerz kënnt. An och wa weiderhin nëmmen zwee Leit aus engem Stot bei en anere Stot op Besuch däerfe goen an d'Kontakter generell extreem limitéiert bleiwen, nach méi wéi an anere Länner, esou gëtt den Isolement vun elengliewende Mënschen op déi Manéier awer weiderhi verhënnert.

Deen zweete Fortschrëtt, dee mer an dësem Projet de loi gesinn, ass deen, datt méi Kohärenz geschafe gëtt op ville Pläng. Esou zum Beispill bei den essenzielle Produiten, wéi se genannt ginn, wou vill Bierger sech an der Lescht awer dach Froe gestallt hunn, well essenziell ass nach laang net dat selwecht fir deen ee wéi fir deen aneren. E konkreet Beispill ass dat, datt d'Fëmmerten hir Zigarette konnte kafen als essenziellt Konsummëttel, wärend Elteren hire Kanner keng Schong méi konnte kafen, wann d'Schong ze kleng gi sinn. D'Fro ass hei, wien déi gréisste Lobby hanner sech huet. Dat just fir ze weisen, datt et an der Logik, mee och an der Kohärenz dach awer e wéineg gequiitscht huet. An dofir si mir frou, datt all d'Commercen nees ënner strenge Bedéngunge kënnen opmaachen.

En anert Beispill, wat wéinst der Inkohärenz fir zimmlech vill Onrou gesuergt huet, ass dat vun den Theateren a Kinoen, déi anescht behandelt gi si wéi d'Kierchen, trotz identesche sanitäre Konzepter. Datt dës zwee Kulturhaiser elo gläichberechtegt behandelt ginn an opginn, ass e wichtege Schrëtt fir de Kultursecteur a schaaft ...

(Interruption par M. Marc Goergen)

... genee déi Kohärenz, déi mir am Ufank vermësst hunn. Och wann een eppes stëmmt, dann däerf een awer och emol e kriteschen Toun lassginn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Mee Dir hutt et gestëmmt, Dir hutt de Leit et octroyéiert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Oder ass dat enger Demokratie net wierdeg?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Da reegt lech dach elo net op!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hunn dat deemools erkläert, datt ech dat net gutt fannen. Generell ...

(Brouhaha)

... hunn ech awer d'Gesetz gestëmmt, well et an déi richteg Richtung gaangen ass. An dozou sti mir als Gréng och nach haut. Dës Decisioun, fir d'Haiser opzemaachen, huet awer och eng symbolesch Bedeitung an enger opgekläerter Demokratie, an där d'Kultur e Grondrecht ass, och wann anerer dat anescht gesinn. A wien dat ass, dat fannt der an der Mediathéik vum 100,7.

Datt Lëtzebuerg dat lescht Land ass, wat d'Theateren an d'Kinoen zougemaach huet an dat Éischt, wat se nees opmécht, ënnersträicht iwwregens d'Bedeitung, déi der Kultur zu Lëtzebuerg zeguttkënnt.

Dir Dammen an Dir Hären, en anert Grondrecht, wat mat dësem Projet de loi nees méi zum Droe kënnt, ass dat vun der Beweegung an deem Sënn, datt den organiséierte Sport sech net méi just op den Elittesport muss limitéieren. Ech schwätze vun der Beweegung an de Sportveräiner, déi net nëmmen eng wichteg gesondheetserhalend Funktioun hunn, se stellen och e staarke Pilier vum sozialen Zesummenhalt ...

(Signal sonore d'un portable)

... a vun der Inklusioun duer.

Ech maachen eng Paus. Et geet en Handy heibannen.

Merci. En huet et opginn.

Fir vill Kanner, Dir Dammen an Dir Hären, sinn d'Veräiner souguer eppes wéi eng zweet Famill mat wichtege Bezuchspersounen, emol onofhängeg dovun, datt d'Kanner d'Beweegung brauchen, esou néideg wéi d'Loft fir ze ootmen. An och wann déi organiséiert Sportaarten noutgedrongen u streng Reegele gebonne ginn a puncto Gruppegréisst a Flächen, esou ass et dach awer e grousse Plus fir eis Gesellschaft, datt d'Veräiner iwwerhaapt nees kënne fonctionéieren. Un de Sportler, den Trainer an de Verantwortleche vun de Veräiner ass et allerdéngs, fir hir Verantwortung ze iwwerhuelen an net nom Motto „Mir si jo ënner eis" d'Verantwortung un anerer ofzeginn. Datt ee selwer manner ustiechend ass wéi den Noper oder déi aner Ekipp, huet de Virus jiddefalls nach net kapéiert. Dofir gëllt et an deem breetgefächerte Beräich vum Sport, mee och an allen anere Beräicher ...

(Brouhaha)

... an Aktivitéiten, déi net permanent kontrolléiert kënne ginn, Eegeverantwortung ze iwwerhuelen.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

An net ze mengen, de Staat eleng kéint alles riichten. Dozou gehéiert natierlech, datt d'Reegele respektéiert ginn an net kreativ ëmgaange ginn. Dozou gehéiert awer och, datt déi aktiv Membere vun de Veräiner sech reegelméisseg teste loossen, esou wéi déi Kulturschafend an och scho vill Sportler dat fräiwëlleg an hirem Secteur elo scho maachen. Geschitt dat net, dann ass déi léifgewonne Fräiheet nees séier verspillt.

Dat selwecht gëllt fir de Privatberäich, wou de Virus sech net anescht verhält wéi am ëffentleche Raum a wou eng pubertär Logik ganz séier fatal Konsequenzen huet.

Ech kommen da bei d'Schoulen, déi hei scho vill kommentéiert gi sinn a bei de Secteur vun der nonformaler Bildung, wou d'Politik op en Neits mat der schwiereger Fro konfrontéiert ass, wéi eng Zort vun Normalitéit mer eis momentan iwwerhaapt kënne leeschten a wéi eng net.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann et eppes gëtt, wat d'Joer 2020 gepräägt huet, dann ass et déi ongewéinlech Tatsaach, datt d'Kanner wochelaang net an d'Schoul gaange sinn oder, besser gesot, net an d'Schoul konnte goen. Fir vill Mënsche war dat dee gréissten Aschnëtt an den Alldag, well d'Schléissung vun de Schoule betrëfft jo net nëmmen d'Schüler, se betrëfft och d'Elteren, oft Elengerzéier, an d'Léierpersonal, a se betrëfft den Aarbechtsmaart an d'Betriber, vu datt vill beruffstäteg Eltere sech an deem Fall derzou entscheeden, bei de Kanner ze bleiwen, wat fir d'Kanner virdeelhaft ass, fir d'Aarbechtswelt awer manner.

An da si mer scho bei der Diskussioun, déi momentan net nëmmen zu Lëtzebuerg gefouert gëtt, mee a ville Länner, a ganz kontrovers. Et ass eebe grad déi, ob d'Schoulen och an dësen Zäite vun der Pandemie, mat héijen oder manner héijen Zuelen, sollen opmaachen oder aus sanitärer Virsiicht sollen zoubleiwen. Mat alle Konsequenzen natierlech, déi dat haaptsächlech fir d'Kanner selwer mat sech bréngt, mee och fir déi aner, déi dervu betraff sinn. Egal, wat mer decidéieren, iergendeen ass ëmmer onzefridden. Dat mierkt ee schonn hei an der Chamber, wou d'Meenunge mëttlerweil ausernee ginn, wärend mer am Ufank vun der Pandemie op enger Linn louchen, mat Ausnam vun enger politescher Sensibilitéit. Dat war am Kader vun enger Heure d'actualité, déi mer am Mee haten, wou mer praktesch unanime fir d'Opmaache vun de Schoulen a vun de Betreiungsstrukture plädéiert hunn. Haut gesäit et anescht aus.

Änlech kontrovers verleeft d'Diskussioun och an Däitschland a méi speziell a Baden-Württemberg, wou d'CDU drop pocht, datt d'Schoulen esou séier wéi méiglech sollen opmaachen. Ech nennen de Friedrich Merz an d'Kultusministerin Susanne Eisenmann: Si sinn der Meenung, datt de Schued an der Bildung vun de Kanner eemol ze grouss ass, wann d'Schoulen zoubleiwen.

D'SPD hirersäits ass der Meenung, datt se sollen zoubleiwen. An déi däitsch Gréng sinn éischter op der Linn vun der CSV, dat kënnt och emol vir, vun der CDU, pardon, ...

(Interruptions et hilarité)

... dat war e Lapsus. De Freud, dee laacht driwwer.

(Interruption)

Ech widderhuelen et: Déi däitsch Gréng sinn éischter op der Linn vun der CDU a plädéieren derfir, datt zumindest d'Grondschoulen an d'Betreiungsstrukturen opginn.

Wat elo déi gréng Fraktioun zu Lëtzebuerg ugeet, esou bleiwe mir bei deem, wat mer schonn am Mee op dëser Plaz gesot hunn an ënnerstëtzen d'Opmaache vum gesamte Bildungssecteur och an der aktueller Situatioun. Net just, well zoue Schoule massive Schued an der Bildung vun de Kanner hannerloossen an d'Bildungsschéier aus deenen oft genannte Grënn nach wuessen dinn - ech mengen net, datt een do nach eng Kéier muss drop agoen, well déi Grënn si bekannt -, mir ënnerstëtzen dës Decisioun awer och, well d'Schoul eng zentral Roll an der Entwécklung vun der Perséinlechkeet a vun der Identitéit vun de Kanner spillt.

Datt keng seriö Konzepter en place sinn, loossen ech dach awer net gëllen. Och wa verschidde Problemer sech um Terrain stellen, si mir der Meenung, datt souwuel d'Schoulpersonal wéi och d'Maisonrelais-Personal an all aner Träger vun de Betreiungsstrukturen hiert Bescht maachen a ganz responsabel mat der Situatioun ëmginn. A wat ech am Claude Wiseler sengen Aussoe vermësst hunn, dat ass d'Roll vun de Gemengen, déi och an där heiter Fro eng ganz wichteg Roll spillen.

Eng änlech Meenung vertrieden och d'Kanner- an d'Jugendpsychiateren. Se betoune reegelméisseg, datt de Schoulalldag extreem wichteg ass, fir déi mental Gesondheet vun de Kanner ze schützen an d'Kanner staark ze maache fir d'Zukunft. Net, well d'Kanner doheem schlecht encadréiert wieren, mee ganz einfach well d'Kanner Kontakt zu anere Kanner an zu aneren Erwuessene brauchen, fir sech gesond an equilibréiert ze entwéckelen. An donieft ass et och vum pedagogesche Standpunkt hier kontraproduktiv, wann d'Eltereroll mat der Roll vum professionelle Schoulpersonal vermëscht gëtt. An och dat ass längst gewosst.

Wichteg ass an dësen Zäiten awer och d'Erkenntnis, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Kanner eigentlech méi flexibel si wéi déi Erwuessen a séier léieren, sech op eng nei Situatioun anzestellen. Dat léiere se wärend der Pandemie och an de Schoulen. Do léiere se donieft, datt d'Aktivitéiten, déi an der Pandemie net machbar sinn, duerch anerer kompenséiert kënne ginn. Wat awer net kompenséiert ka ginn, ass, wa Kanner den Uschloss verpassen a grad a Krisenzäite wichteg Bezuchspersounen net méi ronderëm sech hunn, wuel wëssend, datt den tëschemënschleche Kontakt net duerch e Bildschierm ze ersetzen ass.

Fir eis ass dat e weidert Argument, fir de Schoulsecteur nees opzemaachen an d'Kanner nees mat hiren Uspriechpartner a Bezuchspersounen an der Schoul zesummenzebréngen. Sollt sech dann erausstellen, datt déi geplangten Teststrategie an de Schoulen hir Friichten dréit an d'Infektiounen nohalteg reduzéiert, dann dierft nees Rou an dës Diskussioun kommen. An dann hoffe mir, datt de Konsens sech nees fënnt, datt de Bildungssecteur als ee vun de wichtegste Piliere vun eiser Gesellschaft seng Dieren net méi soll zoumaachen.

Méi Rou a méi Sécherheet am gesamte Secteur versprieche mir eis natierlech och duerch d'Impfungen. Allerdéngs bleift nach ze klären, wéi et vum Zäitpunkt hier fir déi eenzel Beruffsgruppen ausgesäit a wéini mer genuch Impfstoff hunn, fir d'Schoul- an d'Betreiungspersonal flächendeckend ze impfen, wuel wëssend, datt nach keen Impfstoff fir Kanner oder Jonker ënner 16 Joer existéiert.

Eng wichteg Konditioun ass natierlech, datt d'Impfbereetschaft vum Personal grouss ass an datt déi Etapp och vun der Kommunikatioun hier schonn elo gutt preparéiert gëtt. Dat selwecht zielt natierlech och fir aner Secteuren, déi vun der Pandemie betraff sinn, alle virop den Horeca-Secteur, wou d'Salariéen zu deene Beruffsgruppe gehéieren, déi am meeschte gefäerdet sinn a fir déi d'Impfung e grousse Schutz wäert bedeiten. An der Hoffnung natierlech, datt och dëse Secteur nees an dréchen Dicher kënnt doduerch, datt en natierlech vum Staat ënnerstëtzt gëtt, datt net vill Leit hir Aarbecht verléieren oder besser keen, an datt d'Entwécklung vun den Infektiounszuelen eebe grad duerch eis streng Mesurë mëttelfristeg eng Ouvertür vun de Lokaler zouléisst.

Här President, well mer duerch déi verschidde Mutatioune vum Virus mat neie Risike konfrontéiert sinn, ass de Kampf géint d'Pandemie ganz sécher nach net gewonnen. Mir däerfen d'Gesellschaft awer net opginn, woumat ech d'Liewen an der Gesellschaft mengen. Ëmsou méi wichteg ass et, déi politesch Kräften ze bündelen, amplaz se ze spalten, an alles drunzesetzen, fir weider Schied un der Gesellschaft ze verhënneren.

An da musse mer eis eemol méi bewosst ginn, datt d'Normen an d'Reegelen hir Autoritéit verléieren, wa se ze oft geännert ginn. An deem Sënn hoffe mer staark, datt d'Richtung, déi mir mat dësem Projet de loi aschloen, sech nohalteg bewäert.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Här Mars Di Bartolomeo fir d'x-ten, x-ten, x-te Kéier Merci fir säi gudde Rapport.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Lorsché. An als nächsten ageschriwwene Riedner huet den honorabelen Här Jeff Engelen d'Wuert. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken, erlaabt mer, dem Här Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, en häerzleche Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir all huelen zur Kenntnis, datt d'Situatioun an d'Zuelen ëm de Covid-19-Virus weiderhin net gutt sinn. D'Situatioun am Gesondheets- a Fleegeberäich bleift weiderhin ugespaant. Als Gesellschaft hu mer eng kollektiv Verflichtung, deene ville Covidkranken en optimale medezinneschen Encadrement ze garantéieren. Dobäi musse mer och d'Wuel vun eisem medezinneschen a paramedezinnesche Personal am A behalen. Dës Leit maachen zanter Méint eng schwéier, awer onverzichtbar Aarbecht, an dat dacks bis un d'Belaaschtungsgrenz. Et ass also och eis Verantwortung, dës Mënschen esou gutt wéi méiglech virun enger Iwwerbelaaschtung ze schützen.

Gläichzäiteg si mir awer als Politik an der Verantwortung, trotz dem Virus eist Land weiderhi fonctionéieren ze loossen.

D'Leit musse weiderhin hir Existenz kënnen ofsécheren, eis Kanner a Jugendlecher musse weiderhi kënnen hire Bildungswee goen a mir musse weiderhin e besonnescht A op eis krank, schwaach an isoléiert Matbierger hunn. Aus all deem ergëtt sech, datt d'Politik op eng verstänneg Manéier ofweie muss, wéi grav d'sanitär Aschneidungen an dat gesellschaftlecht Liewen däerfe sinn. Dës Aschneidunge sinn nëmmen da gerechtfäerdegt, wa si sënnvoll, kohärent an novollzéibar sinn.

Erlaabt mer, genee hei unzesetzen mat engem weesentleche Kritikpunkt un der aktueller Krisegestioun vun der Regierung. Als ADR stelle mer elo schonn zanter Wochen a Méint fest, datt ee Gesamtkonzept vëlleg feelt. Periodesch gi legislativ Änneruge virgeholl. Et gëtt gebastelt an ugepasst, ouni datt sech doraus fir de Bierger eng novollzéibar sanitär Strategie erkenne léisst. Wat ech a menger leschter Interventioun zum Covidgesetz hei gesot hunn, ass méi aktuell wéi jee: Mir loosse ganz

Aarbechts- a Gesellschaftsberäicher ouni sanitär Logik ausbludden.

D'ADR verlaangt dowéinst, datt laangfristeg previsibel Moossname geholl solle ginn, déi et de Leit géifen erlaben, sech beschtméiglech virun Ustiechungen ze schützen an déi et hinnen och erlaaben, an den Entreprisë sech an deem Sënn ze organiséieren. D'ADR kritiséiert, datt d'Regierung all puer Wochen nei Reegelungen erfënnt, déi vun där ganzer Gesellschaft permanent Ustrengunge verlaangen, fir sech grad der aktueller Laun vun der Regierung unzepassen. Besonnesch fir d'Entreprisen an d'Schoule féiert dat zu ëmmer neie Belaaschtungen. Déi flagrant Inkohärenze bei de Moossname vun der Regierung an déi permanent Ännerunge vun de Reegelen ënnergruewen d'Vertraue vun ëmmer méi Bierger an d'Politik.

Et gëtt einfach emol esou eng Spärstonn, wéi mer se zanter dem Krich net méi haten, agefouert. Dëst geschitt ouni iwwerzeegend Argumentatioun, wat déi sanitär Logik ugeet. An den Här Aarbechtsminister huet sech dann esouguer och nach erausgeholl, op de symbolesche Charakter vun dëser Ausgangsspär ze verweisen.

Als ADR si mir der Meenung, datt déi eenzeg Symbolik an dëser Mesure ass, datt mer feststellen, datt d'Ausgangsspär ee Symbol vu Mësstraue vun der Regierung géintiwwer der eegener Bevëlkerung ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Dat ass en trauregt Zeechen. Dobäi kënnt dat inkohärent Hin- an Hiergespills, wat d'Zäite vun der Ausgangsspär ugeet. Vun 23.00 Auer gëtt se erofgesat op 21.00 Auer, well et der Regierung grad esou gefält, a well se sech dann d'Moyenne geholl huet tëschent der Belsch a Frankräich. An elo gëtt se erëm eropgesat op 23.00 Auer. Hei mécht d'Regierung reng Navigation à vue an enger Situatioun, wou Viraussiicht net nëmme méiglech, mee batter noutwendeg wär.

Et kann een de Bierger et sécherlech net béis huelen, wa si d'Vertrauen an d'Politik verléieren. Am Hiersch vum leschte Joer hat eise Premier op eng ganz emotional Manéier derfir plädéiert, datt d'Bierger sech iwwer Allerhellegen dach wannechgelift um Rimm rappe sollten, fir datt Chrëschtdag d'Méiglechkeet vu sozialer Normalitéit erëm géif bestoen.

Hei muss ech emol eng Lanz brieche fir d'Bierger vum Land. Si hu sech um Rimm gerappt. Si hunn op déi noutwendeg sozial Kontakter verzicht an eng grouss Eegeverantwortung gewisen. An dach si se Chrëschtdag haart bestrooft ginn a mat deene selwechte Floskele vertréischt gi wéi Allerhellegen. Et gouf net emol, esou wéi dat am laizistesche Frankräich de Fall war, eng Ausnam op Hellegowend oder Chrëschtdag.

Et kann ee sech dem Gedanke bal net verwieren, datt d'Regierung mat Freed an d'Privatliewe vun de Leit agräift. Och hei hu mer et mat engem nervösen Hin an Hier ze dinn, wou d'Logik am Donkele bleift. Als ADR bleiwe mir der Meenung, datt d'Beweegungsfräiheet vun der Regierungspolitik aus dem private Raum muss ausgeschloss bleiwen. Mat der Kris ass awer elo definitiv eng Grenz iwwerschratt ginn - e politesch gefäierlecht Spill!

Dëst ass ëmsou méi onverständlech, well d'Beweegungsfräiheet vun der Regierung, wou se wierklech kéint aktiv sinn a sënnvoll Mesurë kéint huelen, total feelt. Éischtens: Wou bleiwen déi kredibel Konzepter am ëffentlechen Transport, wou d'Leit zum Deel wéi an enger Sardinnebéchs openeesëtzen? Zweetens: Wou bleiwen déi kredibel Konzepter am Beräich vun de Schoulen an an de Bildungsariichtungen? An drëttens: Wou bleiwen déi kredibel Konzepter an den Alters- a Fleegeheemer?

D'Familljeministesch war wärend der ganzer Kris „la grande absente". D'Verbänn vun de Fleegeariichtunge sinn an hirer Verzweiflung esouguer selwer higaangen an hu Konzepter ausgeschafft, déi si dann dem Ministère ënnerbreet hunn. Hätt et net missen ëmgekéiert sinn? Dat ass en Hon! Grad do, wou schwaach, eeler a leider dacks och sozial isoléiert Leit sinn, vulnerabel Persounen also, do feelt et vëlleg un engem Konzept.

Wann et awer drëms geet, de Familljen, déi mat hire Kanner um oppene Feld mam Schlitt fueren, Protokoller ze schreiwen, do feelt et net u Presenz vusäite vun der ëffentlecher Hand. Wéi soll een dat dobaussen de Leit erklären?

D'ADR kann net akzeptéieren, datt et hei am Land zu deelweis absurde repressive Moossname kënnt an op där anerer Säit hu mer da vill Leit, déi an der Vakanz am Ausland sinn, déi sech net mussen änlech repressive Moossnamen aussetzen.

Wat mer schonn an der Vergaangenheet net akzeptéiere konnten an haut nach vill manner, ass d'Zoubleiwe vum Horeca-Secteur. Wat hei passéiert, ass einfach schlëmm. Op där enger Säit waren zu de Feierdeeg um Enn vum Joer déi grouss Butteker an de Galerien schwaarz vu Leit, déi sech unenee gedruddelt hunn, an op där anerer Säit gouf et null Unhaltspunkte fir d'Ustiechungsgefor am Horeca-Beräich. Hei fiert dës Regierung stur weider, wéi mer elo haut gesinn. An d'Existenz vun deene ville Leit, déi an deem Beräich schaffen, gëtt widdert d'Mauer gefuer. Net wéineg Leit am Horeca-Secteur si verzweifelt. Si wëssen net, ob si nach dëst Joer eng ofgeséchert Existenz hunn. Stellt lech emol vir, wat dat existenziell, awer och psychesch fir déi Leit bedeit! Net ëmsoss geet d'Zuel vun de psychesche Krankheeten an d'Luucht. Existenze gi futtigemaach ouni all sanitär Logik. Wéi wëllt Dir dat de Leit erklären? Et ass net ze erklären! An duerfir ass d'Roserei an de Frust an deem Secteur berechtegt. Hei gëtt a Covidzäite Politik géint d'Leit gemaach, anstatt se matzehuelen, wat wichteg ass.

Do ass Vertrauen e wichtegt Stéchwuert. Mir meeschteren dës Kris nëmmen zesumme mat de Leit. Dat gëllt och am Hibléck op déi vill Independanten a Leit, déi sech mam Bedreiwe vu klenge Commercen hiert Iwwerliewe sécheren. Et gouf deemools beim éischte Lockdown scho keng sanitär Logik, d'Grande-surfacen opzeloossen an déi kleng Geschäfter zouzemaachen. An et gëtt haut och nach keng Logik fir déi Decisioun deemools.

D'ADR verlaangt duerfir, datt de Commerçante méi Vertrauen entgéintbruecht gëtt, an datt si eegeverantwortlech, am Kader vun den allgemenge Sécherheetsreeglungen, e sanitäert Konzept fir hiert Geschäft kënnen decidéieren.

Déi nei Restriktioune fir de Commerce, déi d'Regierung elo wëllt aféieren, maachen et de Geschäftsleit ganz schwéier, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Et muss dowéinst séchergestallt sinn, datt de Chômage partiel weiderhi voll zur Geltung kënnt an datt d'Entreprisë esou vill wéi méiglech gehollef kréien. D'ADR erënnert un hir Propositioun, fir de Chômage partiel bis zu engem gewëssene Plaffong op 100 % ze hiewen an d'Hëllefe fir d'Entreprisë bedeitend an d'Luucht ze setzen. Et huet mech gefreet, wéi mer elo an d'Chamber gefuer sinn, hunn ech eppes um Radio héieren, dat an déi Richtung geet. Mir musse elo emol ofwaarden, wat am Gesetz genau steet.

Wann d'Regierung aus politescher Konzeptlosegkeet Existenzen a Gefor brëngt duerch onsënneg Virschréften, muss si op där anerer Säit derfir riichtstoen, dës Existenze finanziell esou gutt wéi méiglech ofzesécheren.

Duerch d'Krisegestioun vun der Regierung ginn Existenzen op d'Spill gesat, an dat mat enger Liichtfankegkeet, déi d'Roserei vun de Leit dobausse verständlech mécht. D'Dialogbereetschaft vun der Regierung mat deene betraffene Gesellschafts- an Aarbechtsberäicher, deenen hir Existenz um Spill steet, och dat ass eng grouss Absente an dëser Kris.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Här Engelen, kommt wannechgelift zum Schluss!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, Madamm Presidentin, ee leschte Gedanken: Mir lafe Gefor, datt eis Gesellschaft sozial méi a méi auserneebrécht. Engersäits celebréiert d'Regierung mam néidege Pathos de Wonsch un d'Bevëlkerung, an dëse schwéieren Zäiten dach doheem ze bleiwen an d'sozial Kontakter ze limitéieren - dat maachen d'Leit dann och, wat jo och nach deels e symbolesche Charakter soll hunn -, mee op der anerer Säit, an dat weess ech aus dem Veräinsliewen, wou ech elo iwwer 50 Joer a Kommitteen aktiv sinn a wou ech dat bedreiwen, hunn ech awer geléiert: Wann ee wëllt d'Basis motivéieren, da muss ee mam gudde Beispill virgoen. Dat ass dann déi aner Säit vun der Medail.

An ech géif lech Merci soe fir Äert Nolauschteren a wéinst all dësen Argumenter wäerte mer als ADR dëst Gesetz net stëmmen. Ech soen lech Merci.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Här Engelen. An als nächsten ageschriwwene Riedner huet den honorabelen Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wéilt dann awer och ufänken an dem President vun der Lëtzebuerger Chamber Merci soe fir déi Wierder, déi e fonnt huet zu der Situatioun an de Vereenegte Staaten, zu deene Biller, déi mer alleguer gesinn hunn, wou een opgeputschten, rietsradikalen, faschistesche Mob d'Haus vun der Demokratie an engem vun de Wéielänner vun der Demokratie gestiermt huet. An nach méi Angscht mécht mer, datt dee President, deen déi Leit opgehetzt huet, och elo nach iwwer zéng Deeg d'Codë vun Atomwaffen huet, déi d'Welt méi wéi eng Kéier zerstéiere kënnen.

Madamm Presidentin, virun der Ukënnegung vun der Regierung vun de Mesuren en Dënschde sinn ech méi wéi eng Kéier gefrot ginn, wat da meng Aschätzung wier, mäin Tipp, wat d'Regierung da géif maachen, ob se géif méi opmaachen, ob se géif d'Mesurë weiderféieren oder ob se eventuell souguer méi restriktiv Mesurë géif huelen. Ech si gefrot ginn, wat dann d'Zuelebasis wier, op déi d'Regierung sech eventuell géif beruffen, wat d'Recommandatioune wieren, wat d'wëssenschaftlech Etüde wieren, national oder international, op déi d'Regierung sech géif beruffen, fir Mesuren ze huelen. An ech hunn deene Leit musse soen: „Ech weess et net!"

Beim beschte Wëllen, ech wees net, wat d'Regierung wëlles huet. Et ass net previsibel, wat d'Regierung mécht. Well schon déi Initiativen an déi Mesuren, déi se virdru geholl hat, waren net previsibel an och just ganz schwéier novollzéibar.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Well et ass och zënter deem leschte Gesetz vum 24. Dezember - a verschiddener hunn et och schonn hei gesot - komplett onméiglech gewiescht, eng Evaluatioun vun deene Mesuren ze maachen. Souwuel eng ganz graff Evaluatioun, wéi mer se am éischte Confinement gemaach haten, wou mer Mesurë geholl hunn, dräi Woche gewaart hunn, da gekuckt hunn, wat den Impakt vun de Mesuren ass, an dann aner Mesurë geholl hunn, déi d'Reaktioun dorop waren; dat war emol net dran. Emol net ganz graff Evaluatioune waren dran, a scho guer net granular Evaluatiounen, déi nämlech eng wëssenschaftlech Etüd bedeit hätten, déi nämlech e wëssenschaftleche Suivi an e wëssenschaftlechen Accompagnement vun de Mesurë bedeit hätten. Och dat ass net geschitt.

An dofir hu mer déi Situatioun, déi mer elo hunn, datt alt erëm eng Kéier all d'Avise bis op een - dat ass richteg - soen, datt se net verstinn. Se hätten net verstanen, firwat Saachen zougemaach gi sinn, a se verstinn och net, firwat se elo rëm opgemaach ginn. Dat seet d'Salariatskummer, dat seet d'Mënscherechtskommissioun, dat seet de Staatsrot. Mir hunn an deene leschten Deeg gesinn: Dat seet och ëmmer méi d'Press. An dat ass d'Resultat: datt ëmmer méi Leit Onverständnis hunn, emol net nëmmen Ofleenung, mee virun allem Onverständnis hu par rapport zu deene Mesuren.

An et gëtt een den Androck net lass, wann een eppes net novollzéie kann, datt d'Mesurë willkürlech sinn, datt se eventuell d'Resultat si vun engem Kompromëss tëschent verschiddenen Ofweiungen, déi awer fir Aussesteeënder net novollzéibar sinn an déi … Dat Onverständnis gëtt engem d'Gefill vun Hëlleflosegkeet, vu Ratlosegkeet. A fir deem entgéintzewierken, hunn ech mer geduecht, datt et awer vläicht interessant wier, emol vläicht ze kucken, wat an der zweeter Well bis elo geschitt ass. Eng zweet Well, déi, ech mengen, dat kann ee soen, vun Ufank, Mëtt Oktober bis elo op jidde Fall nach mat dauert, dat heescht, déi lescht dräi Méint.

An d'Fro ass: Wou sti mer haut? Haut si mer an den Zuelen ongefäier op deem Niveau wéi um Ufank vun der zweeter Well, souwuel wat d'Neiinfektiounen ugeet, d'Zuel vun den aktiven Infektiounen, den Taux de positivité vun den Tester, d'Hospitalisatiounen an de Soin-normallen an de Soin-intensiffen si mer elo um Niveau vun ongefäier Mëtt Oktober.

Mëtt Oktober huet d'Regierung gesot: „Mir waarden of!" Obwuel dee Moment scho kloer war, d'Pente geet an d'Luucht, huet d'Regierung gesot: „Mir waarden of!" An den 29. Oktober, Enn Oktober, huet d'Regierung du gesot: „Ok, 4 ass déi nei 10, den Horeca belift op, mee et däerfen nëmmen nach 4 Leit op engem Dësch Plaz huelen." Also déi éischt ufänglech Mesuren hu stattfonnt.

Wann ech dann awer elo soen: Mir sinn elo eigentlech an enger besserer Situatioun, well d'Pente geet no ënnen, a mir huelen aner, komplett aner Mesuren, wéi geholl gi si Mëtt an Enn Oktober, um Ufank respektiv wou mer ferm an der zweeter Well dra waren, dann ass et fir mech zumindest eppes, nämlech d'Ageständnis vun engem ganz grousse Feeler Mëtt an Enn Oktober. A wann een am sanitäre Beräich vun engem grousse Feeler schwätzt, dann huet dee Feeler och grouss Konsequenze gehat. Dat heescht, datt dee Krisemanagement vun der zweeter Well net gutt war. Dat musse mer agestoen, mat deene Konsequenzen, déi mer kennen. Wärend siwe Wochen, siwe laange Wochen hate mer iwwer 500 Neiinfektioune pro Dag.

An et ass net richteg, wéi de Premierminister a senger Silvesterusprooch gesot huet, datt hei keng Partei gesot hätt, mer misste Saachen zoumaachen. Dat ass net richteg! Enn Oktober hu mer gesot, mer missten den Horeca-Beräich zoumaachen. Déi Fuerderung ass hei gestallt ginn an der Chamber! An et ass dofir net richteg, wann een nach eng Kéier seet, keng Partei, keng Partei - ëmmer zweemol - hätt iergendwann zu engem Moment gesot, mer misste méi Restriktioune maachen. Dat ass ganz einfach falsch. Et sinn déi Stëmme ginn, och hei zu Lëtzebuerg an der Chamber. An dat ass wichteg.

A wësst Der, e Feeler agestoen, och wann et e grave Feeler ass, ass näischt Schlëmmes. De Gilles Baum huet zu Recht den Oskar Lafontaine virdrun zitéiert, dee mer sécherlech och méi no ass wéi den CDU-Ministerpresident, mee ech hunn och de Bodo Ramelow gëschter héieren, een, dee mer och politesch ganz no steet. An och de Bodo Ramelow, Ministerpresident vun Thüringen, huet gesot, hien hätt Feeler gemaach. Seng Aschätzung am Oktober wier falsch gewiescht an hie géif se elo anescht gesinn, seng Aschätzung.

Feeler agestoen ass den Ufank, fir datt ee kann aus Feeler léieren. An dat huet dës Regierung bis haut nach net gemaach. An deen eenzegen, an dat muss een him zeguttrechnen, dat war de Georges Engel, deen effektiv zumindest de Begréff Feeler eng Kéier an de Mond geholl huet. Dofir si mer elo do, wou mer sinn. An den Haaptproblem, dee mer hunn, dat ass, datt eist Spidolswiesen nach ëmmer iwwerfuerdert ass. Och wa se elo aus der Phas 4 rauskommen, wou se wochelaang drawaren, da bedeit dat, datt se elo esou vill Retarden opzehuelen hunn. Alles dat hätt ee missen éischter ënnerbannen. An dofir hätt ee missen éischter a méi concise Mesuren huelen, wéi se och zumindest vun eis heibanne proposéiert gi sinn.

Duerfir mengen ech, datt, wann elo zu Recht iwwert d'Santé mentale geschwat gëtt a gesot gëtt, d'Gesellschaft wier awer méi wéi just eng sanitär Consideratioun, et ginn … d'Santé mentale respektiv aner Effete wieren och wichteg ze consideréieren, da muss ech awer soen: Zënter fënnef Joer gëtt diskutéiert, datt d'Psychotherapie net nëmmen unerkannt gëtt, mee och rembourséiert gëtt. Dat heescht, datt se accessibel gëtt fir d'Populatioun. Mee wat ass da bis elo geschitt?

Une voix.- Näischt!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Näischt! Se ass net accessibel fir d'Populatioun, fir de Gros vun der Populatioun, mee ëmmer nach reservéiert just fir déi „happy few".

Wat sinn dann d'Resultater vu Violence domestique? Well do gëtt et Etüden iwwert den Zesummenhang vu Violence domestique an Ausgangsspär. Mir wëssen et net zu Lëtzebuerg. An anere Länner wësse se, datt et do nämlech e ganz enken Zesummenhang gëtt. Zu Lëtzebuerg wësse mer alles dat net. An dat si Feeler. Dat si grouss Feeler, déi een endlech emol muss agestoen, fir iwwerhaapt kënnen draus ze léieren.

Elo hu mer esou eppes hallef Gares. Dat heescht, mir hunn engersäits e Couvre-feu, deen erëm zréckgeet vun néng Auer op eelef Auer, wat mer begréissen, wou mer awer nach ëmmer mengen, datt de Couvre-feu esou e staarkt liberticide Mëttel ass, dat a kengem Verhältnis steet zu engem gewënschte Resultat. Sportlech a kulturell Aktivitéite ginn ënner bestëmmte Restriktiounen opgemaach. D'Geschäfter, déi bis elo sougenannten net essenziell Saache verkaaft hunn, ginn och opgemaach. An et gi verschidden Adaptatioune geholl.

An et huet een d'Tendenz … An ech ginn elo ganz dacks gefrot: Jo, wat fannt Der, ass d'Regierung ze virsiichteg oder net virsiichteg genuch? De Problem ass, et ass immens schwéier, dorobber ze äntweren, well menger Meenung no d'Regierung déi falsch Prioritéite setzt. Well se geet vun engem ganz liberale Point de vue aus. Do, wou et Restriktioune ginn, dat ass virun allem am private Beräich, wat souguer bis an den intime Beräich erageet, wann et drëms geet, wivill Leit een nach däerf bis wivill Auer bei sech doheem empfänken.

An op där anerer Säit, do, wou et Infektiounskette gëtt, nämlech am Beräich vun der Aarbecht, geschitt nach ëmmer quasi näischt. An ech hu mer e bëssen ugekuckt, wat do d'Legislatioun an eisen Nopeschlänner ass. Déi maachen nämlech Saachen. Do ginn et verbindlech Protocole-sanitairë fir déi ënnerschiddlechst Produktiounsberäicher vun der Ekonomie, déi zu Lëtzebuerg komplett feelen. D'Nora Back, Presidentin vum OGB-L, huet et op de Punkt bruecht: Alles, wat Beruffswelt ass, ass Recommandatioun. An alles, wat privat ass, ass Obligatioun. Do läit de Problem. E grousse Problem an der Prioritéitesetzung vun dëser Regierung.

Ech hu mech ëmmer staark gemaach fir den Teletravail, e weidert Beispill. Jo, et si vill Entreprisen, déi op den Teletravail zréckgräifen. Am Moment ass d'Dynamik dach eng ëmgekéiert. D'Leit ginn erëm aus dem Teletravail zréckgeruff. Dat ass dach dramatesch! Do muss d'Regierung dach eng Initiativ dergéint huelen. Dat mécht se awer net. Alles, wat Aarbecht ass, ass plus ou moins sech selwer iwwerlooss a geet och virun allem net an déi contraignant Beräicher wéi dat Privat.

An dann nach eppes, well ech mech och do drunhale wéi de Geck un de Bengel: ëffentlechen Transport. Den 29. Oktober hunn ech fir d'éischte Kéier gesot: „Mir brauchen Desinfektiounsgel am ëffentlechen Transport."

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- D'ECDC, déi soss esou dacks als Beispill geholl gëtt, also den europäeschen Disease Control, gëtt dat als ganz staark Recommandatioun un, als quasi Prebedéngung, ier een den ëffentlechen Transport erëm normal funktionéiere léisst, hunn ech haut effektiv an engem Dokument erëmfonnt. Dat seet d'ECDC. Mir hunn hei an der Chamber eng Motioun unanime ugeholl, datt dat endlech soll geschéien. A wat ass bis haut geschitt?

Une voix.- Näischt!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Näischt. Guer näischt! Do, wou d'Regierung misst Responsabilitéit iwwerhuelen, fir d'Leit ze schützen, wat einfach ass, wat net komplizéiert ass, mécht se et net. Oder op jidde Fall net an deem Mooss, wéi et misst sinn.

Här President, ech hu grad gesot: „D'Mesurë si fir vill Leit net kohärent. Se si fir vill Leit net méi verständlech an och net méi novollzéibar." Aus där Etüd, aus där dann erëm eng Kéier scheinbar ervirgoe soll, datt de Couvre-feu, de Curfew eppes brénge soll, gëtt eng ganz grouss Konklusioun geholl, nämlech dat Entscheedend, ob eng Preventiounspolitik funktionéiert oder net, ass d'Vertrauen: d'Vertrauen an d'Novollzéibarkeet vu Mesuren an d'Vertrauen an d'Politik.

An do muss ech lech soen: Wann dës Chamber de 24. Dezember e Vott hëlt, dee seet, datt d'Population résidente ab néng Auer owes bis sechs Auer moies net méi däerf op d'Strooss goen - dëst opgrond vun enger Decisioun vun der Regierung oder enger Propositioun, déi am Regierungsrot jo awer, huelen ech un, ugeholl ginn ass - an ech stellen da fest, datt, wann ee senger eegener Populatioun owes ab néng Auer net méi erlaabt erauszegoen an ee selwer dann awer d'Land verléisst an op aner Plaze geet, da fannen ech dat schwéier problematesch.

Et ass richteg, datt een domadder näischt Illegales gemaach huet. An dat gëllt net nëmme fir d'Deputéiert oder fir d'Regierung, dat gëllt natierlech och fir de Staatschef. Dat ass richteg. Et huet een domadder näischt Illegales gemaach. An et ass och richteg, datt et besser ass, a Frankräich näischt Illegales ze maachen, wéi zu Lëtzebuerg eppes Illegales ze maachen. Et ass och besser, zu Honolulu näischt Illegales ze maachen, wéi zu Lëtzebuerg eppes Illegales ze maachen. Dat heescht, et geet net ëm Legalitéit oder Illegalitéit, mee et geet ëm Respekt a Vertrauen. An dëst ass e weidert Beispill, fäerten ech, datt mer eng vun deene wichtegste Waffen am Kampf géint de Virus amgaang sinn ze verléieren, nämlech d'Vertrauen an d'Politik.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt Merci dem Rapporter fir den ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Virun allem, well dëse Rapport, et ass e bëssen zur Gewunnecht ginn, ëmmer wichteg Klarifikatioune bréngt zu den Onkloerheeten, déi an deenen haseleg geschriwwenen an dann deposéierte Gesetzer awer nach iwwreg bleiwen.

Mat dësem Covidgesetz sollen also elo d'Schoulen nees opgoen, den net essenzielle Commerce nees Geschäfter maachen an d'Leit dierfen och nees gemeinsam a Gruppe vu bis zu zéng Persounen zesumme Sport maachen. Alles Saachen, déi bis elo verbuede waren. Trotzdeem huet d'Gesondheetsministesch an hirer Pressekonferenz betount, datt et sech heibäi net ëm Oplockerunge géif handelen an d'Situatioun weiderhi ganz eescht wär. Datt eppes, wat virdru verbuede war, elo nees erlaabt soll sinn, héiert sech vläicht verdächteg no enger Oplockerung un. Mee, jo, dat ass awer net esou.

Och d'Josée Lorsché huet jo virdrun hei vun erëm opmaache geschwat, woubäi dat e bësse kokass ass. Mir maachen et nämlech zou, fir eis duerno op d'Schëller ze klappen, datt mer et erëm opgemaach hunn. Also, pardon. Entweeder et ass ee konsequent an et seet een: „Mir stinn dozou, datt dat zou ass", an da léisst een et zou, oder et seet een: „Ech wëll et oploossen", an da stëmmt een et och net mat, wann een zoumécht. Bref, Kohärenz.

D'Situatioun an eise Spideeler ass schliisslech ëmmer nach net gutt. Den Impakt vun de Feierdeeg an d'Ausbreedung vun der neier mutéierter oder vun den neie mutéierte Varianten ass net ofzegesinn an d'Solde sti jo och nach virun der Dier! Wie kéint do och schonn u Lockerungen denken? Wat och ëmmer dëst Gesetz also ass, eng Oplockerung soll et, der Ministesch no, net sinn. Vläicht huet d'Regierung eng aner Definitioun vun enger Oplockerung wéi de Rescht vun eis. Oder zumindest wéi 29 vun eis. Vläicht wëllt se sech och einfach net d'Blouss ginn, zouzeginn, datt Lëtzebuerg grad, entgéint all deem, wat an eisen Nopeschlänner entscheet gëtt, agéiert. Mee op alle Fall ass dat heiten alles anescht wéi eng kohärent Kommunikatioun.

Mir kënnen dat hei nennen, wéi mer wëllen, sief et elo eng Oplockerung oder eng Adaptatioun, dëst Gesetz wäert dozou féieren, datt d'Kontakter an der Populatioun nees an d'Luucht ginn an d'Mënschen nees eng Rei méi Fräiheeten an hirem Alldag genéisse wäerte kënnen. An do stellt sech dann awer d'Fro vun der Kohärenz, wann een op där enger Säit seet, d'Zuele wäre schlecht an d'Situatioun nach net ënner Kontroll, an op där anerer Säit e Gesetz stëmme wëllt, wat manner streng Mesurë virgesäit.

De Message schéngt ze sinn: D'Situatioun ass eescht! Mir wëssen net genee, wou mer stinn, an net, wat de mutéierte Virus wäert fir en Afloss hunn, mee mir maachen d'Schoulen an d'Geschäfter emol nees op. An Dir kënnt och all nees bis zu zéng Persoune Sport maachen an zu nach méi an de Kino goen. Gitt awer just net an de Restaurant! Esou schaaft ee kee Vertrauen an d'Regierungsaarbecht.

Datt de Gesondheetsministère en Dokument iwwert d'epidemiologesch Situatioun am Land publizéiert, an deem sech kloer géint Oplockerungen ausgeschwat gëtt, wärend gläichzäiteg dëse Gesetzesprojet hei deposéiert gëtt, vermëttelt d'Gefill, datt d'Regierung net weess, wat se mécht. Ganz ze schweigen dovun, datt hei schonn nees eng Kéier verpasst gouf, mat der Groussregioun zesummen en Usaz auszeschaffen, deen net mécht, wéi wa Lëtzebuerg eng Insel wär.

(Interruption)

Ech si frou, datt d'Lëtzebuerger Sprooch dat schéint Wuert Kuddelmuddel kennt, well ech wéisst éierlech gesot soss net, wéi ech déi aktuell Situatioun anescht sollt beschreiwen. Ech widderhuele mech hei säit Wochen a Méint an et kënnt mir och esou lues zu den Oueren eraus, mee wa mer wëllen, datt d'Leit sech un d'Mesuren halen, da mussen d'Reegelen esou sinn, datt d'Grënn dofir novollzu kënne ginn.

Ech kann hei awer scho säit Laangem eng ganz Rei Entscheedungen net méi novollzéien. An ech sinn do, mengen ech, net eleng, wann ech menge Virriedner nolauschteren.

Dëst Gesetz gesäit elo scho fënnef verschidde Sätz u Reegele vir. Déi eng gëllen am Privaten, déi aner an de Geschäfter, nach anerer beim Sport, erëm anerer an de Schoulen an zu gudder Lescht ginn et dann och nach eenzel Aschränkunge fir den Horeca, deen et am häertste getraff huet.

Stelle mer eis kuerz vir, mir géifen e Schüler aus dem Lycée, dee sech perfekt un all déi nei Reegelen hält, en Dag duerch säin Alldag begleeden, e pedagogescht Beispill souzesoen!

Moies doheem mat der Famill gëlle keng Aschränkungen. Um Busarrêt um Wee fir an d'Schoul trëfft e seng Frënn. Do muss een dann zwee Meter Ofstand halen an, jee nodeem zu wéi vill Kolleege se um Busarrêt stinn, och nach eng Mask undinn oder net. Am Bus selwer muss een dann eng Mask unhunn, mee keen Ofstand méi anhalen. A wann ee bis am Klassesall ukomm ass mat senge Frënn, da brauch ee weeder Mask nach Ofstand, ausser et ass een an enger Schoul, an där vun der gesetzlecher Fräiheet Gebrauch gemaach gouf, fräiwëlleg eng Maskeflicht anzeféieren, jo nee, da bleift d'Mask op. Okay, éischt Stonn iwwerlieft.

D'Schoul ass schliisslech eng kleng Welt à part. Do gëllen extra Reegelen an déi ginn och léiwer mat Circulairen an Notten ouni déi lästeg Chamber geholl, obwuel et dréngend noutwendeg wär, méi konkreet Dispositioune fir d'Schoulen och an dëse Covidgesetzer ze verankeren, an zwar ënnert dem demokratesche Contrôle vun der Chamber.

Mee zréck zu eise Schüler: No den éischte Schoulstonne kënnt dann d'Mëttespaus, wou se an d'Schoulkantinn iesse ginn. Do kann een da mat gewëssenem Ofstand zu senge Frënn „sécher" seng Moolzecht genéissen, wärend dat selwecht an engem Restaurant „ongeaante Risikoe" kéint mat sech bréngen an dofir verbueden ass.

No der Schoul geet et da mat de Frënn an de Sport. An do kann een dann och direkt beweisen, datt een an der Mathé gutt opgepasst huet. Do muss een nämlech permanent zwee Meter Distanz halen, wann een zu méi wéi zwee ass, et brauch een dofir awer keng Mask. An den Terrain muss fir eng Persoun mindestens 15 m^2 grouss sinn, fir zwou Persoune 50 m^2 an ab dräi Persounen eng Quadratmeterzuel pro Persoun vu mindestens 30 hunn, woubäi eng Gesamtzuel vun zéng Spiller net iwwerschratt dierf ginn.

Wiem elo de Kapp vun den Zuele schwirrt, majo dee wäert net deen Eenzege sinn, well mir mierken: Et ginn dräi verschidden Distanzreegelen oder Flächereegelen fir u sech déi nämmlecht Aktivitéit.

Nom Training geet et dann nach séier an de Supermarché. Wie vill trainéiert, gëtt schliisslech och hongereg. Net duuschtereg, well Alkohol am ëffentleche Raum ass och verbueden. Also kommt net op d'Iddi, Alkohol ze kafen, dat kéint lech nach schlecht ausgeluecht ginn!

Am Supermarché ukomm, huet een dann nees seng Mask un, brauch dofir awer keng zwee Meter Ofstand anzehalen an et brauch ee just nach eng Surface vun 10 m^2 pro Persoun, ausser dat ganzt Geschäft huet erëm manner wéi 20 m^2, da fält déi Reegel ewech an da sinn einfach nëmmen nach zwee Clienten am Geschäft erlaabt.

An eisem Beispill si mer elo awer an e grousse Supermarché gaangen, an duerfir si mer elo och zu méi wéi zéng amgaang, eis um Feierowend duerch de Geméisrayon ze schlängelen, wärend mer eis am Rayon mat de Bürosartikelen an aller Rou e Bic aussiche kéinten, d'Persounenunzuel ass nämlech limitéiert, mee d'Fluxen an de Geschäfter ginn net geleet. E Problem, dee säit Laangem bekannt ass - gemaach gouf awer näischt!

Zum Schluss geet een dann nach eng leschte Kéier mam Bus heem, wou dann d'Quadratmeter an d'maximal Unzuel vu Persounen nees egal sinn, mee de Mask awer natierlech ëmmer nach Flicht, éier mer nees doheem sinn.

Do ass dann elo grad d'Boma op Besuch, déi zwar bei eis däerf kommen - net soll bei eis kommen, mee däerf kommen -, mee mir däerfe si net besiche goen, well dräi plus eent ass erlaabt an eent plus dräi ass net erlaabt. Okay! Mat Mathé huet dat Ganzt näischt méi ze dinn. Et ass arbiträr. Vertraue schaaft een esou net. Kohärenz gesäit anescht aus. Bref, mir schwirrt de Kapp vun deene villen Zuelen!

Wien dat doten auswenneg kann opzitéieren an zu all Zäitpunkt an all Dag weess, ob e sech elo grad un d'Reegelen hält oder net: Gratulatioun! Dir hutt d'Gesetz gutt gelies an all Ambiguitéiten och nach verstanen. Ech weess net, ob jiddwereen dat bréngt. A wéi mer an deene leschte Wochen a Méint gemierkt hunn, kritt een och, jee nodeem wien ee freet an der Regierung oder wien ee freet an de Verwaltungen, ënnerschiddlech Äntwerten op déi nämmlecht Froen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg, datt een op verschidde Situatioune verschidde reagéiert. Et gëtt eebe leider net einfach just déi eng Léisung, déi zu all Moment gülteg ka sinn. An ech denken och net, datt d'Leit hei am Land net fäeg wären, zu verschiddene Momenter ënnerschiddlech Mesuren anzehalen. Mee ech mengen, datt mer de Bou esou lues awer ufänken ze iwwerspanen!

D'Lektür vum Gesetz gëtt ëmmer méi komplizéiert an d'Verschiddenheet vun de Mesuren an d'Geschwindegkeet, mat där se geännert ginn, stinn a kengem Verhältnis méi zum Notzen. Dat féiert éischter zu Frustratioun wéi zu enger besserer Maîtrise vun der Situatioun.

Wann een an engem Bësch steet, an deem een nach ni war, da kann ee sech streiden, wéi ee Wee een dann elo huele soll. Wann ee sech dann awer fir eng Richtung entscheet hunn, da muss een déi Richtung bäibehalen a kann net no all zéng Schrëtt nees enzwousch anescht hilafen, soss leeft ee just an der Mëtt vum Bësch hin an hier an et kënnt een ni eraus.

Mir Piraten hunn déi aktuell Mesuren net matgestëmmt virun zwou Wochen. Mee d'Majoritéit huet sech fir e Wee entscheet. Dat éiert se. Se huet sech fir e Wee entscheet. Mee da solle mer awer wéinstens kucken, bis mer op där nächster Kopp sinn, fir ze gesinn, ob dee Wee dann dee richtegen ass an net à mi-chemin, wärend mer nach lauter Beem ronderëm eis hunn, eis schonn nees ëmdréinen ëm e puer Grad, sprinten, dann erëm bremsen. Nee, mir sollte besonnen hei e Wee aschloen an deen dann och goen, bis mer d'Resultater vun deem Wee noweise kënnen!

Ech hunn hei nämlech d'Gefill, mir lafen hei am Zickzack a kee weess méi, firwat a wisou. Dat kann et net sinn! Egal, fir wéi eng Mesurë mir eis entscheeden, musse mer eis dach mindestens d'Zäit ginn, den Impakt ze erkennen. Wa mer ze séier ze vill Entscheedungen treffen, kënne mer jo guer net méi erkennen, wéi eng Mesuren dann elo eppes bruecht hunn a wéi eng net.

A wat nach méi schlëmm ass: Mir riskéieren dat, wat mer schonn erreecht hunn, nees ze verléieren. Et gëtt héich Zäit, datt mer nees méi Rou an dëse Prozess kréien an eis engagéieren, grenziwwerschreidend Léisungen ze fannen.

Lëtzebuerg huet an deene leschte Méint gäre bemängelt, eis Noperen hätten eesäiteg Entscheedunge getraff a sech net mat eis ofgeschwat. Ma mir maachen et elo awer och net besser!

Deen Dag, wou an der Belsch d'Geschäfter nees opginn, gi se bei eis zou, respektiv dee Moment, wou se an der Belsch zougaange sinn, waren eis nach op. Ech weess, d'Regierungsparteien hunn hei virdrun erzielt, dat wär alles ganz kohärent. A wann een hinne gutt noglauschtert huet, huet ee bei all Riedner gemierkt, datt ëmmer mindestens ee Land vun den Nopeschlänner oder Lëtzebuerg en eegene Wee géif goen. Bei all Mesure, déi gezielt gouf, ass ëmmer mindestens ee vun deene véier, deen e Sonnerwee geet.

Dat heescht, datt déi Mesuren um Enn net konsequent an enger Groussregioun applizéiert ginn, wat dozou féiert, datt an engem Espace, wou d'Leit, déi Presseproduite vun alle véier Länner deelweis consomméieren, net méi kohärent informéiert sinn an et Doutte gëtt. Wou ee wierklech kéint weisen, datt d'Zesummeliewen an der Groussregioun géif fonctionéieren an datt mer zesumme kéinten zu enger Entscheedungsfannung kommen, illustréiert déi sech hei jo leider nëmmen duerch chaotesch national Elenggäng.

Dat heite Gesetz ass fir eis keng Verbesserung. Et ass éischter eng Verschlimmbesserung. Dat Eenzegt, wat mer kënne begréissen, ass, datt dee grondrechtswiddrege Couvre-feu dann elo erëm ëm zwou Stonne verkierzt gëtt, mee dat geet net duer, fir dësem Gesetz eis Zoustëmmung ze ginn.

Dofir wäerte mir dergéint stëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, erlaabt mer, fir d'éischt hei dem Rapporteur, dem Här Mars Di Bartolomeo, Merci ze soen a menger Capacitéit, a well de Georges Engel et och vergiess hat - de Georges sot mer et virdrun -, soen ech dann dem Här Rapporteur och nach extra e Merci.

Här President, wann Der erlaabt, ech mengen, et muss ee sech nees eng Kéier d'Realitéit ukucken. Et muss een eng Kéier och d'Realitéit analyséieren an éierlech mat sech selwer sinn. Mir haten de 17. Dezember eng Zuel vun 247 Leit an de Spideeler, 199 Leit an de Soins normaux, 48 an de Soin-intensiffen. D'Zuelen, déi mer elo hunn, leie bei 100.

An ech wëll drun erënneren, dass hei gemaach gëtt, wéi wa Lockerunge géife komme vu Mesuren, déi dès le départ - dès le départ! - vun der Regierung a vun der Majoritéit erkläert gi si wéi eng Handbrems, déi gezu gëtt wärend zwou Wochen, fir d'Zuelen erofzekréien. An hei gëtt gemaach, wéi wann dat Mesurë gewiescht wieren, déi souwisou dann hätte misse Wochen a Woche bleiwen.

Deemools huet och eng CSV déi matgestëmmt, ënner anerem, well se zäitlech limitéiert waren, dat war eent vun den Argumenter. Net laang genuch fir deen een, ze laang fir deen aneren. An haut gëtt gemaach, wéi wann déi Mesuren iwwerhaapt ni missten opgehuewe ginn. Et war en Engagement, Här President, dee geholl ginn ass, fir eng Handbrems ze zéien, a mir si frou iwwert d'Resultat, well mer jo wollte Loft an de Spideeler kréien.

An ech muss lech soen, ech war mat der Gesondheetsministesch och déi lescht zwou Woche Spideeler besichen, an do huet een och vun all de Responsabelen an de Spideeler gesot kritt: „Merci, merci fir déi Loft, déi komm ass." An haut hu mir eng Situatioun, wou mer méi wéi 50 % erofgaange sinn. An amplaz sech driwwer ze freeën - gemeinsam ze soen, dass mer et fäerdegbruecht hunn -, en Equiliber ze hunn, wou een awer nach plus ou moins, an ech hunn dat eréischt virun dräi Wochen hei gesot, probéiere kann, e bësse méi en normaalt Liewen ze féiere vis-à-vis vun engem totale Lockdown, a positiv Zuelen ze kréien ... - do soll ee sech dach driwwer freeën!

Selbstverständlech, all Mënsch, dee stierft - dat ass schrecklech, dat ass schrecklech fir eng Famill, dat ass schrecklech fir d'Frënn. Mee d'Perspektive sinn awer, dass manner Leit ugestach ginn, a mir hunn den Taux de positivité jo och vun deene leschten Deeg gesinn, deen ass staark erofgaangen. An ech schwätze vun engem Taux de positivité, deen am Moment och bei den Tester op Ordonnancë festgestallt gëtt. Dat heescht, dass et awer positiv Aspekter gëtt an dass déi Mesurë gegraff hunn. An dat soll een eng Kéier soen.

An déi, déi tatsächlech, an ech wëll mech och do un den Här Baum wenden - en huet virdru gemengt, ech kéint keng Erreur zouginn -, jo, tatsächlech, den Här Baum war deen Eenzegen, deen Eenzegen, deen eppes wollt méi zoumaachen, deen däitlech war. Aner Leit, déi soen elo ënnerschwelleg: „Mir hätten et aneschters gemaach." Mee do ass een ëmmer e bëssen iwwerrascht, wann ee méi prezis freet, ëm wat et soll goen. Den Här Baum war den Eenzegen, dee konkreet gesot huet: „Jo, maacht den Horeca schonn zou." An en huet dat deemools gefrot. Bei anere Leit ass et net esou kloer.

Ech héieren elo zum Beispill, dass haut gesot gëtt vum Här Wiseler, d'Schoule sollen zwou Wochen zougemaach ginn, wou d'Madamm Hansen um Radio gesot huet, eng Woch. Ech héieren, dass iwwert de Couvre-feu gesot gëtt, et wier kee Beweis do, dass dat géif eppes bréngen, mee d'Etüde géifen awer soen, dass et en Deel vu positiven Aspekter hat. Tatsächlech, wat manner owes lass ass a wat manner Interaktiounen tëschent de Leit sinn, wat dann eeben de Risk vu Kontaminatioun och erofgeet. Dowéinster, et ass ëmmer ...

An da gëtt gesot, ob et elo néng Auer oder eelef Auer ass ... Souguer de Spriecher vun der CSV huet gesot, dass en iwwerhaapt kee Couvre-feu wéilt hunn. Ech mengen, ech kéint elo och op de Commerce agoen, och op déi 100.000 verschidde Positiounen, déi ee vun deem engen a vun deem aneren héiert. Fir eis ass et kloer, dass d'Zuelen an de Spideeler an déi Loft, déi mer wollte ginn, dass dat am Moment fonctionéiert huet.

Mir gesinn awer och bei de Visitten, déi mer an de Spideeler hunn, dass en Appell kënnt. An dofir brauch een emol net an d'Spideeler ze goen. D'Leit brauchen och e bësse Loft! D'Leit brauchen och e bësse Loft. A mir kommen am Fong zréck op d'Mesurë vu virum 25. Dezember - de 26. hu jo nei Mesuren ugefaangen, mee virum 26. Dezember. Do komme mer nees genau op déi selwecht Mesuren, ausser méi streng Moossnamen nach beim Commerce. An tatsächlech awer och d'Kultur an de Sport, déi ënner ganz strengen - ënner ganz strengen! - Moossnamen opginn.

Mir sinn der Iwwerzeegung, dass Depressiounen, Suiciden, Leit, déi einfach net méi domadder eens

ginn, Ängschte vun deem engen oder aneren och op der Wo eng Plaz mussen hunn. Et wier ze einfach ze soen, a wann ech Epidemiolog wier, géif ech tatsächlech soen: „Maacht alles zou wärend engem Joer!" Wann ech den Här Rix héiere vun der Horesca, dee seet: „Maacht alles op!" Et ass eis Responsabilitéit, déi Decisioun ze huelen, a gleeft mer, et ass kee vun der Majoritéit, dee sech freet oder iergendwéi do e positiven Aspekt gesäit, dass een den Horeca nach muss zouloossen!

An dofir ass et och wichteg, dass déi Entretiene mam Här Delles nach weidergefouert ginn, fir no Léisungen ze sichen, wéi een deem dote Secteur kann hëllefen. Et si keng Restriktiounen, déi hei mat Freed geholl ginn.

An dann ze soen: „Jo, mee et kéint een awer verschidden nei Restriktiounen huelen an dann eebe kucken an ofwaarden." All Dag, all Dag, wou een dem Bierger Fräiheeten ewechhëlt, ass kee gudden Dag!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat ass kee gudden Dag. An dowéinster muss een en Equiliber hunn. Loft fir d'Spideeler hu mer ginn, hei och e bësse Loft fir d'Bierger, andeems mer eis bewosst sinn, dass, wann d'Situatioun sech verschlechtere géif, mer wëssen, dass d'Chamber hei och ka reagéieren, mee dass mer awer éischter positiv Zuelen am Moment hunn.

An ech wier och frou, wa mer net géifen an de Pessimismus verfalen. Ech froen och kee blanken Optimismus, mee op d'mannst e bësse Realismus, an och virun allem, fir de Leit Hoffnung ze ginn. Ech mengen, dat ass dat, wat se brauchen. Keng blank Hoffnung, keng blank Hoffnung, awer net de Leit ze soen: „Et ass alles schwaarz!" Ech soen och net, dass alles gutt ass, mee d'Zuele si gutt an dat solle mer och alleguerten agesinn a virun allem eis driwwer freeën. Och wa se bei den Doudegen nach ëmmer ze héich sinn. All Doudegen ass een ze vill!

Mee mir packen et just, wa mer zesummenhalen. An dofir muss ech lech soen, dass et engem heiansdo leed deet, wann ee mierkt, dass et, egal wat ee mécht, ëmmer falsch ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Premierminister. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Gesondheetsministesch. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Jo, nei Mesurë ginn haut nees proposéiert. Ech kann lech op alle Fall garantéieren, dass dat net no Laune geschitt. Et ass och sécherlech keen einfachen Exercice. Et war et am Ufank net an et ass et och elo net an et wäert et och an Zukunft net sinn.

Mir proposéiere Mesuren opgrond vun Iwwerleeungen, opgrond vun Iwwerzeegungen, déi mer mat lech deelen, mat deem Wëssen, wat mer zu deem Zäitpunkt hunn. A mir kucken, fir dat esou zäitno wéi méiglech ze maachen. Mir kucke surtout och ëmmer erëm zréck, wat wat bewierkt huet, soudass mer kënne mat enger grousser Flexibilitéit e beschtméigleche Kompromëss proposéieren.

Mir haten Iwwerzeegunge par rapport zu de Mesurë vum 26. November. Dat ass e Pak u Mesurë gewiescht, deen net onbedéngt Zoustëmmung fonnt huet. D'Kriticken, déi komm sinn, déi waren net ëmmer feutréiert. Mee mir waren iwwerzeegt, dass et de richtege Pak war.

Et stëmmt och, dass e Mount virdrun effektiv ee sech hätt kënnen d'Fro stellen, ob een den Horeca scho géif zoumaachen. Dat ass gefrot ginn, dat ass kloer - ech erënnere mech dat och ganz kloer -, vusäite vun deene Lénken. Mir hunn zu deem Zäitpunkt gehofft, mir géifen et mat enger staarker Reduktioun hikréien. Mir hunn et am Summer hikritt. Dir erënnert lech, am Summer sinn d'Zuelen eropgaangen. Dee Moment hate mer keng Restriktiounen doheem zum Beispill. Do hu mer mat ganz vill Méi - dat war net einfach, dat duerchzesetzen, och do sinn et vill Kriticke ginn - eng Restriktioun ageféiert op de Besuch doheem vun zéng Leit. An dat huet gewierkt.

Et ass wouer, et war Vakanz. Et weess een net, wat den Ausléiser war. Jiddefalls hu mer geduecht am Oktober, et kéint och klappen, wann ee wierklech géif vun zéng op véier goen. Dat ware relativ drastesch Mesuren. Et ass och net, wéi wann et keen Effet gehat hätt. Et ass herno gesot ginn: „Dat huet iwwerhaapt keen Effet!" Dat ass net richteg. Et ass schonn e Réckgang komm, en ass eis awer net séier genuch gaangen.

En ass net séier genuch gaangen, an dofir si mer e Mount drop mat anere Mesurë komm, zu deene mer stinn, zu deene mer och haut nach stinn, déi an der Essenz derzou féieren, dass een dat empêchéiert, wou mer haut awer wëssen, dass et do ass, wou déi meeschte Leit sech ustiechen, ech erënneren drun, mir hunn Erkenntnisser iwwer eisen Tracing: Mëttlerweil ass et iwwert d'Hallschent vun de Leit, wou mer wëssen, dass se sech wierklech doheem ustiechen am klenge Krees. Dat ass och vu wëssenschaftlechen Etüden entre-temps ënnermauert an et ass do, wou mer ugesat hunn. Et ass do, wou een zesummekënnt ouni Sécherheetsdistanz an ouni Mask.

Et gëtt ëmmer gesot, dat wär schwéier ze verstoen. Wann een et ganz einfach wëllt hunn, ass dat heiten den Ënnerscheed.

(Mme Paulette Lenert montre un masque.)

Et gëtt Aktivitéiten, do kann ee sech net protegéieren, dat ass nun eeben emol esou. Wann een zesummen ësst ronderëm den Dësch, dat ass eng Aktivitéit, déi mer als Mënschen hunn, déi mer gären hunn alleguerten, mee leider gehéiert se wärend enger Pandemie zu deenen Aktivitéiten, déi awer e gewëssene Risiko mat sech bréngen, well mer net kënne mat der Mask drénken an iessen, well mer déi mussen ausdoen. A wa mer dann op manner wéi zwee Meter ausernee sinn, bon, dann ass eeben e Risiko, dass mer eis dee Virus weiderginn. Dat ass net esou schwéier ze verstoen. An ech mengen, dass immens vill Leit dat och entre-temps wierklech verënnerlecht hunn a verstanen hunn.

Et ass also am klenge Krees, wou mer usetzen. Dat war de Pak, dee mer proposéiert hunn de 26. November an deen och seng Wierkung gewisen huet.

De Besuch op e Minimum erofkréien. Ech ginn net midd, et ze soen: Et geet am Fong geholl drëm, esou mann wéi méiglech Besuch elo ze hunn! Dofir ass och den Horeca net gënschteg, well do ginn ech, fir Leit ze gesinn, do ginn ech, fir geselleg zesummen ze kommen, fir zesummen ze iessen, fir zesummen e Patt ze huelen. Et ass dat, wat mer elo net wëllen. Et sinn déi Geleeënheeten, déi mer wierklech wëllen erofbriechen.

Do dréit och e Lockdown (veuillez lire: Couvre-feu) derzou bäi, e Couvre-feu vun eelef Auer un: Wann ee muss um eelef Auer doheem sinn, ma dann ass ee forcement néierens méi op Besuch bei engem. Do sinn e ganzen Deel vun Interaktiounen einfach net méi méiglech. An dat ass d'Zil dovunner. Et ass d'Zil dovunner, dass einfach e gewëssenen Deel vun Aktivitéiten no eelef Auer net sinn, an dat ass net näischt, an deem Land hei leeft normalerweis awer nach vill ëm déi Zäit, bon, am Moment leeft do näischt méi.

Dat heescht, dee Pak u Mesuren ass deen, wou mer zur Konklusioun komm sinn, dass mer do dee gréissten Effet kréien op dës Pandemie. Dozou koum och nach den Alkoholverbuet dobaussen. Firwat? Net well mer de Leit net gënnen, dass se e Glüwäin drénken, wann et hinnen dobausse kal ass. Mee well se, justement wann et kal ass, no beieneestinn a wärend se de Glüwäin drénken, alt erëm eng Kéier d'Mask ausdinn. Och dat gëtt nees eng Situatioun, wou ee sech wierklech kann de Virus relativ liicht weiderginn. Dat alles huet e Sënn, dat alles huet eng Linn.

Dës Iwwerzeegungen hu sech bestätegt. Wann Der de Verlaf vun den Neiinfektioune kuckt, ma da gesäit een, dass bannent 14 Deeg effektiv déi Neiinfektiounen immens erofgaange sinn. Si hunn net net gewierkt, wéi behaapt ginn ass. An dat ass och net ganz feutréiert hei behaapt ginn. Et ass gesot ginn: „D'Mesurë wierken net. Et gesäit een näischt!" Wou du bis net méi ze niéiere war, dass d'Neiinfektiounen erofgaange sinn, dunn ass gesot ginn: „Jo, d'Neiinfektioune sinn erof, mee an de Spideeler ass et nach d'selwecht!" An et ass an de Spideeler erofgaangen, ganz normal, esou wéi dat och virauszegesi war, e bëssen dephaséiert, mee et ass kloer erofgaangen. D'Zuelen hu sech op haut halbéiert.

Also, de Kuddelmuddel an dat Gekniwwels oder wéi och ëmmer een dat nennt, iergendwou huet et gegraff, et huet en Effet gewisen, an dee kann een haut wierklech net méi niéieren.

Wéi eng Mesure et elo am Eenzelne war, dat ass schwéier ze soen. Ass et eleng den Horeca? Ass et de Couvre-feu? Et ass en Ensembel. Fir eis ass de roude Fuedem an deene Mesurë gewiescht, dass mer wierklech do usetzen, wou mer déi geféierlech Interaktioune gesinn. An et ass och dofir, wou mer mengen, dass et gegraff huet. Ob dat et ass, ob et aner Päck kënne sinn, déi gräifen, dat ass haut schwéier ze soen. Et gëtt effektiv keng Etüd, déi eng Mesure wierklech am Eenzelne géif beliichten, weeder am Ausland nach bei eis.

Fakt ass op alle Fall, dass mer vun enger Zuel vu 700 Neiinfektiounen, wou mer waren, wierklech erofkomm sinn. Ech si frou, haut kënnen ze soen, dass mer bei enger Moyenne lissée haut leie vun 148, souguer ënnert der 150er-Grenz.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dat ass e klore Succès vun deene Mesuren, déi en place waren. Dat ass do, wou mer och hiwollten. Eis Kläranlage bestätegen eis dat, wann Der et léiwer an Zuele gesitt wéi op enger Courbe, da gesitt Der et och ganz kloer do an de Faarwen. Mir sinn erëm ewech vun deem Rouden, mir sinn erëm zréck an d'Gielt. Mir sinn op engem gudde Wee.

D'Bettebeleeungen, ech hunn et schonn erwäänt, sinn halbéiert. Dat ass eist Zil, wat mer haten. Et ass do, wou mer den Alarm geschloen hunn, et ass do, wou mer wollten e kuerzfristegen Effet kréien an och e mëttelfristegen Effet behalen.

Och wann dëse Choix schwéier war, och wann e vill kritiséiert ginn ass am Ufank, esou war e sécherlech net zu 100 % falsch, soss hätt e jo net seng Wierkung gehat. Et kann och net esou onkloer gewiescht sinn, well Politik eleng geet net duer! Et geet net duer, Mesuren an e Gesetz ze schreiwen. Nach mussen d'Leit se verstoen, nach mussen d'Leit se ëmsetzen, well wa se dat net verstinn an net ëmsetzen, da kënne mer net deen Effet gesinn, dee mer elo awer gesinn.

Also, ech kann nëmmen dervunner ausgoen, dass d'Leit déi Mesurë wuel verstinn, well soss hätte mer net déi gutt Resultater haut an dem Land, déi mer hunn. Mir sinn e Land, wou d'Courbe erofgeet. Eis Nopere kënnen dat net behaapten. Also ass et net esou komplizéiert ze verstoe gewiescht, wéi et vläicht duergestallt gëtt.

Mir hunn och vläicht alleguer zesummen net ëmmer derzou bäigedroen, dass et kloer eriwwerkomm ass. Jiddefalls, d'Tatsaache schwätzen derfir, dass d'Mesurë verstane ginn.

Elo wësse mer och vun Etüden, déi entre-temps koumen, wou ee liest, dass mer mat der Aschätzung, wat gräift, net esou falsch louchen. Mir wëssen awer och, dass déi Mesuren, déi am meeschten Effet hunn, déi am effizientste sinn, wou mer wierklech d'Kontakter tëschent de Leit aschränken, an dass déi maximal effikass sinn, wa se maximal radikal sinn, dass se awer och maximale Kollateralschued hunn. Dat geet aus deene Pabeieren ervir, déi mer lech virgeluecht hunn. Kollateralschued fir d'Gesellschaft, fir d'Ekonomie, d'Leit, déi hir Existenz dobäi verléieren, fir eis Kanner, fir eis Jugendlech.

Dofir ass deen Accelerateur, dee mer gesat hu fir zwou Wochen, och kuerz geduecht gewiescht. An ech muss soen, ech kann nëmme staunen, wa mer vu Mesurë schwätzen, wann dat elo reduzéiert gëtt op e Coup d'accélérateur, dee mer ganz bewosst esou genannt hunn an dee mer par principe de précaution hei proposéiert hu fir eng ganz bestëmmten Zäit, nämlech d'Zäit vun Enn des Joers, wou mer gewarnt gi sinn, wou mer gesot kritt hunn: „Passt op op Enn des Joers, passt op, well do ass e grousse Risiko, dass dat aus dem Rudder leeft."

Dofir hu mer e Coup d'accélérateur proposéiert. Dofir hu mer iwwert d'Enn vum Joer nach eng Kéier eng Couche dropgesat. D'Schoul ass nach eng Woch méi zoubliwwen, fir wierklech ëm déi Zäit, wou mer gesot kritt hunn, déi wär geféierlech, net e Feeler ze maachen. Dat war als e Coup d'accélérateur geduecht.

De Set vun de Mesuren, dat ass deen anere gewiescht, deen en place ass. Dat ass och deen, dee säin Effet gewisen huet, global gesinn.

Ech sinn haut frou, dass mer deen Accelerateur gemaach hunn. En ass och ganz vill a Fro gestallt ginn. Ech wëll dat just hei rappeléieren. Hei ass gefuerdert ginn, dass mer sollen Ausname maachen iwwert d'Feierdeeg, dass d'Leit misste méi Besuch hunn. Ma mir wäerten dëser Deeg gesinn, wéi et bei deene Länner ausgesäit, déi dat gemaach hunn. Eng Rei Länner hunn Ausname gemaach. A kuckt lech hir Courben un, wéi déi elo ausgesinn, well et ass dës Zäit, wou een et gesäit. Bei eis ass déi lescht Deeg näischt eropgaangen, wëll ech just soen, a Chrëschtdag läit schonn eng Zäitchen zréck.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dofir sinn ech ganz frou, dass ech déi oft net feutréiert Kriticken, déi dozou komm sinn, iwwer mech ergoe gelooss hunn an dass mer dobäi bliwwe sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- A strikt bliwwe sinn! Well de Virus kennt kee Chrëschtdag an e kennt och kee Silvester. An et ass gutt, dass hei zu Lëtzebuerg um néng Auer jiddwereen doheem war.

Mir sichen och elo e permanenten Equiliber. De Mount Januar bleift kritesch. Selbstverständlech bleift e kritesch, dat ass dat, wat mer ervirsträichen. An et war eis als Santé wichteg, dat erëm eng Kéier ervirzehiewen, well et jo ëmmer esou séier vergiess gëtt: Soubal d'Zuelen ufänke gutt ze ginn, da gëtt alles a Fro gestallt, wat ee vu restriktive Mesuren en place huet. Dofir war et ons wichteg, drop hinzeweisen, dass déi Situatioun hei nach laang net iwwerstanen ass. Mir brauchen nach e Set u ganz restriktive Mesuren. An deen, deen haut proposéiert ass, dee mécht genau dat. Deen ass restriktiv, deen ass weiderhi restriktiv. A wann Der e mam Ausland vergläicht - ech kommen net méi am Detail drop zréck, mee ech mengen, et ass elo scho puermol hei gesot ginn -, da sti mer guer net esou schlecht do, wat eise Strengheetsgrad hei ugeet.

Et ass e „Lockdown light". Dat ass e Wuert, wat gesot ginn ass. Mir wollten net onbedéngt si wéi eis Noperen. Mir sinn eisen eegene Wee gaangen iwwert d'Feierdeeg, effektiv. Mir krute gesot: „All d'Länner maachen Ausnamen, just Lëtzebuerg net. Dir sidd onmënschlech! Dir sidd hei, dir sidd do." Jo, mir sinn eisen eegene Wee gaangen a mir hu Resultater gesinn. Mir si vun Ufank un eisen eegene Wee gaangen an ech sinn och ganz frou, dass mer hei vu Lëtzebuerg bis elo nach ni een hu misse fortfléien an e Spidol an d'Ausland. Am Ëmgedréiten hate mer dat schonn. Mir sinn nach ni op der Limitt vun eise Capacitéite gewiescht a mir hunn och elo zréckgeruddert kritt, a relativ gutt zréckgeruddert kritt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Eise Plädoyer haut als Santé an och an deem Avis, dee virläit, dat ass fir ze soen: „Et ass nach net Zäit, fir weider Oplockerungen ze maachen, do wou jiddweree se gären hätt, do wou jiddwereen drop waart, do wou et eis alleguerten am meeschten trëfft." Et ass nach ëmmer net de Moment, fir Besuch doheem ze hunn. Mir wëssen net, wat deen neie Virus mat sech bréngt. Dofir ass et fir eis extreem wichteg, dass mer dës strikt Mesure, an déi ass extreem strikt am internationale Verglach, och nach dëse Mount bäihalen.

Och wann et ville Leit net gefält, si mir der Meenung, dass déi beschte Reegel déi ass, am Moment wierklech op Besuch ze verzichten, dass ee just soll vum Besuchsrecht Gebrauch maachen, fir wierklech Leit, déi isoléiert sinn, net eleng ze loossen, fir no hinnen ze kucken. Mee dat soll net d'Reegel sinn, dass een elo soll zwee Leit bei sech op Besuch huelen all Dag.

D'selwecht si mer och wierklech dervun iwwerzeegt, dass een de Couvre-feu soll bäihalen. Mir gesinn, dee figuréiert ënnert deene Mesuren. Eng sechs Mesurë ginn zitéiert, déi wierklech gutt gräifen. Do ass Curfew oder Couvre-feu eng dervunner. A mir sinn och iwwerzeegt, dass et wichteg ass, déi och elo nach eng Kéier bäizebehalen. Wéi gesot, den absolutte Beweis, ob et elo déi war oder eng aner, déi derzou geféiert huet, dass mer déi gutt Situatioun hunn, déi mer elo hunn, vun der Tendenz hier, wuelverstanen. D'Zuele sinn nach ëmmer héich. Ech wëll se och net schéischwätzen, mee mir hunn eng extreem gutt Courbe no ënnen. An ech sinn iwwerzeegt, dass de Couvre-feu en Element dovunner ass, well nun eeben emol um eelef jiddweree muss doheem sinn a well en dofir zumindest ab deem Zäitpunkt néierens méi um Dësch enzwousch sëtzt, néierens méi ouni Mask zesumme mat engem e Patt hëlt oder soss eppes.

Dat selwecht gëllt fir den Horeca. Mir wëssen, dass dëse Secteur duerch dës Pandemie extreem getraff ass. Et ass keen, deen dat gutt fënnt. Et ass awer nun eeben emol esou, an dat ass de groussen Ënnerscheed zum Commerce, et gëtt hei gesot vun de Solden ... Am Restaurant sëtzen ech net heimadder ...

(Mme Paulette Lenert montre un masque.)

... um Dësch, ech iessen ouni Mask, ech drénken ouni Mask, ech schwätzen ouni Mask mat mengem Dëschnoper. Dat ass en Ënnerscheed. Am Commerce hu mer hei zu Lëtzebuerg Maskeflicht vun Ufank un, scho ganz laang. Déi ass nach ni opgehuewe gewiescht. Mir hunn nach aner Reegelen derbäikritt. Et ass eng ganz aner Situatioun. Et ass eebe justement déi Situatioun, déi vum Conseil supérieur des maladies infectieuses och elo ervirgestrach gëtt, wou een net protegéiert zesummekënnt.

Dofir si mer der Meenung, dass een Aktivitéiten, wou ee sech ka schützen, wou ee kann Distanz halen, wou ee ka mam Mask fonctionéieren, dass een déi erëm ka lues a lues ulafe loossen, natierlech mat strengen Oplagen, dat ass evident. An deem Sënn huet och fir eis weiderhin de Commerce seng streng Oplagen ze hunn. Mir hunn déi Concept-sanitairen ageféiert, fir dass d'Fluxe besser gereegelt sinn. Et ass haut verbueden, fir eebe justement am Commerce an de Galerie-marchanden ze iessen oder eppes ze drénken. Do soll de Mask ubehale ginn. Dat ass dat, wat eis den néidege Schutz do gëtt. Dat ass dat, wat en place ass an dat ass dat, wou mer hei derfir plädéieren, dass dat och weider soll en place bleiwen.

Fir de Rescht gëtt et beim Zesummekommen iwwerall eng Reegel. Dat ass déi, dass mer wierklech fir eng absolutt Distanz suergen. Dat mag pedantesch kléngen. Mee d'Reegel ab zéng ass, dass een op zwee Meter net nëmmen ausernee bleift, mee dass een op zwee Meter sëtzt an och seng Mask unhuet. Domadder si mer geséchert, dass e Kader geschafen ass, deen dach awer empechéiert, dass de Virus vun deem engen zu deem anere geet. Dat ass e gereegelte Kader.

Dat ass och beschränkt op 100 Leit. Dat si ganz streng Oplagen, déi Der net an alle Länner esou fannt. A mir sinn der Meenung, dass ee mat deenen Oplage wierklech gutt ka fonctionéieren.

Da géif ech op de Sport ze schwätze kommen. Mir sinn der Meenung, dass iwwer Wochen a Méint et immens gutt ass, dass d'Leit sech solle beweegen. Dat ass gutt fir hir Gesondheet, dat ass gutt fir hiren Immunsystem. D'Leit solle kënne Beweegung hunn a Sport maachen. Mee och hei ass erëm e gewëssene Risiko, dass ee sech ze no kënnt. Dofir hu mer elo do nach méi streng Mesure proposéiert.

Do, wou ee bis elo nach konnt a Gruppe vu véier fonctionéieren ouni Protektioun, ass et elo esou,

dass ee fir eng sportlech Aktivitéit, wou ee sech kierperlech aktivéiert, dat just nach zu zwee ka maachen. Dat heescht, dat ass scho méi streng ginn. Mir halen am Fong eis strengste Mesurë bäi a mir féieren nach Zousazmesuren an. Do, wou ee sech ka schützen, loosse mer Aktivitéiten erëm fonctionéieren, dëst mat strengen Oplagen, justement fir dass d'Leit sech eeben net ze no kommen.

Fir de Sport, ech mengen, dat ass gesot ginn, kommen och nach Zousazrestriktiounen, wat d'Meterkareeë betrëfft, derbäi fir sécherzestellen, dass déi Gruppen och wierklech genuch Espace ronderëm sech hunn an dass d'Aktivitéiten esou wierklech geséchert kënne stattfannen. Dat selwecht gëllt fir d'Schwämmen, wou ganz streng gereegelt ass, wivill Leit an engem Couloir kënne sinn. Dat gëllt fir d'Vestiairen, wou och elo Reegele virgesi sinn.

Ech kann also nëmme soen, Stand haut: Kee Regret par rapport zum Principe de précaution, dee mer haten, kee Regret fir dee Coup d'accélérateur, dee mer gemaach hunn an en absolutte Plädoyer fir bei engem Set ze bleiwen, dee restriktiv bleift, deen do usetzt, wou d'Leit zesummekommen, deen do usetzt, wou mer haut wëssen, dass et do ass, wou d'Leit sech awer haaptsächlech ustiechen.

Dat ass am Privaten an et ass selbstverständlech och op der Aarbechtsplaz, do wou enk Kontakter sinn. Dofir hu mer Recommandatiounen. Dofir wierke mer ëmmer erëm drop an, dass dat nei verstane gëtt, dass et besser verstane gëtt. Dat ass extreem wichteg a wäert et och nach bleiwen.

Et ass e Regimm vu gréisster Virsiicht, dee vill ofverlaangt, mee dee gewisen huet, dass e fonctionéiert. An dat soll eis alleguerte motivéieren.

Nach si mer net all geimpft. Et geet un. Et ass e Mount, deen eis eigentlech kann optimistesch stëmmen. Nach gi vill Leit krank, och jonk Leit gi krank vun deem Virus hei, uerg krank zum Deel. Nach stierwe vill Leit. De Prozentsaz vun deene Leit, déi dësem Virus zum Affer falen, ass nach wie vor dee selwechten. Asoufern ass de Risiko nach ëmmer do, nach ëmmer present an et ass wierklech net de Moment, fir ze soen: „Mir hunn et gepackt."

De Januar soll eis trotzdeem Hoffnung ginn, virun allem, well mer gesinn hunn, dass déi Mesuren, déi mer hei geholl hunn, gewierkt hunn. An ech hunn et virdru gesot, an ech géif gär alle Leit Merci soen, well et ass dank hinnen. Et ass net d'Politik, déi et méiglech mécht, et sinn d'Leit, déi et méiglech maachen. Et sinn d'Leit, déi sech mussen drun halen. Wann dat net geschitt, da kann et net wierken. An et huet gewierkt hei.

Dat soll eis optimistesch stëmmen. Mir kënnen dat alleguerten zesumme packen. Mir musse just nach duerhalen. Mir mussen nach e wéineg duerhalen. Et ass nach eng Zäit, déi iwwreg bleift, déi mer musse gestemmt kréien, bis déi Impfunge wierklech ganz deployéiert sinn. Dat wësse mer haut net, wéi laang dat wäert daueren. Mee jiddefalls wësse mir, dass mir et hei kënne packen, wa mer dat zesumme maachen.

An deem Sënn soen ech jiddwerengem Merci fir déi Efforten, déi gemaach gi sinn. Mir halen zesummen am Interessi vun deene Leit, déi besonnesch getraff si vun dëser Kris, wat hir Gesondheet betrëfft, wat hir Existenz betrëfft. Et ass ganz ënnerschiddlech, wéi dëse Virus d'Leit trëfft en fonction vun hire Vulnerabilitéiten, en fonction vun deem Secteur, an deem se täteg sinn.

Mir maachen et och am Interessi vun eise Kanner. Och si sollen Normalitéit hunn. Mir sollen et hinne méiglech maachen, an d'Schoul ze goen. Dat ass extreem, extreem wichteg. De Kollateralschued brauch ech lech net ze illustréieren, ech mengen, dat versteet jiddwereen an deem Land hei, wéi wichteg et ass, dass eis Kanner och do zu enger Normalitéit kënnen zréckfannen. An dofir sollte mir alleguer zesumme weider Efforte maachen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Da Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech hunn zwou Froen. Eng konkreet: Stëmmt déi Zuel, oder kënnt Der déi Zuel mat ënnerschreiwen, déi am Rapport d'analyses vun Ären Experte steet, datt Der den Traçage u sech just packt, wann et net méi wéi 100, ech mengen, et sinn 150 Infektiounen den Dag, sinn? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zweet Fro: De Premierminister huet gesot, d'Decisioune géifen net no Laun geschéien. Den Horeca-Beräich, ënner anerem deen, mee ech mengen, d'Leit alleguer brauche Perspektiven a mussen och wëssen, vu wat datt d'Decisiounen nom 31. Januar ofhänken. Kënnt Der eis also soen, no wéi enge konkreete Krittären datt Der do kuckt, no wéi engen Zuelen datt Der do kuckt a wéi eng Héicht déi Zuele mussen erreechen, fir datt et entweeder gelabbert oder nach eng Kéier méi restriktiv gëtt?

Well de Premierminister sot jo och, d'Chamber wär ëmmer prett, a wann d'Zuelen elo erëm eng Kéier géifen an d'Luucht goen, da misste mer vläicht erëm eng Kéier en neit Gesetz stëmmen. Dat heescht, och do d'Fro: Wat ass do d'Limitt, datt mer erëm eng Kéier mussen d'Schrauf unzéien?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un d'Regierung, d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, mir haten de Moien an der Chamberskommissioun déi dote Fro elo emol eng Kéier zur Ofwiesselung net. Mir hu schonn oft doriwwer geschwat. Haut hu mer haaptsächlech vill iwwer Juegd geschwat an iwwer esou Saachen.

Den Traçage mat den 150 Leit, dat ass en duebele Constat. Ech mengen, ech hat dat och hei op der Tribün schonn e puermol erkläert an ech hat lech et och am Detail schonn erkläert. Déi eng Saach ass, dass een effektiv ab 100, 150 Leit, gesäit, dass een net méi déi Effikassitéit huet, well een enorm vill Kontakter ronderëm huet, well et och net ofseebar ass vun haut op muer bei esou vill Leit, wivill Leit ee muss tracen, well d'Leit ganz ënnerschiddlech Kontakter hunn.

A mir hunn och eng wëssenschaftlech Basis. Ech mengen, ech hat se schonn e puermol zitéiert. Et ass e Schrëftstéck vum Max-Planck-Institut, wat och genau festleet, relativ genau festleet, dass et e Kipppunkt gëtt, ab deem en Tracing net méi déi Effikassitéit kann hunn. Dat huet also näischt mat Lëtzebuerg a mat eise Capacitéiten ze dinn. Dat ass inherent zu engem Tracing. Et ass ëmmer eng Donkelziffer, déi een net agefaange kritt iwwert den Tracing. An ab enger gewëssener Unzuel un Neiinfektioune gëtt déi Donkelziffer esou grouss, dass d'Effikassitéit vun deem Ganzen a Fro gestallt ass.

Dofir kombinéiere mer eis Strategie jo mat villen anere Pilieren. Dat ass d'Testen, dat sinn aner Mesuren, déi och en place sinn.

Wat eis Indicateure sinn, dat bleiwen nach wie vor déi selwecht. Mir kucken d'Zuel vun den Neiinfektiounen. Mir kucken d'Altersstruktur. Mir kucken den Impakt op eis Spideeler, wou ech lech och erkläert hat, dass mer d'Chance hunn, eng Modellisatioun ze hunn, déi wierklech eisen eegenen Zuele Rechnung dréit, mat där mer genau kënne berechnen en fonction vun den Neiinfektiounen, wou mer wäerte landen an de Phasen.

Mir sinn am Moment ënnerwee an eng Phas 2. Laut eisem Modell bestätegt sech dat an den Zuelen, wéi Der gesitt. Eng Phas 2 ass dat, wat mer ustriewen an der Dauer. Wa mer eng Phas 2 ustriewen a mir wëllen op eise konkreeten Zuele schaffen, da kann ech lech haut net soen, wéi déi Zuel genau wäert sinn. Dofir soe mer lech dat jo au fur et à mesure a mir kucken eis reell Neiinfektiounen, fir esou no wéi méiglech bei der Realitéit ze sinn.

Den Taux de positivité, dee mer lech uginn, dee mer ustriewe, steet och an den Dokumenter, do striewe mer un, dass deen ënner 3 % läit. A fir den Tracing ass sécherlech eng Limitt 150, just dorënner fänkt et erëm un, gutt an effizient ze ginn. Mee dat ass keng absolutt Zuel, déi een esou kann nennen. Et ass en Ensembel vun Indicateuren, esou wéi dat och an Irland de Fall ass. Dir zitéiert ëmmer gären Irland. Mir hunn zimmlech déi selwecht Indicateure wéi Irland a wéi aner Länner och. Déi sinn net nei an och net anescht. Bon, wa vläicht anerer debäikommen eng Kéier, tant mieux. Stand haut schaffe mer mat deenen, déi Der ëmmer opbereet kritt, wa mer nei Mesurë proposéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. Nach eng Kéier Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Souwäit ech mech kann erënneren, hat d'Madamm Minister déi leschte Kéier d'Zuel vun 200 Neiinfektioune gesot, ënner anerem, déi Zuel, wa mer déi géifen erreechen, dann hätte mer am Prinzip d'Zil erreecht. Elo ass eebe meng Fro: Bleift dat elo nach ëmmer eist Zil? Oder ass d'Zil vläicht, datt mir wëllen op 150 Neiinfektiounen, datt mir wëllen d'Phas 2 erreechen oder d'Phas 1 erreechen, ier mer labberen? Ass do näischt fest?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, an engem Saz. Mir hoffen, dass mer op null kommen. An dat packe mer just, wa mer och alleguerten zesummen an déi selwecht Richtung ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat ass awer keng Äntwert!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Fir elo hei ze soen …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat heescht, d'Phas 0 …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Reegt lech nach net op, Dir hutt nach net nogelauschtert! Wann hei een der Meenung ass, et soll ee soen: „Ab 50 geet dat heiten op an dat heiten zou" … Wann d'Spideeler eidel sinn, sinn ech dee Leschten, dee sech dogéint opposéiert. Ech sinn awer deen Éischten, dee seet, dass, wa mer vläicht zéng Infektiounen hunn, mee d'Spideeler voll sinn, dass mer da mussen agéieren.

Ech mengen, wann een an der Responsabilitéit ass, muss een och bereet sinn, déi Responsabilitéit ze iwwerhuelen an net Mathematiker sinn, fir ze soen: „Ab 50 alles zou!" Et sinn aner Krittären, vu Spideeler, vu Soin-intensiffen, vu Soins normaux, vun Infektiounen, vum R, an dat sinn all déi Indicateuren, wou ee muss d'Analys maachen an dann eeben och déi richteg Decisioun proposéieren.

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Och domadder geet en Ampelsystem.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Premierminister. Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. De Premierminister huet hei vun Eegeresponsabilitéit vun de Leit geschwat.

Une voix.- Ma jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Mir maache jo elo en Deel op. An da stellen ech him da konkreet d'Fro: Gëtt hien dann elo d'Recommandatioun, dass d'Leit da sollen an d'Vakanz fueren oder dass se sollen heiheem bleiwen?

Une voix.- O!

Une autre voix.- Wow!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Roth. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir wësst jo, depuis le départ, dass déi éischt Méint vun der Kris de „Bleif doheem" war. Mir soen elo de Leit: „Bleif gesond!", a virun allem: „Bleif responsabel, evitéier d'Kontakter!" Wann Der probéiert, hei just Poleemik ze maachen, muss ech lech enttäuschen. Ech war net zu Dubai wärend enger Woch, wéi ech dat elo liesen. Ech war net zu Marrakesch, wann Der elo wëllt perséinlech hei ginn an ënnert de Rimm goen. Ech war net am Ausland, wou dann aner Mesurë waren. Ech war wéinst perséinlechen Ursaachen e puer Deeg a Frankräich an ech kann lech just soen, dass mer, wéi ech déi puer Deeg a Frankräich war, zwee Regierungsréit organiséiert hunn. Dat heescht, wann Der mengt, et war fir ze relaxen, dat war et och net! Ech hu meng Aarbecht gemaach. An ech mengen, et soll een net mat Steng werfen, wann een am Glashaus sëtzt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Premierminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7743. Den Text steet am Document parlementaire 7743[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7743 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass de Vott ofgeschloss. De Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet des vaccins

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Impfungen, déi déi politesch Sensibilitéit ADR ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Chambersreglement festgehalen. Ech ginn d'Wuert un den Här Jeff Engelen als Spriecher vun der politescher Sensibilitéit ADR. Här Jeff Engelen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och merci fir dës Aktualitéitsstonn. Wéi ech schonn e puermol betount hunn, ass d'ADR keng Partei, déi géint d'Impfunge wär, ganz am Géigendeel. Mer erkennen déi enorm Verdéngschter vun den Impfungen déi lescht 100 Joer un - dëst zur Verbesserung vun der Gesondheet vun eise Leit - an dat a vollem Ëmfang.

Am aktuelle Kontext mussen awer eng Rei vu kritesche Froe gestallt ginn. Erlaabt mer awer, vu vireran ze soen, datt fir d'ADR d'Impfung net déi eenzeg Léisung fir eng Verbesserung vun der Situatioun ka sinn.

Eis Spidolsinfrastruktur muss no laange Joren LSAP-Mëtswirtschaft am Gesondheetssecteur gestäerkt ginn …

(Exclamations)

… an et muss weider massiv no effikasse Medikamenter géint de Covid gefuerscht ginn.

Elo erëm zréck zu den aktuellen Impfungen am Kader vum Coronavirus.

Mir stelle fest: Déi Europäesch Medikamentenagentur EMA stoung ënner enormem politeschen an ekonomeschen Drock, fir eng provisoresch Zouloossung fir emol ee Joer vum Impfstoff ze erlaben. Doduerjer besteet an onsen Aen de Risiko, datt net all d'Aspekter vun dësen Impfstoffer konnten esou evaluéiert ginn, wéi dat hätt misse sinn.

Mir däerfen net vergiessen, datt et sech bei deenen zwee aktuell zougeloossenen Impfstoffer an der EU ëm eng nei Zort vun Impfstoffer handelt, an zwar op Basis vun enger mRNA-Technologie, an datt se net no deenen übleche Prozeduren an net fir all Kategorie vu Patiente getest goufen.

Et ass bis haut och nach net kloer, wéi eng Wierkung déi verschidde Vaccinen iwwerhaapt hunn, zum Beispill an der Dauer vum Impfstoff a senger Effikassitéit, besonnesch och fir verschidde Kategorië vu Persounen, wéi zum Beispill eeler Leit. Ass den Impfstoff ugepasst oder wierksam géintiwwer verschiddene Mutatioune vum Virus? Well et ass jo gewosst, datt ee Virus sech verännert. Wéi ass et mat geimpfte Persounen? Kënnen déi de Virus eventuell virundroen op Leit, déi net geimpft sinn? Dat ass eng wichteg Fro, eebe besonnesch och fir geimpfte Persounen, déi an de Gesondheets- a Fleegesecteuren aktiv sinn oder schaffen.

Et sief nach bemierkt, datt ee bei deenen zukünftegen Impfstoffer, déi op konventionell Manéier d'Formatioun vun Antikierper ervirruffen, net déi selwecht Bedenke muss hunn. Dat gëllt zum Beispill fir den AstraZeneca.

Här President, iwwert déi niddreg Zuel vun Impfdosen, déi mer kréien, ass ewell vill diskutéiert ginn. Schonn nees emol huet d'EU, op déi d'Lëtzebuerger Regierung sech verlooss hat, versot. Fir Impfdosen ze beschafen, hat d'EU-Kommissioun vill ze mann Sue bereetgestallt. Dat war awer definitiv déi falsch Plaz, fir knéckeg ze sinn!

Da koum nach déi Rivalitéit tëschent Däitschland a Frankräich derbäi. Och do ass ewell bekannt, datt do e Kouhandel tëschent der EU-Kommissioun an e puer Länner bedriwwe gouf, an dat op Käschte vun der Gesondheet vun de Leit. Dat Trauerspill, dat um Niveau vun der EU gelaf ass, bezillt sech leider an Honnerten, wann net souguer - hoffe mer net! - an Dausende vu Mënschenliewen.

Awer d'EU-Kommissioun seet zu Recht, datt d'Staaten an all Decisioun mat agebonne waren - also och déi Lëtzebuerger Regierung. Dowéinst wéilte mir den Här Staatsminister hei froen: Firwat huet Lëtzebuerg net och zousätzlech Impfstoffer op nationaler Basis kaaft, wéi och aner Länner et gemaach hunn? Fir ongefëier de Präis vum Large-Scale-Testing hätte mer eis ganz Populatioun ronn 2,5-mol kënnen impfen.

(Interruptions)

D'Verdeelung vun den Impfstoffdosen an der EU geschitt jo nom Prinzip vun engem Prorata zu der Awunnerzuel vun den eenzelnen EU-Staaten. Domat hätt Lëtzebuerg e Prorata vun 0,14 % zegutt. Meng Fro heizou wär: Bis wéini kënne mer hei zu Lëtzebuerg dermat rechnen, datt mer dëse Proratadeel kënnen hunn? An eng weider Fro wär: Firwat huet Lëtzebuerg net zousätzlech Dosen iwwert d'EU-Kommissioun kaaft? Dëst wär jo méiglech gewiescht.

Dës zwou Froe bezéie sech op d'Äntwert zu menger parlamentarescher Fro mat der Nummer 2756. Aus

dëser Äntwert geet nach ervir, datt d'Memberstaate selwer kënnen entscheeden, wat fir eng Impfstoffer am beschten zu hirer nationaler Teststrategie passen. An hei wär meng zousätzlech Fro: Opgrond vu wat fir enger Basis huet d'Regierung hir oder dës Decisioun geholl?

Wa Länner wéi Däitschland an England en Impfstoff op nationaler Basis zouloossen oder driwwer nodenken, firwat soll Lëtzebuerg dat net och kënnen? Besonnesch och wann et ëm d'Gesondheet vu ville Leit geet, muss déi national Souveränitéit zu hirem Recht kommen. Europa huet dacks genuch versot!

Wat ass d'Meenung vun der Regierung bei där Iddi, fir déi zweet Impfung, also dee sougenannte Rappel, zäitlech zréckzesetzen an déi wéineg Impfdosen, déi mer kréien, ze huelen, fir esou vill wéi méiglech Leit eng éischte Kéier ze impfen?

A schliisslech hu mer och eng Verantwortung fir déi Lëtzebuerger, déi an der Grenzregioun wunnen. Misste mer net och u si denken, souwéi och un eis Grenzgänger, déi bei eis schaffen, déi mer bluttnoutwendeg brauchen?

Une voix.- Solle mer op Franséisch schwätzen?

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Firwat dann op Franséisch? Mir sinn hei zu Lëtzebuerg.

Här President, fir d'ADR ass de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet vun zentraler Bedeitung. Et gëtt ganz vill Diskussiounen an deem Kontext, déi a sech als Finalitéit hunn, fir de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet vun der Impfung ze ënnergruewen. Wien net méi däerf reesen, net méi däerf an e Fliger klammen, net méi däerf an e Restaurant ouni Impfung goen, muss jo bal iergendwann noginn a sech impfe loossen.

D'ADR erkennt an dëser Diskussioun eng Form vun Erpressung. Et ass an hiren Aen e Verstouss géint d'Verfügungsrecht iwwert den eegene Kierper an e ganz gefäierleche Prezedenzfall fir aner Diskussiounen, zum Beispill bei Krankheeten, Organspenden an esou weider. Muss een an Zukunft bei all Geleeënheet säin Impfpass weisen?

D'ADR erkennt och d'Gefor vun enger Diskriminéierung géintiwwer Leit, déi sech net kënnen impfe loossen, zum Beispill wéinst anere medezinnesche Consideratiounen, déi si betreffen.

Och eng Verletzung vun de Perséinlechkeetsrechter a vum Dateschutz léisst sech hei argumentéieren, wa Jänni a Männi, also all Privatpersoun, op eemol ka vun enger anerer verlaangen, fir hir den Impfpass ze weisen. Wann ech bedenken, datt d'Police net egal wéini däerf d'Carte d'identité vun enger Persoun froen, da freeën ech mech elo schonn op déi Diskussiounen, déi mer geschwë wäerte kréien.

Une voix.- Bravo!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Mir froen eis: Ass d'Lëtzebuerger Regierung bereet, fir de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet vun den Impfunge resolutt ze verdeedegen? Hei am Land, awer och géintiwwer anere Länner, fir d'Reesfräiheet net vun engem Impfpass ofhängeg ze maachen? A wéi steet d'Regierung zu där Iddi vun enger Impfapp um Handy, déi ee misst weisen, ier een zum Beispill an e Geschäft oder an e Restaurant geet?

An deem Sënn deponéieren ech eng éischt Motioun, Här President, déi op dee Punkt do hiweist. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt aktuell sougenannt Impfappen a verschiddene Lanner, dorënner och d'USA, entwéckelt ginn;

- datt esou Impfapplikatioune kéinten zu verschiddenen Zwecker benotzt ginn, wéi z. B. eng Coronaimpfung nozeweisen oder och fir Niewewierkunge vun der Impfung ze dokumentéieren;

- datt sech domat eng ganz Rei vu Froen, ë. a. am Bezuch op d'Datesécherheet, de Schutz vun der Privatsphär, de Schutz vu medezinneschen Informatiounen (Secret médical), de Konsumenteschutz, d'Reesfräiheet an esou weider, stellen,

fuerdert d'Regierung op,

- fir bei enger elektronescher Versioun vum Impfschäin, z. B. iwwer eng Impfapp, op en adequate legislative Kader op europäeschem Niveau hinzewierken, fir d'Fraiwëllegkeet vun der Benotzung vun esou enger App, d'Sécherheet vun den Donnéeën an de Schutz vun allen Aspekter vun der Privatsphär ze garantéieren;

- sécherzestellen, datt esou eng Impfapp nëmmen däerf vun autoriséierte staatlechen a medezinneschen Instanze consultéiert ginn, dëst ënner genee definéierte Konditiounen, an datt aner Acteuren, besonnesch aus der privater Wirtschaft, dës App net däerfe froen oder consultéieren;

- datt déi perséinlech Donnéeë vu geimpfte Persounen, am Respekt vum Dateschutz, net via esou eng App gespäichert a fir Dokumentatiounszwecker benotzt kënne ginn, ouni déi bewossten, prealabel a schréftlech Zoustëmmung vun där betreffender Persoun.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Ass d'Regierung bereet, fir ze verhënneren, datt mer eng Zwouklassegesellschaft zu Lëtzebuerg kréien, déi all solidaresche Prinzip, zum Beispill bei de Krankekeesen, géif a Fro stellen? D'ADR ass jiddefalls net bereet, fir Leit no Geimpften an Netgeimpften ze trennen.

An deem Sënn do deponéieren ech eng zweet Motioun, Här President.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

- hëlt zur Kenntnis, datt ëmmer méi Impfstoffer géint de Covid-19 zougelooss ginn an datt doduerch, iwwert déi nächst Méint, ëmmer méi Leit geimpft ginn;

- ass besuergt iwwer eng Rei vu Fuerderungen, déi dorop géifen erauslafen, eng Zwouklassegesellschaft ze schafen, an där geimpfte Persoune méi Rechter wéi net geimpfte Persounen hätten;

- decidéiert, weider fir eng solidaresch Gesellschaft anzetrieden,

fuerdert d'Regierung op,

- sécherzestellen, wann néideg och duerch legislativ Initiativen, datt keng Ënnerscheeder tëschent geimpften an net geimpfte Persounen däerfe gemaach ginn;

- derfir ze suergen, datt déi fräiwëlleg Decisioun, fir sech impfen ze loossen oder net, keng Auswierkungen däerf op déi individuell Fräiheeten hunn, wéi och z. B. d'Reesfräiheet, a sech an deem Sënn och géintiwwer anere Staaten ze engagéieren;

- ze assuréieren, datt kommerziell Transaktiounen oder Déngschtleeschtungen net däerfe vun enger Impfbestätegung (a wéi enger Form och ëmmer) ofhängeg gemaach ginn;

- datt eng Impfbestätegung (Impfpass) nëmmen däerf vu medezinneschem Personal consultéiert gi respektiv vu staatlechen Autoritéiten an deene Länner, déi eng Impfung als Konditioun fir eng Arees fuerderen;

- derfir ze suergen, datt beim Remboursement vu Leeschtungen duerch d'Gesondheetskeess keng Ënnerscheeder tëschent geimpften an net geimpfte Persoune kënne gemaach ginn.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

(Interruptions)

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Här President, wat de Suivi vun de Leit, déi géint de Coronavirus geimpft ginn, ugeet, schockéiert eis, datt am Gesetz vum 24. Dezember 2020 steet, datt d'Donnéeë vun all Impfpatient, an zwar fir Fuerschungszwecker, 20 Joer solle gehale ginn.

Fir d'ADR gesäit dat esou aus, wéi wann déi breet Bevëlkerung hei soll als Versuchskanéngercher déngen. Dat stellt vill prinzipiell eethesch Froen. Mir brauchen zu där Fro eng breet gesellschaftlech Debatt.

Wéi soll dee besote Suivi da konkreet ausgesinn, assuréiert ginn? Ginn all déi Leit, déi geimpft ginn, elo reegelméisseg fir Kontrollen oder Tester convoquéiert? Wat geschitt an deenen 20 Joer mat deene geimpfte Leit? Wéi eng medezinnesch Informatiounen iwwer sech musse si dem Staat matdeelen? A ginn eventuell constatéiert Problemer deene betraffene Leit direkt matgedeelt? Wien decidéiert bei eventuell constatéierten Anomalien, datt d'Impfunge musse gestoppt ginn?

Suerge mécht ons an deem Kontext och d'Virgoe vun der spuenescher Regierung, déi Lëschten opstellt vun deene Leit, déi sech net wëllen impfe loossen. Déi Lëschte kënnen un aner EU-Länner virugereecht ginn.

Wéi geet Lëtzebuerg domat ëm? Géif eist Land selwer esou Lëschten opstellen? Wéi ass d'Positioun vun der Regierung a puncto Dateschutz?

Een anere wichtegen Aspekt vun der Fräiwëllegkeet betrëfft déi eeler Leit. Wéi wëllt d'Regierung sécherstellen, datt déi Persounen an de CIPAen iwwerhaapt hiren Accord ginn? Wéi ass et bei deenen eelere Leit, déi schlecht kënne kommunikéieren, d'Situatioun net richteg erfaassen an ofschätzen oder wa se souguer dement sinn? Wéi eng Reegele gëlle fir si? Wou ass fir si d'Grenz tëschent Fräiheet a Sécherheet? Wéi gëtt hire fräie Wëlle respektéiert?

D'ADR mengt, datt esou eng Decisioun net soll enger Direktioun vun engem Etablissement iwwerlooss ginn, mee datt eeler Leit do misste kënnen op eng Vertrauenspersoun zréckgräifen aus der Famill oder ronderëm, déi dat da mat hinnen zesummen decidéiert.

An deem Sënn do deponéieren ech dann eng drëtt Motioun, Här President.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

- ass sech bewosst, datt eng Campagne amgaangen ass, fir eeler Leit an den Heemer géint Covid-19 ze impfen;

- stellt fest am Hibléck op déi Tatsaach, datt net all eelere Mënsch an engem Heem kann a voller Eegestännegkeet ofweien an decidéieren, ob hie sech wëllt impfe loossen oder net, z. B. am Fall vun enger Demenz;

- ass iwwerzeegt, datt et keng Ofstrécher um Prinzip vun der Fräiwëllegkeet bei Impfungen däerf ginn an datt d'Rechter vun all Mënsch musse respektéiert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

- sécherzestellen, datt och d'Leit an den Heemer kënnen ouni Drock a gutt informéiert eegestänneg decidéieren, ob si sech wëllen impfe loossen oder net;

- datt net gewëssen Aktivitéiten, wéi z. B. kënne Besuch ze empfänken, dovun ofhängeg gemaach kënne ginn, ob eng Persoun sech wëllt impfe loossen oder net;

- an den Heemer nëmmen Impfstoffer ze benotzen, déi och fir eeler Leit getest goufen, a bei deenen ee kann no beschtem Wëssen a Gewëssen dovun ausgoen, datt si keng disproportionéiert Niewewierkungen op déi Kategorie vun eelere Mënschen hunn;

- an deene Fäll, wou e Mënsch net méi fir sech selwer decidéiere kann, ob hie wëllt geimpft ginn oder net, déi Decisioun net einfach enger Institutioun ze iwwerloossen, mee eng Vertrauenspersoun vun dem betraffene Mënsch ze consultéieren, déi säi Wëlle kennt an dee ka vertrieden.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Aus Zäitgrënn konnt ech elo net nach weider Iwwerleeunge mat erabréngen. Ech wëll awer nach drop opmierksam maachen an nofroen, ob ewell gewosst ass, no wat fir engem Schlëssel oder System datt mir hei zu Lëtzebuerg déi eenzel Leit zur Impfung invitéieren. Dat wär och eng interessant Fro. Ech mengen, et sinn der nach.

An ech wëll dann nach zum Schluss - ech soen Iech da Merci fir Är Opmierksamkeet - eng véiert Motioun deponéieren. Déi bezitt sech op de Sport hei am Land.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten

- begréisst, datt d'Regierung Kinoen an Theateren nees erlaabt, hir Programmer viru Publikum ze weisen;

- stellt fest, datt bei Fussballsmatcher a bei anere Sportaarte souguer am Fräien Zuschauer nach ëmmer net zougelooss sinn;

- ënnersträicht, datt de Gesetzgeeber soll kohärent, an ouni eng Grupp vu Leit ze bevirdeelegen, handelen,

fuerdert d'Regierung op,

- an der Chamber e Gesetzesprojet ze deponéieren, dee géif erlaaben, bei Sportveranstaltungen, besonnesch am Fräien, Zuschauer zouzeloossen.

(s.) Jeff Engelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, d'Impfung misst a sech Liicht am Tunnel sinn. D'Impfung ass nämlech wichteg, fir Mënscheliewen ze retten, weesentlech, fir datt mer an noer Zukunft erëm normal kënne liewen, wichteg, datt eis Ekonomie och erëm ka fonctionéieren an datt mer erëm kënne sozial Kontakter hunn. Duerfir muss och alles dru gesat ginn, datt hei zu Lëtzebuerg jiddereen, dee sech wëllt impfe loossen - an dat mussen der esou vill wéi méiglech sinn -, dat och séier ka maachen.

Fir Impfstoffer anzesetzen, brauch een natierlech eng Impfstrategie an et brauch een op d'mannst och en Impfstoff. An do ass awer scho munches schifgelaf.

Lëtzebuerg huet säin Impfstoff solidaresch mat deenen aneren EU-Länner akaaft. Mir deelen och dëse Wee. Lëtzebuerg stoung a steet zur EU.

6 verschidde Produzenten, 2 Milliarden Dosen: dat ass de Kader. A well d'EU asymmeetresch bestallt huet - dat heescht, se hu méi an Europa akaaft, wéi ausserhalb vun Europa, zum Beispill 80 Milliounen bei Moderna a 400 Milliounen bei CureVac -, ass et elo esou, dass mer nëmmen 280 Milliounen Vaccinen hunn. Wär d'Akaafspolitik déi gewiescht, dass ee bei jiddwerengem d'selwecht bestallt hätt, hätte mer elo 700 Milliounen, also 2,5-mol méi. Dat ass just eng Rechnung.

Mee wat kloer ass: Wéi d'Verhandlunge vun der EU mat de Pharmakonzerner ofgeschloss waren, hätt eis Regierung missen, esou wéi eis däitsch Nopperen, weideren Impfstoff bestellen.

Firwat - dat ass meng éischt Fro - wollt d'Regierung net zousätzlech Impfstoffer bestellen, wéi et schonns méiglech war? Well am Large-Scale-Testing si mer jo och eise Wee gaangen, wat och gutt war, wat offensiv war, wat zwar och eppes kascht huet.

Den 13. November stoung an enger Äntwert op eng Question parlementaire, déi mer gestallt hunn, d'Regierung wéilt keng zousätzlech Pisten envisagéieren. Den 20. Dezember hu mer awer dunn, also e gudde Mount drop, als Äntwert op eis Fro - „Probéiert d'Regierung och nach zousätzlech Impfdosisse vun dëse Firmen ze bestellen?" - kritt: „D'Regierung huet sech positionéiert, fir zousätzlech optionell Impfdose bestellen ze kënnen, déi an de Kontrakter déi d'Europäesch Kommissioun ausgehandelt huet, virgesi sinn. Parallell ass och direkt de Kontakt mat deene verschiddene pharmazeutesche Laboratoiren opgeholl ginn." An de 6. Januar krute mer op eng weider Question urgente gesot: „D'Diskussioune sinn nach amgaangen."

Duerfir meng zweet Fro: Kënne mer hei Detailer kréien? Wat heescht dat dote genau? Wou si mer hei drun?

Iwwerhaapt stelle mer eis d'Fro, firwat dass d'Regierung hei esou zaghaft ass, well am Fong geholl si jo finanziell Reserve beim Akaf vum Vaccin wierklech keen Argument. D'Impfstoffer sinn net deier, vill méi bëlleg wéi zum Beispill e PCR-Test, vill manner wéi e Lockdown, och wann dëse souguer nëmme partiell ass. An en plus: Wa mer ze vill Impfstoffer hätten, kéinte mer déi och nach un eis Kooperatiounspartnerlänner weiderginn. Hei huet d'Regierung an eisen Aen eng falsch Approche an et ass ganz vill wäertvoll Zäit verluere gaangen.

Fakt ass och, dass d'Impfunge lues ufänken. Dat gesi mer. Mee Fakt ass awer gradesou, dass an engem Ranking, dee vun der Our World in Data opgesat ginn ass op den Dag vun haut, mir un 18. Plaz si bei 27 Länner, wann een de Pourcentage vun Impfunge par rapport zu den Awunner kuckt; wat sécherlech net bedeitend ass.

Dann an där kuerzer Zäit, déi mer bleift, nach e puer Wierder iwwert d'Impfstrategie, déi mir als Oppositioun och schonn iwwer verschidde Motioune gefrot hunn.

De 17. November war eng Pressekonferenz. Do wousste mer nach net, wéi eng Impfstoffer géife kommen. D'Regierung wousst awer deemools schonn, dat sot de Premier Bettel, se hätt eng Impfstrategie. Duerfir géif ech emol gär wëssen, wéi déi Impfstragegie dann deemools war, wann en dat de 17. November konnt soen, well elo soen eis natierlech d'Madamm Gesondheetsministesch an de Premier an och d'Regierung nees eng Kéier, se hätten eng Impfstrategie. Faktuell hu mer awer nëmmen en Avis vun der Eethikskommissioun, déi eis seet, wie fir d'éischt geimpft gëtt.

Mir a vill aner Leit géifen awer gär wëssen:

Wie gëtt wéini geimpft?

Zweetens: Wéi gesäit esou eng Priorisiérung aus?

Drëttens, mir fänke jo mam Fleegepersonal un: Wéi gesäit hei innerhalb vum Fleegepersonal déi Priorisiérung aus? An dat ass jo bestëmmt noutwendeg, well jo net genuch Dosen do sinn.

Véiertens, da komme jo d'Awunner oder d'Bewunner vun de Fleegestrukturen drun. Wéi gesäit hei d'Priorisiérung aus? Kommen dann duerno déi eeler Leit oder kommen déi vulnerabel Leit? Wat heescht iwwerhaapt vulnerabel? An a wéi enger Reiefolleg?

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Aner Länner, mengen ech, bréngen et fäerdeg a stellen et transparent duer. Mir bréngen dat net fäerdeg! Bei eis gëtt just am Moment hei an do e bësse geimpft, mee vu Strategie a vun Transparenz ass näischt erkennbar.

D'Spideeler kruten Impfdosen, déi bei Wäitem net duerginn, zum Beispill fir déi Leit, déi an der Rea schaffen an an den Urgencen. Ech hunn e Bréif gesinn, deen d'AMMD mat dem Syndikat vun den Apdikter geschéckt huet, wou gefrot gëtt: „Wéi geet et mat der Impfplanifikatioun fir d'Dokteren, d'Zänndokteren an esou virun weider?" De Cercle vun de Médecins généralistes ass net agebonne ginn. Dat ass net gutt! Do sinn Onrouen um Terrain. Do misst een am Fong geholl méi kloer no vir goen.

Ech hunn och festgestallt, dass am November gesot ginn ass, mer géife Mëtt Dezember 45.000 Dose kréien. Déi éischt Liwwerung sollt da fir 23.000 Leit gutt sinn. D'Tatsaach ass: Mir kruten 9.700 Dosen. A bis Enn Mäerz kënne bis zu 36.000 Leit geimpft ginn. Dat sinn also aner Zuelen. Och hei geet et dann e bëssen duercherneen.

Duerfir verlaange mir ganz kloer vun der Regierung reegelméisseg statistesch Donnéeën iwwert d'Zuel vun de geliwwerten Impfdosen an och d'Zuel vun deenen effektiv geimpfte Leit. Dat ass ganz wichteg. An deem Kontext géif ech Iech soen: Liest emol den Zéng-Punkten-Impfprogramm vum Dokter Peter Liese! Dat ass en Europadeputéierten a Gesondheetsexpert vun der CDU. Ech hunn elo keng Zäit, dorop anzegoen, mee deen ass exzellent. Liest dat emol no! Da gesäit ee wierklech, wou et higeet.

Wéi gesot, ech kommen zum Schluss, d'Impfstrategie ass dee richtege Wee an d'Normalitéit. Do mussen esou vill wéi méiglech Leit matmaachen. A fir dass d'Impfskepsis, déi jo do ass, net nach an d'Luucht geet, musse mer kloer, däitlech a prezis informéieren. Mir musse Vertrauen opbauen an och eng Kommunikatiounsstrategie an d'Weeër leeden. Dat ass bis elo nach net geschitt. Dat misst awer schnellstens kommen.

An deem Kontext wollt ech dann eng Motioun hannerleeën.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance capitale d'une stratégie de vaccination bien fondée pour sortir rapidement et durablement de la crise du Covid-19 ;

- rappelant la motion de déi Lénk du 19 novembre 2020, adoptée en séance publique à la même date, invitant le Gouvernement à présenter une « stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre le Covid-19 » ;

- rappelant la motion du CSV du 25 novembre 2020, refusée en séance publique à la même date, invitant le Gouvernement à une distribution gratuite des différents vaccins et demandant une priorisation claire et argumentée jusqu'au 15 décembre 2020 ;

- considérant la « Stratégie de vaccination contre la Covid-19 du Luxembourg » du Gouvernement du 4 décembre 2020 ;

- constatant que le Gouvernement n'a cependant pas encore donné une suite intégrale à la précitée invitation de la Chambre ;

- considérant que la confiance des citoyens constitue la pierre angulaire de toute stratégie vaccinale ;

- considérant que les citoyens ont besoin de perspectives fiables pour surmonter mentalement la crise,

invite le Gouvernement

- à clarifier et à approfondir avant le 15 janvier 2021 la précitée stratégie de vaccination du Gouvernement ;

- à y inclure notamment un calendrier évolutif en phases claires et en étapes délimitées comprenant une priorisation détaillée reposant sur des critères éthiques et scientifiques ;

- à réserver et à acheter auprès des laboratoires concernés les doses de vaccin supplémentaires nécessaires pour garantir le bon déroulement de la campagne de vaccination ;

- à lancer dans le même contexte une campagne de communication plus ciblée afin de créer un climat sociétal de confiance dans les vaccins ;

- à viser dans la mesure du possible l'immunité collective avant l'automne 2021.

(s.) Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Zum Schluss nach zwou Ängschten, déi ech hunn. Mir hoffe jo, dass eis Demarche fir déi Vermaartung, déi mer brauchen, fir dass d'Leit den Impfstoff och huelen, dass déi geléngt. Well d'Grondreegel vum Marketing ass, dass e Produit muss do sinn oder disponibel ass, fir dass et am Fong geholl fonctionéiert. Ech hoffen, dass dat heiten net schifgeet.

A gradesou hoffen ech, dat ass och schonn ugeschwat ginn, dass wa sollt - wat mer net hoffen -, mee wann awer sollt esou en Impfpass komme respektiv eng Covidimpfung obligatoresch wär fir ze reesen, dann hoffe mer, dass déi méi spéit kënnt oder eréischt kënnt - wa se iwwerhaapt kënnt -, wa genuch Impfstoff do ass. Soss kréie mer Parallellmäert. A mer kréichen dann och am Fong geholl Schwaarzmäert. Dat wär net gutt an dat géif dat Ganzt nach méi duercherneebréngen.

Schlusswuert: Mir brauche kee Pak vu globaler Impfstrategie oder laanger Covidstrategie, wou drop steet, dat wär dran, an et ass awer näischt dran. Wat mir brauchen, dat ass wierklech Transparenz. An dat Wichtegst ass - an dat versteet jiddwereen -: Mir brauche genuch a séier Impfstoff fir jiddwereen, deen es wëllt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. D'Neiegkeeten hu sech haut am Bezuch op den Impfstoff e bëssen iwwerschloen. Kuerz viru Mëtteg ass eng Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun komm, wou d'Madamm von der Leyen bekannt ginn huet, dass déi Europäesch Kommissioun 300 Milliounen zousätzlech Dose bestallt hätt bei BioNTech/Pfizer, déi dat zweet Quartal, dat heescht ab Abrëll, zougänglech wären. Ech mengen, dass dat eng gutt Nouvelle ass. An dann de Mëtten ass déi Noriicht mer zougespillt ginn iwwer en Artikel am „Spiegel", dass ee mat deene Flaconen elo géif kënne sechs Leit impfen an net nëmme fënnef Leit. Dat heescht, do hätte mer och nach e Plus vu 16 % pro Flacon, fir d'Leit ze impfen.

Ech muss Iech soen, dass ech mech awer e bësse wonneren. Ech wonnere mech, wann op ee Coup elo vun alle Säite kritiséiert gëtt, dass déi Europäesch Unioun sech zesummegedoen huet, fir Vaccine géint de Covid-19 ze bestellen. Normalerweis gëtt jo kritiséiert, dass déi Europäesch Unioun net genuch zesummeschafft. Elo schafft se op eng Kéier ze vill zesummen! An ech froe mech, wou alleguerten déi Kritiker waren, wéi am Summer den Impfstoff bestallt ginn ass, wéi d'Decisioune geholl gi sinn, fir zesummen ze bestellen. Et ass ëmmer méi einfach, duerno ze soen, wéi et geet. Dat kenne mer jo och aus aneren Dossieren.

Loosst eis emol nodenken, wat et bedeit hätt, besonnesch och fir eist Land, wann all Land eleng fir sech eng national Approche gefuer wär! Wa jiddwereen nëmmen no sech gekuckt hätt, da wär emol eppes doudsécher geschitt: D'Präisser wären an d'Luucht gesprongen an déi Länner mat enger grousser Commande, dat sinn natierlech déi grouss Länner mat villen Awunner, déi wären erëm favoriséiert ginn.

A mengt net, dass mir eis als klengt Land mat enger Commande vun enger Millioun Impfdosen do hätte kënne géint déi Grouss duerchsetzen, déi 80- oder 100-mol méi bestelle wéi mir! Et ass och net auszeschléissen an deem dote Kontext, dass Däitschland sech de Vaccin vu BioNTech/Pfizer selwer geséchert hätt, wat och legitimm gewiescht wär, well et eng däitsch Firma ass, déi och nach op engem däitschen Territoire ass.

Denkt emol zréck un d'Situatioun Ufank vum leschte Joer! Dunn hu verschidde Memberstaate sech net wierklech solidaresch gewisen, wéi et ëm d'Verdeelung vu sanitärem Schutzmaterial gaangen ass an ëm medezinnesch Geräter. Eenzel Länner sinn esou wäit gaangen, fir den Export vu Masken ze blockéieren, ze verbidden, oder se hu Bestellunge fir aner Länner zréckgehalen oder ofgefaangen. Ech brauch lech net drun ze erënneren, dass och d'Grenzen zougaange sinn.

Fir eng Widderhuelung vun esou engem Verhalen ze vermeiden, hunn d'Memberstaaten zesummen decidéiert, Verhandlunge mat der Pharmaindustrie ze féieren. Si setzen domadder en Zeeche vu Solidaritéit. Ech halen dat fir richteg. Mir däerfen net vergiessen, dass mer aus der Kris hei nëmmen erauskommen, wa méiglechst vill Leit op europäeschem Niveau an op globalem Niveau geimpft ginn. Wann elo ee géint deen aneren hei geet, dat kann nëmme kontraproduktiv sinn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Als DP si mer dowéinst der Meenung, dass et déi richteg Entscheedung war, sech an der EU zesummenzedoen a Vaccinen ze bestellen. Et wär irresponsabel gewiescht, en nationale Wee anzeschloen, well eleng hätte mer sécher haut nach iwwerhaapt kee Vaccin.

Et ass och falsch ze behaapten, dass net genuch bestallt gi wär. D'Regierung huet iwwert d'Europäesch Unioun eng Commande vun enger Millioun Impfdose gemaach, wat fir all Resident a Frontalier duergeet. Et muss een et net grad maache wéi Kanada, déi véiermol méi bestallt hunn, wéi se wierklech Leit op hirem Territoire hunn. Et muss een och drun denken, dass de Virus vläicht nach mutéiert an aner Formen. Et ass méiglech, dass den Impfstoff muss, genausou wéi bei der Gripp, ugepasst ginn.

Et stëmmt, dass et bis elo am Ufank lues virugeet. Bis Enn Mäerz kënnen - de Jean-Marie Halsdorf huet et virdru gesot - 36.000 Leit geimpft ginn. Mir kënnen och net vun 0 op 100 duerchstarten, et hänkt awer un enger Rei Facteuren.

Engersäits gouf net nëmmen ee Vaccin bestallt. D'EU huet hir Commandë schonn am Summer an Optrag ginn. Zu dësem Zäitpunkt war nach net gewosst, wat fir ee Vaccin als Éischt d'Zouloossung géif kréien. A well een net wëllt op ee Päerd setzen, gouf bei sechs verschiddenen Hiersteller bestallt. Dass ausgerechent Vaccine vu BioNTech/Pfizer a Moderna, déi mat enger neier Technologie entwéckelt goufen, déi éischt wären, ech mengen, dat war schwéier virauszegesinn.

Anersäits mussen déi riseg Quantitéiten u Vaccinen, déi weltwäit benéidegt ginn, awer och produzéiert ginn. A keng Entreprise - keng Entreprise! - huet d'Capacitéit, fir de weltwäite Bedarf ze decken.

An der EU si schonn zwee Vaccinen zougelooss. Mat de Liwwerungen ass ugefaange ginn. A soubal méi Impfstoffer och nach vun anere Firmen um europäesche Maart zougelooss sinn, wäert och méi Vaccin disponibel sinn. Da kënne mer och méi séier impfen.

D'Zouloossungsprozedur stoung och schonn an der Kritik, ënner anerem well Groussbritannien an d'USA Vaccine méi séier zougelooss hunn, fir hir Impfcampagnë méi fréi ze starten. D'Europäesch Medikamentenagence wollt hir Prozedur awer korrekt anhalen an näischt iwwerstierzen. Ech sinn der Iwwerzeegung, dass dat déi richteg Decisioun war.

D'Zouloossung vun engem Vaccin garantéiert net nëmmen, dass e Vaccin sécher an effikass ass, mee si schaaft awer och Vertrauen. Vill Leit sinn elo scho veronséchert, well d'Impfstoffentwécklung dës Kéier esou séier goung. Elo d'Zouloossungsprozedur ze iwwerstierzen, hätt dat nach verschlëmmert.

Mir brauchen awer d'Vertraue vun de Leit, fir dass si mat op de Wee ginn, fir sech och impfen ze loossen! D'Impfung ass deen eenzege séieren a séchere Wee zréck an d'Normalitéit. Dofir mussen op d'mannst 70 % vun de Leit sech impfe loossen.

Mir wëllen awer och, dass et e perséinleche Choix bleift an dass d'Leit op fräiwëlleger Basis d'Entscheedung huelen, fir sech impfen ze loossen oder net. Eng Impfung däerf net erzwonge ginn a si muss aus Iwwerzeegung gemaach ginn.

Här President, et ass net einfach, eng Impfstrategie op d'Been ze stellen, wann een net weess, wéi ee Vaccin als nächst zougelooss gëtt a wéi vill dovunner geliwwert gëtt. Et ass nämlech net all Vaccin, dee bei all Alterskategorie och gläichermoossen effikass ass. Déi eng wierke besser bei deene Jonken, déi aner wierke besser bei deenen eelere Leit. A verschidde Vaccine soll een net kréien, wann een Allergien huet. D'Doséierung ass ënnerschiddlech an och de Stockage.

Dat sinn alles Facteuren, déi ee muss considéréieren. Mee wéi soll ee plangen ouni konkreet Zuelen a Liwwerzäiten?

Fir d'DP ass et dowéinst nach ëmmer de richtege Choix, op den Avis vun der Eethikkommissioun ze lauschteren an an enger éischter Phas d'Gesondheets- an d'Fleegepersonal ze prioriséieren an ze impfen. Si sinn dagdeeglech dem gréisste Risiko ausgesat, an der Ausübung vun hirem Beruff mam Virus an enke Kontakt ze kommen. Si kënnen net doheem bleiwen oder permanent op Distanz zu hire Patiente goen. Si schützen, bedeit eise Gesondheetssystem ze schützen. An dat kënnt eis alleguerten zegutt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. Da wier et un där honorabeler Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Eigentlech hätt ech meng Ried wëllen ufänken, andeems ech dem Här Engelen Merci gesot hätt fir dës Heure d'actualité, déi jo ganz wichteg ass an dëser Zäit. Ech soen em awer net Merci. Ech soen em net Merci, well ech mengen, dass e wierklech net kann houfreg sinn iwwer vill Aussoen, déi en hei gemaach huet, an ech gesi mäi Rôle als Deputéiert ganz kloer doran, fir eise Bierger dobaussen d'Vertrauen eriwwerzebréngen an Impfungen, an alles dat, wat hei geschafft gëtt, fir dass mir alleguerten zesummen aus där Krankheet an aus där Pandemie erauskommen.

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Hei si Wierder gefall wéi „keng Impfflicht". Et si Wierder gefall wéi „Zwouklassegesellschaft". Et si Wierder gefall wéi „Versuchskanéngchen". Här Engelen, och Dir sidd Member an der Santéskommissioun an och Dir misst wëssen, dass mer eng ganz Partie Informatioune kritt hunn, déi dat absolutt widderleeën an déi deem guer net entspriechen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Gutt! Här President, esou vill zu mengem klenge Coup de gueule. Ech géif dann awer wëllen ufänke mat eppes, wat ech a mengen Ae ganz wichteg fannen, an zwar e klenge Réckbléck:

17. November 2019: den éischte Covidpatient a China.

De 15. Dezember ginn et scho 27 Fäll.

Den 20. Dezember sinn et der 60.

Den 31. Dezember deklaréiert d'OMS offiziell, dass et eng Krankheet gëtt an dass et en onbekannte Krankheetserreeger ass.

De 6. Januar (ndlr: 2020) ass Amerika iwwert de Risiko vun enger Epidemie an d'Bild gesat ginn a kommunizéiert och doriwwer.

A bal genee op dësem Dag virun engem Joer, de 7. Januar, ass deen neien Typ vu Coronavirus identifizéiert ginn, deen den 11. Februar du säin Numm kritt huet, Sars-CoV-2, fir den zweete Coronavirus, deen uerg Otemweeerkrankunge verursaacht.

Zwee Deeg drop lancéiert d'OMS eng international Warnung.

An den 11. Februar 2020 schliisslech huet d'Krankheet vum Coronavirus 2019 och hiren Numm, Covid-19, an déi éischt Pandemie, déi vun engem Virus verursaacht gëtt, ass elo offiziell ausgeruff.

Dir Dammen an Dir Häre, Här President, dat si ganz genee eelef Méint hier, praktesch op den Dag. Déi éischt Fäll goufen Enn Januar a Frankräich, Däitschland an Italie registréiert. Zu Lëtzebuerg war d'Opreegung grouss, wéi och mir den 29. Februar eisen éischte Fall haten.

D'Suite vun der Evolutioun erliewe mer all Dag. Stand haut zu Lëtzebuerg: iwwer 500 Doudeger mam oder wéinst dem Virus an iwwer 47.000 Infizéierter. D'Unzuel vun de Fäll weltwäit geet an d'Milliarden.

Firwat dëse Réckbléck? Ech mengen, mir hu vergiess, dass déi ganz Situatioun, déi op eis eragebrach ass, nach guer net esou laang hier ass. Wat ass da bis dato geschitt? Large-Scale-Testing, État de crise, méi oder manner strikt Mesuren, Opstockung an Adaptatioun am medezinneschen Domän mat allem, wat dat mat sech bréngt. An zum Theema vun haut: e Plan stratégique de vaccination.

Weltwäit hunn déi éischt Aarbechte fir eng adaptéiert Impfung schonn am Januar 2020 ugefaangen. Oder soll ee soen: Am Januar 2020 sinn déi Aarbechten a Recherchë weidergefouert ginn opgrond vun deem, wat bis dohinner schonn iwwer Joren ausgeschafft gi war fir e Virus, dee sech Sars-CoV genannt huet. Dass séier an och mat deenen allerbeschte Moyene konnt geschafft ginn, hat net zulescht domat ze dinn, dass d'Laboratoirë sech weltwäit ganz séier zesummegedoen hunn an dass hinnen och eng zolidd finanziell Enveloppe an zég Milliarden Héicht zougeséchert gouf.

Am Juni d'lescht Joer ass sech dunn op europäeschem Niveau gëeenegt ginn, fir zesummen un der Ausaarbechtung vum Vaccin ze schaffen a fir gemeinsam och den Approvisionnement ze garantéiere fir Europa.

D'Repartitioun vun den Dose soll nom Prinzip vum Prorata vun der Bevëlkerung gerechent ginn. An dat wësse mer jo mëttlerweil: Lëtzebuerg kritt 0,14 % vun der Gesamtcommande. De Kontrakt, dee seet och ganz kloer, dass d'Länner wuel nach kéinten nobestellen, mee eréischt dann, wann de ganze Verhandlungsprozess vun der Europäescher Kommissioun ofgeschloss ass.

De Gilles Baum huet villes gesot, wat d'Kontrakter ubelaangt, an et ass mir och wichteg fir ze soen, dass et méi wéi richteg a verstänneg war, fir op méi Laboen ze setzen an esou d'Commande op déi sechs opzedeelen.

An enger Optioun vum Kontrakt mat Pfizer ass jo och festgehale ginn, dass d'Europäesch Kommissioun au besoin nach kéint nobestellen. Haut de Moien ass d'Nouvelle komm, dass jo nach déi 300 Milliounen Dose kéinte kaaft ginn. Lëtzebuerg huet do säin Interessi gewise fir 52.000 zousätzlech Dosen.

Och op d'Kritik, dass déi eenzel Länner selwer hätte solle kafen, ass de Gilles Baum am Detail agaangen. Dat wäert ech op dëser Plaz net maachen. Mee erlaabt mer awer nach, eppes a mengen Ae Wichteges ervirzehiewen, an zwar dass den Direkter vun der OMS e ganz wichtegen an e respektabelen an och sozialen Aspekt ervirgestrach huet, andeems en d'Länner virun engem sougenannten Nationalisme vaccinal gewarnt huet an en Appell gemaach huet fir eng weltwäit Solidaritéit mat Länner, déi manner finanziell Moyenen hunn, an dass och si op eng gerecht Verdeelung kënnen hoffen.

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Et ass och vläicht gutt, nach eemol drun ze erënneren, dass mir hei zu Lëtzebuerg mat der Unzuel vun de Vaccinen, déi fir eist Land virgesi sinn, méi wéi gutt agedeckt sinn. Iwwer 1,1 Millioune Leit kënne geimpft gi mat där Commande, déi mer gemaach hunn, wat deemno iwwer 2 Milliounen där Dosen entsprécht. An dass mer elo nach missten nobestellen, mengen ech, géif einfach kee Sënn maachen.

D'Zäit leeft mer fort, Här President. Et ass och scho villes gesot ginn. Ech wéilt awer vläicht nach zwou kleng Froen opwerfen. Zum engen ass mer nogedroe ginn, dass aus Apdikteschkreesser nach net richteg gewosst ass, wou si sech situéieren, a wéi enger Kategorie dass se sech areien, wann et dann esou wäit ass, dass d'Leit aus dem Gesondheetssecteur sollte geimpft ginn. Och si si Leit, déi ganz dacks mat potenziellen Infizéierten a Kontakt kommen.

Déi zweet Fro, déi ech un Iech hätt, Madamm Minister, wär: Wéi ass et mat den Dokteren, déi fir d'Impfungen an den Impfzentren an den Asaz kommen? Si wäerten dann an hire Praxisse feelen, wat jo och net evident ass, grad an dëser Zäit, wou de Gesondheetssystem muss weiderlafen. Ass dorunner geduecht ginn? A wat kann ee sech do virstellen?

Gutt! Et ass gesot ginn: De Vaccin ass e Liichtbléck, jo, d'Enn vum Tunnel. Esou gesinn ech et och. A sollt Dir mech elo perséinlech froen, ob ech mech géif impfe loossen, da soen ech ganz kloer: Jo! Jo am Sënn vum Respekt fir meng Matmënschen a Jo, fir dass mer all zesummen zréck an d'Normalitéit fannen. An hëlleft eis, fir géint Desinformatiounscampagnë virzegoen, hëlleft eis fir opzeklären, hëlleft eis, dass d'Leit Vertrauen an eis fiabel Impfprodukter hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems et am Ufank vun der Pandemie an der EU méi Konkurrenz wéi Solidaritéit ginn ass, stoungen d'EU-Länner bei de Bestellunge vun den Impfstoffer zum EU-Solidaritéitsprinzip. déi gréng begréissen déi gemeinsam Impfstoffbestellungen, well d'Objektiver vun der EU-Initiativ déi richteg sinn, an zwar: D'Qualitéit, d'Onbedenklechkeet an d'Effikassitéit garantéieren, de Memberstaaten an hire Bierger eng Impfung zum richtegen Zäitpunkt bereetstellen a sech gläichzäiteg fir eng weltwäit Solidaritéit asetzen, jidderengem an der EU e gerechten Zougang zu engem erschwéngleche Präis zu engem Impfstoff garantéieren.

Bei de Verhandlunge vun der EU gëtt et zwee Grondprinzippien. Éischtens, duerch dat gemeinsaamt Bestelle gëtt eng Kompetitioun zwëschent den EU-Länner ënnerbonnen. Individuellt Bestellen hätt de Präis an d'Luucht gedriwwen a grouss Länner a wirtschaftlech staark Länner bevirdeelegt. Lëtzebuerg wär da mat grousser Warscheinlechkeet weeder éischter nach méi bëlleg un d'Impfunge komm.

Zweetens, well am Summer all d'Impfstoffer nach an der Entwécklungsphas waren, ass mat e puer Produzente verhandelt ginn, fir de Risiko ze minimiséieren, op Produzenten ze setzen, déi herno net kënne liwweren. Et gëtt och elo nach weider verhandelt, fir verschidden Zorte vun Impfstoffer mat verschiddene Charakteristiken zur Verfügung ze hunn.

Wat ee ka kritiséieren un de Verhandlunge vun der EU, ass d'Intransparenz. Esou sinn d'Präisser just duerch en ongewollte Leak bekannt ginn an et ass och net genau gewosst, wee wéi eng Verantwortung wou genau iwwerhëlt.

Eng Klammer zu de Präisser. Et stelle sech hei grondsätzlech Froen: Sinn déi Ënnerscheeder an de Präisser gerechtfertegt? Hunn d'Produzenten transparent hir Käschte virgewisen, fir héich Präisser ze argumentéieren? Wéi eng ëffentlech Gelder hunn déi verschidde Firme kritt? A wat ass de Return-on-Invest fir d'Länner? Gëtt et Firmen, déi solidaresch sinn an de Präis déifhalen, an anerer, déi just d'Renditt am Kapp hunn? Mir Gréng stellen eis d'Fro, ob déi moralesch Grondwäerter vu verschiddene Produzenten an esou enger Kris déi richteg sinn.

Här President, et ware vun Ufank u vill Diskussioune ronderëm dës Impfungen, besonnesch wéinst der Qualitéit an der Onbedenklechkeet. Vill Bierger hu sech Suerge gemaach, dass duerch eng ze schnell Prozedur kéinten onbekannt Niewewierkungen optauchen.

D'EMA, déi Europäesch Medikamentenagence, huet sech derfir entschloss, e Rolling-Review-Verfaren, wou d'Produzenten d'Donnéeë vun den Etüde kontinuéierlech weiderginn, ze maachen. Si huet sech awer dergéint entscheet, d'Impfungen iwwer eng Procédure d'urgence ze autoriséieren. Dës wär zwar méi schnell gewiescht, mee hätt méi Risike beinhalt an et hätte sech méi Haftungsfroe gestallt fir d'EU an d'EU-Länner. Et wär och kontraproduktiv gewiescht fir d'Vertrauensbildung vun de Bierger an déi verschidden Impfstoffer, déi jo bis elo keng Niewewierkungen opweisen, déi sech vun aneren Impfstoffer grondsätzlech ënnerscheeden, wou awer och weider de Suivi muss gemaach ginn.

Dëst huet natierlech zu Retarde bei der Liwwerung par rapport zu aneren Net-EU-Länner gefouert. Doraus ze schléissen, et wären net genuch Impfunge bestallt ginn, ass awer falsch. De Problem ass net d'Quantitéit, déi bestallt ginn ass, mee déi, déi produzéiert ka ginn.

Une voix.- Genau!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Schonn am Hierscht ass drop higewise ginn, dass et zu Produktiounsengpäss kéint kommen. Och wa méi BioNTech-Impfstoffer nobestallt gi wären oder bei all Impfstoff, deen disponibel ass, d'Quantitéit fir all Bierger aus der EU bestallt gi wären, hätte mer zu dësem Moment net méi Impfungen.

Une voix.- Genau!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Ausserdeem hätt d'EU dann eng enorm Iwwercapacitéit un Impfdosen, déi dann op anere Plazen an der Welt géife feelen, notamment a wirtschaftlech méi schwaache Länner. A grad dëse Punkt mécht eis Suergen, dee vun der Solidaritéit mam Süden. Et ass vill dovunner geschwat ginn. Mee elo, wou déi éischt Impfstoffer autoriséiert sinn, ass et op eemol roueg ginn, an dat Eenzegt, wat zielt, ass, d'Course national ze gewannen.

Et sief och nach eng Kéier dorunner erënnert, dass mer et zu engem groussen Deel den Dausende fräiwëllege Probanten aus Südamerika, besonnesch Brasilien, ze verdanken hunn, dass d'Impfstoffer esou séier konnten entwéckelt a getest ginn.

Déi brittesch Mutatioun vum Virus weist, wéi upassungsfäeg de Sars-CoV-2 ass. Vill Epidemiologe weise sech duerch dës Entwécklung besuergt a schléissen net aus, dass eng Mutatioun et kéint fäerdegbréngen, resistent géint eis Impfstoffer ze ginn. A grad dowéinst ass et wichteg, dass mer dem Virus esou mann wéi méiglech Spillraum ginn, fir sech kënne weiderzeentwéckelen.

Fir de Mutatiounsrisiko ze minimiséieren, musse mer derfir suergen, dass all d'Länner flächendeckend impfe kënnen. An deem Sënn muss Lëtzebuerg säin Deel dozou bäidroen, fir den Drock erëm opzebauen, fir d'Initiativ COVAX ze ënnerstëtzen an op EU-Niveau op eng séier Aléisung vum Solidaritéitsversprieche ze pochen. Dëst ass kee Kampf zwëschent verschiddene Länner, mee e Kampf vun all de Länner géint de Covid-19.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, ech sinn elo net op déi spezifesch Situatioun zu Lëtzebuerg agaangen, well dat meng Virriedner schonn am Detail gemaach hunn. An ech sinn iwwerzeegt, dass d'Gesondheetsministesch eis och weider Detailer dozou nach wäert liwweren.

Et war mir awer wichteg, op déi international Situatioun anzegoen, well dat och eng längerfristeg Influenz op d'Situatioun zu Lëtzebuerg wäert hunn. déi gréng stellen awer fest, dass déi éischt Impfungen zu Lëtzebuerg ouni gréisser Schwieregkeeten ofgelaf sinn an dass de Feedback vun den Acteure vum Terrain éischter positiv war. Dorop kann een opbaue fir déi zukünfteg Impfphasen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Hansen. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. D'Impfstrategie ass effektiv e Sujet, dee warscheinlech kaum méi aktuell kéint sinn. An ech mengen, et ass eng Diskussioun, déi dobaussen am Moment geféiert gëtt, déi awer och verschidden Aspekter huet, déi ech relativ bedenklech fannen, well een d'Gefill huet, datt awer am Moment esou eng Zort Impfnationalismus oder Impfchauvinismus amgaangen ass ze entstoen, wou mer, wann ee sech dat awer emol seriö iwwerleet, Chance hunn, datt mer iwwert d'Europäesch Unioun e kollektiven Akaf gemaach hunn, well Lëtzebuerg huet keng Pharmaindustrie, déi fir d'éischt hätt kënnen hir eegen Impfstoffer hierstellen an dann un hir eege Populatioun ofginn.

Dat heescht, mir hu Chance, mir hu wierklech Chance, datt do eng Demarche geholl ginn ass vun engem kollektiven Akaf, wat och verhënnert huet, datt d'Big Pharma, déi grouss Entreprisen, d'Länner géinteneen ausspille mat de Präisser a sech selwer nach eng Kéier nach méi eng gëllen Nues verdéngen, wéi se dat elo scho maachen, mam Resultat, datt Länner, déi eventuell méi finanziell Problemer hätten, fir sech dat leeschten ze kënnen, komplett leie gelooss gi wieren, wat an engem europäesche Kontext natierlech schrecklech gewiescht wier. Well de Virus kuckt net no Nationalitéit, e kuckt och net no Hautfaarf an e kuckt och net no der Nummer vun der Sécurité sociale. An duerfir ass et wichteg, datt mer als Europäesch Unioun kollektiv do virginn.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An ech mengen och, datt ... Obwuel een als Lénke jo net, mengen ech, an der Gefor ass, datt een e vill ze vill grousse Befürworter vun der Europäescher Kommissioun ass, mengen ech, datt hei awer verschidde Saache richteg gemaach gi sinn.

Éischtens, d'Zouloossungsprozedur: Et si keng Etappen iwwerspronge ginn. Et sinn Etappe parallell gelaf, déi virdrun an anere Prozesser hannerenee gelaf sinn, well och dat néidegt Personal net do ass, fir se kënne parallell lafen ze loossen.

D'Zouloossungsprozedur ass och weesentlech méi seriö, wéi dat an den USA de Fall war respektiv wéi dat an anere Länner wéi zum Beispill Groussbritannien, déi dat iwwer Noutveruerdnung gemaach hunn, ass. Dat ass awer net onwichteg, datt déi Zouloossungsprozedur seriö ass, well et ass d'Basis vum Vertraue vun der Populatioun, datt do och wierklech näischt ka geschéien oder datt d'Niewewierkungen op e Minimum kënne reduzéiert sinn, fir e Maximum un Assurance derfir ze hunn.

An ech mengen och, datt et richteg war, laang - a vläicht och do Wochen ze verléieren - Verhandlunge mat Big Pharma ze féieren, fir justement ze assuréieren, datt si och de Risiko droen, wat d'Amerikaner net gemaach hunn. Déi hunn einfach blann akaf. Dat gëtt Garantien, déi wichteg si fir eis eege Populatioun.

Ech mengen, datt emol eng Kéier d'Europäesch Kommissioun net alles falsch gemaach huet.

(Interruptions)

Zweetens, mengen ech, déi national Impfstrategie ... Éischtens, mir kommen net esou gutt virun, wéi dat am Ufank vläicht och gehofft war a wou d'Regierung och vläicht am Ufank de Mond e bësse vill voll geholl huet. An den eigentleche Grond, firwat mer net esou gutt virukommen, dat sinn objektiv Enkpäss an der Produktioun, dat si Produktiounsprozesser, déi net nokommen a wou déi eenzel Entreprisen och vläicht selwer gemengt hunn, si géife besser virukommen, wéi dat am Moment de Fall ass. Dat ass am Moment den Haaptgrond, firwat mer net nokommen. Aner Impfstoffer sinn an der Prozedur, an do gesäit et jo ganz gutt aus, datt der relativ séier nach an deenen nächste Woche wäerten nokommen.

Duerfir mengen ech, datt an een oder zwee Méint warscheinlech kee méi iwwert dës Situatioun wäert schwätzen an och net, datt net genuch akaf gi wier, well ech mengen, datt dat effektiv net de Fall ass.

Bei der nationaler Impfstrategie stellt sech natierlech d'Fro ..., deen éischte Plang ass relativ kloer mat effektiv awer nach Spezifikatiounen, déi net kloer sinn. Dat heescht, d'Leit aus dem Santés- a Fleegeberäich gi geimpft an natierlech, also d'Personal wéi och d'Citoyenen, déi ... déi ...

(Interruption)

... d'Pensionnären - merci -, déi an den eenzelnen Institutiounen dra sinn.

An d'Fro ass natierlech: Wat kënnt duerno? Wéi geet et duerno virun? Dat ass, mengen ech, eng zentral Fro, och grad dann, wann nei Impfstoffer do sinn. Ech mengen, datt mer do en intensiven Austausch brauchen, net nëmme mir als Deputéiert, mee och d'Ëffentlechkeet, well och dat ass wichteg, fir Vertrauen ze schafen. Ech mengen och, datt et wichteg ass, datt ee reegelméisseg, änlech wéi an Däitschland d'RKI dat mécht, informéiert op deeglecher oder zweedeeglecher Basis, wivill Leit geimpft gi sinn, well dat och en Usporn ass, well dat Vertraue schaaft a well een d'Gefill huet, datt een als Bierger, mengen ech, involvéiert ass an dee ganze Prozess, deen, wann e soll erfollegräich sinn, och just da gelénge kann, wann e kollektiv gefouert a gedroe gëtt.

Drëttens a leschtens, zwee Punkten, déi een, mengen ech, net vergiessen däerf, an ech si frou, datt de Marc Hansen dat gesot huet, dat ass d'Solidaritéit mat de Länner am Süden an do natierlech och déi historesch Verantwortung, déi si haten an der Entwécklung vun deem heiten, vun deenen eenzelne Vaccinen, well eng ganz Rëtsch vun Tester eeben och an deene Populatioune gemaach gi sinn. Ech mengen, datt COVAX nach ëmmer just eng Drëps op de waarme Steen ass, datt dat weesentlech méi wäit muss goen, an domadder verbonnen natierlech och d'Fro an d'Fuerderung vu verschiddene Länner wéi notamment Südafrika, wat ganz berechtegt ass, datt e Patentrecht zumindest zäitweis suspendéiert gëtt, fir och de Populatiounen an deene Regioune wierklech en optimale Schutz kënnen ze garantéieren. Et ass eng weltwäit Erausfuerderung a mir kënne se och just weltwäit an egalitär ugoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer virun e puer Woche fir d'éischte Kéier iwwert de Sujet vun enger Covidimpfung geschwat hunn, do wousste mer nach net mat Sécherheet, wéini mer déi éischt Dosisse géife kréien a wéi eng Persoune bei der Verdeelung vum Impfstoff géife prioriséiert ginn.

D'Impfstrategie vun der Regierung war deemno nëmmen en éischten Entworf, vun deem gewosst war, datt en an de kommende Wochen a Méint nach misst un d'Realitéit ugepasst ginn.

Haut, also emol net ee Mount méi spéit, si mer elo schonn esou wäit, datt déi éischt Persoune geimpft goufen. A mir wëssen, mat wéi enge Precautiounen deen een Impfstoff, dee mer am Moment hunn, verbonnen ass. Haut sinn et der dann elo zwee, déi zougelooss sinn. Hoffe mer, datt nach deen een oder aneren dobäikënnt, mee gesprëtzt gëtt bis elo een.

Mir begréissen et duerfir, datt mer dëse wichtege Sujet, dee bei ville Leit mat grousser Hoffnung, mee awer och deelweis mat grousse Suergen an Ängschte verbonnen ass, haut eng weider Kéier kënnen heibannen diskutéieren. Vill Froen, déi am Dezember opgeworf goufen, konnten zu deem Zäitpunkt nach net beäntwert ginn, einfach well mer et nach net woussten, well verschidde Saachen nach onkloer waren, ënner anerem och bei der Priorisiéierung, well mer net woussten: Wéini ginn déi eenzel Impfstoffer iwwerhaapt zougelooss?

Mir wëssen, datt et net méiglech ass, jidderengem zum selwechte Moment Zougang zum Impfstoff ze ginn. Verschidde Persoune wäerte vis-à-vis vun anere Persoune Virrang kréien. Mee an enger Situatioun, an där eng Impfung iwwer Liewen an Doud entscheede kann, ass d'Entscheedung fir eng Priorisiérung vu verschiddene Persounegruppen iwwert déi aner mat bedeitenden eethesche Froe verbonnen.

Bis ewell war just kloer, datt d'Personal aus dem Gesondheetsberäich an d'Bewunner an den Altersheemer als Éischt solle geimpft ginn an duerno héchstwarscheinlech déi Vulnerabelst Prioritéit solle kréien. Wéi innerhalb vun de Persounegruppen entscheet gëtt, wien als Éischt geimpft gëtt, ass awer nach net kloer. Am Kontext vun den Impfungen an den Altersheemer stoung zum Beispill net fest, wéi entscheet gëtt, wien als Éischt a wie méi spéit geimpft gëtt.

Elo gouf e Mëttwoch an eelef Haiser mam Impfen ugefaangen. Dës Haiser goufen anscheinend no der Vulnerabilitéit vun hire Bewunner an hirer Fäegkeet, d'Geste-barrièren anzehalen, ausgewielt. Wann d'Regierung hei déi Krittäre vun der Vulnerabilitéit applizéiert huet, heescht dat jo och, datt se hu missen definéieren, wien eng vulnerabel Persoun ass a wien net.

D'Fro vun de Krittäre vun der Vulnerabilitéit steet esoumat am Raum an ech hoffen, datt d'Regierung eis haut nach e wéineg méi am Detail erkläre kann, wéi se hei virgaangen ass. Ech erënneren drun, d'Chamber hat deen éischte Jet vun der Impfstrategie kritt, och mat de Prioriséierungen, deelweis mat ganz detailléierte Lëschten, wien do schonn eligibel wär oder virgesi wär. Ech géif hoffen, datt mer déi an Zukunft reegelméisseg kréien, nämlech dann allkéiers, wa se à jour gesat gëtt. Well nëmmen esou verhënnere mer, datt d'Chamber obligéiert ass, all Mount eng Kéier eng Heure d'actualité zum nämmlechte Sujet ze maachen, fir u sech dat ze froen, wat d'Regierung souwisou schonn op Pabeier bruecht huet.

Genee ze wëssen, no wéi enge Krittären entscheet gëtt, ass essenziel fir den transparente Prozess, an dat ëmsou méi, well sech lues a lues erauszekristalliséiere schéngt, datt eng Rei Fournisseuren hiren Impfstoff eréischt an e puer Méint op de Maart wäerte brénge kënnen, a mer net genuch Dosisse vu BioNTech/Pfizer respektiv vu Moderna hunn, fir am grousse Stil impfen ze kënnen. Et wäert een also net laanscht eng Selektioun kommen.

Nieft der wichteger Fro vun der eethescher Rechtfertegung vun der Selektioun hate mer awer och eng Rei méi praktesch Froen opgeworf, op déi et nach keng Äntwert gouf. Do war d'Fro zum Beispill: Wat geschitt, wann eng Persoun eng Invitatioun fir eng Impfung kritt an net geet? Géif dës Persoun dann eréischt eng nei Invitatioun kréien, wann alleguerten déi aner Leit aus dem Land hir kruten? Oder kéint se sech nach emol aschreiwen? Wäert d'Iddi vun der Invitatioun iwwerhaapt bäibehale ginn oder wäert de System vun den Aschreiwungen op eegen Initiativ, deen elo am Gesondheetswiesen zum Asaz koum, bleiwen?

Eng weider wichteg Fro, déi och e groussen Afloss op d'Impfbereetschaft kann hunn, ass déi: Wat geschitt, wann eng Persoun sech just mat enger bestëmmter Aart vun Impfstoff wëllt impfe loossen? Bei dräi verschiddenen Typpe vun Impfstoffer a verschiddenste Produzenten ass et warscheinlech, datt d'Leit engem Produit méi traue wéi engem aneren. Wäert ee sech den Impfstoff aussiche kënnen, wa bis méi Produiten um Maart sinn? Oder wäerten d'Kafverträg mat de verschiddene Fournisseuren, déi vun der EU gemaach goufen, an d'Verdeelungsstrategie vun der Regierung de Choix agrenzen?

Et ass méi wéi verständlech, datt een an enger Situatioun wéi där aktueller net op d'Wënsch vun all Eenzelne kann agoen. Mee grad well de Sujet vun der Impfung mat esou vill Falschmeldungen an Ängschte verbonnen ass, ass et wichteg, hei vu vireran oppen ze kommunizéieren, wat wäert méiglech sinn a wat net.

Insgesamt ass d'Transparenz an dësem Dossier vun zentraler Wichtegkeet. Vill Leit maache sech Suergen, datt déi nei Impfstoffer ze séier op de Maart kommen a finanziell Aspekter gesondheetlecher iwwerweie géifen.

Bon, ech kann do nach eng Kéier dat soen, wat ech schonn eng Kéier gesot hunn op dëser Tribün: Den Impfstoff, deen elo vu BioNTech/Pfizer zougelooss gouf, dee gouf et schonn am Januar. Deen ass elo ee Joer laang getest ginn. Et soll kee mengen, dee wär eréischt virgëschter erfonnt ginn a wär da ganz, ganz séier innerhalb vun zwee Deeg op de Marché komm.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Am Januar d'lescht Joer!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Am Januar d'lescht Joer. Also wuel gemierkt, net dëse Januar, mee virun iwwer zwielef Méint.

Headlines wéi déi, datt net méi Impfstoffer bei BioNTech/Pfizer bestallt goufen, fir d'finanziell Interesse vun anere Firmen ze schützen, verbesseren awer d'Situatioun och net. An och de Fait, datt eis Regierung einfach seet, näischt dovun ze wëssen, steigert d'Vertrauen an d'Kompetenz vun der Regierung leider net.

Nëmme wann transparent oppegeluecht gëtt, wien u wat wéi vill verdéngt oder eeben och grad net verdéngt, an oppen iwwert d'Impfstrategie an de Räsonement hannendru geschwat gëtt, kënne mer de Leit onbegrënnten Ängschten huelen a falsch Informatioune konteren.

Duerfir hunn d'Piraten och d'Demarche hei an der Chamber ënnerholl, datt d'Chamber all déi Kontrak-

ter vun der EU mat deene Pharmakonzerner ze gesi kritt, fir datt mer eis selwer als Vertrieder vun de Biergerinnen a Bierger e Bild kënne maachen, wien hei wéini wéi e Kontrakt ausgehandelt huet, fir erauszefannen: Gouf profitéiert oder gouf tatsächlech hei gutt verhandelt? Dat si Froen, déi mir als Kontrollorgan vun der Exekutiv musse beäntweren.

Dës Heure d'actualité kann nëmmen e klenge Schrëtt sinn, fir dem Theema e Raum ze ginn, mee geet selbstverständlech nach laang net duer. Ech hoffen duerfir, datt de Sujet och weiderhi breet, awer virun allem transparent diskutéiert gëtt. Well nëmmen duerch Transparenz kënne mer Vertrauen an d'Impfstrategie vun der Regierung schafen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Gudde Mëtteg. Ech si ganz frou ... Ech war e bësselchen an d'Zweifele komm, well mer heiansdo esou vill Dokumenter verschécken, et huet een net den Iwwerbléck. Ech hat ee Moment dru gezweifelt, ob mer der Chamber d'Impfstrategie wierklech matgedeelt hätten. Awer ech sinn elo frou, de Sven Clement huet se mentionéiert déi dräi Dokumenter. Ech hat et hei, fir Iech et ze weisen.

Dir hutt et kritt de 7. Dezember a mir hunn et effektiv … Mat eisen Experte ware mer an der Chamberskommissioun, wou mer Iech dës Impfstrategie, den éischten Deel, ganz am Detail presentéiert hunn a wou Der och scho ganz vill Froe gestallt hutt a Froe beäntwert kritt hutt, dat nieft deenen entre-temps enger Dose Question-parlementairen zu dem Impfen, déi bei eis erakomm sinn.

Ech géif eng Kéier kuerz rappeléieren, wou mer sti mat dem Impfstoff hei zu Lëtzebuerg. Dat ännert jo ganz schnell a ganz séier. Mir hunn den 18. Juni e Kontrakt ofgeschloss mat der EU-Kommissioun, wat ech perséinlech wierklech als e ganz grousse Succès ugesinn. Et ass déi ganzen Zäit iwwer hei kritiséiert ginn, d'EU hätt versot, mir hätten net genuch zesummegeschafft. Abee beim Impfen, do hu mer et hikritt, gemeinsam anzekafen, dat ass a mengen Aen e grousse Succès vun dëser Kommissioun ënnert der Madamm von der Leyen, wou wierklech gewise ginn ass, dass Europa kann zesummestoen. Hei geet et drëm, dass all Bierger vun der Unioun soll zu sengem Impfstoff kommen. Mir hunn eng enorm Capacité de négociation gehat, déi mer als Lëtzebuerg sécherlech net esou gehat hätten, wa mer eleng virgaange wären. Ech sinn op alle Fall fir mäin Deel extreem frou doriwwer, och houfreg, dass mer dat als EU hikritt hunn. Et ass e Succès an et konnten op dee Wee wierklech fir Europa Impfstoffer geséchert ginn, déi d'Länner am Eenzelne mat Sécherheet esou net verhandelt hätten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Entre-temps ass verhandelt ginn iwwert d'Kommissioun. Dat ass Deel vun deem Kontrakt. Dat heescht, d'Länner hu sech engagéiert, fir déi Verhandlungsfäegkeet eeben un d'EU-Kommissioun ofzeginn. Si huet dat am Numm vun de Memberstaate gemaach. Am Géigenzuch huet dann all Memberstaat Recht op e gewëssenen Undeel an der Proportioun zu senger Bevëlkerung vun deem, wat vun der Kommissioun kaaft gëtt.

Et ass schonn ervirgestrach ginn: Mir hunn eeben opgrond vun eiser Bevëlkerung 0,14 % zegutt vun allem, wat vun der Kommissioun akaaft gëtt. Dat ass eis geséchert. Mir mussen dat net huelen, wa mer et net wëllen. Mir kënnen et awer huelen. Et ass eist Recht, dat ze kréien a mir hu bis elo och nach ëmmer fir de Maximum zougesot allkéiers, wou e Kontrakt ofgeschloss ginn ass.

Dat leeft esou, dass een dann ugeschriwwe gëtt als Land an da muss een déi Optioun zéien. Bis elo huet Lëtzebuerg nach ëmmer maximal dat geholl, wat eis zousteet bei deenen eenzelne Verträg, déi vun der Kommissioun ofgeschloss gi sinn.

Insgesamt ass mat sechs Produzente verhandelt ginn. Och dat ass a mengen Aen e ganz virsiichtegen an intelligente Choix vun der Kommissioun gewiescht. Mir sinn hei am Kontext vun neien Impfstoffer an et ass gutt, fir do op verschidde Päerd ze setzen.

Et wousst een net, wéi een als Éischt zougelooss gëtt. Et ass zwar wéi ëmmer: Wa bis een den éischten ass, dann huet jiddwereen et gewosst im Nachhinein. Mee esou kloer ass dat net. Et ass och net kloer, wéi een als nächsten onbedéngt kënnt.

Jiddefalls huet d'Kommissioun hei a mengen Aen eng ganz professionell Aarbecht gemaach an e gudde Choix vun ënnerschiddleche Produzenten, déi souwuel ënnerstëtzt gi sinn an hirer Capacité de production, och mat EU-Gelder, wou mer och ëmmer erëm dozou bäigedroen hunn an dat ënnerstëtzt hunn, wéi och am Akaf.

Am Géigenzuch zu deem, wat d'Kommissioun fir eis hei mécht, hu mir eis alleguerten als Länner engagéiert iwwert den Artikel 7 vun deem Vertrag, fir net eenzel parallell ze verhandelen. Dat ass eng Evidenz. Wann een engem den Optrag gëtt, global ze verhandelen, da geet ee sech net selwer Konkurrenz maache ronderëm. Soudass mer dat och net konnte maachen. Et ass gefrot ginn, mir hätten dat solle maachen am Eenzelnen. Ech mengen, et wär e Feeler gewiescht, net iwwert d'Kommissioun ze fueren, fir do en Alleingang ze maachen. Wärend de Verhandlunge war et eis selbstverständlech verbueden.

Wat ass elo akaaft ginn? Insgesamt huet d'Europäesch Unioun 1,965 Milliarden Dosen un Impfstoffer akaaft, dat nach mat Zousazoptiounen. Mir sinn och do ganz zouversiichtlech, dass wann Zousazoptiounen do sinn, dass mer och wierklech do eisen Deel kréien.

Dat hu mer elo schonn zweemol gemaach: eng éischte Kéier bei enger Optioun op Pfizer, déi den 29. Dezember geholl ginn ass vun der Kommissioun fir 100 Milliounen zousätzlech Dosen. Och do huet Lëtzebuerg direkt zougesot, de Maximum geholl, wat mer konnte kréien. An och elo, Dir hutt et héieren, och haut oder gëscht, nach eng Kéier 300 Milliounen zousätzlech vu Pfizer, déi d'Kommissioun verhandelt huet. An och do hu mer erëm eng Kéier de Maximum zougesot fir eist Land.

Dat, wat elo zielt, ass d'Produktioun hannendrun. U Commandë feelt et net. Där sinn der immens vill gemaach. Mir hunn der och ganz vill zougesprach kritt. D'Produktioun ass dat, wat lues a lues uleeft, eeben no der Zouloossung. Do si mer tributär vun deem, wat eebe produzéiert gëtt. Duerno gëtt et e Plang, e Plan de déploiement mat engem Comité de pilotage, deen och kuckt, ob dat agehale gëtt vusäite vun de Firmen, dass dat richteg ofleeft. Esou wéi dat normal ass, wann een e Vertrag huet mat eenzelne Firmen.

Vis-à-vis vu Pfizer - dat ass deen Impfstoff, deen elo am Asaz ass säit Enn leschte Joers - ass déi Commande, déi d'Kommissioun konnt maachen, déi gréissten, déi dee Produzent huet. Ech mengen net, dass ee ka soen, dass mer do schlecht bestéckt waren, fir eis un d'Kommissioun unzedocken, well, ech mengen, si hunn dat ganz gutt gemaach. Op jidde Fall gesinn ech kee Grond, fir dorunner ze zweifelen.

Da gëtt vill vun Alleingäng geschwat, déi gemaach gi sinn. Jo, et stëmmt, wann een d'Press liest. Ungarn huet effektiv 6.000 Dose Sputnik vun de Russe kaaft. Ech weess éierlech gesot net, ob dat de Wee gewiescht wär fir Lëtzebuerg. Mir halen eis un déi Produzenten, déi effektiv duerch d'EMA zougelooss sinn. Mir hunn do vollst Vertrauen. D'EMA ass eng Garantie fir Qualitéit an deem Prozess hei.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An dat ass jiddefalls net dat Beispill, un deem mir eis wäerten orientéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Wat bedeit elo deen Achat vun der Kommissioun fir eist Land, déi 0,14 %, déi eis jee no Produkt eeben zoustinn? Bei fënnef vun deene sechs Kontrakter, déi gemaach gi sinn, si mer scho gefrot gi fir zouzesoen. Do si mer am Moment bei 927.399 Leit, déi iwwert déi Commanden, déi elo schonn zougesot sinn, kënne geimpft ginn hei am Land.

Eng 210.000 zousätzlech kommen, wann den Opruff fir Sanofi kënnt. Dat ass dee sechste Kontrakt, dee scho verhandelt ass. Do ass awer den Opruff nach net gemaach fir d'Länner. Mir wäerten natierlech selbstverständlech, soubal dee kënnt, och do zousoen.

An dann hätte mer mat deem, wat vertraglech scho verhandelt ass Stand haut, 1.137.399 Leit an deem Land, déi mer kéinten impfen. Ech soe „Leit", well fir verschidden Impfstoffer brauch ee jo zwou Dosen an net eng.

Wéi gesäit et elo ganz konkreet am Moment aus? Am Moment hu mer Commanden, déi ugesot sinn, fir kënne bis zu 36.000 Leit ze impfe mat dem Pfizer-Impfstoff bis Enn Mäerz. Dat ass dat, wat mer plangen.

Dir hutt et matkritt, haut um zwielef Auer koum d'Informatioun, dass een déi Ampullen net just ka fir fënnef Leit benotzen, mee eventuell fir sechs. Eis Leit sinn amgaangen ze kucken, wéi schnell mer dat kënnen ëmsetzen. Do brauch een extra Nolen, fir kënnen an dee Modus iwwerzegoen. Mir sinn, soubal mer déi Informatioun kritt hunn, de ganze Mëtteg scho beméit fir ze kucken, dat esou schnell wéi méiglech och kënnen ze maachen.

Dat ass eng ganz gutt Nouvelle, déi komm ass, well mer da mat enger Ampull awer dach e bëssen e Prozentsaz méi kënne bedéngen, dat eeben nieft deenen Annoncë vun deenen 300 zousätzleche Milliounen, déi haut komm sinn.

Et muss ee wëssen, dass bei deenen Zousazoptiounen, déi mer elo zousätzlech hunn natierlech den Délai de livraison en aneren ass. Mir sinn net déi Eenzeg, déi kaaft hunn. Also, d'Kommissioun ass net déi Eenzeg, déi kaaft huet. An dat, wat een elo nokeeft, gëtt natierlech och e bësse méi spéit geliwwert. Dat muss ee wëssen.

An deem Sënn, ech bestätegen: Mir hunn och ugefrot, wat et da géif kaschten, wat d'Konditioune wären, fir souwuel bei Pfizer wéi och bei AstraZeneca nozekafen. Dir frot: „Wou ass dat drun?" Ben, ech muss Iech soen: Mir hunn net emol eng Äntwert bis elo kritt. Esou einfach ass dat also net. Also, im Nachhinein sinn ech jiddefalls ëmsou méi frou, dass mir als Regierung de Choix geholl hunn, fir eis hei un d'Kommissioun unzeschléissen. Dat heiten ass en haarde Weltmarché an do si mer jiddefalls zesumme méi staark, wéi wa mer eleng ënnerwee wären.

Och eng ganz gutt Nouvelle: Dir wësst, dass deen zweeten Impfstoff seng Zouloossung elo de 6. Januar kritt huet. Dat ass dee vu Moderna. Dat ass och e messenger-RNA, déi selwecht Technologie, wéi deen éischten, deen am Asaz ass.

Ech sinn och ëmsou méi frou kënnen ze soen, dass Lëtzebuerg déi éischt Liwwerung dëse Méindeg wäert kréien. Mir wäerte mat aller Warscheinlechkeet dat éischt europäescht Land sinn, wat beliwwert gëtt, an dat mat 1.200 Dose vun deene 55.000, déi eis iwwert déi 0,14 %-Reegel zoustinn. Soudass mer och do en neie Moment hunn. Dat wäert direkt an eis Planung afléissen. Ab dem Méinden, wéi gesot, wäert Moderna hei um Territoire sinn. An da si mir esou schnell wéi méiglech hannendrun, fir dat och an den Asaz ze bréngen.

Stand haut hu mer schonn 1.400 Leit geimpft. Mir wäerten och do méi Transparenz eriwwerbréngen. Mir wäerten ab der nächster Woch an eisem weekly ... an eisem Wocherapport och genau oppeleeën, wivill Leit geimpft sinn. Et wäert och zu méi Transparenz am internationale Verglach bäidroen. Deen ass virdrun zitéiert ginn. Dat war awer net den aktuellste Chiffer, vu dass mir eis nach net op engem Site hunn, wéi elo beispillsweis d'RKI. Mee dat kënnt d'nächst Woch no.

Wéi ass et gaangen an den Altersheimer. Ech mengen, et ass ugeschwat ginn. Do ass d'Impfcampagne och elo de 6. Januar mat eelef Haiser gestart. Wéi sinn déi selektionéiert ginn? Ben, do schaffe mer zesumme mat eise Partner. Ech hunn do vollst Vertrauen an de Familljeministère, deen zesumme mat der COPAS gekuckt huet, wéi eng Haiser solle prioritär drukommen. Do sinn ons Équipe-mobillen ënnerwee. Déi eelef Haiser sinn an der Planung. Dat leeft ganz gutt. Ech hunn héieren, dass eng grouss Adherence ass, tëscht 80 % an 90 % vun de Leit loosse sech impfen.

Et ass virdru vum Här Engelen gefrot ginn: „Wéi ass et mam Accord?" Och dat ass laang am Viraus preparéiert gewiescht. Do gëtt jeeweils déi Persoun, déi responsabel ass den Accord. Et ass net d'Haus, wat den Accord gëtt, mee dee jeeweilegen Tuteur vun enger Persoun, wa se selwer hiren Accord net ka ginn, huet dat misse propper a schréftlech eraginn.

Dat heescht, d'Haiser hu virleien, wien d'accord ass, fir geimpft ze ginn, entweeder iwwer säi perséinlechen Accord, wann en dee ka ginn, oder eeben iwwer säi Représentant légal, deen dann déi Rechter huet, fir dat ze maachen. Alles dat ass am Viraus organiséiert an den Haiser. Alles dat ass och keen Hindernis, fir schnell weiderzekommen. Insgesamt 6.200 Residente stinn un, fir duerchgeimpft ze ginn an eisen Alters- a Fleegehaimer.

An och do ass schonn déi nächst Serie vun Haiser identifizéiert. Dat krut ech de Moie confirméiert. Dir braucht Iech also do keng Suergen ze maachen. Dat fonctionéiert relativ gutt, an dann eeben och Hand an Hand mam Terrain, wat hei dee richtege Wee ass. Ech gesinn eis net vun uewen erof als Ministère de la Santé decidéieren, wéi een Haus prioritär soll sinn. Dat soll deen zoustännege Ministère zesumme mat der COPAS maachen. Déi si besser placéiert, fir dat ze appreciéieren.

Da geet et weider den 21. Januar am Centre de vaccination um Lampertsbierg mat dem ganze Personal, mat den Dokteren, mat den Apdikter och. Déi Fro ass gestallt ginn. Dat si sämtlech Beruffer aus dem Gesondheetssecteur, déi do ufänken, déi duerchgeimpft ginn, parallell schonn éischter. Dir wësst et: Den 11. Januar geet et lass an deene véier Spideeler an och zu Kolpech, wou sur place da Personal aus de Spideeler ka geimpft ginn.

Dat heescht, déi ginn net an d'Impfzentren, ausser déi, déi Enn des Joers do waren, fir hir éischt Dosis ze kréien. Déi ginn nach eng Kéier zréck an de Centre de vaccination fir déi zweet. Mee an der Reegel ginn d'Impfunge vum Personal aus de Spideeler sur place gemaach. Dat leeft den 11. Januar un.

D'Liwwerunge si geplangt vu Woch zu Woch. Natierlech musse se ukommen. Do weess een net, ob Aleaen dotëschent sinn. Ech mengen, mir kënnen ëmmer nëmme bestätegen, wann eppes do ass. Mee d'Planung steet par rapport zu deem éischten Impfstoff, deen eeben am Asaz ass. Voilà!

Dann ass et ganz vill eng Fro vun der Capacité de production. Et ass scho gesot ginn. Ech mengen, d'Kommissioun huet ganz vill bestallt. Et läit net un de Commanden. Dat ass och dat, wat d'Kommissärin, d'Madamm Stella Kyriakides, an hirer Stellungnam ufangs des Joers nach eng Kéier ënnerstrach huet mat all deene Reprochen, déi dann och hei elo hefteg géint d'Kommissioun vun der Madamm von der Leyen geäussert ginn.

Ech mengen, si hu sech do vill musse verteidegen a si huet et op de Punkt bruecht: De Problem sinn net d'Commanden - et si ganz vill Commanden, déi gemaach sinn -, de Problem ass d'Produktioun. Nach muss dat Ganzt nokommen. Et ass en enorme Besoin, dee muss ofgedeckt ginn. A mir kënnen eis wéi all déi aner och do just no der Decke strecken. Mir impfen esou séier, wéi mer den Impfstoff heihinnerkréien.

Ech géif vläicht op déi puer Froen agoen, déi nach eng Kéier gestallt gi sinn. Mir haten dat schonn an der Chamberskommissioun thematiséiert. Et sinn och scho Froen dozou gestallt ginn, ma trotzdeem: Eng Impfflicht ass zu kengem Moment ugeduecht. Ech widderhuelen et gären ëmmer erëm. D'Regierung huet dat absolutt net wëlles. D'Fro ass och gestallt ginn no de Lëschte vun deene Leit, déi net geimpft ginn, esou wéi dat a Spuenien an der Press ze liese war. Och dat ass absolutt keng Intentioun vun dëser Regierung.

Mir wäerten eis och weider, wat den Dateschutz betrëfft, un déi héich Standarde vum RGPD halen. Do gëtt et eng ganz streng Reglementatioun op europäeschem Plang, déi mer selbstverständlech respektéieren.

Ech géif och hei - et ass geschwat gi vun Zweifele ronderëm dat, wat mer mat deenen Date wëlles hunn - gären dat rappeléieren, wat ech och an der Chamberskommissioun gesot hunn: Wa mir fir en Delai plädéieren, fir Donnéeën ze halen, dann ass dat virun allem am Interessi vun deene Leit, déi geimpft ginn. Et geet drëms, wa si nach Niewewierkungen hunn, déi zu engem spéideren Zäitpunkt kommen - där Fäll gëtt et, och nach ganz spéit -, dass ee wierklech hiren Dossier huet, dass een dat kann novollzéien, dass ee se och kann informéieren.

Wann nach zu engem spéideren Zäitpunkt eppes géif op den Dësch kommen, dass Problemer sinn, dann ass et wichteg, dass mer d'Leit kënne kontaktéieren. Mir sinn och selwer beméit, déi Delaien esou kleng wéi méiglech ze halen. Ech hat Iech dat de Moie gesot: Mir sinn a Gespréicher mat Frankräich, déi den Delai just op zéng Joer hunn. Mir si ganz dorunner interesséiert. Mir sinn och Exceptiounen ... Mir wollten eis do déi néideg Zäit huelen, fir dat richteg ze verstoen an och dann dat Richtegt ze proposéiere bei engem nächsten Usaz.

Et geet jiddefalls net drëms, d'Leit hei zu Versuchskanéngercher ze maachen. Ganz am Géigendeel. Mir wëllen e Maximum u Sécherheet, u Garantië fir d'Leit hunn an de Leit och en anstännegen Zougang zu hirem Dossier garantéieren, wann da sollte Problemer kommen oder wa si d'Gefill hätten, iergendwou spéider Komplikatioune gehat ze hunn, déi aus hirer Perspektiv kéinten am Zesummenhang stoe mam Impfstoff. Och dat interesséiert eis natierlech vusäite vun der Santé publique. Mir maachen en enke Suivi vun de Reaktiounen, déi eventuell kënnen ausgeléist ginn duerch dës Vaccinen, esou wéi dat bei all neiem Medikament d'ailleurs och de Fall ass.

Dann ass gefrot ginn, ob mer eis net kéinte virstellen, dann och just eng Dosis ze ginn. Natierlech ass dat eng Fro, déi mer eis och stellen. Ech wëll Iech just hei versécheren, dass mir net wäerten ufänken ze piddelen! Mir kréien dat zwar oft ënnerstallt. Mir wäerten eis genaustens un dat halen, wat virgeschriwwen ass vun der EMA.

Mir hunn och zousätzlech en Avis vun eisem Conseil supérieur des maladies infectieuses, e ganz rezenten, elo zum Pfizer, deen dovunner ofréit. Dat ass en Avis vun dëser Woch. Ech kann Iech vergewësseren, wann do eng Assurance kënnt, dass een dat ka maachen. Et mag sinn, dass dat kënnt. Da wäerte mir dat och maachen, mee mir wäerten do keng abenteuerlech Initiativen hei huelen, ouni déi néideg Garantien ze hunn.

Et geet hei ëm d'Gesondheet vun de Leit an ech kann hei jiddwerengem garantéieren, dass mir eis genaustens wäerten un déi Virgaben halen, déi mer kréien an eis och réckverséchere bei eisem eegene Conseil supérieur des maladies infectieuses, ier mer bei de Leit esou Saachen ausprobéieren.

Dann ass ugeschwat ginn, firwat mer net mat der AMMD oder mam Cercle des médecins généralistes méi zesummeschaffen. Ech kann Iech och do just versécheren - dat hutt Der och an enger Question parlementaire -: Mir hu reegelméisseg Reuniounen. Mir hu ganz enk mat hinnen zesummegeschafft fir déi ganz Impfstrategie hei an och d'Impfcampagne. Dat leeft jo mat hinnen. Mir hu Verträg mat hinnen. Et sinn Tariffer ausgehandelt. Si sinn déi, déi dat heite stäipen an der Praxis. An do brauch och kee sech eng Suerg ze maachen. Den Terrain ass do, wéi duerch déi ganz Pandemie natierlech, och mat agebonne gewiescht.

Dann ass och gesot ginn: „Wéi ass et mat der Kommunikatioun? Dir musst d'Leit opklären!" Och dat war en Deel vun deenen dräi Strategiedokumenter, déi mer lech am Dezember an der Chamberskommissioun an allem Detail virgestallt haten, mat allem, wat do ugeduecht war. Mam Timing hate mer lech alles presentéiert. Ech géif lech awer just nach gären eng Kéier elo réckbléckend dann eng Informatioun ginn, ob dat Succès hat oder net. Well dat ass jo dat, wat eis interesséiert.

Mir hate Webinaren. Et ass deemools d'Fro gestallt ginn: „Wéi ass et mam Personal, mat de Professionellen? Hunn déi déi Informatiounen, déi se brauchen?" Dir erënnert lech: Ech hat lech gesot: Do hate mer Webinare geplangt. Déi hu stattfonnt. Dat waren der dräi Stéck. Do hate mer insgesamt 600 Leit. Et war en zimmlech grousse Succès.

Mir wäerten an Zukunft elo all zwou Wochen Lunchtalks och hu fir déi Professionell, wou se kënnen hir Froen direkt stellen. Mir wäerten do present sinn, soulaang wéi dat néideg ass, queesch duerch déi Pandemie.

D'selwecht ass och eng Newsletter, déi uleeft, déi all zwou Wochen erauskënnt, wou scho ganz vill Leit sech drop abonéiert hunn aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur, fir esou vun eis eeben au fur et à mesure, wann nei Erkenntnisser kommen, och an d'Bild gesat ze ginn.

Wat elo de grand Public ugeet, ass eise Site covidvaccination.lu - also e spezifesche Site reng fir de Vaccin - de 26. Dezember online gaangen. Do fënnt ee ganz vill Informatiounen drop.

Mir hunn och reegelméisseg säit November Facebook-Eventer mat Froen an Äntwerten, wou d'Santé eng Stonn laang dem grand Public Ried an Äntwert steet. Och dat ass e Succès. Fir lech eng Indicatioun ze ginn: Dat ass eemol d'Woch an do hu mer am Schnëtt 40.000 Viewen op deem Event. Also, ech mengen, dass mer do scho ganz vill Leit hei am Land konnten informéieren, och wann elo vläicht fir verschidde Volleksvertrieder nach eng Rei Froen opstinn. Ech kann lech nëmmen invitéieren: Eemol d'Woch ass Rendez-vous mat der Santé, do kënnt Der Är Froen eraginn, déi ginn do entgéintgeholl a beschtméiglech beäntwert.

Dann hu mer och eng Enquête am Moment lafen, well et natierlech och wichteg ass ze gesinn, ob dat Ganzt gräift, wéi elo d'Impfbereetschaft hei am Land ass. Do wäerte mer nächst Resultater ongeféier Enn des Mounts kréien.

Voilà! Souvill zu der Kommunikatioun.

Dann: Wéi geet et weider? Ech hat lech och an der Chamberskommissioun erkläert, dass mer am Fong geholl ofgewaart hunn, bis deen nächsten Impfstoff zougelooss ass. Dat ass dës Woch de Fall. Dat war och de Wonsch vun dem Eethikrot, fir eréischt an eng nächst Phas wierklech eranzegoen a sech dozou ze äusseren, wann een e bësselche méi Genaues weess. Eh bien, dës Woch wësse mer e bësselche méi Genaues.

An deem Sënn hu mer ons och haut an der Regierung doriwwer ënnerhalen an eng Rei Saache festgehalen, déi elo ganz zäitno wäerten dem Eethikrot och soumettéiert ginn. Mir verstoppen eis also net hannert dem Eethikrot, wéi et och hei schonn emol behaapt ginn ass, mee au contraire: En toute transparence gi mer eis Propos dohinner. Déi gëtt dann aviséiert. An da wäerte mer eis och, wéi déi leschte Kéier, wa mer bis den Avis hunn, positionéieren als Regierung, wéi mer eis definitiv déi nächst Phas virstellen. Da wäert Der déi och presentéiert kréien, genausou wéi dat déi éischte Kéier och de Fall war.

Wat sinn elo déi Phasen? Dat ass dat, wat letztendlech jiddwereen interesséiert. Dat, wat mir elo proposéieren, wat vun eisem Expertegrupp ronderëm d'Cellule de crise ausgeschafft ginn ass, dat ass, dass mer ufänke bei deene Leit iwwer 75 Joer, aus enger duebeler Ursaach. Si sinn déi, déi ganz oft eeben zousätzlech eng Vulnerabilitéit hunn. Et ass do, wou den héichsten Taux de mortalité ass. Et ass och do, wou déi gréisste Komplikatioune si fir d'Gesondheet.

Dat heescht, dat ass am Sënn vun deene Leit, déi also am stäerkste betraff sinn, gesondheetlech, awer déi natierlech och eng grouss Belaaschtung fir eise Gesondheetssystem duerstellen doduerch, dass se laang an der Klinick sinn. Dat wär also déi Kategorie, déi mer prioritär viséieren: déi Leit iwwer 75. Dat géif dem Alter nogoen par ordre décroissant.

Dat wär dann d'Phas 2. D'Phas 1 ass jo amgaangen. Déi kennt Der.

D'Phas 3, do géif et da goe mat engem Fokus op déi vulnerabel Leit. D'Vulnerabilitéiten am Kontext vum Covid si festgesat hei zu Lëtzebuerg iwwer en Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses, wou een déi méi am Detail kann noliesen. Dir hutt se och an Ärem Dokument iwwert d'Impfstrategie.

Dat sinn déi Vulnerabel, awer net all déi Vulnerabel. Mir géifen an der Phas 3 proposéieren unzefänke mat deenen e bësselche méi Eeleren, loosse mer se emol esou nennen, eigentlech nach Jonker. Déi 50- bis 65-Järeg géifen dann drukommen.

An ech hunn elo just gesinn, ech hunn eng Phas an der Phas 2 vergiess. Entschëllegt. D'Phas 2 geet u mat den iwwer 75-Järegen an da gëtt dat enchaînéiert mat deene 65- bis 75-Järegen. Dat ass déi nächst Phas, déi usteet. Do war e klengt Lach an der Altersstruktur dran.

D'Phas 3 wären da vulnerabel Persounen no där Definitioun, no där Referenz, déi mer hunn, déi den Dokteren och bekannt ass, an zousätzlech eeben d'Alterskategorie 50 bis 65.

An der Phas 3 kënnt dann och alles, wat „infrastructures critiques" sinn. Dat sinn Aarbechtsplazen, déi sinn opgelëscht. Do gëtt et eng Oplëschtung. Dat sinn déi Déngschtleeschtungen, déi essenziel sinn, fir dass e Land ka fonctionéieren. Dat wären also déi zwou Kategorien, déi mer fir eng Phas 3 géifen ugesinn.

Dann d'Phas 4, dat, wat mer do undenken, wäre vulnerabel Leit ënner 50 Joer an zousätzlech och Leit, déi an der Prekaritéit liewen, de Fall gesat, dass se net schonn an enger vun deene Kategorien ofgedeckt sinn.

An dann déi 5. Phas letztendlech, do geet et dann dem Alter no erof, wou mer géifen déi 16 bis 65 Joer al Leit viséieren, Residenten an och Non-résidents actifs. Firwat? Well déi Leit hei wierklech mat bäisteieren zu dem epidemiologesche Geschehen. Si schaffen hei. Asoufern ass et eis och wichteg, dass déi aktiv Non-residenten hei am Land wierklech och kënne genausou matprofitéieren. Dat ass an hirem Interessi an surtout och an eisem Interessi, dass mer do net tributär si vun der Impfstrategie vun eisen Nopeschlänner, mee dass se am selwechte Rhythmus wéi eis eegen aktiv Leit och géife mat drukommen.

Da sinn nach eng Rei praktesch Froe gestallt ginn, déi hu mer de Moien och um Ordre du jour gehat.

Wéi ass et mat deenen, déi net wëlle geimpft ginn zu engem gewëssenen Zäitpunkt respektiv déi deen Impfstoff net wëllen, deen do grad usteet? Do ass d'Propos vusäite vun der Regierung, déi och dem Eethikrot wäert soumettéiert ginn, fir déi Leit op eng Liste de réserve ze setzen. Dat heescht, se kënne sech net automatesch eraninjectéieren, well dat eis Organisatioun géif ze vill impaktéieren, mee se géifen op eng Liste de réserve kommen, wou ee se dann en fonction vun den Disponibilitéiten erëm kéint afléisse loossen, wann dat méiglech ass.

Et muss ee wëssen, dass déi ganz Logistik komplizéiert hei ass. Asoufern ass d'Iddi schonn, e prefiguréierte Prioritéitssystem ze derouléieren. Mee selbstverständlech solle Leit, déi sech dat vläicht zweemol wëllen iwwerleeën, natierlech awer eng Chance hunn, fir erëm iwwert déi Liste de réserve da mat an de Flux ze kommen. An da géife mer proposéieren, dat ofhängeg ze maache vun den Disponibilitéiten, déi wäerte sinn.

Den Aschreiwungssystem ass virgesi mam Centre informatique zesummen, wou mer och de Monitoring wäerte maachen zesumme mam Centre informatique vun deem, wat geschitt ronderëm déi Impfcampagne. Zousätzlech gëtt et selbstverständlech eng Helpline, wou d'Leit sech och kënnen op engem méi analoge Wee mellen, fir dann hire Rendez-vous ze kréien.

Dann nach eng Kéier pour rappel, dat ass schonn an der Phas 1 de Fall gewiescht: Wann elo ganz speziell Fäll sinn, wou et indiquéiert wär fir eng eenzel Persoun, elo schonn eng Impfung ze kréien, dann ass dat méiglech iwwert de Wee vum Dokter. Deen huet d'Méiglechkeet, fir dann e Rendez-vous unzefroe fir ee vu senge Patienten. Dat ass an den Ausnamefäll.

Generell gëllt awer och fir d'Vulnerabilitéiten - zu engem gewëssenen Zäitpunkt komme jo vulnerabel Leit mat an d'Spill -, dass do den Dokter ëmmer als Filter dertëschent ass. Et ass um Dokter, dat ze appreciéieren. Mir hunn och kee Repertoire, wann een esou wëllt, vun de vulnerabele Leit. Mir féieren do keng Lëschten, wie wéi eng Krankheeten huet. Asoufern si mer och drop ugewisen, dass mer do e Professionelle mat an d'Spill huelen. Dat ass dat, wat ugeduecht ass.

Déi Leit, déi mer iwwert de Regëster kënnen normal uschreiwen, wäerten invitéiert ginn, esou wéi mer et och vum Large-Scale-Testing kennen. An déi, déi iwwer eng Vulnerabilitéit eligibel sinn, do wäert et e Mechanismus sinn, deen eeben iwwer hiren Hausdokter oder en Dokter fonctionéiert.

Voilà! Souvill dozou. Dir gesitt, et gëtt all Dag Neies a puncto Impfen. Et ass e gudden Dag an deem Sënn. Hoffe mer, dass mer déi Sprëtze schnell erbäikréien, déi et da brauch, fir aus deene fënnef Dosen der sechs ze maachen. Da si mer alt erëm e Schrëtt weider. Ab nächster Woch steet dann och Moderna un, wat eis alleguerten dann awer soll dach optimistesch stëmmen zu där Impfstrategie.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Ech ginn direkt Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll domat ufänken, jidderengem Merci ze soen, dee sech un dëser Debatt hei bedeelegt huet, lech natierlech, Madamm Minister, un éischter Plaz, awer och all deenen, déi mat der ADR net d'accord sinn. Ech mengen, et gehéiert och zu der parlamentarescher Héiflechkeet, datt ee géintiwwer deene Respekt weist, déi net mat engem d'accord sinn.

Ech hu véier Punkten, déi ech wéilt uschwätzen, well, ech mengen, an der Impfcampagne ass et extreem wichteg, vläicht nach méi wichteg wéi an anere Politikfelder, fir alles mat deem vollen integrale Wëssenstand esou wouer, esou komplett wéi méiglech duerzestellen, fir de Leit eeben dat Vertrauen ze ginn, dat mer eis wënschen.

Dozou gehéiert och, wat elo d'EU ugeet, fir ze soen, datt et den Nationalisme vaccinal, deen hei ugeschwat ginn ass, och um Niveau vun der EU gëtt; och wann d'Kommissioun keeft. Well all Zeitunge sti voll! Déi international Press steet voll. Och an der Lëtzebuerger Press stounge wichteg Informatiounen, déi an dëser Debatt dann net gesot goufen. Zum Beispill, datt Frankräich wollt de franséische Vaccin an datt doduerch net genuch Quantitéite konnte kaaft ginn.

Mee wann ech déi Debatt hei nolauschteren, da gëtt ëmmer gesot oder et gëtt duergestallt, wéi wann alles perfekt op europäeschem Niveau wär. Dat ass et net! Och do si Problemer. Och do gëtt et en Nationalisme vaccinal. A jo, et ass gutt, datt Lëtzebuerg iwwert d'Europäesch Kommissioun akaaft huet, mee dat heescht net, datt mer virun alle Problemer geschützt sinn. Dat heescht net, datt mer genuch a séier genuch hunn. Dat ass eeben och en Deel vun der Realitéit. A kommt, mir soen de Leit dat dach och!

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass iwwert déi Zouloossungsprozeduren. Souwuel déi amerikanesch Agence wéi déi europäesch Agence stoungen ënner Drock. Och dat ass bekannt. A si hunn allen zwou eng provisoresch Zouloossung fir ee Joer, elo emol, gemaach. Bei den Amerikaner weess ech net, ob et fir ee Joer ass. Bei der EMA ass et ee Joer.

Do sinn einfach Reegelen. Natierlech ass mat de Firmen zesummegeschafft ginn, och mat der ëffentlecher Hand zum Deel. Natierlech ass virfinanzéiert ginn, wat bei anere Produiten net de Fall ass. Mee trotzdeem: Déi Laangzäitetüde konnten net gemaach ginn, ganz einfach, well net genuch Zäit do ass. Et konnt net fir all Kategorie vu Leit getest ginn, wéi dat gewéinlech de Fall ass, zum Beispill bei de Fraen an aneren Ëmstänn an och bei eelere Persounen.

Mee dat sinn alles bekannt Tatsaachen! Da loosse mer dat dach och soen! Well d'Leit ginn et jo souwisou gewuer. Da loosst mer dach hei net en Androck vermëttelen, wéi wa mer net alles géifen op den Dësch leeën an eis net auserneesetze mat deene Problemer, déi et awer gëtt!

Zwou konkreet Froen:

Den Här Engelen huet a sengen Ausféierunge ganz laang insistéiert op eppes, wat hei och op Widdersproch gestouss ass. Dat ass de Risiko vun der Zwouklassegesellschaft. Och dat ass eng Diskussioun, déi ganz wäit verbreet ass ënnert dem Stéchwuert „Privileegie fir Geimpfter". Däerf ee reesen, wann ee geimpft ass, an net reesen, wann een net geimpft ass? Wie kann dat kontrolléieren? Hunn d'Leit e Recht drop, en Impfpass ze kucken? Ass et richteg, datt déi eng eppes däerfen, well se geimpft sinn an déi aner däerfen et net? A wéi eng Prezedenz huet dat vläicht fir aner Krankheeten?

Den Här Engelen huet all déi Froe gestallt an ech wëll se hei nach eng Kéier widderhuelen, well se zentral sinn, net nëmme fir d'Diskussioun ronderëm de Covid elo, mee fir eis Gesellschaft! Ass et dann normal, datt een no engem Krankheetsbild oder no engem Risiko, wann een net geimpft ass, anescht behandelt gëtt? An dat ass dat, wat domadder gemengt gëtt.

Mir wëllen dat net! Mir wëlle weider déi Solidaritéit an der Gesellschaft an net en Drock ausüben op déi eng oder aner Manéier, well dat géint d'Natur vun eisem Zesummeliewen an de Respekt och virun dem Wëlle vun anere Leit an dem Respekt och viru kranke Leit fundamental ass.

Eng lescht Iwwerleeung, an déi ass mer komm, wéi ech der Madamm Minister an hiren Ausféierungen nogelauschtert hunn. Den Här Engelen huet un déi spuenesch Praxis erënnert, fir Lëschten opzestelle vu Leit, déi sech net wëllen impfen. An d'Madamm Minister huet gesot, dat wéilte mir net. A mir ginn hir Recht! Dat ass net richteg.

Da seet d'Madamm Minister awer kuerz drop: „Mir maache Lëschten, eng Liste de réserve vu Leit, déi sech net impfe loossen, wa se sech da spéider wéilten impfe loossen." An ech wëll just do froen ... Ech wëll net soen, datt dat dat selwecht ass wéi dat, wat a Spuenie geschitt. Mee ech wëll awer d'Madamm Minister froen, si soll eis den Ënnerscheed erklären, fir datt mer genee wëssen, wéi déi Liste de réserve ugeluecht gëtt, wien do drop kënnt. Well wann ee sech elo bewosst net wëllt impfe loossen oder net mat engem bestëmmten Impfstoff impfe loossen, kënnt een dann automatesch op esou eng Liste de réserve? Muss een dat ufroen?

An ech géif d'Madamm Minister hei kloer bieden, den Ënnerscheed genau ze erklären, well en ass ganz wichteg, tëschent där Praxis, déi mer a Spuenie gesinn, an deem, wat hei mat der Liste de réserve geplangt ass. Ech mengen, et géif och vill Leit berouegen, mech och, wa mer géife genau wëssen, wat do geplangt ass.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci fir déi Fro. Well falls do en Doute sollt sinn, ass et extreem wichteg, dat ze klären.

Dat ass strictement net dat selwecht. Hei geet et drëms, wa Leit selwer fir sech wëllen eng zweete Kéier ufroen, fir op déi Liste de réserve ze kommen, da kënne se dat ufroen. Dat heescht, dat ass absolutt fräiwëlleg an dat ass dann an der Hypothees, dass mer et mat enger Persoun ze dinn hunn, déi et sech anescht iwwerluecht huet an nawell wëllt geimpft ginn. Da ka se sech mellen an op eng Liste de réserve kommen. An da wär d'Iddi, dass ee kuckt, fir se dann esou schnell wéi méiglech mat afléissen ze loossen.

Mee dat huet strictement näischt mat enger Lëscht ze dinn, déi mer wéilte féieren iwwer Leit, déi net geimpft ginn. Dat ass eng Demande fir e Rendez-vous, déi en suspens ass, wann Der esou wëllt. Et ass mer scho ganz wichteg, dass dat richteg verstane gëtt. Et ass absolutt net déi aner Absicht.

Fir de Rescht, just zu den Zouloossungsprozeduren. Et ass mer och wichteg, dat nach eng Kéier ze ënnersträichen: Bei der Zouloossungsprozedur vun der EMA ass et eng schnell Prozedur, déi just acceleréiert ass, mee d'Exigence qualité, wat muss virleien, ass exactement dat selwecht wéi bei der normaler Zouloossungsprozedur. Et ass just acceleréiert.

Laangzäitstudie komme gemengerhand ëmmer eréischt zu engem spéiden Zäitpunkt no. Dofir ass et och wichteg justement, dass d'Leit sécher sinn, dass wann nach eng Kéier Problemer optrieden, dass se kënnen och déi néideg Revendicatioune stellen. Dat ass awer net spezifesch fir Impfstoffer. Dat ass och bei neie Medikamenter esou.

Ech hunn dat op alle Fall kloer esou confirméiert kritt, dass d'Exigencë fir d'Zouloossung vun der Qualitéit hier net anescht sinn, wéi an der normaler Prozedur; et ass acceleréiert ginn, Saache si parallell lafe gelooss ginn, déi soss differéiert sinn, et gi surtout och méi Gelder dran investéiert, awer d'Exigencen, déi et fir d'Zouloossung brauch, wäre keng aner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Ministesch. Den Här Kartheiser kënnt nach eng Kéier à charge.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech wollt just awer soen, datt déi Pharmacovigilence an dësem Fall ... dat ass jo och net normal, wann ee sech impfe léisst, datt all déi Données personnelles an esou weider enregistréiert ginn. Dat ass eeben hei, well déi Laangzäitstudien net konnte gemaach ginn.

Den Här Marc Hansen huet virdrun a senger gudder Interventioun jo och gesot, datt ee muss dee „long-term review" - ech weess net méi genau, wéi een Terme hie benotzt huet, mee dat ass awer d'Iddi -, hei beim Impfstoff maachen. An och d'Madamm Minister huet an hiren Ausféierunge gesot, datt se an der Santé ganz interesséiert sinn, fir eventuell Niewewierkunge festzestellen. Dat ass eebe spezifesch bei deene messenger-RNA-Technologien, well se nei sinn.

Ech weess elo net, bei wéi villen anere Medikamenter - bei neie Medikamenter -, e Lëtzebuerger seng Données personnelles an eng Datei muss eraginn, wéi d'Gesetz vum 24. Dezember et hei virgesinn huet. An Ären Exposé des motifs vum Gesetz vum 24. Dezember, dat ass nach net laang hier, Madamm Minister, huet jo och genau dat do beschriwwen, firwat dat esou ass. An ech mengen, och an dësem Punkt, ouni wëllen Angscht ze maachen, muss een awer opklären, datt d'Leit genau wëssen: Esou ass d'Situatioun. Dat ass eis Flicht an der Politik: Net Angscht maachen, net Suerge maachen, awer all Problem oppen duerleeën, fir datt jidderee seng Decisioun voll informéiert huele kann. Dat ass eis Aufgab!

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Dann nach den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Jo, merci fir d'Wuert, Här President. Well ech ernimmt gi sinn, wëll ech awer dorobber äntweren, well ech mengen, den Här Kartheiser huet do e puer Saache vermëscht. Also d'Prozedur ass genausou, wéi d'Madamm Minister et gesot huet, dat heescht, d'pharmazeutesch Industrië ginn d'Donnéeën un d'EMA méi schnell weider, wéi dat virdrun de Fall war, dat heescht, se gëtt d'Donnéeë scho wärend der Etüd weider, an da ginn och déi Phasen 1, 2, 3 méi no uneneegehaangen doduerch, dass éischtens méi finanziell Mëttelen zur Verfügung stoungen an zweetens déi Konklusioune bei der EMA vun där enger Phas zu där anerer méi séier konnte geholl ginn.

De Fait, dass, nodeems d'Impfung agesat gëtt, e Contrôle gemaach gëtt, dat ass och absolutt normal, dat gëtt et bei all de Medikamenter. Hei ass awer d'Situatioun, dass eebe weltwäit eng Impfung am selwechte Moment agesat gëtt an et doduerch kloer ass, dass en enke Suivi muss gemaach ginn, fir eeben ze kucken, wat zu engem Moment …, ob do net eeben Niewewierkungen optauchen, déi virdrun net an den Etüden opgetaucht sinn - wat och en normale Phenomeen ass, dat ass bei all Medikament de Fall, dass Niewewierkunge kënnen optauchen.

Et ass jo evident, dass wann 1.000 Leit eng Prise de médicaments huelen, dass dann eventuell Niewewierkungen net optauchen, a wann eng Millioun se huelen, dann taucht eng Niewewierkung, déi eemol op eng Millioun optaucht, eemol op. Ass dat elo en Argument fir ze soen, mir impfen net? Bei eemol op enger Millioun, géif ech mengen, ass dat net de Fall.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen fir déi Prezisiounen. Wëllt d'Regierung nach eng Kéier dorobber reagéieren? Dat schéngt mer alles kloer ze sinn.

Motions

Da kënne mer zu deene Motioune kommen.

Motion 1

Mir fänken u mat der Motioun Nummer 1, dat ass déi, wou et ëm eng elektronesch Versioun fir en Impfschäin iwwer eng Impf-App geet. Den Här Clement freet d'Wuert zu där Motioun.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Also fir eis Piraten ass hei bei där Motioun e ganz kloren Nee déi eenzeg richteg Äntwert. Mir wëlle keng App! Mir wëllen net, datt esou kritesch Donnéeën digital gespäichert ginn. Mir sinn der Meenung, datt dat haut scho gutt genuch gereegelt ass, nämlech säit 1969, also schonn eng ganz Zäit laang, gëtt et d'International Health Regulations, wou am Artikel 79 den internationalen Impfpass … - dee ganz genau Certificat international de vaccination ou de prophylaxie heescht, oder ëmgangssproochlech d'giel Kaart. Do kann een eng Impfung androe loossen, wa se da gebraucht gëtt, fir iwwert eng Grenz ze kommen, wat haut nun emol haaptsächlech fir Gielféiwer de Fall ass. Falls dat iergendwann eng Kéier fir Covid sollt de Fall sinn a Länner, déi ausserhalb vun der EU leien - well ech denken, datt de Schengeraum net däerf a Gefor bruecht ginn -, da sollt déi Kaart duergoen. Déi ass international unerkannt vun alle Länner, déi bei der WHO ënnerschriwwen hunn an och vun deene Länner, déi bei der WHO wéilte Member sinn, dat awer aus politesche Grënn refuséiert kréien. Deementspriechend, mengen ech, ass dat den Outil, dee mer sollten asetzen, an net iergendeng App, wou iergendeen Techindustriellen eis wëllt iwwert d'Ouer zéien an eis Daten dobäi ofschnorchelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Ech géif hei och proposéieren, dës Motioun ofzeleenen. Ech weess, datt de Ministère un engem elektroneschen Impfschäin schafft, well … bon, mir kennen alleguerten déi giel Kaart, déi hu mer alleguerten, mee ni do, wou mer se brauchen. Wa mer se eng Kéier brauchen, dann hu mer se net dobäi, an duerfir ginn et bestëmmt aner Moyenen, fir datt een déi Impfdonnéeën dobäi huet.

Duerfir leeft dat am Moment op engem elektroneschen Niveau an duerfir brauche mer hei och keng Opfuerderung, fir dat ze maachen. Duerfir géif ech och proposéieren, déi Motioun hei ofzeleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Effektiv kann ech mech deem uschléissen, wat den Här Clement gesot huet. Ech mengen, dat Existent, dat geet largement duer. An dee Package, dee mer hei virgeluecht kréien, do weess een och net genau, wat dat heescht. Wann hei geschwat gëtt, dass déi privat Wirtschaft sech zum Beispill keng Froen dierf stellen an net dierf consultéieren, wa Leit dat gär maachen, dat ass net kloer. Grad esou onkloer ass, wéi deen adequate legislative Kader sollt ausgesinn, wann ee gesäit, wat a Spuenie leeft, wat hei zu Lëtzebuerg an a Frankräich leeft … Also mir kënnen eis deem nëmmen uschléissen a wäerten hei och géint déi Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. Da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen lech Merci. Et ass heiansdo ganz interessant - bal ëmmer -, der Chamber nozelauschteren, heiansdo nach méi interessant wéi soss, notamment, wann ee gesäit, wéi dee selwechten Text vu verschiddene Leit interpretéiert gëtt: eng spannend Geschicht. Et ass nämlech esou, datt an deenen Interventiounen, déi elo gemaach ginn, eppes an deen Text erageluecht ginn ass, wat guer net dra steet. Mir wëllen och keng App!

Mee mir wëssen awer, datt se entwéckelt gëtt. Se gëtt an Amerika entwéckelt, an den Här Engel, dee war elo esou léif, hei a senger Interventioun ze confirméieren, datt dat och hei um Lafen ass …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Nee, dat hunn ech net gesot! Dir hutt falsch nogelauschtert!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, nee, maacht lech keng Suergen, Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech hunn net vun enger App geschwat, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, eng elektronesch Méiglechkeet, eng elektronesch Impfkaart, well Der Är giel Kaart net ëmmer bei lech hutt.

(Brouhaha général)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Datt Dir do keen Ënnerscheed gesitt, dat gleewen ech lech och, mee et ass awer net dat selwecht!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Kee Problem! Elektronik, Impfpasselektronik, dat ass, mengen ech, d'Stéchwuert.

A wat mir soen, dat ass eigentlech, datt dat och gewësse Gefore mat sech bréngt, an dofir hu mer dat hei elo emol an d'Diskussioun erabruecht: Geforen, wat den Dateschutz ugeet. Wéi eng Rechter a Flichte sinn domat verbonnen? Wien däerf dat do kucken? An dofir soe mir, mir brauchen e legislative Kader, wa méiglech op europäeschem Niveau.

Wien domadder net d'accord ass, bon, deen hëlt d'Verantwortung. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer déi Diskussioun hei an e puer Méint ënnert engem anere Liicht féieren. Mee ech sinn awer ganz houfreg op d'ADR, datt mir dat emol hei opwerfen a soen, wien op där doter Schinn ass, fir en elektroneschen Impfschäin anzeféieren - an dat si mer jo, den Här Engel huet eis dat confirméiert -, dee muss och e legislative Kader hunn, deen d'Rechter vun all Mënsch schützt. An dofir wäerte mir dës Motioun selbstverständlech aus voller Iwwerzeegung matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert un den Här Marc Baum.

(Brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir stëmmen och do dergéint, well mir géint eng Impf-App sinn a mer mengen, datt deen aktuelle Kader, deen et juristesch gëtt, genau dat doten encadréiert. An de Problem ass jo just deen, datt, wann ee wéilt an déi dote Richtung goen, datt mer dann Ouverturë misste maachen, déi et den Ament an där doter Form net gëtt. Duerfir si mir géint eng Impf-App.

An ech verstinn och net d'Béchs vun der Pandora, déi elo och an deenen nächste Motioune vun der ADR kënnt, wou se Zenarien un d'Mauer werfen, wou ech mer soen: Mee ee Gléck, dat ass aktuell net méiglech! Firwat maacht Der Motiounen, déi aktuell net méiglech sinn? Duerfir, mir stëmmen dat hei net mat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Baum. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun där Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, wou et ënner anerem drëm geet, datt et keng Ënnerscheeder tëschent geimpften an net geimpfte Persoune soll ginn. Wie wëllt nach d'Wuert ergräifen zu där Motioun? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech si frou, datt den Här Baum scho bei där leschter Motioun den allgemengen Tenor vun deene véier Motiounen hei ugeschwat huet. Ech wollt dat bei dëser Motioun Nummer 2 maachen, well hei ëmmer Saachen esou insinuéiert ginn, wéi wann dat elo amgaange wär ze kommen, wéi wann een do elo onbedéngt misst reagéieren, obwuel d'Ministesch - an dat schonn à maintes reprises -, hei scho ganz kloer gesot huet, datt hei zu Lëtzebuerg keng Impfflicht géif agefouert ginn.

An awer gëtt ëmmer esou, fir e bëssen op der Well vun den Impfgéigner matzeschwiewen - vun deenen, déi Chippe mat implantéieren, vun deenen, déi mengen, de Bill Gates géif eis hei wëlle kontrolléieren, an dann nach de 5G, deen nach kënnt -, … Do mécht d'ADR hei dann eng ganz Rei vu Motiounen, déi alleguer an déi dote Richtung ginn, wat awer absolutt wierklech net de Fall ass.

An amplaz hei eng proaktiv Haltung ze huelen, fir ze soen, ma wann et e gudden Impfstoff ass, da kommt, mir loossen eis impfen, fir aus där Pandemie erauszekommen, schüre se hei Ängscht, …

Une voix.- Genau!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … schüre se hei genau dat, wat een net sollt maachen. An duerfir wëlle mir, an den allgemengen Tenor … Dofir wëll ech dat hei einfach emol eng Kéier condamnéieren, well dat einfach falsch ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Zu der Motioun 2 géife mer awer och proposéieren, déi hei ofzeleenen. Scho wann hei steet, si géife fir eng solidaresch Gesellschaft antrieden … Bon, wa mer hei een net brauchen, fir eis dat ze soen, da mengen ech, ass et d'ADR, well dat sinn éischter déi, déi probéieren, eis Gesellschaft ze splécken, och mat esou Saachen, wéi se virdrun hei gesot hunn.

Verschidde Länner hunn heizou eng Souveränitéit - do pocht d'ADR jo och ëmmer drop -: wann e Land wéi zum Beispill Indien, déi d'Impfung géint d'Fièvre jaune froen, fir kënnen dohinner ze reesen, da froen déi dat. Ech wëll mengen - ech gi jo emol dovunner aus -, datt d'ADR Indien seng Souveränitéit net wëllt ofschwätzen, a wa si hei froen, datt ee sech an deem Sënn bei der Reesfräiheet géigeniwwer anere Staate soll engagéieren, fir dat net anzeschränken, bon, da mengen ech, datt se do wäit iwwert d'Zil erausschéissen.

Duerfir soll och dës Motioun ofgeleent ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An da geet d'Wuert un den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Et ass, mengen ech, déi éischte Kéier, datt et mer virkënnt, dat Wuert heibannen ze benotzen, fir eng Motioun ze beschreiwen - an d'Majoritéitsdeputéierte wäerte sech elo freeën, datt ech et och eng Kéier benotzen -: Dat heiten ass superfétatoire!

Ech erkläre mech: Mir hunn en Antidiskriminéierungsgesetz zu Lëtzebuerg, wat all déi Froen, déi hei opgeworf ginn, verbitt. Punkt, aus, fäerdeg! Mir hunn e Gesetz, dat dat dote verbitt! Deementspriechend musse mer net nach eng Kéier opfuerderen, datt een net op Basis vu medezinneschen Donnéeën däerf diskriminéieren. Dat steet glécklecherweis an eisem Antidiskriminéierungsgesetz, wat ech eng wichteg Saach fannen, wat ech eng gutt Saach fannen. A mir sollten domadder net insinuéieren, datt een dat iergendwéi aushielege kéint, well mir hunn déi Dispositioun, an duerfir brauche mer keng Motioun, fir dat ze reaffirméieren!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Dat war prezis. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Effektiv stinn hei an där Motioun Saachen … ech weess net, wéi dat soll fonctionéieren! Wann effektiv sollt duerfir gesuergt ginn, dass d'Reesfräiheet … - a sech an deem Sënn och géintiwwer anere Staaten ze engagéieren -, dass, wann ee geimpft gëtt, dass dat soll fonctionéieren … Ech weess net, wéi dat soll goen. Dat ass net realistesch!

An duerfir kënne mer dat heiten och net ënnerstëtzen. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. Dann ass et um Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat änlech wéi meng Virriedner. Besonnesch de leschten Tiret ass jo schrecklech, wou dann drasteet: „derfir ze suergen, datt beim Remboursement vu Leeschtungen duerch d'Gesondheetkeess keng Ënnerscheeder tëschent geimpften an net geimpfte Persoune kéinte gemaach ginn" - mee dat ass net méiglech!

A firwat gëtt hei esou gemaach, wéi wann dat kéint méiglech ginn? Et wier ongeféier esou, wéi wann ech eng Motioun géif eraginn an do géif drastoen, datt beim Remboursement vu Prestatioune keng Ënnerscheeder jee no der sexueller Orientéierung vun de Leit dierfte gemaach ginn. Mee Dir géift mech dach alleguer fir mëll halen! Dat ass net dran zu Lëtzebuerg! Dat ass eisen universale solidaresche Sozialstaat, deen opgebaut ginn ass. Wat soll dat hei? Nee!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Och dat war prezis. Merci, Här Baum. An da fir ofzeschléissen nach eng Kéier kuerz d'Wuert un de Coauteur vun der Motioun, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech wollt just soen, ech hu selbstverständlech déi selwecht Riedezäit wéi déi aner Deputéierten, also wéi kuerz oder net, dat ass jo, mengen ech, an deem Kader festgeluecht!

Une voix.- Da fänkt emol un!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, jo. Här Kartheiser, Dir hutt 2,5 Minutte fir d'Motioun; Dir hutt déi Zäit scho laang iwwerschratt, Dir hat och virdru Parole après ministre, wou maximal fënnef Minutte virgesi sinn, déi hutt Der och schonn iwwerschratt. An et ass dowéinst, wou ech lech dorobber wëll opmierksam maachen. Här Kartheiser, Dir hutt elo d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da maachen ech eng Prezisioun, nodeem ech dem Här Engel gesot hunn, datt dat Éischt, wat den Här Engelen a senger Ried gesot huet, ass, datt d'ADR fir Impfungen ass … Ech mengen och dat muss een dann emol eng Kéier unerkennen.

Awer ech wëll lech am Fong soen, wou deen Text hei hierkënnt. An ech wëll dem Auteur vum Text, dee weess et zwar net, mee ech wëll deem awer all Éier maachen. Deen Artikel, op dee mir dës Motioun baséiert hunn, deen ass vum honorabelen Deputéierte Marc Hansen vun där grénger Partei. Deen huet e fantasteschen Artikel geschriwwen iwwert d'Geforen, déi mat enger Zwouklassegesellschaft verbonne sinn. A mir hu fonnt, datt dat esou pertinent wär, datt mer dat hei och a Form vun enger Motioun wéilten erabréngen.

Ech wëll dem honorabelen Deputéierte Marc Hansen als Éischt Merci soe fir seng Iddien. Et deet mer Leed, datt hei am Sall Kommentaren opkomm sinn, déi deenen net favorabel waren a menger Meenung no och net dem Niveau vum Artikel entspriechen. Ech kann em soen, ech hunn e ganz flott fonnt. A mir hunn an der Partei eebe geduecht, datt mer a Form vun enger Motioun awer sollten opgräifen a valoriséieren, wat Är Gedanke sinn, Här Hansen. Villmools merci dofir.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An den Här Marc Hansen ass ugeschwat ginn, an ech géif him d'Wuert ginn.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Also ech spiere mech elo extreem honoréiert, dass den Här Kartheiser mäin Artikel zitéiert! Ech mengen awer, dass dat zwee verschidde Puer Schong sinn. Ech hunn a mengem Artikel eng Analys gemaach vun Theemen, déi an der Gesellschaft an och an der Press diskutéiert gi sinn, an ech hunn dozou eng Positioun geholl, déi mir als Gréng oder ech perséinlech eeben och dozou hunn.

Et géif mer awer net afalen, dat doten an enger Motioun ze verfaassen an dat hei virum honorabelen Haus ze presentéieren, well et ass, wéi gesot, gesetzlech net machbar. Dat heescht, et misste Gesetzesännerunge gemaach ginn, fir et eebe kënne machbar ze maachen. Dat heescht, et war eng Diskussioun an deem Artikel an ech wollt domadder ni eng Diskussioun an der Chamber opwerfen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass och dës Motioun mat 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, bei där et ëm eng ganz Rei Moossnamen an den Heemer geet. Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Och hei ass et esou - d'Ministesch huet et och gesot -, datt eng Impfcampagne leeft, datt een dat also net nach eng Kéier extra brauch ze maachen, datt déi Leit an den Altersheimer gefrot ginn - wa se dat nach selwer kënne beurteelen -, ob se déi Impfung wëlle kréien. A wa se dat net kënnen, da ginn och do Vertrauenspersounen … - esou, wéi d'Ministesch dat virdrun och erklärt huet, gëtt dat och gemaach.

Wat den Impfstoff selwer ugeet, ob een deen eelere Leit kann administréieren, bon, do verloosse mir eis natierlech op d'EMA an op déi Recommandatiounen, déi do gemaach ginn. Ech fille mech hei net à même fir ze soen, dat däerf een oder dat däerf een net un déi eng oder déi aner Leit ginn. Do ginn et medezinnesch gebilte Leit, déi dat kënne maachen.

An duerfir wäerte mir och proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach eng weider Wuertmeldung zur Motioun? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen lech an och dem Här Engel villmools Merci. Et ass een Element hei dran, op dat d'Madamm Minister net geäntwert huet, an dat ass, datt natierlech och an den Heemer keen Ënnerscheed däerf gemaach ginn tëschent deene Leit, déi geimpft sinn an deenen, déi net geimpft sinn - zum Beispill mam Empfänke vu Besuch oder bei anere Saachen, déi fir d'Alldagsliewe vun deene Persounen awer eng immens Bedeitung hunn.

Duerfir menge mer, obschonn d'Madamm Minister gesot huet, datt eenzel Punkten hei scho vun der Regierung realiséiert ginn, datt dëst Dokument awer nach ëmmer säi volle Wäert huet.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. D'CSV hat eng Question parlementaire gestallt, déi an déi dote Richtung geet, an duerfir ënnerstëtze mer dës Motioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Halsdorf. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmmen a 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4, wou et drëm geet, fir bei Sportsveranstaltungen am Fräien Zuschauer zouzeloossen. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun freet? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Och hei géife mer proposéieren, déi Motioun ofzeleenen. Mir ginn zu vill heibanne gäre Fussball kucken, dat ass richteg. Am Ausland ass et elo awer och esou, datt keng Zuschauer zougelooss sinn. D'Federatioun hei zu Lëtzebuerg huet dat och esou akzeptéiert, well et haaptsächlech drëm geet, fir bei de Kompetitiounen, déi am europäesche Kontext sinn, kënnen zougelooss ze ginn. A mir hunn elo grad e Gesetz gestëmmt, wou dat net machbar ass, an duerfir géife mer dës Motioun hei ofleenen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Dann ass et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech géif och léiwer virun Zuschauer spille wéi virun zouene Räng. Dat ass am Moment net de Fall. Et ass awer esou, datt et méi wichteg ass, de Sport kënnen ze maachen, wéi Zuschauer ze hunn. A virun allem, wat gehéiert zum Zuschauer dobäi? Dat ass och e bëssen d'Gesellegkeet, dat wär de Patt, dat wär de Wirschtchen dobäi, a vu datt dat am Moment alles net méiglech ass, géif dat d'Veräiner virun eng immens Logistik stellen, fir dat ze kontrolléieren, datt d'Leit sech dann net selwer verfleegen, wat grad op Outdoorterrainen nach méi komplizéiert gëtt. A wien haft dann herno? Da gëtt herno nach de Veräin geklaakt fir eppes, wat iergendeen Zuschauer oder och Netzuschauer gemaach huet.

Duerfir mengen ech, datt dat hei wierklech d'Béchs vun der Pandora géif opmaachen, an duerfir wäerte mir dat heiten net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Jo, mir kënnen dës Motioun och net stëmmen, well wa mer dat géife maachen, wäre mer effektiv contraire zu deem, wat eise Spriecher, de Claude Wiseler, virdru gesot huet. Mir bieden ëm Virsiicht, mir sollen also justement dat net maachen.

Duerfir stëmme mer hei dergéint.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. An da geet d'Wuert un den Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Et geet hei am Fong jo drëm, fir e bëssen drop hinzeweisen, dass et awer eng gewëssen Ongerechtegkeet gëtt, wann zum Beispill an de Kinoen oder an Theatere Leit zougelooss sinn an am Sport net. An do geet et och net nëmmen ëm de Fussball, ëm d'Fussballfederatioun, mee do geet et ëm all déi aner Sportaarten, déi och an enger Hal stattfannen, a wou een dann awer kéint beim Basket zum Beispill 50, 70 oder 100 Leit - et hänkt jo dovun of, wéi grouss d'Hal ass - zouloosse mat deenen néidege Mesuren, an do mengetweegen natierlech, wéi virgesinn, och d'Buvette zou loossen.

Et ass genee wéi an engem Theater, also d'Situatioun ass änlech: dass een näischt kann drénken, dass een duerno dann och net zesumme steet. An och dat Argument, dass d'Leit dann hiert Gedrénks matbrénge kéinten, dat kéint jo och ziele fir de Kino oder fir en Theater oder fir e Concert, wou d'Leit dat och kéinte maachen.

Also ech mengen, dass een hei an dëser Situatioun dach awer net gerecht un d'Saach erugeet an dass een an deem Sënn am Fong elo hei mat deem Gesetz dem Sport déi selwecht Virdeeler sollt zoukomme loosse wéi och der Kultur.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass och dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 5

Da komme mer zur Motioun Nummer 5, wou et iwwer eng Stratégie de vaccination vun der Regierung geet. Wie wëllt zu där Motioun nach d'Wuert ergräifen? Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Och hei maachen ech et relativ séier. D'Ministesch huet erkläert, datt se dem Parlament dat Dokument vun der éischter Strategie de 7.12. um 16.52 Auer presentéiert huet. Haut huet se gesot, wéi déi zweet Strategie soll ausgesinn.

Hei steet och dran, datt eng Campagne de communication soll lancéiert ginn. Och dat huet d'Ministesch gesot, datt déi ganz Campagne leeft, mat wéi gesot 40.000 Views vun …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Pro Woch!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … pro Woch, 40.000 Views pro Woch, wou iwwert d'Impfcampagne informéiert gëtt. Dat heiten ass alles, wat schonn um Lafen ass. An duerfir géife mer och proposéieren, dës Motioun hei net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. Da kritt de Koauteur vun der Motioun, den Här Fernand Kartheiser, d'Wuert.

Une voix.- Nee!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass ganz léif, Här President, mee ech sinn awer Member bei der ADR, an d'Motioun ass vun der CSV!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- O pardon, pardon!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mee ech verstinn, datt Der do heiansdo eng gewësse Proximitéit gesitt - ech gesi se net!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech gesinn, Här Kartheiser, Dir sidd net Signataire vun dëser Motioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mee gutt. Wat ech lech wollt soen, Här President, dat heiten ass eng Motioun, déi mir am Usaz kënne matdroen. Ech wär just frou, wa mer eis kéinten eenegen, fir eng kleng Textännerung ze maachen.

Mir sinn nämlech net der Meenung, datt mer eng Campagne de communication sollte maachen - well do ass normalerweis eng gewëssen Tendenz dobäi, hei ass dat jo och mat ugeduecht -, mee eng Campagne d'information objective, complète et neutre, datt d'Leit wierklech kënne komplett op hirer eegener … mam beschte Wëssensstand decidéieren, ob se dat wëlle maachen, an net beaflosst ginn. An dat ass fir eis den Ënnerscheed tëschent enger Campagne de communication an enger Campagne d'information. A wann et eng Campagne d'information ass, géife mir dat hei gär matdroen, well mer dann déi Garantie hunn, datt et objektiv an neutral ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An dann ass d'Wuert awer fir de Cosignataire vun der Motioun, den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hätt der Ministesch geäntwert, dass, wa si eng Campagne de communication hunn …, dat ass richteg, mee déi ass online, an et sinn och Leit, déi net online sinn, an déi kréien näischt dovu mat.

(Brouhaha)

An dat Zweet ass: Wat den Här Kartheiser elo proposéiert huet, dat fanne mer gutt. Mir géifen dat dann ëmänneren an aus där Campagne eng Campagne d'information maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. Ech mengen, da kënne mer zur Ofstëmmung vun der Motioun kommen, esou mat deene proposéierte Modifikatiounen.

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Djuna Bernard).

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 19., 20. an 21. Januar virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.11 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 168 du 19 janvier 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à la liberté de voyage en Europe dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
   - M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

   Question n° 166 du 19 janvier 2021 de Mme Octavie Modert relative aux conséquences du Brexit sur la mobilité en matière d'enseignement supérieur, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
   - Mme Octavie Modert - M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (intervention de Mme Octavie Modert)

   Question n° 167 du 18 janvier 2021 de M. André Bauler relative à la carte d'identité pour médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. André Bauler - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 169 du 19 janvier 2021 de M. Georges Engel relative aux aides financières de l'État pour le secteur Horeca, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

   Question n° 170 du 19 janvier 2021 de M. Sven Clement relative aux demandes d'aides du secteur Horeca dans le cadre du fonds de relance et de solidarité pour entreprises, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

   Question n° 171 du 19 janvier 2021 de M. Marc Spautz relative aux aides financières attribuées au secteur Horeca et aux indépendants, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

   Question n° 172 du 19 janvier 2021 de M. Jeff Engelen relative aux aides pour les indépendants dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes
   - M. Georges Engel - M. Sven Clement - M. Marc Spautz - M. Jeff Engelen - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (intervention de M. Marc Spautz)

   Question n° 173 du 19 janvier 2021 de M. David Wagner relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

   Question n° 174 du 19 janvier 2021 de Mme Diane Adehm relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

   Question n° 175 du 19 janvier 2021 de M. Gusty Graas relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique
   - M. David Wagner - Mme Diane Adehm - M. Gusty Graas - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique

   Question n° 176 du 18 janvier 2021 de M. Marc Hansen relative à la suspension temporaire des activités médico-dentaires scolaires, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Marc Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 177 du 19 janvier 2021 de Mme Martine Hansen relative aux revendications d'un syndicat d'enseignants au niveau de la gestion de la lutte contre la Covid-19 dans le milieu scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 178 du 18 janvier 2021 de M. Gusty Graas relative au retrait de la Russie du traité « Ciel ouvert », adressée à M. le Ministre de la Défense
   - M. Gusty Graas - M. François Bausch, Ministre de la Défense
5. **Question élargie n° 64 de M. Sven Clement relative à la prise en charge des patients dans la Grande Région**
   - M. Sven Clement - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
6. **Question élargie n° 67 de M. André Bauler relative à la situation des étudiants durant la pandémie à l'Université du Luxembourg et à l'étranger**
   - M. André Bauler - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
7. **Motion de Mme Martine Hansen relative à l'élaboration d'un plan d'action national permettant de protéger les personnes vulnérables**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
   - Mme Josée Lorsché
   - Discussion générale : M. Max Hahn - Mme Josée Lorsché - M. Georges Engel - M. Marc Baum - M. Fred Keup
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert
   - Vote sur la motion (rejetée)
8. **7507 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État dans le fonctionnement et dans l'extension de l'infrastructure de l'Agence de gestion de dépôts S.à r.l. (Warehouses Service Agency - WSA)**
   - Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain
   - Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense - M. Marc Goergen (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7490 - Projet de loi sur les transports publics et modifiant :**

   1° les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation ;

   2° la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques, de la natation, des droits des passagers et du permis d'exploitation des bateaux à passagers ;

   3° la loi du 10 septembre 2012 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires ;

   4° la loi du 27 avril 2015 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n° 181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004, et modifiant 1) les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation, 2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
   - Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **7493 - Projet de loi relatif à l'interopérabilité ferroviaire, à la sécurité ferroviaire et à la certification des conducteurs de train**
    - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
    - Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. David Wagner (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch (intervention de M. David Wagner)
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. **7657 - Projet de loi relatif à la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre**
    - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
    - Discussion générale : M. Aly Kaes (intervention de M. André Bauler) - M. André Bauler - M. Claude Haagen - Mme Stéphanie Empain - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (intervention de M. Gilles Roth)
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Paulette Lenert et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech wëll lech fir d'éischt soen, datt ech frou sinn, datt eise Kolleeg Félix Eischen erëm gesond bei eis ass.

(Applaudissements)

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 19 janvier 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7745** - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un nouveau régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 12.01.2021

***7746** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.01.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1751** - Demande de pétition publique : Fir e strikt Verbuet vu Sedéierung (Rouegstellung, fréiert Ugurten) a méi e mënschleche Gesondheetssystem fir vulnerabel Persounen an den Institutiounen zu Lëtzebuerg - Pour une interdiction stricte de sédation (immobilisation, autrefois fixation) et un système de santé plus humain pour les personnes vulnérables dans les institutions au Luxembourg - Für ein striktes Verbot von Sedierung (Ruhigstellung, früheres Angurten) und ein menschlicheres Gesundheitssystem für schutzbedürftige Personen in den Institutionen in Luxemburg*

Dépôt : Françoise Seyler, le 08.01.2021

***1752** - Demande de pétition publique : Toute personne qui se fait vacciner contre le Coronavirus SARS-CoV-2 reçoit après la 2e dose de vaccination un certificat de vaccination qui mentionne la date des deux vaccinations et le lot du vaccin utilisé sous forme digitale.*

Dépôt : Alain Ripp, le 09.01.2021

***1753** - Demande de pétition publique : Interdiction d'éclairage clignotant sur les vélos / Verbot blitzender Beleuchtung an Fahrrädern*

Dépôt : Yves Tychon, le 09.01.2021

***1754** - Demande de pétition publique : Upasse vum Artikel 7 betreffend d'Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 an de „verspillte" Kanner, déi tëschent dem 1. a 14. September gebuer sinn, d'Recht ze ginn, de 15. September offiziell mat der Schoul unzefänken. Révision de l'article 7 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire en donnant également le droit aux enfants nés entre le 1er et 14 septembre et âgés de 4 ans de fréquenter l'école le 15 septembre de l'année en cours.*

Dépôt : Ronny Erpelding, le 10.01.2021

***1755** - Demande de pétition publique : D'Lëtzebuerger Sprooch muss erëm virrangeg behandelt ginn. D'Lëtzebuerger Sprooch am Geschriwwenen a Geschwaten als Haaptsprooch unerkennen*

Dépôt : Alain Gales, le 10.01.2021

***1756** - Demande de pétition publique : Justice sociale pour les indépendants*

Dépôt : Daniela Lacramioara Moraru, le 11.01.2021

***1757** - Demande de pétition publique : Suppression des cotisations sociales pour le secteur de l'Horeca*

Dépôt : Cheikh Laurent Tall, le 12.01.2021

***1666** - Demande de pétition ordinaire : Valorisation du statut de femme/homme au foyer sur la base d'une rémunération étatique et d'un certificat de travail*

Dépôt : Majida Ait Zakhar, le 13.01.2021

***1758** - Demande de pétition publique : Introduction de l'impôt de 8 % sur les biens non habités et/ou abandonnés*

Dépôt : Rosa Maria Olivares Bejarano, le 15.01.2021

***1759** - Demande de pétition publique : Vereinfachung des Rückerstattungsverfahrens der CNS durch digitale Einreichung*

Dépôt : Volker Mayer, le 15.01.2021

***1760** - Demande de pétition publique : Pour l'élection des Juges de Paix et des Procureurs d'État par les électeurs*

Dépôt : Bob Moris, le 16.01.2021

***1761** - Demande de pétition publique : Lebensmittelüberfluss & Wegschmeißpolitik in Lebensmittelgeschäften*

Dépôt : Patrick Morby, le 16.01.2021

***1762** - Demande de pétition publique : Corona: All Geimpfte soll seng Grondrechter direkt zréckkréien / toute personne vaccinée doit récupérer ses droits fondamentaux immédiatement*

Dépôt : Pascal Hansen, le 17.01.2021

***1763** - Demande de pétition publique : Limitation du nombre de propriétés par ménage pour donner droit à tout le monde d'être propriétaire*

Dépôt : Rosa Maria Olivares Bejarano, le 18.01.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung.

- Question n° 168 du 19 janvier 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à la liberté de voyage en Europe dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

Erlaabt mer, datt mer d'Fro vum honorabelen Här Fernand Kartheiser, déi un den Här Ausseminister geriicht ass, virhuelen, well den Här Ausseminister am Fong geholl grad an där doter Fro duerno eng Reunioun huet. An ech géif dann direkt dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert ginn. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Elo soen ech och dem Här Asselborn Merci, datt en extra fir dës Fro heihinnerkomm ass, fir dorobber ze äntwerten.

Et ass nach net laang hier, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et wor den 8. Januar, datt d'ADR hei zwou Motioune presentéiert hat, eng iwwert den Impfpass an Europa, déi Iddi, deen anzeféieren, eng aner ëm déi Fro: Gëtt et Privileegen, wann ee sech impfe léisst, oder soll et déi net ginn? Mir woren déi eenzeg Partei, déi deemools déi Motioune matgestëmmt hat. All déi aner hu gesot: „Dee Problem stellt sech net!"

Den 13. Januar huet e sech awer du ganz akut gestallt, wéi de griichesche Premierminister, den Här Kyriakos Mitsotakis, gesot huet, datt den Impfpass soll d'Reesen an Europa erliichteren. An de President vun der Europäescher Vollekspartei, den Här Manfred Weber, am Europaparlament huet gesot, datt déi, déi geimpft sinn, solle kënne reesen. Elo ass et also schonn eng Konditionalitéit, déi sech do ofzeechent, an eventuell de Risiko och vun engem Impfzwang, dee mir jo bis elo hei zu Lëtzebuerg net wollten. Mir wollten ëmmer um Prinzip vun der Fräiwëllegkeet bleiwen.

Dann ass also d'Fro, well en Donneschdeg e Conseil européen ass, wou déi do Saache sollen diskutéiert ginn um Niveau vun de Premierministeren an de Staatspresidenten, do, wou dat eeben ass: Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an där Fro? Si mir derfir, datt do en europäeschen, en elektroneschen Impfpass kënnt? A wa jo, mat wéi enge Rechter a Flichte wär dee verbonnen? An déi aner Fro ass: Si mir da fir eng conditionnéiert Reesfräiheet an Europa? Wat ass d'Positioun vun der Regierung?

Ech soen lech: D'ADR ass fir d'Fräiheet. An et si véier Aspekter, déi ee sollt matbedenken. Deen éischten Aspekt ass selbstverständlech dee vun de Grondrechter. A mir mussen oppassen, datt mer net an eng Situatioun erakommen, wou Grondrechter eppes sinn, wat d'Politiker deene gudde Bierger ginn an deenen aneren net. Grondrechter huet een an der Verfassung an a Mënscherechtskonventiounen. D'Regierung ass do, fir d'Grondrechter ze schützen. D'Regierung ass net do, fir d'Grondrechter u Konditiounen ze bannen.

D'Reesfräiheet ass e Grondrecht an der Europäescher Unioun, d'„liberté de circulation des personnes physiques". Wann dat sollt ageschränkt ginn, missten dann net och d'Traitéë geännert ginn? A wat wären d'Implikatiounen dann op de Schenge-Raum, wann esou eppes géif ageféiert ginn? Net jidderee ka sech impfe loossen oder wëllt sech impfe loossen. Mir hunn elo gesinn an Norwegen, datt besonnesch fragiliséiert Leit sech besser net impfe loossen, well eng Rei vun Decèse waren. An d'Norweger hunn hir Direktive geännert.

(Interruption)

Dach, déi hunn hir Direktive geännert, Här Baum. An et ass elo esou, datt natierlech net kënnen elo eeler a fragill Leit bestrooft ginn, datt déi net méi kënnen op Tréier akafe fueren oder esou, well se sech eventuell net kënnen impfe loossen. Och hu mer net genuch Quantitéite vun Impfdose bis laang an d'Joer eran a vläicht nach doriwwer eraus, fir iwwerhaapt jidderee kënnen ze impfen, deen dat wëllt.

An déi lescht Fro, déi sech an deem Kontext stellt, ass, datt mer natierlech och nach net genuch Informatiounen iwwert d'Effikassitéit vun den Impfungen hunn. Ass een nach infektiéis oder net, wann ee sech impfe léisst? Mir wëssen et net. A mir wëssen net, a wéi engem Mooss. Wéi laang dauert en eventuelle Schutz duerch eng Impfung - och dat wësse mer net. Dat heescht, mir géifen hei higoen, wann een dann deene Stëmmen an Europa gleeft, en Zwang praktesch aféieren, wou mer guer net sécher sinn, wat dann effektiv den Notze wär herno dovunner an ob net dann trotzdeem kënnen awer nach Infektiounen iwwerdroe ginn. Et ass also eng ganz grondsätzlech Fro, déi sech hei stellt.

Mir als ADR halen op jidde Fall um Prinzip vun der Fräiwëllegkeet fest an och vun dem Respekt vun de Grondrechter, inklusiv der Fräiheet fir ze reesen. An d'Fro ass dann natierlech: Wéi stellt sech d'Lëtzebuerger Regierung derzou?

Ech soen lech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci villmools, Här President, och, Här Kartheiser, fir déi Fro. Ech hat mer eng ganz aner erwaart, mee bon, wann dat net definéiert ass. Ech hu geduecht, ...

(Hilarité)

... Dir géift froen iwwert d'Belsch a Frankräich an Däitschland. Ech soen och e Wuert do derzou.

Wat Är Fro ugeet vun den Impfungen: Ech fannen, Dir hutt do net Onrecht, dass ee muss extreem virsiichteg sinn. Mir hate gëschter e Conseil vun den Europaministeren an do waren zwee Länner virun allem, déi gefrot hunn, ob een net kéint déi Leit, déi geimpft sinn, direkt reese loossen. Dat si Griichenland a Spuenie gewiescht an et versteet een och, firwat se dat gesot hunn.

Wat eis Positioun ugeet an der Regierung, fir d'alleréischt zum Zwang: Do brauch een net laang ze schwätzen, mir si géint den Zwang. An dat Zweet dat ass: Et muss een oppassen, eng Differenz ze maachen zu engem Impfschäin, dee mer alleguerte kennen hei zu Lëtzebuerg - dat ass dee giele Schäin, deen d'Leit ëmmer kritt hunn, wa se geimpft gi si géint d'Pouken oder géint d'Kinderlähmung oder all aner Saachen. An dass ee sech also impfe léisst an dat op dee Schäin do kënnt, dat ass eng Saach, mee dass een dann, wann ee geimpft ass géint de Covid, soll automatesch da Reesfräiheet hunn an aner Leit, déi nach net geimpft sinn, net, also mir sinn - an ech hunn dat och gëschter gesot - extreem virsiichteg domadder als Regierung. Mir mengen, dass ee Moment kënnt, wann d'Impfunge fir all Mënsch kënne gemaach ginn, dass een da vläicht op esou e Wee kéint goen. Mee de Moment wier dat eng Diskriminéierung an déi soll een net ustoussen.

Ech wëll awer vläicht och profitéieren ..., wat Der sot iwwert d'Libre circulation, och do hutt Der net Onrecht. Ech mengen, d'Proportionalitéit muss -ëmmer gehale sinn. A mir hu jo hei zu Lëtzebuerg virun allem mat engem Phenomeen ze dinn, dee mer dauernd musse beschwätzen, dat ass mat deenen 200.000 Grenzgänger, déi mer hunn. Wéi brénge mer et fäerdeg, dass déi kënnen an d'Land kommen an hir Aarbecht hei maachen, well mer se jo brauchen, fir dass d'Land funktionéiert? Ben, ech wëll lech soen, mat de Fransousen hate mer bis elo net ze vill Problemer. D'Fransouse wëllen awer en Donneschdeg nei Mesuren treffen. Ech hu gëschter dunn och direkt mam Europaminister, dem Clément Beaune, geschwat an en huet gesot, hie géif sech asetzen, dass déi 100.000 Grenzgänger, déi mer hunn, net géifen dorënnerfalen. Ech mengen, dat wier schonn e wichtege Punkt.

Dat Zweet, dat ass elo mat de Belsch. Dir wësst, dass déi och amgaange sinn, an der belscher Regierung, ze dréien. Mir hu bis elo jo 48 Stonne gehat, dass ee konnt ouni Konditiounen an d'Belsch goen. Déi 48 Stonnen, et schéngt elo, dass d'Belsch déi wëllt zréckschrauwen op 16 Stonnen. Och dat géif nach goe fir virun allem d'Grenzgänger, mee natierlech musse mer eis do asetze fir d'Studenten.

Wat Däitschland ugeet, dat ass net nëmmen dat gréisste Land, mee och vläicht heiranner dat komplizéierst, eebe well et e Federalstaat ass a senger voller Plenitude. An Dir wësst, de Mëtteg ass eng Reunioun zu Berlin erëm. An duerfir si mer och haut am Ausseministère ..., sti mer prett, fir just ze kucken, wat fir Konsequenze kéinten op eis zoukommen - vläicht net direkt, mee vläicht, wa mer Pech hunn, laangfristeg oder mëttelfristeg.

An ech wëll lech vläicht just soen, bis elo si mer jo just e Risikogebitt. Dat heescht, mir leien iwwer 50 Fäll pro 100.000 Awunner op déi lescht siwen Deeg. Elo hunn awer déi Däitsch an enger Decisioun, déi se elo kierzlech geholl hunn, ech mengen de 14. Januar, nieft dem Risikogebiet och en Héichinzidenzgebitt festgesat, wann een also iwwer 200 Fäll an de leschte siwen Deeg pro 100.000 Awunner läit. An do gëtt et zwou Interpretatiounen. Déi eng Interpretatioun seet: Wann dat iwwer 200 ass, da kënnen d'Länner keng Ausname méi maache mat hire Grenzregiounen. Also dat wier zum Beispill d'Saarland, Rheinland-Pfalz mat Lëtzebuerg. Dat heescht, et misst een, wann een dann heihinner an d'Land kënnt an zréck an Däitschland geet, en Test hu vu manner wéi 48 Stonnen. Dat kéint derzou féieren, dass d'Grenzgänger missten all 48 Stonne getest ginn.

Do gëtt et awer elo schonn eng Dispositioun an Däitschland tëschent Bayern an der Tschechescher Republik - natierlech ass dat net déi Zuel, déi mir hu vu Grenzgänger -, wou de Söder dann ofgemaach huet mat den Tschechen, dass dat dann och kéint een Test pro Woch sinn. Dat ass eng Virgab, mee op déi aner Manéier gëtt et awer och eng Interpretatioun zu Berlin vum Aussenamt, dat seet, dass d'Länner nach ëmmer zoustänneg wieren, fir eeben do Dispositiounen ze treffen, déi da kéinte positiv fir d'Grenzgänger gekuckt ginn.

Déi zwou Interpretatiounen, déi sinn nach ëmmer an der Diskussioun. A mir - selbstverständlech - maachen eist Bescht, fir eisen däitsche Kolleegen ze soen, dass et awer total - total! - géint all europäesch Gedanke wier, loosse mer esou soen, an och géint den europäeschen Usus wier, wa mer elo erëm géifen dohinnerkommen - a vläicht nach méi streng, wéi et war, wéi d'Grenzen zou waren - mat esou engem System. An duerfir hoffe mer, dass do Asiicht walte gelooss gëtt.

Ech hu gëschter och - ech soen dat nach - den Europaminister vun den Däitschen, de Michael Roth, héieren am Conseil bei 27 Länner zou soen, dass déi Däitsch net ..., also dass hie sech géif asetzen, dass keng Grenzgänger an Europa géife benodeelegt ginn. Ech mengen, dat ass jo eng Ausso, déi awer dann och, huelen ech un, e gewëssene Wäert huet.

Bon, do si mer elo. Dir wësst, haut an Däitschland kënnt d'Kanzlerin mat de Ministerpresidentinnen a -presidente vun de Länner zesummen an da sollen nächst Schrëtt decidéiert ginn. Et ass kloer, dass alles, wat sech deet ronderëm eis, natierlech och eng Inzidenz op eis huet. A mir als Lëtzebuerger hu kengem bis elo eist Land verwiert. Mir hunn ni eng Grenz zougemaach. Mir hunn e puer Dispositiounen, déi wëll ech kuerz nach an engem Saz hei soen, dat betrëfft England, wéi dat ugaangen ass mat der Mutatioun. An England, wann een do de Fliger hëlt fir op Lëtzebuerg, da muss een en Test hu vu manner wéi 48 Stonnen. Wann een en Test huet, dee manner (veuillez lire: méi) wéi 72 Stonnen al ass, da muss ee sech hei zu Lëtzebuerg teste loossen an a Quarantän goen, bis d'Resultat do ass. Mir versichen och, elo si mer och amgaangen dermat, dat nämmlecht ze maachen aus Irland - well et gi jo ëmmer dräi Länner bei der Mutatioun genannt: Südafrika, Irland a Groussbritannien -, dass och do dann déi Restriktioun géif spillen, also dass ee muss den Test weisen, ier een an de Fliger klëmmt. A mir hunn dat och en général fir alleguerten d'Leit aus Drëttlänner, déi e Fliger huelen, wou d'Destinatioun Lëtzebuerg ass. Déi mussen, ier se an de Fliger klammen, dann en Test, dee manner wéi 72 Stonnen al ass, virweisen.

Bon, merci, Här President. Ech hoffen, dass ech op dat meescht konnt äntwerten, wat Der geduecht hutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Ausseminister.

- Question n° 166 du 19 janvier 2021 de Mme Octavie Modert relative aux conséquences du Brexit sur la mobilité en matière d'enseignement supérieur, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Da kéime mer zur Fro Nummer 166 vun der Madamm Octavie Modert iwwert d'Konsequenze vum Brexit op d'Mobilitéit vun de Studenten. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, och d'Studente leiden ënnert der Coronakris. Si beandrächtegt d'Konditiounen an d'Dauer vun hirem Studéieren, hirem Werdegang, hir Examenschancen, hir berufflech Aussiichten. An elo grad hu mer héiere vum Ausseminister, wa se an England studéieren, datt se dann och nach mussen an d'Quarantän goen.

Awer mat England kënnt natierlech elo eng zousätzlech Schwieregkeet derbäi, eng zousätzlech Ongewëssheet duerch de Brexit. Fir déi Studenten, déi wëlles haten, vum nächsten akadeemesche Joer un a Groussbritannie studéieren ze goen, ännert mam Brexit esou munches a vill vun hinne wäerte sech froen, ob se sech et nach leeschten, sech et nach materiell leeschte kënnen, an England studéieren ze goen, dat, wou elo d'Zuel vu Studente vun hei an England respektiv dem Vereenegte Kinnekräich iwwert déi lescht Joren enorm geklommen ass, am Verglach jiddefalls zu där Zäit, wéi ech mäi Postgrad do gemaach hunn a mer zu ganz wéineg Studenten an England waren. Gläichzäiteg schreift d'Uni vu Lëtzebuerg jo de Bachelorstudenten en obligatorescht Mobilitéitssemester vir a vill Studente wollten a wëllen dat an England absolvéieren.

Si stinn elo virun zwou Schwieregkeeten: Engersäits ginn d'Aschreiwungskäschte vum Hierscht 2021 un immens an d'Luucht - an immens, dat ass wierklech a faraminéisen Héichten an England vis-à-vis vun den Drëttstaaten, wou elo Lëtzebuerg an EU-Länner wäerten derzougehéieren -, anerersäits bleift Groussbritannien net am „Erasmus +"-Programm - zwou Tatsaachen, déi fir Studenten aus der EU, a speziell vu Lëtzebuerg, d'Studéieren an England staark verdeieren. Ech soen England, well bis elo haaptsächlech vun do gewosst ass, wéi et geet. Wales, Schottland an esou weider hu sech nach net definitiv festgeluecht.

D'Uni.lu verlaangt dat obligatorescht Mobililtéitssemester a firwat net weiderhin an dat englescht Mammesproocheland a bei déi angelsächsesch Aart säin Horizont erweidere goen däerfen? Dat soll een awer net mussen dovunner ofhängeg maachen, aus wéi enger Famill ee kënnt, ob déi sech dat leeschte kann, a mir musse ganz gutt hei Uecht dinn op gläich Chancen a Chancëgläichheet.

Meng Froen, Här Minister: Wat mécht d'Regierung, fir de Studente vun hei et ze erméiglechen, weiderhin an England zu dezente Konditiounen, materielle Konditiounen, studéieren ze goen? Natierlech, fir héich Aschreiwungskäschte kann een op d'mannst zum Deel iwwer Studentebäihëllefen en zousätzleche Subsid kréien. Awer domadder geet et net duer! Et mussen nei Léisungen hier!

Gedenkt d'Regierung, mat hire britteschen Homologen a Kontakt respektiv a Verhandlung ze trieden? Oder gedenkt Der, der EU dat ze iwwerloossen? Oder ginn déi Froen iwwer bilateral Verhandlungen an Accorde vun der Uni.lu mat engleschen Unie geléist, wat d'Aschreiwungskäschte fir dat obligatorescht Mobilitéitssemester jiddefalls ugeet? Wat awer ass generell mat Studente vu Lëtzebuerg, déi net iwwert d'Uni.lu dohinnerginn? Sollen hei net Accorde mat England oder mat Unien ausgehandelt ginn? Oder wëllt d'Regierung hei eng aner Léisung virschloen? Dat zu den Aschreiwungskäschten.

Wéi awer an duerch wat gëtt den „Erasmus +"-Programm mat England ersat? A wéi eng Alternativ wëllt d'Regierung do ubidden?

Här Minister, dat nächst Studiejoer steet virun der Dier. D'Studente musse plange kënnen. A fir se net am Ree stoen ze loossen, ass elo d'Zäit, fir ze handelen, fir datt si wëssen, wou se dru sinn.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Modert. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, effektiv, mir bedaueren den Depart vu Groussbritannien aus der Europäescher Unioun. Mir bedaueren en och, well mer domadder de Raum vun deene Plazen, wou eis Jonker sech konnte beweegen, wou se hir Erfarung konnte maachen, wou se studéiere konnte goen, datt deen e Stéck méi kleng ginn ass. A mir wëssen, datt virun allem, wat d'Studieméiglechkeeten ubelaangt, déi brittesch Universitéiten am Laf vun deene leschte Joerzéngten un Attraktivitéit, och fir Lëtzebuerger Studenten, gewonnen hunn. A mir wëssen och, datt brittesch Austauschpartner ganz dacks Partner am Erasmusprogramm waren an datt mer och brittesch Jugendlecher, Jonker ganz dacks hei zu Lëtzebuerg am Kontext vum Erasmusprogramm konnten empfänken.

Jo, wéi et gesot ginn ass, wollt Groussbritannien de Wee goen, fir aus dem Erasmusprogramm erauszegoen. Si wäerten hiren eegene Programm wëllen developpéieren, si sinn also net méi Deel vum Programm 2021-2027 an duerfir sinn do keng Participatioune méi ausgehandelt ginn.

Dat huet sécherlech negativ Konsequenze fir déi Partnerschaften, déi existéiert hunn. D'Uni.lu hat zum Beispill fënnef verschidde Partneruniversitéiten a Groussbritannien. Do sinn awer och schonn Diskussioune gelaf mat deene fënnef an op d'mannst zwou vun deenen Universitéiten hu sech bereeterkläert, fir och op de Wee vu privilegiéierte Partnerschaften an Zukunft ze goen. Wéi déi wäerten ausgesinn, dat muss sécherlech awer nach diskutéiert ginn an ausgehandelt ginn.

Momentan ass et esou, datt eng ronn 1.250 Studenten, déi Resident zu Lëtzebuerg sinn, a Groussbritannie studéieren. An ëmgedréit si 15 brittesch Studenten op der Uni.lu ageschriwwen. Fir déi 15 brittesch Studenten op der Uni.lu stellt sech akut op jidde Fall kee Problem, well déi 15 alleguerten nach zousätzlech eng aner EU-Nationalitéit hunn, soudatt se do weiderhin als EU-Studente wäerten zielen. Wann aner brittesch Studenten op Lëtzebuerg wëlle studéiere kommen, da gëlle se eeben d'selwecht wéi Studenten aus Drëttstaaten a si mussen iwwert d'Immigratioun do dann och fueren, wat jo awer méiglech ass.

Et ass esou, datt effektiv ze fäerten ass, datt déi Lëtzebuerger Residenten, déi a Groussbritannie wëlle studéieren, an Zukunft méi Participatioun un de Frais d'inscription musse bezuelen. Déi ware schonn héich a riskéieren nach eng Kéier eropzegoen, op den Niveau eeben, op deem se fir aner bis elo och Net-EU-Studenten a Groussbritannie waren. A wéi enger Héicht dat sech wäert beweegen, ass nach net ganz kloer. Mir wäerten dat dote sécherlech am A behalen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ënnersträichen, datt et jo esou ass, datt déi, déi an engem Zyklus, an engem Studienzyklus, dra si momentan als Studenten, datt déi bei deene Frais d'inscription wäerte bleiwen, bis deen Zyklus um Enn ass, mee datt déi, déi en neien Zyklus ufänken - dat sinn also souwuel déi, déi en neie Studium elo ufänken, wéi awer och déi, de Bachelor vläicht ofgeschloss hunn an de Master wëllen ufänken -, datt déi riskéieren, ënner nei Konditiounen ze falen, an do mat enger Hausse vun de Fraise musse rechnen.

Mir hunn an eisem Bourse-d'études-System jo eng Participatioun fir d'Frais d'inscription. Déi ass e gutt Stéck méi héich, wéi dat normalerweis bei deenen üblechen europäeschen Universitéiten de Fall ass, wat mer do kënne bäiginn, mee si läit natierlech net an där Héicht, wéi et momentan riskéiert herno a Groussbritannie fir Lëtzebuerger Studenten oder fir aner net brittesch Studenten ze sinn. Trotzdeem ass dat sécherlech eng Erliichterung fir déi Studenten, déi weiderhi wëllen dohinnergoen.

Mee bis dohinner musse mer, mengen ech, déi Situatioun weider observéieren, kucken, wou et sech wierklech apendelt mat de Frais d'inscription, wéi Relatiounen awer och kënnen tëschent der Uni.lu an anere britteschen Universitéite geknëppt ginn, wat fir eng Programmer vläicht op der brittescher Säit och lancéiert ginn, fir hir Attraktivitéit ze halen als Studienuert. Well mir wëssen, datt déi brittesch Héichschoul- a Fuerschungslandschaft awer zum groussen Deel och dovunner lieft, datt ganz gutt Jonker, och aus aneren EU-Länner an aus anere Länner vun der Welt, dohinner hire Studium maache ginn a sech duerno do an der Recherche engagéieren, a wann et eng ganz Rei vu britteschen Universitéiten zu Exzellenz, internationaler, weltwäiter Exzellenz, bruecht hunn, dat och de Meritt ass vu ganz villen Netbritten, déi sech do am Studium respektiv an der Fuerschung engagéiert hunn. Do ass eventuell jo och nach vun der brittescher Säit en Ëmdenken, dat ka kommen.

Villmools merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Et ass awer elo net méi vill Zäit, fir dono ze kucken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister Claude Meisch.

- Question n° 167 du 18 janvier 2021 de M. André Bauler relative à la carte d'identité pour médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mir kommen elo zur Fro Nummer 167 vum Här André Bauler un d'Gesondheetsministesch iwwert d'Identitéitskaart fir Dokteren. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President, wéi mer virun enger Rei Méint hei am Plenum iwwert dat neit Gesetz iwwert d'Ausbildung vun den Dokteren hei am Land geschwat hunn an eis Aarbechten an der zoustänneger Kommissioun gemaach hunn, hat ech nach eemol d'Fro vum Dokteschausweis gestallt an drëms gebieden, dëse Certificat endlech an d'Liewen ze ruffen an en an enger international akzeptéierter Sprooch, am beschten Englesch, ze verfaassen. Et ass nämlech esou, datt zeg vun eisen Dokteren am Ausland, och a grad an eisen Nopeschlänner, Problemer hunn, fir sech auszeweisen, an dat zanter Joerzéngten.

Den aktuellen Ausweis, wann een deen dann esou nenne kann, ass u sech eigentlech en einfache Pabeier, wou eng Nummer dropsteet an dann den Numm och, jo, an da steet nach do „collège médical" , am Fong geholl kann een de Wopen, wann een esou soe kann, vum Collège médical do gesinn.

Esou hu verschidden Dokteren dann och am Ausland Schwieregkeete kritt, fir sech auszeweisen, wa se an hirem Beruff konkreet ënnerwee waren, sief et, wa se bei engem Noutfall intervenéiert sinn, oder, wa se emol eng Kéier ee Patient an d'Ausland hu misse begleeden.

Dofir wollt ech d'Madamm Gesondheetsministesch nach eemol froen, ob dee Certificat oder déi Carte d'identité fir Dokteren, eebe fir eis ronn 2.500 Medezinner, an der Maach ass, a wa jo, wéini si dës Carte d'identité kéinten zougestallt kréien.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. D'Gesetz vum 31. Juli d'lescht Joer huet effektiv dës Carte de médecin virgesinn, wat eng ganz praktesch Saach ass an den Ausweis wäert vereinfachen. Am selwechten Text ass och virgesinn, dass e groussherzoglecht Reglement soll geholl ginn, fir d'Detailer festzeleeën, an do schaffe mer drun, dëst an Zesummenaarbecht mam Collège médical, Dir hutt et ugeschwat, si spillen do eng Schlësselroll an dësem Prozess.

Firwat si mer nach net derduerch: Well mer parallell un engem gréissere Projet schaffen. Dat ass dee vun der Reform vum Registre professionnel vun de Gesondheetsberuffer an deen ass eng Prekonditioun, fir dat heiten och wierklech flott an optimal opzestellen, soudass déi Aarbechten um Lafe sinn, awer verknëppt mat engem anere Projet, wat deen ass vum Register, dee mer och wëlle moderniséieren an deen och hei eng grouss Roll wäert spillen. Dat sinn Aarbechten, déi och deels ronderëm de Gesondheetsdësch elo gelaf sinn, déi weiderkommen - vläicht net genau esou schnell, wéi mer eis et erhofft haten dëst Joer, mee si lafen. Do kann ech lech berouegen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

- Question n° 169 du 19 janvier 2021 de M. Georges Engel relative aux aides financières de l'État pour le secteur Horeca, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

- Question n° 170 du 19 janvier 2021 de M. Sven Clement relative aux demandes d'aides du secteur Horeca dans le cadre du fonds de relance et de solidarité pour entreprises, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

- Question n° 171 du 19 janvier 2021 de M. Marc Spautz relative aux aides financières attribuées au secteur Horeca et aux indépendants, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

- Question n° 172 du 19 janvier 2021 de M. Jeff Engelen relative aux aides pour les indépendants dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

Mir kéimen elo zur Fro Nummer 169 vum Här Georges Engel, zur Fro Nummer 170 vum Här Sven Clement, zur Fro Nummer 171 vum Här Marc Spautz an zur Fro Nummer 172 vum Här Jeff Engelen un de Minister fir de Mëttelstand iwwert d'Bäihëllefe fir den Horeca-Secteur a fir Selbststänneger. A fir d'éischt géif ech d'Wuert dem Här Engel ginn. Mir géifen déi véier Froe regruppéieren. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir hunn alleguer matkritt, datt e Samschdeg eng Manifestatioun war vun deene Leit, déi am Horeca-Beräich schaffen. Mir ginn alleguerte gären an d'Restauranten an an d'Caféen. A mir sinn alleguerten op fir d'Suerge vun dësem Beruffsgrupp, déi eis ganz staark um Häerz leien.

An der Aarbechtskommissioun leschten Donneschdeg hu mer eng ganz Rei vun Informatioune kritt iwwert de Chômage partiel, deen ausbezuelt gouf. 129 Millioune sinn dat am Ganze fir dee Beräich a bis elo goufen 1.473 Demanden eraginn an de Ministère, fir de Chômage partiel ze kréien, 935 goufen der ausbezuelt a bei 538, do huet nach den Dekont gefeelt. 1.473 Demanden bei 2.600 Betriber, dat si 57 %. Do ass also nach ganz vill Sputt no uewen.

Ech wollt hei awer elo net iwwert de Chômage partiel schwätzen, mee iwwert déi aner Hëllefen, déi eeben och un dëse Beräich ginn, an duerfir meng Froen un de Minister Lex Delles vun de Classes moyennes, deen derfir zoustänneg ass, fir dee Beräich: Éischtens emol, ob en eis kann Informatioune ginn doriwwer, wivill Leit datt dann a sengem Ministère Aiden ugefrot hunn, wat bei Aiden, déi fir Independantë fir Fixkäschten aus dem Fonds de relance kënne kommen, d'Délais de paiement sinn, och, ob et, senges Wëssens no, Ursaache gëtt, firwat datt verschidde Betriber - wann et esou sollt sinn - keng Demande gemaach hunn, wou datt déi Aiden iwwerall publizéiert ginn, fir datt déi Leit iwwerhaapt wëssen, wéi eng Aidë se kënnen hunn, an ob en och d'Zuelen huet, déi differenzéieren zwëschent dem Horeca-Beräich an anere Beräicher vun Independanten, ob en eis do ka weider Informatioune ginn.

Ech stellen hei net alleguer d'Froen, well et sinn der nämlech, déi hannendru kommen, da kënnen déi déi nächst Froe stellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Da ginn ech d'Wuert weider fir d'Fro Nummer 170 un den Här Sven Clement a wënschen him all Guddes fir säi Gebuertsdag. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och fir d'Gléckwënsch.

Une voix.- Ass et haut?

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et wär jo schéin, wann ech lech elo alleguerte kéint an e Restaurant invitéieren. Dat ass leider am Moment net de Fall.

(Brouhaha et hilarité)

Et ass zwar rengen Zoufall. Ech kann näischt fir d'Pandemie.

Une voix.- Waart, d'nächst Joer.

(Brouhaha)

Une autre voix.- ... oder d'nächst Joer.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Zu de Froen: Ech mengen, de Georges Engel huet hei schonn de Constat gemaach, ëm wat et geet. Et geet mir haaptsächlech ëm den Horeca, net ëm de Chômage partiel. Ech mengen, do sinn d'Zuelen änlech, wéi dat, wat de President vun der Horesca nämlech d'lescht Woch um Radio gesot huet. En huet do gesot, et hätten eréischt 50 % vun den eligibele Betriber iwwerhaapt eng Demande gemaach. Do wollt ech engersäits de Minister froen: Kann en dat confirméieren? Sinn et wierklech esou wéineg Restaurateuren, déi eng Demande gemaach hunn? A wa jo, firwat e géif mengen, datt et esou wär.

Dann zwou ganz konkreet Froen, wéi ee vläicht déi Aidë besser kéint kommunizéieren. Do ass engersäits d'Fro: Wär et net sënnvoll, eng Zort Guichet unique anzeféieren, wou all Restaurateur, all Hotelier kéint eng Demande un de Ministère schécken, an d'Servicer intern géifen him da soen: „Hei, déi doten Aidë sinn eligibel", oder: „Déi dote sinn et net"?

An dat Zweet ass: Gouf driwwer nogeduecht oder gouf et scho gemaach, fir e Courrier un all potenziell eligibel Betriber ze schécken, wou nach eng Kéier rappeléiert gëtt, wat fir Aiden et gëtt? Ech weess, d'Horesca huet do e Bréif gemaach, mee vläicht wär et gutt, wann och nach eng Kéier mat der Entête vum Ministère géifen déi Aidë rappeléiert ginn.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da wier et um Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn e Problem bei der Horesca, beim Horeca, wou mer jo gemierkt hunn, dass d'Leit op d'Strooss gaange sinn. Mir hunn och e Problem bei den Independanten, déi näischt kritt hunn an déi eidel ausgaange sinn. Si haten am Ufank eng Hëllef kritt. Et ass och elo eppes an der Pipeline, mee dertëschent hu se näischt kritt - Här Delles, Dir kënnt jo duerno äntwerten -, also dertëschent hu se näischt kritt, well fir en Independant gëtt et kee Chômage partiel. An d'Independanten hunn am Ufank ..., bei dem éischte Lockdown ware se derbäi, mee elo hu se näischt kritt. Dat huet net méi spéit wéi gëschter d'Presidentin vu „Jonk Handwierk" nach eng Kéier ënnerstrach, wéi se gesot huet, dass si e bësse schlecht dru sinn.

An dofir ass eis Fro un de Minister, wat e gedenkt ze maachen, fir och den Independanten ze hëllefen. Well déi Montanten, déi elo am Projet de loi sinn, deen d'nächst Woch jo wäert op den Instanzewee goen ..., ob dat alles soll sinn? Mir wëssen alleguerten net, wéi laang et nach dauert, bis mer de Covid lass sinn. An et huet kee vun eis eng Glaskugel, fir dat ze wëssen. Dat ass déi éischt Fro, ob de Minister do gedenkt nozebesseren.

Dat anert ass déi vun der Restauratioun a mir hate schonn eng Diskussioun hei am Plenum. Mir haten och schonn eng Diskussioun an der Kommissioun, dass et och do ganz vill Problemer gëtt. An no där Diskussioun, déi mer e Mëttwoch mam Mëttelstandsminister haten an en Donneschdeg mam Aarbechtsminister iwwert déi Problemer an der Restauratioun, wou et ëm de Chômage partiel gaangen ass, wou et och ëm déi aner Aidë gaangen ass, war e Samschdeg hei eng Maniff an op där Maniff hu se sech nach eng Kéier Loft gemaach.

De Generalsekretär vun der Horesca huet gesot, 50 % vun de Leit hätten nach keng Demande gemaach. Ech hätt et besser fonnt, de Generalsekretär vun der Horesca hätt senge Membere gesot, si missten eng Demande maachen. Dat hätt vläicht méi gehollef. An do war och e Reportage op RTL an do ass dann de Minister zitéiert ginn de 16. Januar vum Här Pit Everling, wou et geheescht huet, et kéint ee parallel d'Aide de relance an d'Aide aux coûts non couverts hunn.

Ech hat verstanen, Här Minister: Entweeder déi eng oder déi aner, mee Dir kënnt net déi zwou beieneen huelen. Dat war dee Projet de loi, wou d'Madamm Beissel respektiv den Här Arendt Rapporter waren, dee mer virun dräi Wochen heibanne gestëmmt hunn. Do huet et awer ëmmer geheescht, an et ass ëmmer preziséiert ginn: „Du kanns all Mount wiesselen, mee du kanns awer ni déi zwou Aidë parallell mateneen huelen". An an Ärem Reportage - mee ech weess, wéi dat ass, wann een an Dynamik ass, kann dat emol heiansdo verrutschen -, do ass et op alle Fall esou eriwwerkomm, wéi wann d'Méiglechkeet géif bestoen, déi zwou Aidë parallell fir een an dee selwechte Betrib zum selwechte Moment unzefroen. An do wollt ech nach eng Kéier froen, ob dat och esou ass oder ob et dann awer nach ëmmer esou ass, wéi mer et heibanne gestëmmt hunn, an dass do vläicht eng Verwiesslung war.

An da wëll ech soen, géif ech dat ënnerstëtzen, wat den Här Clement scho gesot huet: Mir brauchen e Guichet unique, fir de Restauranten ze hëllefen, well et ass déi eenzeg Aart a Weis, wéi déi déi Hëllef kënne kréien, dass d'Betriber gewise kréien, wéi et geet, well do si Betriber derbäi, déi net déi Erfarung hu mat enger Fiduciaire. Vun deenen, wou eng Fiduciaire ass, brauche mer net ze schwätzen, déi maachen dat, mee déi aner hu Schwieregkeete mat deem administrative Wee an do misste mer dann och eng Hëllef ginn.

Villmools merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An da wier et um Här Jeff Engelen fir d'Fro Nummer 172. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter hat d'Presidentin vu „Jonk Handwierk" als Invitée vun enger Radiossendung op eng ganz Rei Mëssstänn a reell Problemer opmierksam gemaach, déi am Kader vun der Covidkris bei den Independanten unzetreffe sinn. Et geet hei virun allem ëm déi eenzel Hëllefsmoossnamen, déi d'Regierung den Independante versprach huet. Déi sinn, laut den Aussoe vun der Presidentin vun de jonken Handwierker, nämlech net gestaffelt. An et ass ëmmer e Plaffong festgeluecht. Ass en och nëmmen 1 Euro iwwert dem Plaffong, da kritt den Independant 0 Euro. Bei der Aide de relance hu mer dee selwechte Fall. Wann e Betrib 25 % manner Recetten huet wéi d'Joer virdrun, kritt en eng Hëllef. Huet en awer just 24 %, da kritt en 0 Euro. Och hei ass d'Fro: Firwat ass hei keng Staffelung virgesinn, esou wéi d'jonk Presidentin vu „Jonk Handwierk"dat fuerdert? A mir kënnen eis deene Saachen, deene Fuerderungen nëmmen uschléissen.

E weidere kritesche Punkt ass d'Bürokratie, mat där d'Independante konfrontéiert sinn. Et muss ee wëssen, datt net all Independant op eng Fiduciaire oder op e Kontabel kann zréckgräifen, wat jo och mat massive Käschte verbonnen ass. Vill Independante sinn iwwerfuerdert, déi ganz komplex Reglementer duerchzehuelen. Duerfir ass meng Fro un den Här Minister: Wéini ass eng Hëllef virgesinn, fir den Independante bei dem Meeschtere vun deem bürokrateschen Opwand ënnert d'Äerm ze gräifen? Duerch dee bürokrateschen Opwand komme vill Independante guer net an de Genoss vun deenen Hëllefen, déi hinnen eigentlech zoustinn.

Eng weider Fro, déi sech stellt, ass déi vun de Lacunnen, déi beim éischten Hëllefspak fir d'Independante festgestallt goufen. Firwat goufen déi net behuewen? Ech mengen, do si jo bestëmmt Relevéë gemaach ginn, wou déi eenzel Problemer leien, an dat hätt ee kënne vereinfachen an dëser zweeter Phas.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech soen dem Här Minister Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Den Här Minister fir Mëttelstand, den Här Lex Delles, huet d'Wuert. Him stinn 20 Minutten zou, fir op déi véier Froen ze äntwerten.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools. Merci villmools fir alleguerten déi Froen, déi gestallt gi sinn. Ech mengen, dass et e ganz wichtegt Theema ass, fir hei eng Kéier de Punkt iwwert déi verschidden Demanden ze maachen.

Loosst mech fir unzefänken awer dem Här Clement natierlech nach all Guddes fir säi Gebuertsdag wënschen a felicitéieren, dass en op sengem Gebuertsdag esou interessant Froen hei stellt, ech mengen, dat ass jo scho méi wéi e Kaddo.

Här Engel, Dir hutt gefrot, wivill Aiden ausbezuelt gi sinn. Do ass et esou an ech gi just eng Kéier duerch de Relevé ... Mir kënnen awer ganz gären ..., ech mengen, d'Madamm Presidentin an der Mëttelstandskommissioun ..., do hat ech d'Zuele schonn eng Kéier gesot, dee Relevé kéint ee vläicht nach alleguerten den Deputéierten zur Verfügung stellen.

Bei där éischter Aide d'urgence, déi vu 5.000 Euro, waren et 6.215 Dossieren, déi eligibel waren. Dat ware ronn 31 Milliounen Euro. Bei der zweeter Indemnitéit vu 5.000 Euro waren et 7.346 Dossieren, déi eligibel waren, dat si ronn 36,7 Milliounen Euro. Bei der Aide vun 12.500 Euro - dat war fir Entreprisë bis 20 Salariéen -, do ware 672 Dossieren eligibel: 8,4 Milliounen.

Déi éischt Aide „indépendants" vun 2.500 Euro, do waren 2.557 Dossieren, déi eligibel waren, fir e Montant vu ronn 5,8 Milliounen. Bei der zweeter Aide fir d'Independante vun 3.000, 3.500 oder 4.000 Euro waren et 4.190 Dossieren, déi eligibel ware fir ronn 13,3 Milliounen.

Am Fonds de relance fir d'Entreprisë waren et 5.140 Dossieren, déi eligibel waren: ronn 41,8 Milliounen Euro. Déi speziell Aide fir de Commerce, déi fir d'Méint Juli, August, September war, do waren 2.671 Dossieren eligibel: 9,1 Milliounen Euro.

Bei der Aide coûts non couverts - déi ass jo eréischt säit dem 26. oder 25. Dezember online -, do sinn 106 Dossieren op den Dag vun haut fäerdeg ausbezuelt fir ronn 1,3 Milliounen Euro.

Bei den Avances remboursables sinn et 1.736 Dossiere fir ronn 117,5 Milliounen Euro.

Dat ass also en Total vun 265 Milliounen Euro vun de verschiddenen Aiden, déi iwwert d'Classes Moyennes ausbezuelt gi sinn.

Dir hutt gefrot, wéi d'Délai-de-paiemente sinn. Mir sinn am Moment bäi mat deene verschiddenen Aiden an Dir gesitt selwer, dass jo mat deem Projet de loi, deen hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, fir déi verschidden Aidë kënnen ze maachen, sief et d'Aide relance, sief et d'Aide coûts non couverts, awer och opgemaach ginn ass, fir alleguerten déi aner Aiden - vu Juni bis November am Fonds de relance respektiv d'Aide commerce vu Juli bis September - nach eng Kéier unzefroen. Do traitéiere mer also alleguerten déi Demanden. Do si mer am Moment bei engem Delai vu ronn zwou Wochen, vun der Demande bis d'Ausbezuelen, also bis d'Suen och wierklech um Kont sinn, wou ee muss wëssen, dass, wann d'Demande fäerdeg traitéiert ass, et nach eng Kéier dräi Deeg dauert, bis et um Kont ass. Dofir ronn zwou Wochen, fir dat do kënnen auszebezuelen.

Dir hutt gefrot, beim Horeca-Secteur ... Mir hunn d'Analys gemaach, wivill Betriber iwwerhaapt alleguerten déi Aiden do ugefrot hunn. Do kann et sinn, dass eng Entreprise nëmmen eng Aide ugefrot huet oder eng Entreprise alleguerten d'Aiden ugefrot huet. Do sinn et ronn 1.800 Betriber am Horeca-Secteur, déi Demandë gemaach hunn - entweeder fir eng oder fir alleguerten d'Aiden -, vu ronn 2.200-2.300 Betriber, déi et gëtt am Horeca-Secteur.

Dozou muss ee soen, dass et natierlech nach méiglech ass, eng Panoplie vun Aidë bis de 15. Februar unzefroen, an dass et och ganz wichteg ass, dass déi Demandë gemaach ginn.

Dir hutt gesinn, et ass e Montant vun 265 Milliounen Euro, deen ausbezuelt ginn ass op den Dag vun haut. Dat sinn immens vill Steiergelder, déi ausbezuelt gi sinn. An natierlech muss een eng Demande maachen, fir dass do eng Aide ausbezuelt gëtt, an et kann ee jo net einfach esou Suen ausbezuelen, ouni emol eng Demande do leien ze hunn.

Just nach ganz kuerz: Wann een ëmmer erëm an der Press liest, dass Interviewe gemaach ginn oder Saache gesot ginn, dass Betriber keng Aidë kruten, do ass et och heiansdo de Fall, dass einfach keng Demandë vun deene Leit gemaach gi sinn, déi duerno awer an de Mikro soen, si hätte keng Aide

kritt. Natierlech, et kritt ee keng Aide, wann ee keng Demande mécht. Ech mengen, dat ass fir jiddwereen heibannen evident.

Den Här Clement huet gefrot: 50 % vun de Betriber, hätt den Här Koepp an engem Interview gesot, hätten eng Demande fir eng Aide gemaach. Ech hunn awer mat der Horesca doriwwer geschwat. Do ass et esou, dass si sech op d'Zuele vum Här Kersch baséiert hu fir de Chômage partiel. An do gesäit een och, dass ëmmer erëm en Amalgamm gemaach gëtt tëschent Aiden: „Mir hu keng Aidë kritt a mir hunn de Chômage partiel net kritt". Do gëtt et Differenzen, wann ee seet: „Et dauert esou laang, fir eng Aide ze kréien."

Wéi gesot, bei eis sinn et an der Moyenne, wann d'Demande komplett ass, zwou Wochen, fir eng Aide auszebezuelen - wat immens schnell ass, wou ee wierklech muss soen, do si verschidden Etappen dotëschent, wou Contrôlë gemaach ginn, wou Echangë mat der Sécurité sociale gemaach ginn, déi an deenen zwou Wochen do stattfannen. An dann, dass et esou laang dauert fir se auszebezuelen, dat ass ganz oft, well do en Amalgamm gemaach gëtt mat dem Chômage partiel, wou een eng Demande de Mount virdru bis den 12. mécht, dann de Mount en cours muss ofwaarden an duerno muss een en Dekont maachen, natierlech vun deem Mount, wou et ass. An do dauert et, vun deem éischten Ausstellen, fir de Chômage partiel ze kréien, bis dass en duerno um Kont ass, natierlech dann eng gewëssen Durée, wat awer bei den Aiden eppes ganz aneschters ass.

Dir frot, fir e Guichet unique zesummen, wéi och den Här Spautz gefrot huet, ze hu fir den Horeca-Secteur. Et ass esou, dass et de Guichet.lu gëtt, wou alleguerten d'Aiden drop sinn. Dat heescht, et gëtt eng gesammelt Plaz, wou de Betrib ka seng Demandë stellen. Do ass och allkéiers e ganzen Descriptif vun der Aide: wien eligibel ass, wéi een eligibel ass an esou weider. Am Formulaire selwer gëtt et verschidde Krittären, déi gefrot ginn, wou een dann och gesot kritt: „Hei, déi ass gutt, du bass eligibel, du kanns weider klicken" - natierlech, wann déi Angabe richteg sinn, déi ugi ginn. Dofir och deen Echange mat der Sécurité sociale.

An op där anerer Säit weess ech awer, dass do d'Horesca eng formidabel Aarbecht mécht. Ech hunn d'Zeitungen alleguerte matbruecht. Si leien do op mengem Pult. Ech ginn lech se ganz gären. Déi hu vu Mäerz un an all eenzeler vun hiren Zeitungen ëmmer erëm op d'Aiden opmierksam gemaach, wou se ëmmer erëm och gesot hunn: „Hei, déi do Aidë gëtt et, esou ass de Formulaire, Dir kënnt dohinner goen." Ech hu se alleguerten hei, vu Mäerz bis November, wou och alleguerten d'Aiden ëmmer erëm erkläert sinn, „step by step", wéi se och au fur et à mesure komm sinn. Parallell derzou hu se et och um Internetsite a si hunn och en Telefonservice, also, wou ee kann uruffen an dann do nofroen.

Parallell derzou huet de Ministère ..., an ech mengen, dat war och eng Fro: Wéi maache mer Reklamm fir d'Aiden? Natierlech iwwert déi normal Weeër, wou mer et um Internetsite hunn, wou mer Communiquéë maachen, wou mer mam House of Entrepreneurship ganz enk zesummeschaffen, wou och do Webinaren organiséiert ginn, fir och do nach eng Kéier d'Aiden ze erklären, bei deenen ee sech also just muss aklicken an dann nolauschteren. Do gëtt „step by step" vu Leit vum Ministère e Suivi gemaach: Wéi fëllen ech d'Aide aus, wéini sinn ech eligibel an alleguerten déi Saachen. Ech mengen, mir hate gefillte 50 där Webinaren an deene verschiddene Matièren, déi och ëmmer erëm kënne gekuckt ginn an ëmmer erëm kënnen ugeklickt ginn.

Parallell derzou leeft dat natierlech awer och iwwert déi verschidde Federatiounen, wou och ëmmer erëm ugeschriwwe gëtt a Reklamm gemaach gëtt. D'Zeitung vun der Horesca geet un all eenzele Betrib, ob ee Member ass bei der Horesca oder net, kritt een déi Zeitung an d'Haus, wou nach eng Kéier alles och do erkläert ass. Dat heescht, do gëtt wierklech iwwerall Promotioun gemaach, fir déi Aidë kënnen unzefroen, soudass een am Fong kéint doriwwer Bescheed wëssen.

Natierlech weess ech, dass verschidde Betriber leider nach ëmmer net Bescheed wëssen. Ech mengen, dass et do e ganz wichtege Volet ass, d'Aktualitéit ëmmer erëm ze suivéieren, dass d'Fiduciairen och nach natierlech do e Rôle hunn, fir hir Clienten ze informéieren.

Mir wäerte kee Courrier un alleguerten d'Betriber maachen. Mir ginn iwwer alleguerten déi aner Weeër, fir Reklamm ze maachen. De Problem ass, wa mer e Courrier un d'Betriber maachen a mir géifen nëmmen ee vergiessen, dann ass duerno eng Diskussioun. Dofir maache mer och weiderhi breet Campagnen iwwer Communiquéën, iwwer esou Saachen. An ech mengen och, dass hei d'Press eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet, fir och do ëmmer erëm ze soen, wéi eng Aiden et gëtt, wéi eng Aiden nei en place gesat gi sinn an hei an der Chamber gestëmmt gi sinn.

An natierlech u jiddwereen nach eng Kéier den Appell, fir déi Aiden dann och unzefroen.

Den Här Spautz huet gesot, dass den Independant näischt kritt. Dat ass falsch!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat hunn ech net gesot. Ech hu gesot, dass den Independant nëmmen zweemol krut.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- A, wann Der gesot hutt, dass den Independant nëmmen zweemol kritt huet, dann ass et schonn e bësse méi richteg.

Also, fir den Independant war et eng éischt Aide vun 2.500 Euro, déi en place gesat ginn ass am Mäerz. Eng zweet Aide ass en place gesat gi vun 3.000, 3.500 oder 4.000 Euro am Abrëll-Mee. Dat sinn déi zwou Aiden, déi bis elo do waren, déi direkt op de Kont vum Independant iwwerwise gi sinn. Déi sinn och, mengen ech, unanime hei an der Chamber gestëmmt ginn - nee, ech mengen, déi éischt, dat war eng, déi war wärend dem État de crise, déi ass net hei an der Chamber gestëmmt ginn. Dann ass awer elo nach eng aner Aide fir d'Independanten ënnerwee: déi vun 3.000, 3.500 a 4.000 Euro. Dat ass déi drëtt Independantsaide, déi ënnerwee ass, déi direkt op de Kont vum Independant iwwerwise gëtt.

Parallell derzou gëtt et awer de Fonds de relance, elo d'Aide de relance, déi nach valabel ass vun Dezember bis Mäerz - déi war jo virdru vu Juni bis November. Et kann een och elo nach ëmmer seng Demande maachen, réckwierkend op Juni bis November, fir déi Aiden unzefroen. Och do ass den Independant eligibel. Et geet do drëm, 1.250 Euro oder 250 Euro pro Salarié kënnen un d'Entreprise als Hëllef bei der Relance ze ginn. Do ass de Salarié eligibel an natierlech och den Independant. Dat heescht, wann ech e Betrib hunn, een Independant plus dräi Salariéen, da kann ech véiermol déi 1.250 Euro froen oder dräimol déi 250 wéinst dem Chômage partiel an eemol - den Independant kritt kee Chômage partiel - 1.250 Euro fir den Independant a seng Entreprise. Dat ass iwwert de Fonds de relance an d'Aide de relance.

Da gëtt et awer nach déi aner, dat ass d'Aide coûts non couverts. Dat ass fir Betriber, déi e Minimum vu 40 % Perte hunn. Och do ass de Revenu vum Independant eligibel. Do geet et jo drëm, dass alleguerten d'Coûte vun der Entreprise - Compte 6 vum Compte comptable - eligibel sinn (veuillez lire: - Klass 6 vum Plan comptable - eligibel sinn), fir Aiden auszebezuelen. Dat heescht, et hëlt een déi gesamt Zomm vun den Ausgaben, wou de Salaire vum Independant dran ass. Dat heescht: Och do ass also de Salaire vum Independant eligibel. Dovu gëtt et bei Entreprisë bis 50 Salariéen 90 % Kompensatioun respektiv fir Entreprisen iwwer 50 Salariéen, wa se eng Perte hu vu 40 % an an deene Secteure sinn, 70 %. Dat heescht, wann een do eng Entreprise ass bis 50 Salariéen, kritt ee souguer 90 % vum Revenu a vun de Cotisatiounen, well dat jo och Depensë si vun der Entreprise, vum Staat kompenséiert.

Dat heescht, ech mengen, et muss een insgesamt déi ganz Enveloppe kucken, vun deenen Aiden, déi do sinn. Wann ee sech just op d'Independante fokusséiert, sinn et der dräi, wann ee sech op alleguerten déi aner Aidë matfokusséiert, plus zwou - Fonds de relance an Aides coûts non couverts, déi och mat do eligibel sinn. Dofir kann een dat net esou stoe loossen.

Dir hutt gefrot, ob nach eng Aide kënnt fir d'Independanten. Mir sinn am Moment amgaangen hei an der Chamber an der Kommissioun mat där Aide 3.000, 3.500 a 4.000 Euro ze schaffen. Dat ass déi, déi elo en place war. Genausou, wéi Dir net kënnt an d'Glaskugel kucken, kann ech et och net, soudass dat doten d'Situatioun op den Dag vun haut ass.

Natierlech ..., an ech mengen, dat huet een och iwwert déi ganz Kris gesinn, dass ëmmer erëm nei Projet-de-loie gemaach gi sinn, nei Aidë gemaach gi sinn, dass se ugepasst gi sinn un déi verschidde Secteuren, ugepasst gi sinn un déi verschidde Besoine vun den Entreprisen. Huet Europa deelweis méi opgemaach, konnte mer aner Aidë maachen, Upassunge maachen. An ech mengen, dass dat e Point fort ass vun der Aidëpolitik hei zu Lëtzebuerg, dass ëmmer erëm Adaptatioune gemaach gi sinn, fir eeben och grad deenen Entreprisen ze hëllefen, déi d'Hëllef brauchen, an och do e Maximum kënnen ze hëllefen, wéi et méiglech war.

Op Är Fro, déi Der gestallt hutt iwwert d'Reklamm vun den Aiden, hunn ech geäntwert: sief et iwwert d'Zeitungen - ech ginn lech se och ganz gären, déi vun der Horesca -, awer och den Internetsite. An net méi spéit wéi haut ass nach eng Kéier e Formulaire online gaange bei der Horesca. Wann een op de Site horesca.lu geet, fënnt een Hëllef, et kann een uklicken, da kann een direkt déi verschidde Formulairen eng Kéier ausfëllen, fir direkt eng Demande ze maachen un d'Horesca, wann een e Problem huet mat enger Aide.

Op där anerer Säit gëtt et d'House of Entrepreneurship, dat eng Telefonshotline huet, wou een à tout moment kann uruffen, wou een nach eng Kéier op där enger Säit erkläert kritt, wat déi verschidden Aidë sinn, op där anerer Säit awer och kann e Rendez-vous maachen, fir d'Demande ausgefëllt ze kréien. Da geet een dohinner an d'House of Entrepreneurship an et kritt een, zesumme mat engem Mataarbechter vum House of Entrepreneurship, d'Demande d'aide ausgefëllt, fir se da kënne bei eis anzereechen.

Dat heescht, et gëtt eng Panoplie vu verschiddene Moyenen, fir d'Aide kënnen ausgefëllt ze kréien, niewent de Moyene vun der Fiduciaire.

Dir hutt mech aus engem Interview zitéiert, an deem ech gesot hunn, dass een déi zwou Aidë kann ufroen. Ech hunn deen Interview leider net am Kapp, wéi ech et do gesot hunn. Et ass esou, dass een déi zwou Aidë kann ufroen, dat ass d'Aide de relance an dass, wann een dann och d'Coûts non couverts freet, mir um Ministère e Calcul maachen, fir den Excedent, wann et bei der Aide coûts non couverts géif méi Sue ginn, dass mir dann do de Complement dovu bezuelen.

Et ass esou, dass een net kann déi zwou Aidë matenee kréien, well nämlech déi eng, d'Coûts non couverts, souwisou alleguerten d'Aiden en consideration hëlt, déi ee scho kritt huet. Dat heescht, et ass souwisou esou, wann een iwwert d'Aide de relance eng Aide kritt huet, dass déi ofgezu gëtt vun der Aide coûts non couverts. Dat heescht, si schléisse sech eng déi aner duerch de Mode de calcul aus.

Mee wéi gesot, mir maachen d'Berechnung, wann eng Demande do ass. Zum Beispill war de Formulaire fir d'Aide de relance vum November éischter do wéi de Formulaire vun der Aide coûts non couverts, well déi Aide eréischt am Dezember gestëmmt ginn ass, soudass alleguer déi, déi d'Aide de relance scho gefrot hunn, fir de Mount November net kënne leséiert sinn, well déi aner Aide méi spéit gemaach ginn ass. Dofir rechne mir alleguerten déi Aiden no. Wann et also méi favorabel ass, kritt een de Complement do iwwerwisen.

Och Dir hutt gefrot nom Guichet unique: Wéi gesot, d'House of Entrepreneurship ass eng „Ulafstell unique", wou souwuel d'Chambre des Métiers wéi d'Chambre de Commerce zesummen am House of Entrepreneurship d'Entreprisë stäipen, den Entreprisen hëllefen op deene verschiddene Plazen. Telefon an Ausfëllen ass also do méiglech. An och d'House of Entrepreneurship huet eng Panoplie vu Webinaren an esou weider, fir alles nach eng Kéier kënnen eenzel ze erklären. An natierlech ass awer och bei eis am Haus eng Hotline, wou ee kann uruffen a wou een och do déi néideg Hëllefstellung kritt.

Zum Här Engelen senge Froen: D'Aide pour indépendants ass gedeckelt. Ech mengen, ech hunn déi verschidden Erklärunge scho ginn zu deene verschiddenen Aiden. Iwwert d'Coûts non couverts kritt ee bis zu 90 %, wann et eng Entreprise ass bis 50 Salariéen, och vun den Depensë vum Revenu vum Independant plus d'Cotisatiounen. Op där anerer Säit: Jo, et ass richteg, dass déi zweet Aide pour indépendants vun 3.000, 3.500 a 4.000 Euro gedeckelt ass op e Maximum vum Revenu, deen den Independant sech ausbezilt - bis zu 2,5-mol de Mindestloun. Dat ass richteg. Wann een do 2,8-mol oder zéngmol de Mindestloun verdéngt, dann ass een net eligibel fir déi Aide hei. Wourëm geet et? Hei geet et drëm, eebe grad deene Leit, déi et am battersten néideg hunn, eng Aide kënnen ze ginn, och eng Aide kënnen auszebezuelen, deene Leit, déi kee grousse Revenu hunn, och heiriwwer kënnen eng Aide auszebezuelen, also eng Kompensatioun ze ginn, fir dee Revenu, dee se net haten.

Et gëtt dräi Modifikatiounen an deem Gesetz. Déi Éischt, dat ass, dass mer net bei 0,5-mol de Mindestloun ufänken auszebezuelen, mee bei engem Drëttel vum Mindestloun. Dat ass de Minimum, deen ee muss cotiséieren. Do hu mer eis no ënnen ugepasst, well ... - an et ass eng Demande vun enger Chambre professionnelle, déi seet, dat soll ee ganz op der Säit loossen. Bon, ech mengen, dass een awer muss e Remplacement, eng Hëllef kënne gi fir e Salaire, deen een net kritt huet, nëmmen, wann ee sech och virdrun e Salaire geholl huet. Soss kann ee jo net eppes kompenséieren, wat ee virdrun net kritt huet.

Op där anerer Säit wieren eng Rei Metieren, besonnesch aus dem Santésberäich, Paramedical-Beräich - dat ass, fir op Är Fro ze äntwerten, ob Upassunge gemaach gi sinn -, déi wärend der éischter Kris Mäerz, Abrëll net eligibel waren, mat deem Projet de loi hei, wann en esou géif gestëmmt ginn, eligibel. Well an der éischter Kris konnten déi e Kontrakt kréie beim Ministère de la Santé, dee se elo net kënne kréien, dofir wiere se hei eligibel.

An da schwätzt Der vum administrativen Opwand, deen et ass. Jo, an ech hunn et och scho gesot, dass mer eng Aide ..., an ech widderhuelen et nach eng Kéier: 265 Millioune Steiergelder sinn ausbezuelt ginn un d'Betriber. Dass do muss e Minimum vu Kontroll gemaach ginn, dat, mengen ech, ass evident. An ech mengen, dass hei jiddwereen dermat averstanen ass, dass mer och déi Aarbecht seriö maachen um Ministère a kontrolléieren, ob wierklech déi Perten do sinn, ob wierklech déi Salariéen an deenen Entreprisë schaffen an ob d'Angaben, déi eng Entreprise mécht, och richteg sinn. Wéi gesot, mir schwätzen hei vu Steiergelder. Just fir eng Kéier en relation ze setzen: Wa mer bei vill méi grousse Kontrollen, bei der Aide à l'investissement, wou mer ganz Bilane froen, wou mer aner Saache froen, an engem normale Joer als Classes moyennes eng 16, 17 Milliounen Euro ausbezuelen, hu mer dëst Joer eng ronn 265 Milliounen Euro ausbezuelt op d'Konte vun den Entreprisen, vun den Independanten. An ech mengen, dass et do evident ass, dass mer kontrolléieren, wat mat de Steiergelder geschitt, an och e Minimum vu Piècë froen.

Ech verstinn, dass eng kleng Entreprise, e Restaurateur, e Cafetier, e Commerçant, deen esou de Kapp am Guidon huet, besonnesch Onsécherheeten huet an net richteg den administrative Suivi vu senger Entreprise mécht, dofir eng Fiduciaire huet a sech dohin eng Hëllef siche geet, déi en och bezilt, fir an normale Jore kënnen de Bilan ze maachen, eng divers Erklärung ze maachen, d'Fiche-salairen ze maachen an esou weider an esou weider. Ech verstinn, dass deen net onbedéngt gewëllt ass oder um Qui-vive ass, och einfach nëmmen net gewinnt ass, op Guichet.lu mam Token sech anzeloggen an dann do eng Demande d'aide ze maachen, mee ech mengen awer, dass et ganz wichteg ass, dass mer hei en detailléierte Suivi kënne maachen, fir Aiden unzefroen. A wann ech soen als Commerçant, dass ech eng Perte hu vu 40 % vu mengem Chiffre d'affaires, mee da muss ech awer och de Bilan derbäileeën, wou ech soen: „Hei, do ass meng Recette 2019, do ass meng Recette 2020. Do gesäit een also, dass ech eng Perte hu vu 40 %.". Respektiv an der Aide coûts non couverts, wann ech soen, dass ech esou vill Fraisen hunn, mee da muss ech awer och beweisen, dass ech e Virement gemaach hu vun deene Fraisen, fir dass ech dann och kann eng Aide ausbezuelt kréien.

Ech weess, dass et net ëmmer ganz einfach ass, an dofir och déi Panoplie vu verschiddene Moyenen - sief et iwwer Webinaren, Leit, déi individuell hëllefen, d'Demanden auszefëllen, an esou weider an esou weider -, fir kënnen déi Demanden ze maachen. Mee ech mengen, dat wichtegst ass, hei nach eng Kéier den Opruff ze maachen - a jiddwereen, mengen ech, kann dat ganz gäre maachen -, fir nach eng Kéier ze soen: „Denkt drun, Är Demande auszefëllen, dass een och iwwerhaapt eligibel ass fir déi Aiden hei!"

Ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

- Question n° 173 du 19 janvier 2021 de M. David Wagner relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

- Question n° 174 du 19 janvier 2021 de Mme Diane Adehm relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- Question n° 175 du 19 janvier 2021 de M. Gusty Graas relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

Mir kommen elo zur Fro Nummer 173 vum Här David Wagner, zur Fro Nummer 174 vun der Madamm Diane Adehm an zur Fro Nummer 175 vum Här Gusty Graas iwwert den Dialog mat der Regierung an der CGFP. Här David Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech hu schonn domadder gerechent, datt ech warscheinlech net deen eenzege wier, deen zu dësem Sujet eng Fro géif stellen. An dat freet mech och, datt mer zu e puer sinn, déi sech déi Fro stellen.

Et ass esou, wéi Der all warscheinlech wësst, datt et zu enger Partie Meenungsverschiddenheete komm ass a leschter Zäit tëscht der nationaler representativer Staatsbeamtegewerkschaft, der CGFP, an der Regierung. Et gëtt verschidde Punkten, ënner anerem de Bewäertungssystem, deen d'CGFP a mengen Aen och zu Recht a Fro stellt, mee och déi aner Fro vun der schläichender Privatiséierung vun enger Partie vun Administratiounen. Mir hate schonn driwwer geschwat, do gëtt et jo u sech ..., d'CGFP zielt dräi Projet-de-loien op. Mir hate bis elo um Niveau vun der Éducation nationale iwwer zwee Projet-de-loien diskutéiert. Een dovunner ass zurzäit op der Säit gelooss ginn - ech hoffen definitiv! -, wou et ëm d'Direktiounsposte vu gewëssene Lycéeë geet. Deen aneren ass deen, wou et ëm Direktiounsposten och geet vun aneren Administratioune vun der Éducation nationale, vun deem manner geschwat ginn ass, mee deen an déi selwecht Richtung geet an deen a mengen Aen och misst zréckgezu ginn. An dann en Drëtten, datbetrëfft de Sport, wou och d'Méiglechkeet besteet, bei engem méi héije Beamten aus dem Privaten direkt ze rekrutéieren.

Et ass schonn, an dat kann ee verstoen ..., an der Bevëlkerung an och natierlech méi spezifesch bei de Fonctionnairë stellt sech d'Fro, ob d'Regierung amgaangen ass, lues a lues den ëffentleche Service ze privatiséieren. Doriwwer wëllt d'CGFP diskutéieren a si huet jo eng Partie Demandë gemaach. Eng Demande gouf gemaach Enn November, eng Ufro bei d'Regierung. Do ass näischt komm. Da bei hirer Vorständekonferenz Mëtt Dezember huet si och d'Regierung opgefuerdert, bis den 23. Dezember eng Äntwert ze ginn, fir eng Entrevue ze kréien. Ech soen dat, wat d'CGFP seet. An duerno schlussendlech sot d'Regierung: „Okay, Mëtt Januar maache mer eng." Mir sinn elo den 19. Januar. Wann ech richteg rechne kann, si mer schonn iwwer Mëtt Januar an et ass anscheinend nach ëmmer näischt geschitt. Deementspriechend mécht d'CGFP eng Schlichtung, wat justement déi Projeten ugeet vun der schläichender Privatiséierung a gewëssenen Administratiounen.

Dofir wéilt ech froen: Wéi steet et iwwerhaapt mam Dialog tëscht der Regierung an der Fonction publique? Firwat huet d'Regierung bis elo net kënnen hiert Verspriechen halen, fir iwwerhaapt zesummen ze diskutéiere mat der CGFP? A wannechgelift net soen: „Et ass wéinst dem Covid!" Well ech mengen, esou en Argument kann net gëllen. An duerno: Wat ass och d'Konklusioun, déi d'Regierung elo zitt aus där Demande de conciliation, déi dann elo d'CGFP ufreet? An ob d'Regierung och bereet ass, Concessiounen och ze maachen oder wéinstens ze diskutéieren. Subsidiairement géif mech och interesséieren, wéi et mam Bewäertungssystem steet vun der Fonction publique, well anscheinend, laut CGFP, huet d'Regierung gesot, a Covidzäite kéint een dat net ofschafen. Ech verstinn einfach déi Argumentatioun net. Ech gesinn d'Kausalitéit guer net tëschent deenen zwou Problematiken. Ech wier frou, wa mer dorop eng Äntwert kréichen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här David Wagner. An da wier et un der honorabeler Madamm Diane Adehm fir d'Fro Nummer 174. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, u sech wollt ech de Mëtteg meng Fro un de Premierminister Xavier Bettel stellen, deen och sollt hei sinn.

Mee ech stelle fest, dass et der Chamber d'selwecht geet wéi der CGFP: Mir ginn och emol einfach sëtze gelooss. Wann et kritesch gëtt, ass den Här Bettel erëm eng Kéier net do.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Well mir awer als Deputéierter flexibel sinn - haaptsächlech als Oppositiounsdeputéierter si mer dat jo mëttlerweil gewinnt -, stellen ech dem Här Hansen da meng Froen. An ech sinn iwwerzeegt, hie ka wonnerbar dorobber äntwerten.

(Brouhaha)

Firwat sinn d'Verhandlunge mat der CGFP an d'Stocke komm? Firwat hutt Dir, Här Hansen, net déi néideg Konklusiounen aus de Verhandlunge mat der CGFP gezunn? Firwat setzt Dir grad an dëse Krisenzäiten, wou mir alleguer mussen un engem Strang zéien, de Sozialdialog esou muttwëlleg op d'Spill an zwéngt eng Gewerkschaft quasi an d'Schlichtungsprozedur eran? Firwat huelt Dir d'Coronakris als Alibi, fir Rendez-vousen ëmmer erëm no hannen ze verréckelen? Firwat notzt Dir d'Coronakris, fir am Verbuergenen, laut CGFP, dräi Projet-de-loien duerchzebréngen? Well dëst ass och eng verstoppte Privatiséierung, esou seet d'Staatsbeamtegewerkschaft. Wat ass Är Positioun als Minister vun der Fonction publique iwwerhaapt zu dëse Gesetzesprojeten?

D'CGFP wëllt d'Privatiséierung verhënneren. Wëllt Dir dat och, Här Fonction-publiques-Minister? Oder wëllt Dir allgemeng eng Privatiséierung vum Staatsbetrib? Well dat ass jo eigentlech den Ausléiser vum Litige, dee mer hei hunn. Duerfir wier ech frou, wann ech de Mëtteg kéint eng kloer an däitlech Äntwert op déi heite Fro vun Iech kréien. Ech mengen, d'Staatsbeamten dobausse waarden op eng kloer Äntwert an d'Leit am Allgemengen och.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Wéi de Kolleeg David Wagner jo scho gesot huet, ass dat heiten eng Fro, déi jo dann awer parteiiwwergräifend de Mëtte gestallt gëtt, wat jo awer och d'Bedeitung vun där Fro ënnersträicht a wat awer och fir eis als Deputéierter d'Geleeënheet gëtt, fir emol déi ganz Problematik, fannen ech zwar, méi sachlech ze hannerfroen. Ech hunn déi Fro de Mëtten awer bewosst un de Minister vun der Fonction publique gestallt an net un de Premier, well et a mengen Aen nach ëmmer de Minister vun der Fonction publique ass, dee Chef ass vun der Fonction publique, soudatt hien hei awer och emol un éischter Linn concernéiert ass, fir emol Explikatiounen ze ginn iwwert déi ganz Problematik, déi sech iwwert déi lescht Wochen a Méint higezunn huet.

Effektiv, mir hunn alleguer festgestallt, datt d'CGFP sech relativ vehement dergéint gewiert huet an hei vun enger schläichender Privatiséierung geschwat huet. Ob dat esou ass ... - eng Fro, déi ech och direkt un de Minister wëll weiderginn. Wann dräi Gesetzer op den Instanzewee kommen, woubäi jo eent schonn de Moment en suspens ass, ob een da scho ka vun enger allgemenger Privatiséierung schwätzen, ech mengen, dat woen ech awer emol trotzdeem an Zweifel ze zéien.

Et ass awer natierlech enger Staatsbeamtegewerkschaft hiert gutt Recht a si sinn och am Rôle, wa se sech dergéint wieren oder wa se zumindest d'Gefill hunn, datt hei géifen Entwécklunge vir sech goen, déi net am Geescht si vun hirer Gewerkschaftsaarbecht, soudatt dat also nozevollzéien ass. Duerfir och eng aner Fro nach: Inwiefern datt de Minister an deene leschte Wochen a Méint en Dialog mat der CGFP geféiert huet, wat do u sech ëmmer den Inhalt och vun deem Dialog war. Well ech ka mer kaum virstellen, datt net matenee geschwat ginn ass. An dann, wéi gesot, och eng ofschléissend Fro, déi och an déi Richtung geet wéi d'Froen, déi meng Kolleege och schonn hei gestallt hunn: Wat d'Regierung elo gedenkt, op Basis vun der Initiativ, déi vun der CGFP elo gëschter, virgëschter ageleet ginn ass, dee Moment och ze maachen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Den Här Minister, zoustänneg fir d'Fonction publique, den Här Marc Hansen, huet d'Wuert. Him sti fir déi dräi Froe 15 Minutten zou.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech si frou fir déi vill Froen iwwert deen dote Sujet. Ech weess awer net, ob an enger Véierelstonn dee ganzen Tour ka gemaach ginn. Ech probéieren emol eng Kéier, e puer Punkten erauszepicken.

Ech fänke vläicht u mat der Fro vun der Madamm Adehm, firwat de Premierminister net hei ass. Ech mengen dat ass ganz kloer. Ech brauch Iech just d'Constitutioun vun de Ministèren eng Kéier virzeliesen: « politique générale en matière de statut », « politique générale en matière de responsabilité sociale » a « législation et réglementation relatives aux agents de l'État »; dat ass de Minister vun der Fonction publique, deen dat ze maachen huet. Et gëtt nach ëmmer keng Definitioun vu Chefsaach an der Constitutioun, mee vu „compétence ministérielle" an déi huet nun emol de Fonction-publiques-Minister an dofir steet dee Minister hei. Et sinn och zwee vun Äre Virriedner, déi de Fonction-publiques-Minister ugeschwat hunn, den Här Wagner an den Här Graas, soudass déi warscheinlech déi selwecht Vue hu wéi ech. An dofir sinn ech de Mëtteg dann och komm, fir Iech d'Äntwert ze ginn. Ech sinn och frou, dass Der erkennt, dass ech dat géif gutt beäntwerten. Dat ass gentil vun Ärer Säit. An ech huelen dat natierlech da mat.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Ee Wuert vläicht iwwert dat, wat elo diskutéiert ginn ass an der Press: Dir wësst - den Här Wagner huet et ernimmt -, et gouf e Bréif Enn November vun der CGFP un de Staatsminister, fir iwwer e puer Sujeten ze schwätzen, dont notamment déi Geschichten, déi Der alleguerten hei ernimmt hutt. Fir déi Entrevue ze kréien, gouf et dunn och eng Menace vun enger Streikprozedur vun der CGFP. An de Staatsminister huet den 23. Dezember e Bréif un de President an un de Generalsekretär vun der CGFP geschriwwen. An do steet deen heite Saz dran, ech zitéieren aus deem Bréif: « Ainsi, je propose de revenir vers vous à la mi-janvier pour convenir de la meilleur façon de procéder » - « à la mi-janvier »! Do huet kee geschriwwen „de 15. Januar"! Et ass „la mi-janvier"!

Wann ee mir am Gebrauch vun der Sprooch seet „Mëtt Januar", dann ass dat net op de Punkt de 15. Januar! An de 15. Januar war e Freideg a wann dann duerno d'CGFP e Méindeg erausgeet, also méindes no deem 15., si mer nach ëmmer Mëtt Januar a wann se da seet: „Mir hätten elo gär eng Streikprozedur", dann ass dat souwisou geplangt gewiescht. An dann hu se emol net gewaart an eng kulant Zäit ginn, fir déi Äntwert eventuell ofzewaarden.

An ech fannen, an ech soen dat och hei ganz kloer, ech hunn dat schonn op enger Plaz gesot: Dat ass net responsabel an dësen Zäiten, dass d'Staatsbeamten, oder besser gesot d'CGFP, elo wëlle wéinst deem dote Sujet eng Streikprozedur lancéieren. Ech hunn nämlech zanter gëschter Owend och ganz vill Staatsbeamte begéint, déi dat doten net kënne verstoen, dass mer an dësen Zäite géife beim Staat streiken. Dat ass am Moment net nozevollzéien!

An da gëtt jo gesot, hunn ech emol gelies, dass et ëm eng Conciliatioun geet an dass een dann emol kuckt. Abee, eng Conciliatioun, dat ass net emol einfach esou e klenge Phenomeen, deen een niewelaanscht ka maachen. Eng Conciliatioun, dat ass den Ufank vun der Streikprozedur. Et ass d'Prozedur, déi an dem Gesetz vun 1979 iwwert d'Reglementatioun vum Streik virgesinn ass, an net d'Reglementatioun iwwer „Elo fänke mer emol eppes un an da kucke mer emol". Et ass ganz kloer en Deel vun der Streikprozedur.

An dann, mengen ech, wann ee wëllt eng Streikprozedur ufänken, da muss ee vläicht och duerno emol weisen, dass een alles gemaach huet, fir déi ze evitéieren. An et kann een dann net soen, dass ee keen anere Wee méi gesäit, well wann ech nach net mat deem zoustännege Minister, nämlech mam Minister vun der Fonction publique, geschwat hunn, deen en plus d'ministeriell Kompetenz doriwwer huet, kann ee jo net soen, dass een alles gemaach huet, fir dat doten ze evitéieren. Well eng Chefsaach gëtt et der Constitutioun no net. Et däerf een also och do net, wéi de Fransous géif soen, „brûler les étappes" an emol net mam Fonction-publiques-Minister eng Kéier doriwwer geschwat hunn.

Zweete wichtege Punkt doriwwer, wou mer elo an dem Dialog am Moment da sinn: Ech hunn d'lescht Woch nach mam Staatsministère iwwer e Bréif geschwat an de Sujet an d'Replik, déi de Staatsministère da Mëtt Januar ... - also elo fir mech, mir sinn elo nach ..., den 18. war gëschter an och haut si mer nach ëmmer Mëtt Januar -, hunn ech mat dem Staatsministère geschwat an d'Situatioun mat hinnen analyséiert. A well d'Doleance vun der CGFP eeben de Statut ass, den Accès zu de Fonction-dirigeanten am Staat, hunn ech dann och mat dem Staatsministère d'Propos gemaach, dass d'CGFP elo eng Kéier mat dem Fonction-publiques-Minister schwätzt, fir aus deem ganzen Debat d'Emotiounen e bëssen erauszehuelen, d'Opreegung erauszehuelen, e bësse Recul ze kréien zu deem, wat an de leschte Méint alles geschwat ginn ass.

Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass de Minister vun der Fonction publique dat elo soll maachen. Dee war an deene leschte Méint net esou emotional an déi doten Diskussioun involvéiert. An ech soen, dass meng Dier fir déi doten Entrevue grouss opsteet. Elo liesen ech, dass d'Prozedur lancéiert ass. Meng Dier steet op als Minister vun der Fonction publique, deen awer, mengen ech, mat de Beamten, déi bei eis am Haus sinn, sachlech kann doriwwer schwätzen, fir dass mer déi doten Entrevue ganz roueg kënne maachen, fir emol eng Kéier iwwert de Sujet ze diskutéieren.

An deene leschten zwee Joer hate mer vill kniwweleg Dossieren - ech och als Minister vun der Fonction publique -, vill méi komplexer wéi deen heiten, a mir hu ganz vill Accorde fonnt. An dofir sinn ech och iwwerzeegt, dass een dat ka maachen.

E puer Wierder - well mer dann Zäit bleift an déi Froen awer och gestallt gi sinn - iwwert déi Diskussioune ronderëm den Accès, well dat ass et, den Accès op verschidde Fonction-dirigenten. Elo wëll ech hei net bewäerten, wat deen een oder anere fir eng Fonction dirigeante ..., wat fir Accèsen et do gëtt, mee et gëtt ëmmer driwwer geschwat, iwwert d'Konsequenzen an der Fonction publique. Wéi et soss mat de Fonction-dirigeantë beim Staat geet, abee, et gëtt Dosende Fonction-dirigenten, do kann à ce stade schonn iergendeen aus dem Privatsecteur sech mellen an op dee Poste kommen.

Ech nennen der e puer: den Direkter vun de Ponts et chaussées, den Direkter vum SREL, den Haut-Commissaire à la protection nationale, mat deem mer am Moment vill ze dinn hunn, den Direkter vum CTIE, den Direkter vum CGPO. Dat sinn alles Posten ... - an et si vill Leit heibannen, déi wëssen dat, well se och, wéi se d'Gesetzer geännert hunn, dat net réckgängeg gemaach hunn -, ganz vill Fonction-dirigeanten, Dosenden, wann een d'Direkteschposte mat den Directeur-adjointen hëlt, Dosende si schonn op fir Leit, déi sech mellen aus dem Privatsecteur. Et sinn der op ouni Studiekrittären, do kann ee sech mellen a se och kréien. An et sinn der op, do gëtt et verschidde Krittären, fir do eranzekommen. Den Direkter vun de Ponts et chaussées, mengen ech, muss Ingenieur sinn, dee vun de Bâtiments publics muss och Ingenieur sinn.

Mee do steet och an deenen Texter eppes, wat dann de respektive Minister ze bewäerten huet. Ech weess hautzudaags net méi, wat fir en Ingenieur am beschten un der Spëtzt ass vu Ponts et chaussées oder vu Bâtiments publics. Ass dat en Ëmweltingenieur? Ass et en Ekonomist, fir d'Marché-publicken ze maachen? Dat sinn alles Saachen, déi si relativ komplex fir ze diskutéieren. An ech weess awer och, dass an där Diskussioun, déi jo zu deem klenge Couac elo gefouert huet, och déi respektiv Ministeren duerno nach mat hire Gewerkschaftsvertrieder en Echange gehat hunn. Mee dat gëtt et och elo schonn an der Fonction publique an dat ass agefouert gi vun alle Parteien, déi an der Regierung waren, déi hunn dat dote scho gemaach. Dofir, elo ze maachen, wéi wann hei eppes géif geschéien, wat eppes ganz Neies wär, dat iwwerrascht mech awer.

An da schwätze mer iwwert dat Wuert Privatiséierung. Mat allem Respekt, ech kommen och aus dem Privatsecteur. Dat ass net Privatiséierung! Een, deen un der Spëtzt ass vun enger Administratioun, ma deen huet sech gefällegst un den Droit public ze halen, deen huet sech un d'Kontabilitéit ze halen! Dee kënnt Iech, léif Chamber, Rechenschaft ofleeën. Deen ass an dem Droit public, dat ass net privatiséiert. Dee gëtt hei vun Iech kontrolléiert. Hei gëtt e Budget gestëmmt, wou Dir all Froe kënnt stellen an der Chamber an och soss dorëmmer. Da kann awer kee soen, dass dat Privatiséierung ass, well ech kann Iech gär eng Kéier soen, wat de Privatsecteur ass. Ech weess déi eng Säit an déi aner Säit. Dofir mengen ech, dass mer dat Wuert Privatiséierung awer solle ganz anescht upaken, wéi dat an deem heite Fall gemaach gëtt.

Am Moment stelle mir 1.766 Leit an. Dir wësst et, et gouf en Accord an der Tripartite, elo an der Covidkris gouf et en Accord, fir déi Leit anzestellen. Ma wie mengt Der dann, dass sech grad do mellt? Dat sinn Employésplazen, Fonctionnairesplazen. Natierlech gëtt et e Stage, fir wann ee Fonctionnaire ass. Mee dat sinn och Leit aus dem Privatsecteur. Ass dat och Privatiséierung? Ech froen dat. Et kann ee sech emol eng Kéier déi Fro stellen. Dat heescht, déi Saache muss een awer, wann een d'ganz Fonction publique kuckt, e bësse méi nuancéiert eng Kéier gesinn.

Deen Tour wollt ech dann op där heiter Plaz eng Kéier gemaach hunn. Dat si Sujeten, do soll een natierlech kënnen driwwer schwätzen. Dat si breet Debatten, déi ee ka féieren. Mee fir ze maachen, wéi wann dat elo e Précédent wär, wéi wann et dat deene leschten 30, 40 Joer Geschicht nach ni ginn hätt, wéi wann et nach ni en Avis vun iergendengem ginn hätt zu deenen dote Sujeten, dat ass awer liicht iwwerzunn. An ech fannen, dass dat iwwerdriwwen ass an der Duerstellung.

Zu dem Dialogue social: Dee gëtt natierlech gefleegt. Mir am Ministère maachen dat ganz vill. An elo gi vläicht e puer Saache duerjerneegehäit, well den Här Wagner huet d'Fro gestallt no dem Bewäertungssystem. De Bewäertungssystem, do ginn ech dervunner aus, wann ech d'CGFP verstanen hunn an hiren Äusserungen no baussen, dass dat eng Kéier vläicht an engem Doleancë-Katalog optaucht, fir en Accord salarial ze verhandelen, mee do si mer nach net dran. Ech hu mat der CGFP informell Echangen doriwwer gehat, mee mir sinn nach net an der Prozedur, dass mer en Accord salarial elo scho wëllen diskutéieren. An esou informelle Reuniounen hunn ech och meng Meenung iwwert dee Bewäertungssystem gehat, ob een dee muss ofschafen oder net, mee mir sinn nach net an der Diskussioun ronderëm en Accord salarial, soudass dat och, mengen ech, e bësse verfréit ass.

Informell hat ech och do der CGFP mat op de Wee ginn - dat war Mëtt, ech soe bewosst, Mëtt November, well et, mengen ech, éischter war, mee ech bleiwe bei Mëtt November, fir net den Datum ze ginn, well dat eis jo éinescht interesséiert huet -, Mëtt November eng Kéier hunn ech informell gesot: „Maja, wéini kommt Der dann op mech duer"? Dat sollt e puer Deeg duerno geschéien. Mir sinn elo Mëtt Januar: Ech hunn och do nach keng Replik. An ech sinn nach net an der Verhandlung vun engem Accord salarial dran, soudass ech dat, à ce stade, och nach net wëll bewäerten, well dat, mengen ech, jo awer och nach e bësse soll en interne diskutéiert ginn zwëschent dem Sozialpartner an der Regierung.

Mee fir elo ze soen, dass et deen Dialog net soll ginn, a fir elo an eng Streikprozedur ze goen, dat versteet een net an dëser Zäit, sorry, an elo gebrauchen ech awer dat Wuert „Corona", fir d'éischte Kéier hei de Mëtteg. An dëser Zäit hu mer definitiv aner Saachen, déi mer matenee mussen diskutéieren, am Privatsecteur, am ëffentleche Secteur, hei alleguerten zesummen, mee net, wéinst deem dote Sujet ze streiken an eng Streikprozedur unzefänken.

D'Dier vum Ministère vun der Fonction publique, deen dofir responsabel an zoustänneg ass, déi Dier steet op. Zu all Moment kënne mer och iwwert deen dote Punkt schwätzen - sachlech, oppen. Dat schuet näischt, wann et nëmme mam Fonction-publiques-Minister géif geschéien, an zemools, well et deen Echange mam Staatsministère gouf d'lescht Woch. Ech ginn dervunner aus, dass dee Bréif och eng Kéier bei der CGFP da wäert ukommen oder erausgoen, an da steet do bestëmmt dran, dass een déi Diskussioun an aller Rou ka féieren an net bannent een, zwee Méint, wou, mengen ech, elo nach keng Urgence ass, elo kuerzfristeg Streikprozeduren unzefänken, mee dass een dat och kann an aller Rou diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Minister fir d'Fonction publique Marc Hansen.

- Question n° 176 du 18 janvier 2021 de M. Marc Hansen relative à la suspension temporaire des activités médico-dentaires scolaires, adressée à Mme la Ministre de la Santé

An ech ginn d'Wuert weider un den Här Deputéierte Marc Hansen fir d'Fro Nummer 176 iwwert déi temporär Suspensioun vun de betreffenden Aktivi-

téiten an de Schoulen. Här Marc Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, Madamm Gesondheetsministesch, Mëtt Dezember hunn d'Eltere vun de Schüler aus dem Fondamental iwwer Mail e Courrier vun der Direction de la santé vum 23. November iwwermëttelt kritt, an deem si matgedeelt kritt hunn, datt duerch d'Covid-19-Pandemie d'Direction de la santé d'Decisioun geholl huet, de Contrôle vun den Zänn an der Schoul fir eng net kloer definéiert Period op Äis ze leeën. Am genannte Courrier gëtt zwar preziséiert, datt der Direction de la santé weiderhin d'Gesondheet vun den Zänn um Häerz läit, datt d'Elteren hir Kanner weiderhi solle motivéieren, hir Zänn ze fleegen, an datt si zweemol d'Joer mat de Kanner bei den Zänndokter an d'Kontroll solle goen. Dozou wéilt ech e puer Prezisiounen.

Am Courrier gëtt net gesot, firwat genau an der Schoul d'Kontrollen net méi gemaach ginn. Ass et wéinst dem Risiko, fir de Virus ze verbreeden? Ech hu mat verschiddenen Zänndoktere geschwat an déi hu mer gesot, datt et eigentlech kee Problem wär, fir d'Kontrollen ze maachen. Natierlech misst ee bei all Klass d'Blus changéieren, de Mask an esou weider. An der Klass géif souwisou just mat engem Spigel, dee bei all Kand gewiesselt gëtt, eng visuell Kontroll gemaach ginn. An natierlech mussen d'Hänn zwëschent all Schüler och desinfizéiert ginn. Oder ginn d'Zänndokteren, déi dës Kontrolle maachen, anerwäerts gebraucht? D'Fro stellt sech dann awer, ob net aner Zänndokteren disponibel wären, fir dës Schoulkontrollen ze iwwerhuelen.

Da wéilt ech nach froen, ob duerch d'Ënnerbriechung vun de Schoulkontrollen net de Risiko besteet, datt bei verschiddene Kanner irreversibel Zännschied kënnen entstoen. Et ass jo gewosst, datt net all d'Elteren hir Kanner zum Zännwäsche motivéieren an och net systematesch mat hinnen an d'Kontroll bei den Zänndokter ginn, ausser eréischt, wa Problemer do sinn.

Meng lescht Fro wär, fir wéi laang dës Ënnerbriechung geplangt ass an ob gekuckt gëtt, esou schnell wéi méiglech eng Léisung ze fannen am Sënn vun der Preventivmedezinn, déi bei den Zänn extreem wichteg ass.

Ech soen lech Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert, huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dës Decisioun geet effektiv zréck op eng Analys vun den Avantagen, dem Benefiss vun dëse Kontrollen an awer och de Risike matten an enger Pandemie. Dat ass u sech d'Grondiwwerleeung, fir et zréckzeschrauwen elo op dësem Stadium, wou mer dach eng staark Verbreedung vun dem Virus an eiser Gesellschaft hunn. Bei enger Kontroll, gutt, et kann ee Schutzmoossnamen huelen, mee et ass u sech eng Aktivitéit, wou dach awer Gouttelettë mat am Spill sinn, wou Aerosollen ausgestouss ginn. An dofir hu mer par principe de précaution dës Decisioun geholl, fir déi heite Kontroll elo mol zréckzeschrauwen, dëst en attendant, et ass net geduecht, fir dat ze vill laang an der Durée oprechtzeerhalen. Mee jiddefalls, à ce stade wär dat indiquéiert.

Et ass och an deem Sënn wierklech informéiert ginn, Dir hutt et ugeschwat. D'Eltere sinn informéiert ginn an och nach eng Kéier drop opmierksam gemaach ginn, wéi wichteg et ass, reegelméisseg Kontrollen duerchzehuelen zweemol d'Joer. Och d'Presidente vun de Schoulkommiteeë sinn informéiert an d'Zänndoktere selwer. Mee déi Haaptiwwerleeung, fir Är Fro ze beäntwerten, ass déi, dass mer hei awer en Zousazrisiko gesinn, dee mer elo wollten neutraliséiere wärend dëser Phas vun der Pandemie.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Gesondheetsministesch.

- Question n° 177 du 19 janvier 2021 de Mme Martine Hansen relative aux revendications d'un syndicat d'enseignants au niveau de la gestion de la lutte contre la Covid-19 dans le milieu scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mir kommen elo zur Fro Nummer 177 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Revendicatioune vun enger Enseignantsgewerkschaft fir de Krisemanagement an de Schoulen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech kommen nach eng Kéier bei den Dialog zréck.

D'Enseignantsgewerkschaft SEW hat d'lescht Woch eng Pressekonferenz iwwert de Coronamanagement, de Krisemanagement an huet u sech net u Kritik gespuert.

Si soten ënner anerem, et géif keen transparenten, novollzéibare Stufeplang ginn. Si soten och nach, et géif net genuch sënnvoll Schutzmoossname ginn, et géif keen anstännegen Tracing, keng anstänneg Tracingsprozedur fir d'Schoulen ginn. A si fuerderen dann och e Kristestab - si hunn dat och d'lescht Joer scho gefrot -, e Krisestab, bei deem d'Gewerkschaften, d'Elterevertrieder an och Leit aus dem Ministère zesumme sollen dra sinn. Dës Ronn soll sech reegelméisseg gesinn, soll reegelméisseg zesummekommen, fir déi aktuell Moossnamen u sech ze bewäerten an och fir neier virzeschloen.

An dofir stellen ech zwou Froen un den Här Minister: Ass den Här Minister bereet, op dës Fro no konstruktivem Dialog anzegoen? An ass den Här Minister bereet, fir dëse Krisestab reegelméisseg anzeberuffen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An da wier et um Educatiounsminister, dem Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci, Madamm Hansen, fir déi dote Fro. Dat gëtt mer nach eng Kéier d'Geleeënheet ze rappeléieren, datt ech absolutt bereet war a bereet sinn a bereet wäert bleiwen, den Dialog net nëmmen ze akzeptéieren, mee en aktiv ze sichen, mat alle Partner vun der Educatioun, an dat iwwert déi ganz Zäit vun der Pandemie ewech.

Loosse mer elo mol deen Deel vu virun dem Summer sinn. Mee zanter dem Summer hunn ech Ronne gedréit mat de Gewerkschaften, den Elterevertrieder an den Direktiounen an de Schülervertrieder am September. Mir hu Ronne gedréit am November, mir hu Ronne gedréit am Dezember a mir wäerten och am Februar erëm eng Kéier - virtuell nach ëmmer - beieneekommen, fir eis ze beroden, ze consultéieren, ze kucken, wat gutt gelaf ass, wat manner gutt gelaf ass, wat een nach kéint besser maachen, souwuel, wat de sanitären Dispositif ubelaangt, wéi awer och, wat d'Ënnerstëtzung vun de Schülerinnen an de Schüler an och den Enseignanten ubelaangt.

An dat wësst Dir, denken ech, hei am Haus, well ech méi wéi eng Kéier hei stoung an doriwwer rapportéiert hunn. An dat wësst Der och, well mer natierlech allkéiers, bei all Etapp, bei quasi all Schoulvakanz respektiv bei all deene successive Rentréeën, déi mer haten, och ëmmer nees eng Rei vu Konklusioune gezunn hunn no deene Gespréicher, déi ech mat de Gewerkschaften, mat den Elterevertrieder, mat de Schülervertrieder, mat den Direktiounen hat. Bei der leschter Rentrée, déi vum leschte Méindeg, hu mer decidéiert, CO_2-Moossgeräter a sämtlech Klassen ze ginn.

Eng vun de Revendicatioune vun de Gewerkschaftsvertrieder war och, datt mer scho virun der Chrëschtvakanz sämtlech Enseignanten a Schüler an Educateuren invitéiert hunn, fir beim Large-Scale-Testing matzemaachen. Mir hunn déi sanitär Reegelen an der Maison relais a ganz allgemeng an der Kannerbetreiung nach eng Kéier adaptéiert an eis op Gruppegréisste vun den Aktivitéite vun zéng Kanner limitéiert a mer setzen am Zenario 1 vun engem isoléierte positive Fall an engem Kompetenzzenter eeben net méi nëmme just déi Klass à l'écart, mee maache carrement och eng Quarantän.

Dat sinn alles Froen, déi si mat de Gewerkschaften diskutéiert ginn, déi si mat den Elteren diskutéiert ginn, déi si mat den Direktiounen diskutéiert ginn a si sinn och mat de Schüler diskutéiert ginn an déi allermeescht sinn eigentlech vun hinnen eis och proposéiert ginn a se si mat an eis Konklusiounen - wat Konklusioune ganz dacks sinn, déi mer och mat der Santé zesumme féieren - agefloss.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt bei all deene Ronnen do net manner wéi 13 verschidde Gewerkschaften oder Associatiounen oder Vertriedunge mat derbäi waren an datt et do natierlech och net ëmmer esou ass, datt jiddwereen herno an allem Recht kritt huet an net nëmme vu mir selwer an allem Recht kritt huet, well ganz dacks ass et u mir fir ze probéieren, Brécken ze bauen, net nëmme Brécken ze bauen tëschent den Enseignanten an den Elteren, tëschent de Schüler an den Enseignanten, mee ganz dacks och ze probéieren, Brécken ze bauen tëschent deene verschiddenen Associatiounen a Gewerkschaften op der Säit vun den Enseignanten.

An ech denken, datt dat muss weidergoen an datt mer, soulaang dës Pandemie hei besteet, ëmmer nees mussen de Bols fille goen, ëmmer nees musse consultéieren an natierlech probéieren, op berechtegt Awänn a Propositiounen och kënnen deementspriechend ze reagéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch.

- Question n° 178 du 18 janvier 2021 de M. Gusty Graas relative au retrait de la Russie du traité « Ciel ouvert », adressée à M. le Ministre de la Défense

An da kéime mer zur Fro Nummer 178 vum Här Gusty Graas un de Verdeedegungsminister iwwert de Retrait vu Russland vum Traité „Ciel ouvert". Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Schonn 1955 hat den deemolegen US-President, den Dwight Eisenhower, déi gutt Iddi u sech, fir e Kontrakt ze maachen, datt Beobachtungsflich méiglech géife ginn. Deemools ass awer déi Iddi net realiséiert ginn, well Russland do ëmmer direkt Spionageflich derhannert gesinn huet.

1989 huet awer dunn den deemolegen US-President, de Bush, d'Iddi erëm eng Kéier opgegraff an et koum dunn de 24. Mäerz 1992 zum Vertrag vu 27 deemolege KSZE-Memberstaaten, déi u sech dunn dat ënnerschriwwen hunn, fir datt eebe kann de Loftraum iwwerflu ginn an datt och kënne Biller gemaach ginn, sief dat mat Kameraen, traditionelle Kameraen, sief dat infrarout oder mat Radaren.

Déi Iddi sollt u sech de Fridden an d'Sécherheet garantéieren. Dat Ofkommes ass den 2. Januar 2002 dunn a Kraaft getrueden. Zënter 2005, also relativ fréi schonn, huet awer d'USA d'Russe beschëllegt, datt si awer nach géife Spionageflich organiséieren, an als Konsequenz ass dunn d'USA elo de leschten 22. November aus dem Open Skies Treaty ausgetrueden.

Elo huet och Russland ugekënnegt, d'Prozedur anzeleeden, fir aus deem Vertrag erauszeklammen. Wann een e bëssen d'Press déi lescht Woche liest, da mierkt een, datt souwuel d'NATO wéi och d'Russe sech géigesäiteg d'Schold do ginn. An dowéinst wollt ech an deem Kontext elo mol véier Froen un den zoustännege Verdeedegungsminister stellen.

Éischtens: Ass elo no der Ukënnegung, datt och Russland géif aus deem Vertrag austrieden, d'Gefor grouss, datt den Open Skies Treaty géif definitiv opgeléist ginn?

Zweet Fro: Entsteet doduerjer, nodeems datt jo och schonn am August 2019 den INF-Vertrag (ndlr: Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty), also de Vertrag iwwer Nuklearofrüstung am Mëttelstreckeberäich, gekënnegt ginn ass, net elo zousätzlech eng Gefor, fir déi international Sécherheet kënnen ze garantéieren?

Nach eng drëtt Fro an déi Richtung: Wéi soll d'NATO elo eebe dann op déi Ukënnegung do reagéieren?

Dann nach eng lescht Fro: Ass et net awer bedenklech, datt grad Russland elo ukënnegt, aus deem Vertrag auszetrieden, woubäi jo awer net méi spéit wéi muer en neien amerikanesche President un d'Rudder kënnt, wat et awer vläicht erlaabt hätt, aner Diskussiounen nach ze féieren?

Ech soen lech Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gusty Graas. Den Här Verdeedegungsminister François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci dem Här Graas fir déi aktuell Fro.

Bon, ech bedaueren natierlech wéi vill anerer, datt erëm en Traité am Beräich vum Opbau vu Vertrauen a Kontroll vun internationale Verflichtungen hei en Echec huet missen erleiden duerch eeben dee russesche Récktrëtt, mee et muss een awer och soen, datt dee warscheinlech och e bëssen d'Konsequenz vum amerikanesche Réckzuch d'lescht Joer ass, deen erfollegt ass, nodeem et eng ganz Rei Mëssverständnisser ginn huet bei der Organisatioun vun haaptsächlech den Observatiounsflich tëschent den Alliéierten a Russland. Also, et hat schonn e konkreeten Hannergrond, mee et bleift awer, datt dee Réckzuch, mengen ech, och elo heizou gefouert huet.

Bon, et ass awer och ze bemierken, datt de Réckzuch elo just um Internetsite vun dem russeschen Ausseministère annoncéiert ginn ass. Dat heescht, et ass nach net e formelle Schrëtt ënnerholl ginn. An et kéint een natierlech och e bësse mengen, dat hei wär vläicht e Message un deen neie President, un déi nei Administratioun, fir den US-Réckzuch vläicht nach eng Kéier ze iwwerdenken. Dat wësse mer nach net, mee dat wäerte mer relativ séier gesinn, wann déi nei Administratioun - elo ab muer de President an duerno och d'ganz Administratioun - wäert en place sinn.

Bon, d'Russen haten nämlech initial gesot, si géifen am Traité drableiwen. Also, wéi d'Amerikaner erausgaange sinn, sinn déi Diskussioune mat hinne geféiert ginn a si hunn awer elo de 15. Januar hire Retrait annoncéiert, obwuel déi aner Vertragsparteien, dorënner och Lëtzebuerg, sech bereeterkläert haten, mat de Russen iwwer hir Bedenken ze schwätzen, déi se haten am Kader vum Traité. 16 europäesch Ausseministeren, dorënner och de Lëtzebuerger Ausseminister, haten un de russeschen Ausseminister net méi spéit nach wéi den 30. Dezember e Bréif an deem Sënn adresséiert an duerfir koum dat natierlech desto méi iwwerraschend.

Mee bon, et gëtt eng kloer Tendenz an deene leschte Joren zum Réckzuch aus bewäerten internationalen Traitéen an och eng Ofschwächung vun den internationalen Traitéen. Dat ass natierlech keng gutt Saach an den Open-Skies-Traité ass leider dat lescht Beispill dovunner. D'Regierung beobacht déi Tendenz natierlech mat zimmlecher Onrou a mir sinn natierlech net frou doriwwer, d'autant plus well mir fest iwwerzeegt sinn, datt nëmmen international Kooperatioun a Multilateralismus déi grouss international Erausfuerderunge kënnen an de Grëff kréien, an dat virun allem am Beräich natierlech vun der Ofrüstung, an der Netproliferatioun an der Kontroll dovunner.

Ech mengen, Dir wësst, datt och eng Rei aner Traitéen do de Moment nach an der Diskussioun sinn. An d'Lëtzebuerger Regierung wäert sech och duerfir weider asetze fir d'Bäibehalen an d'Stäerke vun deenen existéierenden Traitéen.

Bon, wat elo konkreet den Open Skies Treaty ugeet, do musse mer ofwaarden, wat dann déi nei US-Administratioun seet. Dir hutt jo matkritt, datt de President Biden schonn ugekënnegt huet, datt en eng ganz Rei Dekreeter wëllt den éischten Dag huelen, wou déi viregt Administratioun aus internationalen Traitéen erausgeklommen ass. Zum Beispill ass d'Klimaofkommes dorënner, mee et ass net nëmmen dat, et sinn och eng Rei aner Saachen, aner Traitéen.

Bon, vläicht musse mer elo kucken, wéi et hei geet. Vläicht ass et och méiglech, datt hei eng nei Basis sech bitt, fir kënnen ze kucken, nei an d'Gespréich ze kommen an deem Traité nees en neie Réckewand ze ginn an en Ëmdenken natierlech och op der russescher Säit ze kréien. Et ass näischt eesäiteg. Ech mengen, mir mussen och wëssen, datt d'Schwieregkeeten awer komm sinn duerch eng Rei Konflikter, déi vun der russescher Säit ausgeléist gi sinn.

Bon, voilà, de russesche Retrait, deen trëtt jo eréischt no sechs Méint a Kraaft. Et ass d'nämmlecht wéi bei deem aneren, wou se erausgaange sinn. Duerfir, et bleift nach e bëssen Zäit a mir hoffen duerfir, datt mat där neier Administratioun den Dialog nei kann opgeholl ginn an da vläicht den Traité och ka gerett ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister François Bausch.

5. Question élargie n° 64 de M. Sven Clement relative à la prise en charge des patients dans la Grande Région

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'erweidert Fro Nummer 64 vum Här Sven Clement iwwert d'Betreiung vu Patienten an der Grussregioun. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten Zäit zou, fir seng Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, d'Covid-19-Pandemie ass aktuell net nëmme fir eise Gesondheetssystem eng grouss Erausfuerderung, mee bréngt och an eisen Nopeschlänner d'Spideeler un hir Grenzen. A well d'Capacitéite limitéiert sinn, musse säit enger ganzer Rei Méint scho verschidden Agrëffer an Traitementer, déi kënne verluecht ginn, verréckelt oder souguer bis op onbestëmmten Zäit annuléiert ginn. Fir Lëtzebuerg bedeit dat och, datt eng Rei medezinnesch Traitementer, déi viru Covid nach am Ausland konnte gemaach ginn, elo just nach hei am Land méiglech sinn, well eis Nopeschlänner keng Patienten aus dem Ausland, oder an deem Fall aus Lëtzebuerg, méi unhuelen.

Well Lëtzebuerg am Beräich vun der Medezinn awer ëmmer enk mat sengen Nopere kooperéiert huet, gëtt et eng ganz Rei Operatiounen an Traitementer, fir déi et an der Groussregioun spezialiséiert Klinicken a Praxisse gëtt, wärend zu Lëtzebuerg d'Capacitéiten derfir feelen. Dat war iwwert déi lescht Joren eebe geliefte Kooperatioun an der Groussregioun.

Sou ass et duerchaus méiglech, datt ee gewësse Behandlungen elo zwar zu Lëtzebuerg kréie kann, dem Medezinner hei am Land awer, am Verglach zu deenen am Ausland, vläicht d'Erfarung feelt, vläicht d'Capacitéit feelt voire d'Ekipementer limitéiert sinn, well se eebe bis virun der Covid-19-Pandemie konnten op den Echange mat eisen Noperen zielen an d'Patientinnen an d'Patiente ganz einfach iwwert d'Grenz konnte goen, fir sech do behandelen ze loossen oder och diagnostizéieren ze loossen.

Déi aktuell Situatioun werft soumat d'Fro op iwwert d'international Kooperatioun an der medezinnescher Versuergung innerhalb vun der Groussregioun, net nëmme wärend der Covid-19-Pandemie, mee och doriwwer eraus. Mir mussen elo och schonn drun denken, wéi mer an Zukunft mat deene Situatiounen ëmginn.

Dofir wéilt ech der Ministesch dës konkreet Froe stellen: Wéi eng Traitementer an Agrëffer kënne lëtzebuergesch Patienten aktuell iwwerhaapt nach am Ausland maache loossen?

Wéi huet d'Madamm Ministesch sech derfir engagéiert, och wärend der Pandemie eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht bei der Prise en charge vun Netcovidpatienten ze förderen? An ass d'Madamm Ministesch zefridde mat der Aart a Weis, wéi oder wéi vläicht och net méi wärend dëser Pandemie an der Groussregioun kooperéiert gouf, wann et ëm de Gesondheetssecteur geet?

Jiddweree vun eis, mengen ech, huet ënnerstëtzt, datt mir als Lëtzebuerger Patientinnen a Patienten, déi soss méi e schlechten Traitement kritt hätten, hei zu Lëtzebuerg traitéiert hunn, wéi et néideg war. Dat wëll ech guer net a Fro stellen. Meng Fro ass éischter an déi ëmgedréite Richtung gemënzt: Wéi ass et de Patientinnen a Patienten vu Lëtzebuerg ergaangen, déi e Besoin haten, am Ausland soignéiert ze ginn?

D'Covidpandemie kéint ee jo derzou verleeden, ze denken, datt et besser wär, Lëtzebuerg an Zukunft méi onofhängeg vu sengen Noperen ze maachen. Plangt d'Ministesch, laangfristeg d'Onofhängegkeet vu Lëtzebuerg am Beräich vun der Medezinn auszebauen, oder soll d'Kooperatioun am Gesondheetsberäich an der Groussregioun, ganz au contraire, verstäerkt ginn, fir datt och a Krisenzäiten an no der Krisenzäit dës kann oprechterhale ginn? Ginn et dofir scho Pisten?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dës Pandemie huet et gewisen: Eis Gesondheetssystemer sinn ënnerschiddlech opgestallt, sinn ënnerschiddlech getraff gi vun de Konsequenze vun dëser Kris an hunn deemno och eng ënnerschiddlech Resilienz gewisen. Esou wéi mir haut ganz frou sinn, erëm eng gewëssen Entspanung ze hunn an an eisen Zuelen erëm op en Niveau ze kommen an de Spideeler, wou och net méi soll deprogramméiert ginn, esou hunn och aner Länner sech missen upassen.

Mir hunn, Stand haut, keng Informatiounen iwwert dat, wat an deenen anere Länner genau ugebuede gëtt oder wat deprogramméiert gëtt. Dat sinn Informatiounen, déi esou zentral net zur Verfügung stinn. Et ass awer esou, dass et souwuel wärend der Kris wéi virun der Kris an och no der Kris de Lëtzebuerger Patiente fräisteet, op Déngschtleeschtungen zréckzegräifen, déi am Ausland ugebuede ginn. Derzou gëtt et och Ausnamen eeben an deene jeeweilege Veruerdnungen. Ech denken do un déi aus dem Saarland ënner anerem, wou wierklech déi medezinnesch Behandlung ëmmer virgesinn ass als Ausnam, fir kënnen iwwert d'Grenz ze goen, och wann een aus engem Risikogebitt géif kommen.

Dir hutt et ugeschwat, et sinn eng Rei Fäll ginn, wou dat méi problematesch war wärend der Kris. Mir hunn och Kenntnis dovunner. Et hate virun allem par rapport zum Saarland eng Rei Leit eis kontaktéiert, well se net zougelooss gi sinn, fir hir Behandlung ze kréien. Do hu mer alles an d'Weeër geleet, och zesumme mam Ausseministère a mat der Ministesch vun der Groussregioun, fir de Leit do ze hëllefen. Dat ass och an d'Rei gaangen. Do hu mer erëm missen drop hiweisen, dass et eebe justement déi Ausname gëtt an de Veruerdnungen an dass déi Leit musse kënnen zougelooss ginn, wa se en negativen Test matbréngen. Dat huet missen eng Rei Kéiere rappeléiert ginn, och schrëftlech rappelléiert ginn, huet sech awer dunn zum Gudde gewant. Jiddefalls hu mer, Stand haut, elo keng Kenntnis vu Fäll, déi net hätte kënnen op deem dote Wee solutionéiert ginn.

Firwat war dat esou? Dat ass komm, well Lëtzebuerg eeben an Däitschland als Risikogebitt agestuuft ginn ass. Déi Entscheedungen, déi geholl gi sinn, dat sinn och keng horizontal politesch Decisiounen an Däitschland gewiescht, mee éischter eenzel Decisioune vun deem behandelnden Dokter oder där Klinik, déi concernéiert war. A mir hunn dat och wierklech op der individueller Basis kënne léise mat deenen néidege Kolleegen, déi dann och do intervenéiert sinn.

Generell ass d'Kooperatioun groussgeschriwwe wärend der Pandemie. Et gëtt eng Corona-Taskforce fir d'Groussregioun. Zesumme mam Ausseministère an och mam Ministère vun der Groussregioun steet de Gesondheetsministère do och zur Verfügung, fir e reegelméissegen Austausch ze hunn. Do si Vertrieder vun deene jeeweilegen Autoritéiten, déi sech ganz reegelméisseg treffen an eeben och déi ganz Situatioun duerchschwätzen, souwuel, wat d'Situatioun vun der Pandemie betrëfft, wéi och eventuell Prise-en-chargen. Déi treffe sech eemol d'Woch. Dat ass de Modus, deen do festgehalen ass.

Et ass donieft och eng „Conférence ministérielle sectorielle Santé" ginn an der Groussregioun. Déi wor den 11. Dezember d'lescht Joer tëscht de Gesondheetsvertrieder aus der Groussregioun, op Ministerniveau dee Moment. Do hu mer eis ausgetosch iwwert d'Méiglechkeet vun enger eventueller grenziwwerschreidender Konventioun, fir déi an Zukunft opzestellen. An där Hisiicht ass och eng Ofsiichtserklärung ugeholl ginn, well mer aus der Erfarung vun der Kris geléiert hunn, wéi wichteg dass et ass, dass ee sech dorobber ka verloossen, dass een deem anere ka vertrauen an och ënnert d'Äerm gräifen, wann et da muss sinn, soudass mer wierklech gewëllt sinn, aus der Praxis, déi mer hei en place haten, eppes méi Dauerhaftes ze maachen an dat an eng Konventioun afléissen ze loossen. An dësem Sënn soll souwuel déi medezinnesch wéi och déi paramedezinnesch Zesummenaarbecht verstäerkt ginn tëscht deenen eenzelne Länner an och d'Prise en charge médico-sociale domadder vereinfacht ginn.

De Sommet vun der Groussregioun wäert muer sinn. Do ass Lëtzebuerg duerch de Premier vertrueden. An och hei gëtt nach eng Kéier Revue passéiere gelooss iwwert déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht am Kader vun der Covidkris, déi jo nach wie vor hir Aktualitéit huet an och wäert behalen iwwert déi nächst Deeg a Wochen a Méint.

Wéi gesot, vun Eenzelfäll ass eis elo näischt méi bekannt, dass do nach Problemer wären. Ech géif natierlech jiddweree bieden, wann esou eppes ass, sech un eis ze wenden. Et ass esou, wéi et an der Praxis gelaf ass. A mir versichen dann op deem einfachste Wee, de Leit ze hëllefen, hir Problemer ze léisen, esou gutt, wéi mer dat dann hikréien. Voilà. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch.

6. Question élargie n° 67 de M. André Bauler relative à la situation des étudiants durant la pandémie à l'Université du Luxembourg et à l'étranger

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 67 vum Här André Bauler iwwert d'Situatioun vun de Studente wärend der Pandemie. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Héichschoulminister, d'Coronakris huet net nëmmen eis Wirtschaft staark getraff, och d'Organisatioun an de Fonctionnement vun eisem Bildungssystem goufe komplett vum Virus iwwert de Koup gehäit. Nei Hygiènes- a Sécherheetsmoossname goufen ausgeschafft, fir d'Verbreedung vum Virus ze limitéieren. Dovunner waren net just de Fondamentals- an de Secondaires-, mee och den Héichschoulberäich betraff.

Och op der Uni, Uni Lëtzebuerg, hunn déi sozial Kontakter tëscht de Studenten, de Proffen an dem Personal misse reduzéiert ginn. Vun iwwerfëllte Klassesäll a Mënschegewulls an der Kantin konnt een déi lescht zwielef Méint nëmmen dreemen. Nieft de Coursen hunn och Konferenzen, Porteouverten an aner sënnvoll Eventer misse carrement ofgesot ginn an de grousse Festsall gouf héchstens nach fir d'Schreiwe vun Exame genotzt.

D'Coronapandemie ass besonnesch de Studente vun den Ofschlossklassen op d'Gemitt geschloen, virun allem well hir Rechercheaarbecht doduerjer nach eemol méi ustrengend ginn ass. Net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee weltwäit hunn d'Universitéite mat méi oder manner strenge Reegelen d'Gefor vum Coronavirus wouergeholl an dorobber reagéiert. Déi meescht vun hinnen hunn hir Dieren op d'mannst fir e puer Woche missen zoumaachen. Presenzunterrecht gouf also kee gehalen. D'Pandemie huet d'Uni Lëtzebuerg virun eng Situatioun gestallt, déi een esou nach ni virdrun hat. Innerhalb kuerzer Zäit huet si sech komplett missen ëmorganiséieren. Zesumme mam Héichschoulministère si grouss Efforten ënnerholl ginn, fir d'Kontinuitéit vum Unterrecht ze garantéieren. Op dëser Plaz wéilt ech och e grousse Merci riichten un den zoustännege Minister a seng Beamte souwéi un all Responsabel an d'Enseignantë vun der Uni.

Ech ka mer gutt virstellen, dass déi Jonk nëmmen drop waarden, endlech nees en normaalt Studenteliewen ze féieren. Mam Impfstoff gesi mer Liicht um Enn vum faméisen Tunnel. Bis mer d'Pandemie komplett hannert eis hunn, wäert et awer nach e puer Méint daueren a bis dohinner musse mer probéieren, fir de Studenten esou gutt wéi méiglech bei hiren Etüden entgéintzekommen. An deem Kader wollt ech dem Här Héichschoulminister follgend Froe stellen.

Éischtens: Kann hien eis soen, wéi d'Coursë wärend der Pandemie op der Uni Lëtzebuerg organiséiert waren an elo nach sinn? Wéi vill Coursë waren en ligne organiséiert? Huet dat sech an alle Fächer zefriddestellend duerchféiere gelooss?

Zweetens: Huet d'Uni wärend der Kris zousätzlech Investitiounen op digitalem Plang misse maachen, fir den Erausfuerderunge vun der Pandemie eenegermoosse gerecht ze ginn?

Meng drëtt Fro betrëfft de Volet vun der Fuerschung: Wéi laang an ënner wéi engen Ëmstänn konnten d'Laboratoirë genotzt ginn? Konnt déi praktesch Fuerschung deelweis duerch eng Recherche en ligne, wa méiglech natierlech, ersat ginn?

D'Coronakris huet virun allem fir déi Jonk eng grouss mental Belaaschtung mat sech bruecht. Véiertens wéilt ech also ganz gäre wëssen, ob wärend der Pandemie, virun allem tëscht dem 15. September an dem 31. Dezember, méi Studenten, le cas échéant, d'Handduch gehäit hu wéi an deene Jore virdrun. Ass d'Zuel vun de Studenten, déi wärend der Pandemie op déi psychologesch Servicer vun der Uni zréckgegraff hunn, spierbar geklommen?

Fënneftens géif ech gären e Bléck an d'Ausland riichten: Wat fir ee Feedback huet den Här Héichschoulminister vun de Studentenassociatioune kritt? Wat fir Unien a Länner di sech a Saachen Digitaliséierung vum Unterrecht méi liicht bezéiungsweis méi schwéier?

A meng sechst a lescht Fro betrëfft déi finanziell Lag vun de Studenten: Kann den Här Minister en allgemenge Feedback zu dëser Thematik ginn? Gräifen déi zousätzlech Hëllefsmoossnamen, déi d'Chamber wéinst der Pandemie accordéiert huet?

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci och un den André Bauler, déi ganz villfälteg Aspekter thematiséiert ze hunn, mat deenen d'Studenten, mat deenen awer och déi ganz Héichschoullandschaft, deelweis d'ganz Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg an och ausserhalb vun eisem Land momentan konfrontéiert sinn.

An natierlech ass d'Coronakris net laanscht d'Uni.lu gaangen an natierlech huet d'Uni.lu sech och ëmmer nees successiv ugepasst. Staark erféiert zu engem gewëssene Moment war se natierlech, wéi ganz vill Aktivitéite quasi iwwert de Weekend hu missen agestallt ginn a sämtlech Presenzcoursen dann och ëmgewandelt goufen an Distanzcoursen. Dobäi ass et bliwwen, bis zum Summer. Bis zum Summer waren also du vum Fréijoer u keng Coursë méi op der Uni.lu. D'Exame konnten zum ganz, ganz groussen Deel awer op Distanz dann och ofgehale ginn an am September ass nei gestart gi mat engem Hybridmodell tëschent Presenz- an Distanzcoursen.

Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer natierlech och op der Uni.lu am November nees an enger neier Situatioun ware mat der breeder Presenz vum Covid an eiser Gesellschaft, an der gesamter Populatioun, souwuel och erëm bei de Studente wéi awer och bei deenen, déi enseignéiert hunn, wéi och bei deenen anere Beschäftegten op der Uni.lu. Dat huet derzou gefouert, datt sämtlech Coursen erëm eng Kéier an Distanzunterrecht ëmgewandelt goufen, datt awer gläichzäiteg de Gros vun deenen Aktivitéiten, déi am Laboratoire stattfonnt hunn, de Gros vun deenen Aktivitéiten, déi als TP konnte bezeechent ginn, stattfonnt hunn, natierlech mat gewëssen Aschränkungen, natierlech mat net ze vill grousse Stéckzuele vu jonke Leit, déi do beieneekomm sinn, a mat natierlech Distanzreegelen. Mee de Gros konnt awer stattfannen.

Wéi vill Coursen en ligne - dat war eng prezis Fro, déi Der gestallt hutt - stattfonnt hunn, dat ass natierlech och erëm eng Kéier ënnerschiddlech. Wa mer elo den Ufank vun dësem akadeemesche Joer kucken, also ab September 2020 waren dat am Ufank ronn 10 % vun de Coursen, déi op Distanz stattfonnt hunn. Dat heescht, bal 90 % konnten awer a Presenzform och dann assuréiert ginn. Mee, wéi ech gesot hunn, ab dem November ass natierlech erëm fir d'Coursë komplett ëmgeswitcht ginn op en Distanzunterrecht. An et sinn eigentlech just déi aner Aktivitéiten, wéi TPen, wéi Labosaarbechten, wéi awer och d'Fuerschungsaarbechten, déi konnte weider a klenge Gruppe goen.

D'Laboe waren iwwert déi ganz Period eigentlech ëmmer op, och wa se sécherlech am éischte Confinement vu Mäerz bis Mee dach awer staark ageschränkt waren. Mee zanterdeem si se souwuel iwwert de Summer wéi och bis haut opbliwwen.

D'Fuerschung konnt natierlech weiderlafen, och wa sécherlech emol dat eent oder dat anert revidéiert ginn ass, och wann de Fuerscher vläicht säi Programm adaptéiert huet, vläicht éischter Aktivitéite gemaach huet oder poursuivéiert huet, déi méiglech waren an deem sanitäre Setting. Wat net méiglech war, war, zu vill zesummenzekommen, mee eleng eng Schreifaarbecht kënnen ze maachen, wat jo och en Deel ëmmer vun enger Fuerschungsaarbecht ass, dat war sécherlech méiglech. An deen een oder deen aneren huet vun där Geleeënheet profitéiert.

Awer mer wëssen och, datt ganz vill nei Projeten derbäikomm sinn an ëmprogramméiert goufen, nei Projete virun allem a Relatioun mam Covid. Do sinn zum Beispill beim FNR 26 verschidde Projete ronderëm de Covid dann agereecht an akzeptéiert ginn. Déi waren natierlech virun engem Joer nach guer net an der Pipeline an et waren aner Projete geplangt an amplaz vun deene sinn elo emol déi dote gemaach ginn. An dat war jo och eng Missioun, wou mer immens frou driwwer waren, well mat där Fuerscher-Taskforce, déi sech do engagéiert a mobiliséiert huet, mir als politesch Decideuren, Regierung, Chamber, awer och d'Ëffentlechkeet eng ganz Rei vun Informatioune kritt hunn an eng Ënnerstëtzung kritt hunn an eigentlech och wierklech d'Fuerschungscommunautéit e Service fir d'Gesellschaft an där ganz schwiereger Situatioun hei geleescht huet. Dat wëllt net heeschen, datt déi aner Fuerschungsprojeten op Äis geluecht sinn oder net méi wäerten nogeholl ginn. Hei goufen einfach kuerzfristeg Prioritéite gesat.

Awer nieft deene Covidprojeten, déi do ganz schnell decidéiert goufen, ass et awer och esou, datt d'Fuerschungscommunautéit sech Gedanke gemaach huet wärend där Zäit och vum Lockdown, fir nei Fuerschungsakzenter ze setzen. E Rekord vun neie Projete gouf zum Beispill beim FNR-/Kochprogramm dann och agereecht. 115 Projeten hunn do Demandë gemaach. Esou vill waren et der nach ni! An ech mengen, och dat ass eent vun de Resultater oder eng vun de Suitte vun dem Covid, datt eeben do d'Zäit genotzt ginn ass, do, wou vläicht dat eent oder dat anert ganz praktesch net méi konnt stattfannen, dann awer driwwer nogeduecht ginn ass: „Wat si meng nächst Projeten, wann dann de Covid eis erëm eng Kéier mat Rou léisst?"

Wat den digitalen Unterrecht ubelaangt, muss ech soen, datt d'Uni.lu besonnesch gutt preparéiert war, datt Iwwerleeungen a Richtung vu Blended Learning, vun digitalem Unterrecht net nei sinn an net eréischt Anzuch gehalen hu souwuel um Belval wéi och an de Gebailechkeeten hei an der Stad Lëtzebuerg vun der Uni.lu mam Covid, mee datt dat schonn zanter Längerem op der Agenda stoung an natierlech deementspriechend Infrastrukturen, Investissementer an déi informatesch Ekipementer getätegt goufen. Zousätzlech gouf wärend deem Covidjoer, kann ee bal soen, awer iwwer eng Milioun Euro nach vun der Säit vun der Universitéit an Ekipementer, an informatesch Ekipementer, investéiert, fir eeben den Distanzunterrecht kënnen optimal och oprechtzeerhalen, an et goufen awer och de Studenten, den Enseignanten, de Chercheuren Ekipementer zur Verfügung gestallt, fir dann och an der Distanz, an der Reegel vun doheem aus, kënnen ze operéieren.

Eng Fro, déi interessant ass an déi mer haut, mengen ech, net ofschléissend wäerte beäntwerten, mee déi mer am A musse behalen, dat ass den Taux vun den Abandonen, de Studienofbriecher, déi sécherlech an enger ganz spezieller Situatioun hei hire Studium hu missen absolvéieren a vläicht zur Konklusioun komm sinn, datt se en anere Wee wëllen aschloen, well mer wëssen, datt esou Krise wéi déi, déi mer hei erliewen, bei jiddwerengem, a vläicht besonnesch bei jonke Leit, dach awer Reflexioune lasstrëppelen, datt ee sech iwwerleet: „Sinn ech richteg op mengem Liewenswee ënnerwee? Wëll ech net vläicht awer nach eng Kéier do eng Kéier huelen, eppes aneschters maachen?" Jo, dovunner gi mer aus, datt et där Fäll gouf.

Mir wëssen awer och, datt et sécherlech net evident war fir ganz vill Studenten, an deenen dote Konditioune mussen ze studéieren, ouni datt ee sech mat de Kolleege konnt zesummesetzen, ouni datt ee sech all Dag gesinn huet, andeems ee quasi awer an der Reegel doheem a senger Wunneng bei sech war, ganz dacks net méi an deem sozialen Ëmfeld, wou een an der Famill vläicht nach doheem war, an da säin neit soziaalt Ëmfeld do net konnt oprechterhalen, well jiddweree sech eeben huet missen isoléieren an haut nach muss isoléieren. An datt dat vläicht Bedéngunge sinn, wou deen een oder deen aneren och d'Loscht um Studéieren, d'Motivatioun, den Engagement verléiert an och vläicht Resultater produzéiert, déi net esou encourageant sinn, an dann opgëtt, dat kéint och sinn. Mee ofschléissend kann een dat doten elo net ganz kloer soen.

D'Uni.lu huet gemierkt, datt hir Offerten, déi se maachen, fir och eng psychologesch Betreiung vun de Studenten, datt déi ganz staark consultéiert goufen, an dat war direkt am Ufank vun der Pandemie de Fall. An d'Uni huet och dorobber reagéiert an huet nach méi Servicer eigentlech en place gesat, fir souwuel d'Studenten awer a Relatioun mateneen ze halen, de Kontakt net ofbriechen ze loossen an, wann et muss sinn, och wierklech eng psychologesch Consultatioun kënnen duerchzeféieren.

Dat Gefill, dat d'Uni.lu engem do gëtt, dat ass schwéier och ze chiffréieren. Sécher ass, datt wuel méi Besoin war a méi Kontakt opgeholl gouf iwwert déi ganz Period, an dat iwwerschneit sech eigentlech och mat deem, wat par ailleurs, sief et am Secondaire, awer och an der ganzer Gesellschaft momentan, zu Recht diskutéiert gëtt, datt de Mënsch net nëmmen ënnert dem Virus leit, mee och ënnert der Isolatioun an allem, wat em soss feelt, an duerfir och ganz spezifesch op Hëllef ugewisen ass.

Een Aspekt, denken ech, musse mer besonnesch am A behalen, dat sinn d'Éischtsemester, déi d'lescht Joer ënner ganz spezielle Bedéngungen hiren Ofschloss am Secondaire gemaach hunn an ënner nach méi spezielle Bedéngungen elo hiren Ufank an enger universitärer Karriär hu misse maachen. Mir wëssen, datt dat e Broch am Liewen ass, mir wëssen, datt ee vun engem Schoulsystem an den universitäre System kënnt, mir wëssen, datt een dacks vun doheem erausplënnert, an ech schwätzen hei net nëmme vun deene Lëtzebuerger Studenten op der Uni.lu, ech schwätze vun deenen, déi vu baussen op d'Uni.lu kommen, ech schwätzen awer och vun deene ville Lëtzebuerger Studenten am Ausland, dat heescht, déi komplett entwuerzelt op eemol vun haut op muer sinn a sech an engem neie sozialen Environnement mussen zurechtfannen.

An dat geet am Kontakt mat den Enseignanten, dat geet am Kontakt op der Uni mat deenen anere Studenten, dat geet ganz dacks och glécklecherweis am Kontakt mat ville Lëtzebuerger Studentinnen a Studenten, déi op deenen Universitéiten, an deenen Universitéitsstied dann och en zweet Doheem eigentlech fonnt hunn, déi Dieren opmaachen, déi Brécke bauen, fir och wierklech do Wuerzele kënnen ze schloen. An alles dat war dëst Joer jo net méiglech oder kaum méiglech oder eeben och nëmmen à distance méiglech. A mir wëssen, wéi wichteg datt et ass och fir de Student, do emol eng Kéier owes mat de Kolleegen een drénken ze goen, fir nei sozial Kontakter, nei Frëndschafte kënnen entstoen ze loossen. An dat huet sécherlech gefeelt.

Ech si frou, datt d'ACEL, den Daachverband vun de Studentecercelen, hei probéiert, natierlech och d'Éischtsemester esou gutt wéi méiglech ze begleeden, dann eeben op Distanz, mee awer Kontakt ze halen, do ze sinn, wa Froe sinn a wann ee soll guidéiert ginn. Mee dat, wat soss eigentlech do u Begleedung gefuerdert gëtt an normal ass an eigentlech och staark vun den Éischtsemester appreciéiert gëtt, dat huet total gefeelt. An ech mengen och, datt et net besonnesch interessant ass, säi Studium unzefänken an de Proff ëmmer nëmmen um Ecran ze gesinn, gradesou wéi déi aner Studiekolleege just um Ecran ze begéinen. Do feelt dach awer ganz, ganz vill. An och dat kéint zu engem méi héijen Taux vun Abandonen dach awer féieren am Laf vun dësem Joer.

Ech hat viru Kuerzem nach en Echange doriwwer mat der ACEL, déi sech där doter Problematik och absolutt bewosst ass, a wou mer musse virun allem kucken, wéi déi Situatioun do weidergeet an ob se laang esou nach unhält an ob een dach net awer am Laf vun dësem Semester oder vun dësem Studiejoer eng Oplackerung fir d'Studentinnen an d'Studenten do ka kréien.

D'Fro, wat déi finanziell Auswierkunge vun der Kris op d'Studenten ubelaangt, déi hu mer jo och schonn hei diskutéiert. Mer hu jo och e speziellt Gesetz geholl, fir an eisem Bourssësystem och d'Méiglechkeet vun enger Verlängerung vun der Bourse, covidbedéngt, da kënnen unzefroen. Dat sougenannte „Coronasemester" hu mëttlerweil 420 Studentinnen a Studenten och accordéiert kritt. Dat huet eng Depense vun 1,1 Millioun mat sech bruecht. Dat heescht, do war awer e gudden Deel vun de Studenten, déi an der Reegelzäit hiren Ofschloss elo net konnte maache vum Bachelor respektiv vum Master, well Aktivitéiten op hirer Universitéit dann awer net esou stattfonnt hunn, an deenen hu mer hei eng Verlängerung kënnen accordéieren, déi se, mengen ech, och brauchen, well mir wëlle jo, datt grad de Corona déi Jonk net an hirer Entwécklung an och an hiren universitäre Perspektiven an duerno beruffleche Perspektive soll dach aschränken.

Mir haten och, an dat hu mer ëmmer an eisem Bourssësystem, d'Méiglechkeet, fir finanziell och eng zousätzlech Hëllef kënnen ze gi vu bis zu 1.000 Euro - 500 Euro als Bourse, 500 Euro als Prêt - bei ganz speziellen an ausgefalenen Evenementer. Hei hu mer gesot, datt de Covid natierlech och eng ganz speziell an ausgefale Situatioun ass, soudatt mer do vu ronn 75 Demanden der 23 och konnten accordéieren an déi doten zousätzlech Bourse dann och an dësem Joer konnten ufroen.

Ech mengen, wéi mer déi leschte Kéier driwwer geschwat hunn, dat war virum Summer, do hu mer deen dote Mechanismus decidéiert zesummen duerch d'Chamber, dat an d'Bourssëgesetz ageschriwwen, datt mer do also kéinten eng Verlängerung vun den Duréeën accordéieren, fir de Studenten entgéintzekommen. An ech denken, mir haten dee Moment net am A, datt mer haut erëm an esou enger akuter Situatioun wären, datt ab November dach awer erëm op deenen allermeeschten Universitéiten de Presenzunterrecht agestallt ginn ass an nach ëmmer net ganz kloer ass, ënner wat fir enge Bedéngungen een an dat eent Land ka kommen oder vun deem engen an dat anert ka reesen, wat fir eng Erfuerdernisser ee muss bréngen, sief et en negativen Test, eng Quarantän, fir eleng op seng Universitéit ze fueren, fir do vläicht en Examen ze maachen. Alles dat kann natierlech derzou féieren, datt do den normale Studieparcours nach eng Kéier hypothekéiert ass. An duerfir solle mer och dat am A behalen a kucken, ob mer weider Ajustementer an deenen nächste Méint och do nach eng Kéier musse maachen.

An deem Fall ...

(Coups de cloche de la présidence)

... wäert d'Regierung hir Responsabilitéit iwwerhuelen. An ech denken, datt d'Parlament och domadder averstane wär. Villmools merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

7. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'élaboration d'un plan d'action national permettant de protéger les personnes vulnérables

(Motion déposée en séance publique n° 2 du 14 octobre 2020 - à consulter au compte rendu n° 1/2020-2021 en page 10)

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënnt d'Motioun vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Elaboratioun vun engem nationalen Aktiounsplang, dee vulnerabel Leit beschütze soll. Madamm Hansen, als Auteur vun der Motioun hutt Dir d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Merci, Här President. Ech fänken u mat zwou konkreeten Aussoen, eng vun engem Bewunner vun enger Struktur, déi ech kritt hunn no de Feierdeeg, datt e mer gesot huet: „De Coronavirus huet alles geännert. D'Haus hat vill Infizéierter. Ronn ee Véierel dovunner ass gestuerwen. D'Bewunner waren a Quarantän. Et ass e Liewe wéi am Prisong."

Eng zweet Ausso vun engem Här, deen eleng wunnt, respektiv vum Jong vum Här; hien huet mer geschriwwen: „Mäi Papp wunnt eleng doheem. Hien ass coronabedéngt net méi bei eis komm an ass total doheem vereinsaamt an depressiv ginn. Virun de Feierdeeg koum hien du kräisches awer bei eis, well hien déi Einsamkeet an déi Angscht net méi gepackt huet. Mir sinn dunn all an den Test gaangen, et war schliisslech keng Schoul, fir datt mäi Papp konnt bei eis kommen an ech mat him konnt bei den Dokter fueren. Hien huet vill ofgeholl, seng Wäerter sinn net gutt, mee en huet Angscht, fir an d'Klinick ze goen. Hie geet eréischt, wann hie geimpft ass. Mee leider gesäit een och hei kee Liicht am Tunnel. Wéini kann hie geimpft ginn? Keng Äntwert. Den Dokter weess och net Bescheed, wéini datt e kéint geimpft ginn. Keng Hoffnung."

Dat sinn zwee Beispiller vu villen. Vill eeler Leit doheem an an de Strukturen, vill krank Leit doheem an an de Klinicken hunn Angscht. Si sinn eleng. D'Amiperas huet déi lescht Woch nach e Communiqué erausginn, wou se gesot hunn: „Eeler Leit sinn u sech knapp ee Joer a sozialer Isolatioun." A mir wëssen awer alleguer, datt dat psychescht Wuelbefannen en Afloss op d'Geneesung huet, datt zur Gesondheet déi physesch an déi psychesch Gesondheet zielen. An et ass awer leider net transparent erkennbar, wéi wat gereegelt ass. Et ass iwwerall e bëssen anescht.

Als CSV si mer der Meenung, datt mer alles musse maachen, fir dës Leit ze schützen a fir hinnen awer een Deel vun hirer Fräiheet zréckzeginn. An hei huet d'Regierung eng Verantwortung. A genau duerfir hate mer en nationalen Aktiounsplang gefrot, fir déi vulnerabel Leit ze schützen.

D'Madamm Minister hat an der Kommissioun gesot, datt esou en Aktiounsplang elo näischt géif bréngen. Mir sinn hei anerer Meenung. An duerfir wëll ech och, oder wëlle mir, iwwert déi Motioun och haut nach eemol hei ofstëmme loossen.

Zu eisem oder zu engem Aktiounsplang gehéiert fir eis villes. An ech zielen hei ganz einfach just siwe Punkten op.

Éischtens: d'Zur-Verfügung-Stelle vun noutwendegem Schutzmaterial fir d'Leit an de Strukturen, fir d'Leit doheem, fir de Besuch. An dat muss transparent organiséiert, gereegelt a kommunizéiert ginn.

Zweetens: FFP2-Maske fir déi eeler a vulnerabel Leit. An ech hoffe wierklech, datt mer hei net den Zuch verpasst hunn, datt mer eise Stock genuch opgestockt hunn, well mëttlerweil gëtt et am Ausland ëmmer méi op verschiddene Plaze Flicht. An duerfir wëlle mer hei och garantéieren, datt dat keng Zwouklassegesellschaft gëtt. An duerfir froe mer hei en Zur-Verfügung-Stelle vun dësen FFP2-Maske fir déi eeler a vulnerabel Leit.

Drëttens: e méi e geziilten Asaz vu Schnelltester. Och dat gehéiert zu engem Aktiounsplang, d'Zur-Verfügung-Stelle vu Schnelltester, net nëmme fir d'Leit an de Strukturen, fir de Besuch an awer och fir déi vulnerabel Leit doheem. An och hei eng kloer Kommunikatioun dozou.

Véiertens: d'Reegelung vum Besuch och an de Klinicken.

Fënneftens: e konkreeten an en effikassen Tracing an de Strukturen. D'Infektiounsquelle mussen u sech definéiert ginn, fir datt ee kann agéieren.

Sechstens: psychologesch Betreiung. De Marc Spautz huet dozou nach eng Question parlementaire gestallt.

A siwentens: d'Impfung. An dat misst elo definéiert ginn! Duerfir hu mer jo deen nationalen Aktiounsplang gefrot. Mir brauchen en transparenten Impfplang, deen och heizou gehéiert. Wie kënnt wéini drun? Ech hunn lech d'Beispill vun deem eeleren Här gesot. Dee waart dorop, dee wéisst gären, wéini en eventuell drukéim.

Mir bräichten also ... Mat deene Bestellungen, wéi se elo geplangt sinn, misst een u sech berechnen, wie wéini genau kéint drukommen. Dat erwaarden d'Leit sech. Dat ass Transparenz, fir all déi vulnerabel Leit, fir déi eeler Leit an de Strukturen, fir déi eeler Leit och doheem a fir déi krank Leit. Si brauchen eng Perspektiv. Si musse kënne séier geimpft ginn. A si mussen d'Gefill hunn, datt och si wichteg sinn, datt och si fir eis prioritär sinn.

Eng aner Fro: Wien ass vulnerabel? Wéi gëtt dat festgestallt? Och dat muss transparent kommunizéiert ginn. Och dat gehéiert zu esou engem Aktiounsplang.

An: Wéi eng Fräiheete kréien dës Leit zréck, wa se bis geimpft sinn? Wann zum Beispill e ganzt Altersheem geimpft ass, gëtt dann de Besuch anescht gereegelt? Och dat muss transparent gereegelt a kommunizéiert ginn. D'Leit brauchen, wéi gesot, Perspektiven.

Als CSV fuerdere mer d'Regierung nach eemol op - wéi gesot, mir haten dat am Juni gemaach an am Oktober -, fir esou en nationalen Aktiounsplang auszeschaffen, fir d'Aktiounen an d'Weeër ze leeden, fir dat transparent ze kommunizéieren. Mir mussen déi vulnerabel Leit schützen, ouni si physesch oder sozial ze isoléieren. Si brauchen eng Perspektiv. An duerfir wär ech wierklech frou, wann dës Motioun hei kéint breet Zoustëmmung kréien.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché ageschriwwen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Mee dat hunn ech zwar elo net esou verstanen, well ech gemengt hunn, dass de Max Hahn sech do éischter ageschriwwen huet, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Max Hahn? Okay.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... fir awer elo d'Reiefolleg hei ze respektéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Hahn hat sech net aschreiwe gelooss!

Discussion générale

M. Max Hahn *(DP).*- Dofir géif ech mech dann entschëllegen, Här President.

Léif Kolleegen alleguer, och d'Madamm Hansen, déi dann déi Motioun hei agereecht huet, ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguerten iwwer zwou Saachen eens: Dat eent ass, dass mer déi vulnerabel an déi eeler Leit eebe musse beschtméiglech schützen, an dat anert ass, dass mer se och esou mann wéi méiglech mussen ënnert deem sozialen Isolement leide loossen an op kee Fall onnéideg dëst maache loossen. Dat heescht, am Constat, Madamm Hansen, si mer komplett averstane mat lech, an der Konklusioun awer net. Ech mengen, dat ass och dat, wat d'Ministesch respektiv d'Ministeschen lech an der Jointe-Kommissioun gesot hunn, déi mer dann Enn Oktober haten, dat heescht „famille" a „santé".

Dir frot, wéi Der et richteg beschriwwen hutt, en nationalen Aktiounsplang fir déi vulnerabelst Leit. Ech kann lech soen, an dat krute mer och an der Kommissioun erkläert, dass et eigentlech Aktioune ginn an deenen zwee Ministèren, an déi zwee Ministèrë schaffen do Hand an Hand, déi Aktioune ginn et Dag fir Dag. An ech mengen, och déi rezent Impfstrategie an de Fleege- an Altersheemer sinn e gutt Beispill heifir.

Et gëtt ganz verschidde Strukturen. Et gëtt Strukturen, déi Leit mat ënnerschiddleche Behënnerungsgraden och hunn, vu verschiddene Vulnerabilitéiten deemno. Déi Strukturen hu ganz aner Gegeebenheeten, sief et raimlecher Natur oder solches. An dofir fannen ech déi Approche richteg, déi d'Regierung hei eigentlech gewielt huet, fir ze soen: „Ben, mir wäerten als Ministère probéieren, fir ganz enk zesumme mat deene jeeweilegen Direktiounen an deenen Heemer ze kucken, wéi mir dann am beschten eis Leit kënne schützen." Dat ass jo dat Éischt, wat mer alleguer wëllen!

An op där anerer Säit soll och keen onnéidegt soziaalt Isolement vu Leit huelen. Wann een zum Beispill géif soen: „Mir maachen elo eng national Approche", also en nationale Plang, géif ech fäerten - an ech mengen, dat ass och d'Suerg vu menger Fraktioun an och awer vun der Regierung; dat ass op d'mannst dat, wat mer an der Kommissioun erkläert kruten -, dass ee jo géif Krittären asetzen, dat misste jo déi schlëmmstméiglech Krittäre sinn, an dat géif zu onnéidegem sozialen Isolement féieren an et géifen onnéideg vill Fräiheeten ageschränkt ginn.

Dofir, wéi gesot, denke mir, dass et keen esou ee Plang sollt ginn, mee éischter, dass déi Zesummenaarbecht mat den Direktiounen an den Haiser weider soll esou lafen, wéi dat bis ewell ass. An Dir hutt ganz vill Ënnerfroen an Elementer elo opgeworf gehat, déi Der zwar an der Kommissioun - op d'mannst hat ech dat net matkritt - och net gesot hutt, an ech fannen dat awer ganz interessant. An ech menge justement, dat dote si jo ganz vill Pisten, wou gewosst ass, dass d'Ministèren, sief et de Santésministère awer och de Familljeministère, dru schaffen.

Dëst gesot, wéi gesot aus deene Grënn, déi ech lech genannt hunn, wäerte mir déi Motioun hei net matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, villmools merci, Här President. Och mir ginn der Madamm Hansen vollkomme Recht, dass et deontologesch net vertrietbar ass, dass eeler Leit isoléiert ginn. Dat war am Ufank vun der Pandemie wierklech e grousse Problem. Dat war awer net doduerch bedéngt, dass déi Haiser d'Leit bewosst wollten isoléieren, mee et war eebe just, fir se ze schützen. Dee ganze Secteur war net drop virbereet.

Et ass awer mëttlerweil immens vill geschitt, fir eebe grad d'Leit aus dem Isolement ze huelen an den Isolement ze verhënneren, wou och mir der Meenung sinn, dass déi Kooperatioun sech gelount huet, haaptsächlech och d'Kooperatioun mat der COPAS a mat der AMMD zesumme mat de Ministèren, wou en interministerielle Groupe de travail eeben op d'Bee gestallt ginn ass a wou net méi spéit wéi haut nach eng ganz Rei Informatiounen am „Lëtzebuerger Wort" ze liese waren de Mueren, wat de Moment alles leeft. Dat geet vu Schutzmaterial bis hin zu Schnelltester a klasseschen Tester, wou och d'Zuele scho genannt sinn, wivill Leit getest sinn.

An dernieft ass och d'palliativ Fleeg verbessert ginn. Et sinn nei Medikamenter an déi Haiser komm, déi do ni zougelooss waren. A wat awer ganz wichteg ass an eisen Aen, sinn d'Hygièneskonzepter, déi mëttlerweil do sinn. Dat huet d'Madamm Minister eis schonn éfters hei erkläert, wat mer och voll ënnerstëtzen. An déi sinn eebe grad geduecht, fir dass d'Leit net méi mussen isoléiert ginn.

Wann elo vun engem nationale Plang rieds geet, si mer och der Meenung, grad ewéi de Max Hahn virdrun, dass et schwiereg ass, déi Haiser iwwer ee Leescht ze zéien, well d'Populatioune ganz verschidde Bedierfnesser hunn engersäits an anerersäits awer och, well d'Architekturen net en eenheetlecht Konzept erlaben. A mir als Gréng hu Vertrauen an de Secteur, Vertrauen an d'COPAS, déi do ganz aktiv sinn. An um Terrain kann ee feststellen, dass et ëmmer besser gëtt, dass mëttlerweil nach just an Extreemfäll Leit an hirem Zëmmer sinn eleng, mee dass de Besuch duerchweegs elo zougelooss gëtt. An dat ass och dee Wee, dee mir ënnerstëtzen.

Wéi gesot, Aktioune lafen, mee et soll ee se net vereenheetleche generell, well de Secteur ze vill ënnerschiddlech ass. Dofir merci, Madamm Hansen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An dann huet den Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo. Merci, Här President. Ganz kuerz eng kleng Remark vu menger Säit. U sech kéint een déi vulnerabel Persounen an zwou Kategorien andeelen: déi eng, déi an enger Institutioun liewen a wou d'Institutioun och muss derfir suergen, datt ee kuckt, datt déi Leit dann och ënner gudde Konditiounen do wunnen. An natierlech gëtt et der och ganz vill, déi net an enger Institutioun liewen, déi eleng doheem liewen, esou wéi d'Madamm Hansen dat an engem Beispill vun deem Mann, deen eleng doheem wunnt, och ganz gutt hei beschriwwen huet.

An ech mengen, datt déi ganz Strategie vun der Regierung, déi iwwerhaapt geholl gouf, war, fir d'Leit hei ze schützen, déi alleguer d'Leit an natierlech och déi Vulnerabel probéiert ze schützen. An dofir gëtt et keng separat Strategie fir déi Vulnerabel, mee et gëtt eng Strategie, fir alleguer d'Leit ze schützen! An do gehéieren natierlech déi Vulnerabel mat derbäi. Duerfir, e separate Plang auszeschaffe fir déi Vulnerabel ..., dee schreift sech u sech an déi global Strategie, fir d'Leit alleguer ze schützen, mat an.

Wat zur Impfung ze soen ass, vläicht nach ee Wuert dozou. Ech ka verstoen, datt d'Leit gäre wéissten, datt se den 3. Mäerz 2021 géife geimpft ginn. Dat hänkt awer natierlech vu villen anere Facteure mat of: Dat hänkt vun der Produktioun of, dat hänkt vun

den Enkpäss of, dat hänkt vun der Zouloossung vun der EMA of. A fir alles dat ass dës Regierung ..., an iwwerhaapt si si awer net, ass keen u sech Master vun deenen Hiewelen alleguerten. Duerfir, elo de Leit eng Hoffnung ze ginn - „an dräi Méint gëss de geimpft" - an da sinn Enkpäss bei der Produktioun do, wéi mer dat elo erlieft hu bei Pfizer/BioNTech, datt se 20 % manner kënne liwwere wéi dat, wat se u sech uginn hunn, da kënnt d'Autorisatioun vun der EMA net, och dat hält dann erëm den Trafick op an d'Méiglechkeet op, datt s de da geimpft gëss, ... Alles dat, mengen ech, ass duerfir ganz schwéier ze soen, fir e ganz genauen Datum elo schonn hei virzegesinn.

Duerfir, mengen ech, ass d'Strategie, déi d'Regierung bis elo geholl huet, schonn déi richteg. An ech géif duerfir och proposéieren, déi heite Motioun net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir als Lénk wäerten déi Motioun vun der CSV matstëmmen. Si freet eppes, wat, wa mer et scho laang hätten, sécherlech derfir gesuergt hätt, datt souwuel de Schutz vun de vulnerabele Leit virum Virus deemno wéi méi effikass hätt kënne sinn an awer och de Schutz virun der sozialer Isolatioun, virun der Distanz, déi ageholl gëtt.

Et stëmmt, an der Analys, déi virdru gemaach ginn ass, datt effektiv am Ufank vun der Pandemie d'Haiser natierlech iwwerfuerdert ware mat där Situatioun - iwwerfuerdert, wéi, mengen ech, eis ganz Gesellschaft iwwerfuerdert war mat där Situatioun. A lues a lues huet dëse Secteur, fir deen et awer net nëmmen am geféierlechste war, dat heescht, aus deem déi meeschten Doudeszuelen hierkomm sinn ..., wat ee bestëmmte Beräich ugeet, huet dee sech selwer bestëmmte Reegele ginn, zum Beispill Reegelen, wat d'Kommunikatioun ugeet.

An ech sinn do awer net ganz mat menge Virriedner averstanen. Ech mengen, datt dat duerchaus hätt kënnen a missen an der Verantwortung vun der Regierung leien. Deen Ampelsystem, wat d'Kommunikatioun ugeet, deen d'COPAS proposéiert huet, dat ass en Deel vun esou engem Plan d'action national. Ech mengen, datt an deem Plan d'action national natierlech alleguer déi Betraffe musse consideréiert ginn, datt esou e Plan d'action national natierlech an enker Ofsprooch mat deenen eenzelnen Haiser, Institutioune gemaach muss ginn, wa mer an deem dote Beräich sinn.

Et geet awer och weider, well e betrëfft jo, wann et hei ëm vulnerabel Persoune geet, net nëmmen déi an den Haiser, mee e betrëfft och déi Leit, déi effektiv nach doheem sinn, déi sech och Froe stellen, wou et och eenzel Initiative gëtt, Froe stellen ewéi: Wéi kommen ech u Liewensmëttel, un Haushaltsmëttel etc.? Wéi kann ech meng Distanzen anhalen an awer soziale Kontakt hunn? Ech mengen, datt grad déi Froe kéinten an engem Plan d'action national gekläert ginn, deen natierlech ëmmer nëmmen de Kader ka virginn. Et ass kloer, datt esou e Plan d'action national ni ka bis an den Detail goen.

An duerfir fanne mer déi Iddi eigentlech richteg. An och do nach eng Kéier: An esou engem Plan d'action national, wat vulnerabel Persoune betrëfft, hätte mer dann och vläicht endlech ee vun deenen zentralen Acteuren an der Pandemiebekämpfung, dee bis elo komplett vergiess ginn ass, nämlech d'Gemengen, derbäi! Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll der CSV Merci soe fir dës Motioun. An et ass eigentlech scho komesch, dass d'Oppositioun mat esou enger Iddi muss kommen an dass dat net vu virera vun der Regierung geplangt gëtt: en nationale Plang, fir déi vulnerabel eeler Leit ze schützen.

Et ass awer net vu Muttwëll. Ech mengen, Dir hutt vläicht haut nach aktuell gesinn, ech mengen am „Wort" an och op rtl.lu stoung dat heiten: „Knapp d'Hallschent vun de Coronadoudege kënnt aus Altersheemer." „D'Altersheemer sinn d'Hotspotten", steet am „Wort". An dann: „Wéi d'Leit sech do genee ustiechen, ass ongewëss." Alles dat kléngt zimmlech katastrophal - an dat ass och zimmlech katastrophal!

An dozou héiert een effektiv elo d'Madamm Cahen - déi ass net hei - net ganz vill. An ech mengen awer, dass esou eng Situatioun ...

(Interruption)

Watgelift?

Une voix.- Dir musst d'„Wort" haut liesen!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo, ech hat dat och gelies, mee do ass och ganz vill esou Ronderëmgeschwätz an näischt Konkreetes: „Jo, mir hunn hei geschwat, mir hunn do geschwat." Ech gesinn net richteg, wat do wierklech gemaach ginn ass.

Et ass natierlech eng schwéier Gratwanderung, engersäits ze kucken, d'Leit virum Virus ze schützen, an anerersäits hinnen eng gewësse Fräiheet ze loossen an och hir sozial Kontakter oprechtzeerhalen. Dat ass ganz sécher esou. Awer esou eng Situatioun, déi erfuerdert awer trotzdeem, mengen ech, vun der Regierung, vum Minister e konsequent, determinéiert Handelen. A si mussen hir Entscheedungen do treffen! Ech mengen, dat ass d'Aufgab vun enger Regierung, an dat kéinte se hei maache mat esou engem nationale Plang, wéi d'CSV et proposéiert. An duerfir fanne mir dat och ganz richteg, fir dat ze maachen.

Ech mengen, dass et dorëms geet, fir ze kucken, fir déi gefäerdet Leit besser ze schützen, fir kloer Uweisungen trotzdeem ze ginn a Reegelen. Och fir d'Altersheemer, och wa se verschidde sinn, kann een dat awer maachen a si froe jo och deelweis duerno. Ma dat hei, dat gesäit duerno e bëssen esou aus wéi dann ..., an dat ass dat, wat d'Leit eeben dobaussen e bësse soen, wat een héiert: „Wa bis eng Kéier Problemer optauchen, da gesäit et esou aus, wéi wann d'Regierung géif ënnertauchen." Mir haten dat nach déi lescht Deeg e bëssen, wéi déi Problemer ware mam Impfen, an hei ass dat och mat der Madamm Cahen esou. Dat ass net gutt! An duerfir verstinn ech och net, dass d'Regierungsparteien net mat zoustëmme fir dësen nationale Plang, well dat géif hinnen an der Regierung jo och am Endeffekt zeguttkommen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. D'Regierung, wëllt déi nach eppes soen zu dëser Motioun?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, merci, Här President. Et ass e ganz wichtegt Theema an dofir ass et mer och ganz wichteg, derzou ze schwätzen.

Mir schwätzen net vill ronderëm a mir tauchen och net ënner. Mir schaffe virun allem an där Kris hei.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- A mir hunn och ganz vill Wäert op d'Aktioune geluecht, vun Ufank un, an dësem Beräich.

Alters- a Fleegeheimer, huet sech erausgestallt, an et huet sech och bestätegt, dass dat ganz kritesch Plaze sinn an dëser Pandemie. Dat ass eppes, däers mer eis vun Ufank u bewosst woren a wou mer eeben och e groussen Akzent drop gesat hunn, fir eng ganz Rei Aktiounen en place ze setzen. An ech géif och wierklech nach eng Kéier hei Merci soe fir dee groussen Interessi un dësen Aktiounen, well et ass duerch den Echange, dee mer hunn - mir hu ganz reegelméisseg Echange doriwwer -, duerch dee mer ëmmer erëm d'Méiglechkeet hunn, lech déi Aktiounen, déi mer en place hunn, wierklech ze erklären.

Dobausse stelle sech d'Leit ganz vill Froen. An et ass ëmsou méi wichteg, dass all Eenzelne vun lech - Dir sidd Ambassadeuren och vun där Politik, déi en place ass, vun den Aktiounen, déi en place sinn -, dass Dir outilléiert sidd, fir dann och déi Informatiounen, déi Der kritt, do weiderzeginn an de Leit eng Rei Inconnuë vläicht ewechzehuelen. Ech mengen, mir haten de Moien nach vill Echangë vu Froen, déi elo opgeworf gi sinn, u sech och beäntwert konnte ginn, hoffen ech emol zumindest. Dat si Froen, déi d'Leit sech zu Recht stellen. Si hu vläicht net an deem Ausmooss ëmmer d'Geleeënheet, sech mat eis auszetauschen, direkt mat eisen Experten auszetauschen, wéi Dir dat hutt. Dofir sinn déi Momenter hei mer ganz wichteg.

Als Zilsetzung hu mer, par rapport zu de vulnerabele Leit a wann ech elo wierklech d'Alters- an d'Fleegeheimer kucken, de Virus virun allem emol do net eranzeloossen. Dat ass wichteg, well wann e bis dobannen ass, wësse mer, dass e schnell ëmgeet.

Da wëlle mer och Clustere vermeiden. Mir si ganz aktiv mam Tracing, do genau, wéi och soss iwwerall, wou mer wierklech tracéieren, wat geschitt ass, wou mer d'Leit an en Isolement setzen, kucken, wien hir Kontakter waren. Do gëtt absolutt keen Ënnerscheed gemaach am Soin, dee mer där Saach ginn, ob dat elo par rapport zu vulnerabele Leit ass oder anere Leit, do huet jiddwereen e Recht op déi selwecht Qualitéit vum Tracing.

An dann en drëtt, ganz wichtegt Zil ass d'Surcharge an de Spidolscapacitéiten ze verhënneren, dat alles selbstverständlech am Respekt vun deene Concernéierten, am Respekt vun hirer Dignitéit an och vun hire Grondrechter.

An deem Sënn hu mer vum Ufank vun der Kris un och ganz enk mam Familljeministère a mam Terrain zesummegeschafft. Dat war wichteg, well den Terrain ass deen, deen hei un éischter Front ass. Eis Ekippe vun der Direktioun - Dir wësst et, mir hunn dat schonn ëfters presentéiert - hate Kontakt mat den Hygiènesekippe sur place, wou déi ganz Programmer iwwerschafft gi sinn, wou mer eis konnte vergewësseren, ob déi néideg Mesuren en place wieren, ob vläicht nach Froe wieren, wat d'Hygiène betrëfft. Mir konnte Guidance ginn a mir stoungen ëmmer zur Verfügung, wann do Froe waren; et ass en Interlocuteur fir déi Haiser bei eis am Ministère, wou d'Hygienisten op eiser Säit ëmmer disponibel sinn. Wann do spezifesch Froe sinn oder wa Problematiken an engem Haus sinn, da gi mer dohinner, dann hu mer en direkten Echange, fir ze iwwerpréiwen, ob alles, wat soll en place sinn, en place ass. Do ass also e kontinuéierlechen Echange.

En aneren Deel vun den Aktiounen, déi mer en place hunn, dat sinn alles Bausteng, déi Der kennt. Gëschter ass déi besteeënd Strategie, vun där ech elo hei schwätzen ..., dat sinn Testen: Mir hunn eng Rei Actions coup de poing gemaach am Kader vum Large Scale Testing, wou mer wierklech dee ganze Secteur do systematesch duerchgetest hunn. Dat war eng éischte Kéier Mëtt Abrëll, dat war eng zweete Kéier am November an och elo am Januar nach eng Kéier eng drëtt Action coup de poing, déi e grousse Succès war. Mir hu säit Oktober méi wéi 14.000 - 14.861 fir genau ze sinn - Residentë getest. Dat ass eng ganz staark Presenz, déi mer do hunn, an déi huet eis och erlaabt, deementspriechend positiv Leit - och ganz vill asymptomatesch Leit - an dëse Strukture matzäiten erauszefilteren an do eeben deen néidegen Tracing ze maachen, fir weider Ustiechungen ze vermeiden.

Am Kader vum Large Scale Testing 1, souwuel wéi am 2, ass e besonneschen Akzent op d'Personal an dësem Secteur gesat ginn. Dat ass an der Logik vun engem Cordon sanitaire, dass een do besonnesch oppasst, well si a Kontakt sinn, an iwwert de Kontakt iwwerdréit sech de Virus, dat wësse mer. Mir hunn och an der Phas 2 dovunner d'mobill Teste ganz staark an den Asaz bruecht, fir dat vun der Logistik hier einfach ze maachen, wou mer mat eisen Testcapacitéite wierklech op d'Plaz fuere an do och da schnell a gutt kënne virukommen. Mir hunn nieft den Alters- a Fleegeheimer natierlech och d'Méiglechkeet, am Secteur vum Handicap an och bei anere Structure-d'accueilen an den Asaz ze goen, bei Toxikomanen an esou weider.

Mir wëssen, dass déi nächst Méint wäerte ganz kritesch sinn, grad fir dës Kategorie vu Leit, soulaang se nach net alleguerte geimpft sinn. An dofir ass et wierklech do, wou mer nach ëmmer e groussen Akzent gesat hunn an am Moment och verstäerkt wäerte setzen. Mir wäerte geziilt a verstäerkt ronderëm d'Altersheemer aktiv sinn a sinn och amgaangen, am Laf vun dëser Woch nach en zousätzlecht Konzept auszeschaffen, fir ze gesinn, wou eventuell nach Optimisatiounspotenzial ass, wéi een nach e bessere Service sur place kann ubidden, wéi mer nach kënne sécherstellen, dass an deenen Aktiounen, déi mer maachen - sief et um Niveau vum Testen, vum Tracen, sief et ronderëm d'Visiteuren - ..., wéi mer nach verstäerkt kënnen dat an den Asaz bréngen, wat mer eis do virstellen.

An deem Sënn hu mer eng Strategie fir Schnelltester, déi kennt Der, mir haten och schonn ëfters d'Geleeënheet, iwwert déi ze schwätzen, dat ass déi vum 10. November, do ass iwwer Recommandatioune vun der Direktioun vun der Santé festgesat ginn, wou dës Tester kënnen an den Asaz kommen. An den Altersheemer an an de Fleegeheemer si se vun der Santé fir d'Visiteure recommandéiert ginn, dat ass u sech keen neie Moment, do si mer nach ëmmer bei deem Wëssensstand, wou mer schonn ëfters d'Geleeënheet haten, eis driwwer ze echangéieren.

D'Personal gëtt och weiderhin all zwou Woche getest, an do si mer amgaangen, Reflexiounen ze maachen, dass mer dës Teststrategie ronderëm d'Personal och elo nach kënne verstäerkt maachen, eventuell och sur place. Ech kann deem awer nach net virgräifen, dat si lafend Diskussiounen.

Da wësst Der och, dass Schnelltester, Stand haut, vun der Direktioun net fir Leit iwwer 65 Joer recommandéiert sinn. Dat ass wichteg, dass een dat weess, dass dat och an de Recommandatioune gelies gëtt. Ech hunn absolutt Vertrauen, dass dat bei lech gewosst ass. Ech mengen, mir hunn dat schonn ëfters ënnerstrach, déi Recommandatioune sinn d'Basis fir d'Applikatioun vun de Schnelltester. D'Doktere kennen déi och. Natierlech verdeele mer déi och un déi Leit, déi aus dem professionelle Secteur sinn an dat solle wëssen. Mir sinn do alignéiert mat Frankräich a mat der Schwäiz. Mir hu bei dëser Alterskategorie eng Preferenz fir PCR-Tester, dat ass dat, wat uginn ass, an et ass dat, wat vun eis recommandéiert ass, an et ass dat, wat mer eis natierlech och wënschen, dass Der de Leit erkläert, wa se Froen zu de Schnelltester hunn. Dofir hu mer dat jo och niddergeschriwwen a Recommandatiounen.

Mir sinn och alignéiert mat den internationale Recommandatiounen an deem Beräich, déi dann op deene jeeweilege wëssenschaftlechen Erkenntnisser foussen, dat sinn d'Recommandatioune vun der europäescher Gesondheetsbehörde, déi och hei déi selwecht Weisung ginn.

Dann, wat den Droit de visite ugeet - och do an enger preventiver Optik -, gëtt et vun Ufank u Recommandatiounen, déi e beschtméiglechen Ëmgang mat de Visitte solle virginn. Et geet drëms, d'Visitten net ze limitéieren an d'Sortien, jee no Geforegrad, deen domadder Hand an Hand geet, awer natierlech och, iwwert de Wee vun de Recommandatiounen, eng beschtméiglech Prise en charge an de Strukture selwer ze kréien. Et ass ugeschwat ginn: D'COPAS huet do e Stufeplang ausgeschafft, deen et de Strukturen erlaabt, sech wierklech en fonction vun der Situatioun am Haus unzepassen, a wou ronderëm relativ kloer Virgabe sinn, déi déi néideg Richtung uginn, déi een do soll aschloen.

Wat elo déi medezinnesch Versuergung ugeet, do ass eise Motto: „méi einfach a méi no"! Mir wëssen, dass duerch d'Ligne-de-garden, déi mer an der éischter Vague en place haten, eng besser Prise en charge konnt assuréiert ginn. Do hate mer iwwert d'Dokteren, déi do konnten an den Asaz goen, eng Presenz siwen Deeg op siwen, 24 Stonnen op 24 assuréiert. Dat huet erlaabt, dass d'Leit eng besser Qualité de vie haten, dass se an hirer Struktur konnte behandelt ginn an net hu missen an d'Urgence, an d'Spidol goen, dëst grad eeben an enger Situatioun, déi awer méi kriddeleg ass a Pandemiezäiten. Dëse System huet seng Preuvë gemaach a gouf och perenniséiert. Dat ass eng aner Aktioun, déi dann eebe vum Provisoreschen an dat Definitiivt iwwergaangen ass duerch déi Konventioun, déi den 28. September tëscht dem Ministère de la Santé an der AMMD konnt ënnerschriwwe ginn, dëst, fir d'Kontinuitéit vun de Soin-primairen ze assuréieren an och sécherlech d'Qualitéit eropzesetzen, erëm eng Kéier am Sënn vun de Residenten, déi besonnesch vulnerabel sinn.

Och d'Versuergung mat Medikamenter an den Haiser ass verbessert ginn als eng Aktioun an dëser Kris, dëst duerch d'Gesetz vum 17. Juli d'lescht Joer, den Artikel 13, dee mer do festgehalen hunn. Wat ass dat? Dat ass de Stockage vu wichtege Medikamenter, deen elo an den Haiser méiglech ass. Dat war virdrun net de Fall, dat huet also och oft derzou gefouert, dass d'Leit hu missen an d'Spidol goen. Et ass awer och d'Presenz vu Kit-palliatiffen, déi et erlaabt, dass d'Leit kënne mat der néideger Dignitéit an hirer Struktur stierwen. Och dat si wichteg Aktiounen, déi duerch d'Kris en place gesat gi sinn an och hir Preuvë gemaach hunn.

Wat elo d'Vaccinatioun ugeet, wëll ech mech net ze vill widderhuelen. Ech mengen, Dir kennt eis Strategie, déi en place ass. Déi éischt Phas ass um Lafen, wou selbstverständlech och déi Leit duerch hir Vulnerabilitéit als Groupe cible identifizéiert gi sinn, dëst op Recommandatiounen - souwuel international Recommandatioune vun der ECDC vun der OMS -, mee och avaliséiert duerch eisen nationalen Eethikrot, dee sech doriwwer ausgelooss huet.

An deem Sënn sinn de 6. Januar d'Impfungen an den Alters- a Fleegeheimer ugelaf. Dat funktionéiert ganz gutt. Mir hunn eng grouss Adherence an deene Strukturen, déi prioritär ..., an déi ginn och erausgesicht mam Terrain. Et ass net de Ministère de la Santé, deen do d'Prioritéite festleet, mee et ass d'COPAS, zesumme mam Familljeministère, déi kuckt, wéi eng Haiser der Rei no drukommen. Den Taux d'adhérence ass ganz gutt. Mir hate bei deenen éischten eelef Haiser, déi elo dru sinn, eng Adherence vun 81 %. Do konnten elo schonn iwwer 1.000 Residentë geimpft ginn. An déi zweet Phas ass och an der Preparatioun, dat heescht, eng eelef weider Strukture si schonn identifizéiert. Do lafen d'Preparativen, fir och do sou schnell wéi méiglech fléissend mat den Impfunge weiderzekommen.

Déi zweet Phas, déi kennt Der och, déi ass hei an der Plenière an enger Heure d'actualité virgestallt ginn, wou mer lech informéiert hunn, wéi d'Regierung sech dat virstellt, d'Prioritéiten ze setzen. Et ass och wichteg, dass Der doriwwer informéiert sidd, well Der jo ganz vill dorobber ugeschwat gitt, an dofir ass et eis wichteg, dass Der déi Informatiounen natierlech aus éischter Hand hutt, fir de Leit och déi richteg Äntwerte kënnen ze ginn, wa se Suergen a Froen hunn.

Dës Propositioun ass um Dësch a si ass am Moment eeben och nees eng Kéier pour avis bei der Eethikskommissioun. A mir waarden op deen Avis, fir se dann an déi lescht Ligne droite ze bréngen. Mir haten de Moien och schonn d'Geleeënheet, eis hei doriwwer auszetauschen.

Voilà, mir si grondsätzlech ganz zefridde mat deem Taux d'adhérence, dee mer an den Altersheimer hunn, aus deene besote Grënn. Dat si Leit, déi extreem exposéiert sinn. Dofir kann een dat nëmme freeën, dass dat sur place wierklech gutt leeft, dass et gutt weidergeet.

Wichteg ass awer och, dass d'Personal, dat do schafft, sech selwer och impfe léisst, dëst am Sënn vum Cordon sanitaire, deen eis éischt Prioritéit an der Impfstrategie ausmécht. Dat ass de Choix vu Lëtzebuerg gewiescht, fir dorop e grousse Wäert ze leeën. Dofir vun dëser Säit aus vu mir e ganz groussen Appell u jiddwereen, deen eng Invitatioun kritt

huet: Notzt déi Geleeënheet! Et ass eng eemoleg Chance, fréi derbäi ze sinn, an et ass am Sënn vun eisen eeleren a fragille Leit, fir dëse Cordon sanitaire och esou schnell an esou effizient wéi méiglech en place ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Jo. Merci, Här President. Ech hunn u sech siwe Punkten opgezielt gehat, déi alleguer näischt spezifesch mat de Strukturen ze dinn hunn. An d'Argument, firwat datt dës Motioun net gestëmmt gëtt, ass ëmmer erëm: „D'Strukture sinn net matenee vergläichbar; mir hunn dat do an dat do an de Strukture gemaach." Dat heescht, déi Argumentatioun, déi kann ech esou net akzeptéieren, well et gëtt och krank Leit doheem, déi eleng sinn, et gëtt eeler Leit doheem, déi eleng sinn, a fir déi bräichte mer och en Aktiounsplang, wéi mer déi kënne schützen a wéi mer deene gläichzäiteg hir Fräiheet kënnen zréckginn.

Ech ginn elo net méi nach eng Kéier op eenzel Punkten an, ech stellen awer einfach just zwou Froen: Ass d'Regierung bereet oder huet se dat eventuell geplangt, fir de vulnerabele Leit FFP2-Masken zur Verfügung ze stellen? Dat ass dann déi éischt Fro, déi ech stellen.

An déi zweet Fro, just zu der Impfung dann an de Strukturen - d'Madamm Minister huet derzou ganz vill geschwat, ech hunn awer och do eng Fro gehat -: Wéi eng Fräiheete kréien dës Leit zum Beispill zréck, wann eng ganz Struktur geimpft ass? Gëtt da fir de Besuch erëm komplett opgemaach? Oder wat huet dat fir Konsequenzen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un d'Regierung.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci. Ech hat gemengt, Är Fro de Moie beäntwert ze hunn, mee de Stand vun der Wëssenschaft léisst net zou, dass ee Konsequenzen aus der Impfung zitt. Mir haten de Moien e längeren Echange doriwwer, dat ass bei eis net anescht wéi anerwäerts. Am Moment kann een nach net mat Sécherheet behaapten, dass eng Persoun, déi geimpft ass, dat eeben net méi wäert kënne weiderginn. Et ass och nach net mat leschter Sécherheet ënnermauert, dass ee selwer immun ass. Do si mer nach am Ofwaarden, an enger waardender Haltung, an dat misst eigentlech Är Fro beäntwerten. Et deet mer leed, wann dat dann de Moien net sollt kloer gewiescht sinn. Et ass eng Fro, déi Iech jo an deem Sënn vill beschäftegt hat.

Dat anert: Fir d'FFP2-Masken ass vun der Direction de la Santé och eng nei Recommandatioun eraus - ech hat déi och haut de Moie mentionéiert -, wou Der méi eng nuancéiert Empfeelung hutt, wéi déi an den Asaz kommen. Déi sinn zum Deel och disponibel an de Schoulen, an den Altersheemer. Och do wäerten Elementer afléissen an déi Gesamtstrategie, déi jo gefrot ass an déi mer alleguerten hei och ugeholl hunn.

Ech géif och nach gären ënnersträichen, dass den Aspekt vun enger Strategie ronderëm déi vulnerabel Leit fir mech en extreem grousse Bestanddeel ass vun enger Gesamtstrategie, un där mer jo schaffen an déi mer och an Aussiicht gestallt hunn. Et ass mir net ganz verständlech, ob Dir Äre Plan national nieft där Gesamtstrategie gesitt, als eppes Separates. Fir mech war dat u sech eng Partie intégrante vun enger Gesamtstrategie am Ëmgang mat dëser Pandemie, well mer jo wëssen, dass vulnerabel Leit eng besonnesch Opmierksamkeet brauchen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. D'Madamm Hansen nach eng Kéier.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Fir d'éischt wëll ech der Madamm Minister soen, datt ech net ka wëssen, wat an all Kommissioun geschwat gëtt, well ech guer net Member an der Santéskommissioun sinn. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Ech hunn elo net verstanen, ob d'Madamm Minister Jo oder Nee gesot huet op meng Fro, ob déi vulnerabel Leit FFP2-Masken zur Verfügung gestallt kréien. Merci. Just Jo oder Nee.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, dass Der de Moien net derbäi waart, hunn ech effektiv am Webex net matkritt, dat deet mer leed. FFP2-Maske generell fir Vulnerabeler hu mer nach net festgehalen, mee se si punktuell am Ëmlaf op verschiddene Plazen an dat ass ee vun deene Punkten, déi och an deenen Aarbechten, déi dës Woch lafen, fir ze kucken, wéi mer eis Strategie ronderëm déi vulnerabel Leit an Zukunft nach kënnen affinéieren, mat um Dësch sinn a wou mer och Gedanken driwwer féieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur la motion

Mir kënnen dann zum Vott komme vun dëser Motioun. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

8. 7507 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État dans le fonctionnement et dans l'extension de l'infrastructure de l'Agence de gestion de dépôts S.à r.l. (Warehouses Service Agency - WSA)

Mir kommen elo zum Projet de loi Nummer 7507 iwwert d'Finanzéierung vun der Agence de gestion de dépôts, vun der WSA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen Iech haut de Rapport iwwer e relativ kuerze Gesetzesprojet, nämlech e Finanzéierungsgesetz fir d'Warehouse Service Agency, kuerz WSA genannt.

D'WSA ass am Januar 1979 geschafe ginn an ass dorop spezialiséiert, militärescht Material ze stockéieren, ze warten an ze transportéieren. Et war urspréinglech en Ofkommes tëscht Lëtzebuerg an der US-Regierung, déi hei eng Win-win-Situatioun ugestrieft hunn. Lëtzebuerg huet, am Kader vun der Stolkris, nämlech no Méiglechkeete gesicht, d'Mataarbechter, déi am Stolsecteur entlooss gi sinn, ënnerdaach ze kréien, an d'USA waren hirersäits op der Sich no Plazen an Depoten, wou se hiert Reservematerial kéinte stockéieren an dann och warte loossen. Duerno, vum Enn vun den 90er-Joren un, huet, nieft der amerikanescher Arméi an Europa, och d'Lëtzebuerger Arméi, gradesou wéi de Justizministère, Material do deposéiert.

D'WSA assuréiert also de Stockage a Logistik- a Maintenanceaarbechte fir militärescht an zivillt Material, woubäi hiren Haaptclient d'United States Air Force ass; deenen hire Quartier général ass jo zu Ramstein. Ze preziséieren ass, dass hei keng Waffen a keng Munitioun gelagert sinn. Aktuell schaffen do ëm déi 200 Leit.

D'WSA ass, wéi gesot, zur Zäit vun der Stolkris geschafe ginn. D'Part-socialle ware sou och tëscht der SNCI, déi 75 % hat, an ArcelorMittal mat 25 % verdeelt. Hei ass awer elo d'Decisioun gefall - et huet elo näischt mat dësem Projet de loi ze dinn, et ass awer erwänenswäert -, dass de Staat elo an Zukunft wäert eenzegen Aktionär vun der WSA ginn.

D'WSA ass eng wichteg Struktur am Kader vun eiser bilateraler Kooperatioun mat den USA a si genéisst och eng ganz gutt Reputatioun. Si gëtt eis eng gewësse Visibilitéit bei den amerikaneschen Autoritéiten a si ass och e Beweis fir eist Engagement vis-à-vis vun der Nato an den Alliéierten. An duerfir hale mir och un deem laangjäregen Engagement fest.

Am Laf vun de leschten zéng Joer huet Lëtzebuerg ëm déi 75 Milliounen Euro an d'WSA investéiert. Eist zousätzlecht Engagement, dat mir dann hei an dësem Projet de loi festhalen - an domadder bekenne mer eis eeben och derzou, net nëmmen domadder weiderzefueren, mee méi ze investéieren -, séchert de Site vu Suessem of an domadder och d'Schafen an d'Erhale vun Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. An, dat dierf hei och net vergiess ginn, dës ganz Investitioune kënnen integral dem Effort de défense ugerechent ginn.

Obwuel déi Zesummenaarbecht mat der WSA also scho relativ laang besteet, ass dat hei awer elo e ganz neie Moment, well den initialen Accord, souwéi och d'Verlängerung vun der lëtzebuergescher Contributioun an d'Modalitéiten, déi domadder zesummenhänken, bis elo ëmmer nëmme via Note verbale oder Échange de lettre festgehale gi sinn, an dat an der Reegel iwwer en Zäitraum vu fënnef Joer.

Op Demande vun der lëtzebuergescher Regierung ass hei gekuckt ginn, fir e méi formellen Accord ze fannen, fir d'Modalitéite festzehalen, an dofir ass 2019 en MoU dresséiert ginn. D'Lëtzebuerger Regierung hat urspréinglech och gefrot, fir en Traité unzeviséieren, dëst war allerdéngs net méiglech, well déi amerikanesch Prozedur duerfir ze vill Zäit kascht hätt. Dofir, wéi gesot, elo d'Form vun engem MoU an an dësem Kader kënne mer elo awer och nach vun engem zousätzleche Paradigmewiessel schwätzen: Am Sënn vun enger méi grousser Transparenz an dem Striewen, déi demokratesch Kontroll am Beräich vun der Defense ze verstäerken, ass hei - an dat ass eeben elo ganz nei - op Wonsch vun der lëtzebuergescher Regierung decidéiert ginn, iwwert de Wee vun engem Finanzéierungsgesetz ze fueren.

Fir d'éischte Kéier ass et also esou, dass et d'Chamber ass, déi iwwert dës, fir d'Lëtzebuerger Verdeedeegungspolitik awer wichteg, Kooperatioun ofstëmmt. Den MoU kann also och eréischt no dësem Vott vun haut a Kraaft trieden.

Den MoU ass awer och elo d'Geleeënheet gewiescht, fir d'Bestriewe vun den USA festzehalen, fir d'Aktivitéite vun den U. S. Air Forces in Europe auszeweiten. Sou wëllen d'USA en zousätzlechen eegene Budget vun 62 Milliounen US-Dollar um Site vu Suessem investéieren, wat och eng Erhéijung vun den Effectiffen um Site bedeit. Sou ass virgesinn, bis 2028 191 nei Posten ze schafen.

An domadder wiere mer dann eeben och beim Inhalt vun dësem Projet de loi. Et handelt sech hei, wéi scho gesot, ëm e Finanzéierungsgesetz, dat déi maximal järlech Montante vun der lëtzebuergescher Contributioun zum Finanzement vum Fonctionnement vun der WSA, awer och vun der Infrastrukturerweiderung vun der WSA festhält.

D'Opdeelung vun de Käschte mat 80 % fir Lëtzebuerg an 20 % fir d'USA bleift onverännert. Déi Gesamtdepense, déi am MoU festgehale ginn ass, läit bei 225 Milliounen Euro an dierf also net iwwerschratt ginn. Déi järlech lëtzebuergesch Contributioun ass och gedeckelt. Um Niveau vun der Infrastruktur schwätze mer vun engem Maximum vu 7,4 Milliounen Euro, déi derbäikommen. Wéi gesot kënnen all dës Depensen dem Effort de défense ugerechent ginn.

Wat den Zäitraum vum Accord ubelaangt, sou leeft deen elo net méi op fënnef Joer, mee op zéng Joer, wat fir d'WSA bedeit, dass se elo vill méi Planungssécherheet hunn. An d'Kommissioun huet sech och ganz favorabel gewise fir dës nei a méi transparent Approche, well nieft der zousätzlecher demokratescher Kontroll, déi mer elo wäerte kréien, hu mer eeben hei e grousse Plus u Previsibilitéit a Planungssécherheet fir d'WSA.

De Projet ass den 18. Dezember 2019 an der Chamber deposéiert ginn. De Staatsrot huet den 12. Mee 2020 en éischten Avis ofginn, ouni Opposition formelle, allerdéngs mat enger Propositioun, fir den Text ze restrukturéieren.

De 27. August sinn Amendement-gouvernementallen nogereecht ginn. Dës hunn net nëmmen dem Avis vum Staatsrot Rechnung gedroen, mee se hunn och der Tatsaach Rechnung gedroen, dass mat der Evolutioun vum Projet säitens der US-Regierung d'Käschte fir de Bau vun engem administrative Gebai net méi ofgedeckt waren. Hiert Engagement vun 62 Milliounen Euro huet am Fong just déi zousätzlech Infrastruktur fir Stockage beinhalt an hei louch dunn eng Demande vun der US-Regierung vir, ob Lëtzebuerg dës Käschte kéint en charge huelen, an dëser Demande ass dunn och Rechnung gedroe ginn. Dem Staatsrot säin Avis complémentaire derzou ass den 11. Dezember 2020 komm.

Mir hunn de Projet de 7. Januar an der Verdeedegungskommissioun beschwat an de Rapport ass de 14. Januar ugeholl ginn. Ze notéieren ass awer, dass mir nodréiglech - also nom Stëmme vum Rapport -, nach e Redressement matériel vum Intitulé vum Projet de loi virgeholl hunn: Aus der « Loi visant l'autorisation de la participation financière (…) » ass elo e « Projet de loi autorisant la participation financière (…) » gemaach ginn an domadder ass den Intitulé vun der Terminologie hier einfach un dat ugepasst ginn, wat och an anere Finanzéierungsgesetzer üblech ass. Den Text gëtt also elo mat dësem neien Intitulé gestëmmt.

Fir weider Detailer géif ech op mäi schréftleche Rapport verweisen. Ech soen Iech alleguerte Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht an der Kommissioun a géif dann heimadder och den Accord gi vun eiser grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv laude mer haut eng nei Etapp an der Geschicht vun der WSA an, eng Geschicht, déi jo da gläich 42 Joer kritt. An ech wollt an deem Kontext der Rapportrice dann och direkt Merci soe fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Si huet jo och ee klenge Réckbléck gemaach an ech mengen, et soll een effektiv zréckkucken, fir emol ze gesinn, dass dat Kand, dat mer haut nach hunn, bei gudder Gesondheet bliwwen ass. Dat huet och domadder ze dinn, dass eeben dee Wee, deen deemools an de Joren 79 an 83 vun der ArcelorMittal zesumme mat der SNCI ugaange ginn ass …, dat gëtt haut anescht geschriwwen. An deemools stoungen d'Aarbechtsplazen, déi sollte geschafe ginn, am Mëttelpunkt an haut gi mat deem heite Projet och weider Aarbechtsplaze consolidéiert an nees geschaf. An deem Sënn ass de Projet also am Fong dee selwechten.

Wat awer war, dat géif ech awer gäre rappeléieren, dat ass: 2006 war dat Kand bal gestuerwen, well d'Regierung huet do effektiv missen intervenéieren. Do sollten 213 Leit entlooss ginn, herno waren et der nach just 62. Dat ass eng gutt Saach, dass mer d'WSA da weider hei zu Lëtzebuerg konnten halen. A wa vun 2013 un de Stockage militaire am Mëttelpunkt steet ..., dass keng Waffen a keng Munitioun do gelagert sinn, dat sinn Elementer, déi gutt si fir deen heiten Dossier, fannen ech, an duerfir muss een e schonn ënnerstëtzen.

Et weess een och, an dat ass och ugeklongen, dass virdrun d'Fourrière judiciaire an d'Arméi op deem Site waren. Haut geet dat awer effektiv méi a Richtung vun engem Site, wou et wierklech …, e richtege Site, wéi en am Fong geholl war, e Militärlager fir d'Amerikaner, an där sollen der jo nach siwe Stéck an Europa entstoen. A Lëtzebuerg wär do e Paradebeispill. Mol kucken!

Mee dat Ganzt krute mer net zum Nulltariff an dat muss een awer eng Kéier hei rappeléieren, well och, wa mer elo méi Rechtssécherheet hunn am Sënn, dass mer eng Mémoire d'entente oder MoU hunn, dat fannen ech gutt …. Ech fannen dat gutt, dass dat Ganzt elo iwwer zéng Joer leeft, dat ass besser, wéi et elo war. Et ass och gutt, dass et iwwert d'Chamber leeft.

Déi Fro, déi ech mer stellen: Firwat hu mer de Modell vun der ASBL net iwwerkuckt? Well am Fong geholl ass d'ArcelorMittal net méi dran. Hätt ee sech do net vläicht kënnen anescht orientéieren oder anescht opstellen? Gëtt déi ASBL genuch Rechtssécherheet? Loosse mer et emol esou soen, well mir sinn an enger anerer Logik wéi virdrun: Wa virdrun d'Personalkäschten an d'Betribskäschte bezuelt gi sinn, da kommen hei elo och Investkäschten an d'Spill. An eist Land engagéiert do effektiv 62 Milliounen, mengen ech, an deen heite Projet, soudass ech mer déi Fro elo gestallt hunn. An ech wär frou, wann de Minister mer do kéint eng Äntwert ginn.

An deem Kontext - och wa mer eis also investéieren a méi erastiechen -: Firwat hu mer déi Opdeelung vun de Käschte vun 20 zu 80 net negociéiert? Et hätt een och vläicht kënne soen: „Wa mir Iech elo hei an déi 60 Milliounen drastiechen, kënne mer net d'Käschte vläicht anescht opdeelen?" Dat ass also eng Fro, déi ech dem Minister wollt stellen, ob dat diskutéiert ginn ass. Ech mengen, et wär wichteg.

Wat fir eis wichteg ass, an duerfir ënnerstëtze mer dëse Projet och, ass, dass Aarbechtsplazen entstinn. Wann et esou ass, wéi et am Text steet, hu mer de Moment 112 Leit do schaffen an et kommen der 191 bäi. Dat heescht, mir hätten 303 Aarbechtsplazen. Dat ass gutt.

Wat och gutt ass um Projet - an ech mengen, duerfir ass d'Regierung deemools och intervenéiert 2006 an och bis dohinner, am Fong a Kontinuitéit -, dat ass d'Visibilitéit duerch dëse Projet. Mir hunn do am Fong geholl eng grouss Visibilitéit, dat ass diplomatesch ganz wichteg an esou huet Lëtzebuerg eng privilegéiert Relatioun mat den Amerikaner, doduerch, dass an eisem Land esou e Lager steet.

An dee leschte Punkt, dat fannen ech och gutt, dat ass wierklech den Effort de défense, dass mer dat als solche kënne consideréieren, well mir versichen, mat vill Imaginatioun, Sue lass ze ginn - wann ech

dat däerf esou soen -, fir eise PIB-Pourcentage an d'Luucht ze kréien. Hei ass eng flott Aart a Weis, wéi mer national Retombéeë kënne kréien, wéi mer Aarbechtsplaze schafen, wat gutt ass fir den Image vun eisem Land. Duerfir ass dat eng gutt Saach an duerfir wäerte mer dat och ënnerstëtzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Halsdorf. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Warehouses Service Agency, also kuerz WSA genannt, huet u sech schonn eng laang Geschicht hei zu Lëtzebuerg. Ech wëll drop hiweisen, datt deemools, de 17. Abrëll 1954, schonn en Accord tëschent den USA a Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass - do ass et ëm Offshore-Akeef gaangen -, dee gouf dunn duerch Gesetz vum 28. Mäerz 1955 ratifizéiert an dunn ass, wéi et och schonn hei gesot ginn ass, den 21. Dezember 1978 e Memorandum of Understanding ënnerschriwwe ginn, wou preziséiert ginn ass, wat genee an dat Militärlager kéim. A virun allem ass jo deemools scho festgehale ginn, datt selbstverständlech keng Waffen a keng Munitioun dohinner kéimen.

Den 10. Januar 1979 ass dunn d'Gesellschaft WSA kreéiert ginn, mat deemools 75 Millioune Frang Kapital, fir am Raum Beetebuerg-Diddeleng an dann eeben och zu Suessem e Militärlager opzeriichten, am ganzen 90 Hektar mat 36 Halen, wou 5.200 Gefierer kéinten ënnerbruecht ginn.

Vum Site Beetebuerg-Diddeleng ass haut näischt méi ze gesinn. Do stinn zwar entre-temps aner Halen, mee et gëtt nach ëmmer do geschafft, virun allem mat Baggeren a Camionen.

Wat vläicht nach interessant ass ze bemierken: Deemools, bei dem Site vu Beetebuerg-Diddeleng, war d'Privatbeamtepensiounskeess, déi sech do och mat engagéiert huet, an zwar mat 900 Millioune Frang. Dat war deemools eng grouss Diskussioun hei zu Lëtzebuerg, well de Staat eeben och net bereet war, d'Garantie dervun ze iwwerhuelen.

Iwwerhaapt war jo d'Schafe vun deene Lageren net an alle Kreesser positiv opgeholl ginn. Ech wëll dat hei elo net verdéiwen, mee awer trotzdeem op en Auszuch vun enger Ried vum Gaston Thorn zréckkomme vum 11. Januar 1979. Wat de Gaston Thorn deemools do gesot huet, dat huet haut nach u sech seng ganz Bedeitung, ech wëll en duerfir kuerz hei zitéieren: « Est-ce que vraiment à une époque où nous voulons être défendus et où la Chambre, dans l'exercice de sa pleine souveraineté, a décidé d'attirer et de rester un fidèle partenaire de l'OTAN, est-ce que cette Chambre, est-ce que ce pays, qui a été libéré deux fois par les troupes des États-Unis, qui a recueilli en son sol des milliers de soldats américains qui sont morts pour sa libération, est-ce qu'aujourd'hui, nous qui avons décidé de ne pas faire le même effort positif de défense que les autres, est-ce que nous refuserons à ceux qui nous ont libérés, à ceux qui sont prêts à nous défendre encore contre un adversaire potentiel, est-ce que nous leur refuserons même le droit d'avoir sur notre territoire, en cas de défense, en cas d'attaque par un ennemi commun, des dépôts minimums nécessaires ? »

Ech mengen, déi Wierder hunn u sech nach haut Bedeitung, dat ware Wierder, déi alles erëmgespigelt hunn, firwat Lëtzebuerg deemools deen Engagement gemaach huet.

Wat awer natierlech zu där Zäit erstaunlech war, dat ass, datt iwwerhaapt kee Gesetz gestëmmt gi war fir d'Implantatioun vun deenen zwee Lageren. Deemools ass iwwer Note-verballen d'Prolongatioun vu fënnef Joer ëmmer guttgeheescht ginn. Haut si mer natierlech an engem Paradigmewiessel, dat ass och gutt esou. Ech mengen, d'Chamber muss méi agebonne ginn, virun allem och, wat d'Defensefroen ubelaangt.

An ech wollt dem Minister och hei Merci soen, datt mer d'lescht Woch hei zum Beispill och e ganz interessanten Austausch haten iwwert d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Arméi, wat och derzou bäidréit, datt d'Chamber méi agebonne gëtt an dee Moment och méi hir Meenung soe kann. Well d'Erfarung mam Militärsatellitt - naja, ech wëll dat hei net méi rappeléieren, mee déi huet jo awer gewisen, zu wat et ka féieren, wann een d'Chamber net transparent an optimal mat an d'Boot eranhëlt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis als Demokratesch Partei ass et jiddefalls och haut nach ëmmer ganz normal, datt mer eng enk Relatioun mat der amerikanescher Arméi an doriwwer eraus och mat der NATO fleegen, a spéitstens vu muer u missten eis Relatioune mat den USA normalerweis jo och verbessert ginn.

Mir sollen eis natierlech och kengen Illusiounen higinn, selbstverständlech wäert d'Welt och an den nächste Jore leider net ouni Tensioune bleiwen. Mir brauchen nach wie vor eng staark NATO, mir brauchen nach wie vor staark Partner, déi international Lag ass ugespaant an op China muss ee selbstverständlech och en An halen. An et muss een, wéi gesot, an deem Sënn kucken, datt een effikass Defensestrukturen opbaut.

Ech wëll dann och ënnersträichen, datt dat Gesetz hei e wichtege Bäitrag net nëmmen an der Kollaboratioun mat der amerikanescher Arméi ass, mee och mat der NATO. An duerfir ass et jo och gutt, datt et ugerechent gëtt fir eise Bäitrag um NATO-Niveau, dee jo de Moment bei 0,6 % vum RNB läit, an domadder, mengen ech, si mir souguer d'Schlussliicht vun den NATO-Memberen. Mir brauchen eis also net onbedéngt domadder no bausse grouss duerzestellen, au contraire, ech fannen, mir solle roueg nach gewëssen Efforte maachen, an dat ass jo och fir déi nächst Jore virgesinn.

Dann däerf een och net vergiessen, datt dee Projet hei och e wichtegen ekonomesche Volet huet, well bis d'Joer 2028 solle jo 191 nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, besonnesch an deem Raum Suessem, wou jo …, an ech mengen, de fréiere Buergermeeschter an d'Buergermeeschtesch hei wëssen dat vill besser wéi ech, ech maachen de Schwenk eriwwer op Käerjeng, wou Guardian jo ofgebaut huet, zu Diddeleng ass ofgebaut ginn, bei ArcelorMittal ass ofgebaut ginn. Dann ass ee frou, elo awer ze héieren, datt op dësem Punkt dann an deenen nächste Joren nei Aarbechtsplaze wäerten entstoen.

Vläicht awer och nach e Wuert iwwert d'Zesummesetzung vun der Gesellschaft, wou ArcelorMittal bis elo 25 % vun den Aktien hat: Dat ass natierlech och wierklech ze hannerfroen, ass dat net souguer en Deel Anachronismus? An och do muss een der Regierung felicitéieren, datt si awer wëlles huet, déi Gesellschaft elo zu 100 % ze verstaatlechen. Dat kënne mir jiddefalls nëmme begréissen.

Sécher, 225 Milliounen ass net näischt fir déi nächst zéng Joer, plus déi 7,4 Millioune fir d'Extensioun. Mir sinn als Demokratesch Partei awer der Meenung, datt dat e wichtegen Invest ass an datt Lëtzebuerg sech dann och kloer ganz verstäerkt mam Fändel vun der Bedeelegung, virun allem, wéi gesot, un der Defense, der internationaler Defensepolitik, weist.

An an deem Sënn wäert ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei bréngen. Ech soen awer och der Madamm Empain nach villmools Merci fir hir verschidde Berichter. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An da wier et un der honorabeler Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Den 11. Januar 1979, also viru ronn 42 Joer an eppes méi méi enger Woch, hate mir hei am héijen Haus - also net mir perséinlech hei - eng Interpellatioun. Si war ugefrot gi vum Här Urbany an et goung do ëm d'Grënnung, also ëm d'Implantatioun vun engem amerikanesche Militärlager zu Lëtzebuerg. An obwuel mer deemools nach matten am Kale Krich waren, stoung déi Interpellatioun awer haaptsächlech am Zeeche vun enger sozialer Fro, nämlech, wéi mer matten an enger Stolkris kéinte Méiglechkeete fannen, fir déi vill Aarbechter, déi keng Aarbecht méi haten oder keng méi géife fannen, op anere Plazen ënnerzebréngen. An dee Projet ass deemools an deem Kontext hei diskutéiert ginn.

D'amerikanesch Arméi huet deemools Terrainen an Hangare gebraucht, fir Reservematerial ze stockéieren. Kuerz virun deem Debat war et zur Signature vun engem Mémoire d'entente tëscht Lëtzebuerg an Amerika komm, an e puer Woche méi spéit gouf d'WSA kreéiert, mat eebe grad der Missioun, fir Infrastrukturequipementer a militärescht Material ze stockéieren an a Stand ze halen.

Ech soen dat hei dofir, well deen dote prezisen historesche Kontext am Zesummenhang mat dësem Gesetzesprojet net esou oft beschwat gëtt an deemools awer eng kloer Realitéit fir dëst Lëtzebuerg war. Et goufen an deem Kontext och bal 800 Aarbechtsplaze geschaaft, vun deenen der deemools eebe grad vill vu Leit konnte besat ginn, déi fréier an der Stolindustrie hir Plaz fonnt haten an elo net méi konnte fannen.

Iwwer all déi Joren huet natierlech déi dote Struktur gutt a manner gutt Zäiten erlieft. Si huet awer iwwerlieft, et gëtt se haut nach. Si huet et och fäerdegbruecht, sech ëmzestrukturéieren, och aner Acteure sinn agebonne ginn. Haut, an dat ass zënter 2013 de Fall, hänkt d'Majoritéit vun den Aktivitéite vun der WSA zesumme mam Stockage a mam Entretien vu Material vun der amerikanescher Loftwaff an Europa.

Eng Ännerung ass och komm, wat de Standuert ubelaangt: Haut ass d'WSA fest an der Suessemer Gemeng implantéiert, mat iwwregens - wéi mer d'Buergermeeschtesch de Mueren nach gesot huet -, enger exzellenter Relatioun mat der Gemeng. Si sinn do ganz present an et ass och den Haaptsiège, nodeem d'Aktivitéiten um Site Beetebuerg-Diddeleng agestallt goufen.

Wéi et hei scho vu menge Virriedner gesot ginn ass, huet d'WSA eng exzellent Reputatioun och bei den amerikaneschen Autoritéiten, well mer ganz einfach eng gutt Qualitéit u Personal an Installatioune ubidde kënnen a virun allem, well do eng gutt Aarbecht geleescht gëtt.

Mir gesinn och mat deem heite Projet den Engagement vu Lëtzebuerg a Saachen Defenseeffort. Mir hunn eng gutt Visibilitéit mat der WSA, mir hunn dat elo erëm wärend der Pandemie gesinn, wou d'WSA am Cargocenter mat ausgehollef huet an do eng ganz wichteg a solidaresch Aarbecht geleescht huet.

A wéinst all deem, an och mat deem historeschen Hannergrond, op deen ech kuerz agaange sinn, si mir der Meenung, dass et wichteg ass, dass mir mat Hëllef vun dësem Gesetz d'Zukunft vun der WSA a vum Site Suessem laangfristeg ofséchere kënnen. Wichteg ass och, dass Aarbechtsplazen erhale ginn a virun allem, dass d'Perspektiv besteet, dass nach zousätzlech bal 200 Aarbechtsplaze kënne geschaaft ginn.

Warscheinlech huet déi gutt Visibilitéit an déi gutt Renommée, déi eis WSA huet, mat derzou gefouert, dass dee Memorandum of Understanding, dee mam Vott vun dësem Gesetz a Kraaft trëtt, konnt op zéng Joer ausgeriicht ginn an net, wéi et bis elo de Fall war, op fënnef Joer. Dat erlaabt eis natierlech och, eng ëmmer méi diversifizéiert a méi kohärent Palett u Projeten ze maachen. Mir begréisse do och als LSAP, dass mer domadder eng Planungssécherheet fir d'WSA selwer kréien, dass mer eng zousätzlech Sécherheet um Niveau vun de Reglementatioune kréien an dass mer méi Transparenz kréien. Dat hu mer ënner anerem och gesinn duerch déi Aart a Weis, wéi mir als Chamber an deen heite Prozess konnten agebonne ginn.

All Informatiounen zum Finanzéierungsgesetz selwer huet d'Rapportrice eis hei ginn, an ech wëll hir dofir och ausdrécklech fir hire ganz ausféierlechen an och gudde schréftlechen a mëndleche Rapport Merci soen.

Mir stinn hannert deem heite Projet an dofir wäert et och net verwonneren, dass ech haut den Accord vu menger Fraktioun derzou ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Mutsch. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och mam Merci un d'Madamm Empain fir hire Rapport ufänken.

Wësst Der, Madamm Empain, Dir hutt gesot, d'WSA wier 1979 gegrënnt ginn. Ech erënnere mech ganz gutt un 1979, ech war deemools op der Militärakademie an déi gréng, déi sinn deemools op d'Ouschtermärsch demonstréiere gaange fir d'Ofrüstung, fir d'Ofschafung vun der NATO an esou weider an esou fort. Den Här Minister Bausch erënnert sech warscheinlech och nach un déi Zäiten.

(Brouhaha)

An et ass fir mech ëmmer impressionnant ze gesinn, wéi eis gréng Kolleegen haut hei stinn an emol kuerz soen: „Mir brauchen 225 Milliounen Euro fir d'WSA, dat ass eng gutt Saach!" Ech soen Iech, wann et esou virugeet, dann dauert et net laang an Dir gitt den éischten Atomreakter aweien, dee mer dann hei am Land wäerte kréien.

(Hilarité)

Wësst Der, ech wëll awer och e puer méi seriö Bemierkungen iwwert de Kontext maachen: Den Effort de défense ass eng Saach, déi ass … Mir soen hei, mir kënnen dat urechnen op den Effort de défense, mee dat sinn 2 % vun eisem Bruttonationalakommes oder souguer vun eisem Bruttonationalprodukt, déi mer normalerweis sollten an der NATO erreechen, a mir musse kucken, wéi den allgemenge Kontext ass, well wann de Kontext an den internationale Relatiounen ugespaant ass, da ginn déi 2 % op eemol an absolutten Zuele ganz vill!

Wa mer an eng aner Konstellatioun erafale vu méi Detente, vu besseren internationale Relatiounen, da fält deen Effort de défense, dee mer solle leeschten, domadder natierlech och an absolutten Zuelen. An et ass schonn esou, mengen ech, datt eis Regierung sech och soll an internationale Gremie verwenden, fir datt mer an engem Kontext sinn, wou d'Spannunge reduzéiert ginn.

Mir hunn elo eng nei amerikanesch Administratioun. Ech kann nëmme constatéieren, datt déi nei amerikanesch Administratioun an hirem Walkampf zum Beispill vill méi haart géint Russland geschwat huet wéi déi amerikanesch Republikaner. Et kann also sinn, datt mer an eng nei Zäit vu Spannung an Europa erakommen. Dat heescht fir eis: méi e groussen Effort de défense. Mir mussen eis däers bewosst sinn! An et ass schonn esou, datt Lëtzebuerg och sollt säin Afloss gelte loossen, fir ze kucken, datt déi international Relatiounen ausgeglach, roueg a friddlech sinn.

Dee Projet, dee mer elo hei hunn, deen droe mir als ADR mat. Et ass mat Recht vun der Madamm Empain a vun allen anere Riedner, déi hei scho geschwat hunn, gesot ginn, datt mer dat op den Effort de défense kënnen urechnen, dee vun eis erwaart gëtt. Et ass e Retour économique - d'Madamm Mutsch huet ganz laang vun den Aarbechtsplaze geschwat -, dat ass richteg. Et ass och wichteg fir eis gutt Relatioune mat den USA. Och déi hunn a leschter Zäit gelidden, notamment och duerch Bemierkungen vun eisem Ausseminister. Och dat muss ee soen, datt eng Diplomatie och doranner besteet, Verschiddenes net ze soen, wat ee vläicht denkt! Et ass och normal, géif ech mengen, datt de Staat am Defensesecteur deen eenzegen Aktionär vun esou enger Entreprise ass - och dat kënne mer novollzéien.

Mee zwou Kriticke wéilt ech awer trotzdeem hei soen. Eng fundamental: Wann d'Regierung e Mémoire d'entente, Memorandum of Understanding, mat engem anere Staat ofschléisst, dann ass d'Doktrinn - wéinstens bei eis, bei der ADR, an dat baséiert sech jo op d'Jurisprudenz vun eisen héchste Geriichter -, datt all Mémoire d'entente an all internationaalt Ofkommes, egal, wéi et heescht, esou steet et an den Urteeler, dem Parlament zur Ratifizéierung muss virgeluecht ginn. Dat hei ass esou en hallwe Schrëtt. Mir begréissen awer, datt dee Mémoire d'entente awer e bëssen un dat Gesetz gebonnen ass, dat mer haut hunn, och wa mer en net selwer formell ratifizéieren - dat hätte mir eis gewënscht.

Dat Zweet ass: Et muss een och wëssen, datt deen Engagement, dee mer haut huelen, bis 2028 gëllt, dat heescht, fir déi ganz nächst Legislaturperiod mat! Dat heescht, et bënnt praktesch schonn déi nächst Regierung, dat muss een och wëssen! Wéi bei ville Militärprojeten, déi mer an der leschter Zäit gestëmmt hunn, gëtt dat fix Ausgaben a Verflichtungen iwwert dës Legislaturperiod eraus. Et ass dofir, mengen ech, och gutt a wichteg, datt dëst Gesetz hei am Parlament mat engem breede Konsens ugeholl gëtt, fir och ze ënnersträichen, datt an deem Kontext awer op Lëtzebuerg Verlooss ass.

Dat gesot, den Accord vun der ADR ass heimadder och ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wéilt domadder ufänken, mäi Virriedner ze berouegen: Dëst Gesetz wäert net unanime duerch d'Chamber goen! Och wann déi gréng déi aktuell Oprëschtungsspiral net méi kritiséieren, sou wäerte mir dat awer weiderhi maachen! An och wann ech der Regierung muss zegutthalen, datt de Finanzement vun der WSA mat deem heite Projet fir d'éischte Kéier wierklech ëffentlech an dem Parlament zougänglech ass an och bal doriwwer kann debattéiert ginn, sou kommen ech awer net laanscht ee Constat: alt nees e Militärprojet!

Am Juli huet d'Chamber d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg vu 600 Milliounen Euro un engem Programm vu Militärfligere votéiert an am November huet d'Majoritéit eng Rallonge vun 140 Milliounen Euro fir e Militärsatellitt gestëmmt. An elo am Januar soll d'Chamber dann nach eng Kéier 230 Milliounen Euro votéieren, fir der US-Arméi den Ënnerhalt vun hirem Material ze bezuelen. Dat si praktesch 1 Milliard Euro fir Militärprojeten, déi d'Majoritéit hei säit dem Ausbroch vun der Coronapandemie votéiert huet! Ech muss Iech soen, do bleift mir éierlech gesot de Mond awer e bëssen opstoen!

Ech mengen, datt een, egal, ob een, wéi mir als Lénk, grondsätzlech géint dës Oprüstungsspiral ass oder net, an dëser aktueller Situatioun, wou esou vill Fragezeechen hannert dem Staatsbudget an hannert der ekonomescher Entwécklung vum Land stinn a wou esou vill Geforen, reell Ennemien, virun der Dier stinn - wéi zum Beispill de Klimawandel -, all nei a laangfristeg Militärausgaben, wéi dëst eng ass, zumindest emol hätt missen op Äis leeën, bis datt mer dës Kris vollstänneg iwwerwonnen hunn.

D'Regierung gëtt net midd ze betounen, datt déi laangfristeg Entwécklung vun de Staatsfinanzen därzäit immens onsécher an net anzeschätzen ass. Gläichzäiteg geet se am Defenseberäich awer laangfristeg Engagementer an a setzt de Militärbudget wärend der Kris weider op elo ronn 400 Milliounen Euro pro Joer erop. Dat ass - zumindest a mengen Aen - en eklatante Widdersproch!

Här President, Sënn an Zweck vun dësem spezifesche Projet ginn alt nees net hannerfrot an an den Interventioune vu menge Virriedner, déi op den Historique agaange sinn, gëtt een de Stallgeroch vum Kale Krich net lass.

Bei dësem Projet geet et jo grosso modo drëms, d'Käschte fir d'Lagerung vu Material vun der U.S. Air Force fir déi nächst zéng Joer ze iwwerhuelen. Wéi sech dat an d'Strategie vun enger Moderniséie-

rung vun der Lëtzebuerger Arméi areit, bleift wuel der Regierung hiert Geheimnis. Mee an eisen Aen misst een och emol ufänken, dee méi grousse Kontext ze hannerfroen. Wat ass dann d'Plus-value fir déi kollektiv Sécherheet, wann d'USA an Europa Militärfligere stationéieren a Militärbasen ënnerhalen? Op wéi eng Bedroung gëtt dann domadder reagéiert, 30 Joer nom Kale Krich?

Ass et net vill méi esou, datt déi europäesch Airbasë virun allem den hegemonialen Eegeninteresse vun den USA déngen? Schliisslech ass d'Airbase vu Ramstein - wouvunner d'WSA jo gewëssermoossen eng Aussefilial ass - déi wichtegst logistesch Dréischeif fir all US-Operatiounen am Mëttleren Osten, a Südasien an an Nordafrika. Si ass notamment extensiv genotzt gi fir Ugrëffskricher an Afghanistan an am Irak. Dréit dat da wierklech zur Sécherheet vun eisem Land bäi, wa mer eis dorunner bedeelegen?

A wéi ass et da mat der strateegescher Autonomie fir Europa, ëm déi sech hei am Parlament vun de Majoritéitsvertrieder in extenso beméit ginn ass, wéi et am Summer drëms gaangen ass, d'Tankfligeren ze rechtfertegen? Dréit dat dann derzou bäi, Europa militäresch vun de Vereenegte Staaten onofhängeg ze maachen, wa mer hinnen hir Militärbasen op europäeschem Buedem subventionéieren?

Mee bon! Et geet jo ëmmer erëm drëms, d'NATO-Ziler ze erreechen, dee berüümt-berüchtegten Effort de défense. An d'Argumentatioun vun der Regierung geet jo dann och an déi Richtung: „Iergendwéi musse mer déi 400 Millioune jo lassginn an dat heite schaaft zumindest Aarbechtsplazen hei am Land."

Also, datt de Staat mat sengem Budget Aarbechtsplaze schaaft, do hu mir als Lénk nun definitiv näischt dergéint! Mee da schaaft awer wannechgelift Aarbechtsplazen, déi zukunftsorientéiert sinn, Aarbechtsplazen, déi eiser Gesellschaft eppes bréngen an déi déi grouss Defien an Ugrëff huelen, deenen eis Gesellschaft an Europa an och zu Lëtzebuerg ausgesat ass, an net einfach just Aarbechtsplazen, déi doranner bestinn, der U.S. Air Force hir Stocken ze verwalten an hir Camione propper ze halen!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Duerfir eise Virschlag: Huelt dës Suen, déi Der bereet sidd auszeginn, a gitt se och an deem Beräich aus, deen Der cibléiert hutt, nämlech am Beräich vun der Logistik. Ficeléiert e Projet ronderëm den aktuelle Stand vun der WSA an entwéckelt domadder en ziville Projet, deen eng wierklech Utilité publique huet. Also u Besoine feelt et nun definitiv net!

A wa se lech da bei der NATO erëm mam Effort de défense kommen, Här Verdeedegungsminister, da wiere mir frou, wann Der hinne géift soen, datt eist Land an eis Populatioun am Moment aner Suergen hu wéi den Effort de défense vun der NATO.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, mir Pirate sinn allgemeng an eiser mofer Friddenspolitik ganz kritesch bei all Dossier ronderëm d'Militär an hiert Material. Mir sinn eng Partei, déi fir Ofrüstung steet.

An der Erklärung vum Gesetzesprojet steet am Exposé des motifs dran, dass Lëtzebuerg sech kloer zu sengem Engagement vis-à-vis vun eise Befreier aus dem Zweete Weltkrich bekennt. Zu Péiteng wësse mir ganz gutt, wat dës Verbonnenheet mat den USA bedeit: Do war den éischten Amerikaner gefall, mir si befreit ginn. Nach oft zielen eis Grousselteren an aner Zäitzeien aus der Geschicht vun deemools. Och wa mir d'Leeschtungen an d'Erënnerunge vun de Befreier vum Nazismus viru 75 Joer héichhalen an eis bei den Amerikaner fir d'Geschicht bedanke sollen, esou musse mer awer soen, dass dëst net eleng de Grond ass, firwat mir hei e Gesetzesprojet stëmmen.

Mir verstinn och, dass et fir de Minister keng einfach Aufgab ass, als klenge Staat mat engem geopolitesche Ris esou en Accord auszehandelen, bei deem d'USA ëmmerhi ronn e Véierel vun den Ausgaben iwwerhuelen. A wann ee weess, dass de Minister Member bei der grénger Partei ass a soumat - hoffen ech zumindest - esou sensitiv op d'Ëmwelt ass wéi mir Piraten, dann ass et him sécher bei der Ënnerschréft vun deem Memorandum net liichtgefall, well d'US-Arméi mat hirer ganzer Logistik a Krichsmaschinnerie ee vun de gréisste Klimasënner op der ganzer Welt ass.

Mee dës Ausgaben hei kënne mer net einfach esou legitiméiere mam Argument, dass mir dat esou gäre maachen. Wa mer elo éierlech sinn, firwat mer dëse Projet haut hei stëmmen, da läit et dorunner, dass d'USA dat vun eis verlaangen.

An de Grond, firwat mir méi Sue musse bezuelen, ass, dass den Donald Trump 67 Milliounen Euro vun der US-Arméi aus Lëtzebuerg ofgezunn huet, fir domadder de Bau vun der Grenzmauer zu Mexiko ze finanzéieren - esou an engem Artikel aus dem „Wort" iwwer eng Question parlementaire vum honorabele Marc Spautz.

Op där enger Säit kréie mer presentéiert, dass mir duerch dësen Invest vun 225 Millioune eis bilateral Bezéiunge mat den USA stäerken an 300 Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg behalen. Kuckt een awer déi aner Säit vun der Medail, da mécht dat op d'Joer gerechent 75.000 Euro pro Aarbechtsplaz. An do dierf ee sech emol d'Fro stellen: Kommen déi och bei de Salariéen un?

Mee wat sinn dann och nach d'Konsequenze fir d'Ëmwelt? An och, wa keng Waffen op deem Site gelagert ginn, leien hei trotzdeem nach ëmmer Objeten, déi fir militäresch Zwecker geduecht sinn, déi net grad ëmweltfrëndlech sinn.

Et géif eis op alle Fall zeguttkommen, am Zesummenhang mat esou bilateralen Accorde méi europäesch Accorden ze fannen, fir selwer fir d'Sécherheet op eisem Kontinent ze suergen. Mir Piraten fannen et schued, dass déi grouss Annoncë vun den Europawale fir d'Opstelle vun enger europäescher Verdeedegungsarméi net weidergefouert goufen. D'Realitéit ass leider nach ëmmer eng aner, mee et wär gutt, wa Lëtzebuerg op europäeschem Niveau géif Drock maachen, fir d'Theema vun enger europäescher Arméi net aus den Aen ze verléieren - an domat menge mir méi wéi eng Kooperatioun an der Benelux!

Trotz aller Kritik wäerte mir Piraten dëst Gesetz zur Finanzéierung vun der WSA zu Suessem haut matstëmmen, awer just, fir déi Aarbechtsplazen ze erhalen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Merci, Här President, an och all den Deputéierte fir hir Beiträg. Ech wollt vläicht ufänken, andeems ech op d'Remark vum honorabelen Här Kartheiser aginn, deen am Ufank un d'Joer 1979 erënnert huet an u meng oder deene Gréngen hir Positioune vun 1979 zur automarer Oprüstung an zur Oprüstung en général. An ech wëll em fir d'éischt dorobber äntweren, datt e jo muss mat mer d'accord sinn, datt d'Welt 1979 awer e bësselchen aneschters ausgesinn huet wéi 2021.

1979 ass et eng Mauer queesch duerch Europa ginn, et ass nach eng Sowjetunioun ginn, et ass e Kale Krich ginn, dee ganz aktuell war. An déi ganz Oprüstungspolitik, déi deemools bedriwwe ginn ass an déi haaptsächlech ufangs den 80er-Jore vum Här Ronald Reagan an de Vereenegte Staate gefërdert ginn ass, dat war en eenzege Machtkampf, deen zum Deel ganz geféierlech Zich hat. An dat sinn och d'Grënn, firwat ech nach haut houfreg sinn, datt ech deemools op Manifestatioune gaange sinn, fir géint déi automar Oprüstung an Europa ze demonstréieren, déi ganz geféierlech Zich hat, déi se jo och zum Zil hat, an, dat muss ee jo och soen, dat Zil erreecht huet, fir iwwert dee Rüstungswettlaf, deen deemools stattfonnt huet, deen an där Dimensioun … An dat musst Der emol beflissen historesch nokucke goen, all déi, déi hei schwätzen, och den Här Baum, ech kommen och nach dorobber zréck, op Oprüstung en général, déi deemools ganz sécherlech eng ganz aner Dimensioun hat, wéi se se haut huet.

An d'Militärlager an dee Projet, dee mer haut stëmmen, ze vergläiche mat deem, wat 1979 war, fannen ech dach awer e bësselche mat den Hoer erbäigezunn! Ech weess, Här Kartheiser, d'ADR ass et 1979 nach net ginn. déi gréng ass et déizäit scho ginn, zu Lëtzebuerg op d'mannst och embryonal, an aneren europäesche Länner sinn et scho Grénger ginn. Mee wéi gesot, tëschent 1979 an haut huet d'Welt ganz vill geännert.

Elo wéilt ech lech awer och soen, datt ech meng Meenung zënter 1979 bis haut och op ville Punkte geännert hunn - an dozou stinn ech och! A meng Positioun, déi ech haut zur Verdeedegungspolitik hunn, ass mat Sécherheet net méi déi nämmlecht wéi déi, déi ech 1979 hat, an dat géif ech och net wëlle verstoppen. Domat wëll ech awer och net soen, datt mer alles leeddeet, wat ech 1979 gemaach hunn, an datt vläicht alles falsch war, mee et gëtt awer och Saachen, déi ech deemools behaapt hunn, déi ech haut net méi géif vertrieden, dat soen ech lech ganz kloer. An duerfir ass dat och elo guer näischt Iwwerraschendes. Et ass natierlech flott, wann een dat hei kann erwänen, ech hunn och domadder absolutt kee Problem!

An da kommen ech och zu där Fro vun der Oprüstungsspiral, déi den Här Baum opgeworf huet, an datt déi Lénk ..., am Contraire zum Beispill zu deene Gréngen oder och anere Parteien heibannen, déi dann elo dee Gesetzesprojet hei stëmmen, déi net géint d'Oprüstungsspiral géifen antrieden. Dach! Mee et muss een natierlech kucken, wéi wäit een domadder geet.

An da kommen ech zu der essenzieller Fro an déi hätt ech awer och gär emol eng Kéier vun Iech beäntwert: Wat ass dann Äert Konzept vu Verdeedegungspolitik? Oprüstung, wéini een oprüst a géint wien een oprüst, dat ass jo alles eng Fro vun enger Definitioun, déi een dropsetzt, an dat ass zum Beispill eng Fro, déi een dann awer och beäntwere muss. Ass een der Iwwerzeegung, datt een iwwerhaapt keng Verteidegungsallianzen oder -bündnisser méi brauch? Ass een der Meenung, datt een och keng Arméi méi brauch, iwwerhaapt kee militärescht Material méi brauch? Wann een där Meenung ass, okay, da kann een natierlech soen: „Ech kommen an d'Parlament an ech stëmmen donc géint all Projet, deen net an déi Richtung geet, fir dat alles ofzebauen."

Mee dat ka jo net d'Konzeptioun sinn! Bon, ech hoffen net, datt et Är ass, well ech mengen awer, Dir sidd och net esou naiv, fir net ze wëssen an net ze verstoen, datt déi Welt, an där mer liewen, awer e bësse méi komplizéiert ass an datt et de Moment relativ schwiereg ass, an där Welt hei eens ze ginn - leider, muss een natierlech soen -, ouni datt ee Verdeedegungspolitik huet, ouni datt een och Rüstungsmaterial huet, wat och ëmmer een dorënner versteet. Et gëtt jo awer en Ënnerscheed tëschent atomare Mëttelstreckerakéiten an engem Militärlager zu Suessem, wou verschidde Komponente fir Fligere leien oder wou anert méi liicht militärescht Material läit. Also do gëtt et jo awer och nach grouss Differenzen!

An dat, wat mer haut zu Suessem op der WSA hunn an och elo wäerten ausbauen, dat ass net e Stand fir Mëttelstreckerakéiten oder atomar Sprengkäpp, mee et ass éischter e Militärlager, wou logistescht Material, Komponente fir Fligeren an esou weider leien, effektiv haaptsächlech fir d'amerikanesch Air Force.

A wéi gesot, da wëll ech lech och soen: Wa mer natierlech zur Konklusioun kommen, datt deen een der Meenung ass, datt een awer e Verteidegungsbündnis brauch, an deen aneren net, da gi mer eis op där Fro warscheinlech och net eens. Da kënne mer ons natierlech ganz gären eng Kéier doriwwer austauschen, dat kënne mer ganz gären eng Kéier maachen!

Zu der Fro, wat fir ee militärescht Verteidegungsbündnis ee brauch an ob d'NATO an där Form, wéi mer se haut kennen, nach dat gëeegent ass, dat ass eng oppen Diskussioun. An ech wëll Iech iwwregens och soen: Déi gëtt de Moment souguer an der NATO selwer gefouert. Well Dir wësst, datt eng strateegesch Ausriichtung an der NATO amgaangen ass, en Denkprozess, wou keen esou richteg weess, wourop et herno erauslafe wäert, wou et op alle Fall nach net kloer definéiert ass. Dat wäerte mer an deenen nächste Jore gesinn.

Dat hänkt jo och vill dervun of, wéi d'Welt sech entwéckelt, wat an der Welt geschitt, jee nodeem, wéi d'Walen och ausginn, wéi mer jo wëssen, a verschiddene Länner, notamment an engem Land, dat elo rezent Walen hat. Dat wäert sécherlech och en Afloss drop hunn, wéi herno verschidden Ausriichtunge ginn.

Op alle Fall: Mir sinn der Iwwerzeegung als gréng Fraktioun, géif ech emol dervun ausgoen, mee virun allem och d'Regierung ass der Iwwerzeegung, an dat ass jo elo a menger Positioun hei dat Wichtegst, datt mer eng Allianz brauchen a virun allem och eng Allianz, wou d'Vereenegt Staate mat dra sinn, an net de Contraire. Dofir gesi mer d'Vereenegt Staaten net per se als eppes, wat ee muss negativ gesi vu vireran, mee datt een déi effektiv als staarke Partner an där Allianz op alle Fall brauch. Duerfir fanne mer et och gutt a richteg a wichteg, datt dat dote Militärlager zu Lëtzebuerg ass an och bleift an och ausgebaut gëtt.

Ech wëll och soen: Et ass einfach och net richteg, wat den Här Goergen hei seet, datt déi dote Méikäschten, déi mer heiran hunn, just komm wieren, well den Här Trump decidéiert hätt, souwisou d'Militärlageren an Europa all ofzezéien, an dat wier quasi de Präis gewiescht, dee mer hätte misse bezuelen, fir datt dat bleift. Dat ass absolutt net richteg! Et ass souguer éischter esou, datt déi Diskussiounen hei laang virdrun ugaange sinn, ier iwwerhaapt déi aner Diskussioun un d'Lafe komm ass an d'Decisioun vun der amerikanescher Administratioun vum Här Trump fir ze soen: „Mir zéien an Europa Basen of."

Mir haten ee Moment zwar Suergen, well du stoung eisen Accord schonn um Pabeier, datt dat elo kéint derzou féieren, datt deen erëm kéint a Fro gestallt ginn. Mee dat hat iwwerhaapt keen Zesummenhang. Duerfir fannen ech et och net richteg, fir dat esou ze behaapten. Mee soit!

Den Här Halsdorf hat mer awer och nach zwou Froe gestallt. Ech wëll em déi beäntweren.

Déi éischt ass déi: Firwat hu mer net eng ASBL gewielt? Mir hunn all Cas-de-figurë gekuckt. Mir hunn zum Beispill och souguer eng juristesch Analys maache gelooss iwwert d'SA, ob et net méi sënnvoll wär, eriwwerzegoen an eng SA.

Et muss een och wëssen: Zum Zäitpunkt, wéi mer dat jo alles gemaach hunn, du war ArcelorMittal och nach am Boot. Dat ass jo elo eréischt alles parallell gelaf, wéi déi aus dem Aktionariat erauskomm sinn. Mee virun allem hu mer bei all deem, wat mer gekuckt hunn - SARL, SA oder och ASBL -, net eng richteg Plus-value gesi fir d'ASBL. An duerfir hu mer elo emol decidéiert, op alle Fall bei där doter Formule ze bleiwen.

Dann ass et och esou, datt déi Käschtenopdeelung, déi elo dran ass, och esou komm ass, well mer och frou waren driwwer, datt et ëm en Ausbau gaangen ass. Elo kann een natierlech effektiv driwwer diskutéieren: Hätte mer misse méi drécken, datt vläicht d'Bedeelegung bei den Exploitatiounskäschte besser oder eropgesat gi wär bei de Vereenegte Staaten oder net?

Also, et kann een ëmmer diskutéieren. Ech mengen, mir hunn dat och sécher an d'Diskussioun erabruecht, mee dat hei war elo de Kompromëss, deen erauskomm ass. Duerfir, ech mengen, Dir hutt Recht. Dat hätt een duerchweegs vläicht kënne méi a Fro stellen. Mee bon. Ech weess awer elo net, ob mer an deem Stadium hei méi erauskritt hätte wéi dat heiten.

Ech sinn op alle Fall frou, datt dee Projet hei esou eng breet Zoustëmmung kritt. Ech ginn dem Här Kartheiser an deem Sënn awer och Recht, datt et, well et e Projet ass, deen iwwer zéng Joer geet, desto méi wichteg an och gutt ass, datt net nëmmen d'Majoritéit en dréit, mee och de ganz groussen Deel vum Parlament. Merci duerfir.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ier ech dem Här Minister Merci soen, fir d'éischt nach Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier drop reagéieren, wat den Här Minister a meng Richtung gesot huet.

Also, den Här Trump schwätzt net mat mir. E schwätzt zwar mat lech, Dir hutt do vläicht aner Informatiounen, mee hei geet et ëm en Artikel vum Oktober 2019 op eng Question parlementaire, déi vum Här Spautz gestallt ginn ass. An den Här Asselborn an den Här Kersch hunn dat beäntwert. An do steet, laut „Wort", d'Capacitéiten, déi fir Suessem virgesi waren, wären elo fir de Bau vun enger Mauer un der Grenz vun de Vereenegte Staate mat Mexiko virgesinn - „Gelder aus deem US-Verteidigungshaushalt". Mir hunn déi Question parlementaire als Quell geholl.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Jo, ech hu jo och elo näischt aneres gesot. Wann ech gesot hunn, datt d'Administratioun Trump zu engem gewëssen Zäitpunkt alles a Fro gestallt huet, dann ass natierlech och Suessem derbäi. Dat ass jo evident.

Deen Accord hei war awer scho laang virdrun mam amerikanesch Ambassadeur ausgehandelt ginn. Et ass awer net esou, datt dat doten de Präis war, deen ... Mir hunn näischt missen dropleeën, loosse mer emol esou soen, wéi déi Decisioun geholl ginn ass vun der amerikanescher Administratioun, fir an déi dote Richtung ze goen.

Bon, also, ech gesinn, ech kréien lech net iwwerzeegt, mee dat ass awer net weider schlëmm.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Verdeedegungsminister Fränz Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7507. Esou wéi de Rapporteur eis dat virdru matgedeelt huet, ass den Intitulé vum Projet de loi ofgeännert ginn. Et ass deemno « Projet de loi autorisant la participation financière (…) » amplaz « Projet de loi visant l'autorisation de la participation financière (…) ». De Staatsrot ass vun där Änneruing a Kenntnis gesat ginn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7507 et dispense du second vote constitutionnel

Mir stëmmen elo iwwert de Projet de loi mat dem ofgeännerten Intitulé of. Den Text steet am Document parlementaire 7507[4]. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie

Modert, M. Laurent Mosar (par M. Serge Wilmes), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7490 - Projet de loi sur les transports publics et modifiant :

1° les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation ;

2° la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques, de la natation, des droits des passagers et du permis d'exploitation des bateaux à passagers ;

3° la loi du 10 septembre 2012 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires ;

4° la loi du 27 avril 2015 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n° 181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004, et modifiant 1) les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation, 2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7490, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den ëffentlechen Transport. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, elo komme mer zu engem méi rouegen Theema. Et geet ëm den ëffentlechen Transport an et geet drëm, d'Gesetz vum 29. Juni 2004 mam selwechten Titel ëmzeänneren. An dat alles ass notamment en accord mam Koalitiounsofkommes vun 2018.

Dat Gesetz vun 2004 couvréiert den ëffentlechen Transport iwwert d'Schinn an d'Strooss. Dëse Projet de loi berücksichtegt dobäi och déi aktuell europäesch Reglementatioun, wéi zum Beispil d'EU-Reglement 1370 aus dem Joer 2007, dat d'national an d'international Exploitatioun vum ëffentlechen Transport op der Schinn an op der Strooss regléiert. Den Transport op der Schinn ass allerdéngs och nach an anere Gesetzer festgehalen, wéi zum Beispill am Gesetz vum 16. Juni 2019 (veuillez lire: am Gesetz vum 6. Juni 2019).

Déi gréisst Ännerung an dësem Projet de loi besteet doran, datt eng nei staatlech Administratioun geschafe gëtt, déi d'Organisatioun an d'Gestioun vum ëffentlechen Transport iwwert d'Strooss als Optrag kritt. De bisheerege Verkéiersverbond, d'„Communauté des transports", gëtt opgeléist a fusionéiert seng Kompetenzen, seng Missiounen a Ressourcë mat deene vun der Direktioun vum ëffentlechen Transport. Doraus entsteet dann déi nei „Administration des transports publics".

D'Missioune vun dëser Administratioun sinn allgemenger Natur, mee betreffen och d'Koordinatioun an d'technesch Gestioun a sinn detailléiert am Artikel 6. Gläichzäiteg ass déi Administratioun och zoustänneg als Operateur vun den Transports publics a fir d'Gestioun zum Beispill vum RGTR-Busreseau: Planifikatioun vun den Horairen, Roulementen, Dekonten et cetera. Och ass dës Administratioun zoustänneg fir de Service Adapto, dee mer jo och a leschter Zäit ëfters hei beschwat hunn.

Dat aktuellt Personal vum Verkéiersverbond gëtt integral vun där neier Administratioun oder vum Ministère iwwerholl a gëtt do ugestallt ënnert dem Statut vum Employé de l'État. Am Verkéiersverbond schaffe se de Moment nach ënner privatem Statut. Och d'Rechter, wat hir Klassementer du point de vue Karriär ugeet, ginn hei respektéiert. Beim Verkéiersverbond handelt et sech ëm 66 Persounen, bei der Direktioun si 27 Persoune betraff.

D'Kreatioun vun dëser Administratioun war, wéi gesot, am Koalitiounsaccord vun 2018 esou ugeduecht ginn. Des Weidere gëtt och en neie Service Transport „à la demande" kreéiert.

De Minister, deen den Transport a sengem Kompetenzberäich huet, gëtt an dësem Gesetz mat follgenden Aufgabe beoptraagt: Koordinatioun vum ëffentlechen Transport, strateegesch Planifikatioun vun der Mobilitéit. Hie bleift Autorité compétente vum ëffentlechen Transport, virun allem am Sënn vun der europäescher Legislatioun, an de Minister ka weider Konventiounen ofschléissen tëschent dem Staat an de Gemenge respektiv Gemengesyndikater.

De Volet „Rechter vun de Passagéier" gëtt bei de Ministère vun der Protection des consommateurs iwwerdroen.

Des Weidere ginn eng Rei Ännerunge virgeholl an den Definitioune vun de Servicer vum ëffentlechen Transport, soudatt dës Definitiounen ugepasst ginn un déi aus dem europäesche Reglement vun 2009 (veuillez lire: aus dem europäesche Reglement (CE) 1073/2009). Heivu sinn d'Services réguliers, d'Services réguliers spécialisés, d'Services occasionnels an d'Services spécifiques betraff.

Och bréngt dëse Projet de loi eng Rei Simplifications administratives mat sech um Gebitt vun de Prozedure betreffend d'Exploitatioun vun de Services de transports publics. Allgemeng gëllt, datt d'Contrats de service publics gläichgesat gi mat Autorisations d'exploitation. Domat ginn dann och d'Autorisations nationales pour l'exploitation de transports publics ofgeschaaft.

D'Dispositiounen, déi virgesi sinn, fir zum Beispill géint en Transporteur virzegoen, deen Irregularitéite mécht an der Ausübung vu sengem Mandat, vu senger Missioun, ginn elo an de Contrat de service public ageschriwwen. Weider Detailer zu den Dispositioune fannt Der a mengem schrëftleche Rapport.

Dann zu den Avise vun de Chambres professionnelles. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics konzentréiert sech haaptsächlech op déi Dispositiounen, déi hei d'Administratioun selwer betreffen, an notamment déi, déi d'Personal betreffen, wat do ugestallt gëtt. Si begréisst dann och d'Kreatioun vun dëser Administratioun. Si stellt fest, datt gewësse Punkten net prezis genuch sinn, wéi d'Attributioune vun där neier Administratioun, d'Interventioun vun de Gemengen an hir finanziell Partizipatioun um Entretien vun den Infrastrukturen, wéi zum Beispill vun de Busarrêten.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ënnersträicht nach eng Kéier an dësem Avis, wéi wichteg et ass, d'Offer an d'Qualitéit am ëffentlechen Transport héichzehalen a weider auszebauen. Dës Chamber huet och nach eng Rei Froen opgeworf a schreift, datt Reglementer, zum Beispill d'Règlements d'exécution, sollte beim Projet de loi derbäileien.

D'Chambre des Salariés insistéiert, datt d'Guichete vun der Mobilitéitszentral respektiv d'Offer fir de Client net däerfe verschwannen, a freet weider Informatiounen zu dem Transport à la demande.

D'Chambre de Commerce begréisst dëse Projet de loi, notamment datt an dësem Projet de loi d'Coopération transfrontalière an eis national Politik vum ëffentlechen Transport integréiert gëtt.

D'Chambre des Métiers begréisst och dëse Projet de loi, mam Argument, datt et fir eis wirtschaftlech Entwécklung wichteg ass, e gutt fonctionéierenden ëffentlechen Transport ze hunn.

De Syvicol bedauert a sengem Avis, datt hie sech huet mussen autosaiséieren. Hie begréisst de Projet de loi an deem Sënn, datt et drëm geet, fir d'Effizienz vum ëffentlechen Transport an dem Service ze verbesseren. E bedauert awer, datt duerch d'Verschwanne vum Conseil d'administration vum Verkéiersverbond keng Plateforme d'échange méi mat de Gemenge géif bestoen.

Dann zum Avis vum Staatsrot. De Staatsrot hat zwielef Oppositions formelles gemaach wéinst Rechtsonsécherheet oder Netkonformitéit mat der Constitutioun. All dës Oppositions formelles konnten duerch Amendements parlementaires opgehuewe ginn. Detailer zu dëse parlamentareschen Aarbechte kënnt Der a mengem Rapport écrit noliesen.

De Projet de loi ass de 15. Oktober 2019 an der Chamber deposéiert ginn. E gouf eng éischte Kéier an der Kommissioun vun der Mobilitéit an den Travaux publics den 23. Januar 2020 presentéiert. De Staatsrot huet säin éischten Avis den 13. Oktober 2020 ofginn. Säin Avis complémentaire ass vum 19. Dezember. An de Rapport, esou wéi en lech hei virläit, ass an der Reunioun vun der Kommissioun vum 14. Januar 2021 unanime ugeholl ginn.

Ech wollt mech nach bei de Membere vun der Kommissioun bedanke fir déi gutt Kooperatioun a ginn och heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Carlo Back Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporter, dem Här Back, Merci fir säi Rapport. En huet dat alles kloer gesot, wat an dësem Projet de loi wichteg ass. Ech ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet de loi hei.

Ech wéilt awer trotzdeem just op ee Punkt agoen, deen de Rapporter och a sengem Rapport gemaach huet. En huet den Avis vum Syvicol oder sengem President, mengm Parteikolleeg, dem Emile Eicher, erwäänt, dee jo eng ganz gutt Aarbecht mécht am Sënn vun de Gemengen. En huet och de Kritikpunkt betount gehat, datt u sech de Syvicol sech huet misse selwer hei saiséieren, fir en Avis dozou ofzeginn. Et géif een do wierklech nach eng Kéier der Regierung mat op de Wee ginn an un d'Häerz leeën, dach systematesch ëmmer de Syvicol ëm säin Avis ze froen, wann et mat ëm Gemengepolitik geet.

Ech mengen, et si genuch vun lech Memberen vun der Regierung, déi selwer eng Kéier Gemengepolitiker waren. A soulaang et net obligatoresch ass, de Syvicol a Gemengefroen ze froen, wär et dach wichteg, dee Reflex ze hunn. Dat ass net onbedéngt e schlechte Wëllen, mee huelt dat mat op de Wee.

Op där anerer Säit ass nach dee Punkt, deen de Syvicol zu Recht ugeschwat huet: Wéi geet dat da mat der Koordinatioun a mat der Zesummenaarbecht mat de Gemengen? Kënnt Der do Prezisioune ginn? Wou de Syvicol besonnesch och Recht huet, dat ass, datt de Verkéiersverbond jo e Conseil d'administration hat, wou dräi Gemengevertrieder u sech dra waren - een direkt iwwert de Syvicol nominéiert an dann zwee Vertrieder vun deene gréisste Gemengebussyndikater aus dem Land, nämlech der Stad Lëtzebuerg an dem TICE -, déi do drasouzen an déi sech natierlech du konnten direkt austausche mat deenen anere Memberen, de Representantë vum Staat.

Wéi wäert dann elo déi Zesummenaarbecht an Zukunft do gemaach gi mat der Verwaltung? Dat heescht, allgemeng d'Fro: Kënnt Der eis soen, wéi sech elo d'Verwaltung wäert mat de Gemenge koordinéieren, fir datt mer och wierklech déi qualitativ héichwäerteg Offer am ëffentlechen Transport kréien, déi mer jo alleguerte gären hätten a brauchen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wilmes. An d'Wuert geet direkt weider un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Jo, mir wëssen alleguer, d'Mobilitéit ass a bleift e Chantier, e ganz grousse Chantier hei zu Lëtzebuerg, wann och e Chantier, un deem ganz vill geschafft gëtt. Infrastrukturtechnesch ass dat, wat an de leschte Jore geplangt an an dëser Chamber hei gestëmmt ginn ass, wuel eemoleg. A mir sinn och soubal net fäerdeg. Bis all déi Projeten, déi schonn decidéiert gi sinn, och ëmgesat ginn, wäert et, mengen ech, nach e bëssen daueren. Do derbäi kommen nach eng ganz Rei Projeten, déi nach net gestëmmt gi sinn an déi an der nächster Zäit sollen deposéiert ginn.

De Projet, ëm deen et haut geet, ass - jo, ech ginn et zou -, manner visibel, manner grouss. Et gëtt duerno näischt anzeweien. Mee dowéinst ass dëse Projet awer net manner wichteg. Effektiv kéint ee souguer soen, mir operéieren hei um oppenen Häerz vun der Mobilitéit hei am Land, vu dass et ëm d'Organisatioun an d'Opstellung vun der Verwaltung an dësem Beräich geet.

Als DP begréisse mir et, dass d'Kompetenze fir den ëffentlechen Transport op enger Plaz konzentréiert ginn. Mir sinn iwwerzeegt, dass op dës Manéier Ressourcë méi effikass agesat, Prozedure vereinfacht an Double-emploien evitéiert kënne ginn. Et ass asoufern nëmmen e logesche Schrëtt, déi concernéiert Servicer ënner engem Daach ze vereenegen.

De Gesetzesprojet gesäit och d'Schafe vu verschiddenen neien Organer vir, wéi zum Beispill dem „Comité des usagers" an dem Aarbechtsgrupp „Réseau RGTR". A jo, wéi wichteg et ass, am permanenten Austausch mat de Leit ze stoen, besonnesch bei engem Sujet wéi dësem, dat brauch ech sécher kengem ze soen.

Den Här Minister huet jo an der leschter Zäit besonnesch am Kader vun der Neiorganisatioun vum RGTR kënnen de Bols vun de Leit a senge Versammlunge fillen an e weess dowéinst, dass dësen Exercice absolutt noutwendeg ass. An dofir begréisse mir ganz kloer dës zwee nei Organer, fir kënnen den Uleiesse vun de Leit Rechnung ze droen, déi och tatsächlech all Dag mat deem liewe mussen, wat d'Politik, wat de Ministère, wat déi Verwaltungen dann decidéiert hunn.

Besonnesch am Fall vum RGTR fanne mir et wichteg, dass suivéiert gëtt, ob d'Reform dann och déi gewënscht Resultater mat sech bréngt oder ob plazeweis nach nogebessert muss ginn. Ech mengen, et ass evident, dass et bei esou engem komplexe Sujet wéi der Organisatioun vun engem ganze Busreseau, notamment och am Zesummespill mat anere Verkéiersmëttel wéi dem Zuch, e bësse wäert brauchen, bis sech alles agespillt huet.

E weidert Element ass d'Schafe vun engem Service à la demande, Genre Ruffbus, deem mir natierlech net ofgeneigt sinn, wou et awer zu dësem Zäitpunkt schwéier ass, eppes dozou ze soen, well iwwert déi genee Modalitéiten nach näischt gewosst ass. Wann et awer sollt a Richtung vun engem Ruffbus goen, da fanne mir op alle Fall, dass sollt gekuckt ginn, fir mat de villen Offeren, déi et haut schonn um Gemengenniveau an deem Beräich gëtt, Synergien ze schafen, ze kucken, wat sënnvoll ass, an, jo, all Double-emploien ze evitéieren.

Besonnesch gëllt et ze evitéieren, dass esou e Service à la demande eng Konkurrenz fir de regulären ëffentlechen Transport duerstellt. E kéint héchstens complementaire zu dësem sinn.

Här President, ech wéilt zum Schluss nach op ee Punkt agoen, deen eis als DP generell wichteg ass. Mir sinn der Meenung, dass virun allem am digitalen Zäitalter d'Donnéeën den A an O vun enger effikasser Mobilitéitspolitik sinn. Déi nei Technologië ginn eis hei jo eng Rei Méiglechkeeten an de Grapp, fir e besseren Iwwerbléck iwwert d'Verkéierssituatioun aktuell an och iwwer laangfristeg Musteren ze ginn. Esou schafe mer déi néideg Viraussetzunge fir d'Politik, fir engersäits de Besoin a Saache Mobilitéit op länger Dauer kënnen ze erkennen, ze anticipéieren an entspriechend dann och Decisiounen ze huelen.

Anerersäits gi mer dem Passagéier och kuerzfristeg d'Méiglechkeet, seng individuell Mobilitéit besser ze organiséieren, wann en akkurat Informatiounen iwwert déi aktuell Situatioun zur Verfügung gestallt kritt. D'Kommunikatioun an d'Informatioun vum Passagéier sinn absolutt essenziell, fir dass dëse sech och selwer kann organiséieren a kucken, wéi en am beschte vun A op B ka kommen.

An dësem Sënn gesäit de Koalitiounsaccord jo och d'Schafe vun engem Observatoire de la mobilité vir, deen dofir zoustänneg wier an Zesummenaarbecht mat de verschiddenen Acteuren. Och d'Schafe vun der neier Verwaltung fir den ëffentlechen Transport ass en Deel heivunner an déi nei Administratioun wäert an deem Kader eng ganz wichteg Roll spillen. Denke mer un d'Mobilitéitsapp respektiv un de Site mobiliteit.lu. Dës si jo och vum Verkéiersverbond entwéckelt a bedriwwe ginn. Mir hoffen dowéinst, dass d'Schafe vun dësem Observatoire séier virugeet, fir dass mer an dësem Beräich nach weider virukommen a och an deenen nächste Joren nach besser kënne ginn.

Dëst gesot, bleift mir den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ze ginn an lech villmools Merci ze soe fir d'Nolauschteren a last but not least dem Rapporter Carlo Back villmools Merci ze soe fir seng zwee Rapporten, souwuel säi schrëftleche wéi säi mëndlechen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, opgrond vun der demografescher, wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land a virun allem och aus Ëmwelt- a Gesondheetsgrënn, kuerz, och am Sënn vun eiser Liewensqualitéit soll a muss den ëffentlechen Transport eng ëmmer méi grouss Roll an eisen alldeeglechen Deplacementer anhuelen a spillen.

De quantitativen a qualitativen Ausbau vum ëffentlechen Transport ass a war deemno ëmmer eng vun de politesche Prioritéite vun der LSAP. Dofir begréisse mer och ganz kloer dëse Projet de loi iwwert den Transport public, deen haut zur Debatt an och zur Ofstëmmung steet.

Esougutt den Zuch- wéi och de Stroosseverkéier sollen a wäerten duerch déi nei Reegele verbessert ginn. An och meng Virriedner si jo drop agaangen. Ech wëll och vun dëser Plaz a vu menger Säit aus e grousse Merci soen un de Rapporter, un de Carlo Back, fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Jo, d'Zil vun der Fusioun vum Verkéiersverbond an der Direction des transports publics zu enger neier Administration des transports publics, vun der Zesummeleeung vun de verschiddene Kompe-

tenzen a Ressourcen ass et, an esou kënnt Der et och kloer am Exposé des motifs noliesen, duerch eng méi zentraliséiert Approche d'Effizienz an d'Kohärenz an d'Organisatioun vum ëffentlechen Transport ze bréngen. De Modell vum Établissement public, ënnert deem de Verkéiersverbond bis elo fonctionéiert huet, gëtt also ofgeschaaft.

Elo weess een awer och, dass et bei Fusiounen noutgedronge virun allem am Personalberäich zu gréisseren Ännerunge komme kann, fir de System u sech, mee awer och fir all eenzel Mataarbechterin a Mataarbechter. Dëst féiert dann och net seelen zu tëschemënschleche Spannungen an och emol zu Onzefriddenheeten. An um Niveau vum Gesetz soll dat jo och doduerch verhënnert ginn, dass d'Salariéë vum Verkéiersverbond als Staatsemployé, als Employé de l'État, an déi nei Struktur iwwerholl ginn.

D'Interesse vum Personal vum Verkéiersverbond, ëm déi 66 Fraen a Männer insgesamt, sollen esou garantéiert ginn an d'Acquisen, wat de Klassement an d'Echelonen ubelaangt, och respektéiert ginn. An ech mengen, dat ass ganz wichteg.

Fir d'LSAP ass et awer och gradesou wichteg, dass alles gemaach gëtt, fir dass aus organisatorescher Siicht an iwwert de Punkt vun de Karriären an de Remuneratiounen eraus alles drugesat gëtt, fir dës Transitioun awer och am Respekt vun all eenzelnem Mataarbechter a senger berufflecher Erfarung, déi en huet, an och senge professionellen, mee och mënschleche Kompetenzen esou gutt wéi méiglech hinzekréien, fir datt dës esou matagebonne kënne ginn.

Ech wéilt awer op dëser Plaz och nach en zweete wichtege Punkt an eisen Aen uschwätzen, an zwar ass et dee vun de Gemengen. Duerch d'Opléise vum Établissement public soll jo och de Verwaltungsrot opgeléist ginn, an et ass jo och schonn am Avis vum Syvicol ënnerstrach ginn, dass domadder natierlech de Risiko opkommen oder bestoe kann, dass d'Gemengen an déi dote Memberen deemno an deem Austauschprozess, an deem se waren, an deem Decisiounsprozess, un deem si mat bedeelegt waren, vill manner agebonne ginn. An dofir, mengen ech, ass et awer och wichteg, dass mer d'Gemenge weider mat an d'Boot huelen ënnert där enger oder anerer Form, fir effektiv och fir si an Transportfroen déi Consultatioun sécherzestellen, well si den Transport jo och deelweis mat organiséieren. An ech mengen, am Exposé des motifs kann ee ganz kloer erausliesen - an ech mengen, dat ass jo och e klore Statement -, dass d'Gemengen ee vun de véier Acteuren an der Mobilitéit sinn.

Well bon, leschten Enns kënnen déi virdrun ugeschwaten Objektiver vun Effizienz a Kohärenz nëmmen erreecht ginn, wann all déi implizéiert Acteuren zesummen un engem Strang zéien, dëst am Sënn vum ëffentlechen Transport a vum Personal, am Sënn vun den Usageren, am Sënn vun der Ëmwelt an och domat am Sënn vun eis all an, last but not least, am Sënn vun den zukünftege Generatiounen.

An domadder ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz kënnt et zu enger Fusioun vum Verkéiersverbond an der Direktioun fir ëffentlech Verkéiersmëttel zu enger eenzeger Verwaltung, genannt Administration des transports publics. Dëst beinhalt esougutt de Schinne- wéi och de Stroossentransport a soll och op där anerer Säit all déi EU-Virschrëfte respektéieren, déi et an dëse Beräicher gëtt.

D'ADR begréisst am Prinzip dës Fusioun zu enger eenzeger Verwaltung, wat dann hoffentlech och zu manner Schwieregkeeten a méi Koordinatioun um Terrain soll féieren an och zu enger Vereinfachung.

Wat déi eenzel Servicer fir d'Bierger ubelaangt, do droe mer d'Hoffnung, datt dës bäibehale ginn a vläicht nach ausgebaut ginn. Mee op där anerer Säit soe mer och ganz kloer, datt d'Iwwergangsphas intensiv geplangt soll ginn. Léiwer e Mount méi spéit, wa mer domat kënne garantéieren, datt déi sougenannt Kannerkrankheeten op e Minimum reduzéiert ginn.

D'Organisatioun vum ëffentlechen Transport bleift an der Hand vum Ministère, mee de Volet Rechter vun de Leit, also de Gäscht, geet bei de Ministère vun der Protection des consommateurs.

D'Chambre de Commerce begréisst dës Fusioun, mee op där anerer Säit huet d'Salariatskummer awer Bedenken, wat d'Rechter vun de Salariéen aus dem Verkéiersverbond ubelaangt. Et sinn ëmmerhin eng 66 Leit, déi dat betrëfft.

Ech wier dann um Schluss ukomm. Ech géif dem Här Carlo Back en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an ech géif dann d'Zoustëmmung bréngе vun der ADR zu dësem Gesetz. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Deen heite Projet de loi ass u sech keen evidente Projet de loi. An ech muss och zouginn, datt mer als lénk Sensibilitéit eis och e bëssen de Kapp zerbrach hunn, obwuel mer net Member si vun dëser Mobilitéitskommissioun, mee dat awer vu baussen och e bësse suivéiert hunn, wéi een dozou soll stoen.

Et kann ee wierklech dovunner ausgoen ..., a mir verstinn och d'Iwwerleeung vun dëser Regierung, fir justement den Ausbau vum ëffentlechen Transport, wat keng einfach Saach ass a wou mer wëssen, datt et zu Lëtzebuerg wierklech néideg ass, fir deen ze vereinfachen, fir deen och méi effikass ze maachen, dat heescht och, fir dee kënnen ze zentraliséieren. An dohier kënnt dann eeben och dee Projet de loi, fir u sech de Verkéiersverbond an déi aner Organer, den TICE an esou weider, ze zentraliséieren an enger Administratioun.

Wat mir och begréissen! Et ass schonn e puermol gesot ginn, eng aner Administratioun, dat ass eendeiteg besser wéi en Établissement public. A mir sinn och frou u sech, datt och zougesot ginn ass, datt all déi Leit, déi bis elo fir déi aner Organisme geschafft hunn, och do sollen iwwerholl ginn. Ech mengen, dat ass natierlech richteg.

Also et ass e positiven Aspekt do vun enger besserer Koordinéierung. Et kann een natierlech soen, datt dat duerno och vum Minister ofhänkt. Soulaang een e Minister huet, deen awer den ëffentlechen Transport héichhält - ech mengen, dat ass de Fall actuellement -, kann een éischter berouegt sinn. Wa mer eng Kéier en Autosfanatiker do sëtzen hunn, geet dat vläicht an eng aner Richtung. Mee bon, dat ass Politik. Dofir wielt ee jo och Leit an eng Chamber an déi maachen duerno eng Regierung. Bon.

Natierlech, et sinn awer och Schwieregkeeten do. Ech mengen, den Här Wilmes huet dat jo awer och expriméiert. An dat kann een awer och novollzéien, well d'Zentraliséierung ka vläicht méi effikass sinn, mee dat heescht natierlech awer och, datt verschidde Regioune vläicht kënne vernoléissegt ginn an datt se net onbedéngt deementspriechend consultéiert ginn. A mir sinn awer och Unhänger vun enger Zesummenaarbecht, déi och op regionaler Basis berout.

Dat heescht, et sinn awer eng Partie Froen, déi ee sech stellt. An et muss een, wann een dee Wee geet vun där Administratioun mat dësem Projet de loi, och nach wierklech sécherstellen, datt d'Regiounen an d'Gemenge och wierklech richteg kënne matschwätzen a matkucken, wat geschitt.

Mam Marché européen, also der Ausschreiwung, där europäescher Ausschreiwung ... Bon, ech brauch et net ze soen, datt mir souwisou europäeschen Ausschreiwungen, zemools am Transport, guer net positiv géintiwwerstinn, well mer net agesinn, wat dat soll bréngen, an datt dat natierlech wierklech eng Politik ass, déi dofir do ass, fir u sech Dumping ze bedreiwen. Dat ass eng gewollte Politik, déi och op europäeschem Niveau läit an déi natierlech an déi ganz falsch Richtung geet a wierklech net an déi Richtung geet vun engem integréierten ëffentlechen Transport.

Bon. Elo si mer mat dëser Situatioun confrontéiert. Dat Bescht wier natierlech, wa mer dee ganze Busreseau an ëffentlecher Hand hätten. Zemools hautdesdaags, den ëffentlechen Transport, net nëmmen d'Bunn, mee och d'Busser sollen an ëffentlecher Hand sinn. Ass dat net de Fall, ass dat net méiglech, da stellt sech d'Fro natierlech vun engem ganz seriöe Cahier des charges, deen een huet, wann een esou ëffentlech Ausschreiwunge mécht. Dee kenne mer net onbedéngt. Mir ginn dovunner aus, datt dee Cahier des charges awer soll seriö ausgeschafft ginn, datt dat e seriöe Cahier des charges ass. Mee trotzdeem hu mer wierklech e Problem, e prinzipielle Problem souwisou mat esou Ausschreiwungen.

Duerno nach eng kleng Fro: wat de Service à la demande ass. Bon, et soll e Service public sinn, wann ech dat richteg verstinn. Mee et sinn awer Froen opgeworf ginn, wéi dat soll fonctionéieren, ob en iwwerhaapt gratis ass, ab wéini e funktionéiert, ob et eng Masse critique gëtt. Et kann en interessante Service sinn, mee e muss natierlech ëffentlech bleiwen, an d'Fro stellt sech dann eeben och, ob e vun der Gratuitéit profitéiert wéi de Rescht vum ëffentlechen Transport hei am Land.

Deementspriechend, ech hunn Iech et am Ufank gesot, hu mir eis et net einfach gemaach, wéi ee kéint do matstëmmen: Jo? Nee? Ech mengen, mir ginn éischter an déi Richtung fir ze soen, datt et kéint eng Verbesserung duerstellen. Et sinn e puer Froen, déi oppe sinn. Dofir géife mer éischter a Richtung goe vun enger Enthalung, vläicht éischter enger „positiver Enthalung". Esou e Vott gëtt et net hei an der Chamber, mee et däerf ee jo Saachen erfannen.

(Hilarité)

Mee mir wollten net onbedéngt dergéint goen an net absolutt derfir sinn. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Carlo Back fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Fir eis Piraten ass d'Mobilitéit e Grondbedierfnis an eng Viraussetzung dofir, als Mënsch kënnen aktiv un der Gesellschaft deelzehuelen. Aus deem Grond ware mir schonns ëmmer fir de gratis ëffentlechen Transport, fir esou alle Mënschen, och deenen, déi keen Auto hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, sech an der Gesellschaft ze beweegen. Nëmme wie mobill ass, kann och d'Chancen an der Gesellschaft wouerhuelen.

Mat dësem Gesetz gëtt d'Mobilitéitsgesetz reforméiert an op deen neiste Stand gesat. Dat fanne mir natierlech eng gutt Saach, well fir de Bierger ass et méi einfach, sech an enger eenzeger Versioun vum Gesetz erëmzefannen, wéi vun engem Gesetzestext an deen anere musse kucken ze goe fir ze wëssen, wat dann elo am Gesetz steet.

Mat deem heite Gesetz kommen awer och eng Rei Verännerungen. Zum Beispill gëtt de Verkéiersverbond elo an de Ministère agegliddert, fir esou d'Aufgabe besser kënnen ze koordinéieren. Mir hoffen, doduerjer komme Verbesserungen, déi dëse Changement fir d'Passagéier wäert mat sech bréngen, an dass d'Moossnam, déi de Staat jo awer Sue kascht, den ëffentlechen Transport nach méi confortabel wäert maachen. Dat gëllt et, an der Zukunft dann ze gesinn.

Wa mer vum Confort fir de Passagéier schwätzen: D'Gemenge solle méi agebonne ginn. Dat ass och eis Meenung. Et feelt awer, wéi berechtegterweis an eenzelnen Avise gesot ginn ass, nach u Kloerheet iwwert d'Kooperatioun mat de Gemengen.

Wat dat awer elo allgemeng ubelaangt, sou hate mir eng aner Lektür vum Text wéi verschidde Virriedner. Do gesäit een och heiansdo, dass een, wann een d'Gesetzestexter liest, eng aner Interpretatioun mécht. Mir sinn éischter der Meenung, dass, wann een zentralen Operateur do ass, et fir d'Gemengen herno vläicht méi einfach ass, fir hire Reseau an hire Service um Bierger auszebauen. Dat war elo emol eis Lektür vum Gesetz, woufir mir dat dann och begréissen an eigentlech fir d'Gemengen e Virdeel dra gesinn hunn.

Mir fannen et och ganz gutt, dass d'Bushaisercher souwéi alleguerten déi eenzel Arrêten herno mat de Gemenge wäerten ofgeschwat ginn, well op eenzelne Plazen am Land feelt et do nach u ganz gudde Méiglechkeeten.

A well ech nach e bëssen Zäit hunn: Ech hat och eng Kéier mam Här Minister explizitt ugeschwat an enger Kommissioun, wéi dat da wier, well mir jo awer och Bedenken haten iwwert d'Privatiséierung, mat den europäeschen Ausschreiwungen. An do ware mer ganz zefridden, wéi de Minister eis geäntwert huet, dass eigentlech fir esou Syndikater wéi den TICE och an Zukunft kee Risiko wäert bestoen an dass dee ganz normal wäert kënne weiderfonctionéieren, ouni dass de Risiko elo besteet, dass dee bei den Ausschreiwungen oder duerch soss iergendeppes herno eng Benodeelegung wäert hunn. Wat mir natierlech als Piraten deementspriechend begréissen!

Mir wäerten och am Allgemengen d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President. A merci allen Deputéierte fir hir Interventioun a virun allem och déi breet Zoustëmmung. Vläicht geléngt et mer nach duerch meng puer Äntwerten, och déi Lénk ze iwwerzeegen, mat derfir ze stëmmen.

Fir d'éischt emol zu där Fro, déi jo jiddweree beschäftegt, an dat verstinn ech och, zum Rôle vun de Gemengen, datt hei kéint e Risiko bestoen, loosse mer soen, fir d'Gemengen, datt se net méi genuch nogelauschtert kriten an esou weider.

Bon, éischtens emol steet jo och am Gesetz preziséiert, an dozou stinn ech ganz sécher, datt d'Mobilitéit, wa mer déi wëllen uerdentlech am Land organiséiert kréien, datt dat dann nëmme mat de Gemengen an net géint oder ouni d'Gemenge geet. Dat schéngt mer evident ze sinn. Et gëtt keen ee Projet, deen ech de Moment maachen, wou ech net op iergendeng Gemeng ugewise sinn, datt déi mer hëlleft an datt se mat derfir suergt, fir d'Bierger ze iwwerzeegen an esou weider, oder hiren eegene Bäitrag leescht. An duerfir hunn ech iwwerhaapt keen Interêt dorunner als Minister, an d'Regierung och net, datt mer hei géifen eppes maachen oder eppes schafen, wou d'Gemengen net méi géifen agebonne ginn.

An ech muss och soen, ech sinn e bëssen erstaunt doriwwer, datt déi Suerg hei an deem Mooss opkënnt, well dat, wat mer hei maachen, am Endeffekt jo näischt Neies ass. Mir hu jo schonn eng änlech Verwaltung, déi och fir d'Mobilitéit zoustänneg ass, déi schonn zënter Joerzéngte besteet. Si huet, mengen ech, d'lescht Joer - wat war et? - 160 Joer kritt. Et ass déi eelste Verwaltung am Staat. Dat ass d'Stroossebauverwaltung. Am Fong ass dat jo och eng Administratioun, déi vill mat de Gemengen ze dinn huet duerch Staatsstroossen, Gemengestroossen, duerch Reglementer an esou weider. An ech mengen, et kann awer kee behaapten, datt dat eng Verwaltung wär, déi keen oppent Ouer hätt fir d'Gemengen!

Dat kënnt natierlech och emol vir, datt och do Konflikter entstinn. Mee dat ass mënschlech. Ech mengen, och d'Gemengen ënner sech si sech net ëmmer eens, géif ech soen. Mee a priori ass et awer eng Verwaltung, déi eng ganz gutt Zesummenaarbecht mat de Gemengen huet, kann ech awer soen. Ech mengen, do sidd Der awer bestëmmt all mat mer averstanen.

Ech kann lech och berouegen: Mir wäerte virgesinn, an där Verwaltung eng spezifesch Uspriechpersoun ze schafen, déi fir d'Gemengen do ass, also dat heescht, déi d'Koordinatioun soll maachen, fir datt d'Gemenge kënnen, wa se eng Doleance hunn oder een eppes brauch, direkt dohinner uruffen. An dee suergt dann derfir, datt entweeder eng Entrevue zustane kënnt oder e Gespréich, wat och ëmmer, wat muss sinn. Also ech mengen, datt dat heiten ënnert dem Strëch duerch de Fait, datt et zentraliséiert ass als eng staatlech Verwaltung, wou all d'Entitéite vun der Mobilitéit, wat de Staat ubelaangt, mat dra si vum Ministère, herno éischter - am Sënn, wéi och den Här Goergen et elo gesot huet - e Virdeel fir d'Gemengen ass, déi Zentraliséierung, wéi en Nodeel an deem Ganzen.

Dann zu där Fro mat der ëffentlecher Ausschreiwung vum RGTR, déi ass jo och vum Paulette (veuillez lir: déi ass jo och) hei ugeschwat ginn. Fir d'éischt ass emol ze soen, datt den RGTR - an dat wëll ech dem Här Wagner soen - zwar zum Deel vu private Gesellschafte fir de Staat gefuer gëtt, dat ass richteg. Bon, elo kann een doriwwer diskutéieren, ob dat gutt oder schlecht ass. Ech mengen, do gëtt et sécherlech verschidde Meenungen, déi ee kann hunn. Wat awer ass, dat ass, datt den RGTR als solche per se komplett an der Hand vum Staat läit, well et ass de Staat, deen d'Virgabe gëtt, dat heescht, deen decidéiert: Wou gi Strecke gefuer? Wéi gi se gefuer? Wat ass den Takt? Wat ass d'Qualitéit? Wat ass d'Material? Dat Eenzegt, wat nach derbäikënnt, dat ass, datt d'Gemengen am Moment nach zoustänneg si fir d'Arrêten an den Uertschaften. Mee fir de Rescht ass et 100%eg Organisatioun vum Staat, also an deem heite Fall elo dann an Zukunft vun där heiter Administratioun.

An et ass och esou, datt de Staat et zu 100 % finanzéiert. Dat heescht, mir maache jo e Cahier des charges. Mir maachen zwar eng Ausschreiwung fir ze froen, wie fir eis fiert, mee et ass de Staat, deen herno 100 % vun de Käschten dréit, inklusiv vum Busmaterial. Dat heescht, mir hunn en Afloss op d'Qualitéit vum Service, oder net en Afloss, mir decidéieren am Fong d'Qualitéit vum Service an esou weider an esou fort.

Bon, elo koum dat, datt mir hu missen eng europäesch Ausschreiwung maachen. Et war eng Demande do, ech menge vun der CSV, fir eng Kéier an der Kommissioun doriwwer ze schwätzen. Ech hunn dem President vun der Kommissioun gesot, dat kéint ech net. Ech kann net wärend enger Ausschreiwungsprozedur iwwert déi an der Chamberskommissioun schwätzen, wéi ech och net ëffentlech kann driwwer schwätzen a wéi de Minister iwwerhaapt kee Recht huet, sech anzemësche wärend der Prozedur.

Ech soen Iech awer: Dat ass esou gutt wéi ofgeschloss. Déi wäert an deenen nächste Wochen definitiv ofgeschloss ginn. A soubal se ofgeschloss ass, da komme mer awer natierlech ganz gären an d'Chamber an da wäerte mer Iech éischtens soen, wat mer dann am Cahier des charges alles geschriwwen hunn, also wat mer verlaangt hu vun der Qualitéit an esou weider an esou virun. An da wäerte mer Iech och d'Resultat matdeelen, wien dann déi Ausschreiwung do, oder déi Ausschreiwungen do, et ass jo net ee Pak ausgeschriwwe ginn, gewonnen huet.

Mir mussen natierlech ofwaarden, duerfir dauert et nach e bëssen. Wa mer elo den Zouschlag maachen, da gëtt et jo en Delai, wou Recoursméiglechkeete sinn. Alles dat musse mer ofwaarden, ier mer kënnen ëffentlech schwätzen, wie wat kritt huet, an dann och an d'Chamber kënne kommen.

Mee ech wëll Iech awer domadder soen, an dat vläicht och, fir den Här Wagner ze berouegen: Och

souguer wann dat esou ass, huet d'Chamber en Droit de regard dorobber a ka kucken, wat mer maachen. An iwwregens decidéiert d'Chamber och, well et ass de Budget vum Staat, deen d'Chamber jo stëmmt. Do stinn d'Montanten dran all Joers, wivill mer ausgi fir de Finanzement vum RGTR. Dat heescht, et ass kloer alles ëffentlech-rechtlech organiséiert. An duerch dat Gesetz hei wäert dat éischter gestäerkt ginn, déi Approche, wéi geschwächt ginn. An duerfir mengen ech, datt do och, wéi gesot, u sech kee Risiko ass.

Vläicht huet dat Iech elo alles iwwerzeegt, fir Är Meenung ze änneren. Wann net, bon, ech soen awer nach eng Kéier Merci fir déi grouss Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7490. Den Text steet am Document parlementaire 7490[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7490 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7493 - Projet de loi relatif à l'interopérabilité ferroviaire, à la sécurité ferroviaire et à la certification des conducteurs de train

Mir kommen elo zum Projet de loi 7493 iwwert d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv am Zuchberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A wie kéint anescht Rapporteur si wéi den honorabelen Här Carlo Back? Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Villmools merci, Här President, fir Är léif Wierder. Kolleeginnen a Kolleegen, jo, haut setze mer mat dësem Projet de loi ee weideren Deel vum véierte Paquet ferroviaire vun der Europäescher Unioun ëm, an zwar vum technesche Pilier. Dat sinn Dispositiounen an eisem Projet de loi iwwert d'Interoperabilitéit an d'Sécherheet vum Schinneverkéier

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Derbäi kommen dann awer och nach Dispositiounen aus enger scho méi aler EU-Direktiv iwwert d'Zertifikatioun vun de Conducteurs de train an eng generell Iwweraarbechtung respektiv Refonte vun eiser nationaler Gesetzgeebung an dëser Matière.

Et ass deemno e ganz techneschen Dossier. De Volet politique vun dësem véierten europäesche Gesetzespak am Schinneberäich hu mir iwwregens schonn am Mee 2019 votéiert an och domat ëmgesat. Dat ass d'Gesetz vum 6. Juni 2019 „relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire".

Zënter ronn 20 Joer gouf op EU-Niveau versicht, de Secteur vum Transport op de Schinne souwuel fir de Wuerentransport wéi och fir de Persounentransport mat Hëllef vun EU-Gesetzespäck aus Direktiven a Reglementer ëmmer méi breet opzemaache fir d'Konkurrenz. Dëst huet véier Paquet-ferroviairë mat sech bruecht, wouvun dee véierten am Abrëll 2016 fir seng Partie technique respektiv aacht Méint duerno, am Dezember 2016, fir seng Partie politique op EU-Niveau adoptéiert gouf.

Mat der successiver Ëmsetzung vun dëser europäescher Gesetzgeebung huet och eis national Gesetzgeebung an engem reegelméissege Rhythmus geännert. Dëst huet mat sech bruecht, datt eis national Gesetzgeebung schwéier liesbar gouf. Mam schonn ernimmte Gesetz vum 6. Juni 2019 gouf dofir och eis national Gesetzgeebung am Schinneberäich op de Leescht geholl, fir eeben dës Lektür ze verbesseren, eis Texter juristesch ofzesécheren an, le cas échéant, och nei ze strukturéieren.

A mam haitege Projet de loi gëtt dës generell Refonte vun eiser Schinnegesetzgeebung elo weidergefouert.

Am Detail geet et deemno ëm d'Transpositioun vun der EU-Direktiv 2016/797 iwwert d'Interoperabilitéit am Kader vum Système ferroviaire an Europa, der EU-Direktiv 2016/798 iwwert d'ferroviaire Sécherheet an der EU-Direktiv 2007/59 iwwert d'Zertifikatioun vun den Zuchchauffeuren; dat sinn also déi Leit, déi mat Lokomotiven oder Zich um europäesche Schinnennetz fueren. An, wéi gesot, et geet och ëm d'Weiderféiere vun der Refonte vun eiser nationaler Eisebunnsgesetzgeebung.

Léif Kolleegen, Kolleeginnen, Här President, erlaabt mer, nach e puer Wuert zum historesche Kontext vun dësem véierte Paquet ferroviaire ze soen.

D'Ambitioun vun der EU resuméiert sech hei am follgende Saz: „vers un espace ferroviaire unique européen". D'europäesch Politik betreffend den Transport op de Schinnen huet versicht, esou wéi et schonns an anere Secteure gemaach gouf, eng Harmoniséierung an eng Liberaliséierung vun dësem Secteur erbäizeféieren. Dëst soll realiséiert ginn iwwer eng Dynamiséierung vun dësem Transportsecteur, déi dra besteet, de Marché opzemaache fir méi Konkurrenz, an duerch d'Schafe vun engem europäeschen Transportsystem, genannt „espace ferroviaire".

Dës Politik huet 1991 ugefaangen an engem Moment, wou, wéi Der all wësst, dësen Transportsystem esougutt national wéi och europäesch an engem schlechten Zoustand war. Eng éischt Direktiv hat d'Zil, den Entretien vum Eisebunnsnetz ze trenne vun der Exploitatioun vum Netz, wat also op de Schinne fiert.

1996 gouf dunn en éischte Livre blanc publizéiert mam Titel „Une stratégie pour revitaliser les chemins de fer communautaires", mat deem d'EU-Kommissioun ugekënnegt huet, an Zukunft méi e breet a kohärent legislatiivt Arsenal op den Instanzewee ze bréngen, dat heescht, déi zukünfteg Approche mat besser openeen ofgestëmmte Gesetzespaqueten anzeféieren.

Den éischte Paquet ferroviaire, dat war 2001, deen huet de Wuerentransport, de Fret, liberaliséiert. E schreift och eng legal a fonctionnel Separatioun tëschent dem Gestionnaire d'infrastructure, also dem Schinnennetz, an der Entreprise ferroviaire vir, déi zoustänneg ass, Persounen oder Gidder ze transportéieren.

Den zweete Paquet ferroviaire ass vun 2004. Deen huet d'Liberaliséierung vum Giddertransport iwwert d'Schinnen nach méi wäit ausgebaut respektiv den internationale Giddertransport opgemaach fir d'Konkurrenz. Des Weidere gouf eng „Agence ferroviaire européenne" kreéiert.

Dann den drëtte Paquet ferroviaire vun 2007, deen huet d'europäesch Schinnennetz fir d'Konkurrenz um internationale Reesenderservice opgemaach an huet de Cabotage agefouert. Cabotage heescht, datt d'Reesender kënnen an engem anere Land aus dem Zuch gelooss ginn oder erageholl ginn an datt dës Firma och muss kënnen Tickete fir dës Cabotagestrecken an engem anere Land verkafen. Dës Direktiv huet des Weideren och d'Rechter vun de Passagéier verstäerkt.

Du gouf och op EU-Niveau de Besoin ëmmer méi akut fir eng Refonte vun zumindest deenen eelsten EU-Direktiven, déi dee Moment schonn esou dacks geännert gi waren, datt se ganz oniwwersiichtlech goufen. 2012 goufen dofir déi véier eelst Direktiven an eng eenzeg Direktiv fusionéiert.

Mam véierte Paquet ferroviaire vun 2016, ëm deen et jo haut geet, huet d'EU-Kommissioun d'Ambitioun, fir d'Qualitéit an d'Performancë vun den nationale Schinnentransportservicer, virun allem awer innerhalb vun dem ugestrieften Espace ferroviaire européen unique, ze verbesseren. Dëse véierte Paquet soll mat sengen zwee grousse Voleten, dem Volet technique, dee mer haut also diskutéieren, an dem Volet politique déi lescht juristesch, institutionell an technesch Hindernisser aus dem Wee raumen.

Elo e puer Erklärungen zu dësem Projet de loi:

Fir datt esou technesch Spezifissitéiten am europäesche Raum an de Länner ëmgesat kënne ginn, brauch een Organisatioune respektiv Strukturen, déi dat an d'Hand huelen a kontrolléieren. Dofir gouf eng „Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer" an d'Liewe geruff souwéi och national Instanzen, déi zu Lëtzebuerg „Administration des chemins de fer" heescht an dem Minister fir Transport ënnersteet. Dës europäesch Agence orchestréiert och dat technescht europäescht Reegelwierk a gëtt dobäi ënnerstëtzt vun enger nationaler Organisatioun.

Wéi gesot, dëse Projet de loi begräift dräi grouss technesch Kapitelen iwwer Interoperabilitéit, Sécherheet an Zertifikatioun vun deene Persounen, déi op dëse Gefierer an hirem Land, mee och am Ausland fuere sollen.

Ech erspueren Iech hei a mengem mëndleche Rapport awer all déi technesch Detailer - dat sinn der eng jett -, op déi ech a mengem schrëftleche Rapport, deen Iech all virläit, méi genee agaange sinn.

Et gouf och hei Avise vu verschiddene Chamberen. D'Chambre des Salariés huet an hirem Avis vum 19. Dezember 2019 dovu profitéiert, fir hir Positioun zu der Liberaliséierung vum schinnegebonnenen Transport am Generellen ze argumentéieren an drun ze erënneren: D'Chambre des Salariés bedauert hei virun allem déi negativ Effeten op Sozial- a Sécherheetskonditiounen. Dann erënnert se drun, datt bis elo keng Evaluatioun vun den Effete vun der EU-wäiter Liberalisatioun gemaach gouf, kënnt zur Konklusioun, datt d'Liberaliséierung net zu deenen erwënschte Resultater komm ass, a gëtt dofir och en negativen Avis zu dëser Direktiv a virun allem hirer Ëmsetzung an nationaalt Recht of.

Den Avis vun der Chambre de Commerce ass vum 4. Juni 2010. Den Avis vun der Chambre de Commerce gesäit dëse Projet de loi positiv a begréisst och ausdrécklech de Volet „Refonte" vun der aktueller Gesetzgeebung am Sënn vun enger besserer Liesbarkeet. Dës Gesetzgeebung géif dann och dozou bäidroen, d'Sécherheet um schinnegebonnenen Netz ze verbesseren, dëst grad och am Kontext vun enger nohalteger Mobilitéit.

Den éischten Avis vum Staatsrot ass vum 26. Mee 2020. D'Kommissioun huet de Projet an hirer Sëtzung vum 17. September 2020 examinéiert an huet zwou Serië vun Amendementer gemaach. De Staatsrot huet dunn an de Sëtzunge vum 1. Dezember a vum 19. Dezember Avis complémentaires zu dësen Amendementer adoptéiert an in fine och den Accord ginn.

An zu gudder Lescht huet eis Mobilitéits- an Travaux-publics-Kommissioun de finalen Text vum Projet de loi de leschten Donneschdeg, de 14. Januar 2021, an hirem schrëftleche Rapport festgehalen a recommandéiert der Chamber eebenfalls, den Accord zu dësem Text ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat dann direkt den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz: Ech soe Merci dem Rapporteur a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci, Här Wilmes. Dann, nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif et och dobäi beloossen, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir seng zwee Rapporten, säi schrëftleche wéi och säi mëndlechen. Ech mengen, et ass eng ganz technesch Matière. Felicitatioun, Dir hutt et ganz gutt fäerdegbruecht, eis dat ganz plausibel ze erklären! Dofir villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem honorabelen Här Max Hahn. An dann hätt d'Wuert déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir dee gudde schrëftleche Rapport an dee ganz gutt verständleche mëndleche Rapport fir eng Matière, déi awer relativ komplizéiert ass. D'Attraktivitéit vum Zuch ze verbesseren, ass eng kontinuéierlech Aufgab. An engem liberaliséierte Marché gëtt dat allerdéngs och net méi einfach.

Dat bedeit awer net, dass de Staat keng Verantwortung méi dofir dréit. Ganz am Contraire musse mir och alles drusetzen, fir dee Spillraum, deen do ass, am allgemengen Interessi ze notzen. Bis elo huet d'Regierung dat nach ëmmer gemaach, an d'LSAP ënnerstëtzt och weiderhin all Effort souwuel um nationale wéi och um internationalen Niveau, fir d'Qualitéit an d'Sécherheet vun der Bunn ze verbesseren, de Service auszebauen a méi en héijen Undeel vum Transport vun der Strooss op d'Schinnen ze kréien.

Voilà, et wonnert keen, dass ech dann och heimadder den Accord vun eiser Partei ginn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Hemmen. Als Nächsten huet d'Wuert ee vun deenen zwee „Engelen", an zwar de Jeff.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken e Merci dem Rapporteur, dem Här Carlo Back, fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, mir sinn hei op EU-Basis amgaang, lues a lues eis Eisebunnsgeschichten, eist Eisebunnsnetz ze harmoniséieren an déi richteg Richtung.

Mee wat awer elo nach feelt, an dat ass och meng Fro un den Här Minister: Bei dëser Harmoniséierung feelt elo a puncto Sécherheet onser Meenung no dat Wichtegst, dat ass beim Material an der Infrastruktur op länneriwwergräifendem Niveau. Ech mengen, do hu mer an deenen eenzelne Länner eenzel Virschrëften, eenzel Akeef. An ech mengen, hei wier et am Interessi vun der Sécherheet och wichteg, datt mer géifen investéieren oder wéinstens emol harmoniséieren. An ech wollt duerfir froen: Lafen hei Diskussiounen, fir an déi Richtung ze goen?

An ech géif domadder ofschléissen a Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Engelen. Als leschten agedroene Riedner hunn ech den honorabelen Här David Wagner. An ech iwwerginn d'Plaz erëm eisem President.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, jiddweree fënnt dat gutt, datt d'Eisebunn liberaliséiert gëtt, an dëser Chamber. Dobaussen, mengen ech, manner.

Den Här Rapporteur, deem ech och fir säi Rapport felicitéieren - awer ech si guer net mat sengen Aussoen averstanen, dat kann e sech denken -, huet gesot, datt d'Chambre des Salariés u sech prinzipiell zu där Liberaliséierungspolitik vun der EU seet, déi awer och gedroe gëtt an déi ëmmer gedroe gouf vun de verschiddene Regierungen, datt déi näischt bruecht hätt. Am Géigendeel, et ass eng Politik, d'Liberaliséierungspolitik ass eng Politik, déi déi europäesch Bunn futtimécht. Wien hei erzielt, datt d'Liberaliséierung vun der Bunn zu méi Durabilitéit a wat och ëmmer géif féieren, zu enger besserer Bunn géif féieren, deen erzielt de Leit Geschichten.

Et gouf gesot, en Datum gouf genannt, 1991 ass et lassgaangen. Du wier alles ganz schlecht gewiescht. Natierlech, et kann een ëmmer alles verbesseren! Et hänkt och nach vun de Länner of an der EU. Du war et nach net d'EU, 1991.

Mee et ass net wouer! An der Tëschenzäit huet d'Liberaliséierungspolitik an enger Partie Länner vun der EU d'Situatioun verschlechtert! Ech schwätze vu Frankräich zum Beispill, wat e ganz gudde Reseau hat, eng ganz gutt Qualitéit hat. Et huet och eppes domadder ze dinn, datt d'Eisebunner a Frankräich sech net gewäerde gelooss hunn, wou ëmmer gesot gouf, si hätte vill gestreikt, mee si hunn en u sech verteidegt. Mee an der Tëschenzäit huet sech de Reseau och verklengert an net verbessert, op d'Käschte vu Leit, déi hu missen op d'Bunn ëmklammen.

De Marc Baum huet virdru vun engem Ennemi geschwat, dat ass de Klimawandel. Et ass genau dat. Mir sinn der Meenung och, datt den ëffentlechen Transport, vu datt den Haaptennemi de Klimawandel ass zurzäit, datt den ëffentlechen Transport eng vun deene beschte Waffen ass, an déi ee misst investéieren, fir deen Ennemi ze besigen. Mee den ëffentlechen Transport funktionéiert nëmmen, wann en 100%eg - 100%eg! - an ëffentlecher Hand ass, an net, wou gedriwwe gëtt, op Konkurrenz gesat gëtt amplaz op Zesummenaarbecht! Quitte datt et och eng Zesummenaarbecht op europäeschem Niveau gëtt. Mee net Konkurrenz, nëmmen Zesummenaarbecht kann eis weiderbréngen.

Déi aktuell Politik huet zurzäit alles futtigemaach a mécht nach weiderhin alles futti. Wien ass iwwerhaapt fir d'Liberaliséierung vun der Eisebunn? Ech kenne kee Mënsch, keen normale Mënsch op der Strooss, dee seet: „Et muss een onbedéngt d'Eisebunn liberaliséieren, da geet et besser!"

Wann een en normale Mënscheverstand huet, da seet ee keng esou Sätz! Dat si vläicht eng Partie Aktionären, déi ganz kloer Interessi hunn, fir u sech Profitter ze maache mat enger Eisebunn, déi mir historesch, d'Leit historesch opgebaut hu mat ëffentleche Gelder; eng Partie Politiker, déi einfach

wëlle matlafen, well et besser ass, a kee Courage hunn, fir géint déi Politik ze goen, a vläicht e puer Ideologen, déi nach un Iddie gleewen aus dem 18. oder 19. Joerhonnert, déi bewisen hunn, datt se net funktionéieren.

Schlussendlech huet déi ganz Politik, déi ganz Liberaliséierungspolitik vun der EU u sech zur Konkurrenz vu privaten Acteure gefouert amplaz zur Zesummenaarbecht. Genau de Géigendeel vun deem, wat ëmmer europäesch Solidaritéit genannt gëtt! Si huet zu Sozialdumping gefouert, hat en negativen Impakt op d'Sécherheet, huet dozou gefouert, datt manner rentabel Trajete fale gelooss gi vu privaten Operateure respektiv mussen déi da vun der ëffentlecher Hand iwwerholl ginn. An deen Eenzegen, deen dorunner gewënnt, dat si d'multinational Entreprisen. Zu Recht seet d'Chambre des Salariés dat, a si wësse ganz genau, vu wat se schwätzen! Op jidde Fall eendeiteg besser wéi déi, déi esou Gesetzer maachen.

Mir hunn och hei an deem Avis jo nach eng Partie Ängschten, déi expriméiert ginn. D'Outsourcë vun enger Partie Servicer, dat kéint weiderhin nach stattfannen. Dat ass jo och am Artikel 4, mengen ech, erëmzefannen. A prinzipiell och allkéiers deen ëmmer schläichenden Transfert vu Kompetenzen op déi Agence ferroviaire européenne, déi souwisou an engem Liberaliséierungsgeescht funktionéiert. Dat wäert net zu enger Verbesserung vum ëffentlechen Transport an der Europäescher Unioun féieren.

An dann eng ganz kleng Fro, an dat ass och eng Fro, déi d'Chambre des Salariés opwerft. Ech hunn oft doriwwer geschwat. Mir hu virdrun doriwwer geschwat, datt et ëmmer besser ass, eng Administratioun ze schafe wéi en Établissement public. Et ass och besser, en Établissement public à la limite ze schafe wéi eng Société anonyme. Zurzäit hu mer nach ëmmer den Tram, deen nach ëmmer an enger Société anonyme ass, deen natierlech zu 100 % an ëffentlecher Hand ass: 70 % de Staat, 30 % d'Stad Lëtzebuerg. Firwat kéint een net dohinnergoen an och den Tram endlech total ëffentlech maachen, wéi et sech géif gehéieren? Well dat wier och vill besser fir déi Leit, déi do schaffen, an deen hätt och zum Beispill kënnen an déi Administratioun vu virdrun nach dragesat ginn. Mir sinn der Meenung, datt een awer och nach déi Saach do misst betruechten.

Dat gesot, wäert Der verstoen, datt mer selbstverständlech deen heite Projet de loi net kënnen ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschte Riedner zu dësem Projet ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Carlo Back och hei fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Wien de Programm vun de Piraten kennt, dee weess, wéi kritesch dass mir géigeniwwer vun der Liberaliséierung vun der Schinn sinn. D'Mobilitéit ass fir eis e Grondbedierfnis a grad dowéinst muss d'Mobilitéit an engem Land ënnert der Kompetenz vum Staat bleiwen. Mir sinn do ganz no bei der Chambre des Salariés.

Virdrun hu mer dovu geschwat, dass d'Personal beim Verkéiersverbond no laange Joren de Statut vum Employé d'État kritt. Bei den CFL ass d'Geschicht e bësse méi komplizéiert. Hei hänkt een an engem spezielle Statut, wou een u sech an der Zäit nach mam Fonctionnaire gläichgestallt war, mee wou awer vu staatlecher Säit verhënnert ginn ass, de Beamten iergendwann de Fonctionnairesstatut unzeerkennen. An dat fanne mir Piraten net gutt. Well et géif der Sécherheet am ëffentlechen Transport zum Beispill guttdoen, wann d'Kontrollen am Zuch géife vu vereedegte Staatsbeamte gemaach ginn. D'Kontrolle kéinten dann am Kader vun engem Gesetz gemaach ginn, wéi d'Douanieren oder verschidde Beamte Sanktiounen am ëffentlechen Transport schreiwen, wann d'Leit sech net un d'Reegelen halen.

Dofir ass eis Positioun ganz kloer: Mir si géint en Ofbau vu soziale Bedéngunge vun der Schinn, wann et bedeit, dass mer ufänken, d'Aarbechtskonditioune bei den CFL méi schlecht ze maachen. Am Géigendeel, mir géifen et wëllkommen heeschen, wann d'CFL-Employéen endlech aus hirem Statut kéinten erauskommen, fir dem Passagéier hei am Land nach besser kënnen ze déngen, mam Zil vun enger gratisser a moderner Mobilitéit fir jiddwereen.

Bei deem Gesetz spillt d'Liberaliséierung vun der Schinn allerdéngs nëmmen am Hannergrond eng Roll. Dëst Gesetz ass nämlech d'Resultat dovunner, dass d'Schinnennetz endlech europäesch geduecht gëtt a Mindeststandarde gereegelt ginn, virun allem wat d'Sécherheetsformatioun vum Personal betrëfft. Nëmmen esou kënnen och eis CFL weiderhin e staarke Garant fir de Schutz vun hiren Aarbechter bleiwen.

Elo ass et vläicht souguer de Moment, fir d'CFL zum Aushängeschëld vun der Groussregioun ze maachen. D'CFL kéinten e Virreider am Revival vun der Schinn ginn, méi international Stiedverbindungen opbauen, méi Strecken an der Groussregioun, jo, Nuetszich aféieren a souguer d'Schinn touristesch entwéckelen.

Wéi gesot, mir si frou, wann d'EU Reegelen opstellt, déi zur Harmoniséierung vun de Reegelen tëschent den EU-Staate bäidroen. Aus deem Grond wäerte mir och haut dëse Projet mat Jo stëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, fir d'éischt emol dem Rapporteur merci fir säi Rapport vun deem ganz technesche Projet, dee bestëmmt net ëmmer esou einfach ze verstoe war. An natierlech allen Deputéierten och merci fir hir Interventioun, obschonn ech muss soen, datt ech um Schluss elo e bësse schwindeleg gi sinn, wéi ech verschidden Interventiounen héieren hunn, well ech net méi esou richteg wousst, a wat fir engem Projet mer hei wären. Ech hu mech ee Moment gefrot, ob mer den Ordre du jour geännert hätten an iwwer e ganz anere Projet hei géife schwätzen.

An ech muss soen, Här Goergen, Dir hutt awer elo um Schluss d'Konschtstéck fäerdegbruecht, dat ass awer phenomenal! Dir hutt engersäits gesot, Dir wäert der Meenung, d'Piraten wäre géint all Liberaliséierung an Dir géift de Statut verteidege vun deene Beamten, wat weess ech net nach alles. An da sot Der zwou Minutten hannendrop, d'CFL missten elo gréisser Zich organiséieren an der Groussregioun, Nuetszich op Paräis oder Gott weess wat.

Dir misst mer just nach erklären, wéi dat da géif goen! Well da penetréiere mer jo op den Nopeschreseau. Dat heescht, dat setzt jo viraus, datt dat muss liberaliséiert sinn, ier een dat och dierf maachen. Wéi dat och alles soll goen ouni Liberaliséierung, dat géif ech emol gäre wëssen, an ob Der mer dat emol eng Kéier méi genau kéint beschreiwen! Ben, enfin, op e bësse Widderspréch kënnt et heiansdo net un.

Iwwer wat stëmme mer haut of? Et ass den technesche Pilier vum Paquet ferroviaire. An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dee Paquet ferroviaire, deen ass ënner Lëtzebuerger Presidence duerchgaangen, an net duerchgaangen esou, wéi d'Kommissioun e wollt. Dir kënnt Iech erënneren, an den Här Back huet et am Historique jo och opgelëscht, datt an der Ursprongsfassung effektiv hätt solle mat deem véierte Paquet ferroviaire, an der Kontinuitéit vun deenen éischten dräi, relativ blann liberaliséiert ginn. An dat hu mer fäerdegbruecht ënner Lëtzebuerger Presidence, datt dat eebe just net geschitt ass!

Dat heescht, deen Deel, dee scho gestëmmt ginn ass vun der Chamber, wou et drëms geet, wien dierf ënner wat fir enge Konditiounen op wat fir engem Reseau wat do maachen - muss ausgeschriwwe ginn, muss net ausgeschriwwe ginn? -, do si weesentlech Ännerungen drakomm. An déi Ännerungen, déi zum Beispill drakomm sinn, maachen, datt mer zu Lëtzebuerg weider kënnen als Staat am Kader vun engem Contrat de service public - Contrat de service public! - de Reseau, de ganze Lëtzebuerger Reseau verginn un eng Gesellschaft. An ech kann Iech soen, ech sinn amgaangen dat virzebereeden. Déi ganz Verhandlungen, déi lafen am Moment mat de Lëtzebuerger CFL, fir nach am Kader vun dëser Legislaturperiod de Contrat de service public op den Instanzewee ze bréngen an och zu engem gudden Enn ze féieren, hoffentlech an de Verhandlunge mat där Gesellschaft, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, déi d'CFL ass, déi zu 100 % dem Lëtzebuerger Staat gehéiert.

Hei stëmme mer awer net doriwwer of! Hei stëmme mer of iwwer eppes, wat awer extreem wichteg ass: datt souguer, wann een an engem Zenario wär, Här Wagner, datt mer an Europa nëmmen iwwerall reng staatlech Gesellschaften hätten an datt déi just op hire Reseaue géife fonctionéieren, da jo awer misst Interoperabilitéit garantéiert sinn. Respektiv d'Interoperabilitéit ass eng Viraussetzung, datt de schinnegebonnene Verkéier endlech uerdentlech fonctionéiert, eng aner Qualitéit kritt, datt d'Standarden, d'Sécherheetsstandarden europäesch ugeglach ginn. Den ETCS (ndlr: European Train Control System) zum Beispill ass e Projet, dee kënnt aus Europa! Lëtzebuerg huet dee jo ëmgesat. Dat ass den topp Sécherheetsstandard, deen et de Moment gëtt, an dee gëtt elo europawäit etabléiert.

Ma dat ass dank Europa, datt dat geschitt! Dat ass eng gutt Saach. Dat ass en Deel vun där ganzer Interoperabilitéit. An duerfir, ech kann à la limite verstoen, och wann ech net mat Iech averstane sinn, datt Der géint deen éischten Deel, dee mer hei am Parlament haten, deen aneren Deel vun deem Paquet ferroviaire, gestëmmt hutt, mee ech kann et wierklech net novollzéien, datt Der deen hei net wëllt stëmmen, well hei geet et per se drëm, datt mer d'Eisebunne moderniséieren, zesumme gemeinsam Sécherheetsstandarde kënnen opstellen, fir datt d'Eisebunne méiglechst optimal kënne fonctionéieren, ob se staatlech sinn oder net.

An dat ass eng immens réckstänneg Situatioun, an där mer haut sinn, haut, wou d'Standarden iwwerall anescht sinn, wou ech muss, wann ech vum Lëtzebuerger klenge Reseau op Tréier fueren, en anere Standard hunn, wéi wann ech a Frankräich op Thionville fueren an esou weider an esou fort. An duerfir, dat ass dat, wat hei garantéiert gëtt, an dat gëtt natierlech och iwwer eng europäesch Agentur europäesch gefestegt. Dat ass net en Transfert vu Kompetenzen, well eisen eegene Regulateur bleift och bestoen. Dee schafft natierlech zesumme mat deem europäeschen, a mir kucken hei, europäesch Virgaben ze ginn, déi ech awer begréissen!

Ech si fir gemeinsam europäesch Standarden, zum Beispill an der Sécherheet um Schinnereseau oder och an der Qualitéit. An duerfir, wéi gesot, ass dat einfach falsch ze maachen, wéi wann elo hei duerch deen heite Projet iergendeppes a Richtung vu Privatiséierung géif gemaach ginn. Dat stëmmt einfach net! Dat hei ass e gudde Projet an duerfir sinn ech frou, datt der och vill derfir wäerte stëmmen.

Da wëll ech och eppes soen zu der Fro - Dir hutt virdrun d'Beispill vu LuxTram zitéiert - vu Privatiséierung oder Netprivatiséierung. Wat ass Privatiséierung? Dat kann een och verschidde gesinn. Et kann ee soen, Privatiséierung ass effektiv, wann zum Beispill an enger Gesellschaft, och wa se zu 100 % dem Staat oder dem Public gehéiert, net lauter Staatsbeamte schaffen.

Dat ass awer net meng Meenung. Dat ass net meng Perspektiv a meng Vue vu Privatiséierung! Wa LuxTram als Gesellschaft zu 100 % dem Staat an enger Gemeng gehéiert, also 100%eg public ass, dann ass dat natierlech kloer, datt dat eng staatlech Gesellschaft ass. Déi huet jo och kee Konkurrent de Moment. Si huet de Monopol de Moment zu Lëtzebuerg a si fiert nëmmen a Fonctioun vun engem Cahier des charges a vu Virgabe vu Staat a Gemeng - enger Gemeng, an an Zukunft warscheinlech nach méi Gemengen. Also ass dat net eng Privatiséierung.

Elo kënnt Der mer soen: „Et ass schued, datt op dem Tram déi Chauffeuren, déi dorobber fueren, keng Staatsbeamte sinn!" Mee do musse mer eis awer d'Fro stellen: Mussen dat da Staatsbeamte sinn, déi dorobber fueren? Dat ass eng Fro, déi ee sech ka stellen. A wann ech dat soen, da wëllt dat awer net heeschen, datt ech domadder d'Sozialstandarde souguer wëll erofschrauwen. Et ass net all Sozialstandard, dee beim Staat ass, besser wéi deen, dee beim Privatsecteur ass. Sou gëtt plazeweis am Privatsecteur besser verdéngt wéi beim Staat! Oder d'Konditioune si besser wéi beim Staat!

Kommt, mir halen dach eng Kéier op ze diskutéieren, wéi wann eleng de Fait, datt een net Staatsbeamten ass, wann een an enger ëffentlech-rechtlecher Gesellschaft schafft, wéi wann dat schonn eng Privatiséierung wär! Ech mengen, dat ass ganz sécher net de Fall. Doriwwer kann ee gäre vill diskutéieren, och ënner anerem iwwer aner Statuten, mee dat ass haut net um Ordre du jour gewiescht.

Ech si frou fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. Parole après ministre fir den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wäert mech beschränken op déi lescht Fro, déi den Här Minister thematiséiert huet: LuxTram.

Eng Société anonyme, wat jo LuxTram ass, quitte datt se zu 100 % am Besëtz ass vun der ëffentlecher Hand, 70 % de Staat, 30 % d'Stad Lëtzebuerg, ass nach weiderhi keng staatlech Entreprise! Mir schwätzen hei vun zwou Saachen, den Här Minister vermëscht zwou Saachen: Privatiséierung a Liberaliséierung. Mir si géint Privatiséierung, souwuel géint Privatiséierung, wat géif bedeiten, datt ee wierklech dann eng ëffentlech Administratioun, en Établissement public total géif a privat Hänn ginn. Dat ass eng Privatiséierung.

Dat heiten ass eng Liberaliséierung am Sënn, datt een eng Gesellschaft grënnt, quitte datt d'Kapital zu 100 % ëffentlech ass, wat jo awer kéint ännéren, an zweetens, well d'Konditiounen och innerhalb vun dëser Gesellschaft aneschters sinn. An et ass jo och net fir näischt, datt ganz am Ufank et direkt lassgaangen ass: Do ass et direkt zu engem Aarbechtskonflikt komm, mee justement, well déi Leit, déi do schaffen, net déi korrekt Konditiounen haten an och net korrekt Paien haten; an déi sollen awer eng wichteg Aarbecht maachen!

An ech verstinn elo och net, wéi een einfach esou ka soen: „O, et ka jo net jiddwereen e Staatsbeamte sinn!" Bon. De Problem ass deen, datt mer eis mussen eens sinn, ob mer der Meenung sinn, datt den ëffentlechen Transport ëffentlech soll sinn an datt déi Leit, déi am ëffentlechen Transport schaffen an déi och eng ganz wichteg an eng ganz sensibel Roll hunn, well et esou einfach guer net ass an d'Aarbechtskonditioune schwéier sinn, datt déi och iwwerhaapt däerfen e Statut hunn, deen ëffentlech ass, an och Aarbechtskonditiounen hunn, déi erméiglechen, d'Aarbecht richteg ze maachen am Sënn vun der Allgemengheet.

Well wa mer eng SA gegrënnt hunn, fir LuxTram ze maachen, da war et jo a Wierklechkeet u sech urspréinglech och eng Mesure fir ze spueren. Dat ass de ganze Problem. Also et war eng Liberaliséierung, a mir sinn der Meenung, datt dat hautdesdaags nach ëmmer eng almoudesch Léisung ass. An eng modern Léisung ass déi, datt een den ëffentlechen Transport innerhalb vun ëffentlechen, richtegen ëffentleche Societéite grënnt. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, ganz kuerz, Här President. Ech mengen, mir kommen hei net ganz openeen. Mee dat verwonnert mech elo net, well Dir hutt effektiv eng aner Konzeptioun dovun, wéi eng Gesellschaft fonctionéiert.

Nach eng Kéier: Ech sinn der Meenung, datt déi Leit, déi an enger Gesellschaft wéi LuxTram schaffen, datt déi e Kollektivvertrag hunn. An dee Kollektivvertrag ... Iwwregens, et war kee Sozialkonflikt, et war eng normal Negociatioun.

(Interruption par M. David Wagner)

Jo! War dann e Streik, Här Wagner? Ech hu kee Streik gesinn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- A, mee de Sozialkonflikt ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Hutt Dir dann ni ...? Dir kennt jo awer warscheinlech d'Situatioun, Dir wësst jo och, datt et am Privatsecteur oft Diskussiounen an Negociatioune ginn, déi begleet gi vu Fändelen a vu Pannoen a vun Ausenanersetzungen. Mee e Sozialkonflikt, dorënner verstinn ech, wann et effektiv net zu enger Eenegung komm ass. Et ass jo awer hei zu enger Eenegung komm, muss ech Iech soen.

Also, wann Der sot, fir hei Paie mateneen ze vergläichen - ech mësche mech net an an dat, wat do diskutéiert ginn ass -, mee do kann ee jo awer net soen, datt an enger Gesellschaft, wou nei Beruffer entstane sinn ... Do huet ee jo och kee Vergläichswäert iwwerhaapt gehat zu Lëtzebuerg. Bon. Mee wéi gesot, Här President, ech mengen, ech gi mam Här Wagner do net ganz eens. Mee dat ass awer elo net weider dramatesch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mobilitéitsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7493. Den Text steet am Document parlementaire 7493[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7493 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

11. 7657 - Projet de loi relatif à la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7657 iwwert den Nordstad-Lycée. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, eise leschte Projet de loi vun haut de Mëtten ass ee Finanzéierungsgesetz fir de Bau vun engem neie Lycéescampus an der Nordstad, méi genee zu Ierpeldeng un der Sauer. Et geet ëm een definitive Site fir den Nordstad-Lycée, dee schonn zanter der Ouverture am Hierscht 2007 a provisoresche Gebailechkeete fonctionéiert.

Direkt no der Grënnung gouf séier kloer, datt déi provisoresch Infrastrukture weeder adequat nach grouss genuch wieren, fir déi vum Gesetz vun 2007 virgesinne Schouloffer komplett kënnen unzebidden. Dofir krut den Nordstad-Lycée, deem säin Haaptsite zu Dikrech ass, zimmlech séier zwou provisoresch Annexe bäi, eng zu Dikrech an eng zu Angelduerf. Do fonctionéiert e momentan mat eppes manner wéi 600 Schüler a Schülerinnen.

An der Nordstad sinn déi aktuell Schoulcapacitéite mëttlerweil un hirem Limitt ukomm an d'Schülerzuele sinn allgemeng weiderhi permanent um Klammen. Et handelt sech hei also ëm e ganz wichtegen an néidege Projet, deen dem Nordstad-Lycée endlech adequat Strukture bidde soll a mat deem déi aktuell Situatioun entlaascht soll ginn.

Mam Projet de loi vun haut gi mer der Regierung, wéi bei all Finanzéierungsgesetz, Gréng Luucht, fir mat der Detailplanung lasszeleeën an dësen Infrastrukturprojet ëmzesetzen. D'gesetzlech Finanzrumm am Artikel 2 ass op 157,3 Milliounen Euro festgeluecht a wéi bei de Schoulgebaier üblech à charge vum Fonds d'investissements publics scolaires.

Eng Problematik, déi de Bau vun dësem Campus mat sech bréngt, ass, datt dem Staat den néidegen Terrain fir dëse Lycéesprojet nach net gehéiert. Fir där Terrainsproblematik entgéintzewierken, ass bei dësem Héichbau d'Utilité publique am Artikel 4 an d'Gesetz geschriwwe ginn. Domadder gi mir dem Staat d'Méiglechkeet, fir op eng eventuell Enteegnungsprozedur zréckzegräifen.

De Moment läit den Ierpeldenger Terrain nach an enger Zone verte, mee déi soll mëttels engem POS, also engem Plan d'occupation du sol, zu enger Zone Bâtiments et équipements publics ëmklasséiert ginn, dëst natierlech am Accord mat der Ierpeldenger Gemeng.

Kuerz zur geografescher Lag vum Site: De Site befënnt sech südëstlech vun der Agglomeratioun Ierpeldeng un der Sauer op engem Areal vun ongeféier 6 Hektar, net wäit ewech vun der Haaptstrooss, der N27, an op där anerer Säit der B7, déi Richtung Norde féiert. Méi prezis läit en tëscht dem Alzheimer-Zentrum an dem fréiere Laduno-Site. De Site läit och nach no un der Eisebunn an op 500 Meter läit déi spéider zentral Achs Nordstad, déi Ettelbréck mat Dikrech verbënnt.

Et gouf immens laang no engem ideale Standuert gesicht. De Site, wou de Lycée elo entstoe wäert, gouf vun de staatleche Verwaltungen 2012 als Méiglechkeet identifizéiert. Do ronderëm waren d'politesch Entscheedungen awer komplizéiert a vu villem Hin an Hier gepräägt, vun Differenzen op nationalem Plang a vun divergente lokalen Interête vun den Nordstadgemengen.

Et gouf deemools nämlech net nëmmen den Nordstad-Lycée ze placéieren, mee virun allem och den Neibau vun der Ettelbrécker Akerbauschoul nieft hire Versuchsfelder, de Laboen an der ASTA, engem Internat an nach e puer weideren Elementer. An de Choix fir ee Projet hat ëmmer direkt och Konsequenze fir déi aner. Et war deemno e ganz schwieregen a komplexe politesche Puzzle, wou d'Stécker tëscht Stad a Gemenge ganz laang net aneneegepasst hunn.

Déi lescht Regierung huet dunn awer 2014 en Accord tëscht alle Bedeelegte fonnt, deen déi lescht Problemer léise konnt, an doropshi gouf och de Site vun Ierpeldeng confirméiert.

Weider Detailer zur Entsteeungsgeschicht erspueren ech lech hei beim mëndleche Rapport. Dës konnt Der a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Mat Bléck op den Timing vum Bauprojet a vun enger eventueller Expropriatiounsprozedur - de Minister hat an der Kommissioun vun 2027 geschwat - gëtt kloer, datt eng Iwwergangsléisung néideg ass, fir der aktueller Situatioun an de limitéierte Schoulcapacitéiten entgéintzewierken. D'Regierung huet deemno no enger provisoresche Léisung gesicht, bis den definitive Campus opgoe soll.

Dir erënnert lech vläicht nach, beim leschten Débat d'orientation iwwert d'Grands projets huet d'Chamber hiren Accord de principe ginn, fir net wäit ewech vum definitive Site eng héichwäerteg Structure préfabriquée opzeriichten. Hei kéinten da complementaire zum aktuellen Haaptgebai zu Dikrech bis zu 450 Schüler a Schülerinnen opgeholl ginn. Dës Struktur soll adequat a modern Ekipementer bidden, fir Entlaaschtung suergen an dem Nordstad-Lycée erlaben, seng Ausbildungsoffer schonn en vue vum definitive Komplex auszebauen. Nom Plënnere vum Nordstad-Lycée wäert d'Gemeng Ierpeldeng dëst Gebai dann och fir hir eege Besoinen notzen.

Da ginn ech nach kuerz op den eigentleche Bauprojet vum Nordstad-Lycée an. Deen neien Nordstad-Lycée wäert ronn dat Duebelt u Vollzäitschüler accueilléiere kënnen, wéi dat momentan de Fall ass, plus weider 540 Schüler mat Deelpresenz aus der Beruffsausbildung, also eng Capacitéit vun insgesamt iwwer 1.700 Schüler a Schülerinnen.

Mam neien Nordstad-Lycée-Campus entsteet also e groussen a flotte Projet, deen ee weideren attraktive Bildungspol an der Nordstad schafe wäert. De Bauprojet gesäit fir den Enseignement insgesamt 47 Klassesäll, 13 Spezialsäll, 5 Laboen a 24 Ateliere vir. Derbäi kommen dann natierlech nach déi néideg Raimlechkeete fir d'Verwaltung, fir de Corps enseignant, fir de SePAS, fir de Foyer scolaire, fir d'Schoulmedezinn, fir de Centre d'information et de documentation, fir d'Restauratioun a fir de Service technique.

An natierlech sinn och Sportsinfrastrukture virgesinn, déi ech gären am Detail opziele wëll, well se wierklech virbildlech sinn an de Schüler eng beandrockend Offer bidden.

Et ass eng grouss Sportshal virgesi mat dräi Unitéiten an zwee multifunktionale Säll. Da kënnt eng Schwämm mat sechs Couloiren dohin. Bausse komme weider zwee Multisportsterraine plus e Beachvolleyballsterrain. An eng Wäitsprongspist ass och matageplangt. Dat ass eng enorm sportlech Offer, déi de Schüler hei zur Verfügung gestallt gëtt a vun där bei dëser Ganzdaagsschoul sécher gutt profitéiert wäert ginn. En plus kënnen och d'Bierger aus der Gemeng vun dëse Sportsinfrastrukture profitéieren, natierlech zu deene Momenter, wou se net vun der Schoul besat sinn.

Da gëtt beim Bau och grousse Wäert op nohaltegt Bauen an d'Notzung respektiv d'Produktioun vun erneierbaren Energië geluecht. De Concept énergétique baséiert op follgenden Haaptobjektiver:

Et geet drëms, eng gutt thermesch Enveloppe ze hunn, déi am Wanter d'Hëtzt dobannen hält an am Summer net iwwerhëtzt. D'Zil vun der Bëtonsstruktur ass et, d'Inertie vum Gebai ze notzen, fir d'Hëtzt souzesoen ze stockéieren, datt se dann iwwert d'Nuecht erausgeet, wat erlaabt, déi technesch Installatiounen op e Minimum ze reduzéieren. En interessante Punkt ass och déi natierlech Beliichtung, déi hei duerch d'Bannenhäff erméiglecht gëtt. Och dat bréngt mat sech, datt déi technesch Installatiounen an de Stroumverbrauch minimiséiert kënne ginn. D'Heizung baséiert op der Notzung vun Holz a Kombinatioun mat enger Wäermepompel an d'Gebai gëtt selbstverständlech och mat enger Fotovoltaikinstallatioun ekipéiert.

E weidere flotte Projet ass d'Amenagement vun engem Parc écologique. Den aktuellen Nordstad-Lycée huet dëst momentan och schonn zu Dikrech, wat relativ vill Uklang bei de Schüler a Schülerinne fënnt. An dëse Parc écologique sollen eenheemesch Beem an Hecke kommen, e Geméisgaart, e Bongert, eng Zär, e klenge Weier, Beie gi geziicht, an all dës Aktivitéite ginn an den Alldag vun de Schüler matagebonnen.

Als leschte Punkt maachen ech nach eng kuerz Oplëschtung vun der Enseignementsoffer vun dësem neie Schoulkomplex:

8 Klasse sinn am ënneschten Zyklus vum Enseignement secondaire classique virgesinn, 31 Klassen am ënneschten Zyklus vum Enseignement secondaire général, 8 Klassen an der Sektioun Sciences de l'ingénierie a 4 Klasse an der Sektioun Sciences sociales vum ieweschten Zyklus vum Général. Da 4 Beruffsausbildungsklasse fir den Diplôme de technicien an der Sektioun Mécanique générale, 27 Beruffsausbildungsklasse fir den Diplôme d'aptitude professionnelle an de Beräicher vun de Métiers de la mécanique, vun de Métiers de la construction et de l'habitat an de Métiers de la mode, de la santé et de l'hygiène, an 18 Beruffsausbildungsklasse fir de Certificat de capacité professionnelle an de selwechte Beräicher wéi fir den Diplôme d'aptitude professionnelle.

Als Ofschloss dann: De Projet gouf den 28. August 2020 vum Här Bausch, Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten, deposéiert. De Conseil d'État huet säin Avis de 17. November ofginn an d'Kommissioun vun der Mobilitéit a fir ëffentlech Baute krut de Projet den 10. Dezember presentéiert an huet hir Aarbechten de 14. Januar mat der Adoptioun vum Rapport ofgeschloss.

Aner Avise wéi dee vum Staatsrot gëtt et bei dësem Projet keng. Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Rapportrice, der Madamm Chantal Gary, villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Erlaabt mer fir unzefänken, der Madamm Rapportrice, dem Chantal Gary, villmools Merci ze soe fir deen exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Bon, si ass wierklech am Detail op déi eenzel Punkte vun deem Projet agaangen, soudatt ech mer géif erlaben, net méi dorop anzegoen, fir lech net ze langweilen.

M. André Bauler *(DP).*- Dir langweilt eis ni.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här Bauler.

Erlaabt mir awer dach, e puer Remarken ze maachen. Fir d'éischt soen ech ganz kloer, datt d'CSV-Fraktioun dëse Projet ënnerstëtzt, ...

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- … well et ganz néideg ass, datt endlech eng definitiv Struktur kënnt vum Nordstad-Lycée. Et ass scho gesot ginn, zënter 2007 ass den Nordstad-Lycée an engem Provisorium zu Dikrech an et geschitt elo esou, datt jo erëm eng Kéier awer emol fir d'éischt e Provisorium realiséiert gëtt zu Ierpeldeng un der Sauer.

Och dorop ass d'Madamm Gary ze schwätze komm, datt et jo drëm geet, datt a sech d'Gemeng den Terrain stellt, dann de Staat dat Gebai do dropsetzt, an - den Här Minister weess et - dat wäert awer schonn nach eng ganz Rei Joren daueren. E seet selwer, oder mir stelle selwer fest: 2027 soll et mam Bau ugoen, 2027 plus wéinstens awer eng seriö Zäit fir de Bau, soudatt ee kann dervun ausgoen, datt et tëschent 10 a 15 Joer brauch, ier wierklech dee Lycée do bezuchsfäeg ass, d'autant plus wou mir jo a sech zwar hei e Projet vun 157,3 Millioune stëmmen, mee mir setzen en nach néierens, well mir hunn nach keen Terrain. Dat muss een awer ganz kloer soen.

Ech wollt awer nach zwee Wierder zu deem Provisorium soen. Mir fannen et eng ganz gutt Saach, datt duerno d'École fondamentale vun der Gemeng Ierpeldeng soll do drakommen. Wann ech awer kucken: Éischtens stellt d'Gemeng Ierpeldeng den Terrain, an dat ass jo net grad näischt, wann ee weess, datt et net esou einfach ass, Terrainen ze kréien, zweetens dauert et esou laang, wéi den Nordstad-Lycée dran ass, dat heescht, dat Gebai wäert net méi nei sinn. An drëttens, wann een e Fondamentalsgebai baut, da kritt ee jo bestëmmte Subventioune vum Staat, déi hei net wäerte fléissen oder kaum wäerte fléissen. Duerfir soen ech nach eng Kéier oder drécken ech nach eng Kéier de Wonsch aus, datt wierklech d'Gemeng Ierpeldeng dat Gebai hei, wann et dann eng Kéier fräi gëtt, fir näischt kritt an datt net nach iergendwou d'Gemeng Ierpeldeng muss dem Staat Remboursementer maachen. Dat wollt ech zu deem Punkt soen.

Da soen ech ganz kloer, datt et awer fir d'éischt ass, datt am Héichbau e Projet gestëmmt gëtt, fir eng Infrastruktur ze realiséieren, an et besteet keen Terrain. A 5,8 Hektar ass jo awer net grad näischt. A wann ee weess, datt sech do awer eng ganz Rei Leit queeschstellen, da sinn ech absolutt mat Iech d'accord, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, fir wierklech Terrainen ze kréien, sougutt um kommunale wéi um nationale Plang. Mee mir mussen op jidde Fall alles drusetzen, an ech mengen, Här Minister, et muss alles drugesat gi fir eng Enteegnung ze verhënneren. Och wann am Gesetz d'Utilité publique virgesinn ass an doduerch ganz einfach d'Méiglechkeet ass fir ze enteegnen, da mengen ech awer, datt et wichteg ass, datt mer alles drusetzen, fir net brauchen ze enteegnen. Well dat géif sécher an der Regioun an iwwert déi Regioun eraus dozou féieren, datt et an der Zukunft nach méi schwéier gëtt, fir Terrainen ze kréien, wa mer solle kommunal oder national Infrastrukture realiséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Da wollt ech awer och nach soen - et ass opgezielt ginn, wat fir eng fantastesch Infrastruktur a sech realiséiert gëtt oder soll realiséiert gi fir de Sport -, datt ee vläicht awer nach niewent der Gemeng Ierpeldeng och ronderëm hätt kënne kucken, wat fir eng Besoine bestinn. Mat klengen Adaptatiounen hätt ee vläicht awer kënnen all deene Gemenge ronderëm a besonnesch den Nordstad-Gemenge respektiv de Sportsveräiner aus der Nordstad an doriwwer eraus och d'Moyene ginn, fir kënne vun den Infrastrukturen ze profitéieren. Esou ass zum Beispill bei der Sportshal keng Tribün, wat awer en Handicap ass.

Bon, den Här Minister ka mer vläicht e puer Erklärungen dozou ginn. Et wier awer op jidde Fall nëtzlech gewiescht, wann dat och méiglech wier, ganz einfach well mer d'Sue jo awer net um Koup leien hunn, a wann een do ka Synergië maachen, dann ass dat jo awer ganz positiv.

Bon, dat gesot, mengen ech, kommen ech zum Schluss. An ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'CSV-Fraktioun dee Projet hei ënnerstëtzt a soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An da wier et um honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wäert Iech sécher net immens iwwerraschen, wann ech lech soen, dass ech als Bierger aus dem Dikrecher Kanton ganz zefridden iwwert dëse Gesetzesprojet sinn, dee mer haut hei am Plenum däerfen diskutéieren. Et ass e Projet, dee wichteg ass, e Projet, deen néideg ass, dee mer am Kanton Dikrech an doriwwer eraus brauchen, an dat net zënter gëschter. Et ass nämlech och e Projet, dee schonn e bësse méi laang ënnerwee ass.

Ech ka mech effektiv gutt drun erënneren, wéi ech viru bal zéng Joer, an zwar Ufank Mäerz 2012, den deemolege Bauteminister Claude Wiseler a menger Qualitéit als Buergermeeschter op der Gemeng zu Ierpeldeng-Sauer empfaangen hunn, fir iwwer e méigleche Standuert vum Nordstad-Lycée ze schwätzen, a wéi mer no eiser Reuniouun am Sëtzungssall vun der Gemeng eng Descente sur les lieux an d'Gewan tëscht dem Alzheimer-Zentrum an dem fréiere Laduno-Gebai gemaach hunn.

Et war deemools scho gewosst, dass et mat de schouleschen Infrastrukturen à terme net géif duergoen an dass dowéinst en neie Lycée misst gebaut ginn. Am Laf vun der Zäit ass och beim aktuellen Nordstad-Lycée - mir kennen d'Geschicht - ëmmer lénks a riets e Gebai derbäikomm, et sinn Annexe komm. Jee, wann ee sech dat esou ukuckt, et war alt ëmmer e bëssen esou en Hin an Hier amplaz vun engem groussen Neibau, wou een, wann net alles, dann awer e gudden Deel ënnerdaach kritt. Dat ass och net ëmmer einfach, ech ginn dat hei op dëser Plaz gären zou, zemools an engem Land, wou et ëmmer méi schwéier gëtt, fir de gëeegenten Terrain ze fannen.

Den aktuellen Nordstad-Lycée zu Dikrech ass jo och nëmmen, vum Gebai hier, e Provisorium. Et besteet also en Handlungsbedarf, denke mer nëmmen un déi sportlech Infrastrukturen. A mat dem Projet vun haut ginn an enger éischter Etapp Neel mat Käpp gemaach.

Iwwert déi lescht Joren ass d'Populatioun vun de Schüler stänneg gewuess an domadder och de Besoin fir nei, adequat Infrastrukturen an d'Luucht gaangen. Dës Evolutioun wäert sech an Zukunft mat der weiderer Entwécklung vun der Nordstad als drëtte Pôle de développement hei am Land zouspëtzen.

Déi infrastrukturell Stäerkung vum Norde grad ewéi och déi vun den anere Regiounen am Land ass fir eis als DP absolutt eng landesplaneresch Notwendegkeet. D'Dezentraliséierung, sief et vun de Verwaltungen a vun den Aarbechtsplazen insgesamt, ass an eisen Aen eent vun de wichtegsten

Instrumenter, déi mer hunn, fir eng dauerhaft Verbesserung bei der Mobilitéit ze kréien, fir regional Zentren nei ze beliewen an de lokale Mëttelstand ze stäerken.

Dat bedeit awer och, dass déi ëffentlech Infrastrukturen op deene Plazen den haitegen an zukünftege Bedierfnesser ugepasst ginn. An dowéinst si mer natierlech ganz zefridden, dass mer elo mat dem Vott vun dësem Finanzéierungsgesetz eng entscheedend Etapp an deem Dossier hannert eis brénge kënnen. Mir wëssen natierlech och, dass et just eng Tëschenetapp ass, well nach rullen d'Baggeren net an nach sinn net all Detailer an dësem Dossier gekläert.

2012 bei der Visite des lieux hannert dem Gewanewee war och schonn deemools ee vun de Knackpunkten zur Sprooch komm, nämlech, wann ee wéilt de Projet op dëser Plaz realiséieren, dass da vill Terrainen néideg wieren, déi de Staat Privatleit misst ofkafen. Dat ass jo och haut nach en Theema.

Den Här Minister rechent mam Ufank vun den Aarbechte ronderëm d'Joer 2027. Dat ass natierlech nach e Strapp. Den Haaptgrond duerfir ass, wéi mer wëssen, dass de Staat nach net all d'Terrainen a sengem Besëtz huet. Mir hoffen dowéinst, dass séier en Accord mat de Proprietäre ka fonnt ginn, fir dass esou séier wéi méiglech mat den Aarbechte kann ugefaange ginn.

Et ass jo geplangt, dass den Nordstad-Lycée elo mol an e Provisorium op Ierpeldeng-Sauer komme soll. Mir haten d'lescht Joer am November beim Debat iwwert déi grouss Infrastrukturprojeten hei am Land hei am Plenum doriwwer rieds.

De Minister François Bausch huet dee richtege Wee gewielt. E Provisorium ass net dat selwecht wéi e fäerdege Lycée an d'Capacitéite leie jo och mat 450 Schüler wäit ënnert deenen definitive 1.722. Mee mat engem Provisorium gi séier nei Capacitéiten zur Verfügung gestallt, an dat begréisse mer och ausdrécklech.

Wat mer och begréissen ass d'Iddi, dass dës provisoresch Strukture spéider, wann d'Terrainen all kaaft gi sinn an de Lycée fäerdeg gebaut ass, der Gemeng fir hir Grondschoul kënnen oder kéinten - dat kann een och am Konjunktiv soen -, kéinten zur Verfügung gestallt ginn. De Minister kann eis vläicht verroden, ënner wat fir enge Bedingungen dëst kann iwwert d'Bün goen.

Fir dass allerdéngs dës Strukturen iwwerhaapt opgeriicht kënne ginn, misst nach d'Stéchstrooss vum Site Laduno aus Richtung Alzheimer-Zentrum gezu ginn. Dat ass net nëmmen néideg fir de Provisorium respektiv duerno den Nordstad-Lycée, dës Strooss géif och d'Laduno-Strooss vum zousätzleche Verkéier entlaaschten an och deen neie Quartier, deen an där Géigend do esou lues entstoe wäert, besser uschléissen. Vill Leit aus der Gemeng wieren natierlech frou, wann dës séier gebaut kéint ginn an och mat Hëllef vu kommunaler Säit an dësem Dossier Neel mat Käpp géife gemaach ginn. Och hei stellt sech nach eng Terrainsfro, wou ze kucke bleift, wéi einfach oder wéi schwéier et wäert ginn, un dës Parzellen ze kommen.

Dowéinst wollt ech den Här Minister zum Schluss froen, ob en eis weider Informatioune ka ginn, ob hien am Kontakt mat de Gemengeresponsabelen ass bezéiungsweis ob si sech bei him gemellt hunn, wei et also konkreet virugeet a wéini déi provisoresch Strukture kéinten a Betrib geholl ginn.

Ech soen dem Här Minister elo scho Merci fir seng Äntwerten. Merci och der Rapportrice, der Kolleegin Chantal Gary, fir e gudde mëndlechen a komplette schréftleche Rapport. An ech ginn natierlech hei och ganz gären den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här André Bauler Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Meng Felicitatiounen un d'Rapportrice fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. D'Virriedner sinn op déi technesch Detailer vum Projet de loi agaangen. Ech wäert also net méi weider dorobber agoen. Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer Iwwerleeungen, Remarken ze maachen, wat d'Infrastrukturen an der Nordstad an och d'Sitten ubelaangt.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens heibannen, wa mer deen heite Projet gesinn, wat e Finanzéierungsgesetz ass iwwert den Nordstad-Lycée, datt mer tëscht der Kreatioun vum Nordstad-Lycée, déi am Projet de loi oder am Gesetz vun 2007 virgesinn ass, an dem Datum vun 2027, wann en da ka gehale ginn, eng Durée hu vun 20 Joer, wat immens laang ass. An dat ass beileiwe kee Reproche un iergendwellech Leit, mee dat mécht ganz einfach aus, wéi schwéier datt et ass, un Terrainen ze kommen, un déi richteg Sitten ze kommen, wat fir eng Infrastrukturen datt dohinnerkommen an och, datt déi Infrastrukturen dann do solle realiséiert ginn.

Et ass, an ech mengen, ee vun de Virriedner huet et gesot, an dësem Fall jo och d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Utilité publique fir eng Expropriatioun ze maachen mat am Projet de loi, ee Moyen, deen een hei virgesinn huet an dësem Projet de loi, well mer alleguerte wëssen, datt mer soss vläicht an deem heiten Dossier net weiderkomm wieren.

Ech hoffen och, datt et ouni Expropriatioun ka goen. Ech mengen, dat wëllt jiddwereen. Mee mir mussen awer och eng Kéier eng Decisioun kréien, wou d'potenziell Sitten, normalerweis och fir schoulesch Infrastrukturen, dann an der Nordstad gesat ginn.

Firwat soen ech dat? Wéi Der alleguerte wësst, si mer an engem Fusiounsprojet mat deene fënnef concernéierten Nordstad-Gemengen, fir eng Nordstad ze grënnen, eng eegestänneg Gemeng. An do ass am Hierscht d'lescht Joer ee Biergerbäirot gegrënnt ginn, et si Biergerfore gemaach ginn an do ginn natierlech och elo Konklusioune gezunn. An déi Konklusiounen, ouni datt ech dem Rapport wëll virgräifen, wäerten dorëms dréien, datt gekuckt gëtt, wou Infrastrukturen hikommen an der Nordstad, ob dat elo Maison-relaisen, Crèchen, Schoule sinn, ob dat kulturell oder Sportsinfrastrukture sinn.

An ech wëll dem Här Kaes soen, datt ech denken, datt déi fënnef Gemengen dat zesumme wäerte kucken, wou een déi Infrastrukture kann hisetzen, compte tenu vun de PAGen. Dat ass awer net d'Léisung vum Problem, well mir mussen eis alleguerte bewosst sinn, datt déi Infrastrukture jo dann och enzwousch hikommen an enger Gemeng Nordstad, wou déi PAGe vun deene fënnef aktuelle Gemengen en vigueur sinn, an datt et natierlech ass, wann een dezentraliséiert, datt een en fonction dovun, wou een urbaniséiert a wou d'Mobilitéit soll sinn, op Terrainen zréckgräift, déi actuellement net an de PAGe vun deene fënnef Gemenge sinn.

A wann hei en Accord tëschent deene fënnef Gemenge fonnt gëtt, wou Infrastrukture sollen hikommen, an et kritt een en Accord vun der Regierung, da muss et och esou sinn, datt awer och festgehale gëtt, datt, wann d'Realisatioun vun deenen Infrastrukture kënnt, net erëm iergendeen Hoer an der Zopp fonnt gëtt, datt dat do net kann - am Kader vun enger Urbanisatioun oder Infrastrukturen - dohinnergesat ginn! An dat schwätzen ech hei ganz kloer un.

Do wäerten déi fënnef Gemengen hir Hausaufgabe maachen, an ech denken, datt d'Regierung se mécht an datt dat souwuel eng zukünfteg Nordstad-Gemeng engagéiert wéi och zukünfteg Regierungen engagagéiert. Well am Kader vun engem Referendum, vun enger Fusioun vu fënnef Gemenge musse mir de Bierger jo och erklären oder proposéieren, wou déi Infrastrukture sollen hikommen. Dat ass an eisen Ae ganz wichteg an deem heite Projet, fir datt mer herno net erëm Zäit verléieren.

Ech maache just drop opmierksam, datt de Staat fënnef oder sechs Hektar kaaft huet fir de Staat, fir ze urbaniséieren, fir Infrastrukturen dohinnerzesetzen, datt d'Stad Dikrech och iwwer zwee Hektar kaaft huet am Optrag vun den Nordstad-Gemengen, fir e regionale CGDIS dohinnerzesetzen, an datt dat momentan nach e bëssen dauert, ier mer do d'Autorisatioune kréien. Mir bestinn op jidde Fall dorobber, ech mengen, ech kann dat soen am Numm vun deene fënnef Gemengen, datt dat, esou wéi déi Projete virgestallt gi sinn, och dohinner soll kommen. Dat ass essenziell herno fir d'Existenz vun enger Nordstad!

Dat gesot, ginn ech natierlech fir d'éischt, ouni datt eng Poleemik opkënnt, den Accord vun der Stad Dikrech, och wann den Nordstad-Lycée op Ierpeldeng kënnt, wat eng zukünfteg Nordstad ubelaangt, an natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Rapportrice Chantal Gary an och meng Virriedner si jo elo schonn am Detail op de Projet agaangen. An den Här Haagen huet hei wierklech d'Perspektiv vun der Nordstad vu banne vun enger Gemeng duergeluecht. Ech mengen, dat ass och ganz wichteg, dass mer de Volet Kollaboratioun Nordstad hei wierklech no vir bréngen.

Dëse Projet huet e groussen Impakt op d'Nordstad, awer och op de ganzen Norden. An dëse Projet stellt och e wichtegen Invest an eis Kanner, an eis Jugendlech duer, fir dass se optimal Léier- an Ausbildungskonditioune kréien, an natierlech och fir d'Léierpersonal, fir dass do och d'Aarbechtsbedingunge besser ginn.

An dofir géif ech och gären op de Volet Wichtegkeet fir d'Nordstad, awer och fir den Norden am Allgemengen agoen, well et wichteg ass, dass den Zougang zu enger breeder edukativer Offer an all de Regioune vum Land garantéiert ass. Och am Norde mussen d'Schüler e gudden Zougang zur ganzer Panoplie vun eisem Schoulsystem hunn. An ech mengen, do huet sech awer och vill gedoen zënter menger Lycéeszäit. A sou al sinn ech jo dann awer och alt erëm net.

Nieft dem Réidener Lycée, dee gouf et net zu där Zäit, wéi ech an de Lycée gaange sinn, deen ass 2004 gebaut ginn, ass natierlech och deen neie Lycée Edward Steichen vu Clierf vun 2013 ze nennen. Deen ass och ganz attraktiv an ergänzt d'Offer vum Lycée du Nord vu Wolz complementaire. An och de Clierfer Lycée ass eng wichteg Investitioun an den Norde gewiescht, déi eeben och sécherstellt, dass uechtert d'Regioun genuch Plaze fir all eis Schüler a Schülerinne sinn.

A genee wéi beim Réidener Lycée ass och beim Clierfer Lycée a beim neien LTPS an dann eeben elo och beim neien Nordstad-Lycée vill Wäert op ganz héich energeetesch Standarde geluecht ginn. Ech mengen, do hu mer wierklech bei eis an der Regioun duerchaus direkt e puer Paradebeispiller, déi sech weise loossen. A grad an der Nordstad huet sech och ganz vill gedoen.

Den Nordstad-Lycée huet hei eng wichteg a complementaire Roll ze spillen, eeben och, well e gläich e puer Puzzlestécker am Gesamtpuzzle vun der Bildungsoffer duerstellt. An dee Gesamtpuzzle, dee besteet och aus der méi allgemenger Offer an der Nordstad, déi an de leschte Jore souwéi eeben och an de kommende Joren ausgebaut an ëmgebaut gouf a wäert ginn.

Mir schwätzen hei wierklech vun engem reegelrechte Bildungspol fir den Norden, mat notamment dem Lycée technique pour professions de santé, dem Lycée technique vun Ettelbréck, der Akerbauschoul, dem Lycée classique vun Dikrech an der rezent reforméierter Hotelschoul vun Dikrech. An dat Ganzt mécht eeben och transporttechnesch Sënn: Wou déi schoulesch Offer regruppéiert ass, ass et natierlech och méi einfach, de Schoultransport ze organiséieren an dem Besoin vun de Schüler dann och Rechnung ze droen.

An natierlech - et ass elo schonn hei ugeschwat ginn - ass et immens bedauerlech, datt et bis zur Rentrée am neie Gebai nach laang dauere wäert. Anerersäits kënne mir dat wierklech nëmme begréissen, dass de Staat hei net bereet ass, Akerland ze kafen zum Präis vu Bauterrainspräisser. An deem Sënn wëlle mir och festhalen, dass eng Enteegnung, och wann ee wuelverstanen e faire Präis kritt, ëmmer eng Ausnam bleiwe muss a wierklech just eng allerlescht Léisung dierf sinn. Mee an dësem Fall, no siwe Joer Blocage a mat Bléck op deen elo schonn 13-järegen a wierklech net optimale Provisorium vum Nordstad-Lycée, ass et awer, mengen ech, legitimm, fir am Sënn vum Intérêt général d'Utilité publique spillen ze loossen, falls hei keng Léisung sollt fonnt ginn.

Dofir hei e grousst Luef un d'Regierung, awer och un d'Gemeng Ierpeldeng, fir hir Ënnerstëtzung, dass den Nordstad-Lycée elo wéinst dësem Terrainsproblem net nach weider zéng Joer a sengen alen an net ugepasste Gebaier zu Dikrech an zu Angelduerf blockéiert ass. Et ass gutt, dass hei en Accord fonnt ginn ass, mat deem ee relativ séier zu Ierpeldeng op Gemengenterrain e Bëtonsprefabriqué fir 450 Schüler a Schülerinne kann opriichten an dem Nordstad-Lycée do souwuel modern Säll an Ateliere ka bidde wéi eeben och genuch Plaz, fir dass en och virum finale Site schonn d'Schouloffer progressiv kann ausbauen.

Ech kann dem Lycée, dem ganze Corps enseignant a senge Schüler elo just nach wënschen, dass et schnell weidergeet an dass hir Gedold belount gëtt, a ginn domadder dann och den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken der Rapportrice, der Madamm Chantal Gary, en häerzleche Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Als ADR begréisse mir natierlech dëse Projet, dat zu 100 %, well et gëtt elo schonn iwwer 13 Joer vun dësem Projet fir en neit Gebai geschwat, an elo endlech soll et da lues a lues Realitéit ginn.

Ech mengen, dat meescht ass gesot. Mir si frou, datt et eng Kéier soll iergendwa gebaut ginn. Et ass och wichteg fir den Norden. Mee dëst Gesetz huet e Klompfouss, an dat ass den Terrain, deen de Staat nach net huet. Wat een awer muss soen zu dësen Terrainen: Viru 15 Joer waren hei schonns Verhandlungen amgaangen, fir dës Terrainen ze kafen oder ze kréien, esou d'Äntwert op eng parlamentaresch Fro vu mengem Kolleeg Koeppe Jemp. Dat war awer deemools nach fir en anere Lycée, deen hei programméiert war, bis haut ouni Resultat. Zu Biissen war dat fir Google méi séier méiglech an de Präis wësse mer och elo mëttlerweil hei.

Et wär emol interessant ze wëssen, wéi hei déi Verhandlungsbasisse si vum Präis, wat de Staat deene Proprietären do géif offréieren. Ech mengen, dat kënne mer net ëffentlech maachen, do si mer eis all eens, mee et wier awer emol wichteg, wann déi eenzel Zuelen an der Finanzkommissioun emol géifen diskutéiert ginn, fir datt een emol Kloerheet ka kréien. Déi eng soen engem esou, déi aner soen engem esou. A wat ass d'Wouerecht? Dat wësse mer net. An ech mengen, dat wäert awer elo mol misse gekläert ginn.

Mee mat dësem Gesetz gëtt elo iwwert de Wee vun der Utilité publique Drock gemaach op d'Terrainsverhandlungen. Dat ass e Wee, dee mir als ADR net kënnen akzeptéieren. Dëst Beispill ka Schoul maache fir aner Projeten. Et soll ee fair verhandelen an drockvoll verhandelen, eng Enteegnungsprozedur soll dee leschte Wee sinn.

Esou gär mer och hunn an esou frou mer och sinn, datt en Nordstad-Lycée kënnt, musse mir eis hei awer elo aus deene Grënn do enthalen, well fir eis ass d'Enteegnungsprozedur dee leschte Wee, deen ee soll goen. Mir sinn 100%eg d'accord mam Lycée, mir géifen en och stëmmen, wann deen Terrain dem Staat géif gehéieren. Dat géif eis Satisfaktioun ginn. Mee well et dat net ass, musse mer eis bei dësem Projet enthalen, fir datt dat Beispill keng Schoul mécht no baussen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir dee gudde Rapport. Och mir Piraten wäerten dem Projet zoustëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, de Minister fir ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. A merci och den Deputéierte fir déi breet Zoustëmmung.

Ech wëll ufänke mat dem Timing, well deen elo e puermol opgeworf ginn ass. A wa gesot ginn ass: „Mir brauchen hei 10 bis 15 Joer, fir dee Projet ze realiséieren", sou wëll ech awer soen: Et si keng 10 bis 15 Joer. Hei ass am Gesetzesprojet e maximalen Delai agerechent, an zwar ass dat, datt de Bau 2027 ugeet. Wann Der dann nach derbäirechent, datt de Bau fir esou e Gebai wéi dat do 2 bis 2,5 Joer dauert, da kommt Der op 8 bis 8,5 Joer, woubäi een awer och muss soen, datt dat e maximalen Delai ass. Well hei ass agerechent de Fait, wa mer net géifen eens gi mat de Proprietären iwwert d'Terrainen, dat heescht, déi ganz Durée vun der Expropriatioun, déi an der Reegel, wa mer elo den Duerchschnëtt kucken, esou ëm déi zwee Joer kann daueren, d'Recoursen an esou weider matagerechent.

Dat heescht, et ass schonn e maximalen Delai gerechent. An ech hoffe jo awer, datt mer éischter, wéi gesot, d'Terraine kréien, ouni mussen duerch d'Expropriatiounsprozedur ze goen. Da kënne mer jo nach Zäit wannen. Mee egal wéi, souguer, wann et maximal wär, wär dann, vun 2021 u gerechent, dat Ganzt 2029 ongefeier fäerdeg, 2029/2030.

Ech wéilt eppes soen zu där ganzer Fro vun der Expropriatioun an zu dem Terrain-Kréien an Negociéieren. Ech mengen, méi Virriedner hunn elo hei gesot, datt scho meng Virgänger - an de Claude Wiseler, dee sëtzt hei, ech mengen, deen huet och schonn de Projet gutt kannt an deen huet och scho vill diskutéiert heiriwwer, an ech mengen, och scho viru senger Zäit - probéiert hunn, hei Terrainen ze kréien. Also, mir sinn hei scho laang ënnerwee. Ech sinn elo scho 7,5 Joer - o vreck, wat leeft d'Zäit! - Bauteminister, de Claude, dee war et 10 Joer virdrun. Dat heescht, dat si 17,5 Joer. Also, iergendwou muss ee sech eng Kéier d'Fro stellen: Jo, bon, wéini ass dann den Zäitpunkt komm, wou ee muss op aner Mëttelen zréckgräifen, fir datt een esou e Lycée wéi deen do iwwerhaapt nach ka bauen?!

Well ech wëll Iech och soen, dat ass keen Eenzelfall méi entre-temps. Egal, wou mer am Land no Terraine sichen - an ech mengen, d'Gemenge wëssen et och, deene geet et net vill besser -, et gëtt ëmmer méi schwéier. Well natierlech ëmmer erëm Hoffnunge bestinn, datt déi Terrainen, och wa se net am Bauperimeter sinn, awer vläicht eng Kéier drakommen an esou weider an esou virun. Jiddweree rechent sech ëmmer de Maximum aus a seet sech: „Dat do ass eng gutt Geldanlag fir mech, duerfir verkafen ech net!" Bon.

Mee ech mengen awer hei, decemment, wa mer den Zäitpunkt kucken a wa mer och nach kucken, wivill Sitte mer scho gesicht hunn - de Laduna-Site ass och gekuckt ginn, deen ass awer net grouss genuch fir de Lycée -, dann hu mer hei missen endlech „zu Potte kommen", wéi een dat esou schéi seet, an e Gesetzesprojet maachen an och d'Utilité publique drasetzen.

A den Här Engelen seet hei: „Mir enthalen eis, mir wëllen net, datt hei e Prezedenzfall geschaaft gëtt." Dat hei ass kee Prezedenzfall, dat hei ass gang und gäbe, dat, wat mer maachen an anere Gesetzesprojeten, wann et ëm eng Strooss geet, déi mer musse bauen. Also, ech wäert elo an den nächste Wochen a Méint och nach eng ganz Rei Gesetzes-

projeten, all fir den Norden iwwregens, an der Chamber deposéieren, vun der N7, der B7 an esou weider. Do hu mer och d'Terrainen net iwwerall, net alleguerten. Zu Housen, beim Contournement, hate mer d'Chance, do war e Buergermeeschter, deen huet eis immens gutt gehollef an deen ass vill selwer akafe gaangen. Do hu mer se entretemps alleguerten. Mee dat ass awer nach laang net iwwerall de Fall.

Mir sinn och, ech mam Här Roth, amgaangen ze kucke mam Sportslycée an esou weider, mat Mamer. Ech mengen, och do hu mer zwar d'Terrainen all, wou mer drop bauen, mee mir mussen och kompenséieren, da musse mer do erëm Terraine sichen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir hutt schonn alles! Vun der Gemeng Mamer! Alles kritt, ...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Gelift? Alles an der Gemeng Mamer. Nee, mir sinn natierlech frou, datt d'Gemeng Mamer eis och do hëlleft.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir wieren och frou, wann Är gréng Kolleegen zu Mamer domat d'accord wären!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Déi maachen dat och, déi maachen dat och!

(Brouhaha)

Nee, ech mengen, et ass esou, dat hei ass wierklech keng Ausnam. Dat ass am Stroossebau esou, am Schinnebau an esou weider, beim Tram hu mer iwwregens och net all d'Terraine gehat. Mee et muss een iergendwann eng Kéier dann de Gesetzesprojet maachen, an duerfir ass d'Utilité publique dran. A wann déi drasteet, da steet déi net dran, well mer elo wëlle ganz Béiser sinn, mee mir schreiwen déi dra fir ze soen: „Lauschtert, wa mer eis net eens ginn, da musse mer op deen do Wee goen." Dat ass nämlech d'Realitéit, mat där mer musse schaffen. An dann hoffe mer jo natierlech selbstverständlech ëmmer - a Gott sei Dank gëtt et awer och nach vill esou Fäll, dat muss een awer och soen -, datt mer mat de Leit eens ginn.

Ech huelen zum Beispill d'Beetebuerger Eisebunnsstreck, do hunn ech nach eng Question parlementaire misse beäntwerten: Do verléiere mer elo e bëssen Zäit, eng Rei Méint Zäit, well mer een eenzegen Terrain net kritt hunn, een eenzegen am Agang vun … An da seet den Här Engelen, mir sollen dat och nach op der Place publique diskutéieren, wat d'Präisser ubelaangt. Ëm Gottes Wëllen, wa mer dat ufänken ze maachen, da soen ech lech, da ginn d'Präisser eréischt richteg an d'Luucht, an net nëmme fir den ëffentleche Secteur!

Kommt, mir bleiwe seriö. Ech mengen, et ass richteg, datt mer hei, an och eng Kéier beim Héichbau, dat gemaach hunn, zemools well et ëm eng Schoul geet. Et geet jo net ëm iergendeppes. Mir géife beim Héichbau et jo och net maachen, wa mer elo wéilten, ech weess net wat, iergendeppes bauen, bon, wann et net grad eng Schoul wier, wann et net grad esou urgent wier. Mee hei schéngt et mer kloer ze sinn, datt et richteg ass, datt mer et maachen.

Dann nach zu der Gemeng Ierpeldeng. Do lafe Kontakter vu menge Leit vum Ministère, awer och vu Bâtiments publics, mat der Gemeng Ierpeldeng. Den Här Kaes hat dat nach eng Kéier gefrot. Ech kann lech awer soen, dee Provisorium kascht 30 Milliounen an et ass geschat gi vun de Finanzen, datt no zéng Joer maximal - also zéng Joer ongefëier, mir hunn dat elo mol als Lafzäit agerechent, wou de Staat et maximal kéint brauchen -, datt dann d'Valeur schonn op nëmmen nach 10,5 Millioune wär. Ech schwätze jo natierlech nëmme vum Gebai, net vum Terrain. Bon. Mir sinn an Diskussioune mat der Gemeng.

A mäi Wonsch ass, well déi Gemeng huet eis vill gehollef, fir och op eng gutt Aart a Weis mat der Gemeng eens ze ginn! Souvill elo mol zu där heiter Ausso. Duerfir sinn ech frou, wéi gesot - mir sinn ëmmer frou, ech hunn dat och gesot -, well beim Stroossebau, beim ëffentlechen Transport, natierlech och beim Héichbau brauche mer vill d'Gemengen, well d'Gemengen e gudde Kontakt hunn an eis hëllefen. An ech mengen, mir sinn do och net ëmmer esou knausereg.

Merci nach eng Kéier fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister François Bausch. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7657. Den Text steet am Document parlementaire 7657[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7657 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7657 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Gilles Roth), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert (par M. Léon Gloden), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.55 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 28 et 29

28e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 376
Discours de M. le Président ..... p. 376
Communications ..... p. 376
Ordre du jour ..... p. 376
7743 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ..... p. 376-385
Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet des vaccins ..... p. 385-392

29e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 393
Communications ..... p. 393
Ordre du jour ..... p. 393
Heure de questions au Gouvernement
Question n° 168 du 19 janvier 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à la liberté de voyage en Europe dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État ..... p. 393-394
Question n° 166 du 19 janvier 2021 de Mme Octavie Modert relative aux conséquences du Brexit sur la mobilité en matière d'enseignement supérieur, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ..... p. 394-395
Question n° 167 du 18 janvier 2021 de M. André Bauler relative à la carte d'identité pour médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 395
Question n° 169 du 19 janvier 2021 de M. Georges Engel relative aux aides financières de l'État pour le secteur Horeca, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes
Question n° 170 du 19 janvier 2021 de M. Sven Clement relative aux demandes d'aides du secteur Horeca dans le cadre du fonds de relance et de solidarité pour entreprises, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes
Question n° 171 du 19 janvier 2021 de M. Marc Spautz relative aux aides financières attribuées au secteur Horeca et aux indépendants, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes
et
Question n° 172 du 19 janvier 2021 de M. Jeff Engelen relative aux aides pour les indépendants dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes ..... p. 395-396
Question n° 173 du 19 janvier 2021 de M. David Wagner relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique
Question n° 174 du 19 janvier 2021 de Mme Diane Adehm relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
et
Question n° 175 du 19 janvier 2021 de M. Gusty Graas relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique ..... p. 396-397
Question n° 176 du 18 janvier 2021 de M. Marc Hansen relative à la suspension temporaire des activités médico-dentaires scolaires, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 397-398
Question n° 177 du 19 janvier 2021 de Mme Martine Hansen relative aux revendications d'un syndicat d'enseignants au niveau de la gestion de la lutte contre la Covid-19 dans le milieu scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 398
Question n° 178 du 18 janvier 2021 de M. Gusty Graas relative au retrait de la Russie du traité « Ciel ouvert », adressée à M. le Ministre de la Défense ..... p. 398
Question élargie n° 64 de M. Sven Clement relative à la prise en charge des patients dans la Grande Région ..... p. 398-399
Question élargie n° 67 de M. André Bauler relative à la situation des étudiants durant la pandémie à l'Université du Luxembourg et à l'étranger ..... p. 399-400
Motion de Mme Martine Hansen relative à l'élaboration d'un plan d'action national permettant de protéger les personnes vulnérables ..... p. 400-402
7507 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État dans le fonctionnement et dans l'extension de l'infrastructure de l'Agence de gestion de dépôts S.à r.l. (Warehouses Service Agency - WSA) ..... p. 402-405
7490 - Projet de loi sur les transports publics et modifiant :
1° les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation ;
2° la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques, de la natation, des droits des passagers et du permis d'exploitation des bateaux à passagers ;
3° la loi du 10 septembre 2012 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires ;
4° la loi du 27 avril 2015 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n° 181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004, et modifiant
1) les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation,
2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics ..... p. 405-407
7493 - Projet de loi relatif à l'interopérabilité ferroviaire, à la sécurité ferroviaire et à la certification des conducteurs de train ..... p. 407-408
7657 - Projet de loi relatif à la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre .. p. 409-411

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3577	Fernand Kartheiser	Collecte de données des automobilistes
3737	Marc Lies	Finances communales
3739	Marc Goergen	Libertés syndicales dans la fonction publique
3740	Gilles Roth, Michel Wolter	PAG d'Esch-sur-Alzette
3741	Gusty Graas, Guy Arendt	Liberté de la presse en Europe
3742	Carole Hartmann, André Bauler	Administration des vaccins contre la Covid-19 dans les cabinets des médecins généralistes
3743	Laurent Mosar	Jugement de la Cour de justice de l'Union européenne relatif au voitures de leasing
3745	Cécile Hemmen	Coupe du monde de football 2022 au Qatar
3746	Marc Goergen	Flotte automobile de l'État
3747	Marc Spautz	Postes d'apprentissage
3748	David Wagner	Demande à l'Organisation mondiale du commerce d'une dérogation aux droits de propriété intellectuelle
3750	Sven Clement, Marc Goergen	Uniforme de la Police grand-ducale
3751	Mars Di Bartolomeo	Nouveaux labels pour véhicules électriques rechargeables
3753	Djuna Bernard, Marc Hansen	Vaccination des personnes vulnérables
3754	Marc Goergen	Recrutement auprès de la Police grand-ducale
3756	Marc Goergen	Mécanismes de feedback auprès des administrations et établissements publics
3757	Fred Keup	Violence dans les prisons
3758	Sven Clement	Vaccination contre la Covid-19 pour les membres du CGDIS
3759	Mars Di Bartolomeo	Construction d'un centre de radiologie et de soins médicaux pluridisciplinaire à Junglinster
3761	Fred Keup	Déclarations du Commissaire à la langue luxembourgeoise
3762	Gilles Roth, Marc Spautz	Échange de courriers entre l'ASBL « Don't forget us » et le Ministère des Classes moyennes
3764	Sven Clement	Communauté domestique
3765	Jeff Engelen	Composition des commissions consultatives communales
3766	Marc Spautz, Laurent Mosar	Fraude au chômage partiel
3767	Jeff Engelen	Contournement de Heinerscheid
3768	Jeff Engelen	Sécurité aérienne
3769	François Benoy	Bornes de recharge
3770 cf. 3772	Martine Hansen	Antoniushaff
3771	Carole Hartmann	Centre mosellan à Ehnen
3772 cf. 3770	Jeff Engelen	Antoniushaff
3774	Fred Keup	Données statistiques concernant les délinquants
3775	Fred Keup	Organisation d'un « Twitter-Gewitter » par la Police grand-ducale
3777	Carole Hartmann	Nuisances sonores causées par le trafic routier
3778	Martine Hansen	Enquête PISA
3779	Sven Clement	Soutien financier pour le secteur Horeca
3781	Martine Hansen	Programme « Vanishing Treasures »
3782	François Benoy	Pause d'allaitement
3783	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz	Statut pour les bénévoles d'accompagnement
3785	André Bauler	Réaffectation des anciennes casernes du plateau du Saint-Esprit
3786	Marc Goergen	Lanceurs d'alerte dans la fonction publique
3787	André Bauler	Instauration d'un conseil scientifique auprès du Ministère de l'Économie
3788	Semiray Ahmedova	Zone d'activité économique « Koibestrachen » projetée à Dudelange
3789	Chantal Gary, Stéphanie Empain	Situation des fédérations et clubs sportifs
3791	Sven Clement	Vidéosurveillance sur certains sites du large scale testing
3792	Jeff Engelen	Traitements de données à caractère personnel des personnes atteintes de la Covid-19
3793	Fred Keup	Cambriolages
3794	Sven Clement	Recouvrement de la nationalité
3795	Guy Arendt	Piste cyclable 15 entre Dommeldange et Walferdange
3798	Marc Goergen	Privilèges pour personnes vaccinées contre la Covid-19
3799	Laurent Mosar	Manifestations contre les mesures sanitaires
3800	Marc Goergen	Transports d'animaux
3801	Nancy Arendt épouse Kemp	Obésité
3803	Stéphanie Empain, Charles Margue	Impact de l'accord global sur les investissements entre l'UE et la Chine sur les droits de l'homme en Chine
3804	Gusty Graas	Rhinopneumonie équine
3806	André Bauler	Cloches d'églises
3807	André Bauler	Recherche généalogique
3808	Marc Goergen	Égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3809	Stéphanie Empain	Service psychologique de la Police grand-ducale
3810	Sven Clement	Personnes non binaires atteintes par la Covid-19
3811	Cécile Hemmen	Rhinopneumonie équine
3813	Marc Goergen	Interdiction de tenir des animaux domestiques dans des logements sociaux
3815	Fred Keup	Enseignement de l'histoire
3819	Viviane Reding	Liberté de la presse en Pologne
3821	Yves Cruchten	Carrière des fonctionnaires ayant un brevet de maîtrise
3826	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Détection des vulnérabilités auprès des demandeurs de protection internationale
3828	Josée Lorsché, Marc Hansen	Potentiel exode des professionnels de santé et de soins suite à la pandémie de la Covid-19
3833 cf. 3917	Fred Keup	Campagne de vaccination dans les maisons de retraite et de soins
3834	Roy Reding	Prix des carburants
3835	Claude Haagen	Entente sur les prix sanctionnée par le Conseil de la concurrence
3836	Jeff Engelen	Large scale testing
3837	Fred Keup	Patron de stage dans la Police grand-ducale
3838	Fred Keup	Missions de rapatriement de demandeurs de protection internationale déboutés accomplies par la Police grand-ducale
3840	Sven Clement	Personnel de l'agence eSanté
3841	Jeff Engelen	Vaccination des donneurs de sang
3845	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Léon Gloden	Plan national d'organisation des secours
3848	Chantal Gary	Études sur la mobilité prenant en compte le genre
3851	Marc Goergen	Compétences des directeurs des syndicats communaux
3853	Fred Keup	Prévention de la violence
3854	Fred Keup	Reconnaissance de la Covid-19 comme maladie professionnelle
3856	Lydia Mutsch	Attaques de pirates sur des navires battant pavillon luxembourgeois
3859	Lydia Mutsch	Impact des évolutions récentes au Myanmar sur les projets de la Coopération luxembourgeoise
3867	Marc Goergen	Responsum de la Congrégation pour la doctrine de la foi à un dubium au sujet de la bénédiction des unions de personnes du même sexe
3871	Tess Burton, Francine Closener	Horaires d'ouverture des commerces
3872	Josée Lorsché, Marc Hansen	Évolution de la consommation de médicaments psychotropes
3917 cf. 3833	Sven Clement	Vaccination dans les maisons de retraite et de soins
5006 urgente	Martine Hansen	Mise en quarantaine d'élèves de l'enseignement fondamental

Question 3577 (03.02.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **collecte de données des automobilistes :**

Am belschen Noriichtemedium RTBF konnt ee rezent (02.01.2021) liesen, datt d'EU vu Januar vun dësem Joer un de reelle Spritverbrauch an d'CO_2-Emissioun vun den Autoe vu Privatbenotzer erfaasst. Am Artikel heescht et da weider: « La collecte de ces données peut se faire de deux façons différentes. La première consiste à se rendre chez son garagiste ou lors d'un contrôle technique de votre véhicule. Grâce à un scan spécifique, les données pourront être lues et envoyées à l'Union européenne. La seconde, l'envoi en direct des données via les ondes hertziennes jusqu'au constructeur automobile. »

Esou en Auswäerte vum reelle Spritverbrauch an d'CO_2-Emissioune vun den Autoe vu Privatbenotzer mécht natierlech och Dieren op, fir aner Donnéeë vum Automobilist gewuer ze ginn, z. B. wéini den Automobilist wéi eng Strecken zeréckleet an och allgemeng Réckschlëss op de Fuerstil si méiglech. Déi uewe genannten Donnéeë kéinten dann och genotzt ginn, fir besser kënne festzestellen, wéini sech eng Persoun wou opgehalen huet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Ass de Mobilitéitsministère bis dato schonn informéiert ginn iwwert déi uewe genannten nei Reegelung? Kann den Här Minister d'Existenz vun esou engem Dispositif confirméieren?

2. Wa jo, wéi ass d'Positioun vun der Regierung zu dëser neier Reegelung? Besteet an den Ae vun der Regierung eng Gefor am Hibléck op de Mëssbrauch vun de perséinlechen Donnéeë vum Automobilist? Ginn et an den Ae vun der Regierung net och Implikatiounen am Hibléck op den Dateschutz vun de Bierger?

3. Besteet an deem Kontext an den Ae vun der Regierung net och d'Gefor vun enger ëmmer méi strenger Kontroll vum Bierger duerch eng politesch Institutioun, wou zum Beispill Persoune kéinte finanziell oder steierlech privilegéiert ginn, déi den Auto manner benotzen?

4. Wär an den Ae vun der Regierung och e Benotze vun deenen uewe genannten Donnéeën zum Beispill fir polizeilech Zwecker méiglech?

Réponse (09.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Mam Reglement 2019/631/UE vun der Europäescher Kommissioun goufen nei Ufuerderungen un d'CO_2-Emissioune vu Persounegefierer (M1) a liicht Utilitairen (N1) agefouert, fir déi vun der Europäescher Unioun ugestriefte Reduzéierung vun den Zäregasemissiounen an déi am Paräisser Iwwereneekommes verankert Klimaziler ze erreechen. Fir d'Effektivitéit vun dësem Reglement ze verstäerken, goufen zousätzlech Mesuren agefouert. Heizou gehéieren nei Prozedure bei der Homologatioun vun Autoen, wéi d'Aféiere vun engem neien Testzyklus op dem Rollepréifstand an d'Obligatioun, d'Autoen op der Strooss ze teste beim sougenannte „Real-Driving Emissions" (RDE)-Test.

Doriwwer eraus sinn och Moossname geholl gi fir eng verstäerkten Iwwerwaachung vun Autoen, déi schonn an Zirkulatioun sinn, ze garantéieren, dëst duerch d'„In-Service-Conformity"-Prozedur an enger verschäerfter „surveillance de marché", wéi och an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 2779 detailléiert beschriwwen.

An der Vergaangenheet war et tatsächlech esou, dass déi real Verbrauchswäerter, déi direkt gekoppelt si mat dem CO_2-Ausstouss, däitlech vun deenen duerch den Hiersteller deklaréierten a mat der deemoleger Testprozedur ermëttelte Wäerter ofgewach sinn. Deemno gouf 2017 duerch d'europäescht Reglement 2017/1151 (WLTP 1 Act) probéiert, dëse Problem ze léisen andeem, wéi scho beschriwwen, een neien Testzyklus agefouert gouf, deen ee méi realistescht Fuerverhale soll duerstellen (www.wltp.lu). Nieft dësem neien Testzyklus gouf zousätzlech den RDE Test obligatoresch, woubäi bis den 1. September 2019 just den Ausstouss vun NO_x, Partikelen a Kuelemonoxid iwwerpréift gouf.

Säit dem 1. September 2019 mussen d'Hiersteller hir Autoe konform zu dem Reglement 2018/1932/UE (WLTP 2nd Act) homologéiere loossen a sécherstellen, dass de Verbrauch, dee vum „On Boards Diagnose" (OBD) ermëttelt gëtt, sech net méi wéi 5 % vun de Wäerter ënnerscheet, déi am Kader vum WLTP-Typ 1-Test ermëttelt goufen. Zousätzlech dozou mussen nei Typpe vun Autoen, wann se sollen homologéiert ginn, zënter dem 1. Januar 2020 mat dem sougenannten „On Board Fuel Consumption Monitoring" (OBFCM) ekipéiert sinn an zënter dem 1. Januar 2021 dierfen an Europa keng Autoe méi immatrikuléiert ginn, déi net mat dësem System ausgerëscht sinn. D'Aufgab vum OBFCM ass, iwwer déi gesamt Notzungsdauer vum Auto Verbrauchsdonnéeën ze späicheren.

Déi gefuerdert Donnéeën, déi enregistréiert musse ginn, sinn an der Annex XXII, Kapitel 3 vun dem modifizéierte Reglement 2017/1151/UE festgeluecht:

„3.1. Für alle in Artikel 4a genannten Fahrzeuge mit Ausnahme von OVC-HEV[1]:

a) Kraftstoffverbrauch insgesamt (Lebensdauer) (in Litern)

b) Zurückgelegte Strecke insgesamt (Lebensdauer) (in Kilometern)

c) Kraftstoffdurchsatz des Motors (in Gramm/Sekunde)

d) Kraftstoffdurchsatz des Motors (in Litern/Stunde)

e) Kraftstoffdurchsatz des Fahrzeugs (in Gramm/Sekunde)

f) Fahrzeuggeschwindigkeit (in Kilometern/Stunde)

3.2. Für OVC-HEV:

[1] Plug-in Hybridautos

a) Kraftstoffverbrauch insgesamt (Lebensdauer) (in Litern)

b) Kraftstoffverbrauch insgesamt im Betrieb bei Entladung (Lebensdauer) (in Litern)

c) Kraftstoffverbrauch insgesamt im vom Fahrer wählbaren Betrieb der Ladungserhöhung (Lebensdauer) (in Litern)

d) Zurückgelegte Strecke insgesamt (Lebensdauer) (in Kilometern)

e) Zurückgelegte Strecke insgesamt im Betrieb bei Entladung bei abgeschaltetem Motor (Lebensdauer) (in Kilometern)

f) Zurückgelegte Strecke insgesamt im Betrieb bei Entladung bei eingeschaltetem Motor (Lebensdauer) (in Kilometern)

g) Zurückgelegte Strecke insgesamt im vom Fahrer wählbaren Betrieb der Ladungserhöhung (Lebensdauer) (in Kilometern)

h) Kraftstoffdurchsatz des Motors (in Gramm/Sekunde)

i) Kraftstoffdurchsatz des Motors (in Litern/Stunde)

j) Kraftstoffdurchsatz des Fahrzeugs (in Gramm/Sekunde)

k) Fahrzeuggeschwindigkeit (in Kilometern/Stunde)

l) Der Batterie zugeführte Netzenergie insgesamt (Lebensdauer) (in kWh)

D'Zil vun dëse ganze Moossnamen ass et, ze kontrolléieren, ob den Hiersteller seng Autoe konform op de Marché bréngt an d'Autoen tatsächlech sämtlech Bestëmmungen erfëllen, déi duerch den europäesche gesetzleche Kader gefuerdert sinn. Nëmmen esou kann am Fall vun engem Netrespektéiere vun dëse Virschréften den Hiersteller sanktionéiert ginn. Et ass ze betounen, dass et sech bei den Donnéeën, déi gespäichert ginn, ëm reng technesch Donnéeë vum Gefier handelt.

Den Artikel 12 vum Reglement 2019/631/UE huet schlussendlech eng Dispositioun agefouert, dass ab dem 1. Januar 2021 verschidde vun deene vum Gefier gespäicherten Informatioune mussen der Kommissioun zum Zweck vun der Iwwerpréiwung vum Anhale vun den Ofgasbestëmmungen iwwermëttelt ginn. Allerdéngs bleift d'Reglement op dem Punkt, wéi déi Donnéeën tatsächlech sollen iwwerdroe ginn, vage a gëtt just dräi méiglech Optiounen. Esou kann dës Mise à disposition iwwert den Hiersteller erfollegen, iwwert d'national Autoritéiten oder duerch een direkt Iwwerdroe vun den Donnéeë vum Auto; woubäi follgend Informatiounen der Kommissioun solle bereetgestallt ginn:

a) Fahrzeug-Identifizierungsnummer;

b) Kraftstoff- und/oder der Stromverbrauch;

c) zurückgelegte Gesamtfahrstrecke;

d) für extern aufladbare Hybrid-Elektrofahrzeuge: Kraftstoff- und Stromverbrauch und die je Fahrbetriebsart zurückgelegte Strecke;

e) andere Parameter, die benötigt werden, um die Einhaltung der in Absatz 1 genannten Verpflichtungen sicherzustellen.

D'Kommissioun muss schlussendlech konform zu de Bestëmmungen aus dem Artikel 12 sämtlech Donnéeën anonymiséieren, déi se kritt, an d'Donnéeën dierfen exklusiv fir deen Zweck vun der Iwwerwaachung vum Anhale vun de Verbrauchswäerter benotzt ginn. Zousätzlech dozou mussen all d'Donnéeë geläscht ginn, nodeems d'Auswäertung gemaach gouf:

„Die Kommission verarbeitet die nach Unterabsatz 1 erhaltenen Daten für die Zwecke des Absatzes 1 zu anonymisierten, aggregierten Datensätzen, unter anderem je Hersteller. Fahrzeug-Identifizierungsnummern werden lediglich für die Zwecke dieser Datenverarbeitung verwendet und nicht länger als dafür notwendig gespeichert."

Wéi scho beschriwwe gesäit d'Reglement 2019/631/UE zwar den Echange vun den uewen opgefouerten Donnéeën ab dem 1. Januar 2021 vir, allerdéngs ass de genaue Mechanismus vum Austausch vun den Donnéeën nach net festgeluecht. An dësem Zesummenhang ass op een aktuellen Entworf vun der Kommissioun ze verweisen (Ares(2020)6802128), an deem méi genau beschriwwe gëtt, wéi den Hiersteller Donnéeën dierf enregistréieren a wéi dës der Kommissioun zu Verfügung gestallt ginn. An dësem Entworf ass besonnesch op den Artikel 9 ze verweisen, dee Follgendes festhält:

"Article 9

Collection and reporting of real-world data by manufacturers

1. Manufacturers shall collect real-world data together with the VINs of new passenger cars and new light commercial vehicles that are registered from 1 January 2021 and that are equipped with on-board fuel and/or energy consumption monitoring devices in accordance with Article 4a of Regulation (EU) 2017/1151, unless the vehicle owner expressly refuses to make that data available to the manufacturer or its authorised dealer or repairer.

2. Where the real-world data and the VINs are not collected via direct data transfer from the vehicle to the manufacturer, the manufacturer shall ensure that the data is collected and transmitted to it by its authorised dealer or repairer each time the vehicle is brought in for service, or whenever data is to be read out from the on-board diagnostics serial port of the vehicle. The real-world data shall be read out using a scan tool conforming to the requirements set out in point 2.8 of Appendix I to Annex XI to Regulation (EU) 2017/1151.

3. On 1 April each year, with effect from 2022, a manufacturer shall report to the Commission any real-world data and the VINs that were collected in the preceding calendar year, as specified in Table 1 of the Annex, by uploading it to the BDR.

In the event that several records referring to the same VIN are collected by a manufacturer in the same calendar year, the real-world data to be reported shall be the record indicating the highest total distance travelled. Real-world data for a given vehicle shall be collected for a maximum period of 15 years from the date on which the data for that vehicle was first reported to the EEA.

Where a manufacturer claims that real-world data cannot be reported, or can only be reported in part, it shall make a statement to that effect to the Commission and shall provide the reasons therefore. The statement and the justification shall be uploaded to the BDR.

4. Paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply to manufacturers of fewer than 10.000 new passenger cars or fewer than 22.000 new light commercial vehicles registered in the Union in a calendar year."

Aus dem éischte Paragraf vum opgefouerten Artikel geet ervir, dass et eng explizitt Méiglechkeet fir de Besëtzer vum Auto soll ginn, fir et net ze erlaben, dass déi Donnéeën enregistréiert ginn. Den éischten offizielle Reporting un d'Kommissioun, iwwert d'Hiersteller, soll dann och eréischt den 1. Abrëll 2022 sinn.

Aus all dësen Explikatioune kann deemno festgehale ginn, dass et keng Bedenke ginn, zum Mëssbrauch vu perséinlechen Donnéeë vum Automobilist, wëll dësen engersäits explizitt d'Kollekt vun den Donnéeën ënnersoe kann, a well keng perséinlech oder geografesch Donnéeën dierfe gespäichert ginn. Zousätzlech dozou ass all Utilisatioun fir aner Zwecker wéi déi beschriwwe kloer verbueden, a sämtlech Donnéeë mussen no der Auswäertung geläscht ginn.

Question 3737 (01.03.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **finances communales :**

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur :

- Madame le Ministre peut-elle fournir dans un tableau pour l'année 2020 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les critères de péréquation tels que définis à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ?

- Madame le Ministre peut-elle fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2020 et le détail de leur redistribution aux communes du pays ?

- Madame le Ministre peut-elle fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds de l'emploi pour l'année 2020 ?

- Madame le Ministre peut-elle me mettre à disposition un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2018, 2019 et 2020 ?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député s'enquiert du décompte 2020 du Fonds de dotation globale des communes (FDGC), de l'Impôt commercial communal (ICC) et de la participation au Fonds de l'emploi.

La loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes introduit des critères de répartition des avoirs du FDGC, qui regroupe une partie des recettes de l'ICC, à savoir :

1) une dotation forfaitaire ;

2) la population ajustée (82 % de la dotation) ;

3) les emplois salariés (3 %) ;

4) l'indice socio-économique (9-10 %) ;

5) les logements sociaux (0-1 %) ;

6) la superficie totale ajustée (5 %).

Je tiens à préciser que la refonte du mécanisme de participation des communes à l'ICC ainsi qu'au Fonds de l'emploi a été également un élément de la réforme globale des finances communales. De ce fait, il est important de soulever que les dotations totales par habitant des communes, telles que demandées par le Député, ne se prêtent pas à une comparaison objective sans tenir compte de la participation par commune au Fonds de l'emploi.

Un tableau annexé à la présente reproduit les chiffres détaillés sur les finances communales des années 2018, 2019 et 2020 tels que demandés par le Député.

Je tiens cependant à ajouter que l'évaluation des effets de la réforme des finances communales est imminente.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3739 (01.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **libertés syndicales dans la fonction publique :**

Den Artikel 11 Paragraf 4 vun eiser Verfassung gesäit vir:

« (4) La loi garantit le droit au travail et l'État veille à assurer à chaque citoyen l'exercice de ce droit. La loi garantit les libertés syndicales et organise le droit de grève. »

De Code de la fonction publique leet, ënnert anerem am Kapitel 11, d'Prinzippie vum Associatiounsrecht vun de Fonctionnairë fest.

Mir ass zougedroe ginn, dass a verschiddene Ministèren an och Établissement-publicken d'Uweisung vun uewe komm ass, de Gewerkschafte keng Informatiounen zu festgestallte Problemer am Service weiderzeginn. Deemno ginn d'Gewerkschaften, ënnert anerem, an hirer Funktioun behënnert, « de formuler des propositions relatives à l'amélioration des conditions de travail, à l'organisation, la restructuration et la rationalisation des services », well se net déi néideg Informatioune fir d'Ausübung vun dëser Aufgab asammele kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Fro stellen:

- Kann de Minister ausschléissen, dass d'Regierungsmemberen an hir Direktioune Consignen (formell an informell) erausginn hunn, déi et de Staatsbeamten an Employéë verbidden, Informatiounen un hir Gewerkschaft weiderzeginn? Falls nee, bei wéi engen Informatioune kann de Staat Schweigeflicht verlaangen?

Réponse (01.04.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Als éischt wéilt ech dem honorabelen Deputéierten e puer allgemeng Informatioune ginn.

De Paragraf 1 vum Artikel 36 vum Staatsbeamtestatut garantéiert d'Versammlungs- a Gewerkschaftsfräiheet vun den Agente vum Staat.

De Paragraf 3 vum Artikel 36 gesäit vir, dass eng Associatioun, déi sech als ASBL constituéiert huet an als exklusiivt Zil huet, d'Interesse vun enger bestëmmter Karriär ze vertrieden, kann eng Zouloossung vum zoustännege Minister kréien als Personalvertriedung. D'groussherzoglecht Reglement vum 5. Mäerz 2004, dat d'Personalvertriedung an de Staatsverwaltunge betrëfft, reegelt méi am Detail, wéi déi funktionéiert. An deem ass virgesinn, dass, wann et an enger Verwaltung méi wéi eng där Associatioune ginn, d'Personalvertriedung duerch d'Komiteeë vun deene verschiddenen Associatioune constituéiert ass.

D'Personalvertriedung ass de Gespréichspartner vun der Direktioun vun der Verwaltung fir déi Sujeten, déi ënner anerem déi intern Organisatioun an d'Aarbechtskonditiounen an der Verwaltung betreffen.

Et geet also net ëm Sujeten, déi net an der Kompetenz vun enger Direktioun sinn, wéi zum Beispill Sujeten, déi an d'Kompetenz vun der Regierung falen.

Am Kader vun deene Sujeten, déi d'Personalvertriedung mat der Direktioun ka beschwätzen, gesäit d'Reglement vun 2004 awer och vir, dass hir déi ganz Dokumentatioun zur Verfügung gestallt gëtt, « pour autant qu'elle n'ait pas un caractère confidentiel ou secret en raison de la mission spécifique de l'administration ».

Op dem honorabelen Deputéierten seng Fro, ob ech kéint ausschléissen, datt d'Regierungsmembere Consignen erausginn hätten, déi de Staatsbeamten an Employéë verbidde géifen, Informatiounen u Gewerkschafte weiderzeginn, kann ech net als Porteparole fir déi aner Regierungsmemberen äntweren, mee ech ka just a mengem eegenen Numm confirméieren, dass ech keng esou Uweisunge ginn hunn.

Question 3740 (01.03.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Michel Wolter** *(CSV)* concernant le **PAG d'Esch-sur-Alzette :**

An engem Interview um Radio 100,7 huet d'Madamm Inneministesch sech zum PAG vun der Stad Esch geäussert. De PAG ass momentan nach an der Prozedur, esou dass si dësen zu deem Zäitpunkt, wéi si selwer am Interview confirméiert huet, weeder virleien nach gelies konnt hunn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch stellen:

- Aus wéi engem Grond huet d'Madamm Ministesch en eventuelle Refus vun der Approbatioun vun dësem PAG kommentéiert, obwuel en nach an der Prozedur ass?

- Mengt d'Madamm Ministesch net, dass si misst objektiv an neutral bleiwe par rapport zu PAGen, déi nach an der Prozedur sinn, an net schonns en eventuelle Refus d'approbation undeiten, ier si deen definitive, vum Escher Gemengerot gestëmmte PAG iwwerhaapt virleien hat?

Réponse (16.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Déi éierbar Hären Deputéiert froen an hirer parlamentarescher Fro, aus wéi engem Grond ech am Interview um Radio 100,7 en eventuelle Refus vun der Approbatioun vun dësem PAG kommentéiert hunn, obwuel en nach an der Prozedur ass.

An dësem Kontext ass et wichteg, nach emol op de genaue Wuertlaut vun dësem Interview zeréckzekommen. Effektiv huet den Här Molitor mir de 24. Februar 2021 am Interview follgend Fro gestallt:

„Et solle jo an Zukunft - dat ass dat, wat offensichtlech drasteet - zu Esch just nach Colocatioune vun 3 Zëmmere mat maximal 2 Bewunner pro Zëmmer, also 6 Persounen am Ganzen, héchstens geneemegt ginn. Éischt Fro: Ass de PAG dat richtegt Instrument, fir esou eng Fro iwwerhaapt ze klären?"

Doropshin hunn ech follgend Erklärungen zu dësem Theema ginn:

„Ganz einfach: Neen! Kuerz erkläert, de PAG ass net do, fir esou Wunnformen ze definéieren. De PAG

ass ee ganz wichtegt Steierungsinstrument fir d'Gemengen, do gëtt ënner anerem dann definéiert, zum Beispill, d'Aart, den Typ vun de Gebaier an a wéi engen Zone gebaut gëtt. Et geet drëm, eeben déi Visioun, wéi mer wëllen zesumme wunnen, liewen, schaffen, ëmzesetzen, an ee PAG ass eeben, wéi gesot, dat Entwécklungsinstrument, wat d'Gemenge brauchen."

Op dem Här Molitor seng Reaktioun „Da misst ee jo op deem Punkt am Fong relativ einfach kënne soen: Dat approuvéieren ech esou net!" hunn ech nach Follgendes preziséiert: „Wéi gesot, ech hunn nach net den Text elo dobannen. Ech weess elo net, wat da schlussendlech drasteet. Ech hunn och dat gelies, wat an der Press elo beschriwwe ginn ass. Et ass awer esou, wéi Der sot, wann esou Illegalitéiten dra sinn, da kënnen déi net weider am PAG bestoe bleiwen. Dat ka sinn, dass si dann nach eng Kéier mussen e Vote complémentaire huelen. Et kann och sinn, dass ech herno just een Deel vum PAG dann approuvéieren, an deen Deel fält dann ewech, mä, wéi gesot, dat hänkt elo dovunner of, wéi si et elo ganz genau definéiert hunn."

Wéi een aus mengen Aussoe kann eraushéieren, ass et mir wichteg, de Biergerinnen a Bierger méiglechst transparent an neutral ze erklären, wat de méiglechen Inhalt ass vun eise Planungsinstrumenter, an éischter Linn dem PAG, an och, datt dës Projete mat der néideger Seriositéit wärend de Geneemegungsprozedure gepréift ginn. Et ass mir och wichteg, datt, grad wa Leit sech am Kader vun engem neie PAG Suerge maachen, d'Politik dat eescht hëlt a sech Zäit hëlt, fir méiglechst prezis op Froen dozou ze äntweren, zemools an enger esou komplexer Thematik, wéi där vun der Opstellung vun engem neie PAG.

Mir war et awer genau sou wichteg kloerzestellen, datt an dësem prezise Fall nach keng Entscheedung getraff ass. Effektiv, zu dem Zäitpunkt vum Interview hat ech de leschte Stand vum Projet nach net, esou datt d'Analys vu menge Servicer betreffend d'Legalitéit vum Projet, dee jo nach kierzlech vum Gemengerot modifizéiert gouf, a betreffend d'Observatiounen, déi ech vun de Biergerinnen a Bierger kréien, nach opsteet. D'Decisioun wäert ech, esou wéi déi Häre Deputéiert et an hirer Fro opwerfen a wéi et och aus dem genannten Interview ervirgeet, selbstverständlech objektiv an neutral huelen, soubal déi Analyse bis ofgeschloss sinn.

Meng Äntwert war reng hypotheetesch an däitlech ënnert der Reserv vum Text vun der Partie écrite vum PAG vun der Stad Esch. Dofir verweisen ech nach eng Kéier op meng Aussoen am Interview: Et ass awer esou, wéi Der sot, wann esou Illegalitéiten dra sinn, da kënnen déi net weider am PAG bestoe bleiwen.

Question 3741 (01.03.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Guy Arendt** *(DP)* concernant la **liberté de la presse en Europe :**

Tel que rapporté et critiqué par nombre de médias européens, la chaîne radio hongroise « Klubrádió » a été forcée à cesser ses activités dès minuit, ce dimanche 14 février 2021. La décision du Gouvernement hongrois de suspendre la fréquence de la radio indépendante suit une accusation de ne pas avoir envoyé, en temps utile, des documents administratifs sur la composition des programmes. En même temps, les observateurs du secteur dénoncent le déclin du pluralisme médiatique dans la Hongrie de Viktor Orbán.

En juillet 2020, le Gouvernement hongrois avait déjà interféré dans le monde médiatique par le licenciement du rédacteur en chef Szabolcs Dull du site Internet « Index », premier site d'actualité en Hongrie et voix critique envers le pouvoir hongrois. Quasi la totalité des journalistes du site a démissionné à la suite des événements.

En Pologne, plus de 40 institutions de médias ont fait la grève le 10 février 2021 pour protester contre un projet de « taxe publicitaire », taxe entendue être une attaque à la liberté de la presse. En Slovénie, les médias « pro-gouvernementaux » sont soutenus par des investissements massifs.

En 2016, le groupe de réflexion Mérték et l'ancien député européen Benedek Jávor ont porté plainte auprès de la Commission européenne contre le financement excessif des médias publics en Hongrie. Aucune réponse n'a été fournie à ce jour.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État, Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Les prochaines élections législatives en Hongrie se tiendront l'année prochaine. Étant donné que le Gouvernement apparaît vouloir réduire au silence les voix critiques sur le plan médiatique, comment l'Union européenne peut-elle intervenir afin de garantir une information diversifiée et critique de la population ?

- Que peut faire l'Union européenne afin d'éviter que de plus en plus de journalistes s'autocensurent par peur de répercussions menaçant leur vie professionnelle voire privée ?

- La Slovénie aura la Présidence du Conseil européen de juillet à décembre 2021. Vu les pratiques opprimantes envers les journalistes, est-ce que cette présidence est compatible avec les valeurs européennes de liberté de la presse ?

- Le « Media Audiovisual Action Plan » européen, se donne-t-il des points précis pour le combat contre l'oppression de la liberté d'expression dans les médias ?

- Dans l'affirmative, quels sont ces points ?

- Quelles conséquences sont prévues pour les pays membres qui ne suivent pas les valeurs européennes au niveau de la liberté de presse ?

- À quel point ces mesures demeurent-elles un critère d'adhésion pour les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne ?

Réponse commune (30.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

L'état de droit est l'une des valeurs fondamentales de l'Union européenne, inscrite à l'article 2 du traité sur l'Union européenne. Il est également une condition préalable à la protection de toutes les autres valeurs fondamentales de l'Union, y compris les droits fondamentaux et la démocratie. Le respect de l'état de droit est essentiel pour le fonctionnement même de l'UE : pour l'application effective du droit communautaire, pour le bon fonctionnement du marché intérieur, pour le maintien d'un environnement favorable aux investissements et pour la confiance mutuelle. Pour la Commission européenne, « le pluralisme et la liberté des médias sont des vecteurs essentiels de la primauté du droit, de la responsabilité démocratique et de la lutte contre la corruption ».

Toutes ces valeurs et tous ces principes sont essentiels pour l'application du droit communautaire, et dès lors leur respect est un critère d'adhésion pour les pays candidats à l'adhésion à l'UE.

Au regard de l'importance de ces enjeux, la Commission européenne a mis en place un nouveau mécanisme de protection de l'état de droit et a adopté une nouvelle stratégie visant à renforcer l'application de la Charte des droits fondamentaux. En cas de constatation d'une violation grave et persistante des valeurs visées à l'article 2 du traité sur l'Union européenne, un État membre peut se voir imposer une suspension de certains de ses droits découlant de l'application des traités européens. En outre, l'Union européenne a récemment adopté un règlement visant à protéger ses fonds et intérêts financiers en cas de violation des principes de l'état de droit dans un État membre.

Afin de compléter ces engagements, la Commission européenne a également adopté deux plans d'action fin 2020, le plan d'action pour les médias visant à stimuler les médias européens et à contribuer à maintenir l'autonomie culturelle et technologique de l'Europe dans le cadre de la décennie numérique, et le plan d'action pour la démocratie européenne. Le premier se concentre sur le secteur des médias d'information (y compris la presse écrite et en ligne, la radio et les services audiovisuels) et du divertissement audiovisuel et s'articule autour de trois thèmes et de dix actions. Hormis les efforts qui seront engagés pour aider les entreprises audiovisuelles et médiatiques à surmonter la crise actuelle et leur fournir des liquidités et un soutien financier, le plan d'action prévoit le lancement d'une initiative « News », qui regroupera des actions et un soutien à l'industrie des médias d'information. Le plan d'action prévoit aussi de renforcer l'éducation aux médias, dans le but de responsabiliser les citoyens, grâce à une boîte à outils et à des lignes directrices à l'intention des États membres concernant les nouvelles obligations de la directive sur l'éducation aux médias, et soutenir la création de services alternatifs indépendants d'agrégation de l'information capables d'offrir un ensemble diversifié de sources d'information accessibles.

Le plan d'action pour la démocratie européenne inclut entre autres des mesures pour renforcer la liberté et le pluralisme des médias. De plus, face aux menaces récentes et à la détérioration continue de la sécurité des journalistes, incluant les menaces et les attaques physiques et en ligne contre les journalistes dans plusieurs États membres, la Commission européenne proposera en 2021 une recommandation sur la sécurité des journalistes, attirant particulièrement l'attention sur les menaces contre les femmes journalistes, et une initiative visant à réduire l'utilisation abusive des poursuites contre la participation publique (SLAPP). La Commission travaillera également en étroite collaboration avec les États membres dans le cadre d'un dialogue structuré et fournira un financement durable pour des projets d'assistance juridique et pratique aux journalistes dans l'UE et ailleurs. Enfin, la Commission proposera également d'autres mesures pour soutenir le pluralisme des médias et renforcer la transparence de la propriété des médias et de la publicité publique, entre autres, par le biais du nouveau « Media Ownership Monitor ». La Commission mettra progressivement en œuvre ce plan d'action pour la démocratie européenne jusqu'en 2023, soit un an avant les élections au Parlement européen. La Commission évaluera ensuite les progrès réalisés et déterminera si des mesures supplémentaires sont nécessaires.

En dehors du cadre de l'UE, le Conseil de l'Europe a mis en place la « Plateforme pour la protection du journalisme et la sécurité des journalistes », dont le Luxembourg est un des plus importants contributeurs financiers volontaires (près de 43.000 euros en 2020). La plateforme vise à faciliter la compilation, le traitement et la diffusion d'informations relatives à des préoccupations graves relatives à la liberté des médias et à la sécurité des journalistes dans les États membres du Conseil de l'Europe, telles qu'elles sont garanties par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle a pour but d'améliorer la protection des journalistes, de mieux répondre aux menaces et à la violence dont les professionnels des médias font l'objet, et de favoriser des mécanismes d'alerte précoce et de capacité de réaction au sein du Conseil de l'Europe.

La Hongrie est régulièrement visée par des alertes de ladite plateforme. Le rapport annuel 2020 des organisations partenaires de la plateforme du Conseil de l'Europe pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes soulève notamment des discriminations envers des journalistes indépendants hongrois.

Le Luxembourg continuera à soutenir cette plateforme qui est un outil unique en son genre pour recueillir de telles données du terrain et promouvoir ainsi la liberté de la presse en Europe.

En ce qui concerne la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne durant le deuxième semestre 2021, le trio formé par l'Allemagne, le Portugal et la Slovénie souligne dans son programme de 18 mois du Conseil que les trois pays « croient fermement à l'importance de la démocratie, des droits de l'homme, de l'état de droit et de nos modèles sociétaux ouverts, qui constituent le fondement de la liberté, de la sécurité et de la prospérité en Europe ».

Question 3742 (01.03.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**administration des vaccins contre la Covid-19 dans les cabinets des médecins généralistes :**

Dans la réponse commune de Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre d'État à la question parlementaire n° 3461 du 16 janvier 2021, il a été précisé que, « (à) l'heure actuelle, des centres de vaccination sont planifiés dans les communes de Mondorf-les-Bains, Sandweiler (site de "Luxembourg Air Rescue"), Esch-sur-Alzette, Ettelbruck et Luxembourg-ville. Toute décision relative à la planification d'un ou de plusieurs autres centres de vaccination sera prise en fonction des livraisons de vaccins et du personnel médical disponible ».

À titre complémentaire aux centres de vaccination, il est désormais envisagé d'admettre l'administration des vaccins contre la Covid-19 dans les cabinets des médecins généralistes, en particulier pour éviter que des personnes vulnérables effectuent de longs trajets.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) À partir de quelle phase de la stratégie de vaccination du Luxembourg les vaccins contre la Covid-19 pourront-ils être administrés dans des cabinets médicaux ?

2) Est-ce que tous les médecins généralistes pourront administrer ces vaccins dans leurs cabinets médicaux ? Ou serait-il prévu de limiter cette administration à certains centres médicaux, notamment dans les cantons et communes sans centre de vaccination ?

3) Est-ce que toute personne invitée à la vaccination contre la Covid-19 pourra choisir de se faire vacciner par un médecin généraliste? Ou faudrait-il alors, à titre principal, prendre rendez-vous dans les centres de vaccination spécialement mis en place et se référer seulement, à titre subsidiaire et sur demande justifiée, à un médecin généraliste ?

4) Pourrait-il, le cas échéant, être envisagé d'associer le secteur de l'événementiel, lourdement touché par la pandémie, à la distribution des vaccins aux médecins généralistes, voire à l'organisation logistique des vaccinations ?

Réponse (29.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La vaccination dans les cabinets médicaux ne pourra se déterminer en fonction d'une phase spécifique de la vaccination mais en fonction de la disponibilité de vaccins permettant leur distribution, leur conservation et leur administration au sein des cabinets médicaux. Pour l'heure cette possibilité n'est pas réalisable compte tenu des vaccins à disposition et des quantités de livraison de ceux-ci par les laboratoires pharmaceutiques.

ad 2) Des discussions sont en cours avec les instances représentatives des médecins. Plusieurs solutions sont à l'étude afin d'obtenir l'assurance que les règles de conservation, de délivrance et de pharmacovigilance pourront être respectées.

ad 3) Les centres de vaccination ont pour objectif de permettre une vaccination en nombre important tout en permettant de concentrer les moyens logistiques et faciliter la gestion des stocks de vaccin.

La vaccination en cabinet médical pourrait être un complément de cette vaccination en centre, mais les modalités précises de répartition des personnes restent à être définies.

ad 4) Le transport et la livraison des vaccins, comme tous produits pharmaceutiques, répond à des critères GDP (Good Distribution Practices - bonnes pratiques de distribution) soumis à une réglementation spécifique.

L'organisation logistique de la vaccination est à ce jour assurée par un groupe de travail dédié nommé par la cellule de crise du Ministère de la Santé. L'éventualité d'associer le secteur de l'événementiel n'a pas été à ce jour envisagée.

Question 3743 (01.03.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **jugement de la Cour de justice de l'Union européenne relatif au voitures de leasing :**

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) s'est récemment prononcée sur les conditions de la mise à disposition de voitures de fonction par une société au Luxembourg à ses employés résidant en Allemagne. Cette décision de la CJUE a notamment fait l'objet d'un sujet publié sur Paperjam.lu, intitulé « Big bang à venir pour les voitures de leasing ».

Dans sa décision, la CJUE arrête que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur une voiture de leasing doit être payée à l'administration fiscale du lieu de résidence de l'employé qui en bénéficie - à condition toutefois qu'il s'agisse d'une prestation de services à titre onéreux, ce qui est le cas si l'employé dispose en permanence du droit d'utiliser le véhicule de fonction à titre privé pour une durée convenue supérieure à 30 jours. Cela a pour conséquence que l'employeur au Luxembourg doit s'immatriculer dans le pays de résidence de son employé et y est soumis au paiement de la TVA.

La mise à disposition d'une voiture de fonction par les sociétés étant un avantage en nature très répandu au Luxembourg, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Messieurs les Ministres ont-ils pris connaissance de cette décision de la CJUE ? Quelle est leur appréciation globale ?

- Quelles conséquences Messieurs les Ministres en tirent-ils pour la fiscalité des contrats de leasing ?

- Combien de voitures de fonction sont actuellement mises à disposition de travailleurs par un contrat de leasing ?

- Combien de ces voitures de fonction bénéficient à des travailleurs frontaliers ?

- Quelle est la part en pourcentage des voitures de fonction sur l'ensemble des nouvelles immatriculations ?

- Suite à la décision de la CJUE, à combien s'élèvent les pertes de la TVA pour l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ?

Réponse commune (08.04.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans son arrêt dans l'affaire C-288/19 portant sur la mise à disposition par un assujetti à ses employés de voitures affectées à l'entreprise de l'assujetti, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a été amenée à se prononcer notamment sur deux dispositions de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

En particulier, il s'agit de l'article 26, paragraphe 1 de ladite directive, qui définit les opérations assimilées à des prestations de services à titre onéreux dans les termes suivants :

a) l'utilisation d'un bien affecté à l'entreprise pour les besoins privés de l'assujetti ou pour ceux de son personnel ou, plus généralement, à des fins étrangères à son entreprise, lorsque ce bien a ouvert droit à une déduction complète ou partielle de la TVA ;

b) la prestation de services à titre gratuit effectuée par l'assujetti pour ses besoins privés ou pour ceux de son personnel ou, plus généralement, à des fins étrangères à son entreprise ;

et de l'article 56 de cette directive qui énonce :

1. Le lieu des prestations de location de courte durée d'un moyen de transport est l'endroit où le moyen de transport est effectivement mis à la disposition du preneur.

2. Le lieu des prestations de services de location, autre que la location de courte durée, d'un moyen de transport fournies à une personne non assujettie est l'endroit où cette personne est établie ou a son domicile ou sa résidence habituelle.

(...)

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2, on entend par « courte durée » la possession ou l'utilisation continue du moyen de transport pendant une période ne dépassant pas trente jours et, dans le cas d'un moyen de transport maritime, pendant une période ne dépassant pas quatre-vingt-dix jours.

La question préjudicielle concerne le prêt de véhicule pour lequel le collaborateur n'effectue aucun paiement ni ne consacre une partie de sa rémunération en espèces, et n'a pas choisi non plus entre différents avantages offerts par l'assujetti conformément à un accord entre les parties, en vertu duquel le droit d'utiliser le véhicule de société impliquerait la renonciation à d'autres avantages.

La CJUE juge que l'article 56, paragraphe 2, premier alinéa, de la directive 2006/112 doit être interprété en ce sens que ne relève pas de son champ d'application la mise à disposition, par un assujetti à son employé, d'un véhicule affecté à l'entreprise, si cette opération ne constitue pas une prestation de services à titre onéreux. En revanche, ledit article 56, paragraphe 2, premier alinéa, s'applique à une telle opération s'il s'agit d'une prestation de services à titre onéreux et que cet employé dispose en permanence du droit d'utiliser ce véhicule à des fins privées et d'en exclure d'autres personnes, en contrepartie d'un loyer et pour une durée convenue supérieure à trente jours.

Il en résulte qu'une telle qualification suppose que le propriétaire du moyen de transport cède au locataire, contre un loyer et pour une durée convenue, le droit d'utiliser celui-ci et d'en exclure d'autres personnes. S'agissant de la condition relative au loyer, il importe de préciser que l'absence de paiement d'un loyer ne saurait être compensée par la circonstance que, au titre de l'impôt sur le revenu, l'utilisation privative du bien affecté à l'entreprise en cause soit considérée comme constituant un avantage en nature quantifiable et donc, en quelque sorte, comme une fraction de la rémunération à laquelle le bénéficiaire aurait renoncé en contrepartie de la mise à disposition du bien en question.

Il incombe aux autorités des États-membres de faire les vérifications factuelles qui incombent afin de distinguer entre les deux situations, à savoir si un moyen de transport a été mis à disposition à titre gratuit ou bien à titre onéreux. Dans ce contexte, il y a lieu de renvoyer à la circulaire n° 807 du 11 février 2021 de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA. La circulaire précise notamment que les implications de l'arrêt C-288/19 dépendent des modalités pratiques à travers lesquelles un employeur met à disposition d'un employé un véhicule. Les précisions apportées dans cette circulaire devraient permettre aux assujettis luxembourgeois de déterminer dans quelle catégorie tombe leurs mises à disposition de moyens de transport et ainsi de se conformer à cette jurisprudence, pour autant que le lieu de taxation de cette prestation se trouve au Grand-Duché.

En ce qui concerne la dernière question de l'honorable Député, et les éventuelles conséquences budgétaires découlant de l'arrêt de la CJUE, il convient de noter qu'une telle estimation n'est à l'heure actuelle pas possible, dans la mesure où celle-ci dépend des modalités précises de chaque mise à disposition de moyens de transport par les employeurs luxembourgeois, ainsi que du nombre de non-résidents bénéficiant d'un véhicule mis à disposition à titre onéreux.

Pour ce qui est des questions relatives aux nombres de voitures de fonctions au Grand-Duché ainsi que de celles relatives à leur mise à disposition, il y a lieu de relever que la Société nationale de circulation automobile enregistre lors de l'immatriculation d'un véhicule la personne morale ou physique au nom de laquelle le véhicule sera immatriculé. Cependant, aucune saisie n'est réalisée en ce qui concerne la future utilisation du véhicule. Ainsi, les chiffres quant à la mise à disposition d'un véhicule à un employé par une entreprise en tant que voiture de fonction ne sont pas disponibles.

Toutefois, de ce qui précède, il est possible de différencier parmi des voitures immatriculées sur une personne physique ou sur une personne morale. Parmi les dernières figurent aussi les voitures de fonction. En 2020, 53 % des premières mises en circulation de voitures à personnes étaient immatriculées sur des personnes morales.

Question 3745 (02.03.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **Coupe du monde de football 2022 au Qatar :**

Iwwer 6.500 Aarbechter si beim Bau vun de Stadie fir d'Fussballsweltmeeschterschaft, déi am Wanter 2022 am Katar stattfanne soll, scho wéinst de katastrophalen Aarbechtsbedéngungen ëm d'Liewe komm, wéi aus engem rezente Bericht vun der Zeitung „The Guardian" ervirgeet. Et ass e Land, wou d'Mënscherechter mëssuecht ginn a wou d'Opfaassung dozou och eng aner ass wéi am Grand-Duché. Wärend den däitsche Fussballsverband (DFB) am Joer 2019 beschloss huet, keng Matcher a Länner ze bestreiden, wou beispillsweis Fraen a Männer net gläichgestallt sinn, a säi President Fritz Keller erkläert huet: „[...] [dass] wir keine Auswahlmannschaften mehr zu Spielen in Ländern antreten lassen, in denen Frauen nicht gleichberechtigt und frei von Diskriminierung Zugang zu Fußballstadien oder anderen Sportstätten gewährt wird", seet de President vun der FLF, Paul Philipp: „[...] wat elo vu politescher Säit ass, ass net eise Problem, ech kucken dat Sportlecht [...]".

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Sportsminister dës Froe stellen:

- Wéi steet déi Lëtzebuerger Regierung zu dëser Problematik?

- Ginn et Virgabe vu Regierungssäit, wou, géint wien an ënnert wéi enge Bedéngungen déi Lëtzebuerger Faarwen dierfen am Ausland representéiert ginn?

- Lëtzebuerg soll am Kader vun der WM-Qualifikatioun de 24. Mäerz 2021 zu Wien an de 7. September 2021 heiheem géint de Katar spillen. Wëllt d'Regierung vun där Geleeënheet profitéieren, fir en Zeechen ze setzen oder d'Situatioun vun de Mënscherechter am/mam Katar ze thematiséieren?

- Gëtt, wa Lëtzebuerger Sportlerinnen am Ausland untrieden, d'Situatioun op der Plaz analyséiert? Den DFB steet hei zum Beispill mat Amnesty International am Kontakt, fir déi jeeweileg Situatioun aschätzen ze kënnen. Ginn et Reegelen, ënnert wéi enge Konditioune Lëtzebuerger Sportlerinnen am Ausland dierfen hirem Sport nogoen? Konditiounen zum Schutz vun eisen nationale Sportlerinnen, awer och Konditiounen, déi der Bevëlkerung an dem respektive Land Rechnung droen?

Réponse (07.04.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Wat de sportlechen Deel ubelaangt, sief virop preziséiert, datt de Weltverband FIFA schonn den 2. Dezember 2010 bekannt ginn huet, datt d'Fussballsweltmeeschterschaft 2022 am Katar stattfanne wäert. De Katar huet sech deemools schlussendlech géint d'USA, Südkorea, Japan an Australien duerchgesat. Datt dëst, opgrond vu villen Ëmstänn, och haut nach héchst ëmstridden a kontrovers ass, ass net vun der Hand ze weisen.

Den Organisateur vun enger Fussballsweltmeeschterschaft ass ëmmer direkt fir d'Endronn qualifizéiert, brauch sech also net duerch eng Gruppephas dofir ze qualifizéieren. Esou eréi dat och scho fir d'Europameeschterschaft 2016 bei Frankräich de Fall war, ass op Invitatioun vum europäesche Fussballsverband UEFA de Katar an d'Qualifikatiounsronn vun den europäeschen Ekippen ageluede ginn. Datt hei nieft sportlechen Aspekter och kommerziell Iwwerleeunge matgespillt hunn, läit op der Hand. Iwwregens huet de Katar och schonn 2019 bei der südamerikanescher Copa America matgespillt. Bei der Auslousung vun de Gruppen de 7. Dezember 2020 ass de Katar, aktuellen Asiemeeschter, dunn an d'Grupp 1 geloust ginn, zesumme mat den Ekippe vu Portugal, Aserbaidjan, Irland, Serbien a Lëtzebuerg. D'Matcher géint de Katar gëllen da fir déi géigneresch Ekipp als Frëndschaftsmatch a fir de Katar als Preparatiounsmatch op d'WM am November/Dezember 2021. D'„Heemmatcher" vum Katar ginn op europäeschem Territoire gespillt, am Fall vum Match géint Lëtzebuerg de 24. Mäerz 2021 war dat, wéinst Corona, zu Debrecen an Ungarn an net eréi urspréinglech geplangt zu Wien. De Retourmatch géint de Katar ass dann de 7. September 2021 zu Lëtzebuerg virgesinn.

Wat dann elo de politesche Volet ubelaangt, esou suivéiert déi Lëtzebuerger Regierung d'Situatioun vun de Mënscherechter am Katar, an allgemeng an der Regioun vum persesche Golf, kritesch a schwätzt déi och systematesch an hire bilateralen Echangen un. Dat wäert och weiderhin de Fall sinn, onofhängeg vun an iwwert d'WM-Qualifikatioun eraus. E Boykott vu Matcher géint Länner wéi de Katar ass awer net onbedéngt förderlech fir d'Mënscherechter an deem Land. Esou huet sech och rezent Amnesty International géint e Boykott vun der Weltmeeschterschaft am Katar ausgeschwat an dëst fir net sënnvoll ugesinn. Amnesty setzt au contraire éischter op Opmierksamkeet an Dialog.

Generell fousst d'Organisatioun vum Lëtzebuerger Sport op deem am Sportgesetz verankerte Prinzip vun der Autonomie. Déi Lëtzebuerger Regierung an absënns de Sportsministère respektiv den Ausseministère souwéi seng Ambassaden a Konsulater stinn ëmmer zur Verfügung, am Fall wou eis Lëtzebuerger Sportler am Ausland untrieden, respektiv dann och am Fall vun enger eventueller Gefor, fir eis Lëtzebuerger Sportler, a Bierger insgesamt, op der Plaz ze ënnerstëtzen, respektiv erëm zeréck an d'Land ze bréngen.

Question 3746 (02.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **flotte automobile de l'État :**

An den Äntwerten op meng parlamentaresch Froen Nr. 0347 an Nr. 1915 krut ech Informatiounen iwwert de Fuerpark beim Staat an d'Autoe vun der Regierung.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi héich waren d'Ausgabe fir de Fuerpark vun den eenzele Ministèren am Joer 2020?

2. Wéi vill Elektroautoen a wéi vill Autoe mat Verbrennungsmotor goufen 2020 fir de Fuerpark vum ëffentlechen Déngscht kaf?

3. Wéi vill Autoe mat engem Verbrennungsmotor, wéi vill Elektroautoen a wéi vill Autoe mat Hybriduntrib befannen sech, opgeschlësselt no Ministère, aktuell am Fuerpark vum Staat? Wéi huet sech de Prozentsaz vun dësen Typpen am Verglach zum Total an de leschte fënnef Joer entwéckelt?

4. Opgelëscht no Ministère, wéi vill Jore sinn d'Gefierer, déi de Staat akeeft, am Duerchschnëtt am Gebrauch, iert se verkaf oder verschrott ginn? Wéi vill Autoe sinn an de leschte fënnef Joer, opgelëscht no Ministère, verschrott ginn?

5. Wéi vill Autoe befannen sech aktuell am Fuerpark vun der Regierung?

6. 2018 louch d'Moyenne vum CO_2-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmembere bei 119,35 g CO_2/km an 2019 louch se bei 106,37 g CO_2/km.

Fir d'Joer 2020,

- wéi vill Emissiounen CO_2 stéisst de Fuerpark vun de Regierungsmemberen aus; (opgelëscht no der NEFZ- an der WLTP-Ausstoussnorm);

- wéi vill Liter/100 km verbraucht de Fuerpark (Duerchschnëtt a Median);

- wéi vill PS huet de Fuerpark vun der Regierung (Duerchschnëtt a Median)?

7. Op meng Fro Nr. 1915 hat de Minister geäntwert:

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 0347 vum 12. Februar 2019 geschriwwen, solle prioritär Hybriden a Plug-in-Hybride kaf ginn, esou datt déi duerchschnëttlech CO_2-Emissioune weider fale wäerten. Et gëtt och gepréift, fir an noer Zukunft 100 % Elektroautoen ze kafen.

Wéi vill Elektroautoe befannen sech aktuell am Fuerpark vun der Regierung?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Am Tableau ënnendrënner stinn d'Käschten, opgeschlësselt no Ministère, déi de Staat 2020 fir de Fuerpark ausginn huet. D'Käschte vun den Administratiounen, der Police grand-ducale an de Services de l'État à gestion séparée sinn dem jeeweilege Ministère zougeuerdent.

Et ass allerdéngs ze soen, datt d'Exploitatiounskäschten, déi sech aus den Entretienskäschten, dem Carburant, den Assurancen etc. zesummesetzen, d'Depensë vun allen Zorte vu Gefierer enthalen, also nieft den Autoen och déi vun de Camionnetten, de Camionen an den Trakteren. Dat ass zeréckzeféieren dorop, datt d'Budgetsartikele mat de Coden 12.020 keen Detail fir déi eenzel Typpe vu Gefierer hunn an een duerfir keng Informatiounen aus der Comptabilitéitssoftware iwwert verschidde Kategorië vu Gefierer kann erauszéien.

Um Niveau vun den Acquisitiounskäschten ass et allerdéngs méiglech, just d'Ausgabe vun den Autoen ze erfaassen, well hei d'Budgetsartikele mat de Codë 74.000 den Detail fir d'Autoe virgesinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Fir d'Joer 2020 goufen 207 Autoen, Fourgonnetten oder Fourgone kaf. Den Tableau ënnendrënner schlësselt pro Motorisatioun a Benotzung vum Gefier dës Zuel op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Zënter 2017 gëtt eng zentral Ausschreiwung vun 100 % Elektroautoen a Plug-in-Hybride fir de Fuerpark vum Staat gemaach an de Regierungsrot huet festgehalen, datt alleguerten déi nei Autoe prioritär sollen 100 % Elektroautoen oder Plug-in-Hybride sinn.

Vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung kann eng Derogatioun ausgestallt gi fir Autoen, déi entweeder enger spezieller Notzung ënnerleien oder spezifesch Ekipementer brauchen a fir déi et am Moment nach keng adequat Alternativen am Beräich vun den elektresche Gefierer ginn.

Dës Approche ass och am Aklang mat der iwwerschaffter europäescher Direktiv 2009/33/CE fir d'Promotioun vu propperen an energieeffiziente Stroossegefierer, déi fir Lëtzebuerg beim Akafe vu Gefierer vun der ëffentlecher Hand virschreift, datt mindestens 38,5 % vun de liichte Gefierer (Kategorie M1 & N1) „propper" sinn. Dësen Undeel soll am Duerchschnëtt fir alleguerten d'Gefierer erreecht ginn, déi tëschent August 2021 an Enn 2025 ëffentlech ausgeschriwwe ginn an dono fir all weider fënnef Joer. Een entspriechenden Avant-projet vun engem groussherzogleche Reglement fir d'Ëmsetzung vun där Direktiv ass ausgeschafft ginn an ass rezent vum Regierungsrot ugeholl ginn an op den Instanzewee gaangen.

Vun 2023 un ass et virgesinn, fir och am Fuerpark vum Staat manner op Plug-in-Hybriden ze setzen, a verstäerkt 100 % elektresch Gefierer anzekafen, iwwerall wou den Asaz et erlaabt, esou Gefierer ze benotzen.

ad 3. Ufank 2021 waren 2.202 Gefierer am Fuerpark vun de Ministèrë mat hire Verwaltungen an anere staatlechen Instanzen. Den Tableau ënnendrënner schlësselt no Ministère op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 0347 vum 12. Februar 2019 geschriwwen, gouf deemools nach net de ganze Fuerpark vun der ëffentlecher Hand no verschiddenen Informatiounen, wéi zum Beispill dem Typ vun der Motorisatioun, opgeschlësselt.

Et ass deemno net méiglech, d'Entwécklung vun deene leschte fënnef Joer réckwierkend ze retracéieren, mee just e Verglach vun de Joren 2020 an 2021 ze maachen, wou déi Donnéeën disponibel sinn a wou e kloren Trend zu der Decarbonisatioun vum Fuerpark vum Staat ze erkennen ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Fir d'Joren 2016-2020 goufe vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA 460 Autoe verkaf. D'Autoe sinn all versteet ginn, entweeder duerch Vente publique oder Soumissioun. D'AED huet déi lescht fënnef Joer och keen Auto vum Staat verschrotte gelooss.

Den Tableau ënnendrënner schlësselt d'Gefierer no Ministère op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5. Et befannen sech aktuell 17 Autoe vun de Regierungsmemberen am Fuerpark, dovunner sinn der 10 Plug-in-Hybriden, 2 Bensinner, 2 Hybrid-Bensinner an 1 reng elektresch. 2 Diesel Limousinne ginn an deenen nächste Wochen duerch 2 Plug-in-Hybriden ersat.

ad 6. Fir d'Joer 2020 louch d'Moyenne vum CO_2-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmembere bei 91,88 g CO_2/km, nom alen Testzyklus NEDC berechent.

Fir déi 8 Gefierer fir déi eng WLTP-Valeur virläit, ass d'Moyenne 68,5 g CO_2/km.

Den Duerchschnëttsverbrauch läit bei 4,13 Liter/100 km, de Median bei 2,45 Liter/100 km.

Wat d'Leeschtung ugeet, sou läit dës bei 217 kW, also ronn 295 PS am Duerchschnëtt a bei 210 kW, also ronn 285 PS am Median.

ad 7. Et befënnt sech aktuell een 100 % Elektroauto am Fuerpark vun der Regierung. Allerdéngs sinn zënter 2017 quasi nëmmen nach Plug-in-Hybride kaaft ginn, respektiv Enn 2020 deen éischten 100 % elektreschen Auto, sou datt just nach véier reng thermesch Gefierer an dësem Fuerpark vu 17 Autoe sinn. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 1915 vum 21. Februar 2020 geschriwwen, ass et weiderhin d'Zil, fir de gesamte Fuerpark vun de Regierungsmembere CO_2-emissiounsfräi ze kréien, allerdéngs ass et aus operationellen a sécherheetstechnesche Grënn momentan net méiglech, op eng reng elektresch Flott ze setzen.

Question 3747 (02.03.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **postes d'apprentissage :**

Suite à la crise sanitaire liée à la Covid-19, le Gouvernement avait pris la décision de prolonger la date limite de recherche d'un poste d'apprentissage pour l'année scolaire en cours au 31 décembre 2020 par rapport à la date initiale du 1er novembre 2020.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire combien de personnes ont pu profiter de cette prolongation de date ? De quelles professions ou de quels métiers s'agit-il ?

- Combien de jeunes n'ont pas pu trouver un poste d'apprentissage, ventilé selon niveau de qualification et profession/métier ?

- Quelles sont les mesures offertes à ces candidats n'ayant pas pu trouver un poste d'apprentissage ? Combien de jeunes profitent de ces mesures ?

- Le Gouvernement a instauré une prime en faveur des entreprises formatrices en cas d'engagement d'un(e) ou de plusieur(e)s apprenti(e)(s). Quel est le résultat de cette initiative ?

Réponse commune (15.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

En date du 2 novembre 2020, 463 jeunes restaient encore à la recherche d'un apprentissage. Ce chiffre comprend tous les jeunes qui s'étaient présentés au service d'orientation professionnelle de l'ADEM ou qui ont contacté par téléphone ou courriel le service précité au moins une fois entre le 2 septembre et le 2 novembre 2020.

Ci-dessous, le tableau reprenant ces demandeurs d'apprentissage selon leurs aspirations en ce qui concerne la profession et le niveau académique visés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Entre le 2 novembre 2020 et le 4 janvier 2021, 398 candidats (243 jeunes et 155 adultes) ont encore été assignés par le Service d'orientation professionnelle de l'ADEM en vue d'un contrat d'apprentissage.

Au cours de ces deux derniers mois de placement en apprentissage, 243 demandeurs d'apprentissage initial sur 463 jeunes ont pu être placés en apprentissage grâce à la décision de reporter la date limite.

177 jeunes restaient jusqu'à la fin de l'année 2020 en contact étroit avec le service d'orientation professionnelle de l'ADEM en recevant toutes les offres de postes d'apprentissage appropriées. Malgré tout, ils n'ont pas réussi à conclure un contrat d'apprentissage.

Voici le tableau reprenant les jeunes demandeurs d'apprentissage n'ayant pas réussi à trouver un employeur formateur :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En général, les jeunes n'ayant pas de patron-formateur n'ont pas le droit de suivre les cours respectifs au lycée. Cette année-ci, les jeunes à la recherche d'un patron ont pu suivre les modules à l'école. Dans leur recherche, ils étaient accompagnés par les équipes socio-éducatives du Centre national de la formation professionnelle continue (CNFPC). Malgré cet encadrement, certaines personnes n'ont pas pu trouver de patron formateur. À la mi-janvier, le Service de la formation professionnelle (SFP) a réalisé une analyse des données du fichier élèves qui a permis de conclure pour les moins de 25 ans que :

- 61 apprentis de la deuxième ou troisième année de d'apprentissage n'avaient pas trouvé de patron formateur. Ils ont tous été contactés personnellement fin janvier par le SFP : Toutes inscrites à l'ADEM, 21 personnes ont accepté l'aide proposée et ont été prises en charge par l'ADEM-OP pour trouver rapidement un nouveau patron-formateur, les 40 personnes restantes n'ayant plus été intéressées de poursuivre leur apprentissage pour diverses raisons (CDD ou CDI, études supérieures, armée ou autres). Celles-ci ont été signalées à l'ALJ pour suivi.

- 111 jeunes de la première année d'apprentissage ayant activement poursuivi leur recherche d'un patron-formateur, n'ont malheureusement pu trouver de poste d'apprentissage. Ces derniers ont été contactés par le CNFPC afin de les intégrer dans les programmes dédiés tels que « Fit4Léier », formations patronales, COIP ou autres organisés aussi bien à Esch-sur-Alzette qu'à Ettelbruck.

(N.B. : D'éventuelles légères différences par rapport aux chiffres communiqués antérieurement par l'ADEM-OP proviennent du fait que le relevé des chiffres a été fait à deux moments différents.)

Le programme-phare des CNFPC « Fit4Léier » (F4L) permet de recueillir les jeunes sans patrons-formateurs et de les soutenir dans le développement d'un projet professionnel individuel réaliste et ainsi que dans la mise en œuvre de celui-ci. Pour ce faire, les candidats passent par une phase d'orientation dans les ateliers du CNFPC ainsi que par une phase de préparation à la vie active, notamment en faisant des stages en entreprise. Les candidats sont accompagnés tout au long de la formation par une éducatrice graduée de référence qui s'occupe également du suivi des stages. Ainsi se crée la possibilité de travailler avec les candidats aussi bien en groupe qu'en coaching individuel afin de les préparer au mieux à la recherche d'un stage qui, de préférence, pourra déboucher dans un poste d'apprentissage ou de travail.

En date du 26 mars 2021, 107 jeunes furent inscrits à ce programme, 64 à Esch-sur-Alzette et 43 à Ettelbruck.

L'objectif de la prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle est d'encourager et de soutenir les entreprises ou autres organismes de formation à maintenir les contrats d'apprentissage conclus, à les inciter à en conclure de nouveaux et à reprendre des contrats d'apprentissage résiliés en raison du contexte sanitaire actuel.

Les chiffres attestent de l'efficacité de la mesure prise pour contrecarrer l'impact de la pandémie actuelle sur l'apprentissage : un peu plus de trois mois après l'entrée en vigueur de la loi du 15 décembre 2020 portant introduction d'une prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle, pas moins de 214 demandes de prime ont été formulées à l'adresse de mes services.

Question 3748 (02.03.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **demande à l'Organisation mondiale du commerce d'une dérogation aux droits de propriété intellectuelle :**

Début octobre 2020, l'Inde et l'Afrique du Sud ont introduit une demande à l'Organisation mondiale du commerce pour une dérogation temporaire aux droits de propriété intellectuelle avec l'objectif de permettre notamment aux États pauvres et émergents de produire ce dont ils ont besoin pour faire face à la pandémie de la Covid-19. Cette demande vise à accélérer le transfert de technologies au niveau mondial et par conséquent la production de vaccins, médicaments et autres produits nécessaires au combat contre la pandémie.

L'initiative est soutenue entre-temps par 119 États et jouit d'un soutien important parmi les acteurs du monde scientifique et politique, ainsi que de la société civile. Pourtant, un groupe minoritaire de pays riches, dont les pays membres de l'Union européenne représentés par la Commission européenne, s'oppose à cette initiative. Il privilégie une approche basée sur des licences volontaires, qui maintient le pouvoir de décision aux niveaux des groupes pharmaceutiques respectivement le recours aux mécanismes de licences obligatoires, qui sont très lents et laborieux à mettre en œuvre.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

- Pouvez-vous m'informer sur la position détaillée que le Luxembourg fait valoir au niveau européen, et notamment au Comité de la politique commerciale, concernant la demande de dérogation mentionnée plus haut ?

Réponse (02.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

L'Afrique du Sud et l'Inde ont présenté le 2 octobre 2020 une demande de dérogation temporaire à certaines dispositions de l'Accord sur les aspects de droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) « pour la prévention, l'endiguement et le traitement de la Covid-19 ».

Or, la propriété intellectuelle n'est qu'une partie d'une réponse plus vaste à apporter à notre combat contre la pandémie de la Covid-19. L'objectif d'un accès universel et équitable à des vaccins et des médicaments de qualité, sûrs, efficaces et abordables se heurte actuellement surtout à un problème de capacités de production.

De nombreux pays sont confrontés à des défis systémiques et financiers, tels que des systèmes de soins de santé et d'approvisionnement fragiles et sous-financés, un nombre limité de travailleurs de la santé ou du matériel de chaîne du froid inadéquat, la rareté des matières premières, les pénuries de personnel qualifié et expérimenté, et les problèmes de la chaîne d'approvisionnement liés aux restrictions et prohibitions à l'exportation ainsi qu'à une bureaucratie excessive. Ces défis, qui se rajoutent à ceux relatifs à la production et à la logistique, constituent les principaux obstacles à l'accès et au déploiement des vaccins.

Les États membres de l'Union européenne se sont donc ralliés à la ligne défendue par la Commission européenne, estimant que la priorité évidente à ce stade est l'augmentation de la capacité de production par le biais d'une coordination étroite avec les sociétés pharmaceutiques, et un suivi sans faille par les secteurs du transport et de la distribution. Cette approche pragmatique est également soutenue par la Directrice générale de l'OMC, le Dr Ngozi Okonjo-Iweala, qui, sans négliger le débat sur la question des brevets, entend pousser à la mise en place de sites de production viables, y compris dans les pays en développement et appelle les États membres de l'OMC à limiter autant que possible d'éventuelles restrictions aux exportations.

L'Union européenne est le plus grand exportateur de vaccins au monde, dans une situation où il y a très peu d'exportations en provenance d'autres pays industrialisés et où la plupart des pays de développement ne disposent que peu ou prou de capacités de production industrielle. Cette capacité européenne de production de vaccins Covid-19 a été créée grâce au soutien des pouvoirs publics aux producteurs de vaccins sous la forme d'accords anticipés d'achat.

Cette capacité n'est pour l'instant pas encore en mesure de répondre à la demande, qu'elle soit européenne ou autre, qui est bien supérieure à la production mondiale actuelle. C'est pourquoi le Commissaire européen au marché intérieur Thierry Breton s'est adressé le 24 février dernier aux États membres de l'Union européenne afin que ces derniers identifient les capacités industrielles additionnelles qui pourraient être mises à disposition, y inclus en convertissant des capacités non liées à la production de vaccins.

L'Union européenne est donc prête à s'engager avec tous les membres de l'OMC pour trouver des solutions similaires et pour faciliter la collaboration avec l'industrie pharmaceutique sur le transfert de savoir-faire et de technologie et pour les encourager à conclure des accords de licence avec des compagnies de par le monde qui disposent des capacités adéquates et sont à mêmes d'exporter les vaccins aux pays à revenu faible ou intermédiaire sans capacités de production.

Les flexibilités prévues par l'Accord sur les ADPIC - et notamment les licences obligatoires accélérées pour l'exportation vers les pays sans capacité de production - sont des outils absolument légitimes pour les pays membres qui en ont besoin. Ils reflètent un équilibre prudent entre d'une part la protection de la propriété intellectuelle, incitation cruciale à l'innovation, et d'autre part la promotion d'un accès généralisé aux médicaments et aux soins de santé.

Le Luxembourg est ouvert au dialogue sur la manière de faciliter le recours aux flexibilités ADPIC, surtout, s'il était prouvé, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle, que les solutions volontaires ou obligatoires ont échoué ou n'ont pas été disponibles. Les charges administratives ne doivent pas non plus faire obstacle à la fabrication et à la livraison de vaccins là où ils sont nécessaires.

Dans l'immédiat, la seule véritable solution à disposition consiste donc à continuer à soutenir la facilité Covax, le principal mécanisme mondial permettant de parvenir à un accès équitable aux vaccins que l'Union européenne a contribué à mettre en place et à laquelle elle apporte un important soutien financier. À côté de ce soutien financier fourni par l'Union, le Luxembourg y a contribué, à titre national, à hauteur d'un million d'euros. Il convient aussi de mobiliser et d'encourager d'autres pays producteurs et l'industrie à intensifier leurs efforts et à rendre leurs vaccins disponibles et abordables au Covax pour créer dans les meilleurs délais les conditions nécessaires à un déploiement mondial.

Pour permettre au système commercial multilatéral d'accentuer son rôle dans la réponse mondiale à la crise, l'Union européenne et ses partenaires de l'OMC ont soumis la proposition d'une « Initiative pour le commerce et la santé » par laquelle les membres de l'OMC pourraient convenir d'un certain nombre d'actions en matière d'exportations et de transparence.

Question 3750 (02.03.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**uniforme de la Police grand-ducale :**

Am Règlement grand-ducal du 17 août 2018 gëtt festgehalen, wéi d'Uniform vun der Police auszegesinn huet.

Normalerweis däerfen der Policeuniform keng individuell Accessoiren dobäigefüügt gi vum Porteur. An der Vergaangenheet gouf et am Ausland a rezent och hei zu Lëtzebuerg awer ëmmer nees Fäll, an deene Polizisten opgefall sinn, well se un hirer Uniform Symboler befestegt haten, déi näischt mam Policedéngscht, mee mat privaten Iwwerzeegungen a Verbindungen zur rietsextreemer Zeen ze dinn haten.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll sinn der Regierung bekannt, an deene Polizisten un hirer Uniform Zeechen, Symboler oder aner Objete befestegt haten, déi net zu der Uniform gehéiert hunn?

2. Wéi vill Fäll sinn der Regierung bekannt, an deene Polizisten un hirer Uniform Zeechen, Symboler oder aner Objete befestegt hunn, déi net zu der Uniform gehéiert hunn an eng Verbindung zur rietsextreemer Zeen haten?

3. Wéi vill Fäll sinn der Regierung bekannt, an deene Polizisten un hirer Uniform Zeechen, Symboler oder aner Objete befestegt haten, déi net zu der Uniform gehéiert hunn an eng Verbindung zu anere extremistesche Gruppen haten?

Ëm wéi eng Gruppen handelt et sech?

4. Wéi ass d'Prozedur, wann ee Mataarbechter oder e Superieur feststellt, dass ee Polizist aus senger Entitéit Symboler dréit, déi net zur Uniform gehéieren?

5. Gi Fäll, an deene Poliziste Symboler un hirer Uniform droen, déi eng Verbindung zu rietsextreemen oder anere gewaltbereete Gruppen hunn, anescht behandelt ewéi Fäll, an deenen d'Uniform duerch aner ästheetesch Verännerungen oder Accessoiren net konform ass?

6. Wat mécht d'Regierung, fir gewaltbereete Persounen a Mënschen, déi mat rietsextreemen oder aneren extremistesche Gruppe sympathiséieren, aus dem Policedéngscht erauszehalen?

Réponse (18.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Uniforme vun der Police si kloer virgeschriwwen. Dat ass wichteg, fir dass de Polizist vum Bierger och direkt an eendeiteg erkannt gëtt. Doriwwer eraus muss all Polizist an der Ausübung vun sengem Déngscht politesch, reliéis a philosophesch neutral sinn, fir all Bierger kënnen onbefaangen ze hëllefen. Aus deene Grënn ass et de Polizisten net erlaabt, d'Uniform eegestänneg ze modifizéieren.

ad 1. - 3. D'Police féiert keng Statistiken heiriwwer. Et ass och keen ofgeschlossene Fall bekannt, wou e Polizist e Symbol oder en Zeechen op der Uniform befestegt hat, wat eng Verbindung zu der rietsextreemer Zeen oder zu enger anerer extremistescher Gruppéierung géif weisen. Allerdéngs ass, esou wéi d'Prozedur ënnert ad 5 beschriwwen ass, an engem ganz rezente Fall eng disziplinaresch Prozedur vun der Generaldirektioun vun der Police opgemaach ginn.

ad 4. Wa festgestallt gëtt, dass e Polizist e Symbol oder en Zeechen dréit, dat net zur Uniform gehéiert, da soll e vun de Mataarbechter a Cheffen drop opmierksam gemaach ginn, dass dat soll erofgeholl ginn. Wann de Polizist dat net mécht, da kann eng disziplinaresch Prozedur an d'Weeër geleet ginn.

ad 5. Am Fall wou et sech bei esou engem Zeechen oder Symbol ëm eent handelt, wat a Verbindung mat rietsextreemen Ideologien oder mat gewaltbereete Gruppe steet, gëtt d'office d'IGP (Generalinspektioun vun der Police) vun der Generaldirektioun vun der Police op Basis vum Artikel 24 vun dem Disziplinargesetz[1] saiséiert a mat enger „instruction disciplinaire" befaasst. Jee nodeems, ëm wat et sech handelt, kann et och zu strofrechtleche Suitte kommen.

ad 6. Den Artikel 58 vum modifizéierte Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale gesäit eng „enquête de moralité" vir, déi virun all „admission au stage" duerchgefouert gëtt. Dës Ënnersichung soll et erlaben ze gesinn, ob e Kandidat déi néideg moralesch Qualitéite mat sech bréngt, fir de Policeberuff kënnen auszeüben.

Zousätzlech ass iwwert Règlement grand-ducal virgesinn, dass an der „épreuve spéciale" vum „examen-concours pour l'admission au stage" an deene verschiddene Kategorien an Traitementsgruppen ënnert anerem psychologesch an psychotechnesch Tester souwéi och en Entretien duerchgefouert ginn. E Kandidat kann doduerch eliminéiert ginn.

Question 3751 (03.03.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **nouveaux labels pour véhicules électriques rechargeables :**

Une directive européenne prévoit de nouveaux labels pour les véhicules électriques rechargeables

[1] Loi relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale.

(voitures particulières, camionnettes, poids-lourds, motos, scooters et autres) mis sur le marché à partir du 20 mars 2021. Ces labels concerneront aussi les bornes de charge et les câbles détachables.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Monsieur le Ministre de l'Énergie quel est le but de cette labélisation et qui sera en charge de l'information des consommateurs.

- En quoi consiste exactement ce label et quelles informations reflète-t-il ?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

L'étiquetage pour les véhicules électriques ainsi que l'infrastructure et l'équipement de recharge en électricité dont fait référence l'honorable Député dans sa question parlementaire est issu de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.

L'article 7 sur l'information des utilisateurs de la directive susmentionnée porte sur l'obligation des États membres de l'UE d'assurer que des informations pertinentes, cohérentes et claires sont disponibles sur le ravitaillement en carburants conventionnels et alternatifs et sur la recharge de véhicules électriques. D'autant plus, si les dispositions existantes en matière d'étiquetage sont jugées non appropriées pour informer suffisamment les utilisateurs, la Commission européenne a la possibilité de charger les organisations européennes de normalisation (OEN) de définir des nouvelles spécifications d'étiquetage.

Ainsi, la norme EN 16942 sur une expression graphique commune des carburants pour l'identification de la compatibilité des véhicules fut élaborée et est devenue applicable en fin 2018 pour toutes les stations de service et les nouveaux véhicules mis en circulation. Chaque type de carburant est depuis clairement identifiable dans tous les États membres de l'UE à travers une forme d'identification unique : le cercle pour l'essence, le carré pour le diesel et le losange pour les combustibles gazeux.

(Image à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Exemples des identifiants pour les différents types de carburants : essence à 10 % d'éthanol (E10), diesel à 7 % de biodiesel (B7) et hydrogène (H2)

Dans le même esprit pour simplifier l'information des utilisateurs de véhicules électriques sur la compatibilité des véhicules avec les bornes de recharge, la norme EN 17186 sur une expression graphique commune pour l'information des consommateurs sur l'alimentation pour véhicules a été adoptée en 2019 et est devenue applicable le 20 mars 2021.

Cette nouvelle norme européenne fournit un étiquetage pour une compatibilité harmonisée et elle complète les besoins d'information pour un utilisateur d'un véhicule électrique arrivant à un point de recharge pour ce qui concerne la connexion de son véhicule. En effet, le consommateur doit pouvoir distinguer facilement les différents types d'interfaces électriques proposées, afin d'identifier l'interface correcte du point de connexion compatible avec son véhicule électrique, et aussi de fournir des informations optionnelles comme les niveaux de puissance.

La forme d'identification choisie pour la mobilité électrique est l'hexagone. Cette forme sur un fond noir marque la connexion au niveau du véhicule, tandis qu'un hexagone sur un fond blanc indique la connexion au niveau de la station de recharge. La lettre à l'intérieur de l'hexagone sert à distinguer entre les différents types des interfaces électriques. D'autre part, l'identifiant permet de distinguer la connexion électrique au niveau du véhicule de celle au niveau de la station de recharge.

(Image à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Formes d'identification pour la mobilité électrique : un hexagone noir pour la prise du véhicule et le connecteur du câble à brancher à la prise du véhicule; un hexagone blanc pour le point de charge de la borne et le connecteur du câble à brancher à la borne

Le fait que les câbles détachés, transportés en général dans le coffre d'un véhicule électrique et utilisés pour recharger aux bornes de charge accessibles au public à courant alternatif (AC), doivent également être munis d'un tel marquage permet à remédier à la confusion de certains utilisateurs lors du branchement du véhicule au point de charge et de détecter facilement le bon côté du connecteur. C'est-à-dire des hexagones sur fond noir avec l'identifiant « C » du côté du véhicule et des hexagones sur fond blanc avec le même identifiant du côté de la borne. Comme les bornes à courant continu (DC) sont en général équipées d'un câble fixe à connecteur CCS, seulement des hexagones à fond noir sont requis pour ce type de charge.

Les identifiants utilisés le plus couramment au Luxembourg et en Europe pour la recharge électrique en AC ou DC sont indiqués ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

L'étiquetage est obligatoire pour les véhicules électriques mis sur le marché pour la première fois ou immatriculés à partir du 20 mars 2021 suivants :

- les cyclomoteurs, motocycles, tricycles et quadricycles ;
- les voitures à personnes ;
- les véhicules utilitaires légers ;
- les véhicules utilitaires lourds ;
- les bus et les autocars.

Pour les véhicules électriques, les identifiants doivent se trouver sur les véhicules à côté de chaque prise de recharge ainsi que :

- les câbles détachés ;
- dans le manuel d'utilisateur du véhicule ;
- affichés chez les concessionnaires.

L'étiquetage est aussi obligatoire pour toutes les nouvelles bornes de recharge. Les prises électriques standard (type Schuko), qui peuvent aussi être utilisées pour la recharge d'un véhicule électrique, sont évidemment exclues de ces nouvelles dispositions et ne doivent pas être équipées avec de tels identifiants.

Question 3753 (03.03.2021) de **Mme Djuna Bernard** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **vaccination des personnes vulnérables :**

Les personnes sans domicile fixe sont parmi les personnes les plus vulnérables dans notre société. Or, elles risquent d'être oubliées dans la campagne de vaccination contre la Covid-19.

En Allemagne, les personnes sans domicile fixe sont intégrées dans la stratégie de vaccination. Elles sont classées dans le groupe 2 (Gruppe 2 - Hohe Priorität[2]), elles sont donc considérées particulièrement vulnérables. Au Luxembourg, les personnes sans domicile fixe ne sont pas prises en compte dans la stratégie de vaccination.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé :

1) Comment les personnes sans domicile fixe pourraient-elles être intégrées dans la campagne de vaccination ?

2) Le fait que ces personnes ne peuvent pas toujours respecter les mesures de distanciation physique dans les structures d'hébergement ne semble pas être pris en compte. Pour quelles raisons le sans-abrisme n'est-il pas inclus dans les critères définissant les niveaux de vulnérabilité ?

3) Parmi les personnes sans domicile fixe, il y a aussi des personnes qui sont vulnérables à cause d'une condition préexistante. Sachant que ces personnes ne consultent que rarement un médecin, qui est dès lors autorisé à les classifier comme vulnérable selon les critères officiels ?

Certains groupes de personnes vivant en communauté ont été vaccinées prioritairement tandis que d'autres ne se retrouvent pas dans la stratégie de vaccination.

4) Les demandeurs de protection internationale vivant dans des structures d'hébergement, ne devraient-ils pas être vaccinés prioritairement ?

5) Les personnes incarcérées, ne devraient-elles pas être vaccinées prioritairement ?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Tel qu'expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 3749, les personnes sans domicile fixe sont conviées à la vaccination en fonction de leur âge et de leur éventuelle vulnérabilité dans l'une des phases 2 à 6 de la stratégie de vaccination. Le lien se fait via les institutions et associations conventionnées avec l'État ou avec les autorités locales, représentées dans le groupe de travail organisé par le Ministère de la Santé dans le cadre de la crise sanitaire. Celles-ci sont en contact régulier avec les personnes sans domicile fixe et transmettent leurs données - lorsqu'elles souhaitent se faire vacciner - à la Direction de la santé au fur et à mesure que ces personnes sont éligibles à la vaccination.

ad 2) À moins que les personnes sans-abris présentent un âge ou une vulnérabilité tels que définis dans les phases 2 ou 3 de la stratégie nationale de vaccination, elles ne présentent pas de risque plus élevé face à la Covid-19 que les autres catégories de la population. C'est pour cela qu'il a été retenu de ne pas prévoir d'accès prioritaire à cette catégorie de population, sauf à la phase 6a, où elles sont placées devant les personnes de la population en général qui sont prévues d'être vaccinées à la phase 6b.

ad 3) Les personnes sans domicile fixe peuvent bénéficier de soins médicaux prodigués par des associations telles que Médecins du monde, Croix-Rouge, Caritas, Stëmm vun der Strooss, Planning Familial ... Pour les personnes sans-abri correspondant aux critères de vulnérabilités tels que définis dans la phase 3 de la stratégie de vaccination, les médecins de ces associations inscrivent ces personnes sur la liste des personnes pouvant bénéficier d'un accès prioritaire à la vaccination.

Question 3754 (03.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **recrutement auprès de la Police grand-ducale :**

An engem Interview vum 19. Februar 2021 huet de Minister fir bannenzeg Sécherheet bericht, dass ronn 800 Leit hir Kandidatur gestallt haten, fir bei der Police ze schaffen, woubäi zum Schluss an engem Selektiounsprozess 200 Persounen ausgewielt goufen.

De Minister gëtt heizou wéi follegt zitéiert:

„Wann der Leit astellt, kënnt ni jidderee bäi. Mee do si mer um excellente Wee, déi 200 bäizekréien. Wann een déi heiten Diskussioun virun engem Joer gefouert hätt, hätt ee gesot, et wier surrealistesch, déi 200 Persounen ze fannen. Elo hate mer der 700 + 100 fonnt."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi de Minister an der Äntwert op d'Fro Nr. 3444 geschriwwen hat, gouf kee Kandidat opgrond vum Sproochentest eliminéiert.

1.1. Wéi vill Kandidate waren no der Réunion préliminaire vun den Examenskommissioune fir de Sproochentest virgesinn?

1.2. Wéi vill Kandidate waren no der Réunion préliminaire vun den Examenskommissioune fir de Sportsexame virgesinn?

1.3. Wéi vill Kandidate waren no der Réunion préliminaire vun den Examenskommissioune fir de psychologeschen Test virgesinn?

1.4. Wéi vill Kandidate waren no der Réunion préliminaire vun den Examenskommissioune fir de finalen Entretien virgesinn?

1.5. Wéi vill Kandidaten hunn um Sportsexamen deelgeholl an dëse gepackt?

1.6. Wéi vill Kandidaten hunn um psychologeschen Test deelgeholl an dëse gepackt?

1.7. Wéi vill Kandidaten hunn um finalen Entretien deelgeholl?

2. De Minister huet an der Äntwert op d'Fro Nr. 3444 geschriwwen:

Wéi am Artikel 8 (1) vum groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 virgesinn, leet de President vun der Examenskommissioun déi sënnvoll („utile") Moossname fest, fir d'Anonymitéit vun de Kandidaten an de Secret vun den Tester an den Deliberatiounen ze halen.

Wat fir eng sënnvoll Moossname goufe getraff, fir d'Anonymitéit vun de Kandidaten an deemno d'Neutralitéit vun der Bewäertung kënnen ze garantéieren?

3. Weider huet de Minister a senger Äntwert op d'Fro Nr. 3444 follgend Aussoe gemaach:

I. Jo, eng Rei Kandidaten hunn eng Reklamatioun bei der Generalinspektioun vun der Police (IGP) agereecht.

(…)

II. … bei de psychologeschen Tester an dem Entretien wier eng Anonymitéit net nëmme kontraproduktiv, mee carrement contraire zu der Logik vun dësen Epreuven.

3.1. Kann de Minister ausschléissen, dass Membere vun der Examenskommissioun matkruten, dass Kandidaten sech bei der IGP beschwéiert hunn? Falls jo, op Basis vu wéi enge Fakte kann hien dat ausschléissen?

3.2. Wat fir eng sënnvoll Moossname goufe getraff, fir kënnen d'Anonymitéit vu grad dëse Kandidaten ze garantéieren?

4. Wärend fir de Sportstest an de psychologeschen Test kloer Krittären am groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 festgeluecht goufen, sou bleift den Text dach relativ stomm, wat d'Evaluatioun am perséinlechen Entretien betrëfft.

4.1. Op Basis vu wéi enger Grille d'évaluatioun goufen d'Kandidaten am finalen Entretien evaluéiert an eliminéiert?

4.2. Wie bestëmmt an dësem Entretien, ob de Kandidat et an d'Selektioun gepackt huet?

5. Gouf bei den Tester vun 2021 een Hannergrondcheck vun de Kandidaten duerchgefouert? Falls jo, wéi eng Fichiere goufen heifir gekuckt an op Basis vu wéi enger legaler Basis gouf dëst gemaach?

Réponse (31.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Als Aleedung op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen géif ech gär nach eemol ausdrécklech drop hiweisen, dass den aktuelle Rekrutement vun 200 Polizisten an den Traitementsgruppe B1 a C1 fir d'alleréischte Kéier op Basis vum groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 duerchgefouert gouf.

Dësen Text bedeit ee Paradigmewiessel fir d'Police, andeems si, genee wéi virdru schonns beim Rekrutement vum Zivillpersonal, elo och bei de Polizisten op de Wee geet vum allgemenge Staatsexame mat uschléissender Épreuve spéciale. Et sief och ze betounen, dass dës Épreuve spéciale elo ënnert der Responsabilitéit vun der Police an net méi wéi virdru vum Minister organiséiert gëtt.

De Rekrutement gouf deemno an enker Zesummenaarbecht mat dem Zentrum fir Personalverwaltung an Organisatioun vum Staat (CGPO) vum Ministère fir d'Fonction publique organiséiert, wat et der Police ënner anerem erlaabt huet, vum Wëssen an der Kompetenz vun dëser Administratioun an natierlech och vum Site GovJobs kënnen ze profitéieren.

Wéi d'Rekrutementsprozedur ugefaangen huet, konnt ee weeder genee aschätzen, wéivill Kandidaten sech melle géifen, nach wéi si an deenen eenzelen Tester ofschneide géifen. Am legale Kader gouf eng Examenskommissioun virgesi ginn, déi, wéi am Exposé des motifs vun den Artikele 4 bis 8 preziséiert ass, déi néideg Decisiounen huele kann.

Des Weidere muss een drop hiweisen, dass den Text matten an der Pandemie ëm de Covid-19 entstanen ass, an och de Rekrutement selwer gepräägt gouf duerch d'Schwieregkeeten, déi sech an dësem Kontext gestallt hunn an och weiderhi stellen.

Trotz allem hunn déi verantwortlech Servicer vun der Police an enker Zesummenaarbecht mat all hire Partner et fäerdeg bruecht, de Rekrutement ze organiséieren, sou dass Ufank Mee 200 Stagiairen hir Ausbildung op der Policeschoul ufänke kënnen.

Wat elo déi eenzel Froen ugeet, kann ech follgend Preziséioune ginn:

ad 1. Sämtlech ageschriwwe Kandidate goufen an de Sproochentest invitéiert, a falls si do deelgeholl hunn, wat bei 764 Persounen de Fall war, da goufen si och an déi weider Tester invitéiert. Dëst ass allerdéngs net en bloc geschitt, mee si goufen no a no geruff. En Echec am Sportstest oder an de psychologeschen Tester huet dobäi zur Eliminatioun gefouert.

Schlussendlech hu fir d'Épreuve spéciale vum Traitementsgrupp B1 am Ganze 477 Kandidaten um Sportstest deelgeholl, 317 bei de psychologeschen Tester a 401 beim Entretien. Dozou muss ee bemierken, dass d'Polizisten, déi um sougenannten Out-In deelgeholl hunn, net nach eemol an déi psychologesch Tester geschéckt goufen, wou et drëms geet ze iwwerpréiwen, ob ee Kandidat déi néideg Fäegkeeten huet, fir kënne Polizist ze ginn.

Fir d'Épreuve spéciale vum C1 hunn 277 Kandidaten um Sportstest deelgeholl, 221 bei de psychologeschen Tester, an 190 beim Entretien.

Wat d'Echecken ugeet, sou waren dat fir d'Épreuve spéciale vum B1 der 56 beim Sportstest an 18 bei de psychologeschen Tester. Am C1 goufen et iwwerdeems 46 Echecke beim Sportstest an 9 bei de psychologeschen Tester.

ad 2. Wéi ee schonns an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro Nr. 3444 erkenne kann, besteet d'Zil vun de Moossnamen, déi de President vun der Examenskommissioun festleet, fir eng objektiv an neutral Bewäertung ze garantéieren. Déi Impartialitéit war engersäits doduerch geséchert, dass d'Sproochentester informatiséiert a standardiséiert ausgewäert goufen, an anerersäits duerch déi gläichzäiteg Presenz vu méi Memberen aus der Kommissioun an dem Observateur bei de Sportstester an den Entretienen.

ad 3.

3.1. Nee, dat kann ech net ausschléissen.

3.2. Ech verweisen op meng Äntwert op d'Fro 2.

ad 4. Aus evidente Grënn kënnen déi genee Krittären, no deenen déi psychologesch Tester an och den Entretien ausgewäert ginn, net publizéiert ginn. Deemno kann ech just matdeelen, dass d'Evaluatiounsgrille no deenen allgemenggëltege Standarde vum Service psychologique vun der Police ausgeschafft an am Virfeld vun der Kommissioun diskutéiert a festgehale gouf.

---

[2] https://www.bundesregierung.de/breg-de/themen/coronavirus/coronavirus-impfung-faq-1788988

ad 5. Den Hannergrondcheck gëtt duerch d'Police gemaach, op Basis vum Artikel 58 vum Policegesetz, an entspriechend de Modalitéiten, déi een op hirem Internetsite noliese kann:

« L'enquête de moralité comprend une consultation du fichier central. Les faits commis en tant que majeur qui peuvent mener à un refus à l'admission au stage sont notamment les suivants :

- consommation régulière de stupéfiants ;

- affaires de violence physique (coups et blessures volontaires) ou psychique (menaces, injures) ;

- rébellion ;

- défaut de suivre les injonctions de la police, se soustraire à un contrôle de police.

Les affaires datant de plus de trois voire cinq ans (selon la gravité des faits) ne sont pas prises en considération. »

Question 3756 (03.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **mécanismes de feedback auprès des administrations et établissements publics :**

Staatlech Servicer, déi mat Steiergelder bezuelt ginn an eng gesellschaftlech Vocatioun zum Zil hunn, kënne sech am digitalen Zäitalter net méi hanner zouenen Diere verstoppen. Eng vun de gréissten Erausfuerderunge fir vill Organisatiounen, souguer am Privatsecteur, ass, den Erwaardunge vun hire Stakeholder gerecht ze ginn. De Fokus läit heibäi, nieft de Mataarbechter oder Fournisseuren, virun allem um Client/Steierzueler/Administré.

A menger Fro Nummer 1709 wollt ech deemools wëssen, wéi de Staat an d'Établissements publics mat externe Bewäertungen um Internet ëmginn. D'Ministeren haten an hirer Äntwert geschriwwen, datt zënter 2002 dräi Sondagë gemaach goufen, fir d'Zefriddenheet vun de Biergerinnen a Bierger vis-à-vis vun hiren ëffentleche Verwaltungen ze moossen, an datt d'Bierger, wat d'CCSS betrëfft, d'Méiglechkeet hätten, hire Feedback iwwer Mail oder Formulaire bei der CCSS anzereechen.

D'Ministeren hunn an hirer Äntwert op meng Fro de Prinzip vun der Gestion par objectifs erwäänt, dee sech allerdéngs éischter op d'Gestion des ressources humaines bezitt ewéi op d'Gestion des réclamations oder d'Gestioun vun der Qualitéit. D'Ministere mengen heizou, datt d'Gestioun vun de Reklamatiounen eng Aufgab vun de respektive Verwaltungen ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Reklamatiounen (Mailen, Formulairen, etc.) sinn, opgelëscht no Joer, an de leschten dräi Joer bei der CCSS agaangen? Ginn dës Feedbacke vun de Clienten op iergendeng Aart a Weis verschafft (zum Beispill an eng Skala gesat)?

Mat wéi engen Indicateure gëtt d'Qualitéit vun de Prestatioune bei der CCSS gemooss?

2. Wéi eng Verwaltungen an Établissements publics erhiewen Donnéeën, déi d'Qualitéit vum Service moossen?

Sinn dës Donnéeë public an, falls jo, wou kann d'Biergerin/ de Bierger dës fannen?

3. Mat wéi engen Indicateure gëtt d'Qualitéit vun de Prestatioune beim Staat gemooss?

4. Existéieren eenheetlech Indicateuren an der Fonction publique, déi verschidden Aspekter vun der Qualitéit vun de Verwaltungen ofdecken (zum Beispill: den Impakt vum Service op d'Gesellschaft, d'Zefriddenheet vum Bierger mam Service, d'Käschte vum Service, etc.)? Falls jo, wéi eng sinn dat?

Réponse commune (02.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

De Koalitiounsvertrag 2018-2023 gesäit vir, dass souwuel d'Bierger wéi och d'Entreprisë sech eng qualitativ excellent ëffentlech Déngschtleeschtung erwaarde kënnen. Dës Déngschtleeschtunge sollen am Interessi vun de Bierger an den Entreprisë konstant verbessert ginn.

An deem Kontext huet de Ministère fir d'Fonction publique eng Method entwéckelt, fir d'Zefriddenheet vum Benotzer vun engem ëffentlechen Déngscht iwwer ee Sondage ze erfaassen. Dëse „Sondage de la satisfaction des usagers" soll de Verwaltungen dobäi hëllefen, Indicateuren ze schafen, fir d'Zefriddenheet vun hire jeeweilege Benotzer (Bierger an Entreprisen) vis-à-vis vun hirem Déngscht ze moossen an esou d'Qualitéit ze verbesseren. D'Ëmsetzung vun dësem neie Projet vun der Fonction publique gëtt dëst Joer an enger éischter Phas bei e puer Verwaltunge getest. No der entspriechender Evaluatioun an eventuellen Upassunge wäert de „Sondage de la satisfaction des usagers" dann an Zukunft ee feste Bestanddeel vum Katalog vu Servicer vun der Fonction publique sinn.

Wéi schonn erwäänt, gi mat dësem Sondage dann eenheetlech Indicateuren an der Fonction publique geschaaft, fir d'Qualitéit vun de Prestatioune beim Staat an den eenzelne Verwaltungen ze erfaassen. Fir de Moment ass et awer nach ze fréi, fir op den Detail vun dësen Indicateuren anzegoen, well d'Pilotphas vum Projet nach net ofgeschloss a validéiert ass.

Weiderhi plangt dann och de Ministère fir d'Fonction publique erëm an der Period 2022-2023 e generelle Sondage, fir d'Zefriddenheet vun de Bierger vis-à-vis vum ëffentlechen Déngscht ze moossen.

Wat de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) ubelaangt, ass dëse kontinuéierlech beméit, seng Déngschter un d'Assuréen a Betriber qualitativ ze verbesseren a bitt hinnen un, iwwer verschidde Weeër hire Feedback ze ginn, entweeder iwwert d'Rubrik „Contact" um Internetsite vum CCSS, per E-Mail, telefonesch oder per Post. Bei de Messagen, déi beim CCSS iwwert déi verschidde Kommunikatiounskanäl erakommen, handelt et sech gréisstendeels ëm Ufroe säitens den Assuréen a Betriber. Just e ganz klengen Deel besteet aus Reklamatiounen. Dësen deelt sech wéi follegt op:

2021: 2 Reklamatiounen

2020: 1 Reklamatioun

2019: 2 Reklamatiounen

2017: 3 Reklamatiounen

Genau wéi d'Ufroe ginn och all d'Reklamatiounen entspriechend hirem Uleies beaarbecht a beäntwert, sief et vum Gestionnaire selwer oder vun engem Virgesetzten. Deemno gëtt all Reklamatioun, déi iwwer en offizielle Kommunikatiounskanal vum CCSS erakënnt, suivéiert an unhand vun interne Richtlinnen traitéiert, fir eng konsequent Gestioun vun de Reklamatiounen ze assuréieren.

Am Kader vun interne Restrukturatiounen operéiert de CCSS aktuell am Kontext vun enger „amélioration continue". 2016 gouf de Projet „cadre d'autoévaluation des fonctions publiques" um CCSS duerchgefouert, wou Krittäre wéi d'Satisfaktioun vun de Clienten analyséiert goufen. An deem Sënn huet den CCSS och dat lescht Joer en neien Internetsite lancéiert, bei deem am Virfeld e Sondage iwwer myGuichet gemaach ginn ass, fir d'Säit entspriechend den Demandë vu senge Clienten upassen ze kënnen. D'Resultat ass eng intuitiv gestalt Homepage, wou d'Assuréen a Betriber en Deel vu hiren Demanden direkt erleedege kënnen. Ausserdeem ass geplangt, dës Säit kontinuéierlech ze optimiséieren.

Question 3757 (03.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **violence dans les prisons :**

Virun zwee Joer hat d'Gewerkschaft vun de Giischtercher op sech opmierksam gemaach, andeems se Attacke vun aggressive Prisonéier op d'Sécherheetspersonal an eise Prisongen denoncéiert hat.

Am Kontext vu Gewalt a Gewaltpreventioun hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Gëtt et eng Evaluatioun zur Entwécklung vun der Gewalt an de Prisongen an de leschte Joren? Kann d'Madamm Minister eis eng Aschätzung vun der Situatioun ginn?

2. Wéi eng Roll spillt den Ament Gewaltpreventioun an de Prisongen? Ginn et Ënnerscheeder tëscht de Prisongen (Schraasseg, Giwenech, Dräibuer)?

3. Wéi ass d'Entwécklung vun der Gewaltpreventioun an de Prisongen? Gëtt haut méi Gewaltpreventioun gemaach wéi virun e puer Joer oder manner?

4. Wéi eng Acteure këmmere sech ëm Gewaltpreventioun an de Prisongen?

5. Sollt Gewaltpreventioun éischter dorop zentréiert sinn, dass Gewalt am Prisong selwer verhënnert gëtt, oder éischter als Moossnam fir d'Erëmgliddderung an d'Gesellschaft?

Réponse (30.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. An de leschten dräi Joer ass d'Gewalt an de Prisongen net an d'Luucht gaangen, mee se ass éischter liicht réckleefeg. Et ass net méiglech, eng genee Aschätzung vun der Situatioun ze ginn, vu dass d'Natur vun de Gewaltakte vun de Gefaangener vu Fall zu Fall verschidden ass.

Et huet net all Virfall déi selwecht Gravitéit an et stécht och net hannert all Akt déi selwecht Intention dolosive.

Wärend d'Gewalt am Prisong zu Giwenech relativ seelen ass, konnten am Prisong zu Schraasseg säit 2019 follgend Gewaltakte vu Gefaangener géint Beamten a géint aner Gefaangener rezenséiert ginn:

2019:

- 3-mol Tentative d'agression (2-mol probéiert, en Teller op een ze geheien, 1-mol probéiert ze verhënneren, dass d'Beamten d'Zellendier zoumaachen)

- 1-mol e Coup mat der Fauscht

- 1-mol e Blat Pabeier an d'Gesiicht gedréckt

- 2-mol ripostéiert bei engem Asaz vum GRIP (Groupe d'Intervention Pénitentiaire)

- 3-mol gestouss

2020:

- 3-mol Tentative d'agression (2-mol op e Beamten duergaang, 1-mol e Beamten zeréckgedréckt)

- 2-mol een ugepaakt

- 3-mol Beamten ugegraff bei engem Asaz vum GRIP (dovunner 1-mol mam Stull gehäit)

- 3-mol ripostéiert bei engem Asaz vum GRIP

- 1-mol en Teller op Beamte gehäit

- 1-mol Seef an d'Gesiicht

- 1-mol gestouss

- 1-mol an d'Gesiicht geschloen

2021:

- 1-mol ripostéiert, wéi d'Beamten zwee Gefaangener wollten auserneen huelen

- 1-mol engem d'Zellendier widdert de Kapp geschloen

ad 2. Et ass soss ëmmer een Antigewalttraining (AGT) an dem Prisong zu Schraasseg ugebuede ginn, mee déi Offer ass aus zwee Grënn ofgeschaaft ginn:

- D'Prisongsverwaltung fënnt keng Professioneller, déi nach een Training ubidden, deen den uerdentlechen, wëssenschaftleche Krittären entsprécht.

- D'Prisongsverwaltung huet och festgestallt, dass net all Gefaangener mat Gewaltproblemer ee Kandidat fir een AGT ass, vu dass déi Mesure net ganz spezifesch agesat ka ginn.

Et ginn a verschiddene Fäll aktuell nach individualiséiert Psychotherapien ugebueden, déi um Gewaltproblem schaffen. Den Département de la criminologie et de la recherche vun der Prisongsverwaltung schafft momentan een neien adaptéierten AGT aus, deen an nächster Zukunft wäert finaliséiert sinn. Dës nei Offer wäert fir d'Prisongen zu Schraasseg an zu Giwenech gëllen.

De Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) an d'UNISEC (Unité de sécurité) zu Dräibuer ënnerstinn net der Kompetenz vun der Prisongsverwaltung a soumat och net där vum Justizministère.

ad 3. Aktuell gëtt éischter manner Gewaltpreventioun gemaach, an dat wäert fir déi allgemeng Mesuren och esou bleiwen. Den neien, virdrun erwäänten AGT-Programm, dee vum Département de la criminologie et de la recherche ausgeschafft gëtt, befënnt sech an der finaler Konzeptiounsphas.

Am Kader vun der Prise en charge pénologique individualisée et spécifique, déi et engem Gefaangenen erlaabt, individuell suivéiert ze ginn, ginn allerdéngs vill méi gezielt an op den Eenzelfall ugepassten Interventiounen an der Gewaltpreventioun duerchgefouert.

ad 4. Déi méi generalistesch an u vill Gefaangener geriichten allgemeng AGT-Mesurë kënnen zum Deel vu SPSE-Personal (Service psycho-socio-éducatif) vun de Prisongen zu Schraasseg an zu Giwenech duerchgefouert ginn.

Déi méi spezifesch Mesuren, ënner anerem am Kader vun der Prise en charge pénologique individualisée et spécifique, ginn awer vun externen Experten duerchgefouert.

ad 5. Béides sinn Ziler vun der Gewaltpreventioun, déi an de Prisonge wichteg ass fir weider Gewalt ze verhënneren, mee déi och een ausschlaggeebende Facteur fir eng spéider Erëmaglidderung an d'Gesellschaft duerstellt.

Question 3758 (03.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination contre la Covid-19 pour les membres du CGDIS :**

D'Rettungsdéngschter sinn en essenzielle Bestanddeel vun eisem Gesondheetssystem. E sécheren Transport vu kranke Persounen an eng kompetent Prise en charge vu Verletztenen direkt no engem Accident si vu grousser Wichtegkeet. Dofir gesäit déi aktuell Impfstrategie och vir, dass d'Rettungsdéngschter prioritär géint de Covid-19 geimpft kënne ginn, fir esou operationell ze bleiwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune beim CGDIS goufe scho geimpft?

2. Wéi vill Persoune vum CGDIS kruten eng Invitatioun fir eng Impfung geschéckt?

Wéi vill Persounen hu vun der Offer profitéiert?

3. Unhand vu wéi engen Date goufen d'Invitatioune fir de CGDIS erausgeschéckt?

Kann et sinn, dass dës Date Lücken opweisen a Persoune vergiess goufen?

4. Wéi vill Persoune vum CGDIS wäerten nach an de kommende Woche geimpft kënne ginn?

Réponse commune (07.04.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Kader vun der Impfstrategie vun der Regierung sinn 2.327 Persounen, déi beim CGDIS en Emploi opérationnel am „secours à personne" (SAP) hunn, identifizéiert ginn, fir geimpft ze ginn.

Déi vum Deputéierte gefroten Informatiounen evoluéiere vun Dag zu Dag. An der Moyenne kréien 200 Persounen an der Woch eng Invitatioun, fir sech impfen ze loossen. Ongeféier 80 % dovu loossen sech schlussendlech och impfen.

D'Invitatioune sinn op Basis vun enger interner Datebank vum CGDIS erausgeschéckt ginn a baséieren op Krittären, déi de Comité directeur vum CGDIS follgendermoosse festgeluecht huet:

1. Pompjeeë mat engem Emploi opérationnel am Beräich SAP, déi am direkte Kontakt mat Covid-19-Patiente stinn;

2. den Alter (ugefaange mat de Leit, déi méi al wéi 55 Joer sinn);

3. Unzuel vu geleeschte Permanence- a Gardestonnen am Joer 2019;

4. op Basis vun enger interner Ëmfro zu der Impfbereetschaft, déi am Dezember 2020 stattfonnt huet.

De Fichier ass un d'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) weidergeleet ginn, fir dass d'Persounen op Basis vun hirer Matricule invitéiert konnte ginn.

Et sief och ze preziséieren, dass déi eenzel Impfzenteren um Enn vum Dag den 112 kontaktéieren am Fall, wou Impfdosen iwwreg bliwwe sinn. Dee Moment informéiert den 112 d'Ekippen, déi Déngscht hunn an nach net geimpft sinn, an invitéiert si, an den Impfzenter ze fueren.

Dat Personal vum CGDIS, dat net ënnert dës Krittäre fält (fräiwëlleg an haaptberufflech Pompjeeën ouni operationellen Emploi am SAP), gëtt entspriechend der Impfstrategie vun der Regierung geimpft, dat heescht nom Alter respektiv der Vulnerabilitéit.

Bis den 2. Abrëll kruten 2.145 Persoune vum CGDIS eng Invitatioun, dovunner goufen der 1.583 geimpft.

Question 3759 (03.03.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **construction d'un centre de radiologie et de soins médicaux pluridisciplinaire à Junglinster :**

Le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Junglinster vient d'informer son conseil communal de la signature d'un mémorandum d'entente (MOU) en vue de la construction d'un centre de radiologie et de soins médicaux pluridisciplinaire à Junglinster. Selon un communiqué publié par le collège échevinal, ce mémorandum d'entente a été signé entre la commune de Junglinster et les Hôpitaux Robert Schuman.

Selon ce communiqué, ledit centre médical offrira les services suivants :

- Radiologie médicale y compris IRM

- Polyclinique

- Cabinets médicaux

- Médecine préventive

- Autres services dans le domaine de la santé

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de Madame la Ministre de l'Intérieur si elles ont connaissance de ce mémorandum d'entente.

2) Quelle est la nature de la coopération entre la commune de Junglinster et l'Hôpital Kirchberg en ce qui concerne les investissements, les terrains, les prises de décision sur l'orientation du centre ?

3) Ledit mémorandum d'entente a-t-il été transmis au conseil communal ?

4) Quel sera le statut dudit centre ainsi que sa base légale ?

5) Ce centre remplacera-t-il le projet de l'hôpital au Potaschberg à Grevenmacher respectivement quel est l'état d'avancement de ce projet à l'instar de celui de Gasperich ?

6) Est-ce que d'autres projets comparables sont prévus dans d'autres régions du pays ?

7) Le Ministère de la Santé est-il saisi de demandes d'autorisation de la part de groupes transfrontaliers et le cas échéant lesquelles ?

8) Quel est l'état d'avancement de la législation et réglementation en matière de planification et d'organisation de centres médicaux et de gros équipements ?

9) Quelle est l'évolution des délais d'attente pour analyses en IRM depuis l'acquisition de quatre nouveaux appareils ?

Réponse commune (16.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Dans un premier temps, les ministres de la Santé et de l'Intérieur ont pris connaissance de l'existence de la signature d'un mémorandum d'entente (MOU) par voie de presse. La commune de Junglinster a récemment transmis le MOU au Ministère de l'Intérieur.

ad 2) Il résulte du MOU que la commune de Junglinster et la Fondation Hôpitaux Robert Schuman (Fondation HRS) se sont entendues à conclure un bail emphytéotique sur la partie d'un terrain, dont la commune de Junglinster est propriétaire. L'emphytéote, c'est-à-dire la Fondation HRS, l'affectera à la construction d'immeubles destinés à des activités médicales ainsi que d'un parking. Le dossier du MOU est actuellement en cours d'instruction au Ministère de l'Intérieur dans le cadre des procédures de tutelle administrative.

ad 3) Le conseil communal a approuvé le MOU en date du 26 mars 2021.

ad 4) D'après les informations disponibles, le centre permettra l'exploitation de cabinets médicaux, gérés par des médecins libéraux, et de certains services hospitaliers (imagerie médicale, service d'urgences), gérés par les HRS, sous forme d'une antenne hospitalière. À noter que la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ne permet pas l'exploitation d'une antenne hospitalière hors site hospitalier.

ad 5) D'après les HRS, il s'agit en l'occurrence effectivement de l'ancien projet Potaschberg qui aurait été délocalisé vers Junglinster. Plus encore, la planification définitive du centre à Junglinster se ferait en fonction du futur cadre légal en matière d'organisation et de planification du milieu extrahospitalier.

ad 6) À ce jour, aucun projet comparable n'est prévu dans d'autres régions du pays.

ad 7) Le Ministère de la Santé n'a été saisi d'aucune demande d'autorisation de la part de groupes transfrontaliers.

ad 8) Des discussions sont en cours entre les ministères concernés et les parties prenantes dans le cadre du groupe de travail « Vers une meilleure complémentarité entre les secteurs hospitalier et extrahospitalier » du Gesondheetsdësch. Ces discussions sont menées sur base de quatre options proposées pour l'organisation du milieu extrahospitalier afin de permettre à l'organe politique de prendre une décision en fonction des principes à ancrer dans un futur cadre légal en matière d'organisation et de planification des activités extrahospitalières.

ad 9) Le Ministère de la Santé ne dispose d'aucune statistique concernant les délais d'attentes pour l'imagerie par résonance magnétique (IRM) en ambulatoire.

Même si les hôpitaux tenaient des statistiques à ce sujet, il serait à l'heure actuelle difficile de mesurer l'impact des quatre nouvelles IRM sur les délais d'attente. Ceci s'explique d'une part par le fait que la quatrième nouvelle IRM n'est en service au Centre Hospitalier du Nord (CHdN) que depuis la fin de l'année 2020 et d'autre part par l'effet que la crise Covid-19 a eu, impliquant une perturbation de l'activité en imagerie médicale en général.

Question 3761 (05.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **déclarations du Commissaire à la langue luxembourgeoise :**

Här Minister, an der „Revue" Nummer 08 2021 huet den Här Kommissär vun der Lëtzebuerger Sprooch op der Säit 12 en Interview zu senger Aarbecht an där genannter Funktioun ginn.

An dësem Interview sot den Här Kommissär ënner anerem Follgendes: „Ich interessiere mich schon lange für die luxemburgische Sprache. (...) Es ist ein großer Fehler, das Thema nur den rechten Parteien zu überlassen. Das treibt die Menschen auf diese Seite."

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Schoulminister:

1. Huet den Här Kommissär hei eng politesch Meenungsäusserung virgeholl, déi mat sengem Eed als Fonctionnaire onvereenbar ass: « Je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité. »

2. Waren dem Här Kommissär d'Froe vun der „Revue" am Viraus bekannt?

3. Falls jo, goufen d'Äntwerte mat enger anerer Persoun aus dem Ministère ofgeschwat?

4. Huet den Här Kommissär sech hei implizitt oder explizitt en accord mam Minister geäussert an hat de Minister am Viraus Kenntnis vum Här Kommissär sengem Interview? Entsprécht dës Ausso och der Meenung vum Minister?

5. Op wéi eng demokratesch Parteien inner- an ausserhalb vun der Chamber huet den Här Kommissär sech konkreet bezunn?

Réponse (02.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Kommissär huet sech am Kader vu senger Missioun geäussert, déi ënner anerem doranner besteet, d'Lëtzebuerger Sprooch ze promouvéieren. Hien huet dorobber opmierksam gemaach, datt Lëtzebuergesch fir breet Kreesser vun der Populatioun e wichtegt Theema ass an datt et richteg ass, datt sech och um politesche Plang domat auserneegesat gëtt. Hien huet op rezent ondemokratesch Entwécklungen am Ausland verwisen, wou Diskussiounen iwwer Sprooch an Identitéit zu Xenophobie an Intoleranz féieren.

Ech kann net gesinn, wisou dem Kommissär soll ënnerstallt ginn, seng Aussoe wiere „mat sengem Eed als Fonctionnaire onvereenbar".

ad 2. D'Theeme vum Interview waren dem Kommissär am Viraus bekannt. Dorauser huet sech e Gespréich erginn, aus deem deen Deel vum Artikel enstanen ass.

ad 3. Nee, de Kommissär ka Stellung huelen, wann hien dat wëllt, zu den Theemen, déi sech bei den Demarchen am Kader vu senger Missioun erginn.

ad 4. Ech deelen d'Meenung vum Kommissär, datt d'Lëtzebuerger Sprooch an d'Sproochen zu Lëtzebuerg e wichtegt Theema hei am Land sinn, an der Schoul natierlech, mee awer och an alle Beräicher vu eiser Gesellschaft.

An deem Sënn hunn ech mech derfir agesat, datt d'Zoustännegkeet fir dat Theema zu engem groussen Deel an der Attributioun vun der Éducatioun nationale läit.

ad 5. De Kommissär huet keng konkreet Parteie genannt.

Question 3762 (04.03.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**échange de courriers entre l'ASBL « Don't forget us » et le Ministère des Classes moyennes :**

Il ressort de la lettre de réponse de Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme du 16 février 2021 au courrier de l'ASBL que :

« L'État luxembourgeois a fait le choix délibéré et réfléchi d'accorder l'aide de contribution aux coûts non couverts sous forme de subventions directes non remboursables, plutôt que sous forme de garanties ou de prêts ainsi que de fixer la période d'éligibilité à partir du 1er novembre 2020 et d'exiger une perte du chiffre d'affaires d'au moins 40 %. »

Plus loin, il est fait référence à des réunions de concertation avec l'Horesca lesquelles auraient amené Monsieur le Ministre à proposer certaines adaptations au dispositif légal de sorte qu'un nouveau projet de loi « prévoit notamment d'étendre la période d'éligibilité de l'aide de relance, de l'aide aux coûts non couverts de trois mois, de porter l'intensité de l'aide accordée aux restaurateurs et cafetiers à 100 % des coûts non couverts, de neutraliser une partie du chiffre d'affaires réalisé par eux à travers la vente à emporter et la livraison, d'augmenter la limite du plafond mensuel de cette aide et d'en faire bénéficier également de jeunes entreprises ».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

- Monsieur le Ministre peut-il nous faire part des études et analyses qui ont amené Monsieur le Ministre à rester en deçà des possibilités offertes par la Commission européenne et à conditionner l'accès à la contribution aux coûts non couverts à 40 % de perte du chiffre d'affaires au lieu de 30 % ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous faire part des données analysées lors des réunions avec l'Horesca qui l'ont poussé à proposer une révision du dispositif légal ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous faire part des études et analyses menées auprès des entreprises concernées qui l'ont amené à ne pas considérer la rétroactivité du dispositif légal en matière de contribution aux coûts non couverts ?

- Monsieur le Ministre est-il disposé de partager l'ensemble des études et analyses menées par ses services avec les députés ? Serait-il disposé de les mettre à disposition du public dans un souci de transparence ? À défaut, quelles en sont les raisons ?

Réponse (19.03.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

À titre de remarque préliminaire, je tiens à préciser que la question parlementaire se rapporte à des lois qui ont été adoptées par la Chambre des Députés, chacune avec 58 voix, le 17 décembre 2020, respectivement le 18 mars 2021.

La loi adoptée le 17 décembre 2020, devenue loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises a instauré une aide étatique, sous forme de contribution aux coûts non couverts en faveur des entreprises répondant à certains critères d'éligibilité, parmi lesquels la condition d'avoir subi une perte du chiffre d'affaires d'au moins 40 % par rapport au même mois de l'année 2019.

La loi adoptée le 18 mars 2021 apporte différentes adaptations, notamment à la loi précitée du 19 décembre 2020.

- Dans le cadre de la procédure législative ayant abouti à la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises, j'avais exposé les raisons pour lesquelles je proposais de conditionner l'accès à cette aide à une perte du chiffre d'affaires d'au moins 40 % et, en parallèle, de prolonger l'aide de relance (à partir d'une perte du chiffre d'affaires de 25 %) mise en place à partir du mois de juin 2020.

Cette proposition n'était pas basée sur une étude, mais sur les retours d'expérience de la Direction générale des classes moyennes dans le cadre du traitement des demandes d'aides en place.

Toutefois, si des études avaient été réalisées, elles auraient été mises à disposition du Parlement.

Messieurs les Députés conviendront que, dans la situation pandémique à laquelle nous sommes confrontés depuis un an, et face à l'évolution constante du cadre européen, une étude n'est pas le moyen le plus approprié pour apporter un soutien rapide aux entreprises.

- L'Horesca m'a fait part des doléances qui lui avaient été rapportées par des professionnels du secteur qui échappaient à l'aide de contribution aux coûts parce qu'ils font partie d'un groupe d'entreprises actives dans d'autres secteurs d'activités moins impactés par la crise ou dont les coûts non couverts étaient insuffisamment pris en charge en raison des limites fixées par la loi.

D'autres restaurateurs ont demandé un incitatif pour poursuivre une activité très limitée en raison des mesures sanitaires.

Au cours de ces réunions nous avons par ailleurs échangé sur les mesures à mettre en place pour remédier à certaines difficultés d'application d'un régime légal basé sur la section 3.12 de l'encadrement temporaire de la Commission européenne.

- Dans le cadre de l'élaboration du projet de loi ayant abouti à la loi précitée du 19 décembre 2020, la Direction générale des classes moyennes a considéré l'ensemble des possibilités offertes par la section 3.12 de l'encadrement temporaire de la Commission européenne relative à l'aide aux coûts fixes non couverts, parmi lesquelles une prise en charge des coûts non couverts à partir de mars 2020.

Cette option aurait pu être suivie si l'État n'avait pas déjà mis en place entre les mois de mars et novembre 2020 une panoplie d'aides financières en faveur des mêmes entreprises, notamment les différentes indemnités d'urgence certifiées, l'avance remboursable, l'aide en faveur du commerce de détail en magasin et l'aide de relance.

- Toutes les informations disponibles ont été abordées et discutées dans le cadre de la procédure législative. Comme énoncé ci-dessus, je tiens à préciser que nous n'avons pas réalisé des études et analyses formalisées dans le cadre de l'élaboration des projets de loi ayant abouti aux lois visées dans la question parlementaire. Toutefois, afin d'évaluer l'impact des différents régimes d'aide, mes services ont calculé certains exemples concrets. À noter que deux de ces exemples ont également été présentés au grand public. Je me tiens évidemment à disposition des députés pour tout échange au sein d'une commission parlementaire.

Question 3764 (04.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **communauté domestique :**

Den Artikel 4 vum Gesetz vum 28. Juli 2018 relative au revenu d'inclusion sociale (REVIS) befaasst sech mat der Détermination de la communauté domestique a gesäit eng Rei Situatioune vir, an deene Mënschen zwar zesummen ënnert engem Dag liewe kënnen, mee fir d'Ausbezuele vum REVIS net als eng gemeinsam Communauté consideréiert ginn. Persounen, déi zum Beispill gesondheetlech Problemer hunn an a stationärer Behandlung waren, aus dem Prisong kommen oder aus enger Struktur fir Demandeuren/Beneficiairen de protection internationale, kënnen dank dem Artikel 4 (3) wärend zwielef Méint als eenzel Communauté domestique consideréiert ginn, och wann si mat anere Persounen zesummeliewen. Esou sollen si Zäit kréien, nees Fouss ze faassen an sech eppes opbaue kënnen. Fir Persounen, déi aus anere Grënn gezwonge sinn, hiert eegent Doheem opzeginn a vun hëllefende Familljememberen opgeholl ze ginn, ass dëst net méiglech.

D'Gesetz gesäit bspw. net vir, dass Elteren, déi hir erwuesse Kanner an enger Noutsituatioun nees doheem ophuelen, eng getrennte Comunauté domestique vun hirem Kand bilde kënnen.

Fir vill Persounen ass d'Elterenhaus - och am fortgeschrattenen Erwuessenenalter - eng vun den eenzege Plazen, wou een an enger Noutsituatioun nach ënner komme kann, wann een eng eege Wunneng net méi finanzéiere kann. Fir d'Eltere kann en onerwaarte Retour vun de Kanner am héijen Alter awer eng grouss finanziell Belaaschtung ginn, wann déi erwuesse Kanner a finanzielle Schwieregkeete sinn a keng Méiglechkeet kréien, sech nees eppes opzebauen, well se keen (oder just e reduzéierten Taux vum) REVIS kënne kréien, well se net als eenzel Communauté domestique consideréiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Mat wéi enger Argumentatioun schléisst d'Regierung d'Méiglechkeet, als Erwuessenen eng eenzel Communauté domestique an enger Wunngemeinschaft mat den Elteren ze bilden, aus?

2. Op meng parlamentaresch Fro Nr. 0091 vum 19. Dezember 2018 krut ech ënnert anerem d'Äntwert: D'Regierung ass der Meenung, dass déi Mesure vum Artikel 4 (3) vum REVIS Gesetz eng adaptéiert an equitabel Dispositioun ass, déi et de Leit erméiglecht, aus enger schwiereger Liewenssituatioun erauszekommen an sech eng eegestänneg Wunnsituatioun ze schafen. Déi Situatiounen, déi am Artikel figuréieren, missten all Härtefäll ofdecken.

Ass d'Regierung der Meenung, dass Situatiounen, an deene Persounen am Alter vun iwwer 40 Joer nees gezwonge sinn, bei hiren Elteren ze wunnen, well se keng aner Méiglechkeet hunn, e Logement ze bezuelen, net awer als Härtefall missten ugesi ginn, och wann se kee vun de Krittären aus dem Artikel 4 (3) erfëllen?

3. Kéint d'Regierung sech virstellen, d'gesetzlech Dispositioune vum REVIS esou unzepassen, dass a gewëssene Situatioune Kanner an Elteren als getrennte Communautés domestiques kéinte consideréiert ginn, och wann se ee Logement gemeinsam bewunnen?

Réponse (31.03.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Et ass richteg, dass de Fall vum Descendant, dee bei sengen Eltere lieft, net bei den Ausnamen dran ass, déi d'Gesetz zum Prinzip vun der Communauté domestique virgesäit.

Et ass awer an deem Kontext ze bemierken, dass déi Ausnamen, déi am Gesetz vun 2018 gereegelt sinn, net ganz nei sinn, mee ëmmer erëm iwwert Joerzéngten analyséiert gi sinn an an deene jeeweilege Gesetzgeebungen adaptéiert, modifizéiert oder nei agencéiert gi sinn (cf. Artikel 5 vun der loi modifiée du 26 juillet 1986 portant entre autres création du droit à un revenu minimum garanti esouwéi modifizéiert vun der loi du 16 juin 1989 an den Artikel 4 vun der loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti). Do wou de Gesetzgeeber Fräiheet gelooss huet, huet awer missen d'Ëmsetzung no klore Reegelen oflafen, fir dass et net zu Ongerechtegkeete kënnt an déi falsch Persoune vun de méi favorabelen Dispositioune vum Gesetz profitéieren.

D'Argument, dat een awer an all den Texter erëmfënnt, ass, dass d'Communauté domestique muss de Prinzip bleiwen an datt d'Ausnamen, déi virgesi sinn, limitéiert, kloer ëmrass, subsidiaresch an och meeschtens temporär solle sinn.

Dat ass och de Grond, firwat dass de Gesetzgeeber 2018 nach méi kloer déi jeeweileg Situatiounen definéiert huet, fir dass et net zu engem Desequiliber tëschent deene Leit kënnt, déi d'Ënnerstëtzung brauchen an deenen, déi se net brauchen.

Et geet also net dorëms fir Leit auszeschléissen, mee fir e System ze schafen, deen esou gerecht ewéi méiglech ass an deene Mënschen hëlleft, déi dës Hëllef och brauchen.

Wat d'Fro vun enger eventueller Adaptatioun vun der Gesetzgeebung ubelaangt, sief drop higewisen, dass d'REVIS-Gesetz als éischt am Kader vun enger Etüd wäert evaluéiert ginn. Dës Etüd ass d'Suite vun enger Motioun vun der Chamber, déi virgesäit, dass den Dispositif vum neie Gesetz sollt no dräi Joer evaluéiert ginn.

Question 3765 (04.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **composition des commissions consultatives communales :**

D'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 hält am Artikel 15 fest, datt an de Proporzgemengen all Grupp vu Kandidaten (Parteien) an de berodende Kommissioune vertruede muss sinn, am Verhältnes zu senge Gewieltenen.

« … chaque groupement de candidats est représenté dans les commissions consultatives en fonction du nombre de ses élus au conseil. »

Elo gëtt et de Fall, wou ee Gemengerotsmember aus deem Grupp vu Kandidaten (Partei) austrëtt, op deem senger Lëscht hie gewielt ginn ass, am Gemengerot bleift, sief et als Onofhängegen oder an enger anerer Partei.

Duerfir wéilt ech der Madamm Banneminister dës Froe stellen:

1. Ass et opgrond vum Artikel 15 vum Gesetz vum 13. Dezember 1988 richteg, datt dee Grupp vu Kandidaten (Partei), op deem senger Lëscht hie gewielt ginn ass, d'Mandater an de berodende Kommissioune behält?

2. Ass der Madamm Minister bekannt, wéi vill gewielte Gemengerotsmemberen zënter de Gemengewale vun 2011 a Proporzgemengen aus där Partei ausgetruede sinn, op där hirer Lëscht si gewielt waren, an awer am Gemengerot bliwwe sinn?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Wéi den Deputéierte richteg undeit, verléiert e Member vum Gemengerot säi Mandat net, wann e politesch net méi zu der Lëscht gehéiert, op där e gewielt ginn ass. Tatsächlech ginn d'Mandater am Gemengerot de Kandidaten zougedeelt, déi op der Lëscht déi meeschte Stëmme kritt hunn. D'Membere vum Gemengerot ginn direkt vun de Leit gewielt. D'Mandat ass domat als e perséinlecht ze consideréieren. Dat resultéiert aus dem Artikel 107, Paragraf 2, vun der Constitutioun an dem Artikel 254 vum ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003[3].

Bei de Mandater an de Gemengekommissiounen ass dat anescht. Den Artikel 15 vum ofgeännerte Gemengegesetz[4] vum 13. Dezember 1988 seet, dass an de Gemengen, an deenen nom System vun der Représentation proportionnelle gewielt gëtt, d'Zuel vun de Membere vun engem Gruppement oder vun enger Lëscht vu KandidatInnen an de Gemengekommissioune proportional zu der Zuel vun de Mandater ass, déi de Gruppement oder d'Lëscht am Gemengerot huet. Déi Zuel gëtt vum Walresultat bestëmmt a bleift déi selwecht, och wann eng gewielte Persoun vum Gruppement oder enger Lëscht net méi politesch dozou gehéiert.

Ech weess vun Eenzelfäll, an deene Gemengerotsmemberen aus enger Partei oder aus engem Gruppement ausgetruede sinn, hiert Mandat am Gemengerot trotzdeem weidergefouert hunn. Ech kennen déi exakt Zuel awer net, well mengem Ministère just d'Demissiounen aus dem Gemengerot matgedeelt ginn an dofir och keng Statistik zu deem Theema ka gemaach ginn.

Question 3766 (04.03.2021) de **MM. Marc Spautz** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **fraude au chômage partiel :**

Am Oktober 2020 huet et nach geheescht, dass Suen, déi fälschlecherweis iwwert d'Kuerzaarbecht ausbezuelt goufen, op administrativ Problemer zréckzeféiere wieren. Mëttlerweil geet awer rieds vu konkreete Bedruchsfäll an deem Beräich. Et gëtt vu Firme bericht, déi, obscho se hir Mataarbechter an d'Kuerzzäitaarbecht geschéckt hunn, fir vum Staat d'Paie bezuelt ze kréien, dës Mataarbechter méi oder manner „forcéiert" hunn, wärend där Zäit awer ze schaffen. Et wieren an deem Kontext och falsch „Käschtennotten" ausgestallt ginn.

Déi nämmlecht Firme sollen och de Lëtzebuerger Fisk beduckst hunn.

Änlech Virfäll ginn och am Ausland gemellt.

Opgrond vun de beschriwwene Virgäng, wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an d'Häre Finanz- an Aarbechtsminister stellen:

1. Kënnen d'Ministeren dës Informatioune bestätegen?

2. Kënnen d'Ministeren eis matdeelen, wéi vill Verdachtsfäll hinne bekannt sinn? Wéi vill Suen huet de Staat ze vill ausbezuelt?

3. Ginn et méiglecherweis grenziwwerschreidend Bedruchsfäll, wou souwuel vu Steiergelder op lëtzebuergescher Säit ewéi och zum Beispill op franséischer Säit profitéiert gouf?

4. Wéi eng Strofe spillen an dëse Fäll? Kënnen d'Mataarbechter eventuell och zur Rechenschaft gezu ginn?

5. Fir de Fall, dass hei strofrechtlech Handlungen am Raum stinn, sinn d'Ministeren der Meenung, dass d'Verdachtsfäll missten un de Parquet gemellt ginn? Wa jo, kënnen d'Ministeren eis confirméieren, dass dat och geschitt ass?

Réponse commune (02.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Als Éischt sief betount, dass déi absolutt Majoritéit vu Firmen hir Kuerzzäitaarbecht-Demarchen éierlech ausgefëllt hunn.

Wat d'Bedruchsfäll ugeet, kann een tëschen zwee Zenarien ënnerscheeden:

1. Aarbechter, déi zwar an der Kuerzzäitaarbecht deklaréiert goufen, awer weiderhi geschafft hunn;

2. Am Kader vun de Faillitten ass och opgefall, dass verschidde Firmen am Decompte vum Chômage partiel bestätegt hunn, dass si hire Mataarbechter d'Kompensatiounsindemnitéit bezuelt hätten. Aus vereenzelten „Déclarations sur l'honneur" vun de Mataarbechter geet dann allerdéngs ervir, dass dëst net de Fall ass. D'Konsequenz ass, dass de Fonds pour l'emploi zweemol fir déi selwecht Fuerderungen intervenéiert ass: fir d'éischt fir d'Bezuele vun Avancen am Kader vun der Kuerzaarbecht an duerno fir d'Bezuele vun onbezuelte Salairen ënnert der Scholdgarantie vun de Mataarbechter, déi vun der Faillite betraff sinn.

D'Steierverwaltung an den Enregistrement kënne fir de Moment schwéier beurteelen, ob d'Firmen, wou de Virworf vu Bedruch bei der Kuerzaarbecht am Raum steet, och eventuell Steierbedruch begaange sollen hunn, well de jeeweilege Verwaltungen nach net genuch Informatioune vum Steierjoer 2020 virleien.

Fir kënnen ze beurteelen, ob dës Firmen eventuell och Steierbedruch begaangen hunn, missten d'Firmen hir Kierperschaftssteiererklärung an hir järlech TVA-Erklärung vum leschte Joer ofginn hunn. D'Delaie fir dës Steiererklärunge vum Joer 2020 sinn awer nach net ofgelaf. Bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie goufe verschidden Delaie verlängert, wéi zum Beispill den Datum vun der Kierperschaftssteiererklärung betreffend d'Steierjoer 2020 vum 31. Mäerz op den 30. Juni 2021.

Wann d'Steierverwaltunge bei der Iwwerpréiwung vun de jeeweilege Steiererklärunge Bedruchsfäll sollte feststellen, ass et méiglech, administrativ Sanktiounen ze verhänke respektiv eng Denonciatioun beim Parquet ze maachen.

ad 2. Insgesamt goufe 6 Kloe beim Parquet deposéiert: 3 am Kader vun de Faillitten an 3 fir Bedruchsfäll, wou Salariéen, wärend se a Kuerzzäitaarbecht deklaréiert goufen, weider geschafft hunn.

Am Joer 2020 goufen 49 Kloe betreffend d'Kuerzaarbecht bei der ITM agereecht.

Dovu goufe 25 Kontrolle vun der ITM zesumme mat der ADEM gemaach, a 24 Kontrolle goufe vun der ITM eleng gemaach. Bei dëse Kontrolle goufen 2 Bedruchsfäll iwwert d'Kuerzaarbecht virfonnt, déi der ADEM matgedeelt goufen.

Am Joer 2021 goufen, bis den 8. Mäerz 2021, 9 Kloe betreffend d'Kuerzaarbecht bei der ITM agereecht, 2 Kontrolle goufe vun der ITM zesumme mat der ADEM gemaach a 7 Kontrolle goufe vun der ITM gemaach.

Genau Zuelen iwwert déi Montanten, déi ze vill ausbezuelt goufen, leie bis dato net vir. D'Enquêteure vum Parquet wäerten déi genau Zuele feststellen, wann d'Enquêtë bis ofgeschloss sinn.

ad 3. Opgrond vum „secret de l'instruction", esou wéi den Artikel 8 vum Code de procédure pénale et virgesäit, si keng Informatioune verfügbar iwwer grenziwwerschreidend Bedruchsfäll.

ad 4. Bei all deene Kontrolle goufen déi concernéiert Employeure vun der ITM opgefuerdert, d'Bestëmmungen iwwert d'Aarbechtsbedéngungen an iwwert d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht ze respektéieren an d'Verstéiss, déi géint dës Bestëmmunge virfonnt goufen, ze regulariséieren. A 16 Fäll hunn déi verschidden Employeuren eng administrativ Geldstrof kritt, an zwee Dossiere goufe vun der ITM un de Parquet geschéckt.

Déi Strof ass am Artikel 511-14 vum Code du travail virgesinn: « (1) Les subventions accordées sur base de déclarations erronées sont à restituer. Les subventions accordées sur base de déclarations délibérément fausses et dès qu'il y a un manquement délibéré dans le versement des indemnités de compensation à un ou plusieurs salariés concernés ou que des subventions ont servi à des fins autres que le paiement des salaires, le bénéficiaire doit restituer la totalité des sommes perçues sur base de l'ensemble des demandes introduites et le bénéfice du chômage partiel est retiré avec effet immédiat à l'entreprise concernée. (2) Les infractions aux dispositions de l'alinéa 1er sont punies d'une amende de 251 à 5.000 euros. (…). »

ad 5. D'Ministere kënne confirméieren, datt all déi Verdachtsfäll dem Parquet gemellt ginn op Basis vum Artikel 23 (2) vum Code de procédure pénale, dee virgesäit, datt: « Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargé d'une mission de service public, qu'il soit engagé ou mandaté en vertu de dispositions de droit public ou de droit privé, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur d'État et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs, et cela nonobstant toute règle de confidentialité ou de secret professionnel lui étant applicable le cas échéant. »

Question 3767 (04.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **contournement de Heinerscheid :**

Betreffend de Contournement vun Hengescht op der N7/E420 war an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro mat der Nummer 1408 matgedeelt ginn, datt ee Virprojet (APS) géif fir d'Fréijoer 2020 presentéiert ginn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Infrastrukturminister riichten:

1. Wéi wäit ass de Plang vun dësem Contournement fortgeschratt a fir wéini ass mat enger eventueller Presentatioun vun de Léisungsvirschléi ze rechnen?

2. Läit ewell ee provisoreschen Timing zu dëser Realisatioun vir?

Réponse (02.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Aktuell ass d'Stroossebauverwaltung amgaangen, den „avant-projet sommaire" auszeschaffen. Dësen ass viraussiichtlech fir Enn 2021 fäerdeg.

Den Timing fir d'Realisatioun vun dësem Projet hänkt staark vum Fortschrëtt vum Projet „Sécurisation de la N7" of, vu dass déi zwee Projeten enk matenee verknäppt sinn. D'Securisatioun vun der N7 besteet aus villen Etappen a gëtt an dräi Phasen ëmgesat, déi zu bestëmmten Zäite musse fäerdeg sinn, fir dass ee mat engem nächste Schratt kann ufänke respektiv weidermaachen. Esou ass et och bei der Umgeeungsstrooss vun Hengescht. Fir dass d'Gesamtkonzept vun der Securisatioun vun der N7 perfekt ëmgesat ka ginn, muss de Contournement vun Hengescht zesumme mat der drëtter Phas vun der Securisatioun vun der N7 verwierklecht ginn.

De Gesetzesprojet vun der „Sécurisation de la N7" gouf am Februar 2021 presentéiert. De Contournement selwer gëtt awer an engem separate Gesetzesprojet budgetiséiert.

Question 3768 (04.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **sécurité aérienne :**

Am Artikel „Les avions fantômes du Findel" vum 18. Februar 2021 gëtt op Reporter.lu, vu grave Sécherheetslücken an der Iwwerwaachung vum ziville Lëtzebuerger Loftraum bericht. D'Direction de l'aviation civile (DAC) huet der zoustänneger Administration de la navigation aérienne (ANA) am Kader vun engem „audit continué" vum 10. an 11. November 2020 en „avis de non-conformité" vun den Iwwerwaachungsinstrumenter ausgestallt, déi aktuell um Findel agesat ginn. Den Avis bezitt sich op d'Systemer vun der Kommunikatioun, der Navigatioun an der Iwwerwaachung.

Déi Sécherheetsmängel hu laut den Informatioune vu Reporter.lu eleng fir d'Joer 2019 zu 1.473 Zwëschefäll gefouert, datt Fligere vum Radar verschwonne waren, Phantomfligeren ugewise goufen, déi net do waren, an datt Fligere mat enger falscher Identitéit um Radar ugewise goufen.

An deem Kontext hunn ech follgend Nofro un den Här Transportminister:

1. Wéi eng konkreet Mängel goufen an dem Avis vun der DAC genannt?

2. D'ANA huet bis zum Enn vum Joer Zäit, fir sämtlech Mängel ze redresséieren: Wéi ass den aktuelle Stand vun der Ëmsetzung? Kann dësen Delai agehale ginn?

3. Wéi eng Konsequenze riskéiert Lëtzebuerg schlëmmstefalls, wann dës Mängel net am Delai behuewe ginn? Kéint et zu enger Spärung vum Findel an dem Lëtzebuerger Loftraum kommen?

4. Wéi vill esou Zwëschefäll huet den Transportministère vum 1. Januar bis zum 31. Dezember 2020 registréiert?

5. Wéi vill esou Zwëschefäll huet den Transportministère vum 1. Januar 2010 bis zum 31. Dezember 2020 insgesamt registréiert?

6. Wéi eng Airlines waren 2020 vun deenen Zwëschefäll betraff?

7. Wéi presentéiert sech d'Opdeelung zwësche Passagéier- a Frachtflich bei esou Zwëschefäll fir d'Joren 2019 an 2020?

8. Wéi eng Zousazkäschte sinn 2019 an 2020 duerch esou Zwëschefäll entstanen?

9. Wéi hunn eis Partner vun Eurocontrol bis elo op déi Zwëschefäll reagéiert?

10. Wéi wierke sech dës Incidenten op déi privatwirtschaftlech Reputatioun vum Findel als internationale Passagéier- a Frachtflughafen aus?

Réponse (02.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den Audit huet sech besonnesch op d'Reglementer (CE) Nr. 552/2004 an (EU) 2018/1139 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 10. Mäerz 2004 iwwert d'Interoperabilitéit vum europäesche Loftverkéiersnetz („règlement sur l'interopérabilité") fokusséiert. D'Netkonformitéit vum Niveau 1, déi d'DAC festgestallt hat, betrëfft Dokumenter wéi Iwwerpréiwungserklärungen oder Konformitéitsmatricen, déi net vollstänneg konform mat dësen europäesche Reglementer waren.

ad 2. An den Deeg nom Audit gouf der DAC e korrektiven Aktiounsplang, deen aus e puer Etappe besteet, zur Verfügung gestallt, wéi bei all Netkonformitéit. Dëse leeft bis Enn 2021 a gouf vun der DAC guttgeheescht. E besteet aus der Iwwerschaffung vun de Konformitéitsmatricen an den Iwwerpréiwungserklärungen.

Konform zu dësem Plang sinn déi éischt Interoperabilitéitsdossieren iwwerschafft a vun der ANA un d'DAC geliwwert ginn. D'ANA schafft weider aktiv un der Ëmsetzung vun de Mesuren an dëst an engem zäitleche Kader, deen ënnert den zwou Verwaltunge festgehale gouf. Dat spezialiséiert Departement vun der DAC kontrolléiert enk déi akkurat Ëmsetzung dovun, souwéi d'Anhale vum Delai.

ad 3. Aus enger operativer Perspektiv, wier déi extreemste Moossnam theoreetesch e partiellt oder komplett Zoumaache vum Flughafen oder vum Loftraum. Esou eng Moossnam schéngt allerdéngs am Moment weeder gerechtfertegt nach proportional.

ad 4. De Chiffer vun 1.473 Tëschefäll a Relatioun mam Radar, deen an der Fro zitéiert gëtt, ass net korrekt. Dës Zuel gëtt wuel am Rapport annuel 2019 vun der DAC zitéiert, mee se bezitt sech op den Total vun allen Incidenter vu sämtlechen Acteure vun der nationaler Aviatioun, onofhängeg vun hirer Ursaach oder der Plaz, wou se geschitt sinn.

Am Joer 2020 huet d'DAC 24 Tëschefäll, 59 Evenementer ouni Effekt op d'Sécherheet an 9 Observatiounen opgeholl a Verbindung mam Radar oder mam Verschaffe vu Radardonnéeën.

ad 5. An der Period vun 2010-2020 huet d'DAC 69 Tëschefäll opgeholl, zousätzlech dozou 112 Evenementer ouni Effekt op d'Sécherheet a 27 Observatioune verbonne mam Radar oder mam Verschaffe vu Radardonnéeën.

ad 6. Fluchgesellschafte sinn net direkt vun dësen Tëschefäll betraff, et handelt sech ëm technesch Evenementer, déi d'Fluchlotse betreffen.

ad 7. D'Tëschefäll impaktéiere weeder Passagéier- nach Frachtflich.

ad 8. Déi gemellten Evenementer féieren net zu spezifesche Käschten ausser hirer interner Veraarbechtung.

ad 9. Et ass net Deel vun de Prerogative vun Eurocontrol, fir op national Eventer ze reagéieren.

No de Bestëmmunge vum Reglement (EU) 2018/1139 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 4. Juli 2018 ass et d'Verantwortung vun der Agence européenne pour la sécurité aérienne (AESA), fir en héijen an eenheetlechen Niveau vun der Sécherheet an der ziviller Loftfaart an der Europäescher Unioun duerch gemeinsam Sécherheetsreegelen ze garantéieren a Moossnamen unzehuelen, fir sécherzestellen, datt d'Persounen an d'Organisatiounen, déi sech un den Aktivitéite vun der ziviller Loftfaart bedeelegen, dës Reegelen an der Unioun anhalen.

ad 10. Déi international an europäesch Reglementer fir d'Fluchsécherungsservicer erfuerdere Rapporte vun allen techneschen an operationellen Eve-

[3] Art. 107 (2) de la Constitution : « Il y a dans chaque commune un conseil communal élu directement par les habitants de la commune ; … . » :

Art. 254 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 : « Les sièges sont attribués, dans chaque liste, aux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. »

[4] Art 15, alinéa 2, de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 : « Dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle chaque groupement de candidats est représenté dans les commissions consultatives en fonction du nombre de ses élus au conseil. »

nementer. Dës Rapporten erlaben eng grouss Transparenz vun den Aktivitéiten, fir d'Servicer ze verbesseren, a sinn deemno net direkt mat der privatwirtschaftlecher Reputatioun vun engem Flughafen a Verbindung ze bréngen.

De Fait, datt Evenementer systematesch vun der DAC, enger onofhängeger Kontrollautoritéit, an engem gereegelte Kader matgedeelt an ënnersicht ginn, erlaabt eng effikass Iwwerwaachung vu korrektiven Aktiounen. Dat ultimatiivt Zil ass et, d'Sécherheet vun de Flich ze verbesseren.

Question 3769 (04.03.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **bornes de recharge :**

La transition vers l'électromobilité joue un rôle particulièrement important dans la décarbonisation du secteur des transports au Luxembourg et est, à côté de l'expansion massive des transports publics et des réseaux de pistes cyclables, une des mesures-clés pour atteindre nos objectifs climatiques nationaux, ainsi que pour améliorer la qualité de l'air. Le déploiement d'un réseau de bornes de recharge publique (le réseau « Chargy ») ainsi que l'installation de bornes privées représentent un autre maillon nécessaire pour électrifier la mobilité au Luxembourg.

Notons dans ce contexte que les premières bornes de recharge ultra-rapides publiques pour véhicules électriques, dénommées « SuperChargy » ont été inaugurées le 20 janvier 2021.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Combien de bornes de recharge électriques privées ont d'ores et déjà été installées ?

2) Depuis leur installation en janvier 2021, quel a été le niveau d'utilisation des bornes de recharge ultra-rapides ?

3) Combien d'électricité a été chargée sur les bornes de recharge du réseau « Chargy » en 2020 et depuis le 1er janvier 2021 ? Quel est l'équivalent de kilomètres des recharges effectuées ?

Réponse commune (08.04.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

À côté de l'infrastructure de bornes de charge publiques basée sur un système informatique central commun, permettant la communication des données entre les bornes de charge et les fournisseurs de service de charge, avec jusqu'à 800 bornes dénommées « Chargy » à déployer par les gestionnaires de réseaux électriques de distribution, d'autres acteurs publics ou privés sont en effet libres de mettre en place des bornes de charge pour leurs employés, clients ou pour le grand public. Il faut noter qu'avec cette infrastructure en place, le Luxembourg se positionne au niveau de la densité des points de charge en deuxième position en Europe après les Pays-Bas.

Pour faciliter à ces acteurs la comptabilisation des volumes d'énergie électrique consommés par les utilisateurs de véhicules électriques ainsi que pour permettre à tous les fournisseurs de service de charge enregistrés dans le système « Chargy » de pouvoir également offrir leurs services sur ces bornes, ces acteurs peuvent faire intégrer leurs bornes dans le système central et celles-ci sont alors appelées « Chargy OK ». À l'heure actuelle, les gestionnaires de réseau de distribution ont intégré à peu près 64 bornes « Chargy OK » accessibles au public dans leur système central commun.

À côté des bornes « Chargy OK » intégrées dans le système central commun, il y a encore les points de charge appelés « wallbox » installés par des particuliers ou des entreprises pour notamment leurs employés. Un chiffre exact du nombre de ces points de charge privés, qui en règle générale disposent d'une puissance maximale de 11 kW, ne peut pas être avancé, mais les gestionnaires de réseau rapportent qu'environ 2.100 demandes leur ont été adressées en total pour l'installation de telles unités. Dans ce contexte, il convient encore de mentionner que des aides financières pour l'installation d'une borne de charge privée peuvent être introduites (plus d'informations sur le site myenergy.lu). Cette aide s'adresse à des personnes physiques qui sont propriétaires ou locataires d'un emplacement de stationnement situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Le déploiement des bornes de charge ultra-rapides « SuperChargy » d'une puissance de charge maximale de 320 kW vient seulement de commencer. Deux bornes de test avec encore une puissance de charge limitée sont opérationnelles au Kirchberg (Parking Université du Luxembourg - Campus Kirchberg) et sont particulièrement sollicitées depuis leur inauguration le 20 janvier de cette année. Près de 1.000 opérations de recharge ont déjà été effectuées depuis et la consommation électrique totale sur ces bornes s'élève à presque 20.000 kWh, correspondant à environ 120.000 km parcourus.

Sur le système « Chargy », environ 1,3 GWh d'électricité ont été consommés en total en 2020, correspondant à environ 7,8 millions de kilomètres parcourus, et déjà plus de 370.000 kWh pendant janvier et février 2021.

Il convient de mentionner que toutes les bornes de charge sont alimentées par de l'électricité à 100 % renouvelable.

Question 3770 (04.03.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **« Antoniushaff » :**

Den Antoniushaff an der Gemeng Wëntger ass virun zwee Joer vum Staat opkaaft ginn. An der Tëschenzäit ass dat Gebai net méi bewunnt a gëtt och net fir aner Zwecker benotzt. Laut mengen Informatioune gëtt dëse Komplex awer weiderhi gehëtzt, obwuel d'Infrastruktur net genotzt gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatioun bestätegen?

- Wéi laang a firwat steet dësen Haff eidel?

- Wat sinn déi lafend Käschte vun dësen Infrastrukturen an duerch wat falen se un?

- Wéi enger Affektatioun soll dësen Haff an Zukunft zougefouert ginn?

Question 3772 (05.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **« Antoniushaff » :**

Laut mengen Informatiounen huet de Staat den Antoniushaff an der Gemeng Wëntger viru ronn zwee Joer kaaft. D'Leit, déi dra gewunnt hunn, hu missen eraus, well dës Gebailechkeet anescht sollt genotzt ginn. Bis elo ass hei awer nach näischt geschitt.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Infrastrukturminister an un den Här Finanzminister:

1. Aus wat fir enge Grënn huet de Staat dëst Gebai kaaft a wéi vill Land gouf hei matkaaft?

2. Wat fir eng Affektatioun soll dëst Gebai kréien?

3. A wéi engem zäitleche Kader ass mat dëser geplangter Ëmsetzung ze rechnen?

Réponse commune (09.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Gebaier vum Antoniushaff si kaaft ginn am Kader vun enger Acquisitioun vun Terraine fir den nationale Flächepool (Pool compensatoire national). Insgesamt sinn dobäi 76 ha Land kaaft ginn.

Am Verkafsakt ass festgehale ginn, dass d'Naturverwaltung (Administration de la nature et des forêts, ANF) dës Gebaier soll notzen. Ugeduecht ass, dass op dësem Site ee Regionalzenter vun der ANF soll entstoen. Hei sollen dräi Triagen hir Büroen an een Atelier kréien, dat am Sënn vun enger méi rationaler an effikasser Organisatioun an Déngschtleeschtung vun der ANF an hire regionalen a lokale Servicer. Den Haff steet säit dem 26. Oktober 2018 eidel a fir d'Taxes communales an e Minimum vun Heizen, fir d'Gebai ze erhalen, sinn zwëschen 2019 an 2020 3.818,18 Euro ausgi ginn.

Ee genauen zäitleche Kader fir d'Ëmsetzung vun engem konkreete Projet gëtt et aktuell nach net. D'ANF an de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung hunn de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert de Projet informéiert an dobäi och éischt Elementer en vue vun der Konzeptioun geliwwert.

Am Moment leeft d'Ufro vu Säite vun der ANF fir eng Naturschutzgeneemegung. Op Basis vun dëser kann eréischt een definitive Projet entworf ginn. Et gëtt domat gerechent, dass mam Bau an den nächsten ee bis zwee Joer kann ugefaange ginn.

Question 3771 (04.03.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **Centre mosellan à Ehnen :**

En date du 26 septembre 2018, la première pierre du futur Centre mosellan à Ehnen a été posée. Il a initialement été prévu que le chantier durera environ deux ans et demi et s'achèvera début 2021. Depuis la crise sanitaire engendrée par la Covid-19, les travaux ont cependant été ralentis et ne pourront apparemment pas être finalisés sous peu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre du Tourisme :

1) Est-ce que le projet du futur Centre mosellan sera toujours réalisé tel qu'il fut planifié ?

2) Dans quelle phase se trouve la construction du futur Centre mosellan ? Quels travaux ont déjà été réalisés ? Quels travaux restent à faire ? Pour quand la finalisation des travaux est-elle prévue ?

3) À part le Musée du Vin, est-il prévu de donner d'autres affectations au Centre mosellan réaménagé ?

4) Quand pourra-t-on compter avec la réouverture du Centre mosellan ?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1) Non, le projet du futur Centre mosellan ne sera pas intégralement réalisé tel qu'il fût présenté lors de la pose de la première pierre en date du 26 septembre 2018. En décembre 2019, la Direction générale du tourisme a confirmé un nouveau programme de construction élaboré par l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise. Diverses modifications ont été apportées dans la distribution des espaces afin d'améliorer le fonctionnement de la vinothèque, du bistrot et de la salle de banquet et d'optimiser les flux et l'accueil en général. Après l'adaptation du projet en février 2020, un nouvel avant-projet détaillé répondant aux nouveaux besoins a été validé par toutes les parties concernées.

ad 2) Le projet du futur Centre mosellan se trouve actuellement en phase d'exécution.

Les travaux de gros-œuvre, entamés en 2018, ont dû être suspendus en 2019 suite à l'introduction du nouveau programme de construction. Les travaux de clos et couvert, les travaux de parachèvement ainsi que les travaux d'installations techniques et d'aménagements extérieurs sont encore à réaliser.

L'achèvement du projet de construction est prévu pour fin 2023.

Le projet détaillé relatif à la muséographie et à l'architecture d'intérieur sera finalisé au cours du deuxième trimestre 2022. L'installation des équipements muséographiques pourra débuter au cours de la deuxième moitié de l'année 2023.

ad 3) Outre l'espace muséographique et didactique, le futur Centre mosellan offrira un espace d'accueil, un bistrot, une vinothèque, une salle de banquet, une médiathèque, un bureau d'accueil touristique ainsi qu'un service Rentabike.

ad 4) La réouverture du Centre mosellan pourra en principe être envisagée environ trois mois après l'achèvement du projet de construction par l'Administration des bâtiments publics, c'est-à-dire vers la fin du premier trimestre 2024.

Question 3774 (05.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **données statistiques concernant les délinquants :**

An der Äntwert op meng Fro vum 19. Januar 2021 schreift den Här Minister:

„D'Police féiert generell keng Statistiken, wou no der Hierkonft, Nationalitéit, Residenz vun de presuméierten Täter ënnerscheet gëtt."

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Mir ass vu concernéierte Leit, déi um Terrain schaffen, matgedeelt ginn, datt d'Police ganz wuel d'Nationalitéit vun den Täter erfaasst, an dat aus Grënn vu seriöer, professioneller an transparenter Policeaarbecht. Kann d'Regierung an deem Sënn confirméieren, datt déi betraffen Acteuren um Terrain, déi mir dës Aussoen zougedroen hunn, net d'Wouerecht soen?

2. Zënter wéini féiert d'Police keng Statistike méi iwwert d'Nationalitéit vu presuméierten Täter? Firwat huet se dat opginn? Wéi hunn déi lescht Statistiken an deem Zesummenhang ausgesinn?

3. Zënter wéini féiert d'Police keng Statistike méi iwwert de Wunnsëtz (Gemeng, Land) vu presuméierten Täter? Firwat huet se dat opginn? Wéi hunn déi lescht Statistiken an deem Zesummenhang ausgesinn?

4. An deene meeschte Länner - dozou gehéieren och eis Nopeschlänner - ginn et kloer Statistiken iwwert d'Nationalitéit vun den Täter. Deemno kann et scho verwonneren, wa Lëtzebuerg dat net mécht. Kann de Minister deen Ënnerscheed erklären?

5. Soziologesch Date ginn an immens ville Beräicher vum Staat gesammelt, ob dat elo bei der Schoul ass, bei der CNS oder soss bei Administratiounen. Doduerch kënnen duerno opschlossräich Statistiken erstallt ginn. Firwat gëtt dëst net bei der Police gemaach?

6. Soziologesch Daten a Statistiken iwwert d'Nationalitéit oder de Wunnsëtz si wichteg, fir Problemer ze analyséieren a besser ze verstoen a fir esou besser op dës Problemer kënnen anzewierken. Dofir ginn esou Daten a Statistike jo a ville Beräicher, wéi z. B. an der Schoul, erstallt. An deenen anere Länner ginn esou Daten a Statistiken eeben och am Bezuch op d'Kriminalitéit erstallt. Ass de Minister net der Meenung, datt et also wichteg wier, op esou Statistiken zeréckgräifen ze kënnen, respektiv esou Statistiken ze erstellen?

7. Fir d'Policeaarbecht ass et wichteg ze wëssen, aus wéi enge Gemengen oder Länner Täter hierkommen. Ass de Minister an deem Sënn net der Meenung, datt et sollt eng Statistik zum Openthaltsland vun Täter ginn - also iwwert d'Länner, wou déi presuméiert Täter hire Wunnsëtz hunn?

8. De Minister huet a senger Äntwert op meng Fro preziséiert, datt een awer ka „soen, datt e Grousseel vun den Dealeren net zu Lëtzebuerg wunnt, mee am noen Ausland (haaptsächlech a Frankräich)". Wéi kann de Minister esou eng Ausso maachen, wann d'Police keng Statistiken dozou féiert? Op wéi eng Zuele baséiert sech den Här Minister?

9. Zu Lëtzebuerg ginn et vill grenziwwerschreidend Strofdoten, bei deenen d'Täter am Ausland wunnen. Ginn et heizou Statistiken?

10. Gëtt et international Verträg oder Studien, déi virgesinn, wéi de Staat Statistiken zur Kriminalitéit muss féieren?

Réponse (01.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Selbstverständlech kann d'Police d'Aussoe vun den Acteure vum Terrain confirméieren, dass d'Nationalitéit vun de „personnes susceptibles d'avoir participé à une infraction" erfaasst gëtt. Dat geschitt zur selwechter Zäit wéi d'Donnéeë vun der Identitéit vun dëse Persoune saiséiert gëtt, dëst am Kader vun der Procédure judiciaire, an ass absolutt noutwendeg an deem Kader. Allerdéngs gëtt dat net generell statistesch ausgewäert.

ad 2. Et ass der Police net bekannt, dass et detailléiert Statistiken iwwert all eenzel Nationalitéite solle gi si vun de „personnes susceptibles d'avoir participé à une infraction".

ad 3. Et ass der Police net bekannt, dass detailléiert Statistiken iwwert de Wunnsëtz (Gemeng, Land) vun de „personnes susceptibles d'avoir participé à une infraction" solle gefouert gi sinn.

ad 4. Et ginn eng ganz Rei Argumenter, déi erklären, dass esou eng Statistik net aussokräfteg ass. Et gi vill klenger Infraktiounen, wou keen Täter ermëttelt gëtt, an et gi „personnes susceptibles d'avoir participé à une infraction", bei deene keng Nationalitéit ka festgestallt ginn. Aner Leit hunn eng duebel Nationalitéit. Och mécht et e groussen Ënnerscheed, fir wéi eng Zort Infraktiounen ee verdächtegt gëtt, z. B. Cambriolages oder Injures bei engem Noperschaftsstreit. An da gëtt et nach d'Présemption d'innocence, déi soulaang bestoe bleift, bis ee rechtskräfteg verurteelt ass.

ad 5. D'Auswäerte vun Date muss och proportionéiert a relevant sinn. Béides schéngt ons hei net gewäerleescht ze sinn, an och keng Plus-value an der Kriminalitéitsbekämpfung ze bréngen.

ad 6. + 7. Cf. Äntwerten op d'Froe 4 a 5.

ad 8. Esou wéi aus der ganzer Äntwert op déi vum honorabelen Deputéierte gestallte Fro vum Januar vun dësem Joer erauszeliesen ass, hunn d'Resultater aus der Enquête betreffend d'Drogekriminalitéit op der Stater Gare erginn, dass an deem spezifesche Kontext vill vun den Drogeverkeefer, déi do protokolléiert goufen, a Frankräich ugemellt sinn. Dat sinn objektiv generell Faiten, déi dee Moment vun den zoustännege Justiz- a Policeautoritéiten am Kader vun den eenzele Reunioune betreffend de Comité de prévention local vun der Gemeng Lëtzebuerg ugeschwat goufen.

ad 9. Cf. Äntwerten op d'Froe 4 a 5.

ad 10. Eise Servicer ass esou e Vertrag oder esou eng Etüd net bekannt.

Question 3775 (05.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**organisation d'un « Twitter-Gewitter » par la Police grand-ducale :**

Den 11. Februar 2021 huet de CGDIS e sougenannten Twitter-Gewitter organiséiert. Op deem Dag gouf versicht, de Leit dobaussen en Abléck an d'Aarbecht vun de Rettungsdéngschter ze ginn, an d'Leit konnte sämtlech CGDIS-Asätz op deem Dag live matverfollegen.

Dat kéint een och mat der Police maachen, fir de Leit dobaussen en Abléck an d'Aarbecht vun der Police ze ginn. Esou eng Aktioun géif och emol weisen, wat fir eng Aarbecht d'Police all Dag leescht.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister:

1. Wéi steet den Här Minister zu esou enger Iddi fir d'Police?

2. Ass esou eng Aktioun och fir d'Police geplangt, soudatt de Bierger en Abléck an d'Aarbecht vun der Police ka kréien?

3. Wann net, wat sinn dann d'Grënn vum Minister, déi dogéint schwätzen?

Réponse (02.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Schonns am Joer 2015 huet d'Police eng éischte Kéier en „Dag vun de soziale Medien" organiséiert, an zwar op Facebook an Twitter. Déi interesséiert Leit konnte sech esou de ganzen Dag en Ableck an d'Aarbecht vun de Beamtinnen a Beamte verschafen.

Dës Aktioun gouf 2016 an 2017 widderholl.

2017 an 2018 gouf iwwerdeems dee sougenannte Speed- oder Blitzermarathon op de Facebook- an Twittersäite vun der Police live suivéiert. Dëse „Marathon" („Slow down Europe") ass eng Initiativ vun Tispol (haut Roadpol), fir europawäit op d'Theema Verkéierssécherheet opmierksam ze maachen. Wärend 24 Stonne féiert d'Police landeswäit Vitesskontrollen duerch. Op Facebook an Twitter konnten d'Leit déi Kontrolle suivéieren.

D'Police ass d'ganzt Joer iwwer op hire Plattforme Facebook, Twitter, Instagram a Youtube aktiv, fir de Biergerinnen a Bierger en Ableck an d'Aarbecht an an den Alldag vun der Police ze verschafen. Deemno sinn esou oder änlech Exercicer och an Zukunft geplangt, fir de Leit - och en vue vum Rekrutement - de Beruff vum Polizist méi nozebréngen. Esou goufen d'lescht Joer ënner anerem eng Serie vun Testimonials produzéiert (https://police.public.lu/fr/recrutement/cadre-policier/specialisations.html), wou op déi sëlleg Méiglechkeete bei der Police opmierksam gemaach gouf.

ad 3. N/A

Question 3777 (05.03.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **nuisances sonores causées par le trafic routier :**

Comme les nuisances sonores causées par le trafic routier, parmi d'autres, ont un impact important sur la santé et le bien-être des personnes qui y sont exposées sur la durée, le Gouvernement établit et met à jour régulièrement des plans d'action contre le bruit contenant une cartographie du bruit et des mesures ciblées pour réduire l'exposition des citoyens au bruit environnemental.

Ainsi le projet de plan d'action contre le bruit des grands axes routiers de septembre 2020 définit des zones prioritaires et énumère les actions visées pour les cinq prochaines années. Force est de constater que ces mesures seront réalisées en grande partie en conjonction avec des nouveaux travaux d'infrastructure, tels que la mise à trois voies de l'A3 ou le contournement de Bascharage.

Or, il me revient que de nombreux habitants vivant en proximité d'une autoroute, se plaignent de leur exposition au bruit routier, notamment en ce qui concerne l'A1.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Lors de la consultation publique pour l'élaboration du projet de plan d'action, quels ont été les échos recensés par Madame la Ministre de citoyens habitant près d'une autoroute ?

2) Madame la Ministre estime-t-elle qu'il serait opportun de mettre en œuvre de manière systématique des mesures antibruit le long des tronçons d'autoroute en proximité d'habitations ?

Réponse (21.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'enquête publique permet à l'Administration de l'environnement de prendre connaissance non seulement des avis des communes mais aussi de ceux de leurs citoyens, associations locales ou autres instances intéressées. Un résumé des principales observations reçues lors de la consultation publique et des actions prises et planifiées suite à ces commentaires est en cours d'élaboration et fera partie intégrante de la version finale des plans d'action.

Les échos reçus des citoyens et communes concernés directement par les nuisances sonores d'une autoroute confirment la pertinence du besoin d'agir en matière de lutte contre le bruit et précisent leurs besoins spécifiques.

Certains avis stipulent que les mesures à la source prévues par le plan d'action ne sont pas suffisantes et revendiquent des mesures complémentaires. Les observations les plus fréquentes concernent une réduction de vitesse sur l'autoroute à 90 km/h le long des agglomérations, un contrôle renforcé de la vitesse ainsi que l'installation ou l'extension de murs et talus antibruit. Certaines observations thématisent d'ailleurs aussi la détérioration d'installations antibruit existantes.

En ce qui concerne plus précisément les projets d'infrastructure près d'une autoroute, la plupart des avis sont plutôt favorables quant à leur réalisation, à condition qu'ils soient accompagnés de mesures antibruit de haut standard. Certains avis sont plus critiques quant au besoin de ces projets, tandis que d'autres soulignent leur importance et insistent sur une mise en œuvre à brève échéance. Les commentaires se référant à des endroits spécifiques ou problèmes plus locaux seront soumis au groupe de travail « bruit routier » ou bien transmis directement aux instances compétentes pour attribution.

ad 2) Les plans d'action présentent une stratégie de prévention et de réduction des nuisances du bruit dans l'environnement et fournissent donc une méthodologie systématique suivant laquelle les mesures de protection sont mises en œuvre le long des autoroutes et autres grands axes routiers.

En cas de nouveaux projets, les plans d'action proposent une approche pragmatique qui se fonde sur une planification judicieuse qui définit systématiquement les moyens de protection à mettre en place. Ainsi, les études acoustiques sont un moyen efficace qui permet de prendre en compte la situation acoustique par rapport à la proximité des habitations et de définir les moyens de protection, tant au niveau de l'aménagement qu'au niveau des mesures antibruit. Ainsi, l'Administration de l'environnement a publié le « Guide pour une approche systématique de la réalisation des études des incidences acoustiques sur l'environnement humain » dans le cadre du plan d'action afin de soutenir les bureaux d'études dans leur approche. Ces lignes directrices ont été publiées en décembre 2018 et sont disponibles sur le site www.emwelt.lu.

En ce qui concerne les problèmes de bruit existants, les plans d'action présentent des listes de points noirs qui sont des endroits où un nombre élevé de personnes est exposé à des nuisances significatives. Les mesures contre le bruit qui ont été réalisées dans le cadre des plans d'action précédents ont permis d'assainir un certain nombre de ces points noirs.

Il est bien entendu souhaitable que des mesures antibruit soient mises en œuvre dans la plus large mesure afin de protéger en particulier les zones résidentielles. Cependant, force est de constater que l'envergure de la problématique du bruit dans l'environnement est telle, que tous les points noirs identifiés à travers la cartographie ne peuvent être abordés simultanément. Par conséquent, les projets d'assainissement doivent ainsi être étalés dans le temps et entamés au fur et à mesure en profitant des synergies qui se proposent avec d'autres projets. En ce qui concerne plus particulièrement les infrastructures étatiques, il incombe aux administrations du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics pour planifier et réaliser les mesures sur le chemin de propagation du son, comme par exemple la construction de murs antibruit.

Question 3778 (05.03.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**enquête PISA :**

Sur son site Internet, l'OCDE informe que la prochaine enquête PISA, initialement prévue pour l'année en cours, est reportée de douze mois en raison de la crise sanitaire : « OECD member countries and Associates decided to postpone the PISA 2021 assessment to 2022 and the PISA 2024 assessment to 2025 to reflect post-Covid difficulties. »

En amont de la prochaine édition de cette étude, il m'importe entre autres de revenir sur les résultats de l'enquête PISA 2018 dont les résultats furent publiés le 3 décembre 2019. C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Sachant que, selon le procès-verbal de la réunion de la Commission nationale du 11 décembre 2019, au Luxembourg, tous les lycées publics et privés ainsi que toutes les écoles internationales ont participé à l'étude, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant les résultats respectifs des écoles internationales, des écoles européennes agréées et des lycées publics et privés ?

2) Lors de la présentation des résultats en décembre 2019, Monsieur le Ministre a indiqué qu'à l'avenir le Luxembourg ne se soumettrait à l'enquête PISA que tous les six ans (au lieu de tous les trois ans) et qu'il allait rechercher des partenaires internationaux ayant un profil similaire à celui du Luxembourg pour des raisons de comparaison. Monsieur le Ministre a-t-il entre-temps trouvé les partenaires souhaités pour une étude remplaçant l'enquête PISA en 2022 ? Dans l'affirmative, qui sont-ils ? Dans la négative, quelles sont les alternatives à l'enquête PISA ?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer d'ores et déjà la participation du Luxembourg à l'enquête PISA 2025 ?

Réponse (21.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) L'étude PISA 2018 a été réalisée au cours de l'année scolaire 2017-2018. Au Luxembourg, l'échantillon total comprenait 5.230 élèves, dont :

- 86,7 % inscrits dans les lycées publics et privés (appliquant les programmes officiels de l'ESC et ESG) ;

- 10,5 % inscrits dans des écoles internationales privées (appliquant un autre programme) ;

- 0,2 % inscrits dans des écoles européennes agréées ;

- 2,6 % inscrits dans une école appliquant un autre programme international[5].

Trois des quatre écoles européennes agréées au Luxembourg ont été ouvertes au cours de l'année scolaire 2018-2019, de sorte qu'au moment des tests PISA 2018, seule une école publique européenne a pu participer à PISA 2018, et ce avec un nombre d'élèves très restreint. Le nombre d'élèves dans les trois autres programmes publics internationaux était également faible, surtout si l'on considère la diversité des différents programmes. En raison de la petite taille de l'échantillon et de la diversité des programmes internationaux, les deux derniers groupes mentionnés ne peuvent pas être évalués séparément pour le moment. Les résultats des élèves en question ont donc été pris en considération ensemble avec ceux des écoles internationales privées.

En outre, il convient de noter que les valeurs moyennes individuelles des écoles, qui permettraient d'établir un classement des écoles, ne sauraient être transmises. Une telle comparaison des valeurs moyennes n'aurait d'ailleurs pas de sens, car il faut tenir compte du fait que les écoles diffèrent par de nombreux facteurs contextuels.

Le rapport PISA 2018 Luxembourg[6] (SCRIPT, 2020) explique plus en détail les indicateurs pouvant être identifiés quant aux écarts de résultats, ce qui est pertinent par exemple pour planifier des interventions éducatives. Le rapport peut être téléchargé à l'adresse https://script.lu/fr/publications.

ad 2) Les efforts entrepris par les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse depuis quelques années pour créer ou intégrer un réseau international alliant des pays ou régions homologues en termes de taille, de milieu socio-économique, d'immigration et de multilinguisme (comme p. ex. la Communauté germanophone de la Belgique, le Sud-Tyrol et autres), et permettant d'établir une meilleure comparabilité, ont malheureusement pris du retard, respectivement ont dû être suspendus en raison de la pandémie de la Covid-19. Dès que les conditions le permettront, ces négociations seront relancées. L'objectif visé n'est pas de remplacer PISA, mais avant tout de favoriser l'échange d'expériences et le partage des meilleures politiques et pratiques, ainsi qu'un échange direct au sujet des mesures de qualité du système éducatif et des politiques éducatives au sens large.

Malgré les conditions actuelles du moins exceptionnelles, mes services ont continué à s'investir dans des réseaux internationaux auxquels le Luxembourg avait déjà adhéré avant la crise sanitaire et qui sont e. a. dédiés à l'évaluation des systèmes éducatifs.

En 2019, le Luxembourg a été l'initiateur du projet Erasmus + intitulé DATADRIVE : The Power of Data to Take Smart Decisions for School Improvement. Le projet s'étend sur la période 2019-2021 et permet une collaboration étroite et productive avec les ministères en charge de l'éducation et des chercheurs de la Belgique, de la Croatie, des Pays-Bas, de la Pologne et de l'Angleterre. L'objectif du projet est de développer des outils et des instruments soutenant le développement de la data literacy ainsi que d'accompagner les établissements scolaires dans la lecture, l'interprétation et l'utilisation de données dans le contexte du développement scolaire et de permettre ainsi aux décideurs politiques de prendre des décisions basées sur des données confirmées (https://www.datadrive.lu).

En 2018, le Luxembourg, ensemble avec des partenaires français et allemands, a donné vie au projet ERASMUS + Ensemble pour accompagner le développement des écoles de demain. Le réseau Canopé, l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF), le Pädagogisches Landesinstitut Rheinland-Pfalz et le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) concourent ensemble à créer les conditions, les modalités et les occasions de partage et de mutualisation des personnels des pays concernés autour des questions relatives au développement scolaire et à l'accompagnement des équipes locales. Entre outre, le réseau poursuit les échanges entre pairs, l'organisation de séminaires annuels, la production d'outils divers visant à favoriser un pilotage autonome, la promotion d'une posture réflexive et d'une autoévaluation continue des établissements (https://portal.education.lu/developpementscolaire/Home/Erasmus-DDS).

Ces deux exemples illustrent l'effort continu du Luxembourg dans le développement de réseaux d'échange avec des partenaires étrangers, un engagement qui a aussi permis de donner naissance au réseau d'expertise BeLDACH. Le réseau BeLDACH est focalisé sur la coopération et l'échange de méthodes d'évaluation des compétences des élèves et de leurs résultats.

BeLDACH réunit des systèmes éducatifs où la langue d'alphabétisation est l'allemand : la Communauté germanophone de la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, le Sud-Tyrol et le Luxembourg y participent. La vocation du réseau est de réunir des experts en matière de développement de la qualité, notamment concernant le monitoring des systèmes éducatifs.

Le Luxembourg est épaulé dans cette démarche par le Luxembourg Center for Educational Testing (LUCET) de l'Université du Luxembourg. Le LUCET est aussi impliqué dans la réalisation annuelle des Épreuves Standardisées (ÉpStan), qui représentent une évaluation nationale des compétences des élèves. Le choix de la coopération avec le LUCET dans le projet BeLDACH permet au Luxembourg de renforcer le réseau dans sa capacité de comparer les différents systèmes éducatifs des partenaires, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse et le Sud-Tyrol ayant des systèmes éducatifs comparables à celui du Luxembourg dans certains aspects.

En mars 2020, la rencontre annuelle du réseau BeLDACH, organisée par le Luxembourg et ayant comme thème l'utilisation des données en éducation, a dû être annulée à cause du début de la pandémie de la Covid-19.

Tout récemment, le LUCET, le SCRIPT et l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) se sont engagés dans une nouvelle initiative pour la mise en réseau européenne de la recherche empirique en éducation, soutenue par le Bundesministerium für Bildung und Forschung allemand et mise en place par des chercheurs de l'Université de Tübingen (D), intitulée Big Questions Need Integrated Answers : A European Theory-Practice Collaboration for Adaptive Teaching.

Cette collaboration européenne pour l'évaluation diagnostique et l'enseignement adaptatif se concentre sur la nécessaire modernisation des systèmes éducatifs pour faire face à la concurrence internationale et accroître l'égalité des chances pour tous les étudiants.

ad 3) Le Luxembourg a déjà confirmé sa participation à PISA 2025 auprès de l'OECD en mai 2019. Il n'est pas prévu de revenir sur cette décision.

En outre, notre participation à l'enquête HBSC (Health Behaviour in School-aged Children) en 2022 et à l'étude ICILS (International Computer and Information Literacy Study) en 2023 est déjà confirmée.

Question 3779 (05.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **soutien financier pour le secteur Horeca :**

De 16. Februar 2021 huet de Mëttelstandsministère op ee Bréif vun der ASBL Don't forget us Follgendes geäntwert:

« Il découle de ce qui précède que depuis le début de la pandémie, l'État a soutenu financièrement les entreprises relevant du secteur de l'Horeca et que la nécessité de faire rétroagir l'aide de contribution aux coûts au mois de mars 2020 laisse d'être établie. »

an

« Pour les entreprises dont la perte du chiffre d'affaires se situe entre 30 % et 40 %, l'aide de relance apporte souvent un meilleur soutien que la contribution aux coûts non couverts. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Wéi vill Betriber hunn, zënter Juni 2020, eng Demande agereecht, an där si iwwert 40 % Perte vum Chiffre d'affaires deklaréiert hunn?

2. Wéi vill Betriber hunn, zënter Juni 2020, eng Demande agereecht, an där se tëscht 25 % a 40 % Perte vum Chiffre d'affaires deklaréiert hunn?

3. Wéi vill Betriber hunn, zënter Juni 2020, eng Demande agereecht, an där si ënnert 25 % Perte vum Chiffre d'affaires deklaréiert hunn?

4. Op wéi engen Donnéeë baséiert de Mëttelstandsminister seng uewen zitéiert Ausso, dass eng Hëllef besser wär wéi dat anert?

Réponse (20.04.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Den Tablo hei drënner spigelt d'Zuelen zeréck vun den Dossieren, déi bei der Generaldirektioun fir

[5] Enseignement germano-luxembourgeois ; Enseignement britannique ; Enseignement international (français/anglais)

[6] SCRIPT (2020). PISA 2018 Luxemburg: Kompetenzen von Schülerinnen und Schülern im internationalen Vergleich. Luxembourg : MENJE.

Mëttelstand um Datum vum 29. Mäerz 2021 agereecht goufen, opgedeelt no Abroch vum Ëmsaz. Dës Zuele si regimmiwwergräifend a betreffe souwuel d'Aide de relance, wéi och d'Aide coûts non couverts.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Wat meng Ausso aus mengem Bréif vum 16. Februar betrëfft, sou baséiert dës Ausso op den Erfarungswäerter, déi mir bei de sëllegen Dossiere gesammelt hunn, déi bei eis eragereecht goufen. Wann een sech de Berechnungsmodus vun der Aide de relance a vun der Aide coûts non couverts méi genee ukuckt, gëtt een sech séier bewosst, dass:

- d'Aide coûts non couverts gemengerhand méi interessant ass bei engem héijen Abroch vum Ëmsaz;

- wann ee Betrib et fäerdegbréngt, trotz de pandemiebedéngte Contrainten ee gewëssenen Ëmsaz ze generéieren, d'Aide de relance am Prinzip progressiv méi attraktiv gëtt, wat den Abroch vum Ëmsaz méi geréng ass.

Dëse Phenomeen erkläert sech duerch een Zesummespill vu méi Elementer, ënner anerem:

1. D'Relatioun tëschent dem Ëmsaz an den zwee Regimmer:

- Aide coûts non couverts: Wann ee Betrib Ëmsaz generéiert, muss dësen Ëmsaz beim Berechne vun der Hëllef erausgerechent ginn. Et besteet hei also een negativen Impakt.

- Aide de relance: den Ëmsaz huet keng Inzidenz op d'Berechne vun der Aide de relance. Den Impakt ass dofir neutral.

2. D'Relatioun tëschent den aktive Salariéen an den zwee Regimmer:

- Aide coûts non couverts: Wann ee Betrib keen oder ganz wéineg Ëmsaz erziilt, sinn d'Salariéen am Prinzip am Chômage partiel. Dëse Chômage partiel gëtt als Recette verrechent a vun de Käschten ofgerechent. Den Impakt ass deemno negativ.

- Aide de relance: Wann ee Betrib awer Ëmsaz mécht, dann ass ee substanziellen Deel vun de Mataarbechter am Betrib aktiv an et fléisst wéineg oder kee Chômage partiel. De Betrib kritt am Kader vun dëser Hëllef 1.250 Euro pro aktive Mataarbechter (an 250 Euro pro Mataarbechter, deen am Chômage partiel ass). Wat méi Leit aktiv sinn, wat d'Hëllef méi grouss gëtt. Hei ass also ee ganz klore positiven Impakt.

Bei enger grafescher Analys vun den Dossieren, déi tëschent Juni an Dezember 2020 fir déi zwee Regimmer eragereecht goufen, ass besonnesch opfälleg, dass den Undeel vun den Dossieren, déi een Abroch vun iwwert 40 % opgewisen hunn, am Dezember substanziell an d'Luucht gaangen ass. Dëst ass bedéngt duerch d'Fermeture légale, déi den Horeca-Secteur Enn November 2020 operluecht kritt huet.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ech erlabe mir op dëser Plaz, och een theoreetescht Beispill ze gi vun engem Restaurant mat zéng Mataarbechter, wou d'Beträg vun deenen zwou Hëllefen ausgerechent sinn a Funktioun vum Abroch vum Ëmsaz. Unhand vun dësem Beispill erkennt een, dass d'Aide coûts non couverts méi interessant gëtt, wann den Ëmsaz substanziell abrécht. Bei engem moderaten Ëmsazabroch ass d'Aide de relance finanziell vu Virdeel.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3781 (05.03.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Programme « Vanishing Treasures » :**

Dans un communiqué de presse du 13 août 2018, Madame la Ministre de l'Environnement a présenté le Programme « Vanishing Treasures » avec une contribution financière du Luxembourg s'élevant à neuf millions d'euros via le Fonds climat et énergie du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

D'après Madame la Ministre de l'Environnement, l'objectif du programme étant de créer « une synergie maximale entre l'adaptation au changement climatique et la conservation de la biodiversité avec un focus particulier sur les espèces emblématiques des montagnes ; le gorille de montagne, le léopard des neiges et le tigre royal du Bengale. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Comment ces fonds ont-ils été concrètement affectés et quels en sont les résultats palpables?

2) Quelle est la contribution financière qui a été investie au Luxembourg pour protéger les espèces menacées autochtones et de quelles espèces menacées s'agit-il?

Réponse (20.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) La coopération entre le Luxembourg et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour la mise en œuvre du Programme « Vanishing Treasures » a été officialisée par la signature d'un accord en date du 22 mai 2018. Cet accord prévoit que le programme se verra alloué un budget de neuf millions d'euros, issu de l'enveloppe financière allouée au « financement climatique international » via le Fonds climat et énergie et versé sous forme d'avances annuelles.

Le programme vise en effet la protection de certaines espèces emblématiques - notamment le gorille des montagnes, le tigre royal du Bengale et le léopard des neiges - menacées par les effets tangibles du changement climatique et qui comme conséquence voient leurs habitats naturels fragmentés et réduits. La perte de leurs habitats et ainsi de zones tampon qui les séparent des humains, amènent ces animaux sauvages à se rapprocher des villages, ce qui conduit à une augmentation des conflits entre ces derniers et les communautés locales. Le programme se focalise ainsi sur des mesures d'adaptation ayant l'objectif de créer une synergie maximale entre l'adaptation au changement climatique et la conservation de la biodiversité.

Le programme se déploie dans trois régions géographiques, à savoir en Afrique, dans l'Himalaya et en Asie Centrale et était initialement prévu de s'étendre sur une durée de 51 mois, à savoir jusque fin août 2022.

Depuis fin 2018, le Luxembourg a contribué un montant de 5,50 millions d'euros au programme « Vanishing Treasures », dont un montant total de 2,76 millions d'euros a été engagé par le PNUE jusque fin 2020. La répartition des dépenses se présente comme suit :

- Afrique (Rwanda, Ouganda) : 675.000 €

- Himalaya (Bhutan) : 279.000 €

- Asie Centrale (Tadjikistan et au Kirghizistan) : 992.000 €

- Gestion et coordination interrégionale : 811.000 €

À ce jour, le montant des dépenses demeure plutôt faible par rapport aux contributions déjà versées. Ceci peut cependant être expliqué par le fait que le programme n'a pris son envol officiellement qu'en février 2019. En effet, le démarrage du projet a dû être repoussé en raison des consultations très détaillées avec les parties prenantes locales et régionales lors de la phase initiale (« inception phase »). En 2020, la situation sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 a apporté de nouveaux retards dans la mise en œuvre du programme, entre autres causés par des restrictions nationales, ce qui se reflète également dans le décompte financier.

Au sujet du programme

En raison des impacts mondiaux des activités humaines sur l'environnement naturel (p. ex. la perte de la biodiversité et la fragmentation des habitats), amplifiés par les effets du changement climatique, la biodiversité mondiale se trouve sous forte pression. Le « Rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques[7] » de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, IPBES) a confirmé que les actions humaines menacent plus d'espèces que jamais d'extinction mondiale. La perte de diversité réduit la résilience des écosystèmes et des peuples face au changement climatique, déstabilisant la fourniture de services écosystémiques et augmentant le risque de maladies zoonotiques, comme le Covid-19.

Le rapport « Prévenir de prochaines pandémies : Zoonoses et comment briser la chaîne de transmission[8] », publié par le PNUE et l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), identifie sept facteurs à titre humain qui sont très probablement à l'origine de l'émergence de maladies zoonotiques. Plusieurs d'entre eux indiquent directement la conversion des terres (c.-à-d. la perte d'habitat), l'exploitation non durable des ressources et de la faune et le changement climatique. Mettre fin à la perte de biodiversité est un défi mondial qui nécessite une action mondiale. Bien que les régions en développement soient souvent les plus touchées, mais moins bien équipées pour faire face au changement climatique et aux perturbations des écosystèmes, l'action doit être dirigée par des régions qui ont accès à des connaissances plus approfondies, à des ressources humaines et financières.

Alors que le Programme « Vanishing Treasures » met l'accent sur l'adaptation au changement climatique et la conservation intelligente de la faune dans trois régions du monde, le programme présente de nombreux cobénéfices importants qui contribuent également à plus grande échelle. Il joue un rôle crucial dans la compréhension des impacts du changement climatique sur la faune et les populations et dans la lutte contre ces impacts en maintenant et en élargissant les habitats naturels. Ce faisant, il contribue également au maintien de barrières protectrices naturelles pour réduire le risque de transmission de maladies. Par le biais de sa composante mondiale, le programme contribue également à la discussion sur un futur « Cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020 ».

Mise en œuvre du programme

Depuis le début du Programme « Vanishing Treasures », qui comprenait une phase initiale (« inception phase ») et des consultations renforcées avec les gouvernements respectifs des pays cibles, le programme s'est concentré sur diverses activités clés, y compris la collecte et l'analyse de données, l'élaboration de méthodologies et d'outils de soutien respectifs, et la première mise en œuvre de projets pilotes d'interventions de conservation et d'adaptation écosystémiques intelligentes pour le climat (« climate-smart interventions »).

Des informations sur les travaux réalisés et les résultats préliminaires obtenus dans le cadre du programme sont disponibles sur le site web[9] du Programme « Vanishing Treasures » qui contient également des informations pertinentes sur le travail autour des espèces et des communautés, les zones pilotes spécifiques dans les pays que le programme soutient.

Une grande partie du budget du programme est consacrée à la mise en œuvre effective sur le terrain, en soutenant le travail des ONG locales et nationales. Compte rendu des retards possibles dus au Covid-19 et des restrictions au niveau national (p. ex. les restrictions de voyage à l'intérieur des pays), les premières activités pilotes devraient être entreprises cette année. Ces activités comprennent des mesures d'adaptation fondées sur les écosystèmes (visant à réduire les risques et les vulnérabilités pour les communautés locales) et des mesures visant à réduire les interactions négatives entre l'homme et la faune. Les deux types de mesures visent à apporter des bénéfices directs aux communautés locales et aux espèces cibles.

Outre les activités aux niveaux national et local, le Programme « Vanishing Treasures » a également joué un rôle déterminant dans le soutien au dialogue politique sur la biodiversité des montagnes et la conservation de la faune au niveau mondial, p. ex. dans le cadre des discussions sur le « Cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020 » ou dans le cadre de la campagne mondiale « Run Wild[10] » qui a contribué à mobiliser un million de coureurs dans le monde entier pour représenter un million d'espèces menacées d'extinction. Le programme a également le potentiel de trouver des solutions à l'effondrement du tourisme et à la perte de revenus qui y est associée pour les communautés locales, p. ex. en Afrique.

Une vue par région :

Himalaya - Au Bhoutan, le Programme « Vanishing Treasures » collabore avec le « Bhoutan Tiger Center » (sous la direction du Ministère de l'Agriculture et des Forêts), partenaire régional qui effectue des analyses détaillées des données pour comprendre comment le changement climatique affecte les tigres royaux du Bengale, leurs espèces proies (piégeages par caméras fauniques, analyses génétiques, etc.) ainsi que les communautés locales et évalue comment ces changements sont à l'origine des conflits entre l'homme et la faune dans la région. Par conséquent, le partenaire régional collabore avec les communautés locales et met en œuvre conjointement des interventions communautaires (p. ex. clôtures électriques de pâturages pour sauver le bétail des attaques de tigres) dans les zones pilotes, qui couvrent au total plus de 3.000 ménages. Une enquête socio-économique récemment réalisée a évalué l'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance des communautés locales, dans le but de développer des sources de revenus alternatives appropriées pour les populations locales pour l'avenir.

Asie centrale - Au Tadjikistan et au Kirghizistan, un consortium de partenaires comprenant des universités, des centres de recherche, des ONG locales et des initiatives régionales de conservation travaille avec les communautés locales pour établir une coexistence durable entre les humains et les léopards des neiges dans les chaînes de montagnes de Tien Shan et Pamir. Cela implique une collecte et des analyses approfondies d'informations climatologiques, biologiques et socio-économiques, y compris les conflits entre l'homme et la faune, afin d'estimer les impacts locaux du changement climatique sur les humains et la faune. En même temps, il faut consulter amplement les communautés locales sur les risques climatiques auxquels elles sont confrontées et sur les interventions qui réussiront le plus à accroître la résilience à long terme et à répondre aux besoins immédiats. À l'aide de méthodes de surveillance normalisées, des estimations statistiquement robustes des léopards des neiges et de leurs proies dans les deux pays sont calculées. Des enquêtes socio-économiques ont été menées dans plus de 20 villages, et des scénarios prédictifs de climat et socio-économiques sont en cours d'élaboration pour aider à identifier les risques futurs. Des interventions de conservation et d'adaptation écosystémiques intelligentes sur le climat (p. ex. amélioration de la gestion du pâturage du bétail, amélioration du corral du bétail pour prévenir les attaques de léopard des neiges, etc.) sont évaluées en fonction de leur aptitude à la mise en œuvre.

Afrique - Un élément clé du travail dans les montagnes des Virunga (Rwanda et Ouganda) est l'élaboration d'un plan de gestion de la zone tampon autour du « Parc national impénétrable de Bwindi » en Ouganda. La zone tampon atténuera les conflits entre la faune et l'homme, offrira des possibilités économiques et renforcera les communautés locales dans l'adaptation au changement climatique. Les restrictions connexes liées à la pandémie de Covid-19 ont retardé la livraison en raison des blocages et des restrictions de voyage dans les deux pays. Par conséquent, le projet s'est concentré sur des études documentaires afin améliorer les connaissances du changement climatique sur les gorilles, leur habitat et sur les communautés locales. Dès que la situation due à la pandémie de Covid-19 le permettra, les travaux sur le terrain reprendront dans la région.

ad 2) Depuis l'approbation du Plan national concernant la protection de la nature (PNPN) en janvier 2017 par le Conseil de Gouvernement, 165,3 millions d'euros ont été investis dans le suivi des espèces menacées autochtones et notamment dans la restauration et l'entretien de leurs habitats. Environ 25 % sont financés par les crédits budgétaires ordinaires et 75 % sont financés par les fonds spéciaux.

De manière générale, les efforts se sont focalisés sur les habitats des espèces des cours d'eau, des zones humides, des herbages, des bocages et des forêts. À titre d'exemple, les espèces cibles du PNPN ayant bénéficié d'actions concrètes sont e. a. la Moule perlière, la Mulette épaisse, le Cuivré de la bistorte, le Triton crêté, le Lézard des murailles, le Vespertilion à oreilles échancrées, le Chat sauvage, la Cigogne noire, l'Alouette lulu, la Chouette chevêche, la Pie-grièche grise, le Milan royal, l'Arnica des montagnes, ...

Question 3782 (05.03.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **pause d'allaitement :**

L'article L. 336-3 du Code du travail donne droit à des pauses d'allaitement de l'ordre de deux fois 45 minutes par jour pour une salariée à plein temps et une fois 45 minutes pour une salariée à mi-temps. Ceci est en ligne avec les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, qui favorise l'allaitement maternel exclusif les six premiers mois de vie du bébé et la continuation de l'allaitement jusqu'à deux ans et plus, accompagné d'aliments complémentaires adéquats.

Dans la pratique, beaucoup de femmes sont confrontées à des situations où le patron est réticent de leur accorder ce droit. Pour le patron, les modalités de la mise œuvre de cette disposition du Code du travail ne sont pas toujours claires.

Dans ce contexte, je voudrais obtenir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Les ministres disposent-ils de chiffres sur le recours à la pause d'allaitement selon secteurs d'activité économique ? Sinon, ne serait-il pas opportun de mener une étude concernant les questions et difficultés liées au droit d'allaitement des salariées dans le monde du travail ?

2) L'Inspection du travail et des mines dispose-t-elle de chiffres sur le nombre de réclamations impliquant la pause d'allaitement ?

3) La prise en charge des coûts salariaux de la pause d'allaitement par l'État, telle qu'elle se trouve déjà en place pour une partie du congé de paternité et le congé parental, ne serait-elle pas une piste

[7] https://ipbes.net/global-assessment

[8] https://www.unep.org/resources/report/preventing-future-zoonotic-disease-outbreaks-protecting-environment-animals-and

[9] https://vanishingtreasures.org/

[10] https://www.unep.org/news-and-stories/press-release/run-their-lives-free-app-challenges-users-outrun-pangolin-tiger-and

pour « désamorcer » des conflits potentiels entre salariées et patrons ?

4) Comment les ministres entendent-ils mieux encadrer et faciliter l'accès à ce droit? Quelles sont les recommandations émises à l'égard des employeurs en ce qui concerne l'aménagement d'un espace mis à la disposition des femmes allaitantes afin qu'elles y puissent exprimer leur lait maternel ?

Réponse commune (31.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Les pauses allaitement permettent aux mères de concilier une reprise du travail tout en pouvant disposer de temps pour continuer à allaiter leur enfant si elles le souhaitent. Ce dispositif est une mesure dans le sens d'un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Actuellement, l'ITM ne dispose pas de chiffres sur le recours à la pause d'allaitement selon les secteurs d'activité économique.

Alors que les entreprises se disent de plus en plus soucieuses du bien-être de leurs salarié-e-s, notamment dans l'optique d'une rétention des talents, il serait effectivement avisé de la part des fédérations patronales d'encourager les entreprises à davantage tenir compte de ces pauses allaitement.

En ce sens, il s'agit d'abord de renforcer la prise de conscience générale pour reconnaître et offrir cette possibilité de pause.

Au cours des années 2016 à 2021 (jusqu'au 8 mars 2021), les nombres de demandes d'informations suivantes en matière de temps d'allaitement ont été adressées à l'ITM et les nombres de plaintes suivantes pour la même matière ont été déposées à l'ITM :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Actuellement, les dispositions prévues aux articles L. 336-1 à L. 336-3 du Code du travail ne prévoient pas que l'employeur est tenu de mettre un local à la disposition de la femme allaitante afin que cette dernière puisse y allaiter son enfant.

Dans l'optique d'un environnement de travail inclusif et afin de soutenir l'activité professionnelle des femmes et des hommes, le Gouvernement encourage en tout cas vivement les entreprises et les départements des ressources humaines à déployer des moyens pour répondre aux différents besoins des salarié-e-s.

À travers son programme Actions positives, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) accompagne d'ailleurs les entreprises pour se donner de bonnes pratiques et renforcer leurs dispositifs pour assurer le bien-être des femmes et des hommes au travail.

Question 3783 (05.03.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **statut pour les bénévoles d'accompagnement :**

D'Begleedung vu kranke Leit ass essenziell. Déi eenzel Spideeler sinn u Benevollen ugewisen, well meeschtens net genuch Personal zur Verfügung ass, an dëst ass ëmsou méi urgent an der haiteger sanitärer Kris. Déi Benevoll, déi an de Spideeler op de Kriibs- a Palliativstatiounen intervenéieren, si bis dato nach net consideréiert ginn, fir en offizielle juristesche Statut ze kréien.

Wärend enger Table ronde (assises soins palliatifs) den 8. Dezember 2020 tëschent Omega 90 an der Madamm Gesondheetsministesch eréi och der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun hätt een de Problem vum Statut vum Benevollen ugeschwat, mee et wier bis dato awer nach näischt geschitt.

D'Organisatioun Omega 90 huet nach eng Kéier ënnerstrach, datt eis Spideeler Benevoll vun hirer Organisatioun eréi och vun der Fondation Cancer onbedéngt brauchen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch eréi och un d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun stellen:

- Kann d'Regierung eis matdeelen, aus wéi engem Grond den unerkannte juristesche Statut vum Benevollen nach net erstallt ginn ass, wëssend datt Omega 90 dëse Problem scho virun e puer Méint en présence vun den uewe genannte Madamme Minister ugeschwat huet, an dës selwer gemengt hätten, datt Benevoll misste consideréiert ginn?

- Mengt d'Regierung net och, datt et endlech un der Zäit wier, fir de Statut vun de Benevollen ze erstellen, fir datt dës an de Spideeler kënnen hëllefen, an datt dës Benevollen ëmsou méi gebraucht ginn an der sanitärer Kris?

Réponse commune (14.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Regierungsprogramm gesäit vir, dass de Benevolat soll promovéiert a gestäerkt ginn. Esou wäert nach dëst Joer eng Etüd lancéiert ginn, déi eng prezis Bestandsopnam vum Benevolat zu Lëtzebuerg soll maachen. An dëser Etüd wäerten esouwuel d'Besoine vun de Benevoll, grad eréi och déi vun den Associatioune beliicht ginn. D'Etüd wäert eng quantitativ, grad eréi och eng qualitativ Analys zum Theema Benevolat maachen.

An der sanitärer Kris ass natierlech och eent vun den Haaptuleies vun de Spideeler, duerch all Moyenen ze verhënneren, dass de Virus vu baussen an e Spidol erabruecht gëtt. Dofir ass et och de Spideeler iwwerlooss bliwwen, wéi si den Asaz vu Benevollen an dëser Kris an hire Strukture reegelen an et ass keng spezifesch Recommandatioun an deem Kader ausgeschafft ginn.

Question 3785 (05.03.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **réaffectation des anciennes casernes du plateau du Saint-Esprit :**

D'Nationalarchiv wäert 2024 an e ganz modernt Gebai op Esch/Belval plënneren. Domat wäerten d'Raimlechkeeten am Kasäregebai vun der fréierer Festung Lëtzebuerg fräiginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Gëtt et een neie Projet ronderëm dëst historescht Gebai? Wa jo, lafen do scho konkreet Planungen? Wat wier also déi eventuell nei Destinatioun fir dëst Gebai? Soll et villäicht an den Déngscht vun der Cité judiciaire gestallt ginn?

2. Wéini kéinten d'Aarbechten am Gebai fréistens ufänken?

3. Ass scho gewosst, wat fir e Budget dofir misst virgesi ginn?

Réponse commune (07.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Nee, et gëtt nach keen neie Projet betreffend d'Gebai vun den Nationalarchiven. Eis Servicer proposéieren, eng historesch Etüd vum Gebai ze maachen an Zesummenaarbecht mat dem Service des sites et monuments nationaux, fir d'Potenzial vun de Raimlechkeete fir eng spéider Notzung ze analyséieren. D'Gebai vun den Archive gehéiert, als aalt Kasäregebai vun der fréierer Festung Lëtzebuerg, zum „Unesco-patrimoine", wat bei enger spéiderer Notzung mat berécksiichtegt muss ginn.

Question 3786 (05.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **lanceurs d'alerte dans la fonction publique :**

Den Jim Collins, ee Management-Expert aus den USA, beschreift a ville vu senge Bicher, wéi Organisatiounen optimal funktionéiere kënnen. An Etüden, wou Dausende vu qualitativen a quantitativen Donnéeën analyséiert a synthetiséiert goufen, konnt de Collins feststellen, dass Organisatiounen, déi sech kritesch hannerfroen, eng besser Performance weisen eréi Organisatiounen, déi dorobber aus sinn, bei schlechten Nouvellen den Iwwerbréinger vun der Noriicht zum Schweigen ze bréngen. D'Prinzippie sinn u sech ganz kloer, „Don't shoot the messenger" a „Confront the brutal facts".

Etüden, eréi déi vum Jim Collins, ënnersträichen d'Wichtegkeet vum interne Feedback an hunn als logesch Konsequenz, datt de Whistleblowing eng gutt Saach ass, well en op intern Mëssstänn opmierksam mécht an dozou bäidroe kann, dass eng Organisatioun sech verbessert. D'Experienze vum Collins goufen och an Organisatioune vum ëffentlechen Déngscht confirméiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung an ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. A wéi enge Ministèren existéiert eng anonym Stell, wou d'Beamten an d'Employéen op Mëssstänn an enger Organisatioun opmierksam maache kënnen?

2. Wéi vill Plaintë goufen zënter 2015, also zënter dem Aféiere vun der Gestion par objectifs bei den Humanressourcen an der Fonction publique, gemaach? A wéi ville Fäll dovunner gouf dem Plaignant Recht ginn?

Réponse (01.04.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Allgemeng sief an dësem Kontext bemierkt, datt d'Fonction publique eng modern Organisatioun ass, wou e Beamten zu all Moment de Kontakt mat sengem Supérieur hiérarchique ophuele kann, fir en Echange am Zesummenhang mat senger Aarbecht ze féieren.

Doriwwer eraus gesäit den Artikel 9 vum Beamtestatut awer och vir, dass wann e Beamten der Meenung ass, dass en Uerder net konform ass oder seng Ëmsetzung zu graven Nodeeler féiert, hien, iwwer dee schréftleche Wee, senger Hierarchie dat muss matdeelen. Wann de Virgesetzten den Uerder schréftlech confirméiert, da muss de Beamten en ausféieren, ausser wann et eng penal Infraktioun wär.

Des Weideren huet all Beamten d'Obligatioun, de Procureur d'État iwwer all Verbriechen oder Delikt ze informéieren, esoubal hien, am Kader vu senge Funktiounen, eppes doriwwer gewuer gëtt (Art. 23 vum Code de procédure pénale; Art. 140 an 141 vum Code pénal).

An deem Kontext ass awer och besonnesch ze erwänen, dass de Beamten duerch den Artikel 44bis vum Beamtestatut géint all Form vun negative Konsequenze geschützt ass, wann hien esou Faiten denoncéiert oder als Zeien doriwwer ausseet.

Den honorabelen Deputéierte geet a senger Fro och nach op d'Gestion par objectifs (GPO) an, déi iwwer Gesetz op den 1. Oktober 2015 bei den ëffentleche Verwaltungen agefouert gouf. Eent vun den Objektiver vun der GPO besteet doranner, d'Leeschtung vun de Mataarbechter an d'Qualitéit vun hirer Aarbecht duerch Responsabilisatioun, Motivatioun an Autonomie ze férderen. Dofir gesäit d'Gesetz een individuellt Mataarbechtergespréich vir, dat op d'mannst all dräi Joer tëschent dem Beamten a sengem direkte Superieur stattfanne muss. Wann d'Haaptzil vum Mataarbechtergespréich doranner besteet, gemeinsam de Bilan vun der leschter Period an d'Planung vun der nächster Period ze maachen, esou kann dat och ëmmer eng Geleeënheet fir den Agent sinn, op eventuell Problemer opmierksam ze maachen. Dës individuell Gespréicher sinn allerdéngs vertraulech a ginn dofir och vun all Verwaltung eegestänneg organiséiert. D'Gesetz gesäit an deem Kontext net vir, dass am Kader vun den individuelle Mataarbechtergespréicher, e Retour vu Mëssstänn un de Ministère fir d'Fonction publique gemaach gëtt.

Question 3787 (05.03.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**instauration d'un conseil scientifique auprès du Ministère de l'Économie :**

An Däitschland gëtt de Bundeswirtschaftsminister bei wirtschaftspolitesche Froe vum sougenannte „Wissenschaftlicher Beirat beim Bundesministerium für Wirtschaft und Energie" beroden. Dësen onofhängege Gremium setzt sech aus éierenamtlechen Experten a Wëssenschaftler zesummen.

Hei zu Lëtzebuerg hu mir keen esou ee Gremium. Ausserhalb vum klassesche Budgetsexercice hu mir just de Statec, deen eis vun Zäit zu Zäit Bericht iwwert d'Lag vun eiser nationaler Wirtschaft an d'Staatsfinanze presentéiert. Mee de Statec huet awer keng direkt Berodungsmissioun zu verschiddene Politicken.

Och op der Uni gëtt et keen Institut, deen sech mat der Entwécklung vun eiser Wirtschaft befaasst an Analysen op Basis vu statisteschem Material a wëssenschaftleche Methode mécht.

Virun deem Hannergrond wollt ech dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

- Ass den Här Wirtschaftsminister gewëllt, fir en onofhängege Gremium ze schafen, deen Analyse mécht a Recommandatioune formuléiert, fir d'Regierung an hirem Entscheedungsprozess ze begleeden? Wa jo, kéint de Minister sech virstellen, datt esou e Gremium oder „wissenschaftlicher Beirat" och Propose kéint formuléieren, déi am Parlament opgegraff a kontradiktoresch diskutéiert géife ginn?

- Ass den Här Minister villäicht och gewëllt, eng „chaire en économie luxembourgeoise" op eiser Uni anzeféieren a finanziell ze ënnerstëtzen?

Réponse (06.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

De Modell vum „Beirat" ass en typesch däitsche Berodungsgremium, dee bekanntsten ass de „Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaflichen Entwicklung" (https://www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de), deen alljoers en imposante Rapport iwwert déi däitsch Wirtschaft publizéiert. Och a Frankräich ginn et änlech Institutioune wéi zum Beispill de „Conseil d'analyse économique" (https://www.cae-eco.fr), deem seng Roll awer net genau déi selwecht ass, an aner Länner gräifen op ad-hoc-Panele vun Experten zu spezifeschen Theemen zeréck.

De „wissenschaftlicher Beirat" vum Bundeswirtschaftsministerium, dee vum honorabelen Deputéierte genannt gëtt, muss also am däitsche Kontext verstane ginn. Déi meescht däitsch Ministèren hunn esou e „wissenschaftlicher Beirat" (Ëmwelt, Finanzen, Kultur, Famill …) an et ginn dëser och um Niveau vun de Länder. Dëst ass e Modell, dee fir e Land wéi Lëtzebuerg, dat wäit manner grouss ass, net passt.

De Wirtschaftsministère hei zu Lëtzebuerg gräift op eng ganz Rei Comitéen a Conseilen zeréck, an deene verschidde Memberen Enseignanten a Fuerscher op der Universitéit oder an de Fuerschungszentere sinn. Den Observatoire de la compétitivité (ODC) ass zum Beispill op der Basis vum Rapport vum Professer Lionel Fontagné vun der Université Paris Sorbonne gegrënnt ginn an de Professer Fontagné huet d'Aarbechte vum ODC nach e puer Joer begleet. Eng vun de Missioune vum ODC ass et, gezielten a veraarbecht Donnéeën, déi an den Entscheedungsprozesser nëtzlech sinn, ze sammelen, ze analyséieren an ze verbreeden.

De Conseil national de la productivité (CNP) ass beoptraagt, d'Entwécklungen am Beräich vun der Produktivitéit am breede Sënn ze verfollegen, a publizéiert all Joer e Rapport an deem Zesummenhang, wou souwuel déi spezifesch national Eegenschafte wéi och d'Aspekter a Verbindung mat der EU berécksiichtegt ginn. Den CNP ass a sengem Fonctionnement autonom an agéiert a sengen Aarbechten onofhängeg. D'Membere vum CNP hunn an ënnerschiddleche Gebitter professionell Erfarung a verschidde Qualifikatiounen. Sie kommen aus dem Beräich vun den internationalen Organisatiounen, der akademescher Welt, dem Privatsecteur, dem ëffentlechen Déngscht, vun den Établissements publics an de Sozialpartner.

Am Wirtschaftsministère ass och d'Cellule „Luxembourg Stratégie" geschaaft ginn: Dës wäert d'Roll hunn, de Suivi ze maache vun de verschiddene strateegeschen Aarbechten, an déi de Ministère implizéiert ass. Dës Missioun beinhalt souwuel den Aspekt vun der Prospektiv - also d'Analys an d'Previsioun vun deem, wat d'Zukunft bréngt - wéi och de Suivi vun eise Strategien um Niveau vun der Wirtschaft. Den Observatoire de la compétitivité mat sengen diverse Missioune vun der Veille gëtt an déi Cellule integréiert.

De Wirtschaftsministère huet sech domat en neien Outil ginn, fir eng Visioun an eng Entwécklung vun der Lëtzebuerger Wirtschaftsstrategie op laang Siicht ze gestalten. Et ass an deem Kader och virgesinn, déi akadeemesch Expertis op Enseignanten a Fuerscher vun der Universitéit an de Fuerschungszenteren an den Domäne vun der quantitativer Prospektiv, der Raumwirtschaft, den Datewëssenschaften, der Modellisatioun vum Klimawandel, der Epidemiologie, den Educatiounswëssenschaften, der Ingenierie etc. ze erweideren.

Question 3788 (05.03.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant la **zone d'activité économique « Koibestrachen » projetée à Dudelange :**

Le 26 février 2021, le Gouvernement a présenté les nouveaux plans directeurs sectoriels, dont notamment le Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques » (PSZAE).

Selon le PSZAE, une nouvelle zone d'activités économiques (ZAE) est projetée au nord de Dudelange au lieu-dit « Koibestrachen » pour des entreprises actives notamment dans le domaine des « technologies de la santé » et des « technologies de l'information et des communications ».

Notons que le Grand-Duché compte désormais 136 entreprises actives dans les technologies de santé, un secteur que le Gouvernement entend développer selon son accord de coalition.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire :

1) Tenant en compte de la proximité de la ZAE projetée avec le Laboratoire national de santé, le Gouvernement entend-il favoriser prioritairement l'implantation d'entreprises actives dans le domaine des technologies de la santé dans la ZAE « Koibestrachen » projetée à Dudelange ? Quels sont le cas échéant les autres domaines d'activité économique qui y seront développés ?

2) Quel est l'état d'avancement du développement de la ZAE précitée ? Y a-t-il déjà des projets d'implantation d'entreprises concrets ? Si oui, lesquels ? Endéans quel délai le développement de ladite ZAE est-il prévu ?

Réponse commune (14.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

Le Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques » (PSZAE) ayant réservé 9,8 ha de surfaces brutes pour une nouvelle zone d'activités spécifiques nationale « technologies de la santé et technologies de l'information et des communications », l'État planifie actuellement la mise en œuvre du site en concertation avec la Ville de Dudelange, conformément à ce qui a été prévu par le PSZAE et au Plan d'aménagement général (PAG) de la Ville de Dudelange en cours de révision.

Puisque d'autres sites sont actuellement en plein développement en termes de création de synergies dans le domaine des technologies de la santé, en raison de l'agglomération de divers acteurs de taille dans ce domaine, le site de Koibestrachen n'est actuellement plus visé prioritairement pour l'implantation d'entreprises issues de ce domaine, mais plutôt de manière générale pour l'implantation d'activités liées à la recherche publique et axées sur la recherche appliquée, tout en associant le monde économique ancré sur le territoire régional.

Il est prévu de créer une entrée de ville de qualités urbanistique et architecturale élevées, développant prioritairement les technologies de l'information et des communications selon les principes d'une ville intelligente (« Smart City ») et de l'économie circulaire.

À ce stade, un bureau a été mandaté par le Ministère de l'Économie en vue de l'organisation d'un processus de pilotage urbanistique, dans une logique de cocréation circulaire, visant à faire participer les acteurs intéressés ainsi que la Ville de Dudelange à la planification du site. Parallèlement, mission a également été attribuée au bureau d'élaborer un concept urbanistique flexible et modulaire, permettant un développement du site par phases et suivant les besoins changeants.

La planification du site en étant actuellement à ses débuts, il n'y a à ce stade pas encore de projet concret d'implantation. Alors qu'il existe une réelle volonté politique de faire avancer le projet, il est escompté pouvoir développer une première phase du site au cours des deux à trois prochaines années, sachant qu'une grande partie des terrains appartiennent à des propriétaires privés.

Question 3789 (05.03.2021) de **Mmes Chantal Gary** et **Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **situation des fédérations et clubs sportifs :**

Après bientôt un an de mesures sanitaires en raison de la pandémie de Covid-19, le monde du sport organisé fait le bilan. Selon nos informations, les mesures en place au cours des derniers douze mois auraient profondément impacté les clubs et associations sportives.

D'une part, la limitation des possibilités d'entraînement aurait conduit à un drainage au niveau des membres. Les clubs s'attendent à ce qu'un certain nombre de licences ne soit plus renouvelé en 2021.

D'autre part, certains clubs se sont vus obligés d'introduire des listes d'attente pour les personnes, surtout jeunes et enfants, désireux de s'affilier. Les limitations spatiales ou le manque de personnel rendent actuellement impossible pour beaucoup de clubs d'accueillir de nouveaux membres et de les encadrer selon les mesures en vigueur.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Est-ce que le Ministère des Sports a compilé des informations en provenance des clubs et fédérations concernant leurs listes d'attente ?

2) Est-ce que le Ministère a déjà reçu des informations concernant l'évolution du nombre de licences ? Dans l'affirmative, quelle est l'évolution ?

3) Quelles sont les initiatives que Monsieur le Ministre envisage de lancer afin de raviver la vie sportive au sein des clubs sportifs, par exemple en soutenant les clubs et fédérations qui auraient perdu nombre de leurs bénévoles ou qui sont confrontés à une liste d'attente importante ?

4) Est-ce qu'une campagne de sensibilisation en faveur des sports sera lancée afin de contrecarrer la sédentarisation accrue des jeunes pendant la pandémie et afin de réactiver des sportifs qui n'auraient pas renouvelé leur licence ?

5) Le „COSL Spillfest", un rendez-vous important qui permet aux fédérations et clubs de présenter leurs activités et motiver ainsi les jeunes à se lancer dans les sports a été annulé en 2020. L'édition 2021 aura-t-elle lieu soit avec un concept sanitaire adapté, soit à une date ultérieure ?

Réponse (14.04.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1) Les suites des effets de la pandémie, qui sévit toujours parmi nous, ne peuvent pas encore être évaluées à l'heure actuelle. Il est dès lors trop tôt de tirer des bilans. Alors que dans certains sports, les responsables craignent un certain nombre d'abandons, dans d'autres sports, les fédérations et clubs doivent s'organiser pour accueillir de nouveaux licenciés désireux de pratiquer un sport organisé. Le Ministère des Sports ne dispose pas d'informations concrètes au sujet d'éventuelles listes d'attente au sein des fédérations et clubs de sport.

ad 2) Pour pouvoir évaluer la situation des licences auprès des fédérations sportives agréées et de leurs clubs de sport affiliés, une enquête en ce sens a été lancée auprès des fédérations et le Ministère des Sports est actuellement en attente des réponses de la part des fédérations.

ad 3) Il y a lieu de souligner que les mesures prévues dans le plan de relance « Restart Sports », présenté au mois de juin 2020, ont permis de soutenir les clubs de sport avec quelque 3.300.000 euros au titre d'aides forfaitaires et d'aides spécifiques dont notamment la prise en charge forfaitaire des frais d'acquisition de matériel sportif et autres équipements sportifs afférents.

Il n'est, à l'heure actuelle, pas exclu qu'un deuxième plan de relance, basé notamment sur les résultats d'une étude effectuée par la « Lunex University » sur l'impact de la crise sanitaire sur le secteur sportif au Luxembourg, sera lancé pour soutenir encore les clubs de sport qui continuent à souffrir de la situation actuelle due aux effets de la pandémie et ce malgré la possibilité de pouvoir poursuivre leurs entraînements, au moins, dans des formes alternatives.

L'évolution de la situation sanitaire et sécuritaire et le recours systématique à des tests antigéniques rapides dans les écoles fondamentales et les lycées, permettra, le cas échéant, une nouvelle ouverture supplémentaire dans le cadre du sport pour jeunes.

ad 4) Une campagne de sensibilisation est actuellement en cours de planification, notamment destinée au bénévolat dans le sport, mais également de façon plus élargie au sport en général.

Il est indéniable que le mouvement sportif luxembourgeois repose pour la plus grande partie sur des structures non professionnelles et sur le bénévolat et qu'il est primordial de contrecarrer l'effritement du bénévolat de la manière la plus efficace possible.

Même si les clubs sportifs ont fait de nombreux efforts pour garder le lien avec leurs sportifs, notamment moyennant l'organisation de cours et d'entraînements via les réseaux et médias sociaux et que de nombreux jeunes ont continué et continuent à exercer leur sport favori, une telle campagne de sensibilisation en collaboration avec le mouvement sportif est primordiale.

ad 5) Comme la tenue du « Spillfest » sous sa forme traditionnelle est inconcevable en ces temps de pandémie, le COSL, en tant qu'organisateur, en collaboration étroite avec le Ministère des Sports et le concours des fédérations sportives agréées, est actuellement en train de planifier un concept digital du traditionnel « Spillfest » avec des activités sous forme d'ateliers sportifs virtuels s'étendant du 13 mai au 31 juillet 2021.

Cette organisation est un bel exemple de collaboration, s'inscrivant dans une campagne de sensibilisation, permettant aux fédérations de promouvoir leurs disciplines sportives, de mettre en avant l'activité physique en général, notamment celle des jeunes, et de permettre au grand public, jeunes et moins jeunes, de découvrir des activités sportives nouvelles en les motivant à les pratiquer régulièrement, le cas échéant, en club.

Question 3791 (08.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vidéosurveillance sur certains sites du large scale testing :**

Säit dem 27. Abrëll 2020 gëtt et de Large-Scale-Testing (LST) zu Lëtzebuerg, mam Zil, besser informéiert ze sinn an d'Kris besser geréieren ze kënnen. An der Lescht gouf reportéiert, dass op verschiddenen LST-Statiounen Iwwerwaachungskameraen opgestallt goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, ëffentlechen Déngscht a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung bekannt, dass Iwwerwaachungskameraen op den LST-Statiounen installéiert gi sinn?

Falls jo: Aus wat fir Grënn gouf dat esou decidéiert?

2. Wou ginn d'Date vun den Iwwerwaachungskamerae gespäichert?

3. Fir wéi laang ginn déi Informatioune gespäichert?

4. Goufe just op bestëmmten LST-Statiounen Iwwerwaachungskameraen ubruecht oder an allen Teststatiounen?

Wa se just op bestëmmten Teststatiounen installéiert goufen: Wéi eng Teststatioune krute Kameraen?

Réponse (02.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op den LST-Drive-in-Statioune sinn Iwwerwaachungskameraen als Preventiounsmoossnam installéiert, fir virun allem iwwert d'Nuecht eng Iwwerwaachung vun den Installatiounen a vum Testmaterial, wat do gelagert ass, ze assuréieren. Dëst erlaabt iwwerdeems, den Opwand u Sécherheetspersonal esou kleng wéi méiglech ze halen.

ad 2. D'Date ginn um Harddisk vun der Kamera gespäichert, duerno gi se op de Server vu Securitas iwwerdroen. Spéitstens no engem Mount ginn d'Daten da geläscht.

ad 3. D'Informatioune ginn ee Mount laang gespäichert.

ad 4. No a no sinn all d'Statioune mat Kameraen ausgestatt ginn, soudass Stand haut all Statioun mat enger Kameraiwwerwaachung ausgestatt ass.

Question 3792 (08.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **traitements de données à caractère personnel des personnes atteintes de la Covid-19 :**

Am Covidgesetz vum 20. Februar 2021 gëtt ënner anerem de Saz „[l]e directeur de la Santé met en place un système d'information qui contient des données à caractère personnel" aus dem Covidgesetz vum 17. Juli 2020 duerch de Saz „sont autorisés des traitements de données à caractère personnel au travers de la mise en place d'un système d'information pour les finalités suivantes" ersat. Weiderhi gëtt am Gesetz kloergestallt, datt Patienten, déi positiv op Covid-19 getest goufen, sech net dem Stockage an der Benotzung vun hiren Donnéeë kënne widdersetzen. Sou wichteg et fir de Staat och ass, all d'Informatiounen, déi him zur Verfügung stinn, anzesetzen, fir der Pandemie sou séier wéi méiglech en Enn ze setzen, werfen dës Bestëmmungen awer e puer Froen op, déi um Niveau vum Dateschutz vu grousser Bedeitung sinn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wou an a wéi engem Datenzenter ginn déi perséinlech Donnéeë vu Covidpatiente stockéiert a vu wéi engem Service ginn se geréiert?

2. Ass et wierklech sou, datt just Dokteren a Personal aus dem Gesondheetsberäich Zougréff op dës Donnéeë kënnen hunn? Wéi gëtt dat garantéiert a kontrolléiert?

3. Sinn international Technologiekonzerner um Stockage vun dësen Donnéeë bedeelegt?

4. Verfüügt déi national Dateschutzkommissioun (CNPD) iwwer Informatiounen dozou an huet si en Avis iwwert d'Sécherheet vun deene medezinneschen Donnéeën ofginn?

5. Ginn déi perséinlech Donnéeë vu Covidpatienten an hiren elektronesche Patientendossier opgeholl?

Réponse (09.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Déi perséinlech Donnéeën, déi vun der Gesondheetsdirektioun op Basis vun der „loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19" gesammelt a veraarbecht ginn, ginn entweeder direkt vun der Gesondheetsdirektioun stockéiert, op Serveren ënner hirer Verantwortung, oder vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). D'technesch Gestioun vun dësen Donnéeën ass deemno vun der Gesondheetsdirektioun an dem CTIE assuréiert.

ad 2. Laut de Bestëmmunge vum uewe genannte Gesetz kënne verschidde Kategorië vu Leit Zougréff op dës Donnéeën hunn, nämlech Dokteren, Gesondheetsberuffler, Staatsbeamten, Mataarbechter, déi dem Ministère zur Verfügung gestallt gi laut dem Artikel L. 132-1 vum Code du travail (prêt temporaire de main d'œuvre), oder all aner Persoun, déi fir dësen Zweck vun der Gesondheetsdirektioun benannt ass.

Zougang gëtt vun der Gesondheetsdirektioun op Basis vum Krittär vun der Noutwendegkeet, („need to know") erlaabt, fir datt all Kategorie vu Persounen op d'Donnéeën zougräife kënnen, déi se brauchen, fir d'Missiounen an d'Aufgaben, déi hinnen uvertraut sinn, kënnen ze erfëllen. Zougangsufroe ginn noverfollegt a suivéieren en interne Validatiounsprozess, wouduerch Zougangsbeurteelungen ausgefouert kënne ginn.

ad 3. De Stockage vun den Donnéeë gëtt entweeder direkt vun der Gesondheetsdirektioun oder vum CTIE duerchgefouert. Dës Aktivitéit ass deemno net engem oder méi internationalen Déngschtleeschter uvertraut ginn.

ad 4. D'CNPD ass iwwer d'Charakteristicke vum System, deen en place gesat ginn ass, informéiert ginn an huet keen Avis iwwer d'Sécherheet vun de medezinneschen Donnéeën erausginn.

ad 5. D'Gesondheetsdirektioun intervenéiert net beim Androe vun Dokumenter an Daten iwwert d'Gesondheet an den elektronesche Gesondheetsdossier (Dossier de soins partagé). Dëst gëtt vun de Gesondheetsberuffler duerchgefouert, déi am Parcours vum Patient implizéiert sinn, opgrond vun der Prozedur, déi vun der Agence eSanté definéiert gouf.

Question 3793 (08.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **cambriolages :**

No den Attentater zu Paräis am November 2015 huet Frankräich seng Grenze wärend e puer Méint staark kontrolléiert.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet:

- Ass an dëser Zäit e Réckgang un Abréch festgestallt ginn? Kann den Här Minister eis d'Unzuel un Abréch hei am Land fir d'Joren 2015 an 2016, an dat pro Mount opgeschlësselt, matdeelen?

Réponse (02.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Generell gouf et 2016 bei den Abréch - dozou gehéieren och d'Abrochsversich - souwuel a bewunnte wéi och an onbewunnte Gebaier - eng liicht Tendenz no ënnen am Verglach zu 2015.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et léisst sech awer net soen, ob d'Kontrollen un der franséischer Grenz en Afloss op dës Entwécklung haten. Villméi ass et dem groussen Effort vun der Police ze verdanken, dass an dëse Joren d'Zuelen erofgaange sinn. Nodeems d'Zuele vun allen Abréch a Versich (doran abegraff och Abréch an onbewunnte Gebaier) am Joer 2014 mat 4.368 Faiten op hirem Héichpunkt waren, huet d'Police vill lokal, regional a national Aktiounen organiséiert, fir dës Plo erëm ze bremsen.

Question 3794 (08.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **recouvrement de la nationalité :**

Wéi een aus engem Communiqué vum 1. Februar 2021 vum Justizministère gewuer gëtt, hunn nach am leschte Joer 9.389 Persounen d'lëtzebuergesch Nationalitéit iwwert d'Nationalitéitegesetz erhalen.

D'Dispositioune vum Recouvrement vun der Nationalitéit goufen d'lescht Joer wärend der Covid-19-Pandemie, an deenen domadder verbonnene Reesverbueter an d'EU, nach ëm ee Joer verlängert, fir esou deene Leit, déi d'Prozedur zwar ugefaangen haten, mee net op Lëtzebuerg reese konnten, eng Chance op de Recouvrement ze ginn.

Den Delai vum Recouvrement leeft dem Gesetz no awer definitiv Enn vun dësem Joer aus. Et existéieren awer nach eng Rëtsch lëtzebuergesch Nofueren, déi net hu kënne vum Gesetz profitéieren, dëst, well d'Areesverbuet fir Net-EU-Bierger nach ëmmer a Kraaft ass an, nom ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 19. Dezember 2020, nach mindestens bis den 31. Mäerz 2021 wäert undaueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung, den Delai vum Recouvrement am Artikel 89 vum Nationalitéitegesetz op en Neits ze verlängeren a Betruecht dovunner, dass déi meescht Net-EU-Bierger nach ëmmer net an d'EU areesen dierfen?

2. Wat schwätzt, der Ministesch no, géint eng Verlängerung vum Recouvrement, also eng Ofännerung vum Artikel 89 vum Nationalitéitegesetz?

3. Wat schwätzt géint eng generell Verlängerung vun der Recouvrementsprozedur an enger Verlängerung vu béiden Delaien ëm e puer Joer?

Réponse (17.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Opgrond vun den aktuellen Areesrestriktioune bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie ass geplangt, fir eng Ännerung vum Artikel 89 vum Nationalitéitegesetz vum 8. Mäerz 2017 virzehuelen an den Delai, fir eng Recouvrementsdeklaratioun eranzereechen, op den 31. Dezember 2022 festzeleeën.

ad 2. Eng Verlängerung vum Delai op den 31. Dezember 2022 ass geplangt.

ad 3. D'Recouvrementsprozedur fir Persounen, déi e Virfaren hunn, deen den 1. Januar 1900 Lëtze-

Le saviez-vous ?

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

buerger war, geet zeréck op den Artikel 29 vum Nationalitéitegesetz vum 23. Oktober 2008:

« Art. 29. Le descendant en ligne directe paternelle ou maternelle, même né à l'étranger, d'un aïeul Luxembourgeois à la date du premier janvier mil neuf cent et que celui-ci respectivement l'un de ses descendants a perdu la nationalité luxembourgeoise sur base des dispositions légales antérieures, peut recouvrer la nationalité luxembourgeoise par une déclaration à faire dans les dix ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Bei der Entrée en vigueur vum Nationalitéitegesetz vum 8. Mäerz 2017 gouf den Delai vun zéng Joer duerch zwee Delaien ersat.

Zousätzlech gouf den Delai fir d'Recouvrementsdeklaratioun ze maachen ëm zwee Joer verlängert:

« Art. 89. Le descendant en ligne directe paternelle ou maternelle d'un aïeul luxembourgeois à la date du 1er janvier 1900 et que celui-ci ou l'un de ses descendants a perdu la nationalité luxembourgeoise sur base des dispositions légales antérieures, peut recouvrer la nationalité luxembourgeoise, à condition : 1° de présenter la demande en certification de la qualité de descendant d'un aïeul luxembourgeois à la date du 1er janvier 1900 au ministre jusqu'au 31 décembre 2018 ; et 2° de souscrire la déclaration de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise devant l'officier de l'état civil jusqu'au 31 décembre 2020 […] »

Heizou en Extrait aus dem Commentaire des articles vum deemolege Projet de loi:

« Cet article a pour origine l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, qui ouvre le recouvrement de la nationalité luxembourgeoise au descendant en ligne directe paternelle ou maternelle d'un aïeul luxembourgeois à la date du 1er janvier 1900 et que celui-ci respectivement l'un de ses descendants a perdu la nationalité luxembourgeoise sur base des dispositions légales antérieures.

La législation actuelle ne prévoit ni d'exigence linguistique, ni de condition de résidence sur le territoire luxembourgeois. La déclaration de recouvrement est à souscrire devant l'officier de l'état civil au plus tard le 31 décembre 2018. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, les procédures fondées sur l'article 29 connaissent une forte augmentation. Il y avait 22 dossiers en 2009, 80 en 2010, 294 en 2011, 1.649 en 2012, 1.918 en 2013, 1.846 en 2014 et 2.168 en 2015.

Les demandeurs proviennent en large majorité de la Belgique. Un nombre considérable de requêtes proviennent également de demandeurs résidant en France, aux États-Unis d'Amérique, en Allemagne ou au Brésil. Il convient de dresser le constat que beaucoup de demandeurs non seulement ne possèdent aucune résidence au Grand-Duché, mais également n'exercent aucune activité salariale ou économique au pays. Un lien réel avec le Grand-Duché n'existe donc pas dans tous les dossiers de recouvrement.

Le Gouvernement propose de conserver, à titre transitoire, la procédure spéciale de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise. Une suppression pure et simple de cette procédure aurait porté atteinte au principe de confiance légitime des candidats, qui partent de l'hypothèse qu'ils peuvent présenter une demande jusqu'au 31 décembre 2018.

Considérant le fait que le texte gouvernemental n'opère aucune distinction suivant le pays de naissance de l'aïeul luxembourgeois, la procédure restera possible non seulement en cas de naissance au Grand-Duché, mais également en cas de naissance sur le territoire d'un pays étranger. Le paragraphe 2 enferme le cas de recouvrement dans des délais, dont le non-respect sera sanctionné par l'irrecevabilité de la procédure.

La demande en certification de la qualité de descendant d'un aïeul luxembourgeois à la date du 1er janvier 1900 devra être présentée au Ministre de la Justice jusqu'au 31 décembre 2018. La déclaration de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise devra être souscrite devant l'officier de l'état civil jusqu'au 31 décembre 2020.

Pour le surplus, le présent cas de recouvrement sera soumis au droit commun. Ainsi, le recouvrement de la qualité de Luxembourgeois sera refusé dans les hypothèses visées à l'article 40 du projet de loi. Le dispositif procédural sera régi par les articles 41 à 45 du projet de loi. […] »

Duerch d'Gesetz vum 20. Juni 2020 ass den zweeten Delai vum 31. Dezember 2020 ëm ee Joer verlängert ginn op den 31. Dezember 2021, dëst wéinst der Onméiglechkeet, aus verschiddene Länner op Lëtzebuerg ze kommen.

Wéi an der Äntwert zu der éischter Fro preziséiert, ass virgesinn, fir dësen Delai nach emol ëm ee Joer ze verlängeren op den 31. Dezember 2022, aus der selwechter Ursaach.

Eng weider a generell Verlängerung vun der Recouvrementsprozedur op Basis vum Artikel 89 ass net virgesinn.

Question 3795 (08.03.2021) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **piste cyclable 15 entre Dommeldange et Walferdange :**

Wéi aus engem rezenten Zeitungsartikel ervirgeet, soll bis Ufank 2022 op engem Deelsték vum PC15 tëscht Dummeldeng a Walfer ee vum Stroosseverkéier getrennte Vëloswee realiséiert ginn. Allerdéngs soll dee Vëloswee just op enger Längt vun engem Kilometer gebaut ginn, an zwar vun der Dummeldenger Gare bis bei de Beggener Park (Rue Jean-Baptiste Nothomb). Duerno mussen d'Vëlosfuerer Richtung Walfer nees op déi vill befuere Rue Henri Dunant eriwwer.

Besonnesch dëst Deelsték duerch d'Kromm Längten ass wéinst der laang gestreckter Kéier kuerz viru Walfer relativ geféierlech fir d'Vëlosfuerer. Reegelméisseg kënnt et hei zu riskanten Iwwerhuelmanövere vun Automobilisten.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Firwat hält de geplangte Vëloswee an der Rue Jean-Baptiste Nothomb op?

2. Ass virgesinn, de Rescht vun der Vëlospist PC15 tëschent Walfer an dem Beggener Park och méi sécher ze maachen? Goufe sech schonns Gedanke gemaach iwwert en eventuellen Tracé (z. B. weider laanscht d'Gleiser oder e separate Vëloswee laanscht d'Rue Henri Dunant)? Wa jo, wat fir en Tracé wier fir de Minister déi beschte Léisung a fir wéini kéint dës realiséiert ginn?

Réponse (19.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. De Projet vum Vëloswee PC15 zu Dummeldeng ass ausgeschriwwen an de Chantier wäert dëst Joer nach ufänken. Heibäi handelt et sech ëm een Deelsték vun der PC15 a fir d'Suite vun der Vëlospist Richtung Walfer si meng Servicer amgaangen, een detailléierte Projet auszeschaffen.

ad 2. De Projet gesäit ee separate Vëloswee fir, dee parallell zur Rue Henri Dunant verleeft. Fir dëse Projet awer kënnen ze realiséieren, mussen nach Deeler vu Grondstécker, déi um definitive Verlaf vun dësem Segment leien, kaaft ginn.

Question 3798 (08.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **privilèges pour personnes vaccinées contre la Covid-19 :**

Wat d'Unzuel u Persounen, déi schonns vun enger Impfung géint de Covid-19 profitéiere konnten, weltwäit klëmmt, wat een och an der Wirtschaft vun ëmmer méi Geschäftsmodeller héiert, déi geziilt op geimpfte Persounen zougeschnidde sinn.

Rezent war en Ubidder vu Pauschalreesen an de Medien, well e Reklamm domat gemaach huet, Reesen exklusiv fir geimpfte Persounen unzebidden an och ganz Hoteller exklusiv fir Persoune mat Impfschutz ze reservéieren.

D'Reesagence hat awer ugekënnegt, dës Offer eréischt dann unzebidden, wann d'Impfung géint de Covid fir jiddwereen zougänglech wäert sinn, an esou probéiert, d'Virwërf wéinst Diskriminéierung ofzewieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, Tourismus a Justiz dës Froe stellen:

1. Eise Code pénal gesäit kloer vir, dass et verbueden ass, eng Persoun opgrond vun hirem Gesondheetszoustand ze diskriminéieren.

Ass d'Regierung der Meenung, dass de Fait, e Bien oder e Service exklusiv geimpfte Persounen zur Verfügung ze stellen, eng Form vun Diskriminéierung duerstellt?

Wéi begrënnen d'Ministeren hir Aschätzung?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Zougänglechkeet vum Impfstoff e Krittär ass, dee Geschäftsmodeller, déi eng Ënnerscheedung tëscht geimpften an net geimpfte Persounen treffen, manner (oder souguer guer net) diskriminéierend mécht?

3. Wäert d'Regierung et lëtzebuergeschen Hotelieren erlaben, just nach geimpfte Persounen ze ëmpfänken?

4. Wäert d'Regierung et lëtzebuergesche Reesagencen erlaben, Reesen unzebidden, déi exklusiv u geimpfte Persoune verkaf kënne ginn?

www.chd.lu

Réponse commune (13.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs,* de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Opgrond vum verfassungsrechtleche Prinzip vun der Gewaltentrennung steet et der Regierung net zou, fir anzeschätzen, ob e spezifeschen Akt oder eng spezifesch Kategorie vun Akten enger Incriminatioun aus dem Code pénal entsprécht oder net.

ad 2. Den Ament stellt sech déi dote Fro net, mee wann se sech sollt an Zukunft stellen, wäert d'Regierung mat de concernéierten Acteure kucken, wéi een sech dozou positionéiere kann.

ad 3. + 4. D'Regierung ass zu dësem Zäitpunkt nach net mat Froen, wéi ënnert de Punkten 3 a 4 beschriwwen, befaasst ginn. Dëst gesot wier zum aktuellen Zäitpunkt, wou d'Unzuel u geimpfte Leit an u verfügbaren Impfdosissen nach ëmmer limitéiert ass a wou et nach net ganz kloer ass, wéi laang den Impfschutz unhält, eng Differenziatioun tëscht geimpften an net geimpfte Leit net justifizéierbar.

Question 3799 (08.03.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **manifestations contre les mesures sanitaires :**

Et gi momentan an der Stad ëmmer méi Manifestatioune géint déi aktuell Coronamesuren. D'Demonstratiounsrecht ass ee wichtegen demokrateschen Acquis a muss och a Krisenzäite garantéiert ginn. Trotzdeem mussen och hei déi gängeg Reegelen agehale ginn. Laut verschiddene rezente Meenungsbäiträg gi bei dëse Manifestatiounen awer déi aktuell Reegelen a „Gestes barrières" gréisstendeels net agehalen an domat representéiere si e Risiko fir déi sanitär Situatioun am Land.

Ech wéilt dofir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wéi geet d'Police dogéint vir? Wat soll an Zukunft nach dogéint ënnerholl ginn?

3. Wéi eng Moyenen huet d'Police, fir ze kontrolléieren, dass och bei esou Manifestatiounen déi sanitär Reegelen agehale ginn?

Réponse commune (02.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. All Samschden zënter dem 2. Januar 2021 organiséiere verschidde Matbierger reegelméisseg Manifestatiounen, fir géint déi aktuell Regierungspolitik an d'Coronamesuren ze demonstréieren. Dës Manifestatioune ginn also ëmmer vun deene selwechte Leit reegelméisseg organiséiert, se huelen awer net zou.

ad 2. D'Police iwwerpréift am Virfeld ëmmer, ob déi Manifestatioune mat den néidege sanitären Oplage säitens den zoustännegen Autoritéiten autoriséiert sinn. Virun de Manifestatioune fannen déi noutwendeg Uweisunge säitens der Police statt. D'Police ass zoustänneg fir den Ordre public ze assuréieren, de geplangten Oflaf vun der Manifestatioun an datt et net eskaléiert, spriech zu Infraktioune kënnt (Gewalttätegkeet etc.). Bis elo ass dëst och nach net virkomm bei deenen dote Manifestatiounen.

Falls Verstéiss géint déi sanitär Obligatioune festgestallt ginn, gëtt den Organisateur protokolléiert an de Rapport/PV geet un de Parquet Lëtzebuerg. Dëst war och systematesch de Fall an der Vergaangenheet bei deenen dote Manifestatiounen. Erschwéierend kënnt hei derbäi, datt Leit aus deene Manifestatioune medezinnesch zertifiéiert Exemptioune par rapport zum Port de masque hunn.

Déi judiciaire Autoritéiten huelen dann déi fir si appropriéiert Decisiounen. Déi administrativ Autoritéite ginn och hirersäits am Nachhinein säitens der Police iwwert den Oflaf informéiert an huelen dann och déi vun hinnen als appropriéiert estiméiert Mesuren.

D'Asazkonzept vun der Police ass generell ëmmer deseskaléierend a respektéiert déi elementar Reegele vum Rechtsstaat, vun der nationaler Constitutioun a vun der Déclaration des droits de l'homme. Et muss ëmmer de Prinzippie vun der Proportionalitéit vun den agesate Mëttelen an der absolutter Noutwendegkeet vum Usage de la force Rechnung gedroe ginn am Hibléck op d'Opléise vu legal autoriséierte Manifestatiounen, well dat oft just duerch Zwangsmëttelen a Gewalt géif goen.

Et muss een de séchere Risk vu Blessure souwuel bei de Manifestante wéi bei de Polizisten, an eventuell souguer bei Onbedeelegten ofweie par rapport zum Ausstelle vu Convocatiounen, wou déi eenzel Leit opgefuerdert ginn, fir Suen ze iwwerweise wéinst engem Non-respect vu sanitäre Reegelen.

Déi aktuell legal Texter (Constitutioun, Code pénal, loi anti-Covid, loi PGD etc.) ginn den zoustännegen Autoritéiten net déi néideg Rechtssécherheet, fir esou Rassemblementer einfach opzeléisen. D'Police constatéiert an deem Fall d'Infraktiounen a gëtt se un d'Justizautoritéite weider.

Wann et natierlech sollt säitens de Manifestanten zu Gewalttätegkeete kommen, kann d'Police ëmmer op Basis vun der Légitime défense a vum Policegesetz proportional Gewalt uwennen an eventuell d'Manifestatioun opléisen, mee dat wor bis elo nach net de Fall.

ad 3. D'Moyenen, déi d'Police aktuell huet, sinn déi generell Constatatiounen, déi se am Kader vun der Loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ka maachen. Falls Verstéiss géint déi sanitär Mesurë vun de Beamte festgestallt ginn, egal ob elo bei esou Manifestatiounen oder an engem anere vum Gesetz virgesinne Kontext, gëtt d'Feststellung vermëttels AT/Convocatioun oder engem Protokoll gemaach. An deem Fall decidéieren dann déi zoustänneg Justizautoritéiten iwwert déi noutwendeg Suitten am Fall vun engem Protokoll respektiv wann den AT/d'Convocatioun net bezuelt gëtt.

Question 3800 (08.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **transports d'animaux :**

2018 sinn Zuele vum EPRS no 3,5 Milliboune Geessen a Schof, 4,3 Milliboune Kéi, 33,4 Milliboune Schwäin an 1 Milliard Gefligel an der Europäescher Unioun vun A no B transportéiert ginn. Duerch dës Transporter vu liewegen Déiere goufen 2018 8,6 Trilliounen Euro erwirtschaft. Och vu Lëtzebuerg aus maachen sech Déierentransporter op de Wee an d'Ausland an och duerch Lëtzebuerg fueren Transittransporter an aner Länner.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Déierentransporter hunn sech 2020 vu Lëtzebuerg aus op de Wee an d'EU-Ausland gemaach (opgelëscht no Typ an Unzuel)?

Wéi vill Déierentransporter hunn sech 2020 vu Lëtzebuerg aus op de Wee an d'Net-EU-Ausland gemaach (opgelëscht no Typ an Unzuel)?

2. Wéi al waren dës Déieren am Duerchschnëtt?

Wéi al war dat jéngsten Déier?

3. Wéi vill Déierentransporter hunn 2020 Lëtzebuerg als Transitland uginn?

Wéi eng Déiere goufen esou duerch Lëtzebuerg transportéiert (opgelëscht no Typ an Unzuel)?

4. D'Veterinärsinspektioun ass zoustänneg, fir d'Déierentransporter ze iwwerpréiwen.

Wéi vill Exporttransporter goufen an deene leschte fënnef Joer kontrolléiert?

Wéi vill Transittransporter goufen an deene leschte fënnef Joer kontrolléiert?

Wéi stellt sech dat prozentual zu der Unzuel un Transporter duer?

5. A Bayern huet ee Geriicht am Januar den Transport vun 30 trächtege Kéi a Kasachstan erlaabt, dëst well d'Kéi 48 Stonnen an Ungarn gepaust hunn, an et esou net méi als Transport vun Däitschland a Kasachstan, mee nëmme vun Ungarn a Kasachstan zielt. Ënner anerem doweinst gëtt elo op EU-Niveau iwwert eng Ofännerung vun de Reegelungen zu Déierentransporter diskutéiert.

Huet de Minister Kenntnis iwwert d'Aarbechten an dësem Untersuchungsausschuss?

Wat gouf bis ewell an dësen Diskussioune festgehalen?

Réponse (26.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Déierentransporter 2020 an d'EU-Ausland (opgelëscht no Typ an Unzuel):

Geessen a Schof: 30

Kéi: 2.472

Schwäin: 420

Gefligel: 101

Déierentransporter 2020 an d'Net-EU-Ausland (opgelëscht no Typ an Unzuel):

Geessen a Schof: 1

Kéi: 1

Schwäin: 0

Gefligel: 0

ad 2. Et gëtt keng Datebank, wou een den Duerchschnëttsalter vun den Déiere ka gewuer ginn.

Déi jéngsten Déieren haten zwou Wochen.

ad 3. 2020 huet kee Land Lëtzebuerg als Transitland uginn.

ad 4. Bei den Exporttransporter ginn 100 % kontrolléiert. Iwwert déi lescht fënnef Joer waren dat der am Ganze 16.462.

Vun deenen 51 Transittransporter déi lescht fënnef Joer sinn 0 % kontrolléiert ginn.

ad 5. Souwuel um Niveau vun der Kommissioun wéi och an engem Ausschoss vum Europaparlament lafen den Ament Diskussiounen, fir déi ablécklech Reglementatioun op verschiddene Punkten ze ännere respektiv ze preziséieren. Hei goufen och eng Rei Avise bei der Europäescher Agence fir Liewensmëttelsécherheet (EFSA), déi ënner anerem och fir den Déiereschutz zoustänneg ass, ugefrot. Op Hand vun deenen Avise wäerten dann Upassunge vun der Reglementatioun kommen, déi an den nächsten zwee Joer geplangt sinn.

Question 3801 (08.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**obésité :**

2019 ware 16,5 % vun der Populatioun zu Lëtzebuerg obèse, dëst huet d'Regierung am Kader vum Weltdag vun der Fettleiwegkeet de 4. Mäerz an engem Communiqué matgedeelt. Dëst wier eng Hausse vu bal engem Prozentpunkt par rapport zu 2014. Deemno wiere 40 % vun de Männer iwwergewiichteg, géigeniwwer 24 % vun de Fraen. Wat d'Obesitéit bei de Jugendlechen ubelaangt, do wieren 2019 bis 2020 4,3 % vun de Primärschoulkanner iwwergewiichteg gewiescht, 7,48 % vun hinne wieren „en surcharge pondérale" gewiescht. Des Weidere wieren 9,91 % vun de Secondairesschüler obèse an 9,35 % „en surcharge pondérale" gewiescht.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet, den Här Minister fir sozial Sécherheet, wéi och un den Här Sportminister stellen:

1. Vu datt d'Iwwergewiicht ewéi och d'Fettleiwegkeet an eiser Gesellschaft geklommen ass an et de Programm „Gesond iessen, Méi beweegen" (GIMB) elo scho säit 2006, also säit ronn 15 Joer, gëtt, mengt d'Regierung net och, datt dëst e Beweis ass, datt de Programm net déi néideg Resultater bréngt?

2. Kann d'Regierung iwwer konkreet Resultater vun dësem Programm informéieren?

3. Wat fir Repercussiounen huet dës negativ Entwécklung op eis Gesondheetskeesen?

4. Déi concernéiert Ministeren hate mir 2017 op meng parlamentaresch Fro Nr. 3078 geäntwert, datt de Programm GIMB eng Rei Schwaachpunkten opweist, notamment e „manque de visibilité du programme GIMB au niveau national", e „manque de mise en réseau avec d'autres programmes et actions", e „manque d'un système de monitoring performant" ewéi och e „système de communication insuffisant".

Kann d'Regierung matdeelen, ob un dëse Schwaachpunkte bis haut geschafft ginn ass, an an deem Sënn de Monitoring an d'Kommunikatioun besser klappen, eng méi grouss Visibilitéit um nationalen Niveau entstanen ass an och ob de Programm a Verbindung mat anere Programmer an Aktioune gesat ginn ass?

- Wa jo, kann d'Regierung dozou méi Detailer ginn?

5. Wëssend datt de Confinement eis alldeeglech alimentaire a sportlech Gewunnechte geännert huet a soumat och den Iwwergewiichtsrisiko an d'Luucht gaangen ass, esouwéi et och vun der Regierung an hirem Communiqué vum 4. Mäerz 2021 matgedeelt ginn ass, kann d'Regierung mech informéiere wéi d'Obesitéit vun eiser Gesellschaft evoluéiert huet no engem Joer Pandemie?

6. Virum Hannergrond vun der Pandemie a wëssend datt de Risiko grouss ass, datt den nächste Rapport opgrond vun der Pandemie, wou d'Leit manner Sport konnte maachen, erëm schlecht ausfält, huet d'Regierung weider Mesurë virgesinn, fir der Hausse vun der Obesitéit entgéintzewierken?

Réponse commune (14.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1. Nom Lancement vum Plan cadre national „Gesond iessen, Méi beweegen" Enn 2018, ass 2019 vill un de Verbesserungspunkten, déi an enger Evaluatioun vum Plang 2016 ënnerstrach gi waren, geschafft ginn. 2020 sinn d'Aktioune vum Plang e bësse gebremst ginn duerch d'Pandemie an déi Restriktiounen, déi se mat sech bruecht huet.

Och wann d'Obesitéit eropgaangen ass, hunn aner Indicateuren sech verbessert. Am Trendbericht vun der „Health Behaviour in School Aged Children" vun 2006 bis 2018 ass erauskomm, dass Jugendlecher méi Uebst iessen a manner séisst Gedrénks zou sech huelen (HBSC, Trendbericht 2006-2018).

Et ass also wichteg, gesond Gewunnechte vu Klengem un ze léieren, fir dass een am Erwuessenenalter déi selwecht Gewunnechte behält.

Wa Gewunnechte bis do sinn, ass et och ganz schwéier, déi ze änneren a meeschtens kënnen dës Gewunnechte just lues ëmgestallt ginn.

Doriwwer eraus sief bemierkt, dass d'Prevalenz vun der Obesitéit vun enger Rei aneren Indicateure beaflosst gëtt. D'Obesitéit ass also net deen eenzegen Indicateur dee benotzt gëtt, fir de Programm ze evaluéieren.

Déi néideg Viraussetzunge schafen, fir gesond an aktiv Liewensgewunnechten an der Lëtzebuerger Gesellschaft nohalteg ze verankeren, bleift dofir eng Prioritéit vun der Regierung.

ad 2. Et si méi Projeten organiséiert ginn am Beräich vun der Aarbechtswelt a bei Erwuessenen.

D'Kollaboratioun an den zoustännege Ministèren a mat anere Ministèren ass verbessert ginn.

D'Kommunikatioun ass moderniséiert ginn.

Projeten, déi als Zilgrupp Leit mat engem méi schwaache sozio-ekonomesche Status an eeler Leit hunn, sinn an d'Liewe geruff ginn.

Generell viséiert de Kaderplang GIMB 2018-2025 breet an transversal Akzenter, déi vun den engagéierte GIMB Ministèren (Educatioun, Gesondheet, Famill a Sport) opgegraff, esouwéi an hirem jeeweilege Kompetenzberäich, an Zesummenaarbecht mat de betraffene Partner, ëmgesat ginn. Parallell zu der interministerieller GIMB Koordinatioun ass virun allem jidder eenzele vun deene véier GIMB Partner a sengem Beräich e GIMB Promoteur, deen duerch ee secteuriwwergräifend Netzwierk féiert.

Esou huet och zum Beispill de Sportministère seng strateegesch a politesch Ziler am Beräich vu Sport a Beweegung, déi alle béid op hir Aart a Weis e wichtegen Impakt hunn op kierperlech, sozial a mental Gesondheet a Wuelbefanne vun der Gesamtbevëlkerung.

Een zentrale Schalthiewel läit hei am Beräich vun der Aus- a Weiderbildung vun de Schlësselacteure vum Terrain: Qualitéit- a Kompetenzentwécklung am Beräich vu Beweegung a Sport - duerch diversifiéiert an adaptéiert pedagogesch a methodologesch Approchen/Inhalter am Sënn vun enger qualitativ héichwäerteger an ugepasster Förderung a Begleedung vum „Active Start" bis „Active Aging".

Jiddwerengem - kleng oder grouss, jonk oder al, schwaach oder staark - den Zougang zu Beweegung a Sport, an domadder zu aktiv a gesonde Liewensgewunnechten erméiglechen, respektiv vereinfachen, dat ass d'iwwergeuerdent Zilsetzung vum Konzept LTAD - Lëtzebuerg lieft Sport. Zanter 2019 gëtt versicht, dëst Konzept am organiséierte Federatiounssport flächendeckend ze implementéieren. Parallell dozou ginn déi am „concept pour une éducation motrice, physique et sportive des enfants de zéro à douze ans" gestallte Weichen an der Beweegungsförderung an Zesummenaarbecht mam Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend verfollegt.

Am Mëttelpunkt steet de Mënsch - d'(klengt) Kand, de Jugendlechen, den Erwuessenen, den Athleet, de Sportler, de Fräizäitsportler, den Ufänger - deen an engem villsäitegen, ugepassten, inklusiven a gesonden Active Life Ëmfeld (Famill, Schoul, SEA, Sportsclub, ...) soll op laang Siicht kënnen evoluéieren.

Eng decisiv Roll bei der Gestaltung an der Ëmsetzung vun enger breetgefächerter Sport- a Beweegungsoffer um lokalen/regionalen Niveau soll, ënnert anerem, de „coordinateur sportif auprès des communes et syndicats de communes" an enger strukturéierter Netzwierkaarbecht mat sämtleche lokalen Acteuren iwwerhuelen. Ufanks 2021 hunn sech déi éischt Gemenge mat der Ustellung vun engem „coordinateur sportif" op de Wee vun engem integréierte lokale Sport- a Beweegungskonzept gemaach.

All dat sinn Entwécklungen, déi aus der Noutwennegkeet entstane si vun enger Gesellschaft, déi sech „méi beweege" soll a muss, fir esou laangfristeg nohalteg Fortschrëtter kënnen ze erreechen: De Wee ass d'Zil.

Zanter 2020 ginn d'Avancéeë vum GIMB Programm an engem Rapport d'activité GIMB gebündelt an um rezent geschafenen Internetsite gimb.public.lu ënnert der Rubrik „Publications" publizéiert. Déi méi ausféierlech Beschreiwunge vun den aktuelle GIMB Initiativen an deene verschiddene Beräicher sinn noliesbar an de Rapports d'activité vun 2019 an 2020.

ad 3. D'Gesondheetskeess huet an engem méijäregen Aarbechtsprogramm Aktiounen iwwer d'Evaluatioun vum finanziellen Impakt vu Programmer an der Preventivmedezinn op d'Käschte vun der Krankeversécherung decidéiert.

Duerch déi aktuell sanitär Situatioun hunn awer aner prioritär Projete misse virgezu ginn, wouduerch d'Analys iwwer d'Ausgabe vun der Gesondheetskeess um Niveau vu Pathologien a Verzuch bruecht ginn ass. Dëst dréit mat sech, dass zum aktuellen Zäitpunkt keng Zuele kënne virgeluecht ginn iwwer den Impakt vu Krankheeten, déi aus enger „surcharge pondérale" resultéieren, op d'Käschte vun der Krankeversécherung.

ad 4. Säit 2018, huet de Programm GIMB bei enger ganzer Rei Programmer an Aktiounspläng matgewierkt, wéi zum Beispill beim Kriibsplang, Plan d'action „handicap" an dem Programm „Sport-santé".

Verschidde Projete sinn och verdéift ginn, wéi zum Beispill:

- „Clever move" (méi Beweegung beim Léieren a méi Beweegungspausen an der Schoul an an de Maison-relaisen),

- „Bicycool" (mir wëllen alle Kanner am Land d'Vëlofuere bäibréngen) a

- „MOBAK" (Motoresch Basiskompetenze vun de Kanner vum Precoce bis an de Lycée un erhiewen a förderen), wou op verschiddenen Niveaue méi Beweegung an de formalen an non-formale Beräich vun der Educatioun bruecht gëtt.

Ee wichtegen Akzent an de GIMB Objektiver, deen och schonns ënnert der hei virdrun (Fro Nr. 2) beliicht gouf, betrëfft de Volet vun der Kompetenzentwécklung vun de Schlësselacteuren. Eng wäertvoll Beräicherung ass an deem Kontext déi expertisräich Mataarbecht vun der ENEPS, déi sech an hirem reforméierte Formatiounsprogramm verstäerkt orientéiert no Konzepter, déi ausgeriicht sinn op d'Verankerung vu Sport- a Beweegung an de Liewensgewunnechte vun der Gesamtbevëlkerung.

Doriwwer eraus huet déi interaktiv Vernetzung ënnert de Bildungs- a Weiderbildungsinstituter - Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS), University of Luxembourg-Competence Center, Uni.lu, Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) - nei Formatiounspiste generéiert, déi konkreet zu enger Erweiderung a Verstäerkung vun de motoresche Fachkompetenze bei Léier- an Erzéiungspersonal solle bäidroen. Méi detailléiert Informatiounen zu dësem Theema sinn noliesbar am Rapport d'activité GIMB 2020 op www.gimb.public.lu.

D'Achs 6 vum Plan cadre GIMB 2018-2025 beschäftegt sech ausschliisslech mam Monitoring. Zuelen aus enger Rei Etüden, wéi der EHIS, „European Health Interview Survey" an der HBSC, „Health Behaviour in School Aged Children" bei verschiddenen Zilgruppen, ginn all puer Joer benotzt, fir ze evaluéieren.

Aner qualitativ Indicateure sinn opgestallt ginn, fir all Joer d'Performance kënnen ze moossen, zum Beispill: Wéi vill Aktiounen um Terrain stattfonnt hunn, déi de Label kruten? An a wéi engem Beräich

Dës Indicateure ginn all Joer evaluéiert an analyséiert an hëllefen de Programm vu Joer zu Joer ze adaptéieren. Et sinn och zwou extern Evaluatioune virgesinn, déi éischt ass fir 2022 virgesinn, an déi zweet fir 2025.

2019/2020 ass een Internetsite fir de GIMB online gaangen. Dëst erméiglecht et, all d'Informatiounen a Recommandatiounen op engem gemeinsame Site ze sammelen. Och Accounts op de soziale Medie si kreéiert ginn. Et ass geplangt, dëst Joer unzefänken och aktiv do ze kommunizéieren.

Fir sech iwwer all Neiegkeet kënnen ze informéieren, kënne Partner a potentiell Partner sech fir eis Newsletter aschreiwen.

Fir der Bevëlkerung ee vereinfachten Zougang zu allen nëtzlechen Informatiounen iwwert déi national Fräizäitsportoffer ze erméiglechen, huet de Sportministère de Logiciel „calendrier du sport-loisir" entwéckelt. Tëschent Juli 2020 an Enn dës Joers 2020 ware schonns eng ronn 120 Organisateuren der Initiativ bäigetrueden, fir via hir net kommerziell Aktiounen/Eventer konkreet Äntwerten op de „Wat? Wou? Wéini? Wéi?" am Beräich vum Breedesport ze liwweren. Opruffbar ass dës Agenda via www.beactive.lu, www.sports.lu, www.gimb.public.lu (Rubrik „liens").

ad 5. Fir d'Evolutioun vun der Prevalenz vun der Obesitéit ze moossen, muss ee reegelméisseg Donnéeën iwwert d'Gréisst an d'Gewiicht erhiewen. Op Basis vun der europäescher Reglementatioun, huet d'Direction de la santé 2014 an 2019, Donnéeën am Kader vun der EHIS-Studie gesammelt. Déi nächst Erhiewung, déi vun den europäeschen Autoritéite virgesinn ass, ass fir 2025 virgesinn.

Am Joer 2020 hu verschidden Acteuren eenzel Donnéeën zum Theema gesammelt. Soubal d'Auswäertung vun dësen Donnéeën ofgeschloss ass, wäert d'Resultat matgedeelt ginn.

ad 6. Virop sief bemierkt, dass de Sport zu Lëtzebuerg ni komplett verbuede war a ganz vill Leit och dës Zäit genotzt hunn, fir sech ze beweegen oder Sport ze maachen. Och wärend dëser Zäit sinn Initiative gestart gi wéi d'Websäit „schouldoheem.lu" oder „aktivdoheem.lu", wou ee ganz vill Ureegunge fënnt fir méi Beweegung mat verschiddensten Zorte vun Aktivitéiten. De Servicer an der non-formaler Bildung wéi Crèchen, Maison-relaisen an Dagesmammen, ass de Professionelle recommandéiert ginn, souvill wéi méiglech mat de Kanner a Jugendlecher eraus an d'Natur ze goen. D'Pandemie huet also och den Nieweneffekt, dass verschidde Populatiounen d'Beweegung an der Natur erëm entdeckt hunn.

Am Plang sinn och nach eng ganz Rei aner Mesurë virgesinn:

- Eng méi wäitreechend Kollaboratioun mat anere Ministèren déi vum Theema betraff sinn.

- De Label GIMB op aner Secteuren auszewäiten, wéi zum Beispill an der Aarbechtswelt.

- Méi Aktivitéiten am formalen an non-formale Beräich vun der Educatioun.

- Erweiderung vun den Aktioune bei Populatiounen, déi een oft mat normalen Aktiounen net erreecht.

Aktuell ginn des Weideren an dräi „GIMB Ministèren" (Educatioun (SNJ), Gesondheet, Sport) un digitalen Info- a Sensibiliséierungscampagnë geschafft, fir iwwer déi sozial Medie jonk an eeler Bierger unzehalen, sech och weiderhi reegelméisseg ze beweegen an equilibréiert ze ernieren (z. B. #dobaussen aktiv, ...#Liewensmëttel Famill...).

Question 3803 (09.03.2021) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant l'**impact de l'accord global sur les investissements entre l'UE et la Chine sur les droits de l'homme en Chine :**

Le 30 décembre 2020, l'Union européenne et la Chine ont conclu les négociations en vue d'un accord global sur les investissements. Selon la Commission européenne, la Chine aurait accepté des dispositions ambitieuses en matière de développement durable, en particulier sur la ratification des conventions fondamentales pertinentes de l'OIT.

Or, force est de constater que la situation des droits de l'homme en Chine ne cesse de se détériorer, que ce soient les droits de dissidents politiques, la situation à Hong Kong ou la répression des minorités, dont celle des Ouïghours est la plus médiatisée.

L'accord sur les investissements est un outil via lequel il est stipulé que l'Union européenne pourrait exercer une certaine influence pour améliorer la situation des droits de l'homme en Chine. M. Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a récemment déclaré lors d'une conférence interparlementaire que l'UE devait s'assurer que ces engagements n'existent pas seulement sur le papier, mais que nous devions faire en sorte que ces engagements soient en effet respectés.

C'est dans cet ordre d'idées que nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) De quelle manière le sujet des droits de l'homme a-t-il été abordé pendant les négociations autour de l'accord sur les investissements ?

2) Quels sont les mécanismes contenus dans l'accord qui permettraient à l'UE de faire respecter les engagements de la Chine en matière de respect des droits de l'homme ?

3) L'Union européenne est-elle prête à ne pas signer, voire dénoncer cet accord d'investissement s'il s'avère que la Chine ne fait pas d'efforts pour honorer ses engagements au niveau des droits de l'homme ?

4) Connaissant la situation dramatique, notamment des Ouïghours au Xinjiang, comment l'UE peut-elle prévenir l'importation de produits issus de travail forcé ?

5) Sachant que l'accord d'investissement pourrait encourager des entreprises européennes à s'implanter en Chine, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas opportun de légiférer sur le devoir de vigilance pour les entreprises ?

Réponse commune (08.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Le mandat relatif aux négociations en vue de la conclusion d'un accord global UE-Chine sur les investissements (AGI), lancées en 2013, a essentiellement pour objectif de faciliter l'accès au marché des investisseurs européens en Chine.

L'accord sur les investissements entre la Chine et l'Union européenne vise avant tout à instaurer un meilleur équilibre dans les relations commerciales entre les deux parties. Il octroie une plus grande sécurité juridique aux entreprises européennes souhaitant investir en Chine et améliore les conditions d'accès des entreprises européennes à un marché chinois qui reste attractif, en particulier pour les PME européennes.

Il faut souligner que s'il n'a pas intégré la question des droits humains de manière explicite, l'accord comprendra néanmoins un chapitre sur le développement durable, avec des engagements juridiquement contraignants sur le respect de l'environnement, la lutte contre le changement climatique ainsi que le respect des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail forcé.

Aucune disposition de ce type n'a jamais été négociée par une autre partie avec la Chine.

Au cours de l'année passée, les dirigeants de l'Union européenne ont eu une série de trois visioconférences dans le but de faire avancer les travaux sur l'AGI et d'obtenir des résultats concrets conformes aux intérêts ainsi qu'aux valeurs et aux principes fondamentaux de l'Union. L'Union européenne a évoqué la situation des droits humains et le traitement des minorités en Chine avec ses interlocuteurs chinois lors du sommet UE-Chine du 22 juin 2020 et des visioconférences consacrées à l'AGI des 14 septembre et 30 décembre 2020.

ad 2) À l'instar d'autres accords de ce type conclus par l'Union européenne, l'accord négocié avec la Chine contient des dispositions relatives au développement durable qui sont soumises à un mécanisme spécialement conçu pour traiter les différends avec un degré élevé de transparence et de participation de la société civile. L'accord global sur les investissements prévoit un cadre institutionnel qui permettra d'assurer le suivi de la mise en œuvre des engagements pris par la Chine en matière de travail ou d'environnement et de soumettre les différends à un examen par un groupe d'experts indépendant.

ad 3) Les négociations ayant abouti au mois de décembre 2020, les textes sont désormais en cours de préparation en vue d'une conclusion de l'accord. Il appartiendra à la Commission européenne et à la présidence du Conseil de l'Union européenne d'identifier si et quand elles entendent proposer aux membres du Conseil de signer cet accord. Ce n'est qu'à ce moment que les États membres, dont le Luxembourg, pourront se prononcer sur cet accord, probablement sur base de la règle de la majorité qualifiée. Si le Conseil adopte la décision relative à la signature de l'accord, l'accord sera transmis au Parlement européen pour approbation. Ce n'est qu'une fois que le Parlement européen aura donné son accord que le Conseil de l'UE pourra adopter la décision relative à la conclusion de l'accord.

ad 4) En premier lieu, l'Union européenne va tenter de poursuivre le dialogue avec les autorités chinoises sur l'évolution de la situation des droits humains, et notamment le traitement des minorités ethniques et religieuses, au Xinjiang. L'Union suit de près les développements sur place et en tient compte dans le cadre des relations globales entre l'Union européenne et la Chine.

S'agissant de la prévention de l'importation de produits issus de travail forcé, le Luxembourg adhère aux principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, ainsi qu'aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Ces principes offrent un cadre pour mettre en place une conduite responsable des entreprises et l'obligation y afférente, de respecter les droits humains dans le cadre de toutes leurs activités et tout au long de leur chaîne d'approvisionnement. Les entreprises luxembourgeoises sont donc d'ores et déjà encouragées à identifier, mitiger ou atténuer toute incidence négative sur les droits humains que pourraient avoir leurs activités internationales. Cela comprend l'importation de produits issus de travail forcé.

En cas de non-respect, une plainte peut être adressée au Point de contact national (PCN) luxembourgeois pour la conduite responsable des entreprises, dont le fonctionnement est assuré par le Ministère de l'Économie, et qui est chargé de la mise en œuvre des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

ad 5) Tout en gardant à l'esprit qu'un devoir de diligence, même juridiquement contraignant, a ses limites dans la mesure où il impose des obligations à certaines entreprises sans forcément induire un changement de comportement dans le chef des autorités des pays tiers concernés, le Luxembourg est résolument en faveur de la mise en place d'un devoir de diligence juridiquement contraignant. Le Gouvernement salue la volonté de la Commission européenne de publier une initiative législative y relative en juin prochain.

Question 3804 (09.03.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **rhinopneumonie équine :**

Lors d'une compétition internationale à Valence accueillant une centaine de chevaux, un large foyer du virus de la rhinopneumonie équine (EHV-1) a été constaté. En effet, environ la moitié des équidés présente ou a présenté des signes cliniques : hyperthermie principalement, toux, jetage. Quelques-uns ont aussi déclenché des symptômes neurologiques et à ce jour, plusieurs chevaux ont dû être hospitalisés et quatre chevaux sont morts. De plus, après l'Espagne, des cas d'EHV-1 ont été détectés, entre autres, en France, en Belgique et en Allemagne. Tous les chevaux infectés avaient participé à la compétition à Valence.

Les organisations équines craignent une virulente épidémie de ce virus très contagieux et rappellent aux concernés les mesures sanitaires de prévention à mettre en place pour éviter la propagation du virus.

Ainsi, la Fédération équestre internationale a annulé l'intégralité des événements hippiques à venir dans une douzaine de pays européens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Est-ce que le virus de la rhinopneumonie équine (EHV-1) a été détecté récemment au Luxembourg ?

2) Est-ce que des chevaux sont décédés suite à une infection à ce virus ?

3) Est-ce que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a d'ores et déjà mis en place ou recommandé des mesures de prévention pour les exploitants d'écuries de pension et centres équestres ? Dans l'affirmative, en quoi consistent ces mesures ?

4) Est-ce que, par exemple, des mesures spécifiques concernant le transport des équidés ont été mises en place ?

5) Est-ce que Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural recommande aux propriétaires de chevaux de les faire vacciner contre le virus de la rhinopneumonie équine (EHV-1) ?

6) Dans l'affirmative, est-ce que le vaccin nécessaire est disponible en quantité suffisante au Luxembourg ?

7) Est-ce que des sportifs équestres luxembourgeois ont participé à la compétition internationale à Valence ?

8) Dans l'affirmative, est-ce que le virus a été diagnostiqué auprès des chevaux de ces sportifs ?

9) Quelles répercussions le virus a-t-il sur les compétitions équestres nationales et internationales organisées au Luxembourg ?

Réponse commune (13.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1) La rhinopneumonie équine est une maladie des chevaux causée par un herpès virus qui n'est pas à déclaration obligatoire.

Néanmoins, dans sa communication avec les vétérinaires-praticiens, l'Administration des services vétérinaires leur a demandé de signaler les cas. Cinq cas de la maladie, confirmés par un test PCR positif, ont ainsi été rapportés.

ad 2) Les chevaux étaient atteints d'une forme plus légère de la maladie et ils ont pu être soignés dans des cliniques vétérinaires spécialisées pour chevaux.

ad 3) La réglementation communautaire ne prévoit pas de mettre en place des mesures spécifiques de lutte contre la maladie par les autorités compétentes.

Les mesures à mettre en place par les détenteurs de chevaux et les propriétaires des pensions pour chevaux et des centres équestres en collaboration avec les vétérinaires-praticiens sont de nature préventive et sont celles qui s'appliquent en général pour les maladies virales, à savoir la vaccination, les mesures d'hygiène, la limitation des déplacements, la mise en quarantaine respectivement l'isolement des chevaux suspects ou atteints de la maladie. Une communication de ces recommandations a été faite en collaboration avec la Fédération luxembourgeoise des sports équestres (FLSE).

ad 4) Des mesures spécifiques concernant le transport n'ont pas été mises en place. Il est recommandé de réduire les déplacements des chevaux afin d'éviter les contacts entre chevaux. À cette fin, pratiquement tous les concours et compétitions de chevaux au niveau national et international ont été annulés.

ad 5) La vaccination est le moyen le plus efficace pour lutter contre la maladie. C'est pourquoi il est recommandé aux détenteurs de chevaux de convenir avec leurs vétérinaires d'un plan de vaccination contre les différentes maladies équines (grippe, tétanos, rhinopneumonie).

ad 6) Étant donné que cet épisode de rhinopneumonie s'est déclaré dans plusieurs pays, il y a une ruée sur le vaccin et par conséquent son offre est insuffisante par rapport aux demandes pour vacciner les chevaux à grande échelle.

ad 7) Suivant les informations reçues par les responsables de la FLSE, aucun cavalier ni cheval luxembourgeois n'a participé à la compétition à Valence.

ad 8) Sans objet

ad 9) Comme, au vu des dispositions légales actuellement en vigueur en matière d'activités sportives dans le contexte de la lutte contre la pandémie Covid-19, l'organisation de compétitions, y compris de tournois équestres, est limitée, la FLSE confirme que la reprise des compétitions équestres organisées au Luxembourg est tributaire de l'évolution de la pandémie du Covid-19, voire du virus équin EHV-1. Un premier tournoi équestre international est actuellement prévu fin août au Luxembourg.

Question 3806 (09.03.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **cloches d'églises :**

Déi eelste Klack vu Lëtzebuerg datéiert aus dem Joer 1440, ass vun Uewerdonwen an 2016 fir d'lescht gelaut ginn. Klacke gehéieren ouni Zweifel zum kulturelle Patrimoine vu Lëtzebuerg. Queesch duerch Europa an duerch eist Land gëtt et net nëmme Kiercheklacken. A ville Länner laude Klacken haut nach am Fall vu Gefor, vu Stuerm, vun engem Brand, fir national a weltwäit Trauer auszedrécken oder einfach nëmmen, fir d'Auerzäit unzekënnegen.

An Däitschland ass d'Gloriosa (1497), déi an engem vun den Tierm vum Doum zu Erfurt hänkt, déi gréisste mëttelalterlech Klack op der Welt, déi fräi schwéngt an déi vun hirem Klang hier zu deene Schéinsten an Europa gehéiert.

D'Laude vun de Klacken zu verschiddenen Dageszäiten, awer och am Ufank an eventuell och um Enn vun de reliéisen Déngschter oder einfach als Péis gehéiert zum gewinnte Klangraum vun eisen Uertschaften, besonnesch am ländleche Raum.

A Frankräich gëtt et eng Initiativ, déi ënner anerem drop erausleeft, fir d'Laude vun de Kiercheklacken als immaterielle Patrimoine klasséieren ze loossen an en op d'Lëscht vun der Unesco setzen ze loossen. Sou wäit muss ee vläicht net direkt goen, mee et wier awer gutt, wann eemol fir d'éischt een nationaalt Klassement kéint virgesinn.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

1. Gëtt et e geneeë Regëster, an deem all historesch relevant Klacke vum Land repertoriéiert a beschriwwe sinn?

2. Wéi vill Klacken si mëttlerweil als Deel vun eisem kulturelle Patrimoine geschützt? Wéi vill sollen der nach geschützt ginn - zemol wa Kierchen desakraliséiert ginn?

3. Gräift de Kulturministère op de Rot vun Experten aus dem Ausland zeréck, fir historesch Klacken zu Lëtzebuerg schützen ze loossen?

4. Huet d'Madamm Ministesch wëlles, d'Laude vun de Kiercheklacken op nationalem Plang als immaterielle Patrimoine vu Lëtzebuerg schützen ze loossen?

Réponse (20.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den honorabelen Deputéierte saiséiert mech mat enger Fro iwwert d'Klacke vu Lëtzebuerg. An dësem Kontext sief op dem Här Ferdy Reiff seng zwee Bänner „Glockenklänge der Heimat, historische Inventarisation aller in Luxemburg erhaltenen Glocken seit 1240" ze verweisen, déi 1998 an 1999 vum Kulturministère editéiert goufen an déi déi historesch relevant Klacke vum Land repertoriéieren.

D'Klacke ginn ëmmer automatesch mam Gebai geschützt, dat well se juristesch als Immeuble par destination ugesi ginn. Sou sinn am Moment d'Klacke vun 216 Kierchen a Kapellen national protegéiert. Och wann eng Kierch entweit gëtt, bleift se mat hire Klacke geschützt.

Den Denkmalwäert vun enger Kierch an hire Klacke gëtt vum Service des sites et monuments nationaux analyséiert a beschriwwen.

D'Laude vun de Kiercheklacken entsprécht sonner Zweifel der Unesco-Definitioun vum immaterielle Kulturierwen (IKI): vu Generatioun zu Generatioun weiderverierft a weiderentwéckelt, gëtt d'Laude vun de Kiercheklacken de Leit e Gefill vun Identitéit a Kontinuitéit am Respekt vun der kultureller Villfältegkeet an der mënschlecher Kreativitéit. D'Laude vun de Kiercheklacken huet dobäi en eegestännege soziokulturelle Wäert, deen iwwert dat rengt Kultescht erausgeet an och onofhängeg dovunner derwäert ass, weidergefouert ze ginn.

Fir op den Inventar vum immaterielle Kulturierwen zu Lëtzebuerg kënnen opgeholl ze ginn, brauch et eng entspriechend Ufro vun de sougenannten Trägergemeinschaften, also deene Leit, déi d'Laude vun de Kiercheklacken als hiert liewegt Kulturierwen ugesinn a weider erhale wëllen: an éischter Linn also de Proprietär bzw. de Locataire vun de Kierchegebaier, wou d'Klacken dran hänken.

Dobäi sief betount, datt d'Aschreiwe vun engem liewege Gebrauch op den nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe kee Schutz am juristesche Sënn vum Wuert duerstellt: och wann d'Laude vun de Kiercheklacken no Ufro vun den Trägergemeinschaften op den nationalen IKI-Inventar géif kënnen opgeholl ginn, géif doduerch keng gesetzlech Verflichtung fir si entstoen, dann och effektiv herno d'Kiercheklacke mussen ze lauden. Et kënnt also a leschter Instanz op d'Versteesdemech an de gudde Wëlle vun de Verantwortlechen un, fir d'Kiercheklacke weider lauden ze loossen.

Question 3807 (09.03.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **recherche généalogique :**

Zanter 2018 huet Lëtzebuerg en Archivgesetz. Dat ass eng exzellent Saach, well mer virun dësem Datum keng ëmfaassend juristesch Basis haten, déi den Archivage vun Dokumenter gereegelt huet. Wéi mer um Gesetz geschafft hunn, gouf et eng Rëtsch Diskussioune ronderëm d'Kommunikatiounsfriste vu perséinlechen Daten. Säit 1800 leien dës Delaie bei 100 Joer am État civil. 2018 huet dorunner näischt dierfe geännert ginn. Dat war de politesche Choix vun der deemoleger Regierung.

An eisen Nopeschlänner ass dat awer manner streng. Sou sinn d'Fristen an Däitschland follgendermoossen organiséiert: 110 Joer fir Gebuertsakten, 80 Joer fir Hochzäitsakten an 30 Joer fir Stierfakten. A Frankräich sinn et 75 Joer fir Gebuerts- an Hochzäitsakten, dofir awer keng fir Stierfakten. An der Belsch sinn d'Delaien déi follgend: 100 Joer fir Gebuertsakten, 75 Joer fir Hochzäitsakten a 50 Joer fir Stierfakten.

Chercheuren an Historiker wieren hei am Land zefridden, wa mer eis Delaie wéinstens deene vun der Belsch géifen upassen. Si sinn och schonn e puermol bei der Regierung intervenéiert, mee et huet sech bis ewell näischt gedoen.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Kultur- a Justizministesch follgend Froe stellen:

1. Ginn et mëttlerweil Iwwerleeungen, fir eis aktuell Delaien deene vun eise belschen Noperen unzepassen an den Artikel 43 am Code civil ofzeänneren? Gouf et an deem Sënn scho Gespréicher mat betraffene Familljefuerscher oder Vereenegungen, déi sech op deem Gebitt engagéieren an auskennen, also op genealogeschem Plang mat Method a System ënnerwee sinn an sech net scheien, fir mat der Uni zesummenzeschaffen?

2. Huet d'Madamm Ministesch eventuell scho virgesinn, fir Ännerungen an deem Sënn virzehuelen an nei Delaien anzeféieren?

3. Wieren déi nei Dateschutzbestëmmungen eventuell d'Ursaach, fir keng Upassunge virzehuelen?

Réponse (20.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture* et *Ministre de la Justice :*

Den honorabelen Deputéierte saiséiert mech mat enger Fro iwwert eng eventuell Upassung vun den Delaien, wat d'Kommunikatioun vun de Regëstere vum État civil ugeet, a bezitt sech heibäi op den Artikel 43 vum Code civil. Op dëser Plaz sief ze preziséieren, datt den Artikel 43 just d'Ofliwwere vun dësen Donnéeën un d'Nationalarchiv reegelt, woubäi et den Artikel 45 ass, deen den Délai de communication vun de Regëstere vum État civil bestëmmt.

Et ginn, wat den Zougang zu den Archiven am Kader vu wëssenschaftleche Recherchen ugeet, Iwwerleeungen, fir d'Delaie vun der Consultatioun vun den Akten aus dem État civil unzepassen. Et goufen an dësem Kontext och schonn Echangë mat Associatiounen, déi op dem Gebitt vun der genealogescher Recherche aktiv sinn. Et gouf zeréckbehalen, datt eng eventuell Upassung vun den Delaie kéint am Kader vun enger nächster Revisioun vum Code civil oder vum Archivgesetz an d'A gefaasst ginn. Gläichzäiteg gouf och bemierkt, datt esou eng Upassung der Durée d'utilité administrative vun de Servicer vum État civil bei den Tribunaler misst Rechnung droen.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Vu datt déi nei Dateschutzbestëmmunge sech just op lieweg Persoune bezéien, muss bei enger zukünfteger Upassung vun den Delaien, wat d'Kommunikatioun vun de Regëstere vum État civil ugeet, fir all Kategorie vun Akt gekuckt ginn, ob nieft der betraffener Persoun selwer nach aner Persounen indirekt duerch Mentiounen op den Akte betraff sinn. D'Delaie missten dann esou ugepasst ginn, datt keng lieweg Persoun méi betraff ass.

Question 3808 (09.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Laut enger rezenter Statec-Etüd sinn et majoritär Fraen, déi an essenzielle Secteuren zu Lëtzebuerg schaffen. Esou sinn zum Beispill 75 % vun de Persounen aus dem Santéssecteur Fraen, a 66 % sinn et am Enseignement.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung, Aarbecht a

Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Wéi vill Frae schaffen zu Lëtzebuerg an essenzielle Beruffer (opgelëscht an absolutten Zuelen an no Secteur)?

2. Sinn Zuele bekannt, wéi vill Prozent vun de weiblechen Aarbechter kënnen am Moment op Homeoffice zeréckgräifen?

Wéi vill Prozent vun de männlechen Aarbechter kënnen am Moment op den Homeoffice zeréckgräifen?

3. Doduerch, dass vill Fraen an essenzielle Secteure schaffen, ass d'potenziell Aarbechtslaascht vun de Frae geklommen. Virun allem bei Elteren aus dësem Secteur ass d'Laascht grouss, wann ee bedenkt, dass duerch d'Schoulschléissungen an d'A/B-Wochen d'Kanner méi oft doheem sinn.

Ass gewosst, wéi vill Persounen aus dem Santéssecteur kéinten am Fall vu Schoulschléissungen op de Congé pour raisons familiales zeréckgräifen?

Wéi vill Persounen aus dësem Secteur hunn am Februar tatsächlech Congé pour raisons familiales ugefrot?

4. Denkt d'Regierung, dass d'Aarbechtslaascht um privaten an och um professionellen Niveau fir Fraen duerch d'Covidkris geklommen ass?

Falls jo, wéi gedenkt si, deem entgéintzewierken?

Réponse commune (19.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1. Fir op dës parlamentaresch Fro kënnen ze äntweren, ass et wichteg ze betounen, datt d'Klassifikatioun vun essenziellen oder net essenzielle Secteuren déi selwecht ass wéi déi, déi vum Statec[11] entwéckelt gouf, an dëst fir eng Kohärenz ze garantéiere bei den ëffentleche Statistiken. Déi hei ugewannt Approche ass eng sektoriell Approche an net eng „Beruff"-Approche. Donnéeë vun der Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet (IGSS) erlaben et net, bannent de Secteuren, déi als essenziell consideréiert ginn, den Undeel vun de Fraen an de Beruffer ze analyséieren, an deenen d'Aarbechter als „essenziell", „an éischter Linn" oder „frontline workers" agestuuft ginn.

D'Analys vun der Beschäftegung an de Secteuren, déi als essenziell am Kontext vun der Pandemie ugesi ginn, mécht et méiglech, d'Konklusioun ze zéien, datt d'Unzuel vun de Fraen déi selwecht ass wéi déi, déi an der gesamter Beschäftegung observéiert gëtt: d'Fraen occupéieren 39 % vun den Aarbechtsplazen an de Secteuren, déi als „essenziell" consideréiert ginn, am Verglach zu 40 % vun den Aarbechtsplazen an der gesamter Beschäftegung vun de Salariéen.

Zousätzlech weisen d'Analysen, datt déi sektoriell Verdeelung grad sou heterogeen ass am Kontext vu Secteuren, déi als essenziell ugesi ginn, wéi an der gesamter Beschäftegung vun de Salariéen:

- Wärend d'Frae 40 % vun der gesamter Beschäftegung vun de Salariéë representéieren, sinn se vill méi present a bestëmmte Secteuren (wéi zum Beispill d'sozial Handlung oder d'ëffentlech Gesondheet mat 76 % vun de Fraen), wärend et an anere Secteuren d'Männer sinn, déi iwwervertruede sinn (wéi zum Beispill beim Bau mat 91 % Männer). Zuele fir all Secteur ginn an der Kolonn 6 am Tablo hei drënner gewisen.

- Bei Aarbechtsplazen, déi als essenziell ugesi ginn, zum Beispill am Handelssecteur, besetzen d'Frae 46 % vun den Aarbechtsplazen, wärend se 24 % vun den „essenziellen" Aarbechtsplazen am Landwirtschaftssecteur besetzen (d'Zuele fir all Secteur sinn an der Kolonn 8 vun der Tabell 1 uginn).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Am Moment sinn d'Donnéeën iwwert de Congé pour raisons familiales fir de Mount Februar 2021 nach net disponibel. De leschte Mount, op deen een sech ka baséieren, fir eng Äntwert ze ginn, ass de Mount Januar 2021.

D'Donnéeë vun der sozialer Sécherheet erlaben d'Identifikatioun vun de Congés pour raisons familiales, déi am Kader vun der Pandemie duerch de Virus Covid-19 geholl gi sinn, sief et am Fall vu Schoulschléissungen oder am Fall vu „mises en quarantaine, isolement et maintien à domicile d'enfants pour raisons de santé publique". Leider erlaben eis d'Donnéeë vu Januar 2021 net, dës zwou Situatiounen ze ënnerscheeden. Tatsächlech ass sou eng Ënnerscheedung réischt fir d'Congéen, déi no der Entrée en vigueur vun dem Gesetz vum 22. Januar 2021 deklaréiert gi sinn, méiglech[12].

Am Januar 2021 ware ronn 43.000 Persounen am Aktivitéitssecteur „santé et action sociale" beschäftegt. Dovu waren der ongeféier 12.000 (28 %) eligibel[13], fir de Congé pour raisons familiales am Fall vu Schoulschléissungen ze froen. Vun dësen 12.000 Leit hunn 2.100 Persounen (18 % vun deenen, déi eligibel sinn) e Congé pour raisons familiales wéinst dem Covid gefrot.

Ad 2. + 4. Am Kader vun enger wëssenschaftlecher Etüd an Zesummenaarbecht mam Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) analyséiert de Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer déi ënnerschiddlech Auswierkunge vun der Covid-19-Pandemie op d'Egalitéit tëschent Fraen a Männer.

En éischte wichtegen Akzent leet de LISER op d'Fro vun den direkte gesondheetlechen Auswierkunge vun der Infektioun, respektiv vun der Krankheet als solch op béid Geschlechter. Doriwwer eraus gëtt de geschlechtsspezifeschen Impakt vun de Moossnamen identifizéiert, déi zanter Mäerz 2020 vun der Regierung geholl goufen an déi sech virun allem op d'Vereenbarkeet vu Familljen- a Beruffsliewen an Zäite vun der Pandemie bezéien.

Den Impakt vun der Kris op de Chômage an op déi finanziell Ressourcë vu Fraen a Männer, de Réckgréff op den Teletravail souwéi déi schoulesch Ënnerriichtung vun de Kanner a Jugendlechen doheem si weider Beräicher, wou Ënnerscheeder tëscht de Geschlechter bestinn an déi de LISER a senger Etüd wäert verstäerkt an de Fokus huelen. Zu gudder Lescht beliicht d'Analys déi generell Haltung vu Fraen a Männer am Verglach zum Virus selwer an am Verglach zu de sougenannte „gestes barrières".

D'Resultater vun dëser Etüd wäerten Enn vum Joer 2021 virgestallt ginn.

Question 3809 (09.03.2021) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **service psychologique de la Police grand-ducale :**

Le service psychologique de la Police grand-ducale poursuit des missions très diverses. Outre l'évaluation psychologique lors du recrutement du personnel de la police, ce service intervient lors de la formation de base et continue des agents de la police.

Le suivi psychologique s'avère important pour les agents de la police qui peuvent être confrontés à des situations et des incidents potentiellement traumatisants. L'action du service psychologique s'inscrit ainsi dans un contexte plus large de prévention en termes de santé mentale.

Confrontée à une panoplie de missions et de contextes d'interventions complexes et variés, la Police grand-ducale mène actuellement une large campagne de recrutement.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Quel est le rôle du service psychologique dans la campagne de recrutement actuel ?

2) Comment les effectifs du service psychologique ont-ils évolué ces dernières années ?

3) Les effectifs du service psychologique seront-ils renforcés en parallèle aux efforts de recrutement ?

4) Vu les contextes d'intervention très variés dans une société multiculturelle, quel est l'apport du service psychologique dans la formation de base et la formation continue des agents de police ?

5) Par quels moyens le service psychologique peut-il soutenir les agents qui sont confrontés à des situations conflictuelles, voire à un haut potentiel de stress dans leur quotidien ?

6) Est-ce que le service psychologique est suffisamment connu et reconnu par les agents du terrain pour que ces derniers fassent régulièrement appel à ce service ? Y a-t-il des actions spécifiques de communication interne qui visent à sensibiliser les agents de police à la problématique de la santé mentale ?

Réponse (29.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Les membres du service psychologique de la Police grand-ducale assurent l'évaluation psychologique des candidats en tant qu'experts de la commission d'examen lors de l'épreuve spéciale. Ils procèdent à des tests psychotechniques, le cas échant, des épreuves d'aptitude générale et de mises en situation et participent à l'entretien.

ad 2) À ses débuts en 1997, le service psychologique était composé d'un psychologue, d'un policier et d'un gendarme. Depuis 2013, le service est composé de deux psychologues et d'un policier.

Il est à noter qu'en 2020, une psychologue a également été engagée à la Direction des ressources humaines pour renforcer le service santé et bien-être au travail.

ad 3) Au vu de l'évolution conséquente de l'effectif de la Police grand-ducale dans les années à venir, le service psychologique sera renforcé dès cette année par un(e) psychologue supplémentaire.

ad 4) Par sa mission de formation, le service psychologique dispense divers cours en formation de base (p. ex. cours de gestion de conflits, aide aux victimes) ainsi qu'en formation continue et spéciale (thèmes impliquant un volet psychologique).

En ce qui concerne le volet de la compétence interculturelle des agents, un cours obligatoire en formation de base est organisé en partenariat avec le Centre d'éducation interculturelle IKL. Cette même formation est également accessible en formation continue aux agents de police sur base du volontariat.

ad 5) Par sa mission de prise en charge psychologique du personnel quant aux problèmes professionnels, personnels et familiaux, le service psychologique soutient l'intégralité du personnel de la Police grand-ducale, que ce soit à cause d'événements liés au travail comme des vécus potentiellement traumatisants, burnout et stress au travail ou que ce soit à cause de problèmes psychologiques personnels.

ad 6) Le service psychologique est suffisamment connu de l'ensemble du personnel. Lors de la formation de base, tout policier entre en contact avec le service psychologique par les cours et la présentation du service. L'ensemble du personnel est à tout moment libre de contacter de sa propre initiative le service sous couvert du secret professionnel. Le service psychologique encourage également les collègues de travail et les chefs hiérarchiques à ne pas hésiter à le contacter s'ils constatent qu'un collègue de travail se trouve en souffrance psychique.

Finalement, par ses missions diverses au sein de la Police grand-ducale, le service psychologique est régulièrement en contact avec les agents, que ce soit pour des formations continues, l'appui opérationnel, des campagnes de sensibilisation qui concernent également la santé mentale ou des recherches psychosociales en milieu policier.

Question 3810 (10.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **personnes non binaires atteintes par la Covid-19 :**

Den International Research Center on Women sammelt am Moment Daten zu de Covidinfektioune bei Männer a Fraen op der ganzer Welt. Dësen Daten no komme weltwäit op all zéng Doudesfäll bei Fraen 13 Doudesfäll bei Männer. Op zéng weiblech Covidpatienten, déi op der Intensivstatioun behandelt musse ginn, kommen 20 männlech Patienten. Iwwer Persounen, déi sech net mat de klassesche Geschlechter identifizéieren, ginn et keng Donnéeën um Site vum Research Center. Laut dësem géifen dës Informatioune just an Deeler vun Indien gesammelt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

- Erfaasst d'Santé och d'Unzuel un Transpersounen, intersexuelle Persounen an allgemeng Persounen, déi sech an enger binärer Kategorisiéierung net erëmfannen a sech mat Covid-19 infizéiert hunn?

• Falls jo, wéi vill Persounen, opgeschlësselt no alle Kategorien, déi erfaasst goufen, hunn sech mam Covid-19 infizéiert a wéi vill si mam oder um Virus gestuerwen?

• Falls nee, firwat net?

Réponse (13.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Direktioun vun der Santé erfaasst net d'Unzuel vu net binäre Persounen am Kader vun der Covid-19-Infektioun. D'Prioritéit fir d'Santé ass aktuell déi méiglechst effikass Gestioun vun der Covid-19-Pandemie an dobäi spillt dat biologescht Geschlecht eng Roll (d'Männer hu statistesch e gréissere Risk wéi d'Fraen), mee d'sexuell Orientatioun an Identitéit vun der Persoun, déi infizéiert ass, ass net relevant.

Question 3811 (10.03.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **rhinopneumonie équine :**

Des cas d'EHV-1 ont été détectés dans plusieurs pays européens, dont la France, la Belgique et l'Allemagne. La prolifération de ce virus potentiellement mortel pour les chevaux a été lié à un tournoi équestre à Valence en Espagne. Selon les médias, des milliers de chevaux ont été mis en quarantaine depuis lors.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Est-ce que des cas d'EHV-1 ont été détectés au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises pour éviter une prolifération du virus ? Sinon, par quels moyens Monsieur le Ministre compte-t-il éviter que des chevaux au Luxembourg entrent en contact avec des chevaux infectés ?

Selon mes informations, un vaccin contre l'EHV-1 existe, mais il ne serait efficace d'un point de vue épidémiologique que si la très grande majorité des équins était vaccinée.

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il serait opportun de rendre obligatoire une telle vaccination ?

Réponse (26.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) La rhinopneumonie équine dont la forme d'encéphalopathie est causée par le virus de type EHV-1 n'est pas une maladie à déclaration obligatoire.

Néanmoins l'Administration des services vétérinaires a, dans sa communication avec les vétérinaires-praticiens, demandé de signaler les cas pour lesquels un test PCR est réalisé avec un résultat positif.

Actuellement cinq cas ont été signalés par les vétérinaires-praticiens. La réglementation communautaire ne prévoit pas de mesures spécifiques à mettre en place par l'autorité compétente suite à la détection de cas de rhinopneumonie équine. Il revient ainsi aux détenteurs des chevaux en collaboration avec les propriétaires des écuries respectivement des manèges et leur vétérinaire-praticien de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter que d'autres chevaux soient infectés.

ad 2) À ce stade, il n'est pas opportun de rendre obligatoire cette vaccination, mais il revient au détenteur du cheval d'élaborer avec son vétérinaire un schéma de vaccination contre les différentes maladies du cheval (grippe, tétanos, rhinopneumonie). Les organisateurs de certains concours et compétitions demandent la vaccination des chevaux avant leur participation aux événements.

Question 3813 (10.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**interdiction de tenir des animaux domestiques dans des logements sociaux :**

Schwiereg finanziell Situatioune féieren dozou, dass verschidde Biergerinnen a Bierger hir Wunneng verloosse mussen. Virun allem an Zäite vun ëmmer steigende Wunnpräisser kënnt dëst net seele vir.

Déi Betraffe kënnen an deem Fall beim Office social an hirer Gemeng no Hëllef froen. Den Office social kann den Demandeur dann un eng Organisatioun weiderleeden, déi Logementer zu soziale Konditiounen zur Verfügung stellt, déi de Persounen als Iwwergangsléisung déngen.

Mir ass zougedroe ginn, an dat méi wéi eng Kéier, dass d'Beneficiairë vun esou Wunnengen an hirem Mietkontrakt verbuede kréien, Hausdéieren an dëser Wunneng ze halen. Dës Bedéngung stellt vill Locatairë virun ee schreckleche Choix: Fir d'Wunneng kënnen an Usproch ze huelen, muss d'Hausdéier entweeder bei Kolleegen oder Frënn ënnerkommen, an een Déierenasyl goen, ausgesat ginn oder et gëtt am schlëmmste Fall dout gemaach.

[11] https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/analyses/2020/PDF-Analyses-06-2020.pdf

[12] Loi du 22 janvier 2021 portant :

1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;

2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L 234-52 et L. 234-53 du code du travail.

[13] Leit mat engem Kand, dat den 31. Januar 2021 manner wéi 13 Joer al war an dat virun dem 1. September 2017 gebuer ass.

Objektiv gesinn ass et zweiwelhaft, ob Hausdéieren an enger Wunneng automatesch dozou féieren, dass den Zoustand vun dëser sech verschlechtert. Am Normalfall gëtt am Locatiounskontrakt souwisou festgehalen, dass d'Wunneng an deem Zoustand muss zeréckgelooss ginn, an deem se an Usproch geholl gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Interieur dës Froe stellen:

1. Dierfe Proprietäre vu Wunnengen, déi iwwert een Office social oder engem vu senge Sozialpartner vermëttelt ginn, Locatairë mat Hausdéieren ofweisen?

2. Wäert d'Regierung sech dofir asetzen, dass d'Locataire an Zukunft mat hiren Hausdéiere kënnen a Sozialwunnenge wunnen? Falls jo, wäerten d'Ministeren ee Gespréich mam Secteur sichen, fir eng Léisung heizou ze fannen?

Réponse commune (31.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Deputéierte Marc Goergen stellt eng Rei Froen zu der Presenz vun Hausdéieren a Wunnengen, déi vun ënnerschiddlechen Organisme bei Privatleit gelount ginn an iwwert de System vun der „Gestion locative sociale - GLS" u Leit ouni Wunneng zu soziale Konditiounen zur Verfügung gestallt ginn.

Bei dëse Wunnengen huet de Proprietär d'Recht, genau wéi bei all aner Locatioun och, d'Hale vun Hausdéieren ze verbidden. Wann een d'Acteure vun der GLS oder d'Office sociauxe géif forcéieren, keen esou e Verbuet ze akzeptéiere bei Proprietären, da géife mir jo riskéieren, dass nach manner Wunnengen zur Verfügung vun deenen Acteure stéingen, an domadder manner Wunnengen an der Locatioun wieren. Dat wier dann natierlech och zum Nodeel vun deene Leit, déi guer keng Hausdéiere wëllen halen. Et ass evident, datt sou eng Moossnam net sënnvoll ass.

Sécherlech ass en Hausdéier dacks e wichtege Begleeder fir Leit an Nout, respektiv fir Leit, déi eleng stinn. Trotzdeem wëllt de Wunnengsbauminister den Acteuren, déi sozial an abordabel Wunnenge verlounen, op dësem Punkt keng Virschrëfte maachen. All Bailleur social soll dat fir sech entscheede kënnen.

Beispillsweis si Leit mat Hausdéieren an de Locatiounswunnenge vum Fonds du logement net ausgeschloss. Allerdéngs gëllt dëst nëmmen ënnert der Viraussetzung, datt dës Hausdéiere weeder d'Wunneng beschiedegen, nach d'Matbewunner stéieren. Et ass weeder der Hausgemeinschaft an hiren eenzele Membere gehollef, wann dat friddlecht Zesummeliewen duerch d'Hale vun Hausdéiere gestéiert gëtt, nach ass et e Virdeel fir d'Leit, wann se deier Renovatiounsaarbechte musse bezuelen, well beispillsweis Hausdéieren ze vill grousse Schued un der Wunneng verursaacht hunn.

Et ass doriwwer eraus duerch d'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 verbueden, en Hausdéier ouni Grond dout ze maachen.

Question 3815 (10.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**enseignement de l'histoire :**

Här Schoulminister, am Artikel „Welche Geschichte an der Uni Luxemburg?" aus dem „Forum" vum Mäerz 2021 war zum Geschichtsunterrecht am Secondaire Follgendes ze liesen: „Und in den Sekundarschulen soll der Geschichtsunterricht auf Zeitgeschichte zentriert, die Auseinandersetzung der Schüler mit der Steinzeit, der gallo-römischen Vergangenheit, der Enstehung von Adel und Städten im Mittelalter, dem Absolutismus des Ancien régime, den Anfängen der Industrialisierung usw., zurückgestutzt werden."

Dofir hunn ech follgend Nofro un den Här Schoulminister:

1. Op wéi eng geplangte Reform huet den Auteur (e fréiere Geschichtsprofesser vun der Universitéit Lëtzebuerg) sech hei bezunn?

2. Op wéi enger historiografescher a pedagogescher Grondlag berout dës geplangte Reform?

3. Op wéi enger chronologescher Basis soll de Geschichtsunterrecht am Secondaire zukünfteg opgebaut ginn?

4. Wéi gesäit d'Programmkommissioun vun de Geschichtsprofesseren dës geplangte Reform?

5. Vill vun eisen Institutiounen (Staaten, Rechtswiesen, Finanzmarchéen ...) a Liewensweisen (Urbaniséierung, Industrie- a Konsumgesellschaft ...) si laang virum 20. Joerhonnert entstanen, deelweis scho säit dem Mëttelalter organesch gewuess: Wéi sollen déi jonk Leit sech zukünfteg gesellschaftlech orientéieren, wann hinnen d'Grondkenntnisser vun den Originne vun hirer Liewensrealitéit feelen?

Réponse (02.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den honorabelen Deputéierte bezitt sech a senger Fro op eng Ausso an der Zäitschrëft „Forum" vum Mäerz 2021, laut där de Geschichtsunterrecht am Enseignement secondaire soll „auf Zeitgeschichte zentriert, die Auseinandersetzung der Schüler mit der Steinzeit, der gallo-römischen Vergangenheit, der Entstehung von Adel und Städten im Mittelelter, dem Absolutismus des Ancien régime, den Anfängen der Industrialisierung usw., zurückgestutzt werden".

Als opmierksame Lieser vun dëser Zäitschrëft dierft den honorabelen Deputéierten dann och follgend Richtegstellung zur Kenntnis geholl hunn, déi an der Ausgab vum Abrëll publizéiert gouf: „Im Beitrag von Michel Pauly in der letzten Ausgabe („Welche Geschichte an der Uni Luxemburg?") hatte sich leider ein Fehler eingeschlichen. Der Geschichtsunterricht in der Sekundarschule soll nicht auf die Zeitgeschichte zentriert werden."

Een Aarbechtsgrupp vun der Commission nationale de l'enseignement secondaire (CNES) an der Geschicht schafft aktuell un enger Reform vum Geschichtsunterrecht, woubäi Inhalter, Methoden an Evaluatioun sollen op de Leescht geholl ginn. Och wann dës Aarbechten nach net ofgeschloss sinn, kann ee scho soen, dass de Geschichtsunterrecht och an Zukunft net wäert op d'Zäitgeschicht reduzéiert ginn, mee all Perioden a Sujete wäert behandelen, fir de Schüler - wéi den honorabelen Deputéierte sech ausdréckt - „d'Grondkenntnisser vun den Originne vun hirer Liewensrealitéit" ze vermëttelen.

Question 3819 (10.03.2021) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **liberté de la presse en Pologne :**

Dans une contribution diffusée le mardi 9 mars 2021 intitulée « Democracy at stake », Adam Michnik, rédacteur en chef du quotidien polonais « Gazeta Wyborcza », dresse un portrait désolant du paysage médiatique en Pologne. Selon lui, les médias indépendants, comme « Gazeta Wyborcza », sont considérés comme des ennemis du Gouvernement et ouvertement traités comme tels. Les fonctionnaires du Gouvernement, les membres du parti ultraconservateur « Droit et Justice » (« Prawo i Sprawiedliwość », PiS) actuellement au pouvoir et les entreprises publiques intenteraient d'interminables procès aux journalistes qui enquêtent sur des cas d'abus de pouvoir. Il y a peu, il aurait été proposé d'introduire une nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires publicitaire des médias, ce qu'Adam Michnik qualifie de « tentative évidente de saigner financièrement les médias privés qui souffrent de la récession économique causée par la pandémie de Covid-19 ».

La situation actuelle est difficilement tenable pour les médias polonais et traduit la volonté affichée du Gouvernement de « repoloniser » les médias. Dès l'arrivée au pouvoir en 2015, les institutions publiques et les entreprises contrôlées par le PiS avaient en effet résilié leurs abonnements aux médias critiques et avaient pris la décision de ne plus diffuser de publicités dans les médias concernés - et ce même pendant la pandémie de Covid-19, alors qu'il est de toute évidence primordial que des informations relevant de la santé publique puissent être diffusées largement.

De manière générale, la liberté de la presse est de plus en plus menacée en Pologne, ce qui porte atteinte aux valeurs prônées par l'Union européenne. Les tentatives des gouvernements en Pologne, Hongrie et Slovénie font d'ailleurs l'objet d'un débat au Parlement européen ce mercredi 10 mars 2021.

Dans la mesure où il me semble urgent de réagir rapidement à la situation, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre à l'égard de ces atteintes manifestes à la liberté de la presse ?

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois est intervenu de manière bilatérale ou dans le contexte d'une réunion du Conseil pour aborder cette problématique ? Dans l'affirmative, quand est-ce que ces échanges ont eu lieu et quelles suites ont-ils eu ?

- Comment assurer que la liberté de la presse soit respectée dans tous les États membres de l'Union européenne ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que des sanctions sont nécessaires à l'encontre des gouvernements qui portent atteinte à la liberté de la presse ? Dans l'affirmative, quelles sanctions seraient appropriées ?

Réponse commune (09.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

En ce qui concerne le respect des valeurs de l'Union européenne y inclus la liberté de la presse, et la position du Gouvernement dans ce contexte, il est renvoyé à la réponse commune à la question parlementaire n° 3741.

En ce qui concerne la situation en Pologne, en matière de gouvernance de la radio et de la télévision publiques, le sénat polonais a adopté en date du 30 décembre 2015 la « petite loi sur les médias » relative aux conseils d'administration et de surveillance de la télévision publique (TVP) et de la radio publique (PR) polonaises. La nouvelle loi modifie entre autres les dispositions régissant la désignation des membres des conseils d'administration et de surveillance de la radio et de la télévision publiques, en les plaçant sous le contrôle du ministre du trésor, et non plus sous celui d'un organisme indépendant.

La Commission européenne a adressé un courrier aux autorités polonaises dès le 30 décembre 2015 afin d'obtenir des informations complémentaires au sujet des projets de réformes dans le domaine de la gouvernance de la radio et de la télévision publiques en Pologne. Le premier vice-président de la Commission Frans Timmermans demandait aux autorités polonaises de lui préciser dans quelle mesure il avait été tenu compte des dispositions applicables du droit de l'Union et de la nécessité de promouvoir le pluralisme des médias lors de l'élaboration de la nouvelle « petite loi sur les médias ».

Le 7 janvier 2016, la Commission a reçu la réponse de la Pologne à sa lettre concernant la loi sur les médias, réponse dans laquelle les autorités polonaises réfutaient toute atteinte au pluralisme des médias.

Le 13 janvier 2016, le Collège des commissaires a tenu un premier débat d'orientation afin d'évaluer la situation en Pologne en recourant au cadre pour l'état de droit adopté en mars 2014. Les échanges entre la Commission européenne et les autorités polonaises se poursuivent.

Le 20 décembre 2017, dans sa proposition motivée conformément à l'article 7, paragraphe 1, du Traité sur l'Union européenne concernant l'état de droit en Pologne, la Commission européenne a fait référence à des actes législatifs particulièrement sensibles, dont une loi sur les médias (Loi du 30 décembre 2015 portant modification de la loi sur la radiodiffusion). Dans la suite, trois auditions sur la Pologne ont eu lieu au Conseil affaires générales dans le cadre de l'article 7. Le Luxembourg a toujours soutenu ces auditions et demandé leur continuation aussi longtemps que des doutes sur le respect des valeurs énoncées à l'article 2 du traité persistent. Lors de la réunion du Conseil du 13 octobre 2020, les pays du Benelux ont souligné qu'il faut trouver des actions concrètes et rapides dans les domaines identifiés par la Commission.

De plus, dans le cadre du Plan d'action pour la démocratie que la Commission a adopté en décembre 2020, cette dernière souhaite aussi se doter de nouveaux instruments qui visent à soutenir les journalistes, à garantir le pluralisme des médias et à lutter contre toute forme de dissémination de fausses informations. De nouvelles propositions notamment législatives sont prévues pour 2021, initiatives que le Luxembourg salue et encourage afin de renforcer le cadre actuel de surveillance et de garantie des libertés fondamentales à travers toute l'Union européenne.

Question 3821 (10.03.2021) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **carrière des fonctionnaires ayant un brevet de maîtrise :**

L'article 18 du règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 fixant les conditions et les modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage, prévoit que les candidats doivent être détenteur d'un diplôme classé au moins au niveau 4 du cadre luxembourgeois des qualifications afin d'accéder au groupe de traitement B1.

Ces qualifications sont contenues dans l'article 69 de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. En vertu de cet article, le brevet de maîtrise se trouve au niveau 5 des qualifications, au-dessus du diplôme de technicien, de celui de fin d'études secondaires techniques et de celui de fin d'études secondaires. Partant, il y a lieu de conclure que les détenteurs d'un brevet de maîtrise ont un droit d'accès au groupe de traitement B1.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'au sein de la fonction publique les détenteurs d'un brevet de maîtrise évoluent au sein du groupe de traitement B1 ? À défaut, pourquoi cela n'est pas le cas ?

- Quelles sont les raisons possibles pour refuser l'accès au groupe de traitement en question à ces détenteurs ?

- Quelle est la procédure exacte qui prévoit les modalités d'accès au groupe de traitement B1 pour ces détenteurs ?

- Est-ce qu'il serait opportun de légiférer en cette matière ?

Réponse (01.04.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

L'article 18, alinéa 2, du règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État prévoit que « pour accéder au groupe de traitement B1, le diplôme du candidat doit être classé au moins au niveau 4 du cadre luxembourgeois des qualifications tel que prévu à l'article 69 de la loi (…) du 28 octobre 2016 » relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. Un candidat détenteur d'un brevet de maîtrise (niveau 5) peut donc participer à l'examen-concours pour l'accès au groupe de traitement B1, accessible aux candidats ayant un diplôme classé au moins au niveau 4. Le service recrutement du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État contrôle la recevabilité des candidatures sur la base du diplôme fourni par les candidats.

Question 3826 (10.03.2021) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **détection des vulnérabilités auprès des demandeurs de protection internationale :**

Au cours de l'année 2018, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MFIGR) a embauché une personne en poste de CDD en tant qu'expert-e en personnes à risque de vulnérabilité. Selon le rapport d'activités du ministère, cette personne a comme mission d'effectuer un diagnostic de l'existant en termes de vulnérabilité et de décliner un plan d'action pour la prévention de vulnérabilité et la prise en charge de personnes à risque.

Dans sa réponse à la requête ad hoc (1.) 2019.70[14] du European Migration Network datant de 2019, le point de contact luxembourgeois a noté qu'un groupe de travail aurait été mis en place au sein de l'ancien OLAI (ayant été succédé par l'Office national de l'accueil - ONA) afin d'instaurer une procédure systématique pour l'identification précoce de besoins particuliers d'accueil. Toujours selon la réponse du point de contact luxembourgeois, le groupe de travail aurait la mission de mettre en place un outil d'évaluation de vulnérabilités qui pourrait être utilisé tout au long de la procédure de protection internationale. Le groupe de travail serait également en charge d'instaurer des standards pour l'identification des besoins spécifiques d'accueil des demandeurs de protection internationale (DPI), ainsi que pour le soutien apporté aux DPI concernés.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir des informations sur le plan d'action pour la prévention et la prise en charge de personnes à risque de vulnérabilité qui a été décliné par l'expert-e embauché-e par le MFIGR en 2018 ? Quelles sont les mesures et priorités établies par le plan d'action ? Le plan d'action a-t-il d'ores et déjà été mis en œuvre ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il en dresser un premier bilan ?

2) Quels outils ont été développés par le groupe de travail de l'ONA pour évaluer le risque de vulnérabilité des DPI et pour standardiser les procédures du screening et du soutien apporté ? Ces outils ont-ils d'ores et déjà été mis en place, et, dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il en mesure d'en dresser un premier bilan ?

Réponse (08.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

La prise en charge des personnes vulnérables telles que les mineurs, les femmes enceintes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les parents isolés, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs, est garantie par la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de pro-

[14] Requête Ad Hoc 2019.70 de l'EMN NCP France, « Actions undertaken in the EU Member States to improve consideration of asylum seekers' and refugees' vulnerabilities throughout their migratory pathway », URL : https://ec.europa.eu/home affairs/sites/homeaffairs/files/201970_actions_undertaken_in_the_eu_member_states_to_improve_consideration_of_asylum_seekers.pdf

tection temporaire. Le recrutement d'un expert et la réflexion sur un plan d'action dans ce domaine témoignent de la volonté d'approfondir et d'adapter la prise en charge selon l'évolution des populations accueillies au cours des dernières années. Un plan d'action établi par un expert n'est pas un objectif en soi, mais la conséquence d'une expertise récoltée sur le terrain et la volonté de structurer les collaborations et acteurs compétents.

L'information sur la prise en charge de vulnérabilités est transmise systématiquement à tout nouvel arrivant lors de l'étape du primo-accueil. Un accord de collaboration établi par l'ONA prévoit une équipe ethno-psychologique de la Croix-Rouge, chargée de dépister des personnes souffrant de troubles psychiques et de mettre en place un suivi extérieur à la structure d'hébergement, en étroite collaboration avec les acteurs du réseau de la santé mentale.

Depuis l'afflux massif de 2015, l'ONA a confié l'encadrement et le suivi social de différentes structures d'hébergement à ses partenaires Caritas et Croix-Rouge. Parallèlement, les effectifs de l'ONA ont été renforcés. Ces mesures ont permis une présence renforcée de personnel socio-éducatif dans le réseau d'hébergement pour DPI. Le personnel encadrant, les prestataires et partenaires de l'ONA sont formés ou sensibilisés à différentes problématiques, telles que les victimes de la traite des êtres humains, les victimes de mutilation génitale féminine ou encore les personnes LGBTI.

Avec le recrutement d'un « chef de projets vulnérabilité » en décembre 2018, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI - MFIGR) a amorcé un projet de détection des différentes vulnérabilités. L'Office national de l'accueil (ONA), créé le 1er janvier 2020 et placé sous l'autorité du Ministre ayant l'asile dans ses attributions, a repris ce projet. Dès 2020, le chef de projets vulnérabilité est affecté à la « Cellule santé » au sein de l'ONA qui a pour mission de contribuer et de promouvoir une meilleure prise en charge et un hébergement adapté des personnes vulnérables et/ou en situation de santé précaire.

Une analyse des méthodes de dépistage utilisées pour identifier les vulnérabilités existantes ou potentielles auprès des demandeurs de protection internationale a été effectuée, en collaboration régulière avec les acteurs du terrain. L'objectif est le développement et la mise en place d'un dispositif d'évaluation des besoins spécifiques, voire vulnérabilités, pour les professionnels.

Un outil destiné à détecter des vulnérabilités est en cours de finalisation. Il sera appliqué lors d'une phase pilote. Une évaluation permettra une adaptation de l'outil selon besoin identifié.

Question 3828 (11.03.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **potentiel exode des professionnels de santé et de soins suite à la pandémie de la Covid-19 :**

Selon le Conseil international des infirmières (ICN), la pandémie de la Covid-19 a entraîné la mort d'au moins 3.000 professionnels de soins dans 60 pays du monde. Outre l'exposition accrue au virus, les professionnels de santé et de soins sont aussi exposés à des niveaux de stress physique et psychologique très élevés en raison de la crise sanitaire avec notamment une augmentation des cas de « Burn-out ».

Par conséquent, l'ICN alerte que la pandémie pousse beaucoup de professionnels du secteur à quitter leur travail, ce qui risquerait de se transformer en un exode de masse et donc en une pénurie de personnel croissante dans le secteur de santé au cours des prochaines années.

En effet, selon des rapports dans la presse internationale, certains pays subissent d'ores et déjà une diminution mesurable des effectifs au niveau des professionnels de santé et de soins suite à la pandémie. Notons dans ce contexte que le Luxembourg se trouve déjà confronté à une pénurie croissante au niveau des professionnels de santé et de soins et ceci indépendamment de la pandémie.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations ou de statistiques concernant le stress physique et psychologique des professionnels du secteur de santé ? Dans l'affirmative, quelle est l'évolution pendant la pandémie par rapport aux années antérieures ? Dans la négative, n'estime-t-elle pas qu'il serait opportun de mener une analyse approfondie sur le sujet ?

2) Peut-on observer une diminution des effectifs de soins et de santé au Luxembourg en raison de la crise ?

3) Tenant en compte que le pays fait déjà aujourd'hui face à une pénurie de personnel, par quelles mesures Madame la Ministre entend-elle faire en sorte qu'un exode de professionnels de santé et de soins ne se réalise pas ?

Réponse (16.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Ministère de la Santé ne dispose pas de statistiques concernant le stress physique et psychologique des professionnels du secteur de la santé.

Par ailleurs, il serait difficile de recenser de tels cas dans une base de données officielle afin de les utiliser dans le cadre d'une étude approfondie alors que les causes précises pour lesquelles un salarié se met en maladie relèvent du secret médical.

Dans les secteurs relevant de la compétence du Ministère de la Santé et selon les informations qui ont été communiquées à ce même ministère, il n'y aurait ni diminution d'effectifs ni exode des professionnels de santé vers un de nos pays voisins ou du fait d'une reconversion professionnelle.

Il y a tout de même lieu de mentionner qu'une hotline (tél. 8002-8080) a été mise en place dans le contexte de l'épidémie de Covid-19. Elle offre un soutien psychologique multilingue, sept jours sur sept, de 07.00 à 23.00 heures à toutes les personnes (donc également aux professionnels de santé) qui se sentent en situation de crise, d'angoisse ou de mal-être et se retrouvent seules face à leurs interrogations et incertitudes liées à la pandémie. Ce service est opéré par des équipes hautement qualifiées et préparées à accompagner une personne en détresse, notamment vers une téléconsultation.

Par ailleurs, sur le site https://www.covid19-psy.lu, les professionnels de santé, mais également de manière générale les citoyens, peuvent trouver une série d'informations et de numéros de téléphone dédiés à des personnes qui se trouvent dans une situation psychologique ou matérielle délicate du fait de la crise Covid-19.

Question 3833 (11.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **campagne de vaccination dans les maisons de retraite et de soins :**

De Moment ass d'Impfcampagne géint de Coronavirus an den Alters- a Fleegeheemer nach ëmmer amgaangen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister an der Madamm Familljeminister follgend Froe stellen:

1. No wat fir enger Reiefolleg gëtt d'Impfcampagne an den Alters- a Fleegeheemer gemaach?

2. Mat wat fir engem Alters- oder Fleegeheem ass mat der Impfung ugefaange ginn?

3. No wat fir enge Krittären ass d'Reiefolleg festgeluecht ginn?

4. Ween huet d'Reiefolleg festgeluecht?

Question 3917 (24.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination dans les maisons de retraite et de soins :**

An de vergaangene Woche goufen d'Residenten an och d'Personal aus Alters- a Fleegeheemer géint de Covid-19 geimpft, wann si dëst wollten. Well et net méiglech war, all d'Bewunner aus de Strukture gläichzäiteg ze impfen, huet missen eng Selektioun gemaach ginn, wéi eng Haiser virun aneren un den Tour kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eis eng Lëscht ginn, op där d'Alters- a Fleegeheemer an och d'betreite Wunnstrukture fir eeler Leit der Rei no opgelëscht sinn - ugefaange bei deem Haus, wat als Éischt geimpft gouf, an opgehale mat deem, wat als Lescht um Tour ass?

2. Kann d'Regierung dëser Oplëschtung Erklärungen derbäifügen, aus deene jeeweils ervirgeet, firwat ee konkreet Haus virun engem aneren un d'Rei koum?

Réponse commune (08.04.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Kader vun der nationaler Impfstrategie war et virgesinn, dass eeler Mënschen, déi an Alters- a Fleegeheemer liewen, vu mobillen Ekippen am Haus wou se liewe geimpft ginn.

Well d'Impfstoffliwwerungen awer limitéiert waren a well et net méiglech war, all d'Bewunner aus all de Strukture gläichzäiteg ze impfen, huet de Groupe de travail vun der Cellule de crise zesumme mam Familljen- an Integratiounsministère an der COPAS eng Prioritéitelëscht opgestallt.

Fir dës Lëscht opzestellen, ass de Schwéierpunkt op d'Vulnerabilitéit vun de Bewunner geluecht ginn. Dofir ass decidéiert ginn, d'Maisons de soins virun de CIPAen ze impfen. Well et net méiglech war, all dës Haiser de selwechte Moment ze impfen, ware verschidde Krittären ausschlaggeebend, fir eng Reiefolleg festzeleeën. Facteuren, déi hei matgespillt hunn, waren:

- d'Gréisst vum Haus mat der Unzuel vun de Bewunner;

- déi regional Verdeelung vun den Haiser fir effizient kënne virzegoen;

- d'Disponibilitéit u Fleegepersonal an un Hausdokteren, fir d'Impfung ze preparéieren an se duerno duerchzeféieren;

- d'Disponibilitéit an d'Zuel vun de mobillen Ekippen;

- d'Disponibilitéit vum Impfstoff.

Am weidere Verlaf vun der Impfcampagne an den Alters- a Fleegeheemer ass dunn och d'Personal aus den Haiser op der Plaz matgeimpft ginn.

All dës Krittäre goufen esouwäit ewéi méiglech respektéiert an ëmgesat. Allerdéngs hu missen Upassunge gemaach ginn an der Reiefolleg vun de CIPAe wéinst der Impfstoffliwwerung. Dëst, fir eng komplett Impfung esou séier wéi méiglech duerchzeféieren.

Mëtt Februar ass decidéiert ginn, de Bewunner vun de Logements encadrés och d'Méiglechkeet ze ginn, an hire jeeweilege Wunnstrukture kënne geimpft ze ginn. Véier vun zwielef Ariichtunge vu Logements encadrés hunn op dës Offer zeréckgegraff. Och hei hunn d'Fleegepersonal an d'Hausdoktere missen disponibel sinn, fir matzehëllefen, dësen Dag ze organiséieren. Et sief awer hei drun erënnert, dass Leit déi de Choix gemaach hunn an engem Logement encadré ze liewen, nach méi autonom sinn an och hirem Alter no eng Invitatioun an den Impfzentrum kritt hunn.

Am Moment sinn individuell mobill Impfekippen ënnerwee, fir Bewunner nozeimpfen, déi bei enger geplangter zweeter Injektioun net konnten deelhuelen. (Krankheet, Hospitalisatioun)

Kalenner vun den Impfungen an de Maisons de soins (MdS), de CIPAen an dem Logement encadré (LE)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3834 (11.03.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **prix des carburants :**

D'Bensinnspräisser zu Lëtzebuerg si säit dem 1. Januar 2021 massiv geklommen. De Stand vun haut ergëtt follgend Bild:

Aart vum Brennstoff	Literpräis nom Stand vum 11. Mäerz 2021
Diesel	1,16 €
Euro Super 95 (E10)	1,27 €
Euro Super 98	1,34 €

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Transportminister, un den Här Energieminister an un den Här Finanzminister:

1. Aus wéi enge Komponente setzt sech de Präis vun deenen uewen zitéierte Brennstoffer fir privat Gefierer zesummen?

2. Wéi een Undeel fält op de Basispräis, wéi een op d'Accisen, wéi een op d'Steieren?

3. Op wéi ee Montant gëtt finalement d'TVA applizéiert?

4. Wéi ee Steier- an Acciseregimm ass aktuell fir Brennstoffer vu landwirtschaftlech genotzte Gefierer applikabel?

5. Wéi ee Steier- an Acciseregimm ass aktuell fir Brennstoffer vu professionelle Giddertransportgefierer applikabel?

6. Wéi ee Steier- an Acciseregimm ass aktuell fir Brennstoffer vu professionell genotzte Persounentransportgefierer ausserhalb vum ëffentlechen Transport applikabel?

7. Wéi beurteelt d'Regierung déi finanziell Belaaschtung vun den aktuelle Brennstoffpräisser op de gesamten Transportzyklus vun eiser Ekonomie?

8. Wéi beurteelt d'Regierung déi sozial Belaaschtunge vun den aktuelle Brennstoffpräisser fir Leit mat engem klenge Revenu? Souwuel en vue vum perséinlechen Transport wéi och en vue vun den Auswierkungen op de Gesamtpräiszyklus?

9. An der Äntwert op d'Fro Nummer 1947 vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser vum 27. Februar 2020 huet d'Regierung geäntwert, et wier nach ze fréi, fir d'Auswierkung vun den deemools rezent decidéierte Steierhaussen op Brennstoffer op déi sozial Belaaschtung vun den Haushalter ze moossen. Wéi beurteelt d'Regierung dës Situatioun ee Joer an eng Rei zousätzlech Steierhaussë méi spéit?

Réponse commune (21.04.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. - 3. De Präis vum Diesel, Euro Super 95 (E10) an Euro Super 98 (E5) setzt sech aus de follgende Komponenten zesummen: Basispräis (Produkt- an Distributiounskäschten), Accisen an TVA.

A Prozenter, an op Basis vum Präis vum 11. Mäerz 2021, war den Undeel vun de jeeweilege Komponenten um gesamte Maximalpräis de Follgenden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

An Euro pro Liter war den Undeel vun de jeeweilege Komponenten um Maximalpräis den 11. Mäerz 2021 de Follgenden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'TVA vu 17 % gëtt dobäi op der Zomm vum Basispräis an den Accise berechent.

ad 4. - 6. Aktuell gi keng Accisen op Brennstoffer vu landwirtschaftlech genotzte Gefierer erhuewen.

Op Brennstoffer vu professionelle Giddertransportgefierer a vu professionell genotzte Persounentransportgefierer ausserhalb vum ëffentlechen Transport ginn aktuell Accisen an Héicht vun 0,5163146 Euro/Liter fir den Euro Super 95 an Euro Super 98 an 0,40442 Euro/Liter fir den Diesel erhuewen.

Op Euro Super 95, Euro Super 98 an Diesel, egal ob fir landwirtschaftlech genotzte Gefierer, professionelle Giddertransportgefierer oder professionell genotzte Persounentransportgefierer, applizéiert sech eng TVA vu 17 %.

ad 7. An der Period vun 2019 bis 2021 hunn déi gesamt järlech Ausgabe vun de Residente fir Carburant wéi follegt evoluéiert:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Aus dësem Tableau ergëtt sech, datt am Zäitraum vun Dezember 2019 bis Mäerz 2021 déi gesamt järlech Ausgabe vun de Residente fir Carburant, esouwuel fir d'Menagen ewéi fir d'Entreprisen, just moderat geklomme sinn.

ad 8. Allgemeng ass et esou, datt d'Menagë mat engem méi klengen Akommes manner Carburant consomméiere wéi déi méi räich Menagen, par contre ass den Undeel vun den Ausgabe fir Carburant um Revenu disponible bei dëse Menagë méi héich. Menagë mat méi engem klengen Akommes kënnen also d'Ausgabe fir Carburant méi staark an hirem Budget spieren.

Duerfir ass bei der Aféierung vun der CO_2-Steier, déi zu den Accise gehéiert, och ee besonnesche Wäert drop geluecht ginn, datt ee groussen Deel vun de Recettë vun der CO_2-Steier duerfir gebraucht gëtt, fir den Impakt vun der CO_2-Steier op d'Menagë mat engem méi klenge Revenu ze kompenséieren.

Et gëtt och nach drun erënnert, datt dës Regierung de gratis ëffentlechen Transport den 1. Mäerz 2020 agefouert huet. Well den Undeel vum ëffentlechen Transport an den Deplacementer vun de Menagë mat engem méi klengen Akommes méi grouss ass, ass dat och eng Mesure, déi dëse Menagen iwwerproportional zegutt komm ass a gehollef huet, déi finanziell Belaaschtung fir dës Menagen ze limitéieren.

ad 9. Den aktuelle wirtschaftleche Kontext gëtt staark vum Covid-19 gepräägt. Ënner anerem déi verschidde Confinementer am In- an Ausland, den Teletravail, d'Reeslimitatiounen an Europa, d'zoue Grenze mat den Nopeschlänner ..., hunn an de leschten zwielef Méint d'Consommatioun vu Carburant staark beaflosst. Deementspriechend ass et momentan och net méiglech, fir qualifizéiert Aussoen iwwert den Afloss op den „Tanktourismus" ze maachen.

Question 3835 (11.03.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**entente sur les prix sanctionnée par le Conseil de la concurrence :**

Par trois décisions du 18 novembre 2020, le Conseil de la concurrence a sanctionné l'entreprise Bahlsen et les supermarchés Auchan, Cactus et Delhaize, à hauteur de 3,3 millions d'euros en raison des prix imposés à la revente des produits

Bahlsen, pratiqués entre 2011 et 2015 sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg.

Le fournisseur Bahlsen et chacun des distributeurs cités se sont entendus pendant cinq ans en vue de fixer un prix de vente qui fonctionne comme un prix minimum sur l'ensemble du territoire luxembourgeois, permettant ainsi au fournisseur et aux distributeurs de maintenir leurs marges en faussant la concurrence.

Le Conseil de la concurrence a conclu à une restriction de la concurrence « par objet » qui, étant donné la présence de trois accords concertés parallèles portant sur les produits d'un même fournisseur, a nécessairement un effet cumulé qui pénalise le pouvoir d'achat des consommateurs.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quelles décisions les entreprises du commerce de détail sanctionnées ont-elles prises concernant les produits sucrés et salés en cause ? Est-ce que des relevés de prix commandés par l'Observatoire de la formation des prix ont pu confirmer que les entreprises sanctionnées respectent le libre jeu de la concurrence depuis les révélations sur l'entente pratiquée ?

2) Combien d'études de relevés de prix l'Observatoire de la formation des prix commande-t-il en moyenne par année ?

3) Comme - aux yeux du Conseil de la concurrence - les prix de vente auraient pu être inférieurs d'environ 5 % en l'absence de l'entente, quel a été l'impact des prix de vente pratiqués sur le panier représentatif servant au calcul de l'indice des prix à la consommation ?

4) Quel est le délai applicable pour le versement des amendes prononcées par le Conseil de la concurrence ? Quel est l'article budgétaire alimenté par les recettes issues de ces amendes ?

Réponse (09.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Concernant les questions relatives aux conséquences tirées par les entreprises sanctionnées suite aux amendes prononcées par le Conseil de la concurrence en novembre dernier, il convient de relever que le Conseil de la concurrence n'a pas constaté d'infraction au-delà de 2015.

Les relevés de prix commandés par l'Observatoire de la formation des prix (OFP) en tant que tels ne sont pas suffisants pour déceler l'existence d'un accord anticoncurrentiel. En effet, un parallélisme ou une similitude de prix peut aussi résulter du jeu de la concurrence, par exemple si un distributeur s'adapte - de son propre chef et non aux termes d'un accord - aux prix qu'il a pu constater chez son concurrent, ce qui est licite.

En d'autres termes, c'est seulement au terme d'une enquête approfondie que le Conseil a pu mettre en évidence des ententes interdites, une simple observation des niveaux de prix ne le permettant pas à elle seule. D'ailleurs, le but des relevés de l'OFP n'est pas de vérifier si le jeu de la concurrence est respecté mais d'analyser, au niveau agrégé, le niveau de prix des produits de grande consommation au Luxembourg par rapport aux régions frontalières.

ad 2) Dans le cadre des discussions bipartites avec les délégations salariales et patronales fin 2010, le Gouvernement avait décidé de créer un observatoire de la formation des prix (OFP) intégré dans l'Observatoire de la compétitivité du Ministère de l'Économie. L'OFP constitue un outil d'observation de la formation des prix afin d'assurer une plus grande transparence concernant les évolutions des prix à la consommation et de leurs composantes. La mission principale de l'OFP consiste à analyser des données statistiques en vue de fournir des éléments d'information sur les mécanismes de la formation des prix à la consommation au Luxembourg. Ces travaux d'observation et d'analyse se limitent à la formation des prix à la consommation. À cet effet, l'OFP réalise ou fait réaliser les travaux d'études nécessaires à son activité et analyse les informations recueillies, suit les travaux réalisés par des organismes externes incluant dans leur champ d'analyse le Luxembourg, produit des rapports de synthèse et assure la diffusion régulière de ses travaux[15].

En ce qui concerne la plus récente édition de l'analyse du niveau et de l'évolution des prix des produits de grande consommation au Luxembourg et dans la Grande Région, à laquelle se réfère l'honorable Député, elle a été publiée en mai 2020. Cette analyse, dont la première édition a été publiée en 2007 suite au Comité de coordination tripartite (2006), a ensuite été réalisée en moyenne tous les deux ans. L'étude est commanditée au cas par cas par les membres du Comité de suivi des travaux de l'OFP. Elle est réalisée selon une optique de compétitivité, c'est-à-dire de déterminer si l'offre commerciale au Luxembourg est plus ou moins attractive et compétitive en termes de prix à la consommation par rapport à ses voisins dans la Grande Région.

ad 3) Les décisions du Conseil de la concurrence ont en effet, dans leur calcul du montant des amendes, pris en compte la gravité des infractions commises. À ce titre, le Conseil s'est livré à une estimation sommaire de l'ampleur du dommage causé à l'économie et a en effet conclu qu'en l'absence de ces ententes, les prix de vente des produits concernés auraient pu être inférieurs d'environ 5 %.

L'évolution générale des prix (c'est-à-dire l'inflation) est mesurée mensuellement par l'indice des prix à la consommation (IPC) établi par le Statec. Cet indicateur se base sur une méthodologie harmonisée au niveau européen. Les produits en question sont répartis dans plusieurs positions de l'indice, par exemple « Biscuits, biscottes, etc. », « Fruits séchés et noix » et « Chips », ensemble avec des produits d'autres marques. Le poids de ces trois positions dans l'IPC de 2021 est de 0,5 %.

Il est utile de mentionner que l'IPC mesure l'évolution des prix et n'est en aucun cas destiné, tant d'un point de vue méthodologique que d'un point de vue de programmation informatique, à analyser des niveaux de prix. En effet, si les prix restent constants dans le temps, que ce soit suite à une éventuelle entente de prix ou pas, cela n'aura donc aucun impact sur l'indice des prix à la consommation. Il est ainsi impossible de calculer l'impact d'une telle entente sur l'indice des prix à la consommation.

ad 4) Les amendes sont exigibles une fois la décision du Conseil de la concurrence définitive, c'est-à-dire en l'absence d'appel devant le Tribunal administratif dans le délai imparti (trois mois) ou, en cas d'appel, lorsque la décision du Conseil de la concurrence a été confirmée par la juridiction d'appel et, le cas échéant, de cassation.

L'article 20 (4) de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence prévoit que le recouvrement des amendes est confié à l'Administration de l'enregistrement et des domaines. Il se fait comme en matière d'enregistrement. Il en est de même pour les astreintes (article 22 (3)).

[15] Pour plus de détails : https://odc.gouvernement.lu/fr/domaines-activite/observatoire-formation-des-prix.html

---

Question 3836 (11.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **large scale testing :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 3572 vun der honorabeler Deputéierter Carole Hartmann vum 3. Februar 2021, presentéiert d'Madamm Gesondheetsministesch eng Opdeelung vun de Participanten un der Phas 2 vum Large-Scale-Testing, an ënnerdeelt se ënner anerem no „secteur d'activité".

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Op wéi enger gesetzlecher Basis goufen déi professionell Donnéeë vun de Participanten um Large-Scale-Testing erhuewen?

2. Goufen d'Leit am Virfeld kloer an transparent doriwwer informéiert? Wa jo, op wéi eng Manéier?

3. Wéi eng wëssenschaftlech Plus-value gouf duerch d'Erhiewung vun deenen Donnéeë generéiert?

4. Goufen nieft deenen Donnéeën, déi an der Äntwert op déi uewen zitéiert parlamentaresch Ufro weider Donnéeë vun de Participanten erhuewen? Wa jo, wéi eng?

Réponse (16.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Déi professionell Donnéeë ginn op Basis vum Covidgesetz, Kapitel 3 (traitement des données), Artikel 10 Paragraf 2bis, b) données sur l'emploi (secteur d'activité professionnelle et employeur) erhuewen.

Dës Donnéeën existéiere schonns um Niveau vun der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), déi och responsabel ass fir d'Invitatioune fir de Large-Scale-Testing (LST), laut Artikel 10 Paragraf 1bis vum selwechte Gesetz. Dës Donnéeën hunn also net misse speziell erhuewe ginn.

D'Donnéeë ginn och net benotzt fir eng wëssenschaftlech Plus-value, mee fir d'Invitatiounen ze cibléieren op Secteuren, wou e gréisseren Infektiounsrisiko besteet.

D'Benotze vun Donnéeën am Kader vum LST hält sech strikt un déi Donnéeën, déi vum Covidgesetz erlaabt sinn.

Question 3837 (11.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **patron de stage dans la Police grand-ducale :**

Mat der Reform vun der groussherzoglecher Police, déi den 1. August 2018 a Kraaft getrueden ass, huet d'Police sech - och wat de Stage ubelaangt - op d'Bestëmmunge vum Staatsbeamtestatut alignéiert. D'Stagiairen an der Police kréien also, wéi all Stagiaire beim Staat, ee Stagepatron zougewisen, deen si wärend der Stagezäit begleet an ënnerstëtzt. Souwäit dat mir bekannt ass, gouf an engem Ofkommes vum 15. Juli 2011 (Accord de fin de litige) tëscht der Regierung an der Staatsbeamtegewerkschaft CGFP festgehalen, datt de Stagepatrone fir déi zousätzlech Aarbecht a Verantwortung, déi si droe mussen, eng speziell Indemnitéit ausbezuelt géif. D'Héicht vun dëser Indemnitéit géif iwwerdeems vum Regierungsrot festgeluecht.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister an un den Här Minister vun der ëffentlecher Funktioun:

1. Wéi héich ass de Betrag vun der spezieller Indemnitéit fir Stagepatronen?

2. Ass dës speziell Indemnitéit fir all Gehaltsgruppen identesch?

3. Gëtt dës speziell Indemnitéit multiplizéiert, wann ee Stagepatron gläichzäiteg méi Stagiairë betreit?

4. Gëtt dës speziell Indemnitéit all Mount ausbezuelt? Wann nee, wéi gëtt dës Indemnitéit, zäitlech gesinn, genee ausbezuelt?

5. Ass dës speziell Indemnitéit versteierbar?

6. Gëtt dës speziell Indemnitéit op d'Pensiounsusprech vum jeeweilege Patron ugerechent?

7. Mussen d'Stagepatronen dës speziell Indemnitéit ufroen oder kréien si déi automatesch?

8. Wéi vill Mol ass säit dem 1. Oktober 2015 schonn esou eng speziell Indemnitéit fir Stagepatronen ausbezuelt ginn?

9. Ass och an der groussherzoglecher Police schonn esou eng speziell Indemnitéit fir Stagepatronen ausbezuelt ginn?

10. Wann nee, firwat net?

11. A wéi engen anere Staatsverwaltungen oder Staatsservicer ass nach keng speziell Indemnitéit fir Stagepatronen ausbezuelt ginn?

12. Am Fall wou ee Stagepatron keng esou eng speziell Indemnitéit ausbezuelt kritt huet, wéi kann hien dës nodréiglech ufroen?

13. Wann ee Stagepatron trotz dem virgenannten Ofkommes vum 15. Juli 2011 keng esou eng speziell Indemnitéit fir Stagepatronen ausbezuelt kritt, ass hien dann awer verflicht, déi zousätzlech Aarbecht a Verantwortung ze iwwerhuelen an dës Missioun quasi „gratis" ze erfëllen?

14. Ass d'Regierung an deem Kontext net verflicht, sech un ënnerschriwwen Ofkommessen ze halen?

Réponse commune (15.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Den honorabelen Deputéierte schreift, datt, sengem Wëssen no, an engem Ofkommes vum 15. Juli 2011 tëschent der Regierung an der Staatsbeamtegewerkschaft CGFP festgehale gi wier, datt de Patron de stage eng speziell Indemnitéit soll ausbezuelt kréien.

An deem Ofkommes vun 2011 steet näischt iwwert esou eng Indemnitéit. Dës gëtt awer an engem Accord de conciliation vum 30. Mäerz 2012 ernimmt.

An der Zäit tëschent dësem Accord an den definitive Reformtexter, déi 2015 a Kraaft getruede sinn, sinn nach Diskussiounen a Verhandlungen tëschent der Regierung an der CGFP gefouert ginn, dorënner och iwwert de Stage. Zu engem gewëssene Moment, dee mir awer net genee retracéiere kënnen, ass déi Iddi vun esou enger spezieller Indemnitéit fale gelooss ginn.

Question 3838 (11.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **missions de rapatriement de demandeurs de protection internationale déboutés accomplies par la Police grand-ducale :**

Vertrieder vun der Regierung hunn de 17. Juni 2019 mat der CGFP an de Personalvertriedunge vun der groussherzoglecher Police en Ofkommes ënnerschriwwen. Dëst betrëfft d'Aarbechtszäitreegelung an der groussherzoglecher Police a verschidde Kompensatiounsmoossnamen. D'Signatairë vun dësem Ofkommes goufen sech eens, datt Leit, déi u Rapatriements- oder Extraditiounsmissiounen asw. deelhuelen, eng Indemnitéit vu 5,10 Punkte pro Dag kréie sollen, wann esou Missioune méi wéi 24 Stonnen daueren. Souwäit der ADR dat bekannt ass, huet d'Regierung dee Punkt vum Ofkommes bis elo net agehalen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister an un den Här Minister vun der ëffentlecher Funktioun:

1. Goufe säit der Ënnerschrëft vun dësem Ofkommes - 17. Juni 2019 - esou Rapatriements- oder Extraditiounsmissiounen asw. assuréiert?

2. Wa jo, wéi vill Leit ware wärend wéi vill Deeg bei esou Missiounen am Asaz?

3. Gouf de betraffene Leit d'Indemnitéit vu 5,10 Punkte pro Dag ausbezuelt?

4. Wann nee, firwat net?

5. Wéi héich ass de Gesamtbetrag vun deenen Indemnitéite fir esou Missiounen?

6. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt de betraffene Leit déi an Aussiicht gestallten Indemnitéit esou schnell wéi méiglech réckwierkend ausbezuelt ka ginn?

7. Wien ass verantwortlech fir de Retard vu geschwënn zwee Joer bei der Ëmsetzung vun dësem Punkt vum Ofkommes?

8. Stëmmt et, datt den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet virun etleche Méint schrëftlech vun enger Gewerkschaft op dëse Mëssel opmierksam gemaach gouf?

9. Stëmmt et weiderhin, datt den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet net op dëse Bréif reagéiert huet?

10. Wa jo, ass de Fakt, datt eng Personalvertriedung ignoréiert gëtt, wann si den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an engem Bréif schrëftlech op esou ee Mëssel hiweist, dat richtegt Zeeche fir dee vun him ëmmer erëm an d'Vitrinn gestallten Dialog mat de Personalvertriedungen?

11. Ass den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet net der Meenung, datt hien duerch esou Zeeche selwer Schold un der schlechter Kommunikatioun an der groussherzoglecher Police ass?

Réponse commune (15.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Esou Rapatriementer an Extraditiounsmissioune goufe säit der Ënnerschrëft vum Ofkommes vum 17. Juni 2019 assuréiert.

Vum 17. Juni 2019 bis zum 17. Mäerz 2021 si 662 Policebeamte bei Rapatriementer matgereest, dat wärend insgesamt 1.147 individuelle Schaffdeeg.

Déi Indemnitéit vu 5,10 Points indiciaires kann nach net ausbezuelt ginn, well déi gesetzlech Basis dofir nach net besteet. De betreffende Gesetzesprojet N° 7644 gouf den 31. Juli 2020 vum Minister vun der ëffentlecher Funktioun bei der Chamber deposéiert.

Momentan sinn och d'Aarbechten amgaangen, fir e Règlement grand-ducal auszeschaffen op Basis vum Gesetzesprojet N° 7644. Am Kader vun dësen Aarbechte goufen d'Syndikater an d'Associations professionnelles vun der Police gebieden, hir Analysen oder Virschléi zu dësem Text matzedeelen. Dës Analysen a Virschléi gi bei der Ausschaffung vum Règlement grand-ducal a Consideratioun geholl.

Réponse complémentaire (21.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Esou Rapatriementer an Extraditiounsmissioune goufe säit der Ënnerschrëft vum Ofkommes vum 17. Juni 2019 assuréiert.

Vum 17. Juni 2019 bis zum 17. Mäerz 2021 si 662 Policebeamte bei Rapatriementer matgereest, dat wärend insgesamt 1.147 individuelle Schaffdeeg.

Déi Indemnitéit vu 5,10 Points indiciaires kann nach net ausbezuelt ginn, well déi gesetzlech Basis dofir nach net besteet. Duerch ee Mëssverständnes tëschent eisen Departementer bezüglech der Fro, ob mer separat Gesetzesprojeten ausschaffen oder net, ass ze soen, dass et esou wäert sinn, dass déi néideg Ännerungen duerch Amendementer am Gesetzesprojet N° 7644 agereecht ginn.

Momentan sinn och d'Arbechten amgaangen, fir e Règlement grand-ducal auszeschaffen op Basis vum Gesetzesprojet N° 7644. Am Kader vun dësen Aarbechte goufen d'Syndikater an d'Associations professionnelles vun der Police gebieden, hir Analysen oder Virschléi zu dësem Text matzedeelen. Dës Analysen a Virschléi gi bei der Ausschaffung vum Règlement grand-ducal a Consideratioun geholl.

Question 3840 (11.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **personnel de l'agence eSanté :**

Am Oktober 2006 huet déi deemoleg Regierung den Aktiounsplang eSanté lancéiert, aus deem schliisslech fënnef Joer méi spéit déi national Agence eSanté ervirgaangen ass. Op hirem Internetsite kënne mir liesen, datt déi Agence haut iwwer 20 Mataarbechter zielt a geleet gëtt vun engem Generaldirekter, dee mëttlerweil zanter méi wéi aacht Joer am Amt ass. Virdrun hat hien sech schonn als Member vun der Direktioun vun der regionaler Gesondheetsagence Franche-Comté en Numm an der Télémédecine gemaach.

Opfälleg a sengem Werdegang ass, datt eng franséisch Firma, déi entre-temps Leader am eSantés-Beräich a Frankräich ass, him scho jorelaang, wann net joerzéngtelaang nosteet. Et ass genee déi Firma, déi 2013 beim Appel d'offre vun eiser eSantés-Agence zeréckbehale ginn ass, an et ass och déi selwecht Firma, déi 2018 de Marché fir sech gewanne konnt, wéi et drëm gaangen ass, de gemeinsame Projet Dop@min (steet fir "Dossier patient mutualisé informatisé), dee vum CHL a vum CHEM gedroe gëtt, op déi richteg Schinn ze setzen. Ee Projet, dee vum selwechte Generaldirekter pilotéiert gëtt.

Och aner Personalverflechtungen tëscht der Agence eSanté an der franséischer Firma werfe Froen op.

Den aktuellen Chief Information Security Officer vun der Agence eSanté war laang fir d'Virgängergesellschaft täteg, aus där dunn de franséische Leader am eSantés-Beräich ginn ass. En huet och laang am Gesondheetsberäich an der selwechter Regioun geschafft, wou den amtéierende Generaldirekter hierkënnt.

Déi Madamm, déi vum September 2012 un (also just zwee Méint no der Entrée en service vum aktuelle Generaldirekter) als Chief Operating Officer - Project Director fir eis Agence eSanté täteg war, ass am September 2020 Direktesch vun der lëtzebuergescher Niederlassung vun eebe grad der schonns genannter franséischer Firma ginn. E Posten, deen si anscheinend schonn erëm verlooss huet.

En änleche Wee huet de fréiere Senior Project Manager vun der Agence eSanté, dee vum November 2014 bis Februar 2018 den Titel „Responsable ingénierie médicale" gedroen huet, ageschloen: Hien ass zanter Mäerz 2018 Senior Project Manager fir Frankräich bei der viséierter franséischer Firma.

Et schéngt also duerchaus een heefege Personalaustausch tëscht der Agence eSanté, an der franséischer Firma ginn ze hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Sinn d'Ministeren am Bild iwwert d'Personalverflechtungen an d'Personalwiesselen tëschent engersäits eiser nationaler eSantés-Agence an anerersäits der franséischer Firma, déi entre-temps am eSantés-Beräich eng ganz dominant Stellung anhëlt, net nëmmen zu Lëtzebuerg?

2. Sinn esou Vernetzungen net contraire zum Règlement d'ordre intérieur vun der Agence eSanté, dat explizitt esou Verbindungen - och wann se net zäitgläich sinn - tëschent Mataarbechter vun der Agence an hire Fournisseure verbitt?

3. All Salarié vun der Agence eSanté muss laut Artikel 14.1.3. vum Règlement d'ordre intérieur den Direkter iwwer méiglech Conflits d'intérêts informéieren. Hunn sech säit der Grënnung vun der Agence scho Persoune beim Direkter wéinst Conflits d'intérêts gemellt?

Ass schonn eng Keier ee méigleche Conflit d'intérêt beim President vum Conseil de gérance gemellt ginn?

4. Kann ausgeschloss ginn, datt esouwuel bei vergaangene wéi och bei zukünftegen Appel d'offres, déi uewe beschriwwe Personalverbindungen iergendeen Afloss kéinte gehat hunn bzw. kéinten hunn?

Réponse commune (14.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Agence eSanté ass e GIE, deem seng Memberen a Missiounen am Artikel 60ter vum Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) definéiert sinn. Eng vun dëse Missiounen ass et, de Fonctionnement an d'administrativ an d'technesch Gestioun vun enger nationaler elektronescher Plattform fir den Austausch an d'Deele vu Gesondheetsdaten, abegraff den elektronesche Patientendossier (DSP), ze assuréieren.

Am Kader vun hire Missiounen hat d'Agence eSanté am Januar 2014 beim Ausféiere vun hiren Aufgaben e Consortium fir d'Entwécklung vun der nationaler Plattform no engem ëffentlechen Ausschreiwungsverfaren, wéi et duerch d'Gesetzgeebung fir ëffentlech Opträg virgeschriwwen ass, zeréckbehalen.

Beim Dop@min-Projet waren et d'Spideeler selwer, déi no enger Analys vu méigleche Léisungen an no Ofstëmmung vun hire Virgoensweisen an hire Verantwortungsberäicher dëse Choix geholl a validéiert hunn.

De Generaldirekter vun der Agence huet eng laangjäreg Erfarung am Gesondheetssecteur an zemools am Beräich vun der eSanté. Déi Erfarung huet hien a Frankräich opgebaut an do, ënner anerem, och mam ernimmten Hiersteller, deen als franséisch Firma eng staark Presenz a Frankräich huet, geschafft. Den Hiersteller schafft awer och a villen aneren europäesche Länner, wou eng gutt Zuel vu staatlechen oder regionale Gesondheetsariichtungen, déi am Beräich vun der eSanté aktiv sinn, op seng Produiten a seng informatesch Entwécklungen zeréckgräifen.

Wat d'Froen iwwert d'Personal vun der Agence eSanté ugeet, muss een ënnersträichen, dass Mataarbechter de Patron fräi wiessele kënnen. Dat ass e Grondrecht, dat een net iwwer e Passage am Aarbechtskontrakt an nach manner iwwer e Règlement d'ordre intérieur aschränke kann. D'Gestioun vum Personal vun der Agence eSanté ënnerläit hei de generellen Dispositioune vum Aarbechtsrecht. Bei Demissioune mussen si selbstverständlech déi legal Preavise respektéieren an d'Vertraulechkeetsklausel anhalen. D'Mataarbechter vun der Agence sinn héichqualifizéiert Leit an engem ganz spezifesche Beräich, an si sinn deementspriechend gesicht. Bis elo schaffen awer déi meescht Leit säit ville Jore bei der Agence.

D'Agence brauch och konstant neit Fachwëssen. Wann sech Leit mat héijem Fachwësse vum Hiersteller oder anere Firme fir en oppene Poste bei der Agence mellen, ass dat natierlech eng Opportunitéit, op déi d'Agence och zeréckgräift. Dës Leit mussen awer deen übleche Selektiounsprozess duerchlafen.

Question 3841 (11.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination des donneurs de sang :**

D'Bluttspender spillen eng zentral Roll am Fonctionnement vun eisem Gesondheetssystem. Si sinn et, déi entscheedend zum Wuelergoe vun der Allgemengheet hei am Land bäidroen, andeems se eng vun de wichtegste biologesche Ressourcen, déi et ginn, nämlech hiert eegent Blutt, zur Verfügung stellen. Trotzdeem ass am Kader vun der Priorisiérung vun den Impfungen net un dës Mënsche geduecht ginn.

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Firwat ass am Kader vun der Impfcampagne net dru geduecht ginn, fir d'Bluttspender, vun deenen d'Iwwerliewe vu ville Mënschen ofhänkt, prioritär ze behandelen?

2. Gedenkt d'Regierung, hire Stufeplang bei der Impfcampagne dëser berechtegter Fro vun de Bluttspender nodréiglech unzepassen?

3. Huet d'Regierung d'Croix-Rouge kontaktéiert, fir hir matzedeelen, firwat d'Bluttspender net kéinte prioritär geimpft ginn?

Réponse (12.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Impfstrategie, déi op Basis vum Avis vun Conseil supérieur des maladies infectieuses a vum Avis vun der nationaler Eethikskommissioun vun der Regierung festgehale gouf, verfollegt d'Zilsetzung, déi Matbierger ze schützen, déi wéinst hirem Alter oder hirem Gesondheetszoustand vulnerabel sinn an doduerch dem Risiko vun engem schwéieren oder esouguer déidleche Verlaf vun der Krankheet ausgesat sinn. D'Impfstrategie huet och als Zil, d'Capacitéite vun eisem Gesondheetssystem ze preservéieren.

D'Strategie besteet dofir doran, an enger éischter Phas déi Professionell aus dem Gesondheetssecteur, déi mat vulnerabele Leit a Kontakt sinn, ze impfen, fir e sougenannte „cordon sanitaire" ze kreéieren, an duerno déi vulnerabel Leit selwer prioritär ze impfen.

D'Bluttspender wäerten also, opgrond vun hirem Alter an hirer eventueller Vulnerabilitéit, eng Invitatioun fir d'Impfung kréien.

Question 3845 (11.03.2021) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **Plan national d'organisation des secours :**

Dëser Deeg kruten d'Gemengen d'Document de synthèse vum Plan national d'organisation des secours per Post geschéckt. An Zäite vun der Klimakris an dem Ressourcëverbrauch kann een sech awer d'Fro stellen, ob esou en Héichglanzpabeier nach gedréckt a per Post geschéckt muss ginn, oder ob et net duer geet, dëst Dokument per E-Mail un d'Gemengen ze verschécken. Zemools Lëtzebuerg eent vun deene Länner mat dem héchste Pabeierverbrauch weltwäit ass. Esou kéint een an Zukunft och Sue spueren, déi duerch den Drock an d'Verdeele vum Dokument verursaacht goufen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen :

1. Wéi oft gouf dëst Document de synthèse vum Plan national d'organisation des secours gedréckt a wéi vill Suen huet et kascht?

2. Wéi ee Pabeier gouf dofir verwennt (z. B. zertifiéierte Pabeier wéi PEFC oder FSC)?

3. Erkennt d'Regierung net un, dass et an Zukunft vläicht besser wär, dëst Dokument an digitaler Form ze verschécken, fir esou ekologesch a finanziell Ressourcen ze schounen?

Réponse (19.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Synthèse vum PNOS gouf erstallt, fir alle gewieltene Gemengeréit eng Iwwersiicht iwwert dat bal 500 Säiten déckt Dokument vum PNOS ze erliichteren, en Dokument, zu deem d'Gemenge bis Juni hiren Avis sollen ofginn an dat d'Objektiver fixéiert, déi de CGDIS am Kader vun der ziviller Sécherheet fir eist Land erfëlle soll.

Well et sech bei der Fro, wéi séier mir eise Matbiergerinnen a Matbierger, souwéi all de Leit, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen a sech hei ophalen, Hëllef an Noutsituatioune wëllen ubidde kënnen, ëm eng grondsätzlech Fro handelt, gesinn ech et och als meng Flicht un, d'Gemenge beschtméiglech ze informéieren. Dofir hunn ech mech dozou entschloss, de Gemengen dëst Dokument an enger gedréckter Versioun zoukommen ze loossen.

Ech wëll awer ënnersträichen, dass den Innenministère scho laang op säi Pabeierkonsum oppasst, an dat op villfälteg Manéier am Aarbechtsalldag vun alle Mataarbechterinnen a Mataarbechter, awer och bei der Decisioun, wéi eng Publikatioune gedréckt ginn. Déi meescht Rapporte gi just als PDF-Dokument publizéiert, Ausname gi just fir méi aussergewéinlech Dokumenter gemaach, wouzou dës Synthèse absolut zielt.

Den Drock vu 1.700 Exemplairë vun der Synthèse vum PNOS huet 2.580 Euro (hors taxe) kascht a gouf op „FSC Mix Credit Pabeier" gedréckt. Dobäi handelt et sech ëm Pabeier aus FSC-zertifiéierte Bëscher an/oder recyceltem Pabeier aus kontrolléierte Quellen.

D'Verdeelung un d'Gemenge gouf iwwerdeems net, wéi vun den Deputéierte behaapt, per Post organiséiert, mee vum CGDIS iwwerholl, an huet de Staat dofir och direkt näischt kascht. Iwwert de Wee vun de véier zonale Logistikzentere vum CGDIS goufen esou 1.120 Exemplairen un d'Gemenge verdeelt. Déi iwwereg Exemplairë sinn intern am CGDIS verdeelt ginn, well de PNOS och fir si natierlech vu groussem Interessi a grousser Bedeitung ass an hir Aarbecht iwwert déi nächst Jore guidéieren a begleede wäert.

Ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir déi éierbar Deputéiert, déi jo allen dräi och Gemengerotsmembere sinn, un de Webinaire zum PNOS ze erënneren, deen de 25. Mäerz stattfënnt a wou si hir inhaltlech Froen zu dësem wichtegen Dokument stelle kënnen. D'Invitatioun dofir hunn si - reng digital - per Circulaire kritt.

Question 3848 (12.03.2021) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant les **études sur la mobilité prenant en compte le genre :**

Laut der Etüd „Mobilität in Deutschland" (MiD) vum däitsche Verkéiersministère leeë Fraen am Duerchschnëtt méi kuerz Weeër zeréck ewéi Männer, brauchen dofir awer änlech laang, well se méi dacks op Bus a Bunn zeréckgräifen. Laut der MiD-Studie hu Fraen an der Moyenne och manner Autoen. D'Auteure vun dëser Etüd hunn awer an engem rezenten Interview zouginn, datt d'MiD-Studie zwar eng immens opwendeg Etüd wär, mee se trotzdeem nach eenzel Lächer hätt, wat zum Deel dru leie géif, datt d'Grondkonzeptioun vun der Studie nach aus de 60er-Jore staamt. Et géif zwar draus ervirgoen, wien wéi vill Weeër mat wat mécht, mee awer net de Grond, firwat dës Weeër esou gemaach ginn. An et géif och net gefrot ginn, wéi een d'Mobilitéitsoffer verbessere misst, fir datt dëse Mënschen hir Alldagsdeplacementer méi einfach ginn.

Am Ënnerscheed zu Däitschland gëtt an Éisträich scho méi laang no esou Aspekter gekuckt. Nieft der grousser quantitativer Etüd maachen d'Éisträicher och méi déifgräifend Analysen zum ënnerschiddleche Mobilitéitsverhale vu Fraen a Männer a souguer eng Paneletüd iwwert d'Besoine vu Persoune mat Betreiungsaufgaben.

An deem Kontext wéilt ech gäre vum Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute follgend Informatioune kréien:

1. Awéiwäit ginn d'national Mobilitéitsenquêten op Genderaspekter an?

2. Gëtt et genderspezifesch Erkenntnisser fir Lëtzebuerg?

3. Wéi fléissen dës Erkenntnisser bei der Mobilitéitsplanung mat an?

Réponse (19.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

National Mobilitéitsenquêten erfaassen nieft dem Alter an dem Geschlecht eng Rei Charakteristike vun de Participanten, ewéi de beruffleche Statut, d'Wunnëmfeld (urban, ländlech, periurban), d'Disponibilitéit vun den eenzele Verkéiersmëttelen am Stot an d'Zesummesetzung vum Stot.

Esou kënne genderspezifesch Erkenntnisser iwwert d'Mobilitéitsverhale gewonne ginn.

Dës weisen drop hin, dass sech d'Ënnerscheeder am Choix vun de Verkéiersmëttelen nëmmen onweesentlech doduerch erklären, ob een eng Fra oder ee Mann ass. D'Verhale gëtt vill méi doduerch determinéiert, wéi eng Roll een - onofhängeg vum Geschlecht - am Stot respektiv an der Gesellschaft spillt.

Laut der Enquête „Luxmobil" vun 2017 gëtt d'Mobilitéitsverhale vun de Residenten an éischter Linn dovu beaflosst, ob eng Persoun sech als „inaktiv", „Chômeur", „pensionéiert", „Student", „Deelzäit berufflech aktiv" oder „Vollzäit berufflech aktiv" deklaréiert. Innerhalb vun all dëse Kategorien ass d'Mobilitéitsverhalen tëscht Fraen a Männer kaum ze ënnerscheeden.

Wann also an der Gesamtbevëlkerung d'Parts modales tëscht Fraen a Männer trotzdeem ënnerschiddlech sinn (beim Zefoussgoe sinn et 14,5 % fir Fraen, 10,7 % fir Männer; 1,4 % zu 2,2 % beim Vëlo fueren; 65,3 % zu 71,7 % beim Auto an 18,7 % zu 15,4 % beim Benotze vum ëffentlechen Transport), dann ass dat laut Luxmobil dorop zeréckzeféieren, dass 2017 vill méi Fraen ewéi Männer an Deelzäit geschafft hunn oder uginn hunn, „inaktiv" ze sinn, wärend méi Männer ewéi Frae berufflech a Vollzäit beschäftegt waren.

Kohärent domat ass och d'Erkenntnis, dass Fraen 2017 aus méi diverse Grënn ënnerwee waren ewéi Männer. Wärend den Aarbechtswee oder Trajeten op der Aarbecht 50,4 % vun de Männer hiren Deplacementer duerstellen, esou ëmfaassen déi Motiver bei de Fraen am Ganze 36 %. Dogéint déngt just all 17. Trajet vun engem Mann dem Accompagnement vun enger anerer Persoun, wärend dat bei Fraen de Grond fir all 11. Trajet ass.

Nieft der nationaler Enquête Luxmobil renseignéiert sech d'Mobilitéitsplanung vu mengem Ministère och iwwer auslännesch Etüden zu Theemaen ewéi Gender mainstreaming an der Mobilitéit oder hëlt u Formatiounen Deel, zum Beispill iwwert d'kannerfrëndlech Mobilitéit.

Eng wichteg Erkenntnis vun der däitscher Forschungsgesellschaft für Straßen- und Verkehrswesen (Gender und Mobilität, 2011) ass et zum Beispill, dass Fraen, besonnesch ab 60 Joer, sech owes ze Fouss, um Vëlo oder am ëffentlechen Transport weesentlech manner sécher viru Belästegunge fillen ewéi Männer. Dogéint ass bei der Angscht viru Verkéiersaccidenter tëscht Fraen a Männer kaum een Ënnerscheed festzestellen - ausser beim Vëlofueren. Do stelle Frae méi héich Ufuerderungen un d'Infrastruktur ewéi Männer.

Dat Lescht ass eng Erkenntnis, déi mengem Ministère säi rekurrente Sondage iwwert d'Zefoussgoen a Vëlofueren och fir Lëtzebuerg confirméiert. Esou hunn 2020 80 % vun de Cyclistinne besser beschëldert Vëlosweeër gefuerdert (72 % vun de Cyclisten), 88 % vun de Vëlosfuererinnen hu gefuerdert, dass de Vëlo soll separat vum Auto gefouert ginn (82 % vun de Vëlosfuerer), 75 % hätte gär méi vëlosfrëndlech Kräizungen (69 % vun de Männer), 71 % vun de Cyclistinne wënschen sech, dass de Vëlo och vum Foussgänger separat gefouert gëtt (59 % vun de Cyclisten), eng 70 % vun de Fraen, déi Vëlo fueren, wënschen sech manner Ëmweeër an ee bessere Belag (bei de Männer eng 60 %), a 67 % vun de Cyclistinne wënschen sech méi breet Vëlosweeër (58 % vun de Cycliste wënschen sech dat selwecht). Dësen Aussoen no ass zu Lëtzebuerg ee gudden Deel vun der Vëlosinfrastruktur, besonnesch inneruerts, net fraefrëndlech.

Dass dës méi héich Sécherheetsusprëch vun de Cyclistinnen objektiv justifiéiert sinn, indiquéieren zwou Etüden aus England (Aldred, 2015) an aus den USA (Evans, 2019). Cyclistinnen erliewen am Strooseverkéier duebel esou vill gefäierlech Manövere vum motoriséierten Trafick ewéi Cyclisten. Motoriséiert Gefierer fuere bal véiermol esou oft extreem no (manner ewéi 90 cm) laanscht eng Cyclistin ewéi laanscht ee Cyclist. Laut dësen Etüden erkläert dat sech zum Deel doduerch, dass Cyclistinnen an der Moyenne méi lues ënnerwee sinn ewéi Cyclisten. Den Automobilist verléiert dann éischter d'Gedold.

Erkenntnisser ewéi dës fléissen op divers Aart a Weisen an d'Mobilitéitsplanung vum Ministère an. D'Mobilitéitsstrategië MoDu vun 2013 a MoDu 2.0 vun 2018 hu jo schonn ambitiéis Ziler gesat fir d'Erhéije vum Verkéiersundeel vum Zefoussgoen, dem Vëlofueren an der Notzung vum ëffentlechen Transport. De Plan national de mobilité 2035, deen ech Enn 2021 wäert presentéieren, wäert weisen, firwat d'Mobilitéit am Grand-Duché och laangfristeg nëmmen an de Gréff ze kréien ass, wa mer fir déi kuerz Weeër den Auto kaum nach huelen an um Aarbechtswee nach vill méi op den ëffentlechen Transport zeréckgräifen.

Mir brauchen Trottoiren a Foussgängeriwwergäng, iwwert déi een ouni Stress eng Poussette oder ee

Rollator drécke kann, egal ob d'Gréffer vun enger Fra oder engem Mann gehale ginn. Mir brauche Vëlosweeër, ob deenen een sech och da sécher fillt, wann ee mam Vëlo net esou séier kann oder wëll ënnerwee sinn. Mir brauche weiderhi Gefierer an Infrastrukture vum ëffentlechen Transport, an deenen och owes kee sech onsécher fillt.

Esou wéi aktuell zu Lëtzebuerg engersäits déi gesellschaftlech Rolleverdeelung tëscht Fra a Mann ass an anerersäits d'Infrastruktur fir Foussgänger a Cyclisten, ass d'Fra à ce stade benodeelegt. D'Frae gi méi ze Fouss, si hu besonnesch ab dem Pensiounsalter méi Suerg viru Belästegung a si sinn an deenen héijen Altersgruppe par rapport zu de Männer iwwerrepresentéiert. Frae gi mam Vëlo am Stroossentrafick méi gedierängelt ewéi Männer. Dobäi fuere laut enger englescher Etüd Frae besonnesch owes léiwer Vëlo ewéi ze Fouss ze goen, well se da manner laang a méi à l'écart vun däischteren Ecken ënnerwee sinn. Doriwwer eraus géife Fouss- a Vëlosweeër, déi och fir Kanner a fir Seniore méi sécher wieren, de Frae munchen Deplacement ganz erspueren, deen se just maachen, fir hir Kanner oder hir Elteren éierens hin ze begleeden.

D'Mobilitéitspolitik vun der zweeter Hallschent vum 20. Joerhonnert huet de facto dem Mann gedéngt, dee mat sengem Auto op d'Aarbecht gefuer ass. D'Mobilitéitspolitik vum 21. Joerhonnert muss dofir suergen, dass am Alldag all Destinatioune fir jiddwereen a Sécherheet accessibel sinn: ob physesch fit oder „personne à mobilité réduite", ob an der Grondschoul oder an enger Wunnstruktur fir Senioren, ob mat Autosfürerschäin oder ouni, ob Mann oder Fra. Et ass dat eng erweidert Definitioun vum „Design for all".

Question 3851 (12.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **compétences des directeurs des syndicats communaux :**

Aus enger rezenter Entrevue mat der Association luxembourgeoise des ingénieurs-directeurs et ingénieurs-directeurs adjoints des syndicats de communes (ALID ASBL) geet ervir, datt an der Legislatioun vum Gemengegesetz an iwwert d'Gemengesyndikater grouss Lacunnen existéieren, wat de geneeë Statut an d'Kompetenze vun den Direkteren (méi prezis den Ingénieurs-directeurs an den Ingénieurs-directeurs adjoints) an de Gemengesyndikater ugeet. Dës si vun hire Syndikatkommiteeën op de Poste gewielt ginn a këmmeren sech ëm d'Dagesgeschäft vun de Syndikater.

Si droen zwar den Titel Direkter, hunn awer eigentlech net déi legal Kompetenzen an den Handlungsspillraum vun engem Direkter. Si hu keng Délégation de signature an däerfen deemno offiziell emol net eng Commande ënnerschreiwen. Si hu kee Presenzrecht a keng berodend Funktioun an de Büros- a Kommiteessëtzungen an och net de rechtleche Pouvoir, fir deene ville Mataarbechter, déi hinnen ënnerstallt sinn, Uerderen ze erdeelen. De Risiko, sech strofbar ze maachen, ass konkreet a permanent.

D'Verantwortung vun dësen Direkteren ass deemno eng „responsabilité de fait", mee se misst awer, der Realitéit no, eng „responsabilité de droit" sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Huet d'Inneministesch Kenntnis dovunner, datt d'Tätegkeete vun den Ingénieurs-directeurs an den Ingénieurs-directeurs adjoints am Moment nach ëmmer keng richteg Base légale hunn, respektiv net vollstänneg dovu gedeckt sinn?

2. Plangt d'Inneministesch, datt d'Direkteren een Ënnerschréftsrecht, änlech wéi d'Direkteren aus de Staatsverwaltungen, kréien?

3. Missten d'Direkteren net och e Presenzrecht an eng consultativ Stëmm an de Sitzunge vun hire jeeweilege Gremie vun de Syndikater kréie fir déi Beräicher, wou si d'Soen an d'Expertis hunn?

4. Misst net och dat Weisungsrecht, wat si hirem Personal géigeniwwer hunn, gesetzlech verankert ginn?

5. Wéi wäit ginn d'Iwwerleeungen am Interieur, fir dëse Fuerderunge gerecht ze ginn?

6. Wäert dës Lacune virun der Ëmsetzung vum Gemengegesetz gesetzlech gereegelt ginn? Wäert op d'mannst virum Enn vun dëser Legislatur eng Iwwergangsléisung agesat ginn, wou d'Ënnerschréftsrecht, d'Presenzrecht an d'Weisungsrecht gesetzlech gereegelt ginn? Falls nee, wat schwätzt dergéint?

Réponse (06.04.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Genee wéi déi allermeescht Funktiounen, déi et am Gemengesecteur ginn, ass déi vum Ingénieur-directeur net explizitt am Gemengen- oder Syndikatsgesetz ernimmt. Si ass awer am Artikel 12 vum ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 28. Juli 2017, dat d'Traitementer vun de Gemengebeamte fixéiert, virgesinn.

ad 2. Am Kader vun den Aarbechten zu der Reform vum Gemengegesetz schielt sech eraus, dass eng Délégation de signature eng substanziell administrativ Vereinfachung an ee méi effikasse Fonctionnement vun de Verwaltunge géif erbäiféieren.

ad 3. Dat aktuellt Gemengegesetz erlaabt, dass den Direkter wéi och aner Persounen, déi keng effektiv Membere vum Bureau sinn, punktuell un de Sëtzunge vum Bureau kënnen deelhuelen, wann dat duerch hir Funktiounen oder Kompetenzen erfuerdert ass. Deliberéieren däerf de Bureau awer net a Presenz vun anere Persoune wéi sengen effektive Memberen, wéinst dem Huis clos. D'Opportunitéit vun enger Ausweidung oder Systematiséierung vun der Bedeelegung vu verschiddene MataarbechterInnen un de Reunioune vun de Schäfferéit a Bureaue vu Syndikater soll am Kontext vun der Analys vum Fonctionnement vun de Gemengenorganer insgesamt gekuckt ginn.

ad 4. D'„Weisungsrecht" ass ee Begréff aus dem däitschen Aarbechtsrecht, deen et zu Lëtzebuerg, a fortiori an der Gesetzgeebung, déi sech am ëffentleche Secteur applizéiert, net gëtt.

ad 5. Dem Gemengegesetz no ass d'Surveillance vum Personal eng Kompetenz vum Schäfferot a vum Bureau vum Syndikat. Aus der éischter Phas vum Participatiounsprozess am Kader vun der Refonte vum Gemengegesetz huet sech erginn, dass souwuel déi Gewielten ewéi och d'MataarbechterInne froen, fir déi alldeeglech Gestioun vun de Servicer anescht ze organiséieren. D'Optioun, dës Gestioun op den administrativen Niveau ze transferéieren, souwéi et a villen europäesche Länner de Fall ass, wëll ech zesumme mam Syvicol am Detail diskutéieren an dozou e Virschlag maachen.

ad 6. All déi ugeschwaten Theeme si Bestanddeel vun den Analysen an Iwwerleeungen, déi am Moment am Inneministère gemaach ginn an zu deene mer eis deemnächst mat eise Partner, an un éischter Stell de Gemengenautoritéiten, austausche wäerten.

Question 3853 (15.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **prévention de la violence :**

Nom dramatesche Fall vu Bouneweg, wou ee mannerjärege Schüler säi Matschüler aus deem selwechte Lycée ëmbruecht huet, kann een sech d'Fro stellen, ob a Saache Gewaltpreventioun an de Schoule genuch Efforten ënnerholl goufen a ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Wéi gesäit den Här Minister d'Situatioun a Saache Gewaltpreventioun an de Lycéeën?

2. Wéi eng Roll spillt den Ament Gewaltpreventioun an de Lycéeën? Ginn et Ënnerscheeder tëscht de Lycéeën?

3. Wéi ass d'Entwécklung vun der Gewaltpreventioun an de Lycéeën? Gëtt haut méi Gewaltpreventioun gemaach wéi virun e puer Joer, oder manner?

4. Wéi eng Acteure këmmeren sech ëm Gewaltpreventioun an de Lycéeën?

5. Ënnert wéi enger Form gëtt Gewaltpreventioun an de Lycéeë gemaach?

6. Huet den Här Minister eng Evaluatioun zur Gewaltpreventioun maache gelooss?

7. Sinn am konkreete Fall vu Bouneweg zäitlech begrenzt oder nei Moossnamen an d'Weeër geleet ginn?

Réponse (21.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Dramatesch Virfäll ewéi déi, op déi den honorabelen Deputéierten sech bezitt, schockéieren a verlaange vun eis Matgefill mat deene Betraffenen.

ad 1. D'Gewaltpreventioun an de Lycéeë bleift e pedagogesche Schwéierpunkt, dee mengem Ministère wichteg ass. Gewalt hëlt verschidden Ausdrocksformen un, grad och ënner Form vu Mobbing oder Cybermobbing, an ass d'Resultat vu verschiddene sozialen a familiäre Facteuren. Duerfir ass et haut sougutt ewéi fréier noutwenneg, duerch d'Entwécklung vu verschiddene preventive Moossnamen am Lycée, mee och duerch d'Fërdere vun engem positiven a gesonde Schoulklima an de sozio-emotionale Kompetenze vun deene Jonken, géint d'Gewalt virzegoen.

ad 2. D'Gewaltpreventioun hëlt am schouleschen Ëmfeld eng wichteg Plaz an, souwuel beim Léierpersonal ewéi och beim Erzéiungspersonal vun de SePAS (Service psycho-social et d'accompagnement scolaires) an den SSE (Service socio-éducatif). All Lycée kennt a begéint e besonnesche Kontext a Bezuch zu Gewalt. Fir op dëse Problem esou gutt ewéi méiglech reagéieren ze kënnen an eng maximal Effizienz par rapport zum Impakt op de Problem ze garantéieren, ass et wichteg, eng allgemeng Preventioun unzebidden an zousätzlech konkreet spezifesch Aktiounen, jee no Kontext, ëmzesetzen.

Méi Lycéeën definéieren am Kader vun hirem Schoulentwécklungsplang Ziler am Bezuch zu Kommunikatioun a Schoulklima. Déi Moossnamen, déi Deel vun dësem Plang sinn, ginn duerch pedagogesch, psychosozial, erzéieresch an ausserschoulesch Aktivitéiten erreecht. D'Gewaltpreventioun ass dofir Deel vu spezifesche Projeten am Lycée, mee gëtt awer och an de Léierplang integréiert. Zwee Coursë bidden d'Méiglechkeet, sech mat der Preventioun vun dësem Problem ze beschäftegen a gi vum Schoulpersonal an dem SePAS heifir genotzt:

- Liewen a Gesellschaft (Vie et société): Zil ass et, d'Léiere vu staatsbiergerleche Wäerter an d'Zesummeliewen ze stäerken;

- Tutorat/Mentoring: eng curriculaire Zäit, déi fir d'Gestioun vun der Gruppendynamik an der Klass reservéiert ass.

Spezifesch Moossname gi vun de psychosoziale Mataarbechter zum Theema Mobbing duerchgefouert jee no Bedarf. Dozou gehéiert och de Projet vun der Peer-Mediatioun an theemespezifesch Angeboter vun ausserschouleschen Aktivitéiten. Zanter dem Schouljoer 1999/2000 erméiglecht d'Peer-Mediatioun „Peer-Mediation im Schulalltag", Konflikter op eng aner Aart a Weis ze beaarbechten. Dëse Projet gëtt vum Service national de la jeunesse (SNJ), dem Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) an dem Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) koordinéiert. No 20 Joer Existenz ass dëse Projet nei editéiert ginn, a kënnt als S-Team-Projet erëm zur Geltung: „ein Projekt zur Gewaltprävention". Eent vun den Haaptziler ass et, déi Jonk ze encouragéieren, sech an der Gewaltpreventioun am Lycée ze engagéieren, andeems se hir eegen Iddie presentéieren an ëmsetzen.

ad 3. D'Gewaltpreventioun ënner Jonken erfuerdert e globalen Usaz, deen och déi sozial Determinante vu Gewalt adresséiert. Dëst bedeit, datt méi preventiv Moossnamen entwéckelt musse ginn souwéi och sozial Kompetenzen, déi deene Jonken hëllefen, mat Roserei ëmzegoen, Konflikter ze léisen an déi noutwenneg sozial Fäegkeeten ze kréien, fir Problemer op eng gewaltfräi Aart a Weis léisen ze kënnen. Doriwwer eraus ginn et zanter e puer Joer Programmer zum Theema Mobbing (Mobbing, Sexting, Sextorsion, Cybermobbing), déi sech thematesch diversifizéiert a multiplizéiert hunn.

E wichtege Projet ass de Stop Mobbing, deen sech u Schoulklasse riicht, wou eng Klass vu Mobbing betraff ass. En ass baséiert op déi sougenannten „No Blame Approach" an op d'Konfliktmanagementsmethod, wéi se och an der Mediatioun benotzt gëtt. Vun de SePAS-Ekippe gëtt zu dësem Zweck pedagogescht an theoreetescht Material zur Verfügung gestallt.

Op Initiativ vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an an Zesummenaarbecht mam Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), dem CePAS an dem SNJ, hunn tëschent 2017 an 2020 vill pedagogesch psychosozial Professioneller vun de verschiddenste Formatioune profitéiert a Schoulprojeten zu Gewaltpreventioun sinn doropshin ëmgesat ginn:

- Anti Gewalt Training (AGT)
- Projet Peer-Mediation/S-Team
- Projet Peer Pal
- Bee Cool
- Klassenklima
- Assistance en classe
- AtmosFair
- Calm Down
- Coolness Training
- APIC-formation (Approche préventive intervention contrôlée)
- Gewaltfreie Kommunikation
- Konfrontative Gesprächsführung
- Mobbingprävention/Intervention in der Schule
- Cybermobbing (Bee Secure)
- FARSTA: programme suédois d'intervention conflictuel
- Approche systémique dans la résolution de conflits

Verschidde Formatioune bidde systeemesch Methoden, déi d'Implikatioun vun alle schouleschen Acteure fuerdert. Anerer, déi op enger konfrontativer Pedagogik baséiert sinn, bidden de Professionellen an der Schoul e léisungsorientéierten Usaz, fir mat Konflikter, Aggressioun a Gewalt kënnen ëmzegoen. D'Zil ass et, eng Kombinatioun vun Ausbildung an Outilen ze vermëttelen, déi engersäits e séchert a positiivt Liewensëmfeld an der Schoul schafen, an déi anerersäits awer och an der Interventioun bei Konflikter kënnen agesat ginn.

ad 4. Beim Theema Gewaltpreventioun an de Lycéeën si verschidden Acteure bedeelegt:

- Direktiounen an Enseignanten
- Personal SePAS/SSE
- Schüler selwer duerch Peer-to-Peer-Aktiounen ewéi S-Team
- Extern Partner ewéi Actis fir de Projet „Les nuits d'Aurore", en Theater-Aktiounsprojet zum Theema Mobbing an der Schoul
- Bee Secure
- Police

ad 5. D'Verbesserung vum Schoulklima ass Deel vun de Plans de développement scolaire (PDS) a steet an Zesummenhang mat Moossnamen zur Gewaltpreventioun am wäitste Sënn a mat Bildungsstrategien, déi dat gesamt Wuelbefannen an der Schoul viséieren. D'Verhënnere vu Gewalt, ënnert anerem an hirer heefegster Form, der niddérschwelleger Gewalt, hëlleft eng Verschlechterung vum Schoulklima ze vermeiden. Gewalt ka verschidde Formen unhuelen: schloen, stoussen, beleidegen, belästegen, Cybergewalt, klauen, sexuell Gewalt, geschlechtsspezifesch Gewalt, rassistesch, antisemittesch oder homophob Diskriminéierung, Beschiedegung vu Geräter oder perséinlechem Besëtz.

D'Preventiounsmoossname bezéien sech dofir engersäits op d'Sensibiliséiere vu Professionellen a Schüler opgrond vun enger Whole School Approach-Strategie am Kontext vum generelle Wuelbefannen an der Schoul an anerersäits op déi konkreet Gewaltformen.

ad 6. D'Gewaltpreventioun gëtt engersäits iwwert e Qualitéitsusaz vun de psychosozialen Ekippe selwer evaluéiert, déi eemol am Joer eng Selbstaschätzung vun der Methodik vun hire Praktike maachen, an anerersäits liwwert den Impakt an d'Auswierkung vun de Moossnamen op d'Wuelbefanne vun de Jonke wichteg Informatiounen.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend beoptraagt ausserdeem d'Universitéit vu Lëtzebuerg, national Studien duerchzeféieren oder un internationale Studien iwwert d'Situatioun vun deene Jonken an de Lycéeën deelzehuelen. Am Kader vun dëse Studië ginn d'Schoulklima, de Mobbing an d'kierperlech Gewalt genau ënnersicht. Als Beispill kann een hei d'HBSC-Studie vun der UNO uginn (Health behaviour in school-aged children) a besonnesch deen am Mäerz 2020 veréffentlechte Bericht iwwer d'HBSC Trends tëschent 2006 an 2018 (www.hbsc.lu).

Och ginn déi meescht vun den duerchgeféierte Projeten enger interner Evaluatioun duerchgezunn hisiichtlech der Zilerreechung an den ugestriefte Verbesserungsberäicher. Esou gëtt beispillsweis en nationale Projet ewéi Peer Mediation souwuel extern ewéi och intern no der selwechter Logik evaluéiert.

Zanter 20 Joer schaffe Psychologe vum CePAS mat Fuerscher zesummen, déi sech op d'Ënnersiche vu Gewalt a Schoule spezialiséiert hunn, ënnert anerem fir déi liéiert Facteuren ze differenzéieren an d'Methoden zur Bewäertung vun dësem multifaktorielle Phenomeen ze entwéckelen.

ad 7. All Incident vu Gewalt erfuerdert déi weider Ënnerstëtzung a Stäerkung vu Preventiounsprojeten am wäitste Sënn. Gewalt kann net als isoléierte Phenomeen gesi ginn a kann och net just zäitlech begrenzt gekuckt ginn. All d'Lycéeën, net just déi, déi vu spezifeschen Incidente betraff sinn, schaffen un der Entwécklung an dem Oprechterhale vu Gewaltpreventiounsprojeten.

Déi Professionell vun de SePAS an den SSE sinn dacks wichteg Acteure bei der Ëmsetzung an d'Formatioune fir si sinn an de leschte Joren an dësem Theemefeld vum Mobbing verstäerkt ginn. Et bestinn och ëmmer méi Antimobbing-Cellullen, déi preventiv schonn agräifen a Fäll vu Mobbingverdacht an duerch Ëmfroen, Analysen a kollektiv an/oder individuell Moossnamen an engem fréie Stadium, Gewalt verhënnere kënnen.

Question 3854 (15.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **reconnaissance de la Covid-19 comme maladie professionnelle :**

Aarbechtsaccidenter a Beruffskrankheeten si berufflech Risiken, géint déi eng Ofsécherung iwwer déi gesetzlech Onfallversécherung besteet. Zu de beruffleche Risiken a verschiddene Secteure gehéiert den Ament och d'Infektioun mat Corona. D'Unerkennung vun enger Covidinfektioun als Beruffskrankheet ka grouss Konsequenzen hunn, zum Beispill am Fall vum Verscheede vun enger covidinfizéierter Persoun.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

1. Kann den Här Minister bestätegen, dass eng Covidinfektioun bei fräiwëllegen an haaptberuffleche Pompjeeën ëmmer als Beruffskrankheet agestuuft gëtt?

2. Bei de Polizisten ass dat awer net esou, do gëtt eng Covidinfektioun net ëmmer als Beruffskrankheet agestuuft. Kann den Här Minister och dëst bestätegen?

3. Wéi vill Covidinfektiounen si bis elo vun der Onfallversécherung als Beruffskrankheet an deene verschiddene Secteuren unerkannt ginn? Wéi vill net?

4. Aus wéi enge Grënn gi Polizisten a Leit vun de Rettungsdéngschter hei pauschal ënnerschiddlech behandelt?

5. Ass den Här Minister gewëllt, sech derfir anzesetzen, dass och bei de Polizisten eng Covidinfektioun ëmmer als Beruffskrankheet sollt agestuuft ginn?

Réponse (09.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Am Tableau vun de Beruffskrankheeten ass eng Covid-19-Infektioun duerch d'Nummer 3101 ofgedeckt, déi fir all ustiechend Krankheet vu berufflecher Hierkonft gëllt. D'Nummer 3101 ass ewéi follgend definéiert: « 3101 Maladies infectieuses, si l'assuré travaille dans un établissement ou un service s'occupant de la prophylaxie, du diagnostic et du traitement des maladies contagieuses, ou si l'assuré est particulièrement exposé à des risques similaires de contagion, en raison de son activité professionnelle ».

Dës Nummer ka vun all Assuré invoquéiert ginn, deen „engem besonnesch héije Risiko vun enger Ustiechung ausgesat ass, wéinst senger professioneller Aktivitéit". Eng spezifesch Nummer fir d'Covid-19 ass deementspriechend net néideg.

Dobäi spillt et prinzipiell keng Roll, op eng Ustiechung am Kader vun der haaptberufflecher Aktivitéit stattfënnt, oder ob dës Aktivitéit op eng Fräiwëllegkeet baséiert ass. Et ass also net esou, datt Pompjeeën, déi fräiwëlleg hire Matbierger-innen an enger Noutsituatioun hëllefen, net ofgedeckt wären. Allerdéngs muss dat vu Fall zu Fall gekuckt ginn, a Funktioun vun der Situatioun an dem eventuellen héije Risiko sech unzestiechen, a kann net automatesch op all Persoun an de concernéierte Beräicher applizéiert ginn.

Am Allgemenge gëtt keen Ënnerscheed an der Behandlung tëscht engem Polizist an engem Pompjee gemaach, egal ob et sech ëm e Beruffspompjee oder ëm e fräiwëllege Pompjee handelt.

Aktuell sinn zwou Deklaratioune vu Persoune vun der Police, déi Kontakt mat enger Covid-19-infizéierter Persoun haten, un d'Association d'assurance accident (AAA) weidergeleet ginn. Dës zwee Fäll hunn awer misse klasséiert ginn, well wéinst engem Manktem un Äntwerte vun de betraffene Persounen d'Enquête vun deene Fäll net konnt weidergefouert ginn an den héije Risiko vun enger Ustiechung duerch déi professionell Aktivitéit net konnt erwise ginn.

Bei de Pompjeeën (haaptberufflech a fräiwëlleg Pompjeeën) ass eng Deklaratioun vun enger Persoun, déi Kontakt mat enger Covid-19-infizéierter Persoun hat, un d'AAA weidergeleet ginn. Dësen Dossier ass de Moment an der Prozedur.

Question 3856 (15.03.2021) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant les **attaques de pirates sur des navires battant pavillon luxembourgeois :**

Le 14 mars 2021, le navire Bourbon Evolution 802 battant pavillon luxembourgeois a fait l'objet d'une attaque de pirate dans les eaux internationales au large du Nigéria. L'équipage du navire a immédiatement donné l'alerte et s'est réfugié, conformément aux procédures de sûreté, dans la « citadelle » renforcée, espace permettant d'assurer l'intégrité physique du personnel lors d'une telle attaque.

Deux navires de patrouille en opération dans la région ont pu intervenir rapidement et mettre en fuite la dizaine de pirates, permettant ainsi à l'équipage de sortir sain et sauf de l'incident.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Depuis la création du pavillon maritime luxembourgeois il y a 30 ans, combien de fois les autorités luxembourgeoises ont été informées d'une attaque de pirate visant un navire battant pavillon luxembourgeois ?

2) Quelles sont les routes maritimes qui font l'objet d'attaques de pirate de manière récurrente ? Les navires battant pavillon luxembourgeois y circulent-ils fréquemment ?

3) Le Commissariat aux affaires maritimes émet-il des recommandations actualisées à l'attention des navires battant pavillon luxembourgeois pour prévenir au mieux ces attaques ?

4) Quelles possibilités de légitime défense les navires battant pavillon luxembourgeois ont-ils à leur disposition à l'heure actuelle ?

5) Selon quels critères le Commissariat aux affaires maritimes respectivement la cellule de la gestion du risque (CGDR) sous l'autorité du Haut-Commissaire à la protection nationale décident-ils d'un changement du niveau de sûreté du navire battant pavillon luxembourgeois ? Quel niveau de sûreté le navire Bourbon Evolution 802 avait-il au moment de l'attaque ?

Réponse (30.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) La première attaque d'un navire battant pavillon luxembourgeois par des pirates maritimes a eu lieu en juillet 2010. Elle a été suivie par neuf autres actes de pirateries ou de vols à main armée.

Il y a eu 2 attaques en 2010, 1 en 2012, 3 en 2013 et 1 par année en 2014, 2016, 2018 et 2021.

ad 2) La majeure partie des attaques (6) ont eu lieu dans le golfe de Guinée par des pirates très probablement d'origine nigériane. Trois autres, deux abordages avec vol d'argent et d'effets personnels et une tentative déjouée, se sont produites dans la région du détroit de Malacca entre l'Indonésie et la Malaisie. Un vol à main armée a été enregistré dans l'enceinte du port de Freetown au Sierra Leone.

Le golfe de Guinée constitue la zone la plus dangereuse au monde en matière de piraterie. En 2020 il y a eu 82 attaques (sur un total de 195 dans le monde) dans cette région. Les pirates y sont très violents et se spécialisent dans les kidnappings de membres d'équipage avec demande de rançon, ou dans le détournement de navires citernes avec vol de produits pétroliers vendus par après au marché noir.

Le golfe de Guinée est une région richement pétrolifère, et toutes les grandes sociétés pétrolières mondiales y sont présentes. Elles ont été rejointes par un réseau étendu de sous-traitants, de fournisseurs et autres entreprises liées. Deux de nos armateurs en font partie et sont présents en permanence avec des navires sous pavillon luxembourgeois. Deux autres y retournent plus ou moins régulièrement.

Les mesures de sûreté et de défense contre la piraterie mises en place par le Nigéria et les pays voisins restent insuffisantes et les autorités nigérianes refusent d'autoriser la protection des navires par des gardes armées privées embarquées dans les eaux de zone économique exclusive (ZEE) située entre douze et 200 miles nautiques des côtes. Or, c'est bien cette mesure qui, conjointement avec des opérations d'unités militaires internationales, a mis fin à la piraterie dans la région de la Corne de l'Afrique et du golfe d'Aden (Somalie) où il n'y a pas eu la moindre attaque en 2020.

L'autre zone à risque est le détroit de Malacca en Asie du Sud-Est avec 66 attaques en 2020. Celles-ci sont toutefois moins violentes que dans le golfe de Guinée. Typiquement, les pirates montent à bord des navires par la menace armée (armes à feu et tranchantes) et ils s'emparent de la caisse du capitaine et des objets de valeurs qu'ils trouvent sur les marins ou dans les cabines. Ils repartent ensuite rapidement.

Il s'agit ici d'une zone de très forte circulation maritime et les États côtiers y sont tous très actifs dans le combat de la piraterie. Ce qui explique aussi le fait que les pirates ne perdent pas de temps à bord des navires qu'ils attaquent. Les navires qui font les allers-retours Europe-Asie sont pratiquement obligés de passer dans cette région, Singapour étant un des ports le plus visités dans le monde.

ad 3) Le Commissariat aux affaires maritimes (CAM) a émis une série de circulaires informant les armateurs sur les régions à risque et les procédures à y suivre. Le Code ISPS de la convention SOLAS (Safety of Life at Sea) prévoit par ailleurs trois niveaux de sûreté qui sont appliqués aux navires :

- niveau 1 : mesures de sûreté minimales maintenues en permanence ;

- niveau 2 : mesures additionnelles à maintenir pendant une période déterminée en raison d'un risque accru ;

- niveau 3 : nouvelles mesures à maintenir pendant une période limitée - un incident est probable ou imminent.

Il fauter noter que les niveaux 2 et 3 doivent être limités dans le temps car une activité opérationnelle du navire est difficile au niveau 2 et quasiment impossible au niveau 3.

Par ailleurs, le CAM transmet de façon systématique les messages d'alerte liés aux menaces de pirates émises par diverses organisations internationales (NATO Shipping Center, International Bureau of Shipping, …) ou par d'autres registres maritimes.

ad 4) L'option d'armer les marins ou de leur permettre d'amener leurs armes privées à bord d'un navire est formellement exclue par l'Organisation maritime internationale.

Devant la flambée d'attaques de pirates en 2008, 2009 et 2010, l'IMO a publié des lignes directrices encadrant l'utilisation de sociétés de protection privées plaçant des équipes de gardes armées à bord des navires. L'organisation a laissé à l'État de pavillon la liberté de définir le cadre légal approprié pour cette option. Au Luxembourg ce cadre a été défini par le CAM en collaboration étroite avec le Ministère de la Justice. Des gardes armées employées par des sociétés autorisées ont le droit de faire recours à la légitime défense selon un scénario bien défini dans les « Rules of Use of Force » (RUF) respectant notamment la proportionnalité entre la riposte et la menace.

ad 5) Un changement de niveau de sûreté peut être initié par le Haut-Commissaire à la protection nationale ou par le Commissaire de Gouvernement aux affaires maritimes sur base de renseignements ou d'informations reçus du secteur ou de la part d'organisations internationales. Il devra être ensuite validé au niveau de la CGDR.

Le Bourbon Evolution 802 était au niveau 1 décrit ci-dessus.

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que le projet de loi n° 7706 - qui mettra en œuvre les exigences du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS - est susceptible d'apporter davantage de sûreté en faveur des différents équipages des navires battant pavillon luxembourgeois ? (ndlr : Cette question ne fait pas partie de la question parlementaire n° 3856 posée par Madame la Députée Lydia Mutsch.)

Les mesures de sûreté à prendre à bord sont déterminées par les armateurs en application des conventions internationales de l'OMI. Le projet de loi n° 7706 se limite à clarifier la mise en œuvre des obligations de l'État luxembourgeois en tant qu'État du pavillon et à augmenter les sanctions pénales applicables. Ainsi, le Commissaire aux affaires maritimes est compétent pour effectuer des inspections ou pour déléguer ces dernières à des organismes expérimentés en matière de sûreté maritime. Ces inspections sont régies par le droit international.

Le projet de loi n° 7706 revêt un caractère administratif et organisationnel relatif à la réalisation des inspections et de la certification des navires. En ce qui concerne les sanctions pénales, celles-ci sont revues afin de renforcer leur effet dissuasif alors qu'aucune augmentation des seuils n'avait eu lieu depuis l'entrée en vigueur de la loi maritime. Néanmoins, il faut souligner que jusqu'à présent aucune poursuite n'a été entreprise à l'encontre des compagnies maritimes pour manquement à leurs obligations en matière de sûreté maritime.

À noter également qu'en 2010, le Luxembourg a ratifié et mis en œuvre la Convention SUA de 1988 (Convention for the Suppression of Unlawful Acts of Violence Against Safety of Maritime Navigation) ainsi que son Protocole de 1988 (Protocol for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Fixed Platforms Located on the Continental Shelf).

Question 3859 (15.03.2021) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**impact des évolutions récentes au Myanmar sur les projets de la Coopération luxembourgeoise :**

En date du 1er février 2021, l'armée birmane a renversé le Gouvernement civil, a arrêté plusieurs figures politiques et a déclaré l'état d'urgence pour la durée d'une année, provoquant des manifestations populaires massives qui dénoncent ce coup d'État.

Si la Coopération luxembourgeoise ne fournit pas d'aide directe au Gouvernement du Myanmar, elle soutient néanmoins des programmes qui bénéficient directement à la population birmane.

Dans ses réponses aux questions parlementaires n° 3552 et n° 3633, Monsieur le Ministre avait souligné qu'« en ce qui concerne l'exécution des deux projets de coopération au Myanmar qui sont actuellement mis en œuvre par l'agence Lux-Development, ils ne sont, à ce stade, pas affectés directement par la situation et peuvent être poursuivis ». Il a par ailleurs informé que « la priorité pour la Coopération luxembourgeoise dans l'immédiat est d'assurer la sécurité et le bien-être de son personnel. À cette fin, nous suivons de près l'évolution de la situation et sommes en communication permanente avec nos collègues sur le terrain » et « des mesures supplémentaires pourront être prises en fonction de l'évolution de la situation. »

Depuis lors, la situation n'a cessé de se dégrader. Les forces de sécurité birmanes continuent à utiliser une force excessive pour violemment disperser les manifestations prodémocratie. Le week-end dernier, des dizaines de manifestants ont été tués et la loi martiale a été déclarée dans plusieurs cantons de l'agglomération de Rangoun.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre quant à l'impact des évolutions récentes au Myanmar sur les projets de la Coopération luxembourgeoise ? La Coopération luxembourgeoise est-elle toujours capable de continuer à mettre en œuvre les projets de coopération dans ces conditions difficiles ?

2) Tenant compte de la dégradation de la situation sécuritaire, Monsieur le Ministre compte-t-il mettre en place des mesures supplémentaires pour assurer la sécurité et le bien-être du personnel ?

Réponse (23.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) Tel qu'indiqué dans les réponses aux questions parlementaires n° 3552 et n° 3633, la Coopération luxembourgeoise soutient deux projets bilatéraux de coopération au Myanmar, dont un en matière de formation professionnelle dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme et un second promouvant le développement rural et l'inclusion dans l'État oriental de Shan. Dans ces réponses, il avait également été indiqué que « [q]uelques jours seulement après les événements du 1er février, il [était] difficile d'évaluer l'impact du coup d'État sur les projets de la Coopération luxembourgeoise au Myanmar. Les véritables conséquences ne seraient probablement connues que dans les semaines, voire dans les mois à venir ».

Vu la dégradation continue de la situation sociopolitique et sécuritaire au Myanmar et l'escalade du recours à des mesures répressives meurtrières par les militaires au cours des dernières semaines, il a été décidé de demander à l'agence Lux-Development d'anticiper la clôture du projet de formation en hôtellerie et tourisme qui interviendra désormais à la mi-avril, soit deux mois et demi avant son échéance prévue initialement pour fin juin 2021. Cette décision a déjà été communiquée formellement aux autorités birmanes. Concernant le projet de développement rural dans l'État oriental de Shan, Lux-Development a été chargé d'examiner, d'une part, la possibilité d'une continuation des activités essentielles qui bénéficient directement à des populations vulnérables, et, d'autre part, d'envisager une délégation d'exécution à des acteurs de développement crédibles et capables d'opérer sur le terrain de manière indépendante de la junte militaire birmane.

D'après nos informations, les ONG actives au Myanmar en matière de coopération au développement et d'action humanitaire et bénéficiant d'un cofinancement de la part de la Coopération luxembourgeoise ont suspendu à ce stade leurs projets et activités, en attendant l'évolution de la situation sur place.

Au-delà des activités dans le domaine de la coopération au développement au Myanmar, l'action humanitaire luxembourgeoise continue à venir en aide aux populations affectées à travers un soutien financier aux opérations du Comité international de la Croix-Rouge ainsi qu'au Fonds de financement commun pour le Myanmar, géré par les Nations Unies. Par ailleurs, de par sa contribution au Fonds d'affectation spéciale Covid-19 (Covid-19 Trust Fund) du Programme alimentaire mondial (PAM) qui alimente l'affrètement de vols humanitaires au Myanmar et au Laos (UNHAS - UN Humanitarian Air Service), le Luxembourg contribue au déploiement de l'aide humanitaire et à la fourniture de services et d'équipements sanitaires vitaux aux populations qui en ont le plus besoin.

ad 2) Le Ministère a instruit l'agence Lux-Development de procéder avec effet immédiat au rapatriement de l'ensemble du personnel international non essentiel affecté aux actions de développement sous mandat luxembourgeois au Myanmar. Entretemps, les mesures nécessaires ont déjà été prises et le personnel concerné a quitté le pays.

Une attention spécifique est également accordée à la sécurité et sûreté du personnel des projets locaux exposé plus particulièrement aux risques, menaces et éventuelles représailles de la junte. Outre des mesures spécifiques telles que le travail à distance, les agents locaux peuvent sur simple demande être libérés de leur charge de travail afin de soutenir ou subvenir aux besoins de leurs familles et proches, tout en continuant à bénéficier de leurs salaires et autres avantages. Par ailleurs, l'ensemble du personnel de projet local est pris en charge financièrement tel que prévu initialement dans les projets respectifs.

Afin d'assurer un suivi rapproché de l'évolution de la situation au Myanmar, le Ministère est en contact permanent avec les ambassades du Luxembourg en Thaïlande et au Laos ainsi qu'avec l'agence Lux-Development et ses partenaires européens et autres, présents sur place.

Question 3867 (16.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **responsum de la Congrégation pour la doctrine de la foi à un dubium au sujet de la bénédiction des unions de personnes du même sexe :**

An hirer Responsum ad dubium huet d'kathoulesch Kierch d'Seene vu Verbindungen tëscht Persoune vum selwechte Geschlecht ënnersot. Konkreet heescht et vum Vatikan :

„Aus diesem Grund ist es nicht erlaubt, Beziehungen oder selbst stabilen Partnerschaften einen Segen zu erteilen, die eine sexuelle Praxis außerhalb der Ehe (das heißt außerhalb einer unauflöslichen Verbindung eines Mannes und einer Frau, die an sich für die Lebensweitergabe offen ist) einschließen, wie dies bei Verbindungen von Personen gleichen Geschlechts der Fall ist. Das Vorhandensein positiver Elemente - die in sich betrachtet dennoch zu schätzen und hervorzuheben sind - in solchen Beziehungen ist trotzdem nicht in der Lage, diese zu rechtfertigen und sie daher rechtmäßig zum Gegenstand einer kirchlichen Segnung zu machen, weil diese Elemente im Dienst einer Verbindung stehen, die nicht auf den Plan des Schöpfers hin geordnet ist."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Cultes dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vun dëser Annonce? Falls jo, wéi positionéiert hien sech par rapport zu den Aussoen am Responsum ad dubium?

2. Am Artikel 19 vun der Verfassung heescht et:

« La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés. »

Dëst Recht ass awer net absolutt, esou huet d'Cour constitutionnelle zum Beispill am Kader vun der Schoulflicht decidéiert, dass « l'étendue de la liberté des cultes ne saurait être telle que son exercice provoque des difficultés susceptibles de perturber [...] le système éducatif ».

Gesinn d'Ministeren d'Liberté des cultes als absolutt Recht un oder huet dëst Recht net och Limitten, wann et ëm wichteg Piliere vun eiser Gesellschaft geet, wéi d'Schoulflicht, awer och wéi d'Chancëgläichheet, déi ënner anerem am Artikel 455 vum Code pénal festgehale gëtt?

Réponse (24.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

D'Regierung äussert sech net iwwert eng theologesch Interpretatioun vun engem Glawenskonstrukt bannent enger bestëmmter Reliounsgemeinschaft. Et handelt sech bei dëser Interpretatioun ëm eng intern Wäerteausleeung vun enger reliéiser Gemeinschaft.

Fir de Rescht verweist d'Regierung op d'Äntwert vum 5. November 2019 op déi parlamentaresch Ufro N° 1270 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen.

Question 3871 (17.03.2021) de **Mmes Tess Burton** et **Francine Closener** *(LSAP)* concernant les **horaires d'ouverture des commerces :**

De Sujet vun den Ëffnungszäiten am Commerce, besonnesch op de Sonndeger, ass déi lescht Zäit nees an der Aktualitéit. D'Gesetz, dat d'Fermeture vum Eenzelhandel reegelt, schreift fir, dass et sonndes just erlaabt ass, e Commerce vu 06.00 bis 13.00 Auer opzemaachen, et sief dann, et leien Derogatioune vir. Dem Code du travail no ass et net erlaabt, dass Salariéen am Commerce sonndes méi wéi véier Stonne schaffen. An deem Kader gouf 2018 eng Etüd vum LISER gemaach, déi den Impakt vun de verschiddenen Ëffnungszäiten op d'Salariéen analyséiert huet. Dorauser geet ënner anerem ervir, dass am Commerce aacht vun zéng Salariéen, déi sonndes musse schaffen, dat léiwer net wéilte maachen.

An deem Zesummenhang wollte mir dem Här Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

- Wat si fir de Minister d'Haaptkonklusiounen aus där Etüd? Wäert den Här Minister dës Konklusiounen och ëffentlech presentéieren?

- Ass de Minister opgrond vun der Etüd der Meenung, dass d'Reglementatioun vun den Ëffnungszäiten am Commerce iwwerschafft muss ginn, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord virgesinn ass? Hunn d'Consultatiounen tëscht dem Minister an de Sozialpartner an deem Kontext schonn ugefaangen?

- Wéi vill Derogatioune fir oppe Sonndeger ginn et am Moment? Wéi ass d'Evolutioun iwwert déi lescht Jore vun dësen Derogatiounen?

Réponse (20.04.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Bei der Etüd, op déi sech déi honorabel Deputéiert bezéien, handelt et sech ëm zwee Rapporten, déi de LISER am Optrag vum Wirtschaftsministère 2018 realiséiert huet. De « rapport relatif à l'évaluation de l'impact des heures d'ouverture dans le commerce de détail à destination du Ministère de l'Économie: « Principaux résultats de la consultation menée auprès des employés » an de « rapport relatif à l'évaluation de l'impact des heures d'ouverture dans le commerce de détail à destination du Ministère de l'Économie : Principaux résultats de la consultation menée auprès des employeurs » si vun der Virgängerregierung an Optrag gi ginn an éischt Resultater dovunner louchen och schonn der Virgängerregierung vir. Am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Erweiderung vun den Ëffnungszäiten, déi am Regierungsprogramm virgesinn ass, hunn ech déi final Rapporten am November 2019 de Sozialpartner zoukomme gelooss an dës och op den Internetsite vum Ekonomiesministère a vun der Regierung der Ëffentlechkeet zur Verfügung gestallt. D'Rapporte sinn iwwer folgende Link nach ëmmer zougänglech, esou dass déi honorabel Deputéierten sech nach emol selwer kënnen e Bild dozou maachen:

https://gouvernement.lu/fr/publications.gouv_meco%2Bfr%2Bpublications%2Brapport-etude-analyse-%2Bminist-economie%2B07-rapport-commerce%-2B07-rapport-commerce.html

https://gouvernement.lu/fr/publications.gouv_meco%2Bfr%2Bpublications%2Brapport-etude-analyse-%2Bminist-economie%2B07-rapport-commerce%2B07-rapport-commerce-employeurs.html

Éischt Gespréicher hu mat de Sozialpartner virun der Coronapandemie stattfonnt, déi awer wéinst der Pandemie net weidergefouert konnte ginn. Mir wäerten dës Diskussiounen iwwert d'Fermeturezäiten awer an deenen nächste Méint erëm relancéieren.

D'Iwwerschaffe vun der Reglementatioun iwwert d'Fermeturezäiten ass onofhängeg vun der Etüd néideg, well d'Verfassungsgeriicht an engem Arrêt vu Mäerz 2017 zur Konklusioun komm war, dass verschidden Dispositioune vum Gesetz iwwert d'Fermeturezäiten eng Ongläichbehandlung vun der selwechter Aktivitéit schafen. Wéinst dësem Urteel huet dofir d'Virgängerregierung decidéiert, och dem Liewensmëttelhandwierk eng generell Derogatioun zu de Fermeturezäiten ze accordéieren, déi och nach weiderhin all Joer verlängert gëtt.

Follgend Derogatiounen zu de Sonndesfermeturë sinn iwwert déi lescht Joren accordéiert ginn:

(graphiques à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Question 3872 (17.03.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**évolution de la consommation de médicaments psychotropes :**

La pandémie de Covid-19 et les mesures prises pour la combattre ont un impact indéniable sur la santé mentale, tel que souligné par de nombreux chercheurs. En effet, pour beaucoup de personnes, la crise sanitaire est à l'origine de stress, de craintes, d'anxiété, de solitude ou de symptômes dépressifs. Afin de saisir l'ampleur de cette évolution dangereuse, il serait utile de disposer de chiffres sur l'évolution de la consommation de médicaments psychotropes. Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle nous fournir des statistiques spécifiques relatives à la consommation des médicaments psychotropes suivants : antipsychotiques, anxiolytiques, hypnotiques et sédatifs, antidépresseurs ainsi que de leurs sous-groupes au cours des 15 dernières années et de manière plus détaillée au cours de la crise sanitaire actuelle ?

2) S'il s'avère que la crise sanitaire se traduit effectivement par une hausse généralisée de la consommation de médicaments psychotropes, quelles sont les mesures que Madame la Ministre envisage afin d'y remédier ?

Réponse commune (16.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le tableau 1 présente l'évolution du nombre de patients ayant obtenu le remboursement d'un médicament psychotrope, par groupes et sous-groupes suivant la classification ATC des médicaments psychotropes au cours des 15 dernières années. Sont uniquement considérées les personnes protégées par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise ayant obtenu le remboursement d'un médicament psychotrope dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg. Les médicaments administrés dans le secteur hospitalier ne sont pas repris dans ces chiffres.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau 2 montre la variation annuelle du nombre de patients ayant bénéficié d'un remboursement d'un médicament psychotrope par groupe de médicaments psychotropes. Concernant l'évolution des antidépresseurs et hypnotiques, elle s'élève respectivement à 34,7 % et 20,6 % entre 2006 et 2020. Le nombre de patients ayant bénéficié d'un remboursement des antipsychotiques et anxiolytiques ne montre pendant ce temps qu'une faible augmentation (2,7 % et 2,3 %).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les graphiques 1 à 4 présentent l'évolution du nombre de patients ayant obtenu un remboursement d'un médicament psychotrope pour les groupes ATC antidépresseurs, antipsychotiques, anxiolytiques et hypnotiques et sédatifs par mois en 2020 et la variation annuelle 2019-2020 du nombre de patients.

(Graphiques à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 2) S'il s'avérait que la crise sanitaire se traduisait par une hausse généralisée de la consommation de médicaments psychotropes, l'on pourrait éventuellement envisager une campagne de sensibilisation similaire à celle sur l'utilisation d'antibiotiques.

Il échet cependant de souligner qu'à l'heure actuelle, la Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé suit déjà de près, dans le cadre de ses activités de pharmaco- et addictovigilance, les notifications d'effets indésirables qui pourraient être liés à un abus et/ou mésusage de médicaments. À ce jour, aucun signal particulier n'a été mis en évidence au Luxembourg.

Par ailleurs, le futur Observatoire national de la santé créé sur base de la loi du 2 mars 2021 portant création d'un Observatoire national de la santé aura pour mission d'évaluer l'état de santé de la population en termes de morbidité et de mortalité et d'évaluer les comportements à risque de la population en améliorant la connaissance de l'information sur les déterminants de la santé, et de proposer à la ministre des priorités de santé publique visant à améliorer l'état de santé de la population, le système de santé et l'état des ressources en professionnels de la santé. Si des données indiquaient donc « une hausse généralisée » significative de médicaments psychotropes, ces données pourraient être fournies au futur Observatoire de la santé, qui les centraliserait et créerait des registres pour pouvoir évaluer l'impact sur le système de santé.

Sur la base des risques identifiés, l'on pourrait également envisager la création d'un groupe de travail concernant la consommation des psychotropes au sein du Conseil scientifique de la santé au Luxembourg. Il existe déjà un groupe de travail sur le sommeil, qui est lui-même une évolution d'un groupe de travail sur les psychotropes.

https://conseil-scientifique.public.lu/fr/groupes-travail/sujets/psychotropes.html

Question urgente 5006 (24.09.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **mise en quarantaine d'élèves de l'enseignement fondamental :**

D'Grondschoul ass eréischt e puer Deeg amgaangen, a scho sëtze Kanner a Quarantaine. Well se Covid-19-Symptomer hunn oder well se mat positiv geteste Kanner a Kontakt waren.

Well et de Large-Scale-Testing zanter dem 15. September net méi gëtt, musse Kanner mat Covid-19-Symptomer fir d'éischt eng Teleconsultatioun mat engem Dokter maachen, fir uschléissend e Rendez-vous fir e gratis PCR-Test kënnen unzefroen. Den Zäitopwand geet doduerch erop.

Virun dësem Hannergrond wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Educatiounsminister stellen:

- Wéi vill Kanner sinn zanter dem 15. September an der Grondschoul a Quarantaine gesat ginn?

- Kann den Här Educatiounsminister en Tableau mat detailléierten Zuelen zu de „mises en quarantaine" zanter dem Grondschoulufank virleeën, opgeschlësselt no Regionaldirektiounen a Gemengen, an ënnerdeelt a „positiv op Covid-19 getest" respektiv „mat engem positiv geteste Kand a Kontakt gewiescht"?

- Kann d'Madamm Gesondheetsminister confirméieren, dass d'Covid-19-Hotline zanter dem Schoulufank am Fondamental iwwerlaascht ass?

- Wa jo, wéi eng Mesurë gedenkt d'Madamm Gesondheetsminister en place ze setze fir ze verhënneren, dass den Tracing retardéiert gëtt?

- Wéi stinn d'Madamm Gesondheetsminister an den Här Educatiounsminister zum Zäitverloscht, dee sech aus der Noutwendegkeet ergëtt, en Dokter ze consultéieren, fir eng Ordonnance fir e gratis PCR-Test fir e Kand ënner zwielef Joer ze kréien?

- Firwat verschéckt de Ministère de la Santé net automatesch eng Ordonnance fir e gratis PCR-Test, wann d'Eltere vun engem Kand mat Symptomer a positivem Schnelltest de Contacttracing kontaktéiert hunn?

- Wéi wëllt den Här Educatiounsminister de Wëssensréckstand opfänken, dee bei deene Kanner entsteet, déi a Quarantaine gesat ginn?

Réponse commune (04.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Tëscht dem 15. a 24. September 2021 sinn an der Direktioun vun der Santé 185 Fäll vu Covid-19 bei Kanner aus dem Fondamental am Alter tëscht 3 an 12 Joer deklaréiert ginn, déi hei am Land wunnen. Déi Kanner kruten alleguer eng „ordonnance d'isolement" vum Direkter vun der Santé geschéckt.

Doriwwer eraus goufen am Contacttracing an där selwechter Period 2.404 Dossieren traitéiert vu Kanner am Fondamental tëschent 3 an 12 Joer, déi a Kontakt stounge mat engem deklaréierte Covid-19-Fall. Dovunner kruten der 1.843 eng „ordonnance de quarantaine" a vun deenen 916 eng „autorisation de sortie école" vum Direkter vun der Santé geschéckt.

Aus Dateschutzgrënn publizéiert de Gesondheetsministère keng detailléiert Donnéeën opgeschlësselt op Gemengen fir spezifesch Altersklassen iwwert kleng Perioden eraus, well doduerjer Persoune virun allem a klenge Gemengen identifiabel kënne sinn, wann aner Datequelle mat bäigezu ginn.

D'Covid-19-Hotline ass aktuell net iwwerlaascht an de Contacttracing huet och am Moment kee Retard.

Am Fall vun engem positive Resultat vun engem Autotest, deen doheem gemaach gëtt an iwwert d'Applikatioun vun der Santé saiséiert gëtt, gëtt net automatesch eng Ordonnance fir e PCR-Test ausgestallt.

Fir am Schoulkontext enger ongläicher Behandlung tëschent deene Kanner, déi sech an der Schoul testen, an hei iwwert en automatiséierten Envoi eng Ordonnance fir e PCR-Test geschéckt kréien, an deene Kanner, déi sech doheem testen, aus dem Wee ze goen, ass eng Prozedur en place gesat ginn, fir deene betraffene Persounen zäitno eng Ordonnance fir e PCR-Test zoukommen ze loossen. Dës Ordonnancë fir de PCR-Test ginn nach dee selwechten Dag verschéckt; wann de positiven Antigentest no 18.30 Auer gemellt gëtt, ginn Ordonnancen de Moien drop verschéckt.

Beim Optriede vun engem oder zwee positive Fäll an enger Klass, ginn d'Matschüler, déi weeder geimpft nach retabléiert sinn, a Quarantaine gesat, kréien awer zugläich eng Derogation, déi hinnen et erlaabt, weider an d'Schoul ze goen. Dofir mussen zwou Konditioune respektéiert ginn: de Port du masque an d'Deelhuelen un engem renforcéierten Testing. D'Quarantaine gëtt, esou wéi d'Gesetz et virschreift, opgehuewen duerch en negative PCR-Test. Déi geimpft a retabléiert Persounen, déi am Kontakt mat der positiv getester Persoun waren, kréien och eng Ordonnance fir e PCR-Test.

Eréischt ab dem drëtte positive Fall an enger Klass, sinn déi Kanner, déi weeder geimpft nach retabléiert sinn, an enger Quarantaine. Wann d'Majoritéit vun der Klass a Quarantaine ass, gëtt en Enseignement à distance assuréiert. Déi retabléiert a geimpfte Kanner kënne weider an d'Schoul kommen.

Grad wéi och bei Absencen am Krankheetsfall, kréien déi Kanner, déi positiv getest goufen an an Isolement sinn, grad wéi déi, déi a Quarantaine gesat goufen, e Suivi vun hiren Enseignanten.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

N°13
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 13 | Session ordinaire 2020-2021

Organisation du marché de l'électricité	p. 414	Sommaire des séances publiques nos 30 à 32	p. 458	30e séance	Mercredi 20 janvier 2021
Suicide au Luxembourg	p. 422	Sommaire des questions parlementaires	p. Q322	31e séance	Jeudi 21 janvier 2021
Développement durable des zones rurales	p. 440			32e séance	Mercredi 27 janvier 2021

Réunion d'information sur les révisions de la Constitution

Le 8 octobre 2021, la Chambre des Députés a invité les citoyens à participer à une réunion d'information sur les propositions de révisions de la Constitution au « Tramsschapp ». Les représentants de tous les partis politiques représentés à la Chambre ont ainsi pu répondre aux nombreuses questions du public.

Outre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, les parlementaires suivants ont participé aux discussions : M. Léon Gloden (CSV), Mme Simone Beissel (DP), M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), M. Charles Margue (déi gréng), M. Fernand Kartheiser (ADR), M. Marc Goergen (Piraten) et Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).

La réunion, qui a été retransmise en direct sur ChamberTV, peut être consultée sur le site www.chd.lu.



(de gauche à droite) M. Marc Goergen, M. Fernand Kartheiser, Mme Nathalie Oberweis, Mme Monique Faber, M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, M. Charles Margue

Quels changements prévus pour la Constitution ?

Lors d'une conférence de presse récente, les rapporteurs des quatre propositions de révision de la Constitution (M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo et M. Charles Margue) et le Président du Parlement, M. Fernand Etgen, avaient présenté les points forts ainsi que les principaux changements par rapport à la Constitution actuelle.

Ainsi, la proposition de révision n° 7575 (Justice) s'articule autour de plusieurs idées :

- insérer l'indépendance de la justice dans la Constitution via la consécration d'un statut des magistrats,

- instituer un Conseil national de la justice,

- regrouper dans une section unique les principales garanties du justiciable, et

- élargir les attributions de la Cour constitutionnelle.

La proposition de révision n° 7700 concerne, quant à elle, l'organisation de l'État, la monarchie, les communautés religieuses ou encore les communes. Cette proposition de texte prévoit, entre autres, l'inscription de la langue luxembourgeoise, du drapeau, des armoiries et de l'hymne national dans la Constitution. Elle contient également des adaptations de dispositions relatives au Grand-Duc.

Quant à la proposition n° 7755, elle entend réviser le chapitre consacré aux droits et libertés en y ajoutant toute une série de nouveaux droits et libertés et en introduisant une nouvelle section regroupant des objectifs à valeur constitutionnelle, tels que la sauvegarde de la biodiversité, la lutte contre le dérèglement climatique, l'accès à la culture et le droit à l'épanouissement culturel, ou encore la protection du patrimoine culturel.

Enfin, la proposition de révision n° 7777 vise à moderniser les dispositions concernant la Chambre des Députés, en mentionnant les missions parlementaires et les prérogatives pour les exercer. Une des nouveautés de ce chapitre consiste à introduire une initiative législative citoyenne, soit un outil permettant aux citoyens et à la société civile de soumettre des idées législatives de manière plus précise et contraignante que par la voie d'une simple pétition.

Depuis le 15 septembre 2021, un nouvel onglet « Constitution » a été mis en ligne sur le site www.chd.lu et permet de suivre les travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.

Un résumé des travaux en relation avec les révisions de la Constitution peut être consulté au compte rendu n° 12.

Nationale Gedenkdag



Gedenkzeremonie um Kanounenhiwwel

„Mir alleguer, Jonk a manner Jonk, mussen eis konsequent wiere géint Rietsextremismus an all aner extremistesch Beweegung. Dat ass eis Verantwortung an eis Flicht. Dat ass eist Verspriechen un all déi, déi am Zweete Weltkrich gelidden hunn oder geaffert gi sinn."

Dëst war dem Chamberspresident Fernand Etgen säi Message um nationale Commemoratiounsdag, wou den Affer vun der Nazi-Occupatioun zu Lëtzebuerg geduecht gouf. Den éischte Bierger vum Land huet den 10. Oktober 2021 un der Haaptzeremonie an der Stad deelgeholl an och zu Diddeleng, wou en eng Ried gehalen huet.



Le public a eu l'occasion de poser ses questions aux députés.

L'Administration parlementaire recrute pour les besoins du service technologies de l'information :

1 INGÉNIEUR IT polyvalent, orienté réseaux et sécurité (m/f)

CDI à tâche complète (réf. CHD68S)

En tant qu'ingénieur des technologies de l'information orienté réseaux et sécurité, votre rôle est de contribuer à l'exploitation et à l'amélioration continue de l'infrastructure informatique afin qu'elle puisse offrir les services nécessaires au bon fonctionnement de la Chambre des Députés.

La date limite de remise des candidatures est fixée au **vendredi 29 octobre 2021.**

Pour plus de renseignements, prière de consulter le lien suivant :
https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Plan de relance économique : planifier, financer et mettre en œuvre



M. Sven Clement lors de son intervention à la conférence, coprésidée par M. Robert Polnar, président du Comité des finances de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie (à droite)

La conférence, qui est basée sur l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, s'est tenue le 28 septembre 2021 sous forme de visioconférence. La présidence slovène du Conseil de l'Union européenne a présenté un programme axé sur les retombées de la pandémie du Covid-19 au niveau fiscal et économique. Plus précisément, le pays organisateur a souhaité débattre sur les mesures visant à relancer l'économie européenne de manière durable, c'est-à-dire la planification de celles-ci, leur financement et leur mise en œuvre.

L'ordre du jour a été divisé en deux tables rondes. La première a demandé le positionnement des participants par rapport aux nouvelles ressources propres possibles pour le financement de la stratégie de sortie de la pandémie.

Pour alimenter la discussion, la présidence a posé la question suivante : « La taxe sur les services numériques serait-elle la réponse que nous recherchons ? » La seconde table ronde a été dédiée à l'instrument de relance NextGenerationEU, les défis qui en découlent ainsi que les opportunités qu'il peut engendrer.

M. Sven Clement est intervenu pendant le premier tour de table et a prôné un cadre davantage réglementé en termes d'impôts sur les sociétés de sorte à garantir des chances équitables entre les États membres, les petites entreprises et les géants du numérique.

À l'image de la solution NextGenerationEU, les futurs défis devraient, selon lui, être affrontés avec le même pragmatisme par l'Union européenne.

Le Parlement luxembourgeois était représenté à cette conférence interparlementaire par M. Sven Clement, président f.f. de la délégation luxembourgeoise, de même que Mme Lydia Mutsch, M. Charles Margue, M. Laurent Mosar et M. Michel Wolter, membres de la délégation.

Tous les documents ayant trait à la conférence sont consultables sur le site Internet de la dimension parlementaire de la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne (https://www.parleu2021.si).

Quatrième partie de la session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Le droit à un environnement sain, sûr et durable au centre de la session

La quatrième partie de la session ordinaire 2021 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est tenue de manière hybride à Strasbourg du 27 au 30 septembre 2021.

La première séance de la plénière a été consacrée à la présentation des résultats des missions d'observation des élections législatives que l'APCE a menées en Arménie, en Bulgarie et en République de Moldova. L'APCE, organe statutaire du Conseil de l'Europe, a ensuite délibéré sur plusieurs rapports et a procédé aux votes de résolutions et de recommandations afférentes.

Parmi celles qui ont été approuvées, le conflit du Haut-Karabakh a notamment été discuté. Les membres de l'Assemblée ont décidé de faire appel aux deux pays impliqués, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, pour continuer les négociations sur la démarcation de la frontière.

Les inégalités socio-économiques en Europe ont fait l'objet d'un autre rapport engendrant l'adoption d'une recommandation et d'une résolution dans lesquelles l'Assemblée rappelle l'obligation des États membres de « préserver les droits socio-économiques définis dans la Charte sociale européenne ».

Il faut également noter qu'une modification du Règlement a été décidée pour ce qui est de la représentation des femmes et des hommes à l'APCE. Suite à cette modification, un seuil de participation minimum de 40 % est préconisé pour chaque sexe. De plus, afin de renforcer la lutte contre les crimes dits d'« honneur », un éventail de mesures a été proposé aux États membres pour la protection et l'assistance aux victimes desdits crimes. Des lignes d'assistance téléphoniques pourraient par exemple servir de moyen préventif.

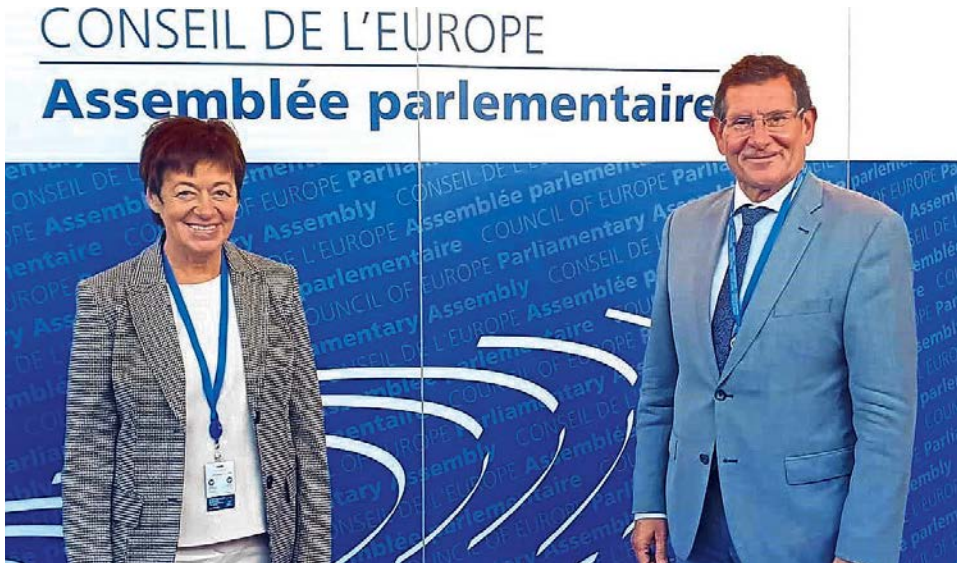
L'environnement comme droit humain

Un panel de haut niveau a eu lieu dans le but de provoquer un changement de paradigme pour que l'environnement sain ne soit plus perçu comme un simple enjeu politique, mais davantage comme un droit humain. L'importance attribuée à ce sujet a été soulignée par la participation de hauts dignitaires tels que M. António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, M. János Áder, Président de la Hongrie, ou encore Mme Anuna De Wever Van Der Heyden, militante des droits de l'homme.

En tout, cinq recommandations et sept résolutions portant sur l'environnement et les droits humains ont été adoptées par l'Assemblée. Un nouveau cadre légal est souhaité sous la forme de projet de protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, ceci pour « ancrer le droit à un environnement sûr, propre, sain et durable ».

Climat et migrations

Lors d'un débat conjoint dédié aux liens entre le changement climatique et les droits de l'homme, le président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, est intervenu au sujet du rapport « Climat et migrations ». Il a souligné la nécessité de « garantir que les personnes forcées à se déplacer à cause d'un effondrement de leurs bases de vie puissent se construire ailleurs une autre existence en dignité et dans le respect des droits humains ». Le rapport de M. Pierre-Alain Fridez (délégation suisse) a eu comme résultat l'adoption d'une résolution renforçant la coopération pour le développement dans les pays d'origine des migrants permettant de mobiliser des aides sur place et notamment d'assurer l'accès à l'eau potable et une sécurité alimentaire.



La Chambre des Députés a été représentée au Palais de l'Europe par M. Gusty Graas, président de la délégation, et Mme Josée Lorsché, membre effectif.

L'Assemblée a également accordé la tenue de trois débats selon la procédure d'urgence ayant trait à la situation en Afghanistan, à la pression migratoire dans les pays limitrophes à l'ouest du Bélarus et à un protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, ainsi qu'un débat d'actualité sur les défis démocratiques des Balkans occidentaux.

En tant que Vice-Président de l'APCE, M. Graas a présidé la dernière séance en l'absence du Président, M. Rik Daems.

Traditionnelle journée des ambassadeurs



Les participants à la journée des ambassadeurs réunis à Echternach

Le 29 septembre 2021, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a donné rendez-vous aux ambassadeurs résidents pour la traditionnelle journée des ambassadeurs. Cette rencontre annuelle, qui a eu lieu pour la douzième fois consécutive, a permis d'avoir un échange sur les relations diplomatiques et la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et les différents pays représentés. Dans son discours de bienvenue, le Président a souligné l'importance de maintenir les échanges et le dialogue, et cela en toutes circonstances.

Il a ajouté que les ambassadeurs n'étaient non seulement des représentants de leurs pays respectifs, mais également les ambassadeurs d'une société pluraliste et ouverte, où grâce à la compréhension mutuelle et la solidarité, les frontières s'estompent. « Ces valeurs du pluralisme et de l'ouverture doivent être transmises aux générations futures », a-t-il conclu. Cette année, la rencontre s'est déroulée dans la ville d'Echternach où les ambassadeurs ont pu découvrir le bâtiment historique du Lycée classique, la Basilique Saint-Willibrord ainsi que la Place du Marché.

Organisation du marché de l'électricité

7266 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Le projet de loi apporte des modifications à la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ; il effectue les adaptations nécessaires suite à l'entrée en vigueur de la directive (UE) 2018/2001 du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Les principaux objectifs des adaptations opérées par le projet de loi sont les suivants :

- Introduction d'un cadre pour l'autoconsommation et des communautés énergétiques

Le projet de loi transpose les éléments de la directive sur les énergies renouvelables qui introduisent un cadre réglementaire pour l'autoconsommation individuelle, l'autoconsommation collective et la communauté d'énergie renouvelable. L'autoconsommation individuelle concerne les consommateurs qui produisent eux-mêmes de l'électricité renouvelable et qui autoconsomment cette énergie. Elle se fait donc à l'intérieur d'un bâtiment par un seul occupant. L'autoconsommation collective est limitée à des utilisateurs du réseau à l'intérieur d'un bâtiment, dont au moins un utilisateur du réseau est autoconsommateur, qui peuvent partager entre eux l'électricité renouvelable produite sans devoir constituer une personne morale.

La communauté d'énergie renouvelable permet un partage de l'électricité parmi ses membres qui sont situés dans une même localité en aval de postes de transformation d'électricité de haute/moyenne tension en basse tension exploités par le gestionnaire de réseau de distribution concerné, en général un quartier ou, le cas échéant, une localité. Les membres d'une telle communauté sont tenus de constituer une personne morale et peuvent produire, consommer, stocker et vendre de l'énergie renouvelable, y compris par des contrats d'achat d'électricité renouvelable ou partager l'énergie renouvelable tout en maintenant les droits et obligations des membres de la communauté d'énergie renouvelable en tant que clients finaux. Ainsi, les membres d'une communauté d'énergie renouvelable, afin de garder le libre choix de leur fournisseur, concluent individuellement un contrat de fourniture avec le fournisseur de leur choix pour l'électricité prélevée du réseau. La vente de l'électricité renouvelable excédentaire et injectée dans le réseau, par contre, peut se faire via des fournisseurs individuels ou via un fournisseur commun ou par des accords d'achat d'électricité renouvelable.

- Mise en place d'une plateforme informatique pour la gestion des données énergétiques

Le projet de loi prévoit la mise en œuvre d'une plateforme informatique nationale de données énergétiques par le gestionnaire de réseau de transport d'électricité, Creos. Il s'agira d'un maillon supplémentaire dans la digitalisation du secteur de l'énergie au Luxembourg. La création de la plateforme s'appuiera sur le système central commun relatif au comptage intelligent déjà mis en place par les gestionnaires de réseau de distribution. L'objectif de cette plateforme est de simplifier, de standardiser et de gérer les processus du marché, y compris la communication sur le marché, et de permettre une meilleure gestion de la production des énergies renouvelables.

- Mise en œuvre du règlement (UE) 2019/941 sur la préparation aux risques dans le secteur de l'électricité

Le projet de loi vise également à exécuter l'article 3, paragraphe 1er du règlement 2019/941 qui prévoit que « chaque État membre désigne une autorité gouvernementale nationale ou une autorité de régulation nationale comme autorité compétente ». En vertu de la disposition précitée du règlement, le projet de loi désigne le ministre ayant l'énergie dans ses attributions comme autorité compétente, ce dernier étant tenu à remplir une série d'obligations et d'accomplir des missions prévues dans le règlement précité.

- Mise en place d'une procédure d'appel d'offres pour nouvelles capacités de production d'énergies renouvelables

Le projet de loi prévoit l'adaptation de la loi du 1er août 2007 sur l'électricité à l'évolution des outils permettant de soutenir le développement des sources d'énergies renouvelables. Si jadis, des rémunérations étaient accordées aux producteurs d'énergie renouvelable notamment sous forme de tarifs d'injection, désormais, l'outil de plus en plus utilisé pour les installations de taille est l'appel d'offres. Ce dernier permet d'obtenir un développement des énergies renouvelables avec le meilleur rapport coût-efficacité, si le marché présente suffisamment d'acteurs. La mise en place d'une procédure d'appel d'offres tient compte de cette évolution.

- Révision de la procédure d'autorisation de fourniture

Le projet de loi prévoit une réforme de la procédure pour l'octroi d'une autorisation de fourniture d'électricité, en alignant la procédure à celle du secteur du gaz naturel et en impliquant également le régulateur qui rendra un avis relatif à une demande d'autorisation. Le ministre pourra à l'avenir revoir, suspendre ou retirer une telle autorisation de fourniture aussi sur sa propre initiative et non plus que sur proposition du régulateur.

- Changements par rapport à la procédure en cas de défaillance de paiement

Le projet de loi introduit des changements par rapport à la procédure appliquée si un client est en défaillance de paiement. Premièrement, le projet de loi adapte la procédure de mise en place d'un système de prépaiement chez des clients en défaillance de paiement, en prenant en compte des nouvelles applications rendues possibles par le comptage électronique. Deuxièmement, il introduit l'obligation pour le fournisseur de fournir au client en défaillance de paiement toute information utile dont au moins les coordonnées de l'office social compétent auquel il peut s'adresser en vue d'être pris en charge pour pouvoir recevoir l'aide prévue par la législation afférente.

- Enregistrement de conversations téléphoniques pour prévention d'accidents

Le projet de loi donne également la possibilité au gestionnaire d'un réseau d'électricité d'enregistrer les conversations téléphoniques. L'enregistrement doit concerner des conversations visant à assurer les flux d'énergie électrique sur les réseaux, ou à signaler au gestionnaire de réseau une panne, un dysfonctionnement ou toute autre anomalie affectant les réseaux, ou visant des manœuvres et opérations techniques relatives aux réseaux. L'objectif de ce changement est principalement de prévenir des accidents, d'assurer la santé et la sécurité des travailleurs, des usagers et du public, ainsi que de protéger les biens du gestionnaire de réseau.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 19.03.2018
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

04.03.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen des avis du Conseil d'État
01.04.2020	Suite de l'examen du projet de loi
	Adoption d'amendements parlementaires
09.04.2020	Suite de l'examen du projet de loi
22.04.2020	Suite de l'examen du projet de loi
	Adoption d'amendements parlementaires
27.11.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
11.01.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.01.2021
Loi du 3 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 94, page 1

Nouvelles dispositions concernant l'impôt sur le revenu

7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le présent projet de loi vise à modifier l'article 168 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Il est prévu d'y ajouter un nouveau point 5 régissant les conditions de la non-déductibilité des dépenses d'intérêts ou de redevances dus en lien avec les pays ou territoires non coopératifs à des fins fiscales.

Le projet de loi fait suite aux conclusions approuvées par le Conseil de l'Union européenne relatives à la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales du 5 décembre 2017. La liste de l'Union européenne des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales (la liste UE) combinée aux mesures défensives visent à encourager les pays et territoires ciblés à améliorer leur coopération en la matière. Cette coopération permettra aux pays et territoires concernés de se voir retirer de la liste mentionnée.

De par les conclusions du 5 décembre 2017, les États membres se sont engagés à appliquer au moins une mesure défensive de nature administrative contre de tels pays et territoires. Dans cette lignée, l'Administration des contributions directes a émis une circulaire qui vise l'application d'une telle mesure défensive.

En date du 5 décembre 2019, le Conseil de l'Union européenne a adopté les lignes directrices du groupe « Code de conduite » (fiscalité des entreprises) concernant une coordination accrue des matières défensives dans le domaine fiscal. Dans ce contexte, les États membres ont pris l'engagement d'étoffer les mesures défensives par au moins une mesure de nature législative.

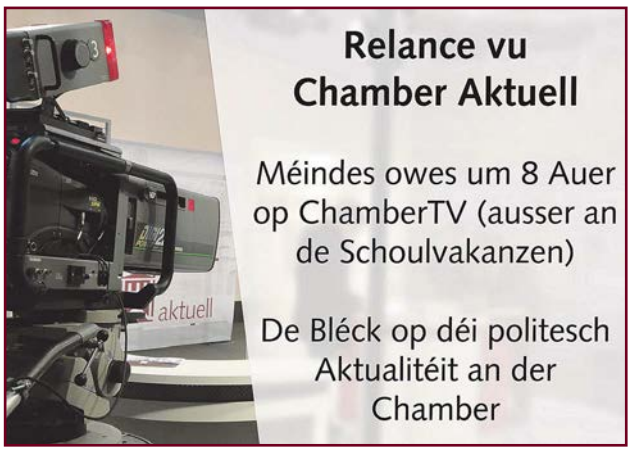
Le présent projet de loi entend donc introduire une telle mesure législative, à savoir la non-déductibilité des intérêts ou des redevances dus à une entreprise liée établie dans un pays ou un territoire figurant sur la liste UE, à moins que le contribuable ne puisse apporter la preuve que celles-ci sont en lien avec une opération qui reflète la réalité économique.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 30.03.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

27.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
26.10.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
06.01.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.01.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport
22.01.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique : 28.01.2021
Loi du 10 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 108, page 1



Soutien financier du secteur agricole

7621 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Essentiellement, le projet de loi sous rubrique vise à prolonger l'applicabilité de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales pour assurer la continuité du soutien financier au secteur agricole après le 31 décembre 2020, au vu du retard pris par la réforme de la politique agricole commune (PAC) qui sous-tend la programmation pour les années 2021 à 2027. Comme la loi agraire du 27 juin 2016 n'est pas formellement limitée dans le temps, elle continuera à s'appliquer jusqu'à son abrogation. S'agissant cependant des aides aux investissements, la loi prévoit, pour chaque catégorie d'investissement, des plafonds jusqu'à concurrence desquels les investissements réalisés par les bénéficiaires peuvent bénéficier d'une aide financière, au taux prévu par la loi. Ces plafonds d'investissement, d'une part, ont été calculés pour une période de sept ans et, d'autre part, selon les termes exprès de la loi, prennent fin à l'échéance du 31 décembre 2020. Certains bénéficiaires auront épuisé leurs plafonds avant la fin de la période, et ceux qui ne les auront pas épuisés ne pourront plus les utiliser après la fin de la période.

Le projet de loi tend principalement à garantir la continuité des financements durant une phase de transition en 2021 et n'a pas l'ambition de procéder à une réorientation de la politique agricole au vu de la réforme de la PAC à venir. Ceci correspond à la solution proposée au niveau européen. Si la Commission européenne a présenté ses propositions de réforme pour la politique agricole commune de la prochaine période de programmation qui va du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2027 dès juin 2018, la politique agricole commune pour la période 2021 à 2027 sera retardée de deux ans.

Le projet de loi propose ainsi d'adapter les plafonds d'investissement en conséquence de la période prolongée et en tenant compte de l'augmentation des prix.

Outre l'ajout d'un petit nombre de biens d'investissement à la liste des investissements éligibles, de nouvelles aides sont mises en place. Pour stimuler la production de produits agricoles à très petite échelle, un régime d'aides est créé en faveur des microentreprises. Dans le même ordre d'idées, et afin de faire droit aux exploitations agricoles, viticoles et horticoles qui procèdent à la vente directe de leurs produits et qui n'arrivent souvent pas à atteindre les seuils d'investissement de 5.000 euros, respectivement de 15.000 euros pour les constructions, prévus par la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, ces seuils sont abaissés à 3.000 euros.

Par ailleurs, l'abreuvement du bétail hors cours d'eau est encouragé par l'institution d'une aide pour l'aménagement de dispositifs et d'ouvrages d'abreuvement empêchant l'accès direct du bétail au cours d'eau.

Enfin, il est procédé à quelques modifications ponctuelles de la loi, qu'il est jugé utile de ne pas reporter.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 22.06.2020
Rapportrice : Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(Présidente : Mme Tess Burton) :

13.07.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
11.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements
07.01.2021	Examen d'une série de propositions d'amendements
22.01.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.01.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27.01.2021
Loi du 5 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 96, page 1

Le saviez-vous ?

POUVOIR LÉGISLATIF

Le pouvoir législatif est l'autorité qui édicte les lois. L'exercice du pouvoir législatif appartient à la Chambre des Députés.

Secteur financier : nouvelles dispositions

7637 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° de la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés

Le présent projet de loi vise à moderniser la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés en reconnaissant de manière explicite la faculté d'utiliser des mécanismes d'enregistrement électroniques sécurisés, y compris des registres ou bases de données électroniques distribués, à des fins d'émission de titres dématérialisés.

La loi en projet s'inscrit dans la continuité de la loi du 1er mars 2019 ayant modernisé un aspect de la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres en reconnaissant expressément le transfert de titres moyennant l'utilisation de mécanismes d'enregistrement électroniques sécurisés, notamment fondés sur la technologie des registres ou grands livres distribués. Dans la lignée de la loi du 1er mars 2019, le présent projet de loi contribue aux efforts de promotion de l'innovation dans le secteur financier luxembourgeois.

Par la reconnaissance explicite en droit de la réalité de la technologie des registres ou bases de données électroniques distribués, le projet de loi vise à mettre les acteurs concernés en mesure de profiter pleinement, et en toute sécurité juridique, des opportunités offertes par ces technologies innovantes dans le cadre d'émissions de titres dématérialisés.

De plus, le présent projet de loi vise à élargir le champ d'application de la loi du 6 avril 2013 en accordant la possibilité aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, tels que définis dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, d'agir en tant que teneurs de compte central pour des titres de créances non cotés. Afin de garantir des standards de qualité et de sécurité élevés, ces entités devront disposer des infrastructures et des mécanismes de contrôle et de sécurité adéquats.

L'élargissement visé permettra, d'une part, auxdites entités d'étoffer leur offre de prestations en matière de titres dématérialisés, et d'autre part, aux émetteurs de titres de créances non cotés de recourir à un nombre plus important d'acteurs.

Le projet de loi constitue une nouvelle étape importante pour la place financière dans sa volonté de relever les défis et saisir les opportunités de la digitalisation du secteur financier et de l'émergence de nouvelles technologies, et contribue, en l'espèce, à renforcer le rayonnement et l'attractivité du cadre légal luxembourgeois en matière d'émission de titres dématérialisés.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.07.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
05.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
06.01.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
11.01.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.01.2021
Loi du 22 janvier 2021
Mémorial A : 2021, n° 43, page 1

TVA : mesures temporaires en temps de pandémie

7735 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer la directive (UE) 2020/2020 du Conseil du 7 décembre 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne des mesures temporaires relatives à la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux livraisons de vaccins contre la Covid-19 et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de cette maladie, en réaction à la pandémie de Covid-19

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive (UE) 2020/2020 du Conseil du 7 décembre 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne des mesures temporaires relatives à la TVA applicable aux vaccins contre la Covid-19 et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de cette maladie en réaction à la pandémie de Covid-19 (ci-après : « la directive (UE) 2020/2020 »). La loi en projet entend transposer les dispositions visées par le biais d'une modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après : « la loi TVA »).

La directive (UE) 2020/2020 s'inscrit dans la stratégie de l'Union européenne concernant les vaccins contre la Covid-19. Cette stratégie a pour objectif d'accélérer la mise au point, la fabrication et le déploiement de vaccins contre le virus afin de contribuer à protéger les personnes dans l'Union ainsi qu'à promouvoir les tests de dépistage pour contenir la pandémie. Ladite directive prévoit la possibilité pour les États membres d'opter, en ce qui concerne les livraisons de dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de la Covid-19 et les prestations de services étroitement liés à ces dispositifs, pour l'application (i) soit d'un taux de TVA réduit, (ii) soit d'une exonération avec droit à déduction de la TVA payée au stade antérieur, et d'appliquer une exonération avec droit à déduction de la TVA payée au stade antérieur pour les livraisons de vaccins contre la Covid-19 et les prestations de services étroitement liés à ces vaccins.

La loi en projet vise à introduire une exonération de TVA aussi bien des livraisons de dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de la Covid-19 et des prestations de services étroitement liées à ces dispositifs que des livraisons de vaccins contre la Covid-19 et des prestations de services étroitement liées à ces vaccins par le biais de l'insertion à la section « Exonérations des opérations à l'exportation en dehors de la Communauté, des opérations assimilées, des transports internationaux et de certaines acquisitions intracommunautaires de biens » d'un nouveau point t) à l'article 43, paragraphe 1er, de la loi TVA. Cette exonération cessera d'avoir effet au 31 décembre 2022.

Le présent projet de loi a vocation à conférer au dispositif visé une application rétroactive au 1er janvier 2021.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.12.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
08.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
11.01.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.01.2021
Loi du 22 janvier 2021
Mémorial A : 2021, n° 44, page 1

Droit au congé pour raisons familiales

7747 - Projet de loi portant :

1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;

2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à modifier les articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail et à apporter des dérogations temporaires aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53, afin de créer la possibilité d'un droit au congé pour raisons familiales directement conditionné par la fermeture totale ou partielle des écoles, avec ou sans enseignement à distance, ou des structures d'accueil pour enfants dans un but de lutter contre la propagation de la Covid-19.

Les dispositions prévues par la loi du 24 décembre 2020 portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail viennent à expiration en date du 20 janvier 2021, et même si actuellement au Luxembourg les écoles et structures d'accueil sont ouvertes, il en est différemment dans nos pays voisins, ce qui rend indispensable la prolongation de la mesure pour les salariés frontaliers.

De plus, le présent projet de loi prévoit de mettre fin de façon définitive au fait que jusqu'à présent, les mises en quarantaine d'enfants de moins de treize ans accomplis de même que les mesures d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile de ces enfants, pour des raisons impérieuses de santé publique, n'étaient pas visées dans le champ d'application défini dans le dispositif légal sur le congé pour raisons familiales alors que le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales, précise que dans de tels cas de figure, ledit congé peut être prorogé. En outre, ce projet de loi élargit également la base légale du règlement grand-ducal précité pour y inclure la définition des cas de mise en place de mesures de santé publique, destinées à limiter la propagation d'une épidémie permettant ainsi de prévoir, pour un certain nombre d'hypothèses, une prorogation de la durée du congé pour raisons familiales telle que définie à l'article L. 234-52 du Code du travail.

Par conséquent, le présent projet de loi élargit définitivement le champ d'application pour l'accès au congé pour raisons familiales pour y inclure les parents qui ont à charge un enfant de moins de treize ans accomplis faisant l'objet d'une mesure de mise en quarantaine, d'isolement, d'éviction, d'éloignement, de mise à l'écart ou de maintien à domicile pour des raisons impérieuses de santé publique à condition que celles-ci aient été décidées par une autorité ayant compétence pour ce faire.

En outre, de manière temporaire, peut désormais également prétendre au congé pour raisons familiales le salarié ou le travailleur indépendant ayant à charge :

- un enfant vulnérable à la Covid-19 à condition de produire un certificat médical attestant cette vulnérabilité et la contre-indication de fréquenter l'école ou une structure d'accueil pour enfants, à savoir un service d'éducation et d'accueil pour jeunes enfants, un service d'éducation et d'accueil pour enfants scolarisés, une mini-crèche respectivement un accueil auprès d'un assistant parental ;

- un enfant né avant le 1er septembre 2017 et âgé de moins de treize ans accomplis ou n'ayant pas quitté l'enseignement fondamental pendant la période pour laquelle, pour des raisons liées à la crise sanitaire due à la pandémie de la Covid-19, le ministre ayant l'éducation nationale, l'enfance et la jeunesse dans ses attributions a décidé une fermeture partielle ou totale des écoles, avec ou sans enseignement à distance, ou des structures d'accueil pour enfants définies au point 1, sous réserve qu'elles accueillent des enfants scolarisés, et à condition de produire un certificat attestant la situation donnée émis par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;

- un enfant né à partir du 1er septembre 2016, pendant la période pour laquelle, pour des raisons liées à la crise sanitaire due à la pandémie de la Covid-19, le ministre ayant l'éducation nationale, l'enfance et la jeunesse dans ses attributions a décidé une fermeture partielle ou totale des structures d'accueil pour enfants définies au point 1, sous réserve qu'elles accueillent des jeunes enfants, et à condition de produire un certificat attestant la situation donnée émis par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;

- un enfant de moins de treize ans accomplis fréquentant une école ou une structure d'accueil définie au point 1 qui, pour des raisons liées à la crise sanitaire due à la pandémie de la Covid-19, a dû être fermée de façon isolée par l'autorité publique compétente à condition de produire un certificat attestant la situation donnée émis par l'autorité publique compétente.

La limite d'âge de moins de treize ans accomplis ne s'applique pas aux enfants qui bénéficient de l'allocation spéciale supplémentaire au sens de l'article 274 du Code de la sécurité sociale.

Les dispositions prévues par le présent projet de loi s'appliquent également aux frontaliers. Ainsi, en cas de fermeture totale ou partielle ou de façon isolée, avec ou sans enseignement à distance des écoles ou des structures d'accueil pour enfants situées en dehors du territoire luxembourgeois, pour des raisons liées à la crise sanitaire due à la pandémie de la Covid-19, un document officiel émanant de l'autorité compétente du pays concerné attestant la situation donnée est à joindre à la demande par le bénéficiaire.

Les salariés en situation effective de chômage partiel prévu aux articles L. 511-1 à L. 511-15 et L. 512-7 à L. 512-10 du Code du travail ne sont pas éligibles à la dérogation prévue à l'article 4.

Finalement, étant donné que la situation actuelle risque de perdurer, respectivement de se reproduire de façon cyclique, la fin de période d'application du présent projet de loi est fixée au 2 avril 2021 inclus, ce qui correspond à la date de début des vacances de Pâques.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.01.2021
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
21.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.01.2021
Loi du 22 janvier 2021
Mémorial A : 2021, n° 45, page 1

Nouvelle aide financière pour indépendants

7745 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un nouveau régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19

Ce projet de loi a pour objet d'instaurer une nouvelle aide financière en faveur des commerçants, artisans et travailleurs intellectuels exerçant en tant qu'indépendants, qui rencontrent des difficultés financières en relation avec la pandémie Covid-19.

Cette nouvelle aide, à l'instar des deux aides qui avaient été créées en faveur des travailleurs indépendants en avril et mai 2020, vise à combler l'absence de dispositif permettant aux travailleurs indépendants de bénéficier d'un revenu de remplacement dans une situation de crise économique telle que celle à laquelle nous sommes confrontés actuellement.

L'aide mise en place prend la forme d'une indemnité unique non remboursable et non imposable. Elle est réservée aux personnes qui ont le statut d'indépendant à titre principal et qui sont affiliées en tant que tel à la sécurité sociale.

Le montant de la nouvelle aide varie en fonction de la tranche de revenu cotisable dans laquelle la personne se situe. Ainsi, un travailleur indépendant avec un revenu professionnel situé entre un tiers et 1,5 fois le salaire social minimum a droit à une indemnité de 3.000 euros. Un travailleur indépendant avec un revenu professionnel situé entre 1,5 et 2 fois le salaire social minimum a droit à une indemnité de 3.500 euros. Finalement, un travailleur indépendant avec un revenu professionnel situé entre 2 et 2,5 fois le salaire social minimum a droit à une indemnité de 4.000 euros.

La dépense qui sera engendrée par cette aide est estimée à 15 millions d'euros.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 12.01.2021
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
13.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
22.01.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État et d'une proposition d'amendement
25.01.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27.01.2021
Loi du 29 janvier 2021
Mémorial A : 2021, n° 84, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 65 de M. Georges Mischo relative aux aides financières pour les clubs de sport**
   - M. Georges Mischo (intervention de M. André Bauler) - M. Dan Kersch, Ministre des Sports - M. Georges Mischo (intervention de M. le Ministre Dan Kersch) - M. le Ministre Dan Kersch
3. **Question élargie n° 68 de M. André Bauler relative à la mise en œuvre du processus Rifkin, en particulier pendant la pandémie Covid-19**
   - M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. André Bauler - M. le Ministre Franz Fayot
4. **7266 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. Carlo Back
   - Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn (intervention de M. André Bauler) - M. Georges Engel - M. Fred Keup - M. David Wagner - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. Paul Galles (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Turmes
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7640 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Semiray Ahmedova
   - Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fred Keup - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Turmes et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Question élargie n° 65 de M. Georges Mischo relative aux aides financières pour les clubs de sport

Mir fänken d'Sëtzung vun haut de Mëtten u mat der erweiderter Fro Nummer 65 vum Här Georges Mischo iwwert d'Bäihëllefe vu Sportsveräiner. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Georges Mischo, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech brauch heibanne kengem ze erklären, wéi schlecht et a verschiddene Secteuren hei am Land ausgesäit. D'Regierung huet mussen zanter Méint reagéieren an huet dat och mat enger ganzer Rei Mesuren a Milliarde gemaach. Mam Programm „Restart Sports" huet de Sportsministère och reagéiert a pro Lizenz 20 Euro a fir international Eventer bis zu 3.000 Euro pro Veräin ausbezuelt.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Mischo *(CSV).*- Alles schéin a gutt, mee dat geet leider bei Wäitem net duer. Dat war am Ufank vun der Pandemie eng ganz gutt Ënnerstëtzung, mee am Sport sinn awer Veräiner amgaangen, un hir finanziell Limitten ze stoussen. Et sinn der och schonn driwwer eraus.

Mir riskéieren, dass eng ganz Rei Veräiner uechtert d'Land de Schlëssel mussen ënnert den Teppech leeën, wat fir de Lëtzebuerger Sport eng Katastroph wier. Virun allem kleng Klibb, awer och méi grousser.

Et ass fir Verschiddener fënnef vir zwielef, Här Minister! An d'Ursaache leien op der Hand. Et gëtt elo gläich ee Joer, wou keng Matcher, keng Kompetitiounen, keng Meetingen a keng Manifestatioune méi sinn. Dat ass net nëmme fir Sportler a Sportlerinne ganz schwéier ze verkraaften, souwuel kierperlech wéi och mental, mee och fir alleguerten déi Benevollen an de Klibb.

D'Veräiner kréie keng Sue méi duerch d'Entréesticketen, well duerch d'Covidmesuren zanter Méint keng Leit méi an d'Halen an op d'Terrainen däerfen. Dat stellen ech hei iwwerhaapt guer net a Fro, mee et ass awer leider déi batter Realitéit. Virun engem Match, an der Paus an nom Match gëtt kee Béier méi gezaapt, gi keng Thüringer méi gegrillt a bei de Jugendmatcher gi keng Kuchen a keng Taarte méi verkaaft.

M. André Bauler *(DP).*- Grillinger!

M. Georges Mischo *(CSV).*- D'lescht Joer sinn och all d'Manifestatiounen an d'Waasser gefall, wou d'Veräiner soss nach hir Keese fëlle konnten, wéi Turnéier, Jugendturnéier, Manifestatiounen, wéi d'Organisatioun vun engem nationale Championnat, Gedrénks- an Iessstänn um Virowend vum Nationalfeierdag, 1.-Mee-Feieren et j'en passe.

Derbäi kënnt, dass ganz vill a virun allem kleng Sponsoren, vun deenen eis Veräiner liewen an ofhängeg sinn, selwer a schlechten Dicher sinn a keng Sue méi iwwreg hunn, fir de Sport hei zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Och grouss Sponsoren hu kee richtegen Interêt méi, hir Suen an de Sport ze stiechen, well hir Calicoten an hir Logoen néierens méi ze gesi sinn.

E weidere Problem sinn d'Memberskaarte vun de Sportler, eng ganz wichteg Zomm fir all d'Veräiner, déi virun allem am Jugendberäich net méi bezuelt ginn. Derbäi kënnt, dass doduerch dann och nach d'Primes qualité+ fir d'Veräiner ewechfalen.

Wa mir heibanne fir eis Kanner nach weider aus Solidaritéit zu eisem Club Memberskaarte bezuelen, gëtt et awer och hei zu Lëtzebuerg vill Elteren, déi sech soen: „Majo, et ass keen Training méi, et si keng Matcher méi, also brauch ech och keng Memberskaart méi ze bezuelen." Dat kann een och verstoen. Virun allem bei Familljen oder Alengerzéiender, déi all Euro mussen ëmdréien.

Duerch all déi Ëmstänn ginn de Veräiner net nëmme vill Sue verluer, mee och vill Kanner a Jugendlecher, déi kee Sport méi maachen. Am Moment gëtt et hei zu Lëtzebuerg ronn 1.550 Veräiner. An ech fäerten, Kolleeginnen a Kolleegen, wann et esou virugeet, da sinn et der 2022 eng ganz Rei manner. Dofir heescht et: elo reagéieren an eise Sportsklibb finanziell ënnert d'Äerm gräifen.

Déi 5 Milliounen Euro, déi vum Sportsministère virgesi waren, ginn net duer. Well wat mécht e klenge Veräin mat 50 Membere respektiv Lizenzen? An där gëtt der vill! Dee Klub kritt vum Sportsministère 50-mol 20, also 1.000 Euro - dat ass natierlech besser wéi näischt, mee awer leider just eng Drëps op de waarme Steen.

De Staat huet Milliarden an de Grapp geholl, fir jiddereng hei zu Lëtzebuerg esou gutt wéi méiglech ze hëllefen. An ech wäert mech hidden, op dëser Plaz ee Secteur mat deem aneren ze vergläichen oder, nach méi schlëmm, géinteneen auszespillen. Et geet mer drëm, eng Lanz fir de Sport ze briechen, well et geet net nëmmen ëm d'Suen, mee et geet hei och ëm net manner wéi de Sport zu Lëtzebuerg: souwuel fir de Leeschtungssport an den Héichleeschtungssport, wéi och fir de breede Sport an, wat mir ganz vill um Häerz läit, de Kanner- a Jugendsport.

Ech ginn der Kulturministesch an hirem Interview vum 12. Dezember am „Télécran" ganz Recht, wa si seet: „Kultur ist systemrelevant." Eiser Meenung no ass och de Sport systemrelevant.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Très bien!

M. Georges Mischo *(CSV).*- De Sport däerf dem Virus ënner kengen Ëmstänn zum Affer falen! De Professer Dokter Kleinert vun der Sportshochschule zu Köln huet an deene leschte Méint eng Etüd gemaach, wou elo scho kloer erauskënnt, dass et nom Joer 2020 e motoresche Retard bei Kanner a Jugendleche gëtt. Dozou kann ech just soen: dramatesch! An dat wäert och hei zu Lëtzebuerg net anescht sinn.

Derbäi kënnt, dass d'Motivatioun, fir Sport ze maachen, erofgaangen ass respektiv erofgeet, soudass mer och erëm vill Kanner a Jugendlecher u Spillkonsole verléiere wäerten.

An eise Veräiner maachen och vill eelerer a behënnert Leit Sport. Et muss also elo esou séier wéi méiglech eppes geschéien! An dofir ass et eiser Meenung no un der Regierung oder um Sportsministère, fir weider konsequent an de Lëtzebuerger Sport ze investéieren.

Här Minister, ech wollt Iech bei dëser Question élargie awer och kuerz aus engem Podcast zitéieren, wou Dir gesot hutt: „Och 2021 wäerte mer keen normaalt Sportsjoer erliewen." An nach eng vill méi wichteg Ausso vun Iech war: „Alles maachen, fir esou séier wéi méiglech erëm ze hëllefen opzebauen, wat duerch d'Pandemie futtigaangen ass."

Dozou dann hei meng Froen:

Sinn d'Regierung an de Sportsministère gewëllt, zousätzlech Subsiden un d'Sportsveräiner auszebezuelen? Ass de Sportsministère bereet, esou Aktioune wéi #SupportYourSport wéi an Däitschland an d'Liewen ze ruffen?

Kann de Sportsminister sech virstellen, e Projet zesumme mat de grousse Supermarchéen hei zu Lëtzebuerg ze lancéieren, fir Done fir de Sport ze sammelen, esou wéi dat an der Vergaangenheet scho fir d'Unicef gemaach ginn ass? An och do gëtt et an Däitschland mat Rewe schonn e flott Beispill.

Wann zousätzlech Subside sollen ausbezuelt ginn, fir wéini kéinten d'Veräiner mat deene rechnen?

Ech soen Iech elo schonn, Här Minister, Merci fir Är Äntwerten a fir hoffentlech séier an onkomplizéiert Aiden am Sënn vum Lëtzebuerger Sport.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Vizepremier a Sportsminister Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Mischo.

Wann et drëms geet, eng Lanz fir de Sport ze briechen, da kann ech Iech soen: „Elo ass se futti!" Well wa mir zwee zesummen déi nämmlecht Ziler verfollegen - an ech ginn dervun aus, dass dat de Fall ass, wann et ëm de Lëtzebuerger Sport geet -, dann, mengen ech, komme mer do och ganz schëtzeg virun.

Ech si frou, dass Der erwäänt hutt, dass d'Regierung e groussen ëmfaassende Pak fir de Lëtzebuerger Sport decidéiert hat, vun deem och eng ganz Rei vu Sportsinstitutioune Gebrauch gemaach hunn.

De Sport, genau wéi all déi aner Beräicher, ass net vun der sanitärer Kris verschount bliwwen. Dir hutt et gesot: National an international Evenementer sinn ausgefall, et kann ee soen, de ganze Sport dréit u sech am Ralenti. Vill grouss Manifestatioune sinn nach an der Schwief oder fannen ënner ganz besonnesche Bedingunge statt - et brauch een nëmmen als Beispill d'Handballweltmeeschterschaft ze kucken, déi am Moment an Ägypten iwwert d'Bün geet, mat all deene Problemer, déi domadder verbonne sinn.

D'Konsequenze vun der sanitärer Kris, déi déi Lëtzebuerger Sportsveräiner op sech duerkomme gesinn, sinn natierlech grouss. Se sinn am Moment och nach net genau anzeschätzen, och dat sollt een net virenthalen.

De Virus ass nach ëmmer present an nieft deene finanziellen Aboussen, vun deenen Der geschwat hutt, gëtt et och nach eng ganz Rei vun anere Repercussiounen um Niveau vun de Lizenzéierten oder de Benevollen, wou een nach net kann ofschätzen, wéi grouss de Schued fir de Sport schlussendlech wäert sinn. Op jidde Fall, an dat hat ech gesot, wäert d'Regierung déi Entwécklung ganz genau am A behalen.

Fir dem finanziellen Impakt vun der Coronakris op d'Sportsveräiner op d'mannst deelweis entgéintzewierken ... An ech soen awer och hei ganz haart: Zu 100 % wäerte mer dat mat Sécherheet net kënnen! Dat ass och net d'Aufgab vun der Regierung, mee et geet drëms, dat ze erreechen, wat Der virdru gesot hutt: ze verhënneren, dass d'Sportsveräiner net méi kënnen iwwerliewen. Do wäerte mer eis Verantwortung, esou wéi an der Vergaangenheet, och an Zukunft iwwerhuelen.

D'Regierung hat jo den 29. Mee (veuillez lire: 29. Juni) de Plan de relance Sport lancéiert.

Wann Der gesot hutt, dass eenzel Elteren d'Memberskaarte fir hir Kanner net méi bezuelen, dann hunn ech dat och scho gezielt kritt. Ech hunn awer och vum Géigendeel gezielt kritt, vu Leit, déi ganz bewosst dat Duebelt vun der Memberskaart finanzéieren, respektiv och sponseren, déi nach eppes dropgeluecht hunn, eebe well se wëlle verhënneren, dass an dëse schwéieren Zäiten de Sportsveräin géif agoen.

Et muss een och soen, dass mer an deem ganze Beräich vun deene 5 Milliounen, déi mer zur Verfügung gestallt hunn, jo och 1 Millioun zur Verfügung gestallt hu fir d'Gemengen, wou probéiert gëtt, och iwwert den net organiséierte Sport, mee deen da vun der Gemeng praktesch ugebuede gëtt, deem ganze Sportsstierwen e bëssen entgéintzewierken.

An ech sinn immens frou, dass net manner wéi zéng Gemengen Interêt gewisen hunn, fir bei där Aktioun matzemaachen. Ech ka se och hei opzielen: Dat si Biissen, Nidderaanwen, Hesper, Steesel, Ëlwen, Réiser, Wolz, Iechternach, Miersch a Mondorf, déi sech gemellt hunn, fir och elo e lokale Sportskoordinator vun der Gemeng anzestellen. Dat ass och eppes, wat ganz gutt an d'Konzept vum COSL erapasst.

En Deel vun deenen Hëllefen awer, déi mer un déi kuerzfristeg Moossname gebonnen hunn, fir de Veräiner ze hëllefen, fir dass se elo iwwert de Wanter kommen, fir dass se déi schwéier Zäite kënnen iwwerbrécken, sinn natierlech och mat grousse finanziellen Affere vusäite vum Sportsministère verbonnen. Dat, wat mer do maachen, dat ass keng Selbstverständlechkeet. An ech kann awer soen, dass ganz vill Veräiner dovunner Gebrauch gemaach hunn an dass mer och e ganz gudde positiven Echo kritt hunn.

Och, wat d'Federatiounen ugeet, well do ass de Problem net aneschters wéi an de Veräiner. Och do stelle sech eng ganz Rei vu Froen. Do kann ech soen, dass de Sportsministère seng Engagementer - haaptsächlech seng finanziell Engagementer -, déi an de Konventioune festgehale sinn, och 2020 tel quel ëmgesat huet an och alles ausbezuelt huet, obscho mer jo woussten, dass se net alles dat, wat als Géigeleeschtungen an deene Konventioune virgesinn ass, kéinte leeschten.

Wat d'Sportsveräiner ubelaangt, wëll ech awer och nach eng Kéier drun erënneren, dass an deem Zäitraum natierlech och eng Rei vu Sportsveräiner ausserhalb vun deem 5-Millioune-Paquet vum Chômage partiel Gebrauch gemaach hunn. An ech hunn dat de Moien nach eng Kéier nogefrot, ech mengen, och dat ass eng interessant Informatioun fir d'Chamber: Et sinn insgesamt 95 Veräiner, 320 verschidde Salariéen, déi iwwert de Chômage partiel ofgedeckt ginn. Bis elo hu mer do 2 Milliounen Euro ausginn. Do feelen awer nach d'Dekonte vum November an Dezember, soudass dee Chiffer also och nach ganz considerabel an d'Luucht goe wäert.

Ech wëll op dëser Plaz awer och, wéi gesot, ausdrécklech deene Gemenge Merci soen, déi vu sech aus d'Initiativ geholl hunn, fir nieft deene Subsiden, déi mer iwwert de Sportsministère ausgedeelt hunn, och als Gemeng hir Veräiner finanziell ze ënnerstëtzen. Och dat huet de Veräiner guttgedoen.

Ech wëll vläicht och nach derbäi soen, dass mer natierlech nach amgaange sinn. Mir kënnen nach keen definitive Bilan zéien, well nach an deene leschten zwou Woche vum Dezember - Dir wësst, dass de Stéchdatum, wou d'Veräiner sech konnte mellen, den 31. Dezember ofgelaf ass - sinn eng ganz Rei vun Demanden derbäikomm, wat u sech eng gutt Saach ass. Bis elo hu mer 1,420 Milliounen u 544 Veräiner ausbezuelt - dat ass déi Direkthëllef, déi mer am Kader vun deenen 20 Euro pro Lizenz gemaach hunn.

Derbäi kënnt selbstverständlech och dat, wat mer gemaach hu fir déi international Organisatiounen, déi d'Veräiner gemaach hunn, wou se 3.000 Euro konnte kréien, wann dat ausgefall ass. Do si mer am Moment bei ronn 120 bis 130 Demanden, déi bis elo era sinn. Och déi Sue wäerten dann an där Envergure fléissen, wéi ech et elo gesot hunn.

Fir de Schoulsport oder den deelweisen Ausfall vum Schoulsport ze kompenséieren, hate mer eng ganz konkreet Aktioun lancéiert, fir déi Veräiner ze belounen, déi sech eppes afale gelooss hunn, fir dass d'Kanner, eebe well de Schoulsport deelweis ausgefall war, sech awer konnte beweegen. Do sinn insgesamt aacht Veräiner, déi och ronn 35.000 Euro ausbezuelt kréien.

Et war och esou, dass mer zousätzlech nach eng Kéier eng weider Aktioun lancéiert haten: Dat waren déi Trainingskonzepter a Véierer-Gruppen. Och do sinn nach eng Kéier zousätzlech 20 Euro pro Lizenz fir all Jugendlechen ënner 16 Joer ausbezuelt ginn.

An dann eng Aktioun, déi och nach leeft a wou mer nach ganz villes opstoen hunn, dat ass déi Materialbeschafung, wou mer d'Veräiner ënnerstëtzt hunn, wou all Veräin bis zu 5.000 Euro kréie konnt, wann e sech Sportsmaterial ugeschaaft huet. Och do wäerte mer op en Total kommen, deen no un 1 Millioun läit.

Derbäi kënnt, an Dir hutt et ugeschwat, de Subsid qualité+. Dozou muss ech soen, datt mer, entgéint deem, wat Der vläicht gefaart hutt, do net wäerten am Budget erofgoen. Et gesäit net esou aus, wéi wa mer do e konsequente Réckgang ze verzeechnen hätten. Am Géigendeel: Mir ginn dervun aus, dass mer iwwert de qualité+ iwwer 3 Millioune wäerten ausbezuelen. Dat geet also direkt un d'Veräiner, natierlech gebonnen un déi Zuel vu Kanner, déi se dann och betreien.

Da wollt ech nach derbäi soen, dass et fir mech extreemst wichteg ass, dass mer och - zumindest wëssenschaftlech begleet - genau kënnen aschätzen, wat d'Repercussioune vun der Covidkris op de Lëtzebuerger Sport sinn. Dofir hu mer eng Etüd zesumme mat der LUNEX um Lafen, wou och schonn déi éischt Tëscheresultater virleien a wou insgesamt 423 Sportsklibb matgemaach hunn, well se e Formulaire kritt hunn, dee se ausgefëllt hunn.

Mir haten am Dezember véier Table-ronden zu deem Sujet. Wéi gesot, deen éischten Tëschebilan läit vir an ech wäert natierlech esou séier wéi méiglech, wann d'Resultater virleien, éischtens, déi Etüd presentéieren an, zweetens, dann och en fonction vun där Etüd kucken, wéi eng speziell Mesurë mer an d'Weeër musse leeden, fir der Lëtzebuerger Sportswelt nach weider kënnen ze hëllefen.

Dat gesot, wëll ech just nach bäifügen, dass mer de Moien eng Pressekonferenz haten, wou mer engersäits en ausgeklügelten LTAD-Sportskonzept virgestallt hunn, wou engersäits den COSL, de Ministère, de LIHPS, de Sportslycée an och d'ENEPS ganz vill dru geschafft hunn, an op där anerer Säit haut de Moien och en Handbuch virgestallt hunn, fir d'Beweegungsfräiheet oder d'Beweegungsförderung vun de Kanner vun 0 bis 12 Joer och kënne bildlech ze illustréieren an enger Broschür vun iwwer 300 Säiten.

Dir gesitt also: Nieft der alldeeglecher Krisebewältegung, déi mer am Sportsministère maachen, ginn déi normal Aarbechte weider. Dat ass och gutt esou. De Lëtzebuerger Sport brauch dat.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kersch. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Mischo fir eng Zousazfro. Här Mischo, wannechgelift.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här President. Merci, Här Minister, fir alleguerten déi do Informatiounen.

Op eng Fro hunn ech elo nach keng Äntwert kritt: Gesäit d'Regierung, respektiv de Sportsministère trotzdeem zousätzlech Hëllefe vir, wa Veräiner a schlechten Dicher sinn, och wa se vläicht scho vun där enger oder där anerer Mesure profitéiert hunn, fir ze evitéieren, dass deen een oder deen anere Veräin, wéi de Minister et gesot huet, ageet?

An dann nach zwou aner kleng Froen: Et gëtt och Veräiner, déi Spiller oder Spillerinnen ënner Contrats de louage hunn, déi net ënnert de Chômage partiel falen. Ass och do eppes virgesinn?

An dann déi lescht Fro, déi ass zu där Etüd vun der LUNEX, déi Der elo ugeschwat hutt: Kënnt déi hoffentlech fir d'éischt an d'Kommissioun, ier se da vläicht der Press virgestallt gëtt?

Merci.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mischo. An ech ginn d'Wuert zréck un de Sportsminister.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Entschëllegt, déi lescht Fro hunn ech akustesch net matkritt. Dat Lescht hunn ech akustesch net matkritt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mischo, kënnt Der dat Lescht vläicht eng Kéier widderhuelen, well een dat akustesch hei uewen net ganz matkritt huet?

M. Georges Mischo *(CSV).*- Jo, ech ginn dann och e bësse méi no bei de Mikro. Kéinte mer als Sportskommissioun déi Etüd och gesinn, ier se vläicht an der Press virgestallt gëtt, fir dass mer an der Kommissioun eng Kéier virdru kënnen driwwer diskutéieren, ier se da public gëtt?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kersch, wannechgelift.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Här President, ech hat gemengt, ech hätt op déi éischt Fro geäntwert. Ech hu gesot: Mir sinn amgaangen, déi Etüd ze maachen a wann déi Etüd fäerdeg ass, da wäerte mer en fonction vun de Resultater vun där Etüd decidéieren, wéi eng spezifesch Moossname mer nach huelen, fir d'Lëtzebuerger Sportswelt insgesamt ze ënnerstëtzen.

Ech hunn iwwerhaapt kee Problem dermat, dass mer dat an eiser Sportskommissioun zesummen diskutéieren, dass mer och d'Auswäertung vun där Etüd zesumme maachen. Am Géigendeel, ech mengen, wann do méi Leit matschwätzen a méi Leit Iddie matabréngen, da kann dat, wat herno erauskënnt, nëmme besser ginn. An ech si ganz op, fir dat ze maachen.

Wat de Contrat de louage ugeet, ass dat eng laang Diskussioun, déi et an der Lëtzebuerger Sportswelt scho laang gëtt. Ech mengen, et ass jo net esou, wéi wa Veräiner, déi Contrats de louage mat Spiller hunn, vun deenen Aiden, vun deenen ech elo geschwat hunn, ausgeschloss wieren. Mee et ass awer och esou, dass déi natierlech, wa se iwwer Contrat de louage fueren, net ënnert de Regimm vum Chômage partiel kënne falen. Ech mengen, och dat läit insgesamt an der Logik vun deem, wéi de Chômage partiel opgebaut ass. Déi Fuerderung hunn ech och tel quel nach net héieren.

Wichteg ass, dass déi, déi e reegelrechten Aarbechtskontrakt hunn, elo wärend ville Méint - net wärend der ganzer Period vu Mäerz bis elo, mee wärend ville Méint -, wou administrativ Sport verbuede war - zumindest an de Championnater verbuede war, well ganz war e jo ni verbueden -, natierlech vun dëser Mesure profitéiere konnten. Wärend déi, déi mat engem Contrat de louage de service … mat all deene Schwieregkeeten, déi domadder verbonne sinn - dat ass jo eng Diskussioun, déi mer eng Kéier lassgeléist vun der Coronaepidemie musse féieren, iwwert d'Rechter an d'Flichte vun deene Leit, déi sech do iwwert déi Form vu Kontrakter bei de Veräiner engagéieren, iwwer hire Schutz, dee se och hunn, vis-à-vis vu willkürlechen Entloossungen et cetera, déi wäit iwwer Covid erausgeet. Ech sinn och bereet, déi eng Kéier souwuel mat der COSL, wéi och mat de Federatiounen ze féieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister Dan Kersch. Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 68 vum Här André Bauler iwwert d'Ëmsetze vum Rifkin-Prozess, zemools während der Covid-19-Pandemie. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

3. Question élargie n° 68 de M. André Bauler relative à la mise en œuvre du processus Rifkin, en particulier pendant la pandémie Covid-19

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Wirtschaftsminister. Fir d'éischt Iech, Här Wirtschaftsminister, e grousse Merci, datt Der haut an d'Chamber konnt kommen, fir eng Mise au point vun der sougenannter Rifkin-Strategie an hirer Ëmsetzung ze maachen.

Mir erënneren eis nach all drun, datt de fréiere Wirtschaftsminister Etienne Schneider 2015 zesumme mat der Handelskummer d'Strategie vun der sougenannter Troisième Révolution Industrielle, och nach bekannt ënnert dem méi geleefegen Numm vun der Rifkin-Strategie, an d'Liewe geruff huet.

Am November 2016 gouf dunn e Rapport adoptéiert, nodeems all d'Forces vives vum Land an enger Rei vun Aarbechtsgruppen an thematesche Plattformen iwwer en Zukunftsmodell vu Lëtzebuerg diskutéiert haten. D'Rifkin-Strategie soll weider als Basis fir zukünfteg Entscheedunge vun der Regierung déngen. Besonnesch wat d'Digitalisatioun, d'Dekarbonisatioun, d'Energieeffizienz an en nohaltegt Ëmgoe mat eise begrenzte Ressourcen ugeet, huet d'Strategie deemools Pisten opgewisen, un deenen ee sech sollt orientéieren. Ech denken och un dat Stéchwuert, wat elo an der Pandemie ganz vill gebraucht ginn ass, nämlech dat vun der Widderstandsfäegkeet vun eise Produktiounsketten an eise Liwwerweeër.

2017 hate mer hei an der Chamber en Débat de consultation zum Rifkin-Prozess. An deem Kader gouf och eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung ënner anerem opfuerdert, e reegelméissege Suivi vun dëser Strategie iwwert déi weider Entwécklung vun eisem Land ze maachen. Här Minister, Dir kënnt Iech bestëmmt dorunner erënneren, well Dir deemools de Privileeg hat, dës Motioun an der Chamber, hei am Plenum - an deem anere Gebai - ze deposéieren.

Dës Motioun hat am Fong als Haaptobjectif, datt d'Schlussfollgerungen an d'Ziler, déi am Rapport festgehale goufen, net géife vergiess ginn an datt d'Ustrengunge vun all de betraffene Partner, fir Léisunge fir eng méi widderstandsfäeg an nohalteg orientéiert Ekonomie vun eisem Land hëllefen ze schafen, net ëmsoss wieren.

Esou gouf an der Motioun de Comité de suivi stratégique invitéiert, e kohärente Kader auszeschaffen, fir d'Ëmsetzung vum Rifkin-Rapport ze garantéieren - also e Kader ze schafen, dee sech op moossbar Indicateure soll baséieren. Et gouf och en Tableau de bord gefuerdert, mat Hëllef vun deem een d'Ëmsetzung vum Prozess kéint verfollegen.

Här President, zanterhier huet een net méi extra vill iwwert d'Rifkin-Strategie héieren oder gelies. Ouni engem Mënsch awer wëllen Onrecht ze doen an Iech, Här Minister, notrieden ze wëllen, huet ee momentan awer e bëssen d'Gefill, datt de Rapport vu 475 Säiten den Héichpunkt war an datt de Suivi elo e bësse riskéiert, am Sand ze verlafe, zumindest medial, géif ech emol soen, obwuel, wéi ech elo grad scho betount hunn, ganz vill Wäert op dëse Suivi soll geluecht ginn.

Dat gesäit een och, wann een op d'Homepage vun der drëtter industrieller Revolutioun kucke geet. Do gouf tëschent Juni 2018 an Dezember 2020 keng Aktualitéit, wéi dat esou schéin op där Plaz heescht, méi gemellt. Et kann awer sinn, datt elo am Januar 2021 op dësem Site eng Aktualisatioun virbereet gëtt.

2018 gouf nach en interessante Rapport de suivi verëffentlecht, mee fir d'Joren 2019 an 2020 schéngt d'Strategie e bëssen - wéinstens an der Ëffentlechkeet - an de Vergiess geroden ze sinn.

Am Koalitiounsaccord gouf iwwerdeems awer festgehalen, ech zitéieren: « [...] il est essentiel de continuer à utiliser et à développer cette stratégie, son approche participative et ses plateformes. » Enn vum Zitat.

Dofir wollt ech Iech, Här Minister, nach eemol Merci soen, datt Der bei eis sidd. An ech wollt Iech just e puer Froe stellen.

Éischtens: Wéi gesäit et also konkreet mat deem Suivi aus? Wat sinn déi lescht Resultater vum Comité de suivi stratégique? Huet de Wirtschaftsminister vir, d'Strategie erëm nei ze beliewen oder der Rifkin-Strategie en neien Elan ze ginn?

Zweetens: Gouf e Kader gesat, deen Indicateuren, déi souwuel den Exigenze vum SMART - dat heescht „Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporel" - an de QQT - dat heescht Qualité, Quantité an Temps - …, datt een deenen Exigenzen also gerecht gëtt? Wa jo, gëtt et dann do schonn éischt Resultater?

Drëttens: Gouf en Tableau de bord op d'Bee gestallt, deen erëmspigelt, wat fir Ziler schonn erreecht goufen?

Véiertens: Huet déi aktuell Pandemie konkreet eppes un der Rifkin-Strategie an hirer Ëmsetzung geännert? Koum et also och do zu eventuelle Kursännerungen an deem méi prezise Kontext?

A fënneftens: Wat sinn d'Prioritéiten aus dëser Strategie, déi an noer Zukunft sollen ëmgesat ginn?

Merci Iech, Här Minister, fir d'Äntwert. A merci Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- A mir soen Iech Merci, Här Bauler. Ech ginn der Regierung d'Wuert, dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Léif Deputéiert, d'Energiefro, d'Entkarboniséierung vun der Ekonomie, nei Businessmodeller, déi duerch d'Digitaliséierung entstinn, dat waren déi zentral Theemen am Rifkin-Prozess, dee mer 2015 am Ekonomiesministère lancéiert hunn, wéi den André Bauler dat elo just rappeléiert huet.

All déi Elementer do hate scho virum Covid-19 en Impakt op eis Wirtschaft. All dat huet sech wärend der Pandemie just nach bestätegt - Stéchwuert „Teletravail", awer och Stéchwuert „Digitalisatioun", déi wärend der Pandemie e Boost krut. All dat wäert och no der Covidkris eng entscheedend Roll spille fir déi Lëtzebuerger Industrien an d'PMEen an enger Approche vu Relance no der Pandemie.

Dofir ass de Rifkin-Rapport nach wie vor relevant. En ass net obsolet, bien au contraire. Dofir sinn ech och frou, dass den Deputéierten André Bauler haut hei déi Fro gestallt huet an e mer d'Geleeënheet gëtt, fir en État des lieux an en Ausbléck op de Rifkin-Prozess ze maachen.

Dir wësst, dass de Prozess vun der drëtter industrieller Revolutioun sech an d'Logik aschreift, déi grouss Tendenzen ze erkennen an ze anticipéieren. Dat war ëmmer eppes, wat de Wirtschaftsministère gemaach huet an enger Approche prospective fir ze probéieren, an d'Zukunft ze kucken an doraus Strategien auszeschaffen, fir d'Land op d'Zukunft virzebereeden.

Ech kommen elo net méi op den Detail, op den Historique vun där Demarche zréck, den André Bauler huet se kuerz rappelléiert, dat geet op d'Joer 2015 zréck. Dat war e participative Prozess, dee vum Wirtschaftsministère gelenkt gouf, wou 300 Persounen aus dem privaten an dem ëffentleche Secteur derbäi participéiert hunn, wou e Rapport draus ervirgaangen ass, wou eng ganz Rei Aarbechtsgruppen an der Suite dovunner de Follow-up gemaach hunn a wou d'Ëmsetzung am Fong dann an enger zweeter Phas dezentral geschitt ass, dat heescht, an deene verschiddenen Haiser, an deene verschiddene Ministèrë gemaach gouf, wou déi Theemen dann och doheem waren.

2017 an 2018 goufen Tëscherapporte publizéiert, déi d'Resultater pro Plattform respektiv pro Pilier duerstellen. An, Dir hutt et gesot, déi Rapporte kann een ëmmer nach um Site vun der Troisième Révolution Industrielle kucken.

Et kann een eng Partie konkreet Beispiller ginn, wat mat där Strategie vun der drëtter industrieller Revolutioun geschitt ass. Haut hutt Der hei an der Chamber e Projet de loi um Ordre du jour iwwert de Prosumer: Ab haut, wann Der dee Projet wielt, ka jiddwer Stot seng eege gréng Energie produzéieren a se och selwer consuméieren, déi Energie muss also elo net méi an d'Netz agespeist ginn. Dat ass eng direkt Applikatioun, en direkt Resultat vun den Aarbechte vum Rifkin-Rapport.

E weidert Beispill ass, dass bei all Neibau d'Ekipement an d'Uschlëss fir d'Elektromobilitéit elo vun Ufank u musse matageplangt ginn. De Reseau vun den Opluedstatiounen iwwert d'Land gëtt och weiderhi permanent ausgebaut, e weidert Beispill vun dem Rifkin-Rapport.

Lëtzebuerg kritt am Fréijor e Supercomputer, den High-Performance-Computer, deem seng Rechecapacitéit de Betriber an der privater an an der ëffentlecher Fuerschung zur Verfügung gestallt gëtt, fir Simulatiounen ze maachen, fir an hirer Produktivitéit, an hirer Moderniséierung, an hirer Innovatioun weiderkommen ze kënnen. En anert Beispill, wat beim Rifkin-Prozess erauskoum.

Et gëtt nach eng ganz Rei aner Beräicher, notamment dee vun der grénger Finanz. Dir wësst, dass de Finanzministère zesumme mam Ëmweltministère Lëtzebuerg als e Standuert fir gréng an nohalteg Finanz fuerdert. Och dat ass en direkt Resultat vum Rifkin-Rapport.

An da wësst Der, dass mer och an e puer Woche mam Carole Dieschbourg a mam Claude Turmes zesummen d'Strategie fir d'Kreeslafwirtschaft wäerte virstellen, wat och eng direkt Retombée vum Rifkin-Prozess ass.

Dat si just e puer Beispiller, awer wichteg Beispiller, déi weisen, dass de Rifkin-Rapport net just 475 Säite Literatur ass, mee dass elo scho ganz praktesch Ëmsetzunge fonnt gi sinn, déi eist Land konkreet op d'Zukunft virbereeden.

Mee, Här Bauler, well ech mech esou gutt un déi Motioun vum Dezember 2019 erënnere kann a well déi Rifkin-Strategie mer perséinlech och extreem wichteg ass, well ech mengen, dass et e bal eenzegaartegen Effort war an eisem Land, fir eeben no vir ze denken, a well Der och Recht hutt, dass dat Ganzt awer elo e bëssen ausser Otem geroden ass, war et mer wichteg, fir eeben elo e Gesamtbild ze kréien iwwert déi puer Beispiller eraus, déi ech elo genannt hunn.

Dofir huet de Wirtschaftsministère viru Kuerzem op meng Initiativ hin decidéiert, zesumme mat den historesche Partner, der Chambre de Commerce, dem IMS, awer och enger Chambre des Salariés, hinzegoen an en detailléierten État des lieux vun de Projeten ze maachen. An och mam Conseil supérieur pour un développement durable si mer am Gespréich, fir dann an enger zweeter Phas och mat hinnen ze kucken, wéi mer an där Strategie kënne weiderkommen.

Dësen Exercice soll et eis erlaben ze kucken, wat fir Projeten, prezis Projeten, a wéi vill Projeten an deenen néng klassesche Rifkin-Domäne bis haut lancéiert an ëmgesat goufen. Dësen Ist-Zoustand gëtt an den nächste Woche fäerdeggestallt an duerno och public gemaach. An ech wäert dann natierlech och erëm heihinner kommen, fir mat der Chamber doriwwer ze diskutéieren an ze echangéieren.

Här Bauler, Dir hutt och gefrot, ob d'Pandemie eppes un der Strategie geännert huet. Eng exzellent Fro, well wann et wichteg ass, fir driwwer nozedenken, wou eist Land bis 2050 histeiert, ass et grad esou wichteg, esou eng laangfristeg Strategie kënnen ze adaptéieren, haaptsächlech och an esou engem Schock wéi dee vun enger Pandemie, deen natierlech munches ännert, och an der Diskussioun ronderëm esou eng Strategie.

An anere Wierder, ech mengen nach wie vor, dass den Zenario vun der drëtter industrieller Revolutioun nach ëmmer relevant ass, ech hunn dat och am Ufank scho gesot, an och wichteg a richteg bleift. Mee mir mussen aus den aktuellen Evenementer léieren an den Zukunftszenario zum Deel och upassen, an da gegeebenefalls eeben och déi Strategie do upassen.

Dofir hu mer als Wirtschaftsministère iwwert den Observatoire de la compétitivité am Juni zejoert schonn e Seminar organiséiert iwwert d'„lessons learned" aus der Pandemie, wat mer zu deem Zäitpunkt aus der Kris geléiert hunn. A mir hunn deen Exercice am November nach eng Kéier widderholl. An dozou gëtt et och e Rapport, dee publizéiert gouf, deen Der um Site vun der Regierung kënnt fannen. Et ass do drëm gaang, eng ganz Rei Acteuren, vun enger Fedil bis zu enger IDEA, en passant d'Chambre des Salariés oder de Mouveco, alleguerten déi Acteuren, déi zu der Pandemie eppes publizéiert haten, e Rapport oder eng Etüd, zesummenzebréngen a mat hinnen iwwert déi verschidde Lektiounen ze diskutéieren, déi aus der Pandemie konnte geléiert ginn.

Dobäi ass e Konzept erauskomm fir d'Resilienz, d'Widderstandsfäegkeet, wat Der éinescht erwäänt hutt, wat och schonn an der strateegescher Etüd vum Rifkin virkënnt a wat awer nach vill méi elo am Kontext vun der Pandemie an de Vierdergrond komm ass. Do stelle sech Froe wéi déi vun der Regionaliséierung vun den Zouliwwerketten, allgemeng vum Rôle vum Staat an enger Ekonomie. Wéi gesot, déi detailléiert Findings vun deem Exercice vun de „lessons learned" kënnt Der an deem Rapport fannen, deen um Site vun der Regierung verëffentlecht gouf.

Aus deem État des lieux vun de strateegesche Mesuren an aus där Analys vun de „lessons learned",

déi mer matenee konfrontéieren, wäerte mer Konklusiounen zéien. Et geet hei ganz kloer drëm ze kucken, awéifern de Rifkin-Rapport an déi Konklusiounen, déi doraus gezu goufen, nach relevant sinn, ob verschiddener méi oder manner pertinent sinn, ob mer verschiddener solle prioriséieren oder au contraire no hanne verleeën an deem aktuelle Kontext, an deem mer haut sinn. Alles dat natierlech mat der Iddi, fir de Rifkin ze aktualiséieren, fir en awer och weiderhin nach an eiser Strategie kënnen ze gebrauchen.

Mir hunn eng ganz Rei Strategien am Wirtschaftsministère, op déi ech elo net am Detail aginn, dofir hunn ech d'Zäit och net, mee et sief just gesot, dass d'Donnéeën, d'Daten een Dénominateur commun sinn an eiser Strategie, déi mer am Wirtschaftsministère opgestallt hunn, fir de Betriber aus dëse Secteuren a Saachen Digitaliséierung ze hëllefen sech weiderzeentwéckelen, respektiv nei wirtschaftlech Aktivitéiten an deene Beräicher ze schafen a kompetitiv ze bleiwen.

Dës Innovatiounsstrategie, fir eng Ekonomie ze developpéieren, déi op dem Verschaffen, op der Analys vun Date baséiert, ass e weidere logesche Suivi vun der Rifkin-Demarche an ass nach wie vor esou relevant wéi jee virdrun.

Awer fir och dës prospektiv Demarche vum Rifkin-Rapport weiderzefëieren, hunn ech am Ministère eng weider Cellule geschaf, dat ass „Luxembourg Stratégie", déi am Fong och erëm eng Kéier Zukunftszenarie fir Lëtzebuerg ausschaffen a sech och domadder beschäftege soll, erëm eng Kéier mat der Iddi, déi Megatrends, déi et gëtt an déi och elo am Kontext vun der Pandemie méi kloer gi sinn, ze erfaassen an dann zesumme mat der Rifkin-Strategie am Kader vun enger laangfristeger Strategie fir d'ekonomesch Entwécklung ze verwäerten, an och déi ekonomesch Transitioun hei am Land weiderzebréngen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wirtschaftsminister. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur, den Här Bauler, fir eng Zousazfro.

M. André Bauler *(DP).*- Jo, ech wollt dem Här Minister villmools Merci soe fir déi do Erklärungen an och fir déi Mise à jour. Ech hunn elo fonnt, wann ech lech nogelauschtert hunn, datt et ganz sënnvoll war, datt mer dat haut hei eng Kéier gemaach hunn. Ech begréissen och, dass déi Acteure weider an der Diskussioun hei mat am Boot drableiwen. Dir hutt vun enger neier Cellule geschwat, enger Cellule Stratégie. Ech wollt lech do froen, ob dee Comité de suivi stratégique, ob dee Kommitee do matafléisst, ob dat elo eng Fusioun gëtt oder ob dee weider dernieft bestoe wäert.

A wat ech perséinlech immens gutt géif fannen, well Der dat elo net expressis verbis gesot hutt: Et wier, fannen ech, ganz gutt, wann Der och géift d'Universitéit Lëtzebuerg an dee Prozess abannen. Do gëtt et engersäits déi technologesch oder méi scientifique orientéiert Instituter an anerersäits awer och, denken ech, d'Cellule, wéi se och ëmmer heescht, de recherche en économie luxembourgeoise, ech hunn elo net de geneeën Numm, mee wann Der scho vun der Roll vum Staat an eisem System schwätzt, wann Der vun enger laangfristeger Entwécklung schwätzt, denken ech, datt een och d'Ekonomiste vun der Uni Lëtzebuerg sollt aspanen a froen, ob si do kéinten un engem Projet participéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, merci, Här President. Merci fir déi Zousazfroen. Den Exercice, fir den État des lieux vun der Rifkin-Strategie ze maachen, gëtt net direkt a „Luxembourg Stratégie" gemaach. Dat ass eng separat Demarche, wou de Ministère u sech, wéi gesot, déi historesch Partner vun der Chambre de Commerce an IMS manndatéiert huet, fir deen État des lieux do ze maachen, zesumme mam Ministère.

Mee an enger zweeter Phas opposéiert sech natierlech näischt, dass een deen État des lieux do erëm eng Kéier konfrontéiert notamment mat enger Uni Lëtzebuerg, mat engem Conseil national du développement durable Conseil supérieur pour un développement durable, vläicht an där selwechter Ronn wéi déi, déi mer an eiser Lessons-learned-Demarche haten, wou d'ailleurs och notamment d'Uni Lëtzebuerg derbäi war, wou och e LISER derbäi war, dee sech do matageschalt huet - wat jo och Acteure sinn, wéi Der wësst, déi am Kader vun der Pandemie am Kontext vun der Taskforce Research Luxembourg iwwert déi ekonomesch Retombéeë vun der Pandemie nogeduecht hunn.

Ech mengen, all déi Acteure soll een do materanhuelen an déi Evaluatioun an dann eeben och an d'Weiderféierung vun der Rifkin-Strategie. Dat wär, mengen ech, eng ganz sënnvoll Saach.

An ech soen Iech Merci fir déi Suggestioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister.

4. 7266 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7266 iwwert de Stroummaart. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fred Keup, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem Projet de loi iwwert d'Organisatioun vum Marché vun der elektrescher Energie geet et drëm, d'Produktioun vun erneierbaren Energien am elektresche Beräich nach weider ze ënnerstëtzen a virun allem ze verstäerken. D'Kärstéck vun dësem Projet de loi ass d'Aféiere vun engem gesetzleche Kader fir den Eegestroumverbrauch, och nach Autoconsommatioun genannt, e Kader, fir dass d'Leit hiren eegene Stroum kënne produzéieren an no Bedarf och selwer consomméieren.

Mir setzen domat och den Internet vun der nationaler Energie ëm, esou wéi et an der strateegescher Etüd vun der drëtter industrieller Revolutioun virgesinn ass, an dezentraliséiere weider d'Produktioun vun der elektrescher Energie.

An ech wëll och hei dem Här Bauler Merci soen, datt en de Mëtteg dës Question élargie gestallt huet. Dat war dee richtege Kader, Här Bauler, et war dee richtege Moment. A wéi gesot, den Här Minister Fayot ass och schonns dorop agaangen, datt dat heiten e gutt Beispill ass, fir eeben de Rifkin-Prozess ze illustréieren an dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg domat amgaange sinn ze maachen.

Et geet also drëm, d'Entwécklung vun den erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg weider ze dynamiséieren. Et geet och drëm, an dat ass weesentlech, d'Biergerinnen an d'Bierger ze encouragéieren, selwer Acteur vun der energeetescher Transitioun ze ginn, andeems se hiren eegenen erneierbare Stroum produzéieren a benotzen an net einfach nëmmen de Stroum aus dem Netz zéien.

Den Domän vun den erneierbaren Energien huet iwwert déi lescht Joren eng wierklech beuechtlech Dynamik erreecht: Säit 2013 huet d'Produktioun vun erneierbaren Energië sech méi wéi verduebelt. Bei der Wandenergie ass d'Produktioun zwëschen 2016 an 2019 bal ëm dat dräifacht geklommen, a beim Solar ëm 30 %. Beim Solar si mir um Niveau vun der installéierter Puissance pro Awunner EU-wäit op där gudder siwenter Plaz. Déi Dynamik gëllt et elo nach weider virunzedreiwen, an dat maache mir mat dësem Projet.

De Projet de loi situéiert sech och am Kontext vun der reviséierter europäescher Direktiv 2018/2001, déi ass vun 2018, iwwer d'erneierbar Energien, op déi ech a mengem geschriwwene Rapport agaange sinn. Dës Direktiv setzt de gemeinsamen europäesche Kader fir d'Promotioun vun den erneierbaren Energien. Ënner anerem hält dës Direktiv fest, datt all Memberstaat senge Bierger muss d'Recht garantéieren, Autoconsommateur vun erneierbaren Energien ze ginn, aleng oder an enger Kollektivitéit.

Dat bréngt mech dann zréck bei de Projet de loi a seng Objektiver. D'zentraalt Element vun dësem Projet de loi ass, de Gesetzeskader fir d'Autoconsommatioun vun elektreschem Stroum aus erneierbaren Energien ze schafen. Mat dësem Projet de loi gëtt e méi groussen Ureiz geschaf, fir dass d'Leit, déi hiren eegene Stroum doheem produzéieren, en och selwer notzen.

Haut schonns gesäit d'Gesetz d'Méiglechkeet vun enger Autoproduktioun vir, also datt eng Persoun d'Elektresch fir hir eege Consommatioun produzéiert, den Iwwerschoss an d'Netz speist an d'Elektresch, wat hir zum Beispill dee Moment feelt, wa keng Sonn ass, aus dem Netz kann zéien. Esou eng Autoconsommatioun ass de Moment zu Lëtzebuerg nach net wäit verbreet. Laut dem ILR gouf et am Joer 2019 83 Fotovoltaikinstallatiounen zu Lëtzebuerg, déi dovu profitéiert hunn, an am Joer 2018 gouf et der 41.

Engersäits war et bis ewell finanziell méi interessant, d'Elektresch, wat ech selwer produzéieren, fir en Tarif d'injection an d'Netz ze speisen, anerersäits war et och vläicht nach onbekannt, datt dat iwwerhaapt méiglech wier.

Dëse Projet de loi gesäit och dräi Fäll vun Eegestroumverbrauch vir, déi ech mat deene follgende Beispiller illustréieren.

Fir d'éischt d'Autoconsommation individuelle. Dir produzéiert d'Elektresch op Ärem Hausdaach mat Hëllef vun enger PV, also enger Fotovoltaikanlag, a consomméiert selwer de Stroum. Dat, wat Dir net selwer verbraucht, kënnt Dir dann an enger Batterie stockéieren oder Dir injektéiert de Surplus an den elektresche Reseau. Am Fall, wou Der net produzéiert a Stroum braucht, kritt Dir Stroum aus dem Netz. Och e Betrib kann heivunner Gebrauch maachen.

Par rapport zum Autoproducteur, deen ech éinescht ernimmt hat, gëtt et bei der Autoconsommation individuell Vereinfachungen: Zum Beispill wäert den Autoconsommateur net selwer fir de Comptage vum Elektreschen, wat produzéiert gëtt, responsabel sinn, e muss dem Regulateur och net méi soen, wat en all Joer produzéiert huet. Et falen also eng Rei administrativ Moossnamen oder Dispositiounen ewech.

Zweete Fall ass dann de kollektiven Eegestroumverbrauch. Dir wunnt an engem Appartementshaus, wou um Daach eng Fotovoltaikanlag steet. D'Elektresch, wat produzéiert gëtt, ka vun den Awunner vum Appartementshaus benotzt ginn, Proprietären, Locatairen, mee och Betriber. Matmaachen ass natierlech keng Mussesaach.

De Surplus vum produzéierte Stroum kann an de Reseau agespeist ginn, an d'Avantagë fir déi eenzel Parteien am Gebai sinn déi selwecht wéi bei der Autoconsommation individuelle.

Dëse Modell ass wichteg, well doduerch, dass een e puer Stéit mat verschiddene Consommatiounsprofiller am Dag mat enger Anlag speist, kann een esou d'Autoconsommatioun am Schnëtt eropdreiwen.

Dann drëtt Beispill: D'Communautéit vun erneierbaren Energien. Hei kënnen d'Leit matmaachen, Betriber, Gemengen, an eng Communautéit grënnen, déi iwwert d'Haus oder d'Strooss erausgeet, wou d'Anlag installéiert ass. Si mussen eng juristesch Struktur grënnen, wat et hinnen dann erlaabt, de produzéierte Stroum aus erneierbaren Energië mat den ugeschlossene Memberen ze deelen. D'Membere mussen hannert dem Transformator wunnen, deen Héich- oder Mëttelspannung an Nidderspannung, also 380 Volt, ëmwandelt. Dat heescht, meeschtens sinn dat Leit, déi an där selwechter Uertschaft oder dem selwechte Quartier wunnen. Dëse Modell soll dann och derzou bäidroen, datt d'Netz manner belaascht gëtt - dofir koum deen Term Netzdienlichkeit ëfters erëm -, an en erlaabt et de Leit, déi net an engem Gebai wunnen, op där eng Fotovoltaik läit, trotzdeem erneierbare Stroum ze produzéieren an ze verbrauchen.

De Projet de loi preziséiert dann och, dass fir d'erneierbaart Elektresch, dat en Autoconsommateur selwer produzéiert a selwer consomméiert, keng Netzkäschte ufale kënnen. Dat selwecht gëllt och fir erneierbaart Elektresch, dat an enger Communautéit vun erneierbaren Energië produzéiert a gedeelt gëtt. Dat ass e wichtege finanziellen Ureiz fir d'Autoconsommatioun.

Dann en zweete Punkt hei am Projet: Fir all déi Informatiounen iwwert den Energieverbrauch a -produktioun ze geréieren, brauch een natierlech och een informateschen Outil. Hei gëtt eng national informatesch Plattform vum nationale Gestionnaire de réseau, der Creos SA, opgebaut. Dësen Outil ass natierlech weesentlech, fir eng Digitalisatioun - do komme mer erëm zréck op de Rifkin-Prozess - vum nationalen Energiesecteur virunzedreiwen. Dës Digitalisatioun erlaabt et dann och, eng Gestioun vun der Produktioun vun erneierbaren Energien an eng Vereinfachung a Standardisatioun vun de Prozesser vum elektresche Maart ze maachen.

Domat kann een dann och nei intelligent Produkter a Servicer fir den Endclient entwéckelen, an hei denken ech da speziell un d'Mise en oeuvre vun de Smartmeteren, déi jo elo a bal all eise Stéit, all eisen Haiser installéiert sinn, déi et erlaben, méi en effiziente Gebrauch ze maache vun den erneierbaren Energien, wou d'Produktioun jo net konstant an der Zäit ass.

En drëtte Volet vun dësem Projet de loi: An dësem Text gëtt dann och eng méi kloer legal Basis geschaaft, fir Appels d'offres mat neie Produktiounscapacitéite vun erneierbaren Energien ze lancéieren, an dat och ausserhalb vu Lëtzebuerg an anere Memberstaaten.

Den Energieminister huet säit 2018 schonn e puer esou Appels d'offres fir gréisser Fotovoltaikanlage gemaach. Am Kader vun den éischten zwee Appels d'offres huet en 2018 an 2019 Projete vun ongeféier 44 Megawatt akzeptéiert. Am Oktober 2020, d'lescht Joer, gouf en drëtten Appell lancéiert, dës Kéier fir Fotovoltaikzentrale vun engem totale Volume vu 40 Megawatt Produktioun vun Elektresch, fir ongefëier 27.000 Persounen.

Hei geet et also ëm grouss Anlagen, net ëm kleng Fotovoltaikanlagen op eisem Daach. Hei geet et ëm grouss Anlagen. De Minister ka selwer decidéieren, wéi eng Capacitéiten hien ausschreift, an den Tarif d'injection ass kee reglementéiertен, mee deen, deen am Appel d'offres den Zouschlag kritt. Hei gëtt, wéi gesot, d'gesetzlech Basis preziséiert.

Dann de véierte Punkt am Projet de loi: De Projet de loi ännert d'Prozeduren, déi applizéiert ginn, wann e Client seng Rechnungen net bezilt. Engersäits gëtt d'Prozedur fir d'Installatioun vun engem Système de prépaiement geännert am Fall, wou de Client seng Energierechnung net méi bezuele kann. An hei soll Gebrauch gemaach gi vun den intelligente Compteuren, déi opgestallt ginn.

Des Weidere muss de Fournisseur vun der Energie dem Client, dee seng Rechnungen net méi bezuele kann, all d'Informatioune ginn iwwer Hëllef, déi de Client vusäite vun den Offices sociaux, vun de Sozialämter, kann erhalen. Op Basis vun engem Amendement vun der Partei déi Lénk huet d'Kommissioun dësen Text nach weider verbessert am Sënn vun enger méi effikasser Hëllef vum Client, deen a finanzielle Schwieregkeeten ass.

Fënnefte Punkt: D'europäesch Gesetzgeebung schreift och vir, datt all Land eng national Autoritéit muss nennen, déi kompetent ass, fir d'Risiken am Energieberäich ze erkennen, ze analyséieren an drop virzebereeden. Mat dësem Projet de loi beoptrage mir de Minister vun der Energie heimat. Am Gas hu mir eng änlech Dispositioun, wou och den Energieminister als Autorité compétente nationale definéiert ass.

De sechste Punkt: De Projet de loi gesäit och eng Ännerung vun der Prozedur vun de Vergabe vu Lizenze fir Stroumverkeefer vir. Dës Prozedur alignéiert sech op d'Prozedur vun der Autorisatioun vun de Liwweranten och aus dem Gassecteur. De Regulateur, also den ILR, soll mat dësem Projet de loi säin Avis iwwer esou eng Demande maachen. Dee muss do en Avis ofginn. De Ministère ass awer deen, deen d'Autorisatioun gëtt, respektiv d'Autorisatioun suspendéiert oder zréckzitt, wann de Fournisseur sech net un d'Reegelen hält.

Dann de leschte Punkt: Des Weidere gëtt den Text dem Gestionnaire de réseau d'Méiglechkeet, spezifesch Telefonsgespréicher opzehuelen, déi eng Persoun mat him féiert. Hei geet et notamment ëm de Fall, wou zum Beispill een technesche Problem oder eng Pann virläit. Esou kann een d'Gespréicher nach emol nolauschteren, fir sécher ze sinn, datt een déi richteg Manövere beim Depannage mécht an esou keng Accidenter geschéien, zum Beispill, wa Leitunge erëm zréck ënner Spannung gesat musse ginn. Et geet also drëm, Accidenter ze verhënneren an d'Sécherheet an d'Gesondheet vun den Aarbechter an Utilisateuren ze schützen.

Da kommen ech zum Cheminement vun dësem Projet de loi. Den initiale Projet de loi ass schonns am Mäerz 2018 vum deemolege Wirtschaftsminister, dem Här Schneider, deposéiert ginn. De Conseil d'État souwéi och d'Chambres professionnelles hunn op dëse Projet de loi een Avis ofginn.

No de Wale vun 2018 koum et zu engem Reamenagement vun de Ministèren an den 19. August 2019 huet d'Regierung eng Rei Amendementer gemaach. Dräi Amendementer hunn den Text notamment un d'Direktiv 2018/2001 ugepasst, déi d'Autoconsommatiounskonzepter, wéi mer se haut hei beschwätzen, virgesinn hunn.

De Staatsrot huet den 8. Oktober 2019 säin Avis complémentaire ofginn an och d'Chambres professionnelles hunn nach zousätzlech Avisen ofginn.

Mir hunn den Text an den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun fir Ëmwelt, Klima, Energie a Landesplanung analyséiert an hunn de 27. Abrëll 2020 eng Rei Amendements parlementaires ugeholl, déi de Staatsrot den 13. Oktober d'lescht Jor aviséiert huet. De Rapport ass den 11. Januar dëst Joer an der Kommissioun ugeholl ginn.

Ech ginn dann nach kuerz op den Avis vum Staatsrot an, op dräi Punkten. De Staatsrot hat a sengen Avise vum Projet de loi dräi Opposition-formellen ausgeschwat niewent enger ganzer Rei anerer Remarken.

Déi éischt Opposition formelle betrëfft den Artikel 6 Paragraf 3, an deem et ëm d'Prozedur geet, déi applikabel ass, wann ee Client an ee Fournisseur respektiv een Netzbedreiwer am Konflikt sinn an de Regulateur als Mediateur intervenéiert. De Conseil d'État huet eng Opposition formelle gemaach, well an dësem Paragraf Referenz op eng vereelzte Legislatioun gemaach gouf. Dëst gouf dunn och no de Remarke vum Staatsrot ugepasst.

De Staatsrot huet eng Opposition formelle wéinst Insécurité juridique erausgi par rapport zu engem vun den Amendementer vun der Regierung betreffend d'Installatioun vun ultrarapide Chargy-Bornë fir Elektroautoen. Hei war virgesinn, datt d'Regierung deene Firmen, déi déi Bornen opriichten, Investissementsbäihëllefe géif ginn. /Dësen Amendement ass dunn zréckgezu ginn an dës speziell Bornë sollen elo, no der Vue vun der Regierung, vun de Gestionnaires de réseau opgeriicht ginn, déi och schonn d'klassesch Chargy-Statiounen opriichten.

De Projet de loi gesäit och vir, datt eng Plateforme informatique - ech hunn Iech jo virdrun dervu geschwat - soll opgebaut ginn, fir all déi Fluxe vu Stroum ze geréieren an ze moossen. Dës Plattform

soll vun der Creos opgestallt a geréiert ginn. Ee vun den Amendementer hat virgesinn, datt d'Regierung dës Mise en place kéint matfinanzéieren. De Conseil d'État schreift, datt dofir e speziellt Gesetz misst geschriwwe ginn en accord mat eiser Constitutioun, well dëse Finanzement sech iwwer eng Rei Jore géif erstrecken. Och bemängelt en, datt den Text weeder de Kader nach d'Konditioune vum Finanzement delimitéiert. Dësen Amendement ass dann och zréckgezu ginn an eng Etüd vu Creos soll eis do weider Informatioune bréngen.

Fir d'Avise vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, der Chambre des Salariés, der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi féiere mir also e gesetzleche Kader fir den Eegestroumverbrauch an, e Kader, fir dass d'Leit hiren eegenen erneierbare Stroum produzéieren an no Bedarf selwer consomméiere kënnen. Duerch déi dräi Modeller vum Eegestroumverbrauch, déi dëse Kader virgesäit, a mam Ewechfale vun de variabelen Netzkäschte schafe mir méi e groussen Ureiz, fir dass d'Bierger an d'Biergerinnen aleng oder zesumme mat aneren Acteuren d'energeetesch Transitioun matginn an dynamiséieren, fir eeben dës Entwécklung vun erneierbaren Energië weider zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Carlo Back Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz zum Energiemarché ass wierklech en immens interessant Gesetz. An ech wëll direkt dem Rapporter, dem Carlo Back, villmools Merci soe fir säin exzellente mëndleche Rapport haut den Nomëtteg hei an der Chamber. An och fir seng schréftlech Aarbecht, fir dëse Gesetzesprojet duerzestellen. An dat war insgesamt guer net esou einfach, well et ass e Projet mat enger laanger Lafdauer. En huet eng Zäit laang gerout. Dat heescht, mir haten esou e bëssen e Stroumausfall eng Zäit laang. Mee elo liicht déi Luucht erëm, an dat och Dank deene villen Amendementer vun der Chamber a vun der Regierung, déi derzou gefouert hunn, dass dëse Projet haut den Nomëtteg hei virläit.

Interessant ass dëse Projet aus e puer Grënn. D'Basisintentioun ass jo, fir e Bäitrag zur Energietransitioun ze leeschten: sou wäit wéi méiglech fort vun de fossillen a sou vill wéi méiglech hin zu erneierbaren Energien. Dat ass richteg an dat begréisse mir als CSV an do sti mer voll a ganz derhannert! Dass mer manner CO_2 wëlle provozéieren a verursaachen, dierf net nëmme schéi Wierder bleiwen, mee muss an déi konkreet Politik an an dat konkreet Handelen erafléissen.

Interessant ass dëse Gesetzesprojet awer och, well et ëm eng Transitioun geet, ëm d'Energietransitioun. Ech perséinlech schwätzen iwwregens léiwer vun der Transitioun wéi vun der drëtter industrieller Revolutioun, well déi vergësst nämlech menger Meenung no eng ganz Rei sozial Aspekter. Woubäi een awer muss soen, dass den Jeremy Rifkin genau vun deem heite schwäermt, wat an dësem Projet haut den Nomëtteg hei geschitt, nämlech vum Renewable Energy Internet a vun de Micro-Power Plants.

D'Transitioun lieft menger Meenung no vun dräi Ziler: null Carbon, null Ongläichheet, null Aarmut - ee klimapolitescht, ee sozialpolitescht an ee wirtschaftlecht Zil, ganz am Scheema vun der Nohaltegkeet. An ech sinn och fest dervun iwwerzeegt, dass d'Energietransitioun dee Beräich ass, deen am stäerksten en Impakt fir eis Ëmwelt an eise Klima wäert hunn. An ech sinn och dervun iwwerzeegt, dass d'Energietransitioun en Dooropener ass fir dat ganzt Theema vun der Transitioun, vun deem ech och iwwerzeegt sinn, dass dat eis an deenen nächste Jore ganz staark wäert beschäftegen.

An interessant ass dëse Gesetzesprojet ausserdeem, well en erlaabt, an d'Déifte vum Energiemarché a vum Stroumpräis eranzeklammen, anzetauchen, an dat ass, dat kann ech Iech soen, e spannenden Exercice an och e ganz komplexen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen an och Här Minister, ech wëll versichen, dësen interessante Projet an de Kader ze setzen a seng Envergure e bëssen ze beschreiwen. Et muss een nämlech soen, dass, wa mer vun Energie schwätzen, mer vu vill méi schwätze wéi just vu Stroum, ëm deen et haut den Nomëtteg hei jo geet. Nëmmen 13 % vum Energieverbrauch zu Lëtzebuerg ass Stroum, an nëmme ronn 15 % vun eisem Energieverbrauch ginn heiheem zu Lëtzebuerg produzéiert. Mee well ronn dräi Véierel vun där Energie, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, erneierbar ass an zu engem groussen Deel an de Stroum fléisst, hu mer am Moment zu Lëtzebuerg net nëmmen en Undeel vu ronn 11 % erneierbaren Energien, mee och duerchaus en Afloss op de Stroum.

En plus muss een zouginn, datt de Prozentsaz vum Undeel vun de Menagen um Stroumbedarf zu Lëtzebuerg, ëm deen et hei jo besonnesch geet, an Zukunft weider erofgeet: 2015 waren et 15 %, 2040 wäerten et just 11 % sinn. Wat ech domat wëll soen, ass: Wa mer vun erneierbaren Energien am Stroum virun allem fir d'Menagë schwätzen, da schwätze mer vun engem wichtege Segment, dat awer fir d'Gesamtbilanz net dat Wichtegst ass - et läit ënner 2 % vum Gesamtennenergieverbrauch.

Dat ännert sech natierlech liicht doduerch, dass et jo bis 2030 en Undeel vu 25 % vun den Erneierbare soll ginn, well de Stroum jo proportional vill méi wichteg gëtt an dat och Dank deenen dräi Mesuren: duerch méi Energieeffizienz, duerch déi prozentual Croissance vun der Wichtegkeet vum Stroum am Lëtzebuerger Energiemix an duerch Akeef vun erneierbaren Energien aus dem Ausland. Doraus ergëtt sech dann d'Baisse vum Primärenergiefacteur vum Stroum, deen am PNEC op Säit 160 nozeliesen ass an dee vun 2015 bis 2040 vun 2,4 op 1,8 erofgeet - wat gutt ass a wat doru läit, dass méi erneierbar Energien erafléissen.

Erlaabt mer awer hei eng Bemierkung, bezéiungsweis eng Fro un Iech, Här Minister, zu där drëtter Mesure: Erneierbare Stroum am Ausland anzekafe bedeit jo, dass mer erneierbar Energien akafen, déi de facto scho produzéiert sinn, mee déi an anere Länner am Iwwerschoss sinn. Woufir net higoen a sech mat deene selwechte Suen akafen an nei entstoend Projete fir erneierbar Energien, soudass nei Energiequelle kéinte gewonne ginn?

Mee zréck elo bei dëst Gesetz. De Kader, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass also deen: Mir schwätze vun engem klenge Segment, vun der Schnëttmeng Stroum a vu virun allem, net nëmmen, awer virun allem vun de Menagen. Am grousse Ganze geschitt also keng groussaarteg Revolutioun. Et handelt sech also och ëm Symbolpolitik, wat awer näischt nëmme Schlechtes ass. Et muss een nämlech och Symboler setzen. Hei wäerten eng Rei Leit richteg cool Projeten draus maachen, mee et wäert an dësem Schrëtt awer nach net de Gros vun der Populatioun erreechen.

Anerersäits ass wouer: Innerhalb vun deem Segment Stroum fir Menagë spillen déi erneierbar Energien awer eng enorm wichteg Roll, déi ëmmer méi wichteg gëtt. Well am PNEC gëtt et och däitlech, dass praktesch kee beim Ennenergiebedarf esou e grousse Fortschrëtt maache soll tëschent Referenz an Zilzenario wéi d'Menagen, nämlech ronn 65 %. Dofir hu si hei en enorme Virbildcharakter, wann et drëm geet, déi erneierbar Energien an eisen Energiemix anzebauen.

Dëst Gesetz gëtt eis deemno d'Méiglechkeet, an dësem ëmmer méi wichtege Segment vum Stroum auszeprobéieren, wéi mer hei zu Lëtzebuerg zu méi erneierbaren Energië kommen, an och déi entscheedend Prinzippien an entspriechend Prinzippien op d'Prouf ze stellen, déi do hannendrustinn, wéi mer derzou kommen, dass eng Transitioun hin zu erneierbaren Energië geschitt.

An dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, wëll ech probéieren, déi Prinzippien erauszedestilléieren, déi an dësem Gesetzesprojet drastinn an déi den Usaz vun der Energietransitioun bestëmmen. Ech gesinn nämlech do dräi wichteg Prinzippien, zu deenen ech jeeweils eppes Klenges wëll soen.

Dat Éischt ass de Prinzip vum Ausbau vun den erneierbaren Energien, zu deem ech elo schonn e puer Saache gesot hunn, dofir geet dat elo ganz séier. Dat Zweet ass awer de Prinzip vum Prosumer an den entspriechenden Ofwandlungen am Sënn vun der Autoconsommation collective a vun der Communauté d'énergie renouvelable. An dat Drëtt ass de Prinzip vun de staatleche Subventioune fir erneierbar Energien.

Zum éischte Prinzip ass dat meescht gesot. Natierlech ënnerstëtze mir déi erneierbar Energien. Grondsätzlech si mer awer der Meenung, dass hiren Ausbau nëmmen dann en Uleies vun der ganzer Gesellschaft gëtt, wann et sou vill wéi méiglech am direkte Gespréich mat de Bierger a Biergerinne geschitt, also net vun uewen erof. Dofir och déi Froen un de Minister: Wat gëtt et elo fir Moyenen, fir dës nei Méiglechkeeten, déi dëst Gesetz eis bitt, méi no bei d'Leit ze bréngen? Wie gëtt do forméiert? Sinn dat d'Klimapaktberoder? Sinn et d'Naturpaktberoder? Wie soll herno um Terrain sondéieren, wat iwwerhaapt realistecherweis méiglech ass? Wien huet d'Recht, eng Statistik ze erstellen, wou iwwerall nach Potenzial besteet? Wie suergt derfir, dass all d'Bierger vun dëse Méiglechkeeten erfueren an och Weeër gewise kréien, wéi se, jee no hire Moyenen, heibäi kënne matmaachen?

Deen heite Projet ass sécherlech net déi ganz grouss Rettung, mee e leescht awer e wichtege Bäitrag. An dofir wëll ech den Här Minister froen: Wat sinn dann eigentlech d'Estimatiounen? Wéi vill Leit maache mat? Oder wéi vill Leit musse matmaachen, fir dass mer am Kader vum Zilzenario vum PNEC bleiwen? Just als Gréisstenuerdnung: Souwäit ech dat verstanen hunn, gëtt et am Land am Moment ronn 8.000 Fotovoltaikanlagen - sou vill sinn der op alle Fall am PNEC als Zentrale chiffréiert. Wéi héich misst déi Zuel elo ginn oder soll déi Zuel elo ginn?

Den zweete Prinzip ass de Prinzip vum Prosumer an entspriechenden Ofwandlungen, déi an dësem Gesetz virgesi sinn, vun der Kollektivitéit a vun de Communautéiten. Wat bedeit déi hei ganz bewosst gewielten Abannung vun de Leit an dëse Projet? U sech ass et absolutt richteg, all d'Leit sou wäit wéi méiglech mat an dëst Klimaboot eranzehuelen. An ech kenne perséinlech eng ganz Rei Leit, déi scho viru Joren ugefaangen hunn, eegene Stroum ze produzéieren, ze notzen oder anzespeisen.

Et wäerten elo also nach méi lokal Projete kënnen entstoen, wéi et der scho ganz vill a Gemenge gëtt, iwwert déi ech mech och e bësse informéiert hunn a mat Leit geschwat hunn, Communautéiten, vläicht och nei Konsortien, nei Genossenschaften. An ech weess vu Leit, déi op dëst Gesetz waarden, fir eppes richteg Guddes kënnen ze lancéieren.

Ech weess awer och, dass vill vun deene Virreider midd sinn, déi sougenannten Early Adopters, déi scho viru Jore ugefaangen hunn, als déi Éischt iwwerhaapt hei am Land dorun ze gleewen, well se soen, dass se scho viru Joren eppes Neies versicht hunn, dass et ustrengend war, dass se midd gi sinn, dass se sech aleng gefillt hunn, dass hinnen de Courage sou lues a lues feelt. An ech mengen, mir mussen och elo no dësem Gesetz ganz gutt op déi Leit oppassen a se nei motivéieren.

Ech wëll och guer net Spillverdierwer spillen, mee ech denken, dass mer säit méi oder manner engem Joer an all eise Projeten ëmmer erëm bewosst d'Fro musse stellen, wat d'Repercussiounen op déi sozial Ongläichheete sinn - well et awer e Kriterium ass, wéi mer eis Gesetzer kënnen anuerdnen -, also ob mer sou vill wéi méiglech Leit mat an d'Klimaboot kréien.

An dozou wëll ech just zwou Saache soen, éier ech an de Fong ginn. Déi éischt Saach ass: Mir mussen eis déi Fro tatsächlech stellen, well mir sinn och Vertrieder vun deene Leit a méi prekäre Situatiounen, vun deene méi aarmen. Och vun hinnen - net nëmme vun hinnen, mee och vun hinnen!

An dat Zweet ass: Et geet mer och guer net drëms, hei iergendee gudde Projet schlechtzeschwätzen oder en ze stoppen, mee wann et aner Leit de facto ausschléisst - an dat kéint hei tatsächlech passéieren, hei ass eng reell Gefor dofir -, da musse mer eis dat iwwerleeën, wat et bedeit, wéi mer mat Kompensatiounsmesurë kënnen dergéintwierken. Dofir ass et mer bei dësem Projet immens wichteg, op genau déi Gefor hinzeweisen, dass een nämlech, fir no de Méiglechkeete vun dësem Gesetz als Prosumer aktiv ze ginn, vill Startkapital brauch, souwuel finanziell wéi och mënschlech.

Finanziell, well een awer eng Ufanksinvestitioun muss maachen. An dat bedeit, dass vill Leit, déi a méi prekäre Verhältnisser liewen, sech keng Prosumeraktivitéit kënne leeschten, entweeder well se d'Haus guer net hunn oder d'Plaz guer net hunn, fir eng Fotovoltaikanlag ze installéieren, oder well se d'Startkapital net hunn. An da komme jo och vläicht nach aner Invester derzou, zum Beispill nämlech dee vun enger eventueller Späichercapacitéit fir d'Nuecht, fir de Wanter, fir déi däischter Deeg, wou d'Fotovoltaikanlag jo näischt produzéiert. D'Hürd ass also fir vill Leit ganz héich.

An och dee mënschlechen Invest ass immens héich, well et trotzdeem vill Zäit an Energie a Courage brauch, fir hei matzemaachen. Hannen um Enn bleift deene Leit also vläicht just nach d'Méiglechkeet, sech enger Communautéit unzeschléissen. An dofir wëll ech Iech, Här Minister, wäermstens un d'Häerz leeën, derfir ze suergen, dass déi Projeten, déi elo hei entstoe wäerten, déi richteg gutt Projeten, net dozou féieren, dass sech awer ëmmer erëm déi selwecht Leit ënnereneen treffen, déi sech scho längst kennen. An et ass eng grouss Geleeënheet fir gelieften Integratioun vu Mënsche mat ënnerschiddleche sozioökonomesche Backgrounds. An ech géif eis alleguerten opfuerderen ze kucken, wéi mer déi Leit, deenen et net esou gutt geet, och an deen dote Projet kënnen abannen, well do sinn der mat Sécherheet vill derbäi, déi och de Prinzip vun dësem Gesetz hei voll mat zwou Hänn géifen ënnerschreiwen.

An ech si mer duerfir net ganz sécher, op alle Fall net esou sécher wéi den Här Rifkin, dee vun enger Demokratiséierung vun Energië schwätzt a sech scho virstellt, wéi gären d'Banken de Kooperative wäerte Sue léien, well déi Prête jo duerch déi héich Aspeisetariffer wäerte gedeckt ginn. Dat schéngt mer laanscht en Deel vun eiser Realitéit ze goen.

An dass, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Energiemarché liberaliséiert ass, dat ass awer elo eng Tatsaach, ob mer en doduerch demokratiséiert hunn, dat woen ech ze bezweifelen. Ech ka mer virstellen, dass nach aner politesch Spriecher haut am Nomëtteg op dat Theema wëllen agoen, well u sech wär et jo grad elo total am Interessi vum Staat, selwer och Initiativgeeber ze sinn an net aleng op privat Initiativen ze setzen, wéi dëst Gesetz se hei virgesäit. Dat kéint zum Beispill dora bestoen, dass d'ëffentlech Hand Gemeng fir Gemeng duerchgeet, mat hinne sektoriell Pläng fir kommunal Solarinitiativen ausschafft an de Leit da proaktiv Offere mécht, un deenen all Bierger deelhuele kënnen, jee no hire Moyenen.

Mir gesinn awer an, dass d'Liberaliséierung vill Méiglechkeete bitt, an dofir ass et eis wichteg, dass mer net aleng vu Privatinitiative liewen - déi duerchaus ganz vereenzelt kéinte bleiwen, an da wär vläicht och een Zil vun dësem Gesetzesprojet net erreecht - oder just ofhängeg vun e puer Virreider, sou Early Adopters, déi nach ganz vill Courage matbréngen, déi ganz vill Motivatioun hunn, awer hannen um Enn géifen eeben eng ganz Rei Leit op der Streck bleiwen. Et wär gutt, déi Privatinitiativen ze kombinéieren an enger Grondstrategie mat engem Plang, deen de Staat huet.

An deen drëtte Prinzip, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eeben de Prinzip vun de staatleche Subventioune fir erneierbar Energien. An och dozou wëll ech ganz kuerz eppes soen. Mir sinn natierlech grondsätzlech favorabel vis-à-vis vu Subventiounen, ënner zwou Bedéngungen: Éischtens, wa se, wéi ech bis elo probéiert hunn ze skizzéieren, sozial gerecht sinn, wéi ech dat elo ëmschriwwen hunn, an zweetens, wa se net zu enger Verfälschung vum Marché a vum entspriechende Präis féieren. An drëttes, well Subventiounen ëmmer dee bessere Wee si vis-à-vis vu Verbueter, well Subventioune positiv Incentives sinn, fir bei enger gudder Iddi matzemaachen.

Wat ee soe muss: An der Fotovoltaik ass tatsächlech scho ganz vill geschitt, an dat ass gutt esou an et féiert an déi richteg Richtung. Et gëtt Subside fir Fotovoltaikanlagen, den Aspeisetariff ass nach méi favorabel ginn, soudass et vill Incentives gëtt, fir net einfach dee bëllege Stroum zu Lëtzebuerg anzekafen, mee selwer an erneierbar Energien ze investéieren. An da brauche mer einfach do parallell derzou eng Strategie fir d'Energieeffizienz, fir dass dee bëllege Stroum eeben net duerzou féiert, dass een eigentlech guer kee Grond a keng Loscht huet, effizient ze sinn.

Dat alles féiert derzou, dass dat heite wierklech e ganz interessanten a motivante Projet ass, Dank de Subventiounen. Ideal wär et natierlech, wa mer iergendwann eng Kéier déi Subventiounen net méi bräichten a sech den nohaltege Stroum vum selwe géif droen an och géif duerchsetzen.

No dëser méi grondsätzlecher Iwwerleeung, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, stelle sech fir mech awer nach ronderëm de Stroumpräis e puer potenziell Froen, an ech wëll der dovun einfach emol siwe lassginn.

Déi éischt: Mir kennen alleguerten d'Grafik mam Ënnerscheed tëschent Stroumproduktioun a Stroumverbrauch. De Verbrauch ass vill méi verdeelt am Laf vum Dag wéi d'Produktioun duerch Fotovoltaik, well déi natierlech besonnesch wärend de Sonnestonnen hire Peak huet. Doraus ergëtt sech follgend Fro un Iech, Här Minister: Fir dass déi eng Kurv méi no bei déi aner kënnt, muss Stroum gespäichert kënne ginn - ass d'Regierung gewëllt, de Prosumer finanziell ze hëllefen, fir sech Späichercapacitéite kënnen unzeschafen?

Déi zweet Fro: Et ass also am Interessi vum ëffentlechen Netz, wann och Stroum zur Verfügung steet zu där Zäit, wou d'Sonn net schéngt. Ass et virstellbar, dass déi Prosumer, déi zum Beispill Stroum wärend den Owesstonnen ubidde kéinten, e besseren Tariff, zum Beispill een Cent méi, ugebuede géife kréien, wa se dat kontraktuell géife versprieche? Oder gi se vläicht am Contraire vun de Provider extra kromm gekuckt, well se sech jo getraut hunn, onofhängeg vum Provider hiren eegene Stroum wëllen ze produzéieren an ze consomméieren?

Déi drëtt: Nom neie Gesetz gi jo Prosumer vun der Taxe d'électricité befreit, wat jo en interessanten Incentive ass, well et da méi lukrativ gëtt, de Stroum selwer ze consomméieren, wéi en an d'Netz anzespeisen. Gëllt dës Exemptioun och fir déi, déi hiren eegene Stroum just selwer benotzen a guer näischt an d'Netz aspeisen? Oder gëllt se nëmmen, wann een e Minimalundeel an d'Netz aspeist an domat iergendwéi och e Bäitrag un d'Gesellschaft leescht?

Déi véiert Fro: Gesäit den Här Minister d'Gefor, dass de Stroumpräis insgesamt op dëse Projet hi variéiert, well vill Stroum jo net méi an dat ëffentlecht Netz afléisst an domat de Provideren natierlech och eng Rei vu Stroum verluer geet? Besteet d'Gefor, dass de Präis fir déi aner an d'Luucht geet? Zemools, well jo all Prosumer d'Taxe d'électricité net méi musse bezuelen an dat Abousse sinn, well d'Netz muss jo awer trotzdeem weider bezuelt ginn.

An dass dat keng onschëlleg Fro ass, weist jo d'Entwécklung vum Stroumpräis an de leschte Joren: Obwuel en am internationale Vergläich bëlleg ass, ass en zu Lëtzebuerg konstant bliwwen oder vläicht souguer e bëssen an d'Luucht gaangen, ënner anerem wéinst der Netznotzung, wéinst den héije Käschte vun Etüden an Informatiounen, déi den ILR fir Bréissel sammele muss, wéinst der Integratioun vun den 800 Chargy-Bornen an d'Netznotzung - mir hu grad nach dervun héieren -, wou d'Käschten aleng un de Provideren hänke bleiwen, an och wéinst dem Ëmstellen op Smartmeteren, wou jo eng Rei vun héichqualifizéierte Leit gebraucht ginn, fir mat deenen ëmzegoen. Do wäert déi geplangten Informatiounsplattform nach zousätzlech Käschte fir den eenzelne Client mat sech bréngen.

Et muss ee wëssen, dass de PNEC op der Säit 174 opschlësselt, wéi de Stroumpräis aktuell zesummegesat ass: 23 % Steieren an Abgaben, also Taxen, 45 % Netzkäschten a just nach 32 % vum Stroumpräis fir d'Energie selwer. Dat Verhältnis vu ronn 70 zu 30 war viru ronn zéng Joer nach praktesch genau ëmgekéiert. Dofir wëll ech betounen, dass déi Fro nom Klamme vum Stroumpräis eng ganz reell an och eng pertinent Fro ass, well et eeben ëmmer nei Käschte gëtt, déi nei an de Stroumpräis mat wäerten dra verrechent ginn.

Dofir nach eng Kéier meng Fro, Här Minister: Gesitt Dir net d'Gefor, dass de Stroumpräis klëmmt, an zwar an deem Fall vläicht just fir déi, déi net Prosumer sinn? An anere Wierder: Et ass net aleng d'Fro nom Klamme vum Stroumpräis, mee et ass och d'Fro vun enger Verschiebung, vun engem Ongläichgewiicht beim Stroumpräis. Et ass eng Fro, déi iwwregens och d'Chambre de Commerce soulevéiert.

Meng fënneft Fro, wat d'Kofinanzéierung vun der informatescher Plattform duerch de Staat ugeet, zu där de Staatsrot sech an dësem Gesetz formell opposéiert huet, well et en eegent Gesetz bräicht: Wéi gedenkt Dir, Här Minister, elo do weider ze verfueren? Den Här Rapporter huet elo just déi Etüd vun der Creos erwäänt.

An dann iwwregens och nach als Bemierkung derbäi: Wat d'Sammele vun den Daten ugeet a wat d'Matschneide vu potenziellen Telefonater ugeet, déi relevant si fir d'Theema, mussen, dat musse mer nach eng Kéier betounen, déi allerhéchste Sécherheetsstandards gëllen, wat de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën ugeet.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV)*.- Meng sechste Fro, an domat kommen ech elo ofschléissend zu deenen zwou leschte Froen, da sinn ech nämlech bei der Roll vun de Provideren, déi jo am Kader vun de staatleche Subventioune muss thematiséiert ginn. Zwou Saache wëll ech heizou froen.

Déi éischt ass: Et ass grondsätzlech eng ganz gutt Iddi, dass d'Provideren e Client, dee seng Rechnungen net méi bezuele kann, proaktiv mussen op d'Hëllefe vum Office social hiweisen. Mee et ginn awer Avisen zu dësem Gesetzesprojet, déi drop hiweisen, dass d'Provideren domat hir Responsabilitéit souzesoen einfach emol un den Office social weiderginn. Et muss een awer och wëssen, dass e Melle beim Office social net einfach esou en Nice-to-have ass, mee et bedeit, dass déi, déi dann als eligibel fir eng sozial Hëllef ugesi ginn, net dierfen ofgespaart ginn. Et handelt sech also ëm eng eminent wichteg Demarche, op den Office social hinzeweisen.

D'Chambre des Salariés beschreift awer notamment d'Gefor, dass et duerch d'Operatiounen à distance, déi jo elo Dank de Smartmetere méiglech sinn, och ëmmer méi einfach géif ginn, engem de Stroum trotzdeem einfach ofzespären. Gesäit de Minister eng Gefor, dass dat ëmmer nach geschéie kann - souwuel bei de Beneficiairë vum Office social, do wou et jo eigentlech net geschéien dierf, wéi och bei deenen aneren - a wat wär dann an esou engem Fall ze ënnerhuelen?

An da sinn ech bei menger leschter Fro: Et ass dervun auszegoen, dass d'Provideren hir Servicer ëmstellen a méi a verstäerkt an d'Richtung Service ginn - dat kann een och op den Internetsäite schonn esou erausliesen. D'Chambre des Métiers huet vermutt, dass ee ganz neie Marché fir d'Gerance vun de Flux énergétiques entsteet, mee awer och fir Installatiounen, Montagen a Revisioune vun technesche Ekipementer, wat dozou féiere kéint, dass e Service, dee bis elo vu bestëmmte PMEen iwwerholl gouf, vun de Providere selwer iwwerholl gëtt, an dass dat vläicht souguer zu enger Monopolstellung féiere kéint. Wat wëllt den Här Minister ënnerhuelen, fir dat ze vermeiden? Si an der Chambre des Métiers proposéiere jo eng Zertifizéierung fir den Artisanat fir déi, déi sech extra an deene Servicer weidergebilt hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz ass eiser Meenung no wierklech e wichtege Schrëtt an et geet an déi richteg Richtung. Ech proposéiere menger Fraktioun, dëse Gesetzesprojet wierklech matzestëmmen, awer ech sinn trotzdeem der fester Iwwerzeegung, dass déi grouss Virbehalter, déi ech bei den Theeme sozialen Ausgläich an Evolutioun vun de Stroumpräisser am liberaliséierte Marché hunn, ganz grondsätzlech politesch Froe sinn, deene mer eis an Zukunft ganz seriö musse stellen, well se zu deene grousse Prinzippie bei der Transitioun zu den erneierbaren Energië gehéieren an ëmmer wäerten am Raum stoen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Paul Galles. An d'Riednerpult ass elo fräi fir den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. D'Zukunft gehéiert den erneierbaren Energien - dovunner ass d'DP op d'mannst fest iwwerzeegt. Wéi sou villes wäert sech an deenen nächste Joren och eisen Energiesystem grondleeënd veränneren, well, mir wëssen et alleguer: Sou wéi bis elo kënne mer net virufueren.

Anescht wéi déi klassesch Energiequellen, wéi Kuel, Gas oder och d'Atomenergie, bidden déi erneierbar Energien e risegt Potenzial fir jiddereen. Et ass mer vu villen eenzelne Privatleit ..., egal ob mer vun deene schwätzen, vu Kooperativen oder vu groussflächege Projeten, déi vu grousse Stroumfirmen exploitéiert ginn, jiddereen huet am Prinzip Accès zu dësen Technologien.

Fir eng Fotovoltaikanlag hunn och ganz vill Leit Plaz um Daach. Jidderee ka sou selwer Stroum produzéieren an och, an dorëms geet et bei deem heiten Text, selwer consomméieren. Et ass eigentlech och nëmme logesch. Et huet ee Solarzellen um Daach, mat deenen ee vill proppere Stroum produzéiere kann, an aktuell sinn d'Aspeisetariffer vun der Regierung ganz attraktiv, soudass et sécher méi interessant ass, säi Stroum ze verkafen a méi bëllege Stroum nees anzekafen.

Allerdéngs, wa mer elo mol déi Subventiounen ee Moment ewechdenken - an iergendwa wäerten déi Subventiounen och auslafe respektiv fir eng Rei Leit ass dat elo schonn de Fall -, ma da läit et jo op der Hand, de Stroum, deen ee produzéiert, och selwer ze verbrauchen. Et ass e bëssen, wéi wann e Mëllechbauer seng eege Mëllech géif verkafen, fir duerno an de Buttek ze goen an do anerer ze kafen. Do si mer eis alleguerten eens: Dat ergëtt wéineg Sënn. Dowéinst ass et wichteg, elo dee richtege Kader ze schafen, fir dëst an Zukunft méi einfach ze maachen. Ech ginn duerno nach op den Detail an.

Als DP si mer der Meenung, dass d'Förderung vun erneierbaren Energië grad och um Niveau vun de Privatstéit mat ee vun deene beschte Weeër ass, Klimaschutz no vir ze bréngen. Den Energiesecteur ass ouni Zweifel ee vun deene wichtegste Beräicher iwwerhaapt. Wann een der internationaler Agence fir Energie ka gleewen, dann ass den Energiesecteur fir méi wéi zwee Drëttel vun de weltwäiten Zäregasemissioune verantwortlech.

Op Lëtzebuerg selwer bezu sinn déi Zuelen natierlech ganz anerer, den Undeel ass vill méi kleng, mee awer och nëmmen, well mer de Gros vun eiser Energie importéieren an dowéinst net uguerechent kréien. Dat heescht awer elo net, dass mer de Volet ignoréiere kéinten am Stil vun: De Stroum kënnt jo aus der Steckdous. Nee! Den Energiesecteur ass amgaangen, sech ze wandelen, europawäit, global an och hei zu Lëtzebuerg. Et sollt een dofir deem Ganzen net passiv nokucken. Nee! Mir sinn der Meenung, Lëtzebuerg soll proaktiv deelhuelen un deem Paradigmewiessel, dee mer iwwerall kënnen erliewen.

Do kann een, jo, och anerer Meenung sinn. Et ginn ëmmer erëm Leit, déi dat kritiséieren: Wandmillen, déi anscheinend d'Landschaft verschampeléieren. Oder de Recycling vun de Solarzellen, dat géif net goen. A souwisou bréngen déi erneierbar Energien alles näisch, well - mir hunn et schonn dacks héieren -, wann d'Sonn net schéngt a wann de Wand net bléist, da leeft eeben näischt.

An tatsächlech ginn et nach verschidde Froen, déi net definitiv gekläert sinn: Denke mer nëmmen un de Stockage, dee jo onëmgänglech ass, wa mer bis enges Daags op 100 % erneierbar Energiequelle wëlle kommen. Do wäerte mer, jo, enorm Capacitéite brauchen, fir déi ze stockéieren. Wéi genee wäert dat am Detail organiséiert sinn, soudass mer dat ganz Joer iwwer déi selwecht Versuergungssécherheet hunn, wéi mer et aktuell hunn? Do hu mer haut nach net dee Plang, wou alles bis an de leschten Detail ausgerechent ass, wéi et dann tatsächlech konkreet an 10, 20 Joer wäert fonctionéieren.

Dat ervirzehiewen, ass duerchaus valabel. Mee mir sinn als DP awer grondsätzlech dovun iwwerzeegt, dass et éischtens am Moment wéineg reell Alternativen zu den erneierbaren Energië gëtt, wou net d'Nodeeler all d'Virdeeler iwwerweien; an zweetens menge mir, dass d'Mënschheet bis elo scho ganz aner Erausfuerderunge gemeeschtert huet an dass et dowéinst och an dësem Beräich fir all Problem eng Léisung gëtt. Wie kann da schonn haut soen, wat muer wäert sinn, geschweige denn an 10 oder 20 Joer? Kucke mer den technologesche Fortschrëtt, dee mer an deene leschten 20 Joer gemaach hunn, dann ass et mer wierklech net baang, wat d'Zukunft eis an deem heite Beräich wäert bréngen.

Här President, dës Regierung huet vun Ufank un de Klimaschutz an de Vierdergrond gestallt a grad och d'Förderung vun den erneierbaren Energien als Prioritéit definéiert. An de leschte Jore sinn dowéinst eng Rei Mesurë geholl ginn, fir den Undeel un erneierbaren Energien um Stroumverbrauch an d'Luucht ze hiewen, wéi zum Beispill nei attraktiv Aspeisetariffer, Appels d'offres fir grouss Projeten, Subventioune fir Privatleit an Entreprisen, wa se sech Fotovoltaikanlagen uschafen, a sou weider.

Dës Mesuren hunn och duerchaus hir Friichte gedroen, well wa mer kucken, wéi déi installéiert Leeschtung an de leschte Joren evoluéiert huet, da stelle mer fest, dass se sech zënter 2013 méi wéi verduebelt huet: vu ronn 360 Gigawatt op méi wéi 800. Dass dat allerdéngs just e positiivt Tëscheresultat ass, dat ass ganz kloer. Et ass nach ganz vill Sputt no uewen an d'DP steet zu 100 % hanner all den Efforten, déi gemaach ginn, fir den Undeel u Wand-, Solar- an aneren erneierbaren Energiequellen an d'Luucht ze bréngen.

D'Regierung huet sech jo an där Hisiicht ganz ambitiéis Ziler am Klimaplang ginn: 25 % erneierbar Energië vum Bruttoennenergieverbrauch bis 2030. Dat ass méi wéi dat Duebelt vun deem, wat mer aktuell hunn, an dat bei enger Demande, déi viraussiichtlech weider wäert klammen.

Wa mer awer méi erneierbar Energien an eise System wëllen integréieren, da bedeit dat, dass mer mëttelfristeg e komplett anere System mussen opbauen. Méi erneierbar Energien heescht och méi Produzenten - virun allem méi verschidde Produzenten a verschiddene Gréissten - a méi eng grouss Volatilitéit an der Produktioun. Sief et de private Stot, eng Kooperativ, eng grouss Firma, déi Solarpanelen um Daach huet, oder carrement ganz grouss Projeten, wéi zum Beispill Wandparken an der Nordsee - alleguer hänke se um selwechte Reseau.

De Reseau ass haut à la base dofir ausgeluecht, fir Stroum vun engem grousse Kraaftwierk un de Konsument ze verdeelen - also en zimmlech zentraliséierte System mat wéinegen Acteuren an och enger klorer Richtung, vu wou de Stroum kënnt a wouhinner e geet.

An Zukunft wäerten allerdéngs méi an och méi kleng Produzenten eng ganz wichteg Roll am Stroumreseau spillen, wat dozou féiert, dass net nëmmen de System vill méi dezentraliséiert wäert sinn, mee och d'Fluxe vill méi komplex ginn: zum Beispill, dass een deen ee Moment an de Reseau aspeist an deen aneren awer nees Stroum erauszitt. Dofir brauch een eng Infrastruktur, déi un déi nei Besoinen ugepasst ass an déi vill méi flexibel ass, déi och vill méi prezis all d'Acteuren openeen ofstëmme kann.

Här President, dëse Gesetzesprojet dréit dëse Changementer an duebeler Hisiicht Rechnung: Et gëtt engersäits en neie klore Kader geschafe fir d'Autoconsommatioun, also de Verbrauch vun deem Stroum, deen ee selwer produzéiert. Dat ass zwar effektiv och elo scho méiglech, mee mat dësem Projet gëtt dës Méiglechkeet nei gereegelt, andeems notamment dräi ënnerschiddlech Zorte vun Autoconsommatioun definéiert ginn, déi do dernieft och nach vun der Elektreschtax befreit ginn.

Aktuell ass et, wéi gesot, duerch déi favorabel Aspeistariffer nach méi interessant, säi Stroum ze verkafen, an dowéinst denke mer och net, dass wéinst dësem Projet elo den Undrang enorm wäert sinn, fir op d'Autoconsommatioun ze wiesselen. Mee dës Situatioun wäert och net éiweg daueren.

Dobäi muss een awer och soen: Et gëtt och haut schonn eng Partie Fotovoltaikanlagen, déi ugangs den 2000er-Joren opgeriicht goufen, déi also schonn e puer Joer um Bockel hunn an déi net méi an de Genoss vu subventionéierten Aspeistariffer kommen. Fir déi ass dëse Projet natierlech ganz interessant, well déi jo elo an der Situatioun sinn, an déi anerer eréischt an e puer Joer wäerte kommen.

An deemno géif ech och, op Recommandatioun vu menger Deputéiertekolleegin Simone Beissel, Iech, Här Minister, recommandéieren, hei breet ze kommunizéieren, fir dass déi Leit dat och matkréien, well dat Gesetz hei, wéi gesot, grad fir déi heite kleng Energieproduzente ganz, ganz sënnvoll ass.

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Iergendwann, Här President, lafen d'Subventiounen aus, an dann ass et natierlech méi sënnvoll an interessant, seng eege Mëllech ze drénken. Dofir ass et absolutt noutwendeg, dass mer mat dësem Projet do déi néideg Weiche stellen, fir dëst prinzipiell méi einfach a méi flexibel ze maachen.

Als DP begréisse mer an deem Kader och ganz kloer, dass verschidde Méiglechkeete geschafe gi sinn, fir op de Wee vun der Autoconsommatioun ze goen, an dass dat net zum Beispill just op Eefamilljenhaiser beschränkt ass. Wéi de Rapporter et schonn am Detail erkläert huet, gëtt zousätzlech zur Autoconsommation individuelle och d'Autoconsommation collective agefouert - dat heescht fir Leit, déi an engem selwechte Gebai wunnen - an d'Communauté d'énergies renouvelables, fir souguer zesumme mat Leit aus deem selwechte Véirel oder aus där selwechter Uertschaft eng Fotovoltaikanlag kënnen ze bedreiwen an de Stroum och ze notzen.

Doduerch, dass esou eng Flexibilitéit an der Organisatioun geschaaft gëtt, kréien och erëm méi Leit d'Méiglechkeet, heivunner ze profitéieren an Deel vun enger energeetescher Transitioun ze ginn. Dat kënne mir natierlech och nëmme begréissen, schliisslech ass Klimaschutz an d'Bestriewen, eis Gesellschaft méi nohalteg auszeriichten, eppes, dat jiddweree betrëfft, an do soll sech och jiddwereen, sou gutt et och nëmme geet, kënne bedeelegen an och kënne bedeelegt ginn. Fir e bekannte Sproch zweckzeentfriemen: „Mir sinn alleguer Deel vun der Léisung."

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- An dëser Diskussioun ass awer och de Stockage e wichtegen Deel, well d'Produktioun an de Verbrauch vum Stroum geschéie jo net ëmmer zur selwechter Zäit. A gradesou, wéi dëst eng essenziell Fro am grousse Ganzen um Niveau vun eisem gesamten Energiemarché ass, esou spillt et och eng zentral Roll am Klengen, am eenzelne Stot.

Den Här Minister hat mer op eng rezent Question parlementaire geäntwert, d'Méiglechkeet, fir e Subsid an där Aart anzeféieren, géif aktuell gepréift ginn. Bon, dat ass elo nach net allze laang hier an ech bezweifelen et zwar, mee vläicht gëtt et jo do en neie Moment. A wann dat dann esou wier, kann de Minister eis dat jo da vläicht och herno hei op dëser Plaz, also beim Riednerpult, annoncéieren. Wie weess!

Tatsaach ass: De batteriebaséierte Stockage ass am Moment nach relativ deier bei den Uschafungskäschten: 10.000 bis 12.000 Euro muss een do schonn arechne fir zum Beispill eng Powerwall. Do hoffe mer op alle Fall, dass dat am Laf vun der Zäit nach e bëssen erofgeet. An eng Ënnerstëtzung, wéi et se jo och bei den Opluedstatioune vun den Elektroautoe gëtt, wier sécherlech eng weider Méiglechkeet, d'Autoconsommatioun an de Wiessel hin zu engem Prosumer-Modell nach méi interessant fir d'Leit ze maachen.

Nieft dësen Ännerunge gëtt mat dësem Gesetzesprojet awer anerersäits nach en anert weesentlecht Element geschaaft, op dat ech ganz kuerz wëll agoen, well et eeben esou zentral ass, fir eisen Energiesystem fit ze maache fir déi energeetesch Transitioun: D'Schafe vun enger nationaler informatescher Plattform fir d'Energiedonnéeën ass onëmgänglech, fir e lues a lues ëmmer méi dezentraliséierte System iwwerhaapt kënnen ze geréieren. Den Iwwergang geschitt, wéi gesot, net vun haut op muer, mee och fir de System, wéi en aktuell fonctionéiert, hëlleft esou eng Plattform, fir d'Gestioun ze verbesseren.

Dëst ass alt erëm e gutt Beispill fir ze weisen, wéi d'Digitaliséierung ganz konkreet am alldeegleche Liewen hëlleft, Ressourcen ze schounen, Effizienz ze steigeren an eis Aart a Weis méi nohalteg ze maachen, besonnesch an dësem Beispill, vu dass eng Integratioun vun erneierbaren Energien an de Stroumreseau ouni digital Hëllefsmëttele quasi net ze maache wier.

D'Installatioun vun intelligente Compteure bei de Clientë war den éischte Schrëtt an dës Richtung, mee déi Compteure kënnen hiert Potenzial natierlech eréischt richteg entfalen, wann d'Donnéeën op enger eenzeger Plaz zesummelafen. Esou kritt een e besseren Iwwerbléck iwwert déi ablécklech Situatioun zu all Moment vum Dag, an et kristalliséiere sech och Trends a Musteren eraus.

An där Hisiicht bréngt eis dat och haut schonn eppes, andeems Prozesser um Marché optiméiert a Produktioun a Verbrauch besser openeen ofgestëmmt kënne ginn, wat virun allem spéiderhi fir e System mat ville klengen Acteure vu weesentlecher Bedeitung ass. Allgemeng ass dëst also e wichtege Schrëtt hin zu méi Flexibilitéit, awer och zu méi Effizienz an der Gestioun vum Reseau.

Här President, mat dësem Gesetzesprojet ginn déi richteg Jalone gesat, fir d'Entwécklung vun eisem Land am Beräich vun den erneierbaren Energië virunzedreiwen: E leet net manner wéi d'Fundament vum energeetesche System vu muer, ouni deen all eis Efforten am Klimaschutz net wierklech kéinte gräifen, wa mer net wëllen erëm no hanne goen an op ganz villes verzichten.

Déi progressiv Elektrifizéierung vun alle méigleche Beräicher - sief et am Transport, sief et an der Industrie a Form vu Waasserstoff oder generell ein-

fach déi ëmmer méi zentral Roll, déi d'Digitaliséierung anhëlt - ass deen eenzege Wee, fir d'wirtschaftlech Entwécklung, d'Croissance durable an de Respekt vun den natierleche Limitte vun eisem Planéit ënner een Hutt ze bréngen. Dowéinst si mir als DP der Meenung, dass et sech hei ëm e ganz wichtege Projet handelt, e Projet, deen d'Weiche fir d'Zukunft stellt. An dowéinst sti mer och voll a ganz hannert dësem Projet.

À propos wirtschaftlech Entwécklung: Als leschte Punkt wëll ech awer och nach eng Kéier ganz kuerz d'Opportunitéiten ervirhiewen, déi dëse Paradigmewiessel, dee mer jo wëllen encouragéieren, mat sech bréngt. En energeetesche System, an deem esou vill kleng Produzenten aktiv sinn - déi natierlech och emol méi oder manner injektéieren, ofhängeg dovunner, ob si hire Stroum wëlle späicheren, dee se ze vill hunn oder net -, brauch, dat versteet sech vum selwen, eng grouss Infrastruktur.

Domat mengen ech mol net onbedéngt grouss Traffoen a Leitungen, och wann déi natierlech och mussen do sinn, fir de Stroum ze transportéieren, mee ech denke virop un déi lokal Infrastruktur, d'Fotovoltaikanlagen, d'Stroumspäicher an esou weider an esou weider. D'Demande an deem Beräich wäert an den nächste Joren enorm wuessen, dovu sinn ech iwwerzeegt. Dee Beräich vun den nohaltegen Technologië befënnt sech haut schonn an enger ganz staarker dynamescher Entwécklung. Dat bitt ouni Zweifel enormt wirtschaftlecht Potenzial fir eis Ekonomie allgemeng, mee besonnesch och fir eis kleng a mëttelstännesch Betriber, déi dës Technologië verkafen, installéieren an och den Entretien maachen.

Fir eis als DP ass dee Volet op d'mannst grad esou wichteg, dass mer eng Politik maachen, déi wuel op där enger Säit Ressourcë schount an d'Ärderwiermung bremst, mee déi awer op där anerer Säit och nei Chancë kreéiert, Innovatioun férdert a Wuesstum an Aarbechtsplaze geréiert. Grad elo an dëser sanitärer Kris, déi och eng wirtschaftlech Kris ass, ass dat méi wichteg wéi jee.

Här President, wéi ech déi heite Ried preparéiert hunn, hate mer d'Chance, dass mer ausnamsweis eng ganz déck Schnéidecken haten, déi d'ganzt Land bedeckt huet - an, jo, Här Bauler, net nëmmen dat schéint Éislek! A meng Gedanke waren deemools, ...

M. André Bauler *(DP).*- Ech hunn dach guer näischt gesot!

M. Max Hahn *(DP).*- ... wéi ech déi Ried preparéiert hunn: Et wier schéin, wa mer dat och nach an Zukunft esou kéinten hunn an esou flott Wantere kéinten hunn!

Dëst gesot, géif ech dem Rapporter Carlo Back villmools Merci soen, deen eis jo - wéi gewinnt, géif ech bal soen -, op eng ganz professionell Aart a Weis deen technesch awer dach komplizéierten Dossier hei um Riednerpult illustréiert huet an och a sengem schréftleche Rapport niddergeschriwwen huet. Ech géif him dann awer och nach eng Kéier ganz besonnesch Merci soen.

An Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools merci fir d'Nolauschteren. An natierlech ginn ech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz pertinent!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Max Hahn. An d'Wuert kritt elo den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. An ech wéilt direkt ufänke mat engem grousse Merci un de Rapporter, deen dëse jo dach awer komplizéierten an technesche Projet de loi hei ganz gutt op eng ganz flott Aart a Weis a sengem schréftlechen a virun allem a sengem mëndleche Rapport virbruecht huet. Merci, Carlo Back.

E puer allgemeng Bemierkungen. Mir sti viru groussen Erausfuerderungen: D'Reserve vu fossille Brennstoffer sinn net onendlech verfügbar, dat wësse mer, a souguer, wa se et wären, verursaache se - an ech schwätzen hei haaptsächlech vum Pëtrol a vun der Kuel - Ëmweltschied a si féieren zu héijen Zäregasemissiounen.

Et geet also hei net onbedéngt drëm, alles, wat Kuel a Pëtrol ass, eng Kéier ze eliminéieren, mee et geet drëms, dat do, wou et machbar ass, duerch vill méi ëmweltfrëndlech Energiequellen ze remplacéieren, fir datt mer esou d'Zäregasemissiounen erofkréien.

Mir wëssen all, datt d'Klima sech verännert an datt och muss gehandelt ginn. D'Energie- a Klimapolitik muss sech änneren, a si ännert sech och. An dat ass och gutt esou. Lëtzebuerg ass an enger Energietransitioun vun engem zentraliséierte Produktiounssystem vu grousse Kraaftwierker, vun deene mer hei zu Lëtzebuerg, och aus dem Ausland, eis Energie bezéien, an d'Richtung vun engem dezentrale System, dee sech op erneierbar Energië baséiert an deen deemno och vill manner ufälleg ass.

Dëse Constat - an dofir war d'Question élargie vum Här Bauler haut de Mëtteg ganz pertinent, déi mer haut um Ordre du jour haten -, dëse Constat, dee gouf nämlech och scho mat der strateegescher Studie vun der drëtter industrieller Revolutioun, och Rifkin-Prozess genannt, gemaach, déi Lëtzebuerg op eng méi erneierbar Stroumversuergung orientéiere soll an an där och scho rieds goung vum Schafe vun engem nationalen Energie-Internet.

Als LSAP hu mir eis agesat a setzen eis och weider an, fir déi erneierbar Energien ze verstäerken - an dat net nëmmen all fënnef Joer an engem Walprogramm ze ernimmen, mee ganz konkreet, esou wéi hei -, an d'Energieversuergung weider ze dezentraliséieren an och ze diversifiéieren.

An eisem Walprogramm hate mer gefuerdert, datt mer op de Wee vun de Prosumer sollte goen, datt mer déi Modeller do wéilte férderen, an datt mer och beim Ausbau vun den erneierbaren Energië géifen eng Hand mat upaken, dass dat eng wichteg Roll géif spillen. Dat ass heimat gemaach. Hei ass also am Koalitiounsprogramm och eppes vun der LSAP, mee och vun anere Parteie mat iwwerholl ginn, an dat gëtt elo hei ëmgesat. An dat ass och gutt esou!

Här President, d'Zäitfënster fir ze handelen ass awer kleng. Déi revidéiert erneierbar Energiedirektiv, déi am Dezember 2018 a Kraaft getrueden ass, iwwerschafft souguer dat festgeluechtent Ufankszil vun op d'mannst 27 % erneierbaren Energië bis 2030 duerch e bindend globaalt Zil vun op d'mannst 32 % erneierbaren Energië vum finale Bruttoenergieverbrauch vun der Europäescher Unioun. D'Memberstaaten hu sech jeeweils national Bäiträg gesat, fir dat Gesamtzil vun 32 % kollektiv als Deel vun hiren integréierten nationalen Energiepläng, och PNEC genannt, ze erreechen.

Lëtzebuerg huet sech do en ambitionéiert Zil ginn: Mam PNEC huet Lëtzebuerg a sengen nationale Bäiträg d'Zil vu 25 % erneierbaren Energien opgeholl. Dat ass net näischt! An och, wann et eng kloer Beschleunegung zënter 2014 gëtt, sinn d'Erausfuerderungen haut nach ëmmer ganz grouss, zemools wann ee weess, dass mir elo fir 2021 eréischt um Wee sinn, den Taux vun 11 % erneierbarer Energie ze erreechen. Mir hunn also nach vill Wee virun eis, mee mat dësem Gesetzesprojet gi mer an déi richteg Richtung.

De Besoin, fir séier ze handelen, besteet also weider a mir musse méi proaktiv ginn, mir musse virun allem och méi séier ginn: Ech ka vun engem Projet vu Wandmille berichten, déi am Süde sollten opgeriicht ginn. Vun engem grousse Projet vun néng Wandrieder si mer elo scho wäit zréckgaangen an ech hoffen, datt déi puer, déi elo nach virgesi waren, net och nach anere Considerationen zum Affer falen an net nach dorunner scheiteren. Do musse mir och selwer wierklech eng Hand mat upaken, wa mer déi Energietransitioun wëllen.

Als LSAP sti mir hannert dësem Gesetzesprojet mat der Nummer 7266, iwwert dee mir haut debatéieren, deen dat bestoend Gesetz vum 1. Januar 2007 betreffend der Organisatioun vum Stroummaart ofännert an dës weesentlech Ännerunge virgesäit.

Éischtens d'Aféierung vun engem reglementaresche Kader, fir den Eegeverbrauch vun erneierbaren Energië méi attraktiv ze maachen. Deen ass haut zwar scho méiglech - dat wousste vill Leit sécherlech net -, et war haut scho méiglech, déi iwwerschësseg Energie an d'Netz anzespeisen, mee dat hu vill Leit net gemaach, well et ekonomesch vill méi gënschteg war, fir vun deenen Aspeisungstariffer am Ganzen ze profitéieren, also u sech déi ganz Energie doran ze verkafen, wéi se als Eegeproduktioun ze notzen. D'Attraktivitéit, déi geschitt engersäits mat dem individuellen Eegeverbrauch - een eenzege Konsument a sengem eegene Gebai -, oder am kollektiven Eegeverbrauch innerhalb vun engem Gebai. Et ass hei schonn e puermol erkläert ginn.

An zweetens gëtt hei och d'Schafe vun Energiegemeinschafte gefërdert, wou Membere sech als Personnes morales kënnen zesummendinn an dann erneierbar Energie souwuel produzéieren, verbrauchen, späicheren an och nach verkafe kënnen.

Heimat gëtt dann elo nach e weidere Schratt an d'Energietransitioun gemaach. Mir begréissen d'Schafe vun neie Verbrauchermodeller, well se d'Transformatioun vum aktuellen Energiesystem beschleunegen an esou zu engem System féieren, dee méi ekologesch a manner ofhängeg vu fossille Brennstoffer ass. Dës Méiglechkeete wäerten d'Entwécklung vun den erneierbaren Energië férderen, an dat besonnesch an der Fotovoltaik. An dat ass och gutt esou!

Mat all dëse Méiglechkeete gëtt den Eegeverbrauch einfach méi attraktiv gemaach. Et dierf een net vergiessen, datt den Eegeverbrauch schonn - ech hunn et virdru gesot - e gesetzleche Kader zu Lëtzebuerg huet, mee bis elo war dat an der Praxis limitéiert. Et war, wéi scho gesot, och bis elo wirtschaftlech einfach méi interessant, den Aspeistariff ze froen amplaz d'Eegeconsommatioun ze maachen. Mee ab dem 1. Januar 2020 ass dat elo net méi de Fall, well et falen elo eng Rei vu Käschten net méi un, keng Chargen, keng Redevancë méi op den Eegestroumverbrauch. Dëst ass natierlech een zousätzleche Grond, fir datt dës virgeschloe Modeller och kënne fonctionéieren a vun de Leit gebraucht ginn.

Mir begréissen och, datt an dësem Gesetzesprojet net nëmmen op d'Individualiséierung vum Konsument gekuckt gëtt, mee dass och Energiegemeinschafte kënne gegrënnt ginn. D'Biergerbedeelegung dierf an esou enger wichteger Transitioun net feelen. An et ass och virdrun hei op dëser Tribün schonn e puermol ernimmt ginn: Esou Energiegemeinschaften erméiglechen dem Bierger, en Deel vun där Energietransitioun ze sinn a schafen nieft Ëmweltvirdeeler och sozial Virdeeler.

D'Gemeng Suessem, déi ech am beschte kenne vun all de Gemengen, huet och schonn eng Rei vun esou Gemeinschafts-Fotovoltaikanlage gehat, och wann dat net onbedéngt an deen heite Kader vun der Eegeconsommatioun vun deene Gemeinschafte hei fält, mee mer hunn awer scho ganz vill esou Projete vu Gemeinschafts-Fotovoltaikanlagen an d'Weeër geleet - an déi fonctionéieren och ganz gutt -, net zulescht elo nach viru ganz Kuerzem de Schoulcampus, de Kannercampus, déi nei Schoul um Belval, do ass eng ganz nei Fotovoltaikanlag opgeriicht ginn, och mat Biergerbedeelegung. An déi ass fortgaange wéi Zitz, also do sinn d'Leit ganz drop aus, fir do matzemaachen.

Mir ginn dann hei och nach ze bedenken, datt all dës nei Modeller Modeller sinn, wou de Konsument och muss begleet ginn. A wat d'Koproprietéiten ugeet, wäert hei an Zukunft och op d'Zesummenaarbecht mat de Gerancen an de Koproprietéite musse geschafft ginn, fir dat alles ëmgesat ze kréien.

Här President, nieft dësen neie Forme vu Verbrauch gesäit dëse Gesetzesprojet och d'Schafe vun enger nationaler IT-Plattform fir Energiedate vir, enger nationaler informatescher Plattform fir Energiedaten.

Als LSAP sti mir zu 100 % hannert de Chancen a Perspektiven, déi d'Digitalisatioun am Energieberäich bitt. An dëst ass eng Chance, fir dem Konsument aus allen Energiedaten esou nei Servicer ubidden ze kënne wéi nëmme méiglech. An dat ënnerstëtze mer duerfir och zu 100 %.

D'Vernetzung vun Energie a Kommunikatioun bitt net nëmmen enorm Energieerspuernisser, mee ass och eng Viraussetzung fir eng nohalteg Zukunftspolitik, hannert där mir a fir déi mir als LSAP och stinn.

Et wier sënnvoll, hei séier e groussherzoglecht Reglement ze hunn, fir d'Detailer fir d'Modalitéite vun enger Plattform ze klären.

Gläichzäiteg wëlle mir och bemierken, datt esou eng Transitioun net ouni dee ganzen Handwierkssecteur kann ënnerholl ginn. Fir esou eng Transitioun ze packen, Dir Dammen an Dir Hären, wäerte vill Handwierker gebraucht ginn an och weider forméiert musse ginn. Hei muss weider vill an d'Formatioun investéiert ginn. Et muss awer och derfir gesuergt ginn, datt déi kleng Betriber hei och weiderhi kënne mathalen an dass trotz der Digitaliséierung jidderee gläich behandelt gëtt. Jidderee soll hei matgeholl ginn.

A mir brauchen déi vill an net ëmmer risegrouss Betriber och fir d'Ausbildung vun de Léierjongen a Léiermeederchen, déi nëmmen hei op hiert Handwierk an op hir zukünfteg Aarbecht virbereet kënne ginn. Dofir muss hei e besonneschen Akzent drop geluecht ginn, dass mer dee ganzen Handwierkssecteur hei mat an d'Boot kréien, fir dass mer déi Transitioun hei och realiséiere kënnen.

Här President, fir d'LSAP ass et wichteg, weider séier un där Energietransitioun ze schaffen an esou och manner ofhängeg vu fossille Brennstoffer ze ginn. Mir mussen d'Chancen an d'Perspektiven notzen, déi d'Digitaliséierung eis an deem Energieberäich hei bitt, an duerfir musse mer dee Prozess, dee mer ugefaangen hunn, dee Rifkin-Prozess, och weiderdenken. Deen dierf net an d'Stocke kommen, dee musse mer weider schaffen dinn, fir dass mer déi Chancen, déi doranner leien, och alleguer kënne matëmsetzen. Nëmmen esou packe mer déi Energietransitioun.

Dat heiten ass e Schratt an déi richteg Richtung an duerfir ginn ech heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Här Minister, ech soen dem Här Back fir d'éischt emol Merci fir säi mëndlechen an och schréftleche Rapport. An dann erlaabt mer, hei e puer allgemeng, awer fundamental Saachen unzeschwätzen.

Wann een dat hei esou iwwerflitt, jo, da seet ee sech: Stroum maachen doheem, dat ass eng gutt Iddi. A selwer och nach genee dee Stroum verbrauchen, deen ee selwer mécht, ass jo nach eng besser Iddi! Vun dohier ass eigentlech alles an der Rei. Et kléngt gutt. Mee ass et wierklech esou einfach, wéi mir et gesot kréien?

Wa mer nämlech hannert de Riddo kucken, da gesi mer, dass et net esou einfach ass wéi hei virgedroen. Et geet ëm erneierbar Energie, a méi besonnesch den erneierbare Stroum. An da si mer scho bei deem, pardon, absurden CO_2-Gesetz, dat hei am Dezember gestëmmt ginn ass a wou d'Zil ass, fir 2030 eng Reduktioun vu 55 % vun den Zäregasen ze erreechen. Eng komplett irrealistesch Iddi. Eng reng Ideologie ouni iergendee wëssenschaftlecht Fundament!

Dat géif heeschen: An zéng Joer eis ganz Wirtschaft a Liewensaart a -weis op d'Kopp ze dréien an engem Land, wou d'Baue vun engem schnellen Tram vun e puer Kilometer 15 Joer dauert, mindestens. Déi Energiepolitik vun der Regierung ass realitéitsfriem. An ech widderhuele kloer an däitlech, wat ech schonn hei gesot hunn: Dir erreecht emol net d'Hallschent. Mol net 27,5 % wäert der erreechen! Déi Wett gëllt nach ëmmer.

Déi irrealistesch Ziler sinn nëmme méiglech, wa mer hei eng grouss Kris kréien, iwwer e puer Joer, wann eise Bruttosozialprodukt erofgeet, wa mer eng Rezessioun hunn, industrielle wirtschaftlechen Ofschwong, dann ass et méiglech, soss net!

Här President, d'Zil hei vum Gesetz ass et, wéi schonn hei virdru gesot, déi erneierbar Energie ze förderen, esou steet et am Rapport. Lëtzebuerg wëllt bis 2030 op 25 % erneierbar Energie kommen.

Kucke mer eis dat emol méi genee un. E puer Zuelen: Lëtzebuerg verbrauch pro Joer ronn 50 Terawattstonnen Energie. Vun dësem Gesamtenergieverbrauch fält just 13 % op de Stroum, déi aner 87 % sinn dann Industrie, Transport, Hëtzt an esou weider. Vun deene 6,5 Terawattstonne Stroum ginn déi meescht vun der Industrie a soss professionelle Clientë gebraucht, an da bleiwen nach ganzer 14 % vum Gesamtstroumverbrauch hei am Land fir d'Stéit oder, wéi een haut esou schéi seet, fir d'Menagen. Also d'Stéit verbrauchen nëmme 14 % vum Stroum. Wann also een elo kënnt a seet: „Mir baue grouss Wandanlagen fir eis Energieversuergung", dann ass dat, pardon, ganz wäit hiergeholl. Well an der Realitéit ass et just extreem wéineg.

Ee Beispill: Jiddereen am Westen huet mëttlerweil déi riseg industriell Wandanlagen um Réibierg bei Koler gesinn, 200 m héich, zwou esou Anlagen. An do gëtt da gesot: „Eng Wandanlag versuergt ronn 1.700 Stéit mat Stroum". An do muss een awer mol direkt awenden, dass eng Wandanlag just da Stroum liwwert, wann och Wand ass. An dat ass ganz dacks laang näischt. Insgesamt huet een an Däitschland op d'mannst ronn 40 % vun der Zäit am Joer déi sougenannte Windflaute. An där Zäit produzéiert d'Wandanlag ganz genee null Stroum. Null! Ech kommen nach dorobber zréck. Dat ass de Problem vun der Volatilitéit, an deen hu mer och bei der Solarenergie.

Also, mir kréie gesot, eng riseg industriell Wandanlag wéi déi an der Gemeng Garnech - ech wëll och net wëssen, wéi vill Energie d'Konstruktioun kascht huet, ech war mer dat emol ukucken -, bréngt also Stroum fir 1.700 Stéit. D'Stéit maache 14 % vum gesamte Stroumverbrauch aus an de gesamte Stroumverbrauch mécht 13 % vun eisem ganzen Energieverbrauch aus. Eis riseg Wandanlag mécht also ongeféier 0,01 % vun eisem Energieverbrauch aus. 0,01 %! Fir op 100 % ze kommen, wat jo fir Verschiddener d'Zil ass, misst een also mat 10.000 multiplizéieren! An dat geet jo souwisou nach net duer, well wa kee Wand ass, da produzéiere se alleguerten null. 10.000 mol null ass nach ëmmer null. An trotzdeem gëtt nach ëmmer de fiktive Vergläichswäert benotzt vu Stroum fir esou an esou vill Stéit oder esou an esou vill Persounen. Dat ass geduecht, fir eng minimal Quantitéit grouss wierken ze loossen. Dat ass eng bewossten Täuschung!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR).*- Am Rapport gëtt dann och mat där Täuschung geschafft, well do steet « La production d'électricité à partir du solaire photovoltaïque (...) couvre les besoins de 100.000 personnes ». Dat wier am Moment anscheinend de Fall. Dat ass awer falsch!

Well éischtens: Solarenergie ass volatill a liwwert just e puer Stonnen den Dag - wann iwwerhaapt! - an am Wanter ganz wéineg.

Zweetens: 100.000 Leit brauchen a Wierklechkeet vill méi Stroum, zum Beispill op der Aarbecht oder fir déi Déngschtleeschtungen, déi si an Usproch huelen, an net nëmmen dee Stroum, dee se doheem gebrauchen.

An drëttens: D'Fotovoltaik mécht 0,3 % vun eisem Gesamtenergieverbrauch aus, also quasi näischt! Mee wann een natierlech seet: „100.000 Leit kréie Stroum iwwer Solaranlagen", kléngt dat gutt, mee et ass falsch!

No de leschten Zuele vum ILR huet d'Wandenergie mat 0,28 Terawattstonnen en Undeel vun engem

hallwe Prozent um Ennenergieverbrauch. Zesumme mat der Fotovoltaik komme mer dann op 0,8 %. Wéi komme mer dann elo op déi 11 % erneierbar Energie, déi am Rapport stinn a wou mer jo soen, datt mer se bal erreecht hätten? Majo, do kënnt Biomass a Biotreibstoff derbäi, ganz vill, an ech mengen, Biotreibstoff, do brauch ech jo net vill ze soen, dat ass och mat ganz villen Ëmweltproblemer verbonnen. Mee déi 11 % klénge gutt an d'Leit, déi kréien dat net esou richteg mat, da menge se, dat wier dann d'Sonn, déi eis déi géif bréngen. An dobäi ass dat och net wouer.

De groussen Deel vun eiser Energie an och vun eisem Stroum kënnt, wéi gewosst, aus dem Ausland. Erënnere mer hei an deem Kontext och drun, dass aktuell 10 % vun eisem Stroum aus Atomkraaft staamt. Dat ass d'Realitéit. An ech sinn emol gespaant, vu wou Google zu Biissen - déi wäerte jo ganz vill Stroum verbrauchen -, vu wou déi hire Stroum wäerte kréien!

Här President, Wandenergie a Solarenergie sinn extreem volatill a produzéiere Leeschtungsschwankungen. Et kann een zwar eegene Stroum hierstellen, awer nëmmen en Deel, an och nëmmen en Deel vun der Zäit! Besonnesch am Wanter, wa kee Wand ass a wa vill Stroum verbraucht gëtt, kann et wéinst erneierbaren Energien zu Enkpäss an der Stroumversuergung kommen. Dat ass déi sougenannte „kalte Dunkelflaute" op Däitsch. Och Solarzellen am Süde vun Europa produzéieren am Wanter wéineg, an och op de Küste bléist dacks kee Wand - dat mengt een zwar esou, ass et awer net -, soudass och Offshorewandanlagen net d'Léisung sinn, déi eis versprach gëtt.

An da kéint ee jo mengen, mat engem breede Stroumnetz duerch ganz Europa misst et jo klappen, well iergendwou jo awer ëmmer Wand bléist oder Sonn ass. Deem ass och net esou! De Wand bléist eeben net ëmmer iergendwou, wéi een intuitiv vläicht kéint mengen, mee e gëtt vun de grousse Wiedersystemer iwwer Europa beaflosst. Dat heescht, dass, wann zu Lëtzebuerg kee Wand ass, dann ass es gutt a gären a ganz Europa keen oder wéineg. An dat féiert zum Problem, dass mer mussen e Backup hunn, fir déi volatill Energie auszegläichen, falls se net do ass. An dee Backup mussen dann déi klassesch Kraaftwierker sinn.

Späicherméiglechkeete fir eng länger Zäit vun e puer Deeg gëtt et keng - sou grouss Batterië sinn nach keng erfonnt - an och soss ass keng Léisung parat. Et gëtt keng! Hei gëtt awer elo virun de Won gesprongen, nom Motto: Et wäert iergendwéi klappen. An dat beweist: Et ass ideologesch, et ass net wëssenschaftlech!

An da komme mer dozou, wat elo dëse Weekend an Däitschland erauskomm ass, e Sonndeg, do huet d'„Welt am Sonntag" getitelt: „Wirtschaftsministerium plant Zwangs-Ladepausen für Elektroautos". Konkreet: E Gesetz soll erméiglechen, fir am Fall, wou net genuch Stroum am Reseau ass, Luedestatioune fir Elektroautoe groussfläcHEG auszeschalten. Firwat? Duerch déi ugeziilten Energiewende wackelt d'Stroumversuergung. Kuelekraaftwierker an Atomkraaftwierker, déi eng sécher an och eng präiswäert Stroumversuergung garantéieren, ginn ofgeschalt an duerch volatill erneierbar Energie ersat. Gläichzäiteg awer soll ëmmer méi Stroum benotzt ginn, bei Elektroautoen an och bei den elektreschen Heizungen, déi da solle kommen.

Den Här Altmaier ass awer dunn direkt zréckgeruddert - bon, op Drock vun der Autosindustrie, déi Angscht ëm hir Elektroautoen huet. Mee de Problem mat der Versuergung vum Stroum bleift awer. Kleng verdeelten Anlage fir erneierbar Energie kënnen net déi selwecht Versuergungssécherheet bidde wéi grouss Kraaftwierker.

An da komme mer an de Beräich vun den intelligente Stroumnetzer. Intelligent heescht eigentlech in fine eppes ausgläichen, wat net vill do ass oder wat guer net do ass. Deen hei Fall an Däitschland weist, dass si dohannen domat rechnen, dass d'Stroumversuergung an der Zukunft deelweis net méi ka garantéiert ginn, an dat duerch d'Energiewende, also d'massiivt Ëmklammen op Wand- a Solarenergie! An duerfir maache se sech Gedanken, fir de Stroum op verschiddene Plazen zäitweis ofzeschalten.

A wa mer dat weiderdenken a wann ech gesinn, wéi radikal verschidden Aktivisten dobausse sinn, da froen ech mech, ob de Stroumverbrauch an Zukunft net wäert rationéiert ginn, an dann huet jiddweree just nach eng gewësse Quantitéit zegutt.

Här President, ech kommen zum Schluss. An ech muss awer soen, e bësse méi konziliant: Ech fannen et och sympathesch, fir eegene Stroum um Daach vum Haus ze produzéieren, a mir sollten déi Leit net bestrofen a se och net extra taxéieren. E gewëssene räsonabelen Undeel un esou Energiequellen ass ze begréissen.

(Brouhaha)

Awer kommt, mir bleiwe realistesch: Et bleiwe Peanuts an eisem Gesamtenergieverbrauch! A fir all déi Solaranlagen a Wandanlage brauche mir e Backup, falls keng Sonn a kee Wand ass. Am grousse Ganze bleift déi aktuell Energiepolitik onrealistesch, onwëssenschaftlech a souguer gefäierlech fir eis Stroumversuergung. Awer am konkreeten, detailléierte Fall ass dëst Gesetz fir déi Leit, déi hiren eegene Stroum wëlle produzéieren, eng fei Saach. A mir als ADR wëlle si och ënnerstëtzen. Et ass eng punktuell Verbesserung fir déi Leit, déi eng Solaranlag hunn. An dowéinst wäerte mir schlussendlech, trotz deene Kriticken um grousse Ganze vun där Politik, bei dësem Detail, dat dëst Gesetz duerstellt, schlussendlech derfir stëmmen. Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fred Keup. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Si mer elo erëm derbäi! Gëschter hate mer eng Diskussioun iwwert d'Liberaliséierung - et ass ëm den Transport gaangen - bis repetita. Elo geet et erëm weider.

Elo muss een dat Ganzt fir d'éischt och emol an enger éischter Etapp am Kontext vun der Liberaliséierung vun der Energie betruechten, déi Mëtt/Enn 90er-Joren och an der EU duerchgefouert gouf, zu enger Zäit, wou vun de 15 Memberstaate vun der EU deemools der 13 sozialdemokratesch gepräägt waren - dat däerf een awer och net vergiessen - a souguer e bësse gréng, wann een un Däitschland denkt.

Deemools ass et eeben an déi Richtung gaangen, datt de Stroum, d'Energie liberaliséiert gouf, de Maart gouf opgemaach. Do hu verschidde Leit sech der Illusioun higinn, dat wier eng Méiglechkeet, fir dann och de Konsumenten de Choix ze ginn, fir a Richtung erneierbar Energien ze goen. Ech mengen, den aktuellen Energieminister war deemools och ganz aktiv an dëser Diskussioun am Europaparlament an, jo, souguer Rapporteur! An ech ka mech souguer erënneren, datt mer och schonn Diskussiounen doriwwer haten, well mir hunn och schonn deemools gesot, datt dat net dee richtege Wee wier, datt een, wann een erneierbar Energië wéilt, dat dann iwwert den ëffentleche Wee misst maachen.

Ech mengen, all déi, déi dat gesot hunn, hate Recht. Mir stellen hautzudaags fest, datt den europäesche Maart weiderhi vu fënnef grousse Multien dominéiert gëtt, wat d'Energie ugeet: Et sinn déi zwee Fransousen EDF an Engie, RWE an E.ON an dann och nach Enel.

D'Präisser si grosso modo net erofgaangen, d'Energieaarmut huet sech an der Europäescher Unioun grosso modo verduebelt an de Maart huet et schlussendlech net fäerdegbruecht, erneierbar Energië wierklech esou ze verbreeden. A wann et geschitt ass, dann hat dat éischter mat ëffentlechen Hëllefen ze dinn.

Et sinn och keng weider Aarbechtsplaze geschafe ginn. Au contraire! Souguer am Energieberäich sinn tëschent engem Véierel an engem Drëttel vun den Aarbechtsplaze verschwonnen. Et ass och vill geoutsourced ginn, dat heescht, do si prekär a flexibel Aarbechtsplaze geschafe ginn.

Duerno si verschidde Mesuren ergraff ginn, fir d'éischt emol dee Feed-in Tariff, deen et och erlaabt huet … - andeems u sech och d'Tariffer geséchert goufen iwwer 15, 20 Joer -, do konnten erneierbar Energien drobar sinn. Duerno ass et méi komplizéiert ginn. Duerno ass de System vun Appel-d'offren aus dem UK komm. Jo, dat ass u sech eng Stee. A wat geschitt um Enn? Mee et ass de Moinsdisant, deen och gewënnt. Dat heescht, d'Rentabilitéit war an deem Sënn och net méi assuréiert. Elo gi mer weider a Richtung Green Bonds, fir eng gewësse Rentabilitéit um private Marché kënnen ze assuréieren. Dat alles sinn all Kéiers Systemer, déi schlussendlech ëmmer zu engem Echec féieren, wann ee vun der Verbreedung vun erneierbaren Energië wëllt schwätzen.

Här President, mir si selbstverständlech net géint de Prinzip vun energeetesche Communautéiten, déi och an dësem Projet de loi sollen ënnerstëtzt ginn. Souguer dee lokalen a kooperative Geescht, deen ënnerstëtze mer. Mee mir mengen net, datt dës Philosophie sech innerhalb vun engem liberaliséierte Maart entfale kann. Duerfir fuerdere mir och prinzipiell eng Resozialiséierung vun den energeeteschen Netzwierker, sief et um kommunalen, wéi och um nationalen Niveau.

Mir schloen och eng Partie alternativ Piste vir, wéi een dat misst ugoen, och fir déi erneierbar Energië wierklech populär ze maachen, a fir datt ee ka sécherstellen, datt se och wierklech effikass kënne sinn an datt jiddwereen dovunner ka profitéieren.

Mir brauchen duerfir en ëffentleche Reseau, deen ëffentlech finanzéiert gëtt an deen dann och sozial gerecht Präisser kann assuréieren - dat heescht, och mat enger Staffelung, wéi mer dat och an anere Beräicher fuerderen, wéi zum Beispill beim Waasser. Dat ass schonn emol ganz wichteg.

En ëffentleche Reseau, deen huet och de Virdeel, datt d'Profitter, déi deemno wéi kënnen entstoen, erëm zréck an den ëffentleche Raum ginn. A mat deene Profitter kann een erëm investéieren, fir weiderhin erneierbar Energien a Modeller vun erneierbarer Energie kënnen auszebauen, amplaz datt een all Kéiers Infrastrukture mat ëffentleche Gelder opbaut, wou sech duerno privat Initiative kënne beräicheren. Dobäi ass et, wéi gesot, och net effikass.

Wann d'ëffentlech Hand dann och d'Produktioun an d'Verdeelung vun der Energie meeschtert, dann ass et tatsächlech méi effikass. Da brauch een och net all sechs Méint en neie komplizéierte Projet an dëser Chamber ze debattéieren, an et wier och schlussendlech méi bëlleg. En ëffentleche Reseau kéint sech natierlech awer och dezentraliséiert verdeelen op Gemengen a Quartieren an Dierfer, e kéint och méi demokratesch kontrolléiert ginn a mir si fest dovunner iwwerzeegt, datt och Energiekooperativen hir Plaz ganz gutt doranner kéinte fannen.

Wat och net onwichteg ass: En ëffentleche Reseau kann och e Garant si fir d'Schafung vu villen Aarbechtsplazen, well een dann och do iwwert d'ëffentlech Hand gutt Aarbechtsplaze ka schafen - net geoutsourced Aarbechtsplazen, wou d'Leit erëm eng Kéier musse permanent ënner onméigleche Konditioune schaffen, mee awer richteg Aarbechtsplazen, wou se och motivéiert sinn a wou se och kënne mat flotte Projete kommen. Kooperatioun, Zesummenaarbecht ass ëmmer eendeiteg besser wéi Konkurrenz an een deen aneren ëmmer wëlle futti ze maachen.

Also wier et méi einfach, méi demokratesch, méi effikass, méi sozial a schlussendlech, wat mer och wëllen, méi klimafrëndlech. Dat sinn d'Virdeeler vun engem ëffentleche System par rapport zum fräie Maart.

Duerno kann een natierlech deem éischt bäigelafene Guru nolafen, an deem Fall dem Här Rifkin, ech hunn dat e puermol gesot. Ech sinn net deen Eenzegen! Souguer an der Mainstreampress soe Spezialisten, datt den Här Rifkin wierklech och just mat Waasser kacht. Mee duerno gëtt et nach ëmmer Leit, déi gleewen.

Just eng kleng Klammer: Dat vun deem Prosumer, ech kann dat net méi héieren! Wéi ech déi Ried hei amgaange war ze schreiwen, hunn ech u meng Grousseltere geduecht, well déi woussten dat guer net. Mee zu Weimeschkierch deemools, do hate se e Gaart - bis dohin ass meng Geschicht mëttelméisseg spannend. Si haten e Gaart.

(Hilarité)

A si hunn do Porrette prosuméiert, si hu Kabes prosuméiert, Zalote prosuméiert, Grompere prosuméiert, souguer e puer Kanéngercher prosuméiert - déi aarm Déieren; ech hat se awer och ganz gär, an deenen zwou Hisiichten -, an e puer Eeër prosuméiert. Si woussten dat guer net, datt se Prosumente wieren! An dunn, wéi meng Bom eng kleng Epicerie opgemaach huet - ech weess net, ob si sech bewosst war, datt se ewell eng Startup gestart hat.

An dat ass u sech, wat geckeg ass am Kapitalismus, datt en den Androck gëtt, nei Saachen ze erfannen, déi scho ganz al sinn, voire bis an d'Steenzäit zréckginn. Deen eenzege Problem ass deen - well dat sougenannt „Prosuméieren", dat huet schonn zënter éiweg existéiert, d'Mënsche kënnen dat maachen -, de Problem ass deen: Am beschte fonctionéiert et, wa jiddweree gläich behandelt gëtt an och iwwert déi Moyene ka verfügen, fir dat kënnen ze maachen, an och net do an engem Ofhängegkeetsverhältnis muss darben.

Also déi Idealwelt, där d'Rifkinsadepten huldegen, déi wäert et an deem Fall och ni ginn. Et ass och eng inegalitär Idealwelt. Also an deem Fall ass et guer keng Idealwelt, well, fir et kuerz ze soen: Esou Projete wéi deen heite wäerten net nëmmen derfir suergen, datt mer a puncto erneierbar Energien am Schleekentempo weiderkomme wäerten, mee et wäert nach méi schlëmm sinn. Erneierbar Energië wäerten alt erëm eng Kéier déi méi privilegiéiert Schichte bevirdeelegen, an et brécht och mam Prinzip vum allgemenge Recht op Energie - kuerz gesot: D'Klassenënnerscheeder, déi elo schonn existéieren, ginn duerch déi u sech „écolo-libérale" Politik nach weider verschäerft.

Ech mengen, dat ass och déi Saach mat de Compteurs intelligents. Ech soen nach Merci, well en Amendement, dee mer bruecht haten, deen ass och ugeholl ginn. An ech soen och dem Här Minister Merci fir seng Zesummenaarbecht. Dat war u sech fir déi aktuell Situatioun iwwerhaapt ze verbesseren, bis elo. Et geet och drëms, datt d'Leit, déi kënne gehollef kréien, iwwerhaapt eng Hëllef kréien, datt se dat och wéinstens kommunizéiert kréien. Also, mir hunn och elo d'Welt net erëm erfonnt.

Mee de Problem ass och deen: Wann s de am Défaut de paiement bass, da kriss de och nach e Compteur intelligent dohinnergesat, du muss derfir opkommen, an da gëtt ëmmer gesot: „Du kanns bei den Office social goen" - den Office social, am Volleksmond den Aarmebüro. Mir sinn einfach net dodmadder averstanen, datt mer Politik maachen, andeems ee seet: „Wann et net méi duergeet, da musst Der bei den Aarmebüro goen." Dat ass keng solidaresch Politik!

An déi Kompensatiounsmechanismen, Fixkäschte fir jiddwereen, och fir déi …, also do komme mer wierklech an e Problem, wann do Fixkäschte bestinn. De Problem ass deen: Déi Fixkäschten, déi d'Leit da musse bezuelen, déi, Leit déi dann och net kënnen an esou Projete matmaachen - well et ass scho gesot ginn, den Här Galles ass schonn drop agaangen: Et muss een déi Moyenen hunn, materiell Moyenen an och immateriell Moyenen, fir bei esou Projete matzemaachen, an déi zwou Saachen hänke mateneen zesummen -, déi lafen duerno bei d'Produzenten oder d'Prosumenten.

Et ass och eng indirekt Tax fir déi méi vulnerabel Leit! Well dat sinn awer och déi, déi och net vu ganz anere Mesuren kënne profitéieren. Si kënnen och net vun deene fiskale Mesurë profitéieren, oder ganz schwéier profitéieren, fir energeetesch Sanéierung ze maachen, wéi mer dat och wëssen. Et sinn och net déi, déi en Elektroauto wäerte kafen. Meeschtens sinn déi, déi en Elektroauto kafen, … dat ass hiren zweeten Auto. Dat mécht d'Saach och nach méi geckeg: Dann hues de en normalen Auto an duerno hues de och nach däin Elektroauto, fir vläicht an der Stad ze fueren. An dobäi ass d'Elektromobilitéit, soe mer och, keng Léisung, wann een dat massiv verbreet - do musst Der och ganz gutt oppassen! -, an et produzéiert och CO_2, vläicht net hei, mee op anere Plazen, well iergendwou mussen déi Maschinne jo och produzéiert ginn. Soit, dat ass nach eng aner Saach.

Dat heescht: Mir riskéieren an deem Sënn och, mat deem Projet do esou energeetesch Gettoen ze schafen, wou engersäits scho privilegiéiert Leit kënnen esou Projete maachen - eng gewësse Clientèle ass interesséiert, dat gouf och gesot. Firwat net? Et ass gutt fir si. Mee anerersäits hu mer weiderhi Leit, déi net dovunner kënne profitéieren an déi do wäerten ausgeschloss bleiwen.

Ech kommen zum Schluss, Här President, well ech hu schonn e bëssen ze vill geschwat. Also amplaz iwwer … Bon, ech repetéiere mech, mir soen dat all Kéiers - d'Chambre des Salariés seet dat allerdéngs och, well si sech och a leschter Zäit ganz staark mat Energiefroe beschäftegt, well se och ganz gutt versteet, wat den Zesummenhang ass mat der Aarmut, an dat ass ganz gutt, dat ass ze begréissen -, datt mer iwwer esou Mechanisme guer net - guer net! - a Richtung vu Klimafrëndlechkeet kommen an datt mer u sech och Dieren opmaachen, déi een net sollt opmaachen. An et muss een iwwert den ëffentleche Wee fueren.

Mir hunn eis an der Kommissioun enthalen a bis zur leschter Sekonn hunn ech mer iwwerluecht: Enthäls de dech oder stëmms de dergéint? An duerno … Ech war vläicht e bëssen ze vill gutt gelaunt deen Dag, mir hunn eis enthalen, well ee sech da seet: „Okay, dat deet kengem wéi." An et ass net esou richteg wouer, dat war en Denkfeeler. A Wierklechkeet mécht een do eng Dier op, eng falsch Dier, eng Logik, déi op Privatinitiativ amplaz op Solidaritéit berout an och nach Inegalitéite schaaft. An duerfir wäerte mer géint dëse Projet stëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Carlo Back fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Fréier ass de Stroum iwwer en zentraalt Stroumnetz gelaf, wou eng oder e puer grouss Firmen d'Gesamtheet vun der Bevëlkerung mat Stroum versuergt hunn. D'Zäiten ännere sech: Haut ass et technesch méiglech, dass jiddweree seng eegen Energie mat Solar- oder Geothermie hierstellt an an de Reseau aspeist. Mat dësem Gesetzesprojet soll dofir elo méi e klore Kader geschaaft ginn, wéi dat geschitt.

Fir eis Piraten ass dat e wichtege Schrëtt, well mir dem Bierger domadder d'Méiglechkeet ginn - am Hannergrond vum Paräisser Klimaaccord -, selwer Decisiounen ze huelen, fir eppes géint d'Notzung vu fossille Brennstoffer ze maachen.

A gläichzäiteg sinn dës Käschte fir zum Beispill eng Solaranlag um Daach och en Invest, well de Stroum, deen hei erzeugt gëtt, ka verkaaft ginn. Dat ass e schéint Beispill derfir, wéi een de Leit Marchéé kann zougänglech maachen a wéi se esou un der Energiewend kënnen deelhuelen. All d'Leit? Déi Fro muss an den nächste Joren nach beäntwert ginn, well och, wann d'Staatshëllefe fir de Solar an de leschte Joren an d'Luucht gaange sinn, ass et fir vill Mënschen trotzdeem nach ëmmer eng deier Investitioun.

Net all d'Proprietäre kënne sech esou eng Solaranlag leeschten. A grad hautzudaags, wou d'Méiglechkeeten, fir e Prêt ze kréien, bei deene meeschte Leit, déi en neit Appartement oder Haus kafen, aus-

geschëpft sinn, stellt sech d'Fro, wéi een derfir suerge kann, dass e Maximum u Leit vum nohaltege Stroum profitéiere kënnen.

Op där anerer Säit existéiert zu Lëtzebuerg e Problem, wat d'Entwécklung vun de Betriber an dësem Beräich ugeet: D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis ugemierkt, dass grad d'Handwierk zu Lëtzebuerg guer net vum neie Stroummarché profitéiert. Mir kruten erkläert, dass d'Handwierker hei zu Lëtzebuerg, a virun allem déi kleng Betriber, guer keng Chance hu géint d'Präisser, déi Enovos aktuell um Marché ubitt.

De Punkt, dee kritiséiert gëtt, ass, dass d'Enovos iwwert déi leschte Joren eng ganz Rei Firmen an deem Beräich opkaaft huet, säit se Paul Wagner et Fils, Power Panels an och Minusines hei am Land iwwerholl hunn. Firwat ass dat e Problem? Ma ech erklären et.

Enovos gesäit an engem Betrib, dass vill Stroum verbraucht gëtt; oder eng Energieagence mécht en Energieaudit, bei deem erauskënnt, dass och den Eclairage muss nei gemaach ginn; oder eng Gemeng wëllt Solaranlagen op den Daach vun hirer Sportshal. Enovos proposéiert dann an deem Fall direkt Paul Wagner et Fils, déi direkt den Devis maache kënnen, souguer de Prêt bei der Bank an d'Weeër leede kënnen oder duerch e Leasing d'Finanzéierung duerch d'Aspueren op der Energierechnung maache kënnen. Zu gudder Lescht assuréiert dann och nach eng Firma d'Maintenance, nodeems d'Anlag installéiert ass.

D'Resultat: Eng Firma bedéngt eng ganz Wäertketten, ouni dass eng extern Firma, wéi de klengen Elektrikerbetrib, iwwerhaapt gefrot gëtt. Fazit: Se kënnt a kritt esou de Groussdeel vum Marché fir sech! An et ass schliisslech net iergendeng Firma, mee Enovos, wou de Staat iwwer indirekt Kapital gréissten Aktionär ass an also Matsproocherecht huet.

Et däerf an eisen Aen net dorobber erauslafen, dass mer zu enger Monopolsituatioun vun esou enger eenzeger staarker Firma - deels ëffentlecher Firma - hei am Land kommen, an dass dat fir kleng Betriber en Nodeel ass. An et däerf och net drop erauslafen, dass mer mat de Subventioune fir Solarenergie nëmme Leit ënnerstëtzen, déi souwisou scho vill Akommes hunn.

Dat ass net déi mof Energiepolitik an Demokratiséierung vum Solarstroum, déi mir Piraten wëllen. Mir sinn der Meenung, dass an éischter Linn soll un déi kleng Consommateuren a Betriber geduecht ginn, fir dass se vun der Energiewend profitéiere kënnen an hir Liewensqualitéit verbessere kënnen, an dat aus Léift zur Ëmwelt.

Och musse mer eis bewosst sinn, dass et trotz de Mesuren nach laang net duergeet mam nohaltege Stroum: Lëtzebuerg importéiert nach ëmmer 85 % vu sengem Stroum aus sengen Nopeschlänner - dorënner fält och zum Deel Kuel- an Nuklearstroum. Virun allem muss opgehale ginn ze soen, Lëtzebuerg géif mat dëser Moossnam méi onofhängeg ginn. Dat ass e Märchen, well mir si vill ze ofhängeg vum Ausland a vill ze kleng, fir all eis Energie selwer ze produzéieren.

D'Piraten si fir eng europäesch Léisung bei der Energie, wou déi europäesch Energienetzer méi enk an intelligent zesummegeschloss ginn, well nëmmen esou kënne mir d'Energie vum europäeschen Energiemaart austauschen an eng Präisstabilitéit garantéieren, dat am Sënn vum Konsument.

E klengt Wuert nach zum Dateschutz, wou verschidde Bierger sech, zu Recht, besuergt driwwer weisen, dass elo de Smartmeter hire Verbrauch méi genee ka bemoossen. Mir Piraten wëssen, dass mir dës Smartmetere brauchen, wa mer d'Produktioun vum Stroum richteg wëlle steieren. Kritesch si mer allerdéngs, wann de Bierger sech net dergéint wiere kann, dass dës Donnéeën all 15 Minutte gesammelt ginn. D'Äntwert vum Minister op eis parlamentaresch Fro dozou war, dass d'Donnéeë vun der Consommatioun dann net méi vollständeg a kohärent wieren, an d'Stroumproduzenten dann de reelle Verbrauch net méi géife richteg anticipéiere kënnen.

Et sollt een de Leit de Choix loossen, ob se matmaache wëllen oder net. An éischter Linn ass et wichteg, d'Leit vun der Energiewend an den neie Methoden ze iwwerzeegen an net, se zu eppes ze zwéngen. Als Fazit kann een zu dësem Gesetz soen, dass et de Konsumente méi Fräiheete gëtt, wat mir generell ënnerstëtzen. Ganz nohalteg gëtt eist Land doduerjer awer leider net, mee op d'mannst ass et en Ufank.

An dofir stëmme mir Piraten dëst Gesetz mat, trotz eise Bedenken. Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Ech sinn haut frou, hei ze stoen, och well haut, mengen ech, e ganz gudden Dag fir de Klimaschutz ass, well den Joe Biden elo de Mëtteg jo endlech amerikanesche President gëtt a véier Joer Blindfluch an Amerika beim Klimaschutz, an net nëmmen do, beendegt sinn. An ech mengen, mir sollte wierklech déi Chance notzen, dass mer dëst Joer do elo en neien Elan kréien, och international beim Klimaschutz. An dat mécht mech ganz optimistesch, dass déi Aktiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg maachen, och an engem grousse Kader weidergedroe ginn.

Ech wollt zum Stroumgesetz fir d'éischt emol dem Carlo Back Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport an och, mengen ech, dem Sarah, wat am Hannergrond dorunner matgeschafft huet. An och fir dee grousse Konsens, dass mer et de Bierger hei zu Lëtzebuerg mat deem Gesetz hei méi einfach maachen, och matzemaache beim Klimaschutz, dee mer alleguerte brauchen.

Mir maachen de gesetzleche Kader fir den Eegeverbrauch besser doduerch, dass mer d'finanziell Attraktivitéit dovu verbesseren duerch zwou Komponenten. Dat eent ass eng kleng Komponent, dat ass d'Stroumsteier. Déi ass ganz niddreg hei zu Lëtzebuerg, och aus wettbewerbspolitesche Grënn. An dann ass méi eng grouss Komponent, dass een, wann een Eegestroumverbrauch mécht, de variabelen Deel vun den Netzkäschten net méi ze bezuele brauch - an do geet et awer dann an de Beräich vun dräi, véier Centime. An et ass do, wou dann eeben dee Stroum, deen doheem direkt aus der Solaranlag genotzt gëtt, liicht besser vergüt gëtt, wéi wann ech en an d'Netz aspeisen.

Mir wollten dat ganz bewosst net nëmme maache fir deen, deen d'Chance huet, en Haus ze hunn, aleng an deem Haus ze wunnen, mee och d'Méiglechkeet vum eegene Stroumverbrauch verbesseren an den Appartementshaiser an natierlech och iwwert dat, wat mer hei och schafen, dat ass eeben eng Communautéit vun den erneierbaren Energien. Dat heescht, dass een och kann an engem Quartier eng Solaranlag opriichten a seng Noperen eeben an déi Anlag matabannen oder eebe mat hinnen de Stroum deelen. Mir maachen dat och iwwert d'Smartyen, Compteuren, zesumme mat den Netzbedreiwer esou, dass déi ganz Ofrechnung, déi do hannendrun ass, iwwert d'Netzbedreiwer gemaach gëtt. An dat ass eigentlech och eng Service-Déngschtleeschtung, déi mer dann och parallell hei zum Gesetz méiglech maachen.

Wichteg ass awer och ze verstoen, datt dat sech net op d'Privatkonsumente reduzéiere soll. Am Endeffekt ass et esouguer an engem grousse Bürosgebai oder bei engem Handwierker, deen eng grouss Hal huet, esou, datt wann deen eng Solaranlag huet, de Pourcentage vun Eegestroumverbrauch an der Reegel esouguer méi héich ass, well dee jo am Dag e Verbrauch huet, entweeder mat senge Maschinnen oder wa muer seng Leit, déi dohinner schaffe kommen, zum Beispill mam Elektroauto kommen. Dat heescht, et ass bewosst och esou gemaach, dass et eng Méiglechkeet bitt fir d'Betriber, fir eeben och méi massiv an déi Kombinatioun Solarenergie an Eegestroumverbrauch anzeklammen.

Et ass vu verschiddene Riedner gefrot ginn: „Wat maacht Der dann elo, fir dass dat Gesetz och bei de Leit ukënnt?" Et ass esou, dass mer mat myenergy am Gespréich sinn, fir eng gréisser Campagne ze maachen, a si och chargéiert ginn, fir eebe Berodung ze maachen. Et ass och esou, dass mer rezent eng Konventioun ënnerschriwwen hu mat Eurosolar, déi an där Konventioun eeben och als Veräin, dee sech fir erneierbar Energien asetzt, e Rôle soll spillen.

D'Kooperativen: Mir hu scho Kooperativen, a vun deene sinn der och eng Rei interesséiert, quasi hei matzeschaffen. An dann ass awer hei erwäänt ginn, e ganz, ganz wichtegen Acteur, dat sinn d'Koproprietéiten, an ech denken, dass ech an den nächste Méint och méi aktiv mat de ganze Syndicken, hire Federatiounen an esou zesummeschaffe muss, well et geet hei drëm, dass mer do net nëmme Solaranlage virubréngen, mee zum Beispill och d'Elektroautoen, d'Bornen an de Residencen. Dat ass eigentlech vill méi e komplizéierte Chantier, wéi eng Wallbox doheem an der Garage opzeriichten, soudass d'Koproprietéiten, déi jo och iwwer eng Ännerung, déi mer am Logementsgesetz maachen, e Fonds de réserve kréie sollen, fir eeben och bei de Renovatiounen ... Ech mengen, dass d'Koproprietéiten eng ganz, ganz wichteg Roll wäerte spillen an der Transition énergétique.

Erwäänt goufen och d'Batterien. D'Batteriekäschte ginn erof, dat huet domat ze dinn, dass an der Automobillindustrie natierlech massiv - a Milliardenhéicht - an Innovatioun, awer och a Produktioun gestach gëtt. Et ass och esou, dass warscheinlech en Deel vun de Batterien aus den Autoen, wa se do net méi gutt genuch sinn, awer nach deelweis en zweet Liewen kënnen hunn, fir eebe Stroum an den Haiser ze späicheren.

A mir hunn eigentlech decidéiert, dass mer elo e Pilotprojet wëlle maachen, dee mer och wëlle wëssenschaftlech begleeden. Well ech mengen, haut ass d'Netz, d'Stroumnetz, wou mir jo a ganz Westeuropa agebonne sinn, souguer an Europa eigentlech dee bëllegste Späicher. An dat ass ëmmer méi bëlleg wéi eng Batterie. An ech mengen, wann een et elo reng finanziell géif kucken, da géif ee soen: „D'Zäit vun de Batterien, déi kënnt eréischt." Mee, mir wëllen trotzdeem elo zu Lëtzebuerg e Batteriëprojet maachen, dee wëssenschaftlech begleeden, fir dass mer dann och an zwee, dräi Joer d'Basis hunn, fir dat eventuell nach méi massiv virunzebréngen.

D'Elektromobilitéit an och de Fait, dass mer bei den Heizunge vu Mazout a Gas eriwwerginn op d'Wärmepompelen, dat bréngt natierlech och nei Verbraucher. Also ass d'Koppelung tëschent enger Solaranlag an deenen neie Verbraucher mat Elektroauto oder enger Wärmepompel natierlech och méi ideal, wéi dat elo vläicht virdrun de Fall war.

An dann ass et richteg, dass eng Rei Leit hei zu Lëtzebuerg scho viru méi wéi 15 Joer a Solar investéiert haten. Déi sinn elo erausgefall aus dem méi héijen Aspeisepräis a grad fir déi mécht dat hei Gesetz och Sënn. Ech hat de Moien nach een um Telefon, deem ech gesot hunn, dass mer dat de Mëtteg stëmmen an dass mer och doriwwer grad deene Leit, déi ganz fréi Precurseure fir d'Solarenergie waren, entgéintkommen.

Wichteg ass och d'Handwierk - ech mengen, et ass hei erwäänt ginn. All dat, wat mer am Klimaberäich maachen - ob dat Renovatioune sinn, ob dat Elektromobilitéit ass, ob dat Wärmepompele sinn, ob dat Solar ass -, dat sinn nei Investitiounen hei zu Lëtzebuerg, déi natierlech och eisem Handwierk zeguttkommen an där schwiereger Situatioun, an där se elo sinn. An ech muss soen, dass mer am Moment grad mam Michel Reckinger un der Spëtzt vun der Federatioun, awer och mat der Chambre des Métiers e ganz enken Austausch hunn an mat hinnen diskutéieren, wéi mer zum Beispill och bei der Renovatioun Bürokratie nach ofbaue kënnen an och um Terrain nach besser ginn.

Esou wäit zum Deel vun der Autoconsommatioun.

En zweete wichtegen Deel ass, mengen ech, dat, wat de Max Hahn erwäänt huet: d'Digitaliséierung. D'Digitaliséierung, d'Computeren, déi ganz IT, déi mécht et eigentlech eréischt méiglech, fir eng Demokratiséierung vum Energiesystem ze maachen. Du has virdrun an Europa e puer Honnert Kuelkraaftwierker an Atomkraaftwierker, déi mer alleguerte wëlle lassginn - ausser eng Partei heibannen; gutt, dat ass dann hire Choix -, an de Fait, fir Honnertdausende Solaranlagen oder Dausende vu Wandanlagen an de Stroumsystem ze integréieren, dat géif ouni IT guer net goen! An duerfir ass d'Digitaliséierung e wichtege Bäitrag zur Energiewend.

Mir wäerten och eng national Dateplattform schafen. Et ass esou, d'Creos hat jo den Optrag, fir bis den 31. Dezember e grafft Konzept ze maachen - dat ass elo erstallt. Ech hunn elo an deenen nächste Woche mat hinnen en Austausch an da kann ech warscheinlech an dräi, véier Méint och nach eng Kéier zréckkommen an d'Kommissioun, an d'Energiekommissioun, fir lech dann eist Konzept nach méi am Detail duerzestellen. An hannert deem Konzept steet dann natierlech och d'Käschtefro a wéi mer domadder ëmginn - ech mengen, de Paul Galles huet dat opgeworf -, mir sinn do amgaangen, eis Gedanken ze maachen. An da muss een an dräi, véier Méint kucken, wéi mer dat am Detail decidéieren.

Déi Plattform, déi ass natierlech och do, déi reduzéiert natierlech och d'Käschten am System a si kann och d'Käschte fir deen Eenzelne reduzéieren, well se zum Beispill och d'Wiessele vun engem Stroumanbieter bei en anere vill méi einfach mécht an doduerch natierlech och, loosse mer soen, d'Optiméierungspotenzial fir jiddwereen méi einfach erschléissbar mécht. Gutt! Ech mengen, de Georges Engel hat jo och nach eng Kéier gefrot, wou mer do dru sinn. Wéi gesot, ech kommen do an d'Kommissioun mat eeben méi Detailer zur Dateplattform.

Dat Drëtt, wat mer maachen - an dat hat de Carlo Back och a sengem Bericht erwäänt -, mer maachen Appel-d'offren, fir am grousse Stil Solaranlagen ze bauen. Déi vun dësem Joer ass lancéiert, déi gëtt elo Mäerz/Abrëll ausgewäert. An da wäerte mer nach eng Kéier iergendeppes ëm déi 40, 50 Megawatt verginn. Mir haten eng gesetzlech Grondlag, déi okay war, mee mir hunn eis hei elo eigentlech nach op méi zolidd Féiss gestallt.

Da vläicht als Lescht nach: D'Energieaarmut gouf ugeschwat, dat ass e wichtegen Theema. Déi Angscht, dass, well quasi 100 % vun de Leit mëttlerweil e Smarty hunn, dass dat elo dozou féiert, dass massiv d'Stroumanbieter just bei sech am Büro op de Knäppchen drécken an dann d'Leit erausgeheien, also dat gesinn ech net esou - virun allem, well mer och hei am Land ganz streng Gesetzer hunn, wéini dass dat méiglech ass a wéini dass dat net méiglech ass.

An och, wann den David Wagner sech elo awer net konnt dozou duerchréngen, fir hei matzestëmmen, well ech em awer Merci soen, dass en iwwer säin Amendement nach eng Kéier e Schwaachpunkt ervirgestrach huet, dee mer an der Informatiounsvermëttlung haten, wann dann eemol een net bezuelt huet. A mir hunn dee Punkt, mengen ech, elo an enger gudder Zesummenaarbecht am Gesetz verbessert.

Et ass och esou, dass ech elo och geschwënn eng Kéier wäert an d'Kommissioun zréckkommen, fir am Allgemengen iwwert d'Energieaarmut ze schwätzen. Mir hunn déi lescht Méint mam Statec zesummegeschafft an ech mengen, net méi spéit wéi muer ass e Workshop vum Statec, wou de Statec elo nach eng Kéier seng rezentsten Donnéeën iwwert d'Energieaarmut presentéiert. An ech wollt dann eeben och virschloen, dass mer de Statec an d'Kommissioun ruffen an dann, op Basis vun den neiste Chifferen dozou, nach eng Kéier iwwert d'Energieaarmut zu Lëtzebuerg diskutéieren: Wéi eng Moossnamen hu mer? A mir sinn och als Ministère amgaangen, eng Rei Projeten um Terrain lasszetrëppelen, fir eisen Arsenal, dee mer an deem Beräich hunn, nach ze verbesseren.

Et war nach d'Fro opkomm - och vum Paul Galles, mengen ech - vun der Käschteverschibung, an och déi Geschicht: Ass dat hei elo - wann ech autonome Stroum an alles maachen - just fir déi Räich? Ech mengen net. Et ass souguer just de Contraire: Wa mer et just nëmme fir déi, déi am eenzelnen Haus sinn, gemaach hätten, dann hätt een dee Virworf kënne gëlle loossen. Mee de Fait, dass mir et elo an engem Appartementshaus méiglech maachen, dass De ... Du hues eng Solaranlag fir d'ganzt Appartementshaus an Du hues am Appartementshaus Leit, déi hu méi Akommes a manner Akommes, an heiriwwer gëtt et méiglech, dass och déi, déi manner Akommes hunn, da wierklech vun där Solaranlag profitéieren.

An der Energiecommunautéit ass et natierlech och eise Wonsch, dass dat net nëmmen eppes ass fir Leit, déi sech elo besonnesch gutt stinn. Mee d'Energiecommunautéit wäert et och erlaben - an ech mengen, dass mer mam Henri Kox jo och e Logementsminister hunn, deen, wa mer elo am Logement, och am Logement abordable … -, dass mer do an Zukunft och direkt grouss Solaranlage matintegréiere wäerten. An dat ass eeben och eng Méiglechkeet fir Leit, déi manner Akommes hunn, an deem Beräich och méi eng kleng Rechnung ze hunn. Also ech denken, dass dat hei wierklech eppes ass, wat eis ökologesch virubréngt a wat eis awer och sozial virubréngt.

Ech soen lech villmools Merci och fir déi ganz breet Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Energieminister Henri Kox. Parole après ministre ...

(Interruptions)

... fir den Här Paul Galles.

(Interruptions et hilarité)

M. Paul Galles *(CSV)*.- Ech erlabe mer dann trotzdeem, dem Claude Turmes Froen ze stellen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- O jo! Pardon!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Ech hat den Henri Kox elo just gefrot ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci emol dem Här Energieminister Claude Turmes. A Parole après ministre elo fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President. Och Merci dem Här Minister fir seng vill Äntwerten. Ech weess dat ze schätzen, wann e Minister awer trotzdeem d'Froe vun den Deputéierte seriö hëlt a probéiert, dorop ze äntwerten.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV)*.- Ech hunn nach zwou Froen, déi iwwregbleiwen, an dat sinn éischter zwou estimativ Froen - also zwou Froen, déi ech virdru gestallt hunn a wou ech eebe wollt nofroen, well ech mengen, dass se net beäntwert gi sinn.

Ech wollt froen, wann dëse Projet elo wierklech soll zu engem Succès ginn, wéi sinn d'Estimatiounen am Ministère, wéi vill Leit sollen elo do kënne matmaachen? Wéi vill Leit brauch et och, déi elo do matmaachen, fir dass mer am Zilzenario vum PNEC bleiwen? Dat heescht: Wat fir eng Envergure soll dëse Projet kréien? An do muss ee sech jo och am Ministère selwer op deen Aarbechtsopwand astellen, deen domat ze dinn huet.

An déi zweet Estimatioun, déi ech wëll froen, ass trotzdeem nach déi Fro nom Stroumpräis. Well et ass net nëmmen d'Fro, ob déi, déi scho méi schlecht dru sinn, elo nach eng Kéier méi schlecht géifen ewechkommen - dorop hutt Der elo geäntwert, dat gesinn ech och an -, mee et ass éischter déi Fro, ob déi, déi elo net Prosumer wëlle sinn, dat heescht, déi hire Stroum einfach an d'ëffentlecht Netz siche ginn, … ob dat mat deem heite Projet net kéint derzou féieren, dass dee Präis, dee Stroumpräis an d'Luucht geet. Dat heescht, dass et eng Verschibung an déi Richtung gëtt, dass d'Netprosumer awer iergendwéi benodeelegt gi vis-à-vis vun de Prosumer. Merci villmools!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. An d'Wuert geet zréck un den Här Minister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Also ech mengen, wéi vill der do solle matmaachen, dat ass wierklech ganz, ganz schwéier, elo do eng Zuel festzemaachen. Wat mir am wichtegsten ass, dat ass, dass mer an de Megawatt, déi mer hei zu Lëtzebuerg an erneierbar Energien investéieren, virukommen. Ech sinn och ganz frou, dass déi zwou grouss Wandanlagen elo am Weste stinn, well dat sinn ... Dir musst ëmmer wëssen, eng Wandanlag, dat ass wéi néng Hektar Solar, a wann Der dat emol erofbriecht op eenzel Haiser, da gesitt Der, dass dat ganz, ganz vill Haiser sinn. Duerfir sinn ech frou fir all déi Buergermeeschteren - a mir hunn der heibannen e puer sëtzen -, déi dat eeben och ënnerstëtzen.

Déi zweet Fro vun der Käschteverschibung, ech mengen, dat ass eng Saach vu Gréisstenuerdnung. Wann emol bis eng Kéier ee Prozent vun eisem Stroumverbrauch am Eegestroumverbrauch wier, da géifen déi Méikäschten doduerch jo nach op 99 % vum Rescht verdeelt ginn. Also mir hunn dat intern e bëssen hin- an hiergerechent. Mir sinn do ëmmer op Gréisstenuerdnunge komm, déi wierklech wäit hannert dem Komma waren, soudass do an där Richtung och näischt ze fäerten ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Energieminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7266. Den Text steet am Document parlementaire 7266[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7266 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7640 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire

Mir kommen elo zum Projet de loi 7640 iwwer eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Aménagement du territoire. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Max Hahn, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Fred Keup an den Här Marc Goergen. An ech ginn d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- A!

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stellen ech Iech e relativ kuerzen an technesche Gesetzesprojet vir, deen awer wichteg ass, fir net ze soe ganz wichteg ass fir d'Ëmsetzung vun der Landesplanung um Terrain.

Dëse Projet de loi gesäit eng Rei punktuell Änderunge vum Landesplanungsgesetz vum 17. Abrëll 2018 vir. Am Kontext vun de Prozedure vun de véier sektorielle Pläng an de Beräicher vum Transport, vum Wunnengsbau, vun de Grénglandschaften a vun den Aktivitéitszonen huet de Staatsrot déi entspriechend Projet-de-règlement-grand-ducallen ënnert d'Lupp geholl an huet a sengen Avisen drop higewisen, datt fir e puer Elementer u sech eng Base légale am Landesplanungsgesetz géif feelen. Dofir proposéiert dëse Projet de loi déi entspriechend Änderungen zum Landesplanungsgesetz, fir datt déi véier Pläng endlech kënnen a Kraaft trieden.

D'sektoriell Pläng setzen d'national Landesplanung um Terrain ëm a sinn dohier e ganz wichtegt Instrument fir eng nohalteg a kohärent Entwécklung vun eisem Land. Si definéieren nämlech strateegesch Zone fir d'Wunnen, fir d'Schaffen an den Aktivitéitszonen, fir den Transport an och fir den Erhalt vun der Natur - do, wou et Sënn mécht, an natierlech zum Beispill do, wou d'Infrastrukture virleien.

Ech wollt nach konkreet e puer Beispiller aus de Projets de règlement grand-ducaux ervirhiewen, fir dat Ganzt e bësse méi gräifbar ze maachen.

Fir d'Kontinuitéit vun de Landschaften an doduerjer zum Beispill och wichteg ökosysteemesch Leeschtungen ze erhalen, gesäit de Plan sectoriel « Paysages » notamment eng Zone verte interurbaine zwëschent der Stad an dem Minett vir. Och eng weider Villzuel u Coupure-verten a Couloir-vertë sinn an dësem Projet uechtert d'ganzt Land virgesinn.

Fir méi abordabele Wunnraum definéiert de Plan sectoriel « Logement » prioritär Wunnzonen a gesäit zum Beispill och vir, datt all PAP, de sougenannte Plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », mat méi wéi 25 Eenheeten 30 % vun der bebauter Fläch fir Logement à coût modéré respektiv Locatiounswunnenge muss virgesinn.

Elo erëm zréck zum Projet de loi. Wéi gesot, mécht de Projet de loi e puer punktuell Änderungen am Landesplanungsgesetz, an ech wäert Iech déi véier wichtegst opzielen.

D'Landesplanungsgesetz beschreift ënner anerem de Contenu vun de sektorielle Pläng, dat heescht, wat esou e Plang virschreiwe soll a kann. Hei gëtt virgesinn, datt e Plan directeur sectoriel linear Installatiounen, wéi zum Beispill Transportinfrastrukturen oder Héichspannungsleitungen, ka verbidde respektiv se u Konditioune ka bannen.

E sektorielle Plang soll och kënne virschreiwen, wéi eng Konstruktiounen oder Dechargen autorisabel sinn, respektiv ënner wéi enge Konditioune se kënne vergréissert ginn. Heimat gëtt eng Base légale geschafe fir d'Dispositiounen, déi am Plan sectoriel « Paysages » virgesi sinn.

Et gëtt am Gesetz och preziséiert, datt e sektorielle Plang ka virschreiwen, datt e PAP « nouveau quartier » ënner verschiddene Konditiounen mindestens 30 % vun der bebauter Wunnfläch muss fir abordabel Wunnenge virgesi respektiv fir Locatiounswunnengen, déi dann dee Moment och ënnert d'Aide-au-logements-Gesetz géife falen. Heimat kreéiere mer dann och eng legal Basis fir Dispositiounen, déi am Plan sectoriel « Logement » virgesi sinn.

Da gëtt preziséiert, wat den Impakt vun engem sektorielle Plang op Autorisatiounen ass, déi schonn ausgeliwwert goufen op Basis vu verschiddenen Artikele vum Naturschutzgesetz.

An da gesäit de Projet de loi d'Méiglechkeet vir, datt de Staat eng Convention de coopération territoriale mat enger eenzelner Gemeng kann ënnerschreiwen.

Ech ginn elo kuerz op d'Aarbechten an der Logementskommissioun an.

Dëse Projet de loi hate mer zesumme mam éischten Avis vum Staatsrot an der Kommissioun vum 27. November duerchgeholl. A sengem éischten Avis huet de Staatsrot zwou Opposition-formellen erausginn: Éischtens huet e wéinst Sécurité juridique gefrot, datt déi nei Punkte 6bis a 6ter sollte reformuléiert ginn. Pour rappel: Hei geet et ëm déi nei legal Basis fir d'Prescriptioune vum Plan sectoriel « Paysages » fir Installation-linéairen a fir Konstruktiounen oder Dechargen. Mir hunn déi Reformulatioun och mat engem Amendement parlementaire gemaach.

Zweetens hat en d'Dispositioun kritiséiert, déi am initialen Text virgesi war an déi ëm déi finanziell Bedeelegung vum Staat bei der Convention de coopération territoriale gaangen ass. Dee Passus hu mer einfach duerchgestrach. Dat heescht awer natierlech net, datt déi Konventiounen net méi finanziell kënnen ënnerstëtzt ginn. Et ass just esou, datt de Finanzement, also d'Moyenen, sech éischter am Budgetsgesetz erëmfannen. Doduerjer konnt de Staatsrot seng Opposition-formellen och a sengem Avis complémentaire vum 19. Dezember ophiewen.

Mir hu weider den Avis vun der Chambre des Métiers am August, den Avis vun der Chambre de Commerce am Oktober an den Avis vum Syvicol am November kritt. An hire jeeweilegen Avise weisen d'Chambre de Commerce an de Syvicol eis drop hin, datt dëse Projet de loi an och de Projet de loi zum Pacte Logement 2.0 Änderungen um Artikel 11 vun der Landesplanung wëllen ënnerhuelen, mee dat op verschidden Aart a Weisen, a mierken un, datt et wichteg ass, hei op Kohärenz opzepassen.

De Syvicol begréisst ënner anerem och, datt Conventions de coopération territoriale elo och kënne just mat enger Gemeng ënnerschriwwe ginn.

Fir den Detail vun de jeeweilegen Avise verweisen ech natierlech op mäi schréftleche Rapport.

Ech kommen elo zum Schluss. Mat dësem Projet de loi gi mir also eng Äntwert op den Avis vum Staatsrot zu de véier sektorielle Pläng. Mir schafen u sech am Landesplanungsgesetz op e puer Punkten eng legal Basis, déi néideg war, fir kënne sektoriell Pläng um Terrain a Kraaft trieden ze loossen. Domadder droe mer bäi zu dëser kohärenter, nohalteger a virausschauender Entwécklung vun eisem Land, wou d'Liewensqualitéit vun de Biergerinnen a Bierger, déi hei wunnen an och hei schaffen, am Mëttelpunkt steet.

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice, der Madamm Semiray Ahmedova. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf ageschriwwen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, wann e Gesetz zur Diskussioun an der Chamber kënnt a wann ee sech bei de Riedezäiten op esou e Modèle de base eenegt, dann heescht dat jo, datt eigentlech kuerz Riedezäite virgesi sinn. An da kéint ee jo mengen, et wier e Gesetz, wat manner wichteg wier wéi aner Texter. An dësem Fall jiddefalls ass et net esou. Mir stëmmen d'Änderunge vum Gesetz vun 2018 iwwert den Aménagement du territoire, fir dass déi véier sektoriell Leitpläng och kënne juristesch verbindlech via Règlement grand-ducal applikabel ginn an dann och déi Leitlinnen, déi d'PAGe vun de Gemenge kadréieren an deene véier Beräicher Logement, Transport, Landschaft an Industriezonen, rechtskräfteg a Kraaft kënnen trieden.

D'Rapportrice, där ech Merci soen, huet an hirem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport prezis geschriwwen, ëm wat et geet. Dorop wëll ech guer net méi agoen. An ech wëll och direkt d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem wichtege Gesetz ginn, well mer frou sinn, datt déi Instrumenter vun der Gestaltung vum Land och endlech kënnen effektiv ginn.

D'Plans directeurs sectoriels sinn en Instrument. Si si keen Zil. Si si keng absolutt Äntwert op déi laangfristeg Ziler, déi sech d'Politik gëtt. Si ginn d'Richtung vir fir eng Etapp, déi och op der Zäitschinn net ze chiffréieren ass. Deen neie Plan directeur de l'aménagement du territoire, dee soll déi wierklech Ziler vun der Landesplanung benennen an och derfir suergen, dass mir eis och alleguer als Acteuren hannert déi Ziler stellen.

Dass an den Avisen zu dësem Gesetz drop higewise gëtt, dass de Plan directeur keng rechtlech Inzidenz op d'Plan-sectorielle soll hunn, dat weist mir eng gewësse Suerg, déi iergendwou do ass, dass d'Regierung géif quasi vun uewen erof dat Land verplangen. Duerfir wënschen ech mer weiderhin esou en oppenen Dialog, Transparenz an och Integratioun vun allen Acteuren. Ech encouragéieren d'Regierung, op deem Wee net nozeloossen a sech op Aenhéicht mat den Iddien, de Wënsch an de Besoine vun de Gemengen, besonnesch als éischten Uspriechpartner, auserneenzesetzen.

Eng zweet Remark: Mir kënnen et jo maachen, wéi mer wëllen, awer bei allen Zukunftsfroen ëm d'Gestaltung vum Land komme mer iergendwann op d'Fro vum Wuesstum zréck. Ech stelle fest, dass d'Gemengen an hire PAGe sech och Wuesstumsziler, also eng Vitess vu Wuesstum ginn hunn an ustriewen, déi net onbedéngt en ligne ass mat där, déi vu Regierungssäit dacks benannt gëtt - déi ass méi héich.

Ech hoffen dofir, dass mer eis alleguerten eng Kéier kënne beieneesetze fir ze soen: Wéi diskutéiere mer déi dote Fro a wou fanne mer eigentlech eng Äntwert, hannert déi mer eis alleguerte kënne stellen? Dat ass keng einfach Fro, well se noutgedronge mat der Endlechkeet vun der Capacitéit vun eisem Lëtzebuerger Land, vun eisem nationalen Territoire ze dinn huet an doraus direkt dann och mat enger Organisatioun, déi méi Nohaltegkeet an awer eng gutt finanziell Ofsécherung vun eisem Land an eise Verflichtungen, eisem Wuelstand, ouni ëmmer just op méi Leeschtung a méi Volumen ze setzen, beinhalt.

Drëtt Remark: Den aktuelle Plan directeur vun 2003 ass an der Iwweraarbechtung. En ass net méi op der Héicht vun der Zäit, grad wéi den IVL vun 2004 dat net méi ass. Am Plan directeur vun 2003 stoung dran, wann déi héich Konjunktur zu Lëtzebuerg weider géif unhalen, da kéinte mer am Joer 2020 550.000 Awunner zielen. Elo ass d'Joer 2020 eriwwer a mir hunn der 626.000. Mir sinn also net en ligne mat deem, wat ass am Joer 2003 erwaart ginn.

Wann d'Regierung déi Plan-sectoriellen, déi mam Gesetz vun haut kënnen a Kraaft trieden, am Mee 2014 virgestallt huet - dat sinn elo siwe Joer hier an zu deem Moment huet Lëtzebuerg déi 550.000 Awunner gezielt -, dann dierf een d'Fro stellen, ob déi Plan-sectoriellen, déi viru siwe Joer geschriwwe goufen, och den Erausfuerderunge vun deem Joerzéngt, dat elo ufänkt, entspriechen. Si si geschriwwe ginn, wéi Lëtzebuerg 14 % manner Awunner hat ewéi haut an 19,8 % manner Aarbechtsplazen hat wéi haut. Dofir: A wat fir engem Rhythmus ... Här Minister, wéi gi mer domat ëm, fir déi nei Erausfuerderungen ze benennen a fir déi och vläicht an eng Iwweraarbechtung vun de Plan-sectoriellen ze integréieren? Dat ass eigentlech meng Fro. D'Landesplanung, dat, mengen ech, weess jiddereen, muss dobäi e Bléck méi wäit wéi 15 Joer no vir geheien.

Ech wëll zum Schluss kommen, ech gesinn och hei, datt d'Zäit rout gëtt. Dat gesäit een net dobaussen, mee wann een hei steet, da mierkt een dat.

Et ass haut, mengen ech, e wichtege Schrëtt, fir eeben d'Planungssécherheet vun eisem Land ze kréien. Et ass awer e Schrëtt, an deem d'Gemengen e wichtege Partner sinn. Duerfir wënschen ech mer, dass mer an engem permanenten Dialog leien an dass d'Gemengen och e Matsproocherecht kréie bei de weidere Schrëtt vun der Landesplanung.

An ee ganz einfache Schrëtt, an domat schléissen ech, wier et, Här Minister, wann Der de Gemengen an hiren Techniker elo zesumme mam Interieur géift eng Sammlung gi vun deene wichtegen Texter vum Amenagement, op déi se solle Récksiicht huelen, an hinnen zum Beispill den Text coordonné vum ofgeännerte Gesetz vun haut oder eng Zesummefaassung vun de Plans sectoriels mat e puer Erklärungen zu der Hierarchie vun den Normen, de Prozeduren an esou weider géift zoukomme loossen. D'Gemenge musse jo och hir PAGen iwwerpréiwen, ob se konform sinn zu deem, wat haut hei decidéiert ginn ass a wat an de Plan-sectoriellen op se duerkënnt. Ech mengen, datt d'Gemengen doriwwer frou wieren an datt se och ganz sécher d'Regierungspolitik ëmsetzen a matënnerstëtzen wëllen, wa se verstanen a gedroe gëtt. An dofir dëse klengen Appell mengersäits. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schaaf. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, de Jean-Paul Schaaf huet et elo an der Entrée vu senger Ried gesot: Et ass net, well mer eng kuerz Riedezäit hunn, dass déi Gesetzer net wichteg wären, ganz am Géigendeel. Wéi wëlle mer wou wunnen? Wou wëlle mer Mobilitéit schafen? Wou wëlle mer Aarbechtsplaze schafen? Wou wëlle mer Gréngzonen halen? Dat ass Landesplanung. Landesplanung geet net ouni Plan-sectoriellen. Fir dass déi Plan-sectoriellen a Kraaft kënnen trieden, maache mer déi Adaptatiounen, déi d'Rapportrice hei, mengen ech, exemplaresch presentéiert huet. Dofir hir e ganz, ganz grousse Merci.

An ech mengen, dass mer, jo, an der Vergaangenheet do net alles richteg gemaach hunn. An deene leschte Joerzéngten hu mer sécher an der Landesplanung net alles richteg gemaach. D'Plan-sectoriellë sinn op d'mannst Instrumenter, déi dozou dierfte bäidroen, méi Uerdnung, soen ech emol, eranzekréien, do, wou mer Aarbechtsplaze schafen, wou mer wëlle wunnen - wéi gesot, ëmmer mam Hannergrond, fir Aarbechtsplaze méi no bei d'Wunnen ze bréngen, also d'Mobilitéit, d'Fräizäit oder Aktivitéite beieneenzebréngen. Dat ass den A an O vun enger gescheiter Landesplanung.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Och mir fannen, dass dëst Gesetz wichteg genuch ass, dass een e puer Wierder méi driwwer verléiert.

Déi véier Plans directeurs sectoriels, PDSen, hunn eng laang an eng net ëmmer onbeschwéiert Rees hannert sech a mat den Änderungen am Gesetz zum Aménagement du territoire vun 2018 iwwersprange mer elo wierklech eng vun deene leschten Hürden. An domadder gi mer eis dann och e wichtegt Instrument - wat haut de Mëtteg hei schonn dacks genuch widderholl ginn ass -, e wichtegt Ins-

trument a Saachen national a kohärent territorial Planung, fir an Zukunft nach méi effikass kënnen ze schaffen.

Den Aménagement du territoire selwer ass jo en Instrument, wat eis et erlabe soll, op engem limitéierten Territoire verschidden Zonen ënnerschiddleche Fonctionalitéiten zouzeweisen, fir esou eng geuerdnet an och eng durabel Entwécklung ze promouvéieren.

Wann déi effikass Notzung vum Territoire fir all Land wichteg ass, sou ass et fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg nach méi pertinent. An d'PDSe si jo en Instrument d'exécution vum Gesetz vun 2018 a sollen d'Visioun vum Aménagement du territoire, wéi se och schonn am Programme directeur de l'aménagement du territoire vun 2003 definéiert gouf, mat Liewe fëllen. An zesumme mat anere Kaderen an och mat aneren Instrumenter sollen déi sektoriell Pläng eng besser territorial Planung am Allgemenginteressi erlaben, déi all Bierger beschtméiglech Liewenskonditioune bidde soll. Virun allem ass awer och wichteg, dass déi véier Plans sectoriels openeen ofgestëmmt sinn a probéieren, och eng kohärent Planung opzestellen.

Dës Ziler kënne mer awer just erreechen, wa mer eise begrenzten Territoire strateegesch gutt notzen an esou fir méiglechst jiddwereen am Land dee richtegen Equiliber fannen.

Loosst mech ofschléissen, andeems ech soen, dass mir als LSAP et och ganz gutt fannen, dass et mat dësem Gesetz elo och wäert méiglech sinn, eng Convention de coopération territoriale mat enger eenzelner Gemeng ofzeschléissen, déi am Artikel 26 vum Gesetz vun 2018 virgesinn ass.

A wéinst all dëse Grënn ënnerstëtzt d'LSAP natierlech och dëst Gesetz, awer net ouni der Madamm Ahmedova e grousse Merci ze soe fir dee gutt verständleche Rapport. A mir ginn heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Hemmen villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleegen, ech soen der Madamm Ahmedova och villmools Merci fir dee gudden a verständleche mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech kann och direkt soen, ech mengen, hei am Gesetz ass elo net esou vill dran, fir dergéint ze stëmmen, a mir stëmmen dann och sécherlech derfir.

Ech muss soen, dass d'Landesplanung jo och immens wichteg ass an ëmsou méi wichteg ass an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat esou e staarke Wuesstum kennt, wéi mir elo säit zéng Joer ... - virun zéng Joer huet dat am Fong richteg eng Kéier esou e Knick no uewe gemaach -, wéi mir en elo säit zéng Joer kennen. An ech ... Wéi ech elo den Här Schaaf héieren hunn, hien huet dat jo och e bëssen ugeschwat, déi Previsioune sinn ëmmer ganz schwéier ze maachen.

Ech erënnere mech, ech war am Lycée Michel Rodange - et waren der nach eng Partie vun heibannen do -, deen ass deemools gebaut ginn1968, wou se geduecht hunn: Mir bauen deen an esou Containerform, well dee soll 25 Joer halen. Duerno brauche mer en net méi, well d'Bevëlkerung wäert erofgoen an da sinn déi Lycéeën iwwerflësseg.

Duerno si mer jo eppes Besseres beléiert ginn: Mir hunn een immens rasante Bevëlkerungswuesstum kannt, ganz besonnesch eeben déi lescht zéng Joer, wou mer eng Bevëlkerungszounam vun 12.000 Awunner pro Joer haten - dat sinn deelweis 2,5 % gewiescht, da schwätzt een an der Geografie vu Bevëlkerungsexplosioun. A verschiddene Gemengen ass dat 1 %, 2 %, 3 %, mee ech mengen, wann eng Gemeng ëm 2 % pro Joer wiisst, dat ass enorm! An dat stellt enorm Erausfuerderungen un déi jeeweileg Gemengen, mee natierlech och un d'Land.

Mir gesinn dat an de Wunnengspräisser, déi an d'Luucht ginn. Mir gesinn dat an enger gewësser Zersiidlung, déi stattfënnt - Zoubetonéierung ass esou e Wuert, bon -, et entsti vill nei Quartieren, Wunntierm, deenen awer e bëssen d'Séil feelt. D'Natur gëtt natierlech noutgedrongen op ville Plazen och zerstéiert, dat ass an deem Kontext net ze verhënneren. Integratioun ass och net méi esou einfach. D'Zesummeliewe fonctionéiert op ville Plazen vläicht och net méi esou, wéi et sollt. E gewëssene Communautarismus oder, jo, d'Leit liewe sech e bëssen auserneen an deem ganze Kontext vun deem Wuesstum. Dat sinn negativ Aspekter.

Do, wou mer et alleguerten am beschte gesinn, dat ass natierlech beim Trafick: Mir hu pro Joer, ech hunn eng Kéier gekuckt, ongeféier 15.000 Autoe méi op eise Stroossen. Rechent dat emol op zéng Joer: 150.000 Autoe méi! An do komme mir natierlech guer net no. Ech hat virdrun an der Ried dervu geschwat, fir de schnellen Tram op Esch gëtt elo gerechent, dass deen 2035 fäerdeg wier, wann ech mech net ieren. Do gesäit ee jo, dass mir do guer net, awer guer net nokommen. Also dat ass ... Dat muss een awer agesinn.

(Interruption)

Ech weess och net, wéi mer de Bevëlkerungswuesstum elo direkt esou gebremst kréien. Et gi verschidde Méiglechkeeten, mee dat ass ganz sécherlech schwéier. Mee dat ass de Kär vum Problem an dat ass dat, wat eebe grad och d'Erausfuerderung ass an der Landesplanung an an dëse ...

(Interruption)

... sektorielle Pläng. Voilà, dat sinn d'Erausfuerderungen, déi op eis zoukommen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Fred Keup. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Semiray Ahmedova fir dee gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Och mir Piraten wäerten deem Update vum Gesetz zoustëmmen a soen der Madamm Ahmedova awer och nach eng Kéier Merci, virun allem fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun. Dat wollt ech nämlech net vergiessen. Et ass nämlech d'Madamm Ahmedova an hirer Kommissioun, déi ëmmer am Logement, och wann et ... - dat hei ass elo guer net d'Logementskommissioun -, mee an der Logementskommissioun, wou et ëmmer extreem gutt zesummeschaffen ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. Den zoustännege Minister fir den Aménagement du territoire, den Här Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire*.- Villmools merci all deenen, déi geschwat hunn an och d'Wichtegkeet vun dëser Gesetzesännerung unerkennen, déi Der haut mat enger grousser Majoritéit stëmmt, an dat freet mech, well se ... An ech mengen, d'Madamm Hemmen huet dat gesot: Dat war elo eng laang Rees vun deene Plan-sectoriellen an dat hei ass déi lescht administrativ Hürd. Dat heescht, mat deem Vott haut ginn elo d'Plan-sectorielle méiglech am Beräich vum Logement, am Beräich vum Transport, am Beräich vun de Zones d'activités économiques - wat jo och wichteg ass grad fir eis Handwierksbetriber, fir och nei Plazen ze fannen -, an dann natierlech och de Plan sectoriel « Paysages », deen eng Hëllef ass - an ech mengen, dat hate mer och eng Kéier hei mam André Bauler diskutéiert -, fir eeben och d'Zersiidlung vun eise Landschafte besser an de Grëff ze kréien.

Ech mengen, ech gi lo net op d'Detailer an. Ech soen der Madamm Ahmedova villmools Merci fir hire ganz explizitte Bericht. Dat ass alles wonnerbar do geschriwwen.

Vläicht déi eng Demande, déi komm war vum Här Schaaf: Ech hat effektiv déi selwecht Iddi an et ass esou, dass mer amgaang sinn, zesumme mam Interieur en Aide-mémoire ze maachen, fir de Gemengen eeben och elo am Prakteschen ze hëllefen, well dat jo en direkte Lien huet mat de PAGen. A mir hunn elo an de leschte Wochen eng ganz gutt Zesummenaarbecht mam Interieur.

Dat heescht, dat gëtt zwou Saachen: Dat eent ass eng Circulaire an déi wäert och erausgeschéckt ginn an deenen Deeg, ier et am Mémorial publizéiert gëtt, fir dass d'Gemengen, déi jo eigentlech och déi éischt Adressate sinn um Terrain, all d'Informatiounen hunn, dass se et net aus der Zeitung gewuer ginn, mee dass se et iwwer eng Circulaire gewuer ginn an eeben all Informatiounen hunn, déi se brauchen. An dann den Aide-mémoire, deen, mengen ech, op eng flott Aart a Weis déi eenzel Froen erkläert, déi ustinn.

Eng kleng Neierung, déi mer dragesat hunn, ass och déi Kooperatiounsméiglechkeet zwëschent dem Amenagementsministère an den eenzelne Gemengen. An dat maache mer ganz gären, fir dass mer do eeben och e geziilt Instrument hunn, wa mol gréisser urbanistesch Projeten ustinn oder Froen, déi eng Gemeng wëll mat eis diskutéieren.

Da wollt ech vläicht nach ee Wuert soen, wou mer elo quasi dru sinn am Iwwerleeën an Neischreiwe vum Programme directeur. Et ass esou, dee leschten ass vun 2003. Dee vun 2003, deen ass effektiv duerch d'Dynamik, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn ..., also d'Dynamik ass méi schnell wéi dat, wat de Programme directeur deemools virgesinn huet. Duerfir, mengen ech, ass et och wichteg, dass mer dës Kéier probéieren, en Exercice ze maachen, wou mer wierklech och wäit no vir kucken an dann och mat deene beschtméiglechen Ekippen, fir e Gefill ze kréien, wat mer da mussen alles maachen, fir d'Planung an eisem Land nach besser an de Grëff ze kréien.

An duerfir hunn ech eng Rei Saache lassgetrëppelt. Dat eent ass eng Consultation internationale. Mir hunn aus 30 Ekippen der zéng erausgewielt, déi am Moment amgaange sinn, un enger sougenannter Metrik vun engem Territoire, dee klimafrëndlech ass, also Zero Carbon ass, ze schaffen. Ufank des Mounts komme mer da vun zéng op sechs Ekippen, an herno nach eng Kéier vu sechs op dräi Ekippen, déi da ganz am Detail probéieren, eng Visioun fir Lëtzebuerg ze entwéckelen: Klimaschutz, Biodiversitéit, natierlech och Resilienz, Covid an natierlech, mir sinn déi Plaz an Europa mat dem meeschte grenziwwerschreidenden Zesummenhang, ob dat Grenzgänger sinn, déi heihinner schaffe kommen, déi ganz sozioökonomesch Verflechtunge mat der Grossregioun oder mat de Gemengen, virun allem déi ganz no ronderëm eis sinn, dat wäert natierlech och e Rôle an där Consultation internationale spillen.

Mäi Virgänger, de François Bausch, hat d'Bierger schonn eng Kéier agebonnen an deen Exercice. A lo gëschter Owend war de Biergerkommitee, dee Luxembourg in Transition 2050 begleet, fir d'éischte Kéier zesummen. A mir hunn elo iwwert d'ILReS 30 Bierger, déi wierklech also representativ ..., oder déi d'Gesellschaft zu Lëtzebuerg erëmspigelen, erausgesicht. Déi wäerten eis iwwer ee Joer laang hëllefen am Dialog mat deenen Ekippen, déi mer hunn, a si wäerten herno awer och selwer Virschléi maachen, soudass mer, denken ech, och vun der Abannung vun de Bierger, mengen ech, dat wäitgeeëndst Instrument, wat mer eigentlech jee eng Kéier zu Lëtzebuerg haten, en place gesat hunn, well et mir immens wichteg ass, dass mer en direkte Retour aus der Bevëlkerung hunn an dass déi Leit eis herno an enger gewësser Hisiicht och hëllefen, Ambassadeuren vun eeben enger moderner Landesplanung ze sinn.

Dat alles soll dann Enn 2021 souwäit landen an dann hu mer 2022, fir eeben de Programme directeur ze schreiwen. Mir hunn do elo och schonn e Bureau d'études mat ganz gudde Consultante geholl fir eeben och detailléiert Instrumenter, déi mer da eventuell zousätzlech wëlle maachen.

An dann ass am Joer 2022 as nach eng Kéier eng grouss Biergerbedeelegung. Enn 2022 wäert de Programme directeur da stoen. An natierlech ass de Syvicol ganz enk ..., et ass e wichtege Partner, den Emile Eicher weess dat. De Syvicol ass an eisem Comité consultatif an ech denken, och doriwwer eraus dass en dosëtzt an elo alles matkritt vun deenen Aarbechten, wäerte mer och permanent mam Syvicol als Vertrieder vun de Gemengen am Kontakt sinn. Well et ass nëmmen, wann d'Gemengen an d'Regierung enk zesummeschaffen, dass mer bei der Landesplanung weiderkommen.

Souwäit vu mir. Nach eng Kéier e ganz grousse Merci un d'Rapportrice an un lech alleguerten, dass Der dëst wichtegt Gesetz stëmmt, fir dass mer elo endlech déi véier Plan-sectorielle kënnen ëmsetzen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7640. Den Text steet am Document parlementaire 7640[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7640 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech en Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir sinn domadder um Schluss vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.13 heures.)

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Interpellation de M. Gilles Baum au sujet du suicide au Luxembourg**
   - Exposé : M. Gilles Baum (dépôt de la motion 1)
   - Débat : Mme Françoise Hetto-Gaasch (dépôt des motions 2 à 4) - Mme Francine Closener - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 5) - M. Marc Baum - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 6)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Motion 2 : M. Georges Engel - Mme Françoise Hetto-Gaasch (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)
   - Vote sur la motion 3 (adoptée)
   - Motion 4 : M. Georges Engel - Mme Françoise Hetto-Gaasch (intervention de M. Georges Engel)
   - Vote sur la motion 4 modifiée (adoptée)
   - Motion 5 : M. Georges Engel
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
   - Motion 6 : M. Georges Engel - M. Marc Goergen
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)
4. **Question élargie n° 66 de M. Laurent Mosar relative au développement des monnaies virtuelles**
   - M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna
5. **7637 - Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
   2° de la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7735 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer la directive (UE) 2020/2020 du Conseil du 7 décembre 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne des mesures temporaires relatives à la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux livraisons de vaccins contre la Covid-19 et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de cette maladie, en réaction à la pandémie de Covid-19**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **7747 - Projet de loi portant :**
   1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;
   2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (intervention de M. André Bauler)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, de Projet de loi 7747 iwwert de Congé pour raisons familiales op den Ordre du jour vun haut de Mëtteg ze setzen, dat als leschte Punkt nom Projet de loi 7735. Fir d'Diskussioun gëtt e Basismodell proposéiert.

Ass d'Chamber mat dëser Propositioun averstanen?

Une voix.- Jo, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et also esou decidéiert.

3. Interpellation de M. Gilles Baum au sujet du suicide au Luxembourg

Eisen éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Gilles Baum iwwert de Suicide zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch, d'Madamm Francine Closener, den Här Marc Hansen, den Här Jeff Engelen an den Här Marc Goergen.

An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Baum *(DP), interpellateur.*- Merci fir d'Wuert, Här President.

Säin Numm war Fernand, de Fern, „un chic type", „un gars sans histoires, apparemment", hätten d'Fransouse gesot, deen op enger Paralellklass am Lycée war an deen am Hierscht aus fräie Stécker beschloss hat, aus dem Liewen ze goen. Och 30 Joer duerno verspieren ech nach staark Emotiounen, wann ech dorunner zréckdenken.

Ech gesinn d'Biller vu senge Matschüler virun Aen, déi sech getréischt hunn an déi net realiséiert hunn, wat grad geschitt war. Ech spieren nach den Désarroi - entschëllegt, wann ech kee lëtzebuergescht Wuert duerfir fonnt hunn - vun eis Jugendlechen an d'Fro nom Firwat.

Ech gesinn nach Biller viru mer aus der Mass, déi fir de Jong gehale ginn ass, a wéi verluer mir Jonker waren, well zu deem Moment absolutt keng Prise en charge do war. Et goung den nächste Schouldag weider, wéi wann näischt gewiescht wär.

Firwat? Ech mengen, dat ass déi Fro, déi sech d'Frënn, d'Famill an d'Bekannten am Fall vun engem Suicide stellen. An ech mengen, déi Wéinegst heibannen hunn deen doten traurege Phenomeen nach net erlieft. Mech begleet dat säit deem Dag, iwwer Frënn vu mengen Elteren, Leit aus der Noperschaft, Aarbechtskolleegen, bis elo, an dat, wat fir mech besonnesch tragesch ass: Et begleet mech an de Frëndeskrees vu menge Kanner. Dat sinn déi Momenter, wou deng eege Kanner net méi wëlle mat der schwätzen, well s du „Ale" jo souwisou näischt verstees.

De Suicide huet kee Scheema, dat ass wichteg ze wëssen, en trëfft weeder nëmmen déi Jonk, nach nëmmen d'Senioren, e grasséiert och net speziell an enger sozialer Schicht, mee en ass bei Männer a bei Frae present, beim Aarbechter wéi beim Akademiker, en trëfft Mënschen an der Kultur, an der Wirtschaft, an der Wëssenschaft, am Sport an an der Politik.

D'Kris an där mer sinn, huet vill Leit an hirer mentaler Gesondheet getraff. De Mënsch ass a bleift e soziaalt Wiesen, wat net gären aleng ass a wat och net gären agespaart ass. Et gëtt Leit, déi Angscht hunn - Angscht ëm hiert Liewen, Angscht ëm hir Existenzen - a mir Politiker däerfen d'Aen do virdrun net verschléissen. An duerfir hunn ech am Numm vun der Demokratescher Partei dës Interpellatioun zu dësem Moment ugefrot.

Jo, déi lescht Méint hunn eis alleguerte virun Ae gefouert, wéi wäertvoll eng gutt Gesondheet ass. Eisen Immunsystem ass am Moment mat engem Virus konfrontéiert, deen en nach net kennt a géint deen e sech net effikass verdeedege kann. An Zäite vun Epidemien, wou jiddwereen dem Risiko ausgesat ass, krank ze ginn, gëtt engem erëm ganz bewosst, wéi fragill a wäertvoll déi eege Gesondheet ass. Si ass onbezuelbar.

Déi psychesch Wonnen, déi dës Kris hannerléisst, sinn op d'mannst esou gravéierend wéi déi physesch. Dës Pandemie ass e grousse Risikofacteur, deen nach wäiträichend Follgen op déi mental Gesondheet vun eiser Gesellschaft wäert hunn.

Aleng d'Angscht virun der Krankheet u sech ass fir munch Leit schonn eng grouss Belaaschtung. D'Lockdowns, déi mer zënter Mäerz emol méi, emol manner streng hu missen aféieren, hate mat Sécherheet en negativen Impakt op eis Gemidder, och well mer net wëssen, wéi laang mer nach an dëser Ongewëssheet musse liewen.

Mir Mënschen, mir sichen als sozial Wiesen den direkte Kontakt zu eise Matmënschen. D'technologesch Méiglechkeete vun haut, wéi zum Beispill d'Videokonferenzen, erlaben eis, Frënn, Famill an Aarbechtskolleegen trotz Distanz ze gesinn a mat hinnen ze schwätzen. Mee dat ass op laang Dauer awer nëmmen e klengen Trouscht, well d'Wäermt an de kierperleche Kontakt doduerch net kënnen ersat ginn. Grad a schwéieren Zäite sicht een no Gebuergenheet an et wéilt een an den Aarm huelen oder an den Aarm geholl ginn, a genau dat ass elo zënter méi wéi néng Méint keng Selbstverständlechkeet méi. Op laang Dauer ass dat erdréckend.

Den Dr. Claus Vögele vun der Uni Lëtzebuerg huet d'Coronakris als kollektive Stresstest fir d'Psych vun all Eenzelne beschriwwen. Mir si mat engem Virus, mat enger onsiichtbarer Gefor konfrontéiert, mat där mer keng Erfarung hunn. Dat léisst d'Onsécherheet an d'Existenzängscht bei de Mënsche méi grouss ginn.

D'Kris an hir Auswierkungen op eis kierperlech a mental Gesondheet wäerten eis nach eng Zäitche begleeden an dowéinst ass et mir wichteg, dass mer de Sujet vun der mentaler Gesondheet a vum Suicide an dëser Ronn debattéieren an zu enger gesondheetspolitescher Prioritéit maachen.

Eng grouss Erausfuerderung besteet doranner, dass déi psychesch Krankheeten net ëmmer erkennbar sinn - et leeft keng Nues, et kraazt keen Hals -, psychesch Krankheete sinn dowéinst awer net manner geféierlech wéi kierperlech Problemer. Och duerch mental Problemer kënnen déif Wonnen entstoen, déi vill Zäit brauche fir ze heelen, a genau wéi kierperlech Narben begleeden och séilesch Narben eis heiansdo e Liewe laang.

D'mental Gesondheet ass eppes ganz Komplexes, jiddweree reagéiert anescht op verschidde Situatiounen. Ma, wéi den Dr. Hedo am Kloertext sot: Kee Mënsch ass géint psychesch Problemer geimpft. Och Persoune mat engem scheinbar perfekten, mat engem geuerdnete Liewe kënnen op eemol an d'Schleidere geroden. Jiddweree ka sech vun engem Dag op deen aneren an enger Situatioun befannen, déi säi Liewen op d'Kopp geheit, zum Beispill e schwéieren Accident, eng schwéier Krankheet oder de Verloscht vu senger Aarbecht. Et kann awer och e schläichende Prozess sinn, wou just déi lescht Drëps feelt, fir d'Faass zum Iwwerlafen ze bréngen.

Wärend et Leit gëtt, déi eendeiteg Signaler vermëttelen, déi kloer weisen, dass et hinnen net gutt geet, kënnen anerer no baussen hi ganz normal an zefridde wierken. Si verstoppen, dass et hinne schlecht geet, well se sech schummen oder well se Angscht hunn, wéi Famill, Frënn oder aner Bekannte géife reagéieren. Si fäerten e Stigma - e Stigma, deen haut leider nach ëmmer un de psychesche Krankheete pecht. Géint dëse Stigma musse mer virgoen, well et sinn och d'Virurteeler, déi vill Mënschen dovunner ofhalen, sech Hëllef sichen ze goen, aus Suerg, als schwaach ze gëllen. Dat däerf net sinn!

Et ass mëttlerweil Usus, dass d'Leit fir all Muskelkater, fir all Verspanung bei de Kiné lafen - firwat ass et net normal, sech bei mentale Problemer Hëllef bei Experte sichen ze goen? Dat froen ech mech. Hëllef sichen ass mat Sécherheet keen Zeeche vu Schwächt, mee am Géigendeel, sech Hëllef huelen ass en Zeeche vu Gréisst. Dat ass en allgemenge Problem: Mir mussen och léieren zouzeginn, wann et eis net gutt geet.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut de Mëtteg hei net vun engem Eenzelfall oder vun Eenzelfäll, mee mir schwätze vun engem gesellschaftleche Problem. Ech si mer sécher, dass eng Majoritéit hei am Land am Laf vum Liewen op d'mannst enger Persoun wäert begéinen - oder hir scho begéint ass -, déi mat psychesche Problemer kämpft oder déi sech souguer d'Liewe geholl huet.

Aktuellen Zuelen no läit Lëtzebuerg mat 8,7 Suiciden op 100.000 Awunner ënnert der EU-Moyenne, déi bei 12 läit. Am Duerchschnëtt stierwen hei am Land all Joer tëschent 70 an 80 Leit duerch e Suicide. D'Donkelziffer däerf een awer net ënnerschätzen: Verschidde Suicidë ginn ni eendeiteg identifizéiert an dowéinst och net gezielt, an d'Tentativen, déi warscheinlech 10- bis 20-mol méi héich sinn, weisen, wéi uerg de Problem ass.

Et ass erschreckend, sech virzestellen, wéi vill Mënsche keen aneren Auswee méi gesinn, wéi hirem Liewen en Enn ze setzen.

Bei engem Suicide läit oft schonn e psychesche Problem vir, an dass déi hei am Land heefeg optrieden, dat beleeën d'Zuelen: 2015 ware 16 % vun der schaffender Bevëlkerung vu Burnout betraff, 10 % vun den Awunner hunn uginn, un depressive Symptomer ze leiden. Grad, wat den Taux de dépressivité ugeet, läit Lëtzebuerg leider däitlech - däitlech! - iwwert dem EU-Duerchschnëtt: Hei am Land läit den Taux fir d'Frae bei 11,7 % a fir d'Männer bei 8,2 %, an der EU jeeweils bei 7,9 % respektiv 5,2 %.

A béide Fäll gëtt also kloer, dass d'Frae méi oft vun Depressioune betraff si wéi Männer. Wourunner dëst läit, léisst sech net eendeiteg festleeën. Vläicht spillt et eng Roll, dass méi Frae wéi Männer Affer vu Gewalt an enger Bezéiung ginn, wat zu Depressioune féiere kann. Et ass awer och méiglech, dass d'Depressioune bei Männer manner oft erkannt ginn, well si net wëllen als schwaach gëllen an hir Symptomer dowéinst verstoppen.

Eng Depressioun kann awer eppes ganz Graves sinn: Si kann net nëmmen zu Schlofproblemer féieren, mee och zu enger déiwer Trauregkeet. Et verléiert een den Interessi, et verléiert een d'Freed u Saachen, déi ee soss gär gemaach huet: Sport, eppes mat Frënn ënnerhuelen, Zäit mat der Famill verbréngen - dat alles kann een iergendwéi net méi appreciéieren. Dat eegent Selbstwäertgefill hëlt of an am schlëmmste Fall kënne Suicidegedanken optrieden. Bei 70 % vun de Suiciden hei am Land gëtt festgestallt, dass eng Depressioun virlouch.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et existéiere verschidde Risikofacteuren, déi eiser Psych zousetze kënnen: De Verloscht vun der Aarbecht, Drogenofhängegkeet, eng geneetesch Predispositioun zielen derzou, awer och eist Ëmfeld ka sech belaaschtend auswierken, besonnesch wärend enger Pandemie.

Vill Leit leiden aktuell ënner Existenzängscht, well se fäerten, hir Aarbechtsplaz oder souguer hire Betrib ze verléieren. Grad d'Aarbecht kann enger Persoun awer d'Gefill ginn, wichteg ze sinn, gebraucht ze ginn. Wann ee seng Aarbecht verléiert a laang am Chômage ass, iwwerkënnt een d'Gefill, iwwerflëssseg ze sinn an d'Liewen erschéngt engem sënnlos.

An der Belsch huet sech eng jonk Coiffeuse suicidéiert, well se hire Betrib net méi konnt halen. An der Annonce, déi ech gelies hunn, stoung: « On peut mourir du Covid, mais aussi du désespoir. »

D'Covidkris huet fir vill Leit schro ekonomesch Repercussiounen, déi fir den Dr. Hedo och en erhéichte Suiciderisiko duerstellen. Dowéinst ass et esou wichteg, déi Mesuren, déi mir alleguerten zesummen hei am Kader vun der Kris huelen, géinteneen ofzeweien.

D'Situatioun vun eisen eeleren a vulnerabele Persounen ass och keng einfach: Mir hale se op Distanz, well mer se schütze wëllen, mee d'Konsequenz dovunner ass, dass se sech isoléiert fillen, dass se sech aleng fillen oder dass se sech souguer als eng Laascht fir hir Matmënsche fillen.

Hei kann d'Selbstwäertgefill ofhuelen an et stellt een de Sënn vum eegene Liewen a Fro. A wann ee bedenkt, dass e Véierel vun de Suicidë bei den eelere Leit ze verzeechnen ass, da musse mer an dësen Zäite ganz besonnesch gutt oppassen, dass d'Familljen esou gutt wéi méiglech mat hiren eelere Leit a Kontakt bleiwen, ob déi nach eleng doheem liewen oder ob déi an engem Alters- a Fleegeheim sinn. Et ass ganz wichteg, an dësem Moment de Kontakt zu eisen eelere Leit ze halen.

Wéi gesot, d'Frae si méi heefeg vun Depressioune betraff. Dat läit ënner Ëmstänn dorunner, dass den Haushalt an d'Kannerbetreiung awer nach ëmmer vun enger Majoritéit vun Dammen iwwerholl ginn. Fir eng jonk Mamm, déi wärend der Pandemie eventuell huet missen den Homeoffice an den Homeschooling ënner een Hutt kréien, ka sech déi Duebelbelaaschtung verstäerkt hunn - Stress a Burnout kënne Konsequenzen dovunner sinn.

Déi Leit, déi a systemrelevante Beruffer geschafft hunn a schaffen, waren an de leschte Méint engem erhéichten Drock ausgesat. Dozou zielt nieft dem Personal aus den Administratiounen, dem Transportwiesen, de Supermarchéen, natierlech d'Personal aus dem Gesondheets- an aus dem Fleegesecteur. Well hei mussen trotz Personalmangel all Dag un éischter Front d'Liewe vu Patiente gerett ginn - an net nëmme vu Patienten, déi mam Covid-19 kämpfen!

D'Iwwerstrapazéierung virun allem an de leschte Woche kënnen och bei hinne Stress a souguer Burnout provozéieren. Ma virun allem d'Angscht, dass sech d'Situatioun an eise Spideeler erëm verschlechtere kéint an een net méi all senge Patienten hëllefe kéint, ass eng extreem Laascht, déi d'Personal mat sech dréit. An de Spideeler gëtt et fir d'Personal e Support psychologique, deen och vill an Usproch geholl gëtt.

Awer och eis jonk Leit bleiwe vu mentale Problemer net verschount. Och si hu staark an der Kris gelidden a si hunn nach ëmmer ze leiden. Hinnen hunn un éischter Plaz déi sozial Kontakter mat Gläichalterege gefeelt. Grad a jonke Joren ass dëse Kontakt extreem wichteg fir eng gesond sozial an emotional Entwécklung.

Mir als Schoulmeeschter läit de Sujet vun deene Jonken an hirer mentaler Gesondheet natierlech besonnesch um Häerz, a wann ee liest, dass bei deene 15- bis 24-Järegen de Suicide déi zweetheefegst Doudesursaach no den Accidenter ass, da mécht dat ee schonn traureg. Et stellt ee sech d'Fro, wéi verzweifelt e jonke Mënsch muss sinn, dee säi ganzt Liewen nach viru sech huet an awer d'Entscheedung hélt, sengem Liewen en Enn ze setzen.

D'Pubertéit ass schonn ëmmer eng schwiereg Zäit gewiescht mat ville physeschen a psychesche Veränneren. Dat ass eng Phas, wou déi Jonk alles a Fro stellen, sech selwer a Fro stellen a veronséchert sinn: Et fillt ee sech oft net verstanen; et fillt ee sech eleng gelooss; et mécht ee sech Gedanken iwwert déi schoulesch Leeschtungen; et mécht ee sech Gedanken, ob een eng Aarbechtsplaz fënnt; et mécht ee sech, mengen ech, och ganz, ganz vill Gedanken ëm seng eegen Attraktivitéit vis-à-vis vum anere Geschlecht. Alles ass ongewëss, an elo duerch dës Pandemie nach vill méi.

Vläicht kennt Dir déi zwou jonk an erfollegräich Musikerinne Billie Eilish a Zoe Wees. Si verschaffen an hire Lidder Ängschten an Onsécherheeten. D'Zoe Wees séngt, dass et d'Kontroll net wëllt verléieren, an dat Lidd huet doudsécher schonn all Mënsch héieren. An dee Risenerfolleg, deen dës zwou Sängerinne mat hirer Musik a mat hiren Texter hunn, ass fir mech en Zeechen, dass si bei deene Jonken den Nerv vun der Zäit treffen!

Niewend de Jugendsuergen, déi mer alleguerte kannt hunn, kommen elo ganz aner Problemer dobäi: Wärend dem Lockdown waren déi Jonk wochelaang praktesch doheem agespaart, si konnten hir Frënn net gesinn - keng Partyen, keng Gebuertsdagsfeier - a si hu vill wichteg Momenter verpasst, Momenter am Liewen, déi vläicht ni zréckkommen, wéi d'Ofschlossfeier am Lycée respektiv de Start op d'Uni. Déi Jonk fille sech ëm en Deel vun hirer Jugend bedrunn.

Beim Kanner- a Jugendtelefon huet ee festgestallt, dass d'Angscht an d'Veronsécherung grouss Theeme bei deene Jonke wären. De Virus huet hinnen Angscht gemaach a si hu gefaart, dass hir Grousseltere stierwe kéinten, a se hu sech Suergen ëm hir Schoul gemaach. Och d'Suchtproblematike goufe méi heefeg ugeschwat. An dass ee sech wärend dem Lockdown net och emol heiansdo vun der Famill ofgrenze konnt, dat war fir Verschiddener och eng Belaaschtung.

D'Zefriddenheet vun de Kanner huet gelidden, dat huet eng Etüd vun der Universitéitsklinick Hamburg-Eppendorf erginn. Ronn 1.000 Kanner téschent 11 a 17 Joer an 1.500 Eltere goufe befrot. 71 % vun de Kanner hunn uginn, sech psychesch belaascht ze fillen. Fir 65 % war et méi ustrengend ze léieren. D'Kris hat och kierperlech Auswierkunge wéi Problemer beim Aschlofen, Nervositéit, Kapp- a Bauchwéi. De Risiko vun Hyperaktivitéit, vun emotionale Problemer a vu Verhalensproblemer ass vun 18 % virun der Kris op 31 % geklommen.

Mir däerfen hei awer och d'Responsabilitéit vun den Elteren net vernoléissegen. D'Kanner orientéiere sech oft un hiren Elteren oder un anere Bezuchspersounen. Si baue staark Bindungen op, well dat hinne Stabilitéit an e wichtegt Fundament fir d'Liewe gëtt. Dat normaalt Liewen ass awer elo zum Deel zesummegefall. D'Elteren hu Suergen ëm hir Aarbecht oder d'finanziell Situatioun a si iwwerdroen dat vläicht onbewosst op hir Kanner.

Mir mussen an de Krisenzäiten och oppassen, wéi mer eise Kanner Saache vermëttelen. Kleng Kanner, déi gesot kruten, dass se d'Bomi an de Bopi net méi däerfen upaken an net verstinn, wat grad geschitt, menge vläicht, dass si fir hir Grousseltere geféierlech sinn. Esou entsti Scholdgefiller, déi fir kleng Kanner nëmme schwéier ze erdroe sinn.

An da gëtt et Kanner, déi doheem leider net esou gutt opgehuewe sinn. Si wochelaang doheem ze loossen, huet hir Situatioun verschlëmmert. A grad fir dës Kanner ass et immens wichteg, dass mir d'Schoulen esou laang wéi nëmme méiglech oploossen.

Här President, d'mental Gesondheet ze thematiséieren ass wichteg, well esou laang dës Kris dauert, klëmmt och de Risiko vu mentale Problemer an de Risiko vu Suiciden. Mir mussen elo en Zeeche setzen. D'psychesch Problemer däerfe keen Tabu méi sinn a si däerfen net stigmatiséiert ginn. Kee muss sech schummen, wann en op d'Fro „Geet et dir gutt?" mat Neen äntwert. Kee muss sech schummen, wann e sech hëllefe léisst.

An de leschte Jore waren d'Santé mentale an de Suicide hei op der Chamberstribün scho reegelméisseg Theema. Esou hat mäi Fraktiounskolleeg, den André Bauler, 2011 eng Interpellatioun ugefrot. An ech muss soen, an de leschte Joren ass och scho vill geschitt, fir deene betraffene Persounen ze hëllefen - ënner anerem ënnert dem fréiere Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo -, an dat op ganz verschidden Aart a Weisen.

Do wär zum Beispill de Plan national de prévention du suicide, dee vun 2015 bis 2019 gelaf ass. Dëse Plang hat als Objektiv, d'Bevëlkerung mat 33 Aktiounen ze sensibiliséieren, d'Resilienz - also d'Widderstandsfäegkeet - vun den Eenzelnen ze stäerken, d'Qualitéit vun der Preventioun ze verbesseren a Risikogruppe cibléiert unzeschwätzen. Mengen Informatiounen no ass dee Plang an der Evaluatioun an ech mengen, et wär wichteg, wa mer deen emol géifen an der Santéskommissioun presentéiert kréien.

Am Januar 2015 an am Oktober 2016 goufen och d'Internetsitte prevention-depression.lu a prevention-suicide.lu lancéiert, déi bei der Preventioun vun Depressiounen a Suiciden hëllefen. Hei fënnt een all wichteg Informatioun iwwert dës Sujeten. D'Informatioune sinn no verschiddene Gruppe sortéiert, zum Beispill fir Persounen, déi selwer betraff sinn, fir den Entourage, awer och fir Professioneller aus dem Secteur wéi dem Gesondheetssecteur oder der Police.

Am Duerchschnëtt gi 50 Persounen den Dag op ee vun dëse Sitten. Um Site vu prevention-depression.lu ass et och méiglech, e Selbsttest ze maachen, deen d'Presenz an d'Ausprägung vun enger Depressioun moosst. Bis Januar 2020 hunn iwwer 12.000 Persounen dësen Test gemaach. Bei bal 50 % vun hinne gouf eng schwéier Depressioun gemooss, bei engem Véierel eng moderat a bei 7,9 % war keng Depressioun ze identifizéieren.

Op dëse Sitte fënnt een och eng laang Lëscht mat Servicer an Associatiounen, déi sech an dësem Beräich engagéieren a wou een Hëllef fanne kann, wann et engem net gutt geet. Et gëtt eng grouss Zuel u Berodungsstellen, Servicer, déi iwwer Telefon ze erreeche sinn, a Selbsthilfegruppen, mat deenen ee Kontakt ophuele kann.

A well mental Problemer aus ganz ënnerschiddleche Grënn entstoe kënnen, decken dës Servicer vill ënnerschiddlech Beräicher of: zum Beispill den excessiven Alkoholkonsum, Drogenofhängegkeet, Stress, Mobbing a Gewalt. Dës differenzéiert Offer ass wichteg, well net all Problem d'selwecht ka geléist ginn an net jiddwereen déi selwecht Zort vun Hëllef brauch.

Et gëtt an dësen Zäiten och vill vu Systemrelevanz geschwat. Abee, op dëser Plaz wëll ech all deene Leit, déi an dësem Beräich schaffen - an dozou gehéieren och ganz vill Benevollen -, ee ganz grousse Merci soen. Hiren Asaz, fir anere Leit duerch schwéier Zäiten ze hëllefen, verdéngt eisen allergréisste Respekt an eis Unerkennung. Mee et muss awer nach vill geschéien, virun allem, well mer nach net wëssen, wéi d'Kris sech op déi mental Gesondheet auswierke wäert. Verschidden Etüde liwweren zwar schonn éischt Resultater, mee fir méi eendeiteg Konklusiounen zéien ze kënnen, musse mer de Verlaf vun der Pandemie ofwaarden.

Dem Statec no huet am Juli 2020 eng op dräi Persounen hei am Land uginn, dass hir mental Gesondheet duerch dës Kris gelidden huet. Genannten Ursaache ware Stress, Existenzangscht, awer och d'Monotonie, déi duerch d'Aschränkunge vun de sportlechen a kulturellen Offeren entstanen ass. Et war aus dësem Grond, mengen ech, och wichteg a richteg, dass mer hei am Haus decidéiert hunn, den 10. Januar Sport a Kultur ënner strengen Oplagen erëm opzemaachen, well si leeschten e wichtege Bäitrag fir déi mental Gesondheet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP), interpellateur.*- Här President, déi meescht Problemer sinn net eréischt duerch d'Pandemie entstanen, mee si goufen duerch d'Pandemie verstäerkt. D'Pandemie kann awer och eng Chance sinn, well se eis weist, wou - dréngend! - muss nogebessert ginn. An ech wëll der hei e puer opzielen, déi an eisen Ae prioritär sinn.

Mir hunn an de leschte Méint ëmmer erëm vun de Penurien am Gesondheetssecteur geschwat. D'Psychiatere sinn hei besonnesch betraff; et gëtt oft vum „parent pauvre" vun der Medezinn geschwat. Et ginn extreem Problemer beim Recrutement, dat hunn d'Psychiateren elo méi wéi eng Kéier zum Ausdrock bruecht. An den nächste 15 Joer kéinte mer 80 % manner Psychiateren hei am Land hunn - dat ass dramatesch, well schonn haut assuréieren nëmme 25 Psychiateren d'Garden an de Spideeler, 24 Stonnen all Dag, egal, ob Weekend oder Feierdag. An der Kannerpsychiatrie bekëmmere sech siwen Dokteren ëm d'Garden.

D'Prise en charge vun de Patienten ass haut also schonn net einfach a wann ee bei e Psychiater goe wëllt, da muss een oft mat e puer Méint Waardezäit rechnen. Dat muss ee sech konkreet virstellen: Et ass oft net einfach sech anzegestoen, dass ee Problemer huet, mat deenen een aleng net eens gëtt; wann een also de Courage opbréngt, fir bei e Psychiater ze goen, dann hofft een, esou séier wéi méiglech gehollef ze kréien an net méintelaang waarden ze mussen, wärend de Problem sech nach verschlëmmere kéint. Dat kann net sinn!

80 % manner Psychiateren an den nächste 15 Joer, dat wär eng katastrophal - eng katastrophal! - Situatioun an ech mengen, do musse mer direkt eppes ënnerhuelen!

Zum enge musse psychesch Krankheeten de selwechte Stellewäert kréie wéi physesch Krankheeten, an dat muss sech och an der Nomenclature widderspigelen. Wärend der Pandemie kruten d'Psychiateren zum Beispill keen neien Tariff fir Teleconsultatioun zougesprach. Anescht wéi zum Beispill bei engem Hausdokter dauert eng Consultatioun an der Reegel awer net nëmmen eng Véierelstonn, mee eng ganz Stonn, an trotzdeem goufe si zum selwechten Tariff bezuelt! Dat ass, a mengen Aen, keng Unerkennung vun hirer wichteger Aarbecht.

Insgesamt stellt sech bei der Remuneratioun vun de Psychiateren d'Fro, ob eng däitlech Erhéijung hei net zur Revalorisatioun vun hirem Beruff géif bäidroen. Un d'Madamm Gesondheetsministesch doweinst d'Fro, ob dës Pisten analyséiert ginn. Och d'Gardë musse bezuelt ginn, wa mer dee Beruff wëllen attraktiv maachen oder attraktiv halen, soss kënnt och kee méi op Lëtzebuerg schaffen.

Dann zu de Psychotherapeuten: Zanter 2015 gëtt et jo e Gesetz, dat de Beruff vum Psychotherapeut definéiert, ma bis haut konnt d'CNS sech net mam zoustännege Beruffsverband FAPSYLUX iwwer eng Konventioun eenegen, an dat bedauere mir ausdrécklech!

Nom kriteschen Avis vum Conseil d'État iwwert d'Reglement, dat sollt de Kader setzen, hoffe mir, dass dat Reglement elo esou séier wéi méiglech vum Sozialminister iwwerschafft gëtt, fir dass d'Verhandlungen téschent der CNS an der FAPSYLUX nees kënnen ufänken. A wann ech hir Presidentin richteg um Radio verstanen hunn, wäre si bereet, elo nach direkt am Januar Verhandlungen opzehuelen a souwuel iwwert d'Konventioun wéi iwwert d'Nomenclature ze schwätzen.

Vläicht kann d'Regierung eis duerno Detailer ginn, wéi si déi Zäitschinn do gesäit. Als DP hoffe mir, wéi gesot, op alle Fall, dass et elo séier virugeet, well de Remboursement ass méi wéi iwwerfälleg.

Wann dat da bis geschitt ass, wäerten d'Psychotherapeuten - do, wou et ubruecht ass an och do, wou et méiglech ass - d'Psychiatere besser entlaaschte kënnen an d'Waardezäite verkierzen.

Et kéint ee vläicht analyséieren, ob een net - am Sënn vun der Preventioun - op d'mannst e Minimum u Seancë bei engem Psychotherapeut kéint rembourséiert kréien. Da kéinte virun allem Leit mat manner Akommes Hëllef an Usproch huelen, ouni direkt vun de Käschten ofgeschreckt ze ginn.

Ma deem allgemenge Problem vun der Penurie un Dokteren wierkt een och entgéint, andeems een d'Ausbildungsoffer national erweidert, esou wéi dat elo scho fir d'Médecine générale, d'Onkologie an d'Neurologie de Fall ass. Gëtt hei consideréiert, op der Uni.lu an der Medezinn e Psychiatriesstudium unzebidden?

Här President, d'Preventioun bleift den A an den O an hei spille reegelméisseg Formatiounen eng wichteg Roll. Un de Formatiounen zu de Crises suicidaires sinn och vill Leit interesséiert: 2019 hu 500 Leit deelgeholl an d'lescht Joer schonn 1.000. 2020 huet d'Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale och eng Formatioun zum Theema Premier secours en santé mentale ugebueden. Mat 120 Persoune war dës Formatioun voll besat. Dofir och hei meng Fro un d'Regierung: Ass et virgesinn, dës Formatiounen auszebauen? A wéi kéint dat organiséiert ginn?

An och eis Generalisten, mengen ech, musse mer méi motivéieren, eng Formatioun zu der mentaler Gesondheet ofzeschléissen. Vill Patiente ginn nämlech virun hirem Suicide nach bei den Hausdokter. Wann den Hausdokter weess, op wéi eng Signaler e muss oppassen, da kéint dat, mengen ech, e wichtege Bäitrag zu der Preventioun sinn.

Wärend der Pandemie huet och d'Digitaliséierung hir Virdeeler nees ënner Beweis gestallt, well se anonym ass a well ee sech net deplacéiere muss. Nieft den Internetsitten, déi ech virdru scho genannt hunn, war wärend der Semaine de la santé mentale och den neie Site prevention-psy.lu e grousse Succès: Deen ass 1.600-mol d'Woch besicht ginn. Dat weist allerdéngs net nëmmen den Interêt, mee och d'Demande, also d'Noutwendegkeet.

D'Offeren an deem Beräich mussen duerfir nach méi siichtbar ginn; et muss ee wëssen, wou een Hëllef fanne kann. Ech weess, dass an de leschte Jore vill Efforte geleescht gi sinn, mee mir sollten awer net dobäi stoebleiwen. Grad am Hibléck op déi covidbedéngten Defie sollte mer weider Ulafstelle schafen, fir sech ze informéieren a fir ze sensibiliséieren.

Mee d'Preventioun muss natierlech och schonn an der Schoul usetzen. An dass d'Santé mentale och bei deene Jonken e wichtegt Theema ass, dat weist d'Resolutioun vum Jugendparlament. An dëser Resolutioun fuerdert d'Jugendparlament ënner anerem méi digital Programmer, dass d'Schüler all zwee Joer solle psychologesch evaluéiert ginn an dass d'Enseignanten eng Fortbildung zur Santé mentale sollen ofschléissen.

Si wënsche sech och, dass Upassunge beim SePAS virgeholl ginn. Hei gëtt et anscheinend nach oft de Fall, dass d'Schüler net genuch Vertrauen zu hinnen hunn. D'Schweigeflicht soll besser agehale ginn a fir méi Presenz ze weisen, wären déi Jonk frou, wann de SePAS sech an d'Klasse virstelle kéim.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech war duerfir frou ze gesinn, dass déi lescht Schoulrentrée ganz am Sënn vum Wuelbefanne vun de Schüler stoung. Et goufen nei Efforte gemaach, fir d'Kanner iwwert d'Covidkris eraus besser op d'Zukunft ze preparéieren, hinne Selbstvertrauen ze ginn an de respektvollen Ëmgang mateneen ze fërderen. An en Haaptamierk louch do op fënnef Pilieren: d'Preventioun vu gewalttätegem Verhalen, d'Preventioun vu Suchten, d'Éducation sexuelle et affective, den Ëmgang mat soziale Medie souwéi d'mental Gesondheet an d'Gestioun vun den Emotiounen.

Andeems mir eis Kanner adequat iwwert dës wichteg Theemen informéieren a sensibiliséieren, schafe mer e positiivt Klima an der Schoul, mir fërdere gesond sozial Bezéiungen a mir stäerken eise Kanner hiert Selbstwäertgefill.

Zu Lëtzebuerg, dat muss ee soen, si mer an de Schoulen awer insgesamt ganz gutt opgestallt. Iwwer 300 Persoune schaffen hei am Betreiungsberäich, dorënner Psychologen, Educateuren, Assistante-sociallen. Mee och d'Enseignantë ginn agebonnen, zum Beispill als Multiplicateur bei der Opklärungsaarbecht. Esou wëllt een eng „whole school approach" ëmsetzen.

Am Stage pédagogique vun den Enseignanten ass d'Preventioun och am Léierprogramm dran. Et ass ee sech awer bewosst, dass hei nach méi muss gemaach ginn, och fir den Enseignanten d'Onsécherheet ze huelen, wéi si u verschidde Situatiounen erugoe sollen.

Un éischter Plaz steet natierlech net de Suicide, mee déi mental Gesondheet. Mir mussen d'Resilienz vun deene Jonke stäerken, andeems mer hiert Selbstvertraue stäerken, hir sozial Kompetenzen entwéckelen an hinne bäibréngen, hir Emotiounen auszedrécken.

A verschiddene Schoule gëtt et zum Beispill Empathiecoursen, wou och d'Familljen esou gutt wéi méiglech agebonne ginn, well och si eng grouss Verantwortung als Bezuchspersounen hunn.

Schonn am jonken Alter ass et wichteg ze léieren, wéi ee mat schwierege Situatioun ëmgeet a wou ee sech kann Hëllef siche goen, wann een eppes net aleng packt. E besonnescht Aemierk muss een op Selbstverletzungen, Décrochage scolaire, Suchtverhalen a Mobbing leeën - dozou zielt och de Cybermobbing an allgemeng den Ëmgang mat de soziale Medien, déi vu Jonken am Iwwerfloss genotzt ginn.

Den honorabelen Deputéierte Serge Wilmes huet eng Interpellatioun ugefrot zum Bien-être bei de Kanner a bei de Jonken. Ech soen em Merci fir dës Initiativ, well soss hätt ech dat elo vun hei op dëser Plaz gemaach. D'Zäit, fir d'Theema vun deene Jonken in extenso unzegoen, hunn ech elo leider net, mee mir wäerten dat da bei senger Interpellatioun maachen.

Genausou eng wichteg Roll wéi d'Preventioun huet awer och d'Postventioun ze spillen: Mam Suicide vun enger Persoun hält d'Tragik nämlech net op an d'Leit, déi hannerlooss ginn - sief dat d'Famill, d'Frënn -, si vun esou engem Virfall schwéier betraff a si brauchen oft psychologesch Hëllef. Et versteet een oft net, wéi et esou wäit konnt kommen, an d'Scholdgefiller, déi ee selwer huet, kommen op, well ee mengt, dass een et hätt misse verhënneren. D'Situatioun muss mat professioneller Hëllef opgeschafft ginn, fir eventuellen Traumata entgéintzewierken. Duerfir ass et wichteg, proaktiv ze sinn an

den Ëmkrees ze reperéieren an net ze waarden, dass d'Leit vum selwen an eng Consultatioun kommen.

Am nächste Plan d'action pour la santé mentale wäert d'Psychiatrie de transition och mussen zu enger Prioritéit ginn, an och de Guide de postvention muss ausgeschafft ginn.

An de Schoule gëtt et esou e Guide schonn, dee fir de Suivi no engem tragesche Virfall ka genotzt ginn. D'Schoule kruten och den Optrag, eng Équipe de postvention opzebauen, fir dëse Suivi ze iwwerhuelen.

Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss: Mir sinn amgaangen, eis Bevëlkerung géint de Covid-19 ze impfen an der Hoffnung, dass mer schnell nees kënnen en normaalt Liewe féieren. Fir vill Leit wäert de Wee an d'Normalitéit net esou einfach sinn, well géint mental Krankheete gëtt et keng Impfung. Stress, Burnout, Psychosen, Depressiounen an de Suicide sinn nach ëmmer Tabutheemen.

Mir an der Politik, mir hunn d'Verantwortung, den Tabu ze briechen an de Stigma ze bekämpfen. Mir mussen d'Leit stäerken a jiddwerengem, deen Hëllef brauch, och Hëllef garantéieren. Dofir setze mir eis als Demokratesch Partei an.

De Sujet vun der Santé mentale däerf mam Enn vun der Kris net erëm a Vergiesse geroden. D'Santé mentale däerf net an den Hannergrond geroden, mee si muss eng gesondheetspolitesch Prioritéit bleiwen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech reechen zum Schluss nach eng Motioun an, déi vun de Majoritéitsparteien an och vun de Piraten ënnerschriwwen ass. Ech soen awer och de Kolleege vun der CSV a vun déi Lénk Merci, déi gesot hunn, si géife se ënnerstëtzen. Eng Motioun, déi déi Punkten, déi ech elo hei opgezielt hunn, zréckhëlt, souwuel wat d'Psychiateren ugeet, wéi och d'Psychotherapeuten an d'Mesuren, déi an der Schoul scho geholl gi sinn an déi nach weider musse geholl ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- réaffirmant que la prévention du suicide et des troubles mentaux constitue une priorité de la santé publique ;

- considérant que la détérioration de la santé mentale peut avoir des causes multiples, dont notamment le chômage de longue durée, la toxicomanie, la violence physique ou psychique ou encore l'isolement social ;

- considérant les récents efforts déployés par le Gouvernement dans le domaine de la prévention et de la santé mentale, dont notamment :

• le « Plan national de prévention du suicide pour le Luxembourg 2015-2019 » en voie d'évaluation ;

• le « Plan d'action drogues 2020-2024 » ;

• la mise en place d'équipes socio-éducatives dans tous les lycées dans l'esprit d'une « whole school approach » ;

- saluant les initiatives du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en vue de promouvoir le bien-être des jeunes face à la crise de la Covid-19 ;

- saluant les initiatives du Ministère de la Santé en vue de protéger et d'informer encore davantage les citoyens des répercussions de la crise sur la santé mentale (implémentation du site « Covid-19-psy ») ;

- notant qu'une enquête (Regards, 8-2020), menée par le Statec en collaboration avec TNS ILReS, a fait ressortir qu'un tiers des résidents ont indiqué que leur santé mentale a été affectée par les incertitudes liées à la Covid-19 ;

- prenant note du rapport « État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg » de Madame Marie-Lise Lair ;

- constatant une pénurie de plus en plus inquiétante de médecins spécialistes en psychiatrie, en psychiatrie infantile et en neuropsychiatrie ;

- regrettant que la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute n'a toujours pas mené au remboursement des traitements psychothérapeutiques par la CNS ;

- soucieuse des longs délais d'attente en matière de prise en charge psychiatrique, psychologique et psychothérapeutique - problème qui s'est accentué en raison de la pandémie Covid-19 et qui risque d'avoir des répercussions sur la santé mentale de la population,

invite le Gouvernement

- à poursuivre d'une manière générale tous ses efforts concernant l'amélioration de la santé mentale de chacune et chacun ;

- à mettre en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation visant à lever le tabou pesant toujours sur les problèmes de santé mentale ;

- à établir un « Plan national de santé mentale » ayant comme objectifs « la poursuite de la décentralisation de la psychiatrie, l'amélioration de la collaboration entre les secteurs hospitalier et extrahospitalier pour garantir la continuité des soins, notamment par la création d'une structure de prise en charge de type « policlinique psychiatrique », la définition d'actes relatifs à la psychothérapie et à la médecine psychosomatique, la diversification et l'augmentation des capacités d'accompagnement extrahospitalier et de logements encadrés ainsi que l'augmentation de la capacité et de la couverture nationale des ateliers thérapeutiques, conformément à l'accord de coalition ;

- à promouvoir le diagnostic précoce et le traitement des dépressions, une des causes principales du suicide ;

- à mener une réflexion sur l'organisation des urgences psychiatriques ;

- à accorder une importance particulière aux négociations sur le remboursement des actes et traitements psychothérapeutiques par la Caisse nationale de santé ;

- à implémenter au sein de l'enseignement fondamental une stratégie globale liée au sujet de la santé mentale et visant à

• sensibiliser les enfants au sujet et combattre les stéréotypes à tous les niveaux ;

• développer voire intensifier la formation initiale du personnel enseignant et éducatif en ce qui concerne la prévention de la violence physique et mentale dans les domaines de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse ainsi que la détection et la gestion quotidienne des problèmes liés à la santé mentale (dépressions, suicide, etc.) ;

• intensifier les formations continues en la matière pour les professionnels de l'éducation formelle et non formelle, ainsi que pour toutes les professions de santé ;

• prévoir l'intervention régulière de psychologues au sein des écoles afin d'établir un contact avec les enseignants et les élèves pour les soutenir en cas de besoin et coordonner les échanges, notamment dans le cadre de la médecine scolaire ;

- à prévoir un meilleur accompagnement des phases de transition des élèves après le passage de l'enseignement fondamental vers le secondaire, après un changement d'établissement ou lors de la procédure d'orientation des élèves vers une section ou une formation de leur choix ;

- à continuer sa démarche relative à l'adaptation des missions du Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) et des Services psychosociaux et d'accompagnement scolaires (SePAS) de sorte qu'ils puissent davantage se consacrer à l'accompagnement psycho-social des élèves ;

- à poursuivre l'amélioration du bien-être des jeunes au niveau de l'enseignement secondaire en se focalisant sur les mesures :

• de prévention des comportements violents ;

• de prévention des addictions ;

• de la gestion des émotions ;

- à poursuivre les efforts au niveau du développement de l'offre extrahospitalière en matière de pédopsychiatrie ;

- à continuer à œuvrer pour une conception positive du 3e âge, qui favorise le bien-être physique, mental et social, la participation à des activités dans les domaines social, culturel et sportif ainsi que la protection des personnes âgées contre toute atteinte à leur dignité, autonomie et indépendance ;

- à accorder une attention particulière à

• l'implémentation d'une stratégie globale de prévention en matière de dépendance et de minimisation des risques de santé résultant de toutes sortes d'addictions ;

• la promotion du sport dans le domaine de la santé grâce à l'élaboration de programmes thérapeutiques spécifiques destinés aux patients touchés de problèmes de santé physique et/ou mentale ;

• la mise en place d'un service de suivi psychiatrique ambulant pour des personnes en situation de sans-abrisme et d'exclusion au logement ;

• la promotion de la santé sexuelle et affective, faisant partie intégrante de la santé et du bien-être, en favorisant l'information et la sensibilisation de tous les enfants et des jeunes, en fonction de leur âge, sur les sujets concernant la sexualité ;

• l'information et la sensibilisation des jeunes sur les risques liés à l'utilisation des médias sociaux, comme les harcèlements sur internet et les effets néfastes sur l'estime de soi ;

• l'élaboration de mesures de prévention et de lutte contre l'isolement des personnes âgées ;

• tous les phénomènes de stress et de burn out en matière de la santé au travail ;

- à déposer un projet de loi sur la prévention et la pénalisation du harcèlement moral et sexuel, tel que défini dans l'accord de coalition ;

- à poursuivre les initiatives de prévention et de lutte contre la violence psychique et physique dans les domaines de la famille, de l'éducation et du travail ;

- à poursuivre les efforts entrepris pour pallier la pénurie alarmante de médecins spécialistes en psychiatrie, en psychiatrie infantile et en neuropsychiatrie ;

- à esquisser, en collaboration avec les acteurs du terrain, des pistes pour augmenter l'attractivité des professions de la santé mentale ;

- à étudier la faisabilité d'organiser des études spécialisées en médecine dans la discipline de la psychiatrie à l'Université de Luxembourg.

(s.) Gilles Baum, Francine Closener, Georges Engel, Marc Goergen, Marc Hansen, Carole Hartmann.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Hetto-Gaasch agedroen. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut OMS gëtt et weltwäit eng 800.000 Suicidë pro Joer an 10- bis- 20-mol esou vill Tentativen, vun der Donkelziffer net ze schwätzen.

All 40. Sekonn stierft op der Welt eng Persoun, well se sech d'Liewen hëlt. Et ass déi drëtt Doudesursaach bei de 15- bis 19-Järegen an déi zweet bei de 15- bis 29-Järegen. All Suicide ass eng Tragedie, déi d'ganz Famill an de ganze Frëndeskrees betrëfft.

2017 hu sech hei zu Lëtzebuerg 27 Mënschen (veuillez lire: 67 Mënschen) d'Liewe geholl; dat sinn der méi, wéi all déi Mënschen, déi dat Joer bei engem Accident leie bliwwe sinn, un Alkohol, Drogen oder un enger Gewaltdot gestuerwe sinn. Ech wëll dës Doudesfäll op kee Fall klengrieden, och si si mënschlech Tragedien an hannerloosse Famill a Frënn an Trauer. Mee ech wëll drop hiweisen, dass mer eis, wa mer an der Suicidepreventioun eppes wëllen erreechen, genee souvill Moyene musse ginn, wéi mer dat fir Accident-, Drogen-, Alkohol- a Gewaltpreventioun maachen. Ech wäert duerfir och eng ganz Rei konkreet Proposen a Form vu Motiounen op den Dësch leeën.

Fir dës Interpellatioun virzebereeden, hunn ech Gespréicher gefouert mat Betraffenen a mat wichtegen Acteuren um Terrain, déi am Fall vun Tentative de suicide, vu Suicide selwer oder der Postventioun, vun där den Här Baum geschwat huet, respektiv am Virfeld oder am Kader vun der Preventioun an den Asaz kommen. Ech erlabe mer, dës Servicer kuerz unzeschwätzen, awer och kloer opzezeechnen, wou hir Grenze sinn a wou d'Regierung nach muss weider Efforte maachen, wa mer dëser Suicidepreventioun déi Wichtegkeet wëllen zougestoen, déi se verdéngt.

Zanter dass de Plan prévention suicide ëmgesat gouf, sinn d'Zuele vun de Suiciden erofgaangen, an dat, obwuel eis Populatioun ëm 20 % gewuess ass. Dat ass super an dat heescht, dass déi vill gutt Aktioune musse weidergefouert ginn. D'Evaluatioun vum Plang ass gemaach, mee leider krute mer se nach net an der Kommissioun virgestallt. Et wier awer interessant, dës Evaluatioun ze gesinn an dann och Konklusiounen dorauser ze zéien.

Wann ee sech déi 33 Aktiounen, déi am Plan prévention suicide opgelëscht sinn an och als prioritär ausgewise goufen, ukuckt, da gesäit een, dass d'Aktioun 2 eng Ursaachefuerschung reklaméiert. Fir dës Etüd ze maachen, war een Drëttel vum Gesamtbudget fir dëse Plang virgesinn.

D'Etüd sollt ënnersichen, wien d'Suicideaffer ass, wie säin not Ëmfeld, Frënn a Famill sinn, wéi si d'Affer erlieft hunn a wat méiglech Ursaache vum Suicide kënne sinn - weesentlech Froen, déi musse gestallt ginn, wann een eng seriö Suicidepreventioun wëllt maachen, well nëmme wann een d'Ursaache kennt, kann een och geziilt usetzen. Dës Analys nennt een Autopsie psychologique oder Autopsie psychiatrique.

Dës wichteg Etüd gouf net duerchgefouert wéinst der Protection des données. Hei misst een nämlech op dräi Bases de données zougräifen: déi vun der Santé, déi vun de Gemengen an déi vun der Police. Déi dräi Basë misste gekräizt ginn, fir un déi noutwendeg Donnéeën ze kommen an och fir déi richteg Froen un déi richteg Leit kënnen ze stellen.

De Parquet war scho bereet, mat op dee Wee ze goen, mee den Dateschutz net. Do muss also elo een tranchéieren an dat ass d'Santé. Soulaang mer d'Risikofacteuren an d'Ausléiser net kennen, soulaang reese mer ouni Plang a mir maachen an der Suicidepreventioun eng Navigation à vue. Där Meenung ass iwwregens och de Policepsycholog, op deem seng Approche ech spéider wäert agoen. Hie seet ganz kloer, dass den Dateschutz an dësem Fall vill ze strikt interpretéiert gëtt an dass dat extreem kontraproduktiv ass. De Bon sens misst spillen, wann ee wëssenschaftlech Erkenntnisser wëllt kréien.

Dateschutz dierf an dësem Fall déi indispensabel wëssenschaftlech Aarbecht net verhënneren. An an deem Kontext deposéieren ech elo hei eng éischt Motioun iwwert d'Autopsie psychologique.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- rappelant que le Plan national de prévention du suicide au Luxembourg (PNPSL), lancé en juillet 2015, a pour but « de combattre les causes et les conséquences du suicide afin de réduire les tentatives de suicide et le nombre de décès par suicide au Luxembourg » (site officiel sante.lu) ;

- notant que le plan est venu à terme en 2019 et qu'une évaluation devrait être présentée en 2020 ;

- sachant qu'à côté des 33 activités retenues dans le PNPSL, 48 autres mesures ont été mises en suspens et retenues comme moyennement ou faiblement prioritaires ;

- consciente qu'il existe aussi un nombre non négligeable de mesures efficaces à l'étranger qui puissent être mises en place au Luxembourg ;

- sachant que dans le cadre de leurs programmes de prévention, certains pays comme la France , la Finlande ou le Canada ont intégré la méthode d'« autopsie psychologique/psychiatrique » afin de mettre en lumière certains facteurs de risque susceptibles de conduire à l'acte suicidaire ;

- sachant que la technique consiste à reconstituer le parcours psychologique, social et médical d'une personne décédée par suicide à partir du recueil d'informations auprès de son entourage ;

- constatant qu'il n'existe pas de statistiques voire de protocole de recherche sur les causes, facteurs de risque et conséquences des suicides au Luxembourg ;

- consciente que la prévention du suicide au Luxembourg ne peut être entamée en profondeur qu'avec une approche nationale qui s'attaque aux causes et aux facteurs de risque,

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés l'évaluation du Plan national de prévention du suicide au Luxembourg ;

- à intégrer la méthode d'« autopsie psychologique/psychiatrique » dans le programme de prévention nationale afin d'entamer un protocole de recherche sur les causes, facteurs de risque et conséquences des suicides ayant lieu au Luxembourg ;

- à mettre à disposition les ressources humaines, les moyens et les données nécessaires pour effectuer un tel protocole de recherche, tout en respectant la protection de ces données.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Félix Eischen, Paul Galles, Martine Hansen, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- D'Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale huet iwwert de Plan prévention suicide eng 1.000 Leit forméiert, zweemol esou vill am Fong geholl, wéi an deem ganze Plang virgesinn. D'Formatioun huet sech un déijéineg geriicht, fir déi et am Alldag an hirer Aarbecht wichteg ass, suicidaire Persounen ze erkennen.

Dës Formatioune si vu grousser Bedeitung a mussen onbedéngt weidergefouert ginn. Duerfir brauch een allerdéngs erëm e Plang - entweeder en neien zweete Suicidepreventiounsplang oder eng Verlängerung vun deem éischten, deen 2019 ausgelaf ass - oder déi effizienst Aktioune fléissen an e groussen, méi allgemenge Plan de santé mentale an. Sollt de Plang weidergefouert an déi Aktioune weiderhi begleet ginn, da muss een der Ligue och dat noutwendegt Personal zougestoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wien an enger déiwer Depressioun stécht, dee brauch en moyenne eng 12 bis 20 Seancë bei engem Therapeut. De Käschtepunkt läit dann ongeféier bei 2.000 Euro. Vu dass d'Psychotherapie nach ëmmer net rembourséiert gëtt, obwuel d'Gesetz scho méi wéi fënnef Joer a Kraaft ass, muss ee sech froen, wéi eng Persoun mat engem klenge Revenu dat do da soll geschëllert kréien.

Ech froen Iech heibannen: Mussen dës Leit e Prêt ophuelen, fir hir Therapie kënnen ze finanzéieren? Oder schloe mer bei der CNS endlech mat der Fauscht op den Dësch a soen, dass et elo duergeet mat deem Gepiddels an dass de Remboursement vun der Psychotherapie endlech soll stattfannen?

Eng weider Méiglechkeet wier, dem konventionéierte Secteur zousätzlech Psychotherapieplazen ze accordéieren an domadder also och méi Therapeuteposten ze schafen. Och domadder wier de Leit geholl ef.

Näischt maachen ass definitiv keng Optioun. Ech wäert an deem Kontext och elo gläich eng zweet Motioun areechen.

Eng wichteg Ulafstell am Kader vun der Suicidepreventioun ass de Service vun SOS Détresse. 2019 konnt dëse Service eng 3.953 Appellen entgéinthuelen an domadder eng ganz wichteg Preventiounsaarbecht leeschten. Déi professionell Ekipp gëtt ënnerstëtzt vu 40 Benevollen, déi d'Ecoute vun deene Leit maachen, déi net méi eens gi mam Liewen. Esou ee Gespréich dauert an der Moyenne tëschent 15 an 30 Minutten.

Déi Benevoll kruten eng zolidd Ausbildung vun de Professionelle vun SOS Détresse. Dës Formatioun zitt sech iwwer annerhalleft Joer, si fënnt eemol d'Woch owes vu sechs bis néng Auer statt. Iwwregens, déi nächst Formatioun start elo am Januar. Owes no der Aarbecht nach dräi Stonnen an eng Formatioun goen, an dat iwwer annerhalleft Joer, dat verlaangt esou munches vun engem Mënsch, deen dat alles jo mécht, fir duerno enger benevoller Aarbecht nozegoen. All Respekt! Vun 20 Leit, déi ufänken, maachen der 7 d'Formatioun fäerdeg.

Vläicht kann d'Politik jo en Incentive schafe mat engem Congé social. Da kéint dës Formatioun zum Beispill och daagsiwwer stattfannen an et kéinte vläicht méi Leit fir dës nobel Tâche begeeschtert ginn. Zum Congé social hat de Paul Galles am Kader vun der Heure d'actualité zu den neien Ongläichheeten an eiser Gesellschaft, bedéngt duerch d'Coronapandemie eng Motioun agereecht. Si gouf och duerno an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert, mee bis dato ass, souwäit ech weess, nach näischt geschitt. Duerfir nach eemol e waarmen Appell, dëse Congé dach anzeféieren, fir de Leit einfach déi Zäit ze accordéieren, déi se brauchen, fir sech benevoll ze engagéieren.

Bei SOS Détresse schafft de Benevoll an der Reegel véier Stonnen d'Woch. Wann ee weess, dass ee vun zwee am Laf vun der Zäit ofspréngt, da läit et op der Hand, dass vill, vill méi där Formatioune missten ugebuede ginn. Wa mer méi Benevoller wëllen - well mer se manifestement brauchen -, wa mer Schichte mat Momenter wëllen duebel besetzen an doduerjer also och méi Leit hëllefen - zum Beispill vläicht grad elo a Covidzäiten, wou mer jo héieren, dass et ville Leit net esou gutt geet, all Alter ageschloss -, abee, da musse mer eis d'Moyene ginn an d'Ekipp vun SOS Détresse opstocken.

Fir eng zäitno Grondausbildung kënnen ze offréieren, brauche se bei SOS Détresse méi Professioneller, déi kënnen ausbilden, sech ëm d'Benevolle bekëmmeren an och all dräi Wochen e Suivi assuréieren. Et muss een och driwwer nodenken, Leit ze forméieren, déi zum Beispill eng engleschsproocheg Ecoute kënne ubidden. Dass dofir e Besoin besteet, dat beweisen déi vill Mënschen, déi hei zu Lëtzebuerg beim Event „Darkness into Light" matgemaach hunn, enger Marche, fir op de Suicide opmierksam ze maachen. Dat ass en Événement grand public aus Irland, dat weltwäit all zweete Samschdeg am Mee stattfënnt.

Dann zu de Gewerkschaften: Och d'Gewerkschaften huelen d'Theema Suicidepreventioun ganz eescht. An enger Spezialformatioun gouf de Référent suicide ausgebilt, dee säi Wëssen aus dëser Formatioun da mat alle Betribsdelegéierte vun der Sécurité santé deele kann.

Wa sech an engem Betrib e Mataarbechter suicidéiert huet, ass et wichteg ze wëssen, wéi ee sech verhale soll. Duerfir gëtt eng Charte mat enger geneeër Prozedur ausgeschafft, wéi een do virgeet, wie wiem Bescheed seet a wie mat bäigeholl gëtt fir ze hëllefen. Et ass nämlech immens wichteg, bannent 24 Stonnen ze reagéieren, fir domadder psychesch Sequellen bei den Aarbechtskolleegen ze evitéieren.

Iwwregens begréisse mer als CSV, dass de Schoulminister an deem dote Kontext vun der Postventioun, also der Reaktioun op e Suicide, säi Wuert gehalen huet an d'lescht Joer am Summer fir d'Lycéeë Personal per Decharge mobiliséiert huet, fir zu dëser Thematik an enger Ekipp matzeschaffen. An et wier och interessant, Här Minister, ze héieren, wéi eng Erfarungswäerter do mëttlerweil scho gemaach gi sinn.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen da bei d'Police. D'Police ass jo am Fall vun engem Suicide, also am Fall, wou eng Persoun sech suicidéiert huet, mat ee vun den éischten um Terrain. A fir si eebe grad fir d'Kriseninterventioun auszebilden, se ze begleeden, mee och fir d'Policebeamten en général a schwierege Liewensetappen ze begleeden an ze ënnerstëtzen a wann néideg un déi zoustänneg Servicer weiderzeleeden, gëtt et bei der Police de Service psychologique.

Och dee Policebeamte geet et net aneschters wéi allen anere Leit, déi op eemol eng Unhäufung vu Suergefelder hunn: Problemer an der Famill, Trennung, Mobbing, Suergen op der Aarbecht, Suerge mat der Gesondheet oder och, well dacks ganz negativ vu baussen op si reagéiert gëtt. Och domadder muss ee léieren ëmzegoen.

Bei hinne schafft och eng Psychologin mat klinescher Ausbildung bei de Ressources humaines - dat ass iwwregens eng super Saach, déi all grouss Firma sech sollt ofkucken. Dës Persoun ass do, fir Mataarbechter no laanger Absence - zum Beispill wéinst enger Depressioun oder soss enger Krankheet - nees ze reintegréieren. Si féiert am Virfeld Gespréicher mat de Mataarbechter an hëlleft esou der Persoun, duerch sozial Interaktiounen nees gesond ze ginn. Dës Reintegratioun ass eng Zort Preventioun vun enger nächster Kris.

Fir de Responsabele vum Service psychologique vun der Police ass et immens wichteg, an de Klinicken och Psychotherapeuten anzestellen, iwwerall do, wou et Urgencë gëtt, fir eng séier Prise en charge ze garantéieren an d'Akutphas ofzefiederen. Duerno huet een dann Zäit, e Projet mat der Persoun opzestellen.

Psychotherapie muss zougänglech gemaach ginn. Wann e Psychotherapeut medezinnesch Problemer bis sécher konnt ausschléissen, kann hien an zwou bis dräi Seancen en Diagnostik opstellen, e Rapport un d'CNS schécken, an déi accordéieren dann déi noutwendeg Zuel u Seancen. All dëst wier einfach ze organiséiere fir méi liicht bis mëttelschwéier Depressiounen, wou een nach net direkt muss Antidepressiva verschriwwe kréien. Allerdéngs ass de responsabele Psycholog och der Meenung, dass et ëmmer wäert Suicidë ginn, well et e Choix vun där Persoun ass.

Un eis ass et awer, de Maximum un Hëllef a Preventiounsaarbecht unzebidden, fir et beschtméiglech ze verhënneren, an duerfir deposéieren ech elo hei eng zweet Motioun, fir zousätzlech Poste fir Psychotherapeuten an den Urgencen an am Secteur conventionné ze schafen a fir de Remboursement vun der Psychotherapie ze konkretiséieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que l'épidémie liée au Covid-19 et le confinement ont un impact sur notre vie quotidienne, notre santé physique et mentale ;

- sachant que selon une nouvelle enquête de l'OMS, la pandémie de Covid-19 entraîne des perturbations ou une interruption des services de santé mentale essentiels dans 93 % des pays, alors que la demande de soins augmente ;

- rappelant que la loi modifiée du 14 juillet 2015 a porté création de la profession de psychothérapeute et que depuis lors les conditions et les modalités de remboursement des séances sont toujours en cours de négociation avec la CNS ;

- constatant que pour faire face aux besoins actuels et à venir, il est indispensable d'améliorer la quantité des ressources dans les services psychothérapeutiques ;

- soulignant que les Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale et la Caisse nationale de santé (CNS) doivent parvenir au plus vite à un accord au niveau du remboursement des séances, afin de garantir aux personnes en besoin un accès aux soins psychothérapeutiques,

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre tous les moyens utiles en vue de la concrétisation dans les meilleurs délais du remboursement de la psychothérapie au Luxembourg ;

- à garantir la création d'un nombre suffisant de postes en psychothérapie dans les urgences hospitalières voire même dans le secteur conventionné.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Félix Eischen, Paul Galles, Martine Hansen, Marc Spautz.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Ech kommen da bei de Volet Psychiatrie: Am Oktober, an och nach déi Méint duerno, hunn d'Psychiateren op hir problematesch Situatioun opmierksam gemaach. Dës Suergen a Fuerderunge stinn am direkten Zesummenhang mat der Prise en charge vu suicidegefäerdete Mënschen.

Et ass e Fakt, dass, wann d'Psychiatere Garde hunn a bei enger Tentative de suicide an d'Urgence geruff ginn, dass si dee Moment hir Consultatioun mussen ofbriechen, zum Nodeel vun deem Patient, mat deem se grad amgaang sinn ze schaffen. Aus dëser Ursaach huele vill Psychiateren deen Dag, wou se Garde hunn, keng Consultatiounen un. Si sinn natierlech doduerch manner an hirer Praxis present, obwuel do de Besoin vu Presenz enorm grouss ass.

Wat mécht also de Patient? E geet an d'Urgence an der Hoffnung, do méi séier gehollef ze kréien. Et ass e Fakt, dass mer leider net genuch Psychiateren hunn: grad emol 100 op 600.000 Awunner. Vergläichsweis kann ee Genève zitéieren, do gëtt et der 160 fir déi selwecht Zuel vun Awunner.

De Beruff vum Psychiater ass net attraktiv a virun allem am Klinickberäich schlecht bezuelt, an nieft deem enormen Aarbechtspensum mat enger ganz, ganz grousser Belaaschtung verbonnen. Wa mer méi jonk Leit fir dëse Beruff begeeschtere wëllen, wa mer wëllen, dass den Asaz vun deene Leit, déi elo schonn eng fantastesch Aarbecht leeschten, unerkannt gëtt, da musse mer genee do den Hiewel usetzen.

Ufank September hunn d'Maîtres de stage vun der Psychiatrie an der Pedopsychiatrie drop higewisen, dass se 2021 ouni Assistente wieren an dass dat och an Zukunft esou géif bleiwen, wa Lëtzebuerg net géif ufänken, selwer en drëtten Zyklus - villmools merci, Här Bauler -, eng Spezialiséierung an der Erwuessenepsychiatrie an an der Kanner- a Jugendpsychiatrie unzebidden.

Wa mir eis Spezialisten net selwer ausbilden, dann hu mer gläich keng méi! Psychiatere gëtt et der nämlech och an eisen Nopeschlänner net vill a mir däerfen net drop bauen, dass der awer eventuell e puer vun deene bei eis op Lëtzebuerg kommen. Grad och d'Kenntnis vun eise Landessproochen ass an deem doten Domän enorm wichteg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hautdesdaags muss een zwee bis dräi Méint waarden, bis een e Rendez-vous bei engem Psychiater kritt, bei deem ee seng Therapie jo vun der CNS remboursséiert kritt. Dat ass an akute Fäll, wou e Mënsch suicidaire Gedanken huet, absolutt inakzeptabel!

Duerfir ass et noutwendeg, an all Urgence eng sougenannte Filière psychiatrique opzebauen, wou en Infirmier psychiatrique 24 Stonnen op 24 present ass, deen da mat enger mobiller psychiatrescher Ambulanz géif zesummeschaffen, enger Ekipp, an där och nach aner Professioneller interdisziplinär matmaachen: en Urgentiste, e Psychiater, e Psycholog a bei Bedarf och e Sozialaarbechter. Si kéinten Direkthëllef ubidden a souguer dem Patient säin not Ëmfeld mat abezéien. Dës Ekipp kéint d'Prise en charge vum Patient am Service des urgences assuréieren an och e Suivi ambulatoire ubidden, wann et sollt noutwendeg sinn, oder awer och e Suivi téléphonique.

Dernieft kéint ee sech fir d'Nuecht eng national psychiatresch Nuetsgarde virstellen, ee Psychiater fir d'Erwuessene- an ee Psychiater fir d'Jugendpsychiatrie, zum Beispill vun owes néng bis moies séchs Auer. Domadder géifen all déi aner Spezialisten, also Psychiateren, déi soss alt bis zu zéng Garden de Mount hunn - net bezuelt, wuelverstanen, wa se net an den Asaz kommen! -, entlaascht ginn.

E weidere Problem ass den Encadrement bei de Jonken. Bis 12 Joer ass e Kand, wat psychiatresch muss betreit ginn, am CHL an der Kannerpsychiatrie. Ab 13 kënnt et dann op de Kierchbierg an d'Jugendpsychiatrie a mat 18 an d'Erwuessenenabteilung. Dee jonke Mënsch verléiert also de Bezuch zu sengem Vertrauensdokter, deen hien iwwer Jore begleet huet, gläich zweemol. Do kéint ee sech virstellen, eng Transitiounspsychiatrie opzebaue fir Jonker tëschent 18 a 25, wou den Iwwergang aneschters kéint begleet ginn.

Suicidepreventioun bei Kanner a Jugendleche kann een net ouni Personal maachen. Um Kierchbierg gëtt grad mat engem grousse Budget en neit Gebai fir d'Jugendpsychiatrie gebaut an ausgestatt. Den Zäitopwand, fir e Patient an der Jugendpsychiatrie ze betreien, kann een net vergläiche mat engem Patient aus engem anere medezinnesche Beräich, souguer emol net mat deem aus der Erwuessenepsychiatrie.

De Jugendpsychiater a seng Ekipp këmmere sech net nëmmen ëm eng Persoun, mee si stinn a Kontakt mat deem ganze Reseau vum Patient: mat der Famill, mat der Schoul, mam Foyer an esou weider. D'Jugendpsychiatrie huet dowéinst ee vill méi héije Personalbedarf wéi aner Domänen. Ouni dat Personal kann ee keng uerdentlech Therapie vu psychesche Stéierungen am Kanner- a Jugendalter maachen an dee jonke Patient riskéiert, net ausräichend behandelt ze ginn.

D'Personaldotatioun vun eisen zwee nationale Servicer an der Kanner- a Jugendpsychiatrie brauch dowéinst en eegene Personalschlëssel. An duerfir reechen ech hei och eng drëtt Motioun an, wou et éischtens ëm d'Basisremuneratioun vun de Psychiateren, déi Garde hunn; zweetens ëm eng psychiatresch Spezialisatiounsfilière op der Uni; drëttens ëm eng Filière psychiatrique an den Urgencen; véiertens ëm eng Transitiounspsychiatrie fir Jonker a fënneftens ëm en eegene Personalschlëssel an der Jugendpsychiatrie geet.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que selon les chiffres récents de l'Organisation mondiale de la santé, les troubles mentaux ou neurologiques affecteront une personne sur quatre dans le monde à un moment ou un autre de leur vie ;

- notant que les troubles mentaux se placent aux premiers rangs des causes principales de morbidité et d'incapacité à l'échelle mondiale ;

- constatant que le contexte actuel de la pandémie du Covid-19 est inédit, et risque d'affecter davantage l'équilibre mental de nombreuses personnes ;

- consciente qu'il existe une pénurie des médecins spécialistes en psychiatrie, en psychiatrie infantile et en neuropsychiatrie dans le système de santé luxembourgeois ;

- notant qu'il manque du personnel psychiatrique dans les hôpitaux généraux au niveau des services de psychiatrie, mais également dans le secteur ambulatoire et dans les structures psychiatriques extrahospitalières ;

- constatant que le contexte actuel du Covid-19 souligne une fois de plus la nécessité urgente d'investir davantage dans les services psychiatriques où l'insuffisance de ressources humaines est un problème chronique ;

- soulignant qu'une action concertée des autorités et organismes publics, notamment des Ministères de la Santé, de la Sécurité sociale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de la Caisse nationale de santé (CNS), avec les acteurs du terrain est plus que nécessaire afin de maintenir à l'avenir un accès aux soins pour les patients,

invite le Gouvernement

- à négocier avec les acteurs concernés l'élaboration d'un tarif instaurant une rémunération de base pour les médecins et psychiatres assurant une garde médicale ;

- à mettre en place dans les meilleurs délais, en collaboration avec l'Université du Luxembourg, une formation de troisième cycle en médecine spécialisée en psychiatrie et en psychiatrie infantile ;

- à mettre en place dans toute urgence hospitalière une filière psychiatrique où la présence d'un/une infirmier/infirmière psychiatrique 24/24 heures sera assurée en collaboration avec une équipe de santé mentale (psychiatre, psychologue, assistant(e) social(e), etc.) afin de fournir une aide instantanée ;

- à mettre en place des réseaux efficaces de type « psychiatrie de transition », afin d'assurer le passage de la psychiatrie infantile, via la psychiatrie juvénile, à la psychiatrie adulte, qui constitue une étape fondamentale dans le développement individuel et dans le parcours de soins des adolescents souffrant de troubles mentaux ;

- à doter les services nationaux de psychiatrie juvénile (SNPJ aux HRS) et de psychiatrie infantile (SNPI au CHL) d'une clé du personnel (« Personalschlëssel ») adaptée aux besoins spécifiques de la pédopsychiatrie.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Félix Eischen, Paul Galles, Martine Hansen, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, am Beräich vun der Psychiatrie, souwuel stationär wéi ambulant, ass esou munches ze maachen, fir dass mer de Patiente méi séier a besser kënnen hëllefe wéi bis elo. Et ass och vu grousser Wichtegkeet, dass mer e Suivi fir Leit kënne garantéieren, déi aus enger schwéierer Depressioun kommen, einfach fir ze verhënneren, dass se ganz séier nees zréckfalen. Et hänkt just um politesche Wëllen, ob mer deen dote Wee aschloen oder net. A jo, dat kascht. Mee et muss ee wëssen, ob engem d'Santé mentale dat wäert ass oder net.

Mir gi fir d'Preventioun vun aneren Doudesursaache ganz vill Suen aus, an hei ass d'Fro: Wéi vill ass eis d'Erhale vun eiser psychescher Gesondheet an där vun eise Kanner wäert?

Ech kommen zum Schluss. Ech hunn am Numm vun der CSV jo elo eng ganz Partie Pisten opgezeechent, och Motiounen agereecht, a mir géifen eis am Numm vun deene Mënschen, deenen et net gutt geet, wënschen, dass se bei der Regierung op oppen Ouere stoussen an dass déi Motiounen och vun eis alleguerten heibanne gedroe ginn.

Mee mir alleguer heibanne kënnen och selwer eppes zur Preventioun bäidroen: Et ass enorm wichteg, säin Ëmfeld wouer ze huelen a kloer Zeeche matzäiten ze erkennen. Ofgesi vu Predispositioune wéi psychesch Problemer, Depressiounen, ofgesi vu sougenannten Idée-suicidairen, déi e konkreet Alarmsignal sinn an engem Suicide virausginn, ofgesi vun offensiichtleche Facteure wéi Problemer an der Famill, op der Aarbecht, an der Schoul, finanzielle Suergen, Alkohol- oder Drogenofhängegkeet oder och nach de Fait, aleng ouni sozial Kontakter ze liewen, heescht et fir eis alleguer ze reagéieren, wann e Mënsch op eemol ufänkt, sech ze isoléieren, engem ze verstoe gëtt, dass en dem Liewen eigentlech iwwerhaapt näischt Positives méi kann ofgewannen, wann en op eemol ufänkt, all seng perséinlech Saachen ewechzegeheien, schlecht schléift, sech goe léisst, traureg oder iwwermëisseg aggressiv ass oder sech einfach u guer näischt méi freeë kann. Do heescht et, hellhöreg ze ginn an opmierksam ze bleiwen. Jo, et soll een e Mënsch, wou een d'Gefill huet, dass et em net gutt geet an dass e sech eventuell mat esou Gedanken ofgëtt, roueg drop uschwätzen. Suicide dierf keen Tabutheema sinn!

Ganz besonnesch eescht huele muss een déi sougenannte Mélancolies délirantes, wou de Patient

Problemer gesäit, déi eigentlech net reell existéieren. De Suicide geet eis ganz Gesellschaft eppes un a jiddweree vun eis ka säin Deel zur Preventioun bäidroen, andeems en opmierksam ass, déi Zeechen erkennt a wouerhëlt, déi ech elo grad genannt hunn, an dann deene fragiliséierte Mënsche seng Hëllef a Form vun Nolauschteren ubitt.

Suicidepreventioun ass e Besoin vun der Santé publique. Do muss direkt a séier reagéiert ginn. Dat, wat an den Urgencë passéiert, ass just d'Spëtzt vum Äisbierg. Kommt, mir ginn eis déi Moyenen, déi mer brauchen, fir eng seriö Suicidepreventioun an och eng Postventioun ze maachen!

Eis Gesellschaft brauch staark Kanner, déi Resilienz kënnen entwéckelen, fir spéider staark Mënschen ze ginn, déi mat Suergen, Echecken, Enttäuschungen an Trauer eens ginn, Mënschen, déi hir Emotioune kënne geréieren. A wa se dat net aleng fäerdegbréngen, da musse se vu Professionellen opgefaange ginn, gehollef kréien, begleet ginn an ënnerstëtzt ginn.

Suicidepreventioun ass méiglech, och hei zu Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Françoise Hetto-Gaasch. An als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener agedroen. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass haut net fir d'éischt, datt dëst Parlament iwwer mental Gesondheet, Depressiounen, Burnout a Suicidepreventioun schwätzt, an awer ass eis Gesellschaft nach wäit ewech vun engem oppenen an opgekläerten Ëmgang mat där ganzer Thematik.

Dës Regierung an och d'Regierunge vu virdrun, a besonnesch déi successiv Gesondheetsministeren, hu vill an deem Beräich geschafft, villes en place gesat, och vill erreecht. An awer bleift nach esou vill ze maachen.

A wann dës Pandemie zu eppes soll gutt sinn, dann dozou, datt deen Tabu ronderëm d'Theema Santé mentale endlech gebrach gëtt. Déi vill Leit, déi betraff sinn, déi erwaarde sech dat vun eis, déi erwaarde sech, datt mir déi mental Gesondheet zu enger absolutter politescher Prioritéit maachen. Ëm net manner geet et haut hei.

D'Zuele schwätze fir sech: An deene leschten 20 Joer hu sech zu Lëtzebuerg an der Moyenne all Joer 70 bis 80 Mënschen d'Liewe geholl, d'Donkelziffer läit méi héich, a Selbstmordversich gëtt et der all Joer ëm déi 1.500 bis 1.600.

Och jonk Leit si betraff, an erlaabt mer, datt ech mech haut virun allem op si konzentréieren. Tëscht sechs an aacht Jonker ënner 26 Joer huele sech all Joer d'Liewen. Bei der Etüd „Health Behavior in School-aged Children" vun 2014 hu bal 8 % vun den 12- bis 18-Järegen uginn, datt se an de leschten zwielef Méint eng Tentative de suicide gemaach hunn; iwwer 15 % hate ganz seriö dru geduecht, sech d'Liewen ze huelen. Dat sinn erschreckend Zuelen!

A wa mer dann nach gesinn, datt scho virun der Pandemie iwwer e Véierel vun den Teenager zu Lëtzebuerg esou verzweifelt waren, datt se wochelaang näischt méi ënnerholl hunn, da weist dat, datt eppes grondleeënd schifleeft an eiser Gesellschaft!

27 % vun eisen Teenager sinn esou verdrësslech, datt se hiren normalen Alldag net méi packen. Dat ass richteg schlëmm! An dat war viru Covid-19 an dat dierf och net op pubertär Laune reduzéiert ginn.

An elo, déi aktuell Situatioun - Confinement, wéineg sozial Kontakter, Homeschooling, Sport a Fräizäit quasi bei null -, mir wëssen nach guer net, wat dat alles fir Konsequenzen huet fir déi Jonk. Wat sech bis elo weist, ass jiddefalls beonrouegend. D'Ufroe beim Kanner- a Jugendtelefon sinn an de leschte Méint an d'Luucht gaangen. 2019 war een do mat 24 Jonken a Kontakt, déi eng héich Symptomatik fir en eventuelle Suicide hunn. 2020 waren et der bis Enn Oktober schonn 33. An d'Uriff wéinst „anxiété et soucis" grad wéi wéinst Depressiounen hu sech méi wéi verduebelt. D'Pandemie ass awer bekanntlech nach voll amgaang.

Wéi gesot, scho viru Corona goufen ëmmer méi Depressioune bei jonke Leit festgestallt an Ursaache ginn et der vill, och dat ass bekannt. Sozial Medie spillen eng grouss Roll.

Une voix.- Jo.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Duerch si kënnen d'Kanner net méi richteg ofschalten. De Kontakt mat der Baussewelt bleift bestoen, wat jo och positiv ka sinn, grad am Lockdown, mee wat gradesou séier awer a Richtung Cybermobbing kann deviéieren. Dee richtegen Ëmgang mat de soziale Medien dierf net méi dem Zoufall iwwerlooss ginn. Initiative wéi déi vu Bee Secure si richteg luewenswäert, mee se mussen onbedéngt och nach ausgebaut ginn.

En aneren Angle d'attaque ass den Ëmgang mam Theema „mental Gesondheet" an der Schoul a ronderëm, an zwar schonn um Niveau Grondschoul. Vill Kanner wëssen näischt oder net vill iwwer psychesch Problemer. Vill menge souguer, Depressioune wieren ustiechend. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, mat de Kanner driwwer ze schwätzen, se ze informéieren, hinnen ze weisen, wéi ee mat deene Gefiller do ëmgoe kann a soll, sief et bei sech selwer, sief et beim Kolleeg.

Dat kann een och haut scho maachen, ganz normal an engem Cours. Een éischten einfache Schrëtt kéint zum Beispill eng Geschicht am Däitsche sinn iwwer e Kand, wat dacks traureg oder aggressiv ass, an dann duerch de Besuch bei engem Psycholog oder soss engem Vertraute gehollef kritt.

Dee richtegen Ëmgang mat deem Theema steet a fält sonner Zweifel mat der Formatioun vun Enseignanten an Educateuren. D'Léierpersonal muss onbedéngt wëssen, wéi ee mat Kanner ëmgeet, déi depressiv Symptomer hunn. Et ass gutt, datt et um IFEN scho Weiderbildungsméiglechkeete gëtt an de Sujete Psychopathologie, Depressioun, Traumabewältegung, Scheedung vun den Elteren oder Gewalt am Stot.

Et ass fir eis als LSAP awer äusserst wichteg, datt déi ganz Thematik vun der psychescher Gesondheet net nëmmen an der Formation continue behandelt gëtt. Si muss an eisen Aen e feste Bestanddeel gi vun der Formation initiale vun den Enseignanten. Si muss vun Ufank un an d'Ausbildung integréiert ginn.

(Interruption)

Dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Personal an der nonformaler Bildung. An der Maison relais, notamment, sinn d'Educateuren d'Vertrauenspersoun Nummer eent oder kéinten et jiddefalls sinn, wa se duerfir och déi néideg Zäit hätten. Genausou wichteg wéi d'Ausbildung ass och eng institutionaliséiert systematesch Kommunikatioun tëscht den Enseignanten, zum Beispill bei engem Klassen- an Enseignantswiessel, fir bestëmmt relevant Fakten an Hannergrondinformatioune virunzeginn, soudatt eng fléissend Prise en charge méiglech ass.

Wann zum Beispill de Papp oder d'Mamm rezent gestuerwen ass, dierft dem betraffene Kand säin neien Enseignant am September dat net just duerch Zoufall gewuer ginn. Well wann en näischt dovunner weess, wéi soll en da kënnen op d'Kand agoen?

Positiv ass, datt ab dësem Schouljoer eng nei Formatioun vum Éischt-Hëllef-Cours an der Santé mentale um IFEN ugebuede gëtt. A vum nächste Schouljoer u sollen och Jonker ausgebilt ginn, fir Peer-to-Peer-Gatekeepers ze ginn. Dat ass eng exzellent Decisioun.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ee Schlësselbegréff beim Ëmgang mat mentale Problemer ass de Betréff „Vertrauen". Eebe well Selbstmordgedanken, Depressiounen oder och Burnout nach ëmmer tabu sinn, kascht et déi Betraffen eng risegrouss Iwwerwannung, doriwwer ze schwätzen. An dat gëllt ëmsou méi fir Kanner a Jugendlecher. Si di sech ganz schwéier, den éischte Schrëtt ze maachen, zemools wa se den Uspriechpartner iwwerhaapt net kennen.

Aus deem Grond ënnerstëtze mer d'Fuerderung vun enger Petitioun, déi d'lescht Joer agereecht gi war, déi och vum Jugendparlament vertruede gëtt: d'Fuerderung no enger reegelméisseger Interventioun vu Psychologen an der Grondschoul. Wann den Dokter an d'Schoul kënnt fir déi üblech reegelméisseg Ënnersichungen, firwat soll dann net do och e Psycholog fir e Gespréich mat derbäikommen? Dat baut Beréierungsängscht of. D'Hürd fir d'Kand selwer, deen éischte Schrëtt mussen ze maachen, fält ewech, well déi Barriär ass och e reelle Problem am Secondaire.

Ganz vill Jonker hu mer confirméiert, datt de SePAS fir si keen natierlechen Uspriechpartner bei Problemer ass. An och d'Jugendparlament kritiséiert an hannerfreet den aktuelle Fonctionnement vun de SePASen. Dobäi sinn d'SePASen awer onentbierlech Institutiounen am Lycée. Mir musse se weider stäerken, hire Fonctionnement noutfalls iwwerdenken a verbesseren. An et war ganz sécherlech och e richtegen a wichtege Schratt, Services socio-éducatifs an de Lycéeën anzeféieren, déi als Aufgab hunn, fir informell proaktiv mat de Schüler a Kontakt ze kommen a fréizäiteg Problemer ze identifizéieren.

Déi sougenannt „whole school approach" ass an eisen Aen déi richteg a mir sinn um gudde Wee dohin.

Här President, och wann ech haut vill vun de Jonke schwätzen, heescht dat net, datt et bei den Erwuessene kee Problem gëtt, ganz am Géigendeel. Stéchwuert: Aarbechtswelt. A villen Entreprisë gëtt et fir d'Fro vun der mentaler Gesondheet weeder eng Plaz nach Versteesdemech. Dobäi ginn d'Problemer jo awer net méi kleng. Mir si gefuerdert zum Beispill - an ech gräifen nëmmen dat eraus -, d'Digitaliséierung richteg ze encadréieren. Den Droit à la déconnexion ass kee Luxus.

Stéchwuert: eeler Leit. Och hei huet d'Pandemie hiert dozou bäigedroen, datt d'Situatioun sech éischter verschlechtert huet. D'Einsamkeet ass fir munchee méi schwéier ze erdroe wéi de Gedanken un den Doud. Duerfir ass et ganz gutt, datt d'Bewunner vun Altersheemer an der zweeter Phas elo net méi ewechgespaart gi sinn. Mee och do muss proaktiv a preventiv geschafft ginn.

Här President, d'Preventioun vun der Depressioun, vum Suicide, d'Santé mentale, d'Psychiatrie, dat si Sujeten, déi den Ament eng ganz grouss Opmierksamkeet kréien. An dat ass och gutt esou. Mee fir d'LSAP si se beileiwen net eréischt zanter Corona en Theema.

An den 2000er-Jore gouf d'Reform, d'Moderniséierung an d'Dezentraliséierung vun der Psychiatrie op d'Bee gestallt, dat ënnert der Begleedung vum Professer Rössler. Endlech huet Lëtzebuerg international Standarden erfëllt. Et war eng Herkulesaufgab, wéi de Professer selwer sot. De Mars Di Bartolomeo wäert sech drun erënneren.

2013 gouf e Psychotherapeutegesetz op den Instanzewee bruecht. 2015 gouf et gestëmmt. D'Zil war, fir den Diplom, de Beruff ze reglementéieren an domadder och d'Viraussetzung ze schafe fir de Remboursement vun den Akten a Behandlungen.

Mir wëssen a mir bedaueren et wierklech vehement, datt dat bis ewell nach net konnt op en Enn bruecht ginn. Dat huet eng ganz Partie vu Grënn an Erklärungen, ech wëll awer net dorobber agoen, well deene betraffene Leit sinn d'Grënn ganz egal: Dat hëlleft hinne séier wéineg weider!

Wichteg ass fir si, datt d'Regierung dat Reglement elo ganz séier iwwerschafft, opgrond vun deem d'Tariffer sollen ausgehandelt ginn. Parallell sollen eeben déi Verhandlunge geféiert an ofgeschloss ginn. Mir sinn, wann ech et richteg verstanen hunn, hoffentlech elo endlech op där leschter Ligne droite.

Iwwregens ginn och elo schonn eng ganz Rei Traitementer an deem Beräich en charge geholl. Dat ass net nëmmen de Fall fir Psychotherapeuten, déi och Psychiater sinn, mee och fir d'Behandlung vu Kanner, Jugendlechen a Jonke bis 27 Joer duerch Therapeuten, déi mam ONE, dem Office national de l'enfance, konventionéiert ginn.

Här President, den nationale Plang fir d'Preventioun vum Suicide, deen 2015 ugeholl gouf, war an ass en eminent wichtege Schratt, fir d'Ursaachen an d'Konsequenze vun engem méigleche Selbstmord opzedecken an ze bekämpfen, mat 33 ganz konkreeten a pragmateschen Aktioune mam Haaptzil, fir all Eenzelnen, d'Familljen, de Frëndeskrees ze stäerken, fir datt se séier a richteg kënne reagéieren op d'Detresse vun enger Persoun am Ëmfeld.

D'Suicidezuele sinn an Tëschenzäit zréckgaangen. Mee natierlech geet d'Baisse nach net duer, zemools well, wéi scho gesot, d'Zuel vun den Tentativë jo och 10- bis 20-mol méi héich ass. An zemools well mer jo wëssen, datt ee vun dräi vun de Leit zu Lëtzebuerg ugëtt, datt seng mental Gesondheet elo wärend der Pandemie méi schlecht ginn ass.

An deem Kontext war et immens wichteg a virausschauend, datt scho ganz fréi, schonn de 6. Abrëll, de Site Covid19-psy an d'Liewe geruff gouf. Op dësem Site fënnt een allméiglech Informatioune ronderëm d'Preventioun vu mentale Problemer an och iwwer Hëllef, wann et engem schlecht geet. Et ass ze begréissen, datt ënnert dem Lead vun der Gesondheetsministesch Paulette Lenert direkt un d'Konsequenze geduecht ginn ass vun der Pandemie fir eis psychesch Gesondheet. De Site huet Succès - leider, muss ee soen. All Dag gëtt e vu ronn 50 Leit opgeruff.

Här President, eng Konklusioun, déi een aus dësem éischte Suicideplang hei zu Lëtzebuerg muss zéien, ass déi, datt d'Efforte musse weidergoen an datt virun allem méi vernetzt muss geschafft ginn. D'Santé mentale soll héchst Prioritéit hu fir déi ganz Regierung.

Duerfir musse mer eng Schëpp bäileeën. De Remboursement vun de psychotherapeuteschen Akten an Traitementer muss kommen. D'Penurie an de Secteure vun der Psychotherapie an der Psychiatrie musse mer an de Gréff kréien. D'Beruffer musse mer méi attraktiv maachen. Mir brauchen eng besser interdisziplinär Vernetzung vun allen Acteuren an Aktivitéiten an natierlech muss sech an de Schoulen dem Theema méi ugeholl ginn, via Insertioun vun der Thematik an déi normal Coursen, Ausbildung, Weiderbildung vun Enseignanten an Educateuren an eeben der reegelméisseger Presenz vu Psychologen an alle Schoulen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Déi lescht Méint ware fir keen einfach a vläicht wäerten och nach déi nächst net einfach ginn. Jidderee muss op d'Zänn bäissen. Mir verlaange scho ganz vill vun eise Kanner. An et kënnt net vun näischt, datt Kanner a Jugendlecher ëmmer méi un Depressiounen oder anere mentale Krankheete leiden, déi bis hin zum Suicide kënne féieren.

Leeschtungsprinzip, Konkurrenzdrock, Statushöregkeet, dat deet net jidderengem gutt an deene Jonke scho guer net. A wann eis dës Kris eppes geléiert huet, dann hoffentlech, datt mer eis eege Prioritéiten iwwerdenke sollen an d'Ufuerderungen un déi, déi wéineg bis guer keng Lobby hunn. Nëmmen e Kand, deem et gutt geet, baussen a virun allem bannen, ka sech weiderentwéckelen an eppes léieren, fir datt „eppes aus him gëtt" - wat den Eltere jo esou um Häerz läit. Mee wann de Kapp voller Traureg keet ass, dann ass keng Plaz fir Mathé a Franséisch.

Kolleeginnen a Kolleegen, „Resilienz" ass ganz séier zu engem Moudewuert ginn d'lescht Joer. Resilienz a Preventioun ginn Hand an Hand. All Cent, deen doranner investéiert gëtt, ass een onentbierlechen Invest an eis Gesellschaft, fir datt mer dëse Stresstest fir eis Psych gemeinsam packen. Vläicht bleift et jo net dee leschten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen agedroen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- „Bevor ich nach einem Suizidversuch ins Krankenhaus kam, hatte ich mit anderen Menschen, die psychisch krank waren, nichts zu tun. Erst während meines stationären Aufenthalts realisierte ich, was für eine große, aber verdammt leise Gruppe von Menschen das ist. Wir sprechen hier nicht von einer unerheblichen Minderheit, die im Laufe ihres Lebens psychisch erkrankt. Diese Gemeinschaft ist so unglaublich verletzlich, so still, aber alle drumherum sind so verdammt verschwiegen und das war das, was mich wirklich angekotzt hat, als ich ins Krankenhaus kam und das realisierte."

Här President, dës Ausso vun enger jonker Fra, déi probéiert huet, sech d'Liewen ze huelen, weist, wéi schwiereg den Ëmgang vun eiser Gesellschaft mam Suicide a mat psychesche Krankheeten a Kranken ëmmer nach ass. Et ass definitiv nach ëmmer en Ënnerscheed, ob ee sech e Bee brécht oder ob een un enger psychescher Krankheet wéi zum Beispill enger Depressioun leit.

Dësen Temoignage ass representativ duerfir, wéi mam Theema Suicide an der Gesellschaft ëmgaang gëtt. Et ass och zu Lëtzebuerg trotz de klenge Fortschrëtter, déi et an de leschte Joerzéngte gouf, nach ëmmer e Sujet, dee mat engem groussen Tabu a mat ville Virurteeler behaft ass.

Dobäi kënnt, dass Suicidegedanken dacks net schnell genuch erkannt ginn. Betraffen hunn Angscht viru Stigmatiséierung, dem Verloscht vu soziale Kontakter oder Zwangsbehandlung. Och den Entourage fäert, dass se duerch Nofroen no Suicidegedanken eebe grad dozou opfuerderen. Richteg ass awer, dass Gespréicher iwwer Suicidegedanken de Betraffene kënnen hëllefen, aus hirer Noutsituatioun erauszekommen.

Vill Leit, déi u Suicide denken, sichen och no Hëllef, déi se awer net ëmmer oder nëmme schwéier fannen. Suicidegedanken a -verhale kënne bei all Mënsch optrieden. Dat hu mir och hei am Haus erlieft. Eise Kolleeg, den Eugène Berger, huet virun eisen Ae gelidden, warscheinlech jorelaang, a mir hunn et net realiséiert. Dëst huet och bei mir vill Froen opgeworf.

Et ass e komplexe Problem, wou vill Facteure psychologescher, biologescher, sozialer an environnementaler Natur permanent interagéieren. Et gëtt vill verschidde Grënn an et gëtt keng einfach Léisungen. Wat mer awer ganz sécher brauchen, ass, de gesellschaftlechen Tabu ze briechen, deen de Fortschrëtt op dësem wichtege Sujet bremst. Mir mussen als Gesellschaft léieren, richteg op eis Matmënschen ze kucken, a mir musse léieren, eis ze trauen, si op hiert Leiden unzeschwätzen.

D'Zuele vun der Evolutioun vum Suicide vu Lëtzebuerg goufe vu menge Virriedner am Detail duergeluecht, duerfir wäert ech elo net méi drop agoen.

Dës Zuele weisen, dass zu Lëtzebuerg en drëngende Bedarf un Ënnerstëtzung fir Mënschen an enger Noutsituatioun besteet. An duerfir soen ech dem Gilles Baum Merci fir seng Initiativ, eng Interpellatioun iwwert de Suicide ugefrot ze hunn, wat erlaabt ze analyséieren, wat an de leschte Joren am Beräich vun der Suicidepreventioun gemaach ginn ass, wou mer haut stinn a wat déi nächst Joren onbedéngt misst ëmgesat ginn.

Et wär natierlech nach vill méi interessant gewiescht, dësen Debat mat den Erkenntnisser aus der Evaluatioun vum Plan national de prévention du suicide 2015- 2019 kënnen ze féieren. Dee läit awer, wéi d'Madamm Ministesch eis et gesot huet, coronabedéngt nach net vir.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, all 50. Doudesfall hei am Land ass e Suicide - eng Zuel, déi muss schockéieren. De Problem ass, dass déi Fäll net visibel sinn. An den allerwéinegste Fäll liest een an enger Doudesannonce, dass déi Persoun sech d'Liewe geholl huet. Mee all 50. Stierffall, dat wär graff geschat all véier Deeg eng Doudesannonce an der Zeitung, hannert där sech e Suicide verstoppt.

Ongeféier 70 % vun de Stierffäll duerch Suicide hunn eng Virgeschicht mat Depressioun, meeschtens net diagnostizéiert oder net behandelt. Och d'Depressioun ass ëmmer nach en Tabutheema. Et gëtt net gär driwwer geschwat. Dacks ginn aner Krankheeten als Alibi virgehalen, fir net déi tatsächlech Ursaach, zum Beispill beim Feelen op der Aarbecht, unzeginn.

Wann ee weess, dass all 16. Mann an all 5. Fra vun Depressioune betraff sinn, weess een, wéi wichteg d'Diagnostizéieren an d'Behandele vun Depressioune sinn, och als Suicidepreventiounsmoossnam. Dobäi kënnen d'Depressiounen a ville Fäll liicht behandelt ginn, besonnesch, wa se fréi erkannt ginn.

Fir déi gréng ass et dowéinst offensichtlech, dass eng vun den Haaptpiste fir d'Preventioun vu Suiciden eng Enttabuiséierung vun de psychesche Krankheeten ass, alle virun den Depressiounen, mee och d'Bekämpfe vun hirer Ursaach, zum Beispill dem Burnout oder dem Mobbing, ass extreem wichteg. Nieft engem groussen Effort, fir eng „Normaliséierung" - ënner Guillemeten - vun der Perceptioun vun de psychesche Leiden an eiser Gesellschaft ze erreechen, ass et fir déi gréng gradesou offensichtlech, dass och eng besser Prise en charge vun der Santé mentale vun eiser Populatioun muss garantéiert ginn, dat souwuel an der Preventioun wéi an der Behandlung.

Grad elo am Kader vun der Covidpandemie kréie mir Politiker vu Wëssenschaftler a statisteschen Auswäertunge ronderëm de Globus den dréngenden Appell zougedroen, eis ëm d'Auswierkunge vun der Pandemie op déi mental Gesondheet vun eise Bierger a Biergerinnen ze këmmeren.

Mir Gréng huelen dësen Opruff eescht, well mer gesinn, wéi et eise Matbierger a Matbiergerinnen am leschte Joer ergaangen ass. Ech mengen, et kann een och ouni statistesch Donnéeën dovunner ausgoen, dass d'Pandemie bei all eenzelne Bierger en negativen Afloss op déi mental Gesondheet huet. Natierlech bedeit dat net, dass jidderee professionell Hëllef brauch oder wäert brauchen, mee de Besoin wäert ouni Zweifel och an den nächste Méint an d'Luucht goen. Dëst gëtt och an der Lescht ëmmer erëm vu Psychiateren a Psychologen an de Medie bestätegt.

An deem Kontext muss endlech de Problem vum Remboursement vun de Psychotherapeute geléist ginn. De Blocage an deem Dossier verhënnert elo schonn zënter Joren, dass jiddereen dëse wichtege Service an Usproch kann huelen an esou de Leit hire Leidensdrock reduzéiert gëtt an och Liewe gerett kënne ginn.

Ech ginn dovun aus, dass d'Madamm Ministesch eis heizou kann déi neisten, hoffentlech gutt, Informatioune matdeelen. Et war jo annoncéiert, dass et Mëtt des Joers endlech esou wäit soll sinn.

Nieft dem Remboursement vun den Akte vun de Psychotherapeuten, dee jo integrale Bestanddeel vun dem zukünftege Plan national de santé mentale soll sinn, ass eiser Meenung no och wichteg, de Volet vun der Consultatioun bei de Psychologen ze thematiséieren. De Regierungsprogramm gesäit jo vir, dass soll gepréift ginn, wéi eng Beruffer nach ënnert de Statut vum Gesondheetsberuff opgeholl solle ginn an deementspriechend dann och d'Remboursementer vu Consultatioune méiglech wären.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

déi gréng sinn der Meenung, dass fir dem Besoin vun der Populatioun gerecht ze ginn, dëst onbedéngt séier soll geschéien, well mer der méi grousser Demande natierlech och méi eng grouss Offer u Berodung an Therapie mussen entgéintstellen. De Facteur vum Käschtepunkt ass eng zousätzlech Barriär, déi d'Leit dovunner ofhält, sech déi Hëllef ze sichen, déi se brauchen.

En aneren Aspekt, op dee mer eis ganz kuerzfristeg musse konzentréieren, ass dee vun der Psychiatrie. Wärend der Pandemie huet d'Associatioun vun de Psychiatere méi wéi eemol op déi immens prekär personell Situatioun an hirem Beruff schonn opmierksam gemaach.

An den nächste 15 Joer ginn 80 % vun eise Psychiateren an d'Pensioun. An am Spidolssecteur hu mer elo schonn net genuch Psychiatere, fir d'Aarbecht ënner zoumuttbare Konditiounen ze maachen. D'Situatioun ass esou, dass net ausgeschloss ka ginn, dass de Service vun de Psychiatriegardë kéint zesummebriechen.

Et ass duerfir wichteg, dass mer, wéi bei ville Beruffer am Gesondheetssecteur, e groussen Effort maachen, fir Jonker ze motivéieren, dës Studien an Ugréff ze huelen. Mir sinn der Meenung, dass d'Méiglechkeet vun der Spezialiséierung vum Psychiater hei zu Lëtzebuerg onbedéngt muss gepréift ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nieft de psychiatreschen Urgencen an de Méiglechkeete vun de stationäre Behandlungen, sinn déi gréng och der Meenung, dass mer eng therapeutesch Versuergung brauchen, déi op Fréierkennung setzt. Duerfir brauchen all d'Dokteren awer déi néideg Formatioun a Sensibiliséierung, fir gefäerdet Patiente kënnen ze identifizéieren a se bei e Psychiater oder Psychotherapeut ze schécken.

An eisen Aen muss och am Beräich vun der mentaler Gesondheet den ambulante Beräich ausgebaut ginn, fir dass d'Leit mat psychesche Krisen net dräi Méint op eng Therapieplaz musse waarden oder sech d'Plaz musse selwer organiséieren a virfinanzéieren.

Wichteg sinn en direkten Zougang zu enger Psychotherapie ouni laang Waardezäiten, preventiv Berodung, Krisenintervention an d'Méiglechkeet vun enger Behandlung ausserhalb vun der Praxis, wann d'Situatioun et verlaangt, zum Beispill doheem, a Fleegestrukturen oder och Flüchtlingsheimer.

Besonnesch wichteg ass awer och d'Verbesserung vum Iwwergang tëschent der stationärer an ambulanter Versuergung, well do hu mer e Lach an der Versuergungsketten. Mir denken dobäi un eng Zort Policlinique psychiatrique oder eng nidderschwelleg Offer, wou ee ganz kuerzfristeg vun enger spezialiséierter Ekipp fir déi mental Gesondheet mat Psychiateren, Psychotherapeuten, Psychologen, Infirmières psychiatriques an esou weider kann à charge geholl ginn, déi da mam Patient kuckt, wéi et soll weidergoen a wéi eng Therapieméiglechkeeten him zur Verfügung stinn. Si soll och fir d'Continuité des soins zwëschent dem Spidol an dem Ambulatoire zoustänneg sinn.

Héich suicidaire Patiente kéinte wärend zwee bis dräi Deeg en intensive Suivi kréien, bei deem et wichteg ass, Alternativen zum Suicide gewisen ze kréien.

Dir Dammen an Hären, wärend dem éischte Confinement huet een alt nach Presseartikele gelies iwwert déi onerwaart Virdeeler vun der erzwongener Entschleunegung vun der Gesellschaft, vu manner Stress um Wee op d'Aarbecht, vu méi Fräiheet an der Aarbechtsopdeelung fir déi, déi konnten Homeoffice maachen, vu méi Zäit an der Natur, well et déi eenzeg Fräizäitoptioun war, déi een hat.

Dovunner héiert een elo ëmmer manner. D'Populatioun ass mental an och physesch erschëpft vun zéng Méint Ongewëssheet, Zukunftsängscht, Selbstaschränkung a Suerg ëm hir Léifst. Laut Statec huet sech bei engem Drëttel vun den Awunner de gefillte Bien-être zanter dem Ufank vun der Kris verschlechtert. Virun allem déi wirtschaftlech Follge beaflossen déi mental Gesondheet vun de Leit. D'Isolatioun, d'Angscht ëm sech an anerer, déi virum Chômage, d'Ongewëssheet an esou weider wäerte bei scho betraffene Leit déi psychesch Problemer verstäerken an net betraffene Leit wäerten och psychesch Problemer entwéckelen.

Och am räiche Lëtzebuerg bleiwe mer net vun den ekonomesche Sequellë vun der Covidkris verschount. Trotz de generéisen Aiden un déi verschidde Sparten aus dem Wirtschaftssecteur ass et net ausbliwwen an et wäert och an der nächster Zukunft net ausbleiwen, dass Leit covidbedéngt hir Aarbecht verléieren, dass Entreprisë musse Faillite deklaréieren, dass d'Patrone sech vun engem Deel vun hire Leit mussen trennen, fir dass de Betrib iwwerlieft, dass d'Liewensdreem an d'Liewensentwërf zerstéiert oder zumindest gestéiert ginn. All dëst ka bei de Betraffenen zu Suicidegedanke féieren. An der Press konnte mer scho vun ze ville Fäll liesen, wou Leit sech aus Verzweiflung iwwert d'Situatioun d'Liewe geholl hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, den Impakt vun der Pandemie op déi eeler Generatioun, besonnesch op déi, déi an den Institutioune sinn oder eleng doheem liewen, ass enorm, an dat ass och schonn e puermol hei diskutéiert ginn. Meng Kolleegin d'Josée Lorsché ass am Detail dorobber agaangen, duerfir maachen ech dat elo net méi.

Allgemeng sënnvoll wär awer, eng psychologesch a psychotherapeutesch Betreiung doheem oder an de Betreiungsstrukturen unzebidden, fir den Estime de soi-même ze verbesseren, preventiv géint eng psychesch Degradatioun vun eelere Persoune virzegoen an eng Fréierkennung vu psychesche Krankheete kënnen ze realiséieren.

Déi wichtegst Moossnam wär awer, Konzepter opzestellen, déi et an de Wunnstrukture fir eeler Leit géifen erméiglechen, e méi oder wéineger normale Kontakt mat Famill a Frënn oprechtzeerhalen. Temoignagen iwwer Senioren, déi d'Freed um Liewe komplett verluer hunn, well se hir Famill méintelaang net konnte gesinn, si leider och keng Eenzelfäll.

Wëssend, dass déi eeler Populatioun déi ass, wou déi meeschte Suicidë stattfannen, kann ee sech virstellen, dass d'Pandemie och op d'Suicidezuele bei eelere Leit en negativen Impakt wäert hunn an deemno e psychologeschen Encadrement an der Pandemie urgent ass.

Dir Dammen an Hären, ech wéilt awer méi genau op d'Situatioun vun eise jonke Matbierger a Matbiergerinnen agoen, well si hu proportionell zu hirer Erfarungswelt am Fong déi meeschte Restriktioune mussen erdroen. Zoue Spillplazen, zoue Schoulen, zoue Sport-, Kultur- a Fräizäitveräiner, keng Party, kee Kino, kee Bistro, kee Bopa, keng Bomi, kee Kannergebuertsdag a keng Familljefester. An och vill Vakanzekolonien a Vakanzenaktivitéiten, wou een zu villem Distanz kann huelen, hunn net stattfonnt. Doriwwer eraus hunn eis Kanner mëttlerweil verënnerlecht, dass si fir déi Leit, déi si gären hunn - d'Bomi, den Diabetikermonni oder den autoimmunkranke Brudder -, eng Gefor kënnen duerstellen.

Wat mécht dat op laang Siicht mat de Kanner? 30 % méi Uriff beim Kanner- a Jugendtelefon 2020 par rapport zu 2019. Dat ass erschreckend! Erhéicht d'Pandemieerfarung a jonke Joren de Risiko, dass si mat psychesche Problemer ze kämpfe wäerten hunn?

Et ass jo elo scho gewosst, dass déi Jonk méi Problemer hunn, fir mat den Aschränkungen, déi d'Pandemie mat sech bréngt, ze liewen. D'Limitatioun vun de soziale Kontakter ass an hirem Liewensofschnëtt besonnesch haart. Am Alter vum Fondamental feelt dat gemeinsaamt Spill, d'Beweegung a villes méi, wärend an der Pubertéit déi Jonk verstäerkt op hir Frënn ugewise sinn, fir déi dacks schwiereg Relatioun mat den Elteren ze bewältegen. Dat deelweist Zoumaache vun der Schoul verstäerkt dës Phenomeener. An och ausserhalb vu Pandemieerfarung si jonk Leit staark betraff, wann et ëm Suicidegedanke geet.

Ma déi Jonk si sech der komplexer Situatioun bewosst an hu sech Gedanken doriwwer gemaach an enger Resolutioun vum Jugendparlament. Zum Theema Depressiounen hu si hir Virstellunge festgehalen, wéi ee besser ka mam Sujet vun der mentaler Gesondheet ëmgoen, an der Schoul an doriwwer eraus. Si stelle beispillsweis fest, an dat sollt d'Politik wierklech eescht huelen, dass déi Jonk kee Vertrauen an de SePAS hunn. Als konkreete Grond, wisou dat esou ass, schreiwe si, dass de Secret professionnel net ëmmer respektéiert gëtt. Ausserdeem wären d'Relatiounen tëschent de SePAS-Professionellen an de Schüler ze vill iwwerflächlech, fir e wierklecht Vertrauensverhältnis opzebauen. Wann d'Ulafstell Nummer eent fir eis Jonk net fonctionéiert, dann ass dat e Problem, dee mer mussen ugoen.

Nieft engem Mangel u Preventiouns- an Informatiounsaarbecht, dee soll behuewe ginn, fuerderen déi Jonk, dass de Gang bei de Psycholog soll remboursëiert ginn, wann eng Depressioun virläit. Och eng obligatoresch Visitt beim Schoulpsycholog all zwee Joer fënnt sech an hire Virschléi erëm. Dat ass sécherlech keng Fuerderung, déi aus der Loft gegraff ass. Vill Jonker passéiere wärend hirer ganzer Lycéeszäit net eng eenzeg Kéier beim Schoulpsycholog.

Wichteg wär awer och, dass souwuel d'Enseignantë wéi d'Psychologen an d'Educateuren, déi mat de Schüler a Kontakt sinn, geziilt forméiert ginn, fir Unzeeche vu Suicidegefor ze detektéieren an d'Schüler besser orientéieren ze kënnen.

Här President, als Konklusioun musse mer also festhalen, dass de Chantier grouss ass, d'Erausfuerderunge ganz ënnerschiddlech an den Enjeu näischt manner wéi de kollektive Bien-être vun eiser Populatioun. D'Verbessere vun der Offer, den Infrastrukturen an der Ausbildung vum Personal ass dobäi awer just d'Fundament, d'Hardware souzesoen, op dat mer mussen opbauen.

Déi eigentlech Erausfuerderung besteet awer doran, dass mer et fäerdegbréngen, eng nei Software ze installéieren. An dat ass den oppenen Ëmgang mat psychesche Leiden a Krankheeten an eiser Gesellschaft. Mir kënnen déi beschten Dokteren, Therapeuten an Infrastrukturen hunn, mee dat eleng geet net duer, soulaang d'Leit sech schummen, iwwer hir psychologesch Problemer ze schwätzen, Froen ze stellen, Hëllef ze sichen.

Op där anerer Säit mussen déi Betraffen awer och Leit fannen, déi nolauschteren, Verständnis weisen an Hëllef ubidden. Et ass extreem wichteg, Informatiouns- an Opklärungsaarbecht ze leeschten, fir der gesellschaftlecher Tabuiséierung an der Stigmatiséierung vun de suicidegefäerdete Leit entgéintzewierken.

Virurteeler an Ongewëssheet bestëmmen den Ëmgang mat der Suicidegefor. Mënsche mat Suicidegedanke sollte sech offe vis-à-vis vun hirem Dokter an hirer Famill äussere kënnen, d'Impressioun hunn, dass si mat hire Problemer eescht geholl ginn. Esou soll och de Besuch bei enger Berodungsstell, dem Psycholog oder dem Psychiater selbstverständlech ginn an ouni finanziell Hürd sinn, esou wéi de Besuch beim Dokter a beim Kiné no engem Beebroch.

Ech soe Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken, dem Här Gilles Baum e Merci fir dës Interpellatioun. Et ass dëst ee méi trauregen a sensibele Sujet, mee et ass wichteg, grad och an dësen Zäiten, datt dëst Theema déi néideg Opmierksamkeet kritt an och thematiséiert gëtt. Och haut nach ass dat fir vill Leit en Tabutheema, ganz besonnesch dann, wann de Betraffenen een aus der eegener Famill ass.

Preventioun an Hëllefsmoossname gräifen nëmmen dann, wann déi betraffe Leit sech och hëllefe loossen. Duerfir ass et wichteg, datt dëse Sujet enttabuiséiert gëtt an en Ëmfeld geschafe gëtt, an deem ee sech Hëllef froe kann, ouni mussen Angscht ze hunn, datt een duerfir jugéiert gëtt. Mir mussen dohinner kommen, wou een als Betraffenen net méi déi Hemmung, déi Schimmt, eventuell e schlecht Gewësse géigeniwwer sengem Entourage verspiert, fir de Problem konkreet unzeschwätzen a sech Hëllef ze froen.

Vun dohier begréisse mir grondsätzlech d'Diskussioun iwwert dëse Sujet an ënnerstëtze selbstverständlech gäre Preventiounskonzepter an -aarbechten.

Wat d'Suicidpreventioun ugeet, ass et an eisen Aen awer net dee richtege Wee, dëst just unzepake mam Zil, d'Zuel vun de Suiciden ze verréngeren. Dat ass, wéi wann een d'Symptomer vun enger Krankheet ëmmer nees mat Medikamenter behandelt, d'Ursaach awer net behieft, soudatt d'Symptomer zréckkommen.

Eiser Meenung no misste vill éischter d'Ursaachen an d'Risikofacteuren, déi sécherlech ënnerschiddlech sinn, ënnersicht a bestëmmt ginn, fir dësen da geziilt entgéintzewierken a se laangfristeg ze reduzéieren oder beschtefalls ze ecartéieren.

Et versteet sech, datt dëst net einfach ass an datt et hei net méiglech ass, all Informatiounen an Detailer ze kréien, well dëst och d'Zoustëmmung vun deene betreffende Leit an hirem Entourage brauch. Dëst muss respektéiert ginn, och am Kader vun der Fuerschung. Mee zu Lëtzebuerg gëtt et keng wierklech Ausernanersetzung a kaum Studien zu Theeme ronderëm de Suicide. Mir wëllen also hei am Land Suicidepreventioun bedreiwen, ouni awer wierklech ze kucken, wou mer usetze mussen.

Et baséiert jo net forcement all Suicide op enger mentaler Krankheet, an e versichte Suicide kann och en Hëllefruff sinn. A fir ze verhënneren, datt dësen net an engem ausgefouerte Suicide endegt, wär et och wichteg, méi Plazen an enger Dagesklinik zur Verfügung ze stellen.

Et ginn och aner bekannte Grënn, déi sozial- a systembedéngter Natur sinn, wéi zum Beispill Aarbechtslosegkeet, Wunnengsnout, Iwwerschëldung, gesellschaftlech Ausgrenzung, Isolatioun, destabiliséiert Familljeverhältnisser, Ängscht an esou weider. Dëst sinn alles Ursaachen, bei deenen d'Politik eng wichteg Roll spillt an e groussen Afloss kann hunn.

Laut dem Suicidepreventiounsplang gëllt dat soziaalt Ëmfeld, wéi Famill, Frënn an och Veräiner, als wichteg Ënnerstëtzungssystemer, déi den Eenzelne méi widderstandsfäeg a méi staark a selbstsécher maachen, fir besser mat Réckschléi a Problemer kënnen eens ze ginn.

Déi Jonk ginn hei als besonnesch a Gefor ugesinn, fir suicidaire Gedanken ze hunn. Am Kontext vum Covid-19 weist d'Etüd COVID-Kids vun der Uni Lëtzebuerg, datt Jonker sech an dësen Zäiten och vill Gedanken iwwer vill Ängscht an Onsécherheete maachen, déi si haten a sécher och nach hunn. Och déi verstäerkt Uriff beim Kanner- a Jugendtelefon wärend dëser Zäit bestätegen dësen Ëmstand: D'Zuel vun de Mannerjäregen, déi sech 2020 wéinst Suicidegedanken op der Hotline gemellt hunn, huet zougeholl, an dobäi schwätze mer vu Fäll, déi Psychologen als ausgeprägt suicidaire astufen.

Dëse Problem däerf awer net op d'Feele vum gewinnte gereegelte Schoulalldag reduzéiert ginn. Der genannter Etüd no waren awer och vill Kanner frou, fir emol Zäit mat hirer Famill ze verbréngen, wat och weist, datt dat hinnen am normalen Alldag feelt. An deem Kontext muss een dach déi vun der Regierung promouvéiert Familljepolitik iwwerdenken. Schliisslech gëtt de Lien affectif, also déi emotional Bindung, am Preventiounsplang als Facteur genannt, deen en Afloss op d'Ausbildung vun engem suicidairë Verhalen huet.

Déi nach ëmmer aktuell Situatioun ass fir jiddereen an all Alter belaaschtend. Vill Leit si besuergt, sinn onsécher, hunn Existenzängscht a fille sech einsam an aleng gelooss. Datt mer elo an dëse Covidzäite vill méi distanzéiert an zum Deel souguer isoléiert liewe mussen, zitt staark Konsequenzen no sech. Net fir näischt zitt sech d'Wichtegkeet vum Entou-

rage, vun der Famill a vun der Gemeinschaft - an dorënner versti mer och d'Beruffsliewen, souwéi och d'Gemengen- an d'Veräinsliewen - wéi e roude Fuedem duerch de Suicidepreventiounsplang.

Ech denken dobäi och u Leit, déi gär vergiess ginn: Grad bei eisen eelere Matbierger war d'Alengsinn an d'gesellschaftlech Distanz och virum Covid schonn e Problem. Vill vun hinne si schonn ageschränkt an hirer Mobilitéit an domat an hirer Autonomie, wat hirer mentaler Gesondheet net ka gutt doen.

Zu der Situatioun an de Fleegeheemer am Kontext vum Covid ass hei scho méi dacks geschwat ginn. Déi Leit deelweis ze entmëndegen oder ewechzespäre war keng akzeptabel Aart a Weis, fir mat Mënschen ëmzegoen. Och si hu Rechter a verdénge Mënschlechkeet. Do hätte vill méi equilibréiert Moossname missen ausgeschafft ginn, déi och der mentaler Gesondheet vun de Leit Rechnung gedroen hätten.

Dës Leit hu ganz besonnesch ënnert der sozialer Distanz gelidden, bei hinne war dat schonn deelweis eng Dauerisolatioun. Dëst huet natierlech Spueren hannerlooss, wéi ons och d'Personal aus esou Institutioune bestätegt.

Et ass och net, fir sech iwwert d'Informatioun vun der Regierung ze freeën, datt d'Selbstmordrat zanter dem Ufank vun der Kris net geklomme wär am Verglach zu de viregte Joren: Et ass ganz einfach ze fréi, fir esou Äusserungen ze maachen, well déi psychologesch Follge vu sozialer Isolatioun an Onsécherheet si bekanntlech komplex an hale laang un.

Ausserdeem goufen zum Schluss vum leschte Joer grad emol déi definitiv Zuele vum Joer 2018 publizéiert - wéi kënne mer dann elo schonn Aussoe maachen? Mir sinn der Meenung, datt dee Problem grad an dësem Kontext net däerf op déi liicht Schëller geholl ginn, an hei wäerte mer d'Auswierkungen eréischt an zwee oder dräi Joer méi genee gesinn.

Och d'Resultater vun den éischte Studien an Ëmfroen zu de psychesche Follge wéinst der Covidsituatioun waren awer alarméierend: All Drëtten hat hei eng Verschlechterung vu sengem mentalen a psycheschen Zoustand uginn. Dat sinn der duebel esou vill, wéi déi, déi eng kierperlech Verschlechterung uginn hunn. Dat däerf net erofgespillt ginn a mer mussen hei méi wäit kucken, wa mer preventiv handele wëllen.

Déi psychesch Gesondheet ass vu grousser Wichtegkeet fir dat allgemengt Gesondheetsbild. Mir als ADR sinn duerfir der Meenung, et wär un der Zäit, datt sech dëst praktesch an administrativ erëmspigelt. Et gëtt mëttlerweil vill Ulafstellen - dat begréisse mer -, awer dës Offere sollen net aleng iwwer sozial Medie vermëttelt ginn, mee och iwwer klassesch Weeër. Et sollen Informatiounsziedelen a Broschüre fir Jonker an Erwuessener un all Stot am Land verdeelt ginn an an de Schoulen un all Schüler an och un d'Personal goen. Dat selwecht gëllt op den Aarbechtsplazen an alle Secteuren.

D'Leit sollen aktiv drop higewise ginn, si solle verstoe kënnen, datt dëse Sujet eis all eppes ugeet, well e wichteg ass. Dat misst och méi reegelméisseg geschéien an opgegraff ginn. Eemol d'Joer eng Preventiounswoch ze maachen, an där dann eventuell och net grad jiddereen Zäit huet, geet net duer. Et sollen och flächendeckend Éischt-Hëllef-Coursë fir mental Gesondheet ugebuede ginn, déi d'ganzt Joer kënne besicht ginn.

E grousse Problem gesi mir bei Visitte beim Psycholog a bei de Psychotherapien, déi net ëmmer vun der CNS iwwerholl ginn. Psychologe si keng Medezinner wéi d'Psychiateren a kënne keng Medikamenter verschreiwen. Mee vill Leit brauchen oder wëllen awer keng Medikamenter, mee een, deen nolauschtert, hinnen hëlleft, nees méi kloer ze gesinn, Gedanken ze sënneren, eng länger Gespréichstherapie an esou weider. Dat mussen d'Leit awer aus der eegener Täsch bezuelen, an dat kann net jiddere sech leeschten.

Psychotherapië sollen awer kee Privileeg sinn, mee grad esou selbstverständlech wéi eng medezinnesch Versuergung oder Behandlung. Am Preventiounsplang gëtt de Volet vun der Behandlung virun allem am Zesummenhang mat Depressioune betruecht. Et stellt sech eraus, datt d'Transitioun tëschent verschiddene Gesondheetsservicer, wéi zum Beispill vun enger Hospitalisatioun an eng ambulant Behandlung, e ganz wichtege Punkt ass. Esou Iwwergäng si grad esou sensibel wéi wichteg, besonnesch bei vulnerabele Leit. Do dierft d'Prise en charge vum Patient net duerch laang Waardezäiten oder duerch aner Opwänn u Qualitéit verléieren oder eng Destabiliséierung begënschtegen.

Duerfir ass et wichteg, datt dës Servicer kompetent schaffe kënnen an d'Personal méiglechst gutt opgestallt ass. Duerfir si mir der Meenung, datt d'Infrastrukture fir déi klinesch, psychologesch a psychiatresch Versuergung mussen ausgebaut ginn. Aus all dëse Grënn hu mer hei eng Motioun verfaasst, déi ech elo wëll deponéieren.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierten

- stellt fest,

• datt Suicidepreventiounskonzepter a -moossnamen och weiderhi ganz wichteg an ze férdere sinn;

• datt d'Informatiounen iwwer bestoend Offeren an Ulafstellen an der Suicidepreventioun all Mënsch am Land erreeche mussen, an dëst och iwwer ënnerschiddlech Weeër an a méi reegelméissegen Ofstänn,

- ass sech bewosst,

• wéi wichteg déi mental Gesondheet fir d'gesamt Gesondheetsbild vum Mënsch ass;

• datt d'Leit sech nëmmen Hëllef froen, wa si sech an engem Ëmfeld spieren, an deem si net dofir jugéiert ginn;

• datt Visitte beim Psycholog a Psychotherapië ville Leit hëllefe kënnen an awer nach ëmmer net vun der CNS iwwerholl ginn;

• datt den Iwwergang tëscht verschiddene Gesondheetsservicer - z. B. vun enger Hospitalisatioun an eng ambulant Behandlung - e sensibelen a wichtege Punkt ass, dee reiwungslos verlafe muss, fir eng Destabiliséierung ze verhënneren;

• datt Lëtzebuerg eng wierklech Ausernanersetzung a Studien zu Theemefelder ronderëm de Suicide brauch, fir eng landesspezifesch an zilféierend Preventioun kënnen ze maachen,

- fuerdert d'Regierung op,

• flächendeckend Éischt-Hëllef-Coursë fir mental Gesondheet unzebidden, déi dann och d'ganzt Joer kënne besicht ginn an op Nofro och op ënnerschiddleche Plazen, wéi a Schoulen, Foyeren, Betriber asw. kënne stattfannen;

• méi Plazen an enger Dagesklinik zur Verfügung ze stelle fir ze verhënneren, datt en Hëllefruff an engem ausgefouerte Suicide endegt;

• Selbsthëllefgruppen ze ënnerstëtzen, andeems hinnen iwwer eng professionell Tâche eng erfuere Persoun zur Säit gestallt gëtt, un déi de Responsabel vum Grupp sech wende kann, wa professionell Hëllef a Rot gefrot sinn;

• méiglechst séier déi néideg gesetzlech Dispositiounen ze schafen, fir datt Psychotherapien a Visitte beim Psycholog esou selbstverständlech ewéi eng medezinnesch Versuergung a Behandlung vun der CNS iwwerholl ginn;

• d'Infrastruktur fir déi klinesch-psychologesch a psychiatresch Versuergung auszebauen a personalméisseg ze vergréisseren, fir ze verhënneren, datt d'Prises en charge vum Patient duerch laang Waardezaiten oder aner administrativ Opwänn u Qualitéit verléieren oder eng Destabiliséierung begënschtegen;

• ze ënnersichen, wou mir spezifesch zu Lëtzebuerg mussen usetzen, an dofir zu Lëtzebuerg eng Ausernanersetzung a Studien zu Theemefelder ronderëm de Suicide ze férderen, fir esou eng landesspezifesch an zilféierend Preventioun kënnen ze maachen - dëst natierlech ëmmer ënner Berécksiichtegung vum Schutz vun der Privatsphär.

(s.) Jeff Engelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. An Här Engelen, Är Zäit ass schonn iwwerschratt.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Ech weess ...

Zum Schluss erlaabt mer nach, all deene Leit en häerzleche Merci ze soen, déi sech berufflech wéi och an der Fräizäit asetzen, fir den Hannerbliwwenen an deene Betraffene Bäistand ze leeschten. Et ass dëst ganz sécher e wichtegt Element a keng liicht Aarbecht, déi och hir Spuere bei deene Leit wäert hannerloossen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Engelen. E war zwar net op der Lëscht ageschriwwen, mee Bléckkontakt geet duer. Den Här Marc Baum huet als nächsten d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wéilt dës Kéier och ufänken an dem Interpellant, dem Gilles Baum, Merci soe fir dës Interpellatioun, déi en ugefrot huet an iwwert déi mer och an der Santéskommissioun zumindest en éischten Tour gedréit hunn, well et ass e Sujet, deen net nëmme ganz aktuell ass - och duerch déi speziell Situatioun vum Stress vun der Santé mentale duerch d'Coronakris -, mee et ass e Sujet, deen an deene leschte Joerzéngte glécklecherweis ëmmer méi enttabuiséiert ginn ass.

Mee nawell ass et nach ëmmer esou, datt mer eis alleguer ganz schwéier dinn, en oppenen Ëmgang an eng oppe Sprooch ze hunn, wann et ëm deen doten, dee leschten an ultimativen Akt, déi lescht ultimativ Decisioun vun engem Mënsch geet.

A ganz dacks kéint ee soen, datt, wéi dat och deelweis an der Literatur beschriwwen ass, et déi lescht Fräiheet ass vun engem Mënsch. Just d'Fro muss ee stellen: Ass dat wierklech esou eng Fräiheet? Ass et fräi vun Drock? Oder sinn net grad déi Leit engem immensen Drock ausgesat, enger immenser Hoffnungslosegkeet, enger onendlecher Trauer, Angscht an enger déiwer Depressioun?

An d'Fro, déi eis duerfir alleguer ugeet, mengen ech, ass déi, ob mer als Gesellschaft, ob d'Regierung an hire Mesuren, awer och ob mir als Chamber, déi Gesetzer stëmmen, alles dat maachen, fir Ëmstänn esou ze gestalten, fir deen Drock, fir déi Angscht ewechzehuelen. An dorunner musse mer eis moossen an un där Moossung, wa mer eis dann dorunner gemooss hunn, musse mer och eventuell kënnen Decisiounen huelen.

An ech mengen, datt et virun allem dräi grouss Chantiere gëtt, wou zu Lëtzebuerg awer nach ëmmer ganz vill Nohuelbedarf besteet: Dat ass engersäits d'Informatioun iwwert de Suicide, respektiv Informatiounen iwwert d'Tentative-de-suiciden, wou mer, mengen ech, awer nach ganz vill Nohuelbedarf hunn; et ass d'Fro vun der Fréierkennung vun Depressiounen, vun Angschtzoustänn vu Leit, déi eeben an enger ganz schwiereger Situatioun sinn; an et ass natierlech drëttens d'Fro vun der Prise en charge vun deene Leit - wou dann entweeder déi Leit selwer et erkannt hunn oder awer Leit aus hirem Entourage et erkannt hunn. Wéi ginn déi Leit behandelt? Wat sinn d'Méiglechkeeten, déi deene Leit zur Verfügung stinn?

2015 bis 2019 hate mer e Plan national de prévention du suicide, wou am Moment d'Evaluatioun nach net virläit. Mir hunn och gesot kritt, datt dat deelweis covidbedéngt ass, woubäi ee jo effektiv muss soen, datt am Santésministère do och duerch d'Coronakris natierlech vill aner Chantieren opgemaach gi sinn. Nawell ass et awer esou, datt mer déi Diskussioun, déi mer am Moment féieren, natierlech méi fundéiert féiere kéinten, wann esou eng Evaluatioun scho géif virleien, well da kéinte mer och heiriwwer diskutéieren: Wéi eng Suitte gi mer dann deem Plan national de prévention?

Eppes schéngt mir awer kloer ze sinn: Eng virleefeg Suite muss zumindest sinn, datt mer déi Mesurë weiderféieren, déi dee Plan national de prévention 2015 bis 2019 virgesinn huet, an datt mer déi Chantieren uginn, déi Mesurë probéieren duerchzezéien, déi an deem Plang drastoungen, awer an der Vergaangenheet net konnten oder net wollten duerchgezu ginn.

Ech hu virdru gesot, datt mer wéineg Informatiounen iwwert d'Tentative-de-suiciden hunn. Am Moment sinn d'Urgencë vun de Spideeler déi quasi eenzeg Informatiounsquell, fir net nëmmen de Suicide, deen zum Doud gefouert huet, festzestellen, mee och d'Tentatives de suicide - an dat schéngt mir awer e Chantier ze sinn, deen immens wichteg ass, well eréischt, wa mer d'Tentativen och méi genau kënnen erfaassen an och méi genau kënnen auswäerten, eréischt da kënne mer och ganz seriö oder méi effikass preventiv Moossnamen huelen -, soudatt d'Donkelziffer vun den Tentatives de suicide zu Lëtzebuerg warscheinlech awer ganz héich ass.

Virdrun ass och déi Etüd „Health Behavior in School-aged Children" zitéiert ginn, déi op verschiddenen Niveauen eng ganz Rëtsch Erkenntnisser bruecht huet. Et muss een awer soen, datt zu Lëtzebuerg leider Gottes dee Volet, wou et méi spezifesch ëm de Suicide gaangen ass, erausgeholl ginn ass. Opgrond vun engem Avis vun der Eethikkommissioun ass du gesot ginn, ma da musse mer d'Eleteren e Consentement direct froen, wat bei deenen anere Froen net de Fall ass, soudatt do awer och, mengen ech, wat den Health Behavior, wat de Gesondheetszoustand vu jonken Erwuessenen ugeet, nach Sputt no uewen ass a mer musse kucken, ob mer dat net awer op eng aner Aart a Weis kënnen nohuelen.

Eng Initiativ, déi och ugeduecht war an déi am Plang drastoung, war d'Autopsie psychologique. Do ass et drëms gaangen - oder do wier et drëms gaangen, well se ass net duerchgefouert ginn -, fir méi genau, méi e qualitatiivt Wëssen ze kréien, firwat eng Persoun Selbstmord begaangen huet. Duerfir war virgesinn, Gespréicher mat deem Mënsch oder mat Leit aus dem Ëmfeld vun deem Mënsch ze féieren, fir do eventuell méi genau Konklusioune kënnen ze zéien, fir och méi eng effikass Fréierkennung kënnen ze maachen.

Mir wëssen, datt eeler Leit an der Selbstmordstatistik iwwerrepresentéiert sinn. Dat huet mat enger ganzer Rëtsch Grënn ze dinn: Et geet natierlech ëm de Verloscht vu Selbststännegkeet, et geet awer och ëm gesellschaftlech Froen, wéi d'Tatsaach, datt ee manner sozial Kontakter huet, eventuell iwwerhaapt dee generellen Ëmgang mat eelere Leit, déi riskéieren, ëmmer méi an Isolatioun ze kommen oder isoléiert ze ginn. A bei eelere Leit ass et och méi schwéier, aus der Zomm vun deenen Elementer Depressioune festzestellen, well bei Phenomeener wéi Middegkeet oder Appetitlosegkeet, déi klassesch Symptomer vun enger Depressioun wieren, gëtt bei eelere Leit oft gesot: „Jo, dat ass, well se eeben eeler sinn, dat kënnt eebe vir." An doduerch gëtt ganz dacks och bei eelere Leit … D'Fréierkennung misst, mengen ech, kënnen ausgebaut ginn.

Et gëtt e Lien, deen och e puermol vun de Virriedner ugeschwat ginn ass, dat ass de Lien tëschent Prekaritéit a Selbstmord, dat heescht, d'Tatsaach vum sozialen Ofstig, wou et e ganz kloeren an nogewisene Lien gëtt tëschent Suicide, Tentative-de-suiciden an zum Beispill dem Phenomeen vum Chômage. De Risk, fir eng Tentative de suicide ze maachen, ass bei Leit, déi am Chômage sinn, 8- bis 9-mol méi héich, wéi dat beim Duerchschnëtt vun der Bevëlkerung ass.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An do muss ee jo soen, nieft dem psychologeschen Drock - deen direkt do ass, well ee jo seng Aarbecht verluer huet, well een en Deel vu senger Existenz verluer huet - kënnt nach eng Kéier dobäi, datt een natierlech och ekonomesch méi prekär drun ass, deemno a wéi enger Situatioun een ass, an datt d'Prise en charge, déi een am Moment jo gréisstendeels nach privat bezuele misst, dann och nach eng Kéier méi schwéier ass, well een eeben am Chômage ass a manner finanziell Moyenen huet.

Also de sozialen Ofstig - an dat ass awer e grousse Problem - ass deelweis eng duebel Bestrofung fir Leit a mécht et duebel oder weesentlech méi geféierlech, datt si och deem Drock ausgesat sinn.

Generell ass Aarbecht - och an der Vergaangenheet, an deene leschte Joren, a mir gesinn do och an aneren europäeschen Etüden eng kloer Tendenz - eng Source, déi dozou féiere kann, datt ee Suiciden oder Tentative-de-suicidë mécht. Dee leschte „Quality of Work Index", deen d'Chambre des Salariés elo kierzlech publizéiert huet, weist, datt de Phenomeen vum Mobbing mat 21 % immens staark ass. Dat heescht: Och do, wou een an der Aarbecht ass, ass den Drock, deen op der Aarbechtsplaz ausgeüübt gëtt, d'Erwaardung un e Salarié, immens héich. Phenomeener wéi Mobbing, Burnout an d'Gefill, net méi aus dem Hamsterrad erauszekommen, sinn Elementer, déi mer, mengen ech, mussen ugoen a wou et och deelweis eng Fro vum Aarbechtsrecht ass, dat dorobber äntwere muss.

Ech kommen awer och net derlaanscht, iwwert d'Prise en charge selwer ze schwätzen, wat mengen ech, wéi gesot, deen drëtte gréisste Chantier ass. Och do hu mer zu Lëtzebuerg awer massiven Nohuelbedarf. Am Moment ass et esou, datt, wann eng Tentative de suicide festgestallt ginn ass, een natierlech an d'Urgence kënnt an een dann eventuell och iwwer eng Zäitchen stationär erëm opgebaut gëtt. Et bleift een och iwwer eng Zäitche stabill, mee wann een dann ambulant wëllt weider behandelt ginn, da kann dat bis zu véier Méint daueren. An et ass genau an där Zäit - tëschent deem Moment, wou een eventuell eng stationär Behandlung verléisst, an deem Moment, wou de Suivi vun der psychotherapeutescher Behandlung kënnt -, wou d'Gefor vun der Recidive am gréissten ass. Also ass och do, mengen ech, e ganz wichtege Chantier, dee mer onbedéngt mussen ugoen.

An och nach eng Kéier - an dat huet, mengen ech, jiddwer Virriedner gesot -: D'Prozedur, fir d'Psychotherapeuten unzeerkennen, ass 2013 op den Instanzewee gaangen, 2015 hu mer d'Gesetz gestëmmt a mir sinn elo 2021 a mir hunn nach ëmmer kee Remboursement - da musse mer do awer nu wierklech an d'Gäng kommen, well soss geet et net virun!

Ech hunn elo keng Zäit méi, gesinn ech. Ech hätt nach eppes iwwer Ausbildung a Formatioun vun Dokteren an Infirmieren wëlle soen - ech gesinn, den Héichschoulminister ass och hei -, ech mengen, datt d'Chantieren do och grad esou grouss sinn, wéi generell d'Fro vun der medezinnescher Ausbildung, ginn awer elo net méi weider drop an a soe just nach am Schlusssaz: Och wann d'Coronakris eise Spidolssystem sécher engem extreeme Stresstest ausgesat huet, esou mengen ech, datt ee soe kann, datt mer ganz vill Problemer erkannt hunn. Mir hunn awer och Resilienze vun eisem ëffentleche Gesondheetssystem erkannt - mir hu keng Situatioune gehat wéi an anere Länner, dat ass wichteg -, ech mengen awer, datt mer elo déi selwecht Resilienz an déi selwecht Ufuerderung un dee ganze Beräich vun der Santé mentale musse stellen, well do sinn d'Chantieren definitiv nach ganz grouss.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, d'Theema vun der mentaler Gesondheet a vum Suicide ass ëmmer nach e Sujet, iwwert dee ganz wéineg geschwat gëtt, an dat souwuel am ëffentleche Raum, wéi och am privaten.

Et ass e ganz perséinlecht Theema, dat fir jiddere mat ganz verschiddenen, mee ëmmer mat héich emotionalen Erfarunge verbonnen ass. Jiddere

vun eis huet scho Mënschen aus sengem méi oder manner noen Ëmfeld verluer, well hiert Leed esou grouss ginn ass, dass si sech keen aneren Auswee méi woussten, wéi sech d'Liewen ze huelen.

Mee ganz egal, wéi grouss d'Leed ass, wéi vill Uspanung oder wéi vill Angscht een an engem bestëmmte Moment och verspiert, et gi Mëttel a Weeër, fir dës schrecklech Zäiten ze iwwerstoen a sech nees wuel ze spieren.

Wichteg ass just, dass ee sech traut, a sengen donkelste Momenter no Hëllef ze froen, an dass een net aleng bleift. Dofir och dem honorabele Gilles Baum villmools merci, dass hien dës Interpellatioun haut, an enger schwiereger Zäit, ugefrot huet.

D'sanitär Mesuren, déi geholl goufen, fir d'Ausbreedung vum Covid ze limitéieren, reduzéieren d'Sozialkontakter op e Minimum. Dat ass wichteg, fir d'Infektiounszuelen op engem Niveau ze halen, deen eis Spideeler net iwwerlaascht, mee dat bedeit fir vill Mënschen och, dass si sech säit elo schonns bal engem ganze Joer vill méi oft aleng fillen oder mat Ängschte liewen.

Ausserhalb vun den eegene véier Wänn huet een nëmmen nach déi wichtegst Kontakter, an nei Frëndschafte schléisst een net, a wann awer, dann online. Famill oder Frënn, mat deenen een zesumme wunnt, ginn esou zum wichtegste soziale Kontakt.

Mee wat ass, wann een aleng wunnt oder d'Partnerschaft, an där een ass, een net glécklech mécht, mee just ënner Drock setzt? Wat ass, wann ee mat deene Mënschen, mat deenen een zesumme wunnt, zwar en Daach deelt, mee ni seng perséinlech Gefiller oder Gedanken? Da kann dat eegent Doheem séier zur Fal ginn.

Suicidaire Persounen a Mënsche mat Depressiounen neigen dozou, sech zréckzezéien, well hinnen d'Kraaft feelt, um Alldag deelzehuelen, oder well se d'Gefill hunn, dass kee si versteet. Grad dëst Verhale verschlëmmert hir Situatioun awer ganz oft, well si esou net un déi Hëllef kommen, déi si bräichten.

Dat war scho viru Covid e grousse Problem, ass mat dëser Pandemie, an där jiddwereen noutgedrongen e wéineg méi zréckgezu lieft, awer nach méi akut ginn. Wien doheem keen huet, mat deem en en éierlecht Gespréich féiere kann, oder wann d'Situatioun doheem genee dee Problem ass, iwwert deen en esou dréngend schwätze misst, dee fillt sech ganz séier aleng.

An Zäiten, wou Onsécherheeten an och Existenzängschte souwisou schonns den Alldag prägen, de Betrib vläicht net méi esou leeft, wéi geduecht, ee mat de Kolleegen op der Aarbecht kee gutt Verhältnis huet oder déi finanziell Scholde wuessen, ka professionell Hëllef dofir ëmsou méi wichteg sinn. Dofir ass et wichteg, dass mir haut nach emol an aller Däitlechkeet festhalen, dass absolutt kee sech genéiere soll, sech un en Dokter, e Psycholog oder e Psychiater ze wennen, wann e sech net gutt fillt.

Betraffener iwwerleeë sech an eenzelne Fäll och, ob een et net awer aleng kéint packen an ob een den Dokter wärend enger sanitärer Kris wierklech wéinst senge Gedanken uruffe sollt. Ma dat ass de falsche Wee, déi falsch Denkweis. Wann ee sech an der Gesellschaft net verstane fillt, ass och de Wee, sech fir e Gespréich mam Dokter opzemaachen, do. Suergen an Ängschten, déi ze grouss ginn, si genee esou geféierlech, wéi eng aner Krankheet oder Verletzungen, a kënnen och behandelt ginn.

Absolutt kee muss sech genéieren, wann e sech e Rendez-vous beim Hausdokter hëlt, well e mat Angschtzoustänn, chroneschen Uspanungen, déiwer Trauer oder Suicidegedanken ze kämpfen huet. D'Generaliste kënnen no enger éischter Consultatioun och Iwwerweisunge un Doktere maachen, déi de Suivi maachen. De Wee eraus aus enger emotionaler Kris ass e ganz individuellen. Keng Situatioun ass identesch an all Mënsch ass mat senge Liewensëmstänn eenzegaarteg. Mee dat bedeit net, dass ee muss aleng sinn.

Wa mir als Politiker d'Problematik vum Suicide ugoe wëllen, da musse mir niewent der Opklärung iwwert d'Hëllefsméiglechkeeten och op medezinneschem an op psychologeschem Niveau defir suergen, dass d'Leit sech trauen, vun dësen Hëllefen ze profitéieren.

Wann ee sech ukuckt, wéi eng Persounegruppe besonnesch héich Suicidezuelen opweisen, da fält op, dass d'Entscheedung, säi Liewe fräiwëlleg zum Enn ze bréngen, keng Gesellschaftsschichte verschount.

Et sinn elo iwwer 17 Joer, wou ech an der Jugendaarbecht täteg sinn, an ech kann Iech soen, mir si vill Schüler begéint, jonk Schüler, déi Suicidegedanken haten, dat oft duerch eng Iwwerfuerderung an der Schoul, e gesellschaftlechen Drock weiderzekommen. Als Gesellschaft musse mir eis awer iwwerleeën, ob mer deen Drock, och den Erfollegsdrock an de Schoulen, net emol iwwerdenke mussen. All Kand a säi Leed hu mir am Häerz wéigedoen. Mee mat der gudder Aarbecht vun eisen Educateuren am Jugendhaus konnte mir glécklecherweis bis elo nach all Suicide verhënneren. An dat ass e wichtege Message, deen d'Politik soll mathuelen: Strukturen a Méiglechkeeten ze schafen, fir sech unzevertrauen.

No engem Suicide dierf de Staat och net déi Leit vergiessen, déi hannerbliwwe sinn an déi sech op éiweg wäerte Froe stellen, Familljen, déi vläicht net direkt staark genuch sinn, fir alles administrativ esou schnell an esou einfach ze erleedegen, déi mat hirer Trauer an der Fro nom Wisou net eens ginn. D'Politik muss déi néideg Strukture schafen, fir den Hannerbliwwenen ze hëllefen an och si opzefänken.

Här President, d'Suicidepreventioun brauch e politesche Kader an e gesellschaftlecht Engagement. D'Politik muss garantéieren, dass Mënschen an Nout einfach un Informatiounen iwwer Hëllefsméiglechkeete kommen a wëssen, u wie si sech wenne kënnen. D'Politik muss och defir suergen, dass ëmmer eng Léisung do ass, och wann ee sech finanziell iwwerschëlt.

Och, wann ee keen aneren Auswee méi gesäit wéi de Suicide, ass awer een do. Duerfir ass et esou wichteg, ëmmer erëm ëffentlech ze soen: Et ginn ëmmer Léisungen, och wann et nach esou düster ausgesäit. An deem Kontext wëll ech och dës Motioun deposéieren, an där ech d'Regierung opfuerderen, bei all Rappel de payement vum Staat ab engem Montant vun 10.000 Euro en Hiweis op d'Méiglechkeet vun der Iwwerscholdungsberodung bäizefügen.

Motion 6

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass Mënschen, déi sech an enger Liewenskris befannen oder duerch extern Aflëss eng Ausnamesituatioun duerchliewen, wéi zum Beispill duerch Iwwerscholdung oder de Verloscht vun der Aarbechtsplaz, engem erhéichte Risiko ausgesat sinn, suicidaire Gedanken ze entwéckelen;

- dass och de Staat a seng Administratiounen als Creancier optriede kënnen;

- dass fréizäiteg Hëllefstellungen de Leidensdrock vu Persounen, déi mat Iwwerscholdung ze kämpfen hunn, senke kënnen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- op all Rappel vun enger Facture an all Demande de payement, déi vun enger staatlecher Administratioun ausgestallt gëtt an e Montant vun 10.000 Euro oder méi ëmfaasst, op d'Méiglechkeet vun enger Iwwerscholdungsberodung ze verweisen;

- beim Ausstelle vun Titres exécutoires zousatzlech och Hiweiser op Ulafstelle bäizeleeën, déi Scholdner op engem emotionalen a psychologeschen Niveau duerch de Prozess vun der Scholdeberengegung begleede kënnen.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- D'Politik muss de Leit Courage maachen, wann et drëms geet, sech Hëllef ze sichen. D'Gesellschaft, an dat bedeit all Eenzelnen, kann dobäi hëllefen, andeems ee selwer op säi Kierper lauschtert a sech Hëllef sicht, wann den ënnerlechen Drock ze vill gëtt; andeems een d'Problemer vu senge Matmënschen eescht hëlt an net mat engem kuerze „Kapp héich, Du packs dat schonn!" ofdeet; andeems een de Leit aus sengem Ëmfeld en oppent Ouer schenkt, ouni ze urteelen. Mir Piraten wëllen eis fir dës Ziler asetzen a mir hoffen, dass d'Politik zesummen, mir alleguer, schnell déi richteg Entscheedungen hëlt.

Mir wäerten haut och d'Motioun vum Gilles Baum matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass e puermol de Mëtteg an dëser Debatt ugeklongen: De Suicide vun engem Mënsch hannerléisst eis, déi aner, säin Ëmfeld hëlleflos, an et sicht een no Erklärungen. Et freet ee sech, firwat et esou aussiichtslos geschéngt huet, datt een deen dote Wee gaangen ass. A ganz besonnesch stellt ee sech déi Fro, wann et e jonke Mënsch ass, e Mënsch, deen, wéi een esou schéi seet, säi Liewen eigentlech nach viru sech gehat hätt an dat, wat eigentlech dat Eenzegt ass, wat mer als Mënsch jo wierklech hunn, eist Liewen, opgëtt an esou fréi hannert sech léisst.

Ech denken, datt mer eis alleguerten ëmmer nees mussen drun erënneren - wann ech soen eis alleguerten, dann ass dat eng gesellschaftlech Erausfuerderung, well et un eis ass, déi Jonk staark ze maachen, déi Jonk esou ze stäerken, datt se Vertrauen a sech selwer hunn, datt se och an deene Liewenskrisen, déi iergendwann och wäerten op si waarden - fir deen ee sinn et der heiansdo méi a se komme méi fréi a méi dacks, a fir deen anere sinn et der manner a se kommen och vläicht méi spéit, mee iergendwann komme se -, datt se staark genuch sinn, fir déi dann och ze meeschteren.

An natierlech hannerléisst et och ëmmer déi ronderëm. Dat ass net nëmmen dat privat Ëmfeld, dat sinn och déi Professionell an de Schoulen, an de Strukturen, an den Hëllefsservicer, ganz oft verzweifelt an och mat der Fro: Wat hätt ech aneschters kënne maachen? Hunn ech matzäit reagéiert? Hunn ech gesinn? Hunn ech erkannt? Hunn ech déi richteg Wierder fonnt? An ech hunn an deene leschte siwe Joer méi wéi eng Kéier ëmmer nees missen den Telefon huelen, fir Leit, déi am SePAS, an de Schoulen, an de Lycéeë schaffen, ze soen, datt et net hir Schold ass an datt et trotz allen Efforten, déi si maachen, dach awer herno net un hinnen hänke bliwwen ass, an datt si alles gemaach hunn, an datt et, obscho se alles gemaach hunn, awer net ze ännere war.

Jo, de Suicide bei deene Jonken ass eng Realitéit an ech sinn immens dankbar, datt de Gilles Baum deen Theema do och eng Kéier vun där Säit an an där Optik beliicht huet, well mir mussen dorobber kucken, mir mussen d'Aen ophalen. Dat Schlëmmst, wat mir kënne maachen, mir alleguerten, an dat sécherlech net nëmmen am politesche Raum, dat ass ewechzekucken. An och dat ass de Mëtteg an der Debatt hei virgedroe ginn.

Ech mengen, et war d'Francine Closener, wat gesot huet, datt et bei jonke Leit dach heefeg Suicideversich gëtt - ee vun 13 tëschent 12 an 18 Joer seet selwer, datt e schonn eemol probéiert huet, sech d'Liewen ze huelen - an datt iwwer 7 % vun de reusséierte Suicidë Jonker ënner 25 Joer betreffen. Duerfir, wa mer d'Ae wëllen ophalen, da musse mer eis dat bewosst maachen an da musse mer wëssen, datt Suicide eeben och bei jonke Mënschen e ganz konkreete Risiko ass, a mir mussen eis och domadder ausernanersetzen, wat d'Risikofacteure sinn.

Spezifesch Etüden, déi souwuel hei zu Lëtzebuerg, wéi international gemaach gi sinn, weisen, wat déi Risikofacteure sinn: E jonke Mënsch, deen onzefridden ass mat sech selwer; e jonke Mënsch, dee Gewalterfarung gemaach huet; e jonke Mënsch, deen Drogen, Alkohol net nëmme consomméiert, mee abuséiert huet; e jonke Mënsch, dee schwiereg Situatiounen, Stresssituatiounen an der Schoul erlieft; e jonke Mënsch, deen och net op déi Ënnerstëtzung an de Kader doheem oder allgemeng a sengem privaten Ëmfeld kann zielen - an dat muss net nëmmen de familiäre Krees sinn, mee dat kann och de Frëndeskrees, d'frëndschaftlecht Ëmfeld sinn -, jo, deen huet méi en héije Risiko, op de Gedanken ze kommen, sech d'Liewen ze huelen, a statistesch gesinn, mécht en dat oder probéiert en dat dann och méi dacks.

An duerfir musse mer d'Aen ophalen, fir déi Risikofacteuren do ëmmer, a ganz besonnesch natierlech och momentan an där schwiereger Situatioun, an där mer sinn, wou villes, wat Jonker brauchen, fir staark ze ginn, fir resilient ze ginn, fir u sech selwer ze gleewen an hir Plaz am Liewen ze fannen, net esou méiglech ass, wéi mir et erlieft hunn déi Zäit, wou mer jonk waren, a grad elo matten an der Pandemie musse mer eebe ganz besonnesch dorobber Uecht ginn. An duerfir hu mer déi lescht Schoulrentrée ënnert d'Motto vum Wuelbefanne gestallt a ganz kloer gesot, datt mer eis am Bildungsberäich och dorëms musse këmmeren an datt mer do net däerfen ewechkucken.

Ech kéint Iech elo hei eng ganz Lëscht vu konkreete Mesuren opzielen, déi geholl goufen, déi mer amgaange sinn ze huelen, déi mer geplangt hunn - an déi betreffe souwuel den Enseignement fondamental, wéi och de Secondaire, wéi och de Beräich vun der Aide à l'enfance -, déi noutwendeg sinn, fir Jonken net nëmmen da konkreet eng Hëllef ze ginn, wa se se brauchen - jo, och dat muss eist Zil sinn -, mee fir déi Jonk eigentlech vu vireran esou ze stäerken, datt se staark genuch sinn, fir déi eenzel Liewenskrisen a Liewenssituatiounen dach gutt kënnen ze meeschteren.

Datt dat net geet ouni gutt Personal, genuch Personal, Fachpersonal, ass evident. An eis Bildungsstrukture musse sech duerfir opmaachen, opmaachen och fir ënnerschiddlech Profiller vun ausgebiltem Personal, ganz besonnesch natierlech do, wou et drop ukënnt, denken ech, dat ass an de SePASen an de Lycéeën, awer och an de Service-socio-éducativen, wou mer haut insgesamt 300 Posten hu vu Psychologen, vun Educateuren, vu Pedagogen. An déi 300 Posten, do sinn der 80 derbäi, déi zanter 2017 geschafe goufen, dat och nach eng Kéier fir ze ënnersträichen, wéi wichteg eis déi Presenz vun héichwäerteg ausgebiltem Fachpersonal an deem dote Beräich ass, fir datt d'Schoul do och als Ganzt kann d'Aen opbehalen an déi néideg Wierder an déi néideg Aktioune ka fannen, wa Jonker riskéieren, an esou Liewenssituatiounen ze kommen, datt se keen aneren Auswee méi kennen.

An de SePASen hu mer eis duerfir awer och ganz besonnesch véier Schwéierpunktsujeten erausgesicht, wou d'Aktivitéiten an de SePASe sech sollen net drop limitéieren, mee dach solle ronderëm gravitéieren. An et si genau déi Risikofacteuren do, déi mer beim Suicide feststellen, déi mer hei an de Mëttelpunkt gestallt hunn. Dat ass d'Gewaltpreventioun, dat ass d'Suchtpreventioun, dat ass awer och d'Éducation sexuelle et affective, et ass de Konsum vu soziale Medien, déi digital Welt, déi eng Liewensrealitéit fir déi Jonk ginn ass an déi net nëmme Guddes mat sech bréngt an net nëmme sozial ass, wéi mer dacks esou schéi soen. An et ass als fënnefte Sujet awer och déi mental Gesondheet an d'Gestioun vun den Emotiounen, déi jo ganz enk domadder zesummenhänkt.

Mir wäerten och eng Campagne an de soziale Medie maachen, fir Jonker mat Jonker a Kontakt ze bréngen - well en Erwuessenen, e kann och nach esou gutt geschoult sinn, huet oft net dee selwechten Zougang zu engem Jugendleche wéi en anere Jonke selwer -, an do iwwer hir Erfarungen ze schwätzen. An ee Jonken, dee vläicht selwer duerch e schwierege Moment gaangen ass, e Jonken, dee vläicht selwer scho mam Gedanke gespillt huet, ob en nach säi Liewe wëllt weiderféieren oder net, wann deen engem anere Jonke kann nolauschteren a vu sengen Erfarunge kann erzielen, denken ech, dann erreeche mer doduerjer nach eng Kéier vill, vill méi. An dat ass ee vu ganz ville Projeten, déi mer an deem heiten Domän an der Suicidepreventioun an am Bien-être an am Wuelbefanne wäerte lancéieren.

Mir hunn awer och um Programm stoen, e Leitfaden fir d'Enseignanten ze erstellen, well et wichteg ass, datt mer, an den Terme ass zweemol, mengen ech, de Mëtten hei gefall, eng „whole school approach" hunn, datt jidderee sech mat responsabel an zoustänneg spiert an datt jiddereen hikuckt an agéiert a keen ewechkuckt, an och den Enseignant net ewechkuckt. Also, e Leitfaden erstelle fir d'Enseignanten, fir eng Detresse beim Jonke fréizäiteg kënnen ze erkennen an ze wëssen, wéi een dorobber reagéiert.

Mir hunn an de Lycéeën och zanter der leschter Rentrée Kriseninterventiounsekippen opgestallt a forméiert, fir vun der Preventioun bis zur Postventioun och kënnen ze intervenéieren a souwuel d'Schüler wéi all déi aner Professionell och do kënnen a ganz konkreete Situatiounen ze begleeden.

Am Domän vun der Drogepreventioun schaffe mer virun allem drun, datt mer nach méi vernetzt schaffen, datt mer e Reseau schafen tëschent eenzelnen Initiativen an eenzelnen Acteuren, déi present sinn, mee wou een dach heiansdo d'Gefill net lassgëtt, datt se fir sech agéieren an datt dat grousst Gesamtkonzept an dat Aneneegräife vun den eenzelnen Initiativen dach feelt. Duerfir wäerte mer eis Kollaboratioune mat der Associatioun Impuls weider ausbauen an iwwert de ganze Bildungsberäich, de formalen an och den nonformalen, ausdeenen. Mee mir wäerte virun allem kucken, datt mer d'Konzepter an d'Manéieren an d'Approchen openeen ofstëmmen.

Vill erwaarde mer eis och vum Jugendbericht 2021, deen also an den nächste Méint wäert erauskommen, dee grad d'Wuelbefannen an d'gesondheetsrelevant Verhale vun deene Jonke wäert beliichten an, wéi et ëmmer bei de Jugendberichter de Fall ass, ganz vill Analyse wäert maachen, Donnéeën eropbréngen, op där hirer Basis mer kënnen iwwerleeën, wou mer nach mussen a wou mer kënnen agéieren. Parallell dozou wäerte mer awer och an dësem Joer de Jugendpakt ronderëm d'Theema vum Wuelbefannen dréie loossen, wou mer mat Jugendleche selwer, awer och mat Professionellen, déi am alldeegleche Kontakt mat deene Jonke sinn, probéieren, eng ganz Rei vu Pisten ze detektéieren.

Eng vun deene Pisten zum Beispill, wou mer méi staark present musse ginn, hunn ech d'Chance zesumme mam Policeminister a mat der Justizministesch den nächsten Dënschdeg virzestellen, nämlech e Programm, en neie Programm vu Bee Secure, also där Agence, déi eeben och prevenéiert, wat Abusen am virtuelle Raum ubelaangt an déi Jonk soll stäerken, fir hir Plaz am virtuelle Raum ze fannen a sech eeben och gutt am virtuelle Raum kënnen ze beweegen an de jeeweilege Geforen och do kënnen ze begéinen. Hei geet et ëm e Programm ronderëm de Sujet vum Sexting, e Sujet, deen op den Ordre du jour gehéiert an och e Sujet, deen zu engem Malaise bei ville Jonke ka féieren an doriwwer eraus.

Ech si frou, datt eenzel Riedner och kloergemaach hunn, datt de Sujet vum Wuelbefannen a vun der Suicidepreventioun net nëmmen e Sujet ass fir Jonker am Lycée, mee datt een et och schonn an der Grondschoul muss ugoen. Et däerf een net Angscht maachen, natierlech muss een de richtegen Toun fannen, natierlech muss een hei virun allem och Jonker kënne stäerken. Mee och an der Grondschoul ass et wichteg, datt psychologesch geschoult Personal present ass. Mir hu Psychologen an all eise Regiounen, an deene 15 Regiounen, och an den Équipes de soutien pour enfants à besoins.

A mir sinn hei amgaangen, och nach weider Personal ze rekrutéieren an och weider auszebilden an enger „first responder"-Logik, fir wierklech bei akute Situatiounen, bei Krisesituatioune ganz schnell an de Schoulen och kënne present ze sinn an dem Schoulpersonal an deem anere Personal kënnen ze hëllefen an, virun allem, dem Jonke kënnen ze hëllefen.

Ech denken, datt dat sech an eng Politik aschreift, déi mer zënter enger Rei vu Jore maachen, ugefaange mat der Schafung vun de Centre-socio-thérapeutiquen, fir och aner Bildungsraim kënnen ze hu wéi d'Schoul, fir op d'mannst emol sporadesch deem Jonken d'Chance ze ginn, dem Kand d'Chance ze ginn, an engem Ëmfeld sech kënnen ze entwéckelen, wou ee sech erëm eng Kéier wuel spiert, wou ee Krise kann hannert sech loossen an da schrëttweis erëm zréck an d'Schoul ze kommen.

Ech kéint hei och nach eng Hellewull vu Sujeten opzielen aus dem Beräich vun der Aide à l'enfance, wou mer ganz akut ëmmer preventiv schaffen, bei deenen 1.248 Kanner a Jugendlechen, déi a Foyeren oder a Fleegefamille sinn, bei deene 500 Familljen, déi vu Servicer vum ONE doheem begleet ginn, bei deene 4.000 Kanner a Jugendlechen, déi vun enger ambulanter Prise en charge och hei wäerte profitéieren. A mir wëssen, datt déi doten Zuelen net duerginn. Mir wëssen, datt mir do e Besoin hunn. An hei kéint ech lech eng ganz Rëtsch vu Projeten, vu ganz konkreete Projeten, opzielen, well et geet eeben och drëms, déi ganz Famill ze stäerken. Et geet drëms, d'Ëmfeld vum Kand ze stäerken, wa mer wëllen d'Wuelbefanne vum Kand stäerken a wa mer eng erfollegräich Suicidepreventioun wëlle maachen.

Ofschléissend wëll ech nach eng Kéier soen, datt mer et als d'Aufgab vun engem Bildungssystem gesinn, Jonker staark ze maachen, staark virun de Gefore vum Liewen, virun deene schwierege Momenter am Liewen an och virun deenen existenzielle Krisesituatiounen, se resilient ze maachen. An dat ass fir eis an der Educatioun an am ganze Bildungsberäich kee Moudebegréff.

Ech ka mech erënneren, datt mer virun dräi Joer den Dag vun der nonformaler Bildung ënnert de Sujet vun der Resilienz gestallt hunn, well mer ganz besonnesch och am nonformale Beräich wëssen, datt mer Jonker kënne stäerken, datt se selwer u sech gleewen, datt se eng zolidd Basis hunn, op där se sech kënne weiderentwéckelen. Jo, an dorëms musse mer eis alleguerte këmmeren, d'Bildungsinstitutiounen, mee ganz besonnesch och mir Erwuessener, sief et als Elteren, sief et als Frënn, sief et als Trainer, sief et als Educateur, sief et als Enseignant. Et kënnt op eis un an et kënnt op déi mënschlech Momenter un, déi mer mat deene Jonken deelen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Wann ee sech d'Liewen hëlt, dann ass dat eng Doudesursaach, déi een erschreckt, an effektiv, wéi de Gilles Baum et sot, op den éischte Bléck gesäit ee kee Scheema. Et trëfft queesch duerch de Gaart. Mir hunn dëst Joer d'Informatioun kritt, dass kleng Kanner an de Flüchtlingscampe sech d'Liewe geholl hunn, net op där anerer Säit vum Äerdball, mee relativ no bei eis.

Mir gesinn aus eisen Zuelen, dass eeler Leit sech d'Liewen huelen. Mir gesinn, dass et Jugendlecher trëfft, dass et gestane Politiker kann treffen, dass et Leit trëfft, déi matten am Liewe sinn.

An awer, wann ee méi genau kuckt, da gesäit een e gemeinsamen Nenner. An dat ass d'Verzweiflung, et ass d'Perspektivlosegkeet, et feelt u Liewensmotivatioun, un Energie, et gesäit ee keng Perspektiv méi an et denkt een: „Vläicht geet et besser, mee warscheinlech net." D'Liewen ass net méi liewenswäert.

Wann ee sech mat esou Fäll befaasst, da stéisst een op vill Saachen, wou ee seet: Jo, iergendwéi ass et deels novollzéibar! Krankheet, Péng, Gewalt sinn esou staark, dass ee keen Auswee gesäit, och wann een esou eng Situatioun vu bausse kuckt. Et ass keen Enn ersiichtlech. Ech denken do u kleng Kanner, déi effektiv a Flüchtlingscampe sëtzen. Wou solle se Vertrauen hierhuelen, wa keen hëlleft, wa keen intervenéiert? Dat ass eppes, wat se net mat op de Wee kritt hunn. Do ass d'Aussiichtslosegkeet relativ kloer erkennbar. D'selwecht bei enger Krankheet, déi mat vill Péng verbonnen ass, wou een einfach keng Perspektiv méi huet op besser Zäiten. Och do kann een dat novollzéien.

Deels, an dat ass leider déi traureg Majoritéit, huet een awer d'Gefill, dass et en Akt vu Verzweiflung ass, deen duerch eng gewësse Verblendung geschitt ass, wou d'Leit sech verlaf hunn, wou se einfach net méi erkennen, dass se eigentlech nach e Choix gehat hätten, dass se hätte kënnen nach en anere Wee wielen, dass se hätte kënnen ëm Hëllef froen. Mee si hunn dee Wee net méi fonnt.

An oft muss een zum Schluss kommen, wann ee gesäit, dass et och grad an eise Géigenden héich Tauxe gëtt vu Suicide, dass ee vläicht och einfach net méi gewinnt ass, mat Enttäuschung, mat Trauer ëmzegoen, mat Ausgrenzung, mat Aggressivitéit, dass een am Fong geholl vläicht einfach d'Chance huet oder vill ze vill laang d'Chance hat, keng Erfarung hu musse mat esou schwierege Situatiounen ze kréien an och déi néideg Resilienz net konnt opbauen.

Wa Mënsche sech d'Liewen huelen, dann ass dat sécherlech e gesellschaftspolitescht Theema par excellence, well kee verschount ass, ob et engem elo objektiv gesi gutt geet oder awer vläicht och esou schlecht, dass wierklech kee mat engem wéilt tauschen. Et ka jiddwereen treffen.

An d'Kris, an där mer am Moment sinn, déi huet e gemeinsamen Nenner eigentlech nach méi visibel gemaach: D'Ongewëssheet, déi Hand an Hand mat esou engem Naturphenomeen wéi enger Pandemie geet, déi féiert sécherlech fir vill Leit zur Aussiichtslosegkeet, wa se an hirer Existenz bedrot sinn, wa se net wëssen: Packen ech et, packen ech et net? Wéi laang dauert dat nach? Si gesi kee kloert Enn. Do kënnt déi Aussiichtslosegkeet ganz kloer zum Ausdrock an et ass virauszegesinn, dass dat verschidde Leit wierklech un de Rand kann dreiwen.

Wann d'soziaalt Liewen erofgefuer gëtt, aus der Nout eraus, fir sech géint de Virus ze schützen, da gëtt d'Ausgrenzung méi staark. Fir déi, déi et souwisou scho sinn, gëtt se vläicht nach eng Kéier duerch eng Couche drop verstäerkt. Mee och Leit, déi se vläicht guer net kannt hunn, léiere se kennen duerch dës Situatioun, gi mat eppes konfrontéiert, wou se net wierklech dermadder kënnen ëmgoen.

An dëst trëfft och nees eng Kéier ënnerschiddlech - virun allem Jugendlecher. Si liewen am Haut méi wéi Leit an enger anerer Alterskategorie vläicht. Si sinn amgaangen, hir sozial Kontakter opzebauen, sech selwer opzebauen. An do ass dat schonn dramatesch, wa vun haut op muer d'Ëmfeld net méi dat ass, wéi een et gewinnt war, well se an deem aneren opwuessen.

Den Alter och. Am Alter sinn d'Deeg gezielt an deemno och aller Logik no ëmmer méi wäertvoll. Do ass och all Woch, all Mount, wou een net ka seng Routine hunn, Leit gesinn, vläicht mat engem méi grousse Leide verbonnen, wéi wann ee sech ka soen: „D'nächst Joer geet et besser!" Déi Chance huet net jiddwereen.

D'Kris mécht natierlech och aner Risikofacteure siichtbar. Ech denken un den Drock op der Aarbechtsplaz, de Burnout. Mir denken hei un déi vill Leit un der Front, déi enorm Stonne musse schaffen, déi iwwert déi Stonnen eraus mat schwierege Situatioune konfrontéiert sinn, déi den Doud vläicht gewinnt sinn an hirem Beruff ze gesinn, em awer duerch dës Kris dach nach vill méi oft mussen an d'A kucke wéi an normalen Zäiten.

D'Ongerechtegkeet vun dësem Naturphenomeen ka schonn esou munchereen an d'Verzweiflung drécken.

Ech géif och erënneren un den Thomas Schäfer, den hessesche Finanzminister, deen den 28. Mäerz 2020 sengem Liewen en Enn gesat huet wéinst der Coronakris. Hien huet dem Drock net méi standgehalen, en huet sech virun den Zuch gehäit.

Ech muss soen, dat ass eng Nouvelle, déi mech extreem markéiert hat, wann ech op dat lescht Joer zréckkucken, besonnesch, well hien e gestanene Politiker war. Et ass em Besonnenheet nogesot ginn. Et ass kee Mann, deen aus der Hëft geschoss huet. Zéng Joer Erfarung hat en. Ech konnt et net wierklech verstoen. Et huet mer wierklech Angscht gemaach.

Haut kucken ech zréck an da soen ech mer: Vläicht grad, well en déi Erfarung hat, wousst de Mann, wat op e géif duerkommen! An dat erkläert et vläicht.

Drock awer och bei de Kanner. D'Kanner kréien an dëser Kris eng Verantwortung opgebockelt, déi incroyabel ass. D'Kanner kréie Scholdgefiller, si kréien Angscht virum Virus. Si sinn nach net onbedéngt vum Alter hier an der Capacitéit fir ze relativéieren. Dat heescht, se gesi sech vläicht als e Problem, woubäi de Virus eigentlech de Problem ass, awer net si. Och dat si Schwieregkeeten an dat féiert derzou, dass verstäerkt Problemer bei Kanner ze observéiere sinn an dëser Zäit.

Deemno, fir op d'Theema vum Dag zréckzekommen, eise Plan national prévention suicide hei am Land, et muss ee soen, dass deemools de Fanger an eng oppe Wonn geluecht ginn ass, och hei zu Lëtzebuerg. Et ass erkannt ginn, 2012 schonn, wéi d'Aarbechten ugelaf sinn, dass dëst eng Priorité de santé publique muss ginn an dass et och en Theema ass, wat eng multisektoriell Approche erfuerdert.

Villes gouf also ugestouss deemools, fir dëse Plang, dee vun 2015 bis 2019 gelaf ass an dank dem Lydia Mutsch, menger Virgängerin, eng ganz grouss Dynamik an eisem Land hei och entwéckelt huet.

D'Zil war et, der Saach op de Fong ze goen, d'Situatioun natierlech och ze verbesseren. E Plang huet net e Selbstzweck, et ass net just e wëssenschaftlecht Instrument, mee et geet drëm, d'Zuel vun den Doudegen duerch Selbstmord erofzekréien. Dat ass, wann een d'Zuele kuckt, zum Deel reusséiert. Mir sinn erofgaange vu 85 Leit am Joer 2014 op 58 am Joer 2018, dat heescht ronn een Drëttel. Mee dat geet net duer. Do ass all Eenzelnen een ze vill!

De Fanger ass och an d'Wonn geluecht ginn. Firwat? Majo, well de Selbstmord net vun ongefëier kënnt. Et ass e groussen Akzent op d'Preventioun gesat an déi ass och wichteg. Mir hunn et héieren, bei ronn 70 % vun de Fäll geet eng Depressioun dem Akt viraus, an do kann een nach drop awierken. Do ass wierklech nach Zäit, iwwer Fréierkennung eppes ze maachen.

Bei deenen anere géif ech och gären drun erënneren, dass et och eng Notioun vu Fräidoud gëtt, wat eng Fräiheet ass, eng Grondfräiheet. Ech si ganz frou, dass de Marc Baum dorobber opmierksam gemaach huet. Dat gëtt oft vergiess. Et ass sécherlech net déi grouss Majoritéit, mee et gëtt och Leit, déi dëst ganz fräiwëlleg a fräi entscheeden an dat och als e Grondrecht empfannen. Dat ass eppes, wat een net soll vergiessen, wann ee vun der Autopsie psychologique schwätzt, déi wichteg ass, absolutt. Ech mengen, d'Zilsetzung, do geet et drëm ze verstoen, wat d'Ursaache sinn. Op där anerer Säit ass d'Notioun vu Privatsphär vun de Leit.

Ech muss soen, mir leeft et perséinlech e bëssel che kal de Réck erof, wann ech mer virstellen, ech géif zu esou enger Decisioun kommen an da géif a mengem Liewe ronderëm gewullt ginn. Ech mengen, dat muss een einfach virsiichteg ugoen. Sécherlech gehéiert et an de Plang. Mee et soll een déi Thematiken, déi um Dësch leie vum Dateschutz, vum Recht op Privatsphär net ënnerschätzen. Déi solle mer verdéiwen a kucken, wéi een effektiv esou eng Autopsie ka weiderbréngen a parallell natierlech och de Leit hiert Recht op Privatsphär oprechterhalen.

Preventioun, dat ass dat, wou de Plang drop ofziilt. Et geet ëm d'Erkennen, ëm d'Kucken. Net ewechkucken! De Stigma hiewen, entgéintwierken, handelen um Niveau vun der Gesellschaft, individuell, awer och op professionellem Plang iwwer eng gutt Prise en charge. Et gouf méifach ugeschwat, de Stellewäert ass laang sécherlech net dee gewiescht, deen e verdéngt huet. D'Gesondheet an d'Zefriddenheet, dat ass e Ganzt. Do gëtt et keng Hierarchie tëschent der Santé mentale an der Santé physique. An an deem Sënn ass et och zu Recht, dass d'Psychiatere revendiquéieren, dass dat sech och an den Tariffer erëmspigelt.

Ech sinn dofir frou matzedeelen, dass ab dësem Januar, am Januar 2021, d'Tariffer vun de Consultatiounen ëm 15 % gehuewe gi sinn an dass am Moment och Negociatioune lafe ronderëm eng Nomenklatur, eng nei Nomenklatur, wou och de Facteur Zäit soll déi néideg Consideratioun kréien - och am Beräich vun der Teleconsultatioun, et ass ugeschwat ginn, do war e Manktum, och dat ass säit Dezember behuewen an och elo méiglech fir d'Psychiateren.

D'selwecht och, wat de Studium betrëfft. Et ass sécher e gudde Wee, fir méi Leit op Lëtzebuerg ze kréien, fir méi Leit an dëse Beruff ze kréien, wa mer wierklech eng Ausbildung hei géifen ubidden. Och do sinn d'Gespréicher amgaangen. Déi komme gutt virun. Ech sinn do zouversiichtlech, dass mer deene Wënsch, déi duerch verschidde Motiounen hei geäussert gi sinn, wierklech kënne Rechnung droen.

D'Psychotherapeute schlussendlech, jo, dat ass e laangen Dag. Effektiv, dat huet mech och immens erstaunt, wéi ech deen Dossier gesinn hunn.

Haut läit en Avis vum Staatsrot um Dësch. Deen ass vum 17. November, an ech kann lech garantéieren, dass dat net méi laang wäert daueren, bis dat do solutionéiert ass. Deen Avis vum Staatsrot schwätzt eng kloer Sprooch. Ech hat och elo dës Woch d'Geleeënheet, en nach eng Kéier am Detail ze liesen, soudass ech och do zouversiichtlech sinn, dass déi Echeance, déi ugeduecht ass vun der FAPSYLUX, fir elo nach dëse Mount weiderzekommen, ka gehale ginn.

D'Formatioun am Beräich vun de Premiers secours de santé mentale, dat ass eng vun de Successstories vun dësem Aktiounsplang. Deen huet immens vill Succès. Et ass eng ganz grouss Demande do. An dat soll eis optimistesch stëmmen. Ech mengen, et ass e groussen Interessi, e grousse Konsens ronderëm dat Theema. Dat huet sech och haut gewisen. Do si mer op alle Fall beméit, fir dat nach weider auszebauen an dat esou no an all d'Secteuren eranzekréie wéi nëmme méiglech.

De Plang selwer hat 33 Aktiounen, wouvunner eng gutt Hallschent ëmgesat sinn an nach eng ganz Rei amgaange sinn ëmgesat ze ginn. Anerer net, et ass ugeschwat ginn, dee vun der Autopsie ass op Problemer gestouss, an déi Problemer solle mer ugoen. D'Evaluatioun ass wichteg, et ass schonn ugeschwat ginn, si huet Retard kritt duerch de Covid. De Rapport d'évaluation ass am Mount Mäerz d'lescht Joer op den Dësch komm. Dat war esou ongefëier genau do, wou mer um Héichpunkt vun der éischter Well waren. Dunn ass en op deem Koup gelant vu sécherlech wichtegen a prioritäre Projeten, mee mir hunn eis ganz Aarbechtskraaft missen ëmswitchen an aner Prioritéite setzen.

Ech sinn awer ëmsou méi frou, dass et och dank dëser Debatt wierklech derzou komm ass, fir den Echange ze hunn. Ech krut eng Restitutioun gemaach vun dëser Evaluatioun net méi spéit wéi dës Woch. An et ass mer och wichteg, dass dëse Rapport ëffentlech gëtt. Et war mer wichteg, fir selwer fir d'éischt Kenntnis dovunner ze huelen. Mir hunn en an Optrag ginn. Et sinn nach eng Rei Froen oder Aspekter, déi nach vläicht kënnen zousätzlech beliicht ginn. Mee e wäert ganz kuerzfristeg virgestallt ginn der Ëffentlechkeet a selbstverständlech och der Chamberskommissioun. Dës Evaluatioun gëtt ons ganz vill Opschloss iwwert dat, wat gutt gelaf ass, wou d'Usätz sinn, wou mer kënne verdéiwen, wat d'Piste kënne si fir nächst Schrëtt. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat eng gutt Basis gëtt, fir eis Aarbechte weiderzebréngen.

An deem Kontext géif ech ganz gäre Merci soe fir déi staark Mobilisatioun, déi gefuerdert war fir dës Evaluatioun. Et si ganz vill Gespréicher gefouert ginn. E Merci och un de Centre d'information et de prévention vun der Ligue. Si sinn déi, déi um Terrain déi ganz Aarbechten ëmgesat hunn. Si hunn eng ganz wichteg Roll gespillt. D'Resultat, wéi gesot, wäert elo oppegeluecht ginn a wäert och d'Basis gi fir weider Aarbechten.

Dat, wat mer dank dësem Plang och hunn, dat ass eng vill besser Erhiewung vun den Daten. Mir brauchen Daten, fir kënnen ze schaffen. Et ass och ervirgehuewe ginn, dass et nach méi eng staark Vernetzung brauch. Um Niveau vun der Gouvernance musse mer nach méi enk zesummeschaffen, well dëst Theema wierklech queesch duerch all Beräicher geet. Do sinn eng Rei Usätz do. Et geet elo drëms, déi besser beieneen nach ze bréngen. An dann ass natierlech och hei net u Kritik gespuert ginn. Ech mengen, d'Prise en charge ass ausbaufäeg, muss ausgebaut ginn, dat steet ausser Fro.

Ënner anerem de Besoin vun enger Filière bas seuil ass ervirgehuewe ginn. Dat ass e Mangel, dee mer hei hunn. Dat ass en doudege Wénkel, wou ee kann norüsten. Dräi Méint Waardezäit an der Psychiatrie haut, dat ass och keen Zoustand. Dat ass ze laang. Dat ass e Vide, dee muss gefëllt ginn. An och um Niveau extrahospitalier gëllt et deemno weider ze dynamiséieren, déi néideg Capacitéiten ze schafen, fir wierklech de Leit déi Servicer unzebidden, déi et brauch, fir hei op där ganzer Chaîne aktiv ze sinn an dat esou fréi wéi méiglech.

Eng ganz Rei Verbesserunge sinn och beliicht. Ech ginn net op den Detail an. Mir wäerte Geleeënheet hunn, wann Der d'Evaluatioun virun Aen hutt, fir dat am Detail duerchzegoen. Eng ganz Rei gutt Erfarungen, Best Practices, hu sech erkennbar gemaach. Et geet och elo drëms, dës weider ze verbreeden an auszebauen.

Positiv - ech hat et virdru schonn erwäänt - ass dee ganz groussen Interessi un de Formatiounen, an zwar do, wou d'Stresssituatiounen oftmools entstinn. Och do kann een nach weider pushen. Dat ass an der Schoul. Dat ass do, wou d'Leit ganz vill Zäit verbréngen. Et ass an hirem Aarbechtsëmfeld. Bis elo sinn d'Formatioune prioritär a Richtung vun de Gesondheetsberuffer gaangen, mee u sech viséiere se jiddwereen. Et ass e gesellschaftspolitescht Theema. Hei ka jiddwereen eppes derzou bäidroen a jiddwereen huet och ze gewannen, wann en déi néideg Formatioune kann iergendwou absolvéieren.

Ech géif och gären an deem Kontext op de Konzept vun der Vigilence partagée hiweisen. Dat ass agefloss an déi Formatiounen, déi an der Fonction publique Standard si säit enger Rei Joren elo. Dat gouf lancéiert an et huet sech och nach eng Kéier gewisen, wéi vill Interesse do ass fir dës Formatiounen, wéi wichteg se um Terrain sinn. Dat ass dat, wat haut all Beamte mat op de Wee kritt, wann e bei de Staat kënnt. Et ass e grousse Schrëtt no vir. Et geet drëms ze erkennen, awer net nëmmen ze erkennen, et geet och drëms, d'Ursaachen ze bekämpfen.

Eng gutt Prise en charge ass wichteg, Fréierkennung och. Mee nach méi wichteg ass, dass mer eis alleguerten an d'Ae kucken a kucken, wéi jiddwer Eenzelnen derzou bäidroe kann, dass mer kee verléieren.

Eist soziaalt Matenee spillt hei eng ambivalent Roll. Dat soziaalt Mateneen, dat ass dat, wat verschidde Leit kann an d'Verzweiflung dreiwen, wa se ausgeschloss gi vun engem Grupp, vun engem Kollektiv. Et ass awer och dat soziaalt Mateneen, wat eigentlech d'Léisung ass. Et ass do, wou een den Halt ka fannen, wou et opgestallt ass, wann et gutt fonctionéiert, wann déi richteg Reflexer do sinn.

Géint Depressioune gëtt et keng Impfung. Dat ass eppes, wou mer musse léieren dermadder liewen.

Dat si Wierder, déi kenne mer. Si fuerderen e respektvollen Ëmgang, Solidaritéit vis-à-vis vu méi Schwaachen. An dat bedeit, dass mer léiere mussen erkennen, net nëmme bei deem aneren, wann do eppes net klappt, mee och bei eis erkennen, un eisem eegene Verhalen ëmmer erëm e bësse kritesch kraze goen.

Kollektive Mobbing, dat ass eppes wéi e Virus. Dat ass e Virus, dee sech clever unzeleeë weess. D'Freed, dat ass eppes, wat zum Gléck vun Natur aus ustiechend ass. Mee leider gëllt dat och fir d'Freed un deem anere sengem Leed, u senger Onbehollefheet.

Wa mer also als Gesellschaft wëllen Halt bidde fir eis Matmënschen, da gëllt et ze léieren, aus dësem Naturphenomeen, der ustiechender Freed, Kapital ze schloen, an zwar zum beschten. Et geet drëms, déi richteg Reflexer ze developpéieren, Fréierkennung och bei sech selwer ze färderen an och Zivillcourage erëm ze entdecken a sech gegeebenefalls ze distanzéieren, de Gruppenzwang lasszeloossen an ze soen: „Nee, dat do geet mir ze wäit!"

Wéi geet et elo weider mam Plang? Wéi gesot, d'Evaluatioun läit vir. En ass ausgelaf 2019. Ech kann awer jiddweree berouegen, domadder sinn d'Aarbechten net stoe bliwwen, déi lafe weider no Plang. All déi Projete sinn nach ëmmer um Lafen. An d'Ambitioun ass et, ronderëm de Gesondheetsdësch - ech mengen, Dir hat schonn d'Geleeënheet an der Chamberskommissioun et vu mer ze héieren - wierklech nach am Laf vun dësem Joer idealerweis en nationale Gesondheetsplang fir déi nächst Joren ze erstellen. An do gehéiert fir mech d'Promotioun vun der mentaler Gesondheet absolutt dran. An deem Sënn wäerten och d'Léieren, déi mer aus deem heite Plang zéien, déi Enseignementer, déi mer zéien, sécherlech e Baustee gi fir dësen nationale Gesondheetsplang.

Dëse Stellewäert ass net a Fro ze stellen. An d'Resultater vun der Evaluatioun, och wann Der se nach net virleien hutt, déi bestätegen dat ganz kloer, dass dat eng richteg Prioriséierung ass.

Ech freeë mech jiddefalls elo schonn op Äre Feedback zu dëser Evaluatioun, déi Der viraussiichtlech am Laf vum Mount Januar wäert kréien an ech soen lech e ganz grousse Merci fir Ären Interessi.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen dann elo zum Ofstëmme respektiv der Diskussioun vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt Motioun Nummero 1, déi vum Här Gilles Baum deposéiert ass ginn.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen. Dat ass net de Fall.

Da kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl. O pardon.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- D'ADR enthält sech.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Domadder ass dës Motioun bei den Enthalunge vun der ADR-Sensibilitéit ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummero 2. Dat ass d'Motioun, déi vun der Madamm Hetto deposéiert ass ginn.

Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Déi dräi Motioune vun der CSV sinn allen dräi Motiounen, déi eis am Prinzip gutt gefalen. Mat deene Punkten, déi do opgelëscht ginn, kënne mer eis och zum gréissten Deel identifizéieren. Ech hätt just bei der Motioun 2, bei där mer elo sinn, eng Propos vun enger Textëmännerung. Beim Invite, den zweete Punkt, steet do « à intégrer la méthode d'autopsie psychologique », dass mer eis do vläicht kéinten eenegen op « à permettre la méthode d'autopsie psychologique ».

Dat ass e bëssen eng aner Approche, wéi se ze integréieren an de ganze Plang, obwuel se haut, ech weess dat, ech hunn de Plang nach eng Kéier gekuckt, och schonn am Plan de prévention du suicide drasteet. Se konnt awer net gemaach ginn aus Dateschutzgrënn. Duerfir, wann een dat elo géif offiederen, dann, mengen ech, da kéinte mir och mat dëser Motioun hei d'accord sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech froen, ob den Auteur mat där dote Propositioun d'accord ass.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Mir kënne schonn domadder liewen, Här President. Ech fannen et just e bësse witzeg, dass d'Leit sech awer iwwerhaapt Froen doriwwer stellen. Et ass effektiv eng Aktioun, déi am Plan national de prévention du suicide ...

(Problème de sonorisation)

Une voix.- Wat sot Der?

Une autre voix.- Et geet net.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- De Mikro geet net.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ma da sidd emol positiv.

(Mme Françoise Hetto-Gaasch se déplace vers le pupitre.)

Sidd positiv, Madamm Hetto!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Nee, ech si just e bëssen iwwerrascht, dass d'LSAP sech vill Froe stellt, well trotzdeem, wéi gesot, dat doten ass d'Aktioun 2 aus dem Plan de préventioun du suicide. Et ass ee Plang, dee vun der Madamm Lydia Mutsch mat ofgeseent ginn ass, wou dat drastoe komm ass. Dat huet eis wichteg geschéngt, d'Ursaachen ze kennen. Ech kann Är Bedenke verstoen an ech kann och d'Madamm Minister verstoen, déi seet: „Ech géif net wëllen, dass herno ee géif a mengem Liewe wullen." Duerfir hätt ech mer och gewënscht an och kënne virstellen, dass ee géif draschreiwen „tout en respectant les vétos des familles", mee deen „intégrer", dee steet elo schonn dran. An duerfir fannen ech et eigentlech elo komesch, wa mer elo just soe „permettre". Mee mir kënnen awer domadder liewen, Här Engel.

Une voix.- Très bien!

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- rappelant que le Plan national de prévention du suicide au Luxembourg (PNPSL), lancé en juillet 2015, a pour but « de combattre les causes et les conséquences du suicide afin de réduire les tentatives de suicide et le nombre de décès par suicide au Luxembourg » (site officiel santé.lu) ;

- notant que le plan est venu à terme en 2019 et qu'une évaluation devrait être présentée en 2020 ;

- sachant qu'à côté des 33 activités retenues dans le PNPSL, 48 autres mesures ont été mises en suspens et retenues comme moyennement ou faiblement prioritaires ;

- consciente qu'il existe aussi un nombre non négligeable de mesures efficaces à l'étranger qui puissent être mises en place au Luxembourg ;

- sachant que dans le cadre de leurs programmes de prévention, certains pays comme la France, la Finlande ou le Canada ont intégré la méthode d'« autopsie psychologique/psychiatrique » afin de mettre en lumière certains facteurs de risque susceptibles de conduire à l'acte suicidaire;

- sachant que la technique consiste à reconstituer le parcours psychologique, social et médical d'une personne décédée par suicide à partir du recueil d'informations auprès de son entourage ;

- constatant qu'il n'existe pas de statistiques voire de protocole de recherche sur les causes, facteurs de risque et conséquences des suicides au Luxembourg ;

- consciente que la prévention du suicide au Luxembourg ne peut être entamée en profondeur qu'avec une approche nationale qui s'attaque aux causes et aux facteurs de risque,

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés l'évaluation du Plan national de prévention du suicide au Luxembourg ;

- à permettre la méthode d'« autopsie psychologique/psychiatrique » dans le programme de prévention nationale afin d'entamer un protocole de recherche sur les causes, facteurs de risque et conséquences des suicides ayant lieu au Luxembourg ;

- à mettre à disposition les ressources humaines, les moyens et données nécessaires pour effectuer un tel protocole de recherche, tout en respectant la protection de ces données.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Félix Eischen, Paul Galles, Martine Hansen, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Kënne mer iwwert d'Motioun Nummero 2 à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2 modifiée

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun Nummero 3 och eestëmmeg ugeholl.

Motion 4

D'Motioun Nummero 4. Kënne mer och hei à main levée ofstëmmen? Wien derfir ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech wéilt e Wuert soen, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dat ass déi Motioun Nummero 4, wat d'Motioun Nummer 3 vun der CSV ass.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, ech wéilt awer e Wuert dozou soen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Okay. Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hat effektiv gesot, mir kéinte mat deenen dräi d'accord sinn. Ech wéilt awer zur Motioun 3 vun der CSV, wat d'Nummer 4 am Allgemenge vun de Motiounen ass, ee Wuert soen.

Hei steet als zweeten Invite: « invite le Gouvernement à mettre en place dans les meilleurs délais ». Ech fannen, d'Propositioun, déi an der éischter Motioun ass, déi ofgestëmmt gouf à l'unanimité, a nee, pardon, d'ADR, mengen ech, huet sech enthalen, do ass dee leschte Punkt « à étudier la faisabilité d'organiser des études spécialisées en médecine dans la discipline de la psychiatrie à l'Université de Luxembourg » u sech méi richteg. Mir hunn déi heiten elo ofgestëmmt.

Bon, ech kann och domadder liewen, dass mer hei elo soen, mir sollen dat doten en place setzen. Mee mir hunn u sech als Éischt gesot, mir missten emol fir d'éischt etudiéieren, ob et machbar ass. Wa mer elo eis eens ginn, dass mer fir d'éischt emol etudiéieren, ob et machbar ass, a wann et machbar ass, dass mer et dann esou séier wéi méiglech en place setzen, kéint ech och mat dëser Motioun da liewen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un d'Madamm Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Maja, wann een dann einfach géif soen « à mettre en place dans la mesure du possible », dann hu mer dat mat abegraff, wat den Här Baum gesot huet.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Très bien! Domadder kann ech och liewen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Okay.

Motion 4 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que selon les chiffres récents de l'Organisation mondiale de la santé, les troubles mentaux ou neurologiques affecteront une personne sur quatre dans le monde à un moment ou l'autre de leur vie ;

- notant que les troubles mentaux se placent aux premiers rangs des causes principales de morbidité et d'incapacité à l'échelle mondiale ;

- constatant que le contexte actuel de la pandémie du Covid-19 est inédit, et risque d'affecter davantage l'équilibre mental de nombreuses personnes ;

- consciente qu'il existe une pénurie des médecins spécialistes en psychiatrie, en psychiatrie infantile et en neuropsychiatrie dans le système de santé luxembourgeois ;

- notant qu'il manque du personnel psychiatrique dans les hôpitaux généraux au niveau des services de psychiatrie, mais également dans le secteur ambulatoire et dans les structures psychiatriques extra-hospitalières ;

- constatant que le contexte actuel du Covid-19 souligne une fois de plus la nécessité urgente d'investir davantage dans les services psychiatriques où l'insuffisance de ressources humaines est un problème chronique ;

- soulignant qu'une action concertée des autorités et organismes publics, notamment des Ministères de la Santé, de la Sécurité sociale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de la Caisse nationale de santé (CNS), avec les acteurs du terrain est plus que nécessaire afin de maintenir à l'avenir un accès aux soins pour les patients,

invite le Gouvernement

- à négocier avec les acteurs concernés l'élaboration d'un tarif instaurant une rémunération de base pour les médecins et psychiatres assurant une garde médicale ;

- à mettre en place dans la mesure du possible, en collaboration avec l'Université du Luxembourg, une formation de troisième cycle en médecine spécialisée en psychiatrie et en psychiatrie infantile ;

- à mettre en place dans toute urgence hospitalière une filière psychiatrique où la présence d'un/une infirmier/infirmière psychiatrique 24/24 heures sera assurée en collaboration avec une équipe de santé mentale (psychiatre, psychologue, assistant(e) social(e) etc.) afin de fournir une aide instantanée ;

- à mettre en place des réseaux efficaces de type « psychiatrie de transition » afin d'assurer le passage de la psychiatrie infantile, via la psychiatrie juvénile, à la psychiatrie adulte, qui constitue une étape fondamentale dans le développement individuel et dans le parcours de soins des adolescents souffrant de troubles mentaux ;

- à doter les services nationaux de psychiatrie juvénile (SNPJ aux HRS) et de psychiatrie infantile (SNPI au CHL) d'une clé du personnel (« Personalschlëssel ») adaptée aux besoins spécifiques de la pédopsychiatrie.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Félix Eischen, Paul Galles, Martine Hansen, Marc Spautz.

Kënne mer dann an där ofgeännerter Form iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 4 modifiée

Wien derfir ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun och eestëmmeg ugeholl.

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5. Dat ass déi, déi vun der Sensibilité politique ADR deposéiert ass ginn.

Wie wëllt nach ee Wuert zu där Motioun soen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President, och fir d'Wuert hei. Mat dëser Motioun hu mer e bësse méi Problemer, well se u sech net prezis ass an ze vill Allgemengheete seet.

„D'Infrastruktur fir déi klinesch-psychologesch a psychiatresch Versuergung auszebauen a personalméisseg ze vergréisseren", bon, personalméisseg, do wësse mer, dass dat e ganz schwieregen Theema ass, well mer net genuch Leit hunn. Wou soll dat ausgebaut ginn? Soll dat zentral ausgebaut ginn? Soll dat regional ausgebaut ginn?

Dee leschte Punkt seet: „eng zilféierend Preventioun kënnen ze maachen", bon, elo grad ass hei driwwer geschwat ginn. En 140-Säite-Preventiounsprogramm, deen ass do. Hei gi Saachen u sech ugestouss, déi elo schonn amgaang sinn, an anerer, déi ganz schwiereg machbar sinn.

„Méi Plazen an enger Dagesklinik." Wat heescht dat, méi Plazen? Eng Plaz ass och méi Plazen. Duerfir, dat ass eis alles e bëssen ze vill vag formuléiert.

Gradesou wéi flächendeckend Éischt-Hëllef-Coursen, wann ee weess, dass se elo scho Schwieregkeeten hunn, déi Éischt-Hëllef-Coursen unzebidden, déi se elo scho wëllen ubidden, an der hei dann nach fir d'mental Gesondheet zousätzlech ubidden. Dat heiten ass eis alles ze vill vag. An duerfir géife mir proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass nach een, dee wëllt d'Wuert ergräifen zu dëser Motioun?

Da kënne mer zum Vott kommen. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

(Assentiment)

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi,

Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummero 6. Dat ass déi Motioun, déi vun der Sensibilité politique Piraten deposéiert ginn ass.

Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci fir d'Wuert. Bon, mat dëser Motioun, déi eis u sech net onsympathesch ass, dass ee seet, wann een an enger schwiereger finanzieller Situatioun ass, dass een dann eng Berodung kritt, domadder kéint ee jo nach liewen. Mee elo bei all Rechnung, déi erausgeet, déi iwwer e gewëssene Montant ass, ze soen: „Maacht elo emol en Zousaz derbäi, dass een d'Scholdeberodung soll opsichen!", dat fanne mer awer zimmlech iwwerdriwwen. Grad do géif jo hei u sech den Androck entstoen, dass jiddwereen, deen eng Rechnung ze bezuelen hätt, direkt suicidegefäerdet wär. Do menge mer, dass dat awer net de Fall ass.

Ausserdeem si mer och der Meenung, dass verschidde Moossnamen do scho geholl sinn. Et gëtt eng Scholdeberodung. Et ginn och Office-sociallen, déi doranner kënnen hëllefen. Et ginn och Office-sociallen, déi eng ganz spezifesch Hëllef ubidden, soudass mer mengen, dass mer déi heite Motioun sollen ofleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den Här Marc Goergen als Auteur.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also, just kuerz zu der Geschicht. D'Iddi ass komm an der Virbereedung op d'Theema vun haut, wou mer e puer Zeien, dat ass e bësse blöd, mee Hannerbliwwener, gefrot hunn. An do sinn eeben och déi Casen opgetaucht, wou Rechnunge koumen, wou Titre-exécutoirë koumen an ee keen Auswee méi wousst.

An dat Eenzegt, wat mir wollte mat dëser Motioun - an et soll net op all Rechnung stoe kommen, dofir steet do um Rappel an um Titre exécutoire -, ass einfach: Wéi och hannen op deene Bréiwer de Recours steet, soll een do einfach d'Nummer derbäisetzen, d'Méiglechkeet fir déi Scholdeberodung, dass een deene Leit direkt en Auswee opweist. Dat ass ee Saz, deen op engem Rappel, engem Titre herno derbäikënnt, dat ass elo net d'Welt.

Mee mat deenen Aussoen, déi mir kritt hunn an der Virbereedung op d'Theema, hätt dat kënnen hëllefen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Et ass keng Wuertmeldung méi do.

Vote sur la motion 6

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motion kommen. De Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 6 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 6 voix pour, 33 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

4. Question élargie n° 66 de M. Laurent Mosar relative au développement des monnaies virtuelles

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 66 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Entwécklung vu virtuelle Wärungen. Dem Auteur sti fënnef Minutten zou, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Laurent Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Här Finanzminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi sougenannt Kryptowärungen hunn an de leschte Méint quasiment en zweet Fréijoer erlieft, wann ee gesäit, datt zum Beispill eng Wärung wéi de Bitcoin sech verféierfacht huet, Ethereum sech ech verfënneffacht. Do gesäit een also, dass dat wierklech Wärunge sinn, déi och op eng ganz grouss Demande dobausse bei de Leit stoussen.

Et sinn awer net nëmmen déi dote Wärungen, déi am Moment op de Marché kommen oder och drop sinn, mee och déi sougenannt Internetgiganten aus der Silicon Valley hunn déi Iddi, fir zousätzlech Wärungen op de Maart ze bréngen. Notamment ass do déi Wärung Libra vu Facebook, déi scho säit enger Rei vu Méint och an der Diskussioun ass, déi awer bis elo nach net realiséiert ginn ass.

Dat huet dozou gefouert, datt och d'Zentralbanke weltwäit erwächt sinn an och am Moment amgaange sinn, ganz aktiv driwwer nozedenken, ob et net och Sënn géif maachen, fir esou virtuell Wärungen iwwert d'Zentralbanken erauszeginn. An eng - a wie wonnert et? - vun deenen éischten Zentralbanken, déi ganz aktiv amgaange sinn, dorunner ze schaffen, ass déi chineesesch. Souwäit ech do informéiert sinn, ass deenen hire Projet och scho relativ wäit virugaangen an déi hunn déi Ambitioun, fir u sech déi Wärung, déi vun der chineesescher Zentralbank wäert emettéiert ginn, fir d'Olympesch Spiller d'nächst Joer zu Peking och offiziell erauszeginn.

Dat huet awer och dozou gefouert, datt aner Zentralbanken erwächt sinn, dont notamment och déi Europäesch Zentralbank an déi europäesch Institutiounen, déi awer och elo d'Wichtegkeet gesinn hu vun esou enger virtueller Wärung fir d'Europäesch Unioun.

An do ass et entre-temps och zu enger Consultation publique komm. Déi ass den 12. Oktober ugelaf. Déi ass elo - also den 12. Januar war se - eriwwer. Et soll elo och nach eng Etüd kommen iwwert déi technesch Faisabilitéit an duerno soll dann och eng definitiv Decisioun geholl ginn, ob déi Wärung kënnt an a wat fir enger Form déi Wärung soll kommen.

Ech wollt dofir dem Finanzminister eng Rei Froe stellen, wat den Developpement vun där virtueller Wärung do betrëfft. An ech wollt natierlech ufänke mat menger éischter Fro: wat d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zum Developpement vun esou enger Wärung ass.

Déi zweet Fro, déi ech dann direkt hannendrunhänken an déi äusserst wichteg ass, dat ass déi: Wat fir eng Form soll esou eng Wärung unhuelen? Do ginn et op där enger Säit déi sougenannt Kryptowärungen, déi op Blockchaintechnologie fundéieren. An da ginn et déi méi traditionell virtuell Wärungen, déi eigentlech just eng Aart Mode de payement sinn an déi dann iergendwéi eng Certificatioun vun den Zentralbanke kréien. Do ass also elo d'Fro: A wat fir eng Richtung wëllt d'Europäesch Zentralbank goen? Ech hu verlauschtert, datt et éischter an déi zweet Richtung soll goen.

Ech wëll awer och soen, firwat déi Fro äusserst wichteg ass. Wann een a Richtung vu Kryptowärunge geet, an ech hunn do d'Beispill vum Bitcoin, muss ee jo wëssen, datt d'Zuel vun deenen Unitéiten op 21 Millioune begrenzt ass. Dat ass awer net de Fall, wann een op eng traditionell virtuell Wärung geet. Déi ass u sech illimitéiert an do kann eng Zentralbank, gradesou wéi se normal Euroen dréckt, hei och där europäescher „Digitalcoinen", wa mer se dann emol esou géifen nennen, och op eng illimitéiert Aart a Weis drécken.

Dat huet awer eng Konsequenz, an op déi wëll ech och direkt opmierksam maachen: Dat riskéiert natierlech zu engem méi grousse Wäert vun deene Kryptowärungen ze kommen. An dat gesäit een am Moment schonn an de Vereenegte Staaten, wou den Dollar fält, de Bitcoin geet an d'Luucht, well eng Wärung ass ëmmer méi wäert, wa se méi rar ass, wéi wa se méi dobausse verbreet ass. Duerfir ass dat natierlech eng ganz kloer Gefor.

Eng drëtt Fro, déi ech wollt stellen, ass déi, a wat fir engem Delai déi Wärung da soll kommen, well et hei wichteg ass, datt mir net erëm deen allerleschte Waggon um Zuch sinn, datt d'Chineesen an d'Amerikaner an anerer scho längstens vir sinn. Ech hu gelies, et géif mat dräi, véier Joer gerechent ginn. Dat schéngt mir vill ze vill ze sinn. Duerfir d'Fro: Wéi sinn do d'Perspektiven? A wéi schnell kéint esou eng Wärung och bei de Clienten ukommen?

Eng véiert Fro ass natierlech déi, wou de Client, de potenzielle Client, de Bierger, dann esou eng Wärung kann aléise goen. Ech mengen, dat kann nëmmen iwwert d'Zentralbanke fonctionéieren. Do ass och d'Iddi vun engem sougenannte Portefeuille digital. Dat heescht, all Bierger géif direkt bei der Zentralbank dann e Portefeuille kréien, wou en och déi Wärungen dran hätt.

Da stellt sech dann awer do d'Fro, ob den aktuelle Statut an d'Organisatioun vun den Zentralbanken dat erlaben, well am Moment ass et jo esou, datt bei den Zentralbanken eigentlech just déi kommerziell Banken en Accès hunn an net den eenzelne Client, soudatt menger Meenung no do och d'Organisatioun vun der Zentralbank oder vun den Zentralbanken iwwerkuckt misst ginn. Duerfir och meng Fro, wéi de Finanzminister dat gesäit.

Dann eng sechst Fro, déi awer net onwichteg ass. Et muss ee wëssen, wann dat op deen dote Wee géif goen, da gi jo alleguerten d'Operatiounen iwwert déi Zentralbank gemaach. Dat heescht, déi sinn do an déi sinn natierlech total transparent. Dat heescht, do gi mer dann e bësselche méi an d'Richtung vum transparente Bierger, wou sech - a wie wonnert et, datt ech déi Fro stellen? -, Här Minister, natierlech awer d'Fro vum Dateschutz och vun de Bierger stellt, déi déi doten Zort vu Wärunge wäerte wëlle kréien.

An dann eng lescht Fro, an déi geet e bëssen op meng drëtt Fro zréck, wou ech gesot hunn: „Et ass net onwichteg, wat fir eng Zort vun Unitéiten dat dote gëtt." Wa mer wierklech a Richtung ginn, datt d'Zentralbanken hei onlimitéiert digital Wärungen do kënnen emettéieren, féiert dat natierlech dozou, datt mer erëm a Richtung komme vun engem sougenannten „Helikoptergeld", wat de Milton Friedman schonn eng Kéier definéiert hat. An déi Gefor besteet hei reell a gëtt och ganz vill vun Observateuren ëmmer erëm soulevéiert. Duerfir wär ech och frou, Här Finanzminister, wann Der mer vläicht och do Är Appreciatioun géift ginn.

Ech soen lech scho Merci fir Är ganz interessant Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, merci dem Här Mosar fir dës Question élargie. Do huet een e bësse méi Zäit, well et eng Question élargie ass, mee ech muss lech awer direkt soen, dass mer an zéng Minutten dee ganz interessante Sujet hei natierlech absolutt net wäerten erschëpfen.

A fir op eng humoristesch Aart a Weis unzefänken, wollt ech lech soen, Här Mosar, dass Der d'Fro fënnef ausgelooss hutt. Dir sidd vu véier op sechs gaangen an dunn hutt Der eng lescht gestallt. Am Ganze sinn et der sechs.

(Interruption par M. Laurent Mosar et hilarité)

Ech ginn net op d'Froen eenzel an, well, Dir hutt et och selwer gesot: Si interagéieren e bëssen eng mat där anerer.

Ech wäert versichen, esou pedagogesch wéi méiglech ze sinn am Ufank, fir emol och e bëssen de Kader ze setzen. An da géif ech e bësse soen, wat an der Aktualitéit rezent geschitt ass - Dir hutt et selwer och beschriwwen -, an da kucken: Wéi huet Europa de Moment drop geäntwert? A wat mécht Lëtzebuerg?

Zu den Definitiounen: Wat ass eng digital Wärung? Eng digital Devise? Déi bescht Definitioun, déi ech lech do kéint ginn, ass: Dat ass Geld, wat elektronesch gespäichert gëtt an direkt ofgeruff ka ginn.

An dann huet een digital Wärungen, déi op virtuelle Wärunge berouen, an et huet een digital Wärungen, déi aus traditionelle Wärunge bestinn.

Dat heescht, digitaalt Geld ka ganz traditionell sinn, wann een dat mat Euroen an Dollare mécht. Et kann awer extreem innovativ sinn, wann een dat anescht mécht. „Anescht", do denkt een ënner anerem un d'Kryptowärung. Dat ass eng speziell Zort vu virtuelle Wärungen. Et gëtt och anerer.

An déi, déi Kryptomonnaië genannt ginn, dat sinn déi wéi de Bitcoin, déi effektiv informatesch generéiert ginn, déi eng limitéiert Quantitéit hunn. An doduerch, well se eng limitéiert Quantitéit hunn, wann natierlech vill Leit se wëllen, da geet de Wäert an d'Luucht. An dat ass ganz speziell fir déi doten. An dofir huet déi grouss Volatilitéit, Bitcoin. Si huet ugefaange mat e puer Dausend Dollar Wäert. Si ass elo 30.000 oder 40.000, dat variéiert immens vill, déi Volatilitéit.

Dat ass natierlech en immensen Handicap. Bon, wann alles an d'Luucht geet, ass all Mënsch ëmmer zefridden. Wann et natierlech erëm biergof geet, dann ass et ëmgekéiert. An d'CSSF huet och scho virun e puer Joer do eng Warnung erausginn un d'Clienten, potenziell Clienten, si sollten oppasse bei deene Kryptowärungen.

Wat ass den Ënnerscheed bei enger virtueller Wärung, déi eeben net op enger traditioneller Wärung berout? Ma dat Éischt ass: Dat Ganzt ass iwerhaapt net reguléiert. Bitcoin, fir elo déi ze nennen, et gëtt anerer, dat sinn Initiativen aus dem Privatberäich an do ass keng Garantie vun der Transformatioun vun esou enger Wärung an eng traditionell Wärung. Dat kann och nëmmen eng Zentralbank garantéieren an d'Zentralbanke sti jo net hannert deenen Initiativen. Do gesäit ee jo, wéi kompliziéiert dat dann ass.

An d'Aktualitéit ass dat doten natierlech virgeréckt, wéi Facebook de Projet Libra proposéiert huet, wat u sech en habillt Konzept war, well et do e bëssen eng Vermëschung ass: Et ass eng digital Monnaie, déi berout op engem Kuerf vun traditionelle Wärungen. An dat huet en fait eng ganz hefteg Reaktioun vum G7, vum G20 a vun den Zentralbanke mat sech bruecht, déi ze verstoe ginn hunn, dass se sech esou engem System géifen opposéieren. Wat och ganz verständlech ass, well déi Initiativ hätt mat sech bruecht, dass déi Gesellschaft da mat hire méi wéi 2 Milliarde Clienten do e Mode de payement gehat hätt an eng elektronesch Monnaie geschafen hätt, ouni dass Depoten a Reserven en contrepartie anzwousch geséchert wären, vun hinne selwer oder vun Zentralbanken.

Do gesäit een also d'Impasse vun esou engem System. Dofir huet Europa dann och als Europa reagéiert, an dat war an engem Eurogroup, et ass nach net esou laang hier. Am leschten Trimester vum leschte Joer huet d'Europäesch Kommissioun proposéiert, eng Direktiv ze maachen, déi heescht: Regulation on markets in Crypto-assets, genannt MiCA. Déi ass an der Ausschaffung an do geet et en fait drëms, alleguerten d'Tokens - ob dat der sinn, fir Payementer ze maachen, ob dat der sinn, fir Servicen ze bezuelen oder fir Elektresch ze bezuelen - ze encadréieren an ze beschreiwen, wat de Cadre juridique soll sinn.

Nu kann een deem ganz skeptesch géintiwwerstoen, et muss een awer feststellen, dass d'Clienten, wa se dat attraktiv fannen, nawell ganz gären esou Methode vu Bezuele gebrauchen. Also muss dat encadréiert ginn.

Hei hëlt Europa eng Initiativ, déi mir als Lëtzebuerg am Fong geholl begréissen, déi mer ënnerstëtzen, well mer och mengen, dass, wann Europa deen Encadrement gutt fäerdegbréngt, Europa dann do d'Referenz gëtt, esou wéi mer dat als Europa fäerdegbruecht hunn, wéi mer d'Investitiounsfongen 1985 op europäeschem Niveau an der UCITS-Direktiv definéiert hunn, an dat ass haut e bëssen de Weltstandard ginn. Mee dat si ganz komplizéiert Saachen. An dat ass um Niveau vun der EU selwer.

Zweetens huet d'Europäesch Zentralbank dann, an den Deputéierte Mosar huet och dovu geschwat, selwer d'Initiativ geholl, fir méi zum den digitalen Euro Stellung ze huelen. An ech kann lech net verheemlechen, dass d'Zäitachs, déi d'Europäesch Zentralbank sech gëtt - dat an den nächste fënnef Joer ze preziséieren -, eng ganz laangwiereg Period ass par rapport zu enger chineesescher Zentralbank, déi jo annoncéiert huet, dass se den digitalen Yuan am Laf vun dësem Joer wéilt erausginn.

Wat heescht dat? Mee do misst een d'Detailer kennen, wéi d'Chineesen dat wëlle maachen. Wann dat d'chineesesch Zentralbank ass, déi dat erausgëtt, da misst d'chineesesch Zentralbank och d'Konversioun vun där digitaler Wärung an déi traditionell oder normal Wärung ofsécheren; wat jo och eng Äntwert ass op d'Fro vun der Vermeerung an d'Onendlecht vun all deenen digitale Yuannen, wat dann ënner e gewëssene Contrôle kéim. Also China ass der Europäescher Zentralbank an och der amerikanescher Zentralbank do ganz kloer wäit viraus.

Dir hutt zu Recht drop higewisen, dass sech sécher eng Dateschutzproblematik stellt. Déi stellt sech awer och elo scho bei allen digitale Payementer, ob een dat mat virtuelle Wärunge mécht oder mat traditionelle Wärungen, well een do eng Traçabilitéit fënnt. A wann dat Ganzt iwwert d'Blockchain gemaach gëtt, dann ass d'Traçabilitéit och onverfänglech a kann net gefälscht ginn.

Dat mag ee schlecht fannen, zum enge wéinst den Dateschutzreegelen, mee da kann een dat oder muss een dat encadréieren. Mee et ass awer och gutt fir d'Frauden, d'illegal Payementer kënnen nozevollzéien. Dat heescht, et gëtt och Guddes bei där ganzer Saach.

Bref, mir wäerten do dann och reegelméisseg mat der Europäescher Zentralbank am Dialog bleiwen, mir als Lëtzebuerg suivéieren dat ganz no.

Ech kommen dann zum leschten Deel vu menger Äntwert: Wéi steet Lëtzebuerg dozou? Mir suivéieren dat natierlech ganz no. Mir als Lëtzebuerg sinn

en fait e bëssen e Pionéier vum digitale Payement. Mir sinn en fait d'Zentral an Europa vum E-Payment, vum Payement électronique, ob dat elo PayPal ass, déi déi éischt waren, déi hei sinn, ob dat Alipay vu China ass, ob dat Rakuten vu Japan ass. All déi Gesellschaften, déi am Commerce électronique ënnerwee sinn an déi selwer eeben de Payement électronique erlaben a Plattformen hunn, fir dat ze maachen, si jo zu Lëtzebuerg ugesidelt.

Mir waren och dat éischt Land, wat sech do e bësse Reegele ginn huet: Well villes do nach net mat engem fäerdege Kader definéiert ass, huet d'CSSF viru véier oder fënnef Joer gesot, dass een, wann ee gär mat virtuelle Wärunge schafft, eng Lizenz muss hunn. Do gëtt et Länner, wou een dofir keng Lizenz brauch, zu Lëtzebuerg brauch een dofir eng Lizenz, an zwar firwat? Vun deem Moment un, wou d'digital Wärung an eng traditionell Wärung transforméiert gëtt, ass ee jo erëm am Domaine traditionnel dran, an da brauch een eng Lizenz. Dat heescht, d'CSSF applizéiert en fait déi existéierend Legislatioun fir normal traditionell Wärungen och op d'digital Wärungen, souwäit dat ka gemaach ginn.

Mir hunn haut de Mëtten no dëser Debatt hei och e Gesetzestext, deen Dir diskutéiere wäert, fir d'Emissioun vun Titren elektronesch kënnen ze maachen, ënner anerem iwwert d'Blockchain. Mir hunn zu Lëtzebuerg scho virun zwee Joer Transaktiounen iwwert d'Blockchain erlaabt - dat ass och e Gesetz, wat d'Chamber gestëmmt huet - a mir waren eent vun deenen éischte Länner, déi dat erlaabt hunn. Haut gi mer, wann d'Chamber dat stëmmt, e Schrëtt méi wäit, an deem et net nëmme méi ëm d'Commercialisatioun, mee och ëm d'Emissioun vun esou Titrë geet.

Mir hunn also hei eng Positioun, dass mer dat ganz no suivéieren, dass mer dat och progressiv an eis Gesetzgeebung ëmsetzen, wann et néideg ass oder wann et utile ass, an dat dann och adaptéieren.

Last but not least hu mer zu Lëtzebuerg viru véier Joer d'Luxembourg House of Financial Technology gegrënnt, de LHoFT. Do sinn haut 70, 75 Entreprisen dran, déi do hir Büroen hunn, an da sinn eng 70, 75 Entreprisen, déi affiliéiert sinn, déi Member sinn. An do sinn der 11 Stéck, dat si justement Firmen, déi an der Blockchain, an den digitale Wärungen ënnerwee sinn. An et gëtt och méi wéi eng Dosen Entreprisen, déi och Member am LHoFT sinn. Dir gesitt, mir sinn do gutt positionéiert. Och am Kontext vum Brexit hu mer do déi eng oder aner Entreprise kënnen iwwerzeegen, dat vu Lëtzebuerg aus ze maachen.

Nun, an dat wär meng Konklusioun: Digital Wärungen, dat ass kee Selbstzweck. Et kéint e Selbstzweck sinn, mee et ass keen. Et geet en fait drëms, dem Client, dem Consommateur eng Bezuelméiglechkeet ze ginn, déi méi rapid a méi effikass ass, an et geet drëms - also zu Lëtzebuerg -, déi Innovatiounen ze begleeden, ech hunn dat elo grad beschriwwen, et geet drëms, an den nächste Joren en europäesche Kader ze schafen. Evidemment, mir hunn eng gemeinsam Wärung, also musse mer hei e gemeinsamen europäesche Kader hunn. Drëttens geet et drëms, de Schutz vun Investisseuren ze garantéieren, a leschtens, och dorëms, d'Stabilitéit vun de Finanzplazen an d'Stabilitéit vun eiser Geldpolitik ze assuréieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. Den Här Laurent Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, fir d'alleréischt, Här President, wëll ech dem Finanzminister Merci ze soe fir déi trotzdeem ganz komplett Erklärungen, déi e ginn huet. Et ass awer eng weesentlech Fro, déi e mer net direkt beäntwert huet: Dat ass d'Form, déi déi europäesch digital Wärung dann eventuell soll unhuelen. An Dir hutt zu Recht, Här Finanzminister, vun de Chineese geschwat, déi eis do, wéi sou oft, e puer Nuese viraus sinn.

Do muss een awer wëssen, datt d'Chineesen eigentlech ganz kritesch zu de Kryptowärunge stinn, contrairement zu den Amerikaner. D'Chineese sinn net begeeschtert, an duerfir geet d'chineesesch Zentralbank, souwäit ech dat ka matverfollegen, eigentlech och net op de Wee vun der Blockchain, mee déi geet op de Wee vun deem sougenannte Yuan numérique. Dat heescht, dat gëtt eigentlech just eng digital Wärung, wou e Stempel, iergenden Zeeche vun der chineesescher Zentralbank dropkënnt, an da misst déi, wéi Der richtegerweis sot, jo eent zu eent kënne konvertéiert ginn.

D'Fro ass allerdéngs, a wat fir eng Richtung mer an Europa wëlle goen, an do hunn ech Iech déi zwou Méiglechkeete gesot. Mengen Informatiounen no - mee Dir sidd méi no dru wéi ech - schéngt et éischter och an eng änlech Richtung ze goe wéi a China, wat ech och perséinlech éischter géif begréissen. Mee, wéi gesot, Dir hat mer op déi Fro keng Äntwert ginn, duerfir wollt ech se awer trotzdeem nach eng Kéier stellen, fir ganz komplett ze sinn, Dir an ech och. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, merci. Dat ass richteg, dass ech deen Deel net beäntwert hunn, ech war schonn iwwert d'Zäit, mee et ass eng ganz legitimm a ganz richteg Fro.

Et ass ganz kloer, dass d'Europäesch Zentralbank, änlech wéi déi chineesesch, ganz an d'Richtung vun enger Digitaliséierung vun hirer eegener Wärung, dem Euro, denkt. Et ass dorëms, wou et geet: Et geet ëm den digitalen Euro, sou wéi et a China ëm den digitale Yuan geet.

Dir hutt, mengen ech, an Ärem Vergläich gesot, entweeder Kryptowärung oder traditionell Wärung. Et gëtt nach ganz vill aner Nuancen a ganz vill aner Méiglechkeeten. Et kéint ee jo och de Panier huelen, esou wéi Facebook dat envisagéiert hat. Also do gëtt et ganz, ganz vill Méiglechkeeten.

Ech mengen, do wou een d'Trennung am beschte maache kann, dat ass, andeems ee seet, dass eng Zentralbank - déi Europäesch, muer déi amerikanesch oder déi chineesesch - sech drëm bekëmmert, wat mat hirer habitueller Wärung geschitt, wéi déi soll digital gebraucht ginn. Et ass jo evident, dass d'Zentralbank sech doriwwer Gedanke maache muss, well schlussendlech geet et jo och ëm d'Geldpolitik, ëm d'Politique monétaire, wéi déi soll gestalt ginn.

An dat war, mengen ech, och hannendrun eppes, wou sech de G7 oder de G20 - wou Lëtzebuerg leider nach net derbäi ass -, ...

(Hilarité)

… staark opposéiert huet, well e gesot huet: „Wéi maache mer dat dann, wann do eng Firma ass, déi Milliarde Clienten huet an domat en fait digital Payementer an der Héicht vun Honnerten, Dausende Milliarde generéiert, déi elektronesch bezuelt ginn a laanscht d'Politique monétaire traditionnelle ginn?" Dat ass e ganz komplizéiert Theema.

Also fir elo kuerz drop ze äntweren: D'Europäesch Zentralbank denkt änlech wéi déi chineesesch, fir sech op d'mannst ganz kloer ze positionéieren, wéi den digitalen Euro muer da soll ausgesinn a wat den Encadrement juridique dovunner soll sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

5. 7637 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° de la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7637 iwwert d'Wäertpabeieren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Ech däerf dann elo hei op eng zimmlech analog Manéier vun deem engen digitale Sujet op deen aneren eriwwerswitchen. D'Digitaliséierung, wéi mer alleguer wëssen, ass ee vun de bedeitende Phenomeener, déi eis Gesellschaft an eis Wirtschaft am Moment op eng dacks disruptiv Manéier beaflossen a verännere. Dës Changementer betreffen och eisen nationale Finanzsecteur.

D'Digitaliséierung an dësem Secteur geet an engem rasanten Tempo iwwert d'Bün, sief dat virun allem um Niveau vun den interne Prozesser bei den Acteure selwer, oder awer och, fir d'Bezéiung mam Client ze vereinfachen.

Nieft den traditionellen Acteuren aus dem Secteur, wéi zum Beispill de Banken, kommen och ëmmer méi jonk Entreprisen, sougenannt FinTechen, op de Maart, déi mat hiren innovativen Iddien d'Digitaliséierung virundreiwen - denke mer nëmmen un d'Payementsservicer, déi et eis haut erméiglechen, méi sécher a méi bequeem mam Handy wéi mat der Kreditkaart ze bezuelen.

Beim Gesetzesprojet 7637 geet et drëm, e weidere Schrëtt am Unerkenne vun den innovativen Technologien am Finanzberäich ze maachen. Och wann dëse Projet de loi technologieneutral - oder, wéi den honorabelen Här Sven Clement soe géif: „technologieagnostesch" - formuléiert ass, geet et hei besonnesch drëm, eng weider legal Basis fir d'Blockchaintechnologie ze schafen.

Et stellt sech d'Fro: Wat ass dann iwwerhaapt eng Blockchain oder, wéi ech et d'leschte Kéier geléiert gouf, „chaîne de blocs", wéi d'Fransouse gäre soen? Abee, déi eng an eenzeg Äntwert heirobber gëtt et net. Et gëtt effektiv eng Hellewull vu Stréimungen am Beräich vun der Blockchaintechnologie, déi et onméiglech mécht, eng genee Definitioun ze ginn.

Et gëtt awer eng Eegeschaft, mat där een eng Blockchain erkenne kann: Et handelt sech ëm digital geséchert Regësteren, déi et duerch hire Verifikatiounsprozess quasi onméiglech maachen, dass d'Informatiounen, déi op engem Regëster ofgespäichert sinn, falsch oder falsifiéiert sinn oder ginn. Eng wichteg Charakteristik ass och, dass et onméiglech ass, op eng frauduléis Manéier Informatioune réckwierkend ze veränneren.

Fir nëmmen e puer Virdeeler vun dëser Technologie ze nennen: Si bréngt Sécherheet, si schaaft Vertrauen, si erméiglecht eng Traçabilitéit - op Lëtzebuergesch géif ee vläicht soen „Novollzéibarkeet" - vun den Transaktiounen a si erhéicht d'Schnellegkeet an d'Effizienz, fir nëmmen déi hei puer ze nennen.

Dës digital Regëster kënnen entweeder zentral oder dezentral strukturéiert sinn an ëffentlech oder nëmme restriktiv zougänglech sinn. Déi méi bekannt Variant ass déi vun der Distributed-Ledger-Technology (DLT), also den dezentrale Regëster, wéi zum Beispill Bitcoin oder den ECR-20-Standard vun Ethereum.

De Projet de loi, mat deem mer eis haut beschäftegen, steet an der Kontinuitéit vum Gesetz vun 2019, wou mer en éischte wichtege Schrëtt fir d'Unerkennung vun der Blockchain gemaach haten: Do gouf d'Zirkulatioun vun dematerialiséierten Titren op esou enger Blockchain explizitt erlaabt. D'Echoen aus dem Secteur soen, dass d'Gesetz och scho ganz positiv opgeholl gouf.

De Gesetzesprojet, dee mer haut kucken an iwwert dee mer haut ofstëmme sollen, mécht dann nach e weidere Schrëtt bei der explizitter Unerkennung vun innovativen Technologië wéi der Blockchaintechnologie fir de Finanzsecteur am Beräich vun der Emissioun vu sougenannten dematerialiséierten Titren. Mir schafen hei, fir méi genau ze sinn, e Kader fir dematerialiséiert Titren, also digital Wäertpabeieren, déi direkt an ouni Ëmweeër op enger Blockchain emettéiert ginn.

Konkreet gëtt proposéiert, eng Definitioun vum Compte d'émission an d'Gesetz vun 2013 iwwert d'dematerialiséiert Titre bäizefügen. Dës Definitioun hält fest, dass de Kont op enger Blockchain ka gehale ginn an dass d'Titren, zum Beispill Aktien oder Obligatioune wéi mer se kennen, och iwwert d'Blockchain emettéiert kënne ginn - op gutt Lëtzebuergesch gesot: „an Ëmlaf bruecht kënne ginn".

Fir e bessert Verständnis oder fir et méi einfach a kloer ze soen: Bei deene Konten handelt et sech net ëm klassesch Bankkonten, mee, wéi gesot, ëm Regëster, déi et erlaben, dematerialiséiert Titren ze schafen oder ze verkafen, jo, ze verdeelen. D'Innovatioun läit doranner, datt den Titre direkt op esou enger Blockchain ka geschaf ginn an net als éischt duerch eng nodréiglech „Tokenisatioun", wéi dat am fachtechnesche Jargon heescht, an den Ëmlaf vun enger Blockchain gesat gëtt. Dës Dispositioun gëtt den Acteuren eng Rechtssécherheet bei dësen dach relativ komplexen Operatiounen.

En zweete Volet vum Gesetzesprojet handelt vun den Entitéiten, déi de Compte d'émission dierfen halen. Dës Roll gëtt vun engem sougenannten „teneur de compte central" ausgefouert, also engem Finanzdéngschtleeschter, deen eng spezifesch Lizenz fir dës Aktivitéit huet.

Falls et sech ëm net cotéiert Scholdtitren handelt, soll dëse Rôle och fir Investmententreprisen oder Établissements de crédit, also iwwerwaacht Banken, opgemaach ginn, ouni awer eng spezifesch zousätzlech Lizenz mussen unzefroen. Dës Méiglechkeet géllt och schonn an anere Memberstaaten.

Fir eng zousätzlech Sécherheet fir den Emetteur an Investisseur sécherzestellen an och de Level-Playingfield oprechtzeerhalen, proposéiert de Gesetzesprojet, dass dës Entitéiten, wa se d'Roll vum Teneur de compte central ausüben, eng Rei vun Infrastrukturen a Kontroll- bezéiungsweis Sécherheetsmechanismen en place setze mussen, fir dës Funktioun uerdnungsgeméis ausüben oder ausféieren ze kënnen. Mat dëser Dispositioun wäerten d'Banken an d'Investmententreprisen eng nei Gamm u Servicer proposéiere kënnen an d'Emetteure vun de viséierten Titren hu méi Méiglechkeeten, fir hir Emissioun besser ze gestalten.

Komme mer dann, wéi dat esou üblech ass, zu de verschiddenen Avisen zu dësem Projet de loi.

D'Handelskummer begréisst ausdrécklech de Gesetzesprojet a si ënnersträicht, dass et sech heibäi ëm e weidere wichtege Schrëtt handelt, fir de Gebrauch vun innovativen Technologien, an dësem Fall dann der sougenannter Blockchaintechnologie am Finanzsecteur, virunzedreiwen. Domat gëtt an den Ae vun der Chambre de Commerce och d'Rechtssécherheet an d'Kloerheet vun den Texter gestäerkt.

Si begréisst och, datt Lëtzebuerg sech aktiv zu der Blockchaintechnologie positionéiert an dass eist Land sech mat dësem Gesetzesprojet als fortschrëttlech Juridictioun fir d'Emissioun vun Titren ervirhiewe kann. Zulescht gëtt vun der Chambre de Commerce och nach positiv opgeholl, dass Lëtzebuerg eng progressiv, also schrëttweis Approche bei der Blockchaintechnologie unhëlt. Si begréisst dës Initiativ also staark.

De Staatsrot approuvéiert a sengem Avis vum 4. Dezember 2020 de Gesetzesprojet an d'Approche, déi geholl ginn ass. En huet dann och keng Opposition formelle formuléiert. Déi héich Kierperschaft mécht awer zwou Haaptbemierkungen iwwert de generelle Gesetzestext:

A sengem Avis notéiert de Staatsrot, dass et sech heibäi net ëm e komplette legale Kader handelt, deen d'Notze vun der Blockchaintechnologie an allen Detailer reegelt, wéi dat eventuell a verschiddenen anere Länner de Fall kéint sinn.

De Staatsrot huet fir d'Artikelen 2 an 3 nach Verständnesfroen opgeworf, dat am Kontext vun der Roll vun den neien Teneurs de comptes centraux: Déi héich Kierperschaft freet sech hei, ob d'Établissements de crédit an d'Investmententreprisen, déi dës Roll am Kontext vun net cotéierte Scholdtitren iwwerhuele kënnen, keen zousätzlechen Agrement froe missten. Mir kruten awer an der zoustänneger Finanz- a Budgetskommissioun vun de Beamten aus dem Finanzministère bestätegt, dass kee weideren Agrement verlaangt ass.

Wéi am Commentaire des articles steet a wéi ech et och éinescht erkläert hunn, mussen déi zwee genannten Typpe vun Entitéiten awer eng Rei vun Infrastrukturen a Kontroll- bezéiungsweis Sécherheetsmechanismen en place setzen, fir dës Funktioun kënnen auszeüben. Dat eeben, fir de Level-Playingfield tëscht deenen zwee verschiddenen Acteure bäizebehalen.

Alles an allem kann een also soen, dass déi zwee Avise ganz positiv ausgefall sinn.

Fir awer nach kuerz e puer Erklärungen zu der éischter Kritik vum Staatsrot ze ginn: De Finanzministère huet eis dozou erkläert, datt Lëtzebuerg Upassunge maache wëll, do wou et wichteg ass, fir Rechtssécherheet ze schafen an de Potenzial vun der Blockchaintechnologie ze notzen. Et ass net opportun, fir en holistesche Kader ze schafen, besonnesch well um europäeschen Niveau nach intensiv Diskussiounen an dësem Kontext lafen. An Erwaardung vun europäesche Reegele setzt Lëtzebuerg Akzenter do, wou et néideg schéngt, fir weider Kloerheet an eebe Sécurité juridique ze schafen.

Et ass also e bewosste Choix getraff ginn, fir d'Innovatioune cibléiert ze begleeden an eng Flexibilitéit ze behale par rapport zu den Initiativen op dem supranationale Plang - prinzipiell also dem europäesche Kontext -, wat extreem wichteg ass bei den Technologien, déi evidenterweis, wéi mer et och elo just héieren hunn, keng Landesgrenze kennen.

De Manière générale handelt et sech hei sécherlech net ëm dee leschte Gesetzesprojet am Kader vun der Blockchaintechnologie. Et ass eng Technologie, déi ëmmer méi u Maturitéit gewënnt. Lëtzebuerg ass bereet, an dësem Zesummenhang ëmmer nees weider Schrëtt ze maachen, wann dat néideg a wann dat ubruecht ass.

Et sief awer nach bemierkt, dass dëse Projet de loi zum internationale Rayonnement vu Lëtzebuerg bäidréit, an dat als enger, loosse mer soen, innovativer an zukunftsorientéierter Finanzplaz, déi sech den neien Technologië sécherlech net verschléisst.

Ofschléissend ass wierklech ze begréissen, dass dëse Projet de Produit vun enger gudder Zesummenaarbecht tëscht dem betraffene Secteur, dem Regulateur an der Politik, also och eis, ass. E baséiert soumat op engem ganz breede Konsens a stellt sécher, dass hei d'Erwaardunge vu jidderengem kënnen an Aklang matenee bruecht ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat gesot, bleift mer nach just, lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. Ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet. Ech wëll op dëser Plaz och de Kolleegen aus der zoustänneger Finanzkommissioun Merci soe fir hir - jiddefalls an dësem Fall - konstruktiv an onopgereegt Manéier, fir un dësen Dossier erunzegoen. Nach eng Kéier merci fir Äert Nolauschteren an, wéi gesot, ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter André Bauler villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll natierlech och ufänke mat engem ganz grousse Merci un de Rapporteur. Ech sinn ëmmer erëm impressionéiert, mat wat fir enger Rou, Ausgeglachenheet a Kompetenz den Här Bauler net

nëmme ganz vill extreem technesch Rapporten hei rapportéiert, mee haaptsächlech och seng Kommissioun féiert. Duerfir och e ganz grousse Merci dofir un den Här Bauler!

Ech wollt just eng ganz kuerz Bemierkung zum Projet maachen, fir déi ech eigentlech net hätt missen hei erop op d'Riednerpult kommen. Mee ech hunn nach eng aner Bemierkung zum Schluss, déi mech awer dozou geféiert huet eropzekommen, well ech mengen, dass et wichteg wier, Här Finanzminister.

Déi Remark, déi ech zum Projet ze maachen hunn, ass eigentlech déi - an ech sinn net deen Eenzegen, dee se mécht, mir hu virdru laang heiriwwer geschwat, Dir an ech och - iwwert d'Wichtegkeet vun de Blockchaintechnologië generell. An ech denken do jo awer ganz besonnesch un eng Resolutioun, déi d'Europaparlament 2018 adoptéiert huet, wou justement am Kontext vun där Blockchaintechnologie eigentlech eng Opfuerderung erausgaangen ass un déi verschidden national Parlamenter, fir generell e legale Kader fir déi Blockchaintechnologien ze schafen.

A wann ech e bësse kucken, wat och esou an eisen Nopeschlänner geschitt, gesinn ech, datt eis franséisch Noperen schonn e bësse weiderkomm sinn: Déi hunn eng Rei vun Elementer vum Cadre légale virgesinn. An ech hunn awer e bëssen d'Impressioun, datt mer hei eng Chance verpasst hunn, fir eis vläicht ganz vir an den éischte Waggon vum europäeschen Zuch fir déi Blockchaintechnologie ze setzen, andeems mer och e generelle legale Kader geschaaft hätten. Well - Dir hutt et virdru selwer ënnerstrach, Här Finanzminister - et ass extrêmement wichteg, hei bei esou enger Technologie awer gewësse Garantië fir de Bierger ze schafen. An dozou gehéiert natierlech virun allem e legale Kader.

Ech verstinn awer, datt Der hei mat enger gewëssener Virsiicht un deen Dossier erugitt, déi ech och respektéieren, notamment, well een natierlech net dierf aus den Ae verléieren, datt et hei och ëm d'Zukunft vu ville Banken op der Plaz geet an datt d'Roll vun de Banken duerch déi Blockchaintechnologien an duerch déi ganz virtuell Wärungen natierlech ëmmer méi kleng gëtt, vu datt ee jo dofir keen Intermediaire méi brauch.

Nach sinn ech awer der Meenung, et soll een dësen Dossier offensiv weiderverfollegen. A mir sollen op jidde Fall kucken, datt mir awer do Virreider sinn, ier um europäeschen Niveau e legale Kader kënnt, an datt mir schonn déi Dispositiounen hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen, ier se dann am Rescht vun Europa ëmgesat ginn, och am Sënn vun enger gudder Kompetitivitéit vun der lëtzebuergescher Finanz- a Bankeplaz.

Da kommen ech awer zu eppes, Här Finanzminister, wat eis als CSV-Fraktioun de Mëtten extrêmement perturbéiert huet. An ech wëll dat hei an der Chamber soen, well mer am Moment an Zäite sinn, déi net einfach sinn - net einfach fir lech, net einfach fir d'Regierung -, well mir kréien an deenen nächste Méint e GAFI-Rapport, wou et net einfach gëtt, fir eis Finanzplaz ze verdeedegen.

An ech hunn duerfir zur Kenntnis geholl, datt am Europaparlament e Vott war, e Vott op Initiativ vun deene Lénken, déi gefrot hunn, ënner anerem Lëtzebuerg op déi Schwaarz Lëscht ze setzen. Déi gutt Noriicht ass, datt déi Resolutioun verworf ginn ass. Déi schlecht ass allerdéngs, Här President, datt ech gesinn hunn, datt zwee eminent Vertrieder vun dëser Majoritéit, dovun een, dee laang an dësem Haus souz, dee laang Joren d'Aussen- an europapolitesch Kommissioun presidéiert huet, nämlech den Här Marc Angel, dëser Resolutioun hir Zoustëmmung ginn hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- D'Madamm Tilly Metz, gradesou, huet matgestëmmt, datt Lëtzebuerg op d'Schwaarz Lëscht vun de Steierparadäiser soll kommen.

(Brouhaha)

Dir Dammen an Dir Häre, ech muss lech soen, ech fannen dat grav! An ech géif wierklech wëllen déi Fro stellen, Här Finanzminister, ob dës Majoritéit hei nach eng gemeinsam Positioun huet. Ech weess, wéi schwéier datt Dir et am Moment hutt, an hei huet en Deel vun Ärer Majoritéit lech e Bierendéngscht geleescht, andeem se op Bréissel ginn an do eng Motioun oder eng Resolutioun matstëmmen, wou Lëtzebuerg op d'Schwaarz Lëscht kënnt! Si ginn domadder dem GAFI e Kaddo! Déi wäerten natierlech mat Genoss soen, datt den Här Angel an d'Madamm Metz dat do matgestëmmt hunn.

Ech muss lech soen, an dësen Zäiten ass dat onverantwortlech! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech denken, op den Dossier GAFI wäerte mer spéitstens och nach eng Kéier muer - muer, mengen ech, ass et um Ordre du jour, wou et eng Kéier zur Diskussioun kënnt - zréckkommen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift e bësse méi roueg!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Ech géif dem honorabelen Deputéierten, dem Här Bauler, Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, nom Gesetz vun 2019, wou mer mat den Titren unerkannt hunn, wat d'Transaktiounen, wat den Handel ubelaangt, fir dat do kënnen iwwer en elektroneschen Enregistrement ze quittéieren, den Enregistrement unzeerkennen, ass dat heiten am Fong déi zweet Etapp, wou mer d'Emissioun vun deenen Titrë maachen.

Ech mengen, souwuel an der Question élargie wéi elo an der Presentatioun vum Rapport ass festgehale ginn oder erkläert ginn: virtuell Wärungen, Kryptowärungen, Bitcoins an esou weider. Eis Meenung ass och - an ech denken, dat héieren ech op jidde Fall aus deenen Argumentatiounen eraus, déi gemaach gi sinn -, datt Lëtzebuerg sech jo net aleng dogéint ka stäipen an datt dat eppes ass, wat kënnt. A mir probéieren, do e Kader ze setzen, souwuel um nationale Plang, um internationale Plang an haaptsächlech um europäesche Plang.

Just fir e puer Chifferen ze soen: Den Här Mosar ass drop agaangen, datt d'Bitcoins momentan op 21 Milliounen Unitéite reglementéiert sinn, si sinn awer scho bei 18 Milliounen Unitéiten ukomm an datt Entreprisë wéi PayPal momentan 26 Milliounen Entreprisen erlaben, via Bitcoin, mat Hëllef vu Bitcoin hir Transaktioune kënnen ze bezuelen. Et ass also eppes, wat een net soll ënnerschätzen, wou mer eis sollen dermat auserneesetzen a souwuel d'Avantagen, mee awer och d'Desavantagen domadder begleeden.

Wann een dat Ganzt kuckt - an Dir hat et, Här Minister, ugeschwat - par rapport zu der Politique monétaire vun den Zentralbanken, wéi dat heite cadréiert gëtt par rapport zur Geldpolitik vun den Zentralbanken, ass dat an eisen Ae relativ wichteg an eppes, wou een en A muss drop werfen.

Wann een d'Valeur en circulation vu Bitcoins momentan kuckt, dann huet dat eng Valeur vu 400 Milliarden Dollar. Als Beispill kann ee soen, oder als Géigeniwwersetzung: Wann Der de Goldmarché kuckt, dat Gold, wat momentan weltwäit a Circulatioun ass, do sidd Der op 12.000 Milliarden Dollar. Et ass also net, datt Bitcoin näischt ass an d'Gold ze vill. Dat huet natierlech vill mam Marché ze dinn, d'Volatilitéit bei Bitcoins ass extreem staark.

Zum Schluss wëll ech nach mat där Remark schléissen, datt et eis och un enger harmoniséierter Approche um Niveau vun der EU feelt, wéi mer mat deene virtuelle Wärungen ëmginn, notamment och mat der Besteierung par rapport zu de Länner - Lëtzebuerg par rapport zu anere Länner an Europa -, wéi dat am fiskale Beräich gekuckt gëtt.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. A mir wäerten natierlech och d'Evolutioun vun deene virtuelle Wärungen am A behalen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Och vu menger Säit e grousse Merci un de Rapporter André Bauler fir d'Explikatioun vun dësem Gesetzesprojet.

Digital Outile kënnen onst Liewe méi einfach maachen a sinn och fir d'Ekonomie wichteg. D'Digitalisatioun ass eeben eng grouss Chance, fir dass mer méi produktiv an och nohalteg ginn, wat d'ekonomesch Entwécklung ugeet. An och fir d'Finanzplaz si sougenannt Distributed-Ledger-Technologies wéi d'Blockchain wichteg. Si ginn ëmmer méi benotzt, notamment och an der Emissioun vun de Wäertpabeieren. Dës Technologië bidden héich Sécherheet, si sinn transparent a kënnen d'Transaktiounskäschte staark reduzéieren a sinn deemno och gutt fir d'Konsumenten.

An eng ganz Rei grouss institutionell Acteuren, dorënner och grouss Banke mat internationalen Organisatiounen, hu schonn Obligatiounen erausginn, déi exklusiv iwwer eng Blockchain registréiert goufen.

Verschidden Acteure sinn och amgaangen, Plattformen an Infrastrukturen opzebauen, déi et Finanzacteuren erlabe sollen, Wäertpabeiere reng digital auszestellen, ze handelen, ze verwalten, an dat net just fir ëffentlech Wäertpabeieren, mee och fir privat Pabeieren. Déi nei Technologië sinn also och eng Chance fir ons Finanzplaz.

Fir de Finanzstanduert op der Héicht vun der Zäit ze halen, musse mir Lëtzebuerg eeben zu engem Virreider an der Digitalisatioun vun der Finanzplaz maachen an esou déi positiv Chance, déi d'Digitalisatioun ons bitt, notzen. Dëse Gesetzesprojet ass dofir e wichtege weidere Schrëtt.

D'Benotze vun Distributed-Ledger-Technologies, dorënner d'Blockchain, fir d'Emissioun vu Wäertpabeiere gëtt duerch dës Gesetzesännerung gesetzlech verankert a vereinfacht. Domat si mer eent vun de Länner, déi d'Benotze vun der Blockchaintechnologie am Finanzsecteur förderen. Gläichzäiteg sprange mir mat dësem Gesetzesprojet awer och net virun de Won, well mir den Teneur de compte central just partiell auswäiten.

Här President, Dir Dammen an Hären, an der Geschicht ware mer zu Lëtzebuerg scho méi dacks Virreider, wann et drëms gaangen ass, informatesch Systemer a Kooperatiounen opzestellen, fir ons Finanzplaz proaktiv weiderzebréngen.

Ab den 1960er Joren hu sech déi sougenannt Eurobonds duerchgesat, also Obligatiounen, déi international emettéiert a gehandelt goufen. Lëtzebuerg war do e Virreider, well déi am Ufank bal all hei op der Bourse cotéiert goufen. De Problem war, dass déi Pabeieren, déi deemools jo natierlech physesch existéiert hunn, bei engem groussen Deel vun Transaktiounen och hu misse physesch ausgeliwwert ginn. Dat war deemno e groussen Opwand, fir Dausenden an Dausende vu Wäertpabeiere sécher ze transportéieren an dat alles korrekt ze verfollegen. Et koum zu laange Retarden, deelweis iwwer Méint, an och zu lwwerfäll op Transporter a sou weider.

Euroclear, an du kuerz duerno d'Cedel, waren hei Virreider, well si d'Pabeieren zentral geréiert a gelagert hunn, dat heescht, eng Transaktioun huet just nach mussen an hirem System gemaach ginn an net méi physesch. Dat huet zu engem enorme Gewënn un Zäit, Suen a Sécherheet gefouert. D'Titrë waren ëmmer nach physesch, mee si hunn awer dunn net méi physesch mussen zirkuléieren.

D'Cedel ass entstanen aus enger Kooperatioun vu Banken hei op der Plaz, war absolutte Virreider am Notze vun informatesche Systemer an ass also eng Erfollegsstory, déi en immensen Attrait fir d'Plaz duergestallt huet. A fir dat méiglech ze maachen, hu mer och deemools onse gesetzleche Kader mussen upassen.

Här President, Dir Dammen an Hären, och mat dësem Gesetz gi mer weider Schrëtt a stellen ons besser op fir d'Zukunft. A mir sollten onse reglementaresche Kader och an Zukunft weider upassen an eventuell och ausbauen, fir op där enger Säit déi nei Technologien ze promouvéieren, a se gläichzäiteg ze encadréieren. Ënner anerem Frankräich an d'Schwäiz hu sech a rezente Gesetzer, wat d'Benotze vun Distributed-Ledger-Technologies, méi e breede Kader ginn.

An à propos sech proaktiv opstellen: D'Kryptowärungen - de Mëtten ass schonn driwwer geschwat ginn - sinn e weideren Trend an der digitaler Finanzwelt. Hei huet d'EU am Kader vu hirer Digital-Finance-Strategy e wäitreechend Reglement an Aussiicht gestallt. Mat dësem Reglement soll 2023 en EU-wäit harmoniséierte Kader fir eng Rei vu Kryptoassets agefouert ginn, an och hei mat engem duebelen Zil: d'Entwécklung begleeden a reguléieren, andeems zum Beispill och de Konsument geschützt gëtt a gläichzäiteg d'ekonomesch Opportunitéite genotzt ginn.

E weidert wichtegt Beispill, wat d'Proaktivitéit ugeet: Gréng Finanzen, eng grouss Opportunitéit fir ons Ekonomie an och am Interessi vun der Zukunftsfäegkeet vun onsem Land. Dofir musse mir ons Efforten och hei weider an déi Richtung intensivéieren. Nieft deem immens grousse positiven Impakt vun nohaltegen Investissementer op d'Klima an d'Ëmwelt si Klimafinanzrisken awer och e systeemesche Risk fir ons Finanzplaz, an dofir musse mer ons Efforten och weider verstäerken, wat d'Transparenz an d'Identifizéierung vu Klimarisiken ugeet. Dat ass nämlech alles wichteg, fir ons besser fir d'Zukunft opzestellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz erweideren a vereinfache mer d'Méiglechkeet fir d'Emissioun vun dematerialiséierten Titren. Mir schafen eng spezifesch Base légale, fir Titren iwwer geséchert elektronesch Mechanismen ze enregistréieren; d'Blockchain ass ee Beispill vun esou engem Registre distribué. Mir handele mat dësem Gesetz proaktiv, begleeden a reguléieren den digitale Wandel, wat gutt fir de Konsument ass, a mir stellen ons Finanzplaz domadder gutt fir d'Zukunft op. Déi proaktiv Approche sollte mer och an den nächste Jore weiderféieren.

Ech soen lech alleguerten dofir Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här François Benoy. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mosar huet ugefaange mat engem grousse Luef fir den Här Bauler. Ech mengen, dat huet e wierklech verdéngt! En huet et haut an engem Dossier, wou mer alleguer Neiland betrieden, awer wierklech fäerdegbruecht, eng ganz pedagogesch Approche ze hunn an eis lues a lues un déi Technologie erunzeféieren, wat eis natierlech och d'Diskussioun doriwwer erlaabt a méi einfach mécht.

Et ass esou, datt een hei e puer Saache muss am A behalen. Dat Éischt ass - den Här Bauler huet dat jo och erkläert -, datt mir hei am Land eng Etappenapproche gewielt hunn, net dee kompletten holistesche Kader, deen aner Länner, wéi notamment Frankräich, gewielt hunn. Dat huet seng Virdeeler - an den Här Bauler huet drop higewisen -, et huet awer och de Risiko, datt ee vläicht eng Kéier eng Etapp verpasst. Wa mer deen dote Wee ginn, musse mer also kucken, datt mer wierklech ëmmer ausloten, mat dem Secteur zesummen, wat deen nächste Schrëtt muss sinn, fir datt mer an där Technologie net den Uschloss verléieren.

En zweete Risiko ass natierlech de Sécherheetsrisiko. Den Här Bauler huet et sou duergestallt, wéi wann dat am Ableck technesch als fälschungssécher kéint consideréiert ginn. Där Diskussiounen hate mer der an der Geschicht awer scho ganz vill. Ech erënnere mech och, wéi mer den Euro agefouert hunn, datt dat och gesot ginn ass: „A, déi Schäiner, déi si fälschungssécher!" Dat ass natierlech méi einfach wéi elo bei der Blockchaintechnologie, an awer ginn all Dag säckweis falsch Euroschäiner zerstéiert. Mir mussen oppassen, iwwerall wou Mënschen intervenéieren … Vläicht ass d'Technik och méi sécher, mee bei deenen Zommen - den Här Haagen hat der och e puer rappeléiert -, déi hei am Spill sinn, besteet natierlech trotzdeem och de Risiko vun der Fraude. A mir musse kucken, datt mer eis Finanzplaz esou opstellen, datt d'Blockchaintechnologie esou encadréiert ass, datt se och do wierklech sécher ass.

Dann, ekonomesch Risken: Natierlech, déi Demediatiséierung (veuillez lire: déi Desintermediatioun) vun de Banken, well hire Rôle ännert, ass natierlech eng Erausfuerderung. De Profill vun der Finanzplaz wäert sech och mat deenen neien Technologien änneren.

An da kommen ech op dee Punkt, deen och vläicht muss genau an deem do Kontext consideréiert ginn: Dat ass d'Formatioun op der Place bancaire. Well déi nei Technologië benéidegen nei Kompetenzen. An eng vun deene Kriticken, déi dozou gefouert hunn, datt Luxembourg School of Finance huet mussen hir Aktivitéiten astellen, wor eeben déi, datt d'Formatioun net méi op deem Niveau war, deen op der Bankeplaz wierklech gebraucht ginn ass. Et ass also scho wichteg, datt d'Universitéit an aner Acteuren, déi d'Formatioun op der Finanzplaz am Ableck sollen assuréieren, och wierklech op dem leschte Stand vun deenen Technologië sinn. Dat ass en Defi, dee mer mussen huelen.

Um europäesche Plang, zwee Kommentaren: Deen éischten ass, datt déi Blockchaintechnologie jo och am breede Kontext vun der europäescher Aktivitéit muss gesi ginn. Mir haten de Kommissär Nico Schmit, dee wor am Mäerz zejoert, wéi mer nach konnte reesen, souguer iwwert déi belsch-Lëtzebuerger Grenz, heihinnerkomm an huet eis iwwert d'Blockchaintechnologie geschwat.

A wat notamment fir eis als Lëtzebuerg interessant ass, dat ass, datt déi DG Informatique, déi jo och zum Deel hei zu Lëtzebuerg ass, implizéiert ass an eng Rei vun europäesche Projeten, déi zum Deel vun der Kommissioun koordinéiert ginn, mee och an der Autoritéit vun de Memberstaate leien. Dat si Blockchainpartnerschaften um Niveau vun Europa, wou ganz vill interessant Projete sinn, wéi zum Beispill d'Authentifizéierung vun Nottärsakten oder och vun Diplomer, wou een dann direkt kann gesinn, ob en Diplom registréiert ass, ob en authentesch ass an esou weider, d'selwecht bei aneren Dokumenter. An et ass eng Méiglechkeet, fir de Standuert Lëtzebuerg hei ze stäerken, just an deem Beräich vun der Spëtzentechnologie Blockchain, iwwert déi europäesch Institutiounen, déi mer hei hunn. Zum Deel si se zu Bréissel, zum Deel zu Lëtzebuerg, mee dat Standbeen, wat mer zu Lëtzebuerg hunn, sollte mer voll ausschëpfen.

An eng zweet Bemierkung, wat Europa ugeet - an do wéilt ech och dat opgräifen, wat den Här Mosar gesot huet -: Ech kann dat net novollzéien, datt zwee Europadeputéierter vu Lëtzebuerg, och nach vu Parteien, déi Member an der Regierungskoalitioun sinn, esou am Europaparlament ofgestëmmt hunn, datt Lëtzebuerg sollt op eng schwaarz Lëscht kommen!

Mir haten dat schonn an der Vergaangenheet, dat huet mech all Kéiers schrecklech gestéiert! Mir haten et, wéi déi gréng am Europaparlament géint den CETA gestëmmt hunn, an hei am Parlament fir den CETA gestëmmt hunn. Dat ass näischt Neies, mir haten dat schonn e puermol.

An awer stellt sech d'Fro: Wéi eng Zouverlässegkeet bidden d'LSAP an déi gréng, fir d'Finanzpolitik an d'Politik vun der Regierung iwwerhaapt ze ënnerstëtzen, wa se am Europaparlament esou géint d'Lëtzebuerger Interessen optrieden an hei am Parlament bei de Budgetsdebatten oder bei engem État de la nation der Regierung hiert vollt Vertrauen ausschwätzen? Dat ass einfach net kredibel! An et

ass e risege Problem, wa mir eng Regierungskoalitioun hunn, wou zwou vun dräi Parteien offensichtlech Problemer mat hirer interner Koordinatioun hunn. Gleewe se zu Stroossbuerg net un dat, wat se hei zu Lëtzebuerg maachen? Mee esou geet et net!

An dee Vott vum Europaparlament vun de Sozialisten a vun deene Grénger, dee wäert am Gediechtnis bleiwen. Et ass wierklech der eegener Regierung, déi si stellen, an de Réck gefall! Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Zu deem Projet de loi - ech mengen, ech hunn dat oft gesot, wann ech hu missen zu engem Sujet schwätzen, dee mat Blockchain ze dinn huet -, muss ee fir d'éischt emol soen, datt een e Kenntnisstand huet, op jiddwer Fall, wat mech betrëfft, dee relativ limitéiert ass. Ech misst dru schaffen, ech maachen dat einfach net; mee ech versprieche lech, dat deemnächst ze maachen, wann ech och e bësse méi Zäit wäert hunn. Mee op jiddwer Fall kann een awer eng Partie Saache soen, well mir wäerte géint dee Projet de loi stëmmen.

Et gëtt oft gesot, datt Technologië politesch neutral wieren. Ech mengen, ech hunn esou eppes och scho mol gesot. Ech mengen, dat ass net ganz richteg, dat ass sech d'Liewen e bëssen ze vill einfach gemaach. Technologië sinn ëmmer och de Produkt vu sozialen Entwécklungen, a sozial Entwécklunge si per se net politesch neutral.

Elo ass et esou bei de Blockchains, déi kënnen am Konkreete ganz verschidden Applikatioune kréien. Si kënne solidaresch Applikatioune kréien. Notamment a Griichenland ass dat benotzt ginn, zemools an der Krisenzäit 2015, 2016, wou Leit sech hu missen aneschters organiséieren, nodeems d'Troika do ekonomesch geputscht hat. Dat heescht, do kann ee solidaresch Mesuren opbauen.

Mee natierlech kann een dat och aneschters ugoen, notamment, wann een a méi e spekulative Beräich erageet. A mir gesinn, déi éischt Ëffnung, déi d'Regierung hei mécht, déi geet an déi Richtung - och wann dat der CSV net séier genuch geet an och wann d'CSV déi Diere vu Spekulatioun opgrond vun deenen Technologien nach vill méi schnell wéilt opmaachen an an deem Sënn total irresponsabel handele géif. Et ass ëmmer witzeg ze gesinn, wéi déi „altwürdige" Partei, d'CSV, déi jo ganz vill politescht Kapital op hir Responsabilitéitspause gesat huet, u sech a Wierklechkeet a Finanzfroen total irresponsabel, jo, sou quasi e „Finanzpunk" ass. An ech mengen, mir musse ganz gutt oppassen, datt mer net an déi Richtung ginn.

À propos Punken: Den Här Mosar huet an deem Kontext missen eppes uschwätzen, de Vott vun zwee vun eise Kolleegen, dem Här Marc Angel an dem Tilly Metz, vun enger Resolutioun, déi vun der GUE, also der lénker Fraktioun am Europaparlament initiéiert gouf.

Fir d'éischt emol wollt ech dem Marc Angel an dem Tilly Metz wierklech felicitéiere fir hire Courage. Si hunn hir Aarbecht an deem Sënn wierklech gutt gemaach a si wousste bestëmmt, datt dat net einfach ass, esou eng Resolutioun als Lëtzebuerger Europadeputéiert matzedroen. Mee si hu bewisen, datt een och kann inteeger funktionéieren an datt een och d'Allgemenggutt viru Partikularinteressen a vläicht souguer viru privat Interesse stellt.

Wat mech an dëser Situatioun stéiert, dat ass, datt vu gewëssener Säit, meeschtens vun der rietser Säit, esou gemaach gëtt, wéi wa gewësse Praxissen, déi ganz kloer Steierevasioun sinn, … datt dat mat nationalen Interesse vermëscht gëtt, obwuel et a Wierklechkeet nëmmen drëms geet, privat Interesse vun e puer Leit ze beschützen.

Jo, Lëtzebuerg ass opgrond vun enger Etüd vun Oxfam op d'Plaz Nummer siwen, mengen ech, vun de „paradis fiscaux", wéi een dat och ka bezeechnen, gesat ginn. Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, mat der Schwäiz, déi nach virdrun ass, Irland ass nach virdrun, Holland ass nach virdrun. Mir sollen net Märtyrer spillen, also si ginn och benannt. Lëtzebuerg huet d'Praxisse vun Évasion fiscale.

Schonn nëmmen am Joer 2015, dat seet déi Etüd jo och, si 600 Milliarden Euro Benefisser vu Multinationallen op verschiddene Plaze gelant, y compris Lëtzebuerg. Een Drëttel dovunner an der EU - d'Schwäiz ass jo net an der EU, do wäerten der och vill gelant sinn -, well eebe gewësse Länner Legislatiounen hunn, déi et de Multien erlaben, quasi keng Steieren oder ganz wéineg Steieren ze bezuelen. A mir wësse ganz gutt, wat fir eng Gefor d'Multie fir d'Demokratie, fir d'Ëmwelt a fir d'sozial Rechter duerstellen. A wien dat verteidegt, dee verteidegt net d'Interesse vun de Leit, an dee verteidegt och net d'Interesse vun de Leit hei zu Lëtzebuerg! Haalt op, esou Saachen ze erzielen!

Ech stelle fest, datt den Här Angel an d'Madamm Metz hir Aarbecht gemaach hunn, an et muss een hinne felicitéieren. An ech stelle fest, datt d'CSV an d'ADR op der Säit vun de Multie sinn an op der Säit vun enger Handvoll Leit, déi sech um Bockel vun der Allgemengheet a vun der Bevëlkerung beräicheren. An d'Jugend, d'Jugend hautdesdaags, déi fält net méi op esou Logiken eran, si huet Iech och schonn duerchkuckt!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här David Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert mech hei elo net an eng Klassekampfdialektik amëschen, ech iwwerloossen dat deenen, déi sech méi mat deene Bicher auserneegesat hunn. Ech sinn éischter deen, dee sech mat den technologesche Bicher auserneegesat huet, an do kann ech dat Wëssen dann haut, mengen ech, och mol eng Kéier hei um Podium notzen.

De Blockchainsystem ass eng technesch Innovatioun - dat gouf haut scho gesot -, déi eis erlaabt, Date méi sécher ze späicheren, awer och ze iwwermëttelen. Déi meescht, wa se vu Blockchain schwätzen oder vun der Blockchain héieren, denken direkt u Bitcoin. A wien am Moment u Bitcoin denkt, deem ginn d'Ae grouss an deen denkt: „Domadder ginn ech räich!" Bon, deen huet vläicht haut net d'Coursë gekuckt, well haut ass de Bitcoin tatsächlech erofgaangen. Dat weist, datt et e spekulatiivt Instrument ass, a mir sollten dat net mat iergendenger Wäertulag vergläichen; et si Bits a Bytes. Nichtsdestotrotz hunn déi Bits a Bytes eng Valeur kritt, well se begrenzt sinn.

Mee dat huet näischt mat der Blockchain u sech ze dinn, well eng Blockchain per se ass net limitéiert. Eng Blockchain per se ass näischt anescht wéi eng dezentraliséiert Datebank, wou all Knuet an deem Reseau d'Aarbecht vun all deenen anere Kniet am Reseau kontrolléiert.

Firwat also esou e komplizéierte System? Ma esou e komplizéierte System mécht Sënn, wann ee mat e puer Partner wëllt Saachen deelen an ee mat deene puer Partner wëllt sécher sinn, datt keen deen anere beduckse kann.

Elo stellen ech mer awer d'Fro, wann ech dëse Projet hei liesen: Brauche mir eng Blockchain fir dat heiten? Well wann all d'Computeren oder d'Majoritéit vun de Computeren an engem Reseau vun enger Blockchain vun deem nämmlechten Acteur kontrolléiert ginn, da kënne genau esou Ännerungen an där Datebank gemaach ginn, wéi wann et eng ganz normal Datebank wär. Et ass also näischt Neies.

D'Blockchain ass eréischt dann innovativ a garantéiert eng besser Datesécherheet an eng „Dateninteegritéit", wéi ee seet, wann een d'Computere vun e puer Leit kontrolléiere léisst. An der Hypothees vun Titren, vu Comptes-titres wär dat also de Fall, wann net eng Bank déi Comptes-titres géif geréieren, mee wann déi Comptes-titres vun e puer Banke géife geréiert ginn.

Elo wësse mer awer, datt dat an der Realitéit seelen de Fall ass. Esou ergëtt sech dann hei déi kokass Situatioun, datt mer mat engem Gesetz eppes erlaben, wat virdrun net verbuede war a wat warscheinlech um Terrain och net onbedéngt en direkten Impakt huet. Well eng Blockchain, wou all d'Computere vun deem Nämmlechte kontrolléiert sinn, ass eng Datebank. An Datebanken, dat huet de Kolleeg François Benoy erkläert, gëtt et scho säit e puer Joer, fir Titren dematerialiséiert ze verwalten. Innovatioun: Mir hunn en neien Numm drop gesat.

Dat heite Gesetz ass méi Marketing fir eis Finanzplaz fir ze soen: „Ma kuckt hei, mir maachen eppes mat Blockchain!" Et ass e bëssen esou, jo, Bullshitbingo: Mir huele grouss Termen an de Mond a mir hoffen, datt d'Leit net d'Substanz kucken.

Mee natierlech huet eng Blockchain Virdeeler - wa se da verdeelt ass, wa se net nëmmen engem gehéiert -, dozou gehéiert, datt et fir d'Compliance méi einfach gëtt, d'Transaktiounen ze retracéieren, well kee se ännere kann. Wann awer d'Blockchain erëm komplett deem Nämmlechte gehéiert, da kann ech awer eppes ännere goen. Tout au contraire riskéiert een da souguer, datt d'Compliance sech kéint doduerjer irritéiere loossen, datt et jo eng Blockchain ass, déi jo net editabel wär, an dofir net genausou gutt géif hikucken, wéi se et bei enger normaler Datebank oder bei engem Regëster um Pabeier géif maachen.

D'Blockchain ass also hei eng Léisung, déi et scho gëtt, et ass eng Léisung, déi scho deployabel war, déi scho konnt benotzt ginn, a lo maache mer e Gesetz dofir! Bon. Et ass Marketing. Et stéiert mech net, eppes explizitt ze erlaben, wat virdrun net verbuede war, an dofir stëmme mer dat Gesetz hei mat, och wa mer net mengen, datt sech doduerch iergendeppes ännere wäert.

Ech soe Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Luef fir den André Bauler als President vun der Commission des Finances et du Budget, der Cofibu. Bon, dat gehéiert zur Rhetorik, zu den Habituden, mee ech hunn och fonnt, léiwen André, dass dat haut particulièrement gelonge war, op engem ganz schwéiere Sujet. Här Bauler, Dir hutt Iech vill Méi ginn an Dir hutt och d'Wichtegkeet vun der Saach ënnerstrach. Dofir e grousse Merci och vu menger Säit.

Ech wollt hei e puer Punkten ënnersträichen. Zum Éischten: Mir gehéieren zu deene rare Länner, déi elo mol schonn eppes an hirem Gesetzeskader iwwert d'Blockchain gemaach hunn. Et gëtt där Länner net ganz vill. Et kann een natierlech ëmmer deen een oder deen aneren erauspicken - Frankräich ass dat bekanntst Beispill -, déi hätte méi gemaach. Ech weess awer net, ob se doduerch méi attraktiv si wéi Lëtzebuerg.

Deen zweete Punkt ass fir ze soen, dass mer hei effektiv, trotzdeem dass hei vill iwwer d'Blockchain geschwat gëtt, „agnostesch" par rapport zu der Technologie sinn - fir en Ausdrock ze gebrauchen, deen den Här Clement gäre gebraucht, deen och ganz an der Rei ass, an op deem Punkt sinn ech och ganz mat him eens. Mee mat senger Konklusioun, déi e virdru gezunn huet, absolutt net! Mee ech wäert dorop zréckkommen.

Mir sinn hei an der Kontinuitéit vum Gesetz vun 2019, wat Dir gestëmmt hutt a wou mer justement de Fait, dass mer technologieneutral sinn, verankert hunn. Mir ginn hei e Schratt méi wäit, andeem mer d'Emissioun vun Titren iwwert d'Distributed-Ledger-Technology erlaben.

Mir hunn also eng Approche vum Step-by-Step, Schrëtt fir Schrëtt. A mir wäerten och weider esou schaffen. Firwat? Majo, well et eng Welt ass, déi vun der Blockchain an der Utilisatioun vun dëser Technologie, déi immens séier evoluéiert. Mee obwuel se séier evoluéiert, muss een och op dat Wuert „evoluéiert" oppassen. A wann een do virun de Won spréngt a vläicht ze vill reegelt, da muss een herno erëm de Réckgang aleeën, oder et muss ee komplementar legiferéieren.

Mir maachen et also Schrëtt fir Schrëtt, aus där Iwwerleeung eraus. Mir maachen et awer och Schrëtt fir Schrëtt wéinst Europa, well Europa jo op dëse Sujete schafft. Ech hu virdrun an der Question élargie vum Projet vun der MiCA-Direktiv geschwat. Déi wäert sech mat dem Cadre juridique vun den Token ofginn. An do wäerte Reegelen op europäeschem Niveau op eis duerkommen an Zäit vun engem bis zwee Joer.

Firwat solle mer dann elo higoen an do anticipéieren an do schonn eng Wal treffen, wéi verschidde Saache solle reguléiert ginn, wa mer wëssen, dass mer an engem oder zwee Joer eng europäesch Direktiv hunn? Also ass et besser, sech Schrëtt fir Schrëtt ze adaptéieren. Dat gëtt eis déi Méiglechkeet, pragmatesch, attraktiv ze sinn, an net herno mussen, wéi gesot, de Réckwäertsgang anzeleeën oder aner Gesetzer ze stëmmen.

Wéinst deenen, déi eis net esou gutt gesënnt sinn dobaussen - an där gëtt et, haaptsächlech déi, déi e bësse jalous sinn op eis Finanzplaz -, wa mer Saache géife maachen, déi sech a sechs Méint als reegelwiddreg erweise par rapport zu Europa, géif och erëm eng Kéier mam Fanger op eis gewise ginn: „Hei, Lëtzebuerg huet do eppes gemaach, wat elo erëm eng Kéier muss réckgängeg gemaach ginn, well se do net richteg agéiert hunn." Mir versichen also, op där enger Säit virsiichteg ze sinn an an engems attraktiv ze sinn.

An dat war mäi véierte Punkt, a mäi leschten, dat ass fir ze soen: Dat hei ass alles aneres wéi theoreetesch. Alles aneres wéi theoreetesch! Mir sinn dat éischt Land, wou Investitiounsfongen iwwert d'Blockchain verdeelt gi sinn, mat FundsDLT. Dat war virun zwee Joer. Mir hunn Initiative wéi Infrachain oder European Blockchain Hub, déi schonn elo nom Gesetz vun 2019 funktionéieren. Hei si mer net an der Fantasie! Dat si Saachen, déi gëtt et!

A virun e puer Deeg huet eng Plattform vun Distributed-Ledger-Technologies, genannt HQLA^{x}, hei eng nei Initiativ lancéiert, fir Lëtzebuerg als Plattform ze gebrauchen, erëm eng Kéier op der Blockchain. Also dofir, déi, déi soen, dass dat heiten entweeder reng theoreetesch wär, dat kann ech natierlech net gëlle loossen. An déi, déi mengen, dass mir hei net an den éischte Waggone wäre vun der Digitalisatioun, vun der Utilisatioun vun den neien Technologien, gekoppelt un d'Finanzplaz, déi iere sech!

An ech hunn och virdru vum Succès vum Luxembourg House of Financial Technology geschwat, wou mer jo eng ganz grouss Zuel vun Entreprisen hunn, déi reegelméisseg heimadder schaffen. Also, mir sinn do am Peloton virbäi! Dofir freeën ech mech, dass esou vill Fraktiounen haut dëse Projet de loi hei ënnerstëtzen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7637. Den Text steet am Document parlementaire 7637[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7637 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7637 mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 7735 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer la directive (UE) 2020/2020 du Conseil du 7 décembre 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne des mesures temporaires relatives à la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux livraisons de vaccins contre la Covid-19 et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de cette maladie, en réaction à la pandémie de Covid-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7735, der Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'TVA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Kader vun der Covidpandemie hu mer schonn eng ganz Rei vu Gesetzesprojeten an Debatten hei am Haus organiséiert. Och wa mer nach sécherlech net iwwert de Bierg sinn, gesi mer schonn, dank de verschiddenen Impfstoffer, déi eis elo mëttlerweil Dag fir Dag an de Medie presentéiert ginn an déi och no an no vun der Europäescher Medikamentenagence autoriséiert ginn - an do sinn ech da ganz virsiichteg a menger Wuertwal -, schonn „e puer Liichtercher" um Enn vum Tunnel.

Jo, d'Impfung mécht ville Leit, wann och sécher net allen, Hoffnung, datt mer graduell erëm an e méi normaalt Liewen zréckkéiere kënnen. „In dieser Pandemie wird es keine Impfpflicht geben", sot de leschte Mëttwoch den däitsche Gesondheetsminister, deen enger genereller Impfflicht op en Neits eng kloer Ofso erdeelt huet. „Wir setzen auf Argumente, auf Informationen und Vertrauen in den Impfstoff", sou de Jens Spahn.

D'Diskussioune ronderëm d'Sécherheet vun den Impfstoffer, hir Wierksamkeet an eventuell gesond-

heetlech Konsequenzen, d'Verfügbarkeet vun deene verschiddene Vaccinen, mee virun allem awer d'Schnellegkeet, mat där de Vaccin an der Bevëlkerung ukënnt, all dës Debatte sinn natierlech an deene leschte Woche lassgetrëppelt ginn, virun allem an eisen Nopeschlänner, mee net nëmmen.

Egal wéi een zu engem Impfstoff u sech steet a wéi een zu de Vaccinatiounsstrategië steet, eent ass kloer: Mir mussen all Hiewelen a Beweegung setzen, fir datt d'Produktioun an d'Verdeelung vun dësen Impfstoffer geséchert sinn, fir déi ze schützen, déi verletzlech sinn a geimpft wëlle ginn. Dat gëllt och fir de steierlechen Aspekt. A genau hei knäppt dann dëse Gesetzesprojet, mat deem mer eis dann elo hei am Plenum befaassen, un.

Wéi bis kloer war, datt verschidde Pharmakonzerner drop an dru wieren, fir hiren Impfstoff kënnen ze produzéieren an d'Autorisatiounsprozedur ze lancéieren, huet d'Europäesch Kommissioun sech Gedanke gemaach, wéi een den Zougang zu de Vaccinen a puncto Besteierung kéint vereinfachen, oder besser gesot, wéi e méi gënschteg gemaach kéint ginn.

Da si mer domadder beim Theema oder um Gebitt vun der Finanz- a Budgetskommissioun. D'Kommissioun huet an dësem Zesummenhang Dispositiounen um Niveau vun der TVA geholl, déi den Zougang méi abordabel solle maachen, zum Vaccin éischtens, zweetens zu de Servicer, déi e Lien mam Vaccin hunn, wéi zum Beispill d'Logistik, an drëttens zu den Tester a Schnelltester, déi elo um Enn vum leschte Joer ëmmer méi entwéckelt gi sinn, virun allem fir den Endkonsument.

Et handelt sech also ëm eng ganz wichteg Moossnam, déi nach eemol ënnersträicht, datt d'Europäesch Unioun eng fundamental Roll an dëser Kris spillt, wa se déi néideg Kompetenzen dofir vun de Memberstaate kritt. Eng deementspriechend Direktiv gouf vun der Europäescher Kommissioun virgeschloen, déi a Rekordzäit vun de Memberstaaten ugeholl gouf.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Direktiv offréiert hei zwou Méiglechkeeten, fir mat der TVA an dësem Zesummenhang ëmzegoen: D'Memberstaate kënnen entweeder den Taux réduit applizéieren oder souguer eng komplett TVA-Exoneratioun asetzen, also d'TVA zu 0 % besteieren.

No der Veröffentlechung vun der Direktiv am Dezember huet eis Regierung ganz séier dëse Gesetzesprojet mat der Nummer 7735 verfaasst, deen den 21. Dezember zejoert deposéiert ginn ass. D'Gesetz ka retroaktiv op den 1. Januar 2021 vum Joer applizéiert ginn. Domadder kann d'Direktiv esou séier wéi méiglech an nationaalt Recht transposéiert an applizéiert ginn.

Iwwer wéi eng vun deenen zwou TVA-Erliichterunge schwätze mer elo haut? Ma d'Regierung huet proposéiert, datt Lëtzebuerg op de Wee vun enger vollstänneger, enger kompletter Exoneratioun goe soll, also en Taux de TVA vun 0 % unzewenden. Fir d'Ëmsetzung wäert den Artikel 43 vun eisem TVAs-Gesetz vun 1979 en neie „Punkt T", besser gesot „t minuscule", bäikréien, an deem déi Exoneratioun dann och schrëftlech festgehale gëtt.

Ech wëll dobäi ënnersträichen, datt mir trotz Exoneratioun e Recht op d'Virsteier fir déi Firme bäibehalen, déi de Produit respektiv de Service, deen hei a Fro kënnt, verkafen. Domat ginn dës Entreprisen net duerch dat heite Gesetz finanziell belaascht.

Sou wéi d'Direktiv gesäit och de Projet de loi eng zäitlech begrenzt Period vun zwee Joer fir d'Dispositioun vir: bis den 31. Dezember 2022 also. Dës sougenannt „sunset clause", op Däitsch géife se „Auslaufklausel" soen, steet am zweeten Deel vum éischten Artikel vum Gesetzesprojet. Deen zweeten a leschten Artikel gesäit d'Retroaktivitéit vun der Exoneratioun op den 1. Januar vir, sou wéi ech dat virdrun och scho gesot hunn.

Dat ass et scho fir den Inhalt vun dësem Projet de loi.

Komme mer zu den Avisen! De Staatsrot huet sech ganz séier mam Text befaasst. A sengem Avis gi prinzipiell legistesch Remarken opgeworf. Zum Beispill gëtt den Titel vum Projet de loi liicht ugepasst, fir dem Titel vun der Direktiv ze entspriechen. Des Weidere gëtt gefrot, fir de Vocabulaire oder d'Terminologie vun der Direktiv ze iwwerhuelen, wat och gemaach ginn ass. Eng aner Doleance war déi initial Formuléierung vun der sougenannter „sunset clause". Och hei gouf der Remark vum Staatsrot Rechnung gedroen.

D'Chambre de Commerce huet de Gesetzesprojet den 30. Dezember 2020 aviséiert. Si begréisst de Gesetzesprojet, deen d'Campagne vun de Covid-19-Impfunge weiderdreiwe soll, dat natierlech am Interesse vum Kampf géint de Virus an awer och, fir déi wirtschaftlech a sozial Konsequenze vun der Pandemie ze begrenzen.

Här President, ech wëll nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun dësem Gesetzesprojet ënnersträichen. Fir de Kampf géint dës Pandemie esou schnell wéi méiglech op en Enn ze bréngen, ass et immens wichteg, datt et fir keen eng finanziell Hürd ass, fir sech de Vaccin leeschten ze kënnen. Nieft der Akafsstrategie vun der EU ass dëse Gesetzesprojet sécherlech eng bedeitend Initiativ, fir den Impfstoff esou bëlleg wéi méiglech fir eis all ze halen.

Dat gesot, bleift mer just iwwreg, fir Iech Merci ze soen. Ech ginn natierlech och direkt den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Rapporter. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci. Merci och dem Rapporter nach eng Kéier. Et war erëm eng Kéier en exzellente Rapport. Et huet mer och besonnesch gefall, wéi de Rapporteur do vun der „sunset clause", der „Auslaufklausel" geschwat huet. Här Rapporteur, mat allem Respekt, fir mech ass nach ëmmer de „sunset" e Sonnenënnergang. An ech hunn eigentlech och dat nach léiwer wéi den „Auslauf".

Dat gesot, hutt Der op d'Wichtegkeet vun deem Projet higewisen. A mir wäerten och dee Projet stëmmen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci villmools. Dann huet den Här Haagen d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och un de Rapporteur fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. D'Virriedner hunn d'Wichtegkeet vum Projet betount. Ech denken och, datt mir honnertprozenteg d'accord sinn, wann ech esou däerf soen, mat der Exoneratioun vun der TVA bei de Prestatiounen am Kader vum Covid-19, de Liwerungen an esou weider, wat natierlech iwwert dës Transpositioun vun der EU-Direktiv gemaach gëtt.

Ech ginn heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci gesot. Nächst Riednerin ass d'Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, och mir als gréng Fraktioun begréissen explizitt, dass d'Regierung hei immens séier war an de Projet de loi ganz séier deposéiert huet. Mir sinn och séier virukomm an hu konstruktiv zesummegeschafft. Dat gëtt et och nach ëmmer. Et ass evident, dass dat hei eng wichteg Strategie och am Beräich vun de Finanzen ass, fir eis generell Strategie an der Bekämpfung vun der Pandemie weiderzedreiwen. Et kann ee soen: Souwuel d'Liwerung wéi och d'Impfunge selwer, mee och d'Tester sinn eigentlech e Service de première nécessité an dësen Zäiten. An dofir ass et dee richtege Schrëtt, hei an der TVA op null erofzegoen, fir eeben de Produit esou bëlleg wéi méiglech ze maachen. Dofir nach eng Kéier merci un d'Regierung.

An och merci fir säi gudde Rapport un den Här Bauler, dee jo haut schonn oft gelueft ginn ass, dann och eng Kéier vun eiser Säit. An heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools merci. Den Här Bauler huet a sengem exzellenten Exposé, wéi en dat dacks mécht, zwee Aspekter betount. En huet engersäits de Contenu vum Gesetz erkläert, op eng Manéier, wou een him nëmme ka Recht ginn, an anerersäits huet en och deen e bësse méi breede Kontext gezeechent. En huet do vum Här Spahn geschwat, dee vun der Fräiwëllegkeet vun der Impfung geschwat huet.

Et ass esou, datt mer haut jo e Conseil européen hunn an datt mer mussen ofwaarden, wat dobäi erauskënnt. An et ass an eisen Aen extreem wichteg, datt dee Prinzip vun der Fräiwëllegkeet oprechterhale gëtt an datt och net iergendwéi probéiert gëtt, iwwer Reesbeschränkungen oder aner Konditiounen d'Fräiwëllegkeet a Fro ze stellen.

Mir si mat dem Här Bauler, wann et drëm geet, fir Konditiounen ze schafen, och finanzieller Natur, och steierlecher Natur, fir d'Impfen ze erliichteren a finanziell verkraaftbar ze maachen. Gläichzäiteg soe mer awer: De Prinzip vun der Fräiwëllegkeet muss onbedéngt erhale bleiwen a vun all Mënsch respektéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Här Wagner, Dir kritt d'Wuert, mat der Bitt, Iech d'nächste Kéier och anzeschreiwen! Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dir hutt absolutt Recht, Här President. Ech wäert dat déi nächste Kéier maachen.

(Hilarité)

Jo, mee ech wollt d'Geleeënheet awer net verpassen, fir den Accord vun déi Lénk ze ginn zu engem Projet de loi, deen aus dem Finanzministère staamt. Dat geschitt net oft. A wann et geschitt, dann ass et scho speziell.

(Hilarité)

Selbstverständlech stëmme mer déi Exoneratioun vun der TVA am Kontext vun der Vaccinatioun a vun de Vaccinatiounsmëttelen. Dat maache mer mat grousser Freed.

Eng kleng Iwwerleeung natierlech: U sech hätte mer léiwer, datt dee ganze Konsortium, wat d'Pharmaindustrie ugeet, an och déi Industrie, déi fir d'Vaccinatioun zoustänneg ass, datt déi éischter am ëffentleche Beräich wären. Da kéint een och, wat d'Käschten ugeet, dat aneschters ugoen. An et wier warscheinlech och méi transparent.

Ech wëll och begréissen, datt am Europaparlament op Initiativ, mengen ech, vun der lénker Fraktioun a vun de Gréngen och do Initiative geholl gi sinn, fir méi Transparenz ze kréien, justement wat d'Pharmaindustrie ugeet. Ech weess net, wéi déi aner Fraktiounen dozou stinn, mee ech wollt soen, datt och um europäeschen Niveau eis Kolleegen awer eng ganz gutt Aarbecht maachen, an och nach aner Kolleegen.

Voilà, ceci étant dit, mir stëmmen dat mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Wagner. Dann huet den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och dem André Bauler fir säin exzellente Rapport - ech hat et leider virdru vergiess, d'Zäit leeft engem heiansdo fort -, virun allem, well e mech dankenswäerterweis virdru schonn erwäänt hat.

Mir Piraten si frou, datt hei zu Lëtzebuerg kee muss fir seng Covidimpfung bezuelen. Zumindest net direkt! Mir sinn dofir och frou, datt d'Regierung decidéiert huet, fir net de superreduzéierten TVAs-Taux op d'Vaccinen an hir Uwendung ze berechnen, mee dës Prestatiounen direkt ganz vun der TVA auszeschléissen. Well béides war jo vun der EU-Kommissioun erlaabt ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An haut ass et just déi Impfung, mee et kéint ee sech jo awer och froen, wéisou net alles am Kader vun der Pandemie vun der TVA verschount kéint ginn oder ob se net reduzéiert kéint ginn. Wéisou net d'Maske jidderengem ouni oder mat manner TVA ubidden? Wéisou net de Gel fir d'Desinfektioun?

Jo, et ass richteg: Zu Lëtzebuerg sinn och Leit, grad wa se eng ganz Famill andecke musse mat de Schutzmoossnamen, bei deenen de Mount ganz knapp ass an de Budget net duergeet. Do kéint ee sech nach Gedanke maachen um europäesche Plang, zesumme mat eise Partnerlänner, well d'TVA ass jo eppes, wat mer net eleng kënnen entscheeden. Mee hei kéint een zumindest de Wonsch mat op Bréissel huelen an déi nächst Diskussiounen.

Zur Direktiv: Och mir wëllen unerkennen, datt dës Direktiv no knapp véier Woche schonn zu Lëtzebuerg ëmgesat gëtt. Bis elo hunn nëmme Malta a Spuenien den Text schonn ëmgesat. Mir sinn also eemol eng Kéier ganz, ganz séier! Am Ganzen huet dës Prozedur, vun der Propos vun der Kommissioun Enn Oktober bis zur Ëmsetzung haut, keng dräi Méint gedauert. Dat ass Rekord. An där nämmlechter Zäit hu mer zwar och d'Covidgesetz e puermol gestëmmt, geännert, gestëmmt, nach eng Kéier geännert a sou weider, mee fir europäesch Texter an dräi Méint vun der Iddi bis duerch d'Chamber ze kréien, dat ass, mengen ech, eng Première!

Dëst weist a mengen Aen, dass Europa och a Krisenzäiten handlungsfäeg ass an datt d'EU-Kommissioun iwwerall do, wou se Kompetenzen huet, fäeg ass, séier a konkreet ze handelen. An et weist och nach eemol, wéi séier an effizient d'Chamber ka schaffen.

A wou mer bei der Chamber sinn: Mir bezuelen zwar elo keng TVA op der Impfung, mir wëssen awer och nach net genau, wat am Deal oder an den Dealen drasteet, déi zwëschent der EU-Kommissioun, de Länner an der Pharmaindustrie gemaach goufen. Dat ass bedenklech, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Mir als Parlament, déi e Budget gestëmmt hunn, mat deem déi Deale bezuelt ginn, hu keen Abléck an d'Deale mat de Pharmafirmen. Dat ass ontransparent an erschwéiert d'parlamentaresch Aarbecht.

Déi passend Ufro vun eis un de Chamberspresident gouf haut an der Conférence des Présidents beschwat, an ech sinn och ganz frou, datt mer zesummen als Parlament, zesummen als Institutioun d'Regierung opgefuerdert hunn, fir op deem Plang bei der EU-Kommissioun aktiv ze ginn, fir datt d'Chamber d'Méiglechkeet kritt, déi Texter ze consultéieren. Et kann net sinn, datt deen, dee bezilt fir eppes, net och gesäit, wat e Pond Kiischte reell kascht.

Mir hoffen op eng positiv Äntwert vu Bréissel. Well sollt eist Parlament keen Accès kréien, wär dat e Skandal fir eis Demokratie an d'Transparenz. A keng Partei hei an der Chamber dierft dat u sech op sech sëtze loossen. Och net déi an der Majoritéit! Well um Enn vum Dag ass et grad dës Transparenz, déi Fakenews verhënnert an déi d'Angscht an d'Suerge vun de Leit kann opléisen. Wéi soll een eng Entscheedung verstoen oder iwwerpréiwen, wann een de genauen Deal net ze liese kritt?

Här President, mat Gesetzer wéi dësem weist een, datt séiert Handelen och op europäeschem Niveau méiglech ass, datt ee séier a gutt am Sënn vun de Leit ka schaffen. An dësem Sënn ënnerstëtze mir dëst Gesetz.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, nach eng Kéier e Merci un den Deputéierten André Bauler fir säi Rapport, dee ganz komplett war. Ech ka mech och ganz kuerz faassen. Ech géif gären op zwee, dräi Punkten awer insistéieren.

D'Vitess, mat där Europa a Lëtzebuerg gehandelt hunn, déi ass remarkabel. Mee dat begrenzt oder limitéiert sech net op déi heiten Direktiv! Ech mengen, dass mer op eng generell Aart a Weis eis kënne freeën, dass am Joer 2020 Europa et fäerdegbruecht huet, an dëser Pandemie Decisiounen ze huele vun enger Portée, vun enger Solidaritéit, déi mer an Europa bis dohin net kannt haten! Dat heiten ass elo en additionellt Element. Doriwwer kann ee sech freeën.

Eng zweet Saach, déi ech wollt begréissen, ass d'Rapiditéit, mat där d'Chamber, d'Kommissioune geschafft hunn, awer och all d'Institutiounen, ob dat de Conseil d'État ass oder aner Chambre-professionnellen, déi hei séier en Avis ginn hunn.

Ech ginn net op dee ganze Kontext an. En ass bekannt. Den Deputéierten André Bauler huet et jo och beschriwwen: Mir begleede mat dëser Mesure de Kampf géint d'Pandemie a mir huelen hei eng finanziell Hürd. Dat ass jo dat, wat mer hei maachen.

Mir huelen dat un, wéi wann et eng Selbstverständlechkeet wär. Dat ass keng! Well wat hei geschitt, dat ass: Mir setzen hei eng Direktiv ëm an domat gëtt ënnerstrach, dass d'TVA eng Matière ass, déi europäesch ass. D'TVA ass viru laange Joren eng Kéier op europäeschem Niveau verhandelt ginn a gëtt déi ganzen Zäit adaptéiert. Et ass och eng grouss Reform vun der TVA amgaangen an der Kommissioun, déi déi gréisser Prinzippien och wäert amenagéieren.

Mee ech mengen, et muss ee verstoen: E Land kann net eleng, vu sech aus, d'TVA no uewen oder no ënne setzen, an op jidde Fall no ënne kann e Land dat net maachen. Dofir hu mer eng Direktiv hei gebraucht, déi de Länner d'Méiglechkeet gëtt, entweeder e reduzéierten Taux oder en Nulltariff anzeféieren. Mir hunn dann d'Optioun vum Nulltariff geholl. A mir hunn dann och virgesinn, dass, och en accord mat der Direktiv, dësen Nulltariff bis zum Schluss vum Joer 2022 méiglech ass. Dat ass eng Auslafklausel, dat ass e schéint Wuert, op Franséisch ass et „clause de caducité", mee ech muss soen, den engleschen Term „sunset clause" ass awer wierklech e ganz schéinen Term.

(Interruption)

Ech muss Iech awer leider enttäuschen, wa mer hei fäerdeg sinn, ass scho laang de Sunset geschitt!

(Hilarité et interruption)

Zum Ofschloss mengen ech, dass mer och versicht hunn, dat heiten esou breet wéi méiglech ze gestalten, dass mer also d'Servicer ronderëm d'Impfung hei och mat eranhuele fir de Prozentsaz vun null, an also alles, wat mat Logistik ze dinn huet, an och d'rapid Tester, fir dass de Bierger effektiv den Accès op dës Produiten esou bëlleg wéi méiglech ka kréien.

Ech freeë mech iwwert d'Unanimitéit, déi mer hei an der Chamber hu bei dësem Projet de loi. Ech sinn och frou, dass souguer den Deputéierten David Wagner derfir ka stëmmen. Dass Der net ëmmer kënnt mat mir d'accord sinn, huelen ech och net perséinlech.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7735. Den Text steet am Document parlementaire 7735[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7735 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7735 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. 7747 - Projet de loi portant :

1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;

2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch ass de Projet de loi 7747 iwwert de Congé pour raisons familiales. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech weess, et ass spéit. Mir hunn och dräi ustrengend Deeg hanner eis. Mee dëse Projet ass awer nach eng Kéier derwäert, fir Är Opmierksamkeet ze kréien. Fir d'Coronakris ze bewältegen, sinn nämlech elo ganz vill Gesetzer geholl ginn. An een Theema, iwwert dat mer schonn ëfters heibannen debattéiert hunn, ass dat vum Congé pour raisons familiales.

Ech stellen Iech haut dann de mëndleche Rapport fir de Gesetzesprojet mat der Nummer 7747 vir, deen d'Artikelen L. 234.51, L. 234.52 an L. 234.53 ofännert a gläichzäiteg temporär Derogatiounen zu de Bestëmmunge vun deenen Artikelen och virgesäit.

Här President, erlaabt mer awer, well mer esou e komplexen Dossier hunn, dee mer schonn e puermol hei haten, och e klengen historesche Réckbléck op dëse ganzen Dossier ze maachen, fir Iech ze erklären, wéi et zu deene jeeweilege Changementer komm ass.

Éischtens: Direkt am Ufank vun der Coronakris, mam Confinement am Mäerz 2020 - ech soen elo emol d'Joer nach derbäi - huet d'Regierung séier aussergewéinlech an direkt Entscheedunge geholl, fir ëffentlech a privat Schoulen an Ausbildungsinstituter an och Structure-d'accueilen zouzemaachen, fir de Covid-19 ze bekämpfen. Dës Entscheedung hat ënner anerem mat sech bruecht, datt d'Kanner vun haut op muer hu missen doheembleiwen.

Dofir gouf direkt en éischt groussherzoglecht Reglement vum 18. Mäerz geholl, fir d'bestoend Reglement vum Joer 1999 ofzeänneren an et esou emol iwwerhaapt ze erméiglechen, datt e Congé pour raisons familiales hei geholl konnt ginn, wann d'Kanner aus zwéngende Grënn hu missen doheembleiwen, fir d'Verbreedung vun der Epidemie ofzeschwächen.

Zweetens: Duerno, wärend dem État de crise, wéi mer an der Deconfinementsphas waren, huet d'Regierung d'Entscheedung getraff, d'Schoulen nees ab dem 25. Mee opzemaachen, dëst awer net am normalen Oflaf. Et sinn dunn nämlech ofwiesselnd A- a B-Klasse ginn. Just vun 8.00 bis 13.00 Auer ass du Schoul gehale ginn, an dat mat manner Plazen an de Structure-d'accueilen, bedéngt duerch déi Reegele vun der Distanciation sociale.

Hei war d'Kannerbetreiung awer nach ëmmer noutwendeg. An esou goufen tëscht dem 25. Mee an dem 15. Juli 2020 fir d'éischt e groussherzoglecht Reglement vum 20. Mee 2020 an duerno e Gesetz vum 20. Juni 2020 geholl, déi et erméiglecht hunn, datt duerch d'Derogatiounen zu dem Artikel L. 234-51 vum Code du travail deene betraffenen Eltere weiderhin de Congé pour raisons familiales konnt ugebuede ginn, fir esou dat komplett oder deelweist Zoumaache vun den Empfangsstrukturen ze kompenséieren.

Dëst war dunn an dräi prezise Fäll: Dat war éischtens de Fall, wann d'Kand ufälleg war fir de Covid-19. Den zweete Fall war deen, datt d'Kand ab dem 1. September 2015 gebuer ass, an den drëtte Fall deen, datt d'Schoulkand ënner 13 Joer al war, deem seng Schoul zou war oder deem seng Empfangsstrukture gespaart bliwwe sinn aus Grënn, déi dann och direkt mat der sanitärer Kris verbonne waren. Dës Bestëmmungen hunn och fir déi informell Kannerbetreiung, d'Dagesmammen, d'Grousselteren, gegollt an d'Frontaliere konnten och heirobber zréckgräifen.

Dëst Gesetz vum 20. Juni 2020 war dunn ab dem 15. Juli 2020, mam Ufank vun der Schoulvakanz, net méi a Kraaft. D'Gesetz war net méi a Kraaft, mee d'Coronakris war awer nach ëmmer do, och wann d'Situatioun sech iwwert de Summer liicht verbessert hat.

Drëttens: Zanter dem Ufank vum Schouljoer am September 2020 haten d'Elteren d'Méiglechkeet, de Congé pour raisons familiales spéciale Covid-19 fir isoléiert Fäll vu Quarantän oder Isolatioun vun hirem Kand ze huelen. Dee Moment war et esou, wann d'Schoulen oder d'Betreiungsstrukturen duerch eng administrativ Decisioun hätte missen zoumaachen, datt d'Eltere kee Recht op de Congé pour raisons familiales gehat hätten, well déi betraffe Kanner weeder a Quarantän nach Isolatioun waren, an dofir war et dunn noutwendeg, en neit Gesetz ze huelen.

Sou koum et zum Gesetz vum 24. Dezember, dat eng temporär Derogatioun erëm eng Kéier zu deenen Artikele vum Code du travail agefouert huet, fir den Elteren dann d'Recht op de Congé pour raisons familiales ze erméigleche fir déi Kanner, déi net an der Schoul oder an enger Empfangs- oder Betreiungsstruktur empfaange konnte ginn, well dës deelweis oder komplett zou waren oder well decidéiert gouf, op den Homeschoolingsystem ze setzen, dee gläichzäiteg och ofwiesselnd mam Frontalunterrecht fonctionéiert huet. Dir kennt déi Situatioun.

Beim Depot vun dësem Gesetzesprojet sinn dunn eng Rei vu Froen opkomm. A sengem Avis zu dësem Gesetzesprojet vum 24. Dezember 2020 huet de Staatsrot drop opmierksam gemaach, datt mam Gesetz e Risiko géif bestoen, Ongläichheeten ze schafen, dëst, well Elteren, déi hiert Kand an enger Crèche haten, Recht op Congé pour raisons familiales gehat hätten, wärend déi, déi op eng informell Kannerbetreiung, notamment eng Dagesmamm, ugewise waren, net dovunner hätte profitéiere kënnen. Ausserdeem waren och all déi kleng Kanner, déi net an der Schoul waren an déi net vun enger formeller Kannerbetreiung profitéiere konnten, vum System ausgeschloss.

Op Basis vun dësen Observatioune vum Staatsrot ware sech d'Aarbechtskommissioun an d'Regierung eens, datt mer méi déif Reflexioune misste féieren, fir déi Ongläichheeten do ze vermeiden. An esou ass d'Gesetz vum 24. Dezember du just bis den 20. Januar gestëmmt ginn, den 20. Januar inclus, also gëschter, den Dag, wou mer deen neie President an Amerika kruten - dat hat awer näischt mam Gesetz ze dinn.

(Hilarité)

Här President, dat hei war elo den Historique fir den Dossier fir d'Joer 2020. Et ass awer och direkt am neie Joer op dësem Sujet weidergeschafft ginn an et gouf en neie Gesetzesprojet Ufank Januar 2021 deposéiert. Dësen huet awer missen zréckgeholl ginn, well d'Situatioun nach vill méi komplex war wéi geduecht an et schwiereg war, déi richteg Formulatioun ze fannen, fir datt mer all Fall och an dësem Gesetz kéinten ofdecken.

An elo da si mer bei der Situatioun vun haut. D'Gesetz vum 24. Dezember 2020 ass zënter haut net méi a Kraaft. Dat war bis gëschter a Kraaft, zënter haut ass et net méi a Kraaft. Mee fir datt de Recours op all Bestëmmungen och elo méiglech ass, ass d'urgence e groussherzoglecht Reglement deposéiert ginn. Hei huet also elo wierklech e gewëssen Zäitdrock bestanen, well och, wann et bei eis an de Schoulen esou ass, datt mer am Moment de Cours normal hunn, ass dat an eisen Nopeschlänner awer net de Fall, soudatt et awer néideg war, hei séier ze reagéieren. Well an Däitschland zum Beispill sinn d'Schoulen zou an eis däitsch Frontaliere wären also vun deem Congé pour raisons familiales hei betraff.

Mam Gesetzesprojet 7747, deen haut virläit, ass du versicht ginn, net just op all déi Eenzelfäll, déi et kënne ginn, anzegoen, mee et ass u sech eng generell Léisung gesicht ginn. An de Projet gesäit hei also eng permanent Ofännerung vum Artikel L. 234-51 vum Code du travail vir, fir datt allkéiers, wann duerch eng administrativ Decisioun eng Schoul oder eng Crèche muss zoumaachen, sécher gestallt ass, datt jiddereen, an dat onofhängeg vun der Betreiungsform, déi e virun der Fermeture Recours geholl hat, d'Recht op de Congé pour raisons familiales huet.

Et geet also souguer esou wäit, och wann dee Fall eng Kéier géif kommen - et weess ee jo ni -, datt zum Beispill just an enger Gemeng misst eng Schoul zougemaach gi vun der Autorité compétente zum Beispill, déi dann och de Buergermeeschter kéint sinn, datt d'Elteren dann och d'Recht op de Congé pour raisons familiales hätten, dat ëmmer am Kader vun enger sanitärer Krisesituatioun.

Gläichzäiteg sinn och temporär Dispositiounen an dësem Gesetzesprojet virgesinn, déi vum 21. Januar bis den 2. Abrëll gëllen, dat heescht bis den Ufank vun der Ouschtervakanz, an der Hoffnung, datt d'Situatioun sech da bis dohinner wäert verbesseren. Duerch d'Derogatioune vun deem Artikel am Code du travail kënne wärend dëser Zäit d'Elteren d'Recht op de Congé pour raisons familiales fir dës prezis véier Fäll hunn:

éischtens, wann d'Kand ufälleg fir de Covid-19 ass, sous condition datt e Certificat médical virläit;

zweetens, wann d'Kand virum 1. September 2017 gebuer ass an ënner 13 Joer al ass oder nach am Enseignement fondamental ass, wärenddeems seng Schoul zou ass oder d'Empfangsstrukture gespaart bleiwen aus Grënn, déi dann eeben direkt mat der sanitärer Kris verbonne sinn;

drëttens, wann d'Kand nom 1. September 2016 gebuer ass a seng Betreiungsstrukturen zougemaach goufen, ëmmer nach aus deem Grond vun der sanitärer Kris,

a véiertens, wann d'Kand ënner 13 Joer Joer al ass, deem seng Schoul oder Empfangsstrukturen aus Grënn, déi direkt mat der sanitärer Kris verbonne sinn, huet missen zoumaachen.

Dës Ënnerdeelung mat deenen Datumer, déi ass doduerjer komm, well déi Kanner, déi am Precoce sinn, Kanner sinn, déi scolariséiert sinn, mee déi Kanner, déi an enger Crèche sinn, awer net. An esou gëllt et fir se alleguerten.

D'Frontaliere kënnen op dës Dispositiounen zréckgräifen, mee déi Dispositiounen, déi gëllen net, wann een de Chômage partiel kritt. Och dat war bei deem Gesetz vu virdrun och de Fall.

Un dësem Projet de loi ass ganz, ganz séier geschafft ginn. An dësem Dossier hu mer och misse séier schaffen. Mir wëssen, dass déi lescht Deeg e groussen internationalen Drock vun eisen Nopeschlänner besteet, well mir aner Covidmesuren en place hunn. An hei beweise mer och, datt mer kënne ganz séier reagéieren an datt mer eis der Situatioun och ganz bewosst sinn an domat och eise Frontalieren, déi bei eis schaffen, hei entgéintkommen.

De Projet gouf den 18. Januar deposéiert. Gëschter Owend um 18.00 Auer koum dunn den Avis vum Staatsrot eran. An hei wëll ech op déi gutt Zesummenaarbecht tëscht der Regierung an dem Staatsrot agoen an déi och begréissen, well de Staatsrot hei direkt ganz nei Textpropose gemaach huet an domadder d'Situatioun beschtens konnt geléist ginn.

Gëschter koum dunn och nach den Avis vun der Chambre des Salariés eran, déi ënnerschiddlech Observatioune matgedeelt huet, sech awer en gros favorabel zu dësem Gesetzesprojet ausgedréckt huet.

Haut de Moie gouf dunn de Rapport dann och unanime an der Aarbechtskommissioun ugeholl an ech soen dofir e grousse Merci fir d'Flexibilitéit, awer och fir déi gutt Zesummenaarbecht. An ech begréissen hei virun allem och d'Aarbecht vu jiddwerengem an dësem Dossier: vun der Regierung, dem Staatsrot, der Aarbechtskommissioun, der Chamberverwaltung an och vun den eenzelne Fraktiounen, dobäi notamment och menger Fraktioun, déi hei wierklech ganz gutt a ganz séier zesummegeschafft hunn.

Den 18. Januar deposéiert, den 21. Januar gestëmmt. Ech weess net, ob dat schonn oft de Fall war an dësem héijen Haus. Dat soll och net Usus ginn. Dat soll net de Wee sinn, wéi hei soll geschafft ginn. An dësem Fall ass et awer extreem wichteg gewiescht an et ass och gutt, dass esou séier geschafft ginn ass. An ech ginn domadder hei och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporteur Georges Engel Merci fir dat schnellt Schaffen a ginn dem honorabelen Här Marc Spautz d'Wuert. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci un de Rapporter fir de Rapport, deen en detailléiert gemaach huet an och ganz séier gemaach huet. De Saz um Schluss huet mer am beschte gefall, wou e gesot huet: „Dat soll net d'Gewunnecht ginn."

Ech wëll soen, och fir eis war et wichteg, dass mer dee Vide oder hallwe Vide - well zanter haut de Moien aacht Auer huet jo e Règlement grand-ducal d'urgence gegollt -, dee mer doduerch haten, dass d'Gesetz, dat virdrun do war, gëschter ofgelaf ass, dass mer déi Situatioun fir déi betraffe Leit berengegt hunn an dass et elo sécher ass, dass alleguerten déi Leit, déi an déi Situatioun kënne kommen, och dovu profitéieren.

Et muss ee jo do ënnersträichen: Zu Lëtzebuerg si mer de Moment net an Zuchzwang, mee an eisen Nopeschlänner ronderëm sinn awer Schoulen a Crèchen zou, woufir et awer och wichteg ass, dass déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg fir Loun a Gehalt schaffen, och d'Méiglechkeet hunn, gegeebenefalls dorop zréckzegräifen.

No all deem, wat den Här Engel gesot huet, wollt ech awer nach eng Fro stellen un den Här Minister, dat ass déi Geschicht ... Mir hunn elo alles opgezielt kritt: Precoce, Dagesmammen an esou weider an esou fort falen drënner. Wéi ass et am Fall vun enger Nurse, déi doheem ass an déi doheem d'Kanner versuergt an där hiert eegent Kand krank gëtt: Kann dann och herno déi Famill, déi eng Nurse agestallt hat, déi awer aus deenen doten Ursaachen net méi do ass, kann déi drop zréckgräifen oder net? Dat ass eng Fro, déi ech och schonn an der Kommissioun gestallt hat. An ech wollt déi nach eng Kéier stellen, Här Minister, fir dass Der och do Prezisioune gitt, ob och déi Leit an deem Fall dorënner kënne falen, wann de Staat, wann d'Gemeng decidéiert huet, dass d'Crèche zou ass. Well bis elo war et bei eis ëmmer landeswäit, mir wëssen awer aus dem Ausland, dass et och regional méiglech ass. Ech weess net, ob et eng Kéier hei zu Lëtzebuerg esou wäit kënnt, mee et weess een ni, well de Covid huet eis scho vill nei Situatioune bruecht; dass op alle Fall och alleguerten déi Leit ofgeséchert ginn.

Dat gesot, Här Minister, ass et ëmmer besser, et huet een de Spatz am Grapp wéi d'Dauf um Daach.

Plusieurs voix.- A!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- An dofir gi mer och d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Carole Hartmann.

Une voix.- De Spatz am Grapp!

(Brouhaha)

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Merci och als Alleréischt dem Rapporteur fir e ganz detailléierten a komplette Rapport, deem u sech inhaltlech elo näischt bäizefügen ass. Merci och u souwuel den Educatiounsministère wéi den Aarbechtsministère, déi hei an dësem Dossier zesummegeschafft hunn an no, ech soen emol „e bëssen Hin an Hier" awer eng Solutioun fonnt hunn, mat där mer, mengen ech, elo alleguerten hei gutt kënne liewen.

Ech wollt awer dräi Punkte just ënnersträichen, déi fir eis als Demokratesch Partei hei wichteg sinn, och virdru scho waren. Dat eent ass, dat hat ech d'leschte Kéier scho gesot, dass mer hei u sech mat deem Cadre légal net higinn an e ganz neien, e generaliséierte Congé schafen. Mir sinn am exceptionnelle Kader vun enger Epidemie wéi där, déi mer aktuell kennen. A mir erweideren hei d'Méiglechkeet vun engem Congé pour raisons familiales fir Salariéen an Independanten, notamment wa se e Kand hunn, dat keng 13 Joer huet, dat heescht, dat méi jonk ass a wéinst der Fermeture vun der Schoul oder enger Betreiungsstruktur doheem muss bleiwen. D'Betreiungsstrukturen, dat ass scho gesot ginn, dat beinhalt net nëmmen d'Crèchen oder d'Maison-relaisen, mee och d'Minicrèchen oder och d'Dagesmammen.

Dat war e Punkt, deen huet musse preziséiert ginn, wat och ganz wichteg ass. Et geet eis dorëms, dass déi kleng Kanner an dëser spezieller Circonstance eebe just net mussen eleng doheembleiwen an dass no hinne gekuckt gëtt.

An eisen Aen ass et awer esou, wann Elteren elo an enger Situatioun sinn, wou se eng Méiglechkeet souwisou hunn, dass no hirem Kand gekuckt gëtt, da musse se net onbedéngt op dësen neie Congé hei zréckgräifen. Mir viséieren eigentlech hei haaptsächlech déi Elteren, déi eebe keng Méiglechkeet hunn, dass no hirem Kand gekuckt gëtt - e Kand, dat jonk ass, dat nach net kann eleng doheembleiwen.

Firwat soen ech dat? Abee, well de Congé, dee mer hei awer kreéieren, trotzdeem och eng Inzidenz op eis Betriber huet. Mir sinn a schwéieren Zäiten. Si sinn och drop ugewisen, dass hir Salariéen do sinn

an dass se elo mat hire Salariéen, soen ech emol, nees de Bierg erop kënne kommen an och schaffe kënnen. Dat heescht, si brauchen och e bësse Planungssécherheet a si mussen och kënnen op hir Aarbechtskräften zréckgräifen. Dat heescht, ech géif soen, e Salarié, deen eng aner Méiglechkeet huet, brauch dëse Congé net onbedéngt ze huelen a kann och weiderhi seng Firma hei, säi Patron hei ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Nach eppes, wat ech wollt soen, dat ass, dass mer jo aktuell hei zu Lëtzebuerg dëse Cadre légal net brauchen. Et weess een awer net, ob mer net nach eng Kéier hei mussen drop zréckgräifen. Mee mir hunn en elo, notamment fir d'Situatioun mat eisen däitsche Frontalieren, fir eeben do sécher ze sinn, dass och si eebe viséiert si vun deem Kader hei.

Fir d'DP ass et awer wichteg, dass, wa mer nach eng Kéier ..., also dass mer net onbedéngt mussen nach eng Kéier an d'Situatioun kommen, wou mer eis Schoule mussen zoumaachen. Dat ass eng Mesure, déi mir wierklech als lescht Mesure wëlle gesinn. Ech mengen, mir hate virdru jo och iwwert d'Santé mentale vun de Kanner geschwat. An de Fait, dass d'Schoulen op sinn, ass, mengen ech, och e wichtegen Aspekt fir d'Kanner, fir hir Weiderentwécklung, dass d'Kanner do déi Normalitéit, soen ech emol, vun der Schoul och weiderhi behalen. Bon, mir hunn net weider Afloss op d'Situatioun, ob mer et nach eng Kéier mussen afëieren. Mee op alle Fall gi mir als DP-Fraktioun eisen Accord, fir wa mer nach eng Kéier déi Mesure hei bräichten, dass mer se dann och an engem Cadre légal stoen hunn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt e Merci un de President vun der Kommissioun, de Georges Engel, fir säi ganz gudden Exposé - virun allem den historesche Réckbléck, deen en hei an der Plenière gemaach huet, mengen ech, war weesentlech fir ze weisen, wéi komplex d'Situatioun awer ass - an da fir d'Explikatioun vun dem Text, dee mer elo hei wäerte stëmmen.

Mir si frou als Gréng, datt mer eng generell Léisung fonnt hunn, well effektiv, et weess een net, wéi déi Situatioun hei virugeet, an datt mer och elo quasi all Zenarien, déi méiglech sinn, hei an ee generellen Text afléisse loossen.

Ech wëll hei just am Numm vun der grénger Fraktioun och begréissen, datt mer eis Frontalieren, déi weesentlech sinn an eiser Ekonomie, hei wierklech agebaut hunn, well, wéi gesot, d'Situatioun an hire Länner kann ofwäiche vun eiser Situatioun hei. Ech mengen, dat weist, datt mer awer ëmmer erëm en europäesche Geescht beweisen.

An domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Back. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech géif dann dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et huet alles musse séier goen. Et konnt och séier goen, et war jo am Interessi vun der Saach. Et ass alles gesot an ech géif duerfir den Accord gi vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engelen. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Ech géif och den Accord gi vun der Lénker zu dësem Projet an dem Här Engel felicitéieren, well en huet effektiv op eng ganz kloer Aart a Weis déi eenzel Etappen opgezielt, déi dëse Projet duerchgemaach huet. An dat, wat mir besonnesch ervirsträiche wëllen a positiv unerkenne wëllen, ass déi generell Solutioun, déi fonnt ginn ass. Wat jo och bedeit, datt ee Léieren aus der Kris zitt, déi iwwert de Phenomeen vum Covid selwer erausginn. D'„raisons impérieuses de santé publique", déi kënnen invoquéiert ginn am Fall, wou sech wierklech eng Noutsituatioun stellt, fir datt dann d'Elteren, d'Salariéë kënne liberéiert ginn, fir, wann et keng Alternativ gëtt, an deem Fall och kënnen dee Congé ze huelen an op hir Kanner opzepassen, dat ass wierklech e weesentleche Fortschrëtt.

Mir haten dat och an der Kommissioun schonn, mengen ech, am Dezember ugemaant. D'Tatsaach, datt et elo drakënnt, ass wierklech eng weesentlech Erweiderung vum Aarbechtsrecht, déi mer absolutt begréissen. Dat, mengen ech, sollt een dann och eng Kéier soen.

An deem dote Sënn misst ee soen: Vu Kéier zu Kéier an den Diskussiounen, déi mer haten, ass déi nei Mouture vum Gesetz, déi entstanen ass, besser ginn. Dat heescht, dat heite Gesetz ..., verschidde Punkte gi bis den 2. Abrëll. Et hätt ee sech eigentlech an deem dote Sënn bal kënne virstellen, datt se nach éischter (veuillez lire: nach méi spéit) géifen auslafen, dann hätte mer eng nei Mouture kritt, déi eventuell nach besser wier. Verschidde Froe sinn nach ëmmer net definitiv gekläert. Dat hei ass awer elo mol en éischte wichtege Schrëtt, dee mer absolutt begréissen. Well Salariéen an esou enger Noutsituatioun sollen net nëmmen hire Betriber hëllefen, si sollen och hire Kanner hëllefen!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter, dem Georges Engel, fir deen exhaustive Rapport, wou en all Etapp opgelëscht huet, déi d'Gesetz gemaach huet. Et sinn der nawell e puer gewiescht.

Dëst ass nämlech den drëtten Ulaf innerhalb vu véier Wochen, fir e gutt Gesetz zum Congé pour raisons familiales hinzekréien. An ech si frou, ech kann et elo scho soe wéi déi aner Kolleegen: Mir wäerten et matstëmmen. Well et ass, wéi déi Lénk et richteg ausgedréckt hunn: Et gëtt besser a besser a besser. Et kéint een u sech hoffen, datt mer a véier Woche schonn nees en neit stëmmen, da gëtt et nach eng Kéier besser.

Mee bon, et muss net onbedéngt sinn. Well d'Gesetz aus dem Dezember war, an dat muss een och éierlech soen, en Noutplooschtergesetz. Et war e Gesetz, wat mer d'lescht Joer do geholl hunn, wéi mer der eng ganz Rëtsch d'lescht Joer haten, eng ganz Rëtsch där Noutplooschtergesetzer, déi en Deel ofgedeckt hunn, déi ëmmer nëmmen iergendwou probéiert hunn, d'Schosswonne mat Plooschteren ze bedecken, déi awer net de Kärproblem, nämlech d'Schosswonn, konnte behandelen. Hei gi mer elo e gutt Stéck méi wäit an dat begréisse mer explizitt!

Dëst Gesetz hätt awer natierlech och kënnen d'lescht Joer am Summer en amont gemittlech geschriwwe ginn an hätt net missen als Noutplooschtergesetz kommen. Mir hätte kënne virausplangen. Ech mengen, dat ass eppes, wat d'Oppositioun schonn e puermol an där Kris hei gesot huet. Mir hätte verschidde Mesurë kënnen éischter huelen an dann u Krittäre bannen, wéini se dann ausgeléist ginn, wéini se dann applikabel ginn.

Mir wäre frou, wann dat heite Gesetz net den 2. Abrëll géif auslafen, mee mir wären u sech der Meenung gewiescht, datt een dat Gesetz hei och kéint bis den 31. Dezember lafe loossen, mat dann engem Krittär dran, wéini et gëllt, wéini et net gëllt. Eppes, wat eis Flexibilitéit zréckginn hätt, ouni datt d'Chamber allkéiers erëm muss e Gesetz stëmmen, just well d'Pandemie eis iwwerrascht huet. Well u sech däerfte mer eis no bal engem Joer a Pandemiezoustänn net méi vun engem Virus iwwerrasche loossen. An trotzdeem gesi mer, wat elo grad an anere Länner opgrond vun de verschiddenste Variante vum Virus geschitt. Deementspriechend wäre mir Demandeur gewiescht, datt een eebe grad den 31. Dezember hei zréckbehalen hätt an net den 2. Abrëll.

Sollten d'Fallzuelen nämlech erëm klammen, stëmme mer nach eemol en Text. An dat wär net néideg. Et muss een de Leit dobaussen dach endlech eng gewësse Stabilitéit ginn, och an Zäite vun Onstabilitéit. Dofir muss virausschauend geplangt ginn an dofir sollten d'Formulairë fir de Congé pour raisons familiales net all zwou Wochen oder all zwee Méint erëm geännert ginn. Mir kéinten eemoleg e Formulaire erstellen, dee bis d'Enn vum Joer voir doriwwer eraus geet, an domadder en onnéidegen zousätzleche Stress vermeiden, datt d'Leit sech erëm un nei Prozedure musse gewinnen.

Här President, d'Eltere brauchen dëst Gesetz. Si musse kënnen doheembleiwen, wann d'Kanner net an d'Schoul oder an eng Kannerbetreiung kënne goen. D'Salariéë sinn net do, just fir hirem Patron Merci ze soen, datt se nach eng Aarbecht hunn. Well ouni Salariéen ass och dee beschte Patron näischt wäert. Well dann huet e keen, deen d'Aarbecht mécht. An deementspriechend sollt een hei net probéieren, déi eng géint déi aner auszespillen.

Dat gesot, heimat maache mer e wichtege Schrëtt, wann och net wäit genuch. Mir stëmmen dëse Projet mat.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. An elo kritt d'Regierung d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, et ass alles gesot. Dat meescht ass gesot duerch deen exzellente Rapport, deen de Georges Engel hei virgedroen huet. Et kann een hei wierklech vun enger Koproduktioun schwätzen, wat de Gesetzesprojet selwer ugeet. Nach leschten Dënschdeg war ech selwer am Staatsrot an ech hu mat de Membere vum Staatsrot un där enger oder anerer Formuléierung gefeilt, fir dass mer en Text kënnen haut presentéieren, deen all d'Facettë kann ofdecken. An dat war jo, mengen ech, déi grouss Erausfuerderung, déi sech hei gestallt huet.

Op där anerer Säit hate mer och eng exzellent Zesummenaarbecht tëschent der Chambersadministratioun, menge Leit aus dem Ministère an de Leit aus der Fraktioun vum Rapporter. Ech mengen, och déi hunn hei Aussergewéinleches geleescht. An dofir mäi ganz spezielle Merci. An net zulescht natierlech och fir d'Disponibilitéit vun den Deputéierten, déi hei voll matgespillt hunn, fir dass mer an engem verstännegen Zäitraum dëse Projet kënne realiséieren.

Dee grousse Prinzip, dee mer elo haut realiséieren, ass dee vun der Gläichbehandlung. Dat war jo och dat, wat mer a ville Sitzungen ëmmer erëm diskutéiert hunn. A wa mer op där enger Säit nogebessert hunn, hu mer gemierkt, dass mer op där anerer Säit erëm nei Ongläichbehandlunge geschaaft hunn. Dat ass och dat, wat dëse Projet esou komplizéiert gemaach huet. Bis mer schlussendlech op d'Iddi komm sinn, fir ee Prinzip ze applizéieren, dat heescht, wann national eng administrativ Schléissung decidéiert gëtt vun de Schoulen oder vun de Crèchen, dann huet jiddwereen, an zwar onofhängeg vun der Betreiungsform, déi e gewielt huet, Recht op Congé pour raisons familiales.

Zousätzlech hu mer och nach un eppes geduecht, wat hei zu Lëtzebuerg, an och dat ass virdru schonn hei gesot ginn, vläicht net virkënnt, mee wou awer am Ausland d'Warscheinlechkeet grouss ass, dass et virkënnt: dass do, wa lokal, kommunal restriktiv ..., oder op lokalem Niveau limitéiert Schléissunge géife kommen, dass mer och dann d'Recht op Congé pour raisons familiales géifen afëieren. Dat ass dat, mengen ech, wat mer schlussendlech festgehalen hunn.

Virdrun ass gesot ginn: „Wat de Projet méi oft diskutéiert ginn ass, wat e besser gëtt." Bon, et gëtt deen ale Sproch: „Et kann een esou al ginn, wéi ee wëll, mee et kann een ëmmer nach bäiléieren."

M. André Bauler *(DP)*.- „Esou al wéi eng Kou", seet een alt.

(Hilarité)

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Den Här Bauler huet nach e bessere Sproch. Dee kann en dann herno nach eng Kéier zum Beschte ginn.

A fir mech dann dem Spriecher vun der CSV unzeschléissen: Jo, natierlech kann een ëmmer nach alles besser maachen. Mee da géif ech et vläicht e bëssen aneschters ausdrécke wéi hien: Léiwer mat engem Spautz an enger Frittebud wéi mat verschidden aneren an d'Vakanz.

(Brouhaha)

Ech mengen, et soll een ëmmer mat deem zefridde sinn, wat een huet. An ech mengen, dass mer hei eppes gemaach hunn, wat ville Leit wäert Satisfaktioun ginn a wat derzou wäert bäidroen, dass d'Kohäsioun an eiser Gesellschaft net ofhëlt matten an der Kris, mee dass se wäert méi grouss ginn.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ech wëll och nach eppes ganz kloer hei soen: Dat, wat mer hei maachen - an och dat ass virdrun ugedeit ginn, den Handlungsdrock zu Lëtzebuerg war effektiv zu dësem Moment net do a mir hätten eis, wat Lëtzebuerg ugeet, weesentlech méi Zäit kënne loossen -, dat, wat mer also hei maachen, ass e formidabele Geste vis-à-vis vun der Groussregioun, vis-à-vis vun deene Frontalieren, déi Dag fir Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen an eis hëllefen, dës Kris ze bewältegen. Et wär gutt, wann och déi politesch Verantwortlech an där Groussregioun dat géifen zur Kenntnis huelen, ier se mam Fanger op Lëtzebuerg weisen, ouni déi spezifesch Situatioun vun eisem Land ze kennen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- An ech wëll och nach eppes soen, wat mer um Häerz läit: Ech wëll hei och ganz ausdrécklech de Verantwortleche vun der CNS, deene Leit, déi do schaffen, deenen administrative Beamten, déi do schaffen, e ganz grousse Merci soen. Si kréie mat dëser Erweiderung vum Congé pour raisons familiales en immens héijen, en immensen zousätzlechen Drock. An dat erkläert och, an ech wëll dat eng Kéier hei soen, dat erkläert och, firwat dass op anere Plazen zum Deel Retarden opkomm sinn, déi mer net esou gewinnt waren. Mee och do bieden ech dann ëm Verständnis fir déi Leit. Déi kënnen och nëmmen dat maachen, wat an hire Kräfte steet. An dofir e ganz, ganz grousse Merci u si all!

Dat gesot, villmools merci. An ech hoffen, dass mer elo hei endlech de „Stein der Weisen" fonnt hunn. Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen och dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch Merci. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7747. Den Text steet am Document parlementaire 7747[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7747 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 27. an 28. Januar virgesinn. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.03 heures.)

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Changements de composition d'une sous-commission**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Question élargie n° 70 de M. Paul Galles relative à la mobilité hydrogène**
   - M. Paul Galles - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
6. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz**
   - M. Marc Spautz
7. **7621 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales**
   - Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural : Mme Tess Burton
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt des amendements 1 à 4 et de la motion 1) - M. Gusty Graas - M. François Benoy - M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 2) - M. David Wagner - M. Marc Goergen - Mme Octavie Modert (dépôt des motions 3 à 10)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (intervention de Mme Octavie Modert) - M. Jeff Engelen (parole après ministre) - M. le Ministre Romain Schneider
   - Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
   - Vote sur l'amendement 2 (rejeté)
   - Vote sur l'amendement 3 (rejeté)
   - M. Fernand Kartheiser
   - Nouveau vote sur l'amendement 2 (rejeté)
   - Nouveau vote sur l'amendement 3 (rejeté)
   - Vote sur l'amendement 4 (rejeté)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motions : Mme Martine Hansen - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - Mme Tess Burton - Mme Martine Hansen - Mme Octavie Modert
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Vote sur le renvoi des motions 1 et 3 à 10 en commission (adopté)
8. **7745 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un nouveau régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19**
   - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz (dépôt des motions 1 et 2) (intervention de M. Gusty Graas) - Mme Carole Hartmann - Mme Tess Burton - Mme Stéphanie Empain - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement - M. Laurent Mosar (dépôt des motions 3 et 4) (interventions de M. Claude Haagen)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (interventions de M. Marc Spautz et M. Roy Reding) - M. Laurent Mosar (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Lex Delles) - M. le Ministre Lex Delles
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Georges Engel - M. Marc Spautz (intervention de M. Georges Engel)
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
   - Motion 2 : M. Georges Engel - Mme Carole Hartmann - M. Marc Spautz
   - Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
   - Motion 3 : M. André Bauler - M. Laurent Mosar
   - Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)
   - Motion 4 : M. André Bauler - M. Laurent Mosar
   - Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Claude Turmes et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert a vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 27 janvier 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7747** - Projet de loi portant :*

1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;

2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.01.2021

***7748** - Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 19.01.2021

***7749** - Projet de loi portant création de l'établissement public « Média de service public 100,7 » et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 20.01.2021

***7750** - Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession*

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, le 20.01.2021

***7751** - Projet de loi modifiant 1° le Code de la sécurité sociale ; 2° le Code du travail ; 3° la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale ; et 4° la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 22.01.2021

***7752** - Projet de loi portant :*

1° modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ;

3° dérogation à l'article 428, alinéa 4, du Code de la sécurité sociale ; et

4° dérogation à l'article 11, alinéa 2, de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 22.01.2021

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

***7744** - Projet de loi portant modification de la loi du 24 décembre 2020 portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 06.01.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1764** - Demande de pétition ordinaire : Ofschafe vun der Steierklass 1, wann de Mann oder d'Fra verscheet*

Dépôt : Germain Mirkes, le 17.01.2021

***1765** - Demande de pétition publique : Unerkennung vum BTS-Diplom (Bac+2) am staatleche Salairësystem*

Dépôt : Sarah Volz, le 18.01.2021

***1766** - Demande de pétition publique : Pour qua les nuvele commerçant Horesca après pandémie minster donez pas aide ,nous paie ausi loyer ,cns electricite com indépendants donr rien ,notre familie vivre avec qua ? (ndlr: demande de pétition irrecevable - motivation: demande de reformulation restée sans suite)*

Dépôt : Elena Nasui, le 19.01.2021

***1767** - Demande de pétition publique : Fir eng partiell Ouverture vum Horeca-Secteur*

Dépôt : Sacha André, le 22.01.2021

***1768** - Demande de pétition publique : Demande de démission immédiate de Mme Monica Semedo (eurodéputée)*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 24.01.2021

***1769** - Demande de pétition publique : Respect de la vitesse dans les villages*

Dépôt : Daniel Theis, le 24.01.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Changements de composition d'une sous-commission

Ier mer op den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut eriwwerginn, géif ech Iech gäre matdeelen, datt den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement Membere vun der Sous-commission informatique vum Bureau gi sinn.

5. Question élargie n° 70 de M. Paul Galles relative à la mobilité hydrogène

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'erweidert Fro Nummer 70 vum Här Paul Galles iwwert d'Waasserstoffmobilitéit. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Regierung eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Paul Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Energieminister an Här Transportminister, haut geet et mer ëm de Waasserstoff. An ech sinn der Meenung, dass mer hei zu Lëtzebuerg amgaange sinn, eng immens grouss Chance ze verpassen. Ech fannen, dat musse mer verhënneren. An ech wëll dat och bewosst elo zum Zäitpunkt vum Autosfestival hei thematiséieren.

Ech erkläre mech: Mir hunn alleguerten zesummen d'Zil, fortzekomme vun de fossillen Energieträger, an dofir brauch een Alternativen, mee hei zu Lëtzebuerg steet praktesch exklusiv d'Batterie an der Vitrinn an dat fält besonnesch op, wann et ëm E-Mobilitéit geet. An op dee Beräich vun der Mobilitéit wëll ech mech hei an dëser Question élargie haut am Nomëtteg fokusséieren.

Wann een d'Nohaltegkeetsbilanz vun der E-Mobilitéit kuckt, da ginn engem oft d'Dronkenellen aus. Batterien hu jo mindestens dräi eklatant Schwaachpunkten. Deen éischten ass: Et brauch ee Lithium a Kobalt, déi engersäits net onbegrenzt sinn an anersäits ënner oft mënschenonwierdege Bedéngungen ofgebaut ginn. Deen zweeten ass: Wann e Motor méi staark ass, an do schwätze mer vu Camionen, vun Trakteren, vu Bussen, ginn d'Batterien immens schwéier, wat engersäits zu méi Ofriff féiert an anersäits vill Energie verpolvert. An en drëtten: Déi Dénger sinn immens schwéier ze recycléieren. Et geet net duer ze hoffen, dass een iergendwéi enger Batterie kann en zweet Liewen anhauchen, well och duerno bleiwe se ëmmer nach schwéier ze recycléieren.

Vis-à-vis vun de fossillen Energieträger ass d'E-Mobilitéit natierlech schonn en immens grousse Fortschrëtt, dee mer absolutt och ënnerstëtzen, och wann d'gesamt CO_2-Bilanzen, wann een dat genau kuckt an d'Produktioun vun de Späichercapacitéite mat afléisse léisst, oft guer net méi esou wäit ausenaner leien, ma d'Batterie schéngt definitiv hei net déi iwwergräifend Wonnerwaff ze sinn.

An dofir, muss ech zouginn, verstinn ech déi Exklusivitéit fir d'Batterie net. Ech denke villméi, dass een de Leit muss e Choix ginn, hinnen Alternativen ubidden, un Alternative schaffen. An ech menge wierklech, dass déi Alternativ, déi sech do ubitt, jo, souguer opdrängt, de Waasserstoff ass, well wa mer déi Alternativ ausbauen, da kéinte mer dat maachen, wat vill méi Choix zouléisst: e Stufemodell - wat fir ee Choix besser ass fir wat fir ee Besoin.

A bei den Autoe schéngt et jo eendeiteg esou ze sinn: E liichten Auto fir kleng Strecke gëtt ideal bedriwwe mat Batterie. A wann d'Gefier méi schwéier gëtt, zum Beispill eebe bei Autoen, mee och grad bei Camionen an Trakteren, an d'Streck méi laang, ass de Waasserstoff déi besser Optioun.

Dofir hunn ech follgend siwe Froen. Déi éischt: Firwat gëtt zu Lëtzebuerg bal exklusiv vu Batterie geschwat an net vu Waasserstoff? Et ass mer bewosst, dass déi Technologien nach net ausgeräift sinn a vill Entwécklungspotenzial hunn, mee firwat dann net multimodal denken, d'Batterie a Waasserstoff als Alternativen eng fir déi aner?

Déi zweet Fro: Huet Lëtzebuerg eng Waasserstoffstrategie? A wa jo, wou ass déi drun? Eis Nopeschlänner hunn zum Deel esou eng Strategie.

Déi drëtt Fro: Sidd Dir Iech bewosst, dass et vill Leit gëtt, déi sech scho mat Waasserstoff ausenanersetzen a scho konkreet Beispiller probéiert hunn, zum Beispill bei Heizungen. Gëtt et mat deene Leit eng Zesummenaarbecht, soudass hir Erfarunge kënnen afléissen?

Déi véiert Fro: Huet d'Regierung vir, den Autosmarché zu Lëtzebuerg a Richtung Waasserstoff ze förderen? Fir dësen Autosfestival war et nach net méiglech, well dofir bräichte mer zu Lëtzebuerg eng Waasserstofftankstell an eng géif ëmmer nach net duergoen.

Déi fënneft Fro: E Kolleeg vu mir huet elo e Waasserstoff-Auto kaf a krut en och virgëschter fir d'éischte Kéier gewisen. Wéi et schéngt, ass et deen éischte private Waasserstoff-Auto vun der neier Generatioun zu Lëtzebuerg an am Benelux, vläicht souguer a ganz Europa. Op alle Fall ass et e Pionéier. Mee tanke muss ee fueren - an elo haalt Iech un - bis bei Saarbrécken. Firwat huet Lëtzebuerg bis elo keng Waasserstofftankstell, net emol eng? Dass et net onméiglech ass, dat hu mer hei an der Stad Lëtzebuerg gewisen, wéi viru 15 Joer eis Bussen hei mat Waasserstoff betankt goufen.

An dorun uschléissend: Den Transportminister schéngt fir Enn vun dësem Joer eng Waasserstofftankstell zu Bartreng ze plangen. Firwat Bartreng? A firwat net, wéi nach Mäerz 2020 ugekënnegt, d'Aire de Berchem? Vu wiem gëtt se bedriwwen? Déi misst jo 24/7 betreit ginn, vläicht och op Distanz. Gëtt et do eng Zesummenaarbecht mam däitsche Bedreiwer H2 MOBILITY? Wéi gëtt dee Waasserstoff hiergestallt? Bei H2 MOBILITY gëtt et am Moment 28 % grénge Waasserstoff, 42 % groen - well en aus Äerdgas hiergestallt gëtt -, 30 % aus Nieweprodukten aus der cheemescher Industrie. Wéi gëtt dee Waasserstoff transportéiert, per Camion oder per Gasleitung? Wat ass den Drock, 700 Bar, wat besser ass fir Autoen, oder 350 Bar, wat besser ass fir Camionen a Busser?

Déi sechst Fro: Gëtt massiv an d'Fuerschung investéiert? Mir hu jo dee Projet hei vum LIST, mee ech mengen, dass ee beim Waasserstoff nach vill méi Fuerschung misst maachen, well et jo kéint eng wierklech interessant Alternativ ginn, well e kann nohalteg hiergestallt, well e kann transportéiert a stockéiert ginn, well en och zur Verfügung steet, wa kee Wand a keng Sonn ass, a well en dem Auto och géif erlaben, grouss Reechwäiten ze erreechen, méi grousser wéi am Moment bei der Batterie.

An déi siwent an déi lescht Fro, elo op den Autosfestival - fir dësen an och spéiderhin dann - bezunn: Gëtt et fir Waasserstoff-Autoen déi selwecht Prime wéi fir Elektroautoen?

Ech soen Iech villmools Merci dofir.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Gudde Mëtteg. Ech mengen, ech sinn ëmmer frou, fir heihinner ze kommen, fir iwwert d'Urgence climatique ze schwätzen. An do muss een natierlech ganz vill Saache maachen. Ech mengen, et geet ëm Landesplanung, et geet ëm Mobilitéit - de François Bausch ... -, ëffentlechen Transport, Vëlo an da geet et natierlech och ëm technesch Innovatioun.

Bei techneschen Innovatiounen ass et natierlech och ëmmer wichteg, dass een d'wëssenschaftlech an d'technesch Grondlage vun eppes versteet, ier een de Leit probéiert, eppes ze verkafen, wat eigentlech net esou einfach verkafbar ass. Haut gëtt an Europa 98 % vum Waasserstoff opgrond vu fossillen Energien hiergestallt. An der Moyenne ginn dobäi néng Tonnen CO_2 oder méi an d'Atmosphär ofginn. Dat heescht: Fir engem ze suggeréieren, e soll mat engem Waasserstoff-Auto fueren, wann dee Waasserstoff aus fossiller Energie kënnt, wat haut an 98 % vun de Fäll esou ass ...- dann huet e besser, e bleift beim Diesel, well da maachen ech eppes Kontraproduktives fir de Klima.

Dat heescht, dat Éischt, dat ee muss sécherstellen, ass, dass de Waasserstoff wierklech klimafrëndlech ass. A klimafrëndleche Waasserstoff, dee kann nëmmen hiergestallt ginn aus erneierbaren Energien, woubäi een dann allerdéngs muss wëssen, dass, wann ech eng Wandmillen hunn, oder eng Solaranlag, an dee Stroum geet an eng Batterie, da fiert den Auto x Kilometer. Wa Wand- a Solarenergie fir d'éischt Waasserstoff, grénge Waasserstoff, hierstellt, do verléieren ech immens vill un Energie an deem Prozess an deen Auto, dee fiert een Drëttel vun deem Auto, dee mat enger stroumgedriwwener Batterie fiert. Dat heescht, mir mussen oppassen, dass mer net de Leit elo soen, si solle mat Waasserstoff-Autoe fueren, zu engem Moment, wou mer nach net ganz vill erneierbare Waasserstoff hunn.

A mir däerfen och net vergiessen: Wann eppes ineffizient ass, dann ass et och deier. An ech ginn lech nach just eng Zuel, déi am Moment diskutéiert gëtt, och am Beräich vun de Camionen: Wann Dir e Camion hutt, dee mat Batterie an Elektresch fiert, da gëtt dovun ausgaangen, dass dee fir 20 Eurocent pro Kilometer ka fueren. E Waasserstoff-gedriwwene Camion, mat grénge erneierbare Waasserstoff - an dat ass deen eenzegen, dee klimaméisseg Sënn mécht -, dee läit am Beräich vu 45, 50 Eurocent pro Kilometer.

Dat heescht, mir mussen oppassen. Mir kënne jo net zum Logistik-Secteur soen, wou all Centime gezielt gëtt: „Kaaft Camionen, déi zweemol bis dräimol am Ënnerhalt herno méi deier sinn, wéi wann Der en elektresche Camion kaaft. An elektresch Camione wäerten ..., haut gëtt et der nach net ganz vill, mee Tesla ass amgaangen, drun ze schaffen, Volvo ass amgaangen, Mercedes an esou weider an esou weider. Dat heescht, beim Waasserstoff muss ee wierklech gutt iwwerleeën: Wéi ee Waasserstoff hu mer haut? Dee meeschten ass fossill.

An da geet et natierlech drëm, fir elo d'Weichen dohinner ze stellen, dass mer erneierbare Waasserstoff kréien. Déi wichteg Weiche ginn an där Hisiicht um europäeschen Niveau gestallt. A mir hunn als Lëtzebuerg matgehollef, dass Europa eng Strategie huet fir grénge Waasserstoff. An dat anert, wat mer als Lëtzebuerg gemaach hunn: Mir hunn am Benelux en extraen Aarbechtsgrupp geschaf a mir schafen d'nächst Woch en Dënschdeg am Beräich vun Däitschland, Frankräich, Benelux - dat nenne mer pentalateral, also fënnef Länner - en extraen Aarbechtsgrupp iwwer Waasserstoff, wou dann och virun allem iwwert d'Infrastruktur, wéi grénge Waasserstoff op Lëtzebuerg géif kommen, diskutéiert gëtt, an dat sinn energiepolitesch déi zwou wichtegst Saachen. Waasserstoff muss gréng ginn! Duerfir brauche mer elo grouss Projeten och mat europäesche Suen. Waasserstoff muss duerno iwwer Pipelinen och op Lëtzebuerg kommen.

An da ginn ech dem François Bausch d'Wuert weider, fir ze weisen, dass mer awer zu Lëtzebuerg schonn a Riichtung Waasserstoff ginn.

A vläicht nach ee Wuert zum LIST: Jo, mir investéiere Suen an de LIST, fir eebe Waasserstoff méi effizient an Zukunft hierzestelle wéi haut.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Energieminister Claude Turmes. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President. A merci och fir déi Froen, déi gestallt gi sinn zu engem ganz wichtegen a passionanten Theema. An ech mengen, den Här Galles huet ee Saz gesot, dee kann ech nëmmen deelen, dat ass: Eng Wonnerwaff an der Dekarboniséierung vum Transport an an der Mobilitéit iwwerhaapt gëtt et net. Et gëtt keen, wéi d'Englänner soen, „silver bullet". An och de Waasserstoff ass net e „silver bullet" an eng Wonnerwaff, mee et ass een Element vun enger insgesamt ganz breeder Strategie, déi ee muss hunn.

An ech wëll em och duerfir direkt soen: Duerfir ass et och fir eis als Regierung an och fir mech als Mobilitéitsminister kloer, datt ech net wëll exklusiv op Stroum setzen oder op den Elektroauto setzen. Souwisou wëll ech net exklusiv Dekarboniséierung denken, andeem ech just den thermesche Motor ersetzen duerch en net thermesche Motor, ob et een ass, dee mat Waasserstoff da gedriwwe gëtt, oder ob een ass, dee mat Stroum fiert, wat et och ëmmer dann ass.

Fir mech heescht Dekarboniséierung och, en anere Mobilitéitssystem ze schafen, well mir kréien eis weltwäit Mobilitéitsproblemer inklusiv déi domat verbonnen CO_2- a Klimaproblematik nëmmen an de Gréff, wa mer de System änneren. En thermesche Stau duerch en Elektrostau ze ersetzen bréngt eis net weider.

Drëtte Punkt: de Waasserstoff. De Waasserstoff eegent sech am beschten ..., ech géif et un dräi Wierder wëlle festmaachen: „schwéier", „héich", „laang". „Schwéier", wat heescht dat? Ma wéi Der et selwer gesot hutt: am interessantste natierlech fir schwéier Camionen an Zukunft, wou et mat Batterië ganz schwiereg gëtt oder vill méi schwiereg gëtt, well mir solle jo net Batterië spadséiere féieren herno, mee mir solle Gidder transportéieren. Do ass de Waasserstoff sécherlech ganz wichteg. „Héich": alles, wat an der Loft flitt. An der Aviatioun, ech kommen nach herno drop zréck, spillt de Waasserstoff eng Roll oder muss en eng Roll spillen. Zwar net um direkte Wee am Ufank, mee um indirekte Wee. A „laang", dat ass alles, wat laang Strecken ubelaangt. Fir een, dee ganz laang Strecke muss fuere mat méi décken Autoen, ka ganz sécherlech Waasserstoff an der Zukunft - wann et ënnert de Konditioune vonstattegeet, wéi de Claude Turmes gesot huet - eng Alternativ duerstellen.

Wat awer kee Sënn mécht, dat ass, datt mer de Leit verkafe wëllen, datt een an e Renault Clio eng Weltraumtechnologie soll drastiechen. Ech wëll drun erënneren: D'Brennstoffzellentechnologie kënnt aus der Weltraumtechnologie, kënnt aus dem Espace, wou mer Rakéiten an d'Luucht schéisse mat ganz aneren Dimensiounen a Saachen, déi mer brauchen. E Renault Clio lueden ech um Stecker. Dat ass dat Einfachst an och do ass déi Technologie sécherlech déi effikasst. An duerfir mengen ech, mécht elo emol Sënn, datt mer bei dësem Autosfestival besonnesche Wäert leeën op d'Elektromobilitéit. An ech sinn och frou, datt de Secteur dëst Joer matgemaach huet a ganz breet an déi do Richtung mobiliséiert.

Véierte Punkt: Firwat hu mer nach keng Tankstell? Wann et mir no gaange wär, hätte mer scho laang eng Tankstell. Mee et ass net nëmmen d'Tankstell, déi mer brauchen. Hannert der Tankstell verstoppt sech och een, deen dat produzéiert, dee muss et produzéieren ënnert de Konditiounen, wéi de Claude Turmes et gesot huet - éischtens. An zweetens: Do verstoppt sech e Präis hannendrun. Ech kann lech just soen, déi Negociatiounen, déi féieren ech elo scho véier Joer, mee wann ech dat alles akzeptéiert hätt, wat ech do vu Verschiddene proposéiert kritt hunn, wat de Waasserstoff herno kascht hätt, da wär souguer deejéinegen, deen e Waasserstoff-Auto gehat hätt, net dohinner tanke gaangen, well et hätt en dat sechs- bis siwefacht kascht, wéi dat, wat en normalerweis haut op der Bensinnspompel tanke geet! Also, de Präis muss och stëmmen!

An ech muss donc déi Produzenten dovunner derzou kréien, net nëmmen, datt se de Waasserstoff produzéieren op Basis vun erneierbaren Energien, an net op Basis vu Gas zum Beispill, mee datt och de Präis, zu deem e verkaf gëtt, absolutt am Aklang steet mat deem, wat e räsonabele Mënsch bereet ass, derfir ze bezuelen.

An ech kann lech awer soen: Mir sinn elo endlech eens mat engem Bedreiwer an dat ass och de Grond ... Firwat kënnt et op Bartreng? Ma well do huet dee Bedreiwer eng Tankstell. An da wësst Der scho bal, wien et ass, wat fir eng Firma et ass. Et ass bei dem Delhaize vis-à-vis do; déi Tankstell wäert ekipéiert ginn nach bis Enn des Joers. An do wäert eng éischt Waasserstofftankstell op Lëtzebuerg kommen. An déi ass précisément an deem Konsortium, also an deem Benelux-Projet, mat dran, deen Der och ugeschwat hutt, Här Galles, wou mer natierlech schonn zënter e puer Joer mat dra sinn.

Fënnefte Punkt: de Findel. Mir hunn e Pilotprojet an der Aarbecht. Mir hunn eng Etüd, déi mer gemeinsam mat Paul Wurth machen. Dir wësst, Paul Wurth huet Sunfire opkaf. Wat ass Sunfire? Ma dat ass e Wierk, dat effektiv och an Zukunft zum Beispill op Basis vun der Waasserstofftechnologie syntheetesch Kraaftstoffer hierstellt. Dat nennt ee Power-to-Liquid; Power-to-X gëtt et och nach genannt.

An déi Technologie gëtt haaptsächlech benotzt bei grousse Gefierer a virun allem an enger Iwwergangszäit an der Aviatioun, well ier Der e Fliger ze kafe kritt, dee mat Waasserstoff eng Kéier wäert fléien, dat wäert nach laang daueren. Dir wësst, e Fliger, deen Der haut kaaft, huet eng Amortissementszäit vu 35 Joer. Dat heescht, wann d'Luxair 2025 e Fliger keeft, da flitt Der a 25 Joer mat där Technologie ronderëm (veuillez lire: da flitt Der 25 Joer duerno mat där Technologie ronderëm), well dat ass déi Zäit, déi dee Fliger brauch, fir datt e sech amortiséiert. Donc wäert an der Aviatioun eng laang Iwwergangszäit kommen, wou mer syntheetesch Kraaftstoffer virun allem brauchen, fir CO_2-neutral ze ginn.

An déi Power-to-Liquid-Technologie, dat heescht, wou mer iwwer Waasserstoff syntheetesche Kraaftstoff hierstellen, ass eng Alternativ. An do si mer mat Paul Wurth amgaangen ze kucken, fir e gemeinsame Projet ze maache fir um Lëtzebuerger Flughafen, wou mer och wëlle kucke mat der Pipeline, déi de Claude schonn ugeschwat huet, fir dat ze förderen.

Förderung: Et gëtt haut scho gefërdert. Zu Lëtzebuerg si 50 % vum Autosmarché baséiert op Leasingsverkaf. Mir hu ganz prezis am Leasing Mechanismen. An där Reform, déi ech gemaach hu viru véier Joer, hu mer net geschriwwe vun engem ganz, ganz gënschtege Besteierungstaux beim Elektroauto, mee mir hu ganz kloer dohi geschriwwen: „Null-Emissioun-Autoen". Dat heescht, een, deen haut e Waasserstoff-Auto iwwer Leasing keeft, profitéiert vum allergënschtegsten Taux vu Besteierung, déi et an dem Leasingskontrakt gëtt. Also eng massiv Förderung gëtt et schonn zënter véier Joer. Elo musse mer nach kucke bei de Primmen, ob mer do nach dat nämmlecht maachen.

Jo, mir hunn eng Waasserstoffstrategie, mee et muss een och oppassen - eeben dat ass dat, wat ech heimat wollt soen -, well een net kann einfach alles maachen a well och alles e Präis huet a virun allem herno e Präis huet fir de Consommateur. Dat muss och eis Suerg sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz

Ech géif dann elo d'Wuert ginn un den Här Marc Spautz fir den Depot vun enger Proposition de loi.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Mir haten hei schonn e puermol rieds iwwert de Fonds de relance a mir haten hei och schonn e puermol rieds iwwer Aiden, déi mer de Betriber solle ginn. Mir haten esou e Fall d'lescht Woch - net d'lescht Woch, mee déi Woch virdrun -, wéi mer heibanne geschwat hunn iwwer Hëllefen, déi mer de Betriber wollte ginn an der Restauratioun. Mir haten eng Diskussioun heibannen, wou mer och driwwer geschwat hunn, wat de Fonds de relance wier, wat all déi Hëllefe wieren, déi mer bräichten, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen an dëser Kris.

Mir hunn d'lescht Woch d'Restauratioun héiere sech beschwéieren, mir hunn d'Jonk Handwierk héieren, déi sech am Stach gelooss fillen, déi mengen, mir hätte se am Ree stoe gelooss, an dofir hu mer eng Proposition de loi ausgeschafft. Mir haten heibannen eng laang Diskussioun mat der Madamm Beissel a mam Här Arendt, wéi mer déi zwee Projete vun den Hëllefe bruecht hunn, mat den 30 % oder 40 % Perte, ier et méiglech ass ze ersetzen. Mir haten do als CSV gesot, mir hätte gären, dass dat mat der Perte vu 40 % op 30 % géif erofgesat ginn, dass dat géif a Betruecht gezu ginn. Dat huet eis deemools net déi néideg Satisfaktioun ginn, well d'Chamber an d'Majoritéit déi Propos ofgeleent hunn. Mir hate gesot, dass an der Restauratioun missten 100 % ersat ginn, well et jo net hire Choix ass fir zouzemaachen, mee well dee Choix vun uewen erof decidéiert ginn ass - an Zwëschenzäit 166 Deeg!

An duerfir géif ech hei gären eng Proposition de loi deposéieren, wou mer dat alles, wat ech elo grad erkläert hunn, déi 30 % an dat Gesetz eraschaffen, fir dass mer och déi Lëscht mat der Annex, wat fir eng Betriber dorënnerfalen, dass mer déi och nach eng Kéier iwwerkucken, well déi misst iwwerschafft ginn, fir dass een do och un aner Betriber denkt wéi d'Restauratioun, déi forcéiert waren zouzemaachen. Ech denken - bei mir kléngt dat ëmmer komesch - un d'Coifferen, ech denken un d'Salons de beauté, déi och forcéiert gi sinn zouzemaachen, fir dass och déi kënne berécksiichtegt ginn.

Dofir, Här President, hei dës Proposition de loi.

7754 - *Proposition de loi portant modification de*

1. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et

2. la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

Villmools merci.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz.

7. 7621 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Mir kommen elo zum Projet de loi 7621 iwwert d'Ënnerstëtzung vun der Nohaltegkeet an de ländleche Gebidder. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gusty Graas, den Här François Benoy, den Här Jeff Engelen, den Här David Wagner, den Här Marc Goergen an d'Madamm Octavie Modert. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Tess Burton.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice*.- Merci, Här President. Ech hunn déi grouss Éier, lech dierfen de Rapport iwwert de 7621, deen den 22. Juni 2020 deposéiert ginn ass, haut hei ze maachen. Et geet hei ëm d'Verlängerung vum besteeënden Agrargesetz.

Wéi Der all wësst, ass déi gemeinsam Agrarpolitik ee vun deene bedeitendsten an am stäerksten harmoniséierte Politikberäicher an der EU. Méi wéi een Drëttel vum Gesamtbudget vun der EU gëtt fir d'Landwirtschaft ausginn. Déi eenzel Memberstaaten hu mat dëser gemeinsamer Agrarpolitik e strikte Kader, dee bestëmmt, wat e Land a wat fir enger Héicht ka subventionéieren.

Deen entspriechende Finanzéierungsprogramm leeft zënter 1993 jeeweils iwwer siwe Joer. Op Basis vun deem Programm gëtt zu Lëtzebuerg fir déi selwecht Period en Agrargesetz ausgeschafft. All nei Period bréngt Reforme mat sech, fir den Entwécklungen an der Landwirtschaft Rechnung ze droen. Déi lescht Period ass um Enn vum leschte Joer ausgelaf, ouni dass um EU-Niveau en neie Finanzéierungsprogramm fir d'Joren 2021 bis 2027 feststeet.

D'EU-Kommissioun huet zwar Propose fir déi nei Finanzéierungsperiod gemaach, mee et kann een entre-temps dovunner ausgoen, dass et nach zwee Joer dauert, bis déi nei Reegelungen a Kraaft sinn. Well fréi ofzegesi war, dass et zu engem Retard géif kommen, gouf e Reglement ausgeschafft, fir dës Iwwergangsperiod bis zum Akraafttriede vun där neier PAC fir 2021 bis 2027 ze iwwerbrécken.

D'Zil vun deem Reglement ass et, de Memberstaate genuch Zäit ze ginn, fir hir national Strategie auszeschaffen, déi um Siwejoresprogramm vun der EU baséiert. Et ass jo net esou, dass vun där leschter Period zur nächster d'Mesuren einfach nëmme verlängert ginn, et muss eng Strategie ausgeschafft ginn, déi der Reform vun der PAC Rechnung dréit, déi dës Kéier ënner anerem ënnert dem Zeeche vum Green Deal steet.

Här President, de Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, verlängert an dëser Transitiounsphas d'Mesuren aus dem aktuellen Agrargesetz, fir eng Kontinuitéit ze garantéieren, wärend d'Strategie fir dat neit Agrargesetz ausgeschafft gëtt. Derzou muss ee soen, dass d'Agrargesetz vum 27. Juni 2016 net an der Zäit limitéiert ass an och iwwert d'Enn vum leschte Joer eraus a Kraaft bleift.

Et gëtt also um legale Plang kee Vide juridique. Nach ass et esou, dass dëst Gesetz Plaffonge fir verschidden Typpe vun Investitiounsbäihëllefe virgesäit. Éischtens goufen dës Investitiounsbäihëllefe fir eng Period vu siwe Joer bestëmmt an zweetens hunn dës Hëllefen eng Echeance, déi den 31. Dezember ausgelaf ass. Et gëtt elo Beneficiairen, déi dës Plaffongen erreecht hunn. Anerer, déi dat nach net voll ausgeschëpft hunn, kënnen déi verbleiwend Montanten net op 2021 iwwerdroen.

Här President, iwwert de Projet de loi 7621 wëlle mer d'Uwendbarkeet vum Agrargesetz deemno verlängeren. Gläichzäiteg ginn d'Plaffonge vun den Investitiounsbäihëllefen adaptéiert, woubäi d'Präisdeierecht mat berécksiichtegt gëtt.

De Projet de loi gesäit nach e puer aner Ännerungen am Agrargesetz vir. Esou gëtt d'Lëscht vun de Gidder, déi eligibel si fir eng Bäihëllef, ergänzt. Et gëtt eng nei Hëllef agefouert fir d'Installatioun vun Tränke fir d'Véi, dat dann net méi an eng Baach oder aner fléissend Gewässer drénke geet.

Nei ass och eng Bäihëllef fir ganz kleng Betriber am Interessi vun enger Diversifizéierung vun der Landwirtschaft. De Minister wëllt domadder ënner anerem déi solidaresch Landwirtschaft ënnerstëtzen, wou et dorëms geet, d'Konsumenten an d'Liewensmëttelproduzenten aus der Regioun méi no beieneenzebréngen.

An där selwechter Logik, an opgrond vun enger Propos vun der CSV, gesäit de Projet de loi en Ofsenke vum Mindestseuil fir d'Investissementer op 3.000 Euro vir. Et ass effektiv esou, dass Wënzer a Geméisbaueren, déi hir Produkter selwer vermaarten, oft méi kleng Investissementer maachen a bis elo net vun Hëllefe konnte profitéieren, well se ënnert dem Seuil vu 5.000 Euro respektiv vu 15.000 Euro fir d'Konstruktioune bliwwe sinn. Och dat ass eng Hëllef, fir d'Direktvermaartung an Initiative vu solidarescher Landwirtschaft ze förderen. Fir de Staat gëtt dat keng enorm Zousazbelaaschtung, mee fir dës Betriber kann dat awer eng ganz wäertvoll Ënnerstëtzung sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Kommissioun hu mer den Avis vum Staatsrot analyséiert. Grondsätzlech huet hien d'Fro opgeworf, ob all déi Adaptatioune konform zur EU-Reglementatioun wieren. Effektiv louch zu deem Zäitpunkt, wou de Staatsrot säin éischten Avis ofginn huet, just eng gemeinsam Propositioun fir e Reglement fir dës Transitiounsperiod vum EU-Parlament an dem Conseil vir. De Landwirtschaftsminister huet eis awer an der Kommissioun verséchert, dass all d'Mesuren am Virfeld mat der EU-Kommissioun ofgekläert sinn an et op deem Niveau kee Problem gëtt.

De Staatsrot hat eng Opposition formelle ausgeschwat bei enger Formulatioun, déi a sengen Aen net konform zur EU-Reglementatioun war. Iwwer Amendement gouf den Text op dësem Punkt ugepasst. De Staatsrot hat och verlaangt, dass eng Kann-Bestëmmung fir d'Vergab vu Bäihëllefe misst ersat ginn. Beim Verdeele vu Subventioune musse kloer Krittären definéiert sinn an et kann net dem Urteel vum Minister aleng iwwerlooss sinn, ob een eng Hëllef kritt oder net.

Doriwwer eraus hat de Staatsrot nach e puer Änneurungsvirschléi gemaach, déi zum Deel d'Terminologie betraff hunn oder legisteschter Natur waren. De 14. Dezember 2020 huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer proposéiert, déi eeben de Remarken a Virschléi vum Staatsrot Rechnung gedroen hunn.

Mir hunn an der Kommissioun awer och den Avis vun der Landwirtschaftskummer vum 29. Oktober diskutéiert. Um Fong ass d'Landwirtschaftskummer onzefridden dermat, dass dëse Projet de loi virun allem dat besteeënd Gesetz verlängert an net elo scho méi Reforme virgesäit, déi an d'Richtung vun där neier PAC ginn. Si ënnersträicht, dass dës Verännerungen, un déi d'Bauere sech mussen upassen, ganz schnell evoluéieren an dass de Secteur duerfir och méi eng schnell Adaptatioun vum gesetzleche Kader brauch. Si fuerdere méi Flexibilitéit a méi Moyenen a wëllen domadder net waarde bis 2023.

D'Landwirtschaftskummer mécht an hirem Avis eng Oplëschtung vu konkreete Fuerderungen. Dës betreffen zum Deel d'Erhéijung vu Bäihëllefen. Dës sollen engersäits méi déi steigend Käschten an der Landwirtschaft berécksiichtegen, awer och méi héich Ureizer setzen, fir schnell innovativ Technologien an ëmweltfrëndlech Aarbechtsmethoden unzewenden. Si fuerdert och eng Evaluatioun a Reform vun de Selektiounskrittären an d'Erëmaféiere vun der Kommissioun fir d'Analys vun den Aiden, déi bis 2016 bestanen huet a mam aktuellen Agrargesetz ofgeschaaft gouf, well de System net konform zur EU-Reglementatioun war.

Eng weider grouss Suerg vun der Landwirtschaftskummer ass d'Transmissioun vun de Betriber vun där eelerer op déi jonk Generatioun. Si mécht eng Rei Proposen, wéi een dës Iwwergab ka vereinfachen a jonk Leit kann encouragéieren, de Betrib vun den Elteren ze iwwerhuelen.

Här President, d'CSV huet an der Kommissioun eng Rei Änneurungsvirschléi gemaach, déi sech zum Deel mat de Fuerderunge vun der Landwirtschaftskummer iwwerschnidden hunn. No enger Rei Explikatioune vum Minister zu deenen eenzelne Proposen an enger Diskussioun an der Kommissioun huet d'Kommissioun unanime ee vun deene Virschléi an ofgeännerter Form ugeholl. D'CSV hat proposéiert, fir de Seuil fir d'Investitiounsbäihëllefe fir Konstruktioune vu 15.000 Euro op 5.000 Euro erofzesetzen an de Seuil fir aner Investissementer vu 5.000 op 2.000 Euro. No der Diskussioun huet d'Kommissioun decidéiert, déi zwee Seuilen op 3.000 Euro erofzesetzen. Mir waren eis an der Kommissioun eens, grad wa mer d'Diversifizéierung an der Landwirtschaft wëlle virubréngen an nei Nische wëllen opmaachen, ënner anerem fir Modeller vun der solidarescher Landwirtschaft, dass et da sënnvoll ass, och kleng Investissementer ze ënnerstëtzen.

Doriwwer eraus gëtt et am Geméis- an Uebstbau Uschafungen, déi net esou vill Geld kaschten an awer e weesentlechen Deel zur Verbesserung an deem Beräich bäidroen. Als Beispill kann een hei Folientunnellen oder aner Moossnamen nennen, déi d'Kulture virun der Keelt oder anere klimatesche Schwankunge schützen. Mir hunn den 8. Januar dem Staatsrot eeben do e weideren Amendement an deem Sënn virgeluecht.

Aner Amendementspropose vun der CSV, déi vun der Majoritéit an der Kommissioun net iwwerholl goufen, sinn net all grondsätzlech ofgeleent. Ech wéilt bei där Geleeënheet ënnersträichen, dass mer an der Kommissioun eng ganz gutt Zesummenaarbecht haten. Éischten Explikatioune vum Minister no waren e puer vun deenen Ännerungsvirschléi, zumindest an där Form, net am Aklang mat der EU-Reglementatioun. Dat verhënnert awer net, dass mer nach eemol iwwert d'Zilsetzung an alternativ Léisungen am Kader vun der zukünfteger Strategie diskutéieren. Dee Moment wäerten och d'Demanden, déi de concernéierte Secteur un d'Politik stellt, ganz genau analyséiert ginn.

Ech begréissen och, dass de Landwirtschaftsminister ganz reegelméisseg an d'Kommissioun kënnt, fir eis de Rapport ze maachen iwwert d'Entwécklung um europäeschen Niveau. Dat gëtt eis eng gutt Basis fir déi Diskussiounen zu där neier Strategie, déi muss ausgeschafft ginn.

De Staatsrot, dee säin Avis complémentaire den 19. Januar eraginn huet, huet all d'Amendementer vun der Kommissioun zesumme gekuckt. Vu dass d'Kommissioun senge Kriticken aus dem éischten Avis Rechnung gedroen hat an och den Amendement vum 8. Januar keng weider Remarken erfuerdert huet, kann den Text a senger ofgeännerter Form ugeholl ginn.

Ofschléissend wëll ech all de Memberen aus der Kommissioun Merci soe fir hir Zesummenaarbecht a virun allem wëll ech och der Madamm Pommerell Merci soen, déi eis virbildlech mat hirer Aarbecht an där ganzer Prozedur ënnerstëtzt huet.

An domadder géif ech dann och den Accord vun der LSAP zu dësem Projet de loi ginn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Rapportrice Tess Burton Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech mengen, d'Madamm Burton huet hir Mask hei leie gelooss.

Merci, Här President. D'Zil vum Agrargesetz soll, laut Ausso vum Här Minister, sinn, eng „Landwirtschaft+" ze förderen, eng nohalteg Bewirtschaftung, déi dann op deenen dräi Saile baséiert: der Ökonomie, der Ökologie an op där anerer Säit dem Sozialen. Dat, Här Minister, kéinte mer definitiv zu 100 % mat ënnerschreiwen. Mee da misst u sech nieft dem Titel den Inhalt och d'selwecht geschriwwe sinn. An dat vermësse mer.

Wësst Der, wat d'Lëtzebuerger Landjugend ... - oder ech mengen Dir wësst et, well Dir waart och do um digitale Landjugenddag oder Jongbauerendag, do hu se gesot, an ech zitéieren: „Wat genau mat enger „Landwirtschaft+" gemengt ass, ass eis net kloer, mee eppes ass kloer an dat mierken d'Betriber dobaussen all Dag, et ass ëmmer méi dacks eng ‚Landwirtschaft-', wa mer eise Bankkonto kucken". A leider ass dat d'Situatioun an der Landwirtschaft. Dës Situatioun beschreift ganz gutt deen ökonomeschen an domadder och dee sozialen Deel vun der Nohaltegkeet, dat heescht déi zwou Sailen.

Ville Baueren, Gäertner, Uebstbaueren, Wënzer geet et am Moment schlecht an den Drock vu baussen, och vun der Regierung, dee gëtt op där anerer Säit ëmmer méi grouss. D'Regierung huet sech ambitiéis Ziler gesat am Beräich vum Klimaschutz. An deem Sënn ginn d'Ufuerderungen u jiddweree méi grouss - an natierlech och un d'Landwirtschaft.

A genau duerfir hate mer am Dezember 2019 bei eiser Interpellatioun zum Klimaplang och eng Partie Propose gemaach, fir eeben der Landwirtschaft ze hëllefen, dës Ziler ze erreechen, an et esou ze maachen, datt se gläichzäiteg kéint kompetitiv sinn, well nëmme wann deen ökonomeschen Deel och garantéiert ass, da kënne mer vun Nohaltegkeet schwätzen. Mir brauchen eebe ganz einfach e Gläichgewiicht vun deenen dräi Sailen, well soss kënne mer hei zu Lëtzebuerg keng Landwirtschaft behalen. An dat wëlle mer awer. Ech denken, dat wëlle mer alleguer, als CSV wëlle mer dat op jidde Fall.

An ech wëll awer elo - ech hat dat elo scho bal vergiess, wéinst der Mask - der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir hire schréftleche Rapport an och fir de mëndleche Rapport an och fir d'Leedung vun de Sëtzungen. Mir kënne wierklech ëmmer do ..., mir hunn ëmmer do ganz flott Diskussiounen. Villmools merci.

Ech soen och direkt: Mir wäerte fir dëst Agrargesetz stëmmen, well et eebe besser ass wéi näischt. An de Sproch „besser e Spatz an der Hand wéi eng Dauf um Daach", deen ass, ...

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... an de leschte Woche ...

(Brouhaha)

... schonn an ënnerschiddleche Forme gesot ginn. Hei passt en och nach eng Kéier.

Mir begréissen déi eenzel Upassunge vun de Subventiounen, vun de Plaffongen, mir begréissen d'Ënnerstëtzung vun deene méi klenge Betriber, vun deene Betriber, déi elo eréischt ufänken. An duerfir soe mer Jo zum Gesetz.

Ech soen awer genausou haart: Haut wäerte mer hei e Gesetz stëmme vun de verpasste Chancen, well dat nächst Agrargesetz wäert eréischt fréistens 2023 prett sinn. Heimat hu mer elo zwee verluere Joren, fir d'Betriber konsequent ze ënnerstëtzen.

(Interruption)

Mat dësen Upassungen, déi haut hei gemaach ginn, gëtt d'Chance verpasst, fir d'Schinnen definitiv konsequent an déi richteg Richtung ze leeden. Fir datt d'Klimaziler kënnen erreecht ginn, muss eeben elo agéiert ginn an do kënne mer net nach bis 2023 einfach esou waarden. An hei ass awer elo erëm eng Kéier ee Punkt, wou ech wierklech d'Majoritéitsparteien net verstinn. Entweeder sinn de Klimaschutz, den Ëmweltschutz, den Déiereschutz wichteg, dann agéieren ech och esou. Oder et ass net wichteg an da priedegen ech et net. Dat ass fir mech definitiv e Beispill vun enger inkohärenter Politik.

Wéi dës Upassungen annoncéiert gi sinn, dunn hunn ech gesot: „Et ass elo net Zäit fir Gepiddels!" Ech muss soen, leider ass dat awer agetratt. De Klimaschutz ass wichteg, den Ëmweltschutz ass wichteg, de Waasserschutz ass wichteg, den Déiereschutz ass wichteg, d'Digitaliséierung ass wichteg, d'Innovatioun ass wichteg. An all dat misst geziilt elo gefërdert ginn! Dat gëtt et awer net an dat ass fir eis net verständlech an et ass och fir eis net kohärent.

D'Betriber maachen definitiv gäre mat, mee et muss rentabel sinn, well dat gehéiert eeben och zur „Landwirtschaft+", well soss gëtt et, wéi d'Jongbaueren dat genannt hunn, eng „Landwirtschaft-". An dat musse mer verhënneren.

Ech hunn definitiv heiansdo d'Gefill, wéi wann d'Mille séier kéinte dréien, mee wéi wann d'Waasser heiansdo géif selektiv geleet ginn. An dat ass net gutt! Et ass e kruziale Feeler, wann elo - elo! - net schonns probéiert gëtt, déi gesamt Landwirtschaft mat an d'Klimaboot ze kréien, a se net an deem Sënn konsequent ënnerstëtzt gëtt. Et ass e kruziale Feeler, wann net elo schonns geziilt den Déiereschutz - all dat, wat iwwert d'Normen erausgeet - ënnerstëtzt gëtt. An et ass och e kruziale Feeler, wann elo nëmmen hallefhäerzeg ugepasst gëtt.

De Minister sot: „Et ginn elo just eenzel Upassunge gemaach an da waarde mer of bis 2023". Et kann awer net sinn, datt wann een op där enger Säit vun Urgence schwätzt, datt een dann op där anerer Säit einfach net handelt! Dat passt net beieneen! A genau duerfir hate mer Verbesserungsvirschléi gemaach als CSV - d'Madamm Burton huet se och genannt. Mir hate 14 Amendemente gemaach an et ass och een ugeholl ginn. D'Octavie Modert wäert herno nach drop agoen. A mir soen och Merci, datt deen ugeholl ginn ass. Mir hu verschidden administrativ Vereinfachunge proposéiert. Hei ass d'Regierung anerer Meenung. Dat ass dann och ok fir eis.

Mir hunn awer och proposéiert, de Plaffong fir Aussiidlerbetriber ze erhéijen - de Plaffong, dat heescht déi maximal Zomm, déi ka bezuschusst ginn -, an zwar nëmme fir déi Infrastrukturkäschten, déi tatsächlech fir d'Aussiidlung gebraucht ginn. Wann e Betrib 2 km iergendwou an der Gewan ass, da kascht dat méi fir Waasseruschloss, Ofwaasseruschloss. Stroumuschloss an esou weider. An duerfir hätte mer gären eng Erhéijung vum Plaffong gehat. D'Baueren hunn dat och gefrot. Ben, de Minister sot, dat wier net néideg. Ben, Blo, Rout a Gréng hunn Nee gewonk an hunn Nee gesot.

Dann hu mer och gefrot - och eppes, wat d'Bauere gefrot hunn -, fir de Plaffong ze erhéije fir d'Maschinnen. Och d'Landwirtschaftskummer huet dat an hirem Avis gefrot. An ech wëll der Landwirtschaftskummer och villmools Merci soe fir hire ganz detailléierten a ganz interessanten Avis.

Ech wëll hei elo just eng Klammer opmaachen: Ech sinn dës Woch - nee, déi lescht Woch - gewuer ginn, datt eenzel Betriber hir geplangten Investissementer d'lescht Joer net méi bezuschusst kritt hunn, an dat net, well hire Plaffong ausgeschëpft war, nee, well, esou schreift de Minister: „Die verfügbaren finanziellen Mittel reichen nicht aus". Wat heescht dat an der Praxis? Mee an der Praxis heescht dat: De Ministère huet am Prinzip duerfir keng Sue méi. De Bauer kéint am Prinzip nach investéieren, mee e kréich keng Bäihëllef fir d'lescht Joer, also muss en et op de Plaffong vum neien Agrargesetz huelen. Deen ass souwisou schonn net héich genuch, also ass dee Betrib ofgebremst fir déi nächst siwe Joer.

D'Betriber bräichte méi en héije Plaffong. De Minister fënnt dat net néideg. Blo, Rout a Gréng soten och hei: „nee!"

Wat mer awer virun allem gefrot hunn: Mir hu gefrot, fir de Bäihëllefstaux an de Plaffong geziilt eropzesetzen fir alleguer déi Investissementer, déi hinen hëllefen, de Waasser- an Energieverbrauch ze reduzéieren, Emissioune vun Zäregaser ze reduzéieren, den Impakt op d'Ëmwelt ze reduzéieren, déi Innovatioun an Digitalisatioun förderen an déi den Déiereschutz, de Bien-être de l'animal, förderen. Mir hu fir dës konkreet Investitiounen, déi eis géifen hëllefen, déi och vun der Regierung gesaten Ziler ze erreechen, wéi gesot, eng Erhéijung vum Bäihëllefstaux a vum Plaffong vun 30 % gefrot.

Ech ginn lech e konkreet Beispill: Virun der Chrëschtvakanz koum e jonke Bauer bei mech. Deen huet doheem ee konventionelle Betrib mat Schwäin. Hie wollt deen ëmbauen, méi ökologesch, och nach méi aartgerecht. Dat heescht natierlech och: manner Schwäin op der Fläch. An dat wär an deem ale Stall net machbar. Hie misst also en neie Stall bauen. Hien huet sech och informéiert. Hien huet och u sech schonn een, deen em d'Schwäi géif ofkafen. Mee en huet dat Ganzt dunn awer duerchgerechent an ech kann lech soen: Hie wäert et net maachen! Well mat deem Bäihëllefstaux, wéi en elo ass, a mat deem Plaffong, wéi en elo ass, wäert dat Ganzt net rentabel sinn. Et ass awer genau dat, wat mer ëmmer hei op der Tribün froen! Wa mer dat froen, da musse mer, mengen ech, och eis politesch Instrumenter, déi mer hunn, an de Grapp huelen, fir dat geziilt ze ënnerstëtzen.

Änlech ass et bei all deenen anere Mesurë vum Klimaschutz. Ben, dës Amendementer sinn alleguer refuséiert ginn. Fir mech ass dat wierklech e ganz groussen Ënnerscheed tëschent deem, wat mer wierklech priedegen, dem Usproch, an der Wierklechkeet. Mir kruten och eng Partie Erklärungen. D'Madamm Burton war och kuerz drop agaangen.

Eng éischt Erklärung war, well eeben elo just solle kleng Adaptatioune gemaach ginn. De Rescht soll alles an e Strategieplang agebaut gi fir 2023. Dëst ass fir eis keng Argumentatioun, dëst ass eng politesch Decisioun, mee et ass an eisen Aen eng falsch politesch Decisioun, well wa mer elo Urgence hunn, da musse mer elo handelen an net bis 2023 waarden.

Eng zweet Argumentatioun war, well een et net géif fäerdegbréngen, e Règlement grand-ducal auszeschaffen, fir eeben ze detailléieren, wéi eng Investissementer kéinte bezuschusst ginn. Mee och dat ass fir eis keng Argumentatioun. Wann dee Règlement grand-ducal vläicht net perfekt wär, et wär nach ëmmer besser wéi näischt! An et kéint een och e Règlement grand-ducal am Laf vun der Zäit nach upassen. Wéi gesot, dat ass erëm eng Kéier déi Saach mat der Millen, wou ech heiansdo d'Gefill hunn, si dréien heiansdo definitiv méi séier op deenen enge wéi op deenen anere Plazen.

En anert Argument war, well en net EU-konform war, eisen Amendement, well een nëmmen däerf de maximale Surplus vun 20 % froen a well dat Ganzt u sech misst gekoppelt sinn un eng Agrar-Ëmweltprimm. Abee, dat ass en Argument, mee mir haten awer direkt gesot, datt mer déi Upassunge gäre wéilte maachen. Dat heescht, et war awer nëmmen e Schäinargument, well obwuel mer déi Upassunge gäre wollte maachen, ass och dat net ugeholl ginn.

En anert Argument: Fir eng Erhéijung vum Plaffong misst eng Demande gemaach gi bei der EU-Kommissioun respektiv eng Notifikatioun an déi wär aus diverse Grënn elo net ubruecht. Mee do soe mir: D'Regierung hat dat bei anere Saache gefrot a mir fannen, et wär och hei ubruecht gewiescht.

Den Här Minister seet dann zwar, hie géif eis Approche deelen, mee dat kéint jo alles an e Strategiepabeier fir 2023 agebaut ginn. Wéi gesot, mir soen: Dat däerf net op déi laang Bänk gedréckt ginn! Et muss elo agéiert ginn! An ech wär wierklech frou, wann d'Majoritéitsdeputéierte sech dat nach eng Kéier géifen iwwerleeën, am Sënn vum Ëmweltschutz, Klimaschutz, Déiereschutz, an eis Amendementer eebe matstëmmen. An duerfir bréngen ech déi Amendementer elo och nach eemol eran.

Amendement 1

Texte initial

Art. 7. (1) L'aide est de 40 pour cent du coût calculé des investissements pour les biens immeubles et de 20 pour cent du coût calculé des investissements pour les biens meubles.

Proposition d'amendement

À la fin du paragraphe 1 de l'article 7 est ajouté ce qui suit :

« Le taux est majoré de 20 points de pourcentage pour des investissements en biens meubles et immeubles :

- réduisant la consommation en eau et en énergie,

- réduisant les émissions de gaz à effet de serre,

- réduisant les impacts environnementaux,

- soutenant le développement de techniques agricoles et viticoles de précision,

- soutenant le développement de techniques culturales innovantes,

- soutenant des technologies favorisant la digitalisation de l'agriculture,

- améliorant les conditions d'hygiène et de bien-être des animaux

lorsque l'exploitant est lié par un engagement au titre de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement au moment du dépôt de la demande d'aide.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des investissements susceptibles de bénéficier des aides visées au présent point, le cas échéant, les conditions auxquelles doivent répondre ces mêmes investissements. »

Commentaire

Afin de promouvoir une agriculture plus durable, il est prévu de majorer les taux d'aide de 20 % pour des investissements en biens immeubles et meubles qui vont au-delà des normes minimales requises dans les domaines de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux ainsi que pour des investissements dans des nouvelles technologies innovantes de production respectivement des technologies favorisant la digitalisation de l'agriculture.

La majoration d'aide de 20 % est liée à la condition que l'exploitant est lié par un engagement au titre de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement régie par le règlement grand-ducal modifié du 24 août 2016 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des investissements susceptibles de bénéficier des aides visées au présent point.

(s.) Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Amendement 2

Texte initial

Art. 7. (3) Les investissements en biens immeubles sont éligibles à concurrence d'un plafond déterminé annuellement pour chaque exploitation en fonction du nombre d'unités de travail annuel fournies sur l'exploitation, sans pouvoir excéder 1.700.000 euros. Ce plafond est augmenté de 50 pour cent pour les investissements en biens immeubles relatifs à la transformation et la commercialisation.

Proposition d'amendement

Il est ajouté à la dernière phrase du paragraphe 3 de l'article 7 ce qui suit :

« ... et de 20 pour cent dans le cas d'une première implantation d'une exploitation agricole à l'extérieur du périmètre d'agglomération pour les investissements dans les infrastructures supplémentaires dues à l'implantation de l'exploitation agricole à l'extérieur du périmètre d'agglomération et aux prescriptions en découlant.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des investissements en biens immeubles à l'extérieur du périmètre d'agglomération susceptibles de bénéficier d'une aide à l'investissement et, le cas échéant, les conditions auxquelles doivent répondre ces mêmes investissements.

Ce plafond est augmenté de 20 pour cent pour des investissements en biens immeubles :

- réduisant la consommation en eau et en énergie,

- réduisant les émissions de gaz à effet de serre,

- réduisant les impacts environnementaux,

- soutenant le développement de techniques agricoles et viticoles de précision,

- soutenant le développement de techniques culturales innovantes,

- soutenant des technologies favorisant la digitalisation de l'agriculture,

- améliorant les conditions d'hygiène et de bien-être des animaux

Un règlement grand-ducal fixe la liste des investissements susceptibles de bénéficier des aides visées au présent point, le cas échéant, les conditions auxquelles doivent répondre ces mêmes investissements.

Commentaire

Le plafond prévu risque de ne pas suffire pour les exploitants agricoles qui veulent s'installer nouvellement à l'extérieur du périmètre d'agglomération, vu les coûts élevés des nouvelles infrastructures à réaliser. De plus, la réalisation de constructions agricoles dans une zone verte génère souvent un surcoût dû aux contraintes supplémentaires imposées par le Ministère de l'Environnement et aux nouvelles infrastructures à créer. À titre d'exemple on peut citer le surcoût engendré par des matériaux traditionnels pour assurer une meilleure intégration des constructions dans le paysage respectivement des aménagements spéciaux engendrant par exemple des frais d'entretien plus élevés. Il est évident que la majoration de 20 % du plafond en faveur des investissements en biens immeubles à construire à l'extérieur du périmètre d'agglomération ne peut pas s'appliquer à tous les investissements respectivement à des investissements sans lien direct avec la fonctionnalité des infrastructures à construire. Ainsi il est proposé qu'un règlement grand-ducal fixe une liste des investissements en biens immeubles à l'extérieur du périmètre d'agglomération susceptibles de bénéficier d'une aide à l'investissement et, le cas échéant, les conditions auxquelles doivent répondre ces mêmes investissements.

Afin de promouvoir une agriculture plus durable, il est également prévu d'instituer une majoration de 20 points de pourcentage du taux normal d'aide pour des investissements dans de nouvelles technologies et équipements innovants respectivement de technologies plus respectueuses de l'environnement. Il en est de même pour des investissements en vue d'améliorer les conditions d'hygiène et de bien-être des animaux qui vont au-delà des normes minimales requises en matière d'hygiène et de bien-être des animaux. Ces investissements visent à améliorer la compétitivité du secteur agricole et à encourager l'innovation ainsi que la digitalisation de l'agriculture. De plus ils permettent de répondre aux défis environnementaux et climatiques.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des investissements susceptibles de bénéficier des aides visées au présent point.

(s.) Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Amendement 3

À la fin du paragraphe 4 de l'article 7 est ajouté un nouvel alinéa 2 libellé comme suit

Le plafond est majoré de 20 pour cents pour des investissements en biens meubles :

- réduisant la consommation en eau et en énergie,

- réduisant les émissions de gaz à effet de serre, réduisant les impacts environnementaux,

- soutenant le développement de techniques agricoles et viticoles de précision,

- soutenant le développement de techniques culturales innovantes,

- soutenant des technologies favorisant la digitalisation de l'agriculture,

- améliorant les conditions d'hygiène et de bien-être des animaux

Un règlement grand-ducal fixe la liste des investissements susceptibles de bénéficier des aides visées au présent point, le cas échéant, les conditions auxquelles doivent répondre ces mêmes investissements.

Commentaire

Il est prévu d'augmenter le plafond des investissements de 20 % pour des investissements dans de nouvelles technologies et équipements innovants respectivement de technologies plus respectueuses de l'environnement. Il en est de même pour des investissements en vue d'améliorer les conditions d'hygiène et de bien-être des animaux qui vont au-delà des normes minimales requises en matière d'hygiène et de bien-être des animaux. Ces investissements visent à améliorer la compétitivité du secteur agricole et à encourager l'innovation ainsi que la digitalisation de l'agriculture. De plus ils permettent de répondre aux défis environnementaux et climatiques.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des investissements susceptibles de bénéficier des aides visées au présent point.

(s.) Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Amendement 4

Texte initial

Art. 9. (2) L'article 3, paragraphe 2, à l'exception du point 1, les articles 4, 5 et 6, l'article 7, paragraphes 1er, alinéa 2, 2 et 4 et l'article 8, paragraphe 1er sont applicables.

Proposition d'amendement

Le paragraphe 2 de l'article 9 est complété comme suit :

Art. 9. (2) L'article 3, paragraphe 2, à l'exception du point 1, les articles 4, 5 et 6, l'article 7, paragraphes 1er, alinéa 2, 2 et 4, alinéa 2 et l'article 8, paragraphe 1er sont applicables.

Commentaire

Les exploitants à titre accessoire peuvent également profiter d'une majoration du plafond de 20 % pour des investissements (meubles et immeubles) dans de nouvelles technologies et équipements innovants respectivement de technologies plus respectueuses de l'environnement. Il en est de même pour des investissements pour améliorer les conditions d'hygiène et de bien-être des animaux qui vont au-delà des normes minimales requises en matière d'hygiène et de bien-être des animaux.

(s.) Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Wannechgelift.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Merci bien.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann, Här President, maachen ech eng kleng Klammer op, dat och am Beräich vum Klimaschutz. An ech hat d'Klammer scho geschriwwen, ier ech de Moien d'Zeitung gelies hunn, mee wéi ech d'Zeitung gelies hunn, hunn ech awer gemierkt, datt d'Klammer immens wichteg wär, nämlech de Biogas.

Vun do un, wou dës Regierung en place ass, an dat hunn ech op dëser Plaz scho méi wéi eemol gesot, ass d'Unzuel vun de Biogasanlagen nëmmen erofgaangen. 2017 hate mer der nach 29, elo hu mer der nach ganzer 17.

An och hei gesäit een dann awer erëm d'Resultat vun enger inkohärenter Politik. Op där enger Säit gëtt gesot: „Mir brauchen de Biogas. Et ass een Deel vun der Léisung am Klimaschutz", an op där anerer Säit maachen ech awer net déi Politik, fir déi Anlagen esou ze ënnerstëtzen, datt se och kënne rentabel sinn. Dat si Fakten. 2017: 29 Stéck, elo: 17.

Als CSV fuerdere mer, datt klengbetriblech Biogasanlagen, Biogasanlagen, déi virun allem den organeschen Dünger verwäerten, erëm solle kënne vun deenen am Agrargesetz virgesinnen Investitiounsbäihëllefe profitéieren. An deem Sënn deposéieren ech eng Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que le nombre d'installations de biogaz est en recul ;

- observant que la quantité d'énergie produite par des installations de biométhanisation est en régression ;

- rappelant que le biogaz contribue à la diversification de l'agriculture et à l'autonomie en matière d'énergie ;

- rappelant le grand potentiel de valorisation de la fumure organique par la méthanisation dans les stations de biogaz ;

- rappelant les effets positifs de la biométhanisation en termes de réduction de gaz à effets de serre et d'ammoniac ;

- rappelant que la production de biogaz contribue au mix d'énergies renouvelables ;

- rappelant la complémentarité de la production de biogaz à base de lisier/fumier avec la production de lait/viande ;

- constatant que la majeure partie du lisier et du fumier du bétail luxembourgeois n'est pas utilisée pour la production du biogaz ;

- estimant que la promotion du biogaz et notamment l'encouragement de la méthanisation du fumier et du lisier aurait un effet positif sur la réduction des gaz à effet de serre provenant de l'agriculture,

invite le Gouvernement

- à adapter la réglementation en vigueur afin que les investissements dans les installations de biométhanisation éligibles à la prime de lisier puissent profiter des régimes d'aide au niveau des aides à l'investissement en bien immeubles prévues par la loi en voie d'adaptation.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann, Här President, kommen ech ofschléissend nach bei d'Schwäi respektiv eis Schwéngsbetriber. Och hei hate mer en Amendement gemaach.

Am Moment gesäit et am Agrargesetz esou aus, datt just Schwéngsbetriber eng Bäihëllef kënne kréien, déi e geschlossene Circuit hunn, dat heescht, déi eng Zuucht Sai hunn, déi Fierkele kréien - déi Fierkele gi gemäscht, gi geschluecht. Déi kréien eng Bäihëllef. Wann ech awer elo e klenge Mäschtbetrib hunn, wou ech och kéint an e klengen Zuuchtbetrib Fierkele kafe goen, an ech géif déi mäschten an ech géif déi zum Beispill hale fir eng Hameproduktioun - also Ham/Jambon, dat ass jo awer e Lëtzebuerger Traditiounsprodukt, dat misste mer jo och ënnerstëtzen -, déi Betriber kënne keng Bäihëllefe kréien. Ben, deen Amendement ass och refuséiert ginn. Dat fanne mer extreem schued.

Awer allgemeng, Här President: Ville Schwéngsbetriber geet et am Moment richteg schlecht. Den Ofsaz huet staark ofgeholl, dat zum Deel och coronabedéngt. De Präis ass dann natierlech staark gefall. Hei zu Lëtzebuerg kritt de Bauer zum Deel manner fir seng Schwäi wéi deen däitsche Riichtpräis ass. Mir hunn awer hei zu Lëtzebuerg vill méi héich Produktiounskäschten. Denkt just nëmmen emol un d'Lounkäschten. Wéi schwiereg also d'Situatioun an deem Secteur ass, kënnt Der Iech virstellen. Och d'Unzuel vun de Betriber huet an deene leschten zéng Joer ëm 50 % ofgeholl.

Vill vun dëse Betriber hu staark investéiert a si sti mam Réck widdert der Mauer. Do sinn allkéiers mënschlech Problemer hannendrun an och Existenzängschten. Stellt Iech nëmme vir, Dir hätt Äert gesamt Kapital geholl an Dir hätt en Aussiidlerhaff gebaut am Beräich vun de Schwäin. Da gesitt Der, datt Der vu Mount zu Mount bäileet an näischt an d'Täsch erakritt. An da kënnt Der Iech scho Gedanke maachen: Wëll ech ophalen oder wëll ech net ophalen?

Ech kann Iech just soen: Wann dee Betrib och nach gäre wéilt ophalen, dann ass säi gesamt Kapital, dat en investéiert huet an der Zone verte, näischt méi wäert! Hien dierft souguer, wann e géif ophalen an e géif schaffe goen - well e kréich bestëmmt eng Plaz -, emol net méi a sengem Haus wunnen. Esou gesäit d'Ëmweltgesetz dat vir. An da kënnt Der Iech virstellen, wéi grouss den Drock trotzdeem bei deene Leit ass, bei deene Familljen ass.

Eis Schwéngsbetriber fille sech am Ree stoe gelooss. A wann d'Politik keng Schwéngsbetriber wëllt, ma da soll se et esou maache wéi an Holland. Do bezuele se Primmen, fir datt se ophalen. Dat ass net eis Meenung! Mir fannen, datt mer Schwéngsbetriber brauchen. Mee wa mer der brauchen, da musse mer se och elo ënnerstëtzen an net bis 2023 waarden! Well soss ginn a ville Betriber d'Luuchten aus.

Mir erwaarden eis wierklech, datt de Ministère d'Situatioun vun de Schwéngs- an och Fleeschbetriber, well do gesäit et net vill besser aus - Mammekou-Betriber an esou weider -, séier analyséiert - ech mengen, en ass amgaangen - a séier Ënnerstëtzungsmoossname virgesäit.

Mir erwaarden eis och, datt dës Betriber hir coronabedéngte Mannerrecetten ausgeglach kréien. Mee do wäert d'Octavie Modert spéider nach drop agoen. D'Octavie Modert wäert och nach separat ënner anerem op de Wäibau agoen an och op déi méi kleng Betriber.

Ofschléissend, Här President, vu menger Säit: Mir stëmmen dëst Agrargesetz mat, well et ass besser wéi näischt. Dat däerft awer net d'Zil si vun enger Regierung. Ech soen awer: Dëst Agrargesetz ass e Gesetz vun der verpasster Chance, fir d'Landwirtschaft nohalteg ze ënnerstëtzen a Richtung Ëmweltschutz, Déiereschutz, a Richtung vun nohalteger Klimapolitik. An ech hoffen, ech soen et nach eng Kéier, datt d'Majoritéitsdeputéiert dës Kéier och eis Amendementer a Motioune matstëmmen, well et geet definitiv net duer, ëmmer schéi Sonndesrieden ze halen, mee et muss een um Wäerteg och déi deementspriechend Decisiounen huelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas agedroen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Mir liewen ouni Zweifel an enger ganz spezieller Zäit, an enger Zäit, op déi mer alleguer gäre verzicht hätten. Mee mir si jo net gefrot ginn. Dat bréngt natierlech eng ganz Rei Problemer mat sech, virun allem fir vill Beruffsstänn. Ech mengen, de Mëtte wäerte mer nach weider doriwwer diskutéieren.

Ee Beruffsstand, deen ouni Zweifel och ënnert der Coronakris ze leiden huet, dat ass natierlech den Agrarsecteur. D'Madamm Hansen ass elo zu Recht op d'Situatioun um Niveau vum Fleeschsecteur, méi spezifesch vum Schwéngsfleesch, agaangen. Effektiv, de Moment gëtt hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, 1,18 Euro fir de Kilo Schwéngsfleesch bezuelt. Dobäi seet awer de President vun der COCHY an engem „Wort"-Interview vum 11. Januar, datt mindestens 1,80 Euro misst bezuelt ginn. Do gesäit een also schonn déi Differenz. An datt déi Produzenten an enger ganz schwiereger Situatioun sinn, ech mengen, däers si mer eis alleguerten ouni Zweifel bewosst.

Bewosst ass eis och, datt grad an dëser Kris eeben elo erëm déi Erfarung erakënnt, datt mer musse verstäerkt och an Zukunft erëm op regional, op national Produkter setzen. D'Landwirtschaft huet u sech do awer ganz kloer bewisen, datt mer se brauchen, egal wéi hiren Undeel um PIB ass, mee mir brauchen ouni Zweifel eng staark an eng gutt Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg.

Wéi virdrun och schonn hei richteg bemierkt ginn ass: Natierlech si mir immens ofhängeg vun der GAP, also der gemeinsamer Agrarpolitik. Mir hänken do direkt mat drun. Et ass evident, datt mer eis ëmmer mussen do mat drun orientéieren.

Et waren Enn vum leschte Joer jo staark Diskussiounen, wéi déi nei GAP soll ausgesinn. Et koum net direkt zu engem Kompromëss. D'Meenunge sinn och do ganz auserneegaangen. Ech wëll der och zum Beispill hei zwee Stéck zitéieren.

D'Madamm Julia Klöckner, hireszeechens Landwirtschaftsminister an Däitschland, si war jo deemools

och zoustänneg Presidentin vum Rot, well Däitschland jo dunn d'Presidentschaft hat, si schwätzt da vun engem „Meilesteen", vun engem „Systemwandel".

Wann ech op där anerer Säit awer dann de Chef vun den däitsche Gréngen huelen, de Robert Habeck, - et ka jo emol sinn, datt déi zwee eng Kéier zesummen an eng Regierung kommen -, deen huet just de Contraire gesot. Hien huet u sech beklot, datt an där neier GAP e Mangel u Klima- an Ëmweltorientéierung wier.

Eppes ass kloer: D'GAP ass awer nun e wichtege Pilier. Et wäerten och an deenen nächste Joren, bis 2027, 387 Milliarden Euro vum EU-Budget iwwert, wéi gesot, d'GAP lafen, wat jo scho genuch iwwert d'Dimensioun dovunner ausseet.

Déi Diskussiounen hunn awer och gewisen, datt et immens schwéier ass, e Kompromëss ze fannen. Et gesäit een - ech hunn dat schonn un deenen zwee Zitater gewisen, mee awer och un den Aussoe vun Ëmweltschutzorganisatiounen engersäits, anererséits Bauerenorganisatiounen -, wéi et awer do eng gewësse Schéier an der gemeinsamer Agrarpolitik gëtt. Dat Spannungsfeld zwëschent Ekologie a Landwirtschaft wäert eis leider och nach an Zukunft begleeden, mee dat soll awer net heeschen, datt een net muss permanent versichen, do Léisungen erbäizefëieren.

Natierlech schwieft och iwwert der Landwirtschaft eng ganz grouss Kris, eng Kris, déi méi grouss ass wéi déi, déi mer de Moment hei erliewen, dat ass nun eeben de Klimawandel. Ech mengen, dat ass en Damoklesschwäert, dat net nëmmen iwwert der Landwirtschaft hänkt, dat hänkt selbstverständlech iwwer eis alleguerten.

An dann ass natierlech och d'Fro ze stellen: Wéi wäit muss d'Politik goen? Wéi wäit ka se och goen, datt se awer e gewësse Kompromëss ka fannen?

Ech zitéieren hei zum Beispill de „De Letzeburger Bauer" vum leschte Freideg. Do steet: „Die Klimapolitik darf das Produktionspotenzial der Landwirtschaft nicht schmälern, auch nicht einseitig nur noch in Richtung Biolandwirtschaft drängen oder aber zu ungebührenden Auflagen führen, womit letztlich der Fortbestand der Betriebe in Frage gestellt ist."

Sécher ass net alles falsch, wat do geschriwwe steet, mee sécher ass awer och net alles vläicht ganz richteg. Eppes ass op alle Fall gewosst: Mir musse kucken, datt mer iergendwéi e gudden Equiliber fir d'Zukunft fannen!

Et däerf een dann, wéi gesot, net vergiessen, datt bis op den 1. Januar eebe leider kee Kompromëss fonnt gi war vun der GAP, soudatt dat eeben elo u sech bis d'Joer 2023 erausgezögert ginn ass.

Duerfir hu mer awer och elo misse reagéieren. Ech mengen, an ech wëll och net méi an den Detail vum leschten Agrargesetz agoen, dat engem jo och net ganz onbekannt ass, dat eeben elo net op en Enn komm ass de leschten 31. Dezember, mee wou awer virun allem déi Plaffongen net méi … oder epuiséiert goufe vun den Investissementer.

Dat huet eis natierlech ënner Zuchzwang bruecht, datt mer hu misse reagéieren. An ech wëll awer dem Minister, ech wëll de Leit aus dem Agrarministère awer e Merci soen. Ech mengen, do ass awer mat Héichdrock déi lescht Wochen a Méint geschafft ginn. Och Merci un d'Madamm Tess Burton fir hire ganz flotten an och interessante Rapport. Do ass also ouni Zweifel gutt Aarbecht geleescht ginn.

A contrairement zu deem, wat meng Virriednerin hei ëmmer erëm versicht huet vläicht duerzestellen, si mir als Demokratesch Partei awer éischter der Meenung, datt an deem Gesetz hei den Akzent awer virun allem op den Ëmweltschutz geluecht gëtt.

Ech wëll och elo net ze vill an den Detail goen, mee hei ginn eng Rei nei Investissementer an Zukunft subventionéiert, haaptsächlech wat eeben den Ëmgang mat Gülle, mat Mëscht a mat Piff ubelaangt. Déi Mesurë reie sech, wéi gesot, och an de Kader vum nationalen Energie- a Klimaplang vum 11. Februar 2020 an.

Da wëll ech awer op dëser Plaz och drop hiweisen, datt an deem Gesetz hei eng Rei Moossname virgesi sinn, déi awer och direkt de Gewässerschutz betreffen. A ganz éierlech: Wa mer eng Analys vum Zoustand vun eise Gewässer maachen, da kënne mer nëmmen zur Konklusioun kommen, datt mer nach wie vor ganz seriö Problemer hei zu Lëtzebuerg hunn. Een, deen de Contraire seet, dee seet d'Wourecht net! Mir sollen der Realitéit an d'Ae kucken! A mir mussen nach wie vor unerkennen, datt mer nach ganz seriö Problemer um Niveau vun de Gewässer hunn!

Hei ginn elo e puer natierlech ëmmer nëmme méi - ech wëll dat elo net esou soen - kleng Investissementer oder kleng Mesurë geholl. Mee trotzdeem ass et awer ze erkennen, datt versicht gëtt, och um Niveau vun der Landwirtschaft, do, wou et kuerzfristeg machbar ass, awer och Initiativen ze treffen.

Ech wëll virun allem hei op, wéi gesot, dat Amenagement vu Clôturë laanscht d'Gewässer …, datt eeben d'Véi do net méi kann einfach esou duerch d'Baach trëppelen. Mir wëssen, wat dat awer fir negativ Konsequenze ka mat sech bréngen. Ursprénglech war et jo virgesinn, nëmmen um Niveau vum Stauséi ze limitéieren. Et ass awer richteg, datt dat elo am ganze Land kann esou applizéiert ginn.

Esou Clôturë kaschten natierlech Geld. Et däerf een awer och net vergiessen: Wann d'Landwirtschaft esou Amenagementer mécht, da mécht se dat jo net aus Eegennotz, mee si mécht dat zum Wuelbefanne vun der ganzer Gesellschaft, an éischter Linn natierlech och zum Schutz vun de Gewässer a vun de Bergen.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt awer elo net egal wéi eng Clôturen do däerfen amenagéiert ginn. Ech hoffe jo net, datt op eemol mat pickegem Drot do hantéiert gëtt an esou weider. Ech wëll nämlech drop hiweisen, datt och nach eng Rei aner Leit mussen Accès behalen, fir un d'Gewässer ze kommen, fir un d'Fëscher ze denken, déi Baache gepacht hunn. Déi däerf een also hei an deem Sënn jiddefalls net vergiessen.

Ech mengen, datt och zum Beispill elo d'Notze vu Sprëtzmëttelen awer hei an deem Gesetz mat behandelt gëtt, dat heescht virun allem d'Botze vun deene verschiddene Sprëtzen. Datt dat awer och an Zukunft nach méi gereegelt gëtt, ass awer fir eis ouni Zweifel jiddefalls eng ganz grouss Noutwendegkeet.

Et gëtt eng Rei aner positiv Punkten an dësem Gesetz. Ech wëll zum Beispill drun erënneren, och um Niveau vum Ëmweltschutz, datt eeben och elo fir verschidde Maschinnen de Plaffong op 200.000 Euro eropgesat gëtt, wéi gesot virun allem fir innovativ an ekologesch Ekipementer. Ech denken do u Maschinne fir d'Steilhäng an de Wéngerten. Ech denken awer och u sougenannte Jätmaschinnen oder Fraisen, wéi een dat och ëmmer wëllt nennen, wat eeben d'Bekämpfe vun Onkraut ubelaangt, well et ass jo awer just do, wou awer nach ganz vill cheemesch Mëttelen agesat ginn, déi ouni Zweifel net zur Förderung vun engem konkreeten Naturschutz bäidroen.

Ech wëll op dëser Plaz och un déi Initiativ LAKU erënneren, déi jo um Niveau vum Stauséi besteet, also d'Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer, wou versicht gëtt, en herbizidfräie Management unzestriewen. Leider koum et jo an der Lescht zu e puer Dissonanzen, op déi ech awer elo net weider wëll agoen, mee am Kär ass dat eng ganz gutt Iddi. Et ass u sech eng Iwwerleeung, déi sech nach misst verstäerkt iwwert d'ganzt Land ausbreeden. Jiddefalls: Mir mussen ouni Zweifel op deem Wee weiderfueren.

Datt natierlech eng ganz Rei Subventiounen, déi Ëmweltschutzcharakter hunn, och un d'Landwirtschaftsprimm gebonne sinn, ass awer och, mengen ech, eng Evidenz. Et däerf ee jo net vergiessen, datt haut jo awer e groussen Deel vun de Baueren an de Genoss vun der Landwirtschaftsprimm kënnt. Ech mengen, et sinn ëm déi 90 %.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vum Agrarsektor schwätzen, schwätze mer natierlech net nëmme reng vun de Baueren. Mir schwätze vun de Geméisbaueren, mir schwätze vun den Horticulteuren, mir schwätze vun de Gäertner, a vun de Wënzer selbstverständlech och.

Datt do elo de Mindestwäert fir eng Rei Maschinnen erofgesat gëtt op 3.000 Euro, fanne mer eng ganz gutt Saach! Et däerf een net vergiessen: Et gëtt eng Rei Secteuren, wou eebe Maschinne mussen ugeschaaft ginn, déi net de Wäert vu 5.000 Euro hunn. Dann ass et och gutt, datt déi och kënnen an de Genoss vu Subventioune kommen. Ech denken do zum Beispill u Konstruktiounen - e Schutz géint Keelt -, déi jo besonnesch vun de Geméisgäertner, den Uebstbaueren an och de Horticulteure gebraucht ginn.

Dann, wat och eng Rei Mesurë betrëfft, bei deenen d'Tauxen eropgesat ginn - zum Beispill fir d'Subventioun vu Gebaier a Maschinnen -: Si beweise jiddefalls, datt awer de Wëllen do ass, datt hei d'Landwirtschaft nach méi staark soll ënnerstëtzt ginn.

Datt bei Investissementer, déi iwwer 150.000 Euro ginn, eng prealabel Autorisatioun vum Minister muss virleien, mengen ech, ass awer och bal eng Selbstverständlechkeet, well wann awer eng Persoun higeet a se investéiert iwwer 150.000 Euro eraus a se weess net am Virfeld, ob se an de Genoss vun enger Subventioun kënnt, dann ass dat awer schonn eng relativ geféierlech Operatioun. An dowéinst ass et awer gutt, datt am Moment deem, wéi gesot, deen investéiert, och am Virfeld awer matgedeelt gëtt: „du däerfs" oder „du däerfs net" respektiv „däi Projet ass eligibel" oder „ass net eligibel".

Datt net méi all Maschinnen eligibel sinn, ass och eng Evidenz. Ech mengen, d'Zil ass jo, fir u sech nach ëmmer méi eng nohalteg Landwirtschaft ze erreechen. An da kann et awer och net sinn, datt egal wéi eng Maschinnen, déi munchmol vläicht iwwerdimensionéiert sinn, och direkt kënne mat ënnerstëtzt ginn.

Et ass awer e weesentlecht Element, dat eis als Demokratesch Partei besonnesch gutt an deem Gesetz hei gefält, d'Ënnerstëtzung eeben och vun deene klenge Betriber; klenge Betriber, déi vläicht d'Méiglechkeet hunn, nach méi de lokale Maart direkt ze bedéngen. An dowéinst ass et och gutt, datt hei déi néideg Subventioune virgesi sinn, well et gëtt jo och eng Rei Leit, déi d'Landwirtschaft souguer als accessoire Aktivitéit maachen, a grad déi sollen och mat ënnerstëtzt ginn, well och si awer am Endeffekt e gewëssenen Undeel un enger gesonder Landwirtschaft ouni Zweifel hei zu Lëtzebuerg hunn, och wann ee sech natierlech net däerf onbedéngt elo grouss Wonner hei erwaarden.

Dann awer och nach e Wuert zu den CSV-Amendementer, déi elo nach eng Kéier hei virgeluecht goufen zur Ofstëmmung. Ech wëll déi elo net weider kommentéieren. Ech mengen, mir hunn dat jo schonn zimmlech des Laangen an des Breede an der Kommissioun gemaach.

Ech wëll vläicht just nach op eppes awer zréckkommen, dat ass, datt gefrot ginn ass, fir déi Kommissioun, déi ekonomesch an déi technesch Kommissioun, erëm anzesetzen. Déi ass jo mam leschte Gesetz ofgeschaaft ginn. Dat ass eng Diskussioun, déi een ouni Zweifel ka féieren. Mir sinn allerdéngs der Meenung: Den Haaptakzent vun deem leschten Agrargesetz war jo u sech d'Schafe vun deene Selektiounskrittären, well mer eeben och méi kloer Krittäre wollten hunn, fir datt deen, deen investéiert, och weess, a wéi eng Richtung e soll goen, soudatt een also trotzdeem awer nach wie vor der Meenung ass, datt déi Kommissioun do vläicht net méi déi Daseinsberechtegung huet. An duerfir ware mer dee Moment och net mat deem Amendement vun der CSV d'accord.

Ech soen dat ganz éierlech: Et ass ëmmer meritoire, ob dat elo vun der Majoritéit kënnt oder vun der Oppositioun, wa sech Gedanke gemaach gëtt, Iddie gemaach gëtt: Wéi kënne mer eppes verbesseren? Datt d'CSV hei 14 Virschléi ënnerbreet huet, dat ass ouni Zweifel ënnerstëtzenswäert. Ech mengen, et soll een och net esou vun Ärer Säit aus esou déi pauschal Ofleenung fir sämtlech Amendementer …, obwuel natierlech eenzelner awer net konnten zur Diskussioun stoen, mee et ass jo awer e puermol elo an der Kommissioun widderholl ginn, datt jo awer, an ech ginn dervun aus, datt do schonn eng éischt Viraarbecht geleescht gouf, am Hannerkapp schonn d'Ausschaffe vun engem neien Agrargesetz ass, an do kéint jo emol déi eng oder déi aner Iwwerleeung ouni Zweifel matafléissen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et koumen natierlech, wéi dat jo och ze erwaarde war, och eng Rei Kriticke vis-à-vis vun dësem neie Gesetz, och aus dem betraffene Milieu. Mir bleiwen zwar nach wie vor der Meenung, datt et zu dësem Zäitpunkt richteg war, e sougenannt Gesetz vun der Upassung ze presentéieren. Déi nei GAP ass nach net definitiv an dréchenen Dicher. Ech mengen, et gëtt nach eng Iwwergangsphas vun zwee Joer - wie weess, wat do nach alles passéiert -, a mir mussen eis natierlech un där neier GAP orientéieren.

Mir sollen eis och eng gewëssen Zäit loossen, fir en neit Agrargesetz auszeschaffen, en connaissance de cause vun allen Entwécklungen. An da mengen ech, datt mer vill méi en ëmfaassend Gesetz hei kënne virleeën, wéi wa mer elo ënner Drock - a mir waren ënner Drock a mir wieren nach méi ënner Drock komm - hei schonn en ugepasst Gesetz virgeluecht hätten, soudatt mir also, wéi gesot, als Demokratesch Partei dee Wee do awer ouni Zweifel richteg fannen.

Et ass ee sech natierlech bewosst, datt eng Rei Leit mengen, d'Tauxe missten nach eropgesat ginn, besonnesch och wat den Ëmweltschutz ubelaangt. Jo, sécher! An dat muss ee ganz éierlech hei soen: Ëmweltschutz kascht nun eeben eppes! Een, deen och de Contraire do behaapt, dee seet och net d'Wourecht. An duerfir ass et evident, datt natierlech och d'Landwirtschaft, zu Recht, zousätzlech Subventioune freet, well grad d'Landwirtschaft och gefuerdert ass, fir eng ganz Rei Moossnamen ze huelen.

Op där anerer Säit muss natierlech och gekuckt ginn: Wou kënne mer déi Recetten hierkréien, fir eeben awer och all déi Moossnamen ze finanzéieren? Et ass ëmmer ganz einfach, alles a Fro ze stellen an och ëmmer nëmmen ze fuerderen an ze fuerderen an ze fuerderen. Mee grad an dëser Zäit muss ee sech awer virun allem emol Gedanke maachen: Majo, wou huele mer all déi Kreditter hei hier?

Ech wëll mech elo net hei an den Terrain vun der Finanzpolitik vun der Regierung beweegen, mee jiddweree weess jo awer, wéi dramatesch d'Situatioun sech an deene leschten zwielef Méint entwéckelt huet. An dowéinst fannen ech et och richteg, datt vun der Regierung aus eng Rei Saachen decidéiert gi sinn, wou mer nei Recettë kënne schafen - ech denken ënner anerem un d'CO_2-Tax. Dat Wuert „Bepreisung" wäert ech ni méi an de Mond huelen, well ech dat einfach fuerchtbar fannen. Mee soit!

Awer et ass also wichteg, datt och nei Recettë geschafe ginn. An dowéinst fannen ech et awer och bedenklech, wann et Leit ginn, och heibannen, déi da vu vireran dat alles kritiséieren an och ofleenen. Da solle se awer heihinnerkommen an emol soen, wou dann zousätzlech Recettë solle geschafe ginn eebe fir all déi Moossnamen, déi um Niveau vum Ëmweltschutz gemaach musse ginn - an déi musse gemaach ginn! Spéitstens, wéi gesot, wann déi heite Kris eriwwer ass, an ech hoffen, datt et esou séier wéi méiglech geet, wäerte mer eis erëm vill méi verstäerkt mat där eigentlecher grousser Kris och beschäftegen, déi nun eeben heescht: Klimawandel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun iwwer en neit Agrargesetz oder en ugepasst Agrargesetz géif d'Méiglechkeet ginn, sech zwar natierlech och e bësse méi fundamental Gedanken ze maachen iwwert d'Zukunft vun der Landwirtschaft. Dat wäert ech selbstverständlech elo hei net maachen, obwuel dat ëmmer erëm eng ganz interessant Diskussioun ass, mee eppes vläicht, oder ee Wuert, gesot: Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt mer eng nohalteg Landwirtschaft an Zukunft brauchen, datt mer eng Landwirtschaft brauchen, déi den Ëmwelt- an den Naturschutzkrittäre Rechnung dréit.

Mee op där anerer Säit brauche mer awer och eng Landwirtschaft, déi mat deem Buedem, deen zur Verfügung steet, ganz gutt ka schaffen. An ech kommen do zum Beispill op déi regenerativ Landwirtschaft ze schwätzen, wou, wéi gesot, d'Närstoffer am Buedem duerch eng „belebend Düngung" an d'Gläichgewiicht bruecht solle ginn.

An à propos Buedem awer nach ganz kuerz déi Remark: Hei zu Lëtzebuerg gi jo awer nach plus ou moins bal all Dag zwee Hektar Land verbaut, versigelt. An do si mat Sécherheet och ganz vill Aren derbäi, déi der Landwirtschaft zur Verfügung gestallt kéinte ginn, wat natierlech och e grousse Problem awer mat sech bréngt.

Jiddefalls, fir eis ass dat hei Gesetz e wichtegt Gesetz, dat u sech d'Weiche fir eng Iwwergangsphas setzt. A mir mengen och, datt et de Krittäre vun enger moderner, nohalteger Landwirtschaft zu dësem Zäitpunkt Rechnung dréit, wat selbstverständlech net ausschléisst, datt sech elo scho méi grondleeënd Gedanke gemaach gëtt: Wéi kënne mer e verbessert Agrargesetz elo scho lues a lues ausschaffen, fir datt eis Landwirtschaft och eng geséchert Zukunft huet?

An an deem Sënn ginn ech selbstverständlech och den Accord vun der DP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll natierlech profitéieren, fir kuerz iwwert d'Gesetz ze schwätzen, dat mer haut stëmmen, awer och emol d'Fro ze stellen, wou mer als Landwirtschaft haut stinn a wat déi nei GAP ons gëtt, an och op d'Wichtegkeet vun den nächsten zwee Joer hiweisen, wou mer iwwer eng national Strategie fir d'Landwirtschaft schwätzen an eis eeben opstelle fir en neit Agrargesetz, dat mer am Fong geholl ganz frësch maachen a wat an onsen Ae wierklech e Paradigmewiessel muss alauden, wéi en och am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

Ech soen der Rapportrice villmools Merci fir hire Rapport, fir d'Presentatioun vum Gesetz. Dësen Text ass wichteg an en ass néideg, well mer einfach eng Iwwergangsphas tëscht der aler an der neier GAP mussen iwwerbrécken. Mir verlängeren hei d'Hëllefe fir d'Baueren, bis déi nei GAP do ass, wat viraussiichtlech bis Ufank 2023 soll sinn, also fir zwee Joer. Mir maachen eng ganz Partie kleng Upassungen. Aidë gi gehéicht, déi der Ëmwelt, dem Waasser an dem Klima zeguttkommen an also och de Secteur besser fir d'Zukunft opstellen.

Et geet hei ëm Hëllefe fir technesch Investissementer, verschiddener goufe bis elo scho genannt. Ech wëll vläicht eng ervirhiewen: déi mechanesch Onkrautbekämpfung, well déi eebe grad elo, wou mer de Glyphosat verbueden hunn, ganz wichteg ass.

Mir féieren awer och méi héich Investitiounshëllefe grad fir kleng Betriber an d'solidaresch Landwirtschaft an, wat mer wierklech hei begréissen. Mir hunn an där heiter Pandemie grad gesinn, wéi wichteg et ass, fir lokal Produiten ze ënnerstëtzen. Déi ginn ëmmer méi gefrot. An dofir musse mer eebe kleng Betriber ënnerstëtzen, déi zum Beispill den Direktverkaf maachen. Dat ass wichteg.

An dëser Kris huet et sech eeben erausgestallt, dass grad déi méi kleng Betriber, déi dacks méi nohalteg schaffen, och besser duerch d'Kris kommen. Dat ass souzesoen zum Deel en Zukunftsmodell. A grad déi solidaresch Landwirtschaft leet eeben och den Accent op d'Saisonalitéit a fërdert eng villfälteg Landwirtschaft, déi net just op Fleesch a Mëllech setzt, mee och eeben op Uebst a Geméis. Dat ass gutt fir de Konsument, dee matagebonnen ass

an net just einfach de Produit aus dem Regal zitt. Et ass och gutt fir d'Natur, awer eeben och fir den Erzeuger, deen esou méi fair Präisser ka kréien an och Planungssécherheet huet.

Ufank Dezember hate mer dëse Punkt och schonn an der Landwirtschaftskommissioun opgegraff, wou et eeben ëm méi Hëllefe gaangen ass fir kleng Betriber an och d'Solawien. An dofir sinn ech och ganz frou, dass de Landwirtschaftsminister dat och esou gesinn huet an do och mat op de Wee gaangen ass, fir dat nach eng Kéier am Kader vun engem Amendement vun der CSV opzegräifen an dat nach eng Kéier no uewen ze revidéieren a positiv ze verbesseren.

De Koalitiounsaccord ënnersträicht eebe grad, dass déi lokal an diversifizéiert Landwirtschaft wichteg ass. Dat huet eeben, wéi ech scho gesot hunn, och d'Pandemie gewisen. Dofir ass dës Hëllef grad fir déi kleng Betriber wichteg.

Kuerz e Wuert zu den Amendementer vun der CSV. Dat heiten ass, wéi gesot, kee komplett neit Agrargesetz, mee just eng Verlängerung, wou eenzel Upassunge gemaach ginn am Kader vun dem besteeënde Gesetz. An et gouf eis och an der Kommissioun bestätegt, dass net alleguerten d'Amendementer vun der CSV mam aktuelle legale Kader, och mat den europäeschen Texter kompatibel wären.

Mee, ech mengen, mir befannen eis grad an enger Situatioun, wou mer eis méi grondleeënd Gedanken iwwer eis Ziler an eis Strategie maachen, dat am Kader vun der nationaler Strategie, a wou mer och kucken, wéi mer dann eis Strategie erfëllen. Dat wäerte mer an dem nächsten Agrargesetz maachen. A mir sinn och der Iwwerzeegung, dass mer do schonn zum Deel méi grondleeënd reforméiere mussen, verschidde Subsiden och iwwerdenken, wou d'Zilféierung net garantéiert ass, wou mer net zu deem Zil kommen, dat mer brauchen. Mee elo ass awer net de Moment do derfir, wëssend och, zum Beispill, dass mer bei enger Rei Aidë schonn uewen um Plaffong ukomm sinn an dass et dofir net einfach eppes bréngt, fir nach eppes dropzeleeën. Dat mierke mer grad zum Beispill bei de Bioprimmen, déi zum Deel awer nach net attraktiv genuch sinn, well aner Primmen eeben awer héich sinn.

Kuerz e Wuert och zum Amendement 5, wou et ëm d'Hëllef fir d'Schwäi geet. Dat hu mer jo och ofgeleent, einfach, well hei d'Zil drop läit, dass de Circuit fermé eeben ënnerstëtzt gëtt. Ech mengen, wann een dat och opgemaach hätt, hätt een och grad an eng falsch Richtung eppes ënnerstëtzt: d'Richtung vun eebe méi Véi, wou mer nach méi Gülle gehat hätten, méi aus dem Kreeslaf nach erauskritt hätten. Mir hätten och net onbedéngt déi Méiaarbecht fir de Circuit fermé ënnerstëtzt a mir hätten zousätzlech och eng verstoppte Subventioun ginn, wat den Transport vun zousätzleche Schwäin ugeet. Also menge mir: en Amendement, dat net onbedéngt an déi richteg Richtung gaange wär.

Den Avis vun der Chambre d'Agriculture seet am Fong och, dass mat deem heite Projet net déi néideg Moyene fir d'Defien, déi mer hunn, zur Verfügung gestallt ginn. An e seet eeben och, dass de Secteur nach méi Besoinen huet, deene muss Rechnung gedroe ginn. E seet och, dass et eeben eng ganz Rei Objektiver gëtt a Saachen Naturschutz, Waasserschutz, Klima an esou weider, deene Rechnung gedroe muss ginn.

Ech wëll do derzou och nach eng Kéier bestätegen, dass de Secteur eeben déi grouss Erausfuerderungen, mengen ech, erkannt huet. Mee an deem heite Gesetz ass awer elo vläicht wierklech net dee richtege Moment, fir dat komplett alles ze iwwerdenken. Elo maache mer Upassungen. Mee mir sollen eis awer déi Zäit huelen, fir an deenen nächste Joren dat alles ze iwwerschaffen, fir duerno wierklech mat engem zäitgeméissen Agrargesetz zréckzekommen, dat wierklech den Erausfuerderungen, déi mer hunn, Rechnung dréit.

Wou sti mer elo an der Landwirtschaft? A wat sinn déi Haapterausfuerderungen, Här President, Dir Dammen an Häre? Grad d'Landwirtschaft, mengen ech, spiert wéi keen aneren de Klimawandel staark a gläichzäiteg steet se ënner engem groussen Drock an ass eeben och gefuerdert, Upassungen hei ze maachen an och nei Weeër ze goen. Nëmmen esou kann d'Landwirtschaft sech och längerfristeg zukunftsfäeg a resilient opstellen. An d'Coronakris huet, mengen ech, och grad gewisen, dass och d'Konsumente prett sinn, fir méi a Richtung regional Liewensmëttelproduktioun ze goen, fir déi ze ënnerstëtzen. D'Demande no Bioproduiten a lokale Produiten allgemeng geet an d'Luucht. A fir dës Demande ze decken, muss awer ëmmer nach zu Lëtzebuerg de Gros, déi ganz grouss Majoritéit, importéiert gi beim Geméis an Uebst, woubäi mer awer beim Fleesch an an der Mëllechproduktioun immens op den Export ugewise sinn.

Dat alles, déi Situatioun, ass zum Deel einfach och op eng joerzéngtelaang falsch Agrarpolitik zréckzeféieren, déi zu engem wierklechen Desequiliber gefouert huet, deen en plus de Secteur selwer staark ënner Drock setzt an och d'Ëmwelt. A wa mer eeben zukunftsfäeg wëlle ginn, da musse mer dat doten an deenen nächste Jore redresséieren. An dës Majoritéit ass sech däers och bewosst an huet eeben an dem Regierungsaccord och festgehalen, dass mer d'Entwécklung vun enger lokaler a buedemgebonnener Landwirtschaft wëllen ëmsetzen, déi also am Aklang ass mat den natierleche Ressourcen, déi hir zur Verfügung stinn.

Wat ännert sech dann elo am Kader vun der neier a vun der nächster gemeinsamer Agrarpolitik a wat bedeit dat als Chance fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft? Wann een elo liest, wéi op europäeschem Niveau d'Iwwerschréft dervun ass, da liest een do „ambition environnementale" a „simplification".

Bon, mir Gréng kënnen an deem Pabeier, wéi en do läit, eigentlech kee fundamentale Paradigmewiessel, kee reelle fundamentale Paradigmewiessel erausliesen. Mir ginn net fundamental fort vun dem Prinzip vun de Flächeprimmen a Richtung vu Leeschtungsprimmen, mee mir sollten awer där Saach, och wat d'Ëmsetzung zu Lëtzebuerg ugeet, positiv entgéintkucken an déi Méiglechkeeten, déi mer hei kréien, mat deenen neien Texter voll notzen. Ech schwätzen iwwert d'Instrumenter vun enger grénger Architektur an der éischter Sail, déi eis Chancë gëtt, fir eng reell Strategie ze entwéckelen an d'Landwirtschaft och zu Lëtzebuerg nach besser fir d'Zukunft opzestellen.

Déi nei GAP soll 2023, wéi gesot, a Kraaft trieden. An elo scho si mer zu Lëtzebuerg gefuerdert, déi national Strategie ze definéieren an ons Aiden a Mesuren dann doropshin erauszedeklinéieren.

Am Moment sinn am éischte Pilier 40 % fir Eco-Schemes, also fir ekologesch Reegelen, virgesinn. Dat ass an onsen Aen e minimalen Effort. Hei muss ee wierklech oppassen, dass duerno och wierklech ökologesch Mesuren drastinn, fir dass se e reellen Effekt hunn an dass kee Greenwashing gemaach gëtt.

An am Kader vun den Aiden an dem nächsten Agrargesetz an dem PDR muss gekuckt ginn, dass déi Aiden net am Contraire stinn zu onsen Ëmweltobjektiver. An och hei brauche mer en Nohaltegkeetscheck.

Déi Strategie, déi mer opstellen, muss natierlech och an der Kohärenz stoe par rapport zu anere Strategien, déi mer hunn: der Rifkin-Strategie, dem PNEC, dem Nohaltegkeetsplang, dem Bioaktiounsplang, awer och deene groussen europäesche Strategien, déi wierklech an déi richteg Richtung ginn: der Farm-to-Fork-Strategy, dem Green New Deal a sou weider.

Am Kader vun der nationaler Ëmsetzung vun der neier europäescher Agrarpolitik heescht ons Strategie, fir der Landwirtschaft eng nohalteg Zukunftsperspektiv ze ginn a se esou längerfristeg op zolidd Been ze stellen.

Hei am Land steet der Agrikultur ronn d'Hallschent vun dem Terrain zur Verfügung. A si huet also nieft der Liewensmëttelproduktioun och e grousst Potenzial an eng Verantwortung a Saachen Erhalung vun der Ëmwelt an eisen natierleche Ressourcen. Déi Prinzippie musse mer also an de landwirtschaftleche Praktiken integréieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Europäesch Kommissioun huet ons eng ganz Rei Recommandatioune matgi fir d'Elaboratioun vun den nationale Strategiepläng. An ech weess net, ob jiddwereen hei am Haus schonn Zäit hat, fir sech dat genau unzekucken, ech kann et just wierklech recommandéieren, well ech fannen, dass dat Dokument vun der Kommissioun eis eng ganz Rei kloer Pisten opweist a virun allem och kloer Erausfuerderunge weist, mat deene mer eis mussen auserneesetzen, wa mer déi national Strategie elaboréieren an also och dat nächst Agrargesetz.

Eng Feststellung, déi do gesot gëtt, ass, dass mer zu Lëtzebuerg d'Zuel vun de Betriber hunn, déi ëmmer weider erofgeet, a gläichzäiteg d'Gréisst vun de Betriber eropgeet. An eppes, wat mir net esou bewosst war: Si soen, dass d'Duerchschnëttsfläch vun engem Betrib zu Lëtzebuerg am europäesche Verglach mat déi héchst ass. Also mir leien do bei 70,3 Hektar am Duerchschnëtt. Fir mech ass dat eigentlech eng nei Donnée, well mer éischter dervu schwätzen, dass mer an engem defavoriséierten Terrain leien, wou mer éischter kleng Betriber hunn. Abee, et ass net grad esou am europäesche Verglach.

2019 da louch de Secteur vum Véi, also d'déieresch Produktioun zu Lëtzebuerg, bei 76,3 % vun der landwirtschaftlecher Produktioun an domadder leie mer méi wéi duebel esou héich wéi den europäeschen Duerchschnëtt, dee bei 40 % läit. An eebe grad deen héije Bestand, sou seet d'Kommissioun eis, mécht déi Transitioun zu engem méi nohaltege Produktiounsmodus speziell schwéier fir Lëtzebuerg. An also och do kann ech nëmmen appelléieren, dass mer wierklech dat maachen, wat mer am Koalitiounsaccord gesot hunn, nämlech eng buedemgebonne Landwirtschaft.

Gemooss pro Hektar Agrarfläch huet Lëtzebuerg och zweemol sou vill Emissioune vu Methan a Stéckstoffmonoxid wéi am europäeschen Duerchschnëtt an déi grouss Véiproduktioun ass responsabel fir de Gros vun eisen Emissiounen, wat den Ammoniak ugeet. Dëst huet natierlech och en Impakt op d'Loftqualitéit, d'Waasser, d'Biodiversitéit an d'Ökosystemer am Allgemengen.

Och a Saache Waasserqualitéit hu mer nach vill ze schaffen. Stéckstoff a Phosphor, och do sinn d'Levelen iwwert dem europäeschen Duerchschnëtt.

A fir alleguerten déi dote Saachen an de Grëff ze kréien, mengen ech, ass et wichteg, dass mer de Problem do upaken, wou en eigentlech läit, u sengem Fundament, an dat ass, dass mer bei dem Véibestand, also beim Hale vun den Déieren, kucken, eis Zuelen erofzedrécken. An an de Recommandatioune vun der Kommissioun steet och kloer dran: "Luxembourg's agriculture cannot escape the need to fundamentally adapt to climate change." A reng technesch, mechanesch Adaptatioune ginn hei net duer.

Dofir musse mer eis national Strategie och wierklech notzen, fir onser Landwirtschaft eng Zukunft ze ginn. Wa mer wëlle méi nohalteg ginn, da féiert an onsen Ae kee Wee derlaanscht, fir onse Véibestand ze reduzéieren an op en Niveau ze kréien, deen onse Grénglandstanduert och packt. Fir also klimaneutral ze ginn, wat eis Trajectoire ass, musse mer un der Intensivéierung vun der Landwirtschaft schaffen, déi reduzéieren, mat engem spezielle Fokus op der Reduktioun vun dem Véibestand, a genausou recommandéiert d'Europäesch Kommissioun dat och.

Vläicht nach e puer weider interessant Elementer aus dem Pabeier vun der Kommissioun. Am aktuelle PDR sinn 89 % vun dem Agrarland ënner Kontrakt fir Biodiversitéits-, Waasser- a Buedemmanagementsprogrammer. Elo kann ee soen: „Dee Montant ass héich!" Et muss ee soen: „Déi Resultater, déi hannen erauskommen, sinn awer net forcement dat, wat mer wëllen" - wéi ech lech och grad geschildert hunn. An also muss een och d'Effikassitéit vu verschiddene Primmen, wéi zum Beispill der Landschaftsfleegeprimm, och a Fro stellen a sech Gedanke maachen, ob déi Konditiounen, déi drugekoppelt sinn, duerginn, well d'Resultater wéi gesot eigentlech och net déi sinn, déi mer brauchen.

E weidert Element: Jonk Leit hunn et zu Lëtzebuerg speziell schwéier, fir an der Landwirtschaft ze schaffen, wa se net aus der Famill kommen - déi sougenannte Quereinsteiger. Zu Lëtzebuerg ass den Accès méi schwéier wéi am Rescht vun der Europäescher Unioun. A mir leien och bei der Quot, wat d'Fraen ugeet, déi Chef d'entreprise si vun engem landwirtschaftleche Betrib, mat 17 % ënnert der Moyenne vun der Europäescher Unioun, wou mer bei 28 % leien.

Dann nach eng interessant Statistik, wou et drëms geet, wivill mer an eisem Développement rural ausgi fir speziell Startup-Aiden. Do leie mer och ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt. Mir leien do bei 2 % an der Period bis 2021, woubäi op europäeschem Niveau dee Prozentsaz duebel esou héich ass, bei 3,8 %. Mee, an deem heiten Agrargesetz, dat mer haut stëmmen, maache mer jo och grad Upassungen, wat deen dote Beräich ugeet.

Nach e Volet zum Schluss am Beräich vun dem Déiereschutz: Och hei, seet d'Kommissioun däitlech, gëtt et Verbesserungspotenzial fir Lëtzebuerg.

D'Kommissioun gëtt eis also eng kritesch Nott, wat d'Agrarpolitik ugeet, an zwar d'Agrarpolitik vun de leschte Joerzéngten. Ech mengen, ech wëll kloer soen: Dat doten ass net eppes, wat sech innerhalb vun zwee, dräi Joer entwéckelt huet, mee et ass eng Politik, déi sech wierklech zënter der Nokrichszäit esou entwéckelt huet. A bon, meng Partei huet dat eigentlech scho länger ëmmer kritiséiert, mee et ass awer elo de Moment do, wou mer hei wierklech e Revirement kënnen an och musse maachen. Et ass eppes, wat d'Kommissioun confirméiert, et ass eppes, wat vill Wëssenschaftler confirméieren, et ass eppes, wat d'ONGe confirméieren, et ass och eppes, wat vill Bauereverbänn kritiséieren an och fuerderen.

An dofir recommandéieren ech, wéi gesot: Kuckt lech dee Rapport vun der Kommissioun wierklech un, well e weist, mengen ech, a ville Beräicher op d'Punkten hin, deene mer eis op déi Diskussioun hi musse stellen! Wann nämlech d'Zukunft vun der Landwirtschaft, de Schutz vun onser Ëmwelt an d'Natur, d'Klima ons wichteg sinn, da musse mer déi Facteuren hei an d'Evaluatioun vun onser Agrarpolitik mat eranhuelen an dat och an eis national Strategie integréieren an duerno Mesuren ausschaffen, déi deem och wierklech konsequent entspriechen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. Ech wollt de Minister vläicht froen, ob en eis kuerz och e Feedback ka gi vum Timing vun den nächste Joren, wat engersäits d'Ausschaffe vun dem nationale Strategiepabeier ugeet, an och, wat den Timing beim Agrargesetz ass.

An ech kommen dann zu menger Konklusioun. Ech ginn am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Iwwergangsgesetz, duerch dat och jo och partiell Verbesserunge gemaach ginn, mee et gëtt eng ganz Rei strukturell Schiflagen an eiser Agrarpolitik an déi musse mer ugoen. Wéi gesot, d'Kommissioun huet et gesot, op enger anerer Plaz huet d'OCDE dat och scho gesot, ech hunn dat a mengem Budgetsrapport thematiséiert, d'Wëssenschaft seet et, och anerer soen et.

An dat musse mer ugoen an hei vun der Ëmsetzung vun der gemeinsamer Agrarpolitiksreform profitéieren, fir déi immens héich Subventiounen esou ze reorientéieren, dass se a Richtung vun Innovatioun ginn, dass mer e positive gesellschaftlechen Impakt an Ëmweltimpakt hunn an de Secteur esou besser opstellen, sou wéi mer dat och an eisem Regierungsaccord virgesinn hunn ze maachen.

D'Biolandwirtschaft, bei där mer mer eis jo héich Ziler gesat hunn, ass hei mat Sécherheet einfach e Garant a sécher en zentrale Pilier, wann et drëms geet, wéi mer eis Landwirtschaftspolitik wëlle weiderentwéckelen. A si muss och hei déi attraktiivsten Offer fir de Secteur sinn, déi mer him bidden. An och et ass jo am Koalitiounsaccord virgesinn, dass dat wierklech déi attraktiivste Primm muss sinn.

Mee onofhängeg dovu musse mer fir dee ganze Secteur kucken, mat dem nationale Strategieplang an dem nächsten Agrargesetz d'Weichen eeben a Richtung Zukunft ze stellen an de Secteur esou nohalteg besser opzestellen.

An an deem Sënn soen ech Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut of iwwer e Gesetz, dat zu enger fir d'Landwirtschaft ganz schwéierer Zäit kënnt. D'Hëllefe fir de landwirtschaftleche Secteur sinn duerfir vun de concernéierte Leit um Terrain ganz genee ënnert d'Lupp geholl ginn. Ech wëll op deen een oder deen anere Punkt vun dësem Gesetz agoen, awer och e puer méi grondsätzlech Bemierkunge formuléieren.

D'Zuel vun eise Betriber: Wann ee ronn 100 Joer zréckkuckt, da louch déi deemools nach bei ronn 40.000 Betriber am Land. Am Joer 2019 hate mer nach 1.872 Betriber, Tendenz falend.

Keng aner Politik ass an deene leschte 50 Joer méi vun den europäeschen Institutioune bestëmmt gi wéi d'Agrarpolitik. A grad och an dëser Situatioun stelle sech fir vill Leit aus dësem Secteur d'Fro, ob si iwwerhaapt nach virufuere sollen. Vill Betriber fille sech ënner Drock gesat, fir ëmmer méi séier ze wuessen a sech doduerch awer och massiv ze verschélden. An do derbäi sinn d'Zukunftsperspektiven ongewëss.

Och mir als Politik mussen als Éischt emol déi grondsätzlech Fro stellen, wat fir eng Betriber mir an Zukunft nach wëllen hunn.

Ech denken, datt mir eis heibannen eens sinn, datt mer d'Familljebetriber erhalen an ënnerstëtze wëllen. Wéi mer am Joer 2016 déi leschte Kéier iwwert d'Agrargesetz ofgestëmmt hunn, waren nach 93 % vun eise Betriber Familljebetriber. Duerfir wëlle mer op déi Schinn goen, fir déi Betriber ze ënnerstëtzen, wou de Bauer, de Wënzer, de Gäertner a sou weider dervu liewe kënnen. Ënner „liewe" versti mir Liewensqualitéit fir de Bauer a seng Famill an net de Sklav vum Betrib ze ginn an Unerkennung fir seng Aarbecht an och fair Präisser.

De Bauer ass an engem Däiwelskrees: De Verfall vum Präis zwéngt de Bauer derzou, ëmmer méi ze produzéieren, well nëmmen d'Mass de Garant ass fir de Bauer, datt hie finanziell iwwert d'Ronne kënnt. An do derbäi komme jo nach déi séllege Virschréften, déi dësem Secteur d'Liewe ganz schwéier maachen.

Wa mer dat erreeche wëllen, dann ass et onverzichtbar, d'Bevëlkerung, déi jo vun de Friichte vun der Landwirtschaft lieft, mat an d'Boot ze huelen. Wann d'Leit gären an den Discounter ginn, wou Reklamm gemaach gëtt, datt ee kiloweis Fleesch zu absolutten Dumpingspräisser kritt, da muss de Konsument och wëssen, datt hie selwer d'Aart a Weis, wéi d'Landwirtschaft fonctionéiert, negativ beaflosst an d'Massendéierenhaltung ënnerstëtzt. De Konsument muss och wëssen, wann hie Bëllegfleesch akeeft, datt dat dacks aus Länner kënnt, an deenen d'Oplage manner streng si wéi zu Lëtzebuerg oder an der EU.

Richteg ass an deem Kontext, datt mer och d'Biolandwirtschaft ënnerstëtze sollen, mee dëst däerf net op d'Käschte goe vun der konventioneller Landwirtschaft. Bio kënne sech ganz vill Leit einfach net leeschten. Mir mussen duerfir d'Leit als Éischt emol dohinner kréien, datt si bereet sinn, e faire Präis ze bezuele fir dat Konventionellt.

Loosse mer net vergiessen, datt och déi sëlleg landwirtschaftlech Betriber, déi konventionell Land-

wirtschaft bedreiwen, elo ganz streng kontrolléiert ginn! D'Wuel vun den Déiere respektéiere se an eng gesond a qualitativ héichwäerteg Wuer bidde se och un. Mir dierfen also net déi konventionell Landwirtschaft géint d'Biolandwirtschaft ausspillen, well béid Formen hunn hir Berechtegung.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- An hei kommen ech dann op méi e grondsätzleche Problem ze schwätzen: den Image vun eise Baueren, den Image virun allem vun eise Baueren, also aus deem Beruffsstand, deen esou enk mat der Natur verbonnen ass. Keen anere Beruffsstand mécht esou vill fir d'Kultivéieren an d'Fleege vun eiser Natur. Iwwer Joren a Joerhonnerte waren et d'Bauere praktesch aleng, déi eis Natur, eis Ëmwelt an eis Landschaft geprääegt, déi dra geschafft hunn. Och de Bezuch zu den Déieren an d'Wuel vun den Déiere läit de Bauere staark um Häerz. Déi traureg Realitéit ass awer leider, datt an de leschte Jore kengem anere Beruffsstand esou vill Mëssträuen entgéintbruecht ginn ass wéi eise Baueren. Et ginn zum Deel reegelrecht Feindbiller opgebaut géint d'Baueren.

Déi gréissten Naturschützer sinn an der Landwirtschaft. An dach mengt d'Politik, de Bauer ëmmer méi mussen ze kontrolléieren an ze bevormunden. An där schwéierer Situatioun, an där eis Baueren elo sinn, gëtt duerch ideologesch an dacks sënnlos Mesurë vun de Gréngen fir si d'Liewe méi deier a méi reglementéiert. De Bauer gëtt dacks als Ëmweltsënner higestallt. Mir brauchen nees Akzeptanz a Versteesdemech fir eis Baueren.

Alleguerten déi, déi an der Gemengepolitik aktiv sinn, wëssen, wat an eisen Dierfer lass ass. Et kommen op eemol Leit, déi reege sech op, datt de Bauer do ass, datt Mëscht oder Gülle gefouert gëtt, datt Mais eragefouert gëtt an datt et knaschteg ass. Dat ass dann all Kéier e Skandal. Mee deene Leit musse mer ganz kloer soen: Dat gehéiert och zu eisem Duerf, zu eiser Gesellschaft a jiddereen huet en Interêt drun, fir sech dorun ze gewinnen an d'Baueren hir Aarbecht maachen ze loossen.

Et gehéiert net nëmme vill Aarbecht zum Beruff vum Bauer, mee och virun allem vill Idealismus: en Job ronderëm d'Auer, de Bauer kennt keng Vakanz a keng Feierdeeg. An ech géif mer wënschen, datt d'Bevëlkerung deem endlech deen néidege Respekt entgéintbréngt an de Bauer net als een duerstellt, deen der Natur an der Ëmwelt schuede wëllt. Mir brauchen eis Baueren. Ouni Bauere keen Iessen!

Erlaabt mer, zréckzekommen op de Gesetzesprojet vun haut. Et si sécherlech am Hibléck op d'Hëllefe fir d'Baueren eng ganz Rei gutt Punkten an dësem Gesetz, déi mir ausdrécklech ënnerstëtzen. Trotzdeem iwwerzeegt eis dëse Gesetzestext net, dat aus deem ganz einfache Grond, well och d'Leit, déi am landwirtschaftleche Beräich schaffen, net iwwerzeegt si vun dësem Gesetz.

Ech hat gesot, datt d'Baueren an enger ganz schwiereger Situatioun sinn, wat d'Finanzen ubelaangt. An ënlech wéi d'Landwirtschaftskummer gesi mir et och esou, datt d'Hëllefen, déi an dësem Gesetz festgehale ginn, den Erausfuerderunge vun der Zukunft net gerecht ginn. Et ass éischter en Erëmgeplooschters wéi datt d'Problemer am Fong geholl richteg erkannt ginn.

Et ass sécherlech och kontraproduktiv, wann eis Regierungsparteien, a grad déi gréng, d'Gesetz iwwert de CETA matstëmmen. Dëst ass e Gesetz, dat d'Baueren am globaliséierte Kontext nach méi ënner Drock setze wäert. D'ADR ass net nëmme bei der Globaliséierung virsiichteg, mir wëllen do d'Interesse vun eise Bauere schützen. D'ADR ass och skeptesch bei der Sanktiounspolitik vun der Regierung. Dacks ass eis eege Landwirtschaft am häertste vun de Sanktioune betraff, déi mer géint aner Länner huelen.

Mir brauchen endlech eng vill méi engagéiert Politik fir eis Baueren. D'Landwirtschaftskummer schreift dann och an hirem Avis: « Des modifications ponctuelles du cadre légal actuel pour le faire simplement perdurer dans le temps ne répondent aucunement aux attentes du secteur agricole ». A weider: « La Chambre de l'Agriculture demande à ce que le Ministère de l'Agriculture ne se contente pas simplement de modifier ponctuellement le cadre réglementaire actuel, mais mettre tout en œuvre pour adapter la loi agraire aux besoins réels du secteur agricole. »

Ech denken, wann ee wierklech een éierlech gemengten Dialog mat den Acteuren um Terrain gefouert hätt, da wär en anere Gesetzestext erauskomm wéi dësen. D'Landwirtschaftskummer geet da méi detailléiert op déi vill Defien am Text an. Fir d'ADR ass dëse Gesetzestext net komplett. Wann een d'Wuel vum landwirtschaftleche Secteur als Prioritéit hélt, ass dësen Text eis net konsequent genuch.

Erlaabt mer dann och, am Numm vun der ADR eng punktuell Ännerung ze proposéieren. Scho viru ronn 20 Joer hat d'Landwirtschaftskummer beklot, datt een endlech eng fir landwirtschaftlech Betriber eege Gesellschaftsform op d'Bee misst stellen. Dëst géif et erlaben, vill administrativ Hürde méi einfach kënnen unzegoen. Déi meescht landwirtschaftlech Betriber ginn en nom propre geféiert oder sinn de Moment nach op déi üblech Gesellschaftsforme wéi SARL, SA, Société civile an esou weider limitéiert. Et missten elo seriö Reflexioune gemaach ginn iwwer speziell Gesellschaftsforme fir d'Landwirtschaft. De Kontext, zum Beispill ekonomesch, familiär an esou weider, ass net wierklech mat anere Secteuren ze vergläichen. Och de Staatsrot huet dëse Virschlag vun der Landwirtschaftskummer begréisst. Leider ass ni méi e Suivi gemaach ginn.

Eng op landwirtschaftlech Betriber zougeschnidde Gesellschaftsform, wéi d'Landwirtschaftskummer dat fuerdert, hätt sëllege Virdeeler. D'Reprise vun engem landwirtschaftleche Betrib duerch déi jonk Generatioun kéint esou administrativ vereinfacht ginn an och déi fräiwëlleg Fusioun vu landwirtschaftleche Betriber kéint esou vereinfacht ginn. D'Gestioun vun lerfschafts- a Besëtzuspréch duerch Familljemembere vum Bedreiwer vum landwirtschaftleche Betrib kéint och vereinfacht ginn.

Ech wëll dann an deem Kontext, fir deem Rechnung ze droen, eng Motioun deponéieren, déi deem Uleies vun der Landwirtschaftskummer Rechnung dréit. An ech géif déi dann iwwerreechen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest,

• datt déi meescht landwirtschaftlech Betriber „en nom propre" gefouert ginn oder de Moment nach op déi üblech Gesellschaftsformen (SARL, SA etc.) limitéiert sinn;

• datt seriö Reflexioune geféiert musse ginn iwwer speziell Gesellschaftsforme fir d'Landwirtschaft, well de Kontext (ekonomesch, familiär etc.) net wierklech mat anere Secteuren ze vergläichen ass;

• datt d'Landwirtschaftskummer an der Vergaangenheet scho méi wéi eng Kéier gefuerdert huet, datt fir landwirtschaftlech Betriber eng eegestänneg Gesellschaftsform geschafe soll ginn;

• datt dëse Virschlag vun der Landwirtschaftskummer d'Zoustëmmung vum Staatsrot fonnt huet;

• datt dësem Virschlag vun der Landwirtschaftskummer duerno net méi Rechnung gedroe ginn ass,

- ass sech bewosst,

• datt an den Ae vun der Landwirtschaftskummer esou eng eegestänneg Gesellschaftsform dem landwirtschaftleche Secteur zeguttkomme géif am Hibléck op

º déi kapitalintensiv Reprise vun engem landwirtschaftleche Betrib duerch déi jonk Generatioun, déi esou kéint administrativ vereinfacht ginn;

º d'Fusioun vu landwirtschaftleche Betriber;

º d'Gestioun vun lerfschafts- a Besëtzusprech duerch d'Familljemembere vum Bedreiwer vun engem landwirtschaftleche Betrib,

fuerdert d'Regierung op,

- dem Virschlag vun der Landwirtschaftskummer Rechnung ze droen an eng Kommissioun anzesetzen, déi d'Méiglechkeet an d'Opportunitéit vun esou enger eegestänneger Gesellschaftsform fir landwirtschaftlech Betriber préift.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis landwirtschaftlech Betriber si fir Lëtzebuerg onverzichtbar. D'Bauere sinn den Ernärer vun der Natioun. Mir hätten eis an deem Sënn e méi konsequenten Text gewënscht, e Gesetzestext, deen den Erausfuerderungen am Secteur wierklech an éierlech gerecht gëtt. Duerfir wäert d'ADR sech, wéi och schonn 2016, wéi mer iwwert dat lescht Agrargesetz ofgestëmmt hunn - wat mer haut hei stëmmen, ass jo am Fong geholl nëmmen eng Verlängerung vun deem Gesetz, eng Iwwergangsléisung -, dann hei enthalen.

Zum Schluss nach eng Suggestioun: Misst een net e Masterplang op d'Bee stellen, deen all déi néideg Mesuren definéiert, fir eis Baueren an der Produktioun vun héichwäertege Liewensmëttel ze ënnerstëtzen, fir datt Lëtzebuerg, wat d'Ernärung ugeet, méiglechst selbststänneg fonctionéiere kann? Déi aktuell Pandemie ass duerfir e gutt Beispill. An dëst gëtt nach zousätzlech ënnermauert vun eiser Aussenhandelsbilanz. Do importéiere mer all Joer fir ronn 1.700.000.000 Euro Liewensmëttel. Mir sinn dervun iwwerzeegt, datt eng Rei vu Produkter vun dësem Import och hei am Land kéinten hiergestallt ginn.

An zuallerlescht en häerzleche Merci der Madamm Tess Burton fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dat Gesetz hei ass u sech en Déjà-vu; et ass en Déjà-vu par rapport zu 2016, wéi déi ursprénglech Fassung vun dësem Gesetz hei gestëmmt ginn ass - an dorunner kënnt Dir Iech och gutt erënneren, Här President, an Ärer Funktioun als Minister deemools.

Mee et ass och en Déjà-vu géintiwwer dem Klimagesetz, dat virun der Vakanz duerch d'Chamber gaangen ass. Bei dëse Gesetzer, wéi och bei Reformen an anere Beräicher, zum Beispill och beim Logement, ass den Oflaf ëmmer e bëssen änlech: D'Regierung stellt sech dohinner a schwätzt vu groussen Defien, déi op eis waarden an déi een zesumme misst ugoen. Et gi grouss Riede gehalen a wäitgeeënd Mesuren ugedeit, mee alles bleift ëmmer e bëssen am Vagen.

D'Erwaardungshaltung ass natierlech héich. Vill Leit erwaarde sech dann tatsächlech vläicht och dee groussen ugekënnegte Paradigmewiessel. Da vergeet Zäit - oft ganz vill Zäit! - an dann taucht op eemol déi ugekënnegt Mesure oder dat entspriechend Gesetz op an da stellt ee fest: Et bleift en gros dat selwecht, wat souwisou schonn do war! Et gi just e puer kleng Ajustementer gemaach, mee déi grouss Ambitioun, déi als esou noutwendeg, jo, iwwerliewenswichteg gesi ginn ass, huet sech a Loft opgeléist. Duerno ännert sech dann den Discours vun der Regierung an et geet drëms, de Leit wäiszemaachen, dass dat, wat wierklech virgeluecht ass, dee grousse Worf ass, deen ugekënnegt gouf. Oder, wann dat eng Nues ze vill onkredibel ass, gëtt erkläert, firwat d'Ambitioun e bëssen zréckgefuer huet misse ginn.

D'Ambitioun an der Landwirtschaftspolitik soll dora bestoen, fir bis 2025, also a véier Joer, op en 20%ege Bioundeel ze kommen. Dofir bleiwen elo nach véier Joer Zäit. D'Agrargesetz, dat elo hei an der Zäit fortgeschriwwe gëtt, en attendant, dass d'PAC-Reform da bis duerch ass, muss e Kärstéck sinn, fir dëst Zil ze erreechen. Dat ass och e kuerzfristegt Zil, net nëmmen en Zil fir déi nächst 30 Joer. A wann d'Regierung et mat hirem Koalitiounsprogramm eescht mengt, da misst dat an dëser Gesetzesreform och erëm ze erkenne sinn, quitte dass deen heite Projet de loi och just transitoresch ass.

Dat ass awer an eisen Aen net de Fall. 2016 gouf dat aktuellt Gesetz an der Chamber gestëmmt. Wéi ech virdru gesot hunn: Mir hunn deemools als Eenzeg dergéint gestëmmt, well mir der Meenung waren, dass mat deem Gesetz d'Landwirtschaft net reorientéiert kéint ginn, mee, wann och an ofgeschwächter Form, déi Politik aus de Jore virdru fortgeschriwwe gëtt. Also grouss Investitiounen an technescht Material an an Infrastrukture ginn zolidd subventionéiert, wouduerch virun allem grouss Betriber profitéieren a wouduerch d'Tendenz vun ëmmer manner a méi grousse Betriber zouhëlt.

D'EU-Kommissioun hat beim deemolege Plan de développement rural, deen dem Gesetz zugronn läit, och scho selwer kritiséiert, dass een net kéint erkennen, a wéi eng Richtung et sollt goen. Et ass mat der Strenz ausgedeelt gi wéi an engem Gaart. Och hunn déi Grouss de gros vun deem ofgesuckelt, wat vun uewen erofgereent komm ass. Ekologesch Krittäre goufe just a ganz homeopatheschen Dosen agefouert - a wann, da ware se och nach esou verwässert, dass se näischt bewierkt hunn.

Wat ass dann elo de Bilan vun der Landwirtschaftspolitik vun dëser Regierung, wou mer am Joer 2013 ufänken ze rechnen? Virun e puer Wochen huet de Landwirtschaftsminister an enger Äntwert op eng Fro vum honorabelen Här François Benoy geschriwwen, et wieren 2019 4,55 % vun der Fläch biologesch bewirtschaft. Och 2020 bleiwe mer wuel knapp ënner 5 %. An der Moyenne sinn an de leschten zéng Joer 270 Hektar Fläch pro Joer an eng Bio-Rekonversioun gaangen. Säit 2015 ass déi Zuel verbessert op zirka 400 Hektar, mee si läit ëmmer nach e Villfacht hannert deem, wat verlaangt wier, fir 2025 op 20 % ze kommen. Fir op déi 20 % ze kommen, do feelen nach 20.000 Hektar. Mam aktuelle Rhythmus kéinte mer iergendwann tëschent 2060 an 2070 op 20 % Bio kommen.

D'Flächeprimmen an eng Rei aner Hëllefe fir d'Biolandwirtschaft goufe jo viru Kuerzem no uewen ugepasst. Dat ass sécherlech e richtege Schrëtt. Mee wann awer donieft bal alles subventionéiert gëtt, stellt sech d'Fro, ob dës Primmen hier Wierksamkeet och wierklech entfale kënnen.

Här President, wou féiert dee Wee dann hin? Mir stelle fest, dass d'Konzentratioun vun de Betriber weider eropgeet. Esou fält d'Gesamtzuel vun de Betriber weider erof, mee d'Entwécklung ass net eenheetlech, well eng Zort vu Betriber verzeechent klammend Zuelen an dat sinn déi grouss iwwer 100 Hektar. Also: Et ginn ëmmer manner Betriber, dofir ginn et awer ëmmer méi grousser.

Ob dat de Paradigmewiessel soll si fir eng ekologesch Landwirtschaft, déi jiddwerengem zeguttkënnt, de Baueren an de Konsumenten an der Ëmwelt, woen ech ze bezweifelen, well mir fuere ganz genau weider an déi selwecht Richtung, déi och zu Recht den Här Benoy virdrun denoncéiert huet, vun deene leschte Joerzéngten, vu Konzentratioun vu grousse Betriber an der Landwirtschaft, déi elo déi Problemer stellen, déi mer kennen.

Bei der Produktioun stelle mer fest, dass et ëmmer méi Mëllechkéi gëtt an och weiderhin ëmmer méi Mëllech produzéiert gëtt. De Rendement pro Kou klëmmt och, wat sécherlech ganz vill dorobber zréckzeféieren ass, dass mat ganz proteinhaltegem Fudder gefiddert gëtt, dat gréisstendeels warscheinlech net vun eise Wise ka kommen. Engersäits féiere mer also eng Landwirtschaft weider, déi op importéierte Ressourcë baséiert, an anerersäits hu mer iwwerlafend Zëttären op den Häff hei am Land.

D'Geméisproduktioun verzeechent zwar och eng Hausse, mee se beweegt sech op engem bal schonn negligeabelen déiwen Niveau: 156 Hektar fir 2019. Dat ass 0,1 % vun der gesamter Agrarfläch, déi genotzt gëtt.

D'Zuel vu Beschäftegten am Secteur ass och réckleefeg an dat wonnert warscheinlech keen. All Joer verschwannen ongeféier 100 Aarbechtsplazen an der Landwirtschaft, do, wou der am Prinzip misste bäikommen. Dat ass ganz kloer d'Niewewierkung vun der Konzentratioun vun de Betriber, déi ëmmer méi kapitalintensiv schaffen, a Maschinnen investéieren a mëttlerweil och a Prezisiounstechnologie an Automatiséierung; Ekipementer, déi Mënschen deelweis ersetzen.

D'Präisser vu landwirtschaftleche Fläche gi rasant erop. Tëschent 2010 an 2020 huet sech de Präis pro Hektar verduebelt, en gros. Dës Entwécklung mécht klenge Betriber d'Liewe besonnesch schwéier a mécht de Lancement fir jonk oder rekonvertéiert Landwirte quasi onméiglech an engem Beruff, dee souwisou am Reegelfall keng genial Revenue garantéiert.

D'Gesetz, dat mer elo hei stëmmen, setzt deem awer guer näischt entgéint. Natierlech versti mer, dass verschidde Regimmer a Plaffonge mussen ajustéiert ginn, fir dass d'Betriber weider wirtschaften an investéiere kënnen. Dat ass jo och guer net d'Fro. D'Fro ass fir eis: Firwat gëtt deen Ajustement, dee jo souwisou am Normalfall elo fälleg géif ginn, net genotzt, fir eng kloer Richtung virzeginn? Ma neen, d'Strenz gëtt weider erëm ausgepak a se gëtt nach e bësse méi grouss opgemaach. Dass domat awer weiderhin eng Landwirtschaft finanzéiert gëtt, déi ekologesch Schied hei an op aneren Äerddeeler produzéiert an donieft och zu engem ëmmer méi klenge soziale Facteur an enger op Konkurrenz gebiischte Lëtzebuerger Ekonomie gëtt, schéngt net zu den Haaptpreoccupatioune vun der Regierung ze gehéieren.

Ech mengen, mir missten eng Partie Richtlinnen adoptéieren, fir wierklech an eng ganz aner Richtung ze goen, zum Beispill dass een d'Primmen och méi staark un d'Beschäftegung sollt koppelen an net just un d'Flächen. Also Biolandwirtschaft, dat huet e Präis, dat ass ganz kloer, an da muss ee wëssen, wien de Präis soll bezuelen. Och mam Här Kaes hunn ech oft esou Diskussiounen doriwwer an hie seet och ëmmer, zu Recht natierlech, well hie kennt sech jo och doranner aus: „Wann ee Bioprodukter produzéiert, da musse se méi deier sinn!" Selbstverständlech! Dat versteet jiddwereen.

Soll de Konsument deen héije Präis bezuelen, woubäi mer jo wëssen, dass fir de Gros vun de Leit, vun de schaffende Leit, d'Salairen net eropginn an deem Mooss? Oder muss een an déi Richtung goen - well et geet jo och net drëms, d'Baueren ze bestrofe fir Politicken, déi falsch waren a fir déi si net onbedéngt zoustänneg waren -, dass een higeet an dass een an eng aner Richtung vu Subventioune geet? Well esou oder esou musse mer subventionéieren - mee dann awer och richteg! An et geet net drëms, iergendengem de schwaarze Péiter zouzeschousteren - dat wier natierlech falsch -, mee wa mer wëllen eng seriö ekologesch Politik maachen, da musse mir dat all als Allgemengheet bezuelen.

An dat heescht, da muss een och a Richtung Primme goen, fir méi ze beschäftegen a qualitativ Aarbecht kënnen ze kreéieren. Et gëtt oft vu Precisionfarming geschwat, wéi wann dat elo eng super Léisung wier, awer ech mengen, et muss een och ganz gutt oppassen. Et ass eng weider technologesch Entwécklung. Mir soen net, dass ee komplett dorobber misst verzichten, mee et ass keng technologesch Entwécklung, déi an déi Richtung geet, fir wierklech eng naturgebonne Landwirtschaft ze maachen. An do muss ee ganz gutt oppassen, op wat fir eng Krittären och déi digitaliséiert Versioun vun der Landwirtschaft sech konzentréiert. Dofir ass dat keng allgemeng Léisung.

Et muss een och méi op Diversifizéierung setzen, op Geméis an Uebst, manner op Fleesch an op Mëllech. Dat hänkt natierlech och vun de Biedem of. Mir wëssen, dass mer hei am Land verschidde Biedem hunn tëschent dem Éislek an dem Guttland, dat ass ganz kloer, mee et muss een an déi Richtung goen.

Et muss ee sech och méi Steierungsméiglechkeete ginn, dass och lokal an nohalteg Landwirtschaft ka bestoen, dass een och bei der Selbstvermaartung an déi Richtung geet, dass ee vläicht och kuckt no

der TVA oder guer keng TVA méi ze setzen. Dat si Pisten, déi een awer kéint kucken.

D'Label-Gesetz, dat wäerte mer och iergend eng Kéier hei beschwätzen, dat muss eendeiteg verbessert ginn, well bis elo, also esou, wéi et ausgesäit, kritt do bal alles erëm dee Label an dann hu mer d'Zil total verpasst, also esou large sinn d'Konditiounen, dass en erëm nëtzlos gëtt. Ech mengen, e richtege Label, mat richtegen Aiden natierlech, dat musse mer hikréien.

Voilà. Ech hu schonn e bëssen ze vill geschwat. Op jiddwer Fall, Här President, ech géif gäre wëssen, éierlech gesot, ech géif gären erklärt kréien, wéi d'Regierung et elo fäerdegbréngt, a véier Joer, innerhalb vu véier Joer, 20 % Biolandwirtschaft hinzekréien. Dat kritt Der net hin! Ech mengen, et ass ze spéit. Dat musst Der zouginn.

Bei de Klimaziler ass et e bësse méi einfach. Wéinst dem Covid kritt Der natierlech e bësse gehollef, well ouni géif et och net goen, mee do hëlleft de Covid net. An a véier Joer 20 % Bio, ech ënnerschreiwen dat, mee wéi geet dat? An do kann een och net op déi nächst PAC waarden an déi nächst Reform no 2023, dann ass et ze spéit. Ech mengen, et muss een e bëssen ... Et deet mer leed, well dem Här François Benoy seng Ried hätt ech zu 100 %, mat zwou Hänn ënnerschriwwen. Si ass wierklech ganz gutt an hie kennt sech och aus a mir wëssen och all, dass den Här Benoy sech wierklech derfir asetzt, mee si entsprécht guer net der Regierungspolitik - leider! -, dat ass de Problem.

Ech soen lech Merci. Mir wäerten eis awer enthalen, well mir sinn eis dem transitoresche Charakter vun deem Gesetz bewosst an et geet jo och net drëms, elo gewëssen Ajustementer a Plaffongen net matzedroen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt emol dem Tess Burton merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. All Bauerebetrib am Land ass wichteg. Regional Produkter si fir eis Piraten an eiser mofer Déiereschutz- an Ëmweltpolitik e wichtege Punkt, wann net dee wichtegsten, fir eng modern Landwirtschaft.

Liest ee sech awer elo déi eenzel Avisen duerch, déi mir kruten zu dësem Gesetz am Beräich vun der Landwirtschaft, ob konventionell Baueren oder Biobaueren, alleguer si se der nämmlechter Meenung: D'Bäihëllefen, déi de Staat an dësem Gesetzesprojet proposéiert, ginn net duer. Si ginn net duer, fir eis Landwirtschaft ze moderniséieren. Si ginn net duer, fir d'Zil vu 25 % Bio bis 2025 an 100 % bis 2050 ze erreechen.

Dëse Gesetzesprojet huet net genuch Courage, fir d'lëtzebuergesch Biolandwirtschaft an eng aartgerecht Déierenhaltung zu Lëtzebuerg zur neier Realitéit ze maachen. Et ass déi verpasste Chance, eng modern Landwirtschaft ze kréien, ewech vun ëmmer méi Quantitéit hin zu engem qualitativen Usaz, bei deem d'Grenze vun eiser Natur respektéiert ginn an d'Ressourcen intelligent genotzt ginn.

An eisen Ae kann ee sech als eent vun de räichste Memberlänner an der EU net esou senger Ëmweltverantwortung entzéien. Nodeems de Minister de Bioaktiounsplang am Mäerz d'lescht Joer presentéiert huet, hu mir geduecht: „A, elo ass et esou wäit! Endlech beweegt sech eppes!" D'Ukënnegunge sinn nämlech do an ech muss soen, de Bioaktiounsplang huet eis ganz gutt gefall. Mee wéi et schéngt follgen op déi vill schéin Ukënnegungen elo leider net déi Fakten. Mir Piraten gesi jiddefalls net, wéi de Bioaktiounsplang duerch e weidert Ofwaarde bis 2023 kéint erreecht ginn.

Ugekënnegt gouf eng Adaptatioun vun de Primmen, fir d'Biolandwirtschaft endlech zu der beschter Alternativ fir d'Baueren ze maachen. Dës Primme sollten de Baueren hëllefen, fir dass si hir Betriber op Bio ëmstellen. Esou hätte se kéinten ewechkomme vun enger industrieller Produktioun, déi weeder de Bauer nach d'Déier glécklech mécht, well ëmmer nëmmen no der Maximiséierung vun der Produktioun gekuckt gëtt. D'industriell Profittproduktioun an der Landwirtschaft biergt vill Risiken an eng schlecht Qualitéit fir de Client. Ee Risiko ass déi séier Verbreedung vu Krankheete wéi der Schwéngsgripp. Wann d'Krankheete bis esou een Haff erreechen, op deem d'Déieren zesummegedréckt liewen, breet se sech méi séier aus, wéi ee kucke kann. D'Resultat: e sënnloost Stierwe vun den Déieren.

A wa mer bei de Schwäi sinn, do hunn d'Baueren duerch eng ganz aner Krankheet och vill Misär: de Präis. Vill vun eis wäerten an de leschte Wochen d'Reportagen an d'Temoignagë gesinn hunn, wou d'Baueren erklären, dass si hir Déieren net méi lass ginn, dat och, well d'Restauranten zou sinn an op där anerer Säit d'Discounter weider de Präis erofsetzen. Dës Déiere kaschte momentan méi, wéi se beim Verkaf abréngen. Dat dreift d'Baueren an d'Verzweiflung, e Punkt, dee mir Piraten och schonn an der Kommissioun viru Méint hei an der Chamber opgeworf hunn zum aktuelle Präis vum Schwéngefleesch.

Mir Piraten soen an eiser mofer Landwirtschaftspolitik: De Staat muss de Baueren e séchert a fairt Akommes garantéieren, fir och den Déieren eng wierdeg Haltung ze erméiglechen. Eng Politik, déi d'Produktivitéit nach ëmmer virun d'Wuel vu Mënsch an Déier setzt, ass do de falsche Wee.

Wou mir bei den Déiere sinn: Mir Piraten setzen eis weiderhi konsequent géint Déierentransporter iwwer 100 km ewech an. Et kann net sinn, dass d'Déiere gequält a lieweg transportéiert ginn, fir duerno ze stierwen. Do soe mir ganz kloer: „Dat geet net!" Aktuell feelt et u Kontrollen, et feelt un Aschränke vun Déierentransporter, och hei am Land.

(Brouhaha)

Här President, et ass net ze verstoen, dass haut net d'Chance genotzt gëtt, fir esou Saachen, op déi et jo awer ukënnt, ze änneren.

D'Landwirtschaftskummer fuerdert zu Recht 30 % méi héich Hëllefe wéi dat, wat elo an dësem Text besteet. Ouni dës Suen, esou d'Landwirten, wär eng Modernisatioun vun de Bauerebetriber hei am Land net méiglech. D'Subventioune sollten no Nohaltegkeets- an Innovatiounskrittäre vergi ginn an net no Quantitéit. Mir soen och nach zousätzlech: no Krittären zum Wuel vum Déiereschutz!

Dofir ass et enttäuschend, dass d'Regierung net bereet ass, fir eng Modernisatioun a virun allem eng Transitioun op Bio finanziell richteg ze ënnerstëtzen. Erëm gëtt op Zäit gespillt, vläicht bis zu den nächste Walen, fir dem Wieler dann ze erzielen, dass ee bis 2028 sécher wäert déi 25 % Bio erreechen.

Wann ee sech esou Ziler setzt, ass et awer net verbueden, scho virdrun op Bio ëmzestellen an op déi 25 % ze kommen. D'Datumen, déi dës Regierung sech selwer ginn huet, si just de maximal leschten Delai, net deen, wou ee fréistens dierf eppes ëmsetzen. Mir verléieren zwee wichteg Joer, bis dass d'EU sech iwwer en neien Agrarpakt eens gëtt.

Fir eis Piraten ass d'Saach ganz kloer: D'europäesch Landwirtschaft muss endlech den Déiereschutz respektéieren, staark innovativ an nohalteg ginn. An dofir ass eng radikal Reform vun der europäescher Landwirtschaft elo néideg. D'Klima- an Ëmweltkris ass nach ëmmer do, och wa wéinst Corona d'Leit net op de Stroossen ze gesi sinn.

Jo, mir Piraten sinn och enttäuscht vun der grénger Partei. Mir hunn eis méi erhofft fir d'Ëmwelt an der aktueller Landwirtschaftspolitik. Mee ech muss awer soen, ech hat déi puer Wierder jo virdrun opgeschriwwen: Elo no der Ried awer all mäi Respekt fir den honorabele François Benoy, deen awer eng gutt gréng Meenung hei vertrueden huet. An ech géif mer wënschen, déi Meenung géif och an der Koalitioun méi gehéiert ginn, well dat wär e bessere Wee.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, nieft de Klimaziler mussen och konkreet Piste fir de Wee dohinner festgehale ginn. 55 % bis 2030 erreeche mer nëmmen, wa mer mat den Acteuren um Terrain hëllefen. Fir eis Piraten geet dëst Gesetz bei Wäitem net wäit genuch. Mir si fir eng méi gerecht Déierenhaltung. A fir dass all Bauer dat méiglech gemaach gëtt, brauche mer, ënner anerem, genuch finanziell Ënnerstëtzung. Wéi ech och elo grad gesot hunn: Mir mussen de Baueren e fairt Akommes garantéieren a mir mussen den Déieren eng wierdeg Haltung erméiglechen. Dat wäre Moossnamen, wéi eng mof Politik géif ausgesinn.

Dat alles wäerte mer mat dësem Gesetz net hikréien. Dës Hëllefen am Gesetz si besser wéi näischt, mee mir kënnen dëst Gesetz awer net matstëmmen, well et an eisen Aen e falscht Zeeche géif setze beim Déiereschutz an Déierentransport. Dat heite Gesetz spigelt net dat erëm, wat mir Piraten ënnert der Ënnerstëtzung vu qualitativ héichwäerteger Landwirtschaft verstinn. An dofir wäerte mir eis bei dësem Gesetz enthalen. Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. Leschten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat hätte mir an der Coronakris ouni d'Bauere gemaach? Stellt Iech emol den éischte Lockdown vir ouni Mëllech, ouni Miel, Eeër, Brout, vläicht och ouni Wäin? Mir hätten all näischt fir z'iesse gehat. Dat weist, wéi liewenswichteg d'Roll vun der Landwirtschaft ass, an et ass nëmmen normal, datt se systeemrelevant ass, et geet schliisslech ëm d'Liewensmëttelproduktioun. Duerfir sollen d'Baueren och net an engem schlechte Liicht duergestallt ginn. Mir hunn d'Chance an de Luxus, an eise Géigende genuch Narungsmëttelen ze hunn, soss wär Corona eis duebel un d'Liewegt gaangen, souwuel un eis Gesondheet wéi och un eist Iwwerliewen.

An awer, d'Baueren, d'Wënzer an d'Gäertner si schlecht drun, net nëmmen duerch d'Coronakris, mee de Covid huet déi Situatioun natierlech nach verschlechtert duerch de Präisverfall a Mäert, déi ewechfale wéi kollektiv an individuell Restauratioun an aneres.

Och soss scho sinn d'Präisser an de Keller gaangen an d'Baueren hu selwer Schwieregkeeten, fir ze iwwerliewen, obscho se fir d'Iwwerliewe vun der Mënschheet schaffen. Elo ass de Moment an haut d'Geleeënheet, fir dëse liewenswichtegen a systeemrelevante Secteur ze stäerken.

Mir fannen et positiv, datt Dir, Här Minister, d'Agrargesetz elo upasst an net nach zwee Joer gewaart hutt, bis den neie Kader vun der Agrarpolitik zu Bréissel definéiert ass. Et ass jo eng Léisung, déi och op EU-Niveau virgeschloen ginn ass. Awer d'Upassunge sinn an eisen Ae leider ze punktuell.

D'Rapportrice huet d'Upassunge virdrun detailléiert exposéiert an ech schléisse mech dem Martine Hansen senge Mercien un si och als Presidentin un.

Här President, d'Geleeënheet gëtt verpasst, fir d'Agrargesetz un déi aktuell Situatioun an Evolutioun unzepassen. Dobäi wär elo de Moment gewiescht, fir Akzenter ze setzen. Mir begréisse wuel d'Ännerungen, déi gemaach gi sinn, mir bedaueren awer eng verpasste Geleeënheet, d'Martine Hansen huet vu „verpasste Chancë" geschwat.

Dofir huet d'CSV 14 Amendementer ausgeschafft, leider ass nëmmen een dovunner ugeholl ginn. Dat bedauere mir ëmsou méi, well eis geäntwert ginn ass - et ass schonn e puermol hei drop higewise ginn -: „Majo, et sinn awer gutt Iddien an Iwwerleeungen, déi loosse mer mat afléissen an d'Strategie fir dat nächst Agrargesetz." À la bonne heure!

Mir begréissen, wéi gesot, d'Moossnamen, déi am neie Gesetz drastinn, well et déi richteg sinn, si ginn eis just net duer. Mir begréissen d'Aféierung vun der Starthëllef - Aide au démarrage - fir Mikrobetriber. D'Diversifikatioun an eng besser Liewensmëttelonofhängegkeet kënne vill Hänn, dat heescht vill Betribsstrukturen, gebrauchen, well déi nei Hëllef zielt fir Solidarlandwirtschaft a fir Quereinsteiger zum Beispill. Si fërdert och den Direktverkaf, wat mir begréissen. D'Agrargesetz verlaangt fir dës Strukture keng Konditioune fir d'Bäihëllef, sou wéi dat fir all aner landwirtschaftlech Betriber oder am Wäin- a Gaardebau virgeschriwwen ass. Dat stellt jiddefalls d'Landwirtschaftskummer fest. Dës nei Starthëllef ka souwuel un Eenzelpersounen wéi u Personnes morales, also Gesellschaften, ausbezuelt ginn. Do muss dann opgepasst ginn, datt et net zu Verfälschunge kënnt an d'Agrargesetz net ze vill vun Net-Baueren detournéiert gëtt.

D'CSV begréisst des Weideren, datt d'Plaffongen ugepasst gi sinn. Dat gouf och Zäit. Nach besser wär, wann och verschidden Transformatioune vu Gebaier mat dësem Gesetz förderfäeg gemaach gi wären, dat ass awer leider net de Fall. Ob déi nei Plaffongen an der Praxis duerginn, dat ass eng aner Saach. Et kënnt derbäi, datt d'Eenheetspräisser vill ze déif, net realistesch ugesat sinn. Si féieren den eigentleche Subventiounstaux ad absurdum. Esou kann et alt bis zur Halbéierung vum Betrag kommen, deen ee soss iwwert den Taux fir d'Bäihëllef ausgerechent kritt hätt. De Prozentsaz steet wuel am Gesetz, mee d'Reglement ëmgeet en iwwert d'Eenheetspräisser. D'Intentioun vum Legislateur war awer eng aner an déi gëtt per Reglement zum Deel ausser Kraaft gesat.

Et ginn am Reglement och Ënnerscheeder zwëschent verschiddene Präisser, déi een net ëmmer novollzéie kann an déi net ëmmer aliichten. Als Beispill: Firwat hunn oppen oder zoue Scheieren oder Hangare mat oder ouni Bëtongsdall, sou steet et dran, méi en héijen Eenheetspräis a ginn op de Quadratmeter berechent wéi isoléiert Halen fir d'Transformatioun a de Conditionnement vun Uebst, Geméis oder Wäin, an déi ginn och nach no Kubikmeter berechent? En Hangar pour matériel agricole, en anert Beispill, kritt 560 Euro Subsid op de Quadratmeter, déi isoléiert Hal fir d'Transformatioun vun Uebst a Geméis kritt 135 Euro pro Kubikmeter. D'Chambre d'extraction et de stockage de miel, einfach e Raum, fir Hunneg ze schleideren, gëtt mat 1.120 Euro de Quadratmeter subventionéiert, e Wäikeller zum Beispill mat 185 Euro pro Kubikmeter. Do sinn e puer Ongläichheeten an Inkohärenzen!

Well d'Eenheetspräisser, Här President, iwwer Reglement festgesat sinn, freet d'CSV, datt all Eenheetspräisser rapid a systematesch ugepasst ginn an Inkohärenzen dann och ewechgeholl ginn, an net nëmmen déi puer, déi Dir virgesinn hutt, Här Minister, an der Folleg vun dësem Gesetz. Et musse realistesch Präisser agesat ginn an net déi scho bal dérisoire Gréisstenuerdnungen, déi haut am Reglement drastinn.

Ech deposéieren dofir eng Motioun.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- rappelant le règlement grand-ducal du 23 juillet 2016 portant exécution des titres I et II de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales ;

- rappelant que l'article 11 du règlement grand-ducal précité précise que le coût éligible de l'investissement ne peut pas dépasser les prix unitaires fixés à l'annexe III du règlement grand-ducal du 23 juillet 2016 ;

- considérant que la loi institue des plafonds d'investissement limitant la prise en considération de l'investissement réel effectué en vue de déterminer le montant de l'aide étatique à l'investissement ;

- considérant que le projet de loi modificatif de la loi en examen va effectuer un ajustement de ce plafond pour les exploitations individuelles d'un côté, et, de l'autre, pour les entreprises se livrant à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles, en tenant compte de l'évolution du coût de la construction depuis 2014 ;

- considérant que le montant total de la subvention étatique n'est cependant pas seulement limité en raison des plafonds d'investissements dont question ci-dessus, mais est encore largement réduit du fait de l'application de prix unitaires fixés forfaitairement par voie de règlement grand-ducal ;

- considérant que ces prix unitaires ne correspondent guère aux coûts réels des investissements ;

- considérant que le taux de subvention réel tel qu'alloué en pratique est dès lors largement inférieur au taux institué par la loi que la Chambre des Députés s'apprête à voter en ce jour,

invite le Gouvernement

- à procéder rapidement à un réajustement et une réévaluation des prix unitaires réels tels que prévus par le règlement grand-ducal du 23 juillet 2016 portant exécution des titres I et II de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales en voie d'adaptation, dans la suite du vote du présent projet de loi ;

- à adapter annuellement les prix unitaires en fonction de la variation de l'indice semestriel des prix de la construction ;

- à examiner les besoins réels des différents secteurs et le cas échéant à adapter les critères tels les unités de mesure ou autres qui donnent lieu à l'éligibilité des investissements figurant à l'annexe III du règlement grand-ducal précité.

(s.) Octavie Modert, Emile Eicher, Félix Eischen, Martine Hansen, Aly Kaes.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Iwwert d'Eenheetspräisser gëtt also déi normal Héicht vum Subsid, sou wéi e vum Gesetz virgesinn ass, staark no ënne gedréckt an e Subsid gëtt da besteiert. Just d'Bäihëllef fir déi Jonk ass steierfräi. De Staat hëlt also mat där enger Hand, wat e mat där anerer gëtt, an de Subsid ass domat ëmmer manner wäert.

Steierfräi Subventioune gëtt et awer an anere Secteuren an d'CSV freet, datt all Invest-Bäihëllefe vum Agrargesetz steierfräi gemaach ginn, an huet eng Motioun an deem Sënn ausgeschafft.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- constatant que les aides aux investissements octroyées au secteur agricole sur base de la loi du 17 Juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, qui sera modifiée par le présent projet de loi 7621, sont soumises à impôts à l'exception de la prime d'installation accordée aux jeunes agriculteurs ;

- constatant qu'un certain nombre d'aides accordées par l'Etat, et plus récemment celles allouées au secteur des classes moyennes dans le contexte de la crise du Covid-19, prévoient une exemption d'impôts de ces aides aux entreprises ;

- considérant que les taux de subvention fixés par le projet de loi en voie d'adoption sont mis à mal par la fixation de prix unitaires très bas et des listes de produits éligibles très limitée, que l'État ne devrait reprendre d'une main ce qu'il a donné de l'autre ;

- estimant que toutes les aides aux investissements octroyées au secteur agricole par le biais de la législation concernant le soutien au développement durable des zones rurales doivent être exemptes d'impôts,

invite le Gouvernement

- à prévoir que les aides aux investissements octroyées sur base de la législation concernant le soutien au développement durable des zones rurales soient exemptes d'impôts.

(s.) Octavie Modert, Emile Eicher, Félix Eischen, Martine Hansen, Aly Kaes.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Fir méi Realismus an eng besser Praxisnoheet hat d'CSV och per Amendement virgeschloen, de Minimum-Invest erofzesetzen, deen d'Gesetz virschreift. Net all Maschinn an all Immeuble muss 5.000 oder 15.000 Euro sinn an ass trotzdeem sënnvoll. Dat gëllt ganz besonnesch fir de Wäibau an de Geméis- an Uebst-

bau, déi heimat kloer benodeelegt sinn, grad wéi d'Mikroentreprisen an der Landwirtschaft.

Ech hat dat schonn 2016 iterativ gefrot, leider sinn ech do op daf Ouere gestouss. Mir hunn awer net opginn an elo erëm en Amendement virgeschloen, eise siwente vu 14. Dës Kéier ass d'Utilitéit dovunner unerkannt ginn - merci, Här Minister! Dir hutt e souguer nach nogebessert an elo zielt een eenzege Basispräis vun 3.000 Euro souwuel fir Meubles wéi fir Immeubles. Dat ass och am Sënn vun de klenge Betriber. Mir haten eis net getraut, dat virzeschloen, mengen ech, well mir hate sécher geduecht, dat géif dann ofgeleent ginn. Ëmsou besser, datt dat net de Fall ass.

Et ass awer deen eenzege vun der CSV hire 14 Amendementer, deen d'Meerheet ugeholl huet, an ech muss widderhuelen, wat d'Martine Hansen gesot huet: Dat steet am Widdersproch zu den Ziler vu méi Ëmwelt-, Klima- an Déiereschutz! An dat ass net kohärent!

Wësst Der, wat déngt et souwisou, wann en neie Mindestpräis fir Maschinnen zielt, wann déi Maschinnen net op der Lëscht vun den eligibele Maschinnen dropstinn? Déi Lëscht ass ze vill limitativ, duerch Reglement festgeluecht, amplaz den neien Entwécklunge Rechnung droen ze kënnen. D'Technologie mécht extreem séier Spréng, awer der figéierter Maschinnelëscht ass dat egal. Léiwer veraalt wéi innovativ Neies eranhuelen! Och dat hat ech schonn 2016 staark kritiséiert.

Elo ginn zwar e puer Upassungen un der Lëscht gemaach, déi och sënnvoll sinn - zum Deel jiddefalls -, awer si kommen entweeder ze spéit oder si ginn net wäit genuch. Elo gëtt zum Beispill virgesinn, datt d'Maschinne fir déi géi Wéngerte méi héich subventionéiert ginn a Maschinne fir mechanesch Kraut ewechzemaachen - „désherbage mécanique" heescht dat - iwwerhaapt emol subventionéiert ginn. Wann ech och frou sinn, datt mechanesch Krautmaschinnen respektiv Buedembeaarbechtungsmaschinnen endlech op d'Lëscht gesat ginn, nodeems ech mir 2015, 2016 dofir schonn de Mond fuseleg geschwat hat, sou ass et awer elo deelweis kale Kaffi, well déi meescht där Maschinne sinn elo kaaft. Déi mechanesch Krautbekämpfung gëtt souwuel am konventionelle wéi am Biowäibau agesat an ass wichteg fir déi zwee a mir wëllen deenen zwou Formen hëllefen a se ënnerstëtzen.

Et ass also wichteg, datt d'Maschinnelëscht ëmmer up-to-date den aktuellen Ufuerderungen an Entwécklungen ugepasst ass. A well se am Reglement steet, ass et einfach, se unzepassen, wann de politesche Wëllen do ass. D'CSV fuerdert esou eng reegelméisseg Mise à jour vun der Lëscht vun de Maschinnen an deposéiert derzou eng Motioun.

Une voix.- Très bien!

Motion 6

La Chambre des Députés,

- constatant que la liste des investissements meubles tant qu'immeubles éligibles aux aides publiques au titre de la présente loi est établie par voie réglementaire ;

- constatant qu'il s'agit d'une liste limitative ;

- constatant qu'il s'ensuit que nombre de machines agricoles et viticoles ne figurent pas sur la liste et ne sont plus éligibles ;

- constatant que, pour une bonne protection de l'environnement, il convient cependant de prendre en compte les meilleures technologiques et l'évolution et l'innovation en la matière ;

- considérant en outre la nécessité de restructuration et d'adaptation permanente des exploitations agricoles, viticoles et horticoles ;

- insistant sur le fait

• que la liste soit établie par voie réglementaire pour justement permettre son adaptation rapide et nécessaire à l'évolution ;

• que telle est la raison d'être de l'établissement de la liste par règlement grand-ducal et non par voie législative,

invite le Gouvernement

- à procéder rapidement à l'adaptation de la liste des machines éligibles à la suite du vote du projet de loi en examen ;

- à adapter à l'avenir de façon constante la liste pour la tenir à jour et conforme aux innovations technologiques les plus récentes, aux fins de la meilleure protection de l'environnement et du bien-être animal, de la diversification et de l'innovation dans l'agriculture ;

- à tirer le meilleur avantage de la nature réglementaire de la liste.

(s.) Octavie Modert, Emile Eicher, Félix Eischen, Martine Hansen, Aly Kaes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Mir froen ausserdeem, datt d'Selektiounsprozedur méi séier a vereinfacht gëtt fir d'Maschinnen a fir déi Kategorie vun Investissementer ënner 150.000 Euro. Firwat muss een ëmmer dräi Méint waarden? Och hei huet d'CSV eng Motioun.

Une voix.- Très bien!

Motion 6

La Chambre des Députés,

- rappelant que les aides étatiques pour investissements en biens immeubles et meubles prévues au niveau de la loi en voie d'adoption, sont déterminées par application d'un système de critères de sélection ainsi que d'une enveloppe et d'une procédure de sélection trimestrielles ;

- rappelant qu'aux fins de la sélection, les projets d'investissement sont répartis en trois catégories à savoir

a) les investissements en biens immeubles dépassant 150 000 euros ;

b) les investissements en biens immeubles ne dépassant pas 150 000 euros ;

c) les investissements en biens meubles ;

- constatant qu'aucune différenciation n'est faite au niveau de la procédure de sélection selon le type d'investissement,

invite le Gouvernement

- à prévoir une procédure de sélection accélérée et simplifiée pour les investissements en biens meubles et les investissements en biens immeubles allant jusqu'à 150 000 €, afin de ne pas laisser les agriculteurs, viticulteurs et horticulteurs dans l'incertitude pour des investissements qui sont souvent urgents, notamment au niveau de l'achat de biens meubles, c.-à-d. de machines.

(s.) Octavie Modert, Emile Eicher, Félix Eischen, Martine Hansen, Aly Kaes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Well stellt lech emol vir, am Fréijoer, matzen an der Vegetatiounsphas mat groussem Aarbechtsdrock, fiert lech eng Maschinn futti am Stéck oder am Wéngert, grad dann, wann ee se am dréngendste brauch. Firwat muss de Bauer oder Wënzer op déi nächst trimestriell Reunioun waarden, éier en e Bescheed kritt, datt en déi nei Maschinn kafen däerf? Dat ass jo realitéitsfern. Do muss op d'mannst all Mount d'Selektiounsgrupp Entscheedungen huelen an et muss zousätzlech eng Prozedur fir ganz dréngend Fäll ginn. Ech denken, dat ass dach ze maachen, wou jo souwisou d'Subventiounslëscht déi Aarbecht begrenzt. Schliisslech ass dat hei Gesetz e Färdergesetz an net en Hemmnisgesetz, denken ech.

Kolleeginnen a Kolleegen, Corona hëlleft net bei all dëse Problemer, mee verschäerft se nach. D'wirtschaftlech a finanziell Situatioun vun der Landwirtschaft an am Wäibau ware virdru scho ganz volatill, mee elo sinn den Ofsaz souwéi d'Präisser um Maart erofgaangen duerch d'Covidkris mat hire wirtschaftleche Follgen. Landwirtschaft, Wäibau a Gaardebau hu finanziell Aboussen erlidden duerch déi sanitär Kris, obscho se systemrelevant sinn a mir op se ugewise sinn, fir ze iwwerliewen, fir eis ze ernären.

A mir mussen oppassen, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Familljebetriber net ze vill decouragéiert ginn duerch allméiglech Oploen, duerch all dës Problemer, déi se niewent de wirtschaftleche Problemer kréien, an datt herno grouss multinational Producteuren d'Lännereien hei am Land iwwerhuelen. Dann hu mer näischt geschafft! Denkt dorun! Am Ausland gesäit een dat ëmmer méi. Et ass net, wéi wann et dat net géif ginn. Maacht d'Aen net zou! Mir mussen eise landwirtschaftlechen a Wäibausecteur stäerken, fir esou Entwécklungen entgéintzesteieren.

D'Martine Hansen hat et scho gesot: D'Baueren hunn d'Flemm. Si maachen hire Beruff gär, well se frou si mat der Natur, mat hiren Déieren, mat de Mënschen, fir déi si hir Produkter, Liewensmëttel hierstellen, awer si kréie keen anstännege Präis derfir bezuelt an d'Fixkäschten, déi bleiwen trotzdeem bestoe fir d'Betriber. An dofir huet d'CSV follgend Virschléi, fir d'Coronaaboussen zum Deel opzefänken. Mir plädéieren derfir, datt d'Akommesaboussen duerch Bäihëllefen, wéi fir de Mëttelstand a fir déi Selbststänneg, ofgefiedert ginn, an deposéieren derzou eng Motioun.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

Motion 7

La Chambre des Députés,

- constatant que l'impact économique négatif de la crise qui suit la pandémie actuelle n'épargne pas le secteur primaire ;

- constatant que les ventes de produits des secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture s'en ressentent, par suite des mesures de confinement ;

- constatant que les prix du marché sont en partie en chute libre, et ce d'autant plus pour la viande porcine ;

- rappelant que les secteurs en cause doivent faire face à des coûts fixes importants et irrécupérables ;

- estimant par conséquent que les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture rencontrent eux aussi des difficultés financières qui sont en lien direct avec la pandémie de Covid-19 et ce nonobstant, voire malgré le fait qu'ils ne sont pas confrontés à la fermeture du secteur, qui ne serait d'ailleurs pas possible ;

- constatant que les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture sont jusqu'à présent exclus de toutes les aides octroyées en faveur des entreprises et des indépendants par le département des Classes moyennes,

invite le Gouvernement

- à prévoir des aides non remboursables et non imposables à l'instar des aides octroyées par le Ministre des Classes moyennes pour le secteur primaire.

(s.) Octavie Modert, Emile Eicher, Félix Eischen, Martine Hansen, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- A wann elo gesot gëtt: „Wou huele mer déi Suen dann hier?", da froen ech lech: „Wou huelt Der déi Suen dann hier fir déi aner Bäihëllefen, déi fir déi aner Secteure vun der Regierung virgeschloe gi sinn?"

D'CSV versteet och net, datt de landwirtschaftleche Secteur net d'Kompenséierungshëllef vu 500 Euro fir Mindestlounempfänger kréie kann. A mir froen, datt déi Kompenséierung och fir Betriber mat Schwieregkeeten aus dem Secteur primaire zielt, och wa längst net jiddwereen nëmmen de Mindestloun kritt. Trotzdeem soll hei Parallelismus gëllen an hei ass eis Motioun derzou.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

Motion 8

La Chambre des Députés,

- rappelant la hausse du salaire social minimum de 2,8 % au 1er janvier 2021 ;

- rappelant la loi 19 décembre 2020 « relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19 » qui a mis en place une aide financière en faveur des entreprises appartenant aux secteurs les plus gravement touchés par la pandémie Covid-19 ;

- précisant que cette aide prend la forme d'une subvention en capital unique et est exempte d'impôts ;

- précisant qu'il s'agit d'une compensation non remboursable de 500 euros par salarié avec un revenu situé entre le salaire minimum non qualifié et qualifié ;

- précisant que cette aide s'adresse exclusivement aux secteurs du tourisme, de l'événementiel, de la culture, l'Horeca, le divertissement, le commerce de détail ainsi que les gestionnaires d'organismes de formation professionnelle continue ;

- rappelant que cette aide ne peut, entre autres, être accordée que si l'entreprise rencontre des difficultés financières temporaires qui ont un lien de causalité directe avec la pandémie de Covid-19 ;

- constatant que les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture sont exclus du champ d'application de la loi susmentionnée ;

- estimant que les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture rencontrent eux aussi des difficultés financières qui ont un lien de causalité direct avec la crise induite par la pandémie de Covid-19,

invite le Gouvernement

- à faire bénéficier les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et l'horticulture de l'aide susmentionnée et à élargir le champ d'application de la loi du 19 décembre 2020 relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19 auxdits secteurs.

(s) Octavie Modert, Emile Eicher, Martine Hansen, Aly Kaes, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- D'Wäistuffen op der Musel, Dir Dammen an Dir Hären, hunn ausgangs November nees d'Diere missen zoumaachen, gradesou wéi den Horeca-Secteur. Kee kann haut soen, wéini d'Caféen, d'Restauranten an d'Wäistuffen nees opginn. Een Ënnerscheed gëtt et allerdéngs: D'Wënzer kréie keng finanziell Bäihëllef vun der Regierung vum November un, esou wéi dat am Dezember fir déi aner Secteuren agefouert ginn ass. Dobäi geet duerch d'Zoumaache vu Caféen a Restauranten de Wäiverkaf weider erof. Dobäi ass d'„Expovin" fir dëst Joer, fir 2021, schonn ofgesot. Dobäi gëtt hei am Land zanter fënnef bis sechs Joer méi auslännesche wäisse Wäi wéi Lëtzebuerger wäisse Wäi konsuméiert. Et ass also scho schwiereg genuch.

D'CSV fuerdert dofir eng nei Oplo vun der spezifescher Pauschalbäihëllef fir Wäistuffen, déi fir d'Fréijoer 2020 gegollt hat. Aner Secteuren hu beim zweete Confinement vum November och nei Hëllefe kritt an da soll dat och fir dëse Secteur kënnen de Fall sinn. An de Minister weess, datt dat net d'Welt kascht.

Och hei, Här President, deposéiert d'CSV eng Motioun derzou.

Une voix.- Très bien!

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant que le secteur viticole fut obligé de fermer les locaux de dégustation pour vins et crémants suite au deuxième confinement mis en place en novembre 2020 ;

- rappelant qu'au-delà, tous les grands événements collectifs de dégustation et de vente de vins et crémants luxembourgeois ont dû être annulés en 2020 en raison des restrictions imposées pour enrayer la crise sanitaire ;

- constatant que l'Expovin 2021 est, elle aussi, d'ores et déjà annulée pour ces mêmes raisons ;

- considérant

• l'incertitude quant à la date de réouverture des salles de dégustation ;

• que la fermeture concerne évidemment tout aussi bien le secteur Horeca très largement touché par le confinement ;

• que ce secteur-là bénéficie d'aides spécifiques pour contrecarrer les conséquences économiques et financières qu'il doit à nouveau subir depuis le mois de novembre 2020 ;

• qu'aucune aide n'est par contre allouée pour la fermeture des salles de dégustation pour vins et crémants ;

- considérant de surcroît que les fermetures dans le secteur Horeca ont un large impact sur la vente de vins et crémants des producteurs de la Moselle luxembourgeoise ;

- sachant qu'à cela s'ajoute que la consommation de vins blancs étrangers a dépassé depuis quelques années la consommation de vins blancs luxembourgeois ;

- estimant que cette situation pourrait s'aggraver si le secteur luxembourgeois de la viticulture sort trop affaibli de la pandémie ;

- constatant par ailleurs qu'un nombre important d'emplois dépendent directement ou indirectement de la viticulture,

au vu de l'ensemble de ces considérations :

invite le Gouvernement

- à introduire une nouvelle fois une aide financière forfaitaire pour locaux et salles de dégustation pour vins et crémants, à l'instar de celle qui fut allouée par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural à la mi-2020.

(s.) Octavie Modert, Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Martine Hansen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Des Weidere sollen d'direkt Mëttele verstäerkt ginn, déi am Summer fir d'Promotioun vum Lëtzebuerger Wäin iwwert de Fonds viticole vun der Regierung gi gi sinn. Här Minister, mir froen, datt Dir do nach en Effort maacht, fir datt eng richteg Publicitéitscampagne ka gemaach ginn. Si ass elo néideg. An och dat wëlle mer mat enger Motioun ënnerstëtzen.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant que le secteur viticole fut obligé de fermer les locaux de dégustation pour vins et crémants suite au deuxième confinement mis en place en novembre 2020 ;

- rappelant qu'au-delà, tous les grands événements collectifs de dégustation et de vente de vins et crémants luxembourgeois ont dû être annulés en 2020 en raison des restrictions imposées pour enrayer la crise sanitaire ;

- constatant que l'Expovin 2021 est, elle aussi, d'ores et déjà annulée pour ces mêmes raisons ;

- considérant

• l'incertitude quant à la date de réouverture des salles de dégustation ;

• que la fermeture concerne évidemment tout aussi bien le secteur Horeca très largement touché par le confinement ;

• que ce secteur-là bénéficie d'aides spécifiques pour contrecarrer les conséquences économiques et financières qu'il doit à nouveau subir depuis le mois de novembre 2020 ;

• qu'aucune aide n'est par contre allouée pour la fermeture des salles de dégustation pour vins et crémants ;

- considérant de surcroît que les fermetures dans le secteur Horeca ont un large impact sur la vente de vins et crémants des producteurs de la Moselle luxembourgeoise ;

- sachant qu'à cela s'ajoute que la consommation de vins blancs étrangers a dépassé depuis quelques

années la consommation de vins blancs luxembourgeois ;

- estimant que cette situation pourrait s'aggraver si le secteur luxembourgeois de la viticulture sort trop affaibli de la pandémie ;

- constatant par ailleurs qu'un nombre important d'emplois dépendent directement ou indirectement de la viticulture,

au vu de l'ensemble de ces considérations :

invite le Gouvernement

- à renforcer dans l'immédiat les mesures de promotion des vins et crémants luxembourgeois décidées dans le cadre du « plan de relance pour l'agriculture » en juin 2020.

(s) Octavie Modert, Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Martine Hansen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Politik begréisst a verlaangt iwwerall Innovatioun an Initiativgeescht. Startuppe ginn als gutt Beispill an d'Fënster gestallt. Firwat soll dat bei der Landwirtschaft aneschters sinn? Heiansdo entsteet den Androck, wéi wann Innovatioun just hei net gutt wär, wéi wann hei Fortschrëtt net erwënscht wär, wéi wann et „back to the past" misst sinn.

Dat Gesetz, dat mir haut stëmmen, kann déi richteg Akzenter setze fir séier Upassungen un d'Fortschrëtter, fir Klimaschuz, Ëmwelt, nei hygieenesch a sanitär Technologien a Standarden an Narungsmëttelsécherheet.

Dofir stëmmt der CSV hir Amendementer an hir Motioune mat, léif Kolleegen, esou wéi mir dës Änneruing vum Agrargesetz matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President. Merci virun allem och de Riedner fir déi aktiv an och déi flott Iddien, déi hei eriwwerkoumen, fir eng aktiv an eng modern Landwirtschaftspolitik hei zu Lëtzebuerg ze hunn.

Ech géif och vun dëser Plaz aus direkt souwuel der Presidentin wéi och alle Memberen aus der Chamberskommissioun Merci soe fir déi flott Debaten, déi mer haten, ganz konstruktiv, ganz mouvementéiert an heiansdo och e bëssen ze vill dynamesch, soudatt mer herno souguer e bëssen e Problem haten, an eise Rapporten dat Richtegt erëmzefannen, dat, wat mer eigentlech gemengt hunn. An ech soen dofir souwuel der Madamm Pommerell wéi och bei mir dem Fabienne Rosen e grousse Merci, datt se herno e flotten Text eriwwerbruecht hunn, dee genau dat erëmgëtt, wat mer diskutéiert hunn a wat mer echangéiert hunn.

Vläicht fir d'éischt fir unzefänken dat, wat hei zum Schluss gesot gouf vun eenzelne Riedner: d'Landwirtschaft wärend der Pandemie. D'Landwirtschaft wärend der Pandemie, et ass ganz kloer, et huet sech gewisen, datt d'Landwirtschaft systeemrelevant ass. An et ass gutt, datt mer och vun Ufank u garantéiert hunn an der Regierung - an ech hunn allkéiers drop gehalen -, datt d'Baueren, d'Acteuren aus der Landwirtschaft, dem Gaardebau an dem Wäibau konnte viruschaffen. Zu kengem Moment ware se gestoppt, fir hir Produktioun ze maachen. Zu kengem Moment ware se gestoppt, fir hir Felder ze preparéiere respektiv hir Recolte ze preparéieren, déi da konnt an deem Moment gemaach ginn. Dat war gutt an dat war richteg esou.

An e grousse Merci u si an un déi ganz Ketten, déi fonctionéiert huet wärend där ganzer Zäit, datt mir zu all Moment Liewensmëttel haten hei zu Lëtzebuerg, déi aus eisem Land koumen, déi kuerz Weeër konnten opweisen. A mir hu gesinn, datt grad wärend där Pandemie och virun allem d'Politik vun de Produkter mat deene kuerze Weeër ageschloen huet, eng Politik, déi, mengen ech, jo grad an déi nächst gemeinsam Agrarpolitik muss eragoen, och hei zu Lëtzebuerg am nationale Gesetz.

Doriwwer eraus, hunn ech gesot, hate mer gutt a flott Diskussiounen an der Kommissioun. Ech muss awer just haut erëm feststellen, datt mer, ausser de Majoritéitsparteie mengen ech, nach ëmmer laanschteneeschwätzen. An all deenen, déi hei geschwat hunn, gestinn ech effektiv e ganz héije Plus zou als Experten an der Matière. All déi, déi hei geschwat hunn, kennen d'Landwirtschaft exzellent, si kennen och d'europäesch Landwirtschaft exzellent a kennen de System, wéi d'Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg opgebaut ass op de Piliere vun enger PAC. Eng PAC heescht eng „Politique agricole commune", dat heescht also eng „gemeinsam europäesch Politik". An ech mengen, dovunner war an deene leschte Joerzéngte Lëtzebuerg nëmme Gagnant.

Dat heescht awer och, wann een eng gemeinsam Politik mécht, datt een dann natierlech fir d'éischt och de Kader muss fixéiert hunn, deen op europäeschem Niveau kënnt. A grad do si mer als Landwirtschaftsministeren zesumme mat der Kommissioun, zesumme mam Parlament amgaangen, ee Kompromëss auszeschaffen. Mir sinn nach guer net do ukomm, datt mer ee gemeinsame Kader hunn, also kënne mer och net op där anerer Säit elo schonn en nationaalt Gesetz stëmmen, dat all deem da Rechnung dréit, wat do soll kommen. Dat geet jo guer net!

Dofir nach eng Kéier de Rappel: Kommt, mir soen eng Kéier, wouvu mir schwätzen. Ech weess, datt jiddwereen dat dote kennt. Ech menge just, et wëllt net esou verstane ginn. Dat ass awer net schlëmm, mee et geet hei awer virun allem drëm, an dat hunn ech de Mëtteg och erausgespuert, datt mer alleguerten d'accord sinn, datt mer an Zukunft eng aner Landwirtschaftspolitik brauchen.

An do kréien ech ëmmer dat Wuert „Landwirtschaft+" an de Mond geluecht an ech mengen, dat Wuert war guer net schlecht gewielt, wann ech gesinn, wivill mer dat Wuert eigentlech elo negativ wëlle bewäerten! Mee „Landwirtschaft+", domat hunn ech éischtens genau dat gemengt, wat d'Martine Hansen och gesot huet, dat ass eng nohalteg Landwirtschaftspolitik an deenen nächste Jore mat fir mech engersäits ëmmer deenen dräi Begréffer „ekonomesch", „ekologesch" a „sozial" - dat muss se sinn, dat muss se regruppéieren -, mee et gehéiert fir mech awer och derbäi, datt de Plus heescht: „gemeinsam"!

Mir hunn eng Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg, dat ass eng Landwirtschaft, déi aneschters ass, nohalteg orientéiert an Zukunft, an dat ass och eng Biolandwirtschaft, mee et ass eng Landwirtschaft, déi mer hunn. An ech mengen, dat musse mer an Zukunft och virausschécken, wa mer wëllen eng Politik hei maachen, déi deenen Defie vun deenen nächste Joren och effektiv Rechnung dréit. An ech sinn iwwerzeegt, wann ech de Mëtteg d'Discoursen, d'Amendementer gesinn hunn, déi hei erakoumen, da si mer op där richteger Schinn, da si mer op där Säit, déi eigentlech och den Här Benoy, zu Recht, ugeschwat huet, mat all deenen Elementer, déi mer elo mussen ervirbréngen, wa mer hei zu Lëtzebuerg eng national Strategie ausschaffen. Dat wär d'Basis.

Dir kennt de System. Mir wäerten eng gemeinsam Agrarpolitik kréien. Doropshi gëtt elo net méi e PDR, mee eng Stratégie nationale ausgeschafft, bei där d'Länner méi Méiglechkeeten hunn, eng Politik ze maachen, déi op si bezunn ass, also méi eenzel ze kucken, wat d'Nationalstaaten zielen. Et ass gewosst, datt d'Politik zu Malta net déi selwecht ass wéi zu Lëtzebuerg. An alles dat kann hei matafléissen. An do solle mer genau eis Defien, eis Politik, déi eis Lëtzebuerger Regierung am Koalitiounsaccord huet an déi ech de Mëtteg och eigentlech bei jiddwerengem hei erëmfonnt hunn, eriwwerbréngen, eng nohalteg Landwirtschaft, déi den Defie vun dem neie Joerhonnert och effektiv gerecht ka ginn. An ech mengen, hei si mer op engem ganz gudde Wee, fir dat kënnen ze maachen.

Et ass och kloer drop higewise ginn, datt mer hei d'Méiglechkeet hunn, eng Période transitoire ze hunn, ier déi nei PAC kënnt. An den Här Benoy huet nom Timing gefrot. Effektiv, ech war e Méindeg am europäeschen Agrarrot, wou mer nach eng Kéier iwwert de Stand vun der Agrarpolitik diskutéiert hunn. De Moment lafen nach ëmmer Diskussiounen am Trilog. Ech hoffen, wärend der portugisescher Presidence - an et ass emol ugedeit ginn -, datt mer am spéide Fréijoer kënnen eng Eenegung fannen zwëschent deem, wat d'Kommissioun proposéiert hat, deem, wat, de Conseil als Kompromëss an d'Diskussioun eraginn hunn, an deem, wat d'Parlament mat enger ganzer Rei vun Amendementer materabréngt.

Mee do si mer an enger ganzer Rei Beräicher nach wäit dervunner ewech. Do wësse mer nach net genau: Wat sinn dann elo déi Ecoskills, déi zréckbehale ginn? Wat ass de Pourcentage dovunner? Wat sinn dann déi Indicateuren, déi herno gemooss ginn, fir och kënnen dat Zil ze erreechen? Den Här Benoy huet effektiv och geschwat vun de Recommandatiounen, déi mer kruten. All déi musse mer matabauen. Déi hu mer de Moment elo kritt, mee déi musse mer emol analyséiere fir ze kucken, wéi déi zu Lëtzebuerg hei kënne gräifen.

Mir hunn also all déi Saachen, déi hei drastinn an den Amendementer, wou ech jo och gesot hunn, datt se dem Sënn no richteg sinn, mee déi musse mer analyséieren an do musse mer eng Diskussioun féieren. An dat ass déi Diskussioun, déi elo wäert kommen. Mir hu Recommandatioune kritt vu Bréissel. A mir wäerten dat elo am nationale Strategie-Pabeier zesumme mussen ausschaffen, do sinn all d'Acteure matimplizéiert, de Beruff niewent awer och där ganzer Gesellschaft, déi an dee Prozess materakomme muss, déi nach eng Kéier muss mat erakommen.

Dir wësst, mir haten eng éischt SWOT-Analys gemaach vu Stäerkten a Schwächte vun deem besteenden Agrargesetz, dat mer de Moment hunn, vun der besteender gemeinsamer Agrarpolitik. All déi Erkenntnisser wäerte matafléissen a wäerten an eng Stratégie nationale kommen. An dorophin ergëtt sech dann en neit Agrargesetz, dat, wéi mer hoffen, bis den 1. Januar 2023 da kann a Kraaft trieden.

Da kommen ech awer bei d'Änneruing hei vum besteenden Agrargesetz, wou et, mengen ech, wichteg war fir ze kucken, datt mer kee Vide juridique géife kréien, an ech soen och, a wéi engem Beräich. Ech mengen, de virege Landwirtschaftsminister - an de President wäert gutt nolauschteren - hat et fäerdegbruecht, en Agrargesetz ze maachen, dat eng Kontinuitéit hat, dat kee Vide juridique geschaaft huet, ausser bei de Plaffongen. D'Plaffonge sinn den 31. Dezember ausgelaf. An et war mer wichteg, datt mer ganz einfach géife kucken, dës Plaffongen erëm ze erneieren, datt och wierklech kee Stopp an den Investissementer ka kommen, souwuel wat d'Gebaier ubelaangt wéi och d'Maschinnen - ech vereinfachen et elo emol -, datt mer also all déi Bäihëllefe kéinte virun halen, datt mer ganz einfach net géifen erlaben, datt mer zwee, dräi Joer géife verléieren, bis mer en neit Agrargesetz hätten.

Dat ass iwwregens eng éischte Kéier an deene leschten 20 Joer, datt et kee Vide juridique gëtt zwëschent deem engen an deem aneren Agrargesetz. Och dat, mengen ech, ass eppes, dat een eng Kéier hei soll soen. An ech mengen net, datt et eng verpasste Chance ass, fir dat ze maachen, mee dat ass eng Chance, déi mer saiséiert hunn, grad elo de Moment, wou mer d'Méiglechkeet vu Bréissel hunn, fir eng Phase transitoire vun zwee Joer ze hunn, fir hei kënnen ze iwwerbrécken a liicht nozebesseren, wéi mer gesot hunn. Et ass esou, datt déi besteeënd Gesetzgeebung virläit. Mir konnte liicht Adaptatioune maachen, déi mer och ganz kloer mat Bréissel am Virfeld ofgestëmmt hunn, an dat sinn déi, déi der hei an Ärem Gesetz erëmfannt a wou ech och frou sinn, datt déi da mat grousser Majoritéit wäerten hei ofgestëmmt ginn.

Et muss een awer soen, datt mer grad bei dëser Verlängerung och net bei engem Ist-Zoustand bliwwe sinn. Wann een d'Plaffonge kuckt, hätte mer déi och kënnen op deem Niveau loossen, op deem se virdru waren. Nee, mir hu gesot: „Okay, mir erhéije se!" Mir hu se ëm 12 % erhéicht. A grad en Agrargesetz gëtt jo eigentlech och ëmmer d'Méiglechkeet, datt een déi Period kuckt, déi war - an, Här President, Dir kënnt Iech gutt un déi Period erënneren, well se vun 2014 bis 2020 gelaf ass -, fir emol eng Kéier de Bilan maachen. An ech maachen de Bilan elo net op de Contenu - op de Contenu gouf en effektiv gemaach bei der SWOT-Analys, mat dem Beruff, mat awer och alle Partner, déi derbäi waren -, mee op Basis vun den Zuelen, vun den Zommen, vun den Aktiounen, déi ausbezuelt ginn.

Ech huelen hei d'Invester: Bei den Invester iwwer 150.000 Euro hu mer 384 Dossieren, 384 Dossiere mat engem Engagement vun 80,4 Milliounen Euro, déi getätegt goufen. Dobäi goufe bis elo iwwer 50 Milliounen Euro ausbezuelt, de Rescht ass an der Liquidatioun op Basis vun den Dekonten, déi erakommen. Bei den Invester ënner 150.000 Euro, do hu mer 1.268 Dossieren, déi effektiv erakomm sinn. 24,3 Milliounen Euro sinn engagéiert, 13,2 bis elo ausbezuelt. Bei de Maschinnen - fir net vu „meubles" ze schwätzen, net datt mer erëm Verwiesslunge kréien, „immeuble" a „meuble" - hu mer 869 esou Dossieren erakritt, een engagéierten Invest vu 7,1 Milliounen, ausbezuelt si bis elo 4,6 Milliounen.

An dann zu engem Punkt, deen hei ugeschwat ass ginn: d'Installatioun vun deene Jonken. Do hu mer effektiv 102 Demanden erakritt an deene leschte sechs an hallef Joer, 7,1 Milliounen Euro, déi mer dofir ausginn hunn, a 4,9 Millioune sinn de Moment ausbezuelt, déi aner sinn an der Liquidatioun.

Also zesumme sinn dat 118,9 Milliounen Euro, déi wärend de Joren 2014 bis 2020 an deenen heite Beräicher un d'Landwirtschaft, de Gaardebau an de Wäibau gefloss sinn. An ech mengen, dat ass gutt a richteg esou. An dat ass fir all eis Regierungen, déi an dëse Joren, vun 2014 bis 2020, matgeschafft hunn, mengen ech, dee richtege Wee gewiescht, fir en Agrargesetz opzestelle mat héijen Tauxen, mat cibléierten Tauxen, déi virun allem gehollef hunn, datt eis Landwirtschaft gutt do steet an och an Zukunft ka gutt do stoen, fir effektiv elo déi „Landwirtschaft+" dann ze erreechen, an dat op Basis vun där gemeinsamer Agrarpolitik, déi wäert kommen.

Wat d'Jongbaueren ubelaangt, ass vläicht ze soen, datt mer do, wéi ech gesot hunn, 102 Dossieren hunn, an der Moyenne waren dat der 16 pro Joer, déi do erakomm sinn. Dat sinn der fir mech ganz vill, well do gesäit een, datt et awer nach Jonker ginn, déi dee Beruff wëlle maachen, déi wëlle mat op de Wee goen.

An da gouf viraus och d'Beispill vun engem Schwéngsbauer gesot, dee wëllt ëmstellen. Ech hat zwee esou Dossieren, déi wierklech ganz voller Begeeschterung de Moment investéieren a kucken, nei Weeër matzegoen. An ech mengen, och där sinn nach dobaussen. Déi eng schwätze vläicht da mat anere wéi déi, mat deenen ech geschwat hunn.

Dann ass et awer och wichteg ze soen, datt grad dës Erhéijung vun dem Plaffong natierlech och hëlleft, datt dat och eng Zort Plan de relance ass, well déi Suen - a viraus hunn ech Iech d'Zommen iwwert déi Jore genannt - sinn natierlech och Suen, déi an d'Ekonomie fléissen. Et ass och e gewësse Motor, fir eis Ekonomie un d'Lafen ze bréngen, all déi Investissementer, déi hei lafen an déi geschafe goufen.

Niewent dem Gesetz muss een natierlech och parallell d'Reglement dovunner gesinn. An ech mengen, eng vun den Aktiounen hutt Der gesinn: datt mer zum Beispill, wat d'Aidë vun deenen Investissementer ubelaangt, wat d'Modernisatiounen ubelaangt, datt mer do déi Klausel vun deene 25 % fir d'Produktioun ofgeschaaft hunn. Déi hu mer ewechfale gelooss. Ech mengen, dat gëtt kee Sënn méi. An dat gëtt virun allem ersat - an ech mengen, dat wäert mat Sécherheet den Här Goergen freeën - duerch Investissementer, déi an d'Déierewuel, an d'Déierewuel an an de Klimaschutz, eraginn. Grad do hu mer schonn éischt Aspekter gesat, fir eeben do kënnen ze hëllefen.

Mee d'Haaptpunkten, mengen ech, vun dësen Initiativen, déi een hei erëmfënnt, si virun allem awer d'Volete vun der Qualitéit - „manner Quantitéit", och dat gouf vu Riedner gesot. Mir mussen an Zukunft eis Produkter an der Qualitéit effektiv virubréngen, mat Krittären, déi mer uwenden, mat Ställ, déi gebaut ginn, déi eebe moderniséiert ginn, déi eeben och grad dem Déierewuel gerecht ginn, wou awer och d'Meterkareeszuel nach eng Kéier nei gekuckt gëtt an eeben och gekuckt gëtt, datt verschidden ëmweltschounend Investissementer elo kënne gemaach ginn.

D'Aiden am Beräich vum Ëmwelt- a Klimaschutz, déi elo schonn drastinn, sinn Aiden, déi virun allem kucken, innovativ ze sinn, an déi et virun allem parallell zu Pläng gëtt, déi lafen. Mir hunn de Moment nach ëmmer de Plan national „réduction pesticides" lafen, wat e wichtegen ass, wou mer eis kloer Tauxe gesat hu fir ze reduzéieren a wou mer hëllefen, grad elo aktiv ze ginn, duerch zousätzlech Bäihëllefen, déi mer hei maachen an deenen dote Beräicher.

Genausou gutt gouf och vum Ministère aus d'Iddi lancéiert, déi herno opgegraff an och gutt opgegraff gouf, iwwert d'Opbaue vu sougenannten Hëllefe fir Mikroentreprisen, sougenannt „Solawien". Ech mengen, datt dat eng flott Form ass, fir an Zukunft och verschidden Nischen nach kënne matofzedecken.

An da gouf hei gesot vum Här Engelen, mir misste kucken, datt mer hei zu Lëtzebuerg d'Produktioun ganz kéinte selwer steieren. Ech soen Iech éierlech: Dat ass net machbar! Dat wäert och an Zukunft net machbar sinn.

Mir hu sécher am Beräich vun der Mëllech a vum Fleesch eng Rei Saachen, mir hunn och flott Initiative gemaach am Beräich vum Gefligel, wou mer flott eege Pouletsproduktioun maachen. Do ass nach vill Sputt dran.

An doniewent ass am Geméis- an am Uebstbau immens vill Sputt dran, …

Une voix.- Très bien!

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- … wou och d'Biolandwirtschaft ka spillen, wou och d'Solidarwirtschaft, wou virun allem d'Landwirtschaft ka spillen. Dat do si Beräicher, wou mer kënnen noleeën. Do si mer amgaangen nozeleeën. Do musse mer Léisunge fannen.

Do ass ee vun de Problemer iwwregens dee vum Waasser. Dofir hat ech gëschter och nach e Waasserdësch organiséiert zesumme mat der Ëmweltministesch, dem Carole Dieschbourg, fir och mat den Acteuren iwwert dee Problem ze schwätzen. Et war e ganz konstruktiven Austausch, dee mer haten, mat flotte Pisten, déi opweisen, wéi een an Zukunft op dee Problem kann agoen.

Och dat, mengen ech, si Léisungen, déi mer maachen, an dofir brauche mer keen Agrargesetz haut ze adaptéieren. Dofir kënne mer elo schonn agéieren an dat hu mer gemaach. A ganz vill gouf hei och, mengen ech, verwiesselt, datt dës Adaptatioun vum Agrargesetz e Gesetz iwwert d'Biolandwirtschaft wär. Nee, passt emol op: Do hu mer doniewent e Bioaktiounsplang, dee mer op d'Bün bruecht hunn, en Aktiounsplang, deen all Dag suivéiert gëtt, wou mer och éischt Resultater hunn.

Ech hunn an der Kommissioun gesot, datt mäi Biolandwirtschaftsberoder an d'Kommissioun wäert komme fir ze weisen, wat fir eng konkreet Projete schonn ëmgesat goufen a wat fir eng an der Maach sinn. Do komme mer all Dag virun, well mer eebe probéieren, dee Landwirtschaft+ eriwwerzebréngen, net méi géinteneen auszespillen, mee ze kucken, fir dat Bescht fir deen eenzelne Bauer effektiv eriwwerzebréngen. An ech mengen, dat ass d'Konzept vun der Zukunft, datt mer zesummeschaffen, fir eng Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg opzebauen.

An da muss een natierlech doriwwer nodenken: Wéi gesäit déi gemeinsam Agrarpolitik aus, wéi gesäit

dann doriwwer eraus eis national Agrarpolitik aus? Et ass evident, datt mer op Basis vun der gemeinsamer Agrarpolitik - wou jo och dann nach déi nei Strategie „Farm to Fork" mat erakënnt, wou och de Green Deal nach mat erakënnt, alles dat sinn Elementer, déi mer mussen abauen - zesummen, an deem gesinn ech ganz positiv entgéint, eng Diskussioun musse féieren, matzäit, fir en neit Agrargesetz opzestellen, dat mer dann eebe mussen deenen Defien upassen an dat natierlech en ligne muss si mat enger gemeinsamer Agrarpolitik, déi mer do erreechen, an och mat dem Stratégie-nationale-Plang, dee mer dann dee Moment op Bréissel ginn.

Dofir géif ech Iech vun dëser Plaz aus wierklech Merci soe fir d'Ënnerstëtzung, sous réserve, vun dësem Gesetz, an och Merci soe fir déi Virschléi, déi hei gemaach goufen. An ech mengen, datt et niewent dem Bioaktiounsplang, deen ech zitéiert hunn, och aner Beräicher sinn, déi mer elo schonn op de Wee ginn hunn.

Eis Landwirtschaft brauch an Zukunft eng besser Digitalisatioun. Am Paquet de relance ass eng Zomm virgesinn, fir datt d'Acteuren aus der Landwirtschaft sech zesummesetzen, fir en Data Warehouse opzebauen, op dee mer kënne grënnen, fir och virunzeschaffen. Dat feelt de Moment der Landwirtschaft, dat feelt de Baueren, fir kënne virun ze agéieren. Mir mussen am Déiereschutz, wéi gesot, virukommen. Am Waasserschutz si mer virukomm. Am Plan „pesticide" hu mer kloer eng Richtlinn, och déi suivéiere mer reegelméisseg, wéi gesot.

Da kommen ech vläicht zum Schluss - ech gesinn, ech sinn ewell liicht iwwert d'Zäit - zu den Amendementer an zu de Motiounen, wann ech do vläicht zwee Wierder nach ka soen, Här President.

Wat d'Amendementer betrëfft, mengen ech, ass et esou, datt een dat net brauch ze widderhuelen, wat ech an der Kommissioun gesot hunn. Ech mengen, do hu mer d'Argumenter ausgetosch. Ech hunn elo nach eng Kéier probéiert, am Virfeld ze erklären, ëm wat et hei geet an dësen Ännerunge vun deem besteeënden Agrargesetz. An dofir mengen ech, datt een déi Amendementer och elo net soll akzeptéieren.

Wat d'Motioune betrëfft fannen ech déi éischt Motioun, déi, déi erakoum vum Martine Hansen iwwert d'Biomethanisatioun an de Biogas, eng ganz gutt Motioun. Ech géif awer soen, datt een déi dote Motioun sollt behandelen an enger Commission jointe tëschent dräi Kommissiounen. Dir wësst, den Energieministère ass de Moment amgaangen, eng Etüd ze maachen an deem dote Beräich, zesumme mam Agrarminister an zesumme mam Ëmweltminister. An ech proposéieren, datt een déi dote Propositioune matdiskutéiert an enger Commission jointe, wann dës Etüd fäerdeg ass - an déi ass amgaange fäerdeg ze ginn. Ech kann do och nach eng Kéier den zoustännege Minister froen, wéi wäit datt en ass, mee mir hate viru Kuerzem eng Preparatiounsreunioun, fir ze kucken, wou dës Etüd dann och einfach Input vun eis brauch, fir eebe komplett kënnen analyséiert ze ginn.

Wat déi zweet Motioun betrëfft, vun der ADR war se, mengen ech, fir d'éischt gouf do d'Fro gestallt vun de Societéiten: Bon, Här Engelen, Dir braucht nëmmen ze kucken, dat besteeënd Agrargesetz huet och do scho Bäihëllefe virgesi fir d'Personnes morales an do ass et méiglech, datt sech verschidde Formen zesummeschléissen, fir dës Bäihëllefe kënnen ze kréien. Wat soss nach gefrot ass, verstinn ech net direkt aus dëser Motioun eraus. Dofir mengen ech, datt dës Motioun och superfetatoire ass, well dat besteeënd Agrargesetz, wat jo hei verlängert gëtt an deene Punkten, och dës Méiglechkeete scho gëtt.

Déi nächst Motioun, déi erakomm ass vusäite vun … Ech kucken emol, wou mer elo bei där Motioun ... A, déi lescht hunn ech net kritt, jo. D'Madamm Modert hat eng Partie Motiounen eraginn, wou ech d'Kopië leider nach net krut. Jo, ech ka vläicht ..., dat wär léif. Da kann ech an engems eng kleng Paus maachen.

(M. Romain Schneider reçoit une copie des motions 3 à 10 de Mme Octavie Modert.)

Merci. Et sinn eng Rei Motiounen hei erakomm vun der Madamm Modert, déi op eng Rei vu Punkte higewisen hunn, wou ech eng Rei Saache matdeelen.

Ech mengen, et ass ganz kloer, datt mer musse virufueren, eng Promotioun vun eise Lëtzebuerger Produkter a virun allem dem Wäin ze maachen, awer och dem Cremant an anere Produkter. A virun allem hu mer jo hei eng ganz flott Zomm zur Verfügung gestallt, wou, mengen ech, de Budget nach net opgebraucht ass, wou nach ganz vill flott Promotiounscampagnë kënne kommen. A mir am Ministère si parallell jo amgaangen, doniewent déi Lëtzebuerger Produkter, saisonal, regional a Bioprodukter, ze promouvéieren. An deem Sënn, mengen ech, brauche mer hei keng nei Sue lasszeäisen.

Ech si mer awer bewosst, an do kommen ech bei déi zweet Motioun, datt mer am Kader vun der Analys vun deene Mesuren, wéi se lafen de Moment - mir hate jo e Paquet de relance gemaach fir d'Landwirtschaft vu 5 Milliounen Euro, déi mer och verdeelt hunn -, selbstverständlech nach eng Kéier mussen de Bilan mat alle Secteure maachen, och dem Wäibau, fir ze kucken, wéi d'Situatioun sech elo entwéckelt huet, a wou ee wierklech eng Kéier d'Bilane muss kucken. Ass effektiv - an ech sinn iwwerzeegt dovunner - en Abroch komm? An dat ass warscheinlech net bei jiddwerengem d'selwecht, well ech mengen och, datt verschidde Betriber ganz gutt fonctionéiert hunn, well se ganz séier ëmgeswitcht hunn an zu anere Méiglechkeete vun der Vente vun hiren exzellente Produkter konnten eriwwergoen.

Och do sinn ech ganz gär bereet, nach eng Kéier eng Analys ze maachen. Ech mengen, datt mer dat kënne sécher suivéieren, mee ech mengen awer, datt een dat muss a Rou analyséieren.

D'Fro, déi nach opstoung, elo net zu dëser Motioun, mee zum Schwéngssecteur: Richtegerweis gouf vu ville gesot hei, de Schwéngssecteur wär e Secteur, deen de Moment schwiereg do steet! En hat natierlech virun enger Zäit immens héich Präisser op ganz héijem Niveau, mee souwuel d'Pandemie wéi virun allem och d'Afrikanesch Schwéngspescht an Däitschland hunn derzou gefouert, datt et zu schwéieren Astierz komm ass an de Präisser. An ech hunn effektiv meng Leit beoptraagt gehat, all eenzelne Betrib ze kontaktéiere fir ze kucken, wéi d'Situatioun wär.

An ech wäert am Laf vun der nächster Woch de Secteur gesinn, fir konkreet Proposen op den Dësch ze leeën, dës mat hinnen ofzestëmmen an duerno am Regierungsrot ze presentéieren, fir dann och de Support vum Regierungsrot ze kréien. Do musse mer, do hutt Der Recht, agéieren, do musse mer Bäihëllefe ginn à court terme. A mir mussen awer och kucken à moyen terme an ech hu genau dat doten - à moyen terme! - och e Méindeg gesot am Agrarconseil. An dat gouf och ganz begréisst vum Kommissär. Deen huet souguer Lëtzebuerg perséinlech ernimmt, datt dat de richtege Wee ass, à court terme ze hëllefen, mee à moyen terme musse mer kucken: Wou geet dee Secteur hinn, wéi orientéiere mer eis an Zukunft am Schwéngssecteur?

An ech sinn och wéi Dir iwwerzeegt, datt mer de Secteur sollen erhalen, well wa mer dat net hätte wëlle maachen, dann hätte mer och näischt wärend der Schwéngspescht misse maachen. Dann hätte mer dat kënne lafe loossen, da wär de Problem vun dem Schwéngssecteur geléist. Mee dat wollte mer net. Mir wëllen och hei zu Lëtzebuerg eng Schwéngsproduktioun maachen. Mir mussen awer och kucken: Wéi kënne mer mëttelfristeg eng opbauen, déi méi resistent ass géint dat, wat vu bausse kënnt, déi effektiv och déi Mäert besser packt, déi ganz vill Fluktuatiounen hunn? Ech mengen, dat wësst Dir grad esou gutt a besser wéi ech.

Wat d'Motioune betrëfft, déi dann nach zitéiert goufe vun de Mindestpräisser: Ech mengen, d'Eenheetspräisser, déi hei genannt goufen, do ass et esou, datt mer déi wäerten adaptéieren dee Moment, wann dat neit Gesetz wäert iwwerschafft ginn.

Wat d'Steiere betrëfft, déi Motioun, mengen ech, do ass et esou, datt mer evidenterweis Récksprooch mussen huele mam Finanzminister. Dat ass natierlech eng Saach vu manner Recetten, déi erakommen. Da muss ee klären, op dat doten en Effekt huet doniewent.

Déi Coronabäihëllefen hat ech ernimmt, och d'Promotioun an d'Campagne.

Ech mengen, datt dat hei eenzel Motioune sinn, wou selbstverständlech d'Iddi dervunner ganz richteg ass, eenzelner sinn awer ugeduecht an anerer, mengen ech, déi wäerte mer am nächste Gesetz huelen.

Dat vun den Eenheetspräisser ass op jidde Fall eng, déi ech net kann akzeptéieren, well mer dat am nächste Gesetz wäerten adaptéieren, genausou wéi d'Lëscht vun den Ekipementer, déi wäerte mer och nach eng Kéier genau kucken am Kader vum Reglement, dat ze iwwerschaffen ass.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Dat si Reglementer vum Eenheetspräis.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Voilà! An deem Sënn géif ech ofschléissen an hei vläicht zréckkommen op de Saz, dee benotzt gouf vun Eenzelnen, datt dat hei eng „verpasste Chance" wär.

Ech mengen net, datt et eng verpasste Chance war! Mir hunn d'Chance genotzt dës Kéier, fir eng éischte Kéier zënter iwwer 20 Joer kee Vide juridique ze schafen. D'Baueren hu viru Plaffongen, hu viru Suen, kréie viru Suen, fir an hir Betriber ze investéieren. An dat ass gutt an dat ass och richteg esou. An ech soen och Merci fir dee grousse Support.

Merci bien.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soe Merci dem Här Landwirtschaftsminister. An direkt Parole après ministre fir den Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Wann ech den Här Minister richteg verstanen hunn: Zur Motioun 2 huet den Här Minister geschwat vu Bäihëllefen, déi mir hei froe fir eenzel Gesellschaften. Mir froe keng Bäihëllefen, mir froen, fir eng Gesellschaftsform ze entwéckelen, déi dem Agrarmilieu Rechnung dréit. Dat huet näischt mat Bäihëllefen ze dinn. Et huet just mat enger Gesellschaftsform ze dinn, déi spezifesch dem Agrarmilieu zeguttkënnt.

Dat ass am Fong geholl dat, wat mir froen. A mir hu keng Bäihëllefen dran. Wann ech et richteg interpretéieren, Här Minister, hat Dir gesot vu Bäihëllefen. Et ass näischt vu Bäihëllefen an dëser Motioun. Et geet just drëm, eng Gesellschaftsform ze entwéckelen, wou den Agrarsecteur sech kéint besser dran entwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Jo, Här Engelen, wann dat nëmmen d'Fro war, domat hunn ech kee Problem! Mee ech mengen, et geet ëm d'Bäihëllefen, well do ass genau de Problem! Deemno wéi eng Form et ass, hätt ee keng Bäihëllefen zegutt. Hei ass awer d'Méiglechkeet gi ginn am Agrargesetz, datt och Personnes morales kënne Bäihëllefe kréien. Fir de Rescht, mengen ech, wéi ee sech zesummendeet, dat ass eng aner Saach, mee et muss ee kucken, ob dat da parallell zum Gesetz passt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Landwirtschaftsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7621 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert déi véier Amendementer of, déi vun der CSV-Fraktioun eragereecht gi sinn. Mir kommen dann elo zum Amendement Nummer 1, deen als Objet huet, deen éischte Paragraf vum Artikel 7 ze änneren.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass den Amendement 1 mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zum Amendement Nummer 2, deen als Objet huet, deen drëtte Paragraf vum Artikel 7 ze änneren.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass den Amendement 2 mat 23 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Da komme mer zum Amendement Nummer 3, deen als Objet huet, de véierte Paragraf vum Artikel 7 ofzeänneren - oder en zweeten Alinea bäizefügen.

Vote sur l'amendement 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

(Interruption)

Domadder ass den Amendement 3 mat 23 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen a 4 …

Plusieurs voix.- Här President!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, entschëllegt! Ech muss Iech derangéieren, well ech mengen, datt souwuel bei Ärem leschte Comptage vum leschten Amendement wéi och bei dësem Amendement warscheinlech e Feeler virläit, well der ADR hir véier Stëmmen déi Amendementer ënnerstëtzt hunn. Dat wären also d'Stëmme vun der CSV plus eis plus eventuell anerer. Ech géif Iech dofir bieden, dat vläicht nach eng Kéier ze verifiéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soll de Vott fir den Amendement Nummer 3 widderhuelen?

Plusieurs voix.- Déi zwee!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da widderhuele mer déi zwee!

Fir d'éischt stëmme mer fir den Amendement Nummer 2 nach eng Kéier frësch of, fir Kloerheet ze kréien, fir d'éischt fir den Amendement Nummer 2, deen als Objet huet, den drëtte Paragraf vum Artikel 7 ze änneren.

Nouveau vote sur l'amendement 2

Mir stëmmen nach eng Kéier of.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder wier den Amendement 2 bei ...

(Interruptions)

... 25 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Da komme mer nach eng Kéier op den Amendement Nummer 3 zréck, deen als Objet huet, dem véierte Paragraph vum Artikel 7 en neien zweeten Alinea bäizefügen.

Nouveau vote sur l'amendement 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass den Amendement 3 mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles

Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Den Artikel 7 vum Projet de loi bleift deemno ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir komme schliisslech zum Amendement Nummer 4, deen als Objet huet, den zweete Paragraf vum Artikel 9 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 4

De Vott fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass den Amendement 4 mat 25 Jo-Stëmmen, ...

(Interruption)

... 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : M. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Den Artikel 9 vum Projet de loi bleift also och ënnert der Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7621. Den Text steet am Document parlementaire 7621[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7621 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7621 mat ...

(Interruptions)

... 52 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 7 Abstentiounen - et ass dat, wat mäin Tableau hiergëtt - ugeholl.

D'Madamm Simone Asselborn-Bintz freet d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Entschëllegt, ech hu mech geiert, Här President. Ech hunn dee falsche Knäppche gedréckt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass de Projet de loi 7621 mat 52 Jo-Stëmmen an 8 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert déi verschidde Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der CSV-Fraktioun eragereecht ginn ass. Da ginn ech direkt d'Wuert un d'Madamm Hansen als Auteur vun der Motioun, well et proposéiert ginn ass, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, ...

(Interruption)

... well do verschidde Ministèren d'Kompetenzen hunn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech sinn averstanen, fir se an der Kommissioun ze diskutéieren, mee dann hätt ech dat awer wierklech gären innerhalb vun deenen nächsten zwou Wochen, well heiansdo dauert et ganz laang, ier se an d'Kommissioune kommen. An der Landwirtschaft dauert et meeschtens net esou laang.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

Ass d'Chamber domadder averstan?

Ech géif d'Wuert dann nach un den Här Minister ginn.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Also ech sinn dermat d'accord. Ech hu jo proposéiert, dann eng Commission jointe ze maachen. Mee ech kann net soen, ob dat an deenen nächsten zwou Wochen ass, well do muss ech natierlech mam Energieminister schwätzen, wou déi Etüd drun ass. Ech kucken, datt et esou schnell wéi méiglech ass. Dat kënne mer garantéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay! Ass d'Chamber d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Nach eng Kéier d'Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéilt elo gär just d'Informatioun ginn, dass ech scho mam Här Benoy geschwat hunn, dass mer déi Jointe och géifen aberuffen, a wéi de Minister sot, géife mer kucken, wou déi Etüd drun ass, well ech mengen, dass déi weesentlech ass, fir déi Motioun hei ze diskutéieren, mee dass mer awer bereet sinn, déi heiten an d'Jointe ze huelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- An ech géif ..., bon, d'Madamm Hansen hat jo och elo grad nach ugeschwat, dass dat heiansdo laang géif daueren. Ech wëll awer do nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer do awer beméit sinn, alles, wat vun der CSV kënnt, ëmmer op den Ordre du jour ze huelen.

Dofir wollt ech vläicht nach kuerz zu den Amendementer soen ..., bon, dat gehéiert elo net ënnert deen heite Punkt, mee déi Amendementer, mir hate jo och eng Kommissiounssëtzung, wou mer just eleng d'Amendementer vun der CSV um Ordre du jour haten, wou mer laang Zäit haten, fir doriwwer ze diskutéieren.

Dofir géif ech dat och gär hei mat dëser Motioun maachen an ech géif och proposéieren, fir dat mat deenen anere siwe Motioune vun der CSV ze maachen. Ech mengen, dat waren elo 15 Säiten, déi mer elo hei ausgedeelt kritt hunn. A mir sollten déi och an d'Kommissioun huelen. Ech mengen, d'CSV huet sech jo och ganz vill Aarbecht heimadder gemaach gehat, soudass mer eis déi Zäit dann eeben och nach eng Kéier sollen huelen an déi Saachen an der Kommissioun diskutéieren. Voilà!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Hansen als Auteur vun de Motiounen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, wéi ech elo dat Wuert „Etüd" héieren hunn, do sinn ech awer e bëssen nervös ginn, well ech virun engem Joer déi Etüd scho versprach kritt hunn. A wa mer elo nach ee Joer op déi Etüd waarden, da wäerte mer och nach ee Joer waarden, ier déi an déi Commission jointe kënnt.

Also ech hätt u sech gären déi Commission jointe onofhängeg dovunner, ob déi Etüd an engem Joer fäerdeg ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Ass nach een, deen d'Wuert hei wëllt ergräifen? D'Madamm Octavie Modert huet d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, et ass virgeschloe ginn, fir déi Motiounen, déi ech deposéiert hat, dann an d'Landwirtschaftskommissioun ze huelen.

Ech sinn zwar am Fong der Meenung, datt een dat meescht dovunner gläich hei hätt kënne behandelen an driwwer ofstëmmen. Wann awer de Wonsch ass, fir dat méi genau ze kucken a méi genau ze diskutéieren, da kann ech domadder averstane sinn, awer ënnert der Bedéngung wannechgelift, datt déi Kommissioun séier kann zesummekommen - do hunn ech och Vertrauen an d'Presidentin - an datt mer se dann duerno erëm zréck an d'Plenarsitzung hei bréngen, déi Motiounen, déi dann an der Kommissioun géifen diskutéiert ginn. Natierlech soll dat zäitno sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert.

Kënne mer dann en bloc ofstëmmen, fir all déi Motiounen, déi deposéiert gi sinn, an d'Kommissioun ze verweisen?

Une voix.- Déi zweet net!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi zweet net, okay. Da stëmme mer fir d'éischt iwwert déi Motioun Nummer 2 of, an duerno stëmme mer iwwer all déi aner en bloc of, fir déi un d'Kommissioun ze verweisen.

Vote sur la motion 2

Mir stëmmen dann iwwert d'Motioun Nummer 2 of. De Vote électronique ass gefrot.

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass d'Motioun 2 mat - et ass erëm e bësse Wull dran - 26 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent, …

(Brouhaha)

… nee, mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Vote sur le renvoi des motions 1 et 3 à 10 en commission

Wien dann d'accord ass, fir datt mer déi aner Motiounen un d'Landwirtschaftskommissioun verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dat esou decidéiert.

(La motion 1 de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire.

Les motions 3 à 10 de Mme Octavie Modert sont renvoyées à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.)

8. 7745 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un nouveau régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7745 iwwer en neien Hëllefsregimm vun den De-minimis-Reegelen zugonschte vun de Fräiberuffler. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Tess Burton, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Roy Reding, den Här Marc Baum, den Här Sven Clement an den Här Laurent Mosar. An ech géif d'Wuert ginn un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e gudde Mëtteg vu menger Säit! Ëm wat geet et bei dësem Text, dësem Projet de loi, dee relativ technesch ass? Dofir versichen ech, lech en esou einfach wéi méiglech ze explizéieren.

Mat deem Text, dee mer elo hei wëlle stëmmen, ass et dat drëtt Gesetz, wat mer huele säit dem Ufank vun der Pandemie Covid-19, an zwar spezifesch fir d'Independanten, well och si zurzäit an enger schwéierer Phas sinn, a si brauche weider eis Hëllef.

Dir erënnert lech: Déi éischt Hëllefen hate mer geholl am Abrëll d'lescht Joer an direkt eng zweet Hëllef am Mee och vum selwechte Joer 2020.

Wie kritt se? All Independanten, egal ob et e Commerçant ass, en Artisan oder awer e Fräiberuffler. Si musse just d'Konditiounen erfëllen, op déi ech spéider zréckkommen, fir eeben ze beweisen, dass se als Independant schaffen.

Här President, verglach mat den Aidë virdrun huet dëst Gesetz dräi Neierungen, verbessert also d'Situatioun fir d'Beneficiairen.

Dat Éischt, dat ass, dass d'Independanten aus dem Secteur paramédical, zum Beispill d'Masseuren, d'Kinéen, d'Psychotherapeuten, déi an den Texter vun 2020 net mat erageholl gi sinn, elo awer mat erageholl ginn. Dir erënnert lech vläicht, dass de Staat dës ganz Leit gebraucht huet, fir d'Réserve sanitaire opzestocken. Si kruten e Kontrakt vum Staat. Déi Kontrakter sinn awer elo ausgelaf a si falen elo an d'Eligibilitéit vun dësem Text.

Dat Zweet, wat eng Neierung ass, dat ass, dass de Minimum cotisable op een Drëttel vum Mindestloun erofgesat ass, an dat heescht, dass mat deem System méi Independantë vun där neier Hëllef kënne beneficiéieren. D'Palett vun de Beneficiairë gëtt also erweidert.

Déi drëtt Neierung, dat ass den Delai, wéini hie beim Centre commun vun der Sécurité sociale huet misse ageschriwwe ginn. Deen ass elo op den 31. Dezember 2020 festgeluecht ginn. Dat bréngt mat sech, dass Independanten, déi eréischt viru Kuerzem mat hiren Aktivitéiten ugefaangen hunn, an dat war bei den Texter virdrun dann och net méiglech, och elo kënne vun dësen Hëllefe beneficiéieren.

Här President, wéi gesäit dës Hëllef aus? Ganz wichteg: Et ass eng direkt Krisenhëllef. Si ass net remboursabel a si ass steierfräi. Si variéiert zwëschent 3.000 a 4.000 Euro, ofhängeg vum Akommes vum Independant. 3.000 Euro kritt den Independant, wa säi Revenu d'selwecht oder méi grouss ass wéi een Drëttel vum Salaire social minimum, mee méi kleng oder d'selwecht wéi 1,5-mol de Mindestloun. 3.500 Euro kritt den Independant, wa säi Revenu d'selwecht oder méi grouss ass wéi 1,5-mol de Mindestloun, awer méi kleng ass oder d'selwecht ass wéi zweemol de Mindestloun. A 4.000 Euro kritt den Independant, wa säi Revenu méi grouss oder d'selwecht ass wéi zweemol de Mindestloun, awer méi kleng oder d'selwecht ass wéi 2,5-mol de Mindestloun. Dat gesäit relativ technesch aus, mee de Ministère ass schonn amgaang, Formulairen auszeschaffen; déi si scho prett, fir op de Site ze kommen. Do ass dat alles gutt erklärt, fir dass jiddweree sech mat deene Chifferen a Krittäre gutt erëmfënnt.

Wat muss een elo maachen? Wat sinn d'Konditiounen, fir dass een dës Hëllef ka kréien? Et si véier Konditiounen, déi sinn am Artikel 3 festgehalen, déi ee muss erfëllen.

Dat Éischt, dat ass, dass ee muss, dat hunn ech scho gesot, den 31. Dezember 2020 am Centre commun vun der Sécurité sociale affiliéiert sinn. Dat Zweet, dat ass, dass ee muss beweisen, dass een d'Konditiounen erfëllt, fir dass ee wierklech als Independant tel quel ka schaffen.

Wichteg an dësem Text ass, an dat hate mer schonn oft an Diskussiounen, dass een hei net on-

bedéngt eng Autorisation d'établissement brauch. Dir erënnert lech, bei aneren Aidë war dat en Diskussiounspunkt, well mir wëssen, dass e Koup Aktivitéiten, déi d'Independantë maachen, keng Autorisation d'établissement brauchen, zum Beispill aus dem Secteur vum Sport, dat kennt Der alleguerten: Fitnesscoachen, Tennistrainer an esou weider kënne schaffen, ouni dass se eng Autorisation d'établissement brauchen a falen ënnert d'Gamm vun den Independanten.

Drëtt Konditioun, de Revenu - an ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck, well dat ass jo u sech e ganz wichtegt Element - muss also leien zwëschent engem Drëttel vun dem Mindestloun an net méi grouss si wéi 2,5-mol de Mindestloun. Et ass also an deem Beräich.

A véiertens, den Independant muss a finanzielle Schwieregkeete sinn an e muss kënne beweisen, dass déi Schwieregkeeten en relation directe si mat der Covid-19-Kris. Bon, souwäit zu de Konditiounen.

Wéi ass et elo mat de Formalitéiten? Et muss een natierlech eng Serie Dokumenter eraginn, fir dass de Ministère ka kucken, dass dat alles klappt. Dat Éischt, dat ass emol e Certificat, mer hunn elo x-mol dovunner geschwat, dass ee bei der Sécurité sociale ugemellt ass. Dat Zweet ass en Dokument, dat d'Assiette vun der Cotisation sociale eeben attestéiert, dass ee ka kontrolléieren, ënner wat fir eng Kategorie ee fält. Dat Drëtt sinn Dokumenter, déi beweisen, dass een als Independant ka schaffen. Dat Véiert ass eng Deklaratioun eeben, dass een a finanzielle Schwieregkeeten ass an déi en relation directe si mat der Coronakris. Dat Fënneft ass eng Déclaration sur l'honneur, dass een net verurteelt ginn ass. Do hate mer och Diskussiounen. Dir erënnert lech, an den Texter virdrun hu mer, eebe fir d'Simplification administrative, d'Optioun geholl vun enger Déclaration sur l'honneur an net engem Extrait vum Casier judiciaire. An als Lescht eng Deklaratioun iwwer eventuell aner Aiden, well mir sinn hei am System vun den Aiden „de minimis", ob ee scho vun aneren Aidë beneficiéiert huet.

Här President, mir kruten eng Serie vun interessanten Avisen. Ech wëll elo just déi puer wichtegst Elementer aus deene verschiddenen Avisen eraushuelen. Mir kruten een Avis vun der Chambre des Métiers, duerno nach en Avis complémentaire vun der Chambre des Métiers, een Avis vun der Chambre de Commerce an een Avis vun der Chambre des Salariés an natierlech den Avis vum Staatsrot.

Zum Avis vun der Chambre des Métiers: Déi Beruffskummer begréisst et natierlech, dass erëm eng nei Aide kënnt. Si insistéiert awer fir ze kucken, ob vun där Aide och déi kéinte beneficiéieren, déi momentan eng Dispens hu vum Bezuele vun der Cotisation sociale.

D'Chambre des Métiers huet och gefrot - an dat ass momentan en Diskussiounspunkt dobausse bei ville Gremien -, ob et net méiglech wär, fir, wann dës Kris virugeet oder nach aner Krise géife kommen, déi och de Secteur esou géifen impaktéieren, en neie Projet de loi op den Instanzewee ze bréngen, deen en dauerhafte Lounausgläich, dat heescht eng Zort de Revenu de remplacement kéint au profit vun den Independantë schafen, e bësselchen als Parallell zum Chômage partiel, vun deene jo d'Salariéë profitéieren an de Moment awer d'Independanten net.

Dann hu se och gefrot - an de sämtleche Chambres professionnelles, Dir wäert dat nach héieren -, dass dee Maximumseuil vun 2,5-mol dem Mindestloun, fir dass een eligibel ass, soll ewechgelooss ginn an dass déi ganz Spart vu Leit, déi iwwert deem Seuil läit, och kéint an de Benefiss vun den Aidë kommen. Dat ass an hirem Avis complémentaire gewiescht, dee leschte Punkt vun der Demande, fir de Seuil ewechzeloossen.

D'Chambre de Commerce begréisst och déi nei Aide, seet Merci dofir, seet awer, et géif hir net wäit genuch goen. A si hat - erënnert lech! - an den Avise scho virdrun gefrot an dat freet se hei erëm eng Kéier, dass déi Hëllefe solle recurrent oder repetitiv sinn, well se awer mengt, dass dat eemolegt Ausbezuelen net géif duergoen.

Si begréisst et och, dass de Seuil inférieur op een Drëttel erofgesat gëtt, fir eeben d'Palett ze vergréisseren, an och op uewen 2,5-mol de Mindestloun. Mee, wéi gesot, an där Optik - an do rejoignéiert se u sech hir Schwësterberuffskummer, dat heescht d'Chambre des Métiers - freet se och, ob et net méiglech wier, fir dee Seuil do ewechzeloossen, fir eebe just d'Palett vun de Beneficiairen ze vergréisseren.

D'Chambre des Salariés huet wéi ëmmer eng aner Optik, awer eng ganz interessant. Si mécht eng ganz Opdeelung, wien alles Independant ass. Si seet zwar, déi Hëllef géif hir net héich genuch schéngen, well si seet, mat där do Hëllef wier et net méiglech, d'Verloschter, déi d'Betriber hunn duerch d'Pandemie, iergendwéi ze decken.

Da seet se awer och nach, et misst ee vläicht méi streng kucken, ob alleguerten déi Independanten, déi elo also d'Hëllef ufroen, ob déi och an der Rei ware mat dem Bezuele vun hire Steieren a mat hire Cotisation-sociallen. An dann hätt se och nach gär méi Prezisioune par rapport zu all den Dokumenter. Ech hunn lech eng Serie dovunner opgelëscht, déi ee misst eraginn, fir eebe just, dass d'Demande also akzeptéiert gëtt.

De Staatsrot: Mir hunn et alleguerte begréisst, dass de Staatsrot keng eng Opposition formelle zu dësem Text gemaach huet. An ech mengen, dat ass eng bonne Note fir de Minister a seng Leit. Si hunn awer e puer Suggestioune gemaach quant au fond, fir verschidde Saachen ze maachen. Eng hu mer dovun ugeholl - d'Déclaration sur l'honneur -, anerer net, well mer einfach eng Unicitéit gär gehat hätte mat den Texter, déi mer schonn an de Méint virdru gestëmmt hunn. Bei der Legistique suivéiere mer se bal ëmmer, well se ëmmer gutt Iddien hunn, fir eebe just d'Texter nach besser ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo schonn zum Schluss. Ech hu versicht, Iech deen héich technesche Projet hei beschtméiglech ze resuméieren. Ech wëll Mercie soen dem Här Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp, de Beruffskummeren an natierlech dem Staatsrot, all de Membere vun de Commission des classes moyennes. Mir hate flott Diskussiounen. Merci fir Är konstruktiv Aarbecht! Dann natierlech merci den Hären Timon Oesch a Christian Lamesch fir hir wäertvoll Kollaboratioun.

Här President, mir hu séier geschafft, esou séier, wéi et méiglech war, net ouni awer den Text akribesch genau gepréift ze hunn, well et geet drëm, fir e performanten Text ze maachen an e verständlechen Text an en Text, deen dem Minister an der ganzer Regierung et erlaabt, esou schnell wéi méiglech den Independanten, ëm déi et geet, elo déi Hëllefen auszedeelen.

An an där Hisiicht bieden ech ëm Äert Matdroe vun dësem Projet a soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Beissel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e Merci un d'Rapportrice fir d'Duerstellung an d'Erklärung vum Projet de loi, dee mer elo déi lescht Deeg an der Mëttelstandskommissioun vun der Chamber behandelt hunn.

D'Madamm Presidentin ass agaangen op all déi Avisen, déi gemaach gi si vun de Beruffschamberen. Si ass agaangen op den Avis vum Staatsrot. Ech wëll awer och soen, dass mer en Amendement virleien haten, wou och d'CSV gesot huet, dass dee Plaffong misst an d'Luucht gesat ginn, well mer der Meenung sinn, dass dee Plaffong net héich genuch ass.

D'Madamm Presidentin huet et am schrëftleche Rapport, mee ech verstinn, wann een amgaang ass am mëndleche Rapport, kann engem dat emol duerch d'Latte goen. Dofir wëll ech nach eng Kéier dorun erënneren.

Deen Amendement ass ofgeleent gi mat de Stëmme net nëmme vun der Majoritéit, mee et war just d'CSV, déi den Amendement gestëmmt huet, well et geheescht huet, mir géifen domadder opmaache fir all Mënsch, wa mer méi héich géife fuere wéi 2,5-mol de Mindestloun.

Ech wëll awer soen, dass am Artikel 5, an d'Madamm Presidentin huet dat nach eng Kéier hei zitéiert, dass do ganz kloer drasteet, dass och eng vun de Konditiounen ass, dass de muss ekonomesch Schwieregkeeten hunn. Ma domadder si verschidde Beispiller, déi an der Diskussioun deemools gefouert gi sinn, vläicht net ganz richteg, wou et geheescht huet, da kéint jo jiddweree sech mellen, och dee mat der italienescher Luxuslimousine, fir elo keen aneren Numm ze gebrauchen, dann hätt dee sech och kënne mellen. Mee duerch den Artikel 5, dee jo och nach eng Kéier vum Staatsrot ofgeännert ginn ass, wou nach e Passage bäikomm ass, doduerch wär dat net de Fall gewiescht. An dofir bedauere mer, dass d'Majoritéit net bereet war, eisen Amendement mat unzehuelen.

Ech wëll och drop hiweisen: Et si jo net nëmme mir, déi déi Fuerderung, déi Propos gemaach hunn, mee et waren och nach anerer, déi op dee Punkt higewisen hunn an déi gebieden hunn, dass mer deem géife Rechnung droen.

Wa mer elo dee ganze Projet de loi kucken, an d'Madamm Presidentin, déi dat och gläichzäiteg als Rapporter exzellent gemaach huet, a mir loossen dat Revue passéieren, wat elo lass war ...

Nächste Mount, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et e Joer hier, dass mer déi éischte Kéier owes am Radio eppes héieren hu vum Covid. An de Mäerz ass et déi éischte Kéier, wou mer d'Decisioun hu missen huelen, dass et hei zu Lëtzebuerg an de Lockdown geet, a wou d'Parteien, déi an der Chamber waren, alleguerten den État de crise matgestëmmt hunn, wat och dozou geféiert huet, dass d'Restauranten zougaange sinn.

Mir hunn och eng Wäertschätzung fonnt fir Beruffer, iwwert déi mer déi lescht Zäit - an ech mengen och elo net onbedéngt do d'Chamber, mee ech mengen do d'ganz Bevëlkerung - aneschters geschwat hunn. An do hu mer déi lescht zwielef Méint gemierkt, wéi wichteg déi sinn an dass mer se brauchen. Dat ass d'Santés- an d'Fleegepersonal, obwuel ech ënnersträiche wëll, dass och schonn 2018, 2017 Diskussioune waren, dass mer der net genuch hunn, mee déi Diskussioun ass nach eng Kéier relancéiert ginn. An ech mengen, et geet net nëmmen duer, se ze relancéieren - ech weess, dass den Här Minister net derfir zoustänneg ass -, mee ech géif nach eng Kéier den Appell maachen, e soll dat mathuelen u seng aner Regierungskolleegen, wéi wichteg et ass, dass mer do zu Potte kommen an dass et méiglech gëtt, dass mer méi Leit derfir interesséieren, fir dee Beruff ze léieren.

Well eppes huet Covid eis gewisen: Wa mer déi Leit net hunn, dann hu mer ganz vill Schwieregkeeten. An déi Leit hunn och ganz vill Efforte gemaach. Well mir hunn einfach decidéiert, elo ännere mer eppes, an dat huet geheescht, zwielef Stonnen den Dag schaffen. Do waren der och dobäi vun hinnen, déi hu missen zwielef Stonnen den Dag am Asaz sinn, fir de Betraffene vum Covid alleguerten déi Fleeg an déi Hëllef zoukommen ze loossen.

Ech hunn dat gesot vum Santéssecteur. Ech kann dat selwecht soe vum Fleegesecteur, dat war dat selwecht, well et ass jo och dat selwecht Personal plus ou moins, dat do gebraucht gëtt.

Ech ka schwätze vum Transport. Well och am Transportsecteur hu mer gemierkt, wann de Bus net fiert, den Zuchchauffeur net do ass, dann ass et och schwiereg, do eppes ze maachen.

Mir hunn dat gesinn am Botzsecteur, well opgrond vun deenen hygieenesche Bedingungen ass och eng aner Wäertschätzung komm fir vill vun deene Leit. Ech wëll net soen, dass dat virdru bei jiddwerengem net de Fall war, mee déi eng hunn dat aneschters opgeholl wéi déi aner a se si sech elo eréischt bewosst ginn, wa se do allkéiers ee gesinn hunn, deen d'Klenschen ofgemaach huet an nach aner Saachen, wéi wichteg et ass a wat fir eng wichteg Aufgab et ass, déi déi Leit an deem Secteur hunn.

Mir hunn en anert Beispill, dat ass dat, wou mir jo och als Chamber déi Leit scho méi laang kennen, dat sinn déi vun de Sécherheetsfirmaen. Déi souze jo elo net nëmme bei der Chamber, mee déi souze jo dann och plazeweis oder stounge viru Geschäfter an op aner Plaze fir ze kucken, dass do och allkéiers d'Mesuren agehale ginn.

Ech weess, dass dat am Botzsecteur an am Sécherheetssecteur méi iwwer Kollektivvertrag gereegelt ass, mee och do géif ech en Appell maachen, Här Minister, huelt Ären Homologen, déi derfir zoustänneg sinn, mat, wéi wichteg et ass, dass mer deenen hir Problemer awer och elo definitiv geléist kréien. An do denken ech och virun allem un de qualifizéierten oder net qualifizéierte Mindestloun, dee grad och am Botzsecteur ëmmer erëm eng Diskussioun ass, wou et och Urteeler gëtt, wou et wichteg ass, och do eppes ze maachen.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn och iwwer aner Punkten heibanne geschwat. Mir wëssen, dass mir an där Kris hei, ech wëll net soen esou gutt, mee am Verhältnis zu anere Leit dach besser dostinn. Dat huet och vill ze di mat deenen Hëllefen, déi ausbezuelt gi sinn, mat deenen Hëllefen, déi komm sinn, mat deenen Hëllefen ...

An de Minister vun de Classes moyennes huet eis op den Datum vum 21. Januar 2021 ... - hien huet do bestëmmt nach méi aktuell Chiffere wéi déi, déi ech hunn, hien huet déi vun haut de Mëtten -, do waren et 30.636 Dossieren, déi erakomm sinn, fir Hëllefen ze froen, wat alles an der Classe moyenne ugefrot ginn ass. Ob dat eng micro oder petite Entreprise war, ob dat fir déi 5.000 Euro fir micro oder petite Entreprisë war, ob et d'Indemnité d'urgence war vun deenen 12.500 Euro, ob et d'Indemnité d'urgence war fir Independanten, op déi d'Madamm Presidentin schonn eng Kéier agaange war, 2.500 Euro oder 4.000 Euro. Da war et dat selwecht, déi Aide spécifique fir de Commerce en détail. Da war et d'Aide pour coûts non couverts an da war et déi Avance remboursable, déi gemaach ginn ass.

Mir wëssen - den Här Aarbechtsminister huet an der Aarbechtskommissioun dat selwecht gemaach an eis gesot, wéi et ass mam Chômage partiel, wat do alles vu Chômage partiel schonn ausbezuelt ginn ass -, dass mer do jo och zwee verschidde Modeller kannt hunn, nämlech de Modell vun der Avance, deen d'Betriber kritt hunn am Ufank vun der Kris, wou mer do soi-disant, nennen ech dat, e Cas de force majeure Covid-19 konnten zitéieren, well do hunn d'Betriber d'Sue kritt an et ass eréischt am Nachhinein ofgerechent ginn. An dee Moment hate mer och net déi Problemer, iwwert déi mer elo schwätzen, dass d'Betriber Liquiditéitsschwieregkeeten haten.

An dofir, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech nach eng Kéier eng Motioun ofginn, wou ech d'Regierung géif bieden an d'Majorité parlementaire, fir driwwer nozedenken, dass mer do e Covid-19-Spezial géife schafen, fir deene méi séier kënnen ze hëllefe wéi am klassesche Chômage partiel. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

« Réinstauration du régime de chômage partiel pour cas de force majeure Covid-19 »

La Chambre des Députés,

- considérant

• que de nombreuses entreprises continuent à pâtir de la crise actuelle ;

• que le besoin de disposer de liquidités se fait de plus en plus sentir ;

• que des entreprises continuent à exprimer leur désarroi en raison de la liquidation trop lente des indemnités de chômage partiel ;

• que cette situation risque d'avoir des répercussions néfastes sur l'emploi en général, mais également sur le salarié pris individuellement dont l'employeur n'est plus à même d'honorer ses engagements financiers ;

• qu'il importe dès lors de revoir les modalités de paiement des indemnités du chômage partiel actuellement en vigueur ;

- rappelant à cet égard que durant la première phase de la pandémie, le Gouvernement avait mis en place un système d'avances en matière de chômage partiel appelé chômage partiel pour cas de force majeure Covid-19,

invite le Gouvernement

à réinstaurer pour les mois à venir le régime du chômage partiel pour cas de force majeure Covid-19.

(s.) Marc Spautz, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Aly Kaes, Georges Mischo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dat ass ee Punkt, mir kréien ëmmer erkläert, souwuel vum Här Minister Delles bei sengen Aiden ..., net bei sengen, mee bei den Aiden aus der Classe moyenne wéi och beim Minister Kersch, wat d'Aidë vum Chômage partiel ubelaangt, dass et dach verhältnismëisseg séier geet, wa bis alles ofgeschloss ass.

An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass ee vun de Problemer, well och an deene Chifferen, déi den Här Minister eis ginn huet ..., an dat konnte mer jo och dëser Deeg op enger gréisserer Radiosfrequenz héieren, déi RTL heescht, dass iwwer 50 % vun de Betriber hirer Meenung no keng Demande gemaach hunn. A wann een d'Chifferen alleguerte kuckt vun deenen Dossieren, déi virleien, an da vergläicht een dat mat deene Chifferen, déi alt vum Statec oder vun anere publizéiert ginn, da kënnt ee wierklech op dee Chiffer, dass do 50 % oder bis zu 50 % vun de Leit keng Demande gemaach hunn, fir déi Aiden ze kréien, respektiv se hunn eng Demande gemaach, fir déi eng Aide ze kréien, a well ee jo zwee verschidden Dossiere muss erstellen, deen ee fir d'Classes moyennes an deen anere fir den Travail, si se dovun ausgaangen, dass dat automatesch geet. Dat ass awer nach ni esou am Gesetz gewiescht, ech wëll dat och kloer an däitlech soen. Mee da musse mer vläicht do rappeléieren, an ech weess net wéi, fir och d'Leit dorop opmierksam ze maachen, dass, wa se keng Demande maachen, se dann och näischt kënne kréien.

Et ass d'selwecht bei der Pensioun, et ass d'selwecht beim Kannergeld, wann Der keng Demande maacht, kritt Der näischt, an da kënnt Der och näischt kréien.

An dee selwechte Punkt ass et elo, wou dann och déi Piècen alleguerte mussen agereecht ginn, wou een da muss e Verglach maache fir déi Primm, déi mer de leschte Mount gestëmmt hunn: Wat hunn ech 2019 verdéngt a wat hunn ech 2020 am Dezember verdéngt? Déi kann ech net den 31. Dezember eraginn. Do muss jo da fir d'éischt e Bilan gemaach ginn: Wat ass an deem Mount geschitt? Wat ass do alles nach vu Rechnungen op? Wat ass do nach ze bezuelen? An da si mer scho Mëtt des Mounts. A wa mer dann dem Här Minister seng 14 Deeg dobäirechnen, déi si bräichten nom Traitement vum Dossier, da si mer schonn erëm am Mount drop an da gesi mer, dass dat fir verschidde Betriber kann zu Problemer féieren.

An dofir si mer och där Meenung, wéi ech dat elo just erkläert hunn, dass mer do ..., dat eent ass beim Chômage partiel an dat anert ass, dass mer deene Leit iergendwéi mussen eng Hëllefstellung ginn an och Informatiounen doriwwer eraus zoukomme loossen. Den Här Minister hat mer déi leschte Kéier geäntwert, d'Horesca géif dat reegelméisseg publizéieren an hirer Zeitung. Ech weess net, ob all Mënsch déi kritt oder ob nëmmen déi déi Zeitung kréien, déi Member sinn. Well et ka jo och sinn, dass der do net Member sinn.

Mee mir mussen do e Wee fannen, fir déi Betriber vill méi dorop opmierksam ze maachen, well ech soss Angscht hunn, Kolleeginnen a Kolleegen, an ech mengen, ech net eleng, dass, wann op eemol d'Kris eriwwer ass, mer dann an eng Chute erakommen, wou Betriber dann net méi opmaache respektiv Betriber kuerz dorobber faillite ginn. An dat solle mer jo alleguerte verhënneren, well déi beschte Sozialpolitik, déi ee ka maachen, ass d'Vollbeschäftegung. Also ass och déi beschte Sozialpolitik, déi ee ka maachen, dass een och Garant ass, dass déi Leit alleguerte kënnen a Beschäftegung bleiwen.

Ech wëll dann och nach drop agoen, ech hunn haut de Mëtten elo geschwat an deem Kontext vun all deenen Hëllefen, déi mer schonn decidéiert hunn, bis elo sinn d'Restauranten 167 Deeg zou. 167 Deeg, vläicht och méi, mee 167 Deeg musse se zou sinn, wou se keng Geleeënheet haten, opzemaachen, well decidéiert ginn ass aus Covidgrënn, dass zou ass.

An ech hat déi lescht Deeg, wéi Dir alleguerten, Leit um Telefon, ech hunn SMSe kritt a Maile kritt, wou se erëm gekrasch hunn, de leschten Donneschdeg, wou se gesot hunn: „Mir wëssen net méi an an aus." An do sinn der dann dobäi, deene sees de: „Ma Du kriss jo elo Aiden, hei kënnt eppes mat den Aiden." Déi äntweren Der: „Ma hal Deng Aiden. Mir wëllen erëm opmaachen. Mir wëllen erëm schaffen. Mir wëllen erëm iergendeppes maachen."

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An da schécke se der Fotoe vum Zuch vu Clierf bis an d'Stad, wou se soen: „Zu Ettelbréck sti mer schon. Fir bis an d'Stad ze kommen, do däerfe mer stoen, gepercht drop an dowidder. Mee ech däerf awer net owes mat menger Fra an de Restaurant goen." Wou och déi Terme matenee gewiesselt ginn.

An ech mengen, Kolleeginnen a Kolleegen, do ass et och eis Aufgab, och op déi Problematik anzegoen an och dee Wéi vun de Leit, déi gär schaffe géifen, och dat ze verstoen. An do sinn der dobäi, an ech mengen, den Här Minister huet der bestëmmt och héieren an Dir och, déi soen: „Ma ech wëll keng Almosen, ech wëll schaffen! Ech wëll d'Geleeënheet hu fir ze schaffen." An do muss een och deene Fuerderungen an deene Wënsch vun deene Leit Rechnung droen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Ech weess, dass mer net kënne vun haut op muer opmaachen aus deenen aneren Ursaachen, iwwert déi mer wäerten e Freideg schwätzen, wa mer iwwert d'Verlängerunge schwätzen, mee et soll een awer och Verständnis hu fir déi Leit, dass déi wëlle schaffen. An ech hoffen, dass mer se iergendwéi och, ech wëll net soen, an de Grëff kréien, mee dass mer se mobiliséiert kréien, e bësse calme ze bleiwen. Well mir hu scho Länner an der Europäescher Unioun, wou der einfach gesot hunn: „Ech maachen op, mech interesséiert all dat anert net méi." An dat, Kolleeginnen a Kolleegen, wier net gutt. Dat wier e falscht Zeechen. An dofir ass et wichteg, dass d'Regierung mobiliséiert, nach eng Kéier op alles hiweist, wat ka kommen. Well dass 50 % nach näischt ugefrot hunn, fannen ech op alle Fall net normal. An dofir misste mer och do onbedéngt eng Mobilisatiounscampagne maachen.

En anere Problem, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat ass och dat mat den Zouliwwerbetriber. Mir hunn haut de Moien héieren, a mir hunn der alleguerte scho kannt, wou eng Brauerei verurteelt ginn ass, well se de Loyer revendiquéiert.

Ech wëll awer och soen, ech kennen awer och aner Urteeler vun där Woch virdrun, vu viru 14 Deeg, wou et genau de Contraire war, wou do de Locataire dozou forcéiert ginn ass, dee Loyer ze bezuelen.

Mee et ass awer oft och onverständlech fir d'Leit, a virun allem si jo vill Gemengemammen a -pappen heibannen, dann huet d'Gemeng decidéiert: Ech froe kee Loyer. An do si jo och emol heiansdo Wiertschaften oder Restauranten dobäi. An da soe se: „Lauschtert, Dir hutt zwar am Gemengerot decidéiert, ech géif kee Loyer bezuelen, mee d'Brauerei huet mir awer eng Rechnung geschéckt, fir de Loyer ze bezuelen."

An do géif ech en Appell maachen - onofhängeg vun deem Urteel vun haut de Moien, well ech weess net, ob d'nächst Woch net erëm eent an déi aner Richtung geet, mee heibanne si ganz vill kompetent Affekoten, déi wëssen dat besser wéi ech -, ob et do net och eng Aufgab wier vun der Regierung fir ze mobiliséieren. An ech soe bewosst mobiliséiere bei deene jeeweilege Brauereien, fir mat deenen eng Kéier iwwert déi Situatioun ze schwätzen.

Well et ass jo och net méi normal als Gemengemamm oder Gemengepapp, du sees iwwerall grouss am Gemengerot: „Bei mir bezilt kee Loyer." An da kommen der schonn dräi oder véier gelaf an da soe se: „Ou, wéi dann? Dir decidéiert eppes an ech däerf awer nach all Mount bezuelen, obwuel ech muss zouloossen." An do géif ech den Här Minister bieden, mat senge Kolleeginnen a Kolleegen déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir gegeebenefalls mat deene véier oder deenen dräi Brauereien, déi Gruppen, déi mer nach hunn, doriwwer ze diskutéieren, fir och do Léisungen ze fannen, dass dat machbar ass.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- E weidere Punkt, deen ech och wëll uschwätzen, an dat hu mer och haut de Moien erëm iwwert déi selwecht Antenn héieren, wou dee gréisste Liewensmëttelzwëschenhändler, ech nennen et dann emol esou, oder -grousshändler gesot huet, wat den Abroch ass och bei hinnen, wou eeben, wann de Restaurant net op ass, dann och keen eppes siche geet.

A mir hunn dee selwechte Problem, wa mer dann ... - erëm eng Kéier kommen ech bei d'Brauereien zréck, awer dann an enger anerer Fonctioun -, jo wann de Krunn net leeft an der Wiertschaft, da gëtt och kee Béier gebraucht, deen um Faass ass. Et gëtt kee Wäi gebraucht, deen d'Wënzer d'lescht Joer mat vill Méi gelies hunn an duerno eppes Këstleches draus gemaach hunn. Mee et gëtt kee méi an de Wiertschaften ausgeschänkt. An dofir si jo och do d'Zwëschenhändler, wéi de Gedrénksgrousshandel, déi a ganz groussen ..., net a ganz grousse Schwieregkeeten, déi eng vläicht méi wéi déi aner, mee se hunn awer e fierchterlechen Abroch vum Chiffre d'affaires a se sinn och frou, dass se kënnen op d'Hëllefen zréckgräifen, déi et ginn.

Mee och dat solle mer eis alleguerte bewosst sinn, wat do nach alles hannendrunhänkt, dass et net nëmmen eleng de Restaurateur oder d'Wiertschaft ass, mee dass och do nach anerer drunhänken.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, am Ufank vun der Kris ass ëmmer erëm d'Diskussioun komm: Kënnen och d'Independanten, iwwert déi mer jo och haut am Projet de loi schwätzen, Chômage partiel kréien oder net? Do hat e Minister gesot: „Jo, déi fueren alleguerte mat enger italieenescher Nobelmark, déi brauchen näischt."

Ech hunn awer elo dëser Deeg gelies, dass dee Minister gesot huet, et misst een nodenken iwwer e Salaire de remplacement. An ech muss soen, ech fannen dat ganz gutt. A mir sinn als Fraktioun där Meenung, dass dat eng gutt Saach wier, wann de Salaire de remplacement, Revenu de remplacement oder wéi Der et wëllt nennen, géif kommen. Dass dat net kann iwwert déi selwecht Dispositiounen an iwwert d'Gesetz vum Chômage partiel lafen, dat schéngt eis normal.

A mir géifen dofir eng Motioun eraginn, well mir der Meenung sinn, dass dat muss kommen, dass dat sech soll ëm alleguerten déi dréinen, déi forcéiert gi si vun ..., forcéiert gi sinn, vun uewen erof gesot kritt hunn, dass se net méi däerfe schaffen. A mir hätte gären dofir e Revenu de remplacement fir d'Independanten. An et ass wichteg, dass dat kënnt an dass dat séier kënnt, fir dass déi Leit de Garant hunn, dass se all Mount wëssen, wat fir eng Hëllefe se kréien. Well elo hu mer erëm eng, an d'Madamm Presidentin huet et ënnerstrach, eng Hëllef fir si decidéiert, mee si wëssen awer nach net, wat dann an zwee Méint oder am nächste Mount drop ass. An dofir wëlle mir, dass d'Regierung soll e Salaire de remplacement aféieren. An dofir, Här President, ginn ech lech och eng Motioun.

Motion 2

« Revenus de remplacement pour les indépendants »

La Chambre des Députés,

- considérant que de nombreux secteurs économiques continuent à souffrir des fermetures et autres restrictions décidées dans le contexte de la pandémie actuelle ;

- notant que, si les entreprises dont les activités sont à l'heure actuelle au ralenti voire ont été mises à l'arrêt sont éligibles à profiter des indemnités de chômage partiel pour leurs salariés, il n'en est pas de même des indépendants, chefs d'entreprises et autres, des secteurs de l'événementiel, de l'Horeca notamment, voire les nombreux autres acteurs freelance dans des domaines économiques variés ;

- considérant

• que si les personnes en question ont de manière délibérée choisi le statut d'indépendant, ils ont accepté en quelque sorte le risque de ne pas profiter de la couverture sociale dont bénéficient les salariés ;

• que cette acceptation des risques ne saurait toutefois jouer dans les circonstances actuelles ;

• qu'en effet, si les indépendants se voient interdits de leur activité normale par l'État, pour des raisons impérieuses, le même État doit garantir aux indépendants un revenu minimum avec affiliation à l'assurance maladie et pension ;

• qu'il ne s'agit pas de diluer le statut de l'indépendant, mais de compenser en substance la perte de sa liberté d'entreprendre,

invite le Gouvernement

- à mettre en place, dans les meilleurs délais, un revenu de remplacement équivalent au salaire social minimum qualifié au bénéfice des indépendants privés légalement de leurs activités et de leurs revenus par nécessité épidémiologique.

(s.) Marc Spautz, Félix Eischen, Léon Gloden, Aly Kaes, Laurent Mosar.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wann een dat elo alles kuckt, wat do alles och scho gemaach ginn ass a wat ech nach eng Kéier wëll erwänen: Mir hate jo och schonn déi éischt Projeten, déi mer gemaach hunn, wou mer och am Ufank vun der Sitzung eng Proposition de loi gemaach hunn, dass dat vun dem Zouschoss fir d'Fixkäschte soll vu 40 % op 30 % geännert ginn. Mir hunn dat gesot vun der Sträichung vun der Uewergrenz, wou ech virdrun nach eng Kéier un den Amendement, dee mer gemaach hunn, dee leider, leider ..., also et war awer soss e gutt Klima an der Kommissioun a mir hunn och gutt zesummegeschafft. Et wier just besser gewiescht, deen Amendement wier ugeholl ginn. Mee dat ass en anere Punkt. An dann och elo déi Diskussioun iwwert de Salaire vun de Selbststännegen, wou mer der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass déi esou ee kréien, well mer jo alleguerten net wëssen, wéi laang déi Kris hei nach dauert, an dass et och wichteg ass, dass mer eppes maachen, dass Kuerzaarbecht u sech vill méi séier ausbezuelt gëtt, wéi dat de Moment de Fall ass.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, d'Leit, d'Independanten an alleguerten déi Leit am Secteur fille sech am Ree stoe gelooss, dat hu mer och héiere bei den Aussoe vun der Presidentin vum „Jonk Handwierk" d'lescht Woch bei engem anere Radiosender wéi RTL, nämlech beim „100,7". An et ass wichteg, dass mer all deene Leit, déi mat dozou bäidroen, dass eis Ekonomie um rullen ass, och de groussen Deel vun den Independanten, dass mer deenen net d'Flemm andreiwen an dass et dofir un der Politik ass, déi Decisiounen ze huelen, déi wichteg sinn, fir dass et och duerno eiser Ekonomie ganz gutt geet.

Ech hunn et scho virdrun eng Kéier gesot: Wann no der Kris op eemol verschidde Betriber et net méi packen oder verschidde Betriber sech Gedanke maachen, ob se iwwerhaapt wëllen a sollen nach eng Kéier opmaachen oder nach eng Kéier aktiv sinn, da kréie mer och nach aner Schwieregkeeten. Da kréie mer nach vill méi Schwieregkeeten um sozialen Niveau. An ech soen et nach eng Kéier, déi bescht Sozialpolitik ass d'Vollbeschäftegung. An dofir musse mer och do alles maachen, fir dass mer dat kënnen erreechen.

An dofir ass et och wichteg ... Den Här Rix huet virgëschter op RTL den Här Delles gelueft: Wann et nëmmen den Här Delles géif ginn, hätte si keng Problemer. Ech hunn dat net gesot, ech zitéiere just dat, wat den Här Rix gesot huet. Ech géif dofir en Appell maachen un d'Regierung, amplaz e lauter Soliste wier et wichteg, en erfollegräichen Ensembel ze hunn an dofir eng erfollegräich Politik ze maachen, fir de Betriber ze hëllefen, an net dass mer een op deen anere waarden, mee dass et wichteg ass, dass mer gemeinsam eppes maachen.

An Här Graas, Dir kuckt mech elo esou grouss, ech wëll nach eng Kéier dorunner erënneren ...

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech sinn impressionéiert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A merci, Här Graas. Dir kommt elo vun där grousser Europapolitik. Dofir ass dat ...

Ech wëll nëmme just soen: Ech hat déi Demande gemaach, dass mer eis eng Kéier solle gesinn, alleguerten zesummen, Mëttelstand, Travail, Sécurité sociale, Ekonomie, fir dass mer eng Kéier zesumme schwätzen, fir dass dat eent an dat anert agräift. Deem Wonsch ass net Rechnung gedroe ginn.

Ech maachen nach eng Kéier den Appell hei: Kommt, mir maachen dat! Dat ass am Interesse vun deene Leit, deenen d'Betriber gehéieren, an och am Interesse vun deene Leit, déi an de Betriber schaffen!

Ech soen lech Merci. A fir de Rescht kënnt mäi Kolleeg Laurent Mosar. Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Simone Beissel huet eis en exzellente Rapport gemaach. An ech brauch dowéinst och net méi weider op de Contenu vum Text anzegoen. Et ass eis awer wichteg als Demokratesch Partei, e puer Wuert zu der Situatioun vun den Independanten ze soen, op déi Aiden, déi et scho gëtt oder déi en place sinn, zréckzekommen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Kolleegen, wannechgelift, e bësse méi lues, dass mer d'Riednerin héieren. Merci.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President.

Et geet eis och drëms, fir hei eventuell nei Piste matanzebréngen. An ech géif awer och profitéieren, fir nach eng Kéier op den Amendement vun der CSV kuerz ze reagéieren.

Als Alleréischt: Vu wiem schwätze mer, wann et ëm Independantë geet? Den Här Spautz huet ganz vill vu Salariéë geschwat de manière générale. Mee an dësem Projet de loi geet et u sech ëm d'Independanten. D'Independantë sinn e wichtege Pilier vun eiser Ekonomie. Et gi ganz vill Forme vun Independanten. Heiansdo gëtt sech e falscht Bild gemaach vun dem Independant.

E kann a ganz ville Beräicher schaffen. An dofir ginn et och Honnerte vu Profiller vun Independanten an domadder och Honnerte vu Schicksaler. Oft sinn et Eemannbetriber, déi a verschiddene Secteuren aktiv sinn. Et ass den Tennistrainer, de Fitnesstrainer, de Masseur, de Coiffeur, de Blummeverkeefer, d'Néiesch, den Usträicher, den Immobilienagent, fir der just e puer ze nennen.

Independantë sinn awer och Kontabelen, Affekoten oder Architekten. Et ginn och Independanten, déi vläicht als Eemannbetrib ugefaangen hunn, Succès haten, Leit agestallt hu fir ze wuessen an dann zu enger méi grousser Entreprise gi sinn.

Ob Eemannbetrib oder Chef d'entreprise, Independantë liewen den Esprit d'entreprise an hunn alleguer zu engem gewëssene Moment Courage bewisen, Courage, fir sech selbststänneg ze maachen, eng Iddi, en Dram ze realiséieren an dobäi op eng sécher Pai ze verzichten.

Si sinn e Risiko agaangen, well kee wousst, ob d'Iddi déi richteg war. A kee weess, wat d'Zukunft bréngt. Et huet ee kee Moyen géint Imprevuen a scho guer net géint eng Pandemie wéi déi, an där mer aktuell sinn an déi d'Regierunge vun der ganzer Welt dozou bruecht huet, d'Fräiheete vun all Eenzelnen, mee och d'Fräiheete vun der Ekonomie anzeschränken.

Jo, wann ee sech derfir entscheet huet, selbststänneg ze ginn, ass een engem Risiko ausgesat. Et dréit een och eng grouss Responsabilitéit op senge Schëlleren. Den Eemannbetrib muss kucken, dass um Enn vum Mount genuch iwwregbleift, fir dass e sech eng Pai ka bezuelen, déi him erlaabt, säi Loyer ze bezuelen a fir d'Besoine vu senger Famill opzekommen.

E Chef d'entreprise huet awer och d'Verantwortung fir all seng Mataarbechter. Bei engem Echec ass net nëmme seng Existenz um Spill, mee och déi vun all de Mataarbechter. Jo, d'Selbststännegkeet hei am Land ass wichteg a mir brauche Leit, déi sech trauen, hir Iddien ëmzesetzen an hiren eegene Betrib ze grënnen, ob dat elo en Eemannbetrib ass oder eng Entreprise.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Dofir begréisst d'DP och dës Hëllef, déi exklusiv fir Independantë geduecht ass. Dat féiert mech zu mengem zweete Punkt.

Vu wéi engen Aidë konnte respektiv kënnen Independantë profitéieren? Wéi schnell kritt ee geholl ef? Dat ass jo och en Aspekt, dee vum Här Spautz ugeschwat ginn ass. A wéi vill ass bis elo um Terrain ukomm?

Firwat sinn dës Froe wichteg? Abee, well een déi nei Aide net ouni de Gesamtkader vun den Aidë ka consideréieren. Si ass en Deel vum ganze Package, deen an dëser schwéierer Zäit an eis Ekonomie gestach gëtt.

Wat d'Independantë betrëfft, hu mer virun dëser neier Aide schonn zwou Direktaiden, eng vun 2.500 an eng vun 3.000 bis 4.000 Euro, un d'Independanten ausbezuelt. Déi Aide ass d'selwecht opgebaut wéi déi zweet, viséiert awer méi Independantë wéi déi viregt. Et ass also déi drëtt Hëllef, op déi nëmmen Independantë Recht hunn.

Dat heescht awer net, dass et fir Independanten nëmmen dräi Hëllefe gëtt. Et gouf notamment e Fonds de relance et de solidarité geschaaft, am Kader vun deem d'Betriber vun den am schlëmmste betraffene Secteure fir d'Méint Juni bis November 2020 jeeweils 1.250 Euro pro Salarié an och pro aktiven Independant konnte kréien. Dës Hëllef ass mat der Aide de relance verlängert gi respektiv op aner Secteuren erweidert ginn, dat fir d'Méint Dezember 2020 bis Mäerz 2021 inclus. Iwwert dës Aide kënne weiderhin d'Betriber och fir en Independant 1.250 Euro froen.

Alternativ zu der Aide de relance kann e Betrib d'Aide coûts non couverts ufroen an doriwwer, wann et e klenge Betrib ass, 90 % respektiv bei engem grousse Betrib 70 % vu sengen net gedeckte Käschten ausbezuelt kréien. Ënnert dës net gedeckte Käschte falen och d'Frais de personnel, woumat och bei dëser Aide d'Akommes vum Independant matconsideréiert ass.

Wann een all dës Aiden, déi vum Mëttelstandsminister Lex Delles en place gesat gi sinn, an et ginn jo och nach anerer, ech mengen, den Här Spautz ass och dorobber agaangen, wann een déi zesumme consideréiert, dann ass et net ganz richteg, wa gesot gëtt, d'Independantë géife keng Hëllefe kréien a wiere vun den Hëllefen ausgeschloss.

Si hunn et momentan ganz schwéier a Verschiddener wéilten och méi héich Hëllefen a soen dat och ganz haart an der Ëffentlechkeet. Ech verstinn dat absolutt an dat ass och hiert gutt Recht, fir dat ze soen. Et geet schliisslech ëm hir Existenzen. A grad well et ëm Existenze geet, maachen ech hei e waarmen Appell un all Independant, fir effektiv och d'Demanden anzereechen, fir vun den Aiden, déi en place sinn, ze profitéieren. Ech mengen, et ass ugeschwat ginn, wann effektiv nëmme 50 % d'Demande maachen, ass dat a mengen Aen immens schued, well déi Demanden, déi sinn do, fir de Leit um Terrain effektiv ze hëllefen.

An der Kommissioun hu mer och iwwert d'Delaie geschwat, déi och elo ugeschwat goufen, an notamment doriwwer, wéi laang een op d'Ausbezuelung vun den Hëllefe muss waarden. De Mëttelstandsminister Lex Delles huet eis dozou gesot, dass seng Leit kucken, dass d'Hëllefen esou séier wéi méiglech ausbezuelt ginn. Am Duerchschnëtt dauert dat zwou Wochen. Ech mengen, dass zwou Wochen en duerchaus räsonabelen Delai ass, wou déi Hëllefen hei ausbezuelt ginn.

Ech wëll och net wëssen, wéi vill Stonnen d'Beamten accumuléieren, engersäits fir déi Gesetzer, déi mer aktuell schreiwen, op Pabeier ze bréngen, mee och fir déi vill Demanden, déi erakommen, ze verschaffen, ob dat elo Demandë fir de Chômage partiel sinn oder déi heiten Demanden. Et ass vill Aarbecht, och fir déi Formulairen en place ze setzen. An ech mengen, dat sollt een och eng Kéier honoréieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- De Minister huet dat Ganzt och mat Zuelen ënnermauert. Hien huet d'lescht Woch hei an der Plenière op gläich dräi Question-parlementairë geäntwert a laang a breet erkläert, wéi vill Hëllefe schonn un d'Independanten, un d'Betriber an notamment un den Horeca-Secteur ausbezuelt goufen. Dës Informatioune krute mir - an den Här Spautz hat hei d'Dokument och gewisen - och an der Mëttelstandskommissioun.

Do kann een da liesen, dass 2.557 Independanten déi éischt Hëllef ugefrot hunn an de Ministère méi wéi 5,7 Milliounen Euro ausbezuelt huet. Déi zweet Hëllef fir Independanten hu 4.190 Leit ugefrot an de Staat huet 13,3 Milliounen iwwerwisen.

Fir déi insgesamt 9 Hëllefen, déi vum Mëttelstandsministère geréiert gi sinn, goufe Stand dem 21. Januar 2021 am Ganzen 30.636 Dossieren eragereecht an traitéiert. Ëm déi 266 Milliounen un Hëllefe si bis dato ausbezuelt. Dat ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net näischt.

D'Konklusioun, déi ech dorauser zéien, ass: Wann eng Demande agereecht gouf, gëtt um Mëttelstandsministère alles gemaach, fir de Betriber an den Independanten esou séier wéi méiglech ze hëllefen, an dat an engem ganz räsonabelen Delai.

Här President, ech kommen op mäin drëtte Punkt, wat den Amendement ugeet, deen d'CSV an der Kommissioun agereecht hat. D'CSV hat deen Amendement agereecht, fir dass d'Hëllef, déi mir hei stëmmen, no uewen hin op ass, dat heescht, dass d'Limitt vun den 2,5-mol de Mindestloun vum Independant opgehuewe gëtt.

Elo kéint ee mengen, dass dat eng Propositioun ass, déi eigentlech vun enger DP vläicht kéint gutt-geheescht ginn. Mir hunn dësen Amendement awer net matgedroen an ech wëll dat och erklären. Éischtens, wéinst der ratio legis vum Projet. Dës Hëllef ass geduecht fir déi Independanten, déi vun der Kris betraff sinn, deenen hir Liquiditéiten duerch d'Pandemie staark gelidden hunn.

De Minister hat eis an der Kommissioun d'Beispill vun Independantë ginn, déi e Revenu annuel vun iwwer enger Millioun Euro hunn. De Sënn vun dësem Projet ass net deen, fir an esou Fäll eng Krisenhëllef vu 4.000 Euro auszebezuelen. D'Sue solle bei deenen Independanten ukommen, déi duerch dës Kris a Schwieregkeete gerode sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Déi nei Hëllef, an dat ass eisen zweete Punkt, ass keen dauerhafte Lounausgläich. Et ass just eng eemoleg Krisenhëllef. Ob den Independant déi Suen elo benotzt, fir sech e Salaire auszebezuelen? Ech weess et net. Ech kennen e puer Independanten a weess, dass si dës Hëllef elo benotzen, fir hir Entreprise, fir hire Bëbee um Liewen ze halen, sief et fir de Salaire vun engem Mataarbechter ze bezuelen oder fir dréngend Rechnungen ze bezuelen. Dofir ass Ären Amendement vun der CSV an eisen Aen am falsche Kader invoquéiert.

Mir mussen awer, an do sinn ech absolutt mat Iech averstanen an och mam Aarbechtsminister, generell iwwer en Ausgläich fir Independantë schwätzen. An dat bréngt mech zu mengem leschte Punkt, deen ech hei wollt uschwätzen. Dat ass nämlech d'Fro, wat mir als Legislateur generell fir Independantë kënne maachen, fir se d'selwecht ze behandele wéi Salariéen, deene mer a Krisenzäiten e Chômage partiel ausbezuelen.

Ech hunn dëse Sujet hei schonn e puermol ugeschwat a wëll dës Kéier awer e bësse méi an den Detail goen.

Et ass nämlech an eisen Aen net gerecht, also net am Sënn vun enger Égalité de traitement, dass en Independant, deen esou e grousse Risiko ageet, fir sech eng Existenz opzebauen, net déi selwecht sozial Ofsécherung huet wéi e Salarié, obwuel den Independant och cotiséiert, an dat 100 % aus senger eegener Täsch.

E Betrib mat Salariéë kann en Deel vu senge Mataarbechter an de Chômage partiel setzen, wann en an enger schlechter, an enger schwéierer Phas op eemol net méi genuch Aarbecht huet. De Staat iwwerhëlt jo bekanntlech déi 80 % Lounausgläich, déi de Salarié dann nach verdéngt.

De Chômage partiel huet als Zil, d'Betriber wärend enger Kris ze entlaaschten an ze evitéieren, dass de Betrib gezwongen ass, Mataarbechter aus ekonomesche Grënn ze entloossen. D'Zil ass et also ze garantéieren, dass d'Leit net am Chômage landen an ëm hir Existenz fäerte mussen.

Den Independant par contre, deen huet kee Recht op Chômage partiel oder eng aner Form vu Lounausgläich am Fall vun enger Kris. Wann hie keng Aarbecht huet, keng Clienten, da komme keng Suen eran, mee hie muss awer seng Rechnunge bezuelen, säi Loyer. En huet, wann et keen Eemannbetrib ass, och Salairen ze bezuelen, déi och musse remuneréiert ginn. Oft denkt dann och den Independant als Allerlescht u sech selwer, fir sech nach eppes, wat nach iwwregbleift, auszebezuelen.

Als Demokratesch Partei si mir dofir der Meenung, dass d'Independanten niewent punktuellen Direkthëllefen och eng laangfristeg Hëllef missten hunn, mat där si e klengt Stéck Planungssécherheet hätten.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Esou wéi de Chômage partiel fir d'Salariéë brauchen och d'Independanten e Lounausgläich oder eng Aart Chômage partiel am Fall vun enger Kris. Och eisen Aarbechtsminister huet kierzlech an engem Interview eng Ouverture an deem Sënn gemaach. E sot, dass och Independanten a Krisenzäiten net duerch dat soziaalt Netz fale sollten.

Mir mussen also e Mechanismus schafen, deen dat selwecht Zil huet wéi de Chômage partiel. D'Independantë brauchen e Lounausgläich am Fall, wou eng Kris hir Aktivitéit komplett op Äis leet a si näischt aneschters kënne maachen, wéi de Fanger an de Mond ze stiechen an ze waarden, wéi d'Rappeller nëmmen an d'Haus kommen. Dat si mer den Independantë schëlleg, si, déi hir Existenz op d'Spill setzen, fir hiren Dram ze realiséieren an déi Aarbechtsplaze fir eist Land schafen.

Vu dass ech mer selwer am Ufank vun dëser Pandemie och scho vill Gedanke gemaach hunn, wéi een dee Kader kéint en place setzen, weess ech awer, dass et bestëmmt keng einfach Aufgab ass, fir dëse Cadre légal opzestellen. Mir sollten den Exercice awer alleguerten zesumme maachen - ech mengen, den Här Spautz huet dat jo och schonn opgeworf - an zesumme kucken, wéi mer eng laangfristeg Léisung fir d'Independanten hei fanne kënnen.

Här President, fir ofzeschléissen, betounen ech nach eemol, dass et fir eis als DP wichteg ass, haut déi nei Hëllef fir Independanten ze stëmmen a fir d'Zukunft eng gerecht Alternativ zum Chômage partiel fir d'Independanten ze schafen.

Dëst gesot, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord zu dem Projet de loi vun der Demokratescher Partei. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci der Madamm Hartmann. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen elo mat dësem Gesetz hei eng nei Aide fir d'Independanten. D'Independantë sinn zum groussen Deel déi Leit, déi eis Wirtschaft ausmaachen, déi sech getraut hunn, hiren eegene Betrib ze grënnen, déi domadder dem Land en Déngscht leeschten a ville Leit eng Aarbechtsplaz garantéierten. Dofir si se ganz wichteg fir eise System an dofir musse mer och ganz gutt op si oppassen.

An dat maache mer och, well dat ass déi drëtt Aide, déi direkt un d'Independanten ausbezuelt gëtt. Bei där éischter Aide goufe 6,3 Milliounen Euro un 2.557 Independanten ausbezuelt. A bei der zweeter Aide goufen 13 Milliounen Euro u 4.190 Independanten iwwerwisen. Dat si bal 20 Milliounen Euro, déi de Staat via Direkthëllef bis elo wärend der Pandemie un d'Independanten ausbezuelt huet.

Här President, d'Zil vun der Regierung ass et, mat där ganzer Serie vun Aiden, déi bis elo agefouert gi sinn, net grouss Gewënner ze kompenséieren, mee et geet virun allem drëms, Existenzen ze sécheren. Existenze vu Betriber a virun allem Existenze vu Privateleit, dass keen duerch dës Pandemie, fir déi keen eppes kann, op der Streck bleift.

D'Regierung louch bis elo mat hiren Decisiounen, déi si geholl huet, an deenen Aiden, déi si ausbezuelt huet, net esou falsch, wat den Afloss op d'Betriber betrëfft. Mir konnten nämlech bis ewell eng Well vu Faillitten evitéieren. 2020 goufen et éischten Zuelen no souguer manner Faillitte wéi dat Joer virdrun. Mee natierlech ass dës Pandemie nach net eriwwer an et muss een déi Situatioun weider am A behalen.

Mat dëser Aide, déi mer elo hei stëmmen, kënnen d'Independanten also nach eng Kéier eng Hëllef direkt fir sech selwer ufroen. Hei muss de Revenu zwëschent engem Drëttel vum Mindestloun a maximal 2,5-mol de Mindestloun leien. De Seuil supérieur vun 2,5-mol de Mindestloun erlaabt eng sozial Selektivitéit, déi fir eis als LSAP onëmgänglech ass.

Niewent deenen Direkthëllefe fir d'Independantë sinn awer och all aner Aiden eng Hëllef fir den Independant, dass hie mat der Ënnerstëtzung seng Diere vu sengem Betrib net muss zouspären. Am Ganzen huet de Mëttelstandsministère esou schonn 285 Milliounen Euro (veuillez lire: 265 Milliounen Euro) un Hëllefen ausbezuelt.

Da kënnt och de Chômage partiel derbäi, deen de Betriber hëlleft, seng Leit weider kënnen ze bezuelen a se och halen ze kënnen am Betrib, och wann de Moment net ka geschafft ginn oder manner Aarbecht do ass. Dat ass nämlech ganz wichteg fir déi Zäit no der Kris, wann et am Betrib erëm méi normal leeft. Well e Betrib kann ouni seng Mataarbechter net fonctionéieren. A mir wësse jo och, wéi schwéier et ass, gutt Leit ze fannen.

Här President, fir all dës Aiden ass et wichteg, dass se schnell an onkomplizéiert bei de betraffene Leit ukommen. D'Leit an d'Betriber waarden drop. Si brauchen nämlech dës Liquiditéite ganz dréngend.

Mee leider héiert een do oft Kriticken, virun allem déi lescht Woch, dass dat net esou einfach wier. Wat dëse Sujet ugeet, muss awer och no baussen eng gewësse Fairness gëllen. Mir hunn et hei mat engem grousse Batz u Steiergelder ze dinn, déi net emol einfach esou kënne verdeelt ginn. Eng gewësse Kontroll ass néideg. Dofir muss een eng Rei Pièce eraginn, fir eng Aide ze kréien.

Ech hunn nach eemol beim Aarbechtsminister Dan Kersch nogefrot, wat d'Iwwerweise vum Chômage partiel ugeet. Hei ginn et keng Retarde fir all Dossier, dee komplett war. Problemer beim Ausbezuele ginn et, wann de Betrib säin Deel vun der Ofmaachung net erfëllt, dat heescht, zum Beispill d'Aide guer net ufreet oder seng Dekonten net eragëtt.

Ech ginn dervun aus, dass och de Mëttelstandsminister eis eng gewësse Vitess, wat d'Hëllefen aus sengem Beräich uginn, ka confirméieren an och weider versprieche kann. De Minister wäert sécher herno och nach eng Kéier dorop am Detail agoen.

Dass d'Dossieren, fir d'Aiden unzefroen, net komplett sinn, ass awer leider net deen eenzege Problem, deen ee bei de Betriber héiert, wisou se nach keng Aide kritt hunn. Vill Betriber wësse guer net, ob si eng Aide zegutt hunn oder wat se musse maachen, fir eng Aide ze kréien.

De guichet.lu ass jo souzesoen de Guichet unique, wou de Betrib all d'Informatiounen iwwert déi méiglech Aidë beienee soll fannen. Déi Säiten iwwert d'Aidë sinn och ganz iwwersiichtlech opgebaut, verlinken op Dokumenter, déi ee muss ausfëllen an erkläre souguer unhand vu Rechebeispiller, wat de Betrib vun Aide ka kréien.

Am House of Entrepreneurship kann ee sech och hëllefe loossen.

Mee all dës Hëllefsstellunge si scheinbar nach net bei jidderengem ukomm, soudass de Mëttelstandsminister och hei iwwerleeë muss, wéi en d'Kommunikatioun nach kéint verbesseren, fir de Betriber matzedeelen, dass si eng Aide ufroen. A vläicht sollt een d'House of Entrepreneurship nach besser opstellen, dass dat d'Ulafstell fir esou Betriber kéint sinn, déi eeben Hëllef brauchen, fir hir Aiden unzefroen.

Nieft deene ganze finanziellen Hëllefe ginn et awer och nach eng Rëtsch indirekt Hëllefe vun der Regierung, déi awer net ganz onwichteg am Alldag vu ville Betriber sinn. Ech denken hei beispillsweis un den onermiddlechen Asaz vun eisem Ausseminister Jean Asselborn, fir d'Grenzen opzehalen. Géifen d'Grenzen zu eisen Nopeschlänner zougoen, hätt dat nieft den enorme Konsequenze fir eis Frontalieren, déi mer esou dréngend brauchen, och grouss Auswierkungen op de Fonctionnement vu ville Betriber, grad wat d'Liwwerkette betrëfft.

An och wann de Commerce huet misse seng Dieren zoumaachen, wëll ech awer drun erënneren, dass hei zu Lëtzebuerg d'Chrëschtgeschäft awer konnt stattfannen an elo och d'Solden an den Autosfestival, wat wichteg Rendez-vouse fir vill Betriber sinn. Allerdéngs mussen d'Betriber streng Hygiènesvirschrëften anhalen, wat et sécher net einfach mécht, mee wat et hinnen awer erméiglecht, en halleferweegs normalen Alldag an hirem Betrib liewen ze kënnen.

Eng positiv Verännerung vun dëser Pandemie ass awer och sécher d'Bewosstsinn vun de Leit, dat geännert huet, fir méi lokal ze consomméieren. An do ass et wichteg, dass dësen Trend weider ënnerstëtzt gëtt, dat an allen Hisiichten, sief dat fir d'Landwirtschaft oder och fir d'Commerçanten.

Här President, nieft der Regierung, déi Aiden un d'Betriber ausbezuelt a kuckt, dass den Alldag vun de Betriber esou gutt wéi méiglech ka fonctionéieren, kann awer och jiddweree selwer eise Betriber hëllefen, duerch dës Kris ze kommen. Et ass nämlech wichteg, dass all Eenzelne sech un d'Reegelen hält, seng sozial Kontakter aschränkt an d'Geste-barrièren anhält. Gradesou wichteg ass et och, dass jiddwereen eng grouss Impfbereetschaft weist. Dofir, loosst Iech impfen, wann et un Ärem Tour fir ze impfen ass, well all Impfung géint de Covid ass gläichzäiteg e Medikament fir eis Wirtschaft!

An och eist Konsumverhalen huet e groussen Afloss op eis Betriber. Et ass wichteg, wéi gesot, dass deen Trend, fir erëm méi lokal anzekafen, och iwwert d'Kris eraus unhält. Et ass kloer, dass net all Independant d'selwecht betraff ass. Déi eng leide méi ënnert der Kris wéi déi aner, virun allem déi Betriber, déi eng Zäit net duerfte schaffen oder nach ëmmer net dierfe schaffen. Ech schwätzen hei virun allem vun de Betriber aus dem Horeca-Beräich an dem Evenementiel. Dofir ass et wichteg, dass mer déi Situatioun weider am A behalen a wann néideg nach weider Aiden op de Wee wäerte bréngen.

An zum Schluss wëll ech nach kuerz drop hiweisen, dass d'Situatioun vun engem Independant am Verglach zu engem Salarié a ville Beräicher méi komplizéiert ass; dat hu mer jo schonn héieren. Ech denken hei nach eng Kéier eeben un de Chômage partiel, deen net eent zu eent op den Independant kann iwwerdroe ginn. Dës Problematik ass bekannt. Dofir wëll ech hei just drun erënneren, dass dëse Sujet och am Koalitiounsprogramm vun der Regierung ze fannen ass. An dofir wäert och do sécher an Zukunft d'Diskussioun op sinn.

Här President, eis vill Independanten, déi Leit, déi sech getraut hunn, e Betrib gegrënnt hunn, verdéngen net nëmmen eis Unerkennung, mee a schwéieren Zäiten och eis Hëllef. Dofir kann ech fir dëse Projet de loi och nëmmen den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Burton. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ier ech ufänken, géif ech och ganz gären der Rapportrice e grousse Merci soe fir hiren exhaustive Rapport. D'Informatioune waren alleguerten dran, duerfir brauch ech och elo hei net op d'Detailer vum Projet de loi anzegoen.

Ech wollt awer och ganz gären dem Carole Hartmann Merci soe fir déi Informatiounen, déi si eis haut ginn huet, well ech mengen, et ass och wichteg, ze cernéieren, a wéi engem Kader mer eis befannen, wat d'Hannergrondiwwerleeunge sinn a wéi eng Leit iwwerhaapt betraff sinn a wat hir Problemer sinn an deementspriechend och, wéi eng Léisunge mer musse siche goen, déi konkreet op déi dote Problemer gemënzt sinn. An dat ass effektiv net ëmmer esou einfach.

Ech géif awer och gären dem Här Minister Merci soen a senger ganzer Ekipp fir den Depot vun dësem Gesetzestext, awer och fir hiren Engagement am Allgemenge fir de Secteur. An ech mengen, déi Aide, déi mer haut stëmmen, déi ass effektiv och fir ganz vill Leit dobaussen an dëser schwiereger Zäit batter, batter néideg a si hëlleft eeben tant soit peu, déi Zäit ze iwwerbrécken.

D'Aide kënnt elo zu engem gudden a wichtegen Zäitpunkt, grad am Hibléck dorobber, dass mer eeben och dës Woch nach wäerten déi besteeënd Mesurë verlängeren. An natierlech sinn do och zu engem groussen Deel d'Independanten dovunner betraff.

Bon, ech hunn elo „iwwerbrécke" gesot, mee iwwerbrécken ass warscheinlech och net dat richtegt Wuert. Et fält mer just elo kee bessert Wuert an, fir et ze beschreiwen, well mir wëssen net, wéi laang dës Situatioun sech nach wäert hinzéien. Mir sinn alleguerten an der Ongewëssheet, an dat ass eeben och dat, wat et fir d'Leit esou därmoosse schwéier mécht.

Fakt ass, dës Pandemie, déi elo scho ganz vill Méint, also scho bal ee Joer unhält um ganzen Äerdball, suergt fir ganz schwiereg Situatiounen, fir dramatesch Situatiounen zum Deel a se léisst immens vill Mënschen an der Ongewëssheet, an dat eeben och op all Niveau.

Eis Missioun, a wann ech soen „eis Missioun", dann ass et souwuel déi vun der Regierung wéi och déi

vun der Chamber, ass et, an ech mengen, dat ass och verständlech, dass et hei keng „One size fits all"-Léisung gëtt, mee et ass eeben eis Missioun, derfir ze suergen, dass de Schued an der Gesamtperspektiv esou niddreg wéi méiglech gehale gëtt.

Mee ech mengen, mir brauchen eis awer och näischt virzemaachen: D'Pandemie betrëfft ganz vill Leit an et si ganz vill Schicksaler, déi betraff sinn. An duerfir ass et wichteg, hei och nach eng Kéier ze betounen, dass et net dës Hëllef eleng ass, déi den hellege Gral duerstellt an eleng de Problem elo fir d'Independantë léise wäert. Deen Usproch, deen hu mer haut och hei net, mee dës Aide reit sech eeben an an eng Panoplie vun Hëllefen, déi am Laf vun de leschte Méint scho gestëmmt gi sinn. An natierlech si mer eis och bewosst, dass jee nodeem, wéi déi ganz Situatioun am Laf vun de kommende Wochen a Méint wäert evoluéieren, do vläicht no Bedarf och nach eng Kéier muss nogeschoss ginn.

A grad wéi an der Vergaangenheet geet et haut och drëm, dës Aide esou onkomplizéiert wéi méiglech ze gestalten, quitte dass mer - an dat huet den Här Minister och an der Kommissioun erkläert an zu Recht gesot - hei awer iwwer vill Milliounen Euro schwätzen, déi ausbezuelt ginn. An duerfir ass et och wichteg, dass mer e gewëssene Suivi awer kënne maachen, fir sécherzestellen, dass d'Hëllef grad och bei deenen ukënnt, déi déi Hëllef och elo batter néideg hunn an dëser Situatioun.

A mir wësse jo och, wéi wichteg et ass, dass eeben d'Hëllefe schnell a ganz onkomplizéiert ukommen. Mir héieren d'Wuertmeldungen aus dem Secteur a mir gesinn och, wéi verzweifelt d'Leit sinn, grad och am Horeca-Beräich!

An hei wéilt ech de Kader vläicht och nach eng Kéier e bësselche méi breet opmaachen a soen: Mir sinn eis bewosst, wéi schwiereg dës Situatioun ass, net nëmme fir d'Patronen, mee och fir hir Employéen, fir d'Salariéen. Well natierlech, fir d'Salariéë gëtt et de Chômage partiel, mee een, deen am Service geschafft huet an dee vläicht och relativ vill Drénkgeld krut, dee verzicht elo zënter ville Wochen, Méint op dat Drénkgeld. An dat ass eeben net just Drénkgeld, dat ass och carrement en Deel vum Verdéngscht, dee gebraucht gëtt, fir lafend Käschten ze decken, an deen elo ewechfält.

A mir sinn eis awer och bewosst, wéi prekär déi sanitär Situatioun ass, an där mer grad sinn. A wann ech esou e Bléck werfen iwwert d'Grenzen eraus, net just bei eisen Noperen, mee an Europa allgemeng, da gesinn ech de Moment vill aner Entscheedungsträger doruechter, déi sech och schwéier domadder dinn an trotzdeem musse batter Decisiounen huelen, fir dat soziaalt Liewen ze drosselen.

An duerfir, grad well mer wëssen, dass all dës Entscheedunge kengem liicht vun der Hand ginn, musse mer op där anerer Säit derfir suergen, dass mer grad deenen, déi vun der Pandemie am häertste getraff sinn, och déi néideg Ënnerstëtzung zoukomme loossen, well mir brauche si och no der Kris, fir erëm ze relancéieren a fir mat unzerappen, wann et dann endlech esou wäit ass. Op alle Fall ass dat hei elo e wichtege Schratt, a mir begréissen et, dass mat dëser Hëllef dës Kéier méi Independantë kënnen dovunner profitéiere wéi bei där Aide vu virdrun, net nëmmen dass de Seuil, fir vun der Aide profitéieren ze kënnen, op en Drëttel vum Mindestloun erofgesat ginn ass, mee, an dat ass och schonn e puermol gesot ginn, et sinn och d'Independanten ouni Autorisation de commerce, déi elo da kënnen dovunner profitéieren.

Dës ware bei der leschter Aide duerch de Raster gefall. An ech denken hei notamment u Coachen an haaptberufflech Traineren. Et ass elo schonn e puermol ugeschwat ginn. Mee ech mengen, et waren déi, déi sech och elo vill zu Wuert gemellt hunn. Dat sinn déi, déi net an engem Veräin ugestallt sinn. Si konnten hirem Beruff elo iwwer laang Wochen net nogoen, hate guer kee Verdéngscht a mussen dat jo och iergendwéi kënne kompenséieren.

Well eng Saach ass kloer, an dat hunn ech och schonn op dëser Plaz bei enger vun de viregte Rieden zu den Aidë gesot: Den Independant huet net nëmmen Zäit a Geld a säi Betrib oder a seng Aktivitéit investéiert, mee och vill Courage. An et ass deem Courage ze verdanken, dass d'Independanten domadder net just sech selwer, mee och villen anere Leit eng Aarbechtsplaz konnte bidden.

D'Salariéen, déi sinn ofgeséchert, notamment iwwert de Chômage partiel, den Independant nach net. An duerfir ass et och kloer esou, dass mer hei och vu Solidaritéit schwätze mussen. An ech nennen dat och Solidaritéit a bewosst net Almosen an ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer wierklech de Message vermëttelt kréien, dass mer hei net vun Almose schwätzen. Dat wär wierklech e ganz, ganz traurege Message. Nee, et ass hei vu Solidaritéit, wou mer schwätzen, mat Leit, déi sech an dëser Situatioun onverscholt an där Situatioun erëmfannen an deene mer mussen hëllefen, dës Zäit eeben ze iwwerbrécken, bis dass et erëm biergop geet an dass mer all zesummen erëm kënnen urappen.

Et geet hei drëm, Existenzen ofzesécheren, an da mengen ech eeben net just d'Existenze vum jeeweilegen Independant, mee och vu senge Salariéen. Well wann den Independant bis d'Knëppele bei d'Tromm gehäit huet, dann ass eventuell och de ganze Betrib a Gefor. D'Independanten däerfen duerfir natierlech net vergiess ginn. An dat gëtt heimadder och assuréiert.

Wichteg ass et elo, an dat gouf och gesot, dass d'Demanden natierlech dann och eragereecht ginn, dass se komplett a richteg eragereecht ginn. Ouni dat kënnen natierlech keng Aiden ausbezuelt ginn. An nieft dem guichet.lu wëll ech och nach soen - well dat hat den Här Minister, ech mengen, d'lescht Woch och ugeschwat -, ass d'Horesca natierlech och e ganz gudden Uspriechpartner fir d'Betriber aus deem Secteur. Si hu wierklech e gudden Iwwerbléck och doriwwer, wat et u Mesurë gëtt, wéi eng Aiden een a wéi enger Form kann ufroen. An ech mengen, dass si och ganz gäre bereet sinn, jiddwerengem ze hëllefen, dee sech aktiv u si went.

Voilà! Zum Schluss wollt ech dann awer nach dem Minister a senger ganzer Ekipp Merci soen, dass se elo prett sinn, fir lasszeleeën a sécherzestellen, dass déi Demanden elo, esou séier wéi se erakommen, och kënne ganz schnell traitéiert ginn. Mir sinn eis bewosst, dass hei wierklech Urgence gefrot ass.

An domadder géif ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Empain. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, fir d'éischt emol merci der Rapportrice Simone Beissel fir wierklech eng glaskloer Virstellung vun deem Projet. Deen ass erkläert. Et brauch een doriwwer kee Wuert méi ze verléieren.

D'Independanten, dat ass scho gesot ginn, hu kee Recht op en Ersatzgehalt oder op e Chômage partiel, wouduerch hir Situatioun besonnesch schwiereg ass. An hei bräichte mer onbedéngt eng Flexibilitéitsreegelung, déi deene Leit wierklech entscheedend kéint hëllefen.

De Marc Spautz huet eng Motioun deposéiert an deem Sënn, datt d'Independantë sollen en Ersatzgehalt kréien. An déi Propositioun ënnerstëtze mir zu 100 %.

D'Independanten, dat däerf een net vergiessen à la base, gi jo vun der Regierung forcéiert, hir Servicer op onbestëmmten Zäit erofzefueren oder souguer anzestellen. Et kommen zum Deel bei ganz ville Leit guer keng Suen eran. Fixkäschten, Loyeren, Prêten, aner lafend Käschte kënnen net gedeckt ginn. D'Charge-socialle mussen awer weider bezuelt ginn. Dat heescht, de finanzielle Minus gëtt ëmmer méi grouss an net jiddwereen huet genuch Reserven, fir dovunner kënnen ze liewen.

An et ass och scho gesot ginn: Mir dierfen net vergiessen, datt Verschiddener entre-temps sechs Méint am Chômage réel sinn, net méi schaffe kënnen. Dozou kënnt nach, datt déi, déi hunn däerfen zäitweis opmaachen, zousätzlech Käschten hate fir déi Hygiènesmoossnamen, déi d'Regierung verlaangt huet.

D'Hëllefe gi ganz einfach net duer, fir d'Käschten ze decken. Si kommen och net séier genuch un, net an dësem Gesetz, och net an anere Gesetzer, si komme mat Verspéidung. Anscheinend gouf de Chômage partiel vum Dezember bis elo nach ëmmer net iwwerwisen. Dee muss de Patron da virstrecken.

Bref, dësen Text, wéi vill anerer, gräift ze kuerz, en ass ze wéineg an d'Hëllefe sinn ze lues. D'Chambre de Commerce seet mat Recht, datt am leschte Gesetz d'Montante fir d'Independanten „dérisoire" waren. An och elo si se nach ëmmer moer. Souguer d'Chambre des Salariés seet, si wieren „très faibles".

Dëse Projet gesäit eng Indemnité unique vir, amplaz rekurrent Paiementer, och fir déi kommend Méint. Well mir wësse jo, datt déi Pandemie sech hei bis mindestens September dëst Joer wäert hischleefen. D'Commission européenne géif erlaben, datt mer dës Mesurë geholl hätte bis Enn Juni 2021. Firwat hu mer dat net gemaach?

Firwat gi bei Revenus professionnels als Basis net déi lescht fënnef oder zéng Joer geholl? Firwat ginn Independanten ausgeschloss, déi op méi wéi 2,5-mol de Mindestloun cotiséieren? Fir mech ass dat absurd! Déi, déi déi gréisste Käschten droen, déi, déi am meeschte leeschten, déi am meeschten investéiert hunn, déi am meeschten an der Schäiss sëtzen, déi kréien absolutt guer net gehollef. Et ass einfach absurd!

E maximalen Delai, fir d'Hëllefen auszebezuelen, misst festgeluecht ginn. Et ass eng Fro vun Iwwerliewen, well souguer de Spatz an der Hand brauchen déi Betraffen elo an net an x Méint, wann et ze spéit ass.

Trotz all dësen Insuffisancë stëmme mir als ADR dësen Text. Mee, wéi gesot, en ass fir eis e Minimis a mir stëmmen en ouni grouss Begeeschterung.

Ech wollt dem Marc Spautz Merci soen, datt en eng speziell Lanz gebrach huet fir den Horeca-Secteur, dee mir perséinlech besonnesch um Häerz läit. An en huet Recht: Déi Leit wëlle keng Aiden, si wëlle keng Indemnitéiten, si wëlle keng Hëllefen, si wëlle keng Almosen, si wëlle ganz einfach schaffen. Maacht dach déi Betriber nees op! Et gëtt absolutt keng Ursaach, déi Betriber zouzeloossen!

Een, dee mer dat seuchepolitesch kann iergendwéi begräiflech maachen, deem bezuelen ech eng Fläsch Schampes, wann d'Bistroen nees op sinn.

An zum Stéphanie Empain wollt ech soen, si sot, Almose wieren en traurege Message. Mee, Madamm Empain, déi Almose si fir den Horeca-Secteur a fir d'Independanten eng traureg Realitéit!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Mat dësem Gesetz hei, an d'Virriedner sinn och schonn drop agaangen, kréien Independanten, déi 2020 tëschent engem Drëttel vum Mindestloun an 2,5-mol de Mindestloun verdéngt hunn, eng Méiglechkeet, eng forfaitaire Aide tëschent 3.000 a 4.000 Euro unzefroen. Esou eng änlech Hëllef ass et och schonn am État de crise ginn am Abrëll, Mee d'lescht Joer. An deemools ass et och eng eemoleg Aide gewiescht ongeféier an där selwechter Héicht. Dës Kéier ass sécherlech ee vun deene grousse Virdeeler vun där heiten Aide, datt de Champ d'application erweidert ass, datt e méi grouss ass an datt och nei Kategorië vun Independanten dodrënnerfalen.

Duerfir, direkt fir et ze soen: Mir wäerten dëst Gesetz matstëmmen, well mer sinn eis bewosst, datt vill Independanten de Moment mat ganz grousse Problemer konfrontéiert sinn, jo deelweis riskéieren, an d'Aarmut ze rutschen a ganz grav Existenzängscht hunn an datt se vum Staat musse gehollef kréien, ëmsou méi well dëst Gesetz jo e Plaffong huet an nëmmen deenen zeguttkënnt, déi manner wéi 2,5-mol de Mindestloun verdéngen.

Et kann ee sécherlech heroesch Diskussioune féieren, ob dee Plaffong vun 2,5-mol adaptéiert ass. Ech mengen, dat, wat awer dat wichtegt Signal ass, besteet doranner, fir ze soen, et geet net dorëms, deene Leit, déi net a grousse Problemer sinn, déi net direkt vun den Abousse vun der Coronakris betraff sinn, fir deene wierklech direkt kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen.

De Problem, dee mer e bëssen an der Diskussioun entdecken, ass, datt de Begrëff „Independant" all méiglech Zorte vu Mënschen a vu mënschlechen Tätegkeeten a vu Beruffer a Liewensrealitéiten a sech verbënnt. Et falen ënnert dee Begrëff „Independant" souwuel déck Entrepreneure gradesou wéi kleng Geschäftsleit, Besëtzer vu ganz profitabele Societéite wéi awer och de klenge Fotograf, de Grafiker oder den Iwwersetzer, dee sech vun engem Optrag zum nächsten hangelt a probéiert, domadder iwwer Waasser ze bleiwen.

Et ass fir eis als Lénk natierlech virun allem dës lescht Kategorie vu Leit, ëm déi mir eis Suerge maachen a fir déi mer och wierklech ganz gären dëst Gesetz matstëmmen, ëmsou méi well dat ganz oft Leit sinn, déi net hir eege Societéit hunn an duerfir och net vun aneren Hëllefe wéi den Aides aux entreprises bis elo hu kënne profitéieren.

Datt dës betraffe Leit d'Situatioun als eng schwéier sozial Ongerechtegkeet empfannen, kënne mer natierlech och novollzéien. Wärend Salariéen an aneren Domäner wéi an der Fonction publique och dee Moment, wou Saachen erofgefuer gi sinn, 100 % vun hirem Verdéngscht weider kritt hunn, Salariéen am Privatsecteur 80 % Chômage partiel, deen zwar och no uewe gedeckelt war, kréie kleng selbstständeg Beschäftegter just punktuell Hëllefen.

Dat enttäuscht natierlech an dat enttäuscht ëmsou méi, well de Mantra net nëmme vun dëser Regierung, mee vun deene viregte Regierungen ass, fir de sougenannten Entrepreneurship mat ganz grousse Marketingcampagnen ze pushen. Och doriwwer misste mer vläicht eng Kéier méi intensiv diskutéieren.

Et kënnt een net derlaanscht festzestellen, datt et Handlungsbedarf gëtt, engersäits elo direkt, fir d'Direktfollge vum Corona fir besonnesch staark betraffe Gruppe vun Independanten ofzefiederen. Mënschen, déi wéinst der Pandemie onverscholt an eng sozial Schiflag geroden, mussen och vun der nationaler Solidaritéit kënne profitéieren. Fir dës betraffe Gruppe si mer och duerchaus bereet, mat op de Wee ze goe vun engem Revenu de remplacement, zumindest eng seriö Reflexioun doriwwer ze féieren, well de Revenu de remplacement an de Statut vum Independant sinn eppes, wat eiser Meenung no misst grondsätzlech iwwerduecht ginn an op de Leescht geholl misst ginn, an domadder och verbonnen natierlech d'sozial Ofsécherung vun den Independanten, well d'Pandemie huet, mengen ech, grad d'Schwaachstellen och vun deem System kloergemaach. An ech mengen, datt och am Moment dem Independant seng Grondlag nach mat ganz ville Froen an Anachronisme beluecht ass, besonnesch wat d'sozial Ofsécherung vum Independant ugeet.

An et däerf een awer och net vergiessen, datt een net einfach e Modell vum Salarié eent zu eent ka kopéieren, well de Statut vum Salarié huet Virdeeler, en huet awer och Nodeeler, gradesou wéi de Statut vum Independant Virdeeler huet an, wéi mer am Moment gesinn, an esou enger Situatioun wéi déi heite ganz grouss Nodeeler.

Ech mengen, datt d'Wirtschaft an d'Aarbechtswelt - an dee Constat deele mer, mengen ech, hei alleguer - amgaange sinn, sech rapid ze veränneren, zemools am Zesummenhang mat der Digitaliséierung. Duerfir musse mer och d'Fro stelle kënne vun der Scheinselbststännegkeet, e Phenomeen, vun deem mer ëmmer méi staark wäerten och an Zukunft betraff sinn. An do mussen d'Regierung, an awer natierlech och mir als Chamber elo scho Reflexioune féieren an agéieren. A mir mussen d'Fro vum Statut natierlech och ënnert der Folie gesi vun dem Rapport vum Independant mam Aarbechtsrecht.

Här President, d'Fro vun der Differenzéierung vun eenzelne Forme vu Selbststännegkeet schéngt eis duerfir essenziell, well am Moment ginn, wéi gesot, déi ënnerschiddlechst Tätegkeeten ënnert deen ee Sammelbegrëff subsuméiert.

Et ginn Iddien, an et kann een an d'Ausland kucke goen, déi och diskutéiert ginn, fir genau der Komplexitéit vun deem Begrëff vum Independant zumindest usazweis gerecht ze ginn oder zumindest eng Diskussiounsgrondlag ze bilden. Et gëtt de Konzept vum Salarié autonome, deen esou eng Mëschform ass tëschent deem klassesche Salarié, wéi mir e kennen, an dem Independant, dee genau déi dote Phenomeener vu Scheinselbststännegkeet, dat heescht enger realer ekonomescher Ofhängegkeet vun engem groussen Optraggeeber, mat regruppéiert an awer gläichzäiteg autonom ass, dat heescht, deen eng gewësse Selbststännegkeet huet, wou et keen direkt Subordinatiounsverhältnis gëtt.

Dat alles sinn, mengen ech, Reflexiounen, déi mer musse féieren. An dat heiten, d'Coronakris sollt eis zumindest d'Geleeënheet ginn, fir och d'Schwaachstelle vun dem System vun den Independanten, deen historesch gewuess ass an deen och eebe genau duerfir mat villen Anachronisme beluecht ass, seriö op de Leescht ze huelen.

Dat, wat d'Regierung hei mécht, ass, mengen ech, eng Drëps op de waarme Steen, mee awer trotzdeem eng Drëps, déi mer natierlech och matvotéiere wäerten. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Baum. An den nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten begréissen d'Richtung, déi dëse Gesetzesprojet hëlt. Wéi mer all wëssen, ass dëst eng schwéier Zäit fir jiddwereen, a besonnesch fir d'Independanten.

D'Chambre des Métiers ënnersträicht et an hirem Avis: D'Independantë sinn engem ganz héije Risiko ausgesat, finanziell Enkpäss ze kréien an hire Betriber wéinst all de Konsequenzen, déi de Covid säit elo schonns Mäerz 2020 mat sech bréngt.

Dat ass scho bal e ganzt Joer, an deem d'Betriber an domadder och d'Independanten, déi un der Spëtzt vun dëse Betriber stinn, deem Risiko ausgesat sinn. Vill Leit hunn hir Diere missen zoumaachen, vill Leit konnten hir Aktivitéiten net ausféieren, an domadder sinn hir Chiffre-d'affairen an deene leschte Méint net nëmme gefall, se sinn deelweis pulveriséiert ginn, se sinn inexistent.

An da gouf och nach de Mindestloun erhéicht, eppes, wat grondsätzlech eng super Saach ass. Just fir déi eenzel Independanten, déi hir Charge-socialle musse bezuelen a wou et eng Mindestcotisatioun gëtt, déi um Mindestloun berechent gëtt, huet dat indirekt erëm zu e puer Méikäschte geféiert.

Elo kënne mer soen: „Dat sinn e puer Euro!" Mee all Euro, deen een an enger Kris muss ausginn, deen een net huet, ass en Euro, deen een nach ëmmer net huet, fir auszeginn. Natierlech kann een elo soen: „Och do sinn d'Zënse gestundet ginn, och do hu mer e Gesetz, wat seet, Dir musst dat eng Zäit laang net bezuelen"; mir sollen dat elo nach verlängeren. Mee um Enn vum Dag, déi Sue feelen. An iergendwann, wann ee se erëmbezuele muss an et huet ee se net, majo, dann huet ee se net an et kann ee se net rembourséieren. Ech mengen, dat ass de grousse Problem. An do musse mer definitiv dat ganz opmierksam am A behalen.

Mir hunn hei am héijen Haus schonn e puermol doriwwer geschwat, datt lafend Käschte bei Betriber net pauséieren, wa se hiert Geschäft mussen zoumaachen oder e Service net ubidde kënnen. D'Independantë musse kënnen hir Käschten decken, hir

Fournisseurskäschten, hire Loyer, hir Assurance, hir Sozialversécherung a villes méi.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Vill Leit hunn awer scho missen un hiert eegent Erspuertenes goen, fir entweeder hire Betrib covid-19-compliant ze maachen, dat heescht Masken ze kafen, Desinfektiounsgel ze kafen oder Plexiglaswänn. An trotz allem konnte se hire Betrib deelweis net weiderlafe loossen.

Grad fir den Horeca huet dat och bedeit, datt se alles kaaft hunn an hinnen du kuerz drop awer gesot ginn ass, datt se trotzdeem nees missten zoumaachen. Esou eppes däerf sech net widderhuelen, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Politik muss hei méi previsibel ginn a muss, wa Käschten duerch hir Entscheedungen entstinn, och derfir opkommen. Dës Méikäschte sinn auszegläichen duerch finanziell Ënnerstëtzungen, an dat esou séier wéi méiglech.

Här President, wa mer den Independanten eng Ofsécherung ginn, da séchere mer domadder net nëmmen hir eegen Existenz, mir sécheren domadder och d'Existenz vun hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi soss riskéieren, no dëser Pandemie sech ouni Patron erëmzefannen. Well wann de Patron sech et net méi leeschte kann, Patron ze sinn, ma da kann e sech et scho guer net méi leeschten, Leit ze beschäftegen. Finanziell Hëllefe mussen duerfir geziilt a séier un déi Betraffen ausbezuelt ginn. Et geet net drëms, deene puer ze hëllefen, déi nach méi wéi genuch Suen op der Säit hunn, mee deem ze hëllefen, deen ouni eng staatlech Ënnerstëtzung net weess, wéi e sech selwer a scho guer net seng Mataarbechterinnen a Mataarbechter nach kann duerch dës Kris bréngen.

Wéi d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an d'Chambre des Salariés ugemierkt hunn, geet dës finanziell Aide awer net duer, fir den Independanten hir Käschten ze decken. A wann déi dräi Chambere schonn enger Meenung sinn, dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kéint et sinn, datt se eppes op der Spuer sinn, well esou heefeg kënnt et net vir, datt souwuel d'Patronat wéi d'Salariat enger Meenung sinn.

Duerch dës Kris riskéieren ëmmer nach vill Leit, an d'Aarbechtslosegkeet ze rutschen, wat net nëmmen deen Eenzelne betrëfft, mee och seng ganz Famill. Grad bei Elengerzéiende kann dat besonnesch dramatesch sinn, well se mat hire Kanner nach méi séier an d'Aarmut ofrutsche kënnen.

An dësem Lockdown spiere vill vun eise Matbiergerinnen a Matbierger en immense psychologeschen Drock. D'Angscht, hir Aarbecht ze verléieren, d'Angscht, net méi genuch Suen ze hunn, fir de Loyer oder de Prêt vun hirem Haus ze bezuelen, d'Suerg, net genuch Suen ze hunn, fir d'Kanner gesond a monter duerch de Mount ze kréien, dat sinn omnipresent Suergen, Suergen, déi een owes am Bett wakereg halen an een net méi richteg schlofe loossen.

An dës Suerge léise mir mat dësem Gesetz net oder net genuch. Dës Suerge léise mer och net, andeems d'Regierung weider op Siicht fiert a kengem hei am Land seet, wat se als Nächst wëlles huet. Ech sot et schonn e puermol: Mir brauchen e Stufeplang, dee ganz kloer seet, wéini wie ka säi Beruff ausüben. Well d'Leit wëlle keng Almosen, d'Leit wëlle kënne schaffen an d'Leit wëllen eng Previsibilitéit, ob dat an dräi Wochen ass, ob dat a sechs Méint ass oder bei wéi engen Zuelen. Et geet net nëmmen drëm, eng Drëps op de gliddege Steen ze ginn, well dee Steen hei, deen ass scho rout glidded. Et geet drëm, hinne Previsibilitéit ze ginn.

Här President, dee Minimum, dee wierklech gemaach misst ginn, wär awer d'Aiden opzestocken, se bis Enn des Joers ze verlängeren an net méi op eenzel Prime-uniquen ze setzen. Och dat géif Previsibilitéit schafen! Mir géifen och endlech gäre gesinn, datt et net nëmme bei den Annoncë bleift iwwert d'Vitess vum Ausbezuelen, mee datt mer vläicht déi Zuel, wéi séier ausbezuelt gëtt, och visibel gemaach kréien, net ëmmer nëmmen an de Chamberskommissiounen, mee datt de Ministère, wann en déi Zuel souwisou och erhieft, déi och reegelméisseg publizéiert, datt d'Leit eng gewësse Planbarkeet hunn, wéi laang et dauert, bis hir Suen do sinn.

A jo, Här Minister, ech si ganz frou, datt Der eis an der Chamberskommissioun ëmmer sot, wéi laang et dauert, an och all d'Ministeren, déi heivunner betraff waren, eis ëmmer ganz transparent soen, wéi vill Prozent deelweis hir Aiden net ugefrot hunn. Ech mengen, datt dat e weidere wichtege Punkt ass, datt mer wierklech fir déi Aidë werbe mussen. Mir sollen net esou maachen, just well et eng Drëps op de waarme Steen ass, wéi wann een d'Aide net sollt huelen. Mir mussen also alleguerten zesummen heibannen d'Werbetrommel réieren a mir mussen alleguerten zesummen derfir suergen, datt d'Leit, déi eligibel sinn, och an de Genoss vun hiren Aidë kommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis Piraten - an ech mengen, fir jiddwereen heibannen - ass et wichteg, datt no dëser Kris méiglechst vill Betriber nach iwwerliewen. Mir als Politiker mussen eis Responsabilitéit iwwerhuelen an aktiv deem Zil entgéintschaffen. Mir däerfen net nokucken, wéi Eenzelner an d'Prekaritéit ofrutschen, déi net misst sinn, wann et dës Kris net gi wär.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz ass, an eng ganz Rëtsch Virriedner hunn et gesot, eng Drëps op e gliddege Steen. Et ass e Minimum, „de minimis", kann ee soen. Et ass awer net dat gëllent Ee, et ass net dat Bescht, wat mer hätte kënne maachen. Et ass wierklech e Minimum. Nichtsdestotrotz, wéi ech virdru sot: Wann et op all Euro ukënnt, kënnt et op all Euro un. An duerfir wäerte mer dëst Gesetz trotzdeem matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech wëll ufänke mat engem ganz grousse Merci un d'Madamm Rapportrice, déi dat net nëmme mat ganz vill Kompetenz, mee och mat Eleganz gemaach huet. An ech weess och, wéi engagéiert d'Madamm Beissel ass. Vu datt ech se jo oft an der Gemeng begéinen, weess ech, mat wat fir engem Asaz se sech och ëmmer fir déi Rapporten a fir déi Projet-de-loien do asetzt. Duerfir och vu menger Säit aus e ganz grousse Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech géif och direkt wëllen ufänke mat eiser Konklusioun, nämlech fir ze soen, datt mir dësem Projet wäerten eis Zoustëmmung ginn, allerdéngs, wéi mäi ganz gudde Kolleeg Marc Spautz géif soen, ...

(Brouhaha)

... well mer léiwer de Spatz an der Hand hunn. An dësem Fall géif ech awer soen, et ass e ganz, ganz klenge Spatz a mir si ganz wäit vun enger décker Dauf ewech. Mee trotzdeem wäerte mer de Projet de loi awer stëmmen.

Ech erlabe mer just kuerz nach eng Kéier, d'Wuert ze huelen, well obwuel mäin exzellente Kolleeg Marc Spautz eigentlech ganz komplett war a quasiment alles gesot huet, wat zu dësem Projet ze soen ass, well ech éischtens nach zwou Motiounen deponéiere wollt an doniewent awer och nach eng Kéier zwou méi prinzipiell a fundamental Remarken zu der ganzer Situatioun vun den Independantë wollt maachen.

Ech fänken dann nach eng Kéier u mat deenen zwou Motiounen. Déi sinn eigentlech ze gesinn an der Complementaritéit an an der Continuitéit vun enger Rei vu Motiounen, déi mer schonn deposéiert haten, notamment déi, an Dir wësst, wéi staark dat eis um Häerz läit, vun de Moratoiren, vun de Banken. Déi kritt zwar och elo nach en zweete Volet, nämlech dee vun den Assurancen. Mir hunn nämlech mat ganz vill Interêt héieren, wat ee vun de Representantë vun de groussen Assurancëgesellschafte gesot huet: datt si ganz aktiv amgaange wieren, mat der Regierung ze kucken, wéi een an Zukunft esou Situatioune kéint esou léisen, datt eventuell d'Assuréen och kéinten eng Indemnisatioun kréien. Do geet et haaptsächlech ëm d'Interpretatioun vum Cas de force majeure.

An et ass virdrun och ugeklongen: Dee Cas de force majeure, dee changéiert och par rapport zu der Interpretatioun, déi eenzel Geriichter och am Ausland ginn hunn. An duerfir menge mir, datt och hei misst den Assurancësecteur weesentlech méi integréiert ginn an d'Léisung vun de Problemer. Mir froen, wéi gesot, och nach eng Kéier, datt de Moratoire vun de Banke verlängert gëtt. An duerfir erlaben ech mer hei, Här President, Iech eng éischt Motioun an deem Sënn ze hannerleeën.

Motion 4

« Couverture de risques volontaire et moratoire sur prêts »

La Chambre des Députés,

- considérant

• que dans le contexte de l'actuelle crise sanitaire, nombreux ont été les acteurs qui ont fait preuve de solidarité ;

• qu'à cet égard, il y a notamment lieu de saluer la participation des assureurs et réassureurs à l'émission obligataire étatique du 21 avril 2020 ;

• qu'il convient également de rappeler le moratoire de 6 mois sur les crédits accordés aux entreprises luxembourgeoises avant le 18 mars 2020 auquel s'étaient engagées 6 banques de la place financière ;

• que la pandémie et les mesures de lutte contre celle-ci, en ce y compris les restrictions à l'exercice de certaines activités continuent à sévir et risquent de lourdement impacter les secteurs concernés,

invite le Gouvernement

- à entrer en pourparlers avec les acteurs en question pour qu'ils fassent de nouveau preuve de solidarité ;

- à inciter les établissements de crédit à consentir de nouveaux moratoires aux entreprises luxembourgeoises pour leur assurer les liquidités nécessaires dans cette phase de la pandémie ;

- à inciter les compagnies d'assurance à soutenir financièrement les preneurs d'assurance en couvrant une partie des pertes d'exploitation liées à la pandémie actuelle, malgré l'absence de couverture dudit risque par les polices d'assurance actuellement en place ;

- à informer la Chambre des Députés des résultats du groupe de travail regroupant des acteurs du secteur de l'assurance et des représentants du ministère des Finances.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Eng zweet Motioun, an dat ass och eppes, wat mer schonn e puermol hei virbruecht hunn: Do geet et erëm drëm - an ech weess net, wéi oft datt ech et hei scho gesot hunn -, datt awer eis Verwaltunge permanent bei d'Leit reklaméiere kommen, mat Assignation-en-faillittë kommen, mat Saisië kommen. An dat ass eppes, wat ee wierklech an der aktueller Zäit nëmme ganz schlecht kann akzeptéieren. A mir hate schonn eng Kéier virun e puer Méint gesot, mir wiere wierklech frou, wann do eng Concertatioun wier vun deene verschiddenen Administratiounen, wéi déi och mat deene Leit do géifen ëmgoen, well, wéi gesot, d'Situatioun ass dramatesch an et ass wierklech net esou, wéi wann och elo do nach soll mat där leschter Energie exekutéiert ginn.

An duerfir géif ech Iech och an deem Sënn nach eng Kéier eng Motioun deposéieren, wou ech dann och frou wier, wa mer doriwwer kéinten ofstëmmen.

Motion 3

« Meilleure concertation entre administrations et services étatiques »

La Chambre des Députés,

- considérant

• que de nombreuses entreprises continuent à souffrir de la crise actuelle ;

• que les aides étatiques s'avèrent ne pas être suffisantes,

- rappelant

• nos motions du 19 décembre 2020 relatives au (i) renouvellement des mesures décidees lors de la première vague de l'actuelle pandémie en matière fiscale (remboursement anticipé de la TVA, annulation des avances fiscales etc.) et (ii) report voire l'exonération des cotisations sociales ;

• qu'en tout état de cause, les administrations et services étatiques ne devront pas aggraver la crise économique actuelle,

invite le Gouvernement,

en sus de nos revendications exprimées via nos motions du 19 décembre 2020 et en attendant la mise en œuvre de celles-ci,

- à sensibiliser les administrations et services étatiques sur les enjeux de leurs agissements en cette phase de pandémie ;

- à faire en sorte que les administrations et services étatiques chargés de recouvrer les dettes (cotisations sociales et impôts) se concertent davantage pour accorder aux entreprises des échéances et des plans de paiement qui tiennent dûment compte de la situation actuelle.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Martine Hansen, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech hunn et gesot, ech wollt eigentlech nach eng Kéier op zwee Punkte méi generell agoen. An deen éischte Punkt ass eigentlech deen, datt jo oft gesot ginn ass, ganz besonnesch am Ufank vun där Kris, datt hei d'Regierung natierlech gefuerdert ass, awer och d'Parlament an och d'Oppositioun.

De Premier hat ganz am Ufank eng Kéier vun enger Aart „Union nationale" geschwat. Et ass awer ni vill erfollegt. A mir hunn elo emol eng Kéier zesummegezielt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wivill Motiounen, Proposition-de-loien an Amendementen eis Fraktioun scho säit dem Ufank vun der Kris deponéiert huet, an do komme mer op bal 30 esou Initiativen, déi mer geholl hunn.

An ech weess, och aner Oppositiounsparteie ware mindestens grad esou äerdeg. Déi hunn och ganz vill positiv Kontributiounen an déi Debatt do erabruecht.

Wat een awer e bësselchen traureg mécht, Här President, dat ass, wann een da kuckt, wat mat deene ville gutt gemengte Motioune geschitt. Déi eng, déi ginn einfach hei ofgeschmettert. Do huet een dann heiansdo d'Gefill, et géif nom Motto goen „Här ass Här, a Max ass Max" an d'Oppositioun ass eeben de Max. Dat ass eppes, wat mir net gutt fannen a wat mer och schwéierlech kënnen akzeptéieren.

Da ginn eng Rei vu Motiounen an d'Kommissioune verwisen, wou se och net richteg virukommen. An ech géif och hei wëllen en Appell maachen: De President vun der Finanzkommissioun huet eng Sitzung fixéiert fir déi Motiounen, déi mer scho virun e puer Wochen hei deposéiert haten, fir déi nach eng Kéier op den Ordre du jour ze huelen.

Ech wier och frou, wann de President vun der Wirtschaftskommissioun dat selwecht géif maachen, well et geet jo net drëm, datt mir hei nëmme Motiounen deposéieren an da gëtt doriwwer net diskutéiert. Duerfir nach eng Kéier e waarmen Appell, datt mer esou schnell wéi méiglech och an de Kommissiounen iwwert déi Motiounen do diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, erlaabt Der, datt den Här Haagen d'Wuert kritt?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Natierlech erlaben ech.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, ech wollt den honorabelen Deputéierten elo net ënnerbriechen, mee ech wollt meng Fro herno stellen. Ech denken, datt Der wësst, datt mer mar och erëm Wirtschaftskommissioun hunn. An ech denken, wann Der den Ordre du jour gekuckt hutt, datt mar rëm véier Motioune vun der CSV um Ordre du jour sinn exclusivement.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech wousst, Här President ..., ech hunn elo just virdrun den Ordre du jour gekuckt an du stounge se net méi drop. Entweeder hutt Dir elo en aneren ..., duerfir hunn ech nach eng Kéier gefrot. Dat huet awer vläicht elo changéiert, mee deen Ordre du jour, deen offiziell um Chamberssite, …

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Nee, nee, Här Mosar, ech kann Iech berouegen. Déi sinn eréischt vun de Mëtteg un drop. Dir hutt vläicht op enger falscher Plaz gekuckt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Da si se elo de Mëtteg dropkomm.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech kann Iech se opzielen: Et sinn dräi Motioune vum Här Wilmes, déi drop sinn, vum 2. Februar, ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, déi hunn ech gesinn.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- … an eng vum Här Galles. Dat sinn der véier am Ganzen a méi kréie mer an annerhallwer Stonn net duerch.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech constatéieren, Dir wousst, datt ech dat elo géif soen, duerfir hutt Der se de Mëtten dropgesat.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech wollt Iech just berouegen an deem Kontext, well Der mech grad ugeschwat hutt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Da sinn ech awer trotzdeem ganz frou an ech soe Merci, datt Der dat gemaach hutt.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Kee Problem! Voilà! Ech stinn ëmmer zu Ärem Déngscht!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech stellen allerdéngs och fest, datt eng Rei vu Motiounen, déi mir an der Vergaangenheet gemaach hunn, a Gesetzesprojeten agefloss sinn. An do si mer ganz frou. Ech wëll elo net méi hei an den Detail goen, ech denken awer do ganz besonnesch un d'Loyeren, wou mir jo och proposéiert haten, datt déi sollte steierlech ofsetzbar sinn. Dat ass geschitt an duerfir soe mer Merci.

Erlaabt mer awer, Här President, elo nach eng Kéier op déi ganz Thematik vun den Independanten anzegoen. Do ass ganz vill gesot ginn, wat ech eigentlech net méi alles brauch ze widderhuelen. Et ass och gesot ginn, wéi komplex d'Situatioun vun den Independanten ass, wivill Zorte vun Independanten mer hunn an datt een déi net alleguerte kann an dat selwecht Dëppe geheien. Ech sinn och 100%eg mat deenen Aussoen d'accord.

Ech wollt mech och eigentlech den Owend haaptsächlech nach mat dräi Zorte vun Independantë beschäftegen, déi mir, an net nëmme mir, menger ganzer Fraktioun, ganz besonnesch wichteg sinn. Dat Éischt ass natierlech den Horeca-Secteur, deen de Mëtten e puermol ugeschnidde ginn ass. Dat anert ass awer och e Secteur, iwwert deen de Mëtteg manner geschwat ginn ass, nämlech de Secteur vum Eventberäich. Dat sinn och Leit, déi am Moment extrêmement staark leiden, well näischt kann organiséiert ginn, an déi och mat deenen Hëllefen, déi et am Moment ginn, net alles kënnen ufänken.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, och eng Kategorie, iwwert déi wéineg geschwat gëtt, dat si Startuppen. Do hu mer e puermol schonn hei kritiséiert, datt déi Aiden, déi déi Startuppe kréien, leider ganz oft fir vill Leit net kënnen ausbezuelt ginn aus deenen ënnerschiddlechste Grënn.

Ech wollt duerfir awer nach eng Kéier op dräi Punkten agoen, déi wierklech hei extrêmement wichteg sinn. Fir d'alleréischt, an dat hunn ech bestëmmt schonn eng hallef Dose Mol hei gesot: Mir hunn eng ganz Rei vun Independanten, déi einfach duerch de Raster falen, déi an de Genoss vu kenger oder quasiment kenger vun deenen Hëllefen do kommen - mir hunn och gefrot, datt do eng Kéier soll eng detailléiert Analys gemaach ginn; ech wëll

net nach eng Kéier an den Detail goen, ech hunn net Zäit, dat ze maachen -, notamment déi, déi keng Autorisation d'établissement hunn. Och dat ass eppes, wat mir scho ganz oft gesot hunn a wou mer einfach kee Millimeter virukommen.

Dann eng zweet Saach: Hei gi ganz vill Hëllefen ausbezuelt an déi Hëllefen, dat sinn haaptsächlech Hëllefen, déi um Niveau vum Chômage partiel ..., dat sinn och Hëllefen, fir d'Fraisen ze decken. Elo ass et awer esou: Do si ganz vill Leit - an ech denken haaptsächlech un déi, déi eleng Independant sinn, déi keng Salariéen hunn -, déi kréien da vläicht eng Hëllef fir hir Fraisen, si selwer kréien awer kee Revenu, si hu keng Pai, vu datt se hiert Lokal mussen zoumaachen. An ech soen lech, dat ass relativ sauer, wann Dir do iwwer Méint - an dat sinn elo Méint - iwwerhaapt keng Pai kritt. Déi Leit hunn dat nach gepackt, well se zum Deel gespuert hate wärend enger Rei vu Méint.

Mee elo si mer an deem zweete Lockdown an ech soen lech, an dat ass wierklech eppes, wat mir och perséinlech extreem nogeet. An et si bestëmmt aner Kolleeginnen a Kolleegen, déi dat och kréien, mir kréien all Dag Mailen, SMSe vu Leit, déi deelweis an dramatesche Situatioune sinn, wierklech dramatesche Situatiounen - ech wëll dat elo net hei virliesen. Et ass schonn hei gesot ginn, dat si Leit, déi kënne kee Loyer méi bezuelen, si kënnen hir Kanner quasiment net méi op d'Uni schécken, si hunn, an dat ass mir geschriwwe ginn, quasiment näischt méi, fir samschdes oder sonndes op den Dësch ze kréien. Dat ass deelweis dramatesch. An dat kënnt doduerch, datt déi Leit eebe kee perséinleche Revenu méi hunn, vun deem se liewen.

An dat do ass wierklech e Punkt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, do muss eppes geschéien. Mir kënnen déi Leit do net einfach esou am Stach loossen. Mir haten d'lescht Woch eng formidabel Interpellatioun, Diskussioun hei iwwert de Suicide. Ech felicitéieren och nach eng Kéier hei den Initiateuren dervun. Ech kann lech soen, an et héiert ee jo relativ vill, do si wierklech Leit, déi mental esou schlecht drop sinn, datt se dat Extreemst wierklech envisagéieren.

Duerfir, hei geet et net drëm, Parteipolitik ze maachen. Hei geet et wierklech drëm, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Leit ze hëllefen, déi an déifster Nout sinn. An do derzou gehéieren déi aus deene Secteuren, déi ech lech gesot hunn.

En drëtte Punkt, dat ass dee vun de Liquiditéiten. Dir kënnt de Leit Hëllefe ginn, dat ass gutt gemaach, dat begréisse mer och. Duerfir hunn déi Leit awer keng Liquiditéiten, well mat deene Beträg, déi se vum Här Delles sengem Ministère kréien, mussen déi jo hir Käschte bezuelen. Si hunn also keng Liquiditéiten.

Mir sinn elo an Zäiten, an deenen zum Beispill eenzel Cafetieren, Restaurateuren nawell gär Renovatiounen an hire Lokaler géife maachen. Dat kënne se awer net maachen, well se emol näischt hu fir ze liewen a well se natierlech och net kënnen nach Suen an hir Betriber an an hir Lokaler investéieren. An ech muss lech soen, dat ass dramatesch.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn dat och schonn e puermol hei op der Tribün gesot: Ëm wie geet et haaptsächlech hei bei deene verschiddene Kategorien, déi ech opgezielt hunn? Do geet et ganz oft ëm jonk Leit, ëm jonk Leit, déi ganz oft hiren éischte Betrib opgemaach hunn, hiren éischte Restaurant, deen éischte Café oder hir éischt Startup. Déi hunn de Pech, datt se hei an eng Kris gefall sinn.

Mir hunn, an ech géif do wierklech och en Appell maachen, nach eng total vereelzte Faillitesgesetzgeebung. Bei eis ass et nach esou, datt een, deen eng Kéier eng Faillite mécht, quasiment ni méi nei op d'Féiss kënnt. Elo wësse mer awer, datt duerch dës Kris ganz vill, besonnesch jonk, Leit onverschëlt an eng Faillite wäerte kommen. Duerfir géif ech wierklech nach eng Kéier hei den Appell och un d'Regierung maachen - den Här Delles hëlt der Madamm Tanson dat mat op de Wee -: Kommt, mir kucken endlech, datt mer déi Faillitesgesetzgeebung esou reforméieren, datt d'Leit, besonnesch déi jonk Leit an dësem Land, och nach eng zweet Chance kréien, well déi Leit hunn déi Chance verdéngt!

An ech kann et bal net méi héieren, déi Campagnen, déi hei gestart gi sinn iwwer Jore mat deem „Trau dech!". Et si vill jonk Leit, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi hu sech getraut. Déi sëtzen elo am Dreck. Ech soen dat ganz esou, wéi et ass. An ech fannen, dat ass net gutt! An duerfir si mer do alleguerte gefuerdert, dat doten ze änneren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ophalen, andeem ech soen, datt d'Politik, an ech soen et generell, eng ganz grouss Verantwortung huet. Besonnesch am Moment geet et ganz ville Leit - an hei sinn der elo eng Rei, déi ech opgezielt hunn - wierklech schlecht an deene sinn déi parteipolitesch Spillercher quiitschegal. Déi wëlle just einfach kënne virunexistéieren an, wa méiglech, méiglechst schnell erëm hire Betrib opmaachen. A mir hunn déi verdammte Flicht, mir hunn déi verdammte Flicht alleguerten, d'Majoritéit, awer och d'Oppositioun, déi Leit net ze enttäuschen, well hei geet et net nëmmen ëm Betriber, hei geet et ëm Mënschen an hir Familljen.

Duerfir nach eng Kéier den Appell, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Mir mussen, Här Minister, wierklech nach eng Kéier ganz seriö nobesseren. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Här President. Ech wollt virdru just dem Här Mosar nach eng Fro stellen. Ech géif dat direkt am Ufank maache vu menger Interventioun. Här Mosar, ech wëll lech just felicitéiere fir Äert grousst Luef, dat Der der Rapportrice ausgeschwat hutt fir dee formidabele Rapport. Dir waart vläicht méi enk derbäi oder Dir hutt d'Rapportrice méi enk suivéiert, wéi de Rapport geschriwwe ginn ass an d'Ried geschriwwe ginn ass. Dir hutt hir just, mengen ech, net ganz nogelauschtert.

En tout cas, bei Ärem zweete Punkt, wou Der gesot hutt, d'Independanten ..., wat eng Fuerderung vun der CSV war, wann ech lech kann zitéieren: „D'Independanten, déi keng Autorisatioun hunn ..., an och do gi mir als CSV net gehéiert, well déi kréie keng Hëllefen." Dat ass falsch. An ech mengen, dass et awer hei wichteg ass, just der Madamm Rapportrice nach eng Kéier ze ënnersträichen, wat si an hirem formidabelen ..., wou ech hir och dës Kéier op dëser Plaz wëll Merci soen, fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Si huet nämlech grad gesot, dass och d'Independanten, déi keng Autorisation d'établissement hunn, an ech mengen, si huet d'Beispill geholl vum Yogasenseignant oder vum Tenniscoach ..., och déi kréie mat deem Projet de loi hei déi Aiden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Dat heescht, Är Fuerderung, ob dat elo eng Fuerderung vun der CSV war ..., a genau do hunn ech mer just e Volet vun Ärem Discours zréckgeholl, och hei op dësem Punkt dierfe mer keng parteipolitesch Spillercher maachen. Et geet hei grad eeben ëm déi, …

Une voix.- Très bien!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- … déi Aidë brauchen, déi keng kréien. An duerfir ass et ganz wichteg, dass dee Projet de loi hei och esou gestëmmt gëtt, fir eebe grad och den Independanten, déi eebe keng Autorisation d'établissement hunn, kënnen Aiden ze ginn.

Ech mengen, dass ganz vill iwwert dëse Projet de loi am schréftlechen an am mëndleche Rapport geschwat ginn ass an erklärt ginn ass. Duerfir alle Riedner villmools merci. Ech wëll awer och der ganzer Kommissioun Merci soen, well nämlech och dëse Projet de loi ganz séier duerch déi parlamentaresch Aarbecht gaangen ass. Duerfir villmools merci alleguerten fir déi Remarken, déi gemaach gi sinn am Kader vun dësem Projet de loi. An ech mengen, dass een hei gesinn huet, wéi séier dass mer kënnen all zesumme schaffen, fir dass mer e Projet de loi hei kënne stëmmen, well all d'Riedner hate Recht, wa se gesot hunn, d'Independantë misste schnellstméiglech gehollef kréien.

An dëse Projet de loi, deen eng drëtt Direkthëllef nëmme fir d'Independanten ass, - 2.500, 3.000, 3.500 a 4.000 war déi éischt, 3.000, 3.500 a 4.000 déi zweet -, déi haut hei gestëmmt gëtt, an d'Madamm Hartmann huet et och ganz gutt an hirer Interventioun gesot, ass een Deel vun den Hëllefen, déi gemaach ginn. Et ass an der Aide commerce, do war och den Independant eligibel, dat war eng Aide Juli, August, September. Am Fonds de relance et de solidarité vu Juni bis November war och den Independant eligibel. An der Aide coûts non couverts, wat am Fong déi Hëllef ass, déi eebe grad ..., an ech hunn de Mëtten, ech mengen, um hallwer dräi, d'Chamber suivéiert, wéi den Här Spautz nach eng Proposition de loi deposéiert huet, an där e gesot huet, dass eebe grad och do 100 % solle mat erakommen, dass verschidde Secteure solle mat erakommen.

Och do wësst Dir, wësse mer alleguerten, dass et verschidde Blocagë ginn, wou mer am Moment, op 70 % an 90 % ënnert deem Framework, ënnert deem Kapitel, ënnert deem déi Aidë lafen, d'Méiglechkeet net hunn. Ënner anerem genau dat muss een analyséieren, ob een Aiden ëmbaut, upasst. An ech mengen, dat ass jo d'Stäerkt vun alleguerten den Aiden, déi gréisstendeels hei à l'unanimité gestëmmt gi sinn, dass mer ëmmer erëm gekuckt hunn, se unzepassen an ze kucken, do, wou vläicht een duerch de Raster fält, dass mer dann do och déi néideg Hëllefstellung kënne ginn an dass mer och do kënnen upassen, wou et wichteg ass.

Do gesäit een also, dass mer am Fong déi Direkthëllefen op där enger Säit hunn, mee d'Aide coûts non couverts - an da kommen ech och direkt op en Deel vun enger Motioun -, do sinn 90 % vum Salaire vum Independant iwwert d'Aide coûts non couverts couvréiert ginn, dat heescht souwuel de Revenu wéi awer och d'Cotisatioun. Alles, wat out ass aus der Entreprise, gëtt zu 90 % bei klengen Entreprisen bis 50 Salariéen an zu 70 % fir Entreprisen, déi méi wéi 50 Salariéen hunn, kompenséiert. Also gesäit een, dass awer och do verschidden Iwwerleeunge schonn do sinn.

Ech wéilt op e puer Saachen agoen, just fir et awer richteg ze stellen. Et ass wouer, dass d'Madamm Rapportrice e ganz gudden Aperçu gemaach huet vun engem dach ganz technesche Projet de loi, op där anerer Säit awer den Amendement, deen den Här Spautz am Numm vun der CSV-Fraktioun materabruecht huet an d'Kommissioun, do vergiess huet, fir do nach eng Kéier driwwer ze schwätzen. Dir hutt et awer gemaach.

Et muss een awer soen, dass et bei deem Amendement net drëm gaangen ass, de Plaffong ze hiewen. Et ass drëm gaangen, de Plaffong ze annuléieren, iwwert deen ee kann als Independant eng Aide kréien. Am Moment ass et jo esou, dass all Independant, dee bis maximum 2,5-mol de Mindestloun, also 5.000 Euro, cotiséiert, eng Aide kritt. Den Amendement vun der CSV war et, deen Deel vum Saz ze sträichen an also guer keng Limitatioun ze hunn.

An dorop hunn ech och higewisen, dat ass, mengen ech, awer en Detail, dee ganz wichteg ass. Do hunn ech och gesot: Mir hate bei där éischter Aide „indépendants" 3.000, 3.500 a 4.000 Euro, wou verschidde Secteuren eligibel waren ... Duerch dee Blocage hu mer gesinn, dass eemol eng Demande gemaach gouf, wou e Revenu annuel vu 600.000 Euro derbäi war, an en anere Fall - ech soe just zwee Fäll, déi ech elo direkt bei Hand hunn -, do war de Revenu annuel 1,1 Milliun, déi do gefrot gi sinn, fir dann déi Aide vu 4.000 Euro ze kréien. Dat ass awer net d'Finalitéit heivun.

A wourëm ass et gaangen? Här President, ech mengen, den Här Spautz wëllt eppes froen. Loosst mech just nach mäin Developpement fäerdeg maachen. An doropshin, wou ech dat do gesot hunn, hutt Dir selwer gesot, Här Spautz: Ma da kommt, mir limitéieren op 5-mol. A grad da komme mer jo erëm an déi Diskussiounen. An dat ass eng politesch Diskussioun, op déi mer ganz gären eng Kéier kënne ganz am Detail agoen. 2,5-mol, 3-mol, 4,5-mol, 5-mol - wie bitt méi?

Et geet hei drëm, dass mer Aidë kënne maachen, fir grad deenen, déi am stäerkste betraff sinn, déi am mannste Revenuen hunn, dass mer hei kënnen eng Aide ausbezuelen. All déi aner Diskussiounen, déi ronderëm sinn, ech mengen déi ginn abordéiert. An do sinn och Motiounen, wou ee muss driwwer schwätzen. An ech mengen, dass vill vun de Riedner haut de Mëtten doriwwer geschwat hunn.

Den Amendement, deen do war, war also, fir déi ganz Deckelung opzehiewen an duerno awer trotzdeem erëm eng Deckelung op 5-mol anzesetzen. An dann ass dat, wat den Här Spautz gesot huet, an ech mengen et ass duerfir, dass den Här Spautz sech wëllt mellen, well e gesot huet: „Majo, et ass jo awer trotzdeem eng ..."

(Interruption)

Ech kann Är Gedanke liesen, gesitt Der.

(Interruption)

Ech mengen, et ass eebe grad dee Volet, deen Der opgeworf hutt, wéi Der gesot hutt: „Majo, et ass jo eng Limitatioun dran, andeem een « difficultés financières temporaires qui ont un lien de causalité direct avec la pandémie Covid-19 » ..." Dat wier jo Ärer Meenung no e Blocage. Dat ass e Blocage, wann ee seet, dass et am Betrib net méi gutt geet, dass een also dann och déi Saachen net méi kann erofhuelen.

Wann ech e Revenu vu 600.000 Euro hunn, ech hunn der awer nëmmen nach 500.000, ben, dann hunn ech e Problème financier, deen do mat sech bréngt, dass ech nëmmen nach 500.000 Euro Revenu hunn a keng 600.000. Mee da misst ech also där Meenung no 4.000 Euro kréien. Ech mengen net, dass dat d'Iwwerleeung vun där Interventioun ass, déi den Här Spautz gemaach huet. Ech mengen, dass et éischter drëm geet, dass e seet, wa verschidde Revenuen do sinn, dass een dann och muss dee „Lien de causalité" kënne beweisen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Spautz huet d'Wuert gefrot a kritt och d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Den Här Minister huet schonn zum Deel op meng Fro, déi ech em wollt stellen, geäntwert. Et ass mer genau ëm ..., deen een Deel vu menger Fro soll sech dorëm bekëmmeren.

Mee meng aner Fro ass, Dir hutt elo grad gesot: Wivill hu mer där dann? Dir hutt elo grad vun zwee Beispiller gesot, déi et probéiert haten. Déi si jo net duerch Äre Raster gefall, déi hutt Der fonnt. An dofir, wa mer dat hei gemaach hätten, dann hätt Der jo erëm eng Kéier d'Méiglechkeet gehat, fir dat och am Detail ze kucken, mee Dir hutt den Amendement ofgeleent. Ech hunn en och haut net méi an d'Chamber zréckbruecht. Mee gleeft mer, mir wäerten awer an engem spéidere Punkt nach eng Kéier dorop zréckkommen, well mer der Meenung sinn, dass et, esou wéi d'Gesetz ass, wéi mäi Kolleeg Laurent Mosar gesot huet, schonn eng Verbesserung ass. Nach ëmmer „besser de Spatz an der Hand wéi d'Dauf um Daach". Mee et feelt awer nach ëmmer e Stéck.

Villmools merci.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ganz gutt!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Ech gesinn, dass den Här Spautz zesumme mam Här Mosar lues a lues Ornithologe gëtt, ...

(Hilarité)

... well vum Kolibri bis zum Spatz komme mer och bei de Spau..., de Spatz, …

(Hilarité et brouhaha)

… net de Spautz um Daach, mee de Spatz um Daach.

Da geet et eebe grad, mengen ech, net ëm d'Fro, wou hei d'Limitatioun ass, Här Spautz. Ech mengen, et geet éischter ëm d'Fro, wat Der an de Motiounen hutt, wat virgesinn ass, fir dass den Independant och ka protegéiert sinn.

An hei wëll ech just op dëser Plaz nach eng Kéier ganz kuerz de Regierungsprogramm zitéieren: « Le statut de l'indépendant avec toutes ses nuances est insuffisamment pris en compte par notre droit du travail en ce qui concerne un certain nombre de droits. » Derzou gehéieren „chômage, protection et sécurité sociale, etc." « Il s'agit de passer en revue certaines lacunes et d'y remédier le cas échéant. » Dat ass den Extrait aus dem Regierungsprogramm an dorun hält dës Regierung sech och an déi Analyse musse gemaach ginn. Dat do ass just den Extrait, deen awer och jiddweree kann noliese goen.

Et ass gesot ginn, dass net jiddwereen ufreet. Dat ass eng Saach. Mir maachen ..., et gëtt ëmmer erëm gesot, et ass net jiddwereen, deen déi Aiden hei ufreet. Wa mer 4.100 Aidë plus ou moins an der Independant-Aide ausbezuelt haten, déi éischt 3.000-, 3.500- a 4.000er, da muss een derzou och soen: Et hätten der vläicht kënne méi sinn, déi se kënne froen. An hei sinn d'Konditioune jo awer relativ large, fir déi Aide kënnen unzefroen. Et ass net, dass et 10, 15, 20, 25, 40 % Perte vum Chiffre d'affaires sinn. Et muss een e Lien direct hunn, e Lien fir Difficultés financières temporaires duerch de Covid. Also kënnen hei och vill méi Leit se ufroen. Op deene verschiddene Reseaue gi mer ëmmer erëm d'Informatioun, fir dat heiten ze maachen. Mee ech mengen, dass dat Wichtegst ass, dass jiddwereen och do déi Kommunikatioun mat no bausse bréngt.

Den Här Spautz huet mech och déi nei Zuele gefrot. Ech mengen, Dir waart bei 30.200 an iergendeppes. Mir sinn elo bei ronn 31.000 Demanden, déi traitéiert sinn. Mir ware bei 266 Milliounen, mir sinn elo bei 270 Milliounen, dat bannent, ech mengen, véier, fënnef Deeg, sechs Deeg. A wéi gesot, et kommen der all Dag bäi, déi mer kënnen ausbezuelen.

14 Deeg ass ganz schnell. An ech wëll dat wierklech och hei nach eng Kéier soen. Ech kommen duerno nach eng Kéier op den Här Reding zréck, dass e gesot huet, dass eng „lenteur" ass bei dësen Aiden. Ech wëll just soen, dass 14 Deeg ganz schnell ass, an ech wëll nach eng Kéier alleguerten deenen Ekippen, déi doru schaffen, e ganz grousse Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Well et ass enorm, wat hei als Aarbecht geleescht gëtt, wa mer just soen, dass mer op den Dag vun haut ronn 31.000 Demanden traitéiert an ausbezuelt hunn. An engem normale Joer sinn et der 1.100, just, fir och do eng Kéier ze weisen, wéi awer d'Ponderatioun ass. Ech soen elo net, dass mer an engem normale Joer 17 Milliounen an an dësem Joer ronn 270 Milliounen ausbezuelt hunn - pardon, et ass d'lescht Joer, mir si Januar. Also gesäit een also, dass et ganz schnell fonctionéiert.

An d'House of Entrepreneurship ass, mengen ech, vun der Madamm Burton ugeschwat ginn. D'House of Entrepreuneurship mécht eng formidabel Aarbecht hei mat, mee och déi muss wouergeholl ginn. Do gëtt et eng Panoplie vu Webinaren, Demanden, déi ee kann zesummen ausfëllen, wou wierklech den Independant respektiv de Gerant vun enger Societéit kann dohinner goen an dann „step by step" gewise kritt, wéi d'Demandë mussen ausgefëllt ginn. Mee och ganz wichteg natierlech an dësem Kader: d'Fiduciairen an alleguerten d'Kontabelen, dass déi och hei schnellstméiglech kënne matspillen, fir dass mer schnellstméiglech och kënnen Demanden ausfëllen.

Et ass iwwert d'Zouliwwerer geschwat ginn, iwwert d'Zouliwwerer, iwwert déi ewell gëschter e Reportage op enger grousser Chaîne war - den Här Spautz huet gesot, eng grouss Chaîne, fir RTL net ze nennen -: Déi sinn eligibel. Déi sinn eligibel, well

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

se eebe lié sinn hei zum Horeca-Secteur. De Mëtteg bei dem Depot vun der Proposition de loi ass geschwat gi vun de Coifferen. Ma d'Coiffere sinn eligibel fir souwuel d'Coûts non couverts wéi awer och all déi aner Aiden, verschiddener vun deenen aneren Aiden, déi do waren, sief et d'Aide commerce am Juli, August, September wéi awer och d'Aide d'coûts non couverts. Dat heescht, do si se eligibel.

„D'Independantë fille sech am Ree stoe gelooss", ass gesot ginn. Jo, et ginn der, jo, et ginn der, dat brauch een net ze soen. Et ginn der doudsécher, déi sech am Ree stoe gelooss fillen. Et gëtt awer éischtens emol eng Panoplie vun Aiden, déi hei en place gesat gi sinn. Dass se net alleguerte perfekt sinn, dass mer do musse weider dru schaffen ..., mee mir wäerten doudsécher nach hei an der Chamber iwwer Aidë schwätzen. An et ass och wichteg, dass ëmmer erëm Aiden ugepasst ginn.

Op där anerer Säit gëtt et awer och eng Panoplie vun Aiden, déi och un d'Independanten ausbezuelt ginn. An och mir kréien awer och Messagë vun Independanten, déi soen: „Merci, mir kruten Aiden an et ass okay". Dat heescht, et gëtt ëmmer déi zwee. A wann der do sinn, déi am Ree stoe gelooss ginn oder déi sech esou fillen, da muss ugepasst ginn. An duerfir, mengen ech, ass och jiddwereen heibanne bereet, fir unzepassen, do, wou et muss sinn.

Den Här Reding huet gesot: „D'Hëllefe kommen ze lues." Et kléngt gutt, mee ech muss soen, bei eis sinn d'Aidë bannent, ech géif elo net soe fënnef Deeg ... Mee prinzipiell, well mer am Moment esou vill Aidë kréien, si mer am Moment bei fënnef Deeg. Dofir soen ech léiwer: „Bannent zwou Wochen hu mer se ausbezuelt."

Ech weess net, ob Der dat elo einfach nëmme gesot hutt oder op Iech wierklech Fäll bei de Classes moyennes bekannt sinn, wou d'Aiden, déi komplett ausgefëllt waren, net bannent deenen …

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat Lescht: wou Aidë refuséiert ginn, wou d'Leit bürokratesch dru gehënnert ginn, hir Aiden ze kréien. Et ass, wéi vun de Kolleege vun der CSV gesot ginn ass: Mir kréien all Dag Messagë vu Leit, wou Problemer sinn. Mir maache gären eng Kéier eng Lëscht dovun.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Mee et gëtt awer Differenzen tëschent: Et gi Problemer, well d'Aide net komplett war oder well se net eligibel sinn, a well d'Aide ze lues ausbezuelt ginn ass. Dat wëll ech awer just ganz kloer hei soen. Déi Aiden hei gi ganz schnell ausbezuelt! Also huet ee jo do gesinn, dass dat net onbedéngt esou war.

Well Dir hutt nämlech Är ganz Interventioun dorop opgebaut. Dir sot nonchalant: „All Aidë komme vill ze spéit."! Mee déi Aiden hei komme ganz schnell! De Formulaire wäert e Freideg, soubal, nom Vott hei, déi verschidde Signaturen drop sinn, direkt online goen a schnellstméiglech och do kënnen ausbezuelt ginn.

Ech kann natierlech elo net garantéieren, wann e Freideg oder iwwert de Weekend 2.000 Demandë kommen, dass déi da bannent dräi Deeg ausbezuelt sinn. Dat garantéieren ech Iech sécher net. An dass mer dann den Delai vun zwou Wochen och vläicht net méi kënnen anhalen: jo. Mee da kënnt Der et och soen a sot et wannechgelift net einfach esou!

Da just zu enger anerer Interventioun, wou gesot ginn ass: Bis zum Schluss vum Joer géife mir d'Aiden alleguerte verlängeren. Ma jo, ech mengen, vill Leit géifen dat maachen. Mee mir dierfen et net! Et ass ganz einfach, et ass den europäesche Kader, deen am Moment Enn Juni virgesäit. Et kléngt gutt, dat ze soen, mee et ass einfach: Et kann een alles verlaangen - et weess een awer ganz genau, dass et net geet.

Dann huet Lëtzebuerg sech awer op där anerer Säit derfir agesat, dass mer op europäeschem Niveau kënnen Ouverturë kréien. Dat kann eng Kritik sinn, jo, well dat hu mer gemaach! Mir hunn do och intervenéiert a mir froen eeben, dass déi verschidde Frameworke verlängert gi bis zum Enn vum Joer. Dat heescht, ech mengen, och do muss een awer just bei der Wourecht bleiwen.

Da just fir ofzeschléissen, dass gesot ginn ass: „Bei den Entreprisë si keng Liquiditéiten do." Et ass wichteg, dass Liquiditéite kommen. Et war d'Interventioun vum Här Mosar fir ze soen, dass Liquiditéite mussen an d'Betriber kommen.

Ma grad dofir hu mer d'Avance remboursable, wou mer soen: Op där enger Säit hu mer jo Aiden, fir wierklech direkt ze hëllefen, do, wou d'Problemer sinn, fir kënne Liquiditéiten an d'Entreprisen ze kréie fir Facturen, déi do sinn an déi da kënnen auszebezuelen. Op där anerer Säit Avances remboursables, wou op eng Period vu sechs Méint 50 % vum Loyer vun der Charge salariale gekuckt gëtt, fir Liquiditéiten an d'Betriber kënnen ze injectéieren, dass se eeben och kënne verschidde Saache maachen.

Investitiounen, mengen ech, kléngt am Moment besonnesch beim Horeca an am Evenementiel an anere ganz gutt. Ech mengen, dass se awer am Moment ganz aner Preoccupatiounen hunn, bevir grouss Investissementer an d'Betriber gemaach ginn. Mee och do ass de Volet ugepasst ginn, fir d'Aiden an d'Luucht ze hiewe vun deenen normalen Aides à l'investissement, 10 % oder 20 % eropzegoen op 30 % oder 40 %, eebe grad, fir nach eng Kéier unzekuerbelen, an och do nach eng Kéier Schëller u Schëller ze stoen, wann een investéiert, fir och do méi héich Subside kënnen ze ginn am Kader vun den europäesche Reglementatiounen, dass eebe grad nach weider investéiert gëtt, well dat nämlech e ganze Rateschwanz hannendrun huet.

An do deelen ech Är Aschätzung, wou Der sot, dass et wichteg ass, dass mer alle Betriber kënnen hëllefen an dass eebe grad dee Rateschwanz, dass net investéiert gëtt, dofir aner Betriber keng Aarbecht kréien, ganz wichteg ass. An dofir déi Panoplie vun Aiden, déi hei vum Wirtschaftsminister Franz Fayot en place gesat gi sinn. Et gesäit een also, dass wierklech och hei alles aneneegräift, fir eebe beschtméiglech kënnen ze hëllefen.

Iwwert d'Faillitten e lescht Wuert, Här President. Ech gesinn, ech hunn iwwerzunn. E lescht Wuert iwwert d'Faillitte just. Ech huelen der Madamm Tanson dat doten doudsécher mat. Ech weess, dat ass eng vun de Prioritéiten. Op där anerer Säit gëtt et awer och den Droit d'établissement, deen ass beim Mëttelstand.

A grad do ass et wichteg, an ech hunn dat d'lescht Joer scho bei enger Interventioun hei an der Chamber gesot, dass mer do op dräi Cas-de-figurë vun de Faillitte schaffen. Am Moment ass et jo esou: Wann een eng Faillite hat, da kritt ee keng nei Autorisatioun méi, ausser ënner verschiddene Konditiounen. Mir sinn amgaang, dorop ze schaffen, dass mer op dräi Cas-de-figurë schaffen.

Deen éischten ass d'Malchance: „Eng ganz gutt Iddi. Mee bon, en décke Client ass mer ewechgebrach, duerfir leeft mäi Betrib net méi. Ech maachen eng Faillite." Do soll een eng zweet Chance kréien!

Deen zweete Cas de figure ass d'mauvaise Gérance: „Ech hunn eng ganz gutt Iddi, déi ganz gutt fonctionéiert. Mee ech kann eeben net esou gutt d'Gerance vun der Entreprise maachen, well ech et vläicht iwwerschat hunn." Och do soll et eng deuxième Chance gi mat der Konditioun, dass ee Formatioune suivéiert!

An dann den drëtte Cas de figure: Eng Faillite frauduleuse bleift ëmmer nach eng Faillite frauduleuse. An do wäert et och keng zweet Chance ginn.

Dat zu deene verschiddene Saachen. En tout cas wëll ech all deene villmools Merci soen, déi de Projet de loi haut de Mëtteg stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci och dem Här Minister fir all déi Explikatiounen. Ech sinn em och ganz dankbar fir seng lescht Remark, datt dee Volet iwwert Faillitten, och den Droit d'établissement, esou schnell wéi méiglech op de Leescht geholl gëtt. Et ass generell e Problem, mee ech mengen, datt deen elo an der Kris nach vill méi akut gëtt. Duerfir wier et wierklech wichteg, wa mer do géifen Neel mat Käpp maachen.

Ech wollt awer nach eng Kéier op zwee Punkten agoen, déi mer wichteg sinn.

Dat eent ass den Droit d'établissement an d'Autorisation d'établissement. Ech sëtzen elo net an der Kommissioun. Dat heescht, ech hunn déi Diskussioune vläicht net ëmmer bis an de leschten Detail verfollegt. Mee souwäit ech de Projet awer gekuckt hunn, ass nach ëmmer déi Konditioun vun der Autorisation d'établissement am Gesetz dran. Dat Eenzegt, wat geännert huet: Et si verschidde Beruffer derbäikomm.

An de Problem ass ... An nach eng Kéier, Här Minister: Dat ass dat, wat mir vun de Leit gesot kréien. Ech hu quasiment all Dag Leit, déi mer soen: „Mir kommen net an de Genoss vun Aiden, well mer keng Autorisation d'établissement hunn." Notamment d'Startuppen. Dir sot natierlech elo: „Fir d'Startuppe ginn et aner Mechanismen." Ech hu jo just gesot, an dat wëll ech nach eng Kéier widderhuelen, datt awer eng Rei vun Independanten duerch de Raster fale wéinst där Autorisation d'établissement.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Nee!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech soen lech nach eng Kéier ... Et ass elo wierklech net hei aus schlechtem Wëllen, ech erkennen och gär un, datt mer do Progrèse gemaach hunn, mee nach falen ëmmer där Independanten duerch de Raster!

An ech wier wierklech dankbar, wa mer dee Punkt vläicht eng Kéier an enger nächster Kommissiounssitzung géife beschwätzen. Mir kënnen lech och gär d'Lëscht ginn. Ech kréien zum Beispill gesot, am Eventberäich, do wiere Leit, déi bräichte keng Autorisatioun. Déi sinn Independant, well déi just „sur base de prestation de service" schaffen. Déi kréien anscheinend déi Aiden net, zumindest net vun Ärem Ministère, well se eng Autorisation d'établissement gefrot kréien, déi se net hunn.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dann awer nach eng Kéier op ee Punkt, ech mengen, datt dat jiddwerengem hei am Haus ganz wichteg ass, a wou ech einfach fannen, datt et e grousse Schwaachpunkt bei all Ären Aiden ass. Dat sinn, ech soen elo emol, déi individuell Selbststänneg, dat heescht, déi wierklech just op sech gestallt sinn.

Déi Leit hu ganz oft emol net iergendwéi e Lokal gelount, well déi maache ganz oft hir Aarbecht vun doheem. Déi hunn och ganz oft keen Employé. Dat heescht, déi profitéieren net vum Chômage partiel. Déi eenzeg Hëllef, déi déi eigentlech kënnen ufroen, sinn déi Avances non remboursables, well déi Leit, déi wëlle kee Kreditt ufroen. Ech weess och elo net, ob déi Leit iwwerhaapt ee Kreditt géife kréien. Déi hunn och keng Moyene, fir dee Kreditt zréckzebezuelen.

An dee Problem, dee sech einfach do stellt, ass: Ausser där Avance non remboursable, kréien déi Leit keng eenzeg Hëllef vun der Regierung, weeder vun Ärem Ministère nach vun engem anere Ministère! An dat sinn der vill, Här Minister. Dat sinn der wierklech vill! Duerfir géif ech och nach eng Kéier en Appell maachen, datt mer eis wierklech deenen dote Leit unhuelen, well et sinn déi, déi warscheinlech am Moment am allerschlechtesten dru sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Just fir déi zwee Punkten do.

Dat Éischt ass, dass et ... Ech mengen, et gi ganz vill verschidden Zorten Aiden. Et ginn déi Aidë fir d'Entreprisen. Et ginn déi Aidë fir d'Independanten. Et ginn nach aner Investissementsaiden. Et ginn aner Aiden iwwer Garantien. Et gëtt eng Panoplie vun Aiden.

An ech mengen, dass et awer ganz wichteg ass an, ech mengen, mir mussen eis awer wierklech e bësse méi Zäit huele wéi hei tëschent Pulter - net Dier an Aangel, mee tëschent Pult a Pult -, dat doten eng Kéier auserneenzehuelen. Well ech mengen, dass hei eng ganz grouss Vermëschung ass vun Aiden, déi iwwert de Mëttelstand ausbezuelt ginn, wou ee muss eng Autorisatioun hunn, also am Droit d'établissement ass, an där Aide, iwwert déi mer hei haut schwätzen, d'Aide „indépendants", wou een net muss d'Autorisation d'établissement hunn.

Dat heescht, dat si wierklech zwou verschidde Saachen. Ech verstinn, et ass komplizéiert, mee dass een hei en Amalgamm mécht, ass einfach net richteg.

Dass et vläicht Independantë ginn, déi an enger Branche sinn, wou ee keng Autorisatioun muss hunn, déi eng Aide Fonds de relance wëlle kréien, déi awer net eligibel sinn, well se an engem Domän sinn, dee vläicht net eligibel ass, wou een och keng Autorisatioun brauch - dat ka sinn.

Dass et Independantë ginn, déi an engem Beräich schaffen, wou een normalerweis eng Autorisation d'établissement misst hunn an awer keng hunn an duerfir keng Aidë kréien - dat ass richteg.

Dass et Independantë ginn, déi ganz eleng schaffen, déi just d'Avance remboursable kréien - déi ass net non remboursable, mee se ass remboursable -, dass dat dann déi eenzeg Aide ass, déi se kënne kréien, ass een Deel, deemno a wéi enge Branchë se schaffen.

Mee, wéi gesot, ech mengen et gëtt eng Panoplie vun Independanten, eng Panoplie vu Cas-de-figuren. Kommt, mir huelen eis wierklech eng Kéier Zäit an der Kommissioun, fir se eng Kéier am Detail auserneenzehuelen an eng Kéier genau ze kucken, wou wat ass, fir kënnen Aiden auszebezuelen! Well ech mengen, dass et eng méi laang Diskussioun wäert sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools nach eng Kéier dem Mëttelstandsminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7745. Den Text steet am Document parlementaire 7745[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7745 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da komme mer zur Ofstëmmung vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et ëm de Régime de chômage en cas de force majeure geet. Ech ginn d'Wuert un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Bei der Motioun vun dem Här Spautz géif ech proposéieren, dass mer déi an eis Aarbechtskommissioun géife verweisen. Et gëtt hei geschwat vun deene villen Entreprisen, an et ass de ganze Mëtten doriwwer rieds gaangen, déi Schwieregkeeten haten.

Ech gleewe sécherlech och, dass et eng Partie Entreprisë gëtt, déi Schwieregkeeten hunn. Flott wär et awer, eng Kéier ze gesinn - an dat ass vläicht en Optrag un d'Regierung an u se alleguerten, déi do mat den Hëllefen ze dinn hunn -, dass ee verschidde Beispiller - konkreet Beispiller! - vun Hëllefe géif eraushuelen a soen, net den Numm hannendrusetzen, mee: „De Bäcker X, deen huet dat an dat an dat vun Hëllefe kritt. Den Installateur Y huet dat an dat vun Hëllefe kritt. An de Cafetier an den Evenementiel an esou weider hunn déi an déi an déi Hëllefe kritt."

Fir eng Kéier ze weisen, wat een awer un Hëllefe ka kréien. A vläicht gesäit dann deen, dee se nach net ugefrot huet, wéi eng Hëllefen dass et nach alles gëtt.

D'Fro, déi den Här Spautz gestallt huet, geet nämlech ëm de Chômage partiel. A vläicht dem Här Reding eng Äntwert op déi Fro, dass de Chômage partiel vum Dezember nach net ausbezuelt war. Ech ka soen: An der leschter Aarbechtskommissioun hate mer doriwwer rieds. Dat war de 14. Januar. Do ass iwwert déi vum November rieds gaangen.

Do ware vun deene 1.473 Demanden der 930 ausbezuelt. A bei 538 war den Dekont nach net do. Déi

konnten dofir och nach net ausbezuelt sinn. Ech weess, dass se am Ministère awer wierklech an zwou bis véier Wochen, soubal den Dekont do ass, d'Suen och ausbezuelen.

Do waren och schonn d'Chiffere vum Dezember do. Do waren et der 1.544, déi eng Demande gemaach hunn. A bei 1.280 war keen Dekont dobäi. Dat heescht, de Ministère kann och nëmmen op Basis vun engem Dekont de Chômage partiel ausbezuelen. A wann deen net do ass, jo, da kann de Chômage partiel och net ausbezuelt ginn.

Dat just als eng Zuel vläicht, fir dem Här Reding e bëssen ze soen, wou dass de Ministère do drun ass, fir dee Chômage partiel do auszebezuelen. Dat war de 14. Januar. Haut si mer jo schonn eng gutt Zäit méi spéit. Ech ginn och dervun aus, dass do schonn eng ganz Partie méi Chômage partiel ausbezuelt ginn ass. Voilà!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Hat ech elo den Här Engel esou verstanen, dass mer d'Motioun géifen an d'Kommissioun huelen an an der Kommissioun driwwer schwätzen?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, dat hunn ech gesot.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A okay. Et ass gutt. Domadder kann ech bei dëser Motioun averstane sinn. Merci.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien d'accord ass, fir datt d'Motioun 1 an d'Kommissioun verwise gëtt, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

(La motion n° 1 de M. Marc Spautz est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Do geet et ëm de Revenu de remplacement pour les indépendants. Nach eng Kéier den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Bei där heiter Motioun, do ... Also u sech misst ee se ofleenen, well et si Saachen dran, déi net richteg sinn. Et steet zum Beispill dran, dass verschidden Independantë fir verschidden Hëllefen net eligibel gewiescht wären. De Minister huet et elo nach eng Kéier gesot, an en huet schonn oft virdru gesot, dass ganz vill Hëllefen zur Dispositioun sti fir d'Independanten. Wa se natierlech net ugefrot ginn, da kënne se och net ausbezuelt ginn. Mee wat hei steet, ass u sech net ganz richteg.

Den Aarbechtsminister huet ugekënnegt, dass d'Diskussiounen iwwert de Revenu de remplacement amgaang wären. Et steet och am Koalitiounsprogramm: « Le régime de chômage sera revu en ce qui concerne son application à une personne qui travaille sous le statut de l'indépendant. » Dat ass net de Chômage partiel, well deen ënnerläit anere Konditiounen, soudass d'Diskussioun hei u sech scho lancéiert ass.

Si wär a sech superfetatoire, mee ech mengen awer, dass et derwäert ass, well d'Diskussioun am Moment och op der Place publique ass, dass mer dat heiten awer eng Kéier diskutéieren an enger Commission jointe, mat der Commission des Classes moyennes an der Aarbechtskommissioun zesummen, an dass mer do nach eng Kéier iwwert deen dote Revenu de remplacement schwätzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. Dann hat d'Madamm Hartmann d'Wuert gefrot.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Jo, merci, Här President. Déi Motioun hei ass eis vun der Iddi hier natierlech sympatesch, well mir jo och an eiser Interventioun op e Lounausgläich respektiv eng Alternativ zum Chômage partiel higewisen hunn.

Ech wëll allerdéngs drop hiweisen, dass an Ären Consideranten awer zwee Abschnitter derbäi sinn, déi net ganz richteg sinn. Well et ass nämlech awer esou, an, ech mengen, ech hat et och virdru gesot an den Här Minister ass och nach eng Kéier dorobber agaangen, dass Entreprisen, déi au ralenti sinn oder déi am Moment net kënnen exercéieren, awer am Moment och vun där Aide Coûts non couverts kënne profitéieren an dass do och fir d'Independantë virgesinn ass, dass hir Frais-de-personnellen do matconsideréiert ginn, soudass een net ka soen, dass déi Entreprisë respektiv déi Independantë vu guer kengem Revenu respektiv vu guer kenger Aide am Kader vun den Aiden, déi elo en place sinn, kënne profitéieren.

Ech wollt och nach soen, dass ënnert dem Invite och steet, dass misst e Revenu de remplacement en place gesat ginn, deen equivalent ass „au salaire social minimum qualifié". Ech mengen, dass mer eis mussen Zäit huelen, fir d'Diskussioun ze féieren, a wéi enger Form dass mer e Cadre légal en place kënne setze fir Independanten, an dass ee sech net onbedéngt muss drop festleeën, dass dat elo de Montant X oder de Montant Y muss sinn, mee dass mer mussen e Moyen sichen, deen eng gewëssen Egalitéit, eng Égalité de traitement vis-à-vis vun de Salariéen och kann en place setzen.

Dat heescht, ech géif net onbedéngt elo hei effektiv op eng fix Zomm agoen, mee, ech mengen, et ass wichteg, dass mer driwwer diskutéieren. Duerfir wiere mir och der Meenung, dass mer sollten an enger Commission jointe iwwert déi heite Motioun - awer dann eeben, wéi gesot, e bësse méi am Detail - diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Carole Hartmann. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Och merci dem President vun der Aarbechtskommissioun an der Madamm Hartmann fir déi Propos, fir dat an d'Commission jointe Travail a Classes moyennes ze huelen. Mat där enger oder anerer Kritik. Ech wëll just soen, Madamm Hartmann, Dir sot elo, mir hätten iergendeppes uginn. Wa mer näischt geschriwwen hätten, da wier elo d'Fro komm, no deem, wat mer och virdrun diskutéiert hunn: „Wéi héich wéilt Der de Plaffong setzen?" Dofir hu mer e Montant dragesat.

Mee wa mer eis iwwer en anere Montant eens ginn an der Kommissioun, an enger Jointe, dann ass dat eng gutt Saach. Dofir soen ech Merci fir déi Propos, dat an enger Jointe ze behandelen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Si mer domadder d'accord, fir d'Motioun Nummer 2 an d'Kommissioun ze verweisen?

Wien d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 2 de M. Marc Spautz est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et à la Commission des Classes moyennes et du Tourisme.)

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, wou et ëm eng besser Concertatioun tëschent den Administratiounen an de staatleche Servicer geet. Den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Jo, merci, Här President. Ech hunn déi Motioun hei gelies. Bon, et ass jo ëmmer gesot ginn, datt d'Verwaltunge keen hänke loossen an datt d'Verwaltunge och bereet sinn, sech ënnerenee ze concertéieren. Mir hu scho méi dacks doriwwer geschwat am Kontext vu Vermeidung vu méigleche Faillitten duerch Steierscholden.

Also, an engem gewëssene Sënn, Här Mosar, rennt Der hei oppen Dieren an. Mir hunn den nächste Méindeg, den 1. Februar, jo eng Entrevue an der Finanzkommissioun, wou d'Direktesch vun der Steierverwaltung kënnt, wou mer och eng vun Ären Motiounen - d'Flexibilisatioun vun der Fiskalitéit - op de Metier huelen, op de Leescht huelen. An et kéint een déi heite Fro, le cas échéant, hei nach eng Kéier matdiskutéieren.

Jiddefalls zweifelen ech net eng Sekonn drun, datt d'Verwaltungen alleguer sensibiliséiert sinn, fir do hirer Verantwortung nozekommen, an datt se do, wéi gesot, keng daf Oueren hunn.

Ech géif soen, mir huelen déi heite Motioun an eng vun deenen nächste Finanzkommissiounen. Mir kënnen awer schonn, wa se och elo vläicht net um Ordre du jour ass, dat, wat hei als Inhalt dran ass, uschwätzen, wa mer déi aner Motioun, déi Der hat iwwert d'Flexibilisatioun vun der Fiskalitéit, diskutéieren. An deem Sënn rennt Der eigentlech oppen Dieren an. Ech géif also proposéieren, dës Motioun an enger vun deenen nächste Finanzkommissiounen ze behandelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur, den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci dem President vun der Cofibu. Ech hat et virdrun och gesot: De President huet Recht, dat heiten ass eigentlech - wéi soll ech soen? - e Part two vun enger éischter, déi mer eraginn hunn, déi mer elo eng Kéier diskutéieren en présence vum Finanzminister. Duerfir mécht et och Sënn, dës do matzehuelen. An ech si bien entendu d'accord, datt mer déi dann och an d'Finanzkommissioun renvoyéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Wien d'accord ass, fir d'Motioun Nummer 3 un d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll d'Finanzkommissioun sech mat där Motioun befaassen.

(La motion n° 3 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4, wou et ëm ee Moratoire op de Prête geet. Nach eng Kéier den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Jo, merci, Här President. Bon, ech hunn och dës Motioun gelies an ech hunn awer dann e bëssen iwwerluecht.

(Hilarité)

Et ass jo esou, datt mer an deem éischten Deel vun der Kris mat de Moratoirë jo gefuer sinn an datt déi och accordéiert gi sinn, datt d'Banken do am Fong geholl ganz vill entgéintkomm sinn. Ech hu mer soe gelooss, datt d'Banken de Moment Fall fir Fall kucken. Et ass kee Fall wéi deen aneren. Si kucken also Fall fir Fall. Et ass also net, wéi wa se net incitéiert wieren, fir de Leit entgéintzekommen, den Entreprisen entgéintzekommen.

Hei zu de Compagnies d'assurance ass et elo schwéier, vu menger Warte aus eppes ze soen. De Finanzminister ass net hei. Dir frot awer och an Ärer Motioun, datt d'Chamber soll informéiert ginn iwwer Resultater vun engem Aarbechtsgrupp, deen déi verschidden Acteure vum Secteur de l'assurance a vum Finanzministère regruppéiert.

Bon, ech weess net, ob mer dat elo kënnen a kuerzer Zäit nach kuerzfristeg maachen. Mee ech denken, dat heite kann een och an d'Kommissioun huelen. Da kënnt Der nach eng Kéier Är Froen do stellen an da kann den Här Finanzminister Iech dorobber äntweren. Mir hu jo genuch Finanzkommissiounen, Här Mosar. Dann ass dat och kee Problem.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur, den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, och hei sinn effektiv dräi Punkten an där Motioun, déi den Här President nach eng Kéier richteg resuméiert huet. Et ass awer ee Punkt, dee mer bis elo nach net abordéiert haten. Dat ass effektiv dee vun den Assurancëgesellschaften. Do gëtt et anscheinend e Groupe de travail, huet den Här Hentgen de leschte Samschdeg gesot. An ech mengen et wier schonn interessant, datt och eng Kéier d'Finanzkommissioun iwwert déi Aarbecht géif informéiert ginn.

Wann dat elo net direkt an der nächster Sitzung de Fall ass, hunn ech och Zäit, datt dat zu engem spéideren Zäitpunkt eng Kéier kënnt. Ech soe Merci a mir si bien entendu d'accord, datt se an d'Finanzkommissioun renvoyéiert gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission

Wien ass d'accord, fir d'Motioun Nummer 4 un d'Kommissioun ze verweisen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Och domadder soll d'Finanzkommissioun sech mat där Motioun ofginn.

(La motion n° 4 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.14 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 30, 31 et 32

30e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 412

Question élargie n° 65 de M. Georges Mischo relative aux aides financières pour les clubs de sport ..... p. 412-413

Question élargie n° 68 de M. André Bauler relative à la mise en œuvre du processus Rifkin, en particulier pendant la pandémie Covid-19 ..... p. 413-414

7266 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ..... p. 414-420

7640 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ..... p. 420-421

31e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 422

Ordre du jour ..... p. 422

Interpellation de M. Gilles Baum au sujet du suicide au Luxembourg ..... p. 422-432

Question élargie n° 66 de M. Laurent Mosar relative au développement des monnaies virtuelles ..... p. 432-433

7637 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
2° de la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés ..... p. 433-435

7735 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer la directive (UE) 2020/2020 du Conseil du 7 décembre 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne des mesures temporaires relatives à la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux livraisons de vaccins contre la Covid-19 et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de cette maladie, en réaction à la pandémie de Covid-19 ..... p. 435-437

7747 - Projet de loi portant :
1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;
2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ..... p. 437-438

32e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 439

Communications ..... p. 439

Ordre du jour ..... p. 439

Changements de composition d'une sous-commission ..... p. 439

Question élargie n° 70 de M. Paul Galles relative à la mobilité hydrogène ..... p. 439-440

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz ..... p. 440

7621 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales ..... p. 440-450

7745 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un nouveau régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19 ..... p. 450-458

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3469	Marc Goergen	Problèmes avec les voitures Tesla de la Police grand-ducale
3521	Viviane Reding, Diane Adehm	Parquet européen
3598	Sven Clement	Examens de fins d'études dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3755	Josée Lorsché, François Benoy	Mise à disposition par les communes de locaux et de support logistique pour la réalisation de tests de dépistage de la Covid-19
3805	André Bauler, Mme Carole Hartmann	Centre de vaccination à Ettelbruck
3812	Laurent Mosar, Viviane Reding	Initiative « Trustworthy Messaging »
3816	Fred Keup	Offre alimentaire au niveau des cantines scolaires
3817	Fred Keup	Utilisation de produits régionaux dans les cantines scolaires
3820	Djuna Bernard, François Benoy	Réduction de la consommation de viande dans la restauration scolaire et universitaire
3827	Laurent Mosar, Paul Galles	Enquête de la Banque européenne d'investissement sur l'environnement
3844	Sven Clement	Vaccination des personnes handicapées
3846	Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Paul Schaaf	Projet « Ecobox »
3857	Jeff Engelen	Prix du vaccin AstraZeneca
3866	André Bauler	Contrôles de vitesse sur la N7
3870	Fred Keup	Promotion de l'électromobilité
3873	Charles Margue, Stéphanie Empain	Devoir de vigilance des entreprises
3876	Sven Clement	Service de transport Adapto
3878	Fred Keup	Approbations des PAG
3879	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Offre de logements sociaux et de logements à coûts modérés
3880 cf. 3948	Carole Hartmann	Vaccination des sages-femmes
3881	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Logements inoccupés
3882	François Benoy	Décentralisation de l'offre à bas seuil pour toxicomanes
3883	Fred Keup	Consultants engagés par le Gouvernement
3884	Fred Keup	Études dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3885	Fred Keup	Détenus non-résidents
3888	Marc Hansen	Changements de la procédure dans les centres de vaccination
3889	Marc Spautz	Commissariat Porte du Sud
3890	Roy Reding	Taux de TVA super-réduit pour la réparation d'objets d'usage courant
3891	Claude Haagen	Médias locaux ou communautaires
3892	David Wagner	Risque de pollution par des métaux lourds émanant de l'ancienne décharge CASA
3893	Marc Goergen	Abattage
3895	Roy Reding	Avenir de Luxexpo
3896	Gusty Graas	Retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul
3897	Sven Clement	Enquêtes du Statec
3898	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Demandes de brevets européens émanant du Luxembourg
3899	Sven Clement	Manifestations contre les mesures sanitaires
3900	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Cybercriminalité
3901	Sven Clement	Information du Secrétaire général du Conseil de l'Europe sur des mesures dérogeant aux obligations prévues par la Convention européenne des droits de l'homme
3902	Josée Lorsché, Djuna Bernard	Application du protocole d'Istanbul au Luxembourg
3903	David Wagner	Main d'œuvre employée dans l'agriculture luxembourgeoise et surfaces agricoles exploitées à l'étranger par des exploitations agricoles luxembourgeoises
3904	Martine Hansen, Octavie Modert	Construction d'une centrale biogaz pour l'usine d'ArcelorMittal à Rodange
3905	Gilles Baum, Max Hahn	Adaptation des forêts au changement climatique
3907	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Accusations de natures diverses contre un site pornographique
3908	Sven Clement	Médicaments contre la Covid-19
3910	Marc Goergen	Prime pour l'achat d'un pédélec ou d'un vélo
3911	Jeff Engelen	Nouveau plan stratégique pour l'agriculture
3912	Fernand Kartheiser	Crimes antisémites
3913	Fernand Kartheiser	Coordinateur chargé de la lutte contre l'antisémitisme
3948 cf. 3880	Jeff Engelen	Vaccination des infirmiers et infirmières indépendants

Question 3469 (18.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **problèmes avec les voitures Tesla de la Police grand-ducale :**

Wéi an der Press ze liesen ass, fuerdert d'National Highway Traffic Safety Administration de Réckruff vu ronn 150.000 Tesla-Autoen, bei deenen, wéinst engem Defekt um Bordcomputer, d'Sécherheetstechnik net méi funktionéiert. Wéi et heescht, ass och den Tesla S aus de Joren 2012 bis 2018 vun dësem Defekt betraff. D'Police zu Lëtzebuerg huet därer am Joer 2018 zwee Stéck kaf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Goufen d'Tesla-Autoe vun der Police fir de Moment aus dem Verkéier gezunn?

2. Sinn d'Autoe vun der Police och vum Defekt betraff a wäerten dowéinst musse gefléckt ginn?

Réponse (11.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Déi zwee Tesla-Autoe vun der Police falen effektiv ënnert déi betraffen Autoen. Am Kader vun aneren technesche Maintenance-Aarbechten ass schonn am Joer 2020 de Bordcomputer op deenen zwee Police-Autoen duerch déi nei Generatioun ersat ginn. D'Autoe mussen also net gefléckt an och net aus dem Verkéier gezu ginn.

Question 3521 (28.01.2021) de **Mmes Viviane Reding** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **parquet européen :**

An engem Reportage um Radio 100,7 gouf haut de Moien duergeluecht, dass et alles anescht wéi sécher wier, dass den europäesche Parquet mat Sëtz zu Lëtzebuerg den 1. Mäerz 2021 seng Aarbechte kéint ophuelen. Et ass zum Beispill drop higewise ginn, dass um Niveau vum Rekrutement ëmmer nach géif no qualifizéiertem Personal gesicht ginn. Och d'EU-Memberstaaten hätten nach net all hir delegéiert Procureure genannt. Eist Land, dat sech ëmmer staark gemaach huet fir de Sëtz vun dëser EU-Institutioun heihinner ze kréien, hätt och seng zwee Delegéiert nach net bestëmmt.

Well der EU all Joers wäit iwwer 400 Milliounen Euro duerch Korruptioun verluer ginn an d'Fraude bei der TVA op 40 bis 60 Milliarden Euro d'Joer geschat gëtt, ass et eminent wichteg, dass den europäesche Parquet endlech ufänke ka mat schaffen. Och déi Lëtzebuerger Regierung ass gefuerdert, fir hir Stëmm an den EU-Gremie kloer zum Ausdrock ze brëngen am Sënn vun engem staarken europäesche Parquet.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

- Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass den europäesche Parquet seng Aarbechten den 1. Mäerz 2021 ophuele kann?

- Kann d'Madamm Ministesch eis matdeelen, firwat Lëtzebuerg seng delegéiert Procureuren nach net genannt huet? Kann d'Madamm Ministesch eis erklären, wéi dës Nominatiounen am Konkreeten oflafen? Wien decidéiert zu Lëtzebuerg, wéi eng Persoune genannt ginn?

- Ass d'Madamm Ministesch net der Meenung, dass d'Glafwierdegkeet vum europäesche Parquet mat Standuert zu Lëtzebuerg duerch déi aktuell Verspéidungen a Saache Rekrutement an Ernennung vun den Delegéierten a Fro gestallt gëtt? Wéi gedenkt déi Lëtzebuerger Regierung deem Androck entgéintzewierken?

Réponse (23.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Ech wéilt fir d'éischt nach emol ënnersträichen, datt et positiv ass, datt den europäesche Parquet, e wichtegt Organ vun der europäescher Unioun, säi Sëtz zu Lëtzebuerg huet. Mir hu vill Efforte gemaach, fir dass och d'Infrastrukturen zu Lëtzebuerg am Zäitplang konnten zur Verfügung gestallt ginn. Dofir ass et mir och wichteg, dass dëst Organ an engem gesonden Ëmfeld, effikass ka schaffen. Fir dass dat de Fall ass, mussen déi 22 Staaten, déi bei dëser Kooperatioun matmaachen, net nëmmen hir aktuell Gesetzgebung dem Reglement vum europäesche Parquet upassen, mee och dem europäesche Parquet, déi néideg personell Opstellung ginn. Nieft dem sougenannten zentralen Niveau, dem Sëtz vum europäesche Parquet um Kierchberg, wou och déi 22 europäesch Procureuren hir Aarbechtsplaz hunn, gëtt et en dezentralen Niveau an den 22 verschiddene Memberstaaten. Vun do aus schaffen déi delegéiert europäesch Procureuren. All Land, muss op d'mannst zwee dëser delegéiert europäesch Procureuren (PED) designéieren. Och wann den Text vum Reglement et géif erlaben, dass déi zwee delegéiert europäesch Procureuren och weider op nationalen Dossiere kënne schaffen, hu mir d'Decisioun geholl, op Demande vun der Madamm Kövesi, dass mir hei zu Lëtzebuerg zwee vollzäit delegéiert europäesch Procureuren hunn, déi hei zu Lëtzebuerg dës Funktioun wärend hirem Mandat vu fënnef Joer, dat dono erneierbar ass, ausfëllen. Dëst ënnersträicht a garantéiert déi néideg Onofhängegkeet vun dësen zwee Magistraten, déi am Numm vum europäesche Parquet hei zu Lëtzebuerg schaffen.

D'Reglement gesäit dann och e spezielle Statut fir dës delegéiert Procureure fir. An dësem Zesummenhang ass et wichteg ze ernimmen, dass d'Aarbechtsbedingungen (conditions d'emploi) vun dësen delegéierte Procureuren eréischt den 29. September 2020 vum Collège vum europäesche Parquet ugeholl gi sinn. Esou ass dann och kloer virgesinn, dass d'Remuneratioun vun den delegéierte Procureure vun dem europäesche Parquet, also dem europäescher Budget, bezuelt gëtt, an de Volet vun der Sécurité sociale, Pensiounsrechter oder och d'Krankekeessrechter vun den nationale Staate muss gereegelt ginn.

Et ass intensiv doropshin déi lescht Méint dru geschafft ginn, fir den néidege juristesche Kader zu Lëtzebuerg ze schafen, deen engersäits konform ass zum Reglement an déi néideg Onofhängegkeet vun dësem Organ erëmspigelt, an anersäits, den delegéierten europäesche Procureuren och déi néideg juristesch Sécherheet ze ginn, wat hir Remuneratioun betrëfft. Aus dëse Grënn ass och decidéiert ginn, d'Adaptatioun vum Code de procédure pénale an d'Opstelle vun engem Office bestoend aus den zwee delegéierten europäesche Procureuren an engem Sekretariat, an zwee verschidde Gesetzesprojeten ze schreiwen. D'Designatioun vun den delegéierten europäesche Procureuren ass dann och nëmmen een Element vun engem Ensembel, fir dass den europäesche Parquet seng Aktivitéiten am vollen Ëmpfang ka starten. An deem Zesummenhang huet Lëtzebuerg och der europäescher Kommissioun déi néideg Explikatioune ginn, fir déi verschidden Etappen ze erklären.

Nom Vote vum Gesetzesprojet an der Chamber betreffend den „office des procureurs européens délégués" wäert d'Prozedur fir d'Ernimme vun den zwee Lëtzebuerger delegéierte Procureuren innerhalb vun de Justizautoritéiten ulafen. Déi designéiert delegéiert europäesch Procureure ginn dono formell vum Collège vum europäesche Parquet fir hiert d'Mandat nominéiert.

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Question 3598 (09.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **examens de fins d'études dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

A ronn dräi Méint schreiwen d'Schüler op der 1re erëm hiren Ofschlossexamen. Wéi schonn d'lescht Joer, wäert dësen och dëst Joer ënnert ganz spezielle Konditioune geschriwwe ginn.

D'Primaner vun dësem Joer hunn awer, am Ënnerscheed zu deene vum leschte Joer, schonn dat ganzt Schouljoer iwwer mat engem Schouljoer à la Covid-19 ze kämpfen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Verschidde Schüler dinn sech schwéier mam Homeschooling a sinn dofir am Moment an enger méi schlechter Ausgangspositioun, wat hir Punkte betrëfft, wéi wann se ënnert normale Konditioune geléiert hätten.

Ass virgesinn, dass dëst Joer méi Prüfunge geschriwwe ginn, fir de Schüler méi Chancen ze ginn, hir Moyenne opzebesseren?

2. Wat fir Hëllefe stinn de Primaner zur Verfügung, fir Léierschwieregkeeten ze iwwerwannen oder ze reduzéieren?

Op villen Unie ginn et zum Beispill Programmer, déi d'Studente kuerz virun den Exame sollen duerch een „ënnerstëtzend" Léieren hëllefen. D'Studente kënnen sech umellen a follegen dann engem kloren Dages- a Wocheplang, dee Schaff- a Pausenzäite festleet a vun „Coache" begleet gëtt.

Wier esou ee Programm net eng Méiglechkeet, fir déi kuerz Zäit tëscht dem leschte Schouldag an den Examen?

3. Bleift et bei sechs schréftlechen Examen an zwee Oralen?

Réponse (04.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Et ass net virgesinn, datt méi Prüfunge geschriwwe ginn; et erweist sech nämlech, datt d'Prüfunge fir d'Schüler ee Facteur vun zousätzlechem Stress sinn. Aus deem Grond verzicht mäi Ministère - grad an der aktueller Situatioun, déi fir vill Jonker net einfach ze meeschteren ass - op eng Erhéijung vun der Zuel vun de Prüfungen.

Allerdéngs hunn ech den 12. Februar d'Direktere vun de Lycéeën opgefuerdert, déi sougenannte „conférences spéciales", also d'Fachkonferenzen, zesummenzeruffen, déi sech sollen iwwert déi essenziell Contenue vun de Programmer beroden. Et handelt sech dobäi ëm déi Deeler vum Programm, déi - en vue vum nächste Schouljoer - onbedéngt musse behandelt ginn. An der Formation professionnelle wäerten d'„équipes curriculaires" mat dëser Aufgab chargéiert ginn.

ad 2. Esou wéi et den 12. Februar ugekënnegt ginn ass, wäert de Programm, dee fir de Premièresexamen ze preparéieren ass, ëm ongefeier 15 % gekierzt ginn; dëst fir de Primaner et ze erlaben, sech ënnert deene schwieregen aktuelle Konditiounen optimal op den Exame virzebereeden. Do wou eng Kierzung net méiglech ass, wäerten d'Kandidaten e puer Froen „au choix" virgeluecht kréien.

Am Fall vu Schwieregkeete bei der Uneegnung vun der Matière bidde sämtlech Lycéeën en Appui un, vun deem och d'Schüler vun de Premièresklasse kënne profitéieren. Fir de Coaching, esou wéi e vum honorabelen Deputéierte virgeschloe gëtt, ass am Lycée de Regent zoustänneg.

De leschte Schouldag ass dëst Joer mëttwochs, den 12. Mee 2021; den Exame fänkt méindes, de 17. Mee un. Nom Feierdag vum 13. Mee (Christi Himmelfaart) ass freides, de 14. Mee déi traditionell „Journée de consultation" virgesinn, wärend där kee Cours méi ass, mee d'Proffe Froe beäntwerten an Erklärungen ginn, falls eppes onkloer bliwwen ass. Sou hunn d'Schüler nach eng zousätzlech Méiglechkeet, fir sech virum Examen hëllefen ze loossen.

ad 3. An der aktueller sanitärer Kris hunn ech, wat de Premièresexame betrëfft, zwee Ziler:

- D'Schüler sollen am Examen nëmme Froe gestallt kréien, déi wärend dem Joer och ausféierlech traitéiert goufen; dofir gëtt den Examensprogramm reduzéiert.

- Den Diplom soll seng Valeur behalen, besonnesch am Hibléck op d'Aschreiwung vun eise Jonken op enger Universitéit; dofir bleift et bei der virgeschriwwener Zuel vu sechs schrëftlechen an zwou mëndlechen Epreuven.

Question 3755 (03.03.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **mise à disposition par les communes de locaux et de support logistique pour la réalisation de tests de dépistage de la Covid-19 :**

Le Règlement grand-ducal du 3 novembre 2020 fixant les conditions de réalisation de prélèvements nasopharyngés, oropharyngés, buccaux ou salivaires afin de réaliser des tests diagnostiques ou de dépistage de l'infection par le virus Sars-CoV-2 prévoit que ces prélèvements peuvent être effectués par les professions de santé définies dans la loi modifiée du 26 mars 1992, les pharmaciens, psychothérapeutes, psychologues et pompiers volontaires ou professionnels, affectés au Corps grand-ducal d'incendie et de secours, sous condition d'avoir suivi la formation y relative.

Afin de permettre un déroulement dans de bonnes conditions sanitaires, de réduire les temps d'attente et les déplacements des personnes aux centres de dépistage ou laboratoires, certaines communes envisagent déjà de mettre à la disposition des pharmaciens des locaux adaptés, voire un support logistique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres de la Santé et de l'Intérieur :

1) Les communes pouvant se prévaloir d'une ou de plusieurs pharmacies sur leur territoire, seront-elles invitées à mettre à disposition de ces dernières des locaux destinés à y faire des prélèvements dans des conditions sanitaires adéquates et à délester de cette façon les centres existants de dépistage du Sars-CoV-2 ?

2) Est-il le cas échéant prévu d'accorder des aides aux communes en question ?

Réponse commune (21.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

La Direction de la santé a eu fin février 2021 des pourparlers avec le syndicat des pharmaciens luxembourgeois sur les modalités éventuelles relatives à la réalisation de tests antigéniques rapides dans les officines.

Ce sujet a également fait l'objet de discussions au sein du Conseil de Gouvernement qui a retenu en date du 10 mars 2021 que l'offre de tests rapides antigéniques par les pharmaciens serait de nature commerciale sans subventionnement public possible. En conséquence, il appartient à tout pharmacien souhaitant offrir de tels tests, d'identifier les locaux adéquats pour leur réalisation et de trouver éventuellement un accord avec les autorités communales.

Question 3805 (09.03.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **centre de vaccination à Ettelbruck :**

Eis ass aus ganz seriöer Quell gesot ginn, datt eeler Leit, déi geimpft sollte ginn, an déi am Norde wunnen, eng Invitatioun kruten, sech dann och zu Ettelbréck wollten umellen, mee dunn awer um Telefon gesot kruten, si missten op Munneref fueren, well zu Ettelbréck keng Zäitplage méi fräi wier.

Dat féiert natierlech zu gréisseren Transportzäiten an zu eventuelle Méikäschte fir déi betraffe Leit, well den Taxi oder den Adapto am Prinzip nëmme bis op Ettelbréck gratis ass. Hei geet et och ëm Leit, déi bal 90 Joer al sinn an net esou laang kënnen oder wëllen an engem Taxi ënnerwee sinn. Dovunner ofgesi ka jo net jiddereen, och net eeler Leit, op den Adapto zeréckgräifen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

- Kann d'Madamm Gesondheetsministesch eis soen, ob et sech do ëm Eenzelfäll bzw. ëm een Iertum handelt? Gëtt awer e bëssen drop opgepasst, datt Leit am héijen Alter net riskéieren, esou wäit mussen ze fueren, zemol wa si aus der Nordspëtzt kommen?

- Wann d'Leit en neie Rendez-vous kréien, well se aus Altersgrënn oder/an aus Krankheetsgrënn net esou wäit fuere kënnen, riskéieren se dann net, onnéideg laang mussen ze waarden?

- Géifen se awer wëlle mam Taxi an den Impfzentrum op Munneref oder an d'Stad fueren, well se aus verständleche Grënn einfach net méi laang wëlle waarden, kréien se dann trotzdeem déi ganz Faart bezuelt oder mussen se déi aus hirer eegener Täsch bezuelen?

Réponse (22.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Zu Lëtzebuerg hunn d'Leit, déi eng Invitatioun fir d'Impfung kréien, de fräie Choix vun hirem Impfzenter. Déi meescht Leit wielen dann och den Zenter, deen am nooste bei hirem Wunnuert läit. Verschidde Leit hunn awer och eng Preferenz fir een aneren Zenter, an dat aus verschiddene Grënn (z. B. no bei der Aarbechtsplaz oder eng besser Ubannung un den ëffentlechen Transport, …). Dëst mécht de Planning vun de méigleche Rendez-vousen natierlech e bësse méi komplizéiert, wéi wann een den Impfzenter géif imposéieren.

D'Plages horaires, déi disponibel sinn, sinn awer esou gerechent, dass jiddereen dohi goe kann, wou hie wëllt, och wann een heiansdo e puer Deeg waarde muss. Et handelt sech awer ni ëm méi laang Waardezäiten. An deem Sënn schéngt de Fall, deen den honorabelen Deputéierten erwäänt, éischter een Eenzelfall ze sinn, wou en techneschen oder e Kommunikatiounsproblem war.

D'Deplacementer an d'Impfzentere kënnen net vun der Gesondheetskeess iwwerholl ginn. Fleegebedierfteg Persounen, déi Leeschtunge vun der Fleegeversécherung kréien, kënnen am Fall vun enger „garde en groupe", an där déi fréier „course-sortie" mat integréiert ass, op déi zeréckgräifen, fir vun engem Reseau an den Impfzenter gefouert ze ginn. Doriwwer eraus huet d'Regierung mat der COPAS en Accord, dee virgesäit, datt déi Beneficiairen, déi keng „garde en groupe" hunn, och kënne vun de Reseauen an den Impfzenter gefouert ginn. Dës Leeschtung gëtt da vum Staat iwwerholl. Persounen, déi kënnen op den Adapto-Service zeréckgräifen, kënnen och dësen an Usproch huelen, fir an den Impfzenter gefouert ze ginn.

Doriwwer eraus hu verschidde Gemengen e gratis Transport an den Impfzenter fir Persounen iwwer 65 Joer ugebueden.

Question 3812 (10.03.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant l'**initiative « Trustworthy Messaging » :**

Ce mardi 9 mars 2021, plus de 20 acteurs du secteur du digital au Luxembourg ont lancé un « appel pour une solution de messagerie instantanée digne de confiance ». Les auteurs entendent lancer ainsi un mouvement visant à « réfléchir à une solution de communication alternative, offrant un niveau de sécurité et de confiance sophistiqué, basée sur des standards ouverts et soumise au cadre légal européen et national ».

Cette initiative, qui a notamment fait l'objet d'un sujet publié sur paperjam.lu intitulé « Et pourquoi pas un WhatsApp luxembourgeois ? », fait suite à l'annonce de la mise à jour de la politique de confidentialité des données personnelles de l'application WhatsApp. Cette mise à jour avait déclenché de nombreuses critiques - nombreux sont les utilisateurs à juger cette nouvelle politique de confidentialité trop intrusive.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de cette initiative ? Quelle est son appréciation globale ?

- Monsieur le Ministre est-il favorable au développement de telles alternatives de messagerie instantanée ?

Réponse (23.04.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

En réponse à la question parlementaire n° 3812 portant sur l'initiative « Trustworthy Messaging », je tiens à vous faire part que je suis au courant de l'initiative et que mon ministère en a été informé et se trouve en échange constant avec les acteurs de l'initiative eux-mêmes.

De manière générale, j'approuve tous les efforts de numérisation dans le secteur public et privé qui permettent aux citoyens et aux entreprises d'utiliser des outils de qualité pour une communication numérique efficace et sécurisée.

Les services de l'État évaluent continuellement de nouvelles technologies et alternatives pour tenir compte des opportunités offertes par des nouvelles solutions. La mission du Gouvernement ne consiste cependant pas à mettre en place des plateformes de communication pour le marché privé. Ainsi il m'importe de faire une distinction entre une solution développée pour les services de l'administration gouvernementale et des solutions de messagerie grand public.

En novembre 2020, le Ministère de la Digitalisation a commandé auprès de LU-CIX Management GIE un projet pilote permettant d'évaluer une solution de messagerie instantanée au sein de l'État. Cette plateforme de messagerie a été conçue selon les principes fondamentaux retenus par les signataires de l'initiative « Trustworthy Messaging » et vise à offrir le plus haut niveau de confiance aux utilisateurs en sécurisant les communications nationales par des serveurs de communication basés au Luxembourg et à répondre ainsi au cadre légal luxembourgeois.

Une phase de test intraétatique a été lancée il y a plusieurs semaines et les résultats de l'évaluation du projet pilote sont attendus prochainement.

Question 3816 (10.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**offre alimentaire au niveau des cantines scolaires :**

Am Artikel „Schulkantinen sollen weniger Fleisch anbieten", deen de 26. Februar 2021 op essentiel.lu publizéiert gouf, heescht et, datt an de Schoulkantinnen d'Schüler an Zukunft manner Fleeschplate sollen ugebuede kréien. Als Grënn fir dës Entscheedung ginn d'Gesondheet an d'Ekologie genannt.

1. Kann den Här Schoulminister bestätegen, datt d'Schüler an Zukunft manner Fleeschplaten an de Schoulkantinne sollen ugebuede kréien?

2. Ass de Minister der Meenung, datt dëse Schrëtt eng ekologesch Noutwendegkeet duerstellt? Falls jo, op wéi enger wëssenschaftlecher Erkenntnis baséiert déi Aschätzung?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt allgemeng zu Lëtzebuerg manner Fleesch soll konsuméiert ginn?

4. Op Basis vu wéi engen ernärungwëssenschaftlechen Erkenntnisser respektiv intern erhuewenen Donnéeë kënnt de Minister zur Konklusioun, datt d'Iessen an de Schoulkantinne bis elo net gesond genuch war?

5. Gëtt et en interne Klassifizéierungsschlëssel, op Basis vun deem d'Gesondheet vun deenen eenzelen animalesche Liewensmëttele bewäert gëtt?

6. Gëtt et en interne Klassifizéierungsschlëssel, op Basis vun deem d'Gesondheet vun deenen eenzele planzleche Liewensmëttele bewäert gëtt?

7. Freides ass historesch gesinn zu Lëtzebuerg dee Wochendag, wou traditionell manner Fleesch a méi Fësch konsuméiert gëtt. Gëtt dës Traditioun an de Schoulkantinnen aktuell nach berücksichtegt?

8. Wéi gëtt séchergestallt, datt de fräie Choix vun der Ernärung an de Schoulkantinnen och zukünfteg méiglech ass, ouni d'Schüler a Richtung vun enger bestëmmter Ernärungsideologie ze erzéien?

9. An der Akerbauschoul ginn ënner anerem eis zukünfteg Fleesch-, Uebst- a Geméisbaueren ausgebilt. Wéi eng Roll spillt d'Liewensmëttelgesondheet aktuell am Unterrecht?

Réponse (21.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Op Demande vun enger Partie Schoulen an am Alignement mat de Recommandatioune vum drëtten nationale Plang fir den Développement durable, den Objektiver vum Développement durable vun de Vereenten Natiounen an dem Rapport Climate Change and Land vum Intergovernmental Panel on Climate Change ass et wënschenswäert, datt d'Schoulkantinnen och hiren Apport fir eng méi nohalteg Ernärung maachen a versichen, den Undeel vum Fleesch a vun animalesche Proteinnen op eng responsabel Aart a Weis unzepassen.

Den Dagesplat mat Fleesch oder Fësch soll awer och weiderhin niewent dem vegetaresche Plat bestoe bleiwen.

ad 2. An de 17 Sustainable Development Goals vun de Vereenten Natioune gëtt ënnerstrach, datt d'Landwirtschaft weltwäit dee gréisste Waasserverbraucher ass an all Joer 69 % vun dem weltwäite Waasserverbrauch fir sech beusprocht[1].

Aus enger iwwerschaffter Fassung aus dem Joer 2020 vun dem Sonderbericht 2019 vun dem Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) geet ervir, datt d'Ernärung op Basis vu Planzen eng Opportunitéit ass, fir de Klimawandel ze bremsen. An deem Bericht gëtt och festgehalen, datt duerch dës verännert Iessgewunnecht potenziell tëschent 0,7 an aacht Gigatonnen CO_2-Equivalent pro Joer bis d'Joer 2050 kéinten agespuert ginn.

D'Auteure vun deem selwechte Bericht ënnersträichen op der Säit 7, datt zanter den 1960er-Joren de weltwäite Pro-Kapp-Fleeschverbrauch sech méi wéi verduebelt huet. Dëse Faktor ass associéiert mat zousätzlechen Zäregasemissiounen.

ad 3. D'Regierung huet am Plang Luxembourg 2030 - 3e Plan national pour un développement durable (PNDD) vun Dezember 2019 follgend Zil festgehalen: „Établir des modes de consommation et de production durables." (Säit 31)

Weider heescht et op der Säit 34 vun deem Plang: « La production durable d'aliments de haute qualité [...] est l'une de priorités de la politique agricole nationale. Cette politique contribuera à renforcer la protection de l'environnement et l'action pour le climat. »

Et läit op der Hand, datt déi ëffentlech Schoulkantinne bei der Ëmsetzung vun dësem Plang mam gudde Beispill virginn an de Konsument sensibiliséieren, fir sech méi bewosst ze ernären.

ad 4. D'Iessen an de Schoulkantinnen ass a bleift nach ëmmer gesond an equilibréiert. D'Menüe ginn an Zukunft virun allem méi nohalteg duerch d'Benotze vu méi lokalen a biologesche Produkter.

ad 5. Et gëtt keen interne Klassifizéierungsschlëssel, mee et gëtt sech op d'Virgabe vum Gesondheetsministère a vun der Weltgesondheetsorganisatioun WHO baséiert. Frësch an net transforméiert Liewensmëttele solle benotzt ginn, wat och eng Viraussetzung ass, fir méi kënne bei lokale Produzenten ze kafen.

ad 6. Fir d'planzlech Liewensmëttele gëtt et keen interne Verdeelungsschlëssel, mee ech verweisen och hei op d'Virgabe vum Gesondheetsministère a vun der Weltgesondheetsorganisatioun WHO. Et ass Restopolis dru geleeën, fir frësch an net transforméiert Liewensmëttelen ze benotzen, wat och eng Viraussetzung ass, fir méi kënne bei lokale Produzenten ze kafen.

ad 7. All Woch steet eng Kéier Fësch op dem Menü an de Schoulrestauranten. Deen Dag, wou deen zerwéiert gëtt, kann awer all Woch en anere sinn.

ad 8. Ech erlabe mir, op d'Äntwert vun der Fro 1 ze verweisen a wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt och an Zukunft kee Gaascht vun engem Schoulrestaurant gezwonge gëtt, sech mat planzlechen oder animalesche Liewensmëttelen ze ernären. D'fräi Wiel vum Plat bleift och an Zukunft bestoen.

ad 9. D'Äntwert op dës Fro fënnt sech am Dokument iwwert d'Programmer vum Enseignement secondaire (https://portal.education.lu/programmes/Home): Esou steet zum Beispill am Enseignement secondaire classique d'Kapitel „L'alimentation et la digestion" um Programm, an deem ënner anerem de Sujet vun der „alimentation saine et équilibrée" behandelt gëtt. Am Enseignement secondaire général gëtt et ee Kapitel iwwert „Verdauung und Nahrung" mat follgende Lernziler: „Verdauung der Nährstoffe lokalisieren und erklären können; kritisch die Zusammensetzung eines Lebensmittels analysieren können [...]".

[1] 17.3.2021; https://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-consumption-production/: Agriculture is by far the largest water consumer, accounting for 69 percent of annual water withdrawals globally

Question 3817 (10.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**utilisation de produits régionaux dans les cantines scolaires :**

Am Artikel „Schulkantinen sollen weniger Fleisch anbieten", deen de 26. Februar 2021 op essentiel.lu publizéiert gouf, heescht et, datt d'Bedreiwer vun de Schoulkantinnen an Zukunft méi Produiten aus regionaler Produktioun sollen ubidden.

Duerfir hunn ech un den Här Landwirtschaftsminister an un den Här Schoulminister follgend Nofro:

1. Op Basis vu wéi enge Verdeelungsschlëssele ginn d'Lëtzebuerger Fleesch, Uebst-a Geméisbauere bis elo beim Beliwwere vu Restopolis berücksichtegt?

2. Wéi vill vun de Liewensmëttelen, déi an de Kantinne vu Restopolis verschafft ginn, kommen aktuell aus dem Ausland?

3. Aus wéi engen eenzele Länner kommen déi Liewensmëttelen?

4. Wéi sinn se undeeleg op déi eenzel Länner verdeelt?

5. Wéi gëtt séchergestallt, datt Restopolis nëmme Produiten aus dem Ausland bezitt, wa kee lëtzebuergesche Fournisseur disponibel ass?

6. Hunn d'Schüler an d'Léierpersonal eng Méiglechkeet, ze consultéieren, aus wéi enger Regioun hiert Mëttegiesse staamt? Falls net, wéi soll dës Transparenz zukünfteg garantéiert ginn?

Réponse (21.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Am Aklang mam Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique PAN-Bio 2025 ass virgesinn, den Undeel vu Lëtzebuerger Produiten an eise Schoulkantinne bis 2025 progressiv eropzesetzen.

Am Kader vum Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique ass et iwwregens virgesinn, den Taux vu lokale Produkter bis 2025 op 50 % ze erhéijen, woubäi 2/5 vum genannte Prozentsaz vun de Produite biolokal solle sinn.

35 % vun de Produkter, déi an de Schoulkantinne verschafft ginn, kommen aus Lëtzebuerg, woubäi ee bedenke muss, datt vill Produkter guer net oder net an der néideger Quantitéit, Diversitéit a Reegelméissegkeet zu Lëtzebuerg fir d'Schoulkantinne vu Restopolis zur Verfügung stinn an se dowéinst aus anere Länner mussen zougefouert ginn.

ad 3. Restopolis bezitt all d'Liewensmëttelen, déi net a Quantitéit oder Diversitéit zu Lëtzebuerg ze kréie sinn, bal ausschliisslech aus Länner aus Europa. Dobäi ass et fir Restopolis wichteg, datt den Transportwee esou kuerz wéi méiglech ass, fir esou d'CO_2-Emissiounen niddereg ze halen.

Réistoffer, déi net zu Lëtzebuerg wuessen, wéi ënner anerem Kaffi, Banannen, Räis oder Kakao, kritt Restopolis, wa méiglech, vu Produzenten aus dem nohaltegen Handel.

ad 4. D'Originne vun den eenzele Produkter, speziell Uebst a Geméis, ka vu Woch zu Woch änneren. Dëst ass ënner anerem och duerch d'Saisonalitéit an d'Disponibilitéit vun de Produkter ze erklären.

ad 5. Restopolis gëtt Virgaben a Prozenter, wéi vill lokal Produkter benotzt solle ginn, a gräift esou net an de fräie Marché an, dëst am Respekt vum Gesetz iwwert d'Marchés publics.

Am Kader vum nohaltegen Engagement vu Restopolis ass virgesinn, datt, wa méiglech, lokal Produkter benotzt musse ginn. Sinn déi net verfügbar, da gëtt d'Produkt mat dem kierzten Transportwee geholl.

ad 6. De Gaascht an engem Schoulrestaurant erkennt direkt unhand vun engem Piktogramm, ob hien e Plat oder e Produkt ësst, dat aus Lëtzebuerg kënnt. Restopolis kommunizéiert reegelméisseg, wat fir eng Produkter aus Lëtzebuerg kommen.

Question 3820 (10.03.2021) de **Mme Djuna Bernard** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **réduction de la consommation de viande dans la restauration scolaire et universitaire :**

Selon la personne responsable du service étatique de la restauration scolaire, les restaurants scolaires au Luxembourg envisagent une réduction de la consommation de viande dans la restauration scolaire. Elle a annoncé à « L'essentiel » dans l'édition du 26 février que : « Nous sommes en train de travailler sur un concept afin de réduire la consommation de viande dans les cantines scolaires. » Ceci principalement pour des raisons écologiques.

Dans ce contexte, nous nous permettons de demander les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) De quelle manière le service étatique de la restauration scolaire envisage-t-il réduire la consommation de viande dans les restaurants scolaires ?

2) Les plats végétariens seront-ils favorisés ?

3) Les plats végétaliens seront-ils offerts davantage ?

Actuellement, Restopolis s'impose des taux minima de 5 % de produits biologiques et de 30 % de produits locaux. Dans leur réponse à la question parlementaire n° 1749, Messieurs les Ministres ont annoncé que Restopolis lancerait bientôt une campagne « More local, organic & fair », qui soulignerait l'engagement du service à rendre notre société plus durable.

4) Considérant l'objectif ambitieux d'atteindre au moins 20 % des surfaces agraires exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025, une augmentation des produits offerts issus de l'agriculture biologique est-elle envisagée ? Dans l'affirmative, dans quels délais cette augmentation est-elle envisagée ?

5) Une augmentation de l'offre de produits issus de l'agriculture luxembourgeoise est-elle envisagée ? Dans l'affirmative, dans quels délais cette augmentation est-elle envisagée ?

Réponse commune (21.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Suite aux demandes répétées de nombreux établissements scolaires et en alignement avec les recommandations du 3e Plan national pour un développement durable, les objectifs de développement durable des Nations Unies et le rapport « Climate Change and Land » de l'« Intergovernmental Panel on Climate Change », la restauration scolaire réalise son apport en vue d'une alimentation durable en essayant d'adapter le grammage de viande et de protéines animales.

ad 2) La composition des menus de la restauration scolaire et universitaire a pour but d'offrir une sélection de repas sains et équilibrés à tous les convives, indépendamment de leur idéologie ou religion, c'est pourquoi les plats végétariens ne sont pas expressément favorisés.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse préfère recourir à la sensibilisation, à l'éducation à une alimentation équilibrée et au plaisir de bien manger plutôt que de favoriser un régime alimentaire spécifique.

ad 3) Restopolis respecte les recommandations de la Direction de la santé concernant l'alimentation végétalienne/végane. Afin de pouvoir accueillir les convives ayant choisi de suivre un régime alimentaire végétalien, Restopolis compte inclure dans la mesure du possible une option végétalienne dans son offre standard. L'alternative végétalienne sera signalée par le chevalet « vegan ».

ad 4) 6 % des produits actuellement travaillés et vendus par Restopolis proviennent de la production biologique. Dans le cadre du Plan d'action national pour la promotion de l'agriculture biologique, il est envisagé d'augmenter progressivement le taux des produits bio-locaux à 20 % jusqu'en 2025. Pour ceci, le service de restauration scolaire et universitaire compte progressivement augmenter le taux de produits bio-locaux utilisés dans ses structures de 3 % par an jusqu'en 2025.

ad 5) 35 % des produits actuellement travaillés et vendus par Restopolis proviennent de la production locale. Dans le cadre du Plan d'action national pour la promotion de l'agriculture biologique, il est envisagé d'augmenter progressivement le taux des produits locaux à 50 % jusqu'en 2025. Pour ceci, le service de restauration scolaire et universitaire compte réaliser une hausse annuelle de 4 % des produits locaux d'ici 2025.

Question 3827 (11.03.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**enquête de la Banque européenne d'investissement sur l'environnement :**

Wéi d'„Welt" an hirem Artikel „Die Jugend tickt offenbar ganz anders als Fridays for Future" schreift, sinn et an Däitschland net onbedéngt déi jonk Leit, déi méi streng Mesuren am Beräich vum Klimaschutz fuerderen, mee virun allem déi eeler Generatiounen. Dat wier d'Resultat aus enger rezenter Studie vun der europäescher Investitiounsbank. Dëst entsprécht awer net wierklech dem Bild, wat een duerch Fridays for Future an deene leschte Jore konnt gewannen. Och zu Lëtzebuerg konnt een dësen Androck gewannen. Et ass awer wichteg, fir besonnesch déi jonk Leit mat an d'Boot ze huelen, wat d'Akzeptanz vu Klimaschutzmesuren ugeet.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kéint d'Ëmweltministesch dës Studie vun der EIB a besonnesch de Volet iwwert Lëtzebuerg mat eis deelen?

2. Wat sinn d'Konklusioune vun der Ministesch aus där genannter Studie? Wéi eng Mesurë wëllt d'Ministesch huelen, fir déi jonk Leit méi staark ze sensibiliséieren?

Réponse (21.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ass net de Ministère „de tutelle" vun der europäescher Investitiounsbank a steet net an engem systemateschen Austausch mat der Bank iwwert hir Publikatiounen oder Studien. Op Nofro hin konnt d'EIB net genau feststellen, ëm wéi eng Studie datt et sech handelt, op déi déi éierewäert Deputéierten sech beruffen.

Et kann een dovun ausgoen, datt et sech ëm eng Enquête handelt, déi aus dräi Deeler besteet an déi um Site vun der EIB ënnert follgendem Link ze fannen ass: https://www.eib.org/fr/surveys/climate-survey/3rd-climate-survey/index.htm.

ad 2. Laut dëser Enquête hunn déi Jonk am Alter vu 15 bis 29 zu Lëtzebuerg ganz optimistesch a positiv reagéiert. 75 % vun de befrote Leit mengen, datt hiert Verhalen den Ënnerscheed fir de Klimaschutz maache kann an dat onofhängeg vun der aktueller Covid-19-Pandemie. 94 % vun de befrote Leit droen dozou bäi oder si gewëllt dozou bäizedroen, woubäi 78 % ënnert deene schonn amgaange sinn, Efforten ze maachen. 97 % consomméiere saisonal Produkter a wëllen domat zu méi Klimaschutz bäidroen, dovu 77 %, déi kee Fleesch consomméieren oder bereet wieren, manner Fleesch ze consomméieren. D'Leit vun 30 bis 64 Joer hu ganz änlech op déi selwecht Froe geäntwert.

D'Regierung huet ee reegelméissegen Austausch mat de Vertrieder vu Jugendorganisatiounen a mat de Schüler. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung huet am Kader vun der Ausschaffung vum drëtten Nohaltegkeetsplang (PNDD) Workshoppe mat jonke Mënschen organiséiert an hir Fuerderungen an Iddie mat an de Plang afléisse gelooss. Am Joer 2018 goufen eng Rei vu Workshoppe („ClimateXchange") an de Schoule mat de Schüler organiséiert, wou konkreet Fuerderungen an Iddien ausgeschafft an zum Deel ëmgesat goufen. D'Regierung ass a bleift weiderhin am Kontakt mat de Vertrieder vu „Youth for Climate".

D'Klimakris betrëfft eis all, mee besonnesch betraff si jonk Mënschen an déi kommend Generatiounen. Dofir ass hir Meenung wichteg an hiren Input vun immenser Bedeitung fir de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung.

Question 3844 (11.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination des personnes handicapées :**

An hirem Avis vum 12. Januar huet d'Eethikkommissioun festgehalen, dass Persoune mat Handicap zu Lëtzebuerg missten an der éischter respektiv zweeter Phas geimpft ginn (Punkt 9.6 vum Avis). A sengem Avis vum 27. Januar huet de Conseil supérieur des maladies infectieuses erkläert, dass niewent de Leit iwwer 75 Joer och aner Persounen als „hautement vulnérable" gëllen:

« Au vu des données collectées sur les critères de vulnérabilité depuis le début de la pandémie, la deuxième phase du déploiement de la stratégie de vaccination devra concerner les personnes hautement vulnérables en raison de leur âge ou en raison d'un état de santé préexistant. Il s'agit des personnes de 75 ans et plus (ne séjournant pas en maisons de soins ou centre intégré pour personnes âgées), en commençant par les plus âgées, ainsi que des personnes trisomiques 21, des personnes qui ont bénéficié d'une transplantation d'organe ou de cellules souches hématopoïétiques, des patients atteints de cancer ou d'hémopathie maligne sous traitement et des patients ayant un déficit immunitaire congénital. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen, déi sech an enger Situatioun wéi an den uewe genannten Avise beschriwwe befannen, déi bei der Assurance dépendance gemellt sinn, ginn et zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Persounen an den uewe genannte Situatioune goufe scho geimpft?

3. Ginn och Jonker tëscht 16 an 18 Joer, déi duerch hir Situatioun an d'Phas 2 vum Impfplang falen, mat dem Vaccin vu BioNTech/Pfizer geimpft?

4. Goufe bis elo och Leit an den uewe genannte Situatioune geimpft, déi net an enger betreiter Wunnengsstruktur liewen?

5. Och Persoune mat engem mentalen Handicap, déi duerch dësen deelweis keng Maske kënnen undinn, sinn engem erhéichte Risiko ausgesat - an dëst onofhängeg dovun, ob se an enger betreiter Wunnengsstruktur liewen oder net.

A wéi enger Phas vun der Impfstrategie befannen sech Persounen, déi wéinst hirer Situatioun keng Maske kënnen undinn?

Réponse (21.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et gëtt leider am Lëtzebuerger Recht keng eendeiteg Definitioun, wat eng Persoun mat Handicap ass. Et ass dofir schwéier, déi Leit ze identifizéieren, déi ënnert dëse Begréff falen, ausser si géifen an enger spezifescher Struktur liewe fir Leit mat Handicap. Aus dëse Strukture goufen 134 Leit an een Impfzenter invitéiert. Et goufen an de Wunnstrukture selwer sur place een Total vu 682 Leit geimpft.

D'Leit mat Handicap, déi net an enger Struktur liewen, ginn invitéiert a Funktioun vun der Vulnerabilitéit, déi vun der Zort Handicap ofzeleeden ass. Esou kann z. B. eng Persoun mat engem Handicap eventuell ënnert d'Kategorie 4b falen: Maladie neuromusculaire avec répercussions cliniques. Dëst ass natierlech ganz individuell a muss fir all Persoun eenzel ofgeklärt ginn, an da vun engem Dokter deklaréiert ginn (wéi dat och fir Leit ouni Handicap de Fall ass).

Wat d'Leit an der Phas 2b betrëfft, goufe bis haut 7.976 Leit geimpft.

Jo, Jonker tëschent 16 an 18 Joer kënne mam Vaccin vu BioNTech/Pfizer geimpft ginn, an dat iwweregens onofhängeg vun der Impfphas. Dëse Vaccin ass am Moment deen eenzegen, dee fir dës Altersgrupp autoriséiert ass.

D'Leit, déi net an enger betreiter Wunnstruktur liewen, ginn och invitéiert fir geimpft ze ginn, jee no Kategorie vu Vulnerabilitéit.

Leit mat engem mentalen Handicap hunn eventuell Problemer, e Mask unzedoen. Et muss een an dësem Kontext nach emol drop hiweisen, dass de Mask (Masque chirurgical) dofir do ass, fir aner Leit ze schütze virun den Drëppercher, déi d'Persoun, déi de Mask dréit, ausstéisst, an net fir d'Persoun selwer ze schützen. Et kann een also net d'office drop schléissen, dass eng Persoun, déi kee Mask dréit, méi en héije Risk vun Infektioun huet, mee et ass den Entourage, deen eventuell e méi héije Risk huet. Persoune mat engem mentalen Handicap kënnen an der Phas 3b (Déficit neurocognitif majeur) geimpft ginn. Aner Leit, déi keng Mask undoe kënne wéinst z. B. grousse Longeproblemer, kéimen och an der Phas 3b un d'Rei.

Question 3846 (11.03.2021) de **MM. Paul Galles**, **Léon Gloden** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **projet « Ecobox » :**

D'Ecobox gouf vum Ëmweltministère an d'Liewe geruff, fir den Einwegplastik ze reduzéieren an de Restauranten, wéi och de Verbraucher eng nohalteg Léisung ze offréieren, fir hir Molzechten ze transportéieren. Géint eng Pfandgebühr vu 5 Euro kritt ee säin lessen an der Ecobox geliwwert. D'Ecobox kann nom Benotzen dann erëm an de Betriber déi matmaachen, zeréckbruecht ginn, bzw. géint eng aner agetosch ginn. All Ecobox gëtt vun dëse Betriber professionell gebotzt a bei engem Defekt kritt een eng nei Ecobox. Eisen Informatiounen no ass de Projet ronderëm d'Ecobox awer kee wierkleche Succès.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gouf de Projet Ecobox ëffentlech ausgeschriwwen? Wann nee, firwat net? An u wien ass de Projet gaangen?

2. Wat ass den Impakt vum Projet Ecobox? Wéi vill esou Boxe sinn am Ëmlaf? Wéi vill Boxen hu missen no engem Defekt ausgetosch ginn? Wéi oft ass d'Ecobox bei engem Akaf zum Asaz komm, bzw. wéi vill Einwegplastik konnt duerch d'Ecobox agespuert ginn? Wéi vill Betriber maache bei dësem Projet mat?

3. Stëmmt et, dass d'Betriber deelweis eng extra Spullmaschinn mussen uschafen, an dëst op eege Käschten, fir d'professionellt Botze vun der Ecobox ze garantéieren? Wa jo, wat sinn d'Grënn heifir? Gëtt et keng aner Optioun?

4. Géif d'Ministesch soen, dass de System Ecobox sech gutt zu Lëtzebuerg etabléiert huet oder ob een eppes un dem Modell misst änneren? Gouf oder gëtt de Projet Ecobox evaluéiert?

5. Eisen Informatiounen no soll an Zukunft och nohaltegt lessgeschier, ewéi Forschetten a Läffelen, mat esou engem Pfandsystem promovéiert ginn. Stëmmen dës Informatiounen? Wa jo, gouf och en anere System a Betruecht gezunn, dee vläicht besser wéi de bestoende System funktionéiere géif? Wa jo, wäert dësen neie Projet ausgeschriwwe ginn?

Réponse (22.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Iddi fir de Projet Ecobox ass entstanen an engem Aarbechtsgrupp zum Theema Liewensmëttelverschwendung. Dësen Aarbechtsgrupp ass 2016 an d'Liewe geruff ginn, wéi d'Problematik vun der Liewensmëttelverschwendung ëmmer méi wichteg ginn ass. En hat sech zum Zil gesat, Strategië fir déi verschidde Secteuren ze entwéckelen a gemeinsam d'Ursaache vum Liewensmëtteloffall ze bekämpfen. Ënner anerem waren heira vertruede Leit aus dem Ëmweltministère, dem Landwirtschaftsministère, dem Gesondheetsministère, der Ëmweltverwaltung, der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce, der clc, der Horesca an der SuperDrecksKëscht.

Och gouf an der parlamentarescher Ufro 2123 vum 3. Juni 2016 d'Fro no enger systematescher Offer vun engem Doggy Bag opgeworf.

Fir ze verhënneren, datt een zousätzlechen Eeweebehälter agesat gëtt a fir kënnen eng national Léisung unzebidden, ass zesumme mat der Horesca, dem Gesondheetsministère an der SuperDrecksKëscht um Konzept vun der haiteger Ecobox geschafft ginn.

De Projet ass als Pilotprojet iwwert d'Aktioun SuperDrecksKëscht finanzéiert an ëmgesat ginn.

ad 2. D'Ecobox erméiglecht et engersäits Liewensmëtteloffäll ze reduzéieren, andeems een seng Reschter am Restaurant ka mat heem huelen. Anersäits benotzen an der Tëschenzäit och vill Restauranten a Kantinnen d'Ecobox fir den Takeaway. All Kéiers wann eng Ecobox benotzt gëtt, gëtt eng Eeweeverpakung agespuert.

Aktuell sinn 79.786 Ecoboxen am Ëmlaf, 21.724 kleng Ecoboxen (500 ml) an 58.062 grouss Ecoboxen (1.000 ml).

2019 hu missen 2 Schuelen a 16 Deckelen ausgetosch ginn, 2020 41 Schuelen an 301 Deckelen, 2021 bis ewell 3 Boxen a 76 Deckelen. Dat sinn 0,6 % vun de Boxen an 0,5 % vun den Deckelen, déi am Ëmlaf sinn. Grënn dofir si meeschtens e falschen Ëmgang mat der Box (Deckel mat an d'Mikrowell, Ecobox an de Schäffche mat Grillfunktioun). Dës Schuelen an Deckele ginn zeréck un de Produzent, deen doraus nei Materialie mécht.

D'Matmaache beim Projet Ecobox ass op fräiwëlleger Basis. Och geréieren d'Restaurante selwer den Asaz vun den Ecoboxen, dofir ass net bekannt, wéi vill Eeweeverpakungen iwwert dëse Wee agespuert goufen.

Aktuell maachen eng 146 Restauranten, 71 Kantinnen, 64 Schoulkantinnen an eng Gemeng bei dësem Projet mat.

ad 3. Fir d'Anhale vun den HACCP Richtlinnen an deemno Hygiène a Liewensmëttelsécherheet sécherzestellen, ass d'Konditioun vun der professioneller Spullmaschinn am Kontext vum Spulle vun der Ecobox agefouert ginn. Dëst och a Récksprooch mat der Santé an dem Conseiller en sécurité alimentaire vun der Horesca. Déi meescht Restauranten, Kantinnen a Betriber hunn esou eng professionell Spullmaschinn. Verschidde Betriber/Veräiner déi selwer keng professionell Spullmaschinn hunn, kënnen sech ee Spullweenche lounen, deen sengersäits domat ekipéiert ass.

ad 4. 2018 ass de Projet a sechs Restaurante lancéiert ginn. Hautdesdaags sinn et eng 282 Restauranten/Kantinnen/Gemengen déi matmaachen. Bestänneg kommen nei Betriber bäi an och de Feedback vun den deelhuelende Betriber fält ëmmer positiv aus.

Beim Projet Ecobox ass een am permanenten Austausch mam Secteur. Et ginn ëmmer erëm Bestriewungen, de Projet ze optiméieren. An deem Kontext gouf et rezent eng Rei Gespréicher mat de Vertrieder vun der Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, Horesca, Syvivol, LEA, (Luxembourg Event Association) an der FNCF (Fédération nationale des commerçants forains). Et ass een amgaangen, opgrond vun dem Feedback vun den Acteuren ee Projet vun enger Ecobox 2 ze entwéckelen.

ad 5. Entspriechend den Dispositioune vun der europäescher Direktiv Nr. 2019/904 ass d'Mise sur le marché vun Eeweegeschier ab dem 3. Juli 2021 verbueden. Aktuell ginn am Handel eng ganz Rei Alternative vu Méiweegeschier ugebueden. Eis ass keng Initiativ bekannt, no där esou lessgeschier an Zukunft am Pfandsystem lafe soll.

Question 3857 (15.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **prix du vaccin AstraZeneca :**

Den Impfstoff AstraZeneca ass mat Ofstand dee Bëllegste vun all den disponibelen Impfstoffer géint de Coronavirus an der EU. Zitat aus engem Artikel vun der „FAZ" vum 15. Maërz: „Einige EU-Staaten haben im vergangenen Jahr vor allem auf ihn gesetzt und aus dem Gesamtkontingent weniger oder gar nichts von den teueren Impfstoffen von BioNTech/Pfizer und Moderna bestellt. […] Aus den übrig gebliebenen Restkontingenten der beiden teuren […] hat sich die tatsächliche Verteilung des Impfstoffs unter den Ländern zunehmend von der vereinbarten Quote nach Bevölkerungszahl entfernt."

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch:

- Wéi eng Roll huet dee méi gënschtege Präis beim Akaf vum Impfstoff AstraZeneca gespillt?

Réponse (21.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De jeeweilege Präis vun den Impfstoffer, déi Lëtzebuerg duerch den EU-Mechanismus fir de gemeinsamen Akaf vun Impfstoffer akaaft huet, war kee Krittär fir matzemaachen. Villméi ass eis Approche duerch d'Zil bestëmmt ginn, fir méiglechst schnell méiglechst vill Impfstoff ze kréien, fir esou gutt wéi méiglech aus dëser Pandemie erauszekommen.

Question 3866 (16.03.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **contrôles de vitesse sur la N7 :**

Mir ass dëse Weekend vu besuergte Leit matgedeelt ginn, datt op der N7 tëscht dem Rond-point Fridhaff an dem Rond-point Housen ëmmer méi gerannt gëtt, soudatt et dacks zu ganz gefäierleche Manöveren duerch eng vill ze héich Vitess kënnt - virun allem an den Owesstonnen, wa vill Camionnettë Richtung belsch Grenz heemfueren.

Fir esou risikoräich Beweegungen ze vermeiden, schéngen och déi fix Radaren näischt ze déngen, well jo bekannt ass, wou dës installéiert sinn.

An deem Kader géif ech dem Här Policeminister an dem Här Mobilitéitsminister gäre follgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister bereet, fir d'Kontrollen op dësem Deel vun der N7 zu de bekannte Stonnen ze verstäerken?

2. Wéi vill Accidenter goufen zanter Mäerz 2016 op der N7 tëscht Dikrech an der Schmëdd gezielt? Wat waren dat fir Accidenter?

3. Ass den Här Minister gewëllt, fir d'Automobilisten op dëser Strooss duerch geziilt Aktiounen oder spezifesch Pannoen ze sensibiliséieren, se esou op Geforen opmierksam ze maachen an se dozou ze féieren, déi virgeschriwwe Maximalvitess ze respektéieren?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Police verfiert hei no hirem Konzept iwwert d'Verkéierssécherheet, deen ënner anerem och d'Organisatioun vu Verkéierskontrollen, sief et preventiver wéi och repressiver Natur, reegelt. Heibäi gi verschidde Variabele wéi d'Accidentologie, d'Infraktiounen zum Code de la route asw. zesumme mat Informatiounen analyséiert, déi d'Police aus Plainten aus der Bevëlkerung, Demandë vu staatlechen oder lokale Verwaltunge wéi de Ponts et chaussées oder Gemengen asw. kritt.

Ënner anerem fléissen doranner och d'Konklusiounen an d'Suitte vum „audit de sécurité" an, deen an der Zäit fir d'N7 opgestallt gouf. An deem Kontext fannen dann och selbstverständlech op deene Plazen an zu deenen Zäiten, déi an dëser Question parlementaire erwäänt ginn, säitens der Police Verkéierskontrolle statt.

Dëst Konzept erlaabt der Police et also, iwwert hir Routineskontrollen eraus ganz geziilt an zäitno Tendenzen ze erkennen an hir Kontrollen der aktueller Verkéierssituatioun unzepassen.

ad 2. Wat déi verfügbar Statistiken ugeet, esou gouf et am Zäitraum 2016-2019 op dëser Streck een Doudegen, 19 Schwéierblesséierter an 28 méi liicht Blesséierter. D'Zuele vun 2020 sinn nach net disponibel. Et fält dobäi op, datt déi meeschten Accidenter tëschent zwee Gefierer waren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Betreffend méi geziilt Aktioune preventiver wéi och repressiver Natur verweise mir op d'Äntwert ënnert ad 1. Eng zousätzlech Beschëlderung verdicht nëmmen de Schëlderbësch op der Streck, dréit awer wéineg zu der Verkéierssécherheet bäi. Zousätzlech gi generell Problemer an der Verkéierssécherheet iwwert d'Preventiounscampagnen thematiséiert, woubäi do déi grouss Informatiounspannoe laanscht d'Staatsstroosse genotzt ginn.

Question 3870 (17.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **promotion de l'électromobilité :**

Elektromobilitéit ass en Theema, wat eis zu Lëtzebuerg ëmmer méi beweegt. Dëse politesch forcéierte Paradigmewiessel vum Verbrennungs- op den Elektromotor stellt eis gesamtgesellschaftlech viru grouss Erausfuerderungen, net zulescht och eist zukünftegt technescht Personal.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Schoulminister:

1. A wéi enge Beruffsfelder goufen d'Programmer an der Beruffsausbildung scho geziilt ëm de Volet Elektromobilitéit erweidert?

2. Iwwer wéi eng Méiglechkeete verfügen d'Schüler aus dem Beräich vun der Beruffsausbildung bis elo, fir sech am Kader vun hire Stagë mat der Elektromobilitéit vertraut ze maachen?

3. Awéiwäit verfügen d'Schüler iwwert d'Méiglechkeet, cibléiert Stagen an ëffentlechen Entreprisen, zum Beispill der CFL, ze suivéieren, wann an hirer Regioun nach keng entspriechend Formatiounen an der Privatwirtschaft kënnen offréiert ginn?

4. Iwwer wéi eng Méiglechkeet verfügen d'Enseignanten aus dem Beräich vun der Beruffsausbildung, fir sech am Beräich vun der Elektromobilitéit selwer entspriechend weiderzebilden?

Réponse (23.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Beruffsausbildung adaptéiert sech permanent un d'Besoine vum Aarbechtsmaart. D'Équipes curriculaires sinn zesummegesat aus Enseignanten, Patronat a Salariat. Dëst garantéiert eng passend an aktuell Ausbildung zum Beruffsprofill.

Véier Formatioune ginn et, déi och de Beräich vun der Elektromobilitéit ofdecken: Technicien en mécatronique d'automobile (DT MA), Mécatronicien d'autos et de motos (DAP MA), Mécatronicien de cycles (DAP MV) a Mécanicien de cycles (CCP MV). Den DT MA an den DAP MA ginn am Lycée technique d'Ettelbruck, Lycée technique du Centre an am Lycée Bel-Val ugebueden; en DAP MV a CCP MV am Lycée technique du Centre.

An dëse véier Formatioune steet och den elektreschen Undriff vu Gefierer um Programm. Wann an den éischte Jore vun dëse Formatioune méi d'Grondlage vum Beruff behandelt ginn, esou gëtt d'Elektromobilitéit am zweeten Deel vun de Formatiounen agefouert. Souwuel d'Léierpläng wéi och d'Evaluatiounspläng goufen ugepasst, soudatt an der Schoul an op der Léier- oder Stageplaz geziilt Kompetenzen an der Elektromobilitéit viséiert ginn, fir datt de Schüler allgemeng Notiounen an deem Beräich kritt. Besonnesch am Beräich vun den Elektroautoe sinn d'Sécherheetsmoossnamen e wichtege Bestanddeel vun der Formatioun.

Am Beräich vun de Landwirtschaftsmaschinne ginn am Lycée technique agricole verschidde Formatiounen ugebueden. An deem Beräich ginn et mëttlerweil e puer Hiersteller, déi elektresch ugedriwwe Maschinnen um Marché hunn. An hirer Ausbildung zum Mécatronicien de véhicules utilitaires (DAP MU), Mécatronicien de machines et de matériels agricoles et viticoles (DAP MR) an dem Technicien en mécatronique agri-génie civil (DT ML) kréien d'Schüler eng Aféierung zu den elektreschen Undriffstechniken.

ad 2. An der Beruffsausbildung gëtt tëschent Vollzäitausbildung (formation à plein-temps) an enger Léier (formation concomitante) ënnerscheet. Bei der zweeter Variant sinn d'Schüler zwee bis véier Deeg jee no Formatioun an der Entreprise. Heirënner fält z. B. d'Ausbildung zum DAP Mécatronicien d'autos et de motos, den DAP Mécatronicien de cycles an de CCP Mécanicien de cycles. Den DT Technicien en mécatronique d'automobile ass eng Vollzäitausbildung. Hei maachen d'Schüler all Joer véier Woche Stagen an engem oder méi Betriber.

D'Schaffen un elektresche Gefierer fuerdert eng ganz grouss Opmierksamkeet; hei gëtt un Héichspannung geschafft. Dofir schaffen nëmme spezialiséiert Betriber un Elektroautoen. De Stagiaire kann nëmme verschidden Aarbechten ënner Opsiicht un Elektrogefierer duerchféieren, déi virdru vun engem Fachmann spannungsfräi gemaach goufen.

ad 3. Fir hire Stage sinn d'Schüler fräi, ee Betrib ze wielen, bei deem se wëllen hire Stage maachen. D'Schüler kënnen hire Stage souwuel bei enger privater wéi och ëffentlecher Entreprise maachen. An de Schoulen ass et den Office des stages, deen dobäi hëlleft.

Eng ganz Rei Schüler aus verschiddene Beräicher gi bei d'CFL fir hire Stage. Am Kontext vun der Elektromobilitéit ass de Moment kee Schüler bei den CFL am Stage.

ad 4. Den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) huet schonn eng Rei Weiderbildunge fir d'Enseignanten am Beräich vun der Elektromobilitéit ugebueden. Am Auto- a Motoberäich goufen Enseignanten aus de concernéierte Lycéeë fachspezifesch zur Elektromobilitéit Stuf 1, 2 an 3 forméiert. Dës Weiderbildunge gi vun enger däitscher Firma assuréiert, déi dës Formatiounen och bei ville bekannte Garagen an Däitschland ubitt, wou et eng gesetzlech Obligatioun gëtt fir Garagisten, déi un Elektrogefierer schaffen. Dës Weiderbildunge gi weider hei zu Lëtzebuerg ugebueden.

Bei de Mecanicienen a Mécatronicien-de-cyclen hu sech d'Enseignanten iwwer héichwäerteg Formatioune bei engem groussen Elektromotorhiersteller weiderbilde gelooss a bilden sech am Kontext vun der Formation continue permanent weider.

Question 3873 (17.03.2021) de **M. Charles Margue** et **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **devoir de vigilance des entreprises :**

Dans son accord de coalition, le Gouvernement a prévu d'étudier « la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg », notamment afin de « garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur ». En effet, dans la réponse à la question parlementaire n° 2191 du 12 mai 2020, il est renseigné qu'une telle étude a été mandatée par le Ministre des Affaires étrangères et européennes à une experte en la matière afin « d'analyser la possibilité, voire l'opportunité de légiférer, au plan national, sur un devoir de diligence en matière d'entreprises et de droits de l'homme pour les entreprises domiciliées au Luxembourg ».

De plus, il y est affirmé que « la finalisation de l'étude est prévue pour automne 2020 ». Cependant, selon nos informations, cette étude n'a pas encore été achevée.

Or, dans une intervention en séance plénière du 16 mars 2021, Monsieur le Ministre de l'Économie a affirmé ne pas vouloir légiférer au niveau national et qu'il préférerait attendre une initiative européenne en la matière. Notons dans ce contexte qu'il n'existe à ce jour pas de proposition de directive ou de règlement concrète de la part de la Commission européenne et que d'autres pays européens ont déjà mis en place un cadre légal national ou prévoient de le faire. Ainsi, la France dispose d'une loi nationale depuis 2017 et le Gouvernement allemand a présenté début mars un projet de loi en la matière.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun d'attendre la finalisation de l'étude susmentionnée avant de se prononcer sur l'opportunité de légiférer au niveau national, comme cela a été indiqué dans la réponse à la question parlementaire susmentionnée ? N'est-il pas d'avis que le fait d'écarter une législation nationale avant la publication des conclusions de l'étude la rend obsolète et ne correspond donc pas à ce qui est prévu par l'accord de coalition ?

2) Tenant en compte la spécificité de l'économie luxembourgeoise, caractérisée par une taille réduite avec notamment un secteur financier important et un nombre réduit de grandes entreprises employant beaucoup de salarié-e-s, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il s'avère particulièrement pertinent pour le Luxembourg de mettre en place une législation nationale en matière de devoir de vigilance qui soit adaptée au contexte national ?

Réponse commune (20.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Une législation nationale en la matière n'a jamais été écartée. Au contraire, il y aura bien une législation nationale, précisément parce qu'il est fortement probable à présent qu'il y aura une directive européenne ambitieuse sur la question, et qu'il faudra la transposer nécessairement par le biais de l'instrument légal national.

En effet, en réponse aux demandes entre autres exprimées par le Luxembourg, la Commission européenne a annoncé la publication prochaine d'un projet de directive établissant un devoir de diligence au niveau européen. Les autorités luxembourgeoises s'engageront dans les négociations pour mettre en place un instrument crédible, efficace et prévoyant des hauts standards éthiques au niveau européen. Cette approche multilatérale coordonnée a l'avantage de créer une cohérence des politiques internationales, s'appliquant de la même manière aux entreprises partout dans l'Union européenne, et d'éviter ainsi la création d'une mosaïque de législations nationales disparates.

Il semble utile de rappeler que la question d'une loi nationale a vu le jour en raison, notamment, du manque de progrès au niveau de l'Union européenne. À cet égard, les nouvelles en provenance de la Commission européenne constituent donc un changement de paradigme bienvenu puisqu'elles mettent en perspective l'imposition prochaine d'un devoir de diligence pour toutes les entreprises européennes, y inclus les sociétés luxembourgeoises. De par son importance et le rayonnement politique de son action, l'Union européenne peut aussi servir de modèle et ouvrir ainsi la voie à une mise en place d'un devoir de diligence au niveau international.

Compte tenu du fait que cet instrument juridique européen nécessitera d'être transposé par une loi nationale, il y aura bien une loi luxembourgeoise en la matière. Cette loi présentera une opportunité pour intégrer certaines recommandations que pourrait formuler ladite étude, en vue de s'assurer de sa pertinence dans le contexte luxembourgeois.

Pour ce qui est de la finalisation de l'étude, dont les honorables Députés rappellent qu'elle était en effet initialement prévue pour automne 2020, il convient de préciser que suite aux contraintes de la lutte contre la pandémie, notamment au cours de l'exercice de consultation de toutes les parties prenantes sur les termes de référence de l'étude, le contrat entre l'État et l'experte n'a finalement pu être signé qu'en date du 17 novembre 2020.

Pour effectuer cet exercice, il est prévu que l'experte tienne compte, en plus de l'impact sur les entreprises et le respect des droits de l'homme, des initiatives prises au niveau de l'Union européenne, tout comme au niveau des Nations Unies, en vue d'introduire une règlementation régionale ou internationale harmonisée en la matière. En ligne avec les termes de référence de l'étude, les résultats de l'étude ont vocation à être publiés et présentés à toutes les parties prenantes.

ad 2) Les autorités luxembourgeoises s'engageront dans les négociations pour mettre en place un instrument crédible, efficace et prévoyant des hauts standards éthiques au niveau européen.

Si, à la suite de l'aboutissement des négociations en vue de ce qui sera probablement une directive européenne, certaines adaptations s'avéraient nécessaires au niveau de la mise en œuvre, ces dernières pourraient être effectuées dans le cadre de l'adoption de la législation nationale nécessaire pour transposer la directive.

Question 3876 (18.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **service de transport Adapto :**

Virun engem Joer gouf de Spezialtransport Adapto reforméiert. Mat der Gratuitéit vum ëffentlechen Transport ass och dëse Service gratis ginn, mee d'Regierung huet zesumme mat der Upassung vum Präis och Ännerungen un de Krittäre fir d'Eligibilitéit, fir eng Adaptoskaart ze kréien, gemaach, wat dozou gefouert huet, dass eng Rei Persounen, déi virun der Reform vum Adapto profitéiere konnten, dëst no der Reform net méi kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2552 vum 16. Juli 2020 sot de Minister, dass zu deem Zäitpunkt 5.585 nei Demandë fir eng Adaptoskaart erakomm waren a 4.473 dovun eng Kaart accordéiert kritt hunn.

Wéi vill Demandë si säit der Aféierung vum neie Formulaire am Januar 2020 bis Mäerz 2021 agaangen?

A wéi ville Fäll dovu gouf eng Kaart accordéiert?

2. Wéi vill Persounen, déi virun der Reform eng Kaart haten an och eng Demande fir eng nei Kaart agereecht hunn, kruten no der Reform keng Kaart méi accordéiert?

3. Op wéi vill Euro huet de Ministère d'Käschte geschat, déi zousätzlech verursaacht gi wären, wa jiddereen, dee virun der Reform eng Adaptoskaart hat, och no der Reform nees eng kritt hätt?

4. Persounen, déi den Adapto ufroen, fillen sech net fäeg, vum ëffentlechen Transport ze profitéieren oder selwer en Auto ze fueren. Et ass dofir net unzehuelen, dass Leit, déi e Refus fir eng Adaptoskaart kréien, doropshin awer den normale Bus, den Zuch oder den eegenen Auto huelen.

Wat mécht de Ministère, fir Persounen, déi keng Kaart accordéiert kréien, ze hëllefe mobil ze bleiwen - ganz besonnesch an deene Fäll, an deenen et sech ëm Persounen handelt, déi virun der Reform nach op den Adapto ziele konnten?

Réponse (06.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Tëschent Januar 2020 a Mäerz 2021 sinn insgesamt 7.211 Demanden agaangen, wouvunner 5.641 (Stand 24.03.2021) Leit eng Kaart accordéiert kruten.

ad 2. Vun de fréiere Beneficiairen, déi eng nei Demande wéinst der Reform eragereecht haten, krute 580 Persoune keng Kaart, well d'Konditioune vum Handicap an der Mobilité réduite net erfëllt waren. Laut den Informatiounen, déi aus de jeeweilegen Dossieren ervirgaange sinn, gouf evaluéiert, dass déi Leit sech duerchaus mat hirem Auto an/oder dem ëffentlechen Transport kënnen deplacéieren. Vu dass awer nach keng offiziell Commission d'évaluation do war, déi fir e Recours kéint ugeschriwwe ginn, gouf duerno decidéiert, deene Leit eng provisoresch Kaart ze accordéieren. Stand haut sinn et 174 Persoune mat enger provisorescher Kaart.

ad 3. Schätzunge goufe keng gemaach. Et war virun der Reform nämlech weeder virauszegesinn, wéi vill Persounen nach géifen ënnert d'Konditioune falen, nach, wéi vill der iwwerhaapt nach eng Demande géifen erareechen, well mäi Service keen Accès op d'Informatioun huet, ob d'Persounen iwwerhaapt nach liewen. Schlussendlech huet du jiddwereen nees eng Kaart kritt, deen eng gefrot hat, an entre-temps krute verschidde Persounen dovunner och eng definitiv Kaart, wann den neie Certificat dat justifizéiert huet.

Ech kann awer soen, dass déi lescht Joren den Adapto ëmmer ëm zwielef bis 13,5 Millioune kascht huet; 2019 waren et 13.032.079,46 Euro. 2020 waren et just 8.283.159,63 Euro, bedéngt duerch de Covid gouf jo vill manner gefuer.

ad 4. D'Acteure souwuel vum Transport wéi och vum Stroossebau hu scho vill Efforte gemaach, fir d'Accessibilitéit vum ëffentlechen Transport ze verbesseren. Mäi Ministère schafft weiderhin un enger Strategie, fir all Persounen eng accessibel Offer am regulären ëffentlechen Transport unzebidden. Am Sënn vun enger Inklusioun vu Persoune mat enger Behënnerung an der UN-Behënnerterechtskonventioun kann et net d'Zil sinn, parallell zum ëffentlechen Transport op Dauer e separaten Transportservice fonctionéieren ze loossen.

- Den Accès op der Haltestell muss stufefräi, mat taktille Leitlinnen an engem erhéichte Bordstee geplangt ginn, fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit den An- an Ausstig an e Gefier ze erméiglechen. An deem Kader gouf 2012 eng Broschür vum Verkéiersverbond (haut d'Verwaltung fir ëffentlechen Transport) an Zesummenaarbecht mat Behënnerteverbänn (Info-Handicap an Adapth) an dem Syvicol entwéckelt, déi Gestaltungsempfeelunge fir Busarrêten definéiert huet. Zil vun dëser Broschür war et, fir de Gemengen eng Orientéierung ze bidden, fir e Busarrêt méi accessibel ze gestalten. D'Ëmsetzung a Planung vun den Haltestelle läit an der Verantwortung vun de jeeweilege Gemengen.

- Den Accès zu de Gefierer an e komfortabelen Openthalt (Bus, Zuch, Tram) spillt och eng wichteg Roll, fir dass Leit, déi op Hëllefsmëttel (e Rollstull, e Rollator, Géihëllefen etc.) ugewise sinn, kënne matfueren. Duerch déi nei Ausschreiwung vum RGTR-Reseau kommen ab 2022 haaptsächlech „Niederflurbusser" (low-entry bus) zum Asaz, déi och eng Openthaltsplattform hunn, déi a Kombinatioun mat enger PMR-gerechter Haltestell e méi einfachen An- an Ausstig fir eng Persoun mat ageschränkter Mobilitéit erméiglechen. Ab 2022 wäerten 160 vun den 185 Linnen, déi am Ëmlaf sinn, mat PMR-gerechte Busse fueren. Bei den CFL-Busser, den AVL, dem TICE an der Luxtram sinn aktuell scho flächendeckend Lowentry-Gefierer am Asaz.

- D'Fahrgastinformatioun muss fir all Mënsch zougänglech, diskriminéierungsfräi a verständlech sinn, fir Mëssverständnesser ze vermeiden. Och hei gëtt dru geschafft, fir sech un d'EU-Direktiven ze halen an eng Informatioun unzebidden, déi mat zwee vun dräi Sënner (Gesinn, Héieren, Taaschten) ka wouergeholl ginn.

Question 3878 (18.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **approbations des PAG :**

Nodeems d'kommunal Bebauungspläng fir d'Gemengen e schwéieren Dossier waren, schéngt sech elo an der Prozedur ofzezeechnen, datt bei eenzele Gemenge respektiv den Ëmwelt- oder de Bannenministère en zweete Vott verlaangt oder nëmmen säin Deel-Accord gëtt. D'Gesetz schwätzt awer vun engem „vote unique" – dat, wéinst der „enquête publique" a well d'Konventioun vun Aarhuis dem Bierger an engem fréie Stadium d'Recht, fir kënnen ze intervenéieren, garantéiert.

Baséierend op dëser Situatioun, wëll ech der Madamm Ëmwelt- an der Madamm Banneminister follgend Froe stellen:

1. Bei wéi vill PAGen nom Gesetz vun 2004 gouf et bis elo ee Refus vum Bannen- oder vum Ëmweltminister?

2. Bei wéi vill Gemengen hu respektiv de Banneminister oder den Ëmweltminister een zweete Vott (complementaire) gefrot?

3. Ass d'Fuerderung vun esou engem zweete Vott am Aklang mam Gesetz a besonnesch mat der Gemengenautonomie?

4. Firwat kënnen déi betraffe Ministèren am Kader vun hirem „pouvoir de tutelle" net besser eng „approbation partielle" ginn?

5. A wéi vill Fäll ass et tatsächlech eng „approbation partielle" ginn - opgeschlësselt no Bannen- an Ëmweltministère?

6. Ass der Madamm Banneminister hiren Droit de reformation gemäss Urteel 111/14 vum 20.Juni 2014 vum Verfassungsgeriicht net limitéiert op Reklamatiounen, op déi si am Kader vun der „procédure d'approbation" statuéiert?

Réponse commune (22.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Den Inneministère huet d'Approbatioun vum PAG an dräi Fäll refuséiert. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) huet an engem Fall d'Modifikatioun vun der Delimitatioun vun der Zone verte refuséiert.

ad 2. Den Inneministère huet an dräi Fäll déi betraffe Gemeng drop opmierksam gemaach, dass d'Refonte vum PAG, esou wéi se vum Gemengerot decidéiert gouf, net kéint approuvéiert ginn, well dës Projete géint d'Dispositiounen aus dem genannte Gesetz vun 2004 verstouss hunn.

De MECDD huet dat an aacht Fäll gemaach, well dës Projete géint Dispositiounen aus dem Naturschutzgesetz verstouss hunn.

ad 3. D'Approche vun engem zousätzlechen zweete Vott ass konform zu der Gesetzgebung an dem Prinzip vun der Gemengenautonomie, wat d'Verwaltungsgeriicht schonn de 5. Mee 2003 an engem Urteel confirméiert huet (rôle 15435). An där Affär hat den deemolegen Inneminister déi concernéiert Gemeng schréftlech invitéiert, fir verschidde Punkten am PAG ze iwwerdenken an d'Prozedur erëm opzehuelen, fir d'Konformitéit zum allgemengen Interessi ze garantéieren.

Dës Virgoensweis ass vun de Riichter ausdrécklech begréisst an encouragéiert ginn:

« […] force est de constater que lesdits courriers, destinés à faire régulariser la procédure en cours, constituent non pas une façon illégale de procéder, mais au contraire une façon régulière et efficace, voire même souhaitable dans le cadre d'une bonne administration. En effet, dans le cadre de l'autonomie communale, les autorités administratives (sic) ont conservé l'intégralité de leurs pouvoirs d'appréciation et leur liberté de décider de maintenir la décision d'approbation définitive et de la soumettre à l'appréciation de l'autorité de tutelle. Le fait que les autorités communales ont décidé de régulariser la procédure et de changer différents points n'implique pas qu'elles aient abandonné leurs pouvoirs ou que le ministre aurait outrepassé ses compétences. »

Dëst Urteel ass zanterhier vun de Geriichter net a Fro gestallt ginn an ass an der Praxis konstant ëmgesat ginn.

Dat selwecht gëllt fir de MECDD. An de respektive Courrieren un déi betraffe Gemengen ass dat och an deem Sënn erkläert ginn.

Et gëllt nach ze ënnersträichen, dass, anescht wéi an der parlamentarescher Fro ugedeit gëtt, d'Ministeschen an deem Kontext keng Fuerderunge stellen, mee dass d'Gemengenautoritéiten am Viraus doriwwer informéiert ginn, dass déi PAGen ënnert där aktueller Form viraussiichtlech net kënnen approuvéiert ginn. Dëst erlaabt de Gemengenautoritéiten, fir déi respektiv Positiounen zu engem fréie Stadium ze kennen an esou méi séier kënnen drop ze reagéieren, wéi wann een tatsächleche Refus hätt missen ofgewaart ginn.

Doriwwer eraus ass ze bemierken, dass d'Geneemegungsprozedur fir d'Erstellen oder d'Ëmännerung vun engem PAG am Fall vun engem Refus erëm komplett nei muss ulafen, woubäi dës Aarbechten am Fall vun engem Vote complémentaire weesentlech méi séier zum Ofschloss kënne kommen.

ad 4. An der Rechtsspriechung vun de Verwaltungsgeriichter ass traditionell entscheet ginn, dass d'Opsiichtsautoritéit, dat heescht de Ministère, e reglementareschen Akt exekutéiert. Deemno kann och e PAG am Prinzip nëmmen als Ganzt akzeptéiert oder refuséiert ginn. Et ass dofir decidéiert ginn, dass de Prinzip vun der Gemengenautonomie et géif verbidden, de PAG vun enger Gemeng ze modifizéieren, andeems en ënner enger anerer Form a Kraaft trëtt, wéi vun der Gemeng selwer ursprénglech virgesinn. Eng deelweis Approbatioun war nëmmen ënner strenge Konditioune méiglech an dowéinst ëmmer mat engem gewëssene juristesche Risiko verbonnen:

« L'approbation par l'autorité ministérielle d'un acte soumis à son contrôle doit en principe être pure et simple, cette autorité ne pouvant en règle générale rien ajouter ni rien retrancher à la décision soumise à son contrôle. À titre d'exception, l'approbation partielle d'un acte soumis au contrôle de l'autorité investie du pouvoir d'approbation est ainsi permise à la condition que les dispositions approuvées et celles non approuvées ne soient pas liées entre elles au point de former un ensemble indissociable » - notamment CA 25-11-1997 (9477C) an TA 25-7-2001 (12318a, c. 8-1-2002, 13891C).

A méi rezenten Urteeler huet d'Verwaltungsgeriicht d'Méiglechkeet vun enger partieller Approbatioun wäitleefeg akzeptéiert a prinzipiell als gesetzeskonform agestuuft: « La Cour a d'ailleurs eu l'occasion d'approuver formellement cette nouvelle pratique » (CA 26-03-2020, 43708C an CA 12-01-2021, 44684C).

Trotz dëser theoreetescher Méiglechkeet, direkt eng deelweis Approbatioun ze erdeelen (déi forcement gläichzäiteg een deelweise Refus bedeit), gëtt an der Reegel weiderhin d'Virgoensweis vun engem zousätzleche Vott vum Gemengerot privilegiéiert. Dëst begënschtegt nämlech den Dialog tëschent den Instanzen an erlaabt a ville Fäll ze verhënneren, dass et iwwerhaapt zu engem formelle Refus kënnt.

Dës Approche ass an Aklang souwuel mam nationalen, wéi och mam internationale Recht. Anescht wéi an der Aleedung vun der parlamentarescher Fro ugedeit, gëtt et kee Prinzip vun engem „vote unique", deen eng zousätzlech Ofstëmmung géif verhënneren. Wéi an all anerer Matière kann de Gemengerot zu all Zäitpunkt entscheeden, fir op eng viregt Entscheedung zeréckzekommen. Wéi schonns erwäänt, gëtt dës Form vun Interventioun vun de Geriichter ausdrécklech begréisst. Dozou gëllt nach ze soen, dass och am Fall vun där vum Deputéierte privilegiéierter deelweiser Approbatioun eng zousätzlech Ofstëmmung vum Gemengerot onëmgänglech ass, fir dass den deelweise Refus kann opgehuewe ginn.

An alle Fäll sinn d'Rechter vum Bierger geséchert, well all Entscheedung vum Gemengerot an dëser Matière d'Recht mat sech bréngt, eng Reklamatioun bei der Inneministesch anzereechen.

ad 5. Den Inneministère huet am Beräich vun de PAGe bis haut nach keng deelweis Approbatioun gemaach, well d'Rechtsspriechung an deem Kontext nach ganz rezent ass an den Inneministère, wéi scho virdrun erkläert ginn ass, an éischter Linn op den Dialog mat de Gemenge setzt, fir de Projet wärend der Geneemegungsprozedur noutfalls esou ze adaptéieren, dass dësen och bei der ministerieller Approbatioun integral geneemegungsfäeg ass.

De MECDD huet an dräi Fäll am Kader vun der aktueller Refonte vun de PAGen eng Approbation partielle gemaach. D'Approbation partielle ass hei an der Vergaangenheet schonn applizéiert ginn, bis d'Jurisprudenz preziséiert huet, datt just de PAG als Ganzt approuvéiert oder refuséiert ka ginn.

ad 6. D'Befugnisser vun der Inneministesch si laut dem Artikel 18 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain vun duebeler Natur. Als éischt besteet hir Missioun doran, de PAG, dee vum Gemengerot ugeholl gouf, ze kontrolléieren a méiglecherweis ze approuvéieren. Zousätzlech muss si déi agereechte Reklamatioune préiwen an entscheeden, ob se ugeholl ginn oder net.

Aus deem Text geet dofir ervir, dass dem Inneminister seng Méiglechkeet, de PAG ze modifizéieren, nëmmen da besteet, wann eng Reklamatioun an deem Sënn agereecht ginn ass, sief et no engem Vote complémentaire oder no enger partieller Approbatioun, esou wéi et am uewe genannten Urteel erkläert ass.

Question 3879 (18.03.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**offre de logements sociaux et de logements à coûts modérés :**

L'accord de coalition actuel a reconnu à juste titre que « l'offre de logements sociaux et de logements à coûts modérés reste […] largement en dessous des besoins, surtout pour le locatif ». Pour combler ce manque, l'accord prévoit d'une part que « la vente de logements sociaux publics sera strictement limitée aux cas d'exception » et, d'autre part, que : « Les communes seront responsabilisées en matière de mise en œuvre, de construction et de gestion de projets de construction de logements publics. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre vient d'annoncer que dans les projets « Wunne mat der Wooltz » et « Neischmelz » à Wiltz respectivement à Dudelange, 70 % des logements seront réservés à la location abordable. Or, des 282 logements sociaux mis à disposition en 2020 par le Fonds du logement et la

SNHBM, 167 logements, donc plus de 60 % ont été vendus. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces chiffres ?

2) Ce pourcentage baissera-t-il au cours des prochaines années et quel est l'objectif à moyen terme ?

3) Combien de logements locatifs sont actuellement détenus par l'État, les communes et les promoteurs publics ?

4) Quelle est l'évolution de ce parc locatif au cours des dix dernières années ?

5) Quel impact la crise de la Covid-19 a-t-elle sur le marché des logements publics ?

Réponse (20.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Les annonces au regard d'une répartition des logements de 70 % locatifs et 30 % en vente emphytéotique ne concernent que le seul projet « Wunne mat der Wooltz ». En effet, la planification actuelle du projet d'envergure « Wunne mat der Wooltz » y prévoit, à terme, la réalisation de 833 logements par le Fonds du logement, dont approximativement 70 % seront mis en location abordable, alors que les 30 % restants seront destinés à la vente emphytéotique subventionnée. Cette répartition a également été le fruit des pourparlers menés avec les responsables communaux et constitue l'approche retenue dans le projet de loi ayant pour objet le financement de ce projet qui vient d'être déposé par le Gouvernement.

Pour le projet « Neischmelz » à Dudelange, les préparatifs du projet de loi prévoient cependant une autre répartition suite aux pourparlers avec les responsables communaux. Ainsi, il est prévu que le Fonds du logement y attribue 55 % des logements à la location et 45 % à la vente emphytéotique.

Au cours de l'année 2020, le Fonds du logement a mis sur le marché 82 unités de logements, dont 66 réservées à la location et 16 destinées à la vente, soit respectivement 80 % de logements locatifs et 20 % de logements vendus sous emphytéose.

Pour les cinq prochaines années, d'après les prévisions actuelles, 67 % des unités de logements à réaliser par le Fonds du logement sont destinées à la location, contre 33 % pour la vente. À plus long terme, le Fonds du logement travaille activement à atteindre un objectif de 70 % de logements réservés à la location abordable.

En 2020, la SNHBM a mis sur le marché 200 logements, dont 49 étaient destinés à la location et 151 à la vente sous emphytéose, soit respectivement 24,5 % de logements locatifs et 75,5 % de logements vendus sous emphytéose. Pour l'année 2021, la SNHBM estime que le taux des logements locatifs parmi le total des logements réalisés dépassera les 45 %.

Il est important de noter que pour les deux entités, la répartition entre locatif et vente emphytéotique peut varier fortement d'année en année en fonction des projets qui sont effectivement mis sur marché.

ad 2) Le Gouvernement a retenu une répartition de 70 % locatifs et 30 % vente emphytéotique comme objectif à moyen terme pour l'ensemble des projets réalisés par le Fonds du logement. Tel qu'il ressort des données présentées ci-dessus, cet objectif a été largement atteint pour les logements mis sur le marché en 2020. Il est cependant important de noter que ce taux pourra varier par projet et par année.

Au regard de la forme juridique de la SNHBM en tant que société anonyme, le Gouvernement ne peut pas fixer un tel objectif pour ce promoteur social.

ad 3) À ce jour, le Fonds du logement gère et entretient 2.003 unités de logements locatifs, la SNHBM en gère et entretient 311 unités conformément aux dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

En outre, 1.295 logements sont détenus par 45 communes qu'elles donnent en location dans les conditions prévues aux dispositions de la même loi.

ad 4) Pour ce qui est de l'évolution du parc locatif depuis 2010, le Ministère du Logement ne dispose que des seuls chiffres pour la SNHBM et le Fonds du logement.

Entre 2010 et 2020, le Fonds du logement a procédé à la mise sur le marché de presque 400 unités de logements locatifs dont 198 unités pour les besoins d'autres acteurs publics (État et communes).

Entre 2010 et 2020, la SNHBM a procédé à la mise sur le marché de 248 unités de logements locatifs dont 72 unités pour les besoins d'autres acteurs publics (État et communes).

ad 5) Pendant la crise sanitaire, les deux promoteurs publics, le Fonds du logement et la SNHBM, ont mis tout en œuvre afin de rester disponibles pour le suivi et l'accompagnement de leurs clients.

Ainsi, le Fonds du logement à lui tout seul a enregistré 1.102 demandes de logements subventionnés supplémentaires au cours de l'année 2020. La situation est similaire auprès de la SNHBM. Il est cependant impossible d'estimer l'impact de la Covid-19 sur cette évolution, étant donné qu'elle date de bien d'avant 2020.

Concernant les activités de développement et de construction de logements, celles-ci ont dû subir un arrêt momentané en avril et reprirent leur avancement à la normale et dans le respect des consignes sanitaires en mai 2020. La crise a ainsi engendré quelques délais dans les livraisons des bâtiments. Par ailleurs, les deux acteurs constatent une nette progression des coûts de réalisation depuis la reprise des activités en avril 2020.

Question 3880 (18.03.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **vaccination des sages-femmes :**

La première phase de la campagne de vaccination contre la Covid-19 visait tous les professionnels de santé, qu'ils exercent en libéral ou en milieu hospitalier, les résidents des maisons de retraite et de soins et les personnes en situation de handicap vivant en structure.

Or, il a été porté à ma connaissance que plusieurs sages-femmes libérales n'ont à ce jour pas encore reçu une invitation pour se faire vacciner contre la Covid-19, bien que la deuxième phase de la campagne de vaccination ait déjà commencé.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre est-elle au courant de la situation mentionnée ci-dessus ? Dans l'affirmative, pourquoi certaines sages-femmes libérales n'ont pas reçu d'invitation ? Le problème a-t-il pu être résolu ?

- Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations quant à d'autres professionnels de santé qui n'auraient pas reçu une invitation pour la vaccination contre la Covid-19 ? Dans l'affirmative, lesquelles ? Est-ce qu'à ce jour, tous les professionnels de santé ont reçu une invitation ?

Question 3948 (25.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination des infirmiers et infirmières indépendants :**

Wéi mir vum Terrain zougedroe gouf, kruten déi fräiberufflech Infirmièrë bis lo nach keng Invitatioun fir d'Covidimpfung geschéckt, obwuel d'Leit aus de Gesondheetsberuffer bei der Impfung solle prioritär behandelt ginn.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi begrënnt sech dës Differenzéierung innerhalb vun dëser esou wichteger Beruffsgrupp?

2. Bis wéini sollen déi fräiberufflech Infirmièren hir Invitatioun fir d'Impfung kréien?

Réponse (21.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Aussi bien les sages-femmes libérales que les infirmiers et infirmières libéraux ont entre-temps tous reçu une invitation à la vaccination. Il avait effectivement dans un premier temps été oublié d'ajouter les professions libérales à la liste des professionnels de santé pouvant bénéficier d'un accès prioritaire à la vaccination.

Il a cependant été remédié à cet oubli. Si certaines personnes travaillant comme professionnels de la santé libéraux n'ont à ce jour pas encore reçu d'invitation à la vaccination, elles sont invitées à s'adresser à la helpline sous le numéro 247-65533. Une invitation leur sera envoyée dans les meilleurs délais.

Question 3881 (18.03.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **logements inoccupés :**

Lors de la séance publique du 9 mars 2021, tous les partis politiques représentés à la Chambre des Députés ont pour une énième fois constaté l'urgence de la crise du logement au Luxembourg. Jusqu'à présent les moyens employés par les différents gouvernements n'ont pas réussi à résoudre ce problème. La Wallonie, région voisine du Luxembourg, connaît un problème similaire. Ainsi, le 4 mars 2021, le Gouvernement wallon a adopté de nouvelles mesures pour lutter contre la crise du logement et notamment contre les logements inoccupés. Cette région belge a décidé de mettre en place un système pour détecter les logements inoccupés (à travers des seuils minimaux de consommation d'eau et d'électricité) pour les sanctionner le cas échéant par des amendes substantielles.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les données actuelles sur les logements inoccupés au Luxembourg ? Combien de personnes pourraient être logées si on utilisait tous les logements inoccupés ?

2) Est-ce qu'un instrument comme celui mis en place en Wallonie pourrait être un exemple pour le Luxembourg ?

3) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un tel instrument pourrait être un complément nécessaire à la taxe sur les logements non occupés ?

4) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir la liste des communes ayant une telle taxe ? Dans combien de ces communes, cette taxe a-t-elle réellement été perçue à ce jour ? Quelles sont les raisons pour lesquelles les communes hésitent à mettre en place ce système de taxation ?

Réponse (31.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Le Gouvernement ne dispose pas de données précises relatives au nombre de logements inoccupés au Luxembourg. En effet, il n'existe pas de recensement général des logements au niveau national et par conséquent un tel recensement général des logements ne peut pas être mis en corrélation avec le registre des personnes physiques afin d'identifier de façon relativement fiable le nombre de logements inoccupés.

Il faut par ailleurs prendre note qu'à tout moment, un certain pourcentage du parc des logements restera inoccupé. En effet, tel que le Statec l'a indiqué dans son Working Paper n° 106 d'avril 2019, « le stock de logements devrait toujours dépasser le nombre de ménages à loger. En effet, un certain nombre de logements vacants est nécessaire pour assurer une certaine fluidité du marché. Les déménagements - qu'ils soient le fait de ménages habitant dans le pays ou de nouveaux arrivants de l'étranger - ne peuvent se faire que si un certain nombre de logements sont inoccupés. Les réfections ou modernisations sont également à l'origine d'un certain nombre de logements vides. Cette réserve de mobilité ou de fluidité est estimée à 6 % d'après les données récoltées lors du dernier recensement de la population, des logements et des bâtiments de 2011[2] ».

Actuellement, une telle réserve de mobilité de 6 % du stock des logements correspondrait à presque 15.000 logements.

ad 2) Depuis le début des années 90, les différents gouvernements régionaux en Belgique ont mis en place des mesures permettant aux autorités communales d'inciter les propriétaires de logements inoccupés à mettre ces logements sur le marché. Ainsi, des niveaux de consommation minimale en énergie et en eau figurent parmi les indicateurs devant permettre aux communes d'identifier plus facilement les logements inoccupés. Il relève cependant de la volonté politique locale de faire suivre une telle présomption d'inoccupation des actes nécessaires. En général, les autorités locales devront alors engager le dialogue avec les propriétaires respectifs et enclencher les différentes procédures mises à leurs dispositions. Parmi celles-ci figurent également les « réquisitions » qui, dans une première étape, se font en général à l'amiable dans le sens que l'autorité communale propose au propriétaire de prendre en charge la gestion du bien. En cas de non-réaction de la part du propriétaire, il existe en Belgique la possibilité de la « gestion publique » d'un logement privé inoccupé. Dans ce cas, la commune désigne un opérateur immobilier, souvent une Agence immobilière sociale ou le Fonds du logement régional, qui aura la possibilité de mettre en location le logement pendant neuf ans après y avoir exécuté les travaux de rénovation nécessaires. En effet, il s'agit en règle générale de logements inhabitables.

Les indicateurs de la consommation en énergie ou en eau présente cependant quelques inconvénients. Ainsi, les résidences ne disposent en règle générale que d'un seul compteur pour l'eau potable, la répartition des frais parmi les occupants étant effectuée par le syndic. Il est par conséquent impossible pour la commune d'identifier la consommation en eau d'un appartement en particulier. Par contre, l'approvisionnement en électricité ayant été privatisé, la commune ne dispose en règle générale pas des informations nécessaires pour identifier les logements à faible consommation en électricité. Le nombre relativement important d'acteurs différents et la non-uniformité des systèmes de facturation mis en place rendent le recours à ces informations d'autant plus complexe. À cela s'ajouteraient évidemment les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

Finalement, il y a lieu de constater que le recours à ces deux indicateurs n'est pas nécessairement apte à faciliter de façon décisive la constatation de l'inoccupation d'un logement. Le Gouvernement a examiné ces deux pistes lors des travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'une législation sur les logements inoccupés et les a rejetées pour être insuffisantes.

ad 3) Dans ce contexte, je me permets également de rappeler que la loi du 22 octobre 2008 relative au Pacte Logement 1.0 prévoit la possibilité pour les communes d'introduire une taxe communale spécifique sur certains immeubles, dont les logements inoccupés. L'article 16 de cette loi précise à cet égard que « l'état de non-occupation d'un immeuble résulte du fait qu'aucune personne n'y est inscrite sur les registres de la population ou qu'aucune personne n'y est recensée en qualité d'occupant d'une résidence secondaire pendant une période de 18 mois consécutifs ». Étant donné que les autorités communales gèrent le registre communal de la population, elles pourraient mettre en œuvre déjà à l'heure actuelle une vérification d'occupation des logements sur leur territoire sous condition, évidemment, de recenser également les logements existants et d'inscrire les résidents non seulement au niveau d'une adresse postale, mais également en référence à un logement identifié. Cette possibilité existe au niveau communal, mais demande un effort de recensement des logements.

ad 4) Jusqu'à ce jour, huit communes ont effectivement mis en place cette taxe communale spécifique sur certains immeubles, telle qu'elle a été introduite par le Pacte Logement 1.0. Il s'agit des communes suivantes : Beckerich, Bettendorf, Diekirch, Esch-sur-Alzette, Esch-sur-Sûre, Redange, Roeser et Winseler[3].

D'après le monitoring réalisé dans le cadre du Pacte Logement, seulement deux communes ont effectivement perçu des taxes sur logements inoccupés, dont la première - Beckerich - dès 2013. Cette commune a également pu constater qu'après l'introduction de la taxe, beaucoup de personnes ont essayé de vendre, voire de réactiver leur maison. La taxe a ainsi favorisé une sensibilisation des propriétaires pour réactiver leurs logements. La mise en place de la gestion locative sociale, qui répond exactement aux besoins de gestion de logements inoccupés, a permis de mettre à disposition presque 1.000 logements inoccupés.

Question 3882 (18.03.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **décentralisation de l'offre à bas seuil pour toxicomanes :**

La situation aux abords du centre de consommation de drogues Abrigado à Bonnevoie témoigne du manque d'offre adéquate à bas seuil pour les personnes toxicodépendantes. Les expert(e)s nationaux(-ales) et internationaux(-ales) ainsi que les acteurs sur le terrain sont d'accord qu'un renforcement et surtout une décentralisation de l'offre sur le territoire de la ville de Luxembourg s'impose. Une telle décentralisation améliorerait la qualité de l'accueil des personnes toxicodépendantes et permettrait de désamorcer la situation explosive aux abords du centre de consommation.

Lors de sa réponse à ma question élargie n° 0069, Madame la Ministre a rappelé que le « Plan d'action national drogues illicites 2020-2024», présenté le 12 octobre 2020, prévoit la décentralisation de l'offre à bas seuil pour toxicomanes sur le territoire de la ville de Luxembourg. Il s'agirait d'optimiser l'offre de la structure Abrigado, notamment en délocalisant la salle d'inhalation supervisée et le foyer de nuit vers d'autres sites situés sur le territoire de la ville.

Dans un communiqué faisant suite à une récente entrevue entre le Ministère de la Santé et la Ville de Luxembourg, les deux partenaires se disaient d'accord qu'il est opportun de mener des réflexions sur une potentielle délocalisation du centre d'accueil pour toxicomanes Abrigado et de mettre en place une nouvelle structure destinée exclusivement aux femmes toxicomanes (communiqué commun du 5 mars 2021).

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelles étaient les conclusions concrètes de l'entrevue du 4 mars 2021 entre le Ministère de la Santé et la Ville de Luxembourg ?

2) Quels engagements sont pris par les partenaires respectifs notamment en ce qui concerne la création d'une nouvelle structure destinée exclusivement aux femmes toxicomanes ou encore la délocalisation de la salle d'inhalation supervisée et en termes de projets dans le domaine du « Housing First » ?

3) Quel échéancier a été retenu entre les deux partenaires en ce qui concerne les mesures de décentralisation et de délocalisation des différents services actuellement offerts par le centre d'accueil pour toxicomanes Abrigado ?

---

[2] https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/economistatistiques/2019/106-2019.pdf

[3] 3e Monitoring du Pacte Logement, février 2018 établi par le Ministère du Logement et le Ministère de l'Intérieur.

4) Quelles sont les prochaines étapes dans la mise en œuvre du « Plan d'action national drogues illicites 2020-2024 » ?

Réponse (09.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) + 2) Comme précisé dans le communiqué de presse du 5 mars 2021, le Ministère de la Santé et la Ville de Luxembourg ont retenu que les horaires de la structure Abrigado ont été fortement élargis afin d'adapter les services aux besoins des bénéficiaires, et qu'ils se sont mis d'accord sur l'opportunité de mener des réflexions sur une potentielle délocalisation du centre d'accueil pour toxicomanes Abrigado ainsi que de mettre en place une nouvelle structure destinée exclusivement aux femmes toxicodépendantes. La Ville de Luxembourg a également fait part de son intention de renforcer son engagement au niveau du programme « Housing First », dont le développement figure dans le Plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires.

La délocalisation et la construction d'une nouvelle structure du centre d'accueil pour toxicomanes Abrigado devraient permettre de profiter des enseignements de l'expérience et de l'historique de la structure actuelle.

ad 3) L'entrevue en question servait dans un premier temps à s'accorder sur la nature des prochaines mesures à mettre en place à Luxembourg-ville. À ce stade, il n'était pas possible de se prononcer sur les échéances de la mise en œuvre de ces mêmes mesures.

ad 4) Les actions retenues dans le cadre du Plan d'action national 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires seront, dans la mesure du possible, mises en œuvre selon l'échéancier prévisionnel figurant dans le plan d'action visé.

Question 3883 (18.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **consultants engagés par le Gouvernement :**

An de leschte Jore gräift d'Regierung ëmmer méi staark op d'Expertis vu sougenannte „Consulting-Firmaen" zeréck.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Finanzminister an un den Här Minister vun der ëffentlecher Verwaltung:

1. Wéi vill Opträg huet d'Regierung an de Joren 2018, 2019 an 2020 jeeweils insgesamt u Consulting-Firmae verginn?

2. Wéi ee Montant huet d'Regierung jeeweils pro uewendriwwer genanntem Joer insgesamt u Consulting-Firmaen ausbezuelt?

3. Op wéi eng Administratiounen, Ministèren an hir eenzel Servicer sinn dës Opträg an deene jeeweilege Joren entfall?

4. Wéi ee Montant gouf jeeweils fir wéi een eenzelen Optrag bezuelt?

5. Wéi een Optrag ass jeeweils op wéi eng Firma entfall?

6. Op wéi enge Krittäre waren d'Zouweisunge vun dësen Opträg baséiert?

7. Wéi ass séchergestallt, datt dës Consulting-Firmae just fir spezialiséiert Eenzelexpertisen agesat ginn, wann de Staat absolutt net op intern Expertisen zeréckgräife kann? Dëst schléisst mat an, datt keng Leit innerhalb vum nämmlechte Ministère/enger Administratioun aus engem anere Service punktuell kënne fräigestallt ginn.

8. Wéi gëtt déi feelend Expertis bei zukünftege Rekrutementer berücksichtegt, fir de Réckgréff op privat Consulting-Firmae sou geréng wéi méiglech ze halen?

9. Huet d'Regierung Kenntnis vu Personalechangë vun enger Consulting-Firma op eng ëffentlech Administratioun/e Ministère oder ëmgekéiert?

10. Wa jo, wéi eng Consulting-Firmaen an ëffentlech Institutiounen (inklusiv dem jeeweilege Service) waren hei betraff?

Réponse commune (12.04.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

D'Froe vum honorabelen Deputéierten si schonns gréisstendeels mat der Äntwert op d'Fro N° 3724 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement beäntwert.

Et ass evident, dass de Staat grousse Wäert drop leet, déi intern Expertis an de Ministèren, Verwaltungen a Servicer bestänneg auszebauen. Dofir sinn am Numerus Clausus vum Joer 2020 ganzer 815 nei Posten ETP am Groupe de traitement A1/A2 geschaaft ginn. Fir 2021 sinn, trotz der aktuell ugespaanter ekonomescher Situatioun, nach 239 zousätzlech nei Posten ETP am selwechte Groupe de traitement geschaaft ginn. De Centre de compétences des ressources humaines vum Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) hëlleft beim Rekrutementsprozess a stellt international unerkannten Tester zur Verfügung, fir passend Profiller ze identifizéieren.

All vakante Poste gëtt bei GovJobs publizéiert a jiddwereen, deen d'Konditioune fir de gesichte Posten erfëllt, ka seng Kandidatur stellen. Et gi keng Statistiken doriwwer, wou déi Leit, déi beim Staat agestallt ginn, eventuell virdru geschafft hunn, respektiv bei wéi een Employeur déi Leit schaffe ginn, déi vum Staat an de Privatsecteur wiesselen.

Question 3884 (18.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **études dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

D'Covidkris huet eis d'lescht Joer gesamtgesellschaftlech viru grouss Erausfuerderunge gestallt.

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un den Här Finanzminister:

1. Wéi vill Suen huet d'Regierung d'lescht Joer insgesamt fir Berodung an Etüden zum Covid-19-Virus ausginn?

2. Wéi eng Institutioun huet jeeweils wéi eng Etüd an Optrag ginn?

3. Wéi vill hunn déi eenzel Etüden a Berodunge kascht?

4. Wie waren déi entspriechend Beneficiairen?

Réponse (16.04.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro Nr. 3724 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement ënnerstrach gouf, geréieren all d'Ministèren a Verwaltungen déi entspriechend Budgetsartikelen (12.120.xxx „Frais d'experts et d'études" an 12.125.xxx „Frais d'experts et d'études en matière informatique") autonom.

De Finanzministère huet deemno keng Vue d'ensemble doriwwer, wéi eng Institutiounen u wéi ee Prestataire spezifesch „Etüden zum Covid-19-Virus" an Optrag ginn hunn.

Question 3885 (18.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **détenus non-résidents :**

De 15. Mäerz 2021 gouf d'Madamm Minister mat follgende Wierder op rtl.lu zitéiert: „Et muss een dës awer an de Kontext vu Lëtzebuerg setzen. Mir si ganz international opgestallt an hu vill Leit, déi vun hannert der Grenz op Lëtzebuerg kommen. Wéini kënnt een an eng preventiv Detentioun? Dat ass, wann eng Gravitéit vun engem Fait virläit a wann e Risk besteet, datt eng Fluchtgefor do ass. Déi gëtt presuméiert, wann een net zu Lëtzebuerg wunnt. Da muss een och wëssen, datt d'Hallschent vun de Leit, déi zu Schraasseg sinn, net Residenten zu Lëtzebuerg sinn. An déi Zuele kann een och ongeféier fir d'Untersuchungshaft bestätegen."

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Justizminister:

1. A wéi enge Länner haten déi verschidden aktuell Gefaangen hire leschte Wunnsëtz? Kann d'Madamm Minister eng Tabell dozou presentéieren?

2. Wéi vill Persounen, déi zu Lëtzebuerg verurteelt gi sinn, sëtzen aktuell hir Strof an engem Prisong am Ausland of? Wéi vill Persounen, déi am Ausland verurteelt gi sinn, sëtzen aktuell hir Strof an engem Prisong zu Lëtzebuerg of?

3. Wéi ass déi aktuell Zesummesetzung pro Nationalitéit vun de Gefaangenen zu Lëtzebuerg? Kann d'Madamm Ministesch och dozou eng Tabell presentéieren?

4. Wéi eng Schwieregkeeten oder Erausfuerderungen erginn sech aus dem Fakt, dass d'Hallschent vun de Gefaangenen aus dem Ausland kënnt?

5. Wéi eng Schwieregkeeten oder Erausfuerderungen erginn sech aus dem Fakt, dass d'Populatioun vum Prisong ganz divers ass?

Réponse (19.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Déi aktuell Gefaangen haten a follgende Länner hire leschte Wunnsëtz:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2.

- Persounen, déi zu Lëtzebuerg verurteelt gi sinn an hir Strof aktuell an engem Prisong am Ausland ofsëtzen

Zanter 2015 si 24 Persounen, déi zu Lëtzebuerg verurteelt goufen an am Prisong zu Schraasseg waren, an hiert Heemechtsland transferéiert ginn, fir do hir Prisongsstrof ofzesëtzen op Basis vun den Dispositioune vun der « décision-cadre 2008/909/JAI du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne », déi am Gesetz vum 28. Februar 2011 iwwert d'Unerkennung vun Urteeler a kriminalrechtlecher Matière transposéiert gouf.

Déi 24 Persoune sëtzen hir Strof a follgende Länner of:

2015: 1 (Frankräich)

2016: 8 (Groussbritannien/2; Däitschland/1; Portugal/2; Frankräich/3)

2017: 6 (Frankräich/5; Holland/1)

2018: 3 (Belsch/2; Portugal/1)

2019: 1 (Frankräich)

2020: 4 (Frankräich/3); (Spuenien/1)

2021 (Stand 15. Mäerz 2021): 1 (Frankräich)

Et ass awer net gewosst, ob dës Persounen hir Strof ganz ofgesiess hunn oder nach ofsëtzen, vu dass d'Länner, an deenen d'Prisongsstrof exekutéiert gëtt, ganz seelen Informatiounen iwwert de Schluss vun der Strof u Lëtzebuerg liwweren.

- Persounen, déi am Ausland verurteelt gi sinn an hir Strof aktuell an engem Prisong zu Lëtzebuerg ofsëtzen

Zanter 2016 konnte sechs Persounen, déi lëtzebuergesch Residenten sinn an an engem Memberstaat vun der Europäescher Unioun verurteelt goufen an och an deem Land d'Exekutioun vun hirer Prisongsstrof ugefaangen hunn, de Rescht vun hirer Prisongsstrof zu Lëtzebuerg ofsëtzen. All dës Persoune sëtzen aktuell nach ëmmer hir Strof an engem Prisong zu Lëtzebuerg of.

Dës sechs lëtzebuergesch Residentë goufen a follgende Länner verurteelt:

2016: 1 (Portugal)

2017: 0

2018: 1 (Italien)

2019: 2 (Éisträich/1; Däitschland/1)

2020: 2 (Däitschland)

2021 (Stand 15. Mäerz 2021): 0

ad 3. Déi aktuell Zesummesetzung pro Nationalitéit vun de Gefaangenen zu Lëtzebuerg ass déi follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Déi gréisste Schwieregkeete si linguistesch Schwieregkeeten, wann e Gefaangene keng vun de gebräichlechen oder offizielle Sprooche vum Land schwätzt. An deem Fall muss op aner Gefaangener oder Membere vum Personal zeréckgegraff gi fir ze iwwersetzen. Wann eng Iwwersetzung net mat dësen interne Mëttele kann organiséiert ginn, muss en externe vereedegten Interpreet geruff ginn, deen dann och vum Budget vun der Prisongsverwaltung finanzéiert gëtt. Fir de Gefaangenen awer ze erméiglechen, eng vun den offizielle Sprooche vum Land ze léieren, bitt d'Schoul (de „Service enseignement et formation") vun de Prisonge verschidde Sproochecoursen un.

ad 5. Duerch déi divers Populatioun ass et eng Erausfuerderung, déi verschidde Besoine vun de Gefaangene mat enger individueller Prise en charge ofzedecken.

Den individualiséierten „traitement pénologique" vun de Gefaangenen, dee vun internen an externen Acteure realiséiert gëtt (ë. a. Service enseignement et formation, Service psycho-socio-éducatif, Programm Suchthëllef an Ateliere vum Prisong; Service de médecine psychiatrique pénitentiaire vum Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique), verfollegt d'Zil, de Gefaangenen dës diversifizéiert Prise en charge ze bidden, andeems en sech beschtméiglech un déi verschidde Besoinen adaptéiert.

Question 3888 (19.03.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **changements de la procédure dans les centres de vaccination :**

Lors de son intervention dans le cadre du dernier débat sur le prolongement des mesures anti-Covid, le Premier Ministre Xavier Bettel a annoncé que la procédure de vaccination sera revue afin de l'accélérer. Ainsi l'entretien individuel avec un médecin antérieur à la vaccination au centre de vaccination n'aura plus lieu. Le patient devra lui-même indiquer au préalable les informations sur son état de santé dans un bulletin de santé en ligne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Comment se déroule actuellement la procédure de vaccination et de quelle manière sera-t-elle exactement modifiée ?

2) À quel moment un médecin responsable intervient dans la procédure actuelle et à quel moment interviendra-t-il dans la procédure future ?

3) Qui décide du type de vaccin à administrer et à quel moment cette décision est-elle prise dans les cas de figure actuel et futur ?

4) Les patients peuvent-ils également fournir les informations sur leur état de santé à travers la helpline Santé et quelles sont les informations qu'ils sont tenus de fournir ?

5) D'une manière générale, est-il garanti que chaque patient bénéficie d'un suivi médical suffisant avant d'être vacciné ?

Réponse (21.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La procédure initiale de vaccination prévoyait un passage systématique chez un médecin pour remplir un bref questionnaire de santé, la vaccination étant par la suite effectuée par un infirmier. Ce système était certainement fort utile tant que la population à vacciner prioritairement consistait essentiellement en des personnes âgées et des personnes hautement vulnérables, qui sont deux catégories de personnes présentant souvent des maladies chroniques avec prise de médicaments et autres risques de santé.

Actuellement, la population à vacciner est plus jeune et présente donc moins d'antécédents médicaux. Ceci permet, à l'instar d'autres pays européens, de simplifier et d'accélérer la procédure de vaccination et de diriger la majorité des personnes à vacciner vers une filière où seul un professionnel de santé est présent et administre le vaccin. Cependant, toutes les personnes ayant reçu une invitation à se faire vacciner rempliront préalablement un bref questionnaire lors de leur prise de rendez-vous afin de déterminer certains facteurs de risque (antécédents d'allergies, prise d'anticoagulants, grossesse). Si l'un de ces facteurs s'applique, la personne concernée est automatiquement dirigée vers une filière avec médecin. Il est également à noter que si une personne est adressée dans une filière sans médecin, le professionnel de santé qui procède à la vaccination, posera à nouveau les trois questions susmentionnées avant d'administrer le vaccin et en cas de réponse positive à l'une des trois questions, réorientera la personne vers une filière avec médecin.

Toute personne peut évidemment aussi demander à rencontrer un médecin si elle en ressent le besoin ou si elle a des questions spécifiques.

Le choix du vaccin à administrer est déterminé par la disponibilité des différents vaccins et par la stratégie de vaccination nationale (par exemple certaines restrictions s'appliquent au vaccin Vaxzevria). En cas d'allergies à un composé du vaccin, un autre vaccin est évidemment utilisé. De même pour les femmes enceintes, un vaccin à base de mRNA est utilisé. Les personnes correspondant à ces critères devront passer en consultation avec un médecin.

Pour les patients qui prennent leur rendez-vous sur guichet.lu, le questionnaire est inclus dans la procédure de prise de rendez-vous. Pour les personnes prenant leur rendez-vous via la helpline, ces questions leur sont posées par la helpline.

Il est important de souligner que dans chaque centre de vaccination, des médecins sont en permanence disponibles en cas de besoin, avant, pendant et après la vaccination.

Question 3889 (19.03.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **commissariat Porte du Sud :**

Bis elo war d'Policekommissariat Porte du Sud zoustänneg fir d'Gemenge Schëffleng, Monnerech a Recken op der Mess. An der rezenter Äntwert op eng parlamentaresch Fro war ze liesen, datt d'Kommissariater vu Monnerech a Schëffleng net zum Projet fir en neit Policegebai zu Esch géife gehéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

- Wat heescht dës Ausso fir dat aktuellt Kommissariat Porte du Sud?

Réponse (29.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Kommissariat Porte du Sud vereenegt déi zwee fréier Kommissariater vu Schëffleng a Monnerech säit Dezember 2018.

Et ass kee Changement fir d'Kommissariat Porte du Sud virgesinn.

Question 3890 (19.03.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **taux de TVA super-réduit pour la réparation d'objets d'usage courant :**

Am Koalitiounsvertrag vun der Regierung heescht et: « L'économie circulaire innovante sera promue, pour que les produits et les ressources soient utili-

sés aussi longtemps que possible. À l'avenir, les déchets doivent être considérés comme une ressource. La réparation, la réutilisation et le recyclage de produits doivent devenir la règle. Par conséquent, les conditions-cadres pour le fonctionnement de l'économie circulaire seront améliorées. Un taux de TVA super-réduit pour la réparation d'objets d'usage courant sera notamment prévu. Il convient également de promouvoir le modèle économique du ‚Prosumer', c'est-à-dire du consommateur qui est en même temps producteur. »

Zu den Ziler fir eng Kreeslafwirtschaft hei zu Lëtzebuerg gehéiert, am Sënn vum Koalitiounsvertrag, also d'Recht vum Verbraucher op eng gënschteg Reparatur vu senge Verbrauchsgidder. Dozou gehéiert och den Zougang zu Ersatzdeeler (original oder 3D-gedréckt). Leider sinn déi Ersatzdeeler awer oft ganz deier. D'Verbraucher ginn doduerch ofgehalen, hir Apparater reparéieren ze loosse bzw. selwer ze reparéieren, a kafe schlussendlech een neien Apparat.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Wéini gedenkt d'Regierung, deen am Koalitiounsvertrag versprachenen, superreduzéierten TVA-Saz fir d'Reparatur vu Verbrauchsgidder anzeféieren?

2. Firwat ass dee reduzéierten TVA-Saz bis elo net ëmgesat ginn? Aus wat fir enge Grënn verweigert den Här Minister dës Upassung?

3. Ginn et Direktive vun der Europäescher Kommissioun a Bezuch op dëse Problem?

4. Wéi steet d'Regierung zur Fuerderung vum Lëtzebuerger Verbraucherschutz, fir dësen TVA-Saz ouni Delai op 3 % ze reduzéieren?

Réponse commune (21.04.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Ewéi am Koalitiounsvertrag beschriwwen, ass d'Regierung engagéiert, fir den Iwwergang vun der aktueller linearer Wirtschaft an eng Kreeslafwirtschaft, déi d'Grenze vun den Ökosystemer respektéiert, ze promouvéieren. D'Analys vum Benotze vum superreduzéierten TVA-Saz an dësem Kontext, a besonnesch op verschidde Reparaturaarbechten, déi vum europäesche Recht virgesi sinn, ass momentan amgaangen.

Et sief ze erwänen, datt an dësem Kontext och eng gemeinsam Etüd lancéiert gouf vum Wirtschafts- a Finanzministère, déi analyséiere soll, wéi eng circulaire Geschäftsmodeller dat gréisst Potenzial hunn a wéi dës Modeller ënnerstëtzt kënne ginn, fir esou den Iwwergang zur Kreeslafwirtschaft ze encouragéieren. D'Iddi vun der Applikatioun vum superreduzéierten TVA-Saz op verschidde Reparaturaarbechten ass deemno nëmmen een Deel vun enger méi globaler Iwwerleeung, ewéi d'Kreeslafwirtschaft zu Lëtzebuerg ka besser ënnerstëtzt a promouvéiert ginn.

Question 3891 (19.03.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **médias locaux ou communautaires :**

En 2014, le Lycée classique de Diekirch a introduit un BTS nommé « Écritures appliquées » qui a évolué par la suite en BTS « Media writing ». Dans le lycée se trouve un centre multimédia, comprenant entre autres un studio de radio, qui est à disposition des élèves, et plus particulièrement des élèves inscrits à ce BTS. Ce studio de radio est également utilisé par les animateurs de la radio locale, émettant sur la fréquence FM 102,2 et constituée en tant qu'ASBL.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer s'il existe d'autres exemples de la sorte dans le pays, où des médias locaux ou communautaires, radios ou autres, collaborent avec des élèves et publient, respectivement émettent, ensuite les contenus réalisés ?

2) Afin de cerner ce potentiel, Monsieur le Ministre des Communications et des Médias peut-il m'indiquer par moyen d'une liste, combien de médias locaux respectivement communautaires, radios ou autres, il existe dans le pays ? Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire s'ils voient eux aussi en ces médias un potentiel pour la mise en place d'activités en matière d'éducation aux médias, au profit d'élèves dans les régions concernées ?

3) Monsieur le Ministre des Communications et des Médias peut-il m'indiquer, également par le biais d'une liste, de quels subsides, étatiques et/ou communaux, jouissent ces différents médias communautaires et/ou locaux, radios ou autres ?

4) Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas judicieux de mettre en place un subside étatique pour ces médias locaux, radios ou autres, le plus souvent gérés par des bénévoles, qui proposeraient un programme ou des activités d'éducation aux médias selon des critères ministériels définis au préalable ?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Plusieurs médias locaux ou communautaires existent dans le pays qui collaborent activement avec des jeunes ou élèves. Pour les services de télévision locale, c'est le cas notamment pour le Uelzechtkanal qui est à vocation éducative et pédagogique et fait partie intégrante des activités du Lycée de Garçons Esch-sur-Alzette.

Nordliicht collabore également avec des établissements scolaires pour réaliser des projets audiovisuels. Au cours des dernières années, Nordliicht a ainsi réalisé plusieurs projets ensemble avec des élèves qui ont aussi été diffusés par la chaîne, dont par exemple des productions audiovisuelles dans le cadre du 50e anniversaire du Lycée technique d'Ettelbruck ou encore la réalisation de bande-annonce pour la foire annuelle des lycées de la Nordstad. Au cours du cycle d'études BTS « Media writing » (branche vidéo), les étudiants du LCD auront aussi l'occasion de créer leurs propres productions audiovisuelles qui pourront être diffusées sur la chaîne.

Radio Ara, l'opérateur de la radio citoyenne luxembourgeoise, propose des activités, émissions et programmes à vocation d'éducation, de culture, d'information et de divertissement. La radio joue un rôle clé pour l'éducation aux médias et à la citoyenneté par le développement de la pensée critique et créative et par la participation active des citoyens à la production de contenus médiatiques. Le programme « Graffiti » permet aux jeunes de douze à 26 ans de créer leurs propres émissions.

En ce qui concerne les radios locales ou communautaires, Radio LNW comporte un volet de radio scolaire réalisé par des élèves et enseignants du Lycée du Nord, en collaboration avec des institutions sociales (écoles, maison de retraite et l'hôpital régional) et groupes d'intérêts de la région.

Le programme de la radio Péiteng On Air, qui reflète tous les aspects en relation avec des activités communales et régionales dans les domaines de la culture, de l'évènementiel, du sport, du loisir, de l'administration et de la politique, s'associe aux initiatives et manifestations des associations locales et collabore avec le Lycée technique Mathias Adam dans le cadre d'émissions thématiques pour les jeunes.

Country Radio Gilsdorf est un autre exemple qui inclut des émissions sporadiques à caractère pédagogique dans son programme.

Radio Lora vise à créer des synergies entre la culture générale et l'éducation en offrant à la jeunesse et aux établissements scolaires un moyen de création tant technique qu'artistique.

Le programme de la radio locale LRB (Réiserbann-Beetebuerg) est créé, géré et animé par des jeunes de 16 à 30 ans.

ad 2) Une liste regroupant l'ensemble des services de télévision et radios, y compris les médias locaux et communautaires, est disponible sur le site de l'ALIA.

L'éducation aux médias, visant toutes catégories d'âge, est et restera une priorité pour le Gouvernement. Dans le cadre de la récente modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, les missions de l'ALIA ont été élargies pour encourager le développement de l'éducation aux médias pour les citoyens de tous âges dans tous les secteurs de la société.

Cette priorité est également reconnue au niveau européen avec un nombre d'initiatives qui viennent d'être lancées, notamment dans le cadre du Plan d'action pour la démocratie européenne. Ainsi, la Commission européenne entend renforcer, conjointement avec les États membres, l'éducation aux médias sous différents angles et continuera à soutenir les campagnes nationales d'éducation aux médias, dans le cadre d'une coopération avec l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO) et le groupe d'experts sur l'éducation aux médias. L'ALIA représente le Luxembourg dans ce groupe d'experts européen.

ad 3) Il n'existe pas de liste centralisée des subventions dont bénéficient les médias locaux ou communautaires. Dans le cadre de l'article budgétaire libellé « Initiative en vue de préserver la diversité du paysage médiatique » du Service des médias et des communications, des subsides sont accordés à forum, Nordliicht TV et Radio Ara. Par ailleurs, un subside a été accordé au Conseil de presse et à l'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels.

ad 4) Au niveau européen, la Commission soutiendra également des projets d'éducation aux médias dans le cadre du programme « Europe créative ». Dans ce contexte, un thème prioritaire pour 2021 sera le volet « éducation aux médias et désinformation ». Ainsi, l'EDMO et la communauté multidisciplinaire qu'elle coordonne apporteront leur soutien aux campagnes nationales d'éducation aux médias visant à renforcer la capacité des citoyens à évaluer la qualité et la véracité des informations en ligne, y compris les citoyens aux besoins supplémentaires.

La Commission soutiendra également la participation des journalistes à des activités d'éducation aux médias, en particulier sous la forme d'initiatives « Back to School » en leur donnant ainsi l'occasion de parler à des élèves de leur métier et du rôle des médias. Le SMC suit ces dossiers au niveau européen et transmettra les informations y relatives aux acteurs concernés au Luxembourg.

En outre, le SCRIPT, en collaboration avec le Conseil de presse et le Zentrum fir politesch Bildung, organise depuis 2014 le concours Jeune journaliste. Ce concours invite les élèves de l'enseignement fondamental jusqu'aux classes supérieures de l'enseignement secondaire à réaliser une production journalistique telle qu'un article de presse, une vidéo, un reportage audio ou un site web. 40 classes représentant quelque 480 participants ont participé à l'édition 2020-2021.

Question 3892 (19.03.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **risque de pollution par des métaux lourds émanant de l'ancienne décharge CASA :**

Selon des informations portées à ma connaissance, il y aurait un risque de pollution par des métaux lourds au niveau du chantier aux numéros 131 et 133 de la rue de Beggen à proximité immédiate de l'ancienne décharge CASA. La cavité des fondations du chantier en question s'est effectivement remplie d'eau de couleur turquoise de plusieurs mètres de profondeur.

Une analyse d'un échantillon de cette eau effectuée par Luxcontrol aux frais de personnes privées que j'ai pu consulter a confirmé que l'eau est hautement polluée par des métaux lourds. Par rapport aux normes du Land de Rhénanie-Palatinat, auxquelles le Luxembourg se réfère d'habitude,

- sa teneur en molybdène de 1,6 mg/l dépasse 800 fois le seuil d'assainissement pour des zones potentiellement exploitées comme zones d'habitation (oSW-orientierender Sanierungszielwert) et 160 fois le seuil indicatif pour des eaux non contaminées rejetées dans des rivières (oEL-orientierender Einleitswert) ;

- sa teneur en vanadium de 1,62 mg/l dépasse 405 fois le seuil d'assainissement pour des zones potentiellement exploitées comme zones d'habitation.

Quant aux seuils indicatifs maximaux, valables en Bavière, pour des eaux contaminées rejetées dans des rivières et des stations d'épuration, ils sont dépassés 3,2 fois pour la teneur en molybdène et huit fois pour la teneur en vanadium.

Ainsi donc se vérifient les conclusions du rapport final de 2013 établi par Luxcontrol en rapport avec l'ancienne décharge CASA, comme quoi « les résultats d'analyses obtenus sur les eaux souterraines sont à considérer comme étant "représentatifs" par rapport à l'impact réel sur l'environnement » et que « le tracé préférentiel de migration [des métaux lourds] se trouve dans l'aire du forage F3, où nous avons rencontré des remblais jusqu'à 2,80 m et des éboulements de pente (colluvions gréseux) très perméables jusqu'à 5,50 m par rapport au niveau du terrain actuel ». Or, l'aire F3 se trouve à proximité immédiate du chantier en question. Toutefois, le problème ne se limite pas à ce chantier, mais constitue un véritable défi environnemental, puisque le même rapport note « qu'une migration des métaux lourds (Mo, V et Cr) se fait par le chemin des eaux de surface et les eaux souterraines en direction des fonds fluviatiles de l'Alzette ».

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Vos services ont-ils au cours des dernières années effectué des analyses pour déterminer le degré de pollution des eaux souterraines et de surface sur l'ancien site industriel ? Dans l'affirmative, quels ont été les résultats de ces analyses ?

2) Que se passe-t-il avec l'eau drainée de l'ancienne décharge Continental Alloys SA (CASA), notamment vers le grand réservoir au sud de la décharge ?

3) Vos services ont-ils connaissance d'analyses sur le degré de pollution sur le site effectuées par l'ancien exploitant industriel du site respectivement des propriétaires des parcelles aux numéros 131 et 133 de la rue de Beggen ? Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ces analyses ?

4) À défaut de tels résultats, Madame la Ministre compte-t-elle mettre en œuvre des analyses du sol et des eaux sur le terrain de ce chantier, suite aux résultats communiqués ci-dessus ?

5) Au vu du degré de pollution élevé de l'eau présente sur le site du chantier en question, qui résulte des résultats d'analyses communiqués ci-dessus, Madame la Ministre envisage-t-elle une suspension des activités au chantier sur base de la loi de 2008 relative à l'eau en attendant que des analyses supplémentaires aient pu être effectuées ?

6) Au-delà de ce chantier, dans quelle mesure une migration des métaux lourds (Mo, V et Cr) par le chemin des eaux de surface et les eaux souterraines en direction des fonds fluviatiles de l'Alzette a-t-elle été observée et documentée ?

7) Dans l'affirmative, est-ce que cette migration aura une répercussion sur l'exploitation comme zone d'habitation et sur l'exploitation horticole et agricole des terrains en aval de l'ancienne décharge CASA ?

8) Est-ce que les métaux lourds de l'ancienne décharge CASA se retrouvent dans les eaux de l'Alzette ainsi que dans les boues de la station d'épuration de Beggen ?

9) Est-ce qu'à la sortie de la station d'épuration, les eaux de l'Alzette sont encore chargées de métaux lourds ?

Réponse (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Des rapports annuels en relation avec la surveillance et le contrôle de la décharge désaffectée, qui se font dans le cadre de l'arrêté ministériel 1/02/0228 du 22 mars 2005 et du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets, sont transmis par un organisme agréé à l'Administration de l'environnement (AEV).

En fonction des eaux provenant des divers piézomètres, le dernier rapport annuel de 2019, daté au 5 octobre 2020, fait état de certains dépassements par rapport aux seuils oPW de la liste Alex02.

Cependant, il y a lieu de rappeler que les eaux de percolation sont recueillies dans un réservoir souterrain et sont transportées après pompage vers l'installation de traitement des eaux se situant sur le site de l'ancienne CASA.

L'Administration de la gestion de l'eau (AGE) n'a pas effectué des analyses supplémentaires des eaux souterraines ou de surface sur le site de la décharge CASA.

ad 2) Les prédites eaux de percolation sont pompées et transportées vers l'installation de traitement des eaux se situant sur le site de l'ancienne CASA.

ad 3) Les résultats analytiques mentionnés dans l'introduction de la présente question parlementaire n'ont pas été communiqués ni à l'AEV ni à l'AGE. Toutefois, l'AEV et l'AGE ont connaissance des analyses réalisées par l'actuel propriétaire (il s'agit du maître d'ouvrage du chantier en cours) des parcelles aux numéros 131 et 133 de la rue de Beggen. Ces analyses ont montré que les sols en place respectent les critères d'acceptation des décharges pour déchets inertes de type B.

Étant donné que les eaux de fouille ne respectent pas les critères de rejet généralement appliqués, l'AGE à prélevé, par ses propres soins, des échantillons à différents endroits sur le site. Les paramètres qui dépassent les normes oEL respectivement qui sont pertinentes pour un rejet dans les eaux de surface sont entre autres le molybdène, les nitrates, l'ammonium, les sulfates, les nitrites et l'aluminium. Par la suite, des normes de rejets ont été fixées par l'autorisation établie conformément à l'article 23 de la loi relative à l'eau.

ad 4) cf. réponse 3

ad 5) Notons d'abord que ni les méthodes de prélèvement, ni les méthodes d'analyse donnant lieu aux résultats mentionnés dans l'introduction de la présente question parlementaire ne sont connues aux administrations. Partant, il est impossible de les interpréter de façon scientifique. À cette fin, des bulletins d'analyses complets établis par des organismes accrédités pour l'échantillonnage tout comme pour les analyses sont indispensables.

Actuellement, aucun déversement des eaux de fouille dans le cours d'eau ou dans la canalisation des eaux usées n'est réalisé par le maître d'ouvrage. De ce fait, une pollution potentielle du cours d'eau ou une charge trop importante pour la station d'épuration par les substances détectées peut être exclue et l'autorisation sur base de la loi relative à l'eau est respectée et il s'ensuit qu'il n'existe pas de base légale pour un arrêt de chantier.

ad 6) L'Administration de la gestion de l'eau réalise une surveillance systématique de différents polluants chimiques dans les eaux de surface et dans les matières en suspension. Les sédiments ne sont, par contre, pas analysés. Ces mesures ne montrent pas de différences significatives dans les concentrations des éléments concernés entre les stations de surveillance situées en amont (à hauteur de l'hôpital) et en aval (à Walferdange). Il n'existe donc

pas d'indications permettant d'identifier ou de quantifier une telle migration. Il faut encore noter que le Cr n'est que rarement détecté dans les eaux de l'Alzette, mais que la norme de qualité environnementale (NQE) fixée au niveau européen n'est jamais dépassée. Une NQE n'existe ni pour le Mo ni pour le V.

ad 7) n.a.

ad 8) Comme écrit dans la réponse 2, les eaux de drainage de la décharge sont récupérées et traitées par l'exploitant. Comme décrit dans la réponse 6, ces métaux lourds ne sont pas détectées dans l'Alzette à un niveau pouvant indiquer une pollution venant de la décharge.

Vu qu'il n'y a pas de déversement de ces eaux de la décharge, ou eaux de fouille du chantier, dans la canalisation des eaux usées vers la station d'épuration de Beggen, elles ne peuvent donc pas influencer la qualité des eaux de rejet ou des boues de la station d'épuration.

Les analyses effectuées selon les dispositions du règlement grand-ducal du 23 décembre 2014 relatif aux boues d'épuration n'ont pas montré d'anomalies dans les boues d'épuration de la station d'épuration de Beggen.

ad 9) La station d'épuration traite les eaux usées de 220.000 équivalents habitant en provenance de zones d'habitation, mais également de zones d'activités, et elles apportent évidemment une certaine charge polluante. Le traitement permet d'en éliminer la large majorité, mais un certain rejet persiste. Comme mentionné dans la réponse à la question 6, la station de surveillance à Walferdange (en aval du rejet de la STEP de Beggen), on ne peut pas observer d'augmentation des concentrations de métaux lourds qui laisserait supposer une émission anormale.

Question 3893 (22.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**abattage :**

Laut Zuele vum Landwirtschaftsministère goufen zu Lëtzebuerg am Dezember 2020 ronn 20.500 Déiere geschluecht. Haaptsächlech handelt et sech bei den Déieren ëm Kéi a Schwäin. Am Joer 2019 waren 82 landwirtschaftlech Betriber als Biobetriber bei der Asta ugemellt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Ginn a puncto Schluechtung Ënnerscheeder tëscht de Biodéieren an den Déieren aus der konventioneller Landwirtschaft gemaach zu Lëtzebuerg?

Falls jo, wéi gëtt am Schluechthaus séchergestallt, dass d'Biodéieren net mat den Déieren aus konventioneller Haltung vermëscht ginn?

2. Muss de Biobauer seng Déieren an d'Schluechthaus féieren oder huet en d'Méiglechkeet op Alternativen zeréckzegräifen, déi mat manner Stress fir d'Déier verbonne sinn? Zum Beispill eng mobil Schluechtstatioun, wou d'Déieren net mussen an een Transporter, fir bis bei d'Schluechthaus gefouert ze ginn?

3. Duerch d'Schluechten am Betrib, kann den Déiere vill Stress erspuert ginn. An Däitschland ass dofir déi sougenannte „Weideschlachtung" bei Déieren, déi hiert d'ganzt Liewen op enger Wiss verbruecht hunn, méiglech.

Ginn et zu Lëtzebuerg Méiglechkeeten, fir Déieren am Betrib ze schluechten, déi net ënnert de Fall vun enger Noutschluechtung falen?

4. Falls jo, wéi vill Betriber dierfen op esou eng Schluechtungsmethod zeréckgräifen?

Falls nee, firwat net?

Réponse (30.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. A puncto Schluechtung gëtt et keen Ënnerscheed tëschent Biodéieren a konventionellen Déieren, et zielt hei genau déi selwecht europäesch an national Reglementatioun.

De Prinzip vun der Traçabilitéit vun de Karkassen am Schluechthaus ass esou, dass déi néideg Informatioune vun all Béischt bis mat an d'Decoupe geet, an insofern brauch beim Schluechte keen Ënnerscheed tëschent konventionelle Béischten a Biobéischte gemaach ze ginn, well een duerno ëmmer nach kucke kann, wou d'Béischt hierkënnt.

D'Schluechthaus muss awer biozertifizéiert sinn, fir kënne Biodéieren ze schluechten.

ad 2. Dës Froe goufe schonn an de QPen Nr. 1747 an Nr. 3067 beäntwert.

ad 3. D'Méiglechkeet, fir zu Lëtzebuerg um Betrib ze schluechten, gëtt et duerch de « règlement grand-ducal du 25 novembre 2011 concernant l'abattage à la ferme des ongulés domestiques provenant de cette exploitation, la fabrication de produits à base de viande et la mise sur le marché de ces viandes et de ces produits ».

ad 4. De Moment gëtt déi Aktivitéit vum „abattage à la ferme" op aacht landwirtschaftleche Betriber duerchgefouert.

Question 3895 (22.03.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**avenir de Luxexpo :**

Den 19. Mäerz war am Artikel „Luxexpo will umziehen, die Politik bremst", ze liesen, datt d'Luxexpo aktuell op der Sich no engem neie Standuert ass. Allerdéngs stellt de Minister sech no den Informatioune vum „Lëtzebuerger Wort" dogéint, obwuel den aktuelle Mietvertrag 2028 ausleeft. D'Previsibilitéit, déi duerch d'Coronakris souwisou scho staark gelidden huet, gehéiert zu deene wichtegste Facteure fir d'Gelénge vu groussen Expoen.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Mëttelstandsminister:

1. Bis wéini soll déi endgülteg Decisioun iwwer de Standuert vun der Luxexpo falen?

2. Wéi eng potenziell nei Standuerter ginn aktuell gepréift?

3. Wéi eng Argumenter schwätzen no Aschätzung vum Minister méi fir den aktuelle Standuert wéi fir déi potenziell Alternativen?

4. Wéi eng administrativ Prozedure sinn nach ze envisagéieren, wann d'Luxexpo soll um aktuelle Standuert verbleiwen?

5. Wéi eng administrativ Prozedure sinn nach ze envisagéieren, wann d'Luxexpo soll plënneren?

6. Bis wéini kënne potenziell Cliente spéitstens iwwer d'Zukunft vun der Luxexpo informéiert ginn, fir datt och zukünfteg Evenementer planungssécher organiséiert kënne ginn?

Réponse commune (22.04.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Ament lafe mat de concernéierten Acteuren Diskussiounen iwwert déi beschtméiglech Solutioune fir den zukünftege Standuert vun de Lëtzebuerger Kongress- an Expositiounshalen („Luxexpo"). Et si bis ewell e puer Alternative gepréift ginn, dorënner och den aktuelle Site um Kierchbierg an enger reamenagéierter Form. Déi administrativ Prozeduren hänke vum jeeweilegen Terrain of, a reeche vun urbanisteschen Etüden, iwwer Modifikatioune vu PAG/PAP, bis hin zu Baugeneemegungen etc.

Den Ausbau vum Segment vun de Business Events zu Lëtzebuerg ass ee vun de Motore vun der Politik fir Wirtschaftsentwécklung vun der Regierung. Déi zukünfteg nei Infrastruktur fir Salonen a Kongresser ass an deem Kontext vun zentraler Bedeitung. D'Regierung wäert dofir zesumme mat Luxexpo SA dru schaffen, fir potenzielle Clienten zu gegeebener Zäit déi Informatioune kënnen ze ginn, déi si an hirem Decisiounsprozess brauchen.

Question 3896 (22.03.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul :**

Ce 19 mars 2021, la Turquie a quitté la Convention d'Istanbul, premier instrument au monde pour prévenir et combattre la violence contre les femmes. Désormais, le Gouvernement du Président Recep Tayyip Erdoğan, n'est plus dans l'obligation d'adopter une législation réprimant les violences domestiques et d'autres abus y compris le viol conjugal et la mutilation génitale féminine.

La prévention de la violence, la protection des victimes et la répression des auteurs ne sont donc plus assurées. Les femmes se retrouvent proies abandonnées par leur Gouvernement, dans une société où, pour une grande partie, la culture, la tradition et le concept de l'honneur promeuvent une misogynie qui continue à peser lourd sur leurs libertés individuelles.

Alarmé par ce développement, le groupe « UN Women » a fait part de ses soucis et préoccupations dans une prise de position à la suite du retrait de la Turquie de la charte. Outre l'existence alarmante de violences contre les femmes, le groupe a évoqué l'augmentation des violences depuis la crise sanitaire, et urge la Turquie de reconsidérer la décision du retrait. Des articles de presse évoquent une augmentation inquiétante de meurtres chaque année, le chiffre noir étant encore plus élevé si les assassinats officiellement déclarés comme suicides sont également pris en compte.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Quelles sont les conséquences immédiates pour les filles et femmes en Turquie ?

2) Quelle est la position du Luxembourg envers cette décision et quelles conséquences en tirera le Grand-Duché ?

3) Est-ce que l'Union européenne cherchera le dialogue avec le Gouvernement turc à ce sujet ? Est-ce que l'Union européenne a prévu des sanctions contre la Turquie pour cause de la décision du retrait de la Convention d'Istanbul ?

4) La résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies fixe au niveau national et international entre autres les objectifs de prévenir les violences sexuelles contre les femmes et les violences basées sur le genre et exige des membres un renforcement des mécanismes de protection dans ce contexte. Quelle sera la réaction des Nations Unies, dans le cadre de la décision turque d'ôter les femmes de leur droit de mener une vie en toute sécurité ?

Réponse commune (09.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1) La Convention d'Istanbul étant un instrument juridiquement contraignant, les États l'ayant ratifiée doivent incriminer plusieurs infractions, notamment la violence psychologique, le harcèlement criminel, la violence physique, la violence sexuelle, le mariage forcé, les mutilations génitales féminines, ainsi que l'avortement forcé et la stérilisation forcée.

La Turquie a été le premier pays à ratifier la Convention d'Istanbul et a pris des mesures importantes pour aligner sa législation nationale sur elle, notamment en adoptant la loi n° 6284 sur la protection de la famille et la prévention de la violence à l'égard des femmes. Le retrait de la Convention d'Istanbul compromettra les efforts importants investis jusqu'à présent pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et va entraver les progrès vers un renforcement supplémentaire des cadres législatifs, politiques et institutionnels nationaux.

Le retrait turc de la Convention intervient à un moment où la pandémie de Covid-19 a conduit à une nouvelle escalade de la violence contre les femmes et les filles dans le monde, en raison des restrictions de mouvement, de l'isolement social et de l'insécurité économique.

ad 2) Avec la ratification de la Convention d'Istanbul le 7 août 2018, le Luxembourg a pris un engagement déterminé, fort et pérenne pour les droits humains. Le Gouvernement réaffirme son soutien et réitère sa volonté de continuer à lutter ensemble avec nos partenaires contre toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles. Par conséquent, le Luxembourg regrette profondément la décision du Président turc de se retirer de la Convention d'Istanbul. Le Luxembourg appelle la Turquie à reconsidérer cette décision de retrait et encourage tous les États signataires de la Convention d'Istanbul à engager sans tarder le processus de ratification de cette dernière.

ad 3) Le dialogue sur les droits de l'homme, y inclus les droits des femmes demeure partie intégrante de la relation entre l'UE et la Turquie. Dans le cadre de la politique d'élargissement, la Commission européenne évalue régulièrement la situation dans le domaine des droits fondamentaux en Turquie. Chaque État est libre de signer et ratifier des traités internationaux, tout comme il est libre de dénoncer les traités ratifiés. Cette possibilité est d'ailleurs explicitement prévue par l'article 80 de la Convention. En l'occurrence, la dénonciation prendra effet dès le 1er juillet 2021.

ad 4) Au niveau des Nations Unies, la Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Gladys Acosta Vargas, et la rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Dubravka Šimonović, ont d'ores et déjà exprimé leur profond regret quant à la décision du Gouvernement turc de se retirer de la Convention d'Istanbul. Les deux expertes indépendantes appellent la Turquie à reconsidérer cette décision.

La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) est considérée comme le plus récent et le plus détaillé des instruments en matière de droits des femmes. S'ajoutant à des instruments des Nations Unies tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), à la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, à la Plateforme d'action de Beijing, ainsi qu'à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, la Convention d'Istanbul contribue à dessiner une feuille de route pour l'élimination des violences basées sur le genre à l'égard des femmes et des filles.

La Turquie reste liée aux instruments internationaux qu'elle a ratifiés ou auxquels elle a adhéré, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dont elle doit respecter les dispositions.

Question 3897 (22.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **enquêtes du Statec :**

D'Gesetz vum 10. Juli 2011 hält fest, dass d'Deelhuelen u Statec-Ëmfroen obligatoresch ass. Doniewent huet de Statec och d'Recht, am Kader vun Ëmfroen, Accès op perséinlech Informatiounen ze kréien, déi op staatlechen Datebanke gespäichert sinn. Am Artikel 15 vum uewe genannte Gesetz sinn dann och méiglech Strofe festgehalen, falls ee refuséiert, un enger Ufro deelzehuelen.

Art. 15 :

« Le refus de fournir les renseignements demandés, le refus de les fournir dans le délai prescrit ainsi que le fait de fournir intentionnellement des renseignements inexacts ou incomplets est passible d'une amende de 251 euros à 2.500 euros. Le paiement de l'amende ne dispense pas de la fourniture de l'information demandée. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mol goufe Strofen, wéi am Artikel 15 virgesinn, ausgeschwat?

2. A sengen Ëmfroe kann de Statec och Informatiounen iwwert aner Persounen aus dem Stot froen. Deemno kréien si also Accès zu perséinlechen Daten, ouni onbedéngt den Accord vun de betraffene Persounen ze hunn.

D'Gesetz vum 11. August 1982 concernant la protection de la vie privée schreift vir, dass d'Privatsphär vun de Bierger muss respektéiert ginn.

Gesäit de Minister an dëser Prozedur ee Konflikt tëscht dem Droit à la vie privée an den Ëmfroe vum Statec?

Réponse (22.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

De Statec erhieft Daten, déi net nëmme vun der ugeschriwwener Persoun kommen, mee och vun deene Leit, déi an hirem Stot wunnen. Dat ass wichteg, fir dass d'ëffentlech Statistik och eppes iwwer de sozialen an ekonomesche Profil vun de Stéit kann aussoen. Et ass awer esou, dass de Statec am Virfeld keng Méiglechkeet huet, fir genee ze wëssen, wéi eng Persounen zum Zäitpunkt vun enger Ëmfro zesummen an engem Stot wunnen. Dofir gëtt déi ugeschriwwe Persoun gefrot, fir och déi aner Persounen am Stot ze bieden, op d'Froen ze äntweren. En Accord vun der ugeschriwwener Persoun, esouwuel wéi vun de Membere vun hirem Stot, ass am Fall vu Statec-Ëmfroën net néideg. Dës berouen nämlech meeschtens op enger gesetzlecher Verflichtung an ëmmer op enger Missioun am ëffentlechen Interessi.

D'Gesetz vum 10. Juli 2011 gesäit a sengem Artikel 15 vir dass, wann ee senger Obligatioun op eng Ëmfro ze äntwere refuséiert nozekommen, eng Strof kann ausgeschwat ginn. Bis elo goufe vis-à-vis vu Privatleit keng vun deene Strofen ausgeschwat.

D'Gesetz vum 11. August 1982 seet a sengem éischten Artikel « Chacun a droit au respect de sa vie privée », e Prinzip, deen d'Réckgrat vun der aktueller Dateschutzlegislatioun ass. De Statec leet vill Wäert op den Dateschutz, an d'Erhiewe vu perséinlechen Date fir ëffentlech statistesch Zwecker ass konform mat de Gesetzer iwwer den Dateschutz. Dat kuerzt Gesetz vum 11. August 1982 ass virun allem dorop aus, fir Ecoutten, Enregistrementer, Iwwerwaachungen a Verletzunge vun der Korrespondenz ze ënnerbannen an ze bestrofen. Dës Aktivitéiten hunn näischt mat der Aarbecht vun engem statisteschen Amt ze dinn.

Question 3898 (22.03.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **demandes de brevets européens émanant du Luxembourg :**

Suivant le baromètre « Patent Index 2020 » publié par l'Office européen des brevets (OEB), le nombre de demandes de brevets européens émanant du Luxembourg a reculé de 5,1 % tandis que le nombre total de demandes - caractérisé par une baisse de seulement 0,7 % - demeure plutôt stable. Ainsi, le nombre de demandes de brevets européens trouvant leur origine au Luxembourg a atteint son plus faible niveau depuis l'année 2011.

En ce qui concerne les domaines d'activités, les demandes de brevets européens ayant trait à la recherche pharmaceutique (+10,2 %) respectivement aux biotechnologies (+6,3 %) ont connu une évolution très dynamique.

Dès lors, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de l'Économie les questions suivantes :

1) Quels sont les domaines d'activités qui prévalent dans les demandes de brevets européens émanant du Luxembourg ?

2) Quelles raisons peuvent être invoquées pour expliquer la baisse du nombre de demandes de brevets européens émanant du Luxembourg depuis 2017 ? Monsieur le Ministre observe-t-il un effet de substitution en faveur de demandes de brevets nationaux ou internationaux ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de prendre des mesures incitatives susceptibles de favoriser une relance du nombre de demandes de brevets européens émanant du Luxembourg ?

Réponse (22.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le Patent Index 2020 est un résumé synthétique des tendances en matière de brevets publié annuellement par l'Office européen des brevets (OEB)[4].

De manière générale, les demandes de brevets ne sont rendues publiques que 18 mois après la date de dépôt, le cas échéant 18 mois après la date de priorité (premier dépôt).

L'OEB se base ainsi sur des données internes non disponibles dans leur intégralité aux offices nationaux.

En conséquence, une analyse poussée des demandes européennes de l'année 2020 émanant de déposants luxembourgeois ne peut se faire dans l'immédiat.

Si le nombre des demandes de dépôts de brevets de déposants luxembourgeois auprès de l'Office européen des brevets a bien enregistré une baisse au cours de l'année 2020, par rapport à l'année précédente, cette même tendance est observée pour les demandes de dépôts provenant des États-Unis (-4,1 %), d'Allemagne (-3,0 %), des Pays-Bas (-8,2 %), de Belgique (-0,9 %), du Royaume-Uni (-6,8 %), pour ne reprendre que ces quelques exemples.

De nos pays voisins, seule la France a connu une hausse quelque peu significative (+3,1 %).

Par contre, et cette tendance s'accentue d'année en année, les demandes européennes déposées depuis la Chine ont connu une croissance de près de 10 % (9,9 % pour être précis), depuis la Corée de 9,2 %.

Alors que l'Office européen des brevets ne publie aucun ratio basé sur le nombre de demandes de dépôts par nombre d'habitants pour les pays comptant moins d'un million de résidents[5], le Luxembourg se classe cependant à la deuxième place mondiale, en 2020, après la Suisse.

ad 1) Ces informations[6] ont été mises à disposition par l'OEB simultanément à la diffusion de son communiqué de presse du 16 mars 2021[7] et couvrent la période 2011-2020.

L'annexe # 1 reprend en détail les domaines d'activités émanant de déposants luxembourgeois pour l'année 2020.

ad 2) Les demandes de brevets européens émanant annuellement de déposants luxembourgeois sont sujets à des fluctuations importantes. En effet, sur ces dix dernières années, ce nombre varie entre 393 (année 2011) et 556 (année 2016)[8].

Il en va de même pour ce qui concerne les brevets européens de déposants luxembourgeois délivrés annuellement[9] (166 en 2011, 369 en 2020).

Ces fluctuations peuvent s'expliquer par les stratégies de certains grands acteurs qui choisissent de privilégier des procédures nationales ou internationales. Malgré les mesures incitatives mises en place (voir question 3), le Gouvernement n'a aucune emprise sur les choix stratégiques des déposants.

Au niveau du Luxembourg, il est cependant encourageant de constater que les déposants luxembourgeois continuent à privilégier, dans un premier temps, la procédure nationale qui leur permet d'obtenir un rapport de recherche de grande qualité délivré par l'OEB. Le rapport de recherche est une information cruciale pour le déposant. Ce document technique lui permet en effet d'évaluer les chances de brevetabilité de son invention et, le cas échéant, de poursuivre la procédure visant à en étendre géographiquement la protection (autre(s) voie(s) nationale(s) directe(s), voie européenne, voie internationale).

ad 3) Dans l'immédiat, le Gouvernement entend poursuivre, voire renforcer, les activités de sensibilisation et de formation en matière de propriété intellectuelle, cette mission étant dévolue à l'Institut de la propriété intellectuelle Luxembourg (IPIL)[10], en étroite collaboration avec l'Office de la propriété intellectuelle du Ministère de l'Économie.

Tel que prévu dans le programme gouvernemental, le Gouvernement encourage fortement les entreprises à recourir aux services et compétences de l'IPIL afin de s'assurer que les projets et investissements réalisés dans le cadre des aides d'État, notamment, tiennent compte des droits de propriété intellectuelle antérieurs et que leurs porteurs se dotent potentiellement d'une stratégie de valorisation de la propriété intellectuelle.

En ce qui concerne les soutiens financiers aux entreprises innovatrices, la loi du 17 mai 2017 ayant pour objet le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation (loi « RDI ») prévoit que les coûts liés à l'obtention, à la validation et à la défense des brevets (et autres actifs incorporels) sont admissibles au titre d'une aide.

D'une manière plus générale, le régime d'aides « RDI » vise à stimuler les projets de R&D au sein des entreprises, lesquels, en cas de succès, peuvent déboucher sur des dépôts de brevets.

Enfin, les services de l'Office de la propriété intellectuelle du Ministère de l'Économie œuvrent à simplifier autant que possible les procédures administratives liées à la gestion des brevets d'invention. La possibilité de recourir au dépôt électronique des demandes de brevets luxembourgeois est offerte aux déposants, respectivement à leurs mandataires, depuis le 1er avril 2021. Précédemment, la nomination d'un comptable extraordinaire au sein de l'Office de la propriété intellectuelle a permis de créer un « guichet unique » rassemblant en une seule administration l'ensemble des procédures de gestion des dossiers de brevets et de paiement des taxes en matière de brevets.

Ces améliorations continues s'inscrivent dans un projet à grande échelle implémenté en collaboration avec nos partenaires du Benelux dans le cadre de la Benelux Patent Platform[11] (BPP).

Question 3899 (22.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **manifestations contre les mesures sanitaires :**

Zanter Woche fannen all Samschden Demonstratiounen an der Stad - tëscht der Kinnekswiss an der Plëss - statt, wou d'Demonstrante sech offensichtlech a fotografesch dokumentéiert net un d'Distanzreegelen an och net un d'Maskeflicht bei Rassemblementer halen.

Am modifizéierte Gesetz vum 17. Juli 2020 steet ënner anerem:

« Art. 4

(…)

(2) Le port du masque est obligatoire en toutes circonstances pour les activités ouvertes à un public qui circule et qui se déroulent en lieu fermé, ainsi que dans les transports publics, sauf pour le conducteur lorsqu'une distance interpersonnelle de deux mètres est respectée ou un panneau de séparation le sépare des passagers.

(…)

(4) (…) Tout rassemblement qui met en présence entre onze et cent personnes incluses est soumis à la condition que les personnes portent un masque et se voient attribuer des places assises en observant une distance minimale de deux mètres. L'obligation du respect d'une distance minimale de deux mètres ne s'applique toutefois pas aux personnes qui font partie du même ménage ou qui cohabitent.

(5) Tout rassemblement au-delà de cent personnes est interdit. Ne sont pas pris en considération pour le comptage de ces cent personnes, les acteurs culturels, les orateurs, les acteurs sportifs et leurs encadrants, ainsi que les acteurs de théâtre et de film, les musiciens et les danseurs qui exercent une activité artistique professionnelle et qui sont sur scène. Cette interdiction ne s'applique ni à la liberté de manifester, ni aux marchés à l'extérieur, ni aux transports publics. Le port du masque est obligatoire à tout moment. Les manifestations sportives ont lieu à huis clos.

(6) (…) L'obligation de se voir assigner des places assises ne s'applique ni dans le cadre de l'exercice de la liberté de manifester, ni aux funérailles, ni aux marchés, ni dans le cadre de la pratique des activités visées à l'article 4bis ni dans les transports publics. »

Den Artikel 12 vum selwechte Gesetz seet:

« (1) Les infractions commises par les personnes physiques aux dispositions des articles 3, 3quater, alinéa 5, 4, paragraphes 1er, 2, 3, 4 et 5, 4bis, paragraphes 2 et 4, et le non-respect par la personne concernée d'une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine prise sous forme d'ordonnance par le directeur de la santé ou son délégué en vertu de l'article 7 sont punies d'une amende de 500 à 1.000 euros. (…)

Les infractions sont constatées et recherchées par les officiers et agents de police judiciaire de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal qui ont la qualité d'officier de police judiciaire, ci-après désignés par "agents de l'Administration des douanes et accises". (…)

Pour ces infractions, des avertissements taxés d'un montant de 300 euros peuvent être décernés par les officiers et agents de police judiciaire de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes. »

Gläichzäiteg annoncéiert d'Police a reegelméissegen Ofstänn, wéi vill Verstéiss géint d'Covid-19-Mesuren se verbaliséiert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi steet de Minister zum Fakt, datt d'Police bei dësen Demonstratiounen net agräift?

2. Ass de Minister der Meenung, datt d'Demonstratiounsrecht iwwer all anere Gesetzer steet?

3. Wéi gedenkt de Minister d'Vertrauen an de staatleche Gewaltmonopol oprechtzeerhalen, wa Gesetzer just selektiv applizéiert ginn?

Réponse (02.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Police iwwerpréift am Virfeld ëmmer, ob déi Manifestatioune mat den néidege sanitären Oplage säitens den zoustännegen Autoritéiten autoriséiert sinn. Virun de Manifestatioune fannen déi noutwendeg Uweisunge säitens der Police statt. D'Police ass zoustänneg, fir den Ordre public ze assuréieren, de geplangten Oflaf vun der Manifestatioun an dass et net eskaléiert, spriech zu Infraktioune kënnt (Gewalttätegkeet, etc.).

D'Police mécht hei ënner anerem déi generell Constatatiounen, déi se am Kader vun der Loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 mécht. Falls Verstéiss géint d'sanitär Mesurë vun de Beamte festgestallt ginn, gëtt d'Feststellung vermëttels AT/Convocatioun oder engem Protokoll gemaach. An dësem spezifesche Fall ginn den Organisateur an eventuell déi respektiv Participante vun deene Manifestatioune protokolléiert an de Rapport/PV geet un de Parquet. Contrairement zu den allgemenge Behaaptunge war an ass dëst systematesch de Fall bei deenen dote Manifestatiounen. Erschwéierend kënnt hei awer derbäi, dass Leit aus deene Manifestatioune medezinnesch zertifiéiert Exemptioune par rapport zum Port de masque hunn.

Déi judiciaire Autoritéiten huelen dann déi fir si appropriéiert Decisiounen. Déi administrativ Autoritéite ginn och hirersäits am Nachhinein säitens der Police iwwert den Oflaf informéiert an huelen dann och déi vun hinnen als appropriéiert estimiéiert Mesuren.

Säitens der Police gëtt et hei keng selektiv Feststellung.

D'Asazkonzept vun der Police ass generell ëmmer deseskaléierend a respektéiert déi elementar Reegele vum Rechtsstaat, vun der nationaler Constitutioun a vun der Déclaration des droits de l'homme. Et muss ëmmer de Prinzippie vun der Proportionalitéit vun den agesate Mëttelen an der absolutter Noutwendegkeet vum Usage de la force Rechnung gedroe ginn am Hibléck op d'Opléise vu legal autoriséierte Manifestatiounen, well dat da just duerch Zwangsmëttelen a Gewalt géif goen.

Wann et natierlech sollt säitens de Manifestanten zu Gewalttätegkeete kommen, kann d'Police ëmmer op Basis vun der Légitime défense an dem Policegesetz proportional Gewalt uwennen an eventuell d'Manifestatioun opléisen, mee dat war bis elo nach net de Fall gewiescht.

Question 3900 (22.03.2021) de **M. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **cybercriminalité :**

L'« Operation Sky », effectuée avec soutien de l'unité spéciale luxembourgeoise, connue comme la plus grande opération dans l'histoire de la police belge et ayant engendré 48 arrestations, 17 tonnes de cocaïne et 1,2 million d'argent liquide confisqués, a connu une énorme publicité au sein de l'espace Benelux.

Cette opération, la plus grande dans la lutte contre la cybercriminalité en Belgique, pourrait avoir des ramifications au Luxembourg et être suivie d'enquêtes et de poursuites sur notre territoire national.

Qui plus est, les enquêteurs belges ont agi de manière innovative, jamais vue en matière de procédure pénale; en optant pour une procédure de contre-espionnage. En d'autres mots, les policiers ont réussi à déchiffrer le cryptage du réseau Sky ECC et ont ainsi pu infiltrer ce réseau, principalement utilisé à des fins criminelles, pour se procurer les informations nécessaires.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce que cette manière de contre-espionnage est envisageable en matière de cybercriminalité au Luxembourg ?

2) La cybercriminalité est-elle largement répandue au Grand-Duché ? Quelles sont, le cas échéant, les formes les plus répandues de la cybercriminalité au Luxembourg ?

3) Est-ce que cette opération va avoir des répercussions dans notre pays ?

4) Quels sont les domaines criminels dans lesquels la coopération entre la Belgique et le Luxembourg est la plus développée ?

Réponse commune (20.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Non, cette manière de contre-espionnage n'est pas envisageable en matière de cybercriminalité au Luxembourg.

En effet, la mise en service et/ou l'usage d'un matériel permettant de crypter des communications n'est pas réprimé par la loi pénale et ne permet donc pas l'intervention par les services de police qui ne peuvent pas agir sur une simple rumeur en matière de cybercriminalité.

Le Code de procédure pénale prévoit des mesures spéciales de surveillance (articles 88-1 et suivants), de même que la possibilité de mener une enquête sous pseudonyme par voie électronique (article 48-26). Cependant, ces mesures sont limitées aux crimes et délits contre la sûreté de l'État et aux actes de terrorisme et de financement du terrorisme.

ad 2) Au courant de l'année 2020, 1.455 affaires en matière de cybercriminalité ont été identifiées, dont la majorité correspond à des escroqueries ou fraudes sur Internet où les technologies numériques ont servi comme « outil » à la commission de l'infraction. Il est évident que plus les gens sont connectés, plus ils sont susceptibles de devenir victimes dans ce domaine. La pandémie Covid-19 a nécessairement accéléré ce phénomène.

Quant aux infractions dont l'objet est constitué par les technologies informatiques (intrusions, vol, modification ou suppression de données, etc.), la forme la plus répandue se résume en une intrusion dans un système informatique aux fins de commettre un vol de données sans que celui-ci ne soit découvert.

L'un des phénomènes les plus marquants consiste à crypter toutes les données d'un système informatique (parfois à la suite de leur vol, mais pas nécessairement) pour pouvoir extorquer au propriétaire des données le paiement d'une rançon afin de récupérer la clef de décryptage (attaque « ransomware »). Au Luxembourg, seul quelques entreprises de taille ont jusqu'à présent été impactées.

Une autre forme de cybercriminalité constatée concerne les fraudes via Internet, telles que le « phishing » et l'arnaque au président.

ad 3) Cette opération pourrait avoir des répercussions dans notre pays en cas de dénonciation par les autorités belges. Seulement faudra-t-il encore analyser si les preuves, si pertinentes qu'elles soient, sont admissibles dans notre juridiction en application de nos textes.

Actuellement, le Parquet de Luxembourg n'a pas encore été saisi d'une affaire.

ad 4) Les infractions au sujet desquelles le Luxemburg a depuis 2001 exécuté le plus de demandes d'entraide judiciaire en matière pénale de nature coercitive émises par les autorités judiciaires belges concernent :

- les infractions contre les biens : 1.624
- les infractions contre la foi publique : 401
- la criminalité organisée : 175
- le trafic de stupéfiants : 119
- les infractions fiscales : 111
- les infractions contre les personnes : 50

---

4 https://www.epo.org/about-us/annual-reports-statistics/statistics/2020_fr.html

5 https://documents.epo.org/projects/babylon/eponet.nsf/0/8960BF9632AE9662C12586960035F86B/$FILE/Patent_Index_2020_statistics_at_a_glance_en.pdf (page 5)

6 https://documents.epo.org/projects/babylon/eponet.nsf/0/EF610C9864E63FDBC1258699004AB942/$File/european_patent_applications_per_field_of_technology_per_country_of_residence_2011-2020_en_.xlsx

7 EPO - Brevets européens : la santé, principal moteur de l'innovation en 2020

8 https://documents.epo.org/projects/babylon/eponet.nsf/0/EF610C9864E63FDBC1258699004AB942/$File/european_patent_applications_per_country_of_residence_of_the_applicant_2011-2020_en_.xlsx

9 https://documents.epo.org/projects/babylon/eponet.nsf/0/EF610C9864E63FDBC1258699004AB942/$File/granted_patents_2011-2020_per_country_of_residence_en_.xlsx

10 https://ipil.lu/

11 https://patent.public.lu/bpp-portal/home

Question 3901 (22.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**information du Secrétaire général du Conseil de l'Europe sur des mesures dérogeant aux obligations prévues par la Convention européenne des droits de l'homme :**

Säit iwwert engem Joer hält d'Covidkris d'Land an Otem an d'Gestioun vun der Kris huet eng ganz Rei Restriktioune mat sech bruecht. Reegelen, wéi zum Beispill e Couvre-feu, deen eng Aschränkung vum fundamentale Recht op Beweegungsfräiheet duerstellt, däerfen a Krisenzäiten awer nëmmen agefouert ginn, wa gewësse Prozeduren op europäeschem Niveau agehale ginn.

Den Art. 15 Punkt 3 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun gesäit nämlech vir, datt d'Regierung, fir eng Aschränkung vun de fundamentale Fräiheeten duerchzeféieren, de Generalsekretär vum Europarot muss informéieren an him d'Grënn fir d'Restriktiounen duerleeën.

Ausserdeem misst d'Regierung de Generalsekretär vum Europarot och iwwert den Datum informéieren, op deem dës Moossnamen auslafen an d'Bestëmmunge vun der Mënscherechtskonventioun erëm voll ugewannt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Gouf an all dëse Fäll de Generalsekretär vum Europarot doriwwer a Kenntnis gesat?

2. Wat fir Delaien, wéini d'Restriktioune géifen auslafen, goufe jeeweils uginn?

Réponse (20.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg huet genau wéi déi meescht aner europäesch Länner am Kontext vun der Covid-19-Pandemie keng Derogatioun nom Artikel 15 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun (Konventioun) un de Generalsekretär vum Conseil de l'Europe notifiéiert.

Den Artikel 15 vun der Konventioun gesäit vir, datt e Memberstaat speziell Mesurë kann huelen, déi eng Ausnam duerstellen zu den Obligatiounen, zu deenen sech d'Land engagéiert huet. Fir d'Uwendung vum Artikel 15 mussen allerdéngs zwou Konditiounen erfëllt sinn. Zum enge muss etabléiert sinn, dass d'Land sech an engem „cas de guerre ou [...] cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation" befënnt. Zweetens mussen déi vum Memberstaat decidéiert Mesuren an hirem Ausmooss iwwert déi Aschränkungen erausgoen, déi an der Konventioun souwisou scho virgesi sinn. Et kann een argumentéieren, datt déi aktuell Pandemie gläichzesetzen ass mat engem „danger public menaçant la vie de la nation". Déi éischt Konditioun fir d'Uwendung vum Artikel 15 wier also erfëllt.

Mat Bléck op déi zweet Konditioun stellt sech allerdéngs d'Fro, ob déi Mesuren, déi säit dem 18. Mäerz 2020 zu Lëtzebuerg adoptéiert goufen, iwwert déi Aschränkungen erausginn, déi d'Konventioun selwer virgesäit. Direkt op e puer Plaze steet an der Konventioun, datt d'Protektioun vun der Gesondheet e valabelt Motiv ass fir eng Begrenzung vun anere Rechter wéi zum Beispill der Beweegungsfräiheet, der Versammlungsfräiheet oder d'Recht op Privatsphär. Et mussen awer dräi Konditiounen erfëllt sinn, fir kënnen Aschränkunge vu Rechter am Numm vun der Protektioun vun der Gesondheet ze huelen: 1. D'Aschränkung vun den anere Rechter fir Protektioun vun der Gesondheet muss an engem Gesetz verankert sinn. 2. D'Aschränkung muss e legitimt Zil verfollegen, an dësem Fall wier dat d'Protektioun vun der Santé publique. 3. D'Aschränkung muss proportional zu hirer Noutwendegkeet sinn.

Op Grondlag vun enger juristescher Analys vum Impakt vun der Covid-19-Pandemie op déi jeeweileg Rechter a Fräiheeten, déi an der Konventioun verankert sinn, ass d'Regierung zur Konklusioun komm, dass bei deenen zu Lëtzebuerg adoptéierten Aschränkungen am Kontext vun der Pandemie déi dräi virdru genannte Konditiounen erfëllt sinn an d'Mesuren deemno net iwwert déi Aschränkungen erausginn, déi d'Konventioun selwer virgesäit. Dat bedeit also och, datt den Artikel 15 vun der Konventioun sech net applizéiert an d'Regierung keng Notifikatioun un de Generalsekretär vum Conseil de l'Europe brauch ze maachen.

ad 2. Net applikabel, au vu vun der Äntwert op d'Fro 1.

Question 3902 (22.03.2021) de **Mmes Josée Lorsché** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant l'**application du protocole d'Istanbul au Luxembourg :**

Le « Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » (Protocole d'Istanbul) est un « outil de référence international pour évaluer les victimes présumées de tortures et autres mauvais traitements, pour enquêter sur les allégations de torture et pour rendre compte des éléments recueillis à l'autorité judiciaire ou autre organe compétent ».

La loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire établit dans son article 16 que le demandeur de protection internationale qui y consent est soumis à un examen médical afin d'identifier et de documenter des signes de torture ou d'autres formes graves de violence physique ou psychologique, y compris les violences sexuelles. L'article dispose que le Protocole d'Istanbul est pris en compte dans le contexte de cet examen médical.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que des formations d'initiation au Protocole d'Istanbul sont offertes au corps médical au Luxembourg ? Combien de formations ont eu lieu dans les cinq dernières années ?

2) De manière générale, quel(le)s sont les professionnel(le)s formé(e)s et compétent(e)s au Protocole ? Combien de personnes sont actuellement formées au Protocole au Grand-Duché de Luxembourg ?

3) Dans le cadre de l'examen médical obligatoire des étrangers sollicitant un titre de séjour, est-il fait systématiquement référence au Protocole d'Istanbul afin de déterminer d'éventuelles traces, séquelles, récits relatifs à des actes de violence ou de torture subis ?

4) Combien de personnes ayant subi des actes de torture sont identifiées chaque année au Luxembourg ? Combien d'entre elles sont des demandeurs de protection internationale ?

5) Est-ce que l'usage et l'application du Protocole d'Istanbul au Luxembourg ont déjà fait l'objet d'une évaluation ? Dans l'affirmative, le Gouvernement pourrait-il en partager les principales conclusions ? Dans la négative, ne serait-il pas opportun de procéder à une telle évaluation ?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Actuellement, aucun programme lié à la médecine à l'Université du Luxembourg, que ce soit aux 1er et 3e cycles de formation, n'offre des cours d'initiation au Protocole d'Istanbul.

ad 2) En ce qui concerne les examens médicaux portant sur les signes de persécutions ou d'atteintes graves dans le contexte de la procédure de protection internationale, les médecins doivent « prendre en compte » le manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, conformément à l'article 16 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. Cette dernière ne dispose pas qu'ils doivent être formés en tant que tel. Le manuel est un outil pris en considération par le médecin dans le cadre de l'examen médical réalisé dans le contexte de signes de tortures.

ad 3) + 4) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes ne dispose pas de statistiques sur combien de personnes ayant subi des actes de torture sont identifiées chaque année au Grand-Duché.

Notons toutefois que les examens médicaux ordonnés afin de constater ou d'infirmer les signes de persécutions allégués par les demandeurs de protection internationale sont assez rares. En effet, ce n'est que lorsque le ministre le juge pertinent pour procéder à l'évaluation d'une protection internationale que des mesures sont prises afin que le demandeur, qui y consent, soit soumis à un examen médical portant sur des signes de persécutions. Partant, les allégations de tortures ou d'atteintes graves ne nécessitent pas toujours une vérification médicale. Il arrive en outre que les demandeurs versent eux-mêmes des certificats médicaux attestant de séquelles de tortures, étant donné que tout demandeur est libre de sa propre initiative de se soumettre à un examen médical afin de faire constater des signes de persécutions ou d'atteintes graves.

À titre indicatif, depuis le 1er janvier 2019, cinq examens médicaux portant sur des signes de tortures ont été réalisés.

ad 5) Le Protocole d'Istanbul n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation. Une telle évaluation peut être envisagée une fois que plus de données seront disponibles.

Question 3903 (22.03.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **main d'œuvre employée dans l'agriculture luxembourgeoise et** les **surfaces agricoles exploitées à l'étranger par des exploitations agricoles luxembourgeoises :**

Le Plan d'action pour l'agriculture biologique PAN-Bio 2025 vise la conversion vers l'agriculture biologique de 20 % de la surface agricole au Luxembourg d'ici l'année 2025. Cet objectif du Gouvernement s'inscrit dans un contexte économique et un cadre législatif européen et national basés sur les aides directes liées à la surface agricole. Dans ce système, les surfaces exploitées en mode agriculture biologique profitent de primes par hectare plus élevées que celles exploitées en mode conventionnel afin d'inciter les exploitations agricoles à se lancer dans la transition.

En même temps, on peut observer depuis plusieurs décennies un déclin du volume total de travail agricole fourni (UTA) et de la taille de la main d'œuvre engagée par les exploitations agricoles. Cette évolution ne se limite pas au Luxembourg, mais est de mise partout en Europe, tout comme la baisse ou la stagnation du niveau des revenus générés par la majorité des exploitations agricoles.

Il est dans ce contexte que de nombreuses organisations agricoles, paysannes ou environnementales demandent une réorientation du système d'aides directes afin de sécuriser davantage les revenus des exploitations et de leur main d'œuvre et de lier le paiement des aides davantage à des activités et prestations fournies par les exploitations.

Partant, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le volume total de travail agricole (en UTA) pour les activités des exploitations, à savoir l'agriculture, l'apiculture, le maraîchage, la fruiticulture et la viticulture ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le volume total de travail agricole (en UTA) pour les différentes activités des exploitations agricoles, à savoir la culture de céréales, l'élevage de bovins de boucherie, y compris l'exploitation de parcs d'engraissement, l'élevage de bovins laitiers et de production laitière, l'élevage de porcs, l'élevage de volailles et production d'œufs ainsi que pour le type d'exploitations à activités multiples ?

3) Monsieur le Ministre peut-il également me fournir la moyenne du volume total de travail agricole en fonction de la classe de grandeur des exploitations agricoles[12] pour les différents types d'exploitations énumérés à la question précédente ?

4) Y a-t-il des différences en matière du volume total de travail agricole en fonction du mode d'agriculture mis en œuvre par les exploitations ? Monsieur le Ministre peut-il indiquer dans ce contexte la moyenne du volume total de travail agricole des différents types d'exploitation agricole en mode biologique pour les différentes catégories d'exploitations énumérées aux questions 1, 2 et 3 ?

5) Monsieur le Ministre estime-t-il que la conversion vers l'agriculture biologique pourrait être favorisée par des systèmes d'aides davantage liés au facteur du travail agricole fourni ?

En ce qui concerne les surfaces agricoles utilisées en 2020 et la part de cette surface exploitée en mode biologique, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

6) Quel est le volume total en hectares des surfaces agricoles exploitées par des exploitations agricoles luxembourgeoises qui ne se trouvent pas sur le territoire luxembourgeois ?

7) Quels sont le volume total et la part de ces surfaces actuellement exploitées en mode biologique ?

8) Ces surfaces étant régies par les législations d'autres pays, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les exploitations utilisant des surfaces à l'étranger sont éligibles pour des aides publiques à l'étranger ? Dans l'affirmative, ces aides diffèrent-elles par rapport aux régimes en place au Luxembourg ?

Réponse (22.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les UTA des exploitations dans les activités de l'agriculture, de l'apiculture, du maraîchage, de la fruiticulture et la viticulture peuvent être consultées dans le tableau 1.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Les UTA des exploitations pour les différentes activités de l'agriculture peuvent être consultées dans le tableau 2.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Les UTA des exploitations dans les activités de l'agriculture selon les classes de grandeur demandées peuvent être consultées dans le tableau 3. À noter que, vu le petit nombre d'exploitations dans certaines catégories, plusieurs catégories ont été regroupées.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Les tableaux 4-6 représentent les moyennes des UTA selon les différents types d'exploitation agricole en mode conventionnel et en mode biologique. De nouveau, le détail demandé conduit à des problèmes de confidentialité. Un certain nombre de catégories a donc été noirci. Suite au nombre réduit d'exploitations biologiques et au reclassement des classes grandeur, une comparaison des UTA moyennes au niveau des classes OTE et des classes de grandeur devient difficile, voire impossible.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) Le cadre législatif européen ne permet pas de mettre en œuvre des aides liées au facteur de travail. Cependant, les aides à la surface pour le soutien de l'agriculture biologique sont modulées en fonction des différents types de production afin de prendre en compte les coûts spécifiques à l'hectare, y inclus les coûts de travail (de 300 euros/ha pour le maintien de l'agriculture biologique sur les terres arables jusqu'à 2.500 euros/ha pour les surfaces de cultures permanentes [vins, fruits] en conversion).

ad 6) + 7) Le tableau ci-dessous reprend les chiffres disponibles dans le système intégré de gestion et de contrôle de la PAC :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 8) Un exploitant biologique luxembourgeois qui exploite des terres dans un pays voisin est éligible à l'aide à l'agriculture biologique si cet État membre a mis en œuvre ce régime de prime.

Le niveau d'aide n'est pas fixé par la réglementation communautaire. Il est défini au plan de développement rural de chaque État membre sur base d'une évaluation du besoin de soutien. Par conséquent, le taux peut varier de chaque État membre, voire entre régions d'un même pays pour lesquelles un plan de développement séparé est établi.

Luxembourg :

https://agriculture.public.lu/de/beihilfen/agrar-klima-umwelt/agrar-umwelt-klimamassnahmen/biologische-landwirtschaft.html

Belgique/Wallonie :

https://www.biowallonie.com/reglementation/producteurs/primes/

[12] https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13349&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=2&RFPath=7274

Le saviez-vous ?

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes. Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins. Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

Allemagne/Rhénanie Palatinat :

https://www.bienenkunde.rlp.de/Oekolandbau/Umstellung/Foerderung/Oeko-FoerderunginRLP

France/Grand Est :

https://grandest.chambre-agriculture.fr/productions-agricoles/agriculture-biologique-en-grand-est/les-aides-bio/

Question 3904 (22.03.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **construction d'une centrale biogaz pour l'usine d'ArcelorMittal à Rodange :**

Wéi ee rezent an de Medie konnt liesen, huet ArcelorMittal mat Vow eng Absichtserklärung ënnerschriwwen, fir eng Biogasanlag am Walzwierk zu Rodange ze installéieren, déi dann am industrielle Moossstab Äerdgas soll ersetzen. Dëst soll een éischte Schrëtt hin zu der Produktioun vu „gréngem" Stol duerstellen. Fir d'Biogasanlag ze bedreiwen, gëtt dat sougenannte Biomass-Pyrolysverfare benotzt, wou un sech all Zort vun Holzprodukt, mee awer och Feldfriichten oder Iwwerreschter dovunner zum Asaz kënne kommen. Bei dësem Prozess gëtt engersäits Biogas produzéiert, anerersäits bleift awer och Kuel als Nieweprodukt iwwreg.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Prozent vum Äerdgasbedarf vun ArcelorMittal soll zu Rodange duerch de Biogas an enger éischter Phas ersat ginn? Wéi gesäit den Zäitplang an déi successiv Steigerung vun der Biogasproduktioun fir d'Walzwierk aus?

2. Wat fir eng Zort vu Biomass (z. B. Holz, Mais, Stréi) soll an der Biogasanlag verbrannt ginn? Soll och Mais benotzt ginn? Schléisst d'Pyrolys aus, dass Gülle oder aner Iessensreschter, wéi z. B. Offäll aus Kantinnen oder Restauranten, benotzt ginn?

3. Wou sollen déi néideg Quantitéite vun dëser Biomass hierkommen?

4. Ginn et och Pläng, fir d'Kuel weider ze benotzen an doduerch den Asaz vu Kuel fossillen Ursprongs ze ersetzen?

Réponse (08.04.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Generell ass ze soen, datt de geplangte Projet vun ArcelorMittal sech an engem Ufanksstadium befënnt. Am Moment geet et dorëms, en technesche Modell an ee Businessmodell ze entwéckelen, fir esou eng Produktiounsanlag wirtschaftlech bedreiwen ze kënnen.

Et handelt sech dobäi och net ëm eng klassesch Biogasanlag (anaerob Fermentatioun), mee ëm eng Biomassanlag mat enger Pyrolystechnologie, wou ee Syntheesgas hiergestallt gëtt, deen dann an enger Turbinn genotzt ka ginn.

Zil vun der geplangter Anlag ass, en „démonstrateur industriel" ze entwéckelen; esou eng Anlag kéint an d'Gréisstenuerdnung vu 25 % vun der aktueller Gasconsommatioun vum Wierk Rodange ersetzen.

ad 2. D'Technologie aus der Siicht vun haut wier d'Pyrolys, mee dat muss nach a Studië festgeluecht ginn, fir den ekonomeschen an technesche Verglach mat alternativen Technologien duerzestellen. Pyrolys wier an dësem Fall baséiert op den Asaz vun haaptsächlech fester Biomass, ënner anerem Holzoffall. Wat fir eng Matièren zeréckbehale ginn an a wéi enge Proportiounen, muss nach weider analyséiert ginn.

D'Technologie vun der Pyrolys schléisst d'Verwäertung vun aner kuelestoffhaltege Matièren net aus, déi virdrun awer missten opbereet ginn. Gülle oder lessensreschter kann een also net ausschléissen, mee de Projet viséiert net prioritär Offall aus dem landwirtschaftlechen an agroalimentairë Secteur.

ad 3. Wou d'Matière première, also d'Biomass hierkënnt an aus wat se sech genee wäert zesummesetzen an a wéi enge Quantitéiten, ass Deel vun de Studien. Et gëtt e regionale Rayon uviséiert fir d'Zouliwwerung vun der Matière première.

ad 4. Laut dem Entwéckler si Coprodukter an do ënner anerem d'Kuel („biochar") en Deel vun der Detailanalys a kéinten an der Siderurgie oder aneren Industrien Uwendung fannen.

Question 3905 (22.03.2021) de **MM. Gilles Baum** et **Max Hahn** *(DP)* concernant l'**adaptation des forêts au changement climatique :**

Als Waasser- a Kuelestoffspäicher spillen eis Bëscher eng wichteg Roll am Kampf géint de Klimawandel. Gläichzäiteg leiden d'Bëscher och zu Lëtzebuerg ëmmer méi un de Suitte vun der Äerderwiermung, ë. a. duerch d'Dréchent an de Borkenkäferbefall, deen doduerch begënschtegt gëtt.

Aus deem Grond huet d'Madamm Ministesch och am November 2019 den neien Aidëkatalog „Klima-Bonus" presentéiert. Donieft gouf awer och ugekënnegt, de Règlement grand-ducal iwwer finanziell Hëllefen am Bësch vun 2017 wärend 2020 nach méi déifgräifend op de Leescht wëllen ze huelen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir finanziell Hëllefe si beim Ministère zënter der Aféierung vum neien Aidëprogramm „Klima-Bonus" erakomm? Wéi vill sinn der accordéiert ginn? Fir wéi eng Zorten Aarbechte sinn d'Aiden accordéiert ginn? Wéi e Montant un Aiden ass ausbezuelt ginn?

2. Wéi vill Demandë goufen deposéiert fir Berodung a Formatioun? Wéi vill sinn der heivunner accordéiert ginn?

3. Huet de Ministère eventuell Donnéeën doriwwer, wéi vill Ar an de leschten dräi Joer nei ugeplanzt gi sinn, nodeems eng Coupe rase wéinst Borkenkäferbefall néideg ginn ass?

4. Op wéi ville Plazen am Land ginn et Experimenter, wou net indigeen Bamzorten ugeplanzt ginn, en vue vun enger eventueller méi breeder Uplanzung vun alternativen Aarten, déi besser un de Klimawandel adaptéiert sinn? Fir wéini wier mat éischte Resultater ze rechnen?

5. Wéi wäit ass d'Elaboratioun vum ugekënnegten Outil „fichier écologique des essences"?

6. Wéi vill Prozent vun den ëffentleche Bëscher sinn FSC an/oder PEFC zertifizéiert? Fir de Fall wou verschidde Bëscher kee vun den zwee Labelen hunn, gëtt ugestrieft, dass all d'Bëscher an ëffentlecher Hand mat engem vun den zwee Labelen zertifizéiert sinn?

7. Wéi wäit sinn d'Aarbechten un der Reform vum Règlement grand-ducal vun 2017?

Réponse (22.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Règlement grand-ducal du 16 avril 2021 instituant une prime pour la fourniture de services écosystémiques en milieu forestier ass den 21. Abrëll 2021 publizéiert ginn an trëtt de 25. Abrëll 2021 a Kraaft. Et ass also nach keng Demande beim Ministère erakomm.

ad 2. Zënter dass d'Reglement vum 12. Mee 2017 fir d'Hëllefen am Bësch a Kraaft ass, si 26 Demandë fir Formatiounen deposéiert ginn. Dës Demandë gëllen allkéiers gréissere Gruppe vun 20-30 Participanten. 16 Demandë sinn accordéiert ginn. 7 Demandë si vum Demandeur annulléiert gi wéinst der aktueller Covid-19-Pandemie. 3 Demandë fir Formatioun sinn en „cours de traitement" a sollen nach dëst Joer gehale ginn.

ad 3. Genau Zuele gëtt et net. Säit 2019 sinn 2.044 Ar Plantatioune wéinst Borkenkäferbefall subsidiéiert ginn.

ad 4. D'Naturverwaltung huet nach keng Uplanzungen zu Versuchszwecker mat net eenheemesche Bamaarten ugeluecht. Wëssenschaftlech Versich fir festzestellen, ob nei Bamaarten an engem bestëmmte Gebitt ugepasst sinn, si ganz opwenneg a mussen iwwer eng laang Zäit (ee Bamliewen) suivéiert ginn, fir fiabel Resultater ze liwweren. E Workshop zum Theema vun der Adaptatioun vun de Bëscher un de Klimawandel ass am Juni geplangt, wou och esou Mesurë wäerten diskutéiert ginn.

ad 5. De Lëtzebuerger „fichier écologique des essences" ass op der leschter Ligne droite viru senger Fäerdegstellung. D'informatesch Applikatioun ass esou wäit programméiert, an et lafen och schonns déi éischt Tester duerch d'ANF. Et ass geplangt, dass d'Applikatioun nach virum Summer dem Public virgestallt gëtt. De Rescht vun den Dokumenter, wéi zum Beispill d'Fichë vun de Bamaarten, souwéi och d'Formatiounen, déi am Kader vum „fichier écologique des essences" solle stattfannen, si fir dat zweet Hallefjoer 2021 programméiert.

ad 6. De Staatsbësch ass zu 100 % FSC a PEFC zertifizéiert. 75 % vun de Gemenge sinn FSC an/oder PEFC zertifizéiert. 42 Gemenge sinn FSC zertifizéiert, 49 Gemengen si PEFC zertifizéiert. 14 Gemengen hunn déi duebel Zertifizéierung. Wann een d'Zertifizéierung op der Fläch kuckt, sinn 11.824 ha FSC zertifizéiert an 19.054,33 ha sinn PEFC zertifizéiert.

Et gëtt ugestrieft, dass all d'Bëscher an ëffentlecher Hand zertifizéiert ginn. De Ministère huet diesbezüglech eng Reunioun am Abrëll 2019 am Mëllerdall ofgehalen. D'Zertifizéierung ass och ee wichtegt Element vum Naturpakt. Hei gëtt PEFC mat engem Punkt comptabiliséiert, FSC mat zwee Punkten an dräi Punkte gëtt et fir déi duebel Zertifizéierung.

ad 7. De Projet de règlement grand-ducal betreffend d'Reform vum Règlement grand-ducal vun 2017 läit beim Staatsrot.

Question 3907 (23.03.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **accusations de natures diverses contre un site pornographique :**

Le site pornographique « Pornhub » a fait l'objet d'une campagne menée par la presse internationale avançant des accusations de natures diverses ; entre autres d'avoir diffusé des vidéos de viols, d'actes de pédophilie et des enregistrements non consentis.

Face à ces accusations, le téléchargement de certaines vidéos a été suspendu et de nombreuses vidéos ont même été retirées de l'internet. En complément aux suspensions, les entreprises de système de paiements Mastercard et Visa ont retiré leur moyen de paiement du site douteux.

Plus récemment, la presse nationale parle du dénichement d'une douzaine de succursales luxembourgeoises de l'empire « Pornhub », à côté de la succursale bien connue « Mindgeek ». Ces révélations ont été faites dans le cadre de l'enquête OpenLux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les efforts du site de retirer et de suspendre certaines vidéos sont suffisants ? Quelles autres démarches devraient, le cas échéant, être entreprises par le site afin d'éviter des diffusions aussi scandaleuses que répressibles ?

2) Madame la Ministre est-elle au courant d'éventuelles enquêtes judiciaires visant à examiner le bien-fondé des accusations selon lesquelles des vidéos auraient montré des viols sexuels commis sur des mineurs ?

3) Le Luxembourg va-t-il se dissocier de cette industrie en général sachant que le siège fiscal du site « Pornhub » se trouve sur notre territoire ?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Le Gouvernement condamne le plus fermement possible la diffusion de ces vidéos et ne commente pas les actions judiciaires en cours dans d'autres pays. De tels actes sont également interdits par le droit pénal luxembourgeois qui prévoit des sanctions effectives et dissuasives en cas d'infraction. Concernant les contenus spécifiques auxquels est fait référence dans la question parlementaire, les autorités compétentes luxembourgeoises et les entités en charge de la détection de ce type de contenus illégaux, notamment la « Stopline » de « Bee Secure », n'ont pas été destinataires de plaintes relatives à « Pornhub » dans ce contexte.

ad 2) Concernant la pédopornographie, les autorités judiciaires et les services spécialisés de la Police grand-ducale luttent depuis longue date contre ce phénomène et poursuivent de manière conséquente toute personne qui se rend coupable d'infractions en ce domaine. Ce genre de criminalité est poursuivi de manière systématique et des peines sévères sont prononcées par les juridictions (peines d'emprisonnement et d'amende, interdictions de droits de l'article 11 du Code pénal, interdictions d'activités professionnelles, bénévoles ou sociales impliquant un contact habituel avec des mineurs).

Actuellement, aucune enquête n'est en cours concernant des vidéos qui montreraient des abus sexuels sur mineurs provenant du site Internet « Pornhub ». Aucun des sites ou serveurs mentionnés ne se trouvent sur le territoire du Grand-Duché et aucune plainte n'a été déposée.

ad 3) Le Luxembourg ne poursuit aucune politique consistant à promouvoir le développement de ce type d'activité. Ceci dit, le Luxembourg se voit obligé de respecter les libertés de commerce et d'expression garanties par la Constitution. En effet, il convient de rappeler que la diffusion de contenu pornographique, qu'il soit sous forme d'images, de textes, de vidéos, n'est pas illicite en soi et que la liberté d'établissement s'applique aussi aux entreprises de cette industrie. Dans la mesure où les activités économiques exercées sur son territoire sont légales et respectent les normes européennes et nationales, le Luxembourg ne se trouve donc pas dans une position de pouvoir prendre des mesures restrictives à leur égard. D'ailleurs, le Gouvernement considère qu'il n'est pas opportun de proposer une interdiction générale des sites pornographiques et préfère promouvoir l'éducation affective et sexuelle.

D'une manière générale, il existe un vaste ensemble de règles européennes et nationales s'appliquant aux plateformes numériques et visant à protéger l'intérêt public. Le Luxembourg veille rigoureusement à l'application de ces règles et il a mis en place une série de mécanismes destinés à faire en sorte que les contenus illicites soient identifiés et, le cas échéant, supprimés rapidement et diligemment. Ainsi, il existe notamment plusieurs centres d'intervention en charge des urgences informatiques (CERT - « Cyber Emergency Response Center ») qui assurent la réception et l'examen de rapports d'incidents - pouvant être soumis par toutes sortes d'acteurs (gouvernements, ONG, réseaux de recherche, etc.) - ainsi que la fourniture de réponses aux incidents. La « Stopline » luxembourgeoise de « Bee Secure » reçoit régulièrement des notifications et signalements de contenus suspicieux ou illégaux qui sont immédiatement transmis à la police respectivement aux plateformes concernées, y compris, le cas échéant, « Pornhub », pour obtenir la suppression des contenus. Ces demandes sont généralement exécutées très rapidement par les plateformes.

Question 3908 (23.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **médicaments contre la Covid-19 :**

Den 11. Mäerz gouf bekannt, dass een Antikierpertraitement ënnert dem Numm VIR-7831, vu britteschen an amerikanesche Pharmakonzerner entwéckelt, an éischte Studien d'Zuel vun den hospitaliséierten oder verstuerwene Covid-19-Patienten ëm 85 % gesenkt huet. D'Firme wëlle schonn an noer Zukunft eng Zouloossung an den USA ufroen.

Och op der Unisklinik Köln gëtt en Antihistaminikum a Form vun engem Nuesspray am Moment als méiglecht Covid-19-Medikament getest.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Huet d'Ministesch Kenntnis vun dësen Entwécklungen?

2. Wat hält d'Regierung vun esou méigleche Covid-19-Medikamenter?

Verléisst si sech beim Kaf vun esou Medikamenter eleng op d'EMA, oder ginn dës, wéi z. B. d'Schnelltester, och am LNS ënnersicht?

3. Sinn am Moment scho Keef vu speziellen Anti-Covid-19-Medikamenter geplangt?

4. Bedeelegt sech d'Regierung am Moment un de Fuerschungskäschte vun engem Covid-19-Medikament?

Réponse (21.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesondheetsdirektioun suivéiert d'Entwécklung vu Medikamenter, déi bei der Behandlung vu Covid-19 zum Asaz kënne kommen, a schafft enk mat der Europäescher Medikamentenagence zesummen, fir den Zougang zu neien Therapien an dësem Beräich ze beschleunegen. Dëst ass och de Fall fir den Anticorps monoclonal VIR-7831, deen sech am Moment an der klinescher Testphas befënnt.

Antiviral Medikamenter, also och de VIR-7831, sinn niewent den Impfungen, de chirurgesche Masken, den Antigen-Schnelltester, dem Desinfektiounsmëttel an der sozialer Distanzéierung déi effektiivst Mëttelen, fir de Covid-19 ze bekämpfen. Dës Mesurë sinn och Deel vun der politescher Strategie vun der Regierung.

D'Gesondheetsdirektioun keeft reegelméisseg iwwert déi regulär Marchésprozeduren antiviral Medikamenter, déi bei der Behandlung vu Covid-19 zum Asaz kënne kommen. Si finanzéiert domat integral déi pharmakologesch Behandlungen, déi an de Lëtzebuerger Spideeler benotzt ginn. Dëst si Medikamenter, déi alleguerten eng Autorisation de mise sur le marché hunn (z. B. Remdesivir) an och favorabel vun der Europäescher Medikamentenagence aviséiert gi sinn, fir temporär genotzt kënnen ze ginn (z. B. Anticorps monoclonal: Casirivimab/Imdevimab a Bamlanivimab/etesevimab).

D'Méiglechkeet, fir aner antiviral Medikamenter anzekafen, inklusiv de VIR-7831, gëtt permanent vun der Gesondheetsdirektioun suivéiert a wouergeholl, soubal déi zoustänneg Autoritéiten op Basis vun enger Evaluatioun vun de klineschen Donnéeë vun dësen experimentelle Medikamenter, déi déi pharmazeutesch Firmen opstellen, d'Erlabnis fir eng temporär Notzung an aller Sécherheet bei Covid-19-Patiente ginn.

Question 3910 (23.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **prime pour l'achat d'un pédélec ou d'un vélo :**

D'lescht Joer hat d'Regierung d'Moossnam geholl, de Kaf vu Vëloen a Pedelec 25 (Vëloe mat enger elektrescher Ënnerstëtzung bis 25 km/h), iwwert de Klimafong mat enger Primm vu bis zu 600 Euro ze ënnerstëtzen. A menger parlamentarescher Fro Nr. 2354 hat ech d'Ministeren ëm Informatiounen zu der gehéichter Vëlosprimm befrot, déi elo zënter bal engem Joer leeft.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Mount, wéi vill Demandë fir d'Vëlosprimm goufe bis haut, onofhängeg vun der Héicht vun der Primm, agereecht?

2. Wéi huet sech, zënter der Erhéijung vun der Vëlosprimm vun 300 Euro op 600 Euro, d'Unzuel un Demanden entwéckelt? Ass eng positiv Korrelatioun tëscht der Erhéijung an der Unzuel un Demandë festzestellen?

3. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2527 vum Deputéierte Mars Di Bartolomeo hat d'Ministesch geschriwwen:

« Au 15 juillet 2020, le nombre de primes accordées s'élève à 3.652 pour les vélos (montant moyen de la prime : 217 euros) et à 3.553 primes pour les cycles à pédalage assisté (montant moyen de la prime : 293 euros). Le montant total des primes ainsi accordées s'élève à 1.835.000 euros. »

3.1. Wéi vill Demandë fir d'Vëlosprimm goufe bis haut ugeholl a wéi vill goufen ofgeleent?

3.2. Wéi vill Euro u Primme goufe bis ewell am Kader vun der Vëlosprimm ausbezuelt?

3.3. Wat ass den Duerchschnëttsmontant vun der Primm a wat ass de Medianwäert?

4. Op d'Fro, wéi laang den Traitement vun den Demanden dauert, hat d'Ministesch geäntwert, dass et zéng Wochen dauert, bis d'Primm ausbezuelt gouf. Mir gouf an engem Fall zougedroen, dass d'Demande am Mee 2020 agereecht gouf an d'Primm bis haut nach net ausbezuelt gouf.

4.1. Wéi vill Deeg dauert et vun der Demande beim Ministère bis zum Ausbezuele vun der Primm am Duerchschnëtt?

4.2. Wat ass de Medianwäert vum Delai?

4.3. Wat war bis elo de kierzten Delai a wat war bis elo dee längsten Delai de Traitement, bis eng Persoun d'Suen iwwerwise krut?

Réponse (22.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Tëschent Mäerz 2019 a Mäerz 2021 goufe ronn 38.500 Demandë fir eng Primm fir ee Vëlo oder ee Pedelec 25 gestallt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. D'Opschlësselung vun den Demandë pro Mount weist eng signifikant Erhéijung vun der Zuel vun den Demanden ab Mee 2020, dem Startpunkt vum Programm „Neistart Lëtzebuerg", am Kader vun deem Subside fir Vëloen a Pedelec 25 no uewen ugepasst goufen.

ad 3.

ad 3.1. Bis Enn Mäerz 2021 goufe knapp 13.000 Subsiden accordéiert. Just 305 Demanden hu musse refuséiert ginn.

ad 3.2. Bis Enn Mäerz 2021 goufe 4.106.000 Euro u Subsiden accordéiert.

ad 3.3. Den Duerchschnëttsmontant vun der Primm ass 316 Euro; de Medianwäert läit bei 300 Euro.

ad 4.

ad 4.1. Am Allgemenge ginn d'Primme fir elektresch Gefierer (Autoen, Camionnetten, Motorrieder etc.) aus dem „Clever fueren"-Regimm innerhalb vun e puer Wochen ausbezuelt. Eenzeg an eleng beim Traitement vun den Demandë fir eng Primm fir ee Vëlo oder ee Pedelec 25 gëtt et momentan, wéinst dem grousse Succès vum Regimm zanter dem Start vum Programm „Neistart Lëtzebuerg", ee grousse Retard. Fir dëser Situatioun entgéintzewierken, gouf de concernéierte Service vun der Ëmweltverwaltung personell verstäerkt.

D'Duerchschnëttsdauer louch, fir Demanden déi direkt komplett sinn, bei 103 Deeg, a fir Demanden déi net direkt komplett sinn, bei 153 Deeg.

ad 4.2. De Medianschnëtt louch bei 98 Deeg fir Demanden, déi direkt komplett sinn, a bei 163 Deeg fir Demanden, déi net direkt komplett sinn.

ad 4.3. De kierzten Delai bis zum Ausbezuele war 13 Deeg.

De längsten Delai bis zum Ausbezuele war 8,5 Méint fir Demanden déi direkt komplett waren. Bei eenzelen Demanden, déi net komplett waren, huet et bis 18 Méint gedauert, bis den Dossier en règle war an d'Primm konnt accordéiert ginn.

Question 3911 (23.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **nouveau plan stratégique pour l'agriculture :**

An der Editioun vum Lëtzebuerger Bauer vum 19. Mäerz 2021 war am Artikel „Nationaler Strategieplan - Landwirtschaft bislang außen vor" ze liesen, datt déi landwirtschaftlech Verbänn an och d'Beruffskummer bis elo net an d'Opstelle vun dësem Plang mat abezu goufen, obwuel si fir en Dialog bereet stinn. Si äusseren den Androck, datt d'Regierung eng Haltung vu Gespréichsverweigerung anhélt. Dësen nationale Strategieplang uerdent sech an de gréissere Kontext vun der Reform vun der gemeinsamer, europäescher Agrarpolitik an.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Wéi reagéiert d'Regierung op dëse Virworf? Wéi begrënnt d'Regierung déi Entscheedung, fir net op d'Expertis vun deene Leit zeréckzegräifen, déi um Terrain all Dag mat de Konsequenze vun hirer Entscheedung konfrontéiert ginn?

2. Wéi wëllt d'Regierung sécherstellen, datt déi landwirtschaftlech Interesse vu Lëtzebuerger an Europa adequat berücksichtegt ginn, wann si mat deene wichtegsten Acteure guer net schwätzt? Wéi eng Gespréicher huet d'Regierung am Kader vum Ausschaffe vun dem genannte Strategieplang bis elo mat de Vertrieder vun de Baueren- a Wënzerverbänn gefouert? Wéi eng Entrevuë sinn an dem genannte Kader an den nächste Méint mat de Baueren- a Wënzerverbänn scho fixéiert oder nach vum Minister envisagéiert?

3. Wéi eng technesch, finanziell an ekologesch Theeme ginn an dee genannte Strategieplang mat opgeholl?

4. An deem uewen zitéierten Artikel heescht et och, datt ënner anerem Vertrieder vum Ëmweltministère bis elo méi staark an d'Gespréicher agebonne waren, wéi déi betraffe Verbänn selwer: Wéi eng interministeriell Vertrieder esouwéi ausserministeriell Verbands- an Intressevertrieder goufe bis elo an d'Ausschaffe vun deem Plang mat abezunn? Zu wéi engen Aspekter hunn si sech abruecht? Wéi begrënnt sech jeeweils hir konkreet Participatioun?

Réponse (20.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Déi national Agrarpolitik gëtt scho säit méi wéi 60 Joer duerch déi gemeinsam europäesch Agrarpolitik an hire virgeschriwwene Prozesser a Reegelungen definéiert. D'Agrarpolitik gëtt an engem 7-Jores-Rhythmus definéiert. Déi nächst Period bezitt sech op den Zäitraum 2021-2027, woubäi allerdéngs eng Iwwergangszäit vun zwee Joer decidéiert ginn ass, wou de viregte Plang nach gülteg ass an nei finanziell Mëttelen aus der Enveloppe 2021-2027 zur Verfügung gestallt ginn.

De „Plan stratégique national relevant de la politique agricole commune", kuerz PSN-PAC, muss op Basis vun den europäesche Virgaben ausgeschafft an no engem genau definéierte Prozess opgestallt ginn, dee verschidden Etappe virgesäit. Als éischt Etapp war am Oktober an November 2019 eng breet Consultatioun vum landwirtschaftleche Secteur an aneren Organisatiounen (Beruffsverbänn, Vertrieder vu Baueren-, Wënzer-, Beroder-, Ëmweltschutzorganisatiounen, Naturparken, Transformatiounsindustrie an der ländlecher Regioun), zesumme mat Experten aus dem Landwirtschafts- an Ëmweltschutzministère, gemaach ginn, déi notamment och eng Analys vun de Stäerkten a Schwächte vum landwirtschaftleche Secteur beinhalt. Dës Analys ass um Portal vun der Landwirtschaft publizéiert.

Baséierend op dës Stäerkten- a Schwächtenanalys ass dunn eng Besoinsanalys gemaach ginn an éischt Elementer fir eng Strategie zur Ëmsetzung an dem PSN-PAC ausgeschafft ginn. Well déi nei PAC grousse Wäert op Klima-, Ëmwelt- an Naturschutz leet, sinn d'Experte vun dem Ëmweltschutzministère fir déi jeeweileg Objektiver consultéiert ginn.

De 16. Juli an den 1.Oktober 2020 waren zwou Reunioune mat de Presidente vun de landwirtschaftleche Gewerkschaften, fir de Kader vum PSN-PAC ze erklären an hir Positioun ze froen, besonnesch wat d'Orientatioun vun den Direktbezuelungen aus dem éischte Pilier vun der PAC betrëfft.

Den 22. Oktober 2020 gouf et eng weider Reunioun an der Landwirtschaftskummer zum Theema Nitrat a Waasserschutz. Dëst huet sech als prioritäre Besoin aus der Stäerkten-/Schwächtenanalys erausgeschielt. En offiziellt Aarbechtsdokument vun der Landwirtschaftskummer, zesummen ausgeschafft mat Beroder vu Convis, läit eis vir.

An Tëschenzäit hu weider Aarbechtsgruppen tëschent LW- an Ëmweltministère betreffend den Objektiver am Beräich Waasser, Ëmwelt, Biodiversitéit a Klima stattfonnt.

Den 22. Februar 2021 war eng Aarbechtsreunioun mat der Landwirtschaftskummer, fir nach emol am Detail verschidde Modeller fir d'Ëmsetzung vun den Aiden am Kontext vun der neier grénger Architektur ze analyséieren an ze diskutéieren.

Als nächst Etapp gëtt eng Ex-Ante-Analys gemaach, déi duerch onofhängeg extern Beroder ausgeféiert gëtt an duerch d'Europäesch Kommissioun validéiert muss ginn an och eng strateegesch Ëmweltpréiwung ëmfaasst. Dobäi gëtt speziell op d'landwirtschaftlech Akommes, d'Wettbewerbsfäegkeet, de Klimawandel a Ressourcëschutz, d'Biodiversitéit, d'Beschäftegung an de Wuesstem ënnersicht. Dës Ex-Ante-Analys préift, ënner anerem, d'Interventiounslogik.

D'Gespréicher mam landwirtschaftleche Secteur wäerten nach méi intensiv gefouert ginn, wann déi konkreet Interventioune méi kloer sinn. Verschidden Elementer hänken awer och nach dervun of, wéi déi europäesch Verhandlungen tëschent Kommissioun, Conseil a Parlament weiderkommen a wéi se schlussendlech herno zeréckbehale ginn. Aktuell ass dësen Trilogue nach net ofgeschloss.

Doropshi wäert dann eng Propos fir d'Ëmsetzung vun dem zukünftege PSN-PAC erstallt ginn, déi dann all d'Elementer huet, fir an eng ëffentlech Consultatioun ze goen.

Consultatioune sinn eng wichteg Etapp, éier de PSN-PAC der Europäescher Kommissioun zur Approbatioun virgeluecht ka ginn, an de Landwirtschaftsministère wäert an den nächste Wochen op de Secteur duerkommen, fir dës Consultatioun optimal ze organiséieren.

Question 3912 (23.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **crimes antisémites :**

Säit ville Jore gëtt zu Lëtzebuerg an och an Europa reegelméisseg iwwer Antisemitismus debattéiert, dat net zulescht, well et leider ëmmer erëm zu däraarteg motivéierte Strofdote kënnt.

Dowéinst hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Justizminister an un den Här Policeminister:

1. Wéi eng Definitioun gëtt aktuell zu Lëtzebuerg applizéiert, fir antisemittesch motivéiert Strofdoten ze erfaassen? Spillt d'IHRA-Definitioun vum Antisemitismus dobäi eng Roll an, wa jo, ginn d'Beispiller an där Definitioun vun der Justiz mat a Consideratioun gezunn?

2. Wéi vill antisemittesch motivéiert Strofdoten huet d'Police 2019 an 2020 zu Lëtzebuerg registréiert? Vu wéi enger Natur waren dës Strofdoten?

3. Zu wéi ville Verurteelunge koum et 2019 an 2020 am Kader vun antisemittesch motivéierte Strofdoten a wéi eng Täterprofiller (Nationalitéit, politesch oder reliéis Motivatioun an esou weider) konnten identifizéiert ginn?

Réponse commune (20.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Am Kontext vum „Hate Speech" stellt den Artikel 457-1 vum Strofgesetzbuch den ëffentlechen Opruff zum Haass an/oder zur Gewalt géint Leit, oder e Grupp oder eng Communautéit vu Leit, opgrond vun hirer reeller oder ugehollener Zougehéiregkeet zu enger bestëmmter Relioun ënner Strof[13].

D'Beweisféierung muss deemno de materielle Strofbestand noweisen, dat heescht, eng Äusserung, déi zum Haass an/oder zur Gewalt géint an dësem Fall Judden oprifft, mee awer och d'Gesënnung vun deem, deen déi Äusserung mécht.

Do kënne Comportementer, déi ënnert d'Definitioun vun der IHRA falen, poursuivéiert ginn, mee et iwwerschneit sech net onbedéngt an ëmmer.

ad 2. Déi antisemittesch motivéiert Strofdote sinn net als solch registréiert, well se net ënnert där Form erfaasst ginn. Op där enger Säit kënne generell ënnert „Diskriminatioun a Rassismus" och vill aner Motiver fale wéi just antisemittesch motivéiert Faiten. Op där anerer Säit kënnen och aner Infraktiounen (zum Beispill coups et blessures volontaires, injures asw.) eng antisemittesch Motivatioun hunn, ouni dass dat bekannt ass, respektiv statistesch erfaasst gëtt.

ad 3. Den Artikel 9 aus dem Gesetz vum 1. August 2018 iwwert de Schutz vun de Privatleit virum Verschaffe vun hire perséinlechen Daten am Strofrecht, grad esou wéi iwwer bannenzeg Sécherheet[14], erlaabt et net, verschidde Kategorië vun Daten ze verschaffen, déi d'ethnesch Hierkonft vun de Leit betreffen, oder hir politesch Usiichten, hir reliéis oder philosophesch Iwwerzeegungen, oder hir gewerkschaftlech Zougehéieregkeet, hir geneetesch Daten, oder hir biomeetresch Daten, déi et géifen erméiglechen, si ze identifizéieren, d'Daten iwwert d'Gesondheet oder d'Daten iwwert d'Sexualliewen oder déi sexuell Orientéierung vun enger Privatpersoun. Nëmmen am Fall vun absolutter Noutwendegkeet, an nëmmen ënnert verschiddene Konditiounen, däerfen dës verschidde Kategorië vun Daten erhuewe ginn.

Duerfir ginn d'Zuele vun de Condamnatiounen am Kader vum Artikel 457-1 vum Strofgesetzbuch nëmmen ënnert dem Gesiichtspunkt vun deenen eenzele verbuedene Krittären erhuewen. Déi antisemittesch Opriff zum Haass an/oder zur Gewalt fannen sech deemno an der Kategorie vun de Commentairë géint Leit oder e Grupp oder eng Communautéit vu Leit opgrond vun hirer reeller oder ugehollener Zougehéieregkeet zu enger bestëmmter Relioun erëm.

Do gouf et, fir déi zwee Arrondissementer zesummen, 2019 eng eenzeg Condamnatioun, an 2020 waren et der dräi. Déi zwee Joren ergoung keen Acquittement an där Matière.

De Parquet däerf och keng perséinlech Donnéeën iwwert d'Nationalitéit oder déi politesch Motivatioun vun de Stroftäter oplëschten.

Question 3913 (23.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **coordinateur chargé de la lutte contre l'antisémitisme :**

An der Äntwert op meng Ufro Nummer 3691 vum 12. Mäerz 2018 huet d'Regierung erklärt, datt si zu deem Zäitpunkt net envisagéiert hätt, der Recommandatioun vum EU-Parlament nozekommen, fir e lëtzebuergeschen Antisemitismuskoordinator ze ernennen.

1. Huet sech un dëser Positioun vun der Regierung no de Wale vun 2018 eppes geännert?

2. Falls net, firwat ass d'Regierung der Meenung, datt Lëtzebuerg keen esou e Beoptraagte bräicht?

3. Wéi eng aner Länner an der EU hu schonn esou en Antisemitismusbeoptraagten?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Well d'Bekämpfung vum Antisemitismus vill Beräicher concernéiert, déi vu verschiddene Ministèren ofgedeckt ginn, gëtt am Kader vum Ausschaffe vum nationale Plang fir d'Bekämpfung vum Antisemitismus analyséiert, ob d'Schafe vun engem lëtzebuergeschen Antisemitismuskoordinator kéint d'Aarbechte vun alle Ministèren, déi en Deel zur Bekämpfung vum Antisemitismus bäidroen, besser zesummeleeën an esou garantéieren, datt d'Regierung eng holistesch Approche zu dësem Theema huet.

ad 2. /

ad 3. Et gëtt an der EU keen eenheetleche Modell vun engem „Antisemitismusbeoptraagten".

Vun deenen EU-Länner, déi eng Instanz hunn, déi sech méi substanziell mam Antisemitismus beschäftegt, fënnt ee Beispiller vu Länner erëm, ewéi Däitschland oder Italien, déi effektiv eng Instanz hunn, déi sech exklusiv just mam Antisemitismus beschäftegt. An anere Länner, ewéi Frankräich, gëtt d'Fro vum Antisemitismus vun enger méi fachiwwergräifender Instanz betruecht, déi zum Beispill och de Rassismus mat couvréiert.

[13] Artikel 457-1 vum Strofgesetzbuch gesäit Follgendes vir: « Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement :

1) quiconque, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au grand public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incite aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur un des éléments visés à l'article 454 ;

2) quiconque appartient à une organisation dont les objectifs ou les activités consistent à commettre l'un des actes prévus au paragraphe 1) du présent article ;

3) quiconque imprime ou fait imprimer, fabrique, détient, transporte, importe, exporte, fait fabriquer, importer, exporter ou transporter, met en circulation sur le territoire luxembourgeois, envoie à partir du territoire luxembourgeois, remet à la poste ou à un autre professionnel chargé de la distribution du courrier sur le territoire luxembourgeois, fait transiter par le territoire luxembourgeois, des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, affiches, photographies, films cinématographiques, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image, de nature à inciter aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454.

La confiscation des objets énumérés ci-avant sera prononcée dans tous les cas. »

[14] Artikel 9 aus dem Gesetz vum 1. August 2018 iwwert de Schutz vun de Privatleit virum Verschaffe vun hire perséinlechen Daten am Stofrecht, grad esou wéi iwwer bannenzeg Sécherheet, gesäit Follgendes vir : « Le traitement des données à caractère personnel qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, ou l'appartenance syndicale, et le traitement des données génétiques, des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique sont autorisés uniquement en cas de nécessité absolue, sous réserve de garanties appropriées pour les droits et libertés de la personne concernée, et uniquement :

a) lorsqu'ils sont autorisés par le droit de l'Union européenne ou en application de la présente loi ou d'une autre disposition du droit luxembourgeois ;

b) pour protéger les intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique, ou

c) lorsque le traitement porte sur des données manifestement rendues publiques par la personne concernée. »

N°14
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 14 | Session ordinaire 2020-2021

Politique d'intégration au Luxembourg	p. 459	Sommaire des séances publiques nos 33 et 34	p. 495	33e séance	Jeudi 28 janvier 2021
Mesures de lutte contre la pandémie	p. 482	Sommaire des questions parlementaires	p. Q335	34e séance	Vendredi 29 janvier 2021

14e Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe au Monténégro

« La transparence est le principe de base des démocraties »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a participé à la 14e rencontre des présidents de parlement des petits États d'Europe, qui a eu lieu du 3 au 5 octobre 2021 au Monténégro. Les participants ont discuté des défis que rencontrent les petits États en termes de digitalisation et d'innovation. M. Fernand Etgen a souligné que les parlements ont dû faire face, pendant la pandémie, à un défi commun : celui de l'utilisation accrue et innovante des technologies numériques.

Les représentants des petits États ont par ailleurs mis en avant la nécessité de transparence des parlements en tant que principe de base du bon fonctionnement des démocraties. La question du rôle des parlements face aux défis écologiques a également préoccupé les élus politiques. La pandémie de Covid-19 a montré à quel point la planète est fragile. Les sociétés les plus touchées par la crise de Covid-19 sont également celles qui souffrent le plus des événements liés au changement climatique. Les représentants des petits États ont déclaré dans ce cadre qu'il est important que les pays élaborent de nouvelles stratégies de relance postpandémie en accord avec une reprise verte, durable et inclusive. Finalement, les présidents de parlement des petits États d'Europe ont insisté sur l'importance de la diplomatie parlementaire et de la solidarité pour renforcer leur position et faire entendre leur voix. « Nous savons que l'ouverture aux autres fait la différence. Nous savons que la coopération avec les autres fait la différence. La solidarité, l'amitié et la confiance entre nous sont la clé du renforcement de nos parlements », a insisté M. Fernand Etgen. L'année prochaine les présidents de parlement des petits États d'Europe se rencontreront à Monaco. Le Luxembourg les accueillera en 2023



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen (3e de droite), a participé à la Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe.

Lisbonne a accueilli la 67e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

« Renforcer la résilience face à un large éventail de défis »



(de gauche à droite) M. Gusty Graas, Mme Nancy Arendt, Mme Lydia Mutsch et M. Sven Clement

Les parlementaires de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN plaident en faveur du renforcement de la résilience sociétale et démocratique et de la création d'un centre pour la démocratie au sein du siège de l'OTAN.

Pour la première fois depuis le début de la pandémie, les parlementaires des 30 États membres de l'Alliance ont pu se réunir physiquement à Lisbonne pour discuter des défis actuels auxquels est confrontée l'OTAN. À l'occasion de la 67e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN), les députés membres ont reconnu la nécessité de revoir le concept stratégique de l'Alliance et de renforcer la résilience de l'ensemble de la société face à un large éventail de défis, qui vont bien au-delà des menaces traditionnelles pour la sécurité. L'Alliance est confrontée à un environnement de plus en plus imprévisible et complexe. Les parlementaires ont signalé que les pays membres de l'Alliance devraient être mieux préparés pour répondre aux cyberattaques ou à des attaques visant les infrastructures critiques, à la désinformation destinée à déstabiliser les démocraties, à l'impact du changement climatique et aux risques pour les systèmes de santé illustrés par la pandémie de la Covid-19.

Selon les députés, la résilience devrait être au centre des réflexions visant à revoir le concept stratégique de l'Alliance et pour le processus OTAN 2030, dont l'objectif est d'assurer l'avenir de l'Alliance. L'Assemblée parlementaire a lancé un appel en vue de la création d'un Centre pour la résilience démocratique au sein de l'OTAN, afin d'aider les Alliés à renforcer les systèmes et les institutions démocratiques. Le Président de l'APOTAN, M. Gerry Connolly (États-Unis), a rappelé combien il était nécessaire, d'une part, de renforcer les liens de sécurité collective unissant les Alliés et, d'autre part, de réaffirmer « les valeurs démocratiques partagées » par ces derniers. Présentant le rapport sur les menaces biologiques et le spectre du bioterrorisme pour l'après-Covid-19, M. Sven Clement (Piraten) a souligné qu'il y a eu des progrès rapides dans le développement de la biotechnologie notamment pour lutter contre la pandémie. Il a précisé que ces technologies pourraient cependant être utilisées à des fins malveillantes et que des agents pathogènes dangereux pourraient tomber entre de mauvaises mains.

M. Clement a remercié l'Alliance d'avoir répondu si rapidement à la demande du Luxembourg pour la livraison d'un hôpital de campagne mobile. Il a également été nommé rapporteur spécial sur le changement climatique. Lors de son intervention devant les députés, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a insisté sur la nécessité de réviser le concept stratégique de l'Alliance qui date de plus de dix ans et qui a été adopté dans un environnement très différent.

« Depuis lors, le monde a totalement changé et nous assistons à une recrudescence des rivalités entre États », a-t-il ajouté. La 67e session a permis de donner le coup d'envoi de la phase de consultation de l'Assemblée et le Secrétaire général compte sur « une contribution dynamique » de l'Assemblée à l'élaboration de la nouvelle version du concept stratégique. La Chambre des Députés était représentée par Mme Lydia Mutsch (LSAP), présidente de la délégation, M. Gusty Graas (DP), vice-président, Mme Nancy Arendt (CSV) et M. Sven Clement (Piraten).

66e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Le télétravail et la formation en alternance à échelle transfrontalière



(de gauche à droite) M. Karl-Heinz Lambertz, Président du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, Mme Isolde Ries, Membre du Landtag de la Sarre, Mme Brigitte Torloting, Présidente du CPI, M. Yves Evrard, membre du Parlement wallon, M. Marc Zingraff, membre du Conseil régional Grand Est, Dr. Katrin Rehak-Nitsche, membre du Landtag de Rhénanie-Palatinat, Mme Carole Hartmann, membre de la Chambre des Députés

Le 8 octobre 2021 s'est tenue la première séance plénière sous présidence de la Région Grand Est, avec Mme Brigitte Torloting, élue Présidente du CPI en début de session.

Lors de son rapport sur les travaux, M. Jean Rottner, Président du Sommet des exécutifs de la Grande Région a affirmé se réjouir des travaux que prépare le CPI et a signalé se mettre à l'écoute des parties exécutives de la Grande Région, une région que Mme Torloting a qualifiée de « carrefour européen ». Deux recommandations ont été adoptées à l'unanimité par l'assemblée : « La formation en alternance dans la Grande Région » et « Le télétravail dans la Grande Région ». La première a été présentée par M. Yves Evrard, Président de la commission « Affaires économiques ».

L'élu du Parlement wallon a constaté que de multiples difficultés se dressent en ce qui concerne la formation en alternance. La non-reconnaissance des diplômes, des réglementations divergentes ou encore la problématique des langues n'en sont que quelques exemples.

Cette recommandation appelle à renforcer la mobilité transfrontalière, élargir la reconnaissance des compétences et établir une cartographie des pénuries de main-d'œuvre au niveau de la Grande Région.

Le conseiller régional du Grand Est, M. Marc Zingraff, a exposé les lignes du rapport sur le télétravail dans la Grande Région, préparé au sein de la commission « Affaires sociales ». Y sont revendiquées la création d'un statut européen du télétravailleur transfrontalier, la nécessité d'intensifier la coopération en matière fiscale et sociale, tout comme la mise en place des outils adéquats pour un suivi administratif.

La députée luxembourgeoise et Présidente de la commission « Environnement et Agriculture », Mme Carole Hartmann (DP), a informé sur la suite des travaux en commission qui auront trait à la mobilité transfrontalière à vélo. En effet, différents soucis sont actuellement percevables, notamment des infrastructures déplorables, voire inexistantes et le manque d'espace dans les trains.

Les membres présents ont également approuvé l'idée de contribuer à la Conférence sur l'avenir de l'Europe et les commissions ont été appelées à présenter des recommandations à la prochaine séance plénière.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné l'urgence de remettre ces contributions à la Commission européenne dans le temps imparti et a proposé de les faire adopter via voie circulaire.

La gestion des comptes du CPI est une tâche revenant au Parlement luxembourgeois. À cet effet, M. Etgen a présenté le rapport sur la situation financière actuelle ainsi que les prévisions budgétaires pour l'année suivante.

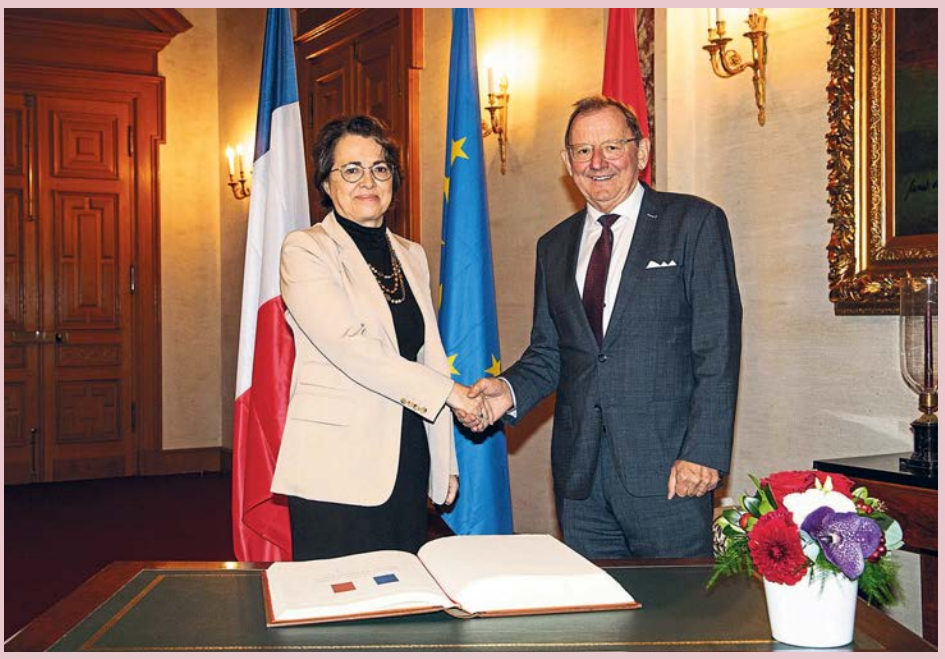
La documentation adoptée au cours de cette session est consultable sur le site Internet du CPI (https://cpi-ipr.eu/).

M. Fernand Etgen, Président, et Mme Carole Hartmann ont représenté la Chambre des Députés au Conseil régional à Metz.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. Mme Alexandrina-Livia Rusu, Ambassadrice de Roumanie



... S. E. Mme Claire Lignières-Counathe, Ambassadrice de France

Prolongation des mesures de lutte contre la pandémie

7752 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Au vu de l'évolution de la situation sanitaire, il est prévu de prolonger, jusqu'au 21 février 2021 inclus, l'application des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 qui viennent à échéance le 31 janvier 2021. Le projet de loi sous rubrique vise par ailleurs à apporter quelques précisions, voire modifications dérogatoires, à la loi en vigueur, à savoir :

- étendre la liste des personnes qui peuvent se voir accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin ou certaines activités relevant de l'exercice de la médecine aux médecins en voie de spécialisation ;

- prévoir une dérogation à l'article 11, alinéa 2, de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques, afin de permettre pour le seul exercice comptable 2020 une validation de la situation financière de l'entité constituée au niveau des circonscriptions électorales, de la section locale et de l'organisation sectorielle d'un parti par le comité, à condition que la situation financière ait été contrôlée par les commissaires aux comptes ;

- proroger, pendant la période se situant entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2021, la suspension temporaire du calcul des intérêts moratoires par le Centre de la sécurité sociale pour les cotisations sociales non payées à l'échéance permettant ainsi aux employeurs et aux travailleurs non salariés qui, suite à la crise actuelle, se trouvent dans une situation financière précaire, de ne pas devoir craindre des sanctions pécuniaires en cas de retard de paiement des cotisations sociales dues ;

- prolonger, dans le cadre de la contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises, la disposition permettant la prise en compte de l'intégralité des charges d'exploitation pour les mois de février et de mars 2021.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 22.01.2021

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

26.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

27.01.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.01.2021

Loi du 29 janvier 2021

Mémorial A : 2021, n° 83, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une motion par M. Pim Knaff**
   - M. Gilles Baum - M. Pim Knaff
3. **Interpellation de M. Paul Galles au sujet de la politique d'intégration au Grand-Duché de Luxembourg**

   Débat de consultation sur l'intégration
   - Exposé de l'interpellation : M. Paul Galles (intervention de M. François Benoy)
   - Exposé du débat de consultation : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Débat : M. Paul Galles - M. Max Hahn (dépôt de la motion 1) - Mme Simone Asselborn-Bintz (intervention de M. Fred Keup) - M. Charles Margue - M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) (intervention de M. Georges Engel) - M. David Wagner - M. Marc Goergen - M. Paul Galles (dépôt des motions 3 et 4)
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Marc Goergen (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - M. Fred Keup (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen
   - Motion 1 : M. Paul Galles
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Motion 2 : M. Gilles Baum - M. Fred Keup - M. Paul Galles - M. Sven Clement - Mme Lydie Polfer (intervention de M. André Bauler) - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Max Hahn - M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Paul Galles - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)
   - Motion 4 : Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Paul Galles - Mme Josée Lorsché - M. Paul Galles
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
4. **Dépôt d'une motion par M. Sven Clement**
   - Exposé : M. Sven Clement
5. **7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner (intervention de M. André Bauler) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - M. Laurent Mosar - Mme Josée Lorsché
   - M. David Wagner (parole après ministre)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi
6. **Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021**
   - Exposé : M. Pim Knaff (interventions de M. David Wagner)
7. **7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite)**
   - Dispense du second vote constitutionnel
8. **Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 (suite)**
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Sven Clement - M. Pim Knaff (interventions de M. Sven Clement et M. Gilles Roth) - M. Gilles Roth - M. David Wagner - M. Roy Reding
   - Renvoi de la motion à la Conférence des Présidents
9. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Sven Clement)
10. **Motion de M. Roy Reding relative à la mise à disposition de la Chambre des Députés de toute la convention entre l'État, RTL Group, CLT-UFA et Bertelsmann AG**
    - Discussion générale : M. Sven Clement - M. Gilles Roth - M. Gilles Baum - M. David Wagner - M. Roy Reding - M. Georges Engel (interventions de M. Gilles Roth) - M. Fernand Kartheiser - M. Gilles Roth (intervention de M. Georges Engel) - M. Marc Baum
    - Vote sur la motion : M. Fernand Kartheiser (point d'ordre) - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Sven Clement) - M. Léon Gloden
    - M. Sven Clement (point d'ordre) (intervention de Mme Lydie Polfer) - Mme Simone Beissel (intervention de M. Sven Clement) - Mme Martine Hansen (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Fernand Kartheiser (point d'ordre)
    - Nouveau vote sur la motion (vote nominal) (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Dépôt d'une motion par M. Pim Knaff

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dann d'Wuert un den Här Gilles Baum fir den Depot vun enger Motioun.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech ginn d'Wuert u mäi Fraktiounskolleeg Pim Knaff, fir dat ze iwwerhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Ganz kuerz wollte mer eng Motioun hei ofginn am Kader vun deem Urteel, wat gëschter vun der Cour administrative geholl ginn ass an der Affär betreffend RTL. Mir wollten do de Gouvernement invitéieren, fir schnellstméiglech en Avis juridique vun deem Arrêt vun der Cour administrative maachen ze loosse fir ze wëssen, wéi eng Konsequenzen dat kann op eis Aarbecht hunn a wéi eng Konsequenzen dat och kann op d'Obligation d'information vun der Regierung hunn.

Wéi gesot, mir deposéieren dës Motioun a mir hoffen dann, datt se eng breet Zoustëmmung fënnt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff.

Motion

La Chambre des Députés,

- prenant en considération l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 (n° 43866 du rôle),

invite le Gouvernement

- à faire dans les meilleurs délais une analyse juridique pour étudier les conséquences de l'arrêt, ainsi que des modalités de son application.

(s.) Pim Knaff.

3. Interpellation de M. Paul Galles au sujet de la politique d'intégration au Grand-Duché de Luxembourg

Débat de consultation sur l'intégration

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtten u mat der Interpellatioun vum Här Paul Galles, déi zesumme mat der Consultatiounsdebatt iwwert d'Integratioun zu Lëtzebuerg behandelt gëtt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, den Här Charles Margue, den Här Fred Keup, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen.

(Brouhaha)

An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Exposé de l'interpellation

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Madamm Minister, egal wou ech an der Welt gereest sinn, waren d'Leit, déi ech begéint hunn, ëmmer immens interesséiert un Erzielungen iwwer Lëtzebuerg. Well se gemierkt hunn, dass mer net nëmmen ee Schlaraffeland fir räich Mënsche sinn, wéi mer leider op ville Plaze vun dëser Welt ëmmer nach e bësse bekannt sinn, mee villméi en immens spannend Land mat immens beandrockenden Defien: nämlech e bëssen déi ganz Welt op engem klengen Territoire. An dass mer aus enger Bevëlkerung bestinn, déi eng immens Oppenheet un den Dag leet an déi sech drop agestallt huet, net wëllen als eng Insel ze funktionéieren. Et mécht immens Freed, iwwert dësen Aspekt vu Lëtzebuerg am Ausland an zu Lëtzebuerg iwwer Integratioun ze schwätzen.

Zugläich awer läit den Däiwel am Detail. Well an engem Land, an deem mer, zu Recht, houfreg kënne sinn op eis vill Kulturen, kann et geschéien, dass een d'Hänn ze séier an de Schouss leet. Mir dierfen eis net mam schéine Schäin zefridde ginn, Mee hannendru muss ee staarkt Sein stoen. An do leie menger Meenung no nach eng ganz Rei Krommen an der Heck.

An anere Wierder: Ech wëll an dëser Interpellatioun eng realistesch a gutt Approche huelen, net verharmlosend oder beschéinegend, awer och net hyperdramatiséierend oder katastrophistesch. Et ass awer meng fest Iwwerzeegung, dass immens vill ze soen ass zum Theema Integratioun, dass mer vill an d'Detailer musse kucken, dass mer nei Iddie brauchen an dass mer eis virun allem froe mussen, woufir dëst Theema esou relevant ass fir d'Kombinatioun vun enger Interpellatioun an engem Débat de consultation nom Modell 2.

"Always first ask why", domat wëll ech elo ufänken, duerno erklären, woufir d'Coronakris et nach méi dréngend gemaach huet, iwwer Integratioun ze schwätzen, an engem drëtte Schrëtt Krittäre formuléieren an an engem leschte Punkt se uwenden op e puer spezifesch Politikfelder.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech virun ongeféier engem hallwe Joer d'Heure d'actualité hei an der Chamber iwwer Rassismus an Diskriminatioun zu Lëtzebuerg preparéiert hunn, déi iwwregens parallell mam Kolleeg Sven Clement ugefrot ginn ass deemools, hunn ech, fir faktebaséiert ze schwätzen, mat villen Organisatiounen a Leit probéiert ze schwätzen. Et waren immens vill interessant an deelweis immens déif a perséinlech Gespréicher, déi mech beréiert hunn.

An ech erënnere mech un ee Schlësselmoment, an dat am Gespréich mam CLAE, dem Comité de liaison pour les associations d'étrangers. Si hu mer erzielt, wéi ustrengend a schwiereg et fir hir Membere wär, wa mer an eisen Discoursen ëmmer géifen ënnerdeelen a Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger. A wéi ongerecht et eigentlech wär, mëttlerweil bal d'Hallschent vun eiser Bevëlkerung als „Net-" ze bezeechnen - net dat, wat se sinn, mee eppes, wat se „net" sinn. An ech muss zouginn: Dat ass e Punkt!

Ech hu mer geduecht, et kéint een d'Leit jo no hirer Nationalitéit bezeechnen, an da schwätze mer eebe vu Fransousen, vun Däitschen, vu Belsch, vun Italieener, vu Portugisen, Hollänner, Tierken, Dänen, Montenegriner an esou weider an esou virun.

Ech hunn och mam CLAE doriwwer diskutéiert. A si wollte mer net ganz Recht ginn, an ech hunn och verstanen, woufir. Well wann een e Mënsch op seng Nationalitéit reduzéiert, schaaft een oft Geleeënheete fir Mobbing. Et gëtt vill Plazen, wou een de Bäigeschmaach zimmlech gutt erausspiert, wann d'Leit vun „den Tierke" schwätzen oder „de Rumänen" oder vläicht souguer „de Portugisen". Dat mat den Nationalitéite war also och keng ganz zefriddestellend Léisung, zemools well d'Identitéit vun all Mënsch vill méi ass wéi just seng Nationalitéit.

Dunn hunn ech si gefrot, wéi si da vun de Leit schwätzen. An déi Leit vum CLAE hu mer erkläert, dass si schwätze vun „histoires". Jiddwereen huet seng Geschicht. Jiddweree vun eis schreift seng Geschicht. An zu menger Geschicht gehéieren tatsächlech Länner, aner Länner nach wéi eleng Lëtzebuerg, och wann eist Ländchen e groussen Haaptdeel - vu mengem Liewen zumindest - ausgemaach huet. Mee zu menger Geschicht gehéieren Italien, Däitschland, Brasilien an nach vill aner Plazen, déi mech ganz geprägt hunn. A verschidde Beruffer. An och e puer grouss Iddien. An de Wëllen, aus deem Ganzen eng Geschicht ze schreiwen, dat op meng Aart a Weis, an dobäi ëmmer oppen ze si fir déi, déi mat mer liewen, vun deenen ech ka léieren, mat deenen ech mech ka konnektéieren an déi mäi Liewen doduerch méi räich maachen. A fir jiddweree vun eis ass et héchstwarscheinlech ganz änlech: Geschichten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jiddweree vun eis schreift seng Geschicht. An dës Geschichten treffen dann zesummen, fir eng gewëssen Zäit op enger gewëssener Plaz. An et ass eis Aufgab als Politik, d'Zesummentreffe vun deene Geschichten ze gestalten a mat der Geschicht vun där Plaz, wou se sech treffen, ze verbannen, mat den Traditiounen, der Sprooch, de Gewunnechten, de Gesetzer, de Wäerter, dem politesche System, awer och dem Selbstverständnis vu Gesellschaft op där Plaz, eeben hei zu Lëtzebuerg.

Eis Aufgab ass et, d'Entscheedung ze treffen, ob mer wëllen, dass dës Geschichte sech tatsächlech begéinen oder laanschtenaner lafen. Ob mer Integratioun liewen oder net. An heiansdo sinn ech mer do net ganz sécher, ob mer eis net scho längst an d'Existéiere vu Parallellwelten erginn hunn an dat do just nach passiv da begleeden oder ob mer wierklech aktiv eng Gesellschaft wëlle gestalten.

Dës Erfarung beim CLAE, awer och aner immens inspiréierend Gespréicher, wéi zum Beispill mat der ASTI oder mam CEFIS (ndlr: Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales) hu mech motivéiert, iwwert d'Theema Rassismus, Diskriminatioun a Mobbing eraus ze kucken an iwwer Integratioun am grousse Ganzen nozedenken. Well Diskriminatioune sinn nëmmen do méiglech, wou Integratioun iergendwéi mësslongen ass. Also musse mer eis virun allem ëm dat Lescht bekëmmeren.

Et ass esou, dass dës Interpellatioun, déi ech ugefrot hunn, op den Débat de consultation trëfft, deen Dir, Madamm Minister, hei an der Chamber ugefrot hutt, fir d'Integratiounsgesetz vun 2008 ze iwwerschaffen. Vläicht ass et eng gutt Saach, dass déi Saache beieneentreffen, vläicht och net. Ech ka mech op alle Fall net bekloen, well ech hat selwer ugereegt, dass dës Interpellatioun hir sechs Méint Zäit fir drunzekommen ofwaart, well ech net wollt, dass se mëtten an déi Zäit géif falen, wou mer wéinst dem Budget a stänneg neie Covidgesetzer eigentlech fir soss aneres net de Kapp fräi hätten.

Mee ech wëll lech awer net ganz den Terrain iwwerloossen, Madamm Minister. An ech wäert lech herno och erklären, woufir. Ech sinn nämlech der Meenung, dass et ëm vill méi geet wéi eleng ëm d'Iwwerschaffe vum Integratiounsgesetz. An ech si mer sécher, dass d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus deenen anere Fraktiounen och méi wäit kucke wéi just en fonction vun engem Gesetz.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gespréich iwwert d'„histoires", d'Geschichte vu jiddwerengem, huet mech selwer zu follgenden zwou Asiichte bruecht. Déi Éischt ass: Ech wëll net iwwert d'Integratioun schwätzen am klassesche Sënn. Dee klassesche Sënn ënnerscheet nämlech tëschent deenen, déi integréieren, an deenen, déi integréiert ginn, also deenen, déi eppes sinn, an deenen, déi dat net sinn. Ech fannen dat eng schwiereg Sprooch am 21. Jorhonnert. An dat aalt Integratiounsgesetz setzt déi dote Vue an déi dote Sprooch och nach viraus.

Villméi géif ech gäre schwätze vun enger eenzeger, gesamter, faarweger, multiformer Gesellschaft, zu där mer alleguerte gehéieren, Residenten an Netresidenten, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi mer hei dee ganzen Dag oder zäitweis zesummeliewen. Also enger Gesellschaft, wou een deen aneren integréiert an dat méi Grousst eran, nämlech déi Gesellschaft, déi mer zesumme sinn. Eng Gesellschaft, an där mer ee fir deen anere verantwortlech sinn, dass mer och wierklech derzougehéieren.

Ech selwer hunn d'Erfarung gemaach, dass Expats mir Realitéiten an der Stad gewisen hunn, déi ech soss net entdeckt hätt. A wann ech iergendwann eng Kéier probéiert hunn, Salsa ze léieren, mat méi oder manner Succès, dann Dank den Expats. An ech sinn och fest dervun iwwerzeegt, dass si eis lues a lues derzou bruecht hunn, och aner Traditiounen hei zu Lëtzebuerg ze entdecken. An ech mengen zum Beispill, sou hunn ech dat am Gefill, dass déi Traditioun vum Vëlofueren als Mobilitéit och eng Traditioun ass, déi vun hinne matbruecht gouf. Ech schwätzen dofir léiwer vum Vivre-ensemble wéi vu klassescher Integratioun. Ech schwätze léiwer och vu Cohésion sociale.

Aus enger änlecher Approche eraus huet d'ASTI zum Beispill eng interessant Iddi an d'Spill bruecht: E „contrat citoyen", dee fir eis alleguerte gëlle géif an dee mer alleguerten zesummen agoe géifen, fir géigesäiteg op eis Uecht ze ginn an zesummen un enger Gesellschaft ze bauen, op déi mer alleguerten zesumme kënnen houfreg sinn. E sollt de CAI, de Contrat d'accueil d'intégration, ersetzen, deen iwwregens zesumme mam PIA, dem Parcours d'intégration accompagné, an dem nationalen Integratiounsplang eent vun den nationalen Instrumenter fir d'Realiséierung vun der Integratioun ass.

Dat entsprécht och deem bekannten Avis vum Conseil économique et social vun 2014, deen oft a gären zitéiert gëtt: Integratioun ass « un processus dynamique qui évolue en permanence et dans lequel est impliqué chaque résident selon le principe à double sens afin de vivre, de travailler et de décider ensemble sous une optique de respect mutuel, de solidarité et de cohésion sociale ».

An dat Zweet, wat ech an deem Gespréich mam CLAE geléiert hunn, ass: Mir hunn oft berechtegt Suergen an Ängschten An eng vun deenen Ängschten, déi ech ganz gutt verstinn, ass déi vun de Lëtzebuerger, dass eist Land lues a lues kéint säi Charakter verléieren. Déi Angscht, déi hannert den Aussoe stécht, dass fréier jo alles besser gewiescht wär wéi haut an dass mer jo net méi ganz richteg hei doheem wären. Do gëtt et ee ganz klore Malaise, an ech wëll dee Malaise ganz seriö huelen!

Duerfir fannen ech et ganz wichteg, dass mer driwwer schwätzen, dass esou eng enorm multikulturell Gesellschaft wéi déi lëtzebuergesch eng Mëtt brauch, eng Mëtt, ronderëm déi se sech uerdne kann: d'Geschicht, déi dëst Land Lëtzebuerg schreift a geschriwwen huet. An dozou gehéieren dann eis Sprooch, awer och eis Sproochenausbildung, déi eis mindestens dräisprooche mécht. Dozou gehéiert eisen demokratesche System, eis Gesetzer, eise Rechts- a Sozialstaat, eis Verfassung, eis Kultur, eisen Humor, eis Wäerter, eis Oppenheet, vläicht an hoffentlech och eise Bléck an d'Groussregioun an an Europa eraus.

Et ass e bësse wéi bei de Speechele vun engem Vëlosrad, a gleeft mer, ech weess, wouvun ech schwätzen: Wann Der op de Speechele fiktiv Punkten hutt an déi réckele méi no alleguerte bei d'Mëtt, da réckele se zugläich och ee méi no bei deen aneren. Et muss eng Mëtt do sinn, déi net ausschléisst an ofweist, mee déi zesummenzitt a vereenegt. An och iwwert dës Mëtt musse mer zesumme schwätzen.

"Always first ask why": Et geet also ëm e Vivre-ensemble ronderëm eng gemeinsam Mëtt, eng lieweg Gesellschaft, déi eppes dorop hält, net eleng e Konglomerat ze si vun Individuen, mee eng richteg Gesellschaft, déi zesummenhält an zesummelieft. Deemno e Vivre-ensemble a Gemeinschaften an net eleng déi klassesch Integratioun, déi eng Rei spezifesch Politikfelder beschreiwen. Als Éischt eng grouss Visioun, duerno konkreet a spezifesch Iddien an eng gemeinsam Mëtt als Gesellschaft amplaz vun engem Nieftenanerliewen.

Esou stellen ech mer Integratioun vir. An esou wëll ech se elo haut am Nomëtteg hei politesch thematiséieren. Dat ass zumindest meng Visioun vu Gesellschaft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo stellt sech natierlech d'Fro: Wie sinn dann all déi Mënschen, déi hei derzougehéieren, a wéi kënne mer hinnen hëllefen, derzouzegehéieren oder dat ze wëllen? An op wie musse mer vläicht besonnesch an deem ganze Prozess Uecht ginn? A wat bedeit dat da politesch am Detail?

Déi Fro: „Wie gehéiert dann de Moment hei derzou?" kann een, wann ee wëllt, mat Zuele beäntwerten. Wéi vill Prozent vu wiem a wou a wéini? Dat ass wichteg. An et ka gutt sinn, dass eng Rei vun de Kolleeginnen a Kolleegen dat herno och maachen. Mee ech wollt mech de Mëtte selwer net an den Zuele verléieren. Ech wollt vun der Visioun fir eng gemeinsam Gesellschaft schwätzen an d'Konsequenzen doraus zéien, well hannert deenen Zuele steet eng vill méi perséinlech Donnée, déi ech am Gespréich mat de Wëssenschaftler an de Fuerscher beschwat hunn. Entscheedend ass nämlech bei der Fro vum Vivre-ensemble de Lien affectif, dee Mënschen opbauen, entweeder zu anere Mënschen hei am Land oder zum Land selwer.

An do musse mer eis ëmmer erëm virun Aen halen, éier mer ufänken, iwwer gewësse Kategorië vu Mënschen ze schwätzen an hir spezifesch Besoinen ze kucken, dass een dervun ausgoe kann, dass kaum een hei am Land ass, deen net wéilt derzougehéieren, dee sech net géif wënschen, e Lien zu eisem Land an zu senger Gesellschaft opzebauen.

Esou ee Lien affectif, dat kënne verschidde Saache sinn. Mee dëse Leit ass gemeinsam, esou hu mer d'Fuerscher erkläert, dass se hei am Land „investéieren": entweeder perséinlech an emotional, well se hei e Liewenspartner kenne geléiert hunn, oder well se hei doru schaffen, dass d'Liewe mat hire Léifste besser ka ginn, oder finanziell investéieren, andeems se hir finanziell Moyenen an eist Land stiechen.

Wie privat oder finanziell investéiert, huet all Interessi dorun, eis Gesellschaft matopzebauen, identifizéiert sech mam Land a wëllt mat allen aneren zesumme virukommen. Dat erkläert och schonn, woufir et esou wichteg ass, abordabele Wunnraum ze schafen. Well Mënschen, deenen et geléngt, hei ze wunnen, hunn e Lien zum Land, esou wéi déi, déi hei eng Aarbecht hunn oder deenen hir Kanner hei an d'Schoul ginn. Et entsteet e Lien zum Land. An et entsti Begéignungen a Lienen zu anere Mënschen. An esou entsteet eng Gesellschaft. Si entsteet, andeems mer eis ronderëm eng Mëtt géigesäiteg firenaner oppe weisen an andeems dës Gesellschaft hire Leit Méiglechkeeten ubitt, fir e Lien affectif zum Land opzebauen.

Mee, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass richteg ze kucken, op wie mer da musse ganz besonnesch Uecht ginn. Wien oft déi Kontakter eeben net kritt oder wien an der Gefor ass, déi Kontakter ze verléieren, oder wie vläicht net deem entsprécht, wat gemengerhand als Norm ugesi gëtt, oder wien extra Bedierfnesser huet oder wie besonnesch an der Gefor ass, aarm ze sinn oder keng Lienen zum Land an zu senge Leit opzebauen.

An do fale mir eng ganz Rei Leit an, déi mer eigentlech alleguerte missten am Detail kucken, wa mer Integratioun als eppes Breedes verstinn. Theoreetesch an och praktesch kënne mir dat alleguerte sinn.

Leit, déi hei wunnen, Lëtzebuerger, Residenten, Lëtzebuerger Bierger. Mee op dëser Plaz ass et sécherlech och richteg a wichteg ze kucken, wou déi Leit hierkommen, vläicht aus anere Länner, déi heimat gemengt sinn: engersäits déi Netlëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, mee anerersäits och déi, déi all Dag hei mat eis schaffe kommen, déi sougenannt Frontalieren. Wat iwwregens och keen immens schéint Wuert ass. An all déi Netlëtzebuerger, déi hei schaffen, entweeder well se am Banken- oder Finanzsecteur ugestallt sinn oder an den europäeschen Institutiounen, wou oft Parallellwelten entstinn, oder am Gesondheetssecteur oder soss enzwousch, wou se mat de Lëtzebuerger duerchmëscht ginn.

Oder ech denken un ëmmer méi Lëtzebuerger, déi déisäit der Grenz wunne ginn, also nieft de Frontaliere schonn en zweete Grond, woufir mer d'Groussregioun an Europa besonnesch mussen ukucken.

Ech denken un d'Flüchtlingen, d'DPIen an d'BPIen an déi sougenannt „Deboutéiert", déi, déi am Centre de retention sinn an drop waarden, erëm heemgeschéckt ze ginn, an dann awer och un d'Sans-papiers - och e schrecklecht Wuert - an un déi, déi duerch all d'Netzer falen.

Ech denken un déi, déi an enger spezifescher Situatioun sinn, déi riskéieren, isoléiert ze ginn. Mënschen, déi zu Minoritéite gehéieren oder dozou gezielt gi wéinst diskriminatoresche Grënn, wéinst hirer sexueller Orientéierung, wéinst hirer reliéiser oder politescher Iwwerzeegung, oder vläicht och Mënschen, déi eng einfach Sprooch brauchen, fir sech kënnen hei erëmzefannen.

Ech erwäne bewosst déi leider steeteg wuessend Gefor vun Antisemitismus oder Islamophobie, déi zu Lëtzebuerg ganz besonnesch muss gekuckt ginn. Integratioun heescht, en Equiliber tëschent all de Fräiheeten ze fannen, déi zugläich d'Flicht vum Respekt ee fir deen anere mat sech bréngen.

Ech denken un obdachlos Mënschen, déi sougenannt NEETs - not in employment, education or training -, u Mënschen, déi Affer vu Gewalt gi sinn, Mënschen, déi aarbechtslos sinn an awer gäre géife schaffen, fréier Prisonéier, mee och aktuell Prisonéier, Mënsche mat spezifesche Krankheetsbiller, Maladies graves oder Maladies rares, psychesche Krankheeten, Mënschen, déi ofhängeg sinn, oder och ganz einfach un eis eeler Leit.

Dat heescht: Eigentlech misst een iwwer all déi Theemen do schwätzen an och dat Theema vum Handicap net vergiessen an dat Theema vun der Inklusioun. Ech wäert awer haut am Nomëtteg dat hei net maachen, well ech denken, dass dat eigentlech en eegenen Debat géif verdéngen. Mee et ka jo sinn, dass deen een oder deen anere vun Iech et haut den Nomëtteg hei uschneit.

Dat alles si spezifesch Fäll, iwwert déi mer eigentlech missten alleguerte schwätzen, net virun allem, fir sech dann aktivistesch a lauter Mesuren ze stierzen, mee éischter fir ze weisen, dass mer eng gemeinsam grouss Solidargemeinschaft wëlle sinn, an där jiddwereen derzougehéiert an an där mer een op deen aneren oppassen, dass en integréiert ass, Part intégrale vun eiser Gesellschaft. Well nëmmen dann ass se inteeger, ass se ganz!

An dat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwersteigt awer elo bei Wäitem d'Dimensioune vun dëser Interpellatioun a vun der Debatt. Wichteg ass mir virun allem elo de Gesellschaftsmodell, dee mer dobäi virun Aen hunn.

An ech mengen, et kéint awer gutt sinn, dass mer déi Debatt haut hei féieren. Et gëtt menger Meenung no dofir véier Grënn. Deen éischten ass, dass d'Coronamesuren eis gewisen hunn, wéi quokeleg et ass, den Equiliber ze fannen tëschent perséinleche Fräiheeten engersäits a gesellschaftlecher Verantwortung anerersäits. Mir hunn d'Verantwortung, fir een deen aneren net unzestiechen, well dat kéint dee krank maachen oder dee kéint dat vläicht souguer mam Doud bezuelen. Meng Fräiheet hält do op, wou deem anere seng ufänkt. An d'Fro ass: Hu mer nach e Bléck fir dat, wat do hannendrun zum Virschäi kënnt, eng kollektiv Verantwortung firenaner, dat, wat ee Gesellschaft nennt? De Barack Obama huet an der Introduktioun, an der Preface vu senge Memoirë geschriwwen: "Learn to live together."

Deen zweete Grond, woufir et elo dee richtege Moment ass: Eis Debatten iwwert de PIB du bien-être, a mir haten de Moien nach eng Kommissiounssëtzung doriwwer, hunn eis geléiert, dass sozial Kontakter frou maachen an zum Bien-être bäidroen. A vill vun deenen Theemen, déi ech virdru genannt hunn, sinn Deel vun den Indicateure vum BIP du bien-être.

Integratioun bedeit Begéignung. A Begéinung ass e Glécksfacteur, oder zumindest e Facteur vu Bien-être. Wéi also wëlle mer zesummeliewen, sou dass mer dat frou an zefridde kënne maachen?

An iwwregens: D'Konflikter gehéieren an enger Gesellschaft ëmmer derzou. Wou ënnerschiddlech Mënschen openanertreffen, entsti Konflikter. Mee Konflikter kann ee begleeden, et kann ee se monitoren, et kann ee se léisen, soudass duerno jiddweree méi staark erausgeet. Dat ass dee sougenannten Integratiounsparadox: Do, wou Integratioun méi intensiv bedriwwe gëtt, kommen och méi Konflikter zum Virschäin, well d'Saache méi däitlech mam Numm genannt ginn. Konflikter kann ee léisen, aner Saachen net. Eng oppe Gesellschaft mat Interessi, mat Respekt a Sträitkultur: Wëlle mer dat?

Deen drëtte Grond, woufir et, mengen ech, richteg ass, haut iwwert déi Saach ze schwätzen, ass deen, an ech komme méi no bei de politesche Kär, dass d'Nohaltegkeetskonzept, wat fir mech grondleeënd als politescht Konzept ass, nieft der ekonomescher an der ekologescher Dimensioun och eng sozial Dimensioun huet. Si bedeit zweeërlee: sozial Gerechtegkeet an en erfëllt Zesummeliewen. Eng Gesellschaft, déi gutt integréiert, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass méi nohalteg.

An dee véierte Grond ass fir mech deen, dass d'Coronakris déi sozial Ongläichheete verstäerkt huet. Och dat verdéngt an nächster Zukunft nach eng Kéier méi e prezise Bléck. Mee elo kann ee soen: „Duerch déi sanitär Kris ginn net nëmmen all déi aner Krise méi däitlech, si ginn och verschäerft." A mir sollten heiheem all Näiddebatte vermeiden. Integratioun bedeit eeben och, déi sozial Ongerechtegkeeten ofzebauen. An ech verweise gären nach eng Kéier op eis Interpellatioun zum Theema Aarmut an Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg an dee sech dorun uschléissenden, immens interessanten Debat deemools, viru bal genau engem Joer, nach doiwwer um Krautmaart, am Plenarsall.

Véier gutt Grënn, woufir ech mengen, dass mer grad elo onbedéngt eng staark Visioun brauche fir eis Gesellschaft vun engem Vivre-ensemble a wéi mer een op deen aneren Uecht ginn. Eng nei Approche vun Integratiounspolitik, grad elo!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat bis elo den Androck, dass d'Theema Integratioun vum Ministère éischter géif stéifmütterlech behandelt ginn. Am Koalitiounsprogramm ass vun deenen 235 Säiten eng eenzeg dem Theema gewidmet. Integratioun also als eppes, wat niewebäi och vläicht nach kéint geléngen?

Et gouf zwar e Gesetz vun 2008, mee déi virgesinne Mesurë gräifen nëmmen zum Deel. Et gouf awer iergendwa keen Zoch méi am Kamäin, keng Hetz, fir eppes drun ze änneren. An ech hunn den Androck, dass de Weckruf stattfonnt huet bei der Konferenz iwwer „Black Lives Matter" zu Lëtzebuerg, déi ech och an der Heure d'actualité zum Rassismus behandelt hunn. Op eemol gouf gemierkt, dass hannert dem schéine Schäi villes net gutt leeft an dass Integratioun kee Selbstleefer ass, mee dass mer alleguerten zesumme mussen doru schaffen. Dat kënnt och aus deene villen Avisen eraus, déi elo zum Iwwerschaffe vum Gesetz erageschéckt goufen.

Elo muss, mengen ech, geliwwert ginn, an dat ass net nëmmen en neit Gesetz, mee et ass virun allem eng grouss Visioun, wéi Integratioun iwwerhaapt ausgesi soll a wéi mer als Gesellschaft zesummeliewe wëllen. Et ass awer och eng „Governance", eng Gouvernance, ee Comité interministériel, dee sech oft trëfft. Et ass e Konzept vun Zesummenaarbecht op nationalem, op regionalem an op lokalem Niveau. Et ass eng Method, änlech wéi se partizipativ a ganz strukturéiert benotzt ginn ass fir de KEP, fir de Kulturentwécklungsplang, also eng Method mat Ziler, mat Objektiver, mat Moyenen, mat Budget, mat Konklusiounen an Evaluatiounen. An dat alles transparent online novollzéibar. Wéi et iwwregens déi gemeinsam Grondprinzippie vun der EU fir Integratioun an hirer Nummer 11 ausdrécklech verlaangen.

Integratioun ass net eppes, wat zoufälleg gutt oder schlecht verleeft, mee Integratioun kann a muss een aktiv gestalten. Et muss een de Wee weisen. Et ass Zäit fir e grousse Schrëtt no vir!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll elo méi an den Detail kucke goen. An dësen Deel loossen ech och all déi Avisen afléissen, déi fir d'Iwwerschaffe vum Gesetz elo erageréecht goufen.

Déi inhaltlech Theemeberäicher, also bezunn op gewësse Gruppen an der Bevëlkerung, déi ech méi genau wëll kucken, sinn déi heite véier: d'Zesummeliewe mat den Auslänner, also den Netlëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, d'Frontalieren, an domat och d'Groussregioun an eis Abettung an een oppene System Europa, d'Flüchtlingen an d'Sanspapiers. Well ech mengen, dass sech grad bei deenen Theemen entscheet, wéi eis grouss Gesellschaft ka funktionéieren, wa mer eng fest Mëtt hunn, déi eis kloer ass.

Wéi kann een da formuléieren, wat mer als Gesellschaft fir all déi Mënsche kënne maachen? U sech geet et jo drëms, dass zu Lëtzebuerg all Mënsch e Recht huet op seng Grondrechter, déi, gekoppelt mat enger staarker Visioun, dann derzou féieren, dass een eng gutt Gesellschaft ass. Et kann ee se a véier Niveauen andeelen. An ech wëll Iech déi kuerz nennen, well déi véier Niveauen erlaben dann och, d'Integratiounsterrainen ze identifizéieren, op deene mer musse schaffen: Et sinn de sozialen Niveau, de sozioekonomeschen, de kulturellen an de politeschen.

Um sozialen Niveau sinn et d'fundamental Rechter: d'mënschlech Würd, e Recht op human Behandlung, e Recht op d'Zesummeliewe mat der Famill, awer och de Schutz virun Diskriminatiounen.

Op sozioekonomeschem Niveau sinn et: Recht op Scolarisatioun, Aarbecht, Formatioun, Logement, mee och de Schutz virun Aarmut.

Op kulturellem Niveau sinn et: Partizipatioun um kulturelle Liewen, déi perséinlech Selbstverwierklechung am Denken, am Glawen an am Handelen, d'Begéignung mat deenen aneren.

An op politeschem Niveau ass et d'Recht op politesch Partizipatioun, Matgestaltung an och Iddien abréngen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll versichen, dës Prinzippien op déi verschidde Liewenssituatiounen ze iwwerdroen. Wat bedeit et fir d'Zesummeliewe mat allen Natiounen hei zu Lëtzebuerg, also, wéi mer oft soen, tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, mat den Auslänner?

Lëtzebuerg huet eng immens beweegt an interessant Immigratiounsgeschicht, mat engem italieeneschen an engem polneschen Deel, mat enger portugisesch geprääagter Zäit a mat der Entwécklung vun den europäeschen Institutiounen an dem Finanzsecteur, déi erëm eng ganz aner Populatioun ugezunn hunn. Ronn 180 Nationalitéite wunnen am Moment hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll mat der politescher Partizipatioun ufänken. Do si follgend véier Saachen ze soen. Déi Éischt: Mir kënnen eis iwwerleeën, wéi mer nach méi Auslänner méi einfach derzou invitéiere kënnen, bei de Gemengen- an Europawale mat wielen ze goen. Vläicht ass et eng Iddi, déi een eng Kéier kéint zesummen hei diskutéieren, se d'office anzeschreiwen, wa se bis zweemol matgemaach hunn. D'Informatioune mussen an deem Zesummenhang onbedéngt a méi Sprooche kommen. An do musse mer eis als politesch Parteie selwer an d'Flicht huelen.

Déi zweet Iddi: Woufir net endlech an d'Richtung vun engem „Bürgerrat", wéi an Neibelgien, denken? Wann ech richteg verstinn, ass do schonn eng Proposition de loi deposéiert ginn. Déi musse mer diskutéieren an eis an deem Moment och eis Argumenter an eis Meenung dozou bilden.

Déi drëtt Iddi: De Conseil national pour étrangers (CNE), dee jo gëschter en neie President a Vizepresident gewielt huet, muss onbedéngt gestäerkt ginn. Follgend Froe stelle sech do: Mussen net seng Missiounen en vue vum Vivre-ensemble iwwerschafft ginn? An et wär gutt, sech ze iwwerleeën, ob en esou nach representativ ass, wéi e grad ass. De CNE huet 15 Representanten aus der EU, wou dem Gesetz no d'Britten nach derzou gehéieren. Wéi ass et elo mat de Britten, déi bis elo ee Membre effectif an ee Membre suppléant haten? An dierf ech froen, wéi vill Kandidaten et bei de leschte Wale fir déi 15 Posten do gouf? An en huet och 7 Representanten aus den Net-EU-Länner. Dierf ech och froen, wéi vill Kandidaten et dofir gouf?

An et wär gutt, wann de CNE géif d'office fir déi Gesetzer, déi seng Missioune betreffen, ëm en Avis gefrot ginn, änlech wéi et bei de Beruffskummere passéiert. D'Méiglechkeet vun der Autosaisine, mengen ech, geet net duer. An ausserdeem missten d'Avise vum CNE transparent veréffentlecht ginn. Am Moment si se awer net ze fannen.

An deem Kontext wär onbedéngt ze iwwerleeën, d'Strukture vum CNE ze professionaliséieren, well si bräichten dann op alle Fall haaptamtlech Mataarbechter. An ech wëll an deem Sënn hei eng Motioun dozou areechen. Ech ginn Iech se herno, Här President, well dann huelen ech och meng Zäit, fir eppes derzou ze soen.

Déi véiert Iddi: Op Gemengenniveau géif et sech ubidden, Strukturen anzeféiere fir d'Biergerbedeelegung. Däerf ech Iech, Madamm Ministesch, froen, ob an a wéi vill Gemenge schonn d'Iddi vun engem Budget participatif ëmgesat gouf an ob dat iwwerhaapt scho geschitt ass? Ausserdeem gëtt et Gemengen, déi proaktiv an d'Biergerbedeelegung investéieren. Projeten wéi och „Quartier Stuff" um Kierchbierg sinn immens gutt Beispiller, wéi een d'Bierger vun engem Quartier ka beweegen, eppes fir hir Wunngéigend ze maachen a sech zum Beispill beim gemeinsame Schaffen am Gaart ze begéinen.

Mam Bléck op déi kulturell Partizipatioun réckelen och véier Theemen no vir. De Benevolat war a bleift eng Haaptopportunitéit fir sech ze treffen, iwwer all Ënnerscheeder eraus. D'Leit engagéiere sech nämlech fir eng gemeinsam Cause, déi hinnen alleguerte wichteg ass. An ech wëll an dësem Kontext nach eng Kéier d'Iddi vum Congé social widderhuelen, déi mir als CSV agereecht haten an déi mer an der Kommissioun diskutéiert haten a wou mer eigentlech op d'Enn vum leschte Joer verwise gi ware fir eng Etüd iwwert déi verschidde Forme vu Benevolat. Wou ass déi Etüd drun?

Déi zweet Saach: En plus ass et wichteg, dass mer all déi Associatiounen ënnerstëtzen, déi Begéignungsplaze schafen. Esou eng Begéignungsplaz kann zum Beispill sinn: d'Léieren, d'Deelen an d'Praktizéiere vun der Lëtzebuerger Sprooch. Esou Begéignungsplaze sinn awer och dat gemeinsaamt Entdecke vum Lëtzebuerger Land, vun eise kulinaresche Traditiounen, eisem Liddergutt, dem Colette an dem Fernand, oder eise Miseler Lidder oder iwerhaapt all eise Bräich vun iwwerall, wou se hierkommen. Gemeinsaamt Kachen, einfach Trëppelen, einfach zesummen Zäit verbréngen, wann een dat organisatoresch gutt strukturéiert kritt, kann do immens vill Guddes geschéien.

Déi drëtt Saach: Dës Associatioune spillen eng Schlësselroll an eiser Gesellschaft. Mee et däerf awer net geschéien, dass sech dat op e puer Appels à projets reduzéiert. Villméi schéngt et mer wichteg, dass de Staat versicht, zesumme mat den Associatiounen e grousst Konzept vun néidegen Aktiounen auszeschaffen an hinnen déi dann unzevertrauen. Ass dat als Suite vum Iwwerschaffe vum neie Gesetz ugeduecht?

Iwwregens, fir e bëssen en Androck ze kréien, wéi wichteg den Apport vun den Associatiounen ass, lount et sech, den Avis vun der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte ze kucken.

An dat Véiert: Natierlech sinn esou Events wéi de Festival de l'immigration oder d'Fête de la culture an de Gemenge richteg groussaarteg Geleeënheeten, fir sech kennen ze léieren, meeschtens jo dann iwwer iessen an danzen. An et ass wierklech luewenswäert, all déi Gemengen an och déi Bierger, déi Lëtzebuerger, déi an deene Gemenge sech extra op d'hënnescht Bee setzen, fir esou Events ze organiséieren.

Ech fannen esou Fester ëmmer immens spannend, mee no de Fester froen ech mech awer heiansdo, wat dann elo e Joer laang duerno geschitt. Begéine sech déi Leit weider? An ass dat vläicht souguer encadréiert an organiséiert? An ech froe mech, ob Evaluatioune gemaach ginn, bei deene sech zum Beispill d'Fro gestallt gëtt, ob d'Plaze fir Handicapéiert accessibel waren oder ob et och kooscher oder halall z'iesse gouf, well dat ville Leit, déi ee besonnesch viséiert, e gudde Grond géif ginn, sech wëllkomm ze fillen.

Am Bléck op déi sozioekonomesch Partizipatioun bezéiungsweis Gerechtegkeet hei am Land wëll ech souguer sechs Saachen uschneiden. Déi éischt: Och wann ech net am Detail wëll drop agoen, wëll ech awer nach eng Kéier drun erënneren, dass den Aarmutsrisiko bei den Netlëtzebuerger méi wéi duebel esou héich ass wéi bei de Lëtzebuerger. Dat ass eigentlech inakzeptabel! An iwwerhaapt bleift en héijen Aarmutsrisiko inakzeptabel!

Déi zweet Saach: U sech ass jo d'Schoul déi éischt Plaz vun Integratioun. Duerfir wëll ech hei e puer Fuerderunge formuléieren, déi immens wichteg sinn. D'Schoul dierf déi sozioekonomesch Ënnerscheeder net nach zementéieren. D'PISA-Etüd weist eis jo all Joers op en Neits oder allkéiers op en Neits, dass Lëtzebuerg dat Land ass, an deem een an der Schoul am meeschten den Ënnerscheed tëschent Räich an Aarm mierkt.

Hëllefräich wär do, schonn am Precoce Lëtzebuergesch oder och Lëtzebuergesch ze schwätzen. Wann eis Sprooch eent vun de Kärelementer vun eiser gemeinsamer Gesellschaftsmëtt ass, da kënne mer net fréi genuch domat ufänken. An et ass op alle Fall och méi wichteg, dass mer eng gemeinsam Sprooch léieren, wéi dass eis Schüler a Schülerinnen herno am Secondaire u Sprooche scheiteren, déi se zwar jorelaang léieren, mee bei deene se awer hannen um Enn op engem Schoulniveau bleiwen oder déi hinnen einfach onzougänglech bleiwen, well se se net brauchen.

Grad d'Schoulwelt weist, wéi séier Parallellwelte geschafe kënne ginn, déi sech an Zukunft ëmmer weider verfestegen. An dofir sinn ëffentlech international Projeten eng interessant Alternativ, zu deenen onbedéngt och Lëtzebuergesch als Sprooch muss gehéieren. Mir musse bedenken, dass méi wéi d'Hallschent vun de Kanner net lëtzebuergescher Hierkonft sinn an net Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn. Interessant wär dofir och hei e Pilotprojet, dee versiche géif, iwwert d'Kanner och d'Eltere matanzebannen.

Am Comité interministériel ass vum SIA geschwat ginn, dem Service de l'intégration et de l'accueil, fir den Accueil vu Schüler, déi nei an d'Land kommen, an deen och déi bisheereg Aufgabe vun der CASNA (ndlr: Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants) soll iwwerhuelen. Ass schonn ausgemaach, wéini deen neie Service soll operativ ginn?

An de Wäerteunterrecht kéint eng immens wichteg Roll iwwerhuelen, fir déi Wäerter, déi mer gemeinsam als déi Kärwäerter vun eiser Gesellschaft definéieren, duerch all d'Joren erduerch ënner verschiddene Bléckwénkelen ëmmer erëm an ënnerschiddleche Situatiounen ze thematiséieren.

Dat Drëtt ass: Fir d'Theema Formatioune wär et eng gutt Iddi, de Congé linguistique auszebauen op d'Léieren och vu Franséisch an Däitsch, besonnesch wa mer an der Schoul selwer de Wäert sou staark op Lëtzebuergesch leeën. Mee d'Stonnenzuel fir d'Lëtzebuergescht muss onbedéngt erhéicht ginn.

Dat Véiert, dat ass dat ganz wichtegt Theema vum Aarbechtsmarché, well et nämlech esou ass, dass den Haaptgrond vun der Migratioun op Lëtzebuerg den ekonomeschen Aspekt ass. A wiem kann een dat verdenken?

Dee fënnefte Punkt, op dee mer onbedéngt mussen oppassen, ass dat wierklech seriöt Theema vum Logement, well nieft der Schoul ass et deen Integratiounsterrain, op deem am Moment déi ënnerschiddlech sozial Schichten am beschte spierbar ginn. Mir wëssen alleguerten, dass sech d'Situatioun ëmmer weider zouspëtzt. An et ass allerhéchsten Zäit, dass mer als Staat de Leit déi verschidde Segmenter ubidde vu méiglechem Logement, déi hire Méiglechkeeten entspriechen. Well grad d'Integratiounstheema steet immens staark ënnert dem Damoklesschwäert vum Logement:

Well mer es net genuch hunn, gi vill Lëtzebuerger an dat benopert Ausland wunnen, soudass do scho bal eng transfrontalière Diaspora entsteet, déi da vu ville Servicer vum Land net méi profitéiere kann. Wéinst dem Logementsproblem musse vill Leit pendelen a kommen net méi genuch mat der residéierender Bevëlkerung a Kontakt. A wéinst dem Logement musse vill Leit esou ee groussen Taux d'effort opbréngen, dass se an der Aarmut hänke bleiwen, wat se an der Schéier tëschent Räich an Aarm ëmmer weider isoléiert. A wéinst dem Logement komme vill Bénéficiaires de protection internationale, also Flüchtlinge mat Statut, net aus de Foyeren eraus, wat déi reell Gefor vum Communautarismus, virun där mer zu Lëtzebuerg op kee Fall d'Aen däerfen zoumaachen, weider erhéicht. A wéinst dem Logement hänke vill Leit, virun allem och d'Sans-papiers, an iergendwelleche Cafészëmmere fest, déi oft en Hon si vis-à-vis vum Grondbedierfnis vum Wunnen.

An an dësem Zesummenhang wäert ech herno och eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung opfuerdert, e Screening vun allen ëffentleche Gebaier ze maachen, déi kéinte genotzt ginn, fir eebe méi Logement ze schafen.

An zum Schluss dee sechste Punkt an dësem Beräich: Ech fannen, mir brauchen eng nei urbanistesch Maximm. Mir mussen esou bauen, dass d'Leit sech begéinen. Schluss mat de Bëtonswüsten! Schluss mat Boulevarden, wou een deen aneren op där anerer Säit vun der Strooss kaum erkennt! Schluss mat Quartieren ouni Natur, ouni Plazen a Planzen an ouni Bänken, ouni Spillplazen an ouni iwwerdeckt Grillplazen!

An zum Schluss nach: Op déi sozial Partizipatioun gekuckt, wëll ech just nach un dräi Saachen erënneren. Nämlech, dass ech mengen, dass et nach eng Kéier däitlech gëtt, wéi wichteg et ass, dass de CET (ndlr: Centre pour l'égalité de traitement) seng Kompetenzen erweidert kritt, dass déi Etüd iwwert de Rassismus gemaach gëtt, vun där mer och als CSV op den éischte Bléck mengen, dass se wierklech gutt ugepaakt gëtt. An ech wëll awer och betounen, dass et wichteg ass, dass mer eng Politik fir den drëtten Alter hunn, déi un d'Migranten ugepasst ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wie kann dann all dës vill Iddie gestalten an ëmsetzen? An ech wëll, nodeems ech elo just schonn e puer Wuert zu den Associatiounen an der Zivillgesellschaft gesot hunn, elo kuerz op de kommunalen an den nationalen Niveau ze schwätze kommen. Deene vun eis, déi an der Kommunalpolitik engagéiert sinn, ass kloer, dass d'Gemenge mat hirer lokaler Verwuerzelung déi Plaze sinn, op deene virun allem d'Integratioun geschitt. An ech sinn ëmmer dankbar fir mäi Kolleeg, de Marc Spautz, mat deem ech ka schwätzen iwwer Saachen, déi um nationalen Niveau an um kommunalen Niveau lafen. An dozou wëll ech elo e puer Saachen hei soen.

Éischtens: Et ass wichteg, dass d'Plans communaux d'intégration, PCI, ëmgesat ginn. Am Comité interministériel vum 16. Dezember 2020 ass zu Recht festgestallt ginn, dass bis elo just d'Stad Lëtzebuerg an Esch esou ee PCI formell duerch de Gemengerot bestätege gelooss hunn an dass 30 Gemenge mat där Prozedur amgaange sinn. Et ass entscheet ginn, dass ee PCI 2.0 soll agefouert gi mat engem Fënnefstufeplang. Doraus ergi sech fir mech elo, Madamm Minister, e puer Froen:

Wat geschitt da mat de PCI 1.0? Bleiwen déi, déi bestätegt goufen, en vigueur? A wat ass mat deenen, déi an der Prozedur sinn?

Fir de PCI 2.0 gëtt mat siwe Gemengen an dem Réidener Kanton a Mäerzeg zesummegeschafft. Woufir grad dee Choix?

A wa mer grad derbäi sinn: Dat ass deen éischte Rapport vum Comité interministériel, deen ech um Internet fonnt hunn. Huet dee virdrun ni getaagt? A wann nee: Woufir net? A wann dach: Wéi oft?

Ech wëll heimat och betounen, dass mer mengen, dass et sech dobäi ëm en eminent wichtegt Instrument handelt, zemools 13 Ministèren dra vertruede sinn an och Vertrieder aus der Zivillgesellschaft derbäi invitéiert ginn. Et kënnt ëmmer erëm de Feedback aus der Gesellschaft, dass, well d'Integratioun esou eppes Komplexes ass, et e Leader, e Pilot brauch. De Ronnen Dësch proposéiert dofir, dem Comité interministériel e Conseil supérieur de l'intégration un d'Säit ze stellen.

Dat Zweet, wat ech heizou wëll soen: Eng immens wichteg Roll um kommunale Plang spillt d'Commission consultative communale d'intégration. An deem neie Gesetz muss hir Roll op alle Fall gestäerkt ginn.

Dat Drëtt: Um kommunale Plang muss och gesot ginn, wéi wichteg et ass, een oder eng Chargé(e) à l'intégration ze hunn, well et keng Plaz gëtt, wou d'Theema Integratioun an Zesummeliewe méi zentral kéint si wéi an de Gemengen.

Dat Véiert: Ech wëll onbedéngt de Projet LOKAL vun der ASTI erwänen, dee ganz einfach dora besteet, op kommunalem Plang eng Begéignungsplaz ze bidde fir déi verschidde Communautéiten. Et handelt sech heibäi ëm e reegelrecht Quartiershaus, kombinéiert, ënner anerem, zum Beispill mat ëffentleche Servicer.

Dat Fënneft: Ech si President vun der Sportskommissioun an der Stad an ech weess dofir, wéi eng wichteg Roll d'Veräiner spillen. An ech wëll nofroen, ob sech d'Regierung virstelle kéint, dass Veräiner, déi extra Aktivitéiten ubidde fir d'Integratioun, besonnesch subventionéiert kéinte ginn.

Dat Sechst: De Syvicol huet en immens gudde Guide pratique erausginn als Leitfade fir d'Gemeng, fir mat engem PCI eng proaktiv Integratiounspolitik ze maachen. Ganz besonnesch spannend sinn doran d'Best Practices. An ech wéilt der Madamm Minister un d'Häerz leeën, esou gutt Beispiller vill méi ze promoten, well oft féieren déi gutt Iddie bei anere Leit zu enger eegener Kreativitéit.

Iwwregens huet de Syvicol och e besonnescht Aemierk op e Phenomeen geluecht, dee ganz selten thematiséiert gëtt: de Phenomeen vun der Inlandsmigratioun, also vun deene Leit, déi vun enger Gemeng an déi aner plënneren, entweeder aus berufflecher Grënn oder well se op enger Plaz wëlle liewen, wou eng leeft, wou een nei Leit kenne léiert a wou hir Kanner Kolleege fannen an ee vläicht nach an der Strooss spille kann.

Dat Siwent: Ech wëll awer och de GRESIL erwänen, dee jo gëschter Moien a gëschter Mëtten nach getaagt huet, de Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau local, deem seng Aarbecht ech genau verfollegen an deen eng grouss Panoplie vu Best Practices a vun déiwen Diskussiounen ze bidden huet.

Wéi ech de Comité interministériel erwäänt hunn, war ech scho kuerz op den nationalen Niveau ze schwätze komm. Wichteg ass hei och, éischtens, dass een eventuellen neie Plan d'action national d'intégration (ndlr: PAN intégration) zesumme mat den Acteure vun der Zivillgesellschaft an de Sozialorganisatiounen ausgeschafft gëtt, well soss gëtt dat e ganz theorielastegt Dokument.

Dat Zweet: De CAI an de PIA sinn zwee Schlësselelementer an der bisheereger Strategie, dofir géif ech d'Ministesch gäre froen, wéi vill Leit säit dem Ufank de CAI ënnerschriwwen hunn a wat de Pourcentage ass par rapport zu deenen, déi dëse Kontrakt hätte kënnen ënnerschreiwen. An ech wéilt awer och gäre froen, wéi déi sozioekonomesch Schichten dora vertruede sinn an ob een aus eventuellen Zuele schléisse kann, dass gewësse Leit de Kontrakt net an Usproch huelen, well se einfach net kënnen, an ob een doraus schléisse kéint, dass zum Beispill déi mam Kontrakt verbonne Coursen de Weekend mussen ugebuede ginn oder mat enger Garde fir d'Kanner.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann elo scho meng Auerzäit rout gëtt: Ech hunn ausgemaach mam Generalsekretär, dass ech déi zéng Minutten, fir déi ech mech herno ageschriwwen hat, elo huelen, fir de Flow vun der Presentatioun net ze verléieren.

Erlaabt mer dofir, no dësem groussen Deel iwwert d'Zesummeliewe mat den Auslänner an d'Aufgabe vu Staat a Gemenge kuerz op d'Flüchtlingen an d'Sans-papiers ze schwätzen ze kommen! Ech wëll just e puer Saachen erauspicken, well hir Situatioun jo eng spezifesch ass.

Als CSV setze mer eis a fir eng human an eng wierdeg, awer och eng gerecht an eng kohärent Flüchtlingspolitik. A ganz ofgesinn dovun, dass et fir déi grouss Froe just europäesch Léisunge gëtt, ka Lëtzebuerg awer eng dezidéiert an eng gutt Flüchtlingspolitik och am Beräich Integratioun maachen. Well et ass wouer: Integratiounsaarbecht muss sou fréi wéi méiglech ufänken, eigentlech am Moment vun der Arrivée.

An da kënnt op kee Fall dat a Fro, wat vun e puer Leit an Organisatioune monéiert gëtt, nämlech dass et Leit gëtt, déi d'Asylbewerber beim Depot vun enger Demande géifen decouragéieren, dat ze maachen. Dat geet net! De Schutz vum Staat ass wichteg, mee net um Réck vum Schutz vun de Leit!

An ech wëll hei och nach eng Kéier u meng Question-parlementairen erënneren zu den Asätz vu Frontex an un déi méiglech Abuse bei de sougenannte Pushbacks. An ech si mer bewosst, dass dat heiten eng Fro ass, déi Emotionalitéite waakreg mécht a wou et wichteg ass, en Equiliber ze fannen an net naiv drop ze kucken. Mee et ass wéi iwwerall an der Welt: D'Tatsaach, dass et eng Rei Profiteure gëtt, mécht den Asaz fir d'Mënschen net falsch. Am Contraire, et mécht en ëmsou méi wichteg, well si soss de Profiteuren ausgeliwwert sinn.

An ech hu selwer eng ganz Rei intensiv Erfarunge gemaach, déi an de Flüchtlingscampe waren, déi mech déif markéiert hunn, an ech kennen et aus de Recite vun enger ganzer Rei vu Kolleegen a Kolleeginnen, déi ganz intensiv mat Flüchtlingen zesummeschaffen.

Et gëtt an eisen Aen eng ganz Rei vu wichtege Verbesserungen, déi néideg sinn. Déi eng falen an de Beräich Accueil an Immigratioun, an ech hoffen, dass Der trotzdeem net d'Oueren zoumaacht, Madamm Minister, an déi aner fale souwisou an de Beräich Integratioun, an do misst Der dann d'Oueren am richtege Moment erëm opmaachen.

Ech wëll just follgend Saachen erwänen. Déi éischt ass: Mir brauche gutt Prozedure fir legal Migratioun. Déi zweet ass: Mir brauchen en nationale Konsens, deen onofhängeg ass dovun, wien a wat fir enger Gemeng d'Soen huet. Et gëtt iwwregens impressionnant Beispiller aus de Gemengen, mee si brauchen direkt Uspriechpartner an Hëllef. Sou hunn ech zum Beispill matkritt, dass an enger klenger Gemeng, déi sech immens vill fir d'Flüchtlingen asetzt an un hirer Integratioun schafft, elo wärend der Coronazäit all Uspriechpartner gefeelt huet. De Foyer ass vum Ministère aus geréiert ginn an dee war an deem dote Punkt iwwerfuerdert. D'Mënschen aus dem Foyer ware sech selwer iwwerlooss an hu mussen deelweis ganz schwiereg Situatioune matmaachen, wéi trotz Verdacht op eng méiglech Coronainfektioun fir den Test mam ëffentlechen Transport duerch d'halleft Land ze gondelen.

Dat Drëtt ass: Mir brauche méi Personal an de Ministèren, mengen ech, entweeder fir derfir ze suergen, dass d'Prozedure séier ginn, och wa sech do ganz villes ganz, ganz vill verbessert huet, oder dass d'Integratioun encadréiert gëtt. D'Leit brauchen onbedéngt e Suivi, wa se bis de Statut hunn, si kënne sech dann net selwer iwwerlooss bleiwen. An och, wa se da keng Flüchtlingen, mee Bierger sinn, dofir dann och Rechter a Flichten hunn, wéi mir alleguerten, brauche se zugläich och déi begleedend Hand an enger total neier Liewensphas.

An ausserdeem ass wouer: E gudde Fortschrëtt vun hirer Integratioun hänkt och dovun of, dass si selwer matmaachen. Dat si se eis och schëlleg. An et ass richteg, dass mer d'Leit ëmmer erëm doru mussen erënneren, dass Integratioun och eng Ustrengung vun hirer Säit verlaangt. Et geet jo net ëm Assimilatioun, mee ëm Appropriatioun vun eisem Land, eiser Kultur, eiser Sprooch an eise Wäerter.

Ee ganz entscheedende schwaache Punkt, an dat ass de véierten, bleift och hei grad de Logement. Et ass méi wéi bedenklech, wann DPI a BPI zesumme logéiert bleiwen, well mer net genuch Strukturen hätten.

Ass et ugeduecht, Madamm Minister, dass e Plang vu gemeinsamer Verantwortung vun alle Gemengen erschafft gëtt, sou dass d'Leit am ganze Land gutt verdeelt géife ginn? Well deen heiten Zoustand begënschtegt natierlech Parallellwelten. An dat ass Gëft fir eis Gesellschaft an och fir all Eenzelnen. Iwwregens ass bei der Kreatioun vum ONA gesot ginn, dass en Noutplang fir de Logement vun DPI géif opgestallt ginn. Och wann dat net an Är Kompetenz fält, Madamm Minister, wësst Dir vläicht awer, wou dee Plang drun ass?

Dat Fënneft: Et wär ganz hëllefräich, wa mer géife wärend der Prozedur d'Kompetenzen an déi besonnesch Bedierfnisser, also déi zwee, vun de Flüchtlingen erausfannen, engersäits fir hinne fréizäiteg scho kleng Aarbechten ze ginn, anerersäits fir se spéider bei engem positive Bescheed berufflech besser kënnen ze orientéieren.

An hei, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si mer bei engem ganz fundamentale Punkt! Wa mer hir Kompetenzen erausfannen, ass dat, fir hinne fréistméiglech ze hëllefen, sech aktiv kënne selwer ze engagéieren, also op eegene Been ze stoen, autonom ze ginn. Well déi grouss Gefor ass déi, dass Mënschen an hirer Situatioun passiv ginn, engersäits, well se bei deem, wou se kéinten hëllefen, net gefrot ginn, zum Beispill am Haushalt an enger Struktur, anerersäits, well se do, wou se hiert eegent Liewe geréiere kéinten, keng Méiglechkeete kréien.

Dofir si mer immens gespaant op d'Evaluatioun vum Projet mat de Bezuelkaarten, dee jo e gudde Schrëtt a Richtung Autonomie ass, well grad Auto-

nomie léiert sech a géif de Leit och hëllefen, spéider bei enger eventueller Gestioun vun engem REVIS besser eens ze ginn.

De Lëtzebuerger Flüchtlingsrot plädéiert jo fir eng monatlech Allocatioun, fir d'Grondbedierfnisser selwer ze verwalten: déi alimentaire, déi medezinesch, déi hygieenesch an déi schoulesch. De Minister Asselborn huet mer op d'Question parlementaire 3314, déi ech mat menge Kolleegen Emile Eicher, Léon Gloden a Laurent Mosar gestallt hat, geäntwert, dass esou e Pilotprojet um Lafen ass a fréistens am Abrëll ausgewäert kéint sinn. Kéint Dir, Madamm Minister, eis vläicht awer soen, wou dee Pilotprojet leeft a wéi vill Leit do matmaachen?

Dee sechste Punkt: Wann et stëmmt, dass nieft der Méisproochegkeet an nieft dem Respekt fir hir Hierkonftssproochen d'Lëtzebuerger Sprooch zum Kär vun eiser gemeinsamer Gesellschaft gehéiert, da brauche mer vill an och vill méi Sproochecoursen op Lëtzebuergesch. Et wär eng Iddi, d'Betriber, déi dat förderen, extra ze ënnerstëtzen, well wann aus engem DPI ee BPI gëtt, ass säin Haaptkapital, fir gutt seng Plaz an der Gesellschaft ze fannen, d'Beherrsche vun der Lëtzebuerger Sprooch a vun enger vun deenen anere grousse Kommunikatiounssproochen.

Deen nächste Punkt: De PIA ass e ganz wichtegt Instrument fir eng begleet Integratioun. Wéi et schéngt, ass awer déi drëtt Phas vum PIA nimools a Kraaft getrueden. Kann d'Madamm Minister dat bestätegen? A wa jo: Woufir ass dat esou? Déi drëtt Phas, dat sinn iwwregens déi thematesch Seancë mat de BPIen. An ass hei och en Iwwerschaffe vum PIA virgesinn? A wa jo, da freet de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot, dass dës Kéier d'ONGe vun Ufank u matagebonne ginn.

An dat Lescht: De Regroupement familial ass fir vill vun deene Leit dee gréisste Liichtbléck, jo, vläicht souguer d'Daseinsberechtegung vun hiren Demarchen. Mir brauchen onbedéngt eng staark an eng sensibel Begleedung vun de Leit bei deenen Demarchen.

Ech wëll awer och nach, elo bal zum Schluss, kucken, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat déi Iwwerleeunge vu ganz um Ufank bedeite fir d'Sans-papiers. Si sinn an enger besonnesch prekärer Situatioun, well wann et drëms geet, hir Grondrechter ze schützen, da feelt hinnen ee fundamentaalt Recht: nämlech dat Recht, sech hei opzehalen. An dorun hänken nach eng ganz Rei aner Rechter.

An deem Sënn wëll ech Iech, Madamm Ministesch, trotzdeem froen, ob d'Regierung vläicht virgesäit, vläicht och gestäerkt duerch d'Erfarung vu Corona, déi Mënschen ze regulariséieren, am Sënn vun enger One-Shot-Regulariséierung. Well u sech muss ee jo soen, dass se souwisou hei sinn, an dat oft zesumme mat hire Familljen, an dass mer doduerch, dass mer se regulariséieren, an doraus keng automatesch - ech betounen: keng automatesch - reegelméisseg Prozedur maachen, selwer näischt verléieren. Mee am Contraire, si a mir als Staat géife gewannen, well wa se regulär hei kënne schaffen, da cotiséiere se och hei, si kënnen hir Bäiträg leeschten an engem Land, zu deem se scho laang e Lien opgebaut hunn.

An et ass impressionnant ze gesinn, wat fir eng gutt Aarbecht hei och d'ASTI mécht, fir grad elo an der Coronakris de Leit ouni Pabeiere ganz onkomplizéiert ze hëllefen, virun allem duerch Bons alimentaires, déi iwwer Spendegelder finanzéiert ginn. Ka sech de Staat virstellen, Madamm Minister, an Zukunft selwer esou eng Ulafstell fir dës Leit anzeriichten?

An et ass impressionnant ze gesinn, wat fir eng gutt Aarbecht hei och d'ASTI mécht, fir grad elo an der Coronakris de Leit ouni Pabeiere ganz onkomplizéiert ze hëllefen, virun allem duerch Bons alimentaires, déi iwwer Spendegelder finanzéiert ginn. Ka sech de Staat virstellen, Madamm Minister, an Zukunft selwer esou eng Ulafstell fir dës Leit anzeriichten?

An domat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kommen ech zu mengem leschte Punkt. Ee ganz wichtegt an interessant Theema ass de Bléck op d'Frontalieren an domat och op d'Groussregioun. Et wär an eisen Aen total falsch, d'Frontaliere just ze betruechten ënnert dem Bléckwénkel vun hirem ökonomesche Bäitrag zum Wuesstum vun eisem Land. Mir schwätzen do vu Leit mat Familljen, mir schwätze vu Mënschen, déi oft laang Weeër op sech huelen, oft vill Zäit verléieren, déi se mat hire Familllje verbrénge kéinten, an déi sech grad an der Coronakris als extreem systeemrelevant erwisen hunn. Ech wëll dofir kuerz zwee Aspekter beliichten: Zum enge wär et hei nämlech Zäit fir eng visionär Politik vun der Groussregioun an zum anere geschitt déi Integratioun besonnesch an de Betriber.

Fir d'Betriber gëllen dofir eigentlech zwee Prinzippien: Deen een ass, dass se jee no hirer Situatioun versichen, hiren Employéen eng Integratiounskultur unzebidden, wuel wëssend, dass d'Situatioun bei de manuellen Aarbechten eng aner ass wéi bei den intellektuellen. Am manuelle Beräich wiesselen oft d'Chantieren an domat och d'Besetzung. An am intellektuelle Beräich si se oft op méi eng laang Dauer op där selwechter Plaz.

An deen zweete Prinzip ass dee vun der géigesäiteger Integratioun. An deene Betriber, an deenen d'Lëtzebuerger an d'Minoritéit rutschen, ass et wichteg, dass all déi Prinzippien, déi mer elo hei erwäänt hunn, ëmgekéiert genausou zu hire Gonschte gëllen, an zwar och net nëmmen an de Betriber.

An dat gëtt mer d'Geleeënheet ze betounen, wéi immens wichteg d'Roll vun de Betriber insgesamt ass, well d'Mënsche begéine sech virun allem do, wou se matenaner schaffen. Vill Secteure sinn nach ënner sech, zum Beispill och de Bau. An da gëtt do och wéineg Lëtzebuergesch geschwat. Dat kéint derzou féieren, dass déi betraffe Leit iwwert d'Aarbecht eraus an hire Parallellwelte bleiwen. An dofir ass et wichteg, dass mer hei de Congé zur Verfügung stellen, fir Sproochen ze léieren; Lëtzebuergesch, mee wann néideg, dann och anerer vun deenen offizielle Sproochen.

A wat d'Groussregioun ugeet, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou schéngt et mer ganz wichteg ze sinn ze bedenken, dass mer an dëser sanitärer Kris ouni Groussregioun zimmlech verluer an iwwerfuerdert gewiescht wären. Mir sinn et deene Leit an hire Géigende schëlleg, dass mer ee bewosst Konzept hunn, wéi mer mat der Groussregioun zesummeschaffen. De Ronnen Dësch huet hei e puer flott kleng Iddien an d'Spill bruecht, déi Lëtzebuerg an d'Groussregioun méi enk zesummewuesse loossen: de Jumelage tëschent Lycéeën aus der Groussregioun mat entspriechenden Austauschprogrammer, grenziwwerschreidend Vëlospisten, Kollaboratioune vu Jugendorganisatiounen a bei kulturellen Initiativen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mat dëse Gedanken net gedoen. Wat mer brauche fir eng gutt Integratiounspolitik, ass ee bewosste Monitoring vun der Situatioun. Mir brauchen en Optrag, deen d'Politik un d'Wëssenschaft erdeelt, fir mat sozialpoliteschen Indicateuren d'Evolutioun vu Lëtzebuerg ze begleeden. D'OECD huet esou eng Rei Indicateuren. An et gëtt och déi sougenannt Saragossa-Indicateuren. À propos OECD: D'Lëtzebuerger Regierung huet jo bei der OECD eng Evaluatioun vun der Applikatioun vum Integratiounsgesetz an Optrag ginn. Wéini kënne mer do mat Resultater rechnen?

An am Bezuch op d'Migrante gëtt et och de MIPEX (ndlr: Migrant Integration Policy Index). Dofir nach ofschléissend meng Fro un Iech, Madamm Minister: Ass et geplangt, an Zukunft e wëssenschaftleche Monitoring ze maachen, souwuel vun der demografescher Evolutioun vum Land wéi och vun der Effektivitéit vun de politeschen Instrumenter fir d'Integratioun?

An domat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, follgend Schlëssesëlsätz nach eng Kéier zum Schluss vun dëser Interpellatioun, déi ech wëll widderhuelen:

Integratioun ass en dynamesche Prozess, net just zugonschte vun den Auslänner, mee vun eis alleguerten. Et geet net virun allem an net eleng ëm politesch Mesuren, mee ëm eng Visioun vum Vivre-ensemble, vun enger Cohésion sociale. Wéi wëlle mir Gesellschaft sinn, faire société ensemble? D'Integratioun geschitt net eleng kulturell, mee och ökonomesch, politesch a sozial. A si berout net eleng op der Verantwortung an Initiative vun Eenzelnen, mee op enger proaktiver Politik vum Staat a vun de Gemengen.

Mir hunn alles ze gewannen a wierklech näischt dobäi ze verléieren. Mir brauchen eng staark Integratiounspolitik an dësem wonnerschéine Land Lëtzebuerg, déi virun allem eppes am Bléck huet: een dynamescht Zesummeliewe ronderëm eng fest Mëtt.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Här Galles, erlaabt Der, datt den Här François Benoy Iech eng Fro stellt?

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur*.- Ganz gären.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo, villmools merci, Här President. Och merci dem Här Galles fir seng Ried. Den Här Galles huet och iwwer Participatioun geschwat an huet do d'Fro opgeworf, ob d'Ministesch géif wëssen, a wivill Gemengen et Budget-participatiffe géif ginn. Ben, an der Stad zum Beispill gouf et esou ee bis 2017. Dee gouf du leider net verbessert, mee ersatzlos gestrach. Mee vläicht gëtt e jo elo erëm agefouert, mat der Hëllef vum Här Galles.

Meng Fro géif an déi heite Richtung goen: Ech hunn dem Här Galles gutt nogelauschtert, a mir wësse jo, dass mer e groussen demokrateschen Defizit hunn, notamment wat d'Participatioun vun Auslänner op nationalem Niveau an der Politik ugeet. An ech hunn net héieren, dass den Här Galles eis do gesot hätt, wéi seng Meenung zum Auslännerwalrecht zum Beispill wär, fir eeben deen Defizit do méi kleng ze kréien. Dat géif mech interesséieren an dofir soen ech dem Här Galles Merci fir eng Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Benoy. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur*.- Merci, Här Benoy, dass Dir ëmmer esou interessant Froe stellt. Et ass ganz kloer, also beim Auslännerwalrecht stinn ech total hanner eiser Positioun als CSV, well ech mengen, wéi mer et gesot hunn, dass d'Auslännerwalrecht iwwert d'Nationalitéit sollt lafen. Dat heescht, mir sinn der Meenung, dass dat den Integratiounsfacteur ass, deen ee brauch.

Dobäi wëll ech awer och soen, dass mir eebe grad dofir den Accès zur Nationalitéit, also zu engem Lien affectif zur Nationalitéit solle verstäerken. Ech mengen, dass dat de Wee ass, fir dohinnerzegoen an dee Lien opzebauen, deen ee brauch, fir dann och gären eng Nationalitéit unzehuelen, fir dann och déi vollkomme Form vun de Rechter, vun de Walrechter an Usproch ze huelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Paul Galles.

D'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen, huet elo d'Wuert.

Exposé du débat de consultation

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Léif Deputéiert alleguerten, loosst mech emol fir d'éischt wannechgelift dem Interpellant villmools Merci soen. Merci éischtens fir d'Interpellatioun. Mee merci och fir déi ganz engagéiert an interessant Ried, déi en hei gehalen huet, well dat war jo och, wéi ech decidéiert hat, den Débat de consultation unzefroen, genau de Sënn an den Zweck vum Exercice.

Ech krut vill Froe gestallt. Ech probéieren natierlech och, dorobber ze äntwerten. Mee ech wollt, well ech zweemol Zäit elo de Mëtten hei hunn, dovunner profitéieren, fir emol fir d'éischt den Istzoustand ze maachen an eng Kéier ze erklären, wou mer haut dru sinn, wat d'Defie sinn, fir Iech dann och alleguerten nozelauschteren an der Consultatiounsdebatt, esou wéi ech dat elo grad beim Här Galles gemaach hunn, mat ganz vill Interessi, well ech och der Meenung sinn, esou wéi hien och, dass Integratioun eppes ass, wat ons alleguerten eppes ugeet. An ech géif dann och mat enger klenger Anekdot ufänken.

Wéi ech ugefaangen hat als Familljeministesch virun e puer Joer, du war ech bei enger däitscher Kolleegin. An déi huet mer déi ganzen Zäit geschwat vun „Deutsche mit Migrationshintergrund". „Deutsche mit Migrationshintergrund"? Bon, si hat dat op eemol esou dacks gesot, dass ech emol gefrot hunn: „Wat ass dann iwwerhaapt d'Definitioun vun ‚Deutscher mit Migrationshintergrund'?" An ech krut du geäntwert: „Ma, en ‚Deutscher mit Migrationshintergrund', dat ass en Däitschen, wou op d'mannst ee vun de Grousselteren net Däitsch war." Bon. Mat enger Boma, déi an Éisträich gebuer ass an ouni ze plënneren a Polen opgewuess ass, mat enger anerer Boma, déi an Däitschland gebuer ass an ouni ze plënneren a Frankräich opgewuess ass, well d'Grenze sech eeben am 20. Joerhonnert verschiibt hunn, hunn ech dat ganz interessant fonnt, well ech hu mech nach ni mat Migratiounshannergrond gesinn hei zu Lëtzebuerg. Ech sinn hei gebuer an ech hat net d'Impressioun, ech hätt iergende „Migrationshintergrund". An dofir, mengen ech, ass déi Geschicht och ganz interessant.

Wéi gesot, et geet elo emol hei a menger éischter Ried drëms, en Istzoustand eng Kéier ze soen, d'Erausfuerderungen eng Kéier, alleguer d'Sujeten och ze ëmräissen, wat awer den Här Galles och scho relativ gutt gemaach huet, fir dann herno deen Debat ze hunn, Iech och nozelauschteren an da gegeebenefalls drop ze reagéieren a virun allem op alles dat ze reagéieren, wat ech de Mëtten héieren hunn, fir kënne gemeinsam a Richtung vun engem gudden Zesummeliewen hei am Land ze goen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen eeben en neit Integratiounsgesetz. Dat aktuellt Gesetz, dat ass vun 2008. A mir hunn dat effektiv am Dezember 2019 modifizéiert, fir eng Opdeelung vun de Kompetenzen am Beräich Accueil an Integratioun tëschent dem Ausseministère an dem Familljeministère ze garantéieren. Mir hunn en neien Departement vun der Integratioun am Familljeministère geschaaft, well ons dat Theema ganz besonnesch wichteg ass.

Mee et war vun Ufank u kloer, dass dëst Gesetz vun 2019 net als Missioun hat, fir den Inhalt vum Beräich Integratioun ze iwwerschaffen. Mir brauchen awer esou en Iwwerschaffen, well 2021 ass d'Situatioun hei am Land net méi déi selwecht wéi 2008. Lëtzebuerg ass nach méi international ginn. Et si vill nei Matbierger bäikomm, mat enger grousser Diversitéit. An dat ass och d'Stäerkt vu Lëtzebuerg! Mir wären net Lëtzebuerg, wa mer net dës Villfalt u Kompetenzen a Liewenserfarungen hätten, déi mer all als Matbierger vu Lëtzebuerg matbréngen.

Wann een awer ronn 23.000 nei Matbierger pro Joer empfänkt an hinne wëllt hëllefen, hire Wee hei am Land ze fannen, da muss ee sech och de gesetzleche Kader ginn, deen dat erlaabt.

Wann ee wëllt iwwer 170 Nationalitéiten an doduerch enger Villfalt vu kulturellen Hannergrënn gerecht ginn, da muss ee sech ëmmer erëm d'Fro stellen, ob déi Instrumenter, déi een huet, ugepasst sinn un d'Erausfuerderungen, déi mat dëser Diversitéit dann och kommen.

Jo, et gëtt och Erausfuerderungen! En harmonescht Zesummeliewe geet net vun eleng. A jiddereen, jidderee vun eis muss eng Hand matupaken. Et geet net duer ze soen, dass déi nei Matbierger sech eeben einfach sollen upassen an da geet dat schonn. Nee, esou einfach fonctionéiert d'Zesummeliewen net! Mir sinn alleguerte gefuerdert: mir Lëtzebuerger, mir Netlëtzebuerger, déi scho laang hei am Land wunnen, an och mir nei Matbierger, déi grad bäigezu sinn, ob Flüchtling oder net, mee awer och, an den Här Galles huet et gesot, mir Grenzgänger, déi all Dag hei am Grand-Duché schaffen, déi hei akafen a Fräizäitaktivitéite maachen an doduerch iwwer en Drëttel vum Dag hei verbréngen. Jo, wéi et grad gesot ginn ass, och de ronn 200.000 Grenzgänger musse mer e Kader ginn, deen et hinnen erlaabt, sech bei ons wuelzefillen, well och si sinn en Deel vum Grand-Duché.

Sech wuel fillen, sech doheem fillen, zesummeliewe mat mengem Noper a mat menge Frënn, Gläichberechtegung, keng Exklusioun, keen Niefteneen, dëst sinn alles Begréffer, déi aus den Avise kommen, déi eng ronn 70 Acteure vu Lëtzebuerg an och aus der Grenzregioun ons geschriwwen hunn am Kader vun de Consultatiounen, déi mer d'lescht Joer lancéiert hunn, fir de Prozess vum Iwwerschaffe vum Gesetz unzestoussen. Dës Avise stinn iwwregens och ëffentlech op onsem Internetsite, grad ewéi och d'Avise vum CNE - iwwregens, dann hätt ech emol domadder scho geäntwert op déi eng Fro -, well mir wëllen en oppenen a mir wëllen en transparenten Dialog an Debat. An dofir och haut déi Consultatiounsdebatt hei an der Chamber, well ech mengen, mir sollte wierklech oppen heiriwwer diskutéieren, well et geet ons all eppes un.

Vill vun dësen Avise maachen drop opmierksam, dass mer ons och musse Gedanke maachen iwwert d'Terminologie, déi mer benotzen. Am Moment schwätze mer vun „Integratioun". Mir hunn e Ministère vun der Famill an der Integratioun. Mir hunn en Departement vun der Integratioun. Mir hunn och en Nationalplang vum Accueil an der Integratioun. Mee ass „Integratioun" wierklech nach dee Begréff, deen onsen Alldag am beschten zréckspigelt? Wëlle mir d'Leit integréieren? Oder geet et drëms, dass si ons kenne léieren, dass mir si kenne léieren? A geet et net éischter drëms, dass mer ons all d'Moyene ginn, fir dass mir ons respektéieren, dass mer ons géigesäiteg schätze léieren a fir dass mer zesumme Lëtzebuerg sinn?

D'Propose vun den Acteuren um Terrain, a mir hu se och elo grad schonn am Här Galles senger Ried héieren, déi gi vun Zesummeliewe bis Citoyennetéit, iwwer Inklusioun och, Kohäsioun a Solidaritéit. Ech wënsche mer, dass den Debat haut och dës Aspekter beliicht, well wéi mer all wëssen, sinn d'Begréffer, déi mer benotzen, net ze ënnerschätzen.

Ganz dacks gi Wierder benotzt, wou ee sech vläicht selwer näischt Béises dobäi denkt, mee déi awer en aneren aneschters erlieft. En aneren, dee vläicht en aneren Hannergrond huet. An da komme Gefiller vun Diskriminatioun an Exklusioun op. A wa mir een Zil mussen hunn, dann ass et dat, dass mer der Diskriminatioun keng Plaz hei am Land däerfe ginn!

Mir haten d'lescht Joer am Juli hei den Debat an der Chamber zum Sujet vum Rassismus. A mir waren ons all eens: Mir wäerten alles maachen, fir all Forme vun Diskriminatioun ze bekämpfen. Mir waren ons awer och eens, dass mer ons mussen d'Moyene ginn, fir déi verschidden Aspekter vum Rassismus besser ze verstoen an ze beliichten, fir dass mer och besser handele kënnen. Dofir ass den Departement vun der Integratioun amgaangen, eng Etüd ze maachen iwwert de Sujet, zesumme mam LISER a mam CEFIS (ndlr: Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales ASBL). Aner Acteure wäerten och matagebonne ginn. D'Resultater vun där Etüd wäerten dann Enn 2021, dëst Joer also, hoffentlech hei an der Chamber kënne presentéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdru gesot, dass mer alleguer gefuerdert sinn, fir dass mer e gutt Zesummeliewe gestalte kënnen. Dëst ass och vun den Acteuren um Terrain an hiren Avise ganz kloer ënnerstrach ginn. Dernieft hu mer och Veräiner natierlech, déi ganz aktiv sinn. All eenzelne Bierger, hunn ech jo scho gesot, ass wichteg fir dëse Prozess, mee d'Veräiner, d'Veräiner an all eenzel Gemeng, si hunn natierlech eng extreem wichteg Roll hei ze spillen, wann et drëms geet, d'Mateneen ze gestalten.

Et ass an de Veräiner, wou d'Leit sech begéinen a wou se zesummen eppes ëmsetzen an opbauen. Et ass an de Veräiner, wou en neie Matbierger einfach

emol am informelle Kader eng Fro ka stellen, wou e sech informéiere kann an eng Hëllef ka kréie vun engem Kolleeg. Et ass och an de Veräiner, wou en neie Matbierger kann eng Hand matupaken iwwert de Benevolat a wou en esou och en Deel vum Ganze ka sinn.

D'Sportsveräiner, d'Kulturveräiner, d'Museksveräiner, d'Scouten an Honnerte vun anere Clibb kënnen e fantastesche Vecteur sinn, fir hei am Land Fouss ze faassen. Onst neit Gesetz muss sécherstellen, dass d'Veräiner kënnen déi Ënnerstëtzung kréien, déi se brauchen, fir dës wichteg Missioun kënnen ze erfëllen, iwwer Subsiden an aner finanziell Ënnerstëtzungen.

Dacks sinn dës Veräiner um lokalen a regionalen Niveau aktiv. An domat kommen ech op en Acteur, ouni deen en harmonescht Zesummeliewen net denkbar ass: d'Gemengen. Et ass an de Gemengen, wou den Alldag sech ofspillt. Wann ech mech a menger Gemeng net wuel fillen, da fillen ech mech hei am Land net wuel. Dat geet u vun deem Moment, wou ech mech bei der Gemeng aschreiwen an Informatioune brauch iwwert d'Demarchen an doriwwer, wéi d'Gemeng iwwerhaapt fonctionéiert. Et geet awer doriwwer eraus. An et ass wichteg, dass déi nei Matbierger vun Ufank un informéiert ginn iwwer hir Rechter an awer och iwwer hir Flichten, zum Beispill hiert Recht, fir um Gemengenniveau kënne wielen ze goen, oder awer och, dass se gebiede sinn, eng Hand matunzepaken, wann et zum Beispill ëm d'Trennung geet vum Offall; fir nëmmen dat elo emol als Beispill ze nennen.

Nieft der Informatioun ass awer och d'Participatioun vun den neie Matbierger wichteg. Ech kann all d'Informatioune vun der Welt hunn, wann ech dann awer net participéieren, da sinn ech erëm net en Deel vum Ganzen. Natierlech soll kee gezwonge gi matzemaachen, mee et soll een awer kucken, fir aktiv op d'Leit duerzegoen, déi vläicht nach e bësse schei sinn, well se nach net vill Leit kennen. Et soll een hinnen eng Hand ausstrecken. Et soll een hinnen ze spiere ginn, dass se wëllkomm sinn an dass se gären däerfe matmaachen.

Dës aktiv Approche gëtt och schonn a ganz ville Gemengen esou ëmgesat. An ech wëll dat och op där heiter Plaz ganz kloer ënnersträichen, well ech houfreg sinn op all déi flott Initiativen, déi um Gemengenniveau an och um regionalen Niveau ëmgesat ginn. An do gëtt et ëmmer nees Best Practices och.

Do hunn och déi vill Integratiounskommissiounen e ganz, ganz grousse Luef verdéngt, well si sech als Benevollen engagéieren, fir d'Zesummeliewen an der Gemeng ze gestalten. Och fir si gesäit dat aktuellt Gesetz e Kader vir, deen et haut kritesch ze beliichte gëllt fir ze kucken, wéi een dësen an engem neie Gesetz kann upassen.

Mir haten d'lescht Joer eng ganz grouss Consultatioun bei den Integratiounskommissioune gemaach, fir hir Besoine besser ze verstoen. Dës Iwwerleeunge wäerte mer och mat an d'Iwwerschaffe vum Gesetz afléisse loossen. Mee haut kommen an onsem Debat bestëmmt och nach déi eng oder aner interessant Iwwerleeungen derbäi. An do sinn ech ganz gespaant.

D'Gesetz setzt och de Kader fir de Plan communal d'intégration. Hei gëllt et och sech ze froen, wéi esou ee Plang soll ausgesinn. Ass e Plang dee richtege Wee? Oder muss een op e méi dynamesche Prozess setzen, deen a Form vun engem Pakt soll Aktiounen ënnerstëtzen zum Beispill?

Dat neit Gesetz muss och Instrumenter festhalen, déi d'Ëmsetzung vun de Gemengeninitiativen ënnerstëtzen. Jo, finanziell Moyenen iwwer Subsiden hëllefe sécherlech deelweis, mee dacks brauchen d'Gemengen nieft de Suen och technesch Kompetenzen. Zesumme mat onse laangjärege Partner, dem Syvicol, der ASTI, dem CEFIS, dem CLAE an der Caritas, sti mir als Ministère de Gemenge schonn zur Säit, fir hinnen dësen techneschen Knowhow ze ginn. Dofir hu mir och zwee Conseillers à l'intégration agestallt, spezifesch fir dës Missiounen. Dës Approche vun de Conseillere kéint een och an engem gesetzleche Kader iwwregens verankeren, fir deem Ganzen eeben och nach méi Gewiicht ze ginn.

Dat aktuellt Gesetz etabléiert och den interministerielle Kommitee, vun deem och scho geschwat gouf. Eng enk Zesummenaarbecht an engem esou transversale Sujet wéi der Integratioun ass eng Noutwendegkeet, mee doriwwer eraus eng Chance, fir d'Aktiounen aus de verschiddene Beräicher vum Staat kënnen openeen ofzestëmmen.

Dës Ofstëmmung soll awer net ouni d'Partner vum Terrain gemaach ginn. An dofir huet den Departement vun der Integratioun och zanter Enn vum leschte Joer d'Zivillgesellschaft an dës Reuniounen agelueden, fir dass mer e konstruktiven Austausch ënnerstëtze kënnen. Dir kënnt iwwregens och de Compte rendu vun deene Reuniounen op onsem Internetsite fannen.

An dësem Gremium ass och den nationalen Aktiounsplang fir d'Integratioun ausgeschafft ginn. An dëse kann dann an Zukunft och zesumme mat der Zivillgesellschaft ugepasst ginn. Dës méi breet Kompositioun vum Gremium kéint dann och an engem neie Gesetz verankert ginn.

Den interministerielle Kommitee mécht och d'Selektioun vun de Projeten am Kader vum alljärlechen Appel à projets vum Integratiounsplang, wou all d'Acteure vum Terrain hir innovativ Projetsiddie kënnen erareechen. Den Appell vun dësem Joer huet alt erëm ganz vill Succès gehat, mat ronn 50 Projeten, déi eragereecht gi sinn. Vill sollen der och um Gemengenniveau oder um regionalen Niveau ëmgesat ginn an ënnerstëtzen doduerch dann och d'Gemengendynamik.

Nieft de Gemengen an der Zivillgesellschaft muss de Staat natierlech och seng Responsabilitéit iwerhuelen. Och hei musse mer ons iwwerleeën, awéiwäit de legale Kader muss ugepasst ginn, fir den haitegen Erausfuerderunge gerecht ze ginn. Ons aktuell Integratiounsprogrammer, de Contrat d'accueil et d'intégration, de CAI, an de Parcours d'intégration accompagné, de PIA, musse mat der Zäit goen a si mussen un d'Besoine vun de Leit ugepasst ginn.

Véier Aspekter wéilt ech hei als Denkustouss fir den Debat mat op de Wee ginn:

Den aktuelle CAI, de Contrat d'accueil et d'intégration, deckt dräi wichteg Aspekter of, an zwar d'Sproochecoursen, d'Civiquescoursen, an da gëtt et do ëmmer eng Journée d'orientation, wou d'Leit kleng Presentatioune kréien iwwer wichteg Beräicher vum Land, wou se hir Froen an engem informelle Kader kënne stellen. Do sinn ëmmer Stänn vu Ministèren, Administratiounen, Associatiounen an aneren Acteuren.

Et stellt sech awer d'Fro, ob dës Offer net och misst weider ausgebaut ginn. Hei kéint een u weider Modüllen zum Beispill denken, déi zesumme mat aneren Acteuren a Ministèrë kéinten am Kader vum CAI ugebuede ginn. Mir sollen déi Formatiounen an Informatioune visibel a virun allem liicht accessibel maachen, déi et scho gëtt, an eventuell nach neier bäisetzen, wa se feelen. Wa mer dat wëllen, da musse mer och d'Gesetz an deem Sënn upassen. An ech denken do zum Beispill och un eng Regionalisatioun, dass een zesumme mat de Gemenge kuckt, dass ee Modüllen och ka bei sech maachen an net ëmmer muss an d'Stad fueren.

Deen zweete Punkt, ech hunn et grad gesot, dee betrëfft dann déi Regionalisatioun vun de Programmer. Ech hu schonn d'Wichtegkeet vum Gemengenniveau ënnerstrach. Hei ass dann och eng Méiglechkeet, fir ons Programmer net nëmmen an der Stad unzebidden, mee eeben an de Regiounen, a fir zesumme mat de Gemengen och Aktivitéiten auszeschaffen, déi dann och kënnen am Kader vum CAI valoriséiert a validéiert ginn.

Drëttens solle mer un d'Digitalisatioun vun de Programmer denken. Mir hunn d'lescht Joer schonn intensiv heirunner geschafft, mee nei Weeër ginn all Dag op, besonnesch an dësen Zäiten, an dëse Covidzäiten, wou mer jo ganz vill mat digitalen Instrumenter eebe léieren ëmzegoen. Mir empfänken d'Leit schonn iwwer digital Moyenen, wat hinnen och eng gewësse Flexibilitéit gëtt. D'lescht Joer hu mer eng digital Journée d'orientation gemaach, wou iwwer 500 Leit sech konnte konnektéieren an informéieren.

Digital Sproochecoursen hu sech a leschter Zäit och bewäert. Ech soen net, dass mer op dëse Wee solle goen, well mer wëllen onbedéngt de perséinleche Kontakt jo net verléieren, dee besonnesch am Beräich vun der Integratioun, vum Vivre-ensemble esou wichteg ass. Mee et kann een awer eng komplementar Offer hei virgesinn, och fir Leit, déi net esou vill Zäit hunn, wéi Dir och scho gesot hutt, déi schaffen, déi Kanner hunn an déi net ëmmer d'Zäit hunn, sech ze deplacéieren.

Dann zum Schluss sollte mer och driwwer nodenken, wéi de gesetzleche Kader kann dozou bäidroen, dass mer ëmmer erëm kucken, dass mer keng Trennung vu verschiddene Populatioune maachen. Flüchtlinge sinn a ganz villen Aspekter net aneschters wéi anerer. Dofir sollte mer och kucken, dass si mat deenen anere Matbierger kënnen an déi selwecht Formatioune goen, och wa si de Statut nach net hunn.

Natierlech brauche se dacks nach eng spezifesch Ënnerstëtzung, besonnesch am Ufank. Mee et gëtt dacks einfach iwwerhaapt kee Grond derfir, firwat e Russ, e Spuenier an e Syrer net kënnen un deem selwechte Cours participéieren! Och sollte mer d'Fro stellen, awéiwäit d'Programmer sollten opgemaach gi fir d'Grenzgänger an esouguer fir d'Lëtzebuerger, wat am Moment net virgesinn ass, well och d'Lëtzebuerger hu sécherlech iwwer onst Land nach ganz vill ze léieren!

Mir mussen och kucken, déi adequat Formatiounen am interkulturelle Beräich an an der interkultureller Mediatioun unzebidden, fir dass d'Kommunikatioun esou gutt wéi méiglech ka gestalt ginn. Dëst gëllt fir d'Agente vum Staat a vun de Gemengen, mee awer och fir d'Membere vu Veräiner an och fir d'Betriber.

An domat kommen ech op e weideren extreem wichtegen Acteur, wéi och schonn haut ugeklongen ass: d'Betriber. Jo, och d'Betriber kënnen an d'Betriber mussen eng Hand matupaken. Och hei ass d'Diversitéit Alldag. A wéi international Etüde bewisen hunn, dréit dës Diversitéit och zur Produktivitéit vun de Betriber bäi. D'„Charte de la diversité Lëtzebuerg" begleet d'Betriber zum Beispill an dësem Beräich.

Zum Schluss wëll ech dann awer och nach op e Gremium agoen, deen och am Gesetz 2008 steet an deem mir och am neie Gesetz en neie Kader musse ginn. Ech schwätzen do vum Conseil national pour étrangers, dem CNE. An ech liwweren do a menger zweeter Interventioun nach eng Kéier d'Chifferen no, wivill Leit sech gemellt hate fir e Posten am CNE, fir do eeben an de Wale Kandidat ze sinn.

De CNE, ech mengen, dat ass kee Geheimnis, dat ass fir mech eng schwiereg Geschicht, well zanter dass ech do sinn, huet dee CNE nach ni richteg fonctionéiert. Et ass déi aktuell Form, déi net richteg fonctionéiert. Et ass awer och d'Missioun, déi warscheinlech net anstänneg definéiert ass. Mir brauchen do en neit Konzept. Mir mussen ons Gedanke maachen iwwert d'Kompositioun eeben, wéi ech gesot hunn, an och d'Missiounen.

An do, Här Galles, hunn ech d'Motioun nach net gesinn, déi Der deposéiere wäert, dofir ass et elo schwéier, direkt drop ze äntwerten. Mee ech géif awer gären e Wuert dozou soen, well ech mengen, mir sollten all zesummen iwwerleeën: Firwat brauche mer e CNE? Wat ass d'Missioun? A wie soll iwwerhaapt do dra sinn? Well ech war haut a bal allem mat lech averstanen, net grad allem, awer bal allem, mee wann ech wierklech enzwousch averstane si mat lech, aus dem déifsten Häerz eraus, dann ass et, dass: D'Nationalitéit, dat ka jo awer wierklech net den ausschlaggeebende Punkt sinn!

Eent vun den Haaptdiskussiounstheemen am CNE ass iwwregens, wann een als Fransous do eragewielt gëtt a wann een op eemol och d'Lëtzebuerger Nationalitéit huet, well déi gouf et jo nach net, d'Double nationalité, wéi de CNE am Gesetz vun 2008 verankert ginn ass, ob een dann awer nach däerf als Fransous am CNE sëtzen oder net. Just, fir lech emol eng Kéier ze soen, wat d'Diskussiounen do sinn. An ech mengen, mir mussen dovunner ofkommen! Mir sinn all Mënschen an et sinn der, déi engagéiere sech, an déi solle sech engagéieren an och eng Missioun kréien. An an deem Kontext soll een, zesummen och mat den Integratiounskommissiounen - dat steet och a verschiddenen Avisen, anerer sinn do net esou waarm derfir -, kucken, wéi déi Representativitéit soll ausgesinn.

Ech denken net, dass dat eng zweet Chamber ka sinn, d'Chamber vun den Netlëtzebuerger. Denken ech net. An ech fillen och net, dass dat iergendwéi d'Meenung heibannen elo sollt sinn. Mee mir sollten driwwer schwätzen. An ech sinn och frou, elo nozelauschteren, well wa mer e Gremium hunn ewéi de CNE, egal wéi mer d'Kand nennen, da muss en eng konkreet Missioun hunn a virun allem muss en och eeben eng anstänneg Kompositioun hunn.

Wéi gesot, ech ginn elo net weider dorop an. Ech lauschtere mat groussem Interessi dann, wat haut fir Iddien an dësem Debat op den Dësch kommen, déi ons dann erlaben, de legale Kader vun der Integratioun - ech nenne se nach ëmmer „Integratioun", mee um Enn vum Dag, mengen ech, sollte mer ons effektiv vläicht op en anert Wuert eenegen -, vum Zesummeliewen eeben hei am Land besser ze gestalten.

Mir kënnen natierlech mat dësem Gesetz net all Beräicher ofdecken. Dir hutt se genannt: de Logement, d'Aarbecht oder Beräicher wéi Développement durable, déi sécherlech och Deel si vun der Reussite. Mee mir kënnen ons awer e Gesamtkader ginn, deen déi grouss Richtungen ugëtt a garantéiert, dass all Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg wëllt um Alldag deelhuelen, dat och ka maachen.

Dësen Debat haut ass en Deel vun engem ganz laange Consultatiounsprozess, dee mer d'lescht Joer lancéiert hunn. Wéi scho gesot, hate mer eng grouss Ëmfro gemaach bei den Integratiounskommissiounen um Gemengenniveau. Do dernieft hu mer Enn 2020 eng ronn 130 Acteure vum Terrain hei zu Lëtzebuerg an och an der Groussregioun ugeschriwwe fir ze héieren, wéi si d'Integratioun gesinn a wat hir Zukunftsvisioune si fir d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg. Derbäi waren och déi 102 Gemenge mat hiren Integratiounskommissiounen. Och d'Veräiner, déi Member vum CLAE sinn, waren invitéiert ginn, matzemaachen. Mir hu wéi gesot ronn 70 Äntwerte kritt, déi Der alleguerte kënnt consultéieren um Internetsite vum Familljeministère.

Mir wëssen awer och vun aneren Acteuren, déi nach un hirem Avis amgaange sinn ze schaffen an dësen dann nach wäerten an den nächste Wochen erareechen.

Mir haten am Januar dëst Joer schonn zwou Fokusgruppe mat verschiddenen Acteuren, déi ons hiren Avis erageschéckt haten. Am Februar wäerte mer där nach zwou maachen. An déi Gruppen, déi erlaben am Fong geholl verschidden Theemen nach méi am Detail ze beschwätzen an och en Austausch ze förderen, e Genre Brainstorming am Fong geholl.

Wann déi sanitär Mesuren et dann erëm erlaben, da wäerte mer och esou séier wéi méiglech op de Gemengenniveau goen, wou mer zesumme mat alle Matbierger, déi wëllen, an den Acteuren aus de Gemenge kucken, wat hir Besoine si fir eeben dat neit Gesetz. Och wäerte mer hei de Grenzgänger d'Méiglechkeet ginn, fir hir Iwwerleeunge matafléissen ze loossen, well si och en Deel vun eisem Alldag sinn a Lëtzebuerg och aktiv zu hirem Alldag gehéiert.

An den nächste Woche wäert och d'OCDE ons de Rapport liwweren - den Här Galles huet gefrot, wéini dass dee Rapport kënnt; mir erwaarden dee fir Enn Februar/ugangs Mäerz -, dee mer bei hinnen an Optrag ginn hunn, fir dass si onsen aktuelle Gesetzeskader an en internationale Kontext setzen, fir dass se ons och berode kënnen, awéiwäit mer verschidde Bonnes pratiques kënne vun anere Länner iwwerhuelen.

Mat all deenen Demarchë geet et ons drëms, e Gesetz ze schreiwen, wou jidderee sech kann dran erëmfannen, wou mer de gesetzleche Kader schafen, deen et jidderengem erlaabt, aktiv ze sinn, a fir dass mer esou onst Zesummeliewen all zesummen eeben hei zu Lëtzebuerg gestalte kënnen.

Integratioun, dat ass d'Responsabilitéit vun all Eenzelnem vun eis. Et deet mer leed, Här President, dass deen Debat haut esou kuerzfristeg net konnt iwwersat ginn, well ech mengen, do hunn ech net driwwer geschwat, mee d'Sprooch ass ganz sécher e ganz groussen Integratiounsfacteur. Wa mer ons net verstinn a wa mer net verstinn, wat mer soen, dann ass et ganz schwéier, d'Zesummeliewen ze organiséieren.

Den Här Galles huet gesot: „Et ass Zäit fir e grousse Schrëtt no vir." Ech sinn där selwechter Meenung: Et ass Zäit fir e ganz grousse Schrëtt no vir. An dass mer dee gesetzleche Kader adaptéieren, deen, wéi mir d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg scho liewen, awer och, fir d'Zesummeliewen ze ënnerstëtzen an ze vereinfachen.

Vläicht nach séier e puer Äntwerten op Är Froen, déi ech mer zesummegekritzelt hunn. Ech hu jo herno nach eng Kéier d'Méiglechkeet, vläicht drop zréckzekommen.

De Budget participatif, dat ass d'Autonomie communale, dat sinn d'Gemengen, déi sech dorëms këmmeren. D'Etüd vum Benevolat, déi ass wéinst der Crise sanitaire e bëssen a Verzuch geroden, mee do si mer amgaangen drun ze schaffen an ech hoffen, lech déi dëst Joer dann och presentéieren ze kënnen.

Vum CNE, hunn ech lech gesot, stinn d'Avisen op onsem Site. De PCI 2.0, deen erlaabt méi Flexibilitéit an och méi Participatioun. Mir maachen deen elo mat 18 Gemengen, déi geografesch ganz verspreet sinn am Land. De PCI 1.0 existéiert awer och nach ëmmer. Mir maachen de PCI 2.0 och mat onse Partner, der ASTI, dem CEFIS, an ech hat lech gesot, mir hunn zwee Conseillers à l'intégration do och agestallt. Et geet eeben drëms, dass méi Aktioune gemaach ginn. En dynamesche Prozess brauche mer do, an dat ass eeben dat, wat mer mat deem PCI 2.0 wëllen hunn.

De CAI hunn ongeféier 10.000 Leit zanter dem Ufank gemaach. Wéi eng sozioprofessionell Kategorien, kann ech lech elo hei net direkt soen. Mee 10.000 ass einfach ze wéineg. Mir haten einfach de Manpower net fir méi. Mee ech mengen, dofir sollte mer driwwer schwätzen, fir dat ze regionaliséieren a verschidde Modüllen ze maachen, dass, och wann ee sech engagéiert an engem Veräi vläicht oder wann een a senger Gemeng e Cours mécht, dass een dat dann och als Modüll ka gebrauche fir esou e CAI.

Dir hutt vum Accueil geschwat vun de Flüchtlingen, dee jo net nëmmen am Foyer geréiert gëtt, dat ass e ganzen Accueil, dat ass e Ganzt, wou d'Leit jo och begleet ginn. De PIA 3, do geet et ëm d'Aarbechtswelt, mee mir wëllen deen an de CAI integréieren. Wéi ech gesot hunn: Et soll een d'Saachen net ëmmer trennen, mir sollen och kucken, dass mer d'Leit zesummebréngen. Mir iwwerschaffen dee grad zesumme mat den ONGen, déi do e ganz wichtege Partner sinn. Dat war jo Är Demande. Do kann ech lech direkt drop äntwerten: Jo, de MENJE wëllt onbedéngt d'Sproochecoursen ausbauen.

Dann zu de Sans-papieren, do kann ech lech leider elo keng Äntwert ginn. Mee e Wuert zu de PAN-Projeten: Déi erlaben och, mat den ONGen nei Iddien ze testen. An duerno sollen déi PAN-Projeten da perenniséiert ginn, dat Ganzt wéi gesot transversal. An d'Iddien, déi Der bruecht hutt fir an der Groussregioun, do ass natierlech d'Crise sanitaire, déi ons elo e bëssen e Stréch duerch d'Rechnung gemaach huet. Mee effektiv, mir hate schonn an deene vergaangene Jore Schüleraustauscher an der Groussregioun, wou och d'Léierpersonal an enkem Kontakt

ass. Well ech mengen, dass mer vill méi „groussregional" mussen denken, wéi mer dat vläicht an der Vergaangenheet gemaach hunn. Dat ass och de Wonsch vun onse Partner an der Groussregioun.

Net méi spéit wéi wou Dir amgaange waart ze schwätzen, huet mäi Kolleeg aus dem Saarland probéiert u mech ze kommen. Ech hunn em gesot, ech géif e méi spéit zréckruffen. Mir hunn e ganz, ganz enken Austausch an der Groussregioun. D'Leit liewen d'Groussregioun. A wéi d'Grenzen zougaange sinn d'lescht Joer, hu se emol gemierkt, wéi se d'Groussregioun liewen, well mir schwätzen ëmmer ... Dir hutt geschwat vun deem Wuert „Frontalier", ech hunn elo vun de „Grenzgänger" geschwat. Et gëtt der effektiv 200.000, déi all Dag iwwert d'Grenz fuere fir ze schaffen. Mee wivill Leit gëtt et, déi all Dag iwwert d'Grenz fueren, fir ee gären ze hunn, fir hir Kanner ze gesi vläicht oder soss e Cousin oder hir Elteren? Wivill Leit fueren iwwert d'Grenz an zwou Richtungen, och fir anzekafen?

Ech mengen, d'Leit si sech bewosst ginn, wivill se iwwert d'Grenz fueren. An doduerch, dass se ëmmer op sinn an hoffentlech och ëmmer elo op wäerte bleiwen, si mer eis däers elo awer méi bewosst ginn. An do sollte mer och dovunner profitéieren, fir vill méi groussregional ze denken, wa mer och vun Zesummeliewe schwätzen. An d'Frontalieren, dat sinn net nëmme Leit, déi heihinner schaffe kommen, déi maache vill méi hei, déi gehéieren zu eisem Land an déi sollte mer onbedéngt an dësen Debat mat integréieren.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Ministesch fir Famill an Integratioun, der Madamm Corinne Cahen.

Als éischte Riedner vun der gemeinsamer Diskussioun ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles *(CSV)*.- Et ass ganz léif, Här President. Ech géif elo wëllen op déi zéng Minutte verzichten, well ech se virdru scho geholl hunn. Ech géif mer erlaben, zum Schluss vun dësem Debat nach déi zwou Motiounen ze deposéieren an dann dee Moment nach e Wuert dozou ze soen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. D'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft, jo, dat geet eis alleguerten eppes un. Eng Gesellschaft kann nëmmen da fonctionéieren, wann déi eenzel Membere sech géigesäiteg akzeptéieren, respektéieren an ënnerstëtzen. Mir hunn zu Lëtzebuerg déi grouss Chance, an enger Gesellschaft ze liewen, déi esou villsäiteg, villfälteg an oppen ass wéi op wéinegen anere Plazen op der Welt. Mir liewen an enger Gesellschaft, déi all Dag nei Memberen derbäigewënnt an ëmmer méi grouss gëtt. Dat bréngt natierlech Erausfuerderunge mat sech, déi een net ënnerschätzen däerf, well och zu Lëtzebuerg ass d'Zesummeliewe vun all de Mënschen net ëmmer perfekt. Esou realistesch an éierlech musse mer sinn!

Dofir begréisse mir als DP de Schratt vun der Ministesch Corinne Cahen, fir eng breet Consultatioun ze lancéieren, fir iwwert d'Integratioun ze diskutéieren, net nëmmen a Form vun dësem Debat an der Chamber, mee och mat all den Acteuren, sief et de Gemengen, de Veräiner, de Benevollen, de Migranten oder och de Lëtzebuerger Bierger. Well d'Zesummeliewe geet, wéi gesot, eis alleguerten eppes un!

Déi éierlechst Form vun der Politik ass net ëmmer, vun uewen erof ze decidéieren an dann emol ze kucken, wéi sech dës Decisiounen um Terrain auswierken. Déi éierlechst Form vun der Politik ass et, virun enger Decisioun alleguerten déi concernéiert Leit un en Dësch ze huelen a sech hire Standpunkt unzelauschteren. No dësem Exercice ass et natierlech nach ëmmer un der Politik, fir déi richteg Schlussfolgerungen ze zéien an déi Mesuren ëmzesetzen, déi si no guddem Wëssen a Gewësse fir déi richteg hält. Ma grad bei esou engem Sujet wéi der Integratioun éiert et d'Regierung a besonnesch d'Ministesch Corinne Cahen, fir ganz oppen ze soen, dass een hei net eleng wëllt virpreschen, mee et wëllt een zesummen dee beschte Wee fannen, wéi mir d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg an Zukunft nach besser encadréiere kënnen.

A genau dorëms geet et: den Encadrement, deen d'Politik muss schafen, fir dass Mënschen, déi an eist Land kommen, sech esou séier wéi méiglech zurechtfannen. En Encadrement, deen et awer och deene Mënschen, déi scho méi laang Deel vun eiser Gesellschaft sinn, erméiglecht, esou gutt wéi méiglech zesummenzeliewen. Et ass mir wichteg ze betounen, dass et an dësem Debat net nëmme kann drëms goen, wéi Immigranten an Netlëtzebuerger sech beschtméiglech an eiser Gesellschaft integréieren, et muss villméi drëms goen, wéi mir alleguerten, onofhängeg vun eiser Hierkonft, beschtméiglech zesummeliewe kënnen.

Här President, den aktuellen Encadrement ass net méi zäitgemëiss. Net, well alles am aktuelle Gesetz schlecht wier, mee well et einfach net méi un déi aktuell Erausfuerderungen ugepasst ass. Ech begréissen dofir, dass d'Ministesch Corinne Cahen ugekënnegt huet, fir dat ganzt Gesetz op de Leescht ze huelen an net nëmmen op e puer klenge Plazen nozebesseren.

Zu Lëtzebuerg gëtt et schonn eng ganz Rei Mesuren a Programmer fir e bessert Zesummeliewen. Den nationalen Integratiounsplang, deen 2018 vun de concernéierten Acteuren op d'Bee gestallt ginn ass, setzt e generelle strateegesche Kader fir eis Integratiounspolitik. Den nationalen Integratiounsplang, kuerz PAN intégration, baséiert op zwee Aktiounsberäicher: zum engen dem Accueil an der Begleedung vun den Demandeure fir internationale Schutz an zum aneren der Integratioun vun all den Netlëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Des Weidere ginn dräi transversal Theemen identifizéiert: den Accès op d'Informatioun an d'Integratioun (veuillez lire: an d'Interaktioun), d'Qualitéit vun de Servicer an d'Kooperatioun an d'Koordinatioun um nationalen an internationale Plang. Déi zukünfteg Integratiounspolitik soll sech un dëse Leitlinnen orientéieren. Ma et gëllt elo, dës Leitlinne mat Liewen ze fëllen.

Här President, erlaabt mer, op zwee bestoend Integratiounsprogrammer e bësse méi am Detail anzegoen: de Contrat d'accueil et d'intégration, de CAI, an de Parcours d'intégration accompagné, de PIA.

De CAI ass e Kontrakt, deen allen Auslänner iwwer 16 Joer, déi hei am Land wunnen, ugebuede gëtt. Hei ass et egal, vu wou op der Welt ee kënnt, ob ee ganz nei ass oder scho méi laang hei lieft. Mam Ënnerschreiwe vun dësem Kontrakt verflicht sech d'Persoun, e Sproochecours an enger vun eisen dräi offizielle Sprooche matzemaachen. Och e Civiquescours vu sechs Stonnen ass virgesinn.

Een- oder zweemol pro Joer fënnt dann och en Orientéierungsdag statt, wou d'Administratiounen an d'Associatioune vertruede sinn, fir de Leit déi administrativ Prozesser ze erklären an hinnen d'Méiglechkeet ze bidden, an Zukunft aktiv um sozialen an, jo, och politesche Liewen deelzehuelen. D'Journée d'orientation an de Civiquescours si gratis. D'Sproochecoursen dogéint ginn zu engem méi bëllege Präis ugebueden.

De PIA, also de begleeten Integratiounsprozess, ass fir d'DPlen, d'Demandeurs de protection internationale also, obligatoresch. Fir d'Demandeuren op internationale Schutz gëlltet, op där enger Säit d'Landessproochen ze léieren an op där anerer Säit en Ableck an den Alldag zu Lëtzebuerg ze kréien. Natierlech kënnen och Leit, déi den internationale Schutzstatus schonn hunn, dëse Programm an Usproch huelen. Beim PIA sinn déi eenzel Ministèren a staatlech Institutioune matagebonnen an och vill Benevoller spillen hei eng immens wichteg Roll.

Souwuel de CAI wéi och de PIA hu wichteg Meritten an der Integratioun virzeweisen. Ma et ass un der Zäit, fir dës Programmer un déi haiteg Erausfuerderungen an eiser Gesellschaft unzepassen. Dofir gëllt et elo emol, fir d'éischt eng Evaluatioun vun der aktueller Offer ze maachen: Wat funktionéiert gutt? Wat kann een nach besser maachen? Och dës Evaluatioun sollt een zesumme mat den Acteuren um Terrain maachen.

Een Zil vun dëser Evaluatioun soll et och sinn erauszefannen, wéi een d'Participantë vun dësen zwee Programmer laangfristeg an d'Integratiounspolitik ka matabannen. Well ganz oft verschwannen dës Leit vun der Bildfläch, nodeems si erfollegräich un engem CAI oder PIA deelgeholl hunn. Dobäi kéint ech mir gutt virstellen, dass een dës Leit als Ambassadeure fir e bessert Zesummeliewen asetze kann.

Et sollt een och driwwer nodenken, an Zukunft spezifesch Offeren an deene verschiddene Regiounen a Gemengen unzebidden. Kleng Gemenge kéinten och zesummeschaffen, fir de CAI dezentral unzebidden, well de lokale Facteur spillt an eisem Zesummeliewen ëmmer nach eng wichteg Roll.

Wann een op Lëtzebuerg plënnert, ass d'Gemengeverwaltung deen éischte Kontakt, deen een haut huet, wann ee sech hei op senger neier Adress umellt. An d'Ministesch huet dat ganz richteg virdru gesot: Dat ass fir dës Leit vill méi wéi eng reng administrativ Demarche, ganz kloer. Et ass mat villen Emotioune verbonnen. An dat sollten d'Gemengen eescht huelen an direkt dervu profitéieren, fir déi nei Awunner vun der Gemeng esou gutt ewéi méiglech an hirer neier Communautéit wëllkomm ze heeschen. Den direkte Kontakt mat de Leit ass wichteg, fir d'Wëllkommenskultur auszebauen. Eng Broschür mat enger Lëscht vu Veräiner an e puer Gesiichter drop geet do leider net duer.

Et gëtt haut schonn eng Rei Best Practices, wéi d'Gemengen hir nei Awunner wëllkomm heeschen. Dat geet vun engem Sproochecafé, enger Sproochewanderung, engem internationale Kachowend bis hin zu Schäfferéit, déi mat hiren neien Awunner en Tour duerch d'Gemeng maachen. Mäi Kolleeg, de Gilles Baum, kéint lech do bestëmmt déi eng oder déi aner interessant Geschicht dervun erzielen. Zesumme mam Syvicol sollt een dës Best Practices katalogiséieren an all de Gemengen zur Verfügung stellen. Hei sollt een och den interkommunalen Dialoggrupp fir d'Integratioun, de GRESIL, matabannen. D'Zil vun dësem Grupp ass en Echange vun Informatiounen, Best Practices also, tëscht de lokalen Acteuren.

Da gëtt et awer och e kommunalen Integratiounsplang, de PCI. Hei huet de Syvicol zesumme mam Ministère eng Strategie entwéckelt, déi de Gemengen, déi esou e Plang wëllen opstellen, hëllefe soll. De Ministère gesäit Subside fir déi Gemenge vir, déi sech an Integratiounsprojeten engagéieren. Hei sollt een d'Gemengen awer nach méi an hiren Efforte begleeden an dem Gemengepersonal Formatioune fir den Accueil vun neien Awunner ubidden.

Här President, ech hunn d'Veräiner schonn ugeschwat. D'Duerf- a Stadliewen zu Lëtzebuerg war nach ëmmer ganz wichteg fir e gutt Zesummeliewen. Et sinn déi vill Benevollen, déi sech net ze schued sinn, an hire Veräiner eng ganz Rëtsch un Offeren ze schafen an Evenementer ze organiséieren, déi d'Mënschen zesummebréngen. Ma et ass awer leider och eng Realitéit, dass ëmmer manner Leit Zäit a Loscht hunn, sech an hirer Fräizäit fir d'Allgemengheet ze engagéieren. Dofir musse mir am Beräich vum Benevolat weider Efforte maachen, fir dass mir och an Zukunft nach houfreg op eist Duerf- a Stadliewe kënne sinn.

De Koalitiounsaccord gesäit an dësem Kontext vir, dass eng Etüd iwwert d'Veräinsliewe soll gemaach gi fir erauszefannen, wat d'Besoine vun de Veräiner zu Lëtzebuerg sinn. Dorophi soll dann eng Strategie zesumme mat den Acteuren ausgeschafft ginn, fir d'Benevolat zu Lëtzebuerg nohalteg ze stäerken. Och d'„Stacklëtzebuerger" bleiwe jo haut net onbedéngt hiert ganzt Liewen an där selwechter Gemeng wunnen. Wann een an eng aner Gemeng plënnert, géif jidderee vun eis sech freeën, wann d'Leit eis wëllkomm heeschen an eis an engem lokale Veräin ophuelen. Ech géif et begréissen, wann erëm méi Zesummenhalt an Zesummeliewen an eisen Dierfer a Stied géif stattfannen.

Wa mir iwwert d'Gemenge schwätzen, däerf een natierlech och d'Integratiounskommissiounen net onernimmt loossen. Dës Kommissioune mussen obligatoresch an all Gemeng opgestallt sinn. Mee wa mer éierlech sinn, fonctionéiere se net an all Gemeng esou, wéi dat eigentlech de Fall misst sinn. An dofir plädéiere mir als DP och derfir, fir d'Missiounen an de Fonctionnement vun dëse Kommissiounen ze iwwerdenken. Mir wëllen och hei nach vill méi den Akzent op d'Zesummeliewen amplaz op d'reng Integratioun leeën. Firwat net eng Kommissioun fir d'Zesummeliewen an eiser Gemeng schafen? Mir mussen onbedéngt vum Denken ewechkommen, dass et an esou enger Kommissioun just ëm d'Integréiere vun Netlëtzebuerger soll goen. Et sollt och ëm d'Zesummeliewen tëscht jonken an eelere Matmënsche goen. Et sollt ëm d'Veräinsliewe goen. D'Hierkonft ass onwichteg, wann et drëms geet, wéi mir all zesummen am beschte matenee liewe kënnen.

Wat d'Integratiounskommissiounen op kommunalem Niveau sinn, ass de Conseil national pour étrangers op nationalem Niveau. Dëse Gremium soll d'Interesse vun den Auslänner zu Lëtzebuerg vertrieden. An och hei wëll ech déi nämmlecht Remark maachen: Esou laang mir a Kategorië vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger denken, komme mir net virun. Et muss drëms goen, dass mir all zesummen déi bescht Léisung fannen, wéi mir eist Liewen zesumme gestalten. Dofir si mir als DP der Meenung, dass och de CNE muss evaluéiert ginn a seng Zesummesetzung, säi Fonctionnement a seng Missiounen op de Leescht sollte geholl ginn.

Här President, wann et ëm Integratioun geet, da kommen ech net derlaanscht, fir och op d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch anzegoen. Fir mech ass eis Sprooch nämlech de Schlëssel zu enger gelongener Integratioun. Als Integratiounssprooch verbënnt an integréiert d'Lëtzebuerger Sprooch d'Leit mat diverse Kulturen, Hierkënft a Liewensgeschichten an dréit sou weesentlech zur Stäerkung vun der gesellschaftlecher Kohäsioun hei am Land bäi.

Dës Eegeschafte gi virun allem an eise Schoulen däitlech. D'DP wëll nämlech keng Schoul, déi sproochlech a sozial Differenze verstäerkt. Mir hunn eis ëmmer derfir staarkgemaach, dass all Kand déi nämmlecht Chancë kritt, an eiser Schoul ze reusséieren, a kee sollt vu virera benodeelegt ginn, scho guer net wéinst enger Sproochebarriär. D'Schoul soll iwwer eis Sprooch integréieren an net separéieren. An dat scho vu Klengem un.

Vun alle Projeten an Initiativen an deem Beräich wëll ech eppes besonnesch ervirhiewen, dat ass d'Aféiere vun der multilingualer Fréifërderung, eng DP-Iddi. Heibäi ass et drëms gaangen, fir vum jonken Alter ze profitéieren, fir Kanner op eng spillesch a kandgerecht Aart a Weis un d'Sproochen erunzeféieren an esou der méisproocheger Realitéit an eise Schoulen an an eiser Gesellschaft gerecht ze ginn.

D'Regierung huet heibäi ganz kloer déi Lëtzebuerger Sprooch als Haaptintegratiounssprooch vun eisem Land gestäerkt. A ville Crèchen ass bis dohinner nämlech guer kee Lëtzebuergesch geschwat ginn. Dës spilleresch Fréifërderung mécht et zanterhier ville Kanner, besonnesch mat romanofonen Hannergrënn, méi einfach, sech an eiser Gesellschaft op Lëtzebuergesch ze integréieren an am Cycle 2 op Däitsch alphabetiséiert ze ginn. Dës Qualitéitsoffer ass awer net nëmme méisproocheg, mee si ass och wärend 20 Stonnen an der Woch gratis. D'Offer riicht sech also un all d'Kanner, onofhängeg vun der familiärer Situatioun vun den Elteren. D'Chancëgläichheet stoung kloer am Vierdergrond.

D'Lëtzebuerger Sprooch gouf awer net nëmmen an der Schoul gestäerkt. Ech erënneren un de Strategiepabeier, deen de Claude Meisch an der viregter Legislaturperiod entwéckelt huet. Fir elo net an de leschten Detail vun dësem Strategiepabeier anzegoen, soen ech lech, wat déi véier grouss iwwergräifend Ziler waren: éischtens, de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken, zweetens, d'Norméierung, de Gebrauch an d'Fuerschung vun der Lëtzebuerger Sprooch virunzedreiwen, drëttens, d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur ze förderen, a véiertens, d'lëtzebuergeschsproocheg Kultur ze promouvéieren.

Zanterhier si jo och scho verschidde Punkten aus deem Strategiepabeier gesetzlech verankert. Ech denken un d'Schafe vun engem Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch, engem Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch an d'gesetzlecht Verankere vum Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch.

Och den aktuelle Regierungsprogramm gesäit nach eng Rëtsch Mesurë vir, fir jiddereen, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, ze motivéieren, eis Sprooch ze léieren an hir eng Plaz a sengem perséinlechen Alldag ze ginn.

An der Schoul gëtt et awer och zanter e puer Joer e Fach mam Numm „Vie et société", wat de Respekt vun der Diversitéit vermëttelt a Raum fir Dialog schaaft. Fakt ass, dass haut eng immens Diversitéit a ville Schoulklassen ass. Do treffe verschidde Kulturen, verschidde Reliounen a verschidden Hautfaarwen op klengem Raum openeen. Ëmmerhi geneesou wichteg wéi d'Sproochefréifërderung ass et, de Kanner iwwert den Dialog de géigesäitege Respekt ze vermëttelen. Ech hat am Kader vun der Aktualitéitsstonn iwwert de Rassismus bemierkt, dass e Glawen oder eng Hautfaarf näischt iwwer eise Charakter oder eis Kompetenzen aussoen. Si dierfe keen Afloss op eise spéidere Liewenswee hunn. Aus deem Grond däerfe mir eise Kanner keng Plaz fir Rassismus an Diskriminatioun loossen. An et ass eis Flicht, hinne bäizebréngen, dass mir an eiser Diversitéit awer all gläich sinn: Mir sinn all Mënschen.

Här President, och bei der Lëtzebuerger Nationalitéit hält de Rassismus net op: Mir musse wëssen, dass vill Leit eis Nationalitéit hunn an trotzdeem an hirem Alldag Affer vun Diskriminéierunge sinn. Dat ass fir mech absolutt onverständlech! D'Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt oft als lescht Etapp vun enger gelongener Integratioun ugesinn. An engem Land, an deem quasi d'Hallschent vun den Awunner eng aner Nationalitéit besëtzt, ass dëse Punkt nach méi wichteg. Mat dem neien Nationalitéitegesetz vum 1. Abrëll 2017 si mer engem gudden Zesummeliewen zu Lëtzebuerg nach eng Kéier e Schratt méi no komm. Mir hunn Inkohärenzen an Ongerechtegkeeten aus deem ale Gesetz erausgeholl. Et ass méi onkomplizéiert ginn, fir Lëtzebuerger ze ginn, ouni dass mir eis Nationalitéit bradéiert hätten. Ganz am Géigendeel, dat neit Gesetz huet mat derzou bäigedroen, dass méi Leit sech a Sproochecoursen umellen, fir Lëtzebuergesch ze léieren an d'Nationalitéit ze kréien.

D'Politik ronderëm d'Nationalitéit muss Hand an Hand goe mat enger gudder Integratiounspolitik an enger Strategie fir en harmonescht Zesummeliewen zu Lëtzebuerg. D'DP ass der fester Iwwerzeegung, dass d'Lëtzebuerger Sprooch heibäi eng essenziell Roll spillt. Mee et wier e Feeler, eng vun eise gréisste Stäerkten onernimmt ze loossen, nämlech eis Méisproochegkeet. Et ass och deem Fakt ze verdanken, dass mir Lëtzebuerger nieft dem Lëtzebuergeschen och nach Franséisch, Däitsch an Englesch schwätzen, dass mir et bis elo esou gutt fäerdegbruecht hunn, esou vill verschidde Kulturen an eiser Gesellschaft ze vereenegen. Dësen Atout dierfe mir eis net futtimaache loossen. Dofir däerf d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch ni am Géigesaz zum Erhale vun eiser Méisproochegkeet stoen.

Här President, aus Aktualitéitsgrënn wëll ech och e Wuert iwwert d'Zesummeliewen a Covidzäite soen. Eng Pandemie mécht et eis net onbedéngt méi einfach, de Kontakt ze halen. Stellt Iech vir, Dir plënnert ënnert den aktuellen Ëmstänn an e Land, wou

Dir kee kennt, wou d'Veräinsliewen op ville Plazen am Standby ass, wou Dir keen an engem Restaurant oder an engem Café kënnt begéinen, wou d'Leit a physescher Distanz zuenee liewen. Grad an dësen Zäiten ass et wichteg, dass mir no Léisunge sichen, fir eis nei Matbierger kennen ze léieren a si bei eis wëllkomm ze heeschen.

Déi digital Moyene spillen hei eng ganz wichteg Roll. FaceTime, Skype a Co sollen awer och no der Pandemie net vergiess ginn. Et fält ville Mënschen hautdesdaags méi einfach, fir d'éischt den digitale Kontakt zu hire Matbierger ze sichen, an dofir fuerdere mir als DP, dass déi nei Integratiounspolitik och op d'Moyene vun der Digitalisatioun soll zréckgräifen.

Här President, ech hunn elo den Tour vun deene verschiddenen Acteure gedréint. Mir sinn eis heibanne warscheinlech alleguerten eens, dass si, déi all Dag um Terrain aktiv sinn, de Schlëssel fir eng gelongen Integratiounspolitik sinn. Mir sinn eis och eens, dass déi aktuell Legislatioun op de Leescht muss geholl ginn, fir eng zäitgerecht Offer fir e bessert Zesummeliewen ze schafen.

Wann ee sech elo d'Avise vun deenen eenzelnen Associatiounen, Gemengen, Integratiounskommissioune vun de Gemengen an esou weider ukuckt, mierkt ee séier, dass d'Meenungen allerdéngs och heiansdo auserneeginn. An dat ass, mengen ech, och ganz logesch, well mir Mënsche sinn nun emol all verschidden, onofhängeg vun eiser Hierkonft oder eiser Nationalitéit. An awer hu mir dach all eppes gemeinsam: Mir liewen am nämmlechte Land, an där nämmlechter Gesellschaft a mir hunn alleguerten Interessi, fir gutt mateneen auszekommen.

Loosst eis an deem Zesummenhang och d'Frontalieren net vergiessen. Déi ronn 200.000 Persoune wunnen zwar net zu Lëtzebuerg, mee si kommen all Dag bei eis schaffen. Besonnesch elo an der Covid-19-Pandemie ass eis all nees bewosst ginn, wéi wichteg si fir eis sinn. Allgemeng fënnt e groussen Deel vum Zesummeliewen op der Aarbecht statt. Fir d'DP ass dofir kloer, dass och si an dësen Debatten net vergiess dierfe ginn.

Här President, et ass mir wichteg, nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass d'Zesummeliewen eis alleguerten eppes ugeet. Mir all droen eng Responsabilitéit, eise Matmënschen ze hëllefen, si ze respektéieren an, jo, si och an eis Gesellschaft ze integréieren. Wann ee vun Integratioun geschwat huet, huet ee bis ewell just d'Netlëtzebuerger gemengt. Dës Approche ass fir eis als DP net méi zäitgeméiss. Fir eis als DP sollt et an Zukunft méi drëms goen, wéi mir mat eisen ënnerschiddleche Liewensweisen eens ginn. Et geet ëm Akzeptanz, Toleranz a Respekt. Vunenee léieren a matenee wuessen! Dat huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet staark gemaach a wäert eis och an Zukunft staark maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, erlaabt mer op dëser Plaz, am Sënn vun dëser Consultatiounsdebatt am Numm vun de Fraktioune vun der Demokratescher Partei, der LSAP an déi gréng eng Motioun ze deposéieren. Mir fuerderen d'Regierung an dëser Motioun éischtens op, hir Efforten, wat d'Integratioun an en harmonescht Zesummeliewen zu Lëtzebuerg betrëfft, weiderzefféieren. Zweetens soll d'Regierung e Reformprojet op den Instanzewee bréngen, fir den aktuelle legale Kader un d'Erausfuerderunge vun haut a vu muer unzepassen. Drëttens sollt d'Regierung d'Chamber bis Mëtt vum Joer 2021 iwwert de leschte Stand vum Consultatiounsprozess an déi definitiv Konklusiounen informéieren, fir dass eng Debatt stattfanne kann.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le vivre-ensemble harmonieux entre tous les résidents du Grand-Duché de Luxembourg constitue un atout qui devra être promu de manière active et constante ;

- soutenant les efforts permanents du Gouvernement pour favoriser l'intégration et renforcer les liens sociaux entre toutes les personnes qui résident et travaillent au Luxembourg ;

- considérant que les attentes et les besoins en matière de la politique d'intégration ont fortement évolué ;

- rappelant qu'un nouveau département « Intégration » a été créé au sein du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, ayant donné une impulsion supplémentaire aux actions menées en faveur de l'intégration ;

- considérant que l'accord de coalition prévoit d'accorder les moyens nécessaires au Ministère ayant l'intégration dans ses attributions pour mettre en œuvre le Plan national d'intégration, notamment pour adapter le Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) ;

- saluant que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a lancé un large processus de consultation avec tous les acteurs concernés, dont l'objectif est de repenser la politique d'intégration au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à poursuivre ses efforts pour favoriser l'intégration et promouvoir un vivre-ensemble harmonieux au Luxembourg ;

- à élaborer un projet de réforme de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg en vue d'adapter notre cadre légal actuel aux attentes et défis de notre société d'aujourd'hui et de demain ;

- à faire part à la Chambre des Députés de l'état des discussions entamées dans le contexte du processus de consultation d'ici la fin du premier semestre 2021 et à lui communiquer également les conclusions finales qu'il tire du processus de consultation, en vue d'un débat y relatif.

(s.) Max Hahn, Simone Asselborn-Bintz, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, ofschléissend merci eisem Kolleeg Paul Galles fir dës Interpellatioun, merci der Madamm Ministesch Corinne Cahen fir dësen Débat de consultation. An lech, léif Kolleegen, villmools merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz agedroen. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, gëschter war den Holocaust-Gedenkdag. Et ass e wichtege Rendez-vous, well mer jo esou Joer fir Joer drun erënnert ginn, wat geschitt, wann Haass, Rassismus an Exklusioun op eng entsetzlech Spëtzt gedriwwe ginn. Mee och haut gesi mer nach vill ze vill Beispiller vun Exklusioun an Diskriminatioun an der Welt. A leider och an der EU.

Als LSAP, als Lëtzebuerg, als EU sti mer géint dës lwwel a férderen dogéint e Bild vun enger oppener Gesellschaft, déi an hirer Diversitéit vereent ass. Dat ass e gutt Stéchwuert fir Lëtzebuerg. Mir sinn e Land, dat bal zur Hallschent aus Netlëtzebuerger besteet, eppes, wat vill Opportunitéite bitt fir eist Land, mee och fir vill Leit, déi heihinner kommen, mee sécherlech och Erausfuerderunge mat sech bréngt.

Fir dass dat Zesummeliewe gutt klappt, fir dass mer wierklech matenee liewen an net just laanschteneen, muss d'Integratiounspolitik eng Prioritéit hei am Land sinn. E liewegt an harmonescht Zesummeliewe vun alle Mënschen an enger Gesellschaft, also e gudde Vivre-ensemble, mee och d'Garantie vun enger sozialer Kohäsioun, dat sinn eiser Meenung no transversal Ziler vun der Politik. Eng Gesellschaft ze bauen, an där jidderee sech erëmfënnt, an där mer universell Prinzippien a Wäerter respektéieren a liewen, mee ënnert deene sech och jiddereen op seng Aart a Weis ausliewe kann, am Respekt vun eisen Ënnerscheeder an eiser géigesäiteger Mënschlechkeet, dorop solle mer all Dag hischaffen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, heiansdo erwësche mer eis bei deem Gedanken, dass Lëtzebuerg schonn ëmmer e Magnéit fir all Mënsch war. Jo, ab dem Wirtschaftsopschwong duerch d'Eisen- an d'Stolindustrie hu mer tatsächlech vill Leit ugezunn a sinn zu engem Awanderungsland ginn. E Land an eng Gesellschaft sinn awer nëmmen esou gutt, wéi se och hir eege Geschicht kennen. Zu där Geschicht vun eisem Lëtzebuerger Land gehéiert nun emol och, dass mer laang Zäit en Auswandererland waren. Ufank vum 20. Joerhonnert beispillsweis hu 16.000 Lëtzebuerger zu Chicago gewunnt. Ënner hinnen och e bekannten Numm, an zwar den Edward Steichen, deen duerch seng Konscht a Fotografie d'Kultur an Amerika notamment am New Yorker Museum of Modern Art matgepräägt huet.

Dat, wat deemools den Edward Steichen an Amerika war, sinn haut fir Lëtzebuerg eis vill Kolleegen a Frënn, déi aus dem Ausland hei bei eis kommen. Si prägen dëst Land mat, maachen aus eiser Kultur eng richteg grouss Kultur, droen zur Villfalt an eiser Gesellschaft bäi.

A wat wier eis Ekonomie ouni déi vill „Netlëtzebuerger"? Dozou gehéieren natierlech och déi knapp 200.000 Frontalieren, déi all Dag iwwert d'Grenz heihi schaffe kommen. Virun allem an der Pandemie hu mer gesinn, wéi liewenswichteg dës Mënsche fir eist Land sinn. Schwätze mer vu knapp der Hallschent Lëtzebuerger, déi hei am Land wunnen, sou gesäit et op eisem Aarbechtsmarché nach emol aneschters aus: Ongeféier 70 % vun der Main d'œuvre hei zu Lëtzebuerg sinn „Netlëtzebuerger".

Här President, elo stellt lech emol just vir, mir géifen de Stëmmen nolauschteren, déi „Lëtzebuerg de Lëtzebuerger" fuerderen. Ech fir mäin Deel wéilt net an deem Lëtzebuerg liewen.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Am drëtten Trimester 2020 huet Lëtzebuerg eng 445.300 Salariéë gezielt a just 30 % heivu si Lëtzebuerger, also eng ronn 135.000 Salariéen. Ech verroden lech kee Geheimnis, wann ech lech soen, dass Lëtzebuerg esou net fonctionéiere kéint! Léif Lëtzebuerger, léif „Netlëtzebuerger", léif Frontalieren, léif Leit alleguer hei zu Lëtzebuerg, mir si frou, dass Dir Lëtzebuerg dobäi ënnerstëtzt an zu deem maacht, wat et ass. Mir sinn all Lëtzebuerg!

An deem Kontext begréisse mer och ausdrécklech, dass d'Ministesch d'Frontaliere bei dësem Debat matabezitt. Jo, well si verbréngen och e gudden Deel vun hirem Dag hei zu Lëtzebuerg. Fir ze schaffe komme se heihinner, awer net nëmmen. Och si huelen deel um Liewen am Land: Si ginn hei akafen, an den Theater oder an de Kino. An op d'mannst mol fir e gudden Deel vun hirem Dag si se och hei am Land heiheem. Op hir Besoinen an Doleancë muss een och agoen. Och si sollen hire Wee an d'Gesetz fannen.

Mee jo, dës Realitéit bréngt Erausfuerderunge mat sech fir d'sozial Kohäsioun, d'Inklusioun hei am Land, déi mat enger gudder Integratiounspolitik ugaange muss ginn. Dofir si mer haut frou, dass dës Debatt hei gefouert gëtt. 2018 hate mer jo schonn iwwert de Plan d'action national diskutéiert, mat deem mer eis verschidden Ziler ginn hunn, fir den Integratiounsprozess ze stäerken. Mir fannen et follgerichteg, dass mer elo, nodeems mer gesinn hunn, dass d'Ufuerderungen an d'Besoinen a Saachen Integratioun a Vivre-ensemble evoluéieren, eng Reform vum 2008er Gesetz ustriewen.

Mir begréissen, dass d'Madamm Ministesch souwuel d'Associatioune vun der Zivillgesellschaft, déi hiert Wësse vum Terrain abrénge sollen, d'Gemenge mat hiren Integratiounskommissiounen an och elo d'Chamber consultéiert. Ausserdeem, dat huet si jo selwer gesot, sinn nach Débat-publicke virgesinn. An dat fanne mer och ganz gutt esou.

Ech wëll op dëser Plaz awer och dem Paul Galles Merci soe fir seng Interpellatioun.

Här President, Integratioun ass e breet gefächerte Begréff. Wéi de CEFIS a sengem Avis seet, kann e fir verschidden Acteuren a verschiddene Kontexter verschidde Saache bedeiten. D'Sich no enger Definitioun ass zu engem Deel och e politeschen Akt, well se matbestëmmt, wéi een d'Problemer kann ugoen. Engersäits besteet d'Gefor, e Konzept ze enk ze ëmräissen a soumat verschidden Aspekter vun engem Problem ausse vir ze loossen, oder awer eng ze large Definitioun ze ginn, woumat et bal all Wäert verléiert, well et alles an näischt ka sinn.

Als LSAP fanne mer et wichteg, d'Integratioun an hire Gesamtkontext ze setzen. Fir eis ass d'Integratioun e Prozess a keen Zoustand, e Wee a keen Zil. Wa mer Integratioun soen, solle mer am selwechten Otemzuch Vivre-ensemble, sozial Kohäsioun an Inklusioun soen. Well dat ass dat eigentlecht Zil.

Loosst mech kuerz eng Klamer opmaachen: Wa mer vun Integratioun schwätzen, vu Leit, déi op Lëtzebuerg kommen a sech hei am Land um Liewe bedeelege wëllen a sollen, da ginn et déi eng, déi fräiwëlleg heihinner kommen, zum Beispill fir hei ze schaffen, an et ginn och Mënschen, déi aus Misär, viru Verfollgung, Honger a Krich aus hirem Doheem hu musse flüchten an hei bei eis dat sichen, wat dach all Mënsch misst hunn: e séchert a friddlecht Doheem an d'Dignitéit, déi all Mënsch zousteet.

Mir hunn an der Chamber rezent iwwert d'Migratiounsfro diskutéiert an ech wëll och elo net méi hei am Detail drop agoen. Als LSAP-Vertriederin kann ech an deem Kontext awer nëmmen houfreg op den Engagement vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, sinn. Et ass esou wichteg, dass grad mir d'Stëmm vun der Humanitéit, jo, scho bal dat gutt Gewëssen an Europa an dëser schwiereger Fro vertrieden. Leider huet Europa an der Verdeelungsfro vu Flüchtlinge versot. Dat ass e klore Constat! An ech schumme mech och fir dat, wat Europa op senge Baussegrenzen zouléisst. A grad dofir muss sech weider ëmsou méi fir eng gemeinsam europäesch Léisung staarkgemaach ginn.

Och wann ech elo net am Detail drop agoe wëll, sou fänkt fir eis den Integratiounsprozess mam Accueil un, dee jo elo am Ausseministère integréiert ass. Deen ass natierlech virun allem och fir Refugiéen immens wichteg.

Um nationalen Niveau musse mer also elo derfir suergen, dass den Accueil vun den DPIe sou gutt wéi méiglech ofleeft. Wat sech méi Gemenge solidaresch weisen a Flüchtlinge bei sech an der Gemeng ophuelen, wat dës Aufgab méi einfach ka geléngen. Et ass wuel kee Geheimnis, dass et extreem schwéier ass, sech an eng Gesellschaft ze integréieren, wann ee wéi an engem Getto ouni Kontakt zu der nationaler Bevëlkerung liewe muss. Mir mussen dezentraliséiert kleng Strukture schafen, fir dass dës Aufgab sou gutt wéi nëmme méiglech geléist ka ginn. Heifir ass et wichteg, dass esou vill wéi méiglech Gemenge Responsabilitéit iwwerhuelen an an deem Fall kleng Strukturen, fir wéinstens zum Beispill eng Famill bei sech kënnen opzehuelen, schafen.

Mee zréck zur Integratioun: En Discours ronderëm d'Integratioun däerf net zu neien Divisioune féiere vun den Integréierten an den Netintegréierten. Nach däerf dat Konzept esou ausgeluecht ginn, wéi wann et eis Lëtzebuerger näischt géif ugoen. Well de Vivre-ensemble geet eis alleguer eppes un. Dofir fanne mer de Versuch, se am Gesetz vun 2008 ze definéieren, och pertinent. Et ass e Prozess, deen à double sens leeft a woubäi den Netlëtzebuerger sech bereet weist, durabel un eiser Gesellschaft deelzehuelen, wärend de Staat him bei dësem Wee um sozialen, wirtschaftlechen, politeschen a kulturellen Niveau beschtméiglech zur Säit stoe kann. D'Integratioun lieft vu Géigesäitegkeet.

Loosst mech eppes kloer soen: Mir stinn net fir eng komplett Upassung un eis Gewunnechten an Traditiounen. Mir wëlle keng Assimilatioun, wou Netlëtzebuerger hir Wuerzelen an en Deel vun hirer Identitéit mussen opginn. Natierlech brauche mer gemeinsam Wäerter a Prinzippien, déi eis ënnerteneen an d'Gesellschaft insgesamt zesummenhalen. Dat si Bindungen, déi mer all gemeinsam liewen, stäerken a verdeedege mussen: Demokratie, Mënscherechter, Dignitéit, Toleranz an Egalitéit. A jo, zu engem Deel gëtt et och eng gewësse kulturell Konvergenz.

Mee gläichzäiteg solle mer och eng Diversitéit ënnert dem Präbbeli vun deene grousse Prinzippien erlaben, jo, encouragéieren. D'Leit sollen hir Wuerzele kënnen als Repère notzen, fir eng Plaz hei an der Gesellschaft ze fannen. Well dës Diversitéit, déi mer ënnert dem Banner vun dëse Wäerter versammele kënnen, mécht eis Gesellschaft méi räich a beräichert d'mënschlech Erfarung.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech benotzen hei ganz gär d'Bild vun engem Orchester: Jidderee soll säin Instrument weider spillen, awer herno all zesummen dat selwecht Stéck. Wat wier en Orchester, wann herno just nach Trompetten do géife sëtzen? En Orchester brauch Trompetten, Flütten, Geien, Perkussioun, also all d'Instrumenter.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Gradesou langweileg wéi en Orchester aus engem Instrument wier eng Gesellschaft ouni verschidden Hannergrënn, ouni déi jeeweileg Wuerzelen a Kulturen. Soulaang mer all zesummen „d'Stéck Lëtzebuerg" spillen, jiddereen op seng Aart a Weis, op sengem Instrument, da komme mer virun.

Här President, ech sinn dovun iwwerzeegt, dass Lëtzebuerg säin Häerz op der richteger Plaz huet an a puncto Integratioun duerchaus e gudde Schüler ass. Lëtzebuerg huet an deene leschte Joren och am Verglach mat anere Länner eng gutt Integratiounspolitik gefouert. Dat soen eis och verschidden Etüden. Loosst mech just eng nennen, an zwar de Migrant Integration Policy Index, wou mer tëscht 2014 an 2019 zéng Punkten zougeluecht hunn, woumat mer kloer iwwert dem Duerchschnëtt leien.

Mee, an dat hat mäi Kolleeg Yves Cruchten och schonn an der Heure d'actualité zum Rassismus gesot: Mir däerfen eis net dorobber ausrouen, well och mir hunn net alles richteg gemaach. Et gi sécherlech nach Problemer. An déi däerfe mer net mat Referenz op eis Erfolleger ënnert den Teppech kieren, mee mir sollten deene Problemer an d'Ae kucken, se proaktiv a couragéiert ugoen, well Léisunge fir dës Problemer kommen eis alleguer zegutt.

Ech hat virdrun d'Wichtegkeet vun der Géigesäitegkeet fir en erfollegräichen Integratiounsprozess ugeschwat. Fir dass deem esou ass, muss deen, deen hei an d'Land kënnt, vu wou och ëmmer en ass, en Effort maachen, fir beispillsweis eis Sprooch an eis Liewensaart a -weis kennen ze léieren. Op där anerer Säit musse mir Residenten, déi scho méi laang hei sinn, awer och all Mënsch mat oppenen Äerm an engem oppenen Häerz begéinen.

Loosst mech och e Wuert zur Sprooch soen. Als LSAP gesi mer d'Sprooch als Integratiounssprooch, also Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch. D'Regierung huet eng Rëtsch Efforte gemaach, fir d'Lëtzebuergescht ze stäerken. Ech denke beispillsweis un d'Schafe vum Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch. A mir gesinn och ganz vill Efforte vun Netlëtzebuerger, fir dës Sprooch ze léieren. Dat beweisen eis déi ettlech dacks gutt ausgebucht Lëtzebuergeschcoursen nëmmen allze gutt. Hei kéint een nach vläicht eng Schëpp bäileeën, fir eng adequat Offer ze erméiglechen. Et kéint een och driwwer nodenken, d'Coursë fir méi Leit gratis oder zumindest méi erschwénglech ze maachen.

Mee den Integratiounsprozess däerf net op d'Lëtzebuerger Sprooch reduzéiert ginn. Eis komplex Sproochesituatioun mag heiansdo e Fluch sinn, mee et ass awer och e Seegen. Si erlaabt eis als Gesellschaft, fir vill Mënsche méi zougänglech ze sinn, an dat soll och esou bleiwen. Sécherlech kann d'Sprooch eng Barriär sinn, wann een zum Beispill op Gemengenniveau u Reuniounen deelhuele wëll,

well déi ganz dacks op Lëtzebuergesch gefouert ginn. An trotzdeem solle mer awer och eng gewësse Pragmatik un den Dag leeën. An och hei am Haus kéint ee vläicht e puer Efforte maachen, well déi meescht ëffentlech Sitzunge sinn u sech just op Lëtzebuergesch. An et kéint een do vläicht drun denken, herno déi Sitzunge mat Ënnertitelen nozereechen. Dat wär vläicht eng gutt Iddi.

Och wa mer Fortschrëtter gemaach hunn an och wa mer gutt Intentiounen hunn: Liewe mer net awer heiansdo dacks nach laanschteneen? Sinn eis auslännesch Matbierger zwar integréiert an eisem System, happert et awer nach un der Inklusioun?

Am virdrun ugeschwate MIPEX steet, datt eis Politik zwar derzou gefouert huet, dass Netlëtzebuerger als „equals“, also Gläichgestallter, ugesi sinn, mee net onbedéngt als Noperen a Matbierger. Mir liewen zwar am nämmlechte Land, mee dacks iergendwéi parallell.

Ech wëll hei och nach eppes widderhuelen, wat d'Taina Bofferding 2018 an der Debatt zum PAN gesot huet a wat éischter nach u Pertinenz gewonnen huet: Mir sinn eis och bewosst, dass et an dëser Thematik Ängschte gëtt, déi mer eescht huelen. A wat mer net maachen, ass, dës Ängschten ze schüren an domadder Politik ze maachen. Mir däerfe keng Illusiounen hunn, Problemer net tabuiséieren, mee mir sollten och net dramatiséieren. Mir sollte virun allem mat Fakte schaffen an net mat Emotiounen.

Här President, an eisen Ae geschitt d'Integratioun virun allem am Alldag. Elo kann ee sech d'Fro stellen, wat dann d'Politik am Alldag a puncto Integratioun bewierke kann. Als Alleréischt kënne mer do emol schonn duerch eist Handelen, méi wéi duerch eis Sprooch, zum Zesummenhalt an enger Gesellschaft bäidroen. Mir brauchen hei am Land keng Spalter a keng Hetzer, esou wéi et där an Europa an an der Welt nach ëmmer leider gëtt.

Grad op dësem Kontinent misste mer wëssen, wouhin et féiere kann, wann een d'Sprooch vum Haass, vum Mir-géint-si, jo, vum nationalisteschen Denke féiert. Et ass eng Flicht als gewielten Deputéiert, awer och als Zivillgesellschaft, eis all Form vun Haass, Diskriminéierung a Rassismus kloer entgéintzestellen.

Integratioun ass, wéi gesot, schonn eng gesamtgesellschaftlech Aufgab. De Staat muss do eng wichteg Roll spillen, mee e brauch och aner Acteuren, notamment d'Gemengen, d'Associatiounen, de Benevolat an am Endeffekt eis alleguer, fir dass den Integratiounsprozess dann och klappt. Mee de Staat kann a muss dëse Prozess encadréieren an erméiglechen, politesch Impulser setzen, fir dass d'Integratioun am Alldag eng Realitéit gëtt.

Ech wëll och hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass et a Saachen Integratioun ganz ënnerschiddlech Besoine ginn. Där Diversitéit musse mer och kënne gerecht ginn.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Zum Beispill hu Jonggesellen aner Besoine wéi d'Primo-arrivanten; Leit, déi eng Aarbecht hunn, anerer wéi Familljen, oder Fraen erëm aner Ufuerderungen. Oder: D'Dauer, wéi laang een hei am Land bleift, spillt och eng Roll. Integratioun ass esou villfälteg, dass se sech souguer vu Regioun zu Regioun hei an eisem klenge Land anescht gestalt, mat aneren Erausfuerderungen, aneren Defien an awer och anere Chancen.

Wichteg sinn d'Kennen an d'Verstoe vun Institutiounen an dem Fonctionnement vun eise Prozeduren, fir d'Kennen an Ausübe vun hire Rechter. Och dat ass eng Grondlag fir eng aktiv Citoyennetéit. Hei gëllt et, de Leit, déi nei an eist Land kommen, déi passend Dokumentatiounen a Presentatiounen, awer och aktiv Begleedung zur Säit ze stellen.

Här President, ech ka lo leider net op alles am Detail agoen, mee loosst mech op e puer Punkte vum 2008er Gesetz agoen, virun allem op Instrumenter an Institutiounen, déi geschaaft oder reforméiert gi sinn. Et ass och scho villes virdru gesot gi vu menge Virriedner.

De Contrat d'accueil et d'intégration ass e ganz gudden Usaz, deen duerchaus déi richteg Impulser setzt mat dem Erléiere vun der Sprooch, enger Formation d'instruction civique an engem Orientéierungsdag, well justement dat eng Upak gëtt, e Repère, fir hei zu Lëtzebuerg déi éischt Schrëtt ze goen. D'Ministesch huet dat jo och selwer gesot.

Dem Departement vun der Integratioun no goufe säit Ufank vum Programm 2011 eng 10.000 esou Kontrakter gemaach. Am Ament wieren et eng 2.800 Leit mat esou Kontrakter. Dat ass net näischt, mee ech mengen, wa mer dat an de Kontext vun eisen Immigratiounszuele setzen déi lescht zéng Joer, dann ass do awer nach e bësse Loft no uewen.

Et heescht elo no Piste sichen, fir dëse Programm nach méi attraktiv ze maachen, e vläicht méi no baussen ze affichéieren. Natierlech si mer d'accord, dass dat alles op fräiwëlleger Basis soll lafen. Et kéint een och kucken, ob een dëse Kontrakt zu engem Deel u spezifesch Besoine vun de Leit upasse kann.

Här President, mir sinn eis alleguerten hei eens, an dat hunn ech och scho virdrun héieren, dass de CNE, de Conseil national pour étrangers, reforméiert muss ginn.

(Interruption)

Hunn ech elo eppes falsch gesot?

(Interruption par M. Gusty Graas)

Entschëllegt, et ass „Madamm Presidentin“, pardon! Merci, Här Graas. Ech hat dat net gesinn. Ech war elo hei esou konzentréiert, pardon.

(Hilarité)

Une voix.- Hutt Dir keng Aen um Réck?

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Nee, ech hu keng Aen um Réck. Ech gesi se zwar, mee awer net direkt. Voilà.

Op jidde Fall, Madamm Presidentin, Dir a mir sinn eis alleguerten eens, dass de CNE, de Conseil national pour étrangers, reforméiert muss ginn. An och dat ass elo schonn e puermol gesot ginn.

Mir froen eis, ob et net méi pertinent kéint sinn, fir vläicht méi e klenge Grupp opzestellen, dee méi handlungsaktiv an och méi reaktiv ass. Et kann een och consideréieren, ob bei der Zesummesetzung net och den Territoire eng Roll soll spillen, dat heescht, fir dass Leit aus all Regioun aus dem Land present sinn. An déi kennen och d'Realitéit um Terrain aus dem Land.

Mir gesinn den zukünftegen CNE och vläicht éischter an enger Representatiounsmissioun. Dat heescht, amplaz en ze professionaliséieren an als Acteur ze gesinn, deen der Politik mat Expertisen zur Säit stoe sollt, kéint e sech éischter praktesch fir den Integratiounsprozess asetzen, sou de Vivre-ensemble, zesumme mat anere spezialiséierten Acteuren um Terrain. Esou kéint een nämlech de Lien tëschent dem Nationalen an dem Lokale maachen. Dat ass an eisen Aen och ganz wichteg.

Stéchwuert „lokal“: D'Gemenge spillen eng wichteg Roll an der Integratioun als staatlech Autoritéit, déi am noosten um Terrain a bei de Leit ass. Dat gëllt engersäits fir den Accueil, mee natierlech och fir den Integratiounsprozess. All Persoun, déi op Lëtzebuerg wunne kënnt, muss sech bei enger Gemeng umellen. Vun enger gelongener Integratiounspolitik vun de Gemenge sinn awer net just d'Netlëtzebuerger betraff, mee all Mënsch, deen nei an eng Gemeng plënnert. Dofir sinn eeben Aktioune wéi déi Wëllkommspätt, déi vu ville Gemengen organiséiert ginn, e wichtegt Instrument, fir en éischte Kontakt mat den neie Bierger opzehuelen.

D'Integratiounskommissiounen, déi ënnert dem Gesetz vun 2008 jo obligatoresch gi sinn, spillen hei och eng eminent Roll. Déi fonctionéiere jee no Gemeng besser oder manner gutt. Dat hänkt ganz dacks vun den eenzelne Schäfferéit of, oder och vun de Presidenten an den eenzelne Memberen an de CCCIe (ndlr: Commissions consultatives communales d'intégration) selwer.

Eng Fête multiculturelle, wéi et se bestëmmt schonn an all Gemeng gouf, ass sécherlech eng ganz flott Geleeënheet, fir aner Kulture kennen ze léieren an eebe Kontakter tëscht de Mënschen hierzestellen. Och Sproochecaféen a Bustouren, déi och scho virdrun ugeschwat gi sinn, si ganz flott Projeten a sinn ze begréissen.

Als LSAP si mer awer der Meenung, dass déi Evenementer an Aufgaben zwar néideg sinn, awer net duerginn. An eisen Aen hunn dës Integratiounskommissiounen nach vill méi Potenzial, wéi dat haut an deene meeschte Fäll de Fall ass. Dofir sollten dës Kommissiounen opgewäert ginn. De Rôle vun dëse Kommissioune muss iwwert d'Organisatioun vu flotte Festivitéiten erausgoen. Si sollen och inhaltlech a berodend wierken a méi direkt um Terrain agéieren. Esou kéinte si zum Beispill eng wichteg Ulafstell si fir déi Leit, déi nei an d'Land kommen, also nei an eng Gemeng kommen. Si kéinten a missten an eisen Aen d'Bierger systematesch iwwer hir Rechter a Flichten opklären.

Et ass net einfach, seng fréier Heemecht hanneru sech ze loossen an eng nei ze fannen a sech do dann och nach direkt zurechtzefannen. Hei kéinten d'Kommissiounen e ganz wichtegen Acteur sinn a weider och nach ginn. Jo, hir Aufgab soll weider déi vum Zesummebrénge vu Mënsche sinn, mee si kënnen awer och op méi engem formelle Plang de Migranten zur Säit stoen an d'Citoyenneté locale férderen.

Et kéint ee sech och virstellen, dass d'CCCIen op Demande vum Schäfferot op ganz spezifesche Sujete schaffe kéinten. Vläicht méi wäit gekuckt, kéinten d'CCCIen e Reservoir si fir Leit mat enger spezifescher Expertis, déi emol an anere Kommissiounen och matschaffe kéinten. Dës Participatioun ass vläicht net ëmmer evident fir Netlëtzebuerger, mee de CCCI kéint do als Mëttelsmann agéieren.

A fir dass déi néideg Kompetenzen do sinn, denke mer och, dass d'CCCIen enk mam CNE sollten zesummeschaffen. Den CNE kéint effektiv als Daachverband vun de CCCIe fonctionéieren, wou Synergien opgebaut ginn an e reegelméissegen Austausch stattfanne kann. E kéint och Formatioune fir Memberen ubidden, Best Practices sammelen, d'CCCIe matenee verbannen. Hei wier eng Zort Kommunikatiounsplattform immens wichteg, fir méi Dynamik eranzekréien.

Gläichzäiteg soll natierlech och de Syvicol seng wäertvoll Aarbecht an deem Domän weiderféieren, sech weider am GRESIL engagéieren an d'Gemengen och weider encouragéieren an ënnerstëtzen, fir a Saachen Integratioun eng gutt Politik op d'Been ze kréien.

Léif Kolleegen, nieft dëse Strukture kënnt och den Associatiounen an dem Benevolat a puncto Integratioun eng ganz wichteg Roll zou. Hir Aarbecht um Terrain, hir Erfarung an hir Expertis sinn eng wichteg Dimensioun an der Integratiounspolitik. Et gëllt, de benevollen Engagement vun alle Matbierger weider ze förderen. De Benevolat ass den A an den O vun engem funktionéierende Mateneen an enger Gemeng a soumat och vun enger gelongener Integratioun. Am Koalitiounsaccord steet, a vläicht gëllt dat jo an dëser Pandemie nach vill méi wéi jee: „De Benevolat muss weider gestäerkt ginn.“

De Sport ass an deem Kontext nach ëmmer ee vun de beschte Moyenen, fir sech auszetauschen an nei Kontakter ze knüpfen, wou dat am „wahrsten Sinne des Wortes“ op eng spilleresch Aart a Weis ka geschéien. Ech kann Iech do e Beispill aus der Gemeng Suessem ginn, wou d'Kanner an déi Jonk aus eise Refugiéshaiser um Training vun eise Fussballveräiner deelhuele konnten. Et ass souguer eng Ekipp opgestallt ginn, déi zesumme mat anere Fussballveräiner un Turnéieren deelgeholl huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Dat ass gelieften Integratioun.

Här President, wichteg Vecteure fir d'Integratioun sinn d'Schoul, d'Aarbecht an d'Participatioun. De Grondstee fir eng gelongen Integratioun, virun allem fir déi Jonk, gëtt an eise Schoule geluecht. „Gläich Bildungschancë fir jiddereen“ dierf net nëmmen e schéine Slogan sinn, mee muss endlech nees Realitéit ginn.

Nieft dem soziale Background ass et och de Migratiounshannergrond, verbonne mat de verschiddene Sproochesituatiounen, deen haaptausschlaggeebend fir de Succès oder den Echec grad eweí d'Orientéierung an eise Schoulen ass. D'Zuele schwätzen hei eng ganz kloer Sprooch: Herrscht an der Grondschoul nach en Equiliber tëscht Kanner mat Lëtzebuerger an engem anere Pass, ass am Lycée eng kloer Opspléckung ze erkennen. Am Classique si knapp 80 % vun de Kanner Lëtzebuerger, a just 20 % hunn eng aner Nationalitéit. Dat kënnt dohier, dass eise Schoulsystem nach aus engem anere Joerhonnert kënnt, zemools wat d'Orientéierung an de Sproochenunterrecht ugeet.

Neen, et geet ganz kloer net drëm, en Nivellement vers le bas ze maachen, mee d'Schoul vum 21. Joerhonnert muss och d'Gesellschaft vum 21. Joerhonnert reflektéieren.

Mir mussen eis hei enger fundamentaler Diskussioun opmaachen, wéi eis Schoul op eis divers an heterogeen Gesellschaft kann agoen. Et dierf net sinn, dass Kanner opgrond vun enger Lacune an enger Sprooch e Beruff oder e Studium net kënnen ugoen. Mir kënnen an dierfen eis et definitiv net erlaben, iwwert déi nächst Jore weider wichtegt Potenzial versträichen ze loossen. Dat gëllt fir Netlëtzebuerger gradesou wéi fir Lëtzebuerger Kanner.

An deem Kontext ass et och net verwonnerlech, dass ëmmer méi international, europäesch Schoulen opkommen. Als LSAP ënnerstëtze mer dës Modeller, souwäit se vum Staat ausginn a gratis sinn, ganz kloer. Mir wëllen awer gläich Chancë fir jiddwereen, fir all d'Kanner aus alle Géigenden. A sollt de Modell vun der sougenannter „europäescher Schoul“ Virdeeler bidden, da mussen dës och an de Reegelschoulen ëmgesat ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Eng Alphabetiséierung op Däitsch bitt sécherlech Virdeeler fir vill Kanner hei am Land, notamment fir déi lëtzebuergesch oder däitschsproocheg. Wann awer méi wéi d'Hallschent scho vu vireran net méi nokënnt, well se déi allgemeng Sprooch net gutt beherrscht, da muss een deem entgéintwierken an et muss eventuell iwwert d'Ubidde vun der Alphabetiséierung op Franséisch als Optioun an eise Schoulen nogeduecht ginn. Ech mengen, dass dat nëmmen eng Pist ass, wéi een d'Integratioun vu Migratiounskanner an eise Schoule verbessere kann.

Ech wëll awer och nach eemol op d'Wichtegkeet vun enger qualifizéierter gratis Nohëllef fir d'Kanner an der Schoul hiweisen. Meng Kolleegin Francine Closener gëtt es net midd, dëst ëmmer erëm ze betounen. Mee grad fir Kanner aus engem sozioökonomesch méi schwaache Stot, bezéiungsweis Kanner, déi eeben aus engem anere Land sinn, wier dëse professionellen Appui esou wichteg, fir richteg matzekommen.

„Sinn och Auslänner bei dir an der Klass?“ - „Nee, just Kanner“, dat ass en op d'Spëtzt gedriwwenen Dialog tëschent engem Elterendeel an engem Kand, deen awer u sech weist: Wat d'Kanner méi jonk sinn, wat d'Integratioun méi selbstverständlech ass. D'Kanner hu verstanen, dass d'Kanner eebe just Kanner sinn, egal vu wou se hierkommen. Ech mengen, eis Erwuessene géif et och heiansdo hëllefen, wa mer géife gesinn, dass mir och all just Mënsche sinn. Wann d'Integratioun also per se manner e Problem an de Schoulen ass, musse mer derfir suergen, dass och, wat d'Leeschtung ugeet, de Background vun engem Kand keen Theema ass.

En zweeten an alldeeglechen Integratiounsvecteur ass d'Aarbechtswelt. Och de PAN ënnersträicht jo, dass en Accès op d'Aarbecht en zentraalt Element vum Integratiounsprozess ass.

Mee dat ass haut, am Verglach mat fréiere Generatiounen, wéineger de Fall. Dacks gëtt et eng gewëssen De-facto-Segregatioun, déi dem Integratiounsprozess net hëlleft. Ob dat elo de Bausecteur ass oder Consultingfirme sinn, op ganz verschiddenen Niveaue kann een hei zu Lëtzebuerg schaffen a liewen, ouni wierklech mat Lëtzebuerger a Kontakt ze kommen. Dat ass net onbedéngt eng Saach vum Wëllen, mee et ass och e strukturelle Problem. An da gëtt et deemno méi schwéier, sech dann e villfältege Reseau (veuillez lire: e villfältege soziale Reseau) opzebauen. Fir Refugiéen ass dëst deels ëmsou méi wichteg. D'Aarbecht ass nämlech eng Source vu Revenu, mee et gëtt engem Mënsch och Identitéit a Sënn.

D'Associatioune sinn an dësem Kontext och ganz wichteg: D'Formation professionnelle fir Flüchtlinge leeft gréisstendeels iwwer Associatioune wéi ASTI a Caritas. A ganz hëllefräich sinn och hei zwee Programmer vun der ASTI a vun der Caritas: „Connections“ an „Neien Ufank“, déi bei der Integratioun vun de BPIen an den Aarbechtsmaart hëllefen. Och kéint een hei kucken, ob ee bei der Unerkennung vu Qualifikatiounen oder Kompetenze kéint nei Weeër goen.

Loosst mech awer och e puer positiv Beispiller ginn, wat d'Integratioun duerch den Aarbechtsmarché ugeet: De Projet vum „Chiche!“ ass en exzellent Beispill vu sozialer Inklusioun, wou Mënschen duerch Aarbecht gestäerkt ginn, wou Leit erëm e Selbstwäert entwéckelen a sozial a Sproochekompetenzen entwéckele kënnen a gläichzäiteg d'Land duerch hir Kultur méi räich maachen.

Effektiv kënnen d'Iessen an déi kulinaresch Welt e ganz gudde Wee sinn, fir mat anere Leit an d'Gespréich ze kommen, sech méi no ze kommen, trotz verschiddenen Originnen. Den Anthony Bourdain, dat ass en amerikanesche Kach, Journalist an Dokumentarist, deen huet dat erkannt a probéiert, dat a senge Sendungen ze liewen. En Obama-Mataarbechter huet seng Philosophie esou definéiert: “If people would just sit down and eat together and understand something about each other, maybe they could figure things out.”

An deem Kontext erlaben ech mer awer och, vun engem kierzleche Besuch am Luxembourg-City Incubator ze erzielen. Esou en Incubator ass eng Plaz, wou nei Wirtschaftsiddien entstinn a Startuppe sech entwéckelen. Zu Lëtzebuerg hu mer där direkt e puer, déi vu staatlecher Säit aus och ënnerstëtzt ginn.

An dësem dynameschen Ëmfeld léiert een dat wierklech Internationaalt kennen. Esou hat ech d'Chance, hei eng Madamm aus Kanada ze begéinen, déi schonns eng Rei Kannerbicher entwéckelt huet, mat deenen d'Kanner op eng spilleresch Aart a Weis nei Sprooche solle léieren. Eng flott Saach!

Nach méi flott ass awer wuel d'Tatsaach, dass si sech elo derzou entscheet huet, fir dëst Buch, wat et scho fir d'Sproochen Englesch, Spuenesch, Chineesesch, Däitsch a Franséisch gëtt - lauter Weltsproochen also -, och fir d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch erauszebréngen. Eng Fra, eng Awanderin, déi emol nach net ee Joer hei zu Lëtzebuerg schafft, setzt esou ee Projet ëm. Dat ass dach Integratioun par excellence!

En drëtte wichtege Volet, op deen ech nach ze schwätze kommen, ass d'Participatioun. Integratioun geet nëmmen iwwer Participatioun! Déi sozial, mee awer och déi politesch.

Ech wëll Iech gären och nach e Beispill aus menger Gemeng ginn, woubäi ech bemierke wëll, dass och an anere Gemenge ganz vill esou Projete lafen. Mee ech kennen eeben deen heiten am beschten, dofir zielen ech dann dovunner.

Mir hunn an eiser Gemeng mat eise Veräiner a Benevolle Gemeinschaftsgäert an d'Liewe geruff. Hei kënnen net nëmmen eenzel Matbierger sech Parzelle lounen, déi keng Chance hunn, doheem e Gaart ze hunn, mee virun allem och verschidden Acteure wéi Kanner aus eise Schoulen, Maison-relaisen, an eeben eis Matbierger, déi an eise Strukture fir Flüchtlinge liewen. Do gëtt dann zesummen

am Gaart geschafft a sech ausgetosch - och geliefte participativ Integratioun.

An da spillt d'Kultur natierlech eng wichteg Roll. Ech erënneren hei un dem Serge Tonnar säi Projet „Mir wëllen iech ons Heemecht weisen", oder och mam Sylvia Camarda zesumme „Letters from Luxembourg", wou ganz aktiv mat Flüchtlinge geschafft ginn ass. Iwwert de Wee vun der Musek, dem Theater oder dem Danz ass esou vill méiglech. An do gëtt et keng Barriären, keng sproochlech a keng sozial.

Bei Participatioun musse mer awer natierlech och iwwert déi politesch Participatioun schwätzen. Ech wëll och elo keng grouss Diskussioune lancéieren, mee trotz dem Referendumsresultat vun 2015 muss sech weiderhin awer och nach d'Fro gestallt ginn, ob mer net awer en ze groussen Demokratiedefizit hunn, wa mer e Groussdeel vun eiser Gesellschaft komplett aus dem politesche Prozess ausschléissen.

Nodenke musse mer och, wéi Netlëtzebuerger besser op Gemengenniveau participéiere kënnen.

(Interruption)

Hei kënne se zwar matwielen. Et gëllt awer, och nach aner Weeër ze sichen, fir se och an de politeschen Alldag méi matanzebannen.

Här President, e Problem, dee souwuel Lëtzebuerger wéi och Netlëtzebuerger ... „Madamm Presidentin" ass et nach ëmmer. Entschëllegt.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Kee Problem.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Dat ass, wann een eppes ofliest an net kuckt, wat ronderëm ass.

Madamm Presidentin, e Problem, dee souwuel d'Lëtzebuerger wéi och d'Netlëtzebuerger betrëfft, ass dee vun der Aarmut, deen duerch déi aktuell Logementsproblematik nach weider an d'Luucht geet an och duerch d'Coronakris sécher net besser gëtt. Wann déi sozial Ongläichheete wuessen, wann d'Leit sech keen Daach méi iwwert dem Kapp kënne leeschten, wat d'Onzefriddenheet an enger Gesellschaft ëmmer méi grouss a wat den Zesummenhalt ëmmer méi kleng gëtt.

Manner Zesummenhalt a manner Toleranz heescht manner Chancë fir eng gelongen Integratiounspolitik. Dofir muss en vue vun dëser Integratiounspolitik d'Aarmutsbekämpfung d'Prioritéit Nummer eent vun der Lëtzebuerger Politik sinn a bleiwen.

Déi héich Logementspräisser sinn iwwerdeems och eng grouss Hürd fir BPIen, déi ze dacks am Foyer wunne bleiwe mussen, well se keng erschwénglech Wunnengen um Marché fannen. Dat ass natierlech och Gëft fir den Integratiounsprozess a schléit dacks Dieren zou.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dës Beispiller weisen déi transversal Natur vun der Integratiounspolitik. Wichteg ass eng gutt Zesummenaarbecht tëscht de verschiddene Ministèren a mat all deenen aneren Acteuren, fir dass dëse Prozess reusséiere kann. Dat muss erëm kloer am Gesetz verankert ginn.

Ech wëll awer nach kuerz e weidere Volet uschwätzen, deen an eisen Aen zentral ass, an zwar d'Lutte géint d'Diskriminatioun. D'Diskriminatioun ass prinzipiell inakzeptabel, mécht den Integratiounsprozess méi schwéier an ënnergrueft déi sozial Kohäsioun. Nëmme mam Ofleene vun allméiglechen onbegrënnte Virurteeler kann een iwwerhaapt oppe fir Toleranz an Integratioun sinn. Dat ass den absolutte Minimum.

Mee doriwwer eraus musse mer aktiv d'Diskriminatioun bekämpfen. Mir mussen d'Realitéit vun der Diskriminatioun akzeptéieren. Am Juli 2020 hate mer an der Chamber jo eng Debatt iwwert de Rassismus. Och mir zu Lëtzebuerg hunn eng méi staark Prise de conscience zum Problem entwéckelt am Kader vun de Protester vun der Black-Lives-Matter-Beweegung. An dat ass wichteg a richteg.

Mir hu mam modifizéierte Gesetz vun 2006 u sech e relativ robuste Kader, wat d'Diskriminatioun ugeet. Mee mir wëssen alleguer: Dat geet net duer! Mir héieren nach vill ze vill dacks vu Virfäll, respektiv vill - warscheinlech déi meescht - kréie mer der iwwerhaapt net mat, well se net konsequent erfaasst ginn. Dat ass zum Beispill beim Rassismus de Fall, mee och beim Antisemitismus. Dobäi ass et grad wichteg, esou Donnéeën ze hunn, fir d'Problemer kënnen ze ëmräissen an dann adaptéiert Léisungen ze fannen.

Wat d'Thematik vum Rassismus ugeet, huet d'Ministesch jo ugekënnegt, eng Etüd zum Phenomeen vum Rassismus duerchzeféieren an op där Basis pertinent Mesuren auszeschaffen. Mir begréissen dat an hoffen, dass mer do deemnächst och handele kënnen.

Och wat den Antisemitismus ugeet, gëtt jo un engem nationalen Aktiounsplang geschafft, deen och d'Capacitéiten zur Erfaassung vu Virfäll verbessere soll.

Mir stinn dann nach ëmmer hannert der Fuerderung, dem Centre pour l'égalité de traitement, deen un d'Chamber rattachéiert ass, méi Moyenen ze ginn, fir dass e senge Missiounen och méi effikass nokomme kann. Dat ass och eng Recommandatioun vun der ECRI, also der Europäescher Kommissioun géint de Rassismus an d'Intoleranz.

Madamm Presidentin, Kolleegen a Kolleeginnen, ech wëll nach kuerz e Wuert zu enger rezenter Diskussioun soen, déi ronderëm e Webinar „non-mixité racisée" vu Lëtz Rise Up opkomm ass. Als LSAP gesi mer schonn de Sënn a vun esou Peer-to-Peer-Reuniounen. Et ass e sougenannte Safe Space, wou ee sech sécher fillt, wou nämlech Leit mat änlechen Erfarunge sech austausche kënnen, Problemer destilléiere kënnen a gemeinsam Repèren opbaue kënnen, ouni dass dës Experienz relativiséiert gëtt oder Diskussiounen ofgewiergt ginn. D'Recherche huet d'ailleurs och gewisen, dass dës Netmixitéit positiv Effekter kann hunn.

Mee dës Methodologie soll och just en éischte Schratt zu engem Prozess ginn. Et ass kloer, dass dëst dann an en Integratiounsprozess afléisse muss, zur Mixitéit féieren a Problemer léise soll. Et däerf net nëmme bei deene Peer-to-Peer-Gruppe bleiwen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme sou lues zum Schluss. Eppes ass kloer: Integratioun ass e komplexe Prozess, deen een nuancéiert ugoe muss an an deem eng Rëtsch vun Acteuren eng Roll ze spillen hunn. De Vivre-ensemble ass d'Leitmotiv fir eng gutt Integratiounspolitik. Dat neit Gesetz sollt heifir de Kader ginn, mee et ass un eis alleguer, déi Strukturen da mat Liewen ze fëllen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR).*- Madamm President!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Jo, Här Keup. Madamm Asselborn-Bintz, erlaabt Dir, dass den Här Keup lech eng Fro stellt?

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Jo.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt just emol eng Kéier soen: Dir hutt gesot, d'Auslänner wären ausgeschloss. Ech mengen, si kënne fir d'Gemengewale wielen, si kënne fir d'Europawale wielen, si kënne fir dat Parlament wielen, wou se d'Nationalitéit hunn, wéi dat jo virun e puer Deeg war mat de Presidentschaftswale fir Portugal, a wa se wëllen, da kënne se och d'Nationalitéit unhuelen an och hei matwielen. Dat ass net esou komplizéiert. Ech géif also soen, dass se eigentlech net ausgeschloss sinn.

Meng Fro ass awer eng aner. Wann ech elo richteg verstanen hunn, hutt Der geschwat, fir an der Primärschoul d'Alphabetiséierung op Franséisch als Alternativ unzebidden. An do wollt ech lech froen: Ass dat dann awer net konträr zu Ärer Iddi trotzdeem, dass mer d'Kanner gemeinsam an d'Schoul solle ginn an net trennen? Well dat géif jo am Endeffekt heeschen, dass mer d'Kanner trennen. Ech soen elo: d'Lëtzebuerger an deen traditionelle System an déi romanofon Kanner dann an dee frankofone System.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Also, fir eis kéint dat zesummespillen. Dat heescht, engersäits kann een op Däitsch alphabetiséieren an et kann een op Franséisch alphabetiséieren. Dat hänkt jee no Klassen of, jee no Schoulen of, jee no Regiounen of.

(Interruption)

Fir eis ass dat net onbedéngt eng Trennung, mee dat ka ganz gären en Zesummespill sinn.

(Interruption)

M. Fred Keup *(ADR).*- Dat wier et jo net ...

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Dat geet och sécher, well mir hu Klassen, mir hu Schoulen, déi dat maachen. Ech kann do och vun engem Beispill zielen, erëm aus menger Gemeng, do gëtt et eng nei Schoul, déi dat och ka maachen.

(Interruption)

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. Als nächsten ageschriwwene Riedner kritt den Här Charles Margue d'Wuert. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Paul Galles an der Madamm Minister dofir, dass mer dës Debatt hei kënne féieren. „Zesummeliewen", „zesumme Lëtzebuerg", et sinn e puer Stéchwierder an deenen Interventiounen elo grad viru mer gesot ginn, wéi mer déi Integratiounsdebatt vläicht kéinten an Zukunft ëmbenennen. D'Iddi vun der Family of Man zu Clierf huet mer och elo grad ganz gutt gefall.

Et ass e Moment vun enger politesch noutwendeger Diskussioun, déi zu engem hoffentlech breede Konsens hei féiere wäert, hei an der Chamber an an der Gesellschaft dobaussen.

An der Note de cadrage vun der Madamm Minister ass den Objet an d'Method vun der Consultatioun, fir d'Integratiounsgesetz op de Leescht ze huelen, beschriwwen. Merci dofir, dass d'Chamber zu dësem Moment agebonnen ass, an, wéi de Max Hahn et an der Motioun, déi mer zesummen deposéiert hunn, ernimmt huet, wäerte mer jo dann herno kënnen zum Konsens kommen, fir d'Konklusiounen zesummen aus där ganzer Consultatiounsdebatt hei an dësem Haus ze zéien.

Villes ass elo vu menge Virriedner gesot ginn, deem ech mech kann uschléissen. Et ass op villes higewise ginn, notamment Initiativen, déi an de Gemenge lafen, fir d'Zesummeliewen an dat gutt Mateneeliewen zu Lëtzebuerg ze erméiglechen.

D'Fro, déi sech haut zu Lëtzebuerg, also fir den Territoire, en ass genannt ginn, vun 2.586 Quadratmeter mat Leit vun iwwer 180 Nationalitéite stellt, ass déi, wéi gesot, vum alldeeglechen Zesummeliewe vun all dëse Mënschen. Näischt manner!

Liewe mir zesummen? Déi, déi mech kennen, kennen déi Froen, déi ech mer ëmmer stellen. Liewe mer niefteneen? Liewe mer mateneen? A wéi stelle mir eist d'Liewen an der Zukunft vir hei am Land?

Mir Gréng sti fir eng Integratiounspolitik, där hiert Zil de soziale Fridden an d'Zesummeliewe vun alle Leit, déi hei wunnen a schaffen, ass. Et ass scho gesot ginn, mee et ass wichteg ze ënnersträichen: D'Integratioun ass fir eis Gréng e kontinuéierlechen inklusive Prozess, an deem mer un engem gemeinsamen Nenner schaffen, engem „plus grand dénominateur commun", fir en Nenner ze schafen, dee fir eis Gesellschaft spezifesch ass, soudass jiddweree sech un der Gesellschaft ka bedeelegen a sech an hir kann entfalen.

Fir eis ass et wichteg, dass mir zu Lëtzebuerg all zesummewuessen, fir eppes Gemeinsames ze schafen. Mir schwätzen eis ganz kloer géint e Modell vun Assimilatioun aus. An de Communautarismus dierf och kee Modell fir Lëtzebuerg sinn. Fir dass d'Integratioun déi nächst Joren zu Lëtzebuerg Realitéit gëtt, brauche mir e Projet fir Lëtzebuerg, e gemeinsame Projet fir all déi Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen.

D'Debatt vun haut soll hëllefen, an den nächste Méint mat allen Acteuren aus der Zivillgesellschaft e Kontrakt ze erschaffen, mat alle Rechter a Flichten, déi e gutt Zesummeliewen an den nächste Jore weiderhi méiglech maachen a verbesseren hei zu Lëtzebuerg. D'Realitéit vun de Parallellwelten hei zu Lëtzebuerg muss iwwerwonne ginn.

An deene leschte Jore gouf zu Lëtzebuerg schonns vill um Nationbranding geschafft. Deen eleng geet allerdéngs net duer, mee mir brauchen och en Nationbuilding - et gouf schonn eng Aktioun „Making Luxembourg" -, well ouni dass mir eis eens sinn doriwwer, wat eis als Awunner hei am Land verbënnt, kënne mer dat och net mat Glafwierdegkeet no baussen droen a vertrieden. Oppen, zouverlässeg an dynamesch sinn déi dräi gemeinsam Charakterzich, déi schonns eng gutt Basis fir de gemeinsamen Nenner sinn. Dëse gemeinsamen Nenner, fir wat mir, fir wat Lëtzebuerg steet, soll esou breet wéi nëmme méiglech an den nächste Jore ginn.

Eng Kultur vum géigesäitege Versteesdemech, vun Interesse, vu Virwëtz, vun Toleranz a virun allem vu Solidaritéit an Inklusioun sinn an eisen Ae weesentlech, fir de Mateneen ze stäerken. Duerfir musse mer eis besser kenne léieren a méi openeen duergoen. „Mir", domat schwätzen ech jiddwereen un, deen hei am Land schafft a lieft. Mir brauchen also Plaze vun Dialog. D'Äntwerten op d'Fro, wien a wat mer als Lëtzebuerger Gesellschaft sinn a wou mer hiwëllen, fanne mer am Dialog an an der Ausenanersetzung ee mat deem aneren. An dofir musse mer där Raim schafen, wou deen Dialog gefouert gëtt. An engem Land vu méi Mateneen a manner Individualismus gëtt deen Eenzelne méi staark, méi resilient.

Ech maachen hei elo bewosst eng Allusioun op eis Debatt vun der leschter Woch iwwert de Suicide an d'mental Gesondheet. De Mënsch ass manner fragill an enger Gesellschaft, wou d'Solidaritéit keen eidelt Wuert ass: e frëndlecht Laachen, e Gespréich, nolauschteren, e gudde Rot, eng Hand reechen, e Mënsch begleeden, him de Wee weisen. E grousse Merci un all Benevoll an alle Beräicher - Soziales, Sport, Kultur, Accueil vun de Refugiéen -, si leeschte Weesentleches fir eist Zesummeliewen zu Lëtzebuerg!

Lëtzebuerg ass e Mosaik mat groussen a klenge Steng an alle Faarwen. E Mosaik ass awer e Ganzt, e grousst Bild, wat ee besser erkennt, wann een e wéineg op Distanz geet. Da gesäit een, wéi dat Bild Lëtzebuerg ausgesäit a wéi et ëmmer méi faarweg gëtt, méi Steng derbäikommen a virun allem, wéi dat Bild sech lafend verännert. An zu engem Mosaik gehéieren all déi Steng a si hunn all eng Plaz zegutt.

Mir Gréng sinn 2018 an d'Wale gaange mam Slogan: „Zukunft, Zesummenhalt, gutt Liewen. Well mer eist Land gär hunn." Dat ass net just e Slogan, mee ass richtungsweisend, wéi mir d'Integratiounsfro wëllen ugoen, wéi mir zu Lëtzebuerg wëllen an Zukunft zesummeliewen.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut an enger Situatioun, wou zwee Drëttel vun de Leit der Meenung sinn, dass mer méi niewentenee liewe wéi mateneen. Eis Ambitioun ass kloer e Méi un Zesummeliewen. Ech ka mech erënneren un Zäiten, wou méi Leit der Meenung waren, dass mer géifen niewentenee liewen. Entschëllegt déi Wuertspillereien, mee se si weesentlech.

Mee d'Zesummeliewe muss ee léieren, muss ee wëllen. Et geet ëm en dynameschen, permanente Prozess, deen duerch d'Vitess vun der Entwécklung an déi méi grouss Diversitéit zu Lëtzebuerg e besonnesch komplizéierte Prozess ass. An asoufern ass Lëtzebuerg schwéier vergläichbar mat anere Länner iwwerhaapt.

E Mënsch, deen op Lëtzebuerg liewe kënnt, ka mam beschte Wëllen net wëssen, wat hie genee erwaart. Den Alldag kritt e vläicht beschriwwen, ier en op Lëtzebuerg kënnt. Et kann ee sech och am Virfeld dokumentéieren a sech informéieren, doropshi mécht ee sech dann eng gewësse Virstellung. A wann een dann hei ass, da mierkt een, dass Lëtzebuerg richteg komplex ass, dass dat, wat ee gesot krut, net falsch ass, mee ze kuerz gegraff ass. Dass hei vill Sprooche geschwat ginn, weess jiddwereen, wann e kënnt, awer net onbedéngt, dass mer wierklech à la base en dräisproochegt Land sinn, a mat allem, wat dat heescht.

Lëtzebuerg ass e Migratiounsland, Auswanderung an Awanderung bestëmmen d'Geschicht vun dësem Land, vun dëser, eiser Regioun. D'Geschichtler ënner eis wësse besser wéi ech, wat déi Grenze vu Lëtzebuerg vun haut an der Vergaangenheet bedeit hunn. Et wandert een, wann et engem schlecht geet, op eng Plaz, wou een op e bessert Liewe fir sech a fir seng Famill hofft. Dat charakteriséiert déi grouss Migratiounsstréim, inklusiv d'Migratiounsstréim vun de Lëtzebuerger, déi d'Land verlooss hunn, wéi et hei, wéi ee géif soen, „näischt ze räissen an näischt ze bäisse gouf".

No Leit aus Italie koume Leit aus Portugal, mat de Leit aus hire fréiere Kolonien, notamment de kapverdeschen Inselen. Déi lescht Jorzéngte koume Leit op Lëtzebuerg, fir Aarbecht ze fannen, an et koume Mënschen, verdriwwen duerch de Krich an hire Länner, vum Balkan, aus dem Noen Osten an aus Afrika.

Wéi mer eis esou lues vun der Kris vun 2008 erholl hunn, koumen aus Südeuropa ganz vill héich qualifizéiert jonk Leit op Lëtzebuerg, ugezu vun eisem Besoin un Akadeemiker, aus Zentraleuropa, aus Länner wéi Bulgarien, Rumänien, Ungarn an esou weider.

An dann hu mer och Leit aus eisen Nopeschlänner. Haaptsächlech aus Frankräich komme vill Leit op Lëtzebuerg schaffen an och ëmmer méi wunnen. D'Fransouse sinn déi Communautéit, déi am stäerkste wiisst, a si sinn no dem Véierel Lëtzebuerger an der Stad mat 17 % do déi stäerkste Bevëlkerungsgrupp.

Mir hunn also verschidde successiv Migratiounswellen aus geografesch ënnerschiddleche Géigenden, mat Leit vun aneren Traditiounen a Kulturen, déi aner Sprooche schwätzen an och aner Qualifikatiounen, also Beruffsqualifikatiounen, hunn. De CEFIS schwätzt hei zu Lëtzebuerg vum Begréff vun der „Superdiversitéit", wat Lëtzebuerg de Moment ugeet. Lëtzebuerg ass deemno en Awanderungsland par excellence, mat enger Awanderungskultur a -gewunnecht. Mee eis Integratiounspolitik, ech mengen, mir sinn eis eens, leeft der Dynamik hannendrun. Och dofir ass dës Debatt ze begréissen.

Derbäi kënnt dann och déi alldeeglech Migratioun vun iwwer 200.000 Frontalieren, mat deene mer zu Lëtzebuerg zesumme schaffen. Vill vu menge Virriedner hunn d'Problematik vun de Frontalieren ugeschwat, ech wäert haut net därmoossen dorop agoen.

Dës demografesch Eckwäerter brénge mech och direkt zur éischter Fro: Wien ass vun der Integratioun concernéiert? Fir dass Integratioun Erfolleg kann hunn, soll, misst jiddweree säint derzou bäidroen, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, ob se scho laang oder eréischt kuerz am Land wunnen, an och d'Frontalieren an engem gewëssene Mooss. An et mécht en Ënnerscheed, deen „Net-" mécht en Ënnerscheed, well et huet een aner Rechter an et huet ee verschidde Rechter net am Land. Mir sollen eis do net an enger Diskussioun verrenne vun: „Et ass alles schéin, et ass jiddweree Mënsch."

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Nee. Mir hunn net déi selwecht Chancen, deemno a wéi enger Situatioun mer sinn, deemno wéi ee Pass mer hunn.

De Moment leie mer tendenziell bei liicht iwwer 40 % vu Leit mat exklusiv Lëtzebuerger Pass an on-

geféier gradesou vill Persoune mat engem oder méi auslännesche Päss. Wat net esou aus de Statistiken ervirgeet ass, dass - schätzen ech - op d'mannst 15 % vun de Leit hei am Land déi duebel Nationalitéit hunn. D'Ministesch huet dat ugeschwat mat där kokasser Problematik, déi dann am CNE op eng Kéier opkoum.

Vun de Lëtzebuerger wësse mer schonns zanter der Etüd „Baleine" vun 1995, dass bei 45 % op d'mannst ee vun den Elteren oder Grousselteren net Lëtzebuerger war. Sou vill zum „Auslänner-Migrationshannergrond" zu Lëtzebuerg. Domat war 1995 d'Diskussioun iwwert de Mythos vum Stacklëtzebuerger lassgetrëppelt a mat deem Mythos ass quasi opgeraumt ginn deemools.

D'Bierger sinn awer och op anere Punkten differenzéiert: Mir hu soziodemografesch Ënnerscheeder, verschidden Altersgruppen, Aarbechtsprofiller, Qualifikatiounen, Ethnicitéiten, Genderidentitéiten, Leit mat Besoins spécifiques. Dës Leit mat hiren diversen Identitéiten hunn net déi selwecht Chancen, well, fir mam Pierre Bourdieu ze schwätzen, se net dee selwechte Capital économique an och net dee selwechte Capital social hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Déi demografesch Realitéit weist also, dass een net vun enger dominanter Majoritéit ka schwätzen, an déi en anere sech misst/sollt integréieren. Fir déi gréng ass esou eng Siichtweis och souwisou net wënschenswäert an net akzeptabel. Ech erlabe mer, de CEFIS ze zitéieren: « Une nouvelle société est donc à inventer et à construire ensemble. » An ech hat et schonns gesot: Mir brauchen e Projet fir Lëtzebuerg, fir zesummen eis Zukunft ze plangen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Historiker Michel Margue, deen ech hei och wéilt zitéieren, géif ech et esou soen: „Mir wëlle bleiwen, wat mer ginn."

Mir hunn net onbedéngt ausgesicht, zu Lëtzebuerg ze liewen an zesummen hei ze liewen. Mir si keng Communauté de choix. Nee, mir sinn eng Communauté de destin. Mir sollten dovu profitéieren an d'Geleeënheet notzen, méi dorauser ze maachen.

Fir eis Gréng sinn d'Ziler vun der Integrationspolitik kloer: de soziale Fridden, en harmonescht Zesummeliewen a gläich Chancë fir jiddwereen an engem Lëtzebuerg, an deem jiddweree sech erëmfënnt a wa méiglech och wuel fillt.

Wat ass Integratioun dann? Ech widderhuelen dat, wat vill vu menge Virriedner gesot hunn, mee et ass och déi gréng Positioun, duerfir wäert ech se explizitt nach eng Kéier soen. D'Definitioun vum CES vun 2014 an och déi, déi de CEFIS, de Syvicol, d'ASTI, d'UEL an anerer benotzen, hunn eng Partie Elementer gemeinsam:

Integratioun ass e konstante Prozess. Integratioun betrëfft jiddwereen. Jiddwereen ass dru bedeelegt. Et geet also net duer, fir vun deene Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, ze verlaangen, datt si sech hei integréieren. D'Verantwortung fir eng gelongen Integratioun deele mer all. Integratioun erlaabt e bessert Zesummeliewen, fir och an der Gesellschaft ze liewen an net dernieft ze liewen an net a senger Parallellwelt ze liewen. Integratioun baséiert op gedeelten Normen a Wäerter, déi zesumme mussen ausgeschafft ginn.

Dat ass eng vun den Aufgaben, déi déi nächst Méint a Joren ze bewältege sinn. Et ass un der Politik, sech d'Mëttelen ze ginn, fir d'Adhesioun un dee gréisste gemeinsamen Nenner hierzestellen. Dat ass eis politesch Verantwortung.

Op der Madamm Ministesch hir Fro, wéi eng Approche vun Integratioun mir favoriséieren, kënne mir Gréng dann och eng kloer Äntwert ginn: Et ass déi interkulturell Approche. Dat ass eise Wonsch. Dat ass eis Method. Dat ass eisen Éiergäiz. Dat ass dat Zil, wat mer hunn, an d'Method. Fir eis ass eng interkulturell Approche och eng, déi mat der Heterogenitéit vu Besoine kann ëmgoen, déi hei am Land present sinn.

Ech erkläre mech: Egal, wéi differenzéiert d'Leit hei am Land sinn, si sinn, wéi schonns gesot, all vun der Integrationsdemarche betraff. Si hunn trotzdeem vill ënnerschiddlech Besoinen. Déi eng Persoune brauchen Orientéierung, wéi eis Gesellschaft funktionéiert oder fir sech an administrativen Demarchen erëmzefannen. Anerer sinn zwar verséiert, fir an engem kosmopolitesche Land ze liewen, brauchen awer Ënnerstëtzung, fir Däitsch, Franséisch oder Lëtzebuergesch ze léieren.

Eis Integrationspolitik muss also mat der grousser Heterogenitéit vu Besoine kënnen ëmgoen a muss et alle Leit erlaben, vun der Integrationsdemarche ze profitéieren. Awer net jiddwereen am selwechte Mooss, well déi Mënschen, déi besonnesch vulnerabel sinn, brauchen natierlech och eng besonnesch Hëllefstellung, fir dass si sech och kënnen abréngen. Ech denken do notamment un d'Refugiéen, deenen hir Integrationsdemarchen nach zousätzlech erschwéiert kënne ginn duerch déi traumatesch Erliefnisser, duerch d'Trennung vun hirer Famill an hiren eventuell och onséchere Statut wärend der Prozedur.

An de Strukturen ass d'Personal, dat si encadréiert, e wichtege Vecteur fir hir lokal Integratioun, fir si direkt am Ufank ze begleeden a Richtung vum Matmaache bei kulturellen, edukativen a sportlechen Aktivitéiten. Et ass also wichteg, dass d'sozioedukativ Ekippen an de Strukture grouss genuch sinn - ech weess, et ass net einfach -, fir dee wichtegen Encadrement ze garantéieren. Den Accès op Formatiounen oder Wunnraum, d'Virbereedung op den Aarbechtsmarché an eng méi autonom Gestaltung vun hirem Liewe sinn nëmmen e puer Punkten, op deene mer d'Refugiéë musse weider a besonnesch ënnerstëtzen. Meng Virriedner hunn dat och scho verdäitlecht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech kuerz op d'Acteure vun der Integrationspolitik agoen. Fir eis ass d'Integrationspolitik eng Politik, déi net aleng d'Responsabilitéit vum Eenzelnen ass, si concernéiert vill Acteuren: de Staat a seng Verwaltungen, d'Gemengen, d'Entreprisen, d'Beruffskummeren, d'Gewerkschaften, d'Kulturbetriber, d'Veräiner an d'Associatioune mat hire Benevollen.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- De Staat huet virop eng enorm Roll. An d'Verantwortung fir e gutt Zesummeliewe läit net eleng bei der Integrationsministesch. Et ass eng transversal Aufgab, fir déi ganz Exekutiv a fir eis heibannen. Eis ass et kloer, dass sozioekonomesch Ongläichheete kee gutt Zesummeliewen ervirbréngen. Fir eis ass d'sozial Gerechtegkeet eng Konditioun, d'Basis vun engem gudden Zesummeliewen. Integratioun ass an deem Sënn, wéi gesot, en transversaalt Theema an net just eng Fro vun Nationalitéit a Sprooch, och wa Vereenzelter et virun allem heirop wëlle reduzéieren.

Och wann et laut dem MIPEX, deen d'Integrationspoliticken evaluéiert, a ville Beräicher nach munches ze maache gëtt, esou ass et awer gutt, dass generell e positiven Trend ze gesinn ass. D'Simone Asselborn huet elo grad drop higewisen.

D'Verstäerkung vun der sozialer Kohäsioun fir e bessert Zesummeliewe muss eiser Meenung no en Zil an alle politesche Ressorte sinn - Kultur, Sport, Educatioun, Logement -, déi ech scho genannt hunn. D'Integratioun fonctionéiert och nëmmen, wann d'allgemeng Ziler op de lokalen Niveau erofdeklinéiert ginn an och do ëmgesat ginn.

Dat bréngt mech op d'Gemengen. Den aktuellen Integrationsplang seet et ganz richteg: D'Integratioun spillt sech um lokalen Niveau of, well am Quartier oder am Duerf vill vun den tëschemënschleche Kontakter stattfannen an och hei eng Verbonnenheet mam Land kann entstoen.

Eng representativ Etüd bei 1.119 Persounen hei am Land am September/Oktober 2019 huet gewisen, dass zwee Drëttel vun den Netlëtzebuerger sech mat Lëtzebuerg als Land, 55 % mat Europa staark verbonne fillen an awer nëmmen 53 % mat der Uertschaft, wou se wunnen, sech verbonne fillen. Do ass Sputt no uewen. Wa mer Integratioun wëlle lokal gestalten, da musse mer och kucken, dass d'Leit an den Uertschaften, wou se wunnen, ukommen. An et ass virdrun ugeschwat ginn, dass vill Leit vun enger Gemeng an déi aner hei am Land plënneren. Et sinn also net just Leit, déi aus dem Ausland heihi kommen.

Vill Gemenge sinn extreem aktiv an engagéiere sech an Zesummenaarbecht mat oder op Initiativ vun hiren Integrationskommissiounen an och den Associatiounen fir e bessert Zesummeliewen an hirer Gemeng. D'Simone Asselborn huet och e puer Beispiller elo grad genannt.

Speziell zënter der Flüchtlingskris vun 2015 gëtt et en ëmmer méi grousst Bewosstsäin, wat dëse Rôle vun de Gemengen ugeet. Dat huet zu méi Vernetzung an der Elaboratioun vun neie Konzepter an Outile gefouert. De Syvicol huet hei eng weesentlech Roll gespillt. An net méi spéit wéi gëschter war déi fënneft Editioun vum GRESIL, wou ech e wéineg derbäi war - online, wann ech richteg informéiert sinn, mat 150 Leit oder méi -, zum Theema „digital Gemeng". Et war richteg spannend, wat do schonn alles um Terrain leeft.

Wat de Syvicol nach ugebueden huet: de Plan communal d'intégration, Guide pratique; de Guide iwwert den Accueil vun den DPlen an de BPlen an der Gemeng.

Och wärend der Pandemie sinn an de Gemenge weiderhin Aktivitéite gelaf. Am Ufank hu mer all gezéckt, mir hu musse kucken, wéi mer eens ginn no an no. Et gëtt notamment d'Beispill vun der Gemeng, wou op Initiativ vun der Integrationskommissioun de Sproochecafé online organiséiert ginn ass. Dat ass gutt géint d'Isolatioun. Et stäerkt d'Zesummeliewen. A gëschter beim GRESIL gouf och d'Noperschaftsapp virgestallt. Si ass einfach ze bedéngen, a wann Der net wësst dermat ëmzegoen, da kënnt ee laanscht an erkläert Iech et.

Et gëtt also genuch positiv Beispiller um Terrain. A mir Gréng mengen, dass mer genee an dës Richtung musse weidergoen.

Wéi kënne mer also duerch d'Revisioun vum Integrationsgesetz de Rôle vun de Gemengen an der Integratioun weider stäerken? E puer Punkte vläicht.

D'kommunal Integrationspläng sinn e ganz wichtege Moyen, fir déi Politik op de lokalen Niveau ze bréngen, konkreet Aktioune fir e bessert Zesummeliewen an den Uertschaften auszeschaffen. Mir begréissen ausdrécklech, dass dësen Outil iwwerschafft gëtt, fir de Prozess méi dynamesch an aktiounsgeriicht ze gestalten an d'Integrationskommissioune ganz no an d'Ausschaffe vun dëse Pläng matanzebréngen. Leider Gottes hu mer immens vill Ënnerscheeder, wéi déi Kommissioune fonctionéieren, jee no Gemeng, wou se da sinn.

Näischt géint d'Gemengenautonomie, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi hei an de Gemengeréit sinn. Mee wann ech als Bierger dat analyséieren, kann dat mech net richteg zefriddestellen, well et däerf net sinn, dass ech entweeder an där enger oder an där anerer Gemeng esou oder esou Hëllef kréien, Ënnerstëtzung kréien, fir agebonnen ze ginn ... Sou, elo hunn ech mech hei verlaf. Wat wollt ech dozou soen ...?

Vill Gemengen, a virun allem déi gréisser Gemengen, hunn haut schonn eng Persoun, déi fir Integrationsfroe responsabel ass, e Chargé à l'intégration. D'Professionaliséierung - dat ass mäi Punkt - vun der Integratioun op lokalem Niveau ass fir eis, mat allem Respekt virum Benevolat, e ganz wichtege Schratt an déi richteg Richtung. Dës Persoun kann an Zesummenaarbecht - a si soll dat onbedéngt - mat de Mandatairë vun der Gemeng an de Benevolle vun der Kommissioun a soss de Veräiner Initiativen ëmsetzen a se duerch d'ganzt Joer respektiv duerch déi ganz Mandatsdauer suivéieren. D'Problematik bei de Benevolle kenne mer: D'Energie, d'Zäitdauer an esou weider sinn net ëmmer déi, déi ee sech am Ufank virgestallt hat.

D'ASTI an de CEFIS hu rezent no zwee Integrationsberoder gesicht fir d'Gemengen. Et ass also en Domän, wou geschafft gëtt. An ech mengen, dat ass en Ufank vun enger Politik, déi am Ministère sollt weidergefouert ginn, wann ech mer erlaben däerf, Iech dat ze ënnerstellen, Madamm Minister. Mir mengen, dass mer weider op de Wee vun der Professionaliséierung sollte goen.

Wéi gesäit d'Ministesch d'Potenzial vun engem analoge Modell fir d'Integratioun respektiv d'Konventionéierung vun esou Posten, analog zum Modell, wéi mer en zum Beispill fir de Klimapakt elo schonn um Niveau vun de Gemengen hunn? Technesch Hëllef, finanziell Hëllef, fir se um Terrain ëmzesetzen.

Derbäi kënnt dann och nach, dass d'Vernetzung tëschent kommunalen Integrationsresponsabele kéint zudeem eng weider flott Dynamik an d'Integratiounsaarbecht um Gemengenniveau erabréngen: Austausch vun Experienzen, Best Practices an esou weider, fir dass mer eis am Fong no uewe schaukelen. Roueg ee bei deem aneren ofkucken a knäipen!

D'Revisioun vum Gesetz kann och eng Opportunitéit sinn, fir nei Jalonen ze setze fir eng explizitt Wëllkommenspolitik. Eng explizitt! Et ass haut sécherlech keng Ausnam méi, dass Persounen, déi aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen, aleng oder mat der Famill, déi ganz Demarche iwwer Internet reegelen. Ech weess dat aus berufflecher Erfarung, ech hunn dozou enquêtéiert. Iwwer Internet reegele se dann och déi dréngendst Froen.

Hei intervenéieren dann op eng Kéier eng ganz Partie Acteuren, déi laanscht déi offiziell Weeër ginn: de Personalbüro op der Aarbecht, d'Immobilienagence, Internetplattformen an de soziale Medien, Online-Expats-Guiden, jo, an och deen ominéise „Relocator". Dat ass eng Persoun, e Personnage, dat ass e Beruff, deen zu Lëtzebuerg floréiert: Dir kommt op Lëtzebuerg, deen hëlt Iech op der Grenz of oder scho virdrun, preparéiert a seet Iech, wou de Wee op Lëtzebuerg higeet, an e seet Iech och, wou d'Zil ass. Fir mech schéisst en do iwwert d'Zil eraus a senger Missioun.

Si alleguerte sinn Ambassadeure vun eisem Land. Jo, Ambassadeuren, och wa se vläicht net all déi selwecht Messagë vermëttelen an d'Messagen eventuell net ëmmer déi sinn, déi de Staat oder d'Gemeng géife vermëttelen an déi fir eng besser Integratioun ubruecht wieren.

Am Kontext vun der Gesetzesrevisioun musse mer eis dann och d'Fro vun eisen Ambassadeure stellen. Wie kann hei verstäerkt eng Roll iwwerhuelen? Wéi kann de Staat si ënnerstëtzen iwwer Formatiounen? A wat sinn d'Messagen, déi weidergereecht ginn? Ech wëll elo kengem de Mond verbidden oder verbidden, ze zielen iwwer Lëtzebuerg, wat e wëllt. Mee mir mussen awer och oppassen, dass eng Partie Messagen däitlech vun de Leit, déi an d'Land kommen, kënne gehéiert ginn a present sinn.

Dat bréngt mech dann och zréck bei d'Gemeng. Mir Gréng mengen, dass d'Umeldung op der Gemeng net just eng administrativ Demarche soll sinn, mee et ass eng exzellent Geleeënheet, fir mat den neien Awunner an d'Gespréich ze kommen an direkt oder méi spéit mat hinnen Theemen unzeschwätze wéi d'Fonctionnement vun der Gemeng, vun de Schoulen, vun de Veräiner, vun de Sproochen, wéi d'Biergerbedeelegung, d'Walrecht, hir Méiglechkeeten, selwer aktiv ze sinn. Esou fënnt een nämlech dann och nach Multiplikatore bei de Leit selwer, déi nei an d'Gemeng kommen, sief et, dass se aus dem Ausland kommen oder aus enger anerer Gemeng hei zu Lëtzebuerg, wat am Fong den heefegste Phenomeen ass.

Ech hunn emol viru laange Joren eng Kéier erausfonnt gehat, dass zwëschent zwou Gemengewalen tëscht 15 % an 20 % vun de Wieler op Gemengenniveau d'Gemeng gewiesselt haten innerhalb vu sechs Joer. Dat heescht, mir hunn eng enorm intern Migratioun. An ech mengen net, dass dee Phenomeen fir de Moment gestoppt wär, soss géifen net sämtlech Gemengen hei am Land u Bevëlkerung zouhuelen.

Wier et net derwäert, fir sech zesummen ze iwwerleeën, am Kader vun dësem Prozess, wéi den Accueil ze organiséieren ass? Wéi eng Optioun gesäit d'Madamm Ministesch hei, fir notamment méi kleng Gemengen ze ënnerstëtzen? De Syvicol huet der a sengem Avis jo e puer ugedeit.

An natierlech ass d'Gemeng net aleng hei. Ech denke konkreet och un de Patron, ma och de Staat selwer iwwer seng Internetpresenz. Zu enger Politique d'accueil gehéiert e Guidage. Mir sollten zesummen definéieren, wéi eng Messagë mer wëlle vermëttelen a wien d'Ambassadeure sinn. Mir brauchen eng Geschierkëscht, eng Toolbox, fir modern ze schwätzen, wou op eng agreabel Manéier duergestallt gëtt, wéi ee sech zu Lëtzebuerg zurechtfënnt a wéi een do matmaache kann.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Deeg hunn ech Kontakt mat enger Rei Gemengevertrieder gehat, notamment e puer vun lech heibannen. Bis zu 40 % vun de Kanner am Alter vum Fondamental aus verschiddene Gemengen am Zentrum ginn net an hirer Gemeng an d'Schoul: 42 % zu Walfer, 35 % zu Koplescht, zu Sandweiler, zu Schëtter a bei mir zu Lëntge sinn et liicht iwwer 20 %. Zu Bartreng, beim Kolleeg Colabianchi, sinn et der eppes manner wéi 20 %, awer ëmmerhin 120 Kanner, also sechs Schoulklassen. Am ländleche Raum, am Norden zum Beispill, existéiert dëse Phenomeen quasi net. Merci un d'Kolleegen, déi mech informéiert hunn op deem Punkt.

Ma fir d'Gemengen ass et awer e weesentlechen Ënnerscheed, fir d'Investissementer ze plangen an d'Infrastrukturen, awer och, wat d'Zesummeliewen op lokalem Plang ugeet. D'lokal Verwuerzelung vun de Familljen, dass d'Kanner an déi selwecht Schoul ginn, dat ass haut net méi onbedéngt en Automatismus, jiddefalls net an alle Gemengen. Et ass eng Entwécklung, déi mer mussen am A behalen, a mir mussen eis d'Fro stellen, ob mer dat esou wëllen. Ech mengen, mir hunn et net esou gewollt. Mech beonrouegt dat jiddefalls, well et dréit éischter derzou bäi, dass mer Parallellwelten hunn.

Wéi an deene Fäll d'Zesummeliewen op lokalem Plang dann organiséieren, mat där Realitéit, dass d'Kanner net all do an d'Schoul ginn? Hei musse mer iwwerleeën, wéi mer verstäerkt d'Integratioun iwwert déi aner Vecteure férderen. Dir wësst et alleguerten, d'Veräinsliewen, Sport, Musek, Jugendaktivitéiten, do gëtt d'Interkulturalitéit jo haut scho gelieft. An do ginn och Versammlungen, zum Beispill bei de Scouten, an zwou, dräi Sprooche gehalen.

Dëst bréngt mech da weider op d'Schoul, déi och eng vun den Haaptrollen an der Integrationsfro spillt. D'Schoul verbënnt, léisst Frëndschaften entstoen, gemeinsam Interessen erkennen an eng Perspektiv op eng gemeinsam Zukunft wuessen. D'Schoul soll all Kand déi selwecht Méiglechkeeten a Chancë bidden, fir sech ze entfalen.

Virun e puer Méint hunn d'Experte vun der OECD awer drop higewisen an enger Konferenz hei zu Lëtzebuerg, dass fir vill Kanner vun den agewanderten Elteren hei zu Lëtzebuerg d'Schoul kee soziale Lift duerstellt. Den Ascenseur social zu Lëtzebuerg fonctionéiert net. Normalerweis hutt Der an enger Migrationsstory: Wann d'Eltere kommen, ginn hir Kanner an d'Schoul an dann huele se de Lift, de soziale Lift, an da geet et no uewen. D'Resultater hu mech wierklech erschreckt, a mir mussen eis wierklech nach de Kapp doriwwer zerbriechen, wéi mer do erauskommen.

An de leschte Jore gouf et eng Partie Usätz schonn, fir d'Chancëgläichheet ze verbesseren an de Schoulen. E puer erausgepickt: Et sinn déi international Programmer an den éffentleche Schoulen, déi agefouert gi sinn, déi richteg gutt ze fonctionéiere schéngen - Michel Lucius, Jonglënster, international Schoul Déifferdeng.

Zënter 2017 läit an de Crèchen dann och de Fokus op der Méisproochegkeet. Hei geet et ëm d'méndlech Sprooch a spéider ab dem Fondamental och ëm d'Schrëftsprooch.

Fir dëst Schouljoer huet den Educatiounsministère d'Mise en place vun engem spezialiséierte Service virgesinn, deem säin Zil et ass, déi schoulesch an

ausserschoulesch Integratioun vu Kanner, déi rezent an d'Land komm sinn, ze stäerken.

D'Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg ass eiser Meenung no eng Realitéit an eise Bildungssystem muss sech deem upassen. Do wou sproochlech Facteuren dem schouleschen Erfolleg an dem Zesummeliewe vu Kanner a Jonken am Wee stinn, däerf sech d'Politik enger Diskussioun net verspären.

Fir eis Gréng ass et kee Widdersproch, fir am gläichen Otemzuch op d'Wichtegkeet vun der Mammesprooch vum Kand an op d'Roll vum Lëtzebuergeschen als Integrationssprooch hinzeweisen. An et ass eis och wichteg ze ënnersträichen, dass d'Méisproochegkeet net nëmmen eng potenziell Schwieregkeet fir d'Léieren ass, si ass gläichzäiteg a virun allem eng Chance, fir d'Kanner op dat méisproochegt Ëmfeld virzebereeden, dat mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Net nëmme fir d'Kanner an d'Jugendlech ass d'Schoul eng Plaz vum Zesummeliewen, och fir Erwuessener, déi op Lëtzebuerg kommen, soll d'Schoul, d'Weiderbildung eng Méiglechkeet ginn, en Diplom ze kréien, eng Formatioun kënnen ze maachen, e Lycéesofschloss ze kréien, eng Ausbildung mam Schaffen zu gläicher Zäit ze kombinéieren. Mat enger realistescher Approche mussen där Formatioune méi ugebuede ginn. Ech weess, Efforte ginn do op villen Niveaue gemaach.

Ech erlabe mer nach, op e puer aner Initiativen, Problemer hinzeweisen. Den Integratiounskommissiounen, déi och am Gesetz verankert sinn, mat hire benevolle Memberen, deene wëll ech och heimat Merci soen. D'Kommissioune si fir eis en essenziellen Acteur an der zukünfteger Integratiounspolitik a solle gestäerkt ginn.

Wat d'Reform vum Conseil national pour étrangers ugeet, hu meng Virriedner gesot an huet och d'Madamm Ministesch ugedeit, dass eng Reform do noutwendeg ass. Ech ka mech hir nëmmen uschléissen. Déi ass iwwerfälleg.

E weidert wichtegt Instrument sinn d'Contrats d'accueil et d'intégration. A fir de PIA weist de Flüchtlingsrot op e Punkt hin, dee mer immens wichteg ass. D'Autonomie vun de Bedeelegte soll do gefërdert ginn. An d'ASTI proposéiert, de Contrat d'accueil et d'intégration och op Lëtzebuerger an op Frontalieren auszeweiden an en ze dezentraliséieren, fir domat de Biergerkontakt op lokalem Niveau ze stäerken.

Ech waarden dann och, wéi mir alleguerten heibannen, op d'Resultater vun der OECD-Etüd, déi d'Ministesch an Optrag ginn huet, fir d'Integratiounspolitik a -problematik zu Lëtzebuerg ze ënnersichen.

Fir e gutt Zesummeliewen ass d'Bekämpfung vun der Diskriminatioun e wichtege Punkt. An den Diskussiounen zum Rassismus sinn ech schonn drop agaangen: Mir brauche reegelméisseg en objektiivt Zuelematerial, fir géint Diskriminatioune virzegoen. Mir mussen iwwert d'Joren d'Phenomeener vun der Diskriminatioun an dem Rassismus suivéieren.

Hei ass et dann och un eis, der Chamber, fir d'Opwäertung vum CET virunzedreiwen an eis am Detail mat de Resultater vun der Etüd zum Theema Rassismus, déi de Moment leeft, auserneenzesetzen. Ma och elo scho kënne méi Formatioun an Training hire Bäitrag leeschten, fir Diskriminatiounen ze evitéieren. Ech denken u Formatiounen an der Interkulturalitéit - also interkulturell Kompetenze förderen, mat Oppenheet mat kultureller Diversitéit léieren ëmgoen - wéi och u Formatiounen a puncto Diskriminatioun. Esou Formatioune sollte fir d'Employeuren an am Veräinsliewe promouvéiert ginn. Si sollten och bei Staat a Gemenge promouvéiert ginn. Alleguerten déi Acteuren hunn eng Virbildfunktioun, wat dat konkreet Mateneen ugeet.

Elo fir ofzeschléissen nach e puer Wuert iwwert d'politesch Participatioun. Den Demokratiedefizit ass eng Gefor, ass eng Realitéit zu Lëtzebuerg - ech stinn dozou, mir Gréng stinn dozou -, mee et ass keng Fatalitéit.

De François Benoy huet a sengem Budgetsrapport ervirgestrach, dass mer eis weider mussen ustrengen, fir d'politesch Bedeelegung vun den Netlëtzebuerger ze verbesseren. Et handelt sech hei net ëm e philosopheschen oder en theoreetesche Problem. Et handelt sech ëm e Problem vu Legitimitéit, awer och vun der Effikassitéit vun eiser Demokratie. Fir eis Gréng bleift dës Fro als eng vun de grousse politesche Prioritéite stoen. Mir solle weider driwwer schwätzen.

Allgemeng méi op Biergerbedeelegung zréckzegräifen, ass zum Beispill e Wee, wou keen ausgeschloss gëtt op Basis vu Pass oder Residenzdauer. E ganz rezent a positiivt Beispill ass de Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050, deen eise Landesplanungsminister am Kontext vun der Reform vum Programme directeur lancéiert huet. An déi Zesummesetzung, wéi hien et och hei gesot huet, spigelt d'Land erëm. Mir fannen esou Kommiteeën e gudde Modell.

Mir sollten och iwwerdenken, wéi de Budgetsrapporter et gesot huet a wéi et schonn ugedeit ginn ass, fir eis ze inspiréieren un eisen Noperen aus der Nei-Belsch, déi eng Assemblée citoyenne consultative hunn, mat all de Residenten. An hei kéint ee jo och drun denken, d'Frontalieren anzeschléissen.

De Koalitiounsaccord gesäit jo och vir, dass mer d'Participatioun vun net lëtzebuergesche Matbierger un de Lokalwalen ënnert d'Lupp huelen.

Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf. Ech si gläich fäerdeg, Här President.

Eng vun der Rei Pisten, déi misste gekuckt gi fir déi nächst Gemengewalen, ass d'Verkierze vum Delai, fir sech op d'Wielerlëschten anzeschreiwen, wa méiglech zäitno zum Datum vun de Walen, déi jo elo am Fréijoer sinn an net am Hierscht. De Gap vun der Vakanz war e Riseproblem déi leschte Kéier, fir d'Bewosstsäin ze schafen.

Da solle mer och nodenken iwwert d'Reduktioun vun der Mindestresidenzzäit, fir déi ze verkierzen. Op d'mannst solle mer deen Debat, wéi ofgemaach, féieren. An da solle mer d'Vereinfachung vun den Demarchë fir sech anzeschreiwen och op de Leescht huelen, net nëmme fir d'Auslänner, mee fir jiddwereen, deen u sech hei zu Lëtzebuerg wiele geet. D'Informatiouns- an d'Sensibilisatiounscampagnë ware bei de leschte Gemengewale scho massiv. Déi féiere mer weider. Ech mengen, doriwwer si mer eis eens.

Ech kommen zum Schluss. Eis Debatt haut iwwert d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg ass e wichtege Moment um Wee fir en neit Integratiounsgesetz fir eist Land a seng Mënschen. Villes hunn ech nëmme gestreift. Ech hoffen awer, d'Problematik - dat war mer en Uleies - an hirer Komplexitéit illustréiert ze hunn, an d'Noutwendegkeet vun engem neie Gesetz ass jo däitlech.

(Interruption)

All zesumme kënne mer mat den Associatiounen, de Gemengen, de Betriber, de Bierger d'Experienz aus de sëllegen Initiativen, déi elo virleien, am Consultatiounsprozess opschaffen, fir eng proaktiv - ech soen et -, eng voluntaristesch Politik vum gudden Zesummeliewen zu Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze entwerfen. Et ass sécher net déi lescht Debatt hei an der Chamber. Entschëllegt fir d'Iwwerzéien!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Charles Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'éischt och e grousse Merci un de Kolleeg Paul Galles fir seng Interpellatioun zu dësem Theema, wat doudsécher hei a Lëtzebuerg eent vun de wichtegsten, wann net souguer dat wichtegst Theema ass, wat eis misst beschäftegen.

Ech sinn immens frou, hei iwwert d'Integratioun schwätzen ze dierfen. Ech selwer hu jo eng Famill mat Migratiounshannergrond. Ech sinn doriwwer eraus säit 35 Joer an engem Fussballveräin aktiv, wou ech mëttlerweil President sinn, an d'Fussballveräiner, och aner Veräiner, wéi Der et wësst, sinn d'Piliere vun der Integratioun.

Da war ech déi lescht Jore Professer am Lycée Guillaume Kroll zu Esch, wou eng ganz grouss Majoritéit vu Schüler e Migratiounshannergrond hunn. A schlussendlech hunn ech och nach Humangeografie, wat jo och domadder ze dinn huet, studéiert. All déi Erfarungen hu mer erlaabt, d'Dynamiken vun der Immigratioun an d'Dynamike vun der Integratioun gutt kennen ze léieren an ze verstoen.

Fir dës Ried hei hunn ech dann och vun all deene Gemengen an Associatiounen d'Avise gelies, well dat Theema mech wierklech passionéiert. An ech soen hinnen och Merci dofir. Et huet mech awer e bësse perplex gemaach, dass verschidden Associatiounen d'Perspektiv vun de Lëtzebuerger an hirem Avis ignoréieren.

Ech fänken u mat enger Geschicht: 1963 ass mäi Schwéierpapp, deen haut leider net méi lieft, zu Lëtzebuerg ukomm. En hat 17 Joer, koum aus Sardinien an zu Stengefort ass hie mat senger Wallis aus dem Zuch geklommen. Hie wollt just emol kuerz kommen.

(Interruption)

Nee, deemools op Stengefort.

Hien huet direkt ugefaange mat schaffen an ass du méi laang bliwwen. An no e puer Joer huet hien eng Fra aus Sardinie bestuet. A si kruten zu Lëtzebuerg Kanner. Bal 50 Joer schwéier geschafft, Kanner opgezunn, ganz gutt hu se hir Schoul gemaach. An dat ass en typescht Beispill, wéi et der Zéngdausenden hei am Land gëtt. An Dir kennt sécherlech och esou Geschichten.

War de Mann integréiert? Eigentlech net. Sinn d'Kanner integréiert? Kloer: Jo. An dat ass typesch. Déi éischt Generatioun integréiert sech meeschtens net. Déi zweet Generatioun ass dann normalerweis integréiert. An dat ass och hei de Fall.

Wéi konnten d'Kanner sech dann elo integréieren? Éischtens, gréisstendeels dank der Schoul, wou d'Kanner zesumme mat deenen anere sech vermëscht hunn a Lëtzebuergesch an déi aner Sprooche geléiert hunn a wou si schlussendlech e gudden Diplom kruten.

Zweetens, awer och duerch sech selwer, d'Kanner vun der Migratioun, duerch hire Fläiss an hire Wëllen, well si déi Chance ergraff hunn, well si wollte reusséieren, och wann et vläicht net ëmmer esou einfach war. An an dësem Fall och dank den Elteren, déi hinne mat vill Asaz bei den Hausaufgabe gehollef hunn, sou gutt se konnten, well oft hu si se selwer net esou richteg verstanen.

An drëttens, dank dem gudde Wëllen, an dat sollte mer net vergiessen, der positiver Astellung vun de Lëtzebuerger. Integratioun geet an zwou Richtungen, dat heescht, dass och déi aner Säit muss bereet sinn, Leit bei sech ze integréieren. D'Lëtzebuerger hu si opgeholl, hunn hinnen d'Chance ginn, hei an d'Schoul ze goen, eng adequat Aarbecht ze kréien an hiert Liewen ze maachen. Am géigesäitege Respekt hu si an der Schoul, an der Kierch, am Veräin an och soss déi néideg Hëllef meeschtens ginn.

Sinn d'Kanner integréiert? Jo, natierlech. Integratioun ass also e laangen iwwergenerationelle Prozess. An esou Beispiller sëtzen der jo och ganz vill hei och an der Chamber.

Zënter eppes iwwer 120 Joer kenne mir Immigratioun zu Lëtzebuerg. An domat och Integratioun. Elo kann ee soen, dass d'Integratioun iwwert déi 100 Joer gutt funktionéiert huet zu Lëtzebuerg. An ech géif nach eng Kéier déi dräi Haaptpilieren do eraussträichen: d'éffentlech Schoul, d'Motivatioun vun de Concernéierte selwer an awer och d'Bereetschaft vun de Lëtzebuerger. Dat ass net selbstverständlech, mee zu Lëtzebuerg de Fall. An dat éiert eis och.

Integratioun ass an enger oppener Gesellschaft, wéi mir eng hunn, an där et quasi keng Ausgrenzung gëtt a wou jiddereen opgeholl gëtt, deen hei ass, ganz oft eng Fro vum Wëlle vun deenen, déi kommen: vun den Auslänner.

D'Integratiounskommissioun vu Käerch schreift ganz interessant an hirem Avis iwwert d'Motore vun der Integratioun, engersäits „surtout la volonté de s'intégrer de la part des étrangers" an anerersäits „l'autorisation de s'intégrer de notre part". Dat heescht, mir autoriséieren, erlaben hinnen, sech ze integréieren, awer si mussen och de Schratt maachen.

D'Integratiounskommissioun vun Hesper gesäit dat änlech a seet nach derbäi, dass d'Auslänner sollte mat de Konsequenze liewen, falls si sech net integréieren. Hesper schreift: « Cela signifie aussi que ceux qui refusent de s'intégrer avec succès doivent en subir les conséquences. »

Wann e Migrant wëllt, da kann hie sech hei ouni Barriär integréieren. Et ass sécherlech nach vill ze verbesseren, grad bei de Méiglechkeeten, fir d'Sprooch ze léieren. Awer d'Méiglechkeet huet hien! An dorop kënnen d'Lëtzebuerger och houfreg sinn. Mir missten dat jo net maachen. Mir maachen et awer gär.

An och wann een Auslänner sech net integréiere wëllt, jo, souguer da sinn d'Lëtzebuerger meeschtens zuvorkommend, si wiesselen dann an déi aner Sprooch. Wou fënnt een dat dann iwwerhaapt op der Welt? D'Zuele mat bal 50 % Auslänner beweisen et. Wa mir net korrekt wieren, da wiere si net hei! Zu Lëtzebuerg ginn Auslänner - ech soen dat esou an dat ass esou - exemplaresch gutt opgeholl.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Si komme fräiwëlleg. An an deem Kontext kënne mir och roueg eppes verlaangen. An ech mengen, bei aller Korrektheet, bei aller Zurvorkommenheet, jo bei der Jovialitéit, déi mer hinnen entgéintbréngen, kënne mir roueg drop pochen, dass si och e Schratt maachen, fir sech unzepassen, ze integréieren.

An ech wëll eppes ervirhiewen hei an deem Kontext: Ech mengen, et ka jo awer net sinn, dass et op eemol op ville Plazen d'Reegel gëtt, fir Franséisch schwätzen ze mussen. Ech mengen nämlech, dass et un deenen ass, déi hei an d'Land kommen, fir Lëtzebuergesch ze léieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Dat ass Integratioun, an net ëmgedréit.

Här President, an deene leschten honnert Joer huet d'Integratioun gutt funktionéiert iwwert déi zweet Generatioun. Awer et gëtt méi schwiereg. Dat ass och schonn ugeschwat ginn. Dat läit och net um eenzelne Lëtzebuerger oder um eenzelnen Auslänner, mee un der Gesamtsituatioun:

D'Zuele sinn déi lescht Joren explodéiert. A mir hunn zënter zéng Joer dat, wat een tatsächlech, mengen ech, eng Massenimmigratioun zu Lëtzebuerg kann nennen. All Joer kommen iwwer 20.000 Leit bäi an d'Land.

(Interruption)

Et ginn der och fort. Mee et kommen der iwwer 20.000 heihin. Dat heescht, an zéng Joer sinn hei bal 200.000 nei Leit bäikomm! Bei enger Bevëlkerung vu 630.000! Dat ass, wéi wann a Frankräich op déi 66 Milliounen Awunner 20 Milliounen an de leschten zéng Joer komm wieren. Dat ass eng gigantesch Zuel, mat der Konsequenz, dass Integratioun ëmmer méi schwéier gëtt, well et ëmmer méi schwiereg gëtt, Leit ze fannen, wou ee sech kann dran integréieren. Déi ginn ëmmer méi rar.

An d'Schoul als Motor vun der Integratioun kënnt un hir Grenzen. D'Schoule packen et nëmme méi schwéier. Zwee vun dräi Kanner, déi haut ageschoult ginn, schwätze kee Lëtzebuergesch doheem. A verschiddene Klassen hei am Land ass keen eenzege Lëtzebuerger Mammesproochler méi dran. Och nieft der Schoul gëtt net méi vill Lëtzebuergesch geschwat. D'Kanner kommen net méi richteg an de Kontakt mat der Sprooch. An an der Schoul léiere si eigentlech eng Sprooch, déi fir si ëmmer méi a ville Situatiounen notzlos ginn ass: d'Lëtzebuergescht!

Dat ass net gutt. Mir wëllen also haut vill méi Energie drastiechen, fir dass déi Integratioun geléngt. Et geet net méi esou einfach, wéi et gaangen ass.

Just fir déi däitsch Bildungsministerin Johanna Wanka vun der CDU hei ze zitéieren, déi huet gesot: „Sollte man den Anteil der Migranten in Schulklassen begrenzen, um eine bessere Integration zu ermöglichen?"

Dat ass jo fir eis hei a Lëtzebuerg absurd. Mir hu jo vill méi wéi 30 %. Mir hunn an de leschte Jore vill probéiert an der Schoul. A fir mech war déi wichtegst, couragéiertst a visionäerst Iddi déi vun der Aféierung vum Precoce fir Kanner vun dräi Joer un. Heimat kruten d'Kanner ee Joer Schoul bäi mam Zil, dass si dann ee Joer méi hunn, fir Lëtzebuergesch ze léieren.

Dann déi schlechtsten Iddie vun de leschte Joren - zwou Stéck: éischtens, d'Aféiere vum Franséischen an der Spillschoul, op d'Käschten - et ass esou! - vum Lëtzebuergeschen. An zweetens: d'Opmaache vun de sougenannten internationale Schoulen, déi jo esou international sinn, dass een do manner Sprooche léiert wéi an der normaler ëffentlecher Schoul. An dësen internationale Schoulen hu mer Segregatioun amplaz Integratioun!

Wa Schoulen opgeriicht ginn, wou Kanner aus Lëtzebuerg net méi mussen déi dräi Amtssproochen anstänneg léieren - den Niveau geet erof -, da brécht eis Gesellschaft genee do auserneen. Op eemol gëtt eisen typesch dräisproochege Schoulsystem ofgeschaaft, fir et de Kanner méi einfach ze maachen. Dat ass déi falsch Prioritéit! Integratioun muss Prioritéit sinn, an net jidderengem en Diplom ginn. Hei gesi mer als ADR kloer dee falschen Usaz. Als ADR soe mer Nee zu enger Verwässerung vum Schoulniveau a mir soe Jo zur Integratioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- D'Regierung spléckt mat hirer Politik d'Bevëlkerung. Et huet e Paradigmewiessel stattfonnt. An am Numm vum Neoliberalismus priméiert ënnert dem Minister Meisch haut den Individualismus. A si soe souguer selwer - gitt emol d'Slogane kucke vum Schoulministère! -: „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler." Genee dat ass Individualiséierung! Wou ass d'Solidaritéit? Wou ass do d'Schoul, déi vereent? Déi zesummebréngt? Si ass net méi do!

Fir dës Regierung ass de sozialen Zesummenhalt deemno zweetrangeg ginn. Och d'LSAP, a mir hunn et och virdrun héieren, huet hir Wäerter vun der Gesamtschoul opginn an déi dramatesch Entscheedunge géint hiert sozialistescht Gewësse matgedroen. Dat ass traureg!

(Interruption)

An déi Politik vun der Regierung, déi Politik ass net gutt. Mir brauchen nämlech manner Individualismus. Mir brauche méi Gemeinsamkeeten an eiser Gesellschaft.

A jo, ech sinn domat d'accord: D'Schoul ass schwéier fir d'Auslänner! Mee si ass och schwéier fir d'Lëtzebuerger! Well et ass och net vu Gott gi fir d'Lëtzebuerger, fir Franséisch ze léieren. An ech war elo 17 Joer Proff an ech kann Iech soen: Mir hunn immens vill Jonker, Lëtzebuerger an awer och Auslänner, déi zum Beispill immens Schwieregkeeten hunn, Franséisch ze schwätzen. Well et schwéier ass! An déi awer dann - an dat ass e wonne Punkt - gezwonge ginn, dat ze maachen. A si empfannen dat als ongerecht. Do ass e Gefill: „Ech ginn a mengem eegene Land gezwongen, eng friem Sprooch ze schwätzen, déi ech net gutt kann."

Dat ass geféierlech! Do musse mer oppassen! Dat betréfft och dacks déi méi Schwaach an der Gesellschaft, déi vläicht keng esou eng Lobby hunn. An dat ass och net fair, wa mer op där enger Säit vun engem Lëtzebuerger einfach emol esou unhuelen, dass e muss Franséisch schwätzen, wärend et op där anerer Säit esou ass, dass, wann ech vun engem verlaangen oder erwaarden, dass e Lëtzebuer-

gesch schwätzt, da gesot gëtt, dat kéint een net verlaangen oder dat wär nationalistesch. Wéi wann et nationalistesch wier, d'Sprooch vum Land ze schwätzen! Ma dat ass normal! Zu Lëtzebuerg schwätze mer normalerweis Lëtzebuergesch!

(Interruption)

Dat sinn Amtssproochen, déi um Amt gebraucht ginn. Dat ass net fir ze schwätzen, onbedéngt.

(Interruption)

Mir sinn de facto säit 1839 en eesproochegt Land. Dat kënnt Der noliese an dem Trausch senge Bicher.

An der Stad gi 50 % vun de Kanner ... - an do kommen ech op dat zréck, wat den Här Margue gesot huet -, 50 % vun de Kanner ginn an der Stad net méi an déi normal ëffentlech Schoul. An do stellt sech d'Fro, ob d'Integratioun nach méiglech ass. Am Stater Gemengerot ass viru véier Joer doriwwer rieds gaangen, an ech wëll hei dat widderhuelen, wat deemools d'Claudine Als vun der DP gesot huet. Si huet gesot, dass vill Auslänner haut an engem „vase clos" liewen, déi frankofon Communautéit do, déi anglofon Communautéit hei, an esou weider an esou fort. Mir kennen dat alleguerten! Dat ass esou! „Et gëtt ëmmer méi Integratiounsproblemer", huet si gesot. A mir riskéieren, der nach méi ze kréien! Well d'Integratioun fonctionéiert net méi esou gutt, wéi se funktionéiert huet. Einfach well déi Zuelen och ze héich sinn. An et misst vill méi eng Prioritéit si vun der Regierung.

An da komme mer op dat Wuert „multikulturell", wat vill an den Avise benotzt gëtt, wat awer menger Meenung no ganz oft falsch verstane gëtt. Ech wëll lech et eng Kéier kuerz erklären. An enger multikultureller Gesellschaft gëtt et verschidde Kulturen. A fir dass eng multikulturell Gesellschaft sech erhält, mussen déi verschidde Kulture sech erhalen. A fir dass se sech kënnen erhalen, musse se getrennt si vuneneen. Mir sinn also an enger Situatioun vun Trennung, vu Parallellgesellschaften. Besser ass Integratioun! Well dat bedeit, d'Migrante kommen op Lëtzebuerg a si an hir Kanner passe sech lues a lues un déi besteeënd Gesellschaft un. Dat féiert dann zum sougenannte Meltingpot, an deem d'Leit zesumme verschmëlzen.

Déi zwee Modeller hu mer! Ech ginn lech déi nach eng Kéier bei dräi Beispiller, fir et méi konkreet ze maachen.

An der Schoul heescht Integratioun: D'Kanner ginn zesummen an d'Schoul. Multikulturell heescht: D'Kanner gi getrennt, déi eng do, déi aner do. „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Mënschen."

Zweetens, d'Famill: Do heescht Integratioun, dass d'Leit sech queesch iwwert d'Nationalitéiten eraus matenee bestueden. Dat ass gréisstendeels a Lëtzebuerg nach de Fall. An och bei mir selwer. Dat nennt een da „Mischehe". Dat ass e speziellt Wuert. An engem multikulturelle System, do bleiwen d'Leit ënner sech, bestueden déi Leit, déi déi selwecht Kultur hunn, déi selwecht Nationalitéit hunn. Si si getrennt.

An am soziale Liewen ass et d'selwecht. Integratioun heescht am Fong: Mir ginn zesummen an ee Veräin. Mir vermëschen eis do. Multikulturell heescht: All Kultur huet hire Veräin, huet hire Café. Dat gëtt et och hei am Land. An dat ass och typesch fir déi Leit aus der éischter Generatioun, dass déi dat maachen. An dat ass och zum Deel ze verstoen. Bei der zweeter Generatioun si mer da bei der Integratioun, mee et gëtt méi schwéier.

D'Konklusioun ass also: Integratioun ass positiv, ass Gemeinsamkeeten, ass soziaalt Zesummeliewen. Dat Wuert ass ganz, ganz, ganz positiv. An ech géif et net fale loossen. Multikulturalismus heescht: Trennung, Spléckung.

An da si mer bei engem neie Wuert, beim sougenannte „Vivre-ensemble", wat jo hei och gesot gëtt. Ech muss soen: Ech weess guer net genee, wat dat bedeit. Dat ass fir mech eng komplett sënnbefreit, eidel Floskel. Vivre-ensemble - maachen ech Vivre-ensemble mat mengem Noper, mat deem an der Strooss? Ech weess net, wat dat bedeit.

An ech froe mech eigentlech, ob dat Wuert „Vivre-ensemble" net a Wierklechkeet heescht: „nieftenee liewen", einfach net stressen, net opfalen. Dat kann awer net de Sënn sinn. Wéi solle Leit, déi net integréiert sinn an hei nieftenee liewe respektiv matenee liewen, nach zesummen eng Natioun bilden?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Integratioun ass eppes Geniales. Integratioun kann een an engem Saz resuméieren: „Du kanns Deel vun eis ginn." Dat ass de Contraire vun Diskriminatioun. Et ass en Zeeche vun enger Oppenheet, vun engem Entgéintkommen. Integratioun verhënnert Rassismus. An och wann dat Theema ewell hei bei eenzelne Leit héich Welle schléit, esou beweist déi Oppenheet, dat Entgéintkommen, wat mir hei hunn, an doriwwer eraus och den Undeel vu 50 % Auslänner, déi gär hei sinn, dass mir Rassismus zu Lëtzebuerg net méi héichspille sollten, wéi et tatsächlech ass.

Fakt ass dach - ech ginn elo e bësse gehässeg, mee ech soen et awer -: Dee gréisste Rassismus, deen ech an der Lescht erlieft hunn, war elo virun e puer Deeg, wéi d'Associatioun Lëtz Rise Up an enger ëffentlecher Versammlung ausdrécklech Leit mat wäisser Hautfaarf verbueden huet fir deelzehuelen. Dat huet mech wierklech schockéiert! An ech hätt ni geduecht, dass esou eppes méiglech wier. D'Madamm Cahen huet dat iwwregens akzeptabel fonnt. Fir eis als ADR ass Rassismus inakzeptabel!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR).*- Mir als ADR wëllen, dass Auslänner sech integréieren, ...

(Hilarité)

... well et positiv ass, fir eis all.

Une voix.- Le monde à l'envers!

M. Fred Keup *(ADR).*- An ech wollt do e schéine Saz - da lauschtert elo no! - soe vun der Integratiounskommissioun vu Käerch: « Aider les nouveaux résidents à s'intégrer dans notre pays, afin que le Luxembourg devienne leur nouvelle patrie. » Dofir sti mir och. Dat ass schéin!

Här President, dee wichtegste Facteur vun der Integratioun zu Lëtzebuerg, dat ass Lëtzebuergesch schwätzen. An et ass e ganz nobele Facteur, well et schléisst keen aus! Egal wéi eng Hautfaarf, wéi eng Wuerzelen, du kanns Lëtzebuergesch léieren! Et ass immens oppen. An duerfir soe mer als ADR: Mir kënne roueg drop pochen, mir kënne verlaangen, dass Auslänner, déi de Choix maachen, fir bei eis ze kommen, och Lëtzebuergesch léieren a sech integréieren. Natierlech ënnert der Konditioun, dass mer hinnen d'Méiglechkeet dofir ginn. Mee mir kënnen et verlaangen!

Eist Zil muss dach sinn, eist Zil vun eis alleguer am Sënn vum Mateneen a vum sozialen Zesummenhalt, dass esou vill Awunner wéi méiglech Lëtzebuergesch schwätzen. An da kommt, mir iwwerhuelen emol eng méi positiv an onkomplexéiert Astellung zu eiser Sprooch! Well mir benotzen eis Sprooch net genuch. Et gesäit fir en Auslänner dacks esou aus, wéi wann d'Lëtzebuerger sech géife schumme wéinst hirer Sprooch.

Firwat benotze mer se net no baussen? Firwat gi mir, fir e Beispill ze ginn, eisem neie Stadion kee lëtzebuergeschen Numm? Wat fir en Zeechen ass dat fir en Auslänner, deem mer soen: „Léier Lëtzebuergesch!", an da gi mer eisem Stadion, a villen anere Saachen, kee lëtzebuergeschen Numm! Dee versteet dat jo net méi!

Firwat si mer esou komplexéiert? Wat ass do geschitt? Mir sollten eis Sprooch weisen. Mir sollte se an d'Vitrinn setzen, dass jidderee se gesäit an unhuele kann. Et ass wéi an engem Buttek: Wann Der eppes wëllt verkafen, da musst Der et an d'Vitrinn setzen. Esou ass et och mat der Sprooch. Wann Der gär hätt, dass d'Leit se léieren, da musse mer se an d'Vitrinn setzen, do, wou se se gesinn. Op e Podium! Amplaz dass mer se am Keller verstoppen, wéi e Geheimnis! Dat hëlt och kee Mënsch op der Welt eis iwwel, wa mir zu Lëtzebuerg eis Sprooch benotzen, an et deet kengem wéi. Am Contraire, et ass en Zeeche vun Oppenheet.

A vill Auslänner verlaangen dat och. Si soen: „Wéi solle mir d'Sprooch léieren, wann Dir selwer se net benotzt, grad am ëffentleche Raum?" An ech hunn an deem Sënn eng Motioun preparéiert, fir eebe grad d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch doduerch ze erliichteren, dass mer se geziilt méi, nieft deenen anere Sproochen - ganz kloer! -, geziilt méi am ëffentleche Raum benotzen: op Pannoen, fir Informatiounen ...

Wannechgelift!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

- d'Lëtzebuerger Sprooch en zentrale Faktor bei der Integratioun ass;

- et vu Virdeel wier, wann e méiglechst groussen Undeel vun den Awunner d'Lëtzebuerger Nationalsprooch schwätzen a verstoe géif;

- vill Auslänner d'Lëtzebuerger Sprooch wëlle léieren, mee domat Schwieregkeeten hunn, well ee si a villen Alldagssituatioune manner héiert a si dacks net visuell am ëffentleche Raum ass;

- et net just fir d'Lëtzebuerger, mee och fir d'Auslänner zu Lëtzebuerg wichteg ass, d'Méiglechkeet ze hunn, Lëtzebuergesch ze notzen;

- dëst duerch Coursen an duerch Kommunikatioun geschitt, mee och duerch déi visuell Konfrontatioun, also duerch d'geschriwwent Wuert am Alldag;

ënnerstäicht, datt d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch

- fir keen en Nodeel bréngt;

- net am Widdersproch zur Méisproochegkeet steet, well sech dat och net géint aner Sprooche riicht, déi ëmmer och zousätzlech kënne benotzt ginn;

fuerdert d'Regierung op,

- d'Lëtzebuerger Sprooch am ëffentleche Raum méi ze benotzen, si „méi an d'Vitrinn ze stellen", dëst och visuell bei Schëlter, Pannoen, Nimm, Beschreiwungen an Informatiounen.

(s.) Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Sou! Nach e puer konkreet Punkten, déi ee misst maache fir eng besser Integratioun: Absolutt de Sproochenniveau fir déi duebel Nationalitéit erëm eropsetzen, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR).*- ... well dat ass en Incentive, fir se besser ze léieren. Méi Sproochecoursen, och bezuelt - obligatoresch - Sproochecoursë wärend der Aarbechtszäit! An natierlech méi Ënnerstëtzung fir Sports- a Kulturveräiner, déi eng wäertvoll Aarbecht maachen.

An dann d'Gemengen, et ass vill rieds gaangen iwwert d'Gemengen an de Staat. De Sproochegebrauch - et gëtt geschwat vun Dräisproochegkeet -, wann ech kucken, déi meescht Gemengen hunn eng Internetsäit, déi ass eesproocheg: op Franséisch! Ass dat d'Integratioun an der Gemeng? E grousse Respekt hei fir den Här Engel: D'Gemeng Suessem, déi huet se zweesproocheg.

(Interruption)

Ech géif lech nach en Tipp ginn: Maacht déi Säit esou, dass een automatesch op déi lëtzebuergesch fir d'éischt kënnt an déi franséisch muss uklicken! Dat ass nach méi en Incentive, d'Lëtzebuerger Sprooch an de Vierdergrond ze setzen. Mee ech muss lech wierklech do luewen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- D'Madamm Asselborn ...

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, mee dat ass awer ënner lech geschitt.

(Hilarité et interruptions)

Jo. Sou! Ech kommen zum Schluss. Integratiounsschwieregkeete si méi kleng, wann déi, déi zu Lëtzebuerg wunnen an déi aus aller Häre Länner kommen, sech op Dauer an enger an där selwechter Sprooch verstännege kënnen. Lëtzebuerg däerf kee Land ginn, dat sprachlos gëtt, wann et mat sech selwer schwätze wëllt.

„Ech géif mer wënschen - ech soen dat net, well et keen anere Choix gëtt, ech soen dat, well et d'Sprooch vum Land ass -, datt all déi Leit, déi op Lëtzebuerg liewe kommen, an all déi, déi heihinner schaffe kommen, d'Lëtzebuerger Sprooch esou gutt beherrschen, datt se sech an der Gesellschaft an am Beruff kënne verstännegen." Dat do huet de Jean-Claude Juncker an der Chamber gesot am Joer 2002. An dat ass ganz aktuell! A mir als ADR soen dat haut nach!

Mir wëlle kee séilelose Multikultiwirrwarr ginn, wou dat Eenzegt, wat d'Leit nach zesummenhält, d'Gier no Geld ass. Mir wëllen eis Eegenaart erhalen: eis Kultur, eis Sprooch, eis Traditioun, eis Geschicht, jo, eis Gemeinsamkeeten, de stabille Kär vun eiser nationaler Identitéit, zu där och eis Oppenheet gehéiert an déi esou wichteg ass an déi de Mënschen Halt gëtt. A mir wëllen d'Auslänner duerch Integratioun matabezéien. Mir ginn hinnen dofir d'Hand.

Sprooch an Integratioun si staark matenee verbonnen. Si sinn d'Viraussetzung, fir eng staark, zesummenhalend Natioun ze bleiwen. Mir als ADR setzen eis dofir an.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Villmools merci, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, viru 50 oder 60 Joer hätte mer déi heite Ried hei an der Chamber warscheinlech guer net op Lëtzebuergesch gehalen, mee op Franséisch!

(Interruption)

Oder viru 40 Joer. Ech hu viru 40 Joer d'Debatten net esou genau suivéiert.

(Hilarité et interruption)

Dann hätte mer och ...

(Interruption)

An der Tëschenzäit gëtt, an dat ass och richteg, op Lëtzebuergesch hei debattéiert. An et ass och richteg, datt et iwwersat gëtt.

Bon! Ech wäert elo net deen Éischte sinn, deen déi Remark mécht: „Integratioun", esou heescht d'Debatt, also et geet ëm d'Integratioun. D'Madamm Cahen ass och dorop agaangen, ech mengen, si war och net déi Eenzeg: Wat versti mer dorënner?

Et ass scho wierklech komplizéiert! Et ass net evident, sech ënnert deem Term eppes Konkreetes virzestellen, respektiv vill Leit stelle sech eppes aneres dorënner vir. Ech weess net, ob een dat Wuert soll ëmmer esou benotzen. Mee kommt, mir benotzen dat emol an deem heite Kontext!

Mee wéi gesot, politesch gesinn - well et ass eng politesch Fro - stellt sech net jiddereen dat selwecht drënner vir. Et kann ee se kulturell aschätzen, als kulturellen, sproochleche Facteur, voire eethnesche Facteur, datt jiddereen an déi selwecht Richtung misst goen. Dat ass déi méi konservativ nationalistesch Approche, déi ee kann hunn. Déi och kann assimilationistesch sinn, wat net onbedéngt äusserst fortschrëttlech ass.

Mee ech mengen, ech hunn nëmme 15 Minutten. Ech wéilt gäre vill méi laang doriwwer schwätzen, mee ech hunn déi Zäit net. Mee da gëtt gesot: „Et muss ee sech u Wäerter upassen." De Begréff vu „Wäerter" ass souwisou scho problematesch, well et huet och net jiddereen déi selwecht Wäerter. Déi baut ee sech op, jee no senger Geschicht an esou weider an esou virun.

D'Lëtzebuerger sinn och net esou homogeen doranner. Et gëtt Leit, déi sech e politesche System wënschen, dee méi demokratesch ass, anerer een, dee manner demokratesch ass, vläicht. A si hunn all dee selwechte Pass.

Et kann een och driwwer diskutéieren: Wat ass wichteg an eiser Geschicht? Wat fir eng Momenter si wichteg an eiser Geschicht? Do ass och net jidderee sech drop eens. An dat gesi mer reegelméisseg bei de Lëtzebuerger Historiker, déi sech emol net doriwwer eens sinn, wéini ganz genau Lëtzebuerg onofhängeg ginn ass. Also, wa mer schonn iwwer eis Natioun schwätzen, da musse mer eis däers bewosst sinn.

Et gëtt och esou eng éischter symbolesch Approche oder eng juristesch Approche vun der Integratioun fir ze soen: „Haaptsaach mir suergen derfir, datt jiddereen déi selwecht Rechter virum Gesetz huet", wat quasi de Fall ass. Et sinn déi formal Rechter. Mee mir wësse ganz genau, datt et net duergeet, déi selwecht Rechter formaljuristesch ze hunn, well eeben d'Leit net all aus deene selwechte soziale Verhältnisser kommen, an datt d'Ausübe vun engem Recht och ganz staark dovunner ofhänkt, ob een dat Recht och tatsächlech real ka gräifen.

Et kann een och eng ganz aner Approche hunn, an ech mengen, dat ass och éischter eng Approche, déi mir als Lénk géife favoriséieren: Dat ass eng Approche, déi versicht, konkreet och op der Grondlag vun de Liewensverhältnisser ze foussen.

Ech hu virdru gesot, dat Wuert „Integratioun" hätte mer net immens gär, well et net prezis genuch ass, oder jiddereen huet seng eege Virstellung. Mee op jiddwer Fall: Kommt, mir kucken d'Geschicht vu Lëtzebuerg! Immigratioun, Emigratioun ass natierlech eppes, wat esou al ass wéi d'Mënschheet selwer. Aus der fréierer Geschicht vu Lëtzebuerg wësse mer ganz genau, datt mer verschidde Vaguen haten; heiansdo méi grousser, heiansdo manner grousser.

Den industriellen Opschwong vu Lëtzebuerg, Enn 19. Joerhonnert, Ufank 20. Joerhonnert huet zu staarken Immigratiounsvaguë gefouert, aus deene ganz vill vun de Vertrieder hei och entstane sinn oder entspronge sinn. Heiansdo weess een dat vläicht emol net onbedéngt.

Et koum zu Aarbechtsaccorden, och notamment tëscht Lëtzebuerg a Portugal, deemools nach als Diktatur, wéi och e groussen Deel vun eise portugisesche Matbierger heihinner komm sinn. Anerer sinn zwar och geflücht virun dem Salazarismus, mee déi ware méi minoritär.

Duerno, duerch déi ganz Politik, déi Lëtzebuerg gefouert huet, datt mer immens vill Betriber hei zu Lëtzebuerg ugezunn hunn duerch eise Steierdumping - deen och Problemer duerstellt fir d'Nopeschregiounen, déi manner Betriber hunn, bon -, hu mer de Phenomeen vu Frontaliere kritt, an déi zwou Richtungen d'ailleurs och, dat ass en anere Phenomeen.

Kricher, Aarmut op der Welt - d'Situatioun gëtt a Wierklechkeet ëmmer méi akut -, Refugiéë kommen op Lëtzebuerg. Si flüchte viru Krich oder virun Aarmut; meeschtens ass d'Resultat jo dat selwecht, nämlech den Doud! Et muss ee se empfänken, och oft, well mir e bëssen eppes domadder ze dinn hunn.

Dann hu mer natierlech och nach d'europäesch Institutiounen, d'Finanzplaz an esou weider, duerch déi och Leit aus anere Länner kommen, déi awer aus ganz anere Verhältnisser kommen, déi meeschtens aus ganz privilegiéierte Verhältnisser kommen.

Mee eis Gesellschaft, och hei zu Lëtzebuerg, ass emol guer net homogeen. Dat mierke mir ënner eis och: Ob een aus dem Minett kënnt, ob ee Stater ass, a souguer ënnert de Stater, ob een aus de Faubourge kënnt, vun der Uewerstad oder vun Hollerech, dat sinn och scho ganz verschidde Saa-

chen. Ob ee vum Duerf kënnt, vun der Musel kënnt an esou weider an esou virun. Do huet ee ganz verschidden Approchen, bon, souwuel kulturell wéi och sozial.

Mir hunn eng Approche, an eisen Aen, wou een et muss vun de soziale Verhältnisser aus ugoen. Kommt, mir huelen e ganz konkreet Beispill! Eng Supermarchésketten. Ech soe „Supermarché", ech kéint eppes aneres soen, en anere Secteur. Mee dat ass e Secteur, deen ech aus familiäre Grënn vläicht e bësse besser kennen.

Do hutt der en Direkter, meeschtens vläicht e Lëtzebuerger, oder verschidde gutt Lëtzebuerger Familljen, déi d'Direktioun maachen. De Middle Management, dat ass plus ou moins gemëscht an esou weider. An dann och ënnen, d'Foussvollek: d'Verkeefer, d'Caissièren, d'Rangéierer an esou weider, do si Lëtzebuerger drënner, do sinn Netlëtzebuerger drënner, déi hei liewen, déi vläicht souguer hei groussgi sinn oder souguer hei gebuer sinn, an natierlech och Frontalieren, aus Frankräich, der Belsch oder Däitschland.

Elo stellt sech d'Fro: Wann de Lëtzebuerger Rangéierer am Supermarché do schafft, mat wiem huet hie méi Gemeinsames? Mat der franséischer Caissière, mam belsche Verkeefer oder mam däitsche Rangéierer? Oder huet e méi Gemeinsames mam Lëtzebuerger Direkter? Gi se an dee selwechte Bistro? Feiere se déi selwecht Fester? Gi se an déi selwecht Restauranten? Hu se déi selwecht glécklech Momenter? An hu se och déi selwecht Problemer?

A Wierklechkeet: De Lëtzebuerger Aarbechter wäert am Supermarché méi Gemeinsames hu mam Netlëtzebuerger, deen zesumme mat him schafft, wéi mam Lëtzebuerger, deen uewen an der Chefetage schafft. Dat hu mer d'ailleurs ganz konkreet gesi viru Kuerzem, wéi deen Aarbechtskampf war beim Cactus, wou Netlëtzebuerger a Lëtzebuerger zesummegeschafft hunn - well et geet ëm dat selwecht.

Fir eis als déi Lénk ass u sech d'Fro vun der Nationalitéit net wichteg. Mir sinn der Meenung, datt d'Fro vun der Nationalitéit d'Leit net soll kategoriséieren. Net well mir fei Jongen a fei Meedercher sinn. Ech weess net, ob mir besser sinn oder méi schlecht sinn. Ech mengen net, datt mer besser si wéi iergendeen aneren.

Mee den Déngens ass, mir sinn der Meenung: U sech, déi richteg Solidaritéit, déi existéiert, dat ass déi vun de Leit, déi zesumme liewen an zesumme schaffen, déi déi selwecht Problemer hunn a sech och zesummen engagéieren, op der Aarbechtsplaz notamment, fir hir Interessen ze verteidegen, fir besser Aarbechtskonditiounen ze hunn, fir besser Paien ze hunn an esou weider. An dat ass positiv fir d'ganzt Land! Well esou erreecht een och méi sozial Rechter fir jiddereen. A jidderee kann eropkommen.

Et gëtt natierlech Milieuen, déi hunn e ganz kloren Interêt dorunner, fir u sech d'Leit opzesplécken tëschent Frontalieren, tëscht Lëtzebuerger, tëscht Netlëtzebuerger. Well wann s de déi opsplécks, all déi Aarbechter zesummen, ma da sinn d'Aarbechter an d'Aarbechterinne geschwächt a si kënne sech manner verteidegen. Dann ass jiddereen deem anere säin Däiwel. An dann: Wien huet dorunner ze gewannen? Majo déi, déi Privileegien hunn a se onbedéngt musse verteidegen. „Divide et impera", dat ass näischt Neies. An dat gëtt och an deem Kontext do gemaach.

D'ailleurs, wat interessant ass, wa mer zréckkucken an eiser Geschicht: E Kapitel an der Lëtzebuerger Geschicht, dat bestëmmt dat spannendst ass, dat awer, ech mengen, net an der Schoul geléiert gëtt; ech ka mech net drun erënneren. Viru genau 100 Joer: 1918/1919, bon, mir wëssen all, och hei zu Lëtzebuerg ... Mir wëssen, mir haten e Referendum iwwert d'Monarchie, iwwert d'Republik an esou weider an esou virun. Et ass vill méi komplizéiert wéi dat! Mir wëssen och, datt d'allgemengt Walrecht agefouert gouf, datt d'Fraewalrecht agefouert gouf, an: D'Aarbechterwalrecht an d'Aarbechterinnewalrecht gouf och agefouert. Well deemools konnten nëmmen déi Räich wielen. Also, déi räich Männer konnten deemools nëmme wielen.

Dat war ganz spannend. Ech recommandéieren och jiddwerengem, dat Buch ze liesen, wann Der Zäit hutt an och wann Der Loscht hutt, vum Henri Wehenkel: „La République trahie". Do gëtt ee Saache gewuer - ech wousst dat och net, mee ech interesséiere mech derfir -: wat fir eng sozial Rechter an där Period géint d'Stolbaronen, géint den Haff och, erkämpft gi sinn.

Et ass och genau an där Period, wou d'Aarbechter zesummen - Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger - derfir gekämpft hunn, fir den Aachtstonnendag ze kréien. Wou gesot gouf: „O, dat geet net." An de Stolbaronen ass op eemol de Wapp gaangen, well déi Leit hu sech ganz ferm organiséiert! Si kruten och den Aachtstonnendag, vun deem mir haut all profitéieren. Dofir misst et och nach d'ailleurs weidergoen.

Här President, et kann een ...

(Interruption)

Här President, ... O, ech liesen hei Saachen, déi ech scho gesot hunn.

(Hilarité et interruptions diverses)

Ech muss awer schnell maachen.

Soulaang mer, Här President, an enger Gesellschaft liewen, wou et sozial Ënnerscheeder gëtt, wou et Klasse gëtt, wou Leit kënne bestëmmen an aner Leit bestëmmt ginn, friembestëmmt ginn, soulaang mer an Hierarchië liewen, wat net den humanen Zoustand ass, anthropologesch gesinn, soulaang mer an esou enger Gesellschaft liewen, wäerte mer d'Konzept vum Wuert „Integratioun" - dat heescht, vum Zesummeliewen, datt jiddereen zu sengem kënnt a glécklech ass - net definitiv erreechen. Dat wëllt awer natierlech net heeschen, datt een net trotzdeem kann eng Partie Saache maachen, och an dëser Gesellschaft, déi net richteg funktionéiert.

Bon, déi heiten Debatt betrëfft jo awer och Mënschen, déi de Lëtzebuerger Pass net hunn; fir dat emol esou ze soen. An do gëtt et awer och erëm eng Kéier ganz verschidde Situatiounen, et ass och schonn hei ugeklongen.

Mir hunn zum Beispill d'Expats. Expats si meeschtens Leit, Kaderen, Middle Management, éischter wäiss - net onbedéngt -, déi aus westleche Länner kommen, deenen et net esou schlecht geet an déi hei hir Karriär weiderféieren a vläicht erëm eng Kéier an en anert Land ginn. Okay, dat ass kee Problem. Déi Leit hunn et meeschtens souwisou scho relativ einfach, net onbedéngt, mee et gëtt derfir gesuergt, datt awer villes op Englesch ass an esou weider, hei an der Stad.

Ech sinn och Stater, ech weess et, mir hate souguer Debatten iwwert d'Sproochen am Gemengerot. Ech weess och, datt d'ADR sech ganz derfir staark gemaach huet, fir datt iwwerall vill Englesch gemaach gëtt fir d'Expats. Firwat net? Et ass souwisou schonn de Fall. Bon, et ginn deelweis fir ganz räich Auslänner souguer extra Gesetzer gemaach hei zu Lëtzebuerg, Golden Visa an esou weider. Et brauch ee keng speziell Logementspolitik ze maachen. De Royal Hamilius, dat kann e ganz räichen Expat sech och leeschten. Ech mengen, dat ass eng Saach.

Da gëtt et awer och dat, wat een d'Immigranten nennt, dat heescht, u sech déi, déi éischter méi aarm sinn, déi éischter aus dem Süden heihinner kommen. Déi sinn zwar och wäiss, awer manner oft, an et ass d'Proletariat. Dat sinn déi, déi schwéier Aarbechte maachen, déi schlecht bezuelt sinn, wou gemeckert gëtt, wa se net onbedéngt Lëtzebuergesch kënnen. An et dauert Generatiounen, bis se akzeptéiert ginn, eng, zwou, dräi Generatiounen, bis se akzeptéiert ginn. Fir déi Leit gi seelen extra Gesetzer gemaach. Si si frou, wa se iwwerhaapt e Logement kënne kréien zu normale Präisser. A wann natierlech dann d'Fro opkënnt: „Kënne vläicht déi Leit net och d'Walrecht kréien?" , jo, da gëtt et Leit, déi hunn natierlech Angscht, datt vläicht déi Leit Lëtzebuerg géifen iwwerhuelen.

Also, déi Debatt gouf et schonn deemools, wéi d'Auslännerwalrecht bei de Gemengen agefouert gouf: „O, d'Auslänner wäerten d'Gemengen iwwerhuelen." Dat ass natierlech net geschitt! An et ass jo gewosst, wann ee vun der Schicht vum Bau kënnt oder vun der Schicht vum Botze kënnt, wann een heemkënnt, nach fir d'Kanner d'Iesse mécht, datt een duerno net nach vill Zäit an Energie huet, fir e Plang auszehecken, fir d'Land ze iwwerhuelen. Ech mengen, et muss een awer iergendeng Kéier e bësse seriö sinn!

An et ass och e komescht Bild, wat een huet vun den Auslänner, éierlech gesot. „Si mussen Efforte maachen!" Jo, et gëtt Leit, déi kënne véier, fënnef Sproochen. Déi hu studéiert, déi hunn e gewëssene Background, an déi kënnen och Lëtzebuergesch relativ schnell léieren, zemools wa se eng germanesch Sprooch schwätzen.

Et gëtt Leit, déi hunn do Schwieregkeeten. Ech kann lech och vill Geschichten erzielen. Ech kann lech d'Geschicht erziele vun enger Fra, déi 1949 zu Marseille gebuer ass an engem ganz aarme Véierel, de Papp war Hafenaarbechter, si hat siwe Geschwëster, si waren zu aacht. D'Mamm huet doheem geschafft. D'Kanner sinn all mat 14 Joer schaffe gaangen - deemools war dat d'Scolaritéit a Frankräich -, an der Fabrick, Nuddelsfabrick, Pressing, ech weess net wat alles, a Bistroen. Iergendwéi hunn déi Leit emol net d'Geleeënheet kritt, fir Franséisch richteg schreiwen ze léieren.

An iergendeng Kéier, wann een eng Aarbecht sicht, héiert ee vu Lëtzebuerg an da kritt ee gesot: „Komm hei als Serveuse schaffen. Zu Lëtzebuerg, do kanns de eppes verdéngen!"Da mécht déi Madamm dat. Si wollt e puer Méint heihi kommen, fir e bëssen eppes ze verdéngen, Humpen ze zerwéieren. Si huet dann och dräi, véier Wierder Lëtzebuergesch geléiert. Dunn hat se Pech, si huet mäi Papp kenne geléiert. Lo sinn ech hei, voilà! Dat ass déi eenzeg Saach, déi een där Madamm ka virwerfen. Si ass elo iwwer 40 Joer hei am Land, si kann nach ëmmer kee Lëtzebuergesch. Ech hu mat néng Joer hir mussen och d'Excusë virschreiwen op Franséisch, well se och net richteg Franséisch konnt schreiwen.

Ze soen, et wier einfach, Lëtzebuergesch ze léieren, dat hänkt ganz dervunner of. Si huet et versicht, et ass net gaangen, ganz einfach. Et ass awer eng uerdentlech Biergerin, an ech mengen net, datt een hir eppes kéint virwerfen.

Et gëtt aner Leit, déi hunn déi Schwieregkeeten net. Ech hu vill ze vill geschwat. An ech hunn nach ëmmer net alles gesot, wat ech wollt, well ech wollt och e bësse méi konkreet ginn. Soss kréien ech dat erëm virgeworf. Zu Recht!

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et gëtt awer och Leit, déi keng Openthaltsgeneemegung hunn - ech maachen elo e bësse méi schnell -, a grad elo a Covidzäiten hu mer jo och gemierkt, dass Dausende vu Leit - net Refugiéen! - hei sinn, aus verschiddene Länner, Brasilien, Latäinamerika, Cap Vert an esou weider, zënter Joren, déi aus verschiddenen Ursaache keng Openthaltsgeneemegung kënne kréien, déi trotzdeem hei schaffen, schwaarz och natierlech, an déi dunn an der Covidzäit an eng Situatioun komm sinn, déi katastrophal ass, well se natierlech keng Hëllef kënne kréien, oder nëmme schwéier, oder kee Chômage partiel kënne kréien, well se schwaarz geschafft hunn, meeschtens an der Horeca. Wat vläicht och erklärt fir deen een oder deen aneren, datt et heiansdo schwéier ass, en Aarbechtskontrakt ze justifizéieren, deen et net gouf! Mee bon, dat ass en anere Problem, dee marginal ass, mee deen awer ganz vill Leit betrëfft.

Mir mengen als déi Lénk, a mir hunn d'Fro schonn opgeworf: Déi Leit mussen elo regulariséiert ginn! Si wäerten och nimools zréckgoen an hiert Land, well d'Situatioun do souwisou katastrophal ass. Ech schwätzen zum Beispill vu Brasilianer. Zu Brasilia an der Regierung sëtze Querdenker. Dat heescht, de Covid, deen ass do amgaangen, immens vill Leit ëmzebréngen, och méi Jonker. Bon. Voilà. Mee souwisou wäerten déi Leit och an normalen Zäiten net zréckgoen an hiert Land. A si schaffen trotzdeem hei: Si schaffen an de Bistroen. Si maachen d'Botz. Si bréngen de „Buy - Wedely", dat si warscheinlech och ganz oft si. An ech mengen, deene Leit muss een och iergendeng Kéier Merci soen an hir Situatioun definitiv regulariséieren.

Fir d'Demandeuren awer och e puer Fuerderungen, déi ee muss stellen. Ech mengen, et misst een eng Allocation unique en numéraire maache fir d'DPIen, well dee Bongesystem ass bürokratesch a funktionéiert net ganz gutt. Den Accès un d'Aarbecht ass ganz wichteg. Eng Autorisation d'occupation temporaire muss ee maachen. Fir an den Heemer soll een Zivillleit ausbilden, keng Private-Security-Gesellschaften. Ech weess, dat ass eng Moud hei am Land. Déi Leit sinn net dofir ausgebilt, souguer wa se en Ziedel hunn, datt se eng Formatioun gemaach hunn. Ech hu mer soe gelooss, dass déi Formatioun guer näischt wäert ass. Loosst déi Leit och a Rou. A Wierklechkeet musse si aner Saache maachen. Si sinn net dofir gëeegent, fir sech ëm Refugiéen ze bekëmmeren. Dofir muss ee Professioneller astellen, exklusiv Professioneller, mengen ech.

A bei der Sproochepolitik: Firwat entweeder Lëtzebuergesch oder Franséisch? Et muss een alles léieren. An et ass ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Wagner, ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- ... Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dir hutt Recht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dir sidd scho quasi zwou Minutten iwwert d'Zäit.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dir hutt Recht. Ech organiséieren e Fait personnel herno, fir da kënne weiderzeschwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dat maacht Der net!

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà, an da just beim Walrecht, Gemengewalrecht, déi Derogatioun, déi mer hunn zu Lëtzebuerg, datt ee fënnef Joer hei muss sinn, kommt, mir schafen déi of! Well Dir wësst jo, et sinn och vill Leit, déi si just mol knapp fënnef Joer hei, da gi se erëm. Dat wier net schlecht, an et si vill Länner, déi dat net hunn. Do kann een direkt wiele goen an esou weider.

Ech hunn eng Partie ganz aner Fuerderungen ze maachen, mee ech hunn ze laang geschwat. Et ass mäi Feeler.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Wagner. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem honorabele Paul Galles an der Minis-tesch fir d'Ufro vun dëser wichteger Diskussioun. En Theema, wat jidderengem am Alldag begéint. Ech wëll awer, ier ech ufänken, nach eng interessant Remark vun der Madamm Asselborn-Bintz opgräifen. An zwar sinn ech jo selwer an enger Musekgesellschaft täteg gewiescht. Dat ass exzellent, muss ech lech soen. Et ass awer och esou, dass een nach ergänze kann, dass d'Musek eng universell Sprooch ass mat den Nouten an dass dat wierklech jidderee verbënnt.

Integratioun bedeit och ëmmer, sech ukomm ze fillen, sech gutt ze spieren a sech do wuel ze fillen, wou ee grad lieft. Kee Mënsch op der Welt sicht sech eraus, wou en op d'Welt kënnt, ënner wéi enge Bedéngungen, an och net, wéi en ausgesäit.

Wat ass e Pass fir eis Piraten? Dat ass fir eis e reng administratiivt Dokument, net méi. Fir sech an eng Gesellschaft ze integréieren, muss een a Kontakt mat de Leit kommen, mat de Wäerter an de Gewunnechten, déi dës Gemeinschaft ausmaachen.

Integratioun bedeit awer och net d'Opgi vu senge Wuerzelen, senge Gewunnechten. Am Géigendeel, all Persoun ass eng Beräicherung an dréit mat hirer Geschicht derzou bäi, dass eis Gesellschaft sech weiderentwéckele kann.

Fir vun enger iwwerflächlecher Upassung zu enger wierklecher Integratioun iwwerzegoen, brauch et och e Wiessel an der Gesellschaft. Mee mir si positiv agestëmmt, dass weider Virurteeler wäerten ofgebaut ginn, dass mir eng nach méi oppe Gesellschaft ginn.

Wann ee sech äusserlech zwar esou verhält, wéi et vun der Grupp gewënscht ass, ënnerlech awer kee Vertrauen a seng Matmënschen huet an net d'Gefill huet derzouzegehéieren, da kann een net vun enger gelongener Integratioun schwätzen.

Wat heescht dat fir d'Politik? Sécher, d'Méiglechkeet, an der Landessprooch ze kommunizéieren, ass wichteg, mécht d'Integratioun méi einfach. An iwwer eng fest Aarbechtsplaz gewënnt ee Sécherheet a Kontakter zu Mataarbechter, déi engem eng Hëllef kënne sinn, fir Fouss ze faassen. Méi wichteg fir eng gelongen Integratioun ass dat eegent Empfannen, engem seng eegen Aschätzung, en Deel vun der Gesellschaft ze sinn. An déi Perceptioun kann e Mënsch schonn no enger kuerzer Zäit entwéckelen, wann e sech wëllkomm fillt, an dat och, wann en eréischt e puer Wierder vun der neier Sprooch versteet. Mee dat Gefill kann och éiweg feelen, ganz egal, wivill ee schafft a léiert, wann d'Ausgrenzung den Alldag dominéiert.

D'Fro, déi mir eis als Politiker also stelle mussen, ass déi, wéi mir en Zesummeliewe fërdere kënnen, an deem et e Gemeinschaftsgefill gëtt. Well nëmmen esou gi Vertrauen, Respekt an e verantwortungsbewossten Ëmgang mateneen iwwerhaapt méiglech. D'Fro ass also: Wéi kënne mir dat elo erreechen? Sécherlech net, andeems mer Migranten aus Drëttstaaten a Flüchtlinge jorelaang a groussen Ariichtunge mat Méibettzëmmeren zesummendrécken. Do mécht d'Politik vun der éischter Sekonn u schonn alles falsch.

Dass ëmmer nach Bénéficiaires de protection internationale, also Persounen, déi viru Krich, Gewalt an Diskriminéierung geflücht sinn an deenen hir Demande bei eis ugeholl gouf, gezwonge sinn, a Foyeren ze liewen, well se sech soss néierens eng Ënnerkonft leeschte kënnen, ass eng Katastroph.

Wat déi Mënschen, déi oft schonn extreem vill Gewalt an traumatesch Erliefnisser iwwer sech ergoen hu musse loossen, méi laang an de Foyere bleiwen, wat d'Ausgangsbasis fir eng spéider Integratioun méi schlecht gëtt. D'Etüde vum Liisa Malkki hu schonn an den 90er-Jore gewisen, dass déi vun hir begleet Refugiéen, déi a Campen ënnerbruecht goufen, d'Tendenz haten, Identitéiten ze entwéckelen, bei deenen d'Roll vun der Ausgangssituatioun am Exil, déi verlueren Heemecht an d'Visioun, enges Daags nees zréckzegoen, dominéiert hunn. Flüchtlingen déi manner isoléiert gelieft hunn, konnten dogéint eng Identitéit entwéckelen, déi sech net op de Mythos vun der Vergaangenheet vum eegene Vollek, mee op d'Erfarung aus dem neien Alldag gestëtzt huet. Dës Leit haten individuell Zukunftspläng. An dat ass extreem wichteg, fir den Integratiounsprozess unzereegen. Mir mussen d'Leit also esou séier wéi méiglech aus deene Foyeren erauskréien an da mam alldeegleche Liewen hei am Land a Kontakt bréngen.

A mir hunn hei zu Lëtzebuerg och eng ganz Rei engagéiert Bierger, déi dobäi hëllefe wëllen. Mënschen, déi hir Hëllef ubidden, wann et ëm administrativ Demarchë geet, oder déi souguer bereet sinn, Mënsche bei sech doheem opzehuelen. An dat souguer elo schonns, wou et nach ëmmer un engem klore Gesetz feelt, an deem kloer gereegelt gëtt, wéini Persounen, déi ënner engem Daach wunnen, e Menage sinn a wéini et sech ëm eng Wunngemeinschaft handelt a wat fir Rechter a Flichte sech an der jeeweileger Situatioun erginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wéi vill Persoune wären dann eréischt bereet, bei der Integratioun vu Migranten a Refugiéen ze hëllefen, wa se duerch e gesetzleche Kader géife geschützt ginn an idealerweis souguer ënnerstëtzt ginn!

Et ass awer net nëmme wichteg, deene Leit d'Méiglechkeet ze bidden, bei der Integratioun vun Auslänner hëllefen ze kënnen, mee och, den Zouwanderer selwer Pisten ze weisen, wéi se sech hei am Land abrénge kënnen, duerch de Benevolat, eng Memberschaft an engem Veräin oder an enger Fräizäitgrupp. Gesetzer oder politesch Mesurë kënnen d'Integratioun net forcéieren, mee d'Politik kann e Kader setzen, deen der Gesellschaft Pisten opweist, wéi se Mënschen hëllefe kann, fir sech bei eis doheem ze fillen, an deen et de Leit vu baussen méi einfach mécht, hei Fouss ze faassen.

Wat doriwwer eraus natierlech och vun extreemer Wichtegkeet ass, ass d'Logementspolitik. Eng multikulturell Gemeinschaft kann net entstoen, wa sech d'Bevëlkerungsgruppen net mëschen, well d'Immobiliepräisser et guer net zouloossen, dass Persounen, déi just mat engem gerénge Budget bei eis an d'Land kommen, iwwerhaapt a gewëssene Regioune vum Land eppes lounen oder kafe kënnen, well de Wunnraum lues a lues onbezuelbar gëtt. Grad d'Wunnen an domat verbonnen de Fait, mat sengen Noperen a Kontakt ze kommen, een Deel vun enger Strooss oder engem Appartementsblock ze sinn, ass essenziell fir eng gelongen Integratioun. An dat net nëmmen, well et fir déi Zougewandert wichteg ass, mee och, well et fir vill Lëtzebuerger wichteg ass, an hirem konkreeten Alldag mat anere Kulturen a Kontakt ze kommen.

Et gëtt vill verschidde Projeten, an deene sech verschidde Kulture begéine kënnen, fir zesummen Aktivitéiten ze maachen. Als Beispill: Konscht genéissen, Sport, Jugendhaiser oder Theater spillen. Dat si fantastesch Projeten, déi onheemlech inspiréiere kënnen. An et ass wichteg, dass d'Offer vun esou Projeten an d'Luucht geet. Mee wien erreecht ee mat dëse Projeten? Natierlech just déi Leit, déi vu virera schonn oppe genuch sinn, fir sech an esou Projeten unzemellen. Déi, déi den Auslänner éischter skeptesch géintiwwerstinn, erreecht een domadder leider net.

Am Alldag kënnen d'Leit, wann op eemol eng auslännesch Famill an dat Haus niewendru plënnert a wann een hinne mueres d'Appartementsdier ophält um Wee fir op d'Aarbecht, de Kontakt erweideren. Andeems een e gemeinsame Liewensraum schaaft, erlaabt een et de Leit, sech vun Ugesiicht zu Ugesiicht ze begéinen. Mee dat ass nëmme méiglech, wa mir eng duerchduechte Landesplanung an eng effikass Logementspolitik bedreiwen.

Friemefeindlechkeet geet oft mat der Angscht virum Onbekannten a mat Virurteeler anhier. E konkreet Zesummentreffen an engem private Kader kann hei oft scho villes veränneren. Natierlech heescht dat net, dass all Persoun mat friemefeindlechen oder rassisteschen Astellunge sech vun engem eenzelne Kontakt iwwerzeege léisst. Do sëtzen Angscht, mee och den Näid bei vereenzelte Persounen ze déif an da loosse se sech vu rietsen oder rassisteschen Astellunge fänken.

Leider kënnt et ëmmer nach ze oft vir, dass Persoune wéinst hire Virurteeler Mënsche mat anere kulturellen Hannergrënn guer keng Chance ginn, mat hinnen op engem tëschemënschlechen Niveau a Kontakt ze kommen, oder souguer diskriminéierend oder gewalttäteg reagéieren. An esou Fäll muss kloergemaach ginn, dass Rassismus an Diskriminéierung zu Lëtzebuerg keng Plaz hunn. Dat sollt och jiddereen an der Politik, grad hei am Haus, esou kloer soen an och vertrieden.

Och mir Politiker musse mat eisen Aussoen, déi duerno an de Medie breet verbreet ginn, oppassen. Huele mer e Beispill: Wann e Minister oder Deputéierten ëffentlech seet: „D'Nigerianer si fir d'Droge verantwortlech op der Gare", dann dréit dat zu méi Friemenhaass bäi. Da gi Leit mat enger donkeler Hautfaarf direkt komesch bekuckt oder nach vill méi schlëmm. Mir Politiker mussen eis bewosst sinn, wat esou Aussoen uriichten.

Zu de rietsextreeme Gruppéierungen: Meenungsfräiheet huet näischt mat engem Recht ze dinn, aner Persoune verbal ze attackéieren oder zum Haass opzeruffen. Dat geet einfach net! Do si mir Piraten ganz kloer. Hei muss de Staat kloer Grenze setzen. Friemefeindlechkeet däerf net salonfäeg ginn, och net op Social Media. Dat ass kee rechtsfräie Raum. Wa mir wëllen, dass an eiser Gesellschaft multikulturellt Zesummeliewe méiglech ass, dat vu Respekt a Versteesdemech an net vun Ausgrenzung an Haass geprägt ass, da si mir alleguerte gefuerdert, d'Politik an d'Gesellschaft, déi, déi scho laang hei wunnen a sech mat dësem Land identifizéieren, an déi, déi hir Plaz hei nach sichen. Et gëtt keng Patentléisung fir eng gelongen Integratioun. Mee wa mir eis alleguerte mat Respekt begéinen an eis oft, esou oft et geet op den Austausch op Aenhéicht aloossen, wa mir mat Zouwanderer, net iwwert d'Zouwanderer schwätzen, dann ass schonn e grousse Schrëtt gemaach.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Paul Galles fir den Depot vun zwou Motiounen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Wéi virdrun an der Interpellatioun versprach, wëll ech zwou Motiounen deposéieren. Déi eng ass déi iwwert de Conseil national pour étrangers. Ech hat virdru gesot, dass mer mengen, dass et dréngend néideg ass, dass dee reforméiert gëtt. Et ass och a ganz ville Riede virkomm, et ass och a ganz villen Avisen esou geschriwwe ginn. Wat mir mengen, dat ass, dass et wichteg ass, dass déi Missioune vum CNE ugepasst ginn un eeben déi nei Situatioun vun der Integratioun - oder wéi och ëmmer mer et elo wëllen nennen -, wéi et dann elo an de Riede beschriwwe ginn ass. Also eng nei Missioun en vue vum Vivre-ensemble zu Lëtzebuerg.

A mir mengen och, dass et wichteg wär, déi Struktur ze professionaliséieren, soudass se gutt funktionéiert. All déi aner Theemen, wéi hir Representativitéit ze iwwerkucken, dat gehéiert dann och derzou.

Wat eis awer och wichteg ass, dat ass, dass mer der Meenung sinn, dass eebe beim Conseil national pour étrangers d'office soll en Avis gefrot gi fir all déi Gesetzesprojeten, déi seng Missioune betreffen, déi also déi Leit, déi do representéiert sinn, an och hir Famillje betreffen, also fir all déi Gesetzesprojeten, déi an deen Domän erafalen.

Dat ass dann e bëssen an der Logik vun enger Beruffskummer. An et ass dann och bewosst keng zweet Chamber, Madamm Minister. Dir hat dat virdrun nach eng Kéier esou an de Raum gestallt. Et ass also wierklech net gemengt, doraus eng zweet Chamber ze maachen. Dat wär, mengen ech, ganz kontraproduktiv. Dat ass déi eng Motioun.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- rappelant que le Luxembourg compte plus de 179 nationalités ;

- considérant dès lors, qu'il importe de donner une voix à chacun ;

- rappelant que le Conseil national pour étrangers (CNE), institué par la loi du 16 décembre 2008, est un organe consultatif du Gouvernement pour toutes les questions liées aux étrangers et à leur intégration ;

- notant qu'au vu du nombre très important de résidents de nationalité étrangère au Luxembourg, il va sans dire que les fonctions et missions du CNE revêtent d'une importance toute particulière ;

- sachant qu'il est de notoriété publique que le CNE connaît depuis ses débuts des difficultés à fonctionner de manière efficace ;

- rappelant que le Gouvernement a prévu dans l'accord de coalition de 2018 que : « Le rôle, les modalités de fonctionnement ainsi que les modalités d'élection des membres du Conseil national pour étrangers (CNE) seront soumis à une consultation au sein du CNE et auprès des acteurs concernés. Le CNE sera réformé et valorisé par la suite. »,

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés les conclusions de cette large consultation auprès du Conseil national pour étrangers ;

- dans le cadre de la réforme, à renforcer les missions et professionnaliser les structures du Conseil national pour étrangers ;

- à saisir d'office d'un avis le Conseil national pour étrangers pour tous les projets ciblant la situation des étrangers et de leurs familles.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

An déi aner, dat ass déi iwwer e Screening vun all den ëffentleche Gebaier, déi ee kéint huelen, fir zumindest emol temporär engem Problem eng Äntwert ze ginn, nämlech deem, deen ech virdrun och a menger Interventioun beschriwwen hunn, dass et, mengen ech, eng Gefor ass vum Communautarismus, dee kéint opkommen an deem Moment, wou Demandeurs a Bénéficiaires de protection ëmmer nach zesummen an de Foyere sinn, engersäits, well déi Vermëschung, mengen ech, op Dauer net gutt ass, an anerersäits, well do och dann d'Plaze beluecht sinn an dann d'Beneficiairen (veuillez lire: an dann d'Demandeuren), déi nei ukommen, net onbedéngt eng Plaz do fannen. Dat heescht, och déi Foyere ginn iwwerlaascht.

An deem Sënn géife mer mengen, dass ëffentlech Gebaier, déi fräi sinn, och kéinten iwwer eng temporär Aart a Weis genotzt ginn, fir Leit do ënnerzebréngen. Et ass net déi ideal Léisung, mee et wär awer eng Léisung, fir eng Entlaaschtung ze bréngen. An et gëtt eng ganz Rei Gemengen - ech hunn dat och mat e puer vun de Kolleegen a Kolleeginnen ofgecheckt -, déi dat scho bewosst maachen, déi esou Gebaier huelen a se eeben och fir déi Zäit, wou déi Gebaier nach gebrauchbar sinn, ier vläicht eppes aneres domat passéiert, ier se eng aner Affektatioun kréien, do zur Verfügung stellen, fir dass se an deem Moment kënne genotzt ginn.

Mir halen dës Motioun och bewosst allgemeng. Mir soen: „alleguerten déi Persounen, déi eeben e Besoin hunn, déi an engem Besoin sinn." Mir wëllen e besonneschen Akzent op d'DPIen an op d'BPIe leeën. Mir wëllen op kee Fall, dass mat dëser Motioun iergendwéi den Androck kéint erwächt ginn, dass mer iergendee géint iergendeen aneren ausspillen. Dat läit wierklech net an eisem Interessi.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- rappelant qu'il existe au Luxembourg un manque général de logements ;

- soulignant dans ce contexte le manque récurrent de logements pour personnes nécessiteuses ainsi que pour demandeurs de protection internationale et bénéficiaires de protection internationale ;

- considérant que de nombreuses personnes ayant obtenu le statut ont du mal à trouver un logement abordable sur le marché immobilier luxembourgeois et continuent à vivre dans les foyers ;

- constatant qu'un bon nombre de communes font bon exemple et signalent des bâtiments non occupés pour y créer des logements et des structures d'hébergement collectif adaptées aux besoins pour accueillir des personnes nécessiteuses et des demandeurs ou bénéficiaires de protection internationale ;

- notant dans ce contexte que les communes sont un partenaire indispensable pour l'État et jouent un rôle primordial dans la mise à disposition de logements,

invite le Gouvernement

- à procéder à un screening de tous les bâtiments publics non occupés et à créer ainsi une liste complète qui sert de base pour pouvoir investir davantage dans la création de logements pour personnes nécessiteuses en général et pour les demandeurs et bénéficiaires de protection internationale en particulier.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

Ech soen lech villmools Merci dofir.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci, Här President. Villmools merci och all de Riedner de Mëtteg fir déi ausféierlech historesch Réckblécker an och Aussiichte respektiv Meenungen, wat d'Integratioun respektiv d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Ech war dem Här Galles nach e puer Äntwerte schëlleg, an ech géif dann direkt domadder ufänken. 2017 waren déi lescht Wale vum CNE. Do sinn dann dem Gesetz no dräi plus dräi Posten - dat sinn ëmmer dräi Posten, plus dräi, déi eeben en sus sinn - ze besetze gewiescht de nationalité portugaise, do waren néng Kandidaten. Bei de Fransouse waren et zwee plus zwee, do ware 16 Kandidaten. Bei den Italieener war et ee plus een, do ware fënnef Kandidaten. Bei de Belsch: Ee plus een, do war ee Kandidat. Bei deenen Däitschen: ee plus een, dräi Kandidaten. Bei de Britten: ee plus een, ee Kandidat. A bei den Hollänner: Ee plus een, an do war och ee Kandidat.

Dann d'Ressortissants d'un autre pays de l'Union européenne, do ware fënnef plus fënnef Posten, do waren néng Kandidaten. A Pays hors de l'Union européenne, do ware siwe plus siwe Posten an 22 Kandidaten. Dir braucht do net matzeschreiwen, ech ginn lech dat ganz gären. Ech schécken lech dat ganz gäre weider.

Dann hat Der eng aner Fro gestallt. Dat war nämlech déi, wéi eng Leit de CAI am Moment maachen. Iwwer 70 % vun deenen, déi de CAI maachen, sinn tëschent 25 a 45 Joer al am Moment. 26 % sinn tëschent 45 a 65 Joer al. A ganz wéineg, am Fong ëmmer nëmmen 1,6 %, sinn der ënner 25 oder iwwer 65 Joer al. Déi meescht, nämlech 58,13 % schaffen, hunn eng Aktivitéit. 22,6 % si sans emploi oder sinn op der Sich no enger Aarbecht. 12 % „occupés propre ménage", steet hei, dat heescht zum Beispill Femmes au foyer. 3,29 % sinn inactif. Do sinn dann och déi, déi de REVIS kréien, derbäi. 2,15 % Étudiants. An dann nach 1,17 % Retraités. A bei 0,51 % wësse mer et net.

Den Niveau d'éducation, fir da ganz komplett ze sinn: 64,26 % sinn Universitairen, hunn en universitären Diplom. 23,58 % Secondaire, 5,16 % Primaire a 6,98 % Préscolaire oder guer keng Formatioun. Ech reechen lech dat och no. Also, Dir musst hei net matschreiwen. Ech ginn lech dat natierlech ganz gäre weider.

Et ass natierlech schwéier, wann een ech weess net wéi laang elo hei ass - véier Stonnen? -, fir e Resümmee ze maachen. An et ass jo am Fong och net geduecht, fir e Resümmee ze maachen. Dat, wat mer wëllen, dat ass en Integratiounsgesetz maachen a schreiwen, wou mer dee breetméiglechste Konsens hunn, kucken zesummen, wéi mer wëllen d'Zesummeliewen hei am Land organiséieren. A wann ee mir seet, e géif net verstoen, wat d'Zesummeliewen heescht, ech mengen, dat ass awer net ganz komplizéiert: D'Zesummeliewen heescht eebe grad net, nieftenee liewen. Mee an deem Wuert „zesummen", do ass awer scho ganz vill gesot. Et geet eeben drëms, d'Zukunft vum Land och zesummen opzebauen.

Ech muss och soen - ech iwwerraschen lech vläicht e bëssen -, et huet mer e bësse leed gedoen, dass dem honorabelen Deputéierten David Wagner seng Riedezäit eriwwer war, well ech hunn dat ganz interessant fonnt, och de Schluss. An et hätt mech interesséiert, och gewuer ze ginn, wat nach dono komm wär. Dofir muss ech soen, dass dat mer e bësse leed gedoen huet.

Ech géif awer nach eng Kéier vläicht den Iwwerschlag maachen: D'Integratiounskommissioune sinn ugeschwat ginn. Ech mengen, dass do effektiv, wéi d'Simone Asselborn-Bintz gesot huet, nach méi Potenzial ass. A mir mussen effektiv einfach och dovunner ewechkommen, dass an Integratiounskommissiounen ëmmer nëmme Leit mat „Migratiounshannergrond" sinn, fir dat Wuert dann eng Kéier ze soen, esou wéi an d'Drëtten-Alter-Kommissioun menger Meenung no och net nëmme Leit vum drëtten Alter higehéieren. Mir mussen do och kucken, horizontal Kompetenzen an de Gemengen ze schafen. A mir wëllen do och gären hëllefen. Dofir hu mer déi zwee Integratiounsbeoptraagt do astelle gelooss vun den Associatiounen. Dat war de Famillejeministère, deen dat gefrot huet, justement fir lech, de Gemengen, och ze hëllefen an der Integratioun.

A jo, firwat sollen d'Integratiounskommissiounen net d'Ulafstell sinn? Mee déi éischt Ulafstell, dat ass de Beamten, deen d'Leit empfänkt. An ech gesinn hei zwee Vertrieder aus dem Schäfferot oder aus dem Gemengerot vu Jonglënster sëtzen, an ech ka mech un e ganz flotte Projet erënnere vu Jonglënster - do waren zwar déi doten zwee weeder am Schäfferot, also sécher net, an am Gemengerot, dat weess ech net -, dat sinn d'Ambassadeurs de bienvenu gewiescht. Ech weess net, ob et dee Projet bei lech nach ëmmer gëtt. Mee just fir ze soen: Esou Best Practices kann een hunn. Et kann een, wann e Bierger sech aschreiwe kënnt an d'Gemeng - dat muss jo keen Auslänner sinn, dat kann och ee sinn, dee vun Esch op Hëpperdang plënnert oder vu Jonglënster an d'Stad -, jo vläicht effektiv esou een Ambassadeur de bienvenu hunn, wou een e Bichelche kritt, wou ee kuckt: Wéi engem Ambassadeur seng Interesse gläiche mengen? Oder wéi een huet Kanner am nämmlechten Alter oder déi nämmlecht Hobbyen? An da kann ech deem uruffen an dee begleet mech am Fong geholl duerch d'Gemeng.

Mir wëllen de Gemengen hëllefen, och iwwert dat Gesetz hei, fir besser ze ginn am Accueil, wann ee sech aschreiwe kënnt, egal wie sech aschreiwe kënnt. An da kann dat jo nach um Gemengenniveau herno ëmmer adaptéiert ginn, esou eng Broschür zum Beispill, déi en Nouveau arrivant an der Gemeng da matkritt.

D'selwecht iwwregens, wat d'Walrecht ugeet bei de Gemengewalen. Och do si mer amgaangen, elo schonn drun ze schaffen, fir nach besser ze ginn. Ech mengen, d'leschte Kéier war et schonn e bësse besser. Mee mir wëllen hei nach besser ginn, fir d'Leit och op hir Rechter opmierksam ze maachen, dass se däerfe wiele goen, an och op hir Flichten, dass mir hei zu Lëtzebuerg awer fannen, dass dat eng Flicht vun all Bierger ass, fir wielen ze goen, fir matzeschwätzen a fir matzedecidéieren, wéi d'Gemeng och an Zukunft soll ausgesinn.

Jo, mir sinn der Meenung, dass mer d'Leit musse vermëschen. Net PIA a CAI separat, mee vermëschen, mat Lëtzebuerger och vermëschen, allméiglech Leit matenee vermëschen. Well et ass nëmmen esou, wéi ee sech kenne léiert. An et ass nëmmen esou, wéi d'Zesummeliewe kann organiséiert ginn. An ech sinn iwwerhaapt net där Meenung, wéi et hei gesot ginn ass, dass Leit hei an d'Land plënneren a sech dann unzepassen hunn, dass dat Integratioun ass. Ech gesinn dat iwwerhaapt net esou! Dat ass meng Meenung: Integratioun geet an zwou Richtungen. A wa Lëtzebuerg haut dat ass, wat et ass, dann ass et, well net ee sech un en aneren ugepasst huet, mee well mer zesummen ons kenne geléiert hunn, méi grouss gi sinn an d'Zukunft vum Land zesumme gestalt an opgebaut hunn.

Ech mengen, et ass och vill zu de Flüchtlinge gesot ginn. Mir mussen d'Autonomie vun de Flüchtlinge stäerken. Mir hunn dat gemaach, wéi Dir gesot hutt, Här Galles, andeems mer scho gekuckt hunn, vun de Bongen ewechzekommen. Well mer gemierkt hunn: Wa Leit ganz laang an enger Prozedur dra sinn, da si se um Enn vum Dag am Fong guer net autonom. Si wëssen net: Wou kréien ech dann elo eppes anzekafen? Oder: Wéi fonctionéiert iwwer-

haapt eng Bancomatskaart? Dat muss ee jo net onbedéngt wëssen. An ech mengen, do musse mer alleguerten nach weider Efforte maachen, dass mer déi Leit eeben autonomiséieren, dass déi Leit och direkt matintegréiert ginn an aner Programmer, dass mer do Kompetenzen opbauen, ech weess net: Wéi funktionéiert eng LuxTrust-Kaart? Wéi funktionéiert guichet.lu? Wéi kënne mer Offall triéieren? Dat hat ech elo éinescht schonn als Beispill geholl. Also, ech mengen, do musse mer déi och direkt materanhuelen.

Da just nach eng Saach: D'lescht Joer gouf et 674 Cours d'alphabétisation, déi vum Ministère de l'Éducation nationale organiséiert goufen. Dat waren der 43 % méi wéi dat Joer virdrun. Ech wëll dat awer hei och eng Kéier gesot hunn.

Et ass och gesot ginn, fir de CAI méi attraktiv maachen. Jo, dat ass onse Wonsch - also, méi „attraktiv" brauche mer en net ze maachen, well mir hunn e grousse Succès -, mee mir hunn einfach net méi méi Capacitéiten, fir nach méi Leit an de CAI eranzehuelen. An dofir vläicht d'Iddi vun de Modüllen, déi een och regional ka maachen, wou ee vläicht méi kann an de CAI materanhuelen. Mir kucken och mam Syvicol zesummen a mat de Gemengen, wéi een dat regionaliséiere kann. Ech wëll elo net direkt soen „op d'Gemengen erofdäitschen", well et gëtt och ganz kleng Gemengen, an do ass et vläicht besser, dat regional ze maachen an et net einfach just fir eenzel Gemengen ze maachen.

Dann de CNE. D'Simone Asselborn-Bintz huet vu méi klenge Gruppe geschwat, ob den Territoire net misst eng Roll spillen. An ech mengen, dat ass jo dat, wat ech am Fong genau gefrot hunn: Wie soll iwwerhaapt an dee CNE do eran? A bis elo sinn ech der Meenung, och par rapport zu deenen Avisen, déi mer kritt hunn, dass dat awer och vum Gemengenniveau muss eropkommen, dass dat aus den Integratiounskommissiounen, aus dem Engagement aus der Gemeng am Fong geholl muss eropkommen.

Do äntwerten ech elo indirekt och op d'Motioun nach eng Kéier vum Här Galles - wann ech dat richteg gelies hunn -, well Dir verstitt, mir wëllen net d'Missioune renforcéieren, mir wëlle se redefinéieren! Well mir sinn der Meenung, dass dat am Moment net klappt, oder bon, där Meenung si mer net nëmmen, dat ass e Constat.

Do sëtze jo och net nëmme Juristen, déi elo Avise kënne maachen. En plus ass et eng Tripartite am CNE. Dat heescht Patronat an d'Gewerkschafte sinn do. Déi si jo awer och schonn am CES zesummen. Dat heescht, et misst jo guer net sinn, dass déi och zesummen am CNE sëtzen.

Ech sinn dergéint, dass do nëmmen Auslänner sinn, well ech eeben der Meenung sinn, dass de Vivre-ensemble sech zesummen organiséiert. Mee, wéi gesot, also wann Der géift erlaben, och par rapport zu Ärer Motioun ... Ech wëll hei elo kengem virgräifen, mee ech mengen, mir missten emol fir d'éischt kucken, wat d'Missioun vun deem CNE an Zukunft ass. Mir misste fir d'éischt kucken, wat de Sënn an den Zweck dovunner ass.

An ech hunn hei ganz flott Iddie fonnt. Nämlech, effektiv vläicht d'Integratiounskommissiounen och ze begleeden, de Vivre-ensemble matzegestalten, ze hëllefen, wou Hëllef gebraucht gëtt; vläicht a méi klenge Gemengen an esou. Ech wär immens frou, wann Der d'accord wäert, dass mer ons do nach e bësse méi Zäit géife ginn, nach de Leit do géifen nolauschteren, well et ass net prett. Mir sinn net prett, well en einfach net fonctionéiert. Dat heescht, et huet och keen Zweck, d'Missiounen elo ze stäerken, well d'Missioune funktionéieren net, wéi se am Moment eebe gestalt ginn. Ech wollt dat just eng Kéier soen.

Et ass och ganz vill haut vu Kanner a Jugendleche geschwat ginn. Déi sinn essenziell, fir eng anstänneg Integratioun hei am Land a fir e flott Zesummeliewen. Dofir hu mer och an de PAN-Projeten den Accent op Jonker gesat, besonnesch wat d'Diskriminatioun eeben ugeet.

De Charles Margue huet vun transversalen Aufgabe geschwat. A genau dat ass, mengen ech, den A an den O. Mir schaffen hei un engem Integratiounsgesetz. Mir schwätzen hei doriwwer, mee effektiv: Do fält esou vill mat do dran - jiddwereen huet dovunner geschwat -: d'Educatioun, de Logement, mee och ganz aner Beräicher, wéi den Environnement.

Dofir sinn ech och net ganz averstanen, wann Der schreift, Här Galles, an der Motioun an Ärem Invite: « à saisir d'office d'un avis le Conseil national des étrangers pour tous les projets ciblant la situation des étrangers et de leur famille. » Ech sinn der Meenung, dass alleguer d'Gesetz se cibléieren, ouni Ausnam. All d'Gesetzer si fir alleguer d'Bierger hei am Land! An eventuell souguer och fir d'Frontalieren. Dofir hunn ech do e bëssen de Bauch wéi. Ech verstinn awer, wat Der mengt. Mee ech probéiere just, Iech ze äntwerte par rapport zu deem, wéi ech et am Moment spieren.

Dann d'Conseillers à l'intégration. Wéi gesot, déi hu mer agefouert. Et sinn der elo zwee agestallt ginn. Déi si bei der ASTI a beim CEFIS, mengen ech. Mee dat war effektiv op eis Demande hin, fir d'Gemengen och besser kënnen do ze begleeden. An effektiv wier och eng Vernetzung vun den Integratiounsbeoptraagten natierlech eng flott Saach. Och do nees vläicht e klenge Wénk op den CNE.

Wéi gesot, ech mengen, mir sinn nach net ganz zeideg. Mir mussen nach e bëssen driwwer schwätzen, nach e bëssen nolauschteren an nach e bësse kucken, wat Sënn mécht. Well dat Organ, dat dann do soll geschafen oder reforméiert ginn, soll ons jo alleguer hëllefen och hei, fir d'Zesummeliewen hei am Land besser ze organiséieren.

Da vläicht nach e lescht Wuert, well et mer ganz wichteg ass! Hei ass de Mëtten e puermol gesot ginn, mir wiere géint d'Assimilatioun. Ech sinn do total dergéint! Ech mengen net, dass mäi Modell deen ass, deen anerer musse fir sech iwwerhuelen, esou wéi ech liewen, esou wéi ech och kengem anere säin iwwerhuelen. Jiddwereen ass eenzegaarteg.

An ech kommen hei net dolaanscht, eng Kéier kuerz ze soen: Här Keup, dat wat Dir gemengt hutt, dat war Assimilatioun! „D'Leit kommen heihinner a si hu sech hei gefällegst unzepassen!" Ech sinn net där Meenung!

Ech sinn der Meenung: Déi Leit, déi heihinner kommen, déi bréngen e Räichtum mat, déi sollen ons hei kenne léieren a mir si kenne léieren. An dat Zesummeliewen, wat Dir jo net verstanen hutt als Wuert, dat Zesummeliewen, dat zesumme wuessen, mee dat ass dat, wat ons staark mécht. Dat ass dat, wat ons eenzegaarteg mécht. Dat ass dat, wat aus Lëtzebuerg Lëtzebuerg mécht! An dat wollt ech awer och nach hei gesot hunn.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Familljeministesch, der Madamm Corinne Cahen. An da Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Et geet awer éischter an d'Richtung vun enger Fro.

Ech wollt fir d'éischt emol der Familljeministesch Merci soe fir hir Erklärungen. Also, mir sinn, denken ech, politesch do ganz no beieneen. Dir hutt d'Integratiounskommissiounen ugeschwat, wou ech och Ärer Meenung sinn, dass déi mussen ausgebaut a gestäerkt ginn. Elo ass mir awer eng Gemeng bekannt, wou et net esou ass, dass nëmme Leit, déi d'origine aus enger anerer Natioun komm sinn, do aktiv sinn, mee wou Leit mat rietspopulisteschem Gedankegutt iwwert déi Ausschreiwung an esou eng Integratiounskommissioun komm sinn.

Wär et dann do net gutt, wa mer d'Gesetzer schonn änneren, dass mer do Schrauwen abauen, dass eeben esou eppes net ka geschéien, fir dass och d'Gemengeréit méi Informatioune kréien, wie sech iwwerhaapt do wëllt mellen? Well et ass jo esou: Déi Integratiounskommissioun gëtt net vun de Parteie besat, mee do mellen einfach Leit sech aus der Gemeng. An do kann et jo geschéien, wéi et och elo an enger Gemeng geschitt ass, dass sech da Leit mat rietsradikalem Gedankegutt gemellt hunn. Ob een do net an Zukunft sollt e puer Schrauwen abauen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, merci fir d'Fro. Ech hunn natierlech elo, ech ginn dat zou, wierklech grouss Schwieregkeeten, fir heirobber ze äntwerten. Well wien definéiert, wien e rietst Gedankegutt huet? Domadder geet et jo emol schonn un.

Zweetens ginn ech hei ganz gären zou, dass ech keng Erfarung hunn an Integratiounskommissioune selwer, well ech net an der Gemengepolitik aktiv war bis elo. Mee mir sollen doriwwer schwätzen, wien iwwerhaapt an déi Integratiounskommissioune soll kommen, wien dat bestëmmt a wien doranner soll kommen. Et gëtt Integratiounskommissiounen, déi formidabel gutt fonctionéieren, an et gëtt der, déi am Fong iwwerhaapt net fonctionéieren. An ech mengen, dat ass jo och den Objet vum Gesetz. Een Deel vum Gesetz si jo déi Integratiounskommissiounen.

Dofir sinn ech de Mëtten heihinner komm. Mee mir wäerten hoffentlech och nach weider driwwer schwätzen, fir dass mer do och zu enger Konklusioun kommen, wien iwwerhaapt do an esou enger Integratiounskommissioun soll sinn, denken ech.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Nach Parole après ministre fir den Här Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Jo, d'Madamm Cahen huet grad gesot, dass si strikt géint Assimilatioun ass an dass si dat net gutt fënnt, wa Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, sech upassen. Also ech kann dat net verstoen. Ech muss soen, ech kennen extreem vill Leit, déi sinn assimiléiert, ...

(Interruption)

... wat och net heescht, dass se alles opginn hunn, wat vläicht vun hiren Elteren oder Grousseltere komm ass. An déi si ganz frou doriwwer, dass se sech konnten assimiléieren, dass se sech konnten ...

Ech gesinn dat och als änlech, als Synonym vun Integratioun. Dat ass also guer näischt Schlechtes. An ech sinn och e bësse schockéiert, wéi Dir dat elo hei an d'Negatiivt zitt. Ech mengen, dat ass och par rapport zu deenen Auslänner, déi sech wëllen assimiléieren, déi sech wëllen integréieren, a mengen Aen eng Ausso, déi net gutt ass, déi net positiv ass.

An dat anert, wat ech nach wollt soen, dat hutt Der och ugeschwat, dat ass dee sougenannte Vivre-ensemble. Ech hunn a menger Ried gesot, dat wier eng Floskel. Dat kléngt ganz gutt. An Dir sot dann och: „Mir liewen am Respekt." Dat ass an der Rei: Mir halen eis un d'Gesetzer, mir gi schaffen, mir si respektvoll een zu deem aneren ...

Mee wat bedeit dee Vivre-ensemble elo wierklech? Gi mer zesummen an de Park? Gi mer zesummen an d'Veräiner? Oder gi mer getrennt? An dat ass net eng Fro vu Vivre-ensemble, dat ass eng Fro vun entweeder Integratioun oder Parallellgesellschaften.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Ech mengen, op déi zweet Fro hat ech a menger éischter Ried scho geäntwert, déi jo schonn en long et en large erkläert huet, dass d'Haaptintegratioun an d'Zesummeliewe sech virun allem emol an de Veräiner maachen.

An ech géif do och nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat d'Madamm Asselborn-Bintz gesot huet, nämlech: „D'Musek ass universell." D'Musekveräiner, d'Sportsveräiner: Et ass do, wou d'Zesummeliewe sech organiséiert. Et ass do, wou ee sech kenne léiert. Et ass do, wou een och deem anere seng Sprooch léiert an och emol vläicht deem anere seng Us et coutumes, déi net onbedéngt ëmmer déi nämmlecht musse si wéi bei engem selwer doheem.

Fir de Rescht, ech hunn net gesot, d'Leit dierfte sech net upassen oder misste sech upassen. Ech fannen „upassen" ass jo scho ganz schlëmm. Mir léieren ons géigesäiteg kennen a mir kucken alleguerten, dass mer och net iergendwéi virageholl an eng Integratiounsdiskussioun eraginn. Jiddwereen huet Stäerkten, jiddwereen huet Schwächten a jiddweree bréngt säint mat.

An et ass doduerch, dass mer deen Knowhow hei och hunn, deen esou grouss ass, well e vun iwwerall aus der Welt kënnt! Mee mir mussen och oppassen - an do kommen ech dann nach eng Kéier zréck op dat, wat och gesot ginn ass -, dass mer net eppes verwiesselen a mengen, Leit mat engem auslännesche Background, dass dat automatesch Leit wieren, déi a sozialer Prekaritéit sinn. Där sinn der leider ganz vill derbäi. Ech mengen, den Här Galles huet dat ganz genee erkläert. Mee mir hunn och ganz vill Leit, déi op Lëtzebuerg wunne kommen, well se hei en Job hunn, well se hei an enger Firma schaffen.

A mir wëllen och, dass och déi hei zu Lëtzebuerg mat eis zesummeliewen, dass se wëssen, wou se sinn, dass et net egal ass, wou se an der internationaler Firma schaffen, a mir wëllen hinnen och weisen, wa se ukommen, wa se sech umellen, wou se sinn, wie mir sinn. A mir wëlle si och kenne léieren, well si ons och hëllefen, d'Zukunft vun dësem Land ze gestalten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President, a merci, Madamm Minister, fir déi vill Äntwerten. Ech weess, dass ech ganz vill Froe gestallt hunn. An Dir hutt op ganz vill Froe geäntwert. Dat weess ech ze schätzen. Et sinn nach dräi Froen, déi iwwregbliwwe sinn. An ech froen einfach just, ob do nach eng Äntwert méiglech wär.

Dat Éischt ass, ech hat gefrot vun deem neie Service, dem SIA, dem Service de l'intégration et de l'accueil fir déi Kanner, déi nei an d'Land kommen. Deen ass, mengen ech, elo ganz nei. Deen ass am Comité interministériel virgestallt ginn. Kënnt Dir mir soen oder wësst Dir schonn, wéini dass deen operativ wäert ginn?

Déi zweet Fro ass: Et ass och e puermol erwäänt ginn, eeben déi Evaluatioun vun der OECD par rapport zu eisem Integratiounsgesetz. Wéini kann een do mat Resultater rechnen? Oder hat Der dat vläicht erwäänt? Ech hunn et vläicht net matkritt? Ech si mer do net ganz sécher.

An déi drëtt Saach, dat ass eng Propos, déi ech um Schluss gemaach hunn, nämlech vun engem och wëssenschaftleche Monitoring vun eiser Integratiounspolitik. Fir mech stellt sech d'Fro, ob Dir lech scho virstelle kënnt, am Kader vun engem neien Integratiounsgesetz och virzegesinn, dat wëssenschaftlech ze monitoren an ze begleeden, soudass eeben dann déi verschidde Fuerschungsinstituter och kënnen hiren Apport bréngen, fir dat Gesetz och op esou eng Aart a Weis da reegelméisseg ze evaluéieren.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Galles. D'Wuert geet zréck un d'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, villmools merci.

Déi éischt Fro: Jo, de SIA, dat ass beim MENJE, beim Ministère de l'Éducation nationale. Do geet et eeben effektiv drëms, dee Service de l'intégration et de l'accueil ze schafen, fir systematesch och alleguer d'Kanner, déi nei ukommen, en charge ze huelen. Do gëtt, wéi gesot, dru geschafft. Ech kann awer och noreechen, wou dat drun ass. Dat wéisst ech elo net.

Dat Zweet ass - dat hat ech gesot, mee ech hat gesinn, dass Der dee Moment beschäftegt waart -: D'OECD, do erwaarde mer eis fir hoffentlech Enn Februar, uganks Mäerz d'Resultater, well mer ons do och erhoffen, dass mer Best Practices aus anere Länner vläicht par rapport zu onsem Integratiounsgesetz eng Kéier kënne gesinn, dass si ons dat dann och matliwweren. Well, ech mengen, et brauch een net ëmmer d'Rad nei ze erfannen. Wann et op anere Plaze flott Saache ginn, da soll ee sech déi op jidde Fall emol ukucken.

An dat Drëtt ass: Ech sinn ëmmer der Meenung, dass ee muss Saachen evaluéieren. Ech wëll awer net elo schonn iwwer e Gesetz schwätzen, wat elo emol nach net geschriwwen ass. Dofir, eent nom aneren. Mee effektiv, mir mussen ons do ëmmer begleede loossen. Mir maachen dat och. Ech hat och a menger Ried gesot: Vum LISER a vum CEFIS loosse mer ons begleeden, justement fir dass mer net an d'Blannt eran einfach Integratiounspolitik oder Vivre-ensembles-Politik oder Citoyennetéitspolitik maachen, dass mer ons do och wierklech net nëmmen op d'Bauchgefill an op „Ech kennen een, deen ee kennt, dee gesot huet oder dee vun do koum" verloossen, mee dass mer dat och wierklech alles op Fakte baséieren.

Ech mengen, dass dat ganz, ganz wichteg ass, well mir hunn alleguerten - ech hat jo och meng Ried domadder ugefaangen - Erlieftes. Mir sinn alleguerte Kanner vun iergendenger Generatioun, déi vläicht net all zu Lëtzebuerg gebuer sinn an esou weider. An ech mengen, mir sollten ons do wierklech begleede loossen, fir den Discours an d'Diskussiounen och ëmmer ze versachlechen, an net nëmmen op d'Bauchgefill an op d'Héieresoe goen an op dat, wat mir kennen a wéi ons Nopere liewen, mee wierklech eng versachlecht Diskussioun féieren.

Déi hätt ech och gären, fir dëst Gesetz ze schreiwen, well et e Gesetz ass fir de Vivre-ensemble am ganze Land. An do, mengen ech, sollte mer d'Diskussioune scho versachlechen. Dat wär mäi Wonsch, jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zu dem Vott vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Dat ass déi Motioun, déi vum Här Max Hahn deposéiert gi war. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen?

Den Här Paul Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen dem honorabele Kolleeg Max Hahn an och deenen anere Cosignatairë Merci fir dës Motioun. Mir kënnen ...

(Interruptions)

Wat sot Der?

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, e bësse méi roueg, well soss versteet een net vun där enger Säit op déi aner. Här Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Ech mengen, ech sinn einfach ze grouss, Här President.

(Hilarité et interruptions)

Ech sëtze mech. Jo.

Ech soen dem honorabele Max Hahn Merci fir dës Motioun, an och de Cosignatairen. Et ass eng Motioun, déi mir prinzipiell kënne mat ënnerstëtzen. Si ass natierlech immens allgemeng gehalen. An ech hoffen, dass mer net an dee Fall kommen, dass een d'Regierung allkéiers muss per Motioun opfuerderen „à poursuivre ses efforts". Et schéngt mer eng Selbstverständlechkeet, dass d'Regierung d'Efforte poursuivéiert.

Mee si ass esou allgemeng gehalen. Ech mengen, si geet och an déi richteg Richtung. Mir begréissen

och, dass mer da sollen eeben zum Enn vum éischte Semester 2021 eng Evaluatioun virgeluecht kréien an déi och kënnen diskutéieren. An deem Sënn si mir d'accord mat dëser Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Ass nach eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Kënne mer iwwert déi Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun bei 4 Enthalungen ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi Motioun, déi vum Här Fred Keup deposéiert ginn ass. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen?

Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Mir hunn eis alleguer déi Motioun hei ugekuckt. An ech muss soen, ech sinn awer e bëssen, jo, vläicht och an enger anerer Welt wéi verschidde Leit heibannen. Also, ech sinn der Meenung, dass zu Lëtzebuerg nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschwat ginn ass an dass zu Lëtzebuerg nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschriwwe ginn ass wéi an dësen Zäiten.

Kuckt emol Är SMSen! Déi sinn op Lëtzebuergesch. Är WhatsAppe sinn op Lëtzebuergesch. Är Maile sinn op Lëtzebuergesch. D'Lëtzebuergesch-Coursen an de Gemengen, déi sinn ausgebucht! D'Coursen um Institut national des langues, um INL, déi sinn ausgebucht. Do sinn immens vill Leit, déi sech aschreiwen.

An dat, wat mir immens wichteg ass: D'Lëtzebuerger Literatur war nach ni esou present wéi an dësen Zäiten! Ech géif de Kolleege vun der ADR proposéieren, eng Kéier an e Bicherbuttek ze goen. Mir hunn der jo, déi sinn net allze wäit ewech. Ech wëll keen nennen, fir keng Reklamm ze maachen. Gitt emol eng Kéier kucken, wat do alles vu Lëtzebuerger Auteure geschriwwe gëtt! Also, ech mengen, mir si wierklech an enger Zäit, wou d'Lëtzebuerger Sprooch ganz, ganz gutt dosteet.

Zu Ärer Motioun. Dir fuerdert, dass mer d'Lëtzebuergescht sollen an d'Vitrinn stellen: op Schëlter, Pannoen, Nimm, Beschreiwungen, Informatiounen. Also, ech mengen, mir sinn alleguerten Deputéierter. Mir kommen alleguerten duerch d'Land. Mir kommen a Gemengen, wou mer net wunnen. Also, kuckt emol eng Kéier d'Stroosseschëlter an de Gemengen! Wivill Gemengen hu Stroosseschëlter, déi op Lëtzebuergesch an op Franséisch sinn, oder souguer zum Deel nëmmen op Lëtzebuergesch?!

Kuckt emol déi Flouernimm, déi benotzt ginn an de Gemengen! Ech huelen der elo e puer aus der Gemeng, wou d'Madamm Hetto an ech hier sinn: „Um Bëschel", „Op der Tonn", „Op de Fréinen", den „Iernzwee"; zu Iechternach: den „Troosknéppchen". Dir kënnt mer jo awer net soen, dass dat elo Däitsch oder Franséisch ass!

An dann: déi bekannte Lëtzebuerger, déi mer hunn, ob dat elo den Edward Steichen ass oder anerer, d'Grande-Duchesse Charlotte. Wivill Nimm gëtt et an de Gemengen op Lëtzebuergesch an op Franséisch?!

An dann d'Stroosseschëlter, wann Der an eng Gemeng erakommt, wou e Stroosseschëld steet, wou Der musst hifueren. Do steet „Gemeng", do steet net „Commune" drop. Do steet „Bëschkierfecht", do steet „Sportzentrum Atert" oder do steet zu Kanech „Sportzentrum a Wëllems".

An dann eis Industriezonen. Ech kenne se net alleguer, ech nenne se awer: d'„Gadderscheier", „Hanebësch", d'„Laangwiss", „Schéleck". Dat si jo awer Lëtzebuerger Nimm! Also ech weess net, wat Der wierklech elo nach gären hätt, dass mer méi solle maachen!

An dann d'Ortstafelen, wou Der an d'Uertschaften erafuert. Also, wa mech net alles täuscht, da sinn d'Ortstafelen am ganze Land an zwou Sproochen. Also, ech mengen, dass mer wierklech do ganz, ganz gutt opgestallt sinn.

Ech weess net, wat mer wierklech solle mat dëser ADR-Motioun maachen, ausser se ze verwerfen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur, den Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, merci. Merci, Här Baum, fir déi Remarken. Ech mengen, Dir wunnt jo awer e bëssen an där selwechter Welt wéi ech, wann och vläicht an engem aneren Eck vum Land. Ech weess net genee, wéi et do zu Jonglënster an Ëmgéigend ass. Mee op jidde Fall do, wou ech wunnen, an op mengem Wee fir hei an d'Stad, do begéinen ech net vill op Lëtzebuergesch. Do sinn d'Stroossennimm net op Lëtzebuergesch.

(Exclamations)

Mat der Ausnam vu verschiddene Stroossen hei am Stadzentrum, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

... wou se kursiv ënnendrënner geschriwwe sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi Andacht!

M. Fred Keup *(ADR).*- All déi nei Nimm, déi och an der Stad benotzt gi fir nei Stroossen, sinn normalerweis just op Franséisch. Dat ass an de meeschte Gemengen de Fall. An och soss, normalerweis steet do an de meeschte Gemenge „Centre sportif" an et steet net do „Sportzentrum". Esou wéi et beim neie Stadion ass. Ech hu jo gesot, dat ass esou bei ganz ville Saachen: „Maison relais", de „CGDIS". Iwwerall huele mer Nimm, déi net op Lëtzebuergesch sinn. An dat ass schued!

Wat ech hei am Fong froen, dat ass eppes, wat mer zougedroe gëtt vu ganz villen Auslänner, déi dat froen. Déi froen einfach: „Firwat hätt Der gär, dass mir Lëtzebuergesch léieren, mee Dir benotzt d'Sprooch selwer awer net?"

Plusieurs voix.- O!

M. Fred Keup *(ADR).*- Si verstinn dat net. Dat ass e Widdersproch.

(Interruptions)

Dat hei géif jo kengem Mënsch wéidoen. Ech froe mech: Wéi kann een hei dergéint si fir ze soen: Ma kommt, mir kucken, wéi mer kënnen am Land - vun den Ortstafele steet jo emol näischt do - esou vill wéi méiglech Schëlter, déi iergendwou sinn, oder Nimm vun Institutiounen, vu Stadionen, vu Sportshalen, op Lëtzebuergesch hunn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. Dann ass d'Wuert fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. A merci och hei fir dës Motioun. Ech hunn elo gutt nogelauschtert an ech verstinn u sech déi zwou Säiten. Ech versti ganz gutt. wat de Gilles Baum seet, dass eebe ganz vill Plazen zu Lëtzebuerg kloer an däitlech a gutt a schéin an och deelweis lëschteg Lëtzebuerger Nimm hunn. Et ass ganz gutt esou, dass et esou ass. Ech verstinn awer trotzdeem och zugläich d'Uleies hannert dëser Motioun, well een ëmmer nach ka méi maachen a well et trotzdeem en Uleies ass, wat och vun enger Rei Leit formuléiert gëtt.

Ech wëll awer derbäisoen, dass dat, wat u mech erugedroe gëtt ... Ech weess, dass mer alleguerten e bëssen an eiser Bulle liewen an dass mer dann eebe vun deene Leit informéiert ginn, déi mer kennen. Mee d'Leit, déi ech begéinen, soe mer virun allem, dass si Lëtzebuergesch léieren, jo, a si léiere Lëtzebuergesch gären. Auslänner léiere Lëtzebuergesch gären. Si léieren da Lëtzebuergesch. Dann hu se Lëtzebuergesch geléiert, ginn op Konferenzen, déi op Lëtzebuergesch gehale ginn, a traue sech awer net, do e Wuert ze soen, well hinnen den Niveau ze héich ass. A si wënsche sech, dass Mënschen, dass mir Lëtzebuerger do sinn, fir hinnen och beim Praktizéiere vun der Sprooch ze hëllefen, net eleng beim Léieren.

Dofir geet mir dat Wuert „an d'Vitrinn stellen" bei Wäitem net duer. Dat, fannen ech, geet net duer. Do misst nach vill hannendru kommen, nämlech och dat Léiere beim Praktizéieren. Ech géif dofir, einfach well ech probéieren, déi zwou Saache géinteneen ofzeweien, menger Fraktioun proposéieren, eis hei ze enthalen, ...

Plusieurs voix.- O!

M. Paul Galles *(CSV).*- ... wuel wëssend, dass d'Uleies ganz interessant ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu bis viru Kuerzem an der Sonnestrooss gewunnt.

Une voix.- A!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Déi Strooss huet kee franséischen Numm.

Une voix.- Tipptopp.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech wunnen elo um Bockebierg. Déi Strooss huet kee franséischen Numm!

Wann ech déi heite Motioun géif konsequent iwwerleeën, misste mer also aus der Sonnestrooss, fir d'Méisproochegkeet ze férderen, net nëmmen d'Sonnestrooss maachen, mee och nach d'Sonnenstraße a vläicht och nach eng Rue du Soleil. An aus dem Bockebierg wéisst ech net emol, wéi ech dat géif op eng aner Sprooch iwwersetzen.

(Interruption)

Ech wëll mer et zumindest net virstellen. Et kéint fir e bësse Gelächter suergen.

Et ass iwwregens net onbedéngt ëmmer praktesch, an enger Strooss ze wunnen, déi e lëtzebuergeschen Numm huet, well wann Der emol eng Kéier engem, deen lech eppes liwwere soll, musst „Sonnestrooss" buschtawéieren, mat zwee o an zwee s, an dat net nëmmen eng Kéier, mee e puermol am Dag, da wësst Der ganz séier, datt et heiansdo net praktesch ass, wann eng Strooss op Lëtzebuergesch „-strooss" heescht.

A vun aneren Termen, déi mer dann och op Lëtzebuergesch benotzen, weess ech net, ob et eng Plusvalue huet, wa mer der „Maison relais" elo e lëtzebuergeschen Term géife ginn, deen am Alldagssproochgebrauch net benotzt gëtt.

Fir mech ass dat heiten ganz kloer eng Motioun, fir eppes ze fuerderen, woubäi et u sech kee Problem gëtt. Well et geet drëm, Lëtzebuergesch ze benotzen. Dat ass am Dialog! Dat ass an den ëffentlechen Debatten! Dat ass hei an der Chamber! Dat ass dobaussen, wa mer mat Leit schwätzen!

Et ass net e Schëld, wat mécht, datt eis Sprooch méi oder manner wäert gëtt. Wat eis Sprooch méi wäertvoll mécht, ass, se ze benotzen. Een, deem dat heite wichteg ass, dee kann e Buch schreiwen op Lëtzebuergesch. Dee ka Lëtzebuergesch schwätzen. Dee kann audiovisuell Medie benotzen. Mee e Stroosseschëld ze iwwersetzen, dat ass Symbolpolitik vum Feinsten. An dat brëngt eis weeder an der Integratioun nach am Gebrauch vum Lëtzebuergesche weider. An dofir wäerten d'Piraten och géint dës Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Sven Clement. Da geet d'Wuert un d'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Jo, also, wéi ech elo just den Här Keup héieren hunn, do deet et mer leed, datt en d'Stad net besser kennt. Well da géif e wëssen, datt hei ganz vill Stroossen hire Lëtzebuerger Numm hunn an datt se d'ailleurs och esou markéiert sinn.

Ech huelen emol nëmme just déi hei ronderëm, do, wou mir hei sëtzen. Hei déi Strooss, déi hanne laanschtgeet, do, wou ee vis-à-vis vun dem Cité kann erakommen, wat ass dat? Dat ass d'Lantergässel. An déi steet och esou drënner. Hei virdru laanscht ass d'Dräikinneksgässel.. De Gruef, wësst Der, wou deen ass? Deen ass just do uewen. D'Fleeschiergaass. An der Bakes - dat wësse vläicht déi mannst -, dat ass uewe bei der Theaterplaz. An elo kéint ech weiderfueren: also, d'Chiggerisgaass, d'Rue du Nord ...

(Interruptions diverses)

Voilà! An nach méi an nach méi! Wie seet nach méi? Also, mir halen hei eis laang a schéi Geschicht ganz am Respekt a mir schreiwen dat och souguer op d'Schëlter.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

Une voix.- D'Ënneschtgaass.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- D'Ënneschtgaass nach. Voilà!

M. André Bauler *(DP).*- D'Rue Notre-Dame.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech wollt em dat awer just soen.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Polfer. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech mengen, ech sinn dee Leschten, deen elo wäert schwätzen. Den Här Haagen, dee kuckt mech scho ganz bedrolech.

(Hilarité)

Ech kann och fir d'éischt emol menger Buergermeeschterin awer zoustëmmen.

(Exclamations)

An dat kënnt seele vir.

(Interruption)

Ech hunn et ni am Gemengerot gemaach, da maachen ech et hei.

Mee et wier awer och gutt, wann tatsächlech d'ADR sech e bësse méi mat der Lëtzebuerger Sprooch, mat hirer Geschicht a mat hirer Aktualitéit géif auserneesetzen, amplaz ëmmer nëmme mat Parolen ze kommen. Well et huet ee wierklech den Androck, datt d'ADR wierklech onbedéngt wëllt, aus ideologesche Grënn, déi näischt mat der Realitéit ze dinn hunn, esou maachen, wéi wa Lëtzebuergesch géif verschwannen.

Ech hu virdrun an der Ried gesot - ech hat se ugefaangen domadder -: „Viru 40, 50 Joer hätte mer déi Debatt hei op Franséisch gehalen an elo hale mer se op Lëtzebuergesch." Ech hunn nach ni esou vill ... Ech hunn an den 90er Jore vill manner Lëtzebuergesch geschriwwe wéi elo am Alldag. An esou weider.

A wann ee wierklech wëllt konkreet agéieren, an dat ass scho gesot ginn, och vum Här Gilles Baum, ben, ech kann nëmme soen: Meng Fra ass och ageschriwwen an de Lëtzebuergesch-Coursen. Fir beim INL, dem Institut national des langues, d'Online-Inscriptioun ze maachen, wann et lassgeet an du hues den Datum, da bass de um 8.00 Auer moies virum Computer an du wëlls dech direkt aschreiwen! Well et gëtt net genuch Plazen. Et gëtt esou vill Auslänner, déi Lëtzebuergesch wëlle léieren, net nëmme well et nëtzlech ass, mee well et si och interesséiert a well et tatsächlech och nach nëtzlech ass. D'Realitéit huet dat elo bewisen.

Do mat de Stroosseschëlter, wann Der ... Bon, ech mengen, et ass schonn alles gesot ginn. D'Madamm Polfer huet et gesot, den Här Clement huet et gesot, firwat dat superfetatoire ass, oder wéi de Marc Baum dat géif op gutt Lëtzebuergesch soen: „iwwerflëssseg wéi de Schësser" ass.

Merci.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen mat 38 Nee-Stëmmen an 18 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 4 voix pour, 35 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Motion 3

Da komme mer zum Vott vun der Motioun Nummero 3. Dat ass déi Motioun, déi vum Här Galles deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Den Här Max Hahn, wannechgelift.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, bon, ech mengen, ech hunn et virdrun a menger Interventioun gesot, ech ginn et awer zou, ech war net deen Eenzegen, deen dervu geschwat huet - d'Ministesch hat et annoncéiert, ech mengen, de Paul Galles hätt och esou eppes, op d'mannst nuancéiert, dra gehat, aner Kolleegen och -: Dat ass, dass de CNE net esou fonctionéiert, wéi mer eis dat virstellen! An ech däerf dat soen. D'Ministesch huet et och virdrun hei annoncéiert. An dofir soll dee reforméiert ginn. Dee soll nei opgestallt ginn. Et soll gekuckt ginn: Wat sollen an Zukunft deem seng Missioune sinn? A wéi soll d'Fonctionnement genau dervu sinn?

Dat heescht, wat den Här Galles eigentlech a senger Motioun fuerdert, dat kënnt Der ... Ech mengen, Dir kënnt déi Motioun vläicht nach versuergen, fir, wa mer dann zesumme gekuckt hunn, wéi mer de CNE opstellen, fir vläicht dann déi Motioun nach eng Kéier erauszehuelen.

Ech géif einfach mengen, se wier elo e bësse verfréit. Dofir géif ech da proposéieren: Zu dësem Moment, wéi gesot, mécht et fir eis elo relativ wéineg Sënn, aus deem Grond, deen ech lech grad genannt hunn, fir déi heite Motioun elo matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur, den Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Also, ech ka mer elo zwou Léisunge virstellen. Déi eng ass eeben, den Text esou ze reformuléieren, wéi d'Madamm Ministesch et och e bëssen ugedeit huet a wéi et tatsächlech och an eisem Sënn ass. Nämlech, dass een amplaz vu just „renforcer" och hischreift „renforcer et redéfinir", an dann ënnen och net schreift „tous les projets ciblant la situation des étrangers et de leurs familles", mee einfach „tous les projets de loi". Dat kéinte mer maachen.

Oder anerersäits ass och einfach d'Fro, ob awer trotzdeem eng Ouverture do ass vläicht vum President och vun der Commission de la Famille, dass ee seet: „Ma mir huelen et eng Kéier an déi Kommissioun." An dann huele mer et an engem gegeebene Moment fir de Fall, wou et dann esou wäit ass, dass mer op deem Punkt sinn, dass de CNE soll reforméiert ginn.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Galles. Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

(Interruption par M. Max Hahn)

Nee, den Här Max Hahn kritt et fir d'éischt.

M. Max Hahn *(DP)*.- Jo, well ech direkt ugeschwat gi sinn. Ech mengen, fir allgemeng nach eng Kéier iwwert de CNE ze schwätzen - ech mengen, mir hunn dat haut vill gemaach -, mee dat kënne mer awer ganz gären an enger vun den nächste Kommissiounen nach eng Kéier maachen. Virun allem och vläicht, fir dann nach eng Kéier méi déifgräifend erklärt ze kréien, firwat - wéi gesot, ech hat elo nëmmen eng kuerz Interventioun - dat am Moment eeben nach kee Sënn mécht.

An Dir kënnt dann awer vläicht och zu Ärem kommen, wann Der deen een oder deen anere Punkt awer wéilt elo nach abauen oder erabrénge fir ze kucken, wann de CNE da soll anescht oder nei opgestallt ginn, wat vläicht Är Iddien do sinn. A fir d'Kolleegen, wéi gesot, vun den anere Fraktiounen a Sensibilitéite gëllt natierlech déi selwecht Offer.

Dat heescht, ech géif proposéieren, wann Dir alleguerten averstane sidd, an haaptsächlech da fir lech, Här Galles, well Dir d'Motioun jo agereecht hutt, dass mer déi da gären eng Kéier als Theema ..., net vläicht d'Motioun selwer, mee den Theema CNE respektiv: „Wéi solle mer en nei opstellen?", dass mer eis dat eng Kéier op den Ordre du jour huelen an eis dann domat intensiv beschäftegen.

Une voix.- Dat ass eng ganz gutt Iddi.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Hahn. Här Galles, kënnt Der mat der Propositioun vum Här Hahn liewen, fir déi Motioun an …?

M. Paul Galles *(CSV)*.- Jo, Här President. Ech weess elo net, ob dat wierklech dann d'Propositioun ass vum Här Hahn, mee ech kann awer trotzdeem mat där Propositioun, wéi ech se verstanen hunn, liewen. Ech mengen, dass d'Theema einfach soll eng Kéier an der Familljekommissioun diskutéiert ginn an dass dat e wichtege Schrëtt wär.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. D'Madamm Familljeministesch, wannechgelift.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci. Ech hat lech jo och ugekënnegt, dass, wann d'sanitär Mesuren et erlaben, mer do natierlech och op den Terrain a bei d'Gemenge ginn - do wäerte mer ons alleguerte souwisou nach begéinen -, fir de Leit nozelauschteren an ze kucken, wat um Terrain genau gebraucht gëtt. An da wäerte mer souwisou an der Familljekommissioun dorobber zréckkommen, an net nëmmen op de CNE, well dat ass jo just en Deel vun deem ganze Gesetz, wat nei geschriwwe gëtt, mee op dat ganzt Integratiounsgesetz, wou dann och de CNE - oder wéi mer en da vläicht aneschters nennen, dat muss ee kucken - do dran ass.

Dat heescht, dat wäert souwisou nach geschéien. Déi Motioun haut hei, do gesinn ech am Fong elo net direkt de Sënn an Zweck dovunner, en vue vun engem ganz neie Gesetz, wou dat alles ganz nei definéiert gëtt. Mee ech verspriechen lech natierlech, dass mer do an der Familljekommissioun, sou wéi mer dat och gewinnt sinn an der Familljekommissioun, Här President, bestëmmt wäerten driwwer diskutéieren. A mir ass et jo wichteg, wéi ech lech haut och gesot hunn, och ëmmer nees Är Meenung ze héiere par rapport zu de verschiddene Sujeten, wéi mer d'Zesummeliewen hei am Land sollen organiséieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cahen.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Wien ass d'accord, fir dës Motioun bei d'Kommissioun ze verweisen? Dee soll d'Hand hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

(La motion n° 3 de M. Paul Galles est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4. Wie wëllt nach d'Wuert zu där Motioun ergräifen?

D'Madamm Josée Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Déi Motioun, déi geet jo drëms, dass eng Lëscht vun eidel stoenden ëffentleche Gebaier opgestallt gëtt. Mir fannen et natierlech alleguer heibannen, denken ech emol, wichteg, dass all eidel stoend ëffentlecht Gebai eng gutt Affektatioun kritt.

Ech hunn och elo Récksprooch geholl mat deene betraffene Ministeren. Dat ass engersäits den Här Bausch, anerersäits den Här Kox. Den Här Gramegna sëtzt och nach hei, well och am Domaine de l'État si Gebaier, déi dann ënnert d'Kompetenz vum Finanzministère falen. Ech hu verséchert kritt, dass dat do scho laang gemaach gëtt. An d'Beispiller an der Praxis beweisen et. Ech nenne just emol de Centre de logopédie, de Foyer Don Bosco, deen a Partnerschaft mat aneren eeben och fir Logement ëmaffektéiert ginn ass, d'Weilerbaach an eng ganz Rei aner Projeten, déi lafen. Beispillsweis huet de Ministère och elo e Garage op der Areler Strooss opkaaft, e Gebai, dat elo a sengem Besëtz ass a wou dann och Wunnenge wäerten dran installéiert gi fir Bénéficiaires de protection internationale. Donieft schafft de Ministère och zesumme mat der Caritas a mat aneren Acteuren, déi am Sozialberäich aktiv sinn. Och dat ass scho laang ënnerwee an dat ass elo net en neie Moment.

Da wëll ech awer och op d'Wichtegkeet vun de Gemengen hiweisen, déi och eng ganz Rei Wunnengen eidel stoen hunn, déi awer dann och zu engem groussen Deel zesumme mam Staat mussen affektéiert ginn. Beispillsweis d'Douanierswunnengen, wou den Här Kox momentan amgaangen ass, duerch d'Gemengen ze zéien. Ech selwer kann dat bezeien als Schäffin vun enger Gemeng, wou och Douanierswunnenge sinn. Do wäert de Fonds du logement elo e Projet maachen, fir endlech dann esou wäit ze kommen, dass déi Gebailechkeeten net méi eidel stinn.

Soudass mer proposéieren, déi Motioun hei net unzehuelen. Net, well se net gutt ass, mee well déi do Saach scho längst gemaach gëtt a ganz vill och schonn an déi do Richtung geschafft ginn ass. An deem Sënn: Mir zéien un engem Strang, mee dës Motioun ass an eisen Ae superfetatoire.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Den Här Fernand Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. Ech wëll ufänke mat engem Merci un d'Kolleege vun der CSV, well u sech ass déi Motioun hei den Ausdrock vun engem generéise Reflex. An ech mengen och, datt et, och wann et schonn, wéi d'Madamm Lorsché gesot huet, zum Deel gemaach gëtt, richteg ass fir ze kucken, wou Gebaier eidel stinn, ob mer net kënnen an engem genausou mënschleche Reflex eppes maachen, fir deenen, déi Hëllef brauchen, op deem Wee entgéintzekommen.

Mir bedaueren awer och, datt déi Motioun e bësse vag an e bësse generell gefaasst ass. Mir denken, et geet drëm, fir Leit, déi an Nout sinn, déi eng Sozialwunneng brauchen, fir deenen ze hëllefen. Awer ech muss rappeléieren, och an dëser Diskussioun, datt d'ADR eng aner Positioun wéi déi aner Parteien huet am Beräich vun der Migratiounspolitik. Mir soe selbstverständlech Jo zum Asyl. Jo, op der Basis vun deenen internationale Konventiounen, déi dat regéieren: d'Asylrechtskonventioun, d'Genfer Konventiounen. Awer mir hunn eng aner Positioun géintiwwer där Massenimmigratioun, déi mer säit 2015 hunn. Mir hunn dat an anere Gremien oder bei anere Diskussiounen dacks ernimmt.

Et ass esou, datt mir der Meenung sinn, datt Asyl net ze verwiesselen ass mat Immigratioun. En Asyl ass en temporairë Schutz, deen d'Leit kënnen hunn, sou laang wéi se e brauchen. A wa se en net méi brauchen, musse se an hir Länner zréck, fir do ze hëllefen, eng Friddensuerdnung opzebauen. Esou ass et am internationale Recht virgesinn. Esou ass et och vernënfteg. A mir wëllen einfach net op de Wee goe fir ze soen: Wien Asyl, wie Schutz huet, wat eng gutt Saach ass, deen huet och e Bleifrecht, eng Immigratioun gemaach an eist Land. Dat sinn zwou verschidden Diskussiounen.

An deem Sënn soe mer och ganz kloer, mir hunn dat op eisem leschten Nationalkongress och ëffentlech esou erkläert an duergestallt, datt déi Strukturen, déi mer gebaut hunn an eiser Politik nämlech …, wann d'Leit zréckginn an hir Länner, datt do vill Strukture fräi ginn, déi mer kënnen och als Sozialwunnengen duerno benotzen oder fir Logements accompagnés an aner Saachen, déi mer hei am Land och batter néideg brauchen.

Mir wëllen also kloer soen: Jo, mir mussen eppes maache fir Sozialwunnengen. Jo, mir mussen de Personnes nécessiteuses entgéintkommen, souwäit et nëmme geet. Awer nee, Asyl ass net ze verwiessele mat Immigratioun. An dofir ass déi Vermëschung, déi hei an dëser Motioun gemaach gëtt, fir eis de Grond, fir eis ze enthalen, obscho mer dee mënschlechen a generéise Reflex am Prinzip begréissen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci och fir déi Reaktiounen. Och besonnesch der Madamm Lorsché fir d'Opzielung vun all deem, wat scho geschitt, wat ech ganz interessant fannen. A si huet och ganz Recht, dass dat alles scho geschitt. Ech menge just, dass eeben eis Iddi hei e bësse méi wäit geet. Well et soll drëms goen, e Screening ze maachen, net nëmme vun deene Gebaier, déi eebe lo grad zoufällegerweis am Moment fräi stinn oder net benotzt ginn, mee och fir ze kucken: Wat ass dann déi Affektatioun, déi virgesinn ass? Wéi vill Joren dauert dat nach, bis déi Affektatioun dann esou wäit ass, bis mat deem Gebai erëm eppes Neies geschitt?

Dat heescht, do definéiere sech jo dann och Tëschenzäiten, déi ee kéint notzen als eeben Tëschenetappen, fir Mënschen och an deene Gebaier ënnerzebréngen. Also et géif net nëmmen drëms goen, eng 0-1-Lëscht (ndlr: eng Jo-Nee-Lëscht) - wat fir e Gebai ass elo gutt a wat fir e Gebai ass net gutt? -, mee och eeben d'Zäiten ze definéieren, wéini dass déi Gebaier kéinte genotzt ginn.

An deem Sënn mengen ech, dass dës Motioun méi wäit geet, quitte dass ech verstinn, wat d'Madamm Lorsché mengt, mee dass mer hei déi Motioun trotzdeem sollten ofstëmme loossen, well se eebe méi wäit geet wéi dat, wat schonn do ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. D'Madamm Lorsché kritt nach eemol d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, merci fir déi Propos, Här Galles. Mee ech menge schonn, wann ee Leit wëll wierdeg ënnerbréngen, da kann ee se jo awer net einfach an enger Schoul ënnerbréngen, déi awer herno erëm als Schoul soll funktionéieren. Och wa se elo, de Fall gesat, ee Joer géif eidel stoen. Eng Wunneng ass net dat selwecht wéi e Gebai fir eng Verwaltung respektiv eng Schoul oder fir aner Affektatiounen. An da géif dat jo bedeiten, dass déi Gebaier géifen ëmgebaut ginn als Wunnengen, an da wär deen Zweck, dee se herno missten erfëllen, erëm net ginn. Ech menge schonn, dass de Staat esou schlau muss virgoen, dass en awer seng Gelder, déi en zur Verfügung huet, geziilt muss asetzen an an déi Richtung schaffen, wou en dann och wëlles huet, herno méi laang weiderzeschaffen. An net an der Tëschenzäit eng Kéier ganz Gebaier ëmbauen an duerno nach eng Kéier ëmbauen, fir dann hir Endaffektatioun draus ze maachen. Ech gesinn dat do elo als relativ schwiereg un an der Realitéit. Mee d'Iddi ass emol ëmmer gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wollt just soen, dass ech d'Madamm Lorsché gutt verstinn. A si huet natierlech ganz Recht. Dofir wëll ech preziséieren: Et geet hei natierlech nëmmen ëm déi Gebaier, déi sech och dofir ubidden a wou och dann d'Ofweien tëschent Käschten an Notzen hannen um Enn och wierklech e Sënn ergëtt. Also et kéim net a Fro, e Gebai x-mol ëmzebauen an herno dann näischt dervu gehat ze hunn ausser nëmme Käschten. An deem Sënn ass et gemengt. De Screening soll jo och hëllefen, dann ze entscheeden, wat fir eng Gebaier sech dofir ubidden.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Galles. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott komme vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Enthalungen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

4. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement

Ier mer elo zum Projet 7547 kommen, géif ech d'Wuert nach un den Här Sven Clement gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 24. Januar war d'Journée internationale de l'éducation, de Weltbildungsdag, an an deem Kader huet d'Directrice générale vun der Unesco, d'Madamm Audrey Azoulay, gesot, datt d'Bildung e fundamentaalt Recht ass. A virun allem huet se Zuelen devoiléiert: datt 91 % vun alle Schülerinnen, Schüler, Studenten - dat sinn 1,5 Milliarde Mënschen - dëst Joer an hirer Bildung ageschränkt goufen, ageschränkt wéinst enger Pandemie, déi mer, mengen ech, alleguerte kennen, déi eis alleguerten e bëssen zum Hals eraushänkt, déi awer do ass.

Dës Pandemie huet also zu enger Rëtsch vun Desavantagë gefouert bei enger ganzer Rëtsch och vu Kanner a Jugendlechen. An dofir géif ech hei eng Motioun deposéieren, déi u sech fuerdert, sech e bësse mat deenen Effekter auserneenzesetzen. An dat sinn am Ganze véier Punkten.

Dat Éischt ass, verstäerkt staatlech finanzéiert Nohëllefscoursen unzebidden, fir esou d'Kanner aus sozial schwaache Menagen ze ënnerstëtzen, wa se Hëllef brauchen.

Dat Zweet ass, d'digital Inklusioun net eleng der Société civile ze iwwerloossen, déi haut zwar eng heroesch Aarbecht mécht, mee déi awer heiansdo och un hir Grenze kënnt, soudatt mer e besseren Zougang zu digitalen Ekipementer kënne fir jiddwereen, ob am Apprentissage, am Studium oder an der Schoul, garantéieren.

Dann, sech derfir anzesetzen, datt d'Bachelor- an d'Masterstudie parallell zu enger Aarbecht, also „berufsbegleitendes Studieren", wéi een op Däitsch seet, verstäerkt méiglech gemaach ginn, fir datt esou en Zougang zur Bildung fir jiddweree garantéiert gëtt, net nëmme fir déi Leit, déi d'Chance haten, dat schonn an hirer Kandheet oder an hirer Jugend ze maachen.

An da schlussendlech natierlech och, d'Formation continue auszebauen.

Ech weess, datt dat heiten eng ganz komplex Motioun ka sinn. Dofir wäert ech och net drop bestoen, datt mer doriwwer haut nach ofstëmmen. Mir kënnen déi entweeder muer diskutéieren oder se och an d'Kommissioun verweisen, wou mer dann déi véier Theeme kënnen diskutéieren.

Här President, hei ass d'Motioun. Merci.

Motion

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- dass d'Madamm Audrey Azoulay, Directrice générale vun der Unesco, dëse Weekend am Kader vum Weltbildungsdag sot: "At the peak of the pandemic, schools were actually closed for 91 % of learners, or 1.5 billion pupils and students. It then became apparent to everyone that education was a global public good and school was more than just a place of learning: it was also a place that provided protection, well-being, food and freedom [...]. On this International Day of Education, Unesco invites you to promote education as a fundamental right and the most powerful aid to development that we have. Defending the future of this right means defending the right to the future";

- dass d'Regierung am Koalitiounsaccord vun 2018 sot: « l'école publique doit continuer à s'ouvrir à la diversité de sa population en adaptant son offre éducative et scolaire aux besoins réels de ses élèves. La promotion de l'égalité des chances reste un principe directeur qui caractérisera l'action gouvernementale dans les années à venir. Il sera veillé à donner à chaque enfant des chances équitables de réussir et de construire son avenir »;

- dass d'Bildungspolitik vun der Regierung sech den Aussoen aus dem Koalitiounaccord no un der Agenda 2030 vun der UN orientéiert, déi mam Sus-

tainable Development Goal 4 (SDG 4) d'Zil setzt: "[to] ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all";

- dass net all Kand zu Lëtzebuerg doheem en Accès zu technesche Moyenen huet, fir vun de Méiglechkeeten, déi d'Digitalisatioun am edukative Beräich bitt, profitéieren ze kënnen;

- dass net all Kand doheem vun der selwechter Ënnerstëtzung profitéiere kann, wann et drëms geet, schoulesch Inhalter mat engem Erwuessenen ze widderhuelen oder vun engem Familljemember erkläert ze kréien;

- dass eng Universitéit, déi och Bachelor- a Masterstudiegäng ubitt, déi „en cours d'emploi" gemaach kënne ginn, dozou bäidréit, et der Gesellschaft ze erméiglechen, sech e Liewe laang weiderzebilden;

- dass et wichteg ass, an der Erwuessenebildung en Equiliber ze fannen tëscht Formatiounen, déi et Persoune mat breede Virkenntnisser an héije Qualifikatiounen erlaben, sech ze spezialiséieren, a Formatiounen, déi et Persoune mat gerénge Qualifikatiounen a Mënschen, déi sech reorientéiere wëllen, erméiglechen, nei Kenntnisser ze gewannen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. méi staatlech finanzéiert Nohëllefscoursen unzebidden, fir Kanner aus sozialschwaache Menagen ze ënnerstëtzen, wa si Hëllef brauchen;

2. d'digital Inclusioun net eleng den ASBLen ze iwwerloossen, déi an dësem Beräich e wichtege Bäitrag leeschten, mee och ee staatlechen an einfach zougängleche Service ze offréieren, deen et sozial schwaache Menagen erméiglecht, elektronesch Geräter am Kader vun engem Apprentissage, engem Studium oder enger Ausbildung um Niveau vum Secondaire ze léinen oder zu engem reduzéierte Präis ze kafen;

3. sech derfir anzesetzen, dass d'Offer u Bachelor- a Masterstudiegäng, déi een op der Uni Lëtzebuerg en cours d'emploi maache kann, eropgeet;

4. sech am Beräich vun der Formation continue derfir anzesetzen, d'Offer u Formatiounen auszebauen, déi et Persoune mat niddrege Qualifikatiounen oder Mënschen, déi sech reorientéiere wëllen, erlaben, nei Connaissancen ze gewannen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

5. 7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Mir kommen elo zum Projet de loi 7547 iwwert d'Akommessteier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet geet et drëm, fir den Artikel 168 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert d'Akommessteier unzepassen.

Mat dësem Projet de loi soll Lëtzebuerg sengem Engagement nokommen, deen d'Land op europäeschem Niveau geholl huet. De 5. Dezember 2019 huet nämlech de Rot vun der Europäescher Unioun déi sougenannte Lignes directrices vum Groupe „Code de conduite (fiscalité des entreprises)" iwwert d'Verstäerke vun der Koordinatioun am Steierberäich ugeholl.

De Fokus vun dëse Lignes directrices läit bei de sougenannte „mesures défensives". Déi sollen, wéi gesot, am Beräich vun de Steiere geholl ginn. Fir d'Koordinatioun ze verbesseren, ass an deem Dokument festgehale ginn, datt déi Mesures défensives duerch op d'mannst eng gesetzlech Mesure erweidert solle ginn, an déi Mesurë sollen am Joer 2021 a Kraaft trieden.

Et ass elo eng weider Etapp, fir aggressiv Steieroptimiséierung - am europäesche Kontext gëtt vu „schiedleche Steierpraxisse" geschwat - ze ënnerbannen. Et geet besonnesch drëms, fir Finanzoperatiounen ze vermeiden tëschent Entitéiten, déi a verschiddene Juridictiounen an engem Firmegrupp sinn, déi d'Steiermesuren ausnotzen, fir wéineg bis guer keng Steieren ze bezuelen, an dat, well eng vun den Entitéite sech an engem Land respektiv engem Gebitt néiergelooss huet, an deem d'Steierautoritéiten net kooperéieren.

An de Gesetzesprojet knäppt genee do un a proposéiert eeben eng legislativ Géigemesure. Dofir kënnt en neie Punkt 5 bei den Artikel 168 derbäi, deen d'Konditioune vun der Netofsetzbarkeet vun der Zënslaascht an de geschélte Lizenzdepensen, wat een och d'Redevancen nennt, reegelt.

Hei ginn et dräi Konditiounen. Déi éischt: D'Zënsen an d'Redevancë ginn un eng Kollektivitéit wéi am Artikel 159 vum L.I.R. ausbezuelt, déi am Ausland ass. Des Weidere gëtt d'Qualitéit vum Bénéficiaire effectif gekuckt: Viséiert sinn, wat den Text déi sougenannt „organismes à caractère collectif" nennt.

Zweetens: Et gëtt gekuckt, ob déi zwou Entreprisë vun der Operatioun sougenannt „entreprises liées" sinn am Sënn vum Artikel 56 vum Akommessteiergesetz.

Drëttens: Et gëtt gekuckt, ob den Organisme à caractère collectif, deen d'Zënsen oder d'Redevancen ausbezuelt kritt, an engem Land respektiv engem Gebitt sesshaft ass, dat op der EU-Lëscht steet. Op dee Punkt kommen ech nach zréck.

Festgehale gëtt awer och, datt déi genannten Zënsen a Redevancen nëmmen dann ofsetzbar sinn, wa se am Zesummenhang mat valabelen Handelsgrënn stinn, dat heescht, déi eng wirtschaftlech Realitéit erëmspigelen.

D'Europäesch Unioun huet an dësem Kontext eng Lëscht opgestallt, déi genee festleet, wéi eng Juridictiounen esou agestuuft kënne ginn. Dës Lëscht gëtt och reegelméisseg aktualiséiert, fir besonnesch déi Länner a Gebidder souzesoen ze belounen, déi Efforte maachen, fir d'Kooperatioun bei de Steieren ze verbesseren, wat mer jo am Fong erwaarden.

Eng lescht wichteg Remark: Dëst Gesetz trëtt den 1. Mäerz vun dësem Joer a Kraaft.

Här President, mir kruten zu dësem Gesetzesprojet e puer Avisen eran, ugefaange mam Avis vum 13. Mee 2020 vun der Handelskammer, déi de Projet de loi begréisst. Virun allem freet sech d'Chambre de Commerce, datt den Artikel 1 vum Gesetzesprojet weider d'Ofsetzbarkeet virgesäit, wann d'Operatioun enger ekonomescher Realitéit entsprécht an net d'Steieroptimiséierung dat eenzegt Zil ass.

Fir d'Chambre de Commerce ass et verständlech, datt de Legislateur hei fir de sougenannte Level-Playingfield am Beräich vun de Steieren op dem europäeschen an dem weltwäiten Niveau suerge wëllt. Trotzdeem gëtt d'Handelskummer awer ze bedenken, datt den Text en Impakt op d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Standuert fir verschidden Investisseure wäert hunn, déi Geschäfter mat Länner maachen, déi op der EU-Lëscht stinn. D'Handelskummer freet sech och, firwat genee dës Mesure erausgesicht ginn ass, wärend och dräi aner Alternativen hätte kënnen a Fro kommen.

Des Weidere gouf notéiert, datt verschidden Terme kéinte preziséiert ginn, ënner anerem d'Notioune vu „bénéficiaire effectif" a vu „motifs commerciaux valables qui reflètent la réalité économique".

E leschte Punkt vun der Chambre de Commerce ass de Wonsch no enger Klausel, déi et erlaabt, fir bestoend Strukturen iwwer e limitéierten Zäitraum net ze viséieren. Dat géif deene Steierzueler erlaben, fir hir Strukturen no der Aktualiséierung vun der europäescher Lëscht unzepassen.

D'Staatsbeamtekummer huet hiren Avis den 2. Juni 2020 eraginn. Och si begréisst de Projet de loi, deen de legale Kader am Sënn vu méi Steiertransparenz an am Kampf géint Steierhannerzéiung stäerkt. D'Chambre des Fonctionnaires hofft iwwerdeems, datt dëse Projet d'Zréckgräifen op aggressiv Steierpraxissen ënnerbanne wäert, och wa se net ausschléisse kann, datt mat dësem Gesetzesprojet net all d'Schlupflächer kënne gestoppt ginn.

Si notéiert och, datt dëse Projet de loi quasi eng komplett Oplëschtung vun den Urheberrecht-Redevancë beinhalt, déi eng Netofsetzbarkeet erbäiféieren.

Grad wéi d'Chambre de Commerce géif och d'Staatsbeamtekummer eng Prezisioun vu verschiddenen Terme begréissen a stellt d'Fro, ob d'Entreprises financières vun dësem Gesetzesprojet betraff sinn.

Fir ofzeschléissen huet d'Chambre des Fonctionnaires nach zwou Remarken zu der europäescher Lëscht formuléiert. Do géif sech besonnesch d'Fro stellen, wéi eng Lëscht da vun engem Steierzueler an engem gewësse Joer ze berécksiichtege wier.

D'Salariatskammer hirersäits hat an hirem Avis vum 24. Abrëll keng weider Bedenken zu dem Projet de loi.

De Staatsrot huet de Gesetzesprojet eng éischte Kéier de 16. Juni 2020 aviséiert. Am initiale Projet waren déi bezuelten an déi geschélten Zënsen a Redevancë viséiert. De Staatsrot huet sech op Basis vun der Rechtssécherheet a vum legitimme Vertraue formell opposéiert a gefrot, datt nëmmen déi geschélten Operatiounen dierfe betraff ginn. Et géif soss zu engem retroaktiven Effet vum Gesetz kommen.

Sou wéi dat och vun der Staatsbeamten- a vun der Handelskummer bemierkt gi wor, ass d'Notioun vum „bénéficiaire effectif" am Gesetz iwwert d'Akommessteier net definéiert ginn. Déi héich Kierperschaft huet derzou eng Textpropos gemaach.

Et gouf vum Staatsrot bemierkt, datt de Gesetzesprojet mat aneren Duebelbesteierungsofkommessen, déi Lëtzebuerg mat Länner hätt, déi op der EU-Lëscht stinn, kéint a Konflikt geroden. De Staatsrot stellt kloer, datt international Traitéen, sou wéi Duebelbesteierungsofkommessen der sinn, iwwert den nationale Gesetzer stinn. Dofir gëllt a Konfliktsituatiounen tëschent dësem Gesetzesprojet an engem genannten Traité den Traité.

Eng weider Opposition formelle vum Staatsrot bezitt sech op d'EU-Lëscht. Méi genee geet et drëms, wéi d'Lëschte vun engem legale Standpunkt aus aktualiséiert ginn. Déi héich Kierperschaft huet heizou Optioune virgeschloen. Zréckbehale gouf d'Optioun, fir e Renvoi op déi lescht Lëscht aus dem Journal officiel vun der Europäescher Unioun ze maachen. A gëlteg ass déi lescht Lëscht, déi op den 1. Januar vun deem Fiskaljoer publizéiert gouf.

A sengem Avis complémentaire vum 19. Dezember 2020 huet de Staatsrot Gréng Luucht gi fir de Gesetzesprojet. Deen Ament, an dat heescht am Text vum Gesetzesprojet, wor virgesinn, datt de Projet de loi sollt den 1. Januar 2021 a Kraaft trieden. Ewéi virdru scho gesot wäert d'Gesetz awer den 1. Mäerz 2021 eréischt a Vigueur goen. De Staatsrot huet den 19. Januar 2021 a sengem zweeten Avis complémentaire säin Accord derzou ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat gesot bleift mer nach just, all deene Merci ze soen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, lech fir d'Nolauschteren, an ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech fänken och u mat engem grousse Merci un de Rapporteur, deen eis erëm e Projet méi, dee juristesch relativ komplizéiert ass, an einfache Wierder duergeluecht huet. Dofir e ganz grousse Merci.

Mir wäerten och dee Projet natierlech stëmmen. Ech wollt awer nach eng Kéier ganz kuerz op dat zréckkommen, wat eigentlech de Rapporteur ganz gutt hei duergeluecht huet: déi Fro vun der Retroaktivitéit, wou jo och de Staatsrot eng Opposition formelle gemaach huet. Duerno ass et zu enger anerer Proposition de texte komm. Et ass anscheinend och elo zu engem Arrêt vun der Cour komm, wat déi Retroaktivitéit ubelaangt. Ech mengen, dat ass wierklech e Punkt - ech géif och do en Appell un de Finanzminister maachen -, bei deem mer bei all deenen Texter solle ganz virsiichteg sinn, well ech mengen, et ass ëmmer geféierlech, wann et zu Retroaktivitéite kënnt. Duerfir, wéi gesot, sinn ech frou, datt och hei direkt déi Propositioun vum Staatsrot ugeholl ginn ass.

Ech wollt awer och dervu profitéieren, datt ech d'Wuert hunn, fir nach eng Kéier ganz kuerz drop anzegoen, datt dee GAFI-Contrôle ..., deen ass jo laut Informatiounen, déi mer och kritt hunn, verluecht ginn. Dat heescht, deen ass elo net ..., oder dee geet elo net am Mäerz un, wéi dat ursprénglech geplangt war, mee dee soll jo eréischt am Summer elo iwwert d'Bün goen. An ech wär do net onfrou, wann de Finanzminister eis vläicht elo a senger Äntwert scho méi Detailer kéint ginn, well mir wëssen alleguerten, datt dat e wichtege Moment ass fir d'Land. Et ass och e wichtege Moment fir seng Finanzplaz. An duerfir wäre mer frou, wa mer do eng Rei vun Detailer nach kéinte kréien, wéi mer och elo konkreet do virginn.

Dat gesot ginn ech awer hei den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi. Merci.

Une voix.- Formidabel!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Felicitatiounen un de Rapporter fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Wéi scho vun de Virriedner gesot ginn ass, däerfen Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg elo Zënse bezuelen, déi net méi steierlech ofsetzen, wann déi Zënsen u liéiert Entreprisen aus Drëttstaate vun der EU iwerwisen oder bezuelt ginn, wann dës Drëttlänner mat deenen Entreprisen natierlech op de Lëschte sinn an als net kooperativ Juridictiounen ugesi ginn, op jidde Fall um fiskalesche Plang. Dat bedeit fir eis als LSAP e weidere Schrëtt a Richtung Steiergerechtegkeet. An natierlech gi mer och do den Accord vun der LSAP.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Fir d'éischt wéilt ech dem Här Guy Arendt an eisem Numm Merci soe fir säin explizitte Rapport a gudde Rapport. Natierlech begréisse mir als Gréng och dëse Projet de loi, well en e weidere Schrëtt duerstellt géint d'Steierhannerzéiung respektiv d'Steiervermeidung oder -optimiséierung. En ass awer och wichteg, fir méi Gerechtegkeet ze schafen an der Besteierung tëscht de Betriber an awer och an der Besteierung tëscht de Betriber an de Particulieren.

Dat anert, wat ech awer och nach wéilt soen, ass, dass dëse Projet de loi natierlech och derzou bäidréit, fir den Image vu Lëtzebuerg no baussen ze verbesseren, wou mer jo nach ëmmer e bëssen nogesot kréien, mer hätten nach net all eis Hausaufgabe gemaach. Mir sinn um gudde Wee. Dat hei ass genee dat, wat mer richteg fannen. An ech géif dofir dem Här Gramegna e Luef wëllen ausschwätzen, well ech géif emol behaapten, dass mat him an enger kuerzer Zäit méi geschitt ass op deem do Niveau wéi an den 20 Joer virdrun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, merci, Här President.

(Interruptions)

Och vun eiser Säit e grousse Merci un de Guy Arendt fir dee ganz, ganz klore Rapport.

Ech sinn ëmmer dankbar, datt ech kann no deene Grénge schwätzen, well dat erlaabt mer dann awer nach, eppes derbäizesetzen. Et geet hei eebe just net ëm eng Verhënnerung vu Steieroptimiséierung. Dat ass « la voie légale la moins imposée ». Déi bleift méiglech. Hei geet et ëm Steiervermeidung, dorëmmer, datt géife Gelder offléissen, déi dann an engem Land net besteiert ginn. A genau duerfir stëmme mir als ADR dësem Projet och ganz gären zou.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Mir wäerten deem Projet de loi och zoustëmmen, ouni gréisser Illusiounen, well mer jo och wëssen, wéi dat och scho gesot gëtt, datt dat jo nëmmen eng Partie Länner betrëfft. Ech kéint se opzielen: Barbados, Fidschi, Guam, Palaos, Panama, Samoa, Trinidad an Tobago, amerikanesch Virgin Islands, Vanuatu, d'Seychellen a sou weider.

(Interruptions)

Et fält op: Dat betrëfft natierlech keen EU-Land, wat dran ass. Et sinn och keng Territoiren drop, déi vun EU-Länner oder desormais vläicht och ex-EU-Länner ofhänken, wéi zum Beispill Mauritius oder d'Cayman Islands. An et sinn och keng Länner drop, déi vläicht kéinte zréckschéissen, wéi China mat Hongkong oder wéi d'USA mam Delaware.

Et huet een ... Dës Kéier gëtt deen heite Projet de loi unanime ugeholl an et ass och net kritiséiert ginn, wéi normalerweis géif kritiséiert gi vun enger gewësser Säit, well e jo Lëtzebuerg an deem Sënn och net betrëfft a well en esou kleng Steierparadäiser betrëfft. An dat sinn och Steierparadäiser, dat ass net de Problem, a mir si jo och der Meenung, datt et net ka méiglech sinn, datt eng Societéit, déi hei ass an déi eng Filial an deene Länner huet, seng Interêten do ka vun de Steieren ofschreiwen, quitte datt een awer och muss soen, datt et nach ëmmer méiglech ass, also d'Gesetz ass nach net esou stramm: « sauf si le contribuable apporte la preuve qu'elles correspondent à une opération qui reflète la réalité économique », also do gëtt et awer nach Echappatoiren.

Mir wäerten dat heite matstëmmen, mee mir mengen, datt een awer ... Am Kampf géint d'allgemeng Steierevasioun muss ee weiderhin d'Krittäre relativ streng gesinn. A mir sinn och der Meenung, wann déi Krittäre géifen europäesch Länner ..., an do gëtt et jo aner Lëschten, och vun der Zivillgesellschaft, wou Holland drop ass, wou Irland drop ass, wou d'Belsch drop ass, wou Lëtzebuerg drop ass, wou Groussbritannien drop ass, wou Däitschland drop ass, wou Italien drop ass, datt een och déi Krittäre vill méi muss verschäerfen an datt een dee Kampf zesumme muss ugoen an net aus falschem Patriotismus Steiervermeidung och nach weider befërderen.

Ceci étant dit wäerte mer dat hei matstëmmen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

M. André Bauler *(DP).*- Dir hätt dem Här Arendt och kënne Merci soe fir säi Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen, datt et vun der Plaz aus net ëmmer einfach ass, datt jiddwereen alles héiert. Dofir zéien ech et vir, hei erop ze kommen, virun allem, wann ech e bëssen an d'Geschicht puiséiere ginn, well de 5. November 2014 huet dëst héicht Haus, vun deem ech deemools nach net Member war, decidéiert, den Échange automatique zu Lëtzebuerg anzeféieren an esou d'Bankgeheimnis fir d'Netresidenten op en Enn ze bréngen.

Deemools sot den Här Finanzminister, datt et héich Zäit gi wier, well ouni dat Gesetz wier Lëtzebuerg den 01.01.2015 bei der OECD op d'schwaarz Lëscht komm an d'Finanzinstituter an eisem Land hätten net méi kënnen um internationale Marché fonctionéieren. Lëtzebuerg stoung deemools nach net op enger schwaarzer Lëscht, mee op der groer a mir haten nach eng Gaalgefrist vun net emol zwee Méint.

Haut steet Lëtzebuerg bei der OECD net méi op der groer Lëscht a mat dësem Gesetz solle mer dann elo zesumme mat den aneren EU-Staate Länner op dëser Welt motivéieren, fir hire System ze änneren an esou Steierhannerzéiung weltwäit ze reduzéieren. E bëssen ironesch ass dat jo schonn: Mir Lëtzebuerger, déi als grot Schof - jo, e Steierparadäis, bref, d'Wieder ass net esou schéi wéi an all deene Länner, déi hei am Gesetz genannt ginn - gegollt hunn a fir vill Leit am Ausland an, wéi mer d'lescht Woch gewuer goufen, och fir eng Rëtsch vu lëtzebuergeschen Europadeputéierten nach ëmmer gëllen, mir sollen elo mam gudde Beispill virgoen.

Mat dësem Gesetz sollen elo Primmen an Interêten net méi u Firmen ausbezuelt ginn, déi op der schwaarzer Lëscht vun der EU stinn. Länner wéi d'Seychellen oder d'Fidschi-Inselen, déi op dëser Lëscht stinn, respektéieren deels d'BEPS-Krittären net, deels hu se aner Steierpraktiken, déi net mat eise Standarden iwwereneestëmmen.

D'Europäesch Kommissioun ass 2018 dovunner ausgaangen, datt de Staaten all Joer bis zu enger Billioun Euro a Steierrecetten duerch Steierhannerzéiung verluer ginn - eng eenorm Zomm! Wann ee sech virstellt, wéi vill Vaccinen, Masken, Respirateuren een dovu kafe kéint, wann ee sech virstellt, wéi vill een an de Gesondheetssystem investéiere kéint, an den Educatiounssystem oder de Sozialbudget! Bref, déi Sue feelen.

U sech misst da jo och jiddereen heibannen an awer och dobausse mat dësem Gesetz averstane sinn, ma wéi ech den Avis vun der Chambre de Commerce gelies hunn, koum ech mer dann awer e bësse vir wéi an enger Zäitkapsel. D'Chambre de Commerce sot an hirem Avis nämlech, datt d'Zënsen awer nach solle kënnen ausbezuelt ginn, falls nëmmen d'Firma zu Guam ugesidelt ass an net d'Cheffen oder d'Associéen. Si mer dach éierlech: Kee Firmechef ass zu Guam ugemellt, seng Firma awer schonn. Domat wier d'Gesetz komplett ausgehiewelt. Als Begrënnung soe se dann: „Dat ass, fir Duebelbesteierung ze vermeiden." Et misst een de Firmen och méi Zäit loossen, fir dës Dispositiounen ëmzesetzen, soudatt der Finanzplaz kee Schued géif entstoen.

Duebelbesteierung vermeiden, waarden, bis déi grouss Länner et ëmgesat hunn - deen Discours misst ville vun eis heibannen dach bekannt virkommen. Dat ass nämlech deen Discours, mat deem Lëtzebuerg iwwer 14 Joer laang probéiert huet, säi Bankgeheimnis iergendwéi ze schützen. D'Häre Frieden a Juncker hätten dat Lidd warscheinlech am Schlof kënne sangen. Ma anscheinend ass dësen Discours och no 2014 nach ëmmer an der Moud an dat sollt eis e bëssen ze denke ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten fannen, datt et keng Ausnamen am Kampf géint Steierhannerzéiung dierf ginn. Steierhannerzéiung ass kee Kavaléiersdelikt! Firmen a Persounen, déi esou vill Suen hunn, datt se kënnen Experte bezuelen, fir et virum Staat op d'Säit ze schafen, wësse ganz genau, wat se maachen. Dat si keng Onschëlleger! An och wa Lëtzebuerg sech bei dësem Theema wierklech net ze bretzen brauch, esou sollte mer d'EU dach zu 100 % an hirer Missioun ënnerstëtzen, fir de Steierhannerzéier d'Liewen esou schwéier wéi méiglech ze maachen! Dofir ass dëse Projet, grad ewéi all anere Schrëtt a Richtung méi Transparenz a Saache Steieren, een, dee mir nëmme kënnen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéierter, ech freeë mech iwwert d'Unanimitéit, déi mer hei feststellen, fir dëse Projet ze stëmmen. Dat ass eng gutt Noriicht! Et iwwerrascht mech och, muss ech soen, net ze vill an et weist, dass eng Prise de conscience an dësem Parlament ass, wéi wichteg et ass, dass Lëtzebuerg seng Obligatiounen anhält, well dat, wat mer hei maachen, ass eng Transpositioun vum Europarecht. Dat hei ass net eng Lëtzebuerger Initiativ, dat hei ass Europarecht.

Dem Guy Arendt e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, dee ganz komplett war.

Ëm wat geet et hei? Et geet hei ëm international Besteierung, et geet hei ëm Steiergerechtegkeet, et geet drëms, d'Pays-tierse vun der EU derzou ze kréien, dass se déi nei Steierlandschaft, déi vun der OECD gewollt ass säit 2015 …, dass all d'Länner ronderëm d'Äerdkugel déi lues a lues ëmsetzen, fir esou, wéi dat esou schéin op Englesch heescht, e Level-Playingfield ze kréien, dat heescht déi selwecht Spillreegelen international.

Ech muss hei vläicht fir d'éischt emol eppes klarifiéieren, well dat vläicht bei Verschiddenen net kloer ass oder se zwar wëssen, dass et esou ass, mee et net soen: D'Europäesch Unioun mécht also eng schwaarz Lëscht. Do virdru mécht se heiansdo eng gro Lëscht. Fir d'éischt kënnt een op d'gro Lëscht, dann huet een ee Joer Zäit fir ze reagéieren a wann een dat dann net mécht, da kënnt een op d'schwaarz Lëscht.

An dat, wat d'EU de Rescht vun der Welt, de Rescht vun de Länner freet, ass, dass se sech un déi nei Reegele vun der OECD halen, well déi Reegelen, déi mir an Europa hunn, déi gi méi wäit, déi gi vill méi wäit! An déi ganz Diskussioun, déi mer och d'lescht Woch e bësse verfollegt hunn, fir ze soen, dass d'EU selwer misst eng Lëscht maachen, wou se hir eege Länner misst dropsetzen, bon, iwwert dat Theema kann ee ganz gäre schwätzen, mee ech kann lech awer versécheren, dass alleguerten d'EU-Länner dat anhalen, wat mir d'Pays-tierse froen, a largement anhalen a vill méi wäit ginn - an natierlech och Lëtzebuerg.

Mir setzen also hei eng Direktiv ëm - oder eng Injonctioun, mee et ass och eng Direktiv -, esou, wéi mer dat ëmmer maachen. Mir setzen d'EU-Recht ëm. An dat, wat déi Länner hei, déi op der schwaarzer Lëscht sinn, net gemaach hunn, dat ass also, Standarde vun der OECD ëmzesetzen, déi méi niddreg si wéi dat, wat d'EU an der Reegel selwer mécht.

An et soll een och net ënnerschätzen, dass dat heite relativ gutt fonctionéiert, well iwwert déi lescht Jore sinn 120 Régimes dommageables, Régimes fiscaux dommageables, op Drock vun der EU, op Drock vun deem heiten Instrument changéiert ginn.

Déi Lëscht ass eng dynamesch Lëscht, dat heescht, dass déi all Joer adaptéiert gëtt, an de Conseil d'État huet eng Propos gemaach, déi eis gutt gefall huet: dass mer elo en fait ëmmer op déi nei europäesch Lëscht kënne verweisen, ouni mussen en extrat Gesetz ze maachen, aus der Iwwerleeung eraus, dass d'internationaalt Recht zu Lëtzebuerg iwwert dem Nationalrecht ass an dass een dat dann net allkéiers muss nei maachen. Dat heescht, et ass dann ëmmer automatesch e Renvoi op déi lescht Gesetzgeebung.

Wat hu mer hei gemaach? Mir hunn tëschent véier Méiglechkeeten, déi mer haten, eng erausgesicht, fir dann dës Länner, déi op der schwaarzer Lëscht sinn, tëschent Guillemeten ze bestrofen, andeem mer d'Deduktibilitéit vun den Zënse par rapport zu den Entitéiten, déi an deene Länner sinn, net erlaben. Dat mécht déi Länner natierlech vill manner attraktiv.

E leschte Punkt: Ech mengen, de Conseil d'État hat ganz Recht, ganz kloer ze sinn, wat d'Retroaktivitéit ubelaangt. Dat ass eppes, wat ganz wichteg ass. Dat ass e Prinzip vun eiser Constitutioun, dass d'Gesetzer net kënne retroaktiv ginn, a grad an engem Domän wéi der Fiskalitéit muss een natierlech och dorobber oppassen. Do war déi éischt Versioun vum Gesetz vläicht net optimal formuléiert, mee d'Intentioun war ni, Retroaktivitéit ze maachen.

Ganz zum Schluss, well ech d'Fro gestallt krut iwwert de GAFI: Et ass esou, dass de GAFI wéinst der Pandemie mat ville Länner a Kontakt ass, fir ze kucken, wéi de Programm soll ausgeluecht ginn. Lëtzebuerg ass de Moment mam GAFI an der Verhandlung, fir ze kucken, wéini dës Missioun dann stattfënnt. Et ass och esou, dass de GAFI déi Missioune de Moment muss physesch maachen, well e se net kann à distance maachen. An de Processus gëtt pilotéiert vum Justizministère, deen zoustänneg ass fir de GAFI, an déi sinn an der Negociatioun oder an der Diskussioun mam GAFI an ech mengen, do ass nach keen Endresultat, wéini dat dann elo definitiv stattfënnt. Et war virgesinn, dass et hätt sollen am Mäerz oder am Abrëll sinn, wat wéinst der Pandemie wierklech gréisser Schwieregkeete duerstellt, mee mir hunn, mengen ech, nach keng definitiv Äntwert. Soubal mer déi hunn, wäerte mer déi och bekannt ginn.

Nach eng Kéier merci fir d'Ënnerstëtzung vun Iech alleguerten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 75...

(Interruption)

O, Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Et ass eigentlech net Parole après ministre, mee et ass Parole après intervention vun der Madamm Lorsché, well meng Mask war mer bal vun der Nues gefall, ...

(Hilarité)

... wéi ech virdrun d'Madamm Lorsché héieren hunn - hires Zeechens Fraktiounscheffin vun der grénger Fraktioun, hei Herkel -, déi den Här Gramegna an d'Regierung gelueft huet fir déi grouss Efforten, déi se an deene leschte Jore gemaach hunn, fir datt mer erëm méi eng propper Finanzplaz kréien. Dat Luef huet den Här Gramegna sech sécherlech verdéngt. Ech ka mech zwar erënneren, datt déi selwecht gréng Fraktioun op enger anerer Plaz 220 km vun hei, nämlech zu Bréissel, an der Persoun vun der Madamm Tilly Metz, Member vun där selwechter grénger Partei, mat Insistenz drop gepocht huet, datt Lëtzebuerg soll op déi schwaarz Lëscht vun de Steierparadäiser kommen.

(Brouhaha)

An ech muss lech awer soen, ech wéisst awer elo emol eng Kéier gär: Wat ass dann d'Positioun vun deene Gréngen? Ass dat d'Positioun vun der Madamm Lorsché oder ass dat d'Positioun vun der Madamm Metz? Well déi Duebelmoral do vun deene Gréngen, déi kënne mir net akzeptéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

Une voix.- Wat en Theater!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech si scho bal frou, dass den Här Mosar dat do elo net vergiess hat, ech hu scho geduecht: „Elo kënnt en haut net domat!" Ech mierken awer och, dass den Här Mosar et mat de Fakten net ëmmer esou eescht hélt.

(Exclamations et brouhaha)

Et ass hei net drëms gaangen, Lëtzebuerg op eng Lëscht ze setzen. Et ass ëm zwee Amendementer gaangen am Europaparlament an ee Paragraf huet gefuerdert, datt d'EU-Länner deene selwechte Krittäre sollten ënnerstallt gi wéi Drëttlänner, wat d'Kooperatioun a Steierfroen ugeet. Doriwwer eraus ass eng Referenz gemaach ginn op eng Etüd vun Oxfam, wou Lëtzebuerg dra virkomm ass. Dat ass e bëssen eppes aneres wéi dat, wat den Här Mosar elo hei gesot huet. Deen aneren Amendement huet sech op e Paragraf bezunn, an deem eng Referenz gemaach ginn ass op en Index, op deem Lëtzebuerg op der sechster Plaz virkënnt.

Also et muss een dat Ganzt awer e bëssen nuancéieren, wann een esou eppes an d'Welt setzt. An ech mengen, dat, wat souwuel d'Tilly Metz wéi och de Marc Angel gemaach hunn, ass ganz an der Linn vun deem, wat mir zesumme mat der Regierung hei wëlle maachen, nämlech Gerechtegkeet ze schafen an de Kampf géint d'Steierhannerzéiung ze verstäerken.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An dann huet den Här David Wagner nach d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech versichen, keen Artikel ze erfannen, deen et net gëtt, dofir froen ech Parole après ministre. An ech hätt eng Fro un den Här Gramegna, mee et geet e bëssen an déi selwecht Richtung wéi dat, wat d'Madamm Lorsché gesot huet, well ech hunn hei elo héieren, Lëtzebuerg wier op eng Lëscht gesat ginn oder Europadeputéierten hätte Lëtzebuerg op eng Lëscht gesat. Ech hunn dat falsch ...

(Interruption)

Ech hunn dat net esou verstanen a vläicht kéint den Här Finanzminister eis och …, well d'CSV behaapt dat, mee ech mengen, et ass guer net esou gewiescht. D'Madamm Lorsché ass drop agaangen, huet dat richteggestallt a vläicht kéint den Här Minister - deen ass bestëmmt gutt informéiert - eis och eng Kéier confirméieren oder net, ob et tatsächlech ëm Lëtzebuerg gaangen ass, sou wéi d'CSV dat behaapt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7547. Den Text steet am Document parlementaire 7547[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7547

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par Procuratioun ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7547 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kéimen dann och nach zur Motioun, déi am Ufank vun der Sitzung vum Här Pim Knaff deposéiert ginn ass. An ech géif dem Auteur vun der Motioun d'Wuert ginn. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

6. Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 459 de ce compte rendu)

Exposé

M. Pim Knaff *(DP), auteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Motioun hänkt zesumme mat deem Arrêt, dee gëschter vun der Cour administrative geholl ginn ass. Et ass drëm gaangen, datt ee vun den Deputéierten aus der Chamber d'Kommunikatioun gefrot hat vun engem Kontrakt. D'Regierung hat refuséiert, déi Kommunikatioun ze maachen, well confidentiel Klauselen an deem Kontrakt waren. Doropshin ass geklot ginn. A gëschter ass dunn deen interessanten Arrêt komm vun der Cour administrative, déi déi Decisioun vum Minister annuléiert huet. Dat heescht, datt mer elo am Fong erëm an deem Stadium si vu virun der Decisioun, dat heescht nach ëmmer bei der Demande ...

(Exclamations)

... vun den Deputéierte fir déi ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat ass nei!

M. Pim Knaff *(DP), auteur.*- ... Dokumenter - calmez-vous, jiddweree kritt jo hei ze schwätzen, da kommt, mir halen d'Reiefolleg an, ...

(Brouhaha)

... dann ass et vill méi einfach! -, ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

… datt mer erëm an deem Zoustand si virun der Decisioun …

(Brouhaha)

... an datt elo, wéi gesot, den zoustännege Minister do muss reagéieren.

Den Arrêt ass an deem Sënn interessant, well en de Statut vum Deputéierten nach eng Kéier preziséiert an am Fong och en valeur setzt. E consideréiert notamment, ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dee geet dogéint!

M. Pim Knaff *(DP), auteur.*- ... datt mir als Deputéierter eng Partie, eng Emanatioun vum Staat sinn an datt mir dofir déi Dokumenter, déi mir am Fong mat produzéieren, och kënnen akucken. Dat soe se ...

(Interruption)

... an deem Arrêt esou: « que le député est à considérer non pas comme tiers par rapport à l'État du Grand-Duché de Luxembourg, mais en tant qu'or-

gane de cet État habilité à avoir connaissance, ès-qualités, des contrats et conventions conclus au nom de l'État ». Dat ass, mengen ech, ...

(Brouhaha)

... deen éischte grousse Prinzip.

Den zweete Prinzip ass awer deen: Wann eng Clause de confidentialité an deene Kontrakter ass, dann applizéieren ech déi Clause de confidentialité awer och bei den Deputéierten. Dat ass den zweete Saz, dee se da soen: « De la sorte, en se voyant un jour communiquer les documents en question stipulés sous le sceau de la clause de confidentialité, le député en question est amené à partager les secrets qu'ils contiennent. Il devient de la sorte un confident nécessaire. »

Dat heescht, grad esou wéi d'Membere vun der Regierung huet dann den Deputéierten, deen dat Dokument kritt huet, och d'Obligatioun, fir de Secret an d'Confidentialitéit anzehalen. An et gëtt duerno souguer nach méi kloer gesot: « il s'accompagne d'une obligation de confidentialité partagée emportant que toute divulgation due à son fait d'éléments tombant sous le sceau de la confidentialité est a priori de nature à engager sa responsabilité ».

Bon, ech mengen deen do Arrêt, dee bréngt e puer Konsequenze mat sech: Dat eent ass, wéi mir et behandelen, an dofir ass déi Motioun net geduecht, well mir dat jo ënner eis maachen, wéi mer elo, mengen ech, op Basis vun deem Arrêt sollen do mat der Confidentialitéit vun deenen Dokumenter ëmgoen, déi mer esou soumettéiert kréien.

Mee et geet awer och drëm - an dat ass de Sens vun der Motioun - ze kucken, wéi d'Regierung sech elo uleet, fir, le cas échéant ..., an op wéi eng Aart a Weis se eis déi Dokumenter zoukomme léisst, fir datt do och all Garantië geholl sinn, datt d'Confidentialitéit an d'Garantië vun der Confidentialitéit bleiwen.

An dat ass dat, wouzou mer d'Regierung gären opfuerderen, datt se elo soll schnellstméiglech op Basis vun deem Arrêt kucken, datt se hir Analys mécht vun deem Text a sech dann och d'Moyene ausschafft, fir kënnen, wann nach ... - an et gëtt jo nach aner Kontrakter, et ass jo net nëmmen deen, ëm deen et elo hei geet, mee et gëtt nach aner Kontrakter, déi an der Schwief sinn a wou vläicht jiddweree gäre wëll Saachen hunn an Informatiounen hunn, an dofir musse se kucken, wéi se eis déi Dokumenter dann zoustellen. An dat ass dat, wouzou mer se opfuerderen, datt se do e Vademecum ausschaffen, wéi dat soll funktionéieren.

Voilà. Ech mengen, dat ass dat, wat mir wollte mat dëser Motioun soen, an ech géif lech bieden, där Motioun och zouzestëmmen, tout en vous priant awer vläicht, eng kleng Erreur matérielle an der Motioun ze verbesseren: Den Numéro de rôle, deen ech uginn hunn, ass dee vun der éischter Instanz. Den Numéro de rôle vun der zweeter Instanz ass de 44997C, soudatt dat deen Arrêt ass, deen elo en vigueur ass an dee mer och elo solle kommentéieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Knaff.

Erlaabt mir fir d'éischt, op dee Punkt vu virdrun zréckzekommen, wou ech vergiess hat, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen.

(Exclamations)

7. 7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ass d'Chamber mat der Dispens vum zweete Vote constitutionnel averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 (suite)

Da komme mer elo bei deen heite Punkt zréck. An dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen och dem Pim Knaff Merci, dass en déi Motioun deposéiert huet, well ech mengen, et ass wichteg, dass d'Chamber sech och zu méi spéider Stonn mat der Sachlag vun deem Urteel, dat gëscht dat héchste Verwaltungsgeriicht bei eis decidéiert huet ...

Ech muss awer soen, dass ech weeder d'Motioun verstinn, nach d'Explikatioune vun dem Auteur vun der Motioun kann novollzéien. An ech explizéiere mech: Wa mer géife virun engem Riichter stoen, Me Knaff, da géif ech soen: Dat, wat Der frot, ass e gewësse „Libellé obscur", well Dir frot - an erlaabt mer trotzdeem, mat aller Modestie, dat virzeliesen -: « invite le Gouvernement à faire dans les meilleurs délais une analyse juridique pour étudier les conséquences de l'arrêt », bon, « ainsi que des modalités de son application ». Bon, do muss ech lech ganz éierlech soen, dat ass - fir mech zumindest, an ech mengen, fir eis ganz Fraktioun - eng juristesch Häresie. Wann en Urteel vun der héchster Verwaltungsgeriichtsbarkeet kënnt, wat d'Cour administrative ass, dann ass et net un enger Regierung, fir d'Modalités de son application ze determinéieren, mee en Urteel, wou de Staat och nach d'Partei ass, dat huet de Staat, an an dësem Fall d'Regierung, ganz einfach ze applizéieren!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An domat huet et sech!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här Gilles Baum, Dir kommt dann duerno an da widderspriecht Der deem, wat ech gesot hunn.

Ech kann och net novollzéien, dass den Auteur vun der Motioun da bei den Explikatioune gesot huet, no deem Urteel wier soss eigentlech näischt geschitt, wéi wann den Dossier erëm zréck géif bei de Staat goen. Et ass eigentlech esou, wéi wann dat héchste Geriicht eng Decisioun hëlt vun engem Buergermeeschter vis-à-vis vun enger Baugeneemegung, 20 Säite Motivatioun schreift, firwat dass déi Baugeneemegung eigentlech géint d'Bauteréglement verstouss huet, an da seet de Buergermeeschter: „Majo, et kënnt elo bei mech zréck an ech decidéieren nach eng Kéier dat, wat ech wëll." Ech mengen, wann de Buergermeeschter esou en Dossier zréckkritt, dass en sech da wuel muss un d'Motivatioun vun deem Urteel halen an net ka géint déi Motivatioun vun deem Urteel verstoussen - dat heescht a mengem Beispill, eng Baugeneemegung ginn, déi net den Elementer vun dem Urteel vun der Cour administrative géif Rechnung droen.

An Här Knaff an Här Baum Gilles, fir lech ze soen, dass d'Cour administrative eppes ganz aneres gemengt huet, steet och dofir am Dispositif - also dat, wat d'Cour als Konklusioun zréckbehält -, do steet ganz kloer: « renvoie le dossier en prosécution de cause ». „Prosécution", dat kënnt aus dem Laténgeschen, dat heescht ganz einfach, dass dahingehend an där Motivatioun - an et sinn 20 Säite Motivatioun - dann de Staat, an dësem Fall d'Regierung, dat nach eng Kéier misst nokucken.

Wa mer nämlech géifen eng contraire Argumentatioun, déi Dir jo da wëllt maachen, soen, jo, da froen ech: Wat ass de Sënn vun eise Geriichtsbarkeeten, wat ass de Sënn vun de Verwaltungsgeriichter, déi grad dowéinst, no dem Procola-Arrêt, ...? Et ass nämlech doropshin - dat weess d'Madamm Beissel, 1996 ass dat ugeholl ginn -, dass an engem Rechtsstaat och dem Staat seng Akte musse kënne vun de Bierger - an an dësem Fall war dat den Här Clement - kontrolléiert ginn. An de Staat muss sech an engem Rechtsstaat och deenen Urteeler vun engem Verwaltungsgeriicht beugen, well mécht en dat net, jo, dann ass den État de droit verletzt an et ass virun allem de Sënn vun enger Juridiction administrative a Fro gestallt.

Politesch gesi muss ech soen, dass ech awer gewësse Schwieregkeeten hunn, dass mer gëschter en Urteel hu vun dem Verwaltungsgeriicht, vun der Cour administrative, an dass grad d'Partei vum Premier, d'Partei vun dem Staatsminister, d'Partei vun dem Kommunikatiounsminister dann eng Motioun mécht, fir d'Regierung zu eppes opzefuerderen. Dat heescht jo am Kloertext, dass an dësem Fall d'DP dem Staatsminister an dem Kommunikatiounsminister net traut, dass hien dat Urteel hei géif ëmsetzen. An dat ass fir mech u sech nach méi befriemend.

Ech soen lech och, firwat: well Dir - bon, dat ass natierlech eng Approche, déi Der huelt - eigentlech no dem Prinzip fuert: « On ne gouverne pas avec des émotions ». Dat huet derzou gefouert, dass ënner anerem zum Beispill eng Motioun vun der CSV deposéiert gouf, fir d'Stockoptions ofzeschafen. Wat hutt Dir gemaach? Dir hutt dergéint gestëmmt - 14 Deeg drop stoung et am Budget, dass d'Stockoptions géifen ofgeschaaft ginn. Dir hutt dat selwecht gemaach bei dem Kannergeld: Beim Kannergeld hate mer gefrot, dass d'Kannergeld sollt indexéiert ginn, Dir hutt dergéint gestëmmt. Ech hunn haut matkritt an de Medien, dass et elo awer soll zu enger Indexéierung vun dem Kannergeld kommen - wat jo da gutt ass.

Mee dass Der grad an deem heiten Dossier eng Motioun deposéiert, dat léisst mech net ganz vill Guddes eranen, well ... A wann ech d'Explikatiounen héieren, souwuel vum Här Knaff wéi och déi Interventioun vum Här Gilles Baum, mengen ech, dass dee ganze Problem doranner besteet, dass d'Regierung - an de Staatsminister en particulier - Probleemer huet mat deem, wat d'Cour administrative hei zréckbehalen huet. An ech kann dat och novollzéien.

An ech weisen lech dat och schwaarz op wäiss, dass de Staat nämlech eng ganz aner Liesaart huet vun dem Régime démocratique, sou wéi en zu Lëtzebuerg applizéiert gëtt. Firwat? Mee kucke mer - de Pim Knaff huet dorobber insistéiert -: « La lecture particulièrement réductrice des attributions d'un député, faite par les mémoires étatiques, est en dysphase non seulement par rapport à l'essence même du régime démocratique dégagée ci-avant par la Cour [...] ».

Wat heescht dat? Ma dat heescht op gutt Lëtzebuergesch, dass d'Regierung, vertrueden duerch hiren Délégué du Gouvernement - an den Délégué du Gouvernement, wéi d'Wuert et seet, « il plaide la cause du gouvernement » -, ... dat heescht, dass de Gouvernement eng vill méi restriktiv Lektür hat vun de Pouvoiren, déi en Deputéierten duerch dëst Urteel zougestane krut. An dat explizéiert an eisen Aen och, firwat dass Der e bësse gepickt oder getouft waart.

Ech weess och net, ob et Är eegen Initiativ war, fir déi heite Motioun ze deposéieren, oder ob se vun enger anerer Stell koum, dat ass mir och egal. Ech wëll lech just soen, dass dat Urteel der Lecture réductrice vun de Pouvoire vun engem Deputéierten, sou wéi se vun dem Regierungsvertrieder virun dem Verwaltungsgeriicht, virun dem héchste Verwaltungsgeriicht, virbruecht gouf, dass d'Cour administrative deem net Rechnung gedroen huet.

An Dir Dammen an Dir Hären, dat hei Urteel, dat ass weeweisend an et confirméiert eigentlech eppes: wat e Rechtsstaat ass. An dat gouf à deux reprises verletzt an ech kommen nach dorobber zréck. An Dir hutt dat festgeluecht: An Zukunft gëtt en Deputéierten net consideréiert, wéi: „Bon, mir mussen déi och alt nach hunn, d'Haaptsaach, mir hunn der 31, de Rescht interesséiert net a virun allem d'Oppositioun interesséiert et net."

Hei seet d'Cour administrative, dass an engem Rechtsstaat, a mir sinn een, dass an enger Démocratie parlementaire, an engem demokratesche Regimm, dass do och den Oppositiounsdeputéierten an d'Oppositiounsdeputéiert net iergendwéi esou en „électron libre" sinn, déi zwar gewielt sinn, mee fir de Rescht kënne se fënnef Joer, op gutt Lëtzebuergesch, de Mond halen, dass deen d'Recht huet, fir en Deel vun de staatlechen Institutiounen ze sinn.

An dat hutt Der richteg gesot, Här Knaff, nämlech gëtt den Deputéierten net als Tiers gekuckt, net als Tiers par rapport zu deenen Akten, zu deene Konventiounen, zu deenen Accorden, déi d'Regierung mécht. En huet awer doduerch och Verflichtungen, dat heescht am Kloertext an dësem Fall: Den Här Clement huet dee Prozess gefouert, en huet e gewonnen, hien huet e gewonne géint de ganze Staat - jo, als Eenzelpersoun! - an an Zukunft ka mat dësem Urteel all Deputéierten, ob en der Majoritéit oder ob en der Oppositioun zougehéiert, Asiicht hunn an d'Konventiounen, d'Kontrakter, déi de Staat, déi d'Regierung mat drëtte Leit mécht, ob dat d'CLT ass, de Konzessiounsvertrag, oder ob et aner Leit sinn, oder ob et Memorandum-of-Understandinge sinn - MoUen, wou jo och ëmmer gesot gouf vu fréiere Justizministeren: „Dat geet net, dat ass confidentiel, do kréie mer politesch Problemer, dat geet net!"

Mee an der Konterpartie, Dir Dammen an Dir Hären, huet den Deputéierten Asiicht, mee en ass och gehalen duerch déi selwecht Confidentialitéit. Dat heescht am Kloertext: Dat, wat Der eigentlech hätt misse maachen, dat wier - an et ass dat, wat mir froen -, dass d'Chamber, Här President, zesumme mat dem Bureau - ganz schnell, well dat Urteel vis-à-vis vun dem Här Clement a vis-à-vis vun deenen aneren Deputéierten ass ab haut applicabel - sech muss d'Mëttele gi fir e Liesraum.

An ech hu virdru mat der Madamm Reding - déi souwuel d'Europäesch Kommissioun als Vizepresidentin vun der Kommissioun kannt huet wéi och als laangjäreg Deputéiert vun dem Europaparlament - ..., dass een e Liesraum installéiert, wou den Deputéierte keen Handy huet, kee Bic huet, keng Posch huet, huet si gesot, a wou deen, gegeebenefalls, ënner Opsiicht, Asiicht an déi Dokumenter huet, well dat ass jo de Konzessiounsvertrag, dat kënnen awer zum Beispill och Kontrakter sinn am Kontext vun der Pandemie - dat ass eppes, wat mir elo spontan an de Kapp kënnt -, dass en Asiicht huet, mee en ass gehalen duerch d'Confidentialitéit.

Elo sot Der: „Majo, den Deputéierten, deen huet jo eng Immunité parlementaire!" Ech mengen net, dass se op deem Punkt spillt. Ech mengen, dass en net strofrechtlech ka poursuivéiert ginn, wann en déi Confidentialitéit géif violéieren, mee en hänkt mat eppes an dat ass vis-à-vis vun eisem - dat ass och richteg! - interne Reglement vun der Chamber, nämlech dann, wann ech eng confidentiel Informatioun kréien, zum Beispill an enger Situatioun à huis clos, an ech divulgéieren déi dobaussen, dann ass et menger Usiicht no d'Immunité parlementaire, déi spillt. E kann also net um Penal dofir ugesicht ginn, mee e kann ënnert de Champ d'application vun alleguerten deene Peinë falen, déi um Niveau vun der Sanction disciplinaire vun engem Deputéierten - well dat ass da Privation vun der Parole, e Blâme oder all déi Dénger - drënnerfalen. Dëst Urteel ass also weeweisend.

An ech wëll soen - an ech fannen dat gutt an ech schléissen domat, entschëllegt mech och, e bësse méi laang gewiescht ze sinn -, d'Cour administrative, also d'Verwaltungsgeriicht, confirméiert hei déi Approche, déi och gemaach gouf - ech gesinn d'Madamm Hartmann - an der Affär Gibéryen, well wat geschitt an der Affär Gibéryen? Do hat den Här Gibéryen Informatioune vu Leit aus enger Verwaltung an do huet en no enger Chamberskommissioun oder an enger Chamberskommissioun zum Staatsminister gesot: „Ma, wat Dir eis zielt, dat weess ech schonns zënter dräi Wochen."

Wat ass geschitt? De Staatsminister huet gefrot, e misst déi Nimm do kréien, an den Här Gibéryen ass jo net op de Kapp gefall, dunn huet e gesot, hie wier en ale Mann, e kéint sech net méi drun erënneren. Jo! Wat ass em dann du widderfuer? Jo, jo, jo! Wat ass em dann du widderfuer? En huet sech missen enger ganzer Enquête pénale - enger ganzer Enquête pénale! - ënnerzéien, well e gesot krut, hien hätt Heelerei vum Secret professionnel gemaach.

An et ass eréischt herno am Appell, dass mat där selwechter Motivatioun, wéi se hei zréckbehale gouf, och den Här Gibéryen fräigesprach gouf mat dem Resultat, dass d'Chamber, de Chambersbureau, him, mat Recht, de Remboursement vu senge Fraisen huet misse bezuelen, soudass am Endeffekt de Lëtzebuerger Staat dowéinst muss blechen, well hei eng Enquête géint en Deputéierte geféiert gouf, wat an engem Rechtsstaat ganz einfach net geet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen, dass dës Motioun irrecevabel ass. Dat, wat hei steet, ass eng juristesch Häresie, déi institutionell net geet. A mir verlaangen, Här President, an der Konterpartie - an ech mengen, et sinn och aner Deputéiert, zumindest vun den Oppositiounsparteien, an ech géif mer wënschen, dass d'Majoritéitsparteien an enger Grandeur d'esprit och mat op dee Wee géife goen -, dass de Chambersbureau, zesumme mat der Conférence des Présidents, an ech weess och net ëmmer ..., schleunegst géif gebiede ginn, fir dat heiten Urteel, onofhängeg vun der Analyse juridique vun der Regierung ... Déi kann déi maachen, si ka schreiwen, wat se wëllt, mee mir hätte gären, dass deen Arrêt hei fir den Här Clement a fir all aner Deputéierten a senger voller Tragweite géif exekutéiert ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. An dann huet nach den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech haut zu där Motioun Stellung huelen, dann ass dat, well ech um Geriicht gewonnen hunn - gewonnen, obwuel jiddwereen der Meenung war, datt et onméiglech wär, datt en Deputéierte kéint e Kontrakt gesinn, deen de Staat mat engem Drëtten ënnerschreift, gewonnen, obwuel den Délégué du gouvernement viru Geriicht der Meenung war an a sengem Memoire geschriwwen huet, d'Chamber wär een Tiers par rapport zum Staat - net den Deputéierten! Do muss ee sech dach un de Kapp paken a sech d'Fro stellen, wat fir e Versteesdemech vum demokratesche Zesummespill zwëschent den Institutioune verschidde Leit, déi fir de Staat schaffen, awer hunn!

An deen huet dat net einfach esou geschriwwen! Ech ginn dervun aus, datt e Staatsminister, deen um Geriicht ugesicht gëtt, dee Memoire jo wuel gelies huet! An den Här Bettel, souwäit ech mech erënneren, ass e Jurist. Dat heescht, wann den Här Bettel dat ofgeseent huet, wat säin Délégué du Gouvernement geschriwwen huet, datt d'Chamber en Tiers par rapport zum Staat wär, ...

(Interruption)

... da stellen ech mer awer uerg Froen iwwert de Respekt, deen dës Regierung - ech stelle mer déi Fro souwisou, well et ass kee méi do - par rapport zur Chamber weist!

Dat gesot sinn ech der Meenung, datt dat heite keng Motioun däerft sinn. Dat misst, wann iwwerhaapt, wa mer ganz fei sinn, eng Resolutioun sinn. Dann invitéiere mer net d'Regierung, mee dann invitéiere mer d'Chamber, eppes ze maachen. An ech mengen, et wär richteg, datt d'Chamber sech hei géif eng Analys ginn, datt d'Chamber géif kucken, wéi mer dat kënnen ëmsetzen. An dofir hunn ech och eng Ufro fir eng Jointe vum Bureau an der Presidentekonferenz formuléiert, déi ech heimat dann dem President iwwerreechen.

Wannechgelift.

(M. Sven Clement dépose une demande de convocation d'une réunion jointe du Bureau et de la Conférence des Présidents.)

Den Här Knaff huet gesot, et wär en interessante Moment, mir wären erëm op null, mir wären erëm um Ufank, mir wären erëm do, wou ech eng Demande an enger digitaler Kommissioun gemaach hätt.

Nee! Mir sinn net erëm op null! Mir sinn um Enn vun engem Prozess, wou d'Regierung kloer gesot krut, se soll dem Deputéierten, dee geklot huet - an am Urteel steet dann och nach, datt all Deputéierten dat Recht huet, dat huet den Här Roth ganz richteg gesot -, dat Dokument ginn. Et geet net, datt d'Regierung dat Dokument do nach een Dag méi laang geheim hält!

Ech fuerderen hei, op der Tribün vun der Chamber, formell den Här Minister op, mir nach dës Woch dat Dokument ze weisen, sou wéi den Arrêt vun der Cour administrative dat verlaangt. Falls en dat net mécht, da sollte mer kucken, wat fir nächst Schrëtt et gëtt. Mee ech sinn der Meenung, wann d'Cour administrative seet: „Den Deputéierten huet dat Recht", datt de Minister sech deem net entzéien däerf. An ech ginn dervun aus, datt ech net deen eenzegen Deputéierte sinn, dee vun deem Recht haut nach wäert wëlle Gebrauch maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn e weidere Constat ze maachen an dat ass, wann de Premier … - an ech ginn dervun aus, datt de Premier sech wäert un den Arrêt vun der Cour administrative halen -, dann hunn ech hei och nach eng Ufro, fir e Punkt op den Ordre du jour ze setze vun der nächster Digicom (ndlr: Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications), fir eeben do iwwert de Contrat d'ancrage vun RTL CLT-UFA ze diskutéieren.

(M. Sven Clement dépose une demande de mise à l'ordre du jour de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications.)

(Brouhaha)

Et ass tatsächlech e bëssen Opreegung, mengen ech, am Sall. Dat kënnt vir, wann et Texter sinn … Déi 20 Säiten Urteeler sollen op eng Motioun vun net emol dräi Zeile kondenséiert ginn.

Dëst Urteel vu gëschter huet, mengen ech, zwou wichteg Saache gemaach. Dat eent ass: Et gouf tranchéiert, datt d'Verwaltungsgeriichter zoustänneg kënne sinn. Dat ass eng Première, doriwwer gouf haut nach net geschwat. Et ass wichteg, fir festzestellen, datt d'Verwaltungsgeriichter kënnen, a ganz speziell delimitéierte Fäll, Decisioune vun engem Minister virun der Chamber vis-à-vis vun engem Deputéierten attackéieren, datt se doriwwer tranchéiere kënnen. Dat gouf virdru vun eminente Verfassungsrechtler contestéiert. D'Cour administrative huet hei eng Lecture très large vun eiser Constitutioun gemaach an och dat wäert an Zukunft, mengen ech, en Impakt hunn. An och dofir ass et wichteg, datt d'Chamber sech d'Moyene gëtt, fir dat Urteel an d'Konsequenzen ze analyséieren.

Et geet hei net drëm, nëmmen ze soen ..., et geet net méi nëmmen ëm ee Kontrakt. Jo, dat war d'Origine. An de Refus vun der Regierung, fir dee Kontrakt ze weisen, de Refus vun der Regierung, fir, bis zum leschte Moment, deen Dol ze léisen, huet derzou gefouert, datt d'Verwaltungsgeriicht e wäitreechend Urteel net nëmmen iwwer seng Zoustännegkeet, mee och iwwert de Rôle vum Deputéierte geholl huet.

Dës Urteel stäerkt eis alleguerten; et stäerkt net mech aleng, et stäerkt net d'Oppositioun, et stäerkt jiddwereen. 60 Deputéierte goufe mat deem Urteel hei gestäerkt, d'Chamber gouf gestäerkt, well et gouf festgehalen: Dës Chamber ass en Deel vum Staat an net, wéi verschidde Leit mengen, en Tiers par rapport zum Staat.

D'Riichter hu ganz kloer festgehalen, datt all Tenancier d'une parcelle du pouvoir exécutif muss kënne kontrolléiert ginn an datt supposéiert gëtt, datt eng Majorité parlementaire ëmmer do ass, fir hinnen de Réck ze stäipen. An dat ass eeben an enger parlamentarescher Demokratie esou, datt eng Majoritéit do ass, fir hir Regierung ze stäipen.

Ëmsou méi wichteg ass et also, datt déi, déi net zur Majoritéit gehéieren, d'Moyenen hunn, fir en effikasse parlamentaresche Contrôle ze maachen. Dëst Urteel huet dat erméiglecht. Ech sinn net der Meenung, datt mer eng Motioun brauchen. Well wat d'Regierung mécht, dat ass hire Choix. D'Chamber muss hei aktiv ginn, d'Chamber muss hei d'Moyenen zur Verfügung stellen, well et kann net sinn, datt d'Deputéierten herno an e Liessall op all Ministère musse pilgeren. Déi Dokumenter hunn an d'Chamber ze kommen a se hunn hei consultéiert ze ginn an dann och, wann et muss sinn, à huis clos kënne vun den Deputéierten ënnereneen diskutéiert ze ginn. Dofir wäerte mir dës Motioun net matstëmme kënnen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun.

M. Pim Knaff *(DP), auteur*.- Voilà. Jo, Här President, also wéi gesot, ech constatéieren, datt mer am Fong - den Här Roth an och den Här Clement an ech - dat selwecht gesot hunn. Mir hu constatéiert, datt dat Urteel den Deputéierte stäerkt, datt et em Ableck gëtt a Kontrakter, déi, souguer wa se Clauses de confidentialité enthalen, datt mer se da kënne kucken an datt dat Urteel awer och seet, datt muss gekuckt ginn, datt de Sceau de la confidentialité gewaart gëtt, andeem et eis eng speziell Responsabilitéit operleet, an a sengem leschte Saz, datt et seet, datt muss gekuckt ginn, wéi d'Kommunikatioun vun deene confidentiellen Dokumenter vun engem Haus an dat anert da sécher funktionéieren.

An dat huet den Här Roth jo och hei gesot. Hien huet sech selwer scho mat de Modalité-pratiquen hei ausenanergesat, wéi dat kéint funktionéieren, datt mer eventuell e Sall bräichten ouni Fotoapparat, ouni hei, ouni do. Ben, déi selwecht Saach spillt och fir de Gouvernement natierlech, deen déi Dokumenter och muss da vehiculéieren a vun enger Plaz op déi aner bréngen an dee muss sech och d'Moyene ginn, ze kucken eeben, wéi dat funktionéiert. Ech mengen, an ech zweifele keng Sekonn drun, datt de Medieminister wäert dat Urteel hei vun der Cour administrative unhuelen an, bien entendu déi Dokumenter erausréckelen. Fir dat iwwerhaapt nëmmen ze mengen, an engem Rechtsstaat, datt e Minister esou eppes géif maachen, ass scho relativ verweegen, fannen ech. Ech zweifelen do keng Sekonn drun, ...

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dat huet kee behaapt heibannen!

M. Pim Knaff *(DP), auteur*.- ... datt mer hei an engem Rechtsstaat sinn, an deem jiddweree säi Rôle ze spillen huet, den éischte Pouvoir, den zweete Pouvoir an den drëtte Pouvoir. Elo huet deen drëtte Pouvoir hei gesot, wéi et soll funktionéiere mat deenen Dokumenter. Eh ben, da gëtt sech doru gehalen, mee et muss awer gekuckt ginn, wéi.

Bon, ech verstinn, datt Der awer elo do verschidde Bedenken hutt. Effektiv, d'Motioun ass e bësse séier geschriwwe ginn. Si sot vläicht nach aner ..., et mussen nach vläicht aner Argumenter ausgetosch ginn. Dofir déi Propositioun - ech weess net méi, vu wiem -, fir se an de Bureau vun der Chamber ze ginn. Déi géif eis och, ...

(Interruption)

... convenéieren. Wat, wat nee?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Also, den Här Wagner oder den Här Baum an den Här Reding, ech géif soen, si sollten och nach hir Vuen derzou soen an da kéint een eng Decisioun huelen, där ech net wëll virgräifen, dass si mir gesot hunn, et sollt een de Bureau saiséieren. Ech géif Iech invitéieren - dat hunn ech och virdru gemaach -, dass Der Är Motioun da géift zréckzéien.

M. Pim Knaff *(DP), auteur*.- Nee, dat maachen ech zwar elo net. Déi zéien ech net zréck.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ma, et ass gutt. Da stëmme mir ...

M. Pim Knaff *(DP), auteur*.- Da bleift se bestoen. Da kucke mer, wat mer domat maachen.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Et ass gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei, wannechgelift, däerf ech ee Wuert soen? Den Artikel 89 vum Chambersreglement gesäit vir: « Le Président de la Chambre est juge de la recevabilité en la forme des motions et résolutions. » Hei ass d'Recevabilitéit a Fro gestallt ginn an do seet den Artikel: « En cas de contestation, il saisit la Conférence des Présidents, qui prend la décision finale. » An et ass genau dat, wat ech der Chamber proposéieren, fir elo ze maachen. Dat heescht, datt mer dat un d'Conférence des Présidents verweisen, ob déi hei Motioun iwerhaapt recevabel ass.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, ech huelen zur Kenntnis, dass Der meng Argumentatioun awer zumindest net einfach ofweist, mee ech sinn awer nëmmen e ganz bescheidene Mann hei vu 60 Deputéierten. Ech géif awer trotzdeem soen, am Sënn vun der parlamentarescher Demokratie - Dir sidd selbstverständlech de President vun eis alleguerten - wier et awer utile, dass och déi aner Kolleegen, den Här Reding ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Absolutt!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... am Numm vun der ADR an och den Här Baum am Numm vun deene Lénken däerften ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nee, ech wollt jiddefalls kloerstellen, wat dat prozeduraalt Virgoen ass. An ech hu mech hei honnertprozenteg un d'Reglement gehalen. A grad an deem heite Punkt ass d'Reglement kloer: „En cas de contestation" kann de President dat un d'Conférence des Présidents verweisen. An den Här Wagner hat scho virdrun d'Wuert gefrot, an ech wëll him d'Wuert jiddefalls och ginn, fir sech hei ze expriméieren, grad esou gutt wéi och dem Här Roy Reding.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Et ass richteg, an dësen Zäiten ass et gutt, d'Rechter vun den Deputéierten ze respektéieren a vun dëser Chamber.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Här President, dat, wat den Här Knaff oder dem Här Knaff seng Motioun, déi schnell geschriwwe ginn ass - an d'Iwwerleeung hätt kënnen e bësse méi fréi gefouert ginn, well déi Diskussioun ass net nei -, dat, wat den Här Knaff, wann ech richteg verstinn, seet, wat net onbedéngt dat ass, wat do steet, ass scho virexercéiert ginn. Beim TTIP hate mer e Liessall, wou een dohinner konnt goen. Beim Audit vun der Police, ech ka mech erënneren, do konnt een och den Audit, also déi extensiv Versioun, kucke goen an e Sall - do waren 200, 300 Säiten -, ouni Notten ze huelen an esou weider, do freet ee sech och iwwert d'Effikassitéit, mee op jiddwer Fall konnt een awer gewësse Saache kucken. Dat ass alles schonn duerchexercéiert ginn.

Dat gesäit och den Arrêt vir vun der Cour administrative, e seet et jo och in extenso. Also, dovunner ofgesinn ass déi heite Motioun irrecevabel, selbstverständlech. Ech mengen, do kann ee sech nëmmen eens sinn, wann een e bëssen de Rechtsstaat respektéiert. Mee, si ass net nëmmen irrecevabel, si ass superfetatoire. Si ass an deem Sënn superfetatoire, datt d'Cour administrative dat souwisou seet an datt mir dat souwisou schonn duerchexercéiert hunn. An déi Diskussioun, déi mer geféiert hunn an der Commission des Médias, wou den Här Clement, mir och an nach ..., nee, ech mengen, et ware just d'Piraten a mir, déi wierklech derfir agetruede sinn, fir kënnen dee Vertrag ze gesinn. Dat ass schonn eng Partie Méint hier, also dat ass scho ganz laang hier.

An der Tëschenzäit hätt jo och d'Chamber, d'Majoritéit vläicht och, d'parlamentaresch Majoritéit, sech kënne Gedanke maachen, wa se mengen, datt dat nach net duerchexercéiert wier oder datt mer net wéissten, wien dat géif maachen, si hätte sech dat jo kënnen iwwerleeën. Mir waren Demandeur derfir, fir iwwerhaapt do Accès ze hunn. An dofir gëtt een awer den Androck net lass, wann déi heite Motioun haut grad deposéiert gëtt, nodeems den Arrêt vun der Cour administrative koum ...

Den Här Roth sot, e geet dovunner aus, datt déi Motioun vum éischte Pouvoir emanéiert. Ech ginn och dovunner aus. Et wier jo relativ schlëmm, wann d'Iddi bei engem anere Pouvoir gewuess wier, well ech muss awer soen, wat relativ schlëmm ass: Mir sinn am Joer 2021 a mir brauchen eng Cour administrative, fir eis ze soen, datt d'Chamber, datt d'Volleksvertriedung en Deel ass vun der Natioun, en Deel ass vum Staat. Wéi och schonn dorobber Referenz gemaach ginn ass - den Här Roth huet dorobber Referenz gemaach mat der Affär Gibéryen -: Et ass déi zweete Kéier, datt mer ënnert dësem Staatsminister erëm musse kloerstellen, an datt muss kloergestallt ginn, datt d'Chamber en Deel vun den Institutiounen, en Deel vum Staat ass. Aner Länner hunn dat virun 200 Joer festgestallt.

(Interruption)

Mee mat enger DP an der Regierung muss een op eemol ..., brauch een eng Cour administrative, fir dat festzestellen. Ech fannen dat schlëmm, jo. Ech fannen dat och witzeg, mee et ass relativ ..., et ass relativ schlëmm.

Et ass elo bestätegt ginn. An a Wierklechkeet, wann déi heite Motioun géif ugeholl ginn, dann hu mer zwou Saachen. An dat ass e Problem, mengen ech, wierklech, well mir hätten eng Afrostellung vum drëtte Pouvoir. Dat muss ee fäerdegbréngen! A mir hätten eng Kastratioun vum éischte Pouvoir. Dat muss een och feststellen!

Mir hunn hei en Arrêt, gëtt gesot op eemol, dee musse mer elo interpretéieren. An de Medieministère hat Méint, Méint, Méint, fir sech Gedanken ze maachen, an e kann nach ëmmer interpretéieren, wat e wëllt, an et gouf gesot: „E ka maachen, wat e wëllt". Mee op jiddwer Fall ass den Arrêt méi wéi kloer an e soll schleunegst duerchgezu ginn. E soll d'nächst Woch ..., an den nächsten Deeg musse mer Accès hunn un op dëse Contrat, well et gëtt jo näischt ze verheemlechen. Mir si jo fest dervun iwerzeegt, datt d'Terme vun deem Contrat natierlech respektéiert goufen an datt den Inhalt vum Contrat selbstverständlech näischt mat der ganzer komescher Prozedur, mat där mer hei elo konfrontéiert sinn, ze dinn huet. Ech hoffen dat op jiddwer Fall. Mee selbstverständlech ass déi heite Motioun inakzeptabel. An et wier schlëmm, et wier e Prezedenzfall, wa mer déi géifen unhuelen. Ech mengen, mir mussen elo ganz einfach Ableck kréien an eis Aarbecht als Deputéierter maachen. Et ass traureg genuch, datt eng Cour administrative dat muss bestätegen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Dann hat nach den Här Roy Reding d'Wuert gefrot.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, Här President, léif Kolleegen, vun der Regierung ass jo elo leider kee méi hei, fir eis nozelauschteren. Ech wollt fir d'éischt eng Minutt dem Roby Mehlen gedenken, well wann et de Roby Mehlen net gi wier a säi „Fräie Lëtzebuerger Baureverband", da wier et keen Arrêt Procola ginn an dann hätte mer haut nach ëmmer keng Cour administrative an da géif et esou en Urteel wéi dat doten net ginn.

Wann et de Gast Gibéryen net gi wier, deen et drop ukomme gelooss huet, an de Prisong gesat ze ginn, dee vun engem Minister gesot krut: „Pass op, wat s de méchs, pass op, wat s de méchs!", an deen d'Kalbliddegkeet hat, ze soen: „Ech zéien dat duerch!", dann hätte mer haut keen Arrêt vun der Cour, dee festleet, wat de Pouvoir vum Deputéierten ass, wat säi Quelleschutz ass, wat seng Immunité parlementaire ass.

An esou ongär wéi ech e Pirat luewen, hätte mer net de Sven Clement gehat, deen deen heite Wee gaange wier, dann hätte mer elo keen Arrêt, deen hei ee fir allemol Schluss mécht mat där Geheimniskréimerei, déi de Staat ëm Verträg mécht.

De Memorandum of Understanding vu Google, wéi laang hu mer do missen diskutéieren an disputéieren, bis datt mer deen endlech an enger Kommissioun virgeluecht kruten an en hunn däerfe liesen? A mir hu souguer däerfen Notte maachen. An huet ee vun eis abuséiert? Huet iergendee Präisser genannt, Nimm vu Proprietären, déi do verkaaft hunn? Nee! Mee mir hu kontrolléiert: Ënner wat fir engen Ëmstänn huet de Ministère de l'Économie dee Memorandum ënnerschriwwen?

An duerfir sinn ech och net d'accord mat Liessäll, wou ee kee Bic däerf hunn. Well wa mer wëllen eng Kontrollfunktioun hunn, dann heescht dat jo awer och, wann eppes Grausames drasteet, datt een dat muss kënne soulevéieren - net e Geheimnis, net e Betribsgeheimnis, mee wann do eppes géif drastoen, wat eisen demokratesche Grondwäerter géif widderspriechen, da muss een dat kënne soulevéieren.

Et ass elo vill iwwert déi Motioun hei geschwat ginn - recevabel oder net recevabel? Ech gesinn net, firwat datt se irrecevabel wier. Si ass an engem Punkt superfetatoire. Mir brauchen net d'Regierung ze invitéieren, en Arrêt ze liesen a sech Gedanken driwwer ze maachen. A si ass an deem anere Punkt eng Häresie - an do huelen ech d'Wuert vum Gilles Roth zréck -, et ass eng Häresie, d'Regierung opzefuerderen, d'Modalités d'application ... Ma et ass kloer, deen Arrêt seet klipp a kloer, datt deen Text muss den Deputéierte virgeluecht ginn! Point à la ligne!

Elo kann nach eng Kéier en neie Refus komme vun eisem Medieminister, eisem Staatsminister, denn dee selwechten ass, deen de Gast Gibéryen wollt aspäre loossen. Elo kann nach een zweete Refus kommen. Ma da geet een nees eng Kéier op d'Cour. An da geet en nees eng Kéier op d'Nues. E muss endlech léieren, datt en d'Chamber an all eenzelnen Deputéierten ze respektéieren huet!

An ech erlabe mer dann zum Ofschloss: Dir hutt nach eng Motioun do leien, nämlech déi vun der ADR, déi ech erabruecht hunn den 23. Mäerz 2017 zu genau deem doten Theema. An iwwert déi ass deemools net ofgestëmmt ginn. Déi ass an d'Kommissioun verwise ginn. A well se do ni traitéiert ginn ass, ass se iergendwann hei an de Plenum komm. An do hu mir, do hunn ech en accord mam Chamberspresident gesot: Mir stëmmen net iwwert se of, well et ass eng Affaire judiciaire unhängeg. Ben, ech constatéieren: Déi Affaire judiciaire ass elo net méi unhängeg an duerfir hätt ech gär, datt mer och elo iwwert dës Motioun ofstëmmen, well et ass nämlech genau dat, wat d'Cour seet: „Mir fuerderen d'Regierung op, der Chamber Asiicht ze ginn an de komplette Konzessiounsvertrag." Point à la ligne.

Dat ass dat, wat den Arrêt seet. Dat ass dat, wat eist Recht ass. An dat ass dat, wat mer fuerderen. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding.

Ech bleiwen derbäi, wat ech virdru gesot hunn. Ech mengen, d'Recevabilitéit vun dëser Motioun, déi ass a Fro gestallt, an an deem Punkt ass d'Reglement kloer, datt een eeben einfach seet, en cas de

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

contestation soll dat virun d'Conférence des Présidents kommen. An da wäerte mer dat maachen.

(La motion de M. Pim Knaff est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

An domat ass d'Sitzung vun haut ...

Plusieurs voix.- Nee!

9. Ordre du jour

(Brouhaha général)

Une voix.- Mir hätte gär d'Ofstëmmung vun der Motioun!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'ADR-Motioun!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'ADR-Motioun!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- D'ADR freet d'Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi den Här Reding elo nach eng Kéier virgestallt huet, aus dem Joer 2017. Den Här Reding huet dat elo proposéiert. A mir bieden lech, ofstëmmen ze loossen.

(Brouhaha)

(La Chambre marque son accord avec cette proposition de modification de l'ordre du jour.)

10. Motion de M. Roy Reding relative à la mise à disposition de la Chambre des Députés de toute la convention entre l'État, RTL Group, CLT-UFA et Bertelsmann AG

(Motion déposée en séance publique n° 30 du 23 mars 2017 - à consulter au compte rendu n° 11/2016-2017 en page 402)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass nach een, deen eppes zu där Motioun wëllt soen?

(Brouhaha général)

Den Här Sven Clement freet d'Wuert.

(Brouhaha)

Discussion générale

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech fannen et sympathesch, datt hei genau dat nämmlecht nach eng Kéier gefuerdert gëtt, fir dat d'Geriicht mer Recht ginn huet. Et ass awer, mengen ech, insofern wichteg, iwwert déi Motioun ofzestëmmen, well d'Geriicht ganz kloer gesot huet an dem Arrêt, datt eng Demande vun den Deputéierte muss virleien, fir spezifesch Dokumenter, fir d'Consultatioun dovunner ze kréien. Ech géif mech esou wäit aus der Fënster leenen a soen, datt eng Motioun, déi fuerdert, datt d'Chamber Asiicht an eppes kritt, eng kollektiv Demande vun alle 60 Deputéierte wär, fir Asiicht an dat Dokument ze kréien. Deementspriechend gesinn ech näischt, wat eis géif drun hënneren, dës Motioun ze stëmmen, tout au contraire. Si géif verhënneren, datt Dir, Här President, mat 60 eenzelnen Demandë fir dat nämmlecht Dokument konfrontéiert wäert.

Une voix.- Très, très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ganz kuerz, Här President: Fir d'CSV ass dat hei eng logesch Konsequenz vun engem Urteel vun der héchster Geriichtsbarkeet. A mir hätte gären, dass déi Urteeler vun der Cour administrative exekutéiert ginn. An duerfir verlaange mer och, dass iwwert dës Motioun elektronesch ofgestëmmt gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci Här Roth. Dann huet den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Déi Motioun hei vun der ADR vun 2017 fuerdert eppes, wat säit zwee Deeg rechtskräfteg ass.

Une voix.- Jo.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir hunn elo laang driwwer debattéiert. An ech sinn och frou, dass mer konnten deen Debat hei féieren, mat Leit, déi vill méi vun dem Fach kenne wéi ech. Déi Motioun fuerdert eppes, wat rechtskräfteg ass, an ass a mengen Aen dofir superfetatoire. An déi brauche mer net ze stëmmen.

(Exclamations)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. Den Här David Wagner freet nach d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, Merci, Här President. Ech weess net, ob se superfetatoire ass oder ob se op jiddwer Fall eng logesch Konsequenz ass u sech vum Urteel vun der Cour administrative, dat elo gesprach ginn ass. An op jiddwer Fall ass et eng Motioun, déi dës Chamber och stäerkt, well wann een dat esou interpretéiert, hätt et solle scho viru längerer Zäit geschéien. Mee mir kréien eng Assurance. An do deelen ech och d'Argumentatioun vum Här Clement, wa mer se souguer unanime ..., well mir sinn eis jo all eens hei am Sall, datt mer Asiicht wëllen an déi Dokumenter. Duerno musst Dir, Här President, dat jo mat der Regierung klären an dann hutt Der och de Réck gestäipt vu 60 Deputéierten, déi soen: „Voilà, mir wëllen dat hunn!", also amplaz datt duerno d'Demandë sech eparpilléieren.

Deementspriechend, mengen ech, kann een déi heite Motioun stëmmen, well et ass och e symbolescht Signal, datt mer et wierklech wëllen. A wann ee sech ënnert dem „superfetatoire" verstoppt par rapport zum traurege Spektakel vun der vireger Motioun, mengen ech, wier dat symbolesch net ganz staark fir eis Chamber.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wagner. Dann huet den Auteur nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Roy Reding *(ADR), auteur*.- Jo, just en eenzegt Wuert zum Fraktiounschef vun der DP: Déi Motioun ass net superfetatoire! Dat eent ass d'Urteel, wou den Deputéierte Sven Clement Asiicht gefrot huet a wou e Recht krut. An dat heiten ass eis Demande als Chamber, datt mir alleguerten dat Dokument kënnen agesinn. Si ass also net superfetatoire, well soss musse mer, wéi de Sven ganz richteg gesot huet, 59 zousätzlech Demanden un de Medieminister schécken.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Reding. Et ass keng Wuertmeldung méi do - dach, den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President.

(Interruption)

Wat gelift? A! Merci, Här President, fir d'Wuert. U sech ginn ech dem Gilles Baum Recht, dass se superfetatoire ass, well duerch d'Urteel vun der Cour ass jo d'Asiicht an den Dossier assuréiert. A mir sinn eis jo och alleguerten heibannen eens, dass dat Urteel muss ëmgesat ginn. An déi Motioun, déi de Pim Knaff deposéiert huet, ass u sech dorëms gaangen, wéi déi Modalitéite fir déi Ëmsetzung vun deem Urteel sollen ëmgesat ginn, wéi mer dat kënnen - en toute confidentialité, esou wéi et och am Urteel drasteet - maachen. Duerfir mengen ech och, dass et richteg ass, dass mer an der Conférence des Présidents doriwwer schwätzen, eis och do direkt Gedanke maachen, wéi mer dat Urteel do kënne konkreet och direkt - an dat ass och d'Recht vun all Deputéierten heibannen - ëmsetzen.

Ech wëll och do nach just e Wuert soen zu deem, wat den Här Roth gesot huet, well den Här Roth huet e bëssen hei den Androck opkomme gelooss, wéi wann et 31 Deputéierter gewiescht wären, déi Asiicht an alles gehat hätten, an 29 Deputéierter heibannen, déi net Asiicht an alles gehat hätten.

Plusieurs voix.- Nee!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech wëll just soen, ...

(Brouhaha)

... dass een e bëssen den Androck hat, dass Der dat wollt suggeréieren.

Ech wëll lech just soen: Wann et e Konzessiounsvertrag gouf, wou en MoU war oder et e Konzessiounsvertrag ginn ass, do hate weeder déi vun der Oppositioun nach déi vun der Majoritéit Asiicht an dat Dokument. Ech wëll dat just kloerstellen, well et hat een d'Gefill, dass Dir dat hätt wëlle soen. Ech wollt dat just hei kloerstellen, dass hei kee vun den Deputéierten, ...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Also, ...

Une voix.- D'Gefill ass falsch!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... déi doten Asiicht hat, ouni lech ... Ech wollt lech elo net beleidegen an Dir sidd elo vläicht opgereegt, mee ...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Nee, ech sinn net ..., also, ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... voilà.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir reegt mech net esou séier op.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Voilà. Duerfir, ech wollt just ...

(Brouhaha)

... soen, dass kee vun den Deputéierten do Asiicht an deen Dossier hat.

Dofir, ech mengen, dass dat, wat de Gilles Baum gesot huet - dass se superfetatoire ass -, dass dat richteg ass. An dann: Ech mengen och, dass mer doriwwer esou hei sollten ofstëmmen. Ech ginn lech awer Recht, dass et gutt ass, dass mer alleguerten dee Konzessiounsvertrag hei gesinn, an dass mer d'Ëmsetzung esou séier wéi méiglech solle maachen. Wann déi heite Motioun sollt gestëmmt ginn, da misst och hannendrustoen „selon l'arrêté de la Cour administrative", esou wéi d'Cour et och gesot huet, an net, wéi d'ADR et gefrot huet.

Duerfir mengen ech, dass déi heite Motioun esou, wéi se hei ass, superfetatoire ass. An duerfir solle mer se net stëmmen.

(Exclamations)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engel. Dann huet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot. An duerno den Här Gilles Roth.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, ech wollt zwou kuerz Bemierkunge maachen. Eng ass, wa mer elo zum Vott kommen: Ech wollt just drun erënneren, datt Deputéierter, déi eventuell en Interessi hunn wéinst enger Vertriedung bei RTL oder aus engem anere Grond, warscheinlech vu sech aus elo opstinn a soen, datt se um Vott net wäerten deelhuelen.

Déi zweet Bemierkung, déi ech wollt maachen, ass eng vu politescher Natur. Ech hunn déi Debatten elo hei matverfollegt. Ech muss soen, ech sinn entsat iwwert dee Komportement vun de Regierungsparteien. Ass et dann normal, datt eng Partei wéi d'Demokratesch Partei, déi ëmmer erëm an hire Slogane seet: „Dialog an Transparenz", elo hei mat komesche Manöveren alles probéiert, fir datt mer déi Transparenz net kréien, déi awer hei als Deputéierter ..., wat eist Recht elo ass, wat vum Geriicht confirméiert ginn ass?

(Brouhaha)

Ass et normal, datt eng sozialistesch Partei, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... ausgerechent eng sozialistesch Partei, sech hei hiergëtt, ...

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

... fir eigentlech e Manktem un Transparenz nach mat ze ënnerstëtzen? Ass et normal vun deene Gréngen ...? Ech hunn dat Gefill, datt déi Parteien, déi Essenz, firwat se eigentlech ugetruede si virun hire Wieler, fir de Staat hei ze reforméieren, „d'Fënstere grouss opzerappen", ... Ech erënnere mech nach drun, wéi se hei ugetruede si virun e puer Joer. Ma si halen d'Fënsteren zou! Si wëlle keng Transparenz, well soss géife se déi Motioun, déi mir hei presentéiert hunn, direkt matstëmmen! Si verroden eigentlech hir politesch Ziler an dat, wat se virun hire Wieler versprach hunn! Dat ass hei déi Realitéit, déi mer erliewen!

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Roth d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech huelen dat, wat den Här Georges Engel gesot huet ...

(Interruption)

... - bon, lauschtert! -, awer als ...

(Interruption)

Da ginn ech dorobber.

(M. Gilles Roth se déplace vers le pupitre.)

Här Engel, mat allem Respekt: Wësst Der, ech si responsabel fir meng Akten an ech si responsabel fir dat, wat ech soen op dëser Chamberstribün. An dat, wat Dir mengt ze suggeréieren, wat ech gesot hätt a wat ech net gesot hätt, dat akzeptéieren ech net. Ech stellen awer fest: Wann Der hei als President vun der Fraktioun vun der LSAP derfir plädéiert, dass een hei déi Motioun, esou wéi se vun der ADR virgeluecht gouf, net sollt stëmmen, da plädéiert Dir als President vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei fir eng Entmuechtung vun dem Lëtzebuerger Parlament, eng Muecht, déi dem ...

(Brouhaha)

... Lëtzebuerger Parlament duerch en Urteel vun dem ieweschte Verwaltungsgeriicht zougestane gouf.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech hunn dräimol gesot, dass dat richteg wär ...

Une voix.- Dir maacht elo just dat selwecht, wat Dir net wëllt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann huet den Här Baum d'Wuert gefrot.

(Brouhaha général)

Une voix.- Wann dat do net Engem-Wierder-an-de-Mond-Leeën ass, Här Roth!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Marc Baum, wannechgelift!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, datt déi Motioun vun der ADR duerchaus hir Berechtegung huet. D'Cour huet festgehalen an hirem Arrêt, datt d'Chamber e Recht huet - e Recht huet! -, dat Dokument anzegesinn. Déi Motioun ass Ausdrock vum Wëlle vun der Chamber, dat Recht applikabel ze maachen.

(Brouhaha)

Duerfir ass et wichteg, datt mer déi heite Motioun stëmmen. Mir als Lénk wäerten dat op jidde Fall maachen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

Une voix.- Dofir brauche mer zwar keng Motioun!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass nach eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Da kënne mer zur Ofstëmmung vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha général)

Duerno maachen ech ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... den Appel nominal fir déi, déi wëllen ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... Här President, Här President, ...

(Brouhaha général)

... Här President, Point d'ordre! Här President, ech hunn e Point d'ordre, wannechgelift! Ech hu festgestallt, datt verschidden Deputéierter elo de Sall verlooss hunn, warscheinlech eebe wéinst deem Punkt, deen ech virdrun ernimmt hunn, datt se net däerfe matstëmmen. Mee ech hunn awer och festgestallt, datt déi selwecht Deputéiert d'Wuert ergraff hunn an dëser Debatt. An ech géif awer gären an der Presidentekonferenz drop zréckkommen, datt wann ee schonn e Conflit d'intérêt huet an net soll un engem Vott deelhuelen, dann ass et awer a mengen Aen och selbstverständlech, datt en anere Vertrieder vun deene Parteie soll d'Wuert ergräifen zum selwechten Theema, well och do ass natierlech en Interessekonflikt, wann een eng Positioun verdeedegt, un där ee selwer en Interessi huet, well et ka jo awer net sinn ... Ech géif also proposéieren, mir stëmmen nach eng Kéier of. Awer deen do Punkt, datt hei Leit, déi en Interessekonflikt hunn, selwer fir eng Saach plädéieren, fannen ech, soll een an der Presidentekonferenz awer och zur Sprooch bréngen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Josée Lorsché freet nach d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et ass jo net, ...

(Brouhaha général)

Une voix.- Sch! Sch!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... wéi wann et hei ëm Klengegkeete géif goen. Mir hunn net d'Chance kritt, hei ënnerteneen ze schwätzen. Ech proposéieren eng kuerz Ënnerbriechung, dass mer eis kënnen op d'mannst concertéieren an eiser Fraktioun.

(Exclamations)

Ech kann net hei ...

(Brouhaha général)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- De Vott ass amgaangen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... Ech ... Däerf ech schwätzen?

(Brouhaha général)

Ech kann net stante pede hei mat menge Leit schwätzen. Dat muss awer op d'mannst d'Recht sinn, dass ee sech kuerz kann austauschen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'Motioun ass vun 2017, Madamm Lorsché!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, de Vott ass amgaangen. An de Vott ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Do waren eis Deputéiert nach net derbäi!

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... ass ofgeschloss.

Déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

(Interruption)

M. Léon Gloden (*CSV*).- Här President, wann een net däerf mat ofstëmmen, wann een e Conflit d'intérêt huet, da kann een och keng Procuratioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Genau dat!

M. Léon Gloden (*CSV*).- Dat ass e Principe général!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et ass dat, wat ech am Fong elo net wollt soen. Merci, Här Gloden, jo.

Domadder hu mer follgend Resultat: Mir hunn 29 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen. D'absolutt Majoritéit läit bei 30. An domadder ass dës Motioun ofgeleent.

(Conformément à l'article 51 (2), la motion est rejetée par 29 voix contre 29 voix.)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, Point d'ordre wannechgelift!

(Brouhaha)

Pardon, mee ech gesinn op den Ecran vun de Votten an ech gesinn, datt bei déi gréng d'Majoritéit

net ofgestëmmt huet. An ech hunn hei net héieren, datt d'Leit eenzel, esou wéi d'Reglement dat virgesäit bei engem Appel nominal, sech gemellt hätten. Et kann net sinn, datt Dir als President hei einfach sot, déi gréng hätten x oder y ofgestëmmt. Pardon, si hunn net ofgestëmmt, si hu sech net gemellt, da gëlle se als net gestëmmt. Mir kënnen hei net ufänken, à la tête du client einfach emol Votten ze verdeelen. Et ass grav genuch, datt Leit hei reegelméisseg sech ieren a sech net mellen an domadder lech an d'Laberente bréngen, mee dat doten, dat ass du jamais-vu!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Da kommt, mir maachen en neie Vott ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, jo. Ech wëll dem Här Clement eppes soen: Et ass wierklech all Vott, dee mer hei corrigéiere mussen. An haut ass et am Fong geholl och net aneschters. De Vott ass deen, deen en ass. Hei sinn 29 Nee-Stëmmen ...

(Interruption)

... an et sinn 29 Jo-Stëmmen. An da gëtt et eng Majoritéit, déi bei 30 läit, an déi ass net erreecht. An domadder ass dës Motioun ofgeleent.

(Brouhaha général)

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President!

Une voix.- Dräi Leit hunn net um Vott deelgeholl, dann ass et 57 dividéiert duerch zwee!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, wannechgelift!

(Interruptions diverses)

Här President! Dierf ech eppes soen?

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn der Madamm Beissel als „Stimme der Vernunft" d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, ganz kuerz. Et schéngt jo eng Konfusioun ze sinn, dass Leit vergiess hunn, op de Knäppchen ze drécken. Ech géif lech proposéieren: Mir widderhuelen de Vott.

Une voix.- Jo!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mathematesch geet et net!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, mir hunn dräi Deputéierter, ...

(Brouhaha général)

... déi net matgestëmmt hunn. Da kënne mer bei der Gesamtzuel vu Stëmmen net op 58 kommen.

(Interruptions)

Ma wa se ..., ma nee, mir hunn dräi Deputéierter, déi net matgestëmmt hunn. Dat sinn der dräi, déi am Verwaltungsrot sinn. 60 wéineger dräi gëtt net 58!

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nominative Vott!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir follegen der Madamm Beissel a mir droen deem Rechnung. Dat heescht, mir maachen de Vott frësch. Mir stëmmen nach eng Kéier iwwert d'Motioun of.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Här President, Point d'ordre! Ech froen, wann dat elo geet - an ech mengen, den Här Generalsekretär ass hei -, en nominative Vott.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

Nouveau vote sur la motion (vote nominal)

D'Urn, wannechgelift!

(Brouhaha général)

Mir zéien da fir d'éischt de Premier votant an dat ass d'Madamm Hemmen Cécile.

A mir géifen dann elo den Appel ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Wannechgelift, et wier geholl gutt, wann déi eenzel Leit sech géife sëtzen. Da kéinte mer den Appel nominal maachen, fir ze kucken, ob mer dat Resultat vu virdrun nach eng Kéier erauskréien.

(Appel nominal)

An d'Resultat ass dann ...

(Concertation interne)

D'Resultat vum Vott ass: 29 Nee-Stëmmen a 27 Jo-Stëmmen. An domadder ...

Plusieurs voix.- 28!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da sinn et 28 Jo-Stëmmen. Also wien ass dann elo ...? Et ass jo de Claude Wiseler an ...

(Concertation interne)

Et sinn 28 Jo-Stëmmen. Also, ech widderhuelen nach eng Kéier: Dës Motioun ass mat 29 Nee-Stëmmen an 28 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

(La séance publique est levée à 20.31 heures.)

SÉANCE 34

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Vendredi 29 janvier 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 69 de M. François Benoy relative aux offres à bas seuil à destination des toxicomanes**
   - M. François Benoy - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
3. **Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz**
   - M. Marc Spautz
4. **7752 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (interventions de M. Georges Engel et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Gilles Baum (intervention de M. André Bauler) - M. Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. André Bauler et M. Georges Engel) - M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 1) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt de la motion 2) (dépôt de l'amendement 1) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Vote sur l'amendement 1 (rejeté) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement pour fait personnel et M. Marc Baum)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Josée Lorsché - Mme Martine Hansen - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : Mme Carole Hartmann - M. Marc Spautz - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - Mme Simone Beissel - M. Sven Clement - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (intervention de M. Marc Baum) - M. Sven Clement (interventions de M. le Ministre Lex Delles et M. Georges Engel)
   - Vote sur la motion 2 (interventions de M. Georges Engel et M. Sven Clement) (rejetée)
5. **Motion de M. Sven Clement relative à l'éducation**
   - M. Gilles Baum
   - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
6. **Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite**
   - M. Georges Engel
   - Exposé: M. Marc Spautz
   - Discussion générale : M. Georges Engel - M. Marc Spautz (fait personnel) - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum
   - Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 69 de M. François Benoy relative aux offres à bas seuil à destination des toxicomanes

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der erweiderter Fro Nummer 69 vum Här François Benoy iwwert d'Offres à bas seuil fir Drogenofhängeger. De Froesteller huet fënnef Minutte fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, um Ëmgang vun der Gesellschaft mat deene Schwächsten an deene Benodeelegsten erkennt een hiert richtegt Gesiicht. An zu deene Schwächsten an onser Gesellschaft gehéieren och Drogekranker - déi Mënschen, déi duerch d'Liewen an hire Konsum zum Deel alles verluer hunn a ganz ënnen ukomm sinn.

Dat Bild an och onsen Ëmgang domat gesi mir ronderëm den Drogekonsumzentrum Abrigado an der Diddenuewener Strooss zu Bouneweg op där anerer Säit vun der Stater Gare. An ech kennen d'Situatioun do ganz gutt, well ech just e puer Honnert Meter dovun ewech wunnen. A fir et ganz kloer ze soen: Et ass onsem Land onwierdeg!

Onsen Ëmgang mat deene Schwächsten hei ass fir sech ze schummen, Dir Dammen an Hären. Et gesäit een do vill Mënschen, déi am Bulli stinn, hir Zelter do opgeschloen hunn, fir en Daach iwwert dem Kapp ze hunn. An och d'Maueren, déi ronderëm gebaut goufen, verstoppen de Problem net, deen hei op dëser Plaz ëmmer méi visibel gëtt. Mauere si souwisou ni gutt.

Déi Situatioun ass net gutt fir déi Betraffen, net gutt fir d'Leit, déi do schaffen an eng immens engagéiert Aarbecht maachen, net gutt fir d'Awunner, déi duerch déi Konzentratioun vun de Problemer d'Nues voll hunn an och net gutt fir déi ganz Gesellschaft.

An dofir hunn ech dës erweidert Fro un d'Madamm Santésministesch gestallt fir ze wëssen, wéi d'Regierung mat der Ëmsetzung vum nationalen Drogeplang weiderkënnt, grad eebe wat déi nidderschwelleg Drogen- a Sozialaarbecht hei am Land ugeet.

Am visibelsten ass onsen Drogeproblem ronderëm den Abrigado. Mee Droge kenne weeder Landesnach Gemengen- nach Quartiersgrenzen. An dofir muss d'Regierung zesumme mat de Gemengen dëse Problem nach méi engagéiert an decidéiert ugoen, Strukturen evaluéieren an den aktuelle Besoinen upassen, hir Verantwortung iwwerhuelen.

Den Drogenhëllefszentrum Abrigado gouf 2005 gegrënnt an ass eng sozial Struktur, déi am Dag an an der Nuecht ophuet, ënner anerem mat Raum, wou d'Leit hir Droge konsuméiere kënnen ënner gudde sanitäre Konditiounen.

Zanter dem leschte Joer ginn och Substitutiounsprogrammer do gemaach. An de Joren ass den Abrigado gewuess an huet sech ugepasst. Et ass trotzdeem ëmmer nach e Provisoire. E kann a soll net de ganzen Drogeproblem vum Land opfänken.

A wann ee mat de Leit vum Terrain schwätzt, da soen déi engem ganz kloer: „Den Abrigado ass un der Limitt an d'Situatioun am a virum Abrigado muss onbedéngt entschäerft ginn, d'Offer muss méi breet an op méi verschidde Plazen opgestallt ginn!" Amplaz dass d'Haaptoffer fir Drogekranker an domat natierlech och de Konsum an d'Dealen am Quartier, am ëffentleche Raum, d'Ronderëmlungeren an esou weider, sech op enger Plaz sammelt, mussen nidderschwelleg Offere fir Drogekranker sech de Besoine vum Terrain upassen a verdeelen.

Et gëtt entre-temps no zéng Joer Diskussiounen och en Drogekonsumraum zu Esch-Uelzecht mat ugepasstem Encadrement. Mee dat geet net duer. Och déi aner Regioune brauchen esou Infrastrukturen an et muss ee menger Meenung no och an der Haaptstad den Drock vum Abrigado ewechhuelen an och hei d'Strukturen dezentraliséieren.

Am Moment huet den Abrigado eng 180 Clienten den Dag. Experte soen, dass eng 50 Clientë pro Struktur optimal wären. Mat méi, mee dofir méi klenge Strukture kann een d'Sozial- an d'Drogenaarbecht och méi cibléiert der verschiddener Clientèle upassen an déi negativ Nieweneffekter zum Beispill fir d'Noperschaft sinn esou manner héich.

Donieft brauche mer och méi Wunnstrukture fir déi drogenofhängeg Leit. Dat weist jo schonn eleng d'Zeltlager virum Abrigado. Am Moment huet den CNDS (ndlr: Comité national de défense sociale) zum Beispill 27 Wunnengen am Housing First an eng Waardelëscht vu 50 Leit. Vum Terrain héiert een, dass een déi nidderschwelleg Wunnstrukture fir Drogenofhängeger misst verdräifachen.

Madamm Santésministesch, wat ass Är Analys vun der aktueller Situatioun vun der nidderschwelleger Offer fir Drogekranker? A wou wëllt Dir prioritär den Hiewel usetzen? Am nationalen Drogenaktiounsplang ass d'Dezentraliséierung vun de Strukture virgesinn. Wéi kommt Dir domat virun, och an de verschiddene Regiounen? A wéi wëllt Der d'Situatioun an der Haaptstad verbesseren?

Wéi gesäit et aus mat spezifesche Programmer? Ech denken un Drogekonsumraim zum Beispill fir Fraen, Programmer fir Kokainofhängeger, där et ëmmer méi ginn, an och den Housing First, also nidderschwelleg Wunnstrukturen fir drogenofhängeg Mënschen.

Här President, Dir Dammen an Hären ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech soen der Ministesch villmools Merci elo scho fir hir Äntworten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Gudde Mëtteg alleguerten. Déi nidderschwelleg Offeren, sougenannt bas seuil, am Beräich vun der Drogesucht hunn zu Lëtzebuerg mëttlerweil eng Virgeschicht vu bal 30 Joer. Et ass keen definitiven, a Bëton gegossenen Dispositiv, mee éischter en dynameschen Upassungsprozess, deen iwwer Jore scho leeft. Haut kritt dësen nationalen Dispositiv iwwregens ganz oft EU-Modellcharakter nogesot oder zougesprach.

Aktuell hu mer véier nidderschwelleg Offeren. Am Zentrum sinn der zwou, mer hunn eng am Süden an eng am Norde vum Land, déi alleguerte vum Gesondheetsministère konventionéiert sinn. Zwou an der Stad, dat ass eng Kéier den Abrigado vum CNDS a Kontakt 28 vun der Jugend- an Drogenhëllef. Zu Esch ass et mat Contact Esch eng Offer vun der Jugend- an Drogenhëllef an zu Ettelbréck Contact Nord och vun der Jugend- an Drogenhëllef.

Dës Servicer, déi droe säit Joerzéngten zu Verschiddenem bäi. Éischtens emol, dass Liewe kënne gerett ginn. Iwwer 2.400 Iwwerdose si geréiert gi bis haut am Abrigado. An d'Zuel vun den Drogendoudeger ass um nationale Plang an deene leschte 15 Joer markant erofgaangen.

Et huet och sécherlech derzou bäigedroen, dass d'Urgencesituatiounen éischter kënnen erkannt an traitéiert ginn. Medezinnesch Hëllef gëtt ugebueden an d'Propagatioun vu verschiddene Krankheete ka verhënnert ginn duerch eng besser Prise en charge sur place.

Et ass vill manner gebrauchte Sprëtzematerial am ëffentleche Raum an an de Virgäertercher ze fannen. Och dat dréit zu enger besserer Hygiène bei deene Concernéierte selwer bäi.

Fakt ass awer och, dass d'Haaptstad den Haaptattraktiounspunkt bleift fir Drogekonsumenten, egal aus wéi enge Regioune se kommen, well ënner anerem d'Disponibilitéit an d'Offer vun Drogen do am gréissten ass. Dofir bleift d'Stad Lëtzebuerg an deem Kontext ëmmer nach déi zentral Dréischeif, dëst onofhängeg vun de Strukturen, déi op anere Plaze vum Land geschaaft ginn oder geschaaft gi sinn. Dat ass an anere Länner leider och net ganz vill anescht.

Virun engem Joer ongefeier, et war den 3. Februar, huet de Gesondheetsministère der Stad Lëtzebuerg e Bréif geschriwwen, an deem eng Rei Pisten opgezeechent goufen, fir d'Offer oder déi verschidden Offere vun der Struktur Abrigado nach weider unzepassen an och ze optimiséieren.

Bei dëser Demarche hu mer eis op international Expertis gestäipt vu renomméierten Institutioune wéi dem ECDC, der Europäescher Gesondheetsbehörde, déi mer ganz gutt aus engem anere Kontext elo kennen, mee déi och hei aktiv ass, awer och vum Europäeschen Drogenobservatoire vu Lissabon an dem hollänneschen Trimbos Instituut. Si hunn ënner anerem och d'Situatioun vum Abrigado méi genau analyséiert. An d'Konklusiounen dovunner hu mer d'lescht Joer scho mat der Stad Lëtzebuerg gedeelt.

Déi Mesuren, déi och an deem neien Drogenaktiounsplang virgesi sinn, sinn a Kuerzform: d'Delokalisatioun vum superviséierten Inhalatiounsraum vum Abrigado, dëst op en anere Site, idealerweis vun der Stad Lëtzebuerg, deen da géif getrennt gi vum Injektiounsraum. Et ass awer och virun allem de Foyer de nuit vum Abrigado, deen et géif gëllen ofzekoppelen an och eebe lokal ze dezentraliséieren, fir dass mer net all déi Offeren op engem selwechte Site hunn.

An dann och, onofhängeg vun der direkter onkomplizéierter an accessibeler Hëllef a Weiderorientéierung, ass et wichteg, dass déi verschidde Konsumente kënne mëttelfristeg stabiliséiert ginn, andeems ee fir si weidere Wunnraum schaaft, dëst fir eng Iwwergangszäit an och fir méi laang eventuell. Dat ass de Projet, dee mer ënnert dem Numm Housing First kennen an deen nach op jidde Fall soll weider ausgebaut ginn.

Hei läit e Konzept um Dësch, fir Drogenofhängeger opzehuelen, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn an déi gréisstendeels medezinnesch betreit musse ginn. Esou zousätzlech Offeren géifen derzou bäidroen, d'Situatioun am Garer Quartier ze entschäerfen, déi den Awunner vun der Stad am Alldag um Häerz läit an hinne Suerge mécht.

Mee och dat geet natierlech net ouni déi aktiv Zesummenaarbecht an Ënnerstëtzung vun de Gemengenautoritéiten. Asoufern schaffe mer och hei ganz enk mat der Stad Lëtzebuerg zesummen, fir de Konzept weider auszebauen.

An der Tëschenzäit huet d'Regierung am Oktober d'lescht Joer en neien Aktiounsplang virgeluecht kritt, wou dës Pisten, wéi gesot, mat dran agefloss sinn. Nieft der Erweiderung vun der Housing-First-Offer wëlle mer awer och den nationale Sprëtzenaustauschprogramm weider ausbauen. Deen huet ganz gutt Preuvë gemaach. An den nächste Schrëtt gesäit eng Erweiderung vun der nationaler Offer vir, dass esou propper Sprëtze kënne 24 Stonnen op 24 op verschiddene Plazen an och onofhängeg, eeben iwwert de Wee vun automateschen Distributeuren, disponibel gemaach ginn.

Et geet drëms, éischtens den Zougang zu esou gratis sterille Sprëtzen esou grouss wéi méiglech ze maachen - Drogesucht kennt bekanntlech keng Bürosstonnen -, zweetens awer och ze verhënneren, dass d'Konsumenten hir gebrauchte Sprëtzen ënnereneen austauschen, an d'Iwwerlaaschtung vun eenzelnen Offeren esou wäit wéi méiglech ze verhënneren.

Kierzlech ass och ënnert dem Lead vum Gesondheetsministère eng Permanence médicale an eng Substitution bas seuil am Abrigado en place gesat ginn, dëst duerch eng enk Zesummenaarbecht mat verschiddene konventionéierten Associatiounen. Et ass eng Offer, déi et erlaabt, Drogekonsumenten, vun deenen der vill staark marginaliséiert sinn, medezinnesch Hëllef a Substitutiounstraitementer unzebidden, dëst ouni grouss Contrainten an och onofhängeg dervunner, ob se eng Couverture sociale hunn oder net.

Bei dëser Politik steet de Mënsch an der Nout am Mëttelpunkt. An de Programm huet eis och a kuerzer Zäit schonn erlaabt, eng Rei Leit ze stabiliséieren a se dann eebe lues a lues op méi eng héichschwelleg Phas anzeleede mat engem Suivi médical, mat Demarchen, wou mer hinnen hëllefen, fir d'Affiliatioun bei der Gesondheetskeess ze maachen, mat enger Adresse de référence an och mat Léisungen am Beräich vun hirer Wunnengssituatioun.

Des Weidere si mer amgaangen ze kucken, ob et Sënn géif maachen, fir och zu Esch e Substitutiounsprogramm bas seuil unzebidden. Dat sinn Evaluatiounen, déi am Moment lafen. An och am Norde vum Land gëtt d'Evolutioun suivéiert. Do stellt sech de Problem och, awer e bëssen anescht wéi am Zentrum, well d'Konsumverhalen en anert ass. Mir hunn do manner Konsum duerch Injektioun an och d'Logementssituatioun vun de Konsumenten ass eng aner. Vill vun de Konsumenten hunn eng Wunneng. Mir gesinn do, dass eeben e groussen Deel, zwee Drëttel vun den Drogekonsumenten, reegelméisseg an d'Stad ginn, fir sech Drogen ze beschafen, déi se dann awer och da ganz dacks do sur place consomméieren.

De mëttlerweil fënneften nationalen Drogenaktiounsplang wäert och weider nidderschwelleg a risikoreduzéierend Offeren ergänzen, dëst als complementaire Äntwert op de villschichtege Problem vum Drogekonsum a seng Konsequenzen.

Mir setzen awer och an éischter Linn op Preventioun, fir derzou bäizedroen, dass esou wéineg wéi méiglech Mënschen iwwerhaapt an dës Situatioun kommen an da mussen im Nachhinein op nidderschwelleg Offeren zréckgräifen.

Ofschléissend wëll ech awer och betounen, dass den Ament en interministeriellen Aarbechtsgrupp leeft, dee vum Ministère de la Sécurité intérieure aberuff gouf, dëst fir en État des lieux ze maachen iwwert d'Drogekriminalitéit. An do geet et natierlech och drëms, d'Situatioun am Garer Quartier an zu Bouneweg méi genau ze beliichten. Mir wäerten eis do natierlech och mat de Konklusioune befaassen, wann dat esou wäit ass, an déi néideg nächst Schrëtt dann och hei am Parlament diskutéieren.

Ech géif fir mäin Deel nach gären ënnersträichen, dass ech bei menger Visitt am Abrigado extreem motivéiert Leit virfonnt hunn. Si gesi vill Resultater mat deenen neie Programmer, déi hei en place gesat gi sinn. An et schéngt och wierklech esou ze sinn, dass duerch déi Offeren, déi mer ubidden, de Kontakt zu de Leit méi einfach gëtt an dass dat dee richtege Wee ass, fir d'Leit wierklech och an eng Therapie ze kréien a se ze begleeden. Wat d'Offer besser ass a wat mer effektiv och méi dezentral do kënne schaffen, fir net alles op engem Site konzentréiert ze hunn, wat mer besser un d'Leit wäerten erukommen, soudass ech op alle Fall ka berichten, dass d'Leit um Terrain extreem zouversiichtlech sinn, dass mer op deem gudde Wee sinn an dass mer do solle weiderfueren, wou mer ugesat hunn. Si gleewe jiddefalls drun, dass mer op deem dote Wee, wa mer hinnen déi néideg Ënnerstëtzung ginn an déi néideg Moyenen och fräimaachen, fir dat Ganzt e bësse méi auserneegezunn ze kréien, dass mer do och weiderhin als Land gutt wäerte weiderkomme mat deem Wee, dee mer engagéiert hunn.

Ech géif Iech Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

Ier mer bei de Projet de loi 7752 kommen, géif ech nach d'Wuert un den honorabelen Här Marc Spautz gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng Motioun hannerleeë betreffend de Sozialdialog an de Comité tripartite hei zu Lëtzebuerg. An deene leschte Wochen, säit mer mat Covid Schwieregkeeten hunn, alleguer, ekonomesch, wirtschaftlech, gesondheetlech, an och mat der Entwécklung vum Emploi, déi net méi esou gutt ass, wéi mer dat déi lescht Jore kannt hunn, an och opgrond vun der Analys vun deene leschten Zuele vum Statec, ass et eiser Meenung no wichteg, dass d'Tripartite zesummekënnt.

D'Regierung hat den 3. Juli 2020 d'Tripartite eng Kéier zesummegeruff an och gesot, et géif nach zu Follgesitzunge kommen. Vu Gewerkschaftssäit gëtt awer reklaméiert, dass dat net de Fall wier. An dofir géife mer d'Regierung opfuerderen, schnellstméiglech mat de Sozialpartner zesummenzekommen, well et nämlech wichteg ass, elo, wou et drëm geet, d'Relance - och wa mer nach net wëssen, wéini se ugeet - ze preparéieren, dass een och alleguerten déi Diskussioune muss féieren. A grad a schwieregen Zäiten ass et wichteg, dass mer getrei dem Lëtzebuerger Modell kucken, déi Léisungen ze fannen ënnert de Sozialpartner, zesumme mat der Regierung, déi noutwendeg sinn.

A gläichzäiteg, ausser dass d'Tripartite soll zesummekommen, wier et da selbstverständlech, dass d'Regierung och d'Chamber géif iwwert déi Aarbechten, déi am Kommitee vun der Tripartite géife stattfannen, informéieren.

Villmools merci.

Motion

« Convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite »

La Chambre des Députés,

- considérant

• que la pandémie de Covid-19 continue de sévir au Luxembourg comme à l'étranger ;

• que les vaccins se font attendre et que dès lors une sortie de la crise sanitaire actuelle prendra probablement encore des mois ;

• que selon le Statec, « une reprise notable de l'activité économique en Europe paraît dans ces conditions largement compromise, au moins jusqu'à l'été » ;

• que le taux de chômage est reparti à la hausse sur la fin de l'année, que la durée d'inscription des demandeurs d'emploi s'établit à douze mois ou plus pour 49 % des personnes concernées, que l'absence de rotation sur le marché du travail continue à pénaliser les jeunes avec une progression notable d'inscrits disposant d'un diplôme supérieur ;

• que notre pays et ses citoyens ont dès lors besoin, non pas d'une approche attentiste, mais volontariste ;

• qu'il est dès lors primordial d'associer étroitement les partenaires sociaux aux mesures d'atténuation des effets de la crise actuelle, que ce soit sur le plan économique, social voire environnemental, comme tel a d'ailleurs été le cas dans le passé ;

- rappelant à cet égard les nombreuses initiatives parlementaires invitant le Gouvernement à réunir les partenaires sociaux au sein du Comité de coordination tripartite ;

- saluant au demeurant le fait qu'une première réunion du Comité de coordination tripartite a eu lieu le 3 juillet 2020 ;

- déplorant

• pourtant qu'aucune réunion de suivi, pourtant annoncée dès la rentrée 2020, n'a été organisée par le Gouvernement ;

• que les partenaires sociaux ont, à diverses reprises, déjà dénoncé des « promesses » non tenues par le Gouvernement ;

- notant

• pour le surplus qu'au cours des derniers mois, les partenaires sociaux ont, de manière exemplaire, démontré leur volonté de dépasser leur posture partisane et de conclure des accords dans le consensus ;

• que dès lors le déni et le refus du Gouvernement (i) d'honorer ses engagements et (ii) de davantage impliquer les partenaires sociaux dans le processus décisionnel s'avèrent insensés ;

- réitérant son attachement au « modèle luxembourgeois », acquis social et politique fondamental du pays,

invite le Gouvernement

- à convoquer au plus vite une réunion du Comité de coordination tripartite ;

- à informer, dans les meilleurs délais et à des intervalles réguliers, la Chambre des Députés des résultats obtenus au sein dudit Comité, de même qu'au sein du Comité permanent du travail et de l'emploi.

(s.) Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

4. 7752 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Mir kommen dann elo bei de Projet de loi 7752, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat zéngt Gesetz, wann ech mech net verzielt hunn, am Kampf géint de Virus, wier eigentlech schnell resuméiert.

Nom 31. Januar bis den 21. Februar bleift alles, wéi et ass. Fir eng Kéier geet et net drëm, fir méi streng Moossnamen ze decidéieren oder méi opzemaachen. Nee, et geet drëm, eng dach kloer verbessert Situatioun ofzesécheren an de Virus weider zréckzedrécken.

Haut kann ee soen, dass dat strengt Gesetz virun de Feierdeeg zum Joresenn gewierkt huet an déi Ouverturen zum Joresufank bis elo keng negativ Konsequenzen haten. Mir hunn hei am Haus also sécher net alles falsch gemaach. A virun allem hunn eis Matbiergerinnen a Matbierger duerch hiert responsabelt Verhalen e weesentleche Beitrag geleescht.

Wuel kengem ass dat liicht gefall, mee d'Resultat gëtt eis Hoffnung op besser Zäiten, wa mer weider oppassen.

Esou sinn an deene leschte Wochen d'Zuele vun Neiinfektiounen däitlech erofgaangen. Aus deem leschte Rapport geet ervir, dass mer 134 Neiinfektiounen op 100.000 an der Woch vum 18. op de 24. Januar haten. Déi Woch virdru waren et der 137. An deenen dräi Woche virdrun, waren et der 165, 181 an an der Chrëschtwoch nach 202. Et ass also en däitleche Réckgang.

Och an de Spideeler huet d'Situatioun sech berouegt. Si kommen nees a Richtung Phas 2 a kënnen nees bal normal hir net urgent Aktivitéite garantéieren.

Déi méi streng Mesuren zum Joresenn hunn also gewierkt. Déi limitéiert Ouverture mat hire strengen Oplage bei de Commercen, bei de Schoulen, der Kultur, am Sport, doheem hunn net zu méi Neiinfektioune gefouert. Bon, doheem ass et jo net zu Lackerunge komm.

D'Vaccinatiounscampagne ass, wann och lues, ugelaf, an de Vaccin, egal, wat vu Verschwörungstheorië verbreet gëtt, wäert eise beschten Alliéierte sinn am Kampf géint de Virus, wann eng Rei vu Laboen, Pharmaindustrieller mat hire Spillercher ee géint deen aneren ophalen.

Dass mer elo trotzdeem keng Lackerung maachen, ass virun allem duerch déi noutwendeg Virsiicht ze erklären, well eis Zuelen zwar däitlech erofgaange sinn, awer trotzdeem nach ze vill Leit krank ginn oder stierwen a well déi nei Varianten, alle virop déi brittesch, mee och déi südafrikanesch, déi jo méi ustiechend sinn, och zu Lëtzebuerg zirkuléieren a well de Moment net kloer virauszegesinn ass, wéi sech dat op d'Evolutioun vun den Neiustiechungen auswierkt.

Och däerfe mer d'Situatioun ronderëm eis net aus den Ae verléieren a bei vergläichbaren Zuelen net ze vill virun de Won lafen. Ronderëm eis sinn iwwerall nëmme Grenzen an déi mussen opbleiwen. Lëtzebuerg brauch méi wéi jiddwer aneren oppe Grenzen. An ech mengen, ech brauch kee Bild ze molen, wat de Contraire wier, wa mer kuerzfristeg eng falsch Decisioun géifen huelen, déi anerer géif derzou verleeden, och falsch Decisiounen ze huelen am Grenzverkéier. Duerfir, mengen ech, musse mer

Le saviez-vous ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député au Gouvernement pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

hei zumindest net esou maachen, wéi wa mer eng Insel wieren. Dat ware mer ni, mee an dësen Zäite besonnesch net.

Zum Theema nei Variante krute mer nach eemol confirméiert, dass mer zu Lëtzebuerg, wat d'Erkennung duerch Sequenzéierung ugeet, am nationale Gesondheetslabo ganz gutt opgestallt sinn. Sequenzéierung, dat ass d'Zerleeung vum Virus fir ze kucken, wat fir eng Souche dass et ass. An do, mengen ech, ass den LNS zu engem wierklech performanten Acteur erugewuess, wou mer virun e puer Joer déi richteg Schrëtt geholl hunn, fir net de Gesondheetslabo ofzebauen, mee en ze stäerken doduerch, dass mer ëm méi Fräiheet ginn hunn, fir och a senge wëssenschaftleche Fuerscheraktivitéiten eng exemplaresch Roll kënnen ze spillen.

Mir louche bei de Capacitéite fir d'Sequenzéierung bei 10 % a mir kéinten ouni gréisser Problemer nach eemol weider eropschrauwen.

Och d'Zesummenaarbecht zwëschent Tracing an der Sequenzéierung fonctionéiert gutt, soudass een och ganz geziilt den Entourage an d'Kontakter vu Leit ka fannen, déi mat deenen neie Varianten a Kontakt komm sinn. Dat ass och wichteg, well mer mussen dës Varianten an d'Geforen, déi vun hinnen ausginn, am A behalen a ganz no suivéieren.

D'Beispiller vun England an Irland verlaangen also, dass mir eng virsiichteg Approche mussen hunn. Do huet déi nei Variant nämlech zu enger neier Infektiounswell gefouert, well se eeben dervu profitéiert huet, dass dee Moment, no méi engem laangen an erfollegräiche Lockdown, opgelackert gouf an d'Leit gemengt haten, si hätten de Virus schonn an der Täsch oder si hätte géint de Virus gewonnen. An da gëtt en ëmmer am stäerksten, wann een en ënnerschätzt.

Dobäi kënnt, dass eis Zuelen zwar erofgaange sinn an d'Situatioun an de Spideeler jo besser ass, mee d'Zuele bleiwen awer a Beräicher, wéi se bei eisen Nopeschlänner och sinn. Et ass net, dass mer elo déi grouss Championen am Negative sinn. Mir sinn erëm bei de Leit ukomm a mir waren eng Zäit wierklech net gutt. De Moment leie mer nach liicht iwwer Däitschland an nach liicht iwwert der Belsch, mee ënner Frankräich an och virun allem ënner Holland.

Interessant sinn an deem Kontext awer d'Tendenzen. An der Belsch an a Frankräich ginn d'Zuelen erop, an Däitschland, do weist d'Tendenz wéi bei eis no ënnen.

Virum Hannergrond vun dësen Zuelen an eeben der Menace vun deenen neie Variante wier et elo net nozevollzéien an net sënnvoll, fir weider Ouverturen dëse Moment ze maachen.

Duerfir eeben hale mer déi aktuell Restriktioune bäi, an der Haaptsaach déi Restriktiounen doheem, déi wéi dinn, mee déi awer Resultater, däitlech Resultater bruecht hunn. De Couvre-feu ab 23.00 Auer, d'Caféen an d'Restaurante bleiwen zou. Dat deet jiddwerengem wéi, mee dat gehéiert awer zu där Strategie, déi mer gewielt hunn an déi och effikass ass, selbstverständlech verbonne mat staarke Begleetmoossnamen, déi och schnell wierksam ukomme mussen. An et gesäit een, dass do ganz grouss Efforte gemaach ginn, haut nach déi leschten Efforten an déi dote Richtung.

Kultur a Sport a Commercë bleiwe weider op, awer mat strengen Oplagen, an dat selwecht gëllt fir d'Schoulen.

Eng Partie kleng Ännerungen am Gesetz, virun allem krisebedéngten Derogatiounen zu Delaien, wéi se a bestoende Gesetzer stinn, esou eng Derogatioun am Parteiefinanzéierungsgesetz: Fir d'Joer 2020 kënnen d'Konte vun de Bezierker, de Lokalsektiounen an den Ënnerorganisatiounen ausnamsweis net vun enger Generalversammlung oder engem regionale Kongress, mee vum Kommitee ugeholl ginn, wann dës regulär kontrolléiert sinn.

Bei de Cotisatiounen, déi vun den Employeuren un de Centre commun de la sécurité sociale musse bezuelt ginn, ginn d'Intérêts moratoires, also d'Strofzënsen ausgesat. Et geet drëms, fir Betriber, déi mat schwéiere finanzielle Situatiounen ze kämpfen hunn, net nach weider ze belaaschten.

Zousätzlech gëtt d'Contribution temporaire vum Staat fir d'Prise en charge vun deenen net gedeckte Käschte vu verschiddenen Entreprisen no November, Dezember a Januar, elo och bis Enn Februar vu maximal 75 % op elo 100 % eropgesat.

Dann, d'Dokteren en voie de spécialisation kënnen eng Autorisation temporaire d'exercer kréie fir matunzepaken.

Zu der Prozedur, déi dëse Projet duerchlaf huet. Den Depot ass genee eng Woch al, e war de leschte Freiden. D'Kommissioun ass eng éischte Kéier en Dënschden zesummekomm. Den Avis vum Conseil d'État ass dee selwechten Dënschdeg komm, nodeem d'Kommissioun vum Conseil d'État deen Dag virdrun zesumme war. An d'Avise vun der Chambre des Métiers, dem Collège médical, der Chambre de Commerce, der Mënscherechtskommissioun sinn och an där selwechter Woch agelaf. E Mëttwoch, de 27. huet d'Kommissioun den Avis vum Staatsrot gekuckt, e Staatsrot, dee bei dësem Gesetz keng gréisser Problemer ausser legistesch Verbesserungen opgeworf huet, an de Projet de rapport gouf presentéiert an ass uschléissend mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl ginn.

E grousse Merci nees un all déi Bedeelegt an och d'Membere vun der Santés- a Sportskommissioun fir déi gutt, fir déi wierklech gutt Diskussiounen, déi mer ëmmer féieren am géigesäitege Respekt, fir d'Aarbecht vum Chamberspersonal, de Conseil d'État an d'Fraktiounen am Gesondheetsministère, soudass mer bei dësem Covidgesetz wéi bei aneren zügeg konnten eis Aarbechte maachen, zügeg awer grëndlech, well mer eis esou vill Zäit duerfir geholl hunn, wéi mer gebraucht hunn. An et gëtt ganz oft Gesetzer, déi net Covidgesetzer sinn, déi net Krisegesetzer sinn, wou ee sech net esou vill Zäit geholl huet wéi bei dëse successive Gesetzer, déi mir an deene verschiddene Kommissiounen, ënner anerem an der Gesondheetskommissioun, behandelt hunn.

D'Chamberskommissioun huet sech méi laang mam Theema Dateschutz an der Konservatiounsdauer vun de perséinlechen Donnéeën am Kader vun der Impfcampagne géint de Virus befaasst. Dëst war net Objet vum Projet de loi, mee vun Amendementer, déi ee vun eise Kolleege vun de Piraten abruecht huet.

Iwwert de Projet de loi 7738, dee mer de 24. Dezember d'lescht Joer gestëmmt hunn, goufe Bestëmmungen an d'Covidgesetz ageschriwwen iwwert den Traitement vu perséinlechen Donnéeën am Kader vun der Vaccinatioun géint Covid-19. Dobäi geet et drëms, fir a ganz exzeptionelle Fäll, wou Niewewierkungen a Problemer och no längerer Zäit kënnen optrieden, kënnen nozevollzéien, wéi ee Vaccin eng bestëmmte Persoun kritt huet, ënner wéi engen Ëmstänn an eventuell och d'Grënn fir de Choix vun engem bestëmmte Vaccin an esou weider.

Dat ass am Interêt vun der geimpfter Persoun, fir eventuell Laangzäitschied kënnen ze detektéieren, hinnen op de Fong ze goen a gegeebenefalls derfir ze suergen, dass déi Persoun, an dat ass a ganz, ganz seelene Fäll de Fall - déi Zäit, wéi ech selwer am Gesondheetsministère war, konnt ech et op enger Hand iwwer laang Joren ofzielen - entschiedegt ka ginn.

D'Experienz an deem Beräich weist, dass munchmol laang Joren duerno a ganz seelene Fäll esou Niewewierkunge kënnen detektéiert ginn. Et waren also 20 Joer virgesinn, fir déi Daten ze konservéieren.

No den Diskussiounen an der Kommissioun an de Bemierkunge vum Staatsrot an der Dateschutzkommissioun hat d'Gesondheetsministesch sech engagéiert, dës Bestëmmungen an engem nächste Projet ze iwwerschaffen.

Dës Woch huet d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Lenert, eis eng Partie Informatiounen zu deem Theema geliwwert. Si huet sech fest engagéiert, fir beim nächste Gesetz eng gutt an nuancéiert Propos virzeleeën am Sënn vun engem maximale Schutz a beschtméigleche Garantien, och wat den Dateschutz ugeet fir d'Leit, zum Beispill inspiréiert um franséische Modell, dee verschidden Daten a verschidde Kategorien astuuft, déi eng, déi een éischter muss halen, an anerer, déi net esou wichteg sinn.

D'Kommissioun huet deen Amendement also net ofgeleent, mee huet festgehalen, dass déi Fro, déi an deem Amendement opgeworf ginn ass - zu Recht opgeworf ginn ass! -, an deem nächste Projet soll eng Äntwert kréien. Deen aneren Amendement vun de Kolleege vun de Piraten gouf allerdéngs verworf, well den Amendement suggeréiert huet, dass e Fichier kéint geschaaft gi fir Leit, déi sech net vaccinéiere loossen. Dat ass net gewollt. Dat ass net geplangt!

(Brouhaha)

Dat wëllt kee maachen an dat ass och net am Gesetz virgesinn. Duerfir ass deen Amendement verworf ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss bleift mer just nach ze ënnersträichen, dass dëst Gesetz wéi seng Virgänger de Kader fir de Kampf géint de Virus schaaft, mee dass den Erfolleg, de Wee a méi Normalitéit a vläicht an d'Normalitéit vu jiddwerengem Eenzelne vun eis ofhänkt. An duerfir, kommt mir schützen eis an déi aner mat deenen effikasse Schutzgesten, déi mer kennen, a mer verschwende keng Energië mat anonyme Bréiwer a Verschwörungstheorien.

An deem Sënn soen ech Iech alleguerte Merci fir Är Mataarbecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo villmools Merci.

An elo ass d'Riednerpult fir déi nächst hallef Stonn reservéiert fir den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Och dem Rapporter nach eng Kéier merci. Et ass deen zéngte Merci un hien, mee et ass gutt, datt mer awer an der Kommissioun gutt weiderkomme mat eisen Aarbechten. Dat ass net onwichteg, fir dat zäitgerecht hinzekréien.

Enn November, ufangs Dezember, wéi mer hei stoungen, hate mer katastrophal Zuelen, katastrophal Zuelen un Neiinfektiounen, u Kliniksbeleeungen, un Doudesfäll. D'Madamm Lenert sot sengerzäit, mir wären duerch de Plaffong gaang, dräi-, véier, alt fënnefmol méi héich wéi déi meescht europäesch Länner, wéi all eis Nopeschlänner.

D'CSV huet sengerzäit drastesch Moossname gefrot. D'Regierung huet se am Dezember och proposéiert. Mir hu se dee Moment matgedroen. An et muss een och soen, datt d'Leit sech grosso modo dru gehalen hunn.

Haut si mer an enger Situatioun, déi zueleméisseg weesentlech besser ass wéi virdrun. 202 Fäll (ndlr: 202 Fäll op 100.000): Gekuckt op eng Millioun Awunner op siwen Deeg, wéi dat och international gerechent gëtt, da waren dat der virun e puer Wochen iwwer 1.000. 19 Doudeger déi eng Woch, 8 Doudeger déi Woch duerno. Dat waren der 43 virun engem Mount.

Elo kann ee soen: „Dat ass gutt!" Mee ech soen awer, dat wär e Feeler, ze soen: „Dat ass gutt!", well 843 Neiinfektiounen d'Woch, 18 Doudeger, 9 Doudeger d'Woch (veuillez lire: 19 Doudeger, 8 Doudeger d'Woch), dat ass eppes, wat objektiv gekuckt vill ze vill héich ass. An dee Gewinnungsfacteur, dee mer spieren, ass a sech net akzeptabel. Et sinn Zuelen, déi een net kann an déi een och net däerf akzeptéieren.

Fir eis ass et nach ëmmer kloer an däitlech, datt et prioritär ass, datt déi Zuele musse weider erofgoen an haaptsächlech, datt mer och an deenen nächste Woche mussen extreem, extreem virsiichteg sinn, fir déi drëtt Well esou wäit wéi méiglech ze vermeiden, wëssend ëm all déi Geforen, déi momentan och ronderëm eis sinn.

Wann een elo d'Lëtzebuerger Situatioun am internationale Vergläich kuckt, da kann een zwou Saache feststellen. Dat Éischt, dat ass, datt iwwert déi ganz Period gekuckt, iwwert dat ganzt Joer, wat mer elo kannt hunn, kumulativ gesinn an eropgerechent op international Moyenne mir méi Infektiounsfäll hate wéi zum Beispill Amerika, Portugal, Belsch, England, Frankräich, Irland, Däitschland, Kanada an esou weider an esou virun. Dat heescht, do ware mer immens héich, wann een et kumulativ iwwert d'ganzt Joer kuckt. Dat musse mer eis och bewosst sinn als Situatioun.

Wann een et elo kuckt op den 28., dat heescht, gëschter, da muss ee soen, datt eis Zuelen an der europäescher Moyenne sinn, an der Moyenne vun eisen Nopeschlänner, liicht méi déif wéi Frankräich, mee nach ëmmer iwwert de belschen Zuelen an iwwert den däitschen Zuele leien, also ënlech wéi déi vun eisen Nopeschlänner.

An och déi Zilsetzungen, déi mer selwer geholl haten, zumindest an der Diskussioun hei de 24. Dezember, déi mer eis sengerzäit ginn haten, wann ee kuckt, ob mer se erreecht hunn, dann ass dat awer en nuancéierten Tablo. Mir hate gesot, mir géife probéieren - esou hat ech et op jidde Fall verstanen - op ënner 150 Infektiounen den Dag hinzesteieren. Do si mer bal do. Een Dag sinn et der manner, een Dag sinn et der méi, op jidde Fall si mer do effektiv erofgaangen.

Mir hate gesot, mir géife bei de Bettebeleeunge probéieren, ënner 200 ze kommen. Och do si mer ënner 200 komm bei de Bettebeleeungen. Dat heescht also, vum 24. bis haut si vun deenen Ziler der zwee hallefweegs erreecht ginn, awer wackeleg erreecht ginn, well ee gesäit, datt d'Zuelen, notamment déi vun den Neiinfektiounen, schwanken.

Beim Taux de reproduction leie mer bei 1,05, wat wäit iwwert deem 0,7 ass, dee mer eis virgeholl haten, beim Taux de positivité op 4,63 bei deenen, déi iwwer Ordonnance sech teste ginn, wat och wäit iwwert deenen 3 % läit, déi mer eis virgeholl haten.

Dofir ass et fir eis kloer an däitlech, datt haut net d'Zäit ass, fir méi opzemaachen. Et ass haut d'Zäit, fir eng virsiichteg Politik ze maachen. Et muss een net nëmme kucken, datt eis Zuelen och an deenen nächste Wochen nach erofginn, mee awer och kucken, datt mer där Risikosituatioun gerecht ginn, déi ronderëm eis an anere Länner och herrscht an déi extreem héich ass. An dee Risiko kënnt evidenterweis vun deenen neie Varianten, déi op der ganzer Welt, mee och a ganz Europa present sinn.

A wann een do kuckt, wat an anere Länner momentan amgaang ass ze geschéien, da gesäit een, wéi geféierlech dat Ganzt ass. An England si mer iwwer 100.000 Doudeger. Et ass en drastescht Eropgoe vun den Zuele gewiescht an och drastesch Reaktioune vun der englescher Regierung. 90 % si scho vun där neier Variant do betraff. A Portugal ass et ënlech. D'portugisesch Medezinn ass momentan absolutt an total iwwerfuerdert. Ech weess net, ob Der déi Fotoe gesinn hutt, wou d'Ambulanze virun de Klinicke sti mat Leit dran, well se keng Plaze méi hunn, fir et ze maachen. Dat ass dramatesch.

Si haten eng gutt Situatioun d'lescht Joer, an hunn elo eng katastrophal Situatioun, hunn och international no Hëllef gefrot. An ech muss soen, ech fannen dat ganz gutt esou, wéi ech et an der Press gelies hunn, datt d'Lëtzebuerger Regierung am Prinzip gesot huet, datt se dat, wat se kéint maachen, och géif maachen. Dofir fannen ech, datt ee ka Merci soe fir déi do Reaktioun. Ech mengen, datt elo nach näischt draus erfollegt ass, mee op jidde Fall, déi positiv Haltung fannen ech luewenswäert!

A Spuenien ass et d'selwecht, Madrid 9 %, och do sinn nei drastesch Moossname geholl ginn. Frankräich, Île-de-France 10 %, och zousätzlech Moossnamen, e Confinement an der Diskussioun. Dat heescht, et ass net d'Zäit, fir ze relâchéieren. De LIST seet eis dat, eis Lëtzebuerger Organisatioune soen dat selwecht. Mir si stabel, awer extreem héich.

D'Covid-Taskforce huet gëschter, a mir krute se haut, eng Etüd erausginn, wou se seet, datt den Developpement vun dëser Woch eng Destabilisatioun vun der epideemescher Situatioun géif heeschen a mat enger Rei Hiweiser op e potenziellen epideemesche Rebond. Si drécken dat esou aus, ech hunn elo just probéiert, et ze iwwersetzen. Mee dat heescht: Maacht net op, passt wierklech op, wat Der maacht! An haaptsächlech gëtt et begrënnt duerch déi nei Varianten, déi duerch ganz Europa kommen. D'ECDC seet u sech genau dat selwecht: « Le risque est élevé vu la grande transmissibilité » vun den neie Varianten. De Conseil d'État akzeptéiert déi ganz Argumentatioun.

An ech soen och hei kloer an däitlech, datt mer als CSV déi Meenung absolutt deelen. Et ass haut net d'Zäit, fir méi opzemaachen, d'Gefore sinn ze grouss an d'Virsiicht ass gebueden.

Dofir wëll ech och ausdrécklech hei soen, datt mer d'Decisioun vun der Regierung, fir net elo opzelackeren a fir déi aktuell Moossname fir dräi Wochen ze verlängeren, absolutt ënnerstëtzen. Dat ass haut an eisen Aen déi richteg Decisioun.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech géif … Ech sinn awer nach net fäerdeg.

(Hilarité et brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Bis dohi war et gutt.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo. Ech probéieren an der Ried hei, déi ech halen, och déi Saachen, déi ech richteg fannen, an déi Saachen, déi ech net richteg fannen, ze soen, well et ass des engen an des aneren an deene Krisesituatiounen. An dofir …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Et fänkt u besser ze ginn, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Nee, ech hunn ëmmer probéiert, Här Di Bartolomeo, dat eent an dat anert ze soen. An a Krisesituatioune fannen ech, datt ee muss kucken, en Equiliber ze maachen tëschent deenen engen an deenen anere Saachen. Mir hunn een Text matgestëmmt, well mer e gutt fonnt hunn. Aner Texter hu mer net gutt fonnt, dofir hu mer se net matgestëmmt. Ech fannen dat och de richtegen Equiliber an enger Oppositiounspartei hirer Haltung.

Ech mengen, datt mer mussen iwwert dat Net-weider-Opmaachen awer nach e Schrëtt weidergoen. An ech adresséiere mech deelweis un Iech, Här President, well et ass esou, datt an deenen nächsten Deeg a Wochen awer e Monitoring muss gemaach gi vun där Situatioun.

Mir maachen haut net weider op, mee mir wëssen, datt mer eng Situatioun hunn, déi awer nach relativ héich ass. Mir wëssen, esou wéi d'Covid-Taskforce et weess, datt mer an enger destabiliséierter Situatioun sinn an datt dat all Dag ka kippen. D'Regierung weess et, mir wëssen et. Mir hunn elo fir dräi Woche Moossname geholl. Ech soen awer ganz kloer an däitlech, datt ech der Meenung sinn, datt mer all Woch, zweemol d'Woch wierklech misste kucken, vläicht och souguer an eiser Gesondheetskommissioun zesumme kucken, wéi d'Evolutioun ass. A wa mer gesinn, datt et esou bougéiert, datt mer an eng Richtung erëm ginn, wou et erëm eropgeet, datt mer eis awer haut och d'Wuert ginn, datt mer kënne méi schnell reagéieren, wéi elo dräi Woche missen ze waarden, mee datt mer eis d'Méiglechkeet ginn, direkt ze reagéieren, wann et misst sinn.

Wësst Der, déi Saache ginn all esou schnell an et ass eng Course géint d'Zäit. Dofir maachen ech wierklech un de President an un d'Regierung déi Propositioun, fir vläicht méi oft iwwert d'Zuelen dann onpoleemesch ze diskutéieren, fir de Suivi vun där Kris esou ze maachen, wéi e muss gemaach sinn.

Ech sinn och frou, datt mer haut kënne feststellen, datt dee spezifesche Wee, dee mer soss gaange sinn, sech lues a lues méi an e grousst regionaalt Handelen erabeweegt, wat ech fundamental richteg fannen. Mir hunn dat schonn e puermol hei op dë-

ser Tribün gesot, datt mer zu Lëtzebuerg musse ganz genau kucken, wat am Ausland amgaang ass ze geschéien, well fréier oder spéider déi Situatiounen, déi mer iwwer eise Grenze kennen, och op Lëtzebuerg eriwwerschwappen.

Ech sinn also wierklech iwwerzeegt, datt een all déi Moossnamen, déi een hei hëlt, déi grouss Prinzippie muss an Ofsprooch mat der Europäescher Unioun huelen an da prezis, detailléiert handelen, zesumme mat der Groussregioun, well een ansonsten eng Politik mécht, déi am Fong isoléiert ass an net der Realitéit, der geografescher Realitéit vu Lëtzebuerg entsprécht.

Ech war just ..., et huet mech e wéineg gestéiert, eis e wéineg gestéiert, datt huet deelweis misse vill Drock ausgeüübt ginn, notamment vun der Bundeskanzlerin. Ech hunn en Interview op der Télee gesinn, wou se den Nopeschlänner gesot huet, si sollen net drun denken, méi opzemaachen, well dat géif eng Situatioun kreéiere fir déi Nopeschlänner, déi méi héich Zuelen hätte wéi Däitschland, déi extreem schlecht wär, wat d'Konkurrenz ugeet, wat och den Import vun neien Infektiounen ugeet, a kloer an däitlech zum Ausdrock huet misse bréngen, datt dat kéint eng Fermeture vun de Grenze bedeiten.

Bon, elo si mer op enger anerer Schinn, Gott sei Dank!

Ech sinn och frou festzestellen, datt Lëtzebuerg decidéiert huet, Kontrolle bei der Entrée um Flughafen ze maachen. Mir hunn dat och schonn am Dezember verlaangt gehat. Domat schreift sech Lëtzebuerg an an eng gemeinschaftlech Haltung, déi et op villen europäesche Flughäfe säit laanger Zäit gëtt, eng Kontroll fir Leit, déi aus Net-EU-Länner kommen an eng Kontroll fir déi Leit, déi aus der EU kommen, mee déi aus Zone kommen, déi donkelrout sinn. An ech sinn och frou, datt mer zu Lëtzebuerg elo da kucken, datt d'Definitioun vun deenen donkelroude Länner eng europäesch Definitioun ass, déi vun der Kommissioun gemaach gëtt, soudatt do jiddwereen déi selwecht Grondprinzippie kann anhalen. Mir begréissen dat.

Par contre hu mer awer eng Rei Froen iwwert d'Handhabung an iwwert d'Effizienz vun deene Kontrollen ze stellen. Ech stellen och haut nëmmen eng dovunner, dat ass, datt mer awer eis d'Fro stelle vun der Effizienz vun de Schnelltester, déi um Flughafe gemaach ginn, wann een erakënnt, wëssend, wa mer esou en Test maachen, datt deen eis net seet, wat déi fënnef Deeg virun der Entrée mat där Persoun geschitt ass. Dat heescht, et kann eng Persoun duerchaus infizéiert sinn an de Schnelltest, dee schléit trotzdeem negativ aus.

Eng Rei Länner hunn do deelweis Quarantänen ageféiert - Däitschland, d'Schwäiz, d'Belsch, Irland, eng ganz Rei aner Länner - fir déi, déi aus donkelrouden Zone kommen. D'ailleurs gëtt dat vun der Kommissioun recommandéiert. Mir hunn eis d'Fro gestallt, wann d'Regierung net wëllt op dee Wee goen, ob et awer net eng Iwwerleeung zumindest wäert wär, fir aus Sécherheetsgrënn esou Quarantänen anzeféiere fir Vollen, déi aus Länner kommen, wou déi nei Varianten esou staark entwéckelt sinn, datt se reell eng potenziell Gefor kënne fir eis sinn.

Der Kommissioun hir Recommandatioune sinn an deem Sënn extreem, extreem kloer. Ech liesen Iech se och eng Kéier vir, fir datt Der gesitt, datt dat net vu mir kënnt. Just d'Iwwersetzung kënnt vu mir. „Fir Reesen aus Länner, wou besuergniserreegend Varianten detektéiert sinn, soll de Memberstaat systematesch Protektiounsmoossname wéi Autoisolatioun, Quarantän a Contacttracing fir eng Period bis zu 14 Deeg imposéieren. Déi, déi vun esou enger Rees kommen, sollen obligéiert sinn, a Quarantän ze goen an additionell Tester bei an no der Arrivée ze huelen."

Déi Demande vun der Kommissioun ass kloer. Vill Länner hunn dat och gemaach, wéi gesot, limitéiert op déi Zonen, wou déi ganz geféierlech Varianten extreem héich sinn. Mir verstinn net richteg déi Iwwerleeung vun der Regierung, fir net bei zumindest deene Länner op esou e Wee ze goen.

Ech hu virdrun am Numm vun der CSV gesot, datt mer et richteg fannen, datt dës Moossnamen elo verlängert ginn. Dat heescht awer net, datt mer déi Bedenken, déi mer viru 14 Deeg oder am Dezember ausgedréckt hunn iwwert den Text selwer, Bedenken iwwert de Curfew oder d'Aart a Weis, wéi d'Limitatiounen an der Famill gemaach ginn - mir sinn och fir Limitatiounen, mee esou, wéi se gemaach sinn, fanne mer se elo net richteg -, oder iwwert d'Absence vun enger Tracingapp, elo net méi do wären. Déi sinn nach ëmmer evidenterweis bei eis do, mee mir schwätze jo haut vun deem Text, deen elo proposéiert ass. Dofir wëll ech aus zäitleche Grënn net nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Just déi eng Ausso wëll ech awer maachen, dat ass déi Klausel, wou verschiddentlech Lëschte gemaach gi vun deene Leit, déi geimpft ginn, fir déi iwwer 20 Joer ze halen. Do hate mer schonn eng Diskussioun driwwer. Ech si frou, datt mer do elo wierklech d'Engagement hunn, fir bei deem nächsten Text eng Léisung ze fannen. Ech regrettéieren, datt mer se net elo scho konnte fannen, well et ass awer schonn iwwer e Mount hier, datt mer déi Diskussioun haten. Mir kënne liewe mat enger Solutioun, wou mer zréck op zéng Joer géife goen an dann eis awer soen: Mee, wa mer gesinn a siwen, aacht, néng Joer, datt mer déi Lëschte méi laang brauchen aus Sécherheet fir déi Leit, déi geimpft ginn, da steet jo näischt am Wee, datt d'Parlament da seet: „Ma mir verlängere se nach eng Kéier fënnef oder zéng Joer, soulaang mer se brauchen."

Oder e franséische Modell, deen ech nach net richteg an der Iwwersiicht hunn, mee wou dat, wat d'Madamm Minister eis erklärt huet, mer awer duerchaus sënnvoll schéngt.

Ech verstinn och déi Efforte vum Sven Clement, fir datt mer keng Lëscht vun net geimpfte Leit hunn. Mir ënnerstëtzen dat och. Dat kléngt och gutt, ech sinn och domat d'accord. Mee ech wëll awer, well ech e wéineg méi déif do gruewen a probéieren, e wéineg Realismus an d'Diskussioun trotzdeem eranzebréngen, sinn ech d'accord mat keng Lëscht vun net geimpfte Leit. Ech liesen awer da bei der Commission nationale d'éthique op där anerer Säit, wat ech och richteg fannen, datt mer awer eng Liste d'attente solle maache fir déi Leit, déi sech an enger éischter Etapp nach net impfe loossen, datt mer déi kënnen an engem oder an zwee Méint froen, ob se sech dann net elo wëllen impfe loossen, wat ech och richteg fannen. Da muss just nach ee mer den Ënnerscheed erklären tëschent enger Lëscht vun den Netgeimpften an enger Lëscht vun den Nachzeimpfenden.

Esou! Wa mer dat do maachen, dat eent richteg fannen an dat anert richteg fannen. Ech fannen, datt mer heiansdo mussen an den Diskussioune méi wäit wéi Schlagzeile goen an eis richteg iwwert d'Konsequenze kloer ginn a bei deem, wat mer maachen, iwwerleeën, wat dat dann och an der Realitéit als richteg Konsequenzen huet.

Mir hunn och nach aner Schwieregkeete mat der Politik, déi haut gemaach gëtt, notamment déi Schoulpolitik an déi Educatiounspolitik, déi haut gemaach gëtt am Kader vum Covid. Mir si säit Méint amgaang ze froen, datt déi Decisiounen, déi momentan geholl sinn, iwwerkuckt solle ginn, well mer hei eng dramatesch Feelaschätzung vun den Decisiounen an dëser Kris feststellen. E Minister, dee laang Zäit refuséiert huet, ze soen, datt d'Schoul kann en Infektiounsherd sinn. Gott sei Dank huet dat sech liicht geännert, zumindest an den Aussoe geännert, an zumindest och an der leschter Etüd, déi mer virun enger Woch vun der Éducation nationale kritt hunn, ass do eng aner Sprooch ageschloe ginn. Mee nach wie vor stelle mer fest, datt an der Politik, déi gemaach gëtt, déi nei Feststellunge sech net an d'Realitéit ëmsetzen.

An ech froen haut nach eng Kéier, an ech soen haut nach eng Kéier kloer an däitlech, datt déi Motiounen, déi mer erabruecht hunn, déi 13 Propositiounen, déi mer an dësem Haus méi wéi eng Kéier gemaach hunn, awer nu wierklech derwäert wären, vu déi Geforen, déi op eis zoukommen, vu déi nei Variant, déi kann op Lëtzebuerg kommen, datt mer, wa mer d'Schoule wëllen op halen, déi endlech, endlech ëmsetzen!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Sanitär wär et esou, wann ee just sanitär kuckt, datt een am Fong d'Schoule misst zoumaachen.

Mir sinn awer d'accord - mir sinn awer d'accord -, datt een dat net kann an net soll maachen, well dat aner Konsequenzen hätt op d'Elteren, op d'Kanner, Konsequenzen, déi mer net wëllen.

Mee wa mer dat wëssen a wa mer d'Schoul net wëllen zoumaachen, da soe mer nach eng Kéier dem Minister an der Regierung: „Huelt wannechglift déi maximal Sécherheetsmoossnamen an der Schoul!" Mir hunn Iech der eng Rei virgeschloen. Ech mengen, dat wär an dësem Moment weesentlech, wann ee wëllt déi Politik vun der Ouverture vun de Schoule weiderdreiwen. Alles anescht wär an eisen Aen absolutt farlässeg.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir ënnerstëtzen déi Moossnamen, déi haut verlängert ginn. Mee mir soen awer och: De Pabeier ass gedëlleg! Wichteg ass och, datt d'Politik, déi gemaach gëtt, an e gesamte Kader eragesat gëtt, datt dee Kader erkläert gëtt mat de Perspektiven, déi mussen opgezeechent ginn, datt se novollzéibar sinn, datt erkläert gëtt, firwat een et mécht, an och wat d'Zukunftsperspektive sinn, ganz einfach, well een d'Adhesioun vun de Leit zu deene Moossname brauch.

Kritt een dat net hin, da geschéien zwou Saachen: Dat Éischt, dat ass, datt d'Leit sech net méi drun halen, well se et net verstinn. An dat Zweet, an dat ass am schlëmmste Fall, dat ass eng Revolt géint déi Moossnamen. An dat ass näischt, wat ech erfannen! Et brauch ee just an Holland ze kucken, wat an deene leschten Deeg lass war, a Frankräich, wat a verschiddene Stied lass war, an Däitschland, wat zu Berlin lass war, oder an den USA, wat lass war.

D'Lëtzebuerger sinn am Prinzip gedëlleg. Mir hunn dat net. Mee trotzdeem muss een oppassen, wéi ee mat der Gedold vun de Lëtzebuerger ëmgeet, fir se net iwwerzestrapazéieren.

Mir hunn de 15. Dezember an de 24. Dezember Motiounen erabruecht. Déi eng huet eng global Strategie iwwert déi verschidde sanitär Voleten, sozial, ekonomesch, politesch, gefrot. D'Majoritéit huet se matgestëmmt, huet se akzeptéiert. Mee se huet awer säithier keng Suite kritt!

Fir eis ass evident, datt ee muss erklären: Wou gi mer hin? Wou gi mer ekonomesch hin? Wou gi mer sozial hin? Wou gi mer hi mat eise Fräiheeten? Wou gi mer hin an eiser Schoulpolitik? Fir datt déi nächst Etappen och kloer sinn. Wéini, wann elo ëmmer méi a méi geimpft gëtt, wéini kann erëm dat eent op goen? Wéi laang mussen d'Bistroen, d'Restauranten nach zou loossen? Ass dat 30 % geimpft, 50 % geimpft, 70 % geimpft? Ech weess, datt een et zäitlech net ka soen, well mer net wëssen, wéini d'Impfunge kommen. Mee ech mengen, datt awer eng Diskussioun ka stattfannen, ob bei 50 % oder bei 70 % oder bei 80 % oder bei 90 %. Wou musse mer dann hin? Wat sinn d'Perspektiven? Wat ass déi Richtung, an déi mer eis solle beweegen? A wat sinn déi Etappen doran?

Dofir hätte mer gär déi laangfristeg Strategie gehat, well se eis essenziell schéngt fir d'Comprehensioun vun där ganzer Politik.

An, Här Staatsminister, ech hunn elo net gefrot, Dir sollt eis Datumen nennen, well ech mer jo evidenterweis bewosst sinn, datt Der dat net kënnt. Kee kann et, och Dir net! Mee ech fannen, datt een awer sollt eng Rei Etappe kënne beschreiwen, datt d'Leit verstinn, wat amgaang ass, gemaach ze ginn.

Mir hunn eng Motioun de 24. Dezember hei gemeinsam gestëmmt, wou gefrot ginn ass, datt d'Regierung eis soll kommunikéieren all déi Krittären, politescher a wëssenschaftlecher, no deenen déi Decisiounen, déi mer hei an der Chamber géifen huelen, da géifen entweeder weidergefouert ginn oder opgehale ginn. Och do ass Jo gestëmmt ginn an Unanimitéit an dëser Chamber, mee och do hu mer näischt vun der Regierung kritt!

Ech hunn dozou zwou Remarken ze maachen. Mir hate virun zwee Méint eng Diskussioun heibannen iwwert d'Aart a Weis, wéi mat de Motioune vun der Oppositioun ëmgaange gëtt, wou all Motioun refuséiert ginn ass, wou Neen einfach gesot ginn ass, well se vun der Oppositioun kommen. Hei gëtt elo bei verschiddene Motioune Jo gesot, mee da geschitt awer näischt! An d'Resultat ass genau dat selwecht, wéi wann Der Nee gesot hätt! Dir sot Jo, mee Dir maacht et net!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Esou, dofir soen ech awer och den Deputéierte vun der Majoritéit: D'Chamber huet awer eng Rei Rechter, fir Äntwerten ze kréien. A wa mer eng Motioun heibanne stëmmen, dann hätte mer och gär alleguer zesummen Äntwerten. Dat ass en Appell un all déi Parlamentarier, déi heibanne sëtzen. Mir hunn eng Rei Rechter, Äntwerten ze kréien. An no Motiounen, déi mer ofstëmmen, hätte mer se och gär! An ech fannen, datt do och d'Majoritéitsparlamentarier eis missten doranner ënnerstëtzen.

A mäin zweete Punkt, dat ass, et geet mer awer net nëmmen ëm d'Parlament, et geet mer einfach ëm d'Novollzéibarkeet vun dëser Politik, ëm d'Akzeptanz. An et ass just dat, wat mer an deene Motioune gefrot hunn, datt mer se och gär hätte fir d'Verständnis vun der Politik, déi bei de Leit dobausse muss explizéiert ginn.

Dës ganz Politik schreift sech och an eng Impfstrategie an. An déi Impfstrategie muss och ofgestëmmt ginn op déi Politik, déi mer momentan amgaange sinn ze maachen. An et ass och d'Impfstrategie an haaptsächlech hir Ëmsetzung, déi e groussen Deel vum Succès an der Akzeptanz vun dësem Gesetz ausmécht, déi maassgeeblech dozou kontribuéiert.

An dozou wëll ech och eng Rei Remarke maachen, zéng Remarke wëll ech dozou maachen:

Déi éischt, dat ass: De grousse Problem, dee mer haut hunn, ass jo d'Dispositioun vu genügend Impfstoff, fir deen esou schnell wéi méiglech erbäizekréien. An do soen ech, do huet haut jiddweree Problemer. Lëtzebuerg huet Problemer, Europa huet Problemer a weltwäit si genau déi selwecht Problemer. An ech soen och ganz kloer: Dorunner ass net d'Lëtzebuerger Regierung schold! Dat ass evident.

An ech soen och hei ganz kloer: Déi Decisioun, fir europäesch anzekafen, fannen ech fundamental eng richteg Decisioun. Well stellt Iech emol vir, wa 27 Länner eenzel verhandele gaange wären, wat dann u Gewulls an u Präisser erauskomm wären! Ech fannen et eng fundamental richteg Decisioun, datt och d'Lëtzebuerger Regierung sech aschreift an de gemeinsamen Akeef vu 27 Länner.

Ob d'Lëtzebuerger Regierung nach hätt solle selwer, nodeem datt all d'Kontrakten ofkaaft sinn, probéieren, Impfstoff bei Firmen ze kréien? Vläicht. Ech hätt et als Regierung probéiert. Ech si mer awer och bewosst, ech soen dat och ganz kloer, datt et eis warscheinlech an dësem Moment net vill bruecht hätt, well mer sécher net virdrun zerwéiert gi wären. Ansonsten ass dat fir mech eng Fro, déi also elo net vu primärer Importenz ass.

Zweetens: d'Krittäre vun der Reiefolleg vun den Impfungen. Datt mer elo déi zwou éischt Phasen esou maachen, wéi d'national Eethikkommissioun dat decidéiert huet, fannen ech novollzéibar, fannen ech logesch a fannen ech och akzeptabel.

(Interruption)

Ech wëll dat och kloer heibanne soen.

Drëtte Punkt: De Prinzip vun der Decisioun, datt ee sech un d'Protokolle soll hale vun der Impfung, datt mer also eng Reserv halen, wou mer déi zweet Impfung stockéieren an net elo schonn erausginn, fir méi direkt an enger éischter Phas ze impfen, fannen ech fundamental richteg vun der Regierung, well se u sech de Protocole sanitaire befollegt, well se de Leit eng Garantie gëtt. An dofir ënnerstëtzen ech déi, ënnerstëtze mir déi Attitüd.

Elo kënnen natierlech an deenen nächste Wochen d'Protokolle changéieren. An da muss een och dat eventuell iwwerkucken, an da si mir och gär Deel vun där Diskussioun, wann et iwwerkuckt gëtt. Mee soulaang de Protokoll kloer ass, fannen ech, wat aner Länner maachen, relativ onvirsiichteg.

Véierte Punkt: Déi grouss Impfzentren duerch d'Land fannen ech vum Prinzip aus och okay. Elo kann een natierlech iwwert d'lokal Implantatiounen vun deem engen - Norden, Oste - schwätzen, an et muss een ëmmer drop oppassen, datt och d'Accessibilitéit esouwuel vun den Tester wéi vun den Impfzentren esou gemaach gëtt, datt jiddwereen dee selwechten Accès huet. Mee déi fundamental Decisioun, fir lokal Zentren ze maachen, fannen ech soulaang richteg, wéi mer et mat engem Pfizer/BioNTech-Vaccin ze dinn hunn, dee minus 70° C Stockage brauch an deen ee guer net anescht stockéiert an un d'Leit kritt.

Par contre soen ech awer hannendrun, wa mer elo an deenen nächste Wochen aner Vaccine kréien, déi ganz anescht transportabel a stockabel sinn, da kann ee sech duerchaus aner Weeër iwwerleeën, wéi een déi Impfung kann un d'Leit kréie mat Dokteren, bei den Dokteren an de Privatpraxissen an esou weider. An do war meng direkt Fro un d'Regierung: Sinn do esou Kontakter geholl? A wéi soll dat an Zukunft gestalt ginn?

Fënnefte Punkt: Ee vun de grousse Reprochen, déi ech awer hei maachen, dat ass dee vun der Vitess vun den Impfungen. Exceptioun emol erausgeholl déi zweet Impfung, déi mer reservéieren, ass et awer nach kloer, wann een international Vergläicher mécht bei deenen Dosissen, déi mer bis elo verofreecht hunn, datt mer wäit hannendra sinn an och e gutt Stéck hannert deene Länner, déi änlech Strategien hu wéi mir. Dat huet näischt ze di mat der Reserv vun der zweeter Dosis. Dat ass einfach, well mer an dësem Moment richteg lues sinn. A wann ee weess, datt mer eng Course géint d'Zäit amgaange sinn ze maachen, a wann ee weess, datt d'Leit net verstinn, firwat mer esou lues sinn, da weess een och, datt se Schwieregkeeten hunn, dat ze akzeptéieren.

Mir verlaangen haut, datt déi rapid Utilisatioun vun deenen éischten Dosissen, déi do sinn, och esou schnell wéi méiglech gemaach gëtt. Mir hunn net d'Impressioun, datt dat haut de Fall ass.

Mäi sechste Punkt, dat ass d'Aart a Weis, wéi geimpft gëtt an den Zentren a mat den Équipe-mobillen. Ech war richteg erschreckt, wéi Der mer eng Äntwert op d'Question parlementaire, eng Question urgente, ginn hutt, wou Der gesot hutt, et wäre just 30 % vun Äntwerten do vu Leit, déi sech ageschriwwen haten. Bon, dat huet sech duerno, well d'Delaien nach net ofgelaf waren, och verbessert. Ech weess elo d'Zuelen net genau. Se hu sech verbessert, mee ech mengen, datt et sengerzäit keng gutt Decisioun war, fir ze soen, datt d'Personal aus den Altersheimer misst an d'Victor-Hugo-Hal goen, fir sech impfen ze loossen, well wëssend, datt vill Grenzgänger derbäi sinn, weess een, datt dat fir déi e laangen a komplizéierte Wee ass, fir dat nach niewent hirer Aarbecht esou ze maachen.

An ech hunn d'Madamm Federspiel elo héieren, déi gesot huet, déi Decisioun wär elo geännert ginn. All déi Leit géifen och an den Haiser elo geimpft ginn. Ech fannen et also gutt, datt déi Decisioun, déi ech als falsch empfonnt hunn, elo zréckgeholl ginn ass a changéiert ginn ass an eng, déi méi sënnvoll ass.

Mee dann ass haut d'Fro, well dat jo awer weesentlech ass fir d'Perceptioun vun den Impfungen: Welchen Taux vun Impfungen hu mer momentan an de Spideeler, an den Haiser fir eeler Leit respektiv ënnert deem anere Personal? Wou si mer do drun?

An déi aner Fro, dat ass: Wann aner Vaccinen elo do sinn, kënnen dann och aner Acteuren an d'Spill kommen? Sinn do scho Virbereedungsaarbechte mat den Doktere gelaf? A wann Der eis do kéint Ex-

plikatioune ginn, wär ech ganz frou driwwer, well déi Hausdokteren, mat deenen ech schwätzen, déi soe mer, si wéisste momentan nach net, ob oder ob net. Mee dann ass et gutt, wann Der do kéint eng Äntwert drop ginn. Da kann ech déi och weidergi respektiv d'Leit kënne se op dem Chamber TV lauschteren.

Mäi siwente Punkt, dat sinn d'Invitatiounen, déi gemaach gi fir d'Impfung. Ech hoffen, datt déi e wéineg besser an anescht gi wéi déi beim Large-Scale-Testing, well soss gëtt et ganz schwiereg fir Leit iwwer 75 Joer.

Ech wëll dat awer och méi nuancéiert soen. Ech fannen dat beim Large-Scale-Testing relativ gutt organiséiert fir Leit, déi uerdentlech kënne mam Ordinateur ëmgoen. Déi uerdentlech kënne mam Ordinateur ëmgoen! Ech hunn dat tipptopp fonnt. Mee dat geet net fir déi eeler Leit. Da kréien ech gesot, hei ass telefonéiere méiglech oder zréckschreiwen. Och dat ass fir eeler Leit heiansdo och ganz, ganz ..., nee, och dat ass ganz komplizéiert heiansdo fir eeler Leit.

Dofir war meng Fro hei: Kann een net och kucken, datt déi Organismen, déi bei den eelere Leit elo souwisou doheem sinn an déi vill Kontakt mat hinnen hunn - an dat si jo dann déi Leit, fir déi et heiansdo méi schwiereg ass, eenzel Aktiounen ze maachen -, Organisme wéi Hëllef doheem, wéi Help, wéi Repas sur roues, wéi d'Stad Lëtzebuerg oder Änleches, datt déi och kënne gesot kréien, wa se bei se ginn, vläicht deene Leit kënnen hëllefen, déi Aschreiwungen, déi Telefonen ze maachen, datt mer do sécher sinn, datt mer och weiderkommen, respektiv déi Famill, déi op se kuckt, datt déi kann ugeschwat ginn, fir déi Aschreiwung ze maachen, datt mer och déi richteg Tauxe bei deene vulnerabele Leit do kënnen erreechen?

Mäin aachte Punkt, dat ass e weesentleche Punkt. Dat ass dee vum Impfplang an der Impfstrategie. Mir hunn eis schonn doriwwer auserneegesat heibannen am Haus an och dobaussen. Mir sinn der Meenung, datt een e kloeren a verbindleche Scheema brauch, no deem d'Populatioun Accès zur Impfung huet.

Dir hutt bis elo eng éischt Etapp an eng zweet Etapp festgeluecht. Mir brauchen - dat ass eis Meenung - och haut déi nächst Etappen. Net, wéini d'Leit geimpft ginn, mee a wat fir enger Reiefolleg se drukommen an a wat fir enger Etapp déi eenzel Kategorien drukommen.

Wéi wëllt Der een iwwerzeegen, sech impfen ze loossen, wann Der em iwwerhaapt keng Informatioun gitt, wéini en dann eng Chance huet, fir drunzekommen? Dir kritt do eng Diskussioun soss iwwert den Zesummenhang, den Zesummenhalt vun der Gesellschaft, wann Der elo eng Diskussioun musst féiere mat deenen eenzelne sozioprofessionelle Gruppen, wou déi eng an déi aner da froen, fir aus gerechten oder richtegen oder falsche Grënn vir bäizekommen. Déi Diskussioun kritt een nëmmen evitéiert, wann een haut iwwert d'Prinzippien an iwwert d'Etappe Kloerheet schaaft.

Ech hunn och den Avis vun der Commission nationale d'éthique gelies, deen d'ailleurs ganz interessant ass a ganz, ganz ville Punkten. An ech hunn och gelies, datt si der Meenung sinn ..., déi selwecht Meenung wéi d'Regierung hunn, andeem se kloer an däitlech soen, dat soll een elo nach net maachen. A se ginn och Argumenter un, firwat een dat nach net soll maachen, déi mer och nach aliichten, well se soen, et sinn nach eng Rei Froen iwwert d'Effikassitéit vun den eenzelne Vaccinen, iwwert d'Protektioun géint Risken oder géint d'Transmissiounen, déi se mat sech bréngen, iwwert d'Durée vum Effet protecteur nach net definitiv. An dat sinn Äntwerten op Froen, déi mer brauchen. An domat kënne mer da besser eng Andeelung an Etappen duerno maachen.

Ech verstinn déi Argumenter ganz gutt. Déi sinn och richteg, sinn och logesch. Ech soen awer hannendrun, datt et net duergeet an eisen Aen als Argumentatioun, datt och nach aner Argumenter sinn. An et ass elo keng politesch Poleemik, déi ech hei maachen. Ech menge wierklech, datt mer jo awer wierklech eng Diskussioun hei hunn iwwert d'Adhesioun zu där Impfstrategie, vill Diskussiounen a Contestatiounen, an datt et weesentlech ass, datt och aner Argumenter op den Dësch elo kommen. D'Noutwendegkeet, déi Adhesioun an déi Transparenz esou ze maachen ..., an déi kritt een och, wann een den Terrain occupéiert, wann ee ganz genau en Impfplang gëtt a wann een dann de Leit kloer an däitlech seet, wéi dat an deenen nächste Wochen an an deenen nächste Méint wäert goen.

D'Previsioun an d'Perspektiven, fir d'Adhesioun zum Impfplang ze kréien, dat ass dat, wat mer froen, wëssend, datt et och Argumenter an eng aner Richtung ginn. Mee wann ech de Strëch ënnert der Rechnung maachen, ass et fir eis wichteg, datt mer Previsioun do maachen, soss echappéieren d'Leit engem an där ganzer Strategie do. An dat wär en décke Problem fir eis.

Mäin néngte Punkt, dat ass och dee vun den Informatiounen. Ech fannen, datt och eng Rei Informatiounen, déi elo momentan net gutt lafen, missten ëmgeännert ginn. Zum Beispill d'Informatiounen an den Altersstrukturen, wou eng Rei Altersheimer mer soen, datt se zwar wëssen, datt se an der éischter Etapp dra sinn, fir datt hir Leit geimpft ginn, mee momentan nach strictement net héieren hunn, wéini déi Équipe-mobillen da géifen dohinnerkommen.

An ech wëll soen, dat ass awer net onproblematesch, dee Mangel un Informatioun, net well déi Professionell dat net géife packen - déi packen dat -, mee well d'Leit, déi an den Haiser sinn, jo awer getrennt vun hire Famillje liewen. A wa se net wëssen, wat fir eng Perspektive se hunn, dat si jo awer Haiser, déi an der éischter Etapp sollen drukommen. Wa se net wëssen, wat fir eng Perspektive se hunn, wa se net wëssen, wéini se dann erëm kënnen hir Famill méi gesinn oder anescht gesinn, ass dat awer a mengen Ae richteg problematesch.

An op där anerer Säit och e Mangel un Informatioun momentan, deen zum Beispill doranner besteet, datt mer net wëssen, ob tëschent deenen zwee Vaccinen, déi momentan um Lëtzebuerger Marché sinn, dee vu Moderna op där enger Säit, dee vu BioNTech/Pfizer op där anerer Säit, dann elo en Ënnerscheed ass oder net, wien deen een, wien deen anere geimpft kritt, ob ee ka wielen, ob een net ka wielen. Och dat si warscheinlech ganz einfach Informatiounen, mee déi ech net onwichteg fannen, datt déi kloer an däitlech no bausse gedroe ginn.

A mäi leschte Punkt, dat ass dee fir d'Campagne fir d'Vaccinatioun. Ech fannen et e Feeler fir ze waarden, bis mer méi Vaccinen hunn, datt mer och kënnen an eng zweet, drëtt Kategorie impfe goen, ier mer eng uerdentlech Campagne ufänken.

An ech fannen et e Feeler aus zwee Grënn: Deen éischte Grond, dat ass, datt et weesentlech ass, datt mer eng wichteg positiv Grondstëmmung fir d'Impfung schafen an och bäibehalen. Et soll een elo vun der Zäit profitéieren, fir villes ze erklären. An dat ass an eisen Aen absolutt noutwendeg. A mir hu gesinn, datt d'Absence vu geziilter Kommunikatioun och beim Gesondheetspersonal zu engem Mangel un Adhesioun ka féieren.

An deen zweete Punkt, dat ass deen, well een, wann een dat net elo mécht, awer e ganzen Diskussiounsraum fräi léisst, en Diskussiounsraum fir Rumeuren, en Diskussiounsraum fir déi allerkomeschst Theorien, fir d'Expressioune vu Scepticismen, fir negativ Campagnen, souguer fir eng Konspiratiounsrhetorik einfach de Raum opléisst, ouni eppes dergéintzesetzen. An dat ass geféierlech an eisen Aen!

A mir froen am Fong eng Informatiounscampagne, eng vast Informatiounscampagne op där enger Säit an eng geziilten un dee Publikum, deen Etapp pro Etapp ugeschwat gëtt, well mer et einfach wichteg fannen, datt een déi Explikatiounen un d'Leit gëtt an déi Adhesioun zu esou enger Campagne och sécherstellt. Dat net ze maachen, ass an eisen Aen e grousse Feeler.

Par ailleurs dann nach un eis Chamber selwer. Wann een deen Avis liest vun der Commission nationale d'éthique, muss ech soen, datt e wierklech interessant ass, Här President, léiwe Mars, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Ech héieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Okay. ... well en eng Rei Froen uschwätzt, déi mir heiansdo ganz schnell iwwerginn - ech zéien eis do mat eran -, déi mer heiansdo ganz schnell iwwerginn, a wou ech dankbar wär, wa mer vläicht e puer Minutte méi kéinten drop verléieren. Zum Beispill de Konflikt tëschent der Autonomie individuelle op där enger Säit an dem Solidaritéitsprinzip an der Gesellschaft. Ech sinn elo keen, deen eng Obligatioun vun der Vaccinatioun elo hei an de Raum setzt an dat wëllt. Mee wa mer soen, mir wëlle keng, wat mer jo alleguer heibanne gesot hunn, dann huet dat awer eng Rei Konsequenzen op eis Gesellschaft!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat heescht eppes. Ech fannen, datt e Gremium wéi eis Chamber sollt onpoleemesch doriwwer diskutéiere kënnen, well et ass net innocent, wat mer do soen. Also verstitt mech net falsch: Ech plädéieren net an déi aner Richtung, mee ech plädéieren, datt mer, wa mer eppes soen, och d'Konsequenze kucken.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Mat Recht!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech fannen déi Diskussioun wichteg. Ech fannen et och wichteg, eng Diskussioun - d'Commission nationale d'éthique schwätzt och iwwert den eetheschen Enjeu vun de Certificat-de-vaccinationen - ze féieren. Wat heescht dat? Wat huet et als Konsequenz, wa mer dat eent a wa mer dat anert maachen? Iwwert d'Abezéiung vun de Frontalieren an eis Impfstrategie: Och dat huet Konsequenzen, deemno wat fir eng Strategie mer fueren, wéi mer dat uginn. Den Avis vun der Commission nationale d'éthique ass extreem interessant doran.

Iwwert de Prinzip vun de Prioritéite vu Vaccinatiounen: Wat fir eng Prioritéiten? An aus wat fir engem philosophesche Grond gi mer wat fir eng Prioritéiten? An iwwert d'Liste-d'attenten an d'Rechter, déi d'Leit hunn, fir vaccinéiert ze ginn: Och dat ass eng grondstaatlech politesch Fro, déi een, mengen ech, misst souguer ... Ech proposéieren, Här President, datt mer an där Kommissioun déi national eethesch Kommissioun eng Kéier komme loossen, fir zumindest déi eng oder aner Diskussioun mat hinnen unzefänken. Well du kriss se op e ganz aneren, also ech wëll elo net soen, Level. Ech weess net, wou ech de Level soll stellen, mee et ass eng aner Zort vun Diskussioun, déi ee vläicht ka mat hinne féieren, wéi een anescht ka féieren. Dat wollt ech op jidde Fall als Propositioun maachen, net just deen Theema mat enger Motioun mat zwee Sätz a mat véier Wierder ofzehandelen, mee eis vläicht anescht drëm ze bekëmmeren. Och dat géif enger Chamber wéi der Lëtzebuerger Chamber, mengen ech, guttdoen, wa mer dat géife maachen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Dir sidd um ganz gudde Wee.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ech stëmme mat.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- O, ech si scho laang um gudde Wee, Här Di Bartolomeo!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Dir sidd scho laang ënnerwee.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass zwar och wouer. Do huelt Der mech op mengem schwaache Punkt. Bon!

D'Konklusioun zu där ganzer Geschicht.

Deen éischte Punkt: Mir fannen, datt et wierklech net d'Zäit ass, fir méi opzemaachen. Mir fannen d'Verlängerung vun dëse Moossnamen noutwendeg.

Zweete Punkt: Mir schätzen de Risiko nach extreem héich an. Mir hunn eng Rei Bedenken, ob déi Moossnamen, déi momentan en place sinn, duerginn, respektiv wann ee wëllt eng uerdentlech Preventioun vun der neier Variant maachen - ech hunn doriwwer geschwat -, Schoulpolitik op där enger Säit respektiv Moossnamen op de Flughäfen op där anerer Säit.

Drëtte Punkt: Mir hu verschidde Beräicher, notamment d'Schoul, wou mer wierklech méi virsiichteg wären a wou mer gär eng Rei supplementar Moossnamen hätten.

Véierte Punkt, dat ass, datt mer de Kader, deen d'Regierung setzt, momentan ze vill onkloer an ze vill konfus fannen. Eis feelt eng uerdentlech mëttel- a laangfristeg Strategie. Et feelen eis eng Matrix vu wëssenschaftlechen Donnéeën, fir d'Decisioune méi einfach ze maachen a méi einfach verständlech ze maachen. Et feelt eis eng bis zum Schluss duerchduechten Impfstrategie, déi haut nach net ganz kloer ass. Et feelt eis eng sachlech Kommunikatiounsstrategie, déi haut geduecht ass, fir d'Impfung ze fërderen.

An aus deene Grënn musse mer haut zu dësem Text Nee soen. Mir kënnen en net stëmmen a mir wäerte mat Nee stëmmen dozou.

Une voix.- Oo!

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Claude Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Den Här Baum huet d'Wuert a soss keen!

M. Gilles Baum *(DP).*- Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif gären ufänke mat engem ganz, ganz grousse Merci: E ganz grousse Merci un d'Leit dobaussen, alleguerten d'Leit dobaussen, déi sech an de leschte Wochen a Méint mat ganz vill Gedold, mat ganz vill Disziplin an och mat ganz vill Zesummenhalt un d'Reegele gehalen hunn an déi dozou bäigedroen hunn, dass mer haut do sinn, wou mer sinn.

A mir sollten eis emol, mengen ech, eng Kéier zesummen, an dann ass et mir ganz egal, ob een zu menger Rietser oder zu menger Lénker sëtzt, mir sollten eis emol eng Kéier alleguer zesumme freeën, well mer awer zesummen e gutt Stéck Wee gemaach hu mat de Leit dobaussen. D'Leit hunn op d'Zänn gebass. D'Leit hu verzicht. D'Leit hunn zesummegehalen a si hunn eis gehollef, dat ze erreechen, wat an där Phas, an där mer sinn, immens wichteg ass, nämlech Loft. Loft an de Spideeler, dat ass dat, wat mer alleguerten als iewescht Zil haten. An ech mengen, do wäert ech Iech herno mat e puer Zuele beleeën, dass mer do wierklech zesummen - et ass mer wichteg, dat ze soen! -, mat alleguerten de Leit hei am Land zesummen eppes geleescht hunn.

Eis Zuele si weiderhi stabill. Si si weeder no de Feierdeeg eropgaangen nach si se no Silvester an d'Luucht geschoss. An ech mengen, dass et de richtege Choix war, dass mer wärend der Chrëschtvakanz an iwwert d'Feierdeeg net opgelockert hunn.

Zweetens weisen dës Zuelen, dass déi allermeeschte Leit - déi allermeeschte Leit - sech ganz, ganz gutt un d'Reegelen halen. Si hu verantwortungsbewosst a solidaresch gehandelt, an ech mengen, dat ass net fir jiddwereen einfach. An duerfir, mengen ech, am Numm vun eis all un d'Leit dobaussen e ganz, ganz grousse Merci!

Mëtt Dezember louche mer nach bei ronn 300 Neiinfektiounen den Dag. An zanter ufangs Januar leie mer esou tëschent 140 an 150 Infektiounen, den Taux de positivité ass ënner 2 % gefall, woumadder mer am europäesche Vergläich relativ gutt dostinn, an och d'Coronastep-Etüd weist manner héich Wäerter vum Virus am Ofwaasser. Ech mengen, dat si gutt Noriichten. Mee mir mussen eis awer bewosst sinn, dass mer hei nach laang net derduerch sinn. Mir gesi Liicht um Enn vum Tunnel, mee mir sinn nach net derduerch.

An erlaabt mer, dat hei mat e puer Zuelen ze beleeën. Wann ech déi lescht dräi Wochen analyséieren, d'Woch vum 4. Januar op d'Woch vum 11. an d'Woch vum 18. Januar, da stellt ee fest, dass mer am Duerchschnëtt erofgi vun 165 Neiinfektiounen den Dag op 137 déi Woch drop an d'lescht Woch op 134. Et ass awer ganz, ganz wichteg, dass mer déi doten Zuele vun den Neiinfektiounen nach massiv drécken. Wann ech mech referéieren op d'Taskforce, déi gesot huet, wa mer esou ëm déi 200 géife leien, da wär et, ze handelen an de Spideeler an den Tracing wär ze handelen, da géif ech soen: Okay, am Moment si mer op enger Schinn, déi positiv ass. Mee mir mussen awer déi doten Zuelen nach massiv erofkréien.

Den Taux de positivité pour les tests effectués sur ordonnance, do gi mer vu 5,67 % erof op 5,16 % an déi Woch drop op 4,63 %. Gëschter waren et 4,75 %. Do si mer vun deem Zil, dat mer mussen hunn, dat Zil, wat d'WHO virgeschriwwen huet - d'WHO seet: „Wann Der ënner 3 % leit, dann hutt Der déi Pandemie hei am Gréff." -, do si mer also nach net an do musse mer nach Efforte maachen.

Ganz kuerz den R-Wäert: Mir wëssen, dass mer do mussen op 0,7 % kommen. Mir waren och ee Moment op 0,7 %, mir sinn awer am Moment erëm ganz liicht iwwer 1 %.

An dann dat, mengen ech, wat eis awer alleguerten, alleguerten um Häerz läit: Mir sinn an de Soinnormallen erofkomm an der Betterzuel vu 76 op 69 op 62 Better. Gëschter hate mer 49 Better beluecht. Op den Intensivstatioune si mer erofkomm vu 25 op 21 op 15 a gëschter 14. An et ass hei ugeklongen, dat gëtt eis d'Méiglechkeet, fir erëm an d'Phas 2 zréckzegoen, fir eis Loft ze ginn. An doriwwer sollte mer eis wierklech alleguerten zesumme freeën.

An déi Leit, déi hei am Land an och am Ausland gesot hunn, déi Politik, déi mer zu Lëtzebuerg géife maachen, wär verantwortungslos, déi Leit hu sech geiert. Ech kann dat awer verzeien, well ech mech och ieren am Liewen. Mir ieren eis alleguerten. Mee ech mengen, dee Wee, dee mer zesumme ginn, dee Wee, wou mer gesot hunn, et wär de Lëtzebuerger Wee, dee solle mer konsequent zesumme weidergoen, well mir wëssen net, a keen heibannen, et ass ugeklonge bei mengen zwee Virriedner, dass mer net wëssen, a wat fir eng Richtung dass dat Ganzt sech hei entwéckelt. A mir wëssen net, wéi mer an zwou oder dräi Wochen hei um Riednerpult stinn a mat wat fir engen Zuelen dass mer da konfrontéiert sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- No der Vakanz goufen d'Schoulen emol preventiv nach eng Woch zou gelooss. D'Kanner hunn eng Woch Homeschooling gemaach. Et sinn awer och Leit aus dem Ausland zréckkomm a se hu vläicht onwëssentlech e klenge Kaddo matbruecht, e klenge Souvenir.

Une voix.- E Kaddo?

M. Gilles Baum *(DP).*- Nee, et war kee Kaddo, et war e Souvenir, wat hätt kënnen dee Virus sinn. Och an der Vakanz kann ee sech, och an der Vakanz muss ee sech un d'sanitär Reegelen halen an oppassen! Dat ass immens wichteg. Et ass e wichtegen Aspekt, wann een am Ausland ass, deen ee soll am Hannerkapp behalen, dass do net alles méiglech ass, net alles erlaabt ass an dass alles dat, wat mer zu Lëtzebuerg anhalen, dann net méi gëllt, well an anere Länner ëmmer nees nei Mutatiounen optauchen.

Aus dësem Grond gëtt et dann och elo nei Sécherheetsbestëmmunge fir d'Arees um Findel, wann ee mam Fliger kënnt. Fir an e Fliger ze klammen, muss een en Negativtest presentéieren, deen net

méi al ass wéi 72 Stonnen. An zousätzlech muss jiddwereen, deen aus engem Drëttstaat kënnt, dat heescht, net aus dem Schenge-Raum, e weidere Schnelltest bei senger Arrivée um Findel maachen. Wann dësen Test refuséiert gëtt, da gëtt direkt eng Quarantän ausgesprach. Dës Quarantän dauert 14 Deeg an déi kann een net huelen als Congé de maladie. Dës Quarantän dauert also 14 Deeg, ausser et entscheed ee sech, en Test ze maachen. A wann deen Test negativ ass, dann ass d'Quarantän natierlech opgehuewen.

Et ass wichteg, dass mir dës nei Sécherheetsmesuren aféieren, well mer och hei zu Lëtzebuerg déi brittesch an déi südafrikanesch Variant detektéiert hunn.

Loosst mech an dësem Zesummenhang e grousse Merci un den nationale Staatslaboratoire ausdrécken. Déi brittesch Variant ass warscheinlech net méi geféierlech, mee et schéngt, wéi wa se sech méi séier géif verbreeden. D'Prevalenz ass zwar hei zu Lëtzebuerg nach net esou héich, mee mir mussen d'Entwécklung am A behalen, well d'Situatioun op eemol ganz, ganz séier kippe kann. An den nationale Staatslabo mécht hei eng exzellent Aarbecht.

D'Aarbechter vum LNS sequenzéieren an der Woch bis zu 300 Prouwe vu positive Covidtester. An d'Sequenzéierung erméiglecht eng Identifikatioun vun deene verschiddene Varianten an eng Analys vun hirer Verbreedung an der Gesellschaft. Dat ass en extreem wichtegen a wäertvollen Outil fir ze iwwerwaachen, wéi dee Virus sech weiderentwéckelt.

Eis Zuele si stabill. Et gëtt also zu dësem Zäitpunkt kee Grond, fir d'Mesuren ze verschäerfen, mee et ass och net den Zäitpunkt, fir ze lackeren oder onvirsiichteg ze sinn. Nei Mutatioune vum Virus stellen eng reell Gefor duer an déi géifen eis Efforten, déi mer déi lescht Wochen a Méint alleguer zesumme gemaach hunn, erëm futtimaachen.

Den Horeca-Secteur muss seng Diere weider zouhale bis op d'mannst den 21. Februar. Ech verstinn de Frust, jo zum Deel d'Roserei vun de Restaurant-a Cafésbesëtzer, well se sech näischt méi wënschen, wéi kënnen erëm normal ze schaffen, ...

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- … well se sech näischt méi wënschen, wéi endlech erëm kënne Leit bei sech ze empfänken. Dëse Secteur ass ouni Zweifel am meeschte vun dëser Kris impaktéiert a muss och weiderhi gehollef kréien.

Ech hunn no menger leschter Interventioun hei virun dräi Wochen e Message kritt vun engem Patron. En huet gesot: „Du schwätz ëmmer vun der Santé mentale, du schwätz awer net vun der Santé mentale vun deene Leit, déi am Horeca-Beräich schaffen." Dee Mann ass Patron, en huet 80 Leit ënner sech. Mir hunn et gëschter héieren, d'Restaurante sinn elo schonn 165 Deeg cumuléiert zou, d'lescht Joer an dëst Joer. Ech wëll em soen, dass mer dat ganz, ganz seriö huelen. A wann een esou laang net däerf schaffen, hu mir Verständnis derfir, dass dat de Leit och op d'Gemitt schléit, ob ee Patron ass oder ob een am Restaurant Kach ass, zerwéiert oder an der Kiche schafft. Mir huelen dat och ganz, ganz eescht.

Zënter dem Mäerz 2020 kruten d'Betriber an d'Independanten 265 Milliounen un Direkthëllef ausbezuelt. An och elo am Januar huet de Mëttelstandsminister, de Kolleeg Lex Delles, weider finanziell Hëllefen an Héicht vun 3.000, 3.500 a 4.000 Euro fir d'Independanten zougeséchert. Et ass dat Gesetz, dat mer virun zwee Deeg gestëmmt hunn. An déi Sue brauchen net rembourséiert ze ginn an op déi Suen entfalen och keng Steieren.

Iwwer 32.300 eligibel Dossiere goufen zanter dem Mäerz 2020 traitéiert. Et schéngt awer esou ze sinn, wéi wann eng Rei Dossieren net komplett agereecht gi wären oder wéi wann och d'Leit net wëssen, dass se fir esou munch Hëllefen eligibel sinn.

An ech wëll vun dëser Plaz hei duerfir gären e ganz, ganz dréngenden Opruff un d'Betriber an un d'Independanten dobausse maachen: Informéiert Iech och géigesäiteg, fir wéi eng Aiden dass Der eligibel sidd, wat fir eng Suen dass Der kënnt vum Staat kréien, fir gehollef ze kréien. Fir eng ganz Rei un Aiden ass et nämlech nach ëmmer méiglech, fir eng Demande anzereechen. Loosst Iech dës Geleeënheet wannechgelift net entgoen. De Staat ass do, fir Iech ze hëllefen. Passt wannechgelift op, dass Der e kompletten Dossier erareecht, fir Är Demande ze maachen, well nëmmen esou kann de Ministère Är Demande och traitéieren an esou kënnt Der Sue kréien.

An et ass mer zougedroe ginn, dass fir de Secteur vum Horeca och op der Homepage vun der Horesca e Link ass, wou een direkt gesäit, wat fir eng Aiden dass ee kritt, wou d'Formulairen drop sinn. Ech invitéieren alleguerten d'Leit aus dem Secteur vum Horeca, dohinner kucken ze goen an hir Aiden unzefroen.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt a ganz richteg!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, et ass geschwënn e Joer hier, dass mer déi éischt Infektioun vum Coronavirus hei zu Lëtzebuerg haten. An de Wonsch, dass mer dës Kris endlech hannerun eis kréien, gëtt ëmmer méi grouss. Mee nach si mer matten an der Kris a mir musse weider zesummenhalen, akzeptéieren, dass de Wee an d'Normalitéit net vun haut op muer kann zréckgeluecht ginn. Mir kënnen alleguer zesummen eisen Deel dozou bäidroen, fir de Wee ze verkierzen, andeems mer eis och 2021 un d'Geste-barrièren halen. Well do, wou déi Mesuren agehale ginn, verschlechteren d'Zuele sech net.

Wéi schonns gesot, d'Infektiounszuele si relativ stabill. Dat ass an anere Länner leider net de Fall. A Frankräich diskutéiere se iwwer e weidere Lockdown. An Däitschland gëtt et jo elo emol e Lockdown bis de 15. Februar. An anere Länner, dorënner Spuenien, Tschechien, Portugal, schreiwe se am Januar katastrophal Rekordzuelen.

Et ass ugeklongen hei an, ech mengen, et ass eis am Kader vun dëser Kris bewosst ginn, wéi wichteg dass d'Zesummenaarbecht an der Grenzregioun ass. Mir profitéieren als Lëtzebuerger vun den offene Grenzen, awer och eis Frënn aus der Belsch, aus Frankräich an aus Däitschland. A mir mussen déi Groussregioun nach verstäerkt liewen.

E klenge Bléck just iwwert d'Grenzen, fir nach eng Kéier de Point ze maachen, wat fir eng Mesuren an eisen Nopeschlänner am Moment gëllen.

D'Belsch, mat engem Taux d'incidence vu 5,6 %, dee stabel ass zu deem, wat ech hei virun dräi Woche gesot hunn, do sinn d'Commercen, d'Schoulen op. Si hunn e Couvre-feu.

A Frankräich ass den Taux d'incidence ganz, ganz liicht erofgaange vu 7,2 op 7,1. Mee, wéi gesot, do steet en neie Lockdown am Raum, e gëtt diskutéiert. Och do sinn d'Commercen, d'Schoulen op an et gëtt e Couvre-feu.

An an Däitschland, wou mer awer nach ëmmer iwwer engem Taux d'incidence vun 10 % leien - ech mengen, dat ass awer nach e ganz groussen Ënnerscheed zu eis -, do gëtt et keng Ausgangsspär, mee et gëtt an deene Regiounen, wou den Taux d'incidence extreem héich ass, déi Limitatioun vun de 15 Kilometer, an deenen ee sech ka beweegen.

Aus dësem Grond gëtt och op EU-Niveau iwwer méi streng Reesbestëmmungen diskutéiert. An anescht wéi an der Belsch wëllt eis Regierung kee Verbuet vu Reesen decidéieren, mee si réit awer vun allen net essenzielle Reesen a Grenziwwerschreidungen of. Dem Virus a virun allem senge villfältege Mutatiounen dierfe mir net déi néideg Geleeënheet bidden, fir sech ze verbreeden.

Här President, wéi gesot, mir däerfen dem Virus elo keng Chance ginn, fir erëm op d'Féiss ze kommen, fir erëm méi staark ze ginn. An dowéinst ginn déi Mesuren, déi mer den 8. Januar beschloss hunn, ëm dräi Woche verlängert. De Message ass kloer: Och 2021 musse mer virsiichteg bleiwen an déi sanitär Mesurë respektéieren, fir eise Virsprong ze halen an och nach auszebauen.

Ech hu mer gëschter geduecht: Wéi solls de deng Covidried ofschléissen? An do ass mäi gudde Frënd, den André Vandendries, fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Biermereng, mer an de Kapp komm. Dee mécht all Woch seng eegen Analys, seng pertinent Analys. Dunn hunn ech em geschriwwen, do hunn ech gesot: Wat géifs du de Leit muer mat op de Wee ginn, wann s de do uewe géifs stoen? An en huet mer fënnef Saache gesot, déi ech de Leit soll mat op de Wee ginn, déi pertinent sinn.

Éischtens huet e gesot: „Ech freeë mech immens, dass mer an de Spideeler erëm Loft hunn."

Zweetens seet en awer: „Mir sinn nach ëmmer op ze vill héijen Infektiounszuelen. Mir däerfen elo net noloossen, virun allem well mer net wëssen, wat fir eng Varianten ënnerwee sinn a wéi se wäerte bei eis aschloen."

Hien huet gesot, dass et nach ëmmer wichteg ass, un engem Strang ze zéien, d'Geste-barrièren ze respektéieren an d'Kontakter - dat huet e mer un d'Häerz geluecht - op e Minimum ze reduzéieren!

Dann huet den Här Vandendries mer gesot, d'Leit solle sech esou séier wéi et geet impfe loossen.

A ganz, ganz wichteg: Jiddweree vun eis soll an dësem Moment esou gutt wéi et geet den Horeca-Secteur ënnerstëtzen.

Ech soen dem Här Vandendries Merci fir säin Input, fir meng Ried hei kënnen ofzeschléissen, an ech ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Covid fir d'zéngt. Jo, d'Mesuren, déi mer den 8. Januar hei gestëmmt hunn, déi wierken. Si hunn net dee méi schlëmmen Zenario, dee Verschiddener heibannen opgezeechent hunn, ausgeléist. Glécklecherweis sinn d'Zuelen net an d'Luucht gaangen. Dat ass positiv. Et ass och positiv, dass déi brittesch an déi südafrikanesch mutéiert Variant net esou ausgebrach ass, wéi ee fäerte konnt. A mir hunn alles gemaach a mir maachen och nach ëmmer weider alles, fir dass dat an Zukunft och net kann antrieden.

Op d'Zuelen, Dir Dammen an Dir Hären, brauch ech net anzegoen. Dat huet de Rapporter Mars Di Bartolomeo a sengem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport hei gemaach. Ech soen him och e grousse Merci fir säin Asaz hei an dësem Dossier. Fir d'zéngte Kéier huet en hei de Rapport presentéiert. En huet déi gutt Aarbecht och an enger Kommissioun mat enger Main de maître bis elo gefouert. E grousse Merci duerfir.

D'Zuele bleiwen awer am Endeffekt nach ëmmer héich. Se ginn zwar an déi richteg Richtung, et ass schonn e puermol gesot ginn, mee et ass awer leider nach net de Moment, fir d'Hänn an de Schouss ze leeën. Mir musse weider oppassen, keng Lockerunge maachen, geschweig vun Entwarnunge schwätzen.

Am Verglach zu eisen Nopeschlänner, déi jo, wéi ech dat scho virun dräi Wochen hei eng Kéier explizéiert hat, quasi änlech, punktuell souguer nach méi streng Moossname wéi mir hunn, gëtt et Differenzen. Dat kënnt doduerch, dass d'Ausgangsbasis net iwwerall déi selwecht war. Lëtzebuerg huet, an et ass virdrun och schonn hei gesot ginn, wärend de Feierdeeg keng Lockerunge gemaach. Dat war mat Sécherheet déi richteg Decisioun.

Mir sinn doduerjer net an eng Progressioun vun den Infektioune komm. Déi Länner, déi dat gemaach hunn - den Här Wiseler huet et virdrun hei gesot; Spuenien a Portugal huet e genannt -, déi sinn an enger ganz schrecklecher Situatioun. Déi sinn an där exponentieller Wuesstumssituatioun vun den Infektiounen, déi ganz schwéier ze stoppen ass. D'Ministesch Paulette Lenert hat och schonn eng Kéier hei op der Tribün gesot: „Wann ee bis an där exponentieller Situatioun ass, dann ass et vill méi schwéier, erëm doraus erauszekommen." Mir si glécklecherweis net an där Situatioun.

An der Belsch sinn d'Zuele méi déif wéi bei eis, mee d'Zuelen, d'Infektioune ginn an d'Luucht. A Frankräich ginn d'Zuelen och an d'Luucht. An Däitschland ass den Trend wéi hei zu Lëtzebuerg. D'Zuelen, no der ECDC, wann ech mech op déi baséieren, ginn erof: 19 % an Däitschland, 20 % hei zu Lëtzebuerg.

De Mars Di Bartolomeo huet gesot: „D'Situatioun an eise Spideeler ass besser." Mir kommen an déi Phas 2. Mir sinn also souwäit, dass mer déi net urgent Interventiounen och erëm lues a lues kënne maachen. Dat ass berouegend. Et ass gutt ze wëssen, wann een Accident iergendzwousch geschitt, dass Plaz op den Intensivstatiounen ass, dass d'Leit kënne gehollef kréien an dass se opgeholl kënne ginn, ouni dass een anere muss säi Bett ewechgeholl kréien!

Nach ëmmer ass dat fir mech ee vun de wichtegsten, wann net souguer dee wichtegste Krittär an där ganzer Pandemie hei. An dat soll och all deene gesot ginn, déi haut gesond sinn an déi net am Alter si vun deenen, déi besonnesch ufälleg si fir de Virus an déi mengen, dass d'Mesuren hei zu Lëtzebuerg iwwerdriwwe wären an dass se vill ze streng wären.

Et geet hei och ëm hir Gesondheetsversuergung. Et geet och hei drëms, dass si, dass hir Frënn, jo dass hir Kanner ugepassten héichwäerteg Soine kréien, wa si se brauchen, dass se eng Plaz an der Rea kréien, wa se eng brauchen, dass se net, wéi dat an anere Länner de Fall ass, virun der Dier vum Spidol ëmgedréit ginn, wa se Hëllef brauchen a wann hiert Liewen um Spill steet, well keng Plaz am Spidol ass, wéi dat am Moment a Portugal, a Spuenien oder och nach an anere Länner de Fall ass. Leider ass net jiddweree sech däers bewosst.

Duerch déi manner héich Infektiounszuele kann och den Tracing besser fonctionéieren. De Familljekrees bleift d'Haaptustiechungsquell mat 38,2 %. An awer musse mer kucken, dass mer déi 33,7 %, bei deene mer net wëssen, wou dass d'Infektiounen hierkommen, musse reduzéiert kréien. Mir mussen och am Familljekrees nach méi fuerschen, nach méi Informatioune kréien, fir dass mer wëssen, vu wou dass d'Ustiechungen hierkommen, soudass mer och do kënne méi preventiv schaffen.

Jo, Lëtzebuerg geet säin eegene Wee. Mir hunn dat dacks genuch gesot. An dee Wee erweist sech och als dee richtege Wee. Lëtzebuerg huet, jo, bis elo seng eege Responsabilitéit geholl. Dat war an dat ass och couragéiert gewiescht. An et ass richteg gewiescht. Lëtzebuerg huet seng Responsabilitéit geholl an huet déi Beräicher opgemaach, déi ugepasst waren, fir an där Situatioun opzemaachen, dat, andeems mer d'Butteker erëm opgemaach hunn an andeems mer d'Schoulen erëm fonctionéiere gedoen hunn. Dat ënner ganz strenge Moossnamen a Reegele mat dem Resultat, dass d'Zuele weider erofgaange sinn an dass se net duerch de Plaffong gaange sinn.

Dat ass jo och en Zil vun eiser Politik: dat zou loossen, wat noutwendeg ass, an dat opmaachen, wat mer veränstwere kënnen. Eis ass et wichteg, d'Fräiheeten net méi anzeschränke wéi néideg, net méi Restriktiounen ze ordonnéiere wéi noutwendeg. An duerfir hu mer och deen 8. Januar liicht Lockerunge geholl. Lockerungen, déi mer och veränstwere kënnen an och dee Moment konnten.

Ech hunn de Constat gemaach, dass hei am Haus eng Partie Oppositiounsparteien d'Fräiheete méi streng ageschränkt hätten, an dat net - an dat soen ech hei ganz kloer -, well se gären d'Fräiheete vun de Leit aschränken, well se gären d'Fräiheete vun de Leit ewechhuelen. Sécher net! Dat géif ech heibannen och kengem wëllen ënnerstellen. Mee si soten dat aus der Suerg eraus, dass d'Infektiounszuele géifen an d'Luucht goen an dass mer an eng ganz schwiereg Situatioun hei géife kommen.

Dat soen ech, well, an dat kann ech hei ëmmer erëm widderhuelen, hei am Sall an och iwwerhaapt kee bei dësem Iwwerfall vum Virus d'Wourecht gepacht huet. An do muss een, wann een d'Analys vun deene leschten zéng Méint da mécht a wann een éierlech ass, dann awer och soen, dass eis Regierung déi Gratwanderung tëschent „der Fräiheet loossen" an „de Restriktiounen imposéiere" ganz gutt hikritt huet. Déi richteg Decisioune goufe geholl zum richtegen Zäitpunkt, well d'Virsiicht an d'Verantwortung Hand an Hand gaange sinn a well d'Gesondheet vun all eise Bierger ëmmer am Virdergrond stoung.

An dat mat deene Konsequenzen, déi mer kennen. Et ass virdrun hei gesot ginn: Den Horeca-Beräich, mee awer och den Evenementiel, de Caterer an all déi aner, déi hunn et am Moment schwéier. Ech si frou, dass mer e Mëttwoch konnten en neit Gesetz hei stëmme fir d'Independanten. D'Formulaire si vun haut un online. Ech hu mer soe gelooss, dass haut schonn 200 Demanden eragaange sinn, fir déi Hëllef ze kréien. Déi Hëllef gëtt also gebraucht. Dat ass de richtege Wee. Et ass och gutt, dass mer déi Hëllefen do gestëmmt hunn.

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- De Vaccin versprécht Liicht am Tunnel. Heizou wéilt ech och gär e puer Wuert soen. All d'Diskussiounen ëm d'Impfen, déi alleguer Onsécherheet bréngen, déi Onsécherheet streeën, brénge just Angscht an Zécken, fir sech impfen ze loossen, mat sech. An dat musse mer verhënneren!

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Well, op alle Fall emol a mengen Aen: D'Impfen ass deen eenzegen Auswee aus dëser sanitärer Kris. Der Regierung virzewerfen, dass se keng Strategie hätt, dat ass absolutt falsch, a fir d'Impfverhale vun de Leit och kontraproduktiv.

Wann ech dem Här Wiseler seng zéng Punkten, déi e virdru gesot huet - ech hu mer se alleguer notéiert -, hei huelen, da kann ech mat enger ganzer Partie vu senge Punkten och d'accord sinn. Dee Constat hunn d'Regierung an d'Oppositiounsparteien an d'Majoritéitsparteie jo och gemaach. Et wär u sech flott, wa mer hei net géife soen: „Mir hätten et besser gemaach. Mir sinn déi mat deene besseren Iddien", mee wa mer hei géife konstruktiv zesummen un engem Seel zéien, fir dass mer alleguer kéinten deem Virus hei Paroli bidden.

Et ass richteg, sech als klengt Land der EU ugeschloss ze hu bei der Bestellung fir de Vaccin. Och wann een haut constatéiert, dass bei der EU vläicht net alles esou gelaf ass, wéi et hätt sollen, mee en nationalen Impfkrich an der EU evitéiert ze hunn, dat ass sécherlech en Erfolleg vun dëser Initiativ. Et ass och richteg, soulaang net anescht vun de Wëssenschaftler indiquéiert, dass mer déi zweet Impfung, déi noutwendeg ass, zum Beispill beim Pfizer/BioNTech-Vaccin, reservéiere fir déi, déi schonn déi éischt Impfung kritt hunn. Och do sinn ech op enger Linn mam Här Wiseler.

Et ass och richteg, dass mer den Eethikrot mat dëser kriddeleger Fro, wie fir d'éischt soll geimpft ginn, befaasst hunn. Nee, mer hunn den Eethikrot net ze spéit domadder befaasst, mee am richtege Moment, an dass mer d'Recommandatioune vum Eethikrot och suivéieren.

D'Presidentin vum Eethikrot - si ass scho virdrun zitéiert ginn, d'Madamm Julie-Suzanne Bausch - huet gesot an engem Interview beim 100,7 zum Sujet vun de verschiddene Beruffsgruppen, fir déi impfen ze loossen, dass et am Moment nach guer net méiglech ass, esou wäit ze denken, wéi hei ëmmer gefrot gëtt. Mir sinn an der Phas 2 an déi kann eréischt am Mäerz ëmgesat ginn. Ausserdeem sot si, an dat ass fir mech mat dee wichtegste Saz, dee si gesot huet, dass een de Leit keng falsch Versprieche maache soll bei den Impfungen.

(Interruptions diverses)

Et hätt dofir am Moment och kee Wäert, en detailléierten Impfplang mat deene ville verschiddenen Etappen auszeschaffen. Dat ass och de Problem bei de Laangzäitprognosen, déi hei ëmmer gefuer-

dert ginn. Och do soll ee keng falsch Hoffnunge maachen! Et gëtt hei gesot: „Sot de Leit dach, wéini se geimpft ginn!“ Ma dat hänkt vun esou ville Krittären of, Här Wiseler! Dir wësst et! An Dir hutt se selwer opgezielt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat huet awer och kee gesot. Ech hu gesot ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dach, Dir hutt gesot: …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Nee, nee, nee.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... „Sot de Leit dach wéini dass se geimpft ginn!“

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Nee, ech hu gesot: „Sot d'Reienfolleg, wéi se geimpft ginn!“ Net wéini.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Maja, d'Reiefolleg, wéini dass se solle geimpft ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma dat ass awer e fundamentalen Ënnerscheed. Sot d'Prinzippien, no deenen Der d'Leit wielt an d'Reiefolleg! Net den Datum.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ma dat hänkt vu ganz ville Krittären of. Ech zielen lech nach emol eng Kéier déi puer op, déi ech hei wëll ernimmen. Et hänkt vum R-Wäert of. Et hänkt vun den Infektiounszuelen of. Et hänkt awer och dervun of, ob mer am Spidol nach genuch Plazen hunn. Wann elo e groussen Accident kënnt, da si mer erëm an enger anerer Situatioun. Et hänkt vun der Mutatioun vum Virus of. Et hänkt vum Impfstoff of, vun de Produktiounen, vun deem, wéi mer nokommen, déi Impfstoffer och hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Virun engem Mount huet nach jiddweree geduecht, mir kréichen den Impfstoff. Mee elo wësse mer, dass mer en awer net zurzäit kréien. Virun e puer Deeg wousste mer och nach net, dass de Moderna-Impfstoff géif géint déi Mutatioun wierken. Alles dat spillt jo awer mat an där ganzer Laangzäitprognos!

Et geet och drëms fir ofzeweien, wéi dass d'Santé mentale hei zu Lëtzebuerg ass. Et geet och drëms fir ofzeweien, wéi d'Leit iwwerhaapt nach matmaache bei deene Mesuren. Et ass virdru gesot ginn: „Mir soen de Leit Merci.“ Et ass och richteg, dass mer de Leit musse Merci soen, mee iergendwa kéint nach eng Kéier de Moment kommen, wou d'Leit soen: „Ma, mir hunn es sat!“ An dee Moment musse mer awer och ze pake wëssen. An da kann een net soen: „A nee! Mir hunn elo e Plang an dee Plang, dee verfollege mer elo, well mer deen eng Kéier virun dräi Méint opgestallt hunn.“

Et muss een natierlech och kucken, wéi dat am internationale Verglach ass. Och den internationale Verglach ass extreem wichteg. An et ass virdru gesot ginn: „Mir ginn emol endlech kucken, wéi mer am internationale Verglach stinn.“ Ma wësst Dir dann, wéi d'Impfzuelen an Däitschland, a Frankräich an an der Belsch evoluéieren an den nächste Joren ... an den nächst Wochen?! Ech hoffen net an den nächste Joren - an den nächste Wochen.

Duerfir, alles dat, wann Der sot: „Mir maachen elo e Plang an dee Plang hale mer an. Wa mer bei 30 % Geimpfte sinn, da ginn d'Restauranten erëm op.“ Dat ass de Leit eng falsch Hoffnung gemaach! Dat ass d'Leit op e falsche Wee gefouert. An dat ass menger Meenung no absolutt kontraproduktiv!

Une voix.- Ganz richteg!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An der Impfstrategie - op déi ech nach eng Kéier wëll zréckkommen -, och do ass et net méiglech, en definitiven Impfplang ze kréien, well d'Lëtzebuerger Regierung orientéiert sech no gesondheetspoliteschen Ziler a si kuckt nom Fonctionnement vun eisem - vun eisem! - Gesondheetssystem a fir deen och hei ze erhalen.

An natierlech, an dat bleift déi alles entscheedend Fro, niewent all deenen aneren och: Kréie mer iwwerhaapt deen Impfstoff, dee mer brauchen? A kréie mer en zu deem Zäitpunkt, wou mer e brauchen?

Ech hunn dofir am Ufank gesot - an ech si frou, dass elo e puer méi Leit vun der CSV heibanne sinn, da kann ech et nach eng Kéier soen -: Keen, Dir Dammen an Dir Hären, huet an dësem Dossier d'Wourecht gepacht. Mir maachen alleguer - jo och d'Oppositioun - eist Bescht. A si ginn alleguerten hei déi Iddien, déi se mengen, dass déi bescht wären. Mee kommt, mir maachen dat zesummen! Kommt, mir maachen dat net ee géint deen aneren! Kommt, mir soen net: „Mir hätten et besser gemaach. Mir hätten et esou an esou gemaach an duerfir wär et besser gewiescht.“! Kommt, mir maachen dat net, well dat hëlleft an dëser Situatioun kengem!

(Interruption)

An ech soen lech och: Dat hëlleft lech als Oppositioun sécherlech net weider.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Solle mir keng Propositioune maachen?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Nee, nee, nee. Natierlech sollt Der Propose maachen. Ech hu jo gesot: „Kommt, mir maachen dat zesummen!“ An net an der Form: „Mir maachen dat besser.“ Well dat brëngt lech näischt.

(Interruptions)

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP zu deem Projet an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass gesot ginn, a ville Länner sinn d'Mënsche mat radikale Moossname konfrontéiert. A wann ee sech dat esou virstellt, dann ass ee frou, datt een net do lieft.

Ech schwätze vu Confinementer oder Ausgangsspären, déi schlëmmer si wéi eis, Ausgangsspären ab 18.00 Auer owes, laange Quarantäne fir Areesender, déi laang an engem Zëmmer musse bleiwen, bis se e Schrëtt däerfen erausgoen, engem Beweegungsradius vu maximal 15 Kilometer ronderëm d'Haus, zoue Schoulen an dem Lockdown vu ville Secteuren.

Zu Lëtzebuerg verlängere mer haut e Gesetz, wat vun esou aschneidende Moossnamen awer nach e gutt Stéck ewech ass.

M. André Bauler *(DP).*- Dat ass wuel wouer.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- D'Gesetz, dat mir fir dräi Woche verlängeren, well d'Situatioun et zum Gléck erlaabt, garantéiert nämlech weiderhi vill Fräiheeten a Rechter, vun deenen d'Mënschen an anere Länner nëmme kënnen dreemen, quitte datt d'Aktivitéiten zu Lëtzebuerg noutgedrongen och streng gereegelt sinn. Esou zum Beispill: d'Grondrecht vun de Kanner an d'Schoul ze goen - fir eis e wichtegt Grondrecht; d'Grondrecht op Beweegung an d'Begéinen an engem Veräin zesumme mat aneren - natierlech ënner gereegelte Formen; d'Grondrecht op Produktioun a Participatioun an alle Beräicher vun der Kultur; d'Grondrecht ze entscheeden, wéi eng Artikele fir ee selwer als essenziell gëllen a wéi eng net. Fir déi eng sinn et Alkohol an Tubak, fir déi aner sinn et Kannerschong fir de Wanter. Ech hat dat Beispill schonn déi leschte Kéier zitéiert.

Wichteg ass awer och, datt dëst Gesetz d'Isolatioun vun elengliewende Mënsche verhënnert, och wann de Besuch am Privatberäich weiderhin extreem limitéiert bleift. Déi Moossnam, et ass bekannt, ass fir vill Mënsche ganz schwéier ze erdroen.

Op där anerer Säit muss een awer wëssen, datt e groussen Deel vun den Infektiounen am direkten Émfeld vun de Familljen an de Frënn stattfënnt. Dat gëtt am Kader vum Tracing ëmmer méi kloer. Et kënnt virun allem dohier, datt ee sech a Frëndes- an a Familljekreesser méi sécher fillt wéi am ëffentleche Raum, an nom Motto „mir si jo ënner eis“ dervun ausgeet, datt de Virus sech eigentlech just beim Noper kann ophalen a just den Noper kann ustiechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Medail huet ëmmer zwou Säiten. Wann ech vu Grondrechter a Fräiheete schwätzen, déi mat dësem Projet de loi weider garantéiert bleiwen, a wann ech déi explizitt ervirhiewen, dann ass dat déi positiv Säit vun der Medail.

Déi negativ Säit besteet natierlech doran, datt aner Grondrechter a Fräiheeten ageschränkt bleiwen. Wier dat net de Fall, dann hätt ech d'Fräiheeten eigentlech guer net missen ernimmen, well da wiere se an eisem Rechtsstaat eng Selbstverständlechkeet.

An engem Rechtsstaat däerfe liberticide Moossnamen - an ech wëll dat ëmmer erëm ënnersträichen - net zur Gewunnecht ginn. Dofir musse mir se reegelméisseg hannerfroen. Dat maache mir haut an der Chamber eng zéngte Kéier. An eng zéngte Kéier setze mer se an de Kader vum Schutz virum Virus. Dat ass de richtege Wee.

D'Konklusioun, déi mir zesumme mat eise Koalitiounspartner zéien, ass déi, datt d'Verlängerung vum Gesetz mat all senge Moossname richteg an néideg ass, fir déi ëffentlech Gesondheet opgrond vun den aktuellen Zuelen ze schützen an och de Spidoolssecteur weiderhin an dréchenen Dicher ze halen.

Här President, datt d'Moossname vun dësem Gesetz bis elo gewierkt hunn, ass drop zréckzeféieren, datt se zum gréissten Deel respektéiert gi sinn. A respektéiert gi Moossnamen nëmmen dann, wa se kohärent, novollzéibar a verständlech sinn. Dat ass eng gëlle Reegel.

An där Hisiicht hu mer mam aktuelle Gesetz, wat mer jo virun dräi Woche gestëmmt hunn, e Sprong no vir gemaach, net nëmmen a puncto Kohärenz, mee och um Niveau vum Respekt vun de Grondrechter an de mënschleche Bedierfnesser. Ginn dës Bedierfnesser wärend Wochen a Méint net emol minimal erfëllt, wiisst de Risiko vu mentale Problemer. An duerfir begréisse mir, datt déi mental Gesondheet net nëmmen an der Chamber, mee och generell an der Gesellschaft, an der Aarbechtswelt, an de Medien, an der Press ëmmer méi zur Sprooch kënnt. Dat stäerkt d'Bewosstsi fir déi verschidde Problemer an awer och fir hir Grënn, et heescht awer net, datt se domat scho behuewe sinn.

De Schutz an d'Stäerkung vun der mentaler Gesondheet sinn a bleiwen e grousse Chantier, deen ëmmer an d'Iwwerleeunge muss afléissen, wann ee vu Pandemiereegele schwätzt. An Zukunft muss dat eigentlech e „Gewönungsfacteur“ ginn. Ech huelen dëst Wuert an de Mond, et kënnt vum Här Wiseler, mee en huet et an engem anere Kontext benotzt. Leider huet en net vill vun der mentaler Gesondheet geschwat.

Déi vill Problemer vu Kanner, Jonken, Erwuessenen an eelere Persoune spigele sech schonn eleng an der laanger Motioun zréck, déi mer d'lescht Woch an der Debatt iwwert de Suicide an dësem héijen Haus gestëmmt hunn an déi natierlech eng Suite muss kréien. Duerfir ginn ech elo net weider drop an.

Här President, hannert aschränkende Moossname verstoppt sech nieft dem Risiko vun de mentale Problemer, déi ech elo genannt hunn, awer nach eng zweet Gefor an et ass eng Gefor, déi carrement kontraproduktiv ass. Et ass déi, datt d'Mënschen eng gewësse Rancune géintiwwer der Politik entwéckelen an tendéieren, sech iwwert d'Reegelen ewechzesetzen, ganz einfach, wann d'Reegelen esou ausgeriicht sinn, datt se op laang Dauer net zoumuttbar sinn.

D'WHO huet dat Theema och opgegraff an der Lescht, an d'Gesondheetsorganisatioun schwätzt an deem Kontext vu „Pandemiemiddegkeet“, déi sech op verschidde Manéieren ausdréckt an ëmmer negativ Konsequenzen huet. Mäi Virriedner, de Georges Engel, huet et op Lëtzebuergesch ausgedréckt an huet gesot: „Mir hunn es sat!“

Fir deem entgéintzewierken, deem do Gefill, riicht d'WHO en Appell un d'Politik, de Bols vun der Gesellschaft reegelméisseg ze fillen, amplaz sech just op de Virus ze konzentréieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz konzentréiert sech zum Gléck net just op de Virus, well et de Mënschen, wéi ech scho gesot hunn, eng ganz Rei Fräiheeten zougesteet. Dat verhënnert awer net, datt och de Gesondheetsschutz groussgeschriwwe gëtt, well soss wieren d'Zuelen net an deem Mooss gefall.

Natierlech ginn et Plazen, wou een iwwer Verbesserunge muss nodenken, dat stelle mir ganz sécher net a Fro, virun allem op der Aarbechtsplaz an awer och an der Schoul, well et op deenen enge Plazen zu méi Ustiechunge kënnt wéi op aneren. Ech wëll awer net dramatiséieren a kann nëmme bezeien, datt d'Schoulen awer ganz gutt oppassen an datt d'Personal, zesumme mat de Gemengen, och do seng Verantwortung iwwerhëlt.

De Schreckenszenario, deen de Kolleeg Claude Wiseler nach virun dräi Woche mat enger gewësser Melodramatik op dëser Tribün inszenéiert huet, ass also zum Gléck net agetrueden. An ech mengen, och hien ass frou doriwwer.

A wann d'CSV virun dräi Wochen nach der Meenung war, d'Moossname wieren ze labber an d'Schoule missten no der Vakanz zoubleiwen, da muss ee sech dach awer wonneren, datt de Kolleeg Paul Galles dann elo fir d'Opmaache vum Horeca-Secteur antrëtt - net hei an der Chamber, mee am „Lëtzebuerger Wort“. Laut him soll dëse Secteur net anescht behandelt gi wéi all déi aner Secteuren, obwuel d'Ustiechungsgefor do méi héich ass, wat sech an internationalen Etüden ëmmer méi beweist.

Géife mir dee Secteur dann effektiv opmaachen, Dir Dammen an Dir Hären, an d'Infektioune géife wéinst deem massiven Undrang vun Horeca-Touristen aus der Groussregioun nees rasant zu Lëtzebuerg klammen, da wier d'Regierung nees déi Béis.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, si hätte villes méi kohärent a méi konsequent gemaach, huet de Kolleeg Paul Galles dann och am selwechten Interview am „Lëtzebuerger Wort“ behaapt. Ech mengen, de Georges Engel hat en och gelies.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Déi Kompetenz streide mir kengem of, ganz sécher net, well et gi jo ëmmer Leit, déi alles besser wëssen an ëmmer alles besser maachen. Deem géintiwwer stinn d'Wierder vum däitsche Journalist Stefan Kornelius, déi mir perséinlech awer besser gefalen. Hien huet geschriwwen, datt d'Gréisst vun engem Politiker an Noutsituatiounen aus der Fäegkeet besteet, d'Komplexitéit vun der Situatioun unzeerkennen an dee richtegen Toun ze fannen. Dozou gehéiert laut dem Journalist och d'Agestänndnis, datt een net ëmmer ka wëssen, wat richteg a wat falsch ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et kann een allerdéngs säi Bescht maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hiert Bescht mécht net nëmmen d'Regierung, och d'Gesellschaft huet hiert Bescht gemaach, well soss hätt d'Strategie net gegraff. An anere Wierder: D'Zuele si gutt dank intelligente Reegelen, se sinn awer och gutt dank der Bevëlkerung, well d'Bierger gréisstendeels bereet waren, d'Reegelen ze respektéieren an hir Verantwortung ze iwwerhuelen. An deem Sënn ass et net eleng de Meritt vun der Politik, wann d'Zuele gutt sinn, an et ass och net eleng d'Schold vun der Gesellschaft, wann d'Zuele schlecht sinn. Dat muss een einfach emol soen. Dat heescht, de Kampf géint d'Pandemie fonctionéiert just zesummen.

Als Gréng hoffe mir ganz staark, datt mir d'Zesummespill tëscht der Politik an der Gesellschaft och an den nächste Wochen a Méint oprechterhale kënnen. Dat ass wichteg, well mir net genee wëssen, wéi eng Geforen nach virun eis leien a mat wéi enge Mëttele mir se a wéi engem Tempo gemeeschtert kréien.

D'Suerg vu Lëtzebuerg an d'Suerg vun allen anere Länner ass virun allem déi, datt mir an der Lescht mat enger Rei wëssenschaftlechen Inconnuen an negativen Iwwerraschunge konfrontéiert waren. Et kann ee soen: De Virus huet ëmmer eng Iwwerraschung am Rucksak derbäi!

Anerersäit hu mir awer och mat politeschen Onsécherheeten ze dinn, wat déi international Zesummenaarbecht, d'Konkurrenzkämpf um Impfstoffmaart, um Medikamentemaart an awer och d'Ofstëmmung an d'Harmoniséierung vun de Reegelen tëscht de Länner ugeet.

Eng negativ Iwwerraschung ass natierlech d'Mutatioun vum Covid-19, iwwert déi scho vill bericht a geschwat ginn ass, soudatt ech do net am Detail drop aginn. Wichteg ass an deem Kontext awer, datt mir déi Entwécklung ganz kloer am A behalen, virun allem well d'Fuerschungsresultater zu dësem Moment nach net representativ genuch sinn, fir definitiv Konklusioune kënnen ze zéien. E Grond fir ze panikéieren ass dat an eisen Aen awer net. Encourageant ass schonn emol d'Erkenntnis, datt et warscheinlech méiglech wäert ginn, dee gefaarte Mutant souzesoen am Keim ze erstécken a seng Verbreedung ze stoppen.

Doriwwer eraus beschäftege sech och vill Länner mat der Fro vun der Diagnostik, wou Lëtzebuerg gutt do steet, dat muss ee kloer betounen. Fir fiabel ze sinn, dat wësst Der, setzt d'Diagnostik jo viraus, datt déi positiv Coronaprouwe komplett op hiert lerfgutt zerluecht ginn, fir d'Mutatioun ze erkennen. Zu Lëtzebuerg gëtt dat mëttlerweil a wäit iwwer 10 % vun de Fäll gemaach. Domat leie mir laut engem leschte Rapport bei der Sequenzéierung schonn elo iwwert dem Seuil, deen déi europäesch Agence fir d'Verhënnerung vun ustiechende Krankheete virgëtt. Dat erlaabt Lëtzebuerg natierlech, déi nei Mutante méi fréi ze detektéiere wéi déi meescht aner Länner.

A wann an der Vergaangenheet oft iwwert den LNS méi negativ geschwat ginn ass, da si mer elo frou, datt den LNS, dee wierklech laang fir Diskussiounen an der Chamber gesuergt huet - dat war am Joer 2012 -, datt dee Laboratoire elo fir positiv Schlagzeile suergt.

Onofhängeg vun de Mutante gëtt d'Diskussioun ronderëm d'Antigenmedikamenter och ëmmer méi aktuell - och déi Entwécklung musse mer am A behalen - a wa se da bis vun der EMA autoriséiert sinn, dës Medikamenter, da wäerte se och zu Lëtzebuerg am Asaz sinn. Dat huet d'Madamm Ministesch eis an der Kommissioun gesot.

Dës Approche begréisse mir als Gréng ausdrécklech, well et richteg a verantwortungsvoll ass an eisen Aen, d'Medikamenter eréischt dann anzesetzen, wa se d'Préifungen alleguer duerchlaf hunn an autoriséiert sinn. E Virpresche wéi dat vun Däitschland, dat sech grouss Quantitéite vun Antikierpermedikamenter geséchert huet a se ab der nächster Woch wäert asetzen, nach éier se autoriséiert sinn, ass fir eis déi falsch Approche. Si hiewelt net nëmmen de Solidaritéitsgedanken aus, si riskéiert och, Auswierkungen op de Präis ze hunn.

Egal wéi, dës Antikierpermedikamenter kënnen d'Impfung net ersetzen. Se si vill méi geduecht, fir d'Phas vun der kierpereegener Immuniséierung ze iwwersprangen, wann de Virus bis am Kierper ass. Och dat ass e grousse Fortschrëtt, fir e schwéiere Krankheetsverlaf ze verhënneren op alle Fall, woumat och dann den Drock op d'Spideeler wäert méi kleng ginn.

Zu der Geschicht: D'Antigenmedikamenter, dat ass awer net oninteressant, hunn eng laang Geschicht a ginn zréck op d'Joer 1890, wou de Wëssenschaftler Emil von Behring se am Kampf géint d'Diphtherie entwéckelt huet an duerfir am Joer 1901 mam Nobelpräis vun der Medezinn ausgezeechent ginn ass. Et ass also net, wéi wann d'Medezinn sech mat dë-

ser Zort vu Medikamenter op Neiland géif beginn. Dee ganze Prozess brauch awer trotzdeem seng Zäit.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu den Impfungen, bei deene mir och net Neiland betrieden, dat wësse mer. D'Chance, mee och d'Kompetenz vun de Fuerscher ass déi, datt d'Impfstoffer géint de Covid-19 séier entwéckelt gi sinn a ganz Populatioune kënne retten. An awer stelle se nach e gewëssen Onsécherheetsfacteur duer, well d'Liwerengpäss zu enger Verzögerung féieren.

Derbäi kënnt natierlech och, datt d'Impfbereetschaft, iwwert déi elo schonn e puermol geschwat ginn ass, zu Lëtzebuerg bis elo ënnert den Erwaardunge läit, wat zum Deel verständlech ass, awer guer net glécklech fir d'Bekämpfung vun der Pandemie. Eng positiv Informatioun koum an där Hisiicht awer gëschter vum Haut-Commissaire à la protection nationale, dem Luc Feller, deen erkläert huet, datt d'Impfbereetschaft an den Alters- a Fleegeheemer mëttlerweil bei 82 % vun de Bewunner läit, a well grad dës Mënschen zu de vulnerabelste Persoune gehéieren, ass dat do eng positiv Nouvelle.

Fir eis ass dee wichtegste Message jiddwerfalls deen, datt d'Impfung an enger Pandemie net just eng sanitär Moossnam ass, mee och eng sozial an ekonomesch Necessitéit. Dëse Message muss an eisen Aen no baussen hi verstäerkt ginn an alle Formen an an alle Sproochen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, fir datt en och iwwerall ukënnt. Domat stelle mir als Gréng d'Recht op Selbstbestëmmung op de Kierper net a Fro. An ech mengen, dat mécht och kee Mënsch heibannen. Mir sinn awer der Meenung, datt d'Impfungen zu der kollektiver Verantwortung gehéieren, déi een a Pandemiezäiten iwwerhuele soll.

Dir Dammen an Dir Hären, alles dat do sinn Hürden, déi mer nach mussen iwwerwannen, an Entwécklungen, déi mer mussen am A behalen, dëst och am internationale Kontext, deen oft ännert. Wéi bei all Course géint d'Zäit wäerte mir dës Hürden natierlech ëmsou méi séier iwwerwannen, wat eis Ausgangspositioun besser ass. Mam Gesetz, dat mir haut verlängeren, huet Lëtzebuerg scho virun dräi Wochen en intelligente Wee ageschloen, fir seng Ausgangssituatioun ze verbesseren - an dat ass him gelongen. Déi Chance solle mir elo net verspillen oder op d'Spill setzen an duerfir stëmme mir fir dëse Projet de loi.

A besonnesch begréissenswäert ass fir eis, datt eis Gesellschaft net op en Neits mat neie Moossnamen an Ännerunge konfrontéiert gëtt, mee datt dëst Gesetz eng Kontinuitéit duerstellt. Dat ass eng wichteg Konditioun fir seng Akzeptanz an eng gutt Basis, fir an Zukunft weiderzeschaffen a weiderzekommen. An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an natierlech och dem Mars Di Bartolomeo ...

(Exclamations et hilarité)

... merci fir säi gudde Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché.

Une voix.- Mir hunn net méi dru gegleeft!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

(Brouhaha)

Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, fir unzefänken e Merci dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Zanter bal engem Joer lieft Lëtzebuerg an engem Ausnamezoustand an et gëtt ëmmer méi offensichtlech, datt d'Ënnerstëtzung fir der Regierung hir Politik ofhëlt. Haut sti mer schonn nees hei, fir Moossnamen ze verlängeren, déi mer als ADR net kënne guttheeschen.

Mir heesche se net gutt, well mer vun Ufank u gesot hunn, datt mer net kënnen akzeptéieren, datt de Staat an déi perséinlech Fräiheete vun de Leit agräift. De Staat soll do aktiv sinn, wou en dat däerf - dat ass den ëffentleche Raum -, an e soll sech do eraushalen, wou en näischt verluer huet - dat ass d'Privatliewe vun de Leit.

Mir hätten eis als ADR och gewënscht, datt d'Regierung op de Wee gaange wär, fir den Horeca nees opzemaachen.

Une voix.-. Asou!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- A wann d'Regierung och keng allgemeng Ouverture akzeptéiert hätt, dann hätte se awer wéinstens kënne kleng Schrëtt maachen, selbstverständlech mat deenen néidege Sécherheetsmoossnamen.

(Interruption)

Firwat zum Beispill solle Leit aus deem selwechte Stot net kënnen zesummen an e Restaurant iesse goen? A verschiddene Länner kënnen och Leit, déi zesumme schaffen, mëttes zesummen iesse goen, esou zum Beispill a Spuenien. Wären dat net och Méiglechkeete gewiescht? An et gëtt ganz sécher nach déi eng oder aner Iddi.

(Brouhaha)

Awer d'Regierung bleift stuer op hirer Linn. Si léisst dee Secteur an der Nout, ouni jee bewisen ze hunn, datt et an deem Secteur zu engem Cluster vun Ustiechunge komm wär. Et geet deene Leit duer. Si demonstréieren elo all Woch géint d'Politik vun der Regierung. Mir sinn op hirer Säit.

Eis Konklusioun ass déi hei: Et feelt dëser Regierung u Format an Initiativ, u Verantwortungsgefill an u Wäitsiicht, fir mat dëser Kris ëmzegoen. Déi Navigation à vue mat deem dauernden Hin an Hier vu Moossname féiert zu engem Vertrauensverloscht an d'Politik.

Fir d'ADR ass kloer, datt déi aktuell Politik net ka weidergefouert ginn. Nieft deenen dramatesche sozialen an ekonomesche Konsequenzen däerfe mer och net vergiessen, datt vill Leit ënner enger Verschlechterung vun hirer mentaler Gesondheet leiden. Besonnesch bei deene Leit, deenen d'Regierung hir Existenzgrondlag ewechhëlt, wéi zum Beispill am Horeca-Secteur, gëtt et vill Fäll vun Depressioun an Hoffnungslosegkeet.

De Statec huet de sozialen an ekonomeschen Impakt vu Covid-19 ënnersicht an huet sech dobäi notamment op déi mental Gesondheet konzentréiert. Deemno sot een Drëttel vun de Leit zu Lëtzebuerg, datt hir psychesch Verfaassung duerch dës Kris méi schlecht ginn ass. A besonnesch bei de Jonke war dësen Taux nach e Stéck méi héich. Ronn ee Véierel vun de gefrote Leit haten uginn, datt si sech Suerge maachen ëm hir Schaff a fäerten, datt hir Aarbechtsplaz net sécher ass.

Direkt nodeems dës Etüd de leschte Summer publizéiert gi war, sot de Premier, den Här Xavier Bettel, am Kader vun enger Regierungsdeklaratioun dat heiten - ech zitéieren: „Dat sinn Zuelen, déi eis solle beschäftegen an op d'mannst esou vill interesséiere wéi déi vun den neien Infektiounen." Zanterhier ass iwwer en halleft Joer vergaangen an déi psychesch Verfassung vun de Leit am Land ass am Laf vun dëser Kris net besser ginn. A wat huet d'Regierung bis elo hei ënnerholl?

Um gesondheetleche Plang ass net nozevollzéien, firwat d'Mesuren, d'Moossnamen einfach verlängert ginn. D'Coronafäll hei am Land sinn amgaangen zréckzegoen, virop vun de positiv gesteste Persounen. Doriwwer freeë mer eis all. D'Situatioun an de Klinicken huet sech entspaant, wat och Gott sei Dank positiv ass. Awer mir vermëssen als ADR all Dynamik op der Regierungssäit, fir eise Gesondheetssecteur ze stäerken.

Ginn d'Better erhéicht oder net? Mir hu vun eenzelne Leit aus Fachkreesser zougedroe kritt, datt d'Better nach géife reduzéiert ginn. Duerfir wollt ech d'Madamm Minister elo froen, ob dat esou ass, jo oder neen, fir do einfach emol d'Confirmatioun ze hu vun offizieller Säit, wat richteg a wat falsch ass.

Fir d'ADR ass et op alle Fall héich Zäit, fir en neien Usaz an der Gesondheetspolitik. Fir eis mussen do kuerzfristeg Moossname geholl ginn, déi zu enger nohalteger Stäerkung vum Spidols- a Gesondheetssecteur féieren.

Ganz rezent huet d'Presidentin vum OGB-L, grad wéi d'ADR scho laang virdru, bedauert, datt am Kader vum Spidolsplang déi lescht Joren iwwer massiv Better ofgebaut gi sinn. Duerfir muss elo onbedéngt séier en neit Spidolsgesetz hier. An deem Sënn hat ech eng Gesetzespropositioun gemaach an als ADR hate mer och konkreet Moossnamen, fir d'Attraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer ze verbesseren, gefuerdert.

Ech froen d'Madamm Minister: Hat d'Regierung meng Proposition de loi schonn aviséiert? Wann nee, firwat net? Oder ass et eng falsch verstane Parteisolidaritéit, datt d'Madamm Lenert dat schlecht Spidolsgesetz net wëllt ofschafen? Kann eng Parteisolidaritéit op Käschte vun der Gesondheet vun de Leit goen?

Här Presiden, loosst mech nach zwee Sujeten uschwätzen, déi eis als ADR besonnesch vill Suerge maachen.

Deen éischten ass d'Impfstrategie. Mir sinn als ADR fir Impfungen, awer am Respekt vun der Fräiwëllegkeet. Op europäeschem Niveau gëtt et allerdéngs Bestriewungen, fir en indirekten Impfzwang anzeféieren, zum Beispill iwwer en Impfpass oder Aschränkungen an der Reesfräiheet. D'ADR hat schonn am Dezember virun esou Entwécklunge gewarnt. Deemools hunn all déi aner Parteie behaapt, dee Problem géif sech net stellen, a si hunn eis Motioune verworf.

Leider hu mer awer Recht behalen. Mir verlaange vun der Regierung, datt si sech duerfir asetzt, datt de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet weeder direkt nach indirekt kann a Fro gestallt ginn, och net duerch d'EU. Mir stelle mat Bedauere fest, datt souwuel d'EU wéi och déi Lëtzebuerger Regierung ze vill lues gehandelt huet, fir genuch Impfstoff ze kréien. Dobäi, an dat ass dat Wichtegst, vermësse mer och eng Campagne, fir d'Leit iwwert d'Impfung ze informéieren, eng Campagne, wou de Leit de Virwéi och den Nodeel an aller Objektivitéit soll vermëttelt ginn. Ech selwer hu mech bei verschiddenen Doktere renseignéiert, awer ech konnt mech do net iwwert d'Regierungssäit genau informéieren, wat do de Vir- an Nodeel ass vun deenen Impfungen.

Mir sinn als ADR och der Meenung, datt d'Regierung deene Leit, déi Schwieregkeeten hunn, fir an en Impfzentrum ze kommen, muss dobäi hëllefen. D'Regierung muss ee séieren an en einfachen Zougang zu der Impfung garantéieren. An deem Sënn deponéieren ech eng Motioun. Mir denke virun allem un déi, déi eng ageschränkte Mobilitéit hunn, prioritär eeler Leit oder Mënsche mat enger Behënnerung. An deem Sënn géif ech dës Motioun deponéieren. Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

ass sech bewosst,

- datt Leit, déi sech an engem vun den Impfzenteren am Land wëllen impfe loossen, net ëmmer op e privat Verkéiersmëttel zréckgräife kënnen, fir bis dohinner ze kommen;

- datt et, jee nodeem, wou eng Persoun, déi sech wëllt impfe loossen, wunnt, a jee nodeem, a wéi en Impfzentrum si wëllt fueren, schwéier ka sinn, fir dat mat dem ëffentlechen Transport ze maachen,

am Hibléck op déi Tatsaach, datt et prioritär ëm déi eeler oder vulnerabel Leit geet, déi Problemer mat der Mobilitéit hunn,

fuerdert d'Regierung op

- sécherzestellen,

• datt sech och déi Leit an en Impfzentrum deplacéiere kënnen, fir déi de Wee mat dem ëffentlechen Transport ze laang dauert oder ze komplizéiert ass;

• datt an deene Fall eventuell den Adapto agesat kéint ginn oder alternativ Taxikäschte vum Staat iwwerholl ginn, wann déi Depense onëmgänglech ass, fir an engem vernënftege zäitleche Kader an en Impfzentrum ze fueren.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Deen anere Sujet ass déi Tatsaach, datt ëmmer méi privat an ëffentlech Instanzen Tester verlaangen, zum Deel op Uerder vum Staat duerch nei Bestëmmungen, fir kënne gewësse Servicer ze benotze wéi zum Beispill Fluchreesen oder Concerten. Dat ass aktuell de Fall bei der Luxair, an der Coque oder an der Rockhal, déi jo dem Staat gehéiert. D'ADR huet dozou e puer Question-parlementairë gestallt.

Vum Prinzip emol ofgesinn, dee mer jo a Fro stellen, ass och nach unzemierken, datt déi Schnelltester nach manner zouverlässeg si wéi déi bekannte PCR-Tester. Dat gouf och viru Kuerzem nach vum däitsche Fuerschungsnetzwierk vun der Universitéitsmedezinn zum Covid-19 an engem Positiounspabeier festgehalen.

Da freet ee sech: Bis wouhinner geet dat? Wouhin entwéckelt sech eis Gesellschaft? Gi mer geschwënn op allméiglech Viren getest, ier mer an e Restaurant ginn oder e Fussballmatch dierfe kucke goen oder an e Fliger klammen? Wéi ass et do mam Secret médical?

Mir als ADR betounen ëmmer nees, datt et net un der Regierung ass an och net un enger privater Firma, fir de Leit hir Grondrechter ze ginn oder ewechzehuelen. D'Grondrechter huet een, well een e Mënsch ass, an dat gëllt fir gesond Mënsche genee esou wéi fir Mënsche mat enger Behënnerung wéi och fir krank Mënschen. Mir sinn net an der Volleksrepublik China, an där de Staat déi Gutt belount an déi Schlecht bestrooft. Mir liewen an engem fräie Land, an deem de Staat kengem däerf d'Grondrechter beschneiden.

Une voix.- An engen fräie Land.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Här President, fir d'ADR ass et och wierklech héich Zäit, datt alleguerten déi verfassungsméisseg geschützte Rechter vun de Bierger an hir perséinlech Fräiheeten, inklusiv dem Recht vun der Privatsphär an der Beweegungsfräiheet, voll a ganz sollen hiergestallt ginn.

Mir stelle geféierlech Tendenze fest a Richtung totalitär Gesellschaft. Mir als ADR wieren eis do dergéint. Mir stinn zu enger fräier demokratescher Gesellschaft och a Covidzäiten an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech muss zouginn, ech fänken un, es midd ze ginn. Ech fänken un, déi zéngt Adaptatioun vun dësem Gesetz midd ze ginn. Ech fänken awer virun allem och un, déi ganz Situatioun midd ze ginn. An ech mengen, datt et ganz ville Leit hei am Land esou geet. Ech mengen och, datt et der Regierung zum Deel esou geet.

Et gëtt déi objektiv Situatioun, déi real Gefor vun engem Virus, deen déidlech ass, dee méi déidlech ass wéi aner Viren, déi mer virdru kannt hunn, op där enger Säit an op där anerer Säit déi Diskussiounen, Aschränkungen, Lackerungen, Aschränkungen, Lackerungen; dat, wat de Budgetsrapporter emol eng Kéier „Hickhack" genannt huet.

Ech sinn awer och d'Hysterie midd vu verschiddene Medien - zu Lëtzebuerg geet et nach, mee virun allem an eisen Nopeschlänner. Ech sinn es awer och midd, datt d'Majoritéitsvertrieder sech andauernd op d'Schëller klappen a soen, wéi gutt d'Regierung dat dach bis elo gemaach huet, an op där anerer Säit Verschiddener fannen, datt alles schlecht gemaach gi wär. An ech sinn es virun allem midd, datt een net weess, wéi et weidergeet. An zum Deel huet dat mat der objektiver Situatioun ze dinn, datt een net weess, wéi et weidergeet, zum Deel sinn dat awer Problemer, déi hausgemaach sinn.

An ech kéint mer, well ech deem alles esou midd sinn, mer et einfach maachen a soen: Ma dat heite Gesetz ass eigentlech just eng Verlängerung ëm dräi Woche vun deene Mesuren, déi am Moment a Kraaft sinn. An ech hunn d'Argumenter alleguer scho virun e puer ..., virun dräi Wochen och gesot, firwat mer dergéint sinn, an dobäi bleiwe mer. Ech wëll mer et awer net grad esou liicht maachen an duerfir awer vläicht kuerz op d'Situatioun agoen a wat vläicht anescht ass wéi virun dräi Wochen.

D'Situatioun haut huet sech liicht verbessert par rapport zu der Situatioun, an där mer waren, wéi mer diskutéiert hu virun dräi Wochen. D'Situatioun besonnesch an de Spideeler ass glécklecherweis méi entspaant. D'Zuel vun den Neiinfektiounen ass net weider oder net erëm an d'Luucht gaangen, wéi een hätt kënne fäerten opgrond vun der brittescher Mutatioun. An och d'Gesamtzuel vun den Infizéierten, aktuell Infizéierten, ass an deenen dräi leschte Wochen tendenziell erofgaangen.

Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun, déi liicht - liicht! - besser ass wéi am Januar an déi awer historesch ze vergläichen ass mat der Situatioun vu Mëtt Oktober, also ze vergläiche mat enger Situatioun, an där d'Regierung nach quasi keng Mesuren ergraff huet, Mesuren, déi mer, wéi de Couvre-feu oder wéi d'Schléissung vum Horeca-Beräich, elo zënter Wochen a Méint liewen.

An doduerch ergëtt sech fir mech awer eng Feststellung, nämlech: Wann dat esou ass, dann ass et entweeder inkohärent, datt een haut aner Mesuren hëlt wéi deemools, oder et muss ee sech soen, et huet een e Feeler gemaach. An da kann een eeben net soen: „D'Regierung huet déi richteg Decisiounen ëmmer zum richtegen Zäitpunkt geholl", wéi dat haut awer erëm eng Kéier gemaach ginn ass. An dat ass Inkohärenz.

Dat ass d'Inkohärenz an der Kommunikatioun an dat mécht et, mengen ech, de Leit och schwéier, Mesuren novollzéien ze kënnen, well do ass dann d'Fro natierlech: Wat ass dann d'wëssenschaftlech Grondlag, wann d'Zuele komparabel si vun enger Situatioun mat enger anerer, et ginn awer komplett verschidden Decisioune geholl? Dat ass dann net méi novollzéibar! A wann eppes net méi novollzéibar ass, da fänkt et un, geféierlech ze ginn, well da gëtt et natierlech vu Leit och a Fro gestallt. Et ass d'Fro, wéi eng Zuelen dann a wéi enger Situatioun maassgeeblech sinn.

An dat, wat sech awer par rapport zu virun der Diskussioun, déi mer virun dräi Wochen haten, geännert huet, dat sinn a mengen Aen zwee Elementer. Dat eent Element, dat ass den Drock aus dem Ausland, dat muss een esou soen. „Am deutschen Wesen muss die Welt genesen", huet et schonn eng Kéier geheescht. An heiansdo, wann een däitsch Medien am Moment kuckt, huet ee ganz staark dat Gefill an et fillt ee sech ganz staark dorunner erënnert. Menacë ginn ausgeschwat, Menacen, déi inakzeptabel sinn, wéi och de Moien nach um Radio de lëtzebuergesche Kommissär dat zu Recht - zu Recht! - gesot huet.

An dat anert ass déi brittesch Mutatioun, déi, wéi festgestallt ginn ass, zu Lëtzebuerg wierklech ukomm ass a wou mer net wëssen, wéi se sech weider entwéckelt. Dat ass effektiv en objektiivt neit Element par rapport zu der Situatioun vu virun dräi Wochen. Mir wëssen nach ëmmer net vill iwwert déi brittesch Mutatioun. Et gëtt gesot, se wier méi ustiechend, warscheinlech net méi oder manner déidlech, mee warscheinlech méi ustiechend. An aus där Hypothees eraus, datt déi brittesch Variant sech nach méi staark zu Lëtzebuerg kéint developpéieren, aus deem Grond bleiwe mer beim Status quo oder - dat ass d'Argumentatioun vun der Regierung - bleift ee beim Status quo vu virun dräi Wochen.

An déi Fro, déi ee sech jo da stellt, an ech hunn dat och schonn Ufank Januar gesot: Mee wa mer an dräi Wochen - also d'Gültegkeet vun dësem Gesetz ass jo dräi Wochen - erëm hei stinn, wat solle mer jugéieren opgrond vu wat? Wann d'Zuele géife stabill bleiwen an d'Situatioun wier wéi virun dräi Wochen - komparabel, liicht besser, liicht méi schlecht -, wat maache mer? Bleiwe mer erëm beim Status quo? Opgrond vu wéi enge Perspektiven, opgrond vu wéi engen Entwécklungen? An dat ass dat, mengen ech, wat midd mécht; dat ass dat, mengen ech, wat schwéier novollzéibar ass; an dat ass dat, wat am meeschte feelt un der Regierungspolitik.

A mir liewen a komplett imprevisibelen Zäiten, dat ass eng objektiv Donne. Ech mengen awer, datt et d'Aufgab vun der Regierung wier, ze probéieren, do méiglechst vill Previsibilitéit eranzebréngen, ze probéieren, Uerdnung, Virausseebarkeet a politesch Mesuren eranzebréngen. An dat Gefill huet een net, well ënnert deem Zenario, wann an dräi Wochen d'Situatioun d'selwecht wier, kéint et grad esou gutt sinn, datt d'Regierung seet: „Ma elo musse mer nach weider zoumaachen." Et kann awer grad esou gutt sinn, datt d'Regierung da seet: „Ma elo ass d'Situatioun gutt, elo maache mer erëm weider op." Dat ass déi Imprevisibilitéit, déi midd mécht an déi, mengen ech, och d'Leit dobausse midd mécht.

Et mécht awer natierlech och midd, datt ee sech ëmmer erëm selwer widderhuele muss. Et mécht midd, datt een ëmmer erëm driwwer schwätze muss, datt op der Aarbecht am Moment just Recommandatioune gëllen a keng Obligatiounen. Et gëtt ee midd, ëmmer erëm ze widderhuelen, datt de Wee, deen ageschloe gëtt, reng dra besteet, Responsabilitéit ze individualiséieren an de kollektiven Deel, wou eng ganz Gemeinschaft fir eppes responsabel ass, negligéiert gëtt.

De Rôle vun de Gemengen ass a mengen Aen nach ëmmer ënnerdeveloppéiert: Grad wann een iwwer Phenomeener wéi Isolatioun schwätzt, grad wann och den Deel vu mentaler Gesondheet ëmmer erëm een ass, deen ervirgehuewe gëtt, spillt natierlech och d'Communautéit an deem Klengen, am Parzellaren eng wichteg Roll, déi am Moment net wouergeholl gëtt. An et gëtt een och net midd ze soen, datt de Couvre-feu - op jidde Fall fir mech - nach ëmmer eng Mesure ass, déi disproportionéiert ass.

Ech hunn och elo nach rezent en Avis vum Conseil scientifique aus Frankräich gelies, deen näischt anescht mécht, wéi de Luefgesang vum Couvre-feu. De Couvre-feu ass a Frankräich esou effikass - se hunn en elo op sechs Auer owes, mëttes virgezunn -, esou effikass ass de Couvre-feu a Frankräich, datt se elo driwwer schwätzen, fir an e komplette Confinement ze goen.

Zu Lëtzebuerg hu mer de Couvre-feu Enn Oktober agefouert - zwee Méint laang! -, duerno, nom Aféiere vum Couvre-feu, sinn d'Zuelen net ënner 500 Neiinfektioune gefall. Dat sinn objektiv Tatsaachen! Duerfir stellen ech weiderhin de Couvre-feu a Fro an hätt mer duerfir aner méi cibléiert Mesurë gewënscht, déi ech och ëmmer erëm widderholl hunn.

An ech ginn awer och net midd, rosen ze ginn doriwwer, datt wann ee konkreet Propose mécht, déi souguer vun der Chamber ugeholl ginn, souguer unanime ugeholl ginn - wéi zum Beispill Desinfektiounsgel am ëffentlechen Transport, eng Mesure, déi d'ECDC schonn am Juni recommandéiert huet, eng Mesure, déi a Stied wéi Paräis oder Düsseldorf Usus ass, an de 15. Dezember gëtt déi Mesure hei unanime vun der Chamber ugeholl, d'Regierung soll dat maachen -, a sechs Wochen drop ass nach ëmmer näischt geschitt! Sechs Wochen drop sinn dräi nei Gesetzer - Covidgesetzer - gestëmmt ginn, awer incapabel, op de Garë Spenderen hinzestellen! Dat ass fir mech inakzeptabel!

An da loossen ech mer et net gär gefalen, wann ee gesot kritt, et géif ee keng konkreet Propositioune maachen a mir missten alleguer zesummeschaffen. Hei war eng Propositioun, déi ganz konkreet war an déi en Ausdrock war vun eis alleguer zesummen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An dës Middegkeet, an dës Middegkeet ass eng ganz schlecht Virausetzung, fir dat ze maachen, wat de Premier ëmmer seet, nämlech e Marathon ze lafen, wat d'Coronakris ass. Well wann een e Marathon leeft, da muss een och kënnen d'Capacitéit hunn, seng Kräften anzedeelen, da muss een och kënnen, esouwäit et nëmme geet, virausschauend schaffen. Ech mengen, datt d'Regierung dat hei net mécht, an duerfir stëmme mer och dës Kéier géint dëst Gesetz. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie hält d'Welt ëmmer nach an Otem an duerfir si mer alt nees eng Kéier gezwongen, e weidert Covidgesetz ze stëmmen.

Dir mierkt et, motivéiert fannen ech dat elo net onbedéngt. Ech kéint mech elo opreegen iwwer verschidden Dispositiounen, mee dat hu meng Virriedner deelweis scho gemaach, dat hu mer déi lescht Wochen, Méint ëmmer erëm gemaach.

Nee, et ginn nëmme ganz wéineg positiv Aspekter vun dësem Projet, a fir déi och direkt virewechzehuelen: Et war e wichtege Schrëtt, d'Dispositiounen iwwert d'Coûts non couverts elo direkt bis Mäerz matzeverlängeren, fir de Betraffenen esou e wéineg méi Planungssécherheet ze ginn - och, wann dann eng Verlängerung bis Enn des Joers net geschuet hätt.

Unzehuelen, datt d'Ekonomie sech an zwee Méint nees vun der Kris erholl hätt a keng Aidë méi géif brauchen, ass schliisslech méi wéi utopesch. An duerfir a well d'Europäesch Kommissioun … fir direkt virewechzehuelen, wat de Lex Delles mer nämlech, mengen ech, e Mëttwoch hei op der Plaz gesot huet, datt dat jo verbuede wär. Ma d'Europäesch Kommissioun huet glécklecherweis haut kommunizéiert, datt et dann ab elo geet. An duerfir deposéieren ech eng Motioun, fir d'Regierung ze invitéieren, ze envisagéieren, zäitno d'Lafdauer vun de Bäihëllefe fir ongedeckte Käschte bis den 31.12. ze verlängeren.

Här President.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Covid-19-Pandemie an déi domat verbonne sanitär Mesuren en net negligéierbaren Impakt op d'Wirtschaft hunn;

- dass et besonnesch wichteg ass, kleng a mëttelstänneg Betriber finanziell ze ënnerstëtzen, fir d'Villfältegkeet vun der Lëtzebuerger Wirtschaft oprecht ze erhale wärend an och no der Kris;

- dass et fir d'Betriber wichteg ass, Previsibilitéit a Finanzfroen ze hunn;

- dass net ze erwaarden ass, dass sech d'wirtschaftlech Situatioun bis Enn 2021 esou wäit wäert stabiliséiert hunn, dass d'Betriber am Land net méi op Bäihëllefen ugewise wären;

- dass d'Europäesch Kommissioun beschloss huet, deen um 19. Mäerz 2020 erloossene Kader fir staatlech Bäihëllefen zur Protektioun vun der Wirtschaft face vum Covid-19 bis zum 31. Dezember 2021 ze verlängeren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- ze envisagéieren, zäitno d'Lafdauer vun de Bäihëllefe fir ongedeckte Käschte bis den 31. Dezember 2021 ze verlängeren.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Da wollt ech awer och nach der Madamm Gesondheetsministesch Merci soe fir déi ganz séier an déi ganz mënschlech Äntwert op eis Question parlementaire urgente zu der Situatioun mat Portugal. Et gouf haut schonn ugeschwat, Portugal leit am Moment méi staark wéi mir ënnert dem Virus, d'Klinicke sinn iwwerlaf an ech fannen et e grousse Gest an eng grouss Bereetschaft, datt Lëtzebuerg hei mat engem Land, wat eis awer immens no steet, direkt weist: Mir sinn disponibel, wa gefrot gëtt, dann hëllefe mer. Dat éiert eis alleguerten an ech mengen, datt dat e ganz wichtegt Symbol ass, och fir all déi Portugisen an hir Descendanten, déi hei zu Lëtzebuerg liewen.

Ganz frou si mer awer och iwwert d'Tatsaach, datt an der Kommissioun zumindest nach eng Kéier an de Rapport geschriwwe gouf, datt den Dateschutz soll groussgeschriwwe ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz frou si mer, datt d'Kommissioun eis Meenung deelt, datt ee keng Datebank vun de Leit soll schafen, déi sech net impfe loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mee ganz traureg …

Une voix.- O!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … sinn ech awer, datt eisen Amendement an der Kommissioune esou einfach ewechgebigelt gouf. Firwat sinn ech traureg? Ma well deen Amendement näischt anescht gemaach hätt, wéi genau dat an den Text ze schreiwen, wat d'Regierung an hir Spriecher dann hei - also d'Spriecher vun de Majoritéitsparteien hei -, net midd ginn ze betounen, datt mer keng Datebank vun de Persoune schafen, déi sech net impfe loossen. A well et d'Recht ass vu fënnef Deputéierten, fir en Amendement och an der Plenière anzebréngen, Här President, hunn ech hei en Amendement, vun direkt sechs Deputéierten ënnerschriwwen, déi nach eng Kéier genau dat fuerderen.

Amendement 1

À la suite de l'article 4 du projet de loi portant 1° modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ; 3° dérogation de l'article 428, alinéa 4, du Code de la sécurité sociale ; et 4° dérogation de l'article 11, alinéa 2, de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques, il est inséré un nouvel article 4bis, libellé comme suit :

« Art. 4bis. À l'article 10, point (2), sous-point 3°, alinéa b) de la même loi, les termes "pour la personne à vacciner" sont remplacés par les termes "pour la personne qui se fait vacciner" ».

Commentaire

Suite aux observations formulées dans le rapport de la Commission de la Santé et des Sports du 24 décembre 2020, il est tenu compte de la précision que le stockage de données ne concerne que les personnes qui se font effectivement vacciner et qu'en aucun cas un registre des personnes refusant de se faire vacciner soit créé.

(s.) Sven Clement, Marc Baum, Jeff Engelen, Marc Goergen, Martine Hansen, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- A, Dir kennt awer all Trick!

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Fir och op dem Claude Wiseler seng Fro: „Wat ass den Ënnerscheed zwëschent deenen, déi net geimpft sinn an zwëschent deenen, déi nach ze impfe sinn?", ze äntweren: Ech mengen, datt et einfach ass - déi, déi nach ze impfe sinn, melle sech fräiwëlleg a soe ganz bewosst an aus eegener Volontéit eraus: „Ech wëll nach op enger Lëscht stoen, fir nach eng Kéier invitéiert ze ginn"; an déi, déi sech net wëllen impfe loossen, ma déi loosse sech och net fräiwëlleg nach eng Kéier op eng Lëscht schreiwen. An ech mengen, genau do ass den Ënnerscheed zwëschent der Fräiwëllegkeet op där enger Säit an enger Verflichtung op där anerer Säit.

Dat bréngt mech dann awer och weider zu den negativen Aspekter vun dësem Projet. Iwwert den Dateschutz hu mer vill geschwat a mir hunn an der Kommissioun nach en zweeten Amendement deposéiert, wou mer awer bereet waren, well mer kompromëssbereet sinn, et elo net zum Vott kommen ze loossen. Ech wëll awer kuerz dorobber agoen, well d'CNPD (ndlr: Commission nationale pour la protection des données) huet an hirem éischten Avis schonn am Dezember gesot, datt 20 Joer Datespäicherung ze laang wär. D'CSV seet hei, si hätte gären zéng Joer. Ech si ganz éierlech, ech hätt gär eng méi kuerz Frist, mee mir waren an der Kommissioun esou kompromëssbereet, datt mer zwee, fënnef oder zéng Joer proposéiert hunn.

D'Resultat war: D'CSV war déi eenzeg Partei, déi sech an der Kommissioun kloer fir eng vun deenen dräi Optiounen ausgeschwat huet. D'Regierungsparteien op där anerer Säit waren der Meenung, mir sollte guer net eréischt mat esou Amendementer kommen, well d'Regierung hätt jo versprach, datt et sech géif änneren.

Ma d'Regierung huet eis dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Dezember eng éischte Kéier versprach. Mir hunn hir gegleeft. D'Regierung huet eis dat eng zweete Kéier versprach am Januar, wou mer d'Gesetz Mouture 1 2021 nach eng Kéier gestëmmt hunn. An elo versprécht d'Regierung eis et eng drëtte Kéier. Et gëtt esou e schéint Bon mot vum Iesel, dee sech eemol stéisst; ma ech hu mech elo scho fir d'zweete Kéier gestouss an ech wëll mech op kee Fall eng drëtte Kéier stoussen. An deementspriechend kann ech net nach eng Kéier drop waarden, datt d'Regierung eis eppes versprécht, fir et herno net ze liwweren.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- A wa mer dovu schwätzen, mir géife jo keng Datebank vun de Persoune schafen, déi sech net impfe loossen … Esou, wéi et elo am Text steet a wann den Amendement net ugeholl gëtt - wouvun een heiansdo hei ausgoe kéint -, da steet am Text weiderhin „pour la personne à vacciner"**.**

Wa mer heibannen am Haus géifen e Vott maachen, mir wéilten eng Datebank vun all deene Persounen, déi refuséieren, sech impfen ze loossen - ech mengen, den Opschrei wär grouss. Keen heibanne wëllt esou eng Datebank, keen heibanne géif warscheinlech fir esou eng Datebank stëmmen, mee wann an engem Gesetz ënner „ferner liefen" iergendwou e Saz drasteet, deen déi Dier opmécht, dann ass et kee Problem.

A firwat et awer e Problem ass, wëll ech Iech un engem Beispill däitlech maachen. D'Regierung huet iwwert den RNPP (ndlr: Registre national des personnes physiques) Zougang zu alle Biergerinnen a Bierger hiren Adressen. D'Regierung huet also eng Lëscht vun all deene Persounen, déi méiglecherweis kéinte geruff ginn, fir geimpft ze ginn - well wéi soll se se soss invitéieren? Wa mer elo also eng Datebank hu vun all deene Leit, déi sech impfe loossen, léisst sech trotzdeem nach eng Datebank schafe vun all deenen, déi sech net geimpft hunn, well wann ech zwou Lëschte matenee vergläichen an ech huelen all déi, déi net op där zweeter Lëscht stinn, ma dann hunn ech awer esou eng Lëscht!

Dat heescht, mir mussen an deem nächste Gesetz - an do iploréieren ech d'Regierung wierklech, hiert Verspriechen dës Kéier dann ze halen - eng kloer Safeguard abauen, datt et net esou wäit komme kann, datt mer Leit oder ganz kloer Lëschten aus dem RNPP zéie vun deene Leit, déi sech net impfe gelooss hunn. Dat wär nämlech e grave Problem.

An dann, firwat ginn déi Daten esou laang gespäichert? Pharmacovigilance gëtt da gesot. Jo, ech verstinn dat, mee da misste mer awer och bei all Poulet, dee mer kafen, bei all fäerdegem Gebeess am Geschäft quasi eisen Akaf an eng zentral Datebank androe loossen. Well wann et do e Réckruff gëtt, kréien d'Leit och just iwwert d'Medie gesot: „Wann Dir e Produit vun der Chargennummer XY hutt, da mellt lech wannechgelift."

Ech hunn et an der Kommissioun gesot an ech soen et hei nach eng Kéier: Mir hunn en Impfpass, an an deen Impfpass gëtt d'Impfdosis oder d'Chargennummer agedroen, an den Dokter gëtt agedroen. A fir déi Leit, déi mengen, se kéinten hiren Impfpass verléieren, ginn et hautdesdaags dank IT Méiglechkeeten, fir dezentral Kopië vun hirem Impfpass ze maachen. Mir hu souguer en DSP (ndlr: Dossier de soins partagé) zu Lëtzebuerg, wou d'Leit hir Impfung kéinten androe loossen.

Ze mengen, datt mer also en zentrale Regëster vun alle Leit brauchen, déi sech impfe loossen, mat enger Hellewull vun aneren Donnéeën, dat loossen ech net gëllen, well soss brauche mer och en zentrale Regëster vun all Pouletsschnitzel, deen an all Geschäft hei verkaaft gëtt, fir ze verhënneren, datt ee sech do eng Kéier mat Salmonellen ustécht.

An dann, Här President, kommen ech op dee leschte Punkt vu menger Ried, an dat ass - Dir wäert lech et kënnen denken - eppes, wou mer scho gëschter driwwer geschwat hunn: Kontrakter, Asiicht a Kontrakter.

D'Europäesch Kommissioun huet haut dann endlech den AstraZeneca-Kontrakt online gesat. Wien awer elo gemengt hat, e géif wëssen, wéi vill Dosen dann elo misste geliwwert ginn - bon, se hunn „the best reasonable effort" gemaach, fir déi ze verstoppen, well schlussendlech sinn all déi interessant Saache geschwäerzt ginn.

An duerfir reiteréieren ech hei nach eng Kéier d'Demande, déi mer an der Conférence des Présidents gemaach hun, déi och mëttlerweil per Courrier un de Premier an un d'Kommissiounspresidentin von der Leyen weidergaangen ass, datt d'Parlamenter - an ech mengen, datt den Arrêt vun de Mëttwoch dat och confirméiert an eis do eng Base légale gëtt - dës Kontrakter musse kënne kucken. Et kann net sinn, datt mer op der Place publique iwwer Kontrakter diskutéieren an datt d'Parlamenter net wëssen, wéi vill Impfdosen zu wat fir engem Präis kaf goufen!

Här President, ganz zum Schluss kommen ech dann nach eng Kéier op de Projet zréck. Mir musse méi wäit kucken, mir brauchen endlech e Stufeplang, mir mussen endlech e Wee opweise fir all déi Leit, déi nach ëmmer net kënne schaffen, fir all déi Leit, déi d'Hoffnung net opginn hunn, datt dat heiten iergendwann eng Kéier eriwwer ass. Mir brauche kloer Pisten, kloer Indicateuren, un deenen ee seng Hoffnung ka festmaachen. Mir kënnen net ëmmer weider am dräi-Woche-Rhythmus hei Gesetzer stëmmen, ouni ze wëssen, wéi et duerno weidergeet. Ech hoffen, d'Regierung huet méi e grousse Plang wéi nëmmen op dräi-Wochen-Horizont, mee wa se deen huet, soll se eis e presentéieren.

Mir wäerten dat Gesetz aus all deene Grënn, déi ech genannt hunn, net matstëmmen. Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Sven Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Erlaabt mer, dass ech fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Di Bartolomeo, Merci soen. Wann ech fäerdeg sinn, géif och den Här Delles d'Wuert ergräifen, fir iwwert dee Punkt - well dee jo och haut vill zitéiert ginn ass - vum Horeca, vun de Betriber kënnen anzegoen, well mer de Moien am Regierungsrot och Decisiounen a Mesurë geholl hunn, déi den Här Delles dann och hei wäert virum Mikro annoncéieren, an dann och d'Gesondheetsministesch, well et jo och en Text ass, dee vun der Santé deposéiert ass, mee et war eis wichteg, dass mer allen dräi hei wieren.

Här President, erlaabt mer, dass ech hei fir d'éischt ufänke mat deem, wat déi leschte Kéier hei geschitt ass, dat heescht, dass mer gesot kritt hunn - an dat war de Spriecher vun der CSV, den Här Wiseler -, dass een d'Regierung einfach net géif verstoen. En huet insistéiert op engem Toun … an ech muss lech och soen, dass ech frou sinn, dass en haut nees méi en normalen Toun fonnt huet, och fir d'Aarbecht ze beschreiwen, an nees deen Toun vu conciliant, mat deem mer wierklech probéieren, hei duerch déi Kris ze kommen, dass hien nees dee Wee fonnt huet. Och wann en ugekënnegt huet, se géifen den Text net stëmmen, war awer de Wee, fir dohinner ze kommen, een, dee vill méi conciliant war.

En huet gesot, d'Leit géifen net méi verstoen, si géifen net méi verstoen. Ech muss lech soen, d'Leit hunn et ganz genau verstanen! D'Leit hunn et ganz genau verstanen, a wa mer haut esou Resultater hunn - an ech mengen, et war den honorabelen Här Baum, deen et wierklech och soulevéiert huet -, dann ass et, well d'Leit et verstanen hunn.

Gesi mer, wéi eng Reaktiounen am Moment am Ausland sinn? Gesi mer, wat an Holland geschitt? Gesi mer, wat an Italie geschitt? Gesi mer, wat a Frankräich geschitt? Zu Lëtzebuerg hunn d'Leit … a bei de Mesurë vu Chrëschtdag - wou ech elo net wëll poleemesch sinn, wou déi eng gesot hunn, et wier awer wichteg, mir géifen do Exceptioune maachen an anerer net - gesi mer dass d'Leit d'Mesuren akzeptéieren an dass d'Leit sech och bewosst sinn, dass si en Deel vun der Léisung sinn, wa se sech un d'Mesuren halen.

D'Resultat vun den Zuelen … a weeder d'Regierung, Här President, nach d'héicht Haus, ouni respektlos wëllen ze sinn … - et ass net eise Verdéngscht, weeder eisen nach Ären! Wann haut d'Zuele gutt sinn, dann ass et de Bierger hire Verdéngscht, déi sech un d'Mesuren halen an déi selwer op verschidde Fräiheete verzichten, elo gläich e Joer! An den Här Baum sot et, „il en a marre", mee ech mengen, mir hunn alleguerten eng gewësse Lassitude, eng gewësse Flemm an nëmme Loscht, dass mer eng Kéier déi Mask kënnen ausdoen, dass mer eis kënnen an d'Gesiicht gesinn, dass mer nees kënne Leit ëmäermelen, dass mer nees e méi normaalt Liewen hu wéi dat, wat mer bis elo kannt hunn. Dowéinster wëll ech wierklech de Leit Merci soen, dass se verstanen hunn, dass dës Regierung dee Balancenakt tëschent Virsiicht an awer och Fräiheet fonnt huet.

An de Spriecher vun der CSV ass drop agaang iwwert d'Regioun: Jo, mir hunn an der Regioun vill Gemeinsamkeeten a mir kucken och, fir gemeinsam Positiounen ze fannen, mee mir hunn och Ënnerscheeder. Ech huelen elo just d'Beispill, well déi ganzen Zäit vun Horeca geschwat gëtt: An der Belsch si säit November d'Coiffeuren zou, dovunner schwätzt keen! An Däitschland sinn d'Schoulen zou, an Däitschland ass alles zou au point de vue Geschäfter! Den Horeca ass am Moment iwwerall zou, wann ech hei och d'Nopeschregioun kucken!

D'Kultur hu mir hei op! De Sport, verschidden Aktivitéiten hu mir hei op! Firwat hu mir dat gemaach, Här President? Well mer eis bewosst sinn, dass den Aspect psychiatrique, psychologique vum Epanouissement vum Bierger an där Kris duerch déi Lassitude, duerch déi Oppressioun op eng Kéier och seng Limitte fënnt. An ech sinn och frou, dass déi lescht Deeg an déi lescht Wochen eng Rëtsch vu Psychiateren a Psychologen de Mikro kritt hunn, fir eeben och iwwert den Impakt vun där doter Matière Echo ze fannen.

Dowéinster, Här President, ass et ganz schwéier, e Verglach ze maachen an ze soen, jiddweree soll dat selwecht maachen, well d'Situatioune sinn och anerer. An ech muss lech soen … an den Här Wiseler an den Här Clement hu vu Portugal geschwat. Gëschter hunn ech de portugisesche President an de portugisesche Premierminister ugeruff a si hu mir wierklech gesot, wéi d'Situatioun bei hinnen ass: Si ass katastrophal! Si ass katastrophal, si hunn déi Variant britannique, déi komm ass, déi wéi eng Dampfwalz iwwert dat Ganzt rullt. An dowéinster, wann Dir hei mengt, ech géif hei ni méi virun lech stoen … an ech riskéieren nees an dräi Wochen oder an engem Mount virun lech ze stoen, fir nees déi Mesuren, déi musse geholl ginn, ze justifiéieren, an dann ass et, well et haut esou vill Incertitudë gëtt, wéi mer an där ganzer Kris esouguer verschiddener net haten, iwwer nei Varianten, déi mer haut och net kennen.

An den Här Clement an den Här Wiseler hunn d'Solidaritéit mat Portugal ervirgehuewen. A mir hunn eis bereet erklärt - Dir wësst, dass mer jo och limitéiert Capacitéiten hunn -, dass mer zwee Bierger aus Portugal och hei géifen op d'Intensivstatioun eriwwerhuelen. Mir hunn och scho mat der Air Rescue gekuckt, wéi mer dat kënnen organiséieren.

Et ass net vill, mee et ass de Gest - an dat ass och dat, wat de portugisesche President an de portugisesche Premier mer gesot hunn - vu Solidaritéit, déi een hei weist. A Frënn huet een, wann ee Problemer huet. Wann alles gutt geet, sinn ëmmer d'Leit do. Mee meeschtens, wann ee Problemer huet, wann een eng Situatioun huet, wou et kritesch ass, do ass et, wou een och mierkt, op wien ee kann zielen. An duerfir war et fir eis och wichteg, déi dote Solidaritéit ze hunn.

Ech hunn lech et virdru gesot, den Här Delles wäert duerno op déi Punkten agoen. Mee ech wëll awer hei och am Numm vun der ganzer Regierung - ob dat de Finanzminister Gramegna ass, ob dat de Franz Fayot als Wirtschaftsminister ass, ob dat den Dan Kersch och als Aarbechtsminister ass an de Romain Schneider als Sécurité-sociales-Minister - Merci soen, fir déi Punkten, déi de Lex Delles lech hei och elo wäert ervirhiewen - ob dat iwwert d'Loyeren ass, ob dat iwwer Avancen ass, ob dat iwwert d'Cotisation-sociallen ass an och iwwert dee Punkt vun den Hëllefen, déi ugepasst ginn, déi jo och haut fir eis am Gesetz dra stinn.

Ech ginn elo net op déi verschidde Punkten an, well mir hunn a verschiddenen Texter jo dran … ech wëll net soe gebastelt, Här President, dat wier net gutt, mee verschidde Punkten, zum Beispill iwwert d'Parteien, wéi een déi soll organiséieren, dat ass net de But vun der ganzer Diskussioun an ech mengen, de Rapporter ass scho wäit genuch op déi dote Punkten agaang … mee eis déi awer adaptéieren, fir dass d'Liewen awer och normal ka fonctionéieren.

Här President, ech muss e mea culpa maachen. Ech muss e mea culpa maachen, an der Politik muss een dat och fäerdegbréngen. Dir hutt eis eng Missioun gi virun … - an et ass schonn e puermol zitéiert gi vun der CSV -, dass mer Previsibilitéit, Stufeplang …, mir missten de Leit soen, wéini wat géif opgoen oder wéini oder wéi eng Reiefolleg, a wéi enger Situatioun, wat sollt wéi gemaach ginn.

Mir probéieren - beim beschte Wëllen, et ass net méiglech, Här President! Et ass net méiglech an net räsonabel, de Leit ze soen, bei där doter Zuel geschitt dat do. Dir hutt dat bescht Beispill - den Här Engelen vun der ADR huet virdru gesot: „Mat deenen doten Zuele misst Der dach den Horeca opmaachen!" Ass et dat, wat mer wëllen? Ass et dat, wat mer wëllen, wou mer en Declic … - Dir hutt vun enger Matrix geschwat, dat heescht, soubal dann d'Zuele stëmmen, ob een dann eppes opmécht oder net. Et wier irresponsabel haut!

Jo, mir sinn och frou, dass d'Zuelen haut zu Lëtzebuerg, Här President, net méi déi si wéi virun engem Mount. Mee mir sinn an enger Situatioun, wou mer beim beschte Wëllen net kënne soen: „Well deen dote Cliquet elo ugaangen ass, maache mer op!", obwuel mer d'Variant net kennen, obwuel mer net wëssen, wéi een Impakt d'Variant op Lëtzebuerg kann hunn an den nächste Wochen, obwuel mer wëssen - an et ass och vum Här Wiseler zitéiert ginn -, dass awer de Risk besteet, dass verschidden Nopere Reaktioune kéinten hunn, déi eis an eng Situatioun géife bréngen, wou op eng Kéier d'Aarbecht an de Soinen net méi kéint gemaach ginn, well dann d'Grenze riskéieren, zougemaach ze ginn.

Et gëtt do keng Formule magique, wou ee seet: „Wann deen heite Punkt an deen dote Punkt an déi Richtung ass, dann ass alles an der Rei." Am Moment ginn et ze vill Incertituden an d'Madamm Gesondheetsministesch wäert lech erklären, dass mer dès le départ ëmmer déi selwecht Strategie haten: déi vum Testen, déi vum Tracing an elo, mat enger neier Composante, déi vum Impfen. An d'Impfe gehéiert selbstverständlech zu enger Strategie, fir kënnen ze soen …

Dir hutt virdru gesot, am Horeca-Secteur kéint een zum Beispill soen, bei 50 % oder bei 60 % kéint en opgoen. Nee, Här President, nee, Här President, well ech haut nach ëmmer net weess … zum Beispill bei AstraZeneca - an ech si ganz frou, ech krut elo just d'Pushnews an ech hu gekuckt, dass mer deen elo vun der EMA erlaabt kritt hunn -, mee mir wëssen nach guer net, ob den AstraZeneca zum Beispill effikass ass bei verschidde Varianten. Mir hunn haut verschidde Composanten, wou mer nach net wëssen, wéi eng Impfung bei wéi enger Variant méi effikass ass. Hautdesdaags ass et net méiglech, lech an dëser Kris kënnen ze soen, wéi eng Variant muer entsteet.

Mir hu vun der brittescher geschwat; elo schwätze mer vun der südafrikanescher; et ass vun enger brasilianescher geschwat ginn. Ech ka muer net ausschléissen, dass eng aus engem europäesche Land kënnt oder vun engem anere Kontinent, eng japanesch, eng chineesesch, eng russesch, eng amerikanesch. Mir wëssen et net!

A fir elo ze soen, bei 50 % oder 60 % vun de Leit, déi geimpft ginn, kann dat heiten opgoen, dat wier net responsabel, well et einfach ze vill Incertitudë gëtt!

Hei ass gesot ginn, mir bräichten och e Schema iwwert d'Impfen. Mir wousste virun enger Stonn nach net, Här President, ob déi Impfung, déi haut validéiert gëtt, fir jiddweree kéint benotzt ginn. Mir woussten dat net. D'EMA - an et schéngt wéi wann dat och am Avis géif stoen - seet, Dir kënnt d'Leit ab 18 impfen.

Wann ech déi Ried hei virun zwou Stonne gehalen hätt, Här President, dann hätt ech musse soen, dass et onméiglech ass fir eis Regierung, lech elo kënnen ze soen, wéi genau den nächste Plang, Strategieplang vun Impfunge verleeft, well mer et selwer net woussten. Wa se, wéi et gëschter behaapt ginn ass, eng Limite am Alter hätt, da wier déi Strategie, déi mir jo zréckbehalen hunn, vun ab 75 net méi méiglech gewiescht! Dann hätte mer mussen aner Schemae fannen. A mir schaffen a Permanence mam Conseil supérieur des maladies infectieuses a mat der Commission nationale d'éthique eeben, fir déi Prioritéiten ze setzen. An d'Madamm Bausch sot et dës Woch um Radio, um „100,7", de Leit ze verspriechen: „Dir sidd elo deen Nächsten!", wann ee selwer net weess, ob déi Impfung fir déi Leit och adaptéiert ass, wier de Leit eppes ze verspriechen, wat een net hale kann. An dat wëlle mer net, Här President!

Den Här Wiseler sot virdrun, d'Previsibilitéit ass och eng Adhesioun. Mir sinn déi Éischt, déi dat froen! Mee fir eng Previsibilitéit ze hunn, muss een och eng Certitude hunn. An déi Certitude hu mer haut net! An ech wëll awer wierklech net op eng Kéier den Doute bei dem Bierger kréien, well en op eng Kéier mengt: „Ech misst deen Nächste sinn, mee elo ass dat nees geännert ginn." An dat ass dat selwecht mat der Campagne: Elo eng Campagne toutes boîtes ze maachen, d'Leit ze sensibiliséieren, fir ze soen: „Dir musst elo geimpft ginn!", wier och net dat Richtegt, well da maache mer au contraire nach eng Frustratioun bei deem, dee seet: „Ech géif jo gären, mee ech kann net geimpft ginn!"

Duerfir wëll ech och der Santé Merci soe fir déi Campagnen, déi se säit Méint - Méint! - organiséieren, fir eeben och déi Echangen ze hunn - ob dat den Dokter Schmit ass, ob dat den Här … Also et sinn eng Rëtsch vu Beamten aus der Santé, déi reegelméisseg …- mee ech weess net méi, wéi se heeschen -, …

(Hilarité)

… déi reegelméisseg do och um Internet Interviewe ginn, op Froen äntweren, „De Lunch mam Här Schmit" oder, wéi gesot, déi Froestonn, déi ee ka mat deem engen oder mat deem aneren hunn.

Dowéinster, fir eis, Här President, ass et de Fait vun der Certitude, deen et eis erlaabt, och kënnen ze kommunizéieren. Mir hunn eng Rëtsch vu Länner - an ech hat de Conseil européen … ech hunn dat hei nach net op der Tribün gesot, mee ech hat dat op enger Pressekonferenz gesot -, Här President, mir hunn eng Rëtsch vu Länner, déi och … an et ass hei gesot ginn: „Jo, Dir sidd net esou héich." Mir hunn d'Hallschent vun den Impfungen och gehalen, dat ass eng Tatsaach. Et sinn aner Länner, déi 100 % vun den Impfunge gehalen hunn.

Den Här Wiseler huet och ganz fair gesot: „Hei, mir mengen, dass et och méi virsiichteg ass, d'Hallschent vun den Impfungen ze halen." Anerer sinn da wäit vir. Mee déi Länner sinn amgaangen, eis ze froen, ob mir hinnen net kënnen Impfunge ginn, well se Angscht hunn, dass se duerno net méi an där Fënster kënnen déi zweet Impfung maachen. Dat ass fir mech net politesch sécher, dat ass fir mech net responsabel, wann een dee Risiko ageet, well Diskussioune waren, dass mat der éischter Impfung ee scho vläicht kënnt eng gewësse Resistenz bei de Leit da provozéieren an dowéinster wier et elo wichteg, d'Leit esou séier wéi méiglech kënnen ze impfen.

Mir waarden, a soubal mer d'Certitude hunn, ginn déi nächst Invitatiounen och eraus. Jo, a wa mer d'Saache liwweren an d'Spideeler, an d'Spideeler hu sech do organiséiert, da muss een deenen och Zäit loossen.

A fir d'Adhesioun zum Beispill, mir si jo och an d'Strukture gaang, mir si jo an d'Altersheemer gaang: Mir hunn ugefaangen, an d'Iescht Woch hate mer en Taux d'adhésion vun 81 %, wat schonn e gudden Taux ass, e gudden Taux an den Altersheemer. A mir sinn dës Woch op 85,4 % eropgaangen an den Altersheemer.

Dat ass wichteg, dass mer dat fäerdegbréngen. Duerfir, et gëtt ëmmer vun dem Personnel de soins geschwat. Jo, do mussen nach weider Campagnë gemaach ginn. An et sinn awer eng Rëtsch vu Leit, déi elo, well se an den Haiser geimpft gi sinn, dann net op d'Invitatioun geäntwert hunn, wéi se als Personnel de soins drukomm sinn. Dee Bilan solle mer och maachen.

Duerfir, Här President, e puer Saachen. Déi éischt Saach: Mir hunn decidéiert, dass mer jo géifen dem Alter no goen, mat deenen Informatiounen, déi mer hunn. Awer nach eng Kéier, no deem, wat mer haut de Moien am Regierungsrot och festgehalen hunn, wäerte mer dann, wéi mer ugekënnegt hunn, ab 75 Joer erofgoen. Et ginn och eng Rëtsch vu Krankheeten, vu Pathologien, vu Vulnerabilitéiten - d'Madamm Gesondheetsministesch wäert méi am Detail drop agoen -, déi och eng Prioritéit ginn. An an de Pathologië ginn et der, déi wierklech méi vulnerabel si wéi anerer, also déi d'Vulnerabilitéit vun de Bierger méi impaktéieren. An dowéinster, wéi gesot, ass dat awer eng sanitär Fro, wou d'Madamm Lenert och wäert drop agoen.

Da wäerte mer dem Alter no erofgoen. Dat hu mer och festgehal, dat heescht, no 75 komme se da par tranches erof drun. Deen éischte Punkt!

Deen zweete Punkt ass: Ech hunn lech hei gesot, déi Strategie, déi depuis le départ eis motivéiert, ass nach ëmmer déi selwecht. An dee Stufeplang, dat ass einfach net realistesch, dee kënne virzestellen, well dat wier wierklech eng Utopie. Mee mir engagéieren eis, Här President - an ech wier frou, wa mer dee Rendez-vous kéinte fixéieren, well mir sinn och virun lech responsabel fir dat, wat mer gemaach hunn -, dass mer virun der grousser Vakanz hei en Debat sollen hunn, wou mer zesumme mat der Gesondheetsministesch eng Kéier duerch déi ganz Gestioun vun der Kris ginn, wou mer zesumme sollen en Echange hunn, wou mer sollen iwwert déi verschidde Punkte goen, wou mer méi wäit da sinn, och iwwert d'Vaccinatioun.

Ech kréien hei Froe gestallt. „Mir hätte gär Previsibilitéit iwwert d'Wirtschaft! Mir hätte gär Previsibilitéit iwwert d'Hëllefen." Mir wëssen net, wéi laang verschidde Mesuren nach mussen daueren. A soulaang een déi Certitude och net huet, solle mer wierklech net an der Chamber iwwer Kaffissazlieserei hei Diskussiounen halen, mee eis op Fakte baséieren a virun allem eis wierklech freeën, dass zu Lëtzebuerg d'Akzeptanz bei de Bierger do ass. Och wa gemengt gëtt vu Verschiddenen, dass se ëmmer méi kleng géif ginn, ass awer nach ëmmer eng grouss Majoritéit vu Leit sech bewosst, dass, wa se matmaachen, se och e groussen Deel vun der Léisung sinn. Et ass déi Solidaritéit, déi et an der Gesellschaft gëtt. Wa mer déi net hätten, Här President, dann hätte mer och net déi Resultater, déi mer haut hunn an dann hätte mer de Risk, dass, wéi an anere Länner, en totale Lockdown déi eenzeg Méiglechkeet wier, déi eng Regierung enger Chamber kéint proposéieren.

Ech sinn houfreg op eis Bierger, an ech wollt lech dat soen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo de Mëttelstandsminister Lex Delles. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir unzefänken dem Rapporter villmools Merci soe fir säi gesamte Rapport, mee besonnesch awer och fir de Volet vun den Aiden.

Wéi Der jo gesinn hutt, geet et hei drëm, eebe grad d'Aide coûts non couverts och unzepassen an iwwert de Mount Januar eraus op 100 % eropzesetze vun de Frais éligibles an der Klass 6 vum Code comptable.

Also gesäit ee jo hei, dass ëmmer erëm Upassungen un deene verschiddenen Aidë gemaach gi sinn an ëmmer erëm gemaach ginn. An duerfir wëll ech och direkt am Ufank op dem Här Clement seng Diskussioun iwwert d'Durée komme vun deene verschiddenen Aiden. Et ass wouer, gëschter Owend krute mer d'Äntwert vun Europa, dass am Kader vum Framework Ouverturë gemaach gi sinn, fir och weider kënnen auszebezuelen.

Mee eebe grad d'Stäerkt vun deene lëtzebuergeschen Aiden ass, dass mer se ëmmer erëm ugepasst hunn, dass mer ëmmer erëm konnte kucken: Wéi ass d'Situatioun? Wéi eng Secteure musse mer eranhuelen? Wéi eng Montante musse mer upassen? A wéi komme mer virun, fir kënnen deene Betriber, déi et brauchen, ze hëllefen? An zwar do ze hëllefen an esou ze hëllefen, wéi et néideg ass. An duerfir den Delai elo op den 31. Dezember - an et gesäit een dann, wéi séier et geet, wéi mer nach driwwer geschwat hunn e Mëttwoch, wéi mer solle weiderfueren - mat deem Gesetz esou weiderzeginn ass menger Meenung no keng gutt Iddi, keng gutt Iddi, well ech kann lech elo net soen, wéi eng Secteure wäerten den November, den Oktober mussen eligibel sinn. Wëlle mer eis wierklech elo festleeën? Wéi eng Montanten? Ass et d'Aide coûts non couverts, déi mer huelen? Oder ass et awer vläicht besser, eng Aide à la relance ze hunn? Wann een et heibanne weess, ech weess et selwer net. Duerfir fannen ech et och net gutt, eis domadder festzeleeën.

Op där anerer Säit sinn déi ganz Froen do ronderëm. A wéi gesot, et ass eebe grad d'Stäerkt vu Lëtzebuerg, fir ëmmer erëm déi verschidden Upassunge kënnen ze maachen an do ze hëllefen, wou et wierklech néideg ass. Et huet ee virdru bei enger Interventioun héieren: „Et ass ëmmer en Hin an Hier." A jo, ech sinn och frou, dass deen Hin an Hier ass, well et ass hei en Hin, et ass keen Hier. Aiden, déi gemaach gi sinn, sinn do a kënnen och ausbezuelt ginn a ginn och déi Sécherheet, dass se kënne gemaach ginn.

An de Premier huet et och virdrun a senger Interventioun gesot: Déi Incertitude, déi am Moment do ass, mengen ech, versteet och jiddwereen. Et muss ee kënnen op Méint plangen. Mee fir elo ze garantéieren, dass dee Secteur keng Aide kritt oder dee

Secteur eng Aide kritt bis den 31. Dezember, dat géif ech perséinlech net ganz responsabel fannen.

De Framework ass op verschiddene Punkten ugepasst ginn. An och do an der Motioun: Et ass net nëmmen den Delai vum 31. Dezember, deen ugepasst ginn ass, et ass eng Panoplie vu Saachen, déi ugepasst gi sinn. Zum Beispill konnte mer d'Aide coûts non couverts nëmmen iwwert den Artikel 42 maachen an net iwwert den Artikel 107(2)b. Hei hu mer awer elo d'Ouverture, fir och kënne verschidde Verloschter, déi dû si wéinst enger Fermeture administrative, also déi duerfir do sinn, dass mer déi kënnen iwwert den Artikel 107(2)b huelen.

Kommt, mir kucken dach, déi Eventualitéit da mat eranzehuelen an eis net festzeleeën op en Artikel, wou mer vläicht duerno kënne besser a méi ugepassten Aiden un déi verschidde Secteure maachen!

An da sinn natierlech d'Montanten ugepasst ginn an aner Saachen. Ech wëll elo hei net ze vill an den Detail goen, well dat awer net d'Fundament ass. Ech mengen, mir komme sécherlech nach eng Kéier an der Kommissioun op déi verschidden Upassungen zréck.

Haut de Moien ass am Regierungsrot - an och dat weist jo erëm eng Kéier, dass mer eis ëmmer erëm a Fro stellen, ëmmer erëm kucken, wéi eng déi betraffe Secteure sinn, well mam Gesetz vun haut wäert den Horeca-Secteur och weiderhin nach zoubleiwen - op Propositioun vum Sécurité-sociales-Minister, dem Romain Schneider, an der Madamm Lenert proposéiert ginn, d'Suspensioun vun den Intérêt-moratoiren och nach weiderzefréieren.

Wéi Der wësst, ass et jo elo vum 1. Abrëll 2020 bis den 31. Dezember esou, dass keng Intérêt-moratoirë gefrot ginn, wann ee Retarde bei der Sécurité sociale huet. Haut de Moien ass decidéiert ginn, och dat nach eng Kéier ze verlängeren, ze verlängere vum 1. Januar bis den 30. Juni, also nach eng Kéier sechs Méint do hannendrunzehänken, fir kënne keng Interêten ze huelen, fir dass grad déi Secteuren, déi am stäerkste betraff sinn, déi vläicht elo einfach d'Liquiditéiten net hunn, fir kënnen hir Cotisatiounen ze bezuelen, dann net och nach sollen dorop Interête bezuelen, well se am Retard sinn - duerfir déi Decisioun de Moien am Regierungsrot.

Op där anerer Säit sinn awer och eng Rëtsch vu fiskale Mesuren. Et ass esou, dass natierlech och do erëm eng Kéier den Horeca-Secteur dee Secteur ass, deen nach komplett zou ass. Jo, eng Panoplie vu Secteure si betraff duerch déi verschidde Restriktiounen, an ech schwätzen zum Beispill vun de Fitnesszentren. Zéng Leit maximal dierfen an ee Raum goen, dat si ganz staark Restriktiounen. Mee si kënnen awer eng minimal Aktivitéit hunn. Den Horeca-Secteur dierf keen eraloossen. E kann en Takeout maachen, mee jiddweree weess, dass et ganz schwiereg ass, wann een e ganzen Deel vun de Recetten net kann hunn. Den Horeca-Secteur ass eeben deen, dee ganz zou ass.

Duerfir koum och do vum Finanzminister Pierre Gramegna haut de Moien d'Iwwerleeung, déi och am Regierungsrot ugeholl ginn ass, fir d'Steieravancen net missen ze bezuelen, dat heescht, déi zwou éischt Avancë vum Joer 2021 net mussen ze bezuelen. Do muss een natierlech eng Demande maachen, e ganz einfache Formulaire, wou een, wann een aus dem Horeca-Secteur ass, einfach eng Demande muss maachen, fir déi zwou éischt Avancen net mussen ze bezuelen. Déi gëtt vun der Administratioun d'office ugeholl.

All déi aner Secteuren, déi grouss Schwieregkeeten hunn, ech hat der elo grad zwee, dräi genannt, Zouliwwerer, d'Fitnesszentren, alleguer déi an all déi aner Secteuren, déi grouss Problemer hunn, déi kënnen natierlech och eng Demande maachen. Déi musse se awer argumentéieren a kënnen dann och heivu profitéieren, wann eeben d'Argumentatioun do déi richteg ass.

Déi aner Saachen, déi awer ganz wichteg sinn, déi e bëssen ënnergaange sinn a verschiddenen Diskussiounen, dat sinn d'Delaie fir d'Steiererklärungen, déi no hanne gesat gi sinn, souwuel fir déi privat Leit wéi awer och fir d'Societéiten. Ganz wichteg! Mir wëssen, dass d'Fiduciairen et am Moment ganz schwéier hu fir nozekommen, well einfach ganz vill Aarbecht do ass. An d'Prioritéit ass natierlech, Liquiditéiten an d'Betriber ze kréien, fir d'Betriber grad esou wéi fir d'Fiduciairen, fir eeben dann do kënne schnellstméiglech ze hëllefen, déi Demandë fir Aiden auszebezuelen.

An dann hu mer nach eppes ugeschwat, wou och eng Décision de principe geholl ginn ass am Regierungsrot de Moien. Et geet drëm, Dir kënnt Iech alleguerten drun erënneren, d'Iescht Joer ass en Abattement spécial gemaach gi bis zu engem Montant vu 15.000 Euro, wou ee konnt verduebelen, wann een de Loyer vun engem Commerce erlooss huet, an do ass de Prinzip ugeholl ginn, fir och nach eng Kéier eppes an déi heite Richtung 2021 ze maachen.

Dir gesitt also, ëmmer erëm ginn nei Upassunge vun den Aidë gemaach, ëmmer erëm gëtt gekuckt, wou mer kënnen d'Stellschrauwen a wéi enge Secteuren esou upassen, dass et jiddwerengem beschtméiglech ka geléngen, weider ze fonctionéieren.

Dat sinn déi véier Annoncen, déi de Moien am Regierungsrot ugeschwat gi sinn, an, wéi gesot, mam Vott vum Projet de loi hei ass et dann och d'Upassung am Kader vun der Aide coûts non couverts, fir do op 100 % eropzegoen.

Villmools merci.

Une voix.- Ganz gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister fir dës Prezisiounen zu deene verschiddenen Aiden. An da géif ech d'Wuert weiderginn un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Dat, wat am Moment nach ëmmer de Mot d'ordre ass, ass Ofwaarden, et ass Ongewëssheet. Ech ka leider do net vill Neies soen am Verglach zu deene leschte Kéieren, wou ech hei stoung.

D'Realitéit weist eis, dass mer et mat engem Naturphenomeen ze dinn hunn, dee mer net maîtriséieren. Dat si Saachen, déi mer net gewinnt sinn, déi mer net gären hunn, mee leider ass et esou. Mir hunn am Moment, géif ech soen, esou vill Ongewëssheet am Raum wéi warscheinlech am Ufank vun där Pandemie hei. Mir si mat enger neier Variant konfrontéiert, vun där et geheescht huet, dass se 70 % méi schnell ass wéi déi aner. Et kommen eenzel Etüden, déi schwätzen elo vun 30 %. Am Endeffekt, Stand haut, kann een net soen, dass iwwerhaapt déi Informatioun scho stabiliséiert ass.

Mir gesinn, wat geschitt ass op verschiddene Plazen, wou awer warscheinlech d'Basis, d'Ausgangssituatioun eng aner war wéi déi hei. Wa mer kucken, an Irland zum Beispill, do war tout juste opgelockert ginn, wéi déi Variant komm ass. Do ass dat extreem eropgaangen. Mir gesi Länner wéi Portugal, wou immens vill iwwert d'Feierdeeg opgelockert gi war, wou et eropgaangen ass. Eis Situatioun ass eng aner. Mee nawell hu mer eng Variant hei, dat ass net ze niéieren. Mir fanne se hei zu Lëtzebuerg, genau wéi se an deenen anere Länner fonnt gëtt. A mir wëssen, Stand haut, nach net genau, wéi dat sech hei wäert repercutéieren.

Dat heescht am Kloertext, mir sinn an enger Situatioun, wou all eis Modellen, op deene mer schaffen an déi Deel vun eiser Strategie sinn, riskéieren, fir mussen a Fro gestallt ze ginn. Déi fonctionéiere jo op enger Premiss vun deem, wat mer hei am Land gesinn hunn. An eng vun deene Premissen ass d'Rapiditéit, mat där de Virus hei weidergeet, wéi e sech verbreet an esou weider. Dat ass dat, wat mer eraninjectéieren an eise Modell. A wann dat sech elo ännert, da wäerte mer dat an deenen nächste Woche gesinn. Wann elo méi e schlecht Virusgeschéie kënnt, musse mer eis Modellen adaptéieren. An duerfir kann ech nëmmen deem zoustëmmen, wat elo grad gesot ginn ass. D'Realitéit weist eis, wéi schwéier et ass, hei wierklech e Stufeplang ze erstellen, well d'Donnéeën à la base extreem séier variéieren.

Wa mer elo reng haut eis Zuele kucken, an dat ass ënnerstrach ginn, da gesi mer, dass mer déi Ziler, déi mer eis gesat hunn, a mir hu jo verschidde Parameteren, déi mer an eiser Strategie kucken, dass mer do iergendwéi gutt ënnerwee sinn. Also et ass an de Spideeler wierklech genau déi Entspanung do, déi mer gewollt hunn. Ech sinn och frou, dass mer dës Woch an där Phas 2 ukomm sinn. Dat war am Fong eis Zilsetzung, dass mer do erëm e bësse Raum, e bësse Loft hunn, dass ee Sputt huet, dass erëm ka méi normal geschafft ginn. An trotzdeem wësse mer net, wat déi nächst zwou Woche wäert geschéien. Kee kann eis et soen. Mir wëssen net, wéi dat sech bei eis wäert auswierken.

Mir wëssen och net, wéi déi nei Variant wäert de Verlaf vun der Krankheet, virun allem an hirer Schnellegkeet, impaktéieren, soudass mer eis, Stand haut, net esou kënnen op déi Modeller verloossen an dass mer eis, mengen ech, alleguerten eens sinn - an ech si frou, dass do quasi eng Unanimitéit hei ass -, dass et eng Zäit ass, wou een einfach elo muss virsiichteg sinn, bis mer méi wëssen. A mir hoffen all Dag op nei Erkenntnisser ronderëm déi nei Variant. D'Informatioune komme jo och schnell. A soubal mer nei Informatiounen hunn, kënne mer déi afléisse loossen.

Dofir sinn ech och der Meenung, dass mer bei deem solle bleiwen, wat mer hunn. Mir hunn eng relativ kloer Strategie, déi mer fueren - déi huet Bausteng. Dat ass d'Testen, d'Tracen, all déi Saachen, déi mer kennen. Elo kënnt d'Vaccinatioun derbäi als Achs. Dat ass eis klassesch Strategie, déi mer elo vun Ufank u fueren. An donieft hu mer Indicateuren, mat deene mer schaffen, déi Dir och alleguerte kennt, dat sinn déi Indicateuren, déi ëmmer an den Notte sinn. Wa mer nei Mesurë proposéieren, maache mer eng Analys, wéi et steet par rapport zu deenen Indicateuren. Dat ass dat, wat mer proposéieren, och weiderhin ze maachen: genaustens kucken!

Ech géif gären nach eng Kéier drop agoen. Et ass gefrot ginn, fir vläicht méi oft eng Modellisatioun ze maachen. Mee ech géif just drun erënneren, dass d'Modelliséierung eng vun den Achse vun eiser Strategie ass a mir modelliséieren dagdeeglech. Mir hunn e ganze Grupp vun enger Dose Leit, déi weider näischt maachen, wéi all Dag wierklech dee Monitoring ze suivéieren, ze analyséieren. Ech mengen, d'legislativ Achs vun eiser Aarbecht ass eng vu villen an der Gestioun vun dëser Pandemie. Verschidde Länner hunn déi guer net. Mir hunn donieft jo aner Chantieren an der Santé, déi mer dagdeeglech beaarbechten, an de Monitoring ass een dovunner. Also, dat ass souwisou elo schonn en Acquis, dass mer dat lafend maachen an dat relativ vum Ufank vun der Pandemie un.

Mir hunn also haut nach ëmmer e ganz grousse Risiko a kënnen net labber loossen. Eis Neiinfektioune sinn nach ëmmer héich. Ech géif och just gären e bësselche relativéieren. Mir wëssen, am Verglach, dass wa mir bei den Neiinfektiounen d'selwecht leie wéi eis Nopeschlänner, dass mer dach awer vill, vill méi testen. A grad op deem Parameter muss een dat e bësse relativéieren, well wat ee méi test, a virun allem, wann een esou vill méi test wéi déi aner, ass et normal, dass d'Inzidenz e bësse méi héich ass. Dat ass also gutt. Dat soll eis optimistesch stëmmen. Wat den Taux de positivité ugeet, leie mer och ganz gutt an de Paragen am Verglach mat eisen Nopeschlänner. A vun de Spideeler net ze schwätzen, do si mer am Moment wierklech nees exzellent.

Mee all dat geet leider net duer, fir haut hei fir Entspanung ze plädéieren. Et ass genau de Géigendeel. De Risiko ass héich. Mir wëssen net, wat op eis duerkënnt. Den Enjeu ass immens grouss. Mir gesinn, wat an deene Länner geschitt am Moment, wou et wierklech erëm drastesch an d'Luucht geet. D'Mortalitéit am Zesummenhang mat deem Virus ass absolutt net méi douce mat där neier Variant wéi mat enger anerer. Si schéngt och net schlëmmer ze sinn, mee se ass déi, déi se ass, a se ass net gutt.

Dat ass wierklech net ze vergläiche mat enger normaler Gripp. Also ass och den Enjeu nach ëmmer héich an d'Ongewëssheet - ech hunn et scho gesot - déi ass wierklech erëm absolutt op der Dagesuerdnung am Moment. An dat Ganzt féiert zu enger extreemer Spannung, eng extreem Spannung, déi eis natierlech alleguerte midd mécht. Ech mengen, do sëtze mer all an engem Boot. Ech weess net, wien net där Saach hei midd ass mëttlerweil. Vläicht déi, déi hiert Geschäft ronderëm maachen, där gëtt et jo och. Mee den normale Mënsch, deen ass es definitiv midd.

Positiv soll eis stëmmen, dass eis Strategie dach awer wierkt. Mir hunn iergendwéi d'Situatioun, relativ gesinn, am Grëff. Mir hunn e Pak en place, dee seng Wierkung huet. Ech kann Iech haut och net mat wëssenschaftlecher Sécherheet soen, wat genau elo dat ass, wat mécht, dass et wierkt. Mee loosse mer emol alleguerten zefridde sinn, dass et wierkt. Dat ass jo emol dat Wichtegst am Moment, well mir sinn nach ëmmer mattendran.

De Mot d'ordre also fir déi nächst Zäit, an do kann ech mech dem Här Vandendries nëmmen uschléissen, dat ass wierklech, weiderhin ënner sech ze bleiwen. Dat ass dat, wat am geféierlechsten ass, wa mer ze no beienee kommen, wa mer an d'Gesellegkeet iwwerginn. Och do gëllt et, wierklech weiderhin Efforten ze maachen. Bleift méiglechst an Ärer Famill! Bleift doheem! Mëscht Iech net allze vill! A wann een da muss ënner Leit sinn, dat musse mer jo ënner gewëssenen Ëmstänn, dann ass et natierlech ëmsou méi wichteg, Distanz ze halen, de Mask ze droen an einfach opzepassen, dass mer eis de Virus net weiderginn.

An dann och ganz wichteg, dat schéngt lues a lues ëmmer erëm e bësse vergiess ze ginn, ech héieren et och vill vum Terrain: Bei Symptomer wannechgelift bei den Dokter goen! Erënnert och d'Leit dorun! Dir sidd vill ënnert de Leit. Dat gëtt oft vergiess. Wa Leit mat Symptomer e puer Deeg ënnerwee sinn, hu se eng staark Charge virale a sinn domadder wierklech e grousse Risiko. Et ass wichteg, d'Leit drun ze erënneren, dass mer Centres de consultation Covid en place hunn. Déi sinn dofir geduecht. Do kann een higoen, an do soll een och higoe beim geréngsten Zweifel, wann ee wierklech e Verdacht huet, klassesch Erkältungssymptomer, da soll ee sech awer kucke loosse vun engem Dokter an deenen Zenteren, an dann eeben och kucken, fir getest ze ginn, fir dass ee méiglechst schnell Kloerheet huet, wat dee genauen Zoustand dann ass.

An deem Sënn wierklech och nach eng Kéier vu mir en Opruff, fir Iech testen ze loossen. Mir investéiere ganz vill doranner a mir sinn och iwwerzeegt, dass dat de Lëtzebuerger Wee kennzeechent. Dat ass eppes, wat mer massiv maachen. Et muss een dervunner ausgoen, an ech ginn och dervun aus, dass dat dach hëlleft, déi Transmissiounsketten awer ganz schnell gebrach ze kréien, wa Saache bis opflackeren, an dass een eebe ganz schnell a flexibel kann do op d'Plaz goen.

Zu den Impfdaten, et ass ugeschwat ginn ... Dat stëmmt, mir wollte vun eis aus nach eng Kéier dorobber zréckkommen. Dat ass eng Diskussioun, déi geféiert gëtt. Et ass der Regierung ganz wichteg, an och mir als Santésministesch speziell wichteg, d'Suerg, déi mer hu ronderëm dat, wat ee Pharmacovigilance nennt a wat eréischt rezent och wierklech méi an de Vierdergrond komm ass an den ëffentleche Politicken, fir wierklech Suerg ze droen, dass, wa Spéitfollge komme vu Medikamenter oder, wéi hei, vun engem Impfstoff, dass ee wierklech de Leit kann déi néideg Hëllef ginn, an dat och nach zu engem spéideren Zäitpunkt.

Dat ass d'Intentioun. Et geet drëms, d'Leit ze schützen. Dat ass déi eenzeg Intentioun, déi mer domadder hunn, an ech wéilt och gären, dass dat hei onmëssverständlech ass.

Et geet absolutt net drëms a mir hunn absolutt keng Lëschten ugesat vu Leit, déi net geimpft sinn. Dat ass zu kengem Zäitpunkt ugeduecht, dat gëtt och net gemaach, dofir ginn ech lech mäi Wuert, a wäert och net gemaach ginn! Et geet wierklech drëms, den Text esou opzesetzen, dass en eis et erlaabt, déi Donnéeën ze halen, déi mer brauche fir déi Pharmacovigilance. An deem Sënn si mer och amgaangen, bei deenen anere Länner e bëssen ze kucken, wéi si sech opstellen, fir eeben e Minimum un Daten effektiv ze identifizéieren, déi ee misst halen. Déi, déi mer net onbedéngt dofir brauchen, do hu mer guer kee Problem, fir déi manner laang ze halen.

Et ass just esou, wéi ech et an der Kommissioun erkläert hunn. Hei bei der Beaarbechtung vun dësem Theema - wou mer justement net einfach soen: „Schnick, Schnack, Schnuck, et ass 10 oder 20 oder 15!" - kucke mir genau, wat gemaach gëtt an deenen anere Länner. A mir wëllen eppes Vernünfteges do proposéieren. Dat brauch e bësselchen Zäit. Wann ee bei esou komplexen Theemen, wou et ëm Dateschutz geet, wëllt e gudden Text maachen, brauch ee méi wéi e puer Deeg. A mir hunn net wierklech ganz vill Raum am Moment, fir dat do och an der Déift ze maachen. Dofir hu mer nach eng Kéier gefrot, fir eng kleng Rallonge ze kréie vun eng, zwou Wochen. Mir si bal derduerch. Den Dokter Schmit huet lech dat och erkläert. Mir hunn och relativ vill scho gekuckt. An ech si ganz zouversiichtlech, dass mer do elo wierklech kuerzfristeg mat engem Text kommen.

Et ass an deem Sënn elo net direkt eng Urgence. Ech mengen, et geet jo net drëm, déi Date just e puer Wochen oder e Mount ze halen. Mir schwätzen hei vu Joren. Asoufern ass et mir och léiwer, wierklech op d'Expertis vu menge Leit kënnen ze zielen, wéi einfach elo eng aner Zuel do afléissen ze loossen. Da wäre mer der Saach sécher séier lass, mee ob dat awer dénglech ass, do woen ech drun ze zweifelen. Ech hu léiwer, mir kucken dat e bësselche méi an der Déift an echangéieren eis doriwwer. Dat ass eng Zäit, déi mer eis och kënnen huelen. An ech biede wierklech ëm Ärt Vertrauen, dass mer an deem Sënn dorunner schaffen a weider wäerte schaffen.

Wat elo d'Impfe selwer ugeet, hu mer eis Strategie jo och presentéiert gehat, generell. Do gehéiert derzou ..., ech kommen op e puer Froen zréck, déi opgeworf gi sinn: Wéi et ass, dass mer am Moment zentral fueren, mat Impfzentren. Dat ass an der éischter Phas kloer esou ugeduecht, well déi éischt Impfstoffer, déi kommen, dat och verlaange vun der Logistik, dat ass méi effizient wéinst der Killchaîne, déi do muss respektéiert ginn.

Et ass awer an där selwechter Strategie och schonn an Aussiicht gestallt ginn, dass, soubal mer Impfstoffer hunn, déi méi einfach am Handling sinn, mer natierlech och dezentral schaffe mat den Dokteren zesummen. Dat ass eppes, wat souwisou um Dësch läit bei eiser Impfstrategie. Mir hunn och do vun Ufank u mat den Acteuren zesummegeschafft, och mat dem Secteur hospitalier. Dofir si mer jo och op déi Léisung komm, fir wierklech do bei hinne sur place ze impfen. Et ass e bessere Service fir d'Leit. Et ass méi einfach fir d'Leit, wa se kënnen am Spidol geimpft ginn. Dat huet am Ufank e bëssen zu enger Verlagerung vun der Ulafzäit geféiert, mee dofir ass et awer ëmsou méi praktesch elo, wann dat vor Ort ka gemaach ginn.

D'selwecht och bei den Altersheemer, do schaffe mer ganz enk mat der COPAS zesummen. Ech sinn erstaunt ze héieren, dass do keng Previsibilitéit ass, well déi Planung Haus fir Haus, dat gëtt wierklech mat hinnen zesumme gemaach, mat der Famill, mee virun allem mat der COPAS. An et gëtt och preparéiert, well mir brauche jo dann déi néideg Pabeieren, wie vun de Leit geimpft soll ginn.

Ech huelen dat awer gäre mat op de Wee. Ech ginn déi Kritik, oder déi Fro, déi opgeworf ginn ass, weider un d'COPAS, dass dat net fir jiddwereen um Terrain esou kloer soll sinn - eng Informatioun, déi esou net u mech erukomm ass.

Dann och nach kuerz zu der Adhesioun. Effektiv bei den Altersheemer, de Xavier Bettel huet et gesot,

leie mer elo bei 85 %. Dat ass extreem gutt. Do si mer ganz frou driwwer. Dat klappt och gutt sur place. Och de Planning, mengen Informatiounen no, klappt relativ gutt. Dat geet wierklech flockeg, een Haus nom aneren, wou mer kënnen duerchimpfen.

Wat déi éischt Invitatioune fir den Extrahospitalier ugeet - dat war deen éischte Jet vun Invitatiounen, deen erausgaangen ass -, muss ech soen, dass ech et selwer net ganz glécklech fonnt hunn, dass iwwert den Tëschebilan kommunikéiert ginn ass, well vill Leit hu just dat verhalen. Ech hunn extreem, extreem vill Messagen doropshi kritt. Dat wär jo schrecklech, et wäre just 30 %. Wéi gesot, den Delai war nach net ofgelaf. An déi eigentlech Zuel interesséiert leider elo kee méi, déi läit bei deem éischte Jet do bei 48,6 %. Mee, wéi gesot, déi aner, déi éischt, déi erausgaangen ass, ass déi, déi zirkuléiert, et ass dat, wat d'Leit opreegt a besuergt, an dat war a mengen Aen net ganz glécklech vun der Kommunikatioun hier.

An ech fannen, dass 48,6 % fir en éischten Usaz un Invitatiounen e gudden Taux ass. Et muss ee wëssen, dass mer hei vu Leit schwätzen, déi Schichte schaffen, déi aus dem Ausland kommen zum ganz groussen Deel, wou dat da schonn e gewëssenen Ëmstand ass. An an deem Sënn wäert och - an dat gesäit een - déi Offer, déi mer elo en place setzen iwwert d'Équipe-mobillen, fir hinnen d'Geleeënheet ze ginn, sur place sech impfen ze loossen, sécherlech nach derzou bäidroen, dass dësen Taux eropgeet.

Am Spidolssecteur hunn ech nach kee Bilan vun der Adhesioun vum Stand haut. Si kréien hir Dosen a si verimpfen déi. Ech weess awer, dass déi verbraucht ginn, well mer an eisem Planning ëmmer erëm nei Munitioun, wann een esou ka soen, noschéissen. Dat heescht, déi Impfstoffer, déi gi scho verimpft. De Bilan wäerte mer kënnen zéien ëm de 15. Februar bei hinnen, wann déi éischt Phas do eng Kéier ofgeschloss ass. Mee do hu mer net déi Vue drop wéi elo iwwert d'Invitatiounen.

Ech géif och nach gär eng Kéier betounen, dass de Choix, dee mer geholl hu mat eisen Impfzentren, och ëmmer e bësselchen en Delai mat sech bréngt, well mer de Leit jo d'Geleeënheet ginn, e Rendez-vous ze huelen. Do kéinte mer warscheinlech eng aner Kadenz kréien, wann een de Leit géif e fixe Rendez-vous ginn. Mee doduerch, dass mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, fir selwer hire Rendez-vous ze huelen, kënnt eng gewësse Plage eeben, déi a Fro kënnt, wou een net ëmmer all Dag déi selwecht Zuel u Leit huet, déi dohinner ginn. Et bréngt awer am Géigenzuch natierlech fir d'Leit e gewëssene Confort an e gudde Service mat sech.

Och do denken ech, dass dat lues a lues, wann dat an d'Rulle kënnt, mat enger Rei un Invitatiounen, déi hannerenee kommen, sech méi fëllt. Ech kann Iech op alle Fall versécheren, dass mer keng Impfstoffer doleien hunn, déi net benotzt ginn. Et ass eng Suerg, déi schonn oft ausgedréckt ginn ass. Dat ass guer net esou. Et gëtt verimpft, wat mer hunn. A wann eppes iergendwou iwwreg ass, ma da geet et direkt iwwer un d'Équipe-mobillen, da komme mer ëmsou méi séier an den Altersheemer weider. Et ass dat, wat mer gemaach hu par rapport zum Impfzenter. Do brauch also kee sech Suergen ze maachen: Déi Impfstoffer, déi mer hei hunn, déi kommen esou schnell wéi méiglech u Mann a Fra, wou se dann higehéieren.

Dann ass gefrot ginn - wat hate mer hei nach ...? - nom Delai: Et wär net ganz kloer, wéi elo den Delai wär mat deenen eenzelnen Impfstoffer. Do ass eng Decisioun vun der Santé virun iwwer enger Woch erausgaangen. Dat heescht, mir hunn elo en uniformen Delai, deen ass 28 Deeg fir deen ee wéi fir deen aneren Impfstoff. Bon, elo kënnt en drëtten derbäi, do muss dat gekläert ginn. Mee déi zwee éischt, déi hu mer jiddefalls gekläert, justement fir dass et eng gewësse Previsibilitéit gëtt.

Wéi een Impfstoff geholl gëtt, dat ass net de Choix vun de Leit, dat bleift e medezinnesche Choix. Wann een Impfstoff, deen do ass, fir eng Persoun net indiquéiert wär, da wär et um Dokter, fir hir dat ze erklären. Dofir ass et jo och en Dokter, deen déi Impfung mécht. Ech mengen, dat ass eng ganz normal Consultatioun, esou muss ee sech dat virstellen, wou mat dem Patient gekuckt gëtt, ob dat passt oder net. Mee et ass net esou, dass een elo kann eraussichen, wéi een Impfstoff ee wëllt kréien.

Dann zu der Kommunikatioun, do géif ech och gären ënnersträichen, dass mer ganz vill kommunikéiert hunn. Mir hunn e Site opgemaach mat ganz villen Informatiounen, FAQen - déi ginn extreem vill consultéiert. Mir hunn Espacen opgemaach, wou d'Leit hir Froe kënnen eraginn, live oder iwwer Chat. Dat fonctionéiert wierklech gutt, kréien ech gesot vun de Leit. Et ass immens vill Nofro. Allkéiers wa mer disponibel si fir d'Leit, dann huet dat säi Succès. Dat hale mer och bäi. Mir hunn och an déi Richtung - mir si jo elo an där Phas 1, wou mer haaptsächlech eebe ronderëm de Cordon sanitaire, wéi mer dat genannt hunn, schaffen - wierklech Formatiounen, Webinare gemaach, wou d'Leit aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur sech konnten aschreiwen. Och déi ware ganz gutt besicht. Dat war e ganz grousse Succès.

D'Informatiounen, wéi gesot, gi ganz oft erofgelueden. Mir hu Material, grafescht Material, wat vill benotzt gëtt. Asoufern denken ech, dass fir dës éischt Phas ee jiddefalls net ka soen, dass do keng Kommunikatioun war. Do ass ganz, ganz vill dran investéiert ginn, et huet och eng Rëtsch Sue kascht an ass bis elo jiddefalls en zimmleche Succès, wa mer déi Zuele kucke vu Leit, déi awer do matmaachen.

Och d'Newsletter ass dës Woch erausgaang a Richtung vum Gesondheetssecteur, déi kënnt all Woch elo, wou mer d'Leit um Lafenden hale mat neien Informatiounen, déi halt interessant sinn. An do gëtt et och ëmmer d'Méiglechkeet, fir sech un eis ze wennen, wa Froe sinn. Do leeft also relativ vill a mir passen d'Kommunikatiounsstrategie der Impfstrategie un. Dat heescht, au fur et à mesure, wéi mer an nächst Kategorien iwwerginn, viséiere mer déi nächst Public-ciblen. An an deem Sënn ass et och logesch, dass deen éischten Deel vun der Campagne elo fir de Grand public vläicht manner visibel war, well mer jo elo eeben déi cibléiert hunn aus deem Secteur, deen elo als Éischt drukomm ass.

Wéi geet et elo weider mat de Phasen? Dir wësst, dass mer den Avis kritt hunn - an et freet mech, dass deen och esou genau gelies ginn ass - vun eiser Eethikkommissioun, eiser nationaler Eethikkommissioun. Déi huet eis am Fong geholl derzou opgeruff, dass mer solle preziséieren an andeelen, wat d'Vulnerabilitéite sinn. Dat ass éischter eng medezinnesch Consideratioun. Doropshin huet d'Regierung, wéi mer Iech dat d'lescht Woch gesot haten, dann och de Conseil supérieur des maladies infectieuses nach eng Kéier domadder befaasst, fir hir Aschätzung ze kréien, wéi déi Vulnerabilitéiten ze gesi sinn, wéi eng Kategorien ee ka maachen. Dat hate mer dann och haut de Moien an der Regierung presentéiert kritt, an dat huet ons erlaabt, dann elo déi nächst Phasen anzelauden, wou mer eng Propos gemaach hunn.

Wann Der erlaabt, Här President, …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da muss ech lech op de Méindeg vertréischten, da wäerte mer se presentéieren. Ech ka se awer am Graffen duerchgoen. Ech denken, dass et d'Leit trotzdeem interesséiert, wéi d'Kategorië vun de Vulnerabilitéite sinn.

Mir hunn eng Distinctioun vun der Vulnerabilitéit nom Alter, no där eeben déi iwwer 75 par définition als vulnerabel gëllen. An duerno gëtt dann distinguéiert „vulnerabel nom Alter" oder „opgrond vun engem gesondheetleche Befund".

An da gëtt et déi Kategorien „hautement vulnerable", wéi gesot, dat ass déi Phas 2, déi mer schonn annoncéiert haten, fir iwwer 75 Joer oder fir eeben eng Rei Krankheetsbiller, déi elo festgehal gi sinn. Déi wäerte mer e Méindeg ..., méi am Detail wäert den Dr. Schmit dat der Ëffentlechkeet presentéieren. Dat geet e bësselchen iwwer meng Kenntnisser eraus, fir dat elo am Detail ze maachen.

Duerno gëtt et eng Kategorie, wou d'Vulnerabilitéit signifikativ ass - dat ass vum Alter hier -: Déi tëscht 70 a 75 Joer, déi gëllen als signifikativ vulnerabel opgrond vun hirem Alter. An och do gëtt et parallell nees eng Rei vu Krankheetsbiller, déi och an déi Kategorie vu „signifikativ vulnerabel" falen.

An esou geet dat da weider. Hannendru kënnt dann de „modérément vulnérable". Vum Alter hier ass ee „modérément vulnérable", wann een tëscht 65 an 69 ass. An och do kënnt dann erëm eng Kéier parallell eng Opzielung vu Gesondheetszoustänn derbäi, déi dann där Kategorie zougeuerdnet ginn.

An da kënnt nach eng lescht Kategorie, dat ass eng „exposition à un risque majoré", dat heescht, wou een engem méi staarke Risiko nach ausgesat ass. An dat ass da vum Alter hier déi lescht, dat heescht, de verstäerkte Risiko, eng verstäerkte Vulnerabilitéit ass déi lescht Kategorie, déi do ausgewise ginn ass, déi vu 55 bis 64 Joer. Am Kloertext heescht dat, dass ee bis zu 55 Joer zu der „population générale" gehéiert, wat de Virus ugeet, a kee spezielle Risiko vum Alter hier mat sech bréngt. An där Kategorie gëtt et awer och nach eng Kéier erëm gesondheetlech …,

(Interruption)

Et ass 55, genau ...

(Hilarité)

... drënner si mer bei de Leit nach. An duerno si mer dann an der „population générale", déi gestaffelt ass vu 16 bis 54 Joer. Voilà!

Detailer derzou, wéi gesot, wäert et e Méindeg ginn. Do maache mer och eng Pressekonferenz, wou den Dr. Schmit dat wäert presentéieren. Mir sinn, falls Der lech déi Fro stellt, och do elo ganz intensiv mat der Dokterschaft amgaangen eis auszetauschen iwwert déi lescht Deeg an och iwwert de Weekend, well si si jo déi, déi dat Ganzt mussen a Musek setzen. Et muss fir si och kloer sinn. Si sinn déi, déi de Certificat erstellen. Dofir ass et wichteg, dass elo déi Gespréicher lafen, dass si genau verstinn, wat déi eenzel Kategorien ..., wat dat bedeit, an dass dat eebe vun engem medezinnesche Standpunkt och kloer ass.

Voilà! Ech géif lech Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7752 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun de Piraten of, deen als Objet huet, nom Artikel 4 en Artikel 4bis derbäizesetzen.

(Brouhaha)

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dësen Amendement mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech d'Wuert nach un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Mir haten effektiv an der Kommissioun eng gutt Diskussioun iwwert deen doten Amendement. Am Text, dee mer elo gestëmmt hunn, steet, dass déi Persounen, déi

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

geimpft ginn - „personnes à vacciner" -, Donnéeë ginn, an déi ginn och gespäichert.

(Interruption)

Dat … Lauschtert no!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... erzielt d'Wourecht!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Lauschtert no!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert, fir Explikatiounen ze ginn. An hien huet elo eleng d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- „Des personnes à vacciner", dat sinn déi, déi ze impfe sinn. Nun ass d'Argumentatioun komm vum Här Clement, dass et méi kloer wär, wa mer géife schreiwen: ...

(Brouhaha)

„Deen, dee sech net impfe léisst, däerf net an e Fichier erakommen." Dat ass en Argument, dat ee ka gëlle loossen. An doppelt gemoppelt hält besser.

Ech hunn och Récksprooch mat der Regierung geholl. Et ass net, dass mer deen Amendement hei elo einfach ewechwëschen, mee den Engagement ass do, ...

(Interruption)

... dass an deem nächste Projet déi Prezisioun kënnt. Dat ass e festen Engagement.

(Interruptions)

Voilà! Wa mer nämlech deen Amendement hei gestëmmt hätten, gutt, da wär et den 31. kee Relais gi vum Covidsgesetz.

Une voix.- Et voilà!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Punkt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo, fir déi Prezisioun. An da ginn ech d'Wuert dem Här Sven Clement fir Fait personnel.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Als Éischt emol froen ech mech, a wat fir enger Prozedur den Här Mars Di Bartolomeo hei d'Wuert ergraff huet, well och als éischte Vizepresident vun dësem héijen Haus misst ee wëssen, datt een net einfach esou ka schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Pardon! Pardon! De Rapporter ka jidderzäit …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wien huet d'Wuert, Här President?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- De Vott ass ofgeschloss! De Vott ass ofgeschloss!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement huet d'Wuert ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- … a soss keen. Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- De Vott iwwert d'Gesetz ass net ofgeschloss.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vott huet nach net ugefaangen. Den Här Clement huet nach kuerz d'Wuert, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Pardon!

M. Fernand Etgen, *Président.*-... fir wéinst Fait personnel op dat ze reagéieren, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... wat den Här Rapporter virdru gesot huet.

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ben, en huet sech net als Rapporter gemellt, well en huet, mengen ech, hei als President vun der Santéskommissioun geschwat, wat liicht en anere Posten ass, och wann een zwou Kapen unhuet.

(Exclamations)

Mee dovun emol ofgesinn.

(Interruptions)

Merci fir de Fait personnel, well Dir hutt mech namentlech erwäänt. Ech fannen dat doten eng ganz grob Deenung vun der Wourecht. An ech soen och, firwat. Ech hunn deen Amendement matzäiten an d'Kommissioun abruecht. En hätt kënne gestëmmt ginn an der Kommissioun, ier de Staatsrot en Avis ofginn hätt. Mir hätten also net dat Argument kënne gëlle loossen, datt mer hei op Zäit spillen. Tout au contraire ware mir konstruktiv, kompromëssbereet a mir hunn e matzäite proposéiert, fir datt keen Delai géif opkommen.

Datt et zu engem Delai kéint kommen, dat huet de President vun där Kommissioun ze verantworten, well en deen Amendement partout net wollt stëmme loossen. Dont acte!

Dat Zweet ass: Et kann ee sech zu eppes engagéieren, mee da kann een et och stëmmen. A wat déi Interpretatioun vun deem „personne à vacciner" ugeet, do sollen d'Leit sech dobaussen hiert Bild maachen, wien do warscheinlech méi Recht huet. Ech weess op alle Fall, datt meng Meenung do eng ganz kloer ass an de Rapporter do eng aner huet. Dont acte!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Dont acte!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dont acte! Merci, Här Clement.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7752.

(Brouhaha)

Den Text steet am Document parlementaire 7752[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7752 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par Procuratioun ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da komme mer elo zu deene Motiounen, déi bei dësem Projet ofgi gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Moitioun Nummer 1 vun der ADR. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen? Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wann een dem Här Engelen esou nogelauschtert huet, dann huet ee jo héieren, datt d'ADR guer net frou ass, wann de Staat sech an de Privatberäich amécht, an e wiert sech och géint all kleng Moossnam, déi mam Privatberäich ze dinn huet. Op där anerer Säit ass en awer dann dee gréissten Demandeur, wann et drëms geet, alles bezuelt ze kréien, wat nëmme méiglech ass, esouguer dann, wann et iwwerhaapt keng Krittäre ginn, déi do kloer ze definéiere sinn. An da si mer bei dëser Motioun.

Wann ee vum Staat eppes finanzéiert wëllt kréien, da misst et op d'mannst Krittäre ginn, op wéi enger Basis een do opbaut. Hei gëtt geschriwwen, wann e Mënsch fënnt, datt den ëffentlechen Transport ze laang dauert oder datt en ze vill komplizéiert ass, da misst en eigentlech eng Alternativ finanzéiert kréien. Ech mengen, wa mer op dee Wee ginn, dann huele mer d'Strenz an de Grapp a mer fueren duerch d'Land a mer deelen nëmme fir alles aus, wat jiddweree fënnt, wat fir hien net bequeem am Liewen ass.

Mir mengen, mir mussen déi Krittären hunn. Déi sinn hei net ze definéieren. Wat awer ze definéieren ass, sinn d'Krittäre vu Mobilité réduite. Déi si längst definéiert. Do gëtt et den Adapto. Do hunn d'Leit d'Méiglechkeet, gefouert ze ginn. Dat ass längst en place. An den Adapto huet och eng kloer Fonctioun, déi ass och definéiert. Doriwwer hu mer schonn oft op dëser Plaz geschwat. A vun dohier wäert den Adapto natierlech déi Leit féieren, déi net gutt op de Bee sinn, déi hir Kaart hunn. An déi aner missten eigentlech da Krittären erfëllen, déi net just heeschen: „Et dauert mir ze laang". Duerfir soe mir Nee zu dëser Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Da freet d'Madamm Hansen d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also et gëtt nach ëmmer Leit, déi och schlecht ze Fouss sinn, och schlecht kënne mam eegenen Auto fueren an och schlecht kënne mat engem ëffentlechen Transport sech beweegen, well en net onbedéngt do ass an déi awer net onbedéngt den Adapto kënne kréien. Duerfir wäerte mer déi heite Motioun ënnerstëtzen.

Mir hätten natierlech nach léiwer, et géif nach ergänzt ginn, ...

(Brouhaha)

... datt zum Beispill d'Reseauen doheem, datt déi och kënnen impfen oder datt och op déi géif zréckgegraff ginn. Mee mir ënnerstëtzen dëst.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An da ginn ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen éischtens emol der Madamm Lorsché an der Madamm Hansen Merci, datt se Stellung geholl hunn zu dëser Motioun vun der ADR. Ech muss awer soen, ech hat Problemer, fir der Madamm Lorsché hire Räsonement kënnen nozevollzéien aus engem ganz einfache Grond.

(Interruption et hilarité)

D'Linn vun der ADR ass déi, datt mer net wëllen, datt de Staat sech an d'Grondrechter vun de Leit amëscht. An ech muss hei leider feststellen, datt mir déi eenzeg Partei sinn, déi dat mat Vehemenz a Konsequenz vertrëtt. Et ass awer extreem wichteg. Mee dat hei geet net ëm d'Grondrechter.

(Brouhaha)

Et geet drëm, Leit ze hëllefen, déi Schwieregkeeten hunn, fir an en Impfzentrum ze fueren. Dat kënnen eeler Leit sinn.

(Brouhaha)

Dat kënne Leit si mat gesondheetleche Problemer. Dat ka vill Ursaachen hunn. Et ass en Zeeche vu Mënschlechkeet, vun Asaz, …

(Coups de cloche de la présidence)

… fir deenen ze hëllefen, déi sech wëllen impfe loossen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert, wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Et ass en Zeeche vu Mënschlechkeet, fir sech fir déi anzesetzen, déi sech gär wëllen impfe loossen, awer op Problemer stoussen.

Ech wëll just der Madamm Lorsché a Kolleegen heibannen, déi vläicht zweifelen un der Pertinenz vun esou enger Propositioun, soen, datt dat am Ausland mat vill Méi iwwerduecht an och zum Deel schonn applizéiert gëtt. Et gëtt däitsch Bundesländer, wou mat de Krankekeesen zum Beispill gekuckt gëtt, fir Léisungen ze fanne fir de Remboursement vun esou Méiglechkeeten, wéi mir se hei och proposéieren, fir Leit, déi Problemer hunn, wou et ze laang dauert, wou den ëffentlechen Transport net esou accessibel ass oder déi aus gesondheetleche Grënn deen Transport net kënne benotzen, fir déi net auszeschléisse vum Impfen.

An ech verstinn net, datt déi Regierungskoalitioun, déi sech jo och esou asetzt fir d'Impfen - an och mir soen, Impfen ass sënnvoll, wann een dat fräiwëlleg mécht -, datt se awer net dës Geleeënheet hëlt, fir dat Zeechen ze setze géintiwwer all Mënsch, fir ze soen: „Wann Dir Iech wëllt impfe loossen, dann hëllefe mir Iech dobäi!" Wéi een dat hei ka refuséieren, kann ech net verstoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Une voix.- Très bien!

Motion 2

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vun de Piraten deponéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Madamm Hartmann, wannechgelift.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten heibannen eens, dass mer an där schwiereger Situatioun, an där mer aktuell sinn, a mat deenen Aschränkungen, déi mer huelen, eisen Entreprisen an och den Independanten ënnert d'Äerm gräifen. Hei gëtt proposéiert, par rapport zu enger konkreeter Mesure, nämlech der Aide coûts non couverts, eng Verlängerung elo schonn ze decidéiere bis den 31. Dezember.

Mir hunn, wat déi generell Mesuren ugeet, déi mer hei a Relatioun zu der aktueller Situatioun huelen, gesot, dass mer reegelméisseg evaluéieren an dass mer d'Mesuren decidéieren en fonction vun der Situatioun, an där mer dee Moment sinn. Ech mengen, dass mer dat bei den Aiden, déi mer fir Entreprisen an Independanten decidéieren, och bis elo esou gemaach hunn. Dat heescht, et ass ëmmer gekuckt ginn: A wéi enger Situatioun si mer? Wéi eng Aidë kënne mer elo adaptéieren? A fir wéi eng Secteure brauche mer och Aiden?

Dat heescht, ech mengen, dass mer och weiderhi sollte kucken, wéi d'Situatioun evoluéiert a wéi eng Mesurë mer dann an deene bestëmmten Zäiten och fir verschidden Entreprisë bräichten. Dat heescht, ech géif hei proposéieren, dass mer dës Motioun hei net géife stëmmen, mee dass mer weider, esou wéi et elo och gemaach ginn ass, au fur et à mesure en fonction vun der Situatioun, hei géifen Aiden, wann et néideg ass, och stëmmen an dofir eeben dës Motioun hei net géifen unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Carole Hartmann. An dann huet den Här Marc Spautz d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Mir haten och am November schonn eng Diskussioun heibannen an der Chamber, ob een déi Mesuren net kéint méi laang lafe loossen. Do huet den Här Minister eis drop higewisen, dass dat net geet, dass dat nom europäesche Recht net méiglech

wier. Dat ass zanter gëschter anescht. Dofir fanne mir déi Propositioun hei vun de Piraten ganz gutt.

Ech wëll och dorun erënneren, et ware jo och schonn aner Projete vun der groussherzoglecher Regierung ënnerwee, wou bei Hëllefen oder Mesuren am Covidpak am Gesetz stoung, se hätten eng Durée bis den 31. Dezember 2021. A just, well de Staatsrot gesot huet, en hätt awer e Problem mat deem Projet, ass dee Projet herno hei net gestëmmt ginn, soudass dat jo net déi éischte Kéier ass, dass esou eng Durée drakomm ass bis den 31. Dezember 2021.

Dofir wäerte mir och déi hei Motioun vun de Piraten op alle Fall matstëmmen, och mat deenen Erklärungen, déi ech ginn hunn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Dat, wat d'Madamm Hartmann elo grad gesot huet, ass „same, same but different" vun deem, wat de Minister e Mëttwoch gesot huet.

E Mëttwoch war d'Argument: „Et ass verbueden." Bon, dat Argument ass säit haut net méi méiglech. Elo gëtt gesot: „Mir wëssen net, wat kënnt." Ma genau dowéinster, well mer net wëssen, wat kënnt, sollte mer eis d'Moyene ginn, et an d'Gesetz ze schreiwen - an ech soen net emol, an d'Motioun, se sollen et an d'Gesetz schreiwen. Ech invitéieren d'Regierung, explizitt ze envisagéieren, zäitno d'Lafdauer bis den 31.12. ze setzen. Dat ass nach net emol ze soen: „Maacht et muer!" Et ass just: „Maacht et zäitno, fir datt déi Leit, déi vun dëser Mesure betraff sinn, gehollef kréien!"

An et ass eng wichteg Mesure. A mir hu se hei matgestëmmt, datt mer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, fir Planungssécherheet ze kréien. Grad an ongewëssen Zäiten ass all Grëtz Planungssécherheet hëllefräich. Wann de Virus virdru bekämpft ass, tant mieux, da musse se déi Aide net ufroen.

Wa mer awer bis Enn des Joers déi Aiden nach brauchen, da géife mer eis domadder d'Basis ginn. Ech bieden d'Regierung ze envisagéieren. Wann d'Majoritéit net emol méi kann eppes stëmmen, wou d'Regierung invitéiert gëtt ze envisagéieren, eppes ze maachen, bon, da weess ech net méi, wat mer hei nach iwwerhaapt duerchkréien.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

(Brouhaha)

Hei wannechgelift, e bësse méi roueg.

(Coups de cloche de la présidence)

Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools merci. Déi Motioun, déi mir hei virgeluecht kruten, dat ass einfach gesonde Mënscheverstand. Et ass en Zeechen, datt mer eis solidaresch erkläre géintiwwer Leit, déi wirtschaftlech musse plangen an déi am Abléck net wëssen, wat op se zoukënnt.

An dann: De Räsonement à l'inverse vun deem, wat d'Madamm Hartmann esou frëndlech erkläert huet, ass dee richtegen. Well mer eng Period vun Onsécherheet hunn, musse mir Sécherheet schafen. Wann et esou ass, datt eventuell am Laf vum Joer d'Ëmstänn ännere oder datt déi Hëllef net méi an deem Mooss gebraucht gëtt, da geet een hin an et reduzéiert een oder et passt een un.

Awer eis éischt Flicht ass et, fir ze kucken, datt mer deene Leit eng Planungssécherheet verschafen an eng kloer materiell Assurance vun der Solidaritéit an der Gesellschaft. An dofir wäerte mir dëst och ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir fannen déi Motioun vun de Piraten och ganz gutt. Mir mengen nämlech, datt vun deem Gesetz „coûts non couverts" natierlech virun allem kleng a mëttelstänneg Betriber am Moment profitéieren. A grad do schéngt mer d'Fro vun der Planungssécherheet immens wichteg. An et ass jo eebe grad net esou, wéi wann een an deem dote Fall géif mat der Strenz duerch d'Géigend fueren, well fir iwwerhaapt déi Aiden ze kréien, muss ee jo eng ganz Rëtsch Krittären erfëllen. Hei geet et awer virun allem ëm d'Lafdauer. An déi Lafdauer ze erweideren, dat schéngt mer awer eppes ze sinn, wat immens wichteg ass, fir grad deene Betriber ënnert d'Äerm ze gréifen, an ech verstinn eigentlech net, firwat eng liberal Partei dat net och mécht.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Baum. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, merci, Här President. Merci de Kolleege fir d'Suergen, déi se sech maachen an deem Secteur an och fir d'Planungssécherheet. Mee ech mengen, et ginn hei Saache vermëscht.

Dir wësst alleguerten, an den Här Minister Lex Delles huet et elo x-mol repetéiert, dass mir, dass d'Regierung eng ganz breet Serie vu Mesuren op d'Bee gesat huet, déi eng am Kader vun „de minimis" an dann eng ganz Serie nach aner Mesuren, fir esou vill Problematiken, Deeler vu Secteure wéi méiglech ofzedecken.

Mir hunn eis eng Ligne de conduite ginn - dat heescht, d'Regierung huet sech eng Ligne de conduite ginn -: An all deene Mesuren, erënnert Der lech, si relativ kuerz Delaien, et sinn e puer Méint - déi eng gi bis Mäerz, déi aner gi bis Juni. Firwat gouf dat gemaach? An dofir sinn ech wierklech hei.

Ech respektéieren Är Propositioun. Et ass natierlech elo, well déi Info komm ass vu Bréissel, dass Saache machbar sinn - ech respektéieren dat, mee ech sinn do net mat Iech d'accord. Well déi Delaien, déi do agesat ginn, déi sollen eebe just der Regierung d'Méiglechkeet ginn, fir dauernd kënnen d'Situatioun ze evaluéieren: Wou sti mer? Well Dir wësst alleguerten, dass mer Problemer hunn, fir ze wëssen, wéi dee Virus evoluéiert, fir déi Mesuren ze adaptéieren, an dann - wat ganz wichteg ass jee no Secteur a jee no Problematik - fir ze wëssen: Déi eng oder déi aner Mesure verlängere mer zum Beispill bis den Dezember, awer sech hei elo net op eng stierzen! Mir sinn elo am Januar a wëssen net, wat am Juli ass - an da bis den Dezember ze verlängeren! Ech verstinn Äre Souci, mee verstitt och eis Ligne de conduite. Dir huelt eis d'Flexibilitéit vun de ganzen Instrumenter ewech, wa mer hei elo eppes vu Januar bis Dezember festsetzen!

An dofir géif ech déi ganz Kolleege bieden, dat do net ze droen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci fir déi ureegend Diskussioun. Wou ech awer der Madamm Beissel net ka Recht ginn - et wäert si net wonneren, datt ech hir net ka Recht ginn -, dat ass éischtens emol: Wa mer en Datum drasetzen, wa mer elo Mäerz drasetzen, ma da musse mer am Abrëll spéitstens reagéieren a mir musse verlängeren, wann et néideg ass. Wa mer Dezember drasetzen, kënne mer et och duerno nach eng Kéier verkierzen, dat wär och méiglech.

Mee kommt mir sinn éierlech, Dir wëllt dat doten net stëmmen, dat ass Äert gutt Recht, dat ass an enger Demokratie esou. Ech kann och domadder liewen, datt mir an der Oppositioun sinn an ech kann domadder liewen, datt och heiansdo gutt Iddien dem parteipoliteschen Zwang geaffert ginn.

Dat gesot, mengen ech, datt Der e bësse kuerz gekuckt hutt, well eng Ligne de conduite gesinn ech am Moment net. Ech gesinn am Moment en Adhoc-Verfaren, ech gesinn am Moment ëmmer erëm kuerzgestéckelt Gesetzer, déi de Leit genau dat huelen, wat se dréngendst bräichten, wa se an der Incertitude sinn: nämlech Planungssécherheet. An et wär besser, mir géife laangfristeg plangen an de Leit domadder - grad deene klengen a mëttelstännege Betriber - e bësse Garantië ginn, amplaz datt mer hei all dräi Méint oder wéi an der Santé all dräi Wochen ëmmer erëm iwwert dat nämmlecht diskutéieren.

Wéi ech virdru sot, „same, same but different" - dat ass e bëssen de Problem. Mir kéinten hei definitiv e grousse Jet maachen, Bréissel erlaabt et. D'leschte Kéier krut ech gesot: „Et geet net, well Bréissel et verbitt." Dës Kéier kréien ech gesot: „Et geet zwar, mee mir wëllen et net." Ma dat ass wéinstens éierlech!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An dorobber wëllt den Här Mëttelstandsminister Lex Delles reagéieren.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Den Här Clement freet hei Éierlechkeet, da soll en awer vläicht emol selwer éierlech sinn!

Ech si just fir unzefänke ganz erstaunt an ech fillen e bëssen „le monde à l'envers", wann ech hei d'Iwwerleeunge vum Här Baum vun deene Lénken héieren, deen der liberaler Partei seet: „Ma dajee, Dir sidd dach méi "liberal" - entre guillemets -, gitt méi Aiden un d'Betriber!" Et ass e bëssen … Ech mengen, et muss een eng Kéier méi laang doriwwer schwätze virun der Dier.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Fir d'Ënnerstëtzung vu klengen a mëttelstännege Betriber ware mir nach ëmmer!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Formidabel! Dann hu mer dat awer en commun, da sinn ech do ganz frou!

Wourëm geet et hei? A wa mer ganz éierlech sinn, Här Clement, da kucke mer … wann Der dat do wëllt, wat Der grad gesot hutt, dann hätt Der net drageschriwwen, „ze envisagéieren, zäitno" ze kucken an ze maachen …. Dann hätt Der gesot: „Mir verlaangen dat do direkt elo fir dat do!" Dat hutt Der net gemaach! Dat hutt Der net gemaach!

An da kommt, mir sinn och éierlech a mir kucken awer … Bevir Der elo hei probéiert, lénks a riets ze schwätzen, lauschtert mer just wannechgelift fäerdeg no. Hei si Konkurrenzreegelen, déi ausser Kraaft gesat ginn! Wësst Der, dass, wann Der dat do wëllt maachen - dat do einfach esou elo fir all déi Secteuren an den Text ze schreiwen, sot Der, wéi et am Moment am Gesetz steet vun den Aides coûts non couverts -, alleguer déi Secteuren, déi eligibel sinn, fir dat do ze maachen, net mussen opmaachen, och wa se kënnen opmaachen; se musse just eng Perte hu vu 40 %. Dat heescht, Dir géift dann heimat de Fräifaartsschäin ginn, fir dass d'Betriber, wann am August, am September keng Restriktioune méi do sinn, da vun deene 75 % vun der Klass 6 90 % a 70 % bezuelt kréien.

Ass et dat, wat Der wëllt? Da sot: „Jo!" Ass et wierklech, dass Der also heimat net wëllt, dass een ëmmer erëm kann Upassunge maachen? An hei geet et net … Et ass ëmmer flott, hei den demokratesche Prinzip erauszehuelen - dat ass et net! Ech mengen, d'Madamm Beissel, d'Madamm Hartmann an alleguerten déi aner hu ganz kloer argumentéiert, firwat et net dee richtege Moment ass, fir dat doten ze maachen, ouni dass awer hei, mengen ech, iergendeen lech ka soen, dass et net vläicht esou laang wäert verlängert ginn.

Et ka sinn, wann d'Kris undauert, dass et herno bis September gëtt, bis Dezember gëtt. Mee Dir sot: „Wann net, da kann een ëmmer nach verkierzen." A grad dat wëlle mer net! Grad dat, falsch Hoffnunge maachen, fir dann am August ze soen: „A nee, deen do Secteur huele mer elo eraus." Oder: „Dat do sträiche mer fir eng Aide." Dat ass keng Planungssécherheet an dat ass net räsonabel!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Delles. Den Här Sven Clement wëllt nach eemol d'Wuert ergräifen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hutt de Choix: „Parole après ministre" oder „Fait personnel" oder als Auteur vun der Motioun …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kommt zur Saach, Här Clement!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Majo, da kommen ech zur Saach, well ech hu mer jo elo hei missen e magistrale Cours unhéieren, vu weegen ech wéisst net, wéi eng Reegelen et sinn.

(Brouhaha général)

Majo, ech weess net …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! Den Här Clement huet d'Wuert!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech fannen et op alle Fall … Ech aktéieren haut, datt d'liberal Partei hei-

Le saviez-vous ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

PROJET DE LOI

Le Grand-Duc dispose du droit d'initiative en matière législative, tout comme les membres de la Chambre des Députés. Son initiative, encore appelée initiative gouvernementale, s'appelle « projet de loi ». Celui-ci constitue un texte proposé pour être adopté par la Chambre des Députés. Les projets de loi sont accompagnés d'un exposé des motifs qui contient des développements sur l'objectif et la teneur de la loi proposée ainsi que d'un commentaire des articles.

SENSIBILITÉ POLITIQUE

Le(s) député(s) qui ne fait (font) partie ni d'un groupe politique ni d'un groupe technique forme(nt) une sensibilité politique.

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

bannen de Patronen ënnerstellt, an der Form vun hirem Classe-moyennes-Minister de Patronen ënnerstallt huet, datt si wéilten zouloossen, wa si kéinten opmaachen, fir 10 % …

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Dat ass net wouer dat do! Dat do ass gelunn! Dat ka jiddwereen nolauschteren!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat hutt Dir gesot!

(Brouhaha général)

Une voix.- Esou zwar net!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wien hëlt et hei net eescht mat der Wourecht? Wien hëlt et hei net eescht mat der Wourecht?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun vun de Piraten kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Iech ass en Urteel an de Kapp geklommen!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här Engel, wannechgelift, mir kënnen hei och ouni Ad-hominem-Attacken eens ginn!

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

5. Motion de M. Sven Clement relative à l'éducation

(Motion déposée en séance publique n° 33 du 28 janvier 2021 - à consulter en page 475 de ce compte rendu)

Mir kéimen dann elo nach zur Motioun, déi den Här Sven Clement gëschter iwwert d'Educatioun ofginn huet. Dozou wëllt am Fong geholl nach den Här Gilles Baum Stellung huelen. Mir war zu Ouere komm, datt do de Wëllen do wier, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen, an dat wëlle mer dann duerch e Vott bekräftegen. Här Baum, kënnt Der dat confirméieren?

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci. Genau dat ass et. Ech mengen, den Här Clement huet hei eng ganz extensiv Motioun hannerluecht iwwer Nohëllefcoursen, iwwer digital Inklusioun, iwwert de Bachelor „en cours d'emploi" an iwwert d'Formation continue. Et ass wierklech esou eng extensiv Motioun an en huet selwer d'Propositioun gemaach, se an d'Kommissioun ze huelen. Ech fannen dat eng ganz gutt Iddi.

Une voix.- Très bien!

Vote sur le renvoi de la motion en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien ass d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

(La motion est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

6. Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 482 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zum Vott vun der Motioun, déi am Ufank vun der Sitzung vum Här Marc Spautz deposéiert ginn ass iwwert d'Tripartite. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wollt proposéieren, déi Motioun hei an d'Aarbechtskommissioun ze verweisen - awer net nëmmen an d'Aarbechtskommissioun, well et ass jo net nëmmen den Aarbechtsminister, dee bei der Tripartite à charge ass, do sinn der jo nach e puer -, an dass mer se vun do aus nach an aner Kommissioune weiderginn. Esou, wéi se hei steet, mengen ech, kann ee se net direkt matstëmmen, duerfir proposéieren ech, se an d'Kommissioun ze huelen.

Ech wëll awer ganz kloer soen, dass ech et op alle Fall ënnerstëtzen, dass eng Tripartite zesummekënnt, an d'Regierung huet mer gesot, dass si dat och wéilten. Mee do virdru muss awer nach e bësse Viraarbecht geleescht ginn, dat kann net einfach esou geschéien. An den Här Spautz weess als fréieren a laange Gewerkschaftler, wéi dat ass, dass een dat muss uerdentlech preparéieren. Eng Preparatioun dovunner kéint da schonn emol an der Aarbechtskommissioun gemaach ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. Ech géif dann d'Wuert zréckginn un den Auteur, den Här Marc Spautz.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Merci, Här President Och merci fir déi Aussoe vum Här Engel.

Ech verstinn zwar net, firwat mir an der Aarbechtskommissioun sollen d'Preparatioun maache fir de Comité de coordination tripartite. Ech ka mer virstellen, dass an der Tripartite nach Aarbechtsgruppe sinn, déi vläicht amgaange sinn ze schaffen, mee ech weess awer net, dass et soll d'Chamber sinn, déi duerfir do ass. An duerfir si mir der Meenung, et soll een heibannen ofstëmmen.

Mir hu geschriwwen, dass de Comité de coordination tripartite esou séier wéi méiglech soll zesummekommen, dat ass déi Opfuerderung, déi mer gemaach hunn, a wa se bis zesumme war, solle mir och informéiert ginn, wat lass ass.

Ech ginn e bëssen d'Gefill net lass - Här Engel, huelt dat net perséinlech -, mir huelen elo all Motioun an d'Kommissioun an duerno waatsche mer se gären of an dofir verstitt, mir hätte gär, dass ofgestëmmt gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Georges Engel.

Discussion générale

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Bon, d'Motioun kënne mer net matstëmmen, et stinn nämlech Saachen dran, déi net richteg sinn: dass hei eng Approche attentiste vun der Regierung géif geholl ginn, dass d'Regierung en Deni an e Refus vu hiren Engagementer geholl hätt … Ech mengen, dass mir esou eppes net kënne matstëmmen.

Ech muss Iech awer soen, Här Spautz: E Mëttwoch hutt Dir hei eng Motioun deposéiert; en Donneschden de Moien hu mer déi Motioun an der Aarbechtskommissioun traitéiert - elo hei e bësse virzewerfen, mir géifen dat esou opschiben, fannen ech nun awer wierklech net ganz fair! Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Georges Engel.

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Fait personnel …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da fir Fait personnel, den Här Spautz fir d'éischt.

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Also den Här Engel huet mech elo zitéiert; den Här Engel huet elo eng Motioun bruecht, déi am Travail …, wou ech d'accord sinn, méi séier ass et net gaangen. Mee soll ech Iech emol de Package vun all deene Motiounen weisen, déi mir déi lescht fënnef Méint heibanne bruecht hunn, wou et ëmmer geheescht huet, se kommen an d'Kommissioun, wou iwwert d'Hallschent emol nach bis haut net an der Kommissioun diskutéiert ginn ass! An dorop, Här Engel, huet sech meng Remark mat de Motioune bezunn an net spezifesch op d'Commission du Travail!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Spautz. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech hunn déi Debatt elo nogelauschtert an ech wëll dem Kolleeg Marc Spautz an zwee Punkte Recht ginn.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Den éischten ass, datt mer selbstverständlech mussen drop Uecht ginn - zemools a schwéieren Zäite wéi mer se elo hunn -, datt de Sozialdialog hei am Land, déi Traditioun, déi mer hu mat den Tripartitten, seriö virugeféiert gëtt. Den Opruff, deen dës Motioun formuléiert, fir dat ze maachen, kënne mir nëmmen ënnerstëtzen.

Den zweete Punkt, wou ech dem Här Deputéierte Marc Spautz ausdrécklech wëll Recht ginn, ass, datt d'Motiounen, déi an d'Kommissioune verwise ginn, notamment vun der Oppositioun, do och mat allem Seriö an aller Vitess sollen traitéiert ginn. Heiansdo ass dat de Fall, dacks ass et net de Fall.

Mir denken, datt d'Motiounen och vun der Oppositioun - a vläicht besonnesch vun der Oppositioun -, et an engem demokratesche Staat verdéngen, diskutéiert ze ginn an dann an d'Plenière zréckzekommen.

Dat selwecht gëllt, Här President, wann en Oppositiounsdeputéierten e Gesetzesvirschlag mécht. Och do sollt sech dës Chamber ëmmer bewosst sinn, datt och déi Kontributioun vun all Deputéierten zum legislative Prozess, ob Oppositioun oder Majoritéit, mat Respekt an Diligence muss behandelt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Nee, fir d'éischt nach den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt dann awer och just selwer zur Motioun schwätzen, déi eis och ganz sympathesch ass.

Dir wësst, datt d'Vertrieder vum Salariat, d'Gewerkschaften, schonn zënter méi Laangem d'Fuerderung vun enger nationaler Tripartite hunn - si fille sech am Moment och net genuch oder falsch gehéiert vun der Regierung -, an datt do effektiv e Besoin besteet, fir dat Instrument, dat Kriseninstrument ze benotzen. Wat mir awer besonnesch wichteg erschéngt, dat ass, datt d'Tripartite hei och net als Huis clos verstane gëtt, wou da Fakte geschafe ginn, mee - e besonneschen Tiret - datt et wichteg ass, datt och d'Chamber reegelméisseg a koordinéiert iwwert dat, wat do diskutéiert gëtt, soll informéiert ginn. Dat ass eis ganz sympathesch an duerfir wäerte mer dat natierlech och matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Baum.

Da kéime mer elo zum Vott.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth)et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Reunioune si fir den 9., 10. an 11. Februar virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.56 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 33 et 34

33e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 459
Dépôt d'une motion par M. Pim Knaff ..... p. 459
Interpellation de M. Paul Galles au sujet de la politique d'intégration au Grand-Duché de Luxembourg et Débat de consultation sur l'intégration ..... p. 459-475
Dépôt d'une motion par M. Sven Clement ..... p. 475-476
7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ..... p. 476-477
Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 ..... p. 477-478
7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite) ..... p. 478
Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 (suite) ..... p. 478-480
Ordre du jour ..... p. 480
Motion de M. Roy Reding relative à la mise à disposition de la Chambre des Députés de toute la convention entre l'État, RTL Group, CLT-UFA et Bertelsmann AG ..... p. 480-481

34e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 481
Question élargie n° 69 de M. François Benoy relative aux offres à bas seuil à destination des toxicomanes ..... p. 481-482
Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz ..... p. 482
7752 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ..... p. 482-495
Motion de M. Sven Clement relative à l'éducation ..... p. 495
Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite ..... p. 495

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3569	François Benoy	Épandage de sel
3659	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Priorisation vaccinale pour les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles considérées comme essentielles et particulièrement exposées
3760	Fred Keup	Accord de Paris sur le climat
3773	Fred Keup	Rapatriement de demandeurs de protection internationale déboutés
3796	Fred Keup	Chômage chez les jeunes
3797	Fred Keup	Élèves non résidents
3823	Jeff Engelen	Vandalisme dans les transports publics
3838	Fred Keup	Missions de rapatriement de demandeurs de protection internationale déboutés accomplies par la Police grand-ducale
3839	Fred Keup	Postes à responsabilités particulières dans la Police grand-ducale
3842	Simone Asselborn-Bintz	Utilisation du QTrobot dans l'inclusion scolaire
3855	Max Hahn, André Bauler	Installations photovoltaïques
3858	François Benoy	Unités de contrôle
3865	Djuna Bernard, François Benoy	Statut des chargés de cours dans l'enseignement musical
3875	Fred Keup	Parcs éoliens dans des zones de préservation de grands ensembles paysagers
3877	Nancy Arendt épouse Kemp, Paul Galles	Disparitions inquiétantes
3906	Marc Goergen	Avertissements taxés
3915	Guy Arendt	Augmentation de l'efficacité de la chasse
3916	Carole Hartmann, André Bauler	Tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans les hôpitaux
3919	Dan Biancalana	Changement de carrière au sein de la Police grand-ducale
3921	Semiray Ahmedova	Guichet unique des demandeurs d'un logement social
3922	Fred Keup	Matériel didactique pour l'enseignement du luxembourgeois
3923	Fred Keup	Hotline Covid-19
3924	Fred Keup	Espèces exotiques envahissantes
3925	Fred Keup	Mesures sanitaires dans les écoles
3927	Marc Goergen	Animaux domestiques
3931	Yves Cruchten, Claude Haagen	Transport scolaire
3933	Fernand Kartheiser	Définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA
3934	Jeff Engelen	Service de transport Adapto
3935	Fernand Kartheiser	Collecte de données des automobilistes
3938	Carole Hartmann, Guy Arendt	Contrôles dans le secteur Horeca
3939	Jeff Engelen, Fred Keup	Électromobilité
3940	Sven Clement	Service de transport Adapto
3941	Sven Clement	Accord entre le Gouvernement et le Consistoire israélite de Luxembourg
3942	Tess Burton	Aides pour le secteur agricole
3945	Jeff Engelen, Fred Keup	Électromobilité dans le cadre des auto-écoles
3949	Jeff Engelen	Port d'un masque lors de l'accouchement
3950	Jeff Engelen	Conditions de livraison des vaccins
3951	Fred Keup	Charte européenne des langues régionales et minoritaires
3952	Diane Adehm, Laurent Mosar	Activités du RTL Group
3953	Jeff Engelen	Vaccination des éducateurs
3955	Martine Hansen	Service de transport Adapto
3956	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Sanctions de l'Union européenne contre la Chine
3958	Martine Hansen	Attaques de petits animaux par des renards
3960	Lydia Mutsch	Premier microsatellite birman
3961	Marc Goergen	Avion militaire luxembourgeois
3962	Max Hahn	Vëlosummer 2021
3963	Françoise Hetto-Gaasch, Paul Galles	Prise en charge des ex-détenus
3965	Martine Hansen, Laurent Mosar, Claude Wiseler	Réseaux d'aides et de soins à domicile dans le cadre de la pandémie Covid-19
3968	Marc Spautz	Apprentissage transfrontalier
3969	Martine Hansen, Marc Spautz	Apprentissage d'un métier dans le cadre de la Covid-19
3971	Jeff Engelen	Statistiques sur les décès dans les structures pour personnes âgées
3972	Paul Galles	Action hiver
3973	Dan Biancalana	Condamnations suite à une infraction routière
3975	Jeff Engelen, Fred Keup	Tests Covid-19 à l'École internationale
3977	Jeff Engelen	Immunité collective Covid-19 au Luxembourg
3979	Fernand Kartheiser	Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO)
3980	Viviane Reding	Traitement des données collectées par Amazon
3982	Fernand Kartheiser	Coopération entre le Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) et écoles luxembourgeoises
3983	Marc Spautz	Service de transport Adapto
3984	Françoise Hetto-Gaasch	Écoles de danse dans le cadre de la pandémie Covid-19
3985	Fred Keup	Nouveau hall sportif à Echternach
3986	Marc Lies	Littering sur les routes et places publiques
3987	Marc Goergen	Mariage forcé
3988	Jeff Engelen	Accompagnement lors de l'échographie de grossesse dans le cadre de la pandémie Covid-19
3989	Fernand Kartheiser	Accès aux messages cryptés
3990	Francine Closener	Congé payé en cas de fausse couche
3991	Fred Keup	Trains à hydrogène
3992	Fred Keup, Roy Reding	Personnes sous tutelle dans les structures pour personnes âgées
3993	Jeff Engelen, Roy Reding	Vaccination forcée par l'employeur
3994	Mars Di Bartolomeo	Blocage au canal de Suez
3996	Semiray Ahmedova	Protection des consommateurs lors de l'achat de biens immobiliers
3997	Guy Arendt	Maladie de Carré sur des cadavres de renards
3998	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Droit d'être entendu de l'enfant mineur en cas de divorce
3999 cf. 4114	Jeff Engelen	Effets à long terme de la pandémie Covid-19
4002	Tess Burton	Aides pour le secteur porcin
4005	Martine Hansen, Claude Wiseler	Cabinet de conseil dans le cadre de la campagne de vaccination
4114 cf. 3999	Josée Lorsché	Long-Covid
		Session ordinaire 2021-2022
5120 urgente	Martine Hansen, Georges Mischo	Application des mesures contre la Covid-19 dans le secteur sportif
5128 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Application des mesures contre la Covid-19 dans le secteur sportif

Question 3569 (02.02.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**épandage de sel :**

En cas de neige et de gel persistant, les pouvoirs publics prennent des mesures afin d'assurer la sécurité sur les voies, trottoirs et places publiques. Une solution facile dans ce contexte est l'épandage de sel. Néanmoins, l'utilisation excessive de sels de voirie pourrait avoir des effets négatifs sur la faune et la flore, les sols, ou encore les eaux souterraines ou de surface.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle me fournir des précisions quant aux effets de l'épandage de sel sur la faune, la flore ainsi que les sols abordant les routes ? Est-ce que le salage a eu des incidences négatives sur la qualité des eaux (de surface, souterraines ou potables) dans le passé ?

2) Quelles recommandations le Gouvernement donne-t-il aux services qui s'occupent du déneigement, notamment des administrations communales et de l'Administration des ponts et chaussées, afin de réduire les éventuels effets nocifs du sel sur la nature et les ressources naturelles ? Est-ce que des alternatives au salage sont recommandées dans ce contexte et, dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Comment ces recommandations sont-elles communiquées aux destinataires ? En l'absence d'une communication régulière au sujet de l'épandage de sel, le Gouvernement jugerait-il opportun de transmettre les messages y relatifs de manière périodique aux services concernés ?

Réponse commune (08.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) L'impact du sel de déneigement sur les sols et les écosystèmes terrestres situés à proximité des voiries n'est pas quantifié au Luxembourg. Toutefois, des études, notamment canadienne[1] et françaises[2] [3], ont montré que l'impact négatif du sel sur le sol est généralement localisé à proximité immédiate des voiries et est très fluctuant en fonction des saisons. Ceci s'expliquerait par le fait que le sel est facilement lixivié des sols et fortement dilué sous notre climat, lors des épisodes pluvieux hivernaux et printaniers. Ces éléments appuient l'hypothèse que le sel de déneigement aurait un impact limité sur les sols luxembourgeois.

Le volet préventif de la future loi sur les sols prévoit de réaliser un état des lieux national de la qualité des sols. Cet état des lieux s'intéressera, entre autres, aux phénomènes impactant la qualité des sols à proximité des zones d'activités humaines. L'impact du sel de déneigement pourra être pris en compte dans cet état des lieux, ce qui apportera des éléments pour le quantifier dans le contexte luxembourgeois.

Aucune masse d'eau de surface ni d'eau souterraine luxembourgeoise n'ont été classées en mauvais état écologique suite à un dépassement des normes de qualité environnementale liées au sel (notamment aux chlorures). Des effets locaux et temporaires ne peuvent pas être exclus, mais aucune étude approfondie n'a été réalisée à cet effet.

Même si les masses d'eau de surface et d'eau souterraine ne sont pas déclassées suite à des dépassements de normes de qualité environnementale liées au sel, des effets locaux ne peuvent pas être exclus et une réduction ou une utilisation plus raisonnable et rationnelle du sel d'épandage est judicieuse. Notons d'ailleurs qu'une grande partie des eaux de ruissellement dans le milieu urbain (où

[1] Cain N.P., Hale B., Berkalaar E., Morin D., 2000. Review of effects of NaCl and other road salts on terrestrial vegetation in Canada. 226 p.

[2] Sétra, 2011. L'impact des fondants routiers sur l'environnement : État des connaissances et pistes d'actions. Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements. Note d'information du Sétra - Économie, Environnement, Conceptions 94. Mars 2011. 25 p.

[3] Sétra, 2013. Viabilité hivernale : fiches pratiques « aide-mémoire ». Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements. Décembre 2013. 34 p.

l'utilisation du sel par les particuliers est souvent plus « généreuse ») est déversée dans la canalisation des eaux mixtes et se retrouve dans les stations d'épuration où le sel n'est pas éliminé et peut également avoir des effets au niveau de celles-ci.

Des renseignements concernant les effets de l'épandage de sel sur la faune, la flore ainsi que les sols abordant les routes ont déjà été donnés dans la réponse à la question parlementaire n° 1000 de l'honorable Député Monsieur Marc Spautz en 2015, dont la réponse est annexée à la présente.

ad 2) + 3) L'organisation et l'exécution du service hivernal sur la voirie étatique constituent un facteur essentiel des activités de l'Administration des ponts et chaussées, qui s'occupe de façon continue des questions relatives à la viabilité hivernale. Parmi toutes les thématiques de l'organisation du service hivernal, les courbes d'épandage sont régulièrement analysées et adaptées aux règles de l'art de façon à garantir les effets de déneigement et de dégivrage désirés, tout en veillant à ne pas gaspiller le sel. En plus, avant toute période hivernale, toutes les épandeuses sont contrôlées et calibrées par les services de l'Administration des ponts et chaussées.

À part le remplacement des anciennes épandeuses à dosage imprécis par des épandeuses réglables de façon très précise et économe, depuis quelques années, l'Administration utilise exclusivement du sel de déneigement simple (NaCl) dans la qualité adaptée pour le déneigement et le dégivrage. En parallèle, sur le réseau autoroutier, l'Administration a échangé pour le salage préventif, les épandeuses classiques par des épandeuses de saumure, ce qui a permis un salage plus efficace et une réduction de la consommation de sel.

À côté du fondant routier, il existe l'alternative de l'épandage de gravillons. De prime abord, il faut noter que cette méthode est adaptée dans des régions avec des longues périodes neigeuses continues, où les gravillons se mélangent avec la neige. Dans notre région avec des périodes de neige passagères et de faibles chutes de neige, les effets sont nettement inférieurs à celui d'un épandage combiné sel/saumure et chasse-neige. En effet avec la fonte de la neige, l'écoulement des eaux de surface est obstrué par les quantités non négligeables de gravillons épandues avec le résultat que les cunettes et caniveaux sont bouchés. Le gravillon n'est pas adapté pour des périodes répétées de gel/dégel. De ce fait, cette méthode est inadaptée voire contreproductive et non recommandée pour des régions telle que le Luxembourg.

De manière générale, le Gouvernement analysera de près l'évolution dans le domaine du service d'hiver et notamment le développement de nouvelles méthodes ou technologies.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3659 (17.02.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **priorisation vaccinale pour les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles considérées comme essentielles et particulièrement exposées** :

Début février, Madame la Ministre de la Santé a dévoilé les détails de la deuxième phase de la campagne vaccinale au Luxembourg. Sur recommandation de la Commission nationale d'éthique, l'âge et le degré de vulnérabilité des personnes demeurent les critères déterminants pour établir une priorisation des personnes à vacciner contre la Covid-19.

Sur base de ces critères, il a été procédé à une répartition de la population en six phases de vaccination successives, sans tenir compte de l'appartenance des personnes à un groupe socioprofessionnel déterminé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé, à Madame la Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles considérées comme essentielles et particulièrement exposées, telles que par exemple et à titre non limitatif, la Police grand-ducale, le CGDIS ou l'enseignement, qui, de par leurs fonctions relevant des missions essentielles d'État, sont souvent en contact direct avec des groupes de personnes sans distanciation sociale et sans possibilité de recourir au télétravail, devraient aussi bénéficier d'une priorisation vaccinale ?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

La stratégie vaccinale du Luxembourg s'est appuyée dans une première phase sur l'avis de la Commission nationale d'éthique (C.N.E.) du 21 janvier 2021 qui préconise une approche selon laquelle les personnes appartenant aux différentes catégories socioprofessionnelles ne devraient pas profiter d'une priorisation vaccinale (à l'exception des professionnels de santé et du personnel des établissements de santé et de soins), mais qu'elles devraient être invitées à la vaccination en fonction de leur tranche d'âge.

Le Gouvernement tient à relever qu'il a été décidé, suite à l'avis du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI), que les personnes âgées entre 30 et 54 ans ont la possibilité de s'inscrire sur une liste et y manifester leur intérêt de se faire vacciner volontairement avec Vaxzevria. Ainsi, toute personne appartenant à cette tranche d'âge a la possibilité de se faire vacciner, indépendamment de la catégorie socioprofessionnelle à laquelle elle appartient.

La Confédération générale de la fonction publique (CGFP) a exprimé quant à elle en date du 26 avril le souhait de faire vacciner les personnes travaillant dans des métiers essentiels en priorité. Suite à cette revendication, le Gouvernement rencontrera les représentants syndicaux lors d'une entrevue prévue pour le 3 mai prochain au cours de laquelle ces questions seront discutées.

Question 3760 (04.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**accord de Paris sur le climat :**

Am Kader vum Klimaaccord vu Paräis huet Lëtzebuerg sech verflicht, säin Deel dozou bäizedroen, datt déi global Temperature bis 2100 net iwwer 2° C vis-à-vis vum virindustriellen Zäitalter klamme sollen.

An deem Kontext hätt ech un den Här Energieminister, den Här Finanzminister an un d'Madamm Ëmweltministesch follgend Nofroen:

1. Wéi ee Montant gëtt Lëtzebuerg 2021 insgesamt aus, fir seng Verflichtunge vum Klimaaccord vu Paräis kënnen ze erfëllen?

2. Wéi ee Pourcentage mécht dëse Montant um Lëtzebuerger Bruttosozialprodukt aus?

3. Wéi engen Depensë steet e Revenu oder e geplangte Revenu vis-à-vis?

4. Wéi ee Montant vun deenen Depensë gëtt zu Lëtzebuerg ausginn?

5. Wéi presentéiert sech d'Opstellung vun de Beneficiairen:

Wéi een Undeel vun dësen Depensen entfält op Gemengen an allgemeng ëffentlech Administratiounen?

Wéi een Undeel entfält op ëffentlech Betriber, wéi een Undeel op privat Betriber?

Wéi een Undeel entfält op Netregierungsorganisatiounen?

Wéi een Undeel entfält op d'Participatioun un der Klimapolitik vun der Europäescher Unioun?

Wéi een Undeel gëtt an Drëttlänner iwwerwisen?

Wéi presentéiert sech d'Opdeelung vun deem zulescht genannte Posten no eenzele Länner?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Mat dem neie Klimagesetz huet Lëtzebuerg sech e Kader ginn, fir zur Ëmsetzung vum Klima-Accord vu Paräis bäizesteieren an esou d'global Temperaturhausse op 1,5° C ze begrenzen. D'Gesetz vum 15. Dezember 2020 hält d'laangfristegt Zil vun der Klimaneutralitéit fir allerspéitstens 2050 fest. Mëttelfristeg, dat heescht bis 2030, mussen d'Zäregasemissiounen ëm 55 % par rapport zum Niveau vun 2005 reduzéiert ginn. Konkreet Handlungsfelder a Piste fir dës Ziler ze erreechen hat d'Regierung schonn am Mee 2020 am Kader vum nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) fir d'Period 2021 bis 2030 festgehalen.

D'„relance verte", ee qualitative Wuesstem en ligne mat den ëmwelt- a klimarelevanten Zilsetzungen, bleift eng kloer Prioritéit vun der Regierung an huet och hiren Nidderschlag am Budgetsgesetz fir den Exercice 2021 fonnt. De finanziellen Impakt vun de 5 Dimensioune vum PNEC gouf am Kader vum Projet vum Budgetsgesetz (document parlementaire n° 7666) duergeluecht, a beleeft sech, wéi schonn am Budget 2021 festgehalen, fir d'Joer 2021 op 1,11 Milliarden Euro. Dëse Montant stellt een éischten Aperçu vun den Ausgabe vum PNEC duer. Doniewent beinhalt de Budget nach eng ganz Rei vun anere klimarelevanten Ausgaben.

Vun deenen 1,11 Milliarden Euro si 588 Milliounen Euro fir de Budget vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte virgesinn, woumat virun allem an Infrastrukturen an den ëffentlechen Transport am Sënn vun der Dekarboniséierung investéiert gëtt. Ëm déi 253 Millioune fléissen och an deem Sënn an de Fonds du rail an an de Fonds des raccordements ferroviaires. 128 Millioune sinn am Joer 2021 fir de weideren Ausbau vum Tram virgesinn. Eng ronn 110 Milliounen Euro ginn un de Fonds climat et énergie an an de Fonds pour la protection de l'environnement, mat deene virun allem a Projete fir méi Energieeffizienz an erneierbar Energien investéiert gëtt. Weider 10 Millioune ginn un de Ministère de l'Énergie an de Logementsministère fir Energieeffizienz am Land ze förderen. Iwwert de Klimaschutz eraus droen dës Investissementer all dozou bäi, d'Lëtzebuerger Ekonomie méi kompetitiv an nohalteg opzestellen an domat weider d'Land am Interêt vun de Biergerinnen a Bierger op d'Zukunft virzebereeden.

Kloer ass, datt et keng Alternativ zu engem séieren an entschlossenen Handele fir méi Klimaschutz gëtt. Ee Verschibe vu klimarelevanten Investissementer wier, mëttel- a laangfristeg, mat weesentlech méi héije gesamtwirtschaftleche Käschte verbonnen, mol ofgesi vun den net méi réckgängeg ze maachenden Auswierkunge vum Klimawandel. Vun den Investissementer an erneierbar Energien, respektiv fir méi Energie- a Ressourceneffizienz, profitéieren net nëmmen d'Bierger, mee och eis Entreprisen. Och d'Gemenge ginn am Kader vum Klimapakt mat järlech ronn 15 Milliounen Euro ënnerstëtzt.

Zousätzlech zu den nationalen Efforten huet Lëtzebuerg sech och verflicht, deenen am meeschte vun den Auswierkunge vum Klimawandel betraffenen Entwécklungslänner ënnert d'Äerm ze gräifen. Fir d'Joren 2021 bis 2025 stellt Lëtzebuerg eng finanziell Enveloppe vun insgesamt 200 Milliounen zur Verfügung, dëst zousätzlech zu de Gelder fir Entwécklungshëllef.

Question 3773 (05.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **rapatriement de demandeurs de protection internationale déboutés :**

Eng vun den Aufgabe vun der Police ass, datt si betraffe Persoune bei der Réckféierung an déi jeeweileg Hierkonftslänner begleet.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Aus wéi engen Ursaache gi Leit vum Lëtzebuerger Staat an hir Hierkonftslänner zeréckbruecht?

2. Wéi vill därer Réckféierunge sinn 2019, 2020 an elo am Januar a Februar 2021 duerchgefouert ginn?

3. Iwwert wéi eng Transportweeër ginn dës Réckféierungen duerchgefouert? Geet dat iwwer Linneflich oder Charterflich?

4. Kann d'Regierung d'Länner opschlësselen, an déi déi betraffe Leit am uewe genannten Zäitraum zeréckbruecht goufen?

5. Wéi vill Poliziste begleeden déi Réckféierungen a wéi gestalt sech an deem Kontext den Zäit- a Personalopwand fir esou Réckféierungen?

6. Wéi laang hale sech d'Poliziste bei esou Réckféierungen ausserhalb vum Land op? Ass fir si an esou Fäll eng speziell Entschiedegung virgesinn?

7. Sinn an de leschte Jore scho Réckféierungen ofgebrach ginn? Wa jo, aus wat fir enge Grënn?

Réponse commune (24.03.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Fir d'Ursaachen, wéisou Persounen aus Drëttstaaten an hir Hierkonftslänner zeréckbruecht ginn, sief op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1042 vum 16. September 2019 verwisen. D'Unzuel u Réckféierungen an Destinatioune sinn am rezente Bilan iwwert d'Immigratioun, den Asyl an den Accueil, deen och der Chamberkommissioun den 1. Mäerz 2021 presentéiert gouf, ze fannen.

Bei de fräiwëllege Réckféierungen ass et der Persoun selwer iwwerlooss, wéi een Transportmëttel si well huelen. Bei de forcéierte Réckféierunge gëtt op Linnen- an Charterflich zeréckgegraff.

Wéi vill Polizisten un enger forcéierter Réckféierung deelhuelen, hänkt vun der Unzuel u Persounen of, déi musse begleet ginn. Wéi laang sech d'Polizisten am Ausland ophalen, hänkt vun der Destinatioun of.

Wat d'Entschiedegungen ubelaangt, gëllen aktuell de Règlement du Gouvernement en Conseil du 18 décembre 2020 fixant les indemnités prévues aux articles 16, alinéa 1er, 18 et 20, paragraphe 1er du règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour an den Accord ministériel relatif au temps de travail et de repos dans la police vum 17. Juni 2019.

D'Grënn, firwat Réckféierungen ofgebrach ginn, si ganz villfälteg.

Question 3796 (08.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **chômage chez les jeunes :**

Laut dem Artikel „Nackte Zahlen, verfälschte Realität" vu „Reporter.lu" waren 2020 ronn 26 % vun deene jonke Leit ënner 25 Joer, zu Lëtzebuerg als aarbechtslos gemellt.

Duerfir hunn ech un den Här Schoulminister, den Här Mëttelstandsminister an den Här Minister vun der Ekonomie follgend Nofroen:

1. Op Basis vu wéi enger Definitioun gëtt d'Jugendaarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg berechent?

2. Gëtt et en allgemenge soziale Profill vun deenen aarbechtslose Jonken?

3. Wéi verdeelt sech d'Jugendaarbechtslosegkeet no Geschlechter?

4. Wéi verdeelt sech d'Jugendaarbechtslosegkeet op Lëtzebuerger an Net-Lëtzebuerger?

5. Wéi verdeelt sech d'Jugendaarbechtslosegkeet op déi verschidde Kategorië vun Diplomer?

6. Wéi vill jonk Leit sinn 2020 wéinst de Covidaschränkungen aus dem Aarbechtsmaart erausgefall oder konnte wéinst deenen Aschränkungen net Fouss an der Aarbechtswelt faassen?

7. Wéi vill jonk Leit konnten 2020 keng Léier ufänken, well den zoustännege Secteur vun de Covidaschränkunge betraff war?

8. Wéi huet sech d'Zuel vun de Stagë vu jonke Leit 2020 par rapport zu 2019 verännert?

9. Wéi vill jonk Leit konnten 2020 insgesamt e Stage en vue vun der Beruffsausbildung suivéieren?

10. Wéi hunn sech dës Stagen op déi eenzel Secteure verdeelt?

11. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung geholl, fir deene jonke Leit weiderhin d'Méiglechkeet vu Stagen a Léieren am Horesca-Secteur ze erméiglechen?

12. Wéi beurteelt d'Regierung d'Gefor, datt mir duerch d'Covidmesurë riskéieren, um Aarbechtsmaart eng „verluere Generatioun" ze schafen?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. D'Jugendaarbechtslosegkeet gëtt vun Eurostat op Basis vun der Enquête sur les forces de travail gerechent. Dat ass eng harmoniséiert Enquête, déi europawäit ausgefouert gouf. Zu Lëtzebuerg geschitt dat duerch de Statec (https://statistiques.public.lu/fr/enquetes/espace-menages/forces-travail/index.html) via eng Online- an Telefonsenquête. Do kréien d'Leit eng Rëtsch Froen zu hirer berufflecher Situatioun gestallt. Leit, déi follgend Konditioune gläichzäiteg erfëllen, ginn dann als Chômeur bezeechent:

- an enger bestëmmter Woch, kenger bezuelter Aarbecht nogaange sinn (an och net an engem Congé oder Krankeschäi sinn);

- aktiv eng bezuelten Aarbecht sichen;

- prett sinn, fir an den nächsten zwou Wochen eng Aarbecht unzetrieden.

Dëst ass eng Definitioun, déi vum Bureau international du travail (BIT) ausgeschafft gouf an um internationale Plang benotzt gëtt. Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt ee Chômeur ass, onofhängeg vun der Tatsaach, ob ee bei der ADEM gemellt ass oder net. Et muss een och betounen, datt Schüler a Studenten net als Chômeur gezielt ginn.

Den Taux de Chômage, iwwert deen hei geschwat gëtt, ass d'Zuel vun de Chômeure gedeelt duerch d'Zuel vun der aktiver Bevëlkerung. Déi aktiv Bevëlkerung besteet aus de Leit, déi eng Aarbecht hunn an aus deenen, déi eng Aarbecht sichen. Dat bedeit ënner anerem, datt Schüler a Studenten net zu der aktiver Bevëlkerung zielen. Deemno kann een also net behaapten, datt ronn 26 % vun deene jonke Leit ënner 25 Joer zu Lëtzebuerg als aarbechtslos gemellt sinn.

D'ADEM veröffentlecht all Mount Zuelen zu dem Chômage, déi „chiffres-clés de l'ADEM" genannt ginn (https://adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/chiffres-cles-adem.html). Déi Zuele baséieren awer op de Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn. Mat den Informatiounen, déi d'ADEM huet, ass et net méiglech, sech komplett un déi international Definitioun vum BIT ze halen. An de Statistiken, déi eemol de Mount publizéiert ginn, geet rieds vun den Demandeurs d'emploi résidents disponibles. Dat si Leit, déi um Stéchdatum (leschten Dag vum Mount) follgend Konditiounen erfëllen:

- bei der ADEM gemellt sinn;

- zu Lëtzebuerg wunnen;

- keng Aarbecht hunn an a kenger Beschäftegungsmoossnam sinn;

- net krank gemellt sinn.

Op den 31. Januar 2021 waren dat 19.882 Leit, dovunner waren der 1.923 manner wéi 25 Joer jonk, an 2.194 tëschent 25 an 29 Joer.

Op Basis vun dësen Zuele rechent de Statec e Chômageteaux. Dee gëtt et awer, entgéint deem vun Eurostat, net fir eenzel Alterskategorien, mee nëmme fir déi ganz aktiv Bevëlkerung.

ad 2. D'Froen 3, 4 a 5 ginn och op de Profill vu de Jonken an. Doriwwer eraus kann een nach Follgendes soen:

Bei de Jonken (< 30 Joer), déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, leien d'Problemer dacks anescht wéi bei den Eeleren. Gesondheetlech Problemer spille keng grouss Roll. Nëmme 5 % vun de Jonken hunn de Statut vum Salarié handicapé oder vum extern Reklasséierten. Bei den iwwer 30-Järege sinn dat 19 %.

Bei de Jonken (< 30 Joer) op der Sich no enger Aarbecht si 15 % zënter méi wéi engem Joer op der Sich no enger Aarbecht. Bei den iwwer 30-Järegen op der Sich no enger Aarbecht sinn et 40 %, déi zënter méi wéi engem Joer op der Sich no enger Aarbecht sinn. Op der Sich no enger Aarbecht heescht, bei der ADEM ageschriwwe sinn, woubäi d'Zäit, wärend där eng Persoun an enger Beschäftegungsmoossnam war, geschafft huet oder krank war, net matgerechent gëtt.

Vill Jonker hunn dacks keng oder net vill Beruffserfarung. Een Deel vun de Jonken huet och guer keen oder kee realistesche professionelle Projet, dat heescht si wëssen net richteg, wat si berufflech maache wëllen oder si hu Virstellungen, déi net realisabel sinn. Dat si wichteg Punkten, op deenen déi spezialiséiert Conseillere vun der ADEM mat de Jonke schaffen.

ad 3.

- Bei de manner wéi 25-Järege si 44 % Fraen a 56 % Männer.

- Bei de 25-29-Järege sinn 49 % Fraen an 51 % Männer.

Quell: ADEM, Situatioun um 31. Januar 2021

ad 4.

- Bei de manner wéi 25-Järegen hu 54 % déi Lëtzebuerger Nationalitéit.

- Bei de 25-29-Järegen hunn 39 % déi Lëtzebuerger Nationalitéit.

Quell: ADEM, Situatioun um 31. Januar 2021

ad 5.

- Bei de manner wéi 25-Järegen hunn 49 % héchstens déi ënnescht Stuf vum Secondaire erreecht, 45 % déi iewescht Stuf vum Secondaire a 6 % de Postsecondaire.

- Bei den 25-29-Järegen hu 36 % héchstens déi ënnescht Stuf vum Secondaire erreecht, 38 % déi iewescht Stuf vum Secondaire a 26 % de Postsecondaire.

Quell: ADEM, Situatioun um 31. Januar 2021

ad 6. Op den 31. Januar 2021 gouf et 19.882 Demandeurs d'emploi résidents disponibles, dovunner waren der 4.117 manner wéi 30 Joer al. D'Zuel vun den Demandeurs d'emploi résidents disponibles ass iwwert ee Joer gekuckt ëm 20,7 % gewuess, an d'Zuel vun deene Jonken ass ëm 23,9 % geklommen. Dat heescht, duerch d'Kris ass de Chômage an d'Luucht gaange fir déi Jonk an déi manner Jonk.

Am Joer 2020 hunn sech och manner Leit als Demandeurs d'emploi bei der ADEM ageschriwwe wéi nach am Joer 2019. Am Tableau hei ënne gesäit een, datt de Réckgang déi Jonk (16-29 Joer) ewéi och déi manner Jonk (30-64 Joer) betrëfft:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dat bedeit, datt d'Hausse vum Chômage doduerch bedéngt ass, datt d'Leit keng Aarbecht fannen an net duerch eng méi héich Unzuel vun Entloossungen. Zënter Enn Mäerz 2020 dréit den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg, bedéngt duerch d'Coronakris, weesentlech méi lues wéi nach virdrun. Dat gesäit ee ganz gutt un den oppene Plazen, déi d'ADEM gemellt krut. Déi Zuel ass vun 39.008 am Joer 2019 op 33.264 am Joer 2020 gefall.

D'Zuele vun der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) weisen, datt et vu Mäerz bis November 2020 däitlech manner Rekrutementer gouf wéi nach an der selwechter Period am Joer 2019. Mee et gesäit een awer och, datt et manner „fins de contrats" gi sinn, d. h. Leit, déi vun hirer Aarbecht fort goungen (Demissioun, Entloossung, Enn vun engem CDD). Am Tableau ënne gesäit een, datt dat fir déi Jonk (16-24 a 25-29 Joer al) wouer ass, ewéi och fir déi manner Jonk (30-54 Joer al):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 7. 177 Jonker ware bis Enn vum Joer 2020 am Service d'orientation professionnelle vun der ADEM ageschriwwen a kruten appropriéiert Léierplazofferen ugebueden. Schlussendlech ass et hinnen net gelongen, e Léiervertrag ofzeschléissen. Den Tableau ënnendrënner weist, datt d'Zuel vun de Jonken, déi kee Léiervertrag am Joer 2020 konnten ofschléissen, eng vun deenen niddregsten an de leschte Joren ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Opgrond vum Lockdown am Fréijoer 2020 koum et zu Retarde bei de Léierplazdeklaratioune vun de Betriber. An deem Kontext ass ze erwänen, datt d'Gesetz vum 20. Juni 2020 gestëmmt ginn ass, fir d'Ofschléss vu Léierverträg op den 31. Dezember 2020 (amplaz vum 1. November) ze verlängeren. Schlussendlech ass festzestellen, datt a kengem Aktivitéitsberäich d'Zuel vun de Léierplazofferen am Joer 2020 empfindlech erofgaange wier géigeniwwer vun de Jore virdrun.

ad 8. Wéi den honorabelen Deputéierte bestëmmt weess, schwätze mer am Kontext vun der Schoul vu Schouljoren an net vu Kalennerjoren, dofir géife mer fir 2019 d'Schouljoer 2018/2019 huelen a fir 2020 d'Schouljoer 2019/2020.

Fir d'Schouljoer 2018/2019 hate mer, opgedeelt pro Formatioun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir d'Schouljoer 2019/2020 hate mer, opgedeelt pro Formatioun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Schouljoer 2019/2020 war et duerch d'Pandemie nëmme méiglech, 43,08 % vun de Stagen aus dem Schouljoer 2018/2019 bäizebehalen. (1.071 par rapport zu 2.486)

ad 9 Am Schouljoer 2019/2020 konnten 1.071 Jonker e Stage suivéieren.

ad 10. cf. ad 8.

ad 11. Um Niveau Stage proprement dit, hunn déi Responsabel vum Office des stages aus der Hotelschoul zu Dikrech de Perimeter erweidert. Nieft der „klassescher" Restauratioun an Hotellerie, wou et jo net genuch Plaze ginn, ginn déi jonk Leit beispillsweis an Altersheemer, a Produktiounskichen, etc. hire Stage maachen. De Service vun der Beruffsausbildung huet sech mam Minister vum Mëttelstand a vum Tourismus iwwer de Punkt vun der Indemnité de stage ausgetosch a gekuckt, eng Léisung ze fannen, fir dem Secteur kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen. D'Resultat vun där Entrevue fanne d'Betriber op:

https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/coronavirus/demande-aide-couts-non-couverts.html

ad 12. Zesumme mat de Chambres professionnelles gouf villes en place gesat, fir datt déi Jonk e Maximum vun de Programmer gesinn, dëst souwuel an der Schoul wéi och an de Betriber. Natierlech konnten d'Programmer net an der Integralitéit duerchgezu gi wéi an normalen Zäiten, mee déi Professionell vum Terrain hunn déi essenziell Elementer aus de Formatiounen erausgefiltert, sou datt dës konnten traitéiert ginn. Och wat d'Bewäertungen ugeet, esou konnten e groussen Deel vun de Kompetenze bewäert ginn, och wann deelweis Covid-19-Dispensen hu missen ausgeschwat ginn. Dës Covid-19-Dispensë sinn an enger Gesamtbewäertung vun engem Modüll am „pro rata" agerechent ginn, fir datt d'Notes finales esou no wéi méiglech d'Kompetenze vum Jonke reflektéieren.

Question 3797 (08.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **élèves non résidents :**

Här Schoulminister, an der Reegel ginn zu Lëtzebuerg just Kanner an d'Schoul, déi och zu Lëtzebuerg hire Wunnsëtz hunn. Allerdéngs ginn et och Ausnamen.

Duerfir hätt ech follgend Nofroen un Iech:

1. Wéi vill Schüler, déi zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, hunn hire Wunnsëtz aktuell am Ausland?

2. a. Wéi eng Konditioune mussen erfëllt sinn, fir dass ee Kand, dat am Ausland säi Wunnsëtz huet, zu Lëtzebuerg an eng Schoul goe kann?

b. Wéi eng verschidde Fäll si méiglech? Wéi eng Fäll sinn am heefegsten?

3. Wéi ass den Trend iwwert déi lescht Joren, geet den Undeel vun esou Schüler an d'Luucht?

4. Wéi ass d'Opdeelung tëscht Grond- a Secondairesschoul, tëscht ëffentlechen, lëtzebuergesche Lycéeën, ëffentlechen internationale Lycéeën, den Europaschoulen a Privatschoulen?

5. Op wéi eng Hierkonftslänner verdeelen sech eis Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn?

6. Bei wéi ville Schüler handelt et sech ëm Kanner, deenen hir Elteren als Frontalieren op Lëtzebuerg schaffe kommen?

7. Wéi vill Schüler entfalen an absolutten Zuelen, souwéi a Prozent, op deen administrative Sonderfall vum Schengelycée?

Réponse (23.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1., 3., 4. + 5.

- Enseignement fondamental

Entwécklung vun den Zuele vu Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn (ëffentlech Grondschoulen: Lëtzebuerger an international Schouloffer):

Wunnsëtz	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Frankräich	132	142	166
Däitschland	99	135	121
Belsch	46	53	59
Total	277	330	346

Verdeelung op déi eenzel Offeren am Schouljoer 2020/2021 vun de Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn:

Wunnsëtz	Ëffentlech Lëtzebuerger Schouloffer[4]	Ëffentlech international Schouloffer[5]	Europaschoulen[6]	Privatschoulen[7]
Frankräich	61	105	38	5
Däitschland	76	45	89	0
Belsch	46	13	36	1
Total	183	163	163	6

- Enseignement secondaire[8]

Entwécklung vun den Zuele vu Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn (ëffentlech Lycéeën: Lëtzebuerger an international Schouloffer):

Wunnsëtz	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Frankräich	559	530	551
Däitschland	407	446	409
Belsch	168	172	162
Total	1.134	1.148	1.122

Verdeelung op déi eenzel Offeren am Schouljoer 2020/2021 vun de Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn:

Wunnsëtz	Ëffentlech Lëtzebuerger Schouloffer[9]	Ëffentlech international Schouloffer[10]	Europaschoulen[11]	Privatschoulen[12]
Frankräich	453	98	48	27
Däitschland	372	37	115	51
Belsch	140	22	71	9
Total	965	157	234	87

ad 2. b.

Fir den Enseignement fondamental fënnt den honorabelen Deputéierten d'Äntwert am Artikel 20 vum Règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité. Wéi do festgehalen ass, mussen Elteren, déi hir Kanner gär an eng Schoul wëllen aschreiwen, déi net d'Schoul vun hirer Wunngemeng ass, bis den 1. Mee vum Joer virun der Schoulrentrée, eng schréftlech Demande mat enger Begrënnung un de Schäfferot vun der Gemeng, an där si hiert d'Kand an d'Schoul wëllen aschreiwen, schécken. De Schäfferot kann dës Demande dann akzeptéieren, wann d'Organisation scolaire dëst erlaabt an nodeems d'Motiver duerch déi kompetent Servicer kontrolléiert goufen.

Als Begrënnung kënne laut Règlement grand-ducal eenzeg follgend Motiver genannt ginn:

- d'Betreiung vum Kand duerch e Member vun der Famill bis drëtte Grad;

- d'Betreiung vum Kand duerch eng staatlech zougeloossen Drëttpersoun, déi eng Activité d'assistance parentale ausüübt;

- d'Betreiung vum Kand duerch eng staatlech zougeloossen Ariichtung aus dem sozial-pedagogesche Beräich;

- d'Lag vun der Aarbechtsplaz vun engem Elterendeel.

De Schäfferot huet op Basis vun der Demande bis de 15. Mee Zäit, fir seng Decisioun den interesséierten Eltere matzedeelen. Falls d'Demande akzeptéiert gëtt, informéieren d'Elteren d'Gemeng vun hirem Wunnsëtz an d'Kand gëtt vun der betraffener Administration communale fir dat kommend Schouljoer an der Gemeng ageschriwwen.

Fir den Enseignement secondaire fënnt den honorabelen Deputéierten d'Äntwert am Artikel 37 vun der Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées. Dësen Artikel erlaabt et de Lycéeën, d'Schüler „dans la limite des capacités d'accueil" anzeschreiwen, woubäi d'Proximitéit zum Wunnsëtz soll privilegiéiert ginn; ausserdeem preziséiert den Artikel: « L'élève bénéficie d'une priorité d'inscription dans un lycée où un autre enfant faisant partie du même ménage est inscrit. »

ad 2. b. + 6.

D'Grënn, aus deenen Elteren, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn, hir Kanner wëllen zu Lëtzebuerg beschoule loossen, ginn net erfaasst.

ad 7.

Wunnsëtz vun de Schüler vum Schengen-Lycée:

Wunnsëtz	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Frankräich	51	44	51
Däitschland	497	504	501
Belsch	0	0	0
Lëtzebuerg	339	348	339

[4] Schüler, déi an enger ëffentlecher Grondschoul den nationale Programm suivéieren

[5] Schüler, déi an enger ëffentlecher Schoul de Programm vun den agreéierten Europaschoule suivéieren

[6] Schüler, déi an den Europaschoule vum Kierchberg a vu Marner ageschriwwe sinn

[7] Schüler, déi a Privatschoulen ageschriwwe sinn, déi den nationale Programm applizéieren

[8] D'Zuele fir den Enseignement secondaire ëmfaassen net d'Schüler vum Schengen-Lycée (cf. Fro 7)

[9] Schüler, déi an engem ëffentleche Lycée den nationale Programm suivéieren

[10] Schüler, déi an engem ëffentleche Lycée de Programm vum 18, vun den A-Levels, oder dee vun den agreéierten Europaschoule suivéieren

[11] Schüler, déi an den Europaschoule vum Kierchberg a vu Marner ageschriwwe sinn

[12] Schüler, déi a Privatschoulen ageschriwwe sinn, déi den nationale Programm applizéieren

Question 3823 (10.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **vandalisme dans les transports publics :**

De Vandalismus ass eng net ze ënnerschätzend Tatsaach an eisem Land. Dovu bleift och den ëffentlechen Transport net verschount. Vill vun dëse Vandalismusaktioune ginn, wann den Täter net kann ermëttelt ginn, zulaaschte vun den ëffentleche Finanze korrigéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung riichten:

1. Ginn Akte vu Vandalismus op Zuch- an RGTR-Linnen opgelëscht respektiv aktéiert?

2. Wann nee: Wär d'Regierung bereet, esou eng Enquête opzestellen?

3. Wa jo: Kann d'Regierung eis dës Oplëschtung vu Vandalismusakten, opgeschlësselt no deene leschte fënnef Joer, matdeelen?

4. Wa jo: Huet d'Regierung Zuelen, wéi vill dëse Vandalismus bis elo kascht huet, opgeschlësselt no deene leschte fënnef Joer?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Akte vu Vandalismus op Zuch- an RGTR-Linne gi vun de CFL opgelëscht a stelle sech wéi follegt op:

Op den Zuchlinne sinn an deene leschte fënnef Joer Käschten (hors main d'œuvre vun de CFL-Agenten) an enger Héicht vun insgesamt 173.503,96 Euro entstanen, déi op Vandalismus zeréckzeféiere sinn an net recuperéiert konnte ginn. Dës Käschten deele sech esou op déi verschidde Joren op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei de CFL-Busbetriber, déi fir den RGTR fueren, gouf et säit der Installatioun vu Kameraen an de Busser am Joer 2005 keng nennenswäert Vandalismusakte méi ze verzeechnen. Sporadesch gi klenger Graffitie gemaach, dës ginn awer vun de Botzekippen ewechgemaach a verursaachen doduerjer keng zousätzlech Onkäschten.

Wat d'Infrastruktur ugeet, sinn an de leschte fënnef Joer duerch Akte vu Vandalismus insgesamt 422.482,70 Euro u Käschten (hors main d'œuvre vun de CFL-Agenten) entstanen, déi op Vandalismus zeréckzeféiere sinn an net recuperéiert konnte ginn. Dës Käschten deele sech esou op déi verschidde Joren op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am RGTR gëtt all Akt vu Vandalismus, dee vun de Busbetriber un den Transportdepartement gemellt gëtt, opgelëscht. Dofir gëtt et een dediéierte Formulaire, deen den Exploitant mat sengem betraffene Chauffeur ausfëllt. Op deem Formulaire sinn awer net nëmmen Vandalismusakten, déi kënnen opgelëscht ginn, mee och Incidente wéi Beleidegungen, Droungen, kierperlech Gewalt, Ugréff asw. Et gëtt awer eng Donkelziffer an et ass leider net méiglech, déi gefroten Oplëschtung detailléiert zur Verfügung ze stellen, well déi Donnéeën net deementspriechend rezenséiert ginn.

Am RGTR goufen néng Meldunge vu Vandalismus gemaach. Et handelt sech ëm futtis Sëtzer, futtis Dreckskëschten, zerschréipsten oder futtis Fënsteren.

Wat de Schued, deen duerch all dës Incidenten entstanen ass, ugeet, huet de Ministère keng Informatioun, well dee vun der Busfirma respektiv hirer Versécherung gedroe gëtt.

Question 3838 (11.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **missions de rapatriement de demandeurs de protection internationale déboutés accomplies par la Police grand-ducale :**

Vertrieder vun der Regierung hunn de 17. Juni 2019 mat der CGFP an de Personalvertriedunge vun der groussherzoglecher Police en Ofkommes ënnerschriwwen. Dëst betrëfft d'Aarbechtszäitreegelung an der groussherzoglecher Police a verschidde Kompensatiounsmoossnamen. D'Signatairë vun dësem Ofkommes goufen sech eens, datt Leit, déi u Rapatriement- oder Extraditiounsmissiouen asw. deelhuelen, eng Indemnitéit vu 5,10 Punkte pro Dag kréie sollen, wann esou Missioune méi wéi 24 Stonnen daueren. Souwäit der ADR dat bekannt ass, huet d'Regierung dee Punkt vum Ofkommes bis elo net agehalen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister an un den Här Minister vun der ëffentlecher Funktioun:

1. Goufe säit der Ënnerschrëft vun dësem Ofkommes - 17. Juni 2019 - esou Rapatriements- oder Extraditiounsmissiouen asw. assuréiert?

2. Wa jo, wéi vill Leit ware wärend wéi vill Deeg bei esou Missiounen am Asaz?

3. Gouf de betraffene Leit d'Indemnitéit vu 5,10 Punkte pro Dag ausbezuelt?

4. Wann nee, firwat net?

5. Wéi héich ass de Gesamtbetrag vun deenen Indemnitéite fir esou Missiounen?

6. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt de betraffene Leit déi an Aussiicht gestallten Indemnitéit esou schnell wéi méiglech réckwierkend ausbezuelt ka ginn?

7. Wien ass verantwortlech fir de Retard vu geschwënn zwee Joer bei der Ëmsetzung vun dësem Punkt vum Ofkommes?

8. Stëmmt et, datt den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet virun etleche Méint schréftlech vun enger Gewerkschaft op dëse Mëssel opmierksam gemaach gouf?

9. Stëmmt et weiderhin, datt den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet net op dëse Bréif reagéiert huet?

10. Wa jo, ass de Fakt, datt eng Personalvertriedung ignoréiert gëtt, wann si den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an engem Bréif schréftlech op esou ee Mëssel hiweist, dat richtegt Zeeche fir dee vun him ëmmer erëm an d'Vitrinn gestallten Dialog mat de Personalvertriedungen?

11. Ass den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet net der Meenung, datt hien duerch esou Zeeche selwer Schold un der schlechter Kommunikatioun an der groussherzoglecher Police ass?

Réponse commune (15.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Esou Rapatriementer an Extraditiounsmissioune goufe säit der Ënnerschrëft vum Ofkommes vum 17. Juni 2019 assuréiert.

Vum 17. Juni 2019 bis zum 17. Mäerz 2021 si 662 Policebeamte bei Rapatriementer matgereest, dat wärend insgesamt 1.147 individuelle Schaffdeeg.

Déi Indemnitéit vu 5,10 Points indiciaires kann nach net ausbezuelt ginn, well déi gesetzlech Basis dofir nach net besteet. De betreffende Gesetzesprojet Nr. 7644 gouf den 31. Juli 2020 vum Minister vun der ëffentlecher Funktioun bei der Chamber deposéiert.

Momentan sinn och d'Aarbechten amgaangen, fir e Règlement grand-ducal auszeschaffen op Basis vum Gesetzesprojet Nr. 7644. Am Kader vun dësen Aarbechte goufen d'Syndikater an d'Associations professionnelles vun der Police gebieden, hir Analys oder Virschléi zu dësem Text matzedeelen. Dës Analysen a Virschléi gi bei der Ausschaffung vum Règlement grand-ducal a Consideratioun geholl.

Question 3839 (11.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **postes à responsabilités particulières dans la Police grand-ducale :**

Laut Informatiounen, déi un den ADR erugedroe goufen, verléiert d'Personal vun den ënneschten (C1 an C2) an der mëttlerer Gehaltsgrupp (B1) vun der Police pro Joer zesumme wäit iwwer eng Milioun Euro an der Pai, well keen Organigramm festgeluecht ass, wou d'Poste mat spezieller Responsabilitéit definéiert sinn, respektiv duerch aner Indemnitéiten, déi hinnen net zougestane ginn. Am Hibléck op Poste mat spezieller Responsabilitéit ass gewosst, datt déi säit der Reform vum Staatsbeamtestatut, déi den 1. Oktober 2015 a Kraaft getrueden ass, fir all Gehaltsgrupp op maximal 15 % vum Effectif vun deem Gehaltsgrupp am Organigramm festgeluecht ginn ass. Laut dem Artikel 4 vum Staatsbeamtestatut ass et de Verwaltungschef, deen den Organigramm opstelle muss, fir e vum Ressortminister approuvéieren ze loossen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister an un den Här Minister vun der ëffentlecher Funktioun:

1. Gëtt et oder gouf et an der Police en Organigramm, an deem d'Poste mat spezieller Responsabilitéit fir all Gehaltsgruppe festgeluecht sinn?

2. Wéi vill Poste mat spezieller Responsabilitéit sinn oder ware säit dem 1. Oktober 2015 verdeelt ginn, all Kéier a Prozent vum Effectif an no Gehaltsgrupp opgeschlësselt an dëst zousätzlech opgeschlësselt fir d'Joren 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 an 2020?

3. Stëmmt et, dass de Verwaltungschef vun der groussherzoglecher Police säit wäit méi wéi engem Joer un engem neien Organigramm schafft, ouni datt dëse bis elo fäerdeg gestallt wier?

4. Wa jo, firwat dauert et sou laang, bis dësen Organigramm opgestallt ass?

5. Stëmmt et, datt vill Leit aus de Gehaltsgruppe C2, C1 a B1 vum Policekader op hir Majoratioun vum Echelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit verzichte mussen, well deen Organigramm nach net vum Verwaltungschef opgestallt gouf, respektiv nach net vum Ressortminister validéiert gouf?

6. Stëmmt et weiderhin, datt kee Member vum Gehaltsgrupp A1 vum Policekader op eng Majoratioun vum Echelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit verzichte muss?

7. Wéi vill Sue ginn de Membere vun de verschiddene Gehaltsgruppe verluer, wa si déi Majoratioun vum Echelon net kréien, opgeschlësselt pro Persoun aus der jeeweileger Gehaltsgrupp a pro Mount?

8. Gëtt eng Majoratioun vum Echelon och op d'Pensiounsusprécher ugerechent?

9. Wéini gedenkt de Ressortminister den neien Organigramm ze approuvéieren?

10. Kréien d'Leit aus de Gehaltsgruppe C2, C1 a B1 déi respektiv Majoratioun vum Echelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit réckwierkend ausbezuelt?

11. Ass et an den Ae vun der Regierung legitim, vu Beamte vum Staatsdéngscht ze verlaangen, datt si Poste mat spezieller Responsabilitéit iwwerhuelen, ouni datt si dat mat der Majoratioun vum Echelon, déi dofir virgesinn ass, honoréiert kréien?

12. Gëtt et méi Verwaltungen oder Servicer beim Staat, wou den Organigramm nach net opgestallt ass a wou Leit aus de verschiddene Gehaltsgruppen dowéinst op d'Majoratioun vum Echelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit verzichte mussen?

13. Wa jo, wéi eng Verwaltungen oder Servicë sinn dat a firwat ass do keen Organigramm opgestallt?

14. Wie kënnt fir de finanzielle Schued op, deen eventuell fir d'Leit aus de Staatsverwaltungen an/oder Staatsservicer entstanen ass, well keen Organigramm opgestallt gouf a si dofir op eng Majoratioun vum Echelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit hu misse verzichten?

15. Wat gedenken déi Häre Ministeren ze maachen, datt déi respektiv Organigrammen aus de Staatsverwaltungen a Staatsservicer an Zukunft méi séier opgestallt an ugepasst kënne ginn?

16. Wann ee Verwaltungschef, wéi dee vun der groussherzoglecher Police, wäit iwwer ee Joer brauch, fir den Organigramm vu senger Verwaltung opzestellen oder unzepassen, ass dat net als disziplinaresch Verfeelung unzegesinn?

17. Kéint e Verwaltungschef vun der groussherzoglecher Police dofir disziplinaresch ubelaangt ginn, wann ee bedenkt, datt dësen deen Eenzegen ass, deen eng Disziplinarinstruktioun géint ee Member vum Policekader ausléise kann?

18. Wie kéint sou eng Disziplinarinstruktioun géint de Verwaltungschef aus der groussherzoglecher Police selwer ausléisen, an op wéi enger gesetzlecher Basis géif dat geschéien?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. Aktuell gëtt et an der Police keen Organigramm, an deem sämtlech Poste mat spezieller Responsabilitéit fir sämtlech Karriären, sief et fir Fonctionnairen am Polizeikader an am Zivilkader, oder fir Employéen, opgeschlësselt op alle méiglechen Traitementsgruppen an Indemnitéitsgruppen, festgeluecht sinn.

ad 2. Sou wéi vum honorabelen Deputéierte gefrot, leien d'Donnéeën net vir, an dat aus verschiddene Grënn.

Sou goufe beispillsweis an der fréierer Karriär vum Inspekter, deem haitegen Traitementsgrupp C1 vum Polizeikader, keng Majoratioune vun den Echelonen op Basis vu Poste mat spezieller Responsabilitéit verdeelt. Am Kader vun engem Litige sectoriel tëschent dem SNPGL an der Regierung gouf nämlech den 23. September 2016 vun der Conciliatiounskommissioun festgehalen, datt déi entspriechend Majoratiounen der Anciennetéit no sollte verdeelt ginn. Dësen Accord, dee vun de Vertrieder vum Ministère fir d'Fonction publique an d'administrativ Reform, dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet, der CGFP an dem SNPGL getraff gouf, huet virgesinn, datt d'Lëscht vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit am Traitementsgrupp C1 vum Polizeikader eréischt opgestallt géif, nodeems weider 128 Beamten hir Majoration d'échelon kruten oder an den Traitementsgrupp B1 wiessele konnten. Dat war Ufank 2020 de Fall, wéi iwwer 300 Polizisten duerch d'Voie expresse an den Traitementsgrupp B1 koumen an de Conciliatiounsaccord ofgeschloss konnt ginn. Bis 2020 koumen deemno 20 % vum Effectif vun der fréierer Karriär vum Inspekter, respektiv dem aktuellen Traitementsgrupp C1 vum Polizeikader, dee bei wäitem dee gréissten Deel vum Gesamteffectif vun de Polizisten ausmécht, an de Genoss vun der Majoratioun vum Echelon, déi am Artikel 16 vum Traitementsgesetz virgesinn ass. Bei deenen anere Karriären, wou d'Majoratioun vum Echelon verdeelt gouf iwwer deen am Oktober 2015 agefouerte System vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit, war dat ganz kloer net de Fall. Andeems d'Gesamtzuel vun dëse Posten awer och hei keng Roll spillt, gouf si statistesch net erfaasst.

Dat Eenzegt, wat reegelméisseg huet missen iwwerpréift ginn, war d'Unzuel vun den ausbezuelte Majoratiounen, déi op 15 % vum Effectif vum jeeweilegen Traitementsgrupp oder Indemnitéitsgrupp plafonéiert sinn, woubäi an enger Iwwergangsphas och 20 % erlaabt waren.

Wéi am Artikel 16 vum Traitementsgesetz virgesinn, dierfen dës Limitten net iwwerschratt ginn, a genee dorop ass opgepasst ginn. Eng statistesch Erfaassung ass och hei net geschitt.

ad 3. + 4. D'Bestëmmung vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit am Organigramm ass e Prozess, an deem méi Acteuren implizéiert sinn. D'Fonction publique réit deenen eenzele Verwaltungen, fir d'Personalvertriedunge mat anzebannen. Dëst ass och sou vum Generaldirekter vun der Police gemaach ginn, deen deene verschiddenen Associatiounen een Organigramm virgestallt huet an d'Prinzippie vun der enger méiglecher Bestëmmung vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit zur Diskussioun gestallt huet. Am Uschloss un dës Entrevue, déi schonn am Laf vum Joer 2020 stattfonnt huet (trotz erschwéierenden Aarbechtsbedéngungen duerch d'Pandemie), koumen eng Rei Verbesserungsvirschléi op den Dësch, mee och eng Rëtsch Kriticken, déi souwäit gaange sinn, datt d'Grondprinzippie vun der Definitioun vun der Verdeelung vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit komplett a Fro gestallt goufen. Dowéinst gouf drop verzicht, den initiale Virschlag ze validéieren, an d'Police an de Ministère fir bannenzeg Sécherheet sinn nach eemol un d'Fonction publique erugetrueden, fir all d'Froen, déi opgeworf goufen, ze klären.

ad 5. + 6. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 2.

ad 7. Fir datt eng Majoratioun vum Echelon kann ausbezuelt ginn, muss den entspriechende Poste fir d'alleréischt mol als Poste mat spezieller Responsabilitéit definéiert ginn. Soulaang dat net geschitt ass, besteet keen Urecht op eng Majoratioun.

Des Weidere sinn déi 15 % Majorations d'échelon e legale Maximum, dee fixéiert ass an net en Zil „en soi".

ad 8. Jo.

ad 9. Nieft dem Rekrutement ass d'Bestëmmung vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit am Organigramm eng vun de gréisste Prioritéiten am Beräich vun der Gestioun vum Personal vun der Police. Am beschte Fall kann dës am Accord tëschent allen Acteuren opgestallt ginn. Mir sinn zouversiichtlech, dass den Organigramm vun dëse Posten an den nächste Méint ka validéiert ginn.

ad 10. + 11. D'Gehältergesetz vum 25. Mäerz 2015 preziséiert, dass bis zu 15 % vum Effectif vun all Groupe de traitement respektiv d'indemnité eng „majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières" kënne kréien. Am nämmlechte Gesetz steet weiderhin: « Les fonctionnaires (...) peuvent bénéficier d'une majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières. » Laut Gesetz huet d'Verwaltung also keng Obligatioun, fir Poste mat spezieller Responsabilitéit an hirem Organigramm virzegesinn. Do dernieft kann et virkommen, dass e Beamten op engem Poste mat enger spezieller Responsabilitéit ass, an awer net an de Benefice vun der Majoration d'échelon ka kommen, well de Kontingent vu 15 % a sengem Grupp schonn erreecht ass. Réischt wann dann den Effectif aus engem Groupe de traitement/indemnité erhéicht ginn ass an d'Unzuel u méigleche Majorations d'échelon deemno och eropgaangen ass, kann de Ressortminister en Arrêté de nomination ausstellen an et domat engem weidere Beamten op engem Poste mat spezieller Responsabilitéit erlaben, d'Majoration d'échelon ze kréien.

ad 12. - 15. Opgrond vun engem Organigramm, deen och per Arrêté ministériel approuvéiert muss sinn, kann de CGPO eng Majoration d'échelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit ausbezuelen. Praktesch all Verwaltung huet haut esou en Organigramm.

Generell bleift nach ze widderhuelen, dass Verwaltunge keng Obligatioun hunn, de Kontingent vu maximal 15 % an all Grupp opzebrauchen, d'Gesetz gesäit just ee Maximum vir.

ad 16. + 17. Neen. Sou wéi ënnert dem Punkt 4 beschriwwen, ass d'Opstelle vum Organigramm vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit an der Police e Prozess, wou d'Direction générale, d'Vertriedunge vum Personal an de Ministère fir bannenzeg Sécherheet mat abezu sinn. Sou e Prozess dauert eng gewëssen Zäit.

ad 18. D'Nominatioun vum Verwaltungschef vun der Police gëtt vum Grand-Duc decidéiert. De Generaldirekter vun der Police huet doduerch d'Vertraue vun der Regierung, fir seng Aarbecht am Alldag ze

bewältegen an dofir ze suergen, datt d'Police esou opgestallt ass, datt se, mat deene Moyenen déi si zur Verfügung huet, déi beschtméiglech Sécherheet fir all Bierger gewärleeschte kann. Amplaz vun enger Disziplinarinstruktioun kann de Verwaltungschef vun der Police duerch d'Regierung revoquéiert ginn ënnert de Konditiounen, wéi se am Gesetz iwwert d'Fonctions dirigeantes an den Administratiounen a Servicer beim Staat virgesi sinn.

Question 3842 (11.03.2021) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant l'**utilisation du QTrobot dans l'inclusion scolaire :**

Laut der WHO ass weltwäit eent vun 59 Kanner vun Autismus betraff. Den Autismussyndrom ass virun allem eng Stéierung vun der Wahrnehmungsveraarbechtung. D'Zil soll sinn, dës Kanner, déi dacks Problemer hunn, sech richteg auszedrécken oder d'Emotioune vun Aneren ze verstoen, esou gutt ewéi méiglech an der Gesellschaft an och an der Schoul mat anzebezéien. Inklusioun ass hei d'Stéchwuert. Dësem Theema huet sech och eng Spin-off, déi aus der Uni.lu ervirgeet, ugeholl an de QTrobot entwéckelt. E Roboter, deen déi emotional a sozial Kompetenze vu Kanner mat Autismus soll förderen. Kanner mat Autismus sollen ëm 165 % méi opmierksam sinn, wann dëse klenge Roboter an hirer Bildung benotzt gëtt.

An deem Zesummenhang wëlle mir dem Här Minister fir Educatioun a Fuerschung dës Froe stellen:

- Gëtt de QTrobot schonn an der Lëtzebuerger Schoul oder an de Kompetenzzenteren agesat?

Wa jo, wou a wat sinn déi éischt Erfarungen?

- Kann de Minister sech virstellen, dëse klenge Roboter landeswäit a Schoulen zur Verfügung ze stellen, fir dass d'Inklusioun sou gutt ewéi méiglech gelénge kann?

- Kéint de QTrobot net och eng wichteg Ënnerstëtzung beim Homeschooling vu betraffene Kanner sinn? Wa jo, a wéi wäit kéint de jeeweilegen Eltere finanziell ënnert d'Äerm gegraff ginn?

- A wéi wäit wäert déi artifiziell Intelligenz d'Schoul, notamment a puncto Inklusioun, vu muer matgestalten?

Ginn et hei weider Projeten, un deenen den Educatiouns- a Fuerschungsministère schafft?

Réponse (23.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Fuerscher vun der Universitéit Lëtzebuerg hunn 2015 de Prototyp QTrobot entwéckelt, an dat am Kader vun engem Projet Proof of Concept vum Fonds national de la recherche. Dëse Roboter ka mat autistesche Kanner interagéieren a kann hinnen déi néideg Kompetenze fir hir spezifesch Besoine vermëttelen.

Am Abrëll 2016 hunn zwee Fuerscher vun der Universitéit Lëtzebuerg d'Spin-off LuxAI kreéiert an d'Produktioun vun de Robotere lancéiert. Bis elo goufen 200 Exemplaire vum QTrobot verkaaft, haaptsächlech an Nordamerika a virun allem u renommëiert Fuerschungsinstituter an international Schoulen.

2018 gouf eng Etüd duerch den Institut pour enfants autistes et psychotiques (IEAP) zu Lëtzebuerg gemaach, fir den Impakt vum QTrobot op d'Verbesserung vun den orthophonesche Kompetenze bei de Kanner mat Autismus ze evaluéieren. D'Resultater vun der Etüd ware ganz positiv an deem Sënn, datt d'QTrobots d'Konzentratioun vun de Kanner stimuléiert an de Léierprozess erliichtert hunn. Doropshin huet de Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA) zwee Prototyppe kaaft, déi am Kader vum Enseignement spécialisé benotzt ginn.

De Gebrauch vum QTrobot am Kader vum Homeschooling ass och méiglech. LuxAI huet kierzlech eng Versioun fir d'Eltere lancéiert, déi sech no den éischten Experienzen zefridde gewisen hunn. D'Universitéit Lëtzebuerg ass och ganz aktiv an der Fuerschung am Beräich Inklusioun am Allgemengen an Autismus am Speziellen. Ee Fuerschungsprojet soll hëllefen ze verstoen, firwat Kanner mat Autismus zu Lëtzebuerg Schwieregkeeten an hirem Schoulparcours empfannen, obwuel hir Intelligenz dacks iwwert der Moyenne läit.

D'Universitéit Lëtzebuerg preparéiert momentan och e Rapport iwwer eng national Ëmfro zum Autismus zu Lëtzebuerg. Persoune mat Autismus an hir Famille goufen iwwer verschidden Theeme wéi Inklusioun, Educatioun an Accès op Servicer befrot. Dëse Rapport soll de concernéierten Instanzen eng Orientatiounshëllef ginn, wat zukünfteg Piste fir d'Inklusioun vu Persoune mat Autismus zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Ausser a ganz spezifesche Beräicher (wéi zum Beispill uewen ze liesen am Autismus, wou den Asaz vum Roboter selwer eng prezis Äntwert op en determinéierte Förderberäich ass), ass d'Zeréckgräifen op e Roboter wéi de QTrobot an deene meeschte Fäll als eng kompensatoresch Moossnam ze verstoen. Dës Moossnam verfollegt d'Zil, d'Deelhuele vum Schüler um Unterrecht a senger Klass ze erhéijen.

An der Uwennung vu Roboteren am Beräich vun der Educatioun kann een aus pedagogescher Siicht dräi verschidden Zilsetzunge verfollegen:

1. De Roboter an d'Programmatioun si selwer Léiergéigestand.

2. De Roboter gëtt als Fërdermedium agesat, fir an der Aarbecht mat Schüler mat spezifesche Besoinen un engem determinéierte Förderberäich ze schaffen.

3. De Roboter gëtt als Facilitateur agesat, fir dem Schüler eng maximal Participatioun um Unterrecht ze erméiglechen.

An dësem Sënn ass et dem Educatiounsministère wichteg, d'Robotik an de Schoulen zilorientéiert a situatiounsgerecht zum Wuel vun de Schüler an hirer Entwécklung anzesetzen.

An dësem Kader gëtt um Niveau vun der Generaldirektioun fir Inklusioun vum Educatiounsministère aktuell un der Ausaarbechtung vu weideren differenzéierte Moyene fir d'Beschoulung vu Schüler mat spezifesche Besoine geschafft. Schüler, déi zum Beispill bis dato duerch hir gesondheetlech Situatioun net méi um Unterrecht deelhuele konnten, an de Choix gemaach hunn, op den Homeschooling zeréckzegräifen, sollen an Zukunft d'Méiglechkeet kréien, duerch den Asaz vu Robotere wéi ënnert anerem dem AV1-Telepresenzroboter vun No Isolation, enger norwegescher Startup, souwuel op sozialem wéi op schouleschem Niveau op Distanz un hirer Klass deelzehuelen. Den Homeschooling wier am eigentleche Sënn fir dës Schüler net méi néideg. Vun 2018 u bis haut konnte ronn 20 Schüler vun engem AV1 profitéieren.

Zanter 2020 handelt et sech heibäi ëm eng strukturell applizéiert Mesure, déi vun der Commission nationale d'inclusion (CNI) op hir Adequatioun hin analyséiert, an dann dem Schüler an den Eltere proposéiert gëtt. Sechs Schüler profitéieren aktuell vun engem AV1 a weider véier Telepresenzrobotere sinn en commande, fir op déi steigend Demande kënnen ze äntweren.

Vu datt et sech heibäi ëm eng noutwenneg Äntwert op dem Schüler seng spezifesch Besoinen handelt, ass d'Zeréckgräifen op den AV1 fir all Concernéiert, also deemno och fir d'Elteren, gratis. D'Käschte ginn integral vum Educatiounsministère iwwerholl.

Fir sécherzestellen, datt den AV1 weiderhin déi adaptéiertsten Äntwert op dem Schüler seng schoulesch Besoine bleift, ginn d'Situatiounen all aacht Woche reevaluéiert.

Question 3855 (15.03.2021) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **installations photovoltaïques :**

De Mouvement écologique an d'Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren hu rezent an engem gemeinsame Pabeier drop opmierksam gemaach, datt Photovoltaikanlage prioritär op scho versigelte Fläche sollen installéiert ginn. Grondsätzlech soll d'Opstelle vun esou Installatiounen an der oppener Landschaft souwéi op landwirtschaftleche Flächen ageschränkt ginn, zumindest soulaang, bis all aner Méiglechkeeten ausgeschäffelt sinn.

Si fuerderen donieft, dass nëmme begrenzt Agrophotovoltaikanlagen an ënner ganz restriktive Konditiounen zougelooss an entspriechend Ofännerungen am iwwerschafften Naturschutzgesetz duerchgeféiert solle ginn. Och déi staatlech Ausschreiwunge fir grouss PV-Anlage sollten deementspriechend Krittäre virgesinn.

Aus all deene Grënn wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech d'Madamm Ministesch an den Här Minister par rapport zu de Revendicatioune vun de genannten Organisatiounen?

2. No wat fir enge Krittäre kéinte Photovoltaikanlagen op fräie Flächen a Fro kommen, bzw. geneemegt ginn?

3. Sinn der Regierung konkreet Projete bekannt, wou sou Anlagen op fräie Flächen installéiert goufen oder installéiert solle ginn? Kann d'Regierung eis prezis Beispiller nennen? Wéi grouss ass déi mëttlerweil verplangte respektiv genotzte Fläch?

4. Vu dass et déi eng oder aner Plaz am Land gëtt, wou an der Grénzon op Agrarflächen nach Reschter vun ale Solaranlage stinn, wéi vill Anlagen, déi a Wisen oder op Felder stoungen an net méi a Betrib sinn, si mëttlerweil demontéiert ginn?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Ministeren deelen déi grondsätzlech Zilsetzung vum Mouvement écologique an der Lëtzebuerger Landjugend an de Jongbaueren. Dofir sinn déi aktuell Förderbedéngunge vun der Photovoltaik sou ausgeriicht, datt prioritär an souwäit wéi méiglech Anlagen op versigelten oder bebaute Fläche realiséiert ginn. Souwuel déi garantéiert Aspeisetariffer, wéi déi national järlech Ausschreiwunge setzen dëse Prinzip ëm.

D'Regierung concertéiert sech donieft och aktuell fir ze kucken, wéi ee Pilotprojet am Beräich vun der Fräifläch kann ausgesinn, deen souwuel dem Zil vun der Steigerung vun der nationaler Produktioun vun erneierbarer Energie, wéi der Verbesserung vun der Biodiversitéit an de Belaanger vun der Landwirtschaft Rechnung dréit. Am Ausland ginn et well esou Projeten, déi an allen dräi Beräicher den Ufuerderungen entspriechen. Ee Monitoring soll duerno iwwerwaachen, datt déi gesaten Ziler och erreecht ginn. Duerno kann een dann dorausser déi noutwendeg Schlussfolgerungen zéien.

ad 2. D'Geneemegunge ginn am Kader an no de Krittäre vum Naturschutzgesetz ausgestallt.

ad 3. Wéi virdrun erkläert, gi momentan just gréisser Photovoltaikprojeten op Fläche realiséiert, déi an enger Form schonns versigelt sinn oder op deenen eng Konstruktioun steet.

Iwwer déi national Ausschreiwunge si follgend Projete realiséiert ginn:

- Zu Jonglënster bei den RTL-Sendemasten. Do leien ënnerierdesch Kabelen op de besoten Terrainen, genee wéi bei de Radiomasten zu Beidweiler. Et handelt sech hei ëm Fläche vun 1,32 ha respektiv 2,92 ha.

- An der Planung sinn nach follgend zwou Anlagen, well se bei den nationalen Ausschreiwungen zeréckbehale goufen: zu Colmer-Bierg um Goodyear Circuit (2,30 ha) an eng Erweiderung vun der bestoender Anlag zu Beidweiler (1,55 ha).

Déi éischt gréisser PV-Anlag op enger Fräifläch ass am Joer 2002 zu Gréiwemaacher autoriséiert ginn. Deemools war et wärend enger kuerzer Zäit méiglech, een Aspeisetarif ze kréie fir Anlagen, déi um fräien Terrain installéiert goufen.

ad 4. Dem MEA an dem MECDD leien heizou keng Informatiounen vir.

Question 3858 (15.03.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **unités de contrôle :**

Les inspections et contrôles sont essentiels dans la garantie du respect des exigences légales, réglementaires et administratives. En matière d'environnement, plusieurs structures de contrôle et d'intervention ont été mises en place au cours des dernières années en vue de veiller à une meilleure protection de l'environnement naturel et humain et afin d'accorder aux contrôles la priorité qu'ils méritent.

Depuis sa réorganisation, l'Administration de l'environnement dispose d'une « Unité contrôles et inspections », cette dernière étant devenue opérationnelle en 2017. L'Administration de la gestion de l'eau dispose d'un « Service inspection et contrôle » depuis 2016. L'Administration de la nature et des forêts quant à elle dispose de son entité mobile depuis 2002.

L'unité de contrôle du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural quant à lui dispose également d'une unité de contrôle qui veille au respect des dispositions prévues dans certains textes légaux ayant pour objet les exploitations agricoles.

Dans un rapport d'évaluation du Conseil de l'Union européenne de 2019 concernant la « mise en œuvre pratique et fonctionnement des politiques européennes en matière de prévention de la criminalité environnementale et de lutte contre celle-ci », l'équipe d'évaluation a recommandé au Luxembourg de développer de manière prioritaire « la force de recherche, de constat, d'enquête et de répression en matière de criminalité environnementale, (…) en augmentant de manière significative les ressources humaines affectées à ce domaine (…) ». Par ailleurs, elle encourage le Luxembourg « à développer une structure de formation spécifique qui s'adresserait à tous les niveaux d'intervenants concernés par la recherche, la constatation et la poursuite répressive des infractions environnementales ».

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelles sont les ressources qui sont actuellement attribuées à chaque service et quelle est leur évolution au cours des cinq dernières années, voire depuis leur mise en place ?

2) Madame et Monsieur les Ministres estiment-ils que les ressources humaines actuellement attribuées aux services respectifs sont suffisantes pour garantir la bonne application des lois et règlements en matière environnementale et agricole ? Dans la négative, quels sont les besoins identifiés et les actions prévues à cet égard ?

3) Quelles sont les réflexions du Gouvernement quant au développement d'une structure de formation spécifique pour les intervenants concernés par la recherche, la constatation et la poursuite répressive des infractions environnementales, tel que proposé par l'équipe d'évaluation précitée ?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

1) Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) :

Administration de l'environnement (AEV) :

L'Unité contrôles et inspections (UCI) de l'Administration de l'environnement qui a été créée en 2016 dans le cadre de la réorganisation de l'Administration de l'environnement comptait en 2017 3 inspecteurs (3 ETP), dont le responsable de l'unité et une secrétaire mi-temps (0,5 ETP). En avril 2021, l'UCI se compose de 5 inspecteurs (4,5 ETP), dont le responsable d'unité, de 2 inspecteurs stagiaires (2 ETP) et d'une secrétaire (1 ETP).

Administration de la gestion de l'eau (AGE) :

L'Administration de la gestion de l'eau a créé fin 2016 son service « Inspection et contrôle ». L'effectif de ce service a évolué d'un agent (0,75 ETP) en 2016 à 7 agents (5,75 ETP) en 2021.

L'intervention au niveau des pollutions était assurée au sein de l'AGE par l'équipe « Pollution » dont l'effectif était d'un agent (1 ETP) en 2016 et de deux agents (2 ETP) en 2021.

Depuis janvier 2021, ces deux entités ont été fusionnées dans une nouvelle unité dénommée « Service Inspection, contrôle et gestion des pollutions (SICoPol) » dont l'effectif total est donc de 9 agents (7,75 ETP).

Administration de la nature et des forêts (ANF) :

Au sein de l'ANF, le contrôle et l'intervention en vue de la protection de l'environnement sont réalisés par différents services et à des degrés divers. D'une part les agents d'une cellule spécialisée (Entité mobile) qui réalisent cette mission à titre principal (100 %) et d'autre part les agents territoriaux (arrondissements et triages) qui réalisent cette mission à titre accessoire (5-10 %).

Depuis 2016, les missions confiées à l'Entité mobile ont été assumées par 6 fonctionnaires, 3 préposés de la nature et des forêts, dont un agit en sa fonction de chef de l'Entité mobile, et 3 agents des domaines. Le poste de secrétariat de l'Entité mobile est occupé depuis mars 2016 à mi-temps, mais cette personne effectue également d'autres tâches non liées à l'Entité mobile. En 2021 une demi-tâche de préposé de la nature et des forêts est venue s'ajouter à l'effectif du personnel (7 ETP, dont 0,5 ETP secrétariat).

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

Lors de sa création en 2002, l'Unité de contrôle (UNICO) comptait en tout 12 inspecteurs, 4 gestionnaires administratifs et 0,5 femme de charge. Depuis lors, l'effectif de l'Unité de contrôle a régulièrement subi de légères variations du nombre de ses inspecteurs au cours des années. En 2017, l'effectif du service avait été renforcé par des CDD ce qui a mené à un taux de 15,75 ETP. Ce taux a depuis lors progressivement diminué pour atteindre actuellement un effectif de 13,75 ETP.

2) Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

Les agents référés dans la réponse précédente sont tenus de contrôler et d'intervenir dans le cadre de la législation environnementale et agricole relevant des domaines de compétence respectifs. Les évolutions des différentes législations font que le besoin en contrôles et inspections augmente. Il est donc indispensable de recruter des agents afin de s'investir davantage dans la recherche et la constatation des infractions en matière de l'environnement et de garantir ainsi une répression efficace en matière de criminalité environnementale.

Les trois administrations du MECDD ont mis en ligne sur guichet.lu une démarche en vue d'une plainte administrative dans leurs domaines respectifs. Il faut savoir que cette possibilité ainsi que la sensibilité accrue de la population par rapport à la criminalité environnementale ont mené à une augmentation considérable des observations parvenues de la part des citoyens.

Il est donc évident que les effectifs des unités de contrôle de l'AEV, de l'AGE et de l'ANF doivent augmenter afin de pouvoir assurer non seulement les inspections suite à des plaintes de citoyens et les inspections environnementales périodiques prévues par la législation afférente, mais aussi des contrôles sporadiques et non annoncés sur le terrain.

De manière générale, les missions sont très variées et une expertise approfondie dans la plupart des domaines doit déjà exister au niveau des contrôles. Il en résulte que des nouveaux agents doivent être formés afin d'acquérir les compétences techniques et législatives requises faisant l'objet des contrôles et inspections réalisés.

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

Dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), l'Unité de contrôle du Ministère de l'Agriculture est contrainte d'effectuer sur base d'échantillons des contrôles sur place afin de vérifier si les bénéficiaires respectent les conditions liées à l'octroi des aides reçues. Au cours des années, le nombre des contrôles sur place prévu par la réglementation européenne et à effectuer par l'Unité de contrôle est constamment en augmentation. Il s'y ajoute que bon nombre des mesures d'aides à contrôler sont devenues plus complexes et nécessitent le maniement d'équipement technique spécialisé et des formations ainsi que des supervisions assidues. Ainsi, on constate que depuis quelques années, les inspecteurs de l'Unité de contrôle ont davantage du mal à terminer les dossiers de contrôle dans les délais requis. Il y a donc lieu d'évaluer la situation actuelle pour parvenir à un renforcement des effectifs de l'Unité de contrôle. Ceci s'avère d'autant plus nécessaire si on considère qu'après leur embauche, les agents parcourent une période d'initiation d'une durée de deux ans afin de percevoir la nature des contrôles et des méthodes y relatifs. Le contexte ardu mentionné ci-dessus implique des contraintes très spécifiques lors du recrutement de nouveaux agents, tout en reconnaissant la rareté du profil recherché.

3) Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

Les critères de fonctions, de qualification et/ou de grades auxquels les agents devront satisfaire pour la recherche, la constatation et la poursuite sont définis dans les différentes lois. Certaines lois exigent une formation professionnelle spéciale préalable des agents avant de pouvoir être assermentés comme officiers de police judiciaire.

Depuis son avis du 3 juillet 2007 relatif au projet de la loi relative à l'eau, le Conseil d´État marque ses réserves à chaque projet de loi de conférer à des agents publics autres que les fonctionnaires de la Police grand-ducale des prérogatives d'officiers de police judiciaire.

Le Conseil d´État critiquait le foisonnement des prérogatives de puissance publique attribuées à toutes sortes de fonctionnaires qui a priori n'ont pas les connaissances requises pour procéder dans les formes de la loi à la recherche des infractions et au rassemblement des preuves. Le Conseil d´État considérait que la tendance de plus en plus présente, de confier par des lois spéciales aux fonctionnaires, de l'AEV, de l'AGE et de l´ANF, des fonctions de police judiciaire dans les matières les plus diverses, conduit à la longue à l'exercice concurrent par différents corps administratifs de missions identiques en matière de constatation des infractions, alors que les fonctions de police judiciaire incombent dans notre ordonnancement constitutionnel plutôt à la Police grand-ducale.

Afin d´éviter des problèmes, le Conseil d'État insiste, depuis lors, formellement à ce que les fonctionnaires susceptibles d'être assermentés comme officiers de police judiciaire justifient d'une qualification professionnelle à la hauteur de leur tâche qu'ils auront acquise grâce à une formation spéciale.

Dans son rapport annuel de 2012-2013, le Conseil d'État motive sa position :

D'abord, les personnes auxquelles des attributions de police judiciaire ont été confiées « ne sont guère familiarisées ni avec le droit pénal en général, ni surtout avec la procédure pénale en particulier. Or, il ne suffit pas de disposer de connaissances spécifiques, facilitant la recherche et la constatation d'infractions dans certaines matières : il faut également savoir selon quelles formes les infractions doivent être recherchées et les preuves assemblées ». Dans son avis du 23 septembre 2008 (doc. parl. n° 5819), le Conseil d'État souligne que ces fonctionnaires « a priori » n'ont pas les connaissances requises pour procéder dans les formes de la loi à la recherche des infractions et au rassemblement des preuves.

Étant donné que la saisie et la préservation de preuves sont souvent très complexes en matière environnementale et que les agents sont tenus d'apporter une preuve sans faille pour les tribunaux, il est primordial d'améliorer la formation spécifique des agents de l'unité en charge de ces recherches.

Ces fonctionnaires ont pour la plupart une formation scientifique, une formation spécifique plus complète et approfondie en matière des procédures pénales, dont notamment l'établissement d'un procès-verbal et le rassemblement de preuves qui pourraient être bénéfiques, voire indispensables pour garantir un travail correct et plus efficace des agents en question.

Si le principe de cette formation est prévu depuis 2008 dans les différentes lois formelles, ce n´est que en 2014 qu´un règlement grand-ducal a été pris afin de régler les modalités d'organisation de cette formation.

Le règlement grand-ducal modifié du 3 avril 2014 fixant le programme, la durée et les modalités de contrôle de connaissances de la formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de certaines lois en matière environnementale vise « officier de police judiciaire » (OPJ) de disposer au moins des bases requises pour le rassemblement de preuves et l'établissement de procès-verbal.

La conception d'une structure n'est pas nécessaire, alors que les formations peuvent être intégralement assurées par des cours à l'Institut national d'administration publique.

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

Les agents de l'Unité de contrôle du Ministère de l'Agriculture participent régulièrement à des formations spécifiques pour s'informer des règlements en vigueur et pour développer les compétences techniques requises. Une formation spécifique, telle que proposée par l'équipe d'évaluation sera certainement bénéfique pour le service.

L'Unité de contrôle entretient des échanges réguliers respectivement effectue des contrôles communs avec l'Administration de la nature et des forêts ainsi qu'avec l'Administration de la gestion de l'eau afin de traiter des cas de constatation d'une infraction issue du domaine du service concerné.

En effet, les dossiers de contrôle de biodiversité (Cross Compliance A1), sélectionnés selon les critères de l'analyse des risques de l'Administration de la nature et des forêts, sont effectués ensemble avec un agent de la brigade mobile qui participe au contrôle et rédige un rapport, ajouté au dossier final.

D'autre part, l'Unité de contrôle réalise un échange étroit avec le service inspection, contrôle et gestion des pollutions de l'Administration de la gestion de l'eau en ce qui concerne les méthodes et techniques de contrôles.

Question 3865 (16.03.2021) de **Mme Djuna Bernard** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **statut des chargés de cours dans l'enseignement musical :**

L'enseignement musical est organisé par les communes sous la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour les aspects pédagogiques et du Ministère de l'Intérieur pour les aspects administratifs et financiers. La surveillance administrative et financière est assurée par une commission consultative interministérielle à l'enseignement musical.[13]

Le personnel intervenant dans l'enseignement musical est recruté selon différents statuts. Pour ce qui est des chargés de cours, l'article 14 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant entre autres harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal et modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail stipule que :

« Par dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, les contrats à durée déterminée conclus entre les communes, les syndicats de communes ou les organismes privés, mentionnés à l'article 5 de la présente loi, d'une part, et un chargé de cours de l'enseignement musical, d'autre part, peuvent être renouvelés plus de deux fois, même pour une durée totale excédant 24 mois, sans être considérés comme contrats à durée indéterminée. »

Dans le commentaire des articles du rapport parlementaire de la loi susmentionnée, il est mentionné que cette disposition dérogatoire au droit du travail habituel servait à « légaliser les pratiques usuelles dictées par les fluctuations du nombre d'élèves inscrits aux différents cours théoriques et instrumentaux d'une année à l'autre ».[14] Or, il y est indiqué également que cette disposition faisait déjà à l'époque l'objet d'une discussion controversée au sein de la commission parlementaire compétente.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quel est le nombre total de chargés de cours actuellement embauchés sous contrat à durée déterminée dans l'enseignement musical ? En moyenne, quel est le nombre d'années de service parmi ces chargés de cours ?

2) Est-ce que, dans la pratique, tous les chargés de cours recrutés nouvellement à un poste sont embauchés sous CDD, ou y en a-t-il qui se voient offrir dès le début un CDI ? Monsieur et Madame les Ministres n'estiment-ils pas que le recours généralisé aux CDD puisse constituer une entrave à l'attractivité des postes de chargés de cours auprès de l'enseignement musical ?

3) Quelles sont les consignes que la commission interministérielle à l'enseignement musical a émises au sujet de :

a. la politique d'embauche et notamment les renouvellements successifs de CDD ;

b. l'offre de contrats à durée indéterminée aux chargés de cours ?

4) Vu l'insécurité voire la précarité qui peuvent découler pour les personnes concernées d'une succession de CDD sans perspective de CDI, Monsieur et Madame les Ministres jugent-ils toujours opportune la possibilité de renouvellement illimité de CDD ?

Le règlement grand-ducal du 25 septembre 1998 fixant les conditions de formation, d'admission aux emplois et de rémunération des chargés de cours des établissements d'enseignement musical du secteur communal stipule en son article 6 que :

« Les chargés de cours de l'enseignement musical ou les chargés de direction d'une école de musique sont considérés comme étant en service provisoire pendant les deux premières années de service. En cas d'une succession ininterrompue de contrats auprès d'une institution d'enseignement musical dans le secteur communal le chargé de cours de l'enseignement musical ou le chargé de direction d'une école de musique accomplira un seul service provisoire. »

5) Quelles sont, pour les chargés concernés, les conséquences pratiques de ce statut de « service provisoire » ?

Dans le rapport d'activités 2019 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, il est indiqué que :

« Un groupe de réflexion du ministère réunissant tous les acteurs concernés de l'enseignement musical, à savoir les ministères de l'Éducation nationale, de l'Intérieur, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) et les établissements d'enseignement musical, a été mis en place en vue de la révision de la loi modifiée de 1998 sur l'enseignement musical. Trois réunions ont eu lieu entre novembre et décembre, d'autres suivront en 2020. Dans la perspective de cette révision, le ministre a rencontré à de nombreuses reprises les différents acteurs. »[15]

6) Est-ce que le groupe de réflexion susvisé a continué de fonctionner au cours de l'année passée ? Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils nous indiquer le libellé exact de la mission conférée au groupe ?

7) Les questions relatives au statut du personnel et notamment celle de la nécessité voire l'opportunité de la succession de CDD pour chargés de cours dans l'enseignement musical ont-elles déjà fait l'objet des discussions au sein du groupe ? Dans la négative, Monsieur et Madame les Ministres sont-ils disposés à mettre la question à l'ordre du jour ?

8) Quel est l'état d'avancement des travaux du groupe de réflexion et dans quels délais Monsieur et Madame les Ministres comptent-ils être en mesure de déposer un projet de loi portant révision de la loi modifiée de 1998 sur l'enseignement musical ?

Réponse commune (04.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Selon les informations recueillies auprès des établissements d'enseignement musical communaux, 163 agents ont été engagés en tant que chargés de cours sous un contrat de travail à durée déterminée, ce qui représente 23 % de l'ensemble des chargés de cours. En moyenne, la durée totale d'engagement sous forme de contrat à durée déterminée d'un chargé de cours s'élève à quelque 52 mois.

ad 2) Les modalités d'engagement des chargés de cours diffèrent en fonction des différents établissements d'enseignement musical du secteur communal. En règle générale, les chargés de cours sont engagés sous un contrat à durée déterminée pendant leur service provisoire qui s'étend sur deux années. La grande majorité des agents se voit ensuite accorder un engagement à durée indéterminée. Dès lors, dans la mesure où les chargés de cours engagés initialement pour une durée déterminée bénéficient en règle générale d'un contrat à durée indéterminée à la fin de leur service provisoire, ce mode de recrutement ne saurait nuire à l'attractivité des postes de chargés de cours.

ad 3) L'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 3 août 1998 ayant pour objet a) de définir les conditions-cadre de l'organisation de l'enseignement musical par les communes et b) d'instituer une commission consultative interministérielle à l'enseignement musical détermine que la commission précitée a pour mission de conseiller les ministres pour toutes les questions d'ordre administratif et financier relatives à l'enseignement musical.

Il en résulte que la politique d'embauche appliquée par les différents établissements d'enseignement musical communaux ne fait pas partie des missions confiées à la commission visée et n'a, par conséquent, pas fait l'objet de discussions au sein de celle-ci.

ad 4) En ce qui concerne la durée maximale d'une suite de contrats à durée déterminée d'un chargé de cours de l'enseignement musical, l'article L.122-5 du Code du travail dispose que le contrat de travail à durée déterminée d'un chargé de cours peut être renouvelé plus de deux fois, et ceci, même pour une durée totale dépassant 24 mois.

Cette mesure dérogatoire au régime commun en matière de contrat de travail, s'explique par la situation particulière de l'enseignement musical communal, qui constitue un ordre d'enseignement facultatif dans le chef des élèves, qui s'inscrivent à un cours auprès d'un établissement d'enseignement musical du secteur communal. Il s'en suit que l'établissement concerné ne peut pas définir au-delà d'une année scolaire le besoin en personnel enseignant dans des branches qui, traditionnellement, sont assujetties à de fortes variations quant au nombre d'inscriptions.

C'est pourquoi les autorités communales compétentes préfèrent occuper les postes de chargés de cours en question par des agents bénéficiant d'un engagement à durée déterminée afin de minimiser la charge financière lorsque les nombres d'inscriptions d'élèves intéressés et de désistements en cours d'année scolaire.

Considérant la réponse donnée à la question 2, il n'existe, à l'heure actuelle, pas de raisons justifiant l'abrogation de l'article L.122-5 du Code du travail.

ad 5) La rémunération pendant la durée du service provisoire d'un chargé de cours, salarié ou employé communal, ne diffère pas en fonction de la durée du contrat conclu. Le recours à un contrat à durée déterminée pendant le service provisoire n'a donc pas de conséquence pratique pour l'agent concerné.

ad 6) En janvier 2020 a eu lieu la dernière des quatre réunions projetées du groupe de réflexion.

Le groupe de réflexion a été mis en place par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour permettre une large consultation de tous les acteurs concernés en vue de la révision de la loi modifiée de 1998 sur l'enseignement musical.

ad 7) Les modalités de recrutement des chargés de cours, et notamment le recours à des contrats à durée déterminée par les établissements d'enseignement musical, n'ont pas fait l'objet de discussions au sein du groupe de réflexion.

ad 8) Le groupe de réflexion s'est réuni en date du 19 mars 2021 et une première ébauche d'un avant-projet de loi portant sur l'enseignement musical a été présenté.

Des réunions individuelles ont par la suite été organisées entre les agents du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et les acteurs concernés pour discuter plus amplement sur l'avant-projet de loi visé. Le dépôt en est prévu au courant du mois de juin 2021.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

[13] https://men.public.lu/fr/themes-transversaux/enseignement-musical.html

[14] Doc. parl. 4113/6, p. 6.

[15] Rapport d'activités 2019 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, p. 91.

Question 3875 (18.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **parcs éoliens dans des zones de préservation de grands ensembles paysagers :**

Lëtzebuerg setzt beim Ausbau vun der ëmwandelbarer Energie staark op industriell Wandanlagen. Dës Technologie bréngt awer eng Rei Problemer mat sech. Si setzt groussflächeg industriell Amenagementer vum Terrain viraus (zum Beispill fir d'Bëtonsfundamenter) an ass eng Gefor fir gréisser Vugelsaarten (zum Beispill den Héngerdéif).

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un den Här Energieminister an un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi ass et méiglech, datt Wandmillen och a sougenannte „zones de préservation de grands ensembles paysagers" dierfe gebaut ginn?

2. Op wéi enge bautechnesche Krittäre berouen esou Geneemegungen?

3. Sinn dës Krittären och bei anere Bauprojeten, beispillsweis Datenzenteren oder Bürosgebaier an däraartegen Zonen applikabel?

4. Gesäit d'Regierung kee Widdersproch doran, am Numm vun der Ëmweltpolitik d'Natur ze zerstéieren?

5. Op wéi enger Basis ënnerscheet si tëschent Klima- an Ëmweltpolitik?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

De Règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel paysages verbitt a sengem Artikel 6, datt an de Zones de préservation des grands ensembles paysagers nei Landschaftszerschneidungen duerch linear Installatiounen entstinn. Wandturbinne gehéieren net zu de „linearen Installatiounen" a bleiwen domadder prinzipiell an dëse Gebidder méiglech.

Wandturbinnen an der Gréngzon brauchen eng Geneemegung nom Naturschutzgesetz an nom Kommodo-Inkommodo-Gesetz. „Bautechnesch Krittäre" gehéieren zum Beräich vun den Normen, déi generell duerch esou Anlage mussen agehale ginn a sinn net vu Belang am Landschaftsschutz.

Nei Datenzenteren a Bürosgebaier sinn och keng linear Installatiounen" am Sënn vum Plan directeur sectoriel, mee se sinn net an der Gréngzon autorisabel.

An den Decisioune vun der Regierung steet generell d'Wuel vun der Gesellschaft a vun de Bierger am Mëttelpunkt. D'Ëmwelt- a Klimapolitik follegt dem Verfassungsoptrag aus dem Artikel 11bis vun eiser Constitutioun: « L'État garantit la protection de l'environnement humain et naturel, en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et la satisfaction des besoins des générations présentes et futures. »

Question 3877 (18.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **disparitions inquiétantes :**

À suivre les avis de recherche émis par la police et relayés ces dernières semaines par la presse, on peut avoir l'impression que le nombre de disparitions serait en augmentation ces derniers temps. Il semble aussi qu'il s'agit souvent de mineurs qui sont portés disparus.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous indiquer si les statistiques à leur disposition corroborent cette impression ? Y aurait-il éventuellement une relation causale avec la crise sanitaire actuelle ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous fournir un relevé statistique du nombre de disparitions au sens de l'article 43-1 du Code de procédure pénale depuis 2017 (en distinguant entre hommes et femmes, mineurs, majeurs et majeurs protégés) ? Les autorités ont-elles pu constater une hausse de disparitions pour des périodes précises (certains mois) au cours d'une même année ?

- Alors que d'après le prédit article 43-1 du Code de procédure pénale, la disparition d'un mineur (comme d'un majeur protégé) est par définition considérée comme inquiétante, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils préciser dans quels cas de figure le procureur d'État décide, s'il y a lieu de procéder à la publication d'un avis de recherche ? Ces instructions sont-elles systématiques en présence de mineurs ou majeurs protégés portés disparus ?

- Comment s'organise concrètement le suivi de ces personnes, une fois retrouvées ?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

1) Quant aux chiffres

Les statistiques de la Police grand-ducale ne permettent pas de différencier entre une disparition « simple » et une disparition « à caractère inquiétant ou suspect ».

L'article 43-1 du Code de procédure pénale permet en effet aux officiers de police judiciaire, sur instructions du procureur d'État, de procéder, dans certains cas, aux actes prévus par les articles 31 à 41 du même chapitre aux fins de découvrir la personne disparue. Ceci n'est toutefois pas recensé statistiquement. Il n'est ainsi pas possible de fournir les chiffres selon les critères de la question parlementaire.

Concernant les statistiques fournies par les autorités judiciaires, ces dernières permettent de retracer les disparitions inquiétantes de 2017 à 2020 en distinguant par sexe ainsi qu'entre majeurs et mineurs. Il n'est cependant pas possible de filtrer parmi les majeurs les personnes bénéficiant d'une mesure de protection, car ces informations ne sont pas enregistrées par l'outil informatique à disposition des autorités judiciaires (JUCHA).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, il y a eu 414 disparitions inquiétantes de personnes mineures et 182 disparitions inquiétantes de personnes majeures. Les chiffres de 2020 sont en baisse par rapport aux deux années précédentes. La pandémie de Covid-19 ne semble pas avoir provoqué une augmentation du phénomène.

Il est vrai que chaque année, il y a notablement plus de disparitions inquiétantes de mineurs que de majeurs. Ceci est dû au fait que la loi présume toute disparition d'un mineur d'âge comme étant inquiétante. Toute fugue, même si elle ne dure que quelques heures et si la police en est informée, est ainsi traitée obligatoirement comme disparition inquiétante.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ce deuxième tableau retrace les disparitions par mois, par année, par sexe, tout en distinguant entre majeurs et mineurs.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Concernant les disparitions de personnes mineures, 15 % des disparitions en 2020 ont été signalées au mois de février (date d'émission du PV), alors que seulement 1 %, à savoir trois mineurs ont disparu en avril 2020 pendant la période du confinement. En moyenne, sur les quatre dernières années, la répartition du total des disparitions de mineurs fluctue entre 5 % et 11 % par mois.

Concernant les disparitions de personnes majeures, la répartition mensuelle des disparitions fluctue en moyenne entre 7 % et 9 % des personnes disparues sur une année. Les disparitions de majeurs se répartissent donc de façon relativement homogène sur les différents mois de l'année.

En moyenne, entre 2017 et 2020, en juin 11 % du total des disparitions de mineurs étaient enregistrées et 9 % du total des disparitions de personnes majeures.

2) Quant à la publication d'un avis de recherche

Le parquet territorialement compétent décide, de concert avec les policiers en charge de l'affaire, des moyens de recherche à mettre en œuvre dans un cas de disparition inquiétante, peu importe qu'il s'agisse d'un majeur ou d'un mineur.

La publication d'un avis de recherche dans les médias n'est en aucun cas systématique et elle est soumise à une décision formelle du parquet. Ce n'est que si les autres moyens d'enquête sont épuisés, si l'on estime que la personne disparue est potentiellement en danger et si la publication est susceptible d'apporter des informations utiles qu'une telle décision est prise.

Un recours excessif à des publications d'avis de recherche doit être évité, étant donné que le public risquerait de s'en lasser et de ne plus y prêter l'attention souhaitée.

3) Quant au suivi des personnes retrouvées

À cet égard encore, aucune manière de procéder systématique ne peut être prévue et il faut décider au cas par cas.

Concernant les mineurs, le parquet peut décider d'ouvrir un dossier de protection de la jeunesse et demander une mesure d'investigation, telle qu'une enquête sociale, afin de pouvoir apprécier si le mineur en cause est en danger dans son milieu de vie actuel. Si le mineur concerné fait déjà l'objet d'un suivi par le juge de la jeunesse, ce dernier est informé de la disparition et le rapport de disparition est joint au dossier. Il appartient alors au juge de la jeunesse de prendre les éventuelles mesures de protection qui s'imposent.

Pour les majeurs protégés, la situation demeure plus compliquée, dès lors que les mesures de protection judiciaires (curatelle, tutelle) ne concernent que les aspects patrimoniaux de la personne en cause. Le cas échéant, une enquête sociale peut être demandée au SCAS et les services sociaux territorialement compétents peuvent être informés de la situation. Toutefois, les autorités judiciaires ne sont pas compétentes pour ordonner un suivi social.

Question 3906 (22.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **avertissements taxés :**

A menger parlamentarescher Fro Nr. 0614 hat ech mech bei den zoustännege Ministeren informéiert, wéi vill Avertissements taxés zu Lëtzebuerg ausgestallt ginn. Aus der Äntwert goung ervir, dass d'Agents municipaux an d'Radaren dem Lëtzebuerger Staat 2019, ronn 2,7 Milliounen u Recetten abruecht hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi vill Avertissements taxés sinn 2020 dresséiert ginn? Wéi vill dovunner si bezuelt ginn a wéi vill sinn net bezuelt ginn?

2. Wéi vill Avertissements taxés si vun 2013 bis 2019 nëmme vun de Gemengenagenten ausgestallt ginn (opgelëscht no Gemeng an no Joer)?

3. Wéi héich war den Undeel u Recetten, dee bei vun de Gemengenagenten erstallten Avertissementer, un d'Gemenge verdeelt ginn ass (opgeschlësselt no Gemeng an no Joer)?

4. Wéi huet sech d'Gesamtzuel vun Agents municipaux an deene leschten 20 Joer (2000-2020) an de verschiddene Gemengen entwéckelt (opgelëscht no Gemeng an no Joer)?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. An der Period vum 1. Januar 2020 bis den 31. Dezember 2020 goufen am Ganze 650.691 Avertissements taxés a sämtleche Kompetenzberäicher vun der Police an de Gemengenagenten ausgestallt. Dovunner sinn der 536.008 bezuelt, an 114.683 stinn nach op.

An där selwechter Period goufen a sämtleche Kompetenzberäicher vun der Douanesverwaltung am Ganze 5.674 Avertissements taxés ausgestallt. Dovunner goufe 5.333 Avertissements taxés mëttlerweil bezuelt, an 341 stinn nach op.

ad 2. De follgenden Tableau liwwert Informatiounen iwwert d'Unzuel un Avertissements taxés, déi vu Gemengenagenten ausgestallt gi sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. De follgenden Tableau lëscht d'Parte vun de Recetten (an Euro) op, déi duerch d'Avertissements taxés generéiert goufen an tëschent 2013 an 2019 un d'Gemengen ausbezuelt goufen. Dës Parte goufe souwéi et am modifizéierte Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert d'Circulation sur toutes les voies publiques an deenen entspriechende Règlements grand-ducaux, notamment dem Règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non-résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules virgesinn ass, determinéiert. Eng reng Opdeelung op just déi vun de Gemengenagenten ausgestallten Avertissements taxés ass net méiglech:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. De follgenden Tableau liwwert Informatiounen iwwert d'Unzuel un Engagementer vun Agents municipaux an der Period vun 2007 bis 2021, fir déi Gemengen, fir déi dës Zuelen disponibel sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De follgenden Tableau liwwert Informatiounen iwwert d'Gesamtzuel vun Agents municipaux am Joer 2021, fir déi Gemengen, fir déi dës Zuelen disponibel sinn.

Question 3915 (23.03.2021) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant l'**augmentation de l'efficacité de la chasse :**

Dans un récent reportage télévisé, le Mouvement écologique s'inquiète de la santé de nos arbres. Ainsi, il estime que la présence d'une quantité élevée de gibier nuirait considérablement à l'écosystème forestier. Il conclut que les chasseurs devraient davantage tirer de gibier afin que la forêt ait la possibilité de se régénérer. Concernant le rôle des chasseurs, Madame la Ministre a récemment affirmé dans plusieurs réponses à des questions parlementaires que la « chasse loisir » actuelle n'est pas à même de réduire les dégâts de gibier (« Global gesi muss een nach dobäi soen, dass quasi néierens op der Welt wou d'Wëllschwäi virkënnt, d'Fräizäitjuegd et fäerdeg bréngt, déi immens upassungsfäeg Déierenaart an de Grëff ze kréien. D'Populatioune klammen, de Wëldschued klëmmt, och mat der Fräizäitjuegd. »).

Dans ce contexte il est à remarquer que les chasseurs n'ont pas les mêmes moyens pour chasser efficacement au Luxembourg que les chasseurs de nos pays voisins. Ainsi, les chasseurs allemands et belges peuvent utiliser des dispositifs de visée nocturne. Même si la chasse n'est autorisée au Luxembourg que pendant le jour, cette période est définie comme période comprise entre une heure avant le lever officiel et une heure après le coucher officiel du soleil. Ainsi, avec l'utilisation de tels dispositifs, la chasse pourrait être optimisée pendant l'heure avant le lever et l'heure après le coucher du soleil, période lors de laquelle le gibier est particulièrement actif.

De plus, les chasseurs allemands, belges et français utilisent des carabines semi-automatiques avec une capacité maximale de trois tirs. Ces armes présentent l'avantage en battue de pouvoir doubler, voire tripler rapidement un tir et augmentent ainsi la chance d'atteindre sa cible. Au Luxembourg plus de 600 détentions d'armes pour des armes semi-automatiques sont accordées sachant que les propriétaires ne peuvent que les utiliser lorsqu'ils chassent dans un pays voisin.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Quelle est l'envergure des dégâts de gibier sur les arbres ? Est-il possible de chiffrer le montant des dégâts de gibier annuel durant les cinq dernières années ?

- Quels arbres souffrent le plus des dégâts de gibier ?

- L'Administration de la nature et des forêts réalise-t-elle des plantations dans les forêts publiques particulièrement endommagées par le gibier ? Dans l'affirmative, à quelle hauteur s'élèvent les coûts par an pendant les cinq dernières années pour cette mesure ?

- Sans devoir changer les heures de chasse, ne serait-il pas opportun d'autoriser l'utilisation de dispositifs de visée nocturne afin d'optimiser la chasse pendant la période de la journée où il fait encore très sombre ?

- Pour quelle raison les carabines semi-automatiques ne sont-elles pas autorisées pour chasser au Grand-Duché ?

- Est-ce que les plans de tirs ne pourraient pas être plus facilement atteints si de telles armes de chasse et les dispositifs de visée nocturne étaient autorisés pour la chasse ?

- Sachant que le Luxembourg dispose d'un plan d'action et de gestion pour le loup et le castor, pourquoi ne pas mettre en place des plans d'action et de gestion gibiers dans le but d'optimiser la régulation du gibier et les plans de tir ?

- Par quels autres moyens Madame la Ministre envisage-t-elle d'augmenter l'efficacité de la chasse dans le but de réguler la quantité de gibier et de réduire les dégâts de gibier aux arbres ?

Réponse (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- Il faut distinguer entre plusieurs types de dégâts causés aux arbres par le gibier :

• l'abroutissement des jeunes arbres, c'est à dire de la régénération naturelle (dégâts économiques et écologiques, car souvent il s'agit de feuillus ; espèces : surtout le chevreuil et le cerf élaphe)

• l'écorçage des résineux (dégâts purement économiques) mais aussi des feuillus (dégâts économiques et écologiques ; espèces : surtout le cerf élaphe et le mouflon)

• la ségrégation (spécialement par le chevreuil cf. question suivante)

Vu qu'il n'existe actuellement pas de méthodologie uniforme pour chiffrer les dégâts causés aux arbres, l'envergure des dégâts de gibier sur les arbres n'est pas connue car non relevée systématiquement. Il existe cependant une estimation des dégâts économiques causés aux arbres dans une forêt communale dans l'est du pays, cette estimation a chiffré les dégâts à un montant de plus ou moins 32.000 euros sur 24 ha sur seulement quelques années. D'autres situations de dégâts dans des forêts publiques sont connues, mais les coûts ne sont pas chiffrés. Il n'est actuellement donc pas possible de chiffrer ce montant pour les cinq dernières années.

On peut d'ailleurs tout de même retenir que l'abroutissement de la régénération naturelle, s'il est trop massif, constitue un dégât écologique considérable, mettant en danger à long terme nos forêts feuillues indigènes. Tous les types de dégâts susmentionnés résultent par ailleurs dans des pertes économiques pour le propriétaire.

- Si on analyse de plus près l'impact du gibier sur la régénération on constate que le chevreuil peut avoir un effet de ségrégation sur la régénération. Ceci est dû au fait que le chevreuil sélectionne de préférence certaines essences feuillues comme par exemple le chêne, le merisier, l'érable, le frêne, le charme et autres. Cet abroutissement sélectif a très souvent lieu dès que les graines ont germé et que la régénération ne présente qu'une hauteur de quelques centimètres. Le hêtre par contre ne compte pas parmi ses essences préférées, il est donc moins souvent abrouti et par la suite il arrive à avoir une avance en hauteur sur les autres essences. En fin de compte la régénération est dominée par une ou deux essences moins préférées par le chevreuil (hêtre et épicéas). Ceci est observable par l'emplacement d'enclos témoins dans les peuplements à rajeunir.

L'ANF a débuté le projet « enclos témoins » (Weisergatter) avec la construction d'un enclos témoin par 100 ha de forêt publique. Ces enclos seront relevés régulièrement dans les quatre à six ans à venir. Les enclos vont visualiser la situation de la croissance et des dégâts du chevreuil et du cerf élaphe sur la régénération naturelle dans nos forêts publiques. Le principe est simple : Il y a deux surfaces l'une à côté de l'autre avec les mêmes conditions (sol, lumière, eau, …), dont une est clôturée (enclos) et une ne l'est pas (surface témoin). La situation à l'intérieur de la clôture se distingue le plus souvent très nettement de celle en dehors de l'enclos aussi bien en nombre d'essences qu'en hauteur des essences.

- L'ANF a réalisé durant les dernières années de moins en moins de plantations et a plutôt misé sur la régénération naturelle. Tout de même, environ 350 ha ont été plantés (feuillus) en tout de 2016 à 2019 (données 2020, non encore disponibles) et des travaux en vue d'une régénération naturelle sur une surface de 2.330 ha ont été réalisés pendant cette même période.

Pour compléter ces chiffres : De 2016 à 2019, 56 km de clôture en fil de fer (type Ursus) et 26.000 protections individuelles ont été mis en place en forêt publique !

Un autre type de protection qui est de plus en plus utilisé pour protéger les jeunes plantes est un lattis en bois (type « Hordengatter »).

- Les armes munies d'un dispositif de visée comportant un convertisseur d'image ou un amplificateur d'image électronique ou tout autre dispositif pour tir de nuit, ne sont actuellement pas autorisées pour la chasse (règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 concernant l'emploi des armes et munitions de chasse, les moyens autorisés pour l'exercice de la chasse ainsi que l'emploi du chien de chasse.)

Ces dispositifs peuvent être divisés en deux grandes catégories : l'imagerie thermique et la vision nocturne. Ceux-ci permettent de mieux détecter le gibier, de l'identifier et peuvent également assurer un meilleur tir.

Une modification de cette réglementation est possible pour permettre d'améliorer et de rendre plus efficace la chasse pendant les heures légales.

- L'utilisation des carabines de chasse semi-automatiques est interdite par le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 concernant l'emploi des armes et munitions de chasse, les moyens autorisés pour l'exercice de la chasse ainsi que l'emploi du chien de chasse.

Les carabines semi-automatiques présentent certains avantages pour la chasse. Surtout, le tir rapide peut s'avérer avantageux dans diverses situations, notamment lorsqu'un animal est blessé. Diverses armes déjà légales, telles que les carabines à répétition linéaire, permettent également des tirs très rapides. Ces armes sont généralement nettement plus chères et donc pas accessibles à tous les chasseurs. En outre, les carabines semi-automatiques ont un recul plus faible que les carabines à répétition du même calibre. En raison de ces avantages, de nombreux chasseurs qui chassent à l'étranger possèdent déjà des carabines semi-automatiques et sont habitués à les manipuler en toute sécurité.

Bien sûr, la manipulation d'une arme présente un certain danger, mais avec une capacité de chargeur limitée, ce danger n'est pas plus grand avec une carabine semi-automatique qu'avec, par exemple, un Drilling à balle. Avec ce type d'arme légale, il est également possible de tirer trois balles à la fois sans réarmer l'arme. Il convient de noter dans ce contexte que les fusils de chasse semi-automatiques sont autorisés pour l'exercice de la chasse, à condition qu'ils ne puissent contenir plus de deux cartouches.

Enfin il existe actuellement un problème de définition des différents types armes, et l'évaluation de la question de savoir si l'arme est considérée comme un semi-automatique est parfois discutable.

- Pour l'instant il n'est pas prouvé que l'utilisation d'armes semi-automatiques augmenterait le succès de la chasse.

En ce qui concerne l'utilisation des dispositifs de visée nocturne, il est probable qu'ils augmentent le succès de la chasse sous condition qu'il existe une volonté sérieuse chez les locataires de chasse de réduire les surpopulations de certaines espèces de gibier de manière substantielle, mais ils permettent surtout un tir plus sûr et plus précis.

- Des plans d'action et de gestion pour le loup et le castor d'Eurasie étaient nécessaires, étant donné qu'il n'existait absolument aucune procédure et mesures de gestion relatives à ces espèces pourtant emblématiques. Contrairement au loup et au castor, il existe pour les espèces de gibier visées par la question parlementaire des plans de gestion, à savoir les plans de tir ainsi que toute une législation relative à la chasse.

Ces plans de tir constituent donc l'instrument principal dans le domaine de la gestion de la faune sauvage. Par conséquent, différents acteurs de différents domaines sont actifs dans leur préparation, afin d'adapter au mieux les tir requis aux conditions locales et d'ainsi optimiser la régulation des populations de gibier. Comme la densité du gibier ou même l'occurrence d'une espèce de gibier varie fortement à travers le pays, l'établissement d'un plan de tir ou de gestion à l'échelle nationale n'a pas de sens. Les plans de tir individuels au niveau des lots de chasse sont en effet beaucoup plus précis. Comme ils sont de plus ajustés tous les trois ans, ils peuvent encore être utilisés pour traiter directement les problèmes potentiels.

- Les plans de tir sont un instrument direct et potentiellement très efficace de régulation des populations dans le domaine de la gestion de la faune sauvage. Toutefois, cela nécessite qu'ils soient appliqués et qu'il existe une volonté sérieuse chez les locataires de chasse de réduire les surpopulations de certaines espèces de gibier de manière substantielle. Pour cette raison, des contrôles plus stricts - notamment la preuve physique des animaux tirés -, des ajustements et, si nécessaire, des interventions pourraient être un moyen possible.

En outre, notamment en ce qui concerne les espèces chevreuil et cerf élaphe, les périodes de tir pourraient être reconsidérées. Celles-ci devraient être adaptées davantage à la biologie des différentes espèces et moins aux périodes de tir traditionnelles de la chasse du passé.

Question 3916 (24.03.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans les hôpitaux :**

Les hôpitaux sont un lieu de convalescence et suivent des mesures d'hygiène strictes afin que les agents pathogènes ne se propagent pas au sein des structures.

Néanmoins, même aujourd'hui, en période de pandémie, les patients qui se rendent à l'hôpital pour une intervention chirurgicale peuvent y être infectés par la Covid-19.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre dispose-t-elle de statistiques sur le nombre de patients ayant été infectés par la Covid-19 au sein d'un hôpital ? Dans la négative, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas utile de collecter ces données ?

- Combien de tests rapides ont été utilisés jusqu'à présent dans les hôpitaux et les structures de soins du pays ? À quel moment les tests rapides sont-ils utilisés dans les hôpitaux et les structures de soins ? Combien de patients et combien de membres du personnel ont été testés jusqu'à présent ?

- Le personnel des hôpitaux et des structures de soins est-il testé quotidiennement avec des tests rapides ? Dans la négative, Madame la Ministre est-elle d'avis que le personnel devrait être soumis à des tests quotidiens pour protéger les patients et les personnes vulnérables ?

Réponse (27.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dans le cadre du contact tracing, les données relatives aux personnes s'étant infectées au sein de l'hôpital sont recueillies, sur base d'affirmations des personnes concernées, sans qu'une distinction ne soit faite selon qu'il s'agit d'un patient, d'un professionnel de santé ou d'une autre personne. Sur base des données recensées par le contact tracing, la période entre le 15 mars et le 18 avril 2021 renseigne d'un taux d'infectiosité entre 0,25 % et 1,2 % pour le secteur hospitalier.

Fin octobre 2020, une offre pour une commande de 550.000 TAR (tests antigéniques rapides) à prélèvement nasopharyngé a été effectuée par la Direction de la santé. Livrés fin novembre 2020, ces tests ont pu être mis à disposition des hôpitaux et des structures de soins dès le 2 décembre. Ces tests sont à effectuer selon les mêmes modalités qu'un test PCR classique et le prélèvement doit donc être effectué par un professionnel de santé. Parallèlement à la mise à disposition des tests antigéniques, la Direction de la santé a émis des recommandations le 28 octobre 2020, respectivement le 10 novembre 2020 et le 26 mars 2021 détaillant l'usage qui doit être fait des tests antigéniques rapides Sars-Cov-2, notamment dans le secteur hospitalier et dans celui des soins.

Sur demande des hôpitaux, 29.400 tests antigéniques leur ont été livrés jusqu'à présent. À ce jour, l'on dénombre 53 tests antigéniques qui se sont révélés être positifs.

De même, sur demande de la COPAS, 33.750 tests antigéniques ont été mis à disposition de la COPAS. À ce jour, l'on dénombre 30 tests antigéniques qui se sont révélés être positifs.

Notons que le personnel du secteur de la santé et des soins a bénéficié d'un accès aux tests très régulier dans le cadre du large scale testing (LST). Ainsi, dans les phases 1, 2 et 3 du large scale testing, 626.432 invitations au large scale testing ont été envoyées au personnel du secteur des soins. 60.154 personnes se sont effectivement fait tester et 1.044 personnes se sont révélées positives. De même, dans le cadre du LST, depuis septembre 2020, des équipes mobiles ont effectué des tests des résidents (45.634) et du personnel (14.765) du secteur COPAS. Lors des 618 interventions effectuées à ce jour par ces équipes mobiles, un total de 847 cas positifs ont été détectés parmi les résidents et le personnel.

Plus récemment, une nouvelle génération de TAR avec vocation à être utilisée par une personne qui n'est pas un professionnel de santé (« autotest » ou « Selbsttest »), avec prélèvement au niveau nasal (moyen ou antérieur) a été introduite. Une première livraison de 53.760 TAR « autotest » a été acheminée aux quatre hôpitaux aigus en date du 13 avril. Les 1er et 15 avril, 350.000 TAR « autotests » ont été livrés à la COPAS. Les recommandations de la Direction de la santé du 26 mars 2021 et l'ordonnance de la Direction du 12 avril 2021 sont applicables quant à l'usage de ces autotests, notamment dans les maisons de soins.

Il est ainsi prévu que les établissements hospitaliers et structures de soins fassent utilisation de ces tests afin de tester régulièrement leur personnel de santé ainsi que le personnel qui est en contact direct avec le patient respectivement les résidents.

Comme ces autotests rapides viennent d'être livrés récemment aux établissements concernés, le Ministère de la Santé et la Direction de la santé ne disposent pas encore de statistiques sur l'utilisation de ces tests.

Question 3919 (24.03.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **changement de carrière au sein de la Police grand-ducale :**

Si la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ne prévoit pas de reclassement automatique des fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la police détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires dans le groupe de traitement B1, il existe cependant plusieurs mécanismes permettant ce changement de carrière sous certaines conditions.

Selon un article paru dans le « Luxemburger Wort » en date du 2 mars 2021, 21 policiers qui ont accédé à la carrière B1 par le biais du mécanisme « Out/In » en 2019 ont récemment reçu la proposition de se faire reclasser volontairement en carrière C1 pour par la suite réintégrer la carrière B1 par le mécanisme de la « voie expresse » prévu par l'article 94 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. Ceci sans pour autant recevoir la garantie que leur reclassement à travers la voie expresse serait approuvé. Toujours selon l'article, les policiers en question auraient également dû repayer l'excédent salarial découlant de leur accession à la carrière B1 et auraient dû renoncer à leur droit de recours devant la Cour administrative.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a-t-il connaissance des faits soulevés par l'article de presse mentionné ci-dessus ?

2) Dans l'affirmative, quelle en est son appréciation ? Quel est le fondement de ce reclassement volontaire proposé ?

3) Combien de policiers ont accepté la démarche proposée ? Ont-ils désormais été reclassés par le biais du mécanisme de la voie expresse ?

4) Messieurs les Ministres ne croient-ils pas que tout policier détenteur d'un diplôme de fin d'études secondaires devrait faire l'objet d'un reclassement d'office sans obstacles et inconvenances notables ?

5) Selon Monsieur le Ministre de la Fonction publique, cette procédure de reclassement volontaire aurait-elle une répercussion pour l'ensemble de la fonction publique ?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1) Oui.

ad 2) Suite à l'annonce en novembre 2020 de la nouvelle interprétation des dispositions relatives à la voie expresse prévue par l'article 94 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, il s'est avéré qu'une vingtaine de policiers ayant préalablement à cette annonce fait un changement de carrière C1 vers B1 par le biais du mécanisme de changement de carrière dit « Out/In » auraient eu des perspectives de carrière plus avantageuses en profitant de cette nouvelle interprétation. Ce constat a été à l'origine de la faveur exceptionnelle qui a été proposée à ces agents.

ad 3) Une proposition définitive n'a pas encore été soumise aux intéressés et par conséquent aucun reclassement n'a encore été effectué.

ad 4) Pour rester dans la logique des réformes dans la fonction publique de 2015, qui ont notamment introduit le groupe de traitement A2, il n'est pas indiqué de reclasser les agents d'un groupe de traitement donné qui sont détenteurs d'un diplôme permettant en principe l'accès à un groupe de traitement supérieur.

ad 5) La situation en question est spécifique à certains agents du cadre policier de la Police grand-ducale, de sorte qu'elle n'est pas transposable à l'ensemble de la fonction publique.

Question 3921 (24.03.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant le **guichet unique des demandeurs d'un logement social :**

Pour les personnes avec des revenus faibles, la situation sur le marché du logement est devenue très difficile. La stratégie du Gouvernement d'investir de manière ciblée dans le logement abordable, durable et public cherche à remédier au déséquilibre sur le marché du logement. Mais pour les ménages à la recherche d'un logement locatif abordable, l'offre des différents promoteurs sociaux peut parfois être difficile à cerner, notamment en ce qui concerne les délais d'attente auprès des différents promoteurs sociaux.

L'accord de coalition envisage d'ailleurs « la mise en place d'un guichet unique des demandeurs d'un logement social ». Un tel guichet pourrait faciliter la gestion des logements locatifs abordables, notamment en assurant plus de prévisibilité sur la disponibilité d'un logement parmi les logements du parc locatif public. Dans ce contexte, il convient de souligner l'importance de répartir les logements abordables de façon équitable afin de privilégier l'intégration et la mixité sociale.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Quel est l'état des travaux quant à l'éventuelle mise en place d'un guichet unique des demandeurs d'un logement social ?

2) Comment les gestionnaires des logements sociaux pourront-ils profiter de la mise en place de ce guichet ?

3) Est-ce que les gestionnaires seront obligés d'avoir recours à la liste des demandeurs inscrits sur cette liste pour attribuer leurs logements ?

4) Est-ce que les demandeurs auront la possibilité à travers un tel guichet unique d'indiquer une préfé-

rence géographique pour un logement, notamment en raison de leur situation familiale ?

Réponse (07.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Il est correct qu'à l'heure actuelle, les ménages à la recherche d'un logement locatif subventionné doivent remettre leur dossier de candidature auprès de chaque acteur individuellement (offices sociaux, Fonds du logement, SNHBM, communes, associations, etc.). En effet, il n'existe aucun point commun pour la collecte et le traitement des dossiers au niveau national.

À cela s'ajoute que le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs ne prévoit aucun plafond de revenu pour les candidats-locataires. Ainsi, tout ménage peut présenter sa candidature pour l'octroi d'un logement, quel que soit le niveau de son revenu, même s'il n'a manifestement aucune chance de se voir attribuer un logement à moyen ou à long terme.

Enfin, il n'existe à ce jour aucune base de données nationale dans laquelle serait répertorié l'ensemble des logements locatifs sociaux.

Cette situation induit un certain nombre de problèmes :

- les démarches administratives à entreprendre par des demandeurs sont inutilement complexes ;

- un même ménage peut apparaître plusieurs fois dans les listes d'attente des différents acteurs du secteur, d'où la difficulté d'évaluer les besoins réels en logements locatifs abordables ;

- il est très difficile, à l'heure actuelle, de se faire une idée de l'étendue du parc locatif social au niveau national ;

- l'absence de « filtre », à l'entrée, entraîne un allongement inutile des listes d'attente.

Dans ce contexte, le programme gouvernemental prévoit la « mise en place d'un guichet unique des demandeurs d'un logement social […], tout en respectant les exigences de la protection des données ». Les préparatifs nécessaires pour l'introduction d'un tel outil sont en cours, autant pour ce qui est de la base légale nécessaire que pour le volet informatique indispensable à une gestion simplifiée.

ad 2) Le nom de travail donné actuellement à ce « guichet unique » est celui de « Registre national des logements abordables » (RENLA). Il s'agira essentiellement d'une plateforme informatique qui sera développée et maintenue par le Ministère du Logement et qui a pour missions :

a. au niveau de la gestion des demandes de logement :

i. la collecte et l'instruction des dossiers des candidats-locataires ;

ii. la détermination de l'éligibilité d'une candidature ;

iii. le classement de ces candidatures selon les critères de priorité qui devront être mesurables et objectivement vérifiables ;

b. au niveau de la gestion des logements abordables (recueil des logements) :

i. la collecte des données relatives aux logements locatifs abordables pour lesquels le Ministère aura contribué via une aide à la pierre et qui sont attribués selon la règlementation applicable aux logements en location abordable ;

c. au niveau du suivi des locataires (plateforme de calcul du loyer abordable) :

i. la mise à disposition d'une plateforme de calcul du loyer pour les bailleurs sociaux à travers laquelle les bailleurs sociaux vont gérer les adaptations de loyer en fonction de l'évolution de la situation des ménages-locataires.

Les gestionnaires des logements, c'est-à-dire les bailleurs sociaux, profiteront dès lors de la mise en place du RENLA autant au niveau de la gestion des candidats-locataires que pour ce qui est de la facturation du loyer à payer par les ménages-occupants. Il est cependant important de noter que les informations recueillies par un bailleur social dans le cadre d'une enquête sociale ne seront dans aucun cas traitées par le RENLA. En effet, celui-ci se limite strictement aux informations nécessaires pour déterminer l'éligibilité d'un candidat-locataire et pour déterminer la hauteur du loyer à payer. En outre, il va de soi que les dispositions du RGPD seront respectées.

ad 3) Il est prévu que le recours au RENLA sera obligatoire pour tout bailleur social. Les logements concernés par l'outil seraient dès lors :

- pour les promoteurs publics : tous les logements dont la réalisation a été subventionnée par des aides à la pierre du Ministère du Logement ;

- pour les promoteurs associatifs et privés : tous les logements dont la convention réglant l'aide à la pierre est en cours.

ad 4) Il est actuellement prévu que les candidats-locataires auront la possibilité d'indiquer une région géographique préférentielle pour l'attribution d'un logement lors de l'introduction de leur demande. Il va de soi que ceci risque cependant de réduire leurs chances de se voir proposer un logement étant donné qu'ils réduisent ainsi le nombre de logements qui pourraient leur être attribués.

D'un autre côté, il est également prévu d'introduire parmi les critères d'attribution d'un logement, un critère d'adéquation géographique permettant d'attribuer en priorité des logements à des personnes qui sont soit résidentes d'une région, soit dont l'emploi se situe dans un rayon proche du logement vacant.

Question 3922 (24.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **matériel didactique pour l'enseignement du luxembourgeois :**

An Zesummenaarbecht mam Radio 100,7 huet de SCRIPT de 16. Mäerz e Webinaire zum Sujet „Lëtzebuergesch an der Schoul" organiséiert. D'Presidentin vun der Programmkommissioun vum Lëtzebuergeschen am Enseignement secondaire huet do matgedeelt, d'nächst Joer géif e Pilotprojet an engem Lycée ulafen, bei deem d'Schüler vun enger A-Sektioun nieft dem Italieneschen a Spueneschen och Lëtzebuergesch als Sprooch kënne wielen.

Weider nach soll op Quatrième classique a Quatrième générale eng Stonn Lëtzebuergeschcours d'Woch agefouert ginn. Op RTL heescht et de 17. Mäerz, d'Presidentin vun der Programmkommissioun vum Lëtzebuergeschen am Enseignement secondaire hätt gesot, d'Nofro no pedagogeschem Material wier immens grouss, mee et géif es net genuch ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ass de Stand haut beim didaktesche Material fir de Lëtzebuergeschunterrecht jeeweils an der Grondschoul an am Enseignement secondaire? Kann den Här Minister eng Oplëschtung dovu maachen, wat dem Schoulunterrecht hei u Material zur Verfügung steet a wéini dat Material jeeweils ausgeschafft gouf?

2. Wat feelt hei un didakteschem Material? Wat dovun ass aktuell amgaangen, ausgeschafft ze ginn, an zënter wéini?

3. Wéi vill Leit sinn de Moment domat beoptraagt, didaktescht Material fir Lëtzebuergeschcoursen an de Schoulen auszeschaffen?

Réponse (27.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. An der Grondschoul

Am Kader vun der Strategie vun der multilingualer Fréikandfërderung goufen an de leschte Joren ënnerschiddlech Materialien entwéckelt, déi zum engen a verschiddene Cyclen agesat kënne ginn an déi zum aneren esouwuel dem Besoin vum Print wéi och deem vum Digitalen nokommen.

Fir den éischte Cycle vun der Grondschoul ass 2018 e Konzept fir sproochlech Bildung publizéiert ginn, dat de Spezifissitéite vum éischte Cycle Rechnung dréit. D'Entwécklung vu mëndleche Kompetenzen am Lëtzebuergeschen, der Haaptsprooch am éischte Cycle, spillt hei eng wichteg Roll. D'Konzept ëmfaasst dräi Deeler (dräi Bänn):

- Deel 1 - Sprooch a Sproochen zu Lëtzebuerg: Hei gëtt de sproochleche Bildungsoptrag vum éischte Cycle an e gréissere gesellschaftleche Kontext gesat.

- Deel 2 - D'Kand a seng Sproochen: Hei steet déi sproochlech Entwécklung vu jonke Kanner am Mëttelpunkt.

- Deel 3 - Sprooch a Sproochen am éischte Cycle: Hei ginn d'Eckwäerter vum Sproochkonzept beschriwwen.

Tëschent 2017 an 2019 ass d'Konzept an e sëllege Formatioune virgestallt ginn; d'Réckmeldunge vun den Enseignantë sinn an d'Konzept mat agefloss.

Aktuell gëtt eng Sammlung vun Aktivitéiten zesummegestallt, déi zum Deel an de Formatiounen zesummegedroe gi sinn an déi ënner anerem weisen, wéi d'Lëtzebuergescht am éischte Cycle ka geléiert ginn.

Am Oktober 2020 huet de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) d'Léiermaterialie „Phonologesch Bewosstheet mam Sila" virgestallt, déi et erlaben, d'Léiere vum Lëtzebuergeschen an den Iwwergang zum Léiere vum Däitschen am éischte Cycle vun der Grondschoul virzebereeden an ze ënnerstëtzen.

Am Laf vum Joer 2017 gouf e méisproochegt Konzept vum SCRIPT erschafft, wéi de Kanner, virun allem an de Cyclen 1 an 2, awer och doriwwer eraus, e Baséiswuertschatz ka vermëttelt ginn. Et gouf eng Billerkëscht mat 555 wichtegen, kandgerechte Wierder erschafft, déi op siwe Sproochen de Vocabulaire erkläert, woubäi Lëtzebuergesch eng wichteg Roll anhëlt („Wéi? Wou? Wat? 555 méisproocheg Billerkaarte fir d'Sproochförderung").

Donieft gouf e Set vu Wimmelbiller konzipéiert, déi mat Sproochspiller Uläss ginn, fir ze kommunizéieren a sech auszetauschen („Komm mat op d'Sich! 10 grouss Wimmelpouster mat flotte Spiller"). Dëst Material ziilt virun allem op jonk Kanner am Cycle 1 of a kann deemno verstäerkt am Lëtzebuergeschen agesat ginn.

Eng Bréck tëscht dem Print an dem Digitale schléit de Projet „Meng éischt 300 Wierder", bei deem d'Kanner selwer op Entdeckungsrees kënne goen an an hirem Buch op ënnerschiddlechen zeenesche Biller neie Vocabulaire mat hirem Hörstift siche kënnen. Dëst Buch ass dräisproocheg (Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch) a riicht sech deemno un e grousse Public.

Am digitale Beräich gouf dunn och am Joer 2018 eng nei Léierapplikatioun entwéckelt: „babbelbubble". Dëst ass eng méisproocheg ausgeriichten App, d. h. d'Vermëttlung vun engem Wuertschatz gëtt et fir d'Zilsprooche Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch. Doriwwer eraus kann och sproochvergläichend geschafft ginn, dat bedeit och, datt keng kloer Zilgrupp vu Kanner existéiert - allgemeng kann ee soen, datt Kanner tëscht véier an eelef Joer mat dësem Programm hire Spaass kënnen hunn. Mee vu datt ganz ënnerschiddlech Aktivitéiten an der App ugebuede ginn, déi d'Kompetenze vu rezeptivem Héierverstoe bis hi bei aktiv Schreifkompetenzen ofdecken, kann op ënnerschiddlechen Niveauen a mat fräi definéierte Léierziler ausprobéiert ginn.

Nieft de Materialien, déi virun allem e Léiere vu sproochlechen Aspekter betrëfft, ginn an der Grondschoul awer och geziilt d'Lieskompetenze gefërdert. Mat de béide Bänn „Lies a fléi 1 an 2" gi kandgerecht an ënnerschiddlech komplex Geschichten an Texter ugebueden, fir d'lëtzebuergescht Liesen an d'Liesverstoe weiderzeentwéckelen.

Nieft der Wichtegkeet vun der Liesförderung gouf 2019 och decidéiert, fir mat der Léierapplikatioun „Lucilin" e weidere Fokus op de Lëtzebuerger Patrimoine, seng Bräich an Traditiounen, seng Geschicht a seng Geografie ze leeën. A sechs grousse Kapitele mat insgesamt 25 Aufgabeberäicher kënnen d'Schülerinnen an d'Schüler vill wëssenswäert Informatiounen zu Lëtzebuerg entdecken.

D'Ausenanersetzung mam eegene Lëtzebuerger Patrimoine gëtt zanter 2019 och mam Entdeckungsrucksak „Eis gebaute Welt vu gëschter, haut a muer" erméiglecht. Mat dësem Rucksak kréien d'Kanner Missiounen a Form vun didaktesche Materialien, an deenen et dorëms geet, déi eege Gemeng ze entdecken an ze analyséieren.

D'Sprooch gëtt awer net nëmmen a Form vun Texter vermëttelt, mee doriwwer eraus ass Musek eng gutt Aart a Weis vu Sproochvermëttlung. Nieft dem bekannte Buch „Papageno" schafft de MENJE awer och schonn zanter fënnef Joer reegelméisseg nei Lidder aus, ganz vill dovun op Lëtzebuergesch, fir zesummen an der Klass ze sangen an ze musizéieren an heiriwwer d'Sproochen ze entdecken (www.mimamu.lu).

Am Enseignement secondaire

Am Enseignement secondaire muss een ënnerscheeden tëscht dem Fach „Lëtzebuergesch" an dem Fach „Lëtzebuergesch als Friemsprooch (LaF)". Am Fach „Lëtzebuergesch" gëtt vill Wäert op d'Lieskompetenze geluecht, woufir och fir d'Joer 2020 eng nei editéiert an zesummegesate Versioun vum Buch „Lies de bal" erauskoum, dat modern a flott Jugendtexter ubitt.

Donieft gëtt am Enseignement secondaire awer och vill Wäert op de Lëtzebuerger Patrimoine geluecht, wou reegelméisseg nei Kapitelen zu Schwéierpunkte vun der Lëtzebuerger Geschicht, den Traditiounen, der Gesellschaft, der Sprooch asw. op www.kulturgeschicht.lu publizéiert ginn. Esou fënnt een elo do (meeschtens a Lëtzebuerger Sprooch) Kapitelen zur Geschicht vu Lëtzebuerg, der Sproochegeschicht, der Mediegeschicht an deemnächst kommen nei Kapitelen, ë. a. zur Sportgeschicht, dobäi.

Weider Materialien, déi vum Ministère, an dësem Fall vum Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch (ZLS) ausgeschafft goufen an déi fir d'Schaffen/Léieren am Enseignement secondaire nëtzlech sinn, sinn:

- „D'Lëtzebuerger Orthografie"

Déi gëtt et um Pabeier an och online an och de komplette PDF ass als Download disponibel op zls.lu. Doru gouf jorelaang geschafft, zum Schluss hunn am Zenter néng Leit sech domat befaasst. (Antëscht goufe wäit iwwer 15.000 gedréckten Exemplairë verdeelt.)

- „D'Lëtzebuerger Verben"

Dat ass dat neit Verbebuch, dat et just als gedréckte Versioun gëtt. Et beinhalt eng gutt theoretesch Introduktioun an och eng ganz Rëtsch Tabellen an iwwer 6.000 Verbe mat hire Stammzäiten dran.

- „Aläert, jauwen, Zockerboun"

De Band 1 vun der Serie „Lëtzebuerger Wuertschatz" geet op méi al Lëtzebuerger Wierder an.

Nieft dëse Printmaterialien huet den ZLS awer och vill nëtzlech Onlinetools opbereet, mat deenen an der Klass geschafft ka ginn:

- de Lëtzebueger Onlinedictionnaire: www.lod.lu;

- de Lëtzebuerger Verbesite: www.verben.lu;

- den Ortho-Trainer vum ZLS: ortho.lod.lu;

- d'Ortho-Mindmaps.

Donieft gëtt am Fach „Lëtzbuergesch als Friemsprooch" (LaF) virun allem mat zwee verschiddene Léiermaterialie geschafft:

- dem vum Ministère ausgeschaffte Léierwierk „Wat gelift?", dat sech thematesch un d'Jugend wennt an doduerch e ganz geziilt an interesséiert Schaffen an der Klass erméiglecht;

- d'Léierbicher vun der Serie „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?"

- déi vum INL konzipéiert Serie vu „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?" viséiert ganz strukturéiert en Opschaffe vu Léierinhalter a Kompetenzen un, esou wéi et am Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmen (GER) festgeluecht ass. An dëser Serie gëtt et schonn den A1, A2 an de B1. Didaktescht Material fir de B2-Niveau ass amgaangen, ausgeschafft ze ginn.

Och op Basis vum GER huet en Aarbechtsgrupp am INL fir all Niveau Syllabien ausgeschafft, déi op der Homepage vum INL zougänglech sinn.

An der Beruffsausbildung

An der Formation professionnelle ass d'Zil, e praxisnot Lëtzebuergesch an der Schoul ze vermëttelen, an dowéinst gouf zanter 2018 e grousse Projet lancéiert, fir no an no gruppéierten Aarbechtssecteure Lëtzebuergeschkompetenzen ze vermëttelen. Dëse Projet ëmfaasst insgesamt sechs Bicher. Dat éischt ass schonn eraus an adresséiert sech un d'Klassen aus de Formatioune ronderëm d'Bauberuffer. Hei kritt de Schüler zu all Beräich beruffsspezifesche Vocabulaire op Lëtzebuergesch mat op de Wee.

Dat zweet adresséiert sech un d'Formatiounen aus dem Industrieberäich. Dat drëtt Buch ass ganz op Lëtzebuergesch an adresséiert sech un déi knapps 3.000 Leit an de Commerceformatiounen. Si kréien hei gewisen, wéi een z. B. e Motivatiounsschreiwes op Lëtzebuergesch mécht oder en Telefonsgespréich féiert. Dat zweet an drëtt Buch ass fir d'Enn vum Schouljoer 2020/2021 geplangt. Geplangt ass duerno nach eent fir d'Formatioune ronderëm den Akerbau an eent fir d'Restauratiouns- an Tourismusformatiounen. Dat lescht, wat erauskënnt, wäert fir d'Soin- an d'Esthétiqueformatioune sinn.

ad 2. Am Enseignement secondaire

Am bestoende Curriculum war d'Offer un didakteschem Material divers a gouf och duerch reegelméisseg Erweiderungen ëmmer nees aktualiséiert. Et gouf awer och festgestallt, datt verschidden Inhalter am bestoende Curriculum méi schwéier vermëttelt konnte ginn. Mat dem Aféiere vum Fach „Lëtzebuergesch" op 4C a 4G kann ab der Rentrée 2021/22 méi verdéift Wëssen zur Literatur, de gesellschaftlechen a sproochleche Wuerzele vum Lëtzebuergeschen, der Kulturwelt, zur Orthografie a villem méi vermëttelt ginn.

Fir awer doriwwer eraus eng Offer ze schafen, déi eng déif Expertis am Lëtzebuergeschen erméiglecht, gëtt vun der Rentrée 2021/22 un de Pilotprojet vum Lëtzebuergeschen op der A-Sektioun gestart, fir verdéift Wëssen an de Beräicher vun der Linguistik, der Literatur an der Soziolinguistik ze liwweren. Dëst Material a Form vu Reader kann zu all Moment de Besoine vun de Schülerinnen a Schüler ugepasst ginn.

Duerch déi rezent entstane schoulesch Offerte vun den ëffentlechen internationale Schoule sinn och nei Defie fir d'Fach Lëtzebuergesch entstanen. Hei ass et esou, datt en Aarbechtsgrupp opgestallt gouf, fir en duerchgoende Curriculum vu „LaF" op d'Been ze stellen, fir op Basis vun deenen Erkenntnisser ze decidéieren, wéi ee Material zoukënfteg hei kann ausgeschafft ginn.

An der Erwuessenebildung

Den INL huet divers Aarbechtsgruppen, déi sech mam Enseignéiere vum Lëtzebuergesche beschäftegen. Een Aarbechtsgrupp erschafft an iwwerschafft d'Serie vum „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?", des Weidere gëtt un enger Onlineléierplattform fir Lëtzebuergesch geschafft. Ausserdeem beschäftegt sech een interdepartementalen Innovatiounsgrupp mam Format vum Blended learning a schafft an deem Beräich Konzepter a Materialien aus.

Déi vum INL erschafft Materialie gi selbstverständlech och alle Prestatairë vu Lëtzebuergeschcoursen

zur Verfügung gestallt, déi iwwer Land aktiv sinn a mam Service de la formation des adultes eng Konventioun hunn.

ad 3. Et besti verschidde Gruppen a verschidde Servicer, déi permanent um Lëtzebuergeschdossier, wéi ë. a. u Materialien, schaffen:

Zum enge schafft déi ganz Ekipp vum ZLS konsequent un enger Erweiderung vun de Materialien, déi och an der Schoul agesat kënne ginn.

De SCRIPT regruppéiert momentan sechs Persounen, déi um Material ronderëm dat neit Fach „Lëtzebuergesch op Quatrième" respektiv dem Projet „Lëtzebuergesch op der A-Sektioun" schaffen.

Am INL schafft d'Departement vum Lëtzebuergesche weider un der Entwécklung vu méiglechen neie Materialien. Konkreet heescht dat, datt sechs Persoune konstant um Erschaffe vum SDL bedeelegt sinn, sechs Persounen entwéckelen d'Material vun der Onlineplattform, am Innovatiounsgrupp fir d'Format vum Blended learning sinn aktuell véier Lëtzebuergeschenseignanten involvéiert an um ganze Volet vun der Zertifikatioun schaffen am Moment zéng Persounen.

A reegelméissege Journées pédagogiques erschaffen d'Lëtzebuergeschenseignanten och nach Zousaz- an Evaluatiounsmaterial, fir an den LaF-Coursen anzesetzen.

Donieft huet de Ministère en neien Aarbechtsgrupp op d'Been gestallt, dee sech ëm d'Ausschaffe vun engem kohärenten nationale Curriculum fir éffentlech international Klasse këmmert.

Question 3923 (24.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **hotline Covid-19 :**

Den 13. Mäerz gouf am „Luxemburger Wort" e Lieserbréif veréffentlecht, an deem e Mann op Problemer bei der Wiel vun der Kommunikatiounssprooch um Telefon vun der Santéshelpline higewisen huet. Wann een hei urifft, fir e Rendez-vous fir d'Covidimpfung ze huelen oder fir Froen dozou ze stellen, da kann den Uruffer d'Kommunikatiounssprooch bestëmmen. Et huet een d'Wiel tëscht Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an Englesch.

De Mann huet am Lieserbréif erkläert, datt hie Lëtzebuergesch als Kommunikatiounssprooch gewielt hat, dunn awer eng Persoun op den Telefon krut, déi kee Lëtzebuergesch verstanen a geschwat huet, mee Franséisch.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit schaffen insgesamt op där Santéshelpline, fir e Rendez-vous fir d'Covidimpfung ze huelen oder fir Froen dozou ze stellen?

2. Wéi vill vun deene Leit, déi bei dëser Helpline schaffen, schwätze fléissend Lëtzebuergesch, wéi vill Franséisch, wéi vill Däitsch a wéi vill Englesch?

3. Ass séchergestallt, datt ëmmer ka mat enger Persoun geschwat ginn, déi tatsächlech déi Sprooch schwätzt, déi den Uruffer gewielt huet? Wa jo, wéi kann et dann zu esou enger Situatioun, wéi si uewe beschriwwe gëtt, kommen?

Réponse (21.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wann een d'Nummer vun der Hotline 247 65533 urifft, huet een dräi Optiounen:

1. fir Froen iwwert de Covid-19 an d'Gesondheet am Allgemengen;

2. fir Froen iwwert de Large-Scale-Testing;

3. fir Froen iwwert d'Impfungen.

Fir de Beräich „Impfungen", ëm deen et jo am honorabelen Deputéierte senger Fro geet, huet een dann d'Optioun tëschent Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an Englesch. D'Helpline funktionéiert vun 08.00-19.00 Auer all Dag (inklusiv de Weekend a Feierdeeg), dat heescht 77 Stonne pro Woch.

D'Ekipp vun der Helpline Impfunge besteet aus 84 Persounen. Dovu schwätzen der 93 % Lëtzebuergesch, 100 % Franséisch, 83 % Däitsch a 45 % Englesch. Am Ganze gi 17 verschidde Sprooche vun de 84 Mataarbechter geschwat, dorënner Portugisesch, Serbo-Kroatesch, Russesch, Spuenesch, Italienesch a vill méi.

Jee no Mount (Januar bis Abrëll) hunn tëschent 59 a 66 % vun den Uruffer Lëtzebuergesch als Sprooch gewielt, tëschent 22 an 31 % Franséisch, tëschent 7 an 11 % Däitsch an tëschent 2 an 3 % Englesch.

Falls d'Helpline emol iwwerlaf ass mat Uriff (am Mount Mäerz, wou de Lieserbréif an der Zäit war, huet d'Hotline méi wéi 80.000 Appeller traitéiert) a fir awer e Service um Client ze garantéieren an den Telefon net an d'Eidelt schellen ze loossen, hiewen déi 7 % vun de Mataarbechter, déi kee Lëtzebuergesch schwätzen, dann emol ee Lëtzebuerger Appell op a ginn dem Client de Choix:

a) ze waarden, bis eng Persoun disponibel ass, déi Lëtzebuergesch schwätzt, oder

b) den Appell an enger anerer Sprooch weiderzeféieren, fir net mussen ze waarden.

Den Uruffer behält de Choix, mee aus Erfarung wësse mir, dass iwwer 95 % vun de Leit da léiwer an enger anerer Sprooch weiderfuere wéi mussen ze waarden.

Question 3924 (24.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **espèces exotiques envahissantes :**

Am Artikel „Exotische Ameisen bedrohen die Artenvielfalt", deen den 23. Mäerz um däitschen Internetsite Spektrum.de publizéiert gouf, ass ze liesen, datt den onkontrolléierten Import vun exoteschen Déierenaarten a villen europäesche Länner eng grouss Gefor fir de Räichtum vun deenen eenheemeschen Déierenaarten duerstellt. Dës verbreeden sech net zulescht iwwert en onkontrolléierten Handel an duerch Noléissegkeet vu private Proprietären.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi eng Douaneskontrolle si fir den Handel mat exoteschen Déieren aktuell zu Lëtzebuerg en place?

2. Muss virum Kaf vun engem exoteschen Déier en Noweis erbruecht ginn, datt déi betraffen Déieren net aus dem geplangte Liewensraum ausbriechen a sech onkontrolléiert reproduzéiere kënnen?

3. Wéi eng Assurance mussen de Keefer an de Verkeefer fir de privaten Handel mat exoteschen Déierenaarten zu Lëtzebuerg ofschléissen?

4. Huet d'Madamm Minister Kenntnis doriwwer, wéi eng invasiv Déierenaarten aktuell zu Lëtzebuerg verbreet sinn? Kéint si eng Opstellung vun deenen eenzelen Aarten an hire Verbreedungsgebidder presentéieren?

5. Wéi eng Mesurë sinn aktuell en place, fir d'Ausbreedung vun invasiven Aarten ze verhënnere respektiv drop ze reagéieren?

Réponse (27.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Generell muss ee bei „exoteschen Déiere" verschidden Zorten ënnerscheeden:

- exotesch Déieren, déi fräi dierfe verkaaft a gehale ginn, well se op der positiver Lëscht vun den Hausdéiere stinn, déi dierfe gehal ginn;

- exotesch Déieren, déi dierfe gehal ginn, nodeems de Besëtzer dofir eng Erlabnis krut;

- exotesch Déieren, déi duerch d'CITES-Reglementatioun geschützt sinn;

- exotesch Déieren, déi ënnert d'EU-Reglementatioun falen.

All liewegt Déier, wat aus engem Drëttland an d'EU importéiert soll ginn, gëtt op sengem éischten Entréespunkt kontrolléiert, ob et um sanitäre Niveau kee Risiko fir d'EU duerstellt an ob et an deem Sënn déi richteg Pabeieren huet an ob et net ënnert d'EU-Reglement 2014/1143 iwwert „espèces invasives" fält, déi net dierfen an d'EU importéiert ginn.

Als Beispill kéint een do de Findel nennen, wou Veterinairë vun der Veterinairesverwaltung (ASV) Déieren inspizéieren, déi iwwert de Loftwee an d'Land importéiert solle ginn.

Am Cargoberäich ginn Douaneskontrollen op Basis vun der „pre-arrival information" gemaach, déi am Fall vun engem Flug op Lëtzebuerg virun der Landung sollt disponibel sinn. Och Stéchprouwe ginn an dësem Beräich gemaach, dëst op Basis vun enger Risikoanalys vun der Fracht. Am Persouneberäich fannen d'Kontrolle stéchprouwenaarteg no der Landung statt.

ad 2. Den Artikel 5 vun dem Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 gesäit vir, dass all Persoun, déi een exotescht Déier hale wëllt, dofir eng Geneemegung vum Landwirtschaftsminister brauch. Den Artikel 6 gesäit vir, dass déi néideg Infrastrukture mussen en place sinn, fir dat concernéiert Déier kënnen ze halen. Dëst implizéiert och, dass verschidde Sécherheetsmesurë mussen agehal ginn, z. B. een Terrarium mat Schlass oder een ofgetrennte Raum, fir een Ausbroch vum Déier ze verhënneren.

ad 3. Eng speziell Assurance ass net virgesinn, allerdéngs ass zum Beispill d'Hale vun engem gëftegen Déier un d'Obligatioun gekoppelt, dass déi Persoun muss ageschriwwe si bei engem Depôt fir Antivenomen (Géigegëft).

ad 4. + 5. Zu der allgemenger Verbreedung vun invasiven Aarten zu Lëtzebuerg an de Mesuren, fir d'Ausbreedung ze verhënneren, hunn ech an der Äntwert vum 5. Mäerz 2021 op d'parlamentaresch Fro N° 3528 Stellung geholl. Och d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3706 vum 1. Abrëll 2021 behandelt dëst Theema. Eng Lëscht fënnt den éierewäerten Deputéierten op www.neobiota.lu.

Question 3925 (24.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **mesures sanitaires dans les écoles :**

Am internationale Lycée vun Déifferdeng (EIDE) gouf e Communiqué un d'Eltere verschéckt, datt si eng Geldstrof vun 1.000 bis 2.500 Euro riskéieren, wa si hir Kanner ënner bestëmmten Ëmstänn ouni negative Covidtest an d'Schoul schécken.

Duerfir hunn ech follgend dréngend Nofro un den Här Schoulminister, d'Madamm Gesondheetsminister an d'Madamm Justizminister:

1. Op wéi enger gesetzlecher Grondlag berout dës Geldstrof? A wéi enger strofrechtlecher Situatioun fält se un?

2. Wéi eng Schoulregimmer si betraff?

3. Verfügen d'Elteren an déi ëffentlech Primär- a Secondairesschoulen allgemeng iwwert eng verständlech an transparent Checklëscht, wou si kontrolléiere kënnen, wéi ee Covidprotokoll fir si applikabel ass a wéi eng Moossnamen/Prozedure fir si domat verbonne sinn?

4. U wie kënne si sech wenden, wa si kuerzfristeg eng Nofro zu de Covidmesuren hunn, déi si bei hirem Kand musse kontrolléieren?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Froe vum honorabelen Deputéierte wëll ech mat zwou Informatioune beäntwerten.

ad 2. - 4. Zum engen huet d'Direktioun vun der École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE) den 2. Mäerz 2021 eng Kommunikatioun un d'Elteren erausgi mat allen néidegen Informatiounen zu de Prozeduren, déi am Fall vun enger Quarantän anzehale sinn, notamment wat d'Virleeë vun engem negativen Testresultat ubelaangt. An dësem offizielle Schreiwes steet näischt vun enger Geldstrof. Op dësem Wee kréien d'Elteren déi néideg Informatiounen zu de Moossnamen a Prozeduren, déi an deene verschiddene Schoulregimmer applikabel sinn; fir all Nofroe kënne si sech un d'Direktioun vun der Schoul adresséieren.

ad 1. Zum anere gouf et den 23. Februar eng Entrevue tëscht der Direktioun an dem Elterecomité, notamment zum Theema Covid-19; vun dëser Reunioun huet de Bureau vum Elterecomité ee Rapport verfaasst. Dëse Rapport gëtt traditionell als „outil de transparence" u sämtlech Eltere geschéckt, fir esou d'Diskussiounen tëscht Direktioun an Elterevertrieder ze dokumentéieren. A sengem Rapport hat de Bureau vum Elterecomité vermierkt, datt d'Elteren eng Geldstrof riskéieren, wann hiert Kand ouni Test aus der Quarantän zeréck an d'Schoul kënnt.

D'Äntwert op d'Fro no der gesetzlecher Grondlag vun dëser Strof fënnt den honorabelen Deputéierten am Covidgesetz (loi du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19). Den Artikel 7(1) vun dësem Gesetz fixéiert d'Dauer vun der Quarantän op siwen Deeg „à condition de se soumettre à un test diagnostique de l'infection au virus Sars-CoV-2 à partir du sixième jour". Da gëtt preziséiert: « En cas de test négatif, la mesure de quarantaine est levée d'office. En cas de refus de se soumettre à un test de dépistage à partir du sixième jour après le dernier contact avec la personne infectée, la mise en quarantaine est prolongée pour une durée maximale de sept jours. »

D'Netanhale vun de Bestëmmunge vun der Quarantän gëtt duerch den Artikel 12 vum Covidgesetz ënner Strof gestallt: « […] le non-respect par la personne concernée d'une mesure […] de mise en quarantaine prise sous forme d'ordonnance par le directeur de la santé ou son délégué en vertu de l'article 7 sont punies d'une amende de 500 à 1.000 euros ».

De Bureau vum Elterecomité hat iertemlecherweis e Betrag vun 1.000 bis 2.500 Euro uginn.

Question 3927 (24.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **animaux domestiques :**

A menger parlamentarescher Fro N° 3813 wollt ech op d'Situatioun vun Déierenhaler um soziale Wunnmarché opmierksam maachen, wou d'Lag oft esou ass, dass Locatairë vu Sozialwunnenge kënne verbuede kréien, een Hausdéier an dëser Wunneng ze halen.

Esou wéi verschidde Leit mir et zougedroen hunn, geschitt dëst awer och um private Wunnmarché. Bei enger Locatioun zum Beispill kann de Proprietär d'Hale vun engem Hausdéier a senger Wunneng am Mietkontrakt explizitt verbidden.

Wann ee Proprietär vu senger eegener Wunneng ass, ass d'Saach méi einfach, virausgesat, et wunnt een net an enger Residence, déi eng Koproprietéit vu verschiddene Leit ass, well och hei kann d'Assemblée vun dëser Residence d'Hale vun Hausdéieren an de Gemeinschaftsraim (parties communes) verbidden. Dëst Verbuet beschränkt sech allerdéngs op d'Gemeinschaftsraim. Am Privatraum vum Proprietär kann de Proprietär u sech een Hausdéier halen, virausgesat, dass d'Déier kee Kaméidi oder Knascht mécht an déi aner Bewunner stéiert.

Festzestellen ass, dass d'Situatioun fir vill Déierenhaler hei am Land net ëmmer kloer ass an a ville Situatiounen oft zum Nodeel vum Hausdéier entscheet gëtt. A verschiddene Fäll ass et souguer virkomm, dass Persoune mat Assistenzhënn virun de Choix komm sinn, hiren Hond, op Drock vun der Assemblée des propriétaires, mussen ewechzeginn oder aus der Residence ze plënneren.

Grad an Zäite vu Wunnengsnout dierft et net sinn, dass Persounen an hir Hausdéiere wéinst Diskriminéierung a Stereotyppe vis-à-vis vun den Déiere keng Wunneng hei am Land kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis dovunner, dass Déierenhaler um Wunnengsmarché diskriminéiert ginn?

2. Wäert d'Regierung eppes ënnerhuelen, dass Leit mat Hausdéieren um Wunnmarché besser geschützt ginn, zum Beispill, andeems d'Vertragsklausel mam Déiereverbuet an Zukunft ongëlteg gemaach gëtt? Wéi eng Piste wäert d'Regierung hei aschloen?

Réponse (13.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Nom Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Prinzip vun der Gläichbehandlung ass all Form vun Diskriminatioun opgrond vun de siwe follgende Grënn verbueden:

- Nationalitéit,

- vun der tatsächlecher oder supposéierter Zougehéieregkeet oder Netzougehéieregkeet zu enger Rass oder enger Ethnie,

- vum Geschlecht

- vun der sexueller Orientéierung,

- vun der Relioun oder den Iwwerzeegungen,

- vum Handicap oder

- vum Alter.

Dës Antidiskriminéierungsreegele gëllen och am Kontext vum Zougang zu enger Wunneng.

Et ass der Regierung bekannt, datt Locatairen um Wunnengsmaart trotz dem Verbuet opgrond vun dëse Krittären diskriminéiert ginn.

Wéi schonn an der Äntwert ob déi parlamentaresch Fro N° 3813 ugekënnegt gouf, huet d'Regierung net wëlles, Vertragsklausele betreffend e generellt Déiereverbuet a Mietwunnenge speziell ze reegelen.

Question 3931 (24.03.2021) de **MM. Yves Cruchten** et **Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **transport scolaire :**

Afin d'assurer le transport des élèves de l'enseignement fondamental, nombreuses sont les communes qui mettent en place leur propre système de transport par bus scolaire. Cette pratique est particulièrement courante dans des communes rurales, dont les localités peuvent être éloignées du site scolaire visité par les élèves. Toutefois, la mise en place de bus scolaires représente aussi un certain coût pour ces communes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que dans certaines communes, ce sont des bus de ligne, pourtant intégrés au réseau du RGTR, qui assurent le transport des élèves du fondamental jusqu'à l'école communale ?

- En principe, il nous semble tout à fait raisonnable que les courses du RGTR qui s'y prêtent, c'est-à-dire dans les cas où l'école se trouve sur le tracé de la ligne normale, puissent embarquer également des écoliers. Toutefois, Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que dans certains cas de figure, des lignes RGTR ont été spécifiquement modifiées, de sorte à ce qu'elles puissent assurer le transport scolaire des élèves du fondamental au sein d'une commune ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer depuis quand cette pratique est de mise ?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une telle pratique, qui rallonge les lignes de bus, pourtant censées être à caractère régional, en les faisant passer par de multiples quartiers résidentiels, nuit à la qualité du transport en commun ?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il s'agit d'une manière détournée de financer le transport

scolaire de certaines communes au détriment d'autres municipalités ? Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès des acteurs concernés afin de mettre fin à cette pratique ?

Réponse (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans certaines communes du pays, en effet, des autobus RGTR couvrent les besoins en déplacement des élèves qui fréquentent l'enseignement fondamental.

Suite à des fusions de communes et la création de campus scolaires centralisés depuis les années 1990, le département des transports a adapté des itinéraires et horaires de ligne RGTR en vue d'assurer le transport des élèves du fondamental. Au cours des dernières années, seul le transport scolaire des enfants fréquentant des écoles internationales a été ajouté.

Les synergies entre le transport RGTR et celui d'une commune ou d'un syndicat de communes ont été couvertes par la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics (article 15), dans l'objectif d'une optimisation de l'offre et d'une organisation rationnelle des transports publics ; la loi du 5 février 2021 sur les transports publics, qui vient de remplacer la loi précitée en permet autant (article 13). Dans ce contexte, des services ont été organisés et spécifiquement adaptés dans l'un ou l'autre cas, de manière à assurer le transport scolaire d'élèves du fondamental.

Les services en question n'ont par ailleurs ni nui à la qualité du transport public ni été considérés comme un élément dissuasif par les citoyens ou autres usagers.

Au vu de la réorganisation du réseau régulier du RGTR, qui diffère de plus en plus des besoins davantage spécifiques des élèves et étudiants, j'ai pris la décision de séparer le transport scolaire du réseau régulier à partir du 1er janvier 2022.

Mes services vont analyser la situation avec le Syvicol. Je suis d'avis qu'il est nécessaire d'appliquer les mêmes règles pour chaque commune. C'est également une des raisons pourquoi le transport scolaire sera séparé du réseau RGTR.

Question 3933 (24.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3691 vum 12. Mäerz 2018 schreift d'Regierung Follgendes: „D'IHRA huet de 26. Mee 2016 op der Plenière vu Bukarest eng ‚non-legally binding working definition of antisemitism' ugeholl. Deen Text gouf vun engem Expertegrupp virbereet an am Konsens vun den 31 Delegatiounscheffen - dorënner Lëtzebuerg - ugeholl." Zousätzlech gouf den 10. Juli 2019 an der Chamber mat de Stëmme vun der ADR, der CSV, den Deputéierte vun de Regierungsparteien an nach aneren d'Motioun Nummer 2998 gestëmmt, déi d'Regierung invitéiert, sech d'Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA, der „International Holocaust Remembrance Alliance" zu eegen ze maachen.

- Dowéinst wéilt ech den Här Staatsminister froen, wéi d'Regierung aktuell zu der zitéierter Motioun vun der Chamber steet? Ass d'Regierung bereet, dës Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA mat hire Beispiller formell unzehuelen oder huet si dat vläicht scho gemaach? Wa jo, wéini an a wat fir enger Form? Wann nee, firwat net?

Réponse (20.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung huet de 24. Januar 2020, op Basis vun der Motioun vum 10. Juli 2019, d'Aarbechtsdefinitioun vun der IHRA ugeholl.

Dës Decisioun gouf deen nämmlechten Dag am Communiqué iwwert d'Aarbechte vum Regierungsrot och ëffentlech kommunizéiert.

Question 3934 (24.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **service de transport Adapto :**

Den Adapto-System gouf virun enger gewësser Zäit reforméiert. Et kann dofir interessant sinn, fir en éischten Iwwerbléck iwwert d'Applikatioun vun deenen neie Reegelen ze kréien.

Dowéinst wéilt ech dem Här Transportminister dës Froe stellen:

1. Den Adapto ass op 360 Faarten am Joer limitéiert. Ginn d'Hin- an d'Réckfaart op eng bestëmmte Plaz als eenzel oder zwou separat Faarte gerechent? Gëllt déi selwecht Reegel bei enger Faart op d'Aarbechtsplaz an zeréck?

2. Kéint den Här Minister sech virstellen, d'Verrechnung vu professionelle Faarte mam Adapto vun deene privaten ze trennen?

3. Leit, déi op den Adapto ugewise sinn, si vun Natur aus gesondheetlech oft méi vulnerabel wéi anerer. Wéi gouf der Covidkris bei der Zoudeelung vu Faarte mam Adapto zënter dem 1. Mäerz 2020 Rechnung gedroen? Gi Faarten an en Impfzentrum an de Contingent vun deenen 360 Faarte matagerechent oder net?

4. An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun der ADR (Nr. 1890 vum 17. Februar 2020) hat den Här Transportminister geäntwert, datt de Ministère 284 vun deenen 1.356 Demanden, déi zu deem Zäitpunkt fir en neit Abonnement vum Adapto gestallt goufen, refuséiert hätt. Wéi vill Demandë goufe säit dem 1. Mäerz 2020 refuséiert? Wéi goufen dës Refuse generell begrënnt? Wéi vill berechtegt Beneficiairë vum Adapto-System gouf et virun der Reform a wéi vill gëtt et der nach zum aktuellen Zäitpunkt?

5. An der Äntwert op meng dréngend parlamentaresch Fro Nr. 1960 vum 2. Mäerz 2020 hutt Dir zu der Méiglechkeet vun enger Opstockung vum Personal vun der Mobilitéitszentral en vue vun der Gestioun vum Adapto geäntwert, datt dëse Besoin iwwert e längeren Zäitraum misst analyséiert ginn. Zu wéi enger Konklusioun kommt Dir elo, e Joer méi spéit?

Réponse (06.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Déi 360 Faarte sinn als Eenzelfaarten ze betruechten, sprécht een Aller/Retour entsprécht zwou Faarten. D'Aarbechtsfaarte fléissen net mat an de Contingent vun deenen 360 Faarten an.

ad 2. Den Transportdepartement, neierdéngs d'Verwaltung fir ëffentlechen Transport, geréiert de Service an och d'Bezuelen un d'Busbetriber. Den Transport ass jo gratis fir déi betraffe Bierger. Virun der Reform, also Mäerz 2020, goufen déi professionell Faarte separat vun deenen anere verrechent. De Moment ass et mam Logiciel fir d'Gestioun net méi de Fall. Et soll awer erëm zukünfteg separat ofgerechent ginn.

ad 3. A Covidzäiten huet sech näischt un der Unzuel vun de Faarten, déi d'Leit zegutt hunn, geännert. D'Faarten an en Impfzentrum ginn, wéi all aner Privatfaarten, vum Quota ofgerechent.

ad 4. Tëschent Januar 2020 a Mäerz 2021 sinn insgesamt 7.211 Demanden agereecht ginn. Um Dag vum 24. Mäerz 2021 hu 5.641 Persounen eng Kaart. Déi Fro gouf schonn an der parlamentarescher Fro Nr. 3876 gestallt. Déi Persounen, déi den Adapto net kréien, erfëllen d'Konditiounen net. Et mécht aus villen Ursaachen net vill Sënn, fir d'Zuele mat deene vu virun der Reform ze vergläichen; de Mobilitéitszoustand vun de Leit kann ännere, a mäi Service huet keng Informatioun, ob fréier Beneficiairen nach liewen.

Hei referéieren ech mech op d'Äntwerten 1 an 2 vun der parlamentarescher Fro Nr. 3876 vum 18. Mäerz 2021 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement.

ad 5. Wéi den honorabelen Deputéierte weess, ass eist Land an engem aussergewéinlechen Zoustand säit dem 16. Mäerz 2020. Eng Analys iwwert d'Personal vun der Mobilitéitszentral huet sech also eriwwregt. Bedéngt duerch déi sanitär Kris sti genuch Ressourcen zur Verfügung, soudass een Opstocke vum Personal den Ament net néideg ass.

Question 3935 (25.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **collecte de données des automobilistes :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3577 no enger Rei Modalitéite vun dem EU-Reglement 2019/631/UE schreift den Här Minister ënner anerem, datt zënter dem 1. Januar 2021 an Europa keng Autoe méi dierfen immatrikuléiert ginn, déi net mat der sougenannter „On-Board Fuel Consumption Monitoring"-Software equipéiert sinn. Dëst Instrument liest eng ganz Rei Donnéeën aus, déi an der Annex XXII, Kapitel 3 vun dem modifizéierte Reglement 2017/1151/UE, Punkt 3.1 a Punkt 3.2 gereegelt sinn.

Dozou wéilt ech dem Här Transportminister nach dës Froe stellen:

1. Wéi eng Informatiounsflicht besteet, am Bezuch op dëst Reglement, fir d'Garagiste vis-à-vis vum Keefer?

2. Ginn dës Donnéeë vun enger nationaler Autoritéit erfaasst a wa jo, vu wéi enger?

3. Bei wéi enger zoustänneger (nationaler) Autoritéit ginn dës Donnéeë stockéiert a wou stinn déi entspriechend Serveren?

4. Wéi ginn dës Donnéeë viru potenziellen Hackerugréff geschützt?

5. Iwwer wéi eng Rechter verfüügt de Proprietär vun engem Auto, fir sech kënnen iwwert seng entspriechend Donnéeën ze informéieren?

6. Wéi eng Ëmstänn féieren zum Läsche vun dësen Donnéeën?

7. Wéi kann e Proprietär vun engem Auto sech dogéint wieren, datt seng Donnéeën erfaasst ginn?

8. Fléissen dës Donnéeën an d'Berechnung vun der Autossteier mat an, déi zu Lëtzebuerg op Basis vum CO_2-Verbrauch erhuewe gëtt?

9. Mussen déi Donnéeë bei engem Weiderverkaf vum Auto mat renseignéiert ginn?

Réponse (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte géif gäre weider Preziséiounen, bezunn op d'Äntwert zu der parlamentarescher Ufro N° 3577, iwwert d'„On-Board Fuel Consumption Monitoring"-Software (OBFCM), déi zënter dem 1. Januar 2021 an all neiem an Europa immatrikuléierten Auto verflichtend ass, kréien.

Wei an der Äntwert zu der parlamentarescher Ufro N° 3577 geschriwwen, war zum Zäitpunkt vun der Äntwert een Entworf vun der Kommissioun um Instanzewee (Ares(2020)6802128), an deem méi genau beschriwwe sollt ginn, wéi den Hiersteller souwéi och d'Autoritéiten (Memberstaaten) Donnéeën, déi am Kader vun dem OBFCM obligatoresch mussen der Kommissioun bereetgestallt ginn, sollen an dierfen enregistréiert ginn. Dësen Entworf ass de 4. Mäerz 2021 an een europäescht Reglement iwwerfouert ginn (règlement d'exécution (UE) 2021/392 de la Commission du 4 mars 2021 concernant la surveillance et la communication des données relatives aux émissions de CO_2 des voitures particulières et des véhicules utilitaires légers conformément au règlement (UE) 2019/631 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements d'exécution (UE) n° 1014/2010, (UE) n° 293/2012, (UE) 2017/1152 et (UE) 2017/1153 de la Commission), wat zënter dem 24. Mäerz applikabel ass.

Deemno muss all Hiersteller, am Aklang mat dem Artikel 9 aus dem europäesche Reglement, fir all neien Auto, deen ab dem 1. Januar 2021 immatrikuléiert gouf, d'Donnéeën, déi am Kader vum OBFCM solle gesammelt ginn, späicheren a jeeweils zum éischten Abrëll vum Joer (ab 2022) der Kommissioun am definéierte Format vum Tablo 1 aus der Annex vum Reglement iwwermëttelen. Et sief hei allerdéngs dorobber higewisen, dass d'Hiersteller zwou verschidden Optiounen hunn, déi Informatiounen ze kréien an ze späicheren. Déi éischt Optioun besteet doranner, dass den Auto iwwert seng Connectivitéit (SIM-Karten) dës Informatiounen direkt un den Hiersteller iwwermëttelt, deen dann déi Donnéeë bei sech späichert a schlussendlech der Kommissioun iwwermëttelt. Déi zweet Optioun ass déi, dass den Hiersteller mat senge Concessionnairen am Kader vun enger Revisioun dës Donnéeën ausliest an dann der Kommissioun iwwermëttelt. Nieft dëser Obligatioun fir d'Hiersteller wäert, konform zum Artikel 10 vun dem benannte Reglement, ab dem 20. Mee 2023 och eng Obligatioun fir Memberstaaten agefouert ginn, wou dës musse sécherstellen, dat wärend der technescher Kontroll vum Auto d'Informatiounen zum OBFCM mussen iwwert den OBD (On-Board-Diagnose) ausgelies an der Kommissioun zum éischten Abrëll vun all Joer, am beschriwwene Format, iwwermëttelt ginn.

Am Kader vun dëser Kollekt vun Donnéeë gi grondsätzlech just technesch Donnéeë gespäichert mat der Exceptioun vun der VIN, der Vehicle Identification Number (numéro d'identificaion du véhicule), déi, wéi an dem Considerant 11 vum Reglement beschriwwen, ab deem Moment, wou ee Gefier ugemellt ass, als perséinlech Donnée ze considéréieren ass. Et sief awer hei betount, dass et sech bei der VIN net ëm d'Immatrikulatiounsnummer handelt, mee ëm eng eendeiteg Nummer, déi all Auto bei der Konstruktioun zougedeelt kritt a méi geleefeg ënnert der Bezeechnung vun der Chassisnummer ass.

« (11) Les données relatives à la consommation de carburant et d'énergie en conditions d'utilisation réelles devraient être collectées en même temps que le numéro d'identification du véhicule (VIN - Vehicle Identification Number). À partir du moment où un véhicule est immatriculé, le VIN est considéré comme une donnée à caractère personnel et est donc soumis aux exigences relatives à la protection de ces données énoncées dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil (6). Le traitement des VIN aux fins du règlement (UE) 2019/631 devrait être considéré comme licite en vertu de l'article 6, paragraphe 1, point c), du règlement (UE) 2016/679. Il convient en outre de spécifier que les entités participant à la collecte, à la notification et au traitement des VIN doivent être considérées comme des responsables du traitement de ces données au sens de l'article 4, point 7), du règlement (UE) 2016/679 et, en ce qui concerne l'AEE et la Commission, au sens de l'article 3, paragraphe 8, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil (7). Il y a également lieu de veiller à ce que les VIN soient obtenus par des moyens de communication sécurisés, et à ce que les personnes concernées, c'est-à-dire les propriétaires de véhicules, soient correctement informées conformément aux articles 13 et 14 du règlement (UE) 2016/679. »

D'Späicheren an d'Iwwermëttele vun der VIN ass onëmgänglech, fir dass d'Kommissioun zum jeeweilegen Typ vun Auto ee Réckschloss op den Hiersteller ka maachen an iwwerpréiwe kann, ob den Hiersteller seng Emissiounsziler erfëllt.

Den Hiersteller souwéi d'Memberstaate musse garantéieren, datt sämtlech Donnéeë sécher gespäichert ginn an datt all Kommunikatiounsweeër securiséiert sinn. Wat d'Hiersteller ubelaangt, ass et d'Aufgab vun dem jeeweilegen Hiersteller, dëser Obligatioun nozekommen. Wat d'Obligatioun vum Memberstaat ubelaangt, esou wäerten dës Informatiounen zu Lëtzebuerg warscheinlech ab dem 20. Mee 2023 am Kader vun der technescher Kontroll duerch déi jeeweileg Societéiten, déi eng Autorisatioun hunn, fir kënnen zu Lëtzebuerg déi technesch Kontroll duerchzeféieren, ausgelies an an der nationaler Datebank vun den immatrikuléierte Gefierer gespäichert ginn. Dës Datebank, déi aktuell amgaangen ass, un de leschte Stand vun der Technik ugepasst ze ginn, gëtt informatesch vum Centre des technologies de l'information de l'État verwalt an entsprécht sécherheetstechnesch sämtleche Bestëmmungen, déi de CTIE am ganze Staatsreseau applizéiert.

Am Kader vun der Kollekt vun den OBFCM-Donnéeën ass genau festgeluecht, wéi eng Informatiounen de Keefer bzw. de Besëtzer vun engem Auto muss kréien, wat d'Späicheren an d'Ausliese vun de besoten Informatiounen ubelaangt. Sou mécht den Artikel 11 vum genannte Reglement Bezuch op d'Artikelen 13 a 14 vum europäeschen Dateschutzreglement (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE). An dëse beiden Artikelen ass genau beschriwwen, wéi eng Informatiounen de betraffene Persoune mussen iwwermëttelt ginn. Zousätzlech dozou soll dorobber verwise ginn, dass bei dem Ausschaffe vun dem Reglement 2021/392 besonnesch Wäert op d'Protektioun vun de perséinlechen Donnéeë geluecht gouf. Esou gouf och den europäesche Kontroller zu der Protektioun vun Donnéeën am Aklang mat dem Paragraf 1 vum Artikel 42 vum Reglement 2018/1725 kontaktéiert an ëm Avis gefrot.

All Besëtzer vun engem Auto huet ausserdeem d'Méiglechkeet, am Aklang mat dem Artikel 9 souwéi dem Artikel 10, d'Kollekt vun de besoten Donnéeën ze ënnersoen. No Réckssprooch mat den Hiersteller gesinn dës vir, dass all Keefer beim Kaf vun engem neien Auto, bei wellechem déi besoten Donnéeën iwwert d'Connectivitéit vum Auto un den Hiersteller iwwermëttelt ginn, doriwwer informéiert gëtt, dass d'OBFCM-Date gespäichert kënne ginn, an dass eng explizitt Méiglechkeet besteet, dëst net ze erlaben. Falls déi Donnéeën net duerch den Auto direkt un den Hiersteller weidergi ginn, esou gëtt de Besëtzer bei der Revisioun vum Auto doriwwer informéiert a kann och hei d'Iwwermëttele vun den Donnéeën ënnersoen. De selwechte Prinzip wäert och am Kader vun der technescher Kontroll applizéiert ginn.

Wat d'konkreet Utilisatioun bzw. d'Späichere vun de kollektionéierten Donnéeën ubelaangt, esou ass op de Paragraf 5 vum dem Artikel 11 vum europäesche Reglement ze verweisen:

« 5. Les VIN et les données en conditions d'utilisation réelles collectés conformément aux articles 9 et 10 ne peuvent être conservés que pendant la durée suivante:

a) en cas de collecte par les constructeurs, jusqu'à ce que ces données aient été communiquées conformément à l'article 9, paragraphe 3 ;

b) en cas de collecte par des concessionnaires et réparateurs agréés, jusqu'à ce que ces données aient été transmises au constructeur conformément à l'article 9, paragraphe 2 ;

c) en cas de collecte par des organismes et établissements chargés du contrôle technique, jusqu'à ce que ces données aient été transmises à l'AEE ou à l'autorité désignée par les États membres pour communiquer les données à l'AEE, conformément à l'article 10, paragraphe 2 ;

d) en cas de collecte par des autorités désignées par les États membres pour communiquer les données en conditions d'utilisation réelles à l'AEE, jusqu'à ce que ces données aient été communiquées conformément à l'article 10, paragraphe 2 ;

c) en cas de collecte par l'AEE, pendant 20 ans au maximum à compter de la date à laquelle les données ont été chargées pour la première fois dans le BDR conformément à l'article 9, paragraphe 3, ou dans le CDR conformément à l'article 10, paragraphe 2. »

Aus dësem Paragraf geet deemno ervir, dass et kloer Reegele ginn, wéi laang déi Donnéeë beim jeeweilegen Acteur dierfe gespäichert ginn.

Wann eng Persoun sech trotzdeem iwwert déi gespäichert Donnéeën informéiere wëll, esou kann dëst konform zum Artikel 15 vum europäeschen Dateschutzreglement gemaach ginn.

Aus den opgeféierten Erklärungen ass ersiichtlech, dass déi kollektionéiert Donnéeë just fir den Zweck vun der Iwwerpréiwung vum Anhale vun de Flottenziler an Ëmweltziler duerch d'Hiersteller kënne benotzt ginn. Esou ginn aus de gesammelten Donnéeën, déi der „Agence européenne pour l'environnement" iwwermëttelt ginn, an déi d'Europäesch Kommissioun an dësem Zesummenhang ënnerstëtzt, och all Joer Publikatiounen an enger anonymiséierter Form vun der Kommissioun gemaach, woubäi dëst am Aklang mat dem Artikel 12 vum europäesche Reglement erfollegt:

« Publication des données en conditions d'utilisation réelles

À partir de décembre 2022, la Commission publie chaque année des ensembles de données anonymisés et agrégés, ventilés entre les voitures particulières et véhicules utilitaires légers équipés de moteurs à combustion interne et les véhicules électriques hybrides rechargeables de l'extérieur (VHE-RE) des mêmes catégories, y compris les données suivantes par constructeur :

a) la consommation moyenne de carburant (l/100 km) sur la base des données communiquées conformément aux articles 9 et 10 ;

b) la consommation moyenne d'énergie électrique (kWh/100 km) sur la base des données communiquées conformément aux articles 9 et 10 ;

c) les émissions moyennes de CO_2 (g/km) calculées sur la base des données communiquées conformément aux articles 9 et 10 ;

d) la différence entre la consommation moyenne de carburant visée au point a) et la moyenne des valeurs de consommation de carburant consignées dans les certificats de conformité des mêmes véhicules que ceux pour lesquels des données en conditions d'utilisation réelles ont été communiquées ;

e) la différence entre la consommation moyenne d'énergie électrique visée au point b) et la moyenne des valeurs de consommation d'énergie électrique consignées dans les certificats de conformité des mêmes véhicules que ceux pour lesquels des données en conditions d'utilisation réelles ont été communiquées;

f) la différence entre les émissions moyennes de CO_2 (g/km) calculées conformément au point c) et la moyenne des valeurs d'émissions de CO_2 consignées dans les certificats de conformité des mêmes véhicules que ceux pour lesquels des données en conditions d'utilisation réelles ont été communiquées.

Les points b) et e) ne s'appliquent qu'aux VHE-RE. »

Eleng duerch de Prinzip, dass ee Besëtzer vun engem Auto kann op Späichere vun den OBFCM-Informatioune renoncéieren, wäerten dës Informatiounen net kënne genotzt ginn am Kader vun der Berechnung vun zum Beispill der Autosteier. Zousätzlech dozou ass de Paragraf 4 vum Artikel 11 vum europäesche Reglement ganz kloer op dem Punkt, zu wéi engem Zweck déi Donnéeën dierfe benotzt ginn :

« 4. Les VIN et les données en conditions d'utilisation réelles collectés conformément aux articles 9 et 10 du présent règlement ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles précisées à l'article 12 du règlement (UE) 2019/631. »

Schlussendlech bleift ze soen, dass dës Donnéeën, déi bei all Revisioun, bei all technescher Kontroll esouwéi am Fall vun Autoen, déi d'integréiert Connectivitéit benotzen, ëmmer erëm ausgelies ginn a keng Obligatioun am Fall vum Weiderverkaf besteet, fir dës Informatioune mat unzeginn.

Question 3938 (25.03.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant les **contrôles dans le secteur Horeca :**

Depuis le début de la pandémie Covid-19, le secteur Horeca a particulièrement souffert des conséquences des mesures sanitaires imposées par l'État dans le but de combattre le virus. Sans les aides étatiques leur apportant un soutien financier, la survie de ce secteur serait en péril.

Il est évident que les établissements de ce secteur doivent se conformer aux obligations légales qui les concernent et que l'Inspection du travail et des mines (ci-dessous « ITM ») est l'instance étatique à laquelle incombe le contrôle de la conformité à ces obligations. Or, il nous a été rapporté que pendant la crise sanitaire les contrôles ont été fréquents et que plusieurs établissements, faute des liquidités nécessaires pour les travaux nécessaires, risquent de se voir dans l'impossibilité de se conformer aux exigences demandées. De plus, certains travaux (demander un devis, trouver une société spécialisée disponible) nécessitent le cas échéant plus de temps que les délais accordés aux établissements. Sachant que la non mise en norme est passible d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement, le risque que certains établissements devront définitivement arrêter leur activité est réel.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Combien de contrôles relatifs à la conformité des autorisations commodo, notamment aux prescriptions incendie ITM-SST 1500.3 « définitions générales », ITM-SST 1502.4 « dispositions générales, bâtiments moyens » et ITM-SST 1509.3 « dispositions spécifiques, établissements d'hébergement » ont été réalisés depuis mars 2020 ?

2) Sans remettre en cause la nécessité des établissements accueillant du public à se conformer aux obligations légales, notamment en ce que concerne la protection en cas d'incendie, est-ce que Monsieur le Ministre juge adaptés et raisonnables les délais actuels pour la mise en conformité, notamment pendant la période de crise sanitaire actuelle ? Une adaptation de la loi en ce qui concerne les délais de mise en conformité peut-elle être envisagée ? Est-il par ailleurs possible de demander une extension des délais accordés aux établissements ?

3) Dans la négative, est-ce qu'une approche proactive qui consisterait à une auto-évaluation ou à un rappel des obligations en la matière, préalable à un contrôle sanctionnant les établissements concernés, pourrait être envisagée. Dans l'affirmative, des pourparlers avec la fédération concernée ont-ils déjà été entamés dans ce sens ?

4) Il nous a été rapporté que les établissements sanctionnés qui veulent obtenir des précisions concernant les détails des mises en conformité ont des difficultés à obtenir un rendez-vous auprès de l'ITM. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces difficultés ? Dans quels délais des rendez-vous sont-ils généralement accordés aux concernés ?

5) Combien de contrôles de documents relatifs au travail du dimanche ont été réalisés auprès d'établissements issus du secteur Horeca depuis mars 2020 ?

6) Quelles sont les raisons qui ont amené des contrôles dans le secteur Horeca, sachant que l'article L.231-6. du Code du travail dispense de l'interdiction de travailler les dimanches les hôtels, restaurants, cantines, débits de boissons et autres établissements où sont servies des consommations ?

Réponse (22.04.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Depuis mars 2020, l'Inspection du travail et des mines (ci-après ITM) a effectué dix contrôles en matière d'établissements classés dans le secteur de l'hôtellerie où s'appliquent notamment les prescriptions de prévention incendie ITM-SST 1500.3 « définitions générales », ITM-SST 1502.4 « dispositions générales, bâtiments moyens » et ITM-SST 1509.3 « dispositions spécifiques, établissements d'hébergement ».

ad 2) Lors des contrôles qui ont été effectués depuis mars 2020 en matière d'établissements classés, et plus particulièrement en ce qui concerne la protection en cas d'incendie, il s'avère que pour certains de ces établissements la sécurité n'était assurée ni pour les clients ni pour le personnel en raison des non-conformités par rapport aux prescriptions applicables en la matière. De plus, il a été constaté que certains de ces établissements ont été exploités depuis de nombreuses années sans autorisation d'exploitation valable au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En ce qui concerne les délais qui sont, dans ces cas, imposés à l'exploitant pour se conformer aux obligations légales, il y a lieu de distinguer entre le délai imparti pour introduire une demande d'autorisation, le délai pour mettre en œuvre, le cas échéant, des mesures d'urgence et le délai pour la mise en sécurité qui est déterminé dans le cadre de l'arrêté d'autorisation fixant les conditions d'aménagement et d'exploitation définitives à mettre en place aux fins d'une mise en conformité par rapport aux règles applicables en la matière.

Pour déterminer la durée de ces délais, il est toujours tenu compte du type de mesure à réaliser, de l'envergure des mesures de sécurité à mettre en place et, le cas échéant, de la gravité des infractions constatées. Par ailleurs, il est à chaque fois veillé à ce qu'il s'agisse d'un délai suffisant et raisonnable endéans lequel l'exploitant puisse mettre en place ce qui est exigé.

À noter qu'il est loisible à l'exploitant, pour le cas, par exemple, où les plans d'architectes de l'immeuble n'auraient pas encore pu être finalisés en temps utile ou bien que les travaux nécessaires ne sauraient pas, pour certaines raisons, être réalisés endéans les délais initialement impartis, d'introduire une demande motivée en vue d'obtenir une prolongation de ces délais.

À noter également que ces mêmes délais ne sauraient être supérieurs à deux ans, conformément à l'article 27 de la même loi modifiée du 10 juin 1999 précitée.

Il n'est actuellement pas prévu d'adapter la loi modifiée du 10 juin 1999 précitée en ce qui concerne les délais de mise en conformité.

ad 3) L'obligation pour les hôteliers exploitant un hôtel d'une capacité d'au moins cinq chambres d'hôtes de disposer d'une autorisation d'exploitation (commodo/incommodo) existe depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et il en est actuellement toujours de même selon les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En ce qui concerne l'approche proactive qui consisterait à une autoévaluation ou à un rappel des obligations en la matière, préalable à un contrôle sanctionnant les établissements concernés, il y a lieu de noter qu'il est loisible aux exploitants d'un hôtel de contacter à tout moment les services de l'ITM qui sont à leur disposition pour les conseiller, les assister et leur fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires et administratives dans les matières qui relèvent de la compétence de l'ITM.

À noter également que dans le cadre de leurs contrôles, les agents de l'ITM conseillent et assistent les exploitants notamment en matière d'établissements classés aux fins que les exploitants se régularisent par rapport aux règles applicables en la matière sans que des sanctions soient prononcées à leur encontre.

Par ailleurs, les informations en matière d'établissements classés sont disponibles sur le site Internet de l'ITM www.itm.lu et la Fédération nationale des hôteliers, restaurants et cafetiers du Grand-Duché de Luxembourg ASBL peut également relayer ces informations à leurs membres.

Aussi, il incombe à l'exploitant de tels établissements de veiller à assurer la sécurité et la santé de leurs salariés ainsi que la sécurité du public.

ad 4) Malgré la pandémie, la continuité des services de l'ITM a été maintenue. Il ne subsiste dès lors aucune difficulté pour obtenir un rendez-vous avec un agent de l'ITM.

À noter également que l'ITM peut également être contactée par téléphone (du lundi au vendredi de 08.30 à 12.00 heures et de 13.30 à 16.30 heures au numéro 247-76100, par mail contact@itm.etat.lu, par courrier et que le guichet de l'ITM 3, rue des Primeurs à L-2361 Strassen est ouvert au public sur rendez-vous.

ad 5) En 2020, l'ITM a effectué 171 contrôles en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et santé au travail auprès d'entreprises du secteur de l'Horeca.

En 2021, l'ITM a pour l'instant effectué 48 contrôles en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et santé au travail auprès d'entreprises du secteur de l'Horeca.

À noter que l'ITM a effectué 7.419 contrôles en 2020.

À noter également que les contrôles auprès des entreprises du secteur de l'Horeca ne se sont pas limités aux dispositions relatives au travail du dimanche, mais que les contrôles ont été effectués par rapport à l'ensemble des dispositions en matière des conditions de travail et en matière de sécurité et santé au travail.

ad 6) En ce qui concerne les raisons qui ont amené l'ITM à effectuer des contrôles dans le secteur de l'Horeca, il y a lieu de noter que les contrôles peuvent résulter d'une plainte ou bien qu'ils sont effectués de façon proactive.

À noter que les contrôles dans le secteur de l'Horeca n'ont pas été effectués en raison des dispositions prévues à l'article L. 231-6 du Code du travail qui dispose que : « (1) L'interdiction visée à l'article L. 231-1 [interdiction aux employeurs d'occuper des salariés les jours de dimanche] ne s'applique pas : 1. aux hôtels, restaurants, cantines, débits de boissons et autres établissements où sont servies des consommations ; […]. »

Question 3939 (25.03.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**électromobilité :**

Elektromobilitéit ass en Theema, wat eis zu Lëtzebuerg ëmmer méi beweegt. Dëse politesch forcéierte Paradigmewiessel vum Verbrennungs- op den Elektromotor stellt eis gesamtgesellschaftlech viru grouss Erausfuerderungen. Fir eis als ADR gehéiert et zum politesche Selbstverständnes, datt d'Regierung bei deem, wat se vun de Bierger verlaangt, selwer mat guddem Beispill virausgeet.

Duerfir hu mir follgend Nofro un den Här Transportminister:

1. Wéi vill elektresch Gefierer sinn aktuell beim Staat insgesamt am Asaz?

2. Wéi deele sech dës Gefierer op déi eenzel Institutiounen (Arméi, Police, Rettungsdéngschter, Déngschtween, Gemengen an ëffentlechen Transport asw.) op?

3. Wéi verdeelen déi Gefierer, déi säit dem Ufank vun dëser Legislaturperiod an den ëffentlechen Déngscht gestallt goufen, sech op d'Kategorië Verbrennungsmotor, Hybridmotor an Elektromotor?

4. Op wéi enge finanziellen an technologesche Krittären hunn déi Uschafunge baséiert?

5. Gëtt et scho Fäll, datt de Staat Elektrogefierer nees verkaf oder ausgemustert huet?

6. Wa jo, wéi waren dës Entscheedungen am Eenzele motivéiert?

7. Gëtt et Regierungsmemberen, déi am Déngscht ganz oder deelweis op Elektromobilitéit verzichten? Falls jo, wat sinn hir Grënn?

Réponse (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wéi an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3746 vum 2. Mäerz 2021 prioriséiert de Staat säit 2018 verstäerkt d'Uschafung vun elektresche Gefierer beim eegene Fuerpark. Ufank 2021 waren insgesamt 158 elektresch Autoe beim Staat am Asaz (91 100 %-Elektroautoen a 67 Plug-in-Hybriden). An der Äntwert op déi selwecht parlamentaresch Ufro ass och de Fuerpark vun de Ministère mat hire Verwaltungen an anere staatlechen Instanzen opgelëscht an och d'Entwécklung vun dësem Fuerpark erkläert. Et sief heibäi nach bemierkt, datt prioritär Déngschtween sollen elektrifizéiert ginn. Dës Gefierer, déi an der Reegel fir reng administrativ Zwecker benotzt ginn, bidde sech generell besser un, fir elektrifizéiert ze ginn, wéi spezialiséiert Gefierer wéi zum Beispill Ambulanzen. Dës Approche ass och am Aklang mat der iwwerschafft er europäescher Direktiv 2009/33/CE fir d'Promotioun vu propperen an energieeffiziente Stroossegefierer vun der ëffentlecher Hand. Een entspriechenden Avant-projet vun engem groussherzogleche Reglement fir d'Ëmsetzung vun där Direktiv ass ausgeschafft ginn an ass rezent vum Regierungsrot ugeholl ginn an op den Instanzewee gaangen.

Wat déi finanziell Krittäre fir d'Uschafung vu Gefierer beim Staat ubelaangt, ginn dës iwwert déi järlech Budgetscirculaire festgehalen. Déi technesch Spezifissitéite vun den elektresche Gefierer ginn am Laaschtenheft vun der zentraler Ausschreiwung festgeluecht, déi alljoers vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten organiséiert gëtt. Dës finanziell an technesch Krittäre ginn alljoers aktualiséiert, fir der Entwécklung bei den elektresche Gefierer Rechnung ze droen.

Laut den Informatioune vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA goufe bis ewell nach keng Elektroautoe vum Staat verkaf oder ausgemustert.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3746 vum 2. Mäerz 2021 erkläert, ass et weiderhin d'Zil, fir de gesamte Fuerpark vun de Regierungsmembere CO_2-emissiounsfräi ze kréien, esou dass prioritär Hybriden, Plug-in-Hybriden oder

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

100 %-Elektroautoe kaf ginn. Allerdéngs ass et aus operationellen a sécherheetstechnesche Grënn momentan nach net méiglech, op eng CO_2-emissiounsfräi Flott ze setzen. Zum aktuelle Stand an no der Livraisoun vun zwee weidere Plug-in-Hybriden, déi bestallt sinn an zwee thermesch Autoen ersetzen, wiere vun de 17 Autoen am Fuerpark vun der Regierung nach just ee reng thermesch. Do dernieft ginn et 13 Plug-in-Hybriden, zwee Hybrid-Bensinner an ee reng elektreschen Auto.

Question 3940 (25.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **service de transport Adapto :**

Virun engem Joer gouf de Service Adapto - grad wéi all aner Aart vun ëffentlechem Transport - gratis. No dëser Reform hu Persounen, déi bis dohi vum Adapto profitéiert hunn, missen eng nei Kaart beim Ministère ufroen. Esou goufen am Mäerz d'lescht Joer vun 1.356 Demandë fir eng Adapto-Kaart der 284 net accordéiert (Fro N° 1890).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Mëtt Mäerz krute verschidde Persounen, déi Recht op den Adapto-Service hunn, ee Bréif vum Mobilitéitsministère, deen d'Iwwerpréiwung vun hiren Dossieren ukënnegt. An dësem Bréif ginn dës Persounen och deelweis hiren Aarbechtskontrakt gefrot.

- Firwat gouf decidéiert, dës Persounen no hirem Aarbechtskontrakt, deen och vill confidentiel Detailer enthält, ze froen, amplaz no enger einfacher Aarbechtsbescheinegung vum Patron?

- Op wéi enger legaler Basis gëtt d'Iwwerpréiwung vun den Dossiere gemaach? Gesäit dat Gesetz oder Reglement vir, wat fir Dokumenter de Ministère dierf froen?

2. An der Fro N° 1788 gouf no der Bezuelung vun de Busentreprisë fir den Adapto-Transport gefrot.

An der Äntwert sot de Minister:

„Déi zwou lescht Froe betreffen de Kontrakt tëschent dem Mobilitéitsministère an de Betriber. Déi gefroten Informatioune vum Bezuele vun den Trajeten an de Leerfaarte si confidentiel an onweesentlech fir de Public."

Ass de Minister bereet, konform zum Arrêt vun der Cour administrative vum 26. Januar 2021, den Deputéierten an enger Kommissiounssëtzung Accès zu dëse Verträg ze ginn?

3. Aus der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2552 un de Mobilitéitsminister geet ervir, dass nach keng Kommissioun, wéi och am Projet de loi N° 7490 virgesinn, en place gesat gouf.

- Wat fir Schrëtt huet de Minister tëschenzäitlech geholl, fir dës Kommissioun opzestellen?

- Kënne Persounen, déi eng Adapto-Kaart refuséiert kruten, scho bei dëser Kommissioun ee Recours aleeën?

Réponse (19.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Am Kader vun enger Demande, fir als Salarié handicapé mam Adapto op d'Aarbecht gefouert ze ginn, gëtt déi intresséiert Persoun gebieden, verschidden Dokumenter eranzereechen:

- Formulaire de demande d'accès au service Adapto, mam Certificat vum Dokter, aus deem sollt ervirgoen, dass et der Persoun net méiglech ass, mam Auto oder ëffentlechen Transport op hir Aarbechtsplaz ze kommen,

- Kopie vum Certificat de reconnaissance en tant que salarié handicapé (ADEM),

- Kopie vum Certificat de résidence,

- Aarbechtskontrakt oder Aarbechtsbescheinegung,

- Fiche personnelle mat Renseignementer zum Aarbechtsgeeber an de Schaffzäiten.

Dës Prozedur ass net nei, mee besteet säit der Aféierung vum Adapto an zanter dass den Transportdepartement dës Faarte bezilt. An engem rezente Courrier u verschidde Beneficiairë war effektiv iertemlech eng Kopie vum Aarbechtskontrakt gefrot ginn, duerno gouf preziséiert, dass eng Aarbechtsbescheinegung selbstverständlech duergeet.

Mäi Service geréiert de Regëster vun de Beneficiairë vum Adapto als Responsabele vum Traitement vun deenen Donnéeën. An deem Regëster stinn déi Persounen, déi Accès op den Adapto-Transport hunn an och ob se Urecht als „salarié handicapé" op déi spezifesch Aarbechtstrajeten hunn. Dëse Regëster regruppéiert déi perséinlech Donnéeë vun de Beneficiairen am Respekt vum Artikel 5 vum „Règlement général sur la protection des données (RGPD)". D'Finalitéit fir d'Sammele vun den Donnéeën ass néideg fir eng administrativ, finanziell an operationell Gestioun vum Adapto-Service.

Als responsabelen Acteur vun dësem Traitement ass et néideg, fir d'Genauegkeet vun den Donnéeë geleeëntlech ze iwwerpréiwen an à jour ze halen, fir déi Aarbechtstransporter vun de Beneficiairen ze organiséieren a fir d'Kontinuitéit vum Service weider assuréieren ze kënnen. Dëst fënnt sech erëm am Paragraf 1 Punkt d) vum uewendriwwer erwäänten Artikel 5 vum RGPD.

Déi aktuell gesetzlech Basis, déi dem Transportminister d'Kompetenz gëtt, fir e complementairen Transport zum ëffentlechen Transport unzebidden, besteet am Gesetz vum 5. Februar 2021 iwwert den ëffentlechen Transport. Déi entspriechend Passagë fënnt een am Artikel 4, Alinea 1, 4° an Artikel 6, 8°.

ad 2. An enger Kommissiounssëtzung kann ech op d'Froen zu den aktuelle Kontrakter zeréckkommen.

ad 3. Meng Servicer schaffen eng legal Basis fir déi versprache Kommissioun aus. Et ass ugeduecht, déi am Gesetz vum 5. Februar 2021 iwwert den ëffentlechen Transport ze integréieren. Déi zukünfteg Membere vun der Kommissioun si schonn determinéiert. Et handelt sech gréisstendeels ëm d'Membere vum interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee fir d'Reform vum Adapto gegrënnt gouf, an déi concertéieren sech och haut bei der Evaluatioun vun Dossiere bei eenzele Fäll.

Wéi aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 2552 ervirgeet, ka selbstverständlech all Persoun, déi keng Kaart krut, e Recours gracieux beim Minister aleeën, fir géint eng Decisioun virzegoen. An deem Fall gëtt den Dossier natierlech nach emol iwwerpréift.

Question 3941 (25.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accord entre le Gouvernement et le Consistoire israélite de Luxembourg :**

De 27. Januar 2021 huet de Staat mam Consistoire israélite de Luxembourg en Accord ënnerschriwwen, dee sämtlech Froe beäntwere soll, déi sech nach am Kontext vun den net geléiste Problemer mat den Holocaust-Verméigenswäerter („Oustanding Holocaust Asset Issues") allgemeng a mat der Spoliatioun vu jüddeschem Besëtz wärend der Shoah am Besonnesche stellen.

Dëst Dokument, dat och nach vun der Weltorganisatioun fir jüddesch Entschiedegung („World Jewish Restitution Organization") an der lëtzebuergescher Stëftung fir d'Erënnerung un d'Shoah mat ënnerschriwwe gouf, geet vun enger kollektiver a globaler Indemnisatioun aus a gesäit vir, datt an Zukunft keng zousätzlech Entschiedegungsfuerderungen an -usprëch méi ugemellt däerfe ginn.

Den Accord gesäit eng ganz Rei vu Moossname vir:

Déi Iwwerliewend, egal, ob se zu Lëtzebuerg oder am Ausland liewen, an och déi, déi deemools zu Lëtzebuerg gelieft hunn, sollen eng forfaitaire Hëllef vun enger Millioun Euro kréien. D'Stëftung fir d'Erënnerung un d'Shoah soll wärend 30 Joer all Joer 120.000 Euro kréien, eng Persoun soll fir d'Generalsekretariat zur Verfügung gestallt ginn, d'Statute sollen iwwerschafft an ergänzt ginn, grad wéi och de Verwaltungsrot, deen zwee nei Membere kréie soll, vun deenen ee vum Staatsminister erausgesicht soll ginn. De Staat soll d'Klouschter vu Cinqfontaines kafen a renovéieren an doraus en edukativ-kommemorativen Zenter maachen, woubäi och d'Exploitatiounskäschten iwwerholl solle ginn. De Kommitee fir d'Erënnerung un den Zweete Weltkrich soll wärend zéng Joer 65.000 Euro pro Joer kréien.

Bis 2025 sollen zwou Milliounen Euro an d'Recherche iwwert den Zweete Weltkrich an d'Shoah fléissen. Schliisslech soll eng national Strategie géint den Antisemitismus an eiser Gesellschaft ausgeschafft ginn a verschidden Aarbechtsgruppe sollen sech mat Aspekter wéi rouend Bankkonten, onbezuelten Assurancen a beschlagnaamter Konscht beschäftegen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Cultes dës Froe stellen:

1. Firwat huet de Staat fir d'Verhandlung an d'Ënnerzeechnung vun dësem Accord just de Consistoire israélite de Luxembourg zeréckbehalen? Déi jüddesch Glawensgemeinschaft ass jo dat eent, dat jüddescht Vollek dat anert.

2. Wéi ass de Consistoire un d'Mandat komm, fir dësen Accord aushandelen ze kënnen?

Ass ni dru geduecht ginn, de Krees vun den interesséierten Uspriechpartner méi grouss ze maachen?

3. Gesäit d'Regierung net och d'Gefor, datt eng ganz Rei vu jüddesche Biergerinnen a Bierger zu Lëtzebuerg an am Ausland sech duerch dësen Accord weeder vertrueden nach gebonne fillen?

4. Laut dem Accord solle jo verschidde méi kleng an och méi grouss Geldzomme fléissen, zum Beispill un déi Iwwerliewend vun der Shoah. Een Aspekt, deen ausgeklammert gouf, ass dee vum Patrimoine immobilier a mobilier, deen deemools onrechtméisseg beschlagnaamt gouf. Mir denken hei un Haiser, Biller, Bijouen an aner Wäertsaachen.

Wat soll domat geschéien? Wat ass virgesinn, fir och an dësem Beräich zumindest ze versichen, eng gewësse Gerechtegkeet hierzestellen?

5. D'Stëftung fir d'Erënnerung un d'Shoah soll duerch eng järlech Dotatioun an och soss nach ënnert d'Äerm gegraff kréien. Et gëtt Stëmmen, déi soen, d'Gestioun vun dëser Stëftung wier net esou transparent, wéi se am Fong misst sinn. D'Statute solle jo ugepasst ginn, soll d'Weiderentwécklung och a Richtung méi Transparenz goen?

6. Ass de Fait, datt den Accord eng Erweiderung vum Verwaltungsrot virgesäit, a sech och schonn iwwert de Profil vun den neie Membere prononcéiert, kompatibel mam aktuelle Veräins- a Stëftungsrecht? Sinn net eleng de Verwaltungsrot an d'Generalversammlung vun der Stëftung fir dës Froen zoustänneg?

7. D'Fro vun de rouende Bankkonte konnt anscheinend méi wéi 75 Joer no dem Enn vum Zweete Weltkrich nach ëmmer net zefriddestellend geléist ginn. D'Banke waarden op eng Léisung, mee déi misst Prinzippie wéi „Know Your Customer (KYC)", „Anti-Money Laundering (AML)" a „Counter Terrorist Financing (CTF)" gerecht ginn.

Kéint een net eng Stëftung an d'Liewe ruffen, fir hei Ofhëllef ze schafen?

8. Vill Proprietäre sinn net méi do, mee hir Kanner an Enkelkanner hunn och d'Recht, gehéiert ze ginn, egal, ob se Member oder net Member vum Consistoire sinn.

Wat fir e Stellewäert hunn d'Ierwen am Kader vun dësem Accord?

9. Wéi gëtt séchergestallt, datt och déi Iwwerliewend am an aus dem Ausland un hiert Recht komme kënnen?

Réponse (22.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. + 2. Fir der Spezifissitéit an der Komplexitéit vum Accord Rechnung ze droen, souwuel op engem nationale wéi och internationale Plang, sinn nieft dem Consistoire israélite de Luxembourg och d'Fondation luxembourgeoise pour la mémoire de la Shoah an d'World Jewish Restitution Organisation (WJRO) Cosignatairë vum Accord. Dës Organer hunn och alleguerten aktiv un der Ausaarbechtung vum Accord matgeschafft.

ad 3. D'Regierung huet den Accord mat de kompetenten, representativen nationalen an internationale Partner verhandelt.

ad 4. De Staatsministère ass mat esou engem Fall befaasst ginn. Déifgräifend Recherchen hunn erlaabt, der betraffener Famill ze erklären, wat genee d'Geschicht vun hirem Bien wärend an nom Zweete Weltkrich war, ënner anerem och, datt de Staat schonns eng Indemnisatioun bezuelt huet.

ad 5. D'Regierung kann déi Aschätzung vun deene „Stëmmen" net deelen an ass och mat e puer Representanten am Conseil d'administration vun der Fondation luxembourgeoise pour la mémoire de la Shoah vertrueden.

D'Fondatioun huet am Oktober 2020 en Auditeur beoptraagt, fir d'Revisioun vun de Konten onofhängeg kontrolléieren ze loossen.

ad 6. D'Modalitéiten iwwert d'Erweiderung vum Conseil d'administration ginn am Aklang mat der applikabeler Legislatioun am Accord beschriwwen:

- l'ajout de deux nouveaux membres au Conseil d'administration de la Fondation, dont l'un est désigné par le Consistoire, sur proposition de la WJRO, et l'autre est désigné par le Premier Ministre, Ministre d'État.

ad 7. D'Modalitéiten iwwert de Fonctionnement vum Groupe de travail vun de „comptes dormants" ginn am Accord beschriwwen:

- Comptes bancaires dormants : le sous-groupe sur les comptes bancaires dormants continue ses travaux. La période du 1er janvier 1930 jusqu'au 31 décembre 1945 fera l'objet de ces recherches. Le sous-groupe se mettra d'accord sur la portée de l'audit et la mise en place d'un auditeur indépendant via un appel d'offres, conformément au document soumis par la WJRO et le Consistoire en mars 2020 intitulé "Discussion Document on Establishing an Audit Mandate". Tous les comptes bancaires dormants identifiés seront restitués aux propriétaires ou à leurs héritiers. En l'absence d'héritiers, la somme des avoirs retrouvés sera transférée à la Fondation.

- Toutes les recherches au sein des groupes de travail seront basées sur la liste actuelle et existante de la population juive au Grand-Duché de Luxembourg entre 1930 et 1945, ainsi que sur la liste des personnes juives identifiées qui ont amené des biens au Grand-Duché de Luxembourg. Les recherches seront continuées au plus tard jusqu'en 2025 sur base de noms supplémentaires ou d'informations supplémentaires provenant des archives.

De Groupe de travail huet 2020 seng Aarbecht ugefaangen an déi concernéiert Finanzinstituter sinn amgaangen, un deem Dossier ze schaffen.

ad 8. De Staatsministère an d'Fondation luxembourgeoise pour la mémoire de la Shoah gi reegelméisseg mat Demandë befaasst, souwuel vun Iwwerliewenden ewéi och vun Ierwen. Wéi schonns bei der Äntwert op d'Fro 4 beschriwwen, erlaben dann intern Recherchen, déi concernéiert Persounen am Kader vun hire Froen ze beroden an opzeklären.

ad 9. D'Claims Conference huet Kontakt mat nationalen an internationalen Iwwerliewende mat engem Bezuch zu Lëtzebuerg. Do dernieft wäert d'Claims Conference an d'WJRO déi Concernéiert op den Accord opmierksam maachen, sief dat iwwert hir eegen Internetpresenz oder duerch Annoncen an der spezialiséierter Press.

D'Fondation luxembourgeoise pour la mémoire de la Shoah hëlleft och do um nationale Plang.

Question 3942 (25.03.2021) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant les **aides pour le secteur agricole :**

Les modifications apportées le 5 février 2021 à la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoient une majoration de 20 points de pourcentage du taux normal d'aide pour certains investissements qui contribuent à prévenir ou à réduire les nuisances pour l'environnement et constituent des mesures qui s'inscrivent dans la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable ou dans les objectifs climatiques fixés dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 20 mai 2020.

1) Étant donné qu'une première sélection a eu lieu au début du mois de mars, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural dispose-t-il d'un premier bilan concernant les demandes d'aide liées aux investissements nouvellement éligibles ?

2) Dans l'affirmative, quel type d'investissement a fait l'objet de la plus forte demande ?

Réponse (19.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) + 2) Les équipements d'épandage de lisier, nouvellement éligibles aux aides majorées, furent sujet de la plus forte demande pour les investissements en biens meubles. Ces investissements constituent 60 % du coût des investissements en biens meubles éligibles et 74,5 % du montant de l'aide approuvée. Les investissements en biens meubles bénéficiant de la nouvelle majoration d'aide de 20 % constituent 62,6 % du coût des investissements en biens meubles éligibles et 80,9 % du montant de l'aide approuvée.

L'abolition de la disposition réglementaire d'un agrandissement minimal de 25 % requis lors des travaux de remplacement et de rénovation, a fait l'objet d'une forte demande concernant les investissements en biens immeubles.

Investissements en biens meubles

Nombre total de demandes éligibles : 168

Nombre de demandes bénéficiant du nouveau taux majoré (+ 20 %) : 73

- Dont équipements d'épandage de lisier (nouvellement éligible) : 63

- Dont équipements de désherbage physique (majoration = nouvelle mesure) : 10

Montant investi dans les équipements d'épandage lisier : 8.119.895,11 €

Coût/demande (63) : 128.887,22 €

Montant des aides engagées y relatif : 2.867.828,24 €

Montant investi dans les équipements de désherbage physique : 310.700,92 €

Coût/demande (10) : 31.070,09 €

Montant des aides engagées y relatif : 123.836,26 €

Investissements en biens immeubles

Nombre total de demandes éligibles : 164

Nombre de demandes éligibles faisant abstraction de la condition d'un agrandissement de 25 % (rénovation/remplacement nouvellement éligible) : 26

Coût des investissements éligibles y relatif : 1.990.978,38 €

Montant des aides engagées y relatif : 883.213,42 €

Nombre de demandes bénéficiant du nouveau taux majoré de 20 points : 6

- Dont aires de stockage à fumier : 6

Coût des aires de stockage à fumier : 329.717,01 €

Majoration d'aide (20 %) engagée (nouvelle mesure) : 65.943,40 €

Question 3945 (25.03.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**électromobilité dans le cadre des auto-écoles :**

Elektromobilitéit ass en Theema wat eis zu Lëtzebuerg ëmmer méi beweegt. Dëse politesch forcéierte Paradigmewiessel vum Verbrennungs- op den Elektromotor stellt eis gesamtgesellschaftlech viru grouss Erausfuerderungen, net zulescht och eis zukünfteg Farschüler.

Duerfir hu mir follgend Nofro un den Här Transportminister:

1. Wéi vill Farschoulgefierer ginn zu Lëtzebuerg aktuell elektresch bedriwwen?

2. Wéi deelen sech dës Gefierer an absolutten Zuelen esouwéi a Prozent op déi eenzel Kategorien Auto, Bus, Camion, a Motorrad op? Gëtt an enger vun dëse Kategorië schonn en Unhängersfürerschäin op Basis vun engem elektresche Gefier ugebueden?

3. Wéi presentéiert sech d'Kompatibilitéit vun de Fürerschäiner an deenen eenzele Kategorien? Wéini berechtegt e Fürerschäin op engem Gefier mat Verbrennungsmotor och d'Féiere vun engem Gefier mat Elektromotor an ëmgekéiert?

4. Op wéi engen techneschen Donnéeë baséiert gegeebenefalls d'Incompatibilitéit vun deenen zwou Fürerschäinskategorien?

5. Wéi eng theoreetesch Kompetenzen am Beräich Elektromobilitéit mussen d'Farschüler zukünfteg an deenen eenzele Kategorien erfëllen?

6. Wéi ginn dës Kompetenzen an déi eenzel Examen integréiert?

7. Wéi eng praktesch Kompetenzen am Beräich Elektromobilitéit mussen d'Farschüler zukünfteg an deenen eenzele Kategorien erfëllen?

8. Wéi ginn dës Kompetenzen an déi eenzel Examen integréiert?

9. Wéi eng Kompetenze mussen zukünfteg Farleerer am Beräich Elektromobilitéit opweisen?

10. Iwwer wéi eng Weiderbildungsméiglechkeete verfügen déi Leit, déi aktuell am Beräich vun der Ausbildung vun de Farschüler schaffen? Dës virun allem um Niveau vun de Farleerer an den Examinateuren?

Réponse (20.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Ministère féiert keng Statistiken iwwert d'Gefierer, déi an de Farschoulen agesat ginn, well dës net gesetzlech virgeschriwwe sinn. D'Gefierer musse just der jeeweileger Fürerschäinskategorie entspriechen.

De Fürerschäin, wéi en sech haut duerstellt, baséiert op der europäescher Fürerschäinsdirektiv 2006/126/CE. Dës Direktiv reegelt, wat fir Fürerschäinskategorien et gëtt, wat fir Krittären de Chauffer erfëlle muss, fir dës Kategorien ze kréien, a wat fir Gefierer hie mat dëse Kategorië fueren däerf. Dës Dispositioune sinn deemno och esou an de lëtzebuergesche Code de la route iwwerholl ginn.

Déi europäesch Direktiv mécht keen Ënnerscheed wat d'Energiequell vum Gefier ugeet. Dëst bedeit, datt wann een de Fürerschäin fir eng bestëmmt Kategorie gemaach huet, den Autosfürerschäin (Kategorie B) zum Beispill, dann däerf een all Gefier vun dëser Kategorie fueren, onofhängeg wéi en ugedriwwe gëtt.

Wat elo eventuell zukünfteg Ufuerderungen u Farschüler, Farschoulen oder Examinateuren ugeet, esou huet d'Europäesch Kommissioun ugekënnegt, d'Dispositioune vun der Fürerschäinsdirektiv ze iwwerschaffen, fir ënner anerem den Entwécklungen an der Elektromobilitéit Rechnung ze droen. Hei huet awer d'Consultatiounsphas grad eréischt ugefaangen, an et ass nach ze fréi fir kënnen ze soen, wat sech do elo genee wäert änneren. D'Kommissioun huet den Text fir dat 2. Semester 2022 ugekënnegt.

Question 3949 (25.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant **le port d'un masque lors de l'accouchement :**

Onsécherheet gëtt et am Ament iwwert d'Maskeflicht am Fall vun enger Gebuert. Och wann um Radio ze héiere war, datt dat net esou ass, soen eis betraffe schwanger Fraen, datt si an der Maternité, an der Klinik Bohler an zu Ettelbréck am Nordspidol beim Entbanne missten déi ganzen Zäit d'Mask unhalen, och mat engem negative Coronatest. Dofir wëll ech mir bei der Madamm Gesondheetsminister Kloerheet verschafen:

1. Ass et esou, datt schwanger Frae beim Entbanne forcéiert sinn, déi ganzen Zäit eng Coronamask ze droen?

2. Kënnt déi Direktiv aus dem Gesondheetsministère oder aus der Gesondheetsdirektioun, oder ass et eng Initiativ vun eenzele Spideeler?

3. Wann dat Zweet wouer ass, a wéi enge Spideeler gëtt dëst praktizéiert?

4. Ass net op d'mannst denkbar, datt héichschwanger Frae mat engem negativen Test kéinten normal entbannen?

5. Wat fir gesondheetlech Schiedegunge riskéiere Fraen, déi an där fir si kierperlech extreem ustrengender Situatioun och nach mussen duerch eng Mask ootmen?

6. Ass an deem Fall de Gesondheetsrisiko duerch d'Mask net méi grouss wéi den Ustiechungsrisiko?

7. Ass den Ustiechungsrisiko op enger Entbannungsstatioun méi grouss, wéi op engem Sportsterrain, wou d'Sportler bei Héichleeschtung jo och net forcéiert sinn, eng Mask unzedoen?

Réponse (22.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gebuert vun engem Kand ass sécher eng grouss kierperlech Ustrengung fir d'Mamm. Wärend dem Accouchement, otemt d'Mamm vill, schnell an déif, wat kloer eng Situatioun duerstellt, wou Aerosole produzéiert ginn, déi jo potenziell e gudde Vecteur vum Virus sinn, an sech besonnesch an zouene Raim accumuléieren.

An deem Sënn ass et effektiv logesch, fir de Fraen ze proposéieren, e Mask wärend dem Accouchement ze droen. D'Recommandatioun fir esou virzegoen, kënnt awer net vun der Gesondheetsdirektioun, mee et sinn hausintern Reegele vun de Spideeler an hire Responsabele fir d'Hygiène, déi hei spillen. All Spidol huet natierlech d'gesetzlech Flicht, d'Iwwerdroe vun Infektiounen ze vermeiden an och säi Personal optimal ze schützen.

D'Droe vun enger Mask ass sécher net ëmmer komfortabel, representéiert awer op kee Fall e Gesondheetsrisiko. Am Géigesaz zu enger gängeger, awer falscher Meenung geet nämlech de Sauerstoffgehalt net duerch eng Mask erof.

Et wäert warscheinlech an Zukunft do Méiglechkeete ginn, Adaptatioune vun dëser Reegel ze maachen. Et besteet elo effektiv d'Méiglechkeet, Schnelltester anzesetzen, an d'Majoritéit vum Gesondheetspersonal ass och geimpft. Op der anerer Säit recommandéiert de Gesondheetsministère säit kuerzem och d'Impfung fir d'schwanger Fraen. Den Europäeschen Zentrum fir d'Kontroll an d'Preventioun vu Krankheeten (ECDC) wäert och deemnächst Recommandatiounen erausginn, ënner wat fir Bedéngungen (z. B. Impfungen) een eventuell verschidde Barrièresmesuren (z. B. Mask) net méi muss uwennen.

Question 3950 (25.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **conditions de livraison des vaccins :**

Am Artikel „Buy more, vaccinate fast: why Malta beat Luxembourg", deen de 24. Mäerz 2021 um Site vun der „Luxembourg Times" veréffentlecht gouf, war ze liesen, datt zu Malta, mat enger änlecher Gréisst vun der Populatioun wéi zu Lëtzebuerg (502.000 zu 613.000), bis elo 32 op 100 Leit d'Méiglechkeet kruten sech impfen ze loossen, par rapport zu 11 op 100 zu Lëtzebuerg (EU-Duerchschnëtt 12 op 100). No den Informatioune vun der „Luxembourg Times" berout déi Diskrepanz tëscht Lëtzebuerg a Malta ënner anerem dorop, dass den Inselstaat zu Bréissel eng Rëtsch Dosen akaf hätt, déi vun anere Länner net ofgeruff gi wieren. Weider schreift d'„Luxembourg Times", datt Lëtzebuerg net vun der nämmlechter Méiglechkeet Gebrauch gemaach hätt, well no Ausso vum Gesondheetsministère net virauszegesi gewiescht wier, datt déi iwwreg bliwwen Dose méi séier géife geliwwert ginn ewéi déi, déi regulär bestallt goufen.

Am nämmlechte Kontext huet den Här Staatsminister d'Chamber wärend senger Ried vum 12. Mäerz 2021 doriwwer informéiert, datt an der 11. Kalennerwoch 2021 just 2.400 vun deenen accordéierte 5.030 Impfdose géife geliwwert ginn. An der 12. Kalennerwoch sollen esouguer just 1.500 vun deenen 12.221 accordéierten Impfdose vun AstraZeneca geliwwert ginn.

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un den Här Staatsminister, un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Ausseminister:

1. Wéi vill Impfdosen huet d'EU bei wéi enge Fournisseure bestallt? Zu wéi enge Konditiounen a Modalitéiten?

2. Wéi vill Impfdose waren duerfir fir Lëtzebuerg virgesinn? Vu wéi engem Fournisseur an zu wéi enge Konditiounen a Modalitéiten?

3. Wéi eng Schuedensersazusprëch ka Lëtzebuerg fir déi net geliwwerten Impfdosen afuerderen?

4. Huet Lëtzebuerg entre-temps déi néideg Schrëtt ënnerholl, fir zukünfteg och vun iwwreg bliwwenen Impfdosen ze profitéieren?

Réponse commune (16.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Europäesch Kommissioun huet Virverkafsverträg mat sechs Entwéckler vu Covid-19-Impfunge gemaach fir e Gesamtmontant vun 2,6 Milliarden Dosen, déi wéi follgend opgedeelt sinn:

- 600 Milliounen Dose vu Comirnaty (BioNTech/Pfizer),

- 460 Milliounen Dose vum Vaccin Moderna,

- 400 Milliounen Dose vum Vaccin AstraZeneca,

- 400 Milliounen Dose vum Vaccin Janssen (Johnson & Johnson),

- 405 Milliounen Dose vum Kandidat-vaccin vu CureVac,

- 300 Milliounen Dose vum Kandidat-vaccin vu Sanofi-GSK.

D'Europäesch Kommissioun ass och amgaangen, virleefeg Diskussioune mat Novavax a Valneva ze féieren, fir bis zu 200 Millioune respektiv 60 Milliounen Dose Covid-19-Impfung ze kafen. D'Kommissioun huet viru Kuerzem och annoncéiert, dass Verhandlungen ugefaangen hu mat BioNTech-Pfizer fir en zousätzleche Kontrakt, deen et géif erlaben, bis zu 1,8 Milliarden Dosen Impfstoff fir déi europäesch Länner sécherzestellen.

D'Konditiounen an d'Modalitéite fir d'Verdeelung vu Covid-19-Impfunge kënnen op der Websäit vun der Europäescher Kommissioun opgeruff ginn: Questions and answers on Covid-19 vaccination in the EU | European Commission (europa.eu).

ad 2. Bis haut huet de Lëtzebuerger Staat sech kontraktuell dozou engagéiert, 1.887.605 Dosen Impfstoff ze kafen, déi wéi follgend verdeelt sinn:

- 675.290 Dose vum Impfstoff vu BioNTech/Pfizer,

- 210.462 Dose vum Impfstoff vu Moderna,

- 415.048 Dose vum Impfstoff vun AstraZeneca,

- 276.156 Dose vum Impfstoff vun Johnson & Johnson,

- 310.649 Dose vum Impfstoff vu CureVac.

D'Konditiounen an d'Modalitéite fir d'Liwwerunge vun den Impfstoffer an den EU-Memberstaaten, Lëtzebuerg mat abegraff, sinn an den „accords d'achats anticipés" définéiert, déi ënnert follgendem Link opruffbar sinn: https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response/public-health/eu-vaccines-strategy_en#documents

ad 3. Ofhängeg vum Kontrakt, am Fall vu Verspéidungen oder Feeler bei der Liwwerung, kann de Staat kontraktuell Bestellungen annuléieren, Bezuelungen erofsetzen oder recuperéieren, an an alle Fäll e Recours duerch d'Europäesch Kommissioun bei de belsche Geriichter maachen.

ad 4. De Staat wäert dofir suergen, datt zousätzlech Dose vu Covid-19 Impfunge kaf ginn, fir déi disponibel Quantitéiten un Impfstoff ze erhéijen.

Question 3951 (25.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **Charte européenne des langues régionales et minoritaires :**

De 25. Juni 2005 huet Lëtzebuerg d'Europäesch Charta fir Regional- a Minoritéitesprooche ratifizéiert. Dës Charta, déi mëttlerweil vu 25 Länner ënnerschriwwen an dovunner vu 17 ratifizéiert gouf, huet als Zil, déi regional a minoritär Sproochen als Bestanddeel vum kulturelle Räichtum vun Europa am éffentleche Raum - also an de Schoulen, op de Geriichter, an der Verwaltung, an de Medien, an der Kultur an am wirtschaftlechen a soziale Liewen - unzëerkennen an ze schützen.

„Eine Minderheitensprache überlebt nur dann, wenn sie überall und nicht nur zu Hause verwendet wird." (Quell: Europäesch Charta fir Regional- a Minoritéitesproochen)

Och wa Lëtzebuerg net direkt vun dëser Charta betraff ass, well d'Land zënter 1839 seng sproochlech Eenheet huet (unité linguistique, Gilbert Trausch), sou ass si interessant virum Hannergrond vun de lëtzebuergeschsproochege Minoritéiten an Däitschland, an der Belsch an a Frankräich.

Den Artikel 14 vun der Charta gesäit vir, datt déi verschidde Vertragslänner mat deene Länner, an deenen déi selwecht oder eng änlech Sprooch geschwat gëtt, bilateral oder multilateral Accorden ofschléissen, fir esou d'Kontakter tëscht de Leit, déi déi selwecht Sprooch schwätzen, ze favoriséieren. Dëst gëllt fir d'Beräicher Kultur, Schoul, Informatioun a berufflech Ausbildung. Donieft muss d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht um regionalen a lokalen Niveau am Interessi vun de regionalen a minoritäre Sproochen erliichtert ginn.

Interessant ass och, datt d'Belsch a Frankräich d'Charta net ratifizéiert hunn. An dësen zwee Länner gëtt et haut nach eng kleng lëtzebuergeschsproocheg Gemeinschaft, déi awer lues a lues riskéiert ze verschwannen. Nach virun 100 Joer war Lëtzebuergesch d'Haaptëmgangssprooch am Areler an Diddenuewener Land. Dat ass haut net méi de Fall. Mir hunn awer vill Grenzgänger aus dëse Géigenden, déi zu Lëtzebuerg schaffen, wat e groussen Afloss op de Sproochgebrauch an eisem Land huet.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Schonn 2002 hat den deemolege Kulturminister an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 1. Februar 2002 gesot, datt Lëtzebuerg d'Iwwerliewe vun der Lëtzebuerger Sprooch am Ausland géif ënnerstëtzen. Mécht dës Regierung dat och? Wa jo, wéi a mat wat fir Mëttel?

2. Huet Lëtzebuerg schonn an Diskussioune mat der Belsch a Frankräich de Sproochgebrauch vum Lëtzebuergeschen op hirem Territoire zur Sprooch bruecht? Ass d'Regierung gewëllt, dëst ze maachen?

3. Ass d'Regierung gewëllt, Frankräich an d'Belsch dozou ze beweegen, d'Europäesch Charta fir Regional- a Minoritéitesproochen ze ratifizéieren, wat och dem Lëtzebuergesche géif hëllefen?

4. Wéi huet de Lëtzebuerger Staat an de leschte fënnef Joer d'Lëtzebuerger Sprooch baussent eise Landesgrenzen ënnerstëtzt?

5. Weess d'Regierung nach vun anere Länner, an deene Gemeinschaften existéieren, déi Lëtzebuergesch oder e Lëtzebuerger Dialekt gebrauchen, z. B. a Brasilien oder a Rumänien? Wa jo, fërdert de Lëtzebuerger Staat eis Sprooch bei deene Gemeinschaften? Wann nee, firwat net?

6. Huet Lëtzebuerg scho bilateral oder multilateral Accorde mat den Nopeschlänner an deene Beräicher, wéi se am Artikel 14 vun der Charta virgeschriwwe ginn, fir de Kontakt tëscht Spriecher vum Lëtzebuergeschen aus verschiddene Länner hierzestellen? Wa jo, a wat fir enge Beräicher a mat wat fir Länner? Wann nee, gedenkt d'Regierung, der Opfuerderung vum Artikel 14 nozekommen? Wa jo, a wéi enger Form, a wéi enge Beräicher a mat wat fir Länner?

7. Wéi gedenkt d'Regierung, am Interessi vun der Lëtzebuerger Sprooch déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht um regionalen a lokalen Niveau ze gestalten? Sinn do schonn Initiative geplangt? Wa jo,wat fir eng?

8. Aner Länner wéi Frankräich investéiere vill Geld an Energie, fir hir Sprooch och am Ausland ze promouvéieren. Si suergen z. B.och derfir, datt am Ausland franséisch Schoulen entstinn, esou wéi och zu Lëtzebuerg. Ass de Lëtzebuerger Staat gewëllt, sech op deene Plazen am Ausland, wou Leit wunnen, déi Lëtzebuergesch schwätzen, oder Lëtzebuerger liewen, och esou ze engagéieren?

9. Huet Lëtzebuerg an de leschte Joren op iergendeng Aart a Weis Schoulen am Ausland gehollef, fir Lëtzebuergeschcoursen ze organiséieren? Wann nee, ass d'Regierung bereet, dat ze maachen, an ass si bereet, d'Initiativ derfir ze iwwerhuelen?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Et ass net dacks, datt am Ausland expressis verbis dovunner rieds geet, datt Lëtzebuergesch geschwat géif ginn. A Frankräich schwätzt een an deem Kontext ëmmer vu Platt, Lëtzebuerger Platt oder Francique luxembourgeois, an der Belsch vun Areler Platt.

Och am rezente franséische Gesetz iwwert d'Langues régionales gëtt d'Bezeechnung Francique mosellan geholl.

Offiziell Demarchen, fir d'Roll vun der Lëtzebuerger Sprooch als minoritär Sprooch unzeerkennen, si mat Ausnam vun der belscher Gemeng Atert keng bekannt. Zu Atert schwätzen eng séllegen Awunner Lëtzebuergesch; et ass déi éischt Gemeng, déi d'Charte vun den endogene Sproochen an der Fédération Wallonie-Bruxelles ugeholl an domat Lëtzebuergesch offiziell unerkannt huet.

Mat der Gemeng Atert ware Reunioune vu Servicer vum Kultur- a vum Educatiounsministère, fir iwwert eng Zesummenaarbecht ze schwätzen. Do ass och den Theema beschwat gi vun der Protectioun vum immaterielle Kulturierwen. Déi Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ass en Traité, deen am Kader vun der UNESCO de 17. Oktober 2003 ugeholl gouf. Lëtzebuerg huet dësen Traité mat der Loi du 23 décembre 2005 portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ëmgesat.

D'Gemeng Atert ass staark un enger Ubannung an e regionale Reseau vu Gemengen op lëtzebuergeschem Territoire interesséiert an et besti schonns eng Rei Projeten zesumme mat de Gemengen op der lëtzebuergescher Säit.

ad 2. Am Kader vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht mat Frankräich gëtt reegelméisseg de Punkt gemaach iwwert d'Offer u Lëtzebuergeschcoursen am franséische Grenzgebitt. Lëtzebuerg huet doriwwer eraus Kontakt mat verschiddenen Instanzen iwwert den Enseignement vum Lëtzebuergeschen als Friemsprooch, wéi z. B. de Ministerien für Bildung und Kultur am Saarland an a Rheinland-Pfalz, der Académie Nancy-Metz, dem Réseau langues an der Province de Luxembourg.

ad 3. Lëtzebuergesch fält net ënnert d'Definitioun vun enger regionaler oder Minoritéitesprooch, sou wéi se am Artikel 1 vun der Europäescher Charta fir Regional- a Minoritéitesproochen zeréckbehal gouf.

ad 4. Op verschiddenen Niveauen huet d'Lëtzebuerger Regierung Coursen ënnerstëtzt an der Formation des adultes, fir Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze léieren. Och ginn op Nofro Lëtzebuergeschcoursen am Ausland mat der Ënnerstëtzung vun eisen Ambassaden ugebueden.

Um kulturellen Niveau kënnen déi reegelméisseg Presenz op de Bicherfoiren ernimmt ginn, d'Bicher, déi auslänneschen Universitéiten an Ambassaden zur Verfügung gestallt ginn, souwéi de European Union Prize for Literature.

ad 5. D'Regierung huet keng Kenntnis iwwert Gemeinschaften an anere Länner, wou haut nach déi lëtzebuergesch Sprooch am Alldag gebraucht an un d'Kanner virugi gëtt.

Zanter 2008 hu vill Persounen op der Welt vun enger Bestëmmung Gebrauch gemaach, déi et hinnen erlaabt, déi Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, wa se kënnen noweisen, datt ee vun hire Virfaren am Joer 1900 Lëtzebuerger war.

Vun deene Lëtzebuerger sinn der eng Partie, notamment a Brasilien, mee och zum Beispill a Frankräich, déi sech wënschen, Lëtzebuergesch ze léieren oder hir Kompetenzen am Lëtzebuergeschen opzefrëschen. Den Educatiounsministère bitt dofir op Nofro a mat der Ënnerstëtzung vun eisen Ambassadë Lëtzebuergeschcoursen un.

Et ass opgrond vun der grousser Demande no Coursen, och hei zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun, fir Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze léieren, net méiglech, fir all deenen, déi et froen, Coursen unzebidden. D'Léisung ass e Cours iwwer Internet, un deem am Ablack zesumme mat eise Lëtzebuergeschproffe vum nationale Sproochenzenter (INL - Institut national des langues) geschafft gëtt. Do kann dann och an Zesummenaarbecht mat eisem Sproochenzenter an der Formation des adultes e Blended learning ugebuede ginn.

Och eng Certification à distance gëtt méiglech, ëmmer ënnert der Opsiicht vum INL. Fir deenen, déi dat wëllen, et via Computer ze erméiglechen, musse si op der Plaz d'Méiglechkeet hunn, ënner Opsiicht déi schréftlech oder mëndlech Epreuven ze maachen. Opsiicht heescht, datt d'Identitéit kontrolléiert gëtt an datt d'Kandidaten hir Epreuve ouni Hëllef maachen. D'Zertifikatioun vum Lëtzebuergesche geschitt mat den Niveaue vum Gemeinsamen europäesche Referenzkader fir Sproochen.

Verschidden Initiative fir esou en Internetcours gouf et schonns, zum Beispill um Site www.quattropole.org vun de Stied Lëtzebuerg, Metz, Saarbrécken an Tréier.

ad 6. Et gëtt op d'Äntwert op de Punkt 3 verwisen.

ad 7. Nieft dem uewe genannten Zesummeschaffen um Niveau vun der Formation des adultes gëtt gekuckt, wéi Lëtzebuerg kann an der Formation initiale Initiativen ënnerstëtzen, fir Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze enseignéieren.

Ausserdeem bitt Lëtzebuerg den Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur (ZLSK) am INL an op der Universitéit un, wou och auslännesch Enseignantë sech kënnen aschreiwen. Et gëtt eng Demande vum Réseau langues aus der Province de Luxembourg fir esou Formatiounen, déi och vu Lëtzebuerg aus unerkannt sinn.

Den Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch ass a Kontakt mat Sproochespezialisten aus dem noen Ausland an huet och d'Archive vun der Section linguistique vum Institut grand-ducal iwwerholl, fir déi Forme vum Lëtzebuergeschen, dem Francique oder Platt luxembourgeois an dem Areler Platt ze dokumentéieren.

Onofhängeg vun den eenzele Punkte vun der Europäescher Charta fir Regional- a Minoritéitesproochen, mee am Sënn vun hirer kultureller Zilsetzung beméit sech Lëtzebuerg awer generell, fir d'Sprooche vum Land och baussent de Grenzen a grenziwwerschreidend op vill Aart a Weisen ze förderen.

ad 8. Interessenten, déi wëlle Lëtzebuergesch léieren, sollen déi Méiglechkeet kréien iwwert eng informatesch Applikatioun, wou se kënne Lëtzebuergesch selwer an eegener Regie oder am Blended learning léieren, um Niveau, dee si wëllen, an dat och zertifiéiert kënne kréien, wa se dat wëllen.

ad 9. Lëtzebuerg huet an de leschte Joren op verschiddene Plaze gehollef, Lëtzebuergeschcoursen am noen Ausland ze organiséieren, dat och am Kader vun der Groussregioun a vun europäesche Programmer.

Wéi schonns am Juli 2019 an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 0926 vum Här Deputéierte Mars Di Bartolomeo preziséiert, organiséiert de Service de la formation des adultes Coursen an der Groussregioun, am Saarland, a Rheinland-Pfalz an a Loutrengen (haut Grand-Est).

Question 3952 (25.03.2021) de **Mme Diane Adehm** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **activités du RTL Group :**

Alors que le CEO de RTL Group, M. Thomas Rabe, a - lors de la présentation des résultats annuels du groupe audiovisuel luxembourgeois à la mi-mars - affiché ouvertement son intention de se retirer du marché français en expliquant étudier les possibilités entourant ses participations dans le groupe français M6, il semblerait que RTL Group cherche également à se séparer de RTL Belgium et se retirer du marché belge. C'est en effet ce qui ressort d'un article publié dans le quotidien belge « L'Écho », et repris par Paperjam.lu « RTL Belgique est à vendre ».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé des plans de RTL Group en Belgique ? Quelle est son appréciation globale ?

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé de la stratégie à long terme de RTL Group dans les pays dans lesquels le groupe audiovisuel luxembourgeois est actif ?

- Dans quelle mesure les activités de RTL Group au Luxembourg pourraient-elles être impactées ?

Réponse (09.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le Gouvernement a été informé sur les pistes éventuelles de consolidation du groupe RTL dont aussi celles formulées par le Directeur général de RTL Group concernant la Belgique.

Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur la stratégie globale et à long terme d'une entreprise privée.

Le Gouvernement ne s'exprime pas sur les activités futures du groupe au Luxembourg et ne commente pas des spéculations concernant la présence de RTL Group au Luxembourg. Néanmoins, le groupe RTL nous a confirmé que les réflexions en matière de consolidation de certaines de leurs activités n'auront pas d'impact sur les activités du groupe au Luxembourg.

Question 3953 (25.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination des éducateurs :**

D'Educateuren an de Crèchë fir Kanner bis dräi Joer kommen an hirem Beruffsalldag reegelméisseg an intensive Kierperkontakt mat de Kanner. D'Anhale vun enger Sécherheetsdistanz ass hei onméiglech.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister an un d'Madamm Familljeminister:

1. Kéinte si sech virstellen, d'Educateuren an de genannte Betreiungsinstitutioune prioritär ze impfen? Wann net, firwat net?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Gesondheetsministère an de Bildungsministère verweisen op d'Äntwert op d'Question parlementaire N° 3659, déi sech och op d'Educateuren aus de Crèchen applizéiert.

Question 3955 (25.03.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **service de transport Adapto :**

Dans le cadre de l'introduction du transport public gratuit, les transports spécifiques Adapto ont également connu une réforme avec effet au 1er mars 2020. Elle a entraîné une modification des conditions d'accès au transport et une redéfinition du droit d'accès.

À ma connaissance, il existe au moins un cas où un employé ayant le statut de salarié handicapé s'est vu refuser le renouvellement de sa carte d'utilisateur suite à la réforme en question.

Sachant que le service Adapto est destiné notamment aux citoyens avec un handicap irréversible ou une déficience physique, mentale, sensorielle ou psychique, à mobilité réduite, et aux personnes atteintes d'une maladie évolutive n'ayant pas d'autres possibilités de se déplacer, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'existence de cas où des utilisateurs du service Adapto reconnus officiellement comme salariés handicapés se sont vu retirer leur carte et en connaît-il la raison ?

- La réforme des transports spécifiques Adapto ayant pris effet le 1er mars 2020, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi des demandeurs se sont apparemment vu refuser le renouvellement de leur carte plus d'un an après la perte de validité de l'ancienne carte ?

- Sachant que certains détenteurs du statut de salarié handicapé ne pouvant pas avoir recours au service Adapto ne disposent pas de moyen pour se rendre à leur lieu de travail, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre compte mettre en place afin d'éviter aux gens concernés d'avoir des problèmes avec leur employeur respectif ?

Réponse (19.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'honorable Députée relève le sujet des transports Adapto et la réforme de ce service au 1er mars 2020, sujet qui a fait déjà l'objet d'un nombre non négligeable de questions parlementaires. Il m'importe de rappeler qu'il faut faire la distinction entre deux cas de figure différents en ce qui concerne les bénéficiaires du service Adapto. Les transports dont bénéficient des salariés disposant du statut de salarié handicapé et embauchés sur le marché ordinaire du travail, sont au nombre d'environ 90 personnes. Il faut les distinguer des bénéficiaires classiques du service Adapto (i. e. plus de 5.600 personnes), puisque seul les 90 personnes précitées bénéficient de transports journaliers et d'un allègement des conditions d'utilisation dans le cadre de ces transports professionnels.

- Le service en charge de la gestion du service de transport Adapto pour les salariés disposant du statut de salarié handicapé a procédé à une vérification et mise à jour des dossiers. Il s'ensuit qu'à ce jour, quatre personnes n'ont pas reçu de nouvelle carte en raison des critères non remplis pour bénéficier du transport journalier.

- Il ne ressort pas clairement de la question de l'honorable Députée sur le refus du renouvellement d'une carte « plus d'un an après la perte de validité de l'ancienne carte » si cette question concerne des détenteurs de cartes Adapto pour leurs trajets occasionnels ou si elle concerne les bénéficiaires des trajets professionnels.

Chaque personne, peu importe si elle bénéficie de l'accès aux transports occasionnels ou de celui aux trajets professionnels, est priée de procéder au renouvellement de sa carte en temps utile et d'introduire à cet effet une demande appuyée du certificat médical requis.

Il se peut que certaines personnes n'ont fait une demande de renouvellement que plusieurs mois après la fin de validité de leur carte. Ceci est d'ailleurs probable, considérant qu'au vu des mesures et restrictions liées à la crise sanitaire, beaucoup d'usagers ne se sont plus déplacés pendant un certain temps.

En début de l'année 2020, avant la réforme Adapto qui a mis le service compétent devant des défis d'organisation exceptionnels, les « salariés handicapés » bénéficiant des trajets journaliers ont été informés sur les changements imminents et leurs données ont été inscrites dans le nouveau registre de bénéficiaires pour la durée d'un an, donc ayant une fin de validité au 28 février 2021, sans que le MMTP n'ait insisté sur l'introduction immédiate de demandes, certificats ou autres pièces à l'appui, ou encore sur le consentement du traitement de leurs données dans ce nouveau registre. Cette approche avait été choisie afin d'assurer la continuité sans heurts du transport vers leur lieu de travail, dans l'esprit d'une simplification pour le citoyen. La plupart de ces personnes se sont mises en conformité au fur et à mesure, au cours des mois suivants. Ce n'est qu'à la revue des dossiers qu'il a été constaté que certains dossiers n'avaient pas été complétés par la suite et que l'introduction des pièces manquantes a en conséquence été demandée.

- Les dossiers des « salariés handicapés » en cause ont tous été réévalués. Certains cas ont été analysés avec le concours du médecin faisant partie du groupe de travail interministériel créé dans le cadre de la réforme Adapto, et qui a fourni son avis en toute objectivité. Le cas de la personne dont l'honorable Députée a eu connaissance et qui a fait objet d'un certain intérêt les derniers jours a longuement été discuté avant prise de décision. L'évaluation finale et la conclusion de ne pas renouveler le droit aux trajets professionnels se sont basées sur le fait que la personne concernée pouvait utiliser les transports publics et que, le cas échéant, sa « carte d'invalidité et de priorité » établie suivant la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité lui assurait un « droit de priorité de passage ou de service, ainsi que d'une place assise en toutes circonstances ». L'utilisation des transports publics est un synonyme d'inclusion et d'autonomie et je rappelle dans ce contexte les efforts en matière d'accessibilité des transports publics, conformément à la Convention UN relative aux droits des personnes handicapées.

Question 3956 (26.03.2021) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **sanctions de l'Union européenne contre la Chine :**

L'Union européenne (UE) a adopté, ce lundi 22 mars, des sanctions contre plusieurs pays. Parmi ceux-ci figure notamment la Chine pour de « graves atteintes aux droits de l'homme » par la répression de la minorité musulmane ouïgoure dans le territoire autonome du Xinjiang. Fait très inhabituel à l'égard de la Chine, les sanctions européennes prennent cette fois la forme de gels d'avoirs financiers et d'interdictions de voyager à l'égard de quatre responsables chinois et d'une entité locale, le Bureau de la sécurité publique du corps de production et de construction du Xinjiang.

La Chine a d'ailleurs déjà riposté en annonçant avoir pris des sanctions contre quatre entités et dix responsables européens, interdits de séjour en Chine continentale, à Hongkong et à Macao, et de faire des affaires en Chine.

Dans ce contexte et en complément à notre question parlementaire n° 3803 du 9 mars sur l'accord global sur les investissements entre l'UE et la Chine et les droits de l'homme en Chine, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Est-ce que les relations diplomatiques tendues entre l'UE et la Chine auront un impact sur la finalisation de l'accord UE-Chine sur les investissements, conclu le 30 décembre mais non encore signé ? Le Conseil des ministres de l'UE, respectivement la Présidence actuelle du Conseil, envisagent-ils une suspension de la procédure de finalisation de cet accord ?

Réponse (21.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Les sanctions prises par la République populaire de Chine à l'encontre d'entités et d'individus européens, en réaction aux mesures restrictives adoptées par l'Union européenne le 22 mars 2021 dans le cadre du régime mondial de sanctions de l'Union européenne en matière de droits de l'homme, constituent un développement regrettable qui pèse certes sur l'évolution des relations sino-européennes. Depuis l'annonce des sanctions par les autorités chinoises, l'Union européenne et ses États membres ont souligné à plusieurs reprises leur ferme détermination à défendre les droits humains et à répondre aux graves violations ou atteintes aux droits humains, quel que soit le lieu où elles sont commises, y compris au Xinjiang. L'Union européenne a indiqué cependant l'importance de poursuivre le dialogue avec les autorités chinoises, tant sur les points de convergence que sur les points de désaccord.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 3803, il appartiendra à la Commission européenne et à la Présidence du Conseil de l'Union européenne d'identifier si et quand elles entendent proposer aux membres du Conseil de signer l'accord global UE-Chine sur les investissements.

Question 3958 (26.03.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **attaques de petits animaux par des renards :**

Et kënnt ëmmer erëm vir, dass bei Privatleit respektiv Ziichter Déiere wéi Hénger oder Inte vun ënner anerem dem Fuuss futti gemaach ginn. Dëst och am méi urbane Raum. Et gëtt och wuel Fäll, wou jonk Schof Affer vum Fuuss gi sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt Statistik iwwert de Fuuss gefouert?

2. Ass d'Unzuel vu Fuussattacken op Klengdéieren erop- oder erofgaangen? Wat sinn d'Grënn, wann d'Unzuel vu Fuussattacken op Klengdéieren eropgaange wier?

3. Wéi ginn déi Fäll opgeholl?

4. Wou kënne betraffe Leit sech mellen, wa se Problemer mam Fuuss hu respektiv haten?

5. Kréie betraffe Leit technesch respektiv finanziell gehollef, fir z. B. hir Volièrë besser géint d'Andrénge vum Fuuss ofzesécheren?

Laut mengen Informatiounen huet de Staat eng belsch Firma beoptraagt, Déierekadaver am Land anzesammelen an ze entsuergen.

6. Wéi vill Asätz ginn et am Duerchschnëtt pro Joer bei Klengdéierenziichter a wéi héich ass dee Käschtepunkt?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Wann der Cellule faune sauvage et chasse vum Service de la nature vun der Naturverwaltung (ANF) Fäll gemellt ginn, da ginn dës notéiert.

ad 2. An deene leschte Jore sinn dëser Cellule ganz wéineg Fäll gemellt ginn, soudatt een net vun engem Trend schwätze kann (2021: 1 Fall; 2020: 8 Fäll; 2019: 5 Fäll). Bei dëse Fäll ass et weiderhin och net ëmmer kloer, ob et sech wierklech ëm de Fuuss gehandelt huet.

ad 3. D'Informatioune ginn notéiert, wann ee Betraffene sech bei der Cellule faune sauvage et chasse mellt. Wann Onkloerheete sinn, gëtt d'Situatioun op der Plaz duerch Beamte vun der ANF analyséiert.

ad 4. Beim zoustännege Revéierfierschter oder bei der Cellule faune sauvage et chasse vun der ANF.

ad 5. Déi betraffe Leit kënne sech bei der ANF informéieren. Eng finanziell oder technesch Hëllef ass net virgesinn.

ad 6. An der Datebank vun der Firma ass keng spezifesch Kategorie „Klengdéierenziichter" virgesinn, esou datt et net méiglech ass, schnell a geziilt d'Asätz vun der Firma quantitativ ze bestëmmen.

Déi Zuel vu Kadaveren, déi eventuell bei Klengdéierenziichter agesammelt ginn, ass awer negligeabel.

Question 3960 (26.03.2021) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant le **premier microsatellite birman :**

En date du 22 mars 2021, le premier microsatellite birman, développé au Japon sur base d'un accord de coopération entre la « Myanmar Aerospace Engineering University » et l'université d'Hokkaido du Japon, et financé par le Gouvernement birman, fut mis en orbite. Si le contrat prévoit l'utilisation pacifique du satellite pour des objectifs spécifiques et l'université d'Hokkaido insiste qu'elle mettra tout en œuvre pour prévenir l'utilisation du satellite à des fins militaires, plusieurs défenseurs des droits de l'homme ont remis en question le lancement du satellite, pointant le risque que les images du satellite pourraient servir à la répression des manifestations de la population birmane par le militaire.

- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a-t-il suivi le dossier cité ci-dessus ? Ce sujet a-t-il été discuté au niveau européen ou international ?

Par ailleurs, d'après un article paru dans le « Tageblatt » en date du 24 mars 2021, l'entreprise américaine Intelsat, qui a son siège au Kirchberg, exploite un satellite qui continue à fournir ses services au Gouvernement birman. Ceci en dépit du fait que le militaire a pris le pouvoir lors d'un coup d'état et de la répression brutale des manifestations de la population par les forces de l'ordre birmanes. Selon l'ONG « Justice for Myanmar », l'entreprise n'aurait pas pris de mesures pour éviter l'utilisation militaire de leurs services. L'entreprise elle-même informe qu'elle n'est pas en mesure de préciser comment les capacités qu'elle met à disposition sont utilisées et qu'elle n'a aucun contrôle des contenus qui sont transmis.

- Monsieur le Ministre de l'Économie est-il en connaissance des faits cités ci-dessus ?

- Le cadre législatif actuel permet-il de forcer l'entreprise concernée à refuser un client violant les droits humains ? Le cas échéant, Monsieur le Ministre ne croit-il pas que cet exemple met en évidence la nécessité d'ajouter des conditions morales minimales au sein de la loi du 15 décembre 2020 portant sur les activités spatiales ?

Le Luxembourg prévoit le lancement d'un satellite militaire pour fin 2022. Le programme LUXEOSys mettra à disposition des images à des organisations internationales et potentiellement à d'autres acteurs.

- Monsieur le Ministre de la Défense peut-il m'indiquer s'il prévoit de mettre en place des critères pour éviter que les images ne soient utilisées à des fins contraires au droit international ?

Réponse commune (21.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Nous sommes au fait du lancement le 22 mars 2021 du premier microsatellite du Myanmar développé au Japon. Le sujet n'a pas fait l'objet de discussions dans les enceintes européennes ou internationales dans lesquelles le Luxembourg est représenté.

La société Intelsat n'a aucun satellite ou autre objet spatial enregistré au Luxembourg, comme le montre le relevé national des objets spatiaux qui est publié et tenu à jour par la Luxembourg Space Agency (LSA) : https://space-agency.public.lu/dam-assets/publications/2021/LuxembourgRegistryofSpaceObjects-20210318.pdf.

Les images de LUXEOSys seront mises à disposition, après conclusion d'arrangements de coopération spécifiques, à nos alliés et aux institutions internationales, en particulier l'OTAN, l'UE et l'ONU.

Chaque arrangement de coopération spécifique détaillera notamment les modalités d'accès ainsi que les quantités d'images allouées. Ainsi, des dispositions spécifiques seront incluses afin d'assurer une utilisation des images en conformité avec le droit international.

Il convient également de noter qu'aucun partage des images ne sera autorisé sans l'accord explicite de la Défense luxembourgeoise.

Le Luxembourg pourra à tout moment à sa seule discrétion refuser la programmation d'une image sur le satellite ou le partage d'un produit de LUXEOSys avec un partenaire en cas de doute sur l'utilisation finale.

Question 3961 (26.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**avion militaire luxembourgeois :**

D'Regierung huet an de leschte Jore verschidde Militärfligere fir Lëtzebuerg akaaft, dorënner een Airbus A330 MRTT (Multi-Role Tanker Transport), deen am Kader vun der NATO zesumme mat anere Länner finanzéiert a benotzt gëtt. Mam leschte Gesetz vum 21. August 2020 haten d'Majoritéitsparteien zougestëmmt, dass Lëtzebuerg säi Budget fir dëse Fligerprogramm däitlech erhéicht: d'Ausgaben ëmfaasse ronn 600 Milliounen Euro, déi iwwer 30 Joer lafen. Wéi d'Rapportrice vum Gesetz deemools an der Chamber sot:

„Wichteg ze soen ass, dass mer eis de facto heimadder kee Fliger kafen, mee mir hunn eis akaaft an e Pooling-and-Sharing-Programm, un deem e puer Länner deelhuelen an am Kader vun deem eeben e gemeinsame Pool vu Maschinne geréiert gëtt. […] Duerch dës Erhéijung hätt Lëtzebuerg amplaz vun den aktuellen 200 elo 1.200 Fluchstonnen zegutt, wat 12 % vum Programm entsprécht. […] Als Beispill, wat mir och an der Kommissioun genannt kritt hunn a wat eebe grad aktuell ass, ass den Asaz vun esou engem Fliger wärend der Covidkris, well dës Fligeren et eeben, wéi gesot, erlaben, Rapatriementer virzehuelen oder medezinnesch Evakuatiounen ze assuréieren."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Fir wéi vill Fluchstonnen a fir wéi eng Zwecker ass den A330 MRTT zënter dem Akraafttriede vum Gesetz genotzt ginn?

2. Wéi vill Fluchstonnen si fir d'Gestioun vun der Covid-19-Pandemie genotzt ginn, a fir wéi eng Zwecker?

3. Hunn och scho Regierungsmemberen op d'Transportméiglechkeete vun engem vun eise Militärfligeren (den A330 an den A400M) zeréckgegraff?

Falls jo, a wéi engem Kader?

Réponse (12.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Am Kader vum multinationale „Multi-Role Tanker Transport"-Programm huet Lëtzebuerg bis 2025 Recht op 2,5 % vun de Fluchstonne vun der MRTT-Flott an no 2025 klëmmt dee Prozentsaz op 12,1 %.

Den éischte Fliger gouf am Juni 2020 geliwwert a momentan befënnt sech dee véierte vun insgesamt néng Fligeren an der Ausliwwerung. Vu dass et sech also ëm eng nei Flott handelt, déi nach am Opbau ass, ginn zur Zäit d'Majoritéit vun de Fluchstonne fir Trainingszwecker benotzt.

Am Joer 2020 huet d'Flott am Ganze 490 Fluchstonnen absolvéiert, dovunner ongeféier 410 fir Training, 60 Stonne fir Ravitaillement en vol an 20 fir Transportmissiounen.

Vu Januar bis Mäerz 2021 si 417 Fluchstonnen absolvéiert ginn, dovunner 199 Stonne fir Ravitaillement en vol an 218 Stonne fir Transportmissiounen.

Säit Mäerz 2021 ass ee Fliger fir „Medevac" (medezinnesch Evakuatioun) ëmkonfiguréiert ginn.

ad 2. Eng sechs Fluchstonnen si benotzt ginn, fir medezinnescht Material am Kader vun der „NATO's response to the Covid-19 pandemic" ze transportéieren.

ad 3. Nee, et huet nach kee Regierungsmember op d'Transportméiglechkeete vun engem vun eise Militärfligeren zeréckgegraff.

Question 3962 (26.03.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **« Vëlosummer 2021 » :**

Fir déi héich Nofro un doucer Mobilitéit ze ënnerstëtzen, déi duerch d'Pandemie opkomm ass, gouf d'lescht Joer wärend de Summerméint de sougenannte „Vëlosummer" organiséiert, deen och e grousse Succès hat, quitt dass schlussendlech manner Gemenge matgemaach hunn, ewéi geplangt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir Tourismus follgend Froe stellen:

- Ass virgesinn, d'Initiativ „Vëlosummer" dëst Joer ze widderhuelen?

- Sinn d'Ministere schonn a Gespréicher mat de Gemengen am Land, fir dëst Joer de Vëlosfuerer nach méi eng flott Offer kënnen ze presentéieren?

- Kënnen d'Häre Ministeren eventuell schonn éischt Detailer vum Vëlosummer 2021 nennen? Wann net, fir wéini kéint de Projet dem Public virgestallt ginn?

Réponse (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

No dem grousse Succès vun der éischter Editioun dat lescht Joer, wou insgesamt iwwer 40.000 Cyclisten deelgeholl hunn, louch et op der Hand, datt de „Vëlosummer" och dëst Joer widderholl gëtt an domadder vum 31. Juli bis zum 29. August stattfanne wäert.

Opgrond vun der relativ kuerzer Preparatiounszäit dat lescht Joer, haten déi zwee Ministèrë proaktiv verschidde Proposen ausgeschafft a jeeweils den eenzele Gemengen ënnerbreet. Vu datt mir dëst Joer awer méi Virlafszäit haten, war et eis méiglech, d'Gemenge vun Ufank un méi intensiv an d'Planung anzebannen. Sou haten all d'Gemengen d'Méiglechkeet, eis bis Ufank des Joers hir Proposen eranzereechen, déi mir doropshi mat den eenzelen Acteuren op hir Machbarkeet analyséiert hunn. Op Basis vun den eenzele Propose goufe schliisslech vun eise Servicer, an enker Zesummenaarbecht mat den ORTen, eng Partie touristesch Tier ausgeschafft, déi dëse Summer souwuel iwwert de ganze Mount, wéi och punktuell iwwer ee bestëmmte Weekend ugebuede ginn. Eis freet et ëmsou méi, datt sech net nëmmen déi Gemengen, déi schonns d'lescht Joer dobäi waren, aktiv mat abruecht hunn, mee och, datt ganz vill nei Gemengen dëst Joer um „Vëlosummer" deelhuele wäerten, wat eis och erlaabt, fir flott nei touristesch Circuite kënnen unzebidden.

Déi concernéiert Gemenge goufen elo vun eis ugeschriwwen an hunn doropshin d'Méiglechkeet, eis bis den 30. Abrëll hir Remarke matzedeelen. Am Kader vun enger Pressekonferenz de 7. Mee 2021 gi schliisslech déi eenzel Tier vum „Vëlosummer 2021", wéi och weider Detailer, virgestallt.

Question 3963 (26.03.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **prise en charge des ex-détenus :**

Den 23. Mäerz 2021 goung an engem RTL Reportage rieds vu Persounen, déi zanter Juni 2020 aus dem Prisong entlooss goufen, ouni dass si ee feste Wunnsëtz haten. Et heescht an deem Reportage weider, dass vun deenen 30 Persounen, sech der eelef illegal hei am Land opgehalen hunn an déi aner hätten d'Iwwernuechtungsoffere vum Service central d'assistance sociale respektiv dem Service psycho-éducatif vun der Prisongsverwaltung net akzeptéiert.

D'Madamm Justizministesch huet erkläert, dass geplangt wier, de Schraasseger Ex-Detenuen d'Méiglechkeet ze ginn, iwwergangsweis op Giwenech ze goen. Och géif um Projet vun de sougenannten Transitiounswunnenge geschafft ginn. An enger rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3698 huet d'Madamm Minister nach geäntwert, dass, entgéint dem Koalitiounsaccord vun 2018, 2019 decidéiert gi wier, zu Lëtzebuerg keng Transitiounshaiser ze schafen.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch, d'Madamm Familljeministesch an den Här Immigratiounsminister stellen:

1. Kënnen d'Ministeren eis soen, wéi vill Persounen, déi déi lescht Joren aus dem Prisong vu Schraasseg entlooss goufen, eng Iwwernuechtungsoffer gemaach kritt hunn?

1.1. Wéi vill Persounen hunn dës Offer refuséiert?

1.2. Wat waren d'Grënn vun deenen Ofsoen (den Detenu hat schonn eng Méiglechkeet fir ze logéieren etc.)?

1.3. Wier et méiglech, dës Informatiounen opgelëscht op déi lescht fënnef Joer ze kréien?

2. Kënnen eis d'Ministeren erklären, ob dann elo Transitiounshaiser geplangt sinn oder net, wëssend dass ni gefuerdert gouf, dass esou Strukturen nëmmen Ex-Detenue solle reservéiert bleiwen?

3. Wéi gëtt am Allgemengen de Suivi vun den Ex-Detenue gemaach? Wie mécht dee Suivi? Wéi leeft dee Suivi of?

4. Kënnen d'Ministere bestätegen, dass et an de leschte Jore just zu där enger, am Reportage beschriwwener, onvirbereeter Entloossung aus dem Prisong vu Schraasseg komm ass? Wéi konnt et dozou kommen?

5. Wat déi eelef Persounen, déi illegal am Land waren, ubelaangt, kënnen d'Ministeren eis soen, ob et sech hei exklusiv ëm Persounen aus Drëttlänner handelt?

6. Kënnen d'Ministeren eis erklären, wéi d'Prise en charge vun dëse Persoune konkreet no hirer Entloossung ofleeft?

6.1. Ginn dës Persounen, no hirer Entloossung, direkt am Centre de rétention ënnerbruecht, wou jo och e psychosozialen Encadrement séchergestallt ass, fir duerno ausgewisen/ausgeflunn ze ginn?

6.1.1. Wann net, wéi gëtt hir Ausweisung konkreet duerchgezunn?

6.1.2. Ginn et do Prozeduren? Wa jo, kënnen d'Ministeren déi am Detail beschreiwen?

6.2. Wann net, ginn déi Leit an deem Fall sech selwer iwwerlooss?

6.2.1. Sollt dat de Fall sinn, sinn d'Ministeren net der Meenung, dass den néidege Kader feelt fir ze verhënneren, dass si nees an de kriminelle Milieu erofrutschen? Hunn d'Ministeren dozou statistescht Material?

6.2.2. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass Änneerungen un de gesetzleche/prozedurale Bestëmmungen néideg sinn?

Réponse commune (26.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Et sief am Virfeld bemierkt, dass d'Iwwernuechtungsoffere majoritär vum „Service central d'assistance sociale" (SCAS), dee vum Parquet général ofhängeg ass, proposéiert ginn.

De Service psycho-socio-éducatif (SPSE) vum Prisong vu Schraasseg mécht keng richteg Iwwernuechtungsofferen, mee falls e Gefaangene kuerzfristeg entlooss gëtt, kritt e vu sengem SPSE-Agent eng Lëscht mat Foyer-de-nuiten a Cafészëmmeren, wou e kéint ënnerkommen.

Wat de SCAS ubelaangt, si vun Ufank 2018 bis Mäerz 2021, 253 Gefaangener, déi de SCAS betreit huet, aus dem Prisong vu Schraasseg (CPL) op Ennstrof entlooss ginn. All Persoun, déi entlooss gëtt, kritt eng Hëllef ugebueden, mee wéi eng Hëllef konkreet ugebuede gëtt, hänkt vun de Persounen hirer perséinlecher a strofrechtlecher Situatioun of.

De follgenden Tableau faasst déi verschidden Zenarien no den Entloossungen, déi sech wärend där Zäitspan presentéiert hunn, ënner anerem fir Iwwernuechtungsofferen, zesummen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Vun deenen 253 Gefaangener haten der 114 keng Demande fir eng Iwwernuechtungs- oder Logementsoffer un de SCAS gemaach, well hir Wunnsituatioun gekläert war (si hunn eng eege Wunneng, si bei Famill oder Frënn wunne gaangen oder hate scho virun der Prisongsstrof eng Plaz an enger Struktur, wou si och duerno erëm zeréck konnte goen).

Sechs Persoune sinn op Ennstrof an eng stationär Therapie respektiv an e Spidol gaangen.

52 sinn an hiert Heemechtsland zeréckgaangen, respektiv goufen an de Centre de rétention iwwerwisen.

33 Persoune sinn an Urgencëstrukturen orientéiert ginn oder a Logementer, wou ee mëttelfristeg ka bleiwen, awer och méi laangfristeg Solutioune konnten ugebuede ginn. Dorënner falen d'Méiglechkeet, an enger Jugendherberg, engem Cafészëmmer oder engem Hotel ze iwwernuechten, oder an eng Wunneng iwwerwisen ze ginn, déi vun anere Servicer geréiert gëtt (ë. a. ONE, SLEMO, Croix-Rouge, Caritas).

Bei 48 vun deenen 253 Gefaangener konnt de SCAS keng konkreet Hëllef ubidden oder huet d'Persoun d'Hëllef refuséiert, respektiv hunn de Parcours an d'Attitüd vum Gefaangenen d'Zesummenaarbecht erschwéiert an och d'Offer vun den Hëllefen ageschränkt.

ad 1.1. Wat de SCAS ubelaangt, hunn 48 Persounen dës Offere refuséiert, wann een sech op déi Persoune beschränkt, déi op Hëllef ugewise gewiescht wieren, mee dës refuséiert, respektiv duerch hiert Verhale blockéiert hunn.

Wann een déi 114 Gefaangener, deenen hir Wunnengssituatioun scho vu virera gekläert war, mat

arechent, hunn 162 Persounen d'Hëllef net an Usproch geholl.

Wat de SPSE vum Prisong vu Schraasseg ubelaangt, ginn et keng genee Zuelen, mee de SPSE hat vereenzelt Fäll, wou en Agent engem Gefaangenen zum Beispill proposéiert huet, zesumme Kontakt mam CNDS-Wunnen („Comité national de défense sociale") opzehuelen, mee de Gefaangenen dat awer refuséiert huet (well en zum Beispill bei engem Kolleeg ënnerkomm ass). Et ass och scho virkomm, dass e Gefaangenen eng Plaz bei CNDS-Wunnen hat, mee schlussendlech awer net méi wollt dohinner goen.

ad 1.2. Wéi virdrun erwäänt, haten 114 Persounen, déi vum SCAS suivéiert goufen, schonn eng gekläerte Wunnsituatioun. Dëst ass och de Grond, wisou verschidde Persounen Offere vum CNDS-Wunnen, déi si zesumme mam SPSE ugefrot haten, schlussendlech awer ofgeleent hunn.

Bei den 48 Persounen, bei deenen de SCAS keng konkreet Hëllef konnt ubidden, waren d'Grënn dovu verschidden:

- d'Persoune wollte keng Zesummenaarbecht mam SCAS wärend der Detentioun;

- de Persounen hire Projet war onrealistesch an de SCAS konnt si doran net ënnerstëtzen;

- d'Persounen hunn sech net un Ofmaachunge gehalen, zum Beispill hu sech net op Rendez-vouse beim SCAS presentéiert oder d'Demarchen net realiséiert, déi vun hinne verlaangt goufen;

- Eng ganz Rei Persounen (41 vun deenen 48) waren och mindestens eemol wärend hirer Prisongsstrof am CPG a sinn erëm an de CPL retransferéiert ginn, wat net heescht, dass si duerno keng Hëllef méi ugebuede kritt hunn, mee d'Zesummenaarbecht sech méi schwiereg gestallt huet.

ad 1.3. Vu dass keng Statistike vum SCAS op deene Punkte virleien an all eenzelen Dossier misst vum SCAS nogekuckt ginn, konnten dës Informatiounen nëmmen op déi lescht dräi Joer gesammelt ginn.

Eng Oplëschtung op déi lescht fënnef Joer huet de SPSE aus dem Prisong vu Schraasseg och net.

ad 2. Am Joer 2019 ass no der Analys, wéi d'Phas vun der Resozialiséierung vun de Gefaangenen an anere Länner ugaangen a gereegelt gëtt, decidéiert ginn, fir zu Lëtzebuerg keng Transitiounshaiser ze schafen, well et als eng ze grouss Gefor ugesi ginn ass, dass esou Haiser als „Prisong nom Prisong" ugesi gi wieren, an domat eng Stigmatisatioun entstane wier, déi enger reusséierter Resozialiséierung mat Sécherheet entgéintgewierkt hätt.

Och wann ni gefuerdert gouf, dass esou Strukturen nëmmen Ex-Gefaangener solle reservéiert bleiwen, läit den eigentlechen Interêt vun dësen Transitiounshaiser eebe grad doran, eng Transitioun tëschent dem Prisong an der Gesellschaft ze erméiglechen. D'Prise en charge an de Suivi sinn och op déi spezifesch Situatioun vun Ex-Gefaangener adaptéiert. An deene Länner, an deenen et Transitiounshaiser ginn, sinn dës Strukturen och fir Ex-Gefaangener reservéiert.

Eng Struktur, déi souwuel Ex-Gefaangener wéi aner Persounen, déi sech an enger prekärer Situatioun befannen, empfänke géif, muss net virgesinn a gebaut ginn, vu dass et aktuell Strukture ginn, déi déi néideg Logementsoffere kéinten ubidden.

Aus deene Grënn ass decidéiert ginn, e Konzept ze entwéckelen, dass deene Persounen no enger Entloossung aus dem Prisong ka gehollef ginn, haaptsächlech wann et direkt no der Entloossung ëm eng Plaz fir ze schlofen an aner primär Besoine geet, ouni dass déi ofgesate Prisongsstrof e Krittär ass. De Prinzip soll dee sinn, dass déi Leit d'selwecht gehollef kréie wéi aner Leit, déi vergläichbar Problemer hunn, onofhängeg vun der Fro, ob et sech ëm fréier Prisonéier handelt oder net.

ad 3. Beim Suivi vun den Ex-Gefaangener muss ee verschidde Cas-de-figuren ënnerscheeden:

- Gefaangener, déi fréizäiteg entlooss ginn ënner engem Amenagement vun der Strof mat Konditiounen (libération conditionnelle, suspension de l'exécution de la peine, placement sous surveillance électronique) an déi een Openthaltsrecht zu Lëtzebuerg hunn, gi prinzipiell vum SCAS suivéiert. Dee Suivi gëtt individuell ugepasst op de Probationnairen hir Situatioun an den Dispositif vun de Konditioune vum Amenagement vun der Strof, déi den Ex-Gefaangene muss wärend senger Entloossung respektéieren. Dee Moment sinn d'Probationnairen ënner „mandat judiciaire", an deem Sënn, dass den Ex-Gefaangene verflicht ass, mat sengem Bewährungshelfer vum SCAS zesummenzeschaffen.

- Persounen, déi op Ennstrof entlooss ginn, stinn net méi ënner „mandat judiciaire", a sinn deemno net méi verflicht, mam SCAS, respektiv hirem Bewährungshelfer, zesummenzeschaffen. All Persoun déi entlooss gëtt, kritt awer d'Offer, bei hirem Bewährungshelfer virstelleg ze ginn, woubäi dann zesumme gekuckt gëtt, wéi spezifesch Hëllefe kënnen ugebuede ginn a wouhin déi Persoun kann orientéiert ginn. Vu dass d'Bewärungshëllef a sech ënner „mandat judiciaire" schafft, kann an dëse Fäll kee laangfristege Suivi doraus entstoen, mee déi concernéiert Persoun gëtt un d'Institutiounen aus der Gesellschaft weidergeleet, fir do déi néideg Hëllef ze kréien. An deene Fäll kënnt et virun allem op eng konstruktiv Zesummenaarbecht un an dass déi concernéiert Persoun aktiv matschafft.

Gefaangener, déi eng „libération anticipée" accordéiert kruten, hunn och keen Openthaltsrecht méi zu Lëtzebuerg[16] a ginn deemno prinzipiell net vum SCAS suivéiert. Och wann de SCAS am Prinzip just Persoune betreit, déi virun hirer Strofdot schonn ee Lien mat Lëtzebuerg haten, respektiv wou eng Probatiounsmesure an hirem Land kann organiséiert ginn, kann de SCAS dëse Persounen, déi keen Openthaltsrecht hunn, och eng Orientatioun an Hëllefstellung ubidden, awer oft manner konkreet wéi bei Ex-Gefaangener, déi een Droit de séjour hunn.

Dobäi hänkt et dovun of, a wéi ee Land d'Persounen zeréckginn (zum Beispill bei enger Persoun, déi just iwwert d'Grenz wunnt, huet de SCAS oder de SPSE d'Méiglechkeet, d'Entloossung méi konkreet virzebereeden a scho mat enger Rei Servicer Kontakt opzehuelen).

Wann eng Persoun, déi ee Séjour irrégulier huet, no der Ennstrof beim SCAS no Hëllef freet, kann de SCAS, jee nodeem wéi hir Situatioun sech presentéiert, hir just ubidden, mat verschiddene Servicer am associative Milieu Kontakt opzehuelen.

Um Niveau vun der Untersuchungshaft an der provisorescher Fräiheet vun engem Gefaangenen huet de SCAS keng gesetzlech Kompetenzen, fir ze agéieren an e Suivi virzegesinn.

ad 4. Wärend enger Untersuchungshaft kënnt et dacks zu onvirbereeten Entloossungen, well d'Prisongen ni am Viraus wëssen, ob eng Demande vun engem Gefaangene fir eng provisoresch Fräiheet accordéiert oder refuséiert gëtt.

Och bei condamnéierte Gefaangener kann et theoreetesch virkommen, dass si onvirbereet entlooss ginn, zum Beispill wann d'Strof, déi geschwat gouf, immens kuerz ass an/oder no Ofzuch vun der Untersuchungshaft d'Strof (quasi) integral exekutéiert ass, oder och wa si kuerzfristeg vum CPG an de CPL zerécktransferéiert gi sinn.

Bei der onvirbereeter Entloossung vun der Persoun aus dem Reportage war et esou, dass déi Persoun zweemol an de Prisong vu Giwenech transferéiert gouf an zweemol aus disziplinaresche Grënn an de Prisong vu Schraasseg zerécktransferéiert ginn ass. D'Persoun hat theoreetesch nach e puer Woche Prisongsstrof ofzesëtzen no enger Verschmëlzung vun hire Strofen („confusion des peines"), déi als Resultat huet, dass just déi héchste vun e puer feste Prisongsstrofen exekutéiert gëtt an d'Untersuchungshaft vun de verschiddenen Affären ofgerechent gëtt.

Allerdéngs ass dunn an engem weideren Urteel keng Prisongsstrof gesprach ginn an nodeems d'Dauer vun der Untersuchungshaft an där Affär ofgezu ginn ass, ass d'Persoun den Dag vum Prononcé vum Urteel entlooss ginn.

Wéi schonns zum Zäitpunkt vum RTL-Reportage gesot ginn ass, gouf et just deen ee Fall, deen ee Resident betrëfft. Et gouf allerdéngs een zweete Fall, wou et och zu enger direkter Entloossung koum, do allerdéngs opgrond vun der „confusion des peines" mat engem auslänneschen Urteel.

Allgemeng gesinn ass esou eng onvirbereet Entloossung also ganz seelen.

ad 5. Vun deenen 11 Persoune waren der 7 aus der EU a 4 aus Drëttlänner. No hirer Entloossung hate verschidde Persounen eng Openthaltsgeneemegung zegutt.

Et sief bemierkt, dass dëse Chiffer net komplett ass, vu dass nieft dësen 11 Persounen nach 16 weider Persounen ouni Openthaltsgeneemegung (11 aus Drëttlänner a 5 aus der EU) zu Lëtzebuerg entlooss gi sinn.

Dobäi kommen dann nach déi Gefaangener, déi am Kader vun enger „libération anticipée" entlooss ginn, ënnert der Konditioun, dass si eng „interdiction d'entrée et de séjour" um lëtzebuergeschen Territoire kruten, fir op direktem Wee zeréck an hiert Heemechtsland ze goen. Dës Persoune kënnen also och an de Centre de rétention iwwerwise ginn.

ad 6. + 6.1. D'Gefaangener, déi „en séjour irrégulier" am Land sinn, ginn direkt no hirer Entloossung vum Prisong am Centre de rétention ënnerbruecht, dëst ënnert der Konditioun, dass et eng fräi Plaz gëtt, eng Fluchtgefor besteet an et eng Perspektiv gëtt, fir déi concernéiert Persoun zeréckzeféieren. E psycho-soziaalt Encadrement ass op der Plaz garantéiert. Wann dëst net méiglech ass, ginn et nach, konform zum Immigratiounsgesetz, Alternativen zur Retentioun.

[16] Eng „libération anticipée" kann nëmmen accordéiert gi bei engem auslännesche verurteelte Gefaangenen, deen ouni Openthaltstitel („en séjour irrégulier") um lëtzebuergeschen Territoire ass an e Verbuet, sech um lëtzebuergeschen Territoire opzehalen („interdiction du territoire"), huet. Drëttstaatler, déi en Titre de séjour zegutt hunn, kënnen eng Demande beim Ausseministère no hirer Entloossung aus dem Prisong areechen.

6.1.1. + 6.1.2. Fir d'Ausweisunge gëtt et eng Prozedur, déi, wann néideg, mat der Identifizéierung vun der Persoun ufänkt, da mam Beschafe vun den néidege Reespabeiere weidergeet a mat der Ausféierung vun der Ausweisung ofgeschloss gëtt.

Dës Prozedur kann och schonn ugefaange gi wann eng Persoun nach am Prisong ass; esou kann et och gegeebenefalls zu enger „libération anticipée" kommen. Dem Concernéierten säin Accord, fir mat dem Hierkonftsland Kontakt opzehuelen, ass dofir awer néideg. Vun dëser Méiglechkeet gëtt awer net ëmmer vun de Persoune Gebrauch gemaach.

Wann d'Ausféierung aus diverse Grënn net méiglech ass, da gëtt déi concernéiert Persoun aus dem Centre de rétention entlooss. Dëst ass virun allem de Fall, wann d'Hierkonftsland net bei der Identifizéierung an dem Beschafe vun de Reespabeiere kooperéiert. Dëst kann och de Fall sinn, wann d'Persoun selwer net kooperéiert. Déi aktuell sanitär Kris huet d'Réckféierungen nach eng Kéier e Stéck méi schwéier gemaach. Falls déi Persoun, déi aus dem Centre de rétention entlooss gouf, nees spéider vun der Police interpelléiert gëtt, an nei Elementer zu hirer Identitéit virleien, fänkt d'Prozedur fir d'Ausweisung nees nei un.

An anere Fäll kann den Immigratiounsminister enger Persoun och e „report à l'éloignement" accordéieren. Dëst ass zum Beispill de Fall, wann et fir ee Moment administrativ oder logistesch net méiglech ass, an dat Land zeréckzegoen.

ad 6.2. + 6.2.1. Och wann dës Persounen, déi en séjour irrégulier am Land sinn an net am Centre de rétention ënnerkommen, nëmme bedéngt Hëllef vum SCAS a vum SPSE kënnen ugebuede kréien, ginn et aner Institutiounen, un déi dës Persoune weidergeleet ginn an sech kënne riichten, fir an hiren Demarchen, notamment wat hir administrativ Situatioun ubelaangt, ënnerstëtzt ze ginn.

Och mat engem Suivi an enger Prise en charge vun enger staatlecher oder privater Institutioun, kann een e Réckfall an de kriminelle Milieu ni verhënneren, mee et muss awer betount ginn, dass et schwiereg ass, deene Persounen en adequate Suivi unzebidden, virun allem wann se eng Interdiction du territoire hunn an deemno net censéiert sinn, am Land ze bleiwen.

ad 6.2.2. Vu dass den néidege Kader, fir dëse Persounen en Encadrement an eng Prise en charge unzebidden, existéiert, si grondleeënd Ännerungen net onbedéngt néideg, mee et kéint een eventuell Ännerungen um Niveau vun der Koordinatioun vun de verschiddene Servicer an um Niveau vun der Offer vu verschiddenen Institutiounen diskutéieren, fir dass een eng méi spezifesch Prise en charge vun dëse Persounen ubidde kann, déi speziell op d'Situatioun vun dëse Persounen ugepasst ass.

Question 3965 (29.03.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **réseaux d'aides et de soins à domicile dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

D'après nos sources, bon nombre de personnes âgées et/ou vulnérables prises en charge à leur domicile de façon ponctuelle ou permanente par des collaborateurs d'un des 13 réseaux d'aides et de soins à domicile, voire par d'autres professionnels travaillant dans ledit secteur, sont ou ont été touchées par une infection Covid-19.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

- Madame la Ministre est-elle au courant de la situation décrite ?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des statistiques concernant les personnes soignées à leur domicile qui souffrent ou qui ont souffert d'une infection Covid-19 depuis le début de la pandémie ? Combien de cas Covid-19 ont été répertoriés - nombre des infections et des décès - parmi ces gens depuis le début de la pandémie ?

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur le taux actuel des personnes soignées à leur domicile qui se sont déjà fait vacciner ?

- Quels sont les précautions mises en place par le Ministère de la Famille à la fois pour les réseaux d'aides et de soins à domicile et pour les professionnels indépendants opérant dans ledit secteur ?

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur le taux de vaccination parmi les professionnels du secteur des aides et des soins à domicile, salariés des réseaux et indépendants ?

- Dans le même contexte, à combien s'élève le nombre de cas Covid-19 connus à ce jour parmi les professionnels du secteur ?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En ce qui concerne les personnes prises en charge par les réseaux d'aides et de soins (RAS) agréés par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, les chiffres depuis le début de la pandémie et jusqu'au 19 mars 2021 sont les suivants :

- nombre de personnes déclarées Covid-19 positives par les RAS : 927 clients ;

- nombre de décès dus à la Covid-19 ou avec la Covid-19 : 32 décès parmi leurs clients actifs ; dix de ces décès (31 %) ont eu lieu à domicile et 22 de ces décès (69 %) ont eu lieu à l'hôpital.

Le taux de vaccination des personnes soignées à leur domicile est de 55,66 %.

Le taux de vaccination des salariés des douze RAS agréés est de 46,23 %.

Le nombre de cas Covid-19 connus à ce jour parmi ces salariés est de 661, soit environ 12 % de l'effectif salarié.

Pour ce qui est des RAS agréés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, des recommandations ont été émises ensemble avec le Ministère de la Santé aux dates suivantes : 13 mars 2020, 21 mars 2020, 14 avril 2020 ainsi qu'à la date du 11 mars 2021. Des ordonnances du Directeur de la santé ont été émises en date du 30 mars 2020 et en date du 12 avril 2021. Des communications de la part de Madame le Ministre de la Famille ont été transmises an date du 28 octobre et du 23 décembre 2020.

Question 3968 (29.03.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**apprentissage transfrontalier :**

Le Luxembourg est un moteur économique de la Grande Région surtout si on prend en considération le marché de l'emploi. Ainsi, le Grand-Duché n'a pas seulement besoin de simple main d'œuvre, mais surtout de salariés qualifiés. C'est dans cet ordre d'idée que depuis la mise en œuvre de la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle et plus particulièrement du règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 portant organisation de l'apprentissage transfrontalier, l'apprentissage transfrontalier a reçu une base légale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Comment l'apprentissage transfrontalier a-t-il évolué, et plus spécifiquement dans quels professions/métiers ?

- Qui décide de la possibilité de mettre les différentes formations sur la liste des apprentissages transfrontaliers éligibles ? Est-ce que cette décision se fait en coopération et en accord avec les chambres professionnelles compétentes ?

- Combien de temps les professions/métiers restent-ils sur cette liste, même si aucun(e) candidat(e) ne postule pour une de ces formations ?

- Comment est réglé le financement de l'apprentissage transfrontalier surtout en matière des frais en relation avec la préparation à l'examen de fin d'apprentissage qui au Luxembourg sont pris en charge par l'État luxembourgeois ? Ces frais sont-ils pris en charge par les gouvernements dans nos pays voisins ? Si des frais incombent, quels sont les montants investis jusqu'à présent et pour quels métiers/professions ventilés par pays ?

Réponse (04.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Concernant les apprentis sous contrat d'apprentissage transfrontalier, il existe un tableau récapitulatif par année et par pays éligible, à savoir l'Allemagne, la France et la Belgique, permettant de retracer l'évolution de l'apprentissage transfrontalier.

Au 9 mars 2021, et sur la période s'étendant de 2018 à 2021, 207 candidats sont scolarisés en Allemagne, 88 en France et 17 candidats fréquentent un établissement scolaire en Belgique.

Les formations offertes au Luxembourg figurent sur ces listes, mais ne donnent pas droit à une participation financière de la part du Service de la formation professionnelle (SFP).

Les formations choisies par les candidats et candidates en Allemagne sont :

- Anlagenmechaniker

- Winzer - 6

- Kaufmann für Spedition- und Logistikdienstleistungen - 48

- Industriekaufmann - 15

- Fachinformatiker für Anwendungsentwicklung - 6

- Kaufmann für Büromanagement - 13
- Fachkraft für Veranstaltungstechnik - 4
- Weintechnologe
- Zahnmedizinische Fachangestellter - 5
- Goldschmied
- Baugeräteführer - 6
- Straßenbauer - 18
- Brauer und Mälzer
- Beton- und Stahlbetonbauer - 5
- Maurer
- Verfahrensmechaniker für Kunststoff- und Kautschuktechnik ii
- Tierpfleger
- Glaser
- Pferdewirt - 11
- Musikinstrumentenbauer- und reparateur
- Informatikkaufmann - 2
- Technischer Systemplaner - 2
- Tiermedizinischer Fachangestellter - 6
- Mediengestalter - 2
- Fachinformatiker für Systemintegration - 4
- Kaufmann für Groß- und Außenhandel
- Automobilkaufmann
- Zimmerer - 3
- Kaufmann für Marketingkommunikation - 2
- Orthopädietechnik-Mechaniker - 3
- Land- und Baumaschinenmechatroniker - 6
- Fachkraft Gebäudetechnik
- KFZ-Mechatroniker - 3
- Damenschneider
- Sport- und Fitnesskaufmann
- Elektroniker für Maschinen- und Antriebstechnik
- Technischer Produktdesigner - 4
- Speditionskaufmann
- Sanitär-, Heizungs- und Klimainstallateur
- Maßschneider
- Kaufmann für Digitalisierungsmanagement - 2
- Tischler
- Elektroniker für Geräte und Systeme - 2
- Ofen- und Luftheizungsbauer
- Weintechnologe
- Charpentier
- Schlosser

Les formations choisies par les candidats et candidates en France sont :

- BTS Services informatiques aux organisations - 10
- BTS Négociation et relation client - 18
- BTS Lunetier - 2
- BTS Fluide, énergie, et domotique - 5
- BTS Systèmes numériques, option informatique et réseaux - 17
- Cordonnier
- Installateur d'équipement énergétique et technique de bâtiment
- BTS Management des unités commerciales
- Créateur de médias et imprimés
- BAC PRO Infographiste, changé en créateur de médias digitaux et imprimés
- BTS Maintenance des systèmes - 8
- BTS Électrotechnique - 6
- Maréchal-ferrant - 2
- BTS Melec - 5
- BTS Conception de processus de réalisation de produits - 4
- BAC MEI - 2
- Brevet Professionnel menuisier
- BAC PRO Mécanicien de poids-lourds
- BTS SP3S
- BTS Management commercial opérationnel

Les formations choisies par les candidats et candidates en Belgique sont :

- Speditionskaufmann - 4
- Kaufmann für Spedition und Logistikdienstleistungen - 2
- Ankerwickler
- Gärtner und Landschaftsbauer
- Agent commercial en assurances - 2
- Karosseriereparateur - 3
- Lagerfachkraft - 2
- Menuisier
- Opticien-lunetier

La liste des métiers et professions, publiée pour chaque année scolaire, est établie de commun accord avec les chambres patronales et la Chambre des salariés sur base de propositions émanant majoritairement des chambres professionnelles. La présence d'une profession/d'un métier sur la liste des apprentissages transfrontaliers n'est pas limitée dans le temps.

En ce qui concerne les frais engendrés par l'apprentissage transfrontalier, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a mis en place un cofinancement en remboursant notamment les frais de formation, de déplacement, de logement, d'examens et d'inscription.

Ci-dessous, le total des dépenses couvertes par le MENJE au cours des trois dernières années dans le cadre de l'apprentissage transfrontalier ventilé par pays :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 3969 (29.03.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**apprentissage d'un métier dans le cadre de la Covid-19 :**

L'apprentissage d'un métier se fait par modules et non pas par disciplines. Chaque module vise le développement de plusieurs compétences et s'oriente vers des situations professionnelles concrètes. Ces cours se déroulent en partie dans des ateliers situés dans les lycées.

C'est à ce point que le système des classes alternantes dites A/B mis en place dans le cadre des mesures de lutte contre la propagation du virus Covid-19 touche apparemment à ses limites. D'après nos sources, les cours pratiques en atelier au lycée posent effectivement problème comme ce genre d'enseignement s'avère difficile à distance. Les élèves risquent de manquer une sur deux leçons pratiques au pire des cas.

C'est dans ce contexte que nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale est-il au courant de la situation décrite ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les expériences qui lui ont été remontées à ce sujet de la part d'enseignants et d'élèves ?

- Au cas où le système des classes A/B serait au détriment des élèves concernés, Monsieur le Ministre entend-il déroger aux modalités en vigueur en accordant une exception à ces classes leur permettant de suivre la totalité des cours pratiques en atelier au lycée en présentiel ?

- Dans l'affirmative, en quoi consisterait cette dérogation concrètement ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il éclaircir son raisonnement l'ayant amené à ne pas admettre de dérogation pour les classes d'apprentissage ?

Réponse (04.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

En réponse à la question des honorables Députés, je tiens à préciser que pour la formation professionnelle, les cours pratiques en atelier sont en effet indispensables à l'apprentissage des différents métiers ; c'est pourquoi ils ont bien lieu dans leur intégralité.

Pour les formations à plein temps, la réduction du temps scolaire telle qu'elle est prévue par l'article 4ter de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 est donc réalisée sur la base des cours théoriques.

Pour les formations dispensées en régime concomitant, les apprentis ne sont présents au lycée qu'un ou deux jours par semaine, l'enseignement professionnel ayant lieu en organisme de formation. Pour ces apprentis, dont la formation scolaire est essentiellement pratique et ne peut que difficilement être dispensée à distance moyennant un outil électronique, la commission « formation professionnelle » du Collège des directeurs de l'enseignement secondaire a convenu, en accord avec le Service de la formation professionnelle, de maintenir l'enseignement en présentiel pour autant que le nombre total d'élèves présents sur le site puisse être réduit de moitié.

Question 3971 (29.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **statistiques sur les décès dans les structures pour personnes âgées :**

Hei am Land gëtt et am ganzen eelef Haiser fir betreit Wunnen, déi vum Familljeministère zougelooss sinn. An dëse Strukture wunnen an der Majoritéit eeler Leit. Änlech wéi an Altersheemer wunnen hei vulnerabel Persoune méi enk zesummen.

Duerfir hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Firwat ginn an der Covidkris d'Zuele vun de Stierffäll an dëse vum Ministère zougeloossene Strukture vum betreite Wunnen net an d'Statistik vun den Altersheemer mat agerechent?

2. Wéi vill Leit sinn zënter dem Ufank vun der Covidkris un oder mat dem Coronavirus gestuerwen, déi an enger Struktur fir betreit Wunne gelieft hunn, déi en Agrement vum Familljeministère hunn?

Réponse commune (12.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Et war vun Ufank vun der sanitärer Kris un eng Decisioun vun der Regierung, fir déi zwielef vum Familljeministère zougeloosse Strukture fir betreit Wunnen an der Statistik zesumme mat den Hëllefs- a Fleegedéngschter opzelëschten. Dës Decisioun ass geholl ginn, well de groussen Deel vum Fleegepersonal, wat an dësen Haiser intervenéiert, aus dësen Hëllefs- a Fleegedéngschter an dës Haiser erakënnt.

Et ass dofir net méiglech ze soen, wéi vill Leit, déi an enger vun dëse Strukture gelieft hunn, un oder mam Coronavirus gestuerwe sinn.

Doriwwer eraus ginn d'Leit, déi an engem Haus fir betreit Wunne liewen an do eventuell u Covid-19 stierwen, als „décès au domicile" gezielt.

Et ass net aus dem Doudeschäin ersiichtlech, dass et sech do ëm eng speziell Struktur handelt, wou d'Leit gewunnt hunn. Dofir huet och d'Gesondheetsdirektioun do aktuell keng Statistiken.

Et sief awer bemierkt, datt d'Haiser fir betreit Wunnen an d'Enquête iwwert d'Alters- a Fleegeheemer ënnert der Leedung vum Här Waringo explizitt ageschloss gi sinn, a soumat am Kader vun deem Rapport och separat Zuele fir dës Strukture wäerten opgestallt ginn.

Question 3972 (30.03.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**Action hiver :**

Tel qu'annoncé le 26 mars 2021, le Ministère de la Famille et son partenaire Dräieck ASBL ont décidé de prolonger l'Action hiver (Wanteraktioun) jusqu'au 30 juin 2021 en raison de la situation pandémique actuelle.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre peut-elle nous donner plus de détails sur le programme d'encadrement mis en place pour les bénéficiaires ?

2) Quelles en sont les heures d'ouverture ?

3) Combien de personnes ont jusqu' à maintenant profité de la « Wanteraktioun » ?

4) Quel est l'état de santé et l'état mental, sachant que la pandémie pèse aussi lourdement sur les personnes sans-abri ?

Réponse (30.04.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) + 2) Le Foyer de jour est ouvert tous les jours de 12.00 à 16.00 heures. Les bénéficiaires y sont informés sur les différents services de l'Action hiver et orientés vers des services sociaux spécialisés en cas de besoin. À côté de l'accueil et de l'orientation, les collaborateurs de la Dräieck ASBL servent un repas de midi en collaboration avec une équipe de bénévoles. Les bénéficiaires peuvent également profiter d'une salle de repos avec une télévision.

Le Foyer de nuit est ouvert tous les jours de 19.15 à 08.45 heures. Soutenus par des bénévoles, les collaborateurs de la Dräieck ASBL s'occupent de l'hébergement de nuit, de la collation du soir et du petit déjeuner. Des équipements sanitaires sont également à disposition des bénéficiaires.

Une navette est organisée afin de permettre aux personnes concernées de transiter entre la Ville de Luxembourg et les structures de l'Action hiver.

Une fois par semaine, une permanence médicale gratuite est organisée sur le site de l'Action hiver. En outre, le service mobile DIMPS, assuré par le service HIV Berodung de la Croix-Rouge, propose toutes les deux semaines un service de conseil et de dépistage rapide du VIH, de l'hépatite C et de la syphilis sur le site.

En cas d'urgence médicale, la personne concernée est immédiatement orientée, en fonction de la gravité de la situation et de l'heure, vers une maison médicale ou vers la polyclinique de service ou on appelle le 112.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus du Covid-19, un dispositif spécifique pour la prise en charge des personnes sans-abri en attente d'un résultat de test Covid-19 a été institué dans un des bâtiments de l'Action hiver. En cas de suspicion d'infection, les services œuvrant dans le domaine du sans-abrisme peuvent recourir au premier étage du bâtiment d'accueil d'urgence pour y isoler les personnes jusqu'à la réception du résultat. Le cas échéant, les personnes testées positives à la Covid-19 sont ensuite transférées vers d'autres structures spécifiquement instaurées pour leur prise en charge.

ad 3) Depuis le début anticipé de l'édition 2020-2021 de l'Action hiver en date du 16 novembre, 1.160 personnes différentes ont bénéficié de l'Action hiver (chiffres du 23 avril 2021).

À la fin de chaque édition, un bilan est publié qui fait état des associations, organismes et bénévoles associés à l'Action hiver, du déroulement et de données chiffrées.

ad 4) Depuis le début de l'Action hiver 2020-2021, 17 cas positifs à la Covid-19 ont été détectés grâce au dispositif spécifiquement institué.

Quant à l'état de santé mental, il a été constaté que la pandémie a déstructuré la journée de certains bénéficiaires, ce qui peut amplifier les états d'anxiété, de détresse, d'oisiveté, etc. En cas de besoin, ces derniers peuvent être orientés vers un service spécialisé de prise en charge psychosociale et de santé mentale.

Question 3973 (30.03.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **condamnations suite à une infraction routière :**

En 2018, un nombre de 947 accidents corporels a été dénombré sur les routes du Luxembourg. En 2019, ce chiffre était de 988. À ma connaissance, les chiffres de 2020 n'ont pas encore été communiqués. Parmi les principales causes présumées de ces accidents de la route figurent une vitesse excessive, la consommation d'alcool et de stupéfiants ainsi qu'un comportement jugé dangereux de la part des conducteurs. Autant de comportements qui, s'ils sont constatés par les autorités judiciaires, peuvent donner lieu à une amende, voire à une peine d'emprisonnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer quel est le nombre d'infractions au Code de la route qui ont été constatées par les autorités compétentes pour les années 2018, 2019 et 2020 ?

- Pourriez-vous m'indiquer combien de ces infractions constatées durant ces trois années ont donné lieu à un avertissement taxé et combien ont donné lieu à un procès-verbal, respectivement à une citation au tribunal ? Combien de condamnations s'en sont suivies et quelle a été la nature des peines prononcées pour chacune de ces trois années ?

- Quel est le nombre de retraits de permis prononcés endéans ces trois années ?

- Quel est le nombre de chauffeurs sanctionnés qui ont dû par la suite se rendre au Centre de formation routier de Colmar-Berg pour y suivre une formation en 2018, en 2019 et en 2020 ?

Réponse commune (03.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

En ce qui concerne les infractions au Code de la route constatées par la police pour les années 2018, 2019 et 2020, il y a lieu de distinguer entre les délits qui donnent lieu à un procès-verbal (désigné ci-après comme « PV ») et les contraventions qui sont sanctionnées par un avertissement taxé (désigné ci-après comme « AT »).

De façon générale, il y a lieu de préciser que le nombre d'infractions prévues par les différents textes légaux en matière de circulation routière dépassent le nombre de mille.

Nous nous limitons ainsi aux infractions en matière d'excès de vitesse, de consommation excessive d'alcool et de stupéfiants ainsi que de comportements jugés dangereux (p. ex. défaut de maîtrise, utilisation illicite d'un équipement téléphonique, etc.) pour l'établissement des statistiques suivantes :

- Contraventions avec AT :

2018	2019	2020
281.512	311.968	261.393

- Délits avec PV :

2018	2019	2020
8.499	9.741	7.732

- Nombre d'affaires en matière de circulation routière ouvertes aux parquets :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Nombre de condamnations (casier judiciaire) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Condamnations avec interdiction de conduire :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Condamnations avec prison :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Nombre d'affaires avec retrait immédiat du permis de conduire :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Nombre d'interdictions de conduire provisoires prononcées par le juge d'instruction :

	2018	2019	2020
Diekirch	243	193	138
Luxembourg	857	920	830

En ce qui concerne le nombre de personnes ayant dû suivre le cours obligatoire à Colmar-Berg suite à la perte de l'ensemble des douze points, le nombre de suspensions du droit de conduire se présente comme suit :

- Suspensions :

2018	2019	2020
380	385	450

Dans ce contexte, il y a toutefois lieu de noter que les retraits de points ne proviennent pas exclusivement de condamnations en justice, mais peuvent également provenir d'avertissements taxés.

Question 3975 (30.03.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant les **tests Covid-19 à l'École internationale :**

Wéi eis vum Terrain zougedroe ginn ass, sollen d'Schüler an der internationaler Schoul Esch-Déifferdeng (EIDE) an der Woch virun der Ouschtervakanz flächendeckend op Covid-19 getest ginn. Dës Decisioun gouf no eisen Informatioune vun der Santé a Kooperatioun mam Schoulministère geholl.

Duerfir hu mir follgend dréngend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Schoulminister:

1. Op Basis vu wéi enge Modalitéiten ass ausgerechent dës Schoul an de Genoss vun deem uewen zitéierten Testprivileeg komm? Wéi eng Krittären hu géint déi aner Schoule geschwat?

2. Kënnen d'Schüler vun engem negativen Testresultat profitéieren, fir an d'Ausland ze reesen? Falls jo, firwat ginn d'Elteren net matgetest a stellt dës Decisioun net eng Diskriminatioun vun all deene Schüler duer, déi net an de Genoss vum nämmlechten Testprivileeg kommen?

3. Wier et am Sënn vun der Preventioun vu Covidinfektiounen an der Schoul net méi zilféierend, fir déi Tester direkt no, anstatt just virun der Vakanz duerchzeféieren?

Réponse commune (04.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Kader vum Large-Scale-Testing (LST) gouf ee Pilotprojet vun der Santé a Kollaboratioun mam Schoulministère Enn Mäerz organiséiert, fir all Schüler an der Gemeng Déifferdeng vun der Équipe mobile vum LST ze testen. Deen éischte Krittär fir de Choix vun der Gemeng Déifferdeng war d'Inzidenz an der genereller Bevëlkerung, déi an der Gemeng Déifferdeng zu deem Zäitpunkt zu deenen héchste gezielt huet par rapport zu anere grousse Gemengen. Deen zweete Krittär war, fir eng Gemeng ze fannen, wou een déi Campagne zur gläicher Zäit am Enseignement fondamental, am Secondaire an an engem Centre de compétences kéint maachen a vergläichen.

Et waren net just d'Schüler an d'Personal vun der EIDE, déi cibléiert goufen, mee och all Schüler a Personal vum Enseignement fondamental an engem Centre de compétences. Ee But vum Pilotprojet war, d'Faisabilitéit ze iwwerpréiwen, fir esouvill Schüler a Kanner an engem klengen Zäitraum vun de mobillen Ekippe vum LST ze testen. Virdru sinn d'Équipes mobiles virun allem an Altersheemer agesat ginn, wou d'Konditioune fir d'Prelevementer ze maachen an d'Zilgrupp ganz aneschters sinn.

ad 2. Negativ Testresultater kéinten effektiv dofir benotzt ginn, fir an d'Ausland ze reesen. De But vum Pilotprojet war et awer net, Auslandsreesen ze erméiglechen, mee d'Faisabilitéit vum LST am Enseignement ze ënnersichen. Et gouf dowéinst och direkt eng speziell Reunioun mat den Acteuren um Terrain organiséiert, fir ee Feedback ze kréien, wéi d'Campagne gelaf ass an op wat ee soll oppassen, respektiv kann aneschters maachen.

ad 3. Well et zu deem Zäitpunkt net kloer war, wéini Schnelltester kéinten agesat ginn, war et wichteg, dee Pilotprojet virun der Ouschtervakanz ze maachen, fir Lektiounen aus dem Pilotprojet kënnen ze zéien, falls déi mobill Ekippen am 3. Trimester sollten an aner Schoule goen. D'Schüler an d'Enseignanten an all deenen anere Gemenge goufen och net vergiess, well si all eng Invitatioun kruten, fir an den Drive-in vum LST ze goe wärend der Ouschtervakanz.

Question 3977 (30.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**immunité collective Covid-19 au Luxembourg :**

Ee Begréff, deen ëmmer erëm optaucht an den Diskussiounen iwwert d'Bekämpfung vu Covid-19, ass dee vun der „Herdenimmunitéit". Verschidde Länner hu schonns ugekënnegt, wéini si gedenken, dës Herdenimmunitéit ze erreechen, hunn also ganz kloer Virstellungen, wat deen uviséierte Succès vun hirem Kampf géint de Virus ugeet. Herdenimmunitéit ass d'Zil vun all Impfcampagne. Trotzdeem gëtt et nach e puer Onkloerheeten a Bezuch op dee Begréff.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Bei wat fir engem Zilwäert, a Prozenter ausgedréckt, geet d'Lëtzebuerger Regierung vun enger Herdenimmunitéit vun der Lëtzebuerger Populatioun aus?

2. Ginn d'Frontaliere matgerechent, wann et drëms geet auszerechnen, wéini Lëtzebuerg dës Herdenimmunitéit erreecht wäert hunn?

3. Wann dat net de Fall sollt sinn: Op wat fir enger epidemiologescher Basis rechent d'Regierung aus, wéini dës Herdenimmunitéit vun der Lëtzebuerger Populatioun erreecht wäert sinn?

4. Fir de Fall, wou d'Frontaliere matabezu ginn an dës Berechnungen: Wéi soll d'Impfung vun de Frontalieren technesch organiséiert sinn? Sollen d'Frontaliere geimpft ginn op Basis vun hirer jeeweileger Alterskategorie an op Basis vun hirem Vulnerabilitéitsgrad?

5. Gëtt et een Accord transfrontalier mat eisen dräi Nopeschlänner, fir eng duebel Vaccinatioun vun de Frontalieren ze verhënneren? Kritt d'Regierung elo schonns Donnéeë betreffend d'Impfung vu Frontalière vun den zoustännegen Autoritéiten an eisen Nopeschlänner iwwermëttelt?

6. Wéi gëtt d'Zil „Herdenimmunitéit" abezunn an d'Prioritéitelëscht fir d'Ëmsetzung vum „Grénge Pass"?

Réponse (12.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Et gëtt dovunner ausgaangen, dass, wa 70 % vun der Bevëlkerung duerch eng Impfung géint de Virus geschützt wieren, mer dann eng Herdenimmunitéit erreechen, wat heescht, dass de Virus net méi fräi an der Bevëlkerung zirkuléiert. Et ass méiglech, dass een eventuell ee méi héije Prozentsaz misst erreechen, doduerch, dass verschidde Virusvariante méi ustiechend sinn.

ad 2. De Prozentsaz vu 70 %, deen d'Herdenimmunitéit ausmécht, reflektéiert de Prozentsaz vu Leit, déi scho komplett geimpft sinn. Dobäi handelt et sech gréisstendeels ëm Leit, déi hei am Land wunnen. Trotzdeem muss een dem Fakt Rechnung droen, dass d'Frontalieren och zum Infektiounsgeschéie bäidroen an e Groussdeel vum Dag hei am Land sinn. Lëtzebuerg ass an deem Sënn an enger ganz spezieller Situatioun an Europa. Et ass also wichteg, dass dës Grupp vu Persounen, déi ëmmerhin 200.000 Leit ausmaachen, och geimpft ass. Dëst geschitt, nom Prinzip vun der Verdeelung vum Impfstoff no der Bevëlkerung, an de respektiven Nopeschlänner.

ad 3. Non-applicabel, well mer d'Frontaliere fir d'Berechnung vun der Herdenimmunitéit musse considéreieren.

ad 4. D'Nopeschlänner impfen hir Awunner méi oder wéineger am selwechte Rhythmus wéi Lëtzebuerg. D'Frontaliere wäerten deemno zu der Herdenimmunitéit zu Lëtzebuerg bäidroen.

ad 5. D'Regierung echangéiert minimum eemol d'Woch mat de Länner aus der Groussregioun. Dobäi ginn d'Fortschrëtter vun de jeeweilegen Impfcampagnen allkéiers beschwat. Sou huet sech erausgestallt, dass och Frankräich, d'Belsch an Däitschland prioritär hir Awunner impfen. Domat gi méiglech Doublone verhënnert an eng Iwwermëttlung vun esou Donnéeën ass dowéinst net en place gesat ginn. Et wier doriwwer eraus och schwéier virstellbar, aus wéi enge Grënn eng Persoun d'accord wier, sech zweemol impfen ze loossen.

ad 6. Et sief dorop higewisen, datt et sech hei net ëm en digitalen „Impfpass" handelt, mee ëm en digitalen Zertifikat, deen noweist, datt ee geimpft ass. Dëse gréngen digitalen Impfzertifikat wäert am Prinzip am Juni/Juli en place gesat ginn, onofhängeg dovunner, ob eng Herdenimmunitéit erreecht gouf oder net.

Question 3979 (31.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) :**

Wéi aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 3678 vum 7. Mäerz 2018 ervirgeet, huet de „Comité pour une paix juste au Proche-Orient" (CPJPO) vum 1. Januar 2013 bis zum 26. Mäerz 2018 am Ganzen 351.753,94 € aus dem „Fonds de la coopération au développement" erhal.

Den 3. Mäerz 2021 hat déi Organisatioun e Riedner zum Theema „Crimes contre Gaza et Cour pénale internationale" an d'Chambre des Salariés agelueden, dee sech wärend engem Virtrag am Joer 2013 follgendermoosse geäussert hat:

« Israël se dit un "état juif". Un état réservé à un groupe constitué à titres divers sur les bases d'une religion, d'une philosophie, d'un sentiment d'appartenance. Je refuse pour ma part la constitution d'un groupe sur une base matri-linéaire, génétique. Les races humaines n'existent pas. La race juive n'existe pas. L'ethnie, version actualisée de la race, n'existe pas non plus. Alors l'État d'Israël est le produit d'un Lobby. Et un lobby, par définition, on ne le convainc pas. La "négociation", ça ne sert à rien. On n'oppose pas une diplomatie honnête au mensonge diplomatique. Israël n'est donc pas, stricto sensu, un état colonial, c'est un état tribal, qui utilise des moyens illégaux, c'est un état mafieux. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Kooperatiounsminister dës Froe stellen:

1. Ass déi uewe genannten Ausso an den Ae vun der Regierung als antisemitesch ze beurteelen no där internationaler Definitioun, déi 2016 mat de Stëmme vun der Lëtzebuerger Delegatioun vun der „International Holocaust Remembrance Alliance" ugeholl gouf? („Antisemitism is a certain perception of Jews, which may be expressed as hatred toward Jews. Rhetorical and physical manifestations of antisemitism are directed toward Jewish or non-Jewish individuals and/or their property, toward Jewish community institutions and religious facilities." An deenen entspriechende Beispiller gëtt preziséiert: „Denying the Jewish people their right to self-determination, e. g., by claiming that the existence of a State of Israel is a racist endeavor".)

2. Huet den CPJPO nom 26. Mäerz 2018 weider Zouwendungen aus deem uewen zitéierte Fong erhal? Falls jo, wéi vill a mat wéi engem Verwendungszweck?

3. Gouf d'Verwendung vun deenen 351.753,94 € auditéiert? Wa jo, vu wiem a wéini? Ass den Text vun dem integralen Audit (also net nëmmen d'Zesummefaassung) disponibel?

4. Hält den Här Minister et fir politesch vertrietbar, no deene genannte Faite weiderhi mam CPJPO zesummenzeschaffen?

Réponse (30.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Als Äntwert op d'Froe vum honorabelen Deputéierte kann ee follgend Elementer uginn.

D'Regierung huet net wëlles, sech zu engem méiglechen Zitat ze äusseren, dat e Riedner, vun deem net preziséiert gëtt, ob en der ONG zougehéiert oder fir déi ONG schwätzt, déi duerch d'parlamentaresch Ufro viséiert ass, 2013 an engem och net weider preziséierte Kontext soll gemaach hunn.

Wat déi viséiert ONG ubelaangt, kann ee festhalen, dass dës ONG als sougenannten „ONG Développement" („ONGD") am Sënn vum Artikel 7 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Januar 1996 iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht vum Ausseministère agreéiert ass. Als ONGD kann dës ONG finanziell Ënnerstëtzung vum Ministère ufroe fir Aktiounen am Beräich Sensibilisatioun an Entwécklungspedagogik souwéi fir Projete fir Entwécklungszesummenaarbecht a fir humanitär Hëllef. Sou ONGDe kënnen och verschidden administrativ Ausgabe rembourséiert kréien.

Konform mat de Prozeduren an de Konditiounen, déi d'finanziell Relatiounen tëscht dem Ministère an den ONGDe reegelen, huet dës ONG e finanzielle Bäitrag an Héicht vun 1.263.593,18 € am Zäitraum vum 26. Mäerz 2018 bis de 7. Abrëll 2021 kritt, fir eng Rei Projeten ëmzesetzen.

Dës global Zomm fir dee genannten Zäitraum beinhalt engersäits d'Kofinanzéierung vun dräi méijäregе Kooperatiounsprojeten an zwee verschiddene Secteuren (Bildung fir eng besser Liewensqualitéit a Kredittvermëttlung am formellen a semiformelle Beräich) fir insgesamt 992.699,46 € souwéi administrativ Ausgaben an Héicht vun 31.482,16 €, déi op de Fonds de la coopération au développement verbucht ginn. Op där anerer Säit beinhalt de globale Montant och Aktivitéiten am Beräich Sensibilisatioun an Entwécklungspedagogik vun 2018 bis 2021 (mat engem Total vun 239.411,56 € fir dësen Zäitraum), déi dem Budgetsartikel 01.7.33.000 - „Participation aux frais d'organisations non gouvernementales (ONGDen) pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement et autres mesures à cet effet" zougeschriwwe ginn.

Wat déi 351.753,94 € ugeet, déi an der Fro viséiert sinn, gouf en Audit vun der zweeter Phas vum Projet fir d'psychosozial Ënnerstëtzung vu Kanner a bewaffnete Konfliktsituatiounen am Lager vu Jenin am Westjordanland, déi vun dësem Bäitrag finanzéiert ginn ass, vun Dahbour Auditing Establishment duerchgefouert. Dësen Audit ass datéiert op den 28. Oktober 2017.

Doriwwer eraus ass och nach ze bemierken, dass op der Basis vum Artikel 12 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Januar 1996 iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht all ONGDen, déi gläich vill oder méi wéi 100.000 € pro Joer als finanzielle Bäitrag kritt, hir järlech Konte muss kontrolléiere loossen, op der Basis vun internationalen Normen, déi heifir gëllen. D'järlech Konte vun deenen ONGDen, déi méi wéi 500.000 € als finanzielle Bäitrag am Joer kréien, mussen no den internationalen Auditnormen, déi vun der Commission de surveillance du secteur financier festgehale sinn, kontrolléiert ginn. Dësen Artikel gëllt fir all ONGDen. Wéi och bei den aneren ONGDen ass et net virgesinn, dës Auditen a Rapporten, déi d'ONGD un de Ministère ofginn huet, ze publizéieren.

Question 3980 (30.03.2021) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant le **traitement des données collectées par Amazon :**

Dans deux sujets publiés sur Politico.eu intitulés « "Millions of people's data is at risk" - Amazon insiders sound alarm over security » et « Luxembourg data watchdog : "Big penalties not the aim" », il est question du géant du web américain Amazon et du traitement que cette entreprise réserve aux données collectées ainsi que de la situation du régulateur luxembourgeois chargé de la protection des données personnelles. D'après ces articles, Amazon se serait rendu coupable de plusieurs violations relevant de la protection des données personnelles - notamment de dispositions prévues par le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Il est par ailleurs précisé que plus de deux ans après l'entrée en vigueur du RGPD, l'autorité luxembourgeoise chargée de contrôler l'application de la législation relative à la protection des données, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), n'a pas encore infligé d'amendes, ce qui soulève des doutes quant au travail effectif fourni par la Commission. Une situation délicate quand on sait que plusieurs grandes entreprises de technologie, dont Amazon, se trouvent sous la juridiction de la CNPD, leur siège européen étant au Luxembourg.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des soupçons qui pèsent sur Amazon ? Quelle est son appréciation globale ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les accusations formulées devraient faire l'objet d'une enquête de la CNPD ?

- Compte tenu du fait que d'après l'article, certaines questions sensibles relevant des activités de l'entreprise en Europe seraient traitées au siège social d'Amazon à Seattle, Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Luxembourg est « l'établissement principal » d'Amazon en Europe, au sens prévu par le RGPD ?

- Dans la mesure où une autorité de protection des données nationale dans l'incapacité d'agir pleinement entraînerait une perte de crédibilité à l'échelle internationale, Monsieur le Ministre est-il d'avis que la CNPD dispose des ressources suffisantes pour effectuer correctement ses fonctions ?

Réponse (04.05.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les citoyens européens bénéficient d'un niveau de protection des données personnelles renforcé par le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Dans l'esprit du principe de responsabilité du responsable du traitement, il lui appartient de garantir le niveau de sécurité du traitement adapté aux risques en matière de protection des données personnelles. Il lui appartient ensuite d'agir si une violation de données à caractère personnel survient néanmoins, c'est-à-dire si une violation de la sécurité entraîne notamment la divulgation ou l'accès non autorisés à des données personnelles qu'il traite.

De plus, le RGPD a renforcé les missions et les pouvoirs échus aux autorités de contrôle indépendantes et défini de nouveaux mécanismes de coopération entre elles au niveau de l'UE, notamment quand il s'agit d'enquêter sur d'éventuelles violations de données personnelles. Il s'applique directement au niveau national et il a été accompagné par la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et du régime général sur la protection des données qui met en mesure la CNPD de veiller au respect du cadre juridique affermi de la protection des données. Par ailleurs, la CNPD s'est dotée d'un règlement d'ordre intérieur et d'un règlement relatif à la procédure d'enquête, au début de l'année 2020.

La Commission européenne a présenté l'été dernier une évaluation du RGPD après deux ans de mise en application, dans laquelle elle fait état des dotations que les États membres ont attribué aux autorités de contrôle depuis l'adoption du RGPD. Le Luxembourg se trouve en première position de l'UE à la fois si l'on rapporte l'augmentation en personnel de l'autorité de contrôle par million d'habitants, et si l'on rapporte l'augmentation budgétaire de celle-ci par millions d'euros du PIB (sur les chiffres de 2019). Par ailleurs, dans cette évaluation, la Commission européenne constate « qu'il est encore trop tôt pour évaluer pleinement le fonctionnement des nouveaux mécanismes de coopération et de contrôle de la cohérence ». Or, il est possible d'y constater la charge qui échoit à la CNPD dans le cadre de la coopération transfrontière : elle s'est trouvée en troisième position par rapport à ses homologues en terme du nombre d'affaires où elle agit comme autorité chef de file entre mai 2018 et fin 2019.

Il convient de rappeler que la CNPD bénéficie de l'opportunité d'action. Elle a ainsi un pouvoir discrétionnaire pour apprécier si elle instruit un dossier ou non, en fonction du degré de gravité des faits allégués ou de la violation alléguée, du degré d'impact sur les droits et libertés fondamentaux, du degré de priorité par rapport au nombre de dossiers dont elle est saisie ainsi que des ressources disponibles. Dans le contexte des dossiers transfrontières, la CNPD peut recourir à l'assistance mutuelle entre autorités européennes ainsi qu'au vivier d'experts récemment mis en place par le Comité européen de la protection des données (EDPB).

Dans le cadre de son pouvoir de lancer des enquêtes de sa propre initiative, la CNPD nous informe qu'elle adopte une double approche : d'un côté, elle mène des enquêtes réactives, largement dirigées par les réclamations, et de l'autre côté, elle ouvre des enquêtes proactives effectuées auprès d'un échantillon d'organisations sélectionnées sur base des critères de risque, comme par exemple la nature ou le volume des données traitées, le secteur d'activité ou la taille de l'organisation. La réponse à la question parlementaire n° 2657 du 12 août 2020 « Commission nationale pour la protection des données » fournit des précisions à ce sujet.

La CNPD ajoute qu'elle n'est pas en mesure, conformément à la loi précitée, de répondre aux questions concernant un responsable de traitement en particulier, sur lequel elle enquêterait. En effet, les personnes exerçant ou ayant exercé une activité pour la CNPD sont tenues au secret professionnel et passibles des peines prévues à l'article 458 du Code pénal en cas de violation de ce secret. Elle ne serait susceptible de partager que des informations sous forme sommaire ou agrégée, de forme à ne pas permettre l'identification des personnes sur lesquelles pèse une enquête, sans préjudice des cas relevant du droit pénal en cas de violation de ce secret.

Enfin, la CNPD a indiqué que, siégeant dans sa formation restreinte, elle a adopté jusqu'à ce jour 14 décisions sur l'issue d'une enquête, conformément à l'article 41 de la loi précitée et de l'article 12 de son règlement d'ordre intérieur, y inclus l'adoption de deux amendes administratives. Ces décisions seront disponibles sous forme anonymisée dans les meilleurs délais sur le site Internet de la CNPD.

Question 3982 (31.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **coopération entre le Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) et** les **écoles luxembourgeoises :**

Den 3. Mäerz 2021 hat de Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) e Riedner agelueden, deen an der Vergaangenheet déi follgend Ausso zum Staat Israel gemaach huet:

«Israël se dit un "État juif". Un État réservé à un groupe constitué à titres divers sur les bases d'une religion, d'une philosophie, d'un sentiment d'appartenance. Je refuse pour ma part la constitution d'un groupe sur une base matrilinéaire, génétique. Les races humaines n'existent pas. La race juive n'existe pas. L'ethnie, version actualisée de la race, n'existe pas non plus. Alors l'État d'Israël est le produit d'un lobby. Et un lobby, par définition, on ne le convainc pas.

La "négociation", ça ne sert à rien. On n'oppose pas une diplomatie honnête au mensonge diplomatique. Israël n'est donc pas, stricto sensu, un État colonial, c'est un État tribal, qui utilise des moyens illégaux, c'est un État mafieux. »

An der ëffentlecher Diskussioun ginn dës Aussoe vu ville Leit als kloer antisemittesch ugesinn, dëst ënner anerem och op Basis vun der Antisemitismus-Definitioun vun der IHRA, déi Lëtzebuerg mat ugeholl huet.

Eegenen Aussoen no schafft de CPJPO och ganz aktiv mat de Schoulen zesummen. Dowéinst hätt ech follgend Nofro un den Här Schoulminister:

1. Wéi oft war de CPJPO säit 2018 zu Gaascht an ëffentleche Lëtzebuerger Schoulen?

2. Wéi eng Theeme goufe bei dëse Projete respektiv Virträg behandelt?

3. Kontrolléiert de Ministère, datt dobäi keng antisemittesch Akte geschéien, wéi se an der Definitioun iwwert den Antisemitismus vun der IHRA beschriwwe sinn? Wa jo, wie kontrolléiert dat?

4. Wéi eng Mesurë goufe geholl, fir ze kontrolléieren, datt (potenziell) antisemittesch Aussoen, wéi déi méi wäit uewen zitéiert, net un d'Kanner erugedroe kënne ginn?

5. Hält de Minister et nach fir vertrietbar, datt de CPJPO no deenen uewen zitéierte Faite weiderhi mat de Schoulen zesummeschafft a jonk Leit ka beaflossen?

Réponse (05.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Wärend de Schouljoren 2018/2019, 2019/2020 an 2020/2021 goufe follgend Konferenzen oder Evenementer vu Lycéeën organiséiert, bei deenen e Member oder en Invité vum Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) present war:

2018/2019: Reesbericht aus dem Westjordanland (Lycée des Arts et Métiers)

Projektioun vum Documentaire Within the Eye of the Storm (Lycée Nic-Biever)

2019/2020: Konferenz „La Palestine contemporaine" (Lycée Ermesinde)

2020/2021: Konferenz vum Dokter Abuelaish (Lënster Lycée)

ad 3. + 4. Laut dem Artikel 40bis vum Schoulgesetz vun 2004 (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) kritt een externen Intervenant nëmme mat der Autorisatioun vum Direkter Zougang zur Schoul. Op dësem Niveau fënnt also een éischte Contrôle statt.

Ausserdeem ass den Direkter laut Artikel 24 vun deem selwechte Gesetz fir de Contrôle vun den Inhalter zoustänneg, déi de Schüler vermëttelt ginn: « En tant que responsable pédagogique, il inspecte les cours et contrôle la mise en œuvre des programmes d'études. Il évalue les résultats des enseignements [...] et en informe le ministre. »

Als Vertrieder vum Minister spillt den Direkter also hei eng zentral Roll. Et sief och gesot, datt een externen Intervenant ni eleng bei de Schüler ass, mee datt ëmmer och den Titulaire vun der Klass bei esou enger Interventioun present ass.

ad 5. Aus der Fro vum honorabelen Deputéierte geet d'Quell vun deem zitéierte Passage net ervir; ech enthale mech dofir enger Bewäertung. Ech stellen awer fest, datt de CPJPO eng Organisation non gouvernementale ass, déi vum Lëtzebuerger Ausseministère agreéiert ass. Ech géif an dësem Kontext och meng Äntwert op d'Question parlementaire Nr. 3678 vum honorabelen Deputéierte widderhuelen: « La société civile doit pouvoir s'exprimer librement dans le respect de la loi. Les positions exprimées par des ONG [...] n'engagent que les organisations qui les ont affirmées. »

Question 3983 (30.03.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **service de transport Adapto :**

Wéi et gëschter laut dem Radio 100,7 geheescht huet, wier ee Joer no der Reform vum Adapto-Service nach net alles en place. An der Adapto-Reform war eng onofhängeg Kommissioun virgesinn, déi sollt tranchéieren, wann et bei Leit net evident wier, ob si eng Adapto-Kaart bräichten oder net. Dës Kommissioun wier bis den Ament nach net do. Dem OGB-L no wier d'Feele vun der Kommissioun, déi an Zweifelsfäll soll decidéieren, ob eng Persoun eligibel ass fir den Transportservice fir Leit mat enger Behënnerung, ee Problem. Dës Kommissioun sollt aus verschiddene Leit zesummegestallt ginn, déi am Behënnerteberäich Kompetenzen hunn. Dem OGB-L no dierfte keng Decisioune betreffend der Eligibilitéit vun enger Persoun, fir eng Adapto-Kaart ze kréien, geholl ginn, soulaang et déi Kommissioun net géif ginn.

Den OGB-L hätt des Weideren e Coach gefuerdert, deen de betraffene Leit soll hëllefen, sech vum Adapto op den ëffentlechen Transport ëmzegewinnen. Dee géif et bis ewell och nach net ginn.

Nieft de prozedurale Problemer géif een och e schlechten Dialog mam Ministère bedaueren an och d'Accessibilitéit vun den Donnéeë wier net fir jiddweree garantéiert.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Aus wéi engem Grond ass déi onofhängeg Kommissioun, déi sollt tranchéieren, wann et bei Leit net evident wier, ob si eng Adapto-Kaart bräichten oder net, nach net en place?

- Gesäit d'Regierung vir, esou eng Kommissioun ze grënnen a wat sollen d'Membere sinn?

- Ass d'Regierung och der Meenung, datt en absence vun esou enger Kommissioun keng Entscheedung betreffend d'Eligibilitéit vun enger Persoun, fir eng Adapto-Kaart ze kréien, getraff soll ginn?

- Gesäit d'Regierung vir, e Coach, deen de betraffene Leit soll hëllefen, sech vum Adapto op den ëffentlechen Transport ëmzegewinnen, ze engagéieren?

- Gesäit d'Regierung vir, den Dialog mam Adapto ze verbesseren an d'Accessibilitéit vun den Donnéeë fir d'Leit ze garantéieren?

Réponse (19.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte gräift de Sujet vum Adapto-Service an notamment engem Medienartikel op, wou et ëm eng Persoun geet, déi net méi kéint op den Adapto-Transport zeréckgräifen. Och huet den OGB-L am zoustännege Service intervenéiert.

- Déi Kommissioun fir den Adapto ass effektiv nach net en place. Dat neit Gesetz iwwert den ëffentlechen Transport gouf de 5. Februar 2021 gestëmmt, den Adapto fält laut Artikel 4, éischten Abschnitt Punkt 4 ënnert déi spezifesch Transporter, déi sollen deene Leit zeguttkommen, déi wéinst engem sozialen, mentalen oder physeschen Handicap oder enger medezinnescher Affektioun net kënnen op den ëffentlechen Transport zeréckgräifen. Déi legal Basis fir déi versprache Kommissioun géif an dat Gesetz passen.

- Déi zukünfteg Membere vun der Kommissioun si scho bekannt. Et handelt sech ëm Vertrieder aus:

• Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Service personnes handicapées;

• Verwaltung fir ëffentlechen Transport/MMTP;

• Dokter aus dem Minstère de la Santé;

• CSPH (Conseil supérieur des personnes handicapées);

• Dokter, spezialiséiert an der Réadaptation fonctionnelle.

- Fir d'Zäit bis zum offizielle Fonctionéiere vun der Kommissioun ze iwwerbrécken, gouf am interministeriellen Aarbechtsgrupp schonn decidéiert, sech punktuell an informell ze concertéieren, wann et sech als néideg erweist.

- E Projet, fir e Coaching ze maachen, misst an Zesummenaarbecht mat deene verschiddene Ministèren ausgeschafft ginn. Am Moment gëtt et keng Pläng, fir esou ee Projet an d'Liewen ze ruffen. Wann do awer eng grouss Demande sollt sinn, misst een sech natierlech concertéieren, dat an Zesummenaarbecht mat deenen anere Partner an deem Dossier an de concernéierte Leit.

- Den Dialog mat eise Clienten ass gutt, och wann et a vereenzelte Fäll net esou empfonnt gëtt. Weeder ech selwer nach den zoustännege Service hunn eis jeemols de Leit oder den Associatioune géintiwwer verschloss, et ginn och reegelméisseg Entrevuë mat deene Vertrieder, wann de Besoin besteet. Den Traitement an d'Accessibilitéit vun den Donnéeën ass konform zur Reglementatioun vum RGPD.

Question 3984 (30.03.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **écoles de danse dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

Danzschoulen organiséiere momentan Danzcourse per Videokonferenz. D'Kapitel 2, Artikel 4bis vum Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 gesäit follgend Oplage fir d'Sportsaktivitéite vir:

« Un maximum de dix personnes peut se rassembler pour pratiquer simultanément une activité sportive ou de culture physique à condition de respecter, de manière permanente, une distanciation physique d'au moins deux mètres entre les différents acteurs sportifs.

Les installations sportives doivent disposer d'une superficie minimale de quinze mètres carrés pour les activités sportives exercées individuellement, d'au moins cinquante mètres carrés pour les activités exercées par deux personnes au maximum et d'au moins trente mètres carrés par personne pour les activités exercées par trois à dix personnes au maximum. »

An deem Kontext hat den Här Sportsminister am Februar 2021 an engem Communiqué informéiert; datt d'Danzen oder all anere Sport dobannen ausgeüübt ka ginn, een eebe just déi am Gesetz verankert Mesurë misst respektéieren. Et géif een awer recommandéieren, kee Sport dobannen ze maachen, mee dësen no baussen ze verlageren, an dëst fir en ligne ze si mat de Mesuren, déi an der Educatioun an an der Santé virgesi sinn.

Ausserdeem hätt de Conservatoire dierfen Danzcoursen organiséieren, mat der Begrënnung, datt dëst ënner „éducation physique" géif falen, wärend d'Coursen an den Danzschoulen ënner „culture physique" géife falen, obschonn dës Coursen an der Realitéit d'selwecht géifen oflafen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung mech informéieren, ob d'Danzschoule mussen zou hunn oder ob dës ënnert deenen am Gesetz virgesinnen Oplagen dierfe Presenzcoursen organiséieren?

- Gëllen d'Recommandatioune vum Här Sportsminister, datt all Sportscoursen dobausse sollen oflafen, nach ëmmer?

- Ass dat momentan och nach ëmmer esou, datt en Ënnerscheed tëschent den Danzcoursen am Conservatoire an deenen an de privaten Danzschoule gemaach gëtt?

- Wa jo, aus wéi engem Grond, wëssend, datt déi privat Danzschoule finanziell extreem leiden an datt se duerchaus kapabel sinn, d'Coursen ënnert deene selwechte Konditiounen ofzehalen, mam Respekt vu sämtlechen Hygiènesmesuren?

Réponse commune (05.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Laut dem aktuelle Covidgesetz ënnerleien déi privat Danzschoulen de generelle Reegele vum Rassemblement cumuléiert mat de spezifesche Reegele vun de „mesures concernant les activités sportives et de culture physique" aus den Artikele 4 respektiv 4bis vun de sougenannte Covidgesetzer.

Déi sougenannte privat Danzschoulen, déi och net ënnert d'Reegele vun den „activités péri- et parascolaires" falen, sinn dem aktuelle Covidgesetz no also als activités de culture physique ze considéieren. Deemno kënnen d'Danzschoulen dann elo säit dem 26. Abrëll 2021 Coursë mat bis zu 100 Persounen ofhalen, ënnert de Bedéngungen, datt ab dräi Leit eng permanent Distanciatioun vun zwee Meter zwëschent all Persoun garantéiert ass an datt all Persoun 10 m^2 u Surface zur Verfügung huet. Dës Dispositioune gëlle souwuel fir bannen ewéi fir baussen.

Et sief och nach eng Kéier drun erënnert, datt och virun der Gesetzesofännerung, déi de 26. Abrëll 2021 a Kraaft getrueden ass, d'Danzschoulen hiren Aktivitéiten nogoe konnten an dëst zum Deel ënnert deenen erlaabte Konditiounen an an enger hybrider Form, am presentiel an am digital, och gemaach hunn. Zu deem Zäitpunkt konnten ee Maximum vun zéng Persoune wärend engem Cours present sinn an och dunn huet eng Mindestfläch pro Persoun missten zur Verfügung stoen an zwar 15 m^2 fir eng Persoun, 50 m^2 fir zwou Persounen an da jee 30 m^2 pro Persoun ab dräi Persounen an eng Distanz vun zwee Meter huet ab dräi Persoune missen zwëschent all Persoun agehale ginn.

Wat d'Conservatoiren ugeet, sief gesot, dass d'Recommandatiounen un d'Conservatoiren am Kader vum „enseignement musical" identesch waren a si mat deene fir d'Danzcoursen, mat de jeeweilegen Dispositiounen, déi fir d'„activités de culture phy-

sique“ gegollt hunn an dann haut elo gëllen. Dës Recommandatioune sinn am Februar an am Abrëll per Circulaire vum Educatiounsministère de Conservatoirë matgedeelt ginn. De Conservatoiren ass domadder recommandéiert ginn, sech un déi selwecht Mesuren ze hale wéi déi, déi och fir déi privat Danzschoule gegollt hunn an nach gëllen.

Question 3985 (30.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **nouveau hall sportif à Echternach :**

Zu Iechternach entsteet déi nei Sportshal vum Lycée op engem ganz ëmstriddene Site. Am Haff vun der eemoleger Primärschoul, direkt hannert dem historesche Gebai vun der Orangerie a ganz no un der Sauer.

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Schoulminister:

1. Ass de Bau vun dëser Sportshal landschaftsbildlech mam Denkmalschutz kompatibel?

2. Gouf dozou en Avis vum Service des sites et monuments ageholl? Wann net, firwat net?

3. Kann den Héichwaasserschutz op dëser Plaz garantéiert ginn?

4. Wéi eng aner Sitte goufe consideréiert? Wéi eng Krittären hunn dogéint geschwat?

Réponse commune (06.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Den honorabelen Deputéierte saiséiert eis mat enger Fro iwwert de Bau vun enger neier Sportshal vum Iechternacher Lycée. De Bau vun dëser Sportshal ass landschaftsbildlech mam Denkmalschutz kompatibel. D'Parzell hannert der Orangerie ass net klasséiert a vum urbanistesche Standpunkt hier gouf fir d'Implantatioun vun der neier Sportshal festgeluecht, dass d'Mëttelachs vun der Sportshal d'Mëttelachs vun der Orangerie ophuele muss. Den neie Baukierper dierf dobäi keng negativ Auswierkung op d'Promenad laanscht d'Sauer hunn. Duerch d'Uplanze vu Beem am direkten Ëmfeld vun der Sportshal soll de begréngten Hannergrond vun der Orangerie nees hiergestallt an eng Integratioun an d'Landschaftsbild vum Park garantéiert ginn.

De Service des sites et monuments nationaux war bei der Bestëmmung vum gëeegente Site matagebonnen, well den Ensembel vun der Abtei als nationaalt Monument klasséiert ass. Zanter dem 20. Februar 1965 ass de Site mam Park bis bei d'Promenad national geschützt.

Zum Volet Héichwaasserschutz gouf et am Kader vum Gesamtprojet „Campus Echternach“ eng Etüd (Plan directeur eau), déi vun engem lëtzebuergeschen Ingenieursbüro ausgeschafft gouf. An dëser Etüd ass festgeluecht ginn, wéi den Ëmbau vum Site héichwaasserneutral ka realiséiert ginn, an dat wärend der Bauphas vun deenen eenzele Gebaier an Infrastrukture wéi och no der Fäerdegstellung vum Gesamtprojet.

Konkreet zu der Sportshal war 2019 eng waasserrechtlech Geneemegung vun der Administration des batiments publics bei der Administration de la gestion de l'eau ugefrot ginn. An dëser ass ënner anerem den Héichwaasservolet gekuckt an den Dossier autoriséiert ginn. Deementspriechend entsprécht d'Planung vun der Sportshal den aktuelle gesetzlechen Ufuerderunge vum Waassergesetz an den Ziler vum Héichwaasserrisikomanagement.

Et goufe fënnef verschidde Plazen zu Iechternach fir de Bau vun der Sportshal consideréiert: den Terrain hannert dem Lycée, den Terrain „a Kack“, den neie Komplex vun der Primärschoul, den Terrain nieft der Orangerie an de Site hannert der Orangerie, dee schlussendlech zeréckbehale gouf. Déi véier aner Sitte goufen net zeréckbehalen, well eng Sportshal op deene Plazen entweeder den architektoneschen Ensembel vun der Abtei oder d'Bild vun der Orangerie gestéiert hätt, respektiv well d'Weeër tëschent dem Lycée an der Sportshal ze wäit wieren oder den Terrain aus archeologesche Grënn schwéier bebaubar wier.

Question 3986 (30.03.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **littering sur les routes et places publiques :**

Wéi all Joer ëm dës Zäit ginn uechter d'ganzt Land Botzaktiounen an eise Gemengen organiséiert. Vill Fräiwëlleger stelle sech an den Déngscht vum Ëmweltschutz op dëse Botzdeeg. Niewent den negativen Auswierkungen op d'Ëmwelt huet de Littering och en ekonomeschen a sozialen Impakt: et muss zum Beispill extra gebotzt ginn, verschmotzte Plaze gi manner oft frequentéiert, wat da rëm zu anere Problemer wéi Vandalismus féiere kann. 2008 an 2015 gouf et jeeweils eng Ënnersichung vum Ëmweltministère zu dem Problem vum Littering laanscht d'national Stroosse bzw. d'Autobunnen. Den Ëmweltministère huet an deene leschte Jore mat zwou Sensibiliséierungscampagnë wéi „Petis déchets - grande pollution“ oder „Offall kann déidlech sinn - gehei näischt an d'Natur“ probéiert, dësem Phenomeen entgéintzewierken. Trotzdeem hëlt de Knascht gefillsméisseg op den Uränner vun eise Stroossen, besonnesch de Staatsstroossen, vu Joer zu Joer zou.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gouf et zënter 2008 bzw. 2015 weider Enquêten, déi de Problem vum Littering erfaassen?

2. Kann d'Madamm Ëmweltministesch soen, wéi vill Tonne Knascht iwwert d'lescht Joer op den ëffentleche Stroossen agesammelt gi sinn? Gëtt et eng Statistik, wéi sech dësen Tonnage iwwert déi lescht dräi Joer entwéckelt huet?

3. Ginn niewent de genannte Campagnen zousätzlech Moossname geholl, wat d'Sensibiliséierung ugeet?

4. Kann d'Madamm Inneminister eis soen, ob envisagéiert ass, fir dem Bannpréiter (garde champêtre) an Zukunft iwwert d'Gesetz eventuell méi Responsabilitéite bei der Kontroll an der Verbalisatioun vun Ëmweltdelikter ze ginn?

Réponse commune (05.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Zënter 2015 ass keng weider Enquête iwwert de Littering gemaach ginn. Et hätt sollen eng d'lescht Joer stattfannen, mee leider huet Situatioun et net erlaabt.

ad 2. Ewéi scho bei der Fro 1 geschriwwen, goufen déi lescht Studien zum Theema Littering an de Joren 2008 an 2015 gemaach.

2015 sinn am Duerchschnëtt 103 kg Offall pro km laanscht Nationalstroossen agesammelt ginn (89 kg pro km am Joer 2008).

2015 sinn am Duerchschnëtt 216 kg Offall pro km laanscht d'Autobunnen agesammelt ginn (309 kg pro km am Joer 2008). Dës Quantitéite variéieren awer staark vu Joer zu Joer.

Et gëtt geschat, dass de Staat pro Joer Käschte vun 1,2 Milliounen Euro fir d'Botze laanscht Nationalstroossen an Autobunnen (inklusiv Botzen duerch Gemengeservicer) huet, vun deenen 90 % Personalkäschte sinn, 4,8 % Sammel- an Transportkäschten a 5,2 % Entsuergungskäschte sinn.

Dousen, Glas- a Plastiksfläsche maachen, op d'Gewiicht gekuckt, 58 % vum Littering aus. Déi detailléiert Resultater vun den Etüd stinn op www.emwelt.lu. Weider Statistike leien den Ament net vir.

ad 3. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) an d'Ëmweltverwaltung (AEV) organiséiere reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Leit iwwert den Impakt vum Ewechgeheie vun Offall am ëffentleche Raum (Littering) opzeklären.

D'Campagne „Klengen Offall, grousse Problem“ ass 2017 gemaach ginn an 2018 widderholl ginn. 2019 ass eng Campagne „Offall kann déidlech sinn“ lancéiert ginn an 2020 widderholl ginn. Hei goufen nieft de Problemer vun der Ëmweltverschmotzung och d'Auswierkungen op d'Déieren thematiséiert.

Ganz rezent gouf dës Campagne vun de Ministere fir Landwirtschaft an Ëmwelt an enger ugepasster Form nei presentéiert. Zesumme mam Service jeunesse vun der Centrale paysanne luxembourgeoise ass ënnert dem Motto „Däin Offall mécht mech doudkrank - gehei näischt an d'Natur“ d'Campagne un de spezifeschen Impakt vum Littering op de Véibestand laanscht d'Stroossen an d'Weeër adaptéiert ginn.

D'Ëmweltverwaltung lancéiert och reegelméisseg Bäiträg op hirem Facebooksite, fir op d'Problematik vum Littering hinzeweisen. Dëst ass ganz besonnesch de Fall am Kontext vun der Covid-19-Pandemie, wou vill Eeweemasken op de Buedem gehäit ginn.

Esou Sensibiliséierungscampagnë gi sécher net duer, fir de Littering ganz ze vermeiden. Engersäits musse se reegelméisseg widderholl ginn, soudatt de Message sech am Bewosstsi vun de Bierger festsetze kann, anerersäits muss awer och op engem aneren Niveau geschafft ginn.

Den Offall- a Ressourcëwirtschaftsplang vun 2018 gesäit eng Rei vun Ziler a Mesurë vir, fir Offall ze vermeiden oder ze reduzéieren. Donieft gëtt et d'Null-Offall-Strategie, déi ënner anerem d'Zil huet, Eeweeverpackungen ze vermeiden oder ze reduzéieren.

Duerch eng Rei nei europäesch Direktiven am Offallberäich, déi aktuell an nationaalt Recht ëmgesat ginn, mussen déi eenzel Memberstaate Mesuren huelen, fir Eeweeartikelen ze vermeiden oder, wéi dat z. B. de Fall bei de Plastiksfläschen ass, sécherzestellen, datt en héije Prozentsaz nees agesammelt gëtt. Duerch déi nei Direktive ginn d'Produzente vu verschiddene Produkter, wéi zum Beispill Zigaretten, mat an d'Responsabilitéit geholl, fir de Littering ze bekämpfen. Dozou gehéiert och d'Verflichtung, d'Verbraucher ze sensibiliséieren, fir kee Littering vun deene Produkter ze maachen.

Nieft all deene Mesurë gouf de Katalog vun den Avertissement-taxéen am Fall vun illegaler Offallentsuergung 2015 ugeholl. De 15. Januar 2021 sinn och d'Sanktiounen am Fall vu Littering eropgesat ginn. D'Geldstrofe fir d'Ewechgeheie vun Offäll op ëffentleche Plazen oder an der Natur si vun 49-145 Euro op 145-250 Euro ugehuewe ginn. Am modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 18. Dezember 2015 ass de Katalog vun de Sanktiounen opgelëscht.

ad 4. De Gesetzesprojet N° 7126 iwwert d'administrativ Sanktiounen an d'Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agents municipaux gesäit a senger aktueller Fassung vir, dass d'Funktioun vum Garde champêtre ofgeschaaft gëtt an den Agent municipal an Zukunft säi Rôle iwwerhëlt an als Agent de police judiciaire Infractioune géint d'„propriétés forestières et rurales“ feststellt souwéi och géint Policereglementer vun de Gemengen. An der Lëscht vun den Infractiounen, déi mat administrative Sanktioune bestrooft ginn, ass de Littering net zeréckbehale ginn, fir de Prinzip „non bis in idem“[17] ze respektéieren an deemno ze vermeiden, dass administrativ Strofe parallell zu de bestoende penale Strofe fir déi selwecht Faiten agefouert ginn.

Question 3987 (30.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **mariage forcé :**

Ëmmer nach kënnt et vir, dass jonk Meedercher oder Jongen an anere Länner géint hire Wëlle bestuet ginn. Ee Bäitrag op der Websäit vun Amnesty International beschreift dëse Phenomeen esou:

„Obwohl Zwangsverheiratung durchaus auch Männer betreffen kann, sind es doch weit überwiegend Mädchen und Frauen, die darunter zu leiden haben. Denn zwangsverheiratet wird gerade in jenen Ländern, in denen Frauen im Bezug auf Bildung und Durchsetzung ihrer Rechte schwer benachteiligt sind. Wenn Frauen sich weigern, die für sie bestimmte Heirat einzugehen, sind sie Repressionen durch eigene Familienmitglieder ausgesetzt, die von Beschimpfungen und Drohungen über Prügel bis hin zum Ehrenmord reichen. Zudem bringt eine erzwungene Ehe die ständige Furcht vor sexueller Gewalt und ungewollten Schwangerschaften mit sich. […] Zwangsvereiratet wird in weiten Teilen der Welt praktiziert. Trotz nationaler und internationaler Verbote sind weltweit Millionen von Mädchen betroffen. Die Vereinten Nationen bezeichnen die Zwangsheirat als eine ‚moderne Form der Sklaverei'. Genaue Statistiken liegen hierzu jedoch nicht vor. […] Nach internationalem Recht sind Zwangsheiraten verboten, die freie Wahl der EhepartnerIn ist ein Menschenrecht. In Artikel 16, Abs. 2 der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte von 1948 heißt es: ‚Eine Ehe darf nur im freien und vollen Einverständnis der künftigen Ehegatten geschlossen werden.'“ (Source: https://amnesty-frauen.de/themen/zwangsheirat/)

Déi wichtegst Konditioun ass deemno fräit Averständnes vu béide Partner. Oft ass et awer esou, dass d'Averständnes net fräi ass, mee d'Affer sech wéinst der Traditioun, der Relioun oder de Finanzen net wiere kann oder wëll: ze grouss ass den Drock vu Familljememberen, déi d'Affer direkt an indirekt zum Averständnes zwéngen.

Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass et zu Lëtzebuerg aktuell nach net genuch Méiglechkeete ginn, fir Mënsche virun Zwangs- a Kannerbestietnesser ze schützen. Soubal eng Hochzäit d'Traditiounen, d'Sitten an d'Rechtslag an engem anere Land respektéiert, hënnert duerno näischt d'Koppel, hiert d'Bestietnes hei um État civil androen ze loossen.

Wéi mer zougedroe gouf, ass et bei Kannerbestietnesser eng gängeg Praxis, dass Flüchtlingsfamillen hei am Land esou verfueren, dass si soen, si géife mam Mineur am Concubinage liewen a soubal d'Kand erwuesse gëtt, et da bestueden. De Risiko ass also konkreet fir Kanner, déi zu Lëtzebuerg opwuessen, an een Zwangsbestietnes verwéckelt ze sinn oder et ze ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung, fir Famill an Integratioun, fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer, a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg iergendee Kontrollmechanismus, fir ze verhënneren, dass Zwangs- oder Kannerbestietnesser hei unerkannt ginn?

2. Ass et scho virkomm oder ass et theoreetesch méiglech, dass eng Koppel, déi sech am Ausland am Joer N bestuet huet, woubäi eng Persoun manerjäreg war, am Joer N + X d'Volljäregkeet erreecht, an dës Hochzäit hei zu Lëtzebuerg unerkannt gëtt?

3. Wéi eng Méiglechkeeten existéiere fir Persounen, déi sech no jorelaangem Waarden entscheeden, hiert Zwangsbestietnes ze denoncéieren? Wéi vill Fäll vun Zwangsbestietnesser goufen an deene leschte Joren denoncéiert?

Wéi eng staatlech Ënnerstëtzung kréien d'Affer hei am Land, speziell wat d'Wunnen an d'Schafe vun Zukunftsperspektiven (Bildung an Aarbecht) betrëfft?

4. Wéi kläert den Educatiounsministère generell d'Kanner an d'Elteren iwwert d'Risike vun der Zwangsheirat op? Wéi eng Ulafstellen a wéi eng Hëllefen existéieren hei am Land, fir d'Leit opzeklären, besonnesch fir Flüchtlingen?

5. Huet den Educatiounsminister Kenntnis vu Fäll, an deene Meedercher hire Schoulparcours ofgebrach hunn, well si sech entscheet hunn, sech fréizäiteg wëllen ze bestueden a mat hirem Mann zesummenzeliewen?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1. De Prinzip zu Lëtzebuerg ass dee vun der automatescher Unerkennung vun den auslännesche Bestietnesser. Dee Prinzip fousst um Artikel 47 vum ziville Gesetzbuch. Dëst betrëfft souwuel en Auslänner, deen sech als Mannerjäregen zu Lëtzebuerg oder am Ausland bestuet huet, ewéi och Lëtzebuerger, déi sech am Ausland bestuet hunn.

Lëtzebuerger, déi sech am Ausland bestuet hunn, mussen allerdéngs virdrun eng Publikatioun vun hirem Bestietnesprojet gemaach hunn. Dat schreift den Artikel 170 aus dem ziville Gesetzbuch vir. Wann si dat verpasst hunn, da kënnen si allerdéngs nodréiglech beweisen, datt déi zwee bestuete Leit zum Moment vum Bestietnes allebéid d'Konditiounen erfëllt hunn, fir sech ze bestueden. Do gehéiert och d'Alterskonditioun derzou. E Lëtzebuerger kann sech och bestueden, wann e mannerjäreg ass. Allerdéngs muss hien eng Autorisatioun vum Familljeriichter anhuelen. Déi Autorisatioun gëtt nëmmen am Fall vun aussergewéinlechen Ëmstänn erdeelt.

All Auslänner, deen sech als Mannerjäregen zu Lëtzebuerg oder am Ausland bestuet huet, muss beweisen, datt en déi speziell Konditiounen, déi vun senger nationaler Gesetzgebung gefrot sinn, erfëllt huet. Op kee Fall kann awer e Bestietnes hei zu Lëtzebuerg unerkannt ginn, wann ee vun de bestuete Leit manner wéi 16 Joer um Moment vum Bestietnis hat, onofhängeg vun der jeeweileger nationaler Gesetzgebung. Déi sexuell Mündegkeet läit zu Lëtzebuerg nämlech, am Aklang mat de Bestëmmunge vum Schutz vun de Kanner a Jugendlechen, a souwéi et och duerch den Artikel 375 vum Strofgesetzbuch zeréckgehale gëtt, bei 16 Joer. E Bestietnes, bei deem ee vun de Partner méi jonk ass ewéi 16 Joer, verstéisst dee Moment ganz kloer géint de Lëtzebuerger internationalen Ordre public.

Et gëtt kee spezifesche Kontrollmechanismus, mee duerch d'Aféieren am Joer 2013 vum „Nationale Regëster fir natierlech Persounen“ (genannt RNPP) ass d'Gefor relativ kleng, datt esou Bestietnisser onentdeckt bleiwen. Dee Regëster erfaasst den Awunner hiren Zivilstand an all aner perséinlech Donnéeën, déi den Administratiounen et erlaben, déi mat den Donnéeë schaffen, Onreegelméissegkeeten opzedecken.

ad 2. Laut Lëtzebuerger Rechtsspriechung gëtt d'Vitalitéit vun engem Bestietnes um Moment vun senger Zelebratioun gekuckt, och am Ëmgang mat auslännesche Bestietnesser, sou datt d'Erreeche vun der Majoritéit vum mannerjärege Conjoint d'Bestietnes net nodréiglech validéiere kann, ausser wann d'Bestietnes an engem Land zelebréiert ginn ass, dat ënnert dem Regimm vun der Convention du 14 mars 1978 sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages, déi Lëtzebuerg per Gesetz 1990 ratifizéiert huet, behandelt gëtt. Et sinn dëst Holland an Australien.

ad 3. Fir kënne géint Zwangsbestietnesser virzegoen, ass 2014 de Code civil komplettéiert ginn. Laut dem neien Artikel 180 kann déi betraffe Persoun an och de Procureur d'État d'Annulatioun vum Bestietnes beim Geriicht ufroen, wann d'Bestietnes ouni d'Averständnes vun enger oder vun deenen zwou Persounen zelebréiert gouf.

D'Persounen, déi eng Zwangshochzäit denoncéieren, kënnen op déi selwecht Ënnerstëtzung zeréckgräifen, wéi Persounen, déi no enger Scheedung manner gutt do stinn ewéi wärend dem Bestietnes. D'Regierung huet keng Kenntnis, datt esou eng Annulatioun schonn eemol ugefrot oder accordéiert gi wier.

ad 4. Lëtzebuerg huet d'Istanbuler Konventioun ratifizéiert an sech dozou verflicht, fir Gewalt géint Fraen a Meedercher an all hire Formen ze ënnerban-

[17] « nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement à raison des mêmes faits »

nen. Dëst ass festgehalen am follgende Gesetz: Loi du 20 juillet 2018 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

An dem interministerielle Kommitee vun der „Santé affective et sexuelle", an deem de Gesondheetsministère, de Ministère fir Bildung, Kanner a Jugend, de Familljeministère an de Ministère fir Gläichheet tëschent Fraen a Männer vertruede sinn, gëtt aktuell um Theema vun de Mutilations génitales bei Fraen a Meedercher geschafft, am Kontext vun der Ëmsetzung vun der Konventioun. Hei gëtt och de Sujet Zwangsbestietnes opgegraff, well et eng vu ville Forme vu Gewalt géint Fraen a Meedercher ass, och wann dëst Theema net explizitt an der Konventioun viséiert ass. An deem Kader wäert en Aarbechtsgrupp lancéiert ginn, an deem déi véier bedeelegt Ministèrë vertruede sinn, awer och Acteuren aus der Zivilgesellschaft, déi sech mat Gender- a Gewalttheemen auserneesetzen. D'Zil ass, fir Preventiounsaarbecht ze leeschten, an éischter Linn duerch d'Formatioun vu Professionellen am sozialen an edukative Secteur, déi kéinte mat dësem Sujet konfrontéiert ginn, an awer och iwwer Informatioun vun Elterevertrieder, fir och een direkte Lien zu der wichtegster Zilgrupp ze hunn. Déi Personen, déi am meeschte kéinten exposéiert sinn, solle sensibiliséiert an opgekläert ginn iwwer d'Dispositioune vum Gesetz hei zu Lëtzebuerg.

D'Gestionnairen, déi mam Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer konventionéiert sinn, organiséieren och reegelméisseg Formatioune fir Professioneller, esou wéi Sensibiliséierungsaktiounen entre autres bei de Schüler, iwwer déi verschidde Forme vun der Gendergewalt, wéi se vun der Istanbuler Konventioun virgesi sinn.

Am September 2017 huet den Educatiounsministère een Accord mat der ASBL ECPAT Lëtzebuerg ënnerschriwwen iwwer d'Promotioun vun de Kannerrechter, mam Schwéierpunkt op de Schutz géint sexuell Ausbeutung a Gewalt. D'Missioun vun där Associatioun ass, zu Lëtzebuerg an an de Länner wou se aktiv ass, mat alle legale Mëttele géint déi sexuell Ausbeutung vu Kanner ze kämpfen, wéi och d'Sensibilisiérung, an d'éffentlech Meenung iwwer d'Kannerrechter an dësem Beräich ze informéieren. D'ONG bekämpft:

1. sexuell Ausbeutung vu Kanner an der Prostitutioun;

2. online sexuell Ausbeutung vu Kanner;

3. Handel mat Kanner fir sexuell Zwecker;

4. fréi a gezwongen Hochzäiten.

An deem Kontext gouf ënnert anerem de Kannerrechtsdag (2018 a 2019) am Beetebuerger Park organiséiert. Den Zweck vun dësem Dag war et, d'Visiteuren, besonnesch Elteren an hir Kanner, iwwer d'Fro vun de Kannerrechter ze informéieren. E Kannerrechtswee souwéi verschidde Kannerschutzassociatiounen hu Visiteuren invitéiert, e puer vun dëse Rechter duerch lëschteg an informativ Aktivitéiten ze entdecken.

Eng aner Achs vun dëser Konventioun ass d'Ausbildung vun Erzéiungs- a Jugendberuffer zum Theema sexuell Ausbeutung a Gewalt géint Kanner. De 26. September 2019 gouf e Studiendag ronderëm d'Theema „Éléments d'une culture d'entreprise qui protège les enfants contre l'abus sexuel dans le cadre professionnel" organiséiert.

Eng vun den Haaptmoossname vum Educatiounsministère géint de sexuelle Mëssbrauch vu Mannerjäregen ass d'Sensibiliséierung vum Personal zu dësem Theema. Fir dës Zwecker bitt den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) verschidde Formatiounen zu dësem Theema un. Dës bestinn engersäits aus Formatiounen, fir d'Enseignanten op Zeeche vu sexuellem Mëssbrauch opmierksam ze maachen, souwéi d'Berichterstattungsprozeduren. Anerersäits gëtt d'Personal och forméiert, wéi et allgemeng dat Theema vu Sexualitéit (inklusiv d'Fro vum sexuelle Mëssbrauch) mat de Schüler ugoe soll, wéi d'Formatioune „Les droits de l'enfant", „Mon corps est à moi" a „Workshop zur Prävention vor sexuellem Missbrauch - Kinder stark machen!".

Ee Flüchtling, deen an d'Lëtzebuerger Schoul kënnt, ka vun de selwechten Hëllefe profitéiere wéi all déi aner Schüler. D'Services psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) an de Schoulen, déi aus Psychologe bestinn, kënnen do eng wäertvoll Hëllef si fir Schüler, déi sou enger Situatioun ausgeliwwert sinn, respektiv kënne ginn. Aner Ulafstelle sinn ënnert anerem den Office national de l'enfance (ONE), deen ee Guichet fir Kanner a Jugendlecher ass.

An de Lycéeë ginn déi Theemen am Kader vum Tutorat, an de Course Vie et société, Sciences sociales a Sciences naturelles thematiséiert. D'Ulafstelle sinn awer och de SePAS, de Service socio-éducatif (SSE) an de Jugendtreff (Personnel socio-éducatif). D'Lycéeë schaffen awer och mat Externen zesummen an dem Kader „santé affective" eweí Planning Familial oder Femmes en détresse.

An de Schoule gëtt garantéiert, datt e Mineur, dee bestuet oder schwanger ass, keng Fiche de départ kritt, esou datt den Décrochage scolaire verhënnert gëtt. Eng Prise en charge geschitt an enker Zesummenaarbecht mat de SePAS vun der Schoul an Organismen eweí Planning Familial oder Femmes en détresse.

Am Kader vun de Course vum Parcours d'intégration accompagnée (PIA) an op den Integratiounsklasse fir Erwuessener, ginn am Kader vum Liewen hei zu Lëtzebuerg och d'Valeuren an d'Rechter thematiséiert. Bei de Course „Vivre ensemble au GDL", déi ee muss maache fir d'Nationalitéit ze kréien, sinn am Modüll 1 d'Grondrechter hei zu Lëtzebuerg d'Haapttheema. Duerch déi zwou Offere ginn esouwuel Flüchtlingen eweí Leit, déi d'Nationalitéit wëlle kréien, iwwert d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg informéiert.

ad 5. D'Schoulflicht geet zu Lëtzebuerg bis 16 Joer. Wa Jugendlecher d'Schoul fréizäiteg ofbriechen, gëtt hinne systematesch iwwert de Service „Antenne locale pour jeunes" vum Service national de la jeunesse (SNJ), an Zesummenaarbecht mat de Lycéeën, e Gespréich an och e Suivi ugebueden, fir d'Circonstancen, déi zum Schoulofbroch gefouert hunn, zesumme mam Jonken ze analyséieren, ze thematiséieren an och nei Perspektiven opzeweisen. Dëse Service baséiert op der Fräiwëllegkeet vum Jonken.

Dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ass bis dato kee Fall bekannt, wou eng Persoun, an dësem Fall eng jonk Fra, d'Schoul fréizäiteg ofgebrach hätt, fir sech ze bestueden. Selbstverständlech soll jidder Persoun, déi Kenntnis vun esou enger Situatioun huet, dat signaliséieren.

Question 3988 (31.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**accompagnement lors de l'échographie de grossesse dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

Wéi mir zougedroe gouf, dierfen zukünfteg Pappen hir Partnerin wéinst de Covidrestriktiounen aktuell net an den Ultraschall begleeden. Den emotionale Wäert vu sou Momenter ass allerdéngs net ze ersetzen a kënnt och net méi erëm.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Op wéi enge gesondheetspoliteschen Iwwerleeunge baséiert dës Entscheedung? Wéi eng Plusvalue entsteet duerch dës Entscheedung, wann ee kann dovun ausgoen, datt béid Elteren an engem Stot liewen?

2. Wéi goufen déi potenziell Schied vun der psychologescher an der physescher Gesondheet hei géinteneen ofgewien?

3. Kéint d'Madamm Gesondheetsminister sech virstellen, eng däraarteg Begleedung ënnert der Oplag ze erlaben, datt déi zukünfteg Pappen sech just zur Zäit vum Rendez-vous selwer an der Praxis ophalen?

Réponse (09.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Vu Säite vun der Gesondheetsdirektioun gëtt et keng Recommandatioun, dass zukünfteg Pappen net beim Ultraschall dierfen dobäi sinn.

Et ass natierlech a Covid-19-Zäite generell esou, dass een d'Zuel vun de Leit an den Dokteschpraxe soll limitéieren. D'Decisioun läit eleng beim behandelnden Dokter.

Mat minimalen hygienesche Mesurë misst et awer méiglech sinn, dass den zukünftege Papp bei wichtege Momenter derbäi ass, och wann dës Zäit dann op e Minimum begrenzt gëtt.

Question 3989 (31.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accès aux messages cryptés :**

Wéi verschiddenen däitsche Medieberichter ze enthuele war, goufen an de leschte Méint queesch duerch Europa erfollegräich eng Rei gréisser Policeoperatioune géint déi organiséiert Drogekriminalitéit duerchgefouert. No deenen zitéierte Medieberichter waren dës Erfolleger virun allem dorop zeréckzeféieren, datt et der franséischer Police gelonge war, an de kryptéierte Kuerznoriichtendéngscht „EncroChat" anzedréngen an d'Messagen ze dechiffréieren a justiziell ze exploitéieren.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Justizminister an un den Här Policeminister:

1. Däerfen d'Police respektiv de SRE op kryptéiert Messagen op Handyen zougräifen? Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen a mat wéi enge Prozeduren? Wann net, ass un eng Gesetzesännerung geduecht?

2. Verfüge si iwwert déi néideg personell Moyenen an technesch Equipementer, fir kënne modern Verschlësselungen, wéi se och an der organiséierter Kriminalitéit benotzt ginn, ze dechiffréieren? Wann net, ass dru geduecht, fir hir Ressourcen an nächster Zäit opzestocken an ze moderniséieren?

3. Kënnen d'Lëtzebuerger Autoritéiten doriwwer eraus kuerzfristeg op d'Ressource vun auslännesche oder internationale Partner an Agenturen zeréckgräifen, wa si am Eenzelfall net iwwert dat noutwendegt Personal oder deen néidegen technesche Equipement verfügen? Falls jo, op wéi enger rechtlecher Basis?

4. Op wéi enger rechtlecher Basis kënne potenziell strofrechtlech relevant Donnéeën, déi kryptéiert waren a vun de Lëtzebuerger Sécherheetsdéngschter selwer entschlësselt goufen oder de Lëtzebuerger Enquêteure vun auslännesche Partner iwwermëttelt goufen, zu Lëtzebuerg viru Geriicht benotzt ginn?

Réponse commune (30.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. D'Police an den SRE däerfen a verschiddene Fäll an ënner verschiddene Konditiounen op kryptéiert Messagen zougräifen. De Code de procédure pénale gesäit d'Reegelen an d'Prozedure vir betreffend d'Moyenen, déi d'Enquêteuren hunn an déi se kënne benotzen am Kader vun enger Enquête (Artikelen 33-38, 47, 65 ss. an 88-1). Weesentlech ass ze preziséieren, dass déi selwecht Reegelen eweí fir d'Perquisitioun sech uwennen.

Betreffend den SRE befanne sech d'Moyene, déi däerfen agesat ginn, an d'Prozeduren, déi mussen agehale ginn, an den Artikele 5-8 vum ofgeännerte Gesetz vum Service de renseignement vum 5. Juli 2016.

Dës Moyene ginn agesat am Kader vun de Missioune vum SRE, also am Fall vun enger potenzieller Bedroung duerch Spionage, gewaltbereeten Extremismus, Terrorismus, Verbreedung vu Massevernichtungswaffen oder verteidegungsrelevante Gidder zesumme mat den entspriechenden Technologien an organiséiert Kriminalitéit oder Cyberbedroung, souwäit dës mat deene virgenanntenen Aktivitéiten zesummenhänken.

Den Asaz vun de Moyene muss déi dräi weesentlech Prinzippie vu Legitimitéit, Proportionalitéit a Subsidiaritéit respektéieren.

ad 2. D'Police huet Spezialisten am Beräich vun de moderne Verschlësslungstechniken (asymmetresch kryptografesch Verfaren). Well an der digitaler Welt déi Kriminell ëmmer méi oft esou Technike benotzen, fir sech dem Zougréff vun der Police a der Justiz ze entzéien, ass et, am Kader vum Rekrutement renforcé, deen d'Regierung der Police accordéiert huet, virgesinn, och weider Spezialisten an dësem Beräich anzestellen.

Betreffend den SRE kann iwwert déi personell Moyene an technesch Equipementer aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn net kommunizéiert ginn.

ad 3. No Récksprooch mam - an der Erlabnes vum Untersuchungsriichter kann d'Police op déi spezialiséiert Servicer vun Europol/Interpol zeréckgräifen oder bei Europol/Interpol-Memberen nofroen, ob scho Léisunge bekannt sinn. Et besteet och d'Méiglechkeet, op en externen Expert zeréckzegräifen, wann dëst néideg ass.

Den SRE erfëllt seng Missiounen am Kader vun enger kontinuéierlecher Kooperatioun mat nationalen an internationale Partner, esou wéi am Artikel 9 vum ofgeännerte Gesetz vum Service de renseignement vum 5. Juli 2016 festgehalen.

ad 4. Am Kader vun enger Prozedur kann een d'Entschlësslung vun den Donnéeë mat enger Perquisitioun vergläichen, wou et dorëms geet, d'Wouerecht erauszefannen. An deem Sënn ënnersteet d'Entschlësslung de selwechte Reegelen eweí d'Perquisitioun. Wa Schwieregkeete beim Entschlësselen entstinn, kann den Untersuchungsriichter enger Persoun ordonéieren, déi déi néideg Kompetenzen am Beräich „Schutz- oder Verschlësselungssystem" huet, fir dem Untersuchungsriichter den Accès op de System an op déi saiséiert Donnéeën ze ginn, déi sech an deem System befannen oder duerch dee System accessibel sinn (Artikel 66 (4) vum Code de procédure pénale). Déi saiséiert Donnéeë kënnen an deem Fall fir d'Poursuite benotzt ginn.

Wann d'Lëtzebuerger Enquêteuren entschlësselt Donnéeë vun auslännesche Partner iwwermëttelt kréien, kënnen dës als Beweismëttel benotzt ginn, wann déi auslännesch Partner d'Donnéeën a similäre Konditiounen a Garantië wéi am nationale Recht kritt hunn.

Et ass ze erwänen, dass a verschiddene Länner eng Differenz gemaach gëtt tëschent Beweismëttel vum Typ „intelligence" a vum Typ „evidence". D'Beweismëttel vum Typ „intelligence" gi vu verschiddenen Acteuren agesammelt, wéi z. B. dem SRE oder der CRF. Dës Beweismëttel ginn den Autoritéiten transferéiert, déi dann op där Basis hir Verifikatioune maachen, déi zu Beweismëttel vum Typ „evidence" kënne féieren. Aleng dësen Typ vu Beweismëttel befënnt sech am Ermëttlungsdossier a ka viru Geriicht benotzt ginn.

Dësen „Ermëttlungswee" ass an onsem juristesche System nach net unerkannt. Als Konsequenz kënnen d'Informatiounen, déi als „intelligence" vun den auslänneschen Autoritéite klasséiert ginn, net un ons Autoritéiten iwwermëttelt ginn. Tatsächlech kënnen ons Autoritéiten dem Traitement vun deenen Donnéeën net déi selwecht Garantien accordéieren a kënnen dës och net virun engem Geriicht benotzen.

Question 3990 (31.03.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **congé payé en cas de fausse couche :**

An Neuseeland huet d'Parlament eestëmmeg een neit Gesetz gestëmmt, dat den Elteren no enger Feelgebuert d'Recht op dräi Deeg Congé gëtt, fir ëm de Verloscht vun hirem ongebuerene Kand ze traueren. Zu Lëtzebuerg gëtt et esou eng Zort Congé net an dat, obwuel, Estimatiounen no, eng vu sechs Fraen an hirem Liewen eng fausse Couche erleit. Déi Mammen a Pappe kënnen nëmmen Zäit fir ze trauere kréien, wann se e Congé de maladie kréien. Allerdéngs ass esou ee Verloscht keng Krankheet.

An deem Sënn erlaben ech mir, dës Froen un den Här Aarbechtsminister ze stellen:

- Huet den Här Minister Kenntnis vun der neier gesetzlecher Reegelung an Neuseeland, déi weltwäit als besonnesch progressiv gëllt?

- Wat ass dem Minister seng Aschätzung zu deem Gesetz?

- Wëll de Minister sou eng Reegelung, déi an engems och d'Tabutheema Feelgebuert géif briechen, an déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung iwwerhuelen?

Réponse (20.04.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Den Aarbechtsminister huet Kenntnis geholl vun der neier gesetzlecher Reegelung an Neuseeland, déi den Elteren no enger Feelgebuert d'Recht op dräi Deeg Congé gëtt, fir de Verloscht vun hirem ongebuerene Kand ze betraueren.

Grondsätzlech verschléisst sech d'Regierung net der Iddi, fir mat de Sozialpartner d'Diskussioun, fir eng änlech Reegelung och zu Lëtzebuerg anzeféieren, ze lancéieren.

Et sief awer dorop opmierksam gemaach, dass de Koalitiounsaccord 2018-2023 d'Aféierung vun esou engem spezielle Congé an de Code du travail net virgesäit.

Question 3991 (31.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **trains à hydrogène :**

Zënter enger Rei Jore gëtt un der Entwécklung vun Zich, déi mat Waasserstoff ugedriwwe ginn, gefuerscht. An Däitschland fueren esou Zich schonn op vereenzelte Strecken. Och an anere Beräicher kéint an Zukunft de Waasserstoff eng méi grouss Roll spillen.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Energieminister an un den Här Transportminister:

1. Wéi een Undeel kéint de Waasserstoff no de Pläng vun der Regierung, zwëschent 2025 an 2050 an eisem Energiemix anhuelen?

2. A wéi enge Beräicher soll oder kéint dës Technologie wärend der genannter Period prioritär agesat ginn?

3. Kéint d'Regierung sech virstellen, Waasserstoff an dësem Beräich als drëtt Alternativ zu elektresch a mat Diesel bedriwwene Lokomotiven anzesetzen?

4. Wéi ee Montant gëtt d'Regierung aktuell alljoers fir d'Erfuerschung vu Waasserstofftechnologie aus?

Réponse commune (30.04.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Den honorabelen Deputéierten adresséiert betreffend de Waasserstoff wichteg Punkten a senger Fro, mat deene sech d'Regierung aktuell intensiv, am Kader vun der Finalisatioun vun enger Waasserstoffstrategie fir Lëtzebuerg, beschäftegt.

Engersäits gëtt schonn zënter Laangem u Waasserstofftechnologië gefuerscht, wouduerch reegelméisseg Innovatiounen entstane sinn, déi sech duerchsetze konnten (z. B. der industrieller Produktioun vun Ammoniak aus net erneierbarem Waas-

serstoff a Stéckstoff aus der Loft oder Brennstoffzellen am Space-Shuttle-Programm vun der NASA etc.). Aktuell sinn Innovatiounen am Beräich vum Waasserstoff a follgende Secteuren ze erwaarden:

(i) méi energieeffizient Produktioun vun erneierbarem „gréngem" Waasserstoff,

(ii) direkt Reduktioun vun Eisen ouni Kuelekoks souwéi der direkter Notzung vum Waasserstoff an aneren Industrieprozesser, déi keng aner Alternativ hätten, hir CO_2-Emissiounen ze reduzéieren,

(iii) d'Produktioun vu syntheeteschen nohaltege Brennstoffer fir d'Aviatioun an d'Schëfffaart a

(iv) méiglecherweis d'direkt Notzung vun erneierbarem Waasserstoff a Brennstoffzellen am Beräich vum schwéieren Transport, do wou eng méi energieeffizient direkt Elektrifizéierung duerch Batterien oder Catenairen net méiglech wier, also och vereenzelt op verschiddene Strecken an Europa bei Zich.

Anerersäits, wéi duerch d'Opzielung hei uewe kloer gëtt, sinn et effektiv „aner Beräicher", an deenen de Waasserstoff an Zukunft eng méi grouss Roll, am Sënn vun Zäregasvermeidung, wäert spillen. Aktuell Pilotprojeten, déi d'Notzung vum Waasserstoff an Zich sollen demonstréieren, lafen am Norde vun Däitschland oder a Frankräich, an dat haaptsächlech op Strecken, déi net elektrifizéiert sinn (also ouni Catenairen). Lëtzebuerg huet all Strecken, déi fir de Persounenzuchverkéier genotzt ginn, schonn elektrifizéiert, dofir bidde sech esou Pilotprojeten zu Lëtzebuerg éischter am Gidderverkéier un.

ad 1. De méiglechen zukünftegen Undeel vu Waasserstoff am Energiemix vun 2025 bis 2050 ass een Aspekt, dee souwuel op europäeschem Niveau wéi och op nationalem Niveau analyséiert gëtt. D'Prognosen hänken hei natierlech vun de verschiddene Parameter a Premisse vun de jeeweilege Studien of. Kuerz- a mëttelfristeg wäert de Progrès bei den uewen opgezielten Innovatioune weisen, wéi séier déi éischt Prozesser duerch den Asaz vum Waasserstoff dekarboniséiert kënne ginn. Lëtzebuerg geet dovunner aus, datt réischt no 2030 relevant Prozentsätz vun erneierbarem Waasserstoff am Energiemix anhuele wäerten, och mat Bléck op déi uviséiert Klimaneutralitéit am Joer 2050.

ad 2. Generell soll een de Stroum wa méiglech ëmmer besser direkt notzen an net ëmständlech ëmwandelen an doduerch un Energieeffizienz verléieren. Als Prioritéit gesäit d'Regierung den Asaz vum Waasserstoff an der Industrie bei Prozesser, déi keng Alternativen hunn fir ze dekarboniséieren. Dobäi kann de Waasserstoff zwou Rolle spillen: (i) ee Reduktiounsmëttel fir d'Produktioun vu Stol oder Ammoniak oder (ii) een dekarboniséierte Brennstoff, doduerch eng Alternativ zum Äerdgas fir Héichtemperaturprozesser.

Duerno ass et och wichteg, d'Produktioun vun nohaltegen erneierbare Kraaftstoffer fir d'Aviatioun an d'Schëfffaart ze garantéieren.

D'Notzung vum Waasserstoff als Energievecteur ass haaptsächlech interessant, wann dës der Secteurekopplung déngt, also wann den Asaz vun der Waasserstofftechnologie et erméiglecht, méi energieeffizient de Stroumsecteur mam Wäermtsecteur an dem Mobilitéitssecteur ze kombinéieren.

ad 3. Dat komplett Rullmaterial vun den CFL, dat fir de Reestrafic agesat gëtt, ass exklusiv zesummegesat aus elektresche Lokomotiven an Automotricen. Zënter 2007 fueren d'Reeszich vun den CFL mat elektrescher Undriffsenergie aus 100 % erneierbare Quellen, also mat Null CO_2-Emissiounen.

Och de Wuerentrafic op mëttel- a laangen Distanzen iwwer d'Schinn gëtt eebefalls komplett vun elektreschen interoperabele Lokomotiven assuréiert. Kuerz Distanzen esou wéi Rangéierbeweegungen op de Site gi vun den CFL cargo mat Diesellokomotiven duerchgefouert, déi mam Sécherheetssystem ETCS ausgestatt sinn. Ausserdeem ass e groussen Deel vun den Diesellokomotiven a méi Länner (Lëtzebuerg, Däitschland, Frankräich) homologéiert, fir den interoperabelen Trafick ze bedéngen, dee vun de Clientë vum Schinnewuerentransport zu Lëtzebuerg gefrot gëtt.

CFL cargo verfollegt stänneg déi technologesch Entwécklungen um Maart vun de Lokomotivbauer a -verpächter.

ad 4. Fir d'Period 2020-2025 huet de Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) ee Portefeuille vu Fuerschungsprojeten iwwer Waasserstofftechnologië fir en totale Budget vu 7,5 Milliounen Euro, wouvu 5,3 Milliounen Euro vun externe Mëttele finanzéiert ginn an 2,2 Milliounen Euro vun der Basisdotatioun vum LIST.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet am Mäerz 2021 mat der Firma Paul Wurth SA eng Konventioun fir eng Durée vu fënnef Joer ënnerschriwwen, déi d'Schafung vun enger Chaire „Paul Wurth Chair in Energy Process Engineering" am Département d'ingénierie vun der Faculté des sciences, de la technologie et de la médecine virgesäit. Am Kader vun der Chaire soll d'Fuerschung am Domän Waasserstoff an den industrielle Prozesser gefërdert ginn. De Rekrutement vun engem Professer, deen Titulaire vun dëser Chaire wäert sinn, gouf lancéiert. Nieft der Chaire gi verschidde Fuerschungsprojeten am Beräich Waasserstoff preparéiert.

Question 3992 (31.03.2021) de **MM. Fred Keup** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant les **personnes sous tutelle dans les structures pour personnes âgées :**

A Strukturen ewéi Alters- a Fleegeheemer leeft d'Impfcampagne elo scho méi wéi e Mount. D'Onsécherheet géintiwwer dem Impfstoff ass grouss an net jiddwereen ass bereet, sech impfen ze loossen. Och ënnert de Leit am héijen Alter, déi als besonnesch vulnerabel gëllen, ginn et Leit, déi et virzéien, sech net impfen ze loossen. Bis elo gëllt, datt d'Impfung fir keen obligatoresch ass. Wann eng Persoun geimpft gëtt, ass also hir Awëllegung néideg.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit wunnen zu Lëtzebuerg an enger Struktur ewéi engem Alters- oder Fleegeheem? Wéi vill vun deene Leit stinn ënner Tutelle a wéi vill vun deene stinn ënner staatlecher Tutelle?

2. Ginn d'Bewunner vun esou Strukturen an/oder hir Tutelle iwwert d'Fräiwëllegkeet a méiglech Niewewierkunge vun der Impfung genee informéiert, esou datt si wëssen, wat eventuell op si duerkomme kéint, an datt si d'Impfung och ofleene kënnen, wa si net bereet dozou sinn?

3. Wie këmmert sech ëm dës Kommunikatioun? Iwwert wat fir e Wee an a wéi enger Form geschitt déi? A mat wiem?

4. Mussen esou Strukturen d'Awëllegung vum Bewunner an/oder senger Tutelle froen, ier si de Bewunner impfen? Wa jo, a wat fir enger Form?

5. Wat geschitt am Fall, an deem e Bewunner vun esou enger Struktur, deen ënner Tutelle steet, geimpft gëtt, ouni datt d'Awëllegung vun der Tutelle gefrot gouf an d'Tutelle och net domat averstanen ass?

6. Sinn esou Fäll bis elo bekannt? Wat wieren déi juristesch Konsequenzen an esou engem Fall a wien dréit hei d'Verantwortung? Wat wieren hei der Tutelle hir Handlungsméiglechkeeten, wa si dëst Virgoen net akzeptéiere wéilt?

Réponse commune (04.05.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Op den Datum vum 31. Dezember 2020 waren insgesamt 4.453 Leit ënner Tutelle (dovunner 3.618 am Arrondissement judiciaire vu Lëtzebuerg an 835 am Arrondissement judiciaire vun Dikrech. Mir hunn awer keng Informatiounen iwwert d'Unzuel vu Persounen ënner Tutelle, déi an Alters- oder Fleegeheemer liewen.

Et ass ze preziséieren, datt et d'staatlech Tutelle nëmme fir Mineure gëtt, mee net fir Erwuessener.

ad 2. - 4. All Bewunner aus den Alters- a Fleegeheemer sinn iwwert d'Fräiwëllegkeet vun der Impfung, den Oflaf an hir eventuell Niewewierkungen informéiert ginn. D'Informatioun ass vum Dokter a vum Fleegepersonal, déi d'Leit kennen, gemaach ginn. Generell sinn d'Famillje vun de Bewunner aus den Alters- a Fleegeheemer och iwwert d'Impfcampagne an den Haiser informéiert ginn.

Mir erlaben eis och, op d'Äntwert vun der Ministesch fir Famill an Integratioun op d'parlamentaresch Fro N° 3359 vun den Deputéierte Gilles Roth a Claude Wiseler ze verweisen.

ad 5. + 6. Et ass kee Fall bekannt, wou eng eeler Persoun, déi ënner Tutelle steet, ouni hiren Accord oder den Accord vum Tuteur geimpft ginn ass.

D'Handlungsméiglechkeete vum Tuteur hänke vun der Tutellesform of. Et gëtt zwou Tutellesformen: „tutelle sous forme d'administration légale" an „tutelle en gérance" (article 500 Code civil).

Wat déi éischt Kategorie betrëfft, ginn d'Pouvoire vum Tuteur méi wäit: den „administrateur légal" kann net nëmme finanziell Entscheedungen, awer och Entscheedunge vu perséinlecher Natur fir d'Persoun, déi ënner Tutelle ass, huelen, an dat ouni den Accord vum Tutellesriichter.

An der zweeter Kategorie sinn d'Pouvoire vum Tuteur op Representatioun an d'Handlungen am Biergerliewen an d'finanziell „gestion vum patrimoine" limitéiert. Fir d'Handlungen, déi iwwert de Pouvoir eraus ginn, brauch de „gérant de tutelle" eng Autorisatioun vum Tutellesriichter.

An enger Relatioun Dokter/Patient vertrëtt den Tuteur d'Interesse vum Patient ënner Tutelle. D'Ausféierung vu Rechter betreffend d'Gesondheet vun der Persoun ënner Tutelle gëtt vun engem spezifesche Vertrieder ausgeüübt, dee vum Tutellesriichter ernannt gëtt (article 14 (1) de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient).

Question 3993 (31.03.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant la **vaccination forcée par l'employeur :**

D'Covid-19-Impfcampagne zu Lëtzebuerg ass am Januar ugelaf. Et ass awer net jiddereen am Land bereet, sech impfen ze loossen, Dat ass jo scho méi dacks ugeschwat ginn a bis haut gouf ëmmer gesot a festgehalen, datt d'Impfen op Fräiwëllegkeet berout an net duerf erzwonge ginn.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi weist sech déi rechtlech Situatioun, wann eng ONG oder e Privatpatron seng Ugestallte wëllt obligéieren, sech impfen ze loossen?

2. Wat fir e rechtleche Spillraum huet de Patron an enger Entreprise, fir seng Ugestallten op aner Aarbechten anzedeelen ewéi déi, fir déi hien ursprénglech agestallt gouf an op deenen hie bis dohi geschafft huet, wann den Ugestallten sech net wéilt impfe loossen?

3. Gi bei béide Froen Differenzen tëscht deenen ënnerschiddlechen Aarbechtssecteure gemaach? Wa jo, wat fir eng a wat ass jeeweils d'Begrënnung?

Réponse (04.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Den Ament besteet keng Obligatioun fir eng Privatpersoun fir sech impfen ze loossen.

ad 2. De Patron huet eng Obligatioun, fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun senge Salariéen an allen Aspekter vun der Aarbecht ze garantéieren, souwéi dat och am Artikel L. 312-1 vum Aarbechtsgesetzbuch festgehalen ass. Fir dat ze garantéieren, muss de Patron a sengem Betrib all Mesure huelen, fir senger Obligatioun nozekommen.

Par contre, eng Obligatioun fir d'Salariéë fir sech impfen ze loossen, besteet aktuell net. De Salarié muss awer all aner Mesure, déi vum Patron virgeschriwwen ass, respektéieren a suivéieren, fir seng eege Gesondheet an och déi vun senge Mataarbechter net a Gefor ze bréngen.

ad 3. Neen, et gi keng Differenzen tëscht deenen ënnerschiddlechen Aarbechtssecteure gemaach.

Question 3994 (31.03.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **blocage au canal de Suez :**

Le canal de Suez, l'une des voies navigables les plus importantes et les plus fréquentées du monde, a été obstrué par l'un des plus grands porte-conteneurs pendant plusieurs jours, bloquant des centaines de navires.

Le coût de ce blocage est exorbitant étant donné que des marchandises d'un équivalant de plusieurs milliards d'euros se sont vues bloquées.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie combien de navires navigant sous pavillon luxembourgeois ont été bloqués pendant plusieurs jours et le cas échéant quelle est leur cargaison ?

- Quelles sont les pertes causées par cet incident ?

- Quelles sont les possibilités de recours contre l'armateur du porte-conteneurs responsable de ce blocage ?

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été sollicité pour un quelconque soutien ?

Réponse (22.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le Ministère de l'Économie n'a eu connaissance d'aucun navire sous pavillon luxembourgeois qui aurait été bloqué en raison de l'obstruction du canal de Suez par le Ever Given du 23 au 29 mars dernier.

Ceci a été confirmé par les services du Commissariat aux affaires maritimes après consultation des positions et des trajets des navires sous pavillon luxembourgeois grâce à l'outil IMS (Integrated Maritime Services) de l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA).

Il n'y a donc pas eu de pertes directes causées aux armateurs opérant des navires sous pavillon luxembourgeois. On ne peut toutefois pas exclure d'éventuelles pertes indirectes dues par exemple à des retards de livraison de certains biens transportés par ces navires. Ces pertes sont cependant difficiles à évaluer par le commissariat. À ce jour, ni le Commissariat aux affaires maritimes, ni le Ministère de l'Économie n'ont été sollicités pour une quelconque aide ou soutien financier.

L'incident du Ever Given a nécessairement eu des répercussions pour les armateurs des navires bloqués dans le canal de Suez et pour ceux qui ont eu à changer leur route pour contourner le canal. Ces derniers peuvent avoir subi des pertes d'exploitation. Par ailleurs, ils pourraient éventuellement se voir engagé leur propre responsabilité pour les dommages subis par la cargaison ou retards, etc.

En ce qui concerne les pertes d'exploitation, l'UK P&I Club, l'assureur responsabilité du Ever Given, a déclaré que les demandes valides seraient prises en considération par l'armateur, l'assureur et leurs conseillers juridiques en temps voulu[18]. Cette réserve provient du fait que la cause de l'incident n'est pas encore déterminée avec certitude. Plusieurs théories sont avancées : risque de mer (vents violents), faute des pilotes ou encore défaillance technique ou faute du capitaine. La conclusion de l'enquête aura des répercussions sur la mise en cause des responsabilités et sur le jeu des exonérations. Néanmoins, il faudra aussi considérer la loi applicable à la demande de dédommagement. En effet, selon la jurisprudence anglaise, il est possible que les dommages soient considérés comme trop éloignés pour être indemnisables. Les pertes seraient réparties entre propriétaires des navires et affréteurs.

Pour ce qui est de la mise en cause de la responsabilité des armateurs bloqués ou déroutés, deux cas peuvent se présenter :

1) Si le contrat de transport est soumis aux règles de La Haye-Visby, la responsabilité du transporteur pour dommages causés à la marchandise transportée ne devrait pas être engagée. Les règles de La Haye-Visby prévoient en effet des exemptions de responsabilité en l'absence de faute du transporteur ou de ses préposés. Les chargeurs auront certainement souscrit une assurance sur facultés.

2) Si les règles de La Haye-Visby ne sont pas applicables, les transporteurs devraient pouvoir faire jouer leur propre assurance P&I (Protection & Indemnity) qui devrait, en fonction des termes et conditions conclus, indemniser les chargeurs.

Question 3996 (01.04.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant la **protection des consommateurs lors de l'achat de biens immobiliers :**

L'achat d'un bien immobilier engendre un certain nombre de coûts pour l'acquéreur qui s'ajoutent au prix d'achat du bien. Il s'agit notamment des coûts de notaire et des droits d'enregistrement. Dans le cas où l'achat est financé par un crédit immobilier, s'ajoutent encore les coûts liés au prêt, dont notamment les intérêts, les frais de tenue de compte, les frais de dossier et les frais pour inscrire l'hypothèque.

Afin de mettre en place une certaine transparence en ce qui concerne les frais liés aux prêts immobiliers et pour permettre au consommateur de comparer facilement différentes offres, le législateur européen a introduit la « fiche d'information standardisée européenne (FISE) » dont la forme et le contenu sont définis à l'article R. 226-1 du Code de la consommation.

Cependant, la FISE ne renseigne pas tous les détails concernant ces frais, notamment en ce qui concerne les frais de renouvellement de l'hypothèque, qui, conformément à l'article 2154 du Code civil, interviennent tous les dix ans. Cela étant, il me revient que de nombreux acquéreurs ne découvrent qu'au moment du renouvellement de l'hypothèque que ces frais devront être acquittés.

En effet, bien que le site guichet.lu ainsi que plusieurs sites d'établissements de crédit ou de portails de recherche mettent à disposition des informations concernant l'achat d'un bien immobilier, selon mes informations, il n'y a cependant pas de guide exhaustif en ligne qui permette au consommateur de trouver toutes les informations facilement à un seul endroit.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il conviendrait de préciser au niveau de la FISE tous les détails concernant les frais engendrés par un prêt immobilier, dont notamment le fait que les frais de renouvellement de l'hypothèque interviennent tous les dix ans ainsi que leur montant estimatif ?

2) Tenant en compte la complexité des frais y relatifs, y a-t-il des efforts de la part du Gouvernement en vue de sensibiliser et d'informer les acquéreurs potentiels en ce qui concerne les différents coûts engendrés par l'achat d'un bien immobilier à des fins d'habitation personnelle ? Dans ce contexte, Madame la Ministre est-elle favorable à la mise en place d'un guide exhaustif en ligne qui permette au consommateur d'identifier et de calculer facilement les coûts liés à l'achat d'un bien immobilier ?

3) Dans le rapport d'activité de l'année 2020 du Ministère de la Protection des consommateurs, il

[18] https://www.ukpandi.com/news-and-resources/press-release-articles/2021/ever-given-grounding-in-suez-canal/).

est indiqué que le ministère a reçu plus de 400 demandes d'information et de réclamation de la part de consommateurs. Combien de ces demandes étaient liées au secteur immobilier ?

4) Selon son rapport d'activité de l'année 2019, l'Union luxembourgeoise des consommateurs a enregistré 53 litiges liés aux crédits hypothécaires en 2019, ce qui constitue une augmentation de 65 % par rapport à 2018. Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations plus détaillées sur la nature de ces litiges ? Par ailleurs, dispose-t-elle déjà de chiffres pour l'année 2020 ?

Réponse commune (06.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le consommateur a intérêt à avoir une vue claire, concise et compréhensible des conditions d'un contrat de crédit immobilier proposé par un prêteur. À cet effet, le législateur européen a pris une approche d'harmonisation maximale en ce qui concerne la communication d'informations précontractuelles de base liées aux crédits immobiliers au moyen du format normalisé de la fiche d'information standardisée européenne (FISE).

La FISE, visée à l'article R. 226-1 du Code de la consommation, correspond au formulaire d'information uniformisé à l'échelle de l'Union européenne et répond aux conditions de formes strictes définies à l'annexe II de la directive 2014/17/UE sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel. Il n'appartient dès lors pas aux États membres de modifier et d'adapter le contenu ou la forme de la FISE, dont le modèle de texte est à reproduire tel quel dans la législation nationale.

Par souci de permettre aux consommateurs de mieux appréhender les caractéristiques essentielles du crédit immobilier proposé et de simplifier la comparaison de plusieurs offres, la FISE informe le consommateur notamment sur le taux d'intérêt et autres frais payables en lien avec le crédit immobilier. Si l'inscription de l'hypothèque ou d'une autre sûreté comparable donne lieu au paiement de frais, l'information doit figurer dans la FISE avec le montant, s'il est connu, ou, si ce n'est pas possible, la base de détermination de ce montant. Le consommateur est ainsi averti de devoir acquitter des frais pour l'(ré)inscription de l'hypothèque, conformément à la section 4 de la FISE visée à l'article R. 226-1 du Code de la consommation.

Dans le cadre de sa mission de protection des consommateurs, la Commission de surveillance du secteur financier a, en concertation avec d'autres acteurs dont le Ministère de la Protection des consommateurs, lancé plusieurs outils destinés à promouvoir l'éducation financière au Luxembourg et à permettre aux consommateurs de prendre des décisions financières avisées et responsables, y compris en ce qui concerne les contrats de crédit immobilier. Les associations professionnelles et établissements de crédit offrent par ailleurs une panoplie de documents et guides relatifs aux crédits immobiliers dans le but de sensibiliser et d'informer au mieux les consommateurs, et notamment ceux qui souscrivent un contrat de crédit immobilier pour la première fois.

En 2020, le Ministère de la Protection des consommateurs a reçu 29 demandes d'information ou de réclamation concernant le secteur immobilier. Celles-ci concernaient principalement les pratiques commerciales dans le cadre de la vente et de la construction de biens immobiliers. Deux demandes de renseignement étaient liées aux crédits immobiliers.

Selon les informations communiquées par l'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC), 51 demandes d'information et d'assistance en matière de crédit hypothécaire ont été traitées en 2020. Les demandes soumises à l'ULC s'avéraient variées et portaient, entre autres, sur les modalités liées au taux variable, la restructuration de crédits ou encore sur l'indemnité de résiliation.

Question 3997 (01.04.2021) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **maladie de Carré sur des cadavres de renards :**

Dans un communiqué du 31 mars 2021, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural informe que dans le cadre de la surveillance des maladies animales, l'Administration des services vétérinaires a détecté ces dernières semaines plusieurs cas de maladie de Carré (Staupe) sur des cadavres de renards.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Combien de cas de maladie de Carré ont été détectés sur des cadavres de renards ?

2) Combien de renards ont été testés depuis 2013 dans le cadre de la surveillance des maladies animales ?

3) Quelles autres maladies ont été détectées ? Quelle est notamment l'évolution de cas d'échinococcose constatés chez les renards ?

4) Est-ce que des cas de maladie de Carré sur des chiens ont été signalés à l'Administration des services vétérinaires ?

5) Hormis le conseil de vacciner les chiens, existe-t-il d'autres moyens pour combattre efficacement ce virus ? Est-ce qu'une réduction de la population des renards pourrait être envisagée dans le but de limiter la propagation de ce virus ?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Suite à la détection d'un 1er cas de la maladie de Carré au début de l'année 2021, 35 échantillons ont été testés et 18 se sont révélés positifs pour le virus de la maladie de Carré. Dans les années 2018-2020, aucun renard n'avait été testé positif.

ad 2) Depuis 2013, 794 renards ont été analysés dans le cadre de la surveillance des maladies animales par le Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État avec un focus sur les zoonoses (maladies transmissibles à l'homme) : échinococcose, trichinose et rage.

ad 3) Alors que toutes les analyses étaient négatives pour la rage et la trichinose, plusieurs cas d'échinococcose ont été détectés ces dernières années.

Le pourcentage de cas positifs pour l'échinococcose varie suivant les années entre 15 et 30 %. Environ 10 % des renards examinés présentaient des signes de gale (parasitose externe).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) À l'heure actuelle, aucun cas de maladie de Carré chez un chien n'a été déclaré à l'Administration des services vétérinaires.

ad 5) Le moyen le plus efficace pour prévenir cette maladie virale est la vaccination qui est normalement prévue lors des protocoles de vaccination des chiens établis par les vétérinaires.

Puisque le virus est transmissible du renard au chien, il est conseillé lors de promenades en pleine nature de garder le chien en laisse ou au moins de le tenir sous contrôle sur les chemins au niveau des forêts.

Question 3998 (01.04.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **droit d'être entendu de l'enfant mineur en cas de divorce :**

Depuis la loi du 27 juin 2018 portant réforme du divorce et instaurant un juge aux affaires familiales, l'enfant commun a le droit d'être entendu en ce qui concerne l'exercice de l'autorité parentale.

L'actuel article 378-2 du Code civil prévoit que l'enfant mineur, capable de discernement, peut lui-même informer le juge aux affaires familiales de son envie de voir l'exercice de l'autorité parentale modifié. En d'autres mots, l'enfant peut saisir personnellement le juge concerné à ce sujet.

Le tribunal doit, dès lors, procéder conformément aux dispositions relatives du nouveau Code de la procédure civile.

D'ailleurs, la même initiative peut émaner d'un enfant mineur en ce qui concerne le droit de visite et d'hébergement.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Le droit d'être entendu de l'enfant mineur a-t-il déjà été exercé ? Si oui, combien de fois ? Qu'en est-il du droit de visite et d'hébergement ?

- Quelles ont été, le cas échéant, les suites données à ces saisines ?

Réponse (30.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Le droit de l'enfant mineur d'être entendu est un droit fondamental, dont le principe est fixé dans la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant (CDE), adoptée le 20 novembre 1989 (article 12).

Au Luxembourg l'audition est de droit lorsque le mineur en fait la demande ; elle ne peut pas être refusée à l'enfant capable de discernement. Ce principe est consacré par l'article 388-1 du Code civil (loi du 20 décembre 1993 portant approbation de la CDE et loi du 5 juin 2009 relative à l'audition de l'enfant en justice) et complété par l'article 378-2 du même Code (loi du 27 juin 2018 portant réforme du divorce et instaurant un juge aux affaires familiales).

Suivant l'article 388-1 du Code civil, dans toute procédure le concernant, y compris dans une procédure relative au droit de visite et d'hébergement, le mineur capable de discernement peut être entendu par le juge ou, lorsque son intérêt le commande, la personne désignée par le juge à cet effet. En pratique, si un enfant capable de discernement demande à être entendu pour exprimer son opinion, ses sentiments et ses prétentions, il l'est : soit personnellement, soit assisté ou non d'une personne ou même d'un avocat.

L'article 378-2, (2) du Code civil constitue une possibilité supplémentaire. Désormais le mineur peut de sa propre initiative solliciter l'intervention du juge aux affaires familiales (ci-après JAF) pour voir les modalités d'exercice de l'autorité parentale le concernant modifiées. Le mineur initie la procédure en s'adressant au juge. Son avocat, une fois nommé, a pour mission d'introduire une requête en modification de l'autorité parentale, respectivement du droit de visite et d'hébergement. En pratique, il est toujours donné suite aux demandes initiées par un mineur, en ce sens que le JAF nomme un avocat. Selon les statistiques communiquées, il a été recouru à ladite procédure à 24 reprises en 2019 et à 42 reprises en 2020. Par comparaison, il est intéressant de noter qu'en 2019, 1.926 jugements ont été pris dans le cadre des affaires de divorce et 1.978 jugements en 2020.

Finalement, les statistiques montrent qu'en 2019, 20 jugements ont été prononcés dans le cadre de demandes initiées par un mineur en application de l'article 378-2, (2) du Code civil et 26 jugements en 2020. La différence entre le nombre de demandes basées sur la procédure prévue à cet article et le nombre de jugements, trouve deux explications :

- L'avocat nommé suite à la demande du mineur n'a pas introduit de requête en modification de l'exercice de l'autorité parentale/du droit de visite, mais a pu résoudre le problème de son client d'une autre façon. Ainsi, le JAF, après avoir nommé un avocat, n'a pas été saisi d'une requête et n'a pas dû rendre de jugement.

- La demande du mineur est parvenue au JAF en 2020, mais la requête de son avocat n'a été introduite que fin 2020, sinon en 2021, de sorte que le jugement n'a pas été ou ne sera rendu qu'en 2021.

Les statistiques fournies n'indiquent cependant pas dans combien d'affaires il s'agissait de modifier l'exercice de l'autorité parentale et dans combien d'affaires le droit de visite était visé.

Question 3999 (01.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **effets à long terme de la pandémie Covid-19 :**

Am Artikel „Was man nicht sieht" an der Editioun vun der „Süddeutsche Zeitung" vum 27. an 28. Mäerz 2021, goufen d'Problemer vun de Laangzäitfollge vun enger Covidinfektioun, dem sougenannte Postcovidsyndrom, diskutéiert.

Den Artikel geet ënner anerem op eng Etüd an, déi am italieenesche Fachmagasinn „Plos" publizéiert gouf. Deemno hätt de Grad vum Krankheetsverlaf keen direkten Afloss op de Grad vun de Laangzäitfollgen. Och Leit, déi wärend der Infektiounsphas just liicht Symptomer opweisen, kënne vu schwéiere Laangzäitfollge getraff ginn. En däitsche Rehazenter, deen op d'Behandlung vu Covidlaangzäitpatiente spezialiséiert ass, betount, datt et eng ganz komplex Erausfuerderung duerstellt, adequat Therapien ze entwéckelen, well déi eenzel Symptomer sech opgrond vu feelenden Donnéeën ursächlech nach kengem spezifesche „biologesche Mechanismus" zouuerdne loossen. Heefeg Symptomer si Konzentratiouns-, Otem-, Schlof- a berufflech Leeschtungsstéierungen.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi vill Patiente mat engem Postcovidsyndrom sinn aktuell zu Lëtzebuerg enregistréiert?

2. Wéi eng medezinnesch Institutioune betreien déi Leit?

3. Op Basis vu wéi enge Symptomer kann den Hausdokter zu Lëtzebuerg e Postcovidsyndrom als Krankheetsursaach consideréieren an u wéi eng zoustänneg Instanze kann hien de Patient fir weider Ënnersichunge verweisen?

4. Kënnen déi Donnéeën aus dem uewendriwwer genannte Fall mam Accord vum Patient anonymiséiert an der Recherche zur Verfügung gestallt ginn?

5. Wéi kënne generell weiderféierend Donnéeën iwwert d'Krankheetsbild vun engem Covidinfizéierte gesammelt ginn, wann de Patient wärend senger Infektioun doheem isoléiert ass?

6. Wéi eng weiderféierend Blutttester, Rëntgebiller a soss Donnéeë gi bei Patienten erhuewen, déi opgrond vun engem schwéiere Krankheetsverlaf an d'Spidol ageliwwert ginn? Kënnen dës Donnéeë mam Accord vum Patient anonymiséiert an der Recherche zur Verfügung gestallt ginn?

7. Wéi wäit kënnen d'Lëtzebuerger Doktere bis elo op d'Resultater vun der internationaler Recherche zeréckgräifen?

8. Op wéi engen aktuelle Modalitéite baséiert d'Gestioun vum Postcovidsyndrom bei der Gesondheetskeess? Wéi eng Medikamenter an Traitementer gi remboursëiert?

9. Kann de Postcovidsyndrom am Eenzelfall bei der Decisioun vun engem Accord op Usproch vun der Invaliderent mat consideréiert ginn?

Question 4114 (19.04.2021) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **« Long-Covid » :**

Le terme « Long-Covid » désigne tous les symptômes dont les patients peuvent souffrir pendant les semaines et mois après une infection au Sars-CoV-2. Les symptômes à long terme les plus fréquents sont le syndrome de fatigue, les maux de tête, l'essoufflement, la perte de cheveux, le manque d'énergie, des problèmes neurologiques, les problèmes de concentration. Dans la plupart des cas, les patients sont concernés par plus d'un de ces symptômes.

L'OMS estime qu'un patient sur dix sera concerné par le Long-Covid, en majorité des femmes et des patients plus jeunes dont l'épisode de Covid-19 était caractérisé par des symptômes légers ou modérés. L'OMS a déclaré vouloir se concentrer sur les séquelles à moyen et à long terme de la Covid-19 et à élaborer un concept international de collecte systématique des données relatives au Long-Covid.

Partant, le Long-Covid peut mener à des périodes prolongées d'incapacité de travail et nécessite également un concept de prise en charge des patients pour garantir un suivi médical ou le cas échéant, des offres de rééducation pour les personnes gravement touchées. De plus, l'anamnèse chez le médecin devrait dès à présent tenir compte d'une infection documentée au Sars-CoV-2.

Pour ces raisons, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité Sociale :

1) Les cas de Long-Covid sont-ils d'ores et déjà recensés de manière systématique ? Dans l'affirmative, de quelle façon ce recensement est-il effectué ? Un code spécifique de nomenclature a-t-il été créé à cet effet ou sera créé prochainement ?

2) Combien de personnes souffrent actuellement de Long-Covid et quelle est la durée moyenne de la maladie ?

3) Quelles sont les offres thérapeutiques en place pour les personnes souffrant de Long-Covid ?

4) Il est probable que le nombre de patients sous Long-Covid au Luxembourg continue à augmenter. Le système de santé luxembourgeois dispose-t-il de ressources suffisantes pour fournir un traitement adéquat à tous les patients concernés ?

5) Est-il possible d'estimer le coût que les effets du Long-Covid généreront à long terme pour la sécurité sociale ?

Réponse commune (05.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Déi honorabel Deputéiert stellen eng Rei Froen iwwert d'Laangzäitkonsequenze vun der Covid-19, oder och nach „Long-Covid" oder „Postcovidsyndrom" genannt, déi sech iwwerlappen, an dofir erlabe mir eis, eng gemeinsam Äntwert op déi zwou Froen ze ginn.

Fir d'éischt muss een drop hiweisen, dass et an der medezinnescher Literatur (Referenzen 1-3) keng eenheetlech Definitioun vum Long-Covid gëtt, an et domat schwéier bis onméiglech ass, Studien ze maachen a Resultater ze vergläichen. Eist Wëssen iwwert dës Konditioun ass also nach limitéiert. An Amerika huet awer elo den National Institute of Health (NIH) den 23. Februar 2021 annoncéiert, eng grouss Etüd iwwert Long-Covid wëllen ze maachen. An Europa ginn et eng Rei Studien, déi ufänken dës Problemer ze analyséieren z. B. a Groussbritannien d'Etüd „PHOSP-COVID" (Referenz 4) oder verschidden Etüde vum Grupp ISARIC (International Severe Acute Respiratory and Emerging Infections Consortium).

Et handelt sech beim Long-Covid ëm een Ensembel vu klinesche Manifestatiounen, déi multisysteemesch sinn an de Beräicher vun der Longefunktioun, dem Bluttbild, dem kardiovaskuläre Secteur, dem Stoffwiessel, der Neuropsychiatrie, der Nierefunktioun, dem Daarm- a Verdauungstrakt, der Haut an der allgemenger Entzündung optrieden, oft a verschiddenen, iwwert d'Zäit variabelen, Kombinatiounen. Am heefegste kloen d'Patienten iwwert Otemproblemer, Middegkeet, Gelenkschmerz, an eng staark Reduktioun vun der Liewensqualitéit. Esou ee Long-Covid trëtt bei 10-20 % vun de Leit no enger liichter bis mëttelschwéierer akuter Infektioun op, a ka vill méi heefeg si bei ganz schwéieren Infektiounen. D'Symptomer daueren iwwert Wochen a Méint an hunn inevitabel och Repercussiounen op déi mental Gesondheet (Depressioun, Angschtzoustänn, posttraumatesch Stress-Krankheet etc.).

Well d'Symptomer esou heterogeen sinn, an och an anere Situatiounen ausserhalb dem Covid-19 virkomme kënnen, ass et net méiglech, z. B. aus den Donnéeë vun den Hospitalisatiounen (z. B. am Programm vun der „Documentation hospitalière") erauszefannen, ob si spezifesch mat enger Covid-19-Erkrankung zesummenhänken. Zousätzlech gëtt

et am Moment kee spezifesche Code fir de Long-Covid an der Nomenklatur vum ICD-10 (International Classification of Diseases, Versioun 10), déi fir de Codage vun den Diagnosen an de Spideeler benotzt gëtt. Esou ee Code (proposéiert ass de Code: U09.0 post-Covid condition, unspecified) soll awer elo vun der Weltgesondheetsorganisatioun kreéiert ginn, a soll dann den 1. Oktober 2021 an Applikatioun sinn, wat dann d'statistesch Analyse vereinfache géif. Et muss een och drop hiweisen, dass mir zu Lëtzebuerg wuel e systematesche Codage vun den Diagnosen an de Spideeler hunn, awer net am Secteur „extra-hospitalier". Dëst limitéiert weider eis Analyskapazitéite ganz staark, a mir hunn effektiv keng genee Donnéeën iwwert d'Zuel an d'Frequenz vum Long-Covid an eisem Land.

D'Leit, déi ënnert engem Long-Covid leiden, gi vun den Doktere suivéiert, déi e bestëmmte Grupp vu Symptomer traitéieren. Zum Beispill wa Longeproblemer a Kuerzootmegkeet bleiwen, gëtt de Patient haaptsächlech vun engem Longespezialist (Pneumolog) suivéiert. Den Hausdokter huet hei eng zentral Roll, a referéiert an deem Sënn d'Patiente bei déi néideg Spezialisten.

Klinesch Donnéeë kënnen ëmmer an anonymiséierter oder pseudonymiséierter Form fir d'Fuerschung zur Verfügung gestallt ginn. Dëst setzt awer viraus, dass de Patient averstanen ass an dëst och idealerweis schréftlech ausgedréckt huet (Informed Consent), an dass e formelle „protocole de recherche" virläit, dee vum „Comité national d'éthique de recherche" (CNER) an der Direktioun vun der Santé aviséiert ass, a vum Gesondheetsminister autoriséiert ass. Dëst ass net anescht fir de Covid-19 wéi fir all aner Krankheet. Weiderféierend Donnéeën, esou wéi speziell Tester (Blutt, Rëntgen, etc.) kënnen am Kader vun de Limitte vun esou engem Fuerschungsprotokoll erhuewe ginn. Eis ass awer am Moment net bekannt, dass esou e Protokoll zu Lëtzebuerg amgaange wär. Idealerweis géif e klengt Land sech do un eng europäesch oder international Demarche uschléissen, fir kënnen zu relevante Resultater a Konklusioune bäizedroen.

All Dokter huet haut Zougang iwwer den Internet op spezialiséiert Sitten, déi d'wëssenschaftlech-medezinnesch Publikatioune regruppéieren. De Bekanntsten ass sécherlech de Site „PubMed" vun der amerikanescher National Library of Medicine, wou aktuell (Stand 28. Abrëll 2021) 89.185 wëssenschaftlech Artikelen iwwert Covid-19 ze consultéiere sinn, de Gros dovun ass gratis zougänglech. Wann een d'Auswiel reduzéiert mam Stéchwuert „Covid-19 long term", kritt een hei nach ëmmerhin 2.481 Artikele proposéiert.

Et ass aktuell schwéier ze evaluéieren, ob d'Zuele vu Long-Covid weider wäerte klammen. Bei de meeschte Leit gesäit een awer eng Besserung iwwert e puer Méint. Et ass an deem Sënn och onméiglech, d'Käschte fir déi sozial Sécherheet ofzeschätzen, déi domat verbonne sinn.

D'Prise en charge vun de Medikamenter an den Traitementer vun de Long-Covidpatienten ass déi selwecht ewéi fir déi aner Patienten och. Ewéi uewen am Beispill ervirgeholl gouf, wann e Patient zum Beispill Longeproblemer huet a muss bei e Longespezialist iwwerwise ginn, ginn dës Fraise vun der sozialer Sécherheet natierlech en charge geholl esouwéi de Code vun der sozialer Sécherheet et virgesäit. Esou ass et och fir déi jeeweileg Medikamenter, déi de Patient brauch an déi op der positiver Lëscht vun de Medikamenter stinn.[19]

Question 4002 (01.04.2021) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant les **aides pour le secteur porcin :**

Le 17 février 2021, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a annoncé des aides visant à indemniser les éleveurs de porcs qui ont subi des pertes substantielles suite à l'érosion des prix sur le marché de la viande porcine depuis le début de la pandémie Sars-CoV-2. Cette aide peut être accordée pour le quatrième trimestre 2020 et le premier trimestre 2021.

1) Combien de demandes d'aides ont été adressées à ce jour au Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural par les éleveurs porcins ?

2) Comment Monsieur le Ministre entend-il soutenir ce secteur en difficulté au-delà du premier trimestre 2021 ?

Réponse (29.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le délai pour les demandes d'aide concernant la période du 4e trimestre 2020 (octobre-décembre 2020) est le 1er juillet 2021. À ce jour (le 26.04.), onze demandes d'aide ont été adressées par les éleveurs porcins au Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. D'autres éleveurs porcins se sont également renseignés par téléphone sur les modalités, mais une demande d'aide fait encore défaut. Il est à noter que les demandes d'aide doivent être soumises au plus tard le 1er octobre 2021 inclus pour les demandes en relation avec le 1er trimestre 2021.

ad 2) Depuis le début de l'année, le prix du porcelet s'est nettement redressé. Alors que le prix moyen pour la cotation de référence allemande « Nord-West » (Nord-West DE 25 kg) - référence utilisée par les éleveurs porcins luxembourgeois - était encore à 23 euros par porcelet au mois de janvier 2021, jusqu'à la mi-avril le prix moyen a plus que doublé et se situe actuellement à 53 euros par porcelet. Ce prix est nettement au-dessus de la moyenne des cinq dernières années.

Source : Varkensprijzen | VAEX Varkens- en Veehandel B.V. (thelivestocktraders.nl)

Le redressement des prix des porcs d'engraissement a commencé plus tard que celui des porcelets. Alors que le prix moyen pour les catégories S et E (environ 95 % de tous les porcs abattus) était encore à 1,23 € par kg abattu pour porcins indigènes début de l'année, jusqu'à la mi-avril, le prix moyen est passé à 1,55 € par kg abattu. Donc la tendance des prix est positive, néanmoins le prix actuel est encore légèrement inférieur au prix moyen sur trois ans. Nous continuerons à observer ce marché encore très fragile de très près.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4005 (01.04.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **cabinet de conseil dans le cadre de la campagne de vaccination :**

Laut engem Post op de soziale Medie vun engem Journalist huet d'Santé confirméiert, datt eng gréisser Lëtzebuerger Consulting-Firma fir d'Koordinatioun vun der Covidimpfcampagne zoustänneg ass.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wat sinn d'Modalitéiten an de genauen Objet vum Kontrakt mat der Consulting-Firma?

3. Wéi eng Missiounen huet déi besote Firma genau an Optrag kritt a wat ass de Käschtepunkt vum Optrag?

4. No wéi enge Krittären ass déi Consulting-Firma ausgesicht ginn?

5. Aus wéi enge Grënn huet d'Regierung decidéiert, dës wichteg Etapp am Kampf géint d'Pandemie un eng extern Firma ze outsourcen?

Réponse (09.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Mir confirméieren, datt eng Lëtzebuerger Consulting-Firma de Comité de pilotage, dee fir d'Impfcampagne zoustänneg ass an dee Representantë vum Gesondheetsministère, vum Haut-Commissariat à la protection nationale, vun der Direction de la santé, vum Centre des technologies de l'information de l'État a vun der Inspection générale de la sécurité sociale regroupéiert, begleet bei der Ëmsetzung vum operationelle Volet vun der Impfcampagne. Et handelt sech heibäi ëm d'Firma Arendt Business Advisory SA.

ad 2. De Marché public mam Intitulé „Marché public de fournitures et services pour la coordination des campagnes de vaccinations contre la Covid-19 et l'administration d'une plateforme d'assistance ‚helpline'" gouf de 6. Dezember 2020 um Portail des marchés publics publizéiert. Dëse Marché public ass an zwee Loten opgedeelt. Déi eenzel Lote sinn an der Äntwert op d'Fro 3 beschriwwen.

De Lot 1 betrëfft d'Ekipp „coordination", déi dem Comité de pilotage national assistéiert. D'Ekipp „coordination" huet de Rôle vun engem Secrétariat général an exekutéiert a suivéiert Decisiounen, déi vum Comité de pilotage getraff ginn. Den Intitulé „coordination générale" ass als „secrétariat général" redefinéiert ginn.

ad 3. D'Équipe de coordination huet follgend Missiounen: support de gouvernance, support méthodologique, operationell an administrativ, dëst an enker Kollaboratiouun an ënnert der Opsiicht vum Comité de pilotage „vaccins". Wat de Käschtepunkt ugeet, verweise mir op d'Äntwert op d'Fro N° 3723 (Fro 2) vum 26. Februar 2021.

ad 4. Mir verweisen och hei op d'Äntwert op d'Fro N° 3723 (Fro 1) vum 26. Februar 2021. Mir wëllen drop hiweisen, datt d'Modalitéiten, de genauen Objet vum Kontrakt, Missiounen an och Krittären am Cahier des charges nozeliese sinn. Dëse Cahier des charges, wéi all aneren, ass public a kann um Portail des marchés publics consultéiert ginn.

Question urgente 5120 (19.10.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant l'**application des mesures contre la Covid-19 dans le secteur sportif :**

An engem Communiqué vun haut (19.10.2021) bedauert d'Fussballsfederatioun (FLF), dass si opgrond vun den neien Dispositiounen am Covidgesetz all hir Matcher fir den 19., 20. an 21. Oktober ofsoe muss. De Grond soll laut FLF dora bestoen, dass ab haut keng Tester, déi selwer vun de Sportler bzw. de Benevollen oder Begleeder duerchgefouert goufen, méi unerkannt ginn an dass dëst eng lwwerraschung fir d'FLF gewiescht wier, vu dass den Datum vum Akraafttrieden am Sport vun deenen anere Secteuren ofwäicht.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend dréngend Froen un d'Regierung stellen:

1. War de Sportsminister mat de concernéierte Federatiounen zu den neien Dispositiounen am Covidgesetz am Austausch?

2. Huet d'Fussballsfederatioun d'Gesetz richteg interpretéiert a stëmmt déi am Communiqué geäusserte Kritik?

Réponse (20.10.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

D'Froe vun den honorabelen Deputéierten, déi selwer Member si vun der parlamentarescher Gesondheets- an Sportskommissioun, déi am Kontext vun de parlamentareschen Aarbechte vun deem neie Covidgesetz, am Ganzen dräimol zesummekomm ass, bezéien sech op den Artikel 8 vum neie Covidgesetz (loi du 18 octobre 2021), deen de Paragraf 6 vum Artikel 4 bis follgenderweis ofännert:

« La participation aux compétitions sportives n'est ouverte qu'aux sportifs et encadrants qui présentent un certificat tel que visé aux articles 3 bis, 3 ter ou 3 quater. Les sportifs de moins de douze ans et deux mois participant à une compétition sportive sont exemptés de produire de tels certificats. »

Geméiss dem Artikel 15 vun dem neie Covidgesetz, ass dës Ännerung den 19. Oktober a Kraaft getrueden, genau wéi och aner Bestëmmungen am Sportsberäich, déi awer op hirer Säit villes méi einfach maachen. Och dat soll een hei erwänen.

Doraus ergëtt sech, dass d'Interpretatioun vum Gesetzestext, wéi se vun der Fussballsfederatioun gemaach gëtt, wat d'Mise en vigueur vun den neien Dispositiounen am Sportsberäich ugeet, richteg ass, souwéi et de Federatioune per Circulaire och nom Vott vum Gesetz (18.10.2021 - 17.18 Auer) matgedeelt ginn ass.

Ze erwänen ass och, dass den Datum vun der Mise en vigueur zu kengem Zäitpunkt Géigestand vun engem Ännerungsantrag an der Chamberskommissioun war, weeder vun engem Majoritéitsdeputéierten nach vun engem Oppositiounsdeputéierten.

Déi zwee honorabel Membere vun der zoustänneger Chamberskommissioun missten also wëssen, dass et an dësem Fall guer keng Interpretatioun vum Gesetzestext brauch.

An dësem Kontext ass et wichteg, d'Chronologie vun der Ausaarbechtung vun dësem neien Text ze skizzéieren:

De 6. Oktober 2021 um 16.00 Auer, also zwee Deeg ier de Regierungsrot den 8. Oktober dann de Gesetzesprojet vum neie Covidgesetz ugeholl huet, hat ech iwwer Videokonferenz een Austausch mat Vertrieder vun der Fussballsfederatioun, an absënns dem President an dem Generalsekretär, der Basketballsfederatioun, der Volleyballsfederatioun an der Handballsfederatioun, wou déi ugeduechten Ännerungsvirschléi diskutéiert gi sinn, déi iwweregens och alleguer tels quels esou an d'Gesetz agefloss sinn. Do ass et natierlech och ëm d'Autotester gaangen, wou festgestallt gouf, dass wann déi ofgeschaaft ginn, zwar engersäits et méi komplizéiert gëtt, well nëmmen nach Professionnels de la santé zertifiéiert Schnelltester dierfe maachen, mee anerersäits awer grouss administrativ Obligatiounen ewechfalen. Et ass och an dëser digitaler Reunioun festgehale ginn, dass de Sportsministère weiderhi gratis Schnelltester un d'Verbänn respektiv hir Veräiner géif ausdeelen. D'Propos, dass d'Federatiounen d'Verdeelung un d'Veräiner géifen iwerhuelen, huet kee groussen Uklang fonnt.

Dee selwechten Dag, respektiv den Dag duerno, hat ech iwweregens och een Austausch mat de Presidente vun der Dëschtennisfederatioun, der Schwammfederatioun an dem Generalsekretär vum Turnverband, déi also op dem selwechten Informatiounsstand waren.

Et kann een erwänen, dass d'Presidente vun der Liichtathletiksfederatioun a vun der Tennisfederatioun an der zoustänneger Chamberskommissioun sinn an och fréistméiglech informéiert waren.

Den Inhalt vun der Circulaire kann een dofir net als nei Bestëmmunge vum Sportsministère definéieren, wéi et fälschlecherweis duergestallt ginn ass, mee als vereinfacht Duerstellung vun deenen Dispositiounen, déi d'Chamber decidéiert huet.

Question urgente 5128 (20.10.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**application des mesures contre la Covid-19 dans le secteur sportif :**

Déi nei CovidCheck-Dispositioune bréngen eng Rei Froe mat sech an der Praxis.

An engem Communiqué vum 19. Oktober 2021 bedauert d'Fussballfederatioun (FLF), dass schonn ab gëschter am Sportssecteur keng Schnelltester sur place méi kënne gemaach ginn. Laut dem neie Covidgesetz falen d'Schnelltester sur place an anere Beräicher, wéi dem Horeca-Secteur, awer eréischt den 1. November 2021 ewech.

Des Weideren ass d'Gesondheetspersonal, mengen Informatiounen no, nach net informéiert ginn, wéi et d'Tester sur place an de Clibb a wärend de Matcher kann zertifiéieren, an notamment iwwert de Fonctionnement vum QR-Code.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wëssend, datt an anere Beräicher wéi dem Horeca-Secteur d'Schnelltester sur place eréischt ab dem 1. November 2021 ewechfalen, aus wéi engem Grond geschitt dëst schonn ab dem 19. Oktober 2021 am Sport an net eréischt och den 1. November?

- Mengt d'Regierung net och, datt wann een d'Reegelen am Sport un déi am Horeca ugepasst hätt, een de Clibb d'Méiglechkeet ginn hätt, sech ze organiséieren?

- Wéini kritt d'Gesondheetspersonal, dat déi zertifiéiert Tester sur place an de Clibb a wärend de Matcher mécht, déi néideg Informatioune betreffend de Fonctionnement vum QR-Code, deen et den Negativgetesten aushännege muss? Kréien déi de QR-Code iwwer guichet.lu?

Réponse commune (21.10.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Virop wollte mir déi honorabel Deputéiert, déi och selwer Member ass vun der parlamentarescher Gesondheets- a Sportskommissioun, déi am Kontext vun de parlamentareschen Aarbechte vun deem neie Covidgesetz, am Ganzen dräimol zesummekomm ass, op dem Sportsminister seng Äntwert vu gëschter op déi dringend parlamentaresch Fro N° 5120 vun hire Parteikolleegen, verweisen.

Konkreet betrëfft een Deel vun der Fro den Artikel 8 vum neie Covidgesetz (loi du 18 octobre 2021), deen de Paragraf 6 vum Artikel 4 bis follgenderweis ofännert:

« La participation aux compétitions sportives n'est ouverte qu'aux sportifs et encadrants qui présentent un certificat tel que visé aux articles 3 bis, 3 ter ou 3 quater. Les sportifs de moins de douze ans et deux mois participant à une compétition sportive sont exemptés de produire de tels certificats. »

Gemäss dem Artikel 15 vun deem neie Covidgesetz, ass dës Ännerung, an där jo net vum Regimm CovidCheck riets geet, mee vill méi ëm d'Virweise vun engem 3G-Zertifikat, schonn den 19. Oktober a Kraaft getrueden.

Anescht ewéi am Horeca-Beräich, wou de CovidCheck-Regimm vum 1. November un obligatoresch ass, fält am Sportsberäich, am Beräich vun de Kompetitiounen, just de Schnelltest ewech, deen op der Plaz konnt realiséiert ginn.

Och déi honorabel Deputéiert huet dozou am Kader vun de parlamentareschen Aarbechte keen Ännerungsantrag presentéiert oder eng konkreet Fro gestallt, respektiv sech dës Fro gestallt.

D'Prozedur vun de CovidCheck-Zertifikater ass den 10. Juni 2021 vun der Gesondheetsministesch an dem Digitaliséierungsminister op enger Pressekonferenz virgestallt ginn, a steet och säit dem 14. Juni 2021 um Site guichet.lu. D'Demarche, fir een « EU Digital Covid Certificate » mat QR-Code fir een Antigeenschnelltest ze maachen, ass deemno net nei an existéiert schonn zanter dem Akraafttriede vun deem deemolege Covidgesetz am Juni 2021. Dës Prozedur dierft deemno de Gesondheetsberuffer net méi onbekannt sinn.

Fir awer sécherzestellen, dass d'Demarche verstanen a korrekt ausgeféiert gëtt, huet d'Santé nach emol eng schréftlech Instruktioun erausginn, déi um Site covid19.lu publizéiert gëtt an dann och via de Sportsministère diffuséiert gëtt.

[19] Referenzen:

- Rando H.M. et al. Challenges in defining Long Covid: striking differences across literature, Electronic Health Records, an patient-reported information. medRxiv preprint doi: https://doi.org/10.1101/2021.03.20.2153896 (version posted March 26, 2021)

- Nalbandian A. Et al. Post-acute Covid-19 syndrome. Nature Medicine, Focus/Review article. https://doi.org/10.1038/s41591-021-021-01283-z. March 22, 2021

- Maxwell E. Living with Covid19: a dynamic review of evidence around ongoing Covid19 symptoms (often called Long Covid). National Institute for Health Research. September 30, 2020

- PHOSP-Covid: Physical, cognitive and mental health impacts of Covid-19 following hospitalization - a multi-centre prospective cohort study. medRxiv preprint. https://doi.org/10.1101/2021.03.22.21254057 (version posted March 23, 2021)

N°15
2020-2021

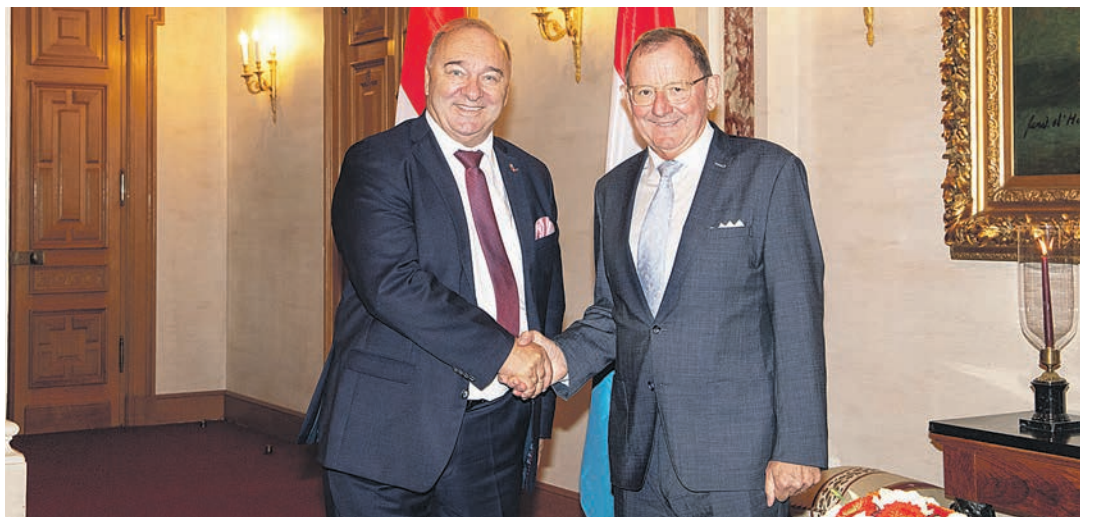
CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 15 | Session ordinaire 2020-2021

OpenLux : déclaration suivie d'un débat	p. 497	Sommaire des séances publiques nos 35 et 36	p. 525	35e séance	Mardi 9 février 2021
Médias électroniques : nouvelles dispositions	p. 517	Sommaire des questions parlementaires	p. Q360	36e séance	Mercredi 10 février 2021

Visite du Président du Conseil des États suisse



Le Président du Conseil des États suisse, M. Alex Kuprecht, a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen

Les relations bilatérales entre l'Union européenne et la Suisse ont été discutées le 7 octobre 2021 à la Chambre des Députés avec le Président du Conseil des États suisse, M. Alex Kuprecht. Accompagné d'une délégation parlementaire, ce dernier était en visite officielle au Luxembourg et a eu un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a d'emblée souligné lors de son allocution de bienvenue les liens forts d'amitié entre les deux pays et les nombreuses similitudes qui les unissent. Les députés suisses ont confirmé qu'à l'instar du Luxembourg, certaines régions aux frontières de la Suisse dépendent fortement des travailleurs frontaliers, notamment dans le domaine de la santé. Cette dépendance s'est manifestée de façon accentuée lors des premiers mois de la pandémie au cours desquels les frontières étaient partiellement fermées, ont-ils ajouté.

« Il est important de maintenir une relation de confiance entre l'Union européenne et la Suisse », a poursuivi M. Alex Kuprecht en faisant allusion à l'échec des négociations de l'accord-cadre qui devait stabiliser et dynamiser les relations entre l'Union européenne et la Suisse. Il a regretté notamment que la Suisse ait perdu son statut de « pays tiers associé » dans le domaine de la recherche européenne et que les chercheurs suisses soient de ce fait écartés du programme-cadre européen « Horizon Europe » qui octroie principalement des financements pour des projets de recherche scientifique.

« Il serait dommage que la Suisse perde son statut de partenaire privilégié et devienne, aux yeux de l'Union européenne, un État tiers si aucun accord n'est trouvé », a insisté un des Vice-Présidents de la Chambre des Députés. M. Alex Kuprecht se veut néanmoins optimiste et souhaite que les deux partenaires puissent aller de l'avant, main dans la main, en négociant un nouvel accord-cadre dans les plus brefs délais.

Dans quelle Europe voulez-vous vivre ? Discutez avec les députés !

Dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, les députés de la Sous-commission « Avenir de l'Europe » se rendront dans votre région pour discuter avec vous dans une atmosphère décontractée. Ils vous donnent rendez-vous le 15 novembre de 18h00 à 20h00 « Am Tuerm » à Diekirch (voir affiche ci-contre). Venez sur place et faites-leur part des sujets européens qui vous préoccupent et de vos idées sur l'avenir de l'Europe !

Inscription : futureu@chd.lu **Adresse : Am Tuerm, 46, Rue de l'Industrie, 9250 Diekirch**

La Conférence sur l'avenir de l'Europe est organisée par la Commission européenne, le Conseil et le Parlement européen. L'idée principale consiste en ce que des citoyens de toutes origines, des représentants de la société civile et des parties prenantes aux niveaux européen, national, régional et local soient impliqués dans l'établissement des priorités de l'UE via une approche ascendante, ouverte, transparente, inclusive, participative et équilibrée.

Les parlements nationaux se sont vu accorder un droit de participation adéquat et délèguent 108 parlementaires à la Conférence. Ils joueront un rôle de fédérateur et offriront une plateforme de discussion. Dans ce contexte, il est prévu que chaque État membre puisse organiser des « événements supplémentaires, en fonction de ses spécificités nationales ou institutionnelles, et apporter d'autres contributions à la Conférence, telles que des panels de citoyens nationaux ou des événements thématiques rassemblant les contributions de différents panels ».

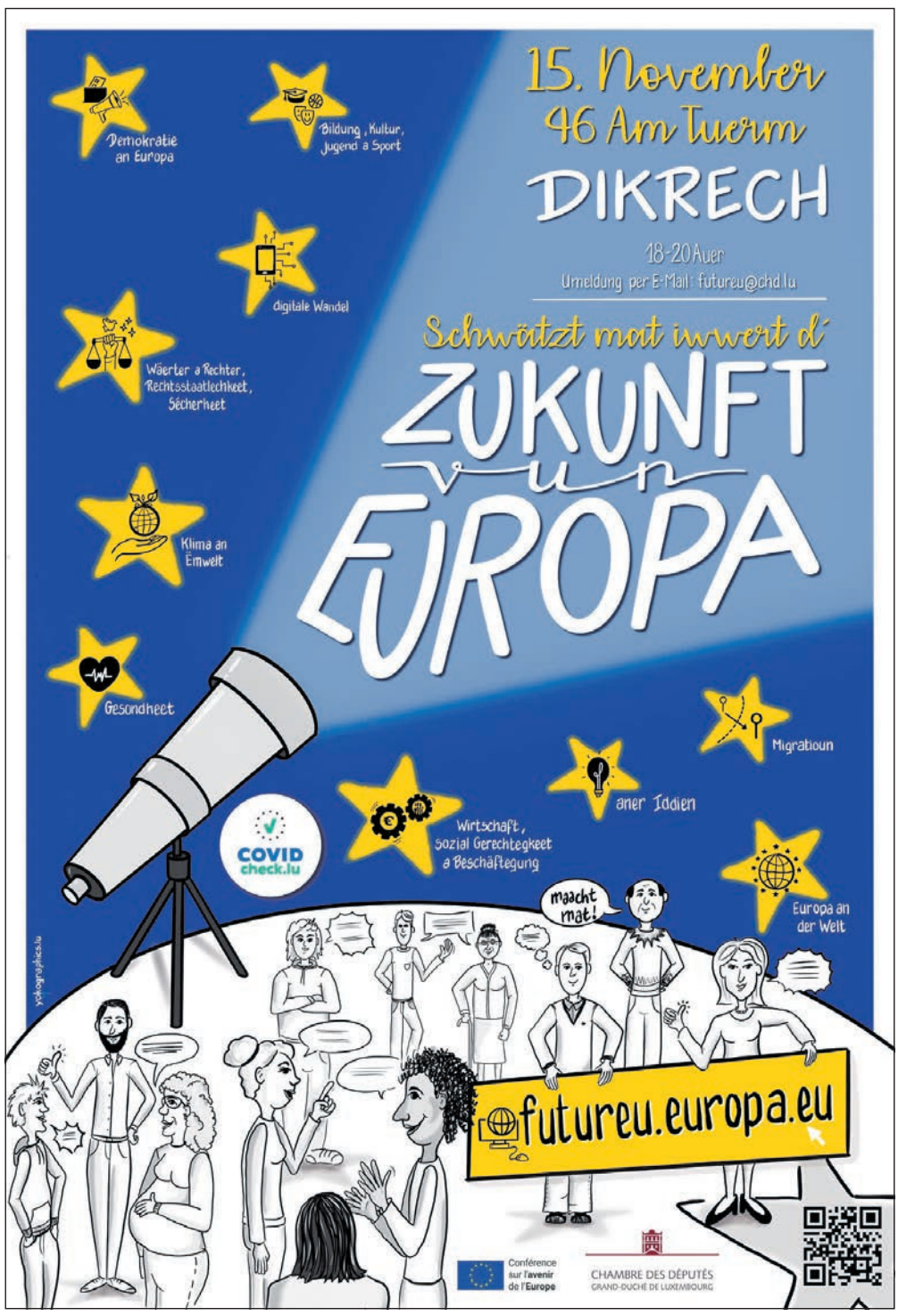
La Chambre des Députés a pris la décision d'organiser différents types de manifestations afin de promouvoir le dialogue avec les citoyens, notamment un tour à vélo, des discussions dans différents cafés des quatre circonscriptions électorales, des panels à la Chambre des Députés, un parlement des jeunes ainsi que les « parlements à la maison ».

Une plateforme numérique multilingue a été mise en place par les institutions européennes afin de permettre à tous les citoyens européens de partager leurs idées et de contribuer à façonner l'avenir de l'UE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

SPEZIALEDITIOUN
iwwert d'Revisioune vun der Verfassung
als Bäilag an dësem Compte rendu

ÉDITION SPÉCIALE
sur les révisions de la Constitution
en annexe de ce compte rendu



Le conflit israélo-palestinien au cœur des discussions

Visite du Premier Ministre de l'Autorité palestinienne

« Une solution politique est tout ce dont nous avons besoin pour que le peuple palestinien puisse vivre en paix et dans la dignité. Il faut qu'Israël respecte les accords d'Oslo. »

C'était le message principal du Premier Ministre de l'Autorité palestinienne, M. Mohammad Shtayyeh, en visite au Grand-Duché de Luxembourg le 28 octobre 2021.

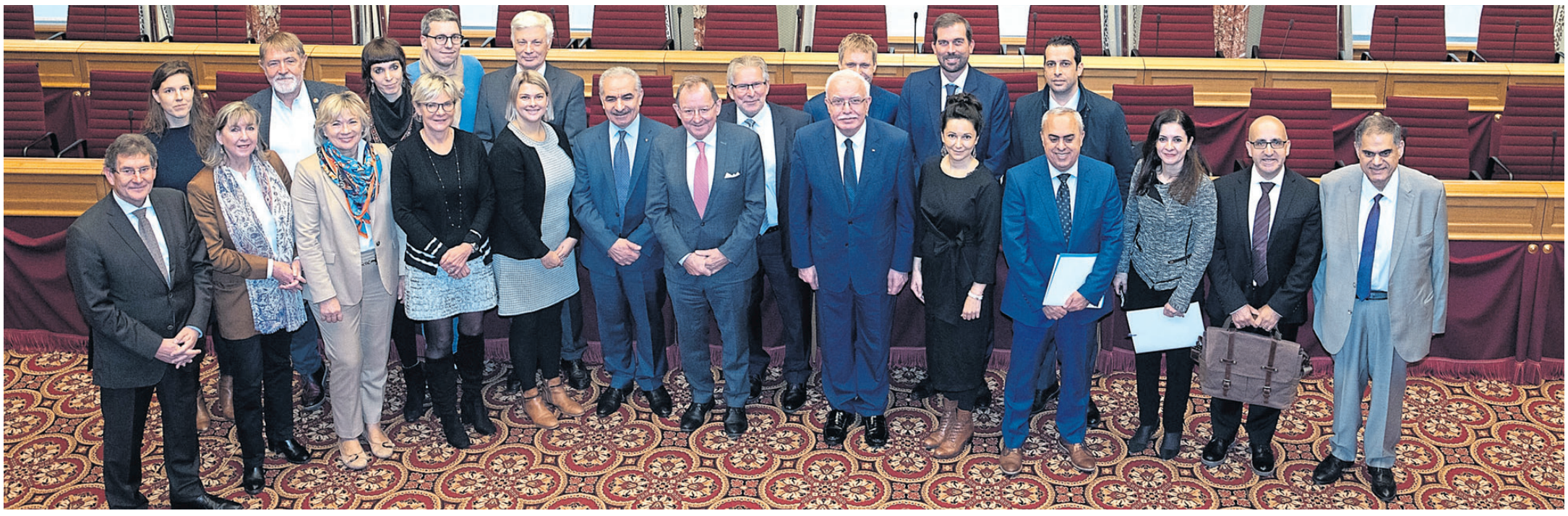
À cette occasion, M. Shtayyeh s'est échangé avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, rencontre lors de laquelle le conflit israélo-palestinien a été au centre des débats. Le Premier Ministre palestinien a exposé son point de vue sur la situation actuelle et a répondu aux questions des députés. Il a, à cette occasion, comparé la situation à celle qui régnait en Afrique du Sud lors de l'Apartheid. Il a également parlé d'un « régime colonial » qui viserait en plus à remplacer une population par une autre.

Suite à une question des députés, M. Mohammad Shtayyeh a expliqué que seuls les États-Unis avaient le poids nécessaire pour infléchir directement la position israélienne, notamment en ce qui concerne la problématique des colons israéliens. Un pays comme le Luxembourg pourrait cependant, d'après M. Shtayyeh, entraîner d'autres pays européens vers une position plus favorable aux Palestiniens et ainsi exercer une pression au niveau international.

Les États-Unis n'ayant actuellement pas de plan crédible, ce serait l'Union européenne qui, selon M. Mohammad Shtayyeh, se trouverait la mieux placée pour contribuer à résoudre le conflit. Le Premier Ministre de l'Autorité palestinienne a appelé les députés à continuer à soutenir la cause palestinienne.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné que le Luxembourg avait toujours été en faveur d'une « solution à deux États ».

M. Mohammad Shtayyeh a exprimé son espoir de pouvoir inviter une délégation parlementaire luxembourgeoise en Palestine afin qu'elle puisse se rendre compte de la situation sur le terrain.



M. Mohammad Shtayyeh et sa délégation en visite à la Chambre des Députés

Octroi de titres honorifiques

Lors de la séance publique du 19 octobre 2021, cinq anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire ont été honorés pour leur travail.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a procédé à l'octroi des titres honorifiques à Mme Maryse Klein, Mme Viviane Heinen-Nilles, M. Claude Frieseisen (ancien Secrétaire général de la Chambre des Députés), Mme Ginette Biasini et Mme Gény Arend (de gauche à droite).

Après 18 ans de service, M. Claude Frieseisen a quitté sa fonction pour partir en retraite, laissant le poste de secrétaire général à son successeur, M. Laurent Scheeck.



Observatoire national de la santé

7332 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la santé et modification

1° de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

2° de la loi modifiée du 25 novembre 1982 relative aux organes destinés à la transplantation ;

3° de la loi modifiée du 7 août 2012 portant création de l'établissement public « Laboratoire national de santé »

Conformément au programme gouvernemental de 2013, le présent projet de loi vise à mettre en place un Observatoire national de la santé « chargé de fournir les données épidémiologiques anonymisées nécessaires pour élaborer des plans d'actions nationaux de lutte contre des maladies telles que le cancer, les maladies cardiovasculaires et les maladies chroniques. L'Observatoire participera à l'évaluation des mesures prises sous l'égide de la politique nationale de santé. »

L'objectif général de l'Observatoire national de la santé est de contribuer à l'amélioration de la santé de la population et du système de santé. Son rôle est de mettre en réseau les ressources nationales produisant des données relatives à l'état de santé de la population et à l'utilisation du système de santé afin de les centraliser, coordonner et analyser et, le cas échéant, de les compléter sur les domaines de santé pour lesquels il n'existe pas ou pas suffisamment de données collectées.

Ainsi, l'Observatoire de la santé est un outil de documentation, d'observation et d'analyse de données relatives à la santé de la population, à ses déterminants, au système de santé et à sa performance. Il constitue par là un élément indispensable au pilotage du système de santé, à l'augmentation de sa qualité et de son efficience.

Concrètement, le rôle de l'Observatoire est d'aider le Gouvernement et les partenaires à définir les orientations et le contenu de politiques favorables à la santé de la population, compatibles avec la pérennité du système de santé et d'en faire le monitoring et l'évaluation.

Le projet de loi définit les missions, les outils et les pratiques du futur Observatoire, tout comme sa composition. Ainsi, il est prévu de mettre en place une administration publique dont le personnel est composé de fonctionnaires, employés ou salariés de l'État, sous l'autorité du ministre ayant la santé dans ses attributions, pilotée par un Conseil des observateurs.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 03.07.2018
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

26.02.2019	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
05.07.2019	Adoption d'une série d'amendements
07.01.2020	Adoption d'une série d'amendements
27.10.2020	Présentation et examen des amendements gouvernementaux Désignation d'un nouveau rapporteur Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17.11.2020	Adoption d'amendements parlementaires
18.11.2020	Adoption d'amendements parlementaires
19.01.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
02.02.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.02.2021
Loi du 2 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 168, page 1

Services d'intermédiation en ligne : équité et transparence

7537 - Projet de loi relative à certaines modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne

L'objet du projet de loi est de mettre en œuvre le règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne (ci-après le « règlement »).

Le règlement vise à encadrer les relations entre, d'un côté, les plateformes en ligne et moteurs de recherche en ligne ainsi que, de l'autre côté, les entreprises qui y ont recours, c'est-à-dire toute personne qui offre, par l'intermédiaire de ces plateformes, des biens ou services dans le cadre de son activité professionnelle. Il s'agit du premier cadre juridique de la sorte au niveau international.

Ce cadre juridique établit, d'une part, des règles destinées à interdire certaines pratiques jugées déloyales et, d'autre part, des obligations à la charge des plateformes en ligne afin d'assurer une meilleure transparence envers leurs utilisateurs professionnels. Il met également en place des mécanismes alternatifs pour régler les litiges pouvant naitre de relations entre ces plateformes en ligne et les entreprises utilisatrices.

Le règlement oblige les États membres à mettre en place des mécanismes de recours. Il s'agit notamment de la possibilité pour les entreprises utilisatrices lésées par les pratiques des plateformes d'intermédiation en ligne de se faire représenter par des organisations ou associations lors de litiges judiciaires en vue de faire cesser tout manquement aux exigences du règlement.

C'est ainsi que le projet de loi met en œuvre la procédure de l'action en cessation qu'une entreprise lésée pourra entamer contre une plateforme qui ne respecterait pas les obligations du règlement. Il fixe, en outre, les conditions-cadres que les organisations ou associations devront remplir pour être légitimes à représenter l'utilisateur professionnel et indique les sanctions en cas de non-respect de l'ordonnance de cessation.

À noter que le règlement donne également la possibilité aux États membres de nommer un organisme public comme entité qualifiée pouvant représenter une partie lésée et intenter une action en cessation.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24.03.2020
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :
24.09.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
01.10.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14.01.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.02.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.02.2021
Loi du 5 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 185, page 1

Médias électroniques : nouvelles dispositions

7651 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Le projet de loi 7651 vise à aligner la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques avec les nouvelles dispositions de la directive (UE) 2018/1808 (directive « Service de médias audiovisuels ») et se limite à une transposition fidèle de ladite directive. La modernisation de cette loi permet de refléter les derniers développements techniques du marché des services de médias audiovisuels. En effet, ce marché a subi une mutation profonde qui s'est manifestée par la convergence entre la télévision et les services internet.

Évolution du cadre juridique européen

En 1989, le législateur européen avait introduit un premier cadre légal relatif à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle moyennant la directive 89/552/CEE[1]. Après avoir subi une première modification en 2007 par la directive 2007/65/CE[2], la directive 89/552/CEE a été abrogée et remplacée en 2010 par la directive 2010/13/UE (directive « Services de médias audiovisuels » ou encore appelée directive « SMA »)[3].

Depuis lors, le progrès technique a révolutionné le marché des services de médias audiovisuels. La convergence entre la télévision et l'internet ont permis le développement de nouveaux types de services et de nouvelles expériences d'utilisation. Au cours de la dernière décennie, les réseaux sociaux, les fournisseurs de services de vidéo à la demande et les plateformes de partage de vidéos ont gagné beaucoup d'importance sur le marché en question. Aujourd'hui, ces trois acteurs représentent un vecteur important de partage de l'information, de divertissement et d'éducation pour le grand public. Par ailleurs, la popularité des services internet a engendré une croissance rapide du répertoire de clips vidéo et d'autres contenus créés par l'utilisateur.

Afin de refléter cette métamorphose des services de médias audiovisuels, l'Union Européenne a jugé nécessaire de moderniser la directive « SMA » de 2010.

Points clés de la directive (UE) 2018/1808

La directive (UE) 2018/1808 modifie et actualise la directive « SMA » dans le cadre de la stratégie du marché unique numérique.

Premièrement, elle élargit le champ d'application de la directive « SMA » aux services de plateformes de partage de vidéos ainsi qu'au contenu audiovisuel partagé sur certains services de médias sociaux.

Deuxièmement, elle modifie les critères pour déterminer la compétence juridique du pays dont relève un fournisseur de services de médias audiovisuels. Les États membres de l'Union Européenne doivent désormais tenir une liste régulièrement mise à jour des fournisseurs qui tombent sous leur domaine de compétence. Troisièmement, elle assure une meilleure protection des mineurs contre les programmes susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral. Ainsi, les plateformes de partage de vidéos doivent mettre en place des mesures spéciales en vue de protéger les mineurs contre les contenus inappropriés à leur âge. Quatrièmement, la nouvelle directive permet de lutter plus efficacement contre les discours haineux. En effet, les fournisseurs de services de médias audiovisuels doivent garantir que leur contenu respecte les principes fondamentaux de la directive (protection des mineurs et interdiction de l'incitation à la violence, à la haine et au terrorisme).

Cinquièmement, elle modifie les règles en matière de publicité audiovisuelle. D'un côté, les organismes de radiodiffusion télévisuelle pourront jouir d'une plus grande flexibilité en ce qui concerne les moments de diffusion de leurs messages publicitaires. D'un autre côté, la nouvelle directive apporte des exigences supplémentaires pour le parrainage et le placement de produits.

Sixièmement, les nouvelles dispositions permettent de renforcer la promotion de la production audiovisuelle des pays européens. En effet, les fournisseurs de services de médias audiovisuels à la demande devront inclure au moins 30 % d'œuvres européennes dans leur catalogue.

Finalement, le législateur européen vise à élargir les pouvoirs des autorités de régulation nationales et à renforcer leur autonomie.

Transposition en droit luxembourgeois

Suite aux adaptations de la législation européenne, il importe de réviser le cadre juridique actuellement en place au Luxembourg. Le présent projet de loi porte modification à la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en transposant fidèlement les dispositions de la directive (UE) 2018/1808. La future loi comportera donc les modifications clés énumérées ci-avant.

Afin de garantir le respect de la nouvelle législation nationale, l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) se verra confier de nouvelles missions. Tout d'abord, l'ALIA est retenue comme entité compétente pour le règlement de litiges extrajudiciaires dans le domaine des services médiatiques. Deuxièmement, elle devra mettre en place des mécanismes pour évaluer l'efficacité des mesures prises par les plateformes de partage de vidéos. Par ailleurs, elle devra encourager la corégulation et l'autorégulation du marché des services de médias audiovisuels au moyen de codes de conduite. Finalement, elle devra promouvoir le développement de l'éducation aux médias pour les citoyens de tous âges.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 19.08.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :
15.09.2020 Présentation du projet de loi
11.12.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement
05.02.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.02.2021
Loi du 26 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 174, page 1

Luxembourg-Russie : convention sur les impôts

7725 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Moscou, le 6 novembre 2020, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Fédération de Russie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juin 1993

Le présent projet de loi a pour but d'approuver l'Avenant à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Fédération de Russie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, fait le 6 novembre 2020 à Moscou. L'Avenant a été négocié sur demande de la Fédération de Russie en raison d'un changement de sa politique conventionnelle en matière de retenues à la source sur les dividendes et les intérêts. L'article I de l'Avenant porte le taux de retenue à la source conventionnel sur les dividendes à 15 % du montant brut des dividendes, sauf exceptions pour lesquelles ce taux est réduit à 5 %. À l'article II de l'Avenant, il est introduit un droit d'imposition partagé pour les intérêts permettant ainsi à l'État de la source de prélever une retenue à hauteur de 15 % du montant brut des intérêts, mais qui est assortie d'une série d'exceptions pour lesquelles (i) soit le taux conventionnel est fixé à 5 %, (ii) soit le droit d'imposition est exclusivement attribué à l'État de résidence du bénéficiaire effectif des intérêts, en raison de sa qualité de bénéficiaire et/ou de la qualification de la créance génératrice des intérêts.

L'Avenant sera applicable au Luxembourg à partir du 1er janvier 2022.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.11.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
29.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
05.02.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.02.2021
Loi du 26 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 159, page 1

Dispositions concernant différents instruments financiers

7736 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

5° la loi du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts

Le présent projet de loi a pour but principal de clarifier et de détailler, de manière ponctuelle, des dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte de contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ainsi que la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives. De surcroît, la présente loi en projet vise à corriger trois erreurs matérielles contenues dans les lois du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts et du 10 juillet 2020 instituant un registre des fiducies et des trusts.

De manière générale, les adaptations proposées par le présent projet de loi entendent améliorer la transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 (AMLD IV) relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE. À noter que les modifications du présent projet de loi sont en ligne avec les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) en matière de prévention du blanchiment et de la lutte contre le financement du terrorisme.

La loi en projet contient également un deuxième volet concernant le régime transitoire introduit à l'article 186-6 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif par la loi du 8 avril 2019 relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne. Il est proposé de prolonger ledit régime transitoire jusqu'au 31 juillet 2021 afin de garantir la sécurité juridique pour les investisseurs luxembourgeois détenant des parts d'organismes de placement collectif britanniques.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.12.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
06.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
18.01.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
22.01.2021 Suivi des travaux
25.01.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.02.2021
Loi du 25 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 158, page 1

Délais en matière fiscale, financière et budgétaire

7746 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger certains effets de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise. Il s'inscrit dans la lignée des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 prises par la loi du 24 décembre 2020 modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et vise à introduire des dérogations limitées dans le temps à certaines dispositions fiscales.

Les adaptations prévues au niveau des impôts directs avaient été annoncées par le Gouvernement le 21 décembre 2020 dans le but d'amortir l'impact des mesures sanitaires prises par la loi du 24 décembre 2020 sur l'économie du pays.

Par le présent projet de loi, il est visé d'accorder un délai supplémentaire jusqu'au 31 mars 2021 aux personnes physiques pour déposer les déclarations pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques et pour l'impôt commercial des personnes physiques de l'année 2019.

Quant au délai de dépôt des déclarations pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des entreprises de l'année 2020, le projet de loi propose de prolonger les délais jusqu'au 30 juin 2021. Il est également visé de proroger le délai pouvant être accordé pour le dépôt des déclarations pour l'impôt sur le revenu et pour l'impôt commercial des personnes physiques de l'année d'imposition 2020 jusqu'au 31 décembre 2021.

De surcroît, il est proposé de prolonger jusqu'au 30 juin 2021 le délai pour les conjoints imposables collectivement pour opter pour l'imposition individuelle au lieu de l'imposition collective. Finalement, il est proposé de reporter le délai d'exercice de l'option pour le prélèvement libératoire au 30 juin 2021.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.01.2021
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
25.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
05.02.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.02.2021
Loi du 25 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 157, page 1

1 Directive 89/552/CEE du Conseil du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (JO L 298 du 17.10.1989, p. 23)

2 Directive 2007/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2007 modifiant la directive 89/552/CEE du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (JO L 332 du 18.12.2007, p. 27)

3 Directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive « Services de médias audiovisuels » ou encore appelée directive « SMA ») (JO L 95 du 15.4.2010, p. 1)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Déclaration de recevabilité de la proposition de loi n° 7754 portant modification de**

   1. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et

   2. la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Déclaration du Gouvernement relative à OpenLux (suivie d'un débat)**
   - Déclarations : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Débat : M. Laurent Mosar - M. Gilles Baum - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prises de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
6. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 179 du 9 février 2021 de M. Marc Spautz relative à la propagation du coronavirus dans les maisons de retraite et de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

   Question n° 180 du 8 février 2021 de M. Gusty Graas relative à la résolution du syndicat communal PRO-SUD relative à la fermeture de la fourrière à Esch-sur-Alzette, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure
   - M. Gusty Graas - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

   Question n° 181 du 9 février 2021 de M. Fred Keup relative à la reconnaissance du luxembourgeois comme langue officielle de l'UE, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes
   - M. Fred Keup - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

   Question n° 182 du 5 février 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'utilisation de tests rapides antigéniques Covid-19 dans le domaine sportif, adressée à M. le Ministre des Sports

   Question n° 183 du 5 février 2021 de M. Claude Lamberty relative aux réactions des différentes fédérations sportives suite à la présentation de la stratégie de tests antigéniques rapides dans le milieu du sport de compétition luxembourgeois, adressée à M. le Ministre des Sports

   Question n° 184 du 5 février 2021 de M. Georges Mischo relative aux tests antigéniques rapides dans le milieu du sport de compétition luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Mars Di Bartolomeo - M. Claude Lamberty - M. Georges Mischo - M. Dan Kersch, Ministre des Sports - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 185 du 9 février 2021 de M. Marc Baum relative à la non-conformité de certains produits de désinfection des mains et des surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs et à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. Marc Baum - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 186 du 9 février 2021 de Mme Chantal Gary relative à la sécurisation du croisement entre route et piste cyclable à « Hëttermillen », adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Mme Chantal Gary - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de Mme Octavie Modert)

   Question n° 187 du 9 février 2021 de M. Laurent Mosar relative à la transposition de la directive (UE) 2019/790 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie
   - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

   Question n° 188 du 8 février 2021 de M. André Bauler relative aux nuisances potentielles des éoliennes, adressée à Mme le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 189 du 9 février 2021 de M. Sven Clement relative aux vaccinations dans les maisons de retraite et de soins, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Sven Clement - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 190 du 9 février 2021 de Mme Cécile Hemmen relative au « Frigo solidaire » récemment inauguré à Bonnevoie, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
   - Mme Cécile Hemmen - M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
7. **Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser**
   - M. Fernand Kartheiser
8. **Question élargie n° 71 de Mme Chantal Gary relative à l'éducation physique dans l'enseignement fondamental et secondaire**
   - Mme Chantal Gary - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
9. **7725 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Moscou, le 6 novembre 2020, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Fédération de Russie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juin 1993**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Laurent Mosar (parole pour fait personnel) - M. David Wagner (parole pour fait personnel) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **7736 - Projet de loi portant modification de :**

    1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

    2° la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

    3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

    4° la loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

    5° la loi du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
    - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. **7746 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise**
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
    - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. **Motion de M. Gilles Roth relative à la fixation du taux de l'intérêt de retard à 0,3 % par mois**
    - Exposé : M. Gilles Roth
    - Discussion générale : M. André Bauler - M. Sven Clement - M.Fernand Kartheiser - M. Claude Haagen - M. Gilles Roth
    - Vote sur la motion (rejetée)
13. **Ordre du jour (suite)**
    - M. Fernand Etgen, Président - Mme Octavie Modert
14. **Motion de Mme Octavie Modert relative à l'adaptation des prix unitaires et à l'examen des besoins réels des différents secteurs**

    Motion de Mme Octavie Modert relative à l'exemption d'impôts des aides aux investissements

    Motion de Mme Octavie Modert relative à l'adaptation de la liste des machines éligibles aux aides publiques

    Motion de Mme Octavie Modert relative à une procédure de sélection accélérée et simplifiée pour les investissements

    Motion de Mme Octavie Modert relative à des aides non remboursables et non imposables

    Motion de Mme Octavie Modert invitant le Gouvernement à faire bénéficier les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture des aides de compensation

    Motion de Mme Octavie Modert relative à l'introduction d'une aide financière forfaitaire pour locaux et salles de dégustation pour vins et crémants à l'instar de celle qui fut allouée à la mi-2020

    Motion de Mme Octavie Modert relative au renforcement des mesures de promotion décidées dans le cadre du « plan de relance pour l'agriculture » en juin 2020
    - Exposé : Mme Octavie Modert
    - Discussion générale : Mme Tess Burton
    - Prise de position du Gouvernement : M. le Ministre Romain Schneider
    - M. Jeff Engelen
    - Vote sur la motion 3 (rejetée)
    - Vote sur la motion 4 (rejetée)
    - Vote sur la motion 5 (rejetée)
    - Vote sur la motion 6 (rejetée)
    - Vote sur la motion 7 modifiée (adoptée)
    - Vote sur la motion 8 (rejetée)
    - Vote sur la motion 9 (rejetée)
    - Vote sur la motion 10 modifiée (adoptée)
15. **Ordre du jour (suite)**
    - M. Fernand Etgen, Président - M Fernand Kartheiser
16. **Motion de M. Fernand Kartheiser relative au dépôt à la Chambre des Députés d'un projet de loi permettant aux parents de figurer en tant que « mère » et « père » sur tous les documents officiels**
    - Discussion générale : Mme Stéphanie Empain - M. Gilles Roth - M. Sven Clement - M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement) - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement, M. Georges Engel, M. David Wagner et M. Claude Wiseler) - M. Sven Clement
    - Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 9 février 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7753** - Projet de loi portant sur la modification de :*

la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés

1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées ;

2) Centres de gériatrie

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 27.01.2021

***7757** - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la troisième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29.01.2021

***7758** - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 01.02.2021

***7759** - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen et modifiant le Code de procédure pénale*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 01.02.2021

***7760** - Projet de loi portant organisation de l'office des procureurs européens délégués et modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 01.02.2021

***7761** - Projet de loi portant modification :*

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 02.02.2021

***7762** - Projet de loi modifiant la loi du 5 juillet 2016 portant organisation des services de taxis*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 08.02.2021

3) La proposition de loi suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7754** - Proposition de loi portant modification de*

1. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et

2. la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 27.01.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1773** - Demande de pétition publique : Tiers payant d'honoraire médical*

Dépôt : Massimo Regno, le 25.01.2021

***1772** - Demande de pétition publique : Changement de politique migratoire - Biélorussie*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 25.01.2021

***1771** - Demande de pétition publique : Égalité hommes/femmes - Demande de modification de la réglementation du nombre de toilettes (WC et urinoirs) dans les bureaux et lieux publics*

Dépôt : Fabien Kontz, le 25.01.2021

***1782** - Demande de pétition publique : Réouverture des centres de fitness avec un port de masque obligatoire sous peine d'exclusion*

Dépôt : Joao Rui Coelho Moreira, le 25.01.2021

***1770** - Demande de pétition publique : Les agences immobilières nécessitent d'avoir un mandat de vente écrit pour toute mise en vente d'un bien immobilier*

Dépôt : Marc Kreitz, le 25.01.2021

***1775** - Demande de pétition publique : Transparence de communication des instituts financiers dans le cadre des fonctionnalités « open banking » à la suite de la directive PSD 2 et les possibilités de recourir au « paperless » lors de l'envoi des extraits bancaires ou autres documents*

Dépôt : Jean Martin Stoffel, le 26.01.2021

***1777** - Demande de pétition publique : Aufheben der nächtlichen Ausgangssperre in Luxemburg*

Dépôt : Max Hoffmann, le 26.01.2021

***1774** - Demande de pétition publique : Adoption plénière pour tous les couples, non seulement les couples mariés*

Dépôt : Estelle Munkler, le 26.01.2021

***1776** - Demande de pétition publique : Lëtzebuerger Sprooch*

Dépôt : Irme Milli Félicie Hollerich, le 26.01.2021

***1702** - Demande de pétition ordinaire : Rectification de la procédure de recrutement et des modalités pour les carrières policières du Groupe d'indemnité A1 et A2 (Concours externe : cadres policiers et carrières civiles)*

Dépôt : Costadinos Gaiganis, le 27.01.2021

***1696** - Demande de pétition ordinaire : Collecte séparée du plastique noir*

Dépôt : Enrico Campanella, le 27.01.2021

***1694** - Demande de pétition ordinaire : Centre de loisirs pour conducteur de voitures et de motos*

Dépôt : Charles Ries, le 27.01.2021

***1693** - Demande de pétition ordinaire : Demande de modification de la loi du 23 mai 2018. Infraction de dissimulation du visage. Voile islamique*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 27.01.2021

***1780** - Demande de pétition publique : Aschreiwung op enger Lëscht fir Covidimpfung*

Dépôt : Jean Wolff, le 28.01.2021

***1779** - Demande de pétition publique : La commission de vente d'une agence immobilière agréée au Luxembourg sera de 3 % + TVA pour toute vente d'un bien immobilier situé au Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt : Marc Kreitz, le 28.01.2021

***1778** - Demande de pétition publique : Sauver, réanimer et surtout garder en vie le secteur Horeca...*

Dépôt : Joseph Jordan, le 28.01.2021

***1783** - Demande de pétition publique : Pour le droit à une vie sociale et stable pour les professionnels du taxi*

Dépôt : Francisco Alexandre Da Cunha Relvão, le 29.01.2021

***1781** - Demande de pétition publique : Autorisation du port d'armes de self-defense non létales*

Dépôt : Timofey Potemkine, le 29.01.2021

***1785** - Demande de pétition publique : Projet Constitutionnel Protection des enfants*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 31.01.2021

***1784** - Demande de pétition publique : Déclarer 3 jours fériés au moment où la pandémie Covid19 sera vaincue et proposer de faire pareil dans tous les États membres de l'Union Européenne*

Dépôt : Christian Edlinger, le 31.01.2021

***1786** - Demande de pétition publique : Concerne aide à la vie chère (double prime)*

Dépôt : Claude Homerowski, le 31.01.2021

***1787** - Demande de pétition publique : Un arbre à planter dans chaque propriété dénudée*

Dépôt : Yonel Maniora, le 01.02.2021

***1792** - Demande de pétition ordinaire : Pétition mutuelle pour animaux*

Dépôt : Serge Pinto, le 02.02.2021

***1789** - Demande de pétition publique : Aufnahme des DAB + Regelbetriebs*

Dépôt : Yves Tychon, le 02.02.2021

***1788** - Demande de pétition publique : Pour le droit à une vie sociale et plus stable*

Dépôt : Francisco Alexandre Da Cunha Relvão, le 02.02.2021

***1791** - Demande de pétition publique : Pour le choix libre et légal entre « Eltregeld » et mise en crèche gratuite de leurs enfants*

Dépôt : Steve Schmitz, le 03.02.2021

***1790** - Demande de pétition publique : Obligation des feux du véhicule allumés pendant toute la journée*

Dépôt : Gilles Petit, le 03.02.2021

***1793** - Demande de pétition publique : De Papp ass de Papp, an net den „autre parent de naissance"!*

Dépôt : Alain Gales, le 04.02.2021

***1796** - Demande de pétition publique : Annuler le stage de la première commerce*

Dépôt : Mélissa Fernandes Moreira, le 05.02.2021

***1794** - Demande de pétition publique : Améliorer la liste des maladies indiquées concernant le traitement avec le cannabis médicinal*

Dépôt : Alexandre Corbonnois, le 05.02.2021

***1795** - Demande de pétition publique : BTS*

Dépôt : Fatima Messena, le 05.02.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Déclaration de recevabilité de la proposition de loi n° 7754 portant modification de

1. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et

2. la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

An hirer Reunioun vum 4. Februar 2021 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7754 iwwer temporär Bäihëllefe fir verschidden Entreprisen, déi de 27. Januar vum Här Marc Spautz deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, fir d'Proposition de loi 7754 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Déclaration du Gouvernement relative à OpenLux, suivie d'un débat

Eisen éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass eng Deklaratioun vun der Regierung iwwer OpenLux mat uschléissendem Debat. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Déclarations

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Gudde Mëtteg, Här President, gudde Mëtteg, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierter, léif Regierungskolleegen, et ass - an dat ass ganz verständlech - der Regierung wichteg gewiescht, fir am Kontext vun der Campagne OpenLux am Numm vun der Regierung e puer Kloerstellungen hei ze maachen.

Mir hunn dat - d'Ministerin Sam Tanson an ech - och scho gëschter an der Commission des Finances et du Budget an an der Commission de la Justice gemaach, mee ech mengen, dass et och wichteg ass, dass een dat an der Plenière mécht.

Déi Campagne ass am spéide Sonndeg an am Laf vum Méindeg ugaangen a poursuivéiert sech och fir e puer Deeg. Lëtzebuerg gëtt do duergestallt, wéi wa mer eis par rapport zu enger Rëtsch wichtege Sujeten net uerdentlech géife behuelen. Ech wëll domadder direkt ufänken a soen, dass Lëtzebuerg e Cadre juridique huet a Reegelen, déi an totaler Conformitéit sinn, souwuel mat allem, wat mat Fiskalitéit ze dinn huet, mat allem, wat mat Transparenz an allen Domänen ze dinn huet an en particulier an der Fiskalitéit, an dass mer alleguerten d'Reegele vun der Europäescher Unioun anhalen; dass mer alleguerten d'Reegele vun der OCDE, vum GAFI, deen drun ugehaangen ass, anhalen; dass mir en général alleguerten d'international Traitéen anhalen - mir sinn e Rechtsstaat - an dass dofir déi Ënnerstellungen, déi Amalgammen, déi do gemaach ginn, iwwerhaapt net nozevollzéie sinn an natierlech och engem Land wéi eisem, wat sech Méi gëtt, fir d'Reegelen anzehalen, d'international Reegelen, déi jo grad kleng Länner protegéieren, dass mer déi Reegele ganz seriö an eis zu Häerz huelen.

Ech géif d'Presentatioun en fait gäre ronderëm dräi Sujeten achséieren. Deen Éischten: alles ronderëm d'Fiskalitéit; deen zweete Sujet: ronderëm Blanchiment; an dann deen drëtte Sujet: ronderëm d'Thematik „E kleng Land mat enger grousser Finanzplaz".

Zum Sujet Fiskalitéit, mengen ech, ass iwwert déi lescht Joerzéngte ganz villes iwwer Lëtzebuerg gesot ginn. A mir hunn do net ëmmer dat beschte Bild ofginn, well mer jo och eng Rëtsch Steieravantagen haten, déi mer iwwer Joren ofgebaut hunn. Mee een entscheedende Moment war awer ganz bestëmmt 2014, wéi d'Regierung Bettel°1, an där ech d'Éier hat, Finanzminister ze sinn, decidéiert huet, dass mer géifen de Wee vun der Transparenz aschloen.

Dat ass en entscheedende Moment an eiser Geschicht, an eiser Wirtschaft an am Interêt vun eiser Finanzplaz. Dee Schrëtt assuméiere mer, hu mer deemools assuméiert an assuméiere mer haut nach vill méi.

A wat heescht dat? Majo dat heescht, dass eis Ausgangspositioun haut am Kontext OpenLux eng aner ass, wéi déi, déi mer leider deemools bei LuxLeaks haten. Ech muss leider drun erënneren, dass mer deemools op enger groer Lëscht waren. Ech muss drun erënneren, dass d'Regierung eréischt am Mäerz, Abrëll 2014 decidéiert huet, dass mer géifen en Échange d'informations maachen. Dat heescht, mir waren e Land, wat natierlech op deem dote Sujet ugräifbar war, an dofir huet déi Enquête vun deemools jo déi Spueren hannerlooss an huet jo dann och eng immens Visibilitéit kritt, weltwäit, déi eisem Land geschuet huet.

De Sujet deemools waren d'Rulingen. D'Rulinge waren emol net op e Gesetz opgebaut, ech muss dat rappelléieren! Richteg, Rulinge gëtt et iwwerall ..., gëtt et an 22 Länner vun der Unioun, a mir hunn eis dofir och geschloen, fir dass déi Problematik vun de Rulinge soll europawäit geléist ginn. Mir hunn eis och virun déi viregt Regierunge gestallt an net gesot, dass mer e Problem mat de Rulingen hätten, mir hu just ganz kloer gesot: „Wann een dat wëllt reegelen, da muss een dat op europäescher Basis reegelen."

A mir hunn ... Am zweete Semester 2015, wéi Lëtzebuerg d'Presidence vun der Europäescher Unioun hat, ass d'Directive de coopération administrative, genannt DAC 3, vun Europa ugeholl ginn an dat ass elo säit Laangem en vigueur a mir praktizéieren dat.

Dass mir haut vill manner Rulinge maache wéi deemools ass eng Tatsaach. D'Rulinge sinn haut zu Lëtzebuerg gutt encadréiert a ginn ausgetosch mat allen europäesche Länner.

Ech wëll och drun erënneren, dass mer am selwechte Joer, 2014, early Adopter vun enger ganzer Rëtsch internationaler Konventioune fir den Échange automatique waren, net nëmmen an Europa, Échange automatique iwwer Renseignements financiers, Leit, déi Konten hunn etc., net nëmmen an Europa, mee och baussent Europa. Early Adopter, dat heescht, mat deenen éischte Länner!

Mir waren - ganz wichteg! - associéiert mam Projet BEPS, dee faméise Projet Base Erosion and Profit Shifting vun der OCDE, deen 2010, 2011 ugaangen ass, no der internationaler a wirtschaftlecher Kris, mam But, weltwäit eng nei Landschaft fir d'Fiskalitéit ze gestalten. Do ware mir proaktiv mat derbäi. Den Zoufall huet et esou gewollt, dass dat am Hierscht 2015 zu Lima annoncéiert ginn ass, en marge vum FMI, zu engem Moment, wou Lëtzebuerg d'Presidence vun der Europäescher Unioun hat. An ech souz do op der Estrade zu Lima, wéi Europa zesumme mat alle Partner vun der OCDE annoncéiert huet, dass en Accord do wär, fir eng nei Steierlandschaft ze maachen. Mir waren do derbäi! A mir ware proaktiv derbäi!

Mir hunn dunn déi Reegelen op europäeschem Niveau ëmgesat, mat zwou groussen Direktiven: Anti-Tax Avoidance Directive 1 an 2 - déi sinn am Conseil ugeholl ginn, mat der Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg, do ass och d'Unanimitéit gefuerdert, an hei ass dee beschte Beweis, dass d'Unanimitéit keen Obstakel ass, fir an Europa weiderzekommen -, ATAD 1 an ATAD 2, a mir hunn déi allen zwou komplett ëmgesat. Komplett ëmgesat! Dat heescht, mir si fiskalesch, op gutt Lëtzebuergesch an einfach ausgedréckt, komplett an der Rei.

Dir hutt hei virun zwou Wochen e Gesetz gestëmmt, wou mer verschidde fiskalesch Mesuren ännere par rapport zu Drëttlänner, déi op enger schwaarzer Lëscht stinn, an dat och erëm op Basis vun enger europäescher Politik. An dat hu mer och ëmgesat.

Bref, mir sinn, wat d'Reegelen ubelaangt an der Fiskalitéit komplett an der Rei.

Wat an den Artikelen … Ech ginn net ze vill an op déi Poleemiken, déi an den Artikele stinn, mee wat een natierlech doraus muss zéien, ass: Wou ass dann e Problem mat Lëtzebuerg an der Fiskalitéit, wa Lëtzebuerg op kenger schwaarzer Lëscht ass, op kenger groer Lëscht ass an alles anhält, a méi anhält wéi Drëttlänner, well Europa Reegelen huet, déi méi streng sinn? Wou ass do de Problem?

Zweeten Aspekt: Transparenz mat Blanchiment. Do hu mir d'Ambitioun, natierlech esou wäit wéi méiglech ze goen an alles ze maachen, fir de Blanchiment ze verhënneren. Och do applizéiere mer alleguerten d'Anti-Blanchiment-Direktiven, déi et an Europa gëtt. An déi gi komplett ëmgesat. Mir schaffen och do un der Transparenz, dass alles Méigleches gemaach gëtt, fir dass ee gesäit, wie wëllt hannerzéien. An et ass jo och esou, dass dank eisem Regëster, op deen d'Ministerin Sam Tanson herno méi am Detail wäert agoen, dank engem ganz oppene Regëster, hei verschidden Interpretatiounen gemaach ginn, déi net an der Rei sinn.

Mir sinn eis och bewosst, dass et am Blanchiment e laange Wee ass - net nëmme fir Lëtzebuerg, net nëmme fir Europa -, well fir de Blanchiment ze kontrolléieren oder den Anti-Blanchiment ze aktivéieren, mussen alleguer d'Länner matmaachen, à commencer natierlech d'europäesch Länner selwer. An dat ënnerstëtze mir voll!

En drëtte Punkt, an déi Kritik, déi ënnerschwelleg och do ass - an heiansdo och ganz kloer ausgedréckt gëtt -, dat ass d'Gréisst oder ech géif soen d'Klengheet vun eisem Land. Wéi kann ee verstoen oder akzeptéieren - ass ënnerschwelleg gemengt -, dass e klengt Land wéi Lëtzebuerg eng grouss Finanzplaz huet? Bon, doriwwer kann ee vläicht schmunzelen a soen: „Loosst se schwätzen! Dat ass alles net esou wichteg, dat ass alles Poleemik a Verbiage." Mee ech muss Iech soen: Dat ass en fait eng Attaque frontale géint de Marché unique vun Europa.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Wat maache mir mam Marché unique an Europa? Mir hunn de fräie Verkéier, d'Fräizügegkeet, d'Libre circulation vun de Leit, vun de Gidder, vun der Servicer a vun de Capitaux. Dorop ass d'Unioun schonn opgebaut gewiescht, d'Communauté européenne an de 50er a 60er Joren, an dat hu mer mam Marché unique verdéift. An dat heescht, dass ee ka fräi hin- an hiergoen, dass ee fräi hin an hier ka schaffe goen, dass ee fräi ka seng Gidder oder seng Servicer oder seng finanziell Servicer verkafen. An dat ass scho relativ al, de Marché unique: Et sinn 30 Joer hier, dass mer eis doriwwer eens gi sinn, dat ass zwëschent 1985 an 1993 verhandelt ginn. Dat sinn iwwer 30 Joer, 1985 bis haut, wou et ugefaange ginn ass. Et ass och ee vun deene gréisste Succèse vun Europa. Et ass och esou, wéi mer Europa wëlle stäerken, well mir si kleng, verglach mat China, verglach mat de Vereenegte Staate vun Amerika, verglach mat der Stäerkt vu Südostasien. Dofir ass dee Marché unique gemaach ginn.

A wa verschiddener soen: „Mir brauchen europäesch Championen", - dat ass an der Covidkris ganz vill gesot ginn, am Kontext vun der Gesondheet, vu pharmazeutesche Gesellschaften -, jo, mir brauchen europäesch Championen. Mir brauchen och an der Finanz europäesch Championen. Mir wäerten awer och net elo higoen a soen: „Déi eenzeg, déi dierfen europäesche Champion an de Finanze ginn, solle Paräis a Frankfurt sinn."

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Wat awer och nach ënnerschwelleg ass, an ech wëll dat hei kloer soen, dat ass ... virdru sinn d'Attacke gewiescht: „Tjo, wa Lëtzebuerg esou vill Succès huet als Finanzplaz, dann ass dat, well se Tax-Avantagen hunn a well se de Secret bancaire hunn." A vill waren iwwerzeegt: Wa mer hinnen dat ewechhuelen, deene klenge Lëtzebuerger, da si se a Grond a Buedem zerstéiert. Eh bien, dat ass net geschitt. A mir haten de Brexit als bescht Beispill, dee bewisen huet, dass mer extreem attraktiv sinn.

An ech muss Iech soen, wéi déi Decisioune geholl gi sinn, 2014 an 2015, dat ware keng einfach Decisiounen. Do gouf et Kriticken hei. Ech verstinn déi Kriticken. Ech respektéieren déi och. Kee Mënsch wousst, ob mer wierklech esou standhaft wären, ob mer wierklech esou konkurrenzfäeg wären, wéi mer

dat ëmmer gesot hunn an ëmmer geduecht hunn. Haut, fënnef, sechs Joer duerno, kënne mer soen: Jo, eis Finanzplaz huet sech transforméiert. Si ass transparent, si ass oppen a si ass attraktiv. Ech géif souguer soen: Gott sei Dank hu mer dat gemaach! Well wa mer dat net gemaach hätten, wéi soll ech soen, da wäre mer haut „weg vom Fenster". A well mer et gemaach hunn, well mer dee Schratt awer geholl hunn, si mer haut méi staark. A wéi gesot, de Brexit huet et bewisen.

An da kënnt déi ënnerschwelleg Kritik: „Jo, jo da muss awer eppes aneschters do schiflafen an deem Land. Do muss iergendwéi en Trick sinn, do muss iergendwéi gefuddelt ginn, well soss kann ee sech jo net erklären, wéi déi Finanzplaz sech esou gutt entwéckele kann."

Eh bien, ech ginn lech fënnef Grënn, firwat dës Finanzplaz sech nach weider gutt entwéckelt. Déi fënnef Grënn hëllefen eis iwwregens net nëmmen op der Finanzplaz, mee fir eis ganz Wirtschaft.

Deen éischten ass politesch Stabilitéit - do sidd Dir all mat dru schëlleg, verantwortlech oder hëllefräich -, déi hu mir! Kuckt ronderëm lech an da gesitt Der: Dat gëtt et net ganz vill dorëmmer.

Mir hu sozial Rou, mir hunn en Dialog mat de Partner, an dofir hu mir ganz wéineg Streiken, fir net ze soe keng Streiken, well mer ëmmer dialogéieren. Dat ass vläicht d'Stäerkt vun engem klenge Land, mee et ass eis al Traditioun. An all deenen, déi dat opgebaut hunn, wëll ech haut Merci soen.

Drëttens: Mir hunn den Triple-A. Wéi oft ginn ech drop ugeschwat: „Du nervs mat dengem Triple-A, domat kann ee sech näischt kafen!" Jo, domat kann ee sech an engem Buttek näischt kafen. Et kritt een och keng Reduktioun, wann ee bei de Bäcker geet - „Ech sinn en Triple-A-Customer, gitt mer d'Baguette méi bëlleg", nee, esou fonctionéiert dat net. Mee well mir den Triple-A hunn, zéie mer Investissementer vun der ganzer Welt un, hu mer eng Finanzplaz, déi op zolitte Féiss steet an déi anerer natierlech beneiden, well se den Triple-A net hunn.

Dat Véiert, wat mer hunn, dat ass, dass mer innovéieren - innovéieren iwwerall an innovéieren op der Finanzplaz.

An dat Fënneft ass, dass mer et fäerdegbréngen, Talenter op Lëtzebuerg unzezéien, an net zulescht, well mer ganz previsibel sinn a well mer eng Stabilitéit a Previsibilitéit hunn, déi den Acteuren esou wichteg ass.

Leider, muss ech soen, ass alles dat, wat ech elo gesot hunn, déi fënnef Virdeeler vu Lëtzebuerg … vu dass ech dat hei a lëtzebuergescher Sprooch soen, fäerten ech, dass d'angelsächseg Welt dat net ganz nolauschtert, mee ech mengen, d'Angelsachse verstinn dat. Et si Länner mat anere Sproochen, déi dat net wëlle verstoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech kommen elo zum Schluss fir ze soen, dass natierlech a ganz ville Saachen Loft no uewe besteet. A ganz besonnesch am Domän vum Kampf géint d'Kriminalitéit, géint de Blanchiment, géint d'Utilisatioun vun de Kriminelle vun de Finanzreseauen, wéi mer se haut kennen, an dat gëllt och op den digitale Weeër an dat musse mer bekämpfen.

An ech soen lech: Dat ka Lëtzebuerg eleng net maachen. Dofir ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Initiativen op europäeschem Plang a ganz bestëmmt déi Iddi, déi an deenen nächste Méint wäert vun der Kommissioun op den Dësch kommen, fir eng Agence européenne géint de Blanchiment ze maachen, voll. Mir ënnerstëtzen dat! Wat soll dann ee Land eleng, ob kleng oder grouss, um europäesche Kontinent kënne maachen, wann d'Kooperatioun do net verbessert gëtt a wa mer net e Level-Playingfield hunn. Ech wëll domadder ganz kloer soen ... Wéi gesot, et ass esou: Et gëtt schwaarz Schof, et gëtt der iwwerall; mir maachen alles, fir dass déi Zuel esou kleng wéi méiglech ass, an eise Salut läit doranner, dass mer dat europäesch zesumme bewältegen.

Ech soen lech Merci. An ech si frou, dass och d'Sam Tanson an de Jean Asselborn hei sinn, fir op deem heite Sujet d'Unitéit vun der Regierung ze weisen, mee awer, mengen ech, och d'Unitéit hei an eisem Land. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, Här President, honorabel Deputéiert, ech hake vläicht do an, wou de Pierre Gramegna bei sengem drëtte Punkt stoe bliwwen ass, dass mer e klengt Land sinn, op dat ganz vill gekuckt gëtt. An dat setzt eis Responsabilitéit nach eng Kéier méi an d'Luucht, well d'Finanzindustrie nämlech en immens wichtegt Element ass an eisem Land.

A well mer do schonn esou vill op d'Fangere gekuckt kruten, si mer nach méi an der Responsabilitéit, wéi wa mer e grousse Player wäre vun der Gréisst hier. An dofir musse mer ëmsou méi alles drusetzen, fir wierklech ze weisen, a wéi eng Richtung mer elo hei säit e puer Joer intensiv schaffen. An dowéinst war et 2019 och esou wichteg, dass d'Decisioun geholl ginn ass, wou deen Transparenzregëster, also de Registre des bénéficiaires zu Lëtzebuerg agefouert gouf, der Saach scho virzegräifen.

Deemools ware mer nach bei der Ëmsetzung vun der véierter Direktiv. De Pierre Gramegna sot virdrun, mir hätten alleguerten eis Texter en matière de blanchiment ëmgesat. Hei hu mer déi véiert Direktiv ëmgesat, déi virgesinn huet, dass, fir an dee Registre des bénéficiaires effectifs eranzekommen, ee just ..., do misst ee schonn nach en Interêt beleeën.

Du ware mir awer scho bei der fënnefter Direktiv, déi huet eréischt dat Joer drop mussen transposéiert sinn, an déi huet virgesinn, dass een e generellen Accès fir de Public misst virgesinn. Dës fënneft Direktiv hat awer nach zwou Optiounen, fir e puer Barriäre virzeschiben, an dat war: Et kéint ee Fraise froen an et kéint een en Identifiant froen, fir awer d'Saach e bësse méi komplizéiert ze maachen, fir eranzekommen.

Mir hu bewosst dee Moment d'Decisioun geholl, dat net ze maachen, well Transparenz an deem heite Beräich eng immens grouss Roll spillt, eeben an der Bekämpfung vu kriminelle Machenschaften - Transparenz net nëmme vis-à-vis vun den Autoritéiten, vis-à-vis vun all den Acteuren, all den Intervenanten an der Chaîne am Kampf géint de Blanchiment, mee och an haaptsächlech Transparenz vis-à-vis vun der Zivillgesellschaft, vun den Associatiounen, déi sech asetze fir Steiergerechtegkeet, a vun der Press.

Duerfir erfëllt déi Enquête, déi elo hei gemaach gouf, an deem Sënn eigentlech déi Missioun, fir déi mer de Regëster agesat an opgemaach hunn - dat ass déi Kontrollfonctioun. An duerfir wäerte mer och all Element, wat wierklech op kriminell Machenschaften hindeit, ganz seriö kucken a ganz seriö analyséieren, wéi et konnt dozou kommen. An natierlech, wann et muss sinn, wäerten déi néideg Autoritéiten dat dann och poursuivéieren oder sanktionéieren, jee nodeem a wéi engem Beräich mer sinn.

Mir sinn exposéiert duerch déi Industrie, well Suen eeben ëmmer riskéieren, kriminell Machenschaften unzezéien. Duerfir gëtt et jo dee ganzen Dispositif anti-blanchiment an duerfir musse mer all eis Moyenen drusetzen, fir dogéint virzegoen.

Duerfir verstinn ech déi Kriticken net, déi et awer am Kontext vun der Transparenz gëtt, déi mer op nationalem Plang par rapport zu dësem Regëster hunn. Mir si mat dat progressivste Land an Europa, wat d'Oppenheet vun deem Regëster ugeet. Jo, et kann ee keng Recherche par nom maachen, dat heescht, et kann een net enger Privatpersoun, déi ee kennt, hiren Numm aginn an da gesinn, bei wéi enge Gesellschaften déi Persoun alleguerten de Bénéficiaire effectif ass. Dat geet net. Dat war och e bewosste Choix dee Moment. Mir haten an deem heite Kontext vill iwwert de Respekt vun der Vie privée geschwat. An och d'Direktiv an hire Considerante mécht ëmmer erëm den Equiliber tëschent Respekt vum Dateschutz, vun der Vie privée an der néideger Transparenz an deem heite Kontext. A mir hunn do Choixe getraff. Mir hu Choixe getraff, fir ganz wäit ze goen an der Transparenz, awer eng kleng Barre virzeschiben, déi déi ass, dass een net kann einfach déi Recherche nominale maachen. Et sinn och ganz wéineg Länner, wou een esou eng Recherche nominale ka maachen, a wann een déi ka maachen, da muss een normalerweis dann nach esou Saache wësse wéi d'Passnummer oder d'TVA-Nummer vun där Persoun, déi ee sicht, soudass dat eigentlech och Rigele sinn, déi virgeschiibt sinn.

Da gëtt gesot, mir hätten en Taux de remplissage vu 50 %. Och dat muss ee relativiséieren an zwar ganz staark. Mir hunn um Stand vum Dezember vum leschte Joer en Taux de remplissage vun 90 %. Wou kënnt déi Differenz hier? Well bei der Press gekuckt ginn ass, wien dee richtege Bénéficiaire - also an hiren Ae richtege Bénéficiaire - effectif uginn huet, wat ech och verstinn, dass een dat esou gesäit. Wann een dat héiert, ass déi Notioun vum Bénéficiaire effectif deen, deen effektiv vun der Gesellschaft beneficiéiert, wéi den Numm et seet.

Or, d'Definitioun, wéi se an eisen Texter steet a wéi mer se aus dem europäesche Kontext iwwerholl hunn, ass déi, dass de Bénéficiaire effectif vun enger Gesellschaft deen ass, dee soit de Contrôle effectif huet, soit méi wéi 25 % vun där Gesellschaft detenéiert, a wann déi zwee net kënnen identifizéiert ginn, dann ass et den Dirigent vun der Gesellschaft. Dat ass en europäeschen Dispositif, dee mer esou an eist nationaalt Recht transposéiert hunn, deen erkläert, dass eeben eng Rëtsch, eng grouss Rëtsch vun de Gesellschaften net de Bénéficiaire effectif laut den zwee éischte Punkten uginn hunn, mee eeben den Dirigent.

Wann een eng falsch Indicatioun dozou mécht, da mécht ee sech strofbar, dat heescht, déi falsch Indicatioun vum Bénéficiaire ass ... do stinn héich Strofen drop: Et kann een zu bis zu 1,2 Milliioune sanktionéiert ginn, wann ee falsch Indicatioune mécht.

Zu dem Pouvoir de contrôle vum RBE (ndlr: Registre des bénéficiaires effectifs): Wéi en instituéiert gouf, hu mer eis och do un de Linne vun der Direktiv orientéiert. Et ass drëms gaangen, e Regëster anzeféieren, deen Transparenz no bausse weist. Et ass net drëms gaangen, e Regëster anzeféieren, dee kontrolléiere géif. D'Iddi am Gesetzestext ass déi, dass all Acteur an der Chaîne anti-blanchiment, wann e Kontakt huet mat engem Client, wann en dann Iwwerpréiwunge mécht am RBE, an e constatéiert, dass do Differenze sinn, par rapport zu deem, wat e selwer constatéiert huet, da muss en dat beim RBE mellen. Den RBE mellt sech dann erëm beim Beneficiaire, bei der Gesellschaft. A wann dat net richteggestallt gëtt, da gëtt dat dann och weidergeleet un de Parquet.

Do derbäi gëtt et dann nach eng aner Prozedur, dat ass den Artikel 15 vum Gesetz, dee gesäit vir, dass ee freet, fir net an de Regëster, an den ëffentlechen Deel vum Regëster ze kommen; wuelverstanen ass een awer zougänglech fir d'Autoritéiten, déi de Regëster consultéieren.

Mir kruten eng 4.000 där Demandë beim RBE eran. Mir hu se quasi alleguerte refuséiert an doropshi koumen 300 Recoursen, déi am Moment beim Geriicht unhängeg sinn. An et gouf hei eng Question préjudicielle beim Europäesche Geriichtshaff gestallt eeben zu der Fro vum Respekt vum Privatliewen. Déi Fro ass am Moment unhängeg. A wann déi tranchéiert ass, kënnen natierlech och d'Suitë vun deenen Affäre weider tranchéiert ginn.

Ech sinn awer der Meenung - an zu där Konklusioun ware mer scho komm, éier mer vun der Press kontaktéiert gi sinn -, dass mer - vu dass et e Regëster ass, deen dem Staat ënnersteet, deen dem Luxembourg Business Registers ënnersteet -, awer am Fong och eng Responsabilitéit par rapport zu den Donnéeën hunn, déi an dësem Regëster stinn, an dass mer och eng Responsabilitéit hunn, dass, wann een e Manko huet, wann een net séier genuch seng Donnéeën eragëtt, mir och musse kucken, dass dat esou séier wéi méiglech poursuivéiert gëtt.

Duerfir hu mer schonn e puer Punkten identifizéiert. Deen Éischten ass deen, dass mer den RBE och wëlle mat engem Sanktiounsmechanismus dotéieren, fir administrativ Strofen ze verdeelen, wann déi Delaien net respektéiert ginn.

Mir sinn och amgaangen ze kucken, wéi mer nach besser eng Vernetzung maache kënnen tëscht den Daten, déi bei der CRF (ndlr: Cellule de renseignement financier) leien an deenen, déi bei dem RBE unhängeg sinn, fir ze iwwerpréiwen, awéifern et do problematesch Donnéeë gëtt, fir dass esou séier wéi méiglech ka poursuivéiert ginn, wann e Problem ass.

Well - an da sinn ech och fäerdeg - mer wierklech der Meenung sinn, dass mer alles mussen drusetzen, fir déi schwaarz Schof an der ganzer Chaîne an der Lutte géint de Blanchiment ze identifizéieren, dass mer déi Leit musse sanktionéieren, déi déi Praxissen toleréieren oder méiglech maachen. Well och dat geet net. Déi bréngen eng ganz Beruffsspart a Gefor, wa se dat da maachen, a si bréngen och d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz a Gefor.

Duerfir hu mer do nach ganz vill Aktiounspunkten, déi mer ugesat hunn a mat deenen Der lech an deenen nächste Wochen a Méint nach kënnt beschäftegen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister Pierre Gramegna a vun der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mir kommen elo zur uschléissender Debatt. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Här President, Madamm Minister, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt ufänken, andeem ech fir d'alleréischt déi Initiativ vun der Regierung begréissen, fir de Mëtten och hei zu där ganzer Thematik eng Deklaratioun ze maachen.

Ech hunn deenen zwee Ministeren och mat grousser Opmierksamkeet nogelauschtert - an dat kënnt mer net oft vir, mee et kënnt awer vir! Ech ka praktesch alles ënnerschreiwen, wat déi zwee de Mëtten hei gesot hunn. A ganz villes ass richteg an ech brauch dat duerfir och net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech wollt awer och soen - a wéi gesot, dat kënnt engem als Oppositiounsdeputéierten net oft vir, datt een d'Regierung och emol heiansdo lueft -: Ech fannen eigentlech, datt d'Reaktivitéit an och d'Kommunikatioun an dësem Dossier richteg gutt war. An dat, wat an aneren Dossiere falsch gelaf ass, ass hei richteg gelaf, an dat soll een och wierklech ënnersträichen. Ech mengen, och engem Oppositiounsdeputéierten an der Oppositioun steet dat gutt zu Gesiicht, wann een eng Kéier Saachen, déi d'Regierung mécht, richteg fënnt, a wann een dat hei och kloer an däitlech seet.

Une voix.- Dat wëll jo näischt soen.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dat gesot, wollt ech awer eng Rei vu Bemierkungen zu där ganzer Thematik maachen, déi een awer e bëssen opwullt, wann een déi ganz Diskussiounen iwwert déi lescht Wochen a Méint matsuivéiert huet. An eppes, wat mech opgewullt huet, ass eigentlech den Titel vun der „Süddeutsche Zeitung" gewiescht. Déi hu grouss getitelt: „Et ass net vill geschitt!" Abee, ech weess net, ob déi Journalisten déi lescht Méint a Joren net an Europa waren, well soss hätte se matkritt, datt ganz vill geschitt ass!

Et ass ganz vill geschitt an der Europäescher Unioun, et ass ganz vill geschitt an der OECD an et ass och ganz vill hei zu Lëtzebuerg geschitt. An dee beschte Beweis ass, datt all déi Zeitungen iwwerhaapt à même waren, déi Recherchen ze maachen, déi se konnte maachen. Well ouni Regëster, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wär et iwwerhaapt net esou wäit komm a géife mir de Mëtten déi Diskussioun iwwerhaapt net féieren!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- An duerfir, muss ech lech soen, kann ech och déi Kriticke vun deenen auslännesche Journaliste wierklech iwwerhaapt net novollzéien. Hei hu ganz vill europäesch Länner, a ganz besonnesch Lëtzebuerg, hir Hausaufgab gemaach. An ech soen dat: Och um Niveau vun deem Regëster brauche mer eis wierklech näischt reprochéieren ze loossen.

An ech hätt mir gewënscht, datt ganz besonnesch déi Journaliste vum „Monde" mol eng Kéier versicht hätten, dee selwechten Exercice a Frankräich ze maachen, ...

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- ... dat wär hinnen nämlech net gelongen, well den Accès op de franséische Regëster fir Journalistinnen a Journalisten zou ass. Och dat soll ee vläicht mol eng Kéier ervirsträichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu engem zweete Punkt, wou jo ee vun de grousse Reprochen ass, wou da gesot gëtt, jo, do wären eng Rei Leit, déi e kriminellen Hannergrond hätten, déi hätten et awer fäerdegbruecht, hei duerch eenzel Netzer ze falen. Wann dat esou ass - an, ech mengen, d'Madamm Justizminister huet dat gesot -, dann ass dat eppes, wat mir natierlech och als CSV-Fraktioun condamnéieren. An da musse mer och kucken, wou déi Kontrollmechanismen eventuell net esou gespillt hunn, wéi se hätte misse spillen, an da musse mer och eventuell déi Leit zur Verantwortung zéien, déi sech do net un d'Spillreegele gehalen hunn. Ech mengen, méi komplizéiert ass dat net. An deen Exercice - an do hunn ech Vertrauen an d'Regierung - wäert sécherlech och do gemaach ginn. Ech hu mer allerdéngs e bëssen d'Méi gemaach, an ech géif lech vläicht emol alleguerten eng Kéier recommandéieren, deen Exercice ze maachen.

Här President, wann ech e bësse méi laang sinn, ech mengen, de Sujet ass wichteg, dofir wär ech frou, wann ech trotzdeem e puer Minutten méi kéint kréien.

Ech hunn deen Exercice gemaach an ech wollt lech just emol ee Beispill ginn: Do geet notamment rieds vun engem indoneesesche Milliardär, deen am Palmueleg aktiv wär an deen dann anscheinend hei iwwer Lëtzebuerg gewëssen Aktivitéiten developpéiert hätt, an notamment hätt en e ganz groussen Immeuble an Däitschland kaaft. Hei si bestëmmt eenzel München- a Bayern-Fannen, déi wësse vläicht, wat de Ludwig-Komplex zu München ass. Abee, hei ass effektiv iwwer eng lëtzebuergesch Gesellschaft dee Ludwig-Komplex do kaaft ginn. Elo kann een eis natierlech reprochéieren - ech soen eis … dem Regëster! -, datt vläicht do net honnertprozenteg opgepasst ginn ass. Mee ech stellen lech déi Fro: Wéi ass dann an Däitschland opgepasst ginn, léif Kolleeginnen a Kolleegen? Well dat ass ongefëier d'selwecht, wéi wann hei een dat aalt Arcelors-Gebai kaaft hätt. Elo muss ech soen: Wann dat awer esou einfach ass an Däitschland, obschonn do och e Regëster ass an obschonn do och hätte missen Deklaratioune gemaach ginn ... Dat geet reiwungslos iwwert d'Bün! Dee Building gëtt kaaft, et ass keen, deen dervu schwätzt, och kee vun der „Süddeutsche"!

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass virdrun zu Recht gesot ginn: „Et ass Loft no uewen." Jo, et ass ëmmer Loft no uewen. An hei ass och Loft no uewen. An ech géif do wierklech just dräi Punkte ganz kuerz uschneiden an och der Regierung mat op de Wee ginn.

Deen éischten ass, an dat wësst Der, ech mengen do, wou mer wierklech mussen Efforte maachen,

ass um Niveau vum Parquet économique a vun der Police judiciaire - ech mengen, déi zwee Ministere wëssen dat -, an ech géif lech och wierklech bieden, well mer elo beim GAFI nach e klenge Sursis kritt hunn, dervun ze profitéieren, fir vläicht déi Corpsen do ze renforcéieren. Well Dir kennt de Problem, mir hunn e schonn e puermol hei thematiséiert, an ech si wierklech der Meenung, datt mer do net schnell genuch virukommen, wat Inculpatiounen a Condamnatiounen en matière de blanchiment ugeet. An ech mengen, et ass och wierklech do, wou e bëssen eis Achillesseen ass.

En zweete Punkt - an deen hu mer virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun opgeworf, ech wëll och do mäi Kolleeg Michel Wolter ervirsträichen, deen och mat à l'origine vun där Iddi war - ass, datt mir eigentlech géife virschloen, datt mer an Zukunft bei all Projet de loi am Finanzsecteur, sou, wéi mer am Moment eng Fiche financière maachen, esou eng Fiche réputation géifen derbäileeën, fir ze kucken, wat den Impakt vun all Projet, dee mer stëmmen, och op d'Reputatioun vun der Finanzplaz kéint sinn. Ech géif dat e flotten Exercice fannen. Domadder géife mir eis selwer och e bësse mat an d'Responsabilitéit huelen, fir ze kucken, ob déi Projeten och honnertprozenteg der Reputatioun entspriechen. Mir hunn herno e Projet de loi um Ordre du jour, ech wäert dat dann och am Kontext vun deem Projet soen, wat ech do e bëssen ze kritiséieren hunn.

An dann eng drëtt, an dat ass meng lescht Remark: Mir schwätzen nach ëmmer ganz vill vu Wäisswäsche vu Suen a vu Bekämpfung vu Kriminalitéit, Terrorismus, wou et, mengen ech, eis alleguerten drëm geet, deen op eng méiglechst effizient Aart a Weis ze bekämpfen. Vu datt ech mech awer vill mat deene Froe beschäftegen, muss ech lech soen, datt och d'Methode vun deene Kriminellen haut changéiert hunn: Déi wäschen net méi d'Sue wéi d'Mafia nach viru fënnef, zéng Joer, mee déi ginn haut op den Internet, déi ginn an déi digital Wärungen, déi ginn an de Blockchain - do, wou eng quasi rechtsfräi Zon ass, och wann et net dierft sinn. An do musse mer wierklech déi Thematik am A behalen an do ass et wichteg, datt Europa an deenen nächste Wochen a Méint onbedéngt legiferéiert. An och do - an Dir kennt do meng Propositioun, Här Finanzminister - wär et, mengen ech, och wichteg, datt mir eis do géifen e Minimum vu legalem Kader ginn. Well et kann net sinn, datt déi ganz Kriminalitéit elo an déi doten Internetreseauen eriwwergeet.

Dat gesot, als Konklusioun: Mir sinn erëm eng Kéier hei attackéiert ginn. Ech ginn och dervun aus, datt déi Attacke wäerte virugoen. D'Jalousie, besonnesch a Krisenzäiten, ass eppes Béises. Ech mengen awer, datt déi ganz grouss Erausfuerderung wäert de GAFI, d'GAFI-Evaluatioun sinn. Mir hunn do elo, wéi gesot, nach e klenge Sursis kritt. Mir sollten also profitéiere vun deem klenge Sursis, fir eis Hausaufgaben ze maachen, fir datt déi Evaluatioun méiglechst positiv ausfält. Well ech mengen, un där an u soss näischt gi mer gemooss.

Dat gesot, wëll ech awer mat engem ganz positiven Element ofschléissen: Ech fannen, datt hei, wann et ëm essentiell Interesse vum Land geet - an d'Finanzplaz ass en essentiellen Interêt vum Land -, Majoritéit an Oppositioun dann zesummestinn. An ech hu fonnt, datt dat eigentlech ganz gutt geklappt huet an de leschten Deeg, an ech géif mer wënschen, datt dat esou virugeet. Den CSV-Appui hutt Dir op jidde Fall.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- « La finance luxembourgeoise passée aux rayons X ». « OpenLux: Luxembourg, radiographie d'un paradis fiscal ». „OpenLux: Kleines Land, grosses Geld".

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren nëmmen e puer vun den Headlines, déi ee gëschter an der internationaler Press konnt liesen an ech muss soen, ech hunn net schlecht gestaunt. Graff resuméiert: Wat ass geschitt? E Konsortium vu Journalisten huet méi wéi 3 Milliounen Dokumenter aus dem Lëtzebuerger Firmeregëster, dem RBE, an aller Transparenz - an aller Transparenz! - analyséiert an et ass zu zwou Konklusioune komm: Éischtens - an ech schwätzen hei bewosst am Conditionnel -, Lëtzebuerg wier nach ëmmer eng Steieroas an zweetens, eisen Anti-Blanchiment-Dispositif géif sensibel Lacunnen opweisen.

Am Numm vun der DP wëll ech virop ënnersträichen, dass mer d'Approche vun der Regierung ausdrécklech begréissen. Net nëmme konnt ee par communiqué séier op déi Virwërf reagéieren, mee virun allem huet d'Parlament och këmne proaktiv doriwwer informéiert ginn. Ech mengen, déi Commission jointe, déi mer gëschter Moien haten, déi war immens wichteg, fir d'Saachen nees an dat richtegt Liicht ze réckelen an d'Virwërf och net onkommentéiert ze loossen. An och den Debat, dee mer haut an dësem Kontext féieren, fannen ech ganz wichteg a ganz nëtzlech.

Ech kommen duerno op déi Virwërf zréck. Mee onofhängeg dovun, ob dës Konklusiounen elo vun eis gedeelt ginn oder net - wat se natierlech net ginn -, déi Artikele probéieren, e schlecht Liicht op eis Finanzplaz ze werfen an eis Finanzplaz an en Eck ze drécken, wou se definitiv net higehéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Et ass kee Geheimnis, fir keen heibannen, wat fir eng Bedeitung déi Lëtzebuerger Finanzplaz fir eis Wirtschaft a fir eist Land huet: Zesumme mat hiren Dausenden Acteure steiert d'Finanzplaz ronn een Drëttel vun eisem PIB bäi, dat ass substanziell. Ech wëll och drop hiweisen, dass d'Finanzplaz och wärend der Pandemie e ganz, ganz zouverlässege Partner war. Zudeem spillt si a wäert och weiderhin e wichtege Rôle bei der Relance spillen. An anere Wierder: D'Finanzplaz ass fir eist Land ouni Zweifel systeemrelevant an dofir ass déi Affär ronderëm OpenLux ëmsou méi sensibel a mir sollen och do argumentativ dergéint goen.

Här President, duerch déi héich Innovatiounskraaft, eng ganz grouss Palett un offréierten Déngschtleeschtungen an déi ganz grouss Expertis, déi mer och hei hunn, gehéiert Lëtzebuerg mëttlerweil zu de weltwäit féierende Finanzzentren. Ech mengen, et kéint ee souguer soen: Lëtzebuerg spillt hei an der Championsleague.

Eis Finanzplaz ass stabill, si ass diversifizéiert an zukunftsorientéiert. Doriwwer kann ee sech freeën, well dat war net ëmmer esou. Nach virun e puer Joer huet d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Finanzplaz alles anescht wéi roseg ausgesinn: Lëtzebuerg stoung op schwaarze Lëschten a Lëtzebuerg ass wéinst dem Bankgeheimnis accuséiert an am Ausland diskreditéiert ginn. Kuerz nodeem d'Regierung Bettel 1 ugetrueden ass, konnt de Finanzminister Pierre Gramegna dunn nach d'LuxLeaks-Schierbelen zesummekieren. Hie konnt zwar näischt derfir, mee déi doten Zopp huet hien an d'ganz Regierung awer mussen ausläffelen.

An de Finanzminister huet deemools net gezéckt, fir konsequent Mesuren ze huelen am Sënn vu Steiergerechtegkeet an am Sënn vun Transparenz, mam Resultat, dass Lëtzebuerg haut op kenger eenzeger Lëscht méi ass, weeder enger groer nach enger schwaarzer. Eisen nationale Kader ass konform zu allen - zu allen! - europäeschen an internationale Reegelen.

Och déi couragéis Decisioun, d'Bankgeheimnis opzeginn, huet sech als richteg erwisen. Mir setzen op Transparenz a mir praktizéiere se konsequent. Mir praktizéieren och den internationalen Informatiounsaustausch konsequent. Do huet ee sech also och näischt virzewerfen.

Dat wëll awer net heeschen, dass mer op deem Punkt këmne stoebleiwen. Nee! D'Lutte géint de Blanchiment an d'Lutte géint den Terrorismus an och géint d'Steierflucht, dat ass e permanente Prozess. Et muss ee schonn, mengen ech, op zack sinn, fir den neisten Entwécklungen, EU-Virgaben a Recommandatioune vun internationalen Organisatioune Rechnung ze droen. A genau dat geschitt hei permanent an deem Land. Et vergeet dach bal keng Chamberwoch, wou mir net hei am Plenum Projeten aus der Finanz- a Budgetskommissioun hätten, déi de près ou de loin eppes mat deenen Theemen, déi ech lech elo opgelëscht hunn, ze dinn hunn.

Mir hunn déi lescht Jore geléiert, dass et der Attraktivitéit vun eisem Land guttdeet, wa mer op der internationaler Bün als konstruktiven an zouverlässege Partner bei den Diskussiounen ëm dës Sujeten ugesi ginn. Mir passen eise Kader lafend un, fir compliant ze sinn. A wéi ech eise Finanzminister kennen, wäerte mir dat och weider an Zukunft maachen.

Mir wäerten eis awer net de Succès vun deene leschte Jore schlechtmaache loossen a mir wäerten eis och net fir déi Avantagen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, entschëllegen. Wann ech vun Avantagë schwätzen, dann denken ech un den Triple-A, de soziale Fridden, déi politesch Stabilitéit, awer och eis Méisproochegkeet a ganz besonnesch dee breetgefächerten Knowhow, dee mer op der Finanzplaz hunn.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- All dës Puzzlestécker erlaben och engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, eng grouss Finanzplaz, eng grouss europäesch Finanzplaz ze hunn. An dofir brauche mer eis net ze rechtfertegen.

D'DP bekennt sech op alle Fall weiderhi ganz kloer zu enger staarker a gutt reglementéierter Finanzplaz, déi och international konkurrenzfäeg ass a konkurrenzfäeg bleift.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. D'Revelatioune ronderëm OpenLux sinn als Attack op eis Finanzplaz geduecht. Si si fir Lëtzebuerg awer keen neie Moment. Et ass keng nei fiskalesch Ingenieurskonscht an et sinn och keng nei Steierastucen op d'Tapéit komm. Et muss een och soen, déi international Press, déi reagéiert och zimmlech verhalen op déi soi-disant Revelatiounen.

E grousse Merci och un d'Regierung fir dat séiert Reagéieren, fir déi Réunion jointe, déi mer gëschter konnten hunn. Et léiert ee jo och heiansdo aus deenen Erfarungen, déi ee virdru gemaach huet, an hei ass ganz sécher gutt a séier reagéiert ginn.

Den OpenLux huet eis nach emol virun Ae gefouert, dass mir eng ganz grouss Finanzplaz par rapport zu der Gréisst vun eisem Land hunn, an dorunner ass och absolutt näischt Verwerfleches. Et ass eng Attack op eis Finanzplaz, op eis Holding- a Fongeplaz. Eis Gesetzgeebung vun den Holdinge geet op 1929 zréck, an dat ass wuel och d'Gebuertsstonn vun der Finanzplaz Lëtzebuerg. Mir hunn hei am Land sécherlech e Savoir-faire an der Gestioun vum Patrimoine opgebaut, dee ronderëm sengesgläiche sicht. Haut hu mer ronn 60.000 direkt Aarbechtsplazen aleng am Banken- an Assurancësecteur. Am Joer 2019 hate mir an der Kollektivitéitssteier, an der Akommessteier, an der Steier um Kapital an och an der Verméigenssteier zesumme 4,4 Milliarde Recetten, déi aus dem Finanzsecteur komm sinn - dat sinn 52 % vun eise Gesamtrecetten. Jo, do kënne Leit emol jalous ginn, do kënne Leit emol neidesch ginn, dat schéngt jo och evident.

An et ass genau dowéinst, well eis Finanzplaz esou eng zentral Bedeitung fir eise Wuelstand huet, dass mir heibannen als Legislateur eng ganz grouss Verantwortung hunn, fir derfir ze suergen, dass eis Finanzplaz esou propper wéi méiglech bleift. A fir dass eis Finanzplaz propper bleift, muss engersäits de legislative Kader permanent un déi neisten international Standarden ugepasst ginn, sou wéi mir dat bis elo reegelméisseg gemaach hunn, an anererséits mussen déi Standarden natierlech och vun de Professionnels du secteur financier rigouréis um Terrain ëmgesat ginn.

An nach haut stëmme mer mam Gesetzesprojet 7736 warscheinlech erëm Recommandatioune vum GAFI. Dëst weist, dass mir als Grand-Duché, als Lëtzebuerg proaktiv agéieren, an dat net eréischt säit gëschter. Dës Regierung huet zanter 2014 kloer d'Kaart vun der internationaler Kooperatioun an Transparenz gespillt. An ënnert der Lëtzebuerger EU-Presidence ass et zu engem Accord op EU-Niveau an zu der Fro vum automateschen Echange vun Informatiounen am Steierberäich komm. D'Steierrulingen hunn e legale Kader kritt. Si sinn och mam Budgetsgesetz vum Dezember 2019 zäitlech op fënnef Joer begrenzt ginn an dat huet och dozou gefouert, dass d'Rulingen an deene leschte fënnef Joer ëm 92 % ofgeholl hunn.

Déi Transparenz huet eeben och elo mat sech bruecht, dass d'Journalisten hir Aarbecht investigativ maache konnten. Dëst ass da bei dem OpenLux de Fall, vu dass de Registre des bénéficiaires effectifs virun annerhallwem Joer hei zu Lëtzebuerg en place gesat ginn ass. Mir hunn dee ganz séier en place gesat an och e bëssen anescht wéi eis Nopeschlänner. Den Här Mosar huet et gesot: A Frankräich ass en net zougänglech fir d'Journalisten; an Däitschland ass en zougänglech, mee awer net gratis wéi hei zu Lëtzebuerg, do muss een 1,65 Euro bezuelen, fir e kënnen ze consultéieren.

Déi Responsabel vum Regëster hunn awer guer net d'Aarbecht, eng Enquête iwwert d'Bénéficiaires effectifs ze maachen, si solle just déi grondleeënd Donnéeën iwwert d'Bénéficiaires effectifs verifizéieren. An den OpenLux weist, dass dës Verifikatioun an der Hallschent vun de Fäll net zefriddestellend gemaach ginn ass. Et ass och bal net ze erwaarden, dass déi 53 Leit vum RBE do déi 65.000 Bénéficiaires kënnen effektiv verifizéieren an duerfir brauche mer och méi Leit. An ech sinn duerfir och frou, dass d'Justizministesch gesot huet, si wéilt zousätzlech Referendairë rekrutéieren. Dat ass gutt esou, well et geet net duer, dass mer heibanne Gesetzer stëmmen, mee mir mussen déi Prozeduren och mat Liewe fëllen. An duerfir musse mer eis och déi néideg Mëttele ginn. A wann da Fäll vu Geldwäsch un d'Dagesliicht kommen, da gi se un d'Cellule de renseignement financier weidergeleet. An dat ass och richteg esou.

A jo, mir stinn als LSAP fir Steiergerechtegkeet an der EU. A wa se fir Lëtzebuerg soll gëllen, da soll se och fir déi aner EU-Staate gëllen. Wann d'Reegele sech verschäerfen, da solle se fir alleguer d'EU-Staate verschäerft ginn. An haut erfëlle mir hei zu Lëtzebuerg alleguer d'EU-Standarden.

D'Revelatioune weisen - an ech kommen zum Schluss -, dass eis Kontrollorganer un d'Gréisst vun eisem Land ugepasst sinn, awer net un d'Gréisst vun eiser Finanzplaz mat 6.500 Milliarden un Avoiren, déi hei geréiert ginn - duerfir, mir brauchen do Leit. An et ass och richteg, datt mer eis Kontrollorganer hei nach eng Kéier etofféieren, well all Revelatioun, ob elo mat oder ouni Leak, suergt fir e Reputatiounsschued an dat wëll heibanne jo sécherlech keen. Well dee Reputatiounsschued, dee steet a kengem Verhältnis, wierklech a kengem Verhältnis zu der minimaler wirtschaftlecher Plusvalue vun deenen doutéise Clienten, vun deenen do geschwat gëtt, vun deene schwaarze Schof, wéi d'Madamm Ministesch hei virdru gesot huet. Déi wëlle mer net an déi musse mer och evitéieren.

Den OpenLux féiert eis virun Aen, wéi wichteg et ass, dass mir als Lëtzebuerg eng ekonomesch Substanz kreéieren an och eng Substanz kréien. Ekonomesch Substanz kréie mer awer just, andeems mer eis Wirtschaft méi breet opstellen, weider diversifiéieren. Nëmmen ee Standbeen ze hunn, dat ass net gutt, a mir mussen eis duerfir méi breet opstellen. An duerfir musse mer alleguerten eng Hand mat upaken.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann een e Steierparadäis net mam Numm nennt, dann hëlt ee sech grad deene Froen net un, déi eis Demokratien aushielegen. Eis Gesellschafte si vum Constat bedrot, datt de Räichtum an d'Benefisser d'Méiglechkeet schafen, sech dem Allgemenginteresse a de gemeinsame Flichten ze entleedegen. Dës an änlech Wierder gebraucht den Direkter vu „Le Monde", de Jérôme Fenoglio, haut a sengem Editorial. Domat weist en indirekt op d'Wichtegkeet hin, sech mat der Fro vun der Steierongerechtegkeet, der Steierhannerzéiung, der Steiervermeidung an esou weider ze beschäftegen, d'Wichtegkeet, géint d'Finanzéierung vun dubiéise Geschäfter virzegoen a Gerechtegkeet ze schafen, eebe grad am Sënn vun der Allgemengheet.

An et ass genee dat, wat dës Regierung schonn zanter Joren an Ugréff geholl huet a wat se weiderhi mécht. Den Här Pierre Gramegna ass op d'Detailer agaangen an ech wëll elo net dee ganzen Historique opwéckelen, well en ass laang.

De Prozess, fir eng propper national an international Steier- a Finanzpolitik opzebauen, ass allerdéngs ni ofgeschloss, och dat muss ee soen. An dofir muss déi Diskussioun och ëmmer op en Neits gefouert ginn. Se ass wichteg, fir den Zesummenhalt an d'Zesummenaarbecht an Europa ze stäerken. Se ass awer och wichteg, fir d'Steierpolitik nohalteg auszeriichten, national wéi international. A se däerf sech net op d'EU limitéieren, well wat huet d'Weltgemeinschaft dovun, wa mer d'Schlupflächer an der EU zoumaachen, mee se dann an aneren Drëttlänner opginn?

Dir Dammen an Dir Hären, relevant ass an der aktueller Diskussioun awer och, datt Lëtzebuerg op kenger groer oder schwaarzer Lëscht méi steet, déi vun international unerkannten Organisatiounen opgestallt gëtt. Och dat ass schonn e puermol ervirgestrach ginn an dat liwwert ganz genee de Beweis, datt dës Regierung scho vill, scho ganz vill Hausaufgabe gemaach huet an hir Verantwortung iwwerholl huet, vun Ufank un.

Sämtlech international Standarde sinn erfëllt. An et ass och den Efforte vun der Regierung ze verdanken, datt no joerzéngtelaanger Geheimniskréimerei fir Transparenz gesuergt ginn ass, dat och am Kader vum RBE, op deen ech elo ze schwätze kommen, dee vu 17 Journaliste souzesoe bis an dee klengsten Detail gerëntgt ginn ass.

Domat sinn ech da beim Theema OpenLux, wou ech am Numm vun der grénger Fraktioun eppes wëll kloerstellen, an zwar, dass OpenLux keen zweete LuxLeaks ass. D'Revelatiounen, ëm déi et hei geet an déi Lëtzebuerg an e schlecht Liicht setzen, berouen nämlech op ëffentlech zougänglechen Informatiounen an net op geheimen Daten.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dank dem Félix Braz a senge Regierungskolleegen huet Lëtzebuerg am Joer 2019 als eent vun den éischte Länner an der EU en ëffentlechen a gratis zougängleche Registre des bénéficiaires effectifs agefouert. Wier dat net gemaach ginn, wier déi ganz OpenLux-Recherche iwwerhaapt net méiglech gewiescht. Haut stelle mer fest, datt dës transparent Approche richteg war, well souwuel d'Zivillgesellschaft wéi och d'Journalisten hir Kontrollfunktioun kënnen ausüben, an dat zum Nulltariff.

A Länner, déi dës Accessibilitéit an Transparenz net garantéieren, ass eng Kontroll vu baussen net méiglech, an da kommen déi Länner natierlech och net ënner Beschoss.

Här President, erlaabt mer e Wuert zum auslännesche Kapital, wat zu Lëtzebuerg zirkuléiert, am RBE opgedeckt ginn ass a vum Journalistekon-

sortium kritesch bewäert ginn ass an och weiderhin kritesch bewäert wäert ginn.

Eleng de Fakt, datt vill auslännescht Kapital iwwer Lëtzebuerg verwalt an investéiert gëtt an dobäi och bekannte Perséinlechkeeten optauchen, ass fir eis net per se problematesch a mécht eist Land och net per se zum Steierparadäis. Mir hunn nun emol Atouten, déi och scho virdrun ervirgestrach gi sinn, déi auslännescht Kapital unzéien a fir déi mir eis net musse schummen an och net mussen entschëllegen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Domat mengen ech eebe grad d'Kompetenz vun den Acteuren an d'Expertis op der Finanzplaz. Ech mengen déi kuerz Weeër, d'zentral Positioun vun eisem Land an der EU, vill Sproochen, Innovatioun, eng grouss kulturell Diversitéit, politesch a sozial Stabilitéit iwwer Joren a Joerzéngten.

Dir Dammen an Dir Hären, dës positiv Beschreiwung heescht awer net, datt alles perfekt ass an datt et néierens Schlupflächer fir schwaarz Schof gëtt. An dat hu mer an de leschten Deeg och gemierkt. Steiervermeidung, Steierhannerzéiung, Blanchiment an de Finanzement eeben och vun dubiéisen Aktivitéiten, alles dat gëtt et nach, an zwar queesch duerch d'EU an doriwwer eraus. A grad dowéinst realiséiert d'Regierung scho méi laang e reegelméissege Risikoassessment fir Lëtzebuerg mam Zil, dubiéis Geschäfter ewechzehalen. Domat ass emol schonn ee Filter en place.

Op enger Finanzplaz, déi wéinst hire villfältege Méiglechkeeten op klengem Raum eigentlech mat engem Schwäizer Täschemesser vergläichbar ass, wat och kleng ass, awer vill Funktiounen huet, an esou engem Land ass dësen Exercice zwar schwiereg a komplex, mee immens wichteg. An net manner wichteg ass, datt d'Sanktiounsmechanismen um Niveau vum RBE eebe grad verstäerkt ginn an d'Kontrollmechanisme gradesou. Et ass genee dat, wat d'Regierung wäert maachen. Dat hu mer och scho gëschter an der Kommissioun erkläert kritt an dat ass ganz an eisem Sënn. Dozou gehéiert awer och, datt d'Zesummenaarbecht vun allen implizéierten Acteure gräift.

Domat maache mir als Lëtzebuerg e weidere Schrëtt no vir a mir sti méi propper do, wéi vill aner Länner, déi eigentlech och hir Verantwortung missten iwwerhuelen an den Accès op hir Regëstere misste sécherstellen, esou zum Beispill Frankräich. Wann een da bedenkt, datt aner Länner dës Hausaufgab och nach net gemaach hunn - ech nenne Malta, Zypern an Holland, déi haut och am „Monde" genannt ginn -, da wier et net vu Muttwëll, wann dee ganzen aktive Konsortium vu Journaliste sech och emol mat deene Länner géif auserneesetzen, déi hirer Obligatioun eebe grad bis haut nach net nokomm sinn.

Här President, erlaabt mer zum Schluss eng Remark, déi mer wierklech um Häerz läit. Et ass déi, datt Lëtzebuerg am Contraire zu anere Länner eng grouss Solidaritéit beweist, wann et drëms geet, anerer ze ënnerstëtzen, deenen et net esou gutt geet. Dat hu mer an der Kris eng weider Kéier bewisen. Aus dem europäesche Fonds de relance kritt Lëtzebuerg just 250 bis 300 Milliounen eraus, et garantéiert awer 2,2 Milliarden. Dat sinn och héich Zuelen, déi net vun de Journaliste genannt ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Och dat muss emol gesot ginn, wann een esou gäre mam Fanger op Lëtzebuerg weist.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren, an der Regierung awer och Merci fir dee konstruktiven Dialog mat der Chamber.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, haut wëllt d'ADR Solidaritéit mat der Regierung weisen. Et ass scho gesot, datt se hei richteg reagéiert huet an datt mer eis géint Ugréff, déi net justifiéiert sinn, musse wieren. An dofir wëll ech hei och dem Här Gramegna an der Madamm Tanson eis Ënnerstëtzung an deene Beméiungen ausdrécklech zousécheren.

Den Här Minister huet a sengen Ausféierungen och gesot, datt mer den Triple-A als Argument hunn, fir d'Land dann och international attraktiv ze halen. Ech kann awer dann net net soen, datt den Här Minister och muss drop oppassen, datt mer deen Triple-A behalen. An ech maachen do eng ausdrécklech Referenz och op déi héich Scholden, déi mer am Ableck hunn, an en Appell un d'Regierung, fir dann elo déi Argumenter, déi an dëser Debatt benotzt gi sinn, och ze huelen, fir d'Scholdelaascht vum Land erofzedrécken.

Eng zweet Bemierkung, déi ech wëll maachen, ass, datt mer déi Attacke gewinnt sinn. An ech hu mech gewonnert, ech hunn elo hei déi gréng an déi rout Kolleegen héieren optrieden a si hu gesot: „Mir sinn op kenger groer oder schwaarzer Lëscht!" Majo, virun e puer Deeg hate mer et dach am Europaparlament, datt déi gréng Europadeputéiert an dee rouden Europadeputéierten, d'Madamm Metz an den Här Angel, dofir gestëmmt hunn, datt mer op gro Lëschte solle kommen. Ma sidd frou, datt Är Kolleegen domadder net duerchkomm sinn am Europaparlament, soss hätte mer jo hei en aneren Discours musse féieren, soss wäre mer vläicht op enger groer oder schwaarzer Lëscht!

(Brouhaha)

An et ass dat, wat mer gesot hunn: Déi do Parteien, déi féieren hei zu Lëtzebuerg en aneren Discours wéi zu Bréissel oder zu Stroossbuerg!

(Brouhaha)

Mir sinn ...

(Interruptions)

Dee Journalismus, dee mer hei hunn, ass dat Qualitéitsjournalismus? Ass dat investigative Journalismus? Investigativ ass et jo warscheinlech net, an ëffentlech Regëstere kucken ze goen, wat do steet. Dofir brauch ee keen investigative Journalist ze sinn.

Ass et Qualitéitsjournalismus? Ganz sécher net, an dat wéinst dräi Punkten. Well een éischtens emol net e Lien automatique oder quasi automatique ka maachen tëschent der Decisioun vun enger Firma, e Siège hei ze etabléieren, an enger Ënnerstellung vu Geldwäscherei oder Steierhannerzéiung. Dat si verschidde Saachen, do muss een differenzéieren, fir kënne mat Qualitéit ze schaffen.

Déi zweet Ursaach ass - an et huet mech degoûtéiert -, datt Lëschte vu Privatpersoune publizéiert gi sinn, well se prominent sinn oder méi verméigend wéi anerer. Och déi Leit hunn e Recht op Privatsphär! Déi Leit hunn näischt Illegales gemaach doduerch, datt se hir Suen hei zu Lëtzebuerg placéiert hunn. Firwat musse se sech op Lëschten an Zeitungen erëmfannen? Och dat ass keen Zeeche vu Qualitéitsjournalismus. De Respekt vun der Privatsphär huet fir jiddwereen ze gëllen.

An dat Drëtt ass: Dee Luxembourg-Bashing ass einfach net justifizéiert! Et ass esou, datt eng Rei Memberlänner vun der Europäescher Unioun iwwerhaapt nach keen Transparenzregëster hunn; anerer - d'Kolleegen hunn dat och gesot - hunn do all méiglech Barriären - ech mengen, d'Madamm Tanson hat dat och gesot -; anerer maache wonnerbar Geschäfter mat Waffenhandel. Ech wär frou, wann d'„Süddeutsche Zeitung" mol géif e schéine Reportage maachen iwwert dat, wat mat deene Waffe geschitt, déi Däitschland massiv an d'Tierkei exportéiert, a wéi da vläicht domadder am Aserbaidjan oder op anere Plazen humanitär Aktioune gemaach ginn! Dat si wierklech Problemer, méi grousser wéi déi, déi mir hei hunn.

Gutt ass allerdéngs, datt d'Schwächte vun eisem System mol ugeschwat ginn, wou mer eis nach kënne verbesseren. Well dee Wëllen, fir ze kucken, datt et keng Geldwäscherei gëtt, keng mafiös Aktivitéiten, deen eent eis alleguer. A wou mer eis kënne verbesseren, musse mer eis verbesseren, fir eng propper Finanzplaz ze hunn. An do muss een effektiv op deem engen oder anere Punkt nach nobesseren.

Lëtzebuerg ass keng Steieroas. Mir hunn eis Hausaufgabe gemaach an et ass mer wichteg, hei elo nach fënnef Punkten ze mentionéieren. Deen Éischten ass - ech mengen, den Här Gramegna hat dat och gesot -: Hei applizéiere mir europäescht Recht, d'Liberté de circulation des capitaux! A mir maachen dat op eng extreem verantwortungsvoll Manéier. Ech ka mech nach erënneren, an den 90er-Joren, do hunn déi däitsch Banken - déi däitsch Banken! - grouss Annoncë vun enger Säit an der däitscher Press publizéiert, fir datt d'Leit hir Suen op Lëtzebuerg solle bréngen. Si hu Lëtzebuerg an deem Sënn matpromouvéiert, an et ass d'Lëtzebuerger Regierung, déi do gebremst huet, schonn deemools. Mir haten d'Bankgeheimnis nach, mir haten alles, mee deemools schonn hu mer déi Roll vun der Finanzplaz ganz verantwortungsvoll gesinn.

Dat Zweet ass: E Steierparadäis kann een nëmme sinn, wann op anere Plazen d'Steierlandschaft net gutt ass, och dat muss ee gesinn. Wann een eng Libre circulation des capitaux huet, a wann een dann a verschiddene Länner, och an der EU, e konfiskatoresche Steiersystem huet, jo, da brauch ee sech net ze wonneren, datt d'Leit vun där Liberté de circulation des capitaux profitéieren an hir Suen, vollkomme legal, op enger anerer Plaz placéieren.

Steierkonkurrenz ass u sech näischt Schlechtes, well all déi, déi déi a Fro stellen, hätten u sech gär als Hannergedanken eng komplett Steierharmoniséierung an der Europäescher Unioun. A wien eng komplett Steierharmoniséierung seet, mat e puer anere Moossnamen, dee kënnt op e Wee vu kontinuéierleche Steiererhéijungen. Déi Tatsaach, datt mer eng Konkurrenz hunn, och vu Steiersystemer, ass en Deel vu Verdeedegung vun der Privatsphär vun de Leit, an et ass och zum Deel e System fir ze verhënneren, datt mer eng ze héich Steierlaascht an der Europäescher Unioun entwéckelen.

Gutt Steierlandschaft heescht net onbedéngt héich Steierlandschaft. An de Staat muss léieren, mat de Suen ëmzegoen an net ëmmer als eenzeg Äntwert ze hunn: Méi héich Steieren an all Situatioun!

Véiertens: D'Lëtzebuerger Finanzplaz dréit massiv derzou bäi, datt d'Geld an der aktueller Europäescher Unioun bleift, och am Post-Brexit-Zenario. Wa mer Lëtzebuerg net als Finanzplaz hätten, hätte mer warscheinlech ganz vill evasiv Kapitalbeweegungen eraus aus der Europäescher Unioun. Domadder wär där ganzer Unioun geschuet, och Frankräich, wou „Le Monde" doheem ass, och Däitschland, wou d'„Süddeutsche Zeitung" doheem ass. Mir kënne frou sinn, datt d'Europäesch Unioun eng Finanzplaz huet wéi Lëtzebuerg, déi derzou bäidréit, hei an Europa an deem do Beräich wierklech kompetitiv Politik ze maachen.

Zwou Gefore musse mer fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg am A behalen, an dat sinn net d'„Süddeutsche Zeitung" a „Le Monde". Mee déi zwou Geforen, déi eis konfrontéieren, sinn éischtens eng Finanztransaktiounstax, déi net op OECD-Niveau géif agefouert ginn - dat wär allerdéngs gravissime -, an zweetens, datt mer op nationalem Plang musse virun diversifizéieren, fir datt mer manner dependant si just vun der Finanzplaz, déi eng wierklech grouss Roll an eiser Ekonomie spillt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ier ech ufänken, géif ech de Leit, déi eis nolauschteren an nokucken, virewech vläicht eppes virschloen: Wann der grad virum Computer sidd, gitt op Google an dann op de Site vun der „Süddeutsche Zeitung" - oder bleift einfach op Google -, tippt „Rüstungsexporte Süddeutsche Zeiung" - ech hunn dat elo grad gemaach, wéi ech dem Här Kartheiser nogelauschtert hunn -, an Dir wäert gesinn, do sinn Dosenden an Dosenden an Dosenden Artikelen, wou déi däitsch Press - an deem Fall d'„Süddeutsche Zeitung" - iwwert d'Rüstungsexporter an d'Tierkei, a Saudiarabie bericht. Also kommt, mir halen op, esou ze maachen, wéi wann d'ausländnesch Press dee ganzen Dag vu moies bis owes nëmmen op Lëtzebuerg wéilt klappen an net op hir eege Länner, well dat ass ganz einfach gelunn!

An och dee Mythos ... Éierlech gesot, et ass en trauregen Dag haut, ech hu fënnef Block-Rieden héieren, an ech mengen, mir mussen elo mat e puer Saachen opraumen. Ech fannen et relativ schlëmm, datt och vun der Lëtzebuerger Regierung esou de Virworf gemaach gëtt an de Mythos opgebaut gëtt vun enger internationaler Weltverschwörung géint Lëtzebuerg, an där Journaliste mat dra verwéckelt wieren, respektiv wou Journaliste Marionette vun enger Verschwörung wieren, déi iergendwéi aus iergendengem obskure Grond, well anerer op eis jalous wieren, op Lëtzebuerg géife klappen. Dat seet ganz villes aus iwwert dat, wat d'Regierung sech ënner Journalismus virstellt. An et ass net nëmmen déi international Press, déi d'Finanzplaz an d'Machenschafte vun der Finanzplaz kritesch analyséiert an hir Aarbecht mécht, mee och déi Lëtzebuerger Press. Déi mécht dat och!

An ech wéilt och op eppes zréckkommen, well Dir hutt warscheinlech haut och all dee Commentaire vum Annick Goerens op RTL héiere, um 13.00 Auer, mengen ech, an der Mëttesstonn war et. Well haut de Moie war jo esou eng Veranstaltung vun ... wéi heescht dat scho méi? ... Luxembourg Sustainable Finance Strategy - „sustainable" ass ëmmer dran -, dat ass zesummen organiséiert vum Nohaltegkeetsrot a vu Luxembourg for Finance, an déi hunn dann do esou eppes Gemeinsames gemaach, esou fir d'Finanzplaz gréng oder wäiss ze wäschen, wat weess ech. An do waren och den Här Gramegna an d'Madamm Dieschbourg do.

An et ass awer esou gaangen: Et waren tatsächlech kritesch Journalisten do. Mat Corona ass et praktesch, well d'Journaliste kënnen net méi esou direkt do sinn, si mussen dann hir Froen eraschécken. Deen, dee moderéiert, ass kee Journalist, et ass ee vum Staff. An déi kritesch Froen, déi d'Journalisten, ënner anerem RTL, mee och 100,7, dat ass och zitéiert ginn, zu OpenLux wollte stellen, déi sinn einfach net duerchkomm. An et sinn nëmmen onkritesch Froe gestallt ginn, wou en plus de Medium an den Numm vum Journalist net genannt gouf. Dat heescht, et kann een dervunner ausgoen, datt et keng Froe vun der Press waren.

Här President, ech fannen dat wierklech schlëmm, wann elo Riede gehale ginn, mir wieren esou transparent an esou perfekt, an da fënnt genau esou eppes statt, wat u sech eng Form vun Zensur ass. Et war eng Zensur haut de Moien! Wa kritesch Froen zur Finanzplaz gestallt ginn, och vu Lëtzebuerger Journalisten, déi berechtegt sinn, da gi se net duerchgelooss! Stellt lech emol vir, datt de Konsortium dat och nach matkritt - an ech ginn dovunner aus, datt dat scho geschitt ass -, da kënnt Der Är ganz Geschicht vun der sou fantastescher Transparenz erëm eng Kéier verzielen, mee ech mengen, dat ass einfach esou duerchsiichteg, net transparent, mee duerchsiichteg, datt et nëmmen drëms geet, gewësse Lobbye vun der Finanzplaz ze ënnerstëtzen.

Här President, dat Ganzt gëtt och nach vun eise Steiergelder ënnerstëtzt! An ech refuséiere perséinlech, datt meng Steiergelder benotzt ginn, fir Journalisten ze zensséieren. A wann alles esou propper wier, misst dat jo guer net geschéien.

Här President, ech hunn dat och gëschter nach an der Press gesot: Ech ka mer duerchaus virstellen, datt d'Finanzplaz net un éischter Stell drun interesséiert ass, Mafiosi oder Grousskrimineller unzezéien. Dat ass jo net gutt fir d'Reputatioun, a mir wëlle jo ënner proppere Leit bleiwen, ënner Leit mat Manéieren, déi zwar Milliarden hunn, mee ëmmerhi Manéieren, a keng Leit ëmbréngen, déi vläicht anere Leit d'Liewen e bësse méi schwéier maachen a se an d'Aarmut dreiwen, mee op jiddwer Fall alles mat proppere Manéieren. Dat sinn eeben déi schwaarz Schof. Dat interesséiert eis vläicht tatsächlech net.

Wat eis interesséiert - oder wat d'Finanzplaz interesséiert, well ech maachen do e kloren Distinguo tëscht der Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg an der Finanzplaz - dat sinn déi wäiss Wëllef, déi mer wëllen unzéien. Déi wäiss Wëllef, déi hei vun der legaler - jo, legaler! - steierlecher Gesetzgeebung profitéieren, fir strictement keng Steiere mussen ze bezuelen, en toute légalité.

Mee mir ass et egal, ob et legal ass oder net legal ass. Iergendeng Kéier muss ee sech d'Fro stellen, ob et normal ass, wa grouss Betriber mat hiren Duechtergesellschaften hir Benefisser hei zu Lëtzebuerg, wa se hei de Sëtz hunn, hin an hier schiben, wa se um Enn 0 bis 0,1 % Steiere bezuelen, d'Multinationallen hei zu Lëtzebuerg. Dat ass d'Realitéit vun der Lëtzebuerger Finanzplaz! Wat fir ee Salarié hei zu Lëtzebuerg bezilt 0,1 % Steieren? Wat fir een Independant, Restaurateur bezilt 0,1 % Steieren an der aktueller Situatioun? Si sinn amgaang ze krepéieren! A mir verdeedegen dee Modell. Ech verdeedegen dee Modell net! Liest och e bëssen an der Press, an der „Süddeutsche", si gi ganz gutt dorobber an.

Eng Fra, eng Kächin, déi muss zu Chrëschtnech liewen - ech hunn näischt géint dat Duerf, e ganz wonnerschéint Duerf -, si huet eng kleng Wunneng mat hirer Duechter, si bezilt 1.600 Euro! Wat hu mer nach vun där Finanzplaz? Dat huet och eppes domadder ze dinn, datt mer Finanzmontagen hunn, déi et Firmen, Gesellschaften erlaben, Immobilien ze accumuléieren, keng Steieren ze bezuelen oder wéineg Steieren ze bezuelen, an datt herno d'Leit, déi schaffen, entweeder d'Land musse verloossen oder hei wierklech am Dreck musse liewen, obwuel dat éierlech schaffend Leit sinn. Ech sinn op hirer Säit. Je ne suis pas la place financière!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi rezent journalistesch Recherchen hu Lëtzebuerg alt nees - alt nees, muss ee leider soen - mat Praktiken zur Steieroptimiséierung voire Steiervermeidung an Zesummenhang bruecht. Et kann ee soen alt nees, well et e bëssen zur Gewunnecht gëtt. All puer Joer gi mer erëm eng Kéier an der internationaler Press wéinst eiser Finanzplaz geschleeft.

Am Géigesaz zu LuxLeaks 2014 war d'Regierung dës Kéier awer immens séier, well si huet eng Minutt no Mëtternuecht - nach quasi éier d'Artikele konnte gelies ginn - reagéiert an och nach mat liichte Guerilla-Taktiken eng Domän enregistréiert, fir bei Google besser geranked ze sinn, wann een no #openlux sicht; ech mengen, PR-méisseg gutt reagéiert, séier reagéiert. Mat dëser Reaktioun weist d'Regierung awer nëmmen, dass se net onbedéngt un enger Verbesserung vun der Situatioun interesséiert ass, well se seet u sech: „Mir ginn eis Erklärungen, mee strukturell ass jo alles gutt."

D'Regierung betount, datt mer all international an EU-Moossnamen zum Theema Steiervermeidung an Antiblanchiment respektéieren. Ech mengen, dat misst vu sech aus d'office de Fall sinn! Mir kënne jo net higoen a soen: „Ma nee, mir respektéieren déi net!" Stellt lech emol vir, mir géifen ëffentlech kommunizéieren: „Mir respektéieren eppes net!" Dat wär, mengen ech, e richtege Skandal. An dofir sinn ech frou, wierklech frou, datt mer déi international Standarde respektéieren.

Mee et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob alles, wat legal ass, dann och eethesch korrekt ass, ob alles, wat legal ass, och gerecht ass. Ech stelle mer déi Fro, well d'Finanzplaz Käschten huet, a Steieroptiméierung voire aggressiv Steieroptiméierung

huet Kollateralschied, generéiert Kollateralschied, zum Deel hei zu Lëtzebuerg, wou d'Loyeren an d'Luucht ginn, d'Wunnengspräisser an d'Luucht ginn, d'Liewenskäschten an d'Luucht ginn, mee och an anere Länner, wou d'Staatskeese méi eidel sinn, wéi se misste sinn, an doduerch d'Infrastruktur an de Koup fält. Jo, ass alles, wat legal ass, eethesch korrekt?

A wa mer bei der Eethik sinn, da muss ee sech d'Fro stellen, mat wat fir enge Leit Lëtzebuerg an Zukunft Geschäfter maache wëllt.

Ass dat eng grouss brasilianesch Multinational, déi a Brasilie kriminell verurteelt gouf an hir Suen elo duerch Restrukturatiounen hei zu Lëtzebuerg a Sécherheet brénge wëllt, fir datt kee Procureur a Brasilien direkten Zougréff drop kann hunn?

Muss dat den Alisher Usmanov sinn, deen op der Lëscht vun deenen aacht Leit vum Navalny steet, déi direkt mat senger Arrestatioun ze dinn hunn? Deen an de FinCEN-Dokumenter (ndlr. Financial Crimes Enforcement Network) opgefall ass? Dee vum Atlantic Council virgeworf krut, datt en e verstoppte Staatsinvest an amerikanesch sozial Netzwierker gemaach hätt? Dee säi Fliger, en A340, iwwer Lëtzebuerg kaaft huet? Musse mir mat esou Leit Geschäfter maachen?

Musse mir mat der Alfa Group Geschäfter maachen? D'Alfa Group, och erëm e grousst russescht Konglomerat, déi mat der LetterOne SA op der Stäreplaz sëtzt - eng schéin Adress! -, déi et souguer bis an de Mueller Report an Amerika gepackt huet, well se an de Lien zwëschent der Trump-Campagne an dem Kreml involvéiert waren - musse mir als Lëtzebuerg mat esou Leit Geschäfter maachen?

Meng Äntwert dorobber ass: Nee, musse mer net! Mir mussen eis d'Outile ginn, fir eng gerecht Finanzplaz ze hunn. Eng Finanzplaz, déi net nëmmen am Déngscht vum internationale Kapital steet, mee och am Déngscht vun de Biergerinnen a Bierger hei zu Lëtzebuerg.

A wat d'Madamm Ministesch de Moie gesot huet, datt Soupçonen natierlech un d'CRF (ndlr. Cellule de renseignement financier) weidergi ginn, begréissen ech. Ech si frou, datt mer an engem Rechtsstaat liewen. Ech mengen, d'Geriichter ginn net midd ze affirméieren, datt mer zu Lëtzebuerg an engem Rechtsstaat liewen. Dofir ass et esou dréngend néideg, datt mer déi Fäll weiderginn. Ech stelle mer awer d'Fro: Firwat geschitt dat elo eréischt? Firwat hu mer net am RBE, am LBR an op anere Plazen Automatismen, déi esou Leit detektéieren? Firwat waarde mer drop, datt mer eng Déclaration de soupçon kréie vun engem Nottär, engem Affekot oder enger Bank, déi sech deelweis géigesäiteg ëmmer nach als Éischt vertrauen, anstatt datt mer selwer nach en Ex-ante-Contrôle maachen, éier mer d'Leit aschreiwen?

Ech hu gëschter an der Press gelies: „Dee Mafiosi, dee sech an den RBE mat sengem eegenen Numm androe léisst, dee muss jo e selten dämleche Mafiosi sinn!" Ma warscheinlech hat en net opgepasst, oder e war sech net bewosst, wéi publik dat zu Lëtzebuerg ass. Oder et war him och vläicht einfach egal, well e sech geduecht huet: „Et ka souwisou keen dat kucke goen."

Wéi och ëmmer et ass, mir mussen e bessere Contrôle kréien. Mir brauchen e Regëster, deen zu Lëtzebuerg fonctionéiert - dat hu mer, doriwwer si mer frou, mir hunn dat deemools matgestëmmt a mir géifen et och haut nach eng Kéier matstëmmen -, mee mir mussen och Drock maachen an Europa, fir datt mer esou e Regëster net nëmmen zu Lëtzebuerg hunn, mee datt mer en transnationalen, en europäwäiten RBE hunn, deen och kann automatiséiert ofgeglach ginn, fir esou komplizéiert Firmestrukture méi einfach opzedecken. Ech mengen, dat wär e grousse Schrëtt a Richtung méi Transparenz. Mee Transparenz aleng ass et net, mir brauchen och eng gerecht Finanzplaz.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prises de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Här President, Dir hutt gesinn, dass ech e bëssen iwwerrascht war, dass ech hei am Fong geholl elo net wollt honnertprozenteg kommentéieren. An ech wëll och elo déi relativ grouss Zoustëmmung, déi mer hei hunn, guer net verdierwen.

Et sinn e puer kritesch Punkte vun de leschten zwee Orateure komm. Ech huelen déi zur Kenntnis. Ech deelen dat net an ech wëll och elo net dans le vif de l'action op déi verschidde Punkte reagéieren.

Ech mengen, dass mer hei en Exercice gemaach hunn, deen e bëssen onüblech ass, deen ech awer ganz héich schätzen. Ech muss och soen, wa mer déi véier, fënnef éischt Riedner huelen, dass deenen hir Riede sech och extreem gutt ergänzt hunn, well nach ganz vill additionell Argumenter derbäikomm sinn, déi gewisen hunn, dass mer vill maachen - ech géif bal soen, alles maachen -, fir eis Finanzplaz nach méi propper ze maachen, nach méi responsabel ze maachen.

An ech mengen, dat läit mir an dat läit der Regierung - en particulier dem Sam Tanson an dem Jean Asselborn, déi och haut d'Regierung hei vertrieden -, um Häerz, net nëmmen, well et eng Saach vun der Eethik ass, mee well et och eng Saach vun der Responsabilitéit par rapport zu eiser eegener Aktioun, par rapport zu eiser Gesetzgeebung ass.

Jo, et ass eng Selbstverständlechkeet, dass mer d'Gesetzer alleguerten anhalen. Jo, et ass eng Selbstverständlechkeet, dass mer d'Direktiven alleguerten ëmsetzen. Mee ech soen lech, wann Der och elo grad am Kontext OpenLux verschidde Kommentare liest, da gesitt Der, dass déi Journalisten och an hiren eegene Länner kritiséieren, dass d'Direktiven a ville Länner net ëmgesat ginn. Also, esou eng Selbstverständlechkeet ass dat och net. Ech mengen, mir sollen eis haut net op d'Schëller klappen a soen: „Mir sinn immens!" Dat ass net de But vun haut. De But ass fir ze soen: „Mir maachen eist Bescht, an et ass Loft no uewen!" A villen Domänen ass Loft no uewen.

Mee Lëtzebuerg kann dat natierlech net aleng maachen. Mir wäerte par rapport zur Kommissioun plädéieren an allen Instanzen, wou mer sëtzen, an alle Conseilen, wou mer sëtzen, dass Europa do nach méi kann an nach méi soll maachen, an dass mir do als Europa Virreider mussen a solle sinn. An et ass nëmmen, wa mer op europäeschem Plang, zum Beispill am Antiblanchiment, méi wäit kënne kommen, dass mer dann och um ganze Planéit en Impakt kënnen hunn.

Dat selwecht gëllt fir d'Transparenz a bei Saachen, déi mam Regëster ze dinn hunn. Ech muss do och zum Regëster soen - an ech hu wierklech bal näischt driwwer gesot, well dat natierlech an der Kompetenz vu menger Kolleegin Sam Tanson ass -, dass een awer wierklech huet musse schmunzele bei verschiddenen Artikelen, déi eis da virgeworf hunn, dass mer keng Recherche par nom agefouert hunn, an dass een déi Fro gestallt kritt vun engem Journalist vun engem Land, wou den Accès iwwerhaapt net méiglech ass oder ganz schwéier méiglech ass. Also do gesäit een, dass net mat ganz éierleche Kaarte gespillt gëtt!

Mee natierlech, souguer eise Regëster kann nach verbessert ginn. Ech mengen, do hu mer ganz bestëmmt e Konsens an der Regierung an ech mengen, och hei ronderëm, dass do nach villes ka gemaach ginn.

An an deem Sënn soen ech lech och Merci fir alleguerten Är Contributiounen. A mir kucken an d'Zukunft a mir maachen et nach besser. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. An da ginn ech d'Wuert nach weider un d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Merci. Just kuerz, ech wollt awer nach op zwee, dräi Punkten agoen, wou ech ugeschwat gi sinn, déi eng direkt, déi aner indirekt, als Member vun der Regierung.

Fir d'éischt emol, wat d'Roll vun der Press ugeet: Do fannen ech - an dat hunn ech a menger Interventioun och gesot -, dass d'Press eng essenziell Kontrollfonctioun ze exercéieren huet an datt se dat och hei gemaach huet. Mir sinn net mat allem d'accord, wéi et duergestallt gëtt a wat geschriwwe gëtt, dat ass och eist gutt Recht, mee dat empêchéiert net, dass een déi Aarbecht wichteg a richteg fënnt, och wann een Divergenzen um Fong huet.

Zweetens ass gesot ginn: Kontrollmissiounen. Den Antiblanchiment ass eng technesch Matière - mir diskutéiere jo oft an der Justizkommissioun doriwwer - an do ass de Prinzip dee vum sougenannte Gatekeeper: D'Missioun fir ze kontrolléiere läit an éischter Instanz bei all den Acteuren, déi am Finanzsecteur oder am Parafinanzsecteur mat Clienten ze dinn hunn. Déi mussen als alleréischt déi Missiounen erfëllen, dat heescht, si musse wëssen, wien hire Client ass, a si musse wëssen, ob dee Client vläicht e Soupçon erwächt, dass en am Blanchiment oder am Finanzement vum Terrorismus aktiv ass. Wann esou ee Soupçon besteet, da gëtt d'CRF informéiert - d'Cellule de renseignement financier -, déi schafft och mat den auslännesche CRFen zesummen, fir dann eeben ze kucken, ob et do en Doute gëtt oder net.

Déi Fäll, mat deene mer elo konfrontéiert sinn, do kann ech lech nach net soen, ob eppes schifgaangen ass, ob do keng Deklaratioun gemaach gouf, obwuel eng hätt misse gemaach ginn, ob eng gemaach gouf an d'CRF gesot huet: „Et ass an deem heite Fall kee Problem", oder ob mer an engem Cas de figure waren, wou déi Deklaratioun eigentlech op eemol eréischt méi spéit hätt misse gemaach ginn, well au moment de la constitution nach kee Problem war. Dat wësse mer haut net, dat wäert d'Enquête dann erginn.

Nawell ass et esou, vu dass mer och e klengt Land sinn, kënne mer eis vläicht erlaben, nach op aneren Niveaue Kontrollmechanismen anzeféieren. „Firwat", huet den Här Clement virdru gefrot, „gëtt et dat haut nach net beim RBE?" Ma well dat iwwerhaapt net den Esprit vun deem RBE ass. Dat ass net seng Fonctioun. Ech weess och net, ob et am Ausland RBEe gëtt, déi esou Fonctiounen hunn; déi, déi ech kennen, fonctionéiere jiddefalls net esou. Dat empêchéiert net, dass mer déi Reflexioun ugefaangen hunn, wéi mer den RBE kënne stäerken, fir déi Kontrollmechanismen ze verstäerken, fir dann nach en Acteur méi an der Chaîne ze hunn.

An da kommen ech bei d'Remark vum Här Mosar iwwert den Effectif vun der Justice. Dat ass eppes, wat mer wierklech um Häerz läit, well et op esou ville Punkte wichteg ass, dass eis Justice mat genuch Personal ausgestatt ass, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen. Ech hunn lech dat scho gesot, dass ech en Avant-projet de loi ausgeschafft hunn, wou mer verstäerkt op Referendairë kënnen zréckgräifen. Dat sinn och ausgebilte Juristen, voire aner Experten - dat si mer nach amgaang, am Detail ze klären -, déi eebe grad déi Fongaarbecht maache kënnen, fir méi Affäre méi séier op den Instanzewee ze kréien.

Mee et ass net esou, wéi wa mer keng Affären hätten, dat kënnt Der och alles schéin am FAQ noliesen. Et gëtt e puer Honnert Infractiounen, déi all Joer festgestallt ginn, déi all Joer poursuivéiert ginn a wou et och all Joer zu Condamnatioune kënnt. Dat heescht, déi Aarbecht gëtt gemaach, mee mir wëlle se natierlech och weiderhi verstäerken op allen Niveaue vun där Chaîne, wou de Staat da responsabel ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut dem Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir ze äntwerten.

- Question n° 179 du 9 février 2021 de M. Marc Spautz relative à la propagation du coronavirus dans les maisons de retraite et de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 179 vum Här Marc Spautz un d'Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Verbreedung vum Coronavirus an den Alters- a Fleegeheimer. Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Fro riicht sech, ech ka scho bal soe „wéi sou oft", un d'Famillje-ministesch, betreffend d'Situatioun vum Covid an den Alters- a Fleegeheemer.

Mir haten net méi spéit wéi d'lescht Woch eng Sitzung, wou nach eng Kéier de Point gemaach ginn ass iwwert d'Fäll an deenen eenzelnen Haiser. Awer d'lescht Woch war och e gréissere Reportage vun deene Leit vum Terrain, vun der ANIL (ndlr. Association nationale des infirmiers et infirmières au Luxembourg), déi reklaméiert hunn a gesot hunn, dass um Terrain net alles géif gutt lafen, an dass Verschiddenes zwar géif gutt ausgesinn, mee dass et um Terrain eng aner Realitéit wier. Dofir hat ech verschidde Froen un d'Ministesch.

D'ANIL huet ënnerstrach, dass et heiansdo Problemer mat den FFP2-Maske géife ginn, mam Mondschutz, mat Händschen, dass och Problemer wiere mat verschiddenen Direktiounen. Ech weess - an d'Ministesch huet dat méi wéi eng Kéier hei op dëser Tribün gesot -, dass déi 52 respektiv 53 Haiser decidéieren an datt et ënner hirer Responsabilitéit ass, mee dass si awer och drop waarden - esou d'ANIL an hirem Bericht -, dass Guidelines vum Familljeministère géife kommen, wou dat och vill méi kloer géif definéiert ginn.

Dofir meng Fro: Ass et an Zwëschenzäit dann awer geplangt, dass ee géif soen, de Ministère géif a verschiddenen Theemen eng Guideline virginn, wéi et soll lafen? Well net all Direktioun huet déi selwecht Méiglechkeeten an net all Direktioun an net all Direkter huet déi selwecht Qualifikatioun, fir do kënnen ze kucken, wéi et leeft.

Eng weider Kritik war, dass en Ënnerscheed besteet zwëschen engem akuten Haus, also engem Spidol, an engem Laangzäitfleegeberäich, wou d'ANIL och fënnt, dass net genuch Ënnerstëtzung vum Ministère géif kommen an dass et och do wichteg wier, dass de Ministère als deejéinegen, deen awer vun deenen 53 Haiser chaperonéiert ass, sech géif bemierkbar maachen an och do géif soen, wéi si et gesinn, wéi déi Fleeg soll lafen.

Eng lescht Fro wier déi … An dat war an engem aneren Artikel vum Virolog Claude Muller ze liesen, wou d'Fro gestallt ginn ass, wéi a verschiddenen Haiser jo Pointë mat ganz ville Covidfäll waren, ob do dann d'Impfstrategie, déi ënner deenen 53 Haiser ausgeschafft ginn ass, geännert gi wier, fir dass déi Haiser, wou dat festgestallt ginn ass, dann do virgeholl kéinte ginn, fir eng weider Ausbreedung vum Virus an deenen Haiser kënnen ze ënnerbannen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

D'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci, Här President. Ech soen dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz villmools Merci fir d'Fro, am Fong geholl hätt ech mer déi scho bal gewënscht. Ech hunn elo natierlech all d'Chiffere matbruecht, well ech net wousst, a wéi eng Richtung Är Fro géif goen, mee ech hoffen awer, elo trotzdeem ganz genee op Är Fro äntweren ze kënnen.

Ech hunn deen Artikel natierlech och gelies an ech muss soen, dass ech zanterhier esou vill Telefonsuriff an SMSen a WhatsAppe krut wéi nach ni virdrun no engem Artikel, well awer vill Leit, déi um Terrain um Bett vum Patient schaffen, sech immens gewonnert hunn, well d'Material ni gefeelt huet. Och haut feele keng Sauerstoffapparater, Masken - Dir hutt d'FFP2-Maske genannt - an esou weider.

Do hate mer natierlech d'lescht Joer am Fréijoer alleguer hei am Land Problemer, fir d'Material erbäizekréien. Mir hunn allerdéngs mam Familljeministère, zesumme mam Santésministère - an, ech mengen, d'Santésministesch ass um Wee fir heihinner, well se och nach déi eng oder déi aner Fro huet -, gekuckt, fir direkt jiddwereen aus dem Stock national kënnen ze zerwéieren.

Et muss ee wëssen, dass all Gestionnaire sech virum Mäerz d'lescht Joer selwer ëm säi Material huet musse këmmeren. Mee mir wëssen, wéi knapp d'Material am Ufank vun der Kris war, an do ass et jo net drëms gaangen, dass een deem aneren d'Material, ech soen elo emol, aus der Cargolux géif eraushuelen, mee dass een all zesumme kuckt, vun engem nationale Stock kënnen ze profitéieren. Ech krut och elo nach eng Kéier confirméiert, dass kee Problem mam Material war.

Mat den Direktiounen hunn ech och kee Problem gehat an och net gespuert. Ech mengen, d'Direktiounen hunn - gradesou wéi d'Personal um Terrain beim Bett vum Patient - extreem vill geschafft. Si hu gekuckt, hire Bewunner gerecht ze ginn, well finalement - an Dir hutt dat ganz richteg gesot -: Et kann een e Spidol net mat engem Alters- oder Fleegeheem vergläichen! An engem Altersheem wunnen ech, dat ass mäin Doheem; an engem Spidol sinn ech fir eng akut Behandlung.

An engem Altersheem oder an engem Fleegeheem: Dat ass mäin Doheem. Do kann een d'Leit net d'selwecht behandele wéi an engem Spidol, wou se eeben akut wéinst eppes gefleegt ginn. An engem Alters- oder Fleegeheem muss een de Mënsch aneschters kucken, a senger ganzer Wunnsituatioun. Et muss ee kënnen differenzéiert kucken.

Dat si Leit, déi hiert Doheem jo opginn hunn, wann ech emol esou ka soen, oder déi eeben op eng aner Plaz geplënnert sinn. Dat si Leit mat enger Geschicht, mat engem Vecu, mat verschiddene Problematiken: Et sinn der, déi eng Fleegeversécherung hunn, et sinn der, déi keng hunn; et sinn der, déi dement sinn, et sinn der, déi net dement sinn; et si Leit, déi an Topform sinn, awer keng Loscht méi hunn, aleng ze liewen, an anerer, déi ganz fleegebedierfteg sinn. An do hu mer zanter dem Ufank vun der Kris gekuckt, fir ganz differenzéiert dorunner erunzegoen.

An Dir kënnt lech erënneren - a mir hunn och hei op dëser Plaz dovunner geschwat - un déi berechtegt Kritik vun der Mënscherechtskommissioun no där éischter Well, wou d'Leit ganz vill an hirem Zëmmer hu musse bleiwen. Mee dee Spagat tëschent der Angscht virum Virus an der mënschlecher Fräiheet, der Fräiheet vu jiddwer Eenzelnem … ech mengen, dat ass bei där zweeter Well besser a méi differenzéiert gehandhaabt ginn.

Wann ech vun differenzéiert schwätzen, da kann een net jiddwereen iwwer ee Leescht zéien. Et ass richteg, dass grouss Gestionnairë vläicht heiansdo méi Liichtegkeet hunn, sech och Personal auszeléinen, wann emol ganz vill Personal Covid-19-positiv oder a Quarantän ass, wéi méi kleng Haiser. Mee mir hunn do natierlech zesumme mam Santésministère a mat der Direction de la Santé gekuckt, ëmmer esou gutt wéi méiglech ze hëllefen, an dat maache mer och nach haut.

Guidelines: Mir hu ganz vill Recommandatiounen erausginn, mir hu Guidelines erausginn an deem Sënn, dass mer eeben ënnerstëtzend gewierkt hunn. Mee ech muss awer soen, dass d'COPAS an hir Memberen ons ëmmer gefrot hunn, fir se effektiv differenzéiert ze behandelen, fir net alles iwwer ee Leescht ze zéien, fir net ze soen: „Ma, wann elo zu

Veianen dräi Leit positiv getest ginn, dann däerfen déi zu Déifferdeng net méi aus dem Haus erausgoen." Ech mengen, dorëms ass et jo gaang.

Dorëms geet et och nach haut: Dass mer eeben differenzéiert kucken, de Leit ze hëllefen; dass mer kucken, de Bewunner a senger Globalitéit ze respektéieren, wat en eebe vu Besoinen huet; mee dass mer och kucken, d'Personal um Terrain, beim Bett vum Patient, ze ënnerstëtzen esou gutt et geet, fir dass si hir Aarbecht esou gutt wéi méiglech kënne maachen, hir Aarbecht an och dee sozialen, dee mënschlechen, deen empathesche Kontakt, dee se do mussen hunn, trotz Mask, trotz Distanz, trotz Geste-barrièren, dass si hir Aarbecht do kënne maachen.

Dann hutt Der vum Impfe geschwat. D'Impfstrategie war am Fong esou, dass decidéiert ginn ass, zesumme mat der COPAS, fir d'éischt déi eelef Maison-de-soinen ze impfen, an dann d'Maison-de-retraiten, also d'CIPAen.

Ech kann lech haut soen - well ech jo net genee wousst, a wéi eng Richtung Är Fro géif goen, hunn ech déi Chifferen awer emol matbruecht -, dass bis elo 11 Maison-de-soine ganz fäerdeg geimpft sinn, dat heescht, déi zwou Dose kruten. Et sinn 11 Maison-de-soinen, 5 CIPAen a 4 Strukture fir Leit mat engem Handicap, déi déi éischt Dos kritt hunn. Ab dem 10. Februar ginn elo 25 weider CIPAen a 24 Strukture fir Leit mat Handicap eng éischte Kéier geimpft, an dann hoffe mer, bis de 25. Mäerz mat der zweeter Impfung an all deene Strukturen duerchzesinn.

Bis elo hu 86,7 % vun de Residenten, déi eeben d'Méiglechkeet haten, sech impfen ze loossen, sech impfe gelooss, dat heescht, do ass och den Taux d'adhésion ganz héich. Mee, ech mengen, do kënnt herno nach eng Fro vum honorabelen Deputéierte Sven Clement un d'Santésministesch; da wëll ech elo hei net schonn déi ganz Äntwert virewechhuelen.

Mee just nach eng Kéier, fir awer kuerz op dat zréckzekommen, wat an der Zeitung stoung: Ech mengen, dass ee muss differenzéiert un d'Situatioun erugoen, wéi se sech eebe beim Bett vum Patient respektiv vum Resident presentéiert. Mir mussen als Regierung - an et gëtt nëmmen eng Regierung, et gëtt eng Direction de la Santé, et gëtt ee Ministère de la Santé an et gëtt ee Ministère de la Famille, an esou hu mir och geschafft - zesumme kucken, dass mer dat Bescht maachen, ons Bescht maachen, fir souwuel d'Bewunner, wéi och d'Personal, wéi och d'Chargé-de-directionen ze ënnerstëtzen.

Ech kann nëmme feststellen, dass do déi lescht Méint eng formidabel, ganz grouss Aarbecht geleescht ginn ass. Ech mengen, dass de Secteur och méi zesummegewuess ass doduerch, dass d'Leit elo vläicht eeben och nach méi differenzéiert un d'Saachen eruginn. Ech mengen, dass virun allem d'Solidaritéit immens grouss ass.

Do géif ech op dat zréckkommen, wat ech haut de Mëtten an engem ganz anere Kontext héieren hunn, nämlech: Wann et ëm eng Crise sanitaire geet an ëm d'Gesondheet vun de Mënschen an drëms, dass mer een deen anere musse schützen, da sollte mer wierklech zesummenhalen. Et ass mäi Wonsch, fir eeben am Sënn vun de Bewunner, am Sënn vum Personal um Terrain kënnen ze schaffen an dat Bescht ze maachen an hoffentlech deem Virus geschwë lasszesinn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

- Question n° 180 du 8 février 2021 de M. Gusty Graas relative à la résolution du syndicat communal PRO-SUD relative à la fermeture de la fourrière à Esch-sur-Alzette, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

Mir kommen elo zur Fro Nummer 180 vum Här Gusty Graas un de Minister fir bannenzeg Sécherheet iwwert d'Resolutioun vu PRO-SUD iwwert d'Fourrière zu Esch. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Joer 2002 gouf am Süden en neie Gemengesyndikat gegrënnt, de PRO-SUD. Deen hunn deemools zwielef Gemengen an d'Liewe geruff. Haut sinn et der nach just eelef - et ass net, datt eng e verlooss hätt, mee dat ass bedéngt duerch eng Fusioun zwësche Käerjeng a Kënzeg.

Dee Syndikat huet als Haaptmissioun, sech fir d'Interesse vum Süden anzesetzen, net nëmmen, wat déi zwielef Gemengen ubelaangt, mee doriwwer eraus och, fir ze kucken, déi ganz Regioun no baussen ze representéieren, ze verkierperen. A wann ech hei esou duerch d'Ronn kucken, da gesäit ee jo eng Rei eminent Vertrieder vun deem Syndikat. Et ass jo och u sech gutt, datt et esou e Syndikat gëtt.

En huet elo an der Lescht och op sech opmierksam gemaach duerch e Problem, dee sech elo an enger Rei vu Stied an och Dierfer an deenen zwielef Gemengen, an doriwwer eraus vläicht och duerch d'ganzt Land, bemierkbar gemaach huet: An zwar ass opgefall, datt ëmmer méi Autoe mat sougenannte „Kralle" fonnt ginn, respektiv déi op Parkplaze stinn, déi natierlech dann net vun aneren Autoe kënne benotzt ginn - Krallen, wéi gesot, déi Autoe sinn immobiliséiert ginn.

Dat huet elo dobausse bei enger Rei vu Leit trotzdeem fir Onmutt gesuergt, wat een och ka verstoen. Ech mengen, wann een duerch seng Strooss trëppelt, duerch seng Uertschaft trëppelt an et gesäit een - ech iwwerdreiwe vläicht elo liicht - e bësse riets a lénks där Autoen do stoen, net nëmmen een Dag, mee alt och wochelaang ... - et handelt sech jo ganz selten ëm Luxuskarossen, mee meeschtens sinn dat jo och nach Autoen, déi net onbedéngt schéin ausgesinn -, soudatt et also ze verstoen ass, dass dee Syndikat sech elo domadder auserneegesat huet.

De 26. Januar huet de Komitee eng … - bon, si schreiwe „Resolutioun", ech géif éischter soen, et wär eng „Motioun", mee dat ass emol e klengen Detail, loosse mer deen op der Säit -, an där se sech dann un de Policeminister gewannt hunn an drop higewisen hunn, datt jo net d'Gemenge kompetent sinn, fir esou Autoe kënnen ofzeschleefe respektiv och eng Fourrière kënnen ze geréieren.

Et gouf eng Fourrière an der aler Gebléishal op Esch/Belval; déi steet jo elo aus Sécherheetsgrënn net méi zur Verfügung. Elo ass dann natierlech awer och d'Fro opkomm: Wéi soll dee Problem do an Zukunft da geléist ginn? An da kommen ech och zu där enger oder där anerer Fro, déi ech dem Minister wollt stellen.

Éischtens emol: Inwiefern em dee Problem awer elo scho bekannt ass, deen em dann och elo vu PRO-SUD matgedeelt ginn ass.

Zweetens: Wéi kënne mer dee Problem dann elo an de Gréff kréien? Well eeben, wéi gesot, d'Gemenge keng Kompetenzen hunn an et ganz kloer de Staat ass, deen hei gefuerdert ass.

Do si jo Iwwerleeungen, datt eng nei Fourrière op Raemerich soll gebaut ginn. Stëmmt dat esou? Kann de Minister eis haut vläicht och e puer Erklärunge ginn, wat dee Projet do ubelaangt an inwiefern mer déi ganz Problematik da besser an de Gréff kënne kréien, fir datt haut dann net nëmmen déi zwielef Gemengen oder eelef Gemenge vum PRO-SUD zefridde sinn, mee doriwwer eraus och vläicht nach aner Gemengen, déi mat deem Problem konfrontéiert sinn?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas.

Ech ginn d'Wuert weider un de Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Merci, Här Graas, fir déi Fro. Dat erlaabt mer dann, e puer Detailer doriwwer ze ginn. Effektiv hunn ech dat och an der Zeitung gelies - ech mengen, et war awer net de 26., mee ech hat elo den 28. am Kapp oder hei opgeschriwwen -, ech hunn et och am „Tageblatt" ...

(Interruption par M. Gusty Graas)

A Dir hutt d'Resolutioun ... De 26., ech hunn hei „28." opgeschriwwe kritt, mee et ass egal. Ech hat och an der Zeitung gelies, dass sech Gedanken doriwwer gemaach gëtt.

Ech muss och soen: Säit engem hallwe Joer maachen ech mer och Gedanken doriwwer, well, Dir wësst, de 14. August huet déi Fourrière, déi an der Gebléishal war, mussen zougemaach ginn - si war jo och provisoresch -, aus Sécherheetsgrënn. Dat war och richteg.

Säitdeem sichen ech intensiv um politeschen a souguer um Beamtenniveau, wou tëschent Ministèrë gekuckt gëtt, fir: a) eng Plaz ze fannen, b) eng Hal ze fannen, wou mer natierlech net duerch d'halleft Land musse fueren, fir déi Autoen dann ofzestellen.

Also, mir sinn intensiv um Sichen an et ass net méi spéit wéi muer de Mëtten, wou ech dann och nach eng Kéier mam Här Bausch zesummekomme fir ze kucken, wéi eng Solutioune mer elo nach kënne kuerzfristeg fannen.

Well laangfristeg …, an dat war eng Fro, déi Der gestallt hutt, déi och e bësse mam Policegebai zesummenhänkt, do schéngt et jo elo ze ginn, an dat ass och déi Reunioun muer, fir dann awer den Nol anzeklappen, fir dass d'Policegebai dann awer kann op de Rondpoint Raemerich kommen.

Ech mengen, do war jo eng Diskussioun, ob een de CGDIS zesumme mat der Police kéint op deem Site maachen, dee virgesi war. Do schéngt et awer éischter Problemer ze ginn. Hei schéngt et awer - wat schonn 2019, mengen ech, am Gespréich war, fir déi Fourrière dann och dohin ze kréien -, wéi wann dat och vun der Plaz sollt duergoen; awer och dann déi zwou Funktioune mateneen. Also, dat ass elo déi méi längerfristeg.

Déi kuerzfristeg Solutiounen: Do muss ech lech soen, dass mer do nach ganz intensiv sichen. Ech hu mer awer och soe gelooss, dass déi Autoen, déi dann elo emol eng Krall kréien, en général ... All Auto, deen eng Krall huet, stéiert natierlech. Bon, et muss een och soen: Deen Auto, ob en elo eng Krall huet oder keng Krall huet, ass schonn do immobiliséiert, wat natierlech stéiert.

Déi wären en moyenne ee bis zwee Deeg do. Et sinn der natierlech - an Dir hutt e Beispill genannt -, wou den Auto vläicht net méi funktionéiert an da gëtt en immobiliséiert. Do kann et emol virkommen, dass se och länger do stinn. Ech hu mer och soe gelooss, dass de Moment maximal ëm déi 20 sou Autoen an der Stad Esch wieren - net confirméiert, mee an där doter Gréisstenuerdnung -, wou awer och am Kontakt mat der Gemeng fir eng kuerzfristeg Léisung gekuckt gëtt.

Ech ka se haut nach net soen, mir sinn awer intensiv um Schaffen, fir en Terrain respektiv eng Hal ze fannen. Dat ass dann en Opruff, wann dann eng Hal zur Verfügung ass. Mee souwuel de Site Belval, wéi och zu Esch/Schëffleng ass dauernd Chantier. Dat heescht, ech hat och einfach eng Léisung gesot: „Da kommt, mir maachen iergendwéi ronderëm en Terrain eng Clôture!" Dat schéngt awer och net esou einfach ze sinn.

Also, mir sinn intensiv um Schaffen. Et deet mer leed, dass mer och nach keng Plaz fonnt hunn. Awer et ass eng Prioritéit, ënner anerem, fir awer och fir déi Infrastrukturen do eng dauerfristeg Léisung ze fannen, fir dass dat och zur Satisfaktioun vun de Gemengen do ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kox.

- Question n°181 du 9 février 2021 de M. Fred Keup relative à la reconnaissance du luxembourgeois comme langue officielle de l'UE, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes

Mir kommen elo zur Fro Nummer 181 vum Här Fred Keup un den Här Aussen- an Europaminister iwwert d'Unerkennung vun der Lëtzebuerger Sprooch als offiziell EU-Sprooch. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Fro riicht sech effektiv un den Ausseminister. Et geet ëm d'Lëtzebuerger Sprooch um Niveau vun der EU. Nom europäesche Recht huet den EU-Bierger Usproch drop, d'Aarbecht vum Parlament a senger eegener Sprooch ze verfollegen, Froen an der eegener Sprooch ze stellen an och Äntwerten an der eegener Sprooch ze kréien.

D'Méisproochegkeet ass ee vun der EU hire Grondprinzippien als demokratesch international Organisatioun, mat dräi Ziler: mat den EU-Bierger an hirer eegener Sprooch ze kommunizéieren; d'sproochlech Diversitéit vun Europa ze erhalen; an d'Léiere vu Sproochen an Europa ze förderen. Si betount awer, datt et d'Regierunge vun den EU-Länner sinn, déi decidéieren, wat fir e Rechtsstatus hir Sprooch huet an a wat fir engem Ausmooss se ënnerstëtzt gëtt. Et ass also un der Lëtzebuerger Regierung ze entscheeden, ob eis Sprooch eng EU-Sprooch gëtt oder net.

D'Regierung hat e Strategiepabeier mat 40 Punkte fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch am Mäerz 2017 erausginn. Ee Punkt dovunner war deen, fir d'Lëtzebuerger Nationalsprooch op EU-Niveau ze förderen, an zwar esou, wéi et an de Konklusioune vun dem EU-Conseil ënnert der Lëtzebuerger Presidence vum Här Ausseminister Jean Asselborn den 13. Juni 2005 festgehale gouf. Esou steet et do.

Konkreet bedeit dat, dass d'Lëtzebuerger Sprooch Gebrauch fënnt bei der Veröffentlechung vun de Rechtsakten, déi vum europäesche Parlament a vum Rot zesummen ugeholl ginn, bei de Rieden an de Sëtzunge vum Rot a méiglecherweis och an aneren Organer an Institutioune vun der EU a bei de schréftleche Matdeelungen un EU-Organer oder aner Institutioune vun der Unioun.

D'Zil sollt et sinn, an esou steet et och an deem Text vun der Regierung deemools, datt d'Lëtzebuerger Praxis, wéi se am Gesetz vun 1984 festgehale ginn ass, op EU-Niveau soll applizéiert ginn. Dat hat d'Regierung op d'mannst ugekënnegt. Domat hu si sech verflicht, eng Formalitéit ze erleedegen, déi 2005 vum Rot festgehale gouf a wou keng grouss Verhandlungen ze féiere sinn.

Mir als ADR hunn eis natierlech ganz vill doriwwer gefreet. Allerdéngs gesäit et aus, wéi wann dëst Versprieche just eidel Wierder vun der Regierung gewiescht wieren.

Aus deem Grond wéilt ech d'Regierung haut hei gär froen: Wat ass aus där viru geschwë véier Joer ugekënnegter Demarche ginn? Wat fir Beméiungen huet d'Regierung konkreet ënnerholl? Firwat ass dëst nach ëmmer net ëmgesat? A wou läit de Problem, wa jo schonn d'EU-Institutioune selwer esou eng Demarche ausdrécklech begréissen, förderen an d'EU-Länner souguer derzou motivéieren, hirer Sprooch de Rechtsstatus vun enger offizieller EU-Sprooch ze ginn a betounen, dass et un der jeeweileger Regierung vun engem EU-Land ass, fir dës Decisioun ze huelen an déi néideg Schrëtt ze goen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Den Här Ausseminister an Europaminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci, Här President. Merci och, Här Keup, fir déi Fro. Also, wat ech weess, dat ass emol Folgendes, dass mer jo als Regierung wëllen d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch virundreiwen - dat steet am Regierungsprogramm - an dass mer bei deem spezifesche Punkt vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Europäescher Unioun och wëlle weider Efforte maachen, fir déi no virzebréngen.

Et muss een awer elo, mengen ech, kloer en Ënnerscheed maachen tëschent dem offizielle Statut vun enger Sprooch vun engem Memberstaat oder an engem Memberstaat, an dem Statut vun enger Sprooch an der Europäescher Unioun. Deen offizielle Statut am Land hänkt vum Memberstaat of, an de Statut an der EU gëtt da festgeluecht duerch d'EU-rechtlech Instrumenter.

Also, fir et op Lëtzebuergesch ze soen: 1958 - héchstwarscheinlech aus guddem Grond, an do ware jo deemools keng Leit an der Regierung, déi näischt fir eis Sprooch iwwreggehat hätten, doudsécher net - ass eeben d'Lëtzebuerger Sprooch net als offiziell Sprooch am Artikel 55 respektéiert ginn. Dat kréie mer nëmme just mat Unanimitéit geännert, an ech mengen, dat ass och net de Punkt.

Zweetens dann: Am Reglement 1/1958 iwwert de Sproocheregimm vun der deemoleger europäescher Wirtschaftsgemeinschaft, wat och haut nach seng Gëltegkeet huet, gëtt festgeschriwwen, wéi eng Obligatiounen e Staat huet, deem seng Sprooch wëllt offiziell unerkannt ginn. An do geet et net duer, dass een dann nëmme just dat Neit, wat kënnt, an där Sprooch huet, mee dass een dann och dee ganzen Acquis communautaire an d'Lëtzebuerger Sprooch kréie muss - eng Saach vun der Onméiglechkeet.

An elo gëtt et deen drëtte Punkt - an dat ass, wou mer dru schaffen -: Et gëtt administrativ Arrangementer ze maachen, déi e Memberstaat ka mat EU-Institutiounen ofschléissen. Ech ginn lech e Beispill, wou mer amgaang sinn, drun ze schaffen: Zum Beispill kann een als Bierger eng Fro op Lëtzebuergesch un eng EU-Institutioun stellen an dann och eng Äntwert op Lëtzebuerger Sprooch vun där Institutioun erwaarden. Mir sinn do amgaangen, mam juristeschen Déngscht vum EU-Ministerrot ze kucken, wéi dat konkreet machbar wier.

Da muss een och wëssen, dass mer eis asetzen, fir dass d'Lëtzebuergesch do a verschidden EU-Programmer erakënnt, wat d'Recherche ugeet a wat och d'Ausaarbechtung vum Dictionnaire ugeet. Do si mer a Kontakt mam Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch, dee jo eng ganz wäertvoll Aarbecht mécht. Da kucke mer do, fir virunzekommen, och zesumme mam Educatiounsminister selbstverständlech, deen do op där nämmlechter Schinn ass.

Also, ech wëll vläicht nach soen, Här President: Ech si jo elo 16 Joer an deem Geschäft do zu Bréissel dran, an ech si méi zu Bréissel wéi hei an der Chamber. Normalerweis schwätze mer jo op Franséisch am Conseil - all d'Politiker, mengen ech, déi an d'Europäesch Unioun eragewuess sinn, benotzen d'franséisch Sprooch -, normalerweis geet dat gutt. Wann déi Däitsch eis op d'Plate-banden trëppelen, da schwätze mer och emol Däitsch am Conseil. A wa keng Iwwersetzung do ass, da schwätze mer Englesch oder Lëtzebuergesch, da versteet keen eis.

(Hilarité)

Mee mir schwätzen awer och vill Lëtzebuergesch, well ënnert den Diplomaten - dat kënne mer souguer haart schwätzen -, do stëmme mer eis of, an da maache mer dat op Lëtzebuerger Sprooch.

Mir hunn elo ganz dacks an deem Debat virdru gesot, dass mer e klengt Land sinn, mee eis Sprooch ass keng kleng Sprooch. Et ass eng Sprooch, op déi mer houfreg sinn an déi mer wëlle lieweg behalen, an dat maache mer als Regierung och esou gutt, wéi mer dat kënnen, weider - ech mengen, mat der Chamber zesummen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Asselborn.

- Question n° 182 du 5 février 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'utilisation de tests rapides antigéniques Covid-19 dans le domaine sportif, adressée à M. le Ministre des Sports

- Question n° 183 du 5 février 2021 de M. Claude Lamberty relative aux réactions des différentes fédérations sportives suite à la présentation de la stratégie de tests antigéniques rapides dans le milieu du sport de compétition luxembourgeois, adressée à M. le Ministre des Sports

- Question n° 184 du 5 février 2021 de M. Georges Mischo relative aux tests antigéniques rapides dans le milieu du sport de compétition luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 182 vum Här Mars Di Bartolomeo an zur Fro Nummer 183 vum Här Claude Lamberty un de Sportsminister, an zur Fro Nummer 184 vum Här Georges Mischo un d'Gesondheetsministesch iwwert d'Schnelltester am Sport. Här Mars Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. An enger Pressekonferenz vum 1. Februar huet de Sportsminister, déi an eisen Ae gutt Strategie presentéiert, fir Schnelltester am Lëtzebuerger Sport zur Verfügung ze stellen, dëst, fir d'Reprise vun de Championnater, besonnesch am Ekippesport, ze begleeden an d'Ustiechungsgefor vu Sportler a Betreier op e Minimum ze reduzéieren.

D'Angebot ass vun der Majoritéit vun de Federatiounen als duerchaus nëtzlech ugesi ginn an - loosst mer dat emol esou soen, wéi ech dat empfannen - wär mat Freed a Secteuren opgeholl ginn, déi net d'Méiglechkeet hunn, hir Aktivitéiten erëm opzehuelen.

E Freideg, de 5. Februar koum dunn d'Noriicht, dass Veräiner aus der ieweschter Divisioun vum Lëtzebuerger Fussballschampionnat - an ech betounen: vun den Hären - dat net wéilte matmaachen, wourop dunn d'Gemeng Déifferdeng - chapeau! - reagéiert huet an hir Terrainen net fir d'Matcher zur Verfügung gestallt huet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Schlussendlech huet dunn um Freidegnomëtteg d'FLF all Matcher vun den Hären an den Dammen aus den ieweschten Divisiounen ofgesot.

Ech wollt bei dëser Geleeënheet vum Minister wëssen, wéi et elo konkreet weidergoe soll. Kënnt den obligatoresche Schnelltest bei de Kompetitiounen, virun allem bei den Ekippesportaarten? Kënnt en iwwert dat neit Covidgesetz ab dem 21. Februar? Wéi soll déi Moossnam gemeinsam mat de Federatiounen a Veräiner ëmgesat ginn, fir datt eis an Zukunft esou onsolidaresch Tockegkeeten erspuert bleiwen? Sinn esou Ëffnunge verbonne mat Schnelltester och an anere Beräicher denkbar?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Da ginn ech direkt d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Jo, merci, Här President. A, den Här Di Bartolomeo huet seng Mask vergiess.

Jo, Sport ass wichteg. Sport huet ganz vill Virdeeler a Sport war déi lescht Deeg ganz vill mam Wuert „Schnelltest" verbonnen. Ech mengen, dass keen an der Sportswelt u sech de Schnelltest a Fro stellt, mee ech mengen awer genausou, dass immens vill Froen dermat verbonne sinn, wéi dat Ganzt um Terrain oder op den Terraine kann ëmgesat ginn.

Perséinlech krut ech ganz vill Froe vu verschiddene Federatiounen - an dat sinn éischter Federatiounen, déi elo net déi grouss Big Four, soen ech emol, an den Ekippesportaarte sinn, mee éischter déi do drënner, entweeder an den Individualsportaarten oder an deenen e bësse méi klenge Federatiounen -, ob dat Ganzt dann och fir si, éischtens, zur Verfügung steet, ob et, zweetens, vläicht och obligatoresch ass, well de Minister jo och an deene leschten Deeg ugedeit huet, dass e Schnelltest am Lëtzebuerger Sport mam neie Covidgesetz sollt obligatoresch ginn, wat, mengen ech, no deenen Erfarungen, déi an deene leschten Deeg och mat der gréisster Federatioun, déi et hei am Land gëtt, zesummenhänken, warscheinlech deen eenzeg richtege Wee ass. Mee, ech mengen, doriwwer eraus sollt och fir déi aner Federatiounen an déi aner Sportaarte kloer sinn, wat op d'Federatiounen an op d'Veräiner, op d'Sportaarten duerkënnt.

Dofir meng Fro un de Sportsminister: Gedenkt Der effektiv, d'Schnelltester am neie Covidgesetz obligatoresch ze maachen? Fir wie sollen déi Schnelltester obligatoresch ginn? Just fir d'Ekippesportaarten? Fir all d'Sportaarten? Fir d'Individualsportaarten?

Och an den Alterskategorië si vläicht Prezisiounen ze ginn. Zielt et och fir d'Jugendekippen, fir d'Reservenekippen an esou weider? An och, wat déi finanziell Konditiounen oder Contrainten, mengen ech, fir déi verschidde Veräiner sinn? Well wann ech dat richteg verstanen hunn, ass de Ministère jo och duerchaus bereet, fir de Federatiounen an de Veräiner do ze hëllefen an entgéintzekommen.

Ech mengen, dass et och wichteg wär, eng Kéier ze preziséieren, well dat an der Diskussioun an deene leschten Deeg vläicht ze kuerz komm ass: Am Ufank war gesot ginn, dass mat deenen Tester och e Bild am Lëtzebuerger Sport sollt entstoen, an ech mengen, dass dat u sech e ganz wichtegt Element war an eng ganz wichteg Informatioun war, dass déi Schnelltester net einfach esou aus der Loft gegraff waren, mee dass eppes domadder sollt erreecht ginn.

An ech denken, dass hei och vläicht haut déi Plaz ass - a besonnesch, well och dräi Deputéiert eng Fro an déi dote Richtung stellen -, fir vum Sportsminister an och vläicht vun der Gesondheetsministesch nach Prezisiounen zu de Schnelltester am Sport kënnen ze kréien, dat, well mer alleguer drun interesséiert sinn, déi grouss Virdeeler vum Sport fir eis Kanner, fir eis Jugendlech, fir iwwerhaapt alleguerten d'Leit, déi Sport maachen am Land, ze definéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Claude Lamberty. Da wier et um honorabelen Här Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei mir geet et och ëm de Sport, awer och ëm d'Schnelltester. Mee ech riichte meng Fro awer dann un d'Gesondheetsministesch, net un de Sportsminister. Meng Fro geet an ... Natierlech si mer alleguerte frou, dass de Sport erëm zum Deel ka lafen, och an den éischten Ekippen. Dat ass net nëmme fir d'Sportler extreem wichteg, awer och, mengen ech, fir d'Leit, déi dobausse gären de Sport verfollegen, och wa se den Ament net kënnen an d'Halen an op d'Terraine goen.

Mir sinn och als CSV-Fraktioun absolutt fir déi Schnelltester. Mir sinn och absolutt derfir, fir déi Schnelltester obligatoresch ze maachen, fir all Gefor aus dem Wee ze goen. Mee meng Fro dréit sech am Fong geholl ëm déi Leit, déi déi Schnelltester benevoll virun de Matcher mat de Spillerinnen a Spiller duerchféieren. Dat si jo entweeder Dokteren oder Kinéen oder Apdikteren, also Leit aus de Gesondheetsberuffer, déi do eng kuerz Formatioun iwwert de Site vum Ministère de la Santé kréien, wat mer och begréissen. Wéi gesot, et si Benevoller.

Mee meng Fro riicht sech dann ... Wann dann elo erauskënnt, dass ee Spiller oder eng Spillerin am Virfeld vun engem Match mat engem Schnelltest negativ war, duerno awer positiv getest gëtt an, jo, eventuell een, zwee, dräi an nach méi Géigespiller, Géigespillerinnen ustécht - wat jo bei där enger oder anerer Sportaart méi probabel ass, beim Handball éischter wéi elo beim Volleyball, well do de Kierperkontakt zimmlech no ass -, wat geschitt do? Wien ass do responsabel? Ass do de Benevolle responsabel, deen den Test duerchféiert? Ass de Veräin zoustänneg, also responsabel? Ass d'Federatioun eventuell responsabel? Oder ass de Ministère de la Santé oder de Ministère des Sports do responsabel?

Et wier, mengen ech, och gutt, wann déi Leit, déi déi Tester géifen duerchféieren, déi dat, wéi gesot, benevoll maachen ... - ech hunn zwar och schonn héieren, dass bei engem Veräin zu Esch 150 Euro pro Spilldag ausbezuelt gëtt pro Persoun, déi déi Tester mécht, dat ass eng aner Fro -, mee kënnen déi Leit herno responsabiliséiert ginn, wa se en Test hunn, deen negativ war, an duerno offensichtlech positiv Tester erauskommen an eventuell souguer Matcher musse frësch gespillt ginn oder wa Forfait muss erklärt ginn, well deen een oder deen aneren ze vill positiv ass an eng Ekipp souguer net kann untrieden, well ze vill positiv Fäll an der Ekipp sinn?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. Den Här Sportsminister Dan Kersch huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Effektiv vill Froe beieneen, dofir probéiere mer dann zesummen, esou gutt wéi méiglech drop ze äntweren.

Ech géif vläicht déi gutt Noriicht zum Ufank soen, an Dir hutt se warscheinlech och scho matkritt: No villen Diskussiounen - no néidegen Diskussiounen, géif ech emol soen - hu mer et dann elo fäerdegbruecht, dass déi véier Federatiounen, déi vun Ufank un un dëse Projet associéiert waren, alleguerte vis-à-vis an zesumme mat hire Veräiner och decidéiert hunn, dass déi Schnelltester sollen obligatoresch ëmgesat ginn. Obligatoresch heescht an dësem Fall, dass keen eenzelne Spiller ka gezwonge ginn, esou en Test ze maachen, mee dass deen, deen net un deem Test deelhëlt, awer dann net däerf fir d'Kompetitioun untrieden. Ech mengen, et war och esou, wéi et vun Ufank un ugeduecht war.

Ech wëll soen, dass mer zënter dem 21. November zesummen un dëser Aktioun geschafft hunn. Et waren insgesamt véier Videokonferenze mat de Presidente vun deene véier Big-Four-Federatiounen, vun deene mer virdrun hei och geschwat hunn, zum Deel mat Sportsdokteren derbäi, mat Vertrieder och aus dem Gesondheetsministère; Videokonferenze waren och nach zousätzlech vum Sportsministère mat der Santé, mam LIH (ndlr. Luxembourg Institute of Health) an och mat aneren Acteuren, fir dat heite kënnen op d'Been ze setzen.

Ech wëll och soen, dass d'Initiativ u sech vum Sport selwer ausgaangen ass, nämlech vun der Handballfederatioun, déi d'Iddi u sech lancéiert hat, fir niewent der Situatioun, dass mer an deenen ieweschten Divisiounen hei zu Lëtzebuerg Sport kënne maachen, eng zousätzlech Sécherung anzebauen iwwer eeben déi nei Méiglechkeeten, déi geschafe ginn duerch déi Schnelltester, déi op de Maart géife kommen.

Wéi gesot, et huet kee Wäert, zréckzekucken. Fir mech zielt, sou wéi am Sport, schlussendlech d'Resultat. D'Resultat ass dat, dass mer dat elo och kënnen ëmsetzen, wat mer eis vun Ufank u virgeholl haten. An et huet och, mengen ech, kee Sënn, elo nach weider Scholdzouweisunge vis-à-vis vun enger Federatioun ze maachen.

Ech mengen, do gëtt et eng Rei Grënn, iwwert déi ech de Moien och laang, souwuel mat de Vertrieder vun der Federatioun, wéi och mat de Vertrieder vun deene Veräiner geschwat hunn. A si hu sech och d'Wuert ginn, dass se an Zukunft besser matenee communiquéieren, fir dass déi Informatiounen, déi mir un d'Federatioune ginn, och do ukommen, wou se sollen ukommen, nämlech an de Veräiner a schlussendlech och bei de Spiller a Spillerinnen, ëm déi et geet. Ech mengen, dat ass emol dat Allerwichtegst, fir festzehalen.

Et gesäit een, dass déi Iddi och vun anere Federatiounen opgeholl ginn ass, déi sech och bei eis gemellt hunn, fir un der Aktioun deelzehuelen. A selbstverständlech wëlle mer do och keen ausschléissen. Ech denken do just och un de Liichtathleetiksmeeting an der Coque vun der CMCM - Dir wësst, wéi deen heescht -, en internationale Meeting, wou och festgehale ginn ass, dass jiddwereen, deen un deem Liichtathleetiksmeeting deelhëlt, sech och virdru wäert teste loosse. Dir gesitt also, d'Iddi ass amgaangen, sech duerchzesetzen. An dat ass jo och dat, wat mer wollten hunn.

Vläicht zu deene ganz konkreete Froen: Wéi soll et weidergoen an den Ekippesportaarten? Bon, dat eent ass, dass mer ..., nodeems mer ... Wéi gesot, eng Fro, déi wierklech pertinent war, war déi: Wat geschitt, wann eng Federatioun imposéiert, dass déi Schnelltester musse gemaach ginn, an et ass e Veräin, dee sech net drun hält a sech op d'Statute vun där Federatioun berifft, wou dat doten net virgesinn ass? Kënnen da juristesch Ufechtunge gemaach ginn? Kann déi Federatioun juristesch belaangt ginn? An do hu mer och en Avis vum COSL gefrot, deen och bei eenzelne vun deene Sitzungen dobäisouz. An de COSL war relativ kloer a senger juristescher Analys, dass e gesot huet, jo, déi Gefor wär reell, déi géif bestoen. An doropshin hu mer dann och, mengen ech, elo de Moien zesumme mat der Federatioun nach eng Kéier festgehalen, dass et besser ass, dass d'Chamber hei e kloert Wuert géif schwätzen a soen, dass déi Schnelltester an deene Kompetitiounen, an deene Mannschaftskompetitioune sollen obligatoresch gemaach ginn. An anere Sportaarten ass et vläicht ..., drängt et sech net an deem nämmlechte Mooss op. Dat musse mer nach zesumme mat der Santé diskutéieren.

Leider war et net esou, dass keen do wär, deen de Sënn vun de Schnelltester insgesamt a Fro gestallt hätt. Ech mengen, Dir hutt eng Rei vun Aussoe vu verschiddene Vertrieder vu verschiddenen Organisatiounen an der Press héieren, mee an der Tëschenzäit, Här Lamberty, ass et effektiv esou, dass, mengen ech, kee méi de Sënn vun deem Ganzen an Zweifel zitt an dass jiddweree sech wëll un der Aktioun bedeelegen.

Eis geet et jo och drëm, fir déi Donnéeën, déi mer do am Kader vun deem Pilotprojet, dee mer hei lancéiert hunn, kréien, och kënnen ze verwäerten, fir déi enger wëssenschaftlecher Analys ze ënnerzéien, warscheinlech net an Zesummenaarbecht mat dem LIH, well dat de finanzielle Rame gesprengt hätt, mee d'Santé huet sech awer ugebueden, fir do ze hëllefen, fir dass mer do eng wëssenschaftlech Analys vun deenen Donnéeë kënne maachen, déi mer kréien. An dat ass, mengen ech, och déi grouss Erausfuerderung fir d'Veräiner, déi hei un dëser Aktioun deelhuelen.

Testen ass dat eent. Wie kann déi Tester maachen? Och déi Fro ass elo komescherweis haut nach eng Kéier gestallt ginn, woubäi et, mengen ech, relativ kloer ass, well et e Règlement grand-ducal gëtt, dee ganz kloer seet, wien d'Tester dierf maachen: Dat sinn déi Leit, déi effektiv eng medezinnesch Ausbildung hunn. A souwäit ... Ech mengen, och dat ass kee Geheimnis, am leschte Regierungsrot ass och nach eng Modifikatioun vun deem Reglement virgeholl ginn, dass an Zukunft elo zousätzlech Kategorië vu Leit déi Tester kënne maachen.

Wéi gesot, d'Tester maachen ass dat eent. Eng Rei Veräiner hu Benevoller fonnt, déi dat wäerte maachen; eng Rei aner Veräiner gräifen do op Professioneller zréck, dat ass da verbonne mat enger Rei vu Käschten, an och do hu mer gesot, dass mer, wann do Veräiner sinn, déi Schwieregkeeten hunn, fir dat selwer ze finanzéieren, dass mer do gäre bereet wären ze hëllefen, wann et da muss sinn.

Deen anere Volet ass deen administrative Volet, deen hannendrustécht. An deen ass net méi einfach, ech ginn dat ganz gären zou. Et ass jo kloer, dass déi Donnéeën, déi do gesammelt ginn, mussen un d'Santé weidergi ginn, dat heescht, wann ee positiv getest gëtt, da musse selbstverständlech och Konsequenze kommen. Och wann een an engem Schnelltest positiv getest ass, dann heescht dat, dass deen automatesch muss a Quarantän goen an dass déi Leit, déi mat em um Terrain stounge respektiv mat an deem Match waren, dass déi och alleguerte mussen e PCR-Test maache goen. Och dat ass festgehale ginn an deene véier Aarbechtssitzungen, déi mer haten. An dat huet och keen a Fro gestallt.

Dann ass nach eng Fro komm: Kéint ee sech virstellen, dass dee Pilotprojet duerzou féiert, dass een déi Schnelltester och an anere Beräicher kéint asetzen? Jo, selbstverständlech. Dofir ass et jo e Pilotprojet. Mir kréie jo och mat, dass an der Tëschenzäit weider Tester op de Maart kommen, wou déi ganz Prozedur, fir déi Tester ze maachen, sech warscheinlech och wäert vereinfachen. Wat kloer ass, ass, dass natierlech nëmmen Tester kënne gebraucht ginn, déi och vun der Santé agreéiert sinn. An da bleift et awer och derbäi, dass déi administrativ Prozedur nodréiglech selbstverständlech och bestoe bleift.

Dann: Wéi geet et weider? Gëtt dat op d'Alterskategorien ausgedeent? Dat kann ech zu dësem Moment wierklech nach net soen. Ech wëll just soen, dass mer, aleng duerch de Fait, dass mer d'Tester selwer zur Verfügung stellen, awer eng Ausgab vu ronn 500.000 bis 600.000 Euro fir déi ëffentlech Hand hunn. Dat ass also schonn net näischt. An da muss ee selbstverständlech kucken, wéi mer eis nach un anere Fraise wäerte bedeelegen.

Am Moment si mer jo an enger Situatioun, wou d'Alterskategorien an och déi ënnescht Divisiounen nach iwwerhaapt kee Sport dierfe maachen. Dofir stellt d'Fro sech zu dësem Moment net. Mee wa mer, wéi gesot, hei éischt Donnéeën hunn, da kann ee jo kucken, a wéi enger Form een dat och nach eventuell op aner Ekippen an aner Alterskategorien ausdeene kann, ëmmer natierlech am Bléckwénkel, dass een och dat Machbaart net däerf aus den Ae verléieren. Eng Rei Saache sinn an deenen Amateurstrukturen, déi mir hunn, onméiglech esou identesch ze iwwerhuelen, wéi dat am Profisport am Ausland de Fall ass.

Ech hoffen, elo méi oder wéineger op all Froe geäntwert ze hunn. Et ass jo nach eng méi konkreet Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch. Wéi gesot, um Enn zielt d'Resultat. Am Moment gesäit et esou aus, dass alleguerten déi, déi elo Kompetitiounssport an enger Mannschaft maachen, wäerte getest ginn. An dofir sinn ech frou, dass mer déi Aktioun konnten zesumme lancéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Sportsminister Dan Kersch. An de Relais fir dës Fro iwwerhëlt elo d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President, et ass deem eigentlech net méi ganz vill bäizefügen. Et handelt sech hei effektiv ëm e Pilotprojet. Firwat? Well mer an engem Kontext sinn, wou mer exceptionell enk Kontakter zouloossen, déi fir déi aner Leit nach net zougelooss sinn. An dësem zousätzleche Risiko, wann een esou wëllt, duerch eeben eng Aktivitéit, déi mat enke Kontakter verbonnen ass, wëlle mer en Zousaz u Sécherheet entgéintsetzen duerch e systematesche Screening, dee iwwert déi Schnelltester soll gemaach ginn, an e Modus, dee soll erlaben, och hei eeben esou schnell wéi méiglech, wa sech eppes deet, wann ee positiv ass, deen erauszefilteren, fir dann do ze evitéieren, dass et zu Clusteren oder zu Infektiounskette kënnt.

Mir wäerten dat evaluéieren. Dat heiten ass e Pilotprojet. Firwat? Well mer eis Opschloss doriwwer erwaarden, ob esou eppes dénglech ass, ob dat eeben an esou engem Kontext duerzou bäidréit, dass déi Aktivitéite méi sécher sinn, wéi se et am Schnëtt ouni esou e Projet wären, an dat natierlech, fir fir eis Zukunft ze plangen. Ech mengen, mir wëllen alleguerte lues a lues méi Normalitéit. Mir wëssen alleguerten, dass dee Virus warscheinlech net haut a muer fort ass. Also ass et wichteg, dass mer ausprobéieren, wéi een déi Normalitéit mat deenen neie Moyenen, déi een dann zur Verfügung huet - do komme jo Dag fir Dag nei Typpe vun Tester op de Maart - ka begleeden.

Dir hutt d'Fro vun der Responsabilitéit ugeschwat. Dat ass, géif ech soen, déi ganz normal Responsabilitéit, déi Dir an ech och hunn, fir dat, wat Der maacht. Wann een sech elo géif wierklech ganz bewosst feelerhaft verhalen, géif ee seng Responsabilitéit engagéieren. Mee dat ass awer keng spezifesch Eent-zu-eent-Responsabilitéit, déi hei gi wär, wann een deen Test net richteg ausgeféiert hätt. Et ass jo och keen Test, deen à ce stade vum Gesetz virgesinn ass. Ech mengen, dee muss ganz normal gemaach ginn. E soll just e Plus u Sécherheet ginn, fir eebe Leit, déi positiv sinn, ze identifizéieren.

Et ass och esou, dass an der Praxis, wann esou e Schnelltest positiv wär, natierlech e PCR géif hannendru gemaach ginn, fir eng richteg Diagnos ze stellen, an da ginn eis Servicer hannendru ganz

normal aktivéiert, fir hir Aarbecht do ronderëm ze maachen. An de Rescht vun der Ekipp, et ass scho gesot ginn, déi géifen da systematesch eeben en Test gemaach kréien. Dat gehéiert zum Pilotprojet. Mee do ass keng spezifesch Responsabilitéit, déi elo do Hand an Hand géif goen, déi déi géif treffen, déi den Akt setzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lenert.

- Question n° 185 du 9 février 2021 de M. Marc Baum relative à la non-conformité de certains produits de désinfection des mains et des surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs et à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Mir kommen elo zur Fro Nummer 85 vum Här Marc Baum un d'Ministesch fir Konsumenteschutz an d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Desinfektiounsmëttel, déi net konform sinn. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'Covidpandemie, an där mer dra sinn, huet eis eng ganz Rëtsch nei Gewunnechte geléiert. An zu deenen neie Gewunnechten am Alldag gehéiert sécher och d'Utilisatioun vum Desinfektiounsgel, sief dat a Geschäfter, an Institutiounen oder ëffentleche Gebaier. Am ëffentlechen Transport schéngt et nach ëmmer méi schwiereg ze sinn, wat eng aner Fro ass.

Mee duerch deen allgemenge Gebrauch vun deem Desinfektiounsmëttel ass déi Fro awer net onninteressant. An duerfir huet och d'Ëmweltverwaltung uganks Februar an enger Enquête iwwert d'Biociden, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie verstäerkt zum Asaz kommen - nämlech ënner Form vun deenen Desinfectante fir d'Hänn oder d'Surfacen -, festgestallt, datt 77 % vun de kontrolléierte Produkter net konform si mat der Legislatioun, also vun 195 geteste Produite waren der just 44 konform.

Wat bedeit dat elo konkreet? Dat heescht, entweeder si sinn net wierksam a protegéieren den Utilisateur also net, oder se enthale potenziell schiedlech cheemesch Substanzen, déi net zougelooss sinn.

D'Ëmweltverwaltung huet bei de Kontrollen eng Rei Amenden ausgeschwat an och annoncéiert, weider Kontrollen ze maachen.

Vu déi héich Zuel vu méi wéi dräi Véierel vun de Produkter, déi net konform sinn, stelle sech an eisen Aen an deem Zesummenhang awer e puer Froen, déi mer un déi zoustänneg Ministere wéilte stellen.

Éischtens: Wat ass mat deene Produite geschitt, déi net konform waren?

Zweetens: Kontrolle sinn natierlech begréissenswäert an, wéi mer gesinn hunn, och ganz wichteg, gradesou wichteg, wéi datt Amenden ausgeschwat ginn. Mee d'Fro bleift awer, ob et net och sënnvoll an am Interessi vun de Leit wier, wann net konform Produiten d'office vum Marché géife geholl ginn.

An drëttens: Och wann dat eventuell net esou séier méiglech wier, wier et dann net awer sënnvoll, eng Lëscht mat deene Produiten ze publizéieren, déi konform sinn? Well et sech jo da wierklech ëm eng Minoritéit vu Produite handelt. Also eng sougenannte Positivlëscht, fir d'Leit, déi dat am Alldag benotzen, wierklech kënnen ze informéieren iwwert dee Produit, dee si kafen a benotzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol wëll ech dem Marc Baum Merci soe fir déi Fro, déi, mengen ech, ganz pertinent ass, wou och vill Leit sech d'Fro gestallt hunn ab deem Moment, wou mer wéinst der Covidpandemie wierklech méi där Mëttelen ugewannt hunn. Ab deem Moment hu mer jo och ganz vill Hiersteller gehat, déi virdrun net an deem Beräich waren, an déi Produiten op de Maart bruecht hunn. Dofir war et och ee Souci vun der Ëmweltverwaltung, déi jo zoustänneg ass fir de Contrôle, awer och fir d'Zouloossung vun deene Produiten hei zu Lëtzebuerg, dass déi do hir Kontrolle géifen erweideren. Dat hu se och dee Moment gemaach. An do hu mer ganz kierzlech e Rapport publizéiert, wou wierklech dann och deen Taux erauskoum, dass 77 % net konform sinn.

Ech géif hei gären dräi Saachen e bëssen … fir dass mer am Theema dra sinn, dräi Theemen ugoen. Engersäits: Autorisatiounen. An Europa hu mer eng staark Legislatioun, wat Biociden, wat Chemikalien ugeet, déi och uerdentlech kontrolléiert ginn. An ier e Produit iwwerhaapt op de Maart kënnt, muss en eng Autorisatioun hunn oder notifiéiert ginn. An esou Fäll, wéi elo am Moment mat Desinfectanten, ass et esou, dass dat en Iwwergang ass, bis e Produit herno och reegelrecht um Maart ass.

An deene Kontrolle sinn elo bei 39 Fournisseure Produite kontrolléiert ginn. An ech kann lech awer berouegen an där Hisiicht: Wat gëtt do kontrolléiert? Et gëtt kontrolléiert: Ass dee Produit notifizéiert, autoriséiert? Wat steet op der Etikett? Et gëtt natierlech bei den Autorisatioune gekuckt: Ass en och effikass, schuet en net dem Mënsch an der Natur? A bei 95 % vun den Non-Conformitéite war et tatsächlech eng administrativ Geschicht, dat heescht, si waren net notifizéiert hei zu Lëtzebuerg, an déi kënne sech also konform setzen an deem Beräich. Et ass leedeglech ee Produit, dee keng richteg Autorisatioun hat, an dat ass och direkt un de Parquet weidergeleet ginn. An zwee Produiten haten e Problem mat der Etikett.

Dir musst wëssen, och d'Etikett, do muss alles stëmmen. A well dat doten opgefall ass a well esou vill nei Produiten op de Maart koumen - an dat fannt Der och an deem Rapport -, hat d'Verwaltung relativ direkt reagéiert an huet am Kader vun der Zesummenaarbecht mat den zoustännegen Instanzen, also mat der Chambre de Commerce zum Beispill, eng Formatioun gemaach, fir dass déi Geschäfter an déi Acteuren, déi um Terrain aktiv sinn, gesinn: A, et muss notifizéiert oder autoriséiert sinn. Wéi ass d'Reglementatioun? Op wat musse se kucke bei den Etiketten? Well soss weess een dat jo och net, wann een eebe mat esou Produiten ze dinn huet. An dofir sinn eeben Informatiounen engersäits gutt an einfach duergestallt ginn - dat fannt Der am Rapport - an et sinn och Informatioune mam Secteur ausgetosch ginn, fir datt eebe sou mann wéi méiglech Leit net konform zur Legislatioun sinn.

Mir wäerten och 2021 e ganz geneet An dorop halen, wat an deem Beräich ass, eebe grad, fir souwuel d'Gesondheet vum Mënsch ze schützen, wéi awer och ze wëssen, wat dat fir en Impakt op d'Natur huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

- Question n° 186 du 9 février 2021 de Mme Chantal Gary relative à la sécurisation du croisement entre route et piste cyclable à « Hëttermillen », adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 186 vun der Madamm Chantal Gary un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Ofsécherung vun der Kräizung tëscht der Strooss an der Vëlospist op der Hëttermillen. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, op der Héicht vun der Hëttermille gëtt et aktuell eng geféierlech Situatioun fir d'Vëlosfuerer, déi do op d'Vëlospist laanscht d'Musel eropfuere wëllen. Momentan kommen d'Vëlosfuerer aus Richtung Éinen iwwert d'Strooss bis op d'Hëttermillen, a wa se dann do op d'Vëlospist eropfuere wëllen, musse se op där Plaz queesch iwwert d'Haaptstrooss fueren, also duerch de Géigeverkéier, fir op de Vëloswee Richtung Réimech ze kommen. Geféierlech ass dëst virun allem, well dës Plaz fir d'Autosfuerer net gutt markéiert ass.

An deem Sënn wollt ech de Minister froen, ob et hei Pläng gëtt, fir dës Plaz ze securiséieren. Hei kéinte wuel schonn e Marquage um Buedem a Warnluuchten oder en Zebrasträifen hëllefen.

An doriwwer eraus: Wéi ass et insgesamt mam Ausbau vun dëser wichteger Vëlospist, der PC3? Wat ass den aktuelle Stand? A wéi ass de geplangte Phasage vun dësem Projet?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Gary. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci der Madamm Gary fir déi Fro. Ech mengen, déi Vëlospist do, de PC3, dat ass en zimmlech komplexe Projet gewiescht, duerfir ass en och a fënnef Phasen ëmgesat ginn. Et ass nach eng Phas, déi ass nach net realiséiert.

An da stellt sech déi Fro vun deem dote Problem, deen d'Madamm Gary ugeschwat huet. Deen ass awer schonn op engem Deel realiséiert. D'Haaptschwieregkeet besteet doranner, datt mer natierlech no un der Musel sinn an datt déi eng Säit gebaut ass an déi aner Säit en Hang ass an datt et op där enger Säit keen Trottoir gëtt. Also et gëtt ganz wéineg Méiglechkeete fir auszebauen.

Dann ass dat Ganzt op där doter Plaz nach ofgeséchert duerch eng Leitplank, dat heescht, do ass et natierlech geduecht, datt d'Leit eeben net sollen iwwert déi Strooss do lafen, fir bei d'Musel ze kommen. Also, ech mengen, et gëtt e puer méi Problemer, déi sech do stellen.

Et ass allerdéngs elo sou, datt eng Léisung en vue ass, well éischtens déi Vëlospist do nach weider wäert ausgebaut ginn an enger Phas duerno, an zweetens och e Bus-Arrêt geplangt ass op där doter Héicht, déi Der do ugeschwat hutt.

Mir probéieren da mat deem Bus-Arrêt, dee mer do installéieren - wou mer jo dann och eng Ouverture musse maachen, e Foussgängersträife musse maachen -, vläicht an engems emol e Passage combiné ze maachen fir de Vëlo, fir datt mer dann en Deel vum Problem geléist kréien. Dat ass awer och nach keng optimal Léisung, muss ech soen.

D'Stroosseverwaltung denkt souwisou nach driwwer no, wéi mer dann no där doter Phas, wou et net esou evident ass, och herno, wat d'Sécherheet ubelaangt … Well et huet och kee Wäert, datt mer eppes maachen, wou mer zwar maachen, wéi wann et méi sécher wär, mee wou mer dann eigentlech eng falsch Sécherheet virtäuschen. Duerfir denkt d'Stroossebauverwaltung och nach weider no, do am Kader vun der Extensioun, déi souwisou nach virgesinn ass, eng besser Léisung ze fannen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, ech wollt soen, datt ech déi selwecht Fro scho virun engem hallwe Joer gestallt hat - ech hat se schréftlech gemaach, ech hat se och op zwou an enger hallwer Säit formuléiert -, dat ass genau déi selwecht gewiescht wéi déi, déi d'Madamm Gary elo mëndlech hei gestallt huet. Den Här Minister hat do en Deel Äntwerte ginn, ech stellen awer fest, datt en hei dach en Deel méi Äntwerte ginn huet, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, wann hei geschwat gëtt, da verstinn ech näischt.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- ... wéi dat deemools bei mir de Fall war. Dat schéngt dann dorop zréckzeféieren ze sinn, jee nodeem a wéi enger Partei een ass. Merci.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Modert, et ass schwéier, fir lech hei uewe ganz ze verstoen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech weess net, ob den Här Minister lech elo verstanen huet.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Mat der Mask hunn ech net grad alles verstanen, muss ech éierlech soen. Mee ech mengen awer, d'Madamm Modert schwätzt déi Fro un, déi si sech effektiv zu deem Theema gestallt huet.

Meng Meenung huet sech och grondsätzlech net geännert par rapport zu deemools, ech hunn dat jo och elo grad gesot. Et soll e Bus-Arrêt dohinner kommen, do ginn eng Rei Saache gekuckt, mee et bleift de Punkt, datt mer näischt wëlle maachen, wou mer eng falsch Sécherheet virtäuschen, wou mer einfach iergendeppes maachen an eis dann domadder géifen zefridde ginn.

Wéi gesot, d'Ponts et chaussées schafft u méi enger laangfristeger Léisung, déi soll kucken, dee Problem ze léisen. Duerfir: Grondsätzlech huet meng Meenung par rapport zu Ärer Fro deemools net geännert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Mobilitéitsminister fir déi Prezisiounen.

- Question n° 187 du 9 février 2021 de M. Laurent Mosar relative à la transposition de la directive (UE) 2019/790 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie

Da komme mer zur Fro Nummer 187 vum Här Laurent Mosar un de Wirtschaftsminister fir d'Ëmsetzung vun der Droit-d'auteurs-Direktiv. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Här Minister, mir hunn u sech en Delai, fir déi Direktiv iwwert d'Droit-d'auteuren an d'Droit-voisine bis de 7. Juni vun dësem Joer ze transposéieren. Dat heescht, mir hunn eigentlech nach knapps fënnef Méint. A mir haten do virun engem knappe Joer, am Mäerz d'lescht Joer, eng Entrevue, wou de Minister eis eigentlech versprach hat, an der zweeter Hallschecht vun 2020 mat engem Projet de loi ze kommen. Ech huelen un, datt do covidbedéngt warscheinlech e bësse Retarde komm sinn.

Ech hunn och gelies, datt déi Associatioun mat deem eigentlech sympatheschen Numm Chaos Computer Club eng Rei vun interessante Propositioune gemaach huet. Et geet hei jo virun allem ëm d'Ëmsetzung vun den Artikele 15 a 17 vun där Direktiv, déi sougenannten „Uploadfilter", déi am Moment och erëm fir grouss Diskussiounen an eisem Nopeschland Däitschland suergen, wou am Moment och déi Aarbechte vun der Transpositioun vun der Direktiv lafen.

Duerfir wollt ech dem Minister follgend Froe stellen:

Éischtens: Wou si mer dru mat deem Projet de loi? Gëtt deen elo an den nächste Wochen deposéiert?

An dann, wat mech natierlech haaptsächlech géif interesséieren: Wéi ginn elo déi Problemer am Kontext vum Uploadfilter geléist? Ass do eventuell envisagéiert, op e Wee ze goen, deen notamment och vum Chaos Computer Club proposéiert gëtt, vu Lizenzen? Kéint dat eventuell eng Pist sinn?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci dem Laurent Mosar fir déi Fro, déi mer effektiv d'Occasioun gëtt, de Punkt ze maachen iwwert d'Ëmsetzung vun där Direktiv iwwert den Droit d'auteur, vun deem Der jo wësst, dass et e komplexen an techneschen Text ass, deen eng ganz Partie Facetten huet, net nëmmen déi vum Artikel 15 an dem Artikel 17 mat dem Uploadfilter, deen effektiv fir vill Diskussioun suergt.

Et ass effektiv esou, de Laurent Mosar huet dat elo richteg erënnert, dass den Text am Prinzip soll bis de 7. Juni ëmgesat sinn. Dir wësst awer, dass am Fong a ganz ville Länner de Legislateur nach net ganz wäit ass, well dat Ganzt eeben technesch a komplex ass. Dir wësst, dass et bei dësem Text u sech drëm geet, fir eng Harmoniséierung an eng Amelioratioun och vum juristesche Kader vun den Droit-d'auteuren ze kréien am Kontext vun enger digitaler Gesellschaft.

D'Positioun vu Lëtzebuerg zu dëser Direktiv ass déi, wéi Der natierlech wësst, dass mer als Land am Abrëll 2019 dee finalen Text vun der Direktiv deemools net matgedroen hunn, well mer ëmmer der Meenung waren, dass d'PMEen an och d'Startuppen net sollen ënnert dës Direktiv falen, well hei eeben en Ongläichgewiicht bestanen huet, wat hir Responsabilitéit ugaangen ass an och, dass hir Entwécklung u sech op engem digitale Maart vun dësem Texte en l'état net géif favoriséiert ginn.

Deemools hunn och Holland, Finnland, Italien, Polen a Schwede géint déi Direktiv gestëmmt. Aus änleche Grënn, well eeben hei déi Balance tëschent der Protektioun vun den allgemenge Rechter vun den Auteure wéi de Journalisten, Interpreten oder Museksproduzenten op där enger Säit, an den Interête vun de Bierger an Europa op där anerer Säit net genuch protegéiert wären.

Wou si mer haut zu Lëtzebuerg dru mat der Ëmsetzung vun deem Text? Bon, mir hunn en elo. Mir mussen en esou gutt wéi méiglech ëmsetzen, tenant compte vun eise Spezifissitéiten hei zu Lëtzebuerg. Mir mussen hei déi richteg Balance fannen. A fir dat hinzekréien, hu mer decidéiert, fir dee Projet de loi, deen ausgeschafft ginn ass an deen elo bei eis am Wirtschaftsministère virläit, net méi spéit wéi muer zur Consultation publique fräizeginn. Dat heescht, dee gëtt muer op engem Internetsite bei eis verëffentlecht an da ka jiddwereen deen Text liesen an analyséieren an eis dann och en ligne seng Commentairen dozou schécken.

Mir wëllen heimat sécherstellen, dass mat allen Acteuren iwwert den Text geschwat gëtt, dass esou breet wéi méiglech consultéiert gëtt, ier en an de Regierungsrot geet an duerno hei bei lech an der Chamber deposéiert gëtt; och am Sënn vun deem, wat de Chaos Computer Club gefrot huet. Dat ass effektiv néideg a wichteg, fir dass, wéi gesot, hei all de verschiddenen Interêten a Sensibilitéite Rechnung gedroe gëtt.

Dir wësst och, dass insbesonnesch an deene Froen, déi Der ugeschwat hutt, Artikel 17, déi Diskussioune ronderëm den Uploadfilter - wat jo en Term ass, deen et an der Direktiv guer net gëtt, deen awer trotzdeem am Zentrum vun der Diskussioun steet -, dass d'Kommissioun do och soll Richtlinnen ausschaffen, wéi déi Systemer am Detail fonctionéiere kéinten, ouni dass trotzdeem doraus eng grouss prozedural oder juristesch Usine à gaz géif gemaach ginn. Do solle Best Practices kommen, déi vun der Kommissioun ausgeschafft ginn an da de Länner solle matgedeelt ginn. Voilà.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Ech wëll drop opmierksam maachen, datt mer nach d'Froen Nummer 8, Nummer 9, Nummer 10 huelen, esou wéi mer dat an der Conférence des Présidents eng Kéier festgehalen hunn: datt mer bis zum Schluss vun enger ganzer Ramm géife fueren. An da géife mer ophale mat der Froestonn vun haut.

- Question n° 188 du 8 février 2021 de M. André Bauler relative aux nuisances potentielles des éoliennes, adressée à Mme le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Ech géif dann elo d'Wuert un den honorabelen Här André Bauler gi fir d'Fro Nummer 188 un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Geräischbelästegungen duerch Wandmillen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro stellen iwwert de Kaméidi, deen héierbaren an deen net héierbaren, dee vu grousse

Wandmillen ausgeet an deen d'Liewensqualitéit vun den Urainer spierbar erofsetze kann.

Den 22. Januar dëses Joers gouf an engem Pressecommuniqué vermierkt, datt de Wandkomplex vun Échauffour an der Orne a Frankräich gestoppt ginn ass wéinst dem Kaméidi, dee vun dëser Anlag ausgaangen ass. A Frankräich, genausou wéi bei eis och, gëtt sech dacks op déi sougenannt Anses-Studie beruff fir ze beweisen, datt bei Wandmille keng gesondheetlech Schied ze erwaarde sinn.

D'Decisioun an der Orne gouf vun der Sous-préfète vun Argentan ugekënnegt. Dës Entscheedung ass d'Resultat vun engem laange Kampf vun de betraffenen Awunner, déi méi wéi ee Joer laang onerdréigleche Kaméidi - „des nuisances sonores insupportables", wéi et esou schéin am Communiqué steet - hu mussen erdroen, dee vun engem Ensembel vu fënnef Wandmillen ausgaangen ass. Dëst no zwou Expertisen, eng drëtt Expertis wier bestallt.

D'Entscheedung vun der Sous-préfète wier eng Première a Frankräich a géif d'Wuelsinn an d'Gesondheet vun de Bierger an de Mëttelpunkt, an de Fokus stellen. Dofir meng Froen:

Kann d'Madamm Minister mer soen, ob et hei zu Lëtzebuerg änlech Problemer mat Wandmille gëtt? Suivéiert de Ministère déi aktuell Fuerschung, wat den Impakt vun Infraschall an de Kaméidi vu Wandmillen op Leit, déi an der Géigend wunnen, betrëfft?

Wéini soll déi nei däitsch TA-Lärm-Norm, déi endlech den déiwen Infraschall moosst, bei eis hei am Land ëmgesat ginn? Gëtt déi aktualiséiert Norm bei der Geneemegung fir de Bau vun neie Wandmillen berücksichtegt? Dat sinn zwou wichteg Froen, déi ech nawell wierklech gäre beäntwert hätt.

Gëtt et an der Fuerschung nei Erkenntnisser an dësem Beräich? Wa jo, ass et virgesinn, d'Grenzwäerter an d'Distanze par rapport zur Agglomeratioun eventuell unzepassen? A wéi ass et méiglech, datt op Plazen, wéi zum Beispill an der Houschter Déckt am Norde vum Land, zu bestëmmte Joreszäiten, tëscht Dezember a Februar, de Wandschiet duerch bewunnten Zone geet?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. D'Madamm Ministesch fir Klima, Ëmwelt an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Bon, merci dem Här Bauler fir déi dote Fro. An ech mengen, se refletéiert och d'Suerg vu verschiddene Leit, wou mer an der Politik ëmmer erëm mussen aktiv Werbung maachen, net nëmmen, dass mer de Shift op Erneierbarer brauchen, mee och duerch eng gutt Legislatioun drop oppassen, dass eis Bierger, d'Natur an eis Déiere geschützt ginn.

Dat maache mer hei zu Lëtzebuerg, well d'Nuisancen - sief et Kaméidi, sief et d'Déiffrequenzberäicher, sief et och de Schattenwurf, deen elo just och zitéiert gouf - dat ass alles net nëmmen Theema, mee och Bestanddeel an de Kommodo-Autorisatiounen, déi et am Kader vun de Wandparken, jo, vun deenen eenzelne Wandmille gëtt.

Et ass och ganz kloer, dass do muss genee gekuckt ginn an dat ass d'ailleurs e ganz klore Bestanddeel. Mir hunn net nëmmen eng Legislatioun, mee och de Kommodo kann, wann et néideg ass, méi héich Wäerter asetzen. Well mir kucken natierlech Wandanlag pro Wandanlag. Mir maachen dat net vereinfacht - esou vill Meter muss et vun eppes ewech sinn -, mee mir kucke wierklech spezifesch: Wéi eng Auswierkungen huet déi entspriechend Wandmillen op Mënsch, Déier an Natur?

Dat heescht, eng onofhängeg Etüd am Beräich vum Kaméidi ass gebraucht an ass e substanzielle Bestanddeel vum Kommodo. An dat heescht, dat muss opgeluecht ginn. Zanter 2013 gëtt et och hei total Krittären. Mir befannen eis am Beräich vun enger Reglementatioun, déi et eigentlech säit Enn de 70er Jore gëtt, déi natierlech eeben och permanent aktualiséiert gëtt.

Dir hutt elo just d'Etüd vun der Anses vun 2017 zitéiert. Dann huet natierlech d'Weltgesondheetsorganisatioun 2018 och eppes erausbruecht. An all déi dote Saache gi suivéiert, d'ailleurs net nëmme bei eis am Ministère, mee och zesumme mam Gesondheetsministère, wou mer jo an deene leschte Joren och ëmmer erëm Froe gemeinsam beäntwert hunn, well mer d'Suerg vun de Leit mussen eescht huelen. Well nëmmen dann, wa mer d'Suerg vun de Leit eescht huelen, wa mer d'Bierger och abannen, well d'Wandenergie gëtt eis jo och d'Méiglechkeet, dass d'Bierger kënne selwer an e Wandpark mataklammen, an transparent Prozeduren hunn, an dat hu mer hei zu Lëtzebuerg, dann erreeche mer och dat Zil, wat mer eis als Regierung gesat hunn, well d'Wandenergie u sech wierklech ee vun de Moyenen ass, fir d'Klimakris aktiv ze bekämpfen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch.

- Question n° 189 du 9 février 2021 de M. Sven Clement relative aux vaccinations dans les maisons de retraite et de soins, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Da komme mer zur Fro Nummer 189 vum Här Sven Clement un d'Gesondheetsministesch iwwert d'Impfungen an den Alters- a Fleegeheimer. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och un de Marc Spautz, dee virdru schonn als éischt Fro an dëser Ronn eng änlech Fro gestallt huet. Ech mengen, ech muss net méi op d'Fakten agoen, datt mer an den Alters- a Fleegeheemer heiansdo Clustere kënnen hunn. Dat ass grad bei vulnerabele Populatiounen nun emol net vun der Hand ze weisen, mee ausser d'Leit ze impfen oder se anzespären, mengen ech, gëtt et net villes, wat een dogéint maache kann.

Vu datt ech d'Leit net wëll aspären, denken ech, datt Impfen do dann dee richtege Wee wär. An en Dokter, den Dokter Claude Muller, huet an engem rezenten Artikel ënner anerem och op d'Konzept vun de sougenannte „Ringimpfungen" higewisen.

Ringimpfungen, wat ass dat? Ma wann ech bis positiv Fäll hunn, a grad a vulnerabele Populatiounen, impfen ech all d'Leit an engem Rénk ronderëm dës infizéiert Persounen, fir esou en Ausbreede vun der Infektioun ze verhënneren. Dat huet an der Vergaangenheet bei anere Krankheeten - bei Ebola a bei de Pouken - tatsächlech relativ vill Succès gehat. Et muss ee soen: Do sinn d'Impfstoffer méi séier wierksam.

Dofir ass d'Fro, déi ech hunn, ob d'Regierung envisagéiert, Ringimpfungen ze maachen, wa mer esou Clusteren hunn, grad bei vulnerabele Populatiounen, an ob se wëssenschaftlech Erkenntnisser huet iwwert d'Effikassitéit vun deem am Kader vu Covid-19.

An dann, well et awer e vulnerabele Secteur ass ... An d'Madamm Cahen huet och virdru schonn e puer Äntwerte ginn, se huet awer versprach, déi ganz Äntwert géif haut nach kommen. Dat heescht, mir si gespaant, a wéi villen Alters- a Fleegeheemer d'Residenten da scho geimpft goufen, wéi vill Persoune profitéiert hunn an och wéi vill Prozent sech net impfe gelooss hunn.

Ech mengen, op déi lescht Fro hunn ech d'Äntwert virdru schonn erausgerechent: Dat missten 13,3 % sinn. Esou kann d'Madamm Ministesch sech vläicht dann op déi aner Froe konzentréieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Ech mengen, op de Kontext brauche mer effektiv net méi anzegoen. Deen huet ons alleguer elo schonn oft a vill beschäftegt.

Wou si mer drun? Et ass dat, wat gefrot ass. Mir hu mëttlerweil 28 vun deenen 52 Alters- a Fleegeheemer mat eisen Equipe-mobillen duerchgetest. A vun deenen 28 sinn och schonn 11 Strukturen, wou déi zweet Dosis konnt administréiert ginn.

Mir hunn, wéi Der et richteg gerechent hutt, bis elo en Taux d'adhésion vu 86,7 % an den Heemer. Dat ass natierlech en Tëschebilan. Mir sinn nach net fäerdeg. Dat mécht dann déi Differenz, wéi Der se richteg gesot hutt.

Doriwwer eraus konnte mer och doduerjer, dass mer elo dem Personal an den Alters- a Fleegeheemer d'Méiglechkeet ginn hunn, sech sur place impfen ze loossen, wann d'Equipe-mobillen do sinn, Stand haut 1.437 Leit an der Struktur selwer impfen. Dobäi kommen natierlech déi Leit, déi iwwer e Rendez-vous fueren. Dir wësst, dee leschten Tëschebilan, deen hate mer lech och scho matgedeelt, dee läit bei ronn 50 %. Mee, wéi gesot, dat ass alles nach um Lafen, dat sinn ëmmer Zwëschestänn, déi ech lech hei communiquéieren.

Parallell sinn eis Ekippen och an de Strukture fir handicapéiert Leit ënnerwee. Bis elo ass an dräi Strukture geimpft ginn an den Taux d'adhésion ass do och ganz héich, dee läit bei 95,5.

Zu der Fro vun der Ringimpfung: Et muss ee wëssen, dass déi Impfungen eréischt no engem gewëssenen Delai wierken - do hate mer och schonn ausgibeg Geleeënheet, eis driwwer auszetauschen -, et ass zwou bis dräi Wochen no der éischter Impfung, wou den Effet iwwerhaapt asetzt, an et ass, an dat muss ee wëssen, siwen Deeg no der zweeter Impfung, wou en da wierklech voll do ass.

Dat ass e relativ laangen Delai, soudass et eis zu dësem Zäitpunkt wierklech net sënnvoll schéngt, eis Logistik ëmzepolen an dann alles stoen a leien ze loossen an enzwousch impfen ze goen. Mir fuere weider, mir maache jo eng ganz systematesch Impfung an den Alters- a Fleegeheemer, wou mer gutt virukommen.

An där dach awer laanger Zäitspan, déi do ass, bis eeben déi Impfunge wierklech hiren Effet hunn, kéint et trotz allem zu positive Residentë kommen. Dat hätt net wierklech deen Effet, deen ee sech do géif wënschen. Et mécht an eisen Ae sécherlech méi Sënn, do d'Leit, an dat muss och esou sinn, eeben trotzdeem nach ze isoléieren, well mer net déi Sécherheet hunn, wann do ee Positiven ass. Och wann ee geimpft ass, gëtt dat net direkt dee Schutz, deen ee brauch, fir wierklech op den Isolement ze verzichten, soudass dat Ganzt nach muss duerchgespillt ginn. An eis Efforten, déi konzentréiere mer wierklech drop, fir eeben esou schnell wéi méiglech systematesch duerch déi Alters- a Fleegestrukturen derduerchzekommen. Dat ass eist Zil.

Voilà. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Mir kommen dann elo zur leschter Fro vun der Froestonn vun haut, der Fro Nummer 190 vun der Madamm Cécile Hemmen un de Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten iwwert de solidaresche Frigo zu Bouneweg. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 190 du 9 février 2021 de Mme Cécile Hemmen relative au « Frigo solidaire » récemment inauguré à Bonnevoie, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, an dëse méi schwieregen Zäiten deet et emol gutt, wann een erëm eng schéin a positiv Meldung liest. Ech wéilt hei déi schéin Aktioun vum Frigo solidaire uschwätzen, an ech hätt e puer Froen un de Minister Franz Fayot a senger Qualitéit als Minister vun der Kooperatioun an der Action humanitaire.

Scho virun zwee Joer ass zu Tënten, an der Gemeng Helperknapp, en éischte Frigo opgeriicht ginn, deen eigentlech jiddwerengem sollt d'Méiglechkeet ginn, fir op lesswueren zréckzegräifen, wat elo d'Iwwerproduktioun aus der Kiche vun der Jugendherberg vun Huelmes ugeet. Géint e klengt Entgelt kann hei jiddweree sech zerwéieren.

Dëst war e Pilotprojet am Kader vun der Sensibilisatiounscampagne „Zesumme géint de Gaspillage alimentaire".

Elo virun e puer Deeg ass zu Bouneweg och e Frigo opgeriicht ginn, an och hei steet d'Aktioun zum enge ganz kloer am Sënn vum Foodsharing. Mee de sozialen Aspekt, dee gëtt awer duerch d'Zesummenaarbecht mat Frères des Hommes nach méi ervirgestrach.

Jiddweree kann de Frigo fëllen, a jiddwereen, deen lesse brauch, ka sech gratis zerwéieren. Esou sinn et dann och haaptsächlech Privatleit, déi hir Reschter un Uebst a Geméis et cetera do ofginn, déi heimat also kloer hir Äntwert op d'Liewensmëttelverschwendung wëlle ginn.

De Beneficiaire, dee ka sech aus grad deem selwechte Grond och zerwéiere goen oder awer aus der sozialer Nout eraus an der Schimmt virum Wee an d'Epicerie sociale.

Här Minister, dës Aktioun berout op enger Zesummenaarbecht tëschent e puer Acteure respektiv Associatiounen an deemno Benevollen. Wéi sidd Dir eigentlech mat Ärem Ministère do an dee Projet matagebonnen? Dir waart derbäi, wéi de Frigo souzesoen ageweit ginn ass, an et konnt een aus der Press och liesen, dass Dir mat Ärem Ministère do involvéiert wiert.

De Succès wäert net op sech waarde loossen, an elo scho sichen d'Associatioune Stellplaze fir weider dräi Frigoen. Misst do net och vu staatlecher Säit aus nach vläicht méi intervenéiert ginn? Wier et net ubruecht, fir dës Aktioun richteg auszeweiten? A gëtt an enger zweeter Etapp och vläicht dorunner geduecht, d'Supermarchéen aus dësem oder anere Quartier an Zukunft derzou ze beweegen, och Liewensmëttel ze spenden am Fall, wou se keen Accord mat enger Épicerie sociale hunn?

Merci, Här Minister, fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Cécile Hemmen. Den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Jo, merci, Här President. Merci dem Cécile Hemmen fir déi Fro. Et ass effektiv esou, dass ech den 3. Februar d'Éier hat, den alleréischte Frigo solidaire zu Lëtzebuerg anzeweien. Dat ass eng Initiativ vun der ONG Frères des Hommes, déi dat an Zesummenaarbecht mat der Foodsharing-Initiativ an dem Naturwelten-Buttek zu Bouneweg op d'Bee gestallt huet. An den Ausseministère, d'Kooperatioun, huet hei déi Initiativ am Kader vun der Sensibilisatioun a Bildung fir Entwécklungshëllef mat kofinanzéiert am Kader vum véierten Accord-cadre, dee Frères des Hommes fir hir Sensibiliséierungsaarbecht an der Entwécklungshëllef huet.

2018 huet Frères des Hommes eng grouss Sensibilisatiounscampagne an d'Liewe geruff, fir op den Impakt opmierksam ze maachen, deen eise Liewensmëttelverbrauch och op d'international Entwécklung huet.

Dir hutt et gesot, et sinn dräi weider Frigoen, déi Frères des Hommes scho kaaft huet an déi se elo probéieren ze placéieren. An duerfir ass et haut hei och en Appell un all déi Gemengepappen a -mammen, déi heibanne sinn, awer och un all déi privat Acteuren, déi vläicht bereet wären, esou e Frigo ze hebergéieren an enger Gemeng am Süden, am Norden, am Osten, soss op enger Plaz am Land. Well et ass esou, dass een dee Frigo net dierf op d'Voie publique stellen, dat heescht, dat muss eng Plaz si wéi hei zu Bouneweg, an der Entrée vun engem Buttek. Et muss also ëffentlech zougänglech sinn, mee et muss awer op engem privaten Terrain sinn. An dofir muss e privaten Acteur sech och fir dat heiten hierginn.

Wéi gesot, déi Initiativ hei inseréiert sech an de Kampf géint Liewensmëttelverschwendung an Offall. Dat ass och e spezifescht Zil vun den nohaltegen Entwécklungsziler, fir prezis ze sinn: den ODD 12 (ndlr. Objectif de développement durable), verantwortungsvolle Konsum a Produktioun, deen och Deel natierlech vun eiser Kooperatiounsstrategie ass. An dofir wäerte mir als Kooperatioun och an Zukunft esou Initiativen ënnerstëtzen, déi zum Zil hunn, zur Sensibilisatioun fir esou Theemen an och zur Educatioun iwwer nohalteg Entwécklungsziler bäizedroen.

Ech géif gären ënnersträichen, dass dat heiten a mengen Aen eng besonnesch reusséiert Form vu Sensibiliséierung ass, well se jiddwereen uschwätzt, well se jiddwerengem säi Konsumverhalen hannerfreet, ouni et awer ze beurteelen. A well se et am Fong och fäerdegbréngt, fir d'Bierger bewosst a responsabel ze maache par rapport zu hirem Handelen. Jidderee kann en Acteur vun der Veränneru ng sinn an doduerch och zu méi sozialer Gerechtegkeet an nohalteger Entwécklung bäidroen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister Franz Fayot. Domat si mer um Enn vun der Froestonn fir haut ukomm.

7. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

Ier mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour ginn, géif ech dem honorabelen Här Fernand Kartheiser d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten déi lescht Deeg eng Diskussioun, an déi wor och vill an de Medien, ronderëm de Projet de loi 7674, well do déi Notioun vum Papp net méi virkënnt, awer déi Notioun vum „autre parent de naissance" dacks virkënnt. An dat ass, wéi gesot, an de Medie vill diskutéiert ginn.

Mir denken, datt dat ganz vill Froen opwerft a mir huelen dofir mat dëser Motioun d'Initiativ, fir d'Regierung opzefuerderen, der Chamber e Projet de loi virzeleeën, duerch deen et den Eltere vun engem Kand nees méiglech gemaach gëtt, an allen offiziellen Dokumenter - inklusiv am Code civil an um État civil an och an alle Formulairen, bei der Vollekszielung, Dokumenter vun de Gemengen an Dokumenter vun de Schoulen - als „Père" respektiv als „Mère" ze figuréieren. Mir hätten also gär, datt déi Begrëffer nees agefouert ginn.

Ech soen lech Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

- de Gesetzesprojet 7674 « portant organisation de l'accès à la connaissance de ses origines dans le cadre d'une adoption ou d'une procréation médicalement assistée avec tiers donneurs » nieft der Bezeechnung „Mamm" respektiv „mère" d'Notioun „autre parent de naissance" aféiert a gläichzäiteg d'Notioun vum „Papp" respektiv „père" als zweete biologeschen Elterendeel an deem Gesetzestext praktesch net méi virkënnt;

- dëse Gesetzesprojet am Géigesaz zur Gläichberechtegung tëscht Fraen a Männer steet, well de männleche biologeschen Elterendeel hei an der Bezeechnung vu senger Eltereschaft geschwächt an ofgewäert gëtt;

ass sech bewosst, datt

- déi naturwëssenschaftlech Tatsaach, datt all Mënsch e biologesche Papp an eng biologesch Mamm huet, am Gesetzesprojet 7674 net méi genuch berécksiichtegt gëtt;

- all Mënsch d'Recht op eng kredibel Filiatioun huet, an och d'Recht huet, esou wäit wéi méiglech, seng Originnen, also seng biologesch Mamm a säi biologesche Papp, ze kennen;

- d'Tilgung vun der Notioun „Papp" respektiv „père" eng Erofwierdegung vun der zentraler Roll vum Papp am Liewe vum Kand duerstellt;

- dëst eng Diskriminatioun vun de Männer duerstellt, well hire wichtege Bäitrag zur Eltereschaft an der Formulatioun vum Gesetzestext ausgeklamert gëtt;

fuerdert d'Regierung op

- der Chamber e Projet de loi virzeleeën, duerch deen et den Eltere vun engem Kand nees méiglech gemaach gëtt, an allen offiziellen Dokumenter, inklusiv am Code civil, um État civil an och an alle Formulairen, och bei der Vollekszielung, als „père" respektiv „mère" ze figuréieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

8. Question élargie n° 71 de Mme Chantal Gary relative à l'éducation physique dans l'enseignement fondamental et secondaire

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'erweidert Fro Nummer 71 vun der Madamm Chantal Gary iwwert de Sportsunterrecht an de Primärschoulen an am Lycée. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Sport an der Schoul. „Viru 15 Joer huet kaum nach een e Kopplabunz hikritt, virun zéng Joer konnten der vill kee Seel méi sprangen an haut muss ee fäerten, wann d'Schüler just probéieren, hannerzeg ze lafen, well d'motoresch Kompetenze vu villen ze schwaach sinn", esou de President vun der Vereenegung vun de Sportsproffen am Dezember d'lescht Joer an engem Interview am „Tageblatt".

De Sport an der Schoul ass net nëmmen e wichtegen Deel vum Schoulalldag, dee jo quasi komplett am Sëtze stattfënnt, et ass och eng Geleeënheet, fir de Kapp fräi ze kréien, fir de Stress vum Alldag ee Moment hanner sech ze loossen oder seng Schoulkolleegen an engem anere Kontext kennenzeléieren.

En huet virun allem d'Funktioun, de Kanner an de Jonken hir Motorik ze förderen an ze entwéckelen, hiert Kierpergefill ze verbesseren, hinne Freed a Loscht u sportlechen Aktivitéiten ze ginn an och eventuell den Interessi ze förderen, un ausserschoulesche Sportsaktivitéiten an um Veräinsliewen deelzehuelen. Vill Pedagogen ënnersträichen och, datt Sport a Beweegung e positiven Impakt op déi intellektuell Entwécklung vun de Kanner hunn.

Am Schoulsport ass net onbedéngt am Fokus, wien dee Beschten, dee Séiersten oder dee Stäerksten ass, mee de Fokus läit virun allem op soziale Kompetenzen, souwéi an der Entwécklung vun all Eenzelnem. Wichteg ass et, en Teamgeescht ze entwéckelen, Disziplinn ze léieren, eng Hand matunzepaken an iwwer sech erauszewuessen.

Une voix.- Très bien!

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Déi kierperlech Betätegung soll schonn eleng aus gesondheetleche Grënn déif an der Gesellschaft verankert sinn. Et ass gewosst, datt nieft enger ausgeglachener Ernärung d'Beweegung den A an O vun enger gudder Gesondheet ass.

Eis Gesellschaft ass ze sedentaire, a Problemer wéi Iwwergewiicht oder Krankheeten, wéi zum Beispill Diabetes, sinn dacks d'Konsequenz vun ze wéineg Beweegung. Fir deem entgéintzewierken, ass en héichwäertege Sportsunterrecht an der Schoul wichteg an néideg, well nëmmen do erreecht een och wierklech jiddereen.

A grad den aktuelle Pandemiekontext huet eis nach emol däitlech gemaach, wéi wichteg Preventioun duerch Sport a Beweegung ass. Duerch de Lockdown an Homeschooling sinn déi Jonk an eng Situatioun versat ginn, wou kee Schoul- oder Veräinssport méi konnt ugebuede ginn a wou och d'Fitnesszentren an aner Infrastrukture laang zou waren an deelweis nach sinn. Déi längerfristeg Konsequenzen heivu wäerten eréischt no an no sichtbar ginn.

Här President, mat dëse puer Sätz wollt ech d'Theema Schoulsport hei kuerz uschneiden.

Follgend Froen hätt ech un de Minister.

Éischtens: A Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun gi bis zu fënnef Sportsstonnen d'Woch op alle Schoulniveaue gefuerdert; zu Lëtzebuerg si mer wäit ewech dovun, duerfir, ass de Minister der Meenung, datt déi aktuell Zuel vu Sportsstonnen am Fondamental respektiv am Secondaire duergeet? Oder ass eppes en vue, fir do Adaptatiounen ze maachen, wa mir d'Pandemie bis hanner eis hunn?

Zweetens: Wann ee sech de Rapport 2019 vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ukuckt, fält op, datt de Sport e reng transversaalt Theema ass, wat op e puer Plazen opdaucht, mee wat néierens am Mëttelpunkt steet. Meng Fro: Gëtt et am Ministère e Gremium, dee sech spezifesch mam Schoulsport auserneesetzt?

Drëttens: 2014 gouf de Pilotprojet „Bewegte Schule" virgestallt. Wéi wäit ass d'Adoptioun vun dësem Modell mëttlerweil fortgeschratt? A wat sinn d'Konklusioune vum Minister?

Véiertens: 2014 hat de Sportsminister um Kongress vum Comité olympique en Aktiounsplang fir de Schoulsport annoncéiert. Hei wollt ech nofroen, wou d'Aarbechte vun deem Aktiounsplang am Moment stinn.

Fënneftens: D'lescht Woch gouf d'App „Lëtzebuerg lieft Sport" offiziell presentéiert. Hei kënne Sportler sech austauschen a kréie Wëssen zum Sport vermëttelt. Och wann de Schoulministère hei net fiederféierend war an dat Ganzt éischter op de Veräins- a Leeschtungssport ofziilt, wollt ech awer froen, ob et net eventuell och Méiglechkeete gëtt, fir hei Notze fir de Schoulsport ofzeleeden.

Sechstens: De Schoulsport huet a verschiddene Schoulen zënter der Rentrée entweeder net oder just ageschränkt funktionéiert, obwuel dat dee Moment awer hätt kënne stattfannen. Do wollt ech vum Här Minister wëssen, ob hien Informatiounen huet, wisou datt dës Schoulen dës Decisioun geholl hunn. Waren et zum Beispill einfach logistesch Problemer bei der Ëmsetzung vun de sanitäre Consignen? Wa jo, gëtt et eng Hëllefsstellung oder Léisunge fir déi betraffe Schoulen?

Dann zum Schluss nach eng Fro am Kontext vun der Pandemie, nämlech no de längerfristege Follge vu Pandemie a Lockdown um Niveau vun eventuelle motoreschen Defiziter: Gëtt et do um Niveau vum Ministère scho Pläng fir e Suivi? Wa jo, soll dat iwwert déi eenzel Sportsproffe lafen? Oder gëtt et do en iwwergräifende Kader?

Ech soen dem Här Minister elo scho Merci fir d'Äntwerten op meng Froen. An ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci der Madamm Gary, fir dat Theema hei op den Ordre du jour ze setzen zu engem Moment, wou mer sécherlech nach ganz vill aner Suergen an de Schoulen, ronderëm d'Schoulen an am Sportsmouvement hunn. An trotzdeem ass et ëmmer dee richtegen Zäitpunkt, fir op d'Bedeitung vum Sport, vun der Beweegung, vun der Motorik, virun allem am Zesummenhang mat der Bildung, mat der Entwécklung vun deene Jonken a vun de Kanner hinzeweisen. An et ass dat, wat mer eis als Zil setzen: an alle Bildungsstrukturen zu enger ganzheetlecher Entwécklung vum Kand, vun deem Jonke bäizedroen.

An dozou gehéiert ganz kloer och d'Förderung vun de motoresche Fäegkeeten. Dat ass eng Viraussetzung, net nëmmen, fir herno Sport ze maachen, fir sech gesond ze entwéckelen, et ass och eng Viraussetzung fir eng gutt a kohärent kognitiv Entwécklung; et ass och eng Viraussetzung fir eng gutt a kohärent sozio-emotional Entwécklung vun engem jonke Mënsch. An dat Ganzt gräift aneneen: Et gëtt net dat eent ouni dat anert, et geet nëmme mateneen. An duerfir musse mer déi ganzheetlech Approche ënnerstëtzen.

Mir brauchen also dès le départ eng Beweegungsförderung, eng Beweegungsförderung an all eise Strukturen, fir Freed a Loscht un der Beweegung ze vermëttelen. Fir d'alleréischt, fir datt e klengt Kand sech scho gäre beweegt, fir datt e klengt Kand sech einfach spontan beweegt, fir datt e klengt Kand mierkt, wéini et sech ka beweegen, an all Offer u Beweegung, déi mol ganz dacks net muss organiséiert sinn, mee einfach Fräiraim notzt, fir e Spill ze maachen, fir enzwousch eropzeklammen, fir eppes ze entdecken, fir dat an der Beweegung kënnen ze maachen.

Dat ass de Grondsteen, dee muss geluecht ginn, well wa mer dat net fäerdegbréngen, dann entsteet duerno och ni den Interessi um Sport, um organiséierte Sport, um Veräinssport. Da kréie mer dee Sprong do eigentlech net gemaach.

Mir mussen duerfir béides hikréien. Mir mussen an der nonformaler Bildung virun allem kucken, datt mer deen Interessi, déi Loscht un der Beweegung förderen. A mir mussen natierlech an der formaler Educatioun, an der Schoul, am Schoulsport, och d'Vermëttlung vun de jeeweilege Sportaarte virhuelen.

Mir mussen awer gläichzäiteg och kucken, doduerjer eng gesond Liewensastellung kënnen ze vermëttelen. Mir mussen e gesond Kierperbewosstsäin vermëttelen. Och dat, denken ech, muss Partie intégrante si vun engem gelongene Sportsunterrecht. An do denken ech, passen eis Léierpläng, déi mer fir d'Schoul hunn, fir de Sportsunterrecht, ganz gutt bei dat, wat mer an der nonformaler Bildung definéiert hunn, fir eebe schonn an de Crèchen, an de Maison-relaisen, an ausserschouleschen Aktivitéiten d'Beweegungsförderung kënne grousszeschreiwen. An dat Ganzt gëtt eigentlech e kohärent Bild, e complementairet Bild an e komplett Bild.

Duerfir hunn ech vun Ufank un eigentlech ëmmer gesot, wann déi Fro do opgeworf ginn ass: „Mir mussen e bëssen ewechkomme vun der Diskussioun, wéi vill Sportsstonne mer am Unterrecht hunn!" Ech ka mech erënneren, wou ech op Septième war, an dat ass elo schonn e puer Joer hier, do ass eng drëtt Sportsstonn am Lycée gefuerdert ginn. Mir hu se haut op deenen allermeeschte Joergäng nach ëmmer net an ech denken, datt et warscheinlech och net esou schnell wäert goen, well mer jo wëssen, datt jiddwereen nach gäre fir all Schoulfach an och fir nei ze schafend Schoulfächer Plaz an deene Schoulwochen do hätt. A mir wëssen, datt mer iergendwéi dach awer mat ëm déi 30 Leçone pro Woch d'Limitte vun deem, wat vun deene Jonken ze verkraaften ass, erreecht hunn.

An duerfir, mengen ech, gëtt et aner Pisten. An duerfir sinn ech frou, datt mer zum Beispill iwwert dat, wat déi lescht Joren entstanen ass - déi lescht 10, 15, 20 Joer -, iwwert de Beräich vun der nonformaler Bildung, dach en zweete Vecteur geschafen hunn, wou mer Beweegungsförderung kënne maachen, wou mer de Sport kënne grousssschreiwen.

Ech si frou, datt am nonformale Bildungsrahmenplan de Sport, mee virun allem d'Beweegung groussgeschriwwe gëtt, datt dat eng vun deenen Zilsetzungen ass, fir eeben och déi motoresch Kompetenze vun de Kanner dès le départ kënnen ze förderen. Dat ass haut Partie intégrante vun all pedagogeschem Konzept vun all Crèche, dat ass Partie intégrante vun all pedagogeschem Konzept vun all de Maison-relaisen.

Et gëtt Beweegungsraim an de Maison-relaisen. Et gëtt Raumkonzepter, fir dobannen an dobausse Jonker, Kanner am ganz klengen Alter och schonn zur Beweegung unzereegen. Et gëtt Konzepter, fir d'Schoulhäff ze gestalten, fir datt och d'Pausemomenter oder d'Fräizäit dobaussen esou kënne genotzt ginn, datt d'Beweegung am Mëttelpunkt steet, ouni datt een et ënner Uleedung muss maachen, ouni datt ee sech derzou gezwonge spiert, mee ganz einfach, well dee jonke Mënsch sech gäre beweegt, an, wann een esou Offere kritt, dat dann och mécht.

Natierlech musse mer doriwwer eraus goen an duerfir sinn ech frou, datt mer et och fäerdegbruecht hunn, datt op d'mannst gewësse Saachen zum Deel erëm zesummegewuess sinn. Déi Zesummenaarbecht, déi haut besteet tëschent der LASEP an der Maison relais, war virun e puer Joer esou nach net selbstverständlech. Mir mussen och driwwer nodenken, wéi de Sport an der ausserschoulescher Zäit méiglech ass.

An do si mer nach net um Enn vun de Reflexiounen ukomm. Well wa mer wëssen, datt zwee Drëttel vun de Kanner an der Reegel an enger Maison relais betreit ginn, a wa se da wëllen an eng LASEP goen - a mëttlerweil hu mer déi dote Méiglechkeet awer landeswäit emol erëm eng Kéier opgemaach -, awer och, wa mer wëssen, datt se wëllen an e Veräin goen an deen Training dann awer mëttes vun dräi bis véier Auer ass, an dat dann nach ëmmer net méiglech ass, well jo deen Terrain, déi Sportshal op enger anerer Plaz ass, op engem anere Campus ass wéi do, wou sech grad d'Maison relais befënnt, dann ass dat eng grouss logistesch Erausfuerderung, fir déi Kanner hin- an hierzekréien.

Mir hunn duerfir am Regierungsprogramm de Kannerclubbus stoen, an dat ass ee vun deenen zentrale Projeten, wou ech mengen, datt mer dat Zesummewuesse vun de Bildungsacteuren - an ech wëll bei de Bildungsacteuren hei och de Veräinssport mat bäihuelen - mussen erméiglechen, well finalement brécht soss herno en Deel vum Nowuess vun der Sportswelt ewech. An dat wär extreem schued, wa mer dat doten net géifen hikréien an déi Brécken do net kéinte bauen.

Ech mengen och, datt mer - wéi d'Projete „Bewegte Schulen" et virgemaach hunn -, musse kucken, datt mer och Beweegung an aner schoulesch Momenter erakréien. Dat kann een am Prinzip ganz gutt am Schoulalldag maachen an dat kann een am Prinzip souguer an all Schoulfach wärend de Schoulstonne maachen; dat muss sech net op Pausemomenter oder Momenter tëschent deenen eenzelne Leçone limitéieren. Et gëtt ganz wonnerbar Methoden, fir och an engem Mathematikcours Beweegungsaufgabe kënnen ze maachen an Aktivitéite kënnen ze maachen, fir an engem Sproochecours Beweegungsaktivitéite kënnen ze maachen, mat Musek a Gesank souwisou.

Alles dat, denken ech, gehéiert haut zu deem, wat mer kënnen an de Schoulen maachen a wat mer nach weider musse förderen - förderen och sécherlech duerch eng verstäerkten Integratioun an déi Initialausbildung vun den Enseignanten, awer och duerch eng verstäerkten Integratioun an d'Formation continue vun den Enseignanten.

Do sinn ech frou, datt mer an deene leschte Joren och eng enk Zesummenaarbecht konnten entwéckelen tëschent der Formatioun continue vun den Enseignanten - souwuel den Enseignanten an der Grondschoul wéi och de Sportsproffen am Lycée - an der ENEPS (ndlr: École nationale de l'éducation physique et des sports), wou mer wierklech iwwert d'Kompetenz vun der ENEPS konnte verfügen an déi dann och méi no un d'Enseignantë konnten erubréngen, fir hinne se zur Verfügung ze stellen an domadder och eng professionell Entwécklung vun den Acteure vum Schoulsport sécherzestellen. An ech denken, och hei ass nach eng Kéier en Zesummewuesse vun deem, wat mer am ausserschoulesche sportleche Beräich leeschte bei där heiter Aufgab an deem, wat mer all Dag an de Schoulen, vun der Grondschoul u bis erop an de Secondaire, leeschten.

Et ass dat och e wichtegt Puzzlesték gewiescht, wéi ganz vill aner Puzzlestécker, déi noutwendeg sinn. Déi ganz Serie vun Innovatiounsprojeten, déi mer hunn,- déi ech elo hei, well d'Zäit mer awer schonn ufänkt fortzelafen, net méi kann opzielen -, déi vum SCRIPT mat begleet ginn, déi vu lokalen Acteuren um Terrain souwuel an de Grondschoulen, wéi och am Lycée matgedroe ginn.

Aner wichteg Puzzlestécker sinn do: E ganz wichtegt Puzzlesték ass a mengen Aen dee fréien Depistage vu motoreschen Entwécklungsproblemer, dee mer amgaange sinn, en place ze setzen, dee mer an enger Rei vu Regioune vun der Grondschoul haut scho stoen hunn an dee wëllen iwwert d'ganzt Land ausbreeden. Well mer wëssen, datt ganz vill Kanner haut a fréiem Alter scho motoresch Problemer entwéckelt hunn, respektiv datt hir motoresch Entwécklung net där entsprécht, wéi se dach an der Wëssenschaft beschriwwe gëtt a wéi se altersgerecht wär, aus gudde Grënn, déi mer alleguerte kennen: Beweegungsmangel, Raim, déi net méi do sinn, datt een eigentlech an zouene Raim opwiisst an net méi esou dacks virun d'Dier kënnt.

Alles dat ass eng Realitéit an alles dat féiert dozou, datt een, wa Kanner an d'Schoul kommen an hiren éischte Kontakt mam Schoulsport kënnen hunn, scho mierkt, datt et eng Feelentwécklung gëtt. An déi, denken ech, muss ganz besonnesch precoce, ganz fréi, detektéiert ginn, fir kënne géigenzesteieren, well do ass, ech wëll net soen all Joer extreem wichteg, do ass quasi all Mount extreem wichteg. Wann dat net diagnostizéiert gëtt, da lafe mer eigentlech do fort.

Da gëtt et aner Projete wéi - dat läit elo do, ech wollt et eigentlech matbréngen, de Sportsminister reecht mer et - dat Handbuch, wat de Sportsministère an de Bildungsministère zesummen am Laf vun deene leschte Joren erstallt hunn: „Bewegungsförderung bei Kindern von 0 bis 12 Jahren." Ech hu gekuckt, et sinn 317 Säite geballten Initiativen an Ureegunge fir all déi Acteuren, all déi Enseignanten, all déi Educateuren, all déi Leit an de Veräiner, all déi Leit an anere Jugendaktivitéiten a Kanneraktivitéiten, déi sech dorunner wëllen inspiréieren, fir wierklech eng kohärent Beweegungsförderung ze maachen. Well d'Beweegungsförderung däerf net nëmmen d'Aufgab vum Schoulsport sinn, d'Beweegungsförderung muss d'Aufgab vun eis alleguerte sinn, och vun all den Acteuren an de Veräiner, an der Kannerbetreiung bis hin zu den Acteuren an der Stadentwécklung, den Urbanisten, den Architekten, déi op eenzelne Plaze musse Plaz loossen, wou Jonker a Kanner sech kënne beweegen.

D'Fro ass zu Recht och opgeworf ginn, Här President - an da wëll ech zum Schluss kommen -, wéi mer grad no der Pandemie mat där doter Situatioun wëllen ëmgoen. Mir wëssen, datt de Kanner an deene Jonken extreem villes gefeelt huet an deene leschte Méint an datt hinnen haut nach extreem villes feelt. Dat soen ech an enger Woch, wou mer d'Schoulen alleguerten erëm zou hunn an an der Grondschoul op Distanzunterrecht hu missten iwwergoen. A mir wëssen, wat dat heescht: Mangel u soziale Kontakter, awer och e Mangel u Beweegung. Well wa mer soen: „D'Schoul ass zou", heescht dat och, datt d'Kanner net sollen erausgoen, datt se vill aner Saachen net solle maachen.

Elo si mer frou, datt mer den Opruff konnte maachen, op d'mannst zu de Veräiner ze soen: „Probéiert ënnert allen Ëmstänn dach, den Training oprechtzeerhalen!" Awer dann dobaussen, well mer awer Zweifel hunn, datt dat dobanne momentan vläicht net déi beschten Iddi wär.

Mir hate Momenter, wou deene Jonken de Sport an och d'Beweegung gefeelt hunn. A mir sinn eigentlech nach matten do dranner, och wann de Schoulsport stattfonnt huet an deene leschte Wochen an - ech soen dat och hei nach eng Kéier an ënnersträichen dat - och wäert stattfannen, wa mer d'Schoul dann no der Fuesvakanz erëm eng Kéier wäerten opmaachen. Mee mer hunn do sécherlech vill Retarden opzehuelen.

Wann ee mat de Kannerdokteren, de Pediatere schwätzt, da gesi se Kanner an hire Praxissen, déi däitlech méi Kiloen zougeluecht hunn, a mir wëssen, datt dat net déi beschte Viraussetzung ass, fir duerno och erëm eng Kéier eng gutt motoresch Entwécklung a Loscht a Freed un der Beweegung an um Sport kënnen ze entwéckelen. Wann ee

méi schnell ausser Otem ass a wann een déi puer Kiloen, déi ee wärend der Pandemie zougeluecht huet, muss mat ronderëm schleefen, da mécht d'Beweegung um Terrain an an der Hal net méi déi selwecht Freed wéi virdrun. An do musse mer drun erugoen.

An ech mengen, datt grad déi Beweegungsförderung am jonken Alter e kollektiven Effort muss sinn, vum Elterenhaus bis an d'Schoul, bis zum organiséierte Sport an doriwwer eraus. Dat dote muss och eng kollektiv Aufgab ginn, fir dat ze kompenséieren, wat mer am Laf vun deene leschte Méint - dat sinn der elo scho gläich eelef - wärend der Pandemie an deem doten Domän verpasst hunn.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

9. 7725 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Moscou, le 6 novembre 2020, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Fédération de Russie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juin 1993

Mir kommen elo zum Projet de loi 7725, en Avenant zur Konventioun tëschent Lëtzebuerg a Russland iwwert d'Duebelbesteierung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7725 geet et drëm, fir den Avenant zum Duebelbesteierungsofkommes vum 28. Juni 1993 tëscht Lëtzebuerg an der russescher Federatioun unzehuelen, dat de 6. November 2020 zu Moskau ënnerschriwwe ginn ass.

Ier ech zum Fong vum Projet de loi kommen, erlaabt mer, kuerz op de Kontext anzegoen. D'Propositioun, fir en Avenant zu der Konventioun ze maachen, kënnt vun der russescher Regierung, an dat nodeems de russesche President, de Vladimir Putin, am Fréijoer 2020 ëffentlech gemaach huet, datt Russland seng Politik beim Duebelbesteierungsofkommes ännere géif.

Am Summer 2020 ass Moskau dunn un eis Regierung erugetrueden, fir e puer Ännerunge bei der genannter Konventioun virzeschloen. Russland hat wëlles, eng generaliséiert „retenue à la source" bei Zënsen an Dividenden anzeféieren. Lëtzebuerg huet awer insistéiert, fir verschidden Upassunge virzegesinn. Déi Exceptioune goufe mam Secteur hei zu Lëtzebuerg ausgeschafft an notamment mat der UEL a mat der Chambre de Commerce. Et ass e Succès, datt Russland de Lëtzebuerger Bedingunge bal op alle Punkten nokomm ass.

Elo awer zum eigentleche Fong vum Avenant. Et geet ëm punktuell Ännerunge bei der Konventioun, bei der Besteierung vun Dividenden a vun Zënsen, méi spezifesch um Niveau vun der Quellesteier, an zwar an deem Land, an deem den Debiteur vun dëse Revenue sëtzt.

Wat gëtt genee geännert? Bei der Besteierung vun den Dividenden, déi am Artikel 10 vun der Konventioun gereegelt sinn, gëtt am Avenant eng generell Quellesteier vu 15 % virgeschloen. D'Konventioun gesäit deen Taux och elo scho vir, awer eeben net de manière générale. Ewéi virdru schonn ugeschnidde sinn awer Ausname virgesinn, bei deenen eng 5%eg Besteierung gëllt.

Wat d'Zënse betrëfft, déi am Artikel 11 vun der Konventioun gereegelt sinn, gëtt den Artikel ganz nei geschriwwen. Bis ewell hate mir hei am Géigendeel zu den Dividenden nach keng Imposition partagée virgesinn.

Dat heescht, datt d'Zënsen den Ament nëmmen am Land vum Wunnsëtz vum Beneficiaire vun den Zënse kënne besteiert ginn. An anere Wierder: Et fält am Moment keng Quellesteier am Quellestaat un.

Dee Prinzip gëtt elo mat dësem Avenant geännert, andeems den Droit d'imposition partagée agefouert gëtt. Zënse kënnen deemno nach ëmmer am Land vum Wunnsëtz besteiert ginn, mee de Quellestaat kann och eng Quellesteier ophiewen. Déi Quellesteier ass, wéi bei den Dividenden, eng generaliséiert Quellesteier vu 15 %. A wéi bei den Dividende sinn och hei eng Rei Ausname virgesinn, awer mam Ënnerscheed, datt bei dësen Exceptioune keng Retenue fälleg ass - bis op eng Ausnam.

Bei der Ausnam - wou eng 5%eg Quellesteier ze bezuelen ass - handelt et sech ëm de Fall, wou eng Persoun Participatioune vun enger considerabeler Gréisstenuerdnung am Kapital vun där Gesellschaft huet, déi Debiteur vun den Zënsen ass.

Wat ass elo den Impakt vun dëse Changementer? Wat d'Fluxe vun den Zënse betrëfft, déi vun engem Lëtzebuerger Debiteur un e russesche Beneficiaire ginn, do wäert sech näischt änneren, vu datt Lëtzebuerg am Droit interne keng Retenue à la source op Zënse kennt.

Par contre fale Steieren un, wann eng russesch Gesellschaft Zënsen un e Lëtzebuerger Beneficiaire bezilt. Russland huet a sengem Droit interne eng Quellesteier vun 20 %, déi awer an dësem Fall net spillt, mee hei spillt d'Konventioun, also mussen am Reegelfall 15 % Quellesteier bezuelt ginn - ausser natierlech, wann dës Zënsen ënnert déi berüümt Ausname falen.

D'Dispositioune vun dësem Projet de loi wäerten iwwregens den 1. Januar 2022 a Kraaft trieden.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 26. Januar 2021 keng gréisser Bedenken zu dem Projet de loi gehat. Hien ënnersträicht just, datt - konform zu der Verfassung - den Avenant eréischt vum 1. Januar 2022 u kann a Vigueur trieden, wann den Text bis am Journal officiel publizéiert ginn ass.

Mir hunn hei och en Avis vun der Handelskummer vum 21. Dezember 2020 virleien. D'Chambre de Commerce notéiert, datt dësen Avenant manner favorabel Steiersätz virgesäit an datt d'Definitioun vun den Dividende méi restriktiv formuléiert ass wéi bis elo. Si begréisst awer, datt am Avenant verschidden Ausnamen zréckbehale gi sinn.

Här President, dat gesot bleift mer just nach, lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt villmools Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President, merci, Här Minister, Dir léif Kolleeginnen a Kolleegen. Ufänke wëll ech mat deem traditionelle Merci un de Rapporteur Guy Arendt, deen hei wéi ëmmer e ganz zolitte Rapport souwuel schréftlech wéi mëndlech ofgeliwwert huet an eis eng komplex Matière an einfache Wierder erkläert huet.

Ech kann och direkt all Spannung ewechhuelen, andeem ech soen, datt meng Fraktioun dee Projet de loi wäert stëmmen.

Ech wollt awer op ee Punkt agoen, iwwert dee mer och länger Diskussiounen an der zoustänneger Kommissioun haten, deen elo eigentlech manner mam Projet de loi ze dinn huet, mee trotzdeem mat der Aart a Weis, wéi mer bei esou Projete virginn. An zwar - den Här Arendt huet dat elo exzellent hei erkläert - ass et esou, datt mer an dëser Konventioun, wéi iwwregens och an enger ganzer Rei vun aneren Duebelbesteierungsofkommessen, awer en Traitement fiscal très favorable virgesinn, wat d'Regierungen an d'Staate betrëfft. Dat heescht, an dësem Fall gëtt de russesche Staat méi favorabel traitéiert wéi iergendeng russesch Gesellschaft oder e russesche Particulier.

Ech weess, wéi gesot, datt dat och an anere Konventiounen de Fall ass. Ech hu mer awer d'Fro gestallt - an dat hu mer och schonn an der Kommissioun ausgibeg diskutéiert -, ob dat doten an der aktueller Situatioun net och erëm riskéiert, eis Kriticken anzebréngen, notamment wann een och weess, datt Russland am Moment net schrecklech gutt do steet aus enger ganzer Rei vu Grënn, op déi ech elo net wollt agoen.

An duerfir hunn ech jo virdru proposéiert, datt et awer vläicht wierklech wichteg wär, datt mer eis an Zukunft, wa mer esou Konventiounen diskutéieren a stëmmen, géife Gedanke maachen - an ech hat proposéiert, dat iwwer eng Fiche ze maachen -, wéi esou Projeten eis eventuell um Niveau vun eiser Reputatioun kéinte Schued abréngen.

Ech hoffen, datt dat elo hei net de Fall ass. Ech muss lech soen, ech fannen, wéi gesot, de Moment net ganz glécklech, datt mer dat elo stëmmen, besonnesch well mer elo normalerweis kuerz virun der GAFI-Evaluatioun gewiescht wären, dat hätt do kënne mat eraspillen. Duerfir den Appell, deen ech scho virdrun eng Kéier gemaach hunn: Ech mengen, mir sollen do wierklech an Zukunft weesentlech méi virsiichteg sinn, wa mer esou Projeten diskutéieren.

Dat gesot erlaabt mer awer, Här President, nach eng Kéier ganz kuerz op déi Diskussioun vu virdrun zréckzekommen; well wéi verschidden aner Kolleegen och hu mer do elo an de leschte Minutte kënnen Informatiounen am „Paperjam" noliesen, fir et ze nennen, déi mech awer perséinlech extreem schockéieren a wou ech muss soen, datt déi dee ganzen Investigatiounsjournalismus do awer och an e ganz particuliäert Liicht setzen.

De „Le Monde", dee wierklech d'Speerspitze vun deem Grupp vu Journalisten do ass … Elo ass erausfonnt ginn, datt de „Le Monde", den Haaptaktionär - wéi och aner Aktionären natierlech -, hei zu Lëtzebuerg Strukturen huet. Dat ass net verbueden, mee den Aktionär huet d'Clause de confidentialité invoquéiert - dat musst Der lech virstellen, d'Clause de confidentialité! -, fir hei net brauche seng Identitéit ze ginn!

Ech muss lech froen: Wéi kredibel, Dir Dammen an Dir Hären, ass esou eng Investigatiounsaarbecht, wann den Haaptaktionär vun enger vun den Haaptzeitungen hei eng Clause de confidentialité invoquéiert? Ech mengen, dat soll een och emol eng Kéier soen!

Dat gesot soen ech lech Merci a mir stëmmen de Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wéilt virop hei dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Hei geet et jo drëms, en Avenant ze stëmmen zum Duebelbesteierungsofkommes tëschent Lëtzebuerg a Russland, an deem stëmme mir als LSAP zou. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert direkt weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt natierlech dëse Projet de loi a seet dem Här Guy Arendt en décke Merci fir säi gudde Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Vläicht och zwee Wierder.

Dat Éischt ass natierlech de Merci un den Här Arendt, dee wierklech e sielent Talent huet, fir esou e Projet ganz gutt, ganz kloer ze erklären. Ech ka mer bal net virstellen, datt mer dacks an enger Situatioun sinn, wou mer e Projet net géife matstëmmen, deen den Här Arendt eis presentéiert.

Mee d'Wuert huelen ech eigentlech, fir och e bëssen op dem Här Mosar seng lwwerleeungen anzegoen. An ech mengen, mir mussen einfach wëssen, datt mer déi Stabilitéit, déi politesch Stabilitéit, déi den Här Gramegna virdrun och als Krittär fir d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz genannt huet …, datt mer och musse kucken, datt mer eng Stabilitéit an eisen internationale Bezéiungen hunn, notamment op enger internationaler Finanzplaz.

Dofir wéilt ech virdru warnen, Bezéiungen, ekonomesch Bezéiungen, ënnert d'Diktat vun der Dagespolitik ze setzen. Ech mengen, do kënne mer ganz wäit goen, well déi ännert sech dacks a séier. An ech wëll just ee Beispill nennen, dat den Här Mosar vläicht besonnesch gutt versteet, dat ass eis Relatioun mat China a mat chineesesche Banken.

Wa mer elo géifen higoen a mir géifen eis Relatioune mat der Dagespolitik moossen - eis international ekonomesch Bezéiunge mat der Volleksrepublik China -, da misste mer eis warscheinlech allkéiers, wann e routchineesesche Fliger an den Airspace vun Taiwan flitt, esou Froe stellen; allkéiers, wann zu Hong Kong eng Repressioun géint den Demokratiemouvement ass, misste mer eis ekonomesch Relatioune reconsideréieren; allkéiers, wann d'Sanktiounspolitik iergendwou erëm eng Kéier an der Diskussioun ass, misste mer selbstverständlech och dat a méi engem breede Kontext analyséieren an net nëmmen d'Applikatioun vun de Sanktioune garantéieren.

Dofir géif ech virun deem Reflex warnen, och wann ech e kann novollzéien. Mir brauchen einfach déi Stabilitéit, och an eisen internationale Bezéiungen, a mir mussen oppassen, datt mer d'Kredibilitéit vun der Finanzplaz a vun eiser ekonomescher Zouverlässegkeet allgemeng do net a Fro stellen.

Russland ass fir eis e wichtege Partner, Här President, an dofir gi mir och den Accord vun der ADR fir dëse Projet. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir wäerten deen Avenant mat der russescher Federatioun och mat ënnerstëtzen, well mer u sech och der Meenung sinn, datt et richteg ass, datt d'Kapitalflëss vu Moskau aus Richtung Lëtzebuerg dann och zu 15 % besteiert ginn. Ech mengen, dat ass och eng Reaktioun vum russesche Staat, deen net onbedéngt ëmmer gären nogekuckt huet - wéi verschidden Entreprisen do och -, wéi verschidde Steiere Richtung Lëtzebuerg gaange sinn, obwuel mer eis natierlech och keng Illusioune maache par rapport zum Regimm, deen zu Moskau herrscht, a mir wësse jo och net onbedéngt, wat duerno mat deene Steiergelder geschitt, ob se wierklech och der russescher Bevëlkerung zegutt-kommen. Wéi och ëmmer.

Natierlech kann een och soen, datt duerno déi aner staatlech Entreprisen, russesch Entreprisen, weiderhin ausgeschloss sinn. Doriwwer kann ee sech och nach Froe stellen, wien a Wierklechkeet weiderhin dovunner wäert profitéieren. Ech si kee Kreml-Expert an ech mengen, et kann ee sech awer ëmmer Froe stellen, mee op jidde Fall ass et gutt, datt mer deen Avenant awer hei ënnerschreiwen. Bon, mir hunn elo bis 2021 gewaart, well normalerweis … D'Duma huet et jo schonn am Virfeld … Bon, mir hu gewaart, okay, an der Rei, de Staatsrot huet och e bësse gewaart, muss ee soen. Ech gesi schonn den Här Finanzminister, deen ass op Zack. Mee et wäert jo ab dem 1. Januar 2022 dann eeben en vigueur trieden. Mir ënnerstëtzen dat, well et souwisou an eiser Logik ass, fir steierlech Privileegie bei Kapitalflëss ze ënnerbannen.

Ech wollt awer nach profitéiere vun der klenger Saach, well den Här Mosar huet nach eng Kéier misse versichen, Journalisten ze diskreditéieren. Ech loossen dat net einfach esou gewäerden an hei am Raum stoen, well wësst Der, datt d'Aktionariat vu „Le Monde" oder d'Aktionariat vu ganz villen Zeitungen - an dat ass eng ganz spannend Diskussioun, wéi d'Aktionariat vun de verschiddene groussen Zeitungen zesummegesat ass -, deemno wéi net lupenrein sinn, also dat stellt keen a Fro! Et ass souguer e grousse Problem an der Press bei de grousse Medien an d'Journaliste sinn déi Éischt, déi dorënner leiden.

Ech géif et awer ganz komesch fannen, wa mer duerno op eemol d'Journaliste mam Aktionariat vun enger Zeitung géife vermëschen. Ça n'a rien à voir! A vläicht interesséiert dat d'CSV jo, den Här Mosar oder den Här Kartheiser, mee wa se e bësse kucken, grad d'Journaliste vu „Le Monde", déi hunn allkéiers Aktiounen ënnerholl, nach d'lescht Joer, d'virlescht Joer, well se soen: „Mir wëlle Matsproocherecht hu beim Aktionariat, wie bei eis Aktionär gëtt!"

Also déi Kritik, déi den Här Mosar gemaach huet, déi mécht „pschitt", well dat ass keng richteg Kritik! D'Aarbecht vun de Journaliste muss ee respektéieren. Wat d'Aktionariat vun den Zeitunge mécht … Ech duecht, den Här Mosar géif sech e bësse besser auskennen, wat d'Aktionariat ugeet! Mee op jidde Fall mengen ech, datt den Här Mosar an den Här Kartheiser nach ëmmer net richteg verstinn, wat journalistesch Aarbecht ass a wat eng fräi journalistesch Aarbecht ass. An an deem Sënn hu se och Schwieregkeeten, déi ze respektéieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Da géif ech dem Här Mosar d'Wuert gi fir Fait personnel.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wollt reagéiere par rapport zu deem, wat den David Wagner gesot huet. Ech géif him wierklech uroden, deen Artikel do ze liesen, well do gëtt justement kritiséiert, Här Wagner, datt d'Journaliste vum „Monde" quasiment näischt iwwert déi dote Situatioun geschriwwen hunn - een eenzege Saz, Här Wagner! Also hunn déi Journalisten och do hir Aarbecht net gemaach! Dont acte.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. De leschten ageschriwwene Riedner … Nee, nach eng Kéier den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, e klenge Fait personnel. Ech hunn elo keng Zäit fir nozesichen. Mee virdrun hat den Här Kartheiser jo zum Beispill der „Süddeutschen Zeitung" ënnerstallt, si géif guer näischt iwwer däitsch Waffenexporter schreiwen. Do hat ech e bësse méi Zäit, ech hunn eng Recherche gemaach a bumm: 20 Artikelen, déi beweisen, datt et genau de Géigendeel ass! Ech hunn elo keng Zäit, fir ze kucken, ob et stëmmt, datt de „Monde" dat net geschriwwen huet. Ech invitéieren d'Leit, déi nokucken, vläicht eng kleng Recherche op Google ze maachen. Ech maachen dat herno.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. An da wier et elo um leschten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech kann dem David Wagner just soen op dee klengen Intermezzo hei: Jo, de „Paperjam", op dee sech den Här Mosar hei bezunn huet, huet souguer selwer a sengem Artikel geschriwwen, datt de „Le Monde" eebe Recherchen zu sengen Aktionären gemaach huet, wéi se am Kapital geklomme sinn, a souguer nach op eng kleng Inkohärenz zwëschent deene Saache verweist.

Ech mengen, datt een hei Journaliste vun alle Faarwen a Stréimunge an engem pluralistesche Medienuniversum zu Wuert komme loossen soll, genau esou, wéi de Premier dat haut nach an enger Äntwert op eng Question parlementaire gesot huet. An natierlech hunn déi alleguerten hir Ideologien.

Bref, de Journalismus soll u sech hei elo net um Pranger stoen. Et geet hei nämlech ëm Russland; et

geet ëm Steieren; et geet ëm d'Quellesteier an et geet vläicht och - wéi ech et virdru scho gesot hunn, wéi mer iwwer OpenLux geschwat hunn - ëm d'Fro: Wat fir eng Finanzplaz wëlle mer, mat wiem wëlle mer da wierklech Geschäfter maachen?

An ech mengen, wat ganz kloer ass bei dësem Avenant, dat ass, datt mer kënne soen: Et ass de richtegen Outil, dee mer wielen. D'Quellesteier ass an där Diskussioun, där mer am Moment ënnerleien, e wichtegen Outil, fir eebe grad ze aggressiv Steieroptiméierungen ze verhënneren. Et erlaabt eis eebe grad, e Mindeststeiersaz zesumme mat eise Partner, mat deene mer dann déi Kontrakter maachen, festzeleeën. Dat suergt duerfir, datt et …

An da kommen ech op deen Artikel zréck, deen hei ugeschwat gouf, well ënner anerem gouf engem vun den Aktionäre vum „Monde" virgeworf, duerch seng Strukturéierung zu Lëtzebuerg Steieren ze spueren. An deen huet du gesot: „Ma nee, Moment, mir hunn en Duebelbesteierungsofkommes. Ech si Résident fiscal - check! -, ech ginn an Tschechie besteiert op meng Revenuen, och op meng Dividenden. An all déi Dividenden, déi aus Lëtzebuerg kommen, sinn ënner engem Duebelbesteierungsofkommes: 10 % fir Lëtzebuerg, 5 % fir d'Tschechesch Republik."

An ech mengen, genau dat weist, datt et wichteg ass, esou Traitéen ze ënnerschreiwen. Dat weist, firwat dësen Avenant wichteg ass, firwat mer - och trotz all deenen Doleancen, déi ech virdrun envers der russescher Federatioun a verschiddene vun hire Geschäftsmänner formuléiert hunn - dësen Avenant oder dëse Projet de loi, deen dësen Avenant da ratifiéiert, matstëmme wäerten, well d'Quellesteier an eisen Aen deen Outil ass, deen eebe grad eng ze aggressiv Steieroptiméierung aux dépens vun den anere Staate reduzéiert.

Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, dem Guy Arendt fir deen exzellente Rapport - et ass e ganz kuerzen Text, mee awer mat komplexen Enverguren - Merci ze soen. An ier mer eis hei wierklech elo nach iwwert d'RBE-Anträg vum Aktionariat vun auslänneschen Zeitungen ënnerhalen, sollte mer vläicht eng Kéier kucken, ob dann all d'Medienhaiser zu Lëtzebuerg hiren RBE (ndlr: Registre des bénéficiaires effectifs) ëmmer esou am Gréff hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech ka mech kuerzfaassen. Ech freeë mech iwwert dës breet Ënnerstëtzung fir dës Konventioun, déi mer op Demande vu Russland amendéiert hunn. Dat war keng einfach Verhandlung an déi huet misse séier geschéien. Dat ass eis gelongen, soudass mer evitéiert hunn, dass d'Konventioun géif vu Russland denoncéiert ginn - wat se menacéiert hunn ze maachen a wat se iwwregens mat enger Rëtsch anere Länner, déi se approchéiert hunn, dunn och gemaach hunn.

An ech mengen, dat ass och zum Deel eng Äntwert op déi Fro, déi den Deputéierte Mosar gestallt huet, ob een nach soll qualitativ Krittären, Reputatiounskrittären, Aktualitéitskrittäre mat eranhuelen: Ech mengen, dat ass, de Fanger an den Engrenage ze maachen, an dass een herno schwéier aus deem erauskënnt.

De But vun den Net-Duebelbesteierungsofkommessen ass en fait, de wirtschaftlechen Acteure Stabilitéit ze ginn. An et ass dat, wat se brauchen, Stabilitéit a Kontinuitéit, dass se wëssen … Stabilitéit ass hei net beispillhaft am Sënn, dass se geännert gëtt, mee si wëssen awer, wéi et virugeet. Et ass keng Interruptioun komm, d'Konventioun huet net opgehéiert.

Stellt Iech vir, Dir maacht Affäre mat Russland an dann op eemol ass d'Convention de non double imposition fir een, zwee Joer net méi gülteg, et ass iwwerhaapt keng méi do - da musst Der vill méi Steiere bezuelen, Dir gitt duebel besteiert -, an dann, an e puer Joer, gëtt erëm eng verhandelt. Déi Incertitude ass natierlech ganz schlecht fir all d'Acteuren op béide Säiten.

An deen zweete Punkt, deen ech awer och wëll ënnersträichen - an ech mengen, deen ass vum leschte Riedner richteg beschriwwe ginn -, dat ass fir ze soen, dass déi heite Konventioun jo an d'Richtung geet vu méi Transparenz a méi Bezuele vu Retenue à la source. An d'Retenue à la source, déi gëtt hei an d'Luucht gesat an dat begréisse mir. Mir hunn do verhandelt, dass dat do relativiséiert gëtt, mee dat gëtt elo méi héich gemaach, wéi et war. Dat ass eng normal Evolutioun, déi, mengen ech, den Zäite korrespondéiert.

An drëtte Punkt mat Russland, dat Land, dat och Signataire ass vum MLI - den MLI, dat ass de Multilateral Agreement vun der OCDE -, deen eis säit e puer Joer erlaabt, och mat Russland automatesch Modernisatioune vun der bilateraler Konventioun ze maachen. Dat heescht, all déi Saachen a BEPS, déi déi zwee Länner och nach an der Zukunft géifen akzeptéieren, ginn dann automatesch och fir d'lëtzebuergesch-russesch Konventioun adaptéiert.

Et ass also eng relativ modern Net-Duebelbesteierungskonventioun, déi mer hei mat Russland hunn. An ech mengen, et ass eng gutt Saach, dass mir, dass Dir dat haut stëmmt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7725. Den Text steet am Document parlementaire 7725[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7725 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Max Hahn), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7736 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

5° la loi du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts

Den nächste Punkt ass de Projet de loi 7736, deen eng Rei Dispositioune géint d'Benotze vum Finanzsystem fir Geld ze wäschen oder den Tourismus ze finanzéieren aféiert. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, dee mer elo diskutéieren, schreift sech evidenterweis an e ganz aktuelle Kontext an. Effektiv, beim Gesetzesprojet 7736 geet et an engem éischte Volet drëm, Dispositiounen aus dem Blanchimentsgesetz vun 2004 punktuell unzepassen. Et geet drëm, se méi kloer respektiv méi detailléiert ze formuléieren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Des Weidere gi verschidden Erreurs matérielles aus dem Gesetz vum 25. Mäerz 2020 iwwert den elektroneschen Zentralregëster vu Bankkonten a Coffre-forten respektiv dem Gesetz vum 10. Juli 2020 iwwert d'Fiducien an d'Trusten opgehuewen.

All dës Ajustementer, dës Upassunge vum éischte Volet vum Projet de loi hunn als Zil, d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2015/849 iwwert de Kampf géint de Blanchiment, also d'Wäisswäsche vu Gelder, an de Finanzement vum Terrorismus - besser bekannt ënnert dem Numm AMLD IV - ze perfektionéieren. D'Upassunge sinn am Aklang mat de Recommandatioune vum GAFI, dem Groupe d'action financière.

Här President, dëse Projet ass aus Aktualitéitsgrënn vu bedeitender Wichtegkeet. Dat reegelméissegt Legiferéieren an Nobesseren ass keen Zeeche vu grave Faillen an eisem gesetzleche Kader, mee et ass de Beweis vun der Regierung hirem konsequente Bestriewen, d'Recommandatiounen an där Matière genee ze suivéieren an eise Kader ëmmer nees un déi neist Entwécklungen unzepassen.

De Kampf géint d'Steierflucht oder de Blanchiment, also d'Wäisswäsche vu Gelder, ass e Prozess, dee stänneg evoluéiert. Duerfir muss ee sech och permanent a Fro stellen an ofweien, ob den aktuelle Kader den héije Steiergerechtegkeets- an Transparenzusprëch nach gerecht gëtt.

Zënter 2013 goufen an deem Beräich, wéi den Här Finanzminister schonn am Ufank vun dem Nomëtteg gesot huet, ganz vill Ustrengunge gemaach. Lëtzebuerg ass momentan konform zu allen OECD- an EU-Standarden an -Direktiven iwwert d'Steiertransparenz am Beräich vum Austausch vun Informatiounen a vun administrativer Kooperatioun.

Dëse Projet de loi ass e gutt Beispill duerfir, datt dat och esou soll bleiwen. Et ass, kann ee soen, e weidere Schrëtt, eng weider punktuell Upassung am Kampf géint Steierflucht, Intransparenz, Blanchiment a Finanzéierung vum Terrorismus.

Dëst gesot, kommen ech da bei déi eenzel Artikelen.

Am Artikel 2 gi Prezisioune beim Champ d'application vum 2004er-Gesetz gemaach. Virun allem sinn Négociants de biens wéi zum Beispill Bijoutieren an Auerenhändler betraff, awer och Immobilienhändler. Et gëtt eng Prezisioun an den Text ageschriwwen, déi de Seuil vun 10.000 Euro ubelaangt, dee fir Boergeldtransaktioune gëllt. Méi genau gëtt kloergestallt, datt dëse Seuil sech och op eng Serie vun Transaktiounen, déi matenee verbonne sinn, bezitt. Domadder soll ënnerbonne ginn, datt Transaktioune kënschtlech gespléckt ginn, fir ënnert dem Seuil vun 10.000 Euro ze bleiwen.

Den Artikel 3 gesäit eng Upassung vun de Mesures de vigilance vir, déi Professioneller mussen anhalen. Zanter dem Gesetz vum Mäerz 2020 mussen och d'Immobilienagenten an d'Promoteuren dës Mesures de vigilance applizéieren. De Gesetzesprojet stellt nach eemol kloer, datt dës Mesurë bei enger Transaktioun souwuel fir de Keefer wéi och fir de Verkeefer gëllen, also datt se souwuel de Keefer wéi och de Verkeefer betreffen.

Méi generell gesäit eis Gesetzgeebung bei de Mesures de vigilance eng risikobaséiert Approche vir. Preziséiert gëtt an dësem Artikel och, datt op alle Fall eng Identifikatioun vum Client stattfanne muss an datt d'„risk-based approach", wéi dat esou schéin heescht, nëmmen op der Verifikatioun an net op der Identifikatioun läit.

Dee selwechten Artikel 3 gesäit och vir, datt d'Nummerekonten an Zukunft explizitt verbuede wäerte sinn. Och wann dës Konte schonn eng länger Zäit an der Praxis vu Finanzinstituter net méi kommerzialiséiert ginn, hu mir dës Prezisioun virgeholl, fir eeben e kloert Zeeche vis-à-vis vum Groupe d'action financière ze setzen.

E weidere Punkt vum Artikel 3 ass, datt déi verschidde Beruffer, déi vun de Mesures de vigilance exemptéiert, also ausgeholl, sinn, wa se am Kader vun der Verdeedegung oder der Vertriedung vun hirem Client bei Procédures judiciaires agéieren, preziséiert ginn. Mir stelle kloer, datt hei d'Steierberoder an d'Affekote viséiert sinn.

Den Artikel 4 kläert och d'Mesures de vigilance renforcée fir d'PEPen, d'Personnes politiquement exposées - dat sinn ënner anerem mir heibannen. Et gëtt preziséiert, datt d'Finanzinstituter, wa se eng geschäftlech Verbindung mat esou Leit hunn, de ganze Patrimoine vum Client mussen analyséieren.

Beim Artikel 6 geet et ëm déi intern Organisatiounsprozesser vu Gruppen am Sënn vun engem Entreprisëgrupp. Et war eng Demande vum Secteur, besonnesch vun de Banken an de Versécherungen, fir kënnen innerhalb vun engem Grupp en Informatiounsaustausch am Beräich vum Wäisswäsche vu Gelder, vum Blanchiment, ze ënnerhuelen, virun allem, wann Deklaratiounen un d'Cellule de renseignement financier musse gemaach ginn.

Den Artikel 7 preziséiert, datt d'Prestataires de services d'actifs virtuels och Personnes physiques kënne sinn a sech bei der CSSF umelle mussen. Et ass och opgelëscht, wéi eng Informatiounen duerfir vun de Betraffene geliwwert musse ginn.

Den Artikel 8 huet an der Finanzkommissioun fir e bësse méi laang Diskussioune gesuergt. Hei sollen d'Prestataires de services aux sociétés et fiducies (PSSF) sech op enger Lëscht umelle mussen. Et gëtt e Contrôle d'honorabilité gekuckt, dat ass eng relativ staark Demande vum GAFI.

Am Gesetz vun 2020 ass festgehale ginn, datt all Persoun sech bei där Autoritéit respektiv deem Organismus umelle muss, déi hien iwwerwaacht. Bei deenen, déi ënnert d'AED-Supervisioun falen - also d'Iwwerwaachung duerch den Enregistrement, wéi mir salopp op Lëtzebuergesch soen -, hätten e puer Leit duerch de Raster kënne falen, vu datt d'Administration de l'enregistrement et des domaines nëmmen eng residuell Kompetenz huet. Verschidden Administrateurs indépendants, wéi se genannt ginn, konnten am Moment nach kengem Contrôle d'honorabilité ënnerworf ginn an déi Lück schléisse mer dann elo mam Artikel 8.

Am Commentaire des articles hu mer preziséiert, datt et net zu enger zweefacher Verifikatioun, also Kontroll, vun der Honorabilitéit vun engem PSSF komme soll. Ënner „honorabilité" versteet een, datt déi betraffe Persoun sech an hirem Beruff, am Exercice vun hirem Beruff, näischt zescholde komme gelooss huet. Et sinn also nëmmen déi Leit viséiert, déi sech nach kengem Contrôle d'honorabilité vun enger Autorité de contrôle oder engem Organisme d'autorégularisation ënnerzunn hunn.

Den Artikel 11 viséiert d'Iwwerwaachung vu verschiddenen Aktivitéiten duerch den Enregistrement. Vu datt d'Administration d'enregistrement et des domaines keen Agrement gëtt an awer verschidden Aktivitéiten iwwerwaacht, musse se mat anere Verwaltungen zesummeschaffen, zum Beispill mam Wirtschaftsministère fir déi, déi eng Autorisation d'établissement hunn, oder mam Justizministère, zum Beispill wat d'Casino-Aktivitéiten, also d'Prestataires de services de jeux d'argent et de hasard, betrëfft, falls et Problemer mam Blanchiment gëtt an d'Acteuren hiren Agrement solle suspendéiert oder entzu kréien.

Eng weider Dispositioun am Kontext vun de Glécksspillaktivitéiten ass, datt hiert Gesetz vun 1977 ëmgeännert gëtt, fir de Contrôle d'honorabilité virun allem vun de Membere vun der Direktioun an den Associéen oder Aktionäre vun esou Aktivitéiten auszewäiten.

Beim Artikel 13 gëtt d'Zesummenaarbecht vun den Autoritéiten an den Organismes d'autorégulation am Kampf géint de Blanchiment gestäerkt. Den Informatiounsaustausch, den Échange d'informations, tëscht deenen zwee Genannte gëtt mat den néidege Sécherheetsmoossnamen erlaabt.

En gros ass et dat fir de Volet iwwert de Blanchiment.

En zweete Volet vun dem Gesetzesprojet, dee mer elo haut hei virstellen, diskutéieren, betrëfft d'Fongenindustrie am Kader vum Brexit. Dir erënnert Iech: 2019 hate mer schonn zwee Gesetzer an dësem Kontext gestëmmt, déi e méiglecht Antriede vun engem „hard Brexit" ofdecken an awer och transitoresch Regimmer virgesinn.

Eng Dispositioun vun deem Iwwergangsregimm betrëfft d'Commercialisatioun vu britteschen UCITS-Fongen un Investisseuren hei zu Lëtzebuerg. Fir datt kleng Investisseuren, déi déi brittesch UCITS- Positiounen an hire Portefeuillen hunn, net an eng Situatioun geroden, wou se Undeeler vu Fonge besëtzen, déi nëmmen nach vun institutionelle Clienten dierfe gehale ginn, gëtt den Transitiounsregimm ëm ganzer sechs Méint bis den 31. Juli 2021 verlängert.

Hei erspueren ech Iech wierklech d'Detailer zu dëser komplexer Dispositioun an ech verweisen do natierlech op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 12. Januar 2021 festgestallt, datt vill Prezisiounen op Recommandatioune vum Groupe d'action financière zréckzeféiere sinn. De Staatsrot freet sech, wéi den Artikel 7 Punkt 2 vum Gesetzesprojet mam Contrôle d'honorabilité vum Gesetz iwwert de Finanzsecteur vun 1993 zesummespille soll.

Eng weider wichteg Remark vun der héijer Kierperschaft ass, datt eng Dispositioun den Artikel 23 vum Code de procédure pénale beinhalt, ouni awer eng explizitt Referenz dorop ze maachen.

D'Chambre de Commerce, d'Handelskummer, huet den 18. Januar 2021 hiren Avis ofginn. Si weist drop hin, datt se relativ wéineg Zäit zur Verfügung gestallt kritt hätt, fir hiren Avis ze formuléieren. Eng méi fundamental Remark vun der Chambre de Commerce beschäftegt sech mam Blanchimentsgesetz vun 2004 selwer. Si freet, datt d'Struktur vum Gesetz op de Leescht geholl soll ginn. Duerch déi sëllechen Ofännerungen vum Gesetz ass et an hiren Ae fir vill Professioneller net méi ganz lieserlech.

Doriwwer eraus hëlt se den explizitte Verbuet vun den Nummerekonte positiv op an ënnersträicht, datt hir Commercialisatioun schonn zanter enger Rei Joren agestallt ginn ass - dat soll een och wierklech net vergiessen. D'Handelskummer notéiert an dësem Zesummenhang just, datt ver-

schidde Reglementer ugepasst musse ginn, fir dësem Changement Rechnung ze droen.

Esou wéi éinescht schonn diskutéiert huet och d'Handelskummer den Artikel 8 vum Projet de loi e bësse méi genee analyséiert. Zu dësem Artikel ginn et zwou weesentlech Remarke vun hirer Säit. Engersäits huet se gefrot, ob et opportun wier, d'Administrateurs indépendants als PSSF, also als Prestataires de services aux sociétés et fiducies, ze gesinn, an anerersäits proposéiert se, datt d'Gesetz vum 25. Mäerz 2020 esou ofgeännert gëtt, datt d'PSSF personnes physiques ou morales sech net nach eng Kéier aschreiwe mussen, wa se scho vun hirer Kontrollautoritéit respektiv engem Organisme d'autorégulation iwwerwaacht ginn.

E leschte Punkt vun der Handelskummer ass den Informatiounsaustausch tëscht de Justizautoritéiten an den Organismes d'autorégulation am Kontext vun enger Verurteelung wéinst Blanchiment oder Finanzement vum Terrorismus säitens vun engem Member vun esou engem Organismus. Si stellt sech d'Fro, ob een net vun de Justizautoritéite verlaange misst, datt se an esou Fäll de betraffenen Organismus informéiere sollen.

Här President, dat gesot bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. Ech soen natierlech de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun Merci fir déi kritesch, etlech Mol liicht bis punktuell e bëssen ugespaanten, ma zu gudder Lescht dach awer konstruktiv a konziliant Manéier.

An ech ginn natierlech am Numm vu menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, elo scho gären den Accord zu dësem Gesetzesprojet. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Rapporter.

A wann de Virus verjot ass, ...

(Le pupitre est désinfecté.)

... da kritt d'Wuert den honorabelen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President, Här Minister. Ufänke wëll ech mat mengem traditionelle Merci erëm eng Kéier un den André Bauler, deen eis dat haut wierklech erëm mat enger Akribie erklärt huet, all eenzelne Punkt och schéin duergeluecht huet, firwat mer zu wat fir enger Léisung komm sinn. Duerfir him e grousse Merci an ech weess et ëmmer erëm ze appreciéieren.

Ech wëll elo net nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun deem Projet hei agoen. Mir hunn, mengen ech, de Mëtteg genuch iwwer Blanchiment geschwat an iwwert de Kampf géint de Blanchiment, soudatt mer eis, mengen ech, hei am ganzen Haus eigentlech doriwwer eens sinn, wéi wichteg dee Kampf géint de Blanchiment ass. Duerfir wäert ech och net méi op dee Punkt agoen.

Ech wollt mech eigentlech just mat engem Punkt beschäftegen, deen, mengen ech - an dat huet de Rapporter och gesot -, fir déi gréissten Diskussioune gesuergt huet, och an deene verschiddenen Avisen, déi zu deem Projet erakomm sinn, an dat ass eigentlech e Punkt, deen elo net direkt eppes mam Projet ze dinn huet, deen awer riskéiert, Konsequenze fir déi Kategorie vu Leit ze hunn, an et geet hei am prezise Fall ëm d'Administrateuren.

Den André Bauler huet hei zu Recht ënnerstrach, datt déi Administrateuren elo eigentlech mat de PSSFe gläichgesat ginn. Elo muss een awer wëssen - an dat geet jo och aus deene verschiddenen Avisen ervir -, datt et eigentlech an eiser Gesetzgeebung keng Definitioun vun engem Administrateur gëtt, a wann een de Champs d'application vun de PSSFen och genau kuckt, dierften déi Administrateuren eigentlech net drënnerfalen. Et kënnt derbäi, datt de steierleche Statut vun engem Administrateur eigentlech en aneren ass wéi dee vun engem PSSF, an et muss een och kucken, datt d'Administrateuren am Ausland net als PSSFe consideréiert ginn a par ailleurs a ganz villen Transpositioune vun Direktiven iwwerhaapt net an dësem Text virgesi sinn, eeben och aus deem Grond, well et keng PSSFe sinn.

Elo hate mer, wéi gesot, eng länger Diskussioun, well et ass jo haaptsächlech ëm dee Punkt gaangen, ob Leit, déi sinon en anere Beruff hunn … Et ass jo gefrot ginn, ob Affekoten, Reviseuren, Leit, déi an de Banke schaffen, Leit, déi an den Assurancë schaffen, déi souwisou engem Contrôle d'honorabilité ënnerworf sinn, ob déi elo nach eng Kéier en zweete Contrôle d'honorabilité um Niveau vun der Administration d'enregistrement misste maachen.

Do ware mer eis eigentlech alleguerten eens, datt dat net de Geescht vun der Direktiv wär. An duerfir hu mer elo eigentlech, fannen ech, eng flott Zwëscheléisung fonnt, datt all déi Leit sech zumindest net brauchen engem zweete Contrôle ze ënnerwerfen an datt hei just e Contrôle d'honorabilité spillt, wa se aus Professioune kommen, déi keng PSSFe sinn, also déi sech soss net esou engem Contrôle ënnerwerfe mussen. Ech mengen, dat ass eng Iwwergangsléisung, déi eis elo mol zefriddestellt.

Mir hunn an der Finanzkommissioun awer och gefrot - an de Minister war jo och d'accord, déi Demande ze akzeptéieren -, datt mer eng Kéier misste generell iwwert de Statut vun den Administrateuren diskutéieren, well sech do eng ganz Rei vu Froe stellen.

An do géif ech och vläicht nach eng Kéier dem Minister mat op de Wee ginn: Wéi ech mech hei op déi Interventioun virbereet hunn an och mat Leit geschwat hunn, ass mer du gesot ginn, datt et en Arrêt vun der Europäescher Cour gëtt an enger Affär géint Holland, géint den hollännesche Staat, wou eigentlech ganz kloer erauskomm wär, datt déi Administrateuren net kéinten als PSSFe consideréiert ginn. Ech weess, datt am Moment och eng Rei Recourse lafe wéinst deem Problem vun der TVA, wou mengen Informatiounen no och nach keng definitiv Decisioun do ass.

Wat ech domadder wëll soen, ass, datt ech mengen, datt et wichteg wär, datt mer eis - ofgesinn an onofhängeg vun deem Projet de loi, dee mer de Mëtten hei stëmmen - eng Kéier mat dem Statut vum Administrateur sollten auserneesetzen, well et ass awer e Punkt, an ech mengen, de Finanzminister an de Rapporter si mat mer eens, dee wichteg ass fir d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz. An duerfir muss et och kloer sinn, wéi mer déi Leit traitéieren, well déi kucken natierlech, wéi se an hiren Ursprongslänner traitéiert ginn, a wann do grouss Ënnerscheeder mat Lëtzebuerg sinn, riskéiert dat effektiv, eis Problemer ze maachen.

Duerfir géif ech nach eng Kéier déi Demande reiteréieren, datt mer eis esou schnell wéi méiglech eng Kéier géifen eng Sitzung huelen, Här President, wou mer op all déi Aspekter do géifen agoen a vläicht och kucken, ob een de Statut vum Administrateur vläicht eng Kéier misst iergendwéi an engem Text preziséieren, fir datt och jiddweree weess, wou en an Zukunft drun ass.

Dat gesot bréngen ech hei den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Mosar. An den nächste Riedner ass den Här Dan Biancalana. Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Bon, virop wéilt ech emol dem Rapporteur, dem André Bauler, Merci soe fir säi ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. De Projet, dee mer haut hei virleien hunn, dat si jo eng ganz Rei Dispositiounen an Erreur-matériellen am Gesetz vum 12. November 2004, déi behuewe ginn, an och bestëmmte Punkten, déi preziséiert ginn, virun allem, fir de Recommandatioune vum GAFI Rechnung ze droen. Dat ass, mengen ech, e ganz, ganz wichtegen Aspekt.

Et gëtt da kloer an d'Gesetz vun 2004 gesat, dass d'Obligation de vigilance par rapport zum Client bei Immobilientransaktioune souwuel bei der Vente wéi och beim Kaf gëllt. D'Modalitéite vun der Conservatioun vu wichtegen Dokumenter, déi gegeebenenfalls de Lëtzebuerger Autoritéite mussen zur Verfügung gestallt ginn, ginn och preziséiert. An donieft gi jo och eng Rei Delaie vum temporäre Regimm fir Lëtzebuerger Investisseuren an Titren, déi vu britteschen Organisme geréiert ginn, ëm sechs Méint verlängert, fir dass keng Insécurité juridique duerch de Brexit-Accord entsteet.

Als LSAP begréisse mir déi Recommandatiounen, wou mer och dem GAFI Rechnung droen, an am Gesetzesprojet fënnt ee jo och eng Rei inhaltlech Evolutiounen, fir eis Finanzplaz besser virun, géif ech soen, gelungenen oder, besser gesot, dubiéise Praktiken ze schützen, sief dat effektiv an der Steierflucht, am Blanchiment, awer och am Kampf géint den Terrorismus. An et ass, mengen ech, haut de Mëtten hei och méi wéi eng Kéier ugeklongen, dass et och wichteg ass, dass eis Kontrollorganer a puncto Police an och a puncto Parquet do weider aktiv bleiwen.

D'Lëtzebuerger Finanzplaz, mir wëssen et alleguerten, ass en zentrale Pilier vun eisem Wuelstand. De Banken- an den Assurancësecteur aleng generéieren 60.000 direkt Aarbechtsplazen. An dofir, mengen ech, ass et och am Interessi vu jidderengem, dass d'Finanzplaz weider an déi richteg Richtung evoluéiert.

Den aktuelle Kontext vum OpenLux mécht eis däitlech, dass mer eng ganz grouss Finanzplaz par rapport zu der Gréisst vun eisem Land sinn. An dëst ass natierlech och u sech net verwerflech, et gëtt eis als Legislateur awer eng ganz grouss Responsabilitéit, dofir ze suergen, dass eis Finanzplaz an engem klore legislative Kader operéiert, dee Geldwäsch an aner illegal Praktiken onméiglech mécht. Am anere Fall géife mir eiser Finanzplaz, déi mer awer brauchen, méi schuede wéi hëllefen. Mam Gesetz vun haut droe mer also weider den Efforten - déi, wéi gesot, 2013 ugefaangen hunn - Richtung propper Finanzplaz Rechnung.

An deem Kontext kann ech nëmmen den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Biancalana. Ech hunn elo hei ausser dem Sven Clement …

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Jo, ganz gär, mee op der Riednerlëscht waart Dir net agedroen. Mee selbstverständlech kritt Dir d'Wuert, Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Entschëllegt mech, Här President, ech hat gemengt, ech wier ageschriwwe gewiescht. Dat war dann e klengen Hic an eiser Fraktioun.

Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt och zu dësem Projet de loi Stellung huelen, well en an d'Aktualitéit passt, an ech wéilt awer och op d'Problemer vum Finanzement vun Terrorismus a Geldwäsch zréckkommen, déi awer wierklech haut méi oft thematiséiert ginn, wou ee muss feststellen, datt op deem Niveau awer trotz de Fortschrëtter, déi mer scho gemaach hunn, nach grouss Problemer doruechter bestinn.

Mir hunn do eng kleng Recherche gemaach, wou mer erausfonnt hunn, datt Schätzunge vum UN-Büro géint Drogen a Kriminalitéit no d'Zomm vum weltwäite Blanchiment tëscht 2 a 5 % vum weltwäite PIB läit. Dat bedeit eng Milliardenhéicht vun 800 bis 2.000 Milliarden Euro. Europol schwätzt sengersäits vun 1,2 % vum europäesche PIB, wat d'Geldwäsch an der Europäescher Unioun ugeet, dat sinn ëm déi 200 Milliarden Euro. Et sinn also nach ëmmer gewalteg Zommen, déi aus kriminellen Aktivitéiten an Ëmlaf kommen, wou sech natierlech hannendru vill eethesch, sozial a gesellschaftlech Froe stellen, emol onofhängeg dovun, datt d'Kriminalitéit vill Mënschen, Entreprisen an aner Acteuren zum Affer mécht an einfach inakzeptabel ass.

Schonn aleng dës Zuele beweisen natierlech, wéi wichteg et ass, weiderhi géint d'Geldwäsch a géint de Finanzement vum Terrorismus virzegoen. An entgéint deem, wat eebe grad elo am Kader vun OpenLux behaapt gëtt, weist dëse Projet de loi notamment, datt mir eis Verantwortung iwwerhuelen, an dat konsequent.

Ech wéilt dann nach just eng Remark maachen, wat den internationale Kader ugeet: Et muss ee jo wëssen, datt déi Instrumenter ëmsou besser gräifen, wat d'Reegele méi harmoniséiert sinn a wat d'Direktive méi streng ëmgesat sinn. E Problem, dee sech natierlech heiansdo stellt, ass deen, datt et sech eeben net ëm Reglementer handelt, mee ëm Direktiven, déi net an alle Länner zu deene strenge Konditiounen ëmgesat gi wéi zu Lëtzebuerg, well se nun emol eng gewësse Marge de manœuvre loossen, an dat wäert dann och d'Effikassitéit vun esou Direktiven erofsetzen.

Ech géif emol mengen, datt mir hei zu Lëtzebuerg déi richteg Linn aschloen an d'Direktive wierklech esou ëmsetzen, datt se effikass ginn, op d'mannst zu Lëtzebuerg. An dat ass och d'Zil vun dësem Projet de loi, soudatt mer eise vollen Accord dozou ginn an dann och dem Änder Bauler, deen elo net méi am Sall ass, awer och Merci soe fir säi Rapport.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci der Madamm Lorsché. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hunn elo matgezielt: Ech mengen, mir hunn elo véier- oder fënnefmol d'Erklärungen zu dësem Gesetz héieren. Et ass wichteg. Mir soen och dem Här Bauler villmools Merci fir säin exzellente Rapport. Et ass aktuell. Et ass gutt, datt mer dat haut stëmmen an nach eng Kéier betounen, wéi engagéiert mer si géint de Blanchiment a fir d'Lutte contre le terrorisme. A mir ginn als ADR ganz gär eis Zoustëmmung.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Dann den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Bon, wéi schonn erklärt gouf, huet dëse Projet zwee Voleten. Éischtens: d'Verlängerung vum Régime transitoire a Finanzsaachen am Kader vum Brexit. Dee soll bis de Summer verlängert ginn, well et jo do um europäeschen Niveau nach keng Eenegung gëtt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

De Staatsrot huet sech hei d'Fro gestallt, ob e Memberstaat wéi Lëtzebuerg iwwerhaapt däerf unilateral Reegele fixéieren, well dat jo eng europäesch Matière ass. Et kann ee sech och d'Fro stellen, ob hei net scho Fakte geschaaft ginn, wärend d'Negociatiounen nach lafen.

Mee zweetens ginn hei och punktuell Adaptatioune virgeholl am Antiblanchimentsgesetz. Bei deene meeschten handelt et sech ëm Ännerungen, kosmeetesch Ännerungen, déi an der Praxis vläicht kee groussen Ënnerscheed maachen. A si gi jo och virun allem gemaach, well mer jo wëssen, datt de GAFI eis deemnächst wäert evaluéieren.

Dat ass fir eis jo och souwäit okay, mee ech muss awer soen, datt mer e bësse Problemer hu mat engem spezifeschen Artikel, nämlech dem Artikel 13 (2). An do geet et ëm den nationalen Informatiounsaustausch an der Lutte géint d'Geldwäsch, un deem jo, nieft de staatleche Kontrollinstanzen, d'Cellule de renseignement financier, d'CSSF, d'CAA, d'Administration de l'enregistrement, och nach eng Rei net staatlech Institutioune bedeelegt si wéi d'Expert-comptabelen, d'Chambre des Notaires, den Ordre des avocats an esou weider.

An dëse Projet de loi, dee schreift elo dräi Saachen an d'Gesetz, wa mer dat richteg verstinn: éischtens, datt déi ausgetoschen Informatiounen nëmmen däerfe benotzt gi fir déi Finalitéit, fir déi se ugefrot goufen, zweetens, datt ee se net däerf weiderginn ouni de Consentement vun deem, dee se geliwwert huet, an drëttens, datt se duerch de Secret professionnel geschützt ginn, an dat mat Verweis op de Code pénal.

D'Gesetz gesäit jo och elo schonn e ganz restriktiven Ëmgang mat deenen Informatioune vir. An hei kritt een awer och d'Gefill, datt nach eng zousätzlech Sécherheetsmauer ronderëm de Secret bancaire soll gebaut ginn. A mir stellen eis wierklech d'Fro, ob dat huet misse sinn, virun allem am haitege Kontext, an ob dat net d'Aarbecht vun de Kontrollinstanze justement onnéideg wäert erschwéieren, well wann zum Beispill d'Cellule de renseignement financier bei enger Enquête Onreegelméissegkeeten oder Gesetzesverstéiss feststellt, déi net als Infractions primaires am Blanchiment gëllen, muss déi dat ganz einfach ignoréieren.

Ech mengen, déi Fro muss ee sech awer stellen. Op alle Fall ass dat net onbedéngt am Sënn vu méi Transparenz, well jo hei déi Bedeelegt expressément mat penale Konsequenze gedrot kréien, falls iergendeng Informatioun no baussen dréngt. A mir als déi Lénk, mir si souwisou der Meenung, datt de Secret bancaire ofgeschaaft misst ginn, well dee jo haaptsächlech derfir do ass, fir komesch Geschäfter ze protegéieren.

An dofir wäerte mer dëst Gesetz an deem Sënn och net matstëmmen. Well awer eng Partie Ännerungen, déi éischter positiv sinn, dra sinn, wäerte mer eis dann och net deem entgéintstellen a mir wäerten eis dann enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass d'Theema vum Dag: Antigeldwäsch, GAFI-Krittären. Et hat een e bësse geduecht, et wär elo grad de Moment, wou de GAFI hei wär, fir eis ze kontrolléieren a säin Avis ofzeginn, fir vläicht dee Fleck, dee mer op eiser West hate vun där leschter Kontroll vun 2014, Pandémie oblige, datt mer dee géifen erofkréien, andeem mer géife weisen, wéi gutt mer awer geschafft hunn.

Bon, de GAFI ass net do. Dat hënnert eis awer net drun ze schaffen. Dat hënnert eis net drun, fir hei weider ze maachen an an engem relativ grousse Gesetz mat ganz villen Ënnerpunkten, mat ganz villen eenzelne Gesetzer, déi do implizéiert sinn, dann elo e bëssen eppes méi ze maache géint d'Geldwäsch, e bëssen eppes méi ze maachen awer och a puncto Glécksspill, Brexit an Nummerekonten, also esou e bëssen eemol alles, kann ee bal soen.

Et ass ee Gesetz, dat et engersäits méi schwéier soll maachen, d'Wäisswäsche vu Gelder hei am Land ze maachen. Et soll also domadder net nëmmen tatsächlech kriminelle Vereenegungen tout court et méi schwéier maachen, fir hir Suen iergendwéi erëm an e legitimme Kreeslaf ze kréien, et soll et och méi schwéier maachen, terroristesch Organisatiounen ze finanzéieren.

Ech mengen, dat ass alles näischt Triviales, wat mer hei maachen. Dat ass alles eppes, wou ee scho soll soen: Et ass wichteg, datt mer dat heite maachen! Et ass net pour la forme, wou mer dat heite maachen. Mir maachen dat heite wierklech, well et un d'Substanz geet. Et geet un d'Substanz, deene Leit, déi eppes Schlechtes wëllen, hir Moyens de financement ewechzehuelen. An ech denken, datt dat wichteg ass. Datt et dann och nach gutt fir den Image vu Lëtzebuerg ass, wann et da richteg verstane gëtt dobaussen, dat ass vläicht dee klenge Bonus, dee mer hei kréien.

Dann, wa mer iwwert de Fong schwätzen, do gouf scho vill gesot, wie wéini wat muss denoncéieren. Do soen ech dann och dem André Bauler nach eng Kéier Merci fir déi ausféierlech Erklärungen, déi gemaach goufen. Ech mengen, datt et wéi ëmmer ganz edukativ war, fir sech dat unzelauschteren, eeben och well et hei net nëmmen ëm d'Wäisswäsche vu Gelder geet, mee och ëm Nummerekonten, eppes aus längst vergaangener Zäit,

wat jo an de Filmer nach ëmmer gäre benotzt gëtt, wa mer vu Geldwäsch schwätzen, a wou d'Banken u sech Demandeur sinn, fir se lasszeginn. Bon, dat ass jo och en Dossier, op dee mer nach eng Kéier zréckkomme wäerten, deen iwwert déi Nummerekonten an doriwwer, wouhinner déi Suen da solle goen, wa mer esou en Nummerekont hunn, deen inaktiv ass. Dat ass jo och rezent nach an der Press thematiséiert ginn.

An da geet et ëm de Brexit. Bon, fënnef Joer nom Referendum misst jo dann dee leschten OPC tatsächlech Zäit fonnt hunn, fir sech ëmzestellen. Ech hoffen, datt mer domadder da laang genuch Delaie ginn hunn.

An da komme mer zu deem leschte Volet, dem Volet Glécksspill. An do muss ech soen, datt et wierklech noutwendeg ass, datt mer net nëmmen dat heite Gesetz huelen, mee generell nach eng Kéier iwwert dee Volet vum Glécksspill hei zu Lëtzebuerg schwätzen, well et ass eng Tatsaach, datt mer hei zu Lëtzebuerg 2.000 - Pi mol Daum - illegal Glécksspillbornen a Caféë stoen hunn. Am Moment kënnen déi net benotzt ginn, mee soubal d'Caféen erëm opginn, kënnen déi erëm benotzt ginn. Also, mir hu ronn 2.000 illegal Glécksspillbornen hei, déi da forcement och net kontrolléiert ginn, wou mer net wierklech eppes géint d'Suchtverhale maachen, wou mer dann och deementspriechend nëmmen d'Steieren op de Profitter kréien, awer net op dem Glécksspill, keng Glécksspillsteier. Ech mengen, datt mer hei wierklech nach eng Kéier mussen aktiv ginn.

D'Lëtzebuerger Gesetzgeebung ass duerch d'Benotze vum Internet aktuell ganz liicht ze ëmgoen, well Glécksspiller, déi vun engem anere Land aus als legal Aktivitéit bedriwwe ginn, net kënnen zu Lëtzebuerg verbuede ginn. An och do musse mer usetzen, och do musse mer mat eise Partnerlänner Léisunge fannen. A mir hoffen, datt d'Justizministesch sech dann an noer Zukunft domat beschäftege wäert, fir d'Glécksspilllegislatioun hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren, well hei ass aktuell an eisen Aen e Lach, wouduerch d'Geldwäsch an d'Finanzéierung vun illegalen Aktivitéiten awer iergendwéi kéinte méiglech gemaach ginn an dat mer onbedéngt sollten zoumaachen, fir hei guer net eréischt an d'Laberenten ze kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg brauch eng gerecht Finanzpolitik mat transparente Virgaben a Kontrollen an eng Finanzplaz, déi modern an zugläich fair ass. All Schrëtt, deen et de Kriminelle méi schwéier mécht, fir hire Machenschaften nozegoen an hei am Land Geld iergendwéi wëlle wäisszewäschen, fënnt duerfir eis Ënnerstëtzung. Duerfir gi mer den Accord.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Fir d'éischt géif ech gären dem André Bauler Merci soe fir säi ganz detailléierten, exzellente Rapport, de mëndleche Rapport hei an de schréftleche Rapport, a fir seng Aarbecht spezifesch op deem heite Punkt an de leschte Wochen, fir dass mer haut hei prett sinn, fir dat kënnen ze stëmmen. Dat war ganz wichteg.

Mir hunn dat den 20. Dezember deposéiert als Regierung an elo si mer Mëtt Februar. Dat ass jo awer och nach rapid. Mee mir haten awer ganz vill Sëtzungen. Ech kommen herno op e puer Punkten ze schwätzen.

Ech profitéieren, an ech maachen eng kleng Klammer op, fir dem Här Arendt Merci ze soe fir d'Konventioun Russland, well ech dat virdru vergiess hat. Dat war och en exzellente Rapport. Merci!

Hei ass e Projet de loi, dee mer elo hoffentlech gläich hei unhuelen zesummen, deen en fait verschiddene Kriticken oder Remarken oder Kommentaren Rechnung dréit, déi de GAFI eis gemaach huet an der Preparatioun vun där Evaluatioun, déi am Laf vun dësem Joer wäert sinn. An ech muss Iech soen, eppes, wat elo net vill diskutéiert ginn ass, mee wou ech awer wëll mam Fanger drop weisen, ass de Punkt vun de Comptes numérotés oder Coffres-forts numérotés.

Do gesi mer, wéi mir iwwert d'Joerzéngten en fait mat esou engem Sujet ëmgaange sinn. Ech muss Iech éierlech soen, wéi meng Ekipp mer gesot huet: „Mir mussen och nach eppes do bei de Comptenumérotéë maachen", do hunn ech gesot: „Wéi dann? Dat gëtt et jo net méi!" Dach, dat gëtt et nach, mee d'Identitéit ass bekannt. Dat heescht, an der Praxis hu se keen Effet méi, mee et gëtt et nach. An ech mengen, dat war en État d'esprit, dee wärend Joerzéngten hei zu Lëtzebuerg geherrscht huet, fir ze soen: „Jo, mee et ass jo elo an der Rei, mir hunn dat elo pragmatesch geléist!"

Eh bien, enger Institutioun wéi dem GAFI geet dat net duer! An da kënne mir nach esou vill erklären, wéi mer wëllen - „Jo, jo, jo, mir hunn dat nach, mee dat spillt net méi richteg" -, dat geet deenen net duer!

An ech muss Iech soen, wann ech dat viru fënnef oder zéng Joer, wéi ech Minister gi sinn, am Bléckwénkel gehat hätt an ee mer dat gutt erkläert hätt, dann hätt ech déi Compte-numérotéë schonn 2014 ofgeschaaft.

Elo maache mer dat an ech soe mer: „Firwat hu mer dat net méi fréi gemaach? Firwat hunn ech et selwer net gemaach? Firwat huet dës Regierung et net gemaach? Firwat hu mer et och scho laang virdrun net gemaach?" Mir maachen eis doduerch d'Liewe méi komplizéiert, well wat esou Institutioune wéi de GAFI kucken, dat sinn d'Texter. Si kucken och d'Pratique, mee se kucken och d'Texter. An een, deen eis schlecht wëllt, kuckt déi Artikele vum OpenLux, déi kéinten och esou eppes erausfëschen a soen: „An déi hunn nach ëmmer Comptenumérotéen zu Lëtzebuerg!" An dann ass een erëm am Zuchzwang fir ze explizéieren: „Jo, mee den Titulaire ass bekannt!", an esou weider. Mir mussen doranner changéieren. Dat si mer amgaangen hei ze maachen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer där Sujeten nach eng Rëtsch wäerte fannen an Zukunft. An do wär ech frou, wa mer all deen État d'esprit, dee mer haut och hei hunn, well jo d'grouss Majoritéit deen Text hei ënnerstëtzt, wa mer dat esou konsequent géife weidermaachen.

Deen Text hei setzt eis méi konform par rapport zu de GAFI-Recommandatiounen an an engems zu den zwou Direktiven AMLD IV an AMLD V vun der EU. Dat ass eng gutt Saach! Mir renforcéieren den Échange d'informations entre autorités de contrôle, dat ass och gewënscht an néideg. Mir maache Saache fir d'Actif-virtuellen a mir breeden de Krees aus fir d'Honorabilité fir Personnes physiques, déi mat Actifs virtuels handelen. Dat ass ganz gutt.

Accessoirement hu mer hei e Brexit-Artikel dran, well deen Nummerekont, deen huet mat där heiter Thematik näischt ze dinn, mee deen ass drakomm, well mir hu missen e Gesetz hunn, dat séier ka gestëmmt ginn an dat mer virdrun net konnten deposéieren, well mer hu misse waarden, wéi d'Enn vun der Transitiounsphas an déi nei Accorde mat dem Vereenegte Kinnekräich géifen ausgesinn, an dat ass jo eréischt Chrëschtdag vum leschte Joer geschitt. An déi sechs Méint Verlängerung, déi mer hei maachen, dat ass equivalent zu deem, wat aner Länner maachen - Klammer zou zum Brexit.

Zwou Froen, déi och nach am Raum stinn an déi vum Deputéierte Laurent Mosar gestallt gi sinn: Ech si frou, dass mer eng pragmatesch Léisung fonnt hunn, fir ze evitéieren, dass d'Honorabilitéit duebel kontrolléiert gëtt. Do hu mer eng pragmatesch Léisung fonnt an dofir e Merci un all déi, déi doru geschafft hunn. An dat Zweet ass, mengen ech, eng ganz legitimm Fro: Mir musse warscheinlech méi an der Déift d'Responsabilitéiten an d'Definitioun vum Administrateur an d'A faassen. A mir wäerten dat als Ministère maachen, an dat an engem Dialog mat der Commission des Finances, well mer jo vill Administrateuren zu Lëtzebuerg hunn a mer dat musse klarifiéieren. Ech mengen, dat misst all Mënsch berouegen.

Zum Ofschloss: Déi Zuelen, déi d'Deputéiert Josée Lorsché ginn huet, schwätze fir sech selwer, wat d'Ampleur vum Blanchiment ass. An dofir ass et net nëmme wichteg fir eis Reputatioun a fir eis Conformitéit zu de Reegelen, dass mer dat maachen, mee mir sinn eis dat och schëlleg, well mir mussen derfir suergen, dass de Blanchiment nach ganz staark reduzéiert gëtt, weltwäit an en particulier an Europa.

Dir gesitt unhand vun den Zuelen, déi d'Madamm Lorsché zitéiert huet, dass en fait de Blanchiment an Europa manner héich ass am Prozentsaz par rapport zum PIB, well Europa hei un der Spëtzt ass am Kampf géint de Blanchiment. A Lëtzebuerg ass mat Europa zesummen un der Spëtzt, fir dat ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7736. Den Text steet am Document parlementaire 7736[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7736 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Max Hahn), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7746 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise

Mir kommen elo zum Projet de loi 7746 iwwert d'Upassung vu verschiddenen Delaien am Steier-, Finanz- a Budgetsberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et drëm, fir verschidden Delaien am Kader vun der Covidpandemie ze verlängeren. Méi genee gesäit dëse Gesetzesprojet vir, datt verschidden Delaie bei de Steiere solle verlängert ginn.

Dir erënnert Iech, mir haten am Mee 2020 e Gesetz an deem Sënn och scho gestëmmt. Dëst Gesetz vun 2020 soll mat dësem Projet de loi ofgeännert ginn, fir der aussergewéinlecher Situatioun vun der Coronakris weider Rechnung ze droen. Vill vun de Mesuren, mat deene mir eis haut beschäftegen, ware schonn am Kader vum Covidtext am Dezember, méi genee den 21. Dezember, hei annoncéiert ginn.

Wat d'Dispositioune selwer betrëfft, gesäit de Projet de loi vir, datt d'Personnes physiques eng weider Frist beim Depot vun der Steiererklärung vun 2019 kréien, an dat bis op den 31. Mäerz 2021. Dëst gëllt fir d'Steiererklärung vun der Akommessteier an dem Impôt commercial vun de Personnes physiques.

Wat d'Steiererklärunge vun 2020 betrëfft, geet et bei dësem Projet de loi drëm, fir den Delai vum Depot vun der Steiererklärung vun de Personnes physiques an de Personnes morales op den 30. Juni 2021 no hannen ze réckelen.

Des Weidere gëtt bei de physesche Persounen den Delai verlängert, deen d'Steierverwaltung engem Kontribuabelen accordéiere ka beim Depot vun der Erklärung vun der Akommessteier an dem Impôt commercial vum Joer 2020, an dëst bis op den 31. Dezember 2021.

D'Conjointen, déi kollektiv besteiert ginn, wäerte bis den 30. Juni 2021 decidéiere kënnen, ob se anstatt vun enger Kollektivbesteierung op eng Individualbesteierung zréckgräife wëllen.

E leschte Punkt vum Projet de loi betrëfft de Report vum Delai, fir fir de Prélèvement libératoire optéieren ze kënnen. Hei ass den Delai op den 30. Juni 2021 festgeluecht.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 26. Januar 2021 notéiert, datt de Gesetzesprojet de Paragraf 152 vum Gesetz vun 1931 iwwert d'Abgabenordnung net ofännert. De genannte Paragraf seet, datt d'Remboursementsdemandë fir d'Steieren den 31. Dezember vum Joer nom Deklaratiounsjoer eragereecht musse sinn an datt hiert Urecht no dësem Datum verfält.

Et kéint also de Fall antrieden, datt de Kontribuabelen, dee seng Steiererklärung vun 2019 ab dem 1. Januar 2021 erareecht an nom Dekont Urecht op e Remboursement hätt, dëse Remboursement net afuerdere kéint. Par contre, am Fall wou nom Dekont nach Steiere geschëllt wieren, missten dës nach ëmmer bezuelt ginn.

Mir krute vu Beamten aus dem Finanzministère an der Sitzung vun der Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget) erklärt, datt de Paragraf, op dee sech de Staatsrot bezitt, net déi regulär Remboursementer betrëfft, déi beim Dekont vun engem Steierjoer vun engem Kontribuabele festgestallt kéinte ginn. Dëse Paragraf handelt iwwer e ganz spezifesche Fall, wou et zu engem Remboursement vun der Steierverwaltung kënnt, well de Kontribuabelen zu Onrecht besteiert gouf. No dësen Erklärungen huet d'Kommissioun beschloss, datt een der Propos vum Staatsrot net nokomme géif.

Mir hunn och den Avis vun der Handelskummer vum 26. Januar (veuillez lire: vum 19. Januar) virleien. Si begréisst de Projet, mee hätt sech eng automatesch Verlängerung vun den Delaie bei de Personnes physiques a morales gewënscht. Si hätt sech och erwaart, datt d'Delaie fir Steiererklärunge vun 2020 méi spéit am Joer antriede géifen.

Eng lescht Remark vun der Chambre de Commerce betrëfft déi indirekt Steieren. Si stellt fest, datt dëse Gesetzesprojet an deem Kontext näischt virgesäit.

D'Chambre des Métiers begréisst de Projet de loi an hirem Avis vum 17. Januar 2021, deen der sanitärer a wirtschaftlecher Situatioun Rechnung dréit.

Här President, dat gesot bleift mer nach just, Iech all, Kolleeginnen a Kolleege, Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt Merci.

An ech ginn d'Wuert direkt un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech kann dat kuerz maachen. De Rapporter, de Guy Arendt, deem ech duerfir ausdrécklech am Numm vun eiser Fraktioun Merci soen, huet dat ganz konzis an einfach erkläert. Mir kruten och nach zousätzlech Erläuterungen d'lescht Woch, mengen ech, vun de Beamte vun der Steierverwaltung, déi dat pragmatesch uginn an och am Interessi vun den eenzelne Steierzueler.

Dat fanne mer richteg, well et komme covidbedéngt natierlech eng Rei Problemer. Mir haten zum Beispill deen opgeworf, wa Leit en Appartement an enger Koproprietéit hunn. Dir wësst, dass an enger Residenz déi Koproprietéitsgeneralversammlungen och iwwert de Computer, fir dat emol esou ze soen, gemaach ginn an dass et da schwéier ass, dass déi Leit da fristgerecht ëmmer déi néideg Pièçë fannen, déi se musse bei hir Steiererklärung bäileeën.

Generell gesot soe mer dem Guy Arendt Merci a mir wäerte selbstverständlech dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporter Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn hei och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och déi gréng Fraktioun seet dem Här Guy Arendt Merci a gëtt den Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann hei just eisen Accord derfir ginn, well et ass wichteg, datt mer hei de Leit Rechtssécherheet ginn. An ech mengen, dat ass wichteg, duerfir maache mir dat och.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierter, merci fir de Support, deen Der hei dësem Projet gitt. Andeem Der dat maacht, hëlleft Der villen eenzelne Leit, villen Entreprisen, Dir hëlleft der Ekonomie, Dir hëlleft dem Land. An dat ass dat, wat mer an dëser Zäit brauchen, an dofir soen ech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7746. Den Text steet am Document parlementaire 7746[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7746 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7746 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Max Hahn), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. Motion de M. Gilles Roth relative à la fixation du taux de l'intérêt de retard à 0,3 % par mois

(Motion déposée en séance publique n° 34 du 7 mai 2020 - à consulter au compte rendu n° 16/2019-2020 en page 541)

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënnt d'Motioun vum Här Gilles Roth iwwert d'Intérêts de retard, déi pro Mount op 0,3 % solle festgeluecht ginn. An ech géif dem Här Roth als Auteur vun der Motioun d'Wuert ginn. Här Roth, wannechgelift.

Exposé

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Motioun, wéi Der richteg sot, déi eigentlech schonn zréckgeet op de 7. Mee vun dem leschte Joer.

Ech erklären Iech kuerz, ëm wat et dodra geet. Et geet eigentlech drëms, dass den Taux d'intérêt, dat heescht den Zënssaz, deen ee muss bezuelen als Privatpersoun oder als Entreprise, wann een an de Steieren hannendran ass, dat heescht, wann een nach Steieren ze bezuelen huet, dass dee vun 0,6 % de Mount op 0,3 % de Mount soll erofgesat ginn.

Elo frot Der: „Firwat?" Majo, well 0,6 % de Mount, dat entsprécht engem Taux annuel, deen d'Banken am Normalfall och bei Iech applizéieren, vu 7,2 %. Also dat ass net näischt! Duerfir froe mir, fir deen op 0,3 % de Mount, dat heescht op 3,6 % pro Joer, erofzesetzen.

Firwat maache mer dat? Well mer fannen, dass deen Taux d'intérêt einfach ze héich ass! Deen Taux d'intérêt ass ze héich, well een engersäits, wann een dem Staat Avancen ze bezuelen huet op de Steieren oder wann een den Dekont vun de Steiere kritt huet, muss 7,2 % Zënse bezuelen, an anererséits seet de Staat: „Majo, mir kënnen" - wéi se dat am Mee d'lescht Joer gemaach hunn - „Sue léine goen zu engem negativen Taux." Dann ass et och nach esou wäit, dass, wann de Staat engem Suen zréckzebezuelen huet à titre vu Steieren, wann een zum Beispill Avancen ze vill bezuelt huet, da kritt een iwwerhaapt keng Zënsen dorobber zeguttgeschriwwen.

An ech muss soen, mir waren och e bëssen erféiert, wéi mer dem Finanzminister viru 14 Deeg an der Kommissioun d'Fro gestallt hunn, opgrond vun den aktuellen Diskrepanze vun den Zënssätz zwëschent zum engen deem, wat de Staat bezilt, wann e Sue léine geet, an nach ëmmer deene 7,2 %, déi en de Leit freet um Niveau vun de Steieren, ob hien der Meenung wier, dass dat nach verfassungskonform wier. Well an Däitschland, do si se zum Beispill higaangen ..., do huet d'Fro vun der Verfassung sech gestallt, obschonn déi Däitsch en Taux hunn, dee bei 5 % läit oder bei 6 %, dat heescht, dee weesentlech ënnert eisem läit.

Ech wëll do e puer Saachen derzou soen.

Dat Éischt ass: Dat Ganzt ass bei eis effektiv schonn zënter 1967 duerch den Artikel 155 an dem Steiergesetz vun der Akommessteier gereegelt. Deen Artikel gesäit vir, dass am Prinzip 1 % - lauschtert gutt no, 1 %! - de Mount kéint gefrot ginn, awer déi Bestëmmung gesäit och vir, dass een deen Taux vun 1 % iwwer e Règlement grand-ducal kann erofsetzen.

Elo ass et esou, dass deen Taux vun 0,6 % effektiv an dem Joer 1998 festgesat gouf. Et muss een awer wëssen, dass deen Taux vun 0,6 % e sougenannte Säumniszuschlag ass. Wat heescht dat? Ma engersäits gëtt de Staat entschiedegt, well en déi Sue méi spéit erakritt, anerersäits soll et awer och eng gewësse Sanktioun sinn, fir dass de Steierzueler och incitéiert gëtt, fir dat ze bezuelen.

A wann een e bësse kuckt, wat dann Auteure geschriwwen hunn, ënner anerem e fréiere Steierdirekter, de Jean Olinger, deen huet an enger Étude fiscale vun de KolleegInne mat groussem „I" vun deene Grénge gesot, et misst een ëmmer faktebaséiert schwätzen. Abee, dat maachen ech hei an ech zitéieren Iech dann aus engem Ouvrage vun den Étude-fiscallen aus dem Joer 1998, dat kennt de Finanzminister, « Les prélèvements pécuniaires accessoires en matière d'impôts directs », wou een dann no laangen Developpementer zur Konklusioun kënnt, lauschtert gutt no: « de toute manière, le taux sera supérieur au taux légal qui peut servir néanmoins de repère. »

Bon, Fakt ass, dass den Taux légal vun de Steieren - den Taux légal, esou wéi e vun dem Staat festgesat ass - zënter 2019 am Dezember op 2 % läit. 2 %! Dat heescht am Kloertext: Den Taux légal ass 2 % an dat, wat de Staat bei Steiere freet, ass 7,2 %. Dat ass also bal 3,5-mol méi wéi den Taux d'intérêt légal! Dat heescht am Kloertext: Wann der um Geriicht zu enger Zomm Sue condamnéiert gitt, sief dat vum Staat ..., oder Dir hutt de Staat, vun deem Der d'Suen zegutt hutt, verklot, da kritt Der op déi Zomm, de Principal, en Zënssaz vun 2 %. Hei bezuelt Der um Niveau vun de Steieren 3,5-mol méi - 3,5-mol méi!

Mir sinn der Meenung, dass dat disproportionéiert ass, dat heescht, et ass einfach net verhältnisméisseg, well d'Leit awer, wa se e gewëssen Ausstand u Steieren hunn, do séier eng grouss Zomm vun Zënsen ze bezuelen hunn.

Et geet och nach méi wäit: Et ass esou, dass, opgrond vu verschidden Auteuren, zréckbehale gëtt, dass deen Zënssaz en Deel vun der Steier selwer ass. Firwat? Ma well, fir déi Suen anzedreiwen, och sämtlech staatlech Garantien a Privileegien zielen. Dir kënnt och eng sougenannt Remise gracieuse froen. Or, wann ee seet, et ass en Deel vun der Steier, dann däerft, eiser Meenung no, deen Taux net méi duerch e Règlement grand-ducal festgesat sinn, mee e misst och an dem Gesetz selwer stoen.

Ech ginn Iech och e konkreet Beispill: Am Artikel 118 hutt Der de Barème vun de Steiere stoen. Do ass et net esou, dass de Barème e Maximum vu Steieren ass, mee et ass ganz einfach déi Steier, déi ka gefrot ginn, net méi an net manner.

Firwat ass et disproportionéiert? Mee disproportionéiert ass et, well wéi deen Taux vun 0,6 % de Mount - oder ëmgedréit, mol 12: 7,2 % d'Joer - festgesat gouf, du war den Taux d'intérêt légal am Joer 1998 - nu lauschtert gutt no! - bei 6,25 %. Dat heescht, den Taux, dee bei de Steiere festgesat gouf, dee war deemools 0,95 % méi héich wéi den Taux légal.

An ech hu virdru gesot: Hei ass en net 0,95 % oder 1 % oder 2 % méi héich, mee en ass 5,2 % méi héich, dat heescht e Multiple vun 3,5! An ech soen Iech ganz éierlech, dat fanne mer net verhältnisméisseg. Den Taux ass och net formell duerch d'Gesetz, mee duerch e Règlement grand-ducal festgesat.

An aus all deene Grënn plädéiert d'CSV-Fraktioun an hirer Motioun duerfir, dass deen Taux halbéiert gëtt. Wa Leit e Steierréckstand hunn - sief dat um Niveau vun den Avancen, sief dat um Niveau vun enger festgesater Steier, déi nach ze bezuelen ass -, si mir der Meenung, dass zu de jëtzegen Zäite vun der Finanzéierung, och vun der Refinanzéierung vun dem Staat, en Taux vun 3,6 % duergeet. An et ass och dat, woufir mer plädéieren.

An der Finanzkommissioun huet de Minister nach argumentéiert a gesot, jo, mee wann ee géif froen, fir en Delai op véier Méint ze kréien, da géif een dat och kënne méi laang stunden an et géif een do keng Zënsen drop bezuelen. Dat ass eigentlech e falsche Problem.

De Problem ass hei deen: Wat fir een Zënssaz applizéiert de Staat, wa Steierréckstänn do sinn? An deen Zënssaz muss am Verhältnis sinn zu der aktueller Zënsgesetzgeebung an zu der Zënslaascht, déi generell applizéiert gëtt. A mir fannen, dass dat an dësem Fall net verifizéiert ass, an duerfir wiere mer frou, wann dës Motioun géif eng large Zoustëmmung fannen.

Ech soen Iech villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

An als éischte Riedner huet den Här André Bauler d'Wuert gefrot.

Discussion générale

(M. André Bauler se déplace vers le pupitre.)

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Et ass besser, ech kommen heihinner, da kann een d'Mask och ofdoen.

Merci, Här Roth, fir all Är Erklärungen an och Är Meenung an Éieren. Ech sinn heihinnerkomm, fir nach eng Kéier als President vun der Cofibu op d'Erklärunge vum Minister anzegoen. De Minister huet eis säi Standpunkt en date vum 1. Februar en long et en large duergeluecht, dat och a Presenz vun der Steierverwaltung, der Administration des contributions directes, notamment d'Madamm Direktesch war jo och present.

Et muss een dat Ganzt och kontextualiséieren. Et muss een emol virun allem soen, dass d'Steierverwaltung de Moment ganz tolerant, ganz kulant ass. Mir hunn elo just e Projet adoptéiert, wou mer d'Delaien allongéieren, wou mer de Leit wierklech entgéintkommen, ob se an Nout sinn oder net.

D'Steierverwaltung huet eis och gesot, dass se bei de Réckstänn jiddefalls ëmmer Fall fir Fall kuckt, dass se och déi eenzel wirtschaftlech Situatioun, sozial Situatioun souguer vun de Betriber kuckt. Esou si mer gewuer ginn, dass am Kontext vun der Horeca souwisou all Avancen ausgesat sinn an dass och ëmmer all Betrib sur demande motivée, wéi d'Steierverwaltung eis dat gesot huet, en Aussetze vun Avancë froe kann. Dat just fir de Kontext.

Mir waren do den Dag viru Liichtmëssdag an dunn ass eis e Liicht opgaangen. Firwat? Ma well den Här Minister eis gesot huet, dass een déi 0,6 % an hirem Kontext muss kucken - net nëmmen deen, deen ech virdrunner beschriwwen hunn, mee virun allem och de Kontext, dass déi 0,6 % net direkt applizéiert ginn.

En huet eis gesot, dass mer do an enger Logik si vun Echelonnement, wann een dat esou soe kann, bezéiungsweis dass mer, mathematesch geschwat, an enger Fonction d'escalier sinn. Wat heescht dat konkreet? Ma dat heescht: Wa bis eng Prozedur declenchéiert ass, dass ee misst Zënse bezuelen, well ee Réckstänn huet, an et keng Ursaach gëtt, fir déi nach weider an d'Längt ze zéien, da gëllen déi éischt véier Méint eigentlech nach ëmmer 0 %. Et gëtt een net bestrooft. Vum véierte Mount bis den zwielefte Mount géif een dann 0,1 % pro Mount bezuelen; vun zwielef Méint bis dräi Joer géif een dann 0,2 % bezuelen an à partir vun dräi Joer, wou déi Prozedur leeft, géifen eréischt déi 0,6 % spillen.

Déi 0,6 % par mois, iwwregens sinn dat méi wéi 7,2 % pro Joer, liicht méi, ech hunn elo just déi kleng Opération de mathématiques financières gemaach, mee dat ass nach en aneren Aspekt. Déi 7,2 oder 7,4 % souguer pro Joer gräifen also eréischt nom drëtte Joer, se gräife relativ spéit, an déi 0,6 % hunn als Zil, dissuasiv ze sinn. Dat ass dat, wat en eis gesot huet, den Här Minister, wéi e bei eis war. En huet dat och nach an de Contexte bancaire gesat, financier, well en eis gesot huet, dass bei engem Depassement vun engem Konto elo nach méi wéi 10 % Scholdzënse géife spillen.

Duerfir géif ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei net géife stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wéilt ergräifen? Den Här Sven Clement, dann den Här Fernand Kartheiser. Här Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, déi Motioun hei huet e grousse Meritt, dat ass, datt se en Zënssaz, deen an anere Secteuren hautdesdaags einfach net üblech ass, géif no ënne revidéieren. An ech mengen, aleng dat sollt eis ze denke ginn.

Ech hu mech allkéiers gewonnert, wann ech vun deenen Zënse liesen, déi beim Staat op Steieren applizéiert ginn, op Steierretarden. Jo, déi sinn direkt geschëllt, mee deen Zënssaz ass einfach demesuréiert par rapport zu deem, wat am Moment um Marché un Zënsen ze bezuelen ass. An deementspriechend denken ech, datt een hei sollt déi Motioun stëmmen. Et ass eng Entlaaschtung. Et ass eppes, wat deene Betraffene géif hëllefen.

Och wann et do ganz vill Latitude am Moment gëtt, ass dat heiten eppes, wou ee sech generell sollt d'Fro stellen: Misst een deen Zënssaz net un en internationale Standard upassen, esou wéi dat deelweis an anere Länner gemaach gëtt - Interbank plus x respektiv Euribor plus x? Dat wäre Mesuren, déi mir ganz géifen ënnerstëtzen, well einfach un engem starren Zënssaz an engem dynameschen Zënsëmfeld festzehalen, ass an eisen Aen awer dach e bëssen ze simplistesch. An et géif eis wierklech gutt zu Gesiicht stoen, hei eppes ze hunn, wat méi flexibel wär an och dem Marché géif entspriechen.

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. Ech wéilt emol domat ufänken, fir der CSV, besonnesch dem Här Roth, Merci ze soe fir d'Initiativ a fir deen Text, dee se eis presentéiert huet. Ech wëll och dem Här Roth ausdrécklech soen, datt säin Exposé brillant war a faktebaséiert. Dat ass dat mannst, wat ee kann dozou soen! Ech mengen, e wor och ganz komplett a ganz iwwerzeegend.

Et sinn e puer Aspekter, déi een onbedéngt muss berücksichtegen. Et ass wouer, jo, datt d'Leit kënnen en Delai froen an datt dann an deenen éischte puer Méint do déi Zënsen net ufalen. Mee weess jiddwereen dat? Ech mengen, déi Leit, déi do an där Situatioun sinn, dat sinn dacks Leit, déi elo net gewinnt si mat der Steierverwaltung oder vill administrativ Demarchen ze maachen. An dat huet schonn eng sozial Dimensioun och. Wéi ginn déi Leit dorobber opmierksam gemaach, vläicht och vun der Steierverwaltung, wa se an där Situatioun sinn? Ass do en Automatismus, ass do keen? Op jidde Fall ass schonn e Problem do. Wéi ee Contribuabel weess dat do? Natierlech, d'Firmen oder d'Fiduciairen, déi kënnen dat maachen, mee déi einfach Leit?

Dat Zweet ass déi kloer Disproportioun, an den Här Roth huet dat ganz laang a ganz gutt erkläert, tëschent dem Zënssaz, dee gefrot gëtt, an dem Taux légal. Do ass effektiv eng gravéierend Disproportioun. An en huet erkläert, datt et do historesch och e groussen Ënnerscheed gëtt.

Dann ass et eng Fro vu Gerechtegkeet. Wann de Staat selwer net de Leit dee selwechten Zënssaz bezilt, ass et ganz schwéier moralesch ze vertrieden, datt ëmgekéiert iwwer 7,2 %, 7,4 % Zënse géifen ufalen. Ech mengen, da muss de Staat sech och d'Fro stellen, ob en net selwer de Leit méi schëllegt wéi just dat, wat en am Ableck erëmgëtt oder bezilt. Eng Steierschold, eng Schold muss dann an déi zwou Richtungen awer gerecht an d'selwecht behandelt ginn. Oder huet den Här Minister eng Erklärung, firwat dat net esou sollt sinn?

Op jidde Fall, wann een déi hei Situatioun kuckt an och d'Beispiller am Ausland, an Däitschland oder op anere Plaze mat de „Verzugszinsen", da mierkt een, datt hei kloer en Ongläichgewiicht besteet. A meng Fro un den Här Minister ass och: Wat bréngt déi Moossnam iwwerhaapt am Ableck pro Joer? Wat kënnt eran u Suen duerch déi 7,2 % oder 7,4 % Scholdzënsen? Fir datt mer och do emol eng Kéier eng Gréisstenuerdnung kennen.

Mee all déi Argumenter gekuckt, den Argumentaire vum Här Roth evaluéiert, dat géif mir kloer soen, datt mir dat och ënnerstëtzen an och d'Regierung opfuerderen, deen Zënssaz no ënnen ze revidéieren.

Villmools merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Ech mengen, no den Explikatioune vum President vun der Finanzkommissioun, deen a sengen Erklärunge perfekt war, well genau esou stellt et sech duer, wäerte mir dës Motioun net matdroen, well ganz einfach och den Delai an deem Gesetzestext virdru scho verlängert ginn ass. A wa mer hei kucken, datt trotzdeem no dräi Joer, esou wéi et an der Motioun steet, de „plein taux" spillt, dann hu mer mat de Verlängerunge véier Joer. Elo kann een ëmmer driwwer diskutéieren, wat fir een Taux datt een dann applizéiert, mee ech mengen, den Haaptpunkt an dëser Diskussioun ass, datt et eng dissuasiv Iwwerzeegung soll sinn, fir datt d'Leit hir Steiererklärung eraginn, fir datt se dat solle maachen.

Ech mengen, dëst Joer an d'lescht Joer ass den Delai verlängert ginn iwwert dee Projet de loi, dee mer elo nach eng Kéier virun zéng Minutte gestëmmt hunn. An ech wollt dem Här Kartheiser awer soen: Wann ee seng Steiererklärung ofgëtt an et kritt een den Dekont do, wat een ze bezuelen huet, do steet de Montant, wivill datt ee muss nobezuelen, mam Taux souguer drop.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. An da war den Här Finanzminister vum Här Kartheiser ugeschwat ginn.

(Interruptions)

Den Här Roth freet nach d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Ech wëll awer just eng Prezisioun ginn op dat, wat den Här Bauler gesot huet. Et ass net nëmmen, wann ee Steierréckstänn huet, wann een en Dekont kritt, mee déi 0,6 %, Här Bauler, déi spillen och bei Avancen. An déi Avancen ...

(Interruption)

Dach! Déi 0,6 % spillen och, wann Dir mat Ären Avancen hannendra sidd, an dat net nëmmen ëm e puer Méint, mee genau ëm 30 Deeg. Wann Dir d'Avancë vun dem Mount Mäerz den 1. Abrëll bezuelt, da lafe schonn Zënsen un. Dat ass einfach e Fakt an dat muss een och berechnen.

Wou hunn d'Leit do de Problem? Wa si d'Stundung, wéi Dir dat elo gesot hutt, vun deene véier Méint ... Éischtens mussen d'Leit dat emol wëssen, dass se dat iwwerhaapt kënnen ufroen. Si mussen och eng schréftlech Demande hunn. Si kréien dat net automatesch, well wann Der et net ufrot, da kritt Der et net.

Frot Iech awer emol, bei där hallwer Millioun Steierzueler, déi mer am Land hunn, wivill Leit dat do wëssen a wivill Leit dat do net wëssen. Déi wëssen dat net! Da cumuléieren déi Réckstänn, déi Der musst bezuelen, zousätzlech mat den Avancen. Well d'Steierverwaltung schreift Iech dann: „Mir ginn Iech eng Stundung fir den Dekont, mee Dir musst parallell Avancë weiderbezuelen!"

Ech mengen, dat sinn eng Rei vu Grënn. An nach eng Kéier dat weesentlechst Argument: Ech kann net novollzéien, oder mir kënnen als CSV net novollzéien, dass en Zënssaz vun 0,6 %, deen 1998 festgesat gouf, wéi den Taux d'intérêt légal 6,25 % war, dass dee selwechten Zënssaz nach ëmmer spillt, wou haut den Taux d'intérêt légal nëmmen en Drëttel, nämlech 2 %, ass. Do si mir der Meenung, dass dat net gerechtfertegt ass an dass een dat och misst deementspriechend upassen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 31 Nee-Stëmmen, 27 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Max Hahn), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

13. Ordre du jour (suite)

Elo komme mer zur Motioun vun der Madamm Octavie Modert iwwert d'Upassung vun den Eenheetspräisser an iwwert d'Iwwerpréiwung vun de reelle Besoine vun de verschiddene Secteuren. Madamm Modert, als Auteur vun der Motioun hutt Dir d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, et deet mer jo leed, datt den Ordre du jour haut geännert gi war vun eiser Chamberssitzung, soudatt Der elo e bësse méi spéit hei nach musst sëtze bleiwen, fir dat hei ze maachen.

Ech wollt awer, fir Iech ze berouegen, alles, all déi Motioune mateneen hei behandelen, da brauch een net allkéiers opzestoen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

14. Motion de Mme Octavie Modert relative à l'adaptation des prix unitaires et à l'examen des besoins réels des différents secteurs

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'exemption d'impôts des aides aux investissements

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'adaptation de la liste des machines éligibles aux aides publiques

Motion de Mme Octavie Modert relative à une procédure de sélection accélérée et simplifiée pour les investissements

Motion de Mme Octavie Modert relative à des aides non remboursables et non imposables

Motion de Mme Octavie Modert invitant le Gouvernement à faire bénéficier les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture des aides de compensation

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'introduction d'une aide financière forfaitaire pour locaux et salles de dégustation pour vins et crémants à l'instar de celle qui fut allouée à la mi-2020

Motion de Mme Octavie Modert relative au renforcement des mesures de promotion décidées dans le cadre du « plan de relance pour l'agriculture » en juin 2020

(Motions déposées en séance publique n° 32 du 27 janvier 2021 - à consulter au compte rendu n° 13/2020-2021 en pages 446-448)

Exposé

Mme Octavie Modert *(CSV), auteure.*- Déi Motioune loosse sech - et sinn der vill - an zwee Bléck opdeelen. Fir d'éischt wollt ech awer emol soen, datt et wichteg ass, fir séier an zäitno de Motiounen eng Suite ze ginn, well d'Agrargesetz jo elo a Kraaft trëtt. An da wollt ech Merci soen der Kommissioun an hirer Presidentin, dem Tess Burton, an dem Minister Schneider, datt se averstane waren, datt déi Kommissioun séier zesummekomm ass a ganz zäitno d'Motiounen analyséiert huet, soudatt mer hei séier nees kënnen drop agoen an der Chamber an driwwer ofstëmmen.

Mee wat huet et natierlech fir e Wäert, wa se séier behandelt ginn, wa se ofgeleent ginn? Dat wär natierlech ganz schued, dat muss ech soen. An ech hunn dat Gefill, datt dat fir déi meescht awer de Fall wäert sinn.

Ech wëll awer och Merci soen, well mer nach zwou Motiounen no Ännerunge kënnen ugeholl kréien, esou wéi ech dat verstanen hunn, wann et do dobäi bleift. An ech mengen, dobäi bleift et.

Ech géif awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och en Appell un d'Regierungsmajoritéit maachen, fir all Motioune matzedroen an net just déi zwou, déi mer elo op Basis vun eisen Diskussiounen an der Kommissioun nach geännert haten. Dat wär, mengen ech, fir de Secteur ganz wichteg.

Firwat wär dat nämlech wichteg? Well et méi kleng, awer praktesch a wichteg Moossname sinn, déi an de Motioune vun der CSV drastinn, déi der Landwirtschaft an dem Wäibau direkt hëllefen. Well fir eis Familljebetriber ze ënnerstëtzen, déi mir jo alleguerten erhale wëllen als Modell vu Landwirtschaft hei am Land, sinn dës mineur Ännerungen awer eng ganz grouss Hëllef. An duerfir wär et wichteg, datt se kéinten heimadder nach besser ënnert d'Äerm gegraff kréien. Well mir mussen eis do näischt virmaachen: Mir wëssen, datt an aneren, och westeuropäesche Länner Lännereien opkaaft gi vu groussen auslännesche Betriber, vu Multinationallen; dat ass keng Illusioun. An et ass jo net dat, wat mir géife wëllen hunn.

Op där anerer Säit, mat Covid an duerch Geneemegungsstau an Oploe wäerten a leider vläicht noer Zukunft vill Baueren, Wënzer a Gäertner am Land ophalen. An dat ass ze bedaueren!

Duerfir, Här Minister, gitt Ärem Häerz e Stouss a maacht d'Agrargesetz méi praktesch a realitéitsugepasst, well en Deel vu menge Motioune gi jo d'Reglement un, dat Dir nodréiglech an zousätzlech ännere kënnt. Sou kënnen dann déi jo awer méi punktuell Ännerunge vum Agrargesetz, wat, wéi jo och gesot ginn ass, en Iwwergangsgesetz ass, vill méi eng grouss Wierkung kréien an och dem Secteur vill besser hëllefen.

Zu de Motiounen: Et si wéi gesot zwee Bléck. Deen éischte Block geet d'Agrargesetz an d'Ausféierungsreglement un. D'Motioun Nummer 3 betrëfft d'Eenheetspräisser. Do ass et eisen Appell, fir déi reegelméisseg unzepassen, dat heescht, méi dacks unzepassen, méi wäit och unzepasse wéi dat, wat de Minister elo effektiv wäert maachen op e puer Punkten.

Firwat? Well d'Kombinatioun vun engem Plaffong, dee besteet, an déiwen Eenheetswäerter, déi am Reglement drastinn, well déi Kombinatioun eigentlech dorobber erausleeft, datt d'Bäihëllefe bäi Wäitem net esou héich si wéi dat, wat am Gesetz steet. Et kënnt also ënnert dem Strëch eppes komplett aneres eraus.

Et sinn och Ënnerscheeder an deem Reglement dran, déi sech schwéier erkläre loossen. Ech hat se d'lescht opgezielt, ech maachen dat net nach eng Kéier. An et muss een och wëssen, datt déi Eenheetspräisser elo vun 2014/2015 scho sinn an datt se ausserdeem un déi däitsch Baupräisser ugeleent sinn. An déi si souwisou méi déif wéi hei. Duerfir wär et un der Zäit, fir do Ännerungen ze maachen a méi Ännerungen ze maache wéi dat, wat elo virgesinn ass.

Zu der Motioun Nummer 5, déi d'Maschinnelëscht ugeet, déi ze begrenzt ass, wa se och elo ugepasst gëtt op verschiddene Punkten. Mee well se scho per Reglement ass, ass den Appell, fir méi a méi dacks d'Maschinnelëscht unzepassen, fir neien Entwécklunge séier an zäitno Rechnung droen ze kënnen. Déi Upassungen, déi elo kommen, kommen zum gudden Deel ze spéit an nom Zuch. Duerfir ass et wichteg, datt dat méi dacks iwwerkuckt gëtt.

Zu der Motioun Nummer 6, der Selektiounsprozedur fir Maschinnen a fir méi kleng Infrastrukturen hu mer virgeschloen, datt déi méi dacks wéi all dräi Méint kann entscheet ginn, well d'Entscheedung, ob et eng Bäihëllef gëtt oder net, fir eng Maschinn ze kafen, déi fält awer nëmmen all dräi Méint. An dann hëlleft dat an der Praxis och näischt, wann een d'Maschinn dann trotzdeem gläich kafe kann an herno gesot kritt: „Nee, du kriss keng Bäihëllef."

Dat zum éischte Block vun den Ausféierungsbestëmmunge vum Agrargesetz. Et si kleng Ännerungen, déi mer virschloen, mee si hunn eng grouss Inzidenz. An duerfir: Stëmmt se mat!

Zum zweete Block iwwert de Corona - well mir kommen net derlaanscht, och de Secteur vun der Landwirtschaft an Zäite vu Corona mat Coronainzidenzen ze analyséieren -, do sinn ech ganz frou, an dat soen ech am Numm vun der CSV, datt d'Motioun 7 an d'Motioun 10 wäerten ugeholl ginn no Ännerungen, déi mer och an der Kommissioun diskutéiert haten.

D'Chamber freet elo an deene Motiounen, datt fir d'éischt eng global Analys vum Impakt vum Corona op d'Landwirtschaft, de Wäibau a Gaardebau, d'Horticulture gemaach sollt ginn, an am beschte soll dat och huerteg gemaach ginn an et soll een net ze laang derfir waarden, an dann op Basis vun där Analys ze entscheeden, fir Bäihëllefe wéi fir de Mëttelstand an den Tourismus fir de gesamte landwirtschaftleche Secteur ze ginn a fir strukturell Promotiounsmoossname fir d'Musel ze maachen.

Ech soe Merci fir dat Matdroen a Merci fir dat Entgéintkomme vum Här Minister.

Dann, kritt Dir déi geännert Motiounen eriwwer, Här President?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi si schonn amgaangen, verdeelt ze ginn, jo.

Motion 7 modifiée

La Chambre des Députés,

- constatant que l'impact économique négatif de la crise qui suit la pandémie actuelle n'épargne pas le secteur primaire ;

- constatant que les ventes de produits des secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture s'en ressentent, par suite des mesures deconfinement ;

- constatant que les prix du marché sont en partie en chute libre, et ce d'autant plus pour la viande porcine ;

- rappelant que les secteurs en cause doivent faire face à des coûts fixes importants et irrécupérables ;

- estimant par conséquent que les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture rencontrent eux aussi des difficultés financières qui sont en lien direct avec la pandémie de Covid-19 ;

- et ce non-obstant, voire malgré le fait qu'ils ne sont pas confrontés à la fermeture du secteur, qui ne serait d'ailleurs pas possible ;

- constatant que les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture sont jusqu'à présent en partie exclus de toutes les aides octroyées en faveur des entreprises et des indépendants par le département des Classes moyennes,

invite le Gouvernement

- à effectuer une analyse globale de l'impact de la crise induite par la pandémie du Covid sur le secteur primaire luxembourgeois de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture et, le cas échéant en guise de conclusion, d'instaurer des aides à l'adresse du secteur primaire à l'instar des aides octroyées par le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.

(s.) Octavie Modert, Félix Eischen, Emile Eicher, Martine Hansen, Marc Spautz.

Motion 10 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le secteur viticole subit les avatars de la fermeture du secteur Horeca et de l'événementiel ainsi que de l'annulation de nombreuses manifestations en raison de la crise sanitaire due au virus CoV-Sars-2 ;

- rappelant qu'au-delà, tous les grands événements collectifs de dégustation et de vente de vins et crémants luxembourgeois ont dû être annulés en 2020 en raison des restrictions imposées pour enrayer la pandémie ;

- constatant que l'Expovin 2021 est, elle aussi, d'ores et déjà annulée pour ces mêmes raisons ; que d'autres manifestations de dégustation en 2021 sont dès à présent annulées voire suivront ce cheminement décisionnel ;

- considérant par ailleurs l'incertitude quant à la date de réouverture des salles de dégustation en 2021 ;

- sachant qu'à cela s'ajoute que la consommation de vins blancs étrangers a dépassé depuis quelques années la consommation de vins blancs luxembourgeois ;

- estimant que cette situation pourrait s'aggraver si le secteur luxembourgeois de la viticulture sort trop affaibli de la pandémie ;

- constatant par ailleurs qu'un nombre important d'emplois dépendent directement ou indirectement de la viticulture,

au vu de l'ensemble de ces considérations :

invite le Gouvernement

- à effectuer une analyse globale de l'impact de la crise induite par le virus Covid sur le secteur de la viticulture luxembourgeoise et, le cas échéant, de renforcer les moyens de promotion des vins et crémants luxembourgeois qui furent alloués dans le cadre du « plan de relance pour l'agriculture » en juin 2020 en vue d'actions structurelles.

(s.) Octavie Modert, Félix Eischen, Emile Eicher, Léon Gloden, Martine Hansen.

Mme Octavie Modert *(CSV), auteure.*- Déi sinn do, okay.

Dann e lescht Wuert zu der Motioun 8.

Et ass gläich esou wäit!

Firwat gëtt déi 500-Euro-Kompenséierung fir d'Mindestlounerhéijung net och fir de landwirtschaftleche Secteur agefouert? Well och hei si vill Aboussen, zum Deel dramatescher. Mir gesinn dat am Schwéngssecteur. Den Här Minister huet dat och gesot an deene leschte puer Deeg: vill Aboussen duerch Corona.

Et ass och vill manner Lëtzebuerger Wäin verkaaft ginn am leschte Joer. De Secteur, de gesamte Secteur, ass staark getraff duerch Corona. An duerfir wär et logesch, fir dës Bäihëllef och op dee Secteur auszedeenen am Numm vum Gläichheetsprinzip.

An zu der Motioun 9: De Gläichheetsprinzip ass och duerfir wichteg, well esou wéi d'Horescabetriber ausgangs November hu missen zoumaachen, esou gëllt dat och fir d'Schmaachstuffen op der Musel. An duerfir wär et, fir de Parallelismus anzehalen, gutt, och hei déi pauschal Bäihëllef nees nei opzeleeën, déi am Fréijoer iwwert de Plan de relance an der Landwirtschaft gemaach gi war. Dat ass och kee ganz héije Käschtepunkt. Bei alle Coronahëllefen ass dat net immens grouss, wat de finanziellen Impakt do ugeet. Dat weess den Här Minister och. Se sinn elo zou, d'Wäistuffen. Duerfir sollen dës Moossnamen och direkt kommen an net eréischt no enger spéiderer Analys vum Gesamtsecteur.

Dat, léif Kolleegen a Kolleeginnen, wollt ech zu de Motiounen nach eng Kéier soen. Et gëtt vill sachlech Argumenter fir dës praktesch Virschléi. Ech maachen en Appell un Iech all, fir deem wichtegen, awer gebeidelte Secteur bäizestoen. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. Merci och, datt Der déi Motiounen en bloc presentéiert hutt.

An ech géif dann d'Wuert un déi honorabel Madamm Tess Burton ginn.

Discussion générale

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt am Viraus soen, dass mir eeben déi aacht Motioune vun der CSV an d'Kommissioun verwisen haten, well d'Madamm Modert, déi d'Motiounen deposéiert huet, war jo déi lescht Riednerin, wéi mer d'Verlängerung vum Agrargesetz hei gestëmmt haten, an et war e bësse sportlech, déi aacht Motiounen, déi 15

Säiten haten, do an e puer Minutten ze liesen an dozou Stellung ze huelen. Dofir hu mer se an d'Kommissioun verwisen a mir hate se, wéi d'Madamm Modert jo och gesot huet, direkt d'Woch duerno och um Ordre du jour, wéi mer nach eng Kéier eng Diskussioun doriwwer haten a wéi och de Minister bei eis an der Kommissioun war an eis zu all Motioun seng Positioun erkläert huet.

D'Majoritéitsparteien hu sech der Positioun vum Minister ralliéiert a wäerten deemno eebe sechs Motiounen net matstëmmen an zwou, wou mer den Text nach eng Kéier e bësse geännert hunn, wäerte mer matstëmmen.

Ech wëll gären elo der Rei no op d'Motiounen, esou wéi mer och herno wäerten driwwer ofstëmmen, kuerz nach eng Kéier agoen.

Zur Motioun 3: Wéi d'Madamm Modert grad erkläert huet, freet d'CSV hei, fir d'Eenheetspräisser unzepassen an och eng Reevaluatioun dovun ze maachen. Dozou muss ee soen, dass net méi spéit wéi gëschter en neit Reglement a Kraaft getrueden ass, wat ënner anerem dës Eenheetspräisser upasst. Mir verstinn och, dass een dës Montante fir eng länger Period soll festleeën an net an ze vill kuerzen Ofstänn upasst an indexéiert, well sech jo soss d'Fro stellt, ob den accordéierte Montant allkéiers muss nei gerechent ginn, wa bis zur Verwierklechung vum Projet eng Adaptatioun kéim. Dofir géife mer dës Motioun eeben net matstëmmen.

Zur Motioun 4, do huet d'CSV gefrot, fir d'Aiden, déi mam Agrargesetz fir d'Landwirtschaft gestëmmt gi sinn, steierfräi ze maachen. Heizou huet de Minister eis eng méi technesch Erklärung ginn. De Betrag vun der Investitiounsbäihëllef ass net eng Recette, déi bei d'Recetten, déi zum Beispill aus dem Verkaf vu Véi entstinn, bäigerechent gëtt. Et gëtt also keng Direktbesteierung vun den Investitiounsbäihëllefen.

Et ass esou, dass de Bauer den Amortissement beispillsweis vun engem nei gebaute Stall ka vum versteierbare Benefiss ofzéien. Dat gëllt awer nëmme fir dee Montant, deen hie selwer an de Bau gestach huet, an net fir deen Deel, deen iwwert d'Investitiounsbäihëllef finanzéiert ginn ass. Dat bedeit, dass den Amortissement méi niddreg ass an de Benefiss, deen imposéiert gëtt, méi héich ass.

Wann een also d'Investitiounsbäihëllefe steierfräi géif maachen, dat géif da bedeiten, dass een am Steiergesetz d'Reegele vum Amortissement misst änneren. Dat géif sech allerdéngs net nëmmen op d'Landwirtschaft, mee och op aner Secteure bezéien. An esou eng prinzipiell Ännerung gehéiert net an d'Agrargesetz a mir wäerten déi Motioun dofir och net matstëmmen.

Bei der Motioun Nummer 5, do geet et och ëm d'Reglement, dat um Agrargesetz mat drunhänkt an, wéi gesot, gëscht publizéiert ginn ass. Do gëtt déi Lëscht vun de Biens éligibles erweidert. Et ass och virgesinn, dass déi Lëscht an Zukunft ëmmer erëm adaptéiert gëtt. Dowéinst ass déi Motioun hei superfetatoire a mir géife se net matstëmmen.

Dann zur Motioun 6: D'Selektioun vun den Dossiere gëtt an engem Rhythmus vun 3 Méint gemaach. Mir sinn der Meenung, dass dat am Prinzip e räsonabelen Delai ass. Et ass och net esou, wéi wann de Bauer misst op d'Decisioun vum Ministère waarden, fir eng Maschinn, déi en dréngend brauch, ze kafen. Just d'Demande muss virdrun agereecht gi sinn. Dofir wäerte mer och dës Motioun net matstëmmen.

Dann d'Motioun Nummer 7: Hei freet d'CSV, dass de Minister de Betriber aus der Landwirtschaft nach weider Aidë soll zoukomme loossen, déi wéinst der Pandemie staark gelidden hunn. Hei wëll ech drun erënneren, dass de Minister net méi spéit wéi de leschte Freiden nei Aidë fir d'Schwéngsbaueren annoncéiert huet, dat awer net nëmme wéinst dem Afloss vun der Pandemie, mee virun allem wéinst der Schwéngspescht, déi dozou gefouert huet, dass manner Schwéngefleesch consomméiert gëtt an dës Baueren dofir mat engem héije Präisverfall ze kämpfen hunn.

D'Schwéngsbauere kënnen esou eng Hëllef vu bis zu 24.000 Euro pro Trimester kréien, déi se net zréckbezuele mussen. Dat ass engersäits e Forfait vu 4.000 Euro an anerersäits e Montant, deen op Basis vun de reelle finanzielle Belaaschtunge gerechent gëtt, änlech wéi dat och bei den Hëllefe fir mëttelstänneg Betriber ass.

Weider Mesuren, déi d'Cotisatioune bei der Sécurité sociale a bei de Steiere betreffen, sollen och dozou bäidroen, dass d'landwirtschaftlech Betriber dës Zäit besser iwwerstinn. An de Minister huet jo ugekënnegt, dass en am Fréijoer eng genau Analys vun der Situatioun wäert maachen an dass déi Betriber, déi am stäerkste betraff sinn, am Fall, wou et néideg ass, nach weider Ënnerstëtzunge wäerte kréien.

Mir hunn hei den Text vun der Motioun ugepasst, dass mir eeben op déi Analys waarden an dass, wann et néideg ass, nach Ënnerstëtzunge kënne kommen. An duerfir wäerte mer dës Motioun hei matdroen.

Dann: Bei der Motioun Nummer 8 freet d'CSV, dass de Landwirtschaftssecteur och vun der Aide de compensation am Zesummenhang mam Mindestloun profitéiere kéint. Mir hunn am Dezember jo heibannen eng Aide gestëmmt, déi de Secteure vun der Restauratioun, dem Tourismus, dem Evenementiel an dem Commerce de détail et erméiglecht, eng Aide de compensation fir d'Erhéijung vum Mindestloun unzefroen.

Hei ass et wichteg, eeben den Ënnerscheed ze maachen, dass dat déi Secteure waren, déi am meeschte vun der Pandemie betraff waren. Am Gesetz steet nämlech: « […] rencontre des difficultés financières temporaires qui ont un lieu de causalité directe avec la pandémie ». Hei ass de Landwirtschaftssecteur net berücksichtegt ginn, well dëse Secteur net zu deenen am schlëmmste vun der Pandemie betraffene Secteure gehéiert. Deemno si mer och net der Meenung, dass een hei d'Betriber aus der Landwirtschaft misst eligibel maachen, fir dës Aide de compensation unzefroen. An duerfir wäerte mer dës Motioun hei net matstëmmen.

Dann: Bei der Motioun Nummer 9 fuerdert d'CSV de Minister op, nach eng weider Aide fir d'Wäistuffen anzeféieren. Hei huet de Minister eis an der Kommissioun gesot, dass hie virhuet, déi Analys am Fréijoer ze maache respektiv dann de Bilan ze zéien, wéi d'Situatioun net nëmme bei de Wënzer, mee och bei allen Acteuren aus der Landwirtschaft ass, an dann duerno eeben ze kucken, ob weider Aiden néideg sinn.

Mir haten hei an der Kommissiounssëtzung eng Diskussioun, dass mir deen Text och kéinten änneren, wa mer déi Analys géife virgesinn, mee mir hunn awer den Text hei net geännert, well, bon, d'CSV eeben och d'Consideranten do esou stoe gelooss huet, wéi et virgesi war, an déi hei Motioun huet sech eebe just op d'Viticulture bezunn an net op dee ganze Secteur. An duerfir wëlle mer déi och net matstëmmen.

Sou, an déi lescht Motioun: Hei hat de Minister eis an der Kommissioun informéiert, dass déi Gelder fir d'Promotioun vum Lëtzebuerger Wäin, déi vum Minister zousätzlech zur Verfügung gestallt gi sinn, trotz ville Publicitéitscampagnen nach net komplett opgebraucht sinn. En hat eis do Chiffere genannt, dass de Fonds de solidarité viticole 350.000 Euro zousätzlech zu deene 775.000 Euro, déi en alljoers vum Landwirtschaftsministère kritt, fir Publicitéit fir de Lëtzebuerger Wäin ze maachen, zur Verfügung gestallt kritt huet. Et wären hei eréischt 650.000 Euro fir d'Joer 2020 ugefrot respektiv investéiert ginn, soudass een hei och no enger Analys am Fréijoer muss kucken, ob nach weider Gelder néideg sinn.

Wéi d'Madamm Modert grad gesot huet, hu mer hei den Text geännert an eeben déi Analys, déi am Fréijoer vum Minister gemaach gëtt, mat berücksichtegt, éier de Minister eeben nach weider Gelder fir d'Promotioun vum lëtzebuergesche Wäin bereetstellt. An dofir wäerte mer och dës Motioun hei matstëmmen.

Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Burton. Wëllt nach een d'Wuert zu dëse Motiounen ergräifen?

D'Regierung, den Här Minister Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Jo, merci, Här President. Ech wëll net vill bäifügen. Ech soe virun allem nach eng Kéier Merci fir d'Areeche vun dëse Motiounen, déi mer och ganz flott an der Chamber diskutéiert hunn an déi, mengen ech, och dora münden, datt mer eng Analys vum ganze Secteur maachen, fir effektiv am Fréijoer ze kucken, wéi d'Marchéë sech equilibréiert hunn, respektiv och, wéi de Covid op d'Landwirtschaft spillt, an da gegeebenenfalls och do nach eng Kéier en zousätzleche Paquet de relance maachen ze kënnen.

Ech soen der Madamm Burton och villmools Merci fir d'Presentatioun an och fir déi eenzel Meenungen zu de Motiounen. Ech hu just eng kleng Berichtegung ze maachen: Am Schwéngssecteur hunn ech effektiv eng Aide forfaitaire vu 4.000 Euro zougestanen. Also all Betrib, deen d'Konditiounen erfëllt, eng Demande erareecht, kritt 4.000 Euro direkt als Aide forfaitaire a kann da bis zu 20.000 Euro maximum kréien an net 24.000. Ech wollt dat eng Kéier preziséieren, fir datt mer do net op eemol zwou Zuelen do dréien hunn.

Op jidde Fall, fir de Rescht merci fir d'Erklärungen a merci och fir den Debat, dee mer ronderëm d'Landwirtschaft haten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider villmools Merci.

An da freet nach den Här Jeff Engelen d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Et ass net, fir d'Wuert après ministre ze froen, ech wollt am Fong geholl just kuerz als ADR Stellung zu dëse Motiounen huelen. Mir kënnen dës néng Motiounen, déi hei elo presentéiert goufen, matdroen, well se droen am Fong der haiteger Lag vun der Landwirtschaft Rechnung. Ech mengen, et geet alles erop, d'Präisser ginn dobaussen erop, och nei Technike gi gefrot, nei Investitioune musse gemaach ginn, fir der Gesetzgeebung gerecht ze ginn. An duerfir géife mir dës, néng Motiounen, mengen ech sinn et, matstëmmen. Ech wollt dat just soen. Dir hat mech d'éinescht verpasst, Här President, entschëllegt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen.

An da kënne mer zum Vott kommen. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Max Hahn), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zur Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Octavie Modert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Max Hahn), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5.

Vote sur la motion 5

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir de perséinleche Vott.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Octavie Modert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martien Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Max Hahn), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur textuell ugepasster Motioun Nummer 7. Kënne mer do à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 7 modifiée

Wie mat der Motioun, wou den Text ugepasst ginn ass, d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass d'Motioun Nummer 7 eestëmmeg ugeholl.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 8.

Vote sur la motion 8

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 8 est rejetée par 33 voix contre et 27 voix pour.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Octavie Modert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul

Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et *Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Max Hahn), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zur Motioun Nummer 9.

Vote sur la motion 9

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmmen an 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Octavie Modert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Max Hahn), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 10, esou, wéi se ugepasst ginn ass. Kënne mer och iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 10 modifiée

Wie mat dëser ofgeännerter Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun ugeholl.

15. Ordre du jour (suite)

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv Ofstëmmung vun där Motioun, déi vum Här Fernand Kartheiser deposéiert ginn ass. Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech soen lech Merci. Ech mengen awer, et wär vläicht gutt, wa mer dat hei géifen diskutéieren, wann d'Madamm Minister Tanson och kéint hei sinn. Dofir géif ech proposéieren, datt mer et en aneren Dag maachen. Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, Dir hutt de Mëtten déi Motioun deposéiert an et ass um President, déi an d'Chamber ze bréngen, wann hie wëllt.

16. Motion de M. Fernand Kartheiser relative au dépôt à la Chambre des Députés d'un projet de loi permettant aux parents de figurer en tant que « mère » et « père » sur tous les documents officiels

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en pages 505-506 de ce compte rendu)

Wie wëllt zu dëser Motioun, déi deposéiert ginn ass, d'Wuert ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain. D'Madamm Empain huet d'Wuert a soss keen!

Discussion générale

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ech hu just op Är Erlabnis gewaart, Här President, villmools merci. Jo, mir haten de Weekend jo elo gréisser Diskussiounen an den Här Kartheiser huet och elo gläich enchaînéiert no deenen Diskussiounen, déi mer haten, an en huet och elo mat dem Depot vun dëser Motioun, mengen ech, nach eng kleng Schëpp wëllen dropleeën.

Wat de Projet de loi 7674 ubelaangt, ëm deen et gaangen ass: Ech wëll elo net erëm op de ganzen Detail vun där Diskussioun zréckkommen, dat wär vläicht elo e bësselche mühsam, mee ech wëll wierklech nach eng Kéier drop hiweisen, dass an dësem Text kee Papp ofgeschaaft gëtt!

Hei gouf e juristeschen, generellen Terme benotzt, dee weeder de Papp nach d'Mamm ofschaaft. Elo gëtt natierlech hei poulriicht weidergemaach an hei gëtt och mat dëser Motioun en Amalgamm gemaach vu Saachen, déi näischt mateneen ze dinn hunn. De Projet de loi 7674 iwwert den Accès aux origines huet näischt, awer absolutt näischt, mat iergendwelleche Formulairen ze dinn, wou de Papp oder d'Mamm géife separat dra figuréieren.

Wann ech mer d'Motioun duerchliesen an d'Considerantë kucken an herno d'Opfuerderung, da gesinn ech och net direkt, wéi d'Consideranten elo mat der Opfuerderung a Relatioun ze setze sinn. Ech mengen, Dir hutt nach ëmmer net verstanen - oder Dir wëllt et net verstoen -, dass hei keen diskriminéiert gëtt! Am Projet de loi 7674 geet et net ëm d'Rechter vu Papp oder Mamm, et geet ëm d'Rechter vum Kand.

(Brouhaha)

Mat dëser Motioun fuerdert Der elo, dass mir all dat réckgängeg maachen, wat mer zënter 2014 mam Gesetz iwwert de Mariage pour tous erreecht hunn.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Mat deem Gesetz gouf nämlech den Term „mère" oder „père" an alle Gesetzestexter duerch den Term „parent" ersat, dëst, fir all Familljekonstellatioun gerecht ze ginn.

Dir hat also zënter 2014 Zäit, selwer eng Proposition de loi eranzeginn, amplaz elo d'Regierung opzefuerderen, hir ganz Aarbecht nei ze maachen. An ech wéilt awer och nach soen, dass de Conseil d'État 2014 och selwer derfir plädéiert huet, den Term „parent" ze benotzen.

Elo droen all eis offiziell Dokumenter natierlech deem Gesetz vun 2014 Rechnung a benotzen och den Term „parent". Nach eng Kéier, dat ass net, fir iergend een ze diskriminéieren, mee well ee mat „parent" jiddereen uschwätzt.

Elo fuerdert Är Motioun, dass een erëm an allen offiziellen Dokumenter mat „mère" oder „père" figuréiere soll. An elo froen ech mech dann: firwat? Wann an Dokumenter den Term „parent" steet, gëtt keen disktiminéiert. Wa mir erëm op „père" a „mère" géife setzen, da géife mir ganz wuel diskriminéieren, nämlech all déi, déi net an dat klassescht Mamm-Papp-Scheema passen. Är Motioun viséiert also net just, „Mamm" a „Papp" erëm an iergendwellech Formulairen eranzekréien, si viséiert, dass homosexuell Koppele sech net méi doranner erëmfannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- An ech mengen, Här Kartheiser - nee, ech si mer sécher! -, dass eis Gesellschaft sech weiderentwéckelt an net zréck-. An dofir leene mir dës Motioun natierlech och ouni Iwwerraschung of.

An zum Schluss wéilt ech nach eppes soen, well dat ass mer elo de Weekend awer wierklech oft entgéintgeflunn: Dir gitt dovun aus, dass Der hei eng grouss Majoritéit vun der Bevëlkerung hannert lech hutt, an ech mengen - ech si mer net ganz sécher, mee ech mengen, dat gesi mer da geschwënn -, dass de Vott zu dëser Motioun net 31 zu 29 wäert ausgoen. An ech mengen, Dir wësst och, wat dat bedeit.

An deem Sënn soen ech lech am Fong geholl Merci, dass Der dës Motioun deposéiert hutt, well d'Resultat vum Vott wäert lech warscheinlech weisen, dass mer hei net an enger grénger Logik aus der Feminismusbeweegung ënnerwee sinn, mee an enger Logik, déi de Realitéiten an eiser Gesellschaft vun dësem Joer Rechnung dréit. Voilà!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir respektéiere selbstverständlech d'Recht vun der ADR, fir eng Motioun eranzereechen. Dat ass hiert elementaart parlamentarescht Recht. Ech wëll awer och ganz kloer am Numm vun der CSV-Fraktioun soen, dass mir der Meenung sinn, dass ee bei esou enger sensibeler Problematik wéi där heiter, déi wäit iwwert dee Projet de loi erausgeet, net sollt aus der Hëft schéissen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat huet d'Madamm Hansen gëschter am Numm vun der CSV-Fraktioun och kloer an der Aktualitéit dokumentéiert. Ech wëll ganz kloer soen, dass mir als CSV de Moien de Beschloss geholl hunn, dass mer dat fraktiounsintern an och mat eise Parteigremien an der nächster Zäit wäerten diskutéieren. Well nach eng Kéier: Et geet net eleng ëm de Projet de loi, deen hei ugewisen ass, mee et geet weider ëm gesellschaftspolitesch Froen, déi extreem sensibel sinn, déi een och, mengen ech, muss mat sech selwer emol eng Kéier diskutéieren, wéi d'Problematik vun enger Leihmutterschaft, wéi PMA a vill aner Problematiken, déi dorunner leien a wou, ech mengen, och bei eis als Vollekspartei - an dat soen ech och ganz kloer, well mir sinn eng grouss Vollekspartei -, d'Meenunge queesch duerch d'Partei, queesch duerch d'Regiounen, queesch duerch d'Leit auserneeginn.

An dat ass ganz normal! Duerfir si mir eng Vollekspartei. Ech wëll och ganz kloer soen, dass mer als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei wuel Prinzippien hunn, mee déi Prinzippie sinn dem Geescht vun der Zäit ugepasst.

(Interruption)

Déi Meenungen, déi mer vertrueden hunn, déi evoluéieren och am Geescht vun der Zäit. Dat huet sech och an der Vergaangenheet bewisen. Ech wëll ganz kloer soen, dass am Joer 2004 ënnert dem Justizminister Luc Frieden d'Partenariat agefouert; gouf, ënnert dem Justizminister Luc Frieden an enger Koalitioun 1999-2004, déi mat der DP war. Zu deem Projet de loi sti mir haut nach. A mir fannen, dass deen eigentlech extreem gutt fonctionéiert an dass en de Leit och a weesentleche Froe vun hirer familiärer a soss Organisatioun an enger Koppel ganz entgéintkënnt.

Ech wëll och drun erënneren, dass de sougenannte „mariage pour tous", dat heescht d'Bestietnis vu gläichgeschlechtleche Koppelen, initiéiert gouf ënner enger CSV/LSAP-Regierung. Et war den deemolege Justizminister François Biltgen, deen dee Projet de loi deposéiert huet, e Projet de loi, deen an engem groussen a konstruktive Geescht …, an der deemoleger Commission juridique, d'ailleurs ënnert dem Rapporteur Paul-Henri Meyers, deen extreem vill perséinlech Initiativ drageluecht huet, wou deen eigentlech konnt esou fäerdeg geluecht ginn, dass en ënnert der viregter Koalitioun Bettel 1 konnt gestëmmt ginn - iwwregens mat der Zoustëmmung vun der CSV.

Ausgeeënd dovunner wëll ech awer ganz kloer soen, dass de Code civil ganz verschidden Notiounen an deem Beräich hei beinhalt. Ech hunn en do vir just leien, ech hat en zoufälleg a menger Mapp. Déi Wierder „père" a „mère", déi stinn nach am Code civil. Et ass bäikomm: déi Leit, déi Fonctiounen als Schäffen oder als Buergermeeschter exercéieren. Dir wësst, dass mer zënter 2014 … Et seet een zwar nach ëmmer „Mann" a „Fra", mee den offiziellen Text ass „béid bestuete Persounen", well een einfach en neutralen Term benotzt. Da kënnt och déi Notioun vu „conjoint" dran, déi Notioun vu „parent" kënnt dran. Dat heescht, de Code civil, och historesch bedéngt, huet eng ganz Rei vu Bezeechnungen, déi vu „père et mère", déi vu „conjoint" an déi vu „parent" ginn, an ech ginn iwwer anerer ewech.

Aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech och, onofhängeg vun eiser Positioun, déi mir wäerten an dem Gesetzesprojet 7674 anhuelen, awer ganz kloer: Mir wäerten déi Ausaarbechtung vun deem Gesetzesprojet souwuel an der Commission juridique wéi och an dem Plenum konstruktiv begleeden. Dat heescht, dass mer en offenen Échange de vues hunn. A wa mer aner Terme fannen, jo, da fanne mer aner Termen!

De President vun der Justizkommissioun, de Charles Margue, weess ganz genee, wéi säi Papp, deen a Gedanke bei eis ass, …

(Hilarité)

… dass déi meescht Texter, esou wéi se an d'Commission juridique eraginn, bal ëmmer ofgeännert erausginn an dem Plenum virgeluecht ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Sënn muss ech soen, dass mer net kënne vertrieden, wat hei an deem Dispositif vun der Motioun gefuerdert ass, nämlech dass een an dem Code civil, an dem État civil an an allen offiziellen Dokumenter nach just déi Terminologie „père et mère" erëmhëlt, well déi ganz einfach an eiser Gesellschaft, esou wéi se haut ass a wéi se, mengen ech, och richteg ass, an net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee a villen anere Länner vun der Europäescher Unioun, net méi der Realitéit entsprécht. Et ass och d'Aufgab vum Gesetzgeeber, fir der Realitéit, besonnesch an esou sensibelen Domäner wéi deem heiten, entgéintzekommen. Duerfir wäerte mir dës Motioun net matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Dann ass et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Politics by Facebook" fonctionéiert halt net ëmmer, well schlussendlech mussen esou Motiounen da glécklecherweis awer nach am Plenum diskutéiert ginn.

Ech kann lech eppes soen: Wie mengt, datt säi Rôle als Papp duerch en Term an engem Gesetz, dat eppes mat der Adoptioun ze dinn huet, erofgewierdegt géif ginn - esou wéi et hei steet, e géif erofgewierdegt ginn, de Rôle vum Papp -, deen huet eng immens, awer wierklech immens limitativ Astellung zum Term „Papp". Well wann et just nach ass, well op iergendengem Ziedel „Papp" drop steet, datt ee Papp ass, dann doe mer déi Kanner leed.

Ech kann lech soen: Ech hunn e biologesche Papp, deen ech immens gär hunn. Ech gi super mat mengem biologesche Papp eens. An dann hunn ech e Stéifpapp. An dee Stéifpapp ass och e Papp vu mir, well en a bedeitende Phase vu mengem Liewe fir mech do war, well en a bedeitende Phasen och e familiäre Réckhalt gebueden huet.

Ze mengen, datt een do einfach nëmme seet …, well op engem Ziedel steet „Papp" an een domadder dann de biologesche Papp mengt, wär de Papp valoriséiert, ma ech kann lech Beispiller nenne vu Kolleeginnen a Kolleegen, ma do huet dee Papp, deen hei gemengt wär mat deem Text, näischt mat dem Liewe vun deene Kanner ze doe gehat! Dat war kee Papp! Dat war dat, wat een ëmgangssproochlech nennt en „Erzeuger", well fir méi war en net gutt!

(Interruption)

Och där Leit gëtt et, déi näischt anescht gemaach hu wéi eebe beim Akt vun der Prokreatioun derbäi ze sinn! A genau dat sollt een och soen: Papp sinn ass vill méi wéi nëmmen e Kand ze zeugen. Papp sinn ass, e Kand grousszezéien. Papp sinn ass, eng Relatioun mat deem Kand ze hunn.

Just nach eppes zur Form vun där heiter Saach - zum Fong hunn ech, mengen ech, geschwat -: Datt en Deputéierten, kuerz nodeem d'Chamber gestäerkt gouf, heihinnerkënnt an d'Regierung opfuerdert, e Projet de loi virzeleeën, wou e jo awer Zäit hat, fir eng Proposition de loi ze schreiwen oder fir bei deem heite ganz konkreete Projet en Amendement ze schreiwen, wat der ADR fräisteet, ma da soll en als Éischt d'Outilen och benotzen, déi de Parlamentarismus eis gëtt!

Mir hu gewësse Moyenen hei als Chamber. Mir maachen eis selwer lächerlech, wa mer déi net notzen. Dat heescht, hei an der Form sollt een et maachen, andeem een eng Proposition de loi schreift oder en Amendement, mee et soll een net d'Regierung opfuerderen, seng eegen Aarbecht fir ee selwer ze maachen. Dat ass e bësse simplistesch geduecht, genausou simplistesch wéi ze mengen, „Papp" hätt just eppes mat der Prokreatioun ze dinn. Dofir - pardon, ech hat et nach net gesot - wäerte mir déi Motioun net matstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da kritt den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wéilt och do ufänken, wou de Sven Clement opgehalen huet, nämlech mat der Form. Hei gëtt e Gesetzesprojet vun der Regierung, deen d'Regierung virun dräi, véier Méint deposéiert huet, als Ulass geholl, fir eng Debatt ze féieren iwwer eigentlech eppes ganz anescht, eng Debatt, déi mer schonn 2014 heibanne gefeiert hunn a wou zënter 2014 d'Positiounen, mengen ech, kloer sinn oder ee selwer Eegeninitiativen hätt kënnen huelen.

Normalerweis ass et esou: An enger Debatt, wann e Projet de loi deposéiert ass, diskutéiert een driwwer an der Kommissioun. Et waart een d'Avisen of aus der Zivillgesellschaft, vun deenen eenzelne Chambre-professionnellen, vum Staatsrot, an d'Diskussioun geet an der Kommissioun weider. Dat ass den ordinären, nenne mer en de „konservativen", Wee, wéi mat Gesetzer ëmgaange gëtt.

(Interruption)

Deen anarcheschen ass deen, datt e Gesetz deposéiert gëtt an da liest een ee Saz aus deem Text eraus, ee Begréff hëlt een eraus …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dräi Wierder, dräi Wierder!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- … an et fuerdert een opgrond vun deem Begréff eppes ganz aneres, eppes, wat een iwwer en anere Wee och hätt kënnen erreechen.

Zum Fong: Et geet an dësem Gesetz ëm eppes ganz Sensibeles, wou mer warscheinlech nach vill Diskussiounen an der Gesellschaft an och an der Chamberskommissioun wäerten hunn, nämlech ëm Rechter vu Kanner. Dorëms geet et an deem Gesetz!

Mir wëssen, datt eis Nopere Solutioune fonnt hunn, a se si sech net eens ginn. Et ass eng ganz, ganz

sensibel Fro! A jiddwereen, dee fir deen een oder anere Modell seng Sensibilitéiten huet, verdéngt Respekt. Just, déi doten Diskussioun elo virzezéien an esou ze maachen, wéi wann et op eemol net méi ëm d'Rechter vum Kand géif goen, mee ëm d'Ofschafung vun engem Elterendeel, dat ass intellektuell onéierlech!

Dee Begréff „autre parent de naissance", wéi en am Gesetzestext heescht, ass benotzt ginn, an dat huet d'Ministesch an der Kommissioun explizéiert, well Cas-de-figurë méiglech, denkbar wieren, wou dat eebe kee Mënsch vum männleche Geschlecht wier, also well den Terminus „père" eventuell kéint e Casus ginn, wou deen net richteg wier. Duerfir ass e benotzt ginn, net, fir de Papp ofzeschafen - am Géigendeel!

An der Vergaangenheet huet dës Chamber aner Gesetzer gestëmmt, fir d'Rechter net nëmme vum Papp, mee och de „lien affectif" mat de Kanner méi staark ze maachen, wéi zum Beispill de Pappecongé, deen a Wierklechkeet jo e Pappecongé ass, well et, wéi d'Praxis et gewisen huet, an der Lescht ëmmer méi Männer sinn, déi en och geholl hunn, fir dee Lien affectif mam Kand och kënnen ze hunn a wierklech hir Roll als Papp och kënnen eescht ze huelen.

Dann hunn ech de Mëtten e Video gesinn, an deem de Signataire vun dëser Motioun seet, datt ee sech da mat deem Gesetz net méi dierft „Papp" nennen. Mee Dir kënnt Iech esou vill „Papp" nennen ..., jiddweree ka sech souwisou „Papp", „Mamm" ..., dee Lien, deen en zu deem Kand, zu deem Mënsch huet ..., Dir kënnt Iech nennen, wéi Der wëllt. De Papp gëtt net ofgeschaaft! An dat soen ech. Och wann ech kee Papp sinn, soen ech dat a mengen, dat soen ze kënnen. Dee Begréff „Papp" an déi Bedeitung an der Gesellschaft ginn net ofgeschaaft a virun allem net ofgeschaaft am Kader vun engem Gesetz, bei deem et ëm Rechter vu Kanner geet!

Mir stëmme géint dës Motioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat war eng ganz interessant Serie vun Interventiounen. Mee ech mengen, datt verschidde Leit mer hei virgehäit hunn, ech géif elo un dat Gesetz goen oder ech géif d'Rechter vun de Kanner net respektéieren. Dorëms geet et net, well eng Lecture attentive vun deem Text, dee mer Iech hei presentéiert hunn, weist Iech éischtens: D'Fuerderung vun dësem Text geet eigentlech net ëm dat Gesetz. Natierlech, an dat hu mer jo och ëmmer erëm betount, si mir och der Meenung, datt d'Kanner sollen e Recht op hir Originnen hunn. Dorëm geet et also net. Et geet och net, Här Clement, ëm Stéifpappen oder aner Saachen. Ech soen, ëm wat et geet.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- „Entwierdegung", hutt Der geschriwwen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, an dat ass nämlech eng Tatsaach. Elo stellt Iech emol vir, wat hei geschitt: 2014 ass effektiv de Mariage pour tous ageféiert ginn. A wéi den Här Roth et och rappeléiert huet, ass a ganz villen Texter den Term „parent" ageféiert ginn an net méi „mère" a „père" an esou weider. Voilà! Dat ass eigentlech dat, wat geschitt ass. Dat ass also en éischte Schrëtt. Mee dat huet d'Frae wéi d'Männer och betraff.

An dësem Gesetzestext: D'Regierung proposéiert e Gesetzestext, an deem nach vu „mère de naissance" geschwat gëtt, awer den Term „père" ersat gëtt duerch „autre parent de naissance", woubäi et eng biologesch Tatsaach ass, datt allkéiers, bei all Prokreatioun, muss e Mann mat derbäi sinn, an dee Mann, dee biologesch prokreéiert, ass de biologesche Papp vun engem Kand. Dat heescht, den Déni de réalité ass an deem Gesetzestext. An de Fait, datt eng Regierung heihinnerkënnt an eppes virleet, wat verbal eigentlech dat evitéiert, wat déi biologesch Realitéit ass, dat ass e Cas gravissime!

(Interruption)

Hei - an dat hunn ech och ëmmer gesot - ersetzt Ideologie Biologie!

(Exclamations)

An dee Schrëtt gi mir net mat! Mir bleiwe gär bei der biologescher Wourecht. Wann een higeet an et hëlt een den Term „Papp" aus engem Gesetz eraus, dann ass dat absolutt gravéierend!

Mir hunn hei an dësem Text eigentlech eppes gefrot, woumat jidderee misst d'accord sinn. Mir hunn hei net gefrot, datt dee Gesetzestext soll zréckgezu ginn, well dee gëtt jo dann an der Justizkommissioun decidéiert, oder diskutéiert elo emol, mir hunn einfach eppes ganz anescht gefrot.

Ech soen Iech et nach eng Kéier ganz prezis: Mir froen dat duerch e Projet de loi, well et ass ganz komplex an et geet ganz wäit, datt et den Eltere vun engem Kand nees méiglech gemaach gëtt, an allen offiziellen Dokumenter an an alle Formulare mat „Papp" a „Mamm" ugeriet ze ginn.

Dat heescht net, datt aner Leit, déi vläicht an enger anerer Situatioun sinn, well se an enger Relatioun sinn, déi biologesch eeben onfruchtbar ass, sech da mussen anescht nennen (veuillez lire: sech dann net kënnen anescht nennen), eeben déi homosexuell oder lesbesch Koppelen. Déi kënne sech jo weider „parent 1 et parent 2" nennen. Dat schléisse mir net aus. Mee firwat musse mer duerch eng Minoritéit, déi an enger anerer Situatioun ass, de ganze Rescht vun der Gesellschaft ëmdeefen? Ass dat dann net eng ëmgekéiert Diskriminéierung? Firwat sollen net all Pappen a Mammen am Land sech kënne weider „Papp" a „Mamm" nennen ...

(Interruption)

... an déi, déi an enger anerer Situatioun sinn, …

Une voix.- Dat kënne se jo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- … eebe „parent 1 et parent 2"?

(Interruptions diverses)

Une voix.- Eieieieiei.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Et ass en Ënnerscheed, ob een d'Eltereschaft versteet als biologesch oder als sozial Roll. Si ass déi zwee! Eng Eltereschaft ass ëmmer biologesch an eng Eltereschaft kann och sozial sinn, wéi d'Beispill vun engem Stéifpapp oder Adoptivelteren dat ganz gutt beschreift.

Hei diskriminéiere mer net tëschent zwou verschiddenen Zorten Eltereschaft, awer mir soen, datt déi, déi eng biologesch Eltereschaft hunn, net solle verbal oder anescht diskriminéiert gi géintiwwer anere Leit. An déi Leit si Papp a Mamm a sollen och kënne weider „Papp" a „Mamm" an all Dokument genannt ginn. Méi verlaange mer net! Dat ass weeder diskriminatoresch nach soss eppes, et ass einfach eng Unerkennung vun enger biologescher Realitéit. Wou ass do de Problem? Dat heescht, alles, wat hei gesot ginn ass, geet eigentlech laanscht de Punkt.

Ech sinn nach iwwer eppes anescht schockéiert an dat ass dat, wat den Här Roth hei gesot huet. En huet dat wéi ëmmer brillant erkläert, mee politesch fannen ech et ganz schlëmm, datt hei de Vertrieder vun der CSV sech eigentlech als Zäitgeeschtpartei deklaréiert.

Ech weess elo net genau, mee ech hu mer dat opgeschriwwen, Dir géift mam Zäitgeescht goen. Mee nee! Et gëtt Prinzippien, déi een net dem Zäitgeescht ënnerwerft. D'Mënscherechter zum Beispill ënnerleien net dem Zäitgeescht a vill aner Saachen ënnerleien net dem Zäitgeescht.

(Interruptions)

Une voix.- Dir braucht eis wierklech keng Moralpriedegt hei ze halen!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Schreift lech dat emol an d'Buch, Här Kartheiser!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Dir hutt och näischt mam Zäitgeescht ze dinn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Et gëtt Saachen, ...

(Interruptions)

… Prinzippien - a virun allem vun enger Partei, déi nach ëmmer de Culot huet, sech „Chrëschtlech-Sozial" ze nennen -, déi ënnerleien net dem Zäitgeescht!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech mengen, et ass besser, Dir setzt Iech elo.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Datt Dir hei de Culot hutt, vu Mënscherechter ze schwätzen!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Fir eis ass et ganz kloer. An et ass nach eppes anescht, wat gesot ginn ass, dat ass, datt dee Prinzip, dee mir hei fuerderen, datt ee sech ka „Papp" a „Mamm" nennen, net méi géif der Realitéit entspriechen.

Ma wéi ass dat da méiglech, datt een higeet a seet: „Dat entsprécht net der Realitéit, datt e Kand eng biologesch Mamm an e biologesche Papp huet"? Mir sinn hei wierklech voll am Beräich vun der Ideologie. Mir als ADR ginn dee Wee net mat. Mir wëllen net diskriminéieren, awer mir stinn zu der biologescher Wourecht. A mir hätte gär, datt Mamm a Papp kënne „Mamm" a „Papp" genannt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Den Här Clement ass ugeschwat ginn, freet d'Wuert a kritt et och.

(Interruptions diverses)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech muss leider äntweren, well, ganz éierlech, ech sinn ugeschwat ginn an ech profitéieren dann awer, fir zwou Saache riichtzebéien.

Dat eent ass: Den Här Kartheiser huet eis invitéiert, säin Text ze liesen. En huet eis invitéiert, genau ze liesen, wat e fuerdert. An do steet dann dran: „D'Chamber vun den Deputéierten ass sech bewosst, datt d'Tilgung vun der Notioun ‚Papp' respektiv ‚père' eng Erofwierdegung vun der zentraler Roll vum Papp am Liewe vum Kand duerstellt".

Dat kann ech esou net ënnerschreiwen, well just doduerjer ... An ech hu virdrun erkläert, firwat de biologesche Papp net ëmmer eng Papperoll anhëlt. A mir kéinten esou wäit goen an an där Logik, déi hei opgefréiert gouf, derzou kommen, datt een u sech de Kanner seet, déi zwar e biologesche Papp hunn, mee déi sech engem anere Papp méi no spieren, nämlech hirem Adoptivpapp, hirem Stéifpapp, wéi och ëmmer, datt déi imposéiert kréien, datt sech dee biologesche Papp nach däerf a senger Roll als Erzeuger an da souguer nach als Papp bestätegt fillen. Ech fannen dat ganz problematesch aus Kannerrechtssiicht, well och dat kann zu psychologesche Laangzäitschied féieren.

An dann nach eng Kéier: D'Chamber fuerdert d'Regierung op, der Chamber e Projet de loi virzeleeën! An da gëtt ganz genau gesot, wat dora gefuerdert gëtt. Ma et wär dach einfach: Dat dote kann een Artikel Proposition de loi sinn! Et kann een Artikel sinn. Wann et der ADR eescht wär, fir dat heiten zu engem Vott ze bréngen, an net, fir en anere Projet de loi hei ze benotzen, fir hir Ideologie ze thematiséieren - an et ass hir Ideologie, net deenen aneren hir, déi hei diskutéiert gëtt -, musse mer eis dach bewosst sinn, datt se dach Zäit misste fannen, een Artikel Gesetzespropositioun ze schreiwen. Well fir d'Motioun ass et jo manifestement duergaangen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen (par M. Claude Wiseler), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Max Hahn), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.14 heures.)

SÉANCE 36

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Mercredi 10 février 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz**
   - M. Marc Spautz
3. **Question élargie n° 73 de M. Georges Engel relative aux aides financières en faveur des associations culturelles dans le contexte de la crise sanitaire**
   - M. Georges Engel - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture
4. **Question élargie n° 74 de M. Laurent Mosar relative à l'arrêt de la Cour administrative n° 44997C du 26 janvier 2021**
   - *M. Laurent Mosar - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
5. **7651 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques**
   - Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : Mme Diane Adehm (dépôt des motions 1 et 2) - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Viviane Reding - M. Guy Arendt - Mme Viviane Reding - M. Sven Clement - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Guy Arendt - Mme Diane Adehm - M. Marc Hansen (interventions de Mme Diane Adehm) - Mme Lydia Mutsch
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
6. **7537 - Projet de loi relative à certaines modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne**
   - Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener
   - Discussion générale : M. Léon Gloden (dépôt de la motion 1) - M. Guy Arendt - Mme Semiray Ahmedova - M. Roy Reding - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Léon Gloden (parole après ministre)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Claude Haagen
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission
7. **Question élargie n° 77 de Mme Stéphanie Empain relative à la distribution équitable des vaccins Covid-19**
   - Mme Stéphanie Empain - M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
8. **Motion de M. Marc Spautz relative à la réinstauration du régime de chômage partiel pour cas de force majeure Covid-19**
   - Exposé : M. Marc Spautz
   - Discussion générale : M. Georges Engel - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un den Här Marc Spautz fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt emol haut d'Geleeënheet wouerhuelen, nodeem mer scho bei de Projeten iwwert d'Hëllefe vun de Betriber, bei deenen den Här Arendt respektiv d'Madamm Beissel Rapporter waren, eng Kéier dervu geschwat hunn, ...: Mir sinn als CSV der Meenung, dass et wichteg ass, dass mer fir d'Independantë géifen e Salaire de remplacement maachen. Mir haten och eng Motioun deposéiert, viru 14 Deeg, mee et war nach keng Zäit, an der jeeweileger Kommissioun doriwwer ze schwätzen.

Duerfir si mer elo eng Etapp méi wäit gaangen a mir wëllen elo net nëmme méi eng Motioun maachen, mee mir hunn elo eng Proposition de loi, fir e Régime temporaire anzeféieren, fir den Independanten d'Méiglechkeet ze ginn, e Salaire de remplacement ze kréien, alleguerten déi Independanten, déi opgrond vun dem Beschloss vun der Decisioun vun der Regierung, déi an der Chamber majoritär gestëmmt ginn ass, fir Moossnamen ze huelen, dass d'Betriber mussen zoumaachen an net kënne schaffen ..., fir dass och déi d'Méiglechkeet kënnen hunn, e Salaire de remplacement ze kréien.

Dat gesot, Här President, géif ech Iech hei d'Proposition de loi iwwerreechen.

***7766** - Proposition de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire de revenu de remplacement en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19*

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

3. Question élargie n° 73 de M. Georges Engel relative aux aides financières en faveur des associations culturelles dans le contexte de la crise sanitaire

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der erweiderter Fro Nummer 73 vum Här Georges Engel iwwert d'Bäihëllefe fir d'Kulturveräiner am Kader vun der sanitärer Kris. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Georges Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat gesellschaftlecht Liewe läit säit engem Joer brooch. Am UGDA-Kongress virun enger Woch - d'UGDA vertrëtt ëmmerhin 13.000, 14.000 Memberen - war natierlech dat kulturellt Liewen dat grousst Theema an natierlech gouf d'Fro gestallt, wéini erëm un en eenegermoossen normaalt Veräinsliewen ze denke wier.

Well niewent dem professionellen Niveau, niewent deenen, déi berufflech kulturell täteg sinn an déi och glécklecherweis hirem Beruff, ënner gewësse Konditiounen, elo erëm kënnen nogoen, niewent de Profien also, gëtt et ganz vill Amateuren, déi sech vill Gedanke maachen, wéi et mat Musek, Gesang, Danz an Theater hei zu Lëtzebuerg weidergeet. Fir si waren d'Musek, de Gesang, den Danz, den Theater hiert ganzt Liewen, hir ganz Fräizäit, souguer dacks och de Sënn vun hirem Liewen. An ech géif och bieden, dat net ze ënnerschätzen. Dat ass awer ganz seriö ze huelen!

Vill Veräiner sinn um Limit ukomm, um finanziellen Niveau an um Niveau vun de Memberen. Scho virun der Coronakris war et fir etlech Kulturveräiner schwiereg an de Risiko, dass se dës Kris net iwwerliewen, deen ass ganz konkreet.

Dës Kris betrëfft also och Veräiner, deenen et bis virun engem Joer nach gutt gaangen ass an déi haut struewelen: Vill Membere wëllen net méi ufänken, sech an hirem Veräin ze engagéieren; déi finanziell Ressourcë sinn um Nullpunkt; keng Aktivitéit bedeit keng Revenuen; keng Aktivitéit bedeit virun allem kee gesellschaftlecht Liewen, keen Zesummesinn; et bedeit och e Wee aus der Kollektivitéit eraus an d'Individualitéit, an dee Wee aus dem Isolement, aus der Individualitéit erëm zréck an d'Kollektivitéit, deen ass net esou einfach!

Den Amateursberäich, dee läit komplett flaach. Keng Aktivitéit ass erlaabt an et gëtt och keng Perspektiven, dass et soll besser ginn. Musek a Gesang gëllen, leider, als besonnesch geféierlech, wat d'Verbreedung vum Virus ugeet, obwuel ee sech do och verschiddenerlee Zesummespill ka virstellen. An dat, wat de Fernsee viru Joerzéngten net fäerdegbruecht huet, dat riskéiert elo dem Virus ze reusséieren: D'Veräiner stierwen. De Rob Köller sot op dem UGDA-Kongress: „De méintelaange Shutdown, dee gefäert e joerhonnertelaangt Kulturgutt!"

Duerfir meng Froen, déi ech am Numm vu ganz ville Veräiner an awer och am Numm vum Simone Asselborn-Bintz, dat och um UGDA-Kongress present war, un d'Kulturministesch stellen: Ass d'Ministesch sech der reeller Gefor vum Veräinsstierwe bewosst? Ass hire Ministère scho mat Demandë fir Hëllefe befaasst ginn? Wat sinn d'Hëllefen, déi de Ministère virgesäit, fir de Veräiner ze hëllefen, an ech schwätzen do net nëmme vun deene finanziellen Hëllefen, mee virun allem och vu logistescher, vun organisationeller a vu struktureller Natur? An: Si Promotiounsaktioune programméiert, fir d'Kultur och oder vläicht virun allem am Amateursberäich ze beliewen, ze encouragéieren, ze ënnerstëtzen, fir dass och si den Neistart Lëtzebuerg packt?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. D'Kulturministesch d'Madamm Sam Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Jo, merci, Här President. Léiwen Här Engel an honorabel Deputéiert, merci villmools fir déi Fro, déi ganz wichteg ass! Ech géif just net grad esou en düüstert Bild vun der Situatioun zeechnen, well mir hu glécklecherweis en absolutt aktiivt Veräinsliewen zu Lëtzebuerg, net just am Museksberäich, mee an alle Beräicher, déi eis an eiser Fräizäit d'Méiglechkeet ginn, eis ze echappéieren.

Natierlech leit d'Musek extreem. D'UGDA, also d'Musek - dat heescht och de Chouer -, d'Theateren, déi am Amateursberäich schaffen, leiden extreem ënnert dëser Situatioun. D'Kultur huet vun Ufank vun dëser Kris u vill gelidden.

Mee ech sinn awer ganz houfreg drop, dass mer insgesamt kënne soen, dass mer e kulturellen Nation Branding an dëser Kris hei maachen. Mir sinn dat eenzegt Land, mat Spuenien, dat am Moment Spectacles vivants um professionellen Niveau erlaabt. Mir hunn d'Muséeën elo bal déi ganzen Zäit, och wärend der zweeter Well, opgehat. Dat sicht eigentlech sengesgläichen an Europa. Et ass wierklech, wéi gesot, nëmme Spuenien, dat dat selwecht vu sech behaapte kann. Dat just zur Roll, déi mer der Kultur op Regierungsniveau ginn, wou mer ëmmer probéiert hunn, am Accord mat de sanitäre Moossnamen, mat der Situatioun, an där mer grad sinn, de Leit awer wéinstens dat kulturellt Liewen ze erméiglechen.

Dat mécht net alles méiglech. Mir hu misse Rassemblementer staark aschränken. Et ass eng ganz Zäitchen d'Hypothees komm, dass besonnesch d'Musekszesummeliewen - wann een zesumme musizéiert, d'Bléiser, d'Chorallen -, dass dat vläicht nach méi e staarken Impakt op d'Infektiounsgescheeën hätt. Dat gëtt mëttlerweil duerch eng ganz Rëtsch Etüde relativéiert, voire et si Pisten opgezeechent, wéi een dat kann evitéieren.

Zu de Museken, well dat … Bei de Chorallen, hunn ech mer soe gelooss, do sinn der, déi et fäerdegbréngen, och mat der Mask ze prouwen, wat ech natierlech flott fannen, dass Moyene fonnt ginn. An dat hunn d'Museken elo och déi ganzen Zäiten iwwer gemaach. Et ass do och ganz vill online gemaach ginn. Et ass ëmmer probéiert ginn, sech un déi Gegeebenheeten ze adaptéieren, fir da mat deene Restriktiounen, déi grad imposéiert sinn, awer Concerten ze organiséieren an den Dierfer an op de Plazen, fir e bëssen d'Musek ënnert d'Leit ze bréngen. D'UGDA ass och bei déi eeler Leit gaangen. Et ass wierklech probéiert ginn, en Hämmelsmarsch ofzehalen, ëmmer erëm mat all de Contrainten, déi et gëtt.

Ech weess, dass d'Situatioun am Moment extreem ass. Ech weess, dass et fir den Zesummenhalt an de Gemengen, an de Quartieren eigentlech keng besser Optioun gëtt wéi déi vun engem Museksveräin. Hei kënnt jiddweree beieneen, egal, wat säi soziale Background ass, egal, aus wéi engem Land e kënnt. Musek vereent. Fir d'Musek brauch ee keng Sprooch ze beherrschen ausser déi, déi an den Noute steet. Dat heescht, dat ass wierklech en Element, dat eis alleguerten immens wichteg ass.

Mir hunn duerfir net méi spéit wéi de Moien och nach am Regierungsrot doriwwer geschwat am Kontext vun der Verlängerung vum Covidtext, fir ze kucken, a wéi eng Richtung et do geet. Den Text ass nach net do an nach net ugeholl, mee dat ass op alle Fall eng Suerg, déi mer och op Regierungsniveau deelen a wou ech hoffen, dass mer ganz geschwënn och der Musek nees kënnen erlaben, an de Chéier zesummen ze kommen, natierlech ëmmer nach mat de Restriktiounen, déi mer kennen.

Vläicht nach e puer Wuert zu der Ënnerstëtzung, déi mer awer ginn hunn. Am Programm Neistart konnte mer jo 5 Milliounen zegutt hunn fir d'Kulturzeen. A vun deene 5 Millioune sinn 1,5 Millioune fir Fraisen, also „indemnités pour pertes financières résultant de l'annulation ou du report de manifestations", komm a vun deenen 1,5 Millioune sinn der 150.000 Euro un d'UGDA gaangen. Wann ee bedenkt: D'Ugda huet 12.500 Memberen, dann ass dat also eng Aide vun 12 Euro pro Member, déi iwwert deen dote Wee konnt verdeelt ginn.

Mir haten eng sëllege Reunioune mat der UGDA. Ech hunn ëmmer erëm den Echange mat der UGDA gesicht, eebe wéinst der Importenz vun deem Secteur, wou ech se och gefrot hat, si sollen eis emol all hir finanziell Perten e bëssen duerleeën, wat alles entstanen ass duerch den Defaut vu Concerten, oder och: Et sinn der, déi hate scho Stagen organiséiert, déi se hu misse bezuelen, vun deene se d'Suen net méi erëmkruten, jee, et war eng ganz Panoplie vu Perten, déi déi 291 Veräiner gesammelt haten. Mir konnten natierlech net dee gesamte Montant ausbezuelen, well eeben de Kultursecteur zu Lëtzebuerg net just en Amateursecteur ass, et ass och e grousse professionelle Secteur, wou eng ganz Industrie hannendrunhänkt, soudass mer déi 5 Milliounen, déi mer zur Verfügung haten, net just konnten an den Amateursberäich ginn.

Wéi gesot, mir hate ganz vill Echangen. Mir hunn och weider d'Subsiden oprechterhalen. All Subsid, dee verdeelt gouf fir Manifestatiounen, déi annuléiert goufen, konnt een awer behalen, wann ee seng Manifestatioun verluecht huet, oder fir eng alternativ Manifestatioun ze erméiglechen.

Ech mengen, ech hätt elo op Är Froen esou gutt et geet geäntwert. Ech soen Iech jiddefalls Merci dofir, dass Der dee Punkt haut op den Ordre du jour bruecht hutt, fir drun ze erënneren, wéi wichteg d'Veräinsliewen, a speziell dat vu Musek a Chorale an dem Theaterberäich, an eisem Zesummeliewen ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

4. Question élargie n° 74 de M. Laurent Mosar relative à l'arrêt de la Cour administrative n° 44997C du 26 janvier 2021

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 74 vum Här Laurent Mosar iwwert den Arrêt vun der Cour administrative vum 26. Januar 2021. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Staatsminister, ech si ganz glécklech, Iech de Mëtten hei begréissen ze kënnen, an ech sinn awer besonnesch frou, datt Der weider zu Bouneweg wunnt an net am Afghanistan, wéi dat fälschlecherweis am Registre des bénéficiaires effectifs zu Paräis enregistréiert ginn ass. Do gesäit een, Här Staatsminister: Och de franséische Regëster ass net feelerfräi!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Arrêt vun der Cour administrative ass, mengen ech kënnen ze soen, e Meilesteen um Wee fir méi Rechter vun de Parlamentarier a vun der Chamber. A mir sollen eis eigentlech alleguerten iwwert deen Arrêt freeën - natierlech d'Kolleegen aus der Oppositioun, mee awer och d'Kolleege vun der Majoritéit -, well dat erlaabt eis trotzdeem, eiser Kontrollfonctioun an Zukunft weesentlech besser nozekommen.

Ech wëll dann awer ufänke mat engem grousse Merci. An ech mengen: Ehre, wem Ehre gebührt. Hei hunn d'Kolleege vun de Piraten wierklech eppes fäerdegbruecht, wat virdrun net fäerdegbruecht ginn ass. An dat muss een ervirsträichen. Et muss een och esou korrekt sinn, datt een och eng Kéier der politescher Konkurrenz zougesteet, wa se eppes fäerdegbruecht huet. An ech mengen, hei hunn d'Piraten eppes fäerdegbruecht, wat trotzdeem remarkabel ass. An ech wollt dat awer eng Kéier ervirsträichen, well dat mir och perséinlech wichteg ass.

Här President, deen Arrêt, deen elo do komm ass, ass u sech richtungsweisend op enger ganzer Rei vu Punkten. An et ass och net esou, wéi de Premier an engem Interview op dem franséische „Wort"-Site gesot huet, datt et hei ëm e Revirement vun enger Jurisprudenz gaangen ass. Neen, Här Staatsminister, kommt, mir bleiwen och hei korrekt! Bis elo war et einfach esou, datt keen, weeder Dir, nach ech, nach mir, eigentlech eng Kéier de Courage hat, esou en Dossier virun déi administrativ Juridictiounen ze bréngen. An deen Éischten, deen dat elo fäerdeg bruecht huet, deen huet mat senger Argumentatioun op der Cour Recht kritt. An ech mengen, dat ass eppes, wat äusserst wichteg ass.

Ech wëll elo net méi op déi ganz Diskussioun vun der leschter Woch an haaptsächlech op déi onglécklech Motioun vun de Kolleege vun der Majoritéit zréckkommen, do ass eigentlech alles gesot. Ech wëll do just nach eng Kéier zwee Punkten relevéieren. Wann en Arrêt vun enger Cour kënnt, geet et net drëm, fir deen Arrêt ze interpretéieren, mee et geet einfach drëm, deen Arrêt ze exekutéieren. An deen zweete Punkt ass: D'Modalitéite vun där Exekutioun, déi muss d'Chamber maachen. An duerfir begréissen ech hei och nach eng Kéier ganz däitlech, datt d'Conférence des Présidents an de Bureau sech elo zesummegesat hunn an an do deenen nächsten Deeg och mat ganz konkreete Modalitéitsvirschléi wäerte kommen.

Erlaabt mer awer trotzdeem, eng Rei Remarken ze maachen an dann natierlech och do déi eng oder aner Fro ze stellen. Ech mengen, iwwert deen Arrêt hei ewech, deen eigentlech ganz kloer ass, soll een awer zwee aner Arrêten net vergiessen. An duerfir ass et wichteg ... an dat hu mer jo och an der Conférence des Présidents respektiv am Bureau beschwat, well notamment och de Staatsminister jo oft vun der Immunitéit vun de Deputéierte geschwat huet an en huet och seng Suergen ausgedréckt, ob och elo an Zukunft déi Confidentialitéit vun den Deputéierte géif respektéiert ginn. Or, ech wollt hei nach eng Kéier widderhuelen, datt et niewent deem éischten Arrêt en zweeten Arrêt gëtt, den Arrêt Gibéryen vun der Chambre du Conseil, deen eigentlech bis an den Detail seet, wéi wäit d'Immunitéit vun den Deputéierte geet. Dat heescht, do hu mer e glaskloren Arrêt. An och do, mengen ech, hat de Premier géint e fréieren Deputéierten eng Demarche gemaach, wou en Onrecht kritt huet, an doduerch huet sech, wéi gesot, och elo eng Jurisprudenz entwéckelt, déi eis also kloer seet, wéi et mat där Immunitéit ass.

An en drëtten Arrêt, iwwert deen nach vill manner geschwat gëtt, huet eigentlech och ganz kloer gesot, wéi wäit d'Confidentialitéitsobligatioune vun den Deputéierte ginn, an dat ass den Arrêt François Bausch. Ech wëll hei nach eng Kéier dorunner erënneren: De François Bausch ass a leschter Instanz vun engem Zivillgeriicht condamnéiert ginn, well e sech justement net un déi Obligation de confidentialité gehalen hat. An an deem Arrêt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, steet ganz kloer dran, datt en Deputéierten déi verdammte Flicht huet, sech un d'Confidentialitéit ze halen. Duerfir, mengen ech, ass et kloer, Här Staatsminister: Wa mer déi dräi Arrête kucken, hu mer eigentlech Äntwerten op all déi Froen, déi mer eis stellen.

An da gëtt et zum Schluss nach e véierte Punkt, deen och oft vergiess gëtt, dat ass den Artikel 23 vum Code de procédure pénale, deen eis alleguerten imposéiert, datt, wa mer am Kader vun eise Chambersaarbechte géife Kenntnis kréien vun engem Fait, dee Element-penalle kéint comportéieren, mer dann eigentlech obligéiert sinn, dat um Niveau vum Parquet ze denoncéieren. Ech selwer, mat eenzelne Kolleegen aus menger Fraktioun, hunn dat an der Vergaangenheet och scho gemaach. Ech wëll och soen: Dat ass net eng Optioun, mee dat ass eng Obligatioun, déi mer alleguerten hunn!

Wa mer also déi dote véier Elementer kucken, mengen ech, fanne mer op all déi Suergen, déi de Staatsminister sech an Interviewe gemaach huet, eigentlech Äntwerten.

An ech muss soen, Dir hutt an de leschten Deeg villes derzou deklaréiert, Här Staatsminister, mat deem ee méi oder manner kann d'accord sinn. Et gëtt awer eppes, wat mech gestéiert huet, an dat wëll ech och hei soen, en présence vu 60 Kolleegen: Dir hutt et esou duergestallt, an deem selwechten Interview, deen ech virdrun ugeschnidden hunn, wéi wann doduerch, datt elo d'Deputéierter géifen an de Besëtz vun deene Konventioune kommen, d'Confidentialitéit net méi garantéiert wier an da wieren déi Elementer op der Place publique. Ech hunn dat genau nogelauschtert, Här Staatsminister, nach virdrun. Dir hutt dat gesot, datt Der do géift e Risiko gesinn. An ech muss Iech soen, ech fannen dat, ...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

... léif Kolleeginnen a Kolleegen, net an der Rei!

Mir haten de leschte Freideg hei eng ganz gutt Sitzung, wou mer e Kontrakt auserneegeholl hunn. Ech hu bis elo, Här Staatsminister, näischt héieren an iergendengem Medium. Ech mengen, och deene 60 Deputéierte kënnt Dir vertrauen! An ech hunn op jidde Fall Vertrauen! An ech hunn net nëmme Vertrauen a meng 20 Kolleegen, ech hunn och Vertrauen an déi aner. Ech hunn et, wéi gesot, net korrekt fonnt, datt Dir do scho praktesch eng Présomption de culpabilité gemaach hutt, datt Dir deene 60 Deputéierten do net géift trauen.

Ech wollt dann awer op meng Froe kommen. An ech hu virdru gesot, hei muss d'Regierung liwweren, mee mir hunn och elo déi verdammte Flicht als Deputéierter, eppes mat deenen neie Rechter a Kompetenzen, déi mer do kréien, unzefänken. An duerfir wollt ech op dräi konkreet Punkten agoen, déi ech och elo froen.

Dat Éischt, dat sinn d'MoUen. Dir wësst, dat ass eng laangjäreg Fuerderung, och vun der CSV-Fraktioun, iwwregens och vun anere Fraktiounen. Eenzel MoUen hu mer kritt, eenzeler hu mer nach virun enger Rei vu Méint vum Wirtschaftsminister refuséiert kritt. Mir fuerderen elo, datt déi Lëscht vun

deenen MoUe kuerzfristeg op den Dësch kënnt an datt all déi MoUen, déi d'Chamber, d'Deputéierter gär gesinn, och an där zoustänneger Kommissioun esou diskutéiert ginn, wéi mer dat och virun e puer Deeg gemaach hunn.

Eng zweet Fuerderung - déi ass iwwregens scho vun der Conférence des Présidents formuléiert ginn an ech deelen déi Fuerderung, ech fanne se och ganz gutt - ass, datt dës Chamber och an de Besëtz kënnt vun all deenen Impfkontrakten, déi gemaach gi sinn, och zu Bréissel, an datt d'Regierung sech do asetzt um Niveau vun der EU, datt och déi national Deputéierter - an dësem Fall déi lëtzebuergesch Deputéierter - déi doten Dokumenter wäerte kréien.

An dann en drëtte Punkt, an deen ass ganz aktuell, dat ass den Dossier Fage. All déi Kolleegen, déi virun e puer Deeg an der Kommissioun derbäi waren, hu jo do matkritt, datt den Här Gramegna gesot huet, hien hätt eigentlech guer näischt matkritt vun deene Konventiounen, déi do gemaach gi sinn. Mir fuerderen elo - an dat ass och eng Demande, déi ech de Mëtten un lech stellen, Här Staatsminister -, datt mir, d'Chamber, all Konventiounen, Compromise kréien, déi an deem Dossier gemaach gi sinn, ënnerschriwwe gi sinn vum fréiere Wirtschaftsminister.

Dat gesot wäerte mir elo och viru voll op eis Rechter pochen. An ech hoffen, an ech wëll lech dat zougestoen ... De leschte Freideg, dat war u sech eng gutt Sitzung, mee eleng dat geet net duer! Mir mussen och an den nächste Woche klären, wéi mer an Zukunft all den Deputéierte wäerten d'Méiglechkeet ginn, en connaissance de cause, sech a Rou kënne mat all Konventioun ze beschäftegen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Laurent Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech soen lech Merci. Jo, d'Regierung huet d'Urteel zur Kenntnis geholl. D'Regierung huet d'Urteel selbstverständlech akzeptéiert a respektéiert. Ech mengen, dass dat an enger Demokratie och ganz, ganz wichteg ass, an ech wollt dat och virausschécken, well ob ee Politiker, ob ee Regierungsmember oder ob ee Premier ass, et soll een en Urteel vun enger leschter Instanz och net a Fro stellen. Dat ass esou!

De Fait ass: Hei gëtt déi ganzen Zäit doriwwer diskutéiert, d'Urteel ëmzesetzen. Ech verstinn, déi eng, déi gesinn d'Lektür vun deem, wat se kënne maachen, mee d'Urteel gesäit och eng Rëtsch vu Konditioune vir. Hei gëtt zum Beispill gesot: „Mir hätte gären all MoU", „mir hätte gären all d'Dokumenter", „mir hätte gären ...". An ech hunn och … also ech net selwer, mee, sauf erreur de ma part, Här President, hutt Dir eis e Bréif och zoukomme gelooss vun der CSV, wou se soen, si hätte gären all d'Dokumenter vun ... Ech wëll just drun erënneren, dass zum Beispill am Urteel steet, dass kee Phishing gemaach ka ginn. Dat heescht, dass een net einfach emol kann aangele goen a soen: „Mir hätte gären alles, wat et do ronderëm gëtt." Ech zitéiere just d'Urteel, ech zitéiere just d'Urteel!

An deem Urteel steet och dran, dass de Confident, sou wéi et gesot gouf, dee Confident nécessaire do ass, an dass am Fong, wann e Minister elo eppes ënnerschreift, dass en dat zu 61 bal ënnerschreift - dat heescht, en ënnerschreift et, mee en huet nach 60 Cosignatairen - an dass déi Cosignatairen eng Responsabilitéit hunn.

Dir hutt, par définition, eng Immunitéit, Dir hutt, par définition, eng Protektioun, déi och selbstverständlech fir Är Aarbecht wichteg ass, mee déi awer mat sech bréngt, dass deen een oder deen anere Recours, wann deen Eed net géif respektéiert ginn, op Ärem Dësch muss leien. Wat sinn d'Mesuren, déi d'Chamber sech gëtt, fir dass och déi Konditionalitéit vun deem Confident nécessaire, sou wéi et gesot gëtt ...? An am Urteel steet och: „toutes les garanties usuelles à prendre". An duerfir hat och den honorabelen Deputéierten, den Här Clement, gefrot, dass et soll an enger Kommissioun sinn, dass et sollt, an et steet och am Urteel „contrat" ... Also en huet « habilité à avoir connaissance, ès-qualités, des contrats et conventions ».

Ech hunn zum Beispill ... Wann ech mech net ieren, gëtt an der Demande vun der CSV gesot, si hätten och gär Kopië vun E-Mailen. Dat ass och net virgesinn am Urteel. Duerfir ass et fir mech wichteg, wann een d'Urteel liest, dass een et och ganz liest an dass een d'Urteel och dann eeben esou applizéiert, wéi dat och de Fall sollt sinn.

Dowéinster, et ass och eng Fro vun der Verantwortung, eng Fro vun der Verantwortlechkeet vun deem engen a vun deem anere vis-à-vis vun engem Tiers. An dat muss gekläert ginn. An dowéinster, wann Dir, Här President, eis sot, dass Dir an engem Mechanismus sidd, wou Dir lech och déi Reegele wëllt ginn, wou déi Responsabilitéit, déi Verantwortlechkeet, och festgehale gëtt ...

A beim beschte Wëllen, dee Bréif, mir kënnen lech am Moment net drop äntwerten, soulaang Dir lech d'Reegelen net ginn hutt, soulaang Dir och d'Interpretatioun vun deem Urteel net gemaach hutt a soulaang et och net kloer ass. Well, wéi gesot, dat Urteel ass am Fong méi restriktiv am Hibléck op d'Konditiounen, déi mussen agehale ginn, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt, wa gesot gëtt: „Mir hätte gären hei an do" an all déi Saachen, wou hei drasteet, dass se och ès-qualités Recht op Kontrakter a Konventiounen hunn.

Dowéinster, wann elo hei d'Fro gestallt gëtt, ob MoUen, ob Kontrakter … Ech kann och hei net als Regierungschef ... Hei ass eng Decisioun, a mengem Fall, déi mech wierklech liéiert mam Här Clement. Ech wäert net soen, an et wäert kee Regierungskolleeg soen: „Nee, mir kënnen net!" Mee et ass awer och nach ëmmer eng Decisioun vum Minister, well hei ass et jo och eng Decisioun vun engem Minister, déi quereléiert ginn ass! Mee ech ka mer kaum virstellen, wann Der déi aner Kolleege frot, fir déi Dokumenter ze kréien, dass lech jiddwereen do seet: „Nee, kënnt net a Fro!" Well mir hunn hei eng Jurisprudenz, mee d'Konditioune mussen och erfëllt ginn!

Dowéinster, Här President, mengen ech, dass et wichteg ass, dass Dir als Chamber - an dat huet och den Här Mosar gesot an ech encouragéieren dat - och déi Analys vun deem Urteel maacht, d'Reegele festhaalt, wéi ee sech kann drun halen, fir dass dat, wat am Urteel steet, och kann applizéiert ginn. Et steet net nëmmen dat eent, et steet och dat anert, an ech mengen, dass et am Interêt ...

An hei ass gesot ginn, ech hätt kee Vertrauen an d'Deputéiert. Ech hu Vertrauen an d'Deputéiert! Ech hu just behaapt, wann ee sech eng Kéier net un eng Konventioun vu Confidentialitéit géif halen, dass dat selbstverständlech dem Land net géif hëllefen. Ech vertrauen lech, a mir haten e Freideg eng Reunioun, déi ass gutt verlaf! A Gott sei Dank ass se gutt verlaf, Här President, well wa mer elo scho bei där éischter Kéier, wou mer esou en Echange haten, bewisen hätten, dass et awer net fonctionéiert, fir kënnen am Vertraue mat lech eppes ze kucken, dann hätte mer institutionell och nach e Problem, well mir hätten en Urteel, dat eis gefrot hat, eppes ze maachen, mee mir hätten eng Coresponsabilitéit, wou mer eis déi ganzen Zäit en porte-à-faux géife setzen.

Duerfir, Här President … Wann ech richteg leien, hutt Dir e Freideg eng éischt Reunioun och op Niveau vun der Exekutiv hei vun Ärem Haus, wou Der och en Echange wëllt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir wëllen dat Urteel respektéieren. Déi Obligatioun, déi aus deem Urteel kënnt, wëlle mer och respektéieren. Wann Demandë kommen, wäerten déi och ..., also ech wäert encouragéieren, dass op jidde Fall dat, wat an deem Urteel steet, och respektéiert gëtt, mee wann d'Urteel interpretéiert gëtt, da soll och interpretéiert ginn, wat am Urteel steet. A mir kënnen och keng Extrapolatioun maache vun deene Saachen, déi net an engem Urteel stinn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Premierminister. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Här President. Ech soe fir d'éischt dem Här Premier Merci. Ech wëll awer hei nach eng Kéier widderhuelen, Här Staatsminister: Hei geet et net ëm Interpretatioun. Hei ass en Arrêt, dee ganz kloer Richtlinne festgeluecht huet. An ech liesen lech nach eng Kéier vläicht mat dee wichtegste Saz vir, deen an deem Arrêt steet: « La situation du député est à cet égard en quelque sorte comparable, au niveau d'une société de droit privé, à celle des organes de contrôle par rapport aux organes de gestion courante et de direction de la société ». Hei gëtt also eng Parallell gezunn zwëschent engem Deputéierten an engem Member vun engem Conseil vun enger Gesellschaft respektiv vun engem Audit-Kommitee. An ech wëll lech just soen, a consultéiert do emol e bëssen den Droit des sociétés, déi Leit hu wäitreechend Befugnisser - wäitreechend Befugnisser! - an do gëtt et näischt ze interpretéieren!

En zweete Punkt: MoUen. Do muss ech awer elo soen, dat schéngt fir mech awer glaskloer ze sinn. En MoU, wat ass dat? Dat ass eng Konventioun zwëschent der lëtzebuergescher Regierung an der Regierung vun engem anere Land respektiv der lëtzebuergescher Regierung an iergendenger Gesellschaft. Do ass also voll de lëtzebuergesche Staat mat dran. An do gesinn ech awer nu beim beschte Wëllen net, wéi een do eng Demande, fir déi doten MoUen ze kréien, ka refuséieren! Ech mengen, dat ass absolument net akzeptabel! An duerfir widderhuelen ech hei nach eng Kéier, Här Staatsminister, eis Demande, datt mir gär e Relevé hätte vun deenen MoUen. Eenzelner hu mer gewise kritt, mee am Space-Mining-Secteur hu mer zum Beispill net ee gewise kritt, well souwuel den Här Etienne Schneider, wéi och elo den Här Fayot refuséiert hunn, eis déi ze ginn. An et ass ëmmer erëm drop higewise ginn, datt d'Chamber do misst eng Décision de principe huelen. Dat war awer, an do adresséieren ech mech un de President vun der Chamber, virum Arrêt vun dëser Cour. Elo sinn awer d'Saache kloer, Här President, a mir hätte gär, datt dës Regierung sech strikt un dat hält, wat net nëmmen an dësem Arrêt, mee och an all deenen aneren Arrête prononcéiert ginn ass.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Premier- a Staatsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech mengen Dir hutt e Freideg déi Reunioun. Ech si konfrontéiert mat enger Demande, haut, vun enger CSV, déi carrement freet fir E-Mailen, Kopië vun E-Mailen, ze kréien. Dat steet bei mir am Urteel net dran, Här President! Ech weess net, wéi eng Interpretatioun d'CSV mécht, duerfir bleift, kommt, mir waarde bis e Freideg, dat ass an zwee Deeg, fir dass Der den Echange hutt. Ech hunn lech gesot, dass d'Regierung prinzipiell och wëllt an déi Richtung goe vun där Transparenz, déi gefrot gëtt, mee d'Reegele musse just fest sinn - et ass dat, wat ech froen! -, a soubal déi fest sinn, sinn ech iwwerzeegt, dass mer och an deem Vertrauen, dat et bis elo gouf, solle weiderfueren. Mee mir kënnen awer net aus engem Urteel Saachen erausliesen, déi net drastinn! An dowéinster, huelt et net iwwel, Här President - Dir hutt eis e Bréif geschriwwen, mee Dir kritt och eng Äntwert zréck -, dass, soulaang déi Reegelen och net fest sinn, mir net d'Méiglechkeet hunn, fir do all Är Wënsch an Erfëllung ze bréngen, well Saache gefrot ginn, déi iwwerhaapt net am Urteel virgesi sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister.

5. 7651 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7651, eng Upassung vun der Direktiv iwwert déi elektronesch Medien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ...

(Brouhaha)

... déi elektronesch Medieservicer spillen eng ganz wichteg Roll an dem Fonctionement vun all Demokratie: Engersäits vereinfache si den Informatiounsfloss tëschent de verschiddenen Acteure vun eiser Gesellschaft, an anerersäits stellen d'Medien e wichtege Vecteur fir d'Vermëttlung vu kulturelle Wäerter duer a förderе soumat d'Bildung vun eise Bierger.

Genee wéi déi traditionell schréftlech Press bréngen déi elektronesch Medien awer och verschidde Gefore mat sech. Duerfir ass et wichteg, e gesetzleche Kader ze hunn, deen déi verschidden Déngschtleeschtunge reguléiert an dee reegelméisseg un d'Evolutioun vun der Medielandschaft ugepasst gëtt. Zu Lëtzebuerg ënnerleien dës Servicer souwuel dem nationale Gesetz ewéi och de Virschréfte vum europäesche Bannemaart.

Déi éischt Direktiv - an ech ginn do e bëssen an d'Geschicht vun de Medieservicer -, déi sougenannten Direktiv „Télévision sans frontières", staamt aus dem Joer 1989. Deemools goung et haaptsächlech drëms, d'Kreatioun vun europäeschen Televisiounsprogrammer ze promouvéieren an eng fair Konkurrenz um Bannemaart ze garantéieren.

(Brouhaha)

Och d'Protection des mineurs gouf hei thematiséiert.

2007 gouf dësen Text dunn eng éischte Kéier un d'Evolutioun vun der Medielandschaft adaptéiert. D'Direktiv 2007/65/CE huet sech net méi eleng op d'Diffusioun vun Televisiounsprogrammer bezunn, mee op sämtlech audiovisuell Medieservicer, onofhängeg dovunner, op wéi engem Support se diffuséiert ginn. Och déi sougenannten On-demand-Servicer goufen an den europäeschen Text mat opgeholl. Duerfir ass dës Direktiv och ënnert dem Numm Directive „Services de médias audiovisuels" oder Directive „SMA" bekannt.

Iwwert déi lescht zéng Joer huet sech d'Mediewelt dunn nach eemol staark verännert. D'Internetservicer hunn ëmmer méi u Popularitéit gewonnen, wärend déi traditionell Televisiounsprogrammer lues a lues an de Schiet geréckelt gi sinn. Zemools d'Unzuel u Videoen oder anere Supporten, déi vum Benotzer selwer erstallt ginn, ass immens geklommen. Den technesche Progrès huet also d'Entwécklung vun neien Déngschtleeschtungen a Benotzererfarungen erméiglecht.

(Brouhaha)

Logescherweis hu sech och nei Acteuren um Marché niddergelooss. Souwuel sozial Medien ewéi och d'Fournisseure vu Streemingdéngschter an d'Operateure vu Videosharing-Plattformen hunn an de leschte Joren ëmmer méi Unhänger gewonnen. Besonnesch beim jonke Public sinn dës dräi Acteuren immens beléift. Si sinn hautdesdaags net méi ewechzedenken, wann et ëm d'Informatioun, d'Ënnerhalung an d'Educatioun vum grousse Public geet.

Dëse Wandel vum Mediemarché huet dunn eng zweet Moderniséierung vum europäesche Gesetzeskader gefuerdert an 2018 gouf d'Direktiv SMA also nees eng Kéier iwwerschafft. Här President, mat dem virleiende Gesetzesprojet soll déi europäesch Direktiv 2018/1808 an dat nationaalt Recht ëmgesat ginn. Ouni ze vill an d'Detailer ze goen, stellen ech lech déi wichtegst Punkte vun dësem Text vir.

Éischtens gëllen d'Virschréfte vun dëser Direktiv fir zwou nei Kategorië vun Déngschtleeschter an zwar engersäits fir d'Videosharing-Plattformen an anerersäits fir verschidden Zorte vu soziale Medien. Béid Servicer bidden hiren Notzer d'Méiglechkeet, Videoen, Fotoen oder anere Contenu ze deelen, dee si selwer erstallt hunn. An Zukunft musse Formater wéi YouTube oder Dailymotion also garantéieren, dass hire Contenu déi fundamental Prinzipie vun der Direktiv SMA respektéiert.

Hei si mir da scho beim zweete wichtege Punkt ukomm: Déi nei Direktiv erlaabt eis nämlech, méi effikass géint Opriff zu Haass, Gewalt an Terrorismus virzegoen. D'Fournisseure vun audiovisuelle Medieservicer mussen deemno speziell Mesuren en place setzen, fir ze iwwerpréiwen, dass hire Contenu weeder Gewalt nach Diskriminatioun verherrlecht.

Hei dernieft soll dann och gekuckt ginn, dass de Contenu un den Alter vun de Konsumenten ugepasst gëtt. An engem drëtte Punkt imposéiert d'Direktiv nämlech méi streng Mesuren, wat de Schutz vu Mannerjäregen ugeet. Dës Reegele betreffe souwuel d'Televisioun ewéi och d'Streaming-Déngschter an d'Videosharing-Plattformen. D'Fournisseure mussen assuréieren, dass d'Mineure keng Programmer gesinn oder héieren, déi hirer mentaler a moralescher Entwécklung kéinte schueden. Déi genee Schutzmoossname sollen an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn. Dat kënnen zum Beispill akustesch oder visuell Zeeche sinn, déi dorop hiweisen, dass den Inhalt vun engem Film net fir Kanner ënner 16 Joer geduecht ass.

An engem véierte Punkt adaptéiert déi nei Direktiv Krittäre fir erauszefannen, zu wéi engem Land e Fournisseur vu Medieservicer, juristesch gesinn, gehéiert.

(Interruption)

D'EU-Memberlänner mussen eng Lëscht féieren, déi alleguerten d'Fournisseuren opzielt, déi ënner hir Kompetenz falen.

Fënneftens ginn och d'Reegelen am Beräich vun der Publicitéit ugepasst. D'Fournisseure profitéiere vun enger méi grousser Flexibilitéit, wat de Sponsoring an d'Schleichwerbung betréfft. Ausserdeem kënne si méi fräi doriwwer entscheeden, zu wéi engem Zäitpunkt si hir Reklamme weisen.

E weidert Zil vun der Direktiv ass et, d'Produktioun vun audiovisuelle Wierker an den EU-Memberlänner ze förderen. D'Kataloge vun de Streaming-Déngschter mussen an Zukunft op d'mannst 30 % u Filmer a Videoen offréieren, déi an Europa hiergestallt goufen. Dës Wierker sollen och extra vun de Fournisseuren ervirgehuewe ginn.

Zu gudder Lescht sollen déi national Regulateure vun de Medieservicer eng méi grouss Autonomie a méi Pouvoir kréien, fir de Respekt vun den europäesche Virschréften ze iwwerwaachen.

D'Transpositioun vun der Direktiv SMA verlaangt d'Upassung vum modifizéierte Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwert déi elektronesch Medien. Déi verschidde Virschréfte ginn natierlech eent zu eent am neie Gesetz iwwerholl, ganz nom Prinzip „la directive et rien que la directive".

Zu Lëtzebuerg wäert d'ALIA, also d'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, derfir suergen, dass déi nei Dispositioune respektéiert ginn. D'Autoritéit kritt duerfir eng Rëtsch nei Missiounen ze erfëllen: D'ALIA ass deemno zoustänneg fir aussergeriichtlech Konfliktléisungen am Beräich vun de Medieservicer; si soll d'Effikassitéit vun den neie Mesuren iwwerpréiwen, déi d'Fournisseuren am Kader vun der Direktiv mussen applizéieren; hei donieft soll d'ALIA e Code de conduite ausschaffen, deen de Fournisseuren dobäi hëlleft, déi nei Virschréfte korrekt ëmzesetzen, soumat wëll een d'Autoregulatioun vum Marché encouragéieren; zu

gudder Lescht soll d'ALIA derzou bäidroen, eis Bierger iwwert d'Mediewelt ze informéieren an ze eduquéieren.

Den Delai fir d'Transpositioun vun dëser Direktiv war eigentlech scho fir den 19. September 2020 virgesinn. Domat hu mir e klenge Retard, mee mir sinn awer net dat eenzegt Land, dat d'Direktiv net zur Zäit ëmgesat huet. Fir genee ze sinn, hu bis elo just dräi Memberlänner den Delai respektéiert.

Genee wéi d'ALIA an hirem Avis vum 7. Dezember 2020 ënnersträicht, gëtt et héich Zäit, den nationale Gesetzeskader ze moderniséieren. D'Medienlandschaft huet sech an de leschte Jore staark verännert an d'Dispositioune vum ale Gesetz reflektéieren net méi d'Realitéit vum Marché.

D'ALIA hätt sech allerdéngs gewënscht, dass d'Gesetz vum 27. Juli 1991 abrogéiert an duerch e komplett neit Gesetz ersat gi wär. Si kritiséiert nämlech, dass dee virleiende Projet de loi mat sengen Amendementer fir zousätzlech Konfusiounen an Onstëmmegkeete suergt.

An engem anere Punkt huet de Conseil d'administration vun der ALIA gefuerdert, dass de Fonctionement vun der Assemblée constitutive misst ugepasst ginn, dat, fir an Zukunft méi schnell Entscheedunge kënnen ze treffen.

Nieft der ALIA hunn och d'Handwierkerkummer an d'Staatsbeamtekummer hiren Avis ofginn. Béid Organer hu sech doriwwer gefreet, dass dat neit Gesetz e bessere Schutz fir d'Mineuren erlaabt an dass d'ALIA méi Pouvoiren an eng méi grouss Autonomie kritt.

Mir hu gëschter den Avis vun der Chambre de Commerce kritt. Ganz kuerz: D'Handelskummer ass mam Projet de loi d'accord. Si huet just bedauert, dass si de Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Procédure de règlement extrajudiciaire bei der ALIA net konnt am Virfeld gesinn.

De Conseil d'État hat a sengem éischten Avis zwou Opposition-formellen ausgesprach, déi no den Amendementer vun der Kommissioun awer nees konnten opgehuewe ginn. Fir d'Detailer vun de verschiddenen Avise verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat neit Gesetz fërdert net nëmmen de Pluralismus vun de Medien an déi kulturell a sproochlech Diversitéit, mee verbessert och de Fonctionement vum europäesche Bannemaart. Doriwwer eraus erlaabt den Text eis, méi geziilt géint d'Verbreedung vun Haass a Gewalt virzegoen a soumat de Konsument a besonnesch d'Kanner an déi Jugendlech ze schützen.

Am Numm vun der DP begréissen ech d'Efforte vun eisem Kommunikatiouns- a Medieminister a ginn den Accord fir dëse Projet de loi. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Rapporter Guy Arendt et richteg gesot huet, geet et haut ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'elektronesch Medien. An ech wéilt him virop e grousse Merci soe fir säin Historique, deen en och gemaach huet an deem ganze Beräich vun den elektronesche Medien, well dat erlaabt mir, fir e bësse méi séier doduerch ze goen.

Just fir nach eng Kéier kuerz drop zréckzekommen: Mir änneren eigentlech haut e Gesetz ëm, dat aus dem Joer 1991 staamt. 1991, 2021 - mir sinn haut 30 Joer méi spéit an an deene leschte Joren ass dat Gesetz ganzer néng Mol ëmgeännert ginn, wat awer vill ass. Ech denken zum Beispill drun, dass et 2018 reforméiert gouf, fir de Service information et presse nei ze definéieren; deen ass an engem separaten Artikel nei definéiert ginn. D'ALIA ass och 2013 geschaf ginn a si ass och an dat heite Gesetz integréiert ginn an, fir dann nach e bëssen zréckzegoen, d'„Télévision sans frontières" vun 2001 an esou weider - et ass wierklech ganz, ganz vill an deem Gesetzesprojet hei dran.

Mee eppes, wat interessant ass a wat ëmmer erëmkënnt, dat ass, dass ëmmer erëm gesot gëtt, dass et drëms geet, fir sech dem technologesche Kader unzepassen, well mer alleguerte wëssen, dass d'Technologie immens séier ännert.

De Rapporteur huet virdrun och verschidden Avisen opgezielt, déi mer kritt hunn. Wat ganz interessant ass, dat ass: En huet d'Avisen alleguerten opgezielt. Leider, leider muss ech soen, ass et awer schued, dass mer an der zoustänneger Mediekommissioun net iwwert déi doten Avisen diskutéiert hunn. Notamment d'ALIA, also d'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, huet eng ganz Rei pertinent Remarke gemaach an sech och derfir ausgeschwat, fir eng komplett Refonte vum Gesetz ze maachen, och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, genee sou wéi d'Chambre des Métiers - Avisen, déi mer virleien haten, wéi mer an der Mediekommissioun driwwer geschwat hunn. Déi zwee Avisen hu mer och net gekuckt.

Gëschter ass eréischt den Avis vun der Chambre de Commerce komm. Mir bedaueren dat als Fraktioun zudéifst, well mir hu wierklech an der Mediekommissioun drop higewisen, dass mer déi Saache gäre géifen an aller Rou duerchdiskutéieren. Mir hunn och an engem éischten Ament vum President zougesot kritt, dass dat kee Problem wier, mee de Vertrieder vum Medieminister huet gemengt, dass datawer eng gewëssen Urgence hätt an dass mer dat heiten duerfir esou séier wéi méiglech ëmsetze missten. An duerfir erlaben ech mer, eng Kéier ganz prezis den Historique vun deem heite Projet de loi ze maachen.

D'Direktiv staamt aus dem Joer 2018 - 2018! Den Depot vum Projet de loi gouf den 19. August 2020 gemaach. Den Delai, fir d'Transpositioun vun der Direktiv ze maachen, ass am September 2020 gewiescht, dat heescht, d'Chamber hat e ganze Mount Zäit, fir dat doten ze maachen! Depot: 19. August; Delai, fir et ëmzesetzen: September. Am September hu mir eis och an der Mediekommissioun fir d'éischt domadder befaasst, dat heescht, mir hunn de Projet de loi erkläert kritt, mee et louchen, wéi gesot, nach keng Avise vir.

Den Avis vum Staatsrot koum eréischt den 20. November, an den Avis vun der ALIA koum de 7. Dezember. Mir hunn an der Kommissioun den 11. Dezember just iwwert den Avis vum Staatsrot geschwat an déi aner hu mer, wéi gesot, net gekuckt.

Mir sinn der Meenung, dass eng anstänneg parlamentaresch Aarbecht fir eis ënner esou Konditiounen net méiglech ass. Mir sinn der Meenung, dass wa mir eis Aarbecht eescht huelen a mir eis als Chamber selwer eescht huele wëllen, mer dann déi Projet-de-loie vun der Regierung zumindest gären ee Joer virdrun hätten, fir dass mir an der Chamber och Zäit hunn, fir driwwer ze diskutéieren, well hei ass et elo wierklech äusserst séier gaangen. An elo si mer sechs Méint oder knapp sechs Méint nom Depot vum Projet de loi vun der Regierung.

An an deem Sënn géif ech dann och eng éischt Motioun deposéieren, an där mer d'Regierung opfuerderen, fir an Zukunft hir Projet-de-loien, déi d'Ëmsetzung vun enger Direktiv betreffen, weesentlech méi fréi eranzereechen.

Une voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que de nombreux projets de loi prévoyant la transposition d'une directive de l'Union européenne ne sont déposés que peu de temps avant l'expiration du délai de transposition prévu par ladite directive ;

- rappelant que les directives de l'Union européenne comportent de manière générale des dispositions accordant aux États membres un long délai (généralement deux ans) pour mettre en vigueur les mesures législatives nécessaires ;

- rappelant également que ces délais de transposition ont été prévus pour laisser le temps nécessaire aux travaux législatifs et parlementaires dans les États membres ;

- considérant que tout projet de loi mérite d'être examiné minutieusement par les Députés avant d'être voté à la Chambre,

invite le Gouvernement

- à déposer les projets de loi prévoyant la transposition d'une directive de l'Union européenne au minimum un an avant l'expiration du délai prévu par ladite directive, afin que les Commissions concernées aient la possibilité d'examiner les projets de loi en toute sérénité.

(s.) Diane Adehm, Léon Gloden, Laurent Mosar, Viviane Reding, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- An da géif ech och nach gären eng zweet Motioun deposéieren. Wéi ech virdru gesot hunn: D'ALIA huet gesot, si hätt gären eng komplett Refonte vum Gesetz iwwert d'elektronesch Medien. A mir wollten, wéi gesot, an der Kommissioun och nach driwwer diskutéieren, bis de Medieminister eis duerch säi Vertrieder da matdeele gelooss huet, dass dat leider aus Zäitgrënn net goe géif. Duerfir deposéieren ech och eng Motioun, déi d'Regierung derzou opfuerdert, fir eng Refonte vum Gesetz iwwert d'elektronesch Medien ze maachen a fir an deem Kader och mat all de concernéierten Acteuren ze schwätzen a sech wierklech Méi ze ginn, fir alles am Detail ze liesen, wat an deenen Avise steet, quitte, dass verschiddener net ganz déck sinn, mee et sinn eng ganz Rei äusserst pertinent Commentairen, déi do dra sinn.

An hei wier dann och déi zweet Motioun derzou.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant

• que le vote du Projet de loi n° 7651 par lequel les dispositions de la directive européenne « Services de médias audiovisuels » sont transposées en droit national devrait être l'occasion de discuter d'une réforme globale de la législation applicable au secteur des médias audiovisuels et plus particulièrement de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ;

• que la loi de 1991 précitée se présente comme un « véritable patch-work » des modifications législatives successives de ces dernières années et manque de cohérence ;

- constatant de surcroît que la loi en vigueur ne tient que partiellement compte de l'évolution du secteur des médias audiovisuels de ces dernières années,

invite le Gouvernement

- à procéder, dans les meilleurs délais, à une refonte complète de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

• en vue d'une harmonisation des règles applicables, notamment en matière d'autorisations, de concessions, de notifications et des pouvoirs d'instruction et de sanctions, et

• afin de préciser les contenus sur lesquels le contrôle de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) devrait s'appliquer.

(s.) Diane Adehm, Marc Lies, Viviane Reding, Gilles Roth, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Sou, normalerweis stëmmt d'CSV bei enger Transpositioun vun enger europäescher Direktiv ëmmer mat Jo, well mer ëmmer derfir sinn, dass mer déi dote Saache sollen ëmsetzen an an eist Recht iwwerhuelen. Hei ass et awer esou, dass mir als Partei einfach wëllen en Zeeche setzen, dass mer net méi d'accord si mat där Aart a Weis, wéi mir an der Chamber traitéiert ginn, an a wéi enger Hetz mir Saachen hei mussen ëmsetzen. An duerfir wollte mer eis bei där heiter Ëmsetzung vun der Direktiv enthalen. Wéi gesot, et geet eis net ëm den Inhalt vun der Direktiv, mee et geet eis ëm d'Aart a Weis, wéi d'Chamber hei behandelt gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Adehm. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een den Donnéeë gleewe kann, déi d'Videoplattform YouTube selwer op hirem Site publizéiert, da gi weltwäit pro Minutt 500 Stonne Bildmaterial op dës Plattform eropgelueden. Dat heescht an anere Wierder: An deene fënnef Minutten, déi ech hei Riednerzäit hunn, ginn iwwer 2.500 Stonnen u Bildmaterial aleng op YouTube eropgelueden.

Dorënner si sécherlech Videoen, déi ganz interessant sinn oder vläicht och ganz edukativ, mee et sinn der awer och vill dorënner, déi wierklech net fir all Persoun gëeegent sinn an och net fir all Persoun geduecht sinn. A well mëttlerweil eis Kanner ëmmer méi jonk an ëmmer méi intensiv mat Handyen an Tabletten a Verbindung kommen a sech och ëmmer méi domadder beschäftegen, ass et ganz wichteg, se besser ze schützen. A genau dorëms geet et bei dëser Direktiv.

Video-Plattforme wéi YouTube, awer och anerer, mussen an Zukunft Mesuren ergräife fir sécherzestellen, dass de Contenu vun de Videoen, déi eropgeluede ginn, d'Prinzippie vun dëser Direktiv respektéiert. Do ass de Rapporter scho ganz am Detail drop agaangen, alles brauch ech also hei net ze widderhuelen, well hien huet dat op eng exzellent Aart a Weis gemaach. An ech wëll him och duerfir Merci soen.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Ech wëll hei awer just ënnersträichen, dass e puer vun deenen Hannergrënn eis ganz besonnesch um Häerz leien als LSAP: Dat ass natierlech de Schutz vun de Mannerjäregen, dee prioritär an dëser Direktiv an domat och an dësem Gesetz ass, awer och d'Tatsaach, dass soll verhënnert ginn, dass Contenue verbreet ginn, déi zum Haass opruffen oder déi diskriminatoresch Inhalter vermëttelen.

Et gëtt och ganz flott Beispiller heifir: Sou muss zum Beispill an Zukunft assuréiert sinn, dass d'Plattformen e sougenannte „Contrôle parental" ubidden, oder et muss ee ganz einfach e System en place setzen, fir Videoe mellen ze kënnen, déi géint déi virdru genannte Krittäre verstoussen, fir dass dat net e risegen Challenge ass, dat ze maachen, mee fir dass dat respektéiert gëtt an och einfach kann ëmgesat ginn.

D'Videoe kucke sech Kanner a jonk Erwuessener awer net just op Plattforme wéi YouTube oder TikTok un, och bei de Medien huet sech d'Konsumverhale vun eis all, awer virun allem och vun deene Jonken, immens verännert an deene leschte Joren. Gekuckt gëtt owes net méi just, wat grad vun Televisiounskanäl programméiert ginn ass - loin de là! -, mee duerch de sougenannte Video-on-demand si riseg Kategorië vu Film- a Videoproduktioune praktesch ronderëm d'Auer disponibel.

An och hei brauch ech lech jo kee Bild ze molen, wann ech lech soen, dass et eng Rëtsch vun deem Material, vun deene Filmer, vun deene Videoe gëtt, déi, ech drécken et elo mol esou aus, awer fir e méi erfuerene Publikum geduecht sinn. An duerfir ass et ganz, ganz wichteg, fir an deem Fall Mannerjäreger ze protegéieren, si ze schützen. An domat befaasst sech dës Direktiv.

Si befaasst sech awer och mat Fournisseure vu Video-on-Demand, wéi zum Beispill Netflix, fir en net ze nennen. Hei ass virgesinn, dass Filmer, an deenen zum Beispill besonnesch vill Gewalt virkënnt, just zu méi spéideren Auerzäiten - also wann u sech supposéiert ass, dass d'Kanner da schonn am Bett leien -, kënnen opgeruff ginn. Zousätzlech sollen och bei Filmer vu Video-on-Demand-Plattforme Logoen agesat ginn, fir Filmer ze kennzeechnen, déi net fir e jonke Publikum geduecht sinn, änlech wéi dat och bei der Televisioun oder och bei Kinosfilmer de Fall ass.

Fir et nach eng Kéier ganz däitlech ze soen: Mat dëser Direktiv gëtt de Schutz vun de Mannerjärege verbessert. A genee dee Schutz steet och am Mëttelpunkt vun dësem Gesetz, an dat begréisse mir natierlech als LSAP ausdrécklech. An duerfir kann ech elo och scho soen, dass mir deem heite Gesetz wäerten eis absolutt Zoustëmmung ginn, well et ass dorëms, wou et eis geet.

An deem heite Gesetzesprojet ass och virgesinn, an och hei ass de Rapporter scho kuerz drop agaangen, dass d'ALIA hei - a mir hunn am Moment e puer Gesetzer an der Maach, an eiser Kommissioun, wou d'ALIA eng wichteg Roll spillt - och eng wichteg Roll spillt bei der Iwwerwaachung vun deenen neie Reegelen, mat deene si beoptraagt gëtt. Hir Roll gëtt also gestäerkt, an eng méi staark Roll heescht natierlech och méi Responsabilitéit, mee et heescht och méi Aarbecht. An do ass et fir eis wichteg - an duerfir wëlle mer déi Remark hei maachen -, dass muss assuréiert sinn, garantéiert sinn, dass d'ALIA iwwer genuch Moyene verfüügt, well hei geet et ëm eng ganz wichteg Missioun, nämlech déi vum Schutz vun eise Kanner.

An da kommen ech och schonn zur Konklusioun oder zu enger Remark, déi ech virum Schluss nach wollt maachen: Wa mer vun der ALIA schwätzen, da schwätze mer och iwwert den edukative Volet, well dat gehéiert ausdrécklech zu de Missioune vun der ALIA, an dann denke mir direkt un d'Medienerzéiung. Dat läit eis als LSAP ganz besonnesch um Häerz, well an enger Welt, wou dat Digitaalt ëmmer méi eng grouss Plaz kritt - eng Tendenz, déi iwwregens duerch d'Pandemie nach weider verstäerkt gëtt -, ass et wierklech onabdéngbar, dass déi jonk Leit léieren, kritesch mat deene Biller ëmzegoen, déi se op hirem Tablet, hirem Smartphone oder op egal wéi engem Schierm gesinn. An duerfir läit et eis besonnesch um Häerz, dass si e Bagage mat op de Wee kréien, fir sech an där Welt zurechtzefannen, an där si opwuessen, an och léieren, domat ëmzegoen.

Ech wëll also nach eng Kéier am Zesummenhang mat dësem Projet de loi d'Bedeitung vun der Medienerzéiung ënnersträichen. Fir de Rescht geet dës Direktiv an déi Richtung, wéi mir et begréissen. An dee Kader vun dëser Direktiv sollte mer eeben, wéi gesot, och als Ustouss huelen, fir weider Efforten ze maachen am Beräich vun der Medienerzéiung.

A mat dëser leschter Remark wéilt ech och gären nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun zu dësem wichtege Projet de loi mat op de Wee ginn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lydia Mutsch. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 7651 gëtt d'Direktiv Service de médias audiovisuels 2018/1808 eent zu eent transposéiert. Dës Upassung ass noutwendeg, well de Mediemarché sech technesch weiderentwéckelt huet, notamment am Beräich vun den Internetservicer, wou et eng Konvergenz vun deene verschiddene Mediegattunge gëtt a wou sech d'Produktiouns- an d'Diffu-

siounsapparater an de leschte Jore rasant entwéckelt hunn.

Dat Gesetz vun 1991, dat mir haut hei ofännere wëllen, goung deemools schonn aus enger Directiv „Télévision sans frontières" vun 1989 ervir. Dat war en éischte Versuch, fir e gemeinsamen europäesche Kader an deem Beräich op d'Been ze stellen. Virum Hannergrond vum technesche Fortschrëtt an der Entwécklung vun Europa insgesamt gouf de Kader dunn am Laf vun der Zäit ëmmer erëm ugepasst.

1997 an 2007 sti fir zwou gréisser Reformen. 2010 gouf d'Direktiv ëmgedeeft, fir déi audiovisuell Medie méi allgemeng ze viséieren, well d'Grenze vun den eenzelne Medien am Internetzäitalter fléissend gi sinn.

Den Entwécklungstempo an deem Beräich ass esou grouss, datt mir haut schonn erëm eng nei Etapp um Dësch leien hunn.

Esou wéi de Staatsrot et gutt formuléiert huet, sinn d'Ziler vun dësem Projet de loi net manner, wéi de Medienpluralismus, d'kulturell a sproochlech Diversitéit, de Konsumenteschutz, d'Accessibilitéit, d'Netdiskriminéierung, de gudde Fonctionnement vum Bannemaart an d'Promotioun vu fairer Konkurrenz ze garantéieren. Dëst soll zukünfteg och fir Videosharing-Plattformdéngschter an audiovisuell Inhalter op de verschiddene Social-Media-Déngschter wéi YouTube, Dailymotion an esou weider gëllen.

Ech wäert net op all dës Elementer vum Text agoen, dat huet de Rapporter Guy Arendt a sengem gudde schréftlechen a mëndleche Rapport am Detail gemaach, an duerfir soen ech him e grousse Merci.

déi gréng fannen et extreem wichteg, datt mat dësem Text e Kader gesat gëtt, fir d'Mineure besser ze schütze géint Programmer, déi net hirem Alter ugepasst sinn an esou hirer physescher, psychescher an och moralescher Entwécklung kéinte schueden. Grad esou wichteg ass d'Zil, géint Hatespeech virzegoen.

Et sinn d'Mediendéngschtleeschter, déi mussen derfir suergen, datt d'Inhalter, déi iwwert déi verschidde Kanäl eropgelueden an diffuséiert ginn, de Prinzippie vum Schutz vu Mannerjäregen a vum Verbuet vum Opruff zu Gewalt, Haass an Terrorismus entspriechen.

Hei wéilt ech awer eng Remark maachen, an zwar zur Fro vun der Kontroll vun der Duerchsetzung vun den Dispositiounen aus der Direktiv respektiv dem Gesetz. Déi Fro war och 1989 schonn en Theema. Deemools gouf a leschter Konsequenz déi Europäesch Kommissioun mat der Opsiicht chargéiert. Haut, wou d'Medielandschaft vill méi komplex ginn ass, gëtt déi Responsabilitéit un déi national Opsiichtsbehörden delegéiert. Als Konsequenz dozou kréie si hir Missiounen erweidert an hir Onofhängegkeet gestäerkt.

Zu Lëtzebuerg ass d'ALIA eise Regulateur a si sträicht an hirem Avis zu dësem Projet eng ganz Rei vun Aspekter ervir, wou hire rechtleche Kader an hire praktesche Fonctionnement nach kéinte verbessert ginn. Do geet et ëm hir Organisatioun an hir Missiounen, ëm de Fonctionnement vun hirem konsultative Gremium, iwwert deen d'Zivillgesellschaft matagebonne gët, awer och zum Beispill ëm hir Sanktiounsméiglechkeeten.

Sécher, dat geet iwwert dës Eent-zu-Eent-Transposition vun enger Direktiv eraus, déi jo ëmmer ënner engem gewëssenen Zäitdrock stattfënnt, mee den ALIA-Avis ass eng exzellent Basis a werft vill pertinent Froen op, déi fir de Fonctionnement vun dëser Direktiv an doriwwer eraus wichteg sinn. Duerfir wär et sënnvoll, sech deemnächst eng Kéier zesumme mat alle betraffenen Acteure mat dësem Avis am Detail auserneenzesetze mam Zil, d'ALIA esou opzestellen, datt se all hire Missioune ka gerecht ginn.

Ofschléissend wéilt ech awer och nach ausdrécklech begréissen, datt déi nei Bestëmmungen d'Promotioun vun der audiovisueller Produktioun an den europäesche Länner soll stäerken, andeems och d'Ubidder vun on-demand audiovisuelle Mediendéngschter op d'mannst 30 % europäesch Wierker mussen an hire Katalog ophuelen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Am Numm vun der ADR wollt ech och dem Rapporter Guy Arendt villmools Merci soe fir alt nees eng Kéier e glasklore Rapport, dee keng weider Froen opléisst. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säi Rapport. Ech brauch jo net erëm drop zréckzekommen, et ass jo alles gesot ginn. Trotzdeem, mengen ech, muss een e puer Saache soen. Also, mir wäerten dee Projet de loi zwar matstëmmen, mee et sinn awer e puer Punkten, déi an eisen Aen trotzdeem weiderhi kritesch bleiwen.

Ganz dovunner ofgesinn, datt d'Direktiv an hire fundamentale Prinzipien u sech trotzdeem nach relativ vag bleift, wat d'Fournisseuren alles musse respektéieren, muss een awer och feststellen, datt d'Amenden zum Beispill awer trotzdeem relativ moderat sinn: tëschent 200 an 2.000 Euro - den Dag, jo, mee wann ee bedenkt, datt zum Beispill eng Plattform wéi Netflix am éischten Trimester vun 2020 Benefisser vu 5,8 Milliarde gemaach huet, mengen ech, da kann ee sech mol d'Fro stellen, ob eng minimal Amende den Dag vun 200 Euro … Dat sinn e puer Euro méi, wéi wann een eng Covidgesetzgeebung net respektéiert, also, da muss een d'Verhältnisméissegkeet awer a Fro stellen. Bon.

Duerno stellt sech jo och d'Fro …, well d'Direktiv, déi erlaabt engem Staat jo och, eng Tax op de Benefisser vun deene Plattformen opzehiewen. Mir hunn decidéiert, dat net ze maachen. Déi Tax, déi kéint jo déi lokal Produktioun ënnerstëtzen. Et gëtt jo och behaapt, dat hätt domadder ze dinn, datt mer Angscht hätten, datt duerno d'Lëtzebuerger Consommateure vun de Plattformen eng manner grouss Offer géife kréien. Ech mengen, datt dat net de Fall ass. Ech mengen, datt mer d'Méiglechkeet verpasst hunn, do eng Tax opzehiewen, fir justement déi lokal Produktioun ze ënnerstëtzen, well ech mengen, esou, wéi et actuellement ausgesäit, ass dat, wat déi lokal Produktioun kritt, awer nach ënnert deem, wat een hei kéint maachen.

Duerno, bon, d'Kompetenze vun der ALIA ginn erweidert. Si soll och nach nei Responsabilitéite kréien. D'ALIA huet nach ëmmer net déi Moyenen, fir déi Responsabilitéiten ze iwwerhuelen. Mir missten zu Lëtzebuerg iergendeng Kéier de Reflex kréien, datt, wa mer Direktiven ëmsetzen - ech verweisen op d'Diskussioun, déi mer gëschter haten -, wa mer Saache wëllen ëmsetzen, mer eis d'Moyenen och musse gi vun eisen Ambitiounen. Dat schéngt hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer eng Dichotomie ze sinn an ech mengen, dat ass keng gutt Saach. An natierlech si mer och der Meenung, genausou wéi d'Madamm Adehm dat och virdru gesot huet, datt een an deem Sënn u sech eng ganz Refonte vun der Gesetzgeebung misst maachen, an datt mer do vill ze vill laang gewaart hunn.

Mee bon, mir mengen awer trotzdeem, datt et éischter an déi richteg Richtung geet. Da wäerte mer dee Projet de loi matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir e Land, wat en eegene Medieminister huet - eppes, wat rar ass an der Europäescher Unioun -, ass dëst Gesetz wierklech net e grousse Grond, houfreg ze sinn. Ganz am Contraire, ech menge souguer, datt dëst Gesetz iwwert d'elektronesch Medien ee vun deenen oniwwersiichtlechsten Texter ass, dee mer säit Laangem hei an der Chamber behandelt hunn. Et gouf scho vun e puer Kolleeginnen a Kolleegen hei gesot: Et ass net déi éischt Iteratioun, déi mer op dësem Text dréien, an dat bei engem Text, deen awer nach zu menge Liefzäite geschriwwe gouf.

Dat soll awer net heeschen - a wannechgelift, et soll wierklech net heeschen! -, datt de Rapporter, deem ech hei e grousse Merci wëll soen, net eng exzellent Aarbecht gemaach hätt, fir e schréftlechen a mëndleche Rapport vun enger dach komplexer Matière ze maachen. De Rapporter huet festgehalen, wat mat dësem Gesetz wéi geännert gouf, an awer och, wat net geännert gouf.

D'europäesch Direktiv vun 2018 huet mussen ëmgesat ginn, a Lëtzebuerg huet dat mat dësem Gesetz dann och gemaach. Mee et ass eng Saach, seng Hausaufgaben ze maachen, fir keng Strof ze kréien, an eng aner, den Exercice richteg ze léisen!

Mir hunn hei en Text virleien, dee ganz offensichtlech ni geduecht war, fir d'elektronesch Medien an hirer haiteger Form an aktueller Villfalt ofzedecken. Mir hunn hei e Gesetz, wat fir déi klassesch Tëlee gemaach war, zu deem dann de Radio derbäikoum, a wou elo och nach probéiert gëtt, iergendwéi Video-on-demand-Servicer a -Plattformen, wou Utilisateure Privatvideoen deele kënnen, dranzesetzen. Dëse Patchwork huet dem Text net onbedéngt gutt-gedoen an d'Zil, déi lescht technesch Entwécklungen, déi et um digitale Marché gouf, an dësem Text iergendwéi erëmzespigelen, gouf definitiv net erreecht.

Mee wéi esou oft gi mer gezwongen, dat hinzehuelen, well d'Zäit drängt, well verpasst gouf, éischter e proppert, neit Gesetz ze schreiwen, a wou mer elo e Gesetz stëmme mussen, fir eis net zuscholde kommen ze loossen, eng europäesch Direktiv net ëmzesetzen. An dat ass net fir d'éischte Kéier, datt dat geschitt. Vill ze heefeg kréie mer vun der Regierung um leschte Stëppel Gesetzesprojete virgeluecht, un deenen da keng fundamental Ännerunge méi méiglech sinn, well eis d'Zäit fortleeft. Dat däerf net sinn! Dat ass besonnesch schlëmm, wann et, wéi an dësem Projet, ëm kruzial Theeme geet wéi Jugendschutz oder e Verbuet vun Haass, Diskriminéierung an Terrorismus. Dir mierkt, et sinn net kleng Dossieren, déi hei probéiert ginn ze behandelen, an dat an der Urgence.

Duerch déi vill Adaptatiounen iwwert d'Zäit an de Fait, datt den aktuellen Text ni geduecht war fir Medien, wou net een Editeur e feste Programm am Viraus festsetzt, hunn derzou gefouert, datt dat aktuellt Gesetz Lücken an Anachronismen huet. Besonnesch de Fait, datt op ville Plaze vun audiovisuelle Medie geschwat gëtt, suergt derfir, datt ee sech heefeg d'Fro stelle muss, ob dat, wat ee grad liest, dann net och fir de Radio gëlle misst, an ob reng sonor Medien, déi net iwwer Radiosfrequenzen diffuséiert ginn, wéi zum Beispill Podcasts, ganz duerch d'Netz vun dësem Gesetz falen.

Eng modern Gesellschaft an e Land, wou et souguer e Medieminister gëtt, bräicht awer e Gesetz, wat fir all Forme vun elektronesche Medie ganz kloer an däitlech festhält, wéi d'Obligatioune vun de Fournisseuren an d'Rechter vun de Consommateure sinn. Kloer an däitlech kann een eis aktuell Gesetzgeebung awer net nennen.

Zu all deene Punkten, déi ech scho genannt hunn, an déi vläicht zumindest e Stéckwäit mat der Entwécklung an de villen Upassunge vun dësem Text ze excuséiere sinn, kënnt nämlech nach d'Dispositioun aus dem Artikel 2, déi scho bal eng Frechheet ass, an zwar eng Frechheet vis-à-vis vun all Persoun, déi sech informéiere wëllt iwwer hir Rechter an Obligatiounen am Beräich vun digitale Medien.

An deem Artikel heescht et nämlech, datt d'Gesetz vum Commerce électronique vun 2000 gëlteg ass, ausser wann an dësem Gesetz hei eppes aneres steet, ausser wann an dësem Gesetz steet, datt et awer net esou ass. Wien do nach schlau draus gëtt a wien doraus seng Konsumenterechter nach richteg ofleede kann, deem kéint een direkt e Master am Droit ginn, well fir esou eng Contorsioun iergendwéi nach hinzekréien, muss een Droit studéiert hunn. En normale Konsument fält hei duerch de Raster.

A wat soll dat? Firwat maache mer net direkt déi entspriechend Amendementer am Gesetz iwwert de Commerce électronique? Esou mécht ee keng Gesetzer fir d'Biergerinnen an d'Bierger. Esou schaaft ee just bewosst en ontransparente Koup u Reegelen, duerch déi sech just nach déi wulle kënnen, déi Vollzäit duerfir bezuelt ginn, wärend all déi aner mussen drop vertrauen, datt d'Regierung an hir Conseilleren dat scho gutt gemaach hunn. Esou schaaft ee sech vläicht Kritik vum Hals, well keen Zäit huet, iwwerhaapt erauszefannen, wat ee mécht, mee esou mécht ee keng transparent Politik.

Well mer dësem Projet aus de genannte Grënn net zoustëmme kënnen, obwuel mer mat der Direktiv, déi hannendru steet, awer averstane sinn, wäerte mer eis haut enthalen. Net well d'Iddi net gutt wär, mee well d'Ëmsetzung hei einfach vill ze vill holpreg ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Medieminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, ech sinn esou gewinnt, dem Här Di Bartolomeo ëmmer Merci ze soen hei mat de Covidtexter, wou ech ëmmer hei op der Tribün stinn, dass ech him haut dann net Merci soen an dem Här Arendt dann awer Merci soe fir dee schréftlechen an dee mëndleche Rapport, deen en hei gemaach huet.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- D'nächst Woch.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Jo, et kënnt nees eng Kéier, Här Di Bartolomeo, doudsécher.

De Fait ass, hei ass vill diskutéiert ginn, mee et geet virun allem drëms, d'Videosharing-Plattformen och méi ze garantéieren. Duerfir soen ech och der Madamm Mutsch Merci, dass se eeben insistéiert huet op de Fait, dass dat haut Repercussiounen huet, déi wierklech ganz wäit ginn, an dass duerfir och eng Kontroll ganz néideg ass. Dat ass am Fong d'Essenz vun deem Ganzen.

Mir wëssen, wat fir Repercussiounen, wat fir Degâten een hautdesdaags ka provozéieren, andeem een eppes online setzt, andeem et diffuséiert gëtt, andeem et gekuckt gëtt, wéi verschidde Leit carrement zum Suicide kommen, well Saache publizéiert ginn an dann net eng gewësse Protektioun ass vis-à-vis vun deem, deem et éischtens bewosst ass, wann en et diffuséiert, mee virun allem och vun deem, deen et duerno och kuckt.

Hei sinn e puer Saache gesot gi vun enger Rëtsch vu Kolleegen … an ech mengen, de Rapporter huet och drop insistéiert, an och nees eng Kéier d'Madamm Mutsch, op d'Medienerzéiung - Medienerzéiung ass immens wichteg! -, an och den Här Hansen huet dee Punkt ervirgeholl. Mir wëssen, wéi wichteg eng Erzéiung vis-à-vis vun de Medien ass an erlaabt mer, souguer méi generell an deem ganze Kontext, dee mer do hunn iwwert d'Lektür, an de Lien ze maache mat allem, wat Video-on-demand ass: vum Erofhuelen an dem Fait, als sech Jonke iwwer eng Informatioun iwwer e Video, am Fong kënnen ze eduquéieren, well dat ka ganz an eng falsch Richtung goen. Ganz an eng falsch Richtung! Wat do an de soziale Medie steet, ass net Parole d'évangile! Dat muss ee wëssen! Hautdesdaags ass et bal ze einfach, mat enger Intox einfach eppes kënnen ze diffuséieren, an da musst Dir als responsabel Politiker am Fong hanner Fakenews lafen, fir verschidde Saachen nees richtegzestellen. Duerfir ass eng Medieneducatioun och esou wichteg.

Wann een och elo zum Beispill bei Videoen oder eeben elo bei der Educatioun kuckt, wéi vill Leit Saache behaapt hunn iwwert de Covid, wéi vill Filmer geshared gi sinn iwwert de Covid, iwwert d'Impfen, iwwert d'Tester, all déi Saachen, déi Honnertdausende Mol gekuckt ginn, wou ee mat Fakenews probéiert, eng gewësse Stëmmung ze maachen … An duerfir ass et wichteg, dass deen een oder deen aneren éischtens responsabiliséiert gëtt vis-à-vis vun deem, wat e mécht, a virun allem och vun deem, wat e gesäit.

An déi strukturell Renforcementer, déi mer hei och an deem doten Text hunn, Här President, déi si wichteg. D'ALIA … hei gëtt gemaach, wéi wann d'ALIA esou ... 70 % Budget méi!

(Brouhaha)

70 % Budget méi! An Dir wësst, a wéi engen Zäite mer sinn! Dowéinster, ze maachen gemaach, wéi wann déi Efforten, déi fir d'ALIA gemaach gi sinn, net do wieren, dat ass och falsch!

Hei ass eis vun der CSV, vun der Madamm Adehm - déi zwar elo ganz beschäftegt ass mam Här Clement a mat der Madamm Reding, voilà, wann Der just géift nolauschteren, da kann ech lech och äntwerten - gesot ginn … ech hu jo bal d'Gefill, et wier meng Schold gewiescht, wann déi Direktiv elo eréischt hei ëmgesat gëtt. Jo, ech sinn de politesche Responsabelen, ech huelen dat op mech. An ech hunn och kee Problem, wann d'CSV seet - wat ech zwar e bësse komesch fanne fir eng Transpositioun vun enger Direktiv -, well déi Responsabilitéit do ass, géife si sech enthalen.

Ech wëll Iech just soen, dass den SMC (ndlr: Service des médias et des communications) - mat deene Moyenen, déi en huet, mam Plënneren, mam Covid -, de Maximum gemaach huet, deen e konnt. An ech stelle mech virun déi Beamten an ech akzeptéieren net, dass gemaach gëtt … - well Dir wësst jo ganz genau, dass de Minister net selwer deen ass, deen den Text preparéiert -, mee eis Beamten hunn de Maximum gemaach, an ech stelle mech virun déi Beamten, déi an deem heite Fall, soubal et méiglech war, hir Aarbecht gemaach hunn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Dowéinster ze soen, dass een … De Kontext ass och speziell am Moment: Mir hunn eng Rëtsch vu Leit am Teletravail; mir hunn eng Rëtsch vu Leit, déi a Quarantän sinn; mir hunn eng Rëtsch vu Leit, déi krank sinn. An an dësen Zäiten elo ze soen, dass hei e Service net effikass geschafft hätt! Ech wëll wierklech de Beamten hei soen, dass ech … An ech weess, mat wéi enge bescheidene Moyene se schaffen! Ech weess, mat wéi enge bescheidene Moyene se schaffen an dass se, wéi gesot, och vun der Maison de Cassal an de Gronn geplënnert sinn, an och de Maximum gemaach hunn. Duerfir vu mir aus mäi gréisst Vertrauen.

Bei deene Motiounen, déi gi sinn … Här President, ech weess, d'Chamber muss do decidéieren, wéi se wëllt. Mee fir elo eng Motioun unzehuelen, wou Der sot, dass mir schonn ee Joer am Viraus bei Direktive mussen en Text eraginn … Éischtens ass dat en Delai, deen een heiansdo mol net ka respektéieren, well et si souguer Texter, déi musse méi séier iwwerholl ginn, Reglementer oder europäesch Texter musse ganz séier iwwerholl ginn, an zum Beispill bei der Lutte géint Terrorismus a bei verschiddenen aneren Texter kënne mer och kee Joer waarden. Hei soll keen d'Gefill kréien, dass hei eng Regierung sech eng Freed géif maachen, fir verschidden Texter wëllen zréckzehalen.

A mam Här Fayot, deen och hei present ass, kucke mer all puer Wochen am Regierungsrot, och mam Här Asselborn, fir de Point ze maachen, wou Retarde sinn, wou verschidde Saache mussen transposéiert ginn, wou verschidde Saachen och musse prioritär ëmgesat ginn. Tatsächlech kéint ee bei ganz ville Fäll just de Stempel huelen a soen:

„Transposé“, ouni iergendeng Modifikatioun ze maachen. Et si verschidde Länner, déi dat dote maachen, mee fir eis ass et awer och wichteg, Spezifissitéiten, déi fir Lëtzebuerg mussen ënnerstrach ginn, ze ënnerstëtzen.

Dowéinster, mir probéiere wierklech, de Maximum ze maachen. An ech verstinn, dass Dir och als Chamber Är Zäit braucht. Mir hunn eng Rëtsch vun Instanzen, déi matschaffen, an et soll elo keen deem aneren d'Schold ginn. Mir sinn tatsächlech au départ déi, déi den Text jo an de Roulement bréngen. Wa mir den Text net bréngen, ka jo och kee schaffen, weeder eng Chamber nach e Conseil d'État. An ech wëll elo net ufänken ze soen: „Deen doten Text louch awer esou laang beim Conseil d'État, deen doten Text louch esou laang hei.“ Ech fannen, et soll ee keng Schold zouweisen.

Et steet eis als Land gutt zu Gesiicht, wa mer net reegelméisseg condamnéiert gi wéinst de Retarden. An ech kann lech just soen, dass dës Regierung net wëlles huet, do express Retarden ze maachen oder lech wëllen an eng Situatioun ze setzen, wou Dir och keng Zäit hätt, fir kënnen a Serenitéit ze schaffen.

An dann iwwert déi zweet Motioun, Här President: Ech muss lech soen, mir wëllen tatsächlech och eng Analys vun der Situatioun maachen. Deen Text - an ech weess net méi, wien et war, ech mengen, et war d'Madamm Adehm oder den Här Clement, ech weess net méi, wien et gesot huet, vu wéini den Text staamt, ech mengen, et war d'Madamm Adehm -, den Depart vun deem Text war tatsächlech den Ufank vun deem, wat mer haut hunn. An haut si mer an enger anerer Situatioun an duerfir soll eeben och eng Analys gemaach ginn - Dir schwätzt vun enger Refonte - ob oder net eng Refonte, oder Modifikatiounen, ob där musse kommen oder eeben en Amendement. Et soll ee sech a Rou - an do hutt Der hei och e Partner, dee mat lech total averstanen ass -, zesummesetze fir ze kucken, wéi mer déi Texter do, wou e Besoin ass, un d'Realitéit vun haut kënnen adaptéieren.

Dowéinster, Här President, wëll ech dem Här Arendt nach eng Kéier Merci soen, well en duerch säin Historique evitéiert huet, dass nach fënnef Riedner den Historique vun dësem Text gemaach hunn. Et ass e wichtegen Text. Mir hunn deen och elo virgeholl vis-à-vis vun deene ganze Mediendiskussiounen, déi mer wollten hunn, well mer awer wëllen evitéieren, wéinst Retarde bei Transpositioune condamnéiert ze ginn.

Mee, Här President - ech hunn et scho virdru gesot, an ech widderhuelen et nach eng Kéier -: „Ech sti viru menge Beamten.“ Mir hunn hei net déi Moyenen, déi verschidden Administratiounen a verschiddene Länner hunn. An ech muss lech soen, dass déi Aarbecht, déi déi Beamten all Dag maachen, eng fantastesch Aarbecht ass. An ech si ganz houfreg op ons Ekippen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Medieminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7651. Den Text steet am Document parlementaire 7651[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7651 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech wiele par procuration fir den Här Fred Keup, ADR, mat Jo a ginn awer gär eng Explikatioun: Dat ass, fir d'demokratesch Rechter vun dräi Deputéierten ze assuréieren, déi covidbedéngt haut, an ech mengen och muer, net kënnen un der Sitzung deelhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth, fir déi Prezisiounen. Ech wëll soen, datt ech ausdrécklech begréissen, datt Der deen dote Wee fonnt hutt, fir datt eeben einfach déi Deputéiert, déi Responsabilitéit beweisen, awer hire Vott zum Ausdrock kënne bréngen. Merci villmools.

Domadder ass dëse Projet de loi mat 37 Jo-Stëmmen an 23 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding ;

MM. Marc Baum (par. M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Claude Wiseler), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer elo zur Diskussioun, respektiv zum Vott vun deenen zwou Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. An ech géif der Madamm Viviane Reding d'Wuert ginn.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo, Här President, mir sinn heiansdo an der Chamber a Verspéidung, fir europäesch Direktiven a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen, an da gëtt op eemol Damp gemaach. Séier, séier muss et da goen, fir dat ze evakuéieren. Am beschten an där selwechter Kommissiounssëtzung d'Analys vum Text, d'Analys vum Avis vum Staatsrot ofstëmmen, fäerdeg. Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deet enger Demokratie net gutt!

Mir sollen analyséieren amplaz duerchzebaatschen, a mir sollen eis genuch Zäit huelen, fir eng zolidd parlamentaresch Aarbecht ze maachen. An duerfir brauche mer natierlech e Projet de loi, dee fréi genuch um Dësch läit, fir dann och fréi genuch kënnen eng ganz Prozedur unzefänken. An ech schwätzen elo just iwwert déi europäesch Direktiven oder Reglementer, déi gesinn nämlech vir, datt op nationalem Plang esou eng Prozedur méiglech ass.

Éier zu Bréissel en Text ugeholl gëtt - vum Europaparlament a vum Conseil des ministres -, vergi vill Joren. An an deene ville Jore gëtt diskutéiert, an do sëtzen eis Beamten an eis Ministere mat um Dësch! Wann also ofgestëmmt gëtt iwwer e Projet de directive oder de règlement, da wëssen déi genau Bescheed, well se scho jorelaang un deenen Texter matgeschafft hunn. Et gëtt also keng Iwwerraschung: D'Regierung weess, wat an deenen Texter steet.

An da gesinn déi Reglementer oder déi Direktiven normalerweis zwee Joer vir, éier se mussen ëmgesat ginn,. Firwat zwee Joer? Mee ganz einfach, fir deenen nationale Gesetzgeeber Zäit ze ginn, fir datt de Legislateur déi Zäit huet, fir un deenen Texter ze schaffen. An dofir sollte mir eis och als Chamber déi Zäit huelen. Amplaz zwee Joer ze waarden, bis datt dann d'Aarbechten ufänken, sollte mer soen: Ma kommt, da maache mer et esou: Ee Joer, fir datt d'Regierung déi Texter, déi se scho laang, laang, laang, laang, laang kennt, a Lëtzebuerger Recht iwwersetzt, an dann en anert Joer fir d'Chamber, de Conseil d'État, d'Consultatioune vun interesséierten Organisatiounen oder Bierger, wéi och ëmmer et ass … Loosse mer eis déi Zäit huelen! Dat wär eng uerdentlech parlamentaresch Aarbecht. Vun Europa ass et virgesinn, loosse mer et och hei zu Lëtzebuerg virgesinn!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Reding.

Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Jo, merci, Här President. O, ech kommen awer dorobber.

Une voix.- Jo, maacht dat!

M. Guy Arendt *(DP)*.- Jo, merci, Här President. D'Madamm Reding seet, normalerweis wären zwee Joer fir d'Transpositioun vun enger Direktiv virgesinn. Mir hunn awer virdrun de Premier héieren, dass dat ganz oft net de Fall ass, dass ee wierklech keng zwee Joer huet, fir en Text kënnen ze transposéieren.

Et ass alles schéin a gutt: Soulaang wéi eng Direktiv net ofvotéiert ass, ass se ëmmer nëmmen nach am Projet, a mir kënnen awer net ufänken, op Projeten ze schaffen. Mir musse waarden, bis eng Direktiv ugeholl ass, an eis dann, wéi gesot, déi néideg Zäit loossen. Dat ass an der Rei, domadder sinn ech d'accord. Mee mir hunn awer genuch Sitzunge gehat, fir deen heite Projet zum Beispill zur Genüge ze diskutéieren.

Duerfir géif ech der Madamm Adehm proposéieren, fir de Wuertlaut « au minimum un an avant l'expiration du délai prévu par ladite directive » ze ersetzen duerch « en temps utile ». Dat heescht, den Invite wär: « - à déposer les projets de loi prévoyant la transposition d'une directive de l'Union européenne en temps utile, afin que les commissions concernées aient la possibilité d'examiner les projets […] ».

Wann d'Madamm Adehm mat där Modifikatioun d'accord ass, kann ech och menge Kolleege proposéieren, déi Motioun unzehuelen. Anerefalls misste mer se ofleenen. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt. Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Reding.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo, Här President, dat Wuert „en temps utile“, dat schéngt mer e bësse matscheg ze sinn. Loosse mer nëmmen d'Beispill huele vun där heiter Direktiv: Déi louch 2018 um Dësch. Mir haten also Zäit bis de September 2020, fir se ëmzesetzen - zwee Joer, egal wat de Staatsminister seet! Den Depot vun dem Gesetz ass awer eréischt am August 2020 gemaach ginn, dat heescht, zwee Joer, nodeems d'Direktiv schonn um Dësch louch! De Staatsrot huet seng Aarbecht dunn normal gemaach, säin Avis ass am November komm, dee vun der ALIA ass am Dezember komm, an elo si mir dann am Februar, fir doriwwer ofzestëmmen. Also, wann dat doten „temps utile“ ass …!

An, Här President vun der Digitalkommissioun, et ass keng Kritik un lech, well Dir hutt Äre Rapport gemaach, esou wéi Der et vun der Regierung opgedroe krut, an Dir hutt e gutt gemaach! Mee „temps utile“ ass dat doten net! Zwee Joer leien normalerweis tëschent engem Vott vun enger Direktiv an der necessairer Transpositioun. Da loosse mer eis déi Zäit huelen an net soen: „Temps utile ass no zwee Joer.“ Nee, „temps utile“ ass vum éischte Moment un, wou deen Text um Dësch läit. An do huet d'Regierung en Avantage, well se scho jorelaang mat deem Text befaasst war, éier en zu Bréissel ofgestëmmt gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Reding. Da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Mir fannen d'Motioun, esou wéi se do steet, ganz sympathesch. Et hätt een natierlech ëmmer kënnen ... et kann een op de Wierder ronderëmreiden, mee ech mengen, „en temps utile“, dat ass wierklech e Lastik. Do kann ee soen: Alles ass en temps utile, soulaang se nach gestëmmt gëtt, éier mer eng Amende kréien. An ech mengen, dat wär zwar vläicht rechtlech gesinn en temps utile, et wär awer net dat, wat d'Chamber sech hei géif erwaarden, fir adequat ze schaffen. A mir géifen d'Motioun léiwer stëmmen esou, wéi se elo dosteet, wéi mat deem Zousaz.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Dann ... Nee, den Här Marc Hansen an d'Madamm Lydia Mutsch. Oder ee vun deenen.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Mir waren dovun ausgaangen, dass een déi heite Motioun net kéint unhuelen, well se ganz einfach net realistesch ass, wann een e fixen Delai drasetzt. Dat wëssen net nëmmen déi, déi fréier an enger Regierung waren, dass dat net méiglech ass, mee eigentlech, fir éierlech ze sinn, wësse mir et och heibannen. Mir kënnen dat net. Dat ass net realistesch.

Mee mir waren awer d'accord mat där Ouverture, déi hei gemaach ginn ass vum President vun der Digitaliséierungskommissioun. Wann déi Propositioun allerdéngs net ugeholl gëtt, da wäerte mir där heiter Motioun eis Zoustëmmung net ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Mutsch. An dann den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Jo, villmools merci, Här President. Ech wéilt mech deem eigentlech uschléissen. Ech mengen, mir gesinn allgemeng, dass et net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an anere Länner net ëmmer méiglech ass, Direktiven an engem Delai unzehuelen, deen eigentlech festgesat ass. Dat huet divers Ursaachen, notamment och, dass eeben d'Dossiere sech net esou entwéckelen, wéi een et gären hätt. An duerfir menge mer, dass ee Joer virdrun ze restriktiv ass. A mir wären och mat der Propositioun vum Här Arendt d'accord gewiescht. Wann dat net méiglech ass, da géife mir dës Motioun och refuséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hansen.

Ech mengen, et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Claude Wiseler), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Wat déi zweet Motioun hei ubelaangt, géif ech proposéieren, dass mer se géifen an d'Kommissioun huelen, fir den Avis vun der ALIA nach eng Kéier méi genee kënnen duerchzehuelen, well ech wëll hei awer och nach betounen: Deen Avis vun der ALIA ass no eiser Sitzung komm, wou mer de Rapport ugeholl hunn, wann ech mech gutt kann erënneren. Dat heescht, et ass liicht ze soen: „Mir hunn net driwwer geschwat.“ Mir haten en net doleien, wéi mer driwwer geschwat hunn.

Dat gesot, géif ech proposéieren, déi heite Motioun mat an d'Kommissioun ze huelen. Zäitno! Ech verstinn total, dass gesot gëtt, „net aux calendes grecques“, datt mer se zäitno huelen. Dat géif och dem Ministère Zäit loossen, fir e bëssen iwwert deen Text kënnen nozedenken. An dann, dass mer da virukommen. De Premier huet do jo och seng Ouverturë gemaach. Also an deem Sënn géif ech proposéieren, wann d'Madamm Adehm domadder d'accord ass, fir déi heite Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Also mir haten doriwwer rieds. Mir sinn eigentlech net domadder d'accord, well, je veux bien, da komme mer elo an d'Kommissioun mat der ALIA, mir diskutéiere mat hir nach eng Kéier en Avis duerch, wat jo eigentlech awer deelweis Moutarde après dîner ass, well d'Gesetz jo de Mëtteg gestëmmt ginn ass. Dat heescht: Mir fänken un, mat hinnen ze diskutéieren en vue vun enger eventueller Refonte vum Gesetz. A mir hätten eigentlech gär eng Zouso vun der Regierung, dass eng Refonte vum Gesetz gemaach gëtt! An et geet eis net drëm, fir elo nach eng Kéier eng Plauderstündche mat der ALIA ze halen, wou si eis hiren Avis nach eng Kéier erkläert. Mir wëllen eng reegelrecht Refonte vum Gesetz hunn.

Ech mengen, een, deen dem Här Clement virdrun nogelauschtert huet, deen huet ganz genee matkritt, wéi néideg et ass, dat ganzt Gesetz eng Kéier op de Leescht ze huelen. Ech hu mer selwer och d'Méi ginn, fir d'Version coordonnée duerchzeliesen. Et ass bal net méi ze liesen! Et ass bal net méi ze verstoen! An et wier wierklech net vu Muttwëll, fir dat dote Gesetz eng Kéier ganz op de Leescht ze huelen an et erëm eng Kéier ganz vu vir opzerullen. An duerfir behaapte mir eis dorop.

An den Avis vun der ALIA, just fir op den Här Arendt ze reagéieren: Mir hunn den 11. Dezember an der Kommissioun iwwert de Projet de loi geschwat, dat heescht, just iwwert den Avis vum Staatsrot, an den Avis vun der ALIA ass op de 7. Dezember datéiert, mee ech mengen, mir haten en eréischt den Dag selwer oder esou, wéi mir d'Kommissioun haten, um Courrier électronique, wat gemaach huet, dass awer eng ganz Rëtsch Leit den Avis net am Virfeld gesinn haten an doduerch vläicht och an deem

Sënn net preparéiert waren, fir direkt an der Kommissioun driwwer ze schwätzen.

Mee rien n'empêche, dass een awer hätt kënnen eng zousätzlech Kommissioun maachen, fir iwwert deen doten Avis ze schwätzen, ier een dat dunn einfach leiegelooss huet, bis dass elo d'lescht Woch de Rapport ugeholl ginn ass, ouni alleguerten déi aner Avisen ze kucken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech wollt och soen, dass et eigentlech sënnvoll wär, esou wéi ech dat och schonn a menger Ried gesot hunn, den Avis vun der ALIA mat alle Betraffenen ze diskutéieren an och ze kucken, a wéi eng Richtung et genau soll goen. An an deem Sënn fannen ech, dass et sënnvoll ass, dann ze kucken, a wéi eng Richtung et mam 1991er Gesetz soll goen. An duerfir si mir eigentlech och der Meenung, dass et soll an d'Kommissioun verwise ginn.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- D'ALIA freet eng Refonte.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Sollt dat net de Fall sinn, wäerte mir géint ...

Mme Diane Adehm *(CSV).*- D'ALIA freet eng Refonte vum Gesetz!

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- ... dës Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat d'Madamm Lydia Mutsch d'Wuert gefrot.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Mir hunn hei eng Ouverture gemaach kritt, souwuel vusäite vum Premier- respektiv Medieminister, wéi och vusäite vum President, fir zäitno - ass hei betount ginn - heiriwwer ze schwätzen, sief et iwwer eng eventuell Refonte, sief et iwwer zukünfteg Adaptatiounen, déi sech als noutwendeg erweisen.

Ech sinn do am Zesummenhang mat der Terminologie, déi vun der Madamm Adehm gebraucht ginn ass, net d'accord: Fir mech sinn déi Ronnen, déi mer do wëllen dréien, keng „Plauderstündchen", mee dat si wichteg Gespréicher, déi mir am Kontext vun eiser legislativer Aarbecht musse féieren. An duerfir hunn ech dat eng ganz gutt Suggestioun fonnt, fir dat an der Kommissioun ze maachen. Wann dat vun der CSV net esou gesi gëtt, da gesi mir keng Méiglechkeet, fir där heiter Motioun eis Zoustëmmung ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Le compte est bon. Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Claude Wiseler), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

6. 7537 - Projet de loi relative à certaines modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne

Mir kommen elo zum Projet de loi 7537 iwwer eng Rei Modalitéiten, déi Gerechtegkeet an Transparenz promouvéiere fir d'Betriber, déi online Intermediatiounsservicer benotzen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener *(LSAP), rapportrice.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: „If your business is not on the internet, then your business will be out of business." Dat Zitat gëtt dem Bill Gates zougeschriwwen. Mee eigentlech ass et egal, wien et sot: Et ass richteg! An ob mer et elo gutt fannen oder net, d'Betriber, net nëmmen, mee besonnesch d'PMEen, déi hir Gidder a Servicer wëlle verkafen, kommen net méi laanscht eng Onlinepresenz, wa se à long terme wëllen iwwerliewen.

Onlineshopping a -selling, E-Commerce ass ganz einfach net méi ewechzedenken. Dem Jeff Bezos säi Begréff vun der „customer obsession" ass keng Fiktioun, mee Realitéit. An déi Presenz op de grousse Plattformen, déi sougenannten „intermédiation en ligne", gëtt ëmmer méi zu engem wichtege Facteur, fir den Entrepreneuriat ze ënnerstëtzen, fir dem Commerce nei Opportunitéiten ze bidden.

Allerdéngs ass et esou, datt et grad fir déi kleng a mëttelgrouss Betriber ganz séier zu engem ongesonden Desequiliber oder carrement zu engem Ofhängegkeetsverhältnis ka komme par rapport zu der jeeweileger Onlineplattform. An et ass genee do, wou dëse Gesetzesprojet usetzt. Heimat gëtt nämlech dat europäescht Reglement 2019/1150 ëmgesat, dat d'Equitéit an d'Transparenz stäerke soll fir Entreprisen, déi op esou e Service d'intermédiation en ligne zréckgräifen, fir also hir Produiten a Servicer un d'Fra oder un de Mann ze bréngen.

Wa mer vun enger Entreprise utilisatrice schwätzen, geet et wéi gesot dacks ëm PMEen, déi et natierlech och schwéier hunn, fir aus eegene Mëttele kënne juristesch virzegoen, wann eng Onlineplattform oder och eng kommerziell Sichmaschinn hir dominant Positioun vis-à-vis vun der jeeweileger Entreprise ausnotzt. Déi Relatiounen tëscht Plattform engersäits an Entreprisen, déi drop sinn, anersäits ginn duerch dëst europäescht Reglement encadréiert. Dat ass eng weltwäit Première, well et ass deen alleréischte legislativen Text, deen d'Ambitioun huet, fir eeben esou e juristesche Kader ze setzen.

Wéi geet dat elo? Wéi gesäit dee rechtlechen Encadrement aus?

Abee, et gëtt zwee Punkten: Op där enger Säit gi Reegelen agefouert, fir deloyal Praktiken am Onlinecommerce ze ënnerbannen, an op där anerer Säit ginn eng Partie Obligatiounen definéiert, un déi sech d'Plattformen ze halen hunn, fir eeben eng besser Transparenz vis-à-vis vun den Entreprisen ze garantéieren.

D'Reglement leet ënner anerem fest, datt d'Onlineplattformen hir Conditions générales esou redigéiere mussen, datt se fir d'Entreprisen einfach accessibel sinn, an datt sämtlech Prozeduren a Mentiounen, déi d'Plattform der Entreprise imposéiere kann, och schwaarz op wäiss an de Conditions générales geschriwwe sinn.

D'Reglement seet och kloer, datt eng Plattform hir Servicer fir d'Entreprise net einfach esou aschränken oder kënnege kann. E Commerce muss am Virfeld en Exposé des motifs kréien, wou d'Plattform erkläert, firwat se d'Relatioun mam Commerce aschränke respektiv en suspens setzen oder kënnege wëllt.

Doriwwer eraus ginn och alternativ Mechanismen agefouert, wéi Litigen tëscht dem Commerce an der Onlineplattform ze traitéiere sinn. Grouss Plattformen, déi am Joer méi wéi zéng Milliounen Euro Chiffre d'affaires maachen, mussen en interne System fir den Traitement vu Plainten opstellen. Wann eng Onlineplattform den Obligatiounen aus dem Reglement net nokënnt, sinn d'Memberstaaten an der Verantwortung, ee Mechanismus fir Recoursen en place ze setzen. Et geet also ëm d'Méiglechkeet, fir sech als Commerce, am Fall vun engem juristesche Litige, duerch eng Organisatioun oder Associatioun viru Geriicht vertrieden ze loossen. An den Artikel 4 vun dësem Projet de loi hält d'Prozedur vun der Action en cessation fest, déi de leséierte Commerce géint d'Onlineplattform kann an d'Weeër leeden.

Dann zu de Konditiounen, déi all Organisatioun oder Associatioun erfëlle muss, fir am Numm vun enger Entreprise eng Action en cessation virum Tribunal kënnen ze froen. De Kader fir déi Konditiounen ass am Artikel 2 vum Projet de loi virgesinn. De Wirtschaftsminister designéiert d'Organisatiounen an d'Associatiounen, déi d'Konditioune vum Reglement erfëllen, dat fir eng Dauer vu fënnef Joer. An de Wirtschaftsminister communiquéiert den Numm an den Objet vun deenen Organisatiounen un d'EU-Kommissioun, fir datt se op d'Lëscht vum Journal officiel vun der Europäescher Unioun dropstoe kommen.

Den Artikel 5 gesäit da Sanktioune vir, wann d'Plattform eng Ordonnance de cessation net géif respektéieren, an déi Amende, déi gegeebenefalls gesprach gëtt, ka bis zu enger Millioun Euro héich sinn.

D'EU-Reglement gesäit am Artikel 14 Paragraf 5 vir, datt d'Memberstaaten een Organisme public nominéiere kënnen, deen de leséierte Commerce vertriede kann an eng Action en cessation aleede kann. An d'Kommissioun hat am Amendement 3 virgesinn, datt de Conseil de la concurrence déi Roll sollt iwwerhuelen, an also als Organisme public sollt designéiert ginn.

Allerdéngs huet de Conseil de la concurrence nach keng eege Personnalité juridique a kann dowéinst also nach net viru Geriicht agéieren. Nach, soen ech, well de Projet de loi 7479, deen um Instanzewee ass, gesäit jo precisement vir, aus dem Conseil de la concurrence en Établissement public ze maachen. An déi zukünfteg Autorité nationale de la concurrence soll also de Rôle vum Organisme public iwwerhuelen. An et ass och genee dat, wat de Staatsrot a sengem Avis complémentaire geschriwwen huet, an d'Kommissioun huet decidéiert, deen do ze suivéieren.

A sengem éischten Avis hat de Staatsrot fënnef Oppositions formelles formuléiert, woubäi et gréisstendeels ëm eng onkomplett oder ze restriktiv Ëmsetzung vum originalen Text vum Reglement gaangen ass, dëst virun allem bei der Fro, wéi eng Organisatiounen an Associatioune genee e Commerce virum Tribunal vertrieden däerfen. Dës Oppositions formelles konnten allerdéngs alleguerten aus der Welt geschafe ginn. Och der Opposition formelle am Avis complémentaire, wéi grad schonn ernimmt, huet d'parlamentaresch Kommissioun Rechnung gedroen.

Ze soe bleift nach, datt och d'Beruffschamberen dëse Projet de loi approuvéieren, woubäi am Rapport iwwert den Avis vun der Chambre de Commerce duerch eng Erreur de frappe ee Saz eragerutscht ass, deen net dra gehéiert. Dat gëtt selbstverständlech redresséiert.

Här President, ech kommen zum Schluss. Déi grouss Onlineplattforme sinn e feste Bestanddeel gi vun eiser Welt, och vun eiser Geschäftswelt: op der Säit vun den Entreprisen, déi nei Clientë kënnen erreechen, op der Säit vun de Konsumenten, déi e bessere Choix a besser Vergläichsméiglechkeete kréien. Dat alles gëtt den Onlineplattforme vill, ganz vill Muecht! An et ass richteg a wichteg, den néidegen Encadrement vun deem Businessmodell ze schafen.

Mat dësem Projet de loi suerge mer derfir, datt och a virun allem kleng a mëttelstännesch Betriber sech kënnen zur Wier setzen, wann esou eng Plattform vun hirer Position de force wëllt abuséieren. Dat ass nëmmen ze begréissen, an duerfir ginn ech natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Rapportrice, der Madamm Francine Closener, Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Merci der Madamm Rapportrice fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

D'Entreprise Klein Leo verkeeft Spillgezei. Natierlech ass d'Entreprise Klein Leo op „LetzShop", mee si wëllt awer och mat deene ganz Grousse mathalen a mécht eng Demande bei dem Här an der Madamm eBay. Keng Reaktioun. Klein Leo bleift also mat sengem Betrib zimmlech lokal oder regional. Duerch dëse Reglement verbessert sech d'Situatioun vun der Entreprise Klein Leo, well se kritt méi Moyenen, fir sech par rapport zu dem Här an der Madamm eBay duerchzesetzen.

Wat gëtt verbessert? Ech muss kloer kënnen als Entreprise um Site vun eBay oder Amazon, fir déi zwee ze nennen, d'Conditions générales zréckfannen. An déi mussen esou geschriwwe sinn, datt och d'Entreprise Klein Leo déi versteet, also och an e puer Sproochen. Wann ech refuséiert ginn, muss ech kloer Grënn kréien. An déi Grënn musse communiquéiert ginn, éier ech ... oder spéitstens mam Refus. Haut kann een einfach refuséiert ginn an da muss ee sech debrouilléieren. Et ass och generell fir méi Transparenz gesuergt duerch dëse Reglement.

Här President, mir schwätzen hei vun engem Reglement, mee firwat schwätze mer dann am Fong iwwerhaapt hei an der Chamber doriwwer, well e Reglement, en europäesche Reglement, ass jo directement applikabel? Eh ben, dëse Reglement gesäit vir, datt d'État-membren eng Marge de manœuvre a verschiddene Punkten hunn, besonnesch bei de Sanktiounen a bei de Recoursméiglechkeeten.

Et ass gesot gi vun der Madamm Rapportrice, datt d'Recoursméiglechkeete gestäerkt ginn doduerch, datt een eng Action en cessation ka maachen, wéi mer dat zum Beispill och en matière de concurrence déloyale hunn an am Droit de la consommation. Ech brauch mech elo als Entreprise Klein Leo net eleng do duerch de juristeschen Dschungel ze schloen, mee ech ka bei eng Associatioun goen, déi agreéiert gëtt vum Ministère de l'Économie, déi déi Konditiounen erfëllt, déi elo hei am Gesetz stinn.

D'Madamm Rapportrice huet et och gesot: De Reglement gesäit vir, datt eng Entité publique designéiert gëtt, fir eeben déi Recoursméiglechkeeten am Numm vun de Betriber kënnen ze maachen. Hei war ugeduecht ginn, de Conseil de la concurrence ze designéieren. Or, wéi gesot, de Conseil de la concurrence ass nach keng onofhängeg Entitéit. Mir haten deemools an engem memorabele Vott hei an der Chamber géint de Staatsrot gestëmmt - et war déi éischte Kéier, datt ech mech kann erënneren a menger Karriär hei an dësem héijen Haus, datt mer en zweete Vott geholl hu par rapport zum Vott vum Staatsrot. Bon. Mir sinn amgaang ze diskutéieren iwwert d'Gesetz vum Conseil de la concurrence. Mäi klenge Fanger seet mer, datt de Staatsrot och bal fäerdeg ass domadder. Ech mengen, mer kréien do nach vill Aarbecht.

Mee doriwwer eraus, Här President, geet et och drëm, méi eng generell Diskussioun ze féieren ëm d'Kompetenze vun deem Conseil de la concurrence. Haut ass de Conseil de la concurrence zoustänneg fir dat, wat mir „abus de position dominante" an „entente" nennen. An anere Juridictiounen, wéi a Frankräich zum Beispill, ass d'Autorité de la concurrence och zoustänneg fir de gesamte Volet Droit de la concurrence déloyale, an ech mengen, déi Debatt soll een och am Kader vun de Kompetenze vum Conseil de la concurrence féieren.

Mir sinn als CSV-Fraktioun mat dësem Text d'accord. Ech ginn hei och den Accord zu dësem Text.

Ech deposéieren awer och eng Motioun, Här President, well hei schwätze mer am Fong och vu Geoblocking a vun der Difficultéit vun den Entreprisen, vun de lëtzebuergeschen Entreprisen, fir sech och am Ausland ze approvisionéieren. Dat alles huet mateneen ze dinn. An ech hunn nogekuckt, mir haten den 19. Juni 2019 hei eng Debatt iwwert d'Gesetz vum Geoblocking, wat och jiddwereen matgestëmmt huet, a ech hat och deemools eng Motioun deposéiert, wou ech d'Regierung opgefuerdert hat, eng Plattform fir déi Reklamatiounen anzeféieren, och eng Campagne de sensibilisation vun deem Effet vu Geoblocking, wat dat fir en Effet néfaste fir eis Ekonomie huet. Jiddweree war mam Contenu d'accord, mee si ass vun der Majoritéit ofgeleent ginn.

Duerfir probéieren ech se dann elo nach eng Kéier ..., ech deposéiere se an ech hoffen, datt mer dann haut do e Schratt weiderkommen, well Lëtzebuerg leit wierklech dorënner. Ech mengen, mir kommen alleguer dagdeeglech a Kontakt mat eise Betriber. De Consommateur huet e Problem mam Geoblocking - dat ass jiddwerengem vun eis heibanne scho geschitt -, a besonnesch déi Kleng- a Mëttelbetriber hunn e Problem mam Approvisionnement. Et ass net normal, datt wann ech iergendeng däitsch Kamellemark wëll kafen, datt ech dann iwwer e belsche Fournisseur fuere muss, amplaz déi däitsch Kamellentuten direkt zu Tréier oder zu Bonn kafen ze kënnen. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le phénomène de « géoblocking » persiste au Luxembourg, et ce malgré la loi du 26 juin 2019 relative à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (UE) 2018/302 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2018

visant à contrer le blocage géographique injustifié et d'autres formes de discrimination fondée sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'établissement des clients dans le marché intérieur, et modifiant les règlements (CE) n° 2006/2004 et (UE) 2017 /2394 et la directive 2009/22/CE ;

- constatant qu'aucune campagne de sensibilisation n'a été menée en partenariat avec le Centre européen des consommateurs au Luxembourg pour sensibiliser le public au phénomène de « géoblocking » ;

- considérant que le phénomène de « géoblocking » nuit aux intérêts des consommateurs et des entreprises au Luxembourg ;

- notant que de nombreuses entreprises au Luxembourg font aussi régulièrement face à des problèmes de libre approvisionnement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur de l'Union européenne ;

- constatant que cette situation entraîne une double pénalisation des entreprises au Luxembourg en matière de prix (impossibilité de s'approvisionner aux meilleurs prix) et en matière d'offre (disponibilité limitée des produits) ;

invite le Gouvernement

- à entreprendre des efforts supplémentaires pour contrer le phénomène de « géoblocking » ;

- à mettre en place un système de réclamation en ligne ouvert aux entreprises au Luxembourg affectées par des problèmes d'approvisionnement et à transmettre celles-ci à la Commission européenne aux fins de recours contre les fournisseurs agissant à l'encontre du principe du libre accès aux réseaux d'approvisionnement et de ce fait aux principes fondamentaux du marché européen ;

- à assurer ainsi que les consommateurs et les entreprises au Luxembourg ne soient pas désavantagés par rapport aux autres consommateurs et entreprises dans l'Union européenne.

(s.) Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den technesche Fortschrëtt an d'Entwécklung vun den Internetservicer hunn d'Verhale vum Konsument staark beaflosst a verännert. Virun 30 Joer hu mir eis Kleeder nach an engem klenge Buttek oder an enger Grande surface kaaft. Eis Liewensmëttel si mer an d'Epicerie ëm den Eck oder an de Supermarché siche gaangen. Deemools hätt nach kee sech kënne virstellen, dass mir eis Akeef iergendwann iwwert de Computer kéinte maachen.

An der Mëtt vun den 90er-Jore sinn dunn déi éischt virtuell Verkafsplattforme gegrënnt ginn - d'Geburtsstonn vun Amazon an eBay, fir se net mam Numm ze nennen. Dat Speziellt un dëse Plattformen ass, dass si als Intermediaire tëschent dem Keefer an dem Verkeefer fungéieren. Hire Service besteet doranner, béid Parteien um elektronesche Marché zesummenzebréngen.

Den elektronesche Commerce bréngt verschidden Atoute mat sech, op déi mir hautdesdaags net méi verzichte wéilten: Nieft dem Erspuernis vun Zäit a Geld ass et virun allem déi riseg Auswiel u Marken, Produiten a Servicer, déi d'Konsumenten iwwerzeegt. Domat kann de physesche Commerce, a besonnesch eng kleng Entreprise, nëmme schwéier mathalen.

Et ass dofir verständlech, dass ëmmer méi Firmen en zweete Verkafschannel um Internet wëllen opbauen oder komplett op den elektronesche Commerce wëllen ëmklammen. Op den éischte Bléck schéngt eng Zesummenaarbecht mat de Plattforme wéi Amazon besonnesch villverspriechend ze sinn, schliisslech huet een hei Accès op e risege Pool vu potenzielle Clienten.

De Problem ass awer, dass verschidde Plattformen haut esou e grousse Maartundeel kontrolléieren, dass si Här a Meeschter vun de kommerzielle Spillreegele sinn. Si kënne quasi fräi iwwert d'Notzungskonditioune vun hire Servicer entscheeden, meeschtens zum Nodeel vun hiren Notzer. Gläichzäiteg sinn d'Entreprisen hautdesdaags ëmmer méi ofhängeg vun dëse Plattformen, wat zu engem ongläichméissege Muechtverhältnis tëschent deenen zwou Parteie féiert.

Vu fairer Konkurrenz kann een hei net méi schwätzen an d'Transparenz léisst ëfters ze wënschen iwwreg. Bis dato existéiert nämlech kee juristesche Kader, deen déi sougenannte Services d'intermédiation en ligne regléiert.

Dat selwecht gëllt iwwregens fir déi virtuell Moteurs de recherche wéi Google, Bing a Yahoo. De Problem ass hei, dass d'Operateure keng Prezisioun dozou ginn, no wéi enge Krittäre si d'Resultater vun enger Online-Enquête sortéieren an oplëschten. Hiren Algorithmus ass alles anescht ewéi transparent. Och wat den Traitement des données ugeet, ass net ëmmer alles kloer.

Här President, duerch d'Coronakris huet den elektronesche Commerce ee richtege Boom erlieft. Et gouf nach ni esou vill am Internet akaaft wéi an deene leschten zwielef Méint. Wéi et no der Pandemie virugeet, bleift ofzewaarden. Mee eent ass sécher: Den Onlinehandel wäert och an Zukunft ee wichtege Bestanddeel vun eiser Ekonomie bleiwen.

Dofir ass et wichteg, dass mir e legale Kader fir déi kommerziell Relatiounen tëschent den Notzer an de Fournisseure vun de virtuellen Handelsplattforme schafen. Dee virleiende Gesetzesprojet huet genee dat als Zil.

Mat der Ëmsetzung vun dem Reglement 2019/1150 ginn zu Lëtzebuerg verschidde Reegelen agefouert, fir d'Entreprisë virun de grousse virtuelle Player ze schützen. D'Plattforme musse sech deemno u verschidde kommerziell Reegelen halen, méi transparent vis-à-vis vun hiren Notzer sinn an een interne System aféieren, fir Plainten ze traitéieren. Ausserdeem gëtt zu Lëtzebuerg e spezielle Mechanismus en place gesat, fir juristesch géint ee Service d'intermédiation en ligne oder ee Moteur de recherche virzegoen.

D'Politik muss eng Äntwert op nei Geschäftsmodeller ginn. An eisem Walprogramm hu mir eis fir d'Schafung vun engem klore juristesche Kader fir d'Servicer vun der Sharing Economy agesat. Eis ass et wichteg, eng deloyal Konkurrenz ze verhënneren a besonnesch déi kleng a mëttelstännesch Entreprisë virun de grousse virtuelle Player ze schützen. Gläichzäiteg wëlle mir och d'Vertraue vun de Bierger an d'Servicer vun der digitaler Ekonomie stäerken.

Dëst EU-Reglement schaaft ee weltwäit éischten internationale Gesetzeskader fir d'Servicer vun der Plattform-Ekonomie. An am Numm vun der Demokratescher Partei ginn ech den Accord fir dëse Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Guy Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Fir d'alleréischt natierlech och e ganz grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Closener, fir de gudde schréftlechen, mee och fir den exzellente mëndleche Rapport.

Virtuell Plattforme spillen ëmmer méi eng wichteg Roll a bestëmmen ëmmer méi a sinn ëmmer méi en Deel vun eiser Ekonomie. Dat weist sech beim Konsument, deen och ëmmer méi op Onlineplattformen zréckgräift.

Fir e ganz konkreet Beispill ze nennen: An de leschte Joren ass een ëmmer méi selten an de Reesbüro gaangen, fir seng Vakanz ze buchen. Ech schwätzen elo net vun der Pandemie, well hei ass et souwisou ofgeroden, fir esou vill ze reesen. Mee meeschtens buchen d'Leit hir Vakanz oder de Weekend online. An hei gëtt et verschidde Grënn, déi ganz villfälteg sinn. Meeschtens gëtt méi eng breet Offer um Internet ugebueden. Et kann ee praktesch a gemittlech vun doheem aus buchen. An et kann een och a Rou déi verschidde Produiten, awer och déi verschidde Präisser ënnerenee vergläichen.

Mee och d'Entreprisë sinn duerch d'Onlineplattformen impaktéiert. Fir hir Produiten oder Servicer un d'Leit ze bréngen an nach kompetitiv ze bleiwen, komme si oft net méi derlaanscht, fir sech op Onlineplattformen ze installéieren.

Der EU-Kommissioun no verkafen haut iwwert d'Hallschent vun de PMEen an der EU hir Wueren oder Servicer iwwer Onlineplattformen. Am Ganze sinn et iwwer eng Millioun, mat Tendenz no uewen. Dëst gëtt der Plattform eng enorm Muecht, an en absence vun enger adequater Reglementatioun sinn d'Betriber der Plattform oft ausgeliwwert.

D'Coronapandemie huet dës Tendenz a Richtung Onlineservicer weider verstäerkt. Vläicht net esou vill am Tourismus, well ech scho virdru gesot hunn, datt mer dat scho virdru benotzt hunn, dofir awer an anere Secteuren. D'Restauranten hu missen op Livraisounen ëmstellen an dofir och op Plattformen zréckgräifen. D'Geschäfter an d'Commercen hu missen zoumaachen an hunn dofir hir Wueren op Plattformen ugebueden. Fir Kontakter ze ëmgoen, huet sech d'Akafen am Allgemengen nach méi op den Internet verlagert.

Fir vill Entreprisë féiert also och duerch d'Coronakris kee Wee méi derlaanscht, fir online ze ginn. Sou gesinn, sinn d'Onlineplattformen ee vun deene grousse Gewënner vun dëser Kris.

Den EU-Reglement, ëm deen et hei geet, ass also grad am aktuelle Kontext e wichtege Schratt, well en d'Entreprisen, déi mat Hëllef vun esou Plattformen hir Produiten oder Servicer ubidden, besser schützt. Dank dësem Reglement ginn eng Rei Obligatioune geschafen, wéi zum Beispill e bessere Kader fir Resiliatiounsrechter. Mee e bréngt och méi Transparenz an doduerjer méi Fairness, zum Beispill bei Moteur-de-recherchen, déi mëttlerweil dann dee Moment Parametere mussen uginn, no deenen d'Resultater klasséiert an awer och affichéiert ginn. E ganz wichtege Schratt also.

Mat dësem Projet de loi suerge mir derfir, datt d'Netanhale vum Reglement vum Konsumenteschutz fir Plattformen elo och duerch Sanktioune besser ka gereegelt ginn. Doduerjer hu mer méi sécher Reegele fir den Onlinecommerce gesat. A genau dat kënnt virun allem eise PMEen, dat heescht de petites et moyennes Entreprisen, grad an dëser Zäit a fir d'Zukunft zegutt! Ganz allgemeng bleift bei der Reegelung awer e grousse Problem bei den Onlineplattformen, an et gëtt nach vill dru geschafft.

E weidere wichtege Schratt an dësem Beräich gëtt am Moment op EU-Niveau ausgeschafft: den Digital Services Act an den Digital Markets Act. Domadder soll e besseren europäesche gesetzleche Kader fir Onlineplattforme geschafe ginn, ënner anerem fir e bessere Konsumenteschutz, a fir d'Monopolstellung vu verschiddene Plattformen ze ëmgoen. D'Relatioun zwëschen Entreprisen an Onlineplattformen ass och en Deel vun deenen zwou Proposen.

Dëst gesot, mengen ech, gesi mer, datt et immens wichteg ass, datt mer dat matstëmmen. An ech ginn och an deem Sënn den Accord vun eiser grénger Fraktioun a soen lech e grousse Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vun ADR-Säit fir d'éischt emol merci der Rapportrice fir dee gudde Rapport. Wéi d'Semiray Ahmedova elo grad gesot huet, ass dat heiten ee Schrëtt. Et sinn nach ganz vill Texter, déi an dëser Matière wäerten nokommen. Et ass einfach e risegrousse Beräich vun der Ekonomie ginn. Dëst ass e Schrëtt, deen ee ka begréissen. Et muss een elo kucken, wat dat an der Praxis ergëtt, jiddefalls fënnt en den Accord vu menger Partei.

Genausou - ech profitéieren dann dervun - wéi och d'Motioun vun de Kolleege vun der CSV iwwert de Geoblocking, déi ech ganz besonnesch wichteg fannen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz, wat d'Modalitéite fir en EU-Reglement vun 2019 festleet, sollen dann d'Firme besser virun Abuse vu Websäit-Provideren, Search Engines oder Liwwerdéngschter geschützt ginn. Viséiert - an dat ass kee Geheimnis - si Firme wéi Amazon, Facebook, trivago, Google a wéi se soss nach all heeschen.

Dëst ass ganz begréissenswäert, do gëtt et keen Zweifel drun, well net nëmme Privatpersoune musse Mëttel a Weeër hunn, fir sech géint grouss international Firme wéi Amazon oder Google ze wieren, mee och kleng Firmen. Déi brauchen een, deen hinnen den Internetsite op d'Bee stellt, d'Serveren zur Verfügung stellt, oder een, deen hinne ganz einfach eng Plattform bitt, fir hir Wueren ze verkafen.

Dëst Gesetz an dëst europäescht Reglement sinn also ganz wichteg a puncto Konsumenteschutz. Et kléngt vläicht komesch, wann ee kleng Firmen d'nämmlecht schütze muss wéi d'Konsumenten. Mee wann een dat eng Kéier an de Kader setzt, wéi kleng esou eng grouss mëttelstänneg Boîte hei zu Lëtzebuerg par rapport zu den Internetgiganten ass, dann ass d'Kräfteverhältnis änlech wéi en eenzelne Konsument vis-à-vis vun enger grousser mëttelstänneger Boîte. Dat muss een einfach an d'Relatioun setzen. An dofir ass et wichteg, datt mer hei och eebe grad kleng a mëttelstänneg Firme schützen.

Ech wëll dësen Debat awer och notzen, fir iwwert d'EU-Reglement hannert dësem Gesetz ze schwätzen. Vill vun deenen am Reglement festgehalenen Dispositioune begréisse mer. An dësem ass zum Beispill virgesinn, datt déi sougenannten Entreprises de services d'intermédiation en ligne d'Firmen, déi bei hinne Client sinn, iwwer Ännerunge vun den Terms and conditions informéieren an hinnen och am Viraus d'Grënn nenne mussen, wéinst deene se eventuell vum Service ausgeschloss kënne ginn - eppes, wat jo awer a rezenten Zäiten och mat politesche Figuren definitiv e wichtege Facteur war.

Am Allgemenge mussen d'Terms and conditions an enger méi einfach ze verstoender Sprooch geschriwwe ginn. Och dat kann een nëmme begréissen, well wien eng Kéier probéiert huet, d'Terms and conditions vun deene groussen Internetfirmen ze liesen, dee verléiert sech ganz séier am Dschungel vun haaptsächlech op Amerika ausgeriichte Reegelen. A wien dann déi europäesch Reegele wëllt fannen, muss sech scho ganz wäit duerchklicken.

Des Weideren - an dat fannen ech ganz besonnesch wichteg - mussen dës Provider um Internet den Entreprisen och kënnen erklären, firwat hire Site oder hire Produit net als ee vun deenen Éischten ugewise gëtt oder firwat e guer net ugewise gëtt. An deem Kader muss dem Client och gesot ginn, ob en duerch méi Geld méi Visibilitéit ka kafen.

Et ass wichteg, datt mer eng Transparenz kréien, wou tatsächlech duerch Werbeausgaben e bessere Ranking erreecht gëtt a wou net, well och dat ass in fine Konsumenteschutz: Et ass wichteg, datt den normale Konsument ka gesinn, op wéi enge Plattformen eventuell Produiten op éischter Plaz stinn, just well se bezuelt hunn. Well wat bréngt e Ranking, eng Sichmaschinn fir Hoteller oder eng Sichmaschinn fir eng nei Wäschmaschinn, wann déi éischt fënnef oder souguer zéng Plazen, déi éischt Säit vun de Resultater kaf sinn? Trauen ech deem Ranking dann nach? A genau hei brauche mer Transparenz, fir datt de Konsument um Enn vum Dag besser geschützt gëtt.

Mir Piraten denken awer, datt et doriwwer eraus wichteg ass, esou Praktike méi generell ze hannerfroen. Well Plattformen eng gewëssen Neutralitéit ..., grad wann et Vertrauensplattforme sinn, missten dës eng gewëssen Neutralitéit un den Dag leeën. An et geet eeben net duer, just Transparenz ze weisen, et geet och drëm, als Plattform neutral ze sinn, keng Diskriminéierung baséierend op Sender, Contenu oder Empfänger festzeschreiwen. Well nëmmen duerch eng festgeluechte Plattformneutralitéit ass garantéiert, datt innovativ Firme mat wéineg Kapital kënne Fouss faassen an datt d'Meenungsfräiheet respektéiert gëtt. D'Tatsaach, datt dës Neutralitéit kann duerch Geld beaflosst ginn, ass also net an eisem Sënn.

Wat mer awer begréissen, ass, datt Search Engines wéi Google déi wichtegst Parametere vun hiren Algorithme musse virleeën. Dat ass e grousse Schrëtt a Richtung méi Transparenz. Alles an allem geet dëse Reglement also definitiv e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz ass sécher net perfekt. Et ass awer wichteg, elo d'Modalitéite fir dëst EU-Reglement festzehalen. Ma dëst Reglement ass och nëmmen eppes wäert, wann et och um Terrain kann applizéiert ginn. D'Firme solle sech jo net direkt un d'Justiz wenden, wann eng Internetfirma se net richteg behandelt. Mir hunn eng Organisation publique, déi déi Firmen da soll vertrieden. Do wësse mer awer, datt nach Aarbecht ze maachen ass, fir datt de Konkurrenzrot hei déi néideg juristesch Kompetenze kritt, fir dëse Rôle ze iwwerhuelen. Do ware jo wéinst der Opposition formelle e puer Onkloerheeten opgetrueden, soudatt mer dat nach mussen an Ugréff huelen. Nichtsdestotrotz hoffe mer, datt dat séier geschitt an datt mer esou d'Ëmsetzung vum EU-Recht dann och hei zu Lëtzebuerg kënne garantéieren.

Mir wäerten dëse Projet matstëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Léif Deputéiert, fir d'éischt virop e grousse Merci un d'Rapportrice Francine Closener. Si huet bal alles gesot, wat mer dann erlaabt, mech hei kuerzzefaassen.

Dëst Gesetz schützt Entreprisë wéi Klein Leo, awer och nach ganz vill anerer géintiwwer Amazon, awer och géintiwwer méi klengen, méi regionale Plattformen an och vis-à-vis vu Search Engines.

Dëse Projet de loi - an de Guy Arendt huet drun erënnert, gradesou wéi och eng Partie aner Riedner, wéi de Sven Clement, d'Semiray Ahmedova -, ass en fait eppes, wat sech areit an déi ganz aktuell Diskussioun ronderëm de Fonctionnement vu Sichmaschinnen, vun Onlineplattformen. Et ass geschwat gi vun der Transparenz vun Algorithmen - wéi fonctionéieren Algorithmen? -, dem Prinzip vun der Neutralitéit vun deenen Algorithmen a vun deene Sichmaschinnen, wéi se d'PMEen, wéi se Entreprisë klassifizéieren. An e reit sech och an an déi ganz Diskussioun ronderëm d'Verantwortung vun Onlineplattforme vis-à-vis vun hire Benotzer, mee awer och, wéi hei an dësem Beräich vis-à-vis vun anere Betriber, déi déi Plattforme benotzen, fir hiren eegene Business ze maachen …

An effektiv hu mer et hei mat engem totalen Desequiliber ze dinn, e Rapport wéi e Betrib zu engem Konsument, effektiv, den Desequiliber ass dee selwechten. An dofir ass et gutt, dass mer dee Projet hei haut stëmmen. An ech freeë mech och iwwert déi ganz breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Dëse Projet de loi an dëse Reglement annoncéieren och schonn aner Texter, déi kommen, d'Semiray Ahmedova huet drop higewisen. Mir sinn amgaang ... Mir kruten am Dezember vun der Kommissioun den Digital Services Act presentéiert - hei si mer am Beräich vum B2C, vum Business-to-Consumer; hei geet et u sech ëm eng Weiderféierung an eng Weiderentwécklung vun der E-Commerce-Direktiv, fir d'Responsabilitéit vun E-Commerce-Entreprisen ze renforcéieren an ze moderniséieren -, awer och virun allem den Digital Markets Act, wou et en fait ëm déi ganz grouss Plattforme geet a wou et drëm geet, fir och eng Partie deloyal Aktivitéiten ze verbidden oder ganz staark ze encadréieren. An an deem Sënn ass deen heiten Text, dee mer haut stëmmen, en fait en éischte Schrëtt a Richtung vun deem Digital Markets Act, deen an der Maach ass.

Ech géif och proposéieren, dass mer deemnächst eng Kéier, Ufank Mäerz oder Abrëll, an der Kommissioun doriwwer diskutéieren, dass mer eng Kéier bei Iech kommen an déi Texter och presentéieren an do schonn en éischten Echange mat der Kommissioun iwwert déi Texter kréien.

Wéi gesot, och wann et sech hei ëm e klenge Projet de loi handelt, deen och nëmmen d'Mise en œuvre vun engem europäesche Reglement duerstellt, sou ass et awer trotzdeem nach eng Kéier wichteg, drun ze erënneren, dass mer hei am Kader vun der weltwäit éischter Reglementatioun vun de Relatiounen tëschent Onlineplattformen an hire professionellen Utilisateure legiferéieren an doriwwer eraus och Europa hei erëm eng Kéier eng Virreiderroll anhëlt an der Tentativ, fir iwwerhaapt Onlineplattformen, Sichmaschinnen e juristesche Kader ze ginn, e Kader ze ginn, deen eng gewësse Loyautéit am Ëmgang mat hiren Usageren imposéiert.

Duerch dëse Projet de loi iwwerhuele mer eis Responsabilitéit a mir confirméieren och gläichzäiteg eis Kredibilitéit als responsabele Partner fir d'Surveillance vun Entreprisen, déi am Commerce électronique täteg sinn.

Ech géif och gäre ganz kuerz eng Propositioun maachen. Dir sidd natierlech als Chamber hei absolutt souverän, wat déi Motioun ugeet, déi de Léon Gloden deposéiert huet. Natierlech si mer - an, ech mengen, do si mer alleguerten op där selwechter Säit -, géint de Geoblocking an alle Beräicher, sief dat am reellen Handel, mee awer och online, wat d'Contenuen online ugeet. Dir wësst dat, mir hu schonn oft heiriwwer geschwat. Och an all Conseil des ministres, am Conseil „Compétitivité" briechen ech eng Lanz fir de gudde Fonctionnement vum Marché intérieur, well dorëm geet et hei am Endeffekt beim Geoblocking. An ech géif Iech proposéieren, dass mer déi Motioun hei an d'Kommissioun huelen, an d'Ekonomieskommissioun, fir eng Kéier heiriwwer ze diskutéieren a fir en Tour ze dréien, wou mer do dru si mat der Europäescher Kommissioun, och an den Diskussiounen, wat d'Mesurë géint de Geoblocking ugeet. Voilà, dat ass déi Propos, déi ech hei géif zu deem Punkt maachen.

Nach eng Kéier merci fir déi Zoustëmmung zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Här Minister fir seng Explikatiounen. Vu datt dat do elo schonn e Fortschrëtt ass par rapport zu 2019, wou d'Regierung gefrot hat, fir d'Motioun ze rejetéieren, sinn ech dann d'accord, datt se an d'Wirtschaftskommissioun kënnt. Awer net eréischt an e puer Méint, mee zimmlech schnell, fir datt mer do wierklech kënnen driwwer diskutéieren am Interêt vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Ier mer awer elo zur Motioun kommen, wëlle mer fir d'éischt iwwert de Projet de loi ofstëmmen, wou d'Diskussioun ofgeschloss ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7537 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Claude Wiseler), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zur Motioun. An do huet direkt den Här Claude Haagen d'Wuert gefrot.

Motion 1

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Ech géif proposéieren, se sou wéi den Här Gloden och gesot huet, mat an d'Kommissioun ze huelen. Mir hu muer de Moie Wirtschaftskommissioun - dat trëfft sech gutt -, wou mer iwwert de Planning an iwwert d'Prozeduren, déi mer eis fir d'Motioune ginn - et sinn nach e puer Motioune vun der CSV, déi der Wirtschaftskommissioun unhängeg sinn, an och eng vun de Piraten, wou mer muer de Moie kucken, wéi mer de Suivi do maache mat den Datumen -, da géife mer déi heiten och direkt muer mathuelen an de Planning an och an de Suivi, fir déi heiten ze traitéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder muss dann dem Här Haagen seng Kommissioun sech mat dëser Motioun befaassen.

(La motion n° 1 de M. Léon Gloden est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)

7. Question élargie n° 77 de Mme Stéphanie Empain relative à la distribution équitable des vaccins Covid-19

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'erweidert Fro Nummer 77 vun der Madamm Stéphanie Empain iwwer eng gerecht Verdeelung vun de Covid-19-Impfungen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, eventuell eng Zousazfro ze stellen. An de Minister, d'Regierung huet zéng Minutten Zäit. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ech soen Iech Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister: „No one is safe, until everyone is safe." Dat huet d'Madamm von der Leyen scho relativ am Ufank vun der Pandemie gesot. Dohannert stécht e ganz einfache Message.

(Brouhaha)

An eiser vernetzter Welt ass et wichteg, dass mir global géint d'Pandemie virginn. Fir sécherzestellen, dass den Impfstoff plus/minus zäitgläich an alle Länner vun der Welt zur Verfügung steet an eeben net just an de räiche Länner, ass de Programm COVAX an d'Liewe geruff ginn.

COVAX ass e Programm, deen d'Capacitéite vun der WHO, de Geeberlänner a privaten Organisatioune poolt, fir och déi aarm Länner fair mat Impfstoffer ze versuergen. COVAX soll also gemeinsam akafen a sécherstellen, dass dann herno och fair verdeelt gëtt.

Gesatend Zil ass et, bis Enn 2021 zwou Milliarden Impfdosen iwwert dëse Wee auszeliwweren. Vill Natiounen hu sech deem ugeschloss. Mee seng Mechanisme ginn ënnerhielegt duerch parallell Verhandlunge vun eenzelne Länner direkt mat den Hiersteller. Si reservéiere sech e Léiwenundeel vun den Impfcontingenten, soudass d'Verhandlungspositioun vu COVAX gläich null ass.

Laut dem Duke Global Health Institute hu sech 16 % vun der Weltbevëlkerung iwwer 60 % vum Impfstoff geséchert. Do kann een effektiv kaum nach vu Solidaritéit schwätzen. Och d'EU huet sech genuch Impfstoff geséchert, fir jiddereen an der EU véiermol ze impfen, wärend aner Länner eidel ausginn, op d'mannst fir den Ufank.

Den Ënnerscheed tëscht aarm a räich gëtt esou ganz däitlech: Déi räich Staaten hu sech mat bilaterale Verträg masseweis, zum Deel och mat héijen Iwwercapacitéiten, bei de Produzente mat Impfstoffer agedeckt. An domadder hu si de Maart éischtens blockéiert an zweetens natierlech och d'Präisser an d'Luucht gedriwwen.

A mir wëssen natierlech, dass Impfstoffer aktuell mat dat wichtegst Gutt sinn, wat zirkuléiert. Et läit de Moment en enormen Drock op den Entscheedungsträger weltwäit; en Drock, dee souguer derzou gefouert huet, dass e gréisseren diplomateschen Incident op der nordirescher Grenz ausgeléist ginn ass.

Ugesiichts vun all deem fält et souguer engem Optimist wéi mir relativ schwéier, drun ze gleewen, dass d'Solidaritéit grad ganz uewen op der Prioritéitelëscht steet. Jo, Kanada huet zum Beispill ugekënnegt, seng iwwerschësseg Dose spenden ze wëllen. Dat ass och ganz luewenswäert, mee wéini? Eréischt wann all Kanadier geimpft ass oder eventuell och schonn éischter? Well op en Zäitraum wollten d'Kanadier sech jiddefalls nach net festleeën.

Vill Länner haten hir Hoffnung op Indie gesat. Indien als Apdikt vun der Welt, wéi et oft genannt gëtt. An et ass och an Indien, wou an Zesummenaarbecht mat AstraZeneca en Impfstoff hiergestallt ginn ass, deen elo zënter Mëtt Januar ënnert dem Numm Covishield verimpft gëtt. An eigentlech sollte vun do och Impfdosen un de COVAX-Programm goen. Mee och Indie kuckt elo mol fir d'éischt no sech. An de kommende Méint wier elo mol Indien drun, heescht et.

D'Iddi vun der COVAX-Initiativ war natierlech ganz gutt, mee se hat d'Rechnung wuel ouni d'Realpolitik um Terrain gemaach! D'Hiersteller froe bewosst Zouloossungen net iwwert d'WHO un, mee als Éischt an de räiche Länner respektiv der EU, well se do am meeschte Profitt erausschloe kënnen.

Dobäi bréngt eng verspéit Impfcampagne am globale Süden och déi räich Länner a Gefor: Soulaang ganz Regiounen ouni Impfstoff bleiwen, bleift de Risiko fir Mutatiounen natierlech ganz héich. E gesamte Kontinent ass aktuell ganz ausgeschloss, wat e wonnerbare Réckzuchsraum fir de Virus duerstellt, fir Mutatiounen ze entwéckelen, déi herno eis Impfunge kënnen onwierksam maachen.

Ausserdeem ass de globalwirtschaftleche Schued, deen doraus entsteet, dass vill Länner nach soubal net un Impfstoffer kommen, immens héich. Laut enger Studie vum Peterson Institute for International Economics vu Washington kéinten déi ekonomesch Schied, déi doduerch entstinn, dass mer d'Pandemie net global agedämmt kréien, zéng- bis honnertmol esou héich si wéi dat, wat et eis géif kaschten, déi ganz Weltbevëlkerung duerchzeimpfen. Dowéinst gëtt vu ville Säite gefuerdert, de Patentschutz op Coronaimpfungen auszesetzen, fir dass d'Produktioun kéint ausgeweit ginn. Firwat soll de Patentschutz och bestoe bleiwen an enger globaler sanitärer Kris? Besonnesch wann ee bedenkt, dass Milliarden ëffentlech Gelder an d'Fuerschung vun Impfstoffer gestach gi sinn.

Effektiv gëtt et weltwäit wuel 40 Produktiounsplazen, déi mat engem Virlaf vun dräi bis sechs Méint an der Lag wieren ze produzéieren, wann d'Lizenzen dann eebe fräi wieren. Den EU-Rotspresident Charles Michel huet jiddefalls scho gesot, dass et an der EU, rechtlech gesinn, méiglech wier, de Patentschutz vun Impfstoffentwéckler géint eng Entschiedegungszomm opzehiewen, fir dass och aner Firme sech kënnen un d'Produktioun maachen. Trotzdeem ass et esou, dass souwuel d'USA wéi och Kanada, d'EU an d'Pharmaindustrie sech heigéint wieren.

Bon, elo wësse mer natierlech, wat dat bedeit, wa ganz Deeler vun der Welt net geimpft ginn: De Risiko vu Mutatiounen hate mer schonn ugeschwat, Risike fir déi global Ekonomie, mee et huet awer och nach weider Implikatiounen. An der Lescht huet een ëmmer méi vun der Gesondheetsdiplomatie gelies, souzesoen de Géigesaz vun dem Impfnationalismus, deen ech grad beschriwwen hunn. D'Lach an der Versuergung mat Impfstoff, dat mir hannerloossen, gëtt elo vu Länner gefëllt, déi sech aus dëser Zesummenaarbecht natierlech im Nachhinein och geopolitesch Avantagen a méi Afloss verspriechen. Grad China a Russland sinn aktuell déi eenzeg, déi an Entwécklungslänner liwweren.

An an dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister gäre follgend Froe stellen:

Verschidde Medien hu getitelt, dass Impfgerechtegkeet eng Illusioun ass. Wéi gesitt Dir dat, Här Minister? Hu mir nach eng Chance, den Hiewel ëmzeleeën a reell derfir ze suergen, dass all d'Länner kënnen zäitno approvisionéiert ginn?

Wou sti mer mat der COVAX-Plattform an deem Programm? Goufe schonn Impfstoffer doriwwer verdeelt? A wéi stinn d'Zeechen, dass COVAX säi gesatend Zil och erreeche kann? A wéi kënne mer sécherstellen, dass COVAX net an engem Echec a soumat enger moralescher Bankrotterklärung endegt?

An dann: Wéi huet Lëtzebuerg sech um COVAX-Fong bedeelegt? Hu mir eis zu engem gewëssene Montant engagéiert? An/oder hu mir Contingente fir Impfungen zur Verfügung gestallt oder zougeséchert?

Verschidde Länner hu jo ugekënnegt, iwwerschësseg Impfdose un aarm Länner wëllen ofzeginn. D'Madamm Lenert hat an enger online Talkronn ugedeit, dass Lëtzebuerg och kéint op dee Wee goen, wa mer der genuch hunn. An hei wollt ech nofroen, ob mir do schonn usazweis wëssen, wou mir eis do beweegen, an och ab wéini mer vläicht wéi vill kéinten zur Verfügung stelle respektiv wéi vill Leit missten hei eng Impfung kritt hunn, fir dass dat dann och geschéie kann.

An dann hätt ech nach eng lescht Fro: Sidd Dir, Här Minister, der Meenung, dass d'Patentrecht an dëser globaler Kris misst ausgesat ginn, fir dass mer eebe méi séier an awer sou sécher wéi méiglech vill Leit kënnen impfen?

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- E grousse Merci un d'Stéphanie Empain fir déi Fro hei. Bon, fir d'éischt, wat d'Efforte vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef ugeet am Beräich Gesondheet, méi generell awer och Gavi a COVAX: Dir wësst, dass d'Lëtzebuerger Kooperatioun ganz engagéiert ass, fir den SDG 3 „Gutt Gesondheet a Wuelbefannen", fir deen SDG (ndlr: Sustainable Development Goal) ze erreechen. Zënter 2018 hu mer als Lëtzebuerger Kooperatioun ongefeier 15 % vun eiser Entwécklungshëllef exklusiv an d'Gesondheet investéiert. A méi spezifesch, wat de Covidkontext ugeet, hu mer am Joer 2020 eis Ënnerstëtzung un déi wichtegst multilateral a bilateral Gesondheetspartner bestätegt an eise multiannuelle Bäitrag zu Gavi, l'alliance du vaccin, fir d'Period 2021 bis 2025 ëm 25 % erhéicht, fir e Gesamtbetrag vu 5 Milliounen Euro.

Zënter dem Ufank vun der Covidpandemie hu mir als Land eis Approche ëmgesat, fir e gerechten Zougang zu Gesondheetsservicer ze garantéieren. An dozou gehéieren natierlech och d'Impfstoffer géint de Covid-19, déi solle fir jiddwereen accessibel sinn an effektiv, wéi Der dat och richteg sot, e globaalt ëffentlecht Gutt sinn, e bien public mondial, an och als solches da verfügbar sinn. An dat féiert dann natierlech och direkt zu der Diskussioun ronderëm d'Patentrechter, op déi ech zum Schluss nach eng Kéier zréckkommen.

Et ass effektiv ganz einfach, an Dir hutt dat ganz richteg gesot: Et ass kee sécher, bis jidderee sécher ass. An dofir hu mer eis als Lëtzebuerger Kooperatioun decidéiert, fir eng Millioun Euro zum COVAX-Mechanismus bäizedroen, soudatt och Länner mat niddregem a mëttlerem Akommes Zougang zu de Vaccine kënne kréien.

Et ass och wichteg, op dësen internationalen Opruff zu Solidaritéit ze reagéieren an zesumme mat eise Partner ze handelen. Mir sinn an deem Kontext och amgaang, d'Ausbezuele vun eisem Bäitrag un de

COVAX ze finaliséieren, fir Previsibilitéit a séier Verfügbarkeet vun de Fongen ze garantéieren.

Et ass wichteg, dass all Land säi Bäitrag zu der globaler Äntwert op de Covid leescht. Mir gesinn, an do schwätzt Der hei an der Chamber oft genuch driwwer, wéi schwiereg et och an eisen eegene Gesellschaften ass a wéi sensibel d'Distributioun vun den Impfstoffer ass, mat wat fir enge Schwieregkeeten d'gerecht Verdeele vun dësen Impfunge verbonnen ass hei bei eis zu Land, awer och weltwäit.

Dir hutt d'Schwieregkeete vum COVAX-Mechanismus ugeschwat. De COVAX ass effektiv e ganz neie Mechanismus, deen och sécherlech seng Schwieregkeeten huet, zemools an dëser akuter initialer Phas. Eng Haapterausfuerderung besteet zum Beispill um logistesche Plang, besonnesch wat déi aktuell Produktioun, d'Disponibilitéit, mee och d'Distributioun vun den Impfungen ugeet. Donieft kommen aner Facteuren dobäi, wéi zum Beispill de Mangel u lokale Capacitéiten, d'Chaîne du froid, humanitär Situatiounen an esou weider.

Säit dem 3. Februar gesi mer awer Fortschrëtter. De Gavi huet do nämlech de Verdeelungsplang vum COVAX-Mechanismus fir Ufank 2021 virgestallt. Dee Verdeelungsplang gesäit eng éischt Phas vun den Impfunge vir, déi bal 3,3 % vun der Bevëlkerung vun de COVAX-Länner betrëfft, haaptsächlech och bei hinnen d'Gesondheetspersonal, d'Gesondheetsspezialisten a Populatioune mat héijem Risiko.

An den nächste puer Woche wäert de COVAX also mat de Liwwerunge vun den éischten Dosen ufänken, éischt Dosen Impfunge vu Pfizer an 18 Länner, dorënner haaptsächlech Länner an Afrika, Asien a Latäinamerika. Op d'mannst 1,3 Milliarden Dollar sollen 2021 fir Länner mat niddregem Akommes verfügbar sinn.

Natierlech muss dat duerno esou séier wéi méiglech ausgebaut ginn, mee et gesäit fir de Moment op alle Fall duerno aus, dass dat alles an déi richteg Richtung geet. Well nach eng Kéier: Et ass kloer, dass mer just zesummen aus dëser Kris erauskommen. An dat bedeit och eng Impfung - an eng schnell Impfung! - an alle Länner, och an den Entwécklungslänner.

An deem Kontext an, ech mengen, als Complement zu Ärer Fro zum COVAX vläicht nach e puer Wuert zu deem Effort, dee mer an der EU maachen. Dir wësst, dass mer als Lëtzebuerger Kooperatioun am Kontext vun der Approche Team Europe do och an deem europäeschen Effort implizéiert sinn. An d'EU, obwuel se an der Lescht jo a ville Beräicher staark kritiséiert gëtt, och an dësem, mécht Efforten, fir alternativ Weeër dofir ze fannen, wéi d'Impfspenden duerch en EU vaccine-sharing mechanism ze erhéijen ass. Mir waarden do och als Kooperatioun, nach méi Detailer iwwer wichteg praktesch Froen ze kréien, ënner anerem zum Beispill d'Zilpopulatiounen an d'Ëmverdeelung vun Impfdosissen betreffend.

An et ass och kloer, dass an deem Kontext eng transparent Kommunikatioun extreem wichteg ass.

Dir hutt eng Fro gestallt doriwwer, wéi mer géifen ëmgoe mat iwwerschëssege Vaccinen, déi mer bestellen, wéi och eng Partie aner Länner dat maachen an och schonn ugekënnegt hunn, dass se géife Vaccinen, déi se ze vill hätten, an Entwécklungslänner spenden.

Bon, aus evidente Grënn, déi mat eiser eegener Situatioun hei zu Land ze dinn hunn, ass déi Fro vun iwwerschëssege Vaccinen eng Fro, déi sech fir de Moment nach net akut stellt. Mee ech kann awer soen, dass ech scho mat der Gesondheetsministesch éischt Diskussioune gefouert hunn, fir wann dat de Fall wier, a mir sinn och amgaang ze kucken, fir de Moment ze sondéieren, wat d'Besoine vun onse Partnerlänner sinn. A wann den Zäitpunkt komm ass, si mer natierlech bereet, fir hinnen och zousätzlech zu dem COVAX-Mechanismus ënnert d'Äerm ze gräifen ënner Form vu Vaccinen, déi mer da géifen an eis Partnerlänner, mee awer och an aner Entwécklungslänner schécken, héchstwarscheinlech am Kontext vun der Team Europe approach.

Wat d'Patentrechter ugeet, bon, dat ass natierlech eng extreem komplex Situatioun. Si sinn - an dat ass och eppes, wat vun der Europäescher Kommissioun bestätegt gëtt -, fir de Moment net onbedéngt eng Brems an der Produktioun vun de Vaccinen. Wat oft feelt an den Entwécklungslänner, si Capacitéiten, fir iwwerhaapt Vaccinen ze produzéieren: Infrastruktur, Logistik, Contrôle de qualité, forméiert Leit an esou weider. Do muss een an eisen Aen als alleréischt usetzen, genausou wéi bei der Stäerkung vun de Gesondheetssystemer, fir dass Vaccinen duerno och kënnen effikass verdeelt ginn. An dat ass eppes, wouru mer mat eise Partnerlänner amgaang sinn ze schaffen, net eréischt säit gëschter, mee scho säit enger ganzer Rei Joren.

Wéi gesot ass d'EU jo och amgaangen, un engem EU Vaccine Sharing Mechanism ze schaffen, fir och de Balkanlänner an de Länner an Afrika ënnert d'Äerm ze gräifen. Voilà. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

8. Motion de M. Marc Spautz relative à la réinstauration du régime de chômage partiel pour cas de force majeure Covid-19

(Motion déposée en séance publique n° 32 du 27 janvier 2021 - à consulter au compte rendu n° 13/2020-2021 en page 451)

Als leschte Punkt um Ordre du jour kënnt d'Motioun vum Här Marc Spautz iwwer en Erëmaféiere vum Chômage partiel pour cas de force majeure Covid-19. Här Spautz, als Auteur vun der Motioun hutt Dir d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Dat war viru 14 Deeg, wéi ech heibannen zwou Motiounen hannerluecht hat, ënner anerem och déi iwwert de Chômage partiel. Déi sinn duerno an déi zoustänneg Kommissioune verwise ginn, an engem Rekordtempo: Den Dag drop moies ass an der Aarbechtskommissioun iwwert d'Motioun geschwat ginn. Ech hunn an der Aarbechtskommissioun d'Positioun vun eiser Partei nach eng Kéier duergeluecht, dass mir der Meenung sinn, dass een opgrond vun der aktueller Lag, déi mer beim Covid-19 hunn, erëm eng Kéier sollt op dat zréckgoen, wat mer am Ufank beim État d'urgence haten: op eng Avance beim Chômage partiel, fir de Betriber ze hëllefen, dass dat vill méi einfach iwwert d'Bün goe kann.

Mir haten eng ganz interessant Diskussioun an der Kommissioun, wou och déi eenzel Argumenter nach eng Kéier op den Dësch geluecht gi sinn a wou de Minister eis och gesot huet, dass hie jo allkéiers Kontakt mat de Sozialpartner hat an dass weeder vun de Sozialpartner nach vun der Horesca - do ass den „s" mat dran - …, mat deenen, déi och reegelméisseg mat am Comité de conjoncture present waren, dass esou eng Demande ni komm wier, an dass hien dat dofir net géif noutwendeg fannen, dass dat géif gemaach ginn.

Dofir si mer heihinner zréckkomm. Mir sinn nach ëmmer der Meenung, dass et wichteg ass, dass een dem Secteur déi Hëllef géif zoukomme loossen. Mee d'Argumentatioun, déi ausgetosch ginn ass, huet gewisen, dass zwëschent der Majoritéit an och nach aneren Oppositiounsparteien an eis eng Divergence de vue besteet, an dofir kënnt d'Motioun dann zréck, fir dass se soll zum Vott gestallt ginn. Villmools merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An den Här Georges Engel freet d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Merci, Här Spautz, fir déi, jo, gutt Konklusioun oder dee gudde Rapport aus der Kommissioun, deen Der hei gemaach hutt.

Effektiv, den Dag duerno ass d'Motioun jo schonn an der Aarbechtskommissioun beschwat ginn. De Minister huet eis eng Rei vun Explikatioune ginn, notamment déi, dass mer jo am Ufank op dem System vun den Avancë waren an dass dat natierlech fir d'Betriber du méi einfach war. Natierlech ass et och esou, dass eng Rei vu Suen dann och mussen zréckbezuelt ginn, déi dann ze vill bezuelt gi waren. Och do ass et awer esou, dass dat net esou séier geet, wéi ee sech dat virgestallt huet, vläicht och aus verständleche Grënn, mee, wann et d'Sue vun der Allgemengheet sinn, soll dat awer alles richteg lafen.

Et muss een och soen, haut si mer jo quasi ee Joer an där ganzer Situatioun vun der Pandemie, elo misst awer jiddweree wëssen, wou e sech ze mellen huet, wéi déi Formulairen auszefëlle sinn a wéi en dann d'Sue relativ séier kéint kréien.

Dir hutt och richteg gesot, am Comité de conjoncture ass dat dote keen Theema gewiescht. Et ass net vun de Sozialpartner gefrot ginn an et ass och nach zousätzlech gesot ginn, dass beim Ordre des experts-comptables nach eng Kéier géif nogehaakt ginn, fir dass och d'Kontabelen an d'Fiduciairë richteg wéissten, wéi se sech mat deenen Hëllefen hei sollten uleeën.

Dat alles huet eis dozou beweegt, fir där Motioun hei net zouzestëmmen. An ech géif Iech bieden, se hei dann och ofzeleenen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den Här David Wagner, nee, den Här Marc Baum freet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här Fernand Etgen, fir d'Wuert. Ech wéilt dem Marc Spautz Merci soe fir déi Motioun. D'Argumenter sinn effektiv ausgetosch ginn, an ech géif dat, wat de Georges Engel, de Fraktiounssprecher vun der LSAP, dozou beweegt, dergéint ze sinn, awer och als Argument gesinn, firwat dat awer vläicht ganz sënnvoll kéint sinn. Nämlech am effektiv elo geschwë Mount 12 vun der Pandemie hu ganz vill Betriber och Problemer mat Liquiditéiten, an de Chômage partiel ass een Element dovunner.

An et ass net de Virworf un den Aarbechtsministère oder de Fonds pour l'emploi, datt dat net séier genuch géif goen - ech mengen, si maachen hiert Bescht, a mer gesi jo och, datt et do wierklech zu ganz grousse Fortschrëtter komm ass -, mee ech mengen, datt dat hei awer och kéint eng administrativ Erliichterung sinn, net nëmme fir d'Betriber, mee awer och fir de Ministère, soudatt ech mengen, datt déi Revendicatioun, déi do derhannertstécht, awer nach ëmmer hir Berechtegung huet.

Mat engem aneren Element hu mer natierlech méi grouss Schwieregkeeten: eng aner Motioun, déi hei och schonn an der Vergaangenheet diskutéiert ginn ass, nämlech, datt déi Avancen, déi onberechtegterweis ausbezuelt gi sinn … jo, déi mussen natierlech zréckbezuelt ginn! Dat war och schonn eng Motioun vun der CSV, mat där mer natierlech net averstane sinn, fir ze soen: „Waart nach mam Zréckbezuelen!", well et si jo Suen, déi net dû sinn; déi soll d'éffentlech Hand natierlech och zréckkréien.

Ech mengen, datt dat hei e System kéint sinn, fir et de Betriber, déi, mat allem gudde Wëlle vun der ëffentlecher Hand, awer am Moment Liquiditéitsproblemer hunn, well d'Suen natierlech och vun ëffentlecher Hand net an där Vitess kënne kommen, kënnen ze vereinfachen. Duerfir menge mer, datt dat awer sënnvoll wier, a stëmmen d'Motioun vun der CSV och mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Baum huet et gesot: D'Betriber hu Liquiditéitsschwieregkeeten. Et ass net esou, wéi wann et de Betriber am Moment géif gutt goen, a wann et de Betriber net gutt geet, da geet et den Employéen hannendrun och net gutt. A ville Betriber, hunn ech schonn héieren, ass et esou, datt d'Leit trotz Chômage partiel op hir Salairë waarde mussen. An dat sinn heefeg Leit, grad wa mer iwwert den Horeca schwätzen - hei dann ouni „s" -, déi net ganz vill verdéngen. A wann déi och nach zwou Wochen zousätzlech op hire Salaire waarde mussen - a gutt, wann et nëmmen zwou Woche sinn! -, dann ass dat eng fatzeg laang Zäit. An et ass scho vill ze heefeg, datt um Enn vum Geld nach vill Mount iwwregbleift, an do brauche mer onbürokratesch, einfach Hëllefen.

Ech weess, d'Regierung mécht vill Efforte fir dee Chômage partiel. Mir hunn hei schonn interpelléiert, mir hunn hei scho Froe gestallt, mir hunn hei Motioune virbruecht, déi deelweis gestëmmt goufen, deelweis als superfetatoire ofgewise goufen, wann et drëm goung, d'Delaien ze änneren, wann et drëm goung, Saachen ze vereinfachen. An hei hunn ech e bëssen d'Gefill, datt et änlech geet. Et gëtt u sech eng gutt Iddi ofgeleent, well se vläicht de falsche Moment vun deem Falsche koum. Ech weess et net.

Hei misst et u sech esou sinn, datt mer de Betriber et esou einfach wéi méiglech maachen, well wann d'Betriber hir Employéë kënne bezuelen, dann hale mer Geld an der Realwirtschaft um Zirkuléieren. A

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



wann d'Betriber hir Employéen nëmme mat Retard kënne bezuelen, well se hir Suen nëmme mat Retard kréien oder eréischt ex post kréien, da feelt dat Geld an der Realwirtschaft, an dat huet en direkten Impakt op alles, wat hannendrustécht. Dat huet en direkten Impakt op d'Consommatioun, a wat dat fir eng Spiral ka mat sech bréngen, dat muss ech hei kengem als Bild virmolen.

An dofir wäerte mir och dës Motioun vun der CSV matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Georges Mischo), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Claude Wiseler), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ; Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

(Interruptions diverses)

Mir sinn um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.43 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 35 et 36

35e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 496

Communications ..... p. 496-497

Déclaration de recevabilité de la proposition de loi n° 7754 portant modification de

1. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et

2. la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ..... p. 497

Ordre du jour ..... p. 497

Déclaration du Gouvernement relative à OpenLux (suivie d'un débat) ..... p. 497-501

Heure de questions au Gouvernement

Question n° 179 du 9 février 2021 de M. Marc Spautz relative à la propagation du coronavirus dans les maisons de retraite et de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration ..... p. 501-502

Question n° 180 du 8 février 2021 de M. Gusty Graas relative à la résolution du syndicat communal PRO-SUD relative à la fermeture de la fourrière à Esch-sur-Alzette, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure ..... p. 502

Question n° 181 du 9 février 2021 de M. Fred Keup relative à la reconnaissance du luxembourgeois comme langue officielle de l'UE, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes ..... p. 502

Question n° 182 du 5 février 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'utilisation de tests rapides antigéniques Covid-19 dans le domaine sportif, adressée à M. le Ministre des Sports

Question n° 183 du 5 février 2021 de M. Claude Lamberty relative aux réactions des différentes fédérations sportives suite à la présentation de la stratégie de tests antigéniques rapides dans le milieu du sport de compétition luxembourgeois, adressée à M. le Ministre des Sports

et

Question n° 184 du 5 février 2021 de M. Georges Mischo relative aux tests antigéniques rapides dans le milieu du sport de compétition luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 502-504

Question n° 185 du 9 février 2021 de M. Marc Baum relative à la non-conformité de certains produits de désinfection des mains et des surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs et à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ..... p. 504

Question n° 186 du 9 février 2021 de Mme Chantal Gary relative à la sécurisation du croisement entre route et piste cyclable à « Hëttermillen », adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ..... p. 504

Question n° 187 du 9 février 2021 de M. Laurent Mosar relative à la transposition de la directive (UE) 2019/790 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie ..... p. 504

Question n° 188 du 8 février 2021 de M. André Bauler relative aux nuisances potentielles des éoliennes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ..... p. 504-505

Question n° 189 du 9 février 2021 de M. Sven Clement relative aux vaccinations dans les maisons de retraite et de soins, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 505

Question n° 190 du 9 février 2021 de Mme Cécile Hemmen relative au « Frigo solidaire » récemment inauguré à Bonnevoie, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire ..... p. 505

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser ..... p. 505-506

Question élargie n° 71 de Mme Chantal Gary relative à l'éducation physique dans l'enseignement fondamental et secondaire ..... p. 506-507

7725 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Moscou, le 6 novembre 2020, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Fédération de Russie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juin 1993 ..... p. 507-508

7736 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

5° la loi du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts ..... p. 508-510

7746 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ..... p. 510-511

Motion de M. Gilles Roth relative à la fixation du taux de l'intérêt de retard à 0,3 % par mois ..... p. 511-512

Ordre du jour (suite) ..... p. 512

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'adaptation des prix unitaires et à l'examen des besoins réels des différents secteurs

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'exemption d'impôts des aides aux investissements

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'adaptation de la liste des machines éligibles aux aides publiques

Motion de Mme Octavie Modert relative à une procédure de sélection accélérée et simplifiée pour les investissements

Motion de Mme Octavie Modert relative à des aides non remboursables et non imposables

Motion de Mme Octavie Modert invitant le Gouvernement à faire bénéficier les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture des aides de compensation

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'introduction d'une aide financière forfaitaire pour locaux et salles de dégustation pour vins et crémants à l'instar de celle qui fut allouée à la mi-2020

Motion de Mme Octavie Modert relative au renforcement des mesures de promotion décidées dans le cadre du « plan de relance pour l'agriculture » en juin 2020 ..... p. 512-514

Ordre du jour (suite) ..... p. 514

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au dépôt à la Chambre des Députés d'un projet de loi permettant aux parents de figurer en tant que « mère » et « père » sur tous les documents officiels ..... p. 514-515

36e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 516

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz ..... p. 516

Question élargie n° 73 de M. Georges Engel relative aux aides financières en faveur des associations culturelles dans le contexte de la crise sanitaire ..... p. 516

Question élargie n° 74 de M. Laurent Mosar relative à l'arrêt de la Cour administrative n° 44997C du 26 janvier 2021 ..... p. 516-517

7651 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ..... p. 517-521

7537 - Projet de loi relative à certaines modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne ..... p. 521-523

Question élargie n° 77 de Mme Stéphanie Empain relative à la distribution équitable des vaccins Covid-19 ..... p. 523-524

Motion de M. Marc Spautz relative à la réinstauration du régime de chômage partiel pour cas de force majeure Covid-19 ..... p. 524-525

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3583 urgente	Martine Hansen	Homeschooling
3709 urgente	Jeff Engelen	Stratégie de vaccination
3728	Paul Galles	Promotion de l'économie circulaire
3729	Martine Hansen, Léon Gloden	Augmentation du prix du permis de chasse
3784	André Bauler	Ancienne maison de Max Goergen à Wilwerwiltz
3847	Marc Goergen	Mesures antibruit routier pour la collectrice du Sud
3909	Georges Engel, Mars Di Bartolomeo	Marché de l'emploi luxembourgeois
3918	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Hate speech
3928	Paul Galles	Camps de réfugiés rohingyas de Cox's Bazar
3929	Sven Clement	Accès à l'internet dans les foyers pour demandeurs de protection internationale
3930	Gusty Graas	Pollution de la Syre
3937	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Vérification des certificats de performance énergétique des bâtiments d'habitation
3976	Jeff Engelen	Vaccination des enfants contre la Covid-19
4000	Dan Biancalana	Fonds d'investissement
4001	Fernand Kartheiser	Rapatriement de personnes sans visa
4003	André Bauler	Installation d'administrations publiques dans la « Nordstad »
4006	Sven Clement	Réfugiés sous le statut « bénéficiaire de protection internationale »
4008	Fred Keup	Langue luxembourgeoise dans les hôpitaux
4009	Fernand Kartheiser	Impact de la digitalisation sur les émissions de CO_2
4010	Fred Keup	Questionnaire sur la qualité du sommeil
4011	Marc Lies	Transport routier poids lourds
4012	Marc Lies, Françoise Hetto-Gaasch, Paul Galles	Logements de service inoccupés
4013	Dan Biancalana	Détention provisoire
4014	Laurent Mosar	Start-up
4015	Semiray Ahmedova	Guichet unique des demandeurs d'un logement social
4016	Fernand Kartheiser	Convention d'Istanbul
4017	Françoise Hetto-Gaasch, Paul Galles	Convention d'Istanbul
4018	Georges Mischo	Sécurité des synagogues au Luxembourg
4019	Jeff Engelen	Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique
4020	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Stéréotypes de genre
4021	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique
4022	Carole Hartmann, Max Hahn	Congé payé en cas de fausse couche
4023	Carole Hartmann, Max Hahn	Personnes intersexes
4024	Djuna Bernard	Communication des résultats de la session d'hiver 2020-2021 de l'examen-concours pour l'admission au stage pédagogique des lycées
4025	Martine Hansen	Piste cyclable nationale (PC22)
4026	Sven Clement	Recommandations pour la vaccination de la « STIKO »
4027	Fred Keup	Coopération au développement entre la République du Niger et le Grand-Duché de Luxembourg
4031	Marc Goergen	Distribution de comprimés d'iode
4032	Mars Di Bartolomeo	Examens IRM
4033 cf. 4049	Jeff Engelen	Participation des médecins vétérinaires à la campagne de vaccination de la Covid-19
4035	Paul Galles, Martine Hansen	Subventions aux énergies renouvelables
4036	Marc Spautz	Vaccin AstraZeneca
4037	Françoise Hetto-Gaasch	Vaccination des prisonniers
4038	Fred Keup	Délinquants
4039	Fred Keup	Communication de la Police grand-ducale
4040	Sven Clement, Marc Goergen	Coût des tests rapides Covid-19
4041	Carole Hartmann, Gilles Baum	Gestion des déchets
4043	Nancy Arendt épouse Kemp	Vaccination des prisonniers
4044	Gusty Graas	Canal d'Istanbul
4045	Marc Goergen	Rupture de stock de médicaments
4047	Laurent Mosar	Fiscalité des entreprises
4048	Jeff Engelen	Décharge « Fridhaff »
4049 cf. 4033	Françoise Hetto-Gaasch	Inscription des médecins vétérinaires dans la réserve sanitaire
4051	Cécile Hemmen	Reforestation sur le Scheierbierg près de Lorentzweiler
4052	Martine Hansen	Tests rapides Covid-19
4054	Gusty Graas	Traité sur la charte de l'énergie (TCE)
4055	Yves Cruchten	Production de biogaz
4056	Gusty Graas	Arsenal des armes nucléaires du Royaume-Uni
4057	Fred Keup	Gender gap
4058	Fred Keup	Méthodes d'enseignement
4060	Fernand Kartheiser	Subventions accordées à l'ASTI
4061	Martine Hansen	Tests rapides Covid-19
4062	Françoise Hetto-Gaasch	Vaccination après une infection Covid-19
4063	Octavie Modert	Impact du renforcement des mesures visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur les activités des organisations non gouvernementales de développement (ONGD)
4064	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener	Chargés de cours
4065	André Bauler, Gilles Baum, Carole Hartmann	Impact du gel récent sur les vignes
4066	Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf	Création de nouvelles pharmacies
4067	Fernand Kartheiser	Chiens dangereux
4069	Marc Spautz	Délai de remboursement de la Caisse nationale de santé
4070	Sven Clement	Personnes intersexes
4071	Fernand Kartheiser	Participation luxembourgeoise aux opérations de maintien de la paix
4072	Jean-Marie Halsdorf	Allocations familiales
4073	Jeff Engelen	Effets secondaires des vaccins contre la Covid-19
4074	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Promotion de la langue luxembourgeoise
4075	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Traité sur la charte de l'énergie
4076	Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp	Machines cœur-poumon
4077	Marc Lies, Jean-Paul Schaaf	Prix de l'immobilier
4080	Fernand Kartheiser	Organisation « Millî Görüş »
4083	Léon Gloden	Contrôle des concentrations entre entreprises
4084	Jeff Engelen	Vaccination des personnes hospitalisées
4085	Jeff Engelen	Deuxième dose du vaccin contre la Covid-19
4086	Martine Hansen, Laurent Mosar	Certificat vert numérique
4090	Michel Wolter	Victimes de la Covid-19 vivant dans des structures pour personnes âgées
4091 cf. 4121	Gusty Graas	Avenir du site sidérurgique de Dudelange
4094	Fernand Kartheiser	Aide financière pour le Monténégro
4095	Carole Hartmann	Dépression périnatale
4096	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Infections sexuellement transmissibles
4097	Fernand Kartheiser	« Pandemic Emergency Purchase Programme » (PEPP) de la Banque centrale européenne
4099	Jeff Engelen	Interdiction du glyphosate
4100	Marc Goergen	Opérations pour le maintien de la paix
4101	Marc Goergen	Transports d'animaux
4102	Sven Clement, Marc Goergen	Chasse dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
4104	Michel Wolter	Personnel des structures pour personnes âgées vacciné
4107	Marc Goergen	Demandeurs de protection internationale mineurs disparus
4109	Marc Hansen	Dossier de soins partagé
4110	Laurent Mosar, Gilles Roth	Taux minimaux d'imposition des sociétés
4111	Jeff Engelen, Fred Keup	Terrain d'entrainement du CGDIS
4113	Marc Goergen	Chariot de supermarché pour enfants handicapés
4115	Viviane Reding, Laurent Mosar	Révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers
4116	Jeff Engelen	Prise en considération des avis des médecins traitants lors de la vaccination
4117	Fernand Kartheiser	Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine
4120	Roy Reding	Applications de « trading »
4121 cf. 4091	Roy Reding	Avenir du site sidérurgique de Dudelange
4123	Fred Keup	Cambriolages de maisons privées
4124	Fred Keup	Cambriolages d'immeubles publics
4126	Jeff Engelen, Fred Keup	Ordonnance relative aux tests Covid-19 dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et/ou hautement vulnérables

4129	Roy Reding, Fernand Kartheiser	Logements sociaux
4132	Fernand Kartheiser	Regroupement familial
4133	Laurent Mosar, Marc Spautz	Sécurité sociale des chauffeurs routiers
4134	Dan Biancalana	Lutte contre la criminalité organisée et contre la traite des êtres humains
4135	Sven Clement, Marc Goergen	Liberté de presse
4136	Claude Haagen, Simone Asselborn-Bintz	Conservation et protection des sites et monuments
4145	Marc Goergen	Chiens dangereux
4148	Sven Clement	Prise en considération des avis des médecins traitants lors de la vaccination contre la Covid-19
4153	Chantal Gary	Campagne « Rethink Your Clothes »
4155	Gilles Roth, Laurent Mosar	Accès aux données de communications électroniques à des fins pénales
4158	Roy Reding	Problème avec le site « impfen.lu »
4161	Fernand Kartheiser	Crimes antisémites
4165	Léon Gloden	Sécurité des commissariats
4167	Paul Galles	Décision du Danemark de considérer certaines régions de la Syrie comme « sûres »
4170	Fernand Kartheiser	Emprisonnement d'une journaliste irano-britannique en Iran

Question urgente 3583 (05.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **« homeschooling » :**

A senger Pressekonferenz vum 4. Februar 2021 huet de Minister ugekënnegt, datt d'Grondschoule vum Méindeg, 8. Februar un nees op den Distanzunterrecht iwwerginn. Als Ursaach fir seng Decisioun huet hien eng onerwaarten a rasant Croissance vum Covid-19-Virus besonnesch bei de Kanner, Jugendlechen a jonken Erwuessenen - vun null bis 19 Joer - genannt.

Virum Hannergrond vun dëser Evolutioun wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi eng Mesuren huet den Educatiounsministère en place gesat, fir ze garantéieren, dass all Kand Accès zum Distanzunterrecht huet?

- Wat sinn d'Consignë vum Ministère un de Corps enseignant, déi garantéieren, dass all Kand déi selwecht Qualitéit a Quantitéit vun Distanzunterrecht kritt?

- Wéi gëtt séchergestallt, dass all Kand déi noutwendeg technesch Ausrüstung (Internetaccès, Hardware a Software) zur Hand huet, fir den Distanzunterrecht ze suivéieren an aktiv drun deelzehuelen?

- A wéi engem Mooss huet de repetitiven Iwwergang vum Präsenz- zum Distanzunterrecht Repercussiounen op d'Orientéierungsprozedur fir d'Schüler vum Cycle 4.2?

Réponse (09.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Schonns virun der Rentrée am Hierscht goufen d'Enseignanten opgefuerdert, en Teams-Grupp fir hir Klass en place ze setzen, fir am Fall vun enger Quarantaine vun der Klass en Enseignement à distance ze assuréieren a mat de Kanner reegelméisseg ze widderhuelen, wéi domat geschafft ka ginn.

Des Weidere goufen zanter dem Ufank vum Schouljoer d'Hygiènes- an d'Preventiounsmesuren, déi an de Schoulen ëmgesat ginn, reegelméisseg evalueiert an och adaptéiert, fir esou efficace der Verbreedung vum Covid-19 entgéintzewierken. Deemno konnte sech d'Enseignanten op d'Eventualitéit vun enger weiderer Phas vun Distanzunterrecht virbereeden no der éischter Woch vun dësem Trimester am Distanzunterrecht, fir esou kuerzfristeg op d'Annonce vun dëser Mesure kënnen ze reagéieren.

Vu datt déi pedagogesch Equippen d'Schüler elo scho bal mindestens ee Semester laang encadréieren, anerer schonns am 2. Joer vum Cycle suivéieren, kënne si genee aschätzen, wéi den Enseignement à distance fir déi eenzel Schüler organiséiert ka ginn. D'Enseignanten evaluéieren och am Kader vum regulären Unterrecht permanent de Schüler hir Fortschrëtter, fir esou gegeebenefalls d'Léiersequenzen unzepassen an de Schüler hirem Léierrhythmus beschtméiglechst Rechnung ze droen. Och wärend dem Distanzunterrecht wäerten d'Enseignanten d'Besoine vun den eenzele Schüler an d'Plange vun den eenzelen Aktivitéite matabezéien, fir iwwert dëse Wee differenzéiert Léiersequenzen unzebidden an esou een optimalen Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen ze assuréieren.

Och mat den Elteren hunn d'Enseignanten ee reegelméissege Kontakt a si kënnen deemno genee aschätzen, wéi eng Aktivitéite sech wärend dem Enseignement à distance fir déi jeeweileg Schüler ëmsetze loossen. An deem Kontext konnten an der Vergaangenheet schonn Erfarungswäerter gesammelt ginn an no de jeeweilege Phase vum Distanzunterrecht konnte sech déi eenzel Acteuren austauschen a gegeebenefalls méiglech Alternativen zu den ugebuedene Léiersequenze mat Hibléck op eng weider Period vun der Suspensioun vum Presenzunterrecht ausschaffen.

Am Kader vun der Ukënnegung vum Enseignement à distance sinn d'Enseignantë via Circulaire informéiert ginn, datt si sécher musse stellen, datt all Kand dat néidegt didaktescht Material am Virfeld vun der Woch, wärend där den Enseignement à distance ugebuede gëtt, mat heemhëlt. An deem Kontext gouf vu Säite vu mengem Ministère dorop higewisen, datt wärend der Preparatioun vun den Aktivitéiten de Léierrhythmus vun de Schüler misst mat consideréiert ginn, fir sécherzestellen, datt all Kand senge Kapazitéiten entspriechend encadréiert gëtt. Gläichzäiteg ënnerläit et den Enseignanten, zesumme mat den Elteren dee fir all eenzelen Acteur passende Kommunikatiounswee ze definéieren, deen et hinnen erlaabt, e stännege Kontakt mat de Schüler ze halen.

An exzeptionelle Fäll kënnen d'Enseignanten och, am Respekt vun de sanitäre Recommandatiounen, eenzel Schüler an de Gebailechkeete vun der Schoul empfänken, fir hinnen hei zousätzlech Erklärungen zu den Aufgaben ze ginn, déi wärend der Suspensioun vun de Presenzcoursë mussen ëmgesat ginn, respektiv punktuell Aktivitéiten ëmzesetzen, fir op déi spezifesch Besoine vun de Schüler anzegoen.

Schüler, déi net iwwert dat néidegt techneschт Material verfügen, respektiv hir Elteren, kënne sech, no Récksprooch mam Titulaire de classe an am Hibléck op déi geplangte Léiersequenzen, bei Bedarf un déi zoustänneg Regionaldirektioun wenden. Wärend deene leschte Phase vun der Suspension vun de Presenzcoursen, respektiv wärend enger Quarantaine, kruten d'Schüler op Ufro Material vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) oder de Gemengen zur Verfügung gestallt, fir um Enseignement à distance kënnen deelzehuelen.

Nieft den Aktivitéiten, déi vum Titulaire de classe an Zesummenaarbecht mat der pedagogescher Equipe ëmgesat ginn, fannen d'Elteren, d'Schüler an d'Enseignanten zousätzlech eng vaste Offer vun didakteschem Material um Internetsite www.enseignement-fondamental.lu. Vum 9. Februar 2021 u proposéiert de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) an deem nämmlechte Kontext ee Livestream fir d'Schüler aus dem Enseignement fondamental, deen dës Schüler ergänzend zu den Aktivitéite vun der pedagogescher Equipe op ënnerschiddleche Supporte kënne consultéieren.

Wärend dem Enseignement à distance sinn d'Membere vun der pedagogescher Equipe déi éischt Uspriechpartner fir d'Schüler an d'Elteren. Alternativ heizou hunn d'Schüler an d'Eltere bei eventuelle Schwieregkeeten d'Méiglechkeet, d'Helpline vu mengem Ministère (8002-9090) ze kontaktéieren, déi hinne fir Rotschléi a pedagogesch Hëllef zur Verfügung steet. Weiderhi bleift och d'Helpline vum Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) a vum Office national de l'enfance (ONE) (8002-9393) operationell an assuréiert een zousätzleche psychologesche Support.

Am Kader vum Enseignement à distance ginn d'Schüler weiderhin differenzéiert en charge geholl. Esou kann en Enseignement de qualité fir all d'Cyclen assuréiert ginn, wouduerch keng Repercussiounen op d'Orientéierungsprozedur ze erwaarde sinn. An der Period zwëschent der Chrëschtvakanz an Ufank Mäerz ass am Kader vun der Orientatiounsprozedur eenzeg d'Interventioun vum Psycholog virgesinn, virausgesat, d'Elteren hu fir dës Prozedur optéiert. Vun den 360 Klassen, an deenen esou eng Interventioun stattfënnt, sinn der just dräi, an deenen déi psychologesch Tester nach musse realiséiert ginn an dës Tester fannen no der Fuesvakanz statt. Zousätzlech gi véier Datumen iwwert d'Land verdeelt ugebueden, wou déi zéng Kanner, déi bei dem Passage an der Klass krank waren oder a Quarantaine waren, dës Tester kënnen nomaachen.

Am weidere Verlaf vum Planning vun der Orientatiounsprozedur ass d'Ëmsetzung vun den Épreuves communes fir Mëtt Mäerz virgesinn an an dësem Kontext sinn zum aktuellen Zäitpunkt keng Changementer virgesinn. D'Erfarungswäerter vum leschte Schouljoer weisen, datt d'Orientatioun sech och ouni d'Resultater vun de Schüler an den Épreuves communes, déi just een Element duerstellen, op Basis vun der Dokumentatioun vun de formativen Evaluatiounsmomenter an der Klass an de Produktiounen, déi d'Schüler wärend dem ganze Cycle 4 realiséiert hunn, esouwéi den Informatiounen, déi vum Psycholog gesammelt goufen, ëmsetze léisst.

Question urgente 3709 (24.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **stratégie de vaccination :**

D'Impfung mat AstraZeneca ass ëmstridden an de Stoff däerf an Däitschland zum Beispill just bei Leit ënner 65 Joer agesat ginn. Am Ament sinn an Däitschland ronn 680.000 Dose gelagert, déi net gebraucht ginn. D'Schwäiz wëll hir Dosen AstraZeneca, déi nach net geliwwert sinn an och nach net d'Autorisatioun vun der zoustänneger Autoritéit Swissmedic hunn, anscheinend weiderverkafen, mellen d'Zeitunge „Le Temps" an „NZZ am Sonntag".

Dowéinst wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister dës dréngend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung intresséiert, an Däitschland an der Schwäiz eventuell AstraZeneca-Impfstoff ze kafen, deen do net benotzt gëtt?

2. Kéint d'Lëtzebuerger Impfcampagne duerch de Kaf vun AstraZeneca-Impfstoff an Däitschland oder der Schwäiz méi séier méi Leit erreechen?

3. Ass d'Regierung weider der Meenung, datt den AstraZeneca-Impfstoff onbedenklech an efficace ass, obwuel en an anere Länner net ganz gutt akzeptéiert gëtt?

Réponse (25.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Lëtzebuerg ass vun offizieller Säit net driwwer informéiert, dass d'Schwäiz oder Däitschland Impfdose vun AstraZeneca wëlle verkafen. D'„Neue Züricher Zeitung am Sonntag" an d'Agence Reuters schwätzen an dësem Zesummenhang iwweregens vu „Spekulatiounen", dass d'Schwäiz esou eppes eventuell wëll maachen.

D'Lëtzebuerger Regierung baséiert sech bei der Zouloossung vun Impfstoffer op den Avis vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA). Dës Agence ass jo zur Konklusioun komm, dass den Impfstoff vun AstraZeneca effikass ass. Rezent Studien aus Israel a Schottland konfirméieren dës Efficacitéit. D'Weltgesondheetsbehörde huet sech och favorabel iwwert dësen Impfstoff ausgedréckt.

Question 3728 (26.02.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **promotion de l'économie circulaire :**

D'Entwécklung vun der Kreeslafwirtschaft ass ee wichtegt Zil vun der Lëtzebuerger Regierung. An dësem Kontext gouf jo rezent och d'Strategie „Économie circulaire" vun dräi Ministere presentéiert. An dëser spillt de sougenannte „Seconduse", dat heescht, datt ee Géigestand méi wéi eng Kéier oder ee Liewenszyklus benotzt gëtt, eng wichteg Roll. An der Kreeslafwirtschaft ass d'Reparatur also en zentraalt Element. Och aner Natiounen hunn sech der Kreeslafwirtschaft verschriwwen: Sou gëtt et a Frankräich zum Beispill e 50-Euro-Bong fir Vëlosreparaturen oder an Éisträich kréien d'Awunner an eenzele Länner oder Stied änlech Reparaturbongen, déi een och zum Beispill fir Elektroapparater kann aléisen. Vun esou engem System géifen och déi sozial méi schwaach gestallte Leit profitéieren, déi sech zum Beispill keen neie Vëlo oder keen neie Frigo kënne kafen. Weider kéint een esou och d'lokal Ekonomie an de lokalen Handwierker stäerken.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Envisagéiert d'Regierung an Zukunft eng Primm oder e Bong fir d'Reparatur vun engem Vëlo oder anere gebrauchte Géigestänn?

2. Wa jo, wéi eng Mesurë wëll d'Regierung lancéieren?

3. Wann nee, wat ass de Grond, dee géint esou eng Primm sprécht?

Réponse commune (31.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. - 3. Am Moment ginn et keng kuerzfristeg Initiativen, wat d'Afëierung vun esou enger Primm oder engem Bong betrëfft. Ee wichtege Punkt, deen iwwert d'Null-Offall Strategie an d'Strategie zur Kreeslafwirtschaft verfollegt gëtt, ass d'Schafe vun engem Kader, fir der Reparatur an dem Secondhand erëm den néidege Stellewäert ze ginn. D'Null-Offall Strategie huet awer déi Pisten opgezeechent, dass een iwwert ee Subventiounssystem kann ee positiven Effekt hunn.

Déi lokal Ekonomie an d'Handwierk ënnerstëtzen, ass ee vun den Haaptgrënn, wéisou d'Regierung sech intensiv mat der Kreeslafwirtschaft beschäftegt. De Prinzip vun der Kreeslafwirtschaft stellt fir d'Betriber eng grouss ekonomesch Opportunitéit duer. Si kënnen op dësem Wee hir Ressourcen a Réistoffer méi effizient notzen, dofir sollen nei Businessmodeller, déi op der Kreeslafwirtschaft berouen, identifizéiert an ënnerstëtzt ginn.

Fir erëm zu enger Reparaturkultur ze kommen, mussen engersäits d'Produite reparabel sinn oder erëm ginn an anerersäits mussen déi néideg Infrastrukturen a Servicer en place gesat ginn, soudass d'Reparatur erëm fir de Bierger attraktiv gëtt.

De Volet vun der Reparabilitéit vun de Produite gëtt virun allem an de Gremien zur Standardiséierung vun de Produiten um europäesche Plang virugedriwwen. Um nationale Plang gëtt duerch den Opbau vu Ressourcenzenteren an d'Schafe vun engem klore legale Kader, wat de Reemploi betrëfft, iwwert d'Offallgesetzgeebung de Wee hin zur Reparatur vereinfacht. Wat de Volet vun den elektronesche Geräter betrëfft, proposéiert de „Projet de loi relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques" ee Kader, wéi méi Produiten, déi fréier Offall gi sinn, erëm kënne gefléckt a benotzt ginn.

Awer och d'Initiativ vum PCDS (Product Circularity Data Sheet - www.pcds.lu), déi Lëtzebuerg lancéiert huet, sollt an dësem Kontext genannt ginn. Mat dësem Instrument, wat de Standard fir d'Informatiounen zu der Zirkularitéit vun engem Produit entwéckelt, gëtt et méiglech, méi einfach ze wëssen, wéi reparabel ee Produit ass a wéi dee Produit a seng Komponenten erëm an de Kreeslaf kënnen integréiert ginn.

Des Weidere setzt een op Initiativen, déi dem Bierger d'Reparatur erëm méi no bréngen. Hei soll stellvertriedend d'Plattform „Flécken a Léinen" erwäänt ginn. Op dëser Online-Plattform (http://www.flecken-a-leinen.lu/) fënnt ee Kontaktinformatiounen zu Reparaturservicer. An deem Kontext kann och op d'Etüd "REthink" vum Oekozenter, déi duerch de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung kofinanzéiert gouf, verwise ginn. An dem Rapport ginn eng Rei interessant Piste beliicht, wéi een d'Aktivitéit vun der Reparatur erëm ka stäerken.

Zousätzlech wäert am Kader vun der Neioplo vum Klimapakt de Volet vun der Kreeslafwirtschaft verstäerkt an de Vierdergrond gesat ginn, dëst wäert dozou bäidroen, dass och um kommunale Plang méi Initiativen entstinn. Hei kann dann och op d'Erfarunge vun enger Rei Gemengen hei zu Lëtzebuerg zeréckgegraff ginn, déi elo schonns Primme fir d'Flécke ginn, wéi z. B. d'Gemeng Wolz. Méi Beispiller fënnt een op der Plattform www.oekotopten.lu (Rubrik „Prämien").

Et soll een awer och nach dorop verweisen, dass um Niveau vum Konsumenteschutzministère Iwwerleeunge bestinn, fir de Konsument ze begleeden, fir op d'Méiglechkeet vun dem Flécken zeréckzegräifen. Fir ze verhënneren, dass doraus just eng

eemoleg Aktioun gëtt, mussen déi verschidde Facettë vun esou enger Demarche berücksichtegt ginn. Do gëtt aktuell gepréift, wéi eng Form dat kann unhuelen, fir dass dat Ganzt ee bleiwende Modell ka ginn a laangfristeg zu engem méi nohaltege Konsum ka bäidroen.

Question 3729 (26.02.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**augmentation du prix du permis de chasse :**

Am Règlement grand-ducal vum 21. Februar 2021, wat d'Reglement vum 24 Mäerz 2017 ofännert, steet, dass de Juegdschäin fir dëst Joer 209 Euro kascht. D'lescht Joer war de Präis nach bei 129 Euro.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Wat sinn d'Grënn vun dëser Hausse vum Juegdschäin?

Réponse (29.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

De Comité suivi du fonds spécial indemnisation dégâts gibier (dräi Vertrieder vun der FSHCL an dräi Vertrieder vun der Naturverwaltung) observéiert op d'mannst eemol d'Joer d'Evolutioun vum Wëldschuedsfong. De Comité huet sech eestëmmeg fir dës Hausse ausgeschwat. Duerno huet och de Conseil supérieur de la chasse déi Hausse eestëmmeg positiv aviséiert.

D'Grënn vun dëser Hausse stinn am Detail am Exposé des motifs:

« Le présent projet de règlement grand-ducal propose de modifier le règlement grand-ducal du 24 mars 2017 fixant les montants du droit d'enregistrement et du droit supplémentaire des permis de chasser, la quote-part annuelle à rembourser par le fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier, ainsi que les modalités et la procédure de fonctionnement de celui-ci afin de porter le prix du permis de chasser annuel de 150 euros à 230 euros.

Le prix du permis de chasser est composé d'un droit d'enregistrement ainsi que d'un droit supplémentaire qui alimente le fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier. Ce dernier est un fonds de solidarité alimenté par les chasseurs. En cas de dommage causé par les espèces cerf et sanglier sur un fonds chassable, le fonds rembourse le locataire de chasse jusqu'à un montant de quatre euros par hectare de la superficie du lot de chasse pour lequel le remboursement a été demandé.

En 2017, une surcapitalisation du fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier a été constatée. Entre 2013 et 2017 (inclus), les montants remboursés par le fonds étaient nettement inférieurs aux recettes issues du droit supplémentaire. Afin d'y remédier, il a été décidé en 2017, en concertation avec les acteurs concernés, de baisser le prix du permis de chasser annuel de 221 à 150 euros en diminuant la part du droit supplémentaire de 200 à 129 euros. De plus, il a été décidé de permettre le cumul du montant du remboursement de la quote-part sur un maximum de quatre ans pour les années cynégétiques 2017/2018-2020/2021.

Ces mesures ont permis de diminuer, comme prévu, la capitalisation du fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier.

Suite à la possibilité de cumul des remboursements sur quatre ans, les deux dernières années ont été marquées par une forte augmentation des demandes en remboursement des dégâts de sangliers et de cerfs. Afin de faire face à cette augmentation des demandes de remboursement par le fonds, il est proposé d'augmenter le droit supplémentaire du permis de chasser annuel de 129 à 209 euros. À partir de l'année cynégétique 2021/2022, le prix du permis de chasser annuel sera ainsi de 230 euros ce qui devrait permettre de faire face à la recrudescence des demandes de remboursement observées ces deux dernières années. »

Question 3784 (05.03.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**ancienne maison de Max Goergen à Wilwerwiltz :**

Et ass mer zu Ouere komm, dass d'Max-Goergen-Haus zu Wëlwerwolz, dat dem Staat gehéiert an denkmalgeschützt ass, aktuell eidel steet.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

1. Wat sinn d'Ursaachen, firwat datt d'Haus bis ewell keng nei Destinatioun fonnt huet?

2. Musse Restauratiounsaarbechten duerchgefouert ginn? Wa jo, goufen déi schonn evalueiert? Wat ass d'Positioun vu Sites et monuments an deem Kontext?

3. Wat fir Projete ware scho mol ugeduecht ginn, hunn awer missen annuléiert ginn?

4. Wier et eventuell méiglech, eng Wunneng an dësem Haus ze schafen, wann et net fir aner Zwecker (kultureller, edukativer etc.) genotzt ka ginn?

5. Gouf et an deem Sënn scho Gespréicher mam Logementsministère?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Déi initial Iddi vum Educatiounsministère war et, fir an Zesummenaarbecht mam Clierfer Lycée ee Pilotprojet ze starte mam Numm „Verhalen, Testen an Trainéieren". Zil war et, fir Schüler tëschent 11 a 15 Joer, déi souwuel sozio-emotional, wéi och schoulesch Problemer opweisen, opzefänken an hinnen no engem bis zwee Joer erëm een Uschloss un déi traditionell Schoul ze erméiglechen. No enger Analys duerch d'Bauteverwaltung ass een awer zur Conclusioun komm, datt d'Käschte fir d'Ëmbauaarbechte vum Max-Goergen-Haus ze héich wieren, fir esou ee Projet op där Plaz ze realiséieren.

Analyse vun der Bauteverwaltung hunn och erginn, datt dëst Gebai fir eng Bürosnotzung net konform ass mam „Règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique". Esou sinn zum Beispill d'Raim an d'Trapenhaiser ze niddreg an och ze enk.

ad 2. Bei der Geleeënheet vu Reuniounen op der Plaz, a Presenz vun de Responsabele vum Service vun der Securitéit am ëffentlechen Déngscht, dem Service des sites et monuments nationaux an der Bauteverwaltung, ass engersäits op d'Problematik vun der Non-Konformitéit, an anerersäits op den Erhalt vun der bestoender Struktur higewise ginn. Dës zwou Ufuerderunge stinn sech an dësem konkreete Fall géigeniwwer, soudatt d'Konklusioun gezu gouf, datt eng Notzung als Bürosfläch weeder der Securitéit am ëffentlechen Déngscht nach dem Denkmalschutz kéint gerecht ginn.

ad 3. Eng Bürosnotzung komplementar zum neie Lycée Edward Steichen war ugeduecht an analyséiert ginn.

ad 4. Jo, dës Méiglechkeet kéint bestoen.

ad 5. An dësem Sënn goufen et scho Gespréicher mat Acteuren, déi an dësem Secteur täteg sinn.

Question 3847 (12.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **mesures antibruit routier pour la collectrice du Sud :**

Esou wéi den Ëmweltministère et gefuerdert hat, hunn néng Südgemenge viru Kuerzem een Aktiounsplang géint Kaméidi ausgeschafft an dësen a verschiddene Gemengerotssëtzunge schonns thematiséiert an diskutéiert.

Esou wéi a villen anere Gemengen, gouf och zu Péiteng de Stroossen- a Schinneverkéier als Haaptquell vum Kaméidi identifizéiert. Zu Péiteng ass et notamment de Kaméidi duerch de Verkéier op der Collectrice (Avenue de l'Europe), dee vill Biergerinnen a Bierger belaascht.

Fir de Kaméidi op der Streck ze reduzéieren, kënne verschidde Moossname getraff ginn. Engersäits kéint ee beim Rond-point LTMA de Flux vun Autoe besser maachen, andeems een esou wéi beim Centre Wax eng Ënnerféierung ënnert dem Rondpoint géif gruewen. Anerersäits kënne Geschwindegkeetsbegrenzungen an och Schallschutzmaueren hiren Deel dozou bäidroen, dass de Kaméidi net iwwert dat ganzt Kordall ze héieren ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gefierer fueren an de Spëtzenzäiten um Segment vun der Péitenger Collectrice?

2. Wéi eng Moossname wäerten d'Ministeren ënnerhuelen, fir de Kaméidi, dee vun der Collectrice ausgeet, ze reduzéieren?

3. Wéi bewäerten d'Ministeren d'Optioun, eng Schallschutzmauer op der Collectrice ze bauen?

4. Wéi bewäert de Minister d'Optioun, eng weider Ënnerféierung ënnert dem Rond-point beim LTMA ze bauen?

5. Wéi bewäert de Minister d'Optioun, eng méi niddreg Geschwindegkeetsbegrenzung um Segment tëschent der Biff an dem Dräilännereck anzeféieren?

www.chd.lu

Réponse commune (26.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Laut der Dauerzielstell vun der Stroossebauverwaltung fueren op dem Segment vun der Collectrice N31 ronn 26.800 Gefierer pro Dag.

ad 2. Den Aktiounsplang vum Ëmweltministère géint de Kaméidi vun der Strooss presentéiert eng Strategie fir d'Preventioun an d'Reduktioun vum Stroossekaméidi. Op Basis vun der Kartographie vun de grousse Stroosse mat méi wéi dräi Millioune Mouvementer pro Joer, ënnert déi och d'Collectrice (Avenue de l'Europe) fält, gi potenziell prioritär Plazen identifizéiert a systematesch prioriséiert (Hotspot Analys).

An dem aktuellen Aktiounsplang sinn och ronderëm Péiteng/Rodange dräi potenziell prioritär Plazen identifizéiert ginn, zu deenen d'Kaméidisemissioune vun der Péitenger Collectrice bäidroen. Den Aktiounsplang gesäit de Moment nach kee spezifesche Projet zu Péiteng vir. Et sollt awer ugemierkt sinn, dass dëst net verhënnert, datt weider Moossnamen ëmgesat ginn, déi net Deel vun den Aktiounspläng géint Kaméidi sinn.

ad 3. De „Plan d'action contre le bruit environnemental" hält d'Krittären an d'Moossname fest, déi zeréckbehale ginn, fir de Kaméidi an den Uertschaften ze reduzéieren.

Generell gi Moossnamen, déi de Kaméidi preventiv vermeiden oder un der Source reduzéieren, als am Nohaltegsten ugesinn. Fir problematesch Plaze kënnen awer och Moossnamen, déi un der Ausbreedung vum Kaméidi usetzen, oder passiv Moossname virgesi ginn.

Zu de Moossname gehéieren also net nëmme konstruktiv Léisunge fir de motoriséierten Individualverkéier, mee och Infrastrukture fir den ëffentlechen Transport, d'Foussgänger an d'Vëlosfuerer (aktiv Mobilitéit) ze förderen. All dës Mesuren droen dozou bäi, de motoriséierte Verkéier, an domadder de Kaméidi, dee vun em ausgeet, ze reduzéieren.

ad 4. 2014 gouf een Dossier de synthèse vun der Stroossebauverwaltung ausgeschafft. De Projet aus dësem Dossier huet och an enger spéiderer Phas eng Ënnerféierung vum Rond-point virgesinn. Obschonn de Projet net esou weider gefouert gouf, gëtt nach ëmmer no Léisungen, fir d'Fluiditéit ob dëser Haaptachs eropzesetzen, studéiert. Well dës Etüden déi gesamt Regioun ëmfaassen, mussen hei och ganz ëmfangräich Trafficksimulatiounen duerchgefouert ginn, déi duerch hir Komplexitéit méi laang brauchen.

ad 5. D'N31 zu Péiteng spillt eng wichteg Roll als Verlängerung vun der Collectrice du Sud an als Alternativ zu der N5, déi duerch den Zentrum vu Péiteng a Rodange féiert. D'Leeschtungsfäegkeet vun dëser Verbindung ass domadder essenziell. Eng Geschwindegkeetsbegrenzung ass momentan net ugeduecht.

Question 3909 (23.03.2021) de **MM. Georges Engel** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **marché de l'emploi luxembourgeois :**

Depuis des années, le marché de l'emploi luxembourgeois s'est caractérisé par la création soutenue de nouveaux emplois atteignant des taux de croissance nets dépassant les 4 %.

Or, force est de constater que ces derniers mois ce taux de croissance est en net recul. Ceci vaut surtout pour les salariés intérimaires mais aussi pour les salariés en général et les indépendants.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quels sont les secteurs les plus touchés par cette évolution qui, bien que restant positive, n'atteint plus les taux des dernières années.

2) Quels sont les derniers chiffres dont dispose le Gouvernement ?

3) Comment se répercute cette évolution sur les recettes des différentes branches de la sécurité sociale ?

Réponse commune (26.04.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) + 2) Habituellement, les taux de croissance de l'emploi sont calculés et comparés sur la base des années civiles, c'est-à-dire de janvier à décembre. Pour illustrer l'effet de la crise sanitaire sur la croissance de l'emploi, les taux de croissance ci-dessous ont été calculés de mars 2020 (début de la crise sanitaire) à février 2021. Ainsi, entre mars 2020 et février 2021, l'emploi salarié a augmenté de 1,4 % par rapport à la période allant de mars 2019 à février 2020 où il avait augmenté de 3,6 % par rapport à la période précédente.

Ce ralentissement du taux de croissance annuel, imputable à la crise sanitaire, n'impacte pas tous les secteurs d'activité de la même manière. Quatre groupes de secteurs peuvent être distingués :

1. Le premier groupe rassemble les secteurs (surlignés en vert foncé dans le tableau 1[1]) pour lesquels, malgré la crise, le taux de croissance de l'emploi est plus élevé que celui enregistré par le secteur l'année précédente. Il s'agit de :

- l'agriculture (taux de croissance 2018-2019 : 2,5 % contre 3,4 % entre 2019-2020) ;

- l'administration publique (respectivement 4,0 % et 6,6 %).

2. Le second groupe est constitué de secteurs (surlignés en vert clair dans le tableau 1) qui présentent certes un ralentissement du taux de croissance de l'emploi, mais ce taux reste positif (il y a donc création nette d'emplois) et le ralentissement est moins important que celui observé pour l'emploi salarié total. Ces secteurs, qui sont affectés par la crise sanitaire, mais qui s'en sortent mieux que la moyenne, sont :

- la construction (3,8 % et 3,6 %) ;

- la santé et l'action sociale (4,8 % et 3,8 %) ;

- les activités spécialisées, scientifiques et techniques (5,9 % et 5,0 %).

3. Le troisième groupe comprend des secteurs (surlignés en orange dans le tableau 1) qui se distinguent du précédent par le fait que le ralentissement de la croissance de l'emploi est plus élevé que la moyenne, même si le taux de croissance reste positif. Ces secteurs sont :

- le transport et l'entreposage (3,6 % et 0,5 %) ;

- les activités financières et assurances (2,4 % et 0,1 %).

4. Le quatrième groupe rassemble des secteurs (surlignés en rouge dans le tableau 1) ayant un taux de croissance négatif, correspondant à une baisse du nombre d'emplois pendant la période Covid. Les secteurs concernés sont :

- l'industrie manufacturière (respectivement 0,03 % et - 1,2 %) ;

- le commerce (4,3 % et - 1,0 %) ;

- l'hébergement et la restauration (2,8 % et - 2,0 %) ;

- l'information et la communication (2,9 % et - 1,5 %).

Tableau 1. Taux de croissance de l'emploi salarié par secteur

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Concernant les intérimaires, ils ont été beaucoup plus impactés que l'ensemble de la population active avec une diminution moyenne de 22,1 % de leur effectif par rapport à 2019 (tableau 2).

Pour les intérimaires, le tableau contient les données mensuelles de janvier à décembre pour les années 2019 et 2020 de manière à prendre la mesure de la baisse du travail intérimaire au début de la crise sanitaire.

Tableau 2. Effectifs intérimaires et taux de croissance entre 2019 et 2020

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les indépendants, quant à eux, ont été plus faiblement impactés avec une hausse moyenne de leur effectif entre 2019 et 2020 de l'ordre de 1,3 %.

ad 3) En 2020, l'emploi a affiché un taux de progression de + 1,8 % (le plus bas depuis 2013), en ralentissement de 1,7 points de pourcentage par rapport au taux de + 3,5 % mesuré en 2019.

Les recettes de cotisations sociales ont, elles aussi, marqué le pas mais de façon moindre. En effet, après avoir atteint 9.740 millions d'euros[2] en 2019 (+ 6,0 %), elles se sont élevées à 10.251 millions d'euros en 2020 (+ 5,2 %).

Les recettes de cotisations sociales provenant des personnes exerçant une activité (cotisations sur salaires, sur indemnités pécuniaires, sur chômage partiel, etc.), dont la progression est directement liée à celle de l'emploi, ont, quant à elles, atteint 8.865 millions d'euros[3] en 2019 (+ 6,0 %), puis 9.304 millions d'euros en 2020 (+ 4,9 %).

Le caractère moins prononcé du ralentissement des recettes de cotisations provenant des personnes exerçant une activité, par rapport à celui de l'emploi, s'explique principalement par le fait que

[1] Seuls les secteurs représentant une part importante de l'emploi sont cités dans le texte. Pour les autres secteurs : cf. le tableau 1.

[2] Dont cotisations forfaitaires de l'État.

[3] Dont cotisations forfaitaires de l'État.

les salaires ont été adaptés de + 2,5 % au 1er janvier 2020 mais qu'ils ne l'ont pas été en 2019, la dernière indexation datant du 1er août 2018. Aussi, en moyenne annuelle, l'échelle mobile des salaires a progressé plus vite en 2020 (+ 2,5 %) qu'en 2019 (+ 1,4 %).

Ainsi, hors adaptation de l'échelle mobile des salaires, les recettes de cotisations provenant des personnes exerçant une activité ont progressé de + 4,5 % en 2019 puis de + 2,4 % en 2020 et affichent un ralentissement de 2,1 points de pourcentage dont près de 85 % s'expliquent par la baisse du rythme de création des nouveaux emplois. Les 15 % restants résultent essentiellement de la diminution de la croissance réelle (i. e. hors adaptation de l'échelle mobile des salaires) du revenu cotisable moyen.

Par conséquent, si le rythme de création des nouveaux emplois avait été le même en 2020 qu'en 2019, les recettes de cotisations de la sécurité sociale auraient été plus élevées de 154 millions d'euros.

Cette moindre recette a cependant été partiellement contrebalancée par l'augmentation des cotisations prélevées sur les indemnités de chômage (hors cotisations prélevées sur les indemnités de chômage partiel) qui, avec un taux de croissance de + 24,4 %, ont progressé à un rythme presque trois fois plus élevé que l'année précédente (+ 9,0 %). Aussi, si les recettes de cotisations prélevées sur les indemnités de chômage avaient progressé en 2020 au rythme de 2019, les recettes de cotisations de la sécurité sociale auraient été moins élevées de 15 millions d'euros.

Ainsi, le ralentissement observé sur le marché de l'emploi a eu pour effet net (après prise en compte de l'accélération du chômage) d'amputer de quelque 139 millions d'euros les recettes de cotisations de la sécurité sociale. Le tableau ci-dessous ventile cet impact selon les différentes branches de la sécurité sociale.

Répercussion sur les recettes de cotisations de la sécurité sociale (y incluses cotisations forfaitaires de l'État) du ralentissement observé sur le marché de l'emploi en 2020 (en millions d'euros)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3918 (24.03.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **« hate speech » :**

D'Problematik vum „Hatespeech" verbreet sech an der Gesellschaft ëmmer méi séier. Eng konstruktiv Diskussiounskultur kënnt oft ze kuerz a muss Plaz maache fir schnell deposéiert Kriticken, aggressiv Bemierkungen a Beleidegungen, déi Rassismus, Fraefeindlechkeet, Gewalt an Haass incitéieren. Ënnert dem Deckmantel vun der Meenungsfräiheet benotzt esou munche „User" déi digital Plattformen, fir bewosst sengem Onmutt Loft ze maachen, an negativ Stëmmungen ze streeën. Esou ka beispillsweis en onschëllege „Post" iwwert e Rezept, ganz séier an enger Kultur- an Ethnizitéitsdiskussioun ausaarten. Ee richteg placéierten „Hashtag" geet duer, an d'Land ass gespléckt iwwert e politeschen Debat, deen zu deem Zäitpunkt méi op de Plattformen eréi a politeschen Diskussiounen ausgedroe gëtt. Zu wat Opriff um Internet beim Public kënne féieren, huet d'ganz Welt spéitstens bei den Attacken op de Kapitol zu Washington materlieft.

Ganz besonnesch geféierlech an dëser Thematik ass d'Verharmlosung vun dësem Phenomeen, deen am digitalen Zäitalter ëmmer méi d'Iwwerhand hëlt. Och wann den Opruff zu Haass per Strofgesetz verbueden ass, gëtt et weiderhi vill Aggressivitéit an Haass am gesellschaftleche Meltingpot vun de sozialen Netzwierker. Oft gëtt Hatespeech mat humoristesche Kommentaren ofgedoen - „well, that escalated quickly" -, mee eng tatsächlech Konsequenz fir d'Auteure bleift aus. Den Haass amuséiert, a féiert net zu engem Ëmdenke beim Lieser.

D'Broken Windows Theory postuléiert, dass kleng Schied duerch Vandalismus, no deenen net gekuckt gëtt, dozou féieren, dass de Vandalimus sech wäert weider op dëser Plaz verbreeden.

D'Broken Web Theory baséiert op dëser Iddi, an applizéiert d'Theorie op den Internet als gemeinschaftleche Raum. Deemno beseet dës Theorie, dass Strofdoten, déi ëffentlech am digitale Raum begaange ginn, an op déi keng Reaktioun follegt, dofir suergen, dass dat Verhale bestäerkt a verstäerkt weidergefouert gëtt.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizminister an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Ginn et am Beräich vum Hatespeech Statistiken, déi dëse Phenomeen iwwerwaachen? Dans l'affirmative, wéi hunn sech d'Chifferen iwwert déi lescht fënnef Joer verännert?

2. Si Sensibiliséierungscampagnë geplangt, fir op de Problem opmierksam ze maachen? Wat ass virgesinn, fir der momentaner Entwécklung vun Hatespeech entgéintzewierken?

3. Wat kann de Bierger maachen, fir sech géint esou e Verhalen am Internet ze schützen? Kann de Bierger rechtlech géint esou ee Verhale virgoen?

4. Eis Jugend wiisst ëmmer méi digital op. Wéi kann och si virun Hatespeech am Internet geschützt ginn?

5. Wat fir Alterskategorië si besonnesch am Risiko, mat „Hatespeech" konfrontéiert ze ginn? Gëtt d'Theema „Hatespeech" an der Schoul thematiséiert, an a welche Klassen?

6. Wat ass déi éischt Ulafstell fir betraffe Kanner a Jugendlecher, wou si Hëllef kënne kréien?

Réponse commune (26.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Initiativ Bee Secure vun der lëtzebuergescher Regierung huet mat der Bee Secure Stopline (stopline.bee-secure.lu) eng Offer, déi de Bierger d'Méiglechkeet gëtt, illegal Inhalter um Internet ze mellen. Nieft Duerstellunge vu sexuellem Mëssbrauch u Mineuren an terroristeschen Inhalter kann een och zudeem Rassismus, Revisionismus an aner diskriminéierend Inhalter mellen. D'Inhalter gi vu Bee Secure iwwerpréift an, falls noutwendeg, un déi zoustänneg Instanze weidergeleet, d. h. un d'Police grand-ducale oder un ee vun den INHOPE Netzwierk Hotlines Partner, wann den Inhalt an engem Land gehost gëtt, wou eng oder méi Hotlinen ugebuede sinn.

D'Zuele vu gemellten Inhalter bei Bee Secure an de leschte sechs Joer aus dem Beräich Rassismus, Revisionismus an aner diskriminéierend Inhalter:

2015: 356 Meldungen (96 weidergeleet),

2016: 114 Meldungen (46 weidergeleet),

2017: 110 Meldungen (58 weidergeleet),

2018: 122 Meldungen (68 weidergeleet),

2019: 219 Meldungen (152 weidergeleet),

2020: 292 Meldungen (240 weidergeleet).

D'Zuele vu Verurteelunge bzw. Fräispréch bei den zwee Bezierker am Kontext vum Hatespeech:

2015: 4 Verurteelungen,

2016: 9 Verurteelungen,

2017: 14 Verurteelunge wéinst Opruff zum Haass an/oder zur Gewalt, 1 Verurteelung wéinst Negationismus, 11 Fräispréch (dovunner ee géint eng Persoun, déi parallel och wéinst aneren Aussoen dat selwecht Joer condamnéiert ginn ass),

2018: 8 Verurteelungen, 2 Fräispréch,

2019: 6 Verurteelungen,

2020: 9 Verurteelungen, 3 Fräispréch,

2021: 5 Verurteelungen an 1 Fräisproch, déi nach net all rechtskräfteg sinn.

ad 2. Bee Secure stellt all Schouljoer en aktuellt Theema an de Fokus. Am Schouljoer 2016/2017 gouf sech mam Sujet Hatespeech beschäftegt. Dës Decisioun gouf ë. a. getraff, well et am Joer 2015 duerch d'Entwécklung vun de Flüchtlingsstréim a Richtung Europa an och Lëtzebuerg eng grouss Unzuel u gemellte Fäll bei der Bee Secure gouf (eleng am August 2015 goufen 145 Fäll gemellt).

Dës Campagne hat den Titel „Share Respect - Stop Online Hate Speech". Am Kader vun dëser Campagne goufen iwwert ee Reseau u Partnerorganisatiounen an duerch eng Diffusioun an de Schoulen a Jugendhaiser bis zu 3.000 Posteren uechtert d'Land verdeelt. Dernieft sinn 30.000 Guiden iwwert de Sujet verdeelt ginn, de Groussdeel dovunner sinn direkt u Kanner a Jonker gaangen, dat am Kader vun de Sensibiliséierungsaktiounen an de Schoulen, där all Joer ronn 1.000 duerchgefouert ginn. Zousätzlech sinn eng Rei Fiches thématiques vun der Ekipp vu Bee Secure entwéckelt ginn, déi och haut nach um Internetsite vun der Initiativ ze fanne sinn. De Parquet huet un der Sensibiliséierungscampagne deelgeholl, wärend där ee ganze Koup Aktivitéiten am Jugendberäich, an awer och am Erwuesseneberäich, organiséiert gi sinn.

Am Kader vun dëser Campagne gouf zesumme mam Conseil de presse am September 2017 eng gemeinsam Netikett (www.netiquette.lu) ausgeschafft, d. h. ee Guide de bonne conduite fir Onlinebenotzer.

Am selwechte Joer gouf hei am Land, mat engem breede Reseau un Acteuren, déi international Campagne „No Hate Speech Movement" vum Conseil de l'Europe ënnerstëtzt. Mat der Ënnerstëtzung vun der Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte sinn ëm déi 30 Projeten ëm d'Theeme Respekt an Hatespeech organiséiert ginn.

Wéi d'Zuele vun der Bee Secure weisen, ass d'Theema nach ëmmer relevant. Och dowéinst wäert d'Internetpresenz vun der Bee Secure dëst Joer nach en Update kréien, fir datt d'Leit weider vun dësem Service profitéiere kënnen. De Sujet vun engem respektvolle Mateneen am Internet a speziell an de soziale Medien ass och feste Bestanddeel vun de Bee Secure-Formatiounen. De Gros vun dëse Formatioune gëtt an der Éducation formelle an non formelle ugebueden (cf. ad 4.).

Allgemeng leeën déi betraffe Servicer vum Educatiounsministère den Haaptakzent op d'Sensibiliséierung duerch Bildung, souwuel am formelle wéi non formelle Beräich. Schoulesch an ausserschoulesch Inhalter a Kaderen, Initiativen a Campagnë gi permanent ugepasst.

De Grupp Preventioun vun der Police intervenéiert och an de Schoulen, fir op d'Gefore vum virtuelle Mobbing opmierksam ze maachen, an de Kanner a Jugendlechen Outile mat op de Wee ze ginn, fir sech ze wieren, wann si Affer gi vu virtuellem Mobbing.

Et gëtt gehofft, datt déi Verurteelungen duerch déi Lëtzebuerger Geriichter eng ofschreckend Wierkung hunn an och hiren Deel dozou bäidroen, datt d'Benotzer vun Onlineplattformen sech zweemol iwwerleeën, wat si schreiwen.

De Parquet proposéiert och alternativ Stagen zu enger Poursuite bei respect.lu, eng Initiativ vun der ASBL SOS Radicalisation, fir Persounen, déi sech eventuell strofbar gemaach hu mat engem problematesche Kommentar, an der Hoffnung, datt si déi elementar Verhalensreegelen integréieren, an net méi opfälleg ginn.

ad 3. Jee nodeems, ob et eng perséinlech Attack op de Bierger ass, oder ob den Haasskommentar sech géint eng Communautéit riicht, ginn et ënnerschiddlech Manéieren, fir drop ze reagéieren.

Wéi am ad 1. schonn erwäänt, gëtt et mat der Bee Secure Stopline ee Service, deen et de Bierger erméiglecht, illegal Inhalter, dorënner Hatespeech, ze mellen. Dëst am Wëssen, datt dës Inhalter iwwerpréift ginn an un déi zoustänneg Instanze weidergeleet ginn. D'Meldunge gi gepréift, andeems gekuckt gëtt, ob e Verstouss géint eent oder méi Strofgesetzer virläit (Articles 454 - 457-4 du Code pénal - Chapitre VI. - Du racisme, du révisionnisme et d'autres discriminations).

Wann ee perséinlech ugegraff gëtt, kann een eng Plainte bei der Police oder beim Parquet deposéiere géint den Auteur vum Kommentar (eventuell och tëscht den Hänn vum Untersuchungsriichter, wann een eng Constitution de partie civile mécht). De Parquet informéiert d'Affer dann iwwert d'Suite vum Dossier.

Et kann een och de supposéierten Auteur vum Haasskommentar direkt op d'Bezierksgeriicht zitéieren.

Wann een sech einfach nëmmen un engem Haasskommentar stéiert, deen online ass, da kann ee beim Plattformbedreiwer respektiv Säitebedreiwer intervenéieren, fir de Post erofhuelen ze loossen, oder der Bee Secure Stopline de Bäitrag anonym mellen. An deem Fall wier et gutt, souwuel ee Link wéi och ee Screenshot matzeschécken, fir de Fall, datt de Kommentar scho geläscht wier.

An all Fall, wou een sech duerch eng vermeintlech Strofdot verletzt spiert, kann een sech un de Service d'Aide aux victimes (SAV) vum Service central d'assistance sociale (SCAS) wenden, wou déi professionell, speziell ausgebilt a kompetent Mataarbechter mat vill Fangerspëtzegefill a Versteesdemech d'Affer virun, wärend an nom Prozess begleeden, oder esouguer déi Affer opfänken, fir déi den Haassbäitrag net ënnert eng strofrechtlech Qualifikatioun fält.

Beim Counterspeech muss ee gutt oppassen, datt een net selwer zum Hatespeechler gëtt; am Beschte mécht ee Faktencheck oder et hannerfreet een déi problematesch Ausso.

ad 4. Jonk Leit ginn online mat Ausdréck a Kommentare konfrontéiert, déi beleidegen, diffaméieren a blesséiere kënnen. Et ass dowéinst wichteg, datt dës Thematike fréi opgegraff ginn an der Educatioun vun de Kanner a Jonken. Am Mediekompass (edumedia.lu), deen am Joer 2020 vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) agefouert gouf, sinn den Ëmgang mat Hatespeech a Cybermobbing als Kompetenzfeld genannt. Grondsätzlech soll de Kanner a Jonke fréi gewise ginn, datt et wichteg a richteg ass, am Internet respektvoll ee mat deem aneren ëmzegoen. D'Objektiv ass et, de Kanner a Jonke Messagë mat op de Wee ze ginn, fir esou e respektvollt Mateneen am Internet ze fuerderen.

Am Kader vun der Campagne „einfach Digital" gëtt d'Jugend am Enseignement fondamental an, vun der Rentrée 2021/22 un, nieft den autonome Lycéesprojeten, am Enseignement secondaire, mat der digitaler Welt bewosst konfrontéiert: Mam Mediekompass als national Referenz léiere si bewosst handelen. Duerch d'Aféierung an d'Kodéieren an d'algorithmescht Denken am Enseignement fondamental ginn se mam Fonctionnement vun der digitaler Welt sensibiliséiert. Dorobber opbauend gëtt vun der Rentrée 2021/22 un dat neit Fach „Sciences numériques" a 17 Pilotschoulen op 7e ugebueden, fir vun der Rentrée 2022/23 u flächendeckend op 7e ëmgesat ze ginn. No der Pilotphas 2022/23 op 6e, an 2023/24 op 5e, wieren all Lëtzebuerger Klasse vum Cycle inférieur ofgedeckt. Dës Schüler ginn esou fir déi digital Welt fit gemaach, och op ethéschem Niveau: mat, duerch an iwwert d'Medien.

Am neie Fach gi 6 grouss Achsen thematiséiert an handlungsorientéiert abordéiert: „Meng digital Welt an ech!", „De World Wide Web, säin Netzwierk an ech!", „Do you speak Informatik? Meng Sprooch, hir Sprooch!", „D'Spill - analog oder digital, eleng oder zesummen - ee ganze Programm!", „De Roboter, e Partner am gudden an am schlechte Sënn?", „Eng Maschinn, méi schlau wéi ech, ass dat méiglech?"

Besonnesch an der Achs „De World Wide Web, säin Netzwierk an ech!" ginn d'Reegelen um Internet an d'Responsabilitéit vum Benotzer thematiséiert: Hatespeech, Cybermobbing ginn do ënnert anerem a verstäerkter Kollaboratioun mat Bee Secure an Ugréff geholl.

D'Initiativ Bee Secure propagéiert an hire Sensibiliséierungsaktioune Messagen eréi „Hannert all Bildschierm sëtzt e Mënsch" an „Den Internet ass kee rechtsfräie Raum". Konkreet dréit d'Initiativ mat verschiddene Mesuren derzou bäi, datt Kanner a Jonker esou fréi wéi méiglech mat dëse Sujete konfrontéiert ginn an sech déi noutwendeg Kompetenzen uneegne kënnen, fir heimadder ëmzegoen a fir e respektvollt Mateneen am Internet ze fuerderen.

1. Sensibiliséierungsformatioune fir déi Jonk

Ee wichtege Pilier vu Bee Secure sinn d'Sensibilisatiounssessiounen, déi sech u Schoulklasse vum Enseignement fondamental a secondaire riichten. Insgesamt waren dëst am Joer 2020, 184 Schoulklassen am Enseignement fondamental an 306 Schoulklassen am Enseignement secondaire. Zousätzlech goufen et awer och nach 7 Formatiounen a Maison-relaisen an 11 Formatiounen a Jugendhaiser. Duerch d'Schoulschléissungen am Kader vun der Covid-19-Situatioun sinn dës Zuele par rapport zu 2019 an de Jore virdrun natierlech méi niddereg. A sämtleche Klasse spillt de Sujet Cybermobbing eng grouss Roll an de Formatiounen. Fir 7es-Klassen, wou dës Sensibilisatiounssessioun obligatoresch ass, ass elo zënter dem Wanter 2020/21 e spezifescht Modüll iwwer Hatespeech an d'Formatioun agebaut ginn. Aktuell gëtt och un enger spezifescher Formatioun iwwer Cybermobbing fir Klasse vum Cycle 2 geschafft.

2. Sensibiliséierungsformatioune fir d'Ëmfeld (Elteren, Enseignanten an Erzéier)

E weidere groussen Deel vun de Formatioune vu Bee Secure riicht sech un d'Eltere souwéi un d'Enseignanten an d'Erzéier. 2020 goufe 25 Elterenowenter an 22 Formations continues fir Enseignanten an Erzéier organiséiert. Problematesch Inhalter eréi Hatespeech a Cybermobbing spillen och hei eng grouss Roll.

3. Qualitativ Informatiounen um Internetsite

Op der Internetsäit www.bee-secure.lu besteet eng spezifesch Rubrik zu Hatespeech (https://www.bee-secure.lu/de/risiken/hate-speech/). Dësen Deel beinhalt wichteg Äntwerten zum Sujet souwéi eng Oplëschtung vu Publikatioune ronderëm Hatespeech.

4. Berodungsservice Bee Secure Helpline

Mat der Bee Secure Helpline (8002 1234) besteet eng Ulafstell fir sämtlech Leit, déi sech wëlle vertraulech an anonym vun Experten aus dem psychosoziale Feld berode loossen. Och op der Helpline spillen Thematiken eréi Hatespeech a Cybermobbing eng Roll.

ad 5. Et gi keng Statistiken iwwer Alterskategorien, déi besonnesch am Risiko mat Hatespeech konfrontéiert sinn.

Op 7e kréien eng Rei Jugendlecher hiren éischten Handy, an domadder den direkten Zougang zu soziale Medie wéi zum Beispill Snapchat an TikTok. Nieft dem neie Fach „Sciences numériques" (cf. ad 4.) huet d'Theema Hatespeech natierlech och seng Plaz am Cours „Vie et société", z. B. an den Themeberäicher „Anerkennung und Ausgrenzung" op 6e a „Medien und Mythen" op 5e.

Och den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) geet a sengen Unterrechtsmaterialien op d'Theema an, z. B. an der Publikatioun Duerchbléck Nr. 6 - Click & go? (S. 32). Och ouni sech elo op konkreet Zuele kënnen ze beruffen, ass no Aschätzung vu Bee Secure d'Theema Hatespeech e Phenomeen, wat sech hei zu Lëtzebuerg dacks an de soziale Medien, zum Beispill an der Kommentarspalt vu Säite vu Medienhaiser oder op Säite vu Persounen, déi méi staark an der Ëffentlechkeet stinn, ofspillt. Et ass hei och e Phenomeen, wat no Aschätzung vu Bee Secure éischter d'Verhale vun Erwuessene betrëfft.

Bei Kanner a Jonke spille virrangeg aner Forme vun Hatespeech respektiv Erfarunge mat Haass am Internet eng Roll eréi bei den Erwuessenen. Fir Kanner a Jonker besteet beispillsweis op Plattfor-

men eréi TikTok, a méi privaten Chatgruppen eréi bei WhatsApp oder och bei Interaktiounen an Online-Videospiller, de Risiko, mat aggressive Kommentaren, Beleidegungen oder Mobbing konfrontéiert ze ginn. Doréinst setzt d'Sensibiliséierung fir Kanner a Jonker ganz fréi a méi breet beim Sujet „respektvollt Verhalen am Internet" un.

ad 6. Nieft deenen evidente Bezuchspersounen (Elteren, Léierpersoun, Regent, Psychologen am SePAS oder SSE) ginn et eng Rei Ulafstellen, un déi sech Betraffener kënne riichten, fir Fäll vun Hatespeech ze mellen an an aller Vertraulechkeet an am Respekt vun der Anonymitéit Hëllef ze kréien:

- Bee Secure Helpline, Tel.: 8002 1234 (www.bee-secure.lu),

- Kanner-Jugendtelefon, Tel.: 116 111 (www.kjt.lu),

- Bee Secure Stopline: www.stopline.bee-secure.lu kann een all Form vun Hatespeech mellen, vun deenen ee Beleeger (z. B. Screenshots) huet,

- Police.

Donieft kann een sech bei Fäll vun Diskriminéierung un de Centre pour l'égalité de traitement (CET) riichten, deem säin Zil d'Promotioun, d'Analys an d'Iwwerwaachung vun der Gläichbehandlung tëschent Persounen, ouni Diskriminatioun opgrond vun der Rass oder der ethnescher Hierkonft, vum Geschlecht, vun der sexueller Orientéierung, vun der Relioun oder den Iwwerzeegungen, vun engem Handicap oder vum Alter ass.

Eng zentral Ulafstell hei am Land ass de Kanner-Jugendtelefon (11 6 111). Hei kënne Kanner a Jonker eng anonym, vertraulech a gratis Berodung kréien. Et ass awer och méiglech, de Service vun der OnlineHelp vum Kanner-Jugendtelefon (KJT) ze benotzen.

Question 3928 (24.03.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **camps de réfugiés rohingyas de Cox's Bazar :**

Laut aktuellen Informatioune géifen e puer Abschnitter vum gréisste Flüchtlingscamp zu Cox's Bazar (Bangladesch) a Flame stoen. De Flüchtlingscamp beherbergt ëm déi 850.000 Rohingya. D'Feier wier am Block 1 vum Camp ausgebrach an hätt sech ewell schonns iwwert e puer weider Abschnitter vum Camp verbreet.

Des Weidere war gëschter am „Luxemburger Wort" ze liesen, datt dëse Flüchtlingscamp opgrond vu senger Lokalisatioun engem héijen Erdrutschrisiko ausgesat wier an datt d'Leit an der Struktur op enkstem Raum ënner schwierege Bedéngungen zesummeliewen. Et géif zudeem grouss Problemer vun Drogen- an anerem Schmuggel ginn.

- Kann d'Regierung confirméieren, datt et am Flüchtlingscamp zu Cox's Bazar gebrannt huet respektiv datt et nach ëmmer brennt?

- Ass d'Feier mëttlerweil ënner Kontroll?

- Huet d'Regierung Informatiounen zum Gesondheetszoustand vun den Awunner eréi och vun den ONG-Collaborateuren, déi am Kader vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht an humanitären Ugeleeënheeten op der Plaz sinn?

- Kann d'Regierung de Problem vun de schwierege Liewensbedéngungen an dem Schmuggel bestätegen?

- Wat bedeit de Militärputsch am Myanmar fir d'Rohingya, déi an deem Flüchtlingscamp liewen?

Réponse commune (22.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Laut Berichter vun internationalen humanitären Agencen, déi dem Ausseministère virleien, ass den 22. Mäerz 2021 am Nomëtteg Lokalzäit e Feier am Camp 8E vum Kutupalong-Balukali-Flüchtlingslager am Distrikt Cox's Bazar am Bangladesch ausgebrach an huet sech duerno op d'Campen 8W, 9 an 10 ausgeweit. D'Pompjeeë konnten d'Feier nach dee selwechten Dag, géint 22.00 Lokalzäit, läschen, mee et gi mindestens 15 Doudesaffer beklot, et gëtt méi wéi 560 Blesséierter a bis zu 300 Leit bleiwen der UNO-Agence fir Flüchtlingen, dem UNHCR, no vermësst. Och de materielle Schued ass grouss. Am Ganze si 17.000 Strukturen am Camp betraff, dorënner och Wunnengen, Gemeinschaftszentren, Schoulen a Campmanagementsbüroen. Et gëtt geschat, dass 45.000 Mënschen hiren Daach iwwert dem Kapp verluer hunn.

Aktuell hu mir keng Informatiounen, datt d'Feier gréisser Impakter op d'Personal an d'Projeten hat, déi vun der Lëtzebuerger Kooperatioun zu Cox's Bazar finanzéiert ginn. Esou soll och d'Infrastruktur vun dëse Projete vum Feier verschount bliwwe sinn, och wa beispillsweis sougenannte „Learning Centers" (schoulesch Ariichtungen) kuerzfristeg ëmfunktionaliséiert goufen, fir enger Partie Leit en Daach iwwert dem Kapp ze ginn, déi wéinst dem Feier alles verluer hunn.

D'Regierung ass sech de schwéiere Liewensbedéngungen an de Campen am Distrikt Cox's Bazar, an deene momentan 870.000 Rohingya-Flüchtlingen ënnerbruecht sinn, duerchaus bewosst. Déi meescht vun de Flüchtlinge sinn op humanitär Hëllef ugewisen. Duerch d'Engagement vun den humanitären Acteuren op der Plaz konnte sech dës Konditioune mat der Zäit verbesseren, mee d'Erausfuerderunge bleiwe grouss.

Lëtzebuerg huet d'lescht Joer seng divers humanitär Partnere mat ronn 1.000.000 Euro am Kontext vun der Rohingya-Flüchtlingskris ënnerstëtzt. Dank dësem Bäitrag konnte Partnere wéi de PAM, de CICR, awer och lëtzebuergesch ONGe wéi d'Caritas Lëtzebuerg, Friendship Lëtzebuerg, Handicap International Lëtzebuerg, eng ganz Partie humanitär Projeten op d'Bee stellen. Dës Projeten hunn sech virun allem op d'Beräicher vun der Educatioun, der Gesondheet, der Liewensmëttelversuergung an der Logistik konzentréiert. Doniewent huet Lëtzebuerg och den humanitäre Fong vun der UNO am Myanmar mat 350.000 Euro finanzéiert an ënnerstëtzt och den humanitären Urgencefong vun der UNO, de CERF, deen als Reaktioun op d'Feier séier 14 Milliounen US-Dollar deblockéiert huet, mat fënnef Milliounen d'Joer.

Den UNHCR schafft, zesumme mat der UNODC, dem Büro vun de Vereenten Natioune fir Drogen a Kriminalitéit, an UNDP, dem Programm fir Entwécklung vun der UNO, och un der Bekämpfung vu Mënschenhandel a vun Drogeschmuggel an de Campen am Distrikt Cox's Bazar. An dësem Kontext ënnerstëtzt Lëtzebuerg och mat Caritas Lëtzebuerg e Projet, deen sech op d'Sensibiliséierung ronderëm d'Theema Mënschenhandel fokusséiert.

Trotz engem Ofkommes tëscht dem Bangladesch an dem Myanmar vum Joer 2017 fir de Retour vun de Flüchtlingen an dem konsequenten Engagement vun der internationaler Communautéit sinn d'Konditioune fir e sécheren, fräiwëllegen, würdegen an nohaltege Retour vun de Flüchtlinge bis elo net garantéiert. Zwar ass d'Situatioun am Rakhine State nom Militärcoup vum 1. Februar 2021 am Verglach zum Rescht vum Land, a virun allem de gréissere Stied, am Moment méi roueg, mee déi dramatesch politesch Kris, an där de Myanmar a seng Populatioun sech aktuell befannen, schléisst leider all kuerzfristege Progrès op deem Dossier aus.

An de Konklusiounen iwwert de Myanmar, déi de Rot vun den Ausseministere vun der EU den 22. Februar 2021 ugeholl huet, verflicht sech d'EU, weiderhin humanitär Ënnerstëtzung fir d'Rohingya-Flüchtlingen ze garantéieren. De Conseil huet och d'Noutwendegkeet bestätegt, fir d'Ursaache vun der Kris am Rakhine State unzegoen an déi néideg Konditioune fir e sécheren, würdegen, fräiwëllegen an nohaltege Retour vun de Flüchtlingen a verdrängte Persounen, am Aklang mat internationale Standarden, ze schafen.

Question 3929 (24.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accès à l'internet dans les foyers pour demandeurs de protection internationale :**

Scho virun der Coronakris war et fir vill Flüchtlinge vu groussem Notzen, sech am Alldag op eng gutt Internetverbindung kënnen ze verloossen. Éischtens verléieren d'Flüchtlingen doduerch net de Kontakt mat hire Frënn, Famill a lokale Kontaktpersounen, wat hirer mentaler Gesondheet an hirem Integratiounsprozess zeguttkënnt. Zweetens kënnen d'Flüchtlingen Offere wéi zum Beispill Onlinesproochecoursen oder Formatioune wouerhuelen. Grad fir den Homeschooling vun de Flüchtlingskanner ass et onerlässlech, datt si op dat néidegt IT-Material, eng fiabel Internetverbindung an engem rouege Léierëmfeld kënnen zeréckzegräifen. Eng gutt Internetverbindung ass deemno aktuell een essenziellt Mëttel, fir ze verhënneren, datt d'Flüchtlingen an der kompletter Isolatioun sinn an den Uschloss un d'Gesellschaft verléieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Immigratioun an Asyl a fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Flüchtlingsfoyere bidden hire Bewunner/innen aktuell eng gratis WLAN-Verbindung am ganze Gebai un?

2. Wéi vill Foyere bidde guer keen Internet un?

3. Wéi héich ass an der Moyenne d'Uploads- an d'Downloadsgeschwindegkeet (an Mbit/Sekonn) vun de WLAN-Verbindungen an de Foyeren? Wéi situéiert sech de Medianwäert hei?

4. Wéi vill Foyere si mat feste Computeren a Laptoppen ekippéiert? Wat ass hei d'Ratio tëschent Computeren+Tabletten+Laptoppen/Unzuel u Bewunner a Foyeren?

Réponse (22.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. + 2. All Strukture fir DPI si mat engem gratis WLAN-Internetaccès ausgestatt.

ad 3. Den ONA hëlt de Maximum u Bandbreet, dee lokal technesch méiglech ass. Net an all Lokalitéit läit zum Beispill Glasfiber, wat d'Geschwindegkeet limitéiert. Heirop huet den ONA keen Afloss.

Mat Fiber sinn an der Reegel 1.000 Mbit méiglech. D'Personal um Site huet eng separat Leitung.

Den ONA kann intervenéieren, wann ze vill User an enger Struktur un enger Antenn hänken an doréinst de WLAN iwwerlaascht ass. Den Debit pro Apparat ka limitéiert ginn, soudass fir jiddwereen/all Awunner déi selwecht Vitess garantéiert ass a verdeelt gëtt.

ad 4. Den ONA stellt keng Computeren oder Tabletten zur Verfügung. Fir déi rar Fäll, wou eng Persoun keng Méiglechkeet hätt, op den Internet ze goen, zum Beispill mat engem Handy, ginn d'DPI iwwert existent Organisatiounen an Associatiounen informéiert, déi Leit an Nout ënnerstëtzen. De „personnel encadrant" steet hinnen heibäi zur Säit.

Am neie Centre de primo-accueil sinn informatesch Borne mat Internetaccès fir d'Leit disponibel.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ass zoustänneg, fir de Schüler dat néidegt Material fir den Homeschooling zur Verfügung ze stellen.

Question 3930 (24.03.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution de la Syre :**

Régulièrement des pollutions de la Syre sont constatées. En particulier pendant les mois d'hiver, le dégivrage des avions au Findel à l'aide de fluides composés de glycol est à la source de pollutions non négligeables de ce cours d'eau.

Dans le rapport de l'Administration de la gestion de l'eau sur l'état des lieux des parties luxembourgeoises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse de 2014, cette source de pollution est par ailleurs abordée et des mesures visant à limiter la pollution de la Syre sont proposées, telles qu'une meilleure séparation des eaux usées à l'aéroport.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que des analyses régulières de la Syre sont faites par l'Administration de la gestion de l'eau concernant l'envergure de polluants venant de l'aéroport, tels que les liquides de dégivrage ?

2) Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ces analyses pendant les cinq dernières années ?

3) Quelles mesures ont été mises en œuvre pendant les cinq dernières années afin de réduire la pollution de la Syre par les activités aéroportuaires ?

4) Est-ce que d'autres mesures sont prévues à l'avenir ?

5) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations supplémentaires sur les futures mesures ?

Réponse commune (10.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Des analyses régulières sont faites dans la Syre conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et de la directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (directive-cadre sur l'eau) afin d'évaluer l'état écologique de la masse d'eau. Les paramètres ainsi évalués (selon le règlement grand-ducal modifié du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface) ne sont pas spécifiques aux substances de dégivrage de l'aéroport. Par contre, vu leur nature chimique, la pression exercée par les produits de dégivrage est indirectement mesurée entre autres par le paramètre COT (carbone organique total).

ad 2) Dans le cadre du programme de surveillance, tous les trois ans des échantillons mensuels sont prélevés durant une année entière. Les résultats d'analyses de la masse d'eau Syre au niveau de Wecker montrent qu'en 2017 et en 2020, la Syre était dans un mauvais état écologique à cause des paramètres « physico-chimiques ». Ceci est dû à des concentrations trop élevées de phosphore total et d'ortho-phosphate. Le paramètre COT se situe quant à lui sous le seuil de la norme de qualité environnementale. Ces résultats sont présentés dans le projet du 3e plan de gestion établi au titre de la directive-cadre sur l'eau pour lequel la consultation du public est actuellement en cours.

https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-(2021-2027)/Consultation-du-public-en-vue-de-lelaboration.html

ad 3) Le dégivrage d'avions se fait sur base de glycol biodégradable non toxique, mélangé avec de l'eau en proportion 60 % de glycol et 40 % d'eau. Ce produit, utilisé à l'heure actuelle dans la plupart des aéroports, est une cause des charges polluantes dans les eaux de ruissellement du site. L'autre cause est le déverglaçage des surfaces de circulation moyennant des sels organiques. Les dégivrages d'avions n'ont lieu que sur les parkings des avions passagers et sur les parkings avions du Cargocenter.

Les eaux de ruissellement collectées sur les parkings des avions, les voies de circulation et la piste d'atterrissage du bassin de la Syre passent via deux stations d'analyse en continu de la teneur en carbone organique total (COT) des eaux. Ces eaux présentent une charge organique accrue durant la saison hivernale à cause de l'utilisation des agents de dégivrage et de déverglaçage. Ces eaux de ruissellement sont stockées dans le bassin S1, ayant un volume de 36.000 m^3.

Les eaux en sortie du bassin S1 sont évacuées avec un débit de fuite maximale d'environ 40 litres par seconde, via un collecteur d'eaux usées, en direction de la station d'épuration d'Uebersyren pour traitement.

Après l'épuisement du volume de rétention du bassin S1, lors de fortes précipitations, le trop plein du bassin de rétention est activé et les eaux sont évacuées vers le ruisseau « Stackelgesgriecht ». Cette situation est exceptionnelle et sera solutionnée avec les nouvelles infrastructures prévues à l'avenir. Afin de pouvoir mieux gérer le volume disponible dans le bassin S1, ses équipements ont été mis à jour et un système de régulation de débit pneumatique a été installé. De plus, un nouveau regard de mesurage a été construit au niveau du branchement vers le collecteur en aval du site. Cette troisième station de mesurage sera mise en service à l'automne 2021 et permettra d'améliorer la fiabilité de la mesure de la concentration en COT (carbone organique total) dans les eaux usées en aval du site de l'aéroport. Les concentrations et débits mesurés sont indispensables pour la bonne gestion de la station d'épuration à Uebersyren.

Ces mesures ont été renforcées par des mesures opérationnelles complémentaires, moyennant une coopération étroite entre les gestionnaires des réseaux au niveau de l'aéroport et le syndicat intercommunal SIDEST.

Afin de diminuer la problématique des pics de glycol qui arrivent à la station d'épuration après une période sans précipitations, lux-Airport a testé la récupération des eaux de dégivrage directement sur le stand avion via une balayeuse aspirante par une équipe de techniciens spécialement formée. La procédure a été testée lors de l'hiver 2020-2021 et a permis de réduire les pics en larguant en continu les eaux chargées dans le réseau pour un traitement amélioré au niveau de la station d'épuration à Uebersyren.

ad 4) + 5) Les mesures prévues à l'avenir ont pour but une meilleure gestion des flux d'eaux à forte charge polluante, ceci par une meilleure séparation des eaux usées, en créant de nouveaux volumes de rétention sur le site de l'aéroport et sur la station d'épuration à Uebersyren, ainsi qu'en optimisant le traitement de ces eaux.

Les eaux « souillées » seront retenues dans les bassins projetés sur site en fonction de leur concentration en COT (carbone organique total). Les eaux pluviales avec une concentration COT < 15 mg/l seront évacuées vers le milieu naturel. Les eaux pluviales avec une concentration COT ≥ 15 mg/l seront stockées dans les bassins sur site jusqu'à l'épuisement des volumes disponibles. Les débits de fuite de ces bassins seront acheminés vers la station d'épuration à Uebersyren par un collecteur posé à cette fin.

Au niveau de la station d'épuration, les eaux seront stockées dans un volume de rétention supplémentaire, afin de pouvoir les doser dans le réacteur biologique, tout en prenant en compte les capacités disponibles de la station d'épuration.

En détail, les futures mesures constructives (nouvelles infrastructures) sont les suivantes :

- Bassin S2 (Tarmac)

Le bassin S2 est conçu pour la rétention des eaux des surfaces « Tarmac » sur lesquelles le dégivrage des avions a lieu. La pose des canalisations de branchement des surfaces « Tarmac » vers le nouveau bassin S2 est déjà réalisée. Ce bassin d'un volume de 9.500 m^3 est actuellement en construction et les travaux vont se terminer au courant de l'année 2022.

- Collecteur entre l'aéroport et la station d'épuration d'Uebersyren

Le projet du collecteur entre l'aéroport et la station d'épuration d'Uebersyren est l'élément clé pour la mise en place de la gestion prévue pour les eaux potentiellement « souillées ».

Le dossier de soumission pour la construction du collecteur a été publié en 2020. Les travaux seront entamés à court terme et la mise en service du collecteur est prévue fin 2023.

Après sa mise en place, le bassin S2 pourra évacuer les eaux chargées en glycol directement vers la station d'épuration dans un volume de rétention supplémentaire, permettant ainsi la gestion des volumes sur site et le dosage des eaux « souillées » en fonction des capacités disponibles de la station d'épuration.

- Fonçage en dessous de la piste

La canalisation mise en œuvre dans le contexte du fonçage en dessous de la piste est conçue pour l'amenée des eaux de ruissellement vers le bassin S5 projeté, reprenant les eaux en provenance de la piste.

- Bassin S5 (Piste)

Le bassin S5 est prévu pour la collecte des eaux provenant de la piste et des voies de circulation des avions.

La charge polluante entrainée par les agents de déverglaçage appliqués sur la piste étant substantiellement plus basse que la charge polluante entrainée par les produits de dégivrage d'avions, il est prévu d'exécuter prioritairement les ouvrages pour les eaux « souillées » aux agents de dégivrage d'avions (à savoir le bassin S2 et le collecteur susmentionnés).

- Nouvelle station d'épuration à Uebersyren

La configuration finale du traitement des eaux de ruissellement du site de l'aéroport ne sera atteinte qu'après la mise en service de l'extension de la station d'épuration à Uebersyren.

L'adoption de la loi du 18 septembre 2018 autorise le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren qui prévoit l'augmentation de la capacité épuratoire de la station d'épuration existante à 122.000 équivalents habitants. Outre le traitement des eaux résiduaires urbaines issues des localités situées dans le bassin de la Syre, ce projet prévoit les infrastructures de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren, dont la construction des infrastructures de raccordement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren et les travaux d'un bassin de stockage des eaux pluviales en provenance de la zone aéroportuaire, travaux décrits ci-avant. Les travaux prévoient donc notamment le raccordement séparé (concentré) des eaux de dégivrage et de déverglaçage et la mise en place d'une 4e étape de traitement visant l'élimination des micropolluants.

Les travaux susmentionnés ont déjà commencé.

À part de ces mesures constructives, un raffinement des mesures opérationnelles est prévu. Ainsi, le système de récupération des fortes charges directement au stand par des balayeuses sera complété par la mise en place d'un bassin de stockage intermédiaire, afin de pouvoir les doser dans la filière des boues d'une station d'épuration du SIDEST. La mise en place de ce volume de stockage est prévue pour l'hiver 2021-2022.

Question 3937 (25.03.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **vérification des certificats de performance énergétique des bâtiments d'habitation :**

Le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels prévoient que « le ministre sélectionne de manière aléatoire au moins un pourcentage statistiquement significatif de tous les Certificats de performance énergétique établis au cours d'une année donnée et soumet lesdits certificats à une vérification ».

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie combien de vérifications ont été effectuées depuis la mise en vigueur de cette réglementation pour les deux types de bâtiments et plus particulièrement pour l'année 2020.

2) Quel pourcentage cela représente-t-il sur l'ensemble des Certificats de performance énergétique ?

3) Quel a été le résultat de ces contrôles et combien de certificats vérifiés se sont avérés non conformes ?

4) Quelles sont les conséquences concrètes lorsque des certificats sont jugés non conformes ?

Réponse (23.04.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Par la question parlementaire n° 3937 du 25 mars 2021, les honorables Députés Mars Di Bartolomeo et Yves Cruchten souhaitent s'informer au sujet de la vérification des Certificats de performance énergétique (CPE).

Les opérations de contrôle des CPE instaurées respectivement par le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et par le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels transposent en droit national les exigences de la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments.

ad 1) Les vérifications des Certificats de performance énergétique (CPE) sont réalisées régulièrement par un organisme externe sur base d'une sélection aléatoire de certificats faite par le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire. Les premiers contrôles ont été réalisés en 2011 visant les CPE des bâtiments d'habitation établis en 2010. Jusqu'en 2019 inclus, au total 124 CPE ont été vérifiés. Les opérations de contrôle visaient les CPE émis pendant les années 2010, 2013, 2014 et 2015.

Depuis l'année 2020, 30 contrôles de CPE sont dorénavant prévus annuellement. Dû à la crise sanitaire, les 30 contrôles prévus en 2020 ont dû être décalés de quelques mois et sont actuellement en cours de réalisation (début 2021). Les 30 contrôles prévus pour l'année 2021 sont en cours de préparation.

ad 2) Le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ne dispose pas de statistiques renseignant le nombre précis de CPE établis pendant une année donnée. C'est pourquoi le pourcentage des CPE contrôlés par rapport au nombre total de CPE établis pour une période donnée ne peut qu'être estimé. Pour estimer le nombre de CPE établis pendant une période donnée, on peut considérer le nombre de téléchargements au Registre des calculs et des Certificats de performance énergétique des bâtiments d'habitation (7.946 pour les années 2010, 2013, 2014 et 2015 ; MEA : Registre des calculs et des Certificats de performance énergétique). Ce nombre sous-estime le nombre réel de CPE établis, vu que le nombre de téléchargements au Registre des calculs et des Certificats de performance énergétique ne tient pas compte des CPE établis pour les bâtiments fonctionnels. Au vu de ces considérations et faute de données plus précises, le pourcentage de CPE contrôlés par rapport aux CPE établis est estimé à environ 1 % pour les contrôles réalisés entre 2010 et 2019 inclus.

En vue d'améliorer le système mis en place avec l'introduction des CPE et l'exploitation des données des CPE, un projet de révision du Registre des calculs et des Certificats de performance énergétique des bâtiments d'habitation est en préparation depuis quelques mois, en coopération avec le CTIE ; la réalisation du projet est prévue fin 2021/ début 2022.

ad 3) Parmi les 124 CPE vérifiés, dix ont été jugés « non acceptables » par l'organisme chargé des contrôles.

ad 4) Si un ou plusieurs CPE établis par un expert contrôlé sont jugés « non acceptables » par l'organisme de contrôle, l'expert est sanctionné. S'il s'agit d'une personne agréée en vertu du règlement grand-ducal modifié du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie, la sanction est prononcée par le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, tandis que c'est l'Ordre des architectes et ingénieurs-conseils (OAI) qui est responsable, le cas échéant, de la mise en œuvre des mesures prononcées à l'égard d'un architecte ou d'un ingénieur-conseil dont la profession est définie par la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil.

Dans les deux cas, les sanctions prononcées sont constituées des trois mesures suivantes : une suspension du droit d'établissement de CPE pour une durée minimale de six mois, l'obligation de faire corriger les CPE erronés et de délivrer une version corrigée aux clients ainsi que l'obligation de suivre une formation dans la matière.

Question 3976 (12.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination des enfants contre la Covid-19 :**

An den USA gëtt envisagéiert, fir Enn Summer domat unzefänken, Kanner géint Covid-19 ze impfen. A Groussbritannien wëll een am Hierscht domat ufänken. AstraZeneca an d'Universitéit Oxford hunn am Februar ugekënnegt, datt si 300 fräiwëllege Kanner tëscht sechs a 17 Joer Impfdosen injizéiere wäerten. Johnson&Johnson huet och ugefaang, d'Effikassitéit vun hirem Impfstoff u Mannerjäregen ze testen. Dobäi ass bekannt, datt déi meescht Kanner, déi mat Covid-19 infizéiert ginn, keng oder kaum Symptomer opweisen an de Virus och vill manner weidergi wéi Erwuessener.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Spillt d'Regierung mam Gedanken, fir iergendwann och Kanner impfen ze loossen? Wa jo, wat fir Bedéngunge missten erfëllt sinn, bzw. wat fir Ëmstänn misste virleien, fir datt d'Regierung dës Decisioun géif treffen?

2. Huet d'Regierung Donnéeën, déi beleeën oder widderleeën, datt d'Abezéiung vun de Kanner an d'Impfcampagne eist Land dem Zil „Herdenimmunitéit" géif méi no bréngen?

3. Huet d'Regierung Informatiounen doriwwer, ob eis Nopeschlänner envisagéieren, Kanner impfen ze loossen?

4. Gëtt op europäeschem Plang iwwert d'Kannerimpfung als méiglech Optioun am Kampf géint Covid-19 diskutéiert?

Réponse (11.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Verschidde Pharmafirmen hunn Etüde vu Covid-impfstoffer bei Kanner a Jugendleche gemaach. Aktuell huet just d'Firma BioNTech/Pfizer eng Demande der Europäescher Medikamentenagence (EMA) ënnerbreet, fir eng Autorisatioun ze kréien, fir hiren Impfstoff bei Jugendlechen zwëschent zwielef a 15 Joer anzesetzen. D'Etüde weisen an dëser Grupp eng Effikassitéit vum Impfstoff op vun 100 %.

Wéinst de rezenten Niewewierkunge bei vektorbaséierten Impfstoffer ass et onwarscheinlech, dass AstraZeneca oder Janssen versichen, hiren Impfstoff an dëser Alterskategorie ze positionéieren.

Et ass bewisen, dass Kanner a Jugendlecher sech mat Sars-CoV-2 ustieche kënnen an esou och zur Verbreedung vum Virus an der Bevëlkerung bäidroen. Et wär also logesch, och déi Jugendlech ze impfen, wann den Impfstoff dann zougelooss ass. Dëst géif sécher zur Herdenimmunitéit bäidroen, ass awer nëmme méiglech, wann den Impfstoff formell vun der EMA approuvéiert gëtt fir dës Alterskategorie. Änlech Iwwerleeunge lafen an all den europäesche Länner.

Question 4000 (01.04.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **fonds d'investissement :**

Le secteur financier offre de nombreuses possibilités d'investissements aux personnes morales et physiques. Une forme d'investissement très populaire est le fonds. Il peut prendre des formes très diverses ; d'un fonds commun de placement (FCP) au fonds d'investissement spécialisé (FIS), pour ne citer que deux exemples.

En 2016, cette panoplie de véhicules d'investissements a été enrichie par une nouvelle forme de fonds, à savoir le fonds d'investissement alternatif réservé (FIAR) dédié aux investisseurs avertis. Une de ses caractéristiques principales est qu'il n'est pas soumis à l'agrément et à la supervision de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF). Il présente des caractéristiques comparables aux fonds réglementés comme le FIS susmentionné, mais n'est pas soumis à la même surveillance.

Ainsi, la CSSF ne dispose que d'un contrôle indirect par le biais des prestataires externes d'un FIAR, qui, eux, sont soumis à un agrément.

En vue de l'évaluation du Luxembourg par le GAFI et considérant le dossier « OpenLux », il y a lieu de se poser quelques questions au sujet de la surveillance des FIAR.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Les FIAR sont-ils soumis à un contrôle direct au Luxembourg ? Qu'en est-il d'un contrôle en matière de blanchiment et de financement du terrorisme ?

- Dans l'affirmative, quelle est l'autorité de contrôle compétente ? Dispose-t-elle d'une expertise en matière financière ?

- Quels sont les critères pour déterminer si un investisseur est effectivement à considérer comme un « investisseur averti » ? Dans ce contexte, quelle institution publique ou privée est actuellement habilitée à certifier l'expérience professionnelle d'une personne physique agissant comme investisseur ?

- Quelles sont les raisons pour ne pas soumettre les FIAR sous le contrôle direct de la CSSF ?

- Les lignes directrices de la circulaire 07/309 de la CSSF en matière de répartition des risques, notamment la règle de ne pas investir plus de 30 % de ses actifs dans des titres de même nature, sont-elles généralement suivies par les FIAR ?

- Existe-t-il d'autres véhicules d'investissements non contrôlés de manière directe ? Si oui, lesquels ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le GAFI va prendre les FIAR en considération dans son évaluation ?

Réponse (03.05.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés (ci-après « loi FIAR de 2016 ») a créé un nouveau statut de fonds d'investissement alternatif (FIA), le FIAR, dont les titres ou parts d'intérêts sont réservés aux investisseurs avertis. Ce nouveau statut se base sur la logique inhérente à la directive 2011/61/UE sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (directive AIFM), qui ne prévoit pas de surveillance prudentielle directe des FIA. En effet, la surveillance prudentielle des FIA est assurée à travers l'obligation pour chaque FIA d'avoir un gestionnaire unique, qui doit être enregistré ou autorisé en vertu de la directive AIFM et qui est soumis à la surveillance prudentielle par une des autorités de surveillance nationales d'un État membre de l'Union européenne. Dans le cas des FIAR, ce gestionnaire doit être autorisé (et non seulement enregistré) et est donc pleinement soumis à l'ensemble des dispositions de la directive AIFM.

Conformément à l'article 2, paragraphe 1er de la loi FIAR de 2016, est investisseur averti l'investisseur institutionnel, l'investisseur professionnel ainsi que tout autre investisseur qui répond aux conditions suivantes :

a) il a déclaré par écrit son adhésion au statut d'investisseur averti et

b) (i) il investit un minimum de 125.000 euros dans le fonds d'investissement alternatif réservé, ou

(ii) il bénéficie d'une appréciation, de la part d'un établissement de crédit au sens du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012, d'une entreprise d'investissement au sens de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE du Conseil ou d'une société de gestion au sens de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs autorisé au sens de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010 (ci-après, « directive 2011/61/UE »), certifiant son expertise, son expérience et sa connaissance pour apprécier de manière adéquate le placement effectué dans le fonds d'investissement alternatif réservé.

Les travaux parlementaires relatifs au PL 6929 à l'origine de la loi FIAR de 2016 précisent : « Comme c'est le cas pour les FIS, un FIAR doit, dans le cadre de ses placements, répartir les risques d'investissement. Le projet de loi ne comprend pas de précisions sur le concept de répartition des risques d'investissement. Dans le cadre des FIS, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), en tant qu'autorité compétente pour agréer et surveiller les FIS, a émis une circulaire CSSF 07/309 qui établit des exigences de diversification minimale. C'est donc de ce texte que les FIAR et/ou leurs représentants pourront s'inspirer pour interpréter le concept de la répartition des risques. »

En ce qui est de la surveillance en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (LBC/FT), celle-ci est exercée à deux niveaux : une surveillance directe des FIAR est opérée par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (« AED ») en vertu de l'article 2-1, paragraphe (8), de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ci-après « loi LBC/FT de 2004 »). L'AED a créé une unité de lutte contre la criminalité financière et une unité antifraude, au sein desquelles sont employés des experts en charge des missions de prévention et de contrôle en matière de LBC/FT.

À cette surveillance directe en matière de LBC/FT, s'ajoute une surveillance indirecte qui couvre notamment le gestionnaire unique. Les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs établis au Luxembourg doivent appliquer la législation luxembourgeoise en matière de LBC/FT et sont sous la surveillance de la CSSF, alors que ceux établis dans un autre État membre sont soumis aux mêmes

normes de surveillance que les gestionnaires luxembourgeois conformément à la directive modifiée 2015/849/UE. À noter qu'en vertu de l'article 9-1 de la loi LBC/FT de 2004 et d'un Memorandum of Understanding (MoU) la CSSF et l'AED coopèrent étroitement entre elles.

Conformément à la méthodologie du GAFI, l'évaluation du GAFI couvrira l'ensemble des mesures que chaque système national doit appliquer en matière de justice pénale et de systèmes de contrôle, les mesures préventives qui doivent être adoptées par les institutions financières et autres entreprises ou professions, ainsi que la coopération internationale. Les évaluateurs tiendront compte, outre de la nature et de l'étendue des risques de LBC/FT du pays sous revue, des spécificités et caractéristiques dudit pays, ainsi que de facteurs contextuels, comprenant notamment la taille, la concentration et la composition du secteur financier, ainsi que l'importance relative des différents types de produits financiers ou d'institutions financières en fixant les priorités de leur mission.

Question 4001 (01.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rapatriement de personnes sans visa :**

An engem Artikel, deen den 28. Mäerz 2021 an der däitscher Zeitung „Welt am Sonntag" publizéiert gouf, heescht et, datt d'EU-Kommissioun eng Auswäertung iwwer d'Kooperatiounsbereetschaft vun 39 Staate bei der Réckféierung vun hire Landsleit virgeholl huet. Vun deenen 39 Staate goufen der 14, nämlech den Irak, den Iran, Libyen, de Senegal, Somalia, Mali, Gambia, Kamerun, d'Republik Kongo, Ägypten, Eritrea, Äthiopien a Guinea-Bissau mat „mangelhaft" bewäert.

Falls dës Staate sech bei der Ëmsetzung vun hirer internationaler Verflichtung, fir eege Staatsbierger zeréckzehuelen, zukünfteg net méi kooperativ weisen, riskéiere si eng Rei Aschränkunge bei der Ausstellung fir Visaen an de Schengeraum. Sou kéint beispillsweis déi zäitlech Limitt vun der administrativer Behandlung vun der Demande fir e Visa erop goen an eng Tax fir d'Ausstelle vun engem diplomatesche Visum erhuewe ginn. D'EU-Kommissioun begrënnt dës Approche domat, datt esou Moossnamen am Contraire zu enger Kierzung vun der Entwécklungshëllef déi politesch verantwortlech Elitt méi direkt trëfft.

Duerfir wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen aus deene 14 genannte Länner befanne sech aktuell op lëtzebuergeschem Territoire, obwuel si net méi iwwert e gültegen Openthaltsstatus verfügen? Wéi verdeele se sech am Eenzelen op déi 14 Länner?

2. Vu wéi enge materiellen an immateriellen Zouwendunge profitéieren déi Persounen aktuell? Wéi vill kaschten dës Zouwendungen de Staat all Mount?

3. Wéi vill vun dëse Persounen sinn aktuell an ëffentleche Foyeren ënnerbruecht? Wéi verdeele se sech op déi eenzel Hierkonftslänner?

4. Wéi stellt sech déi Lëtzebuerger Regierung zu deenen uewe beschriwwene Pläng vun der Kommissioun?

5. Gesäit den Här Bausseminister, am Beräich vun den nationale Visae fir Leit aus deene genannte Länner, eng proaktiv Ergänzung vun dëser Initiativ vir? Wa jo, woura bestinn dës Mesuren? Wann net, firwat net?

Réponse (30.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Wéi vill Persounen aus deene genannte Länner sech am Land ophalen, kann net erfaasst ginn. Dëst engersäits, well Persoune Lëtzebuerg verloossen, ouni den Autoritéite Bescheed ze soen, an anersäits Persoune sech zu Lëtzebuerg ophalen, ouni sech bei den Autoritéiten ze mellen.

ad 2. + 3. Den Office national de l'accueil mécht an deem Kontext a senge Statistike keng Opdeelung op d'Hierkonftslänner vun de Persounen, déi ofgewisen an en séjour irrégulier sinn.

Materiell an immateriell Zouwendungen hänke vun der Familljezesummesetzung a vum Statut of a ginn individuell zougesprach.

ad 4. Och wann eng Rei vu Länner vun der Kommissioun an hirem Evaluationsrapport ernimmt ginn, bedeit dëst net automatesch, dass negativ Mesuren applizéiert ginn. Dofir misst de Memberstaaten eng Propositioun vun der Kommissioun virleien.

ad 5. Lëtzebuerg stellt nëmmen a ganz gerénge Fäll national Visaen aus, wann eng Persoun aus diverse Grënn en Openthalt vun iwwer 90 Deeg brauch. Well esou eng Ergänzung d'Zil géif méi wéi verfeelen, ass dëst net virgesinn.

Question 4003 (01.04.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**installation d'administrations publiques dans la « Nordstad » :**

De 27. Februar 2021 huet den Här Minister vun der Landesplanung an engem Interview gewënscht, datt sech nach eng Rei Verwaltungen an der Nordstad sollen néierloossen. D'Regierung géif doriwwer nodenken. D'Nordstad hätt als Stad um Floss a Stad an der Natur en immensen Atout an d'Regierung géif elo am Dialog mat de Gemengen dru schaffen, dësen Atout auszebauen. Datt méi Verwaltungen an den Norde solle kommen ass sécherlech e wichtege Schratt a Richtung administrativ Dezentraliséierung. An dofir däerf et net beim fromme Wonsch bleiwen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Landesplanung stellen:

- U wat fir Verwaltungen huet den Här Minister geduecht, wéi hie gemengt huet, där missten nach an d'Nordstad an aner regional Zentre vum Norde kommen? Wéi gesäit hien déi administrativ Entwécklung am Nordbezierk iwwert déi nächst fënnef Joer?

- Ass d'Ausso vum Här Minister am Interview vum 27. Februar just eng Iwwerleeung oder gëtt et mëttlerweil en interministerielle Grupp, dee sech konkreet mat dëser Thematik befaasse soll?

- Wat fir Konklusiounen huet den Här Minister zesumme mam Comité politique Nordstad an dësem prezise Kontext gezunn? Gëtt et do mëttlerweil méi gréffeg Schlussfolgerungen, och am Zesummenhang mat der geplangter Fusioun?

- Gëtt dru geduecht, fir Coworking spaces an der Nordstad an op anere Plazen am Nordbezierk, besonnesch an de Kantone Réiden, Wolz a Clierf anzeriichten, dëst fir den Teletravail ze förderen a gläichzäiteg déi sozial Kontakter tëscht de Beamten ze ënnerstëtzen? Gouf et do schonn en Austausch mam Ministère vun der ëffentlecher Funktioun?

- Wéi kann een d'Diskussioun ronderëm déi administrativ Dezentraliséierung nei beliewen, fir datt se méi nohalteg gëtt an net allkéiers riskéiert, bei Ukënnegungen ze bleiwen?

- Sinn dem Här Minister Sitte bekannt, op deenen een am Norden Infrastrukture kéint schafen, fir nei Verwaltungen oder staatlech Servicer unzezéien? Féiert hien an deem Sënn Gespréicher mat de Gemengen?

Réponse commune (30.04.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

Déi Ausso vum Minister fir Landesplanung am Interview vum 27. Februar 2021 kuerz no der Virstellung vun de véier sektorielle Pläng, déi den 1. Mäerz a Kraaft getruede sinn, entsprécht dem generellen Haaptzil vun der Landesplanungspolitik: am Allgemengen Interessi der gesamter Lëtzebuerger Bevëlkerung optimal Liewensbedingungen an dem gesamte Lëtzebuerger Territoire eng nohalteg Entwécklung ze garantéieren, andeems ons Ëmwelt an natierlech Ressourcen, virop de Buedem, geschount ginn.

Fir dëst Zil ze erreechen, ass et noutwendeg, souwuel déi administrativ Dezentralisatioun, oder technesch gesot d'Dekonzentratioun, vun der Stad Lëtzebuerg am Land esou ze organiséieren, fir eng beschtméiglech ausgeglachen territorial Entwécklung zu Lëtzebuerg ze förderen. An deem Sënn ass et wichteg, datt déi zwou Agglomeratiounen, d'Nordstad an d'Südregioun respektiv Esch-Uelzecht, weider entwéckelt ginn, fir eng besser Verdeelung vun den Aktivitéiten am Land ze favoriséieren an esou ee beschtméiglechen Accès vun de Verwaltunge fir d'Bierger ze garantéieren.

Den interministeriellen Aarbechtsgrupp fir den neien zoukënftege Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) befaasst sech natierlech mat dësen Thematiken an och anere wéi z. B. d'Definitioun vun enger Armature urbaine, d'Entwécklung vum ländleche Raum, d'Ëmsetzung vun de Prinzippie vun der Stad vun de kuerze Weeër etc. Aner Sujete wéi de Coworking oder och den Teletravail ginn ugeschwat: zwee Sujeten, déi u Relevanz gewonnen hu wéinst der Covidkris.

D'Aarbechte fir e landesplanerescht Leitbild „Visioun Nordstad 2035" sinn amgaang a wäerten an den nächste Méint ofgeschloss ginn. D'Nordstad soll zum drëtten Entwécklungspool ginn an als „Dier zum Norde" fungéieren. D'Meenung vum Bierger ass e puermol gefrot ginn a gëtt och berécksiichtegt, fir eng nohalteg an innovativ Duerfa Stadentwécklung ze garantéieren.

Den interministeriellen Aarbechtsgrupp „Limitation des besoins en mobilité", am Kader vum Rifkin-Prozess, huet och der Regierung e Rapport virgeluecht, an deem explizitt erwäänt gëtt, datt de Coworking an d'CDA (centre de développement et d'attraction), dorënner virun allem d'Nordstad an Esch-Uelzecht, solle gefërdert ginn.

Verschidde Projeten hunn déi lescht Joren a wäerten och deemnächst déi territorial strateegesch Stellung vun der Nordstad verstäerkt respektiv verstäerken: z. B. Neibau vum Lycée agricole a vum Nordstad-Lycée, Lycée pour professions de santé zu Ettelbréck, Erweiderung vum Centre Hospitalier du Nord, Ausbau vun der Ettelbrécker Gare mat enger Jugendherberg an engem Verwaltungsgebai, Erneierung vun der N7 tëscht Dikrech an Ettelbréck an e neit Mobilitéitskonzept fir de Norden etc.

De Staat lount och zousätzlech administrativ Surfacen an der Nordstad. Dës zousätzlech Büroen zu Ettelbréck, déi 2023 geliwwert ginn, erlaben et dem Staat, seng Verwaltungen a Servicer um Territoire vun der Nordstad ze verstäerken.

Dernieft gëtt am Kader vum Reamenagement vun der Cité militaire zu Dikrech nieft dem Bau vu Logementer och nach à moyen terme administrativ Gebaier vum Staat nei gebaut. Dëse Bau erlaabt dem Staat, seng Verwaltungen och op dëser Plaz an neien, modernen a funktionellen Infrastrukturen ënnerzebréngen.

All déi Iwwerleeungen an Diskussiounen, déi bis ewell gefouert ginn, striewen also d'Verstäerkung vun der Nordstad a vu senge Gemengen an awer och insgesamt vum Norde vum Land un. D'Diskussioune gi weider, d'Aarbechte sinn nach net ofgeschloss a ginn déi nächst Méint op interministeriellem Niveau weider verdéift, fir bis Enn 2021 aus landesplanerescher Siicht konkreet Mesuren op den Dësch ze leeën: am Kader vun der Dezentraliséierung a vun der Dekonzentratioun.

De Ministère fir d'Fonction publique, de Finanzministère an den Departement fir Landesplanung féieren och weider Analyses, fir ze definéieren, wou a wéi eng Verwaltunge weiderhin an der Nordstad kënnen ugesidelt ginn. Punktuell wäerten och Etüden entaméiert ginn, zesumme mat Nordgemengen, fir ze préiwen, ob et Méiglechkeete vu Coworkingespacen am ländleche Raum ginn.

Question 4006 (01.04.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **réfugiés sous le statut « bénéficiaire de protection internationale » :**

Zënter Joren hëlt Lëtzebuerg Flüchtlingen aus aller Welt hei am Land op an hëlleft esou deenen, déi d'Hëllef dréngend brauchen.

Allerdéngs muss ee soen, dass et mat der Opnam eleng net duergeet. Vill Flüchtlingen, déi de Statut vum BPI kruten, kënnen net drop hoffen, jeemools an hir Länner kënnen zeréckzegoen. Hir Zukunft ass deemno hei zu Lëtzebuerg an et gëllt, si esou gutt wéi méiglech an eis Gesellschaft ze integréieren.

Bei der Organisatioun vum Integratiounsprozess stellen sech grouss Erausfuerderungen. Am Plan d'action national fir Integratioun ginn de Parcours d'intégration d'accueil (PIA) an de Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) als zwee grouss Instrumenter opgelëscht. Et stellt sech allerdéngs d'Fro, awéifern dës Instrumenter duerginn, fir et de BPIen hei am Land ze erlaben, Fouss ze faassen.

Eng richteg Integratioun brauch eng Chancëgläichheet tëschent de BPIen an dem Rescht vun der Bevëlkerung. Dëst bedeit, dass d'BPIen d'Méiglechkeet mussen hunn, ze schaffen oder ze studéieren an och hiert eegent Liewen an engem eegene Logement ze féieren. Esouwéi et eis vun de Betraffene matgedeelt gouf, bestinn hei allerdéngs nach Problemer.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Immigratioun an Asyl, fir Aarbecht, fir Bildung, a fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill BPIe waren an de leschten zéng Joer, opgelëscht no Joer, als Demandeur d'emploi bei der ADEM ageschriwwen? Wéi vill dovunner ware Fraen?

2. Wéi vill BPIe kruten an de leschten zéng Joer erfollegräich vun der ADEM eng Plaz um Aarbechtsmarché vermëttelt? Wéi vill dovunner ware Fraen?

3. Wéi eng Mesures d'emploi stinn de BPIen aktuell op?

Wéi vill BPIe waren an deene leschte Joren an enger Mesure d'emploi?

4. 1. Wéi eng Sproochecoursen existéieren zur Zäit fir Flüchtlingen zu Lëtzebuerg?

4. 2. Deckt d'Offer vun dëse Coursen d'Demande vun de BPIen?

4. 3. Wéi vill Sue gëtt de Staat all Joer fir d'Organisatioun vun dëse Sproochecoursen aus?

4. 4. Wéi vill vun dëse Coursë gi mat engem staatlech unerkannten Examen ofgeschloss, bei deem de Sproochenniveau nom Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen kann nogewise ginn? Ass d'Regierung hei der Meenung, dass ee Sproochecours duerch een obligatoreschen Ofschlossexame besser ass, wéi eng einfach Presenzattestatioun?

4.5. Wat ass den Taux de réussite vun dëse staatlech unerkannten Examen?

5. Wéi vill Flüchtlinge bezéien aktuell de REVIS a wéi vill hunn aktuell guer kee reguläert Akommes?

6.1. Wéi vill BPIe liewen aktuell an de Flüchtlingsfoyeren uechtert d'Land?

6.2. Wéi vill liewen op eegenem Fouss an enger eegener Wunneng?

6.3. Wéi vill liewen an enger anerer Wunnsituatioun (z. B. an enger Famille d'accueil)?

Réponse commune (04.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'ADEM kann ab 2014 zouverlässeg a vergläichbar Statistike liwweren zu den Demandeurs d'emploi (DE) mam Statut vum Bénéficiaire de protection internationale (BPI). Den Tableau hei ënne weist, wéi vill Leit jeeweils am Ufank vun all Joer (31. Januar) op der ADEM ageschriwwe waren, opgedeelt no Geschlecht.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. D'ADEM huet ab 2015 zouverlässeg a vergläichbar Zuelen zu den Demandeurs d'emploi, déi d'ADEM verlooss hunn an déi eng Aarbecht fonnt hunn („Sorties vers l'emploi"). Den Tableau hei ënne weist, wéi vill BPIen all Joer d'ADEM verlooss an eng Aarbecht fonnt hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. All d'Beschäftegungsmoossname vun der ADEM stinn de BPIen op, souwäit si déi üblech Viraussetzungen erfëllen, déi och fir all déi aner Leit gëllen. Bei de BPIe kënnt just nach d'Konditioun dobäi, dass si mussen eng Openthaltsgeneemegung hunn, déi déi gesamt Dauer vun der Moossnam ofdeckt.

Den Tableau hei ënne weist, wéi vill BPIe jeeweils am Ufank vun all Joer (31. Januar) an enger Beschäftegungsmoossnam waren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4.1. D'Demandeurs d'emploi (DE), déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, hunn d'Méiglechkeet, op verschidde Sproochenofferen zeréckzegräifen, wou en Deel oder déi ganz Prise en charge accordéiert ka ginn. BPIe kënnen och un dëse Coursen deelhuelen.

Heibäi handelt et sech ënnert anerem ëm Sproochecoursen, fir d'Integratioun an de Secteure vum Commerce, der Konstruktioun/Artisanat, der Horeca an dem Botzsecteur ze förderen.

All déi Course ginn a Kollaboratioun tëscht dem Ministère fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft (ADEM), dem Ministère fir Famill an Integratioun an dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (Service de la formation des adultes/Institut national des langues) organiséiert.

Zousätzlech kann all DE, deen eng Formation professionnelle oder eng Sproocheformatioun wëll maachen, ënner verschiddene Konditiounen, vun enger Aide à la formation professionnelle (AFP) profitéieren, vun där d'Fraisen deelweis vun der ADEM iwwerholl ginn. Dës Formatioune kënne bei agreéierte Privatinstituter wéi z. B. Prolingua, Inlingua, English World, etc. ausgewielt ginn.

ad 4.2. D'DE, déi de Statut vum BPI hunn, hunn Zougang zu den nämmlechten Offeren ewéi all aner DE, virausgesat si erfëllen d'Konditioune vun der Offer/Mesure.

ad 4.3. Zu dëser Fro besti keng Donnéeën.

ad 4.4. Allgemeng baséieren d'Instituts/Centres de formation sech op de Cadre commun de référence pour les langues (CECRL), fir den Niveau vun de Sproochecoursen ze identifizéieren, d'Ausschaffe vu Programmer an d'Evaluatioune vun de Sproochkompetenzen. Am Prinzip ginn d'Formatioune mat engem Certificat de formation ofgeschloss.

ad 4.5. Den Taux de réussite hänkt vun deenen ënnerschiddleche Sproocheformatiounen of, fir déi net alleguer Statistike gefouert ginn.

ad 5. De Fonds national de solidarité (FNS), deen de REVIS verwalt an ausbezilt, kontrolléiert, ob d'Demandeuren d'Konditioune vum modifizéierte Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de Revenu d'inclu-

sion sociale erfëllen; laut Artikel 2(2) vun deem Gesetz hu Persoune mat Schutzstatut déi selwecht Rechter ewéi Lëtzebuerger Staatsbierger. De FNS féiert deemno keng Statistiken iwwert de Statut vun de REVIS Bezéier.

ad 6.1. - 6.3. Op den 31. Mäerz 2021 liewen 1.429 BPIen (43,7 %) an de Strukture vum ONA.

BPIe si Lëtzebuerger Residenten. Wann si d'Opnamstruktur vum ONA verloossen, gi keng Statistike méi iwwert hir Wunnsituatioun gefouert.

Question 4008 (01.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **langue luxembourgeoise dans les hôpitaux :**

Wéi vill Leit feststelle kënnen, verschwënnt de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch an de Spideeler ëmmer méi. Och eng aner administrativ Sprooch, dat Däitscht, ass ëmmer manner am Gebrauch, besonnesch wat de schréftlechen Deel ugeet.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. A wéi enger Sprooch oder a wéi enge Sprooche sinn d'Beschëlderungen an d'Denominatioune bannent de Spideeler? Aus wéi enge Grënn ass sech hei géint aner Sproochen entscheet ginn?

2. Gëtt et eng allgemeng Richtlinn fir d'Beschëlderung an d'Denominatiounen an de Spideeler? Falls jo, wéi eng Sprooche gesäit se vir, fir eng méiglechst grouss Transparenz ze garantéieren? Wann net, kéint d'Madamm Minister sech d'Aféierung vun esou enger Richtlinn virstellen?

3. A wéi enger Sprooch oder a wéi enge Sprooche sinn d'Internetsäite vun de Spideeler? Aus wéi enge Grënn ass sech hei géint aner Sproochen entscheet ginn?

4. Gëtt et eng allgemeng Richtlinn fir de Sproochgebrauch op den Internetsäite vun de Spideeler? Falls jo, wéi eng Sprooche gesäit se vir, fir eng méiglechst grouss Transparenz ze garantéieren? Wann net, kéint d'Madamm Minister sech d'Aféierung vun esou enger Richtlinn virstellen?

5. Falls et sech bei den Äntwerten op d'Froen 1) an 3) gréisstendeels ëm eng eesproocheg Kommunikatioun handelt (Monolinguismus), wéi steet dëst am Aklang mat der vun der Regierung ëmmer erëm betounter Dräi- oder Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg?

6. Ass d'medezinnescht Personal an de Spideeler ugehale fir Lëtzebuergesch ze léieren? Ginn et deementspriechend Coursen? Wa jo, wéi sinn se frequentéiert? A wéi sinn d'Resultater? Wann net, firwat net?

7. Huet e Patient an de Lëtzebuerger Spideeler d'Recht, sech fräi fir eng vun den dräi administrative Sproochen ze entscheeden, an där hie mëndlech kommunizéiere wëll?

8. Huet e Patient an de Lëtzebuerger Spideeler d'Recht, sech fräi fir eng vun den dräi administrative Sproochen ze entscheeden, an där hien déi schréftlech Kommunikatioun (Ufroen, Formulairen, Informatiounen, Kontrakter, Attester, Diagnosen, asw.) wëll hunn?

9. Ginn et Fäll, an deenen dem Personal aus de Spideeler verbuede gëtt, Lëtzebuergesch ze schwätzen oder Lëtzebuergesch schréftlech ze benotzen? Ginn et Fäll, wou Membere vum Personal verbuede kréien, an enger Situatioun Lëtzebuergesch ze schwätzen, zum Beispill a Reuniounen?

10. Kënne Membere vum Personal vun hirer Hierarchie/Direktioun bestrooft oder zur Rechenschaft gezu ginn, well si an enger Situatioun Lëtzebuergesch schwätzen, respektiv benotzen?

Réponse (04.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Beschëlderung an alle Spideeler besteet aus Piktogrammer an am Prinzip an enger franséischer Denominatioun vun de verschiddene Servicer. D'Gebailechkeete sinn a verschiddene Spideeler op Lëtzebuergesch ugewisen (z. B. am CHEM (Gebai Héichuewen) an am CHL (Kannerklinik) oder déi ganz Institutioun huet hir Denominatioun op Lëtzebuergesch ausgewisen (INCCI - Häerzzenter, Rehazenter, Haus Omega, dat zukünftegt Südspidol).

D'Internetsäite vun de Spideeler si meeschtens a franséischer Sprooch an heiansdo och op Däitsch iwwersat (CHDN a CHNP). D'Hôpitaux Schumann schaffe momentan un der däitscher Versioun vun hirem Site.

Et gëtt momentan keng Richtlinne vum Ministère, déi sech op eng vun de legalen an administrative Sprooche festleeën, an et gëtt och net un esou Richtlinne geschafft. Eist virdergrënnegt Zil ass et, dass all Patient a Visiteur, deen am Spidol en charge geholl gëtt, dee Service fënnt, deen e sicht.

Dëst Zil schéngt och erreecht ze sinn, well de Servicer vum Gesondheetsministère ass nach ni eng Klo oder e spezifesche Problem vun engem Matbierger zougedroe ginn, dass hie wéinst der benotzter Sprooch vun der Beschëlderung oder vum Internetsite de gewënschte Service net fonnt hätt.

Wat d'medezinnescht Personal an de Spideeler ugeet, ass et esou, dass d'Dokteren am CHL, déi do fest ugestallt sinn, laut hirem Aarbechtskontrakt dozou verflicht sinn, Lëtzebuergesch ze léieren. De CHL bitt sengen Doktere lëtzebuergesch Coursen un a pro Joer huelen tëschent 10 a 15 Leit dorunner deel.

An deenen aneren Haiser, wou agreéiert Doktere schaffen, gëllt de Contrat d'agrément-type mat der AMMD, an deem steet, dass een Dokter, deen d'Lëtzebuergesch net beherrscht, dat an engem Detail vu 24 Méint nohuele muss.

Fir all d'Beruffer aus dem Gesondheetssecteur, déi ënnert d'Kompetenz vum Gesondheetsministère falen, gesinn déi jeeweileg Gesetzer vir, dass déi Concernéiert Lëtzebuergesch verstoe mussen[4].

Et ass zwar richteg, dass et keng Kontroll vun de Lëtzebuergeschkenntnisser um Moment vun der Zouloossung gëtt, mee d'Gesetz gesäit awer eng kloer Obligatioun vir, dass, falls de Beschäftegten nach kee Lëtzebuergesch kann dee Moment wou en ufänkt mat schaffen, hien dat esou séier wéi méiglech nohuele muss.

An deem Sënn gesinn d'Gesetzer och ausdrécklech vir, dass wann ee Beschäftegten aus dem Gesondheetssecteur, opgrond vu Sproocheproblemer ee Feeler mécht, hien disziplinaresch, zivil a strofrechtlech ka poursuivéiert ginn[5].

D'Fro, firwat d'Lëtzebuergesch net am Moment vun der Zouloossung kontrolléiert gëtt, erkläert sech doduerch, dass Lëtzebuerg zum engem op qualifizéiert Personal a Spezialisten aus dem Auslandugewisen ass, fir den nationale Besoin am Gesondheetssecteur ofzedecken.

Dat heescht, mir kënnen eis et net erlaben, vun all Beschäftegte vun Ufank un ze verlaangen, dass hien déi dräi administrativ Sprooche vum Land perfekt beherrscht, well de gesamte Secteur nun eemol och op dat auslännescht qualifizéiert Personal ugewisen ass.

D'Patiente kënnen sech souwuel schréftlech wéi och mëndlech am Spidol an enger vun deenen dräi administrative Sproochen ausdrécken.

Et sinn dem Service vum Ministère och keng Fäll bekannt, wou dem Personal am Spidol verbuede gouf, d'Lëtzebuergesch a mëndlecher oder schréftlecher Form ze benotzen, an dat weeder an interne Versammlungen, nach am Kontakt mat Patienten. Et ass éischter esou, datt d'Lëtzebuerger Sprooch gefërdert an d'Personal encouragéiert gëtt, an de Reunioune Lëtzebuergesch ze schwätzen.

Question 4009 (01.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**impact de la digitalisation sur les émissions de CO_2 :**

Am Koalitiounsvertrag tëscht den dräi Regierungsparteie gouf 2018 ee ganzt Kapitel der progressiver Digitaliséierung vun alle Beräicher vun der Wirtschaft a vum ëffentleche Liewen hei zu Lëtzebuerg als Zil formuléiert. Gläichzäiteg ass och d'Nohaltegkeet e wichtegt Zil vun der Regierung. Tëschent Nohaltegkeet an Digitaliséierung kënnen awer och Widdersprëch bestoen. All Internetsich, all E-Mail, all Aktioun, déi online ausgefouert gëtt, reest als Datebündel duerch Rechenzenteren an hir Serveren. Verschidde Berechnunge ginn dervun aus, datt d'Rechenzentere weltwäit all Joer tëscht 200 a 500 Milliarde Kilowattstonne Stroum verbrauchen. Zuelen tëscht 2.000 Milliarden an 3.000 Milliarde Kilowattstonne gi fir d'Joer 2030 virausgesot. Fir ee méi konkreet Beispill ze nennen: déi däitsch Rechenzentere verbrauchen all Joer sou vill Stroum wéi d'Haaptstad Berlin (3,5 Milliounen Awunner!).

An deem Kontext wéilt ech dës Froen un den Här Energieminister an den Här Minister fir Digitaliséierung stellen:

1. Wéi héich ass den Undeel vum Asaz vun digitalen Technologien um Lëtzebuerger Stroum- respektiv Energieverbrauch? Wéi hunn dës Zuele sech säit 2013 entwéckelt? Aus wéi enge Quelle setzt dësen Energieverbrauch sech zesummen? Wéi grouss ass den Undeel vun den Datenzenteren?

2. Wéi een Undeel vum Lëtzebuerger CO_2-Ausstouss entfält op den Asaz vun digitalen Technologien?

3. Wéi sollen dës Zuelen (Undeel vun digitalen Aktivitéiten um Stroum- respektiv Energieverbrauch, Undeel un den equivalente Kuelendioxydemissiounen) sech no Aschätzung vun der Regierung bis 2030 entwéckelen?

4. Ginn et Iwwerleeunge vun der Regierung, wéi een déi geplangten, ganz wäitreechend Digitaliséierung vum Lëtzebuerger Land an Zukunft sou gestalte kann, datt déi, an hiren Aen, ekologesch Nodeeler net méi grouss si wéi d'Virdeeler, déi d'Digitaliséierung mat sech bréngt? Wéi kann een déi „gréng" an déi digital Agenda vun der Regierung an Aklang bréngen?

5. D'Regierung huet virun e puer Wochen den Deelbebauungsplang fir de Projet Google-Datenzenter zu Biissen approuvéiert. Huet de Minister Informatiounen doriwwer, wéi vill Kilowattstonne Stroum dësen Datenzenter bis 2030 verbrauche wäert? Wéi vill zousätzlech Tonnen equivalent CO_2-Emissioun soll dësen Datenzenter all Joer verursaachen?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

ad 1. Digital Technologië ginn hautdesdaags an alle Beräicher vun ëffentlechen, wirtschaftlechen a privaten Aktivitéite genotzt an opgrond vun der Envergure an Diversitéit gëtt et keng eendeiteg Definitioun respektiv statistesch Ofgrenzung fir esou Technologien. De Ministërë sinn deemno och keng Statistike bekannt, déi den Undeel vun digitalen Technologien um Lëtzebuerger Stroumrespektiv Energieverbrauch en tant que tel erfaassen.

Laut dem „Scenario Report 2040" (Versioun 2020) vu Creos[6] ginn et am Land aktuell fënnef grouss eegestänneg Datenzenteren, déi alleguerte virun 2013 gebaut goufen. D'Zomme vun de reelle Leeschtungspëtzte vun deene fënnef Datenzentere louch 2020 bei 15 MW (2013: 10,5 MW). Dat entsprécht 1,3 % vun der nationaler Leeschtungsspëtzt vun 2019 (1.103 MW)[7]. 2019 hunn déi fënnef Datenzenteren zesummen 112 GWh verbraucht (1,7 % vum nationale Stroumverbrauch).

Doriwwer eraus ginn et awer och méi Datenzenteren, déi z. B. Deel vun administrative Gebaier sinn. Iwwert dës Datenzentere ginn et keng separat Informatiounen zum Verbrauch.

ad 2. Well den Undeel vun digitalen Technologien um gesamten Energieverbrauch net bekannt ass, ass et och net méiglech, d'Contributioun vun dësen Technologien op de Lëtzebuerger CO_2-Ausstouss ze ermëttelen.

ad 3. Den Zouwuess vun der Notzung vun digitalen Technologië kann engersäits zu enger Erhéijung vum Stroumverbrauch féieren, well méi Technologië genotzt ginn, déi Stroum verbrauchen, kann anerersäits awer och signifikant Effizienzgewënner erméiglechen (z. B. wa physesch Deplacementer duerch Visiokonferenzen ersat ginn oder den Energieverbrauch an industrielle Prozesser oder a grousse Bürosgebaier staark reduzéiert gëtt.)

D'Regierung setzt bei hirer Klimastrategie staark op eng Erhéijung vun der Energieeffizienz. Den nationale Klima- an Energieplang (PNEC)[8] gesäit ënner anerem vir, dass „gréng Datenzenteren" solle promouvéiert ginn. Lëtzebuerg setzt sech op EU-Niveau fir entspriechend Ramebedéngunge fir gréng Datenzenteren an an huet erreecht, datt d'EU-Kommissioun elo un enger Energieeffizienznorm fir grouss Datenzentere schafft.

Zousätzlech dozou wäert de weidere Fortschrëtt vun der Energietransitioun zu engem méi héijen Undeel un erneierbaren Energië féieren, soudass den CO_2-Ausstouss relativ zum Stroumverbrauch wäert erofgoen. Dovu profitéieren och déi digital Technologien.

ad 4. Wéi an de Froe virdru schonn erkläert, setzt d'Regierung bei der Digitaliséierung konsequent op Energieeffizienz an erneierbar Energien. E konkreet Beispill fir dës Strategie ass de Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), dee fir seng Datenzenteren exklusiv 100 % erneierbar Energien notzt a säi Stroumverbrauch zum Beispill doduerch optimiséiert, dass all déi staatlech Internetsitten op enger gemeinsamer Plattform lafen, déi vum CTIE bedriwwe gëtt.

D'Digitaliséierung gëtt och doduerch an Aklang mat den Ëmweltziler vun der Regierung bruecht, dass digital Innovatioun vill Fortschrëtter erméiglecht, déi zu enger méi héijer Effizienz a manner Ressourcëverbrauch féieren. Wéi an der parlamentarescher Fro N° 3239 schonn erwäänt, féiert d'Digitalisatioun vu verschiddene Prozesser zum Beispill zu manner Deplacementer oder zu manner Pabeiernotzung.

ad 5. Nom Approuvéiere vum Deelbebauungsplang ass déi nächst Etapp eng Ëmweltimpaktstudie (EIE) nom Gesetz vum 15. Mee 2018. Am Kader vun dëser Impaktstudie wäerte verschidde Varianten analyséiert ginn, besonnesch, wat d'Killungssystemer vun Datenzenteren ubelaangt, well dëst e groussen Afloss op den Energieverbrauch huet. Dowéinst ass zu dësem Zäitpunkt nach net gewosst, wéi vill Stroum dësen Datenzenter verbrauchen a wéi vill Tonnen equivalent CO_2-Emissiounen e verursaache wäert.

Question 4010 (01.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **questionnaire sur la qualité du sommeil :**

Viru Kuerzem huet de Gesondheetsministère eng Ëmfro iwwer Schlofstéierunge verschéckt. De Bréif fir dës Ëmfro war a véier Sproochen, nämlech Däitsch, Franséisch, Englesch a Portugisesch disponibel, awer net op Lëtzebuergesch.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Aus wéi engen Ursaachen ass sech hei géint eng vun eisen dräi administrative Sproochen entscheet ginn, obwuel souguer net administrativ Sprooche berécksiichtegt goufen?

2. Wien huet dës Decisioun geholl? Gesäit d'Madamm Minister dann doran eng Diskriminéierung vu Bierger mat Lëtzebuergesch als Mammesprooch?

3. Wéi gesäit d'Madamm Minister dëse Virgang am Zesummenhang mam Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch?

Réponse (09.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et handelt sech an dësem Fall ëm eng Etüd vun der Université Lëtzebuerg (Luxembourg Centre for Systems Biomedicine, LCSB) an Zesummenaarbecht mat dem Luxembourg Institute of Health (LIH), der Integrated BioBank of Luxembourg (IBBL), dem Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) an dem Laboratoire national de santé (LNS) iwwert Schlofstéierungen am Kader vun der Parkinsonkrankheet oder aneren neurodegenerativen Erkrankungen.

D'Roll vun der Gesondheetsdirektioun beschränkt sech op e „facilitateur", well fir dass e representativen Echantillon vu Leit aus der Bevëlkerung ka vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) ugeschriwwe ginn, op Basis vum Registre national des personnes physiques (RNPP), muss dës Demande vun enger staatlecher Administratioun kommen.

Fir et ze erméiglechen, dass an der medezinnescher oder psychologescher Fuerschung e Questionnaire (Froebou) an enger bestëmmter Sproch kann ugewannt ginn, ass et noutwendeg, dass dat standardiséiert gemaach gëtt an duerno op seng Validitéit gepréift gëtt. Dëst ass extreem wichteg, fir déi héchstméiglech Fuerschungsqualitéit ze erreechen an d'Äntwerte mat deene vun internationale Studië vergläichen ze kënnen. Esou Questionnairen an der Fuerschung ginn an der Reegel a Sproochen erstallt, déi a ville Länner op der Welt geschwat ginn. Fir an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg gëtt et leider esou standardiséiert Questionnairen oft net. Selwer esou ee standardiséierte Questionnaire opzestellen ass extrem zäitopwendeg an deier, well de Questionnaire muss dann eng ganz Rei Validatiounsstudien duerchlafen, ier en an der Fuerschung ka benotzt ginn.

---

[4] Dokter an Zänndokter: Art. 1. (1) e) de la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire : « Il doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre. »

Gesondheetsberuffer: Art. 11. (1) de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé : « La personne exerçant une de ces professions doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre. »

Apdikter: Art. 11. (1) de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien : « Le pharmacien doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre. »

[5] Dokter an Zänndokter: Art. 6. (2) de la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire : « Il doit posséder les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de sa profession au Luxembourg. Il engage sa responsabilité disciplinaire, civile et pénale si, par suite d'une insuffisance de ces connaissances, il commet une erreur dans l'exercice de sa profession ou fait commettre une erreur à d'autres dans l'exercice de leurs professions. »

Gesondheetsberuffer: Art. 11. (2) de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé : « Il doit posséder les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de sa profession au Luxembourg. Il engage sa responsabilité disciplinaire, civile et pénale si, par suite d'une insuffisance de ces connaissances, il commet une erreur dans l'exercice de sa profession ou fait commettre une erreur à d'autres dans l'exercice de leurs professions. »

Apdikter: Art. 11. (1) de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien : « Il engage sa responsabilité disciplinaire, civile et pénale si, par suite d'une insuffisance de ces connaissances, il commet une erreur dans l'exercice de ses fonctions. »

[6] https://www.creos-net.lu/fileadmin/dokumente/NEWS/pdf/2020-2022/20201029_Scenario_Report_2040.pdf

[7] https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU--1685561960-790.pdf

[8] https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/actualites/2020/05/Integrierter-nationaler-Energie-und-Klimaplan-Luxemburgs-2021-2030-endgultige-Fassung.pdf

D'Universitéit vu Lëtzebuerg huet dofir decidéiert, d'standardiséiert Versioune vum Questionnaire op Däitsch, Franséisch, Englesch a Portugisesch ze benotzen, well dës Versioune schonns disponibel waren.

De Gesondheetsministère ass net der Meenung, dass d'Lëtzebuerger doduerch diskriminéiert sinn, well d'Lëtzebuerger, am Allgemengen, op d'mannst eng vun dëse Sprooche gutt beherrschen.

Question 4011 (01.04.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **transport routier poids lourds :**

Mengen Informatiounen no gëtt et ëmmer méi Camionen, déi vum „CFL Hub Multimodal" an der „Zone d'activité économique Wolser" zu Beetebuerg aus net méi den direkte Wee iwwert d'Autobunn A3 a Richtung Flughafe Findel oder Logistikzentrum Conter huelen, mee amplaz dovun iwwert d'Nationalstrooss N3 an uschléissend vun Hesper respektiv Alzeng aus iwwert de Chemin repris CR226 a Richtung Conter oder Findel fueren. An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

1. Huet den Här Mobilitéitsminister Kenntnis vun dëser Entwécklung beim Camionstrafick op deem ugeschwaten Tracé?

2. A wéi engem Mooss ass den Här Minister der Meenung, dass de Camionstrafic prioritär iwwert den Autobunnsreseau soll verlafen an d'Wunngebidder idealerweis soll komplett ëmfueren?

3. Wéi eng Consignë wëll den Här Mobilitéitsminister am „CFL Hub Multimodal" erausginn, fir dass d'Camionneure verstäerkt sensibiliséiert ginn, fir hiren Trajet sou wäit wéi méiglech iwwert d'Autobunn verlafen ze loossen?

Réponse (05.05.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Stroossebauverwaltung bedreift permanent automatesch Zielstelle fir d'Erfaasse vun der Verkéiersstäerkt um nationale Stroossennetz. Dëser Dauerzielstelle stinn och op der N3 tëschent dem Schlammestee an Alzeng an um CR226 beim Kreesverkéier CR226/CR234.

Aus den Donnéeë vun dësen Dauerzielstellen ergëtt sech, dass d'Moyenne vun de Camione wärend de Schaffdeeg säit 2015 kontinuéierlech eropgeet a sech an deene leschte véier Joer quasi verduebelt huet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Iwwert d'Quell an d'Zil vun deene Camione gëtt et awer keng Informatiounen. Déi zwou besote Stroossen N3 an CR226, a besonnesch déi éischt, iwwerhuelen nieft der N13 d'Funktioun vun enger „Sammelstrooss" an der ganzer Regioun. Den CR159 Izeg-Conter an den CR226 Siren-Conter si fir de Camionsverkéier gespaart.

ad 2 Déi aktuell Gesetzgeebung vun dem Transit erlaabt et de Camionen net, d'Autobunn ze verloossen, respektiv mussen d'Camionneuren a Richtung Grenz dee kierzeste Wee op d'Autobunn huelen. Den nationale Verkéier (Quell an Zil Lëtzebuerg) huet awer d'Méiglechkeet, sech säin Itineraire erauszesichen, souwäit d'Stroossen net fir déi entspriechend Klasse gespaart sinn.

D'Entwécklung vun den Aktivitéitszonen, mee awer och an der kompletter Regioun an deene leschte Joren huet natierlech och en zousätzleche lokale Camionsverkéier generéiert, deen natierlech, wann nëmme méiglech, sollt den Autobunnsreseau benotzen. Deementspriechend ass och d'lescht Joer bei der Ëmbenennung vun dem Zoning „Wolser" tëschent Diddeleng a Beetebuerg, dee jo direkt un den Autobunnsreseau ugeschloss ass, d'obligatoresch Beschëlderung a Richtung Autobunn mat virgesi ginn. Déi selwecht Beschëlderung besteet och um CR234 vun dem Zoning nërdlech vu Conter a Richtung Tréierer Autobunn. Dës Beschëlderung leet de Camionsverkéier a Richtung Autobunn.

Trotzdeem ass et awer kaum méiglech, bei der haiteger ekonomescher Entwécklung de weidere lokale Camionsverkéier komplett ze ënnerbannen an aus de Gebitter, déi u Sammelstroossen ugeschloss sinn oder duerchfuere ginn, erauszehalen.

Planunge vun engem neien Uschloss un d'Tréierer Autobunn vum Zoning zu Conter an och vun enger Ëmgeeungsstrooss vun Hesper sinn amgaangen.

ad 3. Mat vill Versteesdemech fir dës ugeschwate Problematik muss drop higewise ginn, dass d'Entwécklung vun der Aktivitéit um intermodalen Terminal vu Beetebuerg-Diddeleng a virun allem am Parc logistique Eurohub Sud mat der Implantatioun vun neie Firmen zu enger Erhéijung vum Stroosseverkéier féiert.

Et sinn och konkreet Moossname geholl ginn, fir de Verkéier op den Nationalstroossen ze limitéieren an d'Autobunnen ze prioriséieren. Esou huet CFL logistics, eng Duechtergesellschaft vun CFL Multimodal, zoustänneg fir Stroosselogistik a Lageraktivitéiten, senge Chaufferen d'Duerchfaart vun Helleng souwéi den Zougang zu der Hellenger Tankstell verbueden. Dës Moossnam gëtt ergänzt duerch déi aktuell Verstäerkung vum Geofencingsystem, dee vun CFL logistics benotzt gëtt, fir d'Evolutioun vum Trafic vun den eegene Camione besser kënnen ze suivéieren.

Ausserdeem ginn d'Soustraitantë vun CFL logistics sensibiliséiert, den Transit duerch Helleng souwéi och déi do ugeluechte Raschtplazen ze vermeiden. Dës Soustraitantë ginn och encouragéiert, de Centre routier sécurisé (CRS) ze benotzen, fir hir Pausen ze maachen an ze tanken.

Schlussendlech ginn och Stroossentransporteure vum Terminal Beetebuerg-Diddeleng a vum Parc logistique Eurohub Sud systematesch sensibiliséiert, duerch Dokumentatioun, déi an der Entrée vum Site verdeelt gëtt, den CRS ze benotzen. Dës Dokumentatioun gëtt vervollstännegt, fir d'Transporteuren och ze incitéieren, den Autobunnsreseau ze privilegiéieren.

D'Enn vun den Aarbechten um Kreesverkéier op der N31, deen den Zougang zum Terminal erméiglecht, wäert an Zukunft den direkten Zougang vu Camionen zum Autobunnsreseau via d'Sortie 8 Diddeleng-Biereng weesentlech favoriséieren.

Den haaptsächlechen an novollzéibare Problem, deen d'Dierfer Fréiseng, Alzeng an Hesper betrëfft, läit beim Ëmfueren iwwert d'Nationalstrooss aus béide Richtunge mam Zil, den deegleche Stau an de Spëtzestonnen op der Autobunn A3 ze vermeiden. Dës Problematik gëtt mat der Erweiderung vun dëser Autobunn definitiv geléist.

Question 4012 (01.04.2021) de **M. Marc Lies**, **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **logements de service inoccupés :**

Eisen Informatiounen no gëtt et zu Colmer-Bierg Déngschtwunnenge vun der Police, déi zanter Joren eidel stinn. Wéinst der Penurie u sozialem Wunnraum am Beräich vum Logement locatif am Besonneschen an am Kontext vu Wunnraum am Besëtz vum Staat am Allgemenge géife mir gäre follgend Froen un déi zoustänneg Ministere fir ëffentlech Aarbechte respektiv Finanze stellen:

- Kann den Här Minister confirméieren, dass déi ugeschwaten Déngschtwunnengen zu Colmer-Bierg eidel stinn? A wa jo, zanter wéini an aus wéi engem Grond?

- Kann den Här Minister eis eng Lëscht vu weideren Déngschtwunnenge vun der Police uechter d'Land virleeën, déi och eidel stinn? Zanter wéini an aus wéi engem Grond?

- Gëtt et doriwwer eraus nach Haiser oder Wunnengen am Besëtz vum Staat, déi zanter längerer Zäit eidel stinn? Wa jo, wéi vill sinn et der a wou befanne sech dës Immobilien?

- De Staat ass och Proprietär vum Café-Restaurant um Waldhaff. Wat soll mat deem Komplex geschéien? Wéini sollen d'Renovatiounsaarbechten ufänken? Ass de Staat gewëllt, dee ganze Komplex un eng Gemeng ze verkafen? Wann net, aus wéi engem Grond?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Am Moment lafen Diskussiounen tëschent de Gemengeresponsabelen an dem Logementsministère iwwert en néien Amenagementsplang (PAP), fir der decidéierter Revalorisatioun a méi dichter Bebauung vum Site zu Colmer-Bierg Rechnung ze droen.

Weider ass ze bemierken, datt 185 vun den alen Déngschtwunnenge vun der Police der Agence immobilière sociale zur Verfügung gestallt gi sinn. Eng weider 20 Logementer goufe vum Office national de l'accueil (ONA) un d'Agence immobilière sociale ofginn. Och de Service LISKO (Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsiounszenter) vun der Croix-Rouge luxembourgeoise huet Wunnengen an deem Kontext zur Verfügung gestallt kritt.

Verschidde Sitten, op deene méi wéi eng Déngschtwunneng vun der Police stoung, goufe selektionéiert, fir nei Projeten drop ze realiséieren:

- Zu Wolz gëtt esou een neit Bürosgebai geplangt.

- Zu Esch/Alzette gëtt ee Projet vum Educatiounsministère realiséiert. Aktuell ass do och nach eng Wunneng vun der Police besat.

- Zu Fréiseng gëtt een Deel Wunnengsbau vum Fonds du Logement realiséiert. Donieft entstinn och nach Strukture fir den ONA.

- Zu Beetebuerg gëtt ee Projet realiséiert fir soziale Wunnengsbau. Diskussioune mat der Gemeng lafen an deem Kontext nach.

- Zu Waasserbëlleg si scho Strukture fir den ONA entstan.

Et ginn Haiser vum Staat, déi aktuell aus Sécherheets- a Plangungsgrënn net direkt besat oder reaffektéiert kënne ginn, fir déi awer weider u Léisunge geschafft gëtt.

D'Negociatiounen iwwert de Café-Restaurant um Waldhaff an d'Aktivitéiten, déi do méiglech sinn, lafen aktuell nach.

Question 4013 (02.04.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **détention provisoire :**

La détention provisoire est une mesure d'incarcération qui est réalisée en vertu d'un mandat de dépôt. Cette mesure est de nature provisoire et n'est décernée que sous les conditions prévues par le Code de la procédure pénale.

D'après les statistiques du Conseil de l'Europe (SPACE I), la population pénitentiaire placée en détention provisoire au Luxembourg s'élève à 48,6 % par rapport au nombre total de détenus. Parmi ces détenus provisoires s'ajoute un pourcentage (74,4 %) également très élevé de détenus non-résidents et de détenus de nationalité non luxembourgeoise. Ce pourcentage est un des plus élevés en Europe, sachant que la médiane européenne se situe à 21,9 % et la moyenne européenne à 25,9 %.

En outre, le rapport d'activité du Ministère de la Justice de l'année 2019 illustre graphiquement que le nombre absolu de peines subies par détention provisoire est un des plus élevés des types de sorties du Centre pénitentiaire de Luxembourg.

Par ailleurs, la mise en détention provisoire peut engendrer des effets négatifs au niveau des liens professionnels et familiaux et provoquer des troubles d'ordre psychologique et psychiatrique. D'après des études internationales, le placement en détention provisoire est plus probable de conduire à une peine d'emprisonnement ferme qu'aux alternatives à la détention provisoire.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de personnes se trouvent actuellement soit en détention provisoire, sous surveillance électronique, sous contrôle judiciaire, respectivement sous liberté provisoire ?

2) Madame la Ministre peut-elle m'informer s'il existe une corrélation entre les mesures, comme la détention provisoire et la surveillance électronique, et la prononciation subséquente de jugements d'emprisonnement ferme ? Un sursis probatoire est-il plutôt prononcé après une liberté provisoire ou après une détention provisoire ?

3) Est-ce que les peines privatives de liberté exécutées en milieu carcéral sont favorisées au détriment d'une insertion et d'une resocialisation du détenu ? Si oui, pour quelles raisons ?

4) Au cours des cinq dernières années, combien de peines d'emprisonnement ferme, respectivement de sursis probatoire partiel ou total, furent prononcés à l'égard de personnes placées en détention provisoire ?

5) Au cours des cinq dernières années, combien de personnes placées sous une mesure alternative à la détention provisoire furent condamnées à une peine de prison ferme, respectivement à un sursis probatoire partiel ou total ?

Réponse (30.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) À titre liminaire, il y a lieu de souligner qu'actuellement au Luxembourg, le bracelet électronique est uniquement utilisé dans le cadre de l'exécution de la peine et non dans le cadre d'une instruction préparatoire. Néanmoins, un groupe de travail se concerte afin d'élargir l'utilisation des bracelets électroniques également dans le cadre de la détention provisoire.

Au Luxembourg il y a actuellement 270 prévenus au Centre pénitentiaire de Luxembourg, dont 246 hommes et 24 femmes. 13 personnes portent le bracelet électronique. Il y a 217 personnes qui sont soumises au contrôle judiciaire et 126 personnes ont bénéficié d'une liberté provisoire depuis le 1er janvier 2021.

ad 2) À la question de l'honorable Député quant à savoir s'il existe une corrélation entre les mesures et les jugements subséquents d'emprisonnement ferme et si un sursis probatoire est plutôt prononcé après une liberté provisoire ou après une détention provisoire, il y a lieu d'apporter les éléments de réponse suivants :

Il s'agit là d'une question qui touche à l'appréciation faite par les juges.

De manière générale, il n'existe pas de corrélation entre la détention provisoire, la surveillance électronique et la prononciation d'une peine d'emprisonnement ferme ou le prononcé d'un sursis probatoire.

Le grand principe est bien celui de la personnalisation de la peine. La détention provisoire, respectivement la surveillance électronique (qui pour rappel n'est actuellement pas utilisée dans le cadre de la détention provisoire) ou le contrôle judiciaire sont des mesures devant permettre de garantir qu'une personne comparaîtra à l'audience.

Les conditions légales de la privation de liberté sont prévues par le Code de procédure pénale. Les juges prononcent la peine (ferme, sursis et sursis probatoire pour lesquelles les conditions sont prévues aux articles 626 et suivants du Code de procédure pénale) en ayant égard à la gravité des faits, à la personnalité du prévenu, au contexte familial et surtout aux antécédents spécifiques.

ad 3) L'honorable Député souhaiterait savoir si les peines privatives de liberté en milieu carcéral sont favorisées au détriment d'une insertion et d'une resocialisation du détenu.

L'article 670 du Code de procédure pénale prévoit que l'exécution des peines privatives de liberté favorise, dans le respect des intérêts de la société et des droits des victimes, l'insertion des condamnés ainsi que la prévention de la récidive.

L'article 673 (1) dispose que : « [l]e procureur général d'État peut décider l'exécution d'une peine privative de liberté selon les modalités suivantes : l'exécution fractionnée, la semi-liberté, le congé pénal, la suspension de l'exécution de la peine, la libération anticipée, la libération conditionnelle et le placement sous surveillance électronique ». Le paragraphe (2) continue comme suit : « Pour l'application de ces modalités, le procureur général d'État tient compte de la personnalité du condamné, de son état de santé, de son milieu de vie, de son comportement et de son évolution en milieu carcéral, de ses efforts en vue de son insertion et de la prévention de la récidive, du risque réel d'un danger de fuite, de l'attitude du condamné à l'égard de la victime ainsi que de la protection et des intérêts de cette dernière, ou encore du respect du plan volontaire d'insertion ».

L'article 674 (1) prévoit encore que : « Le procureur général d'État peut décider d'exécuter une peine privative de liberté inférieure ou égale à six mois sous forme de travail d'intérêt général non rémunéré, selon les dispositions de l'article 22 du Code pénal ».

L'article 680 (2) dispose que : « [l]e procureur général d'État peut décider le transfèrement d'un détenu au centre pénitentiaire de Givenich s'il considère que les contraintes plus sévères et inhérentes au régime fermé ne sont pas nécessaires à une exécution régulière de la peine privative de liberté, l'insertion du condamné ou la sécurité publique ».

L'article 681 prévoit que : « [l]e régime de la semi-liberté peut être appliqué au condamné dès le premier jour de sa détention ».

Madame la déléguée du procureur général d'État tient également compte de la gravité de la ou des infractions à la base de la condamnation et des antécédents judiciaires du condamné au moment de faire le tri entre les modalités d'exécution des peines privatives de liberté. Il convient de noter que la loi a mis l'accent tant sur les intérêts de la société et de la sécurité publique, les droits des victimes et la prévention de la récidive que sur l'insertion et la resocialisation du condamné. Chaque décision implique donc un examen in concreto et approfondi de la situation du condamné à la lumière des dispositions légales précitées et de ses antécédents judiciaires.

L'exécution d'une peine d'emprisonnement ferme en milieu carcéral constitue une modalité d'exécution d'une peine prévue par le législateur. Dans certains cas, il n'y a pas d'autre solution que d'avoir recours à l'enfermement mais l'enfermement n'est pas utilisé de manière privilégiée.

La resocialisation de l'ensemble des condamnés ne peut passer par le placement sous surveillance électronique notamment à cause du lieu de résidence, de la longueur de la peine à exécuter, des antécédents judiciaires et/ou des addictions variées des condamnés qui rendent souvent le recours à cette modalité d'exécution d'une peine privative de liberté inapproprié.

ad 4) À la question de l'honorable Député relative au nombre d'emprisonnement ferme, respectivement de sursis probatoire partiel ou total à l'égard de personnes placées en détention provisoire au cours des cinq dernières années, les chiffres suivants peuvent être communiqués :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5) À la question de l'honorable Député relative au nombre d'emprisonnement ferme, respectivement de sursis probatoire partiel ou total à l'égard de personnes placées sous contrôle judiciaire au cours des cinq dernières années, les chiffres suivants peuvent être communiqués :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4014 (02.04.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **start-up :**

Dans un sujet publié sur Paperjam.lu, « Bruxelles ne retient aucune start-up du Luxembourg », il est question d'investissements de la Commission européenne dans des start-up européennes. D'après les informations diffusées, aucune start-up luxembourgeoise n'est concernée par ce financement du Fonds du Conseil européen de l'innovation.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces investissements de la Commission européenne ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il expliquer sur quels critères s'est effectuée la sélection des start-up ?

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer la raison pour laquelle aucune start-up luxembourgeoise ne fait partie des jeunes entreprises ayant obtenu un financement de la Commission européenne ?

Réponse (27.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Si les questions soulevées de l'honorable Député sont tout à fait pertinentes, elles sont néanmoins les mêmes que celles qu'il avait soulevées dans sa question parlementaire 3414 du 11 janvier de cette année. Ainsi, le Ministre de l'Économie se permet de le renvoyer vers la réponse détaillée et explicite qui lui avait été apportée à la question parlementaire 3414 en date du 11 février 2021.

Question 4015 (02.04.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant le **guichet unique des demandeurs d'un logement social :**

Un certain taux de logements du marché reste continuellement inoccupé du fait que des logements sont en cours de transformation ou pour des raisons de déménagement, voire de spéculation financière. Vu la situation tendue sur le marché du logement, il est important de mobiliser cette réserve vacante. À cette fin, certaines communes ont déjà pris l'initiative de répertorier les logements inoccupés. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3881, Monsieur le Ministre a d'ailleurs fait référence à l'absence d'un recensement général des logements vides au niveau national.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre du Logement :

- Ne serait-il pas opportun de lancer une stratégie nationale pour la mobilisation des logements inoccupés ?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de centraliser le recensement des logements inoccupés dans un registre national ?

- Comment les données sur les logements inoccupés pourraient-elles le cas échéant être recueillies pour alimenter un tel registre ?

Réponse (05.05.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Une stratégie nationale pour la mobilisation des logements inoccupés, telle que préconisée par l'honorable Députée, ne peut pas être mise en œuvre sans le concours actif des communes au niveau de l'identification des logements inoccupés. En effet, ce sont les communes qui sont au plus proche de l'évolution des logements existants et inoccupés, étant donné qu'elles émettent les autorisations de construire et qu'elles gèrent l'inscription des personnes physiques au registre communal. En outre, les communes ont un rôle certain à jouer dans la vérification des critères de salubrité, de sécurité et d'habilité des logements mis en location.

Dans les faits, les communes disposent d'un outil informatique leur permettant d'inscrire leurs ressortissants non seulement de façon générale au registre des personnes physiques, mais également de façon plus précise au niveau d'un logement spécifique. De cette façon, la combinaison du registre communal des personnes physiques et du registre des bâtiments pourrait grandement faciliter l'identification des logements inoccupés.

Un registre national des logements devrait dès lors être alimenté et tenu à jour systématiquement par l'inscription de nouveaux logements réalisés sur base de permis de constructions émis par les communes et par la suppression de logements détruits sur base d'une autorisation de destruction. Évidemment, un registre national des logements tenu à jour de cette manière pourrait servir un éventail d'objectifs supplémentaires tels qu'un meilleur suivi de la qualité résidentielle, sanitaire et technique des logements ou de leurs équipements techniques en matière de lutte contre le réchauffement climatique respectivement de production et de consommation d'énergie. Un tel registre permettrait de mieux évaluer les capacités techniques de loger une population croissante, de mettre en place des mesures incitatives en vue de la création de logements supplémentaires, de logements intégrés ou d'une densification du bâti en général.

Question 4016 (02.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **Convention d'Istanbul :**

Den Här Minister Jean Asselborn huet d'Istanbul-Konventioun den 11. Mee 2011 ënnerschriwwen. An engem Post op senger Facebooksäit vum 20. Mäerz 2021 heescht et: „Den 11. Mee 2011 zu Istanbul hunn ech - et muss ee soen op eng improviséiert Aart a Weis - dës Konventioun ënnerschriwwen ouni d'Vollmuechte virschrëftsméisseg gehat ze hunn. Mir haten deemools zu Lëtzebuerg e puer Zweifele formeller Natur." (…)

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Bausseminister dës Fro stellen:

- Wat fir eng Zweifele vu formeller Natur gouf et deemools zu Lëtzebuerg, wat d'Ënnerschreiwe vun der Istanbul-Konventioun ugeet?

Réponse (28.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Wou ech den 11. Mee 2011 an der Tierkei war, fir un der 121. Sessioun vum Comité des Ministres vum Europarot deelzehuelen, bei deem d'Istanbul-Konventioun vum Europarot fir d'Ënnerschrëft opgemaach gouf, waren d'Vollmuechten nach net prett. Et koum zu enger kuerzer Diskussioun fir ze wëssen, ob den Ausseminister d'Konventioun dierft ënnerschreiwen, och ouni Vollmuechten. D'Wiener-Konventioun vun 1969 iwwert d'Recht vun de Verträg beäntwert déi Fro ganz kloer mat jo. Sou konnt ech dunn de selwechten Dag d'Istanbul-Konventioun ënnerschreiwen. D'Vollmuechte goufen iwwerdeems vum Grand-Duc de 24. Mee 2011 ënnerschriwwen.

Question 4017 (02.04.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **Convention d'Istanbul :**

In einem rezent erschienenen Artikel von reporter.lu wurde die Umsetzung der Istanbuler Konvention im luxemburgischen Immigrations- und Asylrecht analysiert.

Durch die Ratifizierung der Istanbuler Konvention am 18. Juli 2018 wurde das Immigrationsgesetz durch einen zusätzlichen Absatz ergänzt, der ausschließlich die Situation von Opfern häuslicher Gewalt behandelt. Wenn die persönliche Situation, ihre Gesundheit, ihr mentaler Zustand, ihre Familiensituation oder auch die Bedrohung ihrer Sicherheit im Herkunftsland dies rechtfertigen, können Opfer eine Aufenthaltsgenehmigung „aus privaten Gründen" anfragen und im besten Fall auch erhalten.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Immigration und Asyl stellen:

- Wie viele Anträge aufgrund von häuslicher Gewalt werden jährlich beim Ministerium gestellt?

- Wie viele solcher Anträge wurden in den letzten drei Jahren genehmigt bzw. abgelehnt?

- Auf welche Kriterien basiert sich das Ministerium, um seine Entscheidung zu fällen?

- Basiert sich das Ministerium auf eine wissenschaftlich basierte Risikoevaluation? Wenn ja, welche?

Réponse (29.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Artikel 78, Paragraf 3, Absatz 2, des abgeänderten Immigrationsgesetzes vom 29. August 2008 befasst sich mit der Situation von Opfern häuslicher Gewalt und übernimmt somit Artikel 59, Paragraf 3, der Istanbuler Konvention des 18. Juli 2018. Absatz 2 beinhaltet demnach die Kriterien, aufgrund derer einem Opfer häuslicher Gewalt eine Aufenthaltsgenehmigung aus privaten Gründen erteilt werden kann. Anfragen werden stets nach einer Einzelfallbehandlung analysiert.

Statistiken über diese Art von Anträgen sind bis dato nicht verfügbar, da sie nur einen Teil der Aufenthaltsgenehmigungen aus privaten Gründen darstellen. Die Anzahl kann aber als sehr gering eingeschätzt werden. Das Statistikmodul des Ministeriums wird jedoch in naher Zukunft angepasst, damit diese Zahlen zukünftig verfügbar sind.

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Question 4018 (02.04.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **sécurité des synagogues au Luxembourg :**

Les attentats contre des synagogues en France et en Allemagne dans les dernières années ainsi que les théories conspirationnistes entourant la pandémie actuelle préoccupent la communauté juive au Luxembourg en ce qui concerne la sécurisation des synagogues. Dans cette perspective, la Communauté juive libérale du Luxembourg a adressé une lettre à Monsieur le Ministre des Cultes afin de présenter ses revendications et doléances en matière de sécurisation des synagogues, et en particulier celle d'Esch-sur-Alzette. Selon mes informations, cette lettre est restée sans suite.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre des Cultes peut-il me confirmer cette information ?

- Existe-t-il, selon Messieurs les Ministres, une menace concernant la sécurité pour les synagogues au Luxembourg ? Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres veulent-ils faire face à la menace ?

- En général, quelles mesures ou adaptations Messieurs les Ministres songent-ils prendre afin de mieux protéger la synagogue à Esch-sur-Alzette ?

Réponse commune (29.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Le Ministre des Cultes et le Ministre de la Sécurité intérieure ont reçu les revendications et doléances en matière de sécurisation de la synagogue d'Esch-sur-Alzette. Des échanges entre les deux départements sont en cours.

Il convient de rappeler que le niveau de menace des lieux de cultes est évalué en permanence par la Police grand-ducale qui prend les mesures nécessaires en cas d'aggravation de la menace.

Concernant des éventuelles mesures de sécurisation, il convient de rappeler que la synagogue d'Esch-sur-Alzette est un immeuble dont la Ville d'Esch est propriétaire. La responsabilité des lieux incombe donc en premier lieu aux autorités communales.

L'État réfléchit néanmoins, dans le cadre des travaux de préparation du futur plan national de lutte contre l'antisémitisme, à des possibilités d'accompagnement technique des autorités communales concernées.

Question 4019 (06.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique :**

Den nationale Bioaktiounsplang gesäit vir, datt bis 2025 20 % vun der Ubaufläch hei am Land ënnert biologesche Krittäre fonctionéiere soll. Parallell dozou envisagéiert den europäesche „Green Deal", datt d'EU bis 2050 d'Nettoemissioune vun den Zäregasen op Null reduzéiert. An deem Kontext konnt een an der Zeitung „De Lëtzebuerger Bauer" vum 6. Mäerz Follgendes liesen:

„Die Umsetzung des Green Deal mit den vorgelegten Strategien würde einen Rückgang der landwirtschaftlichen Produktion bis zu 12 % und einen Rückgang des Einkommens der Betriebe um weitere 16 % bedeuten. Die Lebensmittelpreise würden stark steigen und es käme zu spürbaren Wohlstandsverlusten, mit erheblichen sozialen Auswirkungen ..."

Des Weideren heescht et, datt d'EU trotz sëllegen Ufroen nach ëmmer keng Ofschätzung iwwert d'Konsequenze vun esou engem Virgoe publizéiert huet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Wéi gedenkt den Här Minister, am Hibléck op déi uewe genannten Ausso, eise Baueren, déi konventionell Landwirtschaft bedreiwen, et och an Zukunft nach ze erméiglechen, hiert Iwwerliewen ofzesécheren?

2. Ass den Här Minister sech de grave wirtschaftlechen a soziale Konsequenze bewosst, deen dëse „Green Deal" fir eis Baueren, awer och fir de Konsument, mat sech bréngt?

3. Gedenkt den Här Minister an deem Kontext elo dréngend nach eemol bei deenen zoustännegen europäeschen Instanzen ze intervenéieren, fir datt elo endlech eng realistesch Ofschätzung iwwert d'Konsequenze vun esou engem Virgoe publizéiert gëtt?

Réponse (05.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Dat weltwäit Bestriewen, fir méi nohalteg mat de Ressourcen ëmzegoen, gëtt vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt. An deem Kader ass déi biologesch Landwirtschaft eng Alternativ am Agrarsecteur, fir deene wichtegen Ziler nozekommen. Natierlech mussen dann déi Bioprodukter och zu engem faire Präis bezuelt ginn. Am Moment ass awer net festzestellen, datt zu Lëtzebuerg landwirtschaftlech Biobetriber beim Akommes manner erfollegräich sinn. Et ass och esou, datt eng Ëmstellung op Biolandwirtschaft eng fräiwëlleg Entscheedung vun de Responsabelen an de Bauerebetriber ass. Mat dem PAN Bio 2025 huet de Landwirtschaftsministère eng Rei Mesurë bereetgestallt, fir op de verschiddenen Niveaue vum Aker bis op den Teller an domadder vum Bauer bis zum Endverbraucher esou eng Entwécklung an der Liewensmëttelproduktioun ze begleeden.

Des Weidere mécht de „Green Deal" eng konventionell Landwirtschaft net onméiglech. Ganz am Géigendeel kann och eng konventionell Landwirtschaft zu den Ziler vum „Green Deal" a zu der „Farm to Fork"-Strategie bäidroen. Am neie strateegesche Plang fir d'Ëmsetzung vun der gemeinsamer Agrarpolitik hei zu Lëtzebuerg gëtt eng ganz breet gefächert Lëscht vu Moossname festgehalen, déi et all Bauer, Wënzer a Gäertner erméiglechen, zum Beispill sougenannten agro-ekologesch Praktiken ëmzesetzen an domadder hiert Akommes ënnerstëtzt ze kréien. Och bei den Investitiounsbäihëllefe sinn elo schonn am Kader vun dem kierzlech ëmgeännerten Agrargesetz geziilt Moossname subventionéierbar, déi zu méi enger nohalteger Landwirtschaft bäidroen, an déi ginn och ganz aktiv an Usproch geholl.

ad 2. D'Ofséchere vum Akommes vun de landwirtschaftleche Betriber ass a bleift och an Zukunft eng vun de grousse Prioritéite vun der gemeinsamer Agrarpolitik. De Landwirtschaftsministère ass sech bewosst, datt déi Orientatiounen aus dem „Green Deal" an aus der „Farm to Fork"-Strategie warscheinlech net ouni Konsequenze fir d'Landwirtschaft an Europa sinn.

ad 3. Aus deem Grond intervenéiert déi lëtzebuergesch Delegatioun, zesumme mat villen anere Memberstaaten, reegelméisseg op allen Niveaue vun den europäeschen Instanzen an natierlech och am Ministerrot, fir datt d'EU-Kommissioun eng Impaktstudie mécht, déi déi cumuléiert Auswierkunge vun all de Virschléi a Verbindung mam „Green Deal" a mat der „Farm to Fork"-Strategie a Rechnung zitt. Bis elo huet d'EU-Kommissioun leider déi entspriechend Etüd nach net publizéiert. Och bei all de ronn 20 legislative Virschléi wäerte mer all Kéiers drop oppassen, dass eng Impaktstudie dobäi ass, an dann entspriechend reagéieren, wa sollt erauskommen, dass d'Akommes vun de landwirtschaftleche Betriber riskéiert zeréckzegoen. Den Aussenhandel wäert zousätzlech eng grouss Roll spillen. An deem Kontext schwätzt Lëtzebuerg sech dofir aus, datt d'Importer aus den Drëttlänner ënnert vergläichbaren Oplage wéi an der „Farm to Fork"-Strategie produzéiert misste ginn. Mir denken, datt de „Green Deal" och eng Chance fir de Produzent ka sinn, wann de Konsument averstanen ass, méi héich Präisser fir nohalteg EU-Produkter ze bezuelen. Eng wichteg Schlësselpositioun läit deemno sécher och beim Verbraucher, well deen Dag fir Dag entscheet, wat hien akeeft a gëtt domadder vir, wat a wéi an deem Fall d'Liewensmëttel hiergestallt solle ginn. Et freet mech festzestellen, datt d'Nofro fir regional produzéiert a Bioliewensmëttel vu Joer zu Joer zouhëlt.

Question 4020 (06.04.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **stéréotypes de genre :**

An engem Artikel aus der Zeitung „L'essentiel" war den 1. Abrëll ze liesen, datt d'Chancëgläichheetsministesch elo envisagéiert, de Kanner an der Maison relais elo weisen ze wëllen, wat - am Hibléck op d'Geschlechtsidentitéit - Stereotyppe sinn.

An deem Zesummenhang hätte mir follgend Froen un d'Madamm Minister fir Chancëgläichheet:

1. Wéi eng Stereotyppe solle konkreet gewise ginn a bezéien dës sech an alle Fäll op d'Geschlechterbild vu Mann a Fra?

2. Wéi vill Geschlechter existéieren an den Ae vun der Madamm Minister? Sinn et der méi wéi zwee?

Wa jo, wéi eng Stereotyppen applizéiere sech op jiddwereent vun all deene Geschlechter?

3. Wéi gestalte sech déi genee Inhalter vum Vermëttele vun dëser Programmatik a wou kann een dës fanne respektiv noliesen?

4. Wat soll d'Zil si vun der Vermëttlung vun dëser Programmatik?

5. Wéi gedenkt d'Madamm Minister, d'Geschlechterrolle vu Jong a Meedchen an eventuell, sollt et an den Ae vun der Madamm Minister nach méi Geschlechter ginn, vun all deenen anere Jonke vun all deenen anere Geschlechter konkreet ze beaflossen?

6. Gedenkt d'Madamm Minister, den Entwécklungswee vun de Kanner doranner ze beaflossen, andeems si hinne vermëttelt, datt déi fir Jongen a Meedercher typesch Interessi-, Beruffs- an Theemegebidder schiedlech oder net appropriéiert sinn?

7. Denkt d'Madamm Minister, datt d'Kanner am Entwéckele vun hire Fräizäit- a Beruffsinteressie méiglechst fräi vun all politesch-ideologescher Beaflossung duerch de Staat solle sinn, fir sech esou fräi entfalen ze kënnen? Wann net, firwat net?

8. Ass et an den Ae vun der Madamm Minister um Staat, fir sech bei der Kannererzéiung den Eltere wëllen ze substituéieren? Wien huet d'Prioritéit an den Ae vun der Madamm Minister bei der Vermëttlung vu Wäerter, de Staat oder d'Elteren?

Réponse (07.05.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Eng vun den Aufgabe vum Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer (MEGA) läit an der Opléisung vu bestoenden Ongläichheete respektiv an der Promotioun vum Gläichstellungsprinzip an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft.

Deementspriechend ass och d'Bekämpfung vun de Stereotyppen a Virurteeler eng vun de Prioritéiten aus dem Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes[9]: Stereotyppe si ganz villfälteg a bezéie sech op déi bestoend Liewensrealitéite vu Fraen a Männer.[10]

Bei den Aktivitéite vum Glaïchstellungsministère ginn alldeeglech a berufflech Stereotyppe gläichermoossen opgegraff, fir mat de Jonken iwwert hir eege Virstellungen ze schwätzen an och wéi si vun de Medien an hirer Approche beaflosst ginn. D'Zil ass et hei ganz kloer ze weisen, datt all Beruff an all Hobby ka vun all Mënsch ausgeübt ginn, onofhängeg vu sengem Geschlecht.

Als oppen an tolerant Gesellschaft ass et wichteg, d'Mënschen an hirer Individualitéit ze respektéieren an ze akzeptéieren, och wa si net dem binäre Geschlecht ugehéieren. Säit 2015 assuréiert de Familljeministère d'Coordination politique en faveur des personnes LGBTIQ.

D'Regierung huet an deem Kontext och e « Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes » ugeholl.[11]

De MEGA huet eng ganz Partie Instrumenter a Material entwéckelt, déi net nëmmen eng Hëllefsstellung bidden, fir mat de Jonke ganz oppen iwwert d'Theema vun der Egalitéit ze schwätzen, mee si och an der Entwécklung vun hire Kompetenzen an hiren Interessen ze ënnerstëtzen.

Sou fokusséiere sech eis Pixi-Bicher an d'Broschür inhaltlech op verschidden Aspekter vun der Gläichstellungsthematik a fërdere gläichzäiteg och Kompetenze wéi d'Liesverständnis an d'Héierverständnis.

Genee esou gëtt och déi tëschemënschlech Verbindung tëscht Elteren/Enseignant(e)n/Educatricen an Educateure gestäerkt, well soit duerch d'Virliese soit duerch d'Mateneeschwätzen, déi sozial Entwécklung vun de Kanner ënnerstëtzt.

Nieft de kognitive Kompetenze ginn och sougenannte „soft skills" trainéiert.

Och eis kuerz Videoe reflektéieren eng ganz Rei Stereotyppen aus dem Alldags- a Beruffsliewen. Och hei ass et d'Zil, op eng participativ Manéier mat de Jonken an d'Gespréich ze kommen an hinnen hiert kritescht Denken ze fërderen, fir sech mam Theema selbstständeg auserneenzesetzen.

An den Atelieren spillen déi uewegenannt Outilen eng zentral Roll, fir déi Jonk altersgerecht an op eng spilleresch Manéier un d'Theema vun der Egalitéit erunzeféieren. Heibäi setze mir ganz kloer op d'Participatioun vun deene Jonken, zum Beispill d'Fro, ob et e Beruff gëtt, dee just vu Fraen oder just vu Männer kann ausgeübt ginn.

D'Material, dat den Elteren an dem edukative Personal zur Verfügung gestallt gëtt, baséiert op enger aktiver Participatioun vun de Jonken an den Erwuessenen. Béid Deeler spillen eng zentral Roll, wann et ëm d'Vermëttlung vu Kompetenzen an Inhalter geet.

D'Inhalter souwéi weidert Material zum Theema Educatioun an Egalitéit sinn um Site www.rockmega.lu erëmzefannen.

Ech wëll nach emol betounen, datt et net dorëms geet, d'Mënschen all „gläich ze maachen".

D'Mënsche sinn net gläich, awer gläichwäerteg. Si hu gläich Rechter an si virum Gesetz gläich. Dëse Gläichstellungsprinzip ass an eiser Verfassung fest verankert an et gëllt, dëse Prinzip an alle gesellschaftlechen Niveauen ëmzesetzen an ze liewen.

Gläichstellung vun de Geschlechter, sozial Gerechtegkeet, Gewaltfräiheet a Selbstbestëmmung - dat si fir mech d'Grondviraussetzungen an enger fräiheetlecher Gesellschaft.

Dofir ass et wichteg, bei deene Jonken unzesetzen. Rollebiller, Stereotyppen a rigid Klischeeën, déi sech op Geschlechter bezéien, däerfen op kee Fall d'Verwierklechung vum volle Potenzial bei Meedercher a Jongen hemmen.

Ech wëll an deem Kontext op ee ganz wichtege Punkt aus dem aktuelle Regierungsprogramm verweisen, an deem et heescht:

« Il sera veillé à favoriser la mixité et l'égalité des genres, ainsi qu'à prévenir les comportements sexistes et harcèlements sexuels. L'éducation à l'égalité des genres sera intégrée dans l'ensemble des différents ordres d'enseignement et de formation afin de toucher tous les acteurs concernés. »

Hei gëtt ganz kloer ervirgestrach, datt zu enger moderner Educatioun, an däer Kärkompetenzen untrainéiert ginn, och d'Vermëttlung vu Wäerter, Rechter a Flichten an domat och de Respekt vun der Egalitéit tëschent Geschlechter gehéiert.

Egalitéit a Sozialisatioun fänken net eréischt un, wann ee mat studéieren ufänkt oder an d'Beruffsliewe geet, mee scho virdrun an der Schoul, am Frëndeskrees an natierlech och doheem bei Elteren a Famill.

D'Elteren an d'Ëmfeld vun engem Kand spille bei der Sozialisatioun eng geneesou grouss Roll wéi d'Schoul, de Sport oder d'Kultur. Deemno stinn hei eng ganz Rei Facteure komplementar zoueneen an ënnerstëtzen d'Entwécklung vun engem Mënsch.

- Doriwwer eraus beseet den Artikel 23 vun der Konstitutioun, datt all Kand e Recht op Bildung huet an domat och de Staat seng Verantwortung ze droen huet, eng adequat Bildung fir jiddwereen ze garantéieren. Ënner adequater Bildung versteet d'Regierung, datt:

- all Kand déi selwecht Chancë vum Liewensufank un huet,

- all Kand eng qualitativ héichwäerteg Educatioun offréiert kritt,

- all Kand d'Méiglechkeet gebuede kritt, seng individuell Fäegkeeten ze entwéckelen.

Question 4021 (06.04.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique :**

Aus engem Urteel vun der Cour administrative ass leschten Dënschdeg ervirgaangen, datt den Innenministère véier Posten an de Budgeten 2019 an 2020 vun der Gemeng Ëlwen zu Onrecht gestrach huet. Et geet an deem Kontext ëm den Entretien an d'Hëtze vun de fënnef Kierchen an dräi Kapellen, déi der Gemeng Ëlwe gehéieren.

Laut der Konventioun tëscht dem Staat an dem Kierchefong wär et enger Gemeng net erlaabt, de Kierchefong ze ënnerstëtzen. De Buergermeeschter huet an deem Kontext allerdéngs betount, datt d'Gemeng Intressi huet um Entretien vun dëse Gebaier, déi iwwerdeems och nach der Gemeng gehéieren. D'Ëlwener Gemeng krut doropshin an zweeter Instanz vum Verwaltungsgeriicht Recht.

An deem Zesummenhang hätte mir follgend Froen un d'Madamm Banneminister:

1. Ergi sech aus deem uewe genannten Urteel och Konsequenze fir aner Gemengen?

2. Wa jo, ginn elo all déi Gemengen, déi an engem änleche Fall sinn, iwwert déi nei Faiten, déi sech aus dësem Urteel erginn hunn, informéiert?

3. Wéi eng allgemeng Konklusiounen zitt d'Madamm Minister aus dësem Urteel, besonnesch am Hibléck op d'Gemengebudgeten?

Réponse (30.04.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Deputéiert informéiere sech iwwert den Arrêt vun der Cour administrative vum 30. Mäerz 2021, N° 44362 vum Rôle, an enger Affär, déi d'Prise en charge vun de Fonctionnements-, Ënnerhalts- a Conservatiounskäschte vun de Kierchegebaier betrëfft.

De Gemengerot vun Ëlwen huet a sengem Budget Kreditter gestëmmt, fir d'Fraise fir Waasser, Elektresch, Botzen an Heizen a verschiddene Kierchegebaier kënnen ze iwwerhuelen. Dës Kierchegebaier erfëllen, ënner anerem, reliéis Zwecker a sinn dem Kierchefong ouni Konventioun zur Verfügung gestallt ginn. Am Budget rectifié 2019 an am Budget 2021 hunn ech déi Kreditter redresséiert. Dës Redressementer si vun den administrative Riichter annuléiert ginn. De Budget rectifié vun 2019 an de Budget 2021 vun der Gemeng Ëlwe ginn doropshin arrêtéiert.

ad 1. Duerch d'Autorité relative de la chose jugée huet den Arrêt keen Impakt op Redressementer, déi virdru bei de Budgete vun anere Gemenge gemaach gi sinn, déi op ee Recours bei der Cour administrative verzicht hunn. D'Konklusioune vun de Riichter ginn awer an Zukunft am Kader vun der administrativer Surveillance iwwert d'Gemengen consideréiert, wann et ëm d'Appreciatioun vun der Legalitéit vun de Konventiounen tëschent dem Fong an de Gemengen an de Budgete vun de Gemenge geet.

ad 2. + 3. D'Gemenge sinn den 30. Abrëll 2021 all mat der Circulaire N° 3989, déi och um Internetsite vum Inneministère disponibel ass[12], iwwert den Arrêt vum 30. Mäerz 2021 informéiert ginn, esou wéi och iwwert d'Konklusiounen, déi sech doraus erginn, wat d'Opstelle vun de Budgeten ugeet, notamment vun de Kreditter fir déi uewe genannte Käschten.

Question 4022 (06.04.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **congé payé en cas de fausse couche :**

Lorsqu'une femme tombe enceinte, l'annonce du nouveau membre de famille est pour le couple très souvent source de joie, et les parents futurs commencent à tout préparer pour l'arrivée du nouveau-né. Or, malheureusement, toutes les grossesses ne sont pas sans complications.

Au Luxembourg, un enfant né vivant est inscrit sur les registres de l'état civil endéans les cinq jours qui suivent l'accouchement. Si l'enfant meurt après son inscription, l'enfant est considéré être doté de tous les droits d'une personne juridique. Suivant l'article 79-1 du Code civil, si l'enfant est mort-né, « l'officier de l'état civil établit un acte d'enfant sans vie. Cet acte est inscrit à sa date sur les registres de décès », énonçant entre autres des détails tels le jour, l'heure, le lieu de l'accouchement ainsi que le sexe ou les noms de l'enfant. L'inscription de ces détails peut aider les parents à assimiler la mort du nouveau-né qu'ils n'ont pas eu l'opportunité de connaître et dont ils pleurent le départ prématuré.

En mars 2021, la Nouvelle-Zélande a approuvé une nouvelle législation donnant droit aux femmes faisant une fausse couche ou donnant naissance à un enfant mort-né, et à leur conjoint, à un congé spécial payé de trois jours, ceci dans le but de permettre aux couples de se remettre de la perte de leur enfant futur. Un congé maternité similaire existe au Québec à cette même fin, donnant droit à un congé maternité de 18 semaines si l'arrêt de la grossesse est survenu à compter de la 20e semaine.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien de cas de fausses couches et d'enfants mort-nés y a-t-il au Luxembourg par année ?

2) Est-ce que les parents de nouveau-nés décédés avant leur inscription sur les registres de l'état civil ont également droit à des jours de congés extraordinaires ?

3) Dans la négative, y a-t-il des réflexions, à l'instar de l'exemple de la Nouvelle-Zélande, d'accorder aux femmes ayant souffert une fausse couche ou l'accouchement d'un enfant mort-né ainsi qu'à leur conjoint des congés exceptionnels ?

Réponse commune (06.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Sur recommandation d'Euro-Peristat (Réseau européen des registres nationaux de santé périnatale), le Registre de surveillance de la santé périnatale au Luxembourg collecte des données pour toute naissance (naissances vivantes ou mortinaissances) suite à une grossesse d'au moins 22 semaines d'aménorrhée.

Or, la plupart des fausses couches ont lieu avant la 22e semaine d'aménorrhée. Ce registre, ne documentant que les fausses couches tardives ayant lieu durant la 22e et 23e semaine d'aménorrhée, n'est pas un outil permettant de reporter de manière exhaustive et représentative l'ensemble des fausses couches.

Les données 2020 (p) du Registre des causes de décès à notre disposition, et dont le contrôle qualité et la validation n'ont pas encore été opérés, sont à considérer avec réserve :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) + 3) Il y a d'abord lieu de noter que ces questions ont été déjà posées par l'honorable Députée Francine Closener dans sa question parlementaire n° 3990 à laquelle le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a répondu en date du 15 avril 2021.

Actuellement, un congé extraordinaire qui s'appliquerait au cas de figure décrit par les honorables Députés n'existe pas dans le Code du travail.

L'introduction d'un tel congé n'est pas prévue dans l'accord de coalition 2018-2023.

Cependant, le Gouvernement se montre ouvert de discuter avec les partenaires sociaux l'introduction d'un congé extraordinaire pour les salariés ayant souffert une fausse couche ou en cas d'accouchement d'un enfant mort-né.

Question 4023 (06.04.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **personnes intersexes :**

La brochure « Let's talk about sex! » publiée par le Ministère de la Santé en 2020 définit une personne intersexe comme étant née « avec des caractères sexués qui ne correspondent pas aux définitions binaires types des corps masculins ou féminins ».

Selon le « Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes », « parmi les 6.050 enfants nés au Luxembourg en 2016, jusqu'à 103 enfants présentent une variation des caractéristiques sexuées ». Alors que la majorité des enfants intersexes sont nés en bonne santé et malgré les effets négatifs sur les plans physique ainsi que psychosocial, des enfants intersexes sont soumis à des opérations d'assignation de sexe irréversibles dans au moins 21 pays de l'Union européenne.

Dans l'accord de coalition 2018-2023 il est convenu que « les interventions chirurgicales ou médicales chez les mineurs incapables de discernement et chez qui le sexe biologique ne peut pas être clairement déterminé seront interdites par la loi, sauf les cas de nécessité vitale ».

En Allemagne, le Gouvernement a présenté en décembre 2020 un premier projet de loi (Gesetzesentwurf 19/24686) destiné à protéger les enfants nés avec des variations des caractéristiques sexuées, à sauvegarder leur droit d'autodétermination de genre et à interdire des traitements ciblés de changement de sexe pour les enfants concernés. Une demande annexée réclame des fonds de compensation pour indemniser les personnes ayant été assujetties à une telle intervention sans leur consentement préalable.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Madame la Ministre de la Justice et Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Mesdames les Ministres peuvent-elles fournir des informations sur le nombre de nouveau-nés intersexes au Luxembourg par an pendant les cinq dernières années ?

2) Combien de ces enfants ont subi des opérations d'assignation ?

3) Existe-t-il des recommandations de la part du Ministère de la Santé pour les hôpitaux et le personnel médical sur la manière comment guider et informer au mieux les parents d'enfants intersexués ?

4) En attendant l'introduction de nouvelles dispositions légales, le Ministère de la Santé décourage-t-il d'ores et déjà activement la pratique d'assignation de sexe dans les hôpitaux ?

5) Quel est l'état d'avancement de l'élaboration d'un projet de loi visant à interdire l'assignation d'un sexe chez les nouveau-nés tel que prévu par l'accord de coalition ? Pour quand un tel projet de loi pourrait-il être déposé à la Chambre des Députés ?

6) À l'instar de l'initiative allemande, est-il prévu d'introduire la possibilité d'un dédommagement pour les personnes ayant subi une telle intervention sans leur consentement ?

---

9 https://mega.public.lu/fr/publications/publications-ministere/2020/plan-d-action-national-egalite.htm

10 De MEGA huet 2019 an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg eng Etüd veréffentlecht, déi d'Grënn an d'Facteuren analyséiert, déi zu der Konstruktioun vu Stereotyppe bei deene Jonke féieren. https://mega.public.lu/dam-assets/fr/societe/letzstereotype18/Letzstereotype18-Abschlussbericht.pdf

11 https://mfamigr.gouvernement.lu/dam-assets/publications/plan-strategie/lgbti/PAN-LGBTI.pdf

12 https://mint.gouvernement.lu/fr/Circulaires/circulaires-2021/janvier-juin.html

Réponse commune (07.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) + 2) Le Ministère de la Santé ne détient pas de chiffres précis concernant le nombre d'enfants intersexes nés au Luxembourg.

D'après les informations dont disposent le Ministère de la Santé, trois interventions chirurgicales ont été pratiquées au Luxembourg ces dernières six années sur des enfants intersexes. Ces trois enfants ont tous été opérés en raison d'un syndrome adréno-génital avec assignation de sexe. À noter que le syndrome adréno-génital est une maladie congénitale des glandes surrénales qui, si elle n'est pas traitée, dans certains cas, peut-être fatale pour l'enfant concerné.

Au cours des dernières années, un trouble du développement sexuel a pu être constaté chez un quatrième enfant hospitalisé pour une hernie inguinale. Cet enfant n'a subi aucune intervention chirurgicale ni au niveau des organes génitaux, ni des gonades c.-à-d. des glandes sexuelles.

ad 3) À noter dès l'ingrès que l'accord de Gouvernement de 2018 entend clairement donner suite à une motion du 25 juillet 2018 votée par la Chambre des Députés qui prévoit e. a. de charger le Comité interministériel LGTBI de se pencher sur les objectifs et les actions concernant les personnes intersexes en vue de légiférer en la matière dans les meilleurs délais, notamment en ce qui concerne l'accessibilité des traitements médicaux d'assignation de sexe à un âge où les personnes intersexes sont en mesure de donner leur consentement libre et éclairé, et d'en garantir le remboursement, ainsi qu'en ce qui concerne l'interdiction des traitements sans urgence vitale pratiqués sans le consentement des personnes concernées.

Le Ministère de la Santé n'a pas émis de recommandations spécifiques à l'adresse du corps médical concernant la manière de guider et d'informer au mieux les parents d'enfants intersexes. Le corps médical se base toutefois sur les recommandations des diverses associations médicales spécialisées.[13] À noter encore que le Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes prévoit l'élaboration d'un protocole - en collaboration avec les personnes intersexes, les organisations les représentant et les représentants des différents professionnels de la santé concernés - pour annoncer l'intersexuation et un protocole d'information en amont de tout traitement médical demandé. Ces deux protocoles sont fondés sur les droits fondamentaux des enfants intersexes et leur mise en œuvre sera confiée à une équipe multidisciplinaire.

Pour être complet, il échet encore de rappeler que le Gouvernement, par le biais du Ministère de la Famille et de l'Intégration, lance régulièrement des actions de sensibilisation autour de l'intersexuation. On peut citer parmi ces actions la campagne de sensibilisation à l'attention du grand public accessible sur le site Internet www.intersexe.lu lancée en 2018. Cette campagne comprend un dépliant à l'attention des parents d'enfants nés intersexes. Sur initiative du Ministère de la Famille et de l'Intégration, le service de consultation Familljen-Center ASBL propose depuis 2018 des consultations aux parents d'enfants intersexes et aux personnes intersexes. En février 2020, le ministère a organisé, en collaboration avec le Familljen-Center ASBL, une formation sur l'intersexuation à l'attention des professionnels des domaines psycho-socio-éducatifs et des sages-femmes.

ad 4) La position du Gouvernement en général et du Ministère de la Santé en particulier découlent à suffisance de l'accord du Gouvernement de 2018 précité.

ad 5) Un groupe de travail interministériel, composé de représentants des ministères de la Santé, de la Famille et de l'Intégration, ainsi que de la Justice, a été chargé d'élaborer un avant-projet de loi qui pourrait être soumis au Conseil de Gouvernement d'ici la fin de l'année.

ad 6) Au vu de l'état des travaux, il est encore trop tôt pour répondre à cette question.

Question 4024 (06.04.2021) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **communication des résultats de la session d'hiver 2020-2021 de l'examen-concours pour l'admission au stage pédagogique des lycées :**

Le recrutement des enseignants-fonctionnaires se fait par voie d'un examen-concours pour l'admission au stage pédagogique des lycées, organisé par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Par le passé, les épreuves de classement des sessions d'hiver se sont déroulées généralement en janvier, de sorte que la communication des résultats aux candidats put se faire au début du mois de février.

Or, selon un calendrier prévisionnel disponible sur le portail « govjobs.lu », les épreuves de classement de la session d'hiver 2020-2021 ont eu lieu entre le 18 janvier et le 15 mars 2021.[14] Selon mes informations, les candidats attendent encore actuellement la communication de leurs résultats. Il me revient dans ce contexte également que certains d'entre eux aient été informés - sur demande auprès du ministère - que des problèmes de nature « technique » auraient retardé le processus administratif.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Est-il vrai que cette année, les épreuves de classement se sont déroulées pendant un laps de temps plus long que d'habitude ? Dans l'affirmative, quelles en ont été les raisons ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les résultats de la récente session d'hiver de l'examen-concours n'ont pas encore été communiqués aux candidats ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

3) Quand est-ce que la communication des résultats aura lieu ?

Réponse (11.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement grand-ducal du 22 septembre 1992 déterminant les modalités des concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, les épreuves de classement de la session 2021 du concours de recrutement des enseignants-fonctionnaires ont eu lieu entre le 18 janvier et le 15 mars 2021. Par rapport aux années précédentes, le laps de temps consacré aux épreuves de classement n'a pas varié.

Concernant la communication des résultats de la session en question, celle-ci est intervenue entre le 25 février 2021 et le 19 avril 2021. Le retard dans la communication de certains résultats s'explique par un problème informatique ayant rendu temporairement inutilisable le logiciel traitant les résultats.

Question 4025 (06.04.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **piste cyclable nationale (PC22) :**

Nodeems den éischten Deel (Bëttel–Fouhren) vum nationale Vëloswee 22 well 2005 fäerdeg gouf, sollten den zweeten Deel (Fouhren–Tandel) an den drëtten Deel (Tandel–Bleesbréck) direkt duerno an Ugréff geholl ginn. Allerdéngs ass bis haut ausser dem Bau vun enger Schutzvirriichtung fir Fliedermais am Tunnel zu Fouhren (2017) an e puer Honnert Meter Pist zu Tandel näischt geschitt, well de Staat no 16 Joer Verhandlunge mat de Proprietären d'Terrainen nach ëmmer net all huet.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Mobilitéits- a Bauteminister stellen:

- Wou sinn d'Verhandlunge mat de Proprietären am Moment drun?

- Wéi vill Parzelle sinn nach net am Besëtz vum Staat?

- Wéi eng Moossname plangt den Här Minister ze huelen, fir den duerchgängege Bau vum Vëloswee 22 virunzedreiwen?

- Sollt et net méiglech sinn, sech déi fir de Bau vun der Piste cyclable (PC) 22 néideg Parzellen all an engem raisonnabelen Delai zu eegen ze maachen, wat plangt den Här Minister dann ze ënnerhuelen? Gëtt de Projet ad acta geluecht oder gëtt en neien Tracé festgeluecht?

- Sollt den aktuellen Tracé awer nach kënne realiséiert ginn, wéi soll d'Verbindung mat der Piste cyclable 16 (Dikrech–Reisduerf) op der Bleesbréck hiergestallt ginn?

- Wat ass de viraussiichtleche Käschtepunkt vun der PC22 tëschent Fouhren a Bleesbréck?

- Wéi laang kéinten d'Aarbechten daueren, wa se da bis an Ugréff geholl sinn?

Réponse (19.05.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Verhandlunge mat de Proprietäre vun den néidege Grondstécker sinn am Kompetenzberäich vum Comité d'acquisition vum Finanzministère. Momentan läit nach keng Eenegung mat all de Proprietäre vir.

D'modifizéiert Gesetz vum 28. Abrëll 2015 betreffend den nationale Vëlosreseau gesäit vir, dass landeswäit no an no ee Reseau vu Vëlospiste gebaut respektiv ausgebaut gëtt, woubäi de Vëlo als vollwäertegt Transportmëttel ugesi gëtt, mam Zil, säin Undeel un den alldeeglechen Deplacementer ze erhéijen. Aus deem Grond soll och d'Vëlospist PC22 wéi geplangt verwierklecht ginn.

Well d'Verhandlunge mat de Proprietäre vun de Grondstécker sech awer als méi schwiereg erweisen, ka vum Staat, wa sech keng Eenegung sollt erginn, op d'Méiglechkeet vun der Enteegnungsprozedur zeréckgegraff ginn. Aner Optiounen, wéi zum Beispill d'Festleeë vun engem anere Verlaf, géifen d'Situatioun nach méi komplizéiert maachen an et géif een ënner anerem nach méi Grondstécker brauchen, wat rëm déi nämmlecht Problematik mat sech bréngt.

Fir d'Verbindung mat der N17/PC16 (Dikrech–Reisduerf) op der Bleesbréck hierzestellen, ass follgende Verlaf virgesinn:

Vun der Bleesbréck gekuckt verleeft d'Vëlospist westlech vum Camping als éischt parallell zur Blees a Richtung Norden, wou se op den CR353 trëfft an dësen transitéiert, uschléissend verleeft se kuerz iwwert den CR353B respektiv parallell zur N17 a Richtung Tandel.

No der Traversée vun Tandel verleeft d'Vëlospist rëm parallell zur N17 a schliisslech geet et iwwert déi al Eisebunnsstreck bis op Fouhren (Tunnel matabegraff).

Vum finanzielle Standpunkt hier beleeft sech de viraussiichtleche Käschtepunkt vum Vëloswee tëscht Fouhren an der Bleesbréck, reng fir de Bau, op 1.650.000 € TTC. Fir d'Aarbechte sinn eng 300 Deeg virgesinn.

Question 4026 (06.04.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **recommandations pour la vaccination de la « STIKO » :**

An Däitschland huet d'STIKO (Ständige Impfkommission am Robert Koch-Institut) den 1. Abrëll hir véiert Aktualiséierung vun de Covid-19-Impfempfeelungen erausbruecht.

Heiran heescht et:

„Auf Basis der derzeit verfügbaren, allerdings noch begrenzten Evidenz und unter Berücksichtigung der gegenwärtigen pandemischen Lage empfiehlt die STIKO, die Covid-19 Vaccine AstraZeneca für Personen im Alter ≥ 60 Jahren zu verwenden. Der Einsatz der Covid-19 Vaccine AstraZeneca für eine erste oder zweite Impfstoffdosis unterhalb dieser Altersgrenze bleibt indes nach ärztlichem Ermessen und bei individueller Risikoakzeptanz nach sorgfältiger Aufklärung möglich. Bislang liegen keine Daten zum Risiko bei der Zweitimpfung vor. Hinsichtlich der zweiten Impfstoffdosis für jüngere Personen, die bereits eine erste Dosis der Covid-19 Vaccine AstraZeneca erhalten haben, gibt es noch keine wissenschaftliche Evidenz zur Sicherheit und Wirksamkeit einer heterologen Impfserie. Bis entsprechende Daten vorliegen empfiehlt die STIKO, bei Personen im Alter < 60 Jahren anstelle der zweiten AstraZeneca-Impfstoffdosis eine Dosis eines mRNA-Impfstoffs 12 Wochen nach der Erstimpfung zu verabreichen."

De Grond fir dës nei Recommandatioune sinn d'Optauche vu vereenzelte Fäll vun thromboembboleschen Niewewierkungen no Impfunge mam AstraZeneca gewiescht, vun deene virun allem Persoune betraff waren, déi ënner 60 Joer al waren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung déi genannte Recommandatioune bekannt?

Wäert opgrond vun dëse Recommandatiounen eng Adaptatioun vun der lëtzebuergescher Impfstrategie virgeholl ginn?

2. D'Vertrauen an den Impfstoff huet och en Impakt op d'Impfbereetschaft.

Wéi vill Persounen, déi e Rendez-vous an engem Impfzenter haten oder op enger Lëscht stoungen, fir an engem Spidol oder Alters- a Fleegeheem geimpft ze ginn, hu sech, wéi se gewuer gi sinn, dass si just mam AstraZeneca-Impfstoff geimpft kéinte ginn, géint eng Impfung entscheet?

Wéi vill Prozent vun de Persounen, déi insgesamt geimpft goufen/hätte kéinte geimpft ginn, entsprécht dat?

3. Wéi wäert d'Regierung op dat sénkend Vertrauen an den AstraZeneca-Impfstoff reagéieren?

Réponse (06.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Opgrond vun den Erkenntnisser, déi den honorabelen Deputéierte mentionéiert, huet de Conseil supérieur des maladies infectieuses sech an engem Avis vum 12. Abrëll dofir ausgeschwat, datt den Impfstoff Vaxzevria soll weiderhi fir Leit iwwer 55 Joer verimpft ginn. Fir Leit vu manner wéi 30 Joer soll den Impfstoff wa méiglech net agesat ginn, egal ob dës Leit eng Vulnerabilitéit opweisen oder net. Bei Leit zwëschent 30 a 54 soll dësen Impfstoff och net agesat ginn, wa si keng Vulnerabilitéit opweisen. Bei Leit zwëschent 30 a 54 Joer, déi vulnerabel sinn, soll den Impfstoff awer kënnen agesat ginn, wa keen ARNm-Impfstoff disponibel ass, well d'Risiken, déi dës Leit opgrond vun hirer Vulnerabilitéit hunn, de Risk vu Komplikatioune wéinst der Impfung iwwerweien.

D'Regierung huet decidéiert, deene Leit zwëschent 30 a 54 Joer, déi trotzdeem mam Impfstoff Vaxzevria wëlle geimpft ginn, d'Méiglechkeet ze ginn, dëst ze maachen, andeems si sech fir dësen Impfstoff aschreiwen.

ad 2. De Gesondheetsministère verweist op déi gemeinsam Äntwert vum Staatsminister a vun der Gesondheetsministesch op déi urgent parlamentaresch Fro Nr. 4106.

ad 3. Och wann d'Regierung bis elo kee gréissere Vertrauensverloscht vun de Bierger vis-à-vis vum Impfstoff vun AstraZeneca feststelle konnt, investéiert si an eng proaktiv a cibléiert Informatiounscampagne vis-à-vis vun den Impfstoffer allgemeng. Wat den Impfstoff vun AstraZeneca betrëfft, huet Lëtzebuerg, konform zu de Recommandatioune vun der europäescher Medikamentenagence, grousse Wäert drop geluecht, am Detail zu verschiddenen Aspekter ze kommunizéieren. Esou goufen zum Beispill zwee Podcaste mat medezinneschen Experten zu AstraZeneca diffuséiert. De 29. Abrëll huet och ee Lunchtalk erlaabt, op d'Froe vum Grand Public zu Vektorimpfstoffen anzegoen an esou eventuellt Mësstrauen an ee Kontext ze setzen. E weidere Lunchtalk huet erlaabt, op Froen diesbezüglech vum medezinnesche Personal anzegoen. Des Weidere sinn dräi Newsletteren iwwer AstraZeneca un d'Gesondheetsberuffer an de Grand Public vun der Direction de la santé geschéckt ginn. Doriwwer eraus hu sech fënnef Expertsvideoen, eng „social media story" an eng Rei vu „Facebook lives" mam Theema AstraZeneca auserneegesat.

Question 4027 (06.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **coopération au développement entre la République du Niger et le Grand-Duché de Luxembourg :**

Am Kader vun der Entwécklungshëllef ass den Niger e Kooperatiounspartner vum Groussherzogtum. Säit de ganz ëmstriddene Presidentschaftswale vum 21. Februar 2021, bei deenen ënner anerem siwe Membere vun der Walkommissioun gewaltsam ëm d'Liewe koumen, gëtt d'Land vun extreeme politesche Spannungen erfaasst. Säit Ufanks des Joers goufen 300 Leit duerch Iwwerfäll ëmbruecht. Den Terrorismus stellt säit Joren eng Gefor fir déi bannenzeg Sécherheet duer. Am Korruptiounsindex vun „Transparency International" steet d'Land op Plaz 123. Trotzdeem war am Artikel „Asselborn reist in den Niger", deen den 2. Abrëll am Tageblatt publizéiert gouf, ze liesen, datt den Här Bausseminister d'Amtsaféierung vum neie President als „ersten friedlichen und demokratischen Machtwechsel in Niger seit seiner Unabhängigkeit von 1960" bezeechent a sur place un der Zeremonie participéiert hätt.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Kooperatiounsminister an un den Här Bausseminister:

1. Op wéi engen Donnéeë respektiv Rapporte berout déi uewen zitéiert Aschätzung vum Här Bausseminister?

2. Wéi schätzt d'Regierung déi aktuell Sécherheetssituatioun am Land an? Besteet eng eventuell Gefor fir Lëtzebuerger Bierger, déi sech am Kader vun der Kooperatiounspolitik sur place ophalen?

3. Huet den Ausgang vun der Wal en Afloss op d'Kooperatiounspolitik vun der Regierung? Wéi begrënnt sech hir Aschätzung?

4. Wéi ee Montant un ëffentleche Gelder huet Lëtzebuerg säit 2013 insgesamt un den Niger iwwerwisen? Firwat goufen des Gelder iwwerwisen, obwuel den Niger no Ausso vum Här Asselborn zu deem Zäitpunkt net iwwer eng demokratesch legitiméiert Regierung verfüügt huet?

5. U wéi eng Partner ginn déi ëffentlech Gelder sur place konkreet iwwerwisen? Mat wéi engem Verwendungszweck?

6. Gëtt et en Audit zu der Verwendung vun deenen iwwerwisene Gelder?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Eis Aschätzung berout op internen EU-Rapporten an op den Analyse vun onsem diplomatesche

---

[13] Varianten der Geschlechtsentwicklung Leitlinie der der Deutschen Gesellschaft für Urologie (DGU) e.V., der Deutschen Gesellschaft für Kinderchirurgie (DGKCH) e.V., der Deutschen Gesellschaft für Kinderendokrinologie und -diabetologie (DGKED) e.V. de juillet 2016

[14] https://govjobs.public.lu/fr/examen-concours/secteur-etatique/enseignement/enseignement-secondaire/inscription.html

Reseau am Sahel, besonnesch vun onse lëtzebuergesche Mataarbechter am Niger, dat schonn iwwer 30 Joer e Partnerland vu Lëtzebuerg ass. Et ass eng Tatsaach an historesch nozeweisen, dass d'Amtsaféierung vum neie President Mohamed Bazoum den 2. Abrëll 2021 zu Niamey den éischten demokratesche Muechtwiessel tëschent zwee gewielte Presidenten am Niger säit senger Onofhängegkeet duerstellt. Dës Tatsaach ass och vu sämtleche Partner vum Niger, ënner anerem vun der UNO, ënnerstrach ginn.

ad 2. Am Niger ass d'Sécherheetslag ewéi an der gesamter Sahel-Regioun scho säit Längerem volatill an dschihadistesch Attacken hu sech a verschiddenen Zone verschäerft. De Niger ass e laangjärege Partner vu Lëtzebuerg a sou bleift d'Sécherheet, d'Stabilitéit an d'Entwécklung vum Land eng laangfristeg Prioritéit an eiser bilateraler Zesummenaarbecht. Lëtzebuerg huet och an deene leschte Jore verstäerkt an d'Sécherheet vu sengen Ambassaden a Mataarbechter an Afrika investéiert. D'Sécherheetsuweisungen un d'Mataarbechter vun der lëtzebuergescher Ambassade zu Niamey gi reegelméisseg ugepasst, fir d'Geforen op e Minimum ze reduzéieren. Den Ausseministère steet och am reegelméissege Kontakt mat de lëtzebuergeschen ONGen an Agencen an huet hinnen och zousätzlech budgetär Moyenen zur Verfügung gestallt, fir hir eege Sécherheetsmesuren ze verstäerken.

ad 3. Déi lëtzebuergesch Kooperatiounspolitik huet sech als Haaptzil gesat, zur Reduktioun respektiv zur Eliminatioun vun der extremer Aarmut bäizedroen a konzentréiert seng Interventiounen op eng limitéiert Zuel vu prioritäre Partnerlänner, haaptsächlech déi am mannste fortgeschratt Länner (pays les moins avancés) a West-Afrika an der Sahel-Regioun. Fir dat Zil ze erreechen, konzentréiert sech déi lëtzebuergesch Kooperatiounspolitik op véier Thematiken: Zougang op basis sozial Servicer (Basis-Sozialservicer), sozioekonomesch Integratioun vu Fraen a Jonker, inklusiven an durabele Wuesstem an inklusiv Gouvernance. Mat eise Partnerlänner, zu deenen den Niger och gehéiert, gëtt eis Entwécklungszesummenaarbecht am Kader vun de sougenannte Programmes indicatifs de coopération (PIC) festgehalen. Fridden a Stabilitéit fir d'lokal Bevëlkerung wäerte weiderhi wichteg Objektiver vun eiser Zesummenaarbecht och mam Niger bleiwen, an déi ënnert den aktuellen Ëmstänn ëmsou méi relevant sinn.

ad 4. Lëtzebuerg ënnerstëtzt den Niger am Kampf géint den Extremismus an den Terrorismus, genee wéi an der Verdeedegung vun eise gemeinsame Wäerter vu Fridden, Demokratie, Mënscherechter a Gerechtegkeet. Mir weisen drop hin, datt de rezente Muechtwiessel am Niger e friddlechen an demokratesche Wiessel tëschent zwee demokratesch gewielte Presidente war. D'Presidentschaftswale vun Dezember 2020 a Februar 2021 si vun internationalen Observateuren, dorënner d'Union africaine, d'OIF an d'CEDEAO als konsensuell, transparent an inklusiv bezeechent ginn.

Zanter 2013 sinn am Kader vun der Entwécklungshëllef mam Niger insgesamt knapp 200 Milliounen Euro investéiert gi mam Zil, zur dauerhafter Entwécklung vun dem Partnerland bäizedroen.

ad 5. An der Ëmsetzung vu senger Entwécklungspolitik berifft Lëtzebuerg sech op d'Expertise vu verschiddene Partner, dorënner eis national Entwécklungsagence Lux-Development, multilateral UNO-Agencen a lëtzebuergesch oder international Entwécklungs-ONG. Am Kader vum aktuelle PIC mam Niger ginn d'Gelder an de Beräicher vum Waasser an Assainissement, Educatioun a Formatioun, Gouvernance a rural Entwécklung investéiert. Nieft der klassescher Entwécklung ginn och déi humanitär Besoine berécksiichtegt, wéi dat nach 2020 de Fall war no de katastrophalen Iwwerschwemmungen am Niger.

ad 6. All PIC wéi och all Programm, deen am Kontext vun der Ëmsetzung vun der lëtzebuergescher Kooperatiounspolitik ënnerstëtzt gëtt, gëtt evaluéiert an auditéiert.

Question 4031 (07.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **distribution de comprimés d'iode :**

Am Oktober 2014 gouf eng éischt Distributionscampagne vu Kaliumiodidtablette gestart. Laut Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2618 huet de Lëtzebuerger Staat deemools 2,5 Millioune Pëlle kaaft gehat. Ronn 182.000 Leit waren sech deemools Tabletten op hir Gemeng oder an hir Apdikt sichen. Um Site Infocrise vum Staatsministère kann ee liesen:

„Die Einnahme von Kaliumiodidtabletten ab 6 Stunden vor dem etwaigen Einatmen von radioaktivem Jod, also 6 Stunden vor dem Vorbeiziehen der radioaktiven Wolke, bietet der Schilddrüse hundertprozentigen Schutz."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Interieur a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat war de Verfallsdatum vun den 2014 verdeelte Kaliumiodidtabletten? Gedenkt d'Regierung, déi ofgelafen Tabletten ze ersetzen a gegeebenefalls eng nei Distributionscampagne ze starten?

2. 2014 kruten och 150 Entreprisë Kaliumiodidtablette verdeelt. An der Äntwert op déi deemoleg Fro heescht et:

« La commande de comprimés d'iode par les entreprises est toujours possible et la Division de la radioprotection du Ministère de la Santé continue à recevoir régulièrement de telles demandes par les entreprises. »

Wéi vill Ufroe sinn an deene leschten zwee Joer bei der Division de la radioprotection gemaach ginn?

3. Och an de Schoulen, Maison-relaisen a Crèchë goufen deemools Stocke vu Kaliumiodidtabletten opgestallt. Goufen eventuell ofgelafen Tabletten aus dëse Stocke schonn erausgeholl an ersat?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Kaliumiodidpëlle bestinn aus engem Salz, dat ënnert normale Stockagekonditioune quasi onendlech haltbar ass. 2008 huet den deemolege Gesondheetsminister den Acteure vum Jodprogramm d'Autorisatioun ginn, d'Stocke vun de Jodpëllen nëmmen am Fall vun enger „dégradation avérée" vun der Effikassitéit vum Produit ze ersetzen. Aus deem Grond hunn d'Kaliumiodidpëllen, déi 2014 un d'Bevëlkerung ausgedeelt gi sinn, just ee Produktiounsdatum (2011) a kee Verfallsdatum. D'Kaliumiodidpëlle ginn a reegelméissegen Ofstänn op d'Qualitéit an d'Haltbarkeet am Laboratoire national de santé (LNS) iwwerpréift. Déi nächst Kontroll ass fir 2021 virgesinn. Bis elo si bei deene Kontrolle keng Unzeeche vun Degradatioun festgestallt ginn. D'Pëlle ginn „en cas de besoin" ersat, zum Beispill wann d'Këschten oder d'Blister duerch e Waasser- oder Feierschued beschiedegt gi sinn.

ad 2. An de leschten zwee Joer hunn eng 15 Entreprisë Kaliumiodidpëllen ugefrot an och geliwwert kritt.

ad 3. D'Stocken, déi an de Schoulen, Maison-relaisen a Crèchë leien, ginn, soulaang keng Verschlechterung bei de concernéierte Lote festgestallt gouf, net systematesch ersat. Bei gréissere Changementer an den aktuelle Stocke gëtt aus Gestiounsgrënn deen ale Stock komplett ersat, fir een uniforme Stock ze hunn.

Question 4032 (07.04.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **examens IRM :**

Suite aux délais d'attente excessifs pour les examens IRM hors urgences avérées, le Gouvernement, en juin 2018, a autorisé quatre IRM dans les hôpitaux luxembourgeois.

- Étant donné que ces machines sont opérationnelles depuis maintenant plus d'une année, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale comment ont évolué les délais pour examens IRM dans les différents hôpitaux.

Réponse (11.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les délais pour obtenir un examen IRM ont diminué dans tous les hôpitaux du fait de l'installation d'un équipement d'IRM supplémentaire par hôpital.

Au CHdN, le délai d'attente moyen pour un rendez-vous d'IRM est passé de de 47,83 jours en janvier 2018 à 34,1 jours en janvier 2021.

Ci-dessous un schéma montrant l'évolution des différents délais de rendez-vous pour différents types d'IRM au CHdN.

(Schéma à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Au CHEM, le délai d'attente moyen pour un rendez-vous d'IRM est passé de 51 jours en 2018 à 23 jours en 2021.

(Schéma à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Au CHL, l'évolution des délais moyens de rendez-vous pour une IRM tout type d'IRM confondu a évolué de 80,08 jours en janvier 2019 vers 43,07 jours en janvier 2021.

(Schéma à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Au HRS, l'évolution des délais moyens de rendez-vous pour une IRM tout type d'IRM confondu a évolué de 73 jours en janvier 2019 vers 28 jours en janvier 2021.

(Schéma à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Question 4033 (07.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **participation des médecins vétérinaires à la campagne de vaccination de la Covid-19 :**

An engem Bréif vum 17. Dezember 2020 un d'Association des médecins vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg schreift d'Madamm Gesondheetsminister: « Il sera dès lors possible pour les médecins vétérinaires, étant des professionnels de santé et faisant partie de la réserve sanitaire, de participer à la campagne de vaccination à la Covid-19 dans les différents centres de vaccination. En ce qui concerne votre demande quant à l'accès prioritaire à la vaccination contre la Covid-19, les médecins vétérinaires étant des professionnels de santé, les vétérinaires en exercice bénéficieront prioritairement de la vaccination contre la Covid-19 au même titre que tous les autres professionnels de santé. »

De 5. Mäerz awer krut d'Association des médecins vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg een neie Bréif vun der Madamm Gesondheetsminister, an deem si schreift, datt d'Santé an der Impfcampagne net méi prioritär op d'Médecins vétérinaires géif zeréckgräifen an datt si och net méi prioritär geimpft kéinte ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wat huet d'Madamm Gesondheetsminister dozou beweegt, fir d'Médecins vétérinaires aus der Réserve sanitaire erauszehuelen an si och net méi prioritär ze impfen?

2. Ass geplangt, d'Médecins vétérinaires an enger spéiderer Phas vun der Pandemie erëm an d'Réserve sanitaire opzehuelen? Wa jo, wat fir Ëmstänn musse virleien, fir datt dës Decisioun ka geholl ginn?

3. Aus wéi engem Grond ginn d'Kinesitherapeuten an der Impfcampagne de Médecins vétérinaires virgezunn?

4. Sinn d'Médecins vétérinaires déi eenzeg diplomëiert Dokteren, déi aus der Réserve sanitaire erausgeholl goufen an deemno och net prioritär geimpft kënne ginn?

Question 4049 (08.04.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**inscription des médecins vétérinaires dans la réserve sanitaire :**

D'Médecins vétérinaires sinn zanter Enn Mäerz 2020 obligatoresch, en tant que Professionnels de santé, Deel vun der Réserve sanitaire. An deem Kontext sinn d'Médecins vétérinaires 2020 och an de Centres avancés deployéiert ginn.

De Médecins vétérinaires gouf vun der Madamm Gesondheetsministesch, duerch ee Bréif vum 17. Dezember 2020 un de Collège vétérinaire an un d'AMVL matgedeelt, datt si en tant que Professionnels de santé och Deel vun der Réserve sanitaire wieren, genausou wéi déi aner medezinnesch Beruffer a Professionnels de santé. Si géingen deemno och prioritär Accès zu den Impfunge kréien, genausou wéi déi aner medezinnesch Beruffer a Professionnels de santé. Am Artikel 9 vum Règlement grand-ducal vum 15. Dezember 2020 ass och festgehalen datt:

« En cas de circonstances exceptionnelles, telles que des épidémies, des faits de guerre ou des catastrophes, le Ministre ayant la santé dans ses attributions peut [...] accorder l'autorisation temporaire d'exercer pendant une période ne pouvant excéder douze mois les activités de : 1°médecin ou certaines activités relevant de l'exercice de la médecine aux médecins-dentistes et aux médecins vétérinaires ».

Elo gouf de Veterinären awer de 5. Mäerz 2021, erëm duerch ee Bréif vun der Madamm Gesondheetsministesch matgedeelt, datt d'Réserve sanitaire reorganiséiert gi wier an datt bis dato elo awer net virgesi wier, op d'Médecins vétérinaires zeréckzegräifen an datt dës och kee prioritären Accès zu der Impfung hätten.

D'Médecins vétérinaires wieren zwar nach ëmmer an der Réserve sanitaire, mee si wieren aus dem Cordon sanitaire erausgeholl ginn.

An Däitschland, souwuel ewéi a Frankräich, gehéieren d'Veterinären zu de Gruppe mat prioritärem Accès zur Impfung.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Aus wéi engem Grond sinn d'Médecins vétérinaires ausgeluede ginn?

- Virum Hannergrond vun der aktueller sanitärer Kris, mengt d'Regierung net, datt et evident ass, fir d'Réserve sanitaire, zu där d'Médecins vétérinaires gehéieren, zu all Moment asazbereet ze halen an dës an deem Sënn prioritär ze impfen?

- Wëssend datt d'Médecins vétérinaires, duerch hir berufflech Presenz op diversen Niveauen - Chaîne alimentaire, Santé et bien-être animal, Epidemiesurveillance, Santé publique, Laboratoires, Plan national antibiotiques - One Health - een intensiven, souwuel quantitativ wéi qualitativ, Kontakt zu villen, dacks vulnerabele Leit hunn, wou d'Anhale vun de Gestes barrières dacks net méiglech ass duerch d'Interventioun u sech, aus wéi engem Grond ginn si net méi zum Cordon sanitaire gezielt?

- Niewent de Médecins vétérinaires, wéi eng medezinnesch Professiounen a Professionnels de santé, sinn nach exclus vum Cordon sanitaire, an domadder vun der prioritärer Impfung?

Réponse (04.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dem Collège vétérinaire an der Association des médecins vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg ass de 5. Mäerz matgedeelt ginn, datt d'Veterinäre just prioritär geimpft kéinte ginn, wann si an den Impfzenteren täteg sinn. De Veterinär participéiert duerch seng alldeeglech Aktivitéit net un der Mise en place vum sougenannte Cordon sanitaire ronderëm déi vulnerabel Leit a steet och net, souwéi dat de Fall beim Gesondheets- a Fleegepersonal ass, am enken deegleche Kontakt mat vulnerabele Persounen. D'Commission nationale d'éthique hat an hirem Avis vum 29. November 2020 recommandéiert, datt just déi Gesondheetsberuffler, déi mat un der Mise en place vun dësem Cordon sanitaire participéieren, prioritär solle geimpft ginn. D'Regierung ass dëser Recommandatioun nokomm. D'Veterinären entspriechen dëser Definitioun net a kënnen also net prioritär geimpft ginn. Si wäerten also eng Invitatioun zur Impfung en fonctioun vun enger eventueller Vulnerabilitéit oder vun hirem Alter kréien.

D'Unzuel vun dem Personal, wat an den Impfzentere gebraucht gëtt, hänkt vun der Unzuel vun den disponibelen Impfstoffer of, an och wéi vill Zenteren, respektiv Vaccinatiounslinnen, kënne bedriwwe ginn. Fir de Moment kënnen déi fënnef aktivéiert Impfzentere mam medezinnesche Personal, wat aus der Réserve sanitaire aktivéiert ginn ass, fonctionéieren. Am Fall wou en zousätzlechen Impfzenter géif opgoen a weidert Personal aktivéiert misst ginn, fir ze hëllefen, ass net auszeschléissen, datt dee Moment och op d'Veterinäre muss zeréckgegraff ginn. Et ass also net richteg ze soen, datt d'Veterinären aus der Réserve sanitaire erausgeholl gi sinn. Si si just bis elo nach net am Kader vun den Impfzenteren aktivéiert ginn.

Et ass net geplangt, datt déi Leit, déi an der Reserv ageschriwwe sinn, preventiv geimpft solle ginn. Si ginn eréischt dee Moment geimpft, wou si och effektiv an engem Impfzenter aktivéiert ginn.

Déi Veterinären, déi also effektiv an den Impfzenteren zum Asaz géife kommen, wäerten also ab deem Moment natierlech och prioritär kënne geimpft ginn, well si dann am enke Kontakt mam Patient stinn.

Et ass an enger éischter Phas op d'Kinesitherapeuten zeréckgegraff ginn, fir an den Impfzenteren zum Asaz ze kommen. Et ginn effektiv ganz vill Kinesitherapeute mat enger héijer Disponibilitéit zu Lëtzebuerg, an zesumme mat der ALK ass et méiglech gewiescht, fir eng Konventioun ze ënnerschreiwen, datt d'Kinesitherapeute kënnen an den Impfzenteren zum Asaz kommen.

Question 4035 (07.04.2021) de **M. Paul Galles** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **subventions aux énergies renouvelables :**

Am Kader vum Programm „Neistart Lëtzebuerg" goufen d'Subventioune fir méi ekologesch Installatioune gefërdert. Zum Beispill koumen am Kader vum PRIMe House zousätzlech 50 % Aidë fir eng energeetesch Sanéierung vu Gebaier dobäi. Och kritt ee weider 25 % bei der Installatioun vun erneierbaren Energien. Dobäi kritt een och eng Primm, wann ee seng Mazoutsheizung ersetzt. Wann en Hausbesëtzer seng Mazoutsheizung awer duerch eng Wäermepompel ersetze wëll, da kann dëse vun den zousätzleche Primmen nëmmen da profitéieren, wa säin Haus mat engem „Niddregenergiestandard" gebaut ass. Dëst trëfft nun eemol awer leider net op déi méi al Haiser zou, an domadder kënnen déi meeschten Hausbesëtzer net vun dëser Subventioun profitéieren. Et sinn awer grad an dëse Gebaier - déi zéng, 20 oder méi Joer al sinn -, wou et extreem sënnvoll wier, dës Haiser méi ekologesch ze gestalten, anstatt se ofzerappen an nei Haiser ze bauen an doduerch net der Ressourcëverschwendung entgéintzewierken. Dobäi kéint d'Wäermepompel eng wichteg Roll bei der Transitioun zu méi ekologesche Gebaier spillen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un de Minister stellen:

- Kann de Minister confirméieren, dass nëmmen Haiser mat engem Niddregenergiestandard vun de Subside fir eng (Fort-)Loft-/Waasserwäermepompel profitéiere kënnen?

- Wat sinn d'Grënn fir dës Entscheedung?

- Gesäit de Minister an, dass dës zousätzlech Konditioun d'ekologesch Transitioun vun onsen Haiser ofbremst an dass een an Zukunft dëse Feeler wäert musse korrigéieren?

- Wa jo, wéini wäert dëst geschéien a wéi kéinten déi nei Upassungen ausgesinn?

Réponse commune (12.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Den aktuell gültege Subventiounsregimm „PRIMe House", deen zanter 2017 a Kraaft ass, huet bewosst déi finanziell Ënnerstëtzung fir Loft-Waasser-Wäermepompelen op besonnesch energieeffizient Eefamilljenhaiser, déi de quasi null Energiestandard respektéieren, limitéiert. Loft-Waasser-Wäermepompelen, souwäit se den Ufuerderunge vum Subventiounsregimm entspriechen, kënnen domat an allen neien Eefamilljenhaiser subventionéiert ginn. Bei de Subside fir Äerdwäermepompelen (Geothermie), déi op an der Reegel méi héich Temperaturen am Buedem zeréckgräifen an domat méi effizient fonctionéieren, besti par contre keng Limitatiounen, wat den Heizwäermebedarf vum Gebai ugeet. Dës gi schonns säit 2017 am Bestand subventionéiert.

Iwwert déi lescht Joren hunn sech awer speziell d'Loft-Waasser-Wäermepompelen technesch gutt weiderentwéckelt, besonnesch wat den Energieverbrauch ugeet. Dank dësem Fortschrëtt, a fir dem Wëllen, fir méiglechst séier vun de fossillen Energieträger fortzekommen, Rechnung ze droen, ass am Kader vun der Revisioun vum Subventiounsregimm „PRIMe House" fir 2022 virgesinn, déi finanziell Ënnerstëtzung fir Loft-Waasser-Wäermepompele méi breet opzemaachen, fir domat och dës Technologie als eng weider Alternativ zu Heizungen op fossiller Basis fir bestoend Wunngebaier, déi nach net déi héchst Effizienzstandarden erreechen, zougänglech ze maachen.

Question 4036 (07.04.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **vaccin AstraZeneca :**

D'Diskussioune ronderëm den AstraZeneca Covidvaccin räissen net of an et huet een den Androck, datt all Dag nei Informatioune géifen derbäikommen, déi zur Veronsécherung vun de Bierger bäidroen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat ass de leschten Informatiounsstand vun der Regierung zur Effikassitéit vum Vaccin vun AstraZeneca, notamment wat d'Wierksamkeet géint déi südafrikanesch Mutatioun vum Virus ugeet?

- Wéi vill Fäll vun der südafrikanescher Mutatioun si bis haut zu Lëtzebuerg opgetaucht?

- Vu datt Dokteren a Wëssenschaftler kee Problem bei sougenannte Mëschimpfunge gesinn, wier et eventuell och zu Lëtzebuerg eng Optioun, Leit, déi eemol mam AstraZeneca Vaccin geimpft goufen, eng zweete Kéier mat engem anere Produit ze impfen? Wann nee, aus wéi enge Grënn?

- Wëssend datt déi franséisch Grenzregioun Moselle wéinst der südafrikanescher Variant vum Robert Koch-Institut als „Virusvarianten-Gebiet" agestuuft gouf, ass d'Regierung lafend a Kontakt mat eisen europäeschen Noperen, fir d'Situatioun an der Groussregioun ze koordinéieren?

- Wéinst der grousser Onsécherheet an der Populatioun, wat nei Virusvarianten an hir Resistenz géint verschidde Mutatiounen ugeet, wier et net ubruecht, eng Informatiounscampagne ze lancéieren, fir ze erklären, datt e Schutz géint den initiale Virus awer noutwendeg ass?

Réponse (04.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- D'Effizienz vum Vaccin AstraZeneca géint déi südafrikanesch Virusvariant (B.1.351) gouf an enger Studie dokumentéiert, déi de 16. Mäerz 2021 publizéiert gouf an déi a Südafrika bei Erwuessenen tëschent 18 a 65 Joer duerchgefouert gouf. No der Administratioun vun den zwou Dose vum AstraZeneca Impfstoff an engem Delai tëschent 21 a 35 Deeg auserneen, konnt keng Effizienz géint d'B.1.351 Variant erwise ginn.

- D'Zuel vu Fäll hei zu Lëtzebuerg, bei deenen d'Variant B.1.531 nogewise konnt ginn, ass net bekannt, well d'Sequenzéierung vun de Sars-CoV-2 Souchë just bei engem Deel vun de positiven Echantillonen duerchgefouert gëtt (aktuell méi wéi 30 %). Den Undeel un Infektiounen, déi op dës Variant zeréckzeféiere sinn, läit bei 8,8 % fir d'Woch vum 12.-18. Abrëll.

- D'Optioun fir sougenannte „Mëschimpfungen" zouzeloossen, gouf tatsächlech temporaire vu bestëmmte Länner autoriséiert, wéi z. B. an Däitschland oder Frankräich. Et sief awer gesot, datt dës Optioun just op enger Presomptioun baséiert, datt esou ee „Mix-and-Match" Scheema grad esou effektiv ass wéi eng Impfung, déi mat zwou Dose vum nämmlechten Hiersteller duerchgefouert gouf. Et leien zur Zäit awer keng wëssenschaftlech Etüde vir, déi dëst beleeën. Am Moment ginn Etüden duerchgefouert fir ze iwwerpréiwen, ob esou eng Optioun effizient an och sécher ass. Soulaang et keng wëssenschaftlech Beleeër dofir gëtt, ass net virgesinn, sou eng Optioun hei zu Lëtzebuerg en place ze setzen.

- D'Regierung huet op d'mannst eemol d'Woch op Ministerniveau, assuréiert duerch d'Ministesch en charge vun der Grande Région, an op Beamtenniveau, duerch de Ministère de la Grande Région, den Ausseministère an de Gesondheetsministère, en Austausch mat de Partner aus der Groussregioun iwwert d'epidemiologesch Situatioun an d'Moossnamen, déi geholl respektiv ugeduecht ginn am Kader vun der sanitärer Kris.

- D'Covid-19-Impfcampagne gëtt permanent ugepasst, fir den d'Informatiounsbedierfnesser vun de Bierger sou gutt wéi méiglech gerecht ze ginn. Dëst implizéiert, dass mir op eenzel Entwécklungen aginn an den Zesummenhang erklären, fir de Leit de Virdeel vun der Impfung duerzeleeën. Niewent der Kommunikatioun un de Grand public ginn d'Dokteren an Apdikter och direkt informéiert, fir de Patienten déi richteg Informatioune kënnen ze ginn.

Question 4037 (07.04.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **vaccination des prisonniers :**

Rezent goufen et eng Rei Covidinfektiounen am Prisong zu Schraasseg an et goufen Informatiounen dozou, datt eng grouss Majoritéit vun de Prisonéier refuséiert sech impfen ze loossen.

Aus dëse Grënn wollt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi eng Grënn gi fir en eventuelle Refus, sech impfen ze loossen, genannt?

2. Wéi gesäit dat sanitäert Konzept am Prisong aus? Halen d'Prisonéier sech drun, fir sech an déi aner ze schützen, wëssend datt d'Personal virum Virus geschützt muss ginn, fir kënnen seng Missioun ze assuréieren?

3. Ass virgesinn, och d'Personal aus dem Prisong ze impfen, fir souzesoen e Cordon sanitaire ronderëm d'Prisonéier ze leeën?

4. Wéi ass d'Prozedur am Fall vu schwéiere Krankheetsverleef vu Prisonéier a wou a wéi gëtt eng eventuell Hospitalisatioun organiséiert an encadréiert?

Réponse commune (04.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Deen éischte Grond, dee vun de Gefaangene genannt gouf, ass en allgemengt Mësstraue géigeniwwer der Impfung.

Een zweete Grond ass bei e puer seelene Gefaangenen, dass si net wollte mat AstraZeneca geimpft ginn.

ad 2. De Prisong verfüügt iwwert een ausgeklügelt sanitäert Konzept, wat aus enger preventiver Achs besteet.

All Neizougang gëtt den Dag vun senger Admissioun am Prisong („mise sous écrou") engem PCR-Test ënnerzunn a kënnt da siwen Deeg a Quarantän, wärend där hie kee Kontakt mat anere Gefaangenen huet.

D'Personal huet och nëmmen ee minimale Kontakt, ass geschoult an dréit Schutzkleedung.

Nom siwenten Dag gëtt erëm ee PCR-Test gemaach a wann deen och negativ ass, gëtt de Gefaangene bei déi allgemeng Populatioun op ee Block verluecht. Esou konnte bis Ufank Abrëll 16 positiv Gefaangener aus dem Prisong vu Schraasseg erausgehale ginn.

Da gëtt et nach d'Achs vun de Gestes barrières, déi och am Prisong agehale musse ginn. Et gëllt eng Maskeflicht, d'Visitte fannen hannert Plexiglas statt an et gëtt alles gemaach fir ze vermeiden, dass Gefaangener aus verschiddene Sektiounen sech iergendwou kräizen (z. B. beim Sport), fir all Iwwerdroung ze vermeiden.

Déi Bestëmmunge sinn all obligatoresch a gëllen och fir d'Personal. D'Prisongsverwaltung huet beim Personal och Reserveschichten agefouert, fir dass bei Bedarf ëmmer op neit Personal, wat garantéiert net infizéiert ass, zeréckgegraff ka ginn.

Momentan iwwerleet sech d'Prisongsverwaltung mam Gesondheetsministère a mam CHL, wéi de Large-Scale-Testing am Prisong vu Schraasseg kann implementéiert ginn.

ad 3. Wéinst de rezente Covidausbréch am Prisong vu Schraasseg an aus nationale Sécherheetsgrënn, ass säitens der Regierung beschloss ginn, d'Giischtercher, déi jo an direktem Kontakt mat positive Gefaangenen a Gefaangenen a Quarantän sinn, ze impfen. Dës Impfunge sinn och mëttlerweil duerchgefouert ginn.

ad 4. Wann eng Hospitalisatioun noutwendeg géif ginn, gëtt eng Decisioun an deem Sënn vun engem vun de Prisongsdoktere geholl an an deem Fall gëtt de Gefaangene konform zu der Konventioun tëschent dem Prisong vu Schraasseg an dem CHL, an de CHL transportéiert a gëtt do vun der Police grand-ducale bewaacht.

Question 4038 (07.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **délinquants :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3774 preziséiert den Här Policeminister, datt et der Police net bekannt ass, datt am Hibléck op d'„personnes susecptibles d'avoir participé à une infraction" Statistiken iwwert d'Nationalitéit an de Wunnsëtz vun dëse Persoune gefouert ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Ginn am Kader vum gesamte Justizapparat Statistiken iwwert d'Nationalitéit an/oder de Wunnsëtz vu Persoune gefouert, déi en Delikt oder Verbrieche begaangen hunn?

2. Wa jo, wéi eng Erkenntnisser hu sech an deem Kontext aus deene leschte Statistiken erginn?

3. Wann nee, ass et an den Ae vun der Madamm Justizminister am Kontext vun engem transparenten a professionelle juristeschen Opschaffe vun Delikter a Verbriechen net noutwendeg, esou Statistiken erstellen ze loossen?

Réponse (05.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Am Kader vun der strofrechtlecher Prozedur ginn et keng Statistiken iwwert d'Nationalitéit an/oder de Wunnsëtz vun der „personne susceptible d'avoir participé à une infraction".

Déi Donnéeë ginn awer vun der Justiz traitéiert, well se aus verschiddene Grënn gebraucht ginn, an dat virun allem um prozedurale Plang.

Sou zum Beispill brauchen d'Justizautoritéiten de Wunnsëtz, fir d'Actes de procédure ze notifizéieren/signifiéieren. De Wunnsëtz an/oder d'Nationalitéit spillen och eng Roll am Kader vun der Fro vum Gesetz, wat sech kéint applizéieren (zum Beispill par rapport vun der internationaler Kompetenz vun de Lëtzebuerger Strofgeriichter, beim Casier judiciaire um europäeschen Niveau, konsularesche Schutz, eventuelle Besoin vun Interpretatioun an Traductioun…).

Well mir a Presenz vu „personnes susceptibles d'avoir participé à une infraction" sinn, gëllt natierlech d'Onscholdsvermuddung, bis déi Persoun rechtskräfteg verurteelt gëtt. Eng eventuell Statistik wär also net onbedéngt concluant, zudeem ass et och net ëmmer evident, d'Nationalitéit an de Wunnsëtz vun der Persoun ze ermëttelen.

D'Justiz ka sech do just den Erkenntnisser vun der Police uschléissen, déi am Kader vun der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 3774 presentéiert goufen.

Question 4039 (07.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **communication de la Police grand-ducale :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 3682 iwwert d'Kommunikatioun vun der Police schreift de Policeminister, datt vun 42 Iwwerfäll an de Méint November an Dezember 2020 „mindestens eng Dose Pressemeldungen zu Iwwerfäll" vun der Police gemaach goufen. Als Grond fir d'Net-Veröffentlechen nennt den Här Minister als „Krittär ëmmer deen, dass d'Enquête mat enger Kommunikatioun no baussen net beaflosst gëtt". Weider schreift den Här Minister, datt „ab dem Moment, wou eng Strofdot geschitt ass, déi weider Kommunikatioun den zoustännege Justizautoritéiten ënnerläit". Zum Schluss schreift den Här Minister och nach als Äntwert op d'Fro, wéi vill Täter vun den 42 Iwwerfäll schonn ermëttelt konnte ginn, Folgendes: „D'Police kann esou Recherchen net automatiséiert duerchféieren."

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann de Policeminister erklären, a wéi wäit eng Meldung, wéi z. B. „am Stater Park ass eng Fra iwwerfall ginn" oder „op der Gare ass e Jugendleche bedrot ginn an huet missen säin Handy ofginn" eng Enquête beaflosse kann?

2. Kann de Minister méi genee preziséieren, vu wéi engem Moment („ab dem Moment, wou eng Strofdot geschitt ass") un déi weider Kommunikatioun den zoustännege Justizautoritéiten ënnerläit? Dëst ass nämlech verwonnerlech, well de Minister jo schreift, datt eng Dosen Iwwerfäll vun der Police kommunizéiert goufen.

3. Am Hibléck op de Fait, datt d'Police keng „automatiséiert" Recherche kann duerchféieren, ob déi Täter vun den 42 Iwwerfäll schonn ermëttelt goufen: Kann den Här Minister dann unhand vun enger net-automatiséierter Recherche soen, wéi vill potenziell Täter vun deenen 42 Iwwerfäll schonn ermëttelt konnte ginn? Kann d'Madamm Justizministesch eventuell och eng Äntwert op déi Fro ginn?

Réponse commune (04.05.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. + 2. A munche Situatioune kann och eng Kommunikatioun, also eng ëffentlech Bestätegung vum Fait, d'Enquête beaflossen, well all Informatioun no baussen en Effet ka mat sech bréngen.

D'Kommunikatioun ënnerläit de Justizautoritéiten ab deem Moment, wou d'Police Kenntnis vun enger méiglecher Strofdot huet.

D'Kommunikatioune vun der Police sinn am Prinzip depersonaliséiert an abstrakt gehalen, ouni enquêtespezifesch Informatiounen, fir justement d'Enquête net ze beaflossen a fir eeben och net géint de Secret de l'instruction ze verstoussen.

Eng Kommunikatioun zu enger Strofdot kann och aner Zwecker erfëllen: d'Ënnerstëtzung aus der Bevëlkerung bei der Opklärung, de preventive Message fir de Grand public oder och dat allgemengt Recht op Informatioun.

ad. 3. D'Äntwert op dës Fro betreffend déi ermëttelt Auteure läit net am Kompetenzberäich vun der Police.

D'Justizministerin huet keng Informatiounen iwwert lafend Strofermëttlungen a kann deemno och keng Äntwert op dës Fro ginn. Et sief rappeléiert datt, opgrond vun der Gewaltentrennung, de Justizministère, deen dem Exekutiv ugehéiert, och net an enger Justizaffär intervenéiere kann.

Question 4040 (07.04.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **coût des tests rapides Covid-19 :**

An engem Artikel op 100komma7.lu gouf an engem Interview vun engem Beamten aus dem Gesondheetsministère erkläert, dass Lëtzebuerg weider fënnef Millioune Covidschnelltester zum bestoende Stock vun aktuell zwou Millioune bäikafe wäert. Wéi d'Medieplattform schreift, gouf et awer keng Prezisiounen zum Akafspräis.

Zitat: „De Präis vun den Tester géif tëschent zwee an zwielef Euro variéieren. Wéi vill Lëtzebuerg fir seng Milliounen Tester bezuelt huet, wollt den Expert net soen. Et hätt ee sech op d'Präisleeschtungsverhältnis an op verschidde Krittäre vun der WHO baséiert, seet de [Beamten]."

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill huet de Staat insgesamt fir déi fënnef Milliounen Tester ausginn? Wat ass den Duerchschnëttspräis vun engem Test? Wat ass de Median?

2. Wéi vill huet de Staat fir dee bestoende Stock vun zwou Millioune Schnelltester ausginn? Wat ass hei den Duerchschnëttspräis vun engem Test? Wat ass de Median?

3. Bei wéi enge Firme goufen d'Schnelltester bis elo bestallt?

Réponse (12.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

An de leschten Deeg a Woche sinn am Kader vun der nationaler Strategie eng ganz Rei zousätzlech Schnelltester bestallt ginn, sou dass déi Zuelen, déi den honorabelen Deputéierten an der parlamentarescher Fro freet, net méi aktuell sinn.

Stand 11. Mee 2021 huet de Lëtzebuerger Staat 17.043.200 Schnelltester vun zwee verschiddene Produzente bestallt. De Präis pro Test variéiert jee no Test a Produzent a läit tëscht 1,3 an 1,8 Euro.

De Staat huet déi follgend zwou Marke vun Tester bestallt:

1. Beijing Lepu Medical Technology Co., Ltd.

2. Guangzhou Wondfo Biotech Co., Ltd.

Question 4041 (07.04.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **gestion des déchets :**

Am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft an dem Schoune vun de Ressourcë soll iwwer déi nächst Joren den Undeel un Offall, dee muss verbrannt ginn oder an eng Decharge kommen, sou wäit et geet re-

duzéiert ginn. Trotzdeem ka kaum dovun ausgaange ginn, dass dës Fraktioun an noer Zukunft op Null erof wäert goen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Tonnen Offall vun de Kategorien „déchets ménagers, assimilés et encombrants" sinn an de leschte fënnef Joer pro Joer verbrannt ginn, an eng Decharge komm oder hu missen exportéiert ginn?

2. Fir de Fall, dass Offall vun de Kategorien „déchets ménagers, assimilés et encombrants" exportéiert ginn ass, fir am Ausland eliminéiert ze ginn, wat waren d'Grënn heifir?

3. Wéi vill Tonnen Offall vun de Kategorien „déchets ménagers, assimilés et encombrants" sinn an de leschte fënnef Joer pro Joer ugefall, déi net kënne verbrannt ginn,mee mussen an eng Decharge kommen?

4. Wéi schätzt d'Madamm Ministesch d'Evolutioun vun de Quantitéiten Offall vun de Kategorien „déchets ménagers, assimilés et encombrants", déi all Joer ufalen, iwwer déi nächst zéng Joer an?

5. Ginn déi aktuell Kapazitéite vun der Verbrennungsanlag zu Leideleng an der Decharge Muertendall duer, fir den Offall vun de Kategorien „déchets ménagers, assimilés et encombrants" vun den nächste Joren ze behandelen?

6. Et ass mer zu Ouere komm, dass de Gemengesyndikat SIGRE seng Decharge wäert ausbauen, kann d'Madamm Ministesch dat confirméieren?

7. Wéi vill nei Kapazitéite wäerte sou geschaf ginn? Fir wéi laang gëtt geschat, dass déi zousätzlech Kapazitéiten duerginn?

8. Wat ass de Käschtepunkt vun dësen Aarbechten? Wéi vill Subsidë ginn an deem Kader iwwer den Ëmweltfong ausbezuelt?

9. Sollen d'Kapazitéite vun der SIDOR och an den nächste Joren erhéicht ginn?

Réponse (11.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Follgend Quantitéite vun der Kategorie „déchets municipaux en mélange et déchets encombrants" sinn an de leschte Joer verbrannt gi respektiv an eng Decharge komm:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Et gi keng „déchets ménagers, assimilés et encombrants" exportéiert. Den Export vun „déchets municipaux en mélange" ass iwwert den Artikel 16 aus dem Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 verbueden. Nëmmen „en cas de force majeure dûment constatée par le ministre" dierfen dës Offäll an d'Ausland bruecht ginn. Dës Ausnamereegelung huet an deene leschte Joer net missen applizéiert ginn.

ad 3. A priori kënnen all „déchets municipaux en mélange et déchets encombrants" esouwuel verbrannt gi wéi och op eng Decharge kommen.

ad 4. Wann een dovun ausgeet, datt an den nächsten zéng Joer d'Quantitéite vun „déchets ménagers, assimilés et encombrants" pro Awunner konstant wäerte bleiwen an eis europäescht Zil vun enger Recyclingsquote vu 60 %, déi 2030 erreecht muss ginn, wäerten d'Gesamtquantitéite vun „déchets ménagers, assimilés et encombrants" ënnert de Quantitéite leien, déi aktuell ufalen, och wann ee vun engem Wuesstem vun der Populatioun vun zirka 2 % pro Joer ausgeet.

Et kann een dovun ausgoen, datt dëst Zil och realistesch erreecht ka ginn. An der Tëschenzäit si verstäerkt separat Asammlungen agefouert ginn an et wäerten och nach weiderer agefouert ginn. Donieft wäert och d'Vermeidung an de Reemploi verstäerkt weidergedriwwe ginn.

ad 5. Déi aktuell Kapazitéite vun der Anlag zu Leideleng an der Decharge Muertendall ginn duer, fir „déchets ménagers, assimilés et encombrants" an deenen nächste Joren ze behandelen.

ad 6. De Gemengesyndikat plangt un der véierter Ausbaustuf vun der Decharge.

ad 7. De Gemengesyndikat SIGRE plangt wuel eng véiert Ausbaustuf vun hirer Decharge, dëst bedeit awer net, datt zousätzlech Kapazitéite geschaaft ginn. D'Gesamtkapazitéit vun der Decharge ass an der Geneemegung vum SIGRE festgehalen, awer net vun Ufank un amenagéiert ginn. Verschidden Ausbaustufe si virgesinn, fir déi Fläch, wou Offall agebaut gëtt, esou kleng ewéi méiglech ze halen. Bei der véierter Ausbaustuf geet et drëms, ustoend Abaufläch ze amenagéieren a net d'Kapazitéite vun der Decharge ze erhéijen.

ad 8. De Käschtepunkt fir dës Aarbechte läit bei ongefeier 10 Mio Euro. Iwwert den Ëmweltfong kënne maximal 25 % vun den Investitiounskäschte fir interkommunal Infrastrukture fir d'Eliminatioun vun „déchets ménagers et assimilés" iwwerholl ginn.

ad 9. Ech hu keng Informatiounen, datt de SIDOR d'Kapazitéiten erhéije wëll.

Question 4043 (08.04.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **vaccination des prisonniers :**

Laut mengen Informatiounen huet eng héich Unzuel u Prisonéier refuséiert, sech impfen ze loossen, d'Dose vun deene refuséierten Impfunge wieren ewechgeheit an net weiderverdeelt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Prozent vun de Prisonéier zu Schraasseg si bis dato geimpft ginn?

2. Wéi vill Impfdose waren am Ganze virgesinn, fir Prisonéier ze impfen?

3. Wat ass mat den iwwregbliwwenen Impfdosen, déi net administréiert gi sinn, gemaach ginn?

4. Stëmmt et, dass déi Impfdosen ewechgeheit gi sinn?

5. Wëssend, dass déi Impfdose sech net laang hale bei normalen Temperaturen, wann de Flacon bis ugefaangen ass, wär et net méiglech gewiescht, déi Dose fir Prisongspersonal (Giichtecher) ze gebrauchen?

Réponse (18.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Ronn 35 % vun de Prisonéier aus dem Centre pénitentiaire vu Schraasseg (CPL) hunn eng éischt Impfdosis erhalen, wéi d'Équipes mobiles virun e puer Wochen d'Impfung am Prisong ugebueden hunn.

ad 2. Am CPL hunn 180 Prisonéier eng éischt Impfdosis kritt an dräi Prisonéier schonn déi zweet Impfdosis. Dës dräi Leit hunn der Kategorie vun de vulnerabele Persounen ugehéiert an haten doduerch e prioritären Zougang zur Impfung.

Am Centre pénitentiaire zu Givenich (CPG) hunn 30 Prisonéier eng éischt Impfdosis kritt.

ad 3. D'Impfflaconen, déi nach net opgemaach gi waren, sinn zeréck an de Centre de vaccination Victor Hugo bruecht ginn a sinn do fachgerecht stockéiert ginn.

ad 4. Et si keng Impfdosen ewechgeheit ginn.

ad 5. Um Enn vun der Impfmissioun am CPL ware véier residuell Impfdosen iwwereg. Dës sinn zeréck an de Centre de vaccination Victor Hugo bruecht ginn an do verimpft ginn. Soumat huet sech d'Fro, ob dës Dosen un d'Prisongspersonal solle verimpft ginn, net gestallt.

Question 4044 (08.04.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **canal d'Istanbul :**

La Turquie envisage de créer un nouveau chenal navigable reliant la Méditerranée et la mer Noire, à l'instar d'un bypass du Bosphore. Ce projet, d'ailleurs déjà présenté en 2011 par l'ancien Premier Ministre Recep Tayyip Erdogan, suscite de vives critiques nationales et internationales. Selon 104 anciens amiraux turcs, signataires d'une lettre ouverte, la réalisation de ce chenal violerait la Convention de Montreux signée en 1936 et menacerait ainsi l'exercice de la libre circulation dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, ainsi que dans la mer Noire.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Défense :

- Est-ce que la construction de ce chenal serait contraire aux dispositions de la Convention de Montreux ?

- Est-ce que la réalisation de ce projet pourrait permettre à la Turquie d'exercer le contrôle sur les transports maritimes en matière d'énergie et militaires entre la mer Noire et la Méditerranée ?

- Est-ce que ce projet ne pourrait pas provoquer de nouvelles tensions avec la Bulgarie et la Roumanie, voire avec l'Ukraine et la Russie ?

- Est-ce que ce projet, réanimé au cours d'une visite de la Présidente de la Commission européenne et du Président du Conseil européen, ne pourrait pas entraver davantage les relations, d'ailleurs déjà très tendues, avec la Turquie ?

- Face à ce problème, les États-Unis d'Amérique sont en train de développer une stratégie individuelle. Un accord de défense avec la Grèce leur confère un statut prioritaire dans l'utilisation du port grec Alexandroupoli, porte d'entrée vers les Balkans et la mer Noire à valeur hautement stratégique pour la marine américaine. Quelle pourrait être une réaction de l'Union européenne ?

Réponse (04.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Si le Grand-Duché du Luxembourg n'est pas État partie de la Convention de Montreux, il reste attaché à la libre circulation dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore qui est consacrée par cette Convention.

Les intentions exactes de la Turquie ne sont pas connues à ce stade et il n'est par conséquent pas possible de dire si le projet du canal d'Istanbul sera contraire à la Convention de Montreux ou si le projet pourrait entraver les relations entre la Turquie et ses partenaires.

Dans la mesure où la Turquie n'a pas remis en question la Convention de Montreux, la question d'une éventuelle réaction de l'UE ne se pose pas à ce stade.

Question 4045 (08.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **rupture de stock de médicaments :**

Zu Lëtzebuerg koum et an der Vergaangenheet schonn zu Enkpäss bei der Liwwerung vu verschiddene Medikamenter. Aktuell soll dëse Problem sech widderhuelen. D'Ruptures de stock kënnen dozou féieren, dass Dokteren hire Patienten Alternative musse verschreiwen. Alternativen, déi se de Patiente jo an enger éischter Phas net wollten als Behandlungsmethod virschloen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1874 vum Februar 2020, déi sech och mat deem Sujet beschäftegt huet, sot d'Ministesch:

« Les titulaires d'autorisations de mise sur le marché et les fabricants sont tenus par la législation de l'UE d'informer les autorités compétentes des États membres bien à l'avance en cas de rupture d'approvisionnement entraînant une pénurie ou une cessation du marché.

Par ailleurs, une analyse d'impact de l'épidémie de Covid-19 sur les chaînes d'approvisionnement pharmaceutique dans l'UE, et notamment sur les médicaments essentiels, est actuellement en cours auprès de l'EMA (Agence européenne des médicaments) et du réseau des autorités compétentes HMA (Heads of Medicines Agencies) dont le Luxembourg fait partie. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Sinn dem Gesondheetsministère Fäll vu Ruptures de stock an den Apdikte bekannt?

Falls jo, ëm wéi vill Zorte vu Medikamenter handelt et sech momentan?

2. Gouf de Ministère iwwert eventuell Liwwerenkpäss vun den Hiersteller informéiert?

3. Ass déi uewe genannten Etüd vun der EMA schonn ofgeschloss? Falls jo, wat sinn d'Resultater vun dëser Recherche?

4. Bei wéi ville Medikamenter koum et an deene leschte sechs Méint zu Ruptures de stock?

Réponse (03.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Ofgesi vun Indisponibilitéite vu Medikamenter, déi effektiv op eng Rupture de stock zeréckzeféiere sinn, sinn déi meescht Indisponibilitéite vu Medikamenter dorop zeréckzeféieren, datt de Pharmakonzern d'Commercialisatioun vun dëse Medikamenter gestoppt huet, datt et e Problem bei der Hierstellung oder bei der Distributioun vum Medikament gouf oder datt d'Medikament huet missen zeréckgezu gi wéinst engem Qualitéitsdefekt oder enger Notifikatioun am Kader vun der Pharmacovigilance.

Zënter Februar 2020 krut d'Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun Notifikatioune vun de Spidolsapdikten iwwer temporaire Indisponibilitéite vu verschiddenen Antibiotiquen (injektibel Formen), souwéi Notifikatioune vun den Apdikten iwwer Ruptures de stock vun de Grippeimpfungen am Hierscht 2020. Et sief ze bemierken, datt bezüglech de Grippeimpfstoffer, dës Indisponibilitéit zënter Dezember 2020 geléist gouf, nodeems datt en ëffentleche Marché fir d'Acquisitioun vun dësen Impfstoffer vum Staat ausgeschriwwe gouf.

An de meeschte Fäll vu Medikamenter, déi net verfügbar sinn, handelt et sech ëm Indisponibilitéite vu spezifesche Packagingsformen (z. B. grouss Këscht versus kleng Këscht; Fläsch versus Këscht; Junior Form versus erwuesse Form; Tablet versus disperséierbar Form etc.). Et ass also net esou, datt d'Medikament en tant que tel net méi verfügbar ass, a meeschtens ass et méiglech, eng alternativ Léisung ze proposéieren. Am Fall vun der Indisponibilitéit vun engem Spidolsprodukt, ouni therapeutesch Alternativ, ass et meeschtens méiglech, d'Onverfügbarkeet virauszegesinn, andeems den Import vum Medikament aus engem anere Land iwwer Derogatioun autoriséiert gëtt.

ad 2. Am Joer 2020 krut d'DPM am Duerchschnëtt 50 bis 60 Notifikatioune pro Mount iwwer Indisponibilitéite vu pharmazeutesche Spezialitéiten, déi vu Firmen deklaréiert goufen a fir déi an der grousser Majoritéit vun de Fäll Alternativen existéieren. Zur selwechter Zäit krut d'DPM ongeféier déi selwecht Unzuel un Notifikatiounen, wann déi feelend Packunge vun dëse Medikamenter nees zur Verfügung stoungen.

ad 3. Opgrond vun den Aarbechte vum „EU Executive Steering Group on Shortages of Medicines Caused by Major Events", an deem Lëtzebuerg och representéiert ass, bewäert d'EMA Penurien u Medikamenter, déi méi wéi ee Memberstaat vun der EU betreffen oder kënne betreffen. No hirer Evaluatioun veréffentlecht d'EMA reegelméisseg Informatiounen iwwer spezifesch Penurien a gëtt Empfeelungen u Patienten a Gesondheetsspezialisten an der EU eraus. Dës Informatioun kann iwwer follgende Link opgeruff ginn: https://www.ema.europa.eu/en/medicines/download-medicine-data#shortages-section.

ad 4. An de leschte Méint huet d'DPM am Duerchschnëtt 45 bis 50 Notifikatioune pro Woch kritt iwwer temporaire Onverfügbarkeete vu spezifesche Packaginge vu verschiddene Medikamenter. An der Moyenne krut d'DPM eng änlech Unzuel vun Notifikatiounen, wann d'Produkter erëm verfügbar waren.

Et gëtt de Moment geschat, datt Notifikatiounen, déi op net verfügbare Packaginge vu Medikamenter zeréckzeféiere sinn, am Duerchschnëtt 5 bis 7 % vun der Gesamtzuel u Packagë representéieren, déi zu Lëtzebuerg vermaart sinn, wat änlech ass wéi dat, wat an der Belsch observéiert gëtt, d'Land vun deem d'Majoritéit vun eise Medikamenter kënnt.

Question 4047 (08.04.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **fiscalité des entreprises :**

Lors de la dernière réunion des ministres des Finances du G20, qui a eu lieu le 7 avril 2021, il a été notamment question de l'instauration d'un seuil minimal de taxation pour les entreprises. Comme le relaie la presse, l'administration de Joe Biden aux États-Unis soutient désormais le projet de réforme de la fiscalité mondiale élaboré à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD). Les États-Unis auraient en effet prévu de faire payer plus aux sociétés pour financer un plan d'investissement de plusieurs milliards de dollars.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelle est la position du Gouvernement sur ce projet de réforme de la fiscalité mondiale ?

- L'Allemagne et la France se sont déjà déclarées favorables à ce principe. Quelle est la position de l'Union européenne dans son ensemble quant à ce projet de réforme de la fiscalité mondiale ?

- Les États-Unis évoquent un taux minimal de taxation pour les entreprises de 28 %. Avec quel taux minimal de taxation le Gouvernement serait-il d'accord ?

Réponse (03.05.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence aux négociations actuellement en cours à l'OCDE en ce qui concerne la réforme du système fiscal international. Ces travaux sont divisés en deux « Piliers », dont le premier vise à relever les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie, alors que le second est basé sur un impôt minimum mondial destiné à répondre aux problématiques subsistantes de l'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices.

Le Luxembourg soutient ces travaux dans la mesure où ils sont susceptibles d'établir une stabilité du cadre fiscal international et d'éviter le risque de nouvelles mesures fiscales unilatérales non coordonnées qui pourraient déclencher des sanctions commerciales. Tel qu'indiqué en réponse à la question parlementaire n° 1586, le Luxembourg considère que le cadre de la fiscalité internationale doit être adapté aux modèles d'entreprises du 21e siècle afin de refléter la numérisation de l'économie. Dans ce contexte, il est important que pareille réforme fondamentale du cadre fiscal international soit négociée en présence de tous les acteurs intéressés afin d'aboutir à un « level playing field ».

En ce qui concerne la position de l'« Union européenne dans son ensemble », il y a lieu de noter que les sujets en négociation à l'OCDE ne relèvent en tant que tels pas d'une compétence exclusive de l'Union européenne qui impliquerait une position commune de tous les États membres de l'UE. Ceci étant, les États membres de l'UE participent activement à ces travaux, et s'efforcent de dégager des points d'intérêt commun dans le cadre de ces négociations. Les conclusions du Conseil « sur une fiscalité équitable et efficace en période de relance,

sur les défis fiscaux liés à la transformation numérique et sur la bonne gouvernance fiscale dans l'UE et au-delà », adoptées le 27 novembre 2020, précisent que le Conseil soutient les travaux menés au sein de l'OCDE en vue de parvenir à une solution consensuelle au niveau mondial d'ici-là mi-2021 au plus tard, en tenant compte des intérêts de l'ensemble des États membres.

Dans sa troisième question, l'honorable Député évoque les récentes déclarations du nouveau Gouvernement américain relatives aux Piliers Un et Deux. Le taux d'imposition de 28 % mentionné dans la question parlementaire fait en réalité référence au taux statutaire domestique qu'entend fixer le nouveau Gouvernement américain. Si le « Made in America Tax Plan » présenté début avril 2021 contient un certain nombre de précisions en ce qui concerne la position américaine relative aux travaux de l'OCDE, la proposition ne fait pourtant pas référence à un taux déterminé qu'il y aurait lieu de retenir comme taux minimal effectif au titre du Pilier Deux.

La détermination du taux minimal effectif reste une des questions ouvertes dans le cadre des négociations à l'OCDE, étant donné que le niveau approprié de ce taux dépend de nombreux facteurs techniques et politiques.

Question 4048 (08.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **décharge « Fridhaff » :**

Den 2. Mäerz gouf an enger Dageszeitung e Lieserbréif publizéiert, deen am Hibléck op d'Gestioun vun der Offalldeponie um Fridhaff eng ganz Rei Froen opwerft. Et geet notamment ëm e Schwellebrand, e futtist Ofwaasserrouer, eng Gasfakel an en Offalltëschelager.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. An der Offalldeponie um Fridhaff soll et zu engem Schwellebrand vu Kompost komm sinn. Kann d'Madamm Minister dëst confirméieren? Mengen Informatiounen no ass dee Brand mat Sickerwaasser geläscht ginn. Ass dëse Kompost duerno fachgerecht entsuergt ginn?

2. Opgrond vun engem futtissen Ofwaasserrouer op der Deponie um Fridhaff soll et sou sinn, datt ee Bauer aus der Regioun d'Ofwaasser elo well ronn sechs Méint mat sengem Pifffaass op d'Bleesbréck féiert. Laut Gesetz misst dëst Ofwaasser awer duerch en akkreditéierten Transporter beweegt ginn. Kann d'Madamm Minister dat confirméieren? Wa jo, wéi gedenkt d'Madamm Minister op dës Tatsaach ze reagéieren?

3. Laut dem uewe genannte Lieserbréif ass säit ronn zwee Méint d'Gasfakel op der Deponie ausser Betrib. Dës Fakel soll de Methangas verbrennen, deen 23-mol méi klimaschiedlech ass ewéi den CO_2-Gas. Kann d'Madamm Minister dëst confirméieren? Wa jo, wéi ass dës Tatsaach an den Ae vun der Madamm Minister ze veräntwerten, grad och am Hibléck op d'Beméiungen ëm de Schutz vum Klima?

4. Laut dem uewe genannte Lieserbréif sinn eng ronn 1.500 Balle mat Offallprodukter aller Aart bei der Kompostéierungsanlag tëschegelagert. Kann d'Madamm Minister dëst confirméieren? Wa jo, ass dëst Tëschelager iwwerhaapt legal? Wéi gestalt sech an deem Kontext d'Gefor vun engem Brand, vu datt mat all dëse verschiddenen Zorte vun Offall eng Selbstentzündung net ausgeschloss ka ginn? Ginn et an deem Kontext Alternativen, wéi dëst Tëschelager kéint opgeléist ginn? Wa jo, wéi gesinn dës Alternativen aus?

5. Mir ass vu Leit um Terrain zougedroe ginn, datt d'Deponie fir all Bierger zougänglech ass, dëst obwuel den Zougang zu esou enger Deponie misst streng limitéiert sinn. Eng Säitendier am Zonk soll net zougespaart sinn. Kann d'Madamm Minister dës Informatioun confirméieren? Wa jo, firwat gëtt den Zougang zur Deponie net streng kontrolléiert?

Réponse (12.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den 28. Januar 2021 koum et op der Kompostanlag um Fridhaff zu engem lokaliséierte Schwellebrand duerch Selbstentzündung vun engem Koup geschreddertem Kompostmaterial. Déi Verantwortlech vun der Kompostanlag hunn déi am Noutfallplang festgeluechte Schrëtt applizéiert a konnten de Schwellebrand séier an effikass läschen, ouni datt de CGDIS huet missen intervenéieren. D'Ëmweltverwaltung ass iwwer den intern festgehalene Bericht, dee laut Geneemegung ze féieren ass, informéiert ginn, datt d'Situatioun korrekt geréiert an den Ëmweltimpakt sou minimal wéi méiglech gehale ginn ass. De Brand ass net mat Sickerwaasser geläscht ginn, mee mat Läschwaasser. De Kompost ass fachgerecht entsuergt ginn.

ad 2. De Site vum SIDEC um Fridhaff ass zanter Ufank 2012 direkt iwwer Leitunge mat der Kläranlag Bleesbréck verbonnen. Op Nofro vun der Ëmweltverwaltung de 4. Mäerz 2021 ass vu Säite vum SIDEC kloergestallt ginn, datt all Ofwaasser vun den Anlage vum SIDEC, souwuel vun der Decharge wéi och vun allen anere SIDEC-Anlagen, iwwer dës Leitungen ofgefouert gëtt an et deemno keng Ursaach gëtt, mat engem Tankwon op d'Bleesbréck ze fueren. Déi alljärlech vum engem onofhängege Bureau (Organisme agréé) duerchgefouert Kontrolle vun der Kanalisatioun um Site hu kee futtist Ofwaasserrouer opgewisen.

ad 3. De SIDEC huet de Beamte vun der Ëmweltverwaltung bei der Kontroll, déi de 4. Mäerz 2021 duerchgefouert gouf, bestätegt, datt d'Fakel an de leschte Méint zäitweis ausgefall ass. D'Reparaturaarbechten hu sech hei an d'Längt gezunn, well déi spezialiséiert Firma aus Däitschland wéinst de Covid-19-bedéngte Konditiounen net areese konnt. Säit dem 25. Februar 2021 ass d'Fakel erëm a Betrib.

ad 4. Well déi biologesch Offallbehandlungsanlag Covid-19-bedéngt ausser Betrib geholl ginn ass, huet de SIDEC eng Tëscheléisung missen ausschaffen, wéi een d'Offäll um Site kéint lageren. D'Tëschelagerung vun dëse Ballen ass iwwert d'Kommodos- an d'Offallgesetz geneemegt ginn (Arrêté 1/20/0223 vum 17. Juli 2020). Eng Evaluatioun vun de Risiken, déi sou eng Tëschelagerung kéint mat sech bréngen, war Deel vum Dossier vun der Demande.

ad 5. De SIDEC huet der Ëmweltverwaltung de 14. Abrëll 2021 matgedeelt, datt opgrond vun den aktuelle Chantiersaarbechten an der Zone d'activité ZANO fix Clôturen duerch mobiller missten ersat ginn. De SIDEC huet der Verwaltung awer am nämmlechte Schreiwes verséchert, datt d'Decharge aktuell komplett clôturéiert ass an datt nëmmen am Dag den Zougang tëschent der Decharge an dem Rescht vum Site opgelooss gëtt, fir en effizienten Oflaf vun den Aarbechten ze garantéieren. D'Entrée zum Site vum SIDEC gëtt konform zur Geneemegung 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 iwwerwaacht.

Question 4051 (08.04.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **reforestation sur le Scheierbierg près de Lorentzweiler :**

Dans différents reportages diffusés les 3 et 4 avril 2021 sur RTL Télé, il est question d'une parcelle d'une certaine taille sur le Scheierbierg, non loin de Lorentzweiler, où de nombreuses jeunes pousses ont été plantées. Afin de protéger cette parcelle contre le gibier, celle-ci a été entourée d'une clôture en bois, environ à hauteur d'homme. Or, il s'avère qu'une partie de la clôture de cette parcelle s'est écroulée et est restée dans cet état un certain temps.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre peut-elle m'expliquer les tenants et aboutissants du projet en question ? Dans le reportage il est question d'une reforestation en guise de projet de compensation. Pourriez-vous m'indiquer pour quel projet en particulier cette compensation a lieu ? Quelle est la surface de la parcelle et combien d'arbres ont été plantés à cet endroit ?

2) Pourriez-vous me préciser qui est le maître d'ouvrage de cette clôture et de ces travaux de reboisement et m'indiquer si une soumission publique a été réalisée au préalable ? Quel a été le prix de ces travaux de réparation et est-ce qu'ils ont été aux frais de l'État ?

3) Est-ce que des clôtures du même type ont également été érigées à d'autres endroits en forêt ? Dans l'affirmative, pourriez-vous m'indiquer si à chaque fois la même société a procédé à la construction de ces clôtures ? Combien de projets du même type sont actuellement en cours ?

4) Il ressort également du reportage que de nombreuses jeunes pousses plantées au Scheierbierg ont été abîmées. Madame la Ministre peut-elle m'indiquer quelle est la cause de ces détériorations ?

Réponse (11.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Il s'agit en l'occurrence d'une mesure de compensation dans le cadre de la mise en œuvre du pool compensatoire national. Concrètement, il s'agit d'un projet de boisement d'une prairie.

ad 2) Étant donné qu'il s'agit d'un projet du pool compensatoire national, les mesures de compensation ne sont pas d'office affectées à un projet précis. Le boisement de cette prairie est un projet satellite du projet compensatoire « GS19 - Hobscheid ».

ad 3) Il s'agit d'une surface de 4,7 ha. Au total, 13.750 arbres ont été plantés.

ad 4) Le maître d'ouvrage est l'Administration de la nature et des forêts et les travaux proprement dit ont été réalisés par une entreprise forestière luxembourgeoise. Le montant pour la réalisation des travaux est inférieur aux seuils légaux minimaux d'une soumission publique.

ad 5) Le fournisseur n'a pas facturé les frais de réparation.

ad 6) Oui.

ad 7) Ce type de service est offert par plusieurs entreprises au Luxembourg et par conséquent de tels projets sont réalisés par différents prestataires en fonction de leur localisation et la disponibilité des prestataires.

ad 8) Dans le cadre du pool compensatoire national, deux projets de boisement sont en cours de planification pour l'instant.

ad 9) La cause de ces détériorations ne peut pas être retracée avec certitude. Toujours est-il que bon nombre de plants semblent être sectionnés net au-dessous du méristème central et les branches coupées ont été délaissées sur place, ce qui laisse présumer éventuellement une action délibérée par l'homme.

Question 4052 (08.04.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **tests rapides Covid-19 :**

Den 1. Abrëll huet de Premierminister d'Chamber opgefuerdert, eng CSV-Motioun zu enger Strategie vun de Schnelltester als Deel vun der Sortie aus de Covidrestriktiounen net unzehuelen, well se superfétatoire wier „… well mir scho méi wäit sinn, wéi d'Oppositioun dat freet".

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Gratisschnelltester fir selwer ze maache stellt d'Regierung de Leit zur Verfügung?

2. Wou sollen d'Leit an Zukunft dës Schnelltester maachen? Si mobill Testequippe virgesinn?

3. Wéi ginn d'Resultater vun dësen Tester erfaasst?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Am Ganze si ronn 19,5 Milliounen Tester bestallt ginn.

ad 2. D'Regierung encouragéiert e flächendeckenden Asaz vu Schnelltester.

Elo scho ginn d'Schnelltester an den Alters- a Fleegeheemer, Klinicken, Prisong an an de Schoule reegelméisseg duerchgefouert.

All Employeur kritt och Tester (Starterkit), fir dass säi Personal sech reegelméisseg teste kann a fir et esou ze sensibiliséieren.

Leit, déi net an engem aktiven Aarbechtsverhältnis sinn, kréien ee Voucher, fir sech mat engem Starterkit vu Schnelltester anzedecken. Dës Distributioun wäert iwwert d'Apdikte gemaach ginn a betrëfft virun allem d'Stéit, an deenen eng pensionéiert Persoun lieft, Aarbechtssichender oder Bezéier vum REVIS.

Ausserdeem kënne Schnelltester geméiss Règlement grand-ducal vum 10. Februar 2021 vun engem Gesondheetsberuffler gemaach gi wéi zum Beispill engem Apdikter, deen och ee Certificat ausstelle kann.

Am Fall vun Ouverturen am Horeca-Beräich a bei verschiddenen Evenementer wäerten och Schnelltester zum Asaz kommen, fir de Risiko vun enger Infektioun ze miniméieren.

ad 3. Bei dësen Tester handelt et sech ëm Autotester. Fir d'Deklaratioun un d'Inspection sanitaire ënnerscheet een:

a. bei Autotester, déi an engem kontrolléierten Environnement gemaach gi wéi z. B. an der Schoul, mellen déi Responsabel d'Resultater iwwert eng securiséiert Onlineplattform;

b. bei Autotester, déi ouni Opsiicht gemaach gi wéi zum Beispill doheem, kann een iwwert d'Plattform covidtracing.public.lu eng Autodeklaratioun un d'Inspection sanitaire maachen.

Question 4054 (09.04.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **Traité sur la charte de l'énergie (TCE) :**

Le Traité sur la charte de l'énergie (TCE), signé à Lisbonne en 1994, accorde aux entreprises du secteur de l'énergie la faculté de poursuivre des États devant les tribunaux d'arbitrage pour des décisions ayant un impact négatif sur leurs activités. Actuellement le secrétariat du TCE s'efforce d'étendre leur réseau en trouvant des accords avec des pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie et de l'Amérique latine, dont entre autres le Burkina Faso, pays cible de notre politique de coopération. Selon le bulletin d'avril 2021 de l'Action solidarité tiers monde, sur 135 procès d'investisseurs intentés jusqu'à présent, 22 cas impliquent des investisseurs ayant leur siège au Luxembourg.

Dans un entretien accordé au Climate Home News, Monsieur le Ministre de l'Énergie avait affirmé que le mois de mars constituerait la dernière chance pour trouver un accord au niveau de l'UE concernant le futur de ce traité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face au TCE ?

- Est-ce qu'un accord concernant le futur du TCE a été trouvé entre-temps ?

- Est-ce qu'une coalition de pays européens peut être formée afin d'aligner cet accord à celui de Paris sur le climat ?

- Est-ce que les dispositions du TCE sont conformes aux engagements en matière de lutte contre le changement climatique ?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

- Le Traité de la charte de l'énergie (TCE) est un traité multilatéral d'investissement sur le volet commercial dans le secteur de l'énergie, comprenant 57 signataires et parties contractantes. Signé le 17 décembre 1994 et entré en vigueur le 16 avril 1998, il sert de cadre juridique pour protéger les investissements dans le domaine de l'énergie. Le TCE est actuellement en cours de modernisation afin d'assurer sa conformité avec les nouvelles règles d'arbitrage au niveau international, ainsi qu'avec les engagements internationaux dans la lutte contre le changement climatique (accord de Paris).

Le Gouvernement est résolument pour la modernisation du traité afin de le mettre en accord avec les accords de Paris. Il soutient la Commission européenne dans le cadre du mandat de négociation qui lui a été conféré par le Conseil de l'Union européenne en 2019. Ce mandat prévoit l'introduction de nouveaux standards en matière d'arbitrage en ligne avec l'approche européenne relative au système des tribunaux d'investissements. Il prévoit aussi l'introduction de dispositions sur le développement durable, afin de mettre le TCE en conformité avec les engagements pris par l'Union dans le cadre de l'Accord de Paris. Ce mandat a été précisé en février 2021 en ce qui concerne le volet « impact climat ».

- En novembre 2019, la Conférence ministérielle de la charte de l'énergie a établi le Groupe de modernisation afin qu'il engage les négociations en vue de moderniser le TCE. Le mandat du groupe prévoit de conclure les négociations au plus vite, ce qui a été réaffirmé par la Conférence ministérielle de la charte de l'énergie en décembre 2020, sans que cette dernière ait pour autant imposé une date butoir précise.

L'objectif des trois cycles formels de négociations de 2020 était de clarifier les concepts et permettre aux délégations de poser des questions sur les différentes propositions de modernisation soumises. Le quatrième cycle s'est tenu en mars 2021 ; quatre autres cycles formels de négociations sont encore prévus pour cette année.

Le cycle de négociation de mars dernier a vu émerger des échanges concrets sur les différentes propositions de modernisation du TCE, notamment sur la question cruciale de l'exclusion de la protection des investissements dans les énergies fossiles.

- Les 27 États membres de l'Union européenne ont confié un mandat général de négociation à la Commission européenne le 15 juillet 2019 prévoyant d'aligner le TCE sur les engagements pris dans l'Accord de Paris et ont précisé la position de négociation de l'UE sur le volet des « investissements fossiles » en février 2021. Le Gouvernement luxembourgeois a fait partie des délégations qui ont œuvré activement pour que l'Union européenne puisse trouver une position commune en accord avec le défi du changement climatique.

- La charte en tant que telle est un instrument multilatéral neutre qui peut aussi bien servir à protéger les investissements dans le domaine de l'énergie renouvelable que ceux dans le domaine des énergies fossiles.

Depuis son adoption dans les années 90, le TCE a offert un cadre qui a encouragé les investissements dans le secteur des énergies fossiles entre les pays d'Europe, d'Asie et du Moyen-Orient. En dépit du fait que le TCE couvre d'autres formes d'énergies, il a donc surtout été utilisé pour la protection des énergies fossiles, et ses dispositions apparaissent désormais comme pouvant constituer un frein aux transitions énergétiques que les États

membres mettent en place pour se mettre en conformité avec l'Accord de Paris.

C'est la raison pour laquelle l'Union européenne propose que, dans le cadre des travaux de modernisation de la charte, les investissements dans les énergies fossiles soient progressivement exclus du champ d'application, afin que le TCE ne protège plus que les investissements dans l'Union européenne qui sont opérés dans le domaine des énergies renouvelables.

Question 4055 (09.04.2021) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **production de biogaz :**

À l'heure actuelle, le Luxembourg compte 26 usines de production de biogaz qui assurent quelque 250 gigawattheures (GWh) d'électricité par année. Si le biogaz fait partie intégrante des énergies renouvelables promues au Luxembourg, force est de reconnaître que la plus-value écologique du biogaz dépend fortement du choix des inputs. Ainsi, la culture de plantes énergétiques à des fins exclusives de production de biogaz risque de nuire durablement à la biodiversité dans le pays et de mettre à mal le bilan écologique du biogaz produit. Or, des déchets naturels comme le lisier présentent le désavantage de disposer d'une valeur énergétique sensiblement plus faible, ce qui explique pourquoi le lisier ne représente qu'environ 12 % des inputs utilisés dans la production de biogaz.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quel est le poids en tonnes des plantes énergétiques cultivées à des fins exclusives de production de biogaz ? Quelle est leur quote-part parmi tous les inputs utilisés dans la production de biogaz ? Qu'en est-il de la culture du maïs en particulier ?

2) Quel est le montant total des subventions étatiques que touchent les centrales produisant de l'électricité à partir de biogaz ?

3) À combien s'élèvent les subventions étatiques déboursées par MWh d'électricité produite pour les énergies éolienne, solaire, hydroélectrique et de biogaz ?

4) Monsieur le Ministre envisage-t-il de relever la « prime de lisier » fixée actuellement à 20 € par MWh ?

5) Monsieur le Ministre a-t-il eu connaissance d'accidents survenus dans une centrale en lien avec une fuite de gaz de méthane ? L'Administration des services techniques de l'agriculture dispose-t-elle des informations nécessaires pour quantifier les fuites annuelles de gaz de méthane ?

Réponse commune (10.05.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Selon le Service d'économie rurale, la surface agricole totale destinée à la production de cultures énergétiques s'élevait à 942 ha en 2019, dont 886 ha pour la production de biogaz. La production de culture dédiée à la biométhanisation était estimée à 9.989 tonnes de matière sèche. Le maïs fourrager utilisé pour la production de biogaz s'étendait sur une surface de 712 ha en 2019, avec une production de 8.404 tonnes de matière sèche. À cet égard, il convient de souligner que la surface totale de maïs fourrager était de (15.070+712 =) 15.782 ha en 2019. Le maïs fourrager utilisé dans les installations de biogaz ne représente donc qu'environ 4,5 % de la surface du maïs fourrager cultivé au Luxembourg. La quote-part des effluents d'élevage s'élevait à 64,9 % massique des substrats utilisés pour l'année 2019. La part de 12 % correspond à la fraction d'effluents d'élevage actuellement valorisée en biométhanisation par rapport au gisement total d'effluents d'élevage au niveau national, estimé à deux millions de tonnes par an.

ad 2) Selon l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), la production d'électricité à partir du biogaz, dans le cadre du mécanisme de compensation, s'élevait à 62,7 GWh, représentant une part de 7,8 % de la production électrique à partir de sources d'énergie renouvelables pour l'année 2019. La production de 258 GWh par an correspond à la production de biogaz brute du parc installé des centrales à cogénération et à injection, donc au potentiel biogaz actuellement utilisé.

En 2019, les coûts nets versés dans le cadre du mécanisme de compensation pour les centrales produisant de l'électricité à partir du biogaz s'élevaient à 8.596.775,69 €. Ces coûts nets se composent des tarifs d'injections et résiduels pour la production d'électricité, de la prime de chaleur et la prime de lisier.

Des éventuelles aides à l'investissement qui ont été déboursées lors de la réalisation des installations et qui sont actuellement de l'ordre de 20 % des coûts d'investissement ne sont pas incluses dans les chiffres précités.

ad 3) Les rémunérations en vigueur accordées aux centrales produisant de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables sont fixées par le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables.

Pour 2019, les coûts nets par MWh pour la production d'électricité versés dans le cadre du mécanisme de compensation aux centrales existantes s'élevaient pour les technologies demandées à :

- 57,95 €/MWh pour l'électricité éolienne ;

- 271,81 €/MWh pour le photovoltaïque ; cette moyenne s'explique par des tarifs élevés des centrales mises en service entre le 1er janvier 2008 et le 31 décembre 2012. La moyenne va diminuer au fur et à mesure avec la fin des rémunérations des anciennes installations et la dégression des rémunérations des nouvelles installations. Ne sont pas comprises dans cette moyenne les primes d'encouragement écologique versées par l'Administration de l'environnement pour les installations mises en service avant le 31 décembre 2004. La rémunération moyenne des installations photovoltaïques mises en service actuellement tourne autour de 100 €/MWh et diminue continuellement.

- 36,98 €/MWh pour l'électricité hydro-électrique ;

- 123,66 €/MWh pour l'électricité produite à partir du biogaz.

Les coûts nets repris dans le rapport de l'Institut luxembourgeois de régulation sur le mécanisme de compensation de 2019 pour les différentes technologies se présentent comme suit :

- éolienne : 14.489.180,82 € ;

- photovoltaïque : 29.130.469,34 € ;

- hydro-électrique : 813.097,97€ ;

- biogaz : 6.732.814,22 € (prime de chaleur et de lisier ne sont pas comprises dans ce chiffre).

De plus amples informations au sujet du mécanisme de compensation peuvent être consultées sur le site de l'Institut luxembourgeois de régulation, notamment https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU-1685561960-822.pdf.

ad 4) L'objectif du Gouvernement est de valoriser 50 % du potentiel national d'effluents d'élevage (au maximum un million de tonnes par an) en biométhanisation à l'horizon 2030. La prime de lisier sera révisée pour inciter la valorisation des effluents d'élevage dans les centrales existantes et les nouvelles centrales avec une quote-part de 90 %. Des analyses à cet effet sont actuellement en cours pour déterminer le montant exact de l'aide.

ad 5) Selon nos informations, les incendies survenus dans les centrales à biogaz respectivement sur les exploitations agricoles annexées n'étaient pas liés à des fuites de biogaz, mais à des défauts d'équipements périphériques.

Les mesures de sécurité et les mesures de réduction des émissions de méthane à respecter lors de l'exploitation d'une centrale à biogaz sont fixées dans les autorisations d'exploitations délivrées par l'Inspection du travail et des mines et par l'Administration de l'environnement. L'Administration des services techniques de l'agriculture n'a pas de compétences en matière d'exploitation des centrales à biogaz.

En ce qui concerne les émissions diffuses de méthane dans les centrales à biogaz (tuyauterie, membrane et cogénération), les publications scientifiques indiquent qu'elles sont de l'ordre de grandeur de 1,5 % à 2,5 % du méthane produit. Le stockage de digestat est une autre source d'émissions diffuses où les émissions peuvent varier entre 0,1 à 2,5 % du méthane produit. Ces chiffres sont à mettre en relation avec une situation sans installations de biogaz ; dans ce cas, le méthane issu du stockage des effluents d'élevage est émis dans l'atmosphère.

Question 4056 (09.04.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**arsenal des armes nucléaires du Royaume-Uni :**

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a récemment annoncé que le Royaume-Uni allait augmenter l'arsenal de ses armes nucléaires pour la première fois depuis des décennies. Les raisons de cette décision étant très vaguement formulées, cette annonce alimente les spéculations.

Selon un rapport stratégique, la Russie serait la principale menace pour le Royaume-Uni. Par contre, d'autres sources estiment que les tensions avec la Chine et la situation géopolitique généralement instable seraient également des raisons possibles de cette décision.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

- Monsieur le Ministre considère-t-il que ces plans sont en accord avec les efforts déployés dans le cadre du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ?

- Quelle est la réaction du Ministre face à cette annonce ?

- Quelles en seraient les conséquences pour l'OTAN ?

- Est-ce que cette intention de la Grande-Bretagne ne risque pas d'accélérer la course aux armes nucléaires ?

Réponse (11.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le Royaume-Uni a annoncé le 16 mars 2021 dans le document « Global Britain in a Competitive Age : the Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy » vouloir rehausser le plafond du nombre d'ogives nucléaires dont il peut disposer de 225 à 260. L'objectif déclaré du Royaume-Uni est d'adapter ses capacités de défense à l'évolution de l'environnement sécuritaire, ainsi qu'à la croissance des nouvelles menaces technologiques.

Cette annonce, qui s'accompagne d'une stratégie d'ambiguïté délibérée quant au nombre d'ogives nucléaires britanniques, n'a pas d'impact direct sur l'OTAN.

Le Royaume-Uni maintient son moratoire volontaire sur les matières fissiles et a publiquement réitéré son attachement à la mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

En vue de la prochaine Conférence des États parties au TNP, qui offrira un forum de discussion aux États parties à ce Traité ainsi qu'aux États ayant ratifié le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le Luxembourg œuvrera à ce que les efforts se poursuivent sur la voie d'un désarmement nucléaire concret. Dans cette perspective, le Luxembourg a salué la prolongation jusqu'en 2026 du Traité « New START » (« New Strategic Arms Reduction Treaty ») par les États-Unis et la Russie. Nous accueillons favorablement les initiatives prises par l'administration américaine et le gouvernement russe en vue de relancer le dialogue de stabilité stratégique entre les deux pays. Ces dynamiques sont porteuses d'espoir et concordent avec l'engagement du Luxembourg en faveur d'un monde libre d'armes nucléaires.

Question 4057 (09.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **gender gap :**

Den „Rat für deutsche Rechtschreibung" huet an enger Pressematdeelung vum 26. Mäerz 2021 bekräftegt, datt hie sech aktuell net derfir ausschwätze kéint, fir verkierzt Kennzeechnungsforme vu Méigeschlechtlechkeet (z. B. den „Gender-Gap" oder den „Gender-Stär") an dat „Amtliche Regelwerk der deutschen Rechtschreibung" opzehuelen. Trotzdeem ginn dës typografesch Zeechen an eiser Gesellschaft ëmmer méi a vereenzelte Kreesser benotzt.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Lëtzebuerg ass Member mat engem Sëtz am „Rat für deutsche Rechtschreibung", huet do awer kee Stëmmrecht. Kann den Här Minister erklären, firwat dat sou ass? Kéint een d'Stëmmrecht an dësem Gremium net als politescht Zil festhalen?

2. Wéi eng Meenung vertrëtt de Lëtzebuerger Vertrieder an dësem Gremium zum Theema „gendergerecht Sprooch"?

3. Gëtt de Lëtzebuerger Vertrieder am „Rat für deutsche Rechtschreibung" vun der Regierung ernannt? No wat fir enge Critèrë gëtt hien ausgewielt?

Réponse (14.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Et ass op de Virschlag vum „Rat für deutsche Rechtschreibung" zeréckzeféieren, datt Lëtzebuerg ee Vertrieder nennt an dësen de Statut vum Observateur huet. Den Ament ginn et keng Iwwerleeungen, fir dorunner eppes ze änneren. Eist Land huet als Observateur an deem Rot d'Méiglechkeet, d'Diskussiounen iwwer d'Entwécklung vun der Rechtschreiwung an der däitscher Sprooch, déi wéi gewosst Unterrechtssprooch an der ëffentlecher Grondschoul ass, enk matzesuivéieren.

Am Géigesaz zu deenen anere Memberen ass zu Lëtzebuerg Däitsch eng vun den dräi offizielle Sproochen um selwechten Territoire. Am däitschsproochegen Deel vun der Schwäiz oder an der däitschsproocheger Gemeinschaft vun der Belsch ass déi däitsch Sprooch op engem kloer definéierten Territoire déi offiziell Landessprooch.

ad 2. De Lëtzebuerger Vertrieder huet an dësem Gremium zum Theema „gendergerecht Sprooch" keng Meenung geäussert, konnt awer als Observateur déi verschidden Argumenter a jeeweileg Positiounen zur Kenntnis huelen.

ad 3. De Lëtzebuerger Vertrieder gëtt vum Educatiounsminister ernannt an aktuell gëtt eist Land duerch den Direkter vum Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch (ZLS) an deem Gremium vertrueden. Dee Choix ass notamment doduerch ze erklären, datt et dem ZLS erlaabt, en Ableck an déi grouss Sproocheschantercher vum Däitschen an de verschiddenen däitschsproochege Länner a Regiounen ze kréien, an et ass eng Hëllef beim Vernetze mat anere Sproochwëssenschaftler. De Vertrieder mécht selbstverständlech de Lien zu den aneren Acteuren an der Lëtzebuerger Educatioun a setzt dës iwwer Ännerungen oder soss Entwécklungen a Kenntnis.

Question 4058 (09.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **méthodes d'enseignement :**

Ee groussen Deel vum Léierpersonal beklot, datt de Leeschtungsniveau an eise Schoule biergof geet. Dat huet mat Sécherheet vill Ursaachen, mee eng vun den Ursaachen ass ouni Zweifel, datt verschidden Übungs- a Prüfungsmethoden, déi fréier souwuel an de Primärschoule wéi och an de Lycéeë praktizéiert goufen, fale gelooss goufen. An de Sproochen ass d'Situatioun besonnesch kritesch. D'Kanner verloossen de Lycée oft, ouni déi dräi Friemsproochen Däitsch, Franséisch an Englesch richteg ze beherrschen. Wierderkontrollen a Lückentexter hu méi grondleeënd Übungsmethoden, déi sech iwwer vill Joerzéngte bewäert hunn, ersat. Dat einfacht Übe vu Rechtschreiwung, wéi et fréier praktizéiert gouf (z. B. Diktater, Auswennegléieren an Aufsätz), ass duerch manner „contraignant" Übungsformen ofgeléist ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Ass d'Schreiwe vun Diktater an eise Schoulen nach virgesinn, a wann nee, aus wéi enge pedagogesche Grënn ass dës Decisioun geholl ginn?

2. Wéi steet de Minister zur Übungsmethod Auswennegléieren? Ass et nach virgesinn, d'Schüler sproochlech Inhalter (z. B. Gedichter) auswenneg léieren ze loossen?

3. Ass de klasseschen Erlebnisaufsatz nach present an eise Schoulen? Wa jo, a wéi enger Form?

Wann nee: Firwat ass dës Übungsform ofgeschaaft ginn?

Réponse (14.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Schreiwe vun Diktater ass ëmmer nach virgesinn an eise Schoulen.

ad 2. D'Schüler an d'Schülerinne kréien och weiderhin nach sproochlech Inhalter auswenneg ze léieren.

ad 3. Den Erlebnisaufsatz a senger klassescher Form a Varianten (Billergeschicht, Weidererzielungen etc.) ass weiderhi present an eise Schoulen. En ass esouguer Bestanddeel vun den Épreuves communes am Cycle 4.2 am Kader vun der Orientatioun an den Enseignement secondaire.

Question 4060 (09.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **subventions accordées à l'ASTI :**

Eng Rei vu Ministèren an Administratiounen hu Relatioune mat der ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés), wouvu verschiddener och méi en offizielle Charakter hunn, z. B. duerch Agrementen, Konventiounen oder aner vertraglech Obligatiounen. Et wär dowéinst interessant, en allgemengen a kompletten Iwwerbléck iwwert déi finanziell Relatiounen tëschent dem Staat an der ASTI ze kréien.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng finanziell Ënnerstëtzungen (an egal wéi enger Form) oder aner geldwäert Virdeeler oder

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

Leeschtunge kritt d'ASTI am Budgetsjoer 2021 vum Lëtzebuerger Staat (inklusiv duerch Fräistellung vu Personal, Zurverfügungstelle vu Gebaier a Gefierer, aner Servicer)? Wéi eng legal Grondlage gëtt et fir dës Leeschtungen am Eenzelen a wéi si se motivéiert? Wéi eng Ministèren, Administratiounen oder Servicer si staatlechersäits betraff?

2. Wéi hu sech déi verschidde staatlech Zouwendungen a Leeschtungen (an egal wéi enger Form) un d'ASTI vun 2012 bis 2021 entwéckelt? Kann d'Regierung dat pro Budgetsjoer opschlësselen?

Réponse commune (14.05.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

D'Association de soutien aux travailleurs immigrés ASBL (ASTI) huet Relatioune mat véier Ministèren:

- dem Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun;

- dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend;

- dem Ministère fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft;

- der Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheete vum Aussen- an Europaministère.

- Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun

De Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun (MIFA) schafft haaptsächlech an zwee Beräicher mat der ASTI zesummen:

- Am Kader vun zwou verschiddene Konventioune collaboréieren de MIFA an d'ASTI am Beräich vun der Integratioun;

- Am Kader vun enger Konventioun collaboréieren de MIFA an d'ASTi am Beräich vum Travail social communautaire.

Den Departement Integratioun huet eng Konventioun mat der ASTI, mat dësen Domäner:

1. dem Guichet Info-Migrants, deen et all Persoun erlaabt, Informatiounen zum Immigratiounsgesetz an och zu Integratiounsfroen ze kréien;

2. der „traduction orale directe", déi et Matbierger, déi déi Lëtzebuerger Sprooch net beherrschen, erlaabt, un Informatiounsreuniounen an aneren Evenementer deelzehuelen;

3. der Begleedung vun de Gemengen duerch, ënner anerem, eng Berodung vu Gemengen, d'Organisatioun vum GRESIL an den Internetsite integratioun.lu.

Fir d'Integratioun um lokalen Niveau besser ze förderen, eng vun de Prioritéiten am Beräich Integratiounspolitik, an d'Gemenge besser ze ënnerstëtzen, gëtt et 2021 och eng spezifesch Konventioun fir ee Posten Integratiounsconseiller, deen d'Gemenge beréit an hëlleft, Projeten an der Gemeng ze maachen.

Dës Konventioune ginn alljoers negociéiert an, falls néideg, adaptéiert. Si foussen um Integratiounsgesetz (Loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg).

Déi drëtt Konventioun, déi de MIFA mat der ASTI huet, ass am Beräich vum Travail social communautaire. Duerch dës Konventioun ënnerstëtzt de Ministère d'ASTI an der Organisatioun vun Aktivitéiten an den nërdleche Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg mam Zil, déi sozial Kohäsioun an Inklusioun an de Quartieren ze förderen. Dës Konventioun fousst um ASFT-Gesetz (loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique).

Fir déi dräi Konventioune sinn tëschent 2012 an 2021 follgend Montanten ausbezuelt ginn:

- zwou Konventiounen am Beräich vun der Integratioun: 4.515.852,71 €;

- eng Konventioun am Beräich Travail social communautaire: 510.230,09 €.

Nieft deenen dräi Konventiounen huet de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun d'ASTI och nach a follgenden Aktivitéite finanziell ënnerstëtzt:

- dräi Projeten am Kader vum europäesche Programme Asile, Migration et Intégration (AMIF) an aacht Projeten am Kader vum nationale Plan d'action national Intégration (PAN) fir e Gesamtmontant vu 648.249,23 €;

- siwe Subside fir spezifesch Projete fir e Gesamtmontant vun 61.875,77 €;

- Iwwersetzungskäschte vun Evenementer, organiséiert vum MIFA, fir e Gesamtmontant vun 20.089,84 €;

- een Accord de collaboration fir de Foyer DPI vu Miersch an de Joren 2014 bis 2016 fir e Gesamtmontant vun 192.039 €;

- Jugendhaus Amigo & Kannernascht an de Joren 2012-2013 fir e Gesamtmontant vun 1.270.681,73 €.

Hei drënner d'Opschlësselung op d'Joren 2012 bis 2021:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend

Den Educatiounsministère (MENJE) schafft haaptsächlech an zwee Beräicher mat der ASTI zesummen:

1. Am Kader vun enger Konventioun collaboréieren ASTI a MENJE bei der Promotioun vun der Interkulturalitéit an eise Schoulen duerch de gemeinsamen „Zentrum fir interkulturell Bildung ikl".

2. Am Respekt vun de gängege legale Bestëmmungen ass d'ASTI ee Prestataire, dee fir de Service de la formation des adultes intervenéiert. Et geet alles no deene selwechte Reegele wéi jidder Anbieter vun der Ausschreiwung bis zu den Ofrechnungen.

ad Konventioun ikl

Fir den Zäitraum vun 2011 bis 2021 besteet eng Konventioun tëschent dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an der ASTI betreffend d'Fonctionnement vum Zentrum fir interkulturell Bildung (ikl).

D'Haaptmissioun vum ikl ass et, d'Zesummeliewen, de géigesäitege Respekt an d'Interkulturalitéit an de Lëtzebuerger Schoulen ze promouvéieren. Deemno proposéiere si pedagogesch Projeten, Ateliéren a Formatiounen an de Grondschoulen a Lycéeën am ganze Land. (Bis 2020 louch de Schwéierpunkt bei de Schoule vun der Stad Lëtzebuerg.) Doriwwer eraus kënnen dës Aktivitéiten och vun allen Acteuren aus dem edukative Secteur ugefrot ginn.

D'Konventioun definéiert d'Engagementer vun deenen zwou Parteie betreffend den ikl, déi vu Säite vum Staat aus ënnerschiddleche Volete bestinn: d'Ëmsetzung vun de Missioune vum ikl suivéieren, Personal fräistellen an e järleche Budget zur Verfügung stellen, fir d'Fonctionnementsfraisen ze decken.

Den Tableau hei drënner weist d'Evolutioun vum Personal a vum Budget vun 2011 bis 2021:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am September 2020 ass d'Personal, dat a Pensioun gaangen ass, iwwert eng Fräistellung vun 1,75 ersat ginn.

Am Kader vun enger Erneierung vun der Konventioun Enn 2020 gouf festgehalen, datt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ab dem Joer 2021 keen neit Personal méi fräistellt, mee an deem Fall d'Personalkäschten iwwerhëlt. De Budget vum Joer 2021 deckt deemno d'Fonctionnementsfraise vum ikl an och d'Personalkäschte vun engem Mataarbechter.

ad Erwuessenebildung

D'ASTI ass e konventionéierte Prestataire vu Sproochecoursen am Kader vun der Erwuessenebildung esou wéi eng ganz Rei aner Associatiounen. An deem Kader kritt d'ASTI eng Subventioun fir déi Coursen, déi sech aktuell follgendermoossen zesummesetzt:

Fir en normale Sproochecours fält eng Basissubventioun vu 15 €/Stonn un. Zousätzlech kann d'ASTI en Droit d'inscription vun 3 €/Stonn vun de Leit froen. Falls d'Leit e Recht op en Tarif réduit hunn (10 €/Cours), da kritt d'ASTI den Defizit par rapport zum normalen Tarif vum Service de la formation des adultes kompenséiert.

Fir en Alphabetiséierungscours fält eng Basissubventioun duerch de Staat vu 55 €/Stonn un. Déi musse gratis ugebuede ginn, dat heescht d'ASTI huet hei keng zousätzlech Recetten. A béide Fäll geet de Montant plus ou moins duer, fir de Formateur ze bezuelen. Fir all aner Fraisen am Kader vun der Organisatioun vun de Coursë muss d'ASTI selwer opkommen.

D'Variatioun vun de Montante weist, datt d'ASTI staark op d'Demande u Sproochecoursen am Kader vun der Flüchtlingswell reagéiert huet a massiv Coursen organiséiert huet.

Hei den Tableau mat de Montanten, déi zanter 2011/2012 am Kader vun der Erwuessenebildung un d'ASTI iwwerwise gi sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Ministère fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft

De Ministère fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft participéiert um Finanzement vun engem Projet FSE „Connections4work".

Dauer: 01. Januar 2019 - 30. Juni 2021

Legal Grondlag:

• Décision de la Commission européenne C(2014)9912 final du 12 décembre 2014 portant adoption du programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » au Grand-Duché de Luxembourg;

• Décision du Comité de sélection FSE du 17 octobre 2018;

Budget: 574.900,00 € TTC

• 50 % à charge du FSE : 287.450,00 € => paiements assurés par le MTEESS (budget pour ordre - FSE);

• 50 % à charge du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (Fonds pour l'Emploi) et du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (Office national d'inclusion sociale) : 287.450 € => la pondération finale entre ces deux sources sera établie selon la proportion de participants aux projets émanant de l'ADEM respectivement de l'ONIS.

Paiementer:

• FSE: 184.685,61 €

01.04.2021 => 72.051,52 €;

02.09.2020 => 58.819,09 €;

27.04.2020 => 38.812,50 €;

15.11.2019 => 630,00 €;

18.03.2019 => 14.372,50 €.

• Fonds pour l'emploi: 143.725,00 €

11.06.2019 => 43.117,50 €;

26.03.2019 => 100.607,50 €.

Hei nach weider Depensen, déi den MTEESS (iwwert de Budget an den FPE) un d'ASTI iwwerwisen huet:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

• Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheete vum Aussen- an Europaministère

Als ONGD, déi vum Ausseministère agreéiert ass, kann d'ASTI finanziell Ënnerstëtzung vum Ministère ufroe fir Aktiounen am Beräich Sensibilisatioun an Entwécklungspedagogik souwéi fir Projete fir Entwécklungszesummenaarbecht a fir humanitär Hëllef. D'Associatioun kann och verschidden administrativ Ausgabe rembourséiert kréien.

Konform mat de Prozeduren an de generelle Konditiounen, déi d'finanziell Relatiounen tëscht dem Ministère an den ONG reegelen, huet d'ASTI vun enger finanzieller Ënnerstëtzung an Héicht vu 410.777,36 € am Zäitraum vum 21. Juni 2012 bis de 4. Juli 2019 profitéiere kënnen. Dës global Zomm fir de genannten Zäitraum beinhalt engersäits d'Kofinanzéierung vun Aktivitéiten am Beräich Sensibilisatioun an Entwécklungspedagogik souwéi administrativ Ausgaben.

Question 4061 (09.04.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **tests rapides Covid-19 :**

Den 1. Abrëll huet de Premierminister d'Chamber opgefuerdert, eng CSV-Motioun zu enger Strategie vun de Schnelltester als Deel vun der Sortie aus de Covidrestriktiounen net unzehuelen, well se superfetatoire wier: „… well mir scho méi wäit sinn, wéi d'Oppositioun dat freet."

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi sollen d'Schnelltester, fir selwer ze maachen, an Zukunft an de Strukture fir eeler a vulnerabel Leit agesat ginn?

- Wéi vill vun dësen Tester stellt d'Regierung de Strukturen zur Verfügung?

- Kann all Externen, deen an dës Strukture kënnt, sief dat Besuch, Coiffer, Kiné etc., esou ee Schnelltest selwer maachen, fir d'Sécherheet vun den Awunner ze garantéieren?

- Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et sënnvoll wier, datt dat gesamt Personal (ob fest agestallt oder vun engem Prestataire de services) zweemol an der Woch selwer e Schnelltest mécht?

Réponse commune (12.05.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Virop sief bemierkt, datt Schnelltester scho säit Oktober/November 2020 an dëse Strukturen am Asaz sinn. Säit e puer Woche sinn och elo déi sougenannt Autotester am Asaz. Dës Tester komme souwuel beim Personal fir e systemateschen Depistage an den Asaz a stinn och bereet, fir Visiteuren, Sous-Traitanten oder Fournisseuren ze testen, iert déi an d'Struktur kommen.

ad 2. Dës Strukture kréie pro Woch eng 150.000 Tester zur Verfügung gestallt, woumat déi aktuell Besoine couvréiert sinn.

ad 3. Jo.

ad 4. Dës Tester ginn eeben och zum Zweck vun engem systemateschen Testing vum Personal bereetgestallt.

Question 4062 (09.04.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **vaccination après une infection Covid-19 :**

Mengen Informatiounen no kréie Patienten, déi covidpositiv sinn an dann eng Invitatioun fir hir Covidimpfung kréien, oft ënnerschiddlech Informatioune vun hiren Doktere wéi op der Santé-Hotline. Esou kënnt et wuel ëfters vir, datt d'Patiente vun hirem Hausdokter gerode kréien, si sollte sech eréischt dräi Méint no der Infektioun impfe loossen, op der Hotline kréie se dann awer gesot, si kéinte respektiv misste sech direkt impfe loossen. Aner Doktere schwätze vu sechs Woche Waardezäit, nach anerer roden, éischter sechs Méint no enger Infektioun ze waarden.

Virun dësem Hannergrond wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister follgend Froe stellen:

1. Huet de Ministère fir esou Fäll kloer Consignen un d'Generalisten erausginn, respektiv och un d'Leit, déi op der Hotline de Patiente Ried an Äntwert stinn?

2. Wa jo, wéi sinn déi beschriwwe Fäll vu widderspréchlechen Informatiounen ze erklären?

3. Wien huet an esou engem Fall vun ënnerschiddleche Rotschléi fir d'Patienten dat lescht Wuert?

4. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt et immens wichteg ass, datt hei all déi implizéiert Acteuren déi selwecht Consignë kréien an dës och un d'Patiente weiderginn?

Réponse (12.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Fro, ob een, a wéini een, soll eng Persoun no enger Infektioun mat Covid-19 impfen, ass nach net definitiv gekläert. Dat explizéiert eventuell divergent Meenungen.

De Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) huet konfirméiert, dass et keng Kontraindikatioun gëtt fir eng Persoun, déi eng Covid-19-Infektioun hat, oder esouguer aktiv huet (dofir brauch ee virun der Impfung och kee PCR-Test ze maachen), ze impfen. Par „principe de précaution" gëtt awer recommandéiert, op d'mannst 14 Deeg no enger Covid-19-Impfung ze waarde respektiv d'Impfung ze verleeën, wann nach Covid-19-Symptomer present sinn.

Verschidden Instanzen am Ausland hu sech iwwert dës Problematik geäussert (z. B. d'Ständige Impfkommission (STIKO), oder d'Haute Autorité de santé (HAS) etc., mat awer verschiddene Recommandatiounen, jee no Land). Am Allgemenge gëtt do recommandéiert, dräi bis sechs Méint no der Impfung ze waarden, a falls d'Persoun en normalen Immunsystem huet, dann nëmmen eng Impfung ze maache amplaz vun zwou. Et ginn awer nëmme wéineg zolidd wëssenschaftlech Donnéeën, fir esou Recommandatiounen ze droen.

Et wier sécherlech wichteg, kohärent Consignen ze ginn, an dofir wollt Lëtzebuerg op eng gemeinsam europäesch Positioun waarden, déi vun dem European Centre for Disease Control and Prevention (ECDC) ausgeschafft gëtt. Leider schéngt dëse Projet Retard ze kréien, eebe grad, well et net einfach ass, do ee Konsens ze fannen.

Schlussendlech huet de Patient, beroden duerch säi Vertrauensdokter, dat lescht Wuert, an decidéiert, wéini hien sech wëll impfe loossen.

Question 4063 (12.04.2021) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**impact du renforcement des mesures visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur les activités des organisations non gouvernementales de développement (ONGD) :**

L'ancien directeur de la Bourse de Luxembourg, dans un commentaire dans la presse parlée, pointe du doigt l'impact du renforcement des mesures visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur les activités des organisations non gouvernementales de développement (ONGD). Bien qu'il soit important de garder des mesures strictes en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, la situation actuelle mettrait des barrières aux transferts

d'argent dans certains pays cibles de la Coopération au développement luxembourgeoise.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et à Monsieur le Ministre des Finances :

- L'un des problèmes semble être que les pays moins développés ont besoin de temps pour se familiariser avec les nouvelles exigences. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'impact prédécrit, et donc que le renforcement des mesures visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a un impact sur l'action des ONGD actives dans les pays cibles de la Coopération au développement luxembourgeoise ? Quelle est leur appréciation globale de la situation ?

- Quelques pays cibles de la Coopération au développement luxembourgeoise sont placés sur des « listes grises », ce qui rend les transferts d'argent impossibles. Comment le Gouvernement va-t-il assurer que les ONGD puissent continuer leurs activités dans les pays visés, tout en s'assurant bien évidemment que les dons ne soient pas utilisés à des fins criminelles ?

Réponse commune (14.05.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Aux questions posées par l'honorable Députée Mme Octavie Modert, il peut être indiqué ce qui suit.

Les pays et juridictions doivent respecter les standards internationaux visant à lutter contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, et notamment ceux du Groupe d'Action Financière (GAFI). Pour vérifier que les pays se conforment à ces standards internationaux, les pays font l'objet d'évaluations mutuelles régulières qui peuvent conduire, en cas de lacunes majeures constatées, tant dans leurs législations que dans leurs pratiques et stratégies de lutte, à être publiquement identifiées dans l'un des deux documents publiés trois fois par an par le GAFI : i) la liste des juridictions à hauts risques[15], dite « liste noire » où figurent actuellement deux pays (l'Iran et la République populaire démocratique de Corée), et ii) la liste des juridictions sous surveillance, dite « liste grise »[16] où figurent actuellement 19 pays (Albanie, Barbade, Botswana, Burkina Faso, Cambodge, Îles Cayman, Ghana, Jamaïque, Maroc, Maurice, Myanmar, Nicaragua, Ouganda, Pakistan, Panama, Sénégal, Syrie, Yémen et Zimbabwe).

Être publiquement listé par le GAFI entraîne pour ces pays des risques économiques et de réputation considérables ; le but de ces listes est de faire connaître notamment aux contreparties internationales et particulièrement aux institutions financières du monde entier que les transactions et les relations d'affaires avec un client, une institution financière ou une entreprise du pays inscrit sur la liste présentent un risque accru de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et/ou de financement de la prolifération.

À savoir que si aucune sanction économique ne résulte directement de l'inscription d'un pays sur une liste, plus longtemps le pays reste sur la liste et donc ne remédie pas aux lacunes identifiées dans le rapport d'évaluation mutuelle suivant le plan d'action mis en place par le GAFI, plus le risque est grand que des mesures plus sévères, voire des sanctions bilatérales, soient imposées par des pays étrangers. Et cela conduit inéluctablement à une réduction conséquente des investissements étrangers, des flux commerciaux, voire à l'impossibilité d'accès de ces pays aux marchés financiers mondiaux et aux systèmes de paiement électroniques tels que les virements.

L'inscription d'un pays sur une telle liste a donc en effet un impact potentiel, tel que celui avancé dans la question de Madame la Députée, en termes de barrières aux transferts d'argent dans les pays listés. Par ailleurs, bien que le GAFI n'interdise pas les transactions avec les pays listés, les institutions financières ont tendance à atténuer leurs risques en réduisant considérablement les transactions avec les institutions situées dans les pays listés, voire en les interdisant, conduisant dans certains cas à l'impossibilité d'effectuer un transfert d'argent vers un des pays listés.

Dans ce contexte, on peut noter que le GAFI a révisé, en 2016, sa recommandation concernant le secteur à but non lucratif et mis à jour sa méthodologie d'évaluation en vue de faciliter la continuité des activités de coopération au développement et d'aide humanitaire à faible risque.

Tel que mentionné ci-dessus, parmi les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, le GAFI a adressé des recommandations au Burkina Faso, au Nicaragua et au Sénégal, dont il surveille la mise en œuvre.

D'après nos informations, les ONG luxembourgeoises actives dans le domaine du développement (« ONGD ») n'ont jusqu'ici pas encore rencontré des problèmes à ce niveau en matière de transfert de fonds, cette possibilité n'étant toutefois pas entièrement à exclure.

En février 2021, le Burkina Faso et le Sénégal ont pris un engagement politique de haut niveau à travailler avec le GAFI pour renforcer l'efficacité de leurs régimes de AML/CFT. La Coopération luxembourgeoise a prévu de consulter ces deux pays sur les besoins d'appui pour mettre en œuvre les recommandations du GAFI en vue de graduer de la liste grise des pays sous surveillance et d'assurer un transfert d'argent dans les conditions appropriées. Un tel appui ne peut à ce stade pas être envisagé au Nicaragua, où le Luxembourg n'appuie plus directement le Gouvernement.

Par ailleurs, les projets des ONGD qui sont cofinancés par le MAEE sont régulièrement soumis à des évaluations et à des audits financiers, ce qui contribue à permettre aux ONGD d'exercer leurs activités tout en respectant les normes pertinentes applicables. Les ONGD sont ainsi obligées d'informer le MAEE dans les meilleurs délais si un cas de fraude apparaît au niveau des projets cofinancés par le MAEE.

En outre, suite aux évolutions en la matière, et en ce qui concerne les ONGD luxembourgeoises, le Ministère de la Justice en coopération avec le Ministère des Affaires étrangères et européennes, la Direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire, ont organisé un webinaire en novembre 2020 pour sensibiliser les ONGD aux risques du financement du terrorisme et à la lutte contre le blanchiment d'argent qui a permis de présenter une série de mesures qui peuvent être mises en œuvre par les ONGD pour atténuer les risques auxquels elles sont exposées. Une circulaire du Ministère de la Justice adressée au secteur associatif a également été publiée afin que les ONGD sachent à qui s'adresser en cas de suspicion.

Question 4064 (13.04.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant les **chargés de cours :**

D'Chargés de cours sinn zu engem wichtegen Acteur am Fonctionnement vun der ëffentlecher Schoul ginn. Et misst dofir och selbstverständlech sinn, dass hir Salairë konform a wéi virgesinn ausbezuelt ginn. Ëmmer rëm héiert een awer, dass d'Chargéë méintelaang op hir Pai musse waarden.

An deem Zesummenhang wëlle mir dem Här Minister fir d'Fonction publique dës Froe stellen:

- Weess de Minister vun deementspriechende Problemer, wat d'Ausbezuele vun de Salairen un d'Chargés de cours ugeet?

Wa jo, wourunner läit dat? Wéi wëll de Minister deem entgéintwierken?

- Wéi vill Chargés de cours sinn aktuell am Lëtzebuerger Schoulwiesen aktiv? Well et ganz verschidde Kontrakter fir dës Chargéë ginn, wollte mir de Minister froen, wéi vill Chargéen aktuell ënnert wéi engem Statut agestallt sinn.

- Fir d'Bezuele vun dëse Chargéë gouf en Avancësystem an d'Liewe geruff. Aus wéi enge Grënn gouf dëse System agefouert a wéi héich sinn déi Avancen? Wëssen d'Leit um Terrain iwwert dëse System Bescheed a wéi oft gëtt deen an Usproch geholl?

Réponse commune (18.05.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Déi an de Rekrutement an d'Gestioun implizéiert Servicer vum Educatiounsministère hunn esouwuel fir d'Rentrée 2020/2021 wéi och wärend dem lafende Schouljoer een héije Contingent un neien Agente rekrutéiert.

Scho wärend de Summerméint goufen d'Personaldossiere vun den Agenten, déi op d'Rentrée agestallt goufen, completéiert an do, wou Piècë gefeelt hunn, goufen d'Agenten opgefuerdert, se nozereechen. Bei dësen Dossieren huet de spéiden Transfert vun den erfuerderleche Piècë bei vereenzelten Agenten zu Retarden a puncto Paiement vu Salairë gefouert.

Wärend dem Schouljoer goufe kontinuéierlech nei Agenten agestallt, fir entweeder op Basis vun engem zäitlech begrenzte Kontrakt fir een Engagement iwwer dräi Méint oder via Deklaratioun fir punktuell Interventioune fir hir Aarbecht an de Lëtzebuerger Grondschoulen entlount ze ginn.

Bedéngt duerch déi aktuell sanitär Kris am Kontext vu Covid-19 huet sech an der Mëtt vum éischten Trimester ënner anerem wéinst der Klassifizéierung vun de schwangere Fraen als vulnerabel Persoune séier ofgezeechent, datt een héije Contingent un Agente misst bereetgestallt ginn, fir am Kader vun de Remplacementer vum Léierpersonal an de Grondschoulen zur Verfügung ze stoen. Aus deem Grond goufen déi legal Dispositiounen, déi d'Konditioune festleeën, ënnert deenen Agenten an der Lëtzebuerger Grondschoul dierfe Remplacementer assuréieren, ugepasst. Dat huet dozou gefouert, datt sech eng Hellewull un neien Agente bereeterkläert hunn, fir bei Bedarf d'Léierpersonal ze ersetzen. D'Remplacementer vum aktuelle Schouljoer, déi op Deklaratioun bezuelt ginn, goufe vun 936 ënnerschiddlechen Agenten assuréiert, vu deene 480 Agenten dëst Joer fir d'éischt am Enseignement fondamental intervenéiert sinn. Een Total vun 959 Agenten intervenéieren aktuell op Basis vun engem zäitlech begrenzte Kontrakt an de Lëtzebuerger Grondschoulen, fir hei Remplacementer ze assuréieren oder bei der Ëmsetzung vun Differenzéierungsmesurë matzehëllefen.

Am Fall vun Iwwerschneidungen, wou Agenten, déi virun engem zäitlech begrenzte Kontrakt via Deklaratioun bezuelt goufen, huet missen eng héich Unzuel u Personaldossieren erstallt ginn, fir de Paiement vun de concernéierten Agenten ze erméiglechen. Vu dës Unzuel vun neie Personaldossieren an de punktuell schleefenden Transfert vun den heifir néidege Piècen duerch d'Agenten ass et effektiv zu Retarde bei de Paiementer vun den Indemnitéite respektiv de Remuneratioune fir dat concernéiert Personal am Enseignement fondamental komm.

Fir de Retarde beim Ausbezuele vun de Salairen un d'Chargéen effikass entgéintzewierken, ass d'Unzuel vun den Agenten aus dem Educatiounsministère, déi d'Personaldossieren erstelle respektiv completéieren, drastesch an d'Luucht gesat ginn. Dës Weidere goufen d'Prozesser, déi zum Paiement vun den Agente féieren, analyséiert an et goufen elo schonn éischt Adaptatioune virgeholl, déi dës Ofleef sollen optiméieren.

All Chargé, deen am lëtzebuergesche Schoulwiesen intervenéiert, schafft ënnert dem Statut vum Employé de l'État, sief et e Chargé de cours am Enseignement fondamental oder e Chargé d'enseignement am Enseignement secondaire. Trotzdeem ënnerscheet sech d'Form vun hirem Engagement relativ staark a Funktioun vun hirer Missioun.

Am Enseignement fondamental:

- 519 Chargés de cours (CDI), Member an der Réserve de suppléants;

- 293 Chargés de cours A2 (CDI), Member an der Réserve de suppléants;

- 940 Chargés de cours (CDD) vu bis zu engem Schouljoer;

- 936 Agenten, déi wärend dem aktuelle Schouljoer kuerzzäiteg Remplacementer assuréiert hunn.

Am Enseigenemnt secondaire:

- 1.426 Chargés de cours, d'éducation, d'enseignement an engem CDI;

- 148 Chargés d'éducation an engem CDD, fir e kuerzzäitege Congé ze ersetzen.

Des Weidere ginn et och Chargéen an aneren Administratioune vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, wéi der Formation des adultes, der Formation professionnelle, dem Centre socio-éducatif de l'État asw.

D'Méiglechkeet, Avancen ze bezuelen, ass am groussherzogleche Reglement vum 17. September 2004 (« fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances temporaires de fonds pour le paiement de dépenses de l'État ») virgesinn.

Dëst Reglement erlaabt et dem Personalservice, eng Avance op déi gescholt Remuneratioun unzefroen, en attendant, datt säi Personaldossier fäerdeg traitéiert ass an hie seng regulär Remuneratioun bezuelt kritt. De Montant, deen ugefrot gëtt, läit an der Reegel bei 80 % vun der regulärer Remuneratioun. Am Enseignement fondamental, wou et effektiv Retarde gouf, kruten Ufank Mee déi meescht betraffen Agenten, wou den Dossier et erlaabt huet, eng entspriechend Avance ausbezuelt.

Question 4065 (13.04.2021) de **MM. André Bauler**, **Gilles Baum** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant l'**impact du gel récent sur les vignes :**

Wéi déi franséisch Medie mellen, hätt de rezente Frascht quasi duerch ganz Frankräich de Bléien an de Wéngerten ellen zougesat. Änlech ass d'Situatioun bei den Uebstbeem, déi a verschiddene Géigende vun der franséischer Republik béis vun der Keelt getraff gi sinn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Situatioun de Moment op eiser Musel aus? Gëtt et do och Schued an de Wéngerten? Wa jo, konnt dee schonn estiméiert ginn? Gëtt et Ënnerscheeder jee no Zort a Lag? Ass et méiglech, d'Auswierkungen op d'Recolte dëst Joer anzeschätzen?

2. Krut den Här Minister och eventuell e Feedback vun eisen Uebst- a Geméisbaueren? Gëtt et och do Ënnerscheeder, wat de Schued ugeet?

3. Wéi vill Prozent vun eiser bewirtschafter Fläch maachen d'Wéngerten an d'Bongerten aus? Wéi vill Betriber liewen dovunner?

Réponse (22.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Et ass Schued gemellt ginn an Drauwenzorten, déi fréi ausdreiwen: Chardonnay, Muskat, Gewürztraminer. Net all Parzelle mat dëse Riefzorte sinn awer betraff.

Dës Zorte maache 75 ha aus (vun 1.280 ha insgesamt). Bei den aneren Zorte kann et och zu liichtem Schued komm sinn.

Fir de Schued definitiv kënnen ze chiffréieren, muss den Ausdriff ofgewaart ginn, d. h. fréistens Enn Abrëll.

ad 2. Am Uebstbau ass och schonn aus verschiddenen intensiven Anlage Schued gemellt ginn. D'Bléi an den Ufank vun der Fruuchtbildung sinn hei déi sensibel Momenter. Dofir spillt d'Uebstaart, d'Varietéit, mee och d'Lag vun der Uebstanlag eng wichteg Roll, awéiwäit et zu Schied kënnt.

Aktuell si Kiischten- a Bierebeem, déi mat oppener Bléi getraff goufen, am meeschte betraff. Fir de genauen Impakt ofzegesinn ass et elo awer zum Deel nach ze fréi. Sécherlech gëtt et och bei aneren Uebstaarten ewéi den Äppel och Schued. De reellen Impakt ass awer zu dësem Zäitpunkt schwéier ze evaluéieren.

An den Héichstammbongerte stinn oft Beem, déi méi spéit bléien an deemno elo net esou betraff wäerte sinn. No der ganz héijer Recolte vun 2020 wäert bei den Äppel de Phenomeen vun der Alternanz den Ertrag dëst Joer méi drécke wéi dee Frascht, dee mir bis elo haten.

Am Geméisbau ass de Fraschtschued ëm dës Zäit normalerweis keen esou grousse Problem. Déi Kulturen, déi elo schonn dobaussen am Feld stinn, kënnen hei zum Beispill och duerch Opleeë vu Vlies geschützt ginn.

ad 3. Mir hunn 1.280 ha Wéngerten op der Musel, déi vun 141 haaptberuffleche Wënzer an 130 niewberuffleche Wënzer bewirtschaft ginn (Stand 13.4.2021).

Déi allermeeschte Wënzer hunn hir Wéngerte géint de Frascht verséchert an de Staat bezilt 65 % vun der Primm.

Intensiv Uebstanlagen (Niderstamm a sougenanntent Beerenobst) stinn op ongeféier 100 ha. Dat wieren 0,08 % vun de ronn 132.000 ha, déi vun eise Betriber bewirtschaft ginn. An dësem Beräich ginn et manner wéi zéng haaptberufflech Betriber.

Fir den Uebstbau gëtt et beim Käruebst, also Äppel a Bieren, d'Méiglechkeet, sech géint Fraschtschued ze verséchere, wou de Landwirtschaftsministère dann och 65 % vun de Primmen iwwerhëlt.

Question 4066 (13.04.2021) de **MM. Claude Wiseler** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **création de nouvelles pharmacies :**

Dans un article datant de février 2021, le Collège médical (CM), qui est sollicité par le Ministère de la Santé pour donner son avis à propos de demandes de création de pharmacies, a souligné la nécessité d'élaborer une proposition de répartition démo-géographique nationale des officines de pharmacie, inexistante à ce jour et estimée indispensable afin de juger le besoin de créer des pharmacies supplémentaires.

Le Collège médical (CM) regrette notamment l'absence de critères objectifs et reproductibles afin

[15] Les juridictions à haut risque présentent des lacunes stratégiques importantes dans leurs régimes de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération (BC/FT/FP). Pour tous les pays identifiés comme étant à haut risque, le GAFI demande à tous les membres et exhorte toutes les juridictions à appliquer une diligence accrue et, dans les cas les plus graves, les pays sont appelés à appliquer des contre-mesures pour protéger le système financier international des risques de blanchiment de BC/FT/FP émanant du pays. Dernière liste en vigueur depuis février 2020.

[16] Les juridictions faisant l'objet d'une surveillance accrue travaillent activement avec le GAFI pour remédier aux défaillances stratégiques de leur régime de lutte contre le BC/FT/FP en mettant en œuvre rapidement le plan d'action proposé par le GAFI. Lorsque le GAFI place une juridiction sous surveillance accrue, cela signifie que le pays s'est engagé à résoudre rapidement les défaillances stratégiques identifiées dans les délais convenus et qu'il est soumis à une surveillance accrue. Le GAFI n'exige pas l'application de mesures de vigilance renforcée à ces juridictions, mais encourage ses membres à prendre en compte les informations présentées sur le site du GAFI dans leur analyse de risque. Dernière liste en vigueur depuis février 2021.

d'évaluer la nécessité d'une nouvelle création de pharmacies.

En effet, à ce jour, une nouvelle pharmacie n'est envisageable qu'à partir du moment où une administration communale ou un promoteur en fasse une demande explicite au Ministère.

En raison de l'absence de critères objectifs, le CM aurait des difficultés à trancher sur la nécessité de création de pharmacies supplémentaires et les avis de ses membres seraient diamétralement opposés. Outre la démographie, le Collège médical estime que des critères comme l'infrastructure de la région, la différence entre milieu rural et urbain, la distance géographique entre les officines, la situation à proximité d'un axe routier ou d'une frontière, l'accessibilité aux soins, etc. devraient être considérés.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement peut-il nous informer si la création de nouvelles pharmacies est planifiée pour l'année 2021-2022 ?

- Dans l'affirmative, combien de nouvelles pharmacies le Gouvernement a-t-il planifié de créer ?

- Combien de demandes de création de pharmacie ont été soumises par les communes ?

- Est-ce qu'un plan national pour la création de nouvelles officines a été élaboré comme demandé par le Collège médical (CM) ? Si oui, où en sommes-nous ? Si non, le Gouvernement peut-il nous en expliquer les raisons ?

- Dans l'hypothèse de la mise en place d'un tel plan, le Gouvernement pourrait-il nous faire part des critères envisagés parmi ceux suggérés par le CM afin de mieux pouvoir juger le besoin et la nécessité de création de pharmacies dans certaines régions ?

- Le Gouvernement est-il disposé à prendre en considération les statistiques de la CNS sur les chiffres d'affaires des pharmacies dans l'évaluation du besoin de création de nouvelles concessions ?

Réponse commune (14.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

À défaut d'un plan national pour la création de nouvelles concessions de pharmacie, la mise en place de celles-ci se fait sur requête auprès du Ministère de la Santé qui, avant de se prononcer définitivement, prend les avis de la Direction de la santé et du Collège médical.

Ainsi, deux nouvelles concessions de pharmacie ont été créées récemment sur demande d'autorités communales. Deux demandes de création de pharmacie ont été soumises par les communes et sont en cours de phase d'instruction.

Le Ministère de la Santé accueille favorablement la proposition du Collège médical relative à l'élaboration d'un plan national pour la création de nouvelles officines, fondé sur une pluralité de critères (démographie, infrastructures médicales, accessibilité, etc.) afin de mieux pouvoir juger le besoin et la nécessité de création de pharmacies supplémentaires.

À ce jour, le Gouvernement n'a pas encore pris en considération les statistiques de la Caisse nationale de santé dans l'évaluation du besoin de création de nouvelles concessions.

Question 4067 (13.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **chiens dangereux :**

Op Ufro vum franséischen Agrikulturministère ass d'Agence nationale de sécurite sanitaire (Anses) beoptraagt ginn, d'Geféierlechkeet vu den eenzelen Hondsrassen ze determinéieren. Aus dëse Beméiungen ass ervirgaangen, datt d'Rass vum Hond net exklusiv op eng méiglech Gefor schléisse léisst:

« L'Anses, qui a examiné l'ensemble des facteurs à considérer pour évaluer le risque de morsure, conclut que ce risque ne peut se fonder de manière fiable sur la seule race ou le type racial du chien. »

Et wär deemno esou, datt eng ganz Partie aner Faktoren, ewéi z. B. den Alter, d'Erzéiung an d'Gesondheet vum Hond - awer och d'Verhalen an den Alter vum Hondsbesëtzer - drop schléisse kënne loossen, wéi grouss de Risiko duerch eng Aggressioun vum Hond ass. A menger parlamentarescher Fro Nr. 2541 aus dem Joer 2016 geet ervir, datt Lëtzebuerg siwen Hondsrassen (dovun och dräi Kräizungen) als geféierlech astuuft. Dëst sinn déi sougenannte Lëschtenhënn, fir déi de Besëtzer eng speziell Ausbildung braucht.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Hunn sech zanter 2016 rechtlech Dispositioune geännert am Hibléck op de Besëtz vu potenziell geféierlechen Hënn?

2. Wéi eng Konklusiounen zitt d'Regierung aus der uewe genannter Etüd vun der Anses?

Réponse (22.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Déi rechtlech Dispositiounen am Hibléck op de Besëtz vu potenziell geféierlechen Hënn sinn déi, déi am Gesetz vum 9. Mee 2008 betreffend d'Hënn festgehale sinn, déi zanter 2016 net geännert hunn. Et gouf just am Joer 2011 eng kleng Ännerung vum Gesetz betreffend d'Umeldung vun den Hënn op der Gemeng wéi och d'Taxen, déi vun der Gemeng erhuewe ginn.

ad 2. De Ministère kann der Feststellung vun der Anses zoustëmmen, well bei de Fäll vun opfällegen Hënn, déi vun de Gemengen un d'Veterinärsverwaltung gemellt gi sinn, all Rasse vun Hënn betraff sinn, an och a ganz wéinege Fäll déi Hënn, déi vum Gesetz hier als geféierlech agestuuft sinn. An den allermeeschte Fäll läit de Problem och net beim Hond, mee éischter bei engem irresponsabele Verhale vum Besëtzer vum Hond. Bei enger Iwwerschaffung vum Gesetz misst een der Gegeebenheet méi Rechnung droen.

Question 4069 (13.04.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **délai de remboursement de la Caisse nationale de santé :**

Suite à une charge de travail plus élevée en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19, le délai de remboursement de la CNS est depuis quelques mois de six à huit semaines.

Il ressort d'une réponse du Gouvernement à la question parlementaire n° 3343 du 18 décembre 2020 que ce retard était dû à une augmentation saisonnière de la demande de remboursements, notamment plus de congés de maladie liés à des maladies d'hiver ainsi que beaucoup de demandes de congé pour raisons familiales.

Néanmoins, le ministre avait souligné dans sa réponse que la CNS était en train de se réorganiser afin de faire face à ce retard. En effet, la mise en place d'un scanneur pour traiter un plus grand volume de factures, une réaffectation et formation du personnel ainsi que l'embauche de nouveaux collaborateurs seraient envisagés.

Il me revient cependant qu'à l'heure actuelle, le délai de remboursement supérieur ne se serait toujours pas amélioré.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Sachant que le délai de remboursement de la Caisse nationale de santé (CNS) est normalement de deux à quatre semaines, le Gouvernement peut-il m'informer sur les raisons pour lesquelles ce dernier est toujours de six à huit semaines ?

2) Le Gouvernement constate-il toujours un nombre plus important de demandes à traiter, notamment de congés de maladie ?

3) Le Gouvernement peut-il m'informer de l'état d'avancement de la réorganisation annoncée il y a quelques mois afin de faire face à ce retard ?

- Le scanneur permettant de traiter un plus grand volume de factures est-il en place ?

- Le personnel a-t-il été réaffecté respectivement formé afin de pouvoir traiter le volume plus important de demandes ?

Réponse (14.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Depuis le mois d'octobre 2020, le département « Prestations en nature maladie-maternité » de la CNS fait face à une charge de travail nettement plus importante en termes de demandes de remboursements à traiter. En effet, par rapport à la même période des années 2018-2019, le nombre de demandes de remboursements à traiter journalièrement renseigne en moyenne une croissance de l'ordre de 27 %.

ad 2) Il ressort de la réponse à la première question que le nombre de demandes de remboursements a fortement progressé. Une telle progression ne peut pas être constatée au niveau du nombre des certificats d'incapacité de travail.

S'agissant du congé pour raisons familiales, il y a lieu de constater une convergence du nombre de demandes avec les mesures prises dans les domaines de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse pour contribuer à freiner la pandémie de la Covid-19, notamment en relation avec les fermetures des établissements scolaires et structures d'accueil.

ad 3) La CNS a déjà pris un certain nombre de mesures afin de parer à la surcharge de travail liée au contexte actuel. Ces dernières concernent tant la formation du personnel que les changements adoptés au niveau informatique. Ces mesures ainsi que le traitement des demandes de remboursements via un scanneur ont permis d'accroître la productivité de manière à répondre à la demande accrue.

Les efforts de digitalisation de l'intégralité de la procédure de remboursement des mémoires d'honoraires permettront à terme un traitement bien plus rapide. Le projet est en cours d'implémentation, mais compte tenu de son envergure, une mise en œuvre ne peut se faire qu'en phases successives.

Question 4070 (13.04.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **personnes intersexes :**

A menger Fro N° 3810 hunn ech d'Gesondheetsministesch gefrot, ob si am Kader vun der Covidkris net nëmme statistesch festhale géif, ob eng Persoun, déi um Covid erkrankt, männlech oder weiblech ass, mee och spezifesch festhält, ob et sech ëm eng Transgender- oder intergeschlechtlech Persoun handelt. Hannergrond ware rezent Erkenntnesser, dass Männer méi oft mat schwéiere Krankheetsverleef bei Covidinfektiounen ze kämpfen hätten ewéi Fraen, ouni dass kloer war, wéi transgender oder intergeschlechtlech Persoune betraff sinn, well et un Date gefeelt huet. An der Äntwert vun der Regierung heescht et elo:

„D'Direktioun vun der Santé erfaasst net d'Unzuel vu net binäre Persounen am Kader vun der Covid-19-Infektioun. D'Prioritéit fir d'Santé ass aktuell déi méiglechst efficace Gestioun vun der Covid-19-Pandemie an dobäi spillt dat biologescht Geschlecht eng Roll (Männer hu statistesch e gréissere Risk wéi d'Fraen), mee d'sexuell Orientatioun an Identitéit vun der Persoun, déi infizéiert ass, ass net relevant."

An dëser Äntwert gesäit een, dass d'Regierung engersäits de Sujet vun der sexueller Orientéierung mat deem vun der perséinlecher Geschlechtsidentitéit vermëscht an anerersäits auszeschléisse schéngt, dass et méi wéi zwee biologesch Geschlechter gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass et just zwee biologesch Geschlechter gëtt?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass sech intersexuell Persounen ëmmer kloer enger vun de Kategorië „Mann" oder „Fra" zouuerdne loossen?

Falls jo, wéi gëtt virgaange bei intergeschlechtleche Persounen, déi geneetesch Variatiounen opweisen, a wéi bei Persounen, déi hormonell Variatiounen opweisen?

3. Ass d'Regierung wierklech der Meenung, dass et bei enger Krankheet, déi verschidden Ausprägunge jee nom Geschlecht vum Infizéierten unhuele kann, net relevant ass, zu der internationaler Datebasis iwwert de Krankheetsverlaf bei intergeschlechtleche Persoune bäizedroen?

4. Wéi schléisst d'Regierung aus, dass déi geneetesch oder hormonell Variatiounen, déi intergeschlechtlech Persounen opweise kënnen, weeder eng Ufällegkeet nach eng Resilienz vis-à-vis vum Covid-19 mat sech bréngen, obwuel Etüde weisen, dass sech an dësem Kontext Ënnerscheeder tëscht Männer a Frae feststelle loossen?

5. Kann d'Regierung ausschléissen, dass gewëssen hormonell Traitementer, deene sech Transgenderpersounen am Kader vun enger eventueller Geschlechtsupassung ënnerzéien, eng Ufällegkeet oder eng Resilienz vis-à-vis vum Covid-19 mat sech bréngen kënnen?

6. Falls d'Regierung déi an de Froen N° 4 a 5 genannte Fäll net ausschléisse kann, firwat fënnt si et net relevant, Daten iwwert dës Persounegruppen ze erhiewen?

Réponse (14.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Virop sief bemierkt, dass d'Regierung net de Sujet vum biologesche Geschlecht mat der sexueller Orientéierung oder der perséinlecher Geschlechtsidentitéit vermëscht. D'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3810 sollt just kloerstellen, dass am Fall vun der Covid-19-Infektioun d'biologescht Geschlecht an notamment d'hormonell Impregnatioun effektiv determinant ass fir de Verlaf vun der Krankheet, och wann aner Facteure wéi d'Stigmatisatioun an Diskriminatioun fir verschidde Gesondheetsinegalitéite wéi z. B. den Accès aux soins ka verantwortlech sinn. D'Regierung ass sech der Komplexitéit vun der Thematik vun de Transgender- an intergeschlechtleche Persoune wuel bewosst an huet dowéinst och 2018 schonns am „Plan d'action national pour la protection des droits des personnes LGBTI" beschloss, deen ënnert der Responsabilitéit vum Familljeministère leeft an eng Rei Aktiounen och am Beräich vun der Gesondheet virgesäit.

Et ass kloer, dass et méi Geschlechter gëtt an dass z. B. intersexuell Persoune sech net ëmmer kloer zu enger Kategorie „Mann" oder „Fra" zouuerdne loossen.

Rezent Etüden hu gewisen, dass Geschlechtshormoner direkten Afloss hunn op eng Rei Facteuren, déi bei der Coviderkrankung wichteg sinn, z. B. d'Expressioun op den Zelle vum ACE2-Rezeptor, deen „d'Porte d'entrée" vum Sars-CoV-2-Virus an de Longen ass, op verschidden entzündungshemmend Effekter, op d'Aktivitéit vun den Immunzellen an d'Produktioun vun Antikierper souwéi d'Regeneratioun vun de Longenzellen, déi duerch de Virus beschiedegt goufen. Déi sougenannte weiblech Hormoner (Östrogen, Progesteron) schéngen do positiv Effekter ze hunn, wat dozou féiert, dass generell de Krankheetsverlaf bei de Frae manner schlëmm ass.

Bei intergeschlechtleche Persounen ass jee no Fall d'Quantitéit vu männlechen oder weibleche Geschlechtshormoner verschidden, et gëtt do net eng eenzeg Situatioun, mee eng ganz Vilfalt vun individuelle Situatiounen. Bei transsexuelle Persoune kënnt derbäi, dass verschidden Hormontraitementer geholl kënne ginn, déi domat een Afloss op d'Krankheet kënnen hunn. Änlech Situatioune vu Benotzung vun Hormontraitementer gëtt et iwweregens och a verschiddene Krankheeten, z. B. bei Kriibs (Prostatakriibs beim Mann oder Broschtkriibs bei der Fra).

Et ass sécher interessant a ganz wichteg, dës Effekter a wëssenschaftleche Studien ze analyséieren, fir d'Konsequenzen op de Covid-19-Krankheetsverlaf ze verstoen. Dëst geet awer iwwert déi immediat Missioune vun enger Gesondheetsdirektioun eraus a ka just am Kader vu wëssenschaftleche Studie gemaach ginn. D'Gesondheetsdirektioun huet weeder d'Ressourcen nach d'Kompetenz nach d'Informatiounen, fir esou Analysen ze maachen am Kader vun der Kontroll vun der Pandemie an dem deegleche Contacttracing. Falls e wëssenschaftlecht Institut zu Lëtzebuerg esou Etüde wéilt maachen oder un internationalen Etüde wéilt participéieren, géif dat natierlech viraussetzen, dass déi legal Obligatiounen am Kontext vun der klinescher Recherche (z. B. Avis vum Comité national d'éthique à la recherche an Autorisatioun duerch de Minister) agehale misste ginn.

Question 4071 (14.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **participation luxembourgeoise aux opérations de maintien de la paix :**

An deene leschte Joren huet Lëtzebuerg sech un enger Rei vu multilaterale militäreschen Operatioune bedeelegt, dorënner och d'Operatiounen „Irini" an „Atalanta". Fir déi Operatiounen huet Lëtzebuerg virun allem och Capacitéiten am Beräich vun der Loftopklärung zur Verfügung gestallt.

Well d'Mandater an d'Zesummesetzung vun esou Operatiounen iwwer d'Zäit variéieren, wéilt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. U wéi engen Operatiounen huet sech Lëtzebuerg an der Vergaangenheet mat Capacitéiten am Beräich vun der Loftopklärung bedeelegt? Wéi eng Mëttele ware konkreet am Asaz? Ass dobäi ëmmer op Déngschtleeschter aus dem private Beräich zeréckgegraff ginn? Wéi eng konkreet Missiounen huet Lëtzebuerg erfëllt?

2. U wéi engen Operatioune bedeelegt sech Lëtzebuerg an Zukunft am Beräich vun der Loftopklärung a mat wéi enge Moyenen? Wann et Ännerunge gëtt, zum Beispill, datt Lëtzebuerg sech net méi géif un enger bestëmmter Operatioun bedeelegen, wat sinn derfir d'Ursaachen?

3. Ass dru geduecht, déi zukünfteg Méiglechkeeten am Beräich vun der Buedemobservatioun duerch Satellit (LuxEOSys) och direkt fir multilateral Operatioune matzebenotzen, un deene Lëtzebuerg sech bedeelegt?

4. Zu wéi engem Zäitpunkt kënnt et bei esou Operatioune mat Loftiwwerwaachung zu Mandatserneierungen, bei deenen d'Regierung d'Chamber muss oder wëll informéieren? Geschitt dat an all Fall nach am Kader vum aktuellen OMP-Gesetz?

Réponse (29.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Lëtzebuerg huet sech bis elo mat kontraktéierte Capacitéiten un de Missiounen EUNAVFOR Atalanta an EUNAVFOR MED Sophia bedeelegt a bedeelegt sech am Moment un der Missioun EUNAVFOR MED Irini. An allen dräi Missiounen huet déi vu Lëtzebuerg gestallte Capacitéit Iwwerwaachung a Beobachtung aus der Loft an den Operatiounsgebidder vun de respektive Missioune gemaach an huet Analysen a Rapporten iwwert d'Iwwerwaachung an d'Beobachtung un déi jeeweileg Haaptquartéiere viruginn.

ad 2. Et ass geplangt, dass Lëtzebuerg sech un der VJTF23 (Very Rapid Joint Task Force) mat Loft-

opklärungsdrone vun der Lëtzebuerger Arméi bedeelege wäert. Weider Operatioune mat Capacitéite fir Iwwerwaachung a Beobachtung aus der Loft si momentan net geplangt.

ad 3. Jo, et ass ugeduecht, am Kader vun enger Lëtzebuerger Bedeelegung un enger multinationaler Operatioun de Partner Biller vu LuxEOSys zur Verfügung ze stellen.

ad 4. Den Zäitpunkt vun der Mandatserneierung hänkt vun der internationaler Organisatioun of, déi d'Operatioun leet.

Zum aktuellen Zäitpunkt géif e Projet vun engem Règlement grand-ducal proposéiert gi fir d'Participatioun vun der Lëtzebuerger Arméi un der VJTF23, déi an der zweeter Fro erwäänt gëtt, ënnert der Konditioun, dass bis dohinner dat neit OMP-Gesetz gestëmmt gëtt.

Question 4072 (14.04.2021) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **allocations familiales :**

Il me revient que des étudiants qui n'ont pas réussi leur projet final et qui continuent à être inscrits dans les classes RTPGC-PF ne sont plus éligibles aux allocations familiales.

En effet, selon l'article 271 du Code de la sécurité sociale, le droit à l'allocation familiale est maintenu jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis si l'enfant poursuit effectivement à titre principal d'au moins vingt-quatre heures par semaine des études secondaires, secondaires techniques ou y assimilées.

Dans notre cas précis, les élèves restent inscrits en classe et gardent leur statut d'étudiant, mais il s'avère qu'ils ne peuvent pas participer à des cours de rattrapage. Ainsi, ils ne peuvent pas remplir la condition de la participation à des cours d'au moins 24 heures pour l'octroi des allocations familiales.

Face à cette incohérence, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Les Ministres sont-ils au courant de cette incohérence ?

- Sachant qu'il n'est pas la faute des élèves qu'ils ne peuvent pas participer aux cours, Madame et Monsieur les Ministres ne jugent-ils pas opportun de lever cette incohérence pour que les concernés puissent toujours avoir droit à l'allocation familiale pour autant qu'ils restent inscrits en classe ?

- De quelle manière les Ministres envisagent-ils de réagir face à cette problématique ?

Réponse (14.05.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Il y a lieu de préciser que pour tous les élèves ayant dépassé l'âge de 18 ans, les dispositions de l'article 271 du Code de la sécurité sociale prévoient une limitation du paiement de l'allocation familiale au 31 juillet de chaque année. Le paiement n'est repris que sur demande, avec présentation d'une attestation de fréquentation si les études secondaires sont reprises pour l'année scolaire suivante.

La condition suivant laquelle l'élève doit être présent sur place à raison de 24 heures n'a aucun lien avec le cas précis soulevé par l'honorable Député, mais le fait qui est en cause est le cours de rattrapage respectivement la finalisation d'un projet qui se situent au-delà de la fin de l'année scolaire.

Ainsi, il n'existe aucune incohérence au niveau des textes en ce que la fréquentation ou non des cours de rattrapage pour la réussite à un projet final est traitée de la même façon qu'un examen d'ajournement en septembre, qui n'ouvre pas non plus droit au maintien de l'allocation familiale.

Question 4073 (14.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **effets secondaires des vaccins contre la Covid-19 :**

Bei den Impfungen géint de Coronavirus koum et a verschiddene Fäll zu schwéieren Thrombosen. Och e Mataarbechter vun der EMA huet mëttlerweil confirméiert, datt en Zesummenhang zwëschent dem AstraZeneca-Impstoff an dësen Thrombose besteet. Weider Niewewierkunge sinn och bei deenen aneren Impfstoffer laangfristeg net auszeschléissen.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister, d'Madamm Justizminister an un den Här Minister fir Soziales:

1. U wéi eng zoustänneg Instanze kann e Patient sech zu Lëtzebuerg adresséieren, wann hien de Verdacht huet, datt bestëmmt Krankheetserscheinungen op d'Niewewierkunge vun enger Impfung géint de Coronavirus zeréckzeféiere sinn?

2. No wéi enge Modalitéite ginn d'Niewewierkunge vun enger Impfung géint de Coronavirus bei der Gesondheetskeess geréiert? Wéi eng Medikamenter an Traitementer gi remboursëiert?

3. Kënnen d'Niewewierkunge vun enger Impfung géint de Coronavirus zu engem Usproch op d'Invaliderent féieren?

4. Kënnen zivillrechtlech Schuedensersatzsprëch erhuewe ginn, wann de Verdacht besteet, datt bestëmmt Krankheetserscheinungen op d'Niewewierkunge vun enger Impfung géint de Coronavirus zeréckzeféiere sinn? Wéi eng medezinnesch a geriichtlech Instanze missten a sou engem Fall decidéieren? Wie wier haftbar?

Réponse commune (14.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Eng Persoun, déi méiglech eescht Niewewierkungen no enger Impfung huet, soll sech fir d'éischt un hiren Dokter wenden oder, falls et dréngend ass, un e Service médical de garde (Maison médicale oder Service d'urgence vun engem Spidol). Falls de Verdacht op Niewewierkunge vun enger Impfung vun engem Dokter confirméiert gëtt, soll dësen eng „notification d'effets indésirables" ausfëllen. De Formulaire ass disponibel op sante.lu oder op guichet.lu. Hie soll dëse Formulaire dann entweeder un de „Centre régional de pharmacovigilance de Nancy" schécken, mat deem Lëtzebuerg eng Kollaboratioun huet, oder direkt un d'„Division de la pharmacie et des médicaments" vun der Gesondheetsdirektioun.

Am Fall vu Niewewierkunge vun enger Impfung géint de Coronavirus remboursëiert d'Gesondheetskeess déi Medikamenter an Traitementer, déi am Code vun der sozialer Sécherheet virgesi sinn. D'Konditiounen an d'Modalitéite si genau déi selwecht wéi bei all aner Traitementer och esou wéi se an de jeeweilegen Nomenclaturen, Konventiounen an an de Statute vun der Gesondheetskeess virgesi sinn. Ob et sech ëm eng Niewewierkung géint d'Impfung vum Coronavirus handelt, huet dorop keen Afloss.

Et ass genau d'selwecht bei der Invaliderent. Wann den Assuré esou staark kierperlech Aboussen huet, datt hien net méi ka schaffe goen, kann hien Urecht op eng Invaliderent hunn. Hei applizéiere sech och déi normal Prozeduren ewéi zum Beispill vum Artikel 187 vum Code vun der sozialer Sécherheet, dee Follgendes virgesäit:

« Est considéré comme atteint d'invalidité l'assuré qui, par suite de maladie prolongée, d'infirmité ou d'usure a subi une perte de sa capacité de travail telle qu'il est empêché d'exercer la profession qu'il a exercée en dernier lieu ou une autre occupation correspondant à ses forces et aptitudes. […]

Les critères pour l'appréciation médicale de l'état d'invalidité peuvent être précisés par règlement grand-ducal, le Collège médical, le Contrôle médical de la sécurité sociale et la Direction de la santé, service de la santé au travail, demandés en leurs avis. »

D'Gesetz vum 4. Juli 2000 iwwert d'Responsabilitéit vum Staat am Kader vun Impfunge reegelt d'Entschiedegung vu Persounen, déi bei enger vum Staat recommandéierter Impfung géifen zu Schued kommen.

Question 4074 (14.04.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **promotion de la langue luxembourgeoise :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4010 vum Fred Keup iwwert d'Broschüre vum Gesondheetsministère, déi an de Sproochen Däitsch, Franséisch, Englesch a Portugisesch verëffentlecht goufen, allerdéngs net op Lëtzebuergesch, preziséiert d'Madamm Gesondheetsminister:

„De Gesondheetsministère ass net der Meenung, dass d'Lëtzebuerger doduerch diskriminéiert sinn, well d'Lëtzebuerger, am Allgemengen, op d'mannst eng vun dëse Sprooche gutt beherrschen." An där Logik wier et jo deemno och an Zukunft net méi noutwendeg, iwwerhaapt nach offiziell Publikatiounen, ewéi z. B. Formulairen, op Lëtzebuergesch erauszebréngen. Parallell dozou gëtt d'Regierung vir, d'Lëtzebuergescht méi ferderen ze wëllen, z. B. am Hibléck op den ominéise 40-Punkte-Plang fir d'Lëtzebuerger Sprooch.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Am Fall wou offiziell Publikatiounen och an Zukunft net méi op Lëtzebuergesch erausbruecht solle ginn: Steet dëst net am Widdersproch zum scheinbar geplangte Férdere vun der Lëtzebuerger Sprooch, z. B. duerch den Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch?

2. Misst et an den Ae vun der Regierung an am Hibléck op den Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch net en Automatismus sinn, fir offiziell Publikatiounen ëmmer och an der Nationalsprooch Lëtzebuergesch erauszebréngen? Wa jo, gedenkt d'Regierung, hir Kommunikatiounspolitik, wat d'Sproochen ugeet, an Zukunft ze iwwerdenken? Wann nee, firwat net?

3. Ass de Fakt, datt eng offiziell Publikatioun esouguer an enger net administrativer Sprooch erausbruecht ginn ass, awer net op Lëtzebuergesch, an den Ae vun der Regierung net en Aushielege vum Engagement fir d'Lëtzebuerger Sprooch?

Réponse (11.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'parlamentaresch Fro N° 4010 vum honorabele Fred Keup huet sech net op d'Broschüren am Allgemenge vum Gesondheetsministère bezunn, mee op e spezifescht Dokument am Kader vun enger spezieller Etüd vun der Universitéit Lëtzebuerg. D'Äntwert vum Gesondheetsministère huet explizéiert, firwat an dësem spezielle Fall net op déi Lëtzebuerger Sprooch kann zeréckgegraff ginn, an dat aus Grënn vun der wëssenschaftlecher Validitéit vun dëser Etüd.

D'honorabel Deputéiert leeden elo aus dëser spezieller Situatioun eng Generalisatioun of, déi sécher esou net gemengt war an déi och an de Fakten net zoutrëfft. Et ass ganz einfach ze kontrolléieren, dass d'Publikatioune vum Gesondheetsministère generell och op Lëtzebuergesch gemaach ginn. Mir verweisen do z. B. op déi ganz Kommunikatioun am Kader vun der Covid-19-Kris, wou all Dokumenter fir de Public op méi Sprooche publizéiert ginn, inklusiv op Lëtzebuergesch (www.covid-19.lu)

Question 4075 (14.04.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant le **Traité sur la charte de l'énergie :**

Lëtzebuerg huet am Joer 1997 den TCE-Accord (Traité sur la charte de l'énergie) ratifizéiert. Dësen internationalen Accord erlaabt et den Entreprisen aus dem Energiesecteur, fir kënnen déi staatlech Energiepolitik op geriichtlechem Wee unzesichen, falls déi an eng Richtung sollt goen, déi en negativen Impakt op d'Wirtschaftlechkeet vun de genannten Entreprise sollt hunn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Energieminister:

1. Respektéiert d'Regierung weiderhin a vollem Mooss déi Engagementer, déi Lëtzebuerg mat der Ratifizéierung vum TCE-Accord geholl huet?

2. Den Accord soll an nächster Zukunft iwwerschafft ginn. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung am Kontext vun deene Verhandlungen?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Jo. D'Regierung respektéiert dës Engagementer.

ad 2. D'Regierung bréngt sech bei de Verhandlungen aktiv dofir an, den Traité ze moderniséieren an aus Klimaschutzsiicht ze verbesseren. D'Europäesch Kommissioun, déi säit dem 15. Juli 2019 en Negociatiounsmandat vun de Memberstaate kritt huet, gëtt an den Negociatioune vun der Regierung ënnerstëtzt. D'Regierung huet sech zwee Schwéierpunkte gesat, déi am Negociatiounsmandat virgesi sinn:

1. De Schutz vun Investissementer a fossil Energië soll auslafen, fir den Text an Aklang mam Klimaaccord vu Paräis ze bréngen.

2. D'Schiidsgeriichter, déi am Kader vum Traité fonctionéieren, solle méi transparent fonctionéieren a sech un den neien europäesche Standarden orientéieren.

D'Verhandlunge lafen nach. Éier de moderniséierten Text vum Traité ugeholl gëtt, ginn d'Ministeren informéiert a si entscheeden, ob d'Propos an dëser Form ugeholl ka ginn.

Question 4076 (14.04.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **machines cœur-poumon :**

Il nous revient que de plus en plus fréquemment ces derniers temps, des patients étant hospitalisés au Luxembourg en raison du Covid-19 doivent être transférés dans un hôpital à l'étranger.

Ces transferts ont lieu lorsque les poumons du patient sont dans un état si grave qu'il doit impérativement être branché à une machine cœur-poumon. Au Luxembourg, seul l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle dispose de telles machines cœur-poumon. Comme communiqué par Madame la Ministre de l'Intérieur, les patients que les équipes de secours doivent transporter en ambulance sont de plus en plus jeunes.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Madame la Ministre de l'Intérieur ainsi qu'à Monsieur le Premier Ministre :

1) Combien de patients ont été transférés à l'étranger ? Quel était l'âge de ces patients ?

2) Le Gouvernement peut-il nous informer dans quel pays et plus précisément quels hôpitaux les patients nécessitant d'être branchés à une machine cœur-poumon sont transférés ?

3) Sachant que la disponibilité de ces machines cœur-poumon est également limitée dans les autres pays, que compte faire le Gouvernement si les hôpitaux étrangers ne peuvent plus héberger nos patients en raison d'une utilisation à pleine capacité de leurs machines ?

4) Combien de machines cœur-poumon existent à ce jour au Luxembourg ?

5) Le Gouvernement peut-il nous dire si le nombre de machines cœur-poumon disponibles au Luxembourg a été augmenté pendant la crise sanitaire ? Dans la négative, le Gouvernement planifie-t-il de se doter de plus de machines cœur-poumon ?

Réponse commune (14.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) + 2) Selon les informations de l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI), trois transferts ont été réalisés depuis le début de l'année 2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Jusqu'à ce jour, ce problème ne s'est pas présenté. Des solutions ont toujours pu être trouvées et mises en œuvre grâce à la bonne coopération avec les autorités sanitaires de nos pays frontaliers dans l'intérêt de la sécurité et de la qualité de prise en charge des patients.

ad 4) Les machines cœur-poumon (ou ECMO/extracorporeal membrane oxygenation) actuellement disponibles à l'INCCI sont les suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5) L'INCCI a pu acquérir une machine cœur-poumon en mars 2020 et deux machines supplémentaires sont attendues dans huit à dix semaines, qui ont été accordées en avril 2021.

Dans le cadre de la crise sanitaire, il en résulte ce qui suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ceci correspond, in fine, à un doublement du nombre de machines cœur-poumon qui étaient disponibles avant la crise.

Par ailleurs, il convient de soulever qu'une machine cœur-poumon a été mise à disposition par GETINGE/MAQUET dans le cadre d'un contrat de location d'équipement du 9 mars 2021 au 1er avril 2021.

À noter que depuis le début de la crise sanitaire et afin de prévenir de potentiels besoins accrus dans ce domaine, l'INCCI est en contact avec plusieurs hôpitaux pour assurer la mise à disposition de machines cœur-poumon en cas d'urgence.

Question 4077 (15.04.2021) de **MM. Marc Lies** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant les **prix de l'immobilier :**

D'Präisser um Immobiliemaart si laut Statec am 4. Trimester 2020 par rapport zum 4. Trimester 2019 ëm 16,7 % an d'Luucht gaangen. D'Spekulatioun um Grond a Buedem geet ëmmer weider an dreift d'Präisser a schwindelerreegend Héichten.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister an un den Här Finanzminister stellen:

- Op wéi vill estiméiert d'Regierung de reelle Käschtepunkt (bezuchsfäerdeg an ouni Terrainspräis) pro Meterkaree Wunnfläch fir en duerchschnëttlechen Neibau op engem erschlossenen a flaachen Terrain - also engem Terrain ouni Extrakäschten duerch Geologie oder Héichwaassergefor?

- Op wéi vill estiméiert d'Regierung d'Erschléissungskäschte vum Terrain (Lotissementspläng, Uschlëss, Infrastruktur, Stroossebau etc.) pro Ar fir een neit Lotissement?

- Bei wat fir engem Ratio a Bezuch op d'Baukäschten an d'Terrainskäschte sollt den Uschafungspräis vun enger Wunneng an engem Appartementshaus (Neibau an Albau) leien?

- Ass et gesond fir den Immobiliemaart, wann den Terrainspräis exponentiell iwwert dem Präis vun de Baukäschte vum Gesamtverkafspräis pro Meterkaree Wunnfläch läit?

- Gedenkt den zoustännege Minister, e Referenzwäert jee no Regioun fir de Grond a Buedem anzeféieren?

- Gedenkt den zoustännege Minister, eng Spekulatiounssteier par rapport zum Eenheetswäert op dem applizéierte Verkafspräis pro Meterkaree Wunnfläch vum Grond a Buedem anzeféieren?

- Gedenkt den zoustännege Minister, e Gesetz op den Instanzewee ze bréngen, andeems een transparente Fichier erstallt gëtt, wou all notariell beglaubegt Immobilientransaktioun jee no Kadasterparzell oder jee no Cadastre vertical online konsultéiert ka ginn?

- Gedenkt den zoustännege Minister eventuell, fir d'Spekulatiounsfrist vun zwee Joer tëscht Kaf a Verkaf vun Immobilienobjeten ze verkierzen oder ofzeschafen, esou wéi se am Artikel 99bis LIR virgesinn ass? Vu wéi enge steierleche Moossname kann een an dësem Kontext profitéieren?

Réponse commune (12.05.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Regierung verfüügt net iwwert déi néideg Donnéeën, fir esou eng Aschätzung kënnen ze maachen. Ausserdeem sinn d'Baukäschten an d'Erschléissungskäschte fir Wunnenge jee no Situatioun vum Terrain, vun der Envergure vum Projet, der Konstruktiounsaart a vum Finissage därmoossen ënnerschiddlech, datt ee „reelle Käschtepunkt" fir en „duerchschnëttlechen Neibau" nëmme wéineg Aussokraaft hätt.

Ënnerschiddlech Recherchë vum Observatoire de l'habitat hu virleefeg erginn, datt, gerechent op de Meterkaree SCB (surface construite brute) de Präis vum Terrain ouni Erschléissungskäschten an der Reegel tëscht 20 % a 25 % vum Verkafspräis vun der fäerdeger Wunneng ausmécht. Dëst Verhältnis schéngt relativ stabel ze sinn iwwert dat ganzt Land, just a verschiddene Quartiere vun der Stad kann dësen Taux bis op 35 % klammen.

Aus dëser Observatioun, déi zäitlech a geografesch spezifesch ass, kann awer keng Schlussfolgerung oder Recommandatioun gezu ginn. Aus dem Constat vum Observatoire ergëtt sech och net, datt iwwer Land den Terrainspräis iwwert dem Präis vun de Baukäschte vum Gesamtverkafspräis pro Meterkaree Wunnfläch géif leien. Dëst kann an der Stad plazeweis anescht sinn.

Obwuel aus der Fro net ervirgeet, op wat sech e „Referenzwäert jee no Regioun fir de Grond a Buedem" genau sollt bezéien a wien dëse Wäert a wéi engem Kontext sollt benotzen, kënnen d'Deputéiert awer verséchert sinn, datt net geplangt ass, fir e Referenzwäert anzeféieren.

Et ass net envisagéiert, eng Spekulatiounssteier par rapport zum Eenheetswäert op dem applizéierte Verkafspräis pro Meterkaree Wunnfläch vum Grond a Buedem anzeféieren.

Wéi schonn an der Äntwert vun der Wunnengsbauministesch Sam Tanson op d'parlamentaresch Fro Nummer 974 vum deemolegen Deputéierte Franz Fayot ausféierlech duergeluecht gouf, ass net geplangt, fir e Regëster mat all notariell zertifiéierter Immobilientransaktioun jee no Kadasterparzell oder jee no „Cadastre vertical" online ze setzen.

Wat d'Spekulatiounsfrist vun zwee Joer tëscht Kaf a Verkaf vun Immobilienobjeten ugeet, sou ass drop hinzeweisen, datt eng Verkierzung oder en Ofschafe vun der Spekulatiounsfrist vun zwee Joer tëscht Kaf a Verkaf vun Immobilienobjeten, wéi se am Artikel 99bis LIR virgesinn ass, d'Spekulatioun just nach géif verstäerken. Duerfir ass dat keng Solutioun a gëtt duerfir och net envisagéiert.

Question 4080 (14.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**organisation « Millî Görüş » :**

Déi länneriwwergräifend islamistesch Beweegung Millî Görüş ass international ganz ëmstridden, ë. a., well si sech fir e politeschen Islam staark mécht an z. B. a Frankräich och net d'„Charte des principes" iwwert den Islam ënnerschriwwen huet. An deem Kontext huet e franséischen Deputéierte rezent gefuerdert, datt de franséische President sech asetze soll, Millî Görüş a Frankräich opzeléisen.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un d'Regierung:

- Ass der Regierung bekannt, ob an a wéi engem Mooss Millî Görüş och zu Lëtzebuerg aktiv ass?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Der Regierung, wéi och der Shoura, déi an dësem Kontext vun der Regierung sollicitéiert gouf, si keng Aktivitéite vu Millî Görüş zu Lëtzebuerg bekannt.

Question 4083 (15.04.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **contrôle des concentrations entre entreprises :**

Le Luxembourg n'a pas de régime de contrôle des concentrations.

Toutefois, l'article 22 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises (ci-après le « règlement sur les concentrations ») dispose que :

« 1. Un ou plusieurs États membres peuvent demander à la Commission d'examiner toute concentration, telle que définie à l'article 3, qui n'est pas de dimension communautaire au sens de l'article 1er, mais qui affecte le commerce entre États membres et menace d'affecter de manière significative la concurrence sur le territoire du ou des États membres qui formulent cette demande.

Une telle demande doit être présentée au plus tard dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date de notification de la concentration ou, si aucune notification n'est requise, de sa communication à l'État membre intéressé.

2. La Commission informe sans délai les autorités compétentes des États membres et les entreprises concernées de toute demande reçue conformément au paragraphe 1.

Tout autre État membre a le droit de se joindre à la demande initiale dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date à laquelle la Commission l'a informé de la demande initiale.

Tous les délais nationaux relatifs à la concentration sont suspendus jusqu'à ce que, conformément à la procédure prévue au présent article, le lieu d'examen de la concentration ait été fixé. Dès qu'un État membre informe la Commission et les entreprises concernées qu'il ne souhaite pas se joindre à la demande, la suspension de ses délais nationaux prend fin.

3. La Commission peut, dans un délai de dix jours ouvrables suivant l'expiration du délai fixé au paragraphe 2, décider d'examiner la concentration si elle estime que celle-ci affecte le commerce entre États membres et menace d'affecter de manière significative la concurrence sur le territoire du ou des États membres qui formulent la demande. Si la Commission ne prend pas de décision dans ce délai, elle est réputée avoir adopté une décision d'examen de la concentration conformément à la demande.

La Commission informe tous les États membres et les entreprises concernées de sa décision. Elle peut demander qu'une notification lui soit faite conformément à l'article 4.

Le ou les États membres ayant formulé la demande n'appliquent plus leur droit national de la concurrence à la concentration concernée.

4. L'article 2, l'article 4, paragraphes 2 et 3, les articles 5 et 6 ainsi que les articles 8 à 21 sont applicables lorsque la Commission examine une concentration conformément au paragraphe 3. L'article 7 est applicable pour autant que la concentration n'ait pas été réalisée à la date à laquelle la Commission informe les entreprises concernées qu'une demande a été déposée.

Lorsqu'une notification au sens de l'article 4 n'est pas requise, le délai fixé à l'article 10, paragraphe 1 pendant lequel la procédure peut être ouverte court à compter du jour ouvrable suivant celui où la Commission informe les entreprises concernées qu'elle a décidé d'examiner la concentration en vertu du paragraphe 3.

5. La Commission peut informer un ou plusieurs États membres qu'elle considère qu'une concentration répond aux critères énoncés au paragraphe 1. Dans ce cas, elle peut inviter ce ou ces États membres à présenter une demande sur la base du paragraphe 1. »

Avec la mise en œuvre progressive de régimes nationaux de contrôle des concentrations dans quasiment tous les États membres, la Commission, dans le cadre du pouvoir d'appréciation qui lui est conféré par le règlement sur les concentrations, a pour sa part développé une pratique consistant à décourager les demandes de renvoi au titre de l'article 22 adressées par les États membres qui n'avaient pas la compétence initiale pour examiner l'opération en cause. Cette pratique se fondait notamment sur l'expérience selon laquelle ces opérations n'étaient généralement pas susceptibles d'avoir une incidence significative sur le marché intérieur.

Or, en vertu de la Communication, la Commission opère un revirement par rapport cette pratique, en particulier dans le domaine des marchés numériques et pharmaceutiques ou secteurs où « l'innovation est un paramètre important de la concurrence ». Dans ces domaines, la Commission considère en effet que même si les seuils de notification d'une concentration européens ou nationaux (en Luxembourg de tels seuils n'existent pas, vu l'absence d'un régime de contrôle des concentrations) ne sont pas remplis pour notifier une concentration aux autorités, l'autorité nationale de concurrence peut renvoyer une telle concentration à la Commission, si la concentration affecte (i) le commerce entre États membres et (ii) menace d'affecter d'une manière significative la concurrence sur le territoire de l'État membre ou de plusieurs États membres.

La Communication a pour conséquence au Luxembourg que dans le cadre d'opérations de concentration, en particulier dans les domaines visés par la Communication, une telle demande peut être faite par une des parties à la concentration ou par un tiers auprès du Conseil de la concurrence ou auprès de la Commission aux fins de mettre en œuvre le mécanisme de renvoi de l'article 22 du Règlement sur les concentrations. Le Conseil de la concurrence peut alors décider de faire de renvoyer une concentration pour examen à la Commission, alors qu'il y a absence de contrôle des concentrations au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Est-ce que Monsieur le Ministre considère que suite à la Communication, le Conseil de la concurrence doit établir des lignes directrices pour guider les entreprises ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend instaurer un contrôle des concentrations ?

Réponse (12.05.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Il convient de préciser que même avant la publication de la Communication sur les renvois de l'article 22 du règlement 139/2004[17] relatif au contrôle des concentrations entre entreprises (ci-après la « Communication »[18]), l'article 22 du règlement concentration 139/2004 permettait déjà au Conseil de la concurrence de demander un renvoi d'une opération de concentration à la Commission, et ce alors même qu'il n'existe pas de régime de contrôle des opérations de concentration au Luxembourg.

La Communication ne modifie en effet pas l'article 22 du règlement sur les concentrations. Elle permet en revanche à la Commission d'expliciter son changement d'approche quant à l'utilisation de l'article 22 : la Commission ne souhaite désormais plus décourager les demandes de renvoi comme elle a pu le faire par le passé.

Par ailleurs, la Communication donne des détails quant aux types d'opérations pouvant constituer des candidats adéquats au renvoi lorsque la transaction n'est pas notifiable en vertu du droit national. La Communication expose ainsi les critères dont la Commission peut tenir compte lors de sa décision d'accepter ou non le renvoi.

Dans ce contexte, il n'apparaît pas nécessaire de publier des lignes directrices supplémentaires à ce stade. Il sera néanmoins intéressant d'observer quelle pratique se développe suite au changement d'approche de la Commission et si d'éventuelles précisions s'avéreront nécessaires dans le futur. Dans l'intervalle, il est certain que les autorités de concurrence peuvent s'attendre à recevoir de nombreuses sollicitations des entreprises désireuses de sécuriser leurs opérations. Le Conseil de la concurrence a publié sur son site Internet (www.concurrence.lu) une communication relative à cette nouvelle orientation de la Commission et aux critères de la Commission quant aux types d'opérations pouvant constituer des candidats au renvoi.

En tout état de cause, il demeure possible à toute entreprise de prendre contact avec le Conseil de la concurrence au sujet d'une opération de concentration, qu'elle y soit partie ou non, et de lui exposer en quoi elle estime que les conditions de l'article 22 telles que rappelées ci-dessus pourraient être remplies. Le cas échéant, le Conseil de la concurrence examinera l'opportunité de renvoyer les éventuelles demandes à la Commission en application de l'article 22.

Quant à la question de savoir si le Ministre de l'Économie entend mettre en place un régime de contrôle des concentrations au Luxembourg, s'il est vrai que le Luxembourg est le seul État membre de l'Union européenne sans contrôle des concentrations au niveau national, ce qui n'est d'ailleurs pas une obligation découlant du droit de l'Union, cette situation n'a pas fait l'objet de démarches de la Commission.

Le Ministère de l'Économie continuera de suivre de très près les évolutions européennes en la matière, y compris l'application en pratique de la Communication de la Commission. Le cas échéant, l'élaboration d'un instrument du contrôle des concentrations au Luxembourg devra être réévaluée.

[17] Règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises.

[18] Communication concernant l'application du mécanisme de renvoi établi à l'article 22 du règlement sur les concentrations à certaines catégories d'affaires (2021/C 113/01) publiée au Journal official de l'Union européenne en date du 31 mars 2021 (C 113/1).

Question 4084 (15.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination des personnes hospitalisées :**

An de Lëtzebuerger Spideeler sinn och Patienten, déi eng Invitatioun fir eng Impfung kruten, déi dës awer wéinst hirer Hospitalisatioun net benotze kënnen.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Ginn hospitaliséiert Patienten, déi fir eng Vaccinatioun eligibel sinn, direkt an de Spideeler geimpft? Wann nee, firwat net?

2. Wann déi betraffe Persoune fir eng Impfung missten d'Spidol verloossen, fir an en Impfzentrum ze goen, géif den Transport (wéinst eventuelle Logistik- a Versécherungsproblemer) an dat adequat sanitäert Ëmfeld (wéinst erhéichten Ufällegkeets- an Infektiounsrisikoe bei deene Leit) vum Gesondheetsministère organiséiert ginn?

Réponse (18.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Stationär hospitaliséiert Patienten, déi fir eng Vaccinatioun eligibel sinn, kënnen direkt an de Spideeler geimpft ginn.

Dofir mussen dës Patiente sech am Spidol op eng Impflëscht androe loosse vum Dokter, dee si am Spidol en charge hëlt an deen och nokuckt, ob keng Géigenindikatioun géint dës Impfung schwätzt.

Persounen, déi hospitaliséiert sinn an enger Kategorie vun der Impfstrategie ugehéieren, fir déi d'Invitatioune fir d'Impfung amgaange sinn erausgeschéckt ze ginn oder enger Kategorie ugehéieren, déi schonn ofgeschloss ass, kënnen hir éischt Dosis am Spidol kréien ënner follgende Bedéngungen:

- D'Persoun huet Schwieregkeeten, fir wärend der Impfphas, där si ugehéiert, sech impfen ze loossen, well si hospitaliséiert ass;

- D'Persoun ass fir eng viraussiichtlech Period an enger Unité de soins aigus ou de moyen séjour hospitaliséiert, déi iwwer dräi Wochen eraus geet.

Persounen, déi hospitaliséiert sinn an engem Rendez-vous an engem Impfzenter fir eng zweet Injektioun opgrond vun hirer Hospitalisatioun net nogoe kënnen, kënnen och am Spidol geimpft ginn.

Question 4085 (15.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **deuxième dose du vaccin contre la Covid-19 :**

De Responsabele vun der Impfstoffstrategie vun der Agence européenne des médicaments (EMA) hat d'lescht Woch den Zesummenhang bestätegt tëscht dem Covid-19-Impfstoff vun AstraZeneca an den atypeschen Thrombosen, déi entstane sinn, nodeems de Leit dësen Impfstoff gesprëtzt gouf.

De „Quotidien" huet den 12. Abrëll 2021 doriwwer informéiert, datt Frankräich decidéiert hätt, datt Leit ënner 55 Joer, déi schonn eng éischt Dos AstraZeneca gesprëtzt kruten, déi zweet Dos vun engem aneren Impfstoff kréichen amplaz vum AstraZeneca.

Op spiegel.de konnt een de 14. Abrëll 2021 liesen, datt och an Däitschland d'Gesondheetsministere vu Bond a Länner eng Decisioun an déi Richtung getraff hunn, mat där si de Recommandatioune vun der Stänneger Impfkommissioun (Stiko) nokommen. Hei solle mat enger éischter AstraZeneca-Dos geimpft Persounen ënner 60 Joer fir déi zweet Impfdos en anert Preparat gesprëtzt kréien.

En Dënschdeg, den 13. Abrëll, huet elo och den US-Pharmakonzern Johnson & Johnson matgedeelt, datt de Start vu sengem Impfstoff op dem europäesche Maart verzögert gëtt, well och dëse Pharmakonzern, wéi beim AstraZeneca, Berichter iwwer Sinusvenenthrombose kritt hätt.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister soen, ob Lëtzebuerg och wëllt op de Wee goen, déi mat enger éischter AstraZeneca-Dos geimpfte Persounen ënner gewëssene Bedéngungen, ewéi z. B. e bestëmmten Alter, mat engem vun den anere Preparater fir déi zweet Dos ze impfen? Wann nee, firwat net?

2. Kréien déi mat enger éischter AstraZeneca-Dos geimpfte Persounen zu Lëtzebuerg de Choix tëscht dem AstraZeneca an engem aneren Impfpreparat fir déi zweet Dos? Wann nee, firwat net? Wa jo, wat ass d'Viraussetzung, fir dëse Choix ze kréien?

3. BioNTech/Pfizer a Moderna sinn mRNA-Impfstoffer, déi anescht funktionéieren ewéi d'Vektor-

impfstoffer vun AstraZeneca an Johnson & Johnson. Kann d'Madamm Minister soen, ob a wat fir Auswierkungen dat kann hunn, wann een déi éischt Dos vun engem vektorbaséierten Impfstoff kritt an als zweet Dos en mRNA-baséierten Impfstoff?

4. Wat bedeit eng zweet Impfung mat engem anere Preparat fir d'klinesch Evaluatioun vun den Impfstoffer, déi jo laang Zäit viruleeft, och wann d'Produkter schonn am Gebrauch sinn? Riskéiert esou e Virgoen net, déi Resultater ze verfälschen an eventuell zu falsche Konklusiounen ze féieren, wa sech gesondheetlech Niewewierkunge bei deene Produkter weisen? Gëtt et eng medezinnesch Onbedenklechkeetsetüd fir esou eng Approche, wat d'Laangzäitevaluatioun ugeet?

Réponse (12.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) huet a sengem leschten Avis vum 16. Abrëll 2021 bestätegt, dass Leit, déi eng éischt Dos Vaxzevria (AstraZeneca) krut hunn, och de Rappell mat dem selwechte Vaccin kënne kréien, onofhängeg vum Alter. D'Argument vum CSMI ass, dass déi rar mee geféierlech Niewewierkung ViTT (Vaccine-induced thrombocytopenic thrombosis) eng Immunreaktioun ass, déi no der éischter Injektioun vum Vaccin optrëtt. Wann dës Komplikatioun déi éischte Kéier net optrëtt, ass et ganz onwarscheinlech, dass si beim Rappell kënnt. En plus gëtt et aktuell keng klinesch Donnéeën aus Studien, déi beweisen, dass de sougenannte „Mix & Match", d. h. de Rappell mat engem mRNA-Impfstoff, genausou gutt funktionéiert.

D'Persounen, déi eng éischt Impfung mat Vaxzevria (AstraZeneca) krut hunn, hunn dofir kee Choix fir een aneren Impfstoff als Rappell, ausser si hätte schwéier Komplikatioune bei der éischter Impfung gehat.

Et gëtt domat gerechent, dass an den nächste Wochen éischt Donnéeën erauskomme vun de „Mix & Match"-Studien, déi amgaange sinn. Dono kann ee soen, ob dës Approche effikass a sécher ass.

Question 4086 (15.04.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **certificat vert numérique :**

Le 13 avril 2021, le commissaire en charge Didier Reynders a annoncé l'entrée en vigueur en juin 2021 du certificat vert numérique, attestant si une personne a été vaccinée contre la Covid-19, a passé un test PCR négatif ou a été immunisée après avoir été infectée. Ce certificat sera destiné à faciliter les déplacements, de manière à éviter les mesures de restriction dans le pays de destination (quarantaine, test), mais aussi d'enrayer l'éventuelle multiplication des faux tests et certificats.

Hier, les ambassadeurs de l'UE représentant les 27 États membres ont convenu d'une position commune sur le certificat. Il a notamment été décidé que le certificat vert ne serait pas une condition préalable à l'exercice des droits de libre circulation, et ne représentera donc pas un document de voyage, afin de respecter le principe de non-discrimination, en particulier envers les personnes non vaccinées. Chaque pays membre sera en effet libre de décider des avantages qu'un tel certificat aura pour les voyageurs.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer que le Luxembourg se basera sur le modèle européen en termes de certificat vert numérique ?

2) Le Gouvernement peut-il nous communiquer les détails techniques et juridiques liés à un tel certificat ?

3) Quels seront les avantages d'un tel certificat pour les voyageurs ?

4) Comment est-ce que le Gouvernement planifie-t-il d'agréger les résultats de tests PCR et tests antigéniques rapides au sein de ce certificat ?

5) Comment le Gouvernement prévoit-il d'identifier les personnes immunisées au travers de ce certificat ?

6) Le Gouvernement peut-il nous informer sur la date de mise en place prévue d'un tel certificat vert numérique au Luxembourg ?

Réponse commune (18.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Oui.

ad 2) Les négociations interinstitutionnelles ayant débuté le 3 mai 2021, ces détails restent à définir. Tel que proposé par la Commission européenne le 17 mars 2021, le certificat vert numérique est un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats interopérables de vaccination, de test et de rétablissement afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de Covid-19. Cette proposition fixe les exigences générales que doivent respecter ces certificats et prévoit la mise en place de l'infrastructure technique nécessaire. Les États membres délivreraient ces certificats sous forme numérique ou papier, ou les deux. Les certificats délivrés par les États membres contiendraient un code-barres interopérable permettant de vérifier l'authenticité, la validité et l'intégrité du certificat.

Comme proposé par la Commission, les données à caractère personnel figurant dans les certificats délivrés seraient traitées aux fins de l'accès aux informations contenues dans le certificat et de la vérification de ces informations afin de faciliter l'exercice du droit à la libre circulation au sein de l'Union durant la pandémie de Covid-19.

ad 3) Le certificat vert numérique devrait faciliter la libre circulation en toute sécurité dans l'UE. L'objectif est de sécuriser les certificats sous forme papier actuels et de créer un cadre européen commun et interopérable pour qu'ils soient reconnus par tous les États membres. Un tel certificat fournira la preuve qu'une personne a été vaccinée contre la Covid-19, a reçu un résultat négatif à un test de dépistage ou a récupéré d'une infection Covid-19.

Néanmoins, le certificat ne devrait pas être une condition préalable à la libre circulation.

ad 4) L'objectif est de certifier des documents qui existent déjà actuellement. Cette certification prend la forme d'un code sécurisé par des procédés cryptographiques qui est apposé sur les documents (certificat de vaccination, de test ou de rétablissement).

ad 5) L'objectif de ce certificat n'est pas d'identifier les personnes immunisées, mais de créer un cadre pour délivrer, vérifier et accepter au niveau européen des certificats de vaccination, de dépistage, ou de rétablissement.

ad 6) Les travaux relatifs à la mise en œuvre technique progressent dans le cadre d'un groupe de travail institué sous l'égide du réseau eSanté de la Commission européenne et parallèlement au processus législatif.

Il est prévu que les certificats verts numériques soient opérationnels d'ici l'été.

Question 4090 (16.04.2021) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **victimes de la Covid-19 vivant dans des structures pour personnes âgées :**

Un nombre élevé de personnes âgées vivant dans un établissement qui leur est dédié ont été victimes d'une infection Covid-19 depuis le début de la pandémie. Pour objectiver le débat y afférent, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le type d'établissement (CIPA, maison de soins, logement encadré) dans lequel les personnes âgées ont vécu avant de trouver la mort suite à une infection Covid-19 en établissant une liste qui énumère tous les cas mortels depuis le début de la pandémie selon les trois types d'établissement ?

- Madame la Ministre peut-elle faire en sorte que cette liste reprenne aussi - de façon séparée et explicite - les personnes âgées ayant habité dans une telle structure pour seniors, mais qui sont décédées à l'hôpital suite à leur infection Covid-19 ?

Réponse commune (18.05.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dans les 30 centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) agréés qui disposent d'un total de 3.936 lits, 222 personnes sont décédées suite à une infection à la Covid-19 depuis le début de la pandémie. Sur ces 222 personnes, 141 sont décédées au sein du CIPA et 81 sont décédées à l'hôpital.

Dans les 22 maisons de soins agréées qui disposent d'un total de 2.486 lits, 124 personnes sont décédées suite à une infection à la Covid-19 depuis le début de la pandémie. Sur ces 124 personnes, 79 sont décédées au sein de la structure et 45 sont décédées à l'hôpital.

En ce qui concerne les douze logements encadrés agréés, il a été décidé dès le début de la pandémie de les faire figurer parmi les statistiques des réseaux d'aide et de soins. Les chiffres relatifs aux personnes résidant dans des logements encadrés et décédées suite à une infection à la Covid-19 ne sont donc pas disponibles.

Depuis le début de la pandémie, 808 personnes au total sont décédées.

Le tableau ci-dessous renseigne le lieu de décès de ces personnes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4091 (16.04.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**avenir du site sidérurgique de Dudelange :**

Des révélations récentes du quotidien britannique « The Financial Times » notent des pratiques financières douteuses de la « Gupta Family Group Alliance », propriétaire de « Liberty Steel », qui pourraient abîmer considérablement la confiance d'investisseurs potentiels dans le groupe et réduire la capacité du groupe à se refinancer.

Au Luxembourg, les syndicats, quant à eux, témoignent également d'une perte de confiance dans le groupe, et déplorent que les engagements d'investissements dans les sites de Dudelange et Liège n'aient pas été respectés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Selon Monsieur le Ministre, quel sera l'impact des révélations du « Financial Times » sur le site de Dudelange ?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'appréciation des syndicats qu'une intervention financière de la part de l'État luxembourgeois serait inévitable afin de garantir le maintien du site de Dudelange ?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant au progrès des négociations actuelles avec Liberty Steel ?

Question 4121 (20.04.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**avenir du site sidérurgique de Dudelange :**

2018 huet ArcelorMittal säi Stolwierk zu Diddeleng op Drock vun der EU-Kommissioun misse veräusseren. D'Wierk gouf schliisslech vum brittesche Konzern „Liberty Steel" iwwerholl. Säit der Faillite vu sengem wichtege Creancier, der „Greensill Capital" Bank, huet den neie Proprietär vum Diddelenger Stolwierk awer ëmmer méi mat Finanzéierungsschwieregkeeten ze kämpfen. D'brittesch Regierung huet schonn Enn Mäerz annoncéiert, datt si der Firma net wëll hëllefen. Wéi dunn am Artikel „Das Kartenhaus wackelt", deen de 15. Abrëll 2021 am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, ze liese war, steet Liberty Steel entre-temps och selwer ënnert dem Verdacht vu finanziellem Bedruch. Déi 2018 ugekënnegt Investitiounen an d'Wierk zu Diddeleng goufe par konter net realiséiert.

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un den Här Minister fir d'Ekonomie:

1. Wéi stoung d'Lëtzebuerger Regierung 2018 zum politesch forcéierte Verkaf vum Diddelenger Stolwierk?

2. Krut de Lëtzebuerger Staat am Kader vum Verkaf vum Diddelenger Stolwierk 2018 konkreet Garantien iwwer den Erhalt vun Aarbechtsplazen an Investitioune vu Säite vu Liberty Steel, respektiv der EU? Wa jo, wéi eng Konsequenze ware fir de Fall virgesinn, datt dës Garantien net agehale ginn? Wann net, firwat net?

3. Wéi vill Lëtzebuerger Residenten a Frontaliere sinn aktuell am Wierk zu Diddeleng beschäftegt?

4. Den LCGB gesäit opgrond vun der schwiereger finanzieller Situatioun vun der Proprietärsgesellschaft keng Alternativ méi zu enger Interventioun vum Staat, fir d'Wierk ze erhalen. Entsprécht dës Haltung och der Positioun vun der Regierung?

5. Steet d'Regierung aktuell am Kontakt mat de britteschen Autoritéiten, fir sech iwwer d'Zukunft vu Liberty Steel auszetauschen?

6. Gesäit d'Regierung eng Méiglechkeet, fir d'Europäesch Kommissioun an dëser Affär haftbar ze maachen?

Réponse (23.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Pour se conformer aux exigences de la Commission européenne quant aux règles de concurrence de l'UE, ArcelorMittal a cédé en 2018 dans le cadre de la reprise de l'usine Ilva SPA à Tarente (Italie) certains de ses sites sidérurgiques européens, dont celui de Dudelange, au Groupe Liberty House qui est la branche industrielle de GFG (Gupta Family Group) Alliance.

Suite à l'annonce du dépôt de bilan de l'entreprise spécialisée dans le financement Greensill directement liée au groupe GFG, le Ministère de l'Économie est, dans le respect du dialogue social, en contact intensif avec toutes les parties concernées, dont les syndicats ainsi que l'actionnariat et la direction afin de trouver, malgré la complexité de la situation, la meilleure solution possible à la situation actuelle dans l'intérêt de l'usine Liberty Steel à Dudelange et de ses employés.

Soucieux de préserver le tissu industriel au Luxembourg, le Ministère de l'Économie suit la situation de près et différentes options sont actuellement à l'étude afin de déterminer les possibles moyens d'action du Gouvernement pour préserver les activités sidérurgiques à haute valeur ajoutée sur le site de Dudelange.

À titre de rappel, la Commission européenne avait examiné depuis septembre 2017 la proposition d'acquisition de la société Ilva par le groupe ArcelorMittal dans le cadre d'une enquête sur la concurrence. En mai 2018, la Commission avait accordé l'autorisation à ArcelorMittal d'acquérir l'entreprise italienne à la condition de vendre des ressources représentant une capacité de production globale équivalente à celle d'Ilva pour éviter une position dominante en Europe. Ainsi, six sites de production, dont le site sidérurgique de Dudelange, ont été mis par le groupe ArcelorMittal sur une liste de désinvestissement qui fut transmise à la Commission européenne.

Par la suite, le groupe industriel Liberty House avait soumis à l'époque une offre ferme auprès du groupe ArcelorMittal portant sur l'achat d'actifs en République tchèque, Roumanie, Macédoine, Italie, Belgique, ainsi qu'au Luxembourg (Dudelange). En acceptant une seule offre ferme de la part de Liberty House pour l'ensemble de ces actifs, ArcelorMittal a tenu compte de la volonté de la Commission pour la sélection d'un acquéreur unique pour tous les sites en question.

Concernant les règles de concurrence de l'UE qui ont conduit à la situation actuelle dans le dossier Greensill/GFG/Liberty House, il y a lieu de relever que face à la montée en puissance des entreprises des États émergents, le Gouvernement luxembourgeois reste d'avis que l'Union européenne doit redoubler d'efforts pour se doter d'une politique industrielle européenne qui permet de préserver une base industrielle solide en Europe.

Question 4094 (16.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**aide financière pour le Monténégro :**

Mat der sougenannter „New Silk Road" bitt China klenge Länner, och an Europa, grouss Investitiounen. Finanzschwaach Länner riskéieren awer doduerch, hir finanziell Onofhängegkeet ze verléieren. Am EU-Bäitrëttsland Montenegro finanzéiert China eng Autobunn vun iwwer enger Milliard Euro. Well Montenegro dës Scholden net zeréckbezuele kann, huet sech, der internationaler Press no, d'Regierung vum klenge Balkanland un d'EU adresséiert, fir gehollef ze kréien. D'EU huet awer signaléiert, datt si net bereet wier, Drëttstaate beim Bezuele vu Scholden ze hëllefen. Montenegro misst selwer ee Wee fannen, fir seng Kreditter zeréckzebezuelen. Zousätzlech leit Montenegro ganz staark ënnert der Coronapandemie, well den Tourismus an deem Land bal ganz zesummegebrach ass.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Ginn et Iwwerleeungen an der EU, fir sech, wa schonn net um Bezuele vun de Scholde vu Montenegro, op d'mannst un der Finanzéierung vum Reschtstéck vun der geplangter Autobunn ze bedeelegen?

2. Weess déi Lëtzebuerger Regierung, a wéi enger Form Montenegro seng Scholden u China muss bezuelen, wann et si net ka reng finanziell rembourséieren? Kann dat och iwwer territorial Rechter geschéien? Wa jo, a wéi enger Form?

3. Gëtt op europäeschem Niveau den EU-Bäitrëttslänner geroden, fir sech net a finanziell Ofhängegkeet vu China ze beginn?

4. Ginn et elo scho konkreet Hëllefe vun der EU, fir Montenegro wirtschaftlech méi staark ze maachen? Wéi eng Programmer sinn dat?

5. Wéi entwéckele sech déi bilateral ekonomesch Relatiounen tëschent Lëtzebuerg a Montenegro?

Réponse (05.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Jo, esou Iwwerleeunge gëtt et an der EU.

ad 2. Neen, esou Informatioune leien der Regierung net vir.

ad 3. Generell ass et ofzeroden, sech als souveräne Staat finanziell ofhängeg ze maache vun engem anere Staat.

ad 4. Jo. D'EU-Instrument fir d'Erbäifiérierungshëllef (IPA) gëtt derfir gebraucht, de Montenegro méi no un d'EU erunzeféieren. Dëst Instrument ënnerstëtzt zum Beispill d'Land, fir seng Kompetitivitéit oder och seng Innovatioun ze verbesseren.

ad 5. D'Exporter vu Lëtzebuerg an de Montenegro hu sech tëschent 2015 an 2020 vun 205.000 € op 300.000 € gesteigert. D'Importer vu Lëtzebuerg aus dem Montenegro hunn sech tëschent 2015 an 2020 och gesteigert, vun 102.000 € op 292.000 €. Ze be-

tounen ass awer, datt d'Exporter an d'Importer tëschent de verschiddene Joer staarke Schwankungen ausgesat sinn.

Question 4095 (16.04.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **dépression périnatale :**

No der Gebuert erliewe vill Mammen eng kuerz Phas, an där si sech traureg, gereizt, midd a veronséchert fillen - dee sougenannte „baby blues". An der Reegel verflitt dëse Gemittszoustand ganz ouni Behandlung an hält just e puer Stonnen oder Deeg un.

Wann d'Symptomer allerdéngs méi schlëmm ginn a sech iwwer Wochen oder souguer Méint ewech zéien, ka sech dohannert eng eescht Erkrankung mat potenziell schwéiere Follge fir d'Mamm, d'Kand an d'Famill verstoppen. Rieds geet vun der „postnataler Depressioun". Hei ass et wichteg, sou schnell wéi méiglech ëm Hëllef ze froen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

- Wéi vill jonk Mamme leiden zu Lëtzebuerg an der Moyenne ënnert „postnatalen Depressiounen"? Wéi huet sech dës Zuel iwwer déi lescht Jore verännert a wat sinn d'Ursaachen dofir?

- Ginn et bestëmmt Facteuren, déi de Risk, un enger „postnataler Depressioun" ze erkranken, erhéijen? Kann de soziokulturellen Hannergrond eventuell och eng Roll heibäi spillen?

- Ënnert wéi enger Form gi schwanger Fraen an hir Partner iwwert de Sujet vun der „postnataler Depressioun" sensibiliséiert? Wéi eng Preventiounsmesuren existéieren zu Lëtzebuerg?

- Wéi eng Strukture ginn et hei am Land, fir de betraffene Persounen ze hëllefen? Wéi eng Zorte vu Behandlunge ginn ugebueden a ginn dës vun der Krankekeess remboursëiert?

- Nieft de Mamme kënnen och d'Pappen no der Gebuert ënnert gréisseren Depressioune leiden. Huet d'Madamm Ministesch eventuell Statistiken iwwert d'Unzuel vun de betraffene Männer?

Réponse commune (18.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Weeder de Gesondheetsministère nach d'Direction de la santé oder d'Inspektioun vun der sozialer Sécherheet hu Statistiken iwwert d'postnatal Depressiounen zu Lëtzebuerg. Zwar gëtt et an der internationaler Klassifikatioun vun den Diagnostiken (ICD) ee Code, den F53: „Mental and behavioral disorders associated with the puerperium, not elsewhere classified", deen der postnataler Depressioun gewidmet ass, allerdéngs ass de Projet vun der „documentation et classification des séjours hospitaliers" (DCSH) nach net wäit genuch avancéiert, fir dëse Code kënne pertinent ze notzen. Am Secteur extrahospitalier ginn Diagnosen net codéiert. Et ass an dësem Kontext och net méiglech, mat den administrative Facturatiounsdate vun der Gesondheetskeess, dës Fäll vu postnataler Depressioun ze isoléieren an ze zielen.

Aus internationale Publikatioune wësse mir awer, dass dës Komplikatioun vun der Gebuert bei bis zu 20 % vun de Fraen optrëtt. Et ass domat déi heefegst Komplikatioun vun der Gebuert a ka potenziell déi ganz Famill betreffen, well se en Impakt kann hunn op d'Liewe vun der Koppel, op d'Beruffs- a Sozialliewe vun der Mamm souwéi op d'Interaktiounen tëschent dem Neigebuerenen an der Mamm, wat an eenzele Fäll souguer zu engem Desengagement oder Rejet vum Kand ka féieren. Ganz oft sinn d'Symptomer awer just wéineg prononcéiert a fir eng kuerz Zäit present a verschwanne relativ schnell. Geleeëntlech brauchen d'Fraen awer och professionell Hëllef.

D'Risikofacteure fir d'postnatal Depressioun schéngen deelweis mat deene vun der genereller Depressioun iwwerteneenzestëmmen, mee et ginn och spezifesch Facteuren, wéi zum Beispill eng manner héich sozioekonomesch Situatioun, Stress a Komplikatioune wärend der Schwangerschaft oder der Gebuert, Konflikter an der Famill oder mam Liewenspartner, onerwënscht Schwangerschaft etc.

D'Theema postnatal Depressioun gëtt an de Preparatiounscoursen op d'Gebuert ugeschwat an och vun de Professionellen, déi d'Gebuert begleeden: Hiewammen, Dokteren, anert Gesondheetspersonal, an och vun enger Rei Associatiounen, déi sech ëm d'Gebuert an déi Neigebuere këmmeren.

Falls néideg, kënnen déi betraffe Persounen natierlech op d'Hëllef vu Prestataren aus dem Gesondheetssecteur zeréckgräifen. Et kann och sinn, datt et néideg ass, datt d'Mamm Medikamenter verschriwwe kritt géint hir Depressioun. D'Prise en charge vun der Krankeversécherung ass do d'selwecht wéi fir aner Pathologien och, dat heescht esou wéi de Code vun der sozialer Sécherheet, d'Nomenclaturen, d'Konventiounen an d'Statute vun der Gesondheetskeess et virgesinn.

Genau wéi fir d'Mammen hu mir fir d'Pappen och keng Statistiken. Eng rezent Etüd iwwert d'postnatal Depressioun beim Papp aus Amerika weist awer drop hin, dass dëse Problem reell ass an dass d'Risikofacteuren do eng Virgeschicht vun Depressioun, Problemer an der Koppel, finanziell a sozial Problemer souwéi ee manner héijen edukativen Niveau sinn.

Question 4096 (16.04.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **infections sexuellement transmissibles :**

Depuis des années, les infections sexuellement transmissibles (IST) ne cessent de se répandre au Luxembourg. Ainsi, en décembre 2017, le Ministère de la Santé a publié le Plan d'action national VIH, dont le but est la prévention et le dépistage de la population et l'assistance médico-psychologique des infectés, tout en tenant compte de leurs besoins spécifiques. Un projet similaire a été élaboré pour la lutte contre les hépatites.

Cependant, toujours est-il qu'un nombre important des infections dans la population ne sont pas détectées. En plus, l'acythromocine, un médicament souvent utilisé contre la gonorrhée, est de moins en moins efficace à cause des mutations des gonocoques, ce qui pose un risque réel pour notre société.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des détails quant à la propagation des différentes IST au Luxembourg durant les dix dernières années, dont entre autres l'herpès, le papillomavirus, et la trichomonase ?

2) Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils d'élaborer une stratégie commune pour la lutte contre les IST autres que le VIH et les hépatites ?

3) Des campagnes de sensibilisation sur les IST s'adressant en particulier aux jeunes sont-elles prévues ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails à cet égard ?

4) Quel est le bilan intermédiaire des plans d'action nationaux de lutte contre le VIH et les hépatites ?

Réponse commune (18.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le tableau suivant renseigne sur la propagation des différents IST au Luxembourg durant les dix dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Une stratégie de lutte commune contre les infections sexuellement transmissibles, le VIH et les hépatites est mise en œuvre depuis 2015 par le Comité de surveillance du Sida, des maladies sexuellement transmissibles et des hépatites, selon les recommandations de l'OMS.

ad 3) Au travers du Guide en matière de santé affective et sexuelle des jeunes à destination des professionnels : « Let's Talk about Sex! », publié en 2020, toute une vaste campagne de sensibilisation des jeunes est réalisée. Ce nouveau guide est une adaptation de la brochure éditée en 2005 dont l'objectif était de promouvoir chez les jeunes une sexualité épanouie et respectueuse, et d'adopter des habitudes sexuelles saines et consenties, sans risque, afin d'éviter une grossesse non désirée ou une infection sexuellement transmissible.

L'idée de ce guide à destination des professionnels a donc été de créer une compilation de fiches informatives, non exhaustive, traitant un bon nombre de sujets parlant de la santé affective et sexuelle. Le guide s'inscrit ainsi dans le contexte du Plan d'action national sur la santé affective et sexuelle, qui préconise « d'informer, de sensibiliser et d'éduquer les différents publics cibles, en fonction de leur âge, de leur origine culturelle et de leur niveau d'éducation, non seulement par la transmission de contenus théoriques mais également par la promotion de comportements et attitudes de savoir-faire et de savoir-être qui répondent aux principes de la santé affective et sexuelle ».

En outre, le service HIV Berodung de la Croix-Rouge luxembourgeoise lance une nouvelle campagne de sensibilisation à l'occasion de la Journée mondiale du Sida en collaboration avec le Comité de surveillance du Sida et le Ministère de la Santé.

Le service HIV Berodung a comme objectif de sensibiliser dans le but de prévenir les nouvelles infections comme le VIH, l'hépatite C et d'autres infections sexuellement transmissibles (IST). Il favorise un environnement de vie répondant aux besoins des personnes concernées. Le service a été fondé en 1988 afin d'accompagner les personnes atteintes du SIDA. HIV Berodung est actuellement un acteur national de santé publique pour la prévention et la prise en charge psychosociale du VIH, de l'hépatite C et d'autres IST. Le service propose une écoute téléphonique et des entretiens personnalisés sur le Safer Sex, le Safer Use ou sur une situation à risque vécue. Des séances de prévention sur mesure sont également organisées à la demande des lycées, maisons de jeunes ou à l'attention de différents publics, ainsi que des formations destinées au personnel d'organisations œuvrant dans le social, le médical ou l'éducation. La formation de jeunes animateurs du parcours interactif Round About Aids, d'une durée de deux jours, est organisée trois fois par an. En une année, l'exposition permet de sensibiliser environ 1.800 jeunes.

De plus, environ 1.200 élèves sont sensibilisés tous les ans à la thématique du VIH et à l'éducation à la vie affective et sexuelle par le personnel psycho-socio-éducatif des lycées. Il est important de noter qu'à partir du premier cycle jusqu'au baccalauréat, les enfants et jeunes bénéficient de cours axés autour de la connaissance du corps, la protection contre les IST et les différents types de contraception existants.

La prochaine Journée mondiale de la lutte contre le Sida organisée par le Ministère de la Santé aura lieu le 1er décembre 2021. Elle permettra d'étendre les actions de sensibilisation et d'information.

ad 4) Le bilan du Plan d'action de lutte contre le VIH 2018-2022 et du Plan d'action de lutte contre les hépatites 2018-2022 est soumis de manière annuelle au Ministère de la Santé et est rendu public à travers le rapport annuel du Comité des maladies sexuellement transmissibles et des hépatites qui reprend toutes les activités annuelles et leurs avancées.

Le bilan des trois premières années peut se résumer par les avancées notables suivantes :

1. Contre l'infection VIH :

- Fin de la flambée épidémique VIH chez les injecteurs de drogue grâce aux projets communautaires mis en place par les deux plans d'action VIH et hépatites (dépistage et suivi traitement) depuis 2018.

- Diminution du nombre de nouvelles infections au VIH depuis 2019.

- Mise en place des autotests VIH dans les pharmacies et les supermarchés depuis juillet 2019.

- Mise en place officielle et remboursement de la prophylaxie pré-exposition VIH (PrEP) depuis avril 2019.

- Envoi anonymisé des autotests VIH par courrier par le service HIV Berodung depuis 2020.

2. Contre les hépatites virales chroniques :

- Diminution de la séroprévalence hépatite C chez les injecteurs de drogue grâce au dépistage et à l'accessibilité au traitement (étude d'intervention HCV-UD 2015-2019 sélectionnée par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, OEDT, comme exemple de bonne pratique de soins en Europe, https://www.emcdda.europa.eu/publications/topic-overviews/hepatitis-c-models-of-care_en).

- Accessibilité au logement pour les usagers de drogue en détresse médicale: un concept commun « housing first » a été développé par les différentes institutions en charge des usagers de drogue et soumis au Ministère de la Santé en février 2020, la recherche de logements adaptés est en cours.

- Une meilleure concertation et coordination avec les acteurs dans la lutte contre les infections au VIH/hépatites chez les usagers de drogue et la Ville de Luxembourg a été mise en place suite à l'audit ECDC en 2018. La création du projet Safer Use PassBy en 2020 est un exemple concret des initiatives communes des services JDH, Abrigado, DropIn et HIV Berodung.

- Le modèle de prévention et de prise en charge de l'hépatite C au sein du milieu pénitentiaire a été sélectionné en tant que meilleure pratique dans la réponse de soins contre les hépatites virales par l'OMS en juillet 2020 (https://apps.who.int/iris/handle/10665/333494).

- La demande d'accès aux soins médicaux pour les plus démunis à travers la couverture sanitaire universelle a été initiée par le Comité de surveillance du SIDA, des maladies sexuellement transmissibles et des hépatites en 2019. Cette initiative est maintenue soutenue par la Ronnen Dësch afin de trouver une solution à court et à moyen terme avec l'appui des ministères de la Sécurité sociale et de la Santé.

Question 4097 (16.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **« Pandemic Emergency Purchase Programme » (PEPP) de la Banque centrale européenne :**

Am Artikel „Lagarde-Kampfansage an die Märkte", deen den 1. Abrëll an der „Börsen-Zeitung" publiéiert gouf, war ze liesen, datt d'EZB-Cheffin Christine Lagarde an Zukunft verstäerkt um Kapitalmarché vun der Eurozon wëll intervenéieren, fir deene klammenden Zënsen am Segment vum Handel mat Obligatiounen entgéintzewierken. Wéi den Artikel „Lagarde rät Anleihe-Investoren von Wetten gegen die EZB ab" vu Reuters preziséiert, huet si sech an hirer Ausso souwuel op d'Obligatioune vu privaten Entreprise wéi op d'Obligatioune vu Staaten am Eurowärungsverbond bezunn. Aus der Ekonomie wësse mir ausserdeem, datt den Zëns ënner anerem d'Funktioun huet, fir de Risiko vun engem Investissement mat ofzebilden.

Dowéinst wéilt ech dem Här Finanzminister an dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Op wéi enger preziser rechtlecher Grondlag berouen dës Interventioune vu Säite vun der EZB, besonnesch wat d'Obligatiounen ugeet, déi vu Staaten emettéiert ginn? Keeft d'EZB dës Obligatioune just um Sekundärmaart oder och um Primärmaart op?

2. Wéi ee Rating vun deenen dräi groussen Agencë mussen d'Emetteure vun dëse Pabeiere wéinstens opweisen, fir fir de PEPP-Programm eligibel ze sinn?

3. Wëll d'EZB de Ratingniveau vun deene Pabeieren, déi si opkeeft, lues a lues net eropsetzen? Wat geschitt mat all deene Pabeieren, déi d'EZB an deene leschte Joren opkaf huet an déi e ganz niddrege Rating haten?

4. Gesäit den Här Minister an dëser ëffentlecher Interventioun um Kapitalmarché eng eventuell Konkurrenz fir déi privat Acteuren, inklusiv och op der Finanzplaz Lëtzebuerg?

5. Wéi gëtt déi sougenannten „asset-inflation", also den Ustig vun de Verméigenswäertpräisser aktuell an der Berechnung vun der allgemenger Inflatioun duerch d'EZB berücksichtegt? Ginn déi nämmlecht Parameteren och beim Statec benotzt? Wann net, firwat net? Wéi ënnerscheede sech d'Parametere vum Statec an deem Fall vun deene vun der EZB?

Réponse commune (14.05.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Zu de spezifesche Punkten, déi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro opwërft, sief gesot, dass geméiss Artikel 130 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Union et net un der Regierung ass, fir der Europäescher Zentralbank hir Geldpolitik ze kommentéieren.

Question 4099 (16.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**interdiction du glyphosate :**

Zanter dësem Joer däerfen d'Bauere kee Glyphosat méi benotzen. Eng wierklech Alternativ zum Glyphosat hunn d'Baueren allerdéngs net. Lëtzebuerg importéiert allerdéngs och e groussen Deel vu senge Liewensmëttel souwuel aus der EU ewéi och aus Länner, déi net zu der Europäescher Unioun gehéieren a wou d'Benotze vum Glyphosat net verbueden ass.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ginn och déi Liewensmëttel, déi Lëtzebuerg aus dem Ausland importéiert, op Réckstänn vu Glyphosat iwwerpréift?

2. Went Lëtzebuerg, wat den Import vun Iesswueren ugeet, déi selwecht streng Krittären am Hibléck op d'Benotze vum Glyphosat un ewéi si dat och fir heemesch Produkter mécht?

3. Wa jo, wéi gëtt dat konkreet iwwerpréift?

4. Wann nee, besteet hei an den Ae vun der Regierung net d'Gefor, datt eis Lëtzebuerger Bauere mat enger deloyaler Konkurrenz konfrontéiert sinn? Ass et an deem Fall an den Ae vun der Regierung net sënnlos, de Glyphosat op nationalem Plang ze verbidden, wann dëse souwisou duerch den internationalen Export an eis heemesch Liewensmëttelversuergung mat afléisst?

Réponse commune (11.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Bei de Routinekontrolle vun der Division de la Sécurité alimentaire gëtt op sämtlech Prouwen och e Screening op Réckstänn vu Glyphosat gemaach, falls dat betreffend Liewensmëttel susceptibel ass, mat dësem Planzeschutzmëttel behandelt ze ginn. Déi Analys ass onofhängeg vun der Origine vum Produit, soudass souwuel heemesch Produite wéi och Produiten aus aneren EU-Memberstaaten an aus Drëttlänner op Réckstänn vu Glyphosat iwwerpréift ginn.

ad 2. D'Autorisatioun vu Wierkstoffer a Planzeschutzmëttel ënnerläit dem Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Et ass wichteg, tëscht der

Autorisatioun vu Wierkstoffer (i. e. Glyphosat) an der Autorisatioun vu Planzeschutzmëttel (fäerdeg Mëschungen, déi een oder méi Wierkstoffer enthalen) ze ënnerscheeden. Wierkstoffer ginn op europäeschem Niveau fir d'Benotzung an der EU autoriséiert. D'Autorisatioun vu Planzeschutzmëttel fält ënnert d'national Kompetenz.

ad 3. Zu Lëtzebuerg gëtt vun der Division de la Sécurité alimentaire kontrolléiert, ob déi festgeluechten europäesch Grenzwäerter agehale ginn. Déi verschidde Limitte kënnen an der europäescher Pestiziddatebank consultéiert ginn.

https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-db_en

ad 4. Vill am Ausland zougeloosse Sprëtzmëttel hunn zu Lëtzebuerg keng Zouloossung. An den allermeeschte Fäll läit dat dorunner, dass d'Hiersteller vun deene Mëttel keng Zouloossung zu Lëtzebuerg ufroen.

Fir enger potenzieller deloyaler Konkurrenz entgéintzewierken, sinn am Kader vum Agrargesetz eng ganz Rei vun Instrumenter disponibel, dorënner virun allem Agrarëmweltprogrammer, fir de Verzicht op Planzeschutzmëttel ze ënnerstëtzen. Déi Programmer wäerten och an der nächster Programmatiounsperiod vun der gemeinsamer Agrarpolitik am Kader vum Plan stratégique national weidergefouert an esouguer ausgebaut ginn. Des Weidere gouf déi sougenannten Ausgläichszoulag fir d'Baueren ab dem Kulturjoer 2020/2021 ëm ronn 10 % erhéicht, wat och substanziell dozou bäidréit, fir eventuell Méikäschte vum Glyphosatverbuet ofzefiederen.

Duerch d'Zeréckzéie vun den Zouloossunge vu Sprëtzmëttel mam Wierkstoff Glyphosat gëtt eng Uwennung vun deene Mëttel zu Lëtzebuerg vermidden. Dës Moossnam reduzéiert d'Expositioun vu Mënsch an Ëmwelt zu Lëtzebuerg staark.

Question 4100 (16.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **opérations pour le maintien de la paix :**

Den amerikanesche President huet dëse Mount bekannt ginn, dass d'amerikanesch Truppe sech den 11. September 2021 aus dem Afghanistan géifen zréckzéien. Domat géif d'Militärinterventioun vum amerikanesche Militär no genau 20 Joer op een Enn goen. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3505 huet de Minister erkläert, dass sech dee Moment 29 Persoune vum Lëtzebuerger Militär op Auslandsmissioun befanne géifen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Fro stellen:

1. Wäert de geplangte Réckzuch vun den USA aus Afghanistan Konsequenzen op d'Auslandsmissioune vun der Lëtzebuerger Arméi hunn? Wa jo, wéi eng?

Réponse (14.05.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Nom geplangte Réckzuch vun den NATO-Truppen aus Afghanistan wäert d'Lëtzebuerger Arméi u kenger NATO-Friddensmissioun méi bedeelegt sinn. Lëtzebuerg war zulescht duerch e Contingent vun zwee Militär un dëser Friddensmissioun bedeelegt.

D'Regierung wäert iwwert d'Méiglechkeet vun der Bedeelegung un enger anerer NATO-Friddensmissioun mat engem vergläichbare Contingent beroden.

Eng Entscheedung géif gegeebenefalls geméiss OMP-Gesetz eréischt no der Consultatioun vun de concernéierte Chamberskommissioune getraff ginn.

Question 4101 (16.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **transports d'animaux :**

An der Äntwert op d'Fro N° 3800 huet de Minister erkläert, dass am Ganzen 3.023 Déierentransporter vu Lëtzebuerg aus an d'EU-Ausland gaange sinn. Wéi awer schonn an der Fro N° 3800 erkläert, koum et an der EU schonn zu Fäll, an deenen d'EU-Ausland am Endeffekt nëmmen een Transitland war an d'Déieren herno am Net-EU-Ausland gelant sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Sinn dem Ministère Fäll bekannt, wou een EU-Land am Endeffekt nëmmen d'Transitland vun engem Déierentransport aus Lëtzebuerg war, d'Déieren also no 48 Stonnen op ee weideren Transport geluede goufen an d'EU verlooss hunn?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 3800 sot de Minister, dass vun den 51 Transittransporter an deene leschte fënnef Joer keen eenzege kontrolléiert gouf.

Firwat goufen dës Transporter ni kontrolléiert? Sinn esou Kontrollen an Zukunft geplangt?

3. Huet de Ministère Donnéeën iwwert den Zoustand, an deem Déieren aus Lëtzebuerg nom Transport waren? Wéi vill Déieren hunn 2020 den Transport an d'Ausland net iwwerlieft? Bei wéi villen Déiere goufen 2020 Verletzunge festgestallt?

Réponse (04.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Dem Ministère si keng esou eng Fäll bekannt.

ad 2. Fir d'Transittransporter musse keng Informatioune matgedeelt ginn, wou a wéini genau se an d'Land kommen, a bedéngt duerch d'Gréisst vu Lëtzebuerg ass den Transit an domat den Openthalt am Land och nach relativ kuerz. Dës Facteuren erschwéieren eng prezis Planung vu Kontrollen an deem Beräich.

ad 3. Innerhalb vun der EU kréien d'Länner ee Feedback bei Laangzäittransporter. Bei den Dokumenter, déi déi Transporter begleeden, ass ee Volet virgesinn, deen nom Transport un de Ministère/déi zoustänneg Administratioun zeréckgeschéckt gëtt an an deem Donnéeë betreffend de Verlaf vum Transport an den Zoustand vun den Déieren am Zil ugi sinn.

Am Joer 2020 goufe keng verletzten oder doudeg Déieren an deem Kader gemellt.

Question 4102 (16.04.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **chasse dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

De 15. Abrëll huet den Ëmweltministère an engem Bréif un d'Jeeërfederatioun erkläert, dass d'Juegd och wärend der Ausgangsspär legal wier. Dëst, well den Artikel 10 am Juegdgesetz virgesäit, dass ee Jeeër eng Stonn viru Sonnenopgang an eng Stonn no Sonnenënnergang dierf joen. D'Covidgesetz vum 7. Abrëll gesäit awer am Artikel 3 keng solch Ausnam vir.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ënnert wat fir ee vun deenen néng opgelëschte Punkte vum Artikel 3 vum Covidgesetz fält d'Juegd laut Ëmweltministère, bedenkend, dass de Ministère 2020 d'Juegd nach als Fräizäitbeschäftegung ugesinn huet?

2. Laut dem juristesche Prinzip vun der Abrogation tacite gëllt am Fall vun engem Konflikt tëscht zwee Gesetzer, déi déi selwecht Plaz an der Hiérarchie des normes anhuelen, de Prinzip, dass dat méi neit Gesetz ze respektéieren ass. Gesäit de Ministère ee Konflikt tëscht dësem international unerkanntene Prinzip a sengem Bréif vum 15. Abrëll?

3. Aktuell geet d'Sonn zu Lëtzebuerg géint 6.40 Auer op a géint 20.30 Auer ënner. Laut Artikel 10 dierften d'Jeeër also tëscht 5.40 Auer an 21.30 Auer op d'Juegd goen. An dësem Fall wier dat also eng Iwwerschneidung vun 20 Minutten zu der momentaner Ausgangsspär. Den 21. Juni (dem längsten Dag vum Joer) wäert d'Sonn um 5.30 Auer op an um 21.45 Auer ënnergoen. Dat wier eng Iwwerschneidung vun 1h30 par rapport zur momentaner Ausgangsspär.

Ugesiichts dëser Zuelen, hält de Ministère et fir proportionell, fir an dësem Fall d'Ausgangsspär fir d'Jeeër fir d'ganz Nuecht opzehiewen?

Réponse commune (18.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Bréif vum 15. Abrëll 2021 ass kee Fräifaartsschäin fir all Persoun mat engem Juegdschäin, déi ganz Nuecht dierfen ënnerwee ze sinn. All Persoun, déi sech op dee Bréif berifft, muss selwer zu all Moment kënnen noweisen, dass se duerch den Exercice vun engem juegdlechen Akt (an den eventuellen Obligatiounen duerno) d'Limitt vum Couvre-feu net konnt respektéieren.

Et ass wichteg, ee gudde Wëldmanagement ze garantéieren. Well d'Usëtzjuegd (aleng um Hochsitz) och keen Infektiounsrisiko mat sech bréngt, ass dëst also aktuell déi beschte Juegdmethod am Aklang mat alle bestoende Gesetzer.

Duerch déi rezent Upassung vun den Auerzäite vum Couvre-feu, déi d'Chamber kierzlech gestëmmt huet, riskéieren d'Jeeërinnen a Jeeër zumindest owes och manner a Konflikt mat der Ausgangsspär ze kommen.

Question 4104 (16.04.2021) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant le **personnel des structures pour personnes âgées vacciné :**

En complément à ma question parlementaire enregistrée sous le n° 4090 se rapportant au nombre de décès élevé parmi les personnes âgées vivant dans un établissement qui leur est dédié suite à une infection Covid-19 depuis le début de la pandémie, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Madame la Ministre de la Santé :

- Mesdames les Ministres peuvent-elles me renseigner sur le pourcentage du personnel travaillant dans les structures d'hébergement pour seniors qui s'est fait vacciner contre la Covid-19 ?

- Dans l'affirmative, Mesdames les Ministres peuvent-elles me fournir les informations demandées sous forme d'une liste reprenant le taux de vaccination du personnel par type d'établissement - à savoir : CIPA, maisons de soins et logements encadrés - et par établissement ?

Réponse commune (18.05.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le taux global de vaccination du personnel travaillant dans des structures d'hébergement pour personnes âgées (CIPA et maisons de soins) est de 59,17 %.

Le tableau tient compte de 40 employeurs dans le secteur et identifiable par l'IGSS, sachant que certains employeurs gèrent plusieurs établissements. Ces données ont été établies sur base de la situation de l'emploi connue par l'IGSS au 30 septembre 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le taux global de vaccination du personnel travaillant dans des réseaux d'aide et de soins est de 48,97 %. Ces données ont été établies sur base de la situation de l'emploi connue par l'IGSS au 30 septembre 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4107 (19.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **demandeurs de protection internationale mineurs disparus :**

Laut dem Rechercheverband „Lost in Europe", an deem ënner anerem de brittesche „Guardian", den nidderlännesche Rundfunk VPRO an den rbb matwierken, sinn tëscht 2018 an 2020 iwwer 18.000 onbegleet Flüchtlingskanner aus staatlechen Ariichtunge verschwonnen. Laut de Recherchë vun de Reporter goufen et zu Lëtzebuerg mindestens 85 esou Fäll. D'Donkelziffer vun deene verschwonnene Kanner dierft nach méi héich sinn, esou de Verband, well duerch feelend Pabeieren an duerch administrativ Problemer d'Donnéeë vu verschiddene Kanner net komplett oder falsch sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Immigratioun an Asyl a Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung dës Zuele confirméieren?

Wéi vill Kanner, déi op Lëtzebuerg geflücht sinn, si säit 2015 aus der Obhut vum Staat verschwonnen?

2. Am Fall, wou ee Kand mat engem Statut DPI verschwënnt, wat fir Schrëtt gi geholl, fir dëst Kand erëmzefannen?

3. Wéi vill Kanner mat engem Statut DPI goufe säit 2015 als vermësst gemellt, mee konnten duerno erëmfonnt ginn?

Wéi vill vun dëse Kanner sinn eng 2te Kéier verschwonnen?

4. Laut der däitscher Tagesschau huet d'EU-Kommissioun de Memberstaate scho matgedeelt, dass si méi Ustrengunge missten ënnerhuelen, fir ze verhënneren, dass Kanner verschwannen.

Kann d'Regierung bestätegen, dass d'Kommissioun der Regierung zu dësem Theema Informatiounen a Fuerderunge kommunizéiert huet?

Wat huet d'Regierung säitdeem ënnerholl, fir d'Situatioun ze verbesseren?

5. Sinn d'Donnéeë vun de Kanner a staatlecher Obhut all komplett? Falls nee, bei wéi vill Prozent feele perséinlech Daten deelweis oder ganz?

Réponse (18.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. - 3. D'Regierung kann dës Zuele leider net confirméieren, well ganz vill Persoune sech als mannerjäreg ausginn, obwuel si manifestement volljäreg sinn. Déi grouss Majoritéit vun dëse Persoune weist keng Pabeiere vir.

Bei engem Mannerjäregen, dee beim Ausseministère wéinst enger Asyldemande virstelleg gëtt, gi fir d'éischt seng Donnéeën opgeholl, fir datt een Administrateur ad hoc kann designéiert ginn. Eréischt an enger nächster Etapp kann de Mannerjäregen dann zesumme mat sengem Administrateur ad hoc, wat normalerweis een Affekot ass, seng Demande areechen.

Allgemeng ass awer ze soen, dass d'Zuel vun de Mannerjäregen, déi an enger Asylprozedur sinn a verschwannen, an de leschte Jore réckleefeg ass. Dëst virun allem, well d'Direction de l'immigration säit 2017 déi Persounen, déi ganz kloer volljäreg sinn, net méi als mannerjäreg enregistréiert, fir ze evitéieren, dass esou Persounen herno a Foyere fir Kanner kommen. An deem Sënn sinn 2016 nach 54 Persoune verschwonnen, éier si en Administrateur ad hoc designéiert kruten. 2017 waren dëst der 14, 2018 fënnef an 2019 an 2020 jeeweils eng Persoun. Virun 2016 sinn dës Statistiken nach net gefouert ginn, well d'Prozedur ënnert deem alen Asylgesetz anescht war.

Bei de Mannerjäregen, déi wärend der Prozedur verschwonne sinn, also nodeems si een Administrateur ad hoc designéiert kruten an hir Demande agereecht hunn, sinn dräi Demanden 2016 clôturéiert ginn. 2017 waren dëst der fënnef, 2018 dräi an 2019 nëmmen eng. 2020 ass keng Demande an deem Sënn zougemaach ginn.

Et ass unzemierken, dass d'Police déi insgesamt Zuelen iwwert verschwonne Mannerjäreger sammelt - onofhängeg vun hirer Nationalitéit oder hirem Statut, dëst natierlech ënnert der Konditioun, dass d'Kand als vermësst gemellt ginn ass, an dësem Kontext zum Beispill vun der Accueilstruktur. D'Police dréit doropshin déi Meldungen an hirem nationale wéi och am europäesche Schengener Informatiounssystem (SISII) an.

ad 4. Zu dësem Zäitpunkt ass d'EU-Kommissioun an deem Kontext net u Lëtzebuerg erugetrueden.

ad 5. Den ONA a seng Partner enregistréieren d'Donnéeë vun de Mannerjäregen, déi an enger Asylprozedur sinn an an enger Accueilstruktur ënnerbruecht sinn. D'Donnéeën, déi den ONA an d'Direction de l'immigration vun de Kanner festhale kënnen, sinn divers an dovun ofhängeg, wéi eng Dokumenter d'Kand bei sech huet a wéi eng Informatiounen et weess oder ka matdeelen.

Question 4109 (19.04.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **dossier de soins partagé :**

L'introduction généralisée du dossier de soins partagé (DSP) en janvier 2020 a marqué un pas important vers la digitalisation progressive du domaine de la santé. Ce dossier électronique permet de regrouper de manière sécurisée toutes les données de santé essentielles d'un patient. C'est d'une part le patient lui-même qui peut alimenter le dossier en introduisant des données pertinentes relatives à sa santé. D'autre part, il revient surtout aux différents professionnels de santé intervenant dans le parcours de soins du patient à étoffer le DSP de données de santé utiles et nécessaires à une prise en charge optimale. L'utilité du DSP dépend ainsi largement de leur initiative.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et au Monsieur le Ministre de la Sécurité Sociale :

1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me fournir des données sur :

1. 1) la part des assurés ayant activé personnellement leur DSP ;

1. 2) la part des DSP ayant été activés automatiquement ;

1. 3) la part des assurés ayant opté pour la fermeture de leur DSP ;

1. 4) la part des assurés utilisant activement leur DSP ;

1. 5) la part des assurés ayant déposé eux-mêmes des documents dans le DSP ;

1. 6) la part des assurés ayant donné un accès permanent à leur médecin référent ;

1. 7) la part des assurés ayant constitué un « cercle médical de confiance », donc ayant donné un accès permanent à un ou plusieurs professionnels de la santé, hormis leur médecin référent ?

2) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me renseigner sur le taux de participation des professionnels de santé en distinguant entre ceux intervenant dans les laboratoires, hôpitaux et services de soins à domicile, structures spécialisées et les médecins libéraux ? Combien de professionnels de santé ont activé leur compte ? Combien l'utilisent activement en déposant des données dans les DSP ?

3) Quels obstacles empêchent une généralisation du recours au DSP par les professionnels de santé ?

4) Dans quelle mesure un professionnel de la santé est-il obligé de mettre des informations dans le DSP lorsqu'un patient en a exprimé le souhait ? S'il n'y a pas d'obligation, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre, n'envisagent-ils pas d'introduire une obligation légale afin d'accélérer la généralisation du DSP et d'améliorer son utilisation adéquate ?

5) Combien de documents ont jusqu'à ce jour été déposés en moyenne par DSP ? De quel type de documents s'agit-il ?

6) Pour les visites à l'hôpital, le patient doit-il demander à chaque professionnel de santé d'alimenter son DSP ou suffit-il de faire cette demande une seule fois lors de l'admission à l'hôpital ? Est-ce que tous les hôpitaux ont les moyens techniques pour déposer systématiquement toutes les informations nécessaires d'un patient dans son DSP ?

7) Est-il prévu de créer un certificat de vaccination numérique dans le DSP, ceci aussi en vue de la vaccination Covid-19 ?

Réponse commune (19.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

14 mois après le début de la généralisation du dossier de soins partagé, nous pouvons vous transmettre les éléments suivants :

ad 1. 1) 12 % de DSP sur les 910.000 DSP actuellement ouverts et recevant des données ont été activés avant l'ouverture automatique.

ad 1. 2) 88 %

ad 1. 3) 0,16 %

ad 1. 4) Depuis la phase de généralisation en 2020, en moyenne 12 % des assurés ont utilisé activement le DSP et cette utilisation était plus importante sur les six respectivement trois derniers mois, compte tenu des usages qui se développent progressivement.

ad 1. 5) À ce jour, 1 % des assurés ont déposé eux-mêmes des documents dans leur DSP.

ad 1. 6) 100 % des patients qui ont conclu une convention médecin référent.

ad 1. 7) 6 %.

ad 2) Le taux de participation peut être résumé comme suit : 7 laboratoires d'analyses médicales, 4 hôpitaux, 1 réseau de soins à domicile, 4 établissements hospitaliers spécialisés soit environ 1.100 professionnels de santé. 390 médecins ont ouvert un compte individuel sur la plateforme et 361 alimentent régulièrement le DSP de leurs patients.

ad 3) Si au Luxembourg la plupart des logiciels métiers utilisés par les professionnels de la santé sont compatibles avec le DSP, les travaux nécessitent de se poursuivre également auprès des éditeurs de logiciels utilisés dans les cabinets médicaux en vue d'améliorer l'intégration et de rendre les procédures d'alimentation du DSP et l'ergonomie aussi faciles que possible.

La généralisation du DSP pour tous les assurés vient d'être effectuée en 2020 et les DSP ont été créés sans être préremplis d'un historique de données du patient. Son usage nécessite dès lors de se développer au fur et à mesure qu'il sera alimenté par des données médicales. L'intégration progressive de certains types de documents actualisés tels que par exemple les données issues des examens d'imagerie médicale et les lettres de sorties en provenance des hôpitaux devraient permettre d'accélérer l'utilisation du DSP pour les patients et les professionnels de santé.

ad 4) Le règlement grand-ducal du 6 décembre 2019 précisant les modalités et conditions de mise en place du dossier de soins partagé prévoit l'obligation : d'une part qu'en cas de demande du titulaire de verser une donnée au dossier de soins partagé, le professionnel de santé l'introduit, conformément à ses droits d'accès et d'écriture, endéans un délai de 15 jours à compter de cette demande et, d'autre part, que les données utiles et pertinentes suivantes sont versées au dossier de soins partagé au plus tard 15 jours après la fin de la prise en charge par le professionnel de santé qui en est l'auteur : les résultats d'analyses de biologie médicale, les résumés cliniques et les rapports médicaux de sortie, les rapports d'images radiologiques ou de toute autre imagerie médicale, le résumé patient.

Les cas d'usage autour du DSP nécessitent encore d'être développés pour certains professionnels de santé, mais l'on constate à ce jour un taux d'utilisation croissant qui devrait évoluer favorablement dans le futur, notamment avec l'arrivée de solutions mobiles et l'appropriation du DSP en particulier aussi par les patients.

ad 5) Au 20 avril 2021 et depuis janvier 2020, 2.806.905 documents ont été déposés dans les DSP.

Les principaux types de documents déposés sont :

- Résultats d'examens biologiques
- Résumé patient
- Résumé des prestations
- Comptes-rendus d'actes diagnostiques
- Certificats médicaux
- Expression du titulaire
- Images radiologiques ou autres imageries médicales
- Comptes-rendus de séjours hospitaliers et lettres de sorties
- Comptes-rendus d'actes à visée préventive
- Rapports médicaux
- Antécédents médicaux et chirurgicaux
- Résumé de passage aux urgences

ad 6) Le demande se fait dans les hôpitaux une seule fois à partir de l'admission, et pour les cas d'urgence, le DSP gère la fonction « bris de glace », c'est-à-dire que le titulaire d'un DSP peut indiquer à l'avance dans son DSP que des professionnels de santé du service des urgences qui sont impliqués dans sa prise en charge peuvent accéder à son DSP.

L'implémentation évolue favorablement et en plus des documents de biologie, dès le premier semestre de cette année, d'autres documents provenant des hôpitaux comme les comptes-rendus d'imagerie médicale, le partage des images médicales, les lettres de sorties pourront être davantage insérés au DSP et développer les usages autour de celui-ci.

ad 7) Un carnet de vaccination électronique, équivalent digital du carnet de vaccination au format de papier jaune, où tous les vaccins d'une personne pourront être intégrés est en cours de développement et sa mise en œuvre passera par plusieurs étapes successives notamment de test à partir du mois de mai. Ce carnet de vaccination sera compatible avec le DSP et permettra d'envoyer, comme pour les résultats d'analyses médicales, les données du carnet de vaccination dans le DSP. Comme ce carnet de vaccination électronique n'est, à ce jour, pas encore déployé et utilisé à une échelle nationale, le certificat de vaccination contre la Covid-19 est actuellement remis en main propre aux personnes vaccinées. La personne peut ensuite déposer elle-même son certificat de vaccination dans l'espace personnel de son DSP.

Question 4110 (19.04.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **taux minimaux d'imposition des sociétés :**

Avancée par le Trésor américain, l'idée d'établir à l'échelle mondiale un taux d'imposition minimum sur les sociétés prend corps avec la perspective d'un accord des ministres des finances et banquiers centraux de pays membres du G20 d'ici les 9 et 10 juillet 2021. D'après certains, cette harmonisation fiscale pourrait également résoudre le problème de l'imposition des géants du numérique.

Dans un article paru aujourd'hui dans le « Tageblatt », un fiscaliste luxembourgeois expérimenté a toutefois évoqué une difficulté possible pour le Luxembourg, i. e. le fait que le taux d'imposition sur le revenu des collectivités (IRC), établi actuellement à 17 %, n'intégrerait e. a. pas l'impôt commercial communal (6,75 %). Il se pourrait dès lors, à défaut de réforme globale de notre système d'imposition des sociétés, que le Luxembourg devrait augmenter le taux de l'IRC actuel.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame le Ministre de l'Intérieur :

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis du fiscaliste luxembourgeois précité ?

- Le Gouvernement entend-il dès lors réformer le système d'imposition des sociétés, en intégrant l'ICC à l'IRC ? Endéans quel délai une telle réforme pourrait-elle se faire ?

- Comment le Gouvernement entend-il compenser les pertes en termes de ressources financières aux communes ?

- Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il faille rapidement avancer sur le projet de réforme de l'impôt foncier ? Où en sont les travaux d'implémentation de cette réforme ?

Réponse commune (19.05.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'article de presse auquel se réfèrent les députés dans leur question parlementaire soulève la question des modalités techniques permettant de calculer du point de vue luxembourgeois le taux minimum effectif dans le cadre du « Pilier Deux », actuellement en négociation à l'OCDE. Il y est notamment fait mention du risque que la détermination du taux minimum effectif au titre du « Pilier Deux » ne tiendrait pas compte de l'impôt commercial communal dont les entreprises luxembourgeoises doivent s'acquitter.

En octobre 2020, le Cadre inclusif de l'OCDE a approuvé le « Rapport sur le Blueprint du Pilier Deux », qui présente les paramètres techniques qui pourraient être à la base d'un impôt minimum mondial, tout en exposant les questions politiques et techniques en suspens qu'il sera nécessaire de résoudre afin de parvenir à un consensus. Le « Blueprint » précité contient un certain nombre de précisions utiles pour répondre aux interrogations des députés. Pour déterminer le taux effectif d'imposition d'un groupe d'entreprises, il y a lieu de diviser le montant des « impôts couverts » par le montant du résultat net, tel que déterminé selon les règles du « Pilier Deux ».

En vertu de la section 3.2. du « Blueprint », la notion d'« impôts couverts » s'étend à tout impôt sur l'ensemble des bénéfices ou revenus réalisés par une personne morale, et à tout impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés de droit commun. Ainsi, la définition d'« impôts couverts » vise les prélèvements taxant la valeur de gains monétaires réalisés par un contribuable au cours d'une période donnée s'appliquant au résultat calculé sur une base nette. Par ailleurs, il est précisé qu'un impôt additionnel, qui opère un prélèvement complémentaire sur le résultat net des entités nationales, relèverait également de la définition des impôts couverts.

Les précisions données par le « Blueprint » devraient donc permettre de conclure que l'impôt commercial communal répond à la définition des « impôts couverts » de sorte que le taux minimum effectif d'une entreprise luxembourgeoise serait à calculer en additionnant les taux supportés au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal.

Le Luxembourg veillera à ce que le consensus qui se dégagera le cas échéant au sujet du Pilier Deux reprenne les développements contenus dans le « Blueprint » au sujet des « impôts couverts ».

Eu égard à la réponse à la première question, les questions 2 et 3 sont de nature hypothétique.

Tel que l'annonce l'accord de coalition 2018-2023, la réforme de l'impôt foncier, qui devra contrecarrer la spéculation foncière, sera reliée à la refonte des plans d'aménagement général (PAG) « nouvelle génération ». Les travaux d'implémentation sont en cours, dont le développement des outils informatiques nécessaires qui permettront de déterminer de manière automatisée la valeur des terrains qui serviront d'assiette pour le calcul de l'impôt foncier.

Question 4111 (19.04.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant le **terrain d'entrainement du CGDIS :**

An engem rezenten Zeitungsartikel konnt een noliesen, datt den Trainingssite fir d'Pompjeeën, deen ënnert der Autobunnsbréck vun der A1 läit, fir de CGDIS onverzichtbar wier. Nëmmen hei kéinten d'Pompjeeën ënnert realistesche Bedéngungen d'Läsche vu Bränn mat Holzfeier üben. Et wier deemno awer esou, datt dësen Trainingssite an der Gréngzon géif leien a bis dato nach iwwerhaapt keng Geneemegung géif virleien, déi et de Pompjeeën erlabe géif, hei fir den Eeschtfall ze üben.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt deen uewe genannten Trainingssite fir de CGDIS an enger Gréngzon läit a keng Geneemegung virleit?

2. Wéi soll d'Zukunft vum genannte Site ausgesinn? Ass envisagéiert, awer eng Geneemegung fir den Trainingssite auszestellen? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mam Ausstelle vun dëser Geneemegung gerechent ginn? Wann neen, u wéi een alternative Site denkt d'Regierung?

Réponse commune (19.05.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Ariichtunge vum CGDIS am RAGTAL sinn de Moment net mat enger Autorisatioun nom Naturschutzgesetz ofgedeckt.

D'Regierung erkennt de Formatiounssite awer als eng Infrastruktur vun nationalem Interessi un. An de Gebailechkeeten, déi sech a priori an enger Gréngzon befannen, ass d'Ofhale vu Formatiounen dofir och autoriséiert.

De CGDIS huet eng Ëmweltetüd vun engem approuvéierten Expert ausschaffe gelooss an eng Autorisatioun ugefrot, mat enger Propos vun engem Managementsplang fir de Site.

D'Beaarbechte vum Dossier ass amgaangen, an eng Autorisatioun mat Konditioune wäert an nächster Zäit ausgestallt ginn.

Question 4113 (19.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **chariot de supermarché pour enfants handicapés :**

Eltere vu Kanner mat enger Behënnerung gi viru vill Erausfuerderungen an hirem Alldag gestallt. Esou zum Beispill och, wann et drëms geet, mat Kanner, déi am Rollstull sëtzen, an de Supermarché ze goen. Déi kleng Sëtzfläch, déi et a verschiddene Caddië gëtt, ass oft net grouss genuch, fir dass och nach eeler Kanner kéinten dra Plaz huelen. An Amerika huet eng jonk Mamm vun engem klenge Meedchen, dat duerch kierperlech Behënnerungen a senger Beweegungsfräiheet ageschränkt ass, dofir ee Caddie entworf, an deem Kanner och nach Plaz huele kënnen, wa se méi grouss sinn. Esou muss d'Mamm net méi de Caddie an de Rollstull gläichzäiteg duerch de Supermarché drécken. Déi jonk Mamm huet an den USA schonn e puer Supermarchéë vun hirer Iddi iwwerzeege kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

- Hunn d'Ministere scho vun esou Initiativen héieren?

Falls jo, envisagéieren d'Ministeren, den Asaz vun esou Caddien an de Supermarchéen ze encouragéieren oder, zum Beispill am Kader vun engem Pilotprojet, souguer ze subventionéieren?

Réponse (19.05.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Accessibilitéit an den „Design for all" si ganz wichteg Sujeten, an am Sënn vun enger „égalité des chances" fir jiddereen ass et noutwendeg, fir den Zougang zu alle Servicer an ëffentleche Plazen a Gebaier un d'Bedierfnisser vu behënnerte Mënschen unzepassen.

De Projet de loi Nr. 7346 iwwert d'Accessibilitéit vun den ëffentleche Plaze gesäit eng ganz Rëtsch vu verschiddenen Accessibilitéitsnorme vir. Dëst Gesetz wäert behënnerte Leit den Accès zu ëffentleche Servicer, Plazen a Gebaier weesentlech vereinfachen an hiren Alldag ëm villes méi liicht maachen. Verschidden Thematiken, wéi déi vun de Supermarchéscaddië fir Kanner mat engem Handicap, sinn allerdéngs esou spezifesch, dass et net ubruecht ass, fir se iwwert ee Gesetz ze reegelen.

Fir op d'Fro vum Här Deputéierte Marc Goergen méi prezis kënnen ze äntweren, well déi Problematik déi behënnert Kanner an hir Betreier betrëfft, hunn ech d'ADAPTH, den nationale Kompetenzzenter fir d'Accessibilitéit vun de Gebaier (CCNAB), dee mam Familljen- an Integratiounsministère konventionéiert ass, mat der Analys vun der Problematik beoptraagt.

D'ADAPTH huet eng Etüd vu verschiddene Modeller vu gëeegente Caddien, déi een um Maart ka fannen, duerchgefouert; de Familljeministère wäert dës Etüd allen zu Lëtzebuerg etabléierte Supermarchéen zoukomme loossen an op d'Wichtegkeet vun der Problematik hiweisen.

Gläichzäiteg hunn eng Rei Supermarchéen dem Familljeministère matgedeelt, dass si sech der Problematik bewosst sinn an aktuell verschidde praktesch Léisungen analyséieren, fir dann déi fir hir Entreprise gëeegent Solutioun an hirem Supermarché ëmzesetzen.

Question 4115 (19.04.2021) de **Mme Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers :**

Dans une déclaration du 13 avril 2021, le European Data Protection Board (EDPB) a invité les États membres à évaluer et, si nécessaire, à revoir les accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers, notamment dans le domaine fiscal. Dans ce contexte, il est utile de citer l'accord FATCA conclu avec les États-Unis et qui a fait l'objet de critiques récurrentes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Le Gouvernement entend-il donner suite à la déclaration de l'EDPB ?

- Endéans quel délai le Gouvernement entend-il charger la Commission nationale de la protection des données (CNPD) avec l'évaluation de l'accord FATCA précité ?

- Le Gouvernement entend-il donner mission à la CNPD d'évaluer la conformité aux règles applicables en matière de protection des données, d'autres accords internationaux ayant trait à la sécurité sociale, voire à la coopération policière ? Dans l'affirmative, lesquels ?

- Le Gouvernement pourrait-il nous fournir une liste des accords internationaux concernés par la déclaration de l'EDPB et auxquels le Luxembourg est partie ?

Réponse commune (19.05.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les honorables Députés se réfèrent dans leur question parlementaire à une déclaration effectuée par le Comité européen de la protection des données

(EDPB) en date du 13 avril 2021 sur des accords internationaux qui impliquent un transfert de données personnelles hors de l'Union européenne.

À ce sujet, le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la Directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données prévoient que les accords internationaux impliquant de tels transferts, et qui ont été conclus avant le 24 mai 2016 ou le 6 mai 2016 respectivement[19], restent en vigueur jusqu'à leur modification, leur remplacement ou leur révocation.

L'EDPB, duquel la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) fait partie, invite néanmoins, dans sa déclaration, les États membres à évaluer et le cas échéant à revoir ces accords internationaux qui impliquent un transfert de données personnelles hors de l'Union européenne à la lumière des instruments européens susmentionnés.

Le Gouvernement a pris connaissance de la déclaration de l'EDPB et procède à une analyse approfondie, en considérant notamment les lignes directrices 2/2020 émises en décembre 2020 et relatives à l'article 46, paragraphe 2, point a), et paragraphe 3, point b), du règlement (UE) 2016/679 pour les transferts de données à caractère personnel entre les autorités et organismes publics établis dans l'Espace économique européen (EEE) et ceux établis hors de l'EEE. Il est aussi à noter que des discussions au niveau européen ont été initiées en ce qui concerne les éventuelles implications des règles en matière de protection des données sur les accords existants en matière d'échange d'informations à des fins fiscales.

Il convient de relever que la CNPD est une autorité indépendante, selon la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données et qu'à ce titre elle n'a pas à recevoir de mission du Gouvernement, tel que s'enquièrent les honorables Députés. Cependant, elle est susceptible d'apporter un certain accompagnement, tel que le suggère la déclaration de l'EDPB, dans l'évaluation des accords internationaux susmentionnée.

Des contacts ont été pris avec la CNPD afin d'évaluer plus précisément la portée de cette déclaration et les conséquences qu'elle pourrait le cas échéant avoir sur les accords internationaux conclus par le Luxembourg, en particulier en matière fiscale.

Question 4116 (20.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **prise en considération des avis des médecins traitants lors de la vaccination :**

D'Patientevertriedung ASBL an d'ULC ASBL hu sech den 13. Abrëll an engem Communiqué beschwéiert, datt allgemeng e Mangel un Transparenz bei der Duerchféierung vum Impfprozess géigeniwwer der Ëffentlechkeet besteet. Hiert Haaptuleies läit awer doranner, datt si vill Uriff vu Lëtzebuerger Bierger kréien, well d'Impfpersonal am Impfzenter den Attest vun hire behandelenden Dokteren net respektéiere géif.

Et sinn nämlech d'Dokteren, déi hire Patienten, déi si zum Deel scho jorelaang betreien an doduerch och mam Gesondheetszoustand vum Patient vertraut sinn, en Attest fir d'Impfung schreiwen, an deem si den aktuelle Gesondheetszoustand an d'Grondlag vun alle relevante medezinneschen Date vun hirem Patient berécksiichtegen, fir en Impfstoff ze recommandéiere bezéiungsweis vun engem bestëmmten Impfpreparat ofzeroden. Wann en Dokter sengem Patient esou en Attest ausstellt, opgrond vun deem senger Krankegeschicht, senger Medikatioun a sengem Gesondheetszoustand a Relatioun zum Risiko vu méiglechen Niewewierkunge vun engem bestëmmten Impfstoff, huet dat jo medezinnesch Grënn, esou datt et sech net einfach ëm perséinlech Preferenzen oder Wënsch handelt.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wier et net méiglech, esou Attester scho bei der Reservatioun vun engem Impf-Rendez-vous ze berécksiichtegen an direkt am Viraus ze klären, ob d'Impfe mat engem bestëmmte bezéiungsweis engem anere Preparat am jeeweilegen Impfzenter méiglech ass, respektiv dëst beim Vergi vum Rendez-vous matanzerechnen?

2. Wéi an no wat fir Krittäre gëtt d'Verdeelung vun den Impfstoffer op déi verschidden Impfzenteren organiséiert? Kritt all Impfzenter d'nämmlecht vill Dosen, an absolutten Zuelen oder proportional gerechent, vun deenen diversen Impfstoffer?

3. Wéi vill Dosen huet Lëtzebuerg vun deene véier an Europa zougeloossenen Impfstoffer jeeweils nach iwwereg a gëtt dat lafend publizéiert?

4. Kéint den Haut-Commissariat à la protection nationale, zesumme mat der Santé, net eng informatiséiert an transparent Prozedur aféieren, andeem hien

a) géif all Dag publizéieren, a wat fir engem Impfzenter grad wat fir en Impfstoff zur Verfügung steet, an

b) et géif erlaben, datt eng Persoun, déi eng Impfinvitatioun an en Attest vu sengem Dokter fir e bestëmmt Impfpreparat krut, sech da kéint mat deenen Dokumenter spontan an engem Impfzenter presentéieren, deen dat betreffend Preparat geliwwert krut?

Réponse commune (18.05.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Prozedur gesäit am Moment vir, datt eventuell Attester, déi vun engem Dokter geschriwwe sinn, am Impfzenter ausgewäert ginn, dat en fonction vun de Reegelen a Contre-Indikatiounen, déi vun de Gesondheetsautoritéite festgeluecht goufen. Dëst baséiert op enger individueller Analys, déi sech net an den automatesche Reservatiounssystem abaue léisst.

ad 2. D'Verdeele vun den Impfdose gëtt gréisstméiglech proportionell tëschent den Impfzentere gemaach. Eng Rei Facteuren, déi een Afloss op dës Verdeelung huelen, mussen awer hei berücksichtegt ginn. Hei handelt et sech besonnesch ëm d'Quantitéit vun de jeeweils geliwwerte Vaccinen, ëm d'Unzuel vun de Rendez-vousen, déi effektiv an engem Impfzenter geholl goufen, an ëm d'Capacitéite vun de jeeweilegen Impfzenteren. Am Prinzip gëtt probéiert, net méi ewéi dräi verschidden Impfstoffer gläichzäiteg an engem Impfzenter ze benotzen, dat well all Impfstoff no enger anerer Prozedur muss preparéiert ginn a fir esou de Risiko vun engem Feeler ze verréngeren. Dat schléisst awer net aus, datt all Impfstoff an all Zenter verfügbar ass.

ad 3. Op den Dag vum 17. Mee 2021 huet Lëtzebuerg nach follgend Dosen am zentrale Stock respektiv an dem Stock vun den Impfzenteren:

- Pfizer: 8.286 Dosen;
- AstraZeneca: 16.070 Dosen;
- Johnson: 4.945 Dosen;
- Moderna: 6.290 Dosen.

ad 4. Esoulaang déi verfügbar Impfdose knapp sinn, kënnen d'Leit de Vaccin net eraussichen. D'Decisioun, ob eng Persoun net mat engem bestëmmte Vaccin ka geimpft ginn, gëtt am Impfzenter geholl. Dat wäert méi einfach ginn ab deem Moment, wou d'Vaccinatioun och an den Dokterpraxisse ka gemaach ginn. Am Prinzip ass et esou, datt an all Impfzenter souwuel Vaccinen, déi op RNA-Technik baséieren, ewéi och Vaccinen, déi op Vektorbasis funktionéieren, disponibel sinn.

Question 4117 (20.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine :**

1997 huet Lëtzebuerg d'Oviedo-Konventioun „Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine" matënnerschriwwen. 2005 gouf vum deemolege Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo ënnert der Nummer 5528 en éischte Projet de loi an der Chamber deposéiert, fir dës Konventioun ze ratifizéieren. Deen Text gouf awer genausou wéineg an der Chamber gestëmmt wéi den enk mat dësem Theema verbonnene Projet de loi Nummer 5552.

Duerfir géif ech der Madamm Gesondheetsminister an der Madamm Justizminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi aktuell Positioun vun der Regierung zu der Oviedo-Konventioun an zum Projet de loi 5552?

2. Géif d'Regierung wärend dëser Legislaturperiod eng Ratifizéierung vun der Oviedo-Konventioun duerch d'Chamber begréissen?

Réponse (20.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Koalitiounsaccord 2018/2023 gesäit vir, dass e Kadergesetz iwwert d'Bioeethik ausgeschafft gëtt, dat d'Prinzippie vun der Autonomie, der Selbstbestëmmung souwéi vun der Toleranz festleeë wäert.

Dëst Gesetz wäert de sougenannte „conseil génétique" souwéi och de Schutz vum mënschleche Genom virgesinn, ganz am Sënn vun der Oviedo-Konventioun.

Am Kader vun där Gesetzgeebung wäert dann och d'Oviedo-Konventioun ratifizéiert ginn, déi jo aktuell am Gesetzesprojet 5528 virgesinn ass. Verschidden Aspekter aus dësem Gesetzesprojet, wéi z. B. de Volet vun der Organtransplantatioun, goufe mëttlerweil am Kader vun anere Gesetzer ëmgesat.

Wat de Projet de loi N° 5552 betrëfft, bleift ze betounen, datt d'Ofschafung vun der Direktiv 2001/20/CE iwwer klinesch Versich opgrond vum europäesche Reglement N° 536/2012 muss iwwerschafft ginn, well dësen deemno net méi den neien europäeschen Dispositiounen entsprécht.

Question 4120 (20.04.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **applications de « trading » :**

Am Kader vun den allgemeng niddregen Zënsen ass international en Trend festzestellen, datt vill Leit sech op d'Sich no aneren Investitiounsméiglechkeete fir hir Sue maachen. Aktien an ETFen (Exchange Traded Funds) gehéieren dobäi zu deene wichtegsten Anlageklassen. Contrairement zu fréier ginn dës Transaktiounen allerdéngs ëmmer manner iwwert de klassesche Service vu Banken, mee iwwer Applikatiounen um Handy ofgewéckelt.

Wéi awer am Artikel „Frankfurt hat wieder die Nase vorn", deen den 13. Abrëll am „Tageblatt" publizéiert gouf, ze liese war, louch d'Finanzplaz Lëtzebuerg am leschte Ranking vum „Global Financial Centers Index" am Beräich vun der Fintech grad emol op Plaz 42 (London Plaz 5, Paräis Plaz 17, Frankfurt Plaz 20). Wéi am Artikel „Die Banken bekommen Konkurrenz", deen de 14. Abrëll am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, weider ze liese war, hunn d'Leit um Lëtzebuerger Terrain nach quasi keen Accès op dës Applikatiounen. Grond genuch fir verschidde Leit, déi op Lëtzebuerg plënneren, fir weider am Ausland ugemellt ze bleiwen.

Duerfir géif ech dem Här Finanzminister an dem Här Minister fir Digitaliséierung gär follgend Froe stellen:

1. Iwwer wéi eng Lizenz(e) muss en Ubidder vun Trading-Applikatioune verfügen, fir seng Servicer zu Lëtzebuerg kënnen ze offréieren?

2. Gesäit de Minister d'Gefor, datt d'Lëtzebuerger Bierger duerch dës Maartbarriären un enger selbstständeger Gestioun vun hirem Patrimoine gehënnert ginn?

3. Gëtt et aktuell Ubidder vun Trading-Applikatiounen, déi zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn?

4. Op wéi eng Modalitéite mussen Notzer vun Trading-Applikatiounen oppassen, fir generéiert Benefisser, bei deenen d'Transaktiounen iwwert dës Uwendungen ofgewéckelt goufen, an hirer Steiererklärung richteg unzeginn?

Réponse (19.05.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Eng Trading-Applikatioun empfänkt Uerdere vu Clienten op Finanzinstrumenter a leet dës weider, fir dass se kënnen exekutéiert ginn (op Franséisch „réception et transmission d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers"). Dëse Service fält ënnert dat modifizéiert Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur (genannt „LSF"). Déi betraffen Entitéite brauchen eng Autorisatioun als Courtiers en instruments financiers, als Commissionnaires, als Gérants de fortunes, als Professionnels intervenant pour compte propre oder als Bank. Et gëtt also méi wéi 200 lëtzebuergesch Entitéiten, déi berechtegt sinn, dee Service unzebidden. De reglementaresche Kader vun dësem Service zu Lëtzebuerg entspréngt EU-Texter (ënner anerem der Direktiv 2014/65/EU, déi sougenannte MiFID II), déi an der ganzer EU applikabel sinn. Et gëtt deemno keng spezifesch national Maartbarriäre fir d'Ubidde vun dësem Service.

Des Weidere kënnen och Entitéiten, déi eng Autorisatioun an engem anere Memberstaat hunn, fir dës Aktivitéit auszeüben, nom Prinzip vun der libre prestation de service, respektiv iwwert d'Kreatioun vun enger Succursale um lëtzebuergeschen Territoire, esou e Service zu Lëtzebuerg ubidden.

D'Notzer vun Trading-Applikatioune mussen, wéi all normale Bankeclient och, iwwerpréiwen, ob no de steierlechen Dispositioune bei hire generéierte Kapitalerträg e steierflichtege Revenu ugefall ass, an dësen entspriechend an hirer Steiererklärung deklaréieren.

Question 4123 (20.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **cambriolages de maisons privées :**

Laut der Policestatistik, déi de 26. Mäerz 2021 publizéiert gouf, gouf 2020 zu Lëtzebuerg 1.404-mol erfollegräich a bewunnten Haiser agebrach. Zousätzlech gouf et 972 Abréchversich a bewunnten Haiser.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Policeminister an un d'Madamm Justizminister:

1. Laut der Policestatistik goufen d'lescht Joer insgesamt 390 Abréch opgeklärt. Wéi vill vun dësen Opklärungen entfalen op erfollegräich Abréch a privat Wunnhaiser a wéi vill op Abréchversich a privat Wunnhaiser?

2. A wéi vill Fäll koum et zu enger Verurteelung duerch d'Justiz? Wéi eng Täterprofiller hu sech erginn?

3. Gouf et Fäll, wou Leit bei den Abréch a privat Wunnhaiser verletzt goufen? Wa jo, wéi vill an duerch wéi eng Ëmstänn?

4. A wéi vill Fäll konnten déi geklauten Objete vun der Police séchergestallt ginn? A wéi vill vun deene Fäll ware si zu Lëtzebuerg stockéiert an a wéi vill Fäll am Ausland?

Réponse commune (19.05.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Vun den 390 Abréch, déi d'Police am Joer 2020 geklärt huet, entfalen der 161 op Abréch a privat Wunnhaiser a 16 op versichten Abréch a privat Wunnhaiser.

ad 2. Fir d'Fäll, wou et zu enger Verurteelung an éischter Instanz wéinst Abroch koum, sinn d'Zuele follgend:

2020	
Diekirch	3
Luxembourg	45
Total	48

Opgelëscht no Juridictioun a Geschlecht vun de Beschëllegten, sinn d'Zuele follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Opgelëscht no Juridictioun an Alter vun de Beschëllegten, sinn d'Zuele follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Den Täterprofil ass kee Krittär, dee bei der Poursuite e Rôle spillt. D'Justiz huet och kee Service, dee kriminologesch Analyse mécht.

ad 3. Täter-Opferkontakt besteet an de mannste Fäll. 2020 hat d'Police sechs Fäll vun Déifställ mat Gewalttätegkeeten/Menacen a private Wunnhaiser, woubäi Persoune liicht verletzt goufen. Weider ass eng Persoun verletzt ginn, déi versicht hat, d'Täter, no engem Abroch, op der ëffentlecher Strooss festzehalen.

ad 4. D'Police féiert aktuell keng Lëschten zu de geklauten Objeten.

Question 4124 (20.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **cambriolages d'immeubles publics :**

Laut der Policestatistik, déi de 26. Mäerz 2021 publizéiert gouf, gouf 2020 zu Lëtzebuerg 562-mol erfollegräich an net bewunnt Gebaier agebrach. Zousätzlech gouf et 374 Abréchsversich an net bewunnt Gebaier.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Policeminister an un d'Madamm Justizminister:

1. Gouf de Staat am Joer 2020 och selwer Affer vun Abrochskriminalitéit? Wa jo, wéi eng Beräicher (Muséeën, Établissement-publicken, Depote vu Staat a Gemengen, ëffentlech Betriber asw.) waren dovu betraff?

2. Wéi eng Käschte sinn doduerch entstanen?

3. Wéi vill vun dëse Fäll goufen opgeklärt?

4. A wéi ville Fäll koum et zu enger Verurteelung duerch d'Justiz? Wéi eng Täterprofiller hu sech erginn?

5. A wéi ville Fäll konnten déi geklaut Objete vun der Police insgesamt séchergestallt ginn? A wéi vill vun deene Fäll ware se zu Lëtzebuerg stockéiert an a wéi ville Fäll am Ausland?

Réponse commune (21.05.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. De Staat an d'Gemenge goufen am Joer 2020 och selwer Affer vun Abrochskriminalitéit. Et handelt sech dobäi virun allem ëm Schoulen, Maisonrelaisen a Crèchen. Vereenzelt waren awer och Muséeën, Gemengen, Sportshalen a Schwämme vun Abréch betraff.

[19] À savoir les dates d'entrée en vigueur de ces deux instruments européens de protection des données à caractère personnel.

ad 2. + 3. D'Gebaier vum Staat a vun de Gemenge ginn an der Kategorie vun den Abréch an onbewunnt Haiser gefouert. Wéi vill Fäll an den eenzelen Ënnerkategorien opgekläert konnte ginn, gëtt aktuell net opgelëscht.

ad 4. Am Tablo hei ënnendrënner sinn déi definitiv Condamnatiounen opgelëscht. Et bleift och ze ernimmen, dass d'Joer 2020 duerch d'Pandemie gekennzeechent war an dass keng correctionnel Audiencen zwëschent Mëtt Mäerz an Ufank Mee waren an dunn eréischt ugefaange ginn ass, an enger éischter Phas nëmmen d'Circulatiounsaffären ouni Zeien ze fixéieren, fir ze vermeiden, dass ze vill Leit sech an de Geriichtsgebaier befannen. Vu Juni/Juli 2020 u sinn dunn ënnert de restriktive sanitäre Mesuren all d'Audienzen ofgehale gi mat enger Prioritéit op deenen Affären, wou Detenue concernéiert waren.

Betreffend d'Affären, déi am Joer 2020 op de Parqueten erakomm sinn an och schonn an éischter Instanz zu engem Urteel gefouert hunn, sinn d'Zuele follgend, opgelëscht no Juridictioun a Geschlecht vun de Beschëllegten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Opgelëscht no Juridictioun an Alter vun de Beschëllegte sinn d'Zuele follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5. D'Police féiert aktuell keng Lëschten zu de geklauten Objeten.

Question 4126 (20.04.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**ordonnance relative aux tests Covid-19 dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et/ou hautement vulnérables :**

D'lescht Woch ass vun engem CIPA eng Nott erausgaangen, datt een eng Persoun am CIPA nëmmen nach besichen duerf, wann een e Schnelltest op der Plaz mécht oder en negative PCR-Test oder Antigeentest, deen net méi al ewéi 48 Stonnen ass, virweise kann. Nodeems d'Personal konnt geimpft ginn an och d'Bewunner vum CIPA déi zweet Impfung kritt hunn, gëllt elo also eng Testflicht fir d'Visiteuren. De CIPA huet dobäi och preziséiert, datt dëse Beschloss „op Ordonnance hi vun der Santé" ëmgesat gouf.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt d'Santé dem CIPA dës Reegelung vun enger Testflicht virgeschriwwen huet? Wa jo, war dat iwwert de Wee vun enger „Ordonnance"? Op wat fir enger gesetzlecher Basis ass an deem Fall déi Testflicht via „Ordonnance" decidéiert ginn?

2. Gëllt dës Reegelung fir all CIPA am Land? Wat fir Institutioune kruten dës Testflicht nach virgeschriwwe respektiv fir wat fir Institutioune gëllt dat net?

3. Wéi léisst sech erklären, datt ier geimpft gouf, keng Tester hu brauche gemaach ze ginn, fir eng Persoun am CIPA kënnen ze besichen, awer elo, wou d'Bewunner an d'Personal geimpft goufen, eng Testflicht fir Visiteuren agefouert gëtt?

4. Awéiwäit ännere sech duerch d'Impfungen an d'Testflicht fir de Visiteur d'Modalitéite vum Besuch vu Leit, déi an engem CIPA wunnen? Gëtt et do allgemenggülteg Direktive fir all CIPA, deen an enger vergläichbarer Situatioun ass?

Réponse commune (21.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Den Direkter vun der Santé huet den 12. Abrëll 2021 eng Ordonnance gemaach, déi ënner anerem eng Testflicht fir Visiteuren an den Alters- a Fleegeheemer aféiert. Dës Ordonnance gëllt fir all Alters- a Fleegeheem am Land souwéi och fir Wunnstrukture fir Leit mat Handicap an ass duerch eng nei Ordonnance, gülteg vum 16. Mee 2021 bis den 30. Juni 2021, verlängert ginn. Esou zäitlech limitéiert Gesondheetsmesuren, déi sech op eng speziell Situatioun bezéien, ginn oft duerch Ordonnancë vum Direkter vun der Santé geholl. Dës Ordonnance baséiert op der „Loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé".

ad 2. Dës Reegelung gëllt fir all Wunnstrukture fir eeler Leit a fir all Wunnstrukture fir Leit mat engem Handicap. Den Art. 3 vun der Ordonnance vum 12. Abrëll 2021 vum Direkter vun der Santé seet, dass : « … toute personne, âgée de 6 ans et plus, qui rend visite à un résident d'une structure d'hébergement pour personnes âgées ou d'une structure d'hébergement pour personnes en situation de handicap, doit réaliser un autotest avant cette visite, à moins qu'elle puisse présenter le résultat négatif d'un test COVID-19 (PCR ou TER) datant de moins de 48 heures. Les structures mettent à disposition des visiteurs des locaux, le matériel et les explications nécessaires à la réalisation des tests. En cas de visites à répétition, au moins deux tests par semaine seront réalisés par le visiteur. »

ad 3. De Grond, firwat elo déi Tester agefouert goufen, ass, dass mat den neie Selbsttester esou eng Mesure vill méi einfach an direkt ëmzesetzen ass. Just als Rappel, Schnelltester si säit November 2020 an dëse Strukturen disponibel, waren awer ëmmer komplizéiert anzesetzen, well si vu Gesondheetsberuffler hu misse gemaach ginn. Dëst ass bei Selbsttester net méi de Fall, wat elo nei Méiglechkeeten opmécht.

Et war ëmmer staark recommandéiert, reegelméisseg un Tester deelzehuelen. Eng Testflicht gëtt et elo, well et elo d'Méiglechkeet vu Selbsttester gëtt, wou kee Gesondheetspersonal méi néideg ass. Tester si leider nach ëmmer néideg, och wa vill Bewunner a vill Personal vun de Wunnstrukture schonns geimpft goufen.

Aus internationale Studie[20] wësse mer elo, dass d'Wierksamkeet vun den Impfstoffer bei eelere Persoune bedeitend manner gutt ass wéi bei de Jonken. De Virus kann also nach Leit infizéieren, déi geimpft sinn, och wann dann normalerweis d'Symptomer manner staark sinn an et net méi zu schwéiere Krankheetsverleef kënnt. Et gi reegelméisseg nei Virusvariante beschriwwen, och zu Lëtzebuerg, déi manner gutt vun den aktuellen Impfstoffer ofgedeckt sinn. Et heescht dofir, bei dësen héich vulnerabele Leit virsiichteg ze bleiwen a keen neie Virus vu baussen an d'Alters- a Fleegeheemer eranzeschleefen. Leider hu mir och schonns zu Lëtzebuerg kleng Clustere vun Infektioune gesi bei eelere Leit a Wunnstrukturen, obwuel dës Leit komplett geimpft waren.

ad 4. Duerch d'Impfung konnten awer verschidde Mesurë liicht vereinfacht ginn, wat de Leit entgéintkënnt. Den 22. Februar 2021 hunn de Familljenan Gesondheetsministère, zesumme mat der COPAS, dem Daachverband vun de Gestionnairen, Recommandatioune betreffend d'Virbeugung vun de Covid-19-Infektiounen no der Impfung un d'Gestionnaire ginn.

De 26. Februar hunn d'Gestionnaire sech, ënnert dem Impuls vun hirem Daachverband COPAS, op gemeinsam Reegele beim Besuch gëeenegt:

- Les visites en chambre sont permises après l'injection de la 2e dose d'un vaccin contre la Covid-19 et d'un délai supplémentaire de 14 jours ;

- L'enregistrement des visiteurs est fortement conseillé en vue d'un traçage éventuel après apparition d'une infection ;

- Les codes pour les tests PCR et/ou des tests antigéniques rapides sont proposés aux visiteurs avant les visites ;

- Le nombre de visiteurs admis et l'ouverture des restaurants et cafétérias sont gérés en fonction des dispositions législatives en vigueur (loi Covid) ;

- Les personnes vaccinées (2e dose supplémentaire et délai supplémentaire de 14 jours) ne doivent pas être mises en quarantaine après une sortie de la structure, sauf en cas d'apparition de symptômes évocateurs d'une infection éventuelle au Sars-Cov-2.

De Familljeministère ënnerstëtzt des Virgoensweis a wäert, wann néideg an entspriechend dem weidere Verlaf vun der sanitärer Situatioun, Mesuren ergräifen.

Et ass och virauszegesinn, dass, wa bis eng signifikant Proportioun vu Leit an der Bevëlkerung geimpft ass, ee weider Vereinfachunge beim Testen a bei de Barriärsmesurë kann huelen[21].

Question 4129 (20.04.2021) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **logements sociaux :**

D'Regierung encouragéiert d'Gemengen, fir Sozialwunnengen ze bauen.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi vill Sozialwunnenge goufen zu Lëtzebuerg am Ganzen zënter 2013 gebaut? Wéi vill dovu goufe vum Staat (Fonds du logement, SNHBM) oder vun de Gemenge gebaut?

2. Wéi vill Prozent vun de Sozialwunnengen, an déi säit 2016 nei Locataire koumen, goufen - opgeschlësselt no deene jeeweilege Gemengen - u BPI (bénéficiaires de protection internationale) verginn?

3. Weess de Ministère du Logement, wéi vill Prozent vun de Sozialwunnengen, déi vum Roude Kräiz oder der Caritas geréiert ginn, zënter 2016 u BPI verlount goufen? Wa jo, kann d'Regierung déi Zuel bekannt ginn?

Réponse (11.05.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Wéi an der parlamentarescher Fro Nr. 3879 scho geäntwert gouf, kennt de Ministère du Logement just d'Zuel vun de locative Wunnengen, déi vum Fonds du logement an der SNHBM alljoers fäerdeg gebaut ginn. Tëschent 2010 an 2020 sinn iwwert dëse Wee ronn 650 zousätzlech abordabel Locatiounswunnengen zur Verfügung gestallt ginn.

Doriwwer eraus mëscht sech de Ministère net an den Traitement vun den eenzelen Demanden an, deen ënnert der Responsabilitéit vun de Gemengen, der SNHBM an dem Fonds du logement no de Krittäre vum groussherzogleche Reglement vun 1998 mussen ëmgesat ginn.

Dobäi ass eng Persoun, déi de Statut vum BPI (bénéficiaire de protection internationale) huet, gläichgestallt mat all aner Persoun, déi sech op der Waardelëscht andréit. Aus dësem Grond gëtt dës Informatioun net erhuewen a kann och net renseignéiert ginn.

Question 4132 (20.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **regroupement familial :**

Et ass gewosst, datt eng Rei Leit sech hei am Land ophalen, deenen hir Asylufro negativ beäntwert ginn ass. Entweeder si sinn toleréiert, bis eng Léisung fonnt gëtt, oder si sinn einfach ouni Pabeieren heibliwwen. Am Kontext vun der Familljenzesummeféierung wëll ech dem Här Minister fir Immigratioun dës Fro stellen:

- Gouf et oder gëtt et hei am Land Familljenzesummeféierunge bei Leit, deenen hir Demande op internationale Schutz net accordéiert ginn ass an déi entweeder toleréiert oder illegal hei am Land sinn?

Réponse (19.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Zu Lëtzebuerg gouf et bis elo keng Familljenzesummeféierung bei Leit, deenen hir Demande op internationale Schutz refuséiert ginn ass an déi sech an engem irreguläre Sejour befannen. Gesetzlech ass dëst och ausgeschloss.

Question 4133 (21.04.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **sécurité sociale des chauffeurs routiers :**

Dans un sujet publié sur Paperjam.lu, « L'État doit attaquer le règlement européen », une avocate spécialiste en droit européen de la logistique et du transport appelle à aller plus loin que les négociations entamées avec les pays voisins au sujet des questions de sécurité sociale des chauffeurs routiers. Elle explique que l'État devrait introduire un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en faisant référence à la taille et à la situation spéciale du Luxembourg. Selon l'avocate, des pays comme l'Allemagne ou la France n'ont en effet que peu d'intérêt à accéder aux demandes du Grand-Duché, où un transporteur - vu la taille du pays - doit nécessairement travailler à l'international.

Cet appel intervient alors que certains chauffeurs frontaliers, qui sont sous contrat avec une entreprise de transport luxembourgeoise et qui conduisent plus de 25 % de leur temps de travail dans leur pays de résidence, ont récemment reçu un courrier leur annonçant leur désaffiliation de la sécurité sociale luxembourgeoise. En cause : un règlement européen prévoyant qu'un travailleur frontalier qui effectue plus de 25 % de son temps de travail dans son pays de résidence doit s'affilier à la sécurité sociale de son pays. Monsieur le Ministre de la Sécurité Sociale a expliqué dans ce contexte avoir repris les négociations avec les pays voisins.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Où en sont ces négociations avec les pays voisins ?

2) Selon l'avocate, certains transporteurs luxembourgeois envisagent sérieusement de s'implanter à l'étranger. Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de tels cas ? Si oui, combien d'entreprises sont concernées ?

3) Est-ce qu'il est prévu d'introduire un recours devant la CJUE pour remettre en cause le règlement européen ?

Réponse (21.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Les autorités luxembourgeoises ont soumis aux autorités allemandes, françaises et belges compétentes en la matière une demande en vue d'un accord commun pour déroger à la règle des 25 %, ceci en application de l'article 16 du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (règlement 883). Cet article que « [d]eux ou plusieurs États membres, les autorités compétentes de ces États membres ou les organismes désignés par ces autorités peuvent prévoir d'un commun accord, dans l'intérêt de certaines personnes ou catégories de personnes, des dérogations aux articles 11 à 15 ». Ces articles portent sur la détermination de la législation applicable (Titre II du règlement 883).

Les autorités allemandes compétentes en la matière ont répondu par la négative.

Les autorités françaises et belges sont en cours d'analyse de la demande des autorités luxembourgeoises.

En ce qui concerne la Belgique, il est également prévu d'aborder la thématique de l'affiliation des travailleurs frontaliers lors de la prochaine réunion « Gäichel » qui aura lieu dans le courant de cette année.

Il y a lieu de préciser que le Luxembourg avait déjà demandé aux autorités compétentes, lors de l'entrée en vigueur du règlement 883, d'élaborer un accord pour que les travailleurs du secteur du transport continueraient à être affiliés au Luxembourg au-delà des 25 %. Tel que précisé dans les réponses aux questions parlementaires n° 4078 et n° 3966 de l'honorable Député Jeff Engelen et n° 3932 de l'honorable Député Marc Spautz, ces demandes se sont toujours soldées par une réponse négative.

ad 2) Le Ministère de la Sécurité sociale n'a pas connaissance d'entreprises qui souhaitent s'implanter à l'étranger suite à la fin des dispositions dérogatoires prévues à l'article 87 du règlement 883.

D'ailleurs, une implantation à l'étranger ne change pas la question d'affiliation des chauffeurs frontaliers dès lors qu'ils effectuent plus de 25 % de leur travail dans leur pays de résidence. En effet, à partir du moment que les personnes visées effectuent plus de 25 % de leur travail dans leur pays de résidence, elles sont à affilier dans ce dernier et non dans le pays du siège de l'entreprise les employant.

ad 3) L'article 263 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne prévoit la possibilité pour toute personne physique ou morale d'introduire un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne « contre les actes dont elle est le destinataire ou qui la concernent directement et individuellement, ainsi que contre les actes réglementaires qui la concernent directement et qui ne comportent pas de mesures d'exécution ».

Toutefois, suivant le même article, de tels recours « doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance ».

Comme le règlement 883/2004 a été publié le 30 avril 2004, il ne peut plus faire l'objet d'un recours.

Question 4134 (21.04.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **lutte contre la criminalité organisée et contre la traite des êtres humains :**

La Commission européenne a présenté le 14 avril 2021 sa stratégie relative à la lutte contre la criminalité organisée ainsi que celle relative à la lutte contre la traite des êtres humains.

La première stratégie vise à renforcer et intensifier la coopération judiciaire et policière en favorisant l'échange effectif d'informations entre les autorités répressives et judiciaires. Dans ce contexte, la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (EMPACT) sera élargie et modernisée afin de recenser les menaces criminelles. Il est également prévu de moderniser le cadre « Prüm » et de perfectionner les outils numériques afin de s'adapter aux nouveaux modes opératoires des criminels.

La deuxième stratégie met l'accent sur la réduction de la demande qui alimente la traite des êtres humains, sur la protection et le soutien des victimes en leur donnant les moyens d'agir. Une attention particulière sera accordée aux femmes et aux enfants. Étant donné que la traite des êtres humains constitue une menace grave dans l'Union européenne (UE) et la moitié de ses victimes ne sont pas des citoyens de l'UE, la coopération avec les

---

[20] Ida Rask Moustsen-Helms et al. Vaccine effectiveness after first and second dose of the BNT162b mRNA Covid-19 vaccine in long-term care facility residents and healthcare workers - a Danish cohort study. Preprint medRxiv 23 February 2021.

[21] European Centre for Disease Prevention and Control. Interim guidance on the benefits of full vaccination against COVID-19 for transmission risk and implications for non-pharmaceutical interventions. 21 April 2021.

partenaires internationaux est essentielle et sera dorénavant renforcée.

Ces différents axes seront déployés entre 2021 et 2025.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Le Luxembourg a-t-il pu contribuer à l'élaboration de ces deux stratégies ? Dans l'affirmative, de quelle manière ?

- Dans quelle mesure le Luxembourg sera-t-il sollicité à mettre en place ces deux stratégies ? Les deux stratégies jouissent-elles de la même priorité ?

- Les agences policières et judiciaires doivent-elles se doter d'outils additionnels et disposer de moyens (humains, numériques, financiers) supplémentaires ? Dans l'affirmative, lesquels ?

- Le Luxembourg devra-t-il se doter d'instruments législatifs et répressifs supplémentaires pour lutter contre ces deux formes de criminalité ? Quel est le soutien accordé aux victimes ?

Réponse commune (21.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Contexte

Le 24 juillet 2020, la Commission européenne a présenté une nouvelle stratégie de l'UE sur l'union de la sécurité pour la période 2020-2025, centrée sur les domaines prioritaires dans lesquels l'UE peut apporter une valeur ajoutée afin d'aider les États membres à renforcer la sécurité pour tous les citoyens vivant en Europe. De la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée à la prévention et à la détection des menaces hybrides, en passant par l'amélioration de la résilience de nos infrastructures critiques et la promotion de la cybersécurité ainsi que de la recherche et de l'innovation, la stratégie définit les outils et les mesures à mettre en place au cours des cinq prochaines années afin de garantir la sécurité dans notre environnement physique et numérique.

Conformément à ces priorités, la nouvelle stratégie couvre à la fois des initiatives législatives et non législatives déjà annoncées pour 2020 et dévoile des mesures supplémentaires.

Les propositions législatives actuellement en cours de négociation comprennent le renforcement du mandat d'Europol, le renforcement de la protection des infrastructures critiques et la révision de la directive sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information. En outre, la Commission a l'intention de réviser la législation sur le gel et la confiscation et sur les bureaux de recouvrement d'avoirs ainsi que de réformer la directive sur la criminalité environnementale. Il est également prévu d'évaluer la législation actuelle sur la cybercriminalité et d'explorer des mesures contre le vol d'identité.

Parmi les principales initiatives non législatives, un nouvel agenda de l'UE en matière de drogue, un plan d'action sur le trafic d'armes à feu et une stratégie de l'UE pour lutter contre les abus sexuels sur des enfants ont été présentés en même temps que la stratégie de l'Union de la sécurité, tandis qu'un nouvel agenda de lutte contre le terrorisme pour l'UE, un programme de lutte contre la criminalité organisée (y compris la traite des êtres humains) et un plan d'action contre le trafic de migrants ont été annoncés.

Le 16 septembre 2020, la Présidente de la Commission européenne von der Leyen a annoncé, dans la lettre d'intention accompagnant son discours sur l'état de l'Union au Parlement européen, un nouvel agenda de l'UE sur le crime organisé.

En février 2021, la Commission européenne a publié une feuille de route pour une communication sur une stratégie de l'UE pour lutter contre la criminalité organisée (2021-2025) et une communication connexe sur une stratégie de l'UE pour lutter contre la traite des êtres humains (2021-2025). Les deux stratégies ont été adoptées par le collège des commissaires le 14 avril 2021.

Les deux stratégies mentionnées contiennent les axes majeurs des futurs travaux en matière de lutte contre la criminalité organisée de manière générale et de lutte contre le phénomène de la traite des êtres humains en particulier pour la période 2021-2025. De manière générale, force est de constater qu'il existe un lien organique entre la traite des êtres humains et la criminalité organisée.

La stratégie de l'UE pour lutter contre la criminalité organisée définit les mesures à prendre au cours des cinq prochaines années pour perturber les modèles commerciaux et les structures des organisations criminelles opérant dans l'UE. Elle s'appuie sur la plus récente évaluation des menaces de criminalité grave et organisée d'Europol (EU SOCTA), publiée en avril 2021. La stratégie note que les groupes criminels ont continué à se développer dans l'UE et ont exploité la pandémie pour étendre leurs activités criminelles en ligne. Elle énumère plusieurs propositions législatives à présenter par la Commission et mentionne la possibilité de légiférer sur la plate-forme multidisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (EMPACT), appelée à devenir l'instrument phare de l'UE pour la coopération opérationnelle dans le domaine de la criminalité organisée.

La nouvelle stratégie de lutte contre la traite des êtres humains sera étroitement liée au programme de lutte contre le crime organisé, car les priorités et les actions clés de ce dernier s'appliqueront également au domaine de la traite des êtres humains.

- Concernant l'élaboration de ces stratégies, tout d'abord des consultations ciblées ont été menées en 2020. Les États membres ont été consultés dans le cadre d'ateliers de travail spécifiques organisés par la Commission. C'est dans ce contexte que des experts de la Police grand-ducale ont participé à un atelier de travail virtuel au sujet de la stratégie en matière de lutte contre la criminalité organisée ainsi que de la modernisation du mécanisme Prüm.

Concernant la stratégie de lutte contre la traite des êtres humains, le Gouvernement luxembourgeois, et plus précisément le Ministère de la Justice, n'a pas été sollicité directement. Il ne peut toutefois pas être exclu que des organisations non gouvernementales luxembourgeoises ou autres ont été contactées à ce sujet.

À partir de la publication de la feuille de route susmentionnée, une consultation plus large a été menée via le réseau des rapporteurs nationaux et mécanismes équivalents de l'UE au mois de février 2021.

Le rapporteur national du Luxembourg, la Commission consultative des droits de l'homme, de concert avec le Ministère de la Justice, présidant le comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains, ont pu contribuer activement à la stratégie de la Commission européenne par le biais de rencontres du réseau et de contributions écrites sur base de questionnaires soumis en avance.

- Tel que cela fut déjà exposé, ces deux stratégies sont intrinsèquement liées, de sorte qu'il n'existe pas d'ordre de priorité.

Quant à la mise en place de ces stratégies, il y a lieu de préciser que les stratégies contiennent une série d'annonces en matière législative qui feront l'objet de discussions au niveau européen et impliqueront les ministères et administrations concernés du Luxembourg. De manière complémentaire, ils contiennent des recommandations de nature non contraignante. Toutefois, il est prématuré de se prononcer d'ores et déjà sur les actions alors qu'il faudra attendre les propositions concrètes de la Commission. Ainsi, il est impossible d'évaluer en amont l'impact éventuel sur la Police grand-ducale et autres acteurs étatiques.

- Au vu de ce qui précède, il est difficile d'évaluer d'ores et déjà la nécessité éventuelle de se doter de nouveaux instruments législatifs, voire d'outils additionnels opératifs. Les stratégies viennent d'être adoptées par la Commission. Cette adoption constitue une première étape de tout un processus dont la première étape consiste notamment à ouvrir le débat avec les deux autres institutions, en particulier le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne.

Ainsi, la stratégie a été présentée et discutée au Parlement européen lors d'une session conjointe LIBE/FEMM du lundi 10 mai dernier. Le même exercice devra se faire au niveau du Conseil.

- Concernant les victimes, la stratégie met notamment l'accent sur la protection et le soutien des victimes en leur donnant des moyens d'agir, en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants.

Ainsi, la stratégie vise à améliorer l'identification précoce des victimes et à mieux les orienter pour qu'elles reçoivent une assistance et une protection accrues, à renforcer les programmes d'autonomisation des victimes et à faciliter leur réinsertion. La Commission financera également des formations axées sur la dimension de genre et les besoins des enfants afin d'aider les policiers, les travailleurs sociaux, les gardes-frontières ou le personnel de santé à repérer les victimes.

Question 4135 (21.04.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **liberté de presse :**

Den 20. Abrëll huet d'Associatioun Reporter ohne Grenzen hire järleche Ranking zur Pressefräiheet publizéiert. Lëtzebuerg ass hei ee vun de Verléierer a rutscht vu Plaz 17 op 20 erof. Als Begrënnung heescht et:

„Generell problematisch sind die zögerliche Herausgabe von Informationen durch Gerichte und Ministerien, die Beeinflussung von Medien aufgrund wirtschaftlicher Interessen und die oft enge Absprache zwischen Medien und Mächtigen in dem kleinen Großherzogtum."

D'Neterausgi vun Informatioune vun de Ministèrë gouf och vun der ALJP an hire Partner am Kader vun hirem Pressecommuniqué vum 19. Abrëll kritiséiert:

„Seit 15 Jahren wartet die ALJP darauf, dass sich endlich etwas tut. Mehrere Unterredungen mit dem Medienminister, mit den Mitgliedern der Medienkommission der Abgeordnetenkammer und mit Vertretern einzelner Parteien sowie das Einreichen einer juristisch ausgearbeiteten Gesetzesvorlage seitens der ALJP (auf Bitte der erwähnten Medienkommission) blieben erfolglos."

Eng Verschlechterung vun der Pressefräiheet stellt Reporter ohne Grenzen net nëmmen zu Lëtzebuerg fest. Weltwäit gi just nach zwielef vun 180 Länner als „gutt" agestuuft. An 73 Länner ginn d'Journalisten a Journalistinnen an hirer Aarbecht wäitgoend oder komplett blockéiert.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Säit 2014 verléiert Lëtzebuerg u Plazéierungen. Gouf Lëtzebuerg 2014 nach mat 6,7 Punkten als „gutt" bewäert, ass säitdeem ee kontinuéierlechen Abwärtstrend festzestellen.

Wéi erkläert sech d'Regierung dëse Plazéierungsverloscht? Wat sinn hirer Meenung no d'Grënn, aus deene Lëtzebuerg vu Plaz 1 am Joer 2008 op Plaz 20 am Joer 2020 erofgefall ass?

2. Gesäit d'Regierung ee Lien tëscht de Remarke vun der Associatioun Reporter ohne Grenzen an der Campagne „Informatiounszougang elo!"?

3. Gesäit d'Regierung no dëse rezenten Entwécklungen Handlungsbedarf? Falls jo, wat fir Schrëtt si geplangt, fir d'Pressefräiheet zu Lëtzebuerg nees méi ze stäerken?

4. Ass ausgeschloss, dass d'Regierung oder eenzel Membere vun der Regierung géint d'Medien zu Lëtzebuerg oder de Quelleschutz (Informanteschutz) an der Vergaangenheet virgaange sinn?

Réponse (21.05.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Zum Ranking vu Reporters sans frontières beschreift RSF an hirer Analys iwwer Lëtzebuerg, dass d'Publicitéitsrecettë wéinst Covid-19 gefall sinn, dass Saint-Paul opkaf ginn ass an dass de „Journal" seng Pabeiereditioun agestallt huet. Op dës Entwécklungen huet d'Regierung weider keen direkten Afloss. D'RSF erkläert och, datt limitéiert Ressourcë beim Staat déi séier Äntwert op Informatiounsufroe fir Journalisten net vereinfachen an dass déi kleng Taille vum Land Interessekonflikter begënschtegt.

Op där anerer Säit notéiert RSF awer, datt de Verloscht vun de Publicitéitsrecetten duerch eng extraordinär staatlech Hëllef kompenséiert ginn ass, dass d'Reforme vun der Pressehëllef a vum Radio 100,7 en cours sinn an dass d'Transparenz progressiv zougeholl huet.

D'Situatioun vu Lëtzebuerg am Classement mondial de la liberté de la presse gëtt domat als „situation plutôt bonne" vun de RSF beschriwwen.

Wéi genee dëse Ranking zustane kënnt a wisou e Land Plaze gewënnt oder verléiert, gëtt weider net erkläert. Deemno ass et och net méiglech, Grënn opzefëieren, déi dëse Plazverloscht erklären. D'Regierung ass awer frou, dass Journalisten hei am Land hiren Aktivitéiten ouni Gefor kënnen nokommen. Dëst gëtt och duerch d'Plattform „Plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes" vum Conseil de l'Europe confirméiert, wou et säit 2016 keng Alert méi fir Lëtzebuerg gouf.

Zur Pressefräiheet gehéiert och eng ekonomesch Viabilitéit a Stabilitéit, fir fräi an onofhängeg schaffen ze kënnen. Am Géigesaz zu villen anere Länner huet Lëtzebuerg eng laang Traditioun vun enger staatlech subventionéierter Press. Dat neit Pressehëllefsgesetz baut op dëser Traditioun nach weider op a wäert de Montant vun der Pressehëllef un de quantitative Parameter vun der Unzuel u professionelle Journaliste bannen. Dëst wäert de Medien eng nei, méi stabill finanziell Basis ginn, déi vun anere finanzielle Recettë komplettéiert gëtt an domat eng eesäiteg finanziell Ofhängegkeet ausschléisst. Och de Critère vun de professionelle Journalisten an déi domat verbonnen Deontologieverflichtunge kommen der Pressefräiheet zegutt.

D'Reform vum Radio 100,7 mam neien Artikel iwwert d'Onofhängegkeet am Projet de loi stäerkt d'Pressefräiheet zousätzlech.

De Medien- a Kommunikatiounsminister huet schlussendlech keng Kenntnis vu Virfäll géint d'Medien oder den Informanteschutz a verweist op de Quelleschutz, deen am Artikel 7 vun der Loi sur la liberté d'expression dans les médias definéiert ass.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Question 4136 (21.04.2021) de **M. Claude Haagen** et **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant la **conservation et protection des sites et monuments :**

Nous référant à la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Combien d'immeubles classés monuments nationaux ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ont changé de propriétaire depuis l'application de cette loi ?

2) Combien d'immeubles classés monuments nationaux ou inscrits à l'inventaire supplémentaire appartenant à une commune, à un établissement public ou à un établissement d'utilité publique ont changé de propriétaire depuis l'application de cette loi ?

3) Combien d'immeubles classés monuments nationaux ou inscrits à l'inventaire supplémentaire qui ont changé de propriétaire ont été acquis par une personne physique respectivement morale ?

4) Combien de fois l'article 12, où l'expropriation est prévue par application des dispositions de cette loi, a-t-il été appliqué ?

En tenant compte de ces informations et en renvoyant à l'article 9 de la loi susmentionnée, Madame la Ministre peut-elle nous indiquer :

5) Combien de notifications ont été effectuées dans le délai de quinze jours après l'aliénation d'un immeuble classé ?

6) S'il existe des aliénations pour lesquelles des notifications n'ont pas été effectuées ? Dans l'affirmative, quelles en ont été les raisons et les conséquences ?

En tenant compte du même article 9 où tout immeuble classé d'une commune, d'un établissement public ou d'un établissement d'utilité publique ne peut être aliéné qu'après que le Ministre a été appelé à présenter ses observations, Madame la Ministre peut-elle nous indiquer :

7) Si cette procédure a été respectée pour toutes les aliénations ? Dans la négative, Madame la Ministre peut-elle nous indiquer les aliénations concernées de même que les raisons du non-respect ?

8) En cas de non-respect de l'article 9, combien de fois la nullité de l'aliénation consentie sans l'accomplissement de cette formalité a-t-elle été prononcée depuis l'application de la loi ?

Réponse (20.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments, les changements de propriétaires d'immeubles protégés par l'État n'ont pas été relevés de manière systématique, du fait qu'un suivi adéquat des immeubles classés n'est pas tributaire de ces données.

En effet, le propriétaire actuel d'un immeuble protégé peut à tout moment être identifié par le Service des sites et monuments nationaux (SSMN), notamment pour faire réaliser des travaux qui s'imposent. De surcroît, des potentiels acquéreurs se manifestent souvent auprès de ce service pour se renseigner quant à la réalisation d'éventuels projets de restauration. Étant donné que la plupart des cessions ne se font pas entre vifs, le SSMN est souvent contacté par des héritiers. Il y a lieu de préciser encore que les notaires ont l'obligation d'informer des acquéreurs d'immeubles des charges et servitudes greffant ces derniers. Aussi, chaque nouveau propriétaire d'un immeuble protégé par l'État doit-il en être informé dès l'acquisition. De plus, des rapports sont noués entre le SSMN et les propriétaires à chaque fois que des travaux doivent être réalisés, cela pour accompagner ces derniers, ce qui se fait par des conseils et par l'octroi d'aides financières. À l'heure actuelle, le SSMN accompagne 317 propriétaires d'immeubles protégés pas l'État.

Aucune expropriation d'un immeuble protégé ne fut opérée en vertu de la loi de 1983.

Depuis l'instauration de la loi de 1983, l'État n'a pas insisté pour requérir les notifications prévues à l'article 9 de cette loi. En effet, et considéré no-

tamment ce qui précède, le patrimoine n'est pas mis en péril par ce défaut d'information.

Étant donné que le SSMN a toujours pu trouver des solutions de conservation et de restauration avec de nouveaux propriétaires, des nullités d'aliénation n'ont pas été requises.

Enfin faut-il souligner que, depuis 1983, l'État n'a pas suivi une politique d'acquisition d'immeubles protégés. La volonté fut celle de voir le SSMN aider les propriétaires avec des conseils gratuits et des subventions souvent substantielles. Ainsi, l'argent public a pu être investi en de nombreux projets de restauration réalisés avec un grand nombre de propriétaires qui, en retour, ont assumé un investissement dans la restauration de leur propriété.

Au vu de ce qui précède, le projet de loi relative au patrimoine culturel (dossier parlementaire n° 7473), redéfinissant les procédures et effets de la protection d'immeubles, ne reprend pas les dispositions de l'article 9 de la loi de 1983.

Question 4145 (23.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **chiens dangereux :**

De 7. Juni 2018 gouf an der Chamber iwwert d'Lëschte vun als geféierlech agestuuften Hondsrassen debattéiert. Deemools war iwwert eng Petitioun zu dësem Theema an der Chamber debattéiert ginn an den deemolege Landwirtschaftsminister Fernand Etgen sot:

„Wann een dës Virfäll mat Hënn réckbléckend analyséiert, kann ee feststellen, dass et sécher net déi Rasse vu geféierlechen Hënn aus dem Gesetz sinn, déi méi oft concernéiert sinn, ganz am Contraire. Dës Rasse sinn éischter wéineg an deenen dote Fäll verwéckelt. Ganzt oft sinn dës Attacken dorobber zeréckzeféieren, dass de Besëtzer onverantwortlech gehandelt huet. [...] Geféierlechkeet vun engem Hond ass an deene meeschte Fäll keen objektive Parameter."

D'Hondsgesetz gouf awer no dëser Debatt net ofgeännert an esou ass d'Lëscht mat de „geféierlechen" Hondsrassen nach ëmmer a Kraaft.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi steet den haitege Landwirtschaftsminister zu dem Artikel 10 vum ofgeännerte Gesetz vun 2008?

Wier d'Regierung bereet, d'Lëscht mat den als „geféierlech" agestuuften Hondsrassen aus dem Gesetz ze huelen?

2. Wéi vill Persoune goufen an deene leschte fënnef Joer duerch Hënn verletzt?

Ass bekannt, ëm wéi eng Rasse vun Hënn et sech bei dësen Attacke gehandelt huet?

Falls jo, wéi vill Prozent vun den Attacke ginn op déi sougenannt Lëschtenhënn zeréck?

3. Laut Artikel 12 vun dësem Gesetz mussen déi betraffe Besëtzer un enger Formatioun deelhuelen, fir de richtegen Ëmgang mam Hond ze garantéieren. Am Fall wou den Artikel 10 géif gestrach ginn, wéi gedenkt d'Regierung, mat dëse Formatiounen, déi jo ee Schutz vu Mënsch an Déier solle garantéieren, weider ze fueren?

4. Dem selwechten Artikel no dierfe Persounen ënnert 18 Joer, a Persounen, déi wéinst Verbriechen oder verschiddenen Delikter verurteelt goufen, net Besëtzer vun engem Lëschtenhond sinn. Sinn der Regierung Verstéiss géint de Paragraf 1 an de Paragraf 2 vum Artikel 12 bekannt?

Réponse (07.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'Hondsgesetz vun 2008 gesäit fir déi sougenannte Lëschtenhënn eng Rei vu Mesurë vir, déi vum Hondshalter anzehale sinn: dëse muss den Hondsfürerschäi maachen („cours de formation" mat uschléissendem Examen, den Diplom vun dësem Exame gëtt als Hondsfürerschäi bezeechent), eng speziell Autorisatioun beim Landwirtschaftsminister ufroen, fir esou en Hond dierfen ze besëtzen, an ee praktesche Cours mam Hond absolvéieren („cours de dressage").

Duerch dës Mesurë gëtt den Hondshalter responsabiliséiert a kritt déi néideg Informatioune fir den Ëmgang mat engem potenziell geféierlechen Hond. 2008 war een der Meenung, datt d'Geféierlechkeet bei verschiddenen Hondsrasse méi ausgeprägt wier wéi bei aneren.

Wéi bei all Gesetz sollt vun Zäit zu Zäit eng Reevaluatioun gemaach ginn, fir ze beurteelen, ob d'gesetzlech Bestëmmungen nach zäitgeméiss sinn.

Beim Hondsgesetz sollt genee analyséiert ginn, ob d'Rassen, déi op der Lëscht stinn, méi opfälleg wéi aner Rassen am Kontext vu Bëssattacke sinn.

D'Lëscht sollt no neie wëssenschaftlechen Erkenntnisser an Erfarungen an der Praxis respektiv um Terrain adaptéiert ginn.

ad 2. Prezis Zuelen iwwer Verletzunge vu Leit duerch Hënn leien eis net vir, wëll net all Fall bei eis gemellt gëtt.

Op Basis vu Plainten, déi d'Gemengen oder d'Police respektiv de Parquet un d'Veterinärsverwaltung weidergeleet hunn, gi mir vu ronn 30 Fäll an de leschte fënnef Joer aus, wou Leit vun Hënn blesséiert goufen.

Lëschtenhënn waren dobäi an zwee Fäll implizéiert.

An de meeschte Fäll handelt et sech net ëm eng richteg Attack, mee ëm Tëschefäll, wou Hënn matenee Sträit haten an eng Persoun versicht huet, d'Hënn ze trennen an dobäi blesséiert gouf.

An esou Fäll ass allerdéngs net ëmmer kloer, ob Leit duerch dee friemen oder vläicht awer och duerch hiren eegenen Hond blesséiert goufen, dofir sinn exakt Statistiken do ganz schwiereg.

ad 3. Bei Ännerungen, déi den Artikel 10 betreffen, géifen och d'Dispositioune vum Artikel 12 adaptéiert ginn. D'Obligatioun vum Cours de formation bleift op alle Fall weiderhin eng Optioun, déi am Artikel 9 (3) virgesinn ass a wou den Direkter vun der Veterinärsverwaltung ë. a. dem Halter vun engem Hond, deen duerch Aggressivitéit opgefall ass, d'Participatioun un dësem Formatiounscours virschreiwe kann.

ad 4. Eenzel Fäll vu Verstéiss géint den Artikel 12 sinn drop zréckzeféieren, datt d'Leit sech net richteg iwwert d'Bestëmmunge vum Hondsgesetz informéiert hunn, wa si een Hond kafen, deen ënnert den Artikel 10 fält; normalerweis huelen dës Leit dann d'Inscriptioun fir hire Cours de formation wéi am Artikel 12 (1) virgesi schnellstméiglech no, fir sech konform ze maachen.

Aner Fäll sinn net op Onwëssenheet vun de Leit zréckzeféieren, an do applizéieren sech d'Dispositions pénales vum Artikel 21.

Question 4148 (23.04.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **prise en considération des avis des médecins traitants lors de la vaccination contre la Covid-19 :**

D'Patientevertriedung an den UCL hunn an engem Communiqué matgedeelt, dass et zu ville Fäll géif kommen, wou Ordonnancen oder soss Recommandatioune vun Hausdokteren, déi Persounen, déi fir eng Covidimpfung invitéiert goufen, dobäi hunn, net a Consideratioun geholl ginn. Laut Patientevertriedung géif just no eventuellen Allergië gekuckt ginn. Dëst kann zu Onsécherheete fir déi Betraffe féieren.

Laut der Santé hu 668 Leit, déi an engem Impfzenter ee Vaccin proposéiert kruten, dëse Vaccin refuséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass d'Santé net der Meenung, dass d'Recommandatioune vum Hausdokter, deen d'Persoun an hir gesondheetlech Situatioun kennt, sollte respektéiert ginn?

2. Wat fir eng Prozedur gëtt am Impfzenter befollegt, wann eng Persoun eng Recommandatioun/Ordonnance vun engem Hausdokter virleet, déi vum Usage vun enger Zort Vaccin ofréit?

Wien huet dat lescht Wuert bei der Offer vun engem Vaccin?

Réponse (28.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Mir befannen eis leider nach ëmmer an enger Situatioun, wou d'Disponibilitéit vun den Impfstoffer géint de Covid-19 limitéiert ass. Aus dësem Grond kënne mir de Leit, déi sech impfe loosse wëllen, net de fräie Choix vum Impfstoff ginn, wa si an den Impfzenter kommen.

Aktuell presentéiere sech eng ganz Rei Leit an den Impfzentere mat Zertifikater vun hirem Dokter. Bei bal all dësen Zertifikater handelt et sech ëm Demanden fir ee bestëmmten Impfstoff, deem seng Effikassitéit a seng Sécherheet vill diskutéiert gouf, net ze benotzen. Wann esou Zertifikater konform si mat de Kontraindikatiounen, déi vun der Europäescher Medikamentenagence fir een Impfstoff zeréckbehale goufen, gëtt dësen Zertifikater ëmmer Rechnung gedroen an et kann der Persoun een aneren Impfstoff proposéiert ginn.

Falls dëst net de Fall ass, kritt d'Persoun deen Impfstoff proposéiert, deen initial fir si virgesi war, ausser den Dokter am Impfzenter hätt selwer e besonnesche Grond, dat net ze maachen.

Question 4153 (23.04.2021) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant la **campagne « Rethink Your Clothes » :**

Lancée en 2018, la campagne « Rethink Your Clothes » est une campagne de sensibilisation sur les enjeux sociaux et environnementaux de l'industrie textile auprès de la population, menée par deux ONG luxembourgeoises. Dans le cadre du mandat accordé par la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes, les deux organisations s'associent pour contribuer ensemble au développement et à la promotion d'un secteur textile durable et éthique au Luxembourg.

Dans le cadre de cette campagne, différentes actions de sensibilisation, d'éducation, de mobilisation citoyenne et de plaidoyer politique sont déployées telles que l'organisation d'événements (Fair Fashion Days, foires aux vêtements, expositions, projections de films, conférences, webinaires, ateliers créatifs, …), l'organisation d'ateliers pédagogiques et l'augmentation de l'offre de produits certifiés Fairtrade et GOTS (certification textile biologique).

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Quels sont les objectifs tangibles de la campagne « Rethink Your Clothes » ?

2) Quel bilan peut-on tirer de cette campagne après trois années ?

3) La campagne sera-t-elle reconduite dans les années à venir sous la même forme ou bien est-il prévu de faire évoluer le concept ?

4) À l'occasion du lancement de la campagne « Rethink your clothes », un sondage mené par TNS ILReS a montré que les critères ayant trait à une réflexion éthique, environnementale ou de santé ont été marginaux en 2018. Existe-t-il des chiffres actuels sur cette question ? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de réaliser un deuxième sondage dans cet ordre d'idées ?

Réponse (19.05.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) L'objectif global de la deuxième phase de cette campagne « Rethink Your Clothes », menée par les ONG Caritas Luxembourg et Fairtrade Lëtzebuerg, est de contribuer au développement et à la promotion d'un secteur textile durable et éthique au Luxembourg. Le but de la campagne est ainsi double : d'une part renforcer la prise de conscience et responsabiliser les différents publics cibles (les résidents, les acteurs du secteur de la mode, les entreprises, les administrations publiques) quant à l'impact de leur consommation sur l'environnement et sur les conditions de travail et de vie des acteurs de la filière textile, et d'autre part de contribuer au développement de l'offre et de la demande du secteur textile durable et éthique au Luxembourg.

Il s'agit concrètement de développer différents supports et évènements pour sensibiliser le grand public et démontrer qu'il est possible de consommer de façon plus responsable et en étant conscient des enjeux sociaux et écologiques que l'industrie textile représente. Les ONGD réalisent aussi un travail d'appui et de renforcement des capacités des créateurs marchands et distributeurs, et les accompagnent dans la certification. Un travail de veille et de plaidoyer politique est également effectué pour améliorer les données disponibles sur l'impact du commerce équitable au sud dans la filière textile.

ad 2) Un bilan positif peut être tiré de la première phase de la campagne (2017-2019) basé sur les sondages réalisés au cours du mandat et corroboré par une évaluation externe réalisée entre avril et juin 2019 par un consultant externe. En effet, l'analyse d'impact réalisée par l'évaluation a révélé un potentiel de durabilité réel de la campagne et montre une évolution positive et significative des perceptions et comportements des publics cibles en termes de consommation textile. Elle a conclu que la campagne est allée au-delà de la sensibilisation, en favorisant une mise en mouvement de son audience vers une approche différente de consommation. Plusieurs recommandations ont à cette occasion été formulées qui ont été prises en compte pour la formulation de la deuxième phase du mandat.

ad 3) La deuxième phase de la campagne vient de débuter en septembre 2020 et court jusqu'au 15 avril 2022. Des pourparlers sur une éventuelle reconduite du mandat n'ont pas encore débuté ; il est donc à ce stade trop tôt pour se positionner sur l'évolution du concept.

ad 4) Une deuxième enquête de perception sur l'importance de l'éthique dans la consommation du textile est prévue dans le cadre de la deuxième phase de la campagne pour laquelle le moment opportun pour la réaliser doit cependant encore être défini de manière à en optimiser les résultats et leur analyse. Tel que pour la première phase de la campagne, une analyse d'impact sera également réalisée dans le cadre de l'évaluation finale du mandat.

Les ONGD mandatées sont aussi en contact avec l'Université du Luxembourg dont des étudiants mènent actuellement une étude sur les alternatives à la « Fast Fashion » au Luxembourg dans le cadre du Certificat en développement durable et innovation sociale. Les chiffres qui découleront de cette enquête seront intégrés aux analyses menées dans le cadre de la campagne.

L'on notera enfin que l'ONGD Fairtrade Lëtzebuerg collecte régulièrement les chiffres qui ont trait au commerce équitable au Luxembourg de manière générale. Elle a récemment réalisé, dans le cadre de son programme triennal de sensibilisation et d'éducation au développement, un sondage sur le commerce équitable au Luxembourg dont les résultats ont été présentés le 10 juillet 2020. Il est également prévu que Caritas Luxembourg réunisse à l'avenir les chiffres relatifs à la consommation de textiles de seconde main et issus du upcycling.

Question 4155 (23.04.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accès aux données de communications électroniques à des fins pénales :**

Dans un arrêt du 2 mars 2021 (affaire C-746/18 - H.K./Prokuratur), la Cour de justice, siégeant en grande chambre, juge que

la directive « vie privée et communications électroniques », lue à la lumière de la Charte, s'oppose à une réglementation nationale permettant l'accès des autorités publiques à des données relatives au trafic ou à des données de localisation, susceptibles de fournir des informations sur les communications effectuées par un utilisateur d'un moyen de communication électronique ou sur la localisation des équipements terminaux qu'il utilise et de permettre de tirer des conclusions précises sur sa vie privée, à des fins de prévention, de recherche, de détection et de poursuite d'infractions pénales, sans que cet accès soit circonscrit à des procédures visant à la lutte contre la criminalité grave ou à la prévention de menaces graves contre la sécurité publique. Selon la Cour, la durée de la période pour laquelle l'accès à ces données est sollicité et la quantité ou la nature des données disponibles pour une telle période n'ont pas d'incidence à cet égard. En outre, la Cour considère que cette même directive, lue à la lumière de la Charte, s'oppose à une réglementation nationale donnant compétence au ministère public pour autoriser l'accès d'une autorité publique aux données relatives au trafic et aux données de localisation afin de mener une instruction pénale.

Il serait en effet essentiel que l'accès des autorités nationales compétentes aux données conservées soit subordonné à un contrôle préalable effectué soit par une juridiction, soit par une entité administrative indépendante et que la décision de cette juridiction ou de cette entité intervienne à la suite d'une demande motivée de ces autorités présentée, notamment, dans le cadre de procédures de prévention, de détection ou de poursuites pénales. En cas d'urgence dûment justifiée, le contrôle doit intervenir dans de brefs délais.

L'exigence d'indépendance implique que l'autorité chargée de ce contrôle préalable, d'une part, ne soit pas impliquée dans la conduite de l'enquête pénale en cause et, d'autre part, ait une position de neutralité vis-à-vis des parties à la procédure pénale. Or, tel n'est pas le cas d'un ministère public qui, comme c'est le cas du ministère public estonien, dirige la procédure d'enquête et exerce, le cas échéant, l'action publique. Il s'ensuit que le ministère public n'est pas en mesure d'effectuer le contrôle préalable susmentionné.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

- Madame le Ministre peut-elle brièvement rappeler des différents cas de figure d'accès auxdites communications électroniques tels que réglementés par la législation luxembourgeoise (cas d'ouverture, autorités nationales compétentes, etc.) ?

- Madame le Ministre peut-elle également préciser la procédure applicable en la matière ?

- Madame le Ministre peut-elle enfin confirmer que notre législation nationale est à tous égards conforme à l'arrêt de la Cour de justice ?

Réponse (21.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

En réponse aux questions posées par les honorables Députés, je tiens à rappeler que l'obligation pour les opérateurs de télécommunications et/ou fournisseurs d'un service de télécommunications de conserver certaines données de trafic et de localisation est inscrite aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques. Par une loi modificative du 24 juillet 2010, le législateur a réduit la durée de conservation de ces données de douze à actuellement six mois.

L'article 67-1 du Code de procédure pénale permet au juge d'instruction de procéder au repérage des

données d'appel de moyens de télécommunication à partir desquels ou vers lesquels des appels sont adressés ou ont été adressés ou à la localisation de l'origine ou de la destination de télécommunications, lorsqu'il estime qu'il existe des circonstances qui rendent le repérage ou la localisation nécessaire à la manifestation de la vérité, et si les faits emportent une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à un an d'emprisonnement.

Le juge d'instruction indique dans ce cas les circonstances de fait de la cause qui justifient cette mesure dans une ordonnance motivée qu'il communique au procureur d'État. Il précise la durée durant laquelle elle pourra s'appliquer, cette durée ne pouvant excéder un mois à dater de l'ordonnance, sans préjudice d'un éventuel renouvellement.

Lorsque les mesures de repérage de télécommunications ordonnées par le juge d'instruction n'ont donné aucun résultat, les données obtenues sont retirées du dossier de l'instruction et détruites dans la mesure où elles concernent des personnes non inculpées.

La personne dont un moyen de télécommunication a fait l'objet d'un repérage est informée de la mesure ordonnée au cours même de l'instruction et en tout cas au plus tard dans les douze mois qui courent à partir de la date de l'ordonnance. Toutefois, ce délai de douze mois ne s'applique pas à des faits qualifiés de particulièrement graves, par exemple dans le cadre d'infractions terroristes.

Par ailleurs, pour les infractions visées aux articles 196 et 197 du Code pénal concernant l'usage de faux visés à l'article 196 et pour les infractions visées aux articles 467, 468 et 469 du Code pénal et pour les délits qui emportent une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à un an d'emprisonnement, le procureur d'État peut requérir du juge d'instruction d'ordonner les mesures prévues aux paragraphes (1) et (2) de l'article 67-1, sans qu'une instruction préparatoire ne soit ouverte. Ce dans les conditions de l'article 24-1 du Code de procédure pénale.

Dans ses réponses aux deux premières questions préjudicielles de l'arrêt auquel se réfèrent les honorables Députés, la CJUE confirme sa jurisprudence antérieure, notamment l'arrêt « Quadrature du Net » du 6 octobre 2020, précisant qu'en matière de prévention, de recherche, de constatation et de poursuite des infractions, une réglementation nationale prévoyant la conservation généralisée et indifférenciée des données de trafic et de localisation, en vue de lutter contre la criminalité grave, excède les limites du strict nécessaire et ne saurait être considérée comme étant justifiée dans une société démocratique. Un État membre peut cependant adopter une réglementation permettant, à titre préventif, une conservation ciblée des données relatives au trafic et des données de localisation aux fins de la lutte contre la criminalité grave. Par ailleurs l'accès aux données conservées doit faire l'objet d'un contrôle effectif soit par une juridiction, soit par une entité administrative indépendante.

Dans sa réponse à la troisième question préjudicielle, l'arrêt du 2 mars 2021 de la CJUE vient justement préciser ce qu'il faut entendre par entité administrative indépendante. L'exigence d'indépendance impose que cette autorité ait la qualité de tiers par rapport à celle qui demande l'accès aux données, de sorte que la première soit en mesure d'exercer ce contrôle de manière objective et impartiale à l'abri de toute influence extérieure. En particulier, dans le domaine pénal, l'exigence d'indépendance implique que l'autorité chargée de ce contrôle préalable, d'une part, ne soit pas impliquée dans la conduite de l'enquête pénale en cause et, d'autre part, ait une position de neutralité vis-à-vis des parties à la procédure pénale.

Au vu de ce qui précède et comme je l'ai déjà indiqué dans le cadre d'une question élargie lors de la séance plénière du 10 décembre 2020, notre législation en la matière n'est actuellement plus conforme en tous points avec les obligations dégagées dans les arrêts de la CJUE et doit dès lors être adaptée.

Il est important de noter qu'au vu de la nature évolutive de la matière, due aux précisions apportées par les différents arrêts de la CJUE depuis 2014, et de la nécessité de garantir la coopération judiciaire au niveau européen dans ce domaine important, une réforme de la législation actuelle sur la conservation des données nécessite une analyse approfondie des implications de la jurisprudence dont question.

Question 4158 (26.04.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **problème avec le site « impfen.lu » :**

Zanter e Mëttwoch kann ee sech um Site impfen.lu op eng Waardelëscht aschreiwen, fir kënne geimpft ze ginn. Bei dëser Prozedur, déi een iwwert MyGuichet ofwéckelt, stelle sech allerdéngs Problemer. Et kënnt deemno vir, datt dem Benotzer folgend Feelermeldung ugewise gëtt:

« Le numéro d'identification national (matricule) que vous avez renseigné n'a pas l'autorisation d'effectuer cette démarche ou est déjà inscrit. »

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ass sech d'Madamm Minister bewosst, datt deen uewe genannte Problem sech fir Persoune stellt, déi sech wëllen um Site impfen.lu op d'Waardelëscht aschreiwen?

2. Wa jo, wat gedenkt d'Madamm Minister elo ze ënnerhuelen, fir datt dëse Problem behuewe ka ginn? A wéi engem Zäitraum kann een domat rechnen, datt dëse Problem behuewen ass?

Réponse commune (28.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation :*

D'Meldung, déi den honorabelen Deputéierten zitéiert, ass keng Feelermeldung vum System, mee villméi eng Informatioun fir de Bierger. D'Meldung deelt dem Bierger mat, datt seng national Identifikatiounsnummer, déi en agetippt huet, net de Krittären entsprécht, fir him ze erlaben, sech op d'Waardelëscht fir d'Impfe mat Vaxzevria (AstraZeneca) anzeschreiwen. Dëst kann ënner anerem sinn, well e sech beim Antippe vu senger Nummer bei enger Ziffer geiert huet, well en eng Ziffer vergiess huet, well en net an der Alterskategorie ass, déi muss respektéiert ginn, well en net Resident zu Lëtzebuerg ass oder well e sech mat senger Nummer schonns virdrun ageschriwwen huet.

Question 4161 (27.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **crimes antisémites :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3912 no antisemittesche Strofdote schreiwen d'Madamm Justizminister an den Här Policeminister ënner anerem Follgendes: „Déi antisemittesch motivéiert Strofdote sinn net als solch registréiert, well se net ënnert där Form erfaasst ginn. Op der enger Säit kënne generell ënnert ‚Discriminatioun a Rassismus' och vill aner Motiver fale wéi just antisemittesch motivéiert Faiten. Op der anerer Säit kënnen och aner Infraktiounen (zum Beispill Coups et blessures volontaires, Injures asw.) eng antisemittesch Motivatioun hunn, ouni dass dat bekannt ass respektiv statistesch erfaasst gëtt."

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 3064 vum honorabelen Deputéierten Här Dan Biancalana nom nationalen Aktiounsplang géint Antisemitismus schreift den Här Staatsminister ënnert dem Punkt 5 awer: « Comme indiqué dans la déclaration du Conseil de l'UE du 6 décembre 2018 prémentionnée, il est aussi envisagé d'améliorer la capacité à enregistrer et à recueillir les données relatives à l'antisémitisme au Luxembourg. »

Duerfir géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi erkläert sech dësen apparenten Ënnerscheed tëschent deenen zwou Äntwerten?

2. Ginn dës Donnéeën, souwéi den Här Staatsminister se an der Äntwert op d'Fro Nummer 3064 uginn huet, no der Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA an deenen entspriechenden Aarbechtsbeispiller erfaasst? Falls net, kéint d'Regierung elaboréieren, wéi dës Decisioun motivéiert ass? A wéi enge Beräicher soll den Antisemitismus zu Lëtzebuerg zukünfteg erfaasst ginn?

3. Bezitt dës geplangten Erfaassung sech, en vue vun der Äntwert op meng Fro Nummer 3912, och op de Beräich vum Strofrecht? Falls jo, kéint d'Regierung preziséieren, ob Gesetzesännerungen an deem Beräich geplangt sinn a wa jo, wéi eng?

Réponse commune (27.05.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3064 muss an Zesummenhang mat der Deklaratioun vum Conseil vun der europäescher Unioun vum 6. Dezember 2018 gelies ginn, wou et net nëmmen ëm déi national repressiv Servicer wéi d'Police oder d'Justizautoritéite geet, mee och ëm d'Zivillgesellschaft.

Et geet dorëms, Donnéeë méi breet ze erfaasse wéi am ganz enke Kader vun enger strofrechtlecher Affär. D'Regierung ënnersicht an deem Kontext verschidde Pisten, fir dat ze vereinfachen.

Den „Handbook for the practical use of the IHRA working definition of antisemitism", deen am Januar 2021 publizéiert ginn ass, kann natierlech och deene relevanten Autoritéiten hëllefen, déi antisemittesch motivéiert Faite besser festzehalen.

D'IHRA-Definitioun ass eng „net rechtlech bindend Aarbechtsdefinitioun". An deem Sënn kéint eng hypotheetesch Erfaassung iwwert d'IHRA-Definitioun och keng juristesch Konsequenze mat sech bréngen.

D'IHRA-Definitioun bleift awer, laut der Deklaratioun vum Conseil vun der europäescher Unioun vum 6. Dezember 2018, eng „nëtzlech Orientéierungshëllef" fir d'Autoritéiten an d'Zivillgesellschaft.

Et ass an deem Sënn, datt d'IHRA-Definitioun beim Erfaasse vun den Donnéeën agesat ka ginn.

Well d'IHRA-Definitioun als net rechtlech bindend Aarbechtsdefinitioun ugeluecht ass, ass et net méiglech, dës fir iergendwellech Gesetzesännerungen am Beräich vum Strofrecht anzesetzen. Et si keng weider Gesetzesännerungen an deem Beräich geplangt.

Question 4165 (27.04.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **sécurité des commissariats :**

No engem rezente Virfall an engem Policekommissariat a Frankräich, bei deem eng administrativ Agentin ëmbruecht gouf, gëtt an eisem Nopeschland vill iwwer d'Securisatioun vun de Kommissariater diskutéiert.

An dësem Kontext géif ech gären der Regierung follgend Froe stellen:

- Wéi e Sécherheetsdispositif gëtt et am Allgemengen an eise Policekommissariater?

- Gëtt et an eise Policekommissariater eng Accèskontroll an eng Méiglechkeet, d'Visiteuren op Waffen ze kontrolléieren, esou änlech wéi et bei de Geriichter funktionéiert?

- Gëtt et getrennt Accèse fir Personal a Visiteuren?

- Gouf et an de leschte Jore Virfäll a Policekommissariater, wou d'Sécherheet vum Personal oder Visiteuren a Gefor war?

Réponse (21.05.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Zënter e puer Joer huet d'Police eng Guideline opgestallt, wéi all hir Gebaier geplangt a gebaut solle sinn.

An dëser Guideline ass och de Sécherheetsdispositif matintegréiert.

De Sécherheetsdispositif ass ronderëm déi follgend Punkten opgebaut:

Perimeter: Ofsécherung vum Gebai duerch Abrochschutz an Alarmanlag;

Contrôle accès: Zougangskontroll duerch e geséchert Sas d'entrée fir Visiteuren an duerch Accèskontroll fir d'Personal vun der Police, mat och separater Agangsméiglechkeet;

Zonentrennung: Physesch Trennung tëscht Zone restreinte Police a Zone publique.

Visiteure ginn awer net systematesch op Waffe kontrolléiert. Eng Fouille vu Persoune gëtt just a Situatiounen duerchgefouert, wou de legale Kader dat erlaabt.

Dës Mesurë gi systematesch bei neie Gebaier ëmgesat, an déi eeler Gebaier ginn no an no ëmgebaut. Leider ass et nach net iwwerall ëmgesat an et wäert bei verschiddenen eelere Gebaier och net méiglech sinn, alles esou ëmzesetzen.

Bei der polizeilecher Aarbecht kënnt et leider vir, dass Persoune randaléieren oder rebelléieren, souwuel ausserhalb wéi och innerhalb vun de polizeileche Gebaier. Déi opgefouert Mesurë ginn ni eng Garantie, dass näischt ka geschéien. D'Poliziste sinn dofir ausgebilt, fir och an de Gebailechkeeten op hir Eegesécherung opzepassen. Op alle Fall droen déi Sécherheetsmesuren awer dem Risk vun der Aarbecht Rechnung an erhéijen de Schutz vun de Beamten am Policegebai ganz beträchtlech. Iwwert Rebelliounen eraus ass kee Fall bekannt, deen eng reegelrecht Attack géif duerstellen.

Question 4167 (27.04.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **décision du Danemark de considérer certaines régions de la Syrie comme « sûres » :**

Le Gouvernement danois a récemment annoncé que les permis de droit de séjour temporaire au Danemark ne seraient plus renouvelés pour des centaines de réfugiés syriens. La raison pour cette décision serait la situation dans quelques régions de la Syrie comme le Damas, qui est estimée suffisamment sûre par les autorités danoises. Ainsi, des centaines de réfugiés, dont des enfants, sont sous la menace imminente d'être renvoyés en Syrie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations et me fournir plus de détails (p. ex. combien de réfugiés ont déjà été renvoyés en Syrie à ce stade) ?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur ce sujet ? Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois évalue aussi les possibilités d'un renvoi de réfugiés en Syrie ?

- Est-ce que le Ministre compte intervenir auprès de son homologue danois ou au niveau européen ? Si oui, comment ?

Réponse (27.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Je suis au courant de l'annonce danoise de ne plus prolonger les autorisations de séjour de ressortissants syriens. Sont principalement concernées des personnes originaires de Damas et des régions limitrophes. Je ne dispose pas d'informations sur d'éventuels retours forcés.

Des réflexions pour retirer la protection internationale aux personnes originaires de Syrie, voire pour retourner des personnes déboutées ou en séjour irrégulier vers la Syrie ne sont pas menées au Grand-Duché.

De manière générale, dans des cas individuels rares, un retrait de la protection internationale pour motifs d'ordre public graves ne peut pas être exclu.

La situation du Grand-Duché diffère par ailleurs de celle du Danemark, le Luxembourg étant, contrairement au Danemark, tenu par l'acquis de l'UE en matière d'asile.

Question 4170 (28.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**emprisonnement d'une journaliste irano-britannique en Iran :**

Eng brittesch-iranesch Journalistin an Entwécklungshëlleferin ass eng Woch no enger ëmstriddener fënnefjäreger Haftstrof am Iran zu engem weidere Joer Prisong verurteelt ginn an zousätzlech zu engem Joer Ausreesverbuet. Si ass zënter 2016 de Spillball an d'Geisel an enger Geriichtsaffär tëscht Groussbritannien an dem Iran iwwert net geliwwert Panzeren engersäits a bei de Wirtschaftssanktioune géint den Iran wéinst dem iraneschen Atomprogramm anerersäits. Duerfir hätt ech dës Froen un den Här Bausseminister:

1. Ass d'Lëtzebuerger Regierung prett, fir konkreet Schrëtt fir d'Fräiloossung an d'Ausrees vun der brittesch-iranescher Journalistin ze ënnerhuelen, och iwwert de Kader vun der EU-Diplomatie eraus? Ass den Här Bausseminister bereet, sech an dësem Fall perséinlech fir dës Fra a Mamm anzesetzen, déi zënter 2007 a Groussbritannie lieft?

2. Ass d'Lëtzebuerger Regierung opgrond vun de permanente Mënscherechtsverletzungen duerch den iranesche Regimm am Aklang mat der Astufung vum Iran als Terrorstaat an och opgrond vun der nuklearer Oprëschtungspolitik vun dem Land bereet, fir méi streng Moossname géint den Iran aktiv ze ënnerstëtzen?

Réponse (21.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Op politeschem Plang setzt Lëtzebuerg sech konsequent a fir d'Fräiloossung vun all de politesche Gefaangenen am Iran, an notamment vun de Leit mat duebeler Nationalitéit.

De brittesche Premierminister Boris Johnson huet de 26. Abrëll annoncéiert, dass seng Regierung weiderhin alles wäert drusetzen, fir d'Madamm Zaghari-Ratcliffe zréck an d'Vereenegt Kinnekräich ze bréngen. Fir dës Efforte vun der brittescher Regierung net ze stéieren, huet Lëtzebuerg bis elo keng konkreet Schrëtt an dësem Fall ënnerholl.

ad 2. Op EU-Niveau ginn et zanter 2011 cibléiert Sanktioune géint déi Responsabel vu schwéiere Mënscherechtsverletzungen am Iran. Den 12. Abrëll 2021 huet de Conseil vun der Europäescher Unioun dës Sanktiounen nach emol ëm ee Joer verlängert, an ausserdeem eng weider aacht Persounen an dräi staatlech Entitéiten op d'Sanktiounslëscht gesat, wéinst hirem Rôle an der Repressioun vun de Manifestatiounen am Iran am November 2019. Lëtzebuerg huet dëst vun Ufank un ënnerstëtzt a begréisst dës Decisioun.

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°16
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 16 | Session ordinaire 2020-2021

Radars automatiques	p. 536	Sommaire des séances publiques nos 37 et 38	p. 559	37e séance	Jeudi 11 février 2021
Mesures de lutte contre la pandémie	p. 543	Sommaire des questions parlementaires	p. Q391	38e séance	Vendredi 19 février 2021

Échange de vues entre le Commissaire européen à la Justice et les députés luxembourgeois

Présentation du rapport 2021 sur l'État de droit

« Je me réjouis de la manière dont le dialogue a été engagé par le Luxembourg pour répondre au rapport sur l'État de droit », a constaté d'emblée le Commissaire européen qui a analysé avec les députés le deuxième rapport sur l'État de droit dans l'Union européenne et sur la situation au Luxembourg.

Des progrès réalisés par le Luxembourg

Le Commissaire a mis en évidence les progrès réalisés par le Grand-Duché depuis le premier rapport 2020, présenté aux députés en début d'année : les progrès concernent notamment l'indépendance de la justice et la création envisagée du Conseil national de justice. Ces deux points sont envisagés en vue de la révision de la Constitution. Si le Conseil de justice n'est pas encore une réalité de l'organisation judiciaire, le texte de révision de la Constitution en question a été adopté une première fois mi-octobre. Le Commissaire européen a salué que le projet de loi correspondant respecte les standards européens. « Nous prenons très au sérieux notre responsabilité », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Faciliter l'accès des journalistes aux documents officiels

Quant à la liberté de la presse, le Commissaire a salué les engagements du Luxembourg pour renforcer les moyens de cet organe régulateur. Le rapport signale des progrès à réaliser lorsqu'il s'agit de l'accès des journalistes aux documents officiels. Cet accès devrait être facilité et accéléré, a expliqué M. Didier Reynders. Concernant le cadre en place pour lutter contre la corruption, il a été constaté que le Gouvernement était en train d'évaluer la situation légale actuelle. Le rapport recommande une revue du Code de déontologie pour les députés. Le Président de la Chambre a expliqué que les pourparlers étaient en cours. Alors que le Commissaire européen a salué les adaptations des règles concernant le financement des partis, il a relevé que des améliorations seraient en revanche nécessaires concernant le « pantouflage » et le « rétro-pantouflage » entre les secteurs public et privé.

La situation du Luxembourg concernant l'État de droit sera discutée au niveau européen au cours du premier semestre 2022 sous présidence française. Tous les six mois, six pays européens sont examinés.



Le Commissaire européen à la justice, M. Didier Reynders, entouré de députés nationaux et européens luxembourgeois

Liberté de la presse et sanctions contre les États membres

Au cours des discussions, les députés se sont renseignés sur un cadre européen pour garantir la liberté de la presse. Un acte législatif européen pour renforcer la liberté de la presse et le pluralisme devrait voir le jour au 3e trimestre 2022, a indiqué M. Didier Reynders.

Les moyens de poursuite et de sanction de l'Union européenne à l'encontre des pays membres qui ne respectent pas les règles de l'État de droit ont également été abordés. Le Commissaire a notamment nommé les cas polonais et hongrois.

Les députés ont interrogé M. Reynders au sujet des voix qui critiquent les rapports européens sur l'État de droit en affirmant qu'ils étaient utilisés pour imposer une certaine idéologie. Le Commissaire européen a expliqué que ces critiques se faisaient souvent ressentir quant au droit de la famille : « Ce n'est pas parce qu'on a une perception différente de la famille qu'on peut se permettre des discriminations qui vont à l'encontre des droits fondamentaux qui sont garantis par l'État de droit. » Lors des discussions, les députés ont également évoqué le lien avec la Conférence sur l'avenir de l'Europe qui devrait mettre les valeurs communes et leur respect au cœur de ce dialogue avec les citoyens.

Un cadre en vue pour le devoir de vigilance des entreprises

Parmi les sujets évoqués par les députés figurait aussi la mise en œuvre prévue d'un cadre concernant le devoir de vigilance qui obligerait les entreprises de faire face à leurs responsabilités lorsque leurs activités menaçaient des droits humains ou l'environnement. M. Didier Reynders a indiqué que l'objectif était de conclure les travaux au sein de la Commission européenne fin 2021 et d'en débattre avec les États membres les deux prochaines années afin qu'un cadre soit en place aux alentours de 2025.

« Une guerre hybride contre l'Union européenne »

Les députés ont également saisi l'occasion pour interroger leur interlocuteur sur la situation à la frontière de la Pologne et des pays baltes avec la Biélorussie. « Il s'agit d'une guerre hybride quand un dictateur utilise le trafic des êtres humains pour faire pression sur l'Union européenne », a affirmé M. Didier Reynders. Il a énuméré les actions de l'Union européenne qui se déclinent à trois niveaux : premièrement des moyens pour s'attaquer aux origines du problème en envisageant de nouvelles sanctions contre le régime biélorusse ou à l'encontre de compagnies aériennes qui transportent les migrants ; deuxièmement, des outils de défense qui peuvent aider les pays européens à protéger leurs frontières et troisièmement des moyens pour organiser l'aide humanitaire.

Le rapport sur l'État de droit

Le rapport sur l'État de droit dans l'Union européenne comprend les contributions de chaque État membre et passe en revue les développements, tant positifs que négatifs, observés dans l'ensemble de l'Union européenne. Le rapport est composé de quatre parties : systèmes de justice, cadres de lutte contre la corruption, liberté et pluralisme des médias et équilibre des pouvoirs entre les institutions. « Le respect de l'État de droit est primordial pour le bon fonctionnement de l'Union européenne », a conclu M. Didier Reynders.



Audienz beim Grand-Duc Henri

De Chambersbureau hat den 18. November 2021 déi éischt Audienz beim Grand-Duc zanter dem Ufank vun der sanitärer Kris.

Et handelt sech dobäi ëm een traditionelle Rendez-vous bei Geleeënheet vun der parlamentarescher Rentrée.

Et ware present (vu lénks no riets): den Här Georges Engel (LSAP), den Här Generalsekretär Laurent Scheeck, d'Madamm Simone Beissel (DP), den Här Marc Spautz (CSV), den Här Laurent Mosar (CSV), den Här Chamberspresident Fernand Etgen (DP), d'Madamm Martine Hansen (CSV), S.A.R. de Grand-Duc, d'Madamm Lydie Polfer (DP), den Här Mars Di Bartolomeo (LSAP), den Här Fernand Kartheiser (ADR), d'Madamm Djuna Bernard (déi gréng) an d'Madamm Josée Lorsché (déi gréng).

© Maison du Grand-Duc

Visite de travail du Haut-Commissaire de l'UNHCR, M. Filippo Grandi

« Nous serons davantage confrontés aux crises humanitaires »

Le Grand-Duché de Luxembourg joue un rôle important dans la réponse aux crises humanitaires. « C'est un partenaire important et fidèle », a souligné le Haut-Commissaire de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, M. Filippo Grandi, lors de sa visite à la Chambre des Députés le 9 novembre 2021. Il a eu un échange de vues avec les membres du Bureau et ceux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Actuellement, environ 82 millions de personnes sont considérées comme réfugiées ou déplacées. Un chiffre catastrophique, puisqu'il a doublé au cours des dix dernières années, a rappelé le responsable de l'UNHCR. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés œuvre dans 132 pays.

Lors de son intervention face aux députés, M. Filippo Grandi a mis l'accent sur différentes problématiques dans lesquelles l'Agence est engagée. Ainsi, les interventions humanitaires se font de plus en plus dans des pays où les pouvoirs sont illégitimes et non reconnus par la Communauté internationale.

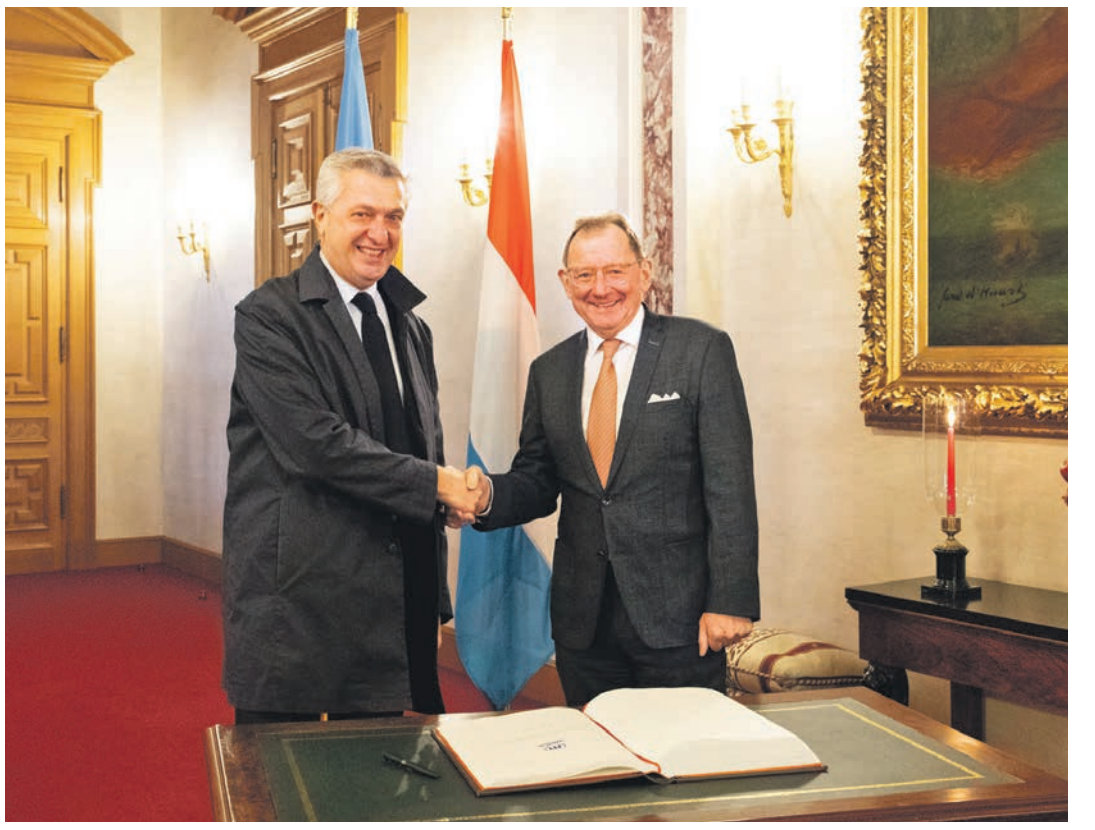
Un exemple est l'Afghanistan, où les talibans sont au pouvoir. Suspendre l'entièreté des aides afin d'éviter que les talibans n'aient accès à des ressources et moyens ne serait pas une stratégie viable pour la population, a souligné M. Grandi. Il faudrait plutôt chercher des solutions pragmatiques.

En outre, les situations très politisées se présentent de plus en plus dans le contexte de l'aide humanitaire. Le Haut-Commissaire de l'UNHCR a donné l'exemple de la Syrie. En même temps, il s'est montré très inquiet de la situation au Liban, pays voisin de la Syrie et refuge pour beaucoup de Syriens fuyant leur pays. Dans le cas d'espèce, la crise politique serait à l'origine d'urgences humanitaires.

L'aide humanitaire se fait également dans des zones de conflits armés. Un exemple est l'Éthiopie où la région du Tigré et le gouvernement fédéral se combattent et une opération militaire a été lancée. Face à la hausse des tensions ethniques, le risque d'une fragmentation et d'un effondrement du pays augmente selon M. Filippo Grandi.

Les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile s'inquiètent des différentes problématiques liées à la prise en charge des réfugiés.

D'un côté, ils ont discuté de la situation des réfugiés qui se présente actuellement entre la Biélorussie et la Pologne. De l'autre, un député a stigmatisé l'état déplorable de certains camps de réfugiés. L'UNHCR favorise l'intégration des réfugiés dans les sociétés civiles plutôt que dans des camps de réfugiés, a conclu M. Filippo Grandi.



M. Filippo Grandi, Haut-Commissaire de l'UNHCR, a rencontré M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés.

Conférence de l'Assemblée interparlementaire Benelux sur les « fake news »

Lutter contre les informations fallacieuses



M. Gusty Graas, Vice-Président du Parlement Benelux et Vice-Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Mme Cécile Hemmen, Mme Patricia Creutz-Vilvoye, Présidente du Parlement Benelux, Mme Lydia Mutsch (de gauche à droite)

Réunis le 15 octobre 2021 à Eupen au Parlement de la communauté germanophone, les membres de l'Assemblée interparlementaire Benelux se sont échangés avec des experts et des représentants des médias sociaux au sujet de la désinformation et du phénomène des « fake news ». Les parlementaires ont analysé plus particulièrement la responsabilité des plateformes en ligne, le rôle des médias, les efforts pour lutter contre ce phénomène au niveau européen et le rôle des autorités publiques.

Comment régulariser les médias sociaux et à quel niveau ?

Les représentants des médias sociaux ont déclaré devant les députés que leurs entreprises étaient conscientes des problèmes et des risques. Néanmoins, en l'absence de règles claires, il leur serait difficile de porter un jugement sur les limites de la liberté d'expression. Ils ont précisé qu'ils étaient favorables à l'adoption d'un cadre juridique au niveau européen qui leur permettrait d'avoir plus de sécurité juridique et de clarté sur les limites à respecter.

Les experts et les parlementaires ont estimé que la directive sur les services numériques actuellement en discussion au niveau de l'Union européenne devrait être adoptée au plus vite afin de mettre en place un cadre solide pour la transparence et la responsabilité des plateformes en ligne.

Soutenir les médias étatiques

En ce qui concerne le paysage médiatique traditionnel, différentes pistes ont été avancées, telles qu'une réduction de la concentration des médias ainsi qu'une règlementation plus stricte pour lutter contre les phénomènes de désinformation, de la fausse information ou de l'information malveillante, tout en garantissant la liberté d'expression ainsi que le renforcement des médias publics et de qualité.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) a mis en exergue le rôle charnière que joue l'école dans l'apprentissage numérique. Elle a rappelé qu'au Luxembourg le Gouvernement soutenait les efforts de lutte contre la désinformation et avait décidé d'élargir l'offre à l'adresse des jeunes lycéens pour mieux maîtriser les défis que pose la digitalisation.

Le Vice-Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Gusty Graas (DP), qui a remplacé le Président de cette Assemblée lors de la conférence, a résumé les nombreuses activités du Conseil de l'Europe dans ce domaine. Comme il a souligné, un des éléments clés de la lutte contre la désinformation consiste à promouvoir un environnement favorable aux médias indépendants, diversifiés et pluralistes capables d'obtenir la confiance. C'est pourquoi les États membres devraient mettre en place un cadre permettant de lutter contre la pollution de l'information visant à exacerber les différences socioculturelles existantes en exploitant les tensions nationalistes, ethniques, raciales et religieuses. Le phénomène de la désinformation et des « fake news » figurera également à l'ordre du jour des travaux du Parlement Benelux en 2022.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Cécile Hemmen (LSAP), Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Lydia Mutsch (LSAP) et M. Gilles Roth (CSV).

Forum parlementaire sur le renseignement et la sécurité à Budapest

Cryptomonnaies, armes biologiques et traites des êtres humains

La conférence du forum parlementaire sur le renseignement et la sécurité, qui a eu lieu à Budapest, a été ouverte par M. László Kövér, Président du Parlement hongrois, M. Robert Pittenger, membre du Congrès américain et Président du forum, et M. Péter Szijjártó, Ministre des Affaires étrangères de Hongrie.

Les débats ont porté sur les risques liés aux cryptomonnaies, le danger que représentent les armes biologiques, la traite des êtres humains, les pratiques abusives dans l'expansion économique mondiale, l'usage de l'intelligence artificielle et le commerce illicite qui sert au financement du terrorisme.

L'objectif était entre autres de sensibiliser les parlements et les gouvernements afin que ceux-ci comprennent mieux les mécanismes et le fonctionnement des structures terroristes et de rendre ainsi la lutte contre ces organisations plus efficace. L'importance et la nécessité d'intensifier la coopération internationale ont été soulignées dans ce contexte.

La prochaine conférence du forum parlementaire aura lieu à Washington D.C.



M. Georges Engel, membre de la Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État, a représenté la Chambre des Députés au forum parlementaire sur le renseignement et la sécurité à Budapest.

Visite d'une délégation parlementaire camerounaise

Relations bilatérales et actualité sociopolitique



Une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale du Cameroun s'est rendue le 27 octobre 2021 à la Chambre des Députés pour une visite de travail. La délégation, composée de quatre députés camerounais et de représentants du Centre de développement Europe-Afrique (CDEA), a été accueillie par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten. Une entrevue avec les membres du Bureau et les membres de la Commission des affaires étrangères a eu lieu par la suite.

Un des objectifs de la visite était la sensibilisation des députés luxembourgeois à l'actualité sociopolitique du Cameroun. Ainsi, le transfert d'importantes compétences de l'État central camerounais vers les collectivités territoriales décentralisées a été thématisé pendant la rencontre à l'Hôtel de la Chambre des Députés. En outre du conflit avec des groupes terroristes au nord et à l'est du pays, il y a également les revendications sur l'autonomie des territoires anglophones qui affectent la situation sécuritaire du pays. « Si la décentralisation est mise en place, nous pourrons aboutir à un État fédéralisé », a affirmé la cheffe de la délégation camerounaise, Mme Rolande Adèle Ngo Issi.

Un autre objectif de la mission consistait à promouvoir les relations existantes entre le Luxembourg et le Cameroun.

Le Cameroun compte 26,5 millions d'habitants. 737 ressortissants du pays résident actuellement au Grand-Duché de Luxembourg.

Une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale du Cameroun en visite à la Chambre des Députés.

Visite des députés au Service des sites et monuments nationaux

Vers un inventaire scientifique du patrimoine architectural

Inventorier le patrimoine architectural du pays, commune par commune, selon des critères scientifiques bien définis et évaluer si un bien immeuble devrait bénéficier d'une protection spécifique : c'est le travail des inventoristes du Service des sites et monuments nationaux (SSMN), institut culturel de l'État, sur lequel les membres de la Commission de la Culture se sont informés le 11 novembre 2021 au cours d'une visite dans les locaux du Service de l'inventaire à la Cloche d'Or.

Si le répertoire est terminé pour les communes de Larochette, Fischbach, Helperknapp et Mersch (publié sous peu), l'inventaire est en cours à Lorentzweiler, Lintgen et Kehlen.

L'objectif est de sécuriser la qualité du patrimoine bâti selon une approche scientifique. Cette dernière devrait éviter d'intervenir in extremis au moment où un projet de démolition pour un bâtiment historique survient. Le spectre du patrimoine architectural est large : il va du château féodal à la maison unifamiliale moderniste, de l'église à la croix de chemin, des hauts-fourneaux à la fabrique de brosses et englobe l'ensemble du bâti ayant une importance historique, artistique ou culturelle.

Un nouveau cadre légal pour protéger le patrimoine

La visite des députés s'inscrit dans l'élaboration d'un nouveau cadre légal concernant la protection du patrimoine culturel. Les travaux parlementaires touchent à leur fin : le projet de loi n° 7473 devrait être débattu et soumis au vote en séance plénière au cours du premier trimestre 2022.



Les députés ont rendu visite aux inventoristes du Service des sites et monuments nationaux

19e Session d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Impact de la situation en Afghanistan et sécurité en Méditerranée

Trois pays membres de l'espace de l'OSCE, à savoir le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, ont des frontières communes avec l'Afghanistan.

L'impact de la reprise du pouvoir par les talibans sur cette région était un des sujets phares de la 19e Session d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) qui s'est tenue les 3 et 4 novembre 2021 par visioconférence.

Le rôle de l'OSCE face à la crise humanitaire en Afghanistan

L'Afghanistan est confronté à une crise humanitaire qui risque de s'aggraver durant l'hiver, provoquant la famine et le déplacement d'une grande partie de la population.

Environ 18 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire selon les estimations de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

S'y ajoutent une situation sécuritaire précaire, la persécution des journalistes et des anciens collaborateurs d'ambassades de pays étrangers, ainsi que l'oppression des femmes et des filles par le nouveau gouvernement des talibans.

L'OSCE, dont les activités sont focalisées sur les aspects de la situation politique et sécuritaire, de l'économie et des droits humains, doit assumer son rôle dans la région, ont souligné les présidents des trois commissions de l'assemblée parlementaire.

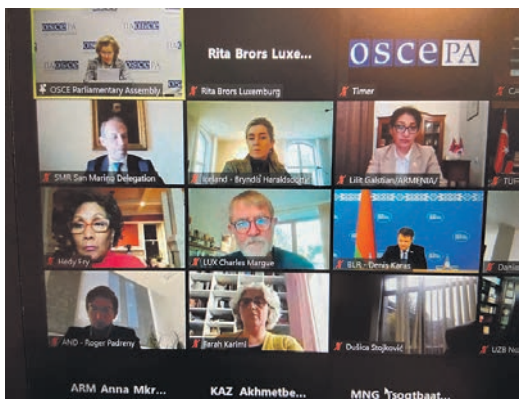
Méditerranée : conséquences du réchauffement climatique et sécurité

Le forum méditerranéen, faisant partie intégrante de la Session d'automne, s'est déroulé en présence des représentants des parlements des pays partenaires, à savoir l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, ainsi que du Conseil législatif palestinien.

La sécurité en Méditerranée, sujet dont l'importance dépasse les frontières de la région, l'impact du réchauffement climatique, les menaces du terrorisme, du crime organisé et du trafic de la drogue, les conséquences humanitaires des catastrophes naturelles et des incendies dans la région furent quelques sujets abordés par les parlementaires.

« La Méditerranée est considérée comme point chaud qui nécessite toute notre attention », a déclaré, lors de son introduction, le Vice-Président et représentant spécial de l'APOSCE pour la Méditerranée, M. Pascal Allizard (France).

La Chambre des Députés était représentée par M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.



La 19e Session d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE s'est tenue par visioconférence.



Am Kader vum Weltkannerdag (20. November) war d'Chambersgebai vum 15. November un eng Woch laang blo beliicht.



Géint d'Gewalt géintiwwer Fraen a Meedercher - am Kader vun der „Orange Week" ass d'Chambersgebai vum 25. November bis den 10. Dezember (Dag vun de Mënscherechter) orange beliicht.

Euthanasie et assistance au suicide

7480 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient

Le présent projet de loi vise à modifier la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ainsi que la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient.

La première modification propose d'assimiler la mort d'une personne décédée à la suite d'une euthanasie ou d'une assistance au suicide à une mort naturelle - ceci à l'image de l'article 15 de la loi belge du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie.

Cette adaptation a pour finalité de régler les conséquences du décès, notamment en ce qui concerne les contrats d'assurance et plus particulièrement les contrats d'assurance-vie, visés au chapitre II de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance, que le patient décédé suite à une euthanasie ou une assistance au suicide aurait pu souscrire. L'euthanasie et l'assistance au suicide ne seront plus considérées comme équivalentes à un suicide, qui constitue un risque exclu au sens de l'article 103 de la loi précitée du 27 juillet 1997.

Ensuite, le présent projet de loi se propose de compléter la composition de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation en prévoyant la possibilité de nommer des membres suppléants pouvant remplacer, le cas échéant, les membres effectifs et facilitant par là l'organisation des réunions de la Commission conformément aux conditions prévues par la loi, notamment en ce qui concerne le quorum nécessaire pour statuer.

Enfin, le présent projet de loi vise également à modifier la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient qui s'applique aux soins de santé et qui cible donc également les soins en situation de fin de vie. Le projet de loi envisage d'insérer à l'article 12 de la loi du 24 juillet 2014 précitée la référence à la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Ainsi, la personne de confiance désignée au sens de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient correspondra à la personne de confiance pour les questions relatives aux soins en situation de fin de vie.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, le 03.10.2019
Rapporteur : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

20.10.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
02.02.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.02.2021
Loi du 2 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 167, page 1

Radars automatiques

7652 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le présent projet de loi a pour objet une adaptation de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés (CSA) relative à la mise en place des appareils automatiques sur le réseau routier national en vue de l'installation de radars feux rouges et de modifier la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques pour tenir compte des modifications qui ont été apportées à l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Il s'agit plus précisément d'élargir la base légale existante afin de permettre l'utilisation de radars automatiques capables de détecter simultanément les différents types d'infractions routières visées par le système CSA, c'est-à-dire une ou plusieurs des infractions suivantes :

a) le dépassement de la limitation de vitesse par des véhicules en rapprochement ou en éloignement,

b) le dépassement de la vitesse moyenne entre deux points,

c) l'inobservation d'un signal lumineux rouge, ou rouge clignotant ou d'un signal lumineux blanc ou jaune à barre horizontale,

d) le non-respect des distances de sécurité entre véhicules,

e) le fait de circuler sur une bande d'arrêt d'urgence, une voie fermée, ou une partie de la chaussée réservée à d'autres usagers de la route.

Ensuite, le projet prévoit de modifier la terminologie au niveau de l'article 6, paragraphe 3, de la loi précitée du 25 juillet 2015, fixant la procédure d'amende forfaitaire. L'expression « la personne pécuniairement responsable » sera remplacée par « la personne redevable du payement de l'avertissement taxé ».

Il est également proposé de simplifier la procédure applicable en cas de contestation d'une infraction.

Désormais, le rejet d'une contestation pour défaut de documents justificatifs obligatoires après simple vérification matérielle par un agent ou un officier de police judiciaire ne nécessitera plus l'établissement d'un procès-verbal.

Enfin, le point à adapter dans la loi précitée du 14 février 1955 concerne l'ajout, au point 2 de l'article 3, des mots « et de leur chargement » afin de pouvoir clairement distinguer entre les dimensions d'un véhicule routier avec et sans chargement pour déterminer les dimensions maximales autorisées.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20.08.2020
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :

21.01.2021	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
22.01.2021	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
04.02.2021	Examen de l'avis de la CNPD et de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.02.2021
Loi du 16 avril 2021
Mémorial A : 2021, n° 318, page 1

Augmentation de l'effectif légal de l'Armée

7664 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Le projet de loi a pour objet d'augmenter l'effectif légal de l'Armée luxembourgeoise pour le corps des officiers, des sous-officiers et des caporaux, ainsi que dans les carrières du personnel civil de l'Armée pour la période de 2020 à 2024. Sur cette période, l'effectif total sera ainsi augmenté de 164 agents supplémentaires.

Cette augmentation est indispensable pour permettre à l'Armée d'accomplir ses missions qui lui incombent de manière générale et en particulier dans le cadre de l'OTAN. Elle fait suite à la décision gouvernementale de juillet 2014 d'augmenter l'effort de défense du Grand-Duché de Luxembourg de 0,4 % du PIB en 2014 à 0,6 % en 2020 afin d'assurer la crédibilité et la fiabilité continue du Luxembourg en tant que partenaire solidaire partageant le fardeau collectif de la sécurité et de la défense.

S'y est ajouté l'accord du 12 juillet 2019 relatif au temps de travail et de repos dans l'Armée, dont les contraintes ne peuvent être respectées que par une augmentation du personnel et notamment du nombre de militaires de carrière.

Le total des coûts estimés par année pour les carrières militaires et civiles s'élève à 11.563.375,08 euros. L'effort de défense couvre tant la rémunération en service que les coûts des pensions futures de ce personnel.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 10.09.2020
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

04.02.2021	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
09.02.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.02.2021
Loi du 24 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 241, page 1

Participation financière à l'infrastructure de la NSPA et à l'OCP2

7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen

Le projet de loi a pour objet d'autoriser la participation financière du Luxembourg au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NSPA).

Les dépenses totales de la contribution luxembourgeoise aux phases 2 à 5 de ce programme s'élèvent à 200 millions d'euros hors inflation sur 15 ans (2020 à 2035), sauf retard dans la mise en œuvre du programme.

À cela s'ajoutent 1,75 million d'euros hors inflation pour la construction et la viabilisation d'un bâtiment technique hébergeant un nœud de transfert de données.

Au vu de l'état vieillissant de l'infrastructure du site de Capellen, éparpillée sur une quarantaine de bâtiments, et du manque croissant d'espaces de bureaux, la NSPA a été chargée en décembre 2017 par le Comité de surveillance d'agence d'élaborer un plan d'infrastructure stratégique à long terme.

Ce plan répond à une série d'impératifs en matière de santé et de sécurité au travail, à la croissance future de l'Agence, aux coûts élevés d'exploitation provoqués par des infrastructures vieillissantes et à la préoccupation en matière de sécurité.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 22.09.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

04.02.2021	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
09.02.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.02.2021
Loi du 24 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 242, page 1

Infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange

7693 - Projet de loi relative à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange

L'objet du présent projet de loi est d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange. Les dépenses d'un montant maximal de 100 millions d'euros (valeur 837,53 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2020) sont imputables à charge des crédits du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux.

Le programme prévoit la construction de neuf bâtiments à ériger sur deux sites distincts au centre de Pétange (site Batty Weber, site Robert Krieps). Ce projet contient donc des fonctions sous la tutelle de deux ministères différents.

Pour le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région :

- Logements pour personnes autistes ;

- Logements pour parents en situation de handicap.

Pour le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Pouponnière nationale (0-6 ans) ;

- Internat psychothérapeutique et centre thérapeutique et administratif (5-14 ans) ;

- Internat socio-familial (10-15 ans).

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 03.11.2020
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :

14.01.2021	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
04.02.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.02.2021
Loi du 10 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 205, page 1

Prolongation des mesures de lutte contre la pandémie

7768 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi vise à prolonger les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, à introduire certaines nouvelles mesures et à adapter diverses dispositions inscrites dans la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Alors que les mesures sanitaires en vigueur ont permis de contrôler l'évolution de la pandémie, force est de constater que le taux d'incidence reste élevé et que le taux de reproduction est supérieur au seuil de 1 depuis plusieurs semaines.

La propagation du virus parmi les jeunes âgés de quatre à 19 ans est particulièrement préoccupante. Le secteur de l'éducation représente dorénavant 14 % des sources de contamination.

L'apparition de nouveaux variants constitue un autre développement qu'il convient de prendre très au sérieux.

Face à ces incertitudes, il est proposé de maintenir les restrictions actuellement en place, tout en prévoyant un certain nombre de modifications.

- En ce qui concerne le sport, le projet de loi prévoit ainsi

• une interruption de toutes les activités sportives des catégories des jeunes de moins de treize ans relevant des clubs affiliés à des fédérations sportives agréées en cas de suspension des cours et des activités en présentiel dans le domaine de l'enseignement fondamental au niveau national ;

• l'exigence d'un test négatif de moins de 72 heures requis pour participer aux compétitions sportives.

- Quant à l'enseignement, le projet de loi prévoit des dérogations par rapport au dispositif du chèque-service accueil en cas de mise en œuvre d'une mesure de suspension temporaire des activités de services d'éducation et d'accueil agréés dans le but de décharger financièrement les parents tout en soutenant les prestataires du chèque-service accueil.

- Concernant la protection des données, le projet de loi apporte des précisions au régime applicable en matière de traitement des données à caractère personnel, notamment pour ce qui est du programme de dépistage à grande échelle et dans le cadre du programme de vaccination.

Il est proposé que le nouveau cadre légal reste en place jusqu'au 14 mars 2021 inclus.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 12.02.2021
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :

15.02.2021	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
17.02.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.02.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.02.2021
Loi du 20 février 2021
Mémorial A : 2021, n° 125, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Question urgente n° 3603 de Mme Francine Closener relative aux loyers du secteur Horeca**
   - Mme Francine Closener - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes
4. **Dépôt d'une motion par M. Sven Clement**
   - Exposé : M. Sven Clement
   - M. Yves Cruchten
   - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
5. **Question élargie n° 72 de M. Marc Hansen relative à l'offre privée croissante pour consultations médicales en ligne**
   - M. Marc Hansen - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale (en remplacement de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé) (interventions de Mme Viviane Reding)
6. **7332 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la santé et modification**
   1° de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;
   2° de la loi modifiée du 25 novembre 1982 relative aux organes destinés à la transplantation ;
   3° de la loi modifiée du 7 août 2012 portant création de l'établissement public « Laboratoire national de santé »
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Francine Closener
   - Discussion générale : M. Georges Mischo (intervention de M. Marc Spautz) - M. Gusty Graas - M. Mars Di Bartolomeo - M. Marc Hansen - M. Roy Reding (dépôt de la motion 1) - M. Marc Baum (interventions de M. Sven Clement et M. André Bauler) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Francine Closener
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
7. **7480 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ;
   2° la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen
   - Discussion générale : Mme Françoise Hetto-Gaasch (dépôt de la motion 1) - Mme Carole Hartmann - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Cécile Hemmen
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
8. **Dépôt d'une résolution par M. Marc Spautz**
   - Exposé : M. Marc Spautz
9. **7652 - Projet de loi modifiant**
   1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;
   2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
   - Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. David Wagner - M. Marc Goergen (dépôt des motions 1 et 2)
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motions : M. Carlo Back (intervention de M. Sven Clement) - M. Serge Wilmes - M. Gilles Roth - M. le Ministre François Bausch - M. Marc Goergen (interventions de M. le Ministre François Bausch et M. Sven Clement)
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - M. le Ministre François Bausch
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
10. **7693 - Projet de loi relative à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange**
    - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. David Wagner - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. **Résolution de M. Marc Spautz relative à la révision de la proposition de loi n° 7754**
    - M. Marc Spautz (résolution retirée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, Mme Paulette Lenert et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Sitzung vun haut de Mëtteg mat der dréngender parlamentarescher Ufro Nummer 3603 vun der Madamm Francine Closener unzefänken. Ass d'Chamber mat där Ännerung vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Question urgente n° 3603 de Mme Francine Closener relative aux loyers du secteur Horeca

Bei der Fro Nummer 3603 vun der Madamm Closener geet et ëm d'Loyeren am Horeca-Secteur. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, elo gläich, an annerhallwer Stonn, soll hei virun den Diere vun der Chamber eng Manifestatioun si vu verdrëssleche Restaurateuren a Wierten. An hir Verzweiflung ass och ze verstoen, well et sinn elo scho méi wéi 150 Deeg, datt d'Restauranten an d'Bistroe pandemiebedéngt zou sinn, zou musse sinn. An deementspriechend kënne jo dann och keng Revenue generéiert ginn, mee d'Käschte lafe weider, notamment de Loyer.

An an deem Kontext wëll ech op d'Urteel zréckkommen, dat den 21. Januar vum Friddensgeriicht gesprach ginn ass, an dat seet, wann e Preneur net vu senge Lieux loués ka profitéieren, datt dann d'Obligatioun, de Loyer ze bezuelen, ganz oder en partie kann agestallt ginn. Dat Urteel huet fir eng gewëssen Iwwerraschung an och zum Deel Veronsécherung am Secteur gesuergt. An duerfir hätt ech an deem Kontext e puer Froen un de Mëttelstandsminister.

Éischtens: Wéi eng Konklusiounen zitt de Minister aus deem Urteel? Vu datt jo Appell ka gemaach ginn, kann een de Locataire jo kaum einfach esou recommandéieren, fir kee Loyer méi ze bezuelen. Huet de Minister awer vläicht den Iwwerbléck, ob a wéi wäit d'Proprietären respektiv d'Brasserien elo de Wierten an de Restaurateuren de Loyer wëllen noloossen oder et scho gemaach hunn?

Zweetens: Kann de Minister confirméieren, datt de Staat iwwerall do, wou e selwer Proprietär ass, dem respektive Commerce säi Bail effektiv och ausgesat huet?

Drëttens: Jonk Entreprisen, déi eréischt d'lescht Woch gegrënnt gi sinn, déi si jo net eligibel fir d'Aide coûts non couverts a struewelen dowéinst, eebe grad och wéinst dem Loyer. Et schéngt, esou héiert een emol, wéi wann do elo awer Beweegung an d'Saach kéim an de Ministère un neie Bäihëllefe géif schaffen. Kann de Minister Delles dat confirméieren?

An dann - Dir hutt et jo héieren an der Press - zirkuléiert den Datum vum 1. Abrëll fir eng Reouverture vum Horeca-Secteur. Wou kënnt deen Datum eigentlech hier? A kann de Minister dee confirméieren oder dementéieren?

Fir den Horeca-Secteur geet et ëm d'Ganzt, ëm d'plakegt Iwwerliewen. Kee wëllt, datt Betriber musse Faillite erklären, déi virun der Pandemie tipptopp fonctionéiert hunn, déi vill Clienten haten oder déi amgaange waren, sech eng Clientèle opzebauen. Fir si muss e weideren Effort gemaach gi vum Staat. An och vun deene breede Schëlleren op Proprietärssäit misst nach eppes dra sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Madamm Closener, fir déi Question urgente. Et ass wouer, dass eng Urgence a ganz ville Secteuren ass, awer natierlech, den Horeca-Secteur ass dee Secteur, dee ganz staark vun de Limitatioune betraff ass, d'nämmlecht awer och den Evenementiel an den Tourismus.

Zu där éischter Fro, déi Der gestallt hutt, bei där et ëm d'Urteel geet: Do muss ee soen, dass natierlech d'Regierung keng Appreciatioun vum Urteel mécht, dass awer op där anerer Säit dat Urteel bei eis gekuckt ginn ass. Mee et muss ee jo soen, dass an der Aide coûts non couverts de Loyer mat ofgedeckt ass.

Zu där zweeter Fro, dat ass, den Iwwerbléck ze hunn, wivill Leit de Loyer dann erlooss hunn oder net. Mir hunn natierlech keng Etüd doriwwer gemaach, mee mir héieren ëmmer erëm, dass et verschidde Cas-de-figurë gëtt: Et gëtt der, déi déi Méint kee Loyer gefrot hunn, wéi zou war, et gëtt der, wou gesot ginn ass, dass een nëmmen en Deel vum Loyer muss bezuelen, an natierlech gëtt et der och, wou riichtduerch de Loyer gefrot ginn ass.

Natierlech awer och hei nach eng Kéier den Appell, fir net nëmmen ekonomesch ze denken als Proprietär a fir ze soen: „Ma komm, ech loossen dee Loyer, wou och keng Sue konnte verdéngt ginn, mengem Locataire, fir deen ze pereniséieren an deen och iwwert dës schwéier Zäit ze begleeden", net nëmmen am Moment vun der Solidaritéit, mee awer och, fir duerno nach e Locataire ze hunn, dee kann iwwerliewen.

Op där anerer Säit de Staat selwer, dat hunn ech de Moien nach nogefrot: Do ass et esou, dass do individuell mat de Proprietäre gekuckt ginn ass. Dat leeft natierlech iwwer en anere Ministère. Ech hunn et nogefrot, do ginn natierlech iwwerall ëmmer Diskussioune gefrot.

Zum Datum vum 1. Abrëll kann ech keng Annonce maachen. Ech mengen, et gesäit een och elo erëm eng Kéier mat där neier Variant vum Virus, déi komm ass, dass mer all Dag nei Informatioune kréien. An ech menge grad, dass de Lëtzebuerger System e ganz gudde System ass, fir ëmmer erëm kënnen ze analyséieren an dann och Decisiounen opgrond vun den neie Gegeebenheeten ze hunn, dat och bei den Aiden.

An da kommen ech direkt op déi Fro, déi Der gestallt hutt, iwwert de Volet vun de jonken Entreprisen. Och eis Aidë ginn ëmmer erëm ugepasst, deemno wéi de Verlaf vun dëser Kris ass, wat e ganz gudde Moyen ass, fir och ëmmer erëm kënne genau do ze hëllefen, wou et néideg ass, fir kënnen do ze hëllefen, wou d'Angscht an d'Problemer am gréisste sinn.

Duerfir, déi jonk Entreprisë waren ausgeschloss vun der Aide coûts non couverts, konnten Hëllefe kréien iwwert d'Aide „relance", mee natierlech net iwwert d'Aide coûts non couverts, well d'Kapitel 3.12. vum European Framework virgesäit - elo gëtt et ganz technesch -, dass ee muss, wann ee wëllt Aiden iwwert dat Kapitel ausbezuelen, vergläiche mam Chiffre d'affaires vun deem Mount 2019. Déi Entreprisen, déi 2019 keng Aktivitéit haten, konnten natierlech dann och op deem Wee keng Pertë weisen, also konnte se keng Aiden am Kader vun der Aide coût non couverts iwwert den Artikel 3.12. kréien.

Wat awer ganz wichteg ass, dat ass, dass virlescht Woch d'Europäesch Kommissioun eng Ouverture gemaach huet, eng Ouverture, wou se souwuel d'Seuilen eropgesat huet - an dat ass grad elo ganz wichteg -, d'Seuilen, wann een d'Kapitel 3.1. kuckt. Do konnt eng Entreprise unique bis zu 800.000 Euro kréien. De Seuil ass elo eropgesat ginn op 1,8 Milliounen. Duerfir wäerte mer - mir hunn iwwert déi lescht Woch schonn dorunner geschafft - eng Rei vun Ännerungen um Gesetz virhuelen.

Dir entschëllegt, ech kann net ze vill an den Detail goen, et ass eréischt muer am Regierungsrot. Just esou vill soll awer gesot sinn: Et wäerten Ännerunge kommen eebe grad fir jonk Entreprisen, fir do och d'Méiglechkeet ze ginn, d'Aide coûts non couverts vum Februar un ze kréien, dat heescht vu Februar un och déi jonk Entreprisen nach méi ze ënnerstëtze wéi iwwert d'Aide „relance". Déi Méiglechkeet hu mer, well d'Ouverturen elo do sinn.

D'nämmlecht ass awer och d'Verlängerung ..., an et gesäit een, dass mer d'Aidë bis Mäerz lafen hunn. Och muer wäert am Regierungsrot iwwert d'Verlängerung vun den Aidë bis de Mount Juni decidéiert ginn.

Et geet och drëm, dass déi Entreprisen, déi zou hunn, also eng Fermeture administrative hunn, 100 % vun den eligibele Fraise kéinte remboursëiert kréien. Et geet drëm, op där anerer Säit, den Takeaway ... Am Moment ass et esou: Den Takeaway gëtt am Fong vun den Hëllefen ofgezunn. Och do ass d'Ouverture do a mir hunn Texter - déi wäerte muer am Regierungsrot beschwat ginn -, fir 25 % vum Chiffre d'affaires ze immuniséieren, also déi net méi vun der Aide ofzerechnen. Dat kënne mer elo maachen, well mer dann d'Aide op den 3.1. setzen an net méi op den 3.12.

Op där anerer Säit gëtt awer och den „effet groupe" erausgeholl. Och dat gëtt eis also d'Méiglechkeet, déi individuell Entreprise ze kucken, net méi de ganze Grupp, fir och do méi Hëllefe kënnen ze ginn. An natierlech, wa mer vun neien Aiden a méi Aidë schwätzen, wou mer wäerte muer Decisiounen huelen, da wäert och de Plaffong an d'Luucht gesat ginn. Am Moment ass et jo plafonnéiert op verschidde Seuilen. Déi wäerten dann ëm 50 % an d'Luucht gesat ginn, fir kënnen alleguerten den Entreprisen esou ze hëllefen.

Dat sinn all d'Méiglechkeeten, déi et gëtt. Mee ech mengen, dass dat Wichtegst ass fir déi Secteuren, déi zou sinn, dat heescht den Horeca-Secteur, 25 % ze immuniséieren. Esou wäert et och méiglech sinn, eebe grad do ze hëllefen, fir déi, déi schaffen, ze encouragéieren, och weiderhin den Takeaway kënnen ze maachen. Also ze schaffen trotz Restriktioune soll sech lounen an dat kënne mer elo hei mat där Aide upassen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister. Ech wëll lech nach drop opmierksam maachen, datt d'Mikroen op menger lénker Säit am Sall leider net fonctionéieren. Mir entschëllegen eis duerfir! Duerfir, déi, déi bei der Majoritéit d'Wuert wëllen ergräifen, déi musse bei d'Riednerpult kommen, datt hir Aussoe kënnen enregistréiert ginn.

(Brouhaha)

4. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement

An da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Motioun.

(Brouhaha)

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Merci, Här President. Esou séier ginn déi Lénk dann zur Majoritéit erkläert. Mee dat ass, wann ee vun 33 da wëllt dreemen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Clement, Dir kommt och nach vläicht eng Kéier derbäi.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- A, ech fäerte ganz, datt iergendwann mäi Kabel och erausgezu gëtt.

Mee komme mer zur Saach: Ech hu gëschter ganz opmierksam dem Entwécklungshëllefsminister Franz Fayot nogelauschtert, wéi en iwwer COVAX geschwat huet a wéi en driwwer geschwat huet, wéi een den Zougang zu Vaccinen insgesamt op der Welt méi equitabel ka maachen an duerfir suerge kann, datt méi Länner Accès zu Vaccine kréien.

Ee grousse Problem, an ech mengen, dat ass generell bei medezinnesche Produiten esou, ass d'Patentrecht. An et gëtt glécklecherweis an Europa Ausnamen derfir an et kann een engersäits Verhandlungen acceleréieren, anerersäits kann een, wann d'Verhandlungen net zu engem zefriddestellenden Ofschloss kommen, och iwwert d'Zwangslizenzen, déi eent zu eent kompatibel mat den TRIPS- a mat de WTO-Accorde sinn, tatsächlech hei den Entwécklungslänner, an de Länner en voie de développement, besser gesot, entgéintkommen.

An deem Sënn wollt ech haut eng Motioun deposéieren, déi u sech eis Regierung géif invitéieren, fir

op internationalem Plang eebe grad Werbung dofir ze maachen, deen Outil ze benotzen, fir esou eeben de Länner, déi net eng eege Produktioun haut hunn, well d'Firmen deelweis net do wëllen, deelweis net do kënne produzéieren a well se och deelweis d'Rechter net hunn, fir et ze maachen, entgéintzekommen. Dat baséiert op engem EU-Reglement vun 2006, dat esou Zwangslizenzen explizitt virgesäit fir Firmen, déi an der EU ugesidelt sinn.

An ech weess, et ass e ganz komplext Theema, en Theema, dat awer ëmsou méi wichteg ass, wa mer erëm wëllen zu enger Welt kommen, an där mer fir jiddweree Vaccinen hunn an net nëmme fir déi, déi sech et leeschte kënnen.

Ech hu virdrun d'Chance gehat, fir ganz kuerz mam President vun der aussepolitescher Kommissioun ze schwätzen. Ech géif mech freeën, wa mer déi heite Motioun kéinten en sérénité an der Kommissioun behandelen an net hei à chaud quasi am Plenum missten diskutéieren, well et ass en technescht Theema an et ass en Theema, deem mer eis awer sollten unhuelen. Här President, duerfir ginn ech lech hei d'Motioun.

Motion

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- d'EU-Kommissiounspresidentin von der Leyen sot: "No one is safe until everyone is safe";

- den Direkter vun der WHO, den Tedros Adhanom Ghebreyesus, sot, dass, "the longer we wait to provide vaccines, tests and treatments to all countries, the faster the virus will take hold, the potential for more variants will emerge, the greater the chance today's vaccines could become ineffective, and the harder it will be for all countries to recover";

- laut British Medical Journal trieden all Mount eng bis zwou nei Sars-CoV-2-Mutatiounen op an am Fall, wou eng méi resistent Mutatioun optrëtt, bräicht d'Fuerschung Méint, fir hir Vaccinen deementspriechend unzepassen;

- d'International Chamber of Commerce huet an engem Rapport am Januar festgehalen, dass "the global economy stands to lose as much as $9.2 trillion if governments fail to ensure developing economy access to Covid-19 vaccines, as much as half of which would fall on advanced economies" a schätzt, dass wirtschaftlech Schied vu bis zu 3,9 % vum BIP a räiche Länner méiglech sinn;

- de Wirtschaftsminister sot den 10. Februar 2021 an der Chamber, dass d'Covid-19-Impfstoffer solle „fir jiddereen accessibel sinn" an „ee global ëffentlecht Gutt sinn, ee Bien public mondial, an och als solches da verfügbar sinn".

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- sech op europäeschem an internationalem Niveau dofir anzesetzen, dass Zwangslizenze fir d'Covid-19-Impfstoffer vergi ginn, esou wéi et och am EU-Reglement (EC) 816/2006 on compulsory licensing of patents relating to the manufacture of pharmaceutical products for export to countries with public health problems virgesinn ass.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

Den Här Cruchten freet direkt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. An och villmools merci dem Här Clement fir déi, mengen ech, ganz wichteg Fro, déi en opwerft. Mir hate gëschter schonn eng Kéier kuerz d'Geleeënheet, fir d'Theema unzeräissen, mee ech mengen, et ass eis alleguerten heibanne bewosst ginn, dass dat Theema, wéi de Sven Clement och elo gesot huet, ganz komplex ass an dass et wierklech derwäert ass, dass mer eis a Rou eng Kéier domadder befaassen.

Ech soen him och Merci, dass e mech virun der Sitzung schonn e bësse gewarnt hat, dass e mat där Initiativ géif heihinner kommen, an dass mer zesummen och ausgemaach hunn: „Jo, komm, mir briechen elo hei näischt iwwert de Knéi, komm, mir diskutéieren dat an der Kommissioun!" Ech schwätze mat dem Här Fayot, dee ganz bestëmmt ganz gär bereet ass, och séier an d'aussepolitesch Kommissioun ze kommen, fir dat an all senger Komplexitéit mat eis ze diskutéieren. Dann, sinn ech och iwwerzeegt, fanne mer eng gemeinsam Approche zu där Saach.

Jiddefalls, déi Propos géif ech maachen, wann d'Chamber domat d'accord ass, dass mer dat an der aussepolitescher Kommissioun an den nächsten Deeg eng Kéier wäerten op den Ordre du jour huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Ass d'Chamber d'accord mat der Approche, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun dann un d'Kommissioun verwisen.

(La motion de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

5. Question élargie n° 72 de M. Marc Hansen relative à l'offre privée croissante pour consultations médicales en ligne

Mir kommen dann elo zu der erweiderter Fro Nummer 72 vum Här Marc Hansen iwwert d'Zouhuele vun de private medezinneschen Online-Consultatiounen. Här Marc Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, Här Minister, d'Coronapandemie huet mat sech bruecht, datt och am medezinnesche Beräich méi schnell digital Léisunge gesicht an ëmgesat gi sinn, dëst zum Beispill am Beräich vun der Teleconsultatioun. Déi ass e Moyen, fir als Patient den Dokter kënnen ze consultéieren, ouni sech mussen ze deplacéieren an ouni am Wartesall enger Infektiounsgefor ausgesat ze sinn.

Teleconsultatioun gëtt zu Lëtzebuerg engersäits zanter Abrëll vun der eSanté ugebueden, wat jo den offiziellen Acteur vum Lëtzebuerger Staat ass fir d'Digitalisatioun am Santésberäich. Den 9. Abrëll 2020 huet d'Regierung an engem Communiqué gesot, datt dës Teleconsultatiounen iwwer eSanté no zwou Woche scho vu 600 Doktere genotzt goufen, datt 4.000 Patiente sech ageschriwwen hätten an 3.000 Teleconsultatioune scho stattfonnt hätten. Interessant wär ze wëssen, wéi déi Zuele sech mëttlerweil entwéckelt hunn.

Anerersäits gëtt et och mindestens eng Privatfirma, déi vun der Coronapandemie profitéiert huet, fir och op de Wee ze goen, fir en Teleconsultatiounsoutil unzebidden, an zwar eng Lëtzebuerger Firma, déi spezialiséiert ass, fir Online-Rendez-vousen am Gesondheetsberäich ze verwalten, an dat och international. D'Plattform huet de 25. Mäerz mat der Online-Consultatioun ugefaangen an huet bis an den Dezember 2020 31.000 Teleconsultatioune gehat. Dëst spigelt e gewëssene Succès erëm an och e Besoin.

Zu den Teleconsultatiounen am Allgemengen hätt ech follgend Froen. Éischtens: Wéi eng Akte kënnen haut iwwert dëse Wee ofgerechent ginn? A wat ass an Zukunft geplangt? Bei all digitale Solutiounen, déi perséinlech Donnéeë betreffen - a Gesondheetsdonnéeë sinn extreem perséinlech Donnéeën -, stellt sech natierlech d'Fro vun der sécherer Dateniwwermëttlung an der Datenofspäicherung.

Duerfir meng zweet Fro: Sinn déi Videoconsultatiounen zum Beispill „end-to-end"-verschlësselt, datt garantéiert ass, datt kee matlauschtere respektiv matkucke kann? Gëtt et kloer Krittäre fir d'Sécherheet vun den Teleconsultatiounen, datt all d'Outilen op deem selwechte Sécherheetsstandard sinn? A wien ass zoustänneg, fir d'Krittären ze definéieren an d'Online-Outilen ze validéieren?

An Zukunft wäert et awer net bei der Teleconsultatioun bleiwen. Déi genannte Plattform denkt drun, och aner Outilen unzebidden. Esou wëllt se den digitalen Informatiounsaustausch tëschent dem Patient an dem Dokter vereinfachen, datt de Patient dem Dokter Ënnerlage wéi Bluttanalysen oder Rëntge kann digital zoukomme loossen. Hei stellt sech natierlech och d'Fro vun der Confidentialitéit an der Sécherheet. Wat sinn d'Sécherheetsstandarden, fir Donnéeë kënnen digital ze iwwermëttelen a fir se beim Dokter kënnen ofzespäicheren? Oder gëtt sech do just op d'GDPR verlooss?

Fir mech perséinlech wär et wichteg ze wëssen, wou meng digital Gesondheetsdonnéeën ofgespäichert sinn. D'eSanté seet, datt déi op engem unerkannte Lëtzebuerger Serveur leien. Dat ass gutt an ech wëll dat och gleewen, mee wéi ass et mat privaten Ubidder a mat de Professions de santé? Leie meng Donnéeën eventuell an enger Cloud iergendwou op engem anere Kontinent?

Här President, mir stinn am Ufank vun der Entwécklung vun der Telemedezinn. Dat fänkt elo u mat der Teleconsultatioun a geschwë kënnt de Remboursement accéléré iwwer eng App. Iwwregens sinn d'Gesondheetsappen amgaange wéi Champignonen aus dem Buedem ze spriissen: Analyslaboen, d'Caisse Médico, all hu se eng App, och d'AMMD huet eng entwéckelt. All dës Appe gi permanent weiderentwéckelt an et weess een net, wouhin dat Ganzt steiert.

An der Zukunft wäert et och méiglech sinn, biologesch Mesuren iwwer Distanz ze huelen. Och hei stellt sech d'Fro: Wien däerf d'Gesondheetsdonnéën erfaassen a späicheren? A wien definéiert de Kader? Gi mer éischter an eng Richtung, wou d'eSanté eng Struktur opbaut a wou aner Prestatairë sech kënnen undocken? Oder däerfe Privatfirmen developpéieren, wat se wëllen, an de Staat kontrolléiert just, ob den Outil dateschutzkonform ass?

Ech stellen dës Fro och, well ech net richteg gesinn, wou den DSP an deem Ganze steet. D'Zil vum DSP ass, datt d'Donnéeë vun engem Patient gutt ofgesécher op enger Plaz stockéiert sinn, datt all Prestataire mam Accord vum Patient kann drop zréckgräifen an datt de Patient net muss säi Patientendossier vun engem Dokter zum anere schleefen, weeder analog nach digital.

Wann awer elo méi digital Ubidder sech Konkurrenz maachen an d'Donnéeë stockéieren, da besteet de Risiko, datt net all d'Donnéeë vun engem Patient op enger Plaz leien an den Zweck vum DSP ënnergruewe gëtt. Wéi gëtt garantéiert, wann e Patient en aktivéierte Patientendossier huet, datt seng Donnéeë vun aneren digitale Plattformen och all am DSP ofgespäichert ginn? A wéi gëtt d'Sécherheet op dëse Schnëttstelle garantéiert? U sech ass d'Fro: Wéi gesäit déi gesamt Strategie aus?

Ech soen dem Här Minister elo scho Merci fir d'Äntwerten op meng Froen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Romain Schneider a Vertriedung vun der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale, en remplacement de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.*- Jo, merci, Här President. Merci och dem Marc Hansen, fir dëse Sujet hei unzeschwätze respektiv dës Froen och ze stellen. Ech erlabe mer och, d'Ministesch ze entschëllegen, déi e bësse méi spéit an d'Chamber wäert komme wéinst anere Verflichtungen. Mee well mer awer ganz enk zesummeschaffen, virun allem och grad am Volet vun der Agence eSanté, e Beräich engersäits ofgedeckt iwwert d'Santé, anerersäits iwwert d'CNS, ass et een Domän, deen ech selwer och suivéieren an natierlech och an dem Fong och kennen.

Ech mengen, et gouf richteg hei ugeschwat, datt sech eigentlech grad wärend der Covidpandemie ee Volet entwéckelt huet, an dat och gutt, méi séier, wéi een eigentlech gemengt hat, dat war d'Teleconsultatioun, déi e wichtegt Element war, mengen ech, vum Kontakt an der Consultatioun tëscht op där enger Säit dem Dokter, dem Zänndokter, der Sage-femme entre autres, an awer virun allem och dem Patient.

Wat ware grad wärend där Zäit d'Avantagen? Ech mengen: e séieren Accès, deen ee krut, fir effektiv eng Videokonferenz ze organiséiere mat sengem Dokter, op där anerer Säit awer och Dokumenter, elektronesch Dokumenter, séier kënnen ze kréien, ouni sech mussen ze deplacéieren, Kontakter ze hunn, an ech mengen, datt een domadder virun allem och probéiert huet, d'Sécherheet souwuel vun de Professions de santé wéi natierlech och vun dem Patient kënnen ze garantéieren.

Wéi effektiv am Mäerz 2020 d'Agence eSanté den Appel d'offres gemaach huet bei den industriellen Ubidder, déi et dobaussen gëtt, dat op Basis vun engem Cahier des charges, ass et duerno ugaangen, datt um Marché eng Firma erausgesicht ginn ass, déi dës Bedingungen erfëllt huet, souwuel technescher wéi och sécherheetsméisseger Natur, an op där anerer Säit, mengen ech, mir virun allem och ugefaangen hunn, dunn de System en place koum. Dat ass relativ schnell geschitt, esou wéi wärend der Covidzäit eng ganz Rei Saache séier en place gesat goufen. An natierlech - ech kommen herno drop zréck - musse mer no enger Analys, déi mer wäerte maachen no dëser Zäit, och kucken, wéi mer, an dat, mengen ech, och dauerhaft, esou e System kënnen en place loosse mat warscheinlech och enger ganzer Rei vu legalen Texter, déi ee muss adaptéieren, fir hei och déi Sécherheet ze stellen, déi zu Recht a Fro gestallt gouf vum Marc Hansen.

Fir vläicht op e puer Zuelen anzegoen: Zënter der Mise en place vun dëser nationaler Plattform hu mer eng 707 Professionnels de santé, déi en aktive Kont hunn. Mir hunn doniewent iwwer 9.173 Patienten, déi ageschriwwe sinn, an et goufen am Ganzen eng 17.233 Dokumenter echangéiert. Dat weist, datt also dat Ganzt e gewësse Succès huet, dee sécher nach ausbaufäeg ass.

An ech muss lech och soen, datt dee System och elo nach en place ass an datt mer awer musse kucken: Wéi geet e virun? An dat, mengen ech - ech kommen herno drop zréck - gesi mer op zwee Voleten, engersäits um Gesondheetsdësch. Do hu mer e spezielle Grupp ageriicht, fir ze kucken, deen dote ganze Volet ze traitéieren. Do hu mer jo iwwregens an der Chamberskommissioun oder an enger Jointe de 24. Februar e Rendez-vous, fir de Punkt ze maachen iwwert dat, wat bis elo gelaf ass am Kader vum Gesondheetsdësch a virun allem och an dësem Volet.

Fir konkreet Froen, déi hei gestallt goufen, vläicht kuerz ze beäntweren: Wat fir eng Akte sinn an der Teleconsultatioun hei ugepeilt? Wat fir eng ginn ofgerechent a wat fir eng sinn an Zukunft geplangt? Vläicht: Déi éischt - ech mengen, déi sinn am einfachsten ze beäntweren -, dat sinn natierlech all déi, déi d'Dokteren an d'Zänndoktere betreffen. Si kënnen hei hir normal Consultatioun iwwer Teleconsultatioun maachen an dobäi natierlech och elektronesch Ordonnancë verschécken. Och Psychiateren oder aner Dokteren, déi qualifizéiert an der Psychiatrie sinn, kënnen déi klassesch Psychotherapiesessiounen ofhalen an der Form vun enger Teleconsultatioun. D'Sage-femmë kënnen natierlech och hir Sessioune maachen, fir sech op eng Grossesse a Gebuert virzebereeden, an och d'Méiglechkeet fir verschidde Prescriptiounen ass hei direkt ginn, dann och d'Orthofonisten. Déi klassesch Reeducatiounsconsultatioune kënnen hei gemaach ginn, sou wéi och Dieteticiennen hei kënnen déi eenzel Consultatiounen an Teleconsultatiounen an deem Beräich ubidden.

All dat ass ganz séier geschitt, wéi ech gesot hunn, am Kader vum Covid. An et muss een elo - an ech mengen, dat ass och d'Léisung fir d'Zukunft - aus dësen Experienze léieren, kucken, wat gutt, wat schlecht ass a wat virun allem och muss elo hannendru gereegelt ginn, fir deem Ganzen e legale Kader ze ginn, deen natierlech muss ugepasst ginn, engersäits souwuel bei de Professionellen, fir do Garantien ze hunn, op där anerer Säit awer och, fir de Patient a verschiddene Beräicher ze schützen.

D'Basis ass sécher do: engersäits sécher direkt d'Basis vun der Deontologie vun den Dokteren, déi sech och op Teleconsultatioune bezitt - doduerch si schonn eng ganz Rei Saachen ofgedeckt, hei muss ee vläicht no der Analys nach eenzel Prezisioune maachen -, dann awer och de wëssenschaftleche Volet. Et muss ee kucken: Wéini ergëtt et sech, eng Teleconsultatioun ze maachen, wéini eng normal Consultatioun, wéini vläicht, déi zwou zesummen ze maachen? Da mussen awer och d'Sécherheetsaspekter ganz genau gekuckt ginn, an dat virun allem och am Bezuch op d'Cybersecurity.

An dann awer och wichteg: D'Traçabilitéit vun der Dokumentatioun ass e wichtegen Theema, deen och muss, mengen ech, gekläert an zum Deel dann och geännert ginn. Et ass also net onbedéngt, wéi ëmmer gemengt gëtt, d'Technik, déi e Problem duerstellt, mee virun allem muss hannendru villes ofgekläert ginn, wann een den Oflaf kuckt, fir ze assuréieren, datt dëse villverspriechende Complement, deen effektiv hei geschaaft gouf zu deenen normale Consultatiounen, sech och virun optimal kann entwéckelen.

Dat geet, mengen ech, och ganz kloer am Allgemengen Hand an Hand mat där ganzer Entwécklung, déi jo am eHealth-Beräich leeft, do, wou et ëm d'Sécherheet a virun allem och d'Datentransferten, awer och d'Datespäicherung geet, fir déi een och zoustänneg ass, a wou natierlech och déi eenzel Krittäre fixéiert sinn, besonnesch wann ëmmer méi, wéi och hei gesot, privat Firmen eeben op de Marché kommen, fir hei wëlle matzemaachen.

Bei der aktueller Teleconsultatioun gi praktesch keng medezinnesch Daten iwwert dës Consultatioune generéiert. Et ass éischter eng administrativ Léisung, déi hei fonnt gëtt, fir op Distanz Consultatiounen ze maachen. Den Dokter muss also seng medezinnesch Donnéeën a sengem lokalen Informatiksystem späicheren an doduerch ass och de Kader an deem Moment do gesat.

Dëst ass awer fir mech e wichtegen Aspekt an der Teleconsultatioun, fir déi och virun allem virunzebréngen. A virun allem, mengen ech, soll een dat och maachen, fir d'Informatiounen, déi wichteg Informatiounen, déi een do huet, och dem Dokter, dem System musse kënnen zur Verfügung ze stellen, fir och kënnen eng optimal an eng wäertvoll Behandlung ze maachen.

Hei ass e Beräich, mengen ech, wou immens vill Potenzial ass, fir effektiv nei Saachen auszeschaffen. An hei huet natierlech d'Agence eSanté eng wichteg Roll ze spillen. Si schaffen de Moment och u konkreete Konzepter, déi ausgeschafft ginn. An doniewent, parallell dozou, mussen awer déi néideg Reegelen a Moossnamen ëmgesat ginn, fir datt eebe grad och Privatfirmen do kee falsche Fräiraum geschaf kréien. D'Sécherheet an d'Protektioun vum Patient stinn hei ganz kloer un éischter Stell.

Den Här Hansen huet awer och den DSP ugeschwat respektiv och d'Verbindung mam DSP. Ech mengen, dat ass natierlech och e ganz wichtegen Aspekt net nëmme fir d'Teleconsultatioun, mee am Allgemengen. Mir si jo amgaangen, drun ze schaffen, fir datt d'Agence eSanté nach méi Méiglechkeete kritt fir ofzesécheren, datt all wichteg Informatioun fir de Patient automatesch a säin Dossier kënnt, datt se also do ka verschafft ginn, dat virun allem och als Basis vun enger optimaler medezinnescher, séierer, awer och qualitativ gudder Berodung an engem Traitement, deen do ka stattfannen. An déi spéider Teleconsultatiounsoutile mussen natierlech garantéieren, datt se interoperabel si mam DSP, well dat si wichteg Daten, déi automatesch dann och mussen am Dossier leien.

Vläicht zum Schluss géif ech soen, datt mer an der Regierung jo grad duerch de Gesondheetsdësch, deen ech d'Chance hunn, zesumme mat der Gesondheetsministesch, déi an der Tëschenzäit agetraff ass, kënnen ze presidéieren an deene sechs

Gruppen, déi mer eis do gesat hunn, a wou mer, wéi gesot, de 24. Februar wäerten an d'Kommissioun kommen ..., dat, fir en éischte Bilan ze maachen, wat an deene Gruppe gelaf ass, fir éischt konkreet Projeten och eriwwerzeginn, déi do schonn an d'Weeër geleet goufen an déi mer och kënnen op de Wee ginn, awer alles zesumme mat de Partner souwuel aus dem Beräich vun de Professions de santé wéi awer och de Vertrieder vun de Patienten. Do muss en Zesummespill kommen. An ech mengen, dat ass amgaangen ze entstoen. An ech mengen, de Gesondheetsdësch ass eng exzellent Plattform, fir dat kënnen ze diskutéieren.

An an där Diskussioun lafe grad am Kader vum GT5 Diskussioune mat all deenen Acteuren, fir eeben och hei eng eenheetlech Approche am Beräich vun deene ganzen Traitementer vum Beräich eHealth respektiv och deenen neien elektroneschen Hëllefsleeschtungen ze kréien. Déi Diskussioun leeft do a wäert sécher och virulafen, fir se duerno ganz kloer ze kadréieren.

Bon, ech soe Merci fir d'Nolauschteren a virun allem emol Merci fir dës Fro, déi, mengen ech, ganz wichteg ass an op déi mer mat Sécherheet an deenen nächste Méint a Joren nach eng Kéier wäerten zréckkommen. Merci bien.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Sozialminister. D'Madamm Reding ..., also d'Parole après ministre ass net virgesinn an dëser Prozedur vun de Froen.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Här President, ech verspriechen och, datt ech kee Problem schafen. Ech wollt just Merci soen, well dat war ganz wichteg, wat mer hei gesot krute fir déi zukünfteg Entwécklung. Et gëtt just eppes, wat net bemierkt ginn ass, an ech mengen, dat soll ee matabezéien, wann een un déi Saachen dann denkt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Reding, mir sinn hei net an där doter Prozedur, datt Dir kënnt Positioun huelen.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Loosst mech just ... D'Apdikten, d'Apdikten ..., well et muss een nämlech d'Apdikte mat abannen, soss huet d'Teleconsultatioun kee Sënn. Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci fir d'Versteesdemech, Madamm Reding.

6. 7332 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la santé et modification

1° de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

2° de la loi modifiée du 25 novembre 1982 relative aux organes destinés à la transplantation ;

3° de la loi modifiée du 7 août 2012 portant création de l'établissement public « Laboratoire national de santé »

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7332 iwwert d'Kreatioun vun engem Observatoire national de la santé. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgehalen. An d'Wuert huet d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Francine Closener *(LSAP), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Politik gëtt gär mat knackege Begréffer a Superlativen hantéiert, dacks zu Onrecht, awer heiansdo och mat Recht. An haut ass dat de Fall.

Mir ginn haut de Startschoss vun enger neier Ära an der Lëtzebuerger Gesondheetspolitik, well mer mam Observatoire national de la santé en Instrument schafen, dat net nëmmen der Politik, mee sämtlechen Acteuren am Gesondheetswiesen, de Patienten a finalement all Eenzelem Interesséierten zouverlässeg, aktuell a faktebaséiert Äntwerte gëtt op d'Fro „Wéi gesond ass Lëtzebuerg haut? A wat musse mer maachen, fir datt et gesond bleift respektiv méi gesond gëtt?"

Natierlech gëtt et haut schonn eng Hellewull Daten a wëssenschaftlech Expertis iwwer eist Gesondheetswiesen, mee d'Coronapandemie an d'Gestioun vun der Kris hunn nach eemol ganz däitlech gemaach, wéi wichteg et ass, all déi Donnéeën net nëmmen ze hunn, mee se ze vernetzen, fir dorauser séier an effikass déi richteg Konklusioune kënnen ze zéien.

Den Observatoire national de la santé ass en indispensabelt Instrument, fir e méi detailléierten an onofhängegen Iwwerbléck ze kréien iwwert d'Gesondheet vun eiser Populatioun, iwwert d'Entwécklung vu Krankheeten, iwwert de Fonctionnement an d'Qualitéit vum Gesondheetssystem a finalement iwwert d'Besoine vun de Ressourcen a puncto Personal, Better an Equipement.

Et ass jo evident, datt et mat Hëllef vun esou engem Iwwerbléck, mat Hëllef vun Analysen a Statistiken, jee, mat esou engem Wëssen, manner komplizéiert gëtt, fir déi richteg an noutwendeg Decisiounen ze huelen am Fall vun enger Urgencësituatioun, mee och a virun allem, fir kuerz-, mëttel- a laangfristeg Gesondheetspolitik opgrond vu kloren Donnéeën ze maachen.

Domat, Här President, hunn ech Sënn an Zweck vum Observatoire de la santé graff resuméiert. Erlaabt mer awer trotzdeem, e wéineg méi an den Detail ze goen.

D'Missioun vum Observatoire ass, wéi den Numm et scho seet, d'Gesondheet an d'Gesondheetsversuergung vun der Populatioun ze observéieren, dat heescht, Dateninformatiounen ze sammelen, zesummenzebréngen, a Relatioun ze setzen, ze analyséieren an dorauser och Konklusiounen ze zéien, zum Beispill fir d'Besoinen a Saache Preventioun, Traitementer, Material, Servicer a Personal auszemaachen an der Ministesch dann déi deementspriechend Recommandatiounen ze maachen.

Den Observatoire gëtt also eng determinant Orientatioun bei der Ausriichtung vun der Gesondheetspolitik. Aktuell gëtt et natierlech scho ganz vill Donnéeën a verschiddene Beräicher, op verschiddene Plazen, vu verschiddene Gremien, Instanzen a Verwaltungen, zum Beispill an de Ministèren, an der Santésdirektioun, bei der Sécurité sociale, bei der Gesondheetskeess, um Statec, an de Spideeler, op der Uni, an de Centres de recherche, bei den Dokteren, am Conseil supérieur vun de Gesondheetsberuffer an nach op ganz villen anere Plazen. D'Lëscht ass laang.

Et geet elo drëm, net nëmmen all dës wäertvoll Informatiounen ze sammelen an openeenzeleeën, mee och ze kucken, wou a wéi eng Donnéeën eigentlech nach feelen, fir datt séier ka Remedur geschafe ginn a fir da finalement e méiglechst komplett Bild ze kréien. Opgrond dovu ginn dann Avisen, Virschléi a Recommandatioune gemaach. Den Observatoire ass deemno net nëmmen eng Beobachtungsstell, mee huet och ganz kloer eng Beroderfonctioun vis-à-vis vum Ministère, wann et drëm geet, Prioritéiten an der Gesondheetspolitik festzeleeën.

Här President, d'Iddi, fir esou en Observatoire ze schafen, gëtt et schonn zimmlech laang a mäi Kolleeg Mars Di Bartolomeo wäert herno och op den Historique agoen. D'Kreatioun vum Observatoire gouf 2013 am deemolege Koalitiounsaccord festgehalen an déi deemoleg Gesondheetsministesch Lydia Mutsch huet de Projet de loi am Juli 2018 deposéiert.

An deenen zweeanhallef Joer, déi an Tëschenzäit vergaange sinn, huet de Projet dunn e wéineg eng aner Nues kritt. Ech kommen herno drop zréck. Virop awer e puer Wuert zu der Organisatioun an der Struktur, wéi et elo haut am haitege Gesetzestext zum Vott steet.

Den Observatoire national de la santé steet ënnert der Autoritéit vun der Santésministesch, e schafft awer en toute indépendance, souwuel, wat seng Outilen ugeet, wéi och, wat seng Feststellungen oder Propositioune betrëfft.

Et gëtt eng Administration publique, fir déi Fonctionnairë respektiv Employés a Salariés de l'État recrutéiert ginn, eng ëffentlech Verwaltung wéi gesot ënnert der Autoritéit vum Santésminister, mee am Déngscht a pilotéiert vun engem Conseil des observateurs. Wat d'Kompositioun vun deem Conseil ugeet, dee setzt sech aus néng Experten aus verschiddene wëssenschaftleche Beräicher zesummen, déi sënnvoll an nëtzlech si fir den Observatoire, Experten aus de Beräicher Epidemiologie, Santé publique, Analys vu Gesondheetssystemer, Gestion des registres, Etüd vum Gesondheetszoustand, Gesondheetsstatistik, Économie de la santé, Demografie an dann - an dat op explizitt Demande vun der parlamentarescher Santéskommissioun - kënnt och en Expert an de Conseil aus dem Beräich „patient-reported outcome measures", deen also d'Vue an och de Vécu vun de Patiente materabréngt. Et ass e wichtegen Domän, schliisslech geet et jo eigentlech an éischter Linn ëm de Patient.

Un der Spëtzt vum Observatoire steet de President, dee souwuel aus dem Secteur public wéi och aus dem private Beräich ka kommen. En ass an engems och den hierarchesche Chef vum Personal vum Observatoire a gëtt iwwert Arrêté grand-ducal op Propos vum Minister nominéiert. D'Observateure sinn nominéiert fir siwe Joer, hiert Mandat kann erneiert ginn.

An dann ass et och wichteg ze ernimmen, datt den Observatoire zu all Moment an zu all Theema kann Experte vu baussen erunzéien, an zwar do, wou en et selwer fir néideg hält. Et war der Santéskommissioun wichteg, dat esou festzeleeën a virun allem manner restriktiv ze sinn wéi urspréinglech virgesinn.

Zu de Missiounen dann: Dem Observatoire seng Aufgab ass natierlech d'Evaluatioun vum Gesondheetszoustand vun der Bevëlkerung, vun de Krankheeten, vun der Stierflechkeet, vum Risikoverhalen an de Facteuren, déi eng Auswierkung op d'Gesondheet vun der Populatioun hunn, vun der Qualitéit, der Effizienz, der Accessibilitéit vum System an eventuell den Inegalitéiten zwëschent de verschiddene Bevëlkerungsgruppen. Eng aner Missioun besteet doran, d'Entwécklunge vun de Ressourcen ze suivéieren an ze kucken, ob mer oder ob mer eeben net genuch Leit hunn an deene verschiddene Beruffer, fir déi sanitär Besoine vun der Populatioun ofzedecken - Stéchwuert: Étude LAIR. Mir hu schonn dacks hei iwwert dat Theema geschwat a mir wäerten och nach doriwwer diskutéieren.

Donieft huet den Observatoire d'Aufgab, Informatiounen an Donnéeën ze veröffentlechen - nach eng Kéier -, evidenterweis iwwert de Gesondheetssystem an den Zoustand vun der Bevëlkerung, an och eebe Resultater iwwert d'Besoinen u Personal. E muss, wéi scho gesot, dem Minister Prioritéiten an der ëffentlecher Gesondheet proposéieren, Prioritéiten, déi a sech als Konklusioun aus sengen Etüden ervirginn.

A last but not least ass et och um Observatoire, fir d'Carte sanitaire opzestellen am Kader vum Spidolsgesetz an dem Spidolsplang. Un Aarbecht feelt et also wierklech net!

Fir all dës ënnerschiddlech Missiounen ze erfëllen, definéiert den Observatoire en Tableau de bord mat Indicateuren, déi den internationale Verglach erlaben. E sammelt zentraliséiert Donnéeën an Informatiounen, weist op Beräicher hin, an deenen esou Daten nach feelen. Déi Donnéeë kommen natierlech net vun aleng. Den Observatoire kritt déi Donnéeën an Informatiounen, déi e brauch, vun den ëffentlechen Administratiounen, den Établissements publics, aneren Organismen, wuelverstane pseudonomiséiert an am Respekt vum Dateschutz.

An op Basis dovunner mécht den Observatoire Analysen, Etüden an ënnerschiddlech Rapporten, all Joer e Rapport d'activités annuel plus een thematesche Rapport iwwert de Beräich, deen e selwer als prioritär ugesäit. All dräi Joer kënnt dernieft en nationale Rapport eraus iwwert de Gesondheetszoustand vun der Population, d'Déterminants de la santé an de Gesondheetssystem plus eng Beschreiwung, eng Analys an eng Evaluatioun vun deene verschiddene Gesondheetspoliticken. Dës Rapporte ginn natierlech veröffentlecht an un d'Regierung an d'Chamber kommunikéiert.

Här President, zousätzlech gëtt vun dësem Projet de loi profitéiert, fir zwee aner Gesetzer unzepassen. Engersäits geet et ëm den Don d'organes an d'Obligatioun vum Dokter, fir am DSP, dem Dossier de soins partagé, ze kucken, ob de Patient do Dispositiounen a Saachen Organspend gespäichert huet, notamment eng Déclaration d'opposition par rapport zum Prelevement vu sengen Organer no sengem Doud.

Anerersäits geet et ëm d'Gesetz vum LNS, dem Staatslabo. D'Modifikatioune concernéieren d'Missioune vum LNS an deem Sënn, datt de Staatslabo och Analysen a Kontrollen am Kader vum Konsumenteschutz a fir den zoustännege Ministère ka maachen, datt déi Missiounen e legale Kader kréien.

Zréck awer nach bei den Observatoire de la santé, bei d'Weiderentwécklung vum Projet an déi verschidden Avisen. Am initiale Projet de loi, wéi en am Juli 2018 deposéiert war, war nach eng aner Struktur virgesinn, nämlech mat engem Conseil des observateurs, dee sech aus héije Vertrieder vu Ministèren an Acteuren aus dem Santésberäich zesummegesat hätt, assistéiert da vun engem zweete Conseil, engem Conseil scientifique, deen déi wëssenschaftlech Qualitéit vun der Aarbecht hätt solle garantéieren.

2019 koum et dunn awer no engem Gespréich tëscht dem deemolege Gesondheetsminister an dem Staatsrot zu Regierungsamendementer, déi eebe virgesinn, datt dee Conseil des observateurs zesummegesat gëtt aus Experten aus verschiddene Beräicher an engem Observatoire, deen als ëffentlech Verwaltung fonctionéiert, mat un der Spëtzt engem President, deen och à plein temps fir déi Aufgab disponibel ass.

Déi nei Orientéierung an an engems och Entpolitiséierung vum Observatoire national de la santé ass allgemeng begréisst ginn an der Gesondheetskommissioun, mee zu engem gudden Deel awer och an deene verschiddene Stellungnamen zum Projet de loi.

Effektiv haten déi verschidde Beruffschamberen, Organisatiounen, Vertriedungen aus dem Gesondheetsberäich an hiren Avisen zu der initialer Zesummesetzung vum Observatoire alleguerte gefrot, datt hire Beräich och oder nach méi sollt am Observatoire vertruede sinn.

De Risiko wär dobäi natierlech gewiescht, eng schwéierfälleg administrativ Struktur ze schafen, wou déi verschidden, deels entgéintgesaten Interête riskéiert hätten, sech eeben an Interessekonflikter ze verléieren. Wéi d'Gesondheetsministesch Paulette Lenert et an der Kommissioun och sot: „Et ass méi am Sënn vun der Saach, e Panel ze hu vun Experte wéi e weidert politescht Organ am Genre vum Gesondheetsdësch." Elo ginn d'Observateuren opgrond vun hire Kompetenze genannt an net, well se e bestëmmten Organisme vertrieden. An d'Kommissioun huet dat, wéi gesot, ausdrécklech och begréisst.

Dann nach e puer Wuert zu de Froen, déi an der Kommissioun an och an den Avisen opgeworf goufen. Wéi ass et mam Beräich „santé au travail"? Abee, déi ass souwisou Partie intégrante vun der ëffentlecher Gesondheet, gëtt also d'office hei matgekuckt - Stéchwuert „Health in All Policies".

Da gouf och d'Fro vun der Neutralitéit opgeworf: Déi ass garantéiert, och wann d'Struktur ënnert der Autoritéit steet vum Gesondheetsministère, mee dat ass jo näischt Ongewéinleches. Wat dann d'Prozeduren an d'Modalitéiten a puncto Fonctionnement ugeet, déi stinn alleguerten an engem Règlement grand-ducal, deen der Kommissioun transmettéiert gouf.

A finalement ass méi dacks d'Fro komm vun der Saisine. Do ass de Projet de loi kloer: Den Observatoire ka sech autosaiséieren an de Gesondheetsminister kann e saiséieren a soss keen. Eng aner Saisine vu baussen ass net virgesinn. Bon, firwat net? Ma well den Observatoire soss géif riskéieren, vu verschiddene Lobbyen an Interessegruppen am Fong zougeschott a paralyséiert ze ginn.

Et ass natierlech awer fir jidderee méiglech, entweeder mat sengem Uleies iwwert de Ministère ze fueren, fir datt en Theema behandelt an analyséiert gëtt, an anerersäits ass och duerch déi breet an divers Besetzung vum Conseil garantéiert, datt all relevant Theeme behandelt ginn duerch Autosaisine. Sécherlech wäert den Observatoire pertinent Propose vun de Forces vives aus dem Santésberäich opgräifen. Natierlech kann en awer och net alles gläichzäiteg maachen.

D'Chambre des Fonctionnaires huet dann nach eng Kritik formuléiert, datt de President och aus dem Secteur privé ka kommen. Et ass nun awer emol esou, datt déi meescht Acteuren am Santésberäich ënner privatem Statut schaffen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach e puer Wierder zur Prozedur. D'Schafe vum Observatoire stoung, wéi gesot, 2013 am Regierungsprogramm. 2018 gouf de Projet de loi deposéiert. 2019 am Fréijor diskutéiere Ministeren a Conseil d'État iwwert d'Struktur. Doropshi kënnt et am Juli 2019 zu enger éischter Serie vu Regierungsamendementer, déi déi Changementer an der Struktur an an der Zesummesetzung virgesinn, déi ech virdrun ernimmt hunn. Am September 2019 läit den Avis vum Staatsrot vir, am Januar 2020 dann eng zweet Serie vu Regierungsamendementer, am Mäerz den éischten Avis complémentaire vum Conseil d'État an dann am November - bedéngt duerch d'Pandemie hate mer do e puer Méint Zäit verluer - kommen déi parlamentaresch Amendementer, virun allem fir sécherzestellen, datt och d'Interête vum Patient vertruede sinn an d'Observateure Suppleantë kréien, am Dezember 2020 finalement den zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et stëmmt, datt dëse Projet de loi relativ laang Zäit gebraucht huet vum éischte Konzept an Entworf bis haut, wou en zum Vott steet. Dat kann een engersäits bedaueren, anerersäits sinn awer déi Changementer, déi de Projet matgemaach huet, sënnvoll, nëtzlech. En plus, elo, wou d'Pandemie an hire Krisemanagment nach ëmmer voll amgaange sinn, ass eis nach eemol virun Ae geféiert ginn, wéi wichteg et ass, all eis Efforten ze bündelen, aktuell fiabel Donnéeën ze hunn, ze kréien an ze vernetzen, zesummenzeschaffen.

Dësen Observatoire ass en decisiivt Puzzlesték, fir eis Gesondheetsversuergung ze optimiséieren, en Instrument, op dat mer net kënne verzichten. An ech si wierklech frou, datt déi successiv Gesondheetsministeschen a -ministeren un dëse Projet gegleeft, dorunner festgehalen an e konsequent verbessert hunn.

D'Gesondheet ass net alles, mee ouni Gesondheet ass alles näischt! Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Rapportrice Francine Closener villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken der Rapportrice, dem Francine Closener, e grousse Merci fir den ausféierleche schréftlechen, awer och mëndleche Rapport.

Ech schwätzen hei amplaz vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Jean-Marie Halsdorf, deen ech hei ganz häerzlech wëll gréissen an deem ech virun allem eng gutt Besserung wëll wënschen.

Hien huet mech am Virfeld gutt gebrieft, well hien ass eise Responsabele fir dësen Dossier, an ech kann dat dann de Mëtten hei vun him iwwerhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Mischo *(CSV)*.- De Rapport vun der Madamm Closener huet gewisen, datt an deene leschten zweeanhallef Joer vill un dësem wichtegen Text geschafft gouf. Dat ass och gutt, well den Text ass doduerch besser ginn.

Wann ee sech als Land a sengem Gesondheetssystem esou e wichtegen Outil gëtt wéi en Observatoire national de la santé, da soll ee sech och déi néideg Zäit huelen, fir dat gutt ze duerchdenken, all concernéiert Acteuren ze héieren an och méiglech Iddien, déi um Dësch leien, op d'mannst ze diskutéieren. Villes dovun ass gemaach ginn an doduerch ass den Text esou evoluéiert, datt den neien Observatoire national de la santé eng reell Plus-value sollt gi fir eise Gesondheetssystem.

D'CSV huet sech och am Walprogramm 2018 ganz kloer fir d'Schafe vun engem Observatoire national de la santé ausgeschwat. Vun dohier läit et op der Hand, datt mir vum Prinzip hier den Text, dee mir haut stëmmen, begréissen.

Am éischten Entworf vum Text war e Conseil virgesi mat néng Observateuren, dëst wiere Vertrieder vu verschiddene Ministèren, Administratiounen a Santésgremie gewiescht. Assistéiert gi wiere si vun engem Conseil scientifique vu fënnef Memberen aus dem wëssenschaftleche Millieu.

Op déi éischt Avisen hin ass et am Juli 2019 zu enger Serie vun Amendementer komm an d'Kompositioun vum Observatoire national de la santé ass geännert ginn. De Conseil scientifique ass ofgeschaaft ginn an de Conseil des observateurs ass an e Gremium vu wëssenschaftlechen Experten ëmgewandelt ginn.

Mir begréissen dës Modifikatioun ausdrécklech. Doduerch gëtt et guer keng politesch Kompositioun méi, mee just nach eng reng wëssenschaftlech. Hei besteet dann och kee Risiko méi vun engem Waasserkapp vu Gremien, mee et ass nach ee Gremium mat Suppleanten, déi sech ëm d'Quintessenz vu sengen Aufgabe bekëmmeren. Dat ass eng ganz gutt Saach.

Et muss een awer och am A behalen, datt séchergestallt ass, datt mir och genuch där virgesinnen Experten hunn, déi bereet sinn, hei matzeschaffen. Wa mir missten op auslännesch Experten zréckgräifen - heiansdo ka jo och e Bléck vu baussen op de System näischt schueden -, muss awer séchergestallt sinn, datt si eise Gesondheetssystem an eist Gesondheetwiese mat all senge Spezifissitéiten awer gutt genuch kennen, fir och déi néideg Conseile kënnen ze ginn.

Eppes, wat een zum Conseil och nach muss feststellen, ass, datt de Staat eleng iwwer Arrêté granducal decidéiert, wien d'Observateure sinn. Hei ass keng aner Instanz matagebonnen. Et ass awer ze hoffen, datt déijéineg, déi dee Moment eng Responsabilitéit an der Regierung hunn, sech gutt berode loossen an och op den Avis vun den Acteure vum Terrain lauschteren, wann et ëm d'Ernennung vun den Observateure geet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Kader vun de weideren Aarbechten an der Santéskommissioun goufe virun engem gudde Joer, de 7. Januar 2020, weider Amendementer ugeholl. Hei gouf och festgehalen, datt den Observatoire de la santé d'Ausschaffen an déi reegelméisseg Mise à jour vun der Carte sanitaire als Missioun kritt.

Domat ass den Text dann am Aklang mam CSV-Walprogramm vun 2018, dee Follgendes festgehalen hat: „Wir werden ein ‚Observatoire de la santé' schaffen, das unter strengsten Datenschutzmaßnahmen die Gesundheitsdaten, auch solche, die über die Krankenhäuser hinausgehen, systematisch anonymisiert und in einer nationalen ‚Carte sanitaire' zentral erfasst und auswertet."

D'Experte vum Observatoire national de la santé wäerten dann elo an Zukunft all dräi Joer e Rapport ausschaffen, deen der Regierung an der Chamber virgeluecht gëtt. Et wier jo ze begréissen, wann dee Moment an der Chamber och all dräi Joer eng Debatt iwwert den État de la santé vun eisem Land stattfanne géif.

D'Pandemie huet eis gewisen, wéi wichteg et ass, datt een e Gesondheetssystem huet, dee permanent evoluéiert, fir datt een, wann et néideg ass, séier genuch ka reagéieren. Dofir ass et néideg, datt all déi Responsabel ëmmer den Istzoustand vun der Gesondheet vun der Populatioun kennen, e kritesche Bléck op de System hunn an och déi néideg Ameliorationne kënne maachen. Heifir ass den Observatoire national de la santé dee richtegen Outil an et gëtt héich Zäit, datt eist Land esou een Observatoire kritt.

Wat e bësse schued ass, dat ass, datt elo an engem Gesetz, mat deem mir eis den Observatoire national de la santé ginn, och nach profitéiert gëtt, fir e puer Modifikatiounen ze maachen, zum Beispill am Beräich vun den Organspenden oder och nach dem LNS, déi awer näischt direkt mam Observatoire ze dinn hunn. Et wier méi propper, esou eppes an engem separaten Text ze reegelen.

Interessant gëtt et ze gesinn, wéi d'Implementatioun vum Gesetz ass. Elo gëtt e President genannt fir siwe Joer. Dee muss kucken, wéi en dat mécht a wéi dat virugeet, wéi e sech a senger wichteger Aufgab zurechtfënnt a wat eventuell nach fir Modifikatioune kënne gemaach ginn. Wéi gëtt dee Conseil eens mat senge Missiounen? Well et esou e wichtegen Outil ass, dee mer eis ginn, sollte mir eis als Chamber och de Moyen ginn, no engem oder zwee Joer de Point ze maachen, fir iwwert den Observatoire ze diskutéieren: Wéi et ugelaf ass, wou et eventuell higeet, wou eventuell och nach Schwieregkeete sinn.

Ech géif elo derfir plädéieren, datt mir spéitstens an zwee Joer hei en Debat organiséieren iwwert den neien Observatoire an natierlech och, ob dee senge Missioune gerecht gëtt oder net. Ech denken, dat wier wichteg, och am Sënn vun der Ministesch. Ëmmerhin ass si elo Juge et partie. Si huet eleng d'Responsabilitéit, well si de Conseil ernennt.

Dat soll awer just eng kleng Remark um Rand sinn an ännert näischt drun, datt ech hei den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Gutt, Här „Jean-Marie" Mischo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mischo. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Zënter engem Joer praktesch elo ass Lëtzebuerg, an net nëmme Lëtzebuerg, an engem Ausnamezoustand. Et kann ee soen, et ass d'Pandemie, déi eis nach wie vor fest am Grëff huet, an en Enn ass leider och nach net ofzegesinn. Et ass evident, datt d'Gesondheetspolitik an deene leschte Méint ganz kloer duerch déi Pandemie diktéiert ginn ass. An dësen hartnäckege Virus, dee wäert leider och an Zukunft eist Liewen nach bestëmmen a mir gesinn eis deem relativ muechtlos ausgesat. Trotzdeem gëtt et awer och eng gewëssen Hoffnung, déi sech elo breetmécht eebe mam Vaccin, och wann dat sech elo net an deem Mooss entwéckelt, wéi mer eis dat vläicht virgestallt haten. Mee trotzdeem ass et awer e Liichtbléck.

Dat soll awer net verhënneren, datt mer och de Bléck sollen op aner Problemer, besonnesch wat de Gesondheetssecteur ubelaangt, geheien. An et si jo ouni Zweifel nach eng Rei Chantieren, déi do opstinn. An ee Chantier, deen haut ofgeschloss gëtt, ass dee vum Observatoire de la santé. An ech kann dat och schonn hei direkt virewech soen: Dat ass e ganz wichtege Punkt an och e Sujet, dee ganz kloer vun der Demokratescher Partei wäert ënnerstëtzt ginn!

Ech mengen, 2013 stoung e schonn an der Regierungserklärung, ech weess, datt sech scho virdrun iwwert déi Iddi vun engem Observatoire de la santé ëmmer vill Gedanke gemaach gouf, mee elo si mer endlech um Enn ukomm an dat ass och e gutt Enn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei zu Lëtzebuerg d'Chance, an engem Land ze liewen, an deem et ouni Zweifel e performante Gesondheetssystem gëtt. Mir hunn eng gutt medezinnesch Versuergung, mir hunn eng gutt Spidolsinfrastruktur. Dat soll natierlech net doriwwer ewechtäuschen, datt net alles perfekt ass, datt och mir nach permanent ëmmer mussen Adaptatioune maachen. Mee wien e bëssen duerch d'Welt kënnt, dee muss awer ganz kloer erkennen, datt Lëtzebuerg virun allem do eng Virreiderroll spillt, datt ee sech soll glécklech schätzen, dach op esou eng gutt medezinnesch Versuergung kënnen zréckzegräifen.

Et gëtt och warscheinlech keen aneren Domän wéi eebe grad d'Medezinn, deen an esou enger permanenter Entwécklung ass. Et ass grad um Niveau vun der Medezinn, wou ee sech immens muss adaptéieren an och andauernd kucken: „Wéi kann ech mech nach besser duerstellen?" Ech mengen, haut schwätze mer zum Beispill vun Telemedezinn, mir schwätze scho vu Robotermedezinn, an déi Entwécklung ass ouni Zweifel nach net um Enn.

Et ass elo bal op den Dag dräi Joer hier, datt mer en neit Spidolsgesetz gestëmmt haten, och dat no laangwieregen Diskussiounen, e Gesetz, dat sech jo elo an der Praxis gutt bewäert huet, wann natierlech och do gewëssen Defiziter auszemaache sinn. Mee ech mengen, dat ass eng ganz normal Entwécklung.

An den Objektiv vun deem Gesetz kéint een am Fong an engem Saz zréckbehalen. Deemools ass gesot ginn: All Bierger huet d'Recht op en equitabelen universellen Zougang zu medezinnescher Leeschtung. Ech mengen, grad dat ass d'Basis vun engem effikassen ëffentleche Gesondheetssystem.

Dat heescht, nieft enger sougenannter philanthropescher Approche muss natierlech och eng rationell Approche hei matspillen. Firwat? Mee ganz einfach: Wa mer en optimale globalen ëffentleche Gesondheetssystem hunn, dann ass dat fir d'Gesellschaft am Endeffekt och ganz wichteg an och ganz gutt. Et däerf een natierlech d'Gesondheet elo net nëmmen op reng politesch oder ekonomesch Enjeue reduzéieren. Ech mengen, et brauch een einfach méi eng transversal an och eng kohärent Visioun.

An an där Logik ass ouni Zweifel dëse Projet vun dem Observatoire national de la santé ze begréissen. Et ass e Meilesteen, kann ee soen, vun eisem Gesondheetssystem, dee mer haut wäerte leeën. An e reit sech och an an déi sougenannte Charte vun Tallinn. Déi gouf 2008 ënnerschriwwe vun 53 Länner an och do war Lëtzebuerg selbstverständlech derbäi.

Wann een natierlech vun enger laangfristeger Gesondheetsstrategie schwätzt, da kënnt een net derlaanscht, datt ee sech awer och op fiabel Statistiken an Zuelen muss kënne beruffen. A grad d'Pandemie, d'Gerance vun der Pandemie, déi mer nach ëmmer amgaange si maachen ze mussen, déi beweist eis jo, wéi wichteg datt et ass, datt een awer fiabel Statistiken huet.

Natierlech beweege mer eis och do an engem relativ geféierlechen Domän, well et jo och drëms geet, fir individuell Donnéeën aus dem medezinnesche Beräich ze stockéieren, ze geréieren. An net méi spéit wéi virgëschter hate mer jo nach déi Diskussioun, och an der Santéskommissioun. Et ass eeben e Beräich, wou mer ganz virsiichteg musse virgoen, net datt mer riskéieren, eng Violatioun vun der Privatsphär hei ze erreechen.

Et ass also dowéinst wichteg, datt déi Donnéeë pseudonymiséiert ginn an net, wéi et ee Moment och virgesi war, anonymiséiert. Et ass op alle Fall e ganz delikate Sujet. Mee ech mengen, mir sinn awer do op engem gudden a richtege Wee.

Mee mir mussen awer dee Wee goen, well dee Schrëtt muss gewot ginn, fir eeben den Observatoire beschtméiglech kënnen herno ze ekipéieren. An et ass och wichteg, datt déi Zuele kënne schnell an och onkomplizéiert zur Verfügung gestallt ginn.

Sécher, jiddweree seet dat reegelméisseg: D'Gesondheet ass dat wichtegst Kapital am Liewen. Dat ass och esou. Mee wéi séier hu mer dat natierlech ëmmer erëm vergiess. Ech mengen, et soll kee sech do aushuelen. Jiddweree schwätzt vill dovun, mee mir maachen alleguerte vill Feeler, wat eeben d'Sécherung vun eiser eegener individueller Gesondheet ubelaangt - ech wëll dat elo net hei verdéiwen -, sief dat duerch d'Ernärung, sief dat duerch e Manktem u Beweegung. A grad do fält jo dann eeben deem neien Observatoire eng wichteg Roll zou, datt en eeben och sensibiliséiert an datt e virun allem och Pläng opstellt. Sécher hu mer där Pläng elo schonn, dat ass ganz kloer, mee hei geet et dann elo drëms, fir dat nach ze verfeineren - ech denken hei un d'Pläng fir d'Kriibsbekämpfung, géint kardiovaskulär Krankheeten, géint chronesch Krankheeten. Also och hei eng wichteg Aufgab, déi zousätzlech op den Observatoire duerkënnt.

Wat och wichteg ass, dat ass, datt den Observatoire d'Politik beréit. Ech mengen, et muss ee ganz éierlech sinn: Mat e puer Ausname sinn déi meescht Politiker awer net Fachleit. A mir beweegen eis hei an engem Domän, deen enorm wichteg ass, an dowéinst ass et vu gréisster Importenz, datt ee fachmännesch berode gëtt. An do gesi mer och eng ganz grouss Chance duerch deen neien Observatoire.

Et ass och schonn hei ënnerbreet ginn: Deen Observatoire huet och d'Flicht, spéitstens all dräi Joer méi e groussen nationale Rapport virzeleeën. A grad dee Rapport huet seng Wichtegkeet, well e jo, an dat steet am Gesetz, muss der Regierung presentéiert ginn, mee och der Chamber muss virgeluecht ginn. An dat erlaabt eis et, besonnesch och als Chamber, fir da spéitstens all dräi Joer méi en ëmfaassenden Debat iwwert d'Gesondheetspolitik insgesamt hei zu Lëtzebuerg ze féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo aus deem Observatoire elo eng Verwaltung gemaach. Iwwert d'Kompositioun ass och scho munches hei gesot ginn. Dat heescht, dat Organ gëtt jo awer elo fest an dem Staatsapparat hei verwuerzelt. An ech géif och soen, dat ass net vu Muttwëll. Wann ee weess, wat vu Volumen un Aarbecht op deen Observatoire duerkënnt, dann ass et wichteg, datt awer esou eng Struktur kënnt an datt och Leit vun allen Niveauen herno an där Verwaltung do eng Missioun kréien. Et wäert och net auszeschléisse sinn, datt eng Rei Fonctiounen, Servicer, déi de Moment um Niveau vum Ministère de la Santé fonctionéieren, vläicht deelweis kënnen an deen neien Observatoire integréiert ginn.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et op alle Fall richteg a wichteg, datt deen neie Conseil vun Experten zesummegesat gëtt. Et muss een einfach soen, mir sinn an engem Sujet, wou d'Berodung vun Experten - elo mierke mer dat jo ganz gutt erëm um Niveau vun der Pandemie - vun enger ganz grousser Wichtegkeet ass. Dat schléisst selbstverständlech net aus, datt een den Dialog och op méi engem breeden Niveau féiert, datt een och mat Institutiounen, mat privaten Organisatioune selbstverständlech ëmmer en Echange wäert hunn.

D'Zesummesetzung kann een elo och als equilibréiert gesinn, well, wéi gesot, do vill Aspekter vun der Gesondheet dra vertruede sinn. Ech hoffe just, datt mer all déi Poste besat kréien, well mer jo awer hei wierklech héichspezifesch Poste schafen. Ob de Lëtzebuerger Marché dat hiergëtt, dat muss sech eeben an der Zukunft elo nach weisen. An ech wëll do direkt schonn hei soen: Mir sollen eis awer op kee Fall elo eng Grenz setzen am Rekrutement vu Leit, wa se net onbedéngt vläicht eis Sprooch schwätzen oder hei vu Lëtzebuerg kommen!

Eng besonnesch Importenz fält natierlech der Fonctioun vum President zou, dem President, dee jo gläichzäiteg dann och Verwaltungsdirekter ass. Dat ass also e Fulltime-Job. Mir leenen eis hei un déi klassesch Verwaltungsstrukture vum Staat un, dat heescht also un eng Lafdauer vu siwe Joer. Dat kann natierlech nach verlängert gi bis maximal 14 Joer. Et kënne jo dann och Experten temporaire bäigezu ginn. Och dat ass wichteg, wann elo punktuell Problemer géifen optauchen, datt een dee Moment dann awer ëmmer ka Referenz op spezifesch Experte maachen.

Et ass jo an dem Observatoire virgesinn, datt e sech virun allem och soll mat der Entwécklung vum Personalbestand befaassen. A grad do wësse mer jo, datt mer zurzäit enorm Problemer hunn an déi wäerten och a court terme, souguer vläicht och à moyen terme, net méi kleng ginn.

Ech wëll eng ganz kleng Klammer hei opmaachen. Mir hate schonn déi Diskussioun hei duerch eng Interpellatioun vum Kolleeg Marc Spautz vum 7. Juli d'lescht Joer. Mir wäerte mat Sécherheet iwwert déi dote Problematik reegelméisseg elo hei diskutéieren. Ech wëll just drop hiweisen, datt zum Beispill am Joer 2030 40 % vun den Infirmieren a Infirmièren a Pensioun ginn. Mir wëssen och, datt vill Generaliste feelen. Mee, wéi gesot, dat ass haut elo net onbedéngt direkt d'Thematik vun dem Punkt hei, mee et ass awer ze ënnersträichen, datt den Observatoire sech ouni Zweifel domadder muss auserneesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Woche war jo deelweis eng méi hefteg Diskussioun iwwer eng sougenannte „Privatiséierung" am ëffentlechen Déngscht. Ech mengen, déi Diskussioun do muss een awer elo emol e bëssen an de riichten Eck setzen. An ech muss soen, déi Diskussioun ass och net ëmmer ganz éierlech geféiert ginn. Well wat ass eng Privatiséierung? Eng Privatiséierung ass, wann een engem Service, enger Institutioun, enger Schoul en anere Statut gëtt, wann ee se ënner e privatrechtleche Statut stellt, awer net, wann ee Posten ausgeschriwwe gëtt, deen theoreetesch aus dem Privé kéint besat ginn.

An hei wëll ech och drop hiweisen, datt den Artikel 6 (2) dat jo awer virgesäit, datt de President och kann aus dem Privé kommen. An ech stellen awer elo wierklech dann hei déi Fro: Solle mir da soen, wa mer dee Poste wëlle besetzen an et stellt sech wierklech eng Persoun zur Verfügung, déi eng héich international Renommee huet, sief dat als Medezinner, sief dat als Epidemiolog, sief dat als Chercheur, solle mir där Persoun da soen: „Jo, mir huelen dech, mee du muss fir d'éischt den Exame maachen, fir an d'A1-Karriär beim Staat ze kommen"? Ech mengen, d'Äntwert vun där Persoun, déi wësse mer alleguerte schonn, ier een d'Fro iwwerhaapt stellt.

An dowéinst, wannechgelift, loosse mer déi Diskussioun hei emol mat manner Emotioune féieren an dat Wuert Privatiséierung net an de Mond huelen. Hei ass keng Privatiséierung ugeduecht a se ass och net ugeduecht gewiescht um Niveau zum Beispill vun der Educatioun, ganz au contraire. Mee et ass eebe just, fir enger Verwaltung nach méi Effikassitéit ze ginn, datt et méiglech ass, déi beschtméiglech Leit ze rekrutéiere fir op esou Posten. An dowéinst ass dat fir eis jiddefalls e positiven Aspekt vun dësem Gesetz, fir gegeebenefalls kënne Leit ausserhalb vum Secteur public ze rekrutéieren.

Wat elo d'Flexibilitéit bei der Besetzung vun de Posten ubelaangt, wëll ech drop hieweisen, datt zum Beispill d'Chambre des Fonctionnaires, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers Problemer hu mat der paritéitescher Besetzung vun deem Conseil. Doriwwer kann een natierlech vill diskutéieren. Ech weess, dat ass ëmmer e Sujet, deen zu kontradiktoreschen Astellunge féiert. Mee och do sollte mer eis zumindest awer bewosst sinn, datt gegeebenefalls vläicht eng gutt Persoun, eng héich qualifizéiert Persoun net ka rekrutéiert ginn, well se net onbedéngt dat richtegt Geschlecht huet.

Et ass jo virgesinn, datt den Observatoire sech an Zukunft och ëm d'Carte sanitaire bekëmmert, déi de Moment jo ënnert der Tutelle vum Minister steet. Dat erlaabt et, eng global Datebasis iwwert

de Gesondheetszoustand vun eiser Populatioun opzestellen. Dat ass eng ganz wichteg Missioun. Déi ass natierlech de Moment och schonn do, mee kann awer elo gegeebenefalls nach verfeinert ginn. An et däerf een net vergiessen, datt déi Basisdonnéeën do awer och kënnen aneren Acteuren zur Verfügung gestallt ginn - ech denken un den CRP-Santé, ech denken un d'Uni. Och do soll also schonn eng breet Kooperatioun ugestrieft ginn.

De Conseil ka sech selwer saiséieren. Dat ass e positiivt Element. Do kann eng eegen Dynamik entstoen, e kann eegen Iddien entwéckelen. An och dat kann nëmmen zur Beräicherung vun enger méi déif goender Diskussioun iwwert de Gesondheetszoustand hei zu Lëtzebuerg bäidroen.

Ech ginn och ganz gären zou, datt mir als Demokratesch Partei mat där éischter Virlag, wéi se deposéiert gi war, awer gewësse Problemer haten, virun allem, wat d'Kompositioun ubelaangt. Et war jo urspréinglech éischter virgesinn, fir eng Rei Staatsbeamte mat an de Conseil eranzehuelen. Ech wëll net hei falsch verstane ginn. Au contraire, mir wëssen, datt mer ganz héich kompetent Staatsbeamten hunn. Mee den Nodeel wär awer ouni Zweifel gewiescht, datt e bësselche méi eng direkt enk Relatioun entstane wär innerhalb vum Staatsapparat selwer, wat awer vläicht fir déi Missioun hei vun dem Observatoire net onbedéngt dénglech gewiescht wär.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen et och gutt, datt elo de Konsumenteschutzministère hei eng gewësse Roll um Niveau vun dem Observatoire spillt, datt do eng enk Relatioun hiergestallt gëtt. Dat ass wichteg, well zwëschent Konsumenteschutz a Gesondheet besteet och eng enk Relatioun, ënner anerem, wat d'Alimentatioun ubelaangt. Et ginn och nach aner Beräicher. An doweinst ass déi ugestrieften Zesummenaarbecht hei ouni Zweifel nach eng Kéier ze ënnersträichen.

Wéi gesot, mir decidéieren haut iwwer e wichtege Projet, deen d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei fënnt. Dat wëllt net heeschen, datt mer dat, wat mer haut decidéieren, net vläicht sollen an zwee, dräi Joer eng Kéier op de Leescht huelen, datt mer eis net eng Kéier solle Gedanke maachen: „Hu mer déi richteg Decisioune getraff?" Dat gëllt net nëmme fir dat heiten. Dat gëllt natierlech och fir vill aner Decisiounen. Mee hei si mer, wéi gesot, an engem ganz wichtegen Domän. Doweinst soll een déi Aufgab och elo scho virgesinn.

Mir hunn iwwregens praktesch och op den Dag virun dräi Joer en Observatoire de la qualité scolaire geschaaft. Elo schafe mer en Observatoire vun der Santé publique. An dat ass, wéi gesot, ganz wichteg. An an deem Sënn ass dat och e Qualitéitssprong fir d'Gesondheetspolitik insgesamt, soudatt et fir mech ganz einfach ass, den Accord vun der Demokratescher Partei ze bréngen.

Ech wëll awer nach der Madamm Closener e ganz grousse Merci ausspriche fir hire mëndleche wéi och schréftleche Rapport. An ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut gréng Luucht gi fir den nationalen Observatoire vun der Gesondheet, dann huet dee Projet schonn e laange Baart a gro Hoer. An ech schwätzen net vun 2013 un, mee vun enger Period, déi scho laang virdru läit a wou mer schonn e puer Uleef geholl hate vun der Santé, fir esou en Observatoire ze schafen. Mee bon, do hu mer net déi néideg Gnod fonnt an et huet da bis 2013 gedauert, bis dass den Observatoire da wierklech säi Wee an e Regierungsprogramm fonnt huet. Mir sinn net onschëlleg dodrun an ech viséieren do och déi fréier Gesondheetsministesch mat, well mer gesinn hunn, wat d'Plus-value vun esou engem Observatoire ka sinn.

Mee wéi heescht et esou schéin: „léiwer spéit wéi ni!" An ech mengen, wann et nach ee Beweis gebraucht hätt, dass mer esou een Observatoire brauchen, dann ass en an deene leschten zwielef Méint geliwwert ginn, éischtens duerch déi Pandemie, mee awer och duerch déi Diskussiounen, déi mer geféiert hunn an där Rumm an doriwwer ewech, wat gegeebenefalls u Personalmangel am Gesondheetssystem op eis zoukënnt.

En Observatoire, dee mer virun 10, 15 Joer scho gehat hätten, hätt warscheinlech déi doten Evolutioun zu enger vu senge Prioritéite kënne maachen an da wäre mer net dovun ofhängeg gewiescht, dass jonk zukünfteg Medezinner eis musse soen, wéi vill Dokteren am Ausland bleiwen, mee dann hätte mer dat kënne selwer feststellen a mir hätten och kënne feststellen, firwat jonk Medezinner et virzéien, am Ausland ze bleiwen. Mir wären drop opmierksam gemaach ginn, dass et urgent - urgent! - ass, fir net nëmmen d'Ausbildung, mee och d'Attributioune vun eisem Fleegepersonal ze iwwerdenken, an, an, an.

Et gëtt där Gebitter nach ganz vill, wou en Observatoire fréi hätt kënne warnen oder d'Politik beroden oder awer mat senge Rapporte fir déi noutwendeg Pressioun suergen, fir dass an deene Beräicher Eescht gemaach gëtt an dass d'Santé déi Moyenen och kritt, fir dat ze maachen, well ganz oft hänkt et net um Wëlle vun der Santé, vun deenen eenzelne Ministeren oder vun deenen eenzelnen Abteilungen aus dem Gesondheetsministère, ganz oft hänkt et un de Moyenen, déi een zur Verfügung gestallt kritt, fir eppes ze maachen, wat noutwendeg ass.

An ech schléissen an déi Satisfaktioun, dass de Projet elo endlech ukomm ass, eng ganz Rei vu Mataarbechter, fréier Mataarbechter an haiteg Mataarbechter, vun der Santé an, déi net midd gi sinn, fir dat heiten ze fuerderen oder et virzeschloen. An e besonnesche Gedanken un een, dee fir sech aleng laang Zäit en Observatoire an der Santé war: de Roger dit Jerry Consbruck, dee quasi am Alleingang, awer zesummen mat enger Rei vu Kolleegen an der Santé d'Carte sanitaire gemaach huet. Do gesäit ee schonn, wat fir Moyenen zur Verfügung stoungen. An dat hei ass wierklech e Quantesprong, deen ech ganz ausdrécklech begréissen an iwwer deen ech mech och richteg gefreet hunn.

Eigentlech hätte mer e jo scho laang gebraucht, well mer awer immens vill Donnéeën iwwert de Gesondheetszoustand vun der Lëtzebuerger Populatioun, iwwert de Gesondheetssystem schlechthin hunn, mee déi Donnéeën, déi sinn zimmlech verspreet: Mir kréie se vun der IGSS, mir kréie se vun der CNS, mir kréie se vun der Direktioun vun der Santé, mir kréie se vun der Fédération des hôpitaux, mir kréie se vun de Generalisten, mir kréie se vun der OMS, mir kréie se vun der OECD, mir kréie se iwwer esou Bewäertunge vu Gesondheetssystemer an Europa, wou mer eis heiansdo froen, wou si un d'Donnéeë kommen, déi mir net hunn, a wou se Donnéeë froen, déi mer net hunn, an doduerch, dass mer se net hunn, sti mer am Klassement vill méi schlecht do, wéi mer eigentlech misste stoen. All dat, all dat kënne mer an Zukunft, mengen ech, e gudde Krack besser maachen.

Et ass virdru gesot ginn, an ech ënnerstëtzen dat voll a ganz, dass mer eis schlussendlech duerfir entscheet hunn, den Observatoire um Expertenniveau festzemaachen an net un den Interessevertriedungen, quitte dass déi Experten och wäerten e Gehéier mussen hu fir d'Leit vum Terrain, also och fir déi, déi direkt mat der Problematik a Kontakt sinn. Et ass also gutt, dass mer allméiglech Experten …, an et sinn der vill: Epidemiologen, d'Santé publique, d'Analys vum Système de santé, d'Économie de la santé, Demographien allgemeng, awer och d'Demographie vun dem medezinneschem Personal, an, an, an, an net zulescht en Expert, deen d'Patientenzefriddenheet moosse kann.

A wéi kann een d'Patientenzefriddenheet am beschte moossen? Ma duerch d'Resultater an awer och duerch den Dialog mat de Patientevertrieder a mat de Patiente selwer. An och, wann hei elo d'Patientevertriedung als solch net optaucht, wäert d'Patientevertriedung awer mat Sécherheet e gudden Interlocuteur vun deem heiten Observatoire sinn.

Et ass also verzicht ginn, fir Interessevertriedungen eranzehuelen, déi probéiert hätten, d'Duch eeben op hir Säit ze zéien. Hei kritt ee méi en neutrale Bléck, deen awer och heiansdo gutt ass - net politesch influenzéiert -, och wann en ënnert der Responsabilitéit vum Ministère de la Santé fonctionéiert. Mir hunn e ganze Koup Instituter, déi ënnert der Responsabilitéit vu Ministèrë fonctionéieren, wat awer net wëllt heeschen, dass et eng staark Aflossnam oder eng Aflossnam vun de Ministèren op d'Aarbechte vun deene spezialiséierte Gremie gëtt.

Ech si beim Gusty Graas, mengem Virriedner, wann e seet, et soll een déi bescht Expertise huelen, déi ee fënnt, an déi fënnt ee beim Staat, déi fënnt ee bei Établissements publics, mee déi fënnt een awer och ausserhalb. An do sollte mer eis net limitéieren.

Ech hoffen, dass mer eis och eens sinn iwwert déi Roadmap, déi den Observatoire de la santé an de Grapp gedréckt kritt. An déi Roadmap, deen Aktiounsplang, déi Missioun, déi den Observatoire kritt, ass mat, fir derfir ze suergen, dass mer de Gesondheetssystem esou gestalten, wéi mer en ëmmer wollte gestalten, dat heescht, dass mer en universellen Zougang séchere fir jiddwereen, ob e räich oder aarm ass, zu deene beschtméigleche Gesondheetsdéngschtleeschtungen a sécherstellen, dass een net éischter muss stierwen, wann ee méi en dënne Portmonni huet. Dat heescht also - an ech soen dat esou, wéi ech dat denken -: Mir hunn e Gesondheetssystem, deen op enger Solidarbasis fousst, a mir solle ganz gutt oppassen, ier mer déi Solidarbasis a Fro stellen. An ech warne ganz staark virdrun, eng Merkantiliséierung an de Gesondheetssystem eranzehuelen.

Duerfir fannen ech, dass deen Observatoire hei och e gudden Alliéierte wäert sinn, fir eise solidaresche Gesondheetssystem net nëmmen net ze schwächen, mee en ze stäerken doduerch, dass mer evidenzbaséiert Donnéeë kréien, fir do aktiv ze ginn, wou et Handlungsbedarf gëtt, a fir dat, wou mer staark sinn, ofzesécheren.

Den Observatoire huet e ganz breet Aktivitéitsfeld an ech stelle mer d'Fro, ob e vun Ufank un esou opgestallt ass, dass en déi schwéier Laascht do kann droen: de Gesondheetszoustand vun der Lëtzebuerger Populatioun moossen; d'Riskoverhalen, dat de Gesondheetszoustand beaflosse kann, surveilléieren; d'Qualitéit, d'Effikassitéit, d'Accessibilitéit vun eisem Gesondheetssystem iwwerwaache respektiv analyséieren; d'Entwécklung a Saachen Infrastrukturen, Personal am A behalen; d'Zesummewierke vu verschiddene Beräicher ënnerenee férderen; d'Basisversuergung mat dem Secteur hospitalier, dem Secteur ambulatoire, dem long Séjour, der eSanté souwäit wéi méiglech notzen, fir do déi beschtméiglech Resultater ze kréien, an, wéi virdrun erwäänt, d'Patientenzefriddenheet moossen - déi kann een, wéi gesot, am beschten iwwer Resultater, déi ee moosse kann, also och oppe Bicher bei de Spideeler a bei deenen aneren, déi an d'Gesondheetsfleeg eragräifen, miessen -; Virschléi maachen; beroden; d'Saisine duerch de Minister maachen, sech selwer saiséieren. Selbstverständlech kënnen och ganz gutt Virschléi vu bausse kommen, wa se dann iwwert de Minister kommen oder wann den Observatoire iwwerzeegt ass vun deene gudde Virschléi a sech dann autosaiséiert.

Et ass also e ganz wichtege Bausteen, e wëssenschaftleche Pilier um Wee, fir e kohärenten nationale Gesondheetsplang en place ze setzen. Et ass eigentlech net nëmme vereinbar, mee et ass en Deel, en Element an där Demarche, déi mer elo mat dem nationale Gesondheetsdësch maachen an déi mer schonn entaméiert haten an deene Jore vun 2004 bis 2013, och an där leschter Period iwwer eis national Gesondheetskonferenz, bei där all Joer een oder méi Theemen am Brennpunkt stoungen a wou dat dann eeben eng Aufgab war, mat där d'Santé sech méi befaasst huet.

Ech ginn net op déi eenzel Rapporten an, dat huet d'Madamm Francine Closener an hirem exzellente Rapport gemaach. Ech wëll just ënnersträichen, dass den Erfolleg vun deem Observatoire steet a fält mat deene Moyenen, déi en zur Verfügung gestallt kritt. Wa mer déi bescht Experte wëllen, da kréie mer se net zum Nulltariff. A wa mer just drop waarden, dass Leit benevoll hei matschaffen, da komme mer och net wäit. Déi Moyenen, déi musse mat eisen Ambitioune Schrëtt halen, souwuel bei der Expertis wéi bei deene Mataarbechter, déi d'Experten ënnerstëtzen doduerch, dass se hinnen zouschaffe respektiv dass se dat kënnen zu Pabeier bréngen, wat se aus den Expertenanalysen erausfannen.

Wichteg ass awer och - an e lescht Wuert dozou - déi Neierung, déi et erliichtere wäert bei Situatiounen, wou e Verongléckten, wou e Patient fir Organentnamen a Fro kënnt, eng wichteg Neierung, fir d'Wëllensfannung fir den Dokter ze erliichteren, doduerch dass mer d'Oppositioun - wann een dat net wëllt - kënnen am Dossier partagé aschreiwen. Bon, mir sinn eis souguer all eens, dass dat net onbedéngt misst si bei enger Gesetzgeebung, wou d'office jiddwereen Organspender ass, wann en an esou e Fall kënnt, mee mir wëssen awer, wéi et an der Praxis ass, wann d'Famille mussen d'Decisiounen huelen oder wann d'Famille mat der Decisioun oder mat der Demande konfrontéiert ginn. Dann ass et besser, dass de Wëlle vum Patient consignéiert ass oder jiddefalls seng Oppositioun consignéiert ass. Dat mécht dem Dokter et méi einfach an hoffentlech dréit et och dozou bäi, dass mer bei der Statistik iwwert d'Organspenden e bësse besser do sti wéi haut.

Dat gesot wëll ech all deene Merci soen, déi un dësem Projet bedeelegt waren, an der Kommissioun en häerzleche Merci soen, dass se esou konstruktiv un deem heite Projet matgeschafft huet. De Fait, dass d'Patientenzefriddenheet, de Vertrieder eigentlech vum Patient, wann en duerch de Gesondheetssystem gaangen ass, an dee Projet hei erakomm ass, deen ass haaptsächlech der Kommissioun ze verdanken an dem Entgéintkommen och vun der Madamm Minister, fir dat doten am Projet festzehalen.

Well ëm wie geet et eigentlech an eisem Gesondheetssystem? Et geet eigentlech, wéi ëmmer deklaréiert gëtt, ëm de Patient. A Patient si mer alleguer, och esouguer déi, déi e groussen Deel vun hirem Liewen Dokteren, Fleeger sinn, och si sinn iergendwann an hirem Liewen eng Kéier Patient. An duerfir ass et wichteg, dass mer alleguer dru schaffen, dass jiddwereen zefridden aus deem Gesondheetssystem erauskënnt.

Dat gesot bréngen ech den Accord vun der LSAP an ech wënschen eis an lech alleguer, dass Der gesond bleift. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wéi d'Rapportrice Francine Closener et an hirem detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport scho gesot huet, gëtt mat dësem Projet de loi deen dréngend noutwendegen Observatoire national de la santé geschaaft.

Zousätzlech gëtt profitéiert, fir Kloerheet an der Prozedur bei den Dons d'organes ze schafen, andeems kloergestallt gëtt, datt de Patient säi Choix am Dossier de soins partagé definéiert. Respektiv, wa keen DSP aktivéiert ass, kann en et schréftlech maachen an dëst bei sengem Dokter hannerleeën.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Domat ass séchergestallt, datt de Choix vum Patient besser respektéiert ka ginn, wéi dat bis elo de Fall ass, an datt d'Famill an engem schwéiere Moment vun engem Stierffall net muss eng extreem schwéier Decisioun huelen.

Ausserdeem kritt mat dësem Gesetz de Laboratoire national de santé eng Missioun an der Protection des consommateurs. Ech wäert op dës zwee Punkten net weider agoen. D'Rapportrice huet dat richteg an explizitt an hirem gudde Rapport explizéiert an ech soen hir duerfir Merci.

Jo, den Observatoire de la santé war keng einfach Gebuert. Iwwer zwielef Joer si vergaangen, fir d'Ziler a Saachen Transparenz a Veréffentlechung vun Informatiounen iwwert d'Leeschtungsfäegkeet vun eisem Gesondheetssystem aus der Charte de Tallinn, déi 2008 ënnerschriwwe ginn ass, an en Text ze transposéieren.

Et huet eng gewëssen Zäit gebraucht, fir e politesche Konsens ze fannen, an duerno sinn et vill Diskussiounen iwwert den Opbau vum Observatoire ginn, wat ee jo an der Evolutioun vum Texte initial zum Texte final kann noverfollegen.

Och d'Kommissioun huet de Projet am Detail diskutéiert. Ech wéilt op e puer Diskussiounspunkten agoen, déi effektiv an engem ganz konstruktive Geescht geféiert gi sinn. Ee Volet war d'Struktur vum Observatoire: éischter méi eng liicht Struktur, wéi et ufangs geplangt war, oder eng Verwaltung, déi méi staark an dem Ministère verankert ass, sou wéi de Conseil d'État et proposéiert huet?

D'Diskussioun huet haaptsächlech ëm d'Onofhängegkeet an d'Neutralitéit vum Observatoire gedréit, well de Minister d'Memberen aus dem Conseil an de President nominéiert. Mir Gréng ënnerstëtzen de Choix vun der Verwaltung, deen am Projet de loi zréckbehale ginn ass, mat der Garantie fir d'Onofhängegkeet, déi am Artikel 3 festgehale gëtt.

Zousätzlech Garantië fir d'Onofhängegkeet sinn, datt net just de Minister den Observatoire ka saiséieren, mee den Observatoire sech kann autosaiséieren an datt en och ouni Consultatioun vum Minister op extern Experte kann zréckgräifen, wann een et fir néideg empfënnt. Ausserdeem gëtt den Observatoire vum Conseil des observateurs geréiert.

Fir den Observatoire awer net ze iwwerlaaschten, ass d'Saisine vun aussesteeënden Acteuren net zréckbehale ginn. Falls awer zum Beispill d'Zivillgesellschaft spezifesch Demanden hätt, verhënnert näischt, datt si déi un de Gesondheetsminister respektiv un den Observatoire erundréit, déi sech dann duerfir kënnen entscheeden, sech dem Sujet unzehuelen oder net.

Kloer ass awer och, datt den Observatoire muss am ëffentlechen Optrag schaffen an d'Aarbecht mat den Donnéeën de wëssenschaftstheoreeteschen Ufuerderunge vun der Wäertefräiheet ënnerleien.

Natierlech huet sech och d'Fro gestallt, wéi déi intern Struktur vum Observatoire soll ausgesinn. Mir sinn elo an der Logik vun engem Expertegremium. Am Ufankstext waren och Vertrieder aus deene verschiddene Gesondheetsberäicher virgesinn. Et huet sech awer erausgestallt, datt et schwiereg ass, ze definéieren, aus wéi enge Secteure genau d'Leit solle genannt ginn, soudatt sech duerfir entscheet ginn ass, fir just Experten zréckzebehalen.

Well Lëtzebuerg e klengt Land ass, muss ee souwuel op Experten aus dem ëffentlechen Déngscht, dem Privatsecteur an och eventuell, wann et néideg ass, aus dem Ausland zréckgräifen. déi gréng kënnen dës Expertenapproche matdroen. Hei priméiert déi wëssenschaftlech Kompetenz a Beräicher, déi et erlaben, de Gesondheetssecteur ze analyséieren a Proposen auszeschaffen. Et soll en neutrale Gremium sinn, deen lwwerleeungen, Proposen, Statistiken, Modellisatiounen an esou weider ausschafft, déi da solle vun der Politik an eventuell och vun der Zivillgesellschaft diskutéiert ginn. Et soll keen zweete Gesondheetsdësch oder keng Quadripartite ginn, wou mat all de Partner aus dem Gesondheetssecteur diskutéiert gëtt, fir dann Decisiounen ze huelen.

Duerfir besteet de Conseil des observateurs aus engem Panel vu verschiddenaartegen Experten, déi der Missioun vum Observatoire gerecht solle ginn. Falls Kompetenze feelen, kënnen extern Experte consultéiert ginn.

Der Kommissioun war et awer och wichteg - an déi gréng begréissen dëst ausdrécklech -, datt am Conseil en Expert fir d'Miessung vu Resultater, déi vum Patient gemellt ginn, soll sëtzen, op Englesch „PROM", „Patient reported outcome measures", genannt. Et geet drëm, wëssenschaftlech, zouverlässeg a standardiséiert Miessungen iwwert de kierperlechen a geeschtege Gesondheetszoustand an d'soziaalt Wuelbefannen aus der Patienteperspektiv ze kréien, déi eng aner ass wéi d'Perspektiv vun de Gesondheetsberuffer.

Dir Dammen an Hären, den Observatoire de la santé wäert awer weeder Donnéeë produzéieren nach sammelen. Hie kritt se vun de Lëtzebuerger Administratiounen, Établissement-publicken an aneren Organismen dateschutzkonform zur Verfügung gestallt.

Wat vill diskutéiert ginn ass, ass, ënner wéi enger Form dës Donnéeën un den Observatoire kënne weidergereecht ginn. Et ass d'Diskussioun: anonymiséieren oder pseudonomiséieren? Zréckbehale ginn ass d'Pseudonomiséieren, well een domat Analysméiglechkeete behält, déi mat dem Anonymiséieren net méiglech sinn. Wichteg an där Diskussioun war, datt een de Lien zu verschiddenen Donnéeën op ee selwechte Patient, ouni natierlech op de Patient selwer kënnen zréckzekommen, ka maachen, fir eng méi detailléiert Vue vum Gesondheetssystem ze kréien. Och eng standardiséiert Methodologie an der EU war e sënnvollt Argument. Et ass awer evident, datt den Accès op dës Donnéeë genau muss reglementéiert sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng begréissen et, datt am Projet de loi eng Genderklausel festgehale ginn ass. Net manner wéi dräi Observateure vun néng däerfe vum Sexe sous-représenté an de Conseil genannt ginn. Dëst ass an der Logik vun der Gläichberechtegungspolitik vun der Regierung.

Hei wéilt ech awer eng Remark maachen: Eigentlech hätten déi gréng et begréisst, wann op d'mannst véier vun néng Observateure vum Sexe sous-représenté misste genannt ginn, esou wéi et am originalen Text virgesi war. Et ass awer esou, datt d'Unzuel vun den Observateuren am Laf vum Text op aacht erofgesat gi war an domat och d'Unzuel vun den Observateure vum Sexe sous-représenté vu véier op dräi. Wéi dunn den Expert fir d'Miessung vu Resultater, déi vum Patient gemellt ginn, derbäikomm ass, huet d'Kommissioun leider vergiess, dëst erëm un den urspréngleche Quota unzepassen. Et ass e Punkt, deen een eventuell bei nächster Geleeënheet erëm misst upassen.

Wat awer erstaunlech ass, ass, datt souwuel d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics wéi d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce an hiren Avisen dëse Passage sträiche wollte mam Argument, datt doduerch eventuell e Posten am Conseil net besat kéint ginn.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt dëst bäibehale ginn ass. Mir kënne mat der Chancëgläichheet nëmmen erfollegräich sinn, wa mer se och konsequent an alle Beräicher aktiv förderen.

Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn dann d'Missiounen an d'Ziler vum Observatoire? Den Observatoire ass en Instrument, fir Donnéeën iwwert d'Gesondheet vun der Bevëlkerung an d'Leeschtungsfäegkeet vum System ze dokumentéieren, ze observéieren an ze analyséieren. D'Zil ass et, d'Donnéeën, déi den Observatoire zur Verfügung gestallt kritt, wëssenschaftlech ze analyséieren an ze verschaffen, fir kohärent faktebaséiert Proposen an de Gesondheetsministère kënne weiderzegi mam Zil, de Gesondheetssystem ze verbesseren. Esou kéinten op Basis vun dëse Proposen national Aktiounspläng ausgeschafft an ëmgesat ginn. Dës mussen natierlech och erëm op hir Effikassitéit hin analyséiert ginn.

D'Aarbecht vum Observatoire soll iwwer Rapporten dokumentéiert ginn, järlech Aktivitéitsberichter a mindestens een thematesche Dossier an all dräi Joer e Rapport iwwert den État de santé. Dës sollen och verëffentlecht ginn, sou wéi et an der Charte de Tallinn virgesinn ass.

Interessant wär och, wann een net nëmmen d'Rapporte géif verëffentlechen, mee dës Donnéeën a Konklusiounen iwwert d'Gesondheet an en interaktiven Internetsite kéint integréieren, wou jiddereen, deen interesséiert ass, kéint vun der Aarbecht vum Observatoire profitéieren. A Frankräich an an Däitschland gëtt et esou Sitten, wou een da verschidde Regioune matenee ka vergläichen.

Den Usaz wär och interessant en vue vun enger Komparabilitéit vun de Gesondheetsdonnéeën um EU-Niveau. Et ass awer leider net einfach erauszefannen, wéi eng Sitten dann elo déi offiziell Zuele vun engem Land publizéieren. Kuckt ee sech verschidde Sitten aus de verschiddene Länner un, mierkt een, datt se verschiddenaarteg opgebaut sinn. Do ass also a puncto Harmoniséierung nach Sputt no uewen.

Fir Lëtzebuerg wär et besonnesch interessant, e Verglach mat de verschiddene Regiounen aus der Groussregioun kënnen ze maachen, éischtens well zu Lëtzebuerg vill Frontaliere schaffen an d'Groussregioun en Impakt op den État de santé zu Lëtzebuerg huet, zweetens well e Groussdeel vun de Gesondheetsberuffler aus dem Grenzgebitt kënnt, drëttens well vill Frontalieren och Patient zu Lëtzebuerg sinn an och vill Lëtzebuerger fir verschidden Traitementer oder Diagnostikverfaren an d'Groussregioun auswäichen, véiertens kéint een am Kader vun der Diskussioun iwwert d'Formatioun vun de Gesondheetsberuffer an eventuell engem Unisspidol eng Analys maachen, ob et net méi sënnvoll wär, dëst an der Groussregioun ze organiséieren, a schlussendlech wëlle mer, well mer a Krisenzäite wéi elo drop ugewise sinn, datt mer eng gutt Zesummenaarbecht an der Groussregioun hunn, esou wéi dat och momentan de Fall ass.

E wichtege Beräich, an deem den Observatoire soll aktiv sinn, deen och am Projet de loi ervirgehuewe gëtt, ass dee vun de Ressourcen an de Gesondheetsberuffer, déi gebraucht ginn, fir de Besoinen am Gesondheetssystem nozekommen. Am Rapport LAIR ass schonn eng breet Analys gemaach ginn, notamment och iwwert d'Regëstere vum Gesondheetspersonal, wou et der ze vill gëtt.

Den Observatoire kéint op dëser Virlag opbauen, fir Regësteren nei ze strukturéieren an ze regruppéieren en vue vun enger besserer Planifikatioun vun de Besoinen an och der Formatioun bei all de Gesondheets- a Medezinnsberuffer. Beispillsweis wär et sënnvoll, an engem Regëster vun den Apdikten nieft den Apdikter och d'Aides en pharmacie ze registréieren, wat am Kader vun der Impfung géint de Covid hëllefräich gewiescht wär, fir dës Leit besser ze identifizéieren.

Eng aner wichteg Missioun, déi am Projet de loi festgehale ginn ass, ass d'Ausschaffe vun der Carte sanitaire, eent vun den Haaptinstrumenter, fir d'Gesondheetspolitik ze plangen an auszeriichten, déi reegelméisseg muss un d'Entwécklung vun der Populatioun ugepasst ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng sti ganz positiv vis-à-vis vum Observatoire de la santé, well e wäert erméiglechen, d'Lëtzebuerger Gesondheetsdonnéeën op enger Plaz zentral zesummen ze bréngen an doraus Erkenntnisser kënnen ze zéien, déi net méiglech wären, wann d'Donnéeën net regroupéiert géife ginn.

Mir hunn och konkreet Virstellungen, wou den Observatoire kéint aktiv ginn. Natierlech falen eis als Éischt d'Gesondheetsberuffer an. Ech hunn et schonn ugeschwat a mir hunn an de leschte Méint schonn e puermol hei an der Chamber iwwert déi ganz schwiereg Situatioun zu Lëtzebuerg diskutéiert. Et besteet eng Urgence, fir Léisungen ze fannen, datt méi Jonker zu Lëtzebuerg dës Beruffer erëm wëllen erléieren. Hei mussen elo konkreet Virschléi op den Dësch. Awer domat ass et net gedinn. Dat ass e Beräich, an deem permanent e Monitoring muss gemaach ginn, fir da kënnen an Zukunft matzäiten ze reagéieren.

Och de Virage ambulatoire ass en Dossier, dee sech iwwer Jore wäert hinzéien an deen ëmmer erëm muss analyséiert an adaptéiert ginn.

E Sujet, deen eis als déi gréng besonnesch um Häerz läit a bei deem mir iwwerzeegt sinn, datt et sënnvoll wär, fir dee méi genau ënnert d'Lupp ze huelen, sinn d'Preventivmedezinn an och d'Ëmweltmedezinn. Konkreet Projeten an national Pläng an dëse Beräicher kéinten et erméiglechen, Krankheeten ze evitéieren, dëst nom Slogan „mieux vaut prévenir que guérir". Natierlech kéint den Observatoire och e Suivi vun der Ëmweltklinik maachen, déi jo am CHEM geplangt ass.

En anere Beräich, wou een eng Analys brauch, fir mëttel- a laangfristeg déi richteg Decisiounen ze huelen, ass den Impakt vum Klimawandel op de Gesondheetszoustand an de Gesondheetssystem. Ech hat dozou virun engem Joer schonn eng Question parlementaire gestallt, an där ech gefrot hat, ob d'Modellisatiounen iwwer verschidden Temperatursteigerungen duerch de Klimawandel ugeduecht wären, fir kënnen anzeschätzen, wat den Ënnerscheed an de Konsequenzen op d'Gesondheet wär, mee och op de Gesondheetsbudget. An där Äntwert hunn ech gesot kritt, datt de Gesondheetsministère sech bei senge Mesuren am Kampf géint de Klimawandel op d'Strategie vun der OMS iwwert d'Santé, d'Ëmwelt an de Klimawandel vun 2019 géif baséieren a keng Analys virgesinn hätt.

Ech sinn awer der Meenung, datt grad dat en Theema ass, mat deem den Observatoire de la santé sech kéint mëttel- a laangfristeg befaassen, fir esou méi Previsibilitéit am Gesondheetssystem ze schafen. Esou kéinten och d'Ziler definéiert ginn, net nëmmen en vue vun 2030, esou wéi et an der „Stratégie et plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg 2018-2023" virgesinn ass, mee och doriwwer eraus.

E Problem, dee mat dem Klimawandel méi heefeg gëtt a mat deem mer elo scho méintelaang konfrontéiert sinn, si Pandemien. Et ass wichteg, datt d'Coronapandemie opgeschafft gëtt. De Staatsminister huet jo ugekënnegt, datt dat am Summer an der Chamber soll diskutéiert ginn. Dat ass awer och en Theema, deem sech deen Observatoire soll unhuelen, fir Proposen auszeschaffen, wéi een eise Gesondheetssystem méi krisefest géigeniwwer Pandemië kéint opstellen a wat ee vun Instrumenter muss schafen, fir méi proaktiv kënne virzegoen.

D'Erkenntnisser aus de leschte Méint mussen opgeschafft ginn, fir ze analyséieren, wat den Impakt op de Gesondheetssystem am Allgemenge war, wou d'Stäerkten, awer och d'Schwächten an eisem Gesondheetssystem sinn, mee och fir ze wëssen, wéi d'Politik reagéiert huet - wat gouf gutt gemaach a wat ass manner gutt gelaf? - fir dorauser dann déi richteg Schlëss kënnen ze zéien.

Här President, ofschléissend wéilt ech soen, datt mer et, och wann et laang gedauert huet, mat dësem Projet de loi fäerdegbréngen, en Instrument ze schafen, wou d'Gesondheetsdonnéeën ënner pseudonymiséierter Form vu Leit mat wëssenschaftlecher Expertise analyséiert a verschafft ginn, fir da Propose fir eise Gesondheetssystem auszeschaffen.

Duerch d'Publikatioun vun der Aarbecht aus dem Observatoire gëtt et dann och méiglech, datt souwuel d'Politik wéi d'Zivillgesellschaft sech un der Diskussioun kënne bedeelegen. Den Observatoire national de la santé wäert hoffentlech en Thinktank ginn, wou de Gesondheetssystem faktebaséiert an transparent analyséiert an hannerfrot gëtt a wou iwwert déi zukünfteg Opstellung vun eisem Gesondheetssystem diskutéiert gëtt mam Zil, kohärent Decisiounen ze huelen, fir och weiderhin ee fir jiddereen zougängleche Gesondheetssystem ze behalen, deen awer och méi resilient vis-à-vis vu Krise muss ginn.

Aus dëse Grënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding!

M. Roy Reding *(ADR).*- Léif Kolleegen, ech däerf domat ufänken, eise President ze luewen. Et gëtt ee jo esou vill Interessantes gewuer, wann ee sech ëm Dossiere muss këmmeren, déi normalerweis net an engem sengem Wierkungsfeld sinn.

(Hilarité)

Ech hunn dann haut déi zweifelhaft Éier, mee et ass awer och e Pleséier, fir meng Kolleegen ze ersetzen an Domänen, an deenen ech a priori net doheem sinn.

Wat mer awer gefall huet am President senger Interventioun, dat war, wéi en drop higewisen huet, datt mer eng Medezinn brauche fir all Mënsch, fir Räich an Aarm, datt merkantill Aspekter keng Roll solle spillen. An als een, dee virun eppes méi wéi enger Woch operéiert ginn ass, wëll ech dann hei op d'Kinéen opmierksam maachen. Et huet elo näischt mam Observatoire ze dinn, mee wéi wéineg déi Leit verdéngen an hirem Tariff a wéi wichteg datt se si fir d'Gesondheet ..., well déi gutt Operatioun vum Chirurg ass eng Saach, mee d'Mobilitéit, déi kriss de zréck vun engem Kiné. An duerfir, vu ganzem Häerzen un d'Ministesch: Wannechgelift, vergiesst eis Kinéen net a kuckt, mat hinnen e konstruktiivt Gespréich ze féieren!

Esou, dann zum Observatoire. All meng Virriedner, d'Rapportrice an éischter Linn an och déi aner Virriedner, hunn zur Genüge duergeluecht, firwat datt dat e richtegen, e gudden an en néidege Projet ass, deen och eis Ënnerstëtzung voll a ganz fënnt.

De Jeff Engelen huet mer just opgedroen, op ee Punkt opmierksam ze maachen, an dat ass d'Angscht virun der Objektivitéit, der Onofhängegkeet vun deem Gremium. D'Rapportrice huet gesot: Neutralitéit trotz Autoritéit. Dat ass ganz schéin, wann dat esou klappt. Hoffe mer, datt dat esou geet! Well d'Santé mécht jo hei eigentlech, well si jo d'Opträg gëtt, Analysen aus hirer Siicht iwwert de Gesondheetssystem an duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt déi Neutralitéit an d'Objektivitéit vun deem geschafenen Organ garantéiert sinn. Déi Tutelle, dat ass awer ëmmer eng riskant Saach, an och dann dee Wee, datt et d'Santé ass, déi dat Organ befaasst.

Naja, loosse mer emol kucken, wat draus gëtt. Wëlle mer dat Bescht hoffen a wann een hofft, da soll een och kontrolléieren. An duerfir ginn ech eng Motioun of, an där mer froen, datt mer fënnef Joer ... - et ass virdru vum Kolleeg Mischo gesot ginn, zwee Joer, ech denken, fënnef Joer, datt ee wierklech gesäit, wéi dat sech ugelooss huet. An da maache mer eng Evaluatioun, net iwwer spezifesch Theemen, mee iwwert den Observatoire en tant que tel, wéi gutt an effikass datt e geschafft huet. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten:

begréisst, datt

- dat neit Organ „Observatoire national de la santé" geschafe gëtt,

fuerdert d'Regierung op,

- datt der Chamber spéitstens 5 Joer, nodeems dat entspriechend Gesetz a Kraaft getrueden ass, eng onofhängeg Evaluatioun vum Observatoire national de la santé präsentéiert gëtt.

(s.) Roy Reding.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci villmools.

M. Roy Reding *(ADR).*- Voilà, ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn elo op d'Horeca-Demonstratioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Reding. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- … datt et um Här Baum ass.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech kann och duerno!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Nee, et ass ..., kommt! Hei steet zwar den Här Wagner, den Här Wagner ass dann haut den Här Baum an den Här Clement kënnt nom Här Wagner-Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den Här Wagner an ech schéngen a leschter Zäit méi dacks matenee verwiesselt ze ginn. Dat ass awer guer net schlëmm, well mer eis jo och ganz dacks eens sinn, wa mer iwwer Sujete schwätzen.

M. André Bauler *(DP).*- Dir sidd manner gro.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, den Observatoire national de la santé, deen elo heimadder geschafe gëtt, ass e Gremium, deen eigentlech iwwerfälleg ass. Et ass iwwerfälleg, datt mer Donnéeën iwwert de Gesondheetszoustand an d'Gesondheetsversuergung hei zu Lëtzebuerg schafen, Donnéeë geréieren a gläichzäiteg och Donnéeën zentraliséieren, fir och kënnen op Grondlag vun deenen Donnéeën Decisiounen ze huelen.

An et ass net nëmmen eréischt zënter der Pandemie an der Coronakris, datt, mengen ech, ganz ville bewosst ginn ass, datt eis genau dat doten awer feelt, fir kënnen eeben objektiv, faktebaséiert Decisiounen ze huelen, fir de Santéssystem insgesamt an natierlech fir de Spidolssystem am Speziellen.

Et ass vu menge Virriedner, mengen ech, ganz villes ganz Richteges dozou gesot ginn. Ech wëll mech duerfir vläicht op zwee, dräi Aspekter beschränken.

Mir begréissen als Lénk ganz besonnesch, datt eng vun deene Missiounen, déi den Observatoire national de santé kritt, doranner besteet, den Accès, den Zougang zu dem Gesondheetssystem ze iwwerkucken, ze iwwerpréiwen, ze evaluéieren, ob deen Accès dann och wierklech garantéiert ass, wat d'Hürden eventuell sinn, wat deen Accès zum Gesondheetssystem ugeet. A mir wëssen alleguer, datt déi universal Gesondheetsversuergung zwar en allgemengt Zil ass, awer nach ëmmer net allgemeng Wierklechkeet, well soss bräichte mer Associatioune wéi Médecins du monde net. Dat ass eng ganz wichteg Fonctioun an eng ganz wichteg Missioun, déi den Observatoire national de la santé kritt.

An dann och eppes, wat mer ausdrécklech begréissen, dat ass d'Fro vun den Inegalitéiten, déi et gëllt ze identifizéieren, wat d'Santésversuergung ugeet. An do, grad wat d'Inegalitéiten ugeet, hu mer zu Lëtzebuerg bis elo ganz wéineg Zuelematerial. Et gëtt europäesch Zuelen, déi deelweis ganz alarmistesch sinn, déi weisen, datt jee no Beruffsgrupp d'Liewenserwaardung vun deene Leit, déi ënner bestëmmte Konditioune schaffen, komplett anescht ass, komplett changéiert, datt jee no sozioekonomescher Schicht, där een ugehéiert, d'Liewenserwaardung an domadder natierlech och d'Santé komplett anescht ass a variéiert.

Duerfir mengen ech, datt déi Inegalitéiten ze identifizéieren an d'Propositiounen ze maachen, wéi ee se iwwerwanne kann, eppes ass, wou mer zu Lëtzebuerg net grad komplett, awer a ganz groussen Zich Neiland betrieden. An ech mengen, datt dat wichteg ass, besonnesch wann een ëmmer gär vu Cohésion sociale schwätzt. Dat hei ass eng Liewensfro an eng lwwerliewensfro.

Et geet awer och - an dat ass och vun enger ganzer Rëtsch Virriedner, vu bal allen Avise positiv begréisst ginn - drëm, d'Carte sanitaire auszeschaffen. Dat ass an engem Amendement bäikomm, well virdrun d'Situatioun kokass war, datt et jo awer d'Direction de la santé war, déi d'Carte sanitaire ausgeschafft huet, op Grondlag vun där dann de Spidolsplang entwéckelt ginn ass. Dat heescht, datt d'Santé quasi esou wéi „juge et partie" war.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An ech mengen, datt et nëmme sënnvoll a vun Notzen ass, wann do eng awer onofhängeg Instanz déi Bestandsopnam vum Gesondheetssystem maache kann, fir dann doropshin och kënnen dem Gesondheetsministère eppes virzeleeën, wou een dann eng politesch Decisioun op Grondlag vun där Bestandsopnam maache kann.

Begréissenswäert ass och d'Publikatioun, dat heescht, datt all Joer e klassesche Rapport annuel gemaach gëtt, mee awer och e Rapport thématique, vun deem ee sech deemno wéi souguer vläicht méi erwaarden an erhoffe kann a Kenntnisser erwaarde kann, wéi dat op jidde Fall am Moment de Fall ass. Och dat ass, mengen ech, eppes ganz Sënnvolles, wat mer bis elo nach net esou haten, an da virun allem och déi Rapporten all dräi Joer, déi dann och eng Grondlag kënne sinn, fir wierklech eng ëffentlech an eng politesch Debatt ze féieren iwwert d'Orientéierung vun eisem Gesondheetssystem, iwwert d'Performance vun eisem Gesondheetssystem an awer och iwwert d'Schwaachstellen, déi kënnen identifizéiert ginn.

Mir begréissen och, datt et en onofhängegt Organ ass, dat sech der Fro vun de Personalressourcë soll unhuelen. Och dat schéngt eis eng ganz zentral Fro ze sinn. Eventuell kënnt, an et kann ee just hoffen, deen Observatoire dann och vläicht zur Konklusioun, datt dee Personalschlëssel, deen am Moment applizéiert gëtt fir d'Spideeler an deen Ausdrock ass vum Personalmangel, wierklech eng Kéier misst weesentlech iwwerduecht ginn. An ech mengen, datt een, grad fir esou Reflexiounen ze maachen, eng gewëssen Independance brauch, och eng Independance par rapport zum Ministère, quitte datt et, an däers si mer eis jo och bewosst, just eng formal Independance ass.

Ech mengen awer, datt et an enger ganzer Rëtsch Beräicher vun Administratiounen oder vu Gesellschaftsfelder eeben och esou Administratioune ginn, wou et zwar e Ministère de tutelle gëtt, mee wou d'Independance an d'Gesetz ageschriwwen ass. Dat ass och hei de Fall. An ech mengen, datt d'Eruwuesse vun deem Observatoire och dora besteet, fir déi Independance och auszeüben a fir sech domadder och selwer eng gewëssen Emanzipatioun vum Ministère de tutelle eventuell ze ginn.

Eppes, wat awer an eisen Ae méi kritesch ze betruechten ass, dat ass d'Fro vun der Kompositioun. Et huet jo, nodeems Regierungsamendementer deposéiert gi sinn, zu enger anerer Struktur vun deem Gremium gefouert. Am Ufank war virgesinn, e Conseil des observateurs ze schafen, dee selwer erëm berode wier vun engem Conseil scientifique. Dat ass elo zesummegeholl ginn an ee grousse Conseil des observateurs, deen elo just nach aus Experte besteet.

Do kann ee soen: Op där enger Säit kann dat e Garant sinn, fir wierklech déi Onofhängegkeet, déi gewënscht ass, och kënnen ze garantéieren. Op där anerer Säit muss een awer och soen, datt eng Gefor doranner besteet, datt dat kann en technokratesche Gremium ginn, deem seng Missioun jo awer och doranner besteet, Recommandatiounen ze maachen, politesch Recommandatiounen, déi deemno wéi immens wäit kënne goen. Déi kënnen esou wäit goe fir ze hëllefen, d'Prioritéite vun der Gesondheetsversuergung festzeleeën.

Ech muss lech awer och éierlech soen, an dat ass jo och e Bedenke gewiescht, dee vu verschiddene Beruffskummeren oder vun enger Beruffskummer an awer och vun de Professions de santé ausgeschwat ginn ass, datt si elo net méi an deem Observatoire representéiert sinn. An ech mengen, datt déi Fro vun där Netrepresentatioun méi ass wéi en Nombrilismus vun där enger oder där anerer Organisatioun, mee datt dohannert awer och d'Fro steet, ob net d'Vertrieder vun de Salariéë respektiv d'Vertrieder vun de Patienten elo net méi un der Quell si vun der Genèse vun Informatiounen, wat de Gesondheetszoustand vum Land ugeet, dat verbonne mat der Netméiglechkeet, deen Observatoire extern ze saiséieren.

An dat ass eng Fro, déi een awer, mengen ech, sollt kritesch evaluéieren. Ech mengen och, datt mer net derlaanschtkommen, an e puer Joer nach eng Kéier déi Diskussioun hei opzewerfen, datt mer wierklech musse kucken, datt et net zu deem kënnt, wat eventuell ze fäerten ass, nämlech zu engem technokratesche Gremium, dee sech quasi op eng bestëmmten Aart a Weis verselbststännegt a wou d'Politik sech da kann hannendru verstoppen, fir eigentlech politesch Decisiounen domadder ze rechtfertegen. Dat däerf et net ginn! Ech soen och net, datt dat hei d'Intentioun an iergendenger Form ass, fir dat esou ze maachen, ech warne just, datt dat kéint eng Gefor sinn, an dat musse mer, mengen ech, alleguerte kucken, ganz genee am A ze halen, an datt mer och sollen eng Evaluatioun vun deem Observatoire maachen, zesumme mat enger ëmfaassender Debatt vun eventuellen éischte Resultater, déi dësen Observatoire eis dann och als Chamber an der Ëffentlechkeet insgesamt liwwert.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: „3 in 1", bekannt aus der Werbung an elo och an der Chamber. Dëst Gesetz mam Intitulé de citation „loi du, Datum, portant création d'un Observatoire national de la santé" léisst een am éischte Moment vläicht gleewen, et géif nëmmen ëm eppes goen: ëm en Observatoire national de la santé. Mee wäit gefeelt!

Eng Dispositioun iwwer Organspenden an eng iwwert d'Zesummenaarbecht tëscht dem LNS, dem Laboratoire national de santé, an dem Ministère fir de Konsumenteschutz gëtt et gratis nach mat dobäi.

Gesäit esou en transparente Gesetzgeebungsprozess aus? Nee! Fënnt de Conseil d'État esou Cavaliers législatifs gutt? Nee! Hunn ech hei am héijen Haus scho méi wéi eemol gesot, datt dës Praxis, an engem Gesetz Ännerungen ze verstauen, déi guer näischt mam eigentleche Sujet ze dinn hunn, absolutt inakzeptabel ass? Op alle Fall! Mee änneren deet sech trotzdeem näischt.

Ech fäerten esou lues, datt d'Uleies, d'lëtzebuergesch Gesetzgeebung transparent a lieserlech ze gestalten, e ganz perséinleche Kampf hei géint d'Wandmille gëtt. Mee bis elo sinn ech es nach net midd, mech ze widderhuelen, a wäert duerfir haut an och nach bei all kommendem Gesetz, dat duerch ze vill Querverweiser oder eng Vermëschung vu Sujeten opfält, drun erënneren, datt eng Gesetzgeebung eppes Klores a Verständleches soll sinn a kee chaotesche Mischmasch.

Mee gutt, dat ass wuel e laange Prozess an e Problem, deen och haut hei net geléist wäert ginn. An duerfir wäert ech dann d'Riedezäit fir dëse Projet an dräi deelen a mech deenen dräi ganz verschiddene Sujete widmen.

Ech fänken awer u mat engem Merci un d'Rapportrice, déi hei eeben déi dräi Theemen och duergeluecht huet, ech mengen och, datt esou jiddweree verstanen huet, ëm wat et geet. Duerfir kommen ech dann och direkt op eis Punkten ze schwätzen.

Fänke mer mam Observatoire national de la santé un. D'Covidpandemie huet eis gewisen, wéi wichteg Datenerhiewung an och wëssenschaftlech Etüde fir eng gutt Gesondheetspolitik sinn. Nëmme wa bekannt ass, wou d'Problemer leien a wéi se kéinte vermidden oder geléist ginn, kann d'Politik déi richteg Mesuren huelen.

Mir Piraten freeën eis duerfir, datt en onofhängegen Observatoire an Zukunft soll Informatiounen iwwert de Gesondheetszoustand vun der Populatioun sammelen, evaluéieren, awéifern et Ënnerscheeder tëscht de Populatiounsgruppe gëtt, wat hir Gesondheet ugeet, a villfälteg Etüde lancéieren. Dat ass eng wichteg Missioun, net nëmme fir d'Santé publique, mee och fir d'Gläichstellung an Integratioun, wann zum Beispill erausfonnt géif ginn, datt verschidde Persounegruppe vu gewësse medezinneschen Offere manner Gebrauch maache wéi anerer an duerfir vläicht méi oft mat bestëmmte Symptomer ze kämpfen hunn.

Iwwert déi gesetzlech virgeschriwwe Publikatioun an Diffusioun vu Fuerschungsresultater an Informatiounen iwwert de Gesondheetszoustand vun der Bevëlkerung eraus géife mir Piraten eis awer freeën, wann den Observatoire och Daten, mat deene geschafft gouf, an anonymiséierter Form géif publizéieren. Et ass gutt, eng Institutioun ze hunn, déi Recherche mécht, mee nach besser ass et, zousätzlech Fuerscher aus dem ganze Land a souguer international Daten zur Verfügung ze stellen, déi och vun hinne kënnen ausgewäert ginn, ganz am Sënn vun Open Science, well esou kënne Resultater iwwerpréift a villfältegst Auswäertunge gemaach ginn.

Wat d'Besetzung vum Observatoire betrëfft, ënnerstëtzen d'Piraten, datt et e Conseil soll si mat Experten mat verschiddenste Kompetenzen aus dem Beräich vun der Santé a, virun allem, datt se onofhängeg hir Observatiounen, Constaten a Propositiounen ausschaffen, mee mir wëllen hei awer ze bedenke ginn, datt ee sech d'Fro stelle muss, an dat gouf virdrun och e puermol gemaach, awéifern eng wierklech Onofhängegkeet iwwerhaapt méiglech ass bei duerch e Minister gewielten a vum Staat bezuelte Membere vun engem Conseil.

Mir verstinn, datt esou en Observatoire, an dee staatlech Gelder, an zwar net ze knapp, fléissen, och enger gewësser staatlecher Kontroll soll ënnerleien, hoffen awer, datt d'Regierung hei vun hirem Aflosskader esou wéineg wéi méiglech Gebrauch wäert maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech dann zum zweeten Deel vun dësem Gesetz kommen. An entschëllegt dësen e wéineg abrupten Theemewiessel, wann ech elo op eemol de Sujet vun den Organspenden uschwätzen. Dëst ass awer, wéi gesot, der Aart a Weis, wéi an dësem Gesetzestext Sujete vermëscht goufen, geschëllt an net menger Volontéit, déi Theemen einfach mateneen ze vermëschen.

D'Fro, ob een no sengem Doud seng Organer wëllt spenden oder net, dat ass keng einfach. Eigentlech weess een, datt ee se jo selwer, nodeems ee verstuerwen ass, net méi brauch. An awer erfëllt d'Iddi, iergendwann net méi do ze sinn an Deeler vu sech fort ze ginn, mat Schrecken. Et ass en düüstert Theema. A wann een net muss, da wëllt een am léifste guer net doriwwer nodenken. Wann ee sech awer Zäit senges Liewens net mat der Fro vun enger méiglecher Organspend auserneesetzt, kann dat fir d'Frënn an d'Famill, déi zum Beispill am Fall vun engem onerwaarten a schwéieren Accident mussen uginn, ob dee Verletzten, déidlech Verongléckten, jee uginn huet, net wëllen Organspender ze sinn, ganz schwéier ginn.

Fir jidderengem d'Méiglechkeet ze ginn, seng Entscheedung bezüglech enger Organspend individuell ze huelen a festzehalen, gëtt mat dësem Gesetz elo also festgehalen, datt d'Fro, ob een Organspender wëllt sinn oder net, am digitalen Dossier de soins partagé agedroe ka ginn an datt dësen Dossier am Noutfall vum Dokter consultéiert ka ginn, fir engem Patient säin diesbezügleche Wonsch ofzeliesen.

Fir all déi Persounen, déi keen digitale Patientendossier wëllen hunn, besteet dobäi natierlech weiderhin follgend Méiglechkeet, an do wëll ech och hei e fermen Appell maachen, fir vun deene Méiglechkeete Gebrauch ze maachen: Dir kënnt eng App eroflueden, wou Der Äre Wonsch kënnt hannerleeën, Dir kënnt lech de klasseschen Auswäis, den Don-d'organes-Auswäis, an Äre Portmonni leeën. A schwätzt mat Äre Frënn a mat Ärer Famill doriwwer, wat Äre Wonsch ass, well nëmme wann Äre Wonsch kloer artikuléiert gëtt, kann een en och no Ärem Doud suivéieren.

Et ass extreem wichteg, de Leit einfach Weeër unzebidden, fir hire Wonsch zu dësem dach sensibele Sujet auszedrécken, an duerfir ënnerstëtze mir et och, datt een dat heite kann an Zukunft am Dossier de soins partagé androen, obwuel, an da kommen ech erëm op dat, wat ech am Ufank gesot hunn, mer eis gewënscht hätten, et wier e separaten Text gewiescht, well mam Observatoire national de la santé hunn d'Organspenden nun emol häerzlech wéineg ze dinn, mat Ausnam, datt et bei deenen zwou Saachen ëm d'Santé geet.

An dat bréngt mech dann och schonn zum leschte Punkt, dem drëtten Deel, deen u sech och en eegene Projet gebraucht hätt, nämlech dem Laboratoire national de santé. Och do geet et just erëm ëm d'Santé, et ass awer hei nach e bësse manner no un der Santé wéi d'Organspenden, well hei geet et u sech drëm, dem Ministère fir Konsumenteschutz déi néideg Expertis zur Säit ze stellen. An duerfir soll den LNS dem Ministère an Zukunft bei Analysen, Kontrollen a Recherchen am Beräich vum Konsumenteschutz hëllefen.

D'Kompetenze vum LNS goufen duerfir ausgeweit an och eng Konventioun zwëschent den zwou Entitéiten, déi hir Kollaboratioun definéiere soll, ass virgesinn. Ouni weider Awänn kann ech awer och zu dësem Deel vum Gesetz den Accord vun de Piraten ginn, esou datt mer de gesamte Projet vun haut trotz senger chaotescher Form matstëmme wäerten. Hei iwwerweit den Inhalt zu der Form. Mee ech wënsche mer trotzdeem, datt an Zukunft vun änleche Vermëschunge bei Gesetzesprojete géif ofgesi ginn.

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Virop och e grousse Merci fir deen ausféierleche Rapport vum Francine Closener, deen de ganzen Historique och hei zréckgeholl huet an déi eenzel Iwwerleeungen, déi en cours de route gefouert gi sinn. Dat ass fir mech och ëmmer flott, dat erëm nei ze héieren, vu dass ech dee ganze Wee hei net konnt begleeden. Ech hunn d'Chance, e Projet ze ierwen, dee laang gedeit huet. An ech muss soen, ech hunn e ganz grousse Respekt virun Ären Erwaardungen. Ech gesinn, dass d'Erwaardunge grouss si par rapport zu dësem Projet. Dat freet mech. Et ass en ambitiéise Projet an et ass eng grouss Charge, fir dësen dann elo mat Liewen ze fëllen. Vum Pabeier an d'Realitéit ass, wéi mer wëssen, e grousse Wee.

Qualitéit ass eppes, wouvu mer oft a gäre schwätzen. Jiddwereen huet eng Virstellung dovunner. A wann een awer e bësselchen dru kraze geet, da mierkt een, dass dat guer net esou evident ass, Qualitéit ze definéieren.

Ech war op eng Etüd gestouss haut de Moien, wéi ech preparéiert hunn, woubäi Leit aus dem Gesondheetssecteur gefrot gi sinn: „Wat ass Qualitéit am Gesondheetssecteur?", a wou déi meescht net richteg woussten, wat se sech do wierklech sollten drënner kënne virstellen.

Wat awer gutt ass, ass, dass et e gemeinsaamt Zil ass, dat mer alleguerten hunn. Jiddweree weess iergendwou instinktiv, wat e sech vu Qualitéit erwaart, an et ass och e grousse Konsens do, dass mer alleguerten zesumme Qualitéit wëllen.

Et muss een natierlech wëssen, an duerfir ass dëse Projet wierklech wichteg, dass Qualitéit sech net vum selwe mécht. Et ass eppes ganz Komplexes. Et brauch eng Expertis ronderëm dat, wat ee wëllt weiderbréngen, wou ee Progrès wëllt kréien. Et brauch eng Method, fir déi Qualitéit ze erfaassen, fir se ze moossen. An et brauch och e gewësse Recul. Et ass eppes, wat ee ganz schwéier ka maachen, wann ee grad mam Kapp am Guidon hänkt. Duerfir ass d'Iddi vun esou engem Observatoire, deen e bësselchen am Recul schafft, deen onofhängeg ass, dee sech wierklech ka mam System befaassen, ouni onbedéngt am System selwer ze dréien, déi richteg Approche.

Et brauch een, wann ee wëllt moossen, natierlech Donnéeën. Donnéeë gesinn och ëmmer ganz einfach aus, wann ee se opbereet gesäit. Mee fir kloer, propper Donnéeën ze hunn, déi vergläichbar sinn, dat ass eppes ganz Komplexes. Mir mierken dat grad am Moment. An der Coronakris gëtt immens vill verglach tëscht de Länner - wat leeft wou? Et muss ee schonn en Accord hunn op engem System, wéi een Daten erhieft, fir dass se richteg vergläichbar sinn. Och dat ass eng grouss Ambitioun.

Ech mengen, déi éischt Ambitioun soll sinn, déi Daten hei am Land anstänneg ze erhiewen, soudass mer richteg kënnen de Progrès moossen, mee dat och natierlech doriwwer eraus op europäeschem Plang, et ass ugeschwat gi virdrun, esou opzebereeden, dass mer eis och wierklech kënne vergläiche mat anere Länner, fir ze gesinn, wou eventuell doudeg Wénkele sinn, wou Plagë sinn, wou mer nach kënnen norüsten, wou mer gutt stinn, wou mer manner gutt stinn.

Qualitéit huet och méi Dimensiounen. Et ass ugeschwat ginn, ee ganz wichtege Volet ass d'Accessibilitéit vum Gesondheetssystem. Dat ass och eppes, wat einfach kléngt, wat awer guer net esou selbstverständlech ass. An dës Kris huet et och ganz kloer nach eng Kéier wéi an engem Brennglas gewisen, an anere Länner an ech sinn iwwerzeegt och bei eis.

Et ass wichteg, déi Analysen ze maachen, well Gesondheet fir jiddwereen ass séier gesot, dat ass awer net esou. Do gëtt et immens vill Ënnerscheeder nach. An och bei eis am Land gëtt et do sécherlech nach Ënnerscheeder, un deenen ee muss schaffen. Net jiddwereen huet déi selwecht Viraussetzungen, fir eng gutt Preventioun ze maachen. Liewensbedéngunge spille mat eran, wa mer vu Gesondheet schwätzen. An do geet et drëms, och wierklech ze kucken: Wou sinn do d'doudeg Wénkelen? Dat ass dee ganze Sozialvolet ronderëm d'Medezinn, deen ass net aus den Aen ze verléieren. An do ass et och ganz gutt, dass dat eng Qualitéitsdimensioun ass vun engem Observatoire, déi wierklech soll an der Déift gekuckt ginn.

Doniewent geet et natierlech och ëm Sécherheet, et geet ëm Effizienz, ëm Effikassitéit an der Behandlung, et geet dorëm, Krankheeten ze verstoen, se gutt ze verstoen, richteg ze verstoen. Firwat? Natierlech mam Zil, se beschtméiglech en charge ze huelen, mee doriwwer eraus och Preventioun ze maachen, se ze evitéieren à la base duerch allméiglech Schrauwen, un deene ka gedréit ginn. An do ass d'Preventioun e ganz groussen Deel dovunner.

Et ass ugeschwat ginn: Den Afloss vun der Ëmwelt op eis Gesondheet däerf net aus den Ae verluer ginn! Et geet net just ëm d'Behandlung, et geet wierklech och doriwwer eraus drëm ze kucken, vill méi fréi unzesetzen, ze verstoen, wat mécht, dass mer krank ginn, wat mécht, dass mer chronesch krank sinn, a wou ee muss usetzen, fir sech do fir d'Zukunft anescht opzestellen.

Da kënnt natierlech déi Dimensioun vum Plangen. Si ass och e puermol ugeschwat ginn. Mir wëssen, dass dat eng grouss Erausfuerderung hei am Land ass. Eng Saach ass, ze wëssen, wou mer wëllen handelen. Nach muss ee sech awer kënnen esou opstellen, dass een dat dann och gestäipt kritt. Do ass et och eng grouss Erausfuerderung fir déi nei Institutioun, déi hei geschafe gëtt, wierklech op den Donnéeë Projektiounen ze maachen, fir déi Ressourcen, déi mer hunn, beschtméiglech anzesetzen, effizient anzesetzen an och laangfristeg ze plangen.

Transparenz, dat ass fir mech dee weesentlechsten Aspekt hei dobäi. Ech gleewen drun, dass déi heiten Institutioun hir Onofhängegkeet sécherlech wäert kënne wouerhuelen an där Form, wéi et elo ugeduecht ass. Et ass engersäits eng ëffentlech Verwaltung, wat ech gutt fannen, dass dat an ëffentlecher Hand ass. Anerersäits ass duerch d'Gesetz wierklech d'Onofhängegkeet gefestegt a garantéiert. Dat heescht, dës Leit kréien keng Opträg vum Gesondheetsminister. Si kënne mat engem Theema befaasst ginn, mee si bleiwe fräi an deem, wat se maachen. Si bleiwen och fräi, sech ze autosaiséieren. Wa se vläicht Problematike gesinn, déi een um Niveau vun der Politik net erkennt, sou ass et dëse Leit dach awer ginn, fir sech selwer ze saiséieren an och do de Fanger an d'Wonn ze leeën, wou si se mat hirer Expertis gesinn.

Ech sinn duerfir ganz frou, dass genuch Fräiraum ginn ass, och bei der Selektioun vun den Experten, déi hei sollen dës Aarbecht bewerkstellegen an

Zukunft. Dat kënne souwuel déi sinn, déi direkt am Gremium dra sinn, mee et kann och Expertis vu baussen beméit ginn, wat sécherlech vu groussem Interesse ass jee no Theema, op deem ee schafft, wou ee vläicht net onbedéngt op Dauer en Expert brauch, awer vläicht punktuell op engem bestëmmten Theema, wou ee sech ka Leit bäischalten.

A kuerze Wierder: Et geet drëms, dass Qualitéit net just e Mythos bleift, mee dass mer hei wierklech eng Institutioun hunn, déi eis duerch hiert Schaffen eng Basis gëtt, eng Basis, déi dann den ëffentlechen Debat kann alimentéieren. Asoufern sinn ech och iwwerzeegt, dass dat heite kee politescht Instrument ass. Déi Informatiounen, déi opbereet ginn, déi dénge justement dozou, lech alleguerten, eis alleguerten, de Leit dobaussen déi Informatiounen esou opzebereeden, déi ee brauch, fir da kënnen e politeschen Debat ronderëm d'Gesondheetspolitik ze féieren.

Et ass net d'Aarbecht selwer, déi eng politesch Aarbecht ass. Dat ass den Input, dee mir alleguerten zesumme brauchen, fir wierklech an aller Transparenz da kënnen iwwer Gesondheetspolitik ze schwätzen an och Iddien ze developpéieren.

Wourëms geet et elo?

Et geet drëms, schnellstméiglech dësen Observatoire mat Liewen ze fëllen. Dat ass och méi séier gesot wéi gemaach. Ech mengen, et ass wichteg, sech hei elo déi néideg Zäit ze huelen, déi richteg Leit en place ze kréien, sech och eng Methodologie de travail ze ginn, ze iwwerleeën, wat d'Prioritéite solle sinn, op deene geschafft gëtt. Eng Rei Attributioune si vum Gesetz virgesinn, mee doriwwer eraus si sécherlech ... Ech sinn iwwerzeegt, jiddwer Eenzelnen huet Iddien, wourop dësen Observatoire scho kéint a sollt a misst schaffen. A fir mech ass et wichteg, an der éischter Phas effektiv elo déi néideg Zäit anzekloen, fir dëse Gremium anstänneg opzestellen, dass déi Leit sech fannen an dass een da vun do aus eng seriö Aarbecht an Zukunft ka maachen.

Ech begréissen dofir och de Wonsch, fir eng Kéier e Bilan ze zéien, sief et schonn eng Kéier no zwee Joer, fir ze kucken: Wat ass dann elo ginn aus dësem Observatoire? Am Moment ass dat eng Coquille vide. Mir hunn alleguerten eng Iddi ronderëm. Mir hunn eng Basis am Gesetz. Mee elo geet et drëms, déi richteg Leit och ze fannen, en place ze setzen, Prioritéiten ze setzen. An do kann et no zwee Joer sécherlech schonn e gudde Moment sinn, fir ze gesinn, wat aus dem Bëbee ginn ass.

Doriwwer eraus, fir eng Evaluatioun, eng éischt Evaluatioun vun der Aarbecht selwer, schéngt mer den Delai, dee genannt ginn ass, vu fënnef Joer méi appropriéiert. Ech mengen, dat brauch Ulafzäit. D'Leit mussen d'Zäit hunn, déi Aarbecht do och an der Déift kënnen ze maachen, soudass ech deen duebelen Delai eigentlech ganz interessant fannen, fir eng éischte Kéier e Bilan ze zéien: Jo, wou sti mer mam Observatoire? Wéi schafft deen Observatoire? Wéi ass en opgestallt? Wat si seng Prioritéiten? Wat ass säi Programme de travail, deen e sech gëtt? Et gëtt eng Verwaltung. Ech erënneren drun, dass all Verwaltung sech en Aarbechtsprogramm ze ginn huet, en Dräijoresplang. Och dës nei Verwaltung wäert dat musse maachen. An dat alles brauch Zäit a soll och déi néideg Zäit huelen, déi et da brauch, fir e seriöen Output hinzekréien.

De Wee ass also nach e laangen. Ech freeë mech jiddefalls. Et ass e ganz ambitiéise Projet. Ech kann lech op alle Fall versécheren, dass ech mäint wäert dozou bäidroen, dat heiten esou gutt wéi méiglech gestart ze kréien, an hoffen dann derbäi ze si bei deene Rendez-vousen, déi mer eis ginn, fir ze presentéieren, wat aus dësem Observatoire ginn ass. Et ass e wichtegt Instrument fir eist Land. Et ass en Instrument, dat gefeelt huet an eisem Environnement, dee mer ronderëm d'Gesondheetspolitik hunn, an dat waart nëmmen drop, gefëllt ze ginn.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7332. Den Text steet am Document parlementaire 7332[18].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7332 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Motioun, déi vun der ADR-Sensibilitéit deposéiert ginn ass, wou eng onofhängeg Evaluatioun vum Observatoire no fënnef Joer gefrot ginn ass.

Motion 1

Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun huelen? D'Madamm Francine Closener kritt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech wollt dem Här Reding Merci soe fir déi Motioun. Ech mengen, et ass an eiser aller Interêt, dass mer eng Evaluatioun vun deem Observatoire maachen. Et ass jo fir d'éischte Kéier, dass mer esou e Gremium hei schafen, a mir hu jo vill dorunner geschafft. An ech mengen, dass mer och wëlle séchergoen, och als Chamber, dass bei deem Gremium genau dat erauskënnt, wat mer eis virstellen.

Duerfir géif ech proposéieren, déi Motioun unzehuelen an eeben a fënnef Joer genau esou eng Evaluatioun ze maachen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

7. 7480 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient

An da kéime mer zum Projet 7480. An ech géif der Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, d'Wuert zu dësem Projet ginn, fir deen de Basismodell als Riedezäit festgeluecht ass. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Eigentlech ass dëst e Gesetz, wou et haaptsächlech drëms geet, fir zwou respektiv dräi Ännerunge virzehuelen, dovunner zwou um Gesetz vum 16. Mäerz 2009 iwwert d'Euthanasie an d'Stierfhëllef an eng Ännerung um Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Flichte vun de Patienten. Et ass e ganz schwéiert Theema, dat un dës Gesetzer geknäppt ass, an eleng duerfir ass et mer och wichteg, fir e klengen historesche Réckbléck ze maachen.

Wéi d'Gesetzer iwwert d'Soins palliatifs an dat iwwert d'Stierfhëllef am Dezember 2008 hei an der Chamber gestëmmt goufen, war dat den Ofschloss vu längeren a ganz kontroversen Diskussiounen an Debaten.

En Débat d'orientation an der Chamber gouf et schonns am Mäerz 1999. Deemools stoung dat souzesoen e bëssen a Relatioun mam Euthanasiegesetz an Holland, dat am Joer 2000 gestëmmt gouf. D'Belsch ass du kuerz drop nogezunn.

Am Februar 2002 war den Depot vun enger Proposition de loi 4909 vun eiser Parteikolleegin Lydie Err an dem Jean Huss vun déi gréng, 2003 den Débat d'orientation hei an der Chamber mat Rapport vun der Commission spéciale éthique iwwert d'Médecine palliative, den Acharnement thérapeutique an d'Euthanasie. An deem Rapport war et de Constat vum Droit à l'autodétermination an dem Refus vum Acharnement thérapeutique, dem Recht och op Soins palliatifs, den Traitements adéquats de la douleur an engem gudden Accompagnement um Liewensenn.

A Saachen Euthanasie ass dës Commission spéciale éthique sech awer net esou ganz eens ginn. Fir déi eng huet e Recht op Stierfhëllef zum Recht op Autodeterminatioun gehéiert, fir déi aner war dat moralesch net akzeptabel an et war eng Atteinte à la vie.

Am Dezember 2008 war schlussendlech de Vott vun de Gesetzer iwwert d'Soins palliatifs, d'Directives anticipées an den Accompagnement en fin de vie an iwwert d'Euthanasie an d'Assistance au suicide.

Deemools, Dir Dammen an Dir Hären, gouf op verschiddene Säite gefaart, et géif zu engem reegelrechten Euthanasietourismus kommen hei zu Lëtzebuerg. Dat war awer net de Fall. Och leien d'Demanden, fir vun der Stierfhëllef Gebrauch ze maachen, bei enger Moyenne vu ronn siwe Fäll pro Joer.

Nach e klenge Bilan vun zéng Joer vun 2009 bis 2018, dat Joer, an deem mer dee leschte Rapport presentéiert krute vun der Commission d'évaluation. Am Ganzen hunn an zéng Joer 71 Persoune gefrot, fir Hëllef beim Stierwen ze kréien. Allgemeng goufen dës Demandë vun de Betraffenen an der Situatioun selwer formuléiert. Nëmmen an engem Fall ass eng Euthanasie virgeholl ginn opgrond vun enger Demande, déi am Viraus an der Disposition de fin de vie ausgedréckt gi war. An der grousser Majoritéit waren et Persounen iwwer 60 Joer, déi eng Euthanasie gefrot hunn. Praktizéiert goufe se zum gréissten Deel am Alter vu 40 bis 71 Joer am Spidol, 20 Persoune sinn doheem mat enger Stierfhëllef gestuerwen an eng 10 just an de Strukturen.

Meeschtens, an dat an 58 vun 71 Fäll, hunn déi Betraffen un enger Kriibserkrankung gelidden, a 7 un enger Maladie neurodégénérative. Zweifel, ob elo d'Konditioune vum Gesetz erfëllt waren - also de fräi ausgedréckte Wëlle vun deem Betraffenen, deen an enger „situation médicale sans issue" ass an deem säi physescht a psychescht Leide „constant, insupportable et sans perspective d'amélioration" ass, an dass den Dokter och all Oplage vum Gesetz erfëllt -, gouf et bei der Commission de contrôle et d'évaluation bei kenger vun dësen 71 Euthanasien.

Just als Informatioun: Bis Enn 2018 goufen 3.317 Dispositions de fin de vie enregistréiert.

Mëttlerweil, zwielef Joer nom Vott vum Gesetz iwwert d'Euthanasie an d'Stierfhëllef, ginn dann haut mat dësem Gesetz dräi Upassunge gemaach, déi sech opgrond vun der Erfarung als ganz néideg erwisen hunn. Et si wichteg Ännerungen, déi och zanter Jore vun der Commission nationale de contrôle et d'évaluation an hire Rapporte proposéiert, jo souguer gefrot goufen.

Esou gëtt am Artikel 6 vum Gesetz vun 2009 en neien Alinea bäigefüügt, dee sech op d'Zesummesetzung vun der Commission nationale de contrôle et d'évaluation bezitt. Et sinn néng Memberen an där Kommissioun, déi zesummekënnt, wann eng Demande fir eng Stierfhëllef virläit, a si kann och nëmmen tagen, wann och op d'mannst siwe Membere present sinn. An der Praxis ass et net ëmmer einfach, fir d'Reunioune vun där Kommissioun ze organiséieren, wou jo de Quorum muss erfëllt sinn. Et war wichteg, fir do eng Léisung ze fannen an och nozebesseren, well d'Problemer beim Fonctionnement vun där Kommissioun riskéieren, zu Delaien a Waardezäite bei der Analys vun der Demande vun enger Euthanasie ze féieren.

Esou gi mer mat dësem Gesetz op de Wee, fir dass all Member och e Membre suppléant sollt hunn. Opgrond vum Avis vum Staatsrot gouf preziséiert, dass d'Membres suppléants no den nämmlechte Krittären designéiert gi wéi d'Membere selwer, soudass déi urspréinglech Kompositioun vun dëser Kommissioun sech deemno net ännert, dat heescht dräi Dokteren, dräi Juristen, ee Vertrieder vun de Professions de santé an zwee Vertrieder vun enger Organisatioun, déi sech fir d'Patienterechter asetzt.

Déi zweet Modifikatioun ass en Ajout zum Artikel 15, dee seet, dass den Doud vun enger Persoun, wou op Euthanasie oder Assistance au suicide zréckgegraff gouf, mat engem natierlechen Doud, also mat „mort naturelle" gläichzestellen ass. De Commentaire vun dësem Artikel seet, dass heiduerch d'Konsequenze vum Doud méi einfach gereegelt ginn a puncto Liewensversécherungen, déi jo am Fall vun engem Suicide bekanntlech net spillen.

Wat elo d'Deklaratioun an d'Kommunikatioun ugeet un déi ëffentlech Instanzen, do ännert sech awer näischt. An d'Justiz muss an alle Fäll hir Aarbecht kënne maachen.

Grad op dëser Plaz wéilt ech op en Austausch hiweisen an der Santéskommissioun vum 24. September 2019, an dat bei Geleeënheet vun der Presentatioun vum fënnefte Rapport vun der Kontrollkommissioun. Et wier wichteg ze betounen, dass de Recours fir eng Euthanasie oder eng Stierfhëllef ëmmer nach eng grouss Ausnam ass. All d'Froe ronderëm déi schwéier Thematik gi mat vill Seriö, mat Mënschlechkeet a Professionalismus behandelt.

Ech wéilt och hei nach eemol drun erënneren, dass schwéier krank Leit, déi ënnert d'Applikatioun vum Gesetz falen, ganz prezis Konditioune mussen erfëllen, ënner anerem, dass se an enger „situation médicale sans issue" sinn an dass hir physesch oder psychesch Leide „constant, insupportable et sans perspective d'amélioration" sinn. Si kënne jo och selwer de Choix maachen, fir hirem leedvollen an aussiichtslose Liewen e wierdegt Enn ze erméiglechen.

Ech kommen dann elo nach zu der drëtter Ännerung, déi an dësem Projet de loi virgesinn ass. Si betrëfft d'Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Droits et obligations du patient. Do geet et drëms, dass d'Personne de confiance, déi, déi am Kader vun dësem Gesetz virgesinn ass, déi selwecht ass wéi déi, déi bei de Soins palliatifs an enger Stierfhëllef consultéiert gëtt. Duerfir gëtt am Gesetz iwwert d'Patienterechter, méi genee am Artikel 12, eng Referenz op d'Gesetz iwwert d'Stierfhëllef bäigesat.

Nach vläicht zu e puer Recommandatiounen a Froen, déi vun der Commission de contrôle an d'évaluation opgeworf goufen, nieft dësen dräi Ännerungen, déi jo dann haut virgeholl goufen.

Gefrot gi besser a méi ausféierlech Informatiounen an domadder d'Sensibilisatioun vum Grand public. Gefrot gëtt och, dass d'Formatioun schlussendlech méi pousséiert soll si fir d'Dokteren an och d'Gesondheetspersonal, wat d'Soins palliatifs an d'Euthanasie, d'Assistance au suicide soll beinhalten, d'Obligatioun, fir bei der Admissioun am Spidol oder enger Fleegestruktur ze froen, ob de Patient, de Resident d'Dispositions de fin de vie festgesat huet.

An zwou bis dräi Question-parlementairë goufen och interessant Äntwerte geliwwert. D'Fro zum Beispill vum fräie Choix an Zougang vun de Patienten zum Akt vun der Euthanasie an de verschiddenste Strukturen, dat sollt eigentlech garantéiert sinn, war an enger Äntwert vum Minister Étienne Schneider ze liesen 2019 am November: « L'ensemble des établissements hospitaliers, y compris les établissements d'accueil pour personnes en fin de vie, devraient ainsi prévoir la possibilité pour leurs patients de bénéficier d'une euthanasie ou d'une assistance au suicide dans un environnement adéquat et digne. »

Bei Refus vun engem Dokter, fir eng Euthanasie ze maachen - an dat Recht steet explizitt och am Gesetz -, sollten d'Strukturen eng fest Prozedur hunn, fir séier an adequat kënnen op d'Demande vum Patient ze reagéieren.

Gefrot war och an enger Question parlementaire, wéi et mat der Tarifikatioun bei der CNS wier. Och hei eng kloer Äntwert vum Minister Schneider: « les actes médicaux liés à l'euthanasie peuvent être mis en compte avec les codes figurant dans la nomenclature actuelle des actes et services des médecins. » Domat sinn déi Akten ofgedeckt an et muss deemno net nogebessert ginn an der Nomenclature.

Fir nach ganz komplett ze sinn, wéilt ech natierlech och nach op déi parlamentaresch Prozedur ze schwätze kommen. Dëse Gesetzestext gouf den 3. Oktober 2019 vum Minister Schneider deposéiert. Den Avis vum Staatsrot koum de 16. Juni 2020. An der Reunioun vun der Santéskommissioun vum 20. Oktober 2020 gouf de Gesetzestext presentéiert grad och wéi den Avis vum Staatsrot an ech hat d'Éier, fir Rapportrice genannt ze ginn. De Rapport, mäi schréftleche Rapport, gouf den 2. Februar an der Santéskommissioun majoritär ugeholl.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn natierlech d'Zoustëmmung vu menger Partei. Merci!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Françoise Hetto-Gaasch. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke géif ech wëllen der Rapportrice e grousse Merci soe fir hire ganz explizitte schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Dir hutt et héieren: Mir huelen also haut dräi kleng Upassungen um Euthanasiegesetz vun 2009 vir. An

ech wëll och direkt am Ufank ganz kloer soen, dass mir als CSV dës Adaptatioune wäerte matstëmmen, och wann d'Denominatioun „mort naturelle", fir an Zukunft den Doud ze beschreiwe vun enger Persoun, déi un de Suitte vun enger Euthanasie oder vun engem Suicide assisté gestuerwen ass, sech eigentlech vun der Terminologie a vum Akt hier widdersprécht, well eng Euthanasie ëmmer en Akt ass, deen den Doud vum Patient erbäiféiert.

Dat Ganzt ass jo, wéi mer héieren hunn, an engem kontraktuelle Kontext ze gesinn, well et geet drëms, dass d'Assurancen de Suicide assisté an d'Euthanasie vum juristesche Standpunkt hier als Mort naturelle solle behandelen.

Ech wëll awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer ganz wichteg Iwwerleeungen, déi sech aus Gespréicher mat Leit vum Terrain an och mat betraffene Leit erginn hunn, hei mat lech ze deelen.

D'Theemen onheelbar Krankheet, Palliativfleeg a Fin de vie si leider nach ëmmer Tabutheemen! D'Gesetz ass zanter 2009 en vigueur, mee um Terrain leeft dat awer net ëmmer esou, wéi de Patient sech dat zu Liefzäite gewënscht huet, ob dat mat Patiententeverfügung oder Disposition de fin de vie oder ouni ass.

Fir vill Leit dobaussen ass et och net ëmmer kloer, wat dat eent ass a wat dat anert ass. Duerfir muss d'Regierung nach weider opklären. D'Patiententeverfügung oder d'Directive anticipée, déi enk um Palliativgesetz drunhänkt, hält fest, wat e Patient wëllt a wat en net wëllt, wann e bis an der avancéierter Phas oder an der Schlussphas vu senger uerger Krankheet ukomm ass. Allerdéngs gëtt se just gekuckt, wann de Patient net méi wakereg ass a sech selwer net méi äussere kann.

Et ass immens wichteg, scho ganz laang am Virfeld mam Patient alles ofzeklären an e puer Gespréicher, laang éier d'Phas vum Stierwe méi no réckelt, an dat léisst sech am allerbeschte mat sengem Vertrauensdokter maachen.

An enger Disposition de fin de vie kann de Wonsch no Euthanasie festgehale ginn a spillt zu deem Moment, wou de Patient sech net méi selwer ausdrécke kann. Dës Dispositioun muss bei der Commission nationale de contrôle et d'évaluation enregistréiert ginn. A béide Fäll ass et awer wichteg, dass de Patient am Virfeld eng Vertrauenspersoun doriwwer informéiert huet, déi dann, le moment venu, dem zoustännegen Dokter dem Patient säi Wonsch matdeelt. Dernieft gëtt et jo dann och nach aner Technike wéi Sedatioun, wouduerch een extreem Symptomer versicht an de Grëff ze kréien an de Mënsch an eng Zort Schlof versetzt. Erëm aner Patienten, déi stierweskrank sinn, refuséieren z'iessen oder ze drénken, fir domadder selwer hir Decisioun, hirem Liewen en Enn ze setzen, ëmzesetzen.

An da gëtt et d'Palliativmedezinn, déi duerch adequat Symptomkontroll a Schmäerztherapie de Patient, deen onheelbar krank ass, begleet. Si soll seng Liewensqualitéit bis zum Schluss erhalen. Leider gëtt d'Palliativmedezinn meeschtens just gesinn als lescht méiglech Therapie oder Stierfmedezinn, déi op enger Statioun stattfënnt. Dobäi ka se vill éischter ufänken.

Dat géif natierlech bedeiten, dass „advance care planning" géif stattfannen, ze verstoen als eng virausschauend Planung, wat Therapie a Soinen ubelaangt, jee no Wonsch vum Patient, an eigentlech och vill éischter misst agesat ginn, esou wéi et och vill international Etüden, zum Beispill an der Onkologie, ëmmer méi beweisen.

Den Dokter, dat kann och en Allgemengmedezinner sinn, géif an e puer Gespréicher mat sengem Patient ofklären, ganz am Ufank, wann eng onheelbar Krankheet diagnostizéiert ass, an och am Verlaf vun där Krankheet - also net an enger akuter Situatioun -, ob en zum Beispill an eng Reha wéilt goen oder net. Dës Gespréichsféierung géif dem Dokter et erlaben, ganz genee dem Patient säi Wëllen ze erkennen an déi eenzel Schrëtt am Verlaf vun der Krankheet ze plangen a gegeebenenfalls déi eng oder aner Interventioun oder Therapie ewechzeloossen, fir Iwwertherapéieren iwwerhaapt net opkommen ze loossen, esou nom Motto: „allow natural death".

Duerfir brauche mer awer méi national palliativ Netzwierker, flächendeckend, esou wéi dat an Däitschland och de Fall ass. Mir brauche ganz gutt forméiert Dokteren, Allgemengmedezinner, déi psychosozial Gespréichsféierung an hirer Ausbildung hunn. Et wier och sënnvoll, dass si zum Beispill als Allgemengmedezinner e Stage op Palliativstatioune géife maachen an net just d'Onkologen. Eng fréizäiteg Vernetzung Onkologie-Palliativmedezinn wier sënnvoll, awer och mat anere Spezialiste wéi zum Beispill aus der Kardiologie oder Pneumologie oder Neurologie an der Geriatrie.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Finalitéit ass e Stierwen an Dignitéit, ob iwwert de Wee vun enger Euthanasie, engem Suicide assisté oder palliativ. Dëst soll dem Patient iwwerlooss sinn. E soll opgeklärt sinn, wat fir Méiglechkeeten en huet, a säi Wonsch soll respektéiert ginn.

Geneesou soll och dem Dokter seng Autonomie, fir dierfen ze refuséieren, och respektéiert ginn, esou wéi et och am Gesetz steet.

An deem Sënn deposéieren ech och elo eng Motioun, wou ech déi eenzel Elementer, déi ech elo beschriwwen hunn, afléisse gelooss hunn:

Éischtens emol: De Wonsch vum Patient muss respektéiert ginn. A wann en Dokter sech selwer net gesäit eng Euthanasie maachen, da muss en e Confrère fannen, deen dësen Akt bereet ass ze iwwerhuelen. Anerefalls brauche mer kee Gesetz.

Et sollt eng Gespréichsphas stattfannen, laang am Virfeld, fir domadder dem Patient säi Wëllen ze kennen, deemno en „advance care planning" ze schafen an Iwwertherapeieren ze evitéieren.

Fir d'Theema ze enttabuiséieren, sollte mer en nationalen Dag „Fin de vie" aféieren, en Dag, wou d'Stierwen an d'Schwätzen iwwert d'Stierwen am Mëttelpunkt stinn.

De Volet „Fin de vie" sollt an der Ausbildung vum Allgemengmedezinner op der Uni ausgebaut gi mat Stage op Palliativstatiounen an enger Formatioun a psychosozialer Gespréichsféierung.

A mir sollte flächendeckend en nationaalt Palliativnetzwierk vun Onkologen, anere Spezialisten, Palliativmedezinner a Generalisten opbauen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a wier frou, wann dës Motioun vun der CSV géif op eng breet Zoustëmmung treffen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- sachant que les soins palliatifs, l'euthanasie et l'assistance au suicide ont été introduits dans la législation luxembourgeoise par deux lois du 16 mars 2009 ;

- estimant que la finalité de tous ces textes est d'offrir à des personnes atteintes d'une maladie incurable, accompagnée de souffrances physiques ou psychiques insupportables, une fin de vie en dignité ;

- sachant qu'aucun médecin n'est tenu de pratiquer une euthanasie ou une assistance au suicide ;

- constatant que le sujet « fin de vie » est toujours un tabou dans notre société ;

- considérant que les médecins accompagnant des personnes en fin de vie déplorent un manque de communication entre les acteurs médicaux et constatent que le principe du « advance care planning » est malheureusement loin d'être coutumier ;

- estimant que l'entretien du médecin accompagnant avec le patient devrait être valorisé en tant qu'acte médical afin de pouvoir planifier une fin de vie en dignité ;

- constatant qu'un véritable réseau des soins palliatifs avec, comme acteurs principaux, les médecins généralistes, les réseaux de soins, les oncologues et les médecins spécialisés en soins palliatifs constituerait une véritable plus-value pour les patients en fin de vie,

invite le Gouvernement

- à œuvrer afin de garantir que la volonté du patient soit respectée, notamment en incitant les médecins qui refusent de pratiquer une euthanasie ou une assistance au suicide à orienter le patient concerné vers un médecin disposé à réaliser le cas échéant une euthanasie ou une assistance au suicide ;

- à organiser une journée nationale « fin de vie » afin de mieux informer la population sur ce sujet sensible et tabouisé ;

- à évaluer les coûts liés à l'« advance care planning » ainsi qu'à l'entretien avec les patients en fin de vie en vue d'une insertion dans la nomenclature des actes ;

- à prévoir le volet « fin de vie » dans le cadre des études spécialisées en médecine offertes à l'Université du Luxembourg, notamment en y insérant le volet de l'entretien psychosocial ainsi que des stages dans le domaine des soins palliatifs pour les étudiants en médecine générale ;

- à organiser une table ronde avec tous les acteurs concernés afin de créer un réseau institutionalisé et efficace des soins nécessaires pour les patients en fin de vie.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen, Georges Mischo, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt soen ech der Rapportrice e grousse Merci fir den Historique. Et ass e Sujet, wou een e puer Explikatioune muss ginn. Den Historique war ganz komplett, wat mir et erlaabt, iwwer verschidde Saache vläicht e bësse méi séier ewechzegoen.

Dir hutt et gesot: Mir adaptéieren de gesetzleche Kader vun 2009 par rapport zu enger Rei Recommandatiounen, déi mer vun der Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide an hiren entre-temps scho fënnef Rapporte gemaach kruten.

Déi wichtegst Adaptatioun an dësem Text ass mat Sécherheet déi, dass den Doud vun enger Persoun no enger Euthanasie oder enger Assistance au suicide an Zukunft als natierlechen Doud wäert ugesi ginn. Dës Prezisioun stoung bis elo net am Text, wat notamment derzou gefouert huet, dass Liewensversécherungen net ausbezuelt gi sinn. Duerch d'Qualifikatioun als Mort naturelle kann dës elo och bei esou engem Doudesfall u Familljen ausbezuelt ginn.

Dës Prezisioun ass a mengen Aen awer och eng Aart Unerkennung, en Ausdrock vu Respekt vis-à-vis vun enger Persoun, déi den ausdréckleche bewosste Choix gemaach huet, fir op eng Stierfhëllef zréckzegräifen.

2009 war Lëtzebuerg dat drëtt Land an der EU - no Holland an der Belsch; et ass gesot ginn -, dat e legale Kader fir d'Euthanasie geschaaft huet. Et goung dobäi ni dorëms, fir eng Euthanasie ze förderen. Mir hunn awer enger Realitéit Rechnung gedroen. Et ginn nämlech Fäll, wou Persounen duerch eng Krankheet, déi se hunn, en extreem penibelt an onwierdegt Liewensenn riskéieren a wou och d'Palliativmedezinn op hir Limitte stéisst. Ënner ganz restriktive Konditiounen a Kontrolle kann dohier e Patient, deen dat explizitt freet, vu sengem Leiden erléist ginn.

Wann all Dag mat extreemer Péng verbonnen ass, ouni Aussiicht op Besserung, a wann d'Liewensqualitéit all Dag ee Stéck méi verluer geet, dann ass et dem Eenzelne säi Choix, ob e säi Liewen ënnert dësen Ëmstänn weiderféieren oder an Dignitéit aus dem Liewe goe wëllt.

Här President, niewent de Recommandatiounen, déi mir aus dem Rapport iwwert d'Euthanasie iwwerhuelen an an eise gesetzleche Kader integréieren, huet d'Commission nationale awer och nach weider Recommandatioune gemaach, iwwert déi mer och elo nodenke sollten. Do geet et un éischter Stell ëm d'Informatioun, souwuel generell Informatioune vum Grand public wéi och spezifesch Informatioune vu Concernéierte respektiv potenzielle Concernéierten.

Well och, wa mir de legale Kader fir eng Euthanasie oder eng Assistance au suicide hunn, doe mer eis awer weiderhi schwéier, iwwert de Sujet ze schwätzen. Eppes muss menger Meenung no onbedéngt assuréiert ginn, nämlech e kompletten an iwwersiichtlechen Accès op Informatioune fir Persounen, déi sech fir hir eege Situatioun mam Sujet befaasse respektiv och fir Leit aus hirem Entourage.

Concernéiert Persoune musse wëssen, u wie si sech kënne wenden, fir un déi néideg Informatiounen ze kommen. Et ass e Fakt an och net verwerflech, dass net all Dokter waarm fir dëse Sujet ass respektiv dass och net all Dokter sech mat de Prozedure vun enger Euthanasie oder enger Assistance au suicide auskennt.

Am aktuelle Gesetz hu mer och virgesinn, dass en Dokter, deen aus moralesche Grënn keng Euthanasie wëllt maachen, sengem Patient dat innerhalb vu 24 Stonne matdeele muss an dann och net gezwonge gëtt, eppes ze maachen, wat en net wëllt.

Wat allerdéngs net virgesinn ass, dat ass de Verweis vum Patient op en aneren Dokter oder eng Struktur, déi dem Concernéierten hëllefe kann. Et gëtt de Moment keng Informatiounsflicht an deem Sënn. D'Fro, déi sech stellt an déi mir eis alleguer zesumme musse stellen, ass also déi, wéi mir assuréiere kënnen, dass déi néideg Informatiounen iwwer Euthanasie bei de Concernéierten ukommen.

Dat muss engersäits vun Dokteren assuréiert ginn, déi op dësem Sujet speziell forméiert sinn, mee och eis Spideeler spillen a mengen Aen eng wichteg Roll. Et fält op an de Constate vun den duerchgefouerten Euthanasien, dass eng Tendenz besteet, dass manner Euthanasien an de Spideeler gemaach ginn, mee méi ausserhalb, virun allem och doheem.

2017 an 2018 - et ass scho gesot ginn - goufe vun insgesamt 19 Euthanasië just zwou dovunner an de Spideeler duerchgeféiert. Dat ass eng grouss Verännerung am Verglach mat 2016, wou alleguerten d'Euthanasien, nämlech zéng Stéck, an de Spideeler duerchgefouert goufen.

De fräie Choix vum Patient spillt do bestëmmt eng wichteg Roll an awer muss dës Entwécklung aus de Spideeler eraus - a mengen Aen - analyséiert ginn an domat och d'Prozeduren, d'Servicer an d'Kontaktpersounen, déi et an eise véier Centres hospitaliers a puncto Euthanasie an Assistance au suicide ginn, well och an eise Spideeler sollte Patienten, déi eng Euthanasie a Betruecht zéien, komplett opgeklärt a suivéiert ginn.

Well ech weess, dass 2020 och de Plan national sur la fin de vie sollt lancéiert ginn - deen ass duerch d'Aktualitéit mat Sécherheet a Verzuch geroden -, wollt ech bei der Madamm Minister nofroen, wéi wäit mer domat sinn an ob an dësem eventuell och schonn eng Rei vun den Iwwerleeungen aus de Recommandatioune matagefloss sinn.

Här President, Lëtzebuerg ass eent vun de wéinege Länner, dat e gesetzleche Kader fir Euthanasie an Assistance au suicide huet, mee mir mussen eis weiderhi beméien, nach méi oppe mat dësem Sujet ëmzegoen an och den Doud ze enttabuiséieren.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Et ass déi éischte Kéier, wou déi dräi aktuell Regierungsparteien, DP, LSAP an déi gréng, sech am Parlament zesumme géint d'CSV stellen an d'Dräierkoalitioun domat eigentlech virewechhuelen", huet d'Dani Schumacher am Mäerz 2019 an hirem Réckbléck op dat zéngjäregt Bestoe vum Euthanasiegesetz am „Lëtzebuerger Wort" gemengt. Ech mengen, d'Madamm hat net ganz Onrecht.

Déi ongewéinlech, fir net ze soen onhelleg, Allianz tëscht der Majoritéitsdeputéiert Lydie Err an dem Oppositiounsdeputéierte Jean Huss huet net just an de Medie fir Opreegung gesuergt, se huet och a villen anere Kreesser zu heftegen Diskussioune gefouert, vum Stammdësch bis eran an de Palais.

Interessant ass dobäi, datt béid Deputéiert schonn am Joer 2002 eng gemeinsam Proposition de loi ausgeschafft, deposéiert a verteidegt haten. Allerdéngs huet den Erfolleg vun dëser Initiativ laang op sech waarde gelooss. D'Ënnerstellung nämlech, datt d'Familljen eeler Persoune wéilten deconnectéieren, fir un hir Ierfschaft ze kommen, oder Argumenter wéi moralesch Verwerflechkeet, Angschtmaacherei viru méiglechen Abusen a Stierftourismus an de kategoresche Refus, engem Patient d'Recht ze ginn, autonom iwwer säi Liewensenn ze bestëmmen, hu jorelaang zu kontroversen a ganz emotionalen Diskussioune gefouert, mam Resultat, datt et siwe Joer gedauert huet, bis d'Proposition de loi eeben no ganz emotionalen Debatten och an der Chamber mat 31 Jo-Stëmme géint 26 Nee-Stëmmen an 3 Enthalunge guttgeheescht ginn ass an d'Recht op Stierfhëllef gesetzlech verankert huet.

De Refus vum Grand-Duc, dat Gesetz ze ënnerschreiwen, déi domat verbonne Staatskris, déi mer jo net oft zu Lëtzebuerg hunn, an déi uschléissend Verfassungsännerung si weider Elementer, déi d'Geschicht vun dësem Gesetz markéiert hunn.

Här President, haut, bal zwielef Joer nom Vott, gesäit d'Welt anescht aus, wéi vu munche virausgesot. Et koum weeder zum Abus nach zu anere Schreckenszenarien, déi vu munche Géigner vum Gesetz prophezeit gi waren. An et muss ee soen: Mat 71 Fäll innerhalb vun den zéng Joer, déi am leschte Rapport erfaasst gi sinn, läit Lëtzebuerg, proportionell gesinn, wäit ënnert den Zuele vun Holland an der Belsch. An och um Niveau vun de Plaintë wéinst suspektem Verhale läit bis haut keen eenzegen Dossier vir.

Dat Eenzegt, wat een haut ka feststellen, Dir Dammen an Dir Hären, ass, datt all Joer e puer Patiente vum Recht Gebrauch maachen, hirem onheelbare Leide mat Hëllef vun der Euthanasie en Enn ze setzen, an dankbar dofir sinn.

D'Modifikatiounen, déi mer haut virhuelen, ännere weider näischt um Fong vum Ganzen, mee bestinn aus verschiddenen Upassungen, déi längst iwwerfälleg sinn. Si goufe schonn am zweete Rapport ernimmt. Ech wéilt och der Madamm Hemmen Merci soen, well se all déi Modifikatiounen hei an hirem Rapport ganz gutt duergeluecht huet.

Éischtens gëtt jo den Doud duerch d'Stierfhëllef bei onheelbarer Krankheet net méi mat Suicide gläichgestallt. Dat huet d'Madamm Hemmen gutt erkläert. Dës Prezisioun ass net nëmmen deontologescher Natur, si spillt och eng Roll, wéi gesot, bei de Liewensversécherungen an den Assurancen.

Allerdéngs stellt de Staatsrot sech hei d'Fro, ob dës Modifikatiounen d'Konsequenze vum Doud duerch Euthanasie effektiv besser reegelen an ob d'Ëmstänn vum Doud iwwerhaapt un déi ëffentlech Autoritéite kommunikéiert wäerte ginn. Am Zweifelsfall ginn d'Ëmstänn natierlech och weiderhi vun de Justizautoritéite kontrolléiert, esou wéi et och vum Staatsrot ënnerstrach gëtt.

Déi zweet Modifikatioun bezitt sech dann op d'Commission nationale de contrôle et d'évaluation, déi mat Suppleanten ausgestatt gëtt, fir besser kënnen ze fonctionéieren, wat och an eisen Ae ganz positiv ass a keng weider Froen opwerft.

Déi drëtt Ännerung bezitt sech dann op d'Gesetz vun de Patienterechter vun 2014, an deem d'Designatioun vun enger Vertrauenspersoun fir Euthana-

siepatienten anscheinend vergiess gi war. U sech weist dësen Oubli, datt och nach am Joer 2014 net direkt de Reflex bestanen huet, d'Rechter vun den Euthanasiepatiente mat deene vun de Palliativpatiente gläichzesetzen. Dat gëtt elo mat dësem Projet de loi nogeholl.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot sinn dës dräi Modifikatiounen net onwichteg. Se änneren awer näischt drun, datt sech weiderhin eng Rei Problemer stellen, wat d'Ëmsetzung vum Gesetz ugeet. De Maître Jean-Jacques Schonckert, de President vu „Mäi Wëllen, Mäi Wee", weist zu Recht drop hin, datt d'Acteuren um Terrain sech generell nach ëmmer schwéierdinn, den Akt vun der Euthanasie duerchzeféieren.

Domat, an dat wëll ech ënnersträichen, stellt kee Mënsch d'Recht vun den Dokteren op d'Gewëssensfräiheet a Fro. All Dokter muss selwer fir sech entscheede kënnen, ob en eng Euthanasie wëllt duerchféieren oder net. Dat ass e Grondrecht vun all Dokter. D'Gewëssensfräiheet vun den Dokteren ass allerdéngs eng individuell Fräiheet a keng institutionell Fräiheet. Dat geet och aus enger Äntwert vun der fréierer Santésministesch Lydia Mutsch op eng Question parlementaire aus dem Joer 2016 ervir.

Et bedeit, datt eng Institutioun u sech net d'Recht huet, d'Gewëssensfräiheet vun den Dokteren als Argument ze benotzen, fir eng Euthanasie ze refuséieren. Villméi mussen d'Institutiounen an d'Strukturen de Patienten d'Méiglechkeet schafen, hiert legaalt Recht op Euthanasie fir sech an Usproch ze huelen. Konkreet heescht dat, wat och d'Madamm Carole Hartmann virdrun hei gesot huet, datt se d'Patiente beim Choix vum Dokter richteg informéieren an orientéieren, esou zum Beispill duerch eng Kontaktpersoun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun dëser Debatt féiert et elo ze wäit, fir op all déi aner Recommandatioune vun der Kommissioun anzegoen. Mir mengen awer, datt se net däerfen am Tirang verschwannen. A mir sinn och sécher, datt se dat net maachen. Duerfir begréisse mir all Schrëtt, dee gemaach gëtt, fir se um Terrain ëmzesetzen. Do gehéiert an éischter Linn d'Sensibiliséierung an d'Informatioun vun de Biergerinnen a Bierger derzou, wou laut enger Ëmfro vun der ILReS nëmme véier vun zéng Leit am Bild sinn, datt esou e Gesetz iwwerhaapt existéiert.

„D'Akzeptanz ass ganz grouss an d'Informatioun ass wierklech […] minabel. D'Patiente wëssen oft net, […] dass et [esou e Gesetz] gëtt. A wa se dat wëssen, da wësse se oft nach net, wéi se sech mussen uleeën, fir et ze kréien," huet de Psychiater Paul Rauchs, deen och Member vun der Evaluatiounskommissioun ass, d'lescht Joer ganz treffend um Radio 100,7 betount.

Begréissenswäert ass fir eis, datt mir eent vun de liberaalste Gesetzer am Beräich vun der Euthanasie hunn, well et d'Krankheetsbiller, déi ënnert d'Euthanasie falen, net definéiert. Dat gëtt den Dokteren eng ganz grouss Fräiheet. Dës Fräiheet ass awer och mat enger grousser Verantwortung a mat vill Fangerspëtzegefill verbonnen, virun allem, wann eng Demande d'euthanasie vun enger psychesch kranker Persoun virläit.

D'Verantwortung vun der Regierung läit op där anerer Säit natierlech doran, de Recommandatioune vun der Kommissioun op alle Pläng nozekommen, fir datt d'Recht op Stierfhëllef no zwielef Joer endlech dee Stellewäert an eiser Gesellschaft kritt wéi d'Recht op Palliativmedezinn. Béid si wichteg Piliere vun engem humanen a solidaresche Gesondheetssystem an duerfir si mer frou, datt d'Stierfhëllef an d'Palliativmedezinn net méi géinteneen ausgespillt ginn.

Domat ginn ech den Accord vun eiser grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Lorsché villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech maache keen Historique vum Euthanasiegesetz. Meng Partei ass, war a bleift géint de Prinzip vun der Euthanasie. Duerfir wäerte mir och nimools e Gesetz matstëmmen, dat euthanasieliéiert ass.

An dësem konkreete Fall wäerte mer awer och net dergéint stëmmen, well mir begréissen ausdrécklech d'Assimiliatioun vun der Euthanasie zur Mort naturelle. A wéi virdru scho gesot ginn ass, et geet hei ëm Leit, déi an enger Situation médicale si sans issue, sans espoir d'amélioration, déi also, wann dem gesonde Mënscheverstand nogelauschtert gëtt, souwisou relativ kuerzfristeg no där Euthanasie géife stierwen.

Aus deem Grond wäerte mir eis als ADR bei dësem Text enthalen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, datt ee soe kann, datt no dem Historique, deen och d'Madamm Hemmen a virun allem d'Madamm Lorsché gemaach hunn, d'Debatt op jidde Fall weesentlech manner emotional a manner hëtzeg geféiert gëtt haut, wou et eng punktuell Änerung gëtt, wéi dat nach virun iwwer zéng Joer de Fall war, wéi d'Gesetz agefouert ginn ass, wat och beweist, datt och an der Chamber d'Akzeptanz an, mengen ech, d'Weiderkommen an den lwwerleeunge fortgeschratt sinn an datt mer haut och an enger anerer gesellschaftlecher Situatioun sinn, wéi dat virun zwielef Joer nach de Fall war, wat absolutt begréissenswäert ass.

Et kënnt een net derlaanscht festzestellen, datt dat, wat vu ville Leit gefaart ginn ass, nämlech datt et zu masseweisen Abuse géif kommen, datt d'Praxis vun deene leschte Joren dat evidenterweis widderluecht huet.

Mat dësem Text maache mer zwar formal just kleng Ännerungen, ech mengen awer, datt et genau dee richtege Wee ass, nämlech déi Assimiléierung vun der Euthanasie an der Assistance au suicide u Mort naturelle, déi Implikatiounen huet, wat d'Versécherungen ugeet, mee déi awer, mengen ech, och e ganz staarke symbolesche Charakter huet, deen och wichteg ass, well et geet ëm Dignitéit, et geet ëm Selbstbestëmmung, ëm d'Autodeterminatioun vum Mënsch och a senger leschter Phas vum Liewen, wat e Grondwäert an och e Grondrecht ass, wat dëst Gesetz och nach eng Kéier staark ënnersträicht.

Ech kann och dat affirméieren, wat d'Madamm Hartmann gesot huet, datt de Chantier sécher nach net eriwwer ass, datt et nach un Informatiounen deelweis feelt. An déi Leit, déi déi Informatiounen transmettéiere sollen, Dokteren a virun allem Spideeler ... An och do rejoignéieren ech dat, wat d'Madamm Lorsché gesot huet, datt et keen institutionellt Recht gëtt, déi Informatiounen ze verweigere respektiv d'Assistance au suicide net duerchzeféieren, mee natierlech en individuellt Recht vum behandelnden Dokter.

Dëst gesot stëmme mir dësen Text mat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wäerten alleguerte stierwen. Mir wëssen et a probéieren et awer esou gutt et geet iergendwéi ze ignoréieren.

Wann ee gesond ass, dann ass dat méi einfach. Da kann ee sech de schéine Saachen am Liewe widmen a sech dorobber konzentréieren, mee wann een dann awer onheelbar krank ass, da kënnt de Moment, wou ee spiert, datt d'Liewen op en Enn geet an een der Tatsaach net weider aus dem Wee ka goen.

An da stellt sech d'Fro, ob ee bis zum Schluss kämpfe wëllt, kämpfe kann oder ob een zu engem selwer bestëmmte Moment aus dem Liewe geet. D'Recht, dës Fro individuell beäntwerten ze däerfen, an d'Recht, insupportabel Zoustänn net erdroen ze mussen, wa keng Chance op Heelung méi besteet, sinn eng grouss Errungenschaft, déi mam Gesetz iwwert d'Euthanasie an d'Assistance au suicide vun 2009 festgehale gouf.

Leider huet sech awer an der Praxis séier gewisen, datt d'Recht, selwer entscheeden ze kënnen, wéini ee sengem Liewen am Fall vun enger schlëmmer Krankheet oder no engem Accident en Enn setze wëllt, och wann et um Pabeier Bestand hat, an der Realitéit Aschränkungen ënnerlouch. Well am Gesetz vun 2009 net explizitt festgeluecht war, datt en Doud duerch eng Assistance au suicide oder Euthanasie net als Suicide dierft consideréiert ginn, gouf et an der Praxis zum Beispill Problemer mat de Liewensversécherungen.

Ech denken, datt mer eis alleguerten eens sinn, datt d'Entscheedung, engem onerdrobare Leed en Enn ze setzen, zwar am Kader vun de Méiglechkeeten, déi de Patient huet, als fräiwëlleg muss verstane ginn, mee trotzdeem keng Entscheedung ass, déi e Mënsch wierklech fräiwëlleg geholl hätt, wann et em och fräigestanen hätt, nees gesond ze ginn.

Et steet also ausser Fro (veuillez lire: Et kënnt also net a Fro), enger Persoun, déi hiert Leed net méi erdroe konnt a vun der Méiglechkeet vun der Euthanasie oder der Assistance au suicide profitéiert, ze ënnerstellen, se hätt hirem Liewen aus komplett fräie Stécker en Enn gesat, soudatt eng Liewensversécherung net méi misst gräifen!

Mir freeën eis duerfir, datt mer mat dësem Gesetz haut all Onkloerheeten an dësem Beräich aus dem Wee raumen a kloer festhalen, datt en Doud duerch eng Assistance au suicide oder eng Euthanasie, wat d'Kontrakter betrëfft, déi e Patient agaangen ass, gläichgestallt muss gi mat engem natierlechen Doud. Et ass net am Sënn vum Gesetz vun 2009, wa Persounen um Enn vun hirem Liewen an hirem Choix ageschränkt ginn duerch d'Suergen ëm d'finanziell Ofsécherung vun hirer Famill!

Mir begréissen dëse Projet duerfir ausdrécklech a ginn och eisen Accord zu der Upassung iwwert d'Méiglechkeet, Membres suppléants an d'Commission nationale de contrôle et d'évaluation ze nennen an zur Prezisioun iwwert d'Personne de confiance. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grousse Merci un d'Cécile Hemmen fir de Rapport zu dësem Projet.

Et ass ervirgestrach ginn: D'Diskussioun ass manner emotional. Ech géif soen, dat ass awer nach ëmmer net normal hautdesdaags. Et ass bei eis Gott sei Dank normal, well eng gewëssen Zäit vergaangen ass, well Erfarunge konnte gesammelt ginn, mee et ass nach kee Joer hier, dunn huet d'Bundesverfassungsgeriicht vu Karlsruhe am Februar d'lescht Joer nach misse festhalen, dass et sech hei ëm en Akt vun autonomer Selbstbestëmmung handelt - e Geriicht huet dat misse feststellen! Dat freet mech, dass et esou festgehale ginn ass, mee nach huet et missen esou wäit kommen.

Ech begréissen och ausdrécklech, dass et aus der Perspektiv vum Eenzelnen hei am Land an och ëmmer méi an anere Länner elo esou ass, dass de Schutz vun der Autonomie, de Schutz vun der Selbstbestëmmung vum Eenzelnen aus senger Perspektiv dach awer priméiert op säi Recht op seng eege Gesondheet, dass et seng Decisioun ass, déi priméiert, wann e se ausgedréckt huet.

Dofir sinn ech och frou, dass mer haut iwwert dëse Projet schwätzen an net méi iwwert de Grondsaz, dass mer nach just Ännerunge maachen an dass dat, wat elo an Däitschland um Lafen ass, eeben intensiv Aarbechten, fir e legislatiivt Schutzkonzept en place ze setze ronderëm dës Thematik, dach hei scho feste Bestand an eiser Gesellschaft fonnt huet.

An trotzdeem ass déi Nobesserung, déi haut gemaach gëtt, net anodin, si ass vu grousser Symbolik. Firwat? Well se dach och an e gewësse Stigma gräift. Et ass eng lescht Hürd, déi gefall ass, fir deene Leit, déi hei concernéiert sinn, den néidege Respekt och auszedrécken.

Wat verstinn ech ënner Stigma? Wann ech muss iwwer e Gesetz feststellen, dass mer hei eng Gläichstellung maachen zu enger Mort naturelle, och wann d'Terminologie vläicht à discuter ass an net onbedéngt déi glécklechst ass, esou léisst dat dach awer iergendwéi deiten, dass de Wonsch vun enger Persoun, engem Liewen, dat vu Leed markéiert ass, wou keng Perspektiv op Besserung méi ass, en Enn ze setzen, dass dëse Wonsch dach awer iergendwéi nach ëmmer e bësse suspekt ass. Et ass vläicht keng Doudsënn méi, et ass och keng Pathologie vläicht am eigentleche Sënn, mee iergendwou dach awer genuch, dass ee sech d'Fro muss stellen, ob dann elo eng Liewensversécherung do soll spillen oder net. An dat ass eppes, wat seng Plaz net an engem humane Konzept däerf hunn!

Dofir sinn ech frou, dass dëse Projet breet begréisst gëtt an dass mer dës Hürd och elo wierklech falen doen. Et ass nämlech d'Recht, dass een och net indirekt ka bestrooft ginn duerch esou e Choix, wat eng Belaaschtung fir déi Concernéiert ka sinn.

Op d'Zukunft gekuckt, mengen ech, ass dat, wat eis elo bevirsteet - d'Praxis -, dat, wou nach vill muss dru geschafft ginn. Mir hunn e gudde Kader. Mir hunn e Kader, dee säi Wee fonnt huet an eis Gesellschaft. An trotzdeem si Rechter eng Saach. Pabeier ass gedëlleg. Nach muss dat an der Praxis ukommen. Et muss an eis Kultur iwwergoen. Et soll zu enger Selbstverständlechkeet ginn.

D'Prioritéit vun eis alleguerte sollt also elo de gesonden Ëmgang mat dësen Dispositioune ginn, déi mer hunn, dass mer derfir suergen, dass den Ëmgang mat Rechter, déi mer hunn, eppes Natierleches gëtt, souwuel an eiser Gesellschaft ..., dass mer léieren, eis Gedanken ze maache ronderëm eisen Doud, wat déi normaalste Saach vun der Welt ass, well, et ass gesot ginn: Mir stierwen alleguerten. Mir hu just net esou wierklech d'Gewunnecht, eis vill domadder auserneenzesetzen am Virfeld. An dat ass awer dat, wat et brauch, fir dass dat kann esou gutt wéi méiglech oflafen zum Schluss, mat alle concernéierten Acteuren, mat der Famill. Dofir ass et eigentlech wichteg, dass och deen Tabu fält an dass et eng Selbstverständlechkeet gëtt, sech an der Famill, mat de Kolleegen doriwwer ze ënnerhalen, wéi ee seng eege Valeure setzt, wéi ee sech selwer positionéiert an esou engem Fall, dass dat och gewosst ass, dass dat zu enger Persoun gehéiert.

Et ass och wichteg, weiderzeschaffen am Kontext vun der Prise en charge. Um Terrain bei de Professionellen ass Empathie gefrot. Et ass Interessi fir de Patient gefrot an domadder ass Zäit gefrot, et ass Zäit um Bett vum Patient gefrot, et ass Zäit mat senger Famill gefrot. Et ass Ecoute gefrot an dat ass eppes, wat och net onbedéngt esou selbstverständlech ass an net onbedéngt tarifiéiert ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Et brauch Vertrauen an et brauch eng gewëssen Distanz, fir seng eege Valeuren zréckzeschrauwen an ze probéieren ze verstoen: „Wat sinn d'Valeure vum Patient, mat deem ech ze dinn hunn?", fir dee Mënsch kennen ze léieren, fir ze verstoen, wat säi Wonsch ass, a fir och der Famill eng Entlaaschtung ze sinn, fir wierklech professionell opgestallt ze sinn, fir am richtege Moment schnell kënnen e gudden a gesonden Ëmgang par rapport zu dëser Thematik ze hunn.

An do gëtt et sécherlech nach vill ze schaffen. Dat soll kee Virworf u kee sinn, mee dat ass eppes, wat een och muss léieren. Et ass keng Selbstverständlechkeet. Et gehéiert fir mech an d'Formatioun vun de Gesondheetsberuffler, ze léieren heimadder ëmzegoen, déi néideg Reflexer ze kréien, déi richteg Froen ze stellen, déi richteg Attitüd ze developpéieren. Et brauch Sensibilisatioun, sécherlech, et brauch Formatioun, mee et brauch och e permanenten Erfarungsaustausch, well et léiert een aus der Praxis an do kann ee vun deem anere léieren. An ech sinn iwwerzeegt, dass sech do och e Reseau wäert bilde vun interesséierte Leit, déi hir eegen Erfarunge kënnen austauschen am Sënn vun enger besserer Prise en charge.

De Respekt, den Interessi vum Patient soll am Endeffekt iwwer seng Krankheet eraus bestoen, well ganz oft an dëse Situatiounen ass et mat der Krankheet esou, dass een net méi vill kann dru maachen. Da bleift awer de Patient an deen huet e Recht op eng gutt Begleedung, an dat bis zum Schluss.

Ech begréissen och ausdrécklech d'Motioun, déi eragereecht ginn ass. Déi Aspekter, déi ugeschwat ginn, si weesentlech. Ech mengen, d'Volontéit vum Patient soll respektéiert ginn. Dat gehéiert zu sengem Recht. Et ass net nëmme säi Recht, et ze äusseren, en huet och e Recht drop, dass ronderëm hien alles esou organiséiert ass, dass e säi Recht och dann ëmgesat kritt, wann et esou wäit ass.

Sensibilisatioun, sécherlech wichteg, soll an den Alldag goen, mee eng Journée nationale fannen ech eng ganz gutt Iddi. An och eng Reflexioun ronderëm déi Zäit, deen Opwand, déi ronderëm esou eng Prise en charge gefuerdert sinn, ass sécherlech derwäert, an der Déift geféiert ze ginn. An ech kann lech och soen, dass ech schonn éischt Gespréicher mat Concernéierten dozou hat. Dat ass eng Pist, déi mer sécher wäerte weider exploréieren, an et ass en Theema, dat ech net esou séier wäert lassloossen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7480. Den Text steet am Document parlementaire 7480[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7480 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi bei 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Diskussioun respektiv Ofstëmmung vun der Motioun, déi vun der Madamm Hetto-Gaasch deposéiert ginn ass.

Ass nach een, deen d'Wuert zu där Motioun wëllt ergräifen? D'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Jo, Här President, ech wollt mech eigentlech der Appreciatioun vun der Madamm Ministesch uschléissen. Ech fannen och, dass déi Revendicatiounen hei wierklech ganz zukunftsorientéiert sinn an dass et wierklech elo an dëser Phas drëms geet, dass mer sécher mat deem Tabu vun der Euthanasie solle briechen an dass mer eis d'Moyene solle ginn, fir an der Praxis och kënne beschtméiglech mat dësem Theema ëmzegoen.

Duerfir géif ech recommandéieren, dass mer dës Motioun och unhuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen.

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

8. Dépôt d'une résolution par M. Marc Spautz

Da géif ech dem honorabelen Här Marc Spautz d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 27. Januar 2021 hat ech d'Éier, am Numm vu mengem Grupp eng Proposition de loi ze hannerleeën, déi och vum Bureau ugeholl ginn ass, wat d'Aiden ubelaangt fir an de Betriber, dat war d'Proposition de loi 7754. An do hat ech och Montanten dragesat, mee d'Europäesch Kommissioun an hirer Wäisheet huet déi Montanten nach an d'Luucht gesat ...

(Hilarité)

... op den Datum vum 28. Januar 2021! An dofir géif ech gäre mat enger Resolutioun heibanne froen, dass mer eis als Chamber opfuerderen, dass mer dann och do de Maximum huelen; ech hat de Maximum drageschriwwen, deen nach gegollt huet de 27. Januar, mee well d'Kommissioun den 28. Januar an d'Luucht gaangen ass, dass et dann och soll dee Plaffong sinn, deen d'Europäesch Kommissioun doran erlaabt huet, well d'Kommissioun huet dat gemaach an dofir wär et gutt, wa mer dat och an der Proposition de loi kéinte berücksichtegen. Et geet och an engems drëm, dass een dat alles ka bis den 31. Dezember 2021 ufroen.

An da géif ech och nach gläichzäiteg proposéieren, déi Kolleegen, déi mat dobausse ware wéi den Här President, et ass jo och do eng Proposition de loi gemaach ginn ass vun de Leit vun der Horeca, dass een déi och soll matberücksichtegen an all deenen Iwwerleeungen, déi elo an deenen nächsten Deeg kommen. Ech gi jo dovun aus, dass mer an den nächste Stonne wëssen - den Här Bausch weess scho méi -, wat muer op eis zoukënnt, an dass mer dann och all déi Saachen do kéinte berücksichtegen.

Villmools merci!

Résolution

« Révision de la proposition de loi n°7754 relative à la contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises »

La Chambre des Députés,

- vu la proposition de loi n°7754 portant e. a. modification de la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises, déposée le 27 janvier 2021 par notre groupe politique ;

- considérant

• que la Commission européenne a publié le 28 janvier 2021 la cinquième modification de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 et modification de l'annexe de la communication de la Commission aux États membres concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme ;

• que cette communication a pour objectif

º de prolonger les mesures énoncées dans l'encadrement temporaire jusqu'au 31 décembre 2021 ;

º d'adapter les plafonds d'aide de certaines mesures afin de faire face aux effets économiques prolongés de la crise actuelle ; et

º de préciser et modifier les conditions applicables à certaines mesures d'aide d'État temporaires que la Commission juge compatibles au titre de l'article 107, paragraphe 3, point b) du traité sur le fonctionnement de l'Union dans le contexte de la pandémie de Covid-19 ;

- lu le communiqué de presse de l'asbl « Don't forget us » et revu la proposition de loi remise aux membres de la Chambre des Députés à l'occasion de la manifestation organisée par celle-ci,

décide

- d'adapter la proposition de loi n° 7754 afin d'épuiser au maximum les possibilités offertes par la Commission européenne et en tenant dûment compte des propositions faites par le secteur Horeca.

(s.) Marc Spautz, Félix Eischen, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

9. 7652 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7652 iwwert d'Verwendung vu Radaren, déi verschidden Zorte vu Verkéiersdelikter gläichzäiteg erkennen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Carlo Back. An dee kritt och elo d'Wuert. Här Back, wannechgelift!

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Kontext vun dësem Projet de loi - wéi gesot, et geet ëm d'Radaren - ass de Plan d'action vun der Verbesserung vun der Sécherheet am Stroossenverkéier, e Plan d'action, dee vun 2019 bis 2023 leeft.

Hei geet et drëms, d'Zuel vun den Autosaccidenter, sief dat mat engem déidlechen Ausgang oder mat schwéiere Verletzungen, drastesch erofzesetzen. An eist laangfristegt Zil ass et, fir guer keng déidlech Accidenter op de Stroosse méi ze hunn, also « Objectif zéro ».

Dëse Projet de loi ass am Kader vun dësem Plan d'action ze gesinn. D'Moossnam Nummer 14 gesäit vir, datt duerch Rout ze fueren, wéi een dat esou schéin op Lëtzebuergesch seet, sanktionéiert sollt ginn, dëst, wéi gesot, fir schwéier Accidenter domat ze ënnerbannen. Ee Beispill vun enger Kräizung, déi lech all bekannt ass, wou an der Vergaangenheet och esou eng Rei Accidenter geschitt sinn, dat ass d'Stäreplaz hei an der Stad.

Fir dat kënnen ze maachen, muss ee sech natierlech och déi noutwendeg Base légale ginn, mee doriwwer eraus och déi néideg Kontroll- a Mooss-instrumenter. D'Base légale fir d'automatiséiert Kontroll bei Roude Luuchte gëtt et bekanntlech schonns. Et ass elo schonns verbueden, iwwer Rout ze fueren, mee natierlech, wa kee Polizist do steet, da geschitt och näischt. Hei geet et also ëm Rout-Luuchte-Kontrolle mat automatesche Geräter.

Am Gesetz vum 25. Juli vun 2015 „portant création du système de contrôle et de sanction automatisés", och nach „CSA-System" genannt, ass de ganzen Dispositif vun de Kontrollen, déi mat automatiséierte Radare gemaach ginn, festgeschriwwen.

Mat deem haitege Projet passe mir dëst Gesetz eigentlech just op engem zentrale Punkt un. Den aktuellen Dispositif definéiert momentan véier Infraktiounen, déi kënne mat Système CSA per Radar kontrolléiert a sanktionéiert ginn. Mam virleiende Gesetzesprojet gëtt et an der Zukunft méiglech, mat engem eenzege Radargerät net nëmme méi eenzel Infraktioune festzestellen, mee simultan méi Infraktiounen ze identifizéieren.

An der Praxis soll dat nom Vott vun dësem Projet de loi mat der kombinéierter Kontroll vun der Vitess a vum Respekt vun der Rouder Luucht op der Stäreplaz geschéien. Zwee weider Emplacementer fir dëse Rout-Luucht-Kombiradar si schonn am Gespréich, notamment d'Rue de Hollerich an de Schlammestee.

Grondsätzlech gesäit de CSA-Dispositif follgend Infraktioune vir, déi de Radar kann identifizéieren: ze héich Vitess vu Gefierer op enger preziser Plaz, dat heescht op enger Plaz, wou d'Autoen op de Radar zoufueren oder sech eloignéieren - dat kenne mer elo schonns -; ze héich duerchschnëttlech Vitess tëschent zwee Punkten - „Section-Control-Radaren" - an dann den Netrespekt vun enger Rouder Luucht, mee och vun anere Luuchtesignaler; en ze klengen Ofstand tëschent zwee Gefierer; d'Fueren iwwer eng Bande d'arrêt d'urgence wéi zum Beispill beim Rietsiwwerhuelen op der Autobunn oder d'Fueren iwwer eng Strooss, déi gespaart ass, oder en Deel vun der Strooss, dee fir aner Gefierer reservéiert ass, zum Beispill d'Fueren op enger Busspuer - do ass et net erlaabt fir Autoen.

Dëse Projet de loi wäert dem Minister et erlaben, Moossinstallatiounen opzeriichten, déi dës Verstéiss kënne simultan erfaassen.

En zweete Punkt, deen am Gesetz vun 2015 iwwert d'Radare geännert soll ginn, betrëfft d'Prozedur vun der Amende forfaitaire. Et gëtt Fäll, wou eng Persoun, déi en Avertissement taxé misst bezuelen, weeder bannent 45 Deeg nom Bescheed nach op de Rappellbréif vum CSA reagéiert, also dësen Avertissement taxé net contestéiert huet, mee och net bezuelt huet. Am Fall, wou et eng Infraktioun ouni Punktverloscht betrëfft, gëtt dësen Avertissement taxé dann an eng Amende forfaitaire an duebeler Héicht vum Avertissement ëmgewandelt.

Am Artikel zu dëser Prozedur huele mir op Propos vum Staatsrot hin eng terminologesch Ännerung vir an ersetzen d'Expressioun „personne pécuniairement responsable" duerch „personne redevable du payement de l'avertissement taxé".

Den drëtte Punkt, dee mir änneren, an am Fall, wou et an der CSU-..., an der CSA-Prozedur, pardon ...

(Hilarité)

Dat ass eppes aneres.

Une voix.- Eppes ganz aneres!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Eppes ganz aneres, richteg, jo.

Also, am Fall, wou et an der CSA-Prozedur eng Contestatioun vum Avertissement taxé gëtt, proposéiert de virleiende Projet eng administrativ Vereinfachung opsäite vun der Police an der Justiz.

Fir en Avertissement taxé ze contestéieren an zum Beispill matzedeelen, datt ee selwer guer net de Chauffeur vum geblëtzte Gefier war, gëtt et e spezielle Formulaire, deen ee muss ausfëllen, ënnerschreiwen a mat den eventuellen néidege Justificativen un de Centre national de traitement schécken.

Momentan ginn dës Contestatiounen an enger éischter Phas vun engem Agent oder Officier de police judiciaire op hir Komplettheet kontrolléiert. Wann en Dossier komplett an d'Contestatioun deemno recevabel ass, gëtt dee betreffenden Agent oder Offizéier den Dossier weider un de Procureur, deen da muss déi néideg Suitten decidéieren.

Ass den Dossier awer elo net komplett, gëtt wéinst dem feelende Justificatif d'Dokument refuséiert, da muss de Mataarbechter doropshin e formelle Procès-verbal zu dëser Decisioun schreiwen a gëtt dann dee Procès-verbal virun un de Procureur.

Mat deem virleiende Projet gëtt d'Obligatioun vum Procès-verbal bei an der Form irrecevabelen Dossieren ofgeschaaft. Dëst vereinfacht d'Prozedur an d'Charge de travail souwuel op der Säit vun der Police genee esou wéi um Parquet, deen net méi mat Procès-verballen zu Contestatioune befaasst gëtt, déi souwisou irrecevabel sinn, well de Justificatif fir d'Behaaptung respektiv fir de Motif vun der Contestatioun feelt.

Dann, e leschte Changement betrëfft d'Gesetz vum 14. Februar 1955 „concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques" an d'Ausnamegeneemegungen a puncto Maximaldimensiounen a Maximalgewiicht vu Gefierer, déi den zoustännege Minister an exceptionelle Fäll ka ginn. Bis elo goufen déi maximal zoulässeg Gréisst an d'Gewiicht vun engem Gewier ..., Gefier inklusiv senger Ladung fixéiert.

(Hilarité générale)

Dëse Projet ...

(Hilarité et interruption)

Jo, mee et ass näischt do, ...

Une voix.- Dir gitt jo net op d'Juegd!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- ... näischt do.

Dëse Projet setzt elo nach de Chargement als separate Punkt derbäi an erlaabt deemno dem Minister, bei esou Ausnamegeneemegunge kënne kloer tëschent Gefier a Chargement ze ënnerscheeden.

D'Gesetz ass den 20. August 2020 deposéiert ginn. D'Chambre des Métiers huet e positiven Avis zum Gesetz ofginn. D'CNPD huet en Avis ofginn, deen an der Sëtzung vun der Kommissioun vun der Mobilitéit an den ëffentlechen Aarbechte vum 4. Februar 2021 analyséiert gouf. De Staatsrot huet en éischten Avis den 19. Dezember 2020 ofginn. Hei war eng Opposition formelle, déi awer no eisen Amendementer am Avis complémentaire vum 2. Februar konnt opgehuewe ginn. An der Sëtzung vun der Kommissioun vum 4. Februar dëst Joer huet d'Kommissioun de Rapport ugeholl. D'Piraten haten an dëser leschter Sëtzung zum Projet en Amendement eraginn, deen d'Kommissioun net iwwerholl huet.

Merci fir d'Nolauschteren. Ech gesinn, Dir waart ganz attentif, dofir e grousse Merci un lech. An ech ginn elo den Accord och vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem honorabelen Här Carlo Back.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll dem Rapporter villmools Merci soe fir säi Rapport. E war ganz komplett.

Ech wéilt direkt och soen, datt mer zu 100 % dee Projet de loi hei ënnerstëtzen, well e weider Mesuren aféiert, fir d'Verkéierssécherheet ze verstäerken.

Ech wëll just gären déi eng oder déi aner Fro nach un de Minister stellen. Et gëtt jo elo ..., haaptsächlech wäert dat neit Element och sinn, datt een an Zukunft och ka geknipst ginn, wann een duerch eng Rout Luucht fiert. Et gëtt jo elo emol dräi Pilotprojeten oder bei dräi éischte Kräizunge gëtt domadder ugefaangen: op der Stäreplaz, zu Hollerech an der Hollerecher Strooss an och um Schlammestee.

Wat sinn déi nächst Schrëtt? A wéi gitt Der do vir, fir déi Kräizung oder déi Rout Luucht ze definéieren, déi Geforepunkten, fir am Land och nach weider Radaren op de Roude Luuchten anzeféieren? Op wat stäipt Der lech do genee? Sinn dat Statistiken iwwert d'Accidenter oder d'Rapporte vun der Police oder d'Erfarung vun de Gemengen? Wéi maacht Der et, fir elo weider Geforepunkten ze detektéieren, wou dat Sënn mécht, fir déi Radaren anzeféieren? Nach eng aner Fro ass: Wéi maacht Der et, datt déi Radaren och wierklech am Kräizungsberäich all déi Geforepunkten, déi do bestinn, ofdecken?

An e lescht Element ass, well d'Fro, mengen ech, och gestallt gi war, ob een net och misst iergendwéi driwwer nodenken ze kucken, wa Leit wärend dem Fueren um Handy sinn, wéi dat an Zukunft kéint detektéiert respektiv sanktionéiert ginn.

Ech wollt déi do dräi Punkte mat op de Wee ginn an lech dann nach eng Kéier soen, datt mer zu 100 % deen heite Projet de loi ënnerstëtzen an eisen Accord derzou ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wilmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. E grousse Merci dem Rapporter Carlo Back fir säin, jo, wéi gewinnt, ganz gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Als DP sti mir natierlech voll a ganz hannert dësem Projet, well mer der Meenung sinn, dass mer hei eng Mesure ergräifen, fir d'Verkéierssécherheet ze verbesseren, an dëst besonnesch fir déi schwächste Glidder am Verkéier, d'Foussgänger. An ech mengen, an där Hisiicht kann ee sécherlech net genuch maachen. All Blesséierten ass een ze vill!

Ech denken zum Beispill un d'Stäreplaz, wou et ëmmer nees zu brenzelege Situatioune kënnt, besonnesch elo an der däischterer Joreszäit. D'Grénghphase vun de Foussgänger an den Autoe sinn do relativ séier noeneen an et ass vill Trafick. D'Leit si gestresst an dann hutt Der effektiv verschidde Chauffeuren, déi léiwer nach eng Kéier séier op de Gas trëppelen, wann et schonn hellrout ass, amplaz stoen ze bleiwen, an da kënnt et reegelméisseg vir, dass d'Foussgänger awer scho Gréng hunn, an et kann ee wierklech nëmme vu Gléck schwätzen, dass et do net nach méi oft zu schroen Accidenter kënnt.

Här President, léif Kolleegen, dat ass nëmmen ee Beispill. Där ginn et sécherlech nach ganz vill op ganz anere Plazen hei am Land. An do muss de Staat vun den technesche Méiglechkeete Gebrauch maachen, déi et hautdesdaags gëtt, fir esou Chauffeuren, déi d'Liewen an d'Gesondheet vun anere muttwëlleg op d'Spill setzen, och ze bestrofe respektiv fir en Ofschreckeffekt ze produzéieren.

Dëst gesot, léif Frënn, léif Kolleegen, géif ech lech villmools Merci soe fir d'Nolauschteren an ech géif heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Säit elo bal fënnef Joer gehéieren d'Radaren zum Landschaftsbild laanscht eis Stroossen. Den éischten Dag, wou déi zéng éischt Radargeräter a Betrib geholl gi sinn, dat war de 16. Mäerz 2016, do si ronn 1.000 Chauffeure geblëtzt ginn, déi ze séier ënnerwee waren - 1.000 Chauffeuren um éischten Dag! An eleng dës Zuel dierft weisen, dass d'Opstelle vu Radargeräter net vu Muttwëll war.

Do kéint een elo awenden, dass déi 1.000 Chauffeuren dat deemools net matkritt hätten an dass déi Zuelen do duerno da ganz staark géifen abriechen. Abee, dat ass net geschitt! An deene véier éischte Joer, also tëschent Mäerz 2016 an dem Januar 2020, si liicht iwwer eng Millioun Chauffeure geblëtzt ginn. Do muss een natierlech derzou soen, dass an der Tëschenzäit natierlech weider Radaren derbäikomm sinn.

Aus zéng fixe Radare sinn der mëttlerweil 24 ginn. An derzou kommen dann och nach mobill Radaren an dann nach déi sougenannte Chantiersradaren. Obwuel d'Plaze vun de fixe Radaren awer esou lues misste bekannt sinn, sinn 2020 awer nach insgesamt 141.000 Chauffeure vun hinne geblëtzt ginn, an dëst obwuel de Verkéier wéinst der Pandemie méi roueg war wéi an de Jore virdrun.

Dës Zuele weisen, dass et op eise Stroossen dach awer ee Vitessproblem gëtt, géint deen ee muss virgoen. Wie mengt, d'Radare wären elo just do, fir d'Automobilisten ze kujenéieren oder d'Staatskeesen opzefëllen, dee gräift ze kuerz. Ze séier fueren ass kee Kavaléiersdelikt. Ëmmerhi sti Mënscheliewen um Spill!

Leider gëtt et awer menges Wëssens no keng Zuelen ausser déi vun deene Leit, déi eebe geblëtzt gi sinn, déi drop hiweisen, wéi een Impakt dës Radaren och tatsächlech op d'Verkéierssécherheet hunn. Natierlech kann ee se a Relatioun brénge mat der Zuel vun de Verkéiersdoudegen, déi all Joer ze bekloe sinn. 2020 louch dës Zuel bei 26. Zum Vergläich: 2013 war se nach bei 45, och wann een do ëmmer muss virsiichteg sinn, well mir et jo hei zu Lëtzebuerg awer nach mat klengen Zuelen ze dinn hunn, relativ klengen Zuelen, an ee gréisseren Accident leider duergoe kann, fir d'Statistike ganz séier an d'Luucht sprangen ze loossen.

Mee trotz dëser Premiss kann een awer festhalen, dass d'Zuele vun de Verkéiersdoudegen an deene leschte Joren, mat Ausnam vun 2018, an der Moyenne ënner 30 louch. Wéi een Afloss d'Radaren dorop haten, ass natierlech elo schwéier ze soen. Ech fir mäin Deel sinn awer iwwerzeegt, dass se eng Roll spillen!

Vläicht wär et och ubruecht, an dat als Suggestioun vu menger Säit un lech, Här Minister, do vläicht méi eng detailléiert Etüd emol ze lancéieren, déi géif ënnersichen, wat elo dee wierklechen Impakt vun de Radaren op d'Accidenter ass - dat géif och warscheinlech hëllefen, hir Akzeptanz an der Populatioun ze steigeren -, well sech hannert all dësen Zuelen, déi ech elo hei genannt hunn, jo ëmmer eenzel Schicksaler a Famillje verstoppen an et am Interêt vu jiddwerengem ass, dës esou staark ze reduzéiere wéi méiglech - Stéchwuert „Vision Zéro" vun der Sécurité routière.

Aus all dëse Grënn ass et natierlech ze begréissen, dass mer elo eng Gesetzesvirlag hunn, déi fir weider Sécherheet am Verkéier wäert suergen. Wéi de Rapporter et richteg gesot huet - an ech soen em natierlech e grousse Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport -, wéi de Rapporter et schonn erkläert huet, gëtt mat dësem Text den automatesche Contrôle an och de Strofsystem vun de Radaren erweidert.

Aktuell ass et jo esou, dass d'Radare just ze héich Vitessen erkenne kënnen. An Zukunft kënnen d'Radaren insgesamt véier verschidde Strofverhalen erfaassen, aus deene sech dann d'Sanktioune fir déi concernéiert Chauffeure wäerten erginn: ze héich Vitess, Netbeuechte vun der Rouder Luucht, Netanhale vun der Mindestdistanz zu engem anere Won an d'Fueren op enger Fuerbunn, déi fir en anert Fuermëttel reservéiert ass - esou sollt et sinn!

Aktuell ass et, zumindest laut mengem Wëssensstand - mee de Minister kann eis do herno vläicht méi soen -, nach net virgesinn, Radaren ze installéieren, déi déi zwou leschtgenannte Strofdote kontrolléiere wäerten. Dass dës zwee Kontrollmechanismen awer an dësem Gesetzesprojet virgesi sinn, weist och eng gewësse Viraussiicht. Esou muss d'Gesetz spéider net nach eemol ëmgeännert ginn, wann d'Radare vun der neier Generatioun installéiert solle ginn.

Wat haut awer schonn installéiert ass, si sougenannte Rout-Luucht-Radaren op der Stäreplaz hei an der Stad. A wann dëst Gesetz bis a Kraaft ass, wäert dësen neie Radar kontrolléieren, ob d'Chauffeuren och all, wéi et eigentlech sollt sinn, bei der Rouder Luucht stoe bleiwen. Dëst ass ëmsou méi sënnvoll op dëser Plaz, well jo och bekanntlech do den Tram fiert.

An deem Zesummenhang hunn ech mat Interêt an engem Zeitungsinterview vum 6. Januar gelies, deen den Här Minister jo ufangs des Joers ginn huet, dass d'Testphas vun deem Radar schonn amgaangen ass. Et huet mech awer och erféiert, dass an engem eenzegen Dag direkt Honnerte vun Automobiliste geblëtzt gi sinn. Deemno schéngt eis jo do en änleche Phenomeen ze erwaarde wéi dee vum 16. Mäerz 2016, wéi déi éischt Radaren installéiert gi sinn.

Dat weist alt dorobber hin, dass sech op eise Stroossen net un elementar Verhalens- oder Verkéiersreegele gehale gëtt, well wien a Kaf hëlt, eng Rout Luucht ze iwwersinn, hëlt och a Kaf, e Foussgänger unzestoussen a liewensgeféierlech ze verletzen.

Dofir si mir als LSAP fir déi sougenannt intelligent Radaren, déi hëllefen, Mënscheliewen ze schützen.

E weideren esou e Rout-Luucht-Radar ass jo schonn zu Hollerech virgesinn. A ganz besonnesch frou sinn ech awer och, dass esou e Rout-Luucht-Radar um Schlammestee virgesinn ass, an enger Gemeng, déi ech jo besonnesch gutt kennen. Ech hoffe staark, dass deen derzou bäidréit, d'Gefor, déi vun där Kräizung ausgeet, dach ze reduzéieren. Et ass eng Kräizung, déi geséchert ginn ass mat Roude Luuchten, eng Fuerderung, déi laang Jore vun der Gemeng an Aussiicht gestallt gi war. Dat funktionéiert mëttlerweil exzellent, mee et ass net auszedenken, wann een, deen eng Rout Luucht do iwwersäit, wierklech do e grousst Accident ka verursaachen ... An dofir merci, dass de Schlammestee och als Emplacement hei virgesinn ass.

Wat den Dateschutz ugeet, do hu mer och laang an der Kommissioun driwwer diskutéiert, well wie „Radar" seet, seet net nëmme „Verkéierssécherheet", mee och „Dateschutz". An ech wollt och hei op den Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun opmierksam maachen, déi sech an deem Domän vill Gedanke gemaach huet a sech zum Theema autosaiséiert huet. Si huet jo ënner anerem d'Fro opgeworf, wat mat eventuelle Persoune wär, déi och op de Biller vun de Radargeräter erfaasst ginn, well se grad zoufälleg dee Moment do laanscht ginn, wou e Chauffeur geblëtzt gëtt, oder well se Passagéier am Auto sinn.

Op dës Froe krute mer an der Mobilitéitskommissioun fir mech emol zefriddestellend Äntwerten. Engersäits muss ee jo wëssen, dass vun hanne geblëtzt gëtt an deemno d'Gesiicht vum Passagéier net wäert ze erkenne sinn. An anerersäits ass et jo och esou, wann aner Leit drop sinn, zum Beispill Foussgänger oder e Polizist oder soss Leit, déi eigentlech näischt mat der Strofdot ze dinn hunn, dass do dee Beamten, deen dozou befäegt ass, manuell all Persoun ausser dem Chauffeur op der Foto schwäerze kann - dëst fir de Fall, wou e Chauffeur, dee geblëtzt ginn ass, seng Foto wéilt kucke kommen.

D'Fro, déi sech méi allgemeng bei Kontrollmechanisme wéi hei eebe bei de Radargeräter stellt, ass ëmmer, a wéi engem Verhältnis se zu den individuelle Fräiheete stinn. An hei si mir als LSAP ganz kloer der Meenung, dass de Gewënn u Sécherheet, dee sech wäert erginn, däitlech iwwerweit.

Dat bedeit awer net, dass mir elo wëllen op all Kräizung esou e Rout-Luucht-Radar installéiere loossen. Esou wéi mir et 2018 an eisem Walprogramm geschriwwen haten, sollten d'Radargeräter wierklech do opgestallt ginn, wou se hëllefen, Accidenter ze vermeiden.

An deem Sënn sinn ech dann och frou, vu menger Fraktioun kënnen den Accord fir dëse Gesetzesprojet ze ginn. A merci fir d'Opmierksamkeet!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech hat, wéi mer de Gesetzesprojet zu der Installatioun vun de Radare virun enger Partie Jore gestëmmt haten, wéi mer nach eng Diskussioun doropshin haten, nach e Protokoll erausgeholl, well ech dat wollt testen a well ech och wollt matdeelen, datt, och wann ee selwer bestrooft ka ginn, een trotzdeem kann dofir sinn, wat mäi Fall ass.

An der Tëschenzäit hunn ech mech e bësse besser geschéckt. Et huet och vläicht mam Covid ze dinn, well ech manner fueren. Mee esou e Rowdy sinn ech och net. Mee op jidde Fall mengen ech, datt mer prinzipiell als Lénk souwisou der Meenung sinn, datt et op der Strooss keng richteg Kavaléiersdelikter gëtt - och wann ee selwer heiansdo Kavaléiersdelikter mécht, et ass ee jo net perfekt. Et gëtt der, déi natierlech eendeiteg méi schlëmm si wéi anerer.

D'Stäreplaz ass genannt ginn. Dat ass eng Plaz, déi ech och relativ gutt kennen, well et dee Wee ass, dee mech oft heemféiert. A viru 15 Joer ongeféier, do wier et och eng Kéier bal ganz séier gaangen. Ech sinn duerch Gréng gefuer an du ass tatsächlech ee mat 80, 90 viru menger Nues gefuer, also et ass ëm eng Sekonn gaangen. Ech ka mech nach ganz gutt drun erënneren. Do gëtt et engem ellen. Wann dee mech ze pake kritt hätt, da géif ech vläicht guer net hei stoen. Also, ech mengen, et ass ville Leit esou gaangen. Et ass wierklech eng vun deene Plazen, wou een ni streng genuch ka sinn.

Dat heescht, prinzipiell si mir och da fir déi Radaren a mir sinn och der Meenung, datt dat zur Sécherheet op gewësse Plazen op jidde Fall wäert bäidroen.

Bon, mir kommen awer net derlaanscht, eis e puer Froen ze stellen. Wou ech nach ëmmer en Doute hunn, well ëmmerhin huet d'Commission nationale pour la protection des données awer e relativ laangen Avis ofginn ... Si hu sech och autosaiséiert, wat och schonn e bësse problematesch ass. Am Prinzip hätt ee se solle saiséieren. Mee bon, et kënnt jo op dat nämmlecht Resultat eraus a si hunn awer eng Partie Froen opgeworf.

D'Madamm Hemmen ass och drop agaangen, datt Beamten och kënnen habilitéiert sinn, fir Pietonen, déi wierklech näischt domadder ze dinn hunn, kënnen ze maskéieren. Ech sinn net Member vun der Kommissioun, mee et ass mer nach ëmmer net esou kloer, ob dat en Automatismus ass oder net. An ech mengen awer, och wann et immens néideg ass, datt mer déi installéieren, an och, justement, wann dat och Liewe ka retten, kann dat awer trotzdeem mat enger méi systematescher Protektioun vum Privatliewe vereenbar sinn. An do stelle mir eis weiderhin d'Fro, ob et awer net méiglech ass ... Mee vläicht kréie mer och nach erëm eng Kéier eng Äntwert vum Transportminister dorobber. Ech gi jo dovunner aus, datt mer eng Äntwert dorobber kréien, ob dat net méi automatesch ka goen. Well mir ass dat nach ëmmer net ganz kloer.

Och d'Fro vun der Informatioun, datt déi Radaren do sinn ... A mengen Aen ass et och méi problematesch, justement net onbedéngt fir d'Fuerer, mee haaptsächlech fir d'Pietonen, déi do an der Géigend sinn an déi dann net onbedéngt wëssen, datt se kéinte matgeblëtzt ginn. A wou et net sécher ass, datt de Masquage automatesch ass, sollten se wéinstens wëssen, datt et do eng Plaz gëtt, wou se kéinte matgeblëtzt ginn. Ech mengen, dat wier e Minimum, datt een déi Informatioun gëtt.

Dat heescht an deem Fall ... Mir kënnen och op d'Äntwerte vum Transportminister lauschteren. Mir haten d'Tendenz, eis aus deenen Iwwerleeungen eraus éischter ze enthalen, quitte datt mer de Prinzip natierlech voll a ganz ënnerstëtzen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech huelen lech elo mat op eng Rees duerch den Dateschutz. An den eenzelne Punkte leeën ech lech oppen, wou de Feeler an dësem Gesetz ass. An ech wäert lech zwou Motiounen deposéieren, fir den Dateschutz esou wéi d'Sécherheet am Verkéier ze stäerken.

Fir d'éischt soen ech emol ganz kloer: Mir Pirate sti fir méi Sécherheet am Stroosseverkéier. Jo, mir fanne souguer Radare sympathesch, awer just, wann se dateschutzsécher sinn. Wat mir awer och zousätzlech soen: Et sinn nei technesch Méiglechkeeten an den Autoen, déi kënne fir méi Sécherheet suergen, vun Tempoerkennung bis hin zu automateschem Bremse fir Foussgänger. Dat ass och eise Wee fir méi Sécherheet am Stroosseverkéier, fir manner Accidenter.

Wat eis Positioun ënnerscheet vun der Regierungspositioun, ass, dass mir beim Opstelle vun de Radaren un den Dateschutz denken, also e Gläichgewiicht halen, virun allem fir dee Groussdeel vun de Leit, déi sech näischt zu Schold komme gelooss hunn.

Mir Piraten sinn der Iwwerzeegung, dass just wie sech eppes zu Schold komme gelooss huet, also géint d'Gesetz verstouss huet, soll vun enger Technik, déi vum Staat agesat gëtt, erfaasst ginn, an net déi Bierger, déi sech brav un d'Gesetzer halen.

An den nächsten zéng Minutte wäert ech lech genau erklären, wat eis als Digitalpartei wichteg ass a wéisou den aktuelle Projet an eisen Ae falsch Usätz geholl huet.

Allgemeng fanne mir Piraten, dass déi flexibel Radaren, also déi, wou zënter Joerzéngten de Polizist mat der Pistoul op verschiddene Plaze steet a wou d'Leit, déi géint d'Gesetz verstoussen, erausgefëscht ginn, nach ëmmer déi bescht Léisung sinn. Esou kann een net nëmme Geschwindegkeetsproblemer opfänken, mee och nach kontrolléieren, ob Persounen ze vill gedronk hunn oder d'Pabeieren net an der Rei sinn. Et sinn och esou Kontrollen, déi misste verstäerkt gi fir méi Sécherheet op eise Stroossen, och well déi net ëmmer op de selwechte Plaze sinn a soumat net bekannt sinn.

Hei am Land komme bekanntlech verschidde Radaren zum Asaz. An haut stëmmt Dir fir den Ausbau vun dësen Iwwerwaachungstechniken.

Fänke mir mam traditionelle Radar un, dem Tuerm, dee meeschtens op de Landstroossen an den Uertschafte steet. Dee Modell ass fir eis u sech nach ganz ok. Et ginn e puer kleng Kritikpunkten, wéi och d'CNPD opgeworf huet, zum Beispill de Punkt, dass een, egal wou ee geblëtzt gouf, muss op Bartreng fueren, fir seng Foto kënnen ze gesinn. Déi Rees op Bartreng ass sécherlech eng flott, dat wäert den honorabele Frank Colabianchi sécherlech bestätegen. Ma Spaass beisäit, et misst am digitalen Zäitalter méiglech sinn, grad ënner engem grénge Minister, dee fir d'Ëmwelt an op spuersame Ressourcëverbrauch steet, fir Fotoen digital per Token um myguichet.lu vun doheem aus ze kucken.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- D'CNPD schreift ganz kloer: « de se déplacer au centre se trouvant à Bertrange constitue un obstacle injustifié au droit d'accès de cette personne ». D'CNPD erkläert och weider, dass hei de Staat selwer géint d'Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 verstéisst, an dat op enger ganzer Säit am Avis. Ëmmerhi ginn déi Fotoe gemaach, fir d'Rechter vun de Bierger ze stäerken, fir Feeler ze vermeiden.

Leider ass de Minister trotz eise Remarken an der Kommissioun net bereet, och do eppes ze verbesseren. An de Bierger muss kënnen déi Rechter wouerhuelen, well wéi elo ganz rezent an engem Urteel erauskomm ass, huet de Radar falsch gemooss. Dat wollt de Staat awer net gëlle loossen an et war alt nees um Geriicht ze entscheeden.

Et kann net sinn, dass e Bierger et schwéier gemaach kritt, sech fir seng Rechter anzesetzen. D'Fro stellt sech allgemeng, wéi oft mat deem Typ Radar scho falsch Protokollen ausgestallt goufen, well net jidderee klot viru Geriicht. Dat ass och e politesche Choix vum Minister, dass déi Toleranzgrenz esou déif gesat ass. Am Ausland ass déi och alt méi héich ugesat, fir Feeler ze vermeiden.

Dann zum aneren Typ Radar, deen u sech e Modell ass, dee keng Partei, déi och nëmmen dat Wuert „Dateschutz" emol am Programm huet, haut stëmmen dierf, dat ass den ëmstriddene vun der „Section Control", eng Iwwerwaachungsanlag am ëffentleche Raum.

Eis piratesch Kolleegen an Däitschland an am Europaparlament hunn och ewell all do géint déi Tracingpraktike vun deene Radare geklot a Recht kritt, esou wéi aner Bierger quer duerch Europa. E puer Aussoen aus der Press: „Das ist ein Sieg für das Recht auf informationelle Selbstbestimmung", „Verdecktes Erfassen von Autokennzeichen ist verfassungswidrig", „Alle vorbeifahrenden Autos werden gescannt", „Eine solche Maßnahme ist als solche Freiheitsbeeinträchtigung". „Section Control" kléngt vläicht am Marketing net schlecht, wann ee sech déi Reklammhefter vum Hiersteller ukuckt, mee ech erklären lech kuerz, wéisou mir Piraten mat dëse Kontrollpunktradaren esou e grousse Problem hunn.

De Section-control-Radar fonctionéiert esou: Een Apparat steet um Punkt A. Deen erfaasst all Bierger, egal ob ze schnell oder net, egal ob onschëlleg oder net. An der Pub steet de Rechtsverstouss dann esou: „Bei Ein- und Ausfahrten werden die Daten aller Fahrzeuge erfasst, und zwar unabhängig von ihrer Geschwindigkeit." An elo misste jo awer bei all seriöem Jurist schonn déi éischt Alarmklacke lauden.

Mee bon, mir hunn och nach ëmmer eng General-Iwwerwaachung mat enger Vorratsdatespäicherung hei am Land - a sech och e Skandal ënner grénger Féierung.

Zréck zur „Section Control": Um Punkt B erfaasst dann deen nächsten Apparat vun der „Section Control" e puer Kilometer nom Punkt A - Dir wësst jo, Dir gouft do geknipst - erëm all Autofuerer; en ass schonn zweemol erfaasst. Dat Ganzt kann ee laut Hiersteller dann nach ausbauen op dräi, op souguer onbegrenzt Punkten - also eng landeswäit Iwwerwaachung. An do ass de Knackpunkt am Recht vum Bierger, dee sech näischt zu Schold komme gelooss huet. Seng Rechter gi mat Féiss getrëppelt, well de Staat erfaasst an enger Strooss systematesch all Auto, deen do fiert, ob ee sech eppes zu Schold komme gelooss huet oder net. Dat ass an eisem Verständnis vum Dateschutz e Skandal an e Verstouss géint all Biergerrecht!

De Minister hat eis an enger parlamentarescher Fro confirméiert, dass um Punkt A vun der „Section Control" Date gespäichert ginn, fir mat weidere Punkten, also Minutten duerno, verglach ze ginn.

D'CNPD werft, wéi mir Piraten och schonn esou oft, déi Fro op, wisou am Règlement grand-ducal fir de Fichier „Radar" net kloer steet, wa keng Infraktioun stattfonnt huet, dass déi Daten direkt musse geläscht ginn.

E weidere Problem, deen och d'CNPD nach eng Kéier opgeworf huet, ass, wéisou hei am Gesetz keen Delai agesat ginn ass, wéi laang déi vun alle Radaren erhuewen Daten dierfe gespäichert ginn. Mir si mat deem Gesetz, dat Dir haut hei stëmmt, an enger Situatioun, wou systematesch all Autofuerer erfaasst gëtt, wou automatesch zu all Zäitpunkt Date gespäichert ginn: Plackennummer, Foto, Auerzäit, Datum an esou weider.

Praktesch an informatesch gesi stelle sech do awer ganz vill Froen, well déi Daten, déi eemol erfaasst sinn, déi sinn am System. An et kann ee se jo ëmmer erëmfannen, souguer nom Läschen. An dat misst grad en Ex-Policeminister wëssen, well wéi oft grad eng Police op vermeintlech geläschten Donnéeën zréckgräift ... Well wie mengt, eng E-Mail, Radardaten oder Fotoe wäre fir ëmmer geläscht, wann een „delete" dréckt, deen huet vun Informatik näischt verstanen.

An enger parlamentarescher Fro huet de Minister eis och geäntwert, wéi eng Radaren an den Asaz kommen a wéi déi Technik heescht, ma mir hunn eis déi ugekuckt. A grad déi Apparater - haalt lech un! - goufe vun der Firma fir eng Maut ugebueden, also d'systematescht Erfaasse vun Autoen oder Camionen op der Strooss mat Ofgläich op Serveren. An do si mer bei enger weiderer Gefor. Ee Knäppchen an der Software, vläicht och net gewollt, a schonn hu mir all Autofuerer am Radarfichier erfaasst, deen ënnerwee ass. Resultat: eng systematesch Iwwerwaachung vun eise Bierger. An do soe mir als Dateschutzpartei kloer Nee!

Dofir e kloeren Nee zu Radare mat „Section Control". Mir wëllen net eng systematesch Erfaassung vun eise Bierger!

Iwwregens verhënnert eng „Section Control" net emol, dass een ze schnell fiert. Si verfeelt also hiert Zil, well tëscht de Punkte kann ee ganz wuel iwwert déi erlaabte Geschwindegkeet gefuer sinn an duerno lues maachen. Also Accidenter sinn net wierklech verhënnert, wann een nach ëmmer ka Gas ginn, ouni vum Radar erwëscht ze ginn.

Ech kommen dann nach op deen drëtten Typ Radar, deen dobausse gutt kléngt, mee an eisen Ae schlecht ëmgesat ass. Et ass dee Radar, dee blëtzt, wann een iwwer eng Rout Luucht fiert. Jo, deen ass eis Piraten ganz sympathesch. A mir wären och dofir gewiescht, wär de Radar esou ëmgesat ginn, dass en dem Dateschutz entsprécht.

Fir d'éischt emol eis Motioun: direkt am Auto fir d'Sécherheet ze suergen, andeems een e Subsid beim Autokaf gëtt fir méi Sécherheet fir Assistenzsystemer, déi automatesch bremsen, well dat bréngt méi wéi op eenzelne Roude Luuchten herno e Radar ze setzen, wann de Passant iwwersi gëtt. Dat wär eng richteg Sécherheet fir an all Auto. A fir eis Piraten ass et e Muss, genau esou wéi e Sécherheetsgurt, Airbag oder ABS.

Zum Radar selwer: Zwee Punkte stéieren eis un dësem Radar.

Punkt 1: De Radar hëlt bei enger Strofdot just eng Foto vun hannen. Et ass also just den Auto ze erkennen a mat Chance vläicht eng kleng Kontur. Dat bréngt an eisen Aen eng Rei Risike mat sech, wann ee bedenkt, wivill Firmenautoen hei am Land ënnerwee sinn, wou dann oft onkloer ass, wie gefuer ass. Dat ka souguer zu Situatioune féieren, wou Leit, déi sech et leeschte kënnen, anerer bezuelen, fir hir Punkten ze schounen. Aus dësem Grond hate mir en Amendement eragereecht, fir dass parallell zur Foto vun hannen och eng vu vir soll geschoss ginn, fir eeben am Zweifelsfall dem Fuerer seng Rechter kënnen anzekloen. D'Majoritéitsparteien hu se leider ofgeleent.

Punkt 2: Wat eis bei dësem Radar stéiert, ass de Punkt, deen och alt nees d'CNPD opgeworf huet. Dee Punkt ass, dass jiddereen, deen ze Fouss ënnerwee ass, och op der Foto wäert ze gesi sinn. Stellt lech also vir, Dir gitt relax mat Ärer Famill spadséieren an da gitt Der matgeknipst, Dir kommt op eng Foto, déi op de Servere vum Staat lant an an engem Radarfichier. Do ass also e Fichier beim Staat herno mat Dausende Fotoen, déi net anonymiséiert sinn, mee op deenen Dausende Leit fräi ze gesi sinn, déi kee Feeler gemaach hunn, sech näischt zu Schold komme gelooss hunn. déi gréng schafen also hei e ganz bedenkleche Fichier u Fotoe mat Dausenden onschëllege Bierger. An och dat widderspréicht all Gedanke vum Dateschutz.

Als Pirat hunn ech och déi Fro an der Kommissioun opgeworf. Ma d'Reaktioun vun de Majoritéitsparteien ass: Hei wäert net anonymiséiert ginn, well een net weess, ob d'Technik dat kann - sou, fäerdeg! Dat ass erschreckend, wéi Biergerrechter mat Féiss getrëppelt ginn, well een net weess, ob d'Technik et kann. Also huet de Minister eng falsch a schlecht Ausschreiwung gemaach an duerno déi Gesetzer mat Grondwäerter entscheet. Dat baséiert op technesche Méiglechkeete vun engem Fournisseur vun enger schlechter Ausschreiwung. Majo, wann dat de Standard bei deene Gréngen ass vum Dateschutz, dann äddi!

Dofir hei eis Motioun, dass am Fichier ronderëm de Radar all Foto muss anonymiséiert ginn, ier se op de Server verschéckt gëtt, an dass net iergendeng Kéier eng Persoun se eraussicht a vläicht anonymiséiert, well Dir hutt Dausende vu Fotoen herno do leie mat Leit, déi sech näischt zu Schold komme gelooss hunn.

Gutt, dass et nach eng Partei gëtt, déi och den Dateschutz versteet, an dat si mir Piraten.

Une voix.- Halleluja!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Dofir wäerte mir wéinst de genannte Punkten, …

Une voix.- Hie muss och alt selwer laachen.

(Interruptions)

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- … déi kloer géint den Dateschutz a Biergerrechter schwätzen, géint dëst schlecht ausgeschaffte Gesetz stëmmen.

(Interruption)

Ma wat géift Der ouni Piraten maachen? Dann hätt keen lech haut gezielt, wat de Problem mam Dateschutz ass, Här Graas.

(Interruption)

Wann dat net vill Neies fir d'DP ass, da weess ech net, wéi d'DP den Dateschutz seriö hélt.

Mir Piraten bleiwen der Meenung, dass dëst Gesetz géint d'Verfassung souwéi europäesch Grondrechter verstéisst.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- Am Alldag geschéien am Stroosseverkéier eng sëllege Feeler, déi vu mënschlecher Originn sinn, ewéi zum Beispill ee Mangel u Konzentratioun, Middegkeet, Oflenkung, lues Reflexer asw.

- Modern Sécherheetsequipementer an Autoe kënnen Accidenter verhënneren, déi duerch mënschlecht Handelen eleng net ze verhënnere wieren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- modern Sécherheetstechnik beim Kaf vun engem Neiwon mat enger Subventioun ze ënnerstëtzen an dat ënnert de follgende Konditiounen: Fir Autoe bis zu engem Kafpräis vu 40.000 € soll de Montant vun dëser Subventioun maximal 1.000 € bedroen, fir Autoe mat engem Kafpräis ab 40.000 € soll d'Bäihëllef maximal 250 € bedroen.

(s.) Marc Goergen.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- Ugesiichts vum Avis vun der CNPD an notamment dem zweete Punkt « Quant aux images prises par les radars feux rouges », wou d'CNPD schreift: « La CNPD estime dès lors nécessaire de masquer automatiquement les images des piétons et de toute personne autre que le conducteur, qui n'auraient aucun lien avec l'infraction », an: « Elle estime également nécessaire d'envisager un masquage automatique des personnes physiques aux abords des routes qui sont prises lors de la capture d'image, et un masquage temporaire des passagers du véhicule afin que ces derniers puissent être à nouveau rendus visibles à l'occasion d'une éventuelle procédure judiciaire. »

Aus dësem Grond invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- d'Recommandatioune vun der CNPD ze respektéieren an ëmzesetzen, éier dës Zort Radaren a Betrib geet.

(s.) Marc Goergen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President. Loosse mer erëm zréck op de Buedem effektiv vun der Verfassung kommen a virun allem vun der Realitéit an dann zu deem schwätzen, wat an deem Text hei steet.

Ech mengen, et ass scho gesot gi vu verschiddene Virriedner: Déi ganz Radarinstallatiounen, dat ass en Deel vum Aktiounsplang Stroossesécherheet, en Aktiounsplang, deen an där Form an och duerch dat, wat mer maachen, inklusiv haut, net eleng vun der Regierung ausgeschafft ginn ass, mee wou e ganze Koup ONGen, Associatiounen aus der Zivillgesellschaft mat do um Dësch sëtzen, wou an deem Aktiounskomittee och d'Justice drasëtzt, dat heescht, eng ganz breet Palett vu Leit, d'Police ... An den Haaptobjektiv vun de Radaren ass - esou wéi mer et och gesot hunn, wéi mer deen éischten ageféiert hunn -, fir Liewen ze retten.

An d'Madamm Hemmen huet virdru gefrot, ob et scho Statistike gëtt oder Detailanalyse gëtt. Mir hunn op alle Fall eng kloer Analys an dat ass natierlech d'Resultat vun deem gesamten Aktiounsplang, dee mer gemaach hunn, vun deene leschte Joren. Wann een d'Zuele kuckt, wann ech elo zum Beispill déi Doudeg eraushuelen zwëschent 2013 an haut: Ech hunn 2013 am Dezember ugefaangen als zoustännege Minister an ech hunn 2014 déi éischt Zuele misste virstelle vum Joer 2013. An do war ech erféiert, do ware mer nach bei 46 Doudegen.

Mir hunn am Fong d'Doudeszuelen entre-temps mindestens schonn ee Joer halbéiert kritt, ëm 50 % reduzéiert kritt. Wann Der iwwert déi lescht véier Joer kuckt, do waren effektiv dräi Joer dobäi, wou mer ënner 30 komm sinn. A wann een d'Moyenne kuckt, da kann ee soen, datt mer iwwert déi lescht siwe Joer d'Doudeszuelen ëm 40 % reduzéiert hunn. An do ass kloer den Objektiv, Liewen ze retten, do gesäit een, wéi reell dat gëtt a wivill Liewen ee gerett kritt, wann een de politesche Courage huet, och esou Decisioune wéi déi hei ze huelen.

An och wann et deemools an, wéi mer och elo grad erlieft hunn, och nach haut staark contestéiert ass, datt et esou Methoden, esou Méiglechkeete wéi dat hei gëtt, fir fir d'Verkéierssécherheet ze suergen, da wëll ech lech awer soen: Mir haten eng Etüd gemaach viru fënnef Joer, eng breet Ëmfro, an do ass erauskomm, datt iwwer 70 % vun de Leit dee Wee hei gutt fannen a richteg fannen an deen och matdroen. Dat heescht, eng ganz, ganz grouss Majoritéit fënnt déi Approche richteg, datt dat heite gemaach gëtt. An do war deemools esouguer nëmmen prezis iwwert d'Radaren gefrot ginn, well dat jo dann ëmmer behaapt ginn ass, dat wär esou ëmstridden an der Bevëlkerung.

A wéi gesot, op där enger Säit hu mer d'real Resultater vun de Verkéiersdoudegen, déi mer reduzéiert kritt hunn, a mir hunn eng Rei Enquêtë gemaach, déi dat och beleeën. An d'Zuelen insgesamt, wéi gesot, schwätzen do derfir.

Also et ass eng grouss Akzeptanz do an et ass eebe wéi ëmmer, wann ee Saache mécht, et héiert ee virun allem déi, déi onzefridde sinn oder déi mengen, si missten onzefridde sinn. An déi, déi zefridde sinn, jo, déi manifestéiere sech net ëmmer esou. Et muss ee just duerfir ëmmer oppassen als Politiker, datt ee keng falsch Aschätzunge mécht, datt een aus verschiddenaartege Grënn ..., datt een net allméiglech abstrus Grënn fënnt, fir e Gesetzesprojet net onbedéngt ze stëmmen, well ee vläicht mengt, dat wär elo grad populär. A wann een da géint déi heite Saachen ass, da mécht ee wierklech ganz kloer eng Feelkalkulatioun, well, wéi gesot, déi, déi dat richteg fannen, sech oft net ëmmer esou lautstaark zu Wuert mellen.

Den Här Wilmes huet mech gefrot, op Basis vu wéi enger Analys datt dat heite gemaach gi wär, datt d'Plaze géifen erausgesicht ginn. Mir hunn e Groupe de travail, dee bei de Radare wéi en général bei de Mesuren, déi mer huelen, sech këmmert ëm, wat mer nennen, d'Accidentologie op de Stroossen, op de Kräizungen oder op normale Stroossen. An deem Groupe de travail sëtzen natierlech d'Stroossebauverwaltung, d'Police, mee awer och d'Sécurité routière, also allméiglech Acteure sëtzen do dobäi. An da gëtt gekuckt: Wou sinn déi meeschten Accidenter? Wat fir eng Configuratiounen hu mer op deene Stroossen, op deene Kräizunge wéi elo hei? A wat kann dann dozou féieren, datt et do Accidenter gëtt? A wat kënne mer maachen, fir dat ze verbesseren?

Dat kënne baulech Mesurë sinn - d'Configuratioun ze ännere vun enger Strooss oder wat och ëmmer, mee et kënnen dann och eeben esou Saache si wéi d'Radaren. An hei ass dat de Fall. An ech mengen, Dir wësst et och an Dir hutt et jo och gesot, Dir fannt dat jo och selwer eng gutt Saach, well d'Stäreplaz, déi dote Kräizung, ganz besonnesch problematesch ass. Do waren och schonn an der Vergaangenheet extreem schlëmm Accidenter mat Doudegen, wou Foussgänger um Trottoir zu Doud gerannt gi si vun engem, dee gemengt huet, e misst nach séier op de Gas drécken, wéi e vun uewe koum, well d'Luucht vläicht grad nach orange ginn ass, an da knallhaart duerch Rout gefuer ass an et do zu Accidenter komm ass.

An den Här Wagner huet eis jo och nach eng eegen Erfarung hei matgedeelt. Ech kennen déi Kräizung selwer och gutt an hunn där Situatiounen do och schonn oft selwer erlieft. An natierlech duerch de Fait, datt och elo nach den Tram als zousätzlecht Verkéiersmëttel derbäikomm ass an d'Kräizung fir den Tram och oniwwersiichtlech ass, ass et ëmsou méi wichteg, datt jiddweree sech dorunner hält. Duerfir ass déi dote Kräizung als Éischt erausgesicht ginn. Hollerech ass eng aner Plaz an der Stad, wou och scho vill schlëmm Accidenter waren, oder de Schlammestee och.

A mir wäerten natierlech elo en fonction dovunner kucken, an där nämmlechter Philosophie, wou et am Land nach Plaze gëtt. Mir sinn och dankbar, wa Gemengen eis drop opmierksam maachen innerorts, wou se mengen, datt esou eng Plaz kéint sinn. Da wëlle mer dat selbstverständlech och préiwen an, firwat net, dann eventuell do esou e Radar setzen.

An, wéi d'Madamm Hemmen et gesot huet, d'Zil ass hei net, fir elo op all Kräizung där Luuchteradaren ze setzen, mee mir wëlle se do setzen, wou wierklech e gréissere Problem ka sinn.

Den Här Wilmes huet mech och gefrot, firwat een net kéint zum Beispill aner Vergeeë wéi den Handy an esou weider ..., déi och festgestallt gi beim Chauffer, wann d'Foto geholl gëtt an en en infraction ass, datt da géif gesot ginn: Mir kucken net nëmmen dat, wat gemooss gëtt, wéi elo hei d'Luucht oder d'Vitess - déi gëtt jo reell gemooss -, mee och dat, wat ech nach feststellen zum Beispill op der Foto. Ech wëll drop hiweisen, datt mer dat maache wollten am éischte Gesetz deemools an och op kloer Demande hi vum Parquet, deen en Avis dozou gemaach hat, deen en faveur dovu war, deen éischter souguer gesot huet, si géifen et richteg fannen, dat ze maachen, an datt de Staatsrot eis eng Opposition formelle du gemaach huet. Dunn hu mer dat erëm missen eraushuelen, well de Staatsrot gesot huet: „Nee, dat geet net, Dir kënnt nëmme Saache sanktionéieren, déi Der moossbar festgestallt hutt, awer net zum Beispill" - et hätt een och kënnen de Sécherheetsgurt nach dranhuelen oder wat weess ech - „esou Saachen, déi Der op der Foto feststellt!"

Bon, dat ass de Grond, firwat mer dat net dran hunn. An technologesch gesinn, wéi gesot, gëtt et elo net vill aner Méiglechkeete mam Handy, ausser wierklech visuell, datt d'Police Kontrolle mécht, wat se iwwregens och ëmmer méi verstäerkt mécht.

Dann zu den Avertissement-taxéen. Et ass esou, ech erwaarde mer elo net onbedéngt hei ..., mir hu jo deen ... Ech hat gesot, an deem Test wären erschreckenderweis schonn Honnerten Infraktiounen an engem Dag festgestallt ginn. Ech erwaarde mer awer elo net, datt dat och de Fall ass, also ech hoffen et och net, wann et elo bis aktiv fonctionéiert.

Ech muss och soen, mir haten änlech Feststellunge gemaach beim Secteursradar deemools, wéi mer dee bis getest hunn. Et huet sech awer erausgestallt, datt de Secteursradar wierklech am Verhältnis zu de fixe Radare vill, vill manner Vergeeë feststellt an och sanktionéiert. Et gëtt der natierlech och do evidenterweis, mee dat huet domat ze dinn, an dat huet d'Police och nach zousätzlech kontrolléiert, datt natierlech an där Sektioun d'Vitess einfach agehale gëtt, well natierlech dat fir de Chauffer eng ganz aner Roll spillt, well en dat weess, datt op där ganzer Streck eeben déi Moyenne do gemooss gëtt, an e sech och doduerjer drun hält.

An dat huet och op där do Plaz dozou geféiert ... Dat war e Streckenofschnëtt, wou och enorm vill ganz schwéier Accidenter mat Doudege waren, an zënter datt dat fonctionéiert, hate mer do keen Accident méi. Bon, ech wëll net behaapten, mir géifen ni méi ee kréien, mee mir stellen awer fest, datt dat doten eng weesentlech Verbesserung bruecht huet duerch dee Secteursradar do op där Plaz.

Dann ass et och esou, datt den Här Wagner sech eng Rei Froe gestallt huet, déi natierlech berechtegt sinn, iwwert den Dateschutz, a virun allem déi, déi am Avis drasti vun der CNPD. Et ass esou, datt d'CNPD an hirem Avis hei eigentlech näischt grondsätzlech Neies gesot huet. Et muss ee kucken, wann Der deen éischten Avis liest, dee mir jo selwer gefrot haten deemools, do hu se schonn änlech Saachen, fir net ze soe bal déi nämmlecht Saachen, mat Ausnam hei vun enger Fro, ech kommen nach op déi, zum spezifesche Rout-Luuchte-Radar hei opgeworf. Mee, wéi gesot, et ass näischt wierklech fundamental Neies.

Et ass och elo näischt, wat awer wierklech, wéi soll ech soen ... Et sinn eigentlech éischter Befierchtungen, déi opgeworf ginn, wéi reell Saachen, wou een elo ka soen: „Dat doten ass e klore Verstouss géint den Dateschutz!", well soss hätte mer jo eppes ganz aneres drastoen an da sinn ech och sécher, datt de Staatsrot eis warscheinlech eng Opposition formelle gemaach hätt.

Mee bon, wéi gesot, dat ass elo näischt fundamental Neies. Et ass awer alles interessant, wat do drasteet. An dat soll een och seriö kucken an eescht huelen natierlech, wat do drasteet, och wann et net elo, wéi soll ech soen, an deem Sënn ass, datt gesot gëtt: „Do gesi mer direkt e klore Verstouss géint den Dateschutz." Et sinn éischter Bedenken, déi geäussert ginn, oder Froen, déi gestallt ginn.

An da kommen ech zu där Problematik, well een hei op der Foto effektiv kéint gesinn ..., also datt do kéinte Leit matgeknipst ginn, déi net am Auto sëtzen, mee zum Beispill um Trottoir niewendru stinn. Ech hunn éischtens schonn emol e Bréif geschriwwen och u meng Stroossebauverwaltung, si solle mer wannechgelift technesch dat nach eng Kéier

préiwe loossen, wat et do kéint ginn. An ech wëll lech awer soen, dee Radar, dee mir hei hunn, am Contraire zu deem, wat virdrun hei behaapt ginn ass: Et ass genau deen nämmlechten, deen a villen europäesche Länner fonctionéiert. A mir hunn eis dat natierlech alles ugekuckt. A mir hunn och gekuckt, wat et um Marché gëtt, an eis mat der Ausschreiwung duerno dorun orientéiert, well mir hu souwisou och e puermol de Cahier des charges, ier mer e lancéiert hunn, adaptéiert, well mer eis déi Techniken alleguerte genau ugekuckt hunn.

Ech muss soen, ech fannen et och e bëssen e staarkt Stéck, well et ass jo net de Minister, deen d'Technike kucke geet an d'Ausland, mee et sinn d'Ingenieure vun der Stroossebauverwaltung, dat hei e bëssen esou duerzestellen, wéi wann dat elauter Clowne wären, ech fannen dat e bësselchen eng Frechheet par rapport zu deene Beamten. Déi maachen hir Aarbecht uerdentlech an déi hu selbstverständlech déi Techniken alleguerte genau gekuckt.

Et ass awer allerdéngs esou ..., an duerfir huet d'CNPD och hei an hirem Avis net eppes geschriwwen am Sënn: „Dir verstousst géint den Dateschutz!" Si hu just Bedenken ausgeschwat. Firwat? Ma well déi Fro do sech natierlech virun allem stellt, wann een d'Foto och kuckt a Wierklechkeet. Déi meescht Fotoen, déi gi jo wärend enger gewësser Zäit gespäichert an da gi se souwisou geläscht, entweeder wann de Protokoll bezuelt ginn ass oder wann et da souwisou bei d'Justiz geet, jo, da geet jo alles souwisou dohinner. Da si mer an engem aneren Zenario.

Mee et ass esou, datt déi Fotoen eréischt gekuckt ginn, wann ee contestéiert a seet: „Lauschtert emol, ech souz net am Auto!", aus wat fir engem Grond och ëmmer. Da kann ee jo d'Foto kucke goen. An dann ass et natierlech kloer, da gesäit en op där Foto just de Chauffer. Da gëtt alles geschwäerzt, wat kéint do opgeholl gi si ronderëm. Dat heescht, par rapport zum Dateschutz: Deejéinegen, deen dohinnerkënnt, an och soss keen duerno méi, well dann ass et definitiv geschwäerzt, gesäit, wat ronderëm geschitt ass.

Elo ginn ech awer gär zou, ech hätt och léiwer eng technesch Léisung, déi dat d'office géif maachen. A wann et déi gëtt, dat hunn ech och an der Kommissioun gesot, da sinn ech och bereet, datt mer déi sollen direkt asetzen. Wann et nëmmen e Softwareupdate ass - wat ech awer e bësse bezweifelen, datt dat esou einfach wäert sinn, mee bon, who knows? -, mir kucken dat technesch no, da kann een dat ganz gär maachen.

Mee duerch de Fait, datt et awer esou gereegelt ass, datt d'Fotoe geschwäerzt ginn an esou weider, wa se och consultéiert ginn, doduerch ass et natierlech kee Verstouss direkt géint den Dateschutz. Si hu just Bedenke geäussert, well natierlech hunn ech och ëmmer léiwer, et gëtt kee geknipst, deen am Auto sëtzt. Et ass jo och esou bei engem normale Radar. Do gëtt d'Foto geholl an theoreetesch kéint Der do och gesinn, wien alles am Auto sëtzt, mee do gëtt se och geschwäerzt, wann ee kucke geet. Dat heescht, et ass just de Chauffer, dee gefuer ass, deen een da gesäit.

Ech muss och soen, wann hei Behaaptungen opgestallt ginn, mir géifen elo hei ..., quasi Dausende Leit wären ongerechtfertegt Gott weess wou a Fichieren: Ech kann dat alles net novollzéien, well dat entsprécht och net der Realitéit. An ech wëll och soen: Mir musse jo elo net hei maachen, wéi wa mer zu Lëtzebuerg hei eppes besonnesch aneres erfonnt hätten. Mir hunn dat heiten zu Lëtzebuerg elo vun der Technik, wat et an deene meeschte Länner gëtt. A mir hunn eigentlech vum System hier, dee mer opgebaut hunn ..., mat vill Verspéidung, muss een awer soen, well déi meescht Länner hate scho vill méi fréi déi Systemer. Hei hu mer déi agefouert a mir hunn eis natierlech orientéiert, mir hunn e Benchmark gemaach, wat et alles an Europa an an der Welt gëtt.

An ech wëll och soen, duerfir déi - entre guillemets - „Toleranzgrenzen". Dat si jo technesch Toleranzen, déi agebaut gi sinn, déi berüümten dräi Stonnekilometer. Dat gëtt et nämlech identesch genau an der Schwäiz, als Beispill. D'Schwäiz ass iwwregens, niewebäi bemierkt, dat Land mat mat deene beschte Verkéiersstatistike an der Welt, wou d'Verkéierssécherheet am beschte fonctionéiert. Et huet seng Grënn, firwat dat an der Schwäiz esou ass.

Also mir hunn eis do un der Schwäiz orientéiert, um „best of class" niewent Holland, wou et änlech ass wéi zu Lëtzebuerg. Och hu mer eis do orientéiert, well mer jo wëlle Mënscheliewe retten. An duerfir huet et och kee Wäert, Saachen hei un d'Wand ze molen, déi net sinn. Mir hunn hei keen extra Superiwwerwaachungssystem ageféiert, deen et soss nach néierens gëtt. Mir hunn dat gemaach, wat et a villen demokratesche Länner an Europa gëtt, wéi och hei zu Lëtzebuerg.

Elo kann een natierlech d'Technik, déi evoluéiert, ëmmer erëm verbesseren. Ech mengen awer, datt mer dat natierlech och ëmmer maachen an ëmmer erëm am A behalen, wat vun neien Technike kënnt, an och ëmmer erëm bereet sinn, dat ze maachen. Ënnert dem Strëch geet et awer hei ganz kloer drëm, Mënscheliewen ze retten.

Da wëll ech nach just zwee Sätz soen iwwert déi zwou Motioune vun de Piraten hei. Déi éischt, déi betrëfft d'Sécherheetssystemer an den Autoen: Foussgängererkennung, Rout-Luuchten-Erkennung an esou weider. Bon, éischtens emol ass ze soen, de Rout-Luuchte-System, dee gëtt et schonn haut an den Autoen, dee kann een als Optioun natierlech bei villen Autoen eréischt drophuelen. Datt den Auto automatesch bremst, dat kann een och ausschalten am Auto, dat just niewebäi bemierkt. Mee bon, dat ass awer emol egal. Ech si fir déi Systemer. An ech setze mech an Europa an am europäesche Conseil zënter Joren an, datt all déi sécherheetsrelevant Systemer iwwerhaapt keng Optioune bei den Autoe solle sinn, mee d'office, wéi de Sécherheetsgurt, mussen ageféiert ginn, dat heescht, wann een den Auto keeft, datt d'office déi Systemer drop sinn.

Ech muss awer soen, ech sinn awer net der Meenung, datt mer elo sollen ufänken, och nach mat Subsiden hei ze verfueren. Mir kënnen natierlech esou wäit goen, datt mer op eemol alles um Auto subsidiéieren, datt den Auto bal näischt méi kascht. Dat kënne mer natierlech och maachen. Mee mir liewe jo an enger grenzenloser Welt, wou d'Fantasie grenzenlos ze si schéngt.

Also ech si fir déi Systemer an ech si ganz kloer der Meenung, déi sollen obligatoresch duerch EU-Reglementatiounen an duerch national Ëmsetzung da vun deenen ageféiert ginn, datt d'Constructeure gezwonge ginn, dat d'office an d'Autoen anzebauen. Well dat bréngt eis ganz vill.

An da wëll ech lech och soen: Et ass jo interessant, et gëtt jo vill iwwert déi Froen diskutéiert vu Respekt oder Netrespekt vun de Verkéiersreegelen. Am Endeffekt, dat Einfachst ass, sech un d'Reegelen ze halen, da fuere mer all méi sécher an da kritt keen e Protokoll an da sinn d'Geriichter aarbechtslos. Dat ass den Idealzoustand. A mir wäerte jo, wa mer elo bei deene Sécherheetsstandarden, déi mer haut schonn un den Autoen hunn ..., dat ass jo den Ufank vum autonome Fueren.

An duerfir soen ech och ëmmer als Beispill: Ass et net traureg, wann d'autonoomt Fuere bis eng Kéier fonctionéiert an all d'Autoen - dat wäert iergendwann eng Kéier kommen an der Zukunft, d'autonoomt Fueren - ...? Da wäerte warscheinlech d'Accidenter duerch de Fait, datt natierlech déi künstlech Intelligenz, déi an deem Auto agebaut ass, esou programméiert ass, datt se sech 100%eg un alleguerten d'Reegelen hält, mat Sécherheet zimmlech no un null kommen.

Ganz wäert et vläicht och net méiglech sinn, et ze evitéieren, well et kommen ëmmer Imprevuen, wou och net onbedéngt den Auto ëmmer derfir kann, mee et ass awer esou, datt et da wierklech ganz, ganz dramatesch wäert erofgoen. Mee ass et net traureg, datt mer künstlech Intelligenz brauchen, fir d'Visioun vun null Verkéiersdoudegen a Verkéiersverletzten ze realiséieren? Wär et net awer gradesou gescheit, wa mir Mënschen, déi jo d'künstlech Intelligenz erfannen, selwer derfir géife suergen?

An duerfir soen ech Merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. Domat wiere mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7652. Den Text steet am Document parlementaire 7652[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7652 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 54 Jo-Stëmmen a 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Léon Gloden), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zum Vott vun deenen zwou Motiounen, déi vun de Piraten deposéiert gi sinn. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëse Motioune freet? D'Madamm Josée Lorsché.

(Interruptions)

Nee, den Här Carlo Back.

Motions

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wollt Positioun huelen zu deenen zwou Motiounen, déi d'Kolleege vun de Piraten ofginn hunn.

Zu där éischter, wat d'Subside betrëfft, si mer och der Meenung, datt een dat soll aféieren um europäeschen Niveau, datt dat standardiséiert Produite sinn, déi dann och standardméisseg an och esouguer obligatoresch an den Autoen agebaut ginn. Wéi gesot, mengen ech, kéinte mer déi net akzeptéieren.

Déi zweet, mengen ech, do huet de Minister jo och geäntwert: Wann Der den Avis vun der CNPD liest, bemängelt en dat vläicht au maximum, mee e seet awer elo net, datt mer do dateschutzméisseg total niewent der Plack géife leien. De Minister huet d'Prozedur erkläert. Do ass kee vu baussen, deen déi Foto gesäit, deen déi Foto net soll gesinn hunn.

A wa mer da schwätze vun Daten, déi op engem Server landen, déi geläscht ginn, wa mer dann hei wierklech eng Excursioun maachen, wat alles vu kriminellen Taten do méiglech ass, da muss ech lech awer soen, Piraten, Dir sidd jo awer och …

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'Dateschutzpartei déi gréng, ganz grouss!

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- … gären an der Informatik, dann hu mer besser, keen Ordinateur méi unzepaken an och keng Donnéeë méi ofzespäicheren. Ech mengen, d'Prozedur ass hei ganz kloer. Et si keng Daten, déi gesi gi vun engem, dee se net soll gesinn. An dofir, wéi gesot, kënne mer och déi zweet Motioun vun de Piraten net akzeptéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Back. Den Här Serge Wilmes, wannechgelift.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Jo, also ech schwätzen zur Motioun Nummer 1. Zur Motioun Nummer 2 géif den Här Roth schwätze fir d'CSV.

Also bei där éischter, wou Der jo fuerdert, modern Sécherheetstechnik beim Kaf vun engem Neiwon mat enger Subventioun ze ënnerstëtzen, ass net richteg kloer, wat domadder gemengt ass. Ech mengen, déi meescht Autoen hunn haut awer Sécherheetstechnologien dran. Well, sinn nach méi Sécherheetstechnologië gefrot oder wat? Mee et geet net kloer ervir dobäi. Dofir versti mer net richteg, wat domadder gemengt ass, wat dat wierklech soll fir eng Plus-value sinn. Dofir géife mer à ce stade bei dëser Motioun dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Roth zur Motioun Nummer 2.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech hu fonnt, dass dat hei eng ganz gutt Debatt war. An de Minister huet och herno nach eng Kéier explizéiert, firwat dass dee Projet de loi hei gutt ass am Interessi vun der Verkéierssécherheet. An ech mengen, dat droe mir och alles mat.

Ech wëll awer och soen, dass déi Ried, déi den Här Goergen gehalen huet, dass déi fundéiert war. Dat kann een net einfach esou vun der Hand weisen, well hien huet sech och referéiert op en Avis vun der Dateschutzkommissioun. Ech weess net, ob jiddweree vun eis 60 deen am Detail gelies huet. Deen ass och relativ rezent, deen ass vun dem 30. Dezember vun dem leschte Joer.

Vun eiser Säit si mir awer der Meenung, dass sech hei eng Rei vu rechtsstaatleche Prinzippien, wéi de Schutz vun der Privatsphär an och virun allem dee vun der Verhältnisméissegkeet, stellen. An et ass esou, elo kënnt Der soen: „Mee da kann een dat jo eng Kéier bei Geriicht virbréngen!", mee Dir wësst och, dass déi mannste Leit ... Wa se en Avertissement taxé kréien, si se zwar vläicht net frou doriwwer, mee se ginn net onbedéngt fir 49, 74, oder wat ass et, 145 Euro dat op d'Geriicht contestéieren.

Also mir wieren an deem Sënn derfir a mir géifen dat och plädéieren, dass een den Avis vun der CNPD eng Kéier sollt kucken an enger Commission jointe vun den Travaux-publics- a Mobilitéitskommissiounen zesumme mat der Justizkommissioun. Well ech muss lech ganz éierlech soen, déi Froen, déi d'CNPD am Kontext opgeworf huet vun dësem Gesetzesprojet, déi ginn awer an der Logik ganz an déi Linn och vun deene rechtsstaatleche Froen, déi sech gestallt hunn oder nach ëmmer stellen um Niveau vun de Fichiere vun der Police. A mir géife wierklech och d'Majoritéitsvertrieder bieden, dass se géife mat op dee Wee goen.

Bon, wa se Nee soen, da musse mir eeben e Bréif maachen, fir déi zwou Kommissioune mat där Problematik ze saiséieren. Mee et soll een net einfach doriwwer ewechgoen, onofhängeg vun eiser grondsätzlecher Positioun, déi mer ageholl hunn, fir dësem Projet de loi eis Zoustëmmung ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Jo, natierlech soll een den Avis vun der CNPD seriö huelen. Dat hu mer och gemaach. Ech hunn awer och gesot, datt an deem Avis hei par rapport zu deem éischten, dee mer kritt hu virun enger Rei Joren, keng weesentlech nei Elementer drastinn. Dir kënnt dee roueg noliese goen, dee jo deemools geschriwwe ginn ass, wéi mer dat éischt Gesetz gestëmmt hunn, datt d'CNPD näischt fundamental Neies gesot huet.

Dat Eenzegt, wou se eng Fro opgeworf hunn, dat ass déi Fro, wann een um Trottoir geet, wann ee matgeknipst gëtt. Dat ass déi Fro. Dozou hunn ech jo och gesot, ech hu menger Verwaltung e Bréif geschriwwen, se solle mer dat klären. Et ass allerdéngs esou, d'CNPD mécht net e formellen Awand, wou se seet: „Dat do ass elo wierklech definitiv e Verstouss géint den Dateschutz!" Si huet just Bedenken. Si seet: „Hätt et do net kënnen eng aner Technik ginn?" an esou weider. Well soss hätt se jo geschriwwen: „Lauschtert emol, dat do geet net dateschutzméisseg!" Well d'Prozedur awer kloer ass, eebe wien d'Foto kuckt a wéi een un d'Foto kënnt a wéi laang se gehale gëtt.

Ech wëll och hei drop hiweisen, datt ... Natierlech, den Här Roth huet Recht, dat hei ass en Deel vum Fichier vun der Police, well dat heite Gesetz reegelt jo elo nëmmen d'Technik a wéi et fonctionéiert a wéi laang alles soll conservéiert ginn. Ma dat anert ass dann de Policefichier, dee geréiert gëtt. A mir haten dat hei jo och an der Diskussioun deemools mat an der Policefichiersdiskussioun.

Ech muss awer soen, den Här Goergen, en huet hei dat Urteel zitéiert a gesot, de Staat hätt do Onrecht kritt. Nee, de Staat huet dergéint Appell gemaach an en huet an der zweeter Instanz Recht kritt! Dat kann emol virkommen, datt an enger éischter Instanz de Staat net Recht kritt, mee an zweeter Instanz huet e Recht kritt.

An ech wëll och soen, Här Goergen, et gëtt scho vill Contestatiounen, et gëtt der enorm vill virun de Geriichter par rapport zu de Protokoller. Nach keen een Urteel ass ausgaange bis elo géint de Staat! Dat schwätzt awer net onbedéngt géint d'Legislatioun, déi mer gemaach hunn, géif ech soen, well wann dat esou wär, wéi Dir et hei beschriwwen hutt, datt mer hei quasi virum totaalsten Iwwerwaachungsstaat wären an heimadder ech weess net wat géif gemaach gi vu Saachen, dann, mengen ech, hätt de Staat och scho bei där enger oder där anerer Kéier verluer viru Geriicht, wann ee contestéiert huet.

Mee ech hunn awer kee Problem mat der Propos vum Här Roth. Selbstverständlech kënne mer ganz gär eng Kéier den Avis ... Mir haten den Avis och an der Mobilitéitskommissioun emol duerchgekuckt. Mir kënnen et awer och ganz gären eng Kéier nach an enger Jointe maache mat der Justiz oder … Iwwregens, ech wär och interesséiert, d'Justizautoritéite kënne jo selwer dohinnerkommen, si kënne vun hiren Erfarunge schwätzen am Zesummenhang mat där ganzer Gesetzgeebung. Ech hu guer kee Problem domat. Ganz gär!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Mobilitéitsminister François Bausch. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci. Also fir d'éischt emol zur Motioun 1. Do war effektiv d'Iddi - et kann ee jo net op all rout Luucht, wéi dat elo och hei ugeklongen ass, e Radar bauen -, dass een dee System, Dir kennt en alleguerten, aus den Autoen, dat kascht elo net méi d'Welt, dass den Auto automatesch bremst, wann een engem virun den Auto spréngt, subventionéiere géif. Mir hu geduecht, dat wär och eng sënnvoll Subventioun, well jo och net jiddwereen et sech ka leeschten. An duerfir hu mer jo och gesot bis 40.000-Euro-Autoen. Déi, déi méi deier Luxusautosmarke kafen, kënne sech natierlech och esou en Assistent derbäikafen. Ech mengen, wann een 8.000 Euro Ëmweltprimm ka ginn, da

géif et och net schueden, wann een e puer Liewe kéint rette mat esou engem Assistent, deen d'Foussgänger schützt.

Zur zweeter Motioun: Mir begréissen, dass dat an d'Kommissioun géif goen. Et ass nämlech wierklech e Punkt, an d'CNPD huet dat opgeworf. Et ass net esou, wéi den Här Back gesot huet, „bis een dat kucke geet". Nee! Do ginn Dausende vu Fotoen, an den Här Bausch huet gesot, wivill, wa mer herno 10, 50 Radaren op de Luuchten hunn, sinn dat Dausende Fotoen all Dag, déi op e Server vum Staat geluede ginn an e Fichier, ouni anonymiséiert ze sinn!

Dat heescht, mir hunn herno e Fichier, wou jiddwereen, deen iergendzwousch do getrëppelt ass, op deene Fotoen ass, mat der genauer Zäit, mat dem Datum, mat allem! Dat ass de Problem, op dee mer opmierksam maachen! Net dass herno ee kucke geet an da mécht deen eppes Schwaarzes driwwer an dat kritt deen, deen de Radar contestéiert, da kritt deen … Nee, de Fichier ass do beim Staat op engem Server mat Dausende Fotoen! Dat ass de Punkt. An dofir hätte mer am léifsten, dass …

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här Goergen, e Fichier mécht jo awer nëmmen e Sënn, wann en aktiv ass, an net, wann en net aktiv ass.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Nee, am Dateschutz, wann Dir Fotoen op engem Server stoen hutt, dat ass dach schonn de Problem! Dat ass dach de banaalsten Dateschutz! Dir kënnt jo net soen: „De Problem ass ..., mir späicheren egal wat op Serveren, eréischt wann een dat kucke geet, ass d'Infraktioun drop."

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Dat hunn ech net gesot!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dach, dat hutt Der elo grad gesot!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- De Problem ass, Dir späichert se. Et späichert ee se, dat ass de Problem! Dir kënnt net vun all de Bierger déi Fotoen huelen, se späicheren an herno soen: „Jo, wann iergendeng Kéier ee se kucke geet, ass de Problem do." Nee, Dir hutt Servere mat Fotoe voll leien, dat ass de Problem! An duerfir hate mer geschriwwen, och éier dës Zort ...

Dir kënnt eis jo elo vläicht soen, wéini de Radar a Betrib geet a wéini mer d'Kommissioun dann nach kéinte virdru maachen, fir dat doten ze klären. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Haaptsaach sammelen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott kommen.

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et ëm modern Sécherheetstechnik geet.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun da bei 2 Jo-Stëmmen a 54 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wann ech dat richteg verstanen hunn, si mer dann d'accord, fir ... Nee!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, d'Motioun, hat ech gesot, géife mer ofleenen, also d'Chamber soll se ofleenen. Mee ech sinn awer d'accord mam Här Roth senger Propositioun, datt mer eng Kéier mam Avis vun der CNPD an d'Kommissioun kommen an deen dann natierlech do diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen. De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun da bei 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

10. 7693 - Projet de loi relative à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch ass de Projet de loi 7693 iwwert de Bau vu Kannerbetreiungsinfrastrukturen zu Péiteng. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an de Rapporter ass den honorabelen Här Carlo Back, deen och elo d'Wuert kritt. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, an deem heite Projet geet et drëm, der Regierung d'Erlaabnis ze ginn, fir maximal 100 Milliounen Euro - Bauindex 837,53 - eng ganz Rëtsch Infrastrukturen zu Péiteng opzeriichten.

D'Beneficiairë vun dësen Infrastrukture si Kanner a Jugendlecher, déi do ënnerbruecht ginn, forméiert ginn oder soignéiert ginn. Et ass also e Bauprojet, wou d'Käschte vum Fonds d'investissement public sanitaire et social iwwerholl ginn. Am Detail geet et bei dësem Finanzéierungsgesetz drëm, fir néng verschidden Infrastrukturen ze bauen, déi sech op zwee verschidde Sitten am Zentrum vu Péiteng verdeelen, de Site Batty Weber an de Site Robert Krieps.

De Kontext vun dësem Projet de loi: Et ass e Projet mat engem sozialen Hannergrond. Dës sozial a pedagogesch Infrastrukture ginn am Zentrum vu Péiteng opgeriicht. Fir de Moment huet eist Land engersäits e klore Manktem un esou Infrastrukturen an anerersäits komme verschidde besteeënd Infrastrukturen un hir Alterslimitt. Mat den neie Gebailechkeeten investéiere mer deemno ronn 100 Milliounen an eng modern, adequat a spezialiséiert Prise en charge vu Kanner a Jugendlechen - an deelweis och souguer vun Elteren -, déi en Handicap, sief dat physesch oder psychesch, mat sech droen oder déi zu hirem Schutz vum Staat placéiert goufen.

Et geet an deem Sënn och drëms, dës Persounen net nëmme psycho- a soziofamilial en charge ze huelen, mee hinne mëttel- a laangfristeg kënnen ze hëllefen an hinnen d'Méiglechkeet ze bidden, matten an eiser Gesellschaft ze liewen.

Hei am Resümmee weider Informatiounen zu dëse Bauten an deenen do offréierte Servicer; méi detailléiert Informatioune fannt Dir a mengem schréftleche Bericht: eng national, fir d'éischt emol eng national, Pouponnière fir 54 Kanner vun null bis sechs Joer, déi vum Geriicht placéiert goufen. Dës wäert hei déi eenzeg national Institutioun ginn, wou kleng Kanner respektiv Bëbeeë mat grave Stéierungen 365 Deeg am Joer betreit ginn, zum Beispill Kanner mat psychomotoresche Schwieregkeeten oder Retard oder Kanner, déi musse sevréiert ginn, well d'Mamm süchteg ass a reegelméisseg Droge konsuméiert huet wärend der Schwangerschaft.

Dann e psychotherapeuteschet Internat, wou 18 Kanner an enger familljenänlecher Struktur betreit ginn. Hei hu mir och ee ganz grousse Besoin, well de Moment e bësse manner wéi 100 Kanner, genau 99 Kanner, am Ausland musse betreit ginn.

E Centre thérapeutique et administrative: Dësen Zentrum kombinéiert administrativ an edukativ Aufgaben. De Bauprogramm gesäit eng eege respektiv intern Schoul vir fir déi Kanner, déi net extern, dat heescht am klassesche Schoulsystem, mathale kënnen, dëst mat engem Foyer de jour fir ausserschoulesch Aktivitéiten.

Hei ass och en Therapiezenter virgesinn, deen et erlaabt, ambulatoire Consultatiounen duerchzeféieren, fir datt d'Kanner an d'Jugendlecher weider Kontakt zu hiren Eltere behale kënnen. A fir de Rescht ass an dësem Gebai och d'Administratioun virgesinn, déi dee ganze Site geréiert.

Weider gi Logementer gebaut fir Persounen, déi Problemer mat Autismus hunn. Hei sinn zwee Typpe vu Strukture virgesi fir Persounen, déi autonom sinn oder déi an enger Groupe de vie liewen.

Logementer fir Elteren, déi een intellektuellen Handicap hunn. Hei gi Sozialwunnenge gebaut a verlount u Persounen, déi e liichte kognitiven Handicap hunn. An do derniewent soll och nach en Informatiounszentrum entstoe fir dës Leit.

Gemeinsam Infrastrukturen um Site Batty Weber. Dës Infrastrukture sollen et erlaben, Sport a Reeducatioun ze maachen. Eng Salle polyvalente commune ass hei och virgesinn. De Centre médical, deen hei gebaut gëtt, soll nieft dem internen Zweck och fir d'Bevëlkerung vu baussen notzbar ginn an esou d'medezinnesch Proximitéitsversuergung zu Péiteng verbesseren.

Als weider gemeinsam Infrastruktur ass op dësem Site dann och nach e Parking mat 92 Emplacementer an den Amenagement vun enger ëffentlecher Plaz virgesinn.

Dann en Internat socio-familial. Hei gëtt en Internat opgeriicht fir 60 Kanner a Jugendlecher, déi hei während de Schoulperiode kënnen hebergéiert ginn. Dat ass éischtens eng ganz wichteg Infrastruktur fir de Süde vum Land, wou et bis elo nach keen Internat gëtt, mee de Besoin awer wiisst. Et ass iwwregens och eng éischt Infrastruktur, déi souwuel fir Grondschoulkanner wéi fir Jugendlecher geplangt a gebaut gëtt.

Dëst Finanzéierungsgesetz begräift natierlech och den Amenagement vun den Alentoure vun deenen zwee Sitten an.

D'Gesamtsurface vum Projet ass 2,43 Hektar an d'Surface brute, déi bebaut gëtt, beleeft sech op 21.000 Meterkaree fir ee Volume brut vun 82.000 Meterkibb. D'Gebaier ginn ugeschloss un de Chauffage urbain vu Péiteng. Fotovoltaik a Panneaux solaires thermiques ginn och hei installéiert an eng Begrünung vun den Diecher ass och virgesinn.

Dës Gebaier ginn, wa se fäerdeg gebaut sinn, vun ASBLe bedriwwen, déi all eng Konventioun entweeder mam Ministère vun der Famill, Integratioun an der Groussregioun oder mam Ministère vun der Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse hunn.

De Projet ass den 3. November 2020 deposéiert ginn an de 14. Januar 2021 an der Kommissioun fir Mobilitéit an ëffentlech Baute presentéiert an diskutéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis de 4. Dezember ofginn. De Rapport, esou wéi en lech hei virläit, ass de 4. Februar an där selwechter Kommissioun ugeholl ginn.

An ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun dozou.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Rapporteur.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert - an e gutt Wuert!

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Carlo Back, fir säin ausféierleche Rapport souwuel mëndlech wéi och schréftlech.

Am Här Back sengem schréftleche Rapport geet en och nach eng Kéier op den Historique an, dass dee Projet zréckgeet op d'Joer 2013, d'Joer 2013, wéi de Familljeministère, deen deemools och nach zoustänneg war fir all d'Volete vun de Kanner a vun der Jeunesse, en Appell gemaach huet an eng Gemeng gesicht huet, fir déi do Strukturen alleguerte kënnen ze huelen, well ganz grouss Nout um Mann war, fir souwuel eppes ze maache bei eisen Autisten, fir eppes ze maache fir alleguerten déi Strukturen, wou mer d'Kanner hu missen an d'Ausland droen.

An déi méi stänneg Kolleegen heibannen, déi scho virun 2009 hei waren, déi kënne sech erënneren, dass dat ëmmer eng hefteg Debatt heibanne war, dass mer esou vill Kanner hu missen an d'Ausland ginn, well mer net déi néideg Betreiungsplazen haten.

Dat war d'selwecht mat de Pensionater fir eis Kanner a Jugendlecher, wat ëmmer méi e grousse Besoin ginn ass. Dat hate mer am Zentrum an am Oste vum Land, mee am Süde ware mer do zimmlech schwaach gestiwwelt.

D'Gemeng Péiteng ass deem Appell 2013 deemools nokomm. Ech hat deemools d'Chance, zesumme mam Claude Wiseler - hie war Bauteminister an ech Familljeminister -, wéi mer mat der Péitenger Gemeng fir d'éischte Kéier doriwwer geschwat hunn, fir hinnen och ze soen, wat dat alles géif bedeiten. Et war de Site - an dofir ass d'Diskussioun och dorop gefall - vum fréiere Lycée Mathias Adam, wou dat heite sollt hikommen, wou de Staat e groussen Deel vun Terrainen hat, well virdrun do e Lycée war, an dofir war et och wichteg, dass esou Strukture géifen an de Süde respektiv an d'Land kommen.

Well, wéi de Rapporter et richteg ënnerstrach huet, bei deem ganze Site mat engem bebaute Volume vun 82.000 Meterkaree si Strukturen dran, déi sech méi op de regionale Charakter bezéien, mee et sinn der awer och mat dran, déi ganz wichteg sinn, fir deene méi Schwaachen an der Gesellschaft, déi net d'Chance haten, an der Gesellschaft mat virbäi ze sinn, kënnen ze hëllefen, ob dat eis Kolleege vun den Autiste sinn oder och d'Elteren, déi Schwieregkeeten hunn, a fir dass déi Kanner an enger Pouponnière kënnen ënnerbruecht ginn. Well et war och e grousse Besoin hei am Land, fir eng national Pouponnière ze hunn, fir dat och alles kënnen ze maachen.

Ech kann lech soen: Deemools war et relativ schwéier, fir iwwerall déi eenzel Sitten ze fannen. Mir haten och deemools e Site fonnt, wat och herno eng Konventioun ginn ass mam Educatiounsministère, an där klenger Gemeng - pardon, Här Buergermeeschter, mee et ass awer esou - Tandel zu Furen, fir och do e puer Strukture kënnen ze maachen, fir deene Schwächsten an eiser Gesellschaft eng Chance ze ginn. An dat ass dat, wat hei zu Péiteng geschitt, wou een der Gemeng Péiteng muss e grousse Respekt soen, well, mir hate virdrun nach driwwer rieds, soss hutt Der esou Foyeren e bësse méi ausserhalb vun den Uertschafte gesinn.

Ech ka mech och erënneren: An de 70er-Joren, an och déi méi stänneg Kolleegen heibanne wëssen dat nach, dunn ass och am Alters- a Fleegeberäich ëmmer e bësse méi extern gebaut ginn. Et ass eréischt duerno, wou d'Ëmdenke komm ass, dass et wichteg ass, dass dat och am Zentrum vun enger Uertschaft ass. Dofir kann een och just soen, dass et bei deem Projet hei, deen elo am Zentrum vu Péiteng ass, och ganz wichteg ass, dass déi Leit net ausgeschloss sinn, mee dass déi Leit och do d'Méiglechkeet vun enger Integratioun hunn, dass dat och e ganz groussen Atout ass, deen déi Strukturen herno mat sech bréngen.

Mir als CSV op alle Fall ginn deem Projet hei voller Iwwerzeegung eis Zoustëmmung. Mir soen och Merci, dass dat elo kënnt. Mir wëllen awer an deem Merci och d'Gemeng Péiteng aschléissen, déi do de Fanger an d'Luucht gehuewen hunn a gesot hunn: „Mir si bereet, dass déi Strukturen elo bei eis kommen."

Et ass jo e relativ groussen Areal, deen do entsteet: 2,43 Hektar. Dofir si mer och voller Zouversiicht, dass de Projet séier kann ëmgesat ginn, an dat am Interêt, wéi gesot, vun deene Schwächsten an eiser Gesellschaft, dass mer et do fäerdegbréngen, deenen och eng zousätzlech Liewensqualitéit kënnen ze ginn, an dat am Interêt vun eis alleguerten.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Et handelt sech, wéi de Rapporter eis dat ganz gutt beschriwwen huet, ëm eng ganz Partie ënnerschiddlech Projeten, alleguerten am sozioedukative respektiv am therapeutesche Beräich, alles Projeten, déi mer drëngend brauchen, fir de Besoinen an där Hisiicht hei zu Lëtzebuerg nozekommen.

D'Demande besteet scho méi laang vusäite souwuel vum Bildungs- wéi och vum Familljeministère, fir d'Capacitéiten zu Lëtzebuerg auszebauen. Et brauch ee sech nëmmen déi laang Waardelëschten

unzekucken, sief et bei de Strukture fir Leit mat enger Behënnerung, sief et beim Accueil vu Kanner a Jonken, déi an enger schwiereger Situatioun sinn. Dann ass et evident, dass et gëllt, dëse Retard, dee mir an deem Beräich hunn, schnellstméiglech opzehuelen.

Fir eis als DP ass et elementar, deene Schwächsten an eiser Gesellschaft déi Ënnerstëtzung an deen Encadrement ze ginn, dee si brauchen. Et ass eis Aufgab, deenen ze hëllefen, déi net déi allerbeschte Startchancen am Liewen hunn, an och deenen, déi besonnesch Besoinen hunn.

Et ass der Allgemengheet hir Flicht, deene Personnen déi bescht Méiglechkeet ze ginn, hiert Liewen esou ze gestalten, wéi si dat wëllen, an am Liewen och ze reussëieren. Och d'Inklusioun vun de concernéierte Leit an d'gesellschaftlecht Liewen ass en zentralen Aspekt bei dësem Projet, deen eis ganz wichteg ass.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'Implantatioun matzen am Zentrum vu Péiteng, mee och déi generell Approche vun enger Deinstitutionaliséierung a Förderung vun enger gréisstméiglecher Autonomie, wat zum Beispill d'Leit mat enger Behënnerung betrëfft, weise ganz gutt, dass d'Inklusioun an d'Integratioun groussgeschriwwe ginn.

Fir eis als DP ass dat dee richtege Wee. Mat dem Finanzéierungsprojet gi mir dowéinst gréng Luucht fir nei a modern Infrastrukturen, déi un d'Bedierfnesser vun de concernéierte Leit ugepasst sinn.

Ech widderhuele mech: Déi aktuell Capacitéite ginn einfach net méi duer an et besteet en dréngende Bedarf fir weider Strukturen, och a grad am Süde vum Land. Mir begréissen et dowéinst, dass hei e grousse Projet realiséiert gëtt, e Projet, dee breet opgestallt ass mat neie Gebailechkeete fir Puppelcher, fir Kanner a fir Jugendlecher, fir Leit mat engem Handicap - an dat alles relativ no beieneen. Esou ginn dann och Ressourcen a Kompetenze regruppéiert. Si kënne besser agesat ginn. Zum Deel hunn d'Residenten dann och méi kuerz Weeër, wann alles méi no beienee läit.

Schliisslech ass et och ganz positiv fir de Süden a fir d'Gemeng Péiteng, wann déi ëffentlech Hand an e Site investéiert an esou e grousse Projet realiséiert. Op dësem Wee gëtt de Péitenger Zentrum an engems revaloriséiert. Et gëtt eng nei Dynamik geschaaft. Dat ass natierlech nëmmen ze ënnerstëtzen. Och vun dëser Säit de Responsabele vun der Péitenger Gemeng vun deemools a vun haut e ganz grousse Merci.

Ech ginn dowéinst dann och hei fir dee ganz, ganz flotten an dréngend néidege Projet den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, awer net, ier ech dem Rapporter da fir d'zweet haut Merci géif soe fir seng zwee Rapporten, souwuel säi schréftleche wéi säi mëndlechen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Dann huet den honorabelen Här Dan Biancalana d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „d'Gréisst vun enger Natioun kann een dorunner moossen, wéi se mat hire Schwächsten ëmgeet". Dëst ass d'Zitat, dat vun enger Ausso vum Gandhi ofgeleet ass. Went een dëse Moossstaf u Lëtzebuerg un, esou muss ee feststellen, dass mir och hautzudaags leider nach ëmmer net an all Domän Gréisst opweise kënnen.

Well och wa Lëtzebuerg bekanntlech eent vun deene räichste Länner op dëser Welt ass an och dozou zielt, esou ginn et awer nach ëmmer Leit, déi op eis Hëllef ugewise sinn, well se déi just deelweis hei am Land ugebuede kréien. Dorënner gehéieren awer och Verschiddener vun deene Schwächsten aus eiser Gesellschaft. An ech mengen heimadder kloer Kanner, déi aus deene verschiddensten Ursaachen net an hirer Famill kënne groussginn.

Als LSAP droe mer dëse Gesetzesprojet kloer mat, well mer eng Situatioun, déi eigentlech net eise Standarden hei am Land entsprieche sollt, weesentlech verbessere wäerten. Ganzer 100 Milliounen Euro ginn also an néng Gebaier investéiert, déi zu Péiteng opgeriicht ginn. Déi solle virun allem Kanner, mee och Familljen en neie Start an d'Liewen erméiglechen - 153 Kanner a 60 Jugendlecher am Internat.

Bei deene Kanner, déi an dëse Strukturen zu Péiteng opgeholl wäerte ginn, wäert et sech zu engem groussen Deel also ëm Jonker handelen, déi effektiv och dohinner placéiert goufe vum Jugendriichter. Hei ass et och fundamental, dass ee souwuel mat der Justiz wéi och mat de Betreiungsinfrastrukturen zesummeschafft, dat am Intérêt supérieur vum Kand, fir dass dat och séchergestallt ass. Et ass also e ganz nobelt Zil an dësem Projet. Et geet wierklech drëms, d'Kanner, déi net op der Sonnesäit vum Liewe gebuer sinn, ze stäerken an an eis Gesellschaft ze integréieren.

Wichteg fir eis als LSAP ass et dofir och, wann ëmmer d'Méiglechkeet besteet, dass dorop higeschafft sollt ginn, dass d'Kand a seng Famill kann zréckgoen. De Retour an d'Famill ass awer och leider net ëmmer méiglech, och dat wësse mer, mee dofir ass och d'Aarbecht mat der Famill vu grousser Wichtegkeet.

Och aus dësem Grond sinn dës Strukturen noutwendeg. Wéi de Rapporter et scho virdru gesot huet - an e ganz, ganz grousse Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport -, entsteet hei eng national Pouponnière fir 54 Kanner, matzen am Kär vu Péiteng. An eigentlech gëtt et guer keng esou Struktur an dësem Land, fir Kanner opzehuelen, déi an eng national Pouponnière kommen. Et ass also héich Zäit ginn, dass mer hei nobesseren.

Et ass awer gradesou wichteg, dee sougenannten „Internat psychothérapeutique" an d'Liewen ze ruffen. Och deen ass noutwendeg fir Kanner tëschent sechs an zwielef Joer, well et kann een am Exposé des motifs vum Gesetz noliesen, dass 2018 99 Kanner am Ausland hu misse placéiert a betreit ginn - 99 Kanner, dat sinn der extreem vill -, well effektiv net Plaz hei am Land war.

Dat sinn alarmant Zuele generell. Duerch dëst Gesetz, mengen ech, kënnen déi Kanner awer hei zu Lëtzebuerg betreit gi mat enger soziopedagogescher a sozioedukativer Expertis, déi mer hei am Land hunn, déi mer net brauchen an d'Ausland sichen ze goen, fir se do deenen unzevertrauen. An natierlech en zweete Volet, dat ass, dass déi spéider Integratioun an eis Gesellschaft och doduerch kann erliichtert ginn.

Et gëtt eng Schoul mat véier Klassesäll, mengen ech, och Coursen, déi do ugebuede ginn, awer och ëmmer mam Objektiv, an déi traditionell Coursen erëm kënne matintegréiert ze ginn.

Wat awer och wichteg ass, ass déi Struktur fir Elteren, déi en Handicap hunn. Och esou Strukture si wichteg, fir och ganz kloer de Message ze ginn, dass déi Erwuessen, déi Elteren, och hiert Liewe selwer bestëmme kënnen an dass se och mat hire Kanner zesummeliewe kënnen.

D'selwecht ass et och fir déi 30 Wunnenge fir déi autistesch Persounen. Och do gëtt de Message vermëttelt, dass si net eng Laascht fir eis Gesellschaft sinn, mee dass si eis Gesellschaft doduerch méi räich maachen. Mir mussen eis och d'Moyene dofir ginn.

Mat dësem Gesetzesprojet wäert och endlech am Süden - an der Gemeng Péiteng, fir se net ze nennen -, a mir wëssen et, en Internat entstoen, wou 60 Jugendlech kënnen opgeholl ginn. An ervirzehiewen ass och, dass nieft dëse Gebailechkeeten awer och sécherlech e Konzept an deene Gebailechkeete wäert entstoen, wouduerch d'Betreiung vun de Famillje souwuel qualitativ wéi och quantitativ sécherlech wäert kënnen an d'Luucht goen - also och hei eng holistesch Approche, déi wäert kënne stattfannen.

Dofir stëmme mer als LSAP dëse Projet mat, mir begréissen en. Och der Gemeng Péiteng e ganz, ganz grousse Merci fir d'Engagement.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Stellt Iech emol vir, Leit aus dem Ausland géifen eis Debatt haut zu dësem Projet de loi kucken an dat wiere vläicht och déi selwecht Leit aus dem Ausland, déi eis Debatt en Dënschdeg gekuckt hunn, eis Debatt zu der Deklaratioun zu OpenLux, wou se den Här Finanzminister héiere hu soen, mir wieren esou e fantastescht Land, jidderee géif eis beneiden, mir hätten esou eng fantastesch Plaz an esou weider, mir wieren esou perfekt.

Dräi Deeg drop diskutéiere mer iwwer Infrastrukturen, déi elo gebaut ginn, fir Leit, déi marginaliséiert si respektiv Leit, déi net privilegiéiert sinn, wat fir e phenomenale Retard mer hunn op deem Niveau. Ech mengen, et kann ee sech e bësse schummen. Ech schumme mech e bëssen, datt mer elo driwwer diskutéieren. Well wann een dat elo richteg versteet, ass am Joer 2013 constatéiert ginn, datt iwwer 400 Leit, 450 Leit, déi un Autismus leiden, an der Waardeschlaang sinn, datt mer keng Pouponnière nationale hunn, datt Logementer fir Elteren, déi handicapéiert sinn, vetuste sinn, an esou weider an esou virun.

Dat ass 2013 festgestallt ginn, eng Feststellung, déi ee virun 20 Joer och hätt kënne maachen, mee zu Lëtzebuerg daueren esou Saache jo ëmmer ganz laang. Ech weess net, u wat dat hänkt. Well Leit, déi eis regéiert hunn an där Zäit, vläicht net déi néideg Kompetenz haten, sech net dofir interesséiert hunn? Ech mengen, dat huet warscheinlech domadder eppes ze dinn.

Da brauche mer aacht Joer, fir e Projet de loi hinzekréien. An elo stëmme mer deen. Mir wäerten deen natierlech och matstëmmen. An da brauch et nach ech weess net wivill Joren, bis et fäerdeg ass.

Dat heescht, tëscht dem Constat, dee schonn mat 20 Joer Verspéidung kënnt, an der Realiséierung hu mer 30 Joer verpasst.

Ech mengen, dat seet wierklech eppes aus iwwert déi Aart a Weis, wéi mir hei zu Lëtzebuerg mat deenen ëmginn, déi am prekäerste sinn. An anere Situatiounen hätte mer eng militäresch Spillerei missen dohinner votéieren. Do wier et vill méi schnell gaangen.

De Problem ass awer och deen, mengen ech: Mir hunn elo e risege Komplex, mir maachen 100 Millioune labber, déi op Péiteng kommen. An do si ganz verschidde Problematiken, déi zesummekommen. Also, ech stelle mer awer d'Fro, ob et net méi intelligent gewiescht wier, vill méi flexibel, vill méi kleng eenzel Strukturen op verschidde Plazen ze setzen.

An do ass och ëmmer d'Fro, déi ee sech muss stellen hei zu Lëtzebuerg, ob mer ... Also, ech si groussen Unhänger vun der Dezentraliséierung, mee ech sinn awer keen Unhänger vum Regionalismus an der Politik, dat heescht, datt een duerno seet: „Bon, déi heite Regioun, well och vläicht deen een oder deen anere Lokalpolitiker do ass an dee brauch dat, déi kritt elo dat heiten, well et elo wichteg ass." Nee, et muss gekuckt ginn no de Besoinen, ob et Sënn mécht an där enger oder an där anerer Regioun, eppes ze implantéieren - dezentral. Mee all déi Infrastrukturen - Leit, déi Autismus hunn, Elteren, déi en Handicap hunn, eng Pouponnière -, ob ee sozioedukativ Infrastrukture mat therapeuteschen Infrastrukture mateneen a Verbindung bréngt, quitte datt se natierlech net an deem selwechte Gebai sinn onbedéngt …, mee ech weess net, ob et gutt ass, esou e massive Projet esou massiv dohinner ze stellen, an ob dat an Zukunft, wann een dat och muss verbesseren, net méi Problemer mat sech bréngt, wéi wann ee verschidden aner Infrastrukturen hätt.

Bon, Dir wäert natierlech soen: „Jo, et ass alles ‚gut gebrüllt Löwe'", souwisou, elo stëmme mer dat mat, mee ech mengen, et muss een awer feststellen, datt mer e Problem op deem Niveau hunn an datt mer dat warscheinlech hätte sollen aneschters ugoen. Ech hoffen, datt mer an Zukunft esou Problemer aneschters uginn.

Mir hunn och virdrun dat Gesetz vum Observatoire national de la santé gestëmmt, wou mer och mierken, datt mer hei zu Lëtzebuerg och nach souwisou, wat de Gesondheetsberäich ugeet, wou et prinzipiell erëm eng Kéier drëms geet, sech ëm Leit ze bekëmmeren an esou wieder, ënnerentwéckelt sinn, a wou mer dat mat dëser Pandemie och nach gemierkt hunn, wéi laang wéi wéineg hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass an deem Domän.

Mir stëmmen dat natierlech mat. Mir mengen, et hätt kënne besser ausgoen an zemools, datt et vill méi fréi hätt misse sinn. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, elo méi harmonesch Téin. Haut schwätze mer iwwert dee ganz sënnvolle Projet, dee Jonken a schwierege Situatioune wäert hëllefen, e Projet, op dee mir als Chamber kënnen houfreg sinn. Mir hëllefen direkt a konkreet deene betraffene Leit. Ech wëll hei op der Plaz och schonn all deene pedagogeschen Ekippen an de Verwaltungen um Site Merci soen, déi sech hei Dag an Nuecht ëm d'Strukture bekëmmere wäerten.

Aus dem perséinleche Frëndeskrees weess ech, wéi schwiereg déi familiär Situatioune kënne sinn, och fir all déi aner Fäll vu Kanner, déi bis elo nach net esou vill Gléck haten. Et ass dofir eis Aufgab als Gesellschaft, dëse Kanner esou eng schéin Zukunft kënnen an d'Weeër ze leeden, wéi mir et och fir eis Kanner géife maachen, an och fir d'Eltere mat engem Handicap, dass si mat de Kanner zesummewunnen an e glécklecht Liewen féiere kënnen.

De Projet hei ass deemno eng Prioritéit. An ech muss soen, dass mir Piraten och net esou genau op de finanziellen Impakt kucke bei esou wichtege Projeten. Et ass déi nobel a wichteg Aufgab vun eisem Land, vun eiser Gesellschaft, dass all d'Kanner hei am Land déi gläich Chancen an Ënnerstëtzung kréien an net wéinst hiren Eegeschaften ausgeschloss ginn, well et si si, déi d'Kanner, déi Jugendlech, och déi Persoune mat enger Beanträchtegung, an hirem Alldag ënnerstëtze wäerten. Si sinn d'Garanten dofir, dass dës Leit déi gläich Chancen am Liewen hu wéi och hir Matmënschen.

Am Gesetzesprojet gi verschidde Gebaier an der Zon Batty Weber zu Péiteng gebaut, déi Gemeng, an där ech zënter der Gebuert wunnen, a soumat kennen ech dëse Site, deen ausgewielt gouf, och gutt. Ech muss soen, ech si ganz positiv agestallt, dass den Terrain eemol net fir e Promoteur war, mee fir e sënnvolle Projet.

Am Gemengerot huet dëse Projet dofir och déi voll Zoustëmmung kritt. Och alles, wat d'Alentouren ubelaangt, huet bis elo am Gemengerot déi voll Zoustëmmung kritt. Mir wäerten all eis Versprieche do anhalen.

Hoffentlech kann de Projet esou schnell wéi méiglech fäerdeggestallt ginn an da fir déi verschidde Kanner- a Jugendstrukturen agesat ginn. Wann een de Gesetzesprojet liest, kritt ee ganz kloer an éierlech erkläert, dass et och no dem Bau vum Zentrum zu Péiteng nach u weideren esou Strukture feele wäert, an dat am ganze Land. Beim Internat gëtt et notamment eng Erklärung, well et existéiert bis elo keen Internat am Süde vum Land.

Nach e puer Froen: Wou elo emol déi éischt 54 Plazen an e puer Joer disponibel sinn, kënnt do nach eppes no? Mir sollten hei net all Hoffnungen op een eenzege Site setzen, well och hei sinn d'Plaze schnell gefëllt.

Wéi ass et mam Internat psychothérapeutique? Hei ass d'Waardelëscht 99 Persoune laang, déi am Moment am Ausland sinn. Et kommen zu Péiteng, wann ech richteg verstanen hunn, 30 Plaze bäi.

Gëtt et an der Tëschenzäit nach aner Pläng fir Zenteren? Mir Piraten hoffe jiddefalls, dass de Projet e vollen Erfolleg gëtt, a wënschen alle Persounen - de Kanner, de Bëbeeën, de Jugendlechen, den Erwuessenen an dem Personal - nëmmen dat Bescht fir hir Zukunft!

Dëst gesot stëmme mir dëse Projet natierlech mat a merci dem Carlo Back fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten, de François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Här President, ech wollt dem Rapporter Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, allen Deputéierte fir hir Interventioun a virun allem der Chamber fir déi unanime Zoustëmmung fir dee Projet. Ech wollt awer och net verpassen, hei der Gemeng Péiteng Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten, fir dee komplexe Projet do ze realiséieren.

Et ass versicht ginn, eeben net nëmmen e Projet ze maachen am Sënn fir dat, woufir en hei geduecht ass, wat och elo hei beschriwwe ginn ass vun eenzelne Rieder, mee en och an engems gutt ze integréieren, dann och Péiteng am Kär do nei Chancen ze ginn. Dat heescht, et ass eng urbanistesch Verbesserung vun deem ganzen Deel vu Péiteng. Och dat, mengen ech, ass eng gutt Saach. An duerfir sinn ech frou fir déi breet Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister François Bausch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7693. Den Text steet am Document parlementaire 7693[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7693 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Laurent Mosar), Fernand Kartheiser (par M. Léon Gloden), Fred Keup (par M. Gilles Roth) et Roy Reding (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. Résolution de M. Marc Spautz relative à la révision de la proposition de loi n° 7754

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 536 de ce compte rendu)

Dann hu mer nach déi Resolutioun hei leien, déi vum Här Marc Spautz deposéiert ginn ass, wou mer an enger e bësse spezieller Prozedur dra sinn, wou et drëm geet, fir d'Proposition de loi 7754 ze amendéieren, wou et, mengen ech, awer besser gewiescht wier, mir hätten déi zréckgezunn, well déi nach net aviséiert ass, a mir hätten eng nei Proposition de loi gehat, da wiere mer net an engem Prezedenzfall vun enger Prozedur dra gewiescht.

Duerfir froen ech mech, well mer keng richteg Prozedur hunn, ob déi dote Resolutioun recevabel ass. A wann d'Recevabilitéit elo contestéiert géif ginn, da misste mer déi Resolutioun an d'Conférence des Présidents verweisen.

Duerfir géif ech emol direkt dem Auteur vun der Resolutioun d'Wuert ginn, ob en net op déi Propositioun, déi ech maachen, fir déi eeben ze ersetzen duerch eng aner Proposition de loi, kéint agoen. Dann hätte mer keng prozedural Schwieregkeeten, well mer déi scho virdrun haten, wéi mer Proposition-de-loien haten, déi schonn aviséiert waren a wou dann eeben nach gefrot gouf: „Wéi maache mer dat elo mat eventuellen Amendementer?"

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Jo, merci, Här President, fir Är Fro. Also, d'Proposition de loi zréckzéien an eng nei Proposition de loi deposéieren: nee. Mee et kann een an där Propositioun awer, wann dat de Wonsch ass vun der Chamber, en Amendement prezis op deem Punkt bréngen. Dat ass eng aner Diskussioun.

(Interruptions)

Mee eis ass et eebe just ëm déi zwee Deeg gaangen; dat ass wierklech innerhalb vu 24 Stonnen, wou dat geännert huet. Mee mir kënnen awer en Amendement bréngen, fir dat dranzemaachen. Dat ass kee Problem.

(La résolution relative à la révision de la proposition de loi n° 7754 est retirée.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Merci villmools. Domadder wiere mer dann um Enn vun der Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen. Merci.

(La séance publique est levée à 18.56 heures.)

SÉANCE 38

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

Vendredi 19 février 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Hommage à la mémoire de M. Carlo Wagner, Député honoraire**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
5. **7768 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Gilles Baum (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen (dépôt de la résolution 1) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt des motions 1 et 2)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. Marc Baum (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre François Bausch) - M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Marc Baum) - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Claude Wiseler) - M. le Ministre François Bausch - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Marc Baum)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Résolution 1 : M. Georges Engel - M. Claude Wiseler - M. Marc Baum
   - Vote sur la résolution 1 (rejetée)
   - Motion 1 : M. Georges Engel - M. Claude Wiseler
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Motion 2 : M. Gilles Baum - M. Claude Wiseler - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
6. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser**
   - M. Fernand Kartheiser
7. **Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser**
   - Exposé : M. Fernand Kartheiser
8. **7664 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire**
   - Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain
   - Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense - M. Marc Baum (parole après ministre)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen**
   - Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Semiray Ahmedova
   - Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi
10. **Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle**
    - Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo
11. **7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen (suite)**
    - Dispense du second vote constitutionnel
12. **Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle (suite)**
    - Discussion générale (suite) : M. Léon Gloden - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden, M. Georges Engel, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Gilles Baum, Mme Simone Beissel) - M. Sven Clement - M. Mars Di Bartolomeo - M. Fernand Kartheiser - M. Mars Di Bartolomeo
    - Vote sur la résolution (rejetée)
13. **Discours de M. le Président**
    - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponiert. D'Lëscht vun de Projets de loi an dem Projet de règlement grand-ducal, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 19 février 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7763** - Projet de loi*

1. portant introduction d'un fonds de travaux ;

2. modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 09.02.2021

***7764** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.02.2021

***7767** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 12.02.2021

***7768** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 12.02.2021

***7769** - Projet de loi portant modification de :*

1. la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

3. la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 15.02.2021

3) Le projet de règlement grand-ducal suivant a été déposé à l'Administration parlementaire :

***7765** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.02.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1797** - Demande de pétition ordinaire : Petition zu den Veränderungen auf der N7*

Dépôt : Joachim Hennen, le 08.02.2021

***1798** - Demande de pétition publique : Zoue Kabinne resp. Sécherheetskabinne fir Fuerpersonal am Bus*

Dépôt : Alain Gales, le 09.02.2021

***1799** - Demande de pétition publique : Statut indépendant*

Dépôt : Jacques Casanova, le 10.02.2021

***1805** - Demande de pétition publique : Aussetzung der Sozialabgaben der Horeca*

Dépôt : Nico Prim, le 11.02.2021

***1804** - Demande de pétition publique : Partielle Öffnung für Horeca*

Dépôt : Nico Prim, le 11.02.2021

***1803** - Demande de pétition publique : 1757*

Dépôt : Claudine Thill, le 11.02.2021

***1802** - Demande de pétition publique : Congé pour mandat électoral*

Dépôt : Jean Louis Cano, le 11.02.2021

***1801** - Demande de pétition publique : Politique Migratoire - Intégration*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 11.02.2021

***1800** - Demande de pétition publique : Pour le maintien du service des soins palliatifs à domicile au CHDN Ettelbruck*

Dépôt : José Lourenço, le 11.02.2021

***1807** - Demande de pétition publique : Allocation de vie chère*

Dépôt : Claude Homerowski, le 13.02.2021

***1808** - Demande de pétition publique : Pour une réforme des primes d'assurances automobiles en fonction du KM annuel*

Dépôt : Jean-François Burnotte, le 13.02.2021

***1806** - Demande de pétition publique : Article 19. Déclaration universelle des droits de l'homme, ONU 1948*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 13.02.2021

***1809** - Demande de pétition publique : Schoulsport: Eropsetze vu Sportstonnen an der Schoulzäit*

Dépôt : Alain Gales, le14.02.2021

***1810** - Demande de pétition publique : Obtention d'un laissez-passer pour visiter ou accompagner une personne en milieu hospitalier ou autres structures de soins par un membre de la famille ou de l'entourage proche en bénéficiant d'un test rapide existant et des moyens nécessaires et adéquats par ce temps pandémique du Covid-19 et de ses variants*

Dépôt : Catherine Wagener, le 15.02.2021

***1812** - Demande de pétition publique : Recht op d'Bezuele vun de Stagë fir d'Infirmierstudenten (LTPS-Formatioun attraktiv machen) - Droit à une rémunération des stages pour les étudiants infirmiers (LTPS-rendre la formation attractive)*

Dépôt : Théo Duhamel, le 16.02.2021

***1811** - Demande de pétition publique : Recht op e BAC+3 fir d'Infirmierstudenten (LTPS-Formatioun attraktiv machen) - Droit à un BAC+3 pour les étudiants infirmiers (LTPS-rendre la formation attractive)*

Dépôt : Théo Duhamel, le16.02.2021

***1814°**-°Demande de pétition publique : Abolition de l'obligation des ASBL de se faire enregistrer dans le Registre des bénéficiaires économiques*

Dépôt : Manfred Reinertz Barriera, le 18.02.2021

***1813** - Demande de pétition publique : Renforcement de la sécurité dans les quartiers de la gare et les alentours*

Dépôt : Jacques Schmitz, le 18.02.2021

***1815** - Demande de pétition publique : Rendre obligatoire la location de « terrains dormants » pour des habitats réversibles*

Dépôt : Xavier Thill au nom de Tiny House Community asbl, le19.02.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Hommage à la mémoire de M. Carlo Wagner, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Dir et all héieren hutt, krute mer déi traureg Nouvelle vum Doud vum fréiere Kolleeg, dem Éierendeputéierte Carlo Wagner. Hien ass den 12. Februar am Alter vu 67 Joer gestuerwen.

De Carlo Wagner war wärend dräi Legislaturen, iwwer 14 Joer laang, Member vun der Chamber. De gebiertege Wormer Jong koum aus engem „politeschen Nascht", wéi hie selwer säi fréit politescht Engagement erkläert huet. Säi Papp, den Dokter Charel Wagner, war en iwwerzeegte Liberalen a joerzéngtelaang Deputéierten.

Viru senger politescher Karriär hat de Carlo Wagner an der Schwäiz Ekonomie a Sozialwëssenschafte studéiert an eng Zäit an enger Bank als Sousdirekter am Private Banking geschafft. 1970 ass de Carlo Wagner Member vun der Demokratescher Partei ginn. Mat 16 Joer hat hie sech an der Jeunesse Démocratique engagéiert an ass spéider President vun der JDL, President vum DP-Bezierk Osten an 1991 Generalsekretär vun der Demokratescher Partei ginn.

1994 gouf den DP-Politiker eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt. Fënnef Joer drop gouf hie Minister fir Gesondheet a Soziales. 2004 ass hien erëm an d'Chamber komm, bis hie sech 2013 ganz aus der Politik zréckgezunn huet.

Säi ganzt Liewen ass enk mam Oste vum Land a virun allem mat senger „Heemechtsgemeen Wormer" verbonnen. Als hire „Borgermeeschter" huet de Carlo Wagner vun 1994 bis 1999 d'„Rieslingsgemeen" gepräägt a vill Weiche fir d'Zukunft gestallt.

Als Ostdeputéierte louchen dem Carlo Wagner besonnesch d'Landwirtschaft, an do virun allem de Wäibau, mee och de Mëttelstand an déi ländlech an touristesch Entwécklung um Häerz.

De Wormer Jong war e villfältegen a villsäitege Mënsch an ëmmer no a gär bei de Leit. Hien huet sech mat den Theeme beschäftegt, déi d'Leit beweegt hunn, an hat ëmmer een oppent Ouer fir d'Suerge vu senge Matmënschen.

De Verstuerwenen huet sech duerch seng Hëllefsbereetschaft, seng Jovialitéit, säin Humor, säin Temperament, seng Gesellegkeet a säin Optimismus ausgezeechent. A senger Fräizäit huet hie gär Zäit mat senger Famill verbruecht, huet gär gelies a sech fir Sport interesséiert a begeeschtert. Sou war hien zum Beispill President vum Cercle athlétique de l'Est Gréiwemaacher a Spiller an duerno treie Supporter vum FC Koeppchen Wormer. Aner Leidenschafte waren den Tour de France a Frankräich. De Carlo war och e groussen Déierefrënd. Et huet een hien oft mat sengen Hënn dobausse gesinn.

Um mënschleche Plang ëmmer sympathesch, um politesche Plang ëmmer korrekt, um gesellschaftleche Plang en interessante Géintiwwer, am Veräinsliewen ëmmer interesséiert an engagéiert, als Parteimënsch, Lokalpolitiker, Deputéierten a Minister fläisseg an effikass: Mam Carlo Wagner verléiere Wormer an de ganzen Osten eng Perséinlechkeet, déi sech hirer „Gemeen", der Muselregioun an der Landespolitik mat Läif a Séil verschriwwen hat.

Och d'Demokratesch Partei muss engem vu hire Groussen Äddi soen, engem Kolleeg, dee sech vu jeehier agesat huet fir seng Iddien a seng Iwwerzeegungen. De Carlo war e patente Kärel, e Frënd, dee mir vill vermëssen. Deen „Naue schweetzt elo kee Wormer méi", mee mir wäerten de Carlo a beschter Erënnerung behalen.

Senger Famill, virun allem senger Fra a sengen dräi Kanner, op déi en esou stolz war, wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif lech elo bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

Ech géif dann d'Wuert un den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der Regierung der Famill, dem Marie-Paule, dem Charel, dem Eric an dem Valérie an hire respektive Partnerinnen a Kanner, och eist déifst Matgefill zum Ausdrock bréngen.

De Carlo war „iser een": iser een als DP-Member, iser een an der Chamber, wou ech 1999 d'Chance hat ze sinn als jonken Deputéierten an hien an der Regierung, a wou eis Weeër sech 2004 op de Bänke vun der Oppositioun zesummefonnt hunn.

De Carlo wor en Éierlechen, ee riichteraus. En huet et gesot, e wor net ëmmer dee gréissten Diplomat, mee et wousst een, wou een dru war mam Carlo, an dat ass an der Politik ganz wichteg. Et wor en engagéierte Mënsch. Et wor e Mënsch, deen, an ech hunn et scho gesot, seng Famill immens gären hat. En huet mer ëmmer gesot: „O, dat muss ech awer mam Marie-Paule schweetzen." Oder mat de Kanner wollt e vill Pläng hunn.

Ech hat en nach viru Kuerzem um Telefon, wou e mer gesot huet: „Xavier, ech sinn däi Büro elo nach ëmmer net kucke gaangen, säitdeem s de geplënnert bass." En hat nach esou vill vir. Mir wäerten e vermëssen! D'Demokratesch Partei verléiert e Member. D'Lëtzebuerger Regierung verléiert en engagéierten Exregierungsmember. D'Chamber verléiert en Engagéierte fir den Osten, en Ambassadeur vun de Spécificité-locallen.

Mee mir verléieren alleguerten en éierleche Bierger, an Äre Mann an e Papp, a Wierder ersetzen dat ni. Dowéinster, Dir sollt just wëssen, dass Der op eis ziele kënnt an dass kee vun eis wäert de Carlo vergiessen!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Premier- a Staatsminister.

5. 7768 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7768, enger Ofännerung vum Gesetz iwwer eng Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, ginn. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et ass ganz schwéier, no deem Hommage zur Dagesuerdnung iwwerzegoen, insbesondere fir en och fréiere Gesondheetsminister, dee mat deem deemools „naue" Minister déi eng oder aner méi haart Diskussioun hat. Fir de Carlo Respekt, fir d'Famill Bäileed, éierlecht Bäileed!

Merci, Här President, dass ech däerf mengem, wéi soll ech soen, mengem Kolleeg, wou mer ëmmer probéiert hunn, fair ze sinn, an op der Saach gestridden hunn, Äddi soen. Äddi Carlo!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, wann een d'Verlängerung vum État de crise viru bal engem Joer an dat éischt Covidgesetz, dat sech aus zwee Deeler zesummegesat huet, matzielt, dann ass et haut déi 13. Kéier, dass ech lech am Numm vun der Gesondheets- a Sportskommissioun de Rapport zu engem Covidgesetz virstellen.

A wann ech e Wonsch fräi hätt, da géif ech mer wënschen, dass et déi leschte Kéier wär, dass ech an där Eegeschaft virun lech stinn. Mee leider, leider hu mer keen Harry Potter, deen de Virus, deen eis weiderhi fest am Grëff huet, kéint ewechzauberen. Am Contraire erweist sech dee Krankmécher als e ganz geféierleche Verwandlungskënschtler, dee mer, soulaang mer net esou vill wéi noutwendeg geimpft hunn, nëmme mat engem strikten Anhale vun de bekannte Schutzmoossname kënne wierksam bekämpfen.

Dat heescht also, d'Moossname kënnen net labbergelooss ginn. Et heescht net, manner oppassen, mee, opgrond vun där Verwandlung vum Virus, éischter méi oppassen. An duerfir komme mer net derlaanscht, fir déi Restriktiounen, déi ouni dat neit Gesetz de Méindeg géifen auslafen, ze verlängeren. Dat ass also d'Haaptzil vum Gesetzesprojet 7768. Bis mer zu där Normalitéit zréckfannen, déi mer eis alleguer wënschen, hu mer also nach e gutt Stéck Wee virun eis. Dat weisen eis d'Zuelen, déi zwar an der Lescht méi oder manner stabill op engem héijen Niveau waren, mee awer weiderhin interpelléieren, virun allem och, wa mer ronderëm eis kucken.

D'Zuele bleiwen also héich. Och wann den Drock an de Spideeler nogelooss huet, ass en nach ëmmer do. Et stierwen nach ëmmer Leit un deem Virus an et gëtt wierklech kee Grond, fir, wéi de Fransous seet, « baisser la garde ».

De Risiko, dass d'Situatioun, déi méi oder manner stabill ass, kéint kippen, ass a bleift reell, dat opgrond vun zwee Elementer: Déi méi héich Infektiounszuele bei de Kanner a Jonken am Verglach zu där éischter Well - d'Verbreedungs- an Ustiechungsgeschéie geet méi séier, duerfir och virun zwou Wochen d'Schléissung vun de Schoulen an de Strukture ronderëm d'Schoul -; déi zweet Gefor läit ganz kloer an deenen neie Mutanten, Varianten, déi jo méi ustiechend solle sinn an duerfir riskéieren, mat enger gewësser Verzögerung zu Ustiechungen, méi schwéiere Krankheetsverleef - jee nodeem, wat fir engem Expert een nolauschtert - an erëm méi Hospitalisatiounen ze féieren.

Also d'Zuelen um Terrain sinn net allze vill berouegend, wann och weesentlech besser wéi Enn des Joers. Och wann d'Gesetzer Wierkung gewisen hunn, och wann d'Leit an hirer iwwergrousser Majoritéit mat ugepaakt hunn, musse mer weiderhin „auf der Hut" sinn, wéi een dat op Däitsch géif soen, musse mer weiderhin upaken, musse mer weiderhi Gedold hunn an däerfe mer net opginn an där Ausenanersetzung mam Virus.

Vläicht ass et awer och wichteg, drop hinzweisen, wat bei der Verlängerung vum Gesetz bleift: All déi Moossnamen am private Beräich - maximal zwou Persounen aus deem selwechte Stot, déi op Besuch kënne kommen, de Couvre-feu vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer mat deene bekannten Exceptiounen -; Kultur, Sport a Commercë bleiwen op mat deenen noutwendege Limitatiounen; den Horeca-Secteur zou - jo, dat deet eis alleguer wéi, net esou wéi wéi deenen, déi direkt betraff sinn, mee et deet eis wéi, an duerfir probéiere mer jo, zesummen dat Bescht ze maachen, fir hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen; mee dat ersetzt awer net déi Aarbecht an deene Strukturen, déi se gär géife maachen, mee am Moment gëtt et keng Alternativ dozou, wéi dass mer bei där Solutioun bleiwen, déi mer am Moment hunn -; Interdiktioun, fir Alkohol op der Voie publique ze consomméieren; déi bekannte Limitatioune bei Rassemblementer.

Déi Ännerungen, déi dat neit Gesetz bréngt, limitéiere sech op dräi Beräicher: Datenerhiewung an Dateschutz bei den Impfungen, de Sport an déi domat verbonne Virsiichtsmoossnamen an de Beräich vun der Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse.

Bei der Datenerhiewung am Kader vun der Impfcampagne war eng ganz staark Demande vun der Kommissioun do, dass mer net méi Date géifen halen, wéi et noutwendeg ass, an net méi laang wéi noutwendeg. Dorop ass vun der Regierung reagéiert ginn, an der Kommissioun ass dat begutacht ginn a mer konnte feststellen, dass déi nei Reegelung deene Krittären entsprécht, dass mer déi Daten do halen, wou se noutwendeg sinn, esou laang, wéi mer se brauchen, fir kënnen ze retracéieren, wann et, a seelene Fäll, zu Komplikatioune bei den Impfunge kënnt, an dat am Interêt vun deene Geimpften - deene Geimpften!, dat ënnersträichen ech, eng Datenopnam vun deenen, déi geimpft ginn, effektiv geimpft ginn an net vun deenen, déi net geimpft sinn oder sech net wëllen impfe loossen. Dat nennt ee Moossnamen am Kader vun der Pharmacovigilance. An d'Datespäicherung, déi geet vun e puer Deeg bis zu 20 Joer, do wou et e Sënn ergëtt, fir kënnen ze retracéieren, wat d'Ursaache vun eventuelle Komplikatioune kéinte sinn.

Et gëtt och eng ganz Rei vu Bestëmmungen iwwert den Traitement vun deene verschiddene Kategorië vun Donnéeën, an ech géif lech bieden, den Detail am schréftleche Rapport, deen do ganz ausféierlech ass, nozeliesen.

Mir hunn an dësem Gesetz och d'Personnes à vacciner méi kloer definéiert. Och wann et an den Ae vum Staatsrot bei där bisheereger Formulatioun kloer war, dass et ëm déi Leit geet, déi sech vaccinéiere loossen, ware mir der Meenung: « Ça va mieux en le disant. » A mir hunn duerfir ënnerstrach, dass et sech bei de Personnes à vacciner ëm déi handelt, déi geimpft ginn.

Mir hunn och méi prezis definéiert, wat déi zousätzlech Leit ugeet, déi Zougrëff op déi Impfdaten hunn.

Da gëtt beim Sport den negativen Antigen-Schnelltest obligatoresch, oder gëtt de Schnelltest obligatoresch, a fir kënnen ze spillen, muss dee Schnelltest negativ sinn. Och fir u Kompetitiounen deelzehuelen. Dat betrëfft d'Sportler an d'Athleeten, hir Betreier, d'Traineren, den technesche Staff an och aner Persounen, déi um Bou stinn, an och d'Arbiteren an d'Jugen, déi am Kontakt mat de Sportler sinn. Ënnert dës Bestëmmung falen all Kompetitiounen oder kompetitiv Sportsmanifestatiounen, Matcher, Coursen, Championnater, Meetingen, Kriterien an esou weider.

Ze betounen ass, dass dëst am Prinzip fir all Sportaart gëllt, wou Kompetitiounen am Moment duerch dëst Gesetz erlaabt sinn. Et ass also op där enger Säit eng Contrainte, mee et ass op där anerer Säit eng Contrainte, déi opgrond vun enger Ëffnung decidéiert ginn ass. Et ass also schonn eng Ausnam, dass déi dote Kompetitiounen alleguer kënne stattfannen, mat Oplagen, déi elo preziséiert ginn.

De Staatsrot hat gemengt, dass d'Federatioune jo souwisou alleguer do dermat d'accord wieren. Mee et ass awer besser, wann dat hei am Gesetz festgehalen ass, da weess jiddwereen, wou en drun ass.

An ech hunn de Moien nach mat engem vun eise Spëtzesportler geschwat, deen ech an der Piscine begéint hunn, an dee mer gesot huet: „Dat do ass fir eis ewell Normalitéit." Ech war ganz fréi an der Piscine.

Wann en negative PCR-Test vu manner wéi 72 Stonne virläit, muss natierlech net nach e Schnelltest gemaach ginn. Ass awer de Schnelltest positiv, da gëtt nach e PCR-Test gemaach an duerno, wann deen och positiv ass, da kommen déi normal Prozeduren, wéi se bei all dësen Tester gemaach ginn, dat heescht: Tracing, Quarantän, Isolatioun an, an, an … a wat alles do dermat verbonnen ass.

An da kommen ech bei déi zweet Moossnam, net ouni awer ze ënnersträichen, dass déi Testserie eng Rei vu Veräiner, eng Rei vu Federatioune virun deen een oder anere Problem stellt. Mee do ass festgehalen, dass de Ministère, dass d'Regierung do mat upaakt, wou et noutwendeg ass.

Wichteg ass dann och, dass, wann den normale Presenzunterrecht elo erëm agefouert gëtt, de Sport bei de Kanner an de Veräiner erëm weidergefouert ka ginn, natierlech ënnert de Konditiounen, déi aktuell am Covidgesetz festgehale sinn, also maximal zéng Leit mat all Kéier zwee Meter Distanz, déi mussen agehale ginn, respektiv dann och d'Gréisst vun de Raimlechkeeten. Dat heescht jo dann och, dass ab e Méindeg - wou d'Gesetz a Kraaft trëtt, wann et e Sonndeg veréffentlecht gëtt -, wa jo dann den normale Schoulbetrib erëm wäert ulafen, de Veräinssport bei de Jugendlechen ënner 13 Joer ënner bestëmmte Konditiounen erëm ka stattfannen.

Da sinn ech bei deene Moossnamen, déi de Sport betreffen, wann d'Grondschoulen zougemaach ginn: Do kënnt den Automatismus, dass, wann d'Schoulen zougemaach ginn, dann automatesch och de Sportbetrib fir d'Veräiner zou ass.

Da kommen ech bei dee leschte Volet. Am Beräich Educatioun, Enfance a Jeunesse war ursprénglech am Projet de loi virgesinn, d'Identifikatioun an de Fonctionnement vu Structures d'accueil de dépannage festzeschreiwen. Dës Bestëmmung gouf gestrach no enger Opposition formelle vum Staatsrot, dee bemängelt huet, dass mir, de Legislateur, net kéinten engem Minister de Pouvoir ginn, fir eng Ausnam zu enger Decisioun vun der Regierung ze maachen, wann déi de legale Kader duerfir huet.

Mir kruten vum Ministère och d'Informatioun, dass et och ouni dës Bestëmmung am Gesetz weiderhi méiglech ass, esou Depannagestrukturen ze identifizéieren a fonctionéieren ze dinn opgrond vu Konventiounen iwwert d'ASFT-Gesetz (ndlr: Activités sociales, familiales et thérapeutiques ; loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique).

Vill Froe goufen opgeworf am Zesummenhang mat deene verschiddenen Derogatiounen zu bestoende Gesetzer bei Behëllefsinfrastrukturen, wien do d'Responsabilitéit hätt, wann et zu engem Incident géif kommen. Do krute mer verséchert, dass, wa Gemengen do betraff wären, déi net géifen am Ree stoe gelooss ginn, an datt do och Konventioune kéinten ofgeschloss ginn, wann d'Gemengen dat wéilten.

Déi heite Reegelung, déi kënnt am Fall, wou zousätzlech Strukture gebraucht géife ginn, dee Moment, wou méi Ustiechungen ënnerwee wären. Dat Gesetz reegelt och déi Situatiounen, wou zousätzlech Personal ka rekrutéiert ginn, respektiv op de Pool vun der Education nationale respektiv dem Jugend- a Schoulministère kann zréckgegraff ginn.

Dann, mengen ech, wär et un der Zäit, fir kuerz drop anzegoen, wat fir ee Wee dëse Projet gemaach huet: Depot den 12. Februar, also virun enger Woch; déi éischt Kommissiounssëtzung dee leschte Méindeg; Avis vum Staatsrot de leschte Mëttwoch; dee selwechten Dag zweet Kommissiounssëtzung fir den Examen vum Avis vum Conseil d'État; Explikatioune vun deenen dräi Ministeren; de Rapport ass gëschter ugeholl gi mat de Stëmme vun der Majoritéit; eng ganz Rei vun Avise sinn erakomm, déi Der och detailléiert resuméiert fannt am schréftleche Rapport.

Alles an allem - an ech wëll dat ënnersträichen -, och wa bei der Ofstëmmung iwwert de Rapport eng Ofstëmmmajoritéit vis-à-vis vun der Oppositioun war, oder Majoritéit géint Oppositioun - ech gebrauchen dat Wuert net ganz gär, well souwuel Majoritéit wéi Oppositioun ganz effikass un dësem Gesetz matgeschafft hunn -, also och, wann et aacht zu siwen ausgaangen ass, gouf et keng Stëmmen, déi gesot hunn, dass mer dat Gesetz hei net géife brauchen. Et gouf keng Stëmmen, déi gesot hunn: „Mir sinn an enger Situatioun, wou mer kënne labberloossen." Dat heescht, do ware sech Majoritéit an Oppositioun eens, dass mer dat Gesetz hei brauchen.

Zum Schluss bleift mer nëmmen nach, jiddwerengem Merci ze soen, deen hei matgeschafft huet ënnert deene bekannten haarde Konditiounen. De Rapport ass „just in time" fäerdeg ginn, de Staats-

rot-Avis ass „just in time“ fäerdeg ginn. An do sinn e ganze Koup kleng Ekippen, déi ganz vill geschafft hunn.

Merci, mäi Respekt, mäi Respekt och op dëser Tribün fir eist gutt Chamberspersonal, dat sech an dëser Kris ëmmer erëm iwwertrëfft. Här President, wann Der wëllt dee Merci weiderginn. Mir hu gutt Ekippen.

An ech soen Iech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo villmools Merci.

An ech ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech och dem Rapporter villmools Merci soe fir déi Aarbecht. Et ass fir d'13. Kéier! Ech weess, datt dat net evident ass, mee et ass awer och fir d'13. Kéier, wou mer dat an deene richtegen Delaien iwwert d'Bün kréien, an dat ass haut awer och schonn, muss ech soen, e besonnesche Merci wäert, well et net ëmmer evident ass, dat alles esou hinzekréien.

Virun dräi Wochen hu mer och schonn e Gesetz am Parlament verlängert, d'Moossname verlängert, an déizäit waren d'Zuelen net gutt. D'Regierung huet gesot: „Mir verlängeren déi Moossnamen, well et noutwendeg ass, datt mer déi Zuelen nach méi erofkréien.“ Mir hu gesot: „Mir zweifelen drun, datt, wa mer just déi do Moossname verlängeren, datt mer d'Zuelen dann erofkréien.“

An haut stelle mer fest, datt mer den 28. Januar, dat war de leschte Mount, op eng Millioun Awunner héichgerechent 207 Neiinfektiounen haten; haut hu mer der 246, dräi Wochen duerno. D'Zuele sinn also net erofgaangen, mee eis Zuele si säit där Zäit eropgaangen, net exponentiell, Gott sei Dank, mee trotzdeem eropgaangen.

Mir hunn hei de Risiko vun neie Varianten als CSV als enorm héich ageschat. Haut stelle mer fest, datt déi nei Variant an der Moselle, dat heescht an deenen Departementer vu Frankräich ronderëm eis, en extreem héije Prozentsaz huet. Mir hu regrettéiert, datt d'Regierung sengerzäit net mat op de Wee gaangen ass, fir nach méi preventiv Moossnamen ze huelen, wa Leit aus Géigende kommen, wou nei Varianten extreem héich sinn.

Haut ass eng vu mengen éischte Froen déi, datt ech wéilt d'Zuelen …

Dir kënnt mer och direkt d'Fro stellen, Här Bettel, da kann ech se direkt beäntwerten. Wann den Här Di Bartolomeo se stellt, kritt Der vläicht net d'Äntwert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, wann den Här Wiseler selwer freet … Déi éischt Saach ass: Dir hutt gesot, elo vu Varianten … Heescht dat, dass Dir elo fir Tester op der franséisch-Lëtzebuerger Grenz tëscht der Moselle a Lëtzebuerg sidd? Déi éischt Fro. An déi zweet Fro ass: Dir hat viru Woche gesot, et hätt ee missen aner Mesuren huelen, fir d'Zuelen erofzekréien. Wéi eng wieren dat da gewiescht?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ma ech kommen zum Schluss vu menger Ried - vu datt ech elo eréischt eng Minutt geschwat hunn - selbstverständlech op all eis Propositiounen zréck. Op déi éischt Fro evidenterweis: Mir hunn zum Beispill déi leschte Kéier virgeschloen, datt, wa Fligeren hei zu Lëtzebuerg landen aus deene Länner, wou Variante relativ heefeg sinn, datt mer da fir déi Leit niewent den Tester, déi gemaach ginn, och gär eng Obligatioun vun enger zäitweileger Quarantän hätten. Dat hu mer déi leschte Kéier virgeschloen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dir hutt vun der Moselle geschwat.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, ech hunn elo vun der Moselle geschwat, an op déi Fro kommen ech duerno nach eng Kéier zréck, op déi grouss regional Fro, well dat fir mech, mengen ech, an den nächsten Deeg, a fir Iech och, eng essenziell wäert ginn, wéi mer mat eisen Nopeschlänner ëmginn.

Ech stelle just fest, datt déi nei Varianten an eisem noen Ausland extreem héich sinn. A meng Fro ass: Mir sinn nach ëmmer net gewuer ginn, wéi déi Variant hei zu Lëtzebuerg am Pourcentage doheem ass. Mir kruten ëmmer gesot: „Mir hunn zwar Resultater, mee déi sinn nach op engem Echantillon, deen net representativ ass.“ Dat ass awer elo schonn eng Rei Deeg a Wochen hier. Ech géif elo wierklech gär eng Kéier wëssen: Wéi sinn dann déi nei Variante schonn zu Lëtzebuerg etabléiert?

Drëttens: Mir hu virun e puer Wochen - mee net nëmme virun e puer Wochen, och scho virun e puer Méint -, scho fënnef-, sechsmol gesot, datt mer déi Moossnamen, déi an der Schoul geholl gi sinn, net géifen als genügend empfannen, datt mer déi Politik, déi do gemaach gëtt, als farlässeg géifen empfannen. An den 29. Januar ass déi leschte Kéier, wou ech et hei op der Chamberstribün gesot hunn. Dunn ass mer erkläert gi vun der Majoritéit, datt all déi Saachen net sënnvoll wären, déi mer hei fir d'Éducation nationale géife proposéieren. Dat war den 29. Januar. De 4. Februar, fënnef Deeg duerno, mécht den Här Meisch d'Schoulen zou a féiert se an den Homeschooling zréck.

Ech muss Iech soen, ech verstinn net, wéi ee ka véier, fënnef Deeg virdrun einfach all déi Propositiounen, déi mer gemaach hunn, als net satisfaisant an onnéideg duerstellen, a véier, fënnef Deeg duerno muss een d'Schoulen an den Homeschooling zréckschécken. Dat liicht mer net an.

Mir hunn den 29. Januar hei eng Impfstrategie gefrot. Mir haten eng Diskussioun hei op der Chamberstribün. Ech ka mech gutt erënneren, well et sinn och nach owes genau déi Extraite vun där Diskussioun bei RTL an den Noriichte komm. Ech hu gefrot, fir eng Impfstrategie op den Dësch ze leeën, wou mer net nëmmen déi zwou éischt Phasen, mee déi sechs Phase géife gesinn, fir datt d'Leit eng Iwwersiicht géife kréien, fir datt se sech e wéineg kéinten afillen an déi Perspektiven, déi se hunn.

De Premierminister ass opgestanen an huet mer gesot, dat géif hien net maachen, well hie kéint sech net iwwert déi nächst Wochen engagéieren an hie wéilt de Leit näischt verspriechen, wat en duerno net kéint halen, an dat, wat mir géife froen, wär u sech inakzeptabel an net seriö. Dat ass dat, wat mer sengerzäit den 29. Januar freides vum Staatsminister op déi Propositioun geäntwert kritt hunn!

Den 1. Februar, méindes, ass d'Madamm Lenert an enger Pressekonferenz dohinnergaangen an huet genau déi Impfstrategie virgestallt, dräi Deeg duerno! Do muss ech soen: Ech si wierklech frou driwwer, well ech et einfach als noutwendeg empfannen. Mee ech muss Iech awer iergendwéi soen, datt s de als Parlamentarier, wann s de freides esou dohinnergestallt gëss, wéi wann s de vun näischt eppes géifs kennen, a méindes gëtt da genau dat gemaach, wat s de gefrot hues, an da gëtt et als normal empfonnt, da kënns de der awer e wéineg domm vir.

Une voix.- Jo!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Fir et emol einfach auszedrécken.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- E wéineg domm.

An ech wëll elo net drop agoen, ech wëll just der Madamm Lenert soen, datt ech frou sinn, datt se sech einfach iwwert dem Premierminister seng Ausféierung ewechgesat huet.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mee komme mer op d'Ausriichtung vun dësem Text zréck. Éischtens, déi Zuele si momentan méi héich wéi virun dräi Wochen: Den 28. Januar hate mer 207 Neiinfektiounen; haut hu mer, op eng Millioun Awunner héichgerechent - ech maachen dat ëmmer esou, well dat international besser vergläichbar ass -, haut si mer op 246.

Mee och am internationale Vergläich mat eisen Nopeschlänner leie mer net gutt do: Frankräich läit do zwar liicht méi héich, mir leien awer mat 246 - am Verglach zu England mat 181, zur Belsch mat 159 an zu Däitschland mat 87 - wierklech net gutt do. A souguer Amerika a Portugal - déi eng mat 232 an déi aner mat 224 -, déi haut awer dohinnergestallt gi wéi déi, déi Riseproblemer hunn, hunn am Fong haut héichgerechent manner deeglech Infektiounen, wéi mir der hunn.

Mir hunn och déi Zilsetzungen, déi mer eis gesat haten, net erreecht: Mir sollen ënner 150 Infektiounen den Dag bleiwen, den Taux de reproduction ënner 0,7, den Taux de positivité ënner 3 - déi Zilsetzungen hu mer an dësem Moment och net erreecht.

All national an international Gremie warnen nach ëmmer - net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och fir Lëtzebuerg - zur Virsiicht, och eis eege Gremien. De LIST huet och virun zwee Deeg nach eng Kéier seng Revue iwwert d'Kläranlagen erausginn, wou e seet, datt ee géif perceptibel gesinn, datt et lues géif an d'Luucht goen. Dat wär zwar nach net signifikativ, mee et wär awer och net onsignifikativ an et misst een oppassen.

An haut virun e puer Stonnen hunn ech de Professer Wilmes vun der Covid-19-Taskforce héieren, deen eis do relativ kloer an däitlech seet, datt ee misst enorm oppassen, datt eng drëtt Welle riskéiert, virun der Dier ze stoen an datt senger Meenung no déi Moossname vun der Regierung net géifen duergoen.

Duerfir soen ech hei: Mir deelen d'Meenung vun der Regierung, datt et net Zäit ass fir opzemaachen, datt d'Gefore momentan ze grouss sinn, datt Virsiicht gebueden ass. Mir ënnerstëtzen also ausdrécklech d'Decisioun vun der Regierung, all déi Moossname weiderzeféieren. Mee mir soen: Déi Moossnamen, déi do waren, hunn et net erlaabt, d'Zuelen erofzesetzen, mee se sinn an deene leschte Wochen eropgaangen. Dofir stelle mer eis d'Fro, ob déi Moossnamen duerginn, a mir sinn der Meenung, datt een zousätzlech Moossname misst huelen, op déi ech duerno zréckkommen.

Mir sinn awer frou, datt zu Lëtzebuerg dee spezifesche Lëtzebuerger Wee, iwwert dee soss ëmmer geschwat ginn ass, definitiv vergiess ass. De Virus selwer kennt och kee spezifesche Lëtzebuerger Wee. Mir sinn iwwerzeegt, a mir hunn dat och ëmmer gesot, datt Lëtzebuerg muss kucken, wat am Ausland ronderëm geschitt, datt mer fréier oder spéider déi selwecht Tendenzen hu wéi d'Ausland ronderëm an datt et dofir weesentlech ass, sech an de grousse Prinzippie mat der EU ofzeschwätzen, d'grouss Prinzippie vun de Politicken anzehalen, an datt een haaptsächlech am Detail mat der Groussregioun muss kucken, wéi ee seng Politik gemeinsam gestalt.

An dat ass d'autant plus noutwendeg, well eis Nopeschlänner jo reagéieren. Mir gesinn, wat Däitschland op verschiddenen anere Grenze gemaach huet, wann ech d'Tschechei oder Éisträich kucken, a mir gesinn och, wat fir eng dagdeeglech real Problemer do entstane sinn. Mir gesinn, wat an der Moselle lass ass.

A meng Fro ass natierlech och déi: Ech si jo sécher, Här Staatsminister, datt Dir och eng ganz Rei international Kontakter hat mat Däitschland, mat Frankräich an datt do och eng Rei Diskussiounen necessairement hu misse gefouert ginn, notamment déi vun der Oppenheet an der Geschlossenheet vun de Grenzen, wann eis Wäerter weesentlech méi héich si wéi déi an Däitschland.

Ech wär frou ze héieren, wat Der eis duerno kënnt doriwwer soen, well ech ginn awer dervunner aus, datt e gréissere Risiko besteet, datt mer Reaktiounen aus dem Ausland iergendzwousch kréien, wann déi Zuelen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, nach géifen an d'Luucht goen an haaptsächlech, wa mer Problemer hätte mat deenen neie Varianten, wann déi méi massiv géifen op Lëtzebuerg eriwwerkommen.

Et ass net Zäit opzemaachen, aus sanitäre Grënn, aus laangfristegen ekonomesche Grënn, soen ech, awer och aus europäesche Solidaritéitsgrënn an aus aussepolitesche Grënn. D'Fro stellt sech: Ginn déi Moossnamen duer, déi mer elo hunn? Mir wëllen, an dat soen ech kloer, zousätzlech Moossnamen. An ech hunn et virdru schonn ugeschwat op d'Fro vum Staatsminister hin: Mir sinn der Meenung, datt déi Tester, déi um Flughafe gemaach ginn, net effikass si fir déi Leit, déi sech ugestach hu just een, zwee Deeg, ier se fortgeflu sinn, an datt et do noutwendeg wär, fir Leit, déi aus roude Gebidder komme respektiv Leit, déi aus Gebidder kommen, wou déi nei Variante relativ héich sinn, eng Quarantän vu siwen Deeg zu Lëtzebuerg virzeschreiwen.

D'ailleurs soen ech, datt d'Kommissioun och kloer an däitlech freet, datt systematesch Protektiounsmoossname fir deen Typ vun Areese géife gemaach ginn an datt all déi Leit, déi vun esou enger Rees kommen, sollen obligéiert sinn, a Quarantän ze goen an additionell Tester bei an no der Arrivée ze maachen. Dat ass en däitlechen a klore Wonsch vun der Kommissioun a mir verstinn net richteg, firwat d'Lëtzebuerger Regierung deem Wonsch net nokënnt.

Mir hätten och gär hei zu Lëtzebuerg, datt mer eng effikass Politik vun de Schnelltester géifen definéieren. Wéini gi se agesat? Mir hate laang Woche mat der Madamm Lenert eng korrekt Diskussioun fir ze soen: Wat ass dann d'Valeur vun deene Schnelltester? Kënne mer eis drop verloossen? Kënne mer eis net drop verloossen? Ech hunn elo verstanen, datt déi awer vill méi prezis gi sinn, datt se elo zu engem Deel verlässlech sinn. Mir setze se jo elo och deelweis um Flughafen an. Mee ech fannen natierlech, datt een elo och misst definéieren, wou ee se dann nach anescht kéint asetzen a wou se sënnvoll wären an där ganzer Politik.

An d'Fro zum Beispill an den Altersheimer ass fir mech eng normal Fro, ob een net kann, fir awer eng Rei Visitten ze erlaben, well déi eeler Leit heiansdo an enger Isolatioun liewen, déi schwiereg ass ... Mir wëssen et alleguer, well mer méiglecherweis Familljen esou kennen, datt mer et do systematesch mat Schnelltester wierklech kéinten erlaben. An ech géif et flott fannen, wann einfach déi Politicken esou géifen definéiert ginn, datt mer kloer an däitlech wéissten, wou mer do géifen higoen.

D'ailleurs froen ech ... - dat ass awer just eng Klammer a keng politesch Ausso vu menger Fraktioun -, ech froe mech och, wa mer fënnef, sechs Stonnen hei zesummen zu 60 bis 70 am Sall heibanne sëtzen a mer wëssen, datt mer zwar all Masken unhunn, mee datt sechs Stonnen e Mask unhalen en continu net ëmmer evident ass, ob et net och sënnvoll wär, hei d'Méiglechkeet ze ginn, Schnelltester ze maachen. Ech wëll dat elo net als Politik definéieren, ech wëll et just als Fro definéieren, well ech mer se oft stellen, wéi virsiichteg dat ass, wéi mir selwer domadder ëmginn. Mir musse selbstverständlech hei sinn, fir eis Aarbecht ze maachen, an et kann och keen eis empêchéieren, heihinner ze kommen. Mee ech froe mech, ob et net sënnvoll wär, och dat virzeginn.

Dir wësst, datt mer nach ëmmer Problemer mam Curfew hunn. Dir wësst, datt mer och nach Problemer hu mat deene Froen oder mat deenen Obligatiounen, fir just zwee Leit vun enger Famill ze empfänken. Mir hätten do gär aner Modeller gehat, déi an eisen Ae mindestens grad esou effikass gewiescht wären.

Mee dat - an da kommen ech op ee vun den Haaptpunkten -, wat fir mech wierklech schwiereg ass, dat sinn déi Moossnamen an der Éducation nationale. Dofir sinn ech och frou, datt de Mëtten den Här Meisch hei ass, well ech hunn ëmmer gär, wa mer déi Diskussioune kënnen de face à face féieren.

Do ginn et zwee Problemer: Dat Éischt, dat ass: Wat geschitt um Terrain? Wat sinn d'Moossname selwer? An dat Zweet ass: Wat ass déi juristesch Ëmsetzung vun deene Moossnamen? Ech muss soen, mir hunn an all deene Rieden, déi mer hei gehalen hunn, vill iwwert d'Éducation nationale geschwat. An ech hu ganz oft gesot, datt ech d'Politik, esou wéi se ëmgesat gëtt, als eng Feelaschätzung géif gesinn, well fir d'éischt de Minister gesot huet: „Et ass kee Problem an der Schoul, wann d'Kanner sech ugestach hunn, dann ass et anzwousch anescht.“ Duerno ass gesot ginn: „D'Schoul ass wéi d'Gesellschaft, d'Kanner stieche sech un a kënnen aner Leit ustiechen.“ An haut ass d'Schoul ee vun den essentiellen Herden, wou Covid da present ass. An dat Hin-an-Hier an den Aussoen, muss ech éierlech soen, mécht d'Leit konfus, mécht d'Politik net kohärent an erlaabt och keng uerdentlech laangfristeg Virbereedung.

An et gesäit een och doranner, wéi u sech déi Decisioun vum Homeschooling geholl ginn ass vun engem Dag op deen aneren, ruckzuck, am Fong ouni Virwarnung an ouni Virbereedung. Elo seet de Minister: „Mee ech hunn déi misse schnell huelen.“ Ech verstinn dat och, datt een esou eng Decisioun heiansdo da muss schnell huelen. Dat, wat ech hei soen, dat ass, datt ech et awer sënnvoll fonnt hätt, wa schonn eng Rei Deeg oder Woche virdru gesot gi wär: „Wa mer eng Kéier esou Zuelen an der Schoul kréien, dann ass eis Reaktioun déi, fir den Homeschooling duerchzeféieren.“ Dann hätt ee schonn eng Virlafzäit gehat, ouni den Datum ze wëssen. Et hätt ee gewosst, wat hätt kënne kommen, et wär ee virbereet gewiescht. An hei ass et wéi aus heiterem Himmel souwuel op d'Eltere wéi op d'Léierpersonal erofkomm.

An ech soen dann hannendrun, elo verstinn ech dee Wëllen, deen de Minister huet. Et ass a mengen Aen absolutt nozevollzéien, datt mer e Méinden erëm wëllen d'Schoulen opmaachen aus ville Grënn, soziale Grënn fir d'Kanner, wat och ëmmer, dat versti mer, dat akzeptéieren et och.

Mee ech soen, wa mer se wëllen opmaachen, da fannen ech déi Moossnamen, déi Der virgeschloen hutt an déi elo e Méinden a Kraaft trieden, an eisen Aen insuffisant. Dir sot, Maskeflicht iwwerall, Tester a Schnelltester, dat ass och okay, Kontroll vu Quarantänen ass och okay fir eis. Mee da sot Der, et kommen eng Rei aner Mesuren eréischt an enger zweeter, an enger drëtter Etapp, zum Beispill déi, fir de Secondaire quasiment komplett an A- a B-Gruppen ze maachen, zum Beispill déi, fir an de Maisonrelaisen d'Kanner no Klasse besser ze trennen.

An do soe mir ganz kloer: Dat si Moossnamen, déi mir scho gär méi fréi gehat hätten, déi mer schonn an der Virbereedung gär esou gehat hätten, datt mer se den nächste Méinden alleguerte kéinten asetzen, well mer mengen, datt do wierklech e Problem ass an datt déi Moossnamen, déi Der fir e Méindeg virschlot, net duerginn an datt Der déi Moossnamen, déi Der an deenen Etappen hannendrun envisagéiert, schonn hätt missen e Méinden a Kraaft setzen. An da feelen an Ärem Plang och eng Rei Iddien, déi mer och scho säit Woche soen. Dat sinn déi vun enger anerer Organisatioun vum Transport scolaire, vun engem Decalage vun den Horairë vun de Schoulen, fir also d'Bussen nach méi eidel ze kréien. Ech weess, datt Der se méi eidel kritt, wann Der A- a B-Gruppen aféiert. Mee ech fannen, datt den Decalage horaire aus sanitäre Grënn duerchaus sënnvoll gewiescht wär. An dat selwecht gëllt fir d'Ventilatioun an d'Equipementer an de Klassen, déi mer schonn eng ganz laang Zäit froen.

An da muss ech Iech soen, Dir annoncéiert elo, Här Minister, datt Der elo amgaang sidd, e Guide fir den Homeschooling auszeschaffen. An do soen ech Iech awer éierlech: Elo si mer néng Méint an där Kris hei a mir wëssen, datt dat do eng Méiglechkeet ass. Mir wëssen, datt den Homeschooling méiglecherweis op eis zoukënnt. An da muss ech éierlech soen: Ech verstinn net, firwat Der dann elo ufänkt, e Guide auszeschaffen, fir Homeschooling ze organiséieren. Dee misst dach scho fir e Méindeg laang um Dësch leien. Dee missten d'Enseignantë scho virun der Vakanz kritt hunn, fir datt se sech uerdentlech kënnen op Basis vun deene Guidelinë virbereeden. Ech verstinn net, firwat dat net schonn elo do läit!

An ech fannen, datt Der am Allgemengen an der Schoul eng Politik maacht, déi éischter eng reaktiv Politik a keng preventiv Politik ass. Dir sot: „Mir setzen eng Rei Moossnamen an, wa mer de Virus massiv an der Schoul hunn." Dat heescht, Dir waart drop, bis en an der Schoul ass a wann e bis do ass, reagéiert Der. Ech fannen, datt ee wierklech misst déi Moossname virzéien, fir datt en net kann an d'Schoul kommen, well ech mengen, dat ass d'Basis, de Grond vun enger effikasser Politik.

An da kommen ech zu deem anere Punkt: eng ganz Rei Onzoulänglechkeeten, déi momentan an deem Gesetz sinn, respektiv déi net am Gesetz ugeschwat ginn iwwert déi Moossnamen, déi Der a Kraaft setzt. Ech wëll do ganz kuerz siwe Punkten opzielen, déi mer awer Problemer stellen.

De Conseil d'État huet eis op Basis vum Artikel 76 vun der Constitutioun opgrond vun Ingerence vum Legislativ an den Exekutiv en Artikel erausgeholl, deen d'Schoul betraff huet an deem Gesetz. Dat erlaabt eis als Chamber an dem Conseil d'État, net iwwert de Prinzip ze schwätze vun deem Artikel. Mee trotzdeem stelle sech eng Rei Froen. An et ass fir d'éischt, wou Der an engem Santésgesetz méi grondleeënd Educatiounsartikele maacht. Dofir wëll ech déi Fro opwerfen ..., all déi aner Decisiounen, déi Der elo huelt, ob dat déi vun de méigleche Suspensiounen oder déi vun den A- a B-Gruppen ass, wëll ech einfach froen, op Basis vu wat fir engem Gesetz se geholl ginn, duerch wat fir eng Acte-administratiffe se geholl ginn.

Mir wëssen alleguer heibannen, well mer domadder ze dinn hunn, datt d'Éducation nationale eng Matière réservée à la loi ass, Artikel 23 vun der Constitutioun. Alles muss also am Gesetz respektiv am Reglement gereegelt ginn. Ech hunn awer hei d'Impressioun, datt eng Rei grondleeënd Organisatiounsfroen an der Educatiounspolitik iwwert d'Circulaire un den Direkter gereegelt ginn, deen dann am Kader vu senger Autonomie gefrot gëtt, dat esou ze maachen, wéi hien dat fir richteg empfënnt, an dat deelweis iwwert dat, wat d'Reglementer an der Organisation scolaire effektiv zouloossen.

Elo kann den Direkter an der Autonomie eng Rei Saachen decidéieren, mee e muss sech awer ëmmer am Kader vun deem, wat an de Reglementer festgeschriwwen ass, halen. Dofir ass eis kloer Fro: Wéi ass dat dann effektiv gereegelt? Wou ass d'gesetzlech Basis, haaptsächlech an notamment fir d'Lycéeën? Op déi Fro, déi mer ëfters scho gestallt hunn, krute mer momentan nach keng zefriddestellend Äntwert.

Zweet Beispill: Den Artikel 4 (8) vum Gesetz, wat mer haut stëmmen oder wat mer haut erneieren, seet, datt de Port du masque beim Rassemblement deelweis obligatoresch ass, ausser fir d'Schoul. Dat Gesetz vun haut gesäit also extra, wat de Port du masque ugeet, eng Ausnam fir d'Schoul vir.

Elo féiert de Minister awer eng Maskeflicht an der Schoul an. Dann ass meng Fro: Wou ass dat da festgehalen? Ech si jo 100%eg d'accord mat der Moossnam. Mir hu se méi wéi eng Kéier gefrot. Mee an deem Gesetz, wat mer haut verlängeren, steet am Fong, datt d'Schoul déi Flicht net huet. Elo féiert Dir se iwwer Circulaire awer an. Also ech mengen, d'Schoul ass vläicht anescht wéi de Rescht vun der Gesellschaft, mee juristesch kënne mer awer keng Ausnam maachen. Dat muss awer alles kloer an däitlech a propper juristesch gereegelt sinn.

Mäin drëtt Beispill ass dat vun der Fermeture vun de Structure-d'accueilen. Dat gesitt Der als Méiglechkeet vir, net nëmmen am Secteur public, mee och am Privatsecteur. Or ass d'„Liberté du commerce" awer eng konstitutionell Fräiheet, déi festgehalen ass. D'„Liberté de faire du commerce" gëtt awer heimadder a Fro gestallt, aus gudde Grënn zwar an ech ginn lech och Recht mat der Moossnam, mee ech soen awer kloer: Wa mer konstitutionell Fräiheeten ausser Kraaft setzen, da kann dat awer nëmmen iwwert d'Gesetz goen - da kann dat awer nëmmen iwwer d'Gesetz goen!

An dofir ... Dir hutt mer op déi Fro geäntwert: „Jo mir maache jo keng Fermeture", obwuel dat ëmmer anescht gesot ginn ass, „mir däerfe keng Fermeture vun deene Strukture maachen, ech gi jo just", sot Der, „eng Recommandatioun, datt se zoumaachen. Ech recommandéieren, datt se zoumaachen a si gi jo dofir bezuelt." Mee da sot Der hannendrun: „Déi, déi awer net zoumaachen, déi kënne sech awer direkt erwaarden, datt de Santésdirekter eng Ordonnance hëlt, duerch déi se dann de facto einfach zougemaach ginn."

Da muss ech lech soen, wann dat do d'Fonctionnement vum Rechtsstaat ass, wann Der sot: „Ech ginn eng Recommandatioun; Dir hutt wierklech besser menger Recommandatioun nozegoen, soss kënnt de Santésdirekter mam décken Hummer a mécht lech zou." Esou ass et net, wéi ech mer d'Fonctionnement vum Rechtsstaat virstellen! An ech wär frou, och eis Justizministesch eng Kéier driwwer ze héieren, well déi huet e gutt Gefill fir de Rechtsstaat an ech wéilt eng Kéier vun hir wëssen, wat se da vun där doter Applikatioun vum Lëtzebuerger Rechtsstaat hält.

Mäi véierte Punkt, dat ass den Artikel 4bis Punkt 6. Do geet et ëm de Sport. An do ass d'Situatioun déi, datt mer u sech e Gesetz hunn, wat seet, oder wat sech eng Base légale schaaft, fir fräiwëlleg Amateursaktivitéiten zouzemaachen. Ech fannen dat richteg, datt mer dat am Gesetz schreiwen. Dat heescht, déi Veräiner, déi u sech Kanner ënner 13 Joer betreien, däerfen, wa kee Présentiel méi an der Schoul ass, och keen Training méi halen. Ech fannen dat fundamental richteg op där enger Säit, mee op där anerer Säit seet d'Éducation nationale dann, datt mer fir constitutionell garantéiert Libertéite keng Base légale brauchen, mee do iwwert déi Recommandatioune fueren.

Beim Sport gëtt et esou gereegelt, bei der Éducation nationale gëtt et esou gereegelt. Elo muss ech awer soen, ech hätt awer gär, datt d'Regierung wéisst, wat fir ee Wee se wéilt aschloen, datt se et net eng Kéier esou mécht an eng Kéier anescht mécht. Mee genau dat hunn ech awer d'Impressioun, datt momentan amgaang ass, an der Regierung ze geschéien. Jiddweree mécht dat à peu près esou, wéi en et wëllt a wéi en et als richteg empfënnt, ouni datt do déi noutwendeg Koordinatioun hannendrun ass.

Fënnefte Punkt: Den Artikel 7 vun dësem Gesetz, dee gesäit vir, datt mer Quarantänen an Isolementer kënnen hunn. An deen Artikel gëtt et säit siwe Méint vir - scho méi laang, well en och an dem Text stoung, dee mer am État de crise haten, also quasiment säit néng Méint. Contrairement zu deem, wat am Artikel 4 virgesinn ass, ass am Artikel 7 keng Exceptioun fir d'Schoul virgesinn. An deen Artikel ass also applikabel fir d'Schoul. Dat ass eis och vum Educatiounsminister confirméiert ginn.

Elo kënnegt den Educatiounsminister als grouss nei Moossnam fir den nächste Méinden un, datt mer elo eng Kontroll maachen no der Quarantän, wann e Kand wëllt no sechs Deeg an d'Schoul zréckkommen. Ech fannen dat och absolutt richteg, datt dee Contrôle gemaach gëtt. Mee ech froen lech awer kloer ... Dat Gesetz, wat mer elo hunn, dat ass awer scho säit néng Méint applikabel, dat misst also scho säit néng Méint esou applizéiert ginn. A wéi ass et da méiglech, datt d'Éducation nationale säit néng Méint den Text net anhält an dat elo als nei grouss Moossnam verkeeft, datt mer vun e Méinden un d'Gesetz respektéieren? Da stellen ech mer awer eng Rei Froen!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Firwat vun e Méinden un? Ech fannen et richteg. Ech fannen, datt et scho laang misst lafen. An da sot Der och nach hannendrun op déi Fro, déi mer da stellen: Wien huet dann d'Recht dee Certificat, wa Kanner zréckkommen, ze kontrolléieren? Da sot Der: „Ma do änneren ech nach de Règlement grand-ducal vun 2004 iwwert d'Règles de conduites an d'Lycéeën, fir datt mer eis do déi noutwendeg Base légale ginn. Och dat fannen ech richteg.

Mee da soen ech, da misst dat jo fir e Méinden am Prinzip schonn a Kraaft sinn. Well e Méindeg leeft jo déi ganz Reform do un. An ech sinn da sécher, datt Der d'Urgence wäert ufroen, fir dat Reglement iergendzwousch relativ terminno a Kraaft trieden ze loossen. A wann Der Jo sot, Dir frot d'Urgence un, da soen ech lech: Mee wéi kënnt Der dann d'Urgence ufroe bei engem Text, deen Der am Fong säit siwen oder néng Méint schonn hätt misse gemaach hunn, a wou d'Urgence am Fong just doranner besteet, datt Der e bis elo nach net gemaach hutt a bis e Méindeg braucht? Dat ass net déi Definitioun, déi an eisen Texter fir d'Organisatioun vun der Urgence steet.

Mäi sechste Punkt, dat ass een, dee méi de Sport concernéiert. Dat ass eng Fro. Elo gëtt en Test gefrot fir déi professionell Sportler, déi Matcher wëlle spillen. Ech fannen dat och richteg. Mee d'Situatioun ass déi: Du kriss elo vum Gesetz gesot, du misst en Test maachen - notamment fir professionell Spiller -, fir däi Beruff kënnen auszeüben, fir also dee Match kënne matzespillen, an du muss dengem Patron, dem Veräin dat weisen.

Dann ass fir mech d'Fro: Wéi ass et da fir aner Beruffer, déi vläicht grad esou exposéiert si wéi Futtball- oder Basketspiller? Ass dat hei dann net fir aner Beruffer och e Prezedenzfall? Wéi ass et mat der Égalité devant la loi? An dat ass fir mech eng grouss aarbechtsrechtlech Fro, déi mer awer misste klären an op déi mer och, och wa mer et nogefrot hunn, keng satisfaisant Äntwert kritt hunn.

An dann ass mäi siwente Punkt - mee ech ginn do schnell driwwer ewech -, datt ech och nach net richteg matkritt hunn, wat dann elo d'Base légale wär an den Affaires étrangères vun deene Moossnamen, déi agefouert gi sinn, fir déi Tester op de Flughäfen ze maachen, respektiv fir am Fong de Leit ze soen: Wann Der keen Test hutt, kënnt Der - inklusiv d'ailleurs Leit, déi Resident hei zu Lëtzebuerg sinn - net op Lëtzebuerg zréckkommen. Nach eng Kéier: Ech fannen déi Moossnam fundamental richteg. Mir hunn déi Fro gestallt an der Kommissioun. Mir krute geäntwert: „Mee do gëtt et eng Circulaire vum Ausseminister, déi ass publizéiert ginn, an et gëtt e Reglement." An deem Reglement hu mer gekuckt, do steet awer strictement näischt vun der Obligatioun vun esou Tester dran.

Do och meng Fro: Wou ass et gereegelt? Nach eng Kéier: Ech fannen déi Moossnam absolutt richteg, ech fannen déi Moossnam absolutt noutwendeg! Mee wa mer esou fräiheetsbeschränkend Moossnamen hunn, fannen ech et absolutt normal, datt mer dat awer kloer an däitlech an e legale Kader aschreiwen, deen novollzéibar ass, deen och fir jiddwereen akzeptabel ass. Dat fannen ech eng absolutt Noutwendegkeet!

Dat zu de fundamentale Froen zum Fonctionnement vun eisem Rechtsstaat. Déi Froen hu mer bis elo net ugeschwat, well an der Santéskommissioun am Fong nach ni déi do Problematiken op den Dësch komm sinn, well mir eis als Santéskommissioun op d'Gesondheetsfroe konzentréiert hunn, esou wéi se bis elo am Gesetz waren. Et ass elo fir d'éischt, wou se op eis zoukommen, well eeben e puer Artikele vun der Éducation nationale an deem Text och mat dra waren.

Ech wëll awer och déi puer Punkte soen, déi ech an dësem Text als positiv empfannen. Ech empfannen zum Beispill als positiv, datt mer de Fichier vun der Protection des données personnelles elo esou gemaach hunn, datt de Fichier vun deene vaccinéierte Leit fir 20 Joer gehale gëtt, mee datt mer eng ganz Rei Donnéeën eraushuelen au fur et à mesure vun der Evolutioun: no zwee Joer d'Identifikatioun an d'Coordonnéeë vun där Persoun, déi geimpft ginn ass, an no zéng Joer all déi aner Santésdonnéeën. Ech fannen dat fundamental richteg an domat kënne mir och liewen.

Ech fannen och d'Obligatioun vun deene verschiddenen Tester, déi do stinn an déi beim Sport gefrot ginn, fundamental richteg. An dofir kënne mer och mat deene Propositioune liewen. Ech fannen et och richteg, datt mer eng Obligatioun hunn, fir déi Infrastrukture fir eeler Leit, datt déi sollen an Zukunft Lëschten eraginn, wou da jiddweree ka feststellen, wie Pensionnaire ass, a wou ka vun der Santé de Suivi op eng ganz aner Aart a Weis gemaach ginn. All déi Moossname begréisse mer.

Mee dat Ganzt schreift sech awer an eng Impfstrategie an, déi muss ofgestëmmt gi mat dem Rescht vun der Politik. An dovun hänkt schlussendlech mëttel- a laangfristeg de Succès vun eiser ganzer Politik of. A wann ech awer haut kucken, wat d'Zuele vu Lëtzebuerg sinn, da stellen ech fest, datt eis Zuele weesentlech méi schlecht si wéi déi vun deene Länner ronderëm - net ze schwätze vun Israel oder dem UK, mee och Länner wéi Portugal, Däitschland, Belsch, Frankräich sinn, wat d'Testen (veuillez lire: d'Impfen) ugeet, einfach proportionell gesinn, virun eis. An dat ass eppes, wat fir eis awer eng ganz Rei Froen opwërft. Bei den Zuelen op jidde Fall hu mer d'Impressioun, datt mer extreem lues sinn - ze lues sinn!

Dofir meng Fro un d'Regierung: Firwat ass dat esou? An dat ass esouguer esou, wann ech déi Zuele kucken, och bei Länner, déi u sech eng änlech Strategie wéi mir fueren - dat heescht, eng Strategie, wou mer déi zweet Dosis halen -, och déi Länner si momentan, an den Zuelen zumindest, besser wéi mir.

An dofir ass meng Fro: Kréie mer manner Dose wéi déi aner Länner, proportionell gesinn? Dat kann ech mer bal net virstellen. Oder firwat si mer momentan méi lues? An ech mengen, datt hei d'Regierung eis, mee awer och de Leit dobaussen eng Explikatioun schëlleg ass.

Mir kënne mat ville Punkte vun der Impfstrategie d'accord sinn: d'europäesch Akeef, d'Krittären, d'Reiefolleg vun der Impfung, d'Prinzippie vun den Decisiounen; och de Fait, datt grouss Impfzentre gemaach ginn, fanne mer richteg.

Et stelle sech awer nach eng Rei Froen hannendrun. Wa mer elo méi aner Vaccine kréien, déi net musse bei minus 70 Grad gehale ginn, kann ee jo deelweis op eng aner Impfstrategie ëmstellen. An do wollt ech froen, Madamm Ministesch, wou mer da mat den Diskussiounen dru sinn, fir d'Dokteren anzebannen an déi ganz Impfstrategie, well mir schéngt et logesch a sënnvoll ze sinn, datt och d'Hausdoktere kënnen Impfunge virhuelen. Ech mengen, datt do och eng ganz Rei vun hinne bereet wären, dat ze maachen. Ech froen lech also: Wou si mer dru mat deenen Diskussiounen?

An dat selwecht gëlt fir d'Certificats de vulnerabilité. Doriwwer hu mer scho virun enger Rei Wochen hei geschwat. Mee ech kréien - ech weess net wéi et lech geet - eng ganz Rei Uriff vu Leit, déi soen: Mee wéi geet dat da mat deem Certrificat? Wéi solle mer eis do uleeën? Verschiddener wenne sech un den Dokter a kréien da gesot: „Mir wëssen et nach net richteg. Mir wëssen, datt esou eppes kënnt." An dat mécht d'Leit richteg nervös, haaptsächlech déi, déi da vulnerabel a sensibel sinn, wa se net wëssen, wou deen Zuch ufiert. Do wär ech och wierklech frou, wa mer kéinten eng Rei Explikatioune kréien.

Mir sinn also frou, datt d'Madamm Lenert en Impfplang virgeluecht huet. Mir wëssen och, datt dee muss geännert ginn, deemno wat fir eng Informatiounen op eis zoukommen. A mir hätten do net ongär ... oder mir verlaangen, fir et méi kloer auszedrécken, datt d'Regierung och do eng Kommunikatiounspolitik mécht, déi de Leit Äntwerten op déi Froe gëtt, déi se legitimmerweis stellen. Zum Beispill froe se: Wat fir eng Konsequenz huet déi Decisioun, fir AstraZeneca net iwwer 65 Joer ze impfen, op den Impfplang? Zum Beispill déi Fro iwwert d'Niewewierkunge vun AstraZeneca, wou jo vill am Ausland driwwer geschwat gëtt, datt Leit, wa se et kruten, sech net gutt gefillt hunn duerno. Ass dat esou? Ass dat net esou? Zéie mer Konsequenzen doraus oder net? A firwat? Verschidden Impfunge wierken net esou gutt bei Varianten. Ass dat esou? Ass dat net esou? Huet dat Konsequenzen op den Impfplang oder net? Ech mengen, dat sinn einfach Froen, déi sech dobausse gestallt ginn, a wou mer missten Äntwerten drop bréngen.

Ech weess, datt d'Regierung momentan net wëllt eng Campagne fir d'Impfunge maachen. Ech halen dat perséinlech fir e Feeler, well et mécht Plaz fir Rumeuren, fir Konterwourechten, fir Verschwörungstheorien. Mee wann Der scho keng Campagne elo wëllt maachen, da soen ech awer ganz kloer, datt ech der Meenung sinn, datt Der nu wierklech déi Erklärung do esou vill wéi méiglech de Leit musst ginn, well se verlaangen duerno. A loosst keng Rumeuren hei zu Lëtzebuerg opkommen!

Zum Schluss nach zwou Remarken: Ech fannen - an dat ass am Fong eng Remark net un d'Regierung, mee un d'Chamber, deelweis och un d'Regierung, mee haaptsächlech och un d'Chamber -, datt mer eis awer mat enger Rei deontologeschen, fundamentale Froen anescht sollten auserneesetzen, wéi mer dat heiansdo mat pauschale Sätz einfach esou maachen.

Ech fannen eng Diskussioun iwwert den obligatoresche Charakter vum Vaccin, an d'Grënn, firwat mer et net wëllen, noutwendeg. Well et gëtt jo Froe vu Responsabilité individuelle a vun Autonomie individuelle, mee et gëtt och Froe vu Solidarité collective a vu Responsabilité collective. Ech mengen, datt et sollt eng Kéier thematiséiert ginn, fir kloer ze soen, firwat mer déi eng Positioun an net déi aner anhuelen.

Et gëtt en eetheschen Enjeu iwwert de Certificat de vaccination. Ech fannen, datt een net kann einfach Jo oder Nee soen. Ech fannen, datt een einfach eng Kéier seriö an ouni politesch Hannergedanke soll doriwwer diskutéieren: Wat ass sënnvoll a wat ass net sënnvoll? Ech fannen, datt een hei eng Kéier muss iwwert d'Abezéiung oder d'Netabezéiung vun de Frontalieren an eis Impfstrategie diskutéieren. Ech fannen, datt eng Diskussioun iwwert de Prinzip vun de Prioritéite vun de Vaccinatiounen och sënnvoll gewiescht wär. Ech fannen och eng Diskussioun iwwer méiglech Liste-d'attenten a Rechter, déi nach net vaccinéiert Leit hei zu Lëtzebuerg hunn, noutwendeg. Do geet een Twittersaz net duer, fir eng Äntwert ze ginn.

A schlussendlech soen ech lech och, datt ech mengen, datt déi Laangzäitstrategie, iwwert déi mer zwar heibanne gemeinsam ofgestëmmt hunn, datt mer déi géifen entwéckelen, mee wou mer einfach net ukommen a wou och kee Suivi vun deene Motioune gemaach gëtt, awer noutwendeg ass.

Ech fannen, datt mer eis heibannen elo eng Kéier mussen d'Fro stellen: Wéi ass et da mat där Wuesstumsgesellschaft, déi mer virdrun haten a wou een haut d'Impressioun huet, datt mer alles - alles! - maachen, fir esou schnell wéi méiglech erëm an déi Wuesstumslogik zréckzekommen?

Ech wëll de Covid lassginn, mee ech fannen, datt mer eis awer och eng Rei Froe musse stellen: Wéi geet et nom Covid weider? Wat wëlle mer duerno? A wat kënne mer elo maachen, fir datt mer vläicht déi eng oder aner Weich anescht stellen? Ech géif gäre Froe stellen iwwert d'Autonomie vun Europa notamment, déi mer esou grouss eropbeschwuer hunn, wéi mer iwwert eis Autonomie a Produiten, déi mer onbedéngt hei brauchen, geschwat hunn, wa mer ofhängeg vum Ausland waren. Dat fannen ech richteg. Mee da musse mer heibannen eng Diskussioun iwwert eis Industriestrategie féieren, och zu Lëtzebuerg. Si mer da bereet ze reindustrialiséieren? Zu wat fir enge Konditiounen? A wéi maache mer dat? Dat fannen ech eng noutwendeg Diskussioun.

D'selwecht ... déi europäesch Iwwerleeung iwwert d'Communautarisatioun vun der Gesondheetspolitik, iwwert d'europäesch Organisatioun a Krisenzäiten, déi fannen ech noutwendeg. Eng Diskussioun iwwer Fräiheeten a Rechtsstaatlechkeet gehéiert och dozou. Ech regrettéieren, datt ..., an ech spriechen d'Regierung wierklech net schëlleg dofir, mee ech soen, och an der Chamber sollte mir eis Gedanke maachen, well dat sinn Diskussiounen, déi heihinner gehéieren an hirer ganzer Villfalt a mat alle Kontroversméiglechkeeten, déi doranner bestinn, fundamental politesch, deontologesch Froe fir d'Zukunft vum Land, déi mer hei musse stellen. Ech profitéiere vun dësem Gesetz, fir meng Meenung eng Kéier kloer an däitlech doriwwer auszedrécken.

Meng Konklusioune sinn déi hei: Éischtens, mir fannen, et ass net Zäit fir opzemaachen. Zweetens, mir fannen, datt de Risiko nach extreem héich ass, notamment dee vun de Varianten. Mir sinn der Meenung, datt d'Moossname vun der Regierung net duerginn. Mir sinn drëttens haaptsächlech der Meenung, datt an der Schoul déi Moossnamen net duerginn. Véiertens, mir soe ganz kloer, datt de Kader vun der Regierung ze vill konfus ass, datt eis eng Rei wëssenschaftlech Wäerter feelen, déi d'Decisioune besser géifen erklären a se besser verständlech dobausse géife maachen.

Mir fannen, datt déi Impfstrategie momentan ze lues an och fir d'Leit net verständlech ass. Mir regrettéieren, datt keng Kommunikatiounsstrategie do ass, déi effizient ass. Mir fannen, datt dësen Text technesch net gutt ass, datt e schlecht gemaach ass an datt en och eng Rei Decisioune vun der Regierung, déi se elo geholl huet, an eisen Aen net op eng gesetzlech Basis stellt, déi duergeet.

Dofir wäerte mer an der CSV dësen Text net stëmmen. Mir wäerten Nee stëmmen. An ech wënsche mer, datt d'Regierung et fäerdegbréngt, an deenen nächsten Deeg a Wochen de Courage ze hunn, fir Perspektiven opzezeechnen, Leadership ze weisen, realistesch Perspektiven, wou et higeet, wat fir eng Zilsetzungen mer an deenen nächste Woche mat eiser Impfstrategie hunn, esou wéi den Här Biden, esou wéi d'Madamm Merkel, esou wéi den Här Macron et och gëschter gemaach hunn. Do kann ee sech natierlech ieren, dat ass e Risiko. Mee ech mengen, wa Saachen anescht lafen, wéi ee se am Ufank virausgesinn huet, dann hunn d'Leit absolutt kee Problem domat, wann een hinnen erkläert, wat anescht gelaf ass, wann ee seng Zilsetzunge reajustéiert.

Mee ech fannen et extreem wichteg, de Leit Perspektiven no baussen opzezeechnen, fir se mat um Wee ze halen, fir hinnen ze soen: „Dir musst elo nach e puer Méint op d'Zänn bäissen, da packe mer et zesummen." A fir hinnen ze soen: „Loosst lech alleguer impfen, net nëmme fir lech, mee och fir d'ganz Gesellschaft."

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Claude Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert. Här President, eis Zuele si leider nach ëmmer op engem vill ze héijen Niveau.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Si mer op engem Joermaart?

Une voix.- ... op enger Kiermes!

Une autre voix.- Et muss een och kënne matenee schwätzen.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et wier gutt, wann déi bilateral Reuniounen ausserhalb vum Sall wieren.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Eis Zuele si leider nach ëmmer op engem vill ze héijen Niveau. Déi gutt Noriicht ass déi, dass eis Infektiounszuelen - obwuel mer zanter Januar de Commerce souwéi och de Sport an d'Kultur nees ënner strikten Aschränkungen opgemaach hunn - bis elo nach net staark an d'Luucht gaange sinn. De Reproduktiounstaux läit bei 1 %, dee misst awer bei 0,7 % leien, fir dass mer d'Situatioun géife gutt an de Grëff kréien. Den Taux de positivité dréit scho säit enger Zäitche ronderëm déi 2 %. A ganz wichteg: D'Situatioun an de Spideeler huet sech awer entspaant an ech mengen, dat si gutt Nouvellen.

Et gouf weider an de leschten dräi Woche massiv getest. An der Woch vum 25. Januar: iwwer 51.000 Tester, an den Inzidenztaux iwwer siwen Deeg - dat heescht, den Duerchschnëtt iwwer siwen Deeg, dat ass deen, mat deem eis däitsch Noperen och mëttlerweil schaffen -, dee louch an där Woch bei 160.

D'Woch vum 1. Februar sinn 61.000 Tester gemaach ginn an de siwen Deeg, den Inzidenzwäert louch bei 182. D'Woch vum 8. Februar sinn iwwer 70.000 Leit getest ginn, an de Wäert, dee louch bei 176.

Wat wichteg ass, fir eis kënne mam Ausland ze vergläichen, ass den Taux de positivité sur ordonnance (veuillez lire: den Taux de positivité pour les tests effectués sur ordonnance). An do ass et esou, dass mer erofkomm si vu 5,2 % op 4,8 %, an d'Woch vum 3. Februar souguer op 3 % - 3 %, wat jo dee Wäert ass, deen d'WHO eis virgëtt, fir ze soen, dat doten hutt Der hallefweegs am Grëff.

Mir ass opgefall, dass an deene leschte Publikatioune vun der Santé elo och ëmmer ugi gëtt, wéi vill Leit erausfonnt gi sinn iwwert den Tracing, dat heescht, wéi vill Leit kontaktéiert gi sinn, déi dann iwwert den Tracing geruff gi sinn, an da getest gi sinn. An dat ass ganz ënnerschiddlech: Do fënnt een Deeg, do huet ee méi Leit, déi positiv getest gi sinn, well se an den Tracing geruff gi sinn; aner Deeg hues de méi Leit iwwer Ordonnance. Ech fannen dat awer och eng ganz, ganz wichteg Angab. Et ass eng ganz wichteg Angab, fir op dat anzegoen, wat virdrun hei vum Här Wiseler vun der CSV gesot ginn ass, deen eis mat anere Länner vergläicht: Dat ass richteg, et soll ee vergläichen, wat vergläichbar ass, an dat ass den Taux de positivité sur ordonnance. An do leie mer awer däitlech besser wéi eis däitsch Noperen.

Bei eisen däitschen Noperen, do wësst Der vläicht: 35, dat ass elo déi nei 50, jo dat ass den neie Wäert. Ech hunn de Moie gelauschtert ..., si louchen, ech menge gëschter, bei 57 Komma ... op 100.000 Awunner. Et gëtt an Däitschland elo effektiv Landkreesser, déi sinn erëm gréng. Et gëtt ganz interessant interaktiv Kaarten, déi Der kënnt kucken. Et gëtt Landkreesser an Däitschland do si se gréng, do leie se ënner zéng. Et gëtt awer och Landkreesser, besonnesch am Oste vun Däitschland, déi sinn extreem héich, do leie se nach ëm déi 200.

Fir awer trotzdeem dat ze relativéieren, wat den Här Wiseler gesot huet, wëll ech eng Kéier hei ervirsträichen, dass et an Däitschland kee Large-Scale-Testing gëtt. Ech hunn och nach net ganz vill héiere vun engem konsequenten Tracing an Däitschland, esou wéi mir e maachen. An ech hunn awer eppes héiere vun enger App, enger App, mat där jo dann och soll noverfollegt ginn, wéi d'Leit sech infizéiert hunn. Also ech kann Iech soen, den Här Söder huet scho virun e puer Woche gesot, dass déi App do e Reinfall wär, dass dat net géif fonctionéieren. Ech hu gëschter e Bericht gelies, an deem steet, dass sech nëmmen all Siwenten, dee sech effektiv infizéiert huet, och an där App do umellt. Also géif ech soen, dass dat net wierklech ganz vill bréngt.

Dir hutt virdrun, Här Wiseler, gesot, de Lëtzebuerger Wee ..., Dir géift näischt méi dovunner héieren. Ma ech kann da vläicht nach eng Kéier soen, wat de Lëtzebuerger Wee ass, an dat ass och dee Wee, dee mer gewëllt si weiderzegoen. Ech soen de Kolleege vun der CSV dat. De Large-Scale-Testing wëlle mer weiderféieren, den Tracing, dee bis elo awer, mengen ech, seng Preuvë gemaach huet, wëlle mer weiderféieren. An ech mengen och, dass dee vu kenger Säit vun der CSV a Fro gestallt ass, weeder den Tracing nach de Large-Scale-Testing. Da sollte mer wannechgelift net eis Zuelen zu Lëtzebuerg vergläiche mat Zuelen aus Portugal, aus Däitschland, aus Amerika oder aus anere Länner. Dann hunn ech léiwer, mir bleiwe beim Taux de positivité sur ordonnance, do kënne mer eis mat eisen Nopere vergläichen.

Eis Situatioun ass zwar am Moment net direkt beonrouegend, mee se ass awer och net op déi liicht Schëller ze huelen. D'Situatioun ass a bleift eescht, besonnesch, wann een d'Zuele vun de leschten Deeg a Betruecht zitt. Et ass elo net de Moment fir lasszeloossen, fir opzemaachen. Et ass net de Moment, fir liichtfankeg mat der Situatioun ëmzegoen.

Wéi séier et nämlech ka goen, dat huet een um Beispill vu Portugal gemierkt, a besonnesch d'Regioun ronderëm d'Haaptstad Lissabon. Eng Kombinatioun aus Lockerungen an der méi ustiechender brittescher Variant hunn d'Zuelen an d'Luucht schéisse gelooss an hire Gesondheetssystem quasi iwwer Nuecht u seng Grenze bruecht. Gott sei Dank sinn awer elo d'Infektiounszuelen do erëm um Falen, och wann d'Situatioun nach ëmmer ugespaant bleift. An Dir hutt och vläicht matkritt, dass och Lëtzebuerger medezinnescht Personal doënnen op der Plaz ass fir ze hëllefen.

Och hei am Land mécht d'Verbreedung vun de Mutatiounen, a virop der brittescher Mutatioun, berechtegterweis Suergen. Dowéinst bleiwe mer weiderhi virsiichteg a mir verlängeren d'Mesurë bis de 14. Mäerz. A wéi d'Zuele weisen, huet de Virus sech do verännert, well e ganz besonnesch a leschter Zäit bei deene Jonke méi aktiv ass an d'Zuele bei de Kanner tëschent null an zéng respektiv bei deene Jugendleche staark geklomme sinn.

Enn Januar war et eng Hausse an Zäit vun enger Woch vu 64 % (veuillez lire: 68 %) bei de Kanner vun 0 bis 14 Joer an déi Woch drop nach eng Kéier eng Hausse an där Alterskategorie vu 46 %. An duerfir mengen ech, dass d'Decisioun, déi den Educatiounsminister Claude Meisch geholl huet, fir d'Schoulen eng Woch virun der Fuesvakanz an den Homeschooling ze setzen, richteg war.

Mat dëser preventiver Mesure ass der Verbreedung vun der neier ustiechender Variant vum Coronavirus an de Schoulen entgéintgewierkt ginn. Et war eng Noutbrems, déi engem Zäit ginn huet, fir sech en Iwwerbléck ze verschafen. Well jo, wann de Virus sech verännert, da muss och d'Schoul sech upassen. Dat ass elo geschitt an dat begréisse mir. Mir begréissen, dass d'Schoulen ab e Méinden nees opmaache kënnen. Och ënnert den Elteren, de Schüler, den Enseignanten, mengen ech, besteet e breede Konsens, dass alles muss dru gesat ginn, dass d'Léieren esou normal wéi méiglech ka fonctionéieren an dass d'Schoulen esou laang wéi méiglech opbleiwen.

Beim Presenzunterrecht gëllen ab e Méinden nach eng Kéier nei verstäerkt sanitär Mesuren. Nieft enger allgemenger Maskeflicht mat Ausnam vum Cycle 1 an a verschiddene Kompetenzzenteren, wäert och méi an de Schoule getest ginn.

Ech wëll hei nach eng Kéier kloer soen, dass an der Spillschoul an am Precoce keng Mask brauch gedroen ze ginn, och wann d'Kanner an der Spillschoul sechs Joer kritt hunn. Ech mengen, dat war e bëssen an de Medie gëschter. Ech soen dat hei nach eng Kéier ganz kloer: An der Spillschoul an am Precoce brauch keng Mask gedroen ze ginn.

Den Asaz vu Schnelltester ass fir de Mäerz virgesinn, an dat bitt engem natierlech aner Méiglechkeeten, fir méi séier a méi effikass op eng Infektioun ze reagéieren an och doduerch potenzial Infektiounskette guer net eréischt net entstoen ze loossen oder se ze ënnerbannen. Och CO_2-Detecteure gi weider an de Klassen installéiert, a fir d'Enseignanten ass eng Commande vun 30.000 FFP2-Masken erausgaangen.

Wann d'Zuel vu Coronafäll an de Schoulen trotzdeem erëm staark sollt klammen, da sinn natierlech weider Mesurë geplangt. Dat geet vu punktuellen, lokale Mesurë bis hin zum Zoumaache vun de Schoulen an d'Iwwergoen an den Homeschooling. Dat hätt natierlech och seng Inzidenz op d'Maisonrelaisen an op d'Sportsveräiner an deene betraffene Gemengen oder am schlëmmste Fall souguer op d'ganzt Land.

Et gëtt wierklech eng Panoplie vu Mesuren, déi alleguer dozou bäidroen, dass déi alleréischte Prioritéit, nämlech d'Schüler an d'Enseignanten ze schützen an d'Schoul opzehalen, och ka gewärleescht ginn. Dat ass vun enormer Wichtegkeet, well ech hunn et virun e puer Wochen a menger Interpellatioun gesot: Et geet ville Kanner net gutt.

Dat Joer Pandemie mat Lockdown, Social Distancing, Homeschooling, wou ee vläicht keen hat, deen engem konnt hëllefen, vill Ängschten, Opreegung, Ongewëssheet, dat huet seng Spuere bei de Kanner a bei de Jugendlechen hannerlooss. Den Impakt op déi mental Gesondheet ass net ze negligéieren a mir mussen dat eescht huelen. Den Educatiounsminister huet duerfir d'Wuelbefanne vun de Kanner scho bei der Rentrée am September an de Mëttelpunkt gestallt. Op där Schinn gëtt elo virugefuer mat enger ganzer Campagne ronderëm de Bien-être vun deene Jonken.

E puer konkreet Mesurë vun dëser Campagne erausgepickt: Et gouf e Guide ausgeschafft mat Recommandatiounen a Best Practices, et gëtt eng extra Helpline fir psychologesch Betreiung aktivéiert, d'Enseignanten an d'Eltere gi weider sensibiliséiert an och de CePAS huet eng Campagne op de Social Media lancéiert.

Déi Jonk solle virun allem léieren, dass et net schlëmm ass, wann et engem eng Kéier net gutt geet. Duerfir brauch ee sech net ze schummen. Duerfir brauch ee sech net ze entschëllegen. Et brauch ee sech och net ze rechtfertegen. Déi „no worries, only good vibes"-Welt, déi sozial Netzwierker wéi TikTok oder Instagram deene Jonke virgaukelen, huet an der momentaner Situatioun relativ wéineg mat deene Jonken hirer Realitéit ze dinn. Déi toxesch Positivitéit - dat Gefill, sech ëmmer misse gutt ze spieren, ëmmer misse gutt drop ze sinn -, bewierkt nämlech genau de Contraire: dass ee sech méi schlecht spiert.

Dat Wichtegst ass a mengen Aen, dass jiddwereen, deen Hëllef sicht, dass jiddwereen, deen Hëllef brauch, och Hëllef kritt an och weess, wou e se fënnt. Dorëms geet et!

Här President, no der grénger Luucht vu Bréissel huet de Minister Lex Delles annoncéiert, d'Aide „coûts non couverts" an d'Aide de relance ze verlängeren. Dat verschaaft ville Betriber elo emol Loft a gëtt hinnen och eng gewësse Previsibilitéit. Zudeem wäerten och jonk Betriber, déi virdrunner net an de Genoss vun den Aidë komm sinn, d'Aide „coûts non couverts" an Zukunft kënnen an Usproch huelen.

D'Verlängerunge vun deene Mesurë bedeit natierlech och, dass den Horeca-Secteur nach staark an den Aktivitéiten ageschränkt bleift. A gleeft mer, wann ech queesch duerch de Sall hei kucken, wäert Der keen heibanne fannen, deem dat do Freed mécht, dass mer grad an deem Secteur nach eng Kéier musse verlängeren. Mee duerch d'Situatioun ass et einfach néideg.

Dem Restaurateur bleift fir de Moment just den Takeaway, an hei ginn et awer, mengen ech, positiv Nouvellen: Fir d'Betriber ze motivéieren, den Takeaway unzebidden oder weider unzebidden amplaz d'Aktivitéit ganz anzestellen, wäerten d'Recetten aus dem Takeaway net méi ganz aus der Aide erausgerechent ginn, mee se ginn zum Deel immuniséiert. An ech mengen, dass dat fir d'Restaurateuren eng ganz gutt Noriicht ass. An dës Ännerung setzt e wichtegt Zeechen, dat den Asaz vun de Restaurateuren an de Cafetieren honoréiert, déi, obwuel hir Dieren zou sinn, hir Clientë weider zerwéiere wëllen.

Mir sinn och frou, dass an deem dote Kader eng Léisung fir d'Independantë fonnt gouf, déi oft hir ganz Erspuernisser, hir Zäit an hiert Häerzblutt an hire Betrib gestach hunn. An enger Kris, wéi mer se bis elo erliewen, kann de Salarié an de Chômage partiel geschéckt ginn an e kritt dann 80 % vu sengem Salaire vum Staat bezuelt. Dat gëllt awer net fir en Independant, obwuel hien och an de Fonds pour l'emploi cotiséiert. Wann ee Betrib keen Ëmsaz mécht, dann huet de Patron keng Pai. A wa sech dat iwwer Wochen oder Méint hinzitt, dann ass iergendwann alles, wat e sech iwwer Joren erschafft huet, fort.

D'Léisung, fir elo iwwert d'Aide „coûts non couverts" ze fueren, dréit dëser Situatioun kuerzfristeg Rechnung a weist, dass d'Independanten, déi e ganz wichtege Pilier vun eiser Gesellschaft, e ganz wichtege Pilier vun eiser Wirtschaft sinn a vill Aarbechtsplaze schafen, net vergiess sinn.

Wa mir de Covid bis hannert eis hunn, wäert sech d'DP awer nach eng Kéier mat der prinzipieller Fro beschäftegen, wéi ee mat der spezifescher Situatioun vun den Independanten an esou engem Fall ëmgeet. Et geet eis ëm all Eenzelnen, vum klengen Handwierker bis zum Commerçant, deen all Dag d'Äerm eropstrëppt, deen all Dag fir säi Brout opsteet a bei deem et op all Su ukënnt.

All dës finanziell Hëllefe si batter néideg, grad well mer déi sanitär Mesuren nees verlängeren a well mer och net wëssen, wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg an engem Mount ausgesäit. Mat den neie Mutatioune geet eng Onvirsiichtegkeet duer, an d'Situatioun kéint erëm kippen. Esou schwéier et eis och fält, muss ech lech soen: Mir brauchen alleguerte weiderhi Gedold a mir brauchen alleguerten Zouversiicht, dass mer dat hei zesumme packen.

Ech ginn dowéinst am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetz an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Gilles Baum. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

(Désinfection du pupitre et interruptions diverses)

Ech mengen, dat do gëtt keng Iwwerschwemmung.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech sinn net aus Zocker, et geschitt näischt. Mir maache méi déi elektresch Saachen hei Suerge wéi ech. Okay, ech paken elo emol Holz un.

Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Leit sinn es midd. De Marc Baum hat et schonn déi leschte Kéier gesot, hie wär es och midd. An ech kann en och ganz gutt verstoen, an d'Leit dobaussen, hunn ech d'Impressioun, sinn es och midd.

Ee Joer Corona huet eis Gesellschaft verännert, huet eist Zesummeliewe verännert an huet och Rëss an eis Gesellschaft bruecht. D'Situatioun nervt a jiddweree wëllt, dass et eriwwer ass. Well ech ginn d'Gefill net lass - a vläicht ass et och just e perséinlecht Gefill -, dass d'Gedold bei de Leit lues a lues ofhëlt. Wuel hale sech d'Leit un d'Mesuren, gréisstendeels richteg an och ganz korrekt, soss géifen d'Zuele jo nach vill méi an d'Luucht schéissen. An awer héieren ech a mengem Ëmfeld dat selwecht, wat ech och selwer fillen: Déi Ukënnegung vun deem Vaccin, déi huet esou dat Liicht am Tunnel bruecht, a wann een da bis d'Enn gesäit, wann ee gesäit, dass dee Cauchemar hei gläich eriwwer kéint sinn, da wëllt een och, dass e séier soll eriwwer sinn an dass dat esou séier wéi méiglech geet. D'Ukënnegung vum Vaccin, vum Liicht um Enn vum Tunnel, déi huet dëst Verlaangen no engem Enn vun der aktueller Situatioun nach eng Kéier verstäerkt.

An no engem Joer kënne mer soen, dass mer de Virus besser kennen, mee dass mer nach iwwerhaapt net um Enn vum Wëssen ukomm sinn, dass mer all Dag Neies léieren, all Dag nei Erkenntnisser gewuer ginn, déi fir d'éischt als eng Studie oder alt emol en eemolegt Experiment erausfonnt ginn, an da musse se sech verifizéieren duerch wëssenschaftlech Bäiträg a Publikatiounen, déi dann erëm déi Mesuren, déi en place sinn, zum Deel a Fro stellen oder déi et dann néideg maachen, dass d'Mesurë mussen adaptéiert ginn. Dat si schwiereg Prozesser an déi brauchen Zäit a si kommen och net bei jiddwerengem un.

Ech muss mer wierklech Gedanke maachen iwwert ee Saz, deen ech haut héieren hunn, well deen huet mer wierklech vill Fragezeichen opgeworf. Ech hunn haut héieren, wéi ee gesot huet: „Do kënnt Der Etüde bréngen, mee ech gleewen dat als Laien net."

(Interruption)

Da gëtt et wierklech schwéier, wann een Etüde bréngt, a si schéngen engem awer net als Laien esou op d'Mooss geschneidert ze sinn.

(Interruptions)

Jo, da gëtt et wierklech schwéier, d'Leit ze iwwerzeegen.

Wann de Mënsch eppes net gären huet, dann ass et Onsécherheet! Am Moment si mer awer genau an esou enger Phas vun Onsécherheet. Villes ass nach an der Evolutioun, et gëtt nach net déi néideg Erkenntnisser a ville Beräicher: Wéi eng Auswierkungen hunn déi Mutatiounen? Wéi wierkt den Impfstoff dorobber? Wéi een Impfstoff ass dee richtegen? Ginn et Kombinatioune vun Impfstoffer, déi méiglech sinn? A wa mer geimpft sinn, komme mer dann erëm an eng Normalitéit oder ass et dann nach net eriwwer a musse mer nach ëmmer an där Situatioun bleiwen, wou mer elo sinn? An et ginn nach Honnerte weider Froen, wou mer keng Äntwerte wëssen.

D'Onsécherheet, déi mécht sech breet, och bei deenen, déi mussen Decisiounen huelen, well déi Decisioune mussen op faktebezunnen Evidenze geholl ginn, wat seng Zäit brauch. An da gëtt et och nach d'Onsécherheet vun der Vermëttlung vun de Messagen, an duerno natierlech och déi vun der Akzeptanz vun de Moossnamen, déi zur Andämmung vun der Pandemie geholl musse ginn.

An déi Onsécherheet, déi nei Entwécklungen - mir haten elo grad d'Diskussioun iwwert d'Mutatiounen -, jo, déi maachen och d'Schwieregkeet vun der Laangzäitstrategie aus! Wann all Dag nei Erkenntnisser kommen, dann ass d'Laangzäitstrategie natierlech en „Ding der Unmöglichkeit".

An der Lescht konnte mer hei zu Lëtzebuerg eng deelweis Stabilitéit hale bei de Mesuren, déi geholl goufen. D'Leit hunn dës akzeptéiert, well se och net all Dag geännert hunn a well se och zum gréissten Deel … Jo, et sinn ëmmer e puer Saachen, déi onverständlech sinn, mee de gréissten Deel vun de Mesuren ass awer verständlech.

D'Onsécherheet, déi eis ëmgëtt, kënnt awer och duerch eist Ëmfeld, duerch eis Nopeschlänner, déi alleguer an enger anerer Situatioun sinn, alleguerten! Et kann een och Däitschland net mat Frankräich, a Frankräich net mat der Belsch, an eis net mat deenen aneren dräi direkt vergläichen, well mer alleguerten aner Situatiounen hunn a well mer och alleguer aner Mesuren hunn - zum Deel déi selwecht, awer och zum Deel anerer -, fir dësem Virus Meeschter ze ginn.

A jo, et kann een och gedeelter Meenung sinn iwwert déi eng oder aner Mesure. Ech soen et nach eng Kéier, an dat hunn ech elo schonn e puermol hei op der Tribün gesot: Et ass d'Zesummespill vun deene Mesuren, dat et ausmécht. Ech mengen och, dass mer eis do zum gréissten Deel eens sinn.

An esou ass et och mam Couvre-feu. Ech sinn hei net deen, deen hei mordicus wëllt de Couvre-feu verteidegen, well d'LSAP steet och op der Säit vun de Vertrieder vun de fundamentale Rechter. A fir eis ass d'Ausgangsspär och eng grouss Aschränkung vun de perséinleche Fräiheeten. Dat ass fir eis och ganz kloer. Mee grad wéi zu Lëtzebuerg loossen d'Regierungen am Ausland sech jo vu Wëssenschaftler, vun Experte beroden, fir ze wëssen, wat fir eng Moossname kënne geholl ginn, fir déi Pandemie an de Grëff ze kréie respektiv fir Neiinfektiounen dann och ze reduzéieren.

A grad wéi zu Lëtzebuerg ass do eeben eng vun de Mesuren, déi vun deene Beroder virgeschloe gëtt, de Couvre-feu! An esou gëtt et de Couvre-feu a Frankräich um 18.00 Auer, an der Belsch um 22.00 Auer, an Holland um 21.00 Auer, am Vereenegte Kinnekräich um 18.00 respektiv um 20.00 Auer, an Däitschland regional um 20.00 Auer, an Italien um 22.00 Auer, a Spuenien um 22.00 Auer, a Portugal an der Woch um 23.00 Auer an de Weekend um 13.00 Auer! An Tschechien, Slowenien, Éisträich, Griicheland, Rumänien, Ungarn ..., also et ginn eng ganz Rei vu Länner, do gëtt et de Couvre-feu och.

An all déi Regierungen - a se si vun alle politesche Faarwen, et ass net eng Faarf, déi do predominant ass -, déi sinn zum Schluss komm, dass de Couvre-feu kann dozou bäidroen, dass de Virus agedämmt ka ginn. Net nëmme mir hei zu Lëtzebuerg! Et ass och keng Erfindung vun de Lëtzebuerger, de Couvre-feu, a wa mir falsch hei leien, da läit och hallef Europa falsch. Dat muss een eng Kéier soen.

Jo, déi kënne vläicht alleguer falschleien, dat ass méiglech! Ech wëll dat emol guer net behaapten, dass dat net esou kéint sinn! Mee et ass fir mech eng Mesure bei alleguer deenen anere Mesuren, déi dozou hëllefe kann, fir déi Neiinfektiounen ze reduzéieren. A gleeft mer, och mir si frou, wann de Couvre-feu kann opgehuewe ginn!

Dir Dammen an Häre, aktuell hu mer hei zu Lëtzebuerg, ech hunn et scho gesot, eng onsécher Situatioun: D'Tendenz vun den Infektiounen zu Lëtzebuerg ass liicht steigend am Géigesaz zu eisen Nopeschlänner. Et ass also eng ëmgedréite Situatioun wéi déi, déi mer virun dräi Wochen haten. Do hate mer grad de Géigendeel vun der Situatioun wéi elo. Eis Infektiounszuele bleiwen och weider héich a leien iwwert deene vun Däitschland an der Belsch, awer ëmmer aus ënnerschiddleche Grënn. De Gilles Baum huet et virdrun hei gutt erkläert. Dëst gëtt Grond, fir besuergt ze sinn, an dëst léisst och keng Lockerungen zou, obwuel mer eis déi all gewënscht hätten.

Natierlech leie mer duerch eis Teststrategie nach ëmmer ganz vir am Taux de dépistage an och am Taux de positivité. An och am Taux de mortalité leie mer am Verglach mat eisen Nopeschlänner ganz gutt. An de Spideeler huet d'Situatioun sech och berouegt: Vun deene 74 Hospitaliséierte sinn der 17 op der Intensivstatioun. An dës Zuele maachen dann och, dass mer déi Mesuren en place kënne loossen, ouni se nach mussen ze verschäerfen. Ech soen „haut", muer kann d'Situatioun eng aner sinn.

An awer maachen eis déi Mutatiounen do Suergen. Déi brittesch an déi südafrikanesch Variant, déi hunn eng Rei vun den Donnéeën hei bei eis verännert. Et gëtt eng interessant Harvard-Studie, déi zum Schluss kënnt, dass de B.1.1.7 duerfir méi gefäierlech ass, well e méi laang ustiechend ass. Dat ass den Haaptgrond, firwat e méi gefäierlech ass. D'Zuel vun de Vire wier deemno net determinant, mee d'Dauer vun der Ustiechung. An en plus ass de Krankheetsverlaf och nach en anere wéi bei der éischter Form vum Virus.

Dat ass elo eng Studie, et ass nach kee wëssenschaftleche Beweis, mee et gëtt eis awer Indikatiounen, et gëtt eis eppes, wat wëssenswäert ass a wat och hëllefräich ass, well dës Erkenntnisser, déi kënnen eis hëllefen, eis Mesuren dann och ze adaptéieren, zum Beispill d'Dauer vun der Quarantän. Och dat kéint eng Erkenntnis vun där Studie hei sinn. Déi Studie, déi ass eng Woch al, déi ass ganz nei, an duerfir brauche mer hei nach e bësse Gedold. Mir wëssen nach net genuch iwwert déi Mutatiounen. Virsiicht ass also nach ëmmer dat éischt Gebot.

Mir haten et och an de leschte Woche mat enger Erhéijung vun den Infektioune bei deene Jonken a Jugendlechen ze dinn. Duerfir sinn d'Moossnamen an der Schoul och noutwendeg gewiescht. Do gouf et jo haaptsächlech an der Alterskategorie vu 4 bis 19 Joer eng onverhältnesméisseg Erhéijung vun der Verbreedung vum Virus. Zwee Phenomeener konnt een hei gesinn: Éischtens, den Taux de positivité an dëser Alterstranche war méi héich wéi dee vum Rescht vun der Populatioun, an zweetens, den Zenario eent an den Zenario zwee - dat ass wann ee respektiv zwee Positiver an enger Klass sinn -, deen ass vill méi oft op den Zenario véier gewiesselt - Zenario véier ass, wann eng Infektiounsketten an der Schoul ass mat méi wéi fënnef Fäll. Dat huet du bewierkt, dass de Ministère huet misse reagéieren. An der Educatioun hu mer mëttlerweil 14 % vun den Ustiechungen, dat ass besuergneserreegend an duerfir huet do och missen eppes geschéien.

An och bei den Impfunge kommen all Dag nei Erkenntnisser. Den Här Wiseler huet eng ganz Rei vu Froe gestallt iwwert den AstraZeneca. Do gëtt et eng Circulaire vum Ministère de la Santé; ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck. Vill Onsécherheet dréit nämlech ëm den Impfstoff vun AstraZeneca.

An ech kann do nëmme recommandéieren … - ech weess elo net, ass et e Podcast oder war et um Facebook, wou ech dat gesinn hunn -, eng Informatiounsstonn mam Dokter Dentzer aus der Santé, deen dat exzellent, awer wierklech immens gutt erkläert huet. An en ass all Kéiers erëm eng Kéier op déi Froen zréckkomm, déi e scho beäntwert hat - an en hat se schonn déi leschte Kéier beäntwert -, en ass mat enger ganz grousser Gedold a grousser Kompetenz dorop zréckkomm.

An hien huet gesot, dass den AstraZeneca e gudde Vaccin ass, et ass keen Zweetklassenimpfstoff. A wann de Kierper sech wiert, wann een Niewewierkungen huet, dann ass dat jo u sech e gutt Zeechen, well de Kierper, dee schafft dann a bilt Anticorpsen an dat mécht dann och, dass de da resistent dergéint bass.

An elo kommen ech op déi Lettre circulaire vum Ministère ze schwätzen. Ech si frou, dass déi erauskomm ass, well do nämlech eng ganz Rei vu Froe beäntwert ginn iwwert den AstraZeneca, iwwert d'Effikassitéit vum Vaccin, iwwert d'Nieweneffekter, iwwert den Delai tëschent der éischter an der zweeter Impfung, wien ee soll mat AstraZeneca impfen, wéi d'Wierkung op aner Mutatiounen ass an och iwwert de Rattrapage, wann ee sech net mat deem Impfstoff wëllt impfe loossen, wéi ee sech dann herno ka rattrapéieren. Also op all déi Froen, déi den Här Wiseler hei gestallt huet, gëtt et säit dem 17.2. eng Circulaire, wou et mech e bësse wonnert, dass Der déi net hutt oder se net gesinn hutt, well do waren alleguer déi Froen, déi Der gestallt hutt, ganz einfach beäntwert.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Beim AstraZeneca brauch een och en zweete Vaccin. Ech hunn et virdru gesot: De Conseil supérieur des maladies infectieuses, deen huet do proposéiert, dass de Rappel vun dëser Impfung, déi zweet Dos, dann tëschent der aachter an der zwielefter Woch soll gemaach ginn. Dat sinn dann u sech zwee Méint, zwee Méint!, wou een da muss waarden op den zweete Vaccin. Bis elo hu mer hei zu Lëtzebuerg bei enger Impfung, déi zwou Dose gebraucht huet, ëmmer déi zweet Dos en réserve gehalen, fir sécherzestellen, dass de Rappel och gemaach kéint ginn.

An do war et beim Pfizer/BioNTech esou, dass dat véier Woche waren. Dat huet fir mech och en ..., dat ass e räsonabelen Delai. Hei beim AstraZeneca ass den Delai awer elo zwee Méint. En ass zwee Méint, soudass ee sech d'Fro ka stellen - an ech géif dann der Madamm Minister dat mat op de Wee ginn -, ob et hei nach ëmmer opportun ass, déi zweet Dos och hei ze reservéieren, oder ob et net besser wär, esou vill wéi méiglech Leit hei mat der éischter Dos ze impfen, wëssend, dass een an enger Zäit vun zwee Méint awer mat enger grousser Warscheinlechkeet eng nei Liwwerung vu Vaccine kritt. Dës Impfung, déi verhënnert, dass d'Leit e schwéiere Verlaf vun der Krankheet kënne kréien a souguer kënne stierwen. Heimadder hätte mer dann e séiere Schutz fir d'Leit ginn. Ech mengen, dass et derwäert ass, déi Iwwerleeung do ze féieren, zemools zwee Méint eppes anescht ass wéi ee Mount. An dann hätt een awer vläicht bei méi Leit e schwéiere Verlaf verhënnert, oder dass se eventuell souguer gestuerwe wären.

Dir Dammen an Dir Häre, nee, mir sinn nach net duerch de Bësch! D'Onsécherheet bleift, an de Manktum u Wësse bleift weider eise Begleeder. Et ass leider nach net un der Zäit, eis besteeënd Mesuren opzelockeren, och wann et schwéierfält. Mir brauche weider Gedold an Zäit, fir déi néideg Léieren aus der aktueller Situatioun ze zéien a besser ze wëssen, wéi et sech mam Virus a virun allem eebe mat de Mutatioune verhält.

A wann ech de Bericht, deen och schonn ugeschwat ginn ass, vun der Taskforce vun haut de Moie liesen, dann däerfe mer och net zécken, wann et esou wäit ass, fir weider Mesuren ze huelen, wann d'Situatioun dat verlaangt. Séiert Handelen ass dann ugesot. Mir mussen dat ganz séier maachen, well hei zielt all Dag: Haut ass d'Situatioun esou, a muer ka se anescht sinn. Duerfir musse mer déi Evolutioun wierklech ganz gutt am A behalen. Et muss een awer och soen, dass déi Taskforce och net ëmmer Recht hat mat all hire Previsiounen, déi se bis elo gemaach huet, soss wiere mer bei enger vill méi héijer Zuel vun Doudegen.

Ee leschte Saz, Dir Dammen an Dir Häre: Ech hunn et e ganz, ganz staarkt Zeeche fonnt, dass Lëtzebuerg Leit a Portugal geschéckt huet, fir do ze hëllefen an där extreem schwiereger Situatioun, déi se haut a Portugal hunn. Ech hunn dat ganz grouss fonnt, an och dat wollt ech eng Kéier hei ernimmen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetzesprojet. Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Georges Engel. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech kann et net oft genuch widderhuelen, et ass schonn dräimol gesot ginn - vum Rapporter, deem ech villmools Merci soe fir säi Rapport, vum Gilles Baum a vum Georges Engel -: Jo, mat de Moossnamen, déi mer haut verlängeren, ass et wierklech gelongen, d'Evolutioun vun der Pandemie ze kontrolléieren. A mir kënnen haut och feststellen, datt d'Infektiounszuelen zanter hirem Akraaftriede sensibel erofgaange sinn an datt déi exponentiell Dynamik vun der Pandemie gebrach ginn ass. An esou steet et dann och richtegerweis am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi. An et ass och richteg, datt Lëtzebuerg am Verglach zu anere Länner besser dosteet - och dat ass virdru gesot ginn -, wat den Inzidenztaux, d'Bettbeleeung an de Spideeler an d'Stierffäll ugeet. Esou wäit, esou gutt.

An awer ass et och an eisen Aen net un der Zäit, fir opzeootmen an d'Moossnamen ze lackeren. Éischtens, well d'Zuele sech op ze vill engem héijen Niveau agependelt hunn, Tendenz liicht steigend. Zweetens, well mer mat Onsécherheeten ze dinn hunn, wat d'Konkurrenzkämpf um Impfstoffmaart ugeet, déi zwar elo manner si wéi am Ufank, mee och wat d'Ofstëmmung vun de Strategien um internationalen Niveau ugeet. An drëttens natierlech, well kee weess, wéi de Virus sech weiderentwéckelt a wéi eng Geforen en nach mat sech bréngt.

Dat eenzegt, Dir Dammen an Dir Häre, wat mer aus de leschte Méint eigentlech wëssen, ass, datt d'Wëssenschaft dem Virus stänneg hannendruleeft, net well d'Wëssenschaft ze lues ass - am Fong war se nach ni esou séier wéi an dëser Pandemie -, mee well de Virus eng Eegendynamik entwéckelt huet, déi net vun der Wëssenschaft anticipéiert ka ginn a scho guer net vun der Politik, net emol vun deenen Oberschlauen.

Bescht Beispill sinn d'Mutante vum Covid-19, wou net méi spéit wéi gëschter nees vun enger neier, finnescher Variant mam Numm Fin-796H rieds gaangen ass, déi anscheinend net esou gutt mat PCR-Tester detektéiert ka gi wéi déi aner Mutanten. Dëst emol onofhängeg vun der Erkenntnis, datt déi scho bekannt Mutanten, a virun allem déi brittesch, jo méi ustiechend an zum Deel méi gefäierlech sinn an datt d'Erreeger d'Kanner méi staark befale wéi déi Erwuessen, et ass genannt ginn: 14 % ass en héijen Taux, wat de Schoul- a Betreiungssecteur natierlech kuerzfristeg an akut virun nei Erausfuerderunge gestallt huet. Educatiounsminister ze sinn, ass, mengen ech, ni ganz einfach, an an enger Pandemie nach vill manner.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Net fir näischt gëtt um internationalen Niveau virun enger gefäierlecher drëtter Well gewarnt.

Alles dat sinn d'Grënn, firwat mir als Gréng d'Verlängerung vun de Moossnamen och ënnerstëtzen, wuelwëssend datt et keng 100 Méiglechkeete gëtt, fir de Virus a Grenzen ze halen an de Mënsche gläichzäiteg en halbweegs normalen Alldag ze erméiglechen. Halbweegs normal, jo, domat mengen ech en Alldag, deen net just aus Schaffen a Konsuméiere besteet an zumindest e Minimum vu soziale Kontakter, Kultur a Sport erméiglecht, an en Alldag, deen alle Generatioune gerecht gëtt.

Domat sinn ech bei der Fro vun der Generatiounegerechtegkeet, eng Fro, déi zu Lëtzebuerg nach net esou oft thematiséiert ginn ass, déi awer ëmmer méi wichteg gëtt, wat d'Pandemie méi laang dauert a wat se méi Schued uriicht.

D'Aschränkunge verlaangen nämlech net nëmmen der eelerer Generatioun vill Sacrificer of, virun allem bei de Kanner a Jugendleche riichte se grouss kierperlech a mental Ravagen un: Datt d'Kanner an déi Jonk trotz eisen éischter fräizügege Reegelen am Verglach zu anere Länner jiddefalls schonn zanter Wochen a Méint op hiert gewinntent Veräinsliewen an op Fräizäitaktivitéiten am gewinnte Frëndeskrees musse verzichten; datt den Austausch mat hire Frënn kaum nach méiglech ass ausser iwwer digital Medien a sozial Netzwierker, déi net ouni Gefore sinn an déi Jonk virun de Schiermer souzesoen immobiliséieren, wou déi Jonk awer Beweegung brauchen; datt et de Kanner a Jonken u Réckzuchsméiglechkeete feelt, wa se op engstem Raum mat hiren Elteren a Geschwëster liewen, och dat ass e Problem - mee alles dat war laang keen Theema!

An et huet och laang gedauert, bis erkannt ginn ass, datt Depressiounen, mee och Aggressivitéit a Gewaltbereetschaft bei deene Jonke wärend der Pandemie massiv an d'Luucht gaange sinn. Mëttlerweil vergeet bal keen Dag, ouni datt Pediateren, Kannerpsychiateren an aner Spezialiste sech mat Hëllefriff an de Medien zu Wuert mellen. Esou huet d'Barbara Gorges-Wagner vum Kanner-Jugendtelefon nach dës Woch op déi steigend Gewaltbereetschaft bei Jugendlechen higewisen a fir eng fréi Hëllef plädéiert.

D'Wuerzel vun dëser alarmanter Entwécklung läit doran, datt d'Liewe vu ville jonke Mënschen an enger ganz entscheedender Entwécklungsphas souzesoen agefruer ginn ass a villes net méi nogeholl ka ginn. Net anescht ass et bei de Léierdefiziter an dem Mangel u sozialen Interaktiounen, déi duerch zoue Schoulen entstinn. An duerfir ass eng Schoul ouni soziaalt Mateneen op Dauer weeder tragbar nach zoumuttbar.

Här President, domat wëll ech eng weider Kéier ënnersträichen, datt déi gréng Fraktioun fir oppe Schoule steet an d'Decisioun vun der Regierung voll a ganz ënnerstëtzt, no der Vakanz nees zum Presenzunterrecht iwwerzegoen.

Doriwwer eraus begréisse mer och, datt elo eng Zort Stufeplang fir den Educatiounssecteur virläit, deen d'Moossnamen am Fall vu massiv steigenden Infektiounen an enger oder méi Schoulen oder awer an enger ganzer Gemeng definéiert. Dat erlaabt, sech op deen Zenario virzebereeden, woubäi ech awer net verheemleche wëll, datt Pabeier gedëlleg ass: An der Praxis ass d'Organisatioun effektiv net ëmmer esou einfach, wéi se um Pabeier ausgesäit. A grad dowéinst muss den Dialog tëschent alle Partner groussgeschriwwe ginn an d'Hëllefsstellung vun den Autoritéite grad esou.

Datt deen Dialog guer net esou schlecht ass, wéi e vu verschiddene Säiten duergestallt gëtt, kann ech eigentlech aus der Praxis bezeien, jiddefalls wat d'Gemengen ugeet, wou och de Syvicol mat am Boot ass a wou souwuel d'Regionaldirektioun wéi och d'Schoulkommiteeën an d'Gemengeservicer zesumme vill gutt Aarbecht leeschten an alleguer hir Verantwortung iwwerhuelen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer e Wuert zu der legaler Basis vun de Bestëmmungen, déi jo méi an d'Schlagzeile gerode war. Jo, effektiv ass bei dësem Projet de loi eng gewësse Verwirrung, ech kéint och soen Hickhack, opgetaucht, well Brochdeeler vum Educatiounssecteur an d'Santésgesetz agefloss waren, déi aus verfassungsrechtleche Grënn dann nees zum Deel hu misse gestrach ginn.

Domat bleift et zum groussen Deel dobäi, datt d'Regierung weiderhin eegestänneg reegelt, wéi déi staatlech Institutioun mam Numm „éffentlech Schoul" an der Pandemie intern organiséiert gëtt, natierlech op Basis vun eise Schoulgesetzer, déi awer nach ëmmer a Stee gemeesselt sinn an déi net an Zäite vun enger Pandemie geschriwwe gi sinn. Se konnten der Pandemie dofir och net Rechnung droen.

Wat de privaten Deel vum Kanner- a Jugendsecteur ugeet, sou gëtt weiderhin op Recommandatiounen, Verhandlungen a finanziell Ënnerstëtzunge gesat. Well d'Chamber bei dësen Decisiounen eigentlech da contournéiert gëtt, wéi dat dann och gesot gëtt, kann een dës Approche vum demokratesche Standpunkt hier natierlech op eng Manéier kritiséieren - den Här Wiseler huet dat och gemaach -, quitte datt de Staat, an dat muss een och betounen, nach ëmmer fir den interne Fonctionnement vun de Schoulen zoustänneg war. Et gëtt also kee ganz neie Moment. Am Fong befanne mer eis hei op enger Gradwanderung tëschent Pragmatismus a juristeschem Formalismus.

Relevant ass fir eis als Gréng awer virun allem, datt et hei net drëms geet, d'Demokratie ausser Kraaft ze setzen, mee Decisiounen ze huelen, déi dem Schutz vun de Kanner a Jonken zegutt kommen a séier gräifen. Wann d'Regierung nämlech decidéiert, ënner schwierege sanitäre Konditiounen um Presenzunterrecht festzehalen, dann ass dat net eng Decisioun géint d'Demokratie, et ass eng Decisioun fir d'Kanner a fir hir Zukunft! Net anescht ass et a méi akute Situatiounen, wou et wichteg ass, datt d'Decisiounen esou séier wéi méiglech ëmgesat kënne ginn, fir datt se och deen néidegen Effekt esou séier wéi méiglech hunn.

Dann nach e Wuert zu der genereller Maskeflicht an de Schoulen, wou an de sozialen Netzwierker jo neierdéngs vun Elteren drop higewise gëtt, datt d'Maskeflicht en No-Go wier. Eltere beschwéiere sech, datt d'Kanner dorënner leiden, an dat geet mëttlerweil esou wäit, datt eng Rei Elteren op Facebook dozou opgeruff hunn, d'Kanner net méi an d'Schoul goen ze loossen, wa se eng Mask mussen unhunn, wat emol scho wéinst der Schoulflicht illegal wär. Djuna Bernard an ech hunn och eng Question parlementaire dozou gestallt.

Där Suerg muss een dann awer d'Fro entgéintstellen, wat méi schlëmm ass: de Schoulalldag zwar mat enger Mask, dofir awer zesumme mat de Schoulkolleegen a wichtege Bezuchspersounen ze verbréngen oder stonnelaang doheem ënner munchmol schwierege Konditioune beim Bildschierm ze dëmpelen. Mir plädéiere fir déi éischt Optioun. A firwat net och emol d'Stëmm vun de Kanner a Jonken zu deem Theema héieren?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt weider Infektiounsclusteren duerch d'Maskeflicht an de Schoule komplett verhënnert kënne ginn, ass natierlech eng Illusioun. Allerdéngs muss dëse Risiko esou niddreg wéi méiglech gehale ginn, a grad duerfir ass et wichteg a richteg, souwuel d'Tester wéi och den Tracing am Schoul- a Betreiungssecteur ze verstäerken.

Am Verglach zum Ausland lafe mer der Entwécklung hei e Stéckelchen hannendrun. Ech denken zum Beispill un d'Spaut- an d'Guergelschnelltester, déi an éisträichesche Schoule scho konsequent zum Asaz kommen. An och an Däitschland gi mëttlerweil Schnelltester agesat, déi grad esou sécher vu Privatpersounen duerchgefouert kënne gi wéi vu medezinneschem Personal.

Quitte datt Lëtzebuerg hei nach e gewëssene Réckstand huet, si mir awer frou, datt sech laut den Aussoe vum Thomas Dentzer, dem Koordinator vun der Krisegestioun an der Santésdirektioun, och zu Lëtzebuerg gläich nei Méiglechkeete wäerten opdi bei de Schnelltester. Nieft de Schoule kënnen dës Tester dann och konsequent an den Alters- a Fleegeheemer agesat ginn, wat e laang erwaarte Fortschrëtt bedeit an de Wee an d'Normalitéit wäert erliichteren.

Ech kommen elo zum Secteur vun den Alters- a Fleegeheemer a vum Drëtten Alter generell: Wat d'Bewunner vun dësen an anere Strukturen aus dem ASFT-Secteur ugeet, sou gesäit dëse Projet de loi jo vir, datt d'Date vun de Bewunner eemol am Mount un d'Santé iwwermëttelt musse ginn. D'Zil ass bekannt. Et besteet doran, d'Evolutioun vun den Ustiechunge besser ze analyséieren an der Santé gläichzäiteg déi néideg Donnéeë fir den Tracing a fir d'Impfungen zur Verfügung ze stellen.

Dëst ass sënnvoll, mee nawell stellt sech d'Fro, wéi all déi aner sougenannt vulnerabel Persounen effikass detektéiert kënne ginn, déi net an esou enger Struktur liewen, a wat de Begréff vulnerabel iwwerhaapt bedeit. Hei ginn d'Meenunge liicht auserneen.

Vum Santésministère si wuel eng Rei Pathologien definéiert ginn, déi an d'Kategorie „vulnerabel" falen a bei der Impfung Prioritéit kréien. D'Konditioun ass, datt d'Spideeler an d'Dokteren déi perséinlech Date vun dëse Patienten un d'Santé weidercommuniquéieren.

Laut dem Lëtzebuerger Mikrobiolog an Epidemiolog Michel Pletschette, deen och Fuerscher op der Uni München ass, limitéiert d'Vulnerabilitéit sech awer net eleng op dës Pathologien. Dat ass och eng Saach vun Interpretatioun. Laut him missten 20 % bis 40 % vun de Patienten, jee no Definitioun, als méi oder manner vulnerabel agestuuft ginn. An duerfir wier et a sengen Ae méi effikass, d'Date vun der CNS iwwert d'Administratioun vun de Medikamenter ze consultéieren, fir déi vulnerabel Mënsche besser kënnen ze identifizéieren.

Wann een da weess, datt d'EU-Dateschutzveruerdnung am Artikel 9 ausdrécklech erlaabt, datt persounebezunne Gesondheetsdaten am Fall vun enger sanitärer Kris veraarbecht däerfe ginn, da muss ee sech froen, ob Lëtzebuerg dann elo op dee Wee soll goen oder net an awéiwäit dës Approche awer mam Dateschutz vertriedbar wier, quitte datt d'EU-Veruerdnung et zouléisst.

D'Impferfolleger vun Israel a Groussbritannie si jiddefalls net nëmmen op déi disponibel Quantitéite vun Impfstoff zréckzeféieren, mee och dorop, datt d'Autoritéiten net op d'Kommunikatioun vun de Spideeler an den Dokteren ugewise waren. A Groussbritannie sinn déi vulnerabel Persoune vum ëffentlechen nationale Gesondheetsservice erfaasst ginn, an Israel vun de véier bestoende Krankekeesen. Duerfir eis Fro un Iech, Madamm Minister, wéi Dir zu där Approche stitt. Ech denken, et ass ëmmer eng Diskussioun wäert.

An deem Kontext wier et och net oninteressant, iwwer méi e flexibelen Ëmgang mat den Impfdosen nozedenken - ech mengen, de Georges Engel hat och virdrun dovu geschwat. D'Intervallen hutt Der ugeschwat, Här Engel, esou wéi de Virolog Claude Muller vum LIH dat och gëschter an engem Interview am „Tageblatt" ugestouss huet. Alles an allem muss et jo drëms goen, méiglechst vill vun deene gefäerte Mënsche virun engem schwéiere Krankheetsverlaf ze schützen an domat méi Sécherheet a méi Gewëssheet an der Gesellschaft ze schafen, mee och méi Sécherheet a Gewëssheet fir d'Spideeler.

No laange Méint vu grousser Ongewëssheet an Onsécherheet ass et op alle Fall normal, datt d'Sich no Gewëssheeten a Sécherheet, wéi zum Beispill grad de Schutz duerch d'Impfung, bei ville Leit ëmmer méi grouss gëtt, virun allem bei deene virbelaaschte Patienten. D'Definitioun vun eendeitege Risikogruppe bitt an dëser Situatioun scho ganz sécher eng gewësse Sécherheet a bitt der Politik op där anerer Säit och d'Chance ze beweisen, datt se handlungsfäeg ass.

Ongewollt Nieweneffekter däerfen dobäi awer net ignoréiert ginn, wat keng medezinnesch Remark ass, mee eng Remark, déi gesellschaftspolitescher Natur ass. Esou zum Beispill besteet eng Gefor bei der stereotypper Aklasséierung vun eelere Mënschen an d'Grupp vun de Vulnerabelen. Domat stellen ech net a Fro, datt eeler Leit prioritär geimpft solle ginn, dat ass de medezinnesche Volet. De gesellschaftspolitesche Volet ass awer en aneren: Esou hëllefräich dës Approche nämlech am Kampf géint d'Pandemie ass, esou geféierlech ass dat neit Bild vum defizitären Alter op där anerer Säit eebe grad aus gesellschaftspolitescher Siicht.

Dat neit Bild vum eelere Mënsch steet nämlech a klorem Widdersproch zu der moderner Seniorepolitik aus de leschte Joren, wou den Alter eigentlech net méi mat Krankheet, Virsuerg, Fragilitéit oder Hëllefsbedierftegkeet gläichgesat ginn ass. D'Altere stoung an de leschte Jore fir d'Kompetenz, d'Potenzial, d'Autonomie an d'Selbstbestëmmung vun eelere Mënschen. Net fir näischt huet d'EU d'Joer 2012 zum europäesche Joer vum aktiven Alteren a vun der Solidaritéit tëscht de Generatiounen erkläert.

D'Wäerter, déi domat verbonne gi sinn, däerfe mir an der Pandemie net aus den Ae verléieren. A mir däerfen och net vergiessen, datt de Kampf géint d'Pandemie ëmsou besser gräift, wat d'Generatioune méi solidaresch sinn. Dozou gehéiert dann eebe grad och d'Diskussioun ronderëm d'Generatiounegerechtegkeet, déi an Zukunft net ze kuerz däerf kommen, well mir musse verhënneren, datt déi Jonk zu de gréisste Verléierer vun dëser Pandemie ginn. A wa mer op där enger Säit dem Här Wiseler Recht ginn, datt mer iwwert de Wuesstum an eis Produktiounsmethode musse schwätzen, däerfe mer och déi gesellschaftspolitesch Aspekter net vergiessen.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Josée Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, fir unzefänken, en häerzleche Merci ze soen dem Kolleeg Mars Di Bartolomeo fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Haut decidéiert d'Chamber fir déi x-te Kéier nei Moossnamen am Kader vun der sanitärer Kris. Et muss een dëst Gesetz op zwee Volete kucken: Engersäits behale mer praktesch all déi al oder déi viregt Moossname bäi, an op där anerer Säit kommen nei Moossname bäi a Prezisioune speziell am Beräich vun der Schoul, dem Sport an dem Dateschutz, wat mer deels begréissen.

Mir begréissen och als ADR d'Verbesserung vun den neien Hëllefe fir d'Entreprisen, an zwar huet dat net direkt eppes mat dësem Gesetz ze dinn, mee den Horeca hänkt awer hei mat dran, an duerfir wëll ech heirobber agoen. Dat kënnt zwar an engem anere Gesetz, mee erlaabt mer an dësem Kader vun de Moossname fir eis Betriber eng Suggestioun. Vill Entreprisen hu jo bekanntlech Schwieregkeeten, fir sech hei erëmzefannen. Et gëtt sech dobausse riets a lénks beklot, wat mer och verstinn. Et gëtt wuel den Apperçu vun all dësen Hëllefsmoossnamen op engem Site, mee deen ass awer - ech war dat gëschter emol kucken - e bëssen iwwerflächlech a fir mech och net prezis genuch.

Wär et hei net ubruecht, nom Virbild vum CCSS oder de Pensiounskeesen, eng Opstellung ze maache vun dëser Panoplie vu Moossnamen - esou huet den Här Mëttelstandsminister, den Här Lex Delles, déi Saache jo genannt - an do och ze publizéieren? Wou een eng kuerz Beschreiwung fënnt an duerno en direkten Zougang op de betreffende Formulaire. Et gëtt et wuel um Site, mee wann ee sech derduerchwullt, ass et awer komplizéiert. Net geüübte Kräfte ginn iwwerhaapt net eens dermat, a geüübte Kräften - ech hu mer déi Deeg vun engem soe gelooss, hien hätt annerhallef Stonn gebraucht, fir ee Formulaire auszefëllen, fir sech derduerchzewullen.

Bon, ech si kee Fachmann an deem Beräich, mee dat ass e jonke Kärel vun ëm 25 bis 30 Joer, an ech kéint mer virstellen, datt deen awer e bësse méi bewandert ass mat deene Saachen am Internet wéi ech. Ech mengen, dat soll eis ze denke ginn. Och déi Kloen, déi dobausse sinn an déi Onzefriddenheet, dat musse mer e bëssen aschränken a mir mussen de Leit entgéintkommen. Mer hu jo e System beim CCSS a bei de Pensiounskeesen, wou et einwandfrei fonctionéiert, wou souguer ech dermat eens ginn. Dat géif vill Onsécherheeten an Onzefriddenheeten zréckschrauwen. An ech mengen, et wier awer derwäert, fir sech op d'mannst eng Kéier Gedanken ze maachen, fir an dee Beräich emol kucken ze goen.

Mir als ADR poche weiderhin dorobber, datt eis elementar Grondrechter agehale ginn, a schwätzen eis géint d'Ausgangsspär aus, déi eiser Meenung no misst opgehuewe ginn. Och Geriichter, zum Beispill an Holland oder och deelweis an Däitschland, jee no Bundesland, hu rezent Urteeler gesprach, wou d'Legalitéit vun den Ausgangsspären a Fro gestallt gëtt. Hei gëtt argumentéiert, datt de Moment keng akut Noutsituatioun méi besteet an d'Ausgangsspär eng strikt Aschränkung vun de Beweegungsfräiheete vun de Leit am Privatliewen ass.

Souwuel d'Ausgangsspär, wou fir de medezinnesche Succès bis elo nach kee Beweis virläit, wéi och zum Beispill d'Limitatioun op zwee Leit aus deem selwechte Stot, déi een däerfe besiche goen, stelle mer a Fro. Zwee Leit gi bei véier Leit, dat mécht sechs Leit, dat ass erlaabt. Dräi oder véier Leit, nach aus deem selwechte Stot, gi bei zwee Leit, dat ass verbueden. Dat ass fir d'ADR onlogesch an och fir déi meeschte Leit net ze verstoen a stellt en Agréff an déi garantéiert Grondrechter vun eiser Verfassung duer.

An eisem Rechtsempfannen ass de Staat zoustänneg, fir d'Liewen am ëffentleche Raum esou wäit wéi néideg an esou mann wéi méiglech ze organiséieren. Aus dem Privatliewe vun de Leit soll a muss de Staat sech awer eraushalen. A wann dat muss gemaach ginn, da misst hei an der Chamber fir dës Moossnamen, déi an der Verfassung verankert sinn, och eng Zweedrëttelmajoritéit heiriwwer befannen.

Den Horeca-Beräich bleift zou, an dëse Beräich ass ëmmer als keen Hotspot bezeechent ginn a si hu sech all penibel genau un d'Sécherheetsmoossname gehalen, wat dëse Secteur och nach vill Geld kascht huet. Elo si se awer zougemaach ginn, an op där anerer Säit bleiwe grouss Akafszenteren oder de Beräich vum ëffentlechen Transport op.

D'ADR ass dowéinst dergéint, datt d'Restauranten an d'Caféen zougemaach ginn. Et wär sécher méiglech gewiescht, mat deenen néidege Sécherheetsmoossnamen, datt dëse Secteur an engem gewëssene Kader hätt kënne viru fonctionéieren.

Mat dësem Aktionismus vun der Regierung, deen net wëssenschaftlech fondéiert ass, verschlëmmert d'Regierung dogéint nach emol déi déif ekonomesch a sozial Kris, an déi eist Land erageréit. Vill Leit aus dem private Secteur, a besonnesch déi, déi am Horeca-Secteur schaffen, ginn an der Kuerzaarbecht nëmmen zu 80 % indemniséiert. Grad an esou engem Secteur stellt och d'Drénkgeld een Deel vum Akommes duer. Dëse „manque à gagner" féiert zu ganz vill Nout a Suergen.

D'ADR hat dowéinst an der Chamber proposéiert, datt dës Indemniséierung am Kader vun der Covid-19-Kris bis zu engem bestëmmte Plaffong op 100 % misst gehuewe ginn. Leider hat jo keng Partei dës sozial Initiativ ënnerstëtzt. Domadder wäert an Zukunft d'Aarmut hei am Land leider Gottes nach weider eropgoen.

Et muss ee sech och d'Fro stellen: Wéi laang packe mer dat nach finanziell? Fir Suen an eis Staatskeess ze kréien, ass et jo vu Virdeel, wann eis Ekonomie méiglechst vill schafft. Bei dëser Kris vum Covid musse mer op dräi Aspekter genee oppassen: Éischtens, dem Gesondheetssecteur e Maximum zur Verfügung ze stellen, fir d'Gesondheet vun all eise Bierger ze garantéieren. Zweetens, mer mussen och de rechtsstaatlechen Aspekter Rechnung droen; mir si jo a Friddenszäiten an net an engem Krichszoustand. Drëttens, eis Ekonomie muss zu engem Maximum dréien, well mir däerfen dat Finanziellt net aus den Ae verléieren. Dës dräi Punkten, dat ass dee Spagat, andeem mer eis beweegen.

Fir d'ADR ass et kloer, datt mer déi aktuell Politik am Kader vum Covid musse generell iwwerdenken. Mir däerfen net vergiessen, datt vill Leit och ënner enger Verschlechterung vun hirer mentaler Gesondheet leiden. Esou huet dat jo och eng Analys vun dem Statec erginn. An ech mengen, wann een Drëttel vun de Leit hei zu Lëtzebuerg uginn huet, datt si duerch dës Kris psychesch an enger schlechter Verfassung sinn - a bei deene Jonken ass dat nach méi héich -, esou muss eis dat awer ze denke ginn a mer mussen dës Suergen och eescht huelen. Et muss een och ewell feststellen - dat hu Kolleegen a Frënn mer zougedroen -, datt dësen Effekt vun der mentaler Gesondheet sech elo scho lues a lues a verschiddene Fäll am Privatliewe bemierkbar mécht. Ech mengen, dat muss een och mat eranhuelen.

An all dës Mesurë sinn also geholl ginn, well anscheinend eis Intensivbetter un eng Grenz kommen. Am Fréijoer war gesot ginn, mir hätten 200 regulär Intensivbetter an de Spideeler an 100 an engem Feldlazarett. Haut si mer mat 44 Covid-19-Intensivbetter scho bei 50 % Auslaaschtung, dat heescht, mir hunn nëmmen 88 Intensivbetter. Wou sinn déi aner 112 Better an de Klinicken - ech schwätze just vun de Klinicken - hikomm?

Mir missten och zousätzlecht Personal hunn - am Summer wier d'Méiglechkeet gewiescht, fir déi e bëssen ze schoulen -, zousätzlecht Personal fir d'Intensivfleeg, well mir wëssen alleguerten, datt déi zweet Well elo hannert eis, ass a vun där drëtter Well hu jo och scho Kolleege virdru geschwat. Et wier dann eng reng Virsiichtsmoossnam, fir an deem Beräich aktiv ze ginn.

Wat d'Schnelltester ubelaangt, ass jo am Prinzip alles gutt, a mir begréissen dat. Mee d'Fro stellt sech awer: Wéi zouverlässeg sinn dës Tester? Dacks gi se haut gelueft, a muer ass et just de Contraire.

Nach ee Wuert zu den Impfungen … Ech gesinn, meng Zäit leeft mer fort. Ech mengen, bei mir geet ëmmer d'Auer méi séier wéi bei deenen aneren, Här President.

Une voix. - Dat ass Är Riedezäit.

(Brouhaha et hilarité)

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Et ass scho méi dacks gesot ginn: D'Impfung ass leider déi eenzeg Méiglechkeet, fir dem Covid Meeschter ze ginn an erëm deels zu engem normale Liewen zréckzekommen. Mee och hei warne mer virun allze vill Erliichterung bei der Zouloossung vun dësen Impfstoffer. De Bierger soll seng Entscheedung a voller Transparenz kënnen huelen, ob hie sech impfe léisst oder net. Hei misst eng méi intensiv Informatiounscampagne gemaach ginn.

Mir poche weiderhin op d'Fräiwëllegkeet, wat d'Impfunge géint de Coronavirus ugeet. Och wann et an der EU keng Impfflicht soll ginn, esou hëlt awer den Drock op d'Mënsche, fir sech impfen ze loossen, europawäit zou. Duerfir erënnere mir un eng aktuell Resolutioun vum Europarot mat der Nummer 2361/2021: Do heescht et, datt d'Impfunge géint de Covid-19 net obligatoresch däerfe sinn an datt d'Leit, déi sech net impfe wëlle loossen, net diskriminéiert däerfe ginn.

Europa fuerdert weider d'EU an d'Memberstaaten op, datt d'Bierger informéiert an dës Impfung ginn an et keng Mussesaach däerf ginn a se kengem politeschen, sozialen oder aneren Drock ausgesat ginn, fir sech fräiwëlleg impfen ze loossen - jo oder neen.

Mir hätten och nach gären déi Analys vun der Effikassitéit vun de Large-Scale-Tester. De Large-Scale-Testing geet elo ugangs Mäerz an déi drëtt Phas.

Une voix.- Denkt un Är Riedezäit!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- An hei fält op, datt et vun Experten heiheem - vun Experten heiheem, betou-

nen ech! - ëmmer méi grouss Kritik un dëser Teststrategie vun der Regierung gëtt, staark Zweifelen deemno um breeden Teste vun der Populatioun, besonnesch och en rapport zu den héije Käschten.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Här Engelen, ech géif Iech bieden, zum Schluss ze kommen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo, ech hunn nach eng Resolutioun, dann hunn ech zwou Minutte méi.

„De Large-Scale-Testing ass een Echec", esou sot zum Beispill den Infektiolog Gérard Schockmel déi lescht Woch an engem Interview um Radio 100,7, grad wéi den LST och a Kombinatioun mat engem partielle Lockdown net gehollef hätt, fir de komplette Lockdown am Dezember ze vermeiden.

An da géif ech dann och déi Resolutioun deponéieren. Ech géif dat dann elo iwwersprangen, mee Dir liest jo dann dat meescht an der Resolutioun, déi ech dann elo hei der Presidentin iwwerreechen.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci.

Résolution 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

- de Rapport tëscht de Käschten an dem Notze vum Large-Scale-Testing net just vun auslänneschen, mee och vu renomméierte Lëtzebuerger Dokteren a Fuerscher ëffentlech a Fro gestallt gëtt;

- no Ausso vun der WHO an enger grousser Etüd aus China asymptomatesch Leit ganz seelen ustiechend sinn an, och no Ausso vun der WHO vum 20. Januar 2021 (Information Notice 2020/05 vum 20. Januar 2021), PCR-Tester en éischter indikative Wäert hunn, deen eng Interpretatioun brauch, bei där nach eng Rei aner Faktore musse berécksiichtegt ginn;

- fir de Large-Scale-Testing zu Lëtzebuerg ze assuréieren, vill auslännescht Personal rekrutéiert muss ginn, woubäi déi Betraffen, wa si eng medezinnesch Qualifikatioun hunn, a Pandemiezäiten och an hiren eegene Länner géife gebraucht ginn, an datt déi Tatsaach eethesch Froen am Kontext vum „brain drain" opwerft;

- bei knappe Ressourcen d'Konkurrenz tëscht dem Large-Scale-Testing an de PCR-Tester, déi op Ordonnance vum Dokter verschriwwe ginn, zu Retarde bei den Analysen an och bei der Zoustellung vun de Resultater ka féieren;

- zu Lëtzebuerg, ënner anerem wéinst dem Large-Scale-Testing, proportional gesi méi positiv Fäll wéi an eisen Nopeschlänner festgestallt ginn, an datt deen Ëmstand kann negativ Konsequenze fir eist Land hunn, zum Beispill am Kontext vun der Diskussioun ronderëm d'Reesfräiheet;

fuerdert

- d'Cour des comptes op, fir e Spezialrapport iwwert de Large-Scale-Testing ze erstellen, an dobäi ënner anerem d'Käschten an den Notzen ze evaluéieren an de Respekt vun alle legale Prozeduren, zum Beispill bei den Ausschreiwungen an de Rekrutementer, ze kontrolléieren.

(s.) Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Et stellt sech och d'Fro vum Käschtenopwand vum Large-Scale-Testing. An der éischter Phas vum Large-Scale-Testing, déi 32 Milliounen Euro kascht huet, goufe bei 566.320 Tester 1.099 positiv Fäll entdeckt, de Contacttracing matagerechent. Den Opwand, fir e positive Fall ze entdecken, wier also ganz héich, sot de Virolog Jacques Kremer. De Käschtepunkt fir d'Fanne vun engem positive Fall läit also bei 29.000 Euro.

Enn Januar gouf elo deen nächste Projet hei an der Chamber deponéiert, an do géif ech mer erlaben, op déi Punkten, déi ech hei opgeschriwwen hunn, zréckzekommen.

Mir wéilte gäre vun der Cour des comptes - dat steet an der Resolutioun - wëssen, wat de Käschten-Notze-Facteur ass vum Large-Scale-Testing, a saiséieren duerfir gär d'Cour des comptes. An deem Sënn hu mer dës Resolutioun deponéiert.

Da kommen ech zum Schluss. D'ADR stëmmt och dës Kéier géint dëst Gesetz, bedéngt duerch onlogesch a medezinnesch Onstëmmegkeeten am Gesetz a well et opbaut op déi viregt Gesetzer. Eenzel Moossname begréisse mer, anerer net. Besonnesch hält d'ADR déi Agréffer an d'Privatsphär vun de Bierger fir disproportionéiert, dat am Verglach zu anere Beräicher.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Här Engelen. An als nächsten agedroene Riedner ass den Här Baum opgeschriwwen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Déi 13. Oplag hu mer elo vum Covidgesetz, den État de crise matgerechent. An de Georges Engel huet ganz richteg gesot, datt déi eng es ëmmer méi midd ginn, anerer ginn ëmmer méi gro - notamment mäi Fraktiounskolleeg, den David Wagner, deen dat lescht Joer lauter gro Hoer kritt huet. Et géif mer natierlech ni am Dram afalen, vun anere Kolleegen heibannen ze schwätzen.

Dat, wat midd mécht, dat sinn all gudden Dag nei Hiobsbotschaften oder soi-disant groussaarteg Erkenntnisser iwwert de Virus, iwwer seng Infektiositéit, iwwer Impfstoffer, iwwer deenen hir Effikassitéit, iwwer hir Verabreechung, iwwer nei Daten, wéini wéi een Impfstoff geliwwert gëtt, wéi eng Strategie a wien zu wéi engem Zäitpunkt drukënnt. An et huet een d'Gefill, datt een aus deem Ganzen iergendwéi net méi erauskënnt. An ech muss selwer zouginn, datt ee ganz vill Schwieregkeeten huet, den Iwwerbléck ze behalen.

Wat ass dann elo haut d'Situatioun? Wat d'Neiinfektiounen ugeet, esou stelle mer fest, datt se an deene leschten zwou Woche liicht an d'Luucht gaange sinn, net dramatesch, awer liicht an d'Luucht gaange sinn. Déi selwecht Tendenz gesi mer an de Kläranlagen. An d'Wocherapporte weisen, datt dat And'Luucht-Goe virun allem och domadder ze dinn huet, datt Clustere bei Jonken entstane sinn, also bei ganz Jonken am Fondamental, firwat d'Regierung och d'Decisioun geholl huet, fir d'Schoulen eng Woch zouzemaachen.

A wann ee wéi den Här Engelen virdrun d'Fro stellt, wat de Large-Scale-Testing da bréngt, da mengen ech, datt een - onofhängeg vun deene Leit, déi fonnt ginn -, zumindest e kloren Iwwerbléck huet iwwert de Positivitéitstaux. Well och beim Large-Scale-Testing hate mer an de Méint Oktober, November, Dezember e vill méi héije Positivitéitstaux, deen, wann ech mech richteg erënneren, bei ëm déi 3 % louch. An elo gesi mer, mer hunn e Posititivitéitstaux vun 0,2 bis 0,6 %, dat heescht, mir kënnen iwwert de Large-Scale-Testing och ganz vill aussoen iwwert d'Prevalenz vum Virus an der Gesellschaft.

Dat alles ass am Moment net besuergniserreegend, op jidde Fall net méi wéi déi Woche virdrun. Et ass awer natierlech och keng Entwarnung. Dat selwecht gëllt fir d'Spideeler, wou d'Situatioun stabill ass mat enger ganz liichter Tendenz déi lescht Deeg no uewen. Dat, wat Angscht mécht a wat esou e bësse wéi e Gespenst ronderëm geeschtert, dat ass déi nei brittesch Variant, deen neie brittesche Mutant, deen - an dat hu mer jo och an der Chamberskommissioun vum Dokter Schmit gesot kritt - warscheinlech an deenen nächste Wochen déi dominant Versioun vum Virus wäert ginn, voire souguer an ofseebarer Zäit déi Variant ginn, déi als eenzeg zu Lëtzebuerg oder an Europa wäert virzefanne sinn.

Gläichzäiteg hu mer eng Impfcampagne, déi am Ufank effektiv vill Hoffnungen geweckt huet, déi awer manner séier virukënnt, wéi dat geplangt war, aus deene Grënn, déi bekannt sinn, déi mat Produktiounsenkpäss ze dinn hunn. Am Moment huet 1 % vun der Populatioun déi zwou Dosisse vun der Impfung kritt, déi sinn also souzesoe komplett immuniséiert, obwuel dat net heescht, datt se de Virus net méi kënne kréien. An 3 % vun der Populatioun hunn elo eng éischt Dosis kritt. An d'Perspektiv fir déi nächst sechs Wochen, dat heescht bis Enn Mäerz, ass, datt, wann et gutt geet, 10 % vun der Populatioun eng éischt Dosis kënne kritt hunn, an och do - an ech mengen, dat ass richteg -, fir d'éischt déi eeler Populatioun.

Firwat soen ech dat? Mee fir nach eng Kéier virun Aen ze féieren, datt mer nach relativ laang wäerte mat deem Virus ze dinn hunn, nach relativ laang bei gläichzäiteg ëmmer neien Erkenntnisser. A relativ laang mat deem Virus ze dinn hunn heescht och, relativ laang mat esou enger Zort Texter, Gesetzestexter ze dinn hunn, déi all Beräicher vum gesellschaftleche Liewen touchéieren.

An duerfir war fir eis ëmmer erëm de roude Fuedem vun der Coronapolitik, den Ausgläich ze fannen tëschent dem Schutz vun der Populatioun an dem Oprechterhale vun de Grondrechter, dat heescht, souwuel de Schutz vun der Populatioun virum Virus, wéi awer och de Schutz vun de sozialen an ekonomesche Konsequenzen, déi mam Virus zesummenhänken, also op där enger Säit kucken, datt d'Spidolscapacitéiten net iwwerlaascht ginn, an op där anerer Säit probéieren, d'soziaalt Liewe ze erméiglechen, dat, wat eis Zivilisatioun ausmécht an d'Liewe liewenswäert mécht.

Duerfir ware mir och als déi Lénk déi, déi am Oktober als Éischt gefrot haten, fir den Horeca-Beräich zouzemaachen, awer gläichzäiteg gesot hunn, dass mer onbedéngt Hëllefe brauchen, konsequent Hëllefen, fir déi Leit. Mir hu festgestallt, datt den Horeca-Beräich ee Mount, nodeem mir et fir d'éischt gesot hunn, zougemaach ginn ass, an déi méi konsequent Hëllefen, iwwert déi si mer elo eréischt amgaang ze diskutéieren.

Duerfir ass déi Fro, déi mer eis ëmmer erëm stelle mussen an déi dësen Texter zugronn läit, déi, ob de Staat, d'ëffentlech Hand, alles mécht, wat an hirer Kompetenz läit, fir d'Mënschen ze schützen. An eiser Meenung no ass déi Fro mat Nee ze beäntwerten.

An dräi Beräicher wëll ech dat exemplaresch weisen.

Éischtens: an der Aarbechtswelt. An der Aarbechtswelt ass et esou, datt mer nach ëmmer net mat Reegele schaffen, mee mat Recommandatiounen. D'Patronen hu keng Obligatiounen, wat d'Zurverfügungstelle vu Schutzmaterial ugeet, vu Masken, vun Desinfektiounsmëttelen. Se hu keng Obligatiounen, wat d'Adaptatioune vun den Aarbechtsplaze un hir Salariéen ugeet. Déi Eenzeg, déi dat emol an der Vergaangenheet haten, dat war den Horeca-Beräich. Déi hunn dat och gemaach, mee dee Beräich ass am Moment zou.

Zweetens: an de Schoulen - och do ass d'ëffentlech Hand responsabel. Nodeems et am Ufank geheescht huet, datt ee sech an de Schoulen net ustieche kéint, huet et ganz laang gedauert, bis dann dunn CO_2-Detecteuren - zumindest och eng Fuerderung vu verschiddenen Oppositiounsparteien - agefouert gi sinn. Elo heescht et nach ëmmer, datt d'Loftfilteren net sollen agefouert ginn, well dat eng falsch Sécherheet géif bidden. Also eng falsch Sécherheet, dat huet och emol an der Zäit geheescht, datt ee keng Maske sollt undinn.

Ech mengen, datt all Mesure, déi dozou bäidréit, d'Propagatioun vum Virus ze verhënneren - och grad an deene kollektive Beräicher wéi der Schoul, wou de Staat responsabel ass -, sënnvoll ass. A virun allem gëtt et kee Bilan - kee seriöe Bilan - an Adaptatioune vum Homeschooling, vun deene Leit, déi net erreecht gi si mat deene Mesuren, déi getraff gi sinn. An dat ass, mengen ech, eng dramatesch Situatioun.

An deen drëtte Beräich - och do just exemplaresch - ass a bleift fir mech den ëffentlechen Transport. Et kann dach net sinn, datt ech zënter Oktober hei soen, datt mer Desinfektiounsgel brauchen! An ech soen dat net, well ech esou een terribel intelligenten Epidemiolog sinn, mee ech soen dat, well d'Europäesch Kommissioun dat fuerdert! An dës Chamber votéiert unanime de 15. Dezember eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, dat en place ze setzen. D'Regierung mécht näischt! Si kënnt hirer Fürsorgepflicht net no an deem Beräich! An dat ass net nëmmen en Dédain, en oppenen Dédain vun der Chamber, et ass och nach eng sanitär Verantwortungslosegkeet! An do ass d'Regierung an der Verantwortung, an do mécht se dat net a se hëlt hir Verantwortung net!

Op där anerer Säit gëtt et dann ëmsou méi dramatesch, datt déi aner Säit vun der Wo, vun der Balance d'Grondrechter awer ganz staark ageschränkt ginn, notamment wat de Couvre-feu ugeet, wou Der wësst, datt ech kee Frënd dovunner sinn, well mer mengen, datt dat eng Normalitéit simuléiert, déi keng Normalitéit däerf sinn. De Couvre-feu däerf keng Normalitéit sinn an eiser Gesellschaft!

A wa mer wëssen, datt mer nach laang mam Coronavirus wäerten ze dinn hunn, mee da kann et dach net eng Perspektiv sinn, datt mer och nach am Mee oder am Juni e Couvre-feu hunn! Dat ass net richteg! An dat ass an eisen Aen eng fundamental Kritik un der Coronapolitik vun der Regierung, nämlech datt et eng disproportionéiert Aschränkung vu Grondrechter ass bei gläichzäiteger Vernoléissegung vun der Fürsorgepflicht an zentrale Beräicher wéi der Beruffswelt, der Schoul an dem ëffentlechen Transport.

Drëttens: Dësen Text, dee just e puer Ännerungen, wat de formale Kader betrëfft, ugeet, do muss een der Regierung awer soen, datt mer begréissen, datt a puncto Dateschutz méi Kloerheet geschaaft ginn ass. Et war notamment och op Initiativ vun de Kolleege vun de Piraten an och vun eis selwer, wou Propose wierklech elo gemaach gi sinn, déi och, mengen ech, a groussen Zich deem entgéintkommen, wat sech virgestallt ginn ass.

Mir begréissen och, datt deen Text virdrun, ier en an de Regierungsrot gaangen ass, eng Kéier an d'Chamberskommissioun komm ass, wou mer och eng ganz Rëtsch Propositioune konnte maachen als Deputéierter, déi och an deen Text agefloss sinn.

A wichteg fir eis dobäi ass op jidde Fall déi Definitioun vun der „personne à vacciner", déi viraussetzt, datt et en Accord gëtt, fir sech vaccinéieren ze loossen, an déi déi ganz Reegelung ronderëm d'Datenerfaassung, ronderëm d'Impfe vill méi kloer mécht.

An dann - och wa meng Zäit vläicht net grad esou séier ofleeft wéi dem Här Engelen seng - e leschte Punkt, andeem ech zum Schluss kommen, nämlech wat d'Transparenz an d'Informatioun ugeet. Et ass den Avis vun der Mënscherechtskommissioun, deen och op dat opmierksam gemaach huet, wat Journaliste scho ganz laang kritiséieren, nämlech wat d'Informatiounspolitik vun der Regierung ugeet, datt et do awer ganz grouss Lacunnë gëtt, notamment och dat, datt Pressekonferenze vun der Regierung, datt Froen, déi jo awer vun esou Leit gestallt gi wéi Journalisten, déi sech mat deem Sujet ausernanergesat hunn, datt déi net méi visibel sinn an den Dokumentatiounen. An dat wier e grousse Punkt, mengen ech, dee wichteg wier, wann ee wëllt eng grouss Akzeptanz vu Mesurë viraussetzen, nämlech datt d'Informatiounspolitik wierklech op eng transparent Aart a Weis gestalt gëtt. Duerfir kann ech och dës Kéier, wéi déi Kéiere virdrun, just eisen Desaccord mat dësem Gesetz matdeelen.

Une voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Här Baum. An als nächsten agedroene Riedner ass et um Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass alt erëm e Mount vergaangen. An dat bedeit, et ass erëm Zäit, fir en neit Covidgesetz ze stëmmen - déi wéivillte Kéier, dat hu mer jo schonn ugeschwat. Et ass iergendwéi komesch: Ee Joer ass ëmgaang, an nach ëmmer ass et dat nämmlecht Theema, wat eis hei wierklech dominéiert. Fir et kuerz ze resuméieren: Dëst Gesetz ännert elo net wierklech vill un deem, wat am Moment erlaabt ass a wat net erlaabt ass.

Den Horeca bleift zou. Et dierfen nach ëmmer maximal zwou friem Persounen aus engem Stot - aus engem Stot, ganz wichteg! -, bei en aneren heem. An duerch den Avis vum Staatsrot, dierf den Educatiounsminister seng Entscheedungen nach ëmmer all ouni Averständnis vun der Chamber treffen. Och wann den Educatiounsminister elo endlech no méintelaangem Zauderen agesinn huet, datt ee sech an der Schoul dach awer vläicht ustieche kann, esou trëfft en d'Decisiounen, wat an de Schoule gemaach gëtt, awer nach ëmmer eleng.

An deem Kontext wäre mir Piraten frou, wann d'Regierung eis endlech och géif e Konzept virleeën, deen d'Covidmesurë fir d'Schoulen an engem Stufeplang festhält. Mir kruten zwar elo erkläert, wat fir verschidde Stufen et gëtt, mee wéini se dann declenchéiert ginn, esou datt ee sech wierklech drop preparéiere kann, dat ass nach ëmmer „le grand mystère".

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir sinn also der Meenung, datt et generell - an och dat hunn ech hei schonn e puermol gesot - e Stufeplang bräicht, wou mer gesinn, wéi dann déi verschidde Mesurë wéini geholl géife ginn. Nëmme well de Staatsrot festgehalen huet, datt den Artikel zu den Noutfallstrukture fir Kanner net der Gewaltentrennung entsprécht, esou heescht dat net, datt et der Regierung verbueden ass, d'Chamber iwwer Mesuren an der Schoul decidéieren ze loossen.

Et ass net ze verstoen, datt d'Schoul vun de Regierungsmemberen nach ëmmer wéi eng Welt à part behandelt gëtt, an där ee keng Gesetzer brauch, mee wou Circulairen duerginn. Ech schloen do e bëssen an déi nämmlecht Kerb an, wéi de Kolleeg Marc Baum virdrun, dee sech, mengen ech, genau déi nämmlecht Saach, nämlech eng gesetzlech Basis fir d'Aarbechtswelt gewënscht hätt. Ma et ass net nëmmen d'Aarbechtswelt, et ass d'Schoul, et ass bis viru Kuerzem de Sport gewiescht, wou mer elo eng gesetzlech Basis kréien.

Et sinn eng ganz Rëtsch vun Domänen, wou Leit zesummekommen, wou bis elo op de gudde Wëlle vun de jeeweilegen Acteure gezielt gëtt, ouni datt mer wierklech eng kloer gesetzlech Basis hunn. An et geet a verschiddenen Domänen ëm déifgräifend Agréffer an individuell Rechter, an dat sollt een diskutéieren an dat muss een diskutéieren! A virun allem brauche mer eng kloer gesetzlech Basis, déi dat dann och encadréiert. Et ass also esou, datt mir froen, datt d'Covidmesurë fir d'Schoulen esou séier wéi méiglech an engem eegene Gesetzesprojet der Chamber virgeluecht ginn.

Loosst eis dann awer emol och zu deene Saache kommen, déi sech mat dësem Februarscovidgesetz ännere wäerten, well endlech - endlech! - ass an dësem Gesetz um Dateschutz geschafft ginn. An ech als Pirat muss och soen, datt ech ganz erfreet sinn iwwert dës nei Dispositiounen a puncto Dateschutz, well deen heiten Text wierklech vill besser ass wéi dee virdrun.

Et gouf virdru festgehalen: D'Donnéeë vun de Leit, déi sech impfe loossen, ginn 20 Joer gehalen. Elo hu mer eng vill besser Opschlësselung, wéi eng Donnéeë wéi laang gehale ginn. An Zukunft mussen zum Beispill d'Donnéeë vu vulnerabele Persounen, déi vun hirem Dokter un d'Santé iwwermëttelt goufen, no dräi Wochen anonymiséiert ginn. An et musse beispillsweis och d'Nimm, d'Adressen an d'Telefonsnummeren oder d'E-Mail-Adresse vun de Leit, déi sech impfe gelooss hunn, schonn no zwee Joer anonymiséiert ginn, an net eréischt no 20 Joer. An all d'Daten, déi vu Leit gesammelt goufen, déi sech dann an dem leschte Moment awer decidéieren, fir net geimpft ze ginn - wat ech bedauere géif als Choix -, musse spéitstens dräi Méint duerno anonymiséiert ginn. All dës Schrëtt begréisse mir Piraten ausdrécklech. Mir hoffen duerfir, datt mer an der Kommissioun och bei spéideren Dossieren dëst wichtegt Theema net aus den Ae verléieren.

Wat de Punkt Transparenz ugeet, begréisse mer, datt d'Santé dës Woch an hirem Wocherapport endlech eng Tabell mat all de virgesinne Liwwerunge bis Enn Mäerz publizéiert huet, soudatt sech déi passend Question parlementaire dozou eriwwregt,

well endlech emol eng Kéier proaktiv kommunizéiert gouf. Dat ass hoffentlech elo och an Zukunft de Fall, wa weider Vaccinen autoriséiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech d'Ministesch froen, ob et net vläicht och méiglech wär, datt och den aktuelle Stock mat am Rapport publizéiert gëtt, fir datt d'Leit net nëmme wëssen, wéini mer wat kréien, mee och, wéi vill Vaccin am Moment nach verimpft ka ginn. Et kann een et zwar errechnen, mee ech mengen, datt dat bei enger ganzer Rëtsch Leit dach op Interessi géif stoussen.

Am Kader vun der Transparenz muss ech dann awer och soen, datt mer an der Lescht ëmmer méi vu Gemengeverantwortlechen héieren, déi sech un d'Press adresséieren, well se hiren Hänn kee Rot méi wëssen, wéi dann d'Infektiounsgescheeën an hire Gemengen ass. Ech verstinn, datt déi Donnéeën net op der Place publique grouss diskutéiert solle ginn. Ech verstinn, datt déi Kaart mat de Kantoner fir d'Ëffentlechkeet eng gutt Basis ass. Ech sinn awer och der Meenung, datt ee Buergermeeschteren a Schäfferéit muss kënnen zoutrauen, iwwert d'Infektiounsgescheeën an hire Gemenge méi detailléiert informéiert ze ginn, fir eeben och kënnen ze reagéieren. A grad elo, wou et ëm d'Schoule geet an ëm d'Schoulplanung, mengen ech, ass dat néideg. Duerfir hunn ech eng Motioun matbruecht, déi genau dat freet, datt eeben d'Schäfferéit eemol d'Woch e Rapport kréien, wéi et an hire Gemengen ausgesäit, deen natierlech net fir d'Ëffentlechkeet bestëmmt ass.

Här President.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Infektiounszuelen op lokalem Niveau séier kënnen no ënnen oder no uewe schwanken;

- dass d'Santé all Dag ee Rapport zu den Infektiounszuele veröffentlecht;

- dass d'Maison relaisen an d'Crèchen oft vun de Gemenge verwalt ginn;

- dass bei erhéichten Infektiounszuelen an enger Betreiungsstruktur séier muss gehandelt ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- dass d'Gemengeresponsabel all Woch ee Rapport mat Informatiounen zu dem Infektiounsgescheeëen an hirer Gemeng kréien an och informéiert ginn, sollten Infektiounsketten an der Gemeng optauchen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, leider existéieren awer och Punkten an dësem Gesetz, mat deene mir nach ëmmer net kënnen averstane sinn. Dozou gehéiert de Stufeplang, géint deem seng Aféierung d'Regierung sech awer nach ëmmer wiert.

Mir Piraten halen awer un eiser Fuerderung fest, datt d'Regierung eis an der ganzer Bevëlkerung esou e Plang sollt virleeën - virleeën, no wéi enge Krittäre wéi eng Entscheedunge wéini getraff ginn. Well mir zweifelen dorunner, datt esou wichteg Decisioune sollen nom Bauchgefill getraff ginn. D'Regierung weess ganz genau, ab wéi enger Zuel vu beluechte Better an de Klinicken a positive PCR-Tester muss gehandelt ginn.

An Däitschland gouf d'Inzidenzzuel elo vu 50 erof op 35 gesat. Ob dat gutt ass oder schlecht, wëll ech hei haut net kommentéieren. Mee et weist, datt ee kloer Krittäre fir d'Populatioun ka festhalen, un deene sech d'Bierger kënnen orientéieren, ouni datt dës Krittären awer a Stee gemeesselt musse sinn an ni dierften ugepasst ginn. D'Situatioun huet sech verännert, also huet d'Kanzlerin mat de Länneren effen en neie Wäert festgeluecht. Also d'Argument, fir weiderhin ze soen, datt Situatioun ze komplex ass an datt ee sech net op eng oder méi Zuele festleeë kann, ass domat a mengen Aen elo wierklech widerluecht.

D'Regierung muss ophalen domadder, just déi Informatioun erauszeginn, déi se wëllt erausginn. Mir sinn net méi am État de crise, wou eenzeg an eleng d'Regierung d'ëffentlech Meenung virginn huet. An engem Rechtsstaat, wou d'Meenungsfräiheet an d'Pressefräiheet am Grondgesetz verankert sinn, muss d'Regierung de Pluralismus u Meenungen am ëffentlechen Debat schützen an net ënnergruewen.

D'ALJP (ndlr: Association luxembourgeoise des journalistes professionnels) - an de Kolleeg Marc Baum huet virdru schonn driwwer geschwat - huet d'lescht Woch e kloeren Appell un d'Regierung gemaach, wat d'Veröffentlechung vun de Pressekonferenze betrëfft, an deene krittesch Froe vun de Reporter einfach ganz ausgeblent ginn. An och no dëse Kriticken ass d'Pressekonferenz vum Mëttelstandsminister awer erëm ouni d'Froe vun de Journaliste publizéiert ginn. Déi Pressekonferenzen däerfen net zur Selbstinzeenéierung mëssbraucht ginn! Dat heiten ass kee Marketing an et ass och kee Walkampf. D'Leit brauchen ongefiltert kritesch Informatioun. D'Froe vun de Journalisten an d'Froe vun de Bierger si grad esou wichteg wéi d'Riede virdru vun de Ministeren.

Ech bieden duerfir ausdrécklech drëms, do schleunegst erëm dee ganze Video um offizielle Kanal ze publizéieren an net nëmmen déi gekierzte Versioun mat de Riede vun de Ministeren. A fir dat ze ënnermaueren, an ech hoffen och op breede Support am Sënn vun der Pressefräiheet, hunn ech och eng weider Motioun matbruecht, déi genau dat fuerdert.

Här President.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Regierung an hirem Koalitiounsaccord festgehalen huet : « il sera veillé au maintien d'un service public dans les médias audiovisuels qui réponde aux standards les plus élevés en ce qui concerne la qualité des programmes et de l'information »;

- dass d'Regierung an hirem Koalitiounsaccord festgehalen huet: « afin de permettre le traitement dans les meilleurs délais des requêtes journalistiques et de garantir les flux d'informations, les moyens nécessaires seront mis en œuvre en étroite collaboration avec le Conseil de presse et les associations professionnelles des journalistes »;

- dass Biergerinnen a Bierger ee Recht hunn op all d'Informatiounen, déi wärend de Pressekonferenze matgedeelt ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- d'Pressekonferenze vun all de Regierungsmembere mat all de Froe vun de Journalisten a Journalistinnen an den Äntwerte vum Minister oder der Ministesch op den offizielle Kanäl vun der Regierung ze veröffentlechen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Dispositioun mussen a wäerte mir Piraten an dësem Covidsgesetz weiderhi kritiséieren an dat ass d'Ausgangsspär. Wéi jiddereen heibanne bestëmmt weess, huet en hollännescht Verwaltungsgeriicht d'Ausgangsspär en Dënschden kuerzzäiteg ausgesat. Jo, d'Geriicht huet dat an Holland gemaach, well do d'Parlament net consultéiert gouf. Ech fannen dat nach méi grav, datt een de Courage do hat, als Regierung ze soen: „Ma bei esou enger grondrechtsaschneidender Fro consultéiere mer d'Chamber net." Do muss ech eis Regierung luewen, datt se dat glécklecherweis net probéiert. Nichtsdestotrotz huet d'Geriicht awer a sengem Urteel geschriwwen, datt et net proportionell zu der Situatioun an Holland wär an datt dësen Agréff an d'Fräiheete vun de Bierger duerfir net dierft sinn. Dat ass déi zweet Instanz, musst Der …

(Interruption par M. Guy Arendt)

Jo, Här Arendt, déi zweet Instanz huet d'Ausgangsspär no engem Appell vun der hollännescher Regierung erëm a Kraaft gesat, mee d'Fro bleift: Wat bréngt eng Ausgangsspär, wann den Horeca an och soss alles an der Nuecht zou ass an et Kontaktbeschränkunge gëtt, wou d'Leit net zu méi wéi zwee Leit bei engem däerfe sinn? An eisen Aen ass déi Ausgangsspär eng reng Policemesure, déi just duerfir déngt, ze kontrolléieren, ob d'Leit sech un aner Dispositiounen halen, mee déi, fir sech geholl, keen eenzegen Impakt op d'Infektiounsgescheeëen huet!

D'Regierung konnt eis an der Santéskommissioun nach ëmmer keng wëssenschaftlech Donnéeë virleeën, déi beweisen, datt d'Ausgangsspär eleng iergendeen Effekt op d'Covidzuelen hätt. An awer ginn d'Fräiheete vun de Bierger weider ageschränkt.

Wat fir Risiken dat zum Beispill a puncto haislecher Gewalt huet, esou hunn d'Kolleege vun déi Lénk dëst hei scho méi wéi eemol ugeschwat. Mir fannen, esou laang net bewisen ass, datt déi Ausgangsspär en dreiwende Facteur ass, fir d'Infektiounsgescheeë kleng ze halen, an domadder zu enger Verbesserung vun de Covidzuele bäidréit, muss domadder opgehale ginn, liberticid Moossnamen als neien Alldag ze etabléieren. Dat ass okay, wann et ganz grav ass. Dat ass à la limite okay, wann ee séier reagéiere muss. Mee et ass op kee Fall okay, wa mer dat dote quasi als nei Alldagsmoossnam wouerhuelen.

An duerfir wäerte mir trotz all deene wierklech gudde Verbesserungen am Text, dësen Text net kënne matstëmmen, well mir kënnen esou eng Ausgangsspär och weiderhin net droen. Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, e grousse Merci fir d'Méiglechkeet, haut e puer Wuert un Iech ze riichten. Ech hunn och nach dräi aner Regierungskolleegen, déi d'Wuert wäerten ergräifen. Fir d'éischt den Här Meisch, fir iwwert de Volet vun der Éducation nationale ze schwätzen, dann de Vizepremier an Transportminister Bausch iwwert déi Fro vum ëffentlechen Transport a vun der Distributioun vun Gel, wann den ëffentlechen Transport gebraucht gëtt, an da selbstverständlech eis Gesondheetsministesch, déi jo och den Auteur ass vum Text.

Et sinn eng Rëtsch vu Froe gestallt ginn. Ech wäert elo op déi puer agoen, déi direkt u mech gestallt gi sinn.

Déi éischt ass déi vun der Groussregioun an och vun de Kontakter, déi mer mat de Kolleegen haten. Net méi spéit wéi gëschter Owend hate mer nach e Sommet vum Exekutiv vun der Groussregioun, wou mer och en Echange haten. Tatsächlech ass et d'Volentéit och vun den Exekutive vun der Groussregioun, d'Grenzen net zouzemaachen.

Mir hunn d'Situatioune gesinn, wou am Ausland Grenzen zougemaach gi sinn, wat net hëlleft. Mir hunn och scho gesinn, dass de Fait, eng Grenz zouzemaachen, mat sech bruecht huet, dass ganz Liwwerketten och vu Material, vun Impfstoffer, déi am Moment jo awer och wichteg sinn, blockéiert ginn.

D'Diskussioun war iwwert d'Teststrategie. Mir gehéieren zu deene Länner, déi säit Méint, Här President, säit Méint Frontaliere mat testen. Mir gehéieren zu deenen, déi säit Méint d'Frontaliere mat impfen, elo an dem Kontext vun der éischter Phas. Dat ass eng Situatioun, déi een och muss muss a Betruecht zéien. A wann een ..., wann elo eng Capitale géif decidéieren, dass ee misst en Test maachen, da misst een iwwer 260.000 Tester den Dag, iwwer 260.000 Tester d'Woch maachen zum Beispill. A mir wësse ganz genau, dass et jo net méiglech ass, fir déi och kënnen ze maachen.

An do hunn ech och d'Fro gestallt - well ech si ganz transparent och mat lech -, do hunn ech gesot, éischtens wier et materiell net méiglech an zweetens, wie géif et och bezuelen. Ech hu keng Äntwert kritt, weeder fir dat eent nach fir dat anert.

Mee de Fait ass, dass zu Lëtzebuerg, mengen ech, déi Strategie, déi mer hunn, fir d'Frontaliere mat an de Large-Scale-Testing ze huelen, awer och eng Akzeptanz fonnt huet. D'Iddi ass, zum Beispill elo tëschent de Fransousen an den Däitschen, do an den Eurozonen - dat, wat si Eurozonen nennen -, och Teststatiounen ze maachen. An et géif éischter op Schnelltester goen, a wann dee positiv wier, dann op PCR-Tester. Mee wéi gesot, net all Dag, mee dat op enger reegelméisseger Basis, dass do Tester kéinte kommen. D'Texter ginn elo nach hin an hier, mee Lëtzebuerg erfëllt, wéi gesot, seng Konditioun, andeem mir den Netlëtzebuerger, déi heihinner kommen, och d'Méiglechkeet ginn, getest ze ginn.

A mir wäerten alles maachen, fir dass d'Grenzen net zouginn, well mir sinn eis bewosst ... A mir erënneren all eis Kolleegen aus der Grenzregioun drun, dass, wa se decidéieren d'Grenzen zouzemaachen - zouzemaachen! -, mir an eng Situatioun kommen, wou hei zu Lëtzebuerg d'Spideeler net méi kënne fonctionéieren an dass et duerfir wierklech ganz, ganz wichteg ass, do déi Kontakter och op ze halen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, iwwert d'Impfen: Et gëtt jo esou eng Légende urbaine, wéi wann d'Lëtzebuerger Regierung oder de Lëtzebuerger Staat am léifste géifen d'Impfungen hamsteren. Mir géife se gären halen a mir géife se jo net ... Mir wieren an den Zuelen net déi Bescht a mir wiere schlecht. A mir géife jo d'Hallschent halen. Firwat géife mer d'Hallschent iwwerhaapt halen? Solle mer net jiddwerengem elo emol alles sprëtzen? An dann ... Il y a de tout! Ech héiere vun allem. Vun allem!

Mir hu bis haut, um Stand vun haut 14.00 Auer, 26.300 Leit, déi mer kéinten impfen; dat heescht, wéi Der wësst 52.600 Dosissen, gedeelt duerch zwee: 26.300. Um Stand haut de Mëtteg 14.00 Auer waren zu Lëtzebuerg geimpft: 22.700 Leit mat enger éischter Dosis, a 7.400 Leit mat der zweeter Dosis. Domat hu mir elo Vaccine fir 3.600 Leit am Stock, wann een elo déi vun deenen ofrechent, Vaccine fir 3.600 Leit, déi am Stock sinn.

Et sinn am Moment bis d'nächst Woch nach 600 Residenten an den Alters- a Fleegeheemer, déi geimpft ginn. Dann hu mer och d'Alters- an d'Fleegeheemer, déi jo an der éischter Phas virgesi waren, geimpft. Den Taux d'adhésion - an ech sinn och ganz houfreg doriwwer - bei de Participanten an den Haiser läit bei de Residente bei bal 90 %, bei 87,6 %, wat wierklech e staarken Taux d'adhésion ass an deen och ganz, ganz wichteg ass.

Fir déi nächst siwen Deeg hu ronn 1.400 Leit e Rendez-vous an engem vun de Centres de vaccination, fir geimpft ze ginn. Dat heescht, mir si 600 a 1.400 ..., da si mer scho bei 2.000. An am Moment hunn d'Spideeler nach 1.600 Vaccine fir hiert eegent Personal, also Vaccine fir 1.600 Leit. Dat heescht, et bleift 0 am Moment - 0. Mee, tatsächlech sinn der 1.600, déi an de Spideeler sinn, wou se - an dat war eng Politik, déi mer dès le départ gesot hunn, well d'Spideeler och Demandeur waren, fir och hiert Personal kënnen ze impfen - au fur et à mesure och verbraucht ginn. Et si 1.400 Leit, déi e Rendez-vous hu fir d'nächst Woch, dat heescht, de Stock, deen am Moment virtuell …, ass bei 0. Doweinsder also, déi Légende urbaine, mir géifen hamsteren, mir géife se net benotzen, etc., etc. … - hei hutt Der d'Erklärung!

Tatsächlech, Här President, mir kéinten och deen anere Wee goen an de Leit soen ..., well mer hei zu Lëtzebuerg och probéiert hunn, de Leit entgéintzekommen, andeem mer eng gewësse Flexibilitéit weisen, wou d'Leit kënnen hire Rendez-vous selwer fixéieren. A verschiddene Länner kritt Der gesot: „Dir gitt deen Dag an déi Zäit geimpft. Wann et net geet, dann hat Der Pech." Mir hunn de Leit e kuerzen Delai gelooss, wou se sech och kënnen eraussichen, wéini se wëlle geimpft ginn. Jo, dat bréngt mat sech, dass een do zwee, dräi Deeg verléiert vis-à-vis vum Ausland. Mee mir mengen, dass et awer schonn dee richtege Wee ass.

Mir kéinten och de Risk agoen elo mat AstraZeneca, wou ee sech seet: „Et kann ee bis op zéng Wochen oder zwielef Wochen eropgoen, da kommt, mir impfe méi." Ech wëll awer net hei virun Iech stoen, wa mer op eng Kéier 10.000 oder 20.000 Leit hunn, deene mer musse schreiwen, fir ze soen: „Dir hutt zwar e Rendez-vous, mee mir hu keng Impfunge méi. An dofir kënnt Der déi zweet Impfung net kréien. An dofir ass et gutt méiglech, dass Der an e puer Wochen nach eng Kéier musst erëm vu vir ufänke mat enger éischter oder mat enger zweeter Impfung."

Wa mer d'Garantie kréie vun der EMA - net vun eis, vun der EMA! -, déi eis seet - oder vun deenen, op déi mer eis am Moment och baséieren -, dass eng éischt Impfung elo ouni Garantie vun enger zweeter Impfung eppes ass, wat ee kéint maachen, si mer bereet, dee Wee ze goen. Awer all zesummen. An dann hätt ech och gären, Här President, wa mer dee Wee sollte goen, fir vläicht un Delaien ze réckelen, vläicht mam Risk, dass een eng zweet Impfung vun AstraZeneca net huet, dann hätt ech gären d'Chamber matagebonnen, Här President. Mir kënnen an der Regierung doriwwer diskutéieren, mee dann hätt ech gären eng Motioun hei an der Chamber, wou Dir als Chamber eis sot, wat Der gären hätt. Et kann net sinn, dass, wann duerno eng Kéier Liwwerketteproblemer sinn, dass een duerno probéiert, iergendengem eng politesch Responsabilitéit ze ginn. Hei musse mer solidaresch bleiwen. Mir wëlle responsabel sinn, mir wëlle räsonabel sinn, mir wëlle prevoyant sinn, well mer ganz genau wëssen, dass mer total tributaire si vu Leit, vu Produzente vu Vaccinen. Et ass keen aneren am Moment, deen eis ka matdeelen ..., an do kréie mer heiansdo op 24 oder 48 Stonne gesot: „Nee, déi Liwwerung kënnt net un." Mir sinn op, Här President. Wa mer déi Diskussioun wëlle féieren, da solle mer déi och kënne féieren.

Schnelltester sinn och ganz wichteg. Et ass och virdrun - ech menge vum honorabelen Här Wiseler - vun de Schnelltester geschwat ginn. Ech muss Iech perséinlech soen, Här President, dass d'Schnelltester fir mech elo zu de Léisunge musse gehéieren, net nëmmen an den Altersheimer oder an de Schoulen - huelt mer et net iwwel, do och! -, mee ech wier frou, wa mer et géife fäerdegbréngen, déi Schnelltester och an den nächsten Deeg - ech soen net an den nächste Méint, an den nächsten Deeg oder Wochen! -, soubal se e CE-Label hunn - a si mussen och verschidde Krittären erfëllen, d'OMS seet, zum Beispill, se sollen eng diagnostesch Sensibilitéit vun 80 % an eng diagnostesch Spezifizitéit vu 97 % hunn ... -, och an de Supermarchéë kéint fannen. Well och e Schnelltest géif et erlaben, engem méi Fräiheeten ze ginn, méi Garantien ze ginn.

A wa se wierklech, esou wéi ee liest, vläicht annerhallwen oder zwee Euro géife kaschten … Déi eng soe mer: „Et kascht 15, et kascht 20" - nee, da kënne mer et net generaliséieren. Mee wa mer fir annerhallwen oder fir zwee Euro kënne Schnelltester schafen an et kritt ee se muer am Supermarché, sinn ech iwwerzeegt, dass ganz vill Lëtzebuerger, ier se ee begéinen, ier se eng Aktivitéit maachen, och bereet sinn, e Schnelltest ze maachen, deen och kee komplizéierte medezinneschen Akt mat sech géif bréngen.

Doweinsder, mir sinn - an d'Madamm Ministesch schafft drun an der Santé - dofir, dass mer et fäerdegbréngen, déi Schnelltester net nëmmen an Altersheimer, net nëmmen an de Schoulen anzesetzen, mee och ze generaliséieren. Déi gehéieren am Fong duerno bal zum Alldag, ier een eppes mécht, wou een e Kontakt kéint hunn, wou e Risiko kéint bestoen.

Dat heite Gesetz, Här President, ass nach ëmmer en Equiliber. Et huet virdrun ee gesot: „Jo, psycho-

logesch, den Impakt ass do.“ Jo, deen ass do, an deen ass net nei! Mee mir hu vläicht, verschiddener, et eréischt entdeckt! An dowéinsder, wann ee kuckt, wéi deem engen an deem aneren ... Fir verschidde Leit si mer ze streng, fir aner Leit si mer net streng genuch, mee et ass den Equiliber, dee mer musse fannen. Fräiheeten anzeschränken, e Couvre-feu einfach weider ze imposéieren, Limitatioune vu Leit, déi een doheem huet, Méiglechkeeten, verschidde Saachen ze maachen, déi ee virdru gewinnt war ze maachen, ze verbidden, ass, gleeft et, fir kee vun der Regierung eng „Partie de plaisir“.

An et ass traureg, dass mer an eng Situatioun komm sinn, wou mer haut, wéinst de Varianten - an et ass virdru vun de Variante geschwat ginn -, net kënne soen, wéi déi nächst Wochen ausgesinn. Mir sinn an enger Situatioun, wou mer am Moment eng Stabilisatioun, eng liicht Hausse hunn, mee déi ka muer nees an eng ganz aner Richtung goen.

An Dir hutt virdru gesot, et wier fir d'13. Kéier, wou mer hei géife stoen. Ech kann lech keng Garantie ginn, dass mer net eng 14. an eng 15. Kéier kënnen hei stoen a mussen hei stoen, fir nei Texter ze maachen. Ech wënsche mer et net! Mee d'Incertituden, déi mer am Moment hunn, sinn einfach ze grouss, fir hei kënnen ze soen: „Mir ginn einfach alles op.“ Ech mengen, Virsiicht ass dee richtege Wee - et ass dee Wee, dee mer elo bal säit engem Joer gewielt hunn -, d'Virsiicht, d'Suerg vun de Leit, d'Gesondheet vun de Leit an den Zesummenhalt vun onsem Land - ouni just dat eent oder dat anert ze kucken oder, nach schlëmmer, dat eent géint dat anert ze kucken, mee dat Gesamtbild, an eng gesamt Populatioun wëllen ze schützen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och un de Rapporter vum Gesetz. E Merci och nach eng Kéier un all d'Intervenanten, fir d'Agoen op déi spezifesch Situatioun an de Schoulen.

De Claude Wiseler huet sech laang domadder beschäftegt. En huet um Enn vu senger Interventioun an engem staatsmänneschen Toun gesot: „Wann een eng Aufgab wéi déi heiten ugeet, da brauch een e Plang. Et muss een awer och prett sinn, en ëmmer nees ze adaptéieren. A wann ee gutt Grënn huet, da ginn déi Grënn och verstanen an déi Adaptatiounen och matgedroen.“

Mir hate virun der Rentrée vum leschten, vun deem lafende Schouljoer, e Stufeplang - e Stufeplang 1.0, kann ee quasi soen - presentéiert, deen eis gutt duerch déi lescht Méint navigéiert huet. Well mir hunn eppes fäerdegbruecht domadder: nämlech, datt mer d'Schoulen dach wäitesgeeënd konnten ophalen. Am Enseignement fondamental ass et esou, datt mer 16 vun 18 Woche Presenzunterrecht haten, duerchgeeënde Presenzunterrecht konnten assuréieren. An am Lycée war et esou, datt mer 16 vu 17 Wochen duerchgeeënde Presenzunterrecht konnte garantéieren, mat engem Apprentissage en alternance op den ieweschte Klassen, wuel verstanen.

A wann ech déi Situatioun vergläiche mat deem engen oder aneren Nopeschland - notamment och mat Däitschland, wou sech nach ëmmer d'Fro stellt, wéini et dann endlech eng Kéier zréck an d'Schoul geet, nodeems Wochen, jo bal méintelaang kee Presenzunterrecht an deenen allermeeschte Schoulen do konnt assuréiert ginn -, da kann ee soen, datt an där doter Phas, an deem éischten hallwe Joer vun dësem Schouljoer, dee Stufeplang 1.0 eis dach do gutt derduerch guidéiert huet.

An ech wëll hei och nach eng Kéier jidderengem Merci soen, deen derzou contribuéiert huet, virun allem och den Enseignanten, virun allem awer och de Gemengenautoritéiten, fir de Fondamental, virun allem och eisen Direktiounen. Ech wëll och Merci soen, well dat wär net méiglech gewiescht ..., de Gesondheetsinstanzen, dem Paulette Lenert, all senge Servicer, der Direction de la santé, der Inspection sanitaire, fir ëmmer nees nei Adaptatiounen an nei Ajustementer kënnen ze maachen, fir op nei Gegeebenheeten nach emol besser kënnen ze reagéieren. Soss wär dat doten net dran! Mee et gëtt nei Momenter, an déi hunn eis derzou gefiert, en neie Stufeplang - hoffentlech fir de Rescht vun dësem Schouljoer bis de Summer - kënne virzeleeën.

Wat sinn déi nei Momenter, déi mer festgestallt hunn? Nun, et ass de Mëtteg och hei ugeklongen: De Virus ass méi present bei deene Jonken an deene leschten zwou, dräi, véier Wochen. Dat huet derzou gefouert, datt mer an de Schoule méi zesummenhängend Fäll constatéiert hunn, wéi dat an deene Woche virdrun, notamment am Hierscht an de Méint Oktober, November, Dezember de Fall war. Dat huet derzou gefouert, datt mer och vill méi Clusteren haten, vill méi Situatiounen haten, wou quasi vun haut op muer, innerhalb vun enger Woch, sechs, siwen, aacht, néng zesummenhängend Fäll an enger Klass oder zesummenhängend an der Schoul opgetaucht sinn. An dat huet eis gewisen, datt de Virus momentan dach en anert Verhalen huet, notamment bei deene Jonken. Mir ginn dovunner aus, datt déi nei Varianten och eng vun den Explikatiounen duerfir sinn. An duerfir hu mer do och misse reagéieren an eeben en neie Stufeplang misse presentéieren.

Wat doranner virgesinn ass, ech mengen, dat ass de Mëtten hei jo och mat an d'Diskussioun agefloss: eng generaliséiert Maskeflicht eeben och am Enseignement fondamental, wou mer se an där doter Form nach net haten, och wärend dem Unterrecht. Ech si frou, datt mer et bis elo ouni déi gepackt hunn. An ech soen nach eng Kéier, datt ech jidderee verstinn, dee skeptesch ass, ob et wierklech gutt ass, datt e Kand herno vläicht vu moies siwe bis owes siwen, mat Ausnam vun deenen 20 Minutten, wou et an der Mëttesstonn ësst, permanent de Mask unhuet. Mee wann et esou ass, datt mer dat musse maachen, fir iwwerhaapt nach kënne Schoul ze assuréieren, da fannen ech, datt et dann dee richtege Choix ass - an och nëmmen dann dee richtege Choix ass. An ech si frou, datt mer et bis elo eeben ouni dat gepackt hunn.

Dann: Méi testen, anescht testen, schnell testen. Do si mer amgaangen, eis och do eng Strategie ze ginn.

Dann awer och, punktuell d'Maisons relais ze adaptéieren an hirem Fonctionnement, datt do just Kanner beienee sinn, déi och moies an der Klass beienee sëtzen. Ech soe wierklech „punktuell“. An ech héieren de Spriecher vun der CSV hei, de Claude Wiseler, dee seet, datt mer dat direkt iwwerall misste maachen. Ech hu mat den Enseignantsgewerkschafte geschwat, ech hu mat de Schouldirektioune geschwat, ech hu mat der nationaler Elterevertriedung geschwat, ech hunn och mam Syvicol geschwat, an do seet kee mer, mir missten dat doten direkt op engem nationale Plang iwwerall imposéieren! A jiddereen ass frou, datt mer et elo emol do maachen, wou de Virus méi present ass a wou déi dote Mesure dann net onnëtz den Dagesoflaf vun de Kanner kujenéiert, mee wierklech dann och kann de Virus zréckhalen, well en do present ass.

Mir gëtt dacks virgeworf, ech géif net genuch op déi Leit do lauschteren - ech hu jidderee consultéiert an d'Meenung war an deem dote Punkt, net an all Punkt, mee an deem dote Punkt wierklech awer unanime! An duerfir fannen ech et richteg, datt mer dat och nëmmen do punktuell maachen, wou et wierklech en Impakt hätt, well de Virus do méi present ass.

Mir schléissen awer net aus - an dat ass, mengen ech, och de Meritt vun deem neie Stufeplang -, datt mer vläicht eng national Mesure mussen huelen an d'Schoul an d'Kannerbetreiung nach eng Kéier vill méi däitlech mussen aschränken. Wann et esou ass, datt déi nei Varianten à la base si vun deem neie Verhalen an datt de Virus méi present ass bei Jonken an an de Schoulen, da gi mer dovunner aus, datt déi Presenz wäert zouhuelen. An da gi mer dervun aus, datt mer nach schwiereg Wochen, wann net Méint virun eis hunn.

An duerfir gesi mer eng Mesure vir, fir esou laang wéi méiglech dach awer e Presenzunterrecht op d'mannst moies kënnen oprechtzeerhalen, wou d'Schoul moies opbleift, wou souwuel d'Grondschoule wéi d'Lycéeë moies opbleiwen an dann den Unterrecht mëttes op en Distanzunterrecht muss auswäichen an och d'Maison-relaise fir d'Kanner aus der Grondschoul mëttes mussen zoubleiwen. Och d'Schoulkantinnen an de Maison-relaisen an och an de Lycéeë wäerte mussen zougoen. Fir sécherzestellen, datt mer an deem dote Punkt eebe kënnen nach e Presenzunterrecht fir all Kand souwäit wéi méiglech assuréieren, musse mer eis dorobber konzentréieren. Dat ass dee Plang, dee mer eis ginn hu fir déi nächst Wochen a Méint. A mir hoffe wierklech, datt mer domadder gutt derduerchkommen.

Ech sinn net onsensibel, Här President, fir déi Iwwerleeungen, wat d'Base légale vun all deene Mesuren ubelaangt. Ech fannen, mir sollen dat eng Kéier analyséieren. Ech soen awer och, an dat hunn ech an der Kommissioun och dës Woch nach eng Kéier ënnerstrach: Mir sinn elo e Joer laang gutt derduerchkomm a mir haten e Joer laang ëmmer d'Méiglechkeeten, fir schnell ze reagéieren. An och, wann hei gesot ginn ass ... Jo, dat waren dacks Recommandatiounen, et ware Circulairen un eist eegent Personal, well e groussen Deel vun deem Secteur, op d'mannst wat d'Schoul ubelaangt, ass eegent staatlecht Personal, an dat kënne mer net nëmmen iwwer Gesetz guidéieren a reegelen, do kënne mer och iwwer Circulairen un d'Personal reegelen. Mee déi Iwwerleeungen, déi hei ugefouert ginn, déi kann een deelen.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen: Mir hunn dat doten net zanter engem Joer an engem rechtsleere Raum gemaach! Mir hunn déi Gesetzer vun der Éducation nationale respektéiert. A wéi de Claude Wiseler et beschriwwen huet: Mir hunn och dat eent oder dat anert Gesetz, wat existéiert, aus dem Domän vun der Santé, och emol vläicht zitéiert, fir dach awer deen een oder deen aneren derzou ze bréngen, sech hei ze alignéieren. An dat ass am Laf vun deem leschte Joer ëmmer esou gaangen. Wann ech soen: „Mir hu Gesetzer, op déi mer eis hei baséiert hunn“, da sinn déi dacks net geschriwwe ginn - virun allem net déi Gesetzer aus der Éducation nationale -, fir domadder eng Pandemie ze geréieren oder Schoule wärend enger Pandemie kënnen ze geréieren. Duerfir feelt vläicht déi eng oder déi aner Kéier déi legistesch Eleganz. Trotzdeem war et méiglech, am Laf vun deem leschte Joer, d'Pandemie an d'Schoule gläichzäiteg kënnen doriwwer ze geréieren.

Nach eng Kéier: Wa mer et fäerdegbréngen, hei vläicht nach méi Rechtssécherheet ze schafen, gläichzäiteg eis awer - an dat ass mäi grousse Wonsch an ech mengen, dat muss awer och eng Konditioun sinn - och Flexibilitéit ze loossen am Agéieren a Reagéieren op d'Pandemie, op d'Presenz vum Virus an deene jeeweilege Strukturen, sief et Schoul, sief et Betreiung - well dat huet eis extreem gehollef, wierklech nëmmen de Minimum zouzemaachen am Laf vun deem leschte Joer an de Maximum u Bildungschancen, Bildungschancen duerch déi formal Bildung a Bildungschancen duerch déi nonformal Bildung, kënnen ze assuréieren -, wa mer et fäerdegbréngen, déi Flexibilitéit och an Zukunft nach ze garantéieren, da wäert ech kenger méi staarker gesetzlecher Basis vun de Mesuren an der Educatioun am Wee stoen a ka sécherlech dee Prozess och do begleeden.

Ech wëll awer och soen, datt et net meng éischt Prioritéit ass. An ech wëll duerfir dem Josée Lorsché och nach eng Kéier Merci soen, well dat, wou ech mengen, datt mer eis wierklech momentan mussen drop konzentréieren, dat ass d'Wuelbefanne vun de Kanner an deene Jonken, dat ass dat, wat dës Pandemie mat de Kanner a mat deene Jonken, a ville vun hinnen, am Laf vun deem leschte Joer gemaach huet. A wann ech de Choix hätt, wou ech eng vu menge 24 Stonnen, déi den Dag dach huet, géif dran investéieren, da wär et doranner!

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch. An d'Wuert geet elo un den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech huelen d'Wuert nëmme ganz kuerz, well ech gesot kritt hunn - ech war zwar dobaussen, ech war jo am Fong net virgesinn, fir elo hei schonn esou fréi opzetrieden -, datt den Här Baum sech hei opgereegt huet, datt d'Regierung, oder datt ech géif Motioune vun der Chamber net seriö huelen. An ech weess net, wou en dorunner kënnt! An Här Baum, Dir stellt mer jo soss vill Question-parlementairen, wann Der mer eng hei gestallt hätt, dann hätt ech zum Beispill geäntwert, datt mer entre-temps schonn - ech mengen, et sinn der zwielef - an zwielef Garen där Bornen opgestallt hunn, wou een e Gel désinfectant ka kréien, an datt et och e Plang gëtt vun den CFL.

An ech mengen, et si schonn éischt Aktioune gemaach ginn. Ech hunn elo ... Leider sinn ech net méi un d'CFL komm, ech hat dat nach probéiert, fir datt ech dat och kéint confirméiert kréien, datt kleng Ampulle mat Gel verdeelt ginn un d'Clientë vum ëffentlechen Transport. A LuxTram wäert dat nämmlecht och maache fir den Tram. Mir maachen eng Rei Saachen. Et ass natierlech net esou einfach, iwwerall an de Gefierer där Bornen opzestellen, well dat technesch gesinn net esou einfach ass an och net ëmmer Sënn mécht. Mee Dir musst awer verstoen, et ass natierlech vun der Ëmsetzung hier ..., dat rëselt een net einfach esou dohinner an den ëffentleche Betriber.

Dat heescht, mir huele selbstverständlech dat eescht, wat d'Chamber hei als Optrag un d'Regierung ginn huet. An et sinn och schonn eng Rei Saache geschitt.

Ech wëll awer nach eng Kéier derbäisoen, datt mer awer och éischtens hei net solle maachen, wéi wann de Problem, oder den Haaptproblem am ëffentlechen Transport wär. Et gëtt entre-temps genuch Etüden, déi dat beleeën. Am ëffentlechen Transport ass et wéi iwwerall, et ass néierens null. Soubal mer net zu honnert Prozent kënnen d'Gestebarrièren anhalen ... an da souguer nach, souguer wa mer se zu honnert Prozent kënnen anhalen, souguer da kënne mer nach ugestach ginn. De Risiko ass ni null. An en ass och am ëffentlechen Transport net null. Mee en ass awer bei Wäitem net dat, wat heiansdo gemengt gëtt a gefaart gëtt, aus verschiddenaartege Grënn, déi ech lech awer elo net hei wëll relatéieren. Et fënnt een dat alles och erëm, wann een am Internet e bësse googelt. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Ech wëll awer och nach eng Kéier drop hiweisen, datt et entre-temps awer elo vu masseg Studie beluecht ass, datt mer et bei där Virusiwwerdroung hei mat enger Tröfpcheniwwerdroung ze dinn hunn an datt et keng Schmierinfektioun ass an datt natierlech iergendwou och e Reschtrisiko besteet, datt, wann ech lech elo géif hei op den Dësch - wat net ganz manéierlech wär - néitschen an Dir géift da mat der Hand do driwwerfueren an lech duerno an de Mond fueren, datt Der lech dann natierlech kéint ustiechen, wann ech de Virus dann hätt. Mee mir sinn ons awer och eens, datt déi Probabilitéiten trotzdeem geréng sinn.

Dat heescht, de Risiko fir eng Iwwerdroung ze kréien duerch Schmierinfektioun, datt een et iwwert dee Wee ka kréien, deen ass net null, mee awer ganz, ganz geréng. An duerfir solle mer awer och net ëmmer hei esou Saachen an de Vierdergrond stellen a maachen, wéi wann dat elo dowéinst en Desaster wär.

Duerfir géif ech ëm e bësse Sachlechkeet am Dossier bieden; dat hëlleft eis alleguerten. Well dat hei ass en Theema, déi Coronakris, wou et virun allem drop ukënnt, datt mer sachlech sinn, datt mer net politesch domadder spillen. Well dat dréit derzou bäi, datt d'Leit sech och am meeschten un d'Reegelen halen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Mobilitéitsminister fir déi Prezisiounen. An direkt Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Den Transportminister a Vizepremier Bausch huet elo en Appell gemaach un d'Sachlechkeet. Ech sinn do - au contraire zu anere Saachen, déi e gesot huet - ganz mat em averstanen.

Zu där Sachlechkeet gehéiert, datt dës Chamber de 15. Dezember unanime eng Motioun votéiert huet, déi en Optrag ginn huet un d'Regierung, en Optrag, deen net e quelconquë war, mee e ganz konkreeten. Ech liese just nach eng Kéier draus vir, nämlech: « mettre à disposition [...] du gel désinfectant [...] installer des bornes de distribution de gel désinfectant respectivement dans les bus ainsi que dans l'enceinte des gares et sur les quais, de même que dans les trains. »

Wann Dir mer elo sot, zwee Méint drop, datt Der schonn „zwou Bornen“ installéiert hutt bei all deene Garen, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Ech hunn net gesot „zwou Bornen“, ech hu gesot: „an zwielef Garen“, Här Baum!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- ... zwielef Garen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- An zwielef Garen, dat sinn net zwou Bornen.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Wann Der dat an zwielef Garen installéiert hutt, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- A puncto Sachlechkeet!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- ... dann entschëllegen ech mech, wann ech dat akustesch net richteg héieren hunn. Dann hutt Der héchstens e Brochdeel vun där Motioun zwee an en hallwe Mount drop ëmgesat, déi d'Chamber lech gefrot huet.

An engem zweeten Tiret sidd Der och invitéiert, « de faire de même des services de transport privés ou communaux ». Ech sëtzen elo a kengem interkommunale Syndikat. Vläicht kënnen d'Kolleegen aus dem TICE oder aus dem RGTR - nee, RGTR ass eng aner Situatioun -, mee d'Kolleegen aus dem TICE soen, ob déi Invitatioun da schonn ukomm ass bei deenen Instanzen. Well dat ass och eng Opfuerderung, déi d'Chamber un d'Regierung gemaach huet, wuel verstane fir de 15. Dezember, et ass elo net, wéi wann dat elo virun zwou Woche gewiescht wier a keng Méiglechkeet gewiescht wier, anescht drop ze reagéieren.

Zur Sachlechkeet vun der Diskussioun gehéiert och, datt, wat d'Tröpfcheninfektioun ugeet, dat wuel wouer ass, datt et awer nawell eng Recommandatioun vun der ECDC, dem Europäeschen Disease Control ass, fir genau dat do ze maachen, wat hei gefrot gëtt. Dat gehéiert och zu der sachlecher Diskussioun.

A wat ech lech awer verzeien, well Der virdru bei der Debatt net derbäi waart, dat ass: Ech hunn zu kengem Moment gesot, datt dat doten als eenzel, vereenzelt Mesure de Coronavirus als Ganzt hei zu Lëtzebuerg géif bändegen! Mee all Gest - an et ginn der ganz vill, déi mer maachen, ganz vill, déi mer de Leit imposéieren - ass een Deel vun der Léisung. Och do froen ech awer d'Responsabilitéit an invoquéieren d'Responsabilitéit vun der Regierung, fir dat ze maachen, besonnesch, wann et objektiv Argumenter gëtt an d'Chamber dat gefrot huet. Dat schéngt mir awer essentiell wichteg ze sinn an dëser Diskussioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. An d'Wuert geet direkt zréck un den Här Mobilitéitsminister.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Zu de Gemengen, Här Baum, wëll ech lech soen, an dat ass iwwregens och ... Ech war jo net derbäi, wéi déi Motioun hei diskutéiert ginn ass, mee dat hunn awer Vertrieder, Deputéierter, souwäit ech dat weess, hei zréckginn, well ech hinnen dat och iwwer Telefon matgedeelt hunn, wéi se mer telefonéiert hunn, datt déi Diskussioun hei wär ronderëm déi Motioun, datt ech dat och contestéiert hunn, datt ech gesot hunn: „D'Chamber stëmmt of, wat se wëllt, mee ech fannen et speziell, datt en Appell geriicht gëtt un de Minister vun der Mobilitéit fir eppes, wat guer net seng Kompetenz ass." Ech kann net als Mobilitéitsminister de Gemengen en Uerder ginn a soen: „Dir musst op de Busarrêten", wat jo d'Kompetenz ass vun de Gemengen, zum Beispill „do där Gelen histellen oder Gel-Apparaten hinhänken." Dat ass Gemengekompetenz! Dat kann héchstens ..., an dann nach, souguer d'Inneministesch, déi kann dat och emol net maachen!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Dat steet net an der Motioun.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Jo, dat steet net an der Motioun. Mee Dir kënnt awer net Saachen an där Motioun schreiwen hei an der Chamber, déi awer vun der Kompetenz hier guer net ...

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Et steet net dran!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Jo, dat hutt Der awer elo grad gesot, et géif drastoen! Dir hutt elo grad gesot, ob ech e Bréif geschriwwen hätt un d'Gemengen, wou ech d'Gemengen opgefuerdert hätt, dat ze maachen. Ech kann dat net maachen! Well dat ass net a menger Kompetenz. Et ass an der Kompetenz vun de Gemengen, fir Busarrêten ze installéieren, also donc och, fir dat doten ze maachen.

(Interruption par M. Marc Baum)

Dat ass dat Eent. Dat Zweet ass, Här Baum, ech hu virdrun net gesot: „Et sinn zwou Bornen", mee: „Et sinn zwielef Garen", wou et schonn installéiert ass. Dat ass dat Eent. Ech hunn och gesot, datt d'CFL ... An ech mengen, datt och scho verdeelt ginn ass, ech sinn awer do net ganz sécher, dat misst ech nach eng Kéier nokucken. Ech schaffe jo net bei de CFL! Ech hunn eng Zäit do geschafft, mee de Moment schaffen ech am Ministère. An natierlech hunn ech de CFL gesot, si solle wannechgelift kucken, Saachen ze maachen, fir deem Rechnung ze droen. A si sinn och amgaang, dat ze maachen. Si hunn och eng Rei Saache gemaach. D'nämmlecht bei LuxTram an esou weider an esou fort, do lafen eng Rei Saachen, déi gemaach ginn.

Mee wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass net näischt geschitt. An et ass och net, datt déi Motioun net eescht geholl gëtt. An et ass och net, datt mir de Problem net eescht huelen. Mee mir mussen dat awer och an de Kontext setzen a mir sollen net eppes do erandeiten, wat net dranzedeiten ass! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. An d'Wuert geet elo un d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Da kucke mer fir déi 13. Kéier, de sachlechen Toun ze hale ronderëm dëst Pandemiegesetz. Et wäert sécher net déi leschte Kéier sinn, wou mer eis hei wäerte gesinn. E grousse Merci virop och dës Kéier nees un d'Ekipp, un de President vun der Chamberskommissioun an dee ganze Staff ronderëm, deen hei ëmmer a kierzter Zäit muss liwweren. Och dat wäert an Zukunft net ausbleiwen. Ech weess, dass och do ni déi richteg Routine kënnt. Et ass een einfach frou, wann dat eng Kéier eriwwer ass.

An och vläicht e klengt Wuert zur „juristescher Eleganz": Déi ass leider och net op der Prioritéitelëscht, och net bei mir. Selbstverständlech, zu aneren Zäite géif mer dat Pleséier maachen, mee am Moment ass einfach d'Zäit net ginn, fir sech hei der juristescher Eleganz hinzeginn. An ech mengen, ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass awer net nëmmen Eleganz!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- ... et ass och am Interessi vum Land a vu jiddwerengem, dass mer do e bëssen Indulgence hunn an där Matière.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass net nëmmen Eleganz, et sinn och rechtsstaatlech Notiounen. Et ass e wéineg méi wéi Eleganz.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech kommen zur Rechtsstaatlechkeet, selbstverständlech, Dir hutt déi ugeschwat. An déi ass och virgesinn. Dat hei war net d'Äntwert op d'Rechtsstaatlechkeet. Loin de là!

Haut koum eng nei Evaluatioun vun der Situatioun. Och do gëtt et leider net vill Neies ëmmer nees ze soen. An déi lescht Wochen ass ganz vill Ongewëssheet am Raum. Et ass vill „wann ..., dann ...", „wann ..., dann ...". Et kann een et scho bal net méi héieren! Ech weess, Dir kënnt et net méi héieren - mir kënnen et och selwer net méi héieren. Fakt ass, dass dat awer nach ëmmer déi Tatsaach ass, mat där mer eis am Moment mussen auserneesetzen.

Mir hunn haut gelies, et gëtt keng, d'Taskforce nennt dat keng „Relaxatioun". Dat heescht, et ass nach keng richteg Amelioratioun elo ze gesinn iwwert déi lescht Wochen. „Et ass ‚leedeglech' a ‚méiglech'", schreiwe se, „eng Stagnatioun". Dat ass zweemol relativiséiert.

Jo, d'Zuele sinn erëm liicht eropgaangen. Mir hunn awer och natierlech ganz vill getest. Mir hu Clusteren, wou mer ganz schnell op der Plaz waren, wou mer extreem vill getest hunn, och ronderëm Asymptomatescher. Si mer elo an der Stagnatioun oder net? Et ass schwéier ofzeweien, Stand haut. Et si vill Inconnuen do ronderëm.

Am selwechte Rapport ass och ze liesen, wat och Fakt ass, dass een déi nei Varianten, déi ënnerwee sinn, an dat sinn der méi, am Moment nach ganz schwiereg kann aschätzen, dass een hiren Afloss net richteg kann ofschätzen op dat ganzt Geschéien zu dësem Zäitpunkt. Firwat kann een dat net maachen? Ma well et eis u gänzlech representativen Donnéeë feelt, generell, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg. Dat ass kee Makel, dee mir hei hätten, och loin de là! Mir sequencéiere vill hei am Land am Verglach zu eisen Nopeschlänner, och international am Verglach ganz vill.

Dee Prozentsaz, deen hei zu Lëtzebuerg sequencéiert gëtt, haut schonn, geet iwwert dat eraus, wat ugestrieft ass. Et bleift awer esou, dass mer nach kee representativen Echantillon hunn. Et huet nach kee Land deen, d'ailleurs. Dat ass alles nach ganz wackeleg. Et gëtt sequencéiert ronderëm déi Varianten, déi elo rezent fonnt ginn. Do kucke mer, dat och ganz intensiv ze maachen, wat natierlech dozou féiert, dass mer der do och vill fannen, wa mer do ronderëm siche ginn.

Mee um representativen Echantillon schaffe mer, dat wësst Der. Mir haten och e laangen Echange doriwwer an der Chamberskommissioun, well Der vill Froen dozou hutt, wat och legitimm ass. An do schaffe mer drun. A mir wäerte geschwënn och souwäit sinn, vläicht als éischt Land, wat wierklech e richtegen nationalen Echantillon huet, dee representativ ass.

Ech bedaueren, dass effektiv hei dee groussen Asaz an déi dach ganz wäertvoll Aarbecht vum LNS net wierklech wäertgeschätzt gëtt. Et gëtt e bëssen duergestallt, wéi wann et un Informatioune géif feelen. Lëtzebuerg liwwert do vill Informatiounen.

Et ass och: D'lescht Woch hu mer e Bilan erausginn, wat bis elo fonnt ginn ass, mam ganzen Historique vun deem Dag un, wou mer deen éischte Variant fonnt hunn. Et ass ganz transparent oppegeluecht ginn, wivill mer fonnt hunn. An an deem Kontext d'lescht Woch ass och däitlech gemaach ginn, dass mer eeben elo am LNS drop schaffen, dee representativen Echantillon un d'Stoen ze kréien. Dat brauch e bëssen Zäit. Dat ass näischt, wat een einfach esou aus dem Aarm rëselt. An dat wäert nach eng Woch daueren, vläicht hu mer et d'nächst Woch, et kann awer och sinn, dass dat nach eng Woch méi hëlt. Do gëtt gemaach, wat mer kënnen.

Déi Leit sinn extreem begeeschtert am Asaz. An och vun dëser Säit e ganz grousse Merci dofir! Och si si scho laang hei am Asaz an ëmmer erëm, ëmmer erëm wierklech do, fir dem Land ze hëllefen, fir wierklech alles ze ginn, wat mer kënnen, u Moyenen, fir wierklech déi Pandemie hei am Grëff ze halen.

Da wollt ech vläicht op e puer Saachen, déi ugeschwat gi sinn, agoen. Et ass, mengen ech, fir d'véiert hei um Mikro, wou ech verweisen op d'Recommandatioun vum Direkter vun der Santé zu de Schnelltester. Mir hunn do eng Strategie mat klore Recommandatiounen, wou se an den Asaz solle kommen, wou och net - Schnelltester gëtt et jo schonn eng Zäit -, wie se soll maachen.

Mir liwweren der och eraus un d'Altersheemer. Dir frot, dass misste Schnelltester an d'Altersheemer kommen. Dat ass säit November! Ech hu se dës Kéier wierklech net matbruecht - ech hat se elo allkéiers derbäi, mee ech duecht, dat Theema wär elo ofgeschloss, well mer et schonn esou oft ugeschwat hunn -, mee an der Recommandatioun steet dat, wou mer déi am Asaz gesinn: ënner anerem bei de Visiteuren. Ech weess och elo den Tablo net auswenneg, wivill Schnelltester ausgeliwwert gi sinn. Jiddefalls hu mer der am Stock national. Wann der gebraucht ginn, ginn déi vun der Santé nogeliwwert. Dat ass iwwerhaapt kee Problem, dat ass lafend Geschäft!

Da sinn ech och ganz frou ze héieren, dass eis Informatiounen awer wierklech suivéiert ginn. Dir wësst, dass mer och un anere Schnelltester schaffen, och mam LNS zesummen, wou mer wierklech nei Produiten ausprobéieren op hir Effizienz. Ech géif der Madamm Lorsché soen: Mir si vläicht do net esou schnell wéi déi aner, mee dofir vläicht awer da méi grëndlech. Mir loossen dat net einfach esou erauszirkuléieren. Dat huet en Enjeu, dat Ganzt. Et si vill Produiten um Maart, ganz vill. Wann Der déi däitsch Lëscht kuckt, wat do recommandéiert ass, dat ass ellelaang. A mir maachen am Moment den Effort eeben am LNS, déi Produite wierklech ze testen, reell ze testen, dat heescht, parallell zu PCR-Tester, fir esou ze gesinn ...

A mir haten och doriwwer e laangen Austausch, dat ass eigentlech fir d'Leit hei am Sall, oder fir déi aus der Chamberskommissioun vun der Santé, näischt Neies méi. Dobausse mag et vläicht nach net ukomm sinn: Och do si mer amgaangen, drop ze schaffen. A mir erwaarden, dass mer an deenen nächsten Deeg och do Resultater kréien, fir dass mer da kënnen eng Recommandatioun erausginn un d'Leit, fir dass d'Leit wëssen, wéi eng Schnelltester gutt sinn, wéi eng vläicht manner gutt sinn, wéi eng dat halen, wat dropsteet, wéi eng vläicht éischter net, a fir dass mer eis och da kënne festleeën, wéi eng mer nach zousätzlech wäerte vum Staat hier akafen, fir se da méi an den Ëmlaf ze kréien.

Et ass eis awer wichteg, déi dote Garantien ze ginn. Dat heite si grouss Marchéen, déi sech opdinn. Et ass ganz villes um Marché a mir sinn der Meenung, dass mer de Leit et och schëlleg sinn, dat mat deem néidege Seriö wierklech ze testen, auszeprobéieren an dann eeben deementspriechend Recommandatiounen auszeschaffen, mat den Erklärungen, déi et brauch.

Da wat d'Rechtsstaatlechkeet betrëfft, do hate mer och dës Woch an der Chamberskommissioun driwwer rieds. Déi Fro ass gestallt ginn. Ech hat do verwisen drop - et ass zwar sou, ech sinn net den Ausseminister, ech kennen déi Texter elo net, ech hunn déi och net bei Hand -, mee dat ass de Règlement grand-ducal, hunn ech mer nach eng Kéier schreiwe gelooss, vum 20. Juni 2020, dee scho méifach adaptéiert ginn ass, eng leschte Kéier den 29. Januar dëst Joer, wou dann och déi Testflicht drasteet. Dee misst awer esou am Mémorial stoen. Et ass op alle Fall dat, wat d'Leit mer elo hei confirméiert hu vum Büro aus. Et ass och net eisen Domän, et ass vläicht dann an der aussepolitescher Kommissioun, wou Der dat vläicht eng Kéier misst verdéiwen. Mee et ass u sech näischt Neies. Dat ass dee Reglement, dee säit enger Rei Méint am Ëmlaf ass an deen elo den 29. Januar fir d'lescht nach eng Kéier ugepasst ginn ass, fir dann déi Testflicht um Findel anzeféieren.

Da sinn ech och e bëssen erstaunt iwwert dat Erstaunen zu der Rechtsstaatlechkeet, wa vum Gesetz vun 1980 rieds geet, wou den Direkter vun der Santé duerch dës Chamber hei - ënnert der Regierung vum Här Werner war dat deemools - befugt ginn ass, ausdrécklech befugt ginn ass duerch d'Chamber, fir verschidden Decisiounen ze huelen. Ech hu geléiert, dass ee Gesetzer ze respektéieren huet, soulaang se do sinn, asoufern ass mengem Demokratieverständnis no näischt Ustéisseges derbäi, wann en Direkter eng Befugnis, déi e kritt iwwer e Gesetz, wat hei gestëmmt ginn ass an deem Land, géif uwennen. An dësem Fall wor et, souwäit ech mech erënneren, eng Recommandatioun, déi erausgaangen ass, fir verschidde Schoulen. Dat fonctionéiert u sech ganz gutt. Mee ech gesi prinzipiell do kee Problem vu Rechtsstaatlechkeet, wann ee sech op d'Gesetzer berifft, déi hei gestëmmt gi sinn an déi an dësem Land applikabel sinn.

Dann zu de Gespréicher mat den Dokteren: Do hate mer och schonn éfters Geleeënheet, eis auszetauschen, schréftlech a mëndlech. Och do si mer natierlech am Austausch. Dir gesitt et och an der Impfstrategie, déi jo hei presentéiert ginn ass. Et gehéiert zu der Lëtzebuerger Impfstrategie, dass mer à partir vun deem Moment, wou mer Impfstoffer hunn, déi vun der Logistik hier kënnen an der Dokteschpraxis verofreecht ginn, dat selbstverständlech maachen. Dat ass vun Ufank u kloer gewiescht. Ech mengen, ech hat dat och hei exposéiert. An do lafen och schonn déi ganzen Zäit Gespréicher am Moment, intensiv Gespréicher eebe fir déi nächst Phas, déi usteet, fir déi héich vulnerabel Leit, wat och scho kommunikéiert ginn ass.

Do schaffe mer ganz enk mat de Spideeler zesummen. Mir schaffen net, wéi d'Madamm Lorsché gefrot huet, mat der CNS. Net, well mer eis einfach aus Spaass d'Liewe vläicht méi komplizéiert maachen, mee déi Donnéeën, déi mer do hunn, déi ginn dat net hier. Dat ass d'Facturatioun, do sinn och Decalagen. Wann déi Donnéeën dat doten natierlech einfach hierginn hätten, hätte mer dee Wee sécherlech gesicht. Mee mir setzen hei op eng enk Zesummenaarbecht mat deene behandelnden Dokteren. A sou wéi den Dokter Schmit Iech dat och d'leschte Kéier an der Chamberskommissioun erläutert huet, sinn déi Gespréicher fir déi Phas 2 souwäit ofgeschloss.

Do ass eng Prozedur, déi steet, déi ass och scho kommunikéiert. An d'Gespréicher lafen elo dës Woch iwwert den Detail. Dat ass alles och net esou einfach. Dat ass ganz komplizéiert, dat ëmzesetzen. Mee och dës Woch ginn nach déi lescht Detailer beschwat, wéi dat an deenen nächste Phase wäert goen, a mir wäerte selbstverständlech och le moment venu iwwert den Detail dozou informéieren a kommunikéieren.

Reegelméisseg gi mer zum AstraZeneca gefrot, Dir hutt do vill Froe gehat. Vun deene Question-parlementairë säit der Rentrée hu mer der mëttlerweil 166 hei beäntwert. Do sinn der och eng ganz Rei zum AstraZeneca derbäi. Et ass och Kommunikatioun erausgaangen an ech war frou ze héieren - ech weess net, et huet een et mentionéiert, mee et deet ëmmer gutt ze héieren -, dass eis Informatioune gesi ginn a gelies ginn. Och do géif ech jiddwereen invitéieren, sech wierklech op eise Site ze beginn. Déi Saachen, déi mer live hunn, déi Eventer, déi kann een och noliesen. Wann Der do Froen hutt, do fannt Der ganz vill Material, och Frequently-asked-Questions, déi opbereet sinn an enger einfacher Sprooch, fir do de Leit hir Suergen ofzehuelen.

An natierlech si mer och beméit, de Suivi ze maachen. Mir hu vill iwwer Pharmacovigilance geschwat, notamment och am Kontext vun deenen Dispositiounen, déi haut zum Vott stinn. Dat ass eng grouss Prioritéit fir eis a mir maachen e ganz enke Suivi ronderëm déi Ängschten, déi och am Moment am Raum stinn, virun Nieweneffeten. Dat ass eppes, wat eis Direktioun ganz staark beschäftegt. Mir sinn do a ganz enkem Kontakt - och elo erëm - mat deene concernéierten Haiser. Do si jo eng Rei Saachen, déi am Raum stinn, och de Moien nees iwwer d'Press; wann esou eppes ass, ma da ruffen d'Leit un a si vergewëssere sech, ob alles an der Rei ass. A selbstverständlech wäerte mer och déi néideg Flexibilitéit hu fir ze reagéieren, wann do Problemer sinn. Dat ass eis Aarbecht, dat ass eis Flicht, an et ass dat, wat mer dagdeeglech maachen an där Zäit, déi eis dann dofir gegënnt ass.

D'Situatioun generell, do sinn ech och, muss ech soen, ëmmer erëm e bëssen traureg, wa se grad hei am Land méi schlecht gemaach gëtt, wéi se ass. D'Inzidenzzuelen, do hu mer oft driwwer rieds. Et gëtt sech ëmmer erëm drop referéiert, ech soen och ëmmer erëm dat selwecht dozou: Déi Inzidenzzuel aleng seet net vill aus. Dat ass dee Plädoyer, dee mer onermiddlech am Ausland féieren, mat ganz villen Efforten - e gëtt och esou lues a lues gehéiert -, wou ëmmer méi awer trotzdeem den Taux de positivité gekuckt gëtt. Dat war och elo nees en Theema déi lescht Wochen, wou eis Kolleegen aus der Regierung an deenen ënnerschiddlechste Gespréicher ëmmer erëm betounen, wéi eis Situatioun hei am Land ass, wivill mer testen, wéi déi aner Indicateure grad stinn.

An déi sti ganz gutt, muss ee soen. Also ech mengen, et ass eng Situatioun, déi ons natierlech Suerge mécht am Moment, mee nach sti mer relativ gutt do. Wa mer eisen Taux de positivité kucken, deen ass gutt am Verglach. Den Taux de mortalité ass gutt. A virun allem ass d'Beleeung op den Intensivbetter ganz gutt. An ech sinn och ganz frou, dass net dat just vun den Deputéierten zu dëser Säit, mee eeben och vun den Oppositiounsparteien awer och gehéiert ginn ass an d'Erklärunge verstane gi sinn an och esou hei duergestallt gi sinn. Mir ginn eis Méi, dat ëmmer erëm ze erklären. Den Dokter Schmit hëlt sech och ëmmer vill Zäit, fir dorobber anzegoen. An et ass natierlech dann och gutt ze héieren, dass awer déi Messagen ukommen an dass déi Relativéierung, déi mer par rapport zu den Indicateure maachen, dach awer verstane gëtt.

Dat ass wichteg, och fir d'Leit dobaussen, dass se net just op déi Inzidenzzuel kucken. Dat ass de Revers vun enger Strategie, déi mer hunn: Wa mer vill testen, fanne mer méi wéi déi aner. An dass dat esou ass an déi global Situatioun eeben net esou schlecht impaktéiert, dat gesäit een op deenen aneren Indicateuren. An déi stinn net esou schlecht do am Moment, och wa mer eis vill Suergen iwwert d'Situatioun maachen, wéi se am Moment ass, duerch déi Inconnuen, déi opstinn.

De „viralen Effet", dat ass eppes, wat mer viru Corona kannt hunn duerch déi sozial Medien. Dat ass eppes, wou ee vill Geld bezuelt huet, fir et ze erzeugen, dass Messagë viral ginn an esou weider, e richtegen Hype! Bon, mir hunn den Hype an de viralen Effet elo heiheem. Mir kënnen e leider nach net richteg ofschätzen. Mir brauche Gedold. An dofir ass et wierklech de Moment, fir nach eng Kéier wierklech zesummenzestoen an déi restriktiv Mesuren, déi mer hunn, och weiderhin ze respektéieren. Et mag sinn, dass dës Mesuren duerginn, fir dat Ganz gedrosselt ze behalen. Dat ass eis Hoffnung, déi mer hunn. Mir hoffen, dass mer wierklech net mussen norüsten. Mee nach ass et ze fréi, fir do wierklech e leschte Jugement driwwer ze maachen. Mir brauchen do nach Erkenntnisser. Et bleift eis also näischt anescht iwwreg.

Vun eiser geografescher Situatioun hier si mer net schrecklech begléckt an der Pandemie. Et ass vläicht praktesch am Alldag, schnell am Ausland ze sinn, mee fir d'Pandemie ass et definitiv kee Virdeel. Mir kënne keng Strategie fueren, wéi aner Länner, dass mer eis ganz zoumaachen. Mir hunn im-

mens vill Leit, déi dagdeeglech iwwer eis Grenze ginn, dofir si mir net Neuseeland, mir sinn net Australien, mir sinn och net Israel. Mir hunn eng aner Dateschutzveruerdnung hei an deem Land. Lëtzebuerg ass Lëtzebuerg, mir hunn eisen eegene Wee. A mir sinn definitiv keng Insel.

Dofir musse mer un déi Schrauwen dréie goen, un deene mer dat kënnen. An dat dréit sech manner ronderëm déi Baussegrenzen. Ech verstinn d'Suerg, fir nach zousätzlech zu den Tester, déi mer froen, wann een hei um Findel areest, vläicht eventuell nach eng Quarantän dropzesetzen. Et mag sinn - ech gleewen net drun -, dass dat dee groussen Effet hätt, fir dat Ganzt ze drosselen. Vill ze vill Leit gi bei eis iwwer aner Weeër hei an an aus. Dat ass net déi eenzeg Schrauf, déi mer hunn. Mir hunn do eng duebel Sécherheet duerch en Test um Embarquement, duerch en zousätzleche bei der Arrivée. Et mag e gudden Usaz sinn, mee ech mengen, et ass net d'Rettung aleng. Ech fäerte ganz, dass dat, falls et nach eng Kéier sollt aus dem Rudder geroden, och net d'Rettung wäert sinn. Dat ass op alle Fall meng Iwwerzeegung.

Et ass schonn esou, wéi et haut dann och vusäite vun der Fuerschung erëm eng Kéier ënnerstrach ginn ass; do ass jo haut erëm eng rezent Aschätzung komm. Ech hu mer et hei opgeschriwwen - wéi ass et? -, jo, mir musse mat méi héije Fallzuele rechnen. Dat ass dat, wat geschriwwe gëtt. Dat wësse mer och iergendwou. Et ass eng Eventualitéit, déi am Raum steet. An da gëtt gesot: „A falls mer eis net nees méi konsequent un d'Kontaktbeschränkungen halen, da riskéiert dat, problematesch ze sinn."

Also läit d'Kand och nach net am Pëtz. Et geet just drëm, sech wierklech erëm drun ze erënneren, wat elo gëllt: Sech un déi Bestëmmungen halen! An dës Warnungen, wannechgelift, net op déi liicht Schëller huelen! Et ass wierklech elo, wou et zielt. Et ass eng ganz gefäierlech Zäit. Mir wëssen net, wat ënner eis ëmgeet, wat dee viralen Effet ass vun deenen neie Varianten. An dofir gëllt et wierklech, sech un d'Reegelen ze halen. Mir hu kee Verhandlungspartner vis-à-vis. Mir kënnen net mam Virus verhandele goen.

Mir kënnen och net soen: „Fir Chrëschtdag hale mer elo mol eng Kéier op. Mir leeën d'Waffen nidder." Dat geet net. Vill Leit hate sech dat gewënscht. Et ass och hei staark derfir plädéiert ginn. Mee de Virus schéngt net esou spirituell ze sinn. Och d'Kanner net matzielen, dat ass e Wee, wou mir net wëllen higoen. Et gëtt elo gesot, wann een en anere Modell hätt fir de Besuch doheem, dat wär méi effizient. Ech gleewen och net drun, dass een do nach vill méi streng ka si wéi dat, wat mer hunn. An ech gleewen och net drun, dass, wa mer e bësse géifen oplackere ronderëm d'Bullen, dass dat e groussen Effet géif maachen. Mir hunn do e gudde Modell. Dat Wichtegst ass, dass mer eis weiderhin drun halen. Dat ass de Punkt!

De Problem ass déi „fatigue pandémique", vun där sou vill geschwat gëtt: D'Leit hunn es genuch! Mir hunn es alleguerte genuch. An dat ass déi grouss Erausfuerderung, dass mer net lues a lues mat der Zäit noloossen! Et ass och dofir, wou déi drëtt Well an enger Pandemie déi geféierlech Well ass, den Erfarungen no. Et ass déi drëtt Well, déi déi geféierlech ass, well d'Leit es einfach genuch hunn. Well een es einfach sat huet, sech un déi Reegelen ze halen.

An da géif ech och gären drop opmierksam maachen - et ass thematiséiert ginn -, wéisou mer besser wëlle kontrolléieren, ob d'Leit wierklech den Test de sechsten Dag an der Quarantän maachen. Majo, well sech erwisen huet, an dat ass eng nei Erkenntnis, dass dat scheinbar net méi esou agehale gëtt. Iergendwéi happert et mat der Eegeverantwortung. Aner Länner hunn nach 14 Deeg Quarantän, do gëtt iwwerhaapt net diskutéiert. Mäi Meedche war an Norwegen, dat war 14 Deeg am Hotel. Punkt, fäerdeg! Mir ginn de Leit d'Méiglechkeet, no sechs Deeg en Test ze maachen, well mer och eng grouss Testcapacitéit hunn.

(Brouhaha)

Nach muss awer deen Test negativ sinn, fir dass alles gutt ass. Wann en net negativ ass, ma dann hu mer e Problem! Da si Leit, déi vläicht asymptomatesch positiv ronderëmlafen, déi de Virus weiderginn. A wa mer da feststellen, dass sech net méi dru gehale gëtt, ma dann ass dat den Challenge, mat deem mer eis musse befaassen. An do nennen ech déi Äntwert, déi komm ass vusäite vun der Schoul, dass een an deem Fall do e bëssen norüst an erëm de Leit rappeléiert: „Voilà, do war nach eppes de sechsten Dag, wat mer vläicht erëm lues a lues vergiess hunn", fir dass mer dat erëm méi present kréien, dass ee sech erëm méi un déi Reegelen hält.

An ech géif gären drun erënneren - ech sinn zwar och elo, mengen ech, e bësse laang schonn … -, mee mir hu festgestallt, dass déi Quarantänen hiren Zweck erfëllen, sou lästeg se och sinn. Si erfëllen hiren Zweck. Et ass ëmmer erëm e gewëssene Prozentsaz, zwëschent 15 % an 20 %, vun de Leit, déi a Quarantän sinn, déi positiv ginn, déi vläicht net onbedéngt krank ginn, mee déi positiv ginn! Dat heescht, déi Leit selwer géife sech iwwerhaapt keng Rechenschaft driwwer ofginn (veuillez lire: déi Leit wiere sech däers guer net bewosst), dass si vläicht e Problem sinn. Mee si sinn et awer! An doduerjer, dass mer dat dote strikt duerchzéien, egal wéi lästeg et ass, dass mer do zesummestinn, kréie mer eng gewësse Barriär. Mir kréien déi Infektiounsketten einfach schnell gebrach.

An et deet mer leed, et ass dat Eenzegt, wat mer hunn! Mir hunn net eng grouss Wonnerwaff hei. A mir sinn och mam Impfen nach net esou wäit, dass ee kéint soen: „Et ass alles gutt." Et ass einfach nach en haarde Wee, dee virun eis ass. Mir mussen zesummestoen!

Liicht um Enn vum Tunnel, oder et ass éischter e Schrëtt a Richtung Liicht … Mir hunn eis och scho vill driwwer ausgetosch. Och do gëtt et haut nach net déi richteg Gewëssheet. Mir wëssen nach net genuch ronderëm d'Impfstoffer, wéi se sech wierklech auswierken op d'Pandemie, awéifern een de Virus trotzdeem nach ka kréien, weiderginn. Dat, wat positiv ass - a kommt, mir halen eis dorunner fest -: Mir wësse mat Sécherheet, dass, wann d'Leit geimpft sinn à grande échelle, zumindest d'Decèse wäerten zréckgoen, dass zumindest déi schwéier Konsequenzen, déi Openthalter an de Spideeler wäerten zréckgoen. An dat ass dach scho vill!

A wat mer méi Erkenntnisser kréien - an dat ass do, wou ech ofschléissend och nach eng Kéier wierklech ëm Äert Vertraue bieden -, wa mer nei Erkenntnisser hunn, ma da si mir déi Éischt, déi beméit sinn, fir déi afléissen ze loossen. Dat ass eise Leit hir Aarbecht! Ech bieden dofir ëm Vertrauen an ëm Raum fir ze schaffen. Et ass dat, wat mer brauchen. Et ass extreem vill Neies ze verschaffe vun eise Leit. Mir suivéieren natierlech d'Wëssenschaft, d'Expertisen, déi kommen. Mir testen neit Material. Mir hunn dat um Radar. Mir maachen eis Bescht, fir et kuerzzefaassen! Mee et wäert nach laang daueren.

Dann eng Kéier kuerz zu den Daten: Date si ganz wichteg. Et geet net duer mat Vertrauen, mat Raum, et brauch Verstand, fir d'Reegelen ze verstoen. Et brauch och Disziplinn, fir sech un d'Reegelen ze halen. Dat ass nach eng Nuance. Verstand an Disziplinn sinn zwou verschidde Saachen. Leider brauch et déi zwee. A Fräiheet muss ee sech eppes kaschte loossen, sief et um Niveau vum Staat, duerch Suen, déi en investéiert, sief et um individuellen Niveau, duerch Disziplinn, déi een dann opbréngt, fir Saachen ze respektéieren, wou ee vläicht fir sech selwer de Sënn net direkt gesäit. Dat ass an dësen Zäiten esou. An d'Daten, déi géieren och dozou. Si si wichteg.

Ech géif ënnersträichen, dass eis Intentioun bei den Daten déi ass, dass mer déi Pandemie sou gutt wéi méiglech kënne suivéieren. Dat ass déi eng Saach. Dat sinn Daten, déi brauche mer net esou laang. An ech sinn och ganz frou fir déi Zesummenaarbecht, déi mer haten. Dat war ganz konstruktiv an der Chamberskommissioun, wou mer op dësem dach ganz technesche Feld, wat den Dateschutz ass, an där kuerzer Zäit gutt Léisunge konnte fannen, fir wierklech do d'Delaien erofzesetzen, wou mer et net onbedéngt brauchen. Mee an der Pharmacovigilance ass et am Interêt vum Patient, dass mer déi Daten hunn, dass mer zu all Moment kënnen novollzéien, wie wéini wat geimpft kritt huet, fir gegeebenefalls Laangzäitschied ze reperéieren oder och dann eebe Kontakt opzehuele mat de Leit. Dat ass definitiv am Interesse vun de Patienten. Dat ass net iergendeppes Willkürleches, wat mer domadder maachen. Mir brauchen déi Daten, fir dat heite kënne seriö ze geréieren an och de Leit déi néideg Garantien ze ginn an der Dauer, och iwwert dës Pandemie eraus, dass hir Rechter kënne gewaart ginn.

An deem Sënn géif ech lech alleguerte bieden, dësem Gesetz zouzestëmmen, et weider ze verlängeren. Et ass dat, wat mer zu dësem Zäitpunkt leider nach ëmmer brauchen. Et mag net perfekt sinn. Et ass en Ensembel vu Reegelen, déi mer zesummegestréckt hunn, déi iergendwou en Effet gewisen hunn. Dat ass dat mannst, wat ee ka behaapten, wann een zréckkuckt op virun de Feierdeeg a kuckt, wou mer haut stinn.

A vergiesst net, par rapport zum Virus: Mir sinn alleguerten de Wiert an dëser Saach. Dat soll een net vergiessen. A wann een dat bis verstanen huet, dann ass et och ëmmer nees méi einfach, déi Reegelen ze respektéieren. All Eenzelne vun eis ass e Wiert fir dee Virus.

Voilà. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Gesondheetsministesch villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi ...

Une voix.- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- O! Et ass nach eng Wuertmeldung do vum Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, Här President, ganz kuerz: Ech hunn elo just d'Zuele kritt, fir dem Här Baum déi dann och ze ginn. Also, et si schonn eelef Garë mat Spenderen ekipéiert. An dat sinn all d'Garen, wou Personalpresenz ass, dat heescht, wou och eng Gestioun ass, wou Surveillance ass a wou och déi meeschte Leit zirkuléieren. An déi nächst Verdeelungsaktioune fir de Gel, där klenger Dëppercher, an den Zich, déi lafen elo den 22., den 23. an de 25. Februar, an do ginn 20.000 där Flacone verdeelt, Här Baum. Voilà, just fir lech ze soen, datt doru geschafft gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Mobilitéitsminister fir déi Prezisiounen. Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci dann och dem Här Minister fir déi Prezisioun, datt et eelef Garë mat Spendere sinn, an dann deemno wéi, och wéi eng dat sinn. Meng Fro bleift dann awer: Hutt Der wëlles, d'Motioun ëmzesetzen? Dat heescht, an der Motioun steet nämlech, datt - selbstverständlech do, wou et ënnert der Responsabilitéit vun Ärem Ministère ass - och an de Busser an an den Zich Spenderen opgestallt solle ginn. Dat freet nämlech d'Motioun. A wat d'Gemengen ugeet, ass et d'Fro, se ze invitéieren, sech där Initiativ ze associéieren, et ass net, fir hinnen dat ze ordonnéieren.

Bon, souwisou ass et: D'Kompetenz vun Ärem Ministère huet jo awer och eng aner Dimensioun, mir hu jo och de gratis ëffentlechen Transport, dee jo och fir interkommunal Syndikater gëllt. Mee dat ass jo net gefrot. Et ass gefrot, si ze invitéieren, sech Ärer Initiativ ze associéieren. Duerfir meng Fro: Hutt Der wëlles, dat dann, sou wéi d'Motioun et freet, ëmzesetzen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Da Parole après ministre fir den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn eppes zu engem anere Sujet elo, wann den Här ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert geet da fir d'éischt zréck un den Här Bausch.

(Interruption par M. François Bausch)

Dann den Här Wiseler, an nach den Här Fernand Kartheiser, an da geet d'Wuert zréck un d'Regierung.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da kann den Här Bausch sech nach iwwerleeën, wat en äntwert. Ech wëll Der Regierung Merci soe fir déi Äntwerten, déi se ginn huet. Eng Rei kann ech novollzéien, mat enger ganzer Rei anere sinn ech manner averstanen. Mee ech halen elo net eng frësch Ried.

Et ass just ee Punkt, deen ech hei wëll evoquéieren, well e mer wichteg ass, dat ass awer dee vun der Rechtsstaatlechkeet a vun eise Prozeduren. Wësst Der, mir sëtzen am Fong hei, well mer am Mee d'lescht Joer, gemeinsam mat der Regierung d'ailleurs, decidéiert hunn, datt mer net e generellt Gesetz géife maachen, wou d'Regierung kéint dann duerno hir Decisiounen am Regierungsrot huelen, mee - well mer et hei mat konstitutionelle Fräiheeten ze dinn hätten, déi géifen ageschränkt ginn -, datt mer alleguer zesummen, Majoritéit an Oppositioun, géifen drop halen, datt all Aschränkung vu konstitutionelle Rechter bei de Leit iwwer Gesetz géif lafen. Dat hu mer gemeinsam decidéiert, hu mer d'ailleurs och an 13 Gesetzer 13-mol heiban- nen - an dofir sëtze mer hei, well mer déi Decisioun geholl hunn - och exercéiert.

Allkéiers wann esou Rechter ageschränkt gi sinn, hu mer hei eng gesetzlech Basis dofir geschaaft. Wa mer d'Commercen zougemaach hunn, wa mer d'Caféen oder d'Restauranten zougemaach hunn, wa mer de Bau zougemaach hunn, ass et am Gesetz virgesi gewiescht. Wa mer d'Commercen zougemaach hunn, hu mer souguer gesot, wat fir eng nach géifen opbleiwen. Mir hu souguer gesot, wou déi eenzel Commercen da misste Riddoen driwwerhänken, wat net huet däerfe verkaaft ginn. Alles dat hu mer quasiment am Gesetz protegéiert. An ech hunn dat richteg esou fonnt!

Elo ass et awer hei, just am Kader vun der Éducation nationale, wou mer déi Liberté de commerce notamment bei Foyeren, bei Crèchen, déi kommerziell Betriber sinn, zoumaachen an elo decidéieren, datt mer dat ouni Gesetz maachen. An ech soen, genau dat ass dat, wat ech net verstinn! Ech fannen et net normal, datt da gesot gëtt: „Dat geet iwwer Recommandatioun", a wa se net follegen, da kënnt den Direkter vun der Santé, da maacht Der eng Ordonnance. Ech weess och, datt dat am 80er Gesetz esou steet. Mee dat ass awer net, fir eng generell Moossnam ze huelen iwwer Wochen an iwwer Méint eraus, wou dann all déi Betriber einfach zougemaach ginn. Ech fannen, datt déi Decisioun, déi mer gemeinsam am Mee geholl hunn, fir esou Aschränkungen an e Gesetz ze schreiwen, nach wie vor déi richteg ass.

An ech proposéieren en fin de compte, datt d'nächst Woch - op jidde Fall wäerte mir dat ufanks nächster Woch hei froen - d'Educatiounskommissioun zesummekënnt, fir eng Kéier iwwert déi Problematik vun der Legalitéit vun deene Moossnamen, déi an der Educatioun ze huele sinn, gemeinsam ze diskutéieren an och Recommandatiounen auszeschwätzen, wéi mir als Chamber mengen, datt et sollt gemaach ginn. Do geet et net ëm d'Eleganz vun den Texter, mee do geet et ëm Grondprinzippien, wa mer Fräiheeten aschränken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An da geet d'Wuert un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ganz kuerz just: Ech wëll dem Här Wiseler a sengen Iwwerleeungen do Recht ginn. Mee et ass net, fir iwwert de Fong vun der Debatt ze schwätzen, wou ech elo d'Wuert froen - a merci, datt Der mer et ginn hutt, Här President -, mee iwwer eng prozedural Saach.

Mir haten elo dës Debatt, an ech fannen et och gutt - fir datt mer eis gutt verstinn -, datt d'Regierung op all Froen äntwert, déi hir gestallt ginn. Ech fannen dat richteg. Ech begréissen dat. Ech stellen awer och gläichzäiteg fest, datt d'Regierung méi wéi dräimol sou laang geschwat huet wéi virgesinn. Och dogéint hunn ech näischt. Mee de Problem, deen ech dobäi hunn, dat ass, datt d'Deputéiert vun der Oppositioun praktesch op d'Minutt gesot kréien, wéi laang se solle schwätzen. An da gëtt geschellt an dann heescht et: „Elo geet et duer." An d'Regierung schwätzt dräimol méi laang, wéi se soll! Do ass en Ongläichgewiicht. An dat wëlle mer net!

Ech mengen, mir als ADR - an ech mengen, wéi all Partei heibannen - froen dann och an deem Kontext, datt eis Bemierkunge kënne voll ausgefouert ginn an datt mer net ënnerbrach ginn, wéi d'Regierung net ënnerbrach gëtt, fir datt mer eng Debatt hunn, wou all d'Standpunkte kënne voll zur Geltung kommen. Ech mengen, da komme mer och virun.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Ech wëll awer direkt soen: Dat ass relativ schwéier ze handlen. Et gëtt ëmmer erëm gesot vun de Froesteller, datt et begréisst gëtt, datt déi dräi Ministeren oder véier Ministeren hei sinn. An da ginn d'Froen och gestallt. An da mussen awer d'Regierungsmemberen och d'Geleeënheet kréien, fir dorobber ze äntwerten. Ech mengen, dat ass awer e Spill, dat gehéiert awer derzou, datt mer e flotten Austausch kréien tëschent deene Leit, déi Froe stellen, déi d'Regierung wëlle kontrolléieren, an deenen, déi dann awer och Zäit fir eng Äntwert verdéngt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wëllt d'Regierung nach dorobber äntwerten?

(Brouhaha)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7768 kommen. Den Text ...

(Brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, den Här Bausch wollt virdrun äntwerten, wann ech mech net ieren.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech bleiwen derbäi ...

Här President, ee Saz, well soss ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, hei den ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Mir spille jo kee Pingpong hei. Ech bleiwen derbäi, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch kritt nach eng Kéier d'Wuert zréck.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech bleiwen derbäi: Ech hunn de Gemengen näischt virzeschreiwen. D'Gemenge wëssen et, et sëtze jo genuch Gemengevertrieder heibannen! Wann déi et schonn all géife maachen, wär scho vill geschitt. Also, ech brauch hinnen net ze soen, wat se ze maachen hunn.

Dat Zweet ass: Déi 20.000 Dosen, déi verdeelt gi sinn an den Zich, dat ass, well et technesch gesinn - dat hunn ech gesot - schwiereg ass, dat iwwerall esou ze installéieren. Et gëtt alles gekuckt. Och an de Busse gëtt gekuckt, an den Trammen. An och, wann d'Chamber eng Motioun mécht - well d'Chamber ka jo hei einfach eng Motioun maachen -, da muss d'Regierung nach kucken, ob dat, wat alles dann am Detail verlaangt gëtt, wann et ëm technesch Froe geet, och ëmsetzbar ass, sou wéi et verlaangt gëtt. Mir kucken dat alles. An dat, wat technesch machbar ass, maache mer. En Deel ass scho gemaach, hunn ech gesot. An da wëll ech awer och nach eng Kéier drun erënneren, datt d'Zich an d'Bussen an all d'Trammen all Dag x-mol desinfizéiert ginn, esou wéi och nach, wa se an hiren Depot eropfueren, dat wëll ech awer och nach derbäisoen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci nach eng Kéier dem Här Mobilitéitsminister.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7768 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen ass amgaang.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Résolution et motions

Da komme mer zu der Resolutioun an den zwou Motiounen, déi zu dësem Projet de loi ofgi gi sinn.

Résolution 1

Fir d'éischt d'Resolutioun, déi vun der ADR deposéiert ginn ass, ...

(Brouhaha)

... wou gefrot gëtt, datt d'Cour des comptes soll e Spezialrapport iwwert de Large-Scale-Testing maachen. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? De Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Ënnert de Consideranten, muss ech soen, dass ech dee leschte Considerant awer héchst bedenklech fannen. Dir frot hei, dass mer zu Lëtzebuerg manner sollen testen, fir dass mer méi an d'Vakanz kënne goen, mam Risiko, dass mer eng ganz Rei vu Leit, déi da positiv sinn, weider ënner eiser Bevëlkerung lafe loossen an domadder nei Ustiechunge maachen. Ech mengen, dass dat absolutt net dat ass, wat mer hei solle propagéieren, an dass dat och net dat ass, wat ee soll vertrieden.

Zum „Fuerdert"-Paragraf: Dir frot, dass d'Cour des comptes eng Käschten-Notzen-Evaluatioun soll maachen. Ech mengen net, dass d'Cour des Comptes fir d'Käschten-Notzen-Analys do ass. Déi musse kucken, ob dat alles finanziell an der richteger Reiefolleg gelaf ass, mee si sinn awer net dofir do, fir d'Opportunitéit ze kommentéieren an ze kucken, ob dann d'Resultat vun deem Prozess, deen hei ugefouert ginn ass, och richteg war. Duerfir géif ech proposéieren, dass mer déi Resolutioun hei sollen ofleenen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Dann huet den Här Claude Wiseler d'Wuert gefrot.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Mir sinn der Meenung, datt d'Cour des comptes effektiv eng Kéier sollt iwwert déi ganz Prozedur vum Large-Scale-Testing kucken. Dir wësst, datt mer an der Ufanksphas eng ganz Rei Diskussiounen iwwert déi Prozeduren haten.

Dat gesot, muss ech zu där heiter Resolutioun zwou Saache soen. Dat Éischt ass, datt ech mat all deene Consideranten, sou wéi se hei stinn, net kann averstane sinn, well all déi Consideranten, sou wéi se hei stinn, sinn am Fong suggestiv, datt dee Large-Scale-Testing näischt bréngt, datt en net sënnvoll ass, datt alles muss a Fro gestallt ginn. An dat ass nu wierklech net dat, wat mir als CSV wëllen zum Ausdrock bréngen. Mir wëlle kucken, ob alles richteg gelaf ass, a mam Rescht an de Consideranten, do kënne mer net domat d'accord sinn. Éischtens.

An zweetens ass et och eng normal Prozedur, datt, sou wéi op jidde Fall d'Gepflogenheete vun der Chamber hei sinn, normalerweis an der Commission de l'exécution budgétaire iwwert d'Noutwendegkeet an de Sënn vun enger Saisine vun der Cour des comptes geschwat gëtt. Ech géif also och proposéieren, datt mer an iergendenger Reunioun vun der Comexbu, déi an Zukunft wäert stattfannen, déi do Diskussioun uginn an da gemeinsam decidéieren, ob mer e Rapport froen oder net. Mir sinn am Prinzip derfir, mee ech fannen, mir sollen déi Gepflogenheete vun der Chamber respektéieren. Mir wäerten eis also bei dëser Motioun enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Et ass keng weider Wuertmeldung ... Nee, den Här Marc Baum freet nach d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also an där heiter Form kënne mir op jidde Fall déi Resolution och net matstëmmen. Notamment, well an de Consideranten eng ganz Rëtsch suggestiv Aussoe gemaach ginn, déi awer zumindest och zweifelhaft sinn. Ech mengen, wat mer souwisou bräichten - an do war eng Motioun oder eng Resolutioun an der Vergaangenheet weesentlech méi sënnvoll -, dat ass, eng Kéier d'Evaluatioun ze maache vun alle Coronapoliticken, a wou sécherlech eng dovunner de Large-Scale-Testing ass, une fois, wa mer dës Pandemie iwwerstanen hunn. Elo just ee singuläert Element wéi de Large-Scale-Testing erauszehuelen, an dat en plus mat awer douteuxe Consideranten, gesi mir net an a mir wäerten duerfir och, also ënnert där heiter Form, d'Resolutioun net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

Da kënne mer elo zum Vott vun dëser Resolutioun kommen.

Vote sur la résolution 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun mat 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 21 Enthalungen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Motion 1

Da kéime mer zur Motioun Nummer 1, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass an déi am Fong geholl freet, datt d'Gemengeresponsabel all Woch sollen e Rapport kréie mat Informatiounen zum Infektiounsgeschéien an hirer respektiver Gemeng.

Den Här Georges Engel freet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Et muss ee soen, dass verschidden Donnéeën, déi hei gefrot ginn - menges Wëssens emol ass dat a verschiddene Gemengen op alle Fall esou -, souwisou scho kommunizéiert ginn. Wann eppes an enger Maison relais oder an enger Crèche vun enger Gemeng ass, vun der Schoul, da kréien d'Gemengen déi Informatioune scho matgedeelt. Op alle Fall ass dat an deene Gemengen, deenen ech emol méi no war, ëmmer esou gelaf.

Neanmoins si mer awer der Meenung, dass dat heiten eng gutt Saach ass. An d'Gemenge sinn da selwer verantwortlech derfir, wat se mat hirer Kommunikatioun maachen, wéi se dat uginn. Ech mengen, déi Zuelen, déi gëtt et, an duerfir mengen ech schonn, dass een déi Motioun hei kéint unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Da kritt den Här Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ganz einfach: Mir stëmmen déi Motioun, well mer dat normal fannen, wat drasteet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kéinte mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Kënne mer per Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass d'accord mat dëser Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2 vun de Piraten, wou et ëm d'Pressekonferenze vun de Regierungsmembere geet. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President, dass Der mer d'Wuert gitt, fir Positioun ze huelen zu der zweeter Motioun vun de Piraten. Ech mengen, Dir hutt dat alleguerte verfollegt: Déi Pressekonferenzen, déi vun de Regierungsmembere gehale ginn, déi ginn alleguerten integral a live iwwerdroen am Livestream op gouv.lu. Et kann ee sech se och op Facebook ukucken, wou se gläichzäiteg lafen. Dat huet awer dann de Virdeel - oder den Nodeel -, dass een dann d'Commentairë vun de Leit och direkt ka matliesen. Dat kann da jiddwereen aschätzen, wéi en et fir richteg hält.

Et gëtt och keng Restriktiounen op dëse Pressekonferenzen. Et gëtt keng Restriktioune fir opzehuelen an et gëtt och keng Restriktiounen, fir dat Material herno ze diffuséieren. All Medium, deen dohinnerkënnt, ass fräi, fir alles opzehuelen an och alles ze publizéieren. An all Journalist huet och integralen Zougang zum Video, dee bis elo ëmmer op der Mediathéik vum SIP accessibel war. Dat heescht, souwäit de Journalist e Login huet fir op de Service information et presse, kënnt en och do drun.

(Interruption)

Elo gëtt hei awer e bësse suggeréiert, wéi wann eppes ze verstoppe wär. Ech mengen, wann eng Pressekonferenz live iwwerdroe gëtt, ech weess net, ob et do wierklech vill ze verstoppe gëtt! Ech fannen dat elo an der Formulatioun hei e bësse komesch. Well et ass net obligatoresch, déi Pressekonferenze live ze iwwerdroen, mee et ass e Service un der Press - also esou gesi mir et op alle Fall -, an et ass eng Approche, déi a mengen Aen transparent ass.

Dat, wat elo hei gefrot gëtt, domat, mengen ech, hu mer kee Problem, well et decidéiert ass, fir effektiv dat doten och nach no der Pressekonferenz zougänglech ze maachen. Dat Eenzegt, wat problematesch ass, ech mengen, dat wësse mer, dat ass d'Tounqualitéit vun de Froen. Déi ass net ëmmer ganz gutt, dat heescht, do ass vläicht nach eppes drun ze schaffen.

Also wéi gesot, dat wat elo hei gefrot ass, ass decidéiert, dofir ass déi Motioun hei superfetatoire.

Et gëtt awer ee Grond, et gëtt souguer zwee Grënn, firwat ech de Kolleegen aus der Majoritéit géif proposéieren, fir se ofzeleenen. An dat sinn d'Consideranten: deen éischte Considerant, deen eis drun erënnert, dass mer sollen héich Standarden, déi héchste Standarden anhalen, wat d'Informatioun ugeet; an dann natierlech och de Flux vun Informatiounen, wat den zweete Considerant ass: Wa mir als Majoritéitsparteien déi Motioun hei géife matdroen, da géife mer jo quasi der Regierung soen, dass mer net dat Vertrauen hätten, wat mer a se hunn, fir de Koalitiounsprogramm esou ëmzesetzen, wéi mer e festgehalen hunn. An dofir proposéieren ech, dës Motioun hei net matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gilles Baum. An da freet den Här Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Also mir stëmme selbstverständlech déi Motioun hei mat, well ech et normal fannen, datt déi Informatiounen och duerno um Site sinn.

Ech fanne just dem Här Baum seng Explikatiounen e wéineg besonnesch, well en erstaunt ass oder net d'accord ass mat deene Consideranten, an déi Considerante sinn haaptsächlech awer Citatiounen aus dem Koalitiounsprogramm. Wann d'Oppositioun géif soen, si géif de Koalitiounsprogramm komesch fannen, da géif ech dat verstoen. Mee datt Dir et sot, verstinn ech weesentlech manner. Dat wat hei steet, ass einfach logesch sënnvoll, an da stëmme mer et evidenterweis mat.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Dann den Här Marc Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Natierlech wäerte mir déi heite Motioun och matstëmmen. Ech si jo och ganz kuerz a menger Interventioun drop agaangen. Ech fanne just d'Argumentatioun, fir se ofzeleenen, elo awer e bësse bosseg. Wann ee seet: „Mir maachen zum Considerant de Koalitiounsprogramm vun den dräi Regierungsparteien", datt dat - e Verweis op de Koalitiounsprogramm - e Grond ass, fir eng Motioun net méi unzehuelen, mee da fäerten ech, datt elo d'Majoritéitsparteien awer Schwieregkeete kréien, hir eege Motiounen an Zukunft selwer nach duerchzekréien.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Well do gëtt sech ganz vill a ganz dacks op de Koalitiounsprogramm referéiert, fir eeben eng Motioun ze begrënnen. Bon, dat sief dohigesot! Mir fannen, datt se net superfetatoire ass an datt d'Chamber hei am Géigendeel ganz gutt géif drun doen, déi doten Initiativ ze ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An da kritt d'Wuert den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och de Virriedner, déi sech d'Méi gemaach hunn, d'Motioun ze liesen, an erausfonnt hunn, datt dat heiten zu engem groussen Deel tatsächlech aus dem Koalitiounsaccord staamt.

Ech hu se awer net geschriwwen, well ech der Meenung sinn, datt de Koalitiounsaccord esou gutt ass, oder well ech d'Regierung wéilt desavouéieren. Ganz am Contraire, ech hu se geschriwwen, well d'Journaliste sech doriwwer opreegen, datt dat net gemaach gëtt! Elo hei ze maachen, wéi wann et superfetatoire wär, fannen ech e bësse speziell. Well ech war nach gëschter Owend fir d'lescht op deen offizielle YouTube-Kanal vun der Regierung kucken, wou déi Pressekonferenzen nëmmen a geschniddener Fassung disponibel sinn. D'Journaliste kréien, certes, e Link geschéckt, ...

Une voix.- A!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... wou se se kënne kucke goen, ...

La même voix.- Maja!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... mee dat heescht net, datt d'Regierung se veröffentlecht!

Wann ech den Här Baum elo grad richteg verstanen hunn, huet den Här Baum hei d'Journalisten invitéiert - an ech wëll dat just nach eng Kéier, for the record, ganz kloer soen -, deen net gelistete Link - wou d'Regierung oder de SIP sech explizitt entscheet huet, dee Link just engem beschränkte Persounekrees zougänglech ze maachen - ze huelen, de Video erofzelueden - potenzielle „copyright infringement"! -, an en dann erëm eropzeluede fir ze publizéieren.

Wann hei de Vertrieder vun der Majoritéit Journalisten dozou opfuerdert, „copyright infringement" ze begoen, da weist dat, wéi sënnfräi verschidde Copyrightgesetzer sinn! Mee virun allem weist et, wéi wéineg verschidde Leit verstinn, wéi Copyright fonctionéiert. De Problem ass: Dee Video gëtt vun der Regierung produzéiert. Dee Video huet also en Droit d'auteur vun der Regierung, gëtt vun der Regierung op hire YouTube-Kanal eropgelueden. Dat heescht: Et däerf net egal wien dee Video einfach eroflueden. Wat den Här Baum richteg gesot huet, ass: Et ka jiddwereen en ophuelen. Dat stëmmt! Mee diffuséieren ass eppes aneres.

(Interruption)

Dofir géif ech d'Regierung invitéieren, dës Videoen einfach tel quel anstatt als „unlisted" op YouTube ze setzen, se als „listed" dropzesetzen. Et géif iwwregens d'Aarbecht erspueren, fir se mussen ze schneiden. An et sinn zwee Klicke pro Video - ech mengen, datt dat maachbar ass. Et ass sécherlech méi einfach, wéi Spenderen am Bus oder am Tram opzeriichten.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, soudatt mer da kënnen zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

Den Här Fernand Kartheiser kritt d'Wuert fir den Depot vun enger Resolutioun a vun enger Proposition de loi. Här Fernand Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dann ufänke mat enger Proposition de loi. Déi referéiert sech op dat Gesetz, wat mer hunn iwwert de Referendum um Niveau national. Dat ass vum 4. Februar 2005. An Dir wësst, wann ee sech wëllt aschreiwen, fir esou eng Iddi fir e Referendum ze ënnerstëtzen, da muss een op d'Gemeng goen. Do sinn da Lëschten ausgeluecht.

A mir hu geduecht, datt dat eigentlech net méi ganz zäitgeméiss ass. Net, datt mer eppes dogéint hätten, mee mir hunn an der Tëschenzäit eng Rei vun elektronesche Prozeduren, zum Beispill och an eisem Petitiounswiesen hei an der Chamber. An dës Proposition de loi soll eigentlech dann dat Gesetz vun 2005 an deem Sënn amendéieren, datt ee sech och kann elektronesch aschreiwen am Kader vun der Referendumsprozedur, fir dann déi Iddi ze ënnerstëtzen. An deem Sënn wéilt ech Iech déi Proposition de loi iwwerreechen.

***7771** - Proposition de loi relative à la procédure de collecte des signatures en vue d'un référendum prévu à l'article 114 de la Constitution et portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

7. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Dat Zweet betrëfft eng Resolutioun. An dat huet och mat engem Referendum ze dinn. An zwar wéilt ech hei driwwer schwätzen, ganz kuerz, datt mer an der Institutiounekommissioun jo iwwer Verfassungsännerungen diskutéieren an datt mer eng Situatioun hunn, wou 2018, virun de Walen also, virun den nationale Walen, eng ganz Rei vu Parteien e Versprieche gemaach hunn.

An dat Versprieche war, datt éischtens emol e breeden ëffentlechen Debat soll organiséiert ginn, fir déi proposéiert Verfassungsännerungen an der Ëffentlechkeet ze diskutéieren. An da sollt deen zweete Vote constitutionnel ersat ginn duerch e Referendum. Ech hunn hei d'CSV: „Vor dem ersten verfassungsrechtlichen Votum wird der Verfassungstext in regionalen Diskussionsrunden mit den Bürgern erörtert und durchdiskutiert." An da kënnt de Referendum. Fir d'LSAP soll „der neue Verfassungstext allen stimmberechtigten Bürgern" fir e Referendum virgeluecht ginn. D'Demokratesch Partei idem.

Elo ass et awer esou, datt an där Institutiounekommissioun vun engem Referendum keng Ried méi geet. An dat mécht eis Suergen! Dofir wollte mir hei eng Resolutioun proposéiere fir ze soen: „Majo, déi Aarbechten, déi mussen enger breeder ëffentlecher Diskussioun virgeluecht ginn, esou wéi d'Parteien dat de Wieler och versprach hunn!" An da muss och den Engagement agehale ginn, dee virun de Wale geholl gouf, nämlech datt den zweete Vote constitutionnel net hei an der Chamber ass, mee duerch e Referendum ersat gëtt. Dat ass e Walverspriechen, wat eng Rei Parteie gemaach hunn. A vu datt dovunner am Ableck keng Ried méi geet, fanne mir et ganz wichteg, datt dat elo hei nach eng Kéier kloer gesot gëtt, datt net hannert dem Réck vum Wieler - well esou gesäit et aus -, datt net hannert dem Réck vun de Leit eng Verfassungsännerung gemaach gëtt, mee a voller Transparenz an a Consultatioun mat de Leit an iwwert de Wee vun engem Referendum.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierten

- stellt fest, datt d'Aarbechten an der Institutiounen- a Verfassungsrevisiounskommissioun vun der Chamber un neie Verfassungstexter séier virukommen;

- erënnert un d'Verspriechen, dat vill Parteie virun den nationale Legislativwalen 2018 ginn haten, fir déi nei Verfassungstexter enger breeder ëffentlecher Debatt virzeleeën, dono nach Ännerunge virzehuelen an dono, nom éischte konstitutionelle Vott an der Chamber, den zweete Vott iwwert déi nei Verfassung duerch e Referendum ze ersetzen;

decidéiert,

- esou séier wéi méiglech eng breet ëffentlech Debatt iwwer all Propositioun zur Ofännerung vun der Verfassung, am Kader vun deenen Aarbechte fir eng global Verfassungsrevisioun, ze organiséieren;

- d'Resultater vun deene breede Consultatiounen an d'Aarbechten afléissen ze loossen;

- den zweete konstitutionelle Vott iwwer all Revisiounspropositioune fir d'Verfassung, déi sech an eng méi global Verfassungsrevisioun aschreiwen, duerch e Referendum ze ersetzen.

(s.) Fernand Kartheiser.

8. 7664 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Elo komme mer zum Projet de loi 7664, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Militärorganisatioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg huet sech engagéiert, säin Effort de défense ze erhéijen, fir op 0,6 % vum PIB ze kommen. An dës Regierung verfollegt och méi allgemeng d'Zil, fir d'Kredibilitéit an d'Zouverlässegkeet vu Lëtzebuerg als faire Partner an der NATO a fir d'EU ze festegen.

Als solidaresche Partner an engem Sécherheetsbündnis musse mer natierlech och an Zukunft derfir suergen, dass mir eisen Effort esou héich halen, dass mer eisen Engagementer am Allgemenge kënnen nokommen. Dobäi ass et de Prinzip vum Effort raisonnable, deen eis leet.

Den Effort de défense besteet awer natierlech net just doranner, sech u gréissere Projeten ze bedeelegen, mee d'Arméi selwer muss jo och deementspriechend opgestallt sinn, fir de jeeweilege Missioune kënne gerecht ze ginn a fir hiren Deel zum Effort de défense bäizedroen.

An och den NATO Defence Planning Process verlaangt eis esou munches um Niveau vum Personal an der Formatioun vun deem Personal of, soudass och den NDPP eis forcéiert, Adaptatioune virzehuelen.

Dat bedeit deementspriechend, dass och verstäerkt muss an d'Ressources humaines innerhalb vun der Arméi investéiert ginn, an zwar besonnesch um Niveau vun den Offizéier an den Ënneroffizéier, dëst fir sécherzestellen, dass mir en héijen operationellen Niveau kënnen oprechterhalen. Dozou kënnt awer och, dass den Accord vun 2019 iwwert d'Aarbechtszäiten an de Repos an der Arméi de Mangel u Personal nach eemol staark verstäerkt huet.

Aktuell ass d'Unzuel vun de Posten an de jeeweilege Karriären am Gesetz plafonéiert. Dëse Plaffong ass zënter 2008 net méi aktualiséiert ginn a muss deemno no uewen ugepasst ginn. An dat ass dat, wat mir elo mat dësem Gesetz maachen, fir eise Rekrutementsziler bis 2023/2024 kënne gerecht ze ginn.

Am Abrëll dëst Joer wäert allerdéngs och dat neit Militärgesetz deposéiert ginn. An dëst gesäit dann eigentlech och keng Plaffonge méi vir. Änlech wéi dat zum Beispill och bei der Police de Fall ass, soll dann an den zukünftege Budgeten eng bestëmmt Unzuel un zousätzleche Poste virgesi ginn.

Wat mer also elo haut hei maachen, ass an deem Sënn eng Tëscheléisung. Mir wëllen der Arméi et erlaben, weider ze rekrutéieren, och ier dat neit Militärgesetz a Kraaft trëtt. A vu dass dat neit Gesetz awer e relativ komplext Dokument ass, wäert dat nach eng Zäitchen daueren, bis et duerch d'Prozedur ass, soudatt et fir d'Arméi wichteg ass, elo schonn op de Wee vun dëser klenger Gesetzesadaptatioun ze goen. An dofir wollt ech och Merci soen, dass mer dëse Projet haut konnten op den Ordre du jour huelen an dëser exzeptioneller Plenière, fir eeben der Arméi ze erlaben, mam Rekrutement virunzekommen.

Wat gesäit d'Gesetz also elo konkreet vir? Et geet ëm de Rekrutementsplang vun der Arméi fir den Zäiraum 2021 bis 2024, deen eebe virgesäit, den Effectif vun der Arméi ëm zousätzlech 164 Leit ze erhéijen. Hei handelt et sech souwuel ëm militärescht wéi och ëm zivillt Personal. An obwuel, wéi scho gesot, den Taux d'encadrement, also vun de Militaires de carrière, muss no uewe geschrauft ginn, gëtt och zivillt Personal rekrutéiert. Allerdéngs, wa mer dovunner schwätzen, 45 Leit pro Joer ze rekrutéieren, da sinn dat 15 Leit zivillt Personal an 30 Militaires de carrière.

Dëse Projet de loi ass den 10. September 2020 deposéiert ginn. Den 12. Oktober huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hiren Avis dozou ofginn a si huet sech virun allem preoccupéiert gewisen iwwert de Fait, dass uviséiert gëtt, méi um Niveau vun de Carrières supérieures wéi bei de Carrières inférieures ze rekrutéieren. An hei krute mer awer och an der Kommissioun erkläert, dass et eeben esou ass, dass déi geplangt Adaptatiounen, déi elo virgeholl ginn, eeben den zukünftege Besoinen um Terrain, souwuel um Niveau vun der Planifikatioun wéi och vun der Exekutioun, Rechnung droen. An ausserdeem ass et och esou, dass dee Ratio sech och nach wäert relativéieren, well aktuell d'Carrières inférieures hire legale Plaffong nach net erreecht hunn an deemno do souwisou nach Sputt no uewen ass.

De Staatsrot huet säin Avis den 11. Dezember ofginn an en huet hei keng Oppositioun ausgeschwat. De 4. Februar hu mir de Projet an der Verdeedegungskommissioun analyséiert an de Rapport dunn och den 9. Februar ugeholl.

Domadder ass mäi mëndleche Rapport fir haut ofgeschloss. Da bleift mer am Fong geholl just nach, der Arméi ze wënschen, dass se hir Rekrutementsziler erreecht an hir Campagne erfollegräich wäert verlafen.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun an dass mer dat esou séier konnten op de Wee bréngen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain Merci.

Ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt der Rapportrice Merci soe fir hiren effektiv gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An et ass kloer, dass dëse Projet de loi iwwert d'Organisation militaire vun eiser Arméi de militäreschen an ziville Kader op den Horizont 2024 festleet. Et ass schonn eng Demarche, déi novollzéibar ass. 2014 hu mer decidéiert, datt mer wéilten eisen Effort de défense héijen, um Sommet zu Wales vun der NATO. An dat geschitt dann haut och hei.

An ech gesinn, mengen ech, heiran och e Moyen, fir d'Arméi méi attraktiv ze maachen, nämlech duerch eng Reorganisatioun vum personelle Kader.

Gutt, et gëtt invoquéiert, mir hätten nëmme 25 % Encadrement vun de Leit. Ech weess net, wat dat heescht. Mir sinn eng kleng Arméi. Mir maache praktesch all eis Missioune mat Noperen, mat de Belsch meeschtens, a mir kënne mol kee Bataillon opstellen. Dofir mengen ech, dass déi 25 % vun Encadrement, dass dat net onbedéngt en Argument ass, obschonn et mech awer géif interesséieren, wéi dat soll an Zukunft elo geschéien.

Dat heescht, Här Minister, wa mer elo méi encadréieren, kënnt Dir eis da vläicht an deenen nächste Méint eng Kéier an der Chamber déi Projektiounen, déi et do gëtt, iergendwa matdeelen? Dat wär net schlecht. Da gesäit d'Kommissioun och, wéi d'Arméi sech dann do wëllt opstellen.

Ech wëll kloer soen: D'CSV ënnerstëtzt prinzipiell dësen numeereschen Ausbau. Mee wat heescht dat qualitativ, dësen Ausbau? Dat heescht, d'Arméi soll jo méi attraktiv ginn - ech hunn et gesot -, an do stelle sech awer da Froe beim Rekrutement. An déi ginn d'ailleurs och a verschiddenen Avisen opgeworf. D'Fro ass: Kréie mer genuch Leit als Offizéier, genuch Leit als Ënneroffizéier, genuch Leit als Kapereel? A wéi schreift d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics: an der Carrière inférieure géife mer keng Leit fannen! Ech mengen, do ass et derwäert, dass Der vläicht eng Analys maacht, ...

Une voix.- O.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- ... dass Der eng Analys maacht a kuckt, wouduerch dat ass, dass mer déi Leit net fannen.

Tatsaach ass och, wann ech richteg informéiert sinn, dass zum Beispill, wat d'Offizéier ugeet, mer e Kader vun 80 Leit hunn de Moment. Déi sollte mer hunn. Et sinn der awer nëmme 66 do! Dat heescht: Hu mer elo e Plang fir ze rekrutéieren, fir am Fong geholl méi Leit an d'Arméi ze kréien?

An iwwerhaapt, d'Iddi vun deem „Waasserkapp", dee kéint entstoen, déi dann och opgeworf gëtt vun der Chambre des fonctionnaires: Wat ass dee wäert? Ech weess et net. Vläicht kënnt Der eis do och e puer Detailer derzou ginn.

Wéi deem och ass, de Rekrutement muss moderniséiert ginn. D'Arméi muss méi Flexibilitéit kréien. An et muss och gekuckt ginn, wie wat decidéiert. Dat heescht, decidéiert elo hei d'Arméi, wien agestallt gëtt, oder mécht d'Defense (veuillez lire: mécht d'Direction de la défense) dat selwer? Dat ass fir mech och wichteg, dat ze wëssen.

Wat wichteg ass fir eis alleguerten, dat ass, dass mer e globalen Image fir eis Arméi opbauen, wou Transparenz a Kommunikatioun am Mëttelpunkt stinn. Mir brauchen am Fong geholl effektiv eng zukunftsfit Struktur, an dëst Gesetz, mengen ech, ass de richtege Wee dohinner. Duerfir ënnerstëtze mir et och.

An ofschléissend vläicht nach eng Suerg, oder e Gedanken: Wa mer jo eng nei Attraktivitéit an eis Arméi misste kréien, op déi mer sollten houfreg sinn, da muss d'Politik och d'Arméi méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft féieren an net ënner „ferner liefen" behandelen. Ech wëll net soen, dass dat elo geschitt ass. Mee et ass wichteg, dass mer an déi Richtung ginn, dass mer am Fong geholl aus eiser Arméi eng wierklech Biergerarméi maachen, mat där sech d'Leit e bëssen identifizéieren; en neien Image, e positiivt Arméibild. Ech mengen, esou gëtt d'Arméi méi attraktiv a si fënnt d'Ënnerstëtzung vun eiser Gesellschaft.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. An d'Wuert geet direkt weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger Arméi gouf den 30. November 1944 duerch en Arrêté grandducal gegrënnt a si hat ee Joer méi spéit, am November 1945, u sech hiren éischte gréisseren Asaz. An zwar war dat d'Besetzung vu friemem Territoire. Mir hunn deemools zwee Bataillounen op Bitburg geschéckt, fir u sech eng Sträif zwëschent der Our, d'Sauer erof bis op d'Musel ze besetzen.

Firwat soen ech dat elo hei? Dat kléngt vläicht e bëssen anachronistesch, et ass et op eng Manéier och, mee ech soen dat aus deem ganz einfache Grond: well een dorunner awer gutt gesäit, wéi sech d'Arméi entre-temps entwéckelt huet. Et ass déizäit natierlech nach keng UNO ginn, et ass nach keng NATO ginn, et ass nach keng Europäesch Unioun ginn. An haut si mer an engem ganz aneren Zenario. Haut sti mer natierlech viru ganz aneren Erausfuerderungen. Mir brauchen haut eng modern Arméi. Mir brauchen eng Arméi, déi dem Zäitgeescht ugepasst ass. An, wat virdrun och hei richteg vu mengem Virgänger gesot ginn ass, mir musse versichen, eeben och d'Image de marque vun der Lëtzebuerger Arméi no baussen nach besser duerzestellen.

D'Arméi huet u sech do e gewëssene Problem, dat ass richteg. Ech wëll elo kengem ze no trieden, mee deenen Hyperpazifiste soll awer trotzdeem mol erkläert sinn, datt haut e moderne Rechtsstaat och net méi ouni eng Arméi auskënnt. Firwat? Majo, eng Arméi ass net an éischter Linn do, fir Krich ze féieren, mee eng Arméi ass an éischter Linn do, fir e Krich ze verhënneren.

An da kommen eng ganz Rei aner Entwécklungen derbäi. Ech hu virdru gesot, datt et nach keng UNO, keng NATO an och keng Europäesch Unioun Enn oder Mëtt de 40er-Jore ginn ass. A grad do si mir als Lëtzebuerger Land gefuerdert. Grad do kënne mir u sech e wichtege Bäitrag leeschten. A mir mussen deen och leeschten, besonnesch um Niveau vun der NATO - mee herno kann ee bei deem anere Projet de loi nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen. Mee et ass awer wichteg, datt Lëtzebuerg säi Bäitrag leescht. A mir sinn do net onbedéngt am viischte Peloton. Ech mengen, dat wësse mer alleguer, datt mer nach ganz grouss Efforte musse maachen.

Deen heite Projet de loi dréit vläicht an engem ganz bescheidene Mooss dozou bäi. Dat ass och richteg. Ech fannen et och gutt, datt mer zu dësem Zäitpunkt, wéi gesot, déi Plaffongen elo no uewen adaptéieren, well mer eeben en attente vun deem neie Gesetz awer schonn d'Méiglechkeet musse kréien an eis och ginn, fir zousätzlech Leit ze rekrutéieren.

Wa mer natierlech iwwert de Rekrutement schwätzen, da musse mer eis och Gedanke maachen: Wou fanne mer déi Leit? Wéi fanne mer déi Leit? Et ass virdrun hei gesot ginn, datt mer virun allem an der Carrière inférieure e bësse méi Problemer hunn. Wann ech de Minister gutt verstanen hu bei deene leschten Aussoen, déi e gemaach huet, schéngt dat

awer elo de Moment manner de Problem ze sinn. Mee nichtsdestotrotz wäert et awer zousätzlech och an Zukunft nach e Problem bleiwen.

Wou mir jiddefalls gesot ginn ass, datt nach méi Schwieregkeete bestinn, dat ass um Niveau vun der Carrière supérieure, der Offizéieschkarriär, datt et do och net einfach ass, Leit ze rekrutéieren. Mir mussen also déi Beruffer nach méi populär maachen, nach méi interessant maachen, well et sinn ouni Zweifel ganz interessant Beruffer.

Mir wäerten, wéi gesot, wann dat neit Militärgesetz hei deposéiert gëtt - dat schéngt mer jo dann am Abrëll elo ze sinn -, natierlech och d'Méiglechkeet kréien, eis méi am Fong iwwert d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Arméi ze ënnerhalen. Dat ass haut elo net onbedéngt d'Plaz hei, obwuel mer jo schonn deelweis d'Geleeënheet haten, wéi de Minister respektiv och d'Arméifëierung eis jo schonn eng Rei Detailer hei an enger Sitzung vun der Kommissioun ënnerbreet hunn. Déi war awer gréisstendeels ënner Huis clos, an dat wëll ech selbstverständlech och hei respektéieren. Mee do goufe schonn eng Rei interessant Pisten opgezeechent. An dat hei erlaabt eis et jiddefalls, awer nach méi e fundamentalen Debat iwwert d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Arméi ze féieren.

Ënnert dem Stréch, wéi gesot, ass dat heiten an eisen Aen e gutt Gesetz. Mir schafen d'Méiglechkeet, fir 168 zousätzlech Leit an d'Arméi ze kréien. Domadder wäerte mer also den Effectif, plus ou moins, deelweis erhéijen; obwuel mer eis och net ze villen Illusioune sollen higinn, well mer eebe wëssen, datt et gewësse Rekrutementsproblemer gëtt.

Ech wëll ofschléissend selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei ginn an awer och der Madamm Empain nach Merci soe fir déi verschidde Rapporten, a virun allem dee mëndlechen, dee se eis haut hei ënnerbreet huet. An ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. D'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Och mir begréissen deen heite Projet. Mir hunn, genee wéi meng Virriedner, hei d'Méiglechkeet, ganz kuerz zu dësem Projet Positioun ze huelen, well mer e gewinnt gudden an ausféierleche Rapport vun der Rapportrice, der Presidentin vun eiser Kommissioun, kritt hunn.

Et sinn zwou Haaptaussoe ronderëm dëse Projet hei ze maachen. Zum engen, an dat gouf schonn hei erausgeschielt, gëtt et eis d'Méiglechkeet, fir eis als fiabele Bündnispartner an engem internationale Kontext ze presentéieren. Mir sinn e solidaresche Partner. Mir hunn Engagementer geholl a se spigele sech an eisen Defense-Efforten erëm. Mir hunn do och Projektiounen an d'Zukunft gemaach, wéi mer dës Efforte wëlle weiderféieren. Dat ass fir eis ganz, ganz wichteg.

Bon, d'Exigenze vun der NATO, vun där mir en Deel sinn, sinn natierlech fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ëmmer eng Erausfuerderung. Dat hu mer scho ganz oft hei kënne soen. Mee et ass awer eng Erausfuerderung, där mir wëlle gerecht ginn.

A fir eis als LSAP gehéiert do och ëmmer derzou, fir eisen Engagementer och esou gerecht ze ginn, dass déi Fraen a Männer, déi an enger Arméi schaffen, valoriséiert ginn an dass mer och derzou bäidroen, fir hir Aarbechtskonditiounen ze verbesseren. Wann deemno d'Arméi plangt, fir d'Period 2020 bis 2024 45 Leit pro Joer anzestellen, dann ass dat net nëmme wichteg, fir am internationale Kontext dozou eng Upassung ze maachen, mee et ass och, fir kënnen hire Besoine gerecht ze ginn. Ënner anerem, an dat gouf och hei als Beispill genannt, fir d'Aarbechtszäiten an och d'Rouzäiten an der Arméi kontinuéierlech kënnen ze verbesseren an och ze respektéieren. Fir eis ass dat och eng wichteg Saach, well d'Arméi kann ëmmer nëmmen esou gutt schaffen, wéi mer d'Aarbechtskonditioune vun hire Leit kontinuéierlech verbesseren. Dofir begréisse mir deen heite Projet, och well doduerch séchergestallt ass, dass eis Arméi personell gutt opgestallt gëtt.

Eng kleng Remark vläicht nach dozou: De Minister huet eis an der Kommissioun gesot, dass de Rekrutement relativ gutt virukënnt; well et ass jo net näischt, wat mer eis virgeholl hu fir déi nächst Joren. Dat erlaabt eis och, mat deem heite Gesetz, fir eis Arméi vläicht méi attraktiv ze maachen a vläicht och méi spezifesch an zousätzlech Fraen ze cibléieren an domadder och den Taux vun de Fraen an der Arméi eropzesetzen. Och op deem Wee ginn zousätzlech Efforte gemaach, hu mer d'Zousécherung kritt, wat mir als LSAP begréissen.

Wéi mäi Virriedner, den Här Graas, scho gesot huet, waarden och mir op dat neit Militärgesetz, wat elo ronderëm Ouschtere wäert deposéiert ginn a wat eis et dann erlaabt, d'Eropsetze vun den Effectiver a méi en allgemenge Kontext ze setzen: Wéi sti mir do als Arméi? Wéi artikuléiere mir eis an Zukunft an där Bündnispartnerschaft? Wéi positionéiere mir eis an der NATO-Strategie 2030? Wéi eng nei Akzenter wëllt eis Arméi fir eist Land setzen? Mir hu gesinn, dass grad an der rezenter Pandemie net nëmmen de Volet Defense ganz wichteg ass, mee och den Engagement fir d'Zivillbevëlkerung. An dofir ass et wichteg, d'Grondakzeptanz fir eis Arméi an Zukunft an d'Luucht ze setzen.

Dovunner ofgesi läit et mir um Häerz, fir den Accord vun eiser Partei mat op de Wee ze ginn, net ouni ze betounen, dass et wichteg ass, eis Arméi personell gutt opzestellen a fir gutt Aarbechtskonditiounen ze suergen.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lydia Mutsch. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, ech kann et relativ kuerz maachen. Ech wëll der Madamm Empain mol fir d'éischt Merci soe fir hire ganz komplette Rapport. An ech wëll soen, datt mir als ADR dee Projet de loi hei ënnerstëtzen.

Aus perséinlecher Erfarung kann ech just soen, datt d'Arméi wierklech eng fantastesch Erfarung ass. Ech hat déi Chance, eelef Joer do dran ze sinn. An ech muss soen, datt déi Erënnerungen an déi Erfarungen, déi een an där Zäit mécht, op kenger anerer Plaz, a kengem anere Beruff kënne gemaach ginn. Et ass wierklech an engem gewëssene Sënn en Abenteuer an eppes, wat et wierklech derwäert ass ze liewen. Wann also jonk Leit eis elo nolauschteren an nach net wëssen, wouhinner se sech sollen orientéieren, dann ass d'Arméi sécher eng Optioun.

D'Madamm Mutsch huet gesot an hirer Ried, et sollt een dat valoriséieren. Jo, et muss een et valoriséieren! Wien an d'Arméi geet, ass bereet, säi Liewen ze gi fir eis Heemecht. Dat ass eppes, wat een einfach muss als Gesellschaft unerkennen, muss als Politik unerkennen, an et muss valoriséiert ginn. An dat heescht och, datt mer mussen driwwer nodenken, wat mer deene jonke Leit wëllen offréieren, déi dee Sacrifice fir eis alleguer bereet sinn ze maachen.

An da musse mer och erëm nodenken - well et leider ofgeschaaft ginn ass - iwwert den Droit d'exclusivité, den Droit de priorité, fir deene Leit eng Plaz ze offréieren herno, wann hir Déngschtzäit färdeg ass. Well et ass einfach esou, datt et wichteg ass, och wann ee sech engagéiert, fräiwëlleg a mat Idealismus, fir eisem Land ze déngen, datt een awer muss u seng Zukunft denken an awer muss geséchert Perspektiven offréiert kréien. An et kann een net higoen an nëmmen d'Arméi plazeméisseg ausbauen. Wat mer ausdrécklech begréissen! Mir brauchen dat, aus ganz villen Ursaachen. Mee et muss een och konsequent sinn, a wann ee seet: „Mir musse valoriséieren", muss een dat och bis zu Enn denken an déi néideg Moossnamen huelen, fir deene Leit och Merci ze soen an eng Plaz herno opzemaachen, wa se d'Qualifikatiounen erfëllen natierlech.

Dat gesot, mir ënnerstëtzen als ADR dës Initiativ. Mir wäerten nach dacks d'Geleeënheet kréien, iwwert d'Arméi ze schwätzen, och iwwert de Rekrutement, och iwwert déi Personalproblemer. Mee dëse Schrëtt, deen d'Regierung elo haut proposéiert, dee fënnt eisen Accord.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet net matstëmmen. Net, well mer géint d'Schafung vun ëffentlechen Aarbechtsplaze sinn. Och net, well mer et net gutt fannen, datt méi Aarbechtsplazen an deem Secteur och zu bessere Rouzäiten et cetera féieren. Och net, wëll mer prinzipiell géint d'Arméi sinn, mee aus zwee Grënn:

Éischtens, an d'Madamm Rapportrice ass e puermol dorop agaangen, ass dat hei een Deel vun deem sougenannten Effort de défense, zu deem Lëtzebuerg sech am Kader vun der NATO verflicht huet. Dir wësst alleguer, datt mir dozou eng ganz kritesch Haltung hunn.

An zweetens sinn natierlech och méi Effectiver en Deel vun där Neiausriichtung vun der Arméi, déi op eis duerkënnt a wouzou den Här Graas och schonn zu Recht gesot huet, datt mer hei an der Chamberskommissioun eng Presentatioun kritt hunn, a wéi eng Richtung dat kéint goen. Eppes, wou mir mengen, datt och deemnächst awer sollt en Debat kënnen driwwer gefouert ginn, well dat sinn awer Direktiounen, mat deene mir op jidde Fall esou net eent zu eent kënnen averstane sinn. An aus dësen zwee Grënn wäerte mir dëse Projet net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An als leschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen agedroen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Stéphanie Empain fir dee gudde Rapport.

Mir sinn och e bësse méi kritesch agestallt als Piraten. Et ass awer och esou, dass mer déi eenzel Froen, wou mer nach e bësse Bauchwéi haten, an der Kommissioun gestallt hunn. An ech muss soen, den Här Minister huet se zu eiser Zefriddenheet beäntwert, soudass mir och haut wäerten dëst Gesetz matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President, an och allen Deputéierte fir hir Interventioun. Et sinn e puer Froe gestallt ginn, déi ech wollt kuerz beäntwerten. Fir d'éischt awer emol der Madamm Empain merci fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Déi éischt Fro, déi war vum Här Halsdorf gestallt ginn. Dat war, fir sech ze froen, wéi de Plang ausgesäit fir déi nächst Joren, och op Basis vun deem, wat mer an der Kommissioun jo diskutéiert haten am Kader vum NATO Defence Planning Process. Et ass esou, datt Der méi en Detail wäert kréien doriwwer, wa mer d'Kadergesetz deposéieren. Dat kënnt, mir sinn an deene leschten Diskussiounen. Ech hunn nach e puer Diskussiounsronne mat de Gewerkschaften, déi ech wëll féieren, an da wëlle mer den Text färdeg maachen. Ech géif soen, spéitstens no der Ouschtervakanz misst en an de Regierungsrot kommen, da kënne mer dat am Detail kucken.

An och zu Ärer Fro zum Rekrutéieren, wéi dat geet: Et ass esou, datt natierlech d'Arméi eng wichteg Roll muss spille bei der Rekrutéierung, logescherweis. An et ass och esou, datt awer d'Defense mataagebonnen ass. Et gëtt eng Rei Kommissiounen, déi herno de Rekrutement decidéieren, an do ass och d'Direktioun D7 dra vertrueden, also, de Ministère ass do vertrueden.

Zu der Attraktivitéit: Ech mengen, wou mer eis ganz vill erwaarden, dat ass natierlech am Kader vun deem neie Gesetz, do wäerte mer jo déi nei B-Karriär aféiere bei der Arméi. A mir erhoffen eis natierlech, änlech wéi bei der Police, datt dat e groussen Attrait zousätzlech wäert sinn, well da Leit mat Première eng aner Perspektiv hunn, wa se sech melle fir d'Arméi.

An d'Madamm Mutsch huet virdrun hei gesot, datt ech eng Kéier an der Kommissioun gesot hätt, oder an där doter Kommissioun gesot hätt, am Moment géif de Rekrutement gutt lafen. Dat stëmmt. Mee do hunn ech awer éischter d'Volontäre gemengt. An hei schwätze mer jo iwwert d'Militaires de carrière. Dat ass natierlech eppes aneres.

Et bleift awer, datt mer och do - well och d'Fro komm ass vun den Offizéier - eigentlech keng esou grouss Schwieregkeet hunn, ausser natierlech, wa mer Spezialiste sichen. Bei den Offizéier zum Beispill hu mer ganz vill Schwieregkeeten, soubal mer an den Informatikberäich eraginn. Dat sinn natierlech där, där mer elo vill brauchen, duerch déi nei technologesch Ausriichtung. Also dat heescht, wa méi Spezialisatioune gesicht ginn, dann hu mer Schwieregkeeten ze rekrutéieren, fir de Rescht net esou.

Mee ech mengen awer trotzdeem, wann de Kader nach besser gesat ass an och d'Campagne, déi mer wëlle maachen - déi dann e bëssen änlech soll lafe wéi déi bei der Police -, méi eng modern Rekrutéierungscampagne ass, datt dat derzou bäidréit, déi verschidde Beruffsbiller opzeweisen, déi mer haut an der Arméi hunn an och nach wäerte schafen, an datt mer hoffentlech déi nämmlecht Erfolleger kréien, wéi d'Police se elo hat bei hirem leschte Rekrutement. Do hu si jo 200 Leit supplementaire elo gesicht, wou se, mengen ech, an der éischter Etapp 900 Kandidaturen haten, wat einfach beweist, datt de Cumul, déi B-Karriär mat deem neien Image, ganz sécher eppes ka bréngen.

Dann nach ofschléissend: Den Här Baum seet, dat heite wär elo aleng wéinst dem Usteige vum Effort de défense, dee mer musse maachen am Kader vun der NATO. Esou ass et awer net grad. Also et ass sécherlech och en Deel dovun hei derbäi, dat ass richteg. Mee mir mussen awer och wëssen, datt mer d'Arméi musse moderniséieren, och fir aner national Aufgaben an esou weider. Also, et ass net, datt mer déi Leit nëmmen zousätzlech astelle wéinst dem Effort de défense.

Dat géif och iwwregens net duergoen, well wann Der den Effort de défense kuckt, wat do wierklech zu Buch schléit an an d'Geld schléit, dat sinn net déi, ech soen elo mol 50 oder 100 Zaldoten, déi mer méi hunn, mee dat sinn éischter Projeten, déi mer musse maachen, capacitaire Projeten. Et sinn déi, déi de Gros ausmaachen, wann et drëms geet, dee Montant ze definéieren. Mee do kréie mer nach genuch Zäit, fir driwwer ze diskutéieren zum richtegen Zäitpunkt. An ech freeë mech dann natierlech och op spannend Debatte mam Här Baum, zousätzlech iwwer hir oder seng Approche a seng Meenung.

Mee ech wär awer och eng Kéier interesséiert, wann ech deene Lénken hir Defensepolitik eng Kéier géif erkläert kréien hei um Pult, also wat dat bedeit am Detail, wéi Dir Iech d'Arméi virstellt. Dir sot jo, Dir sidd net géint eng Arméi. Wéi stellt Der lech déi da vir? Wéi géif dann Är Arméi ausgesinn? Wat géif se maachen? Wat wär hiren Objektiv? Et wär vläicht interessant, wann Dir eng Kéier géift e Pabeier ausschaffen, an da kéinte mer selbstverständlech och gär eng Kéier kontrovers doriwwer diskutéieren. Dat géif mech nawell ganz staark interesséieren.

Merci awer fir déi breet Zoustëmmung fir de Rescht, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Verdeedegungsminister François Bausch.

(Brouhaha)

Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Et ass ëmmer eng flott Situatioun, wann eng Heure de questions fir d'Deputéiert do ass, wou d'Deputéiert dann äntwerte kënnen op Froen, déi d'Ministeren hinne stellen.

Also, esou e Pabeier, dee gëtt et, Här Bausch. Dir kennt en, et ass de Basistext, wat de Walprogramm duerstellt. Dee kann ech lech ganz gären nach eng Kéier zoukomme loossen. Ech mengen, essenziell dobäi ass d'Fro, wat déi international Zesummenaarbecht ass, wat iwwerhaapt d'Gremie sinn, an deenen d'Arméi international vertrueden ass, a wat een als international Kooperatioun ugesäit a wat och d'Missiounsfindung ass, déi eng Arméi sech selwer gëtt respektiv déi eng Regierung der Arméi gëtt.

Mee gleeft mer, ech freeë mech gradesou wéi Dir op déi Diskussiounen, déi mer dann am Detail nach wäerten doriwwer hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7664. Den Text steet am Document parlementaire 7664[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7664 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen

Dee leschte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7675 iwwert d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg um Finanzement vun der NATO-Agence NSPA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech haut de mëndleche Rapport zum Gesetzesprojet 7675 vir. Et handelt sech hei ëm e Finanzéierungsgesetz fir déi Lëtzebuerger Participatioun um Infrastrukturprogramm vun der NSPA.

NSPA ass d'Ofkierzung fir „NATO Support and Procurement Agency". Dat ass eng Agence vun der NATO, wéi schonn ugekënnegt, a si këmmert sech ëm de Kaf an d'Gestioun vu Material. Si gouf 1958 ënnert dem Numm NAMSA gegrënnt. 1968 ass d'NAMSA du vu Frankräich op Lëtzebuerg komm. Säit 2012 dréit se den Numm NSPA.

D'NSPA spillt eng wichteg Roll an ënnerstëtzt déi alliéiert NATO-Partner zum Beispill am Kader vu multinationale Programmer, wéi deene vum MRTT-(Multi-Role Tanker Transport)-Fliger, wou Lëtzebuerg jo och mat bedeelegt ass.

Fir Lëtzebuerg ass d'NSPA och e wichtege Partner fir d'Acquisitioun an den Entretien vun Ausrüstunge vun der Lëtzebuerger Arméi.

De Chiffre d'affaires vun der NSPA-Agence ass mëttlerweil ee vun deene wichtegste vun der NATO ginn an huet 2019 ronn 4 Milliarden Euro ausgemaach. D'Agence beschäftegt aktuell 1.500 Leit, dovunner 1.300 zu Lëtzebuerg, zu Capellen. An eng grouss Majoritéit dovunner sinn och Residenten hei zu Lëtzebuerg.

Niewent dësen direkte Retombées en termes d'emploi gëtt d'NSPA eis awer och eng Visibilitéit innerhalb vun der NATO a stäerkt esou eisen Engagement vis-à-vis vun den alliéierte Partner.

Mëttlerweil sinn d'Infrastrukturen an déi ronn 40 Gebailechkeeten zu Capellen awer an d'Jore komm an entsprieche souzesoen och net méi den aktuelle Standarden. D'Agence ass och mat der Zäit gewuess a brauch dréngend méi Plaz. Dofir huet de Comité de surveillance d'agence d'NSPA domadder chargéiert, en Infrastrukturprogramm op d'Been ze stellen. Dat Ganzt huet fënnef Phasen. Fir all Phas gëtt en detailléierten Avant-projet preparéiert. Wann alles no Plang verleeft, dauert de Programm bis 2035.

Lëtzebuerg iwwerhëlt esou zwee Drëttel vun de Konstruktiounskäschten. Dës Kontributioun ass esou am Accord iwwert de Sëtz vun der NSPA festgeluecht. Effektiv profitéiere mir jo a besonneschem Mooss duerch d'Presenz vun der NSPA op eisem Territoire. Aner Käschten, wéi zum Beispill de Kaf vu Miwwelen oder Informatik, ginn iwwert den übleche Schlëssel vun der NATO verdeelt. An esou bedeelegt sech Lëtzebuerg do zu 0,1569 % um Kaf. Déi gesamt Käschte fir déi véier Phase belafe sech fir Lëtzebuerg dann op ganzer 200 Milliounen, ouni TVA an ouni Inflatioun.

Derbäi kënnt nach eis Kontributioun fir d'Finanzéierung vun engem technesche Gebai fir Dateniwwerdroung zu Capellen, dem Outside Cabling Plant 2, an dat kascht 1,75 Milliounen Euro, och erëm ouni TVA. Et ass awer ganz wichteg ze betounen, datt béid Montanten integral ënner eisen Effort de défense am Kader vun eisem Engagement an der NATO falen.

Kuerz zu den Aarbechte vun der Kommissioun: De Projet de loi ass den 22. September 2020 vum Verdeedegungsminister deponéiert ginn.

De Staatsrot huet den 1. Dezember 2020 säin Avis ofginn. Dora bemierkt de Staatsrot, datt den Intitulé vum Projet onvollstänneg wier. Dëst gouf redresséiert an dem Staatsrot och per Bréif de 4. Februar esou matgedeelt. De korrekten Intitulé ass also « Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure "Outside Cabling Plant 2" (OCP2), à Capellen ».

Déi aner Remarke vum Staatsrot waren zur Terminologie vum Finanzéierungsgesetz a goufen och vun der Kommissioun esou iwwerholl.

De Projet de loi gouf an der Sëtzung vum 4. Februar 2021 virgestallt an zesumme mam Avis vum Staatsrot diskutéiert. De Rapport gouf den 9. Februar dëst Joer och ugeholl.

Fir zum Schluss ze kommen, wëll ech nach all deenen, déi un dësem Gesetzesprojet matgewierkt hunn, natierlech e ganz grousse Merci soen. Dat gesot, ginn ech och am Numm vun eiser grénger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet a soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

Ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt merci der Rapportrice fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, deen, mengen ech, praktesch alles seet. Ech wollt awer zwou, dräi Saache soen.

Dat Éischt ass effektiv emol, dass d'CSV déi finanziell Bedeelegung ënnerstëtzt. D'CSV stoung nach ëmmer zur NATO, steet zur transatlantescher Wäertegemeinschaft. Demokratie, Rechtsstaat a Mënscherechter si fir eis eppes ganz Wichteges. A mir hoffen och, dass deen neien US-President Biden, deen haut jo un enger virtueller Sécherheetskonferenz zu München deelgeholl huet, e bessere Mateneen an der NATO brëngt.

Mir wëssen alleguerten: Sécherheet gëtt et net zum Nulltariff. D'Arméi brauche mer, an dat kascht eppes. Esou ass et och bei den NATO-Agencen. Si sinn och wichteg Piliere vun der NATO, justement vun deem Verbund, an dës goufe jo an de leschte Jore stramm ëmorganiséiert. A mir kënne wierklech frou sinn, well et waren an déi 20 Agencen an der NATO ginn an et gëtt der elo emol keng zéng méi. Mir hunn eng zu Lëtzebuerg behalen - mat eng vun deene gréissten. Dorop soll een houfreg sinn. Dat ass eng gutt Saach an duerfir, mengen ech, kann een dat nëmmen ënnerstëtzen, déi fréier NAMSA, déi 1958 a Frankräich war, 1968 op d'Cap komm ass an déi jo elo dann als NSPA nei op d'Welt komm ass, géif ech bal soen.

Mee bon, mir woussten a mir wëssen et alleguerten, déi Politik maachen an déi sech fir d'Arméi interesséieren, dass déi Infrastrukturen op der Cap hu musse moderniséiert ginn. Dat soll jo da mat dësem Gesetz op den Horizont 2035 geschéien. D'Phas 1 ass jo gekläert, mee bei der Phas 2 bis d'Phas 5, Här Minister, hunn ech e bësse Bedenken. Ech stelle mer d'Fro, ob déi 10 % Reserv effektiv duerginn, well hei gëtt jo geschwat ouni TVA, ouni Inflatioun an hei an do.

Also, emol kucken, wéi et weidergeet. Ech géif duerfir mengen, et wär gutt, wann de Minister eis da géif au fur et à mesure, wéi déi Etappen ëmgesat ginn, an d'Bild setzen a soen: „Voilà, elo si mer do drun. Dat kascht esou vill an esou weider." Dat heescht, ech mengen, et ass wichteg, dass d'Chamber an d'Bild gesat gëtt. Dorop insistéiere mer a mir wäre frou, wann dat de Fall wär.

Ofschléissend wollt ech soen: An eiser globaliséierter Welt vum 21. Joerhonnert, ech mengen, do ass et wichteg, eng staark Allianz vun den Demokratien ze hunn, also eng staark NATO, wou d'USA an Europa op Aenhéicht sinn. Dat ass fir mech ganz wichteg. An ouni Kale Krich. Duerfir brauche mer och hei zu Lëtzebuerg am 21. Joerhonnert eng Defensepolitik, déi transparent a gutt erkläert gëtt. Dat ass ganz, ganz wichteg, well da kriss de och de Support vun de Leit. A justement eist demokratescht Fundament ass keng Schwächt, mee eng Stäerkt vun der Defensepolitik vun der NATO, vun der EU an och vun eisem Land Lëtzebuerg.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Jean-Marie Halsdorf. D'Wuert geet direkt weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. De 4. Abrëll 1949 gouf jo d'NATO gegrënnt vun zéng verschiddene Länner, dorënner och Lëtzebuerg. Wann een deemools virausgesot hätt, datt och fréier Länner vum Warschauer Pakt eng Kéier géifen der NATO bäitrieden, dann hätt een ee warscheinlech awer net fir ganz voll geholl. Mee entre-temps huet sech ganz villes gedoen. Dat huet och derzou gefouert, datt jo u sech 1991 dunn e gréissere Strategiewiessel um Niveau vun der NATO koum.

D'NATO, déi, wéi vill Organisatiounen, gutt Zäite kannt huet, manner gutt Zäite kannt huet, war an de leschte Joren zimmlech staark an der Kritik. Ech wëll drun erënneren, datt de fréieren amerikanesche President, den Här Trump, schonn 2017 eng Kéier gesot huet, d'NATO wier obsolet. Den Här Macron, dee mer natierlech vill méi sympathesch ass, huet 2019 gesot, d'NATO wier gehierdout. Ech mengen, souwuel deen ee wéi deen aneren hu se vläicht op hir Manéier awer e bëssen iwwerdriwwen. Et muss een am Nachhinein awer soen, datt warscheinlech kee vun en allen zwee Recht hat an datt d'NATO nach wie vor awer e staarkt Bündnis ass. Wat awer net wëllt heeschen, datt net nach muss dru geschafft ginn.

Mäi Virriedner ass virdrun hei drop agaangen, datt natierlech elo um Niveau vun de Vereenegte Staate vun Amerika en neie Wand bléist. An effektiv, net méi spéit wéi haut ass jo déi Münchener Sécherheetskonferenz, déi leider net ka physesch stattfannen. Da maache se dat alt, wéi mir et jo och bei villen Organisatioune maachen. An do huet den Joe Biden u sech schonn eng Ausso gemaach, déi awer dach Hoffnung matbréngt fir d'NATO. En huet am Fong elo net méi esou direkt vun deenen 2 % geschwat, datt dat en Objektiv wier, wat all Land misst erreechen, mee en huet éischter am Fong geholl den Europäer d'Hand gereecht a gesot: „Majo, kommt Dir emol mat neien Iddien! Wéi kënne mer d'NATO dann nach an Zukunft verbesseren?"

Mir hunn natierlech déi grouss Chance hei zu Lëtzebuerg, datt mer zënter 1968, wéi gesot, déi fréier NAMSA hunn, haut d'NSPA. Dat ass och fir den Image de marque vun dësem Land ganz wichteg. Et däerf een net vergiessen, datt d'NSPA u sech net onbedéngt reng militäresch Aufgaben huet. Ech wëll och drun erënneren, datt se elo zum Beispill an der Pandemie ganz aktiv an Italie war, datt se do dem Militär sechs Spideeler zur Verfügung gestallt huet oder datt se elo mat zéng gréissere Boeingen an den Afghanistan geflunn ass, fir Medikamenter dohinner ze liwweren. Also, wat se alles dann do organiséiert huet, dat beweist jo, datt awer och hei nieft deem militäreschen Objektiv och vill human Aufgaben derhannertstinn.

D'NAMSA - respektiv haut d'NSPA - war natierlech och zäitweis a méi schwieregen Zäiten. Ech erënneren do un 2014, wou souguer vu Stellenofbau geschwat ginn ass. Haut si mer an enger ganz anerer Situatioun. Haut muss een och op den ekonomeschen Aspekt vun der NSPA hiweisen. Et schaffen do plus ou moins 1.500 Leit, dovunner 1.300 Residenten. D'NSPA ass am direkte Kontakt mat Lëtzebuerger Betriber. D'Lëtzebuerger Betriber profitéieren also vun där Organisatioun. Et ass also och vun deem Standpunkt hier gekuckt, vum ekonomeschen hier, e wichtegt Standbeen, dat een och ouni Zweifel soll an Zukunft fleegen.

Dann däerf een zulescht och net vergiessen, datt zwëschent der Lëtzebuerger Arméi an der NSPA eng ganz gutt Relatioun besteet.

Ech mengen, mir hu scho bei deem Gesetz virdru kuerz iwwert de Bäitrag vu Lëtzebuerg zur NATO oder den Effort de défense geschwat. Nach eng Kéier: Mir sinn do net onbedéngt e Musterschüler, loin de là. Mir stinn éischter am leschte Peloton. Dowéinst ass et och net méi wéi richteg, datt mer gewëssen Efforte maachen. Och deen heiten dréit derzou bäi, och wa mer eis natierlech net däerfen déi ganz grouss Illusioune maachen. Et sinn net déi heite Projeten - déi zwar net onweesentlech sinn! -, mee et sinn och nach aner Projeten, déi wäerten derzou bäidroen, datt mir eise Prozentsaz, dee jo de Moment zwëschen 0,6 an 0,7 läit, awer nach eng Kéier kënnen eropschrauwen, op mindestens 1 %, géif ech mengen.

Jiddefalls, dës Infrastrukture mussen erneiert ginn. Zu Capelle sinn déi momentan net méi grad, loosse mer soen „up to date". Si mussen ugepasst ginn. Dat ass och richteg esou.

Ech hunn och eng ganz kleng Remark ze maachen: Effektiv, wann een d'Evolutioun vun de Käschten elo kuckt bis 2035, do ass zwar eng Marge vun 10 % mataberechent. Ech hoffe jiddefalls, datt déi Marge vun 10 % duergeet, well mer zu dësem Zäitpunkt jo awer d'Evolutioun vun de Käschten net genee kënnen ofschätzen. Mee bon, et ass awer zumindest emol scho versicht ginn, eng gewësse Barriär virzegesinn, eng gewësse Reserv virzegesinn, wat och richteg ass.

An datt Lëtzebuerg deen IT-Bau - loosse mer et emol esou nennen - finanzéiert, dat fanne mir als Demokratesch Partei och ganz normal. Duerfir wäert ech och hei den Accord vun der Partei vun der DP bréngen. Ech soen awer och der Madamm Ahmedova nach e ganz grousse Merci - a, doënne sëtzt se! - fir hir zwee Rapporten. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Gusty Graas. Da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Et ass schonn impressionnant, dass mir hei zu Lëtzebuerg zënter 1968 eng wierklech grouss a bedeitend Struktur stoen hunn, wou ronn 1.500 Leit beschäftegt sinn a wou an iwwer 40 Gebailechkeete wichteg Aarbechte geleescht ginn am Kontext vun internationalen Operatiounen, awer och fir de wichtege Rôle vun der NATO bei der Gestioun vu multinationale Projeten ze begleeden. Vu Materialbeschafung bis hin zur Maintenance, Ekipementer, Logistik, Transport ass d'Palett vun den Aarbechten, déi do geleescht ginn, eng ganz grouss an och eng ganz wichteg.

Déi Struktur, déi eebe scho sou laang bei eis ass, ass mat der Zäit och gewuess. Et ass och elo e gudde Moment, fir Adaptatiounen ze maachen, net nëmmen un de Gebailechkeete selwer, mee och un den Aarbechtskonditioune vun de Leit fir d'Verbesserung vun der Aarbechtssécherheet, vun der Aarbechtsgesondheet. Dat ass fir eis ëmmer e ganz wichtegen Aspekt bei Projete wéi deem heiten.

Et ass schonn hei ugedeit ginn: Et ass eng Struktur, déi am internationale Kontext wichteg ass, mat där mer eng gutt Visibilitéit als Lëtzebuerger hunn, déi unerkannt gëtt fir eisen internationalen Defense-Effort. Mee et ass awer och eng Struktur, déi eis als Land eppes bréngt. Ech wëll just ee Beispill hei nennen: Tëscht 2015 an 2019 goufen en moyenne Kontrakter am Wäert vu 24,5 Millioune pro Joer u Lëtzebuerger Entreprisë verginn. Dat ass ganz wichteg.

En anert Beispill, wat ech och virdru schonn ugedeit hat bei deem anere Projet, dee mer elo grad gestëmmt hunn, dat ass dee wichtegen Asaz fir d'Zivillbevëlkerung, grad elo am Kontext vun der Pandemie. Mäi Virriedner huet vu verschiddenen internationale Projete geschwat, déi zum Deel hei matgesteiert gi sinn. Ech denken awer och un een, dee bei eis selwer war, nämlech dat Feldspidol, wat a Rekordzäit nieft dem CHL konnt opgeriicht ginn, wat eng ganz wichteg Struktur am Ufank vun der Pandemie hei zu Lëtzebuerg war.

Et sollt een ëmmer bei deene Projeten, déi mir hei stëmme fir d'Lëtzebuerger Arméi, fir déi Strukturen, déi mir hei am Land hunn, betounen, dass et net nëmmen ëm en Effort fir d'Defense geet, wou mir als Bündnispartner gefuerdert sinn, mee och ëmmer ëm aner Missiounen, déi d'NATO huet: Friddensmissiounen oder Missiounen a Krisesituatiounen, a Krisegebidder. Dat schéngt mer och ganz wichteg ze sinn, fir d'Akzeptanz bei eise Bierger och permanent ze hunn.

Wéinst all deem, wat ech elo hei gesot hunn, sti mir och der finanzieller Participatioun um Programme stratégique d'infrastructure vun der NSPA 2020-2035 ganz positiv géintiwwer. A mir begréissen natierlech och, dass dëst unerkannt gëtt fir eisen Defense-Effort.

Bon, et ass e Programme stratégique, an och dat ass schonn hei gesot ginn a virun allem och betount gi vun der Rapportrice, där ech e ganz grousse Merci wëll soen, well si dat hei ganz gutt a ganz ausféierlech resuméiert huet. Et ass och esou, dass dat e laangfristege Programm ass, e strateegesche Programm mat enger Laangzäitorientatioun. Dat fanne mir gutt.

Bon, et ass vläicht normal, dass et fir déi verschidde Phasen elo nach net all detailléiert Avantprojete ka ginn. Dofir fanne mir et gutt - mee de Minister huet och schonn ugedeit, dass en dat wäert maachen -, wann an Zukunft periodesch iwwert de Verlaf vum Programme stratégique an eiser Kommissioun kann informéiert ginn, vu dass bei enger Lafzäit bis 2035 natierlech eng ganz Rei vu wichtegen Adaptatiounen en cours de route kommen, déi eis interesséieren an an déi mir gäre géifen agebonne ginn.

Domadder géif ech dann och ofschléissen an den Accord vun der LSAP-Fraktioun mat op de Wee ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen der Madamm Lydia Mutsch villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt och der Madamm Ahmedova Merci soe fir de Rapport. Si huet eis iwwerzeegt. Mir wäerten dëst och als ADR matstëmmen.

Dëse Projet hei erfëllt eigentlech dräi Krittäre fir eng Defensepolitik, fir den Effort de défense, wéi mer e wëlle maachen: En huet dee politesche Retour, en ass beschriwwe gi vu ville Virriedner, ech brauch dat also net ze widderhuelen. En huet den ekonomesche Retour fir eist Land. An en huet de militäresche Retour, den Notze fir eng Zesummenaarbecht, wéi mer et och zum Beispill viru Kuerzem nach beim Satellitt diskutéiert haten oder wéi mer et och an anere Projeten, elo militäresch, medezinnesch Infrastrukturen an esou weider, gesinn haten.

Mir sollten, well dat deier ass, d'Arméi, a well den Effort de défense eebe vill Sue kascht, kucken, datt mer esou Projete wéi hei d'NSPA, d'WSA an anerer, wou mer deen dräifache Retour fir eist Land kënne sécheren, prioritär behandelen. Mir kënnen dat net ëmmer maachen. Mir kënnen net nëmmen dat maachen. Awer do, wou mer et kënne maachen, solle mer et maachen, well dann eppes hei zu Lëtzebuerg antrëtt, wat och an anere Länner ass: nämlech de Retour. Wa Frankräich an d'Defense investéiert, dann hu se direkt de Retour économique, well hir Rüstungsindustrie an hirem Land ass. Mir hunn eng aner Situatioun, dofir ass et sënnvoll, militäresch Projeten am Effort de défense ze ënnerstëtzen, déi eis awer e gewëssene Retour kënnen assuréieren.

Dat ass och ganz sécher an Zukunft beim Projet vum Militärspidol zum Beispill de Fall. Dofir hu mir als ADR ënner anerem och dofir insistéiert. A mir ënnerstëtzen d'Regierung, ambitiéis un dee Projet erunzegoen, eeben och, well en all déi Krittären erfëllt an doduerch och sënnvoll ass a gebraucht gëtt fir eeben eist Land.

An deem Sënn soe mir och Jo zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir Piraten wäerten de Projet och matstëmmen. Merci der Madamm Ahmedova fir de Rapport. Mir ginn dat Ganzt e bësse méi pragmatesch un. An zwar: Well déi Retombée do ass fir d'Ekonomie zu Lëtzebuerg a well mer de Standuert sécheren, si mir och d'accord mat deem Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Här President, ech wëll allen Deputéierte Merci soe fir hir Interventioun, virun allem och der Madamm Ahmedova fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, a selbstverständlech och Merci soen, datt d'Chamber mat esou enger grousser Majoritéit dëse wichtege Projet fir Lëtzebuerg stëmmt. Well, ech mengen, dat heiten ass eng Institutioun, déi gëtt et effektiv scho Joerzéngten. Fir Lëtzebuerg ass et wichteg, fir eis Arméi, mee och fir eist Land. An ech mengen, och international bréngt dat eis ganz vill, datt mer d'NSPA zu Lëtzebuerg hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Verdeedegungsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7675. Den Text steet am Document parlementaire 7675[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7675

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

10. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 555 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zur Resolutioun iwwert d'Verfassungsrevisioun, déi vum Här Fernand Kartheiser deposéiert ginn ass. Den Här Mars Di Bartolomeo freet direkt d'Wuert.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Fir d'éischt emol sief festgestallt, dass et richteg ass, wéi den Här Kartheiser feststellt, dass déi Aarbechten an der Institutiounskommissioun op eng ganz konstruktiv an effikass Aart a Weis virukommen. Ech kann em also zu där doter Feststellung nëmme Recht ginn.

(Interruption)

Zweetens, wat d'Versprieche vun de Parteien ugeet - ech schwätzen do fir meng Partei -, do war et esou, dass et jiddefalls bei der LSAP esou war, dass d'LSAP derfir agetrueden ass, fir e Referendum zu enger Gesamtverfassungsrevisioun ze maachen. An ech mengen, dass dat och bei enger Rei vun anere Parteien de Fall war.

Ech weess net, ob dat drop zréckzeféieren ass, dass den Här Kartheiser relativ nei an där Institutiounskommissioun ass, dass e versicht, déi verschidde Saache mateneen ze vermëschen.

Mir sinn net méi an der Approche vun enger Gesamtverfassungsrevisioun, mee mir sinn an der Approche vun Deelverfassungsrevisiounen, wou mer Deeler vun där bestoender Verfassung iwwerhuelen. Et ass also net esou, wéi wa mer nach bei 2018 géife stoen. Ech brauch net op déi Ëmstänn anzegoen, firwat dass mer an där doter Situatioun sinn. Ech wëll just drop hiweisen, dass mer am Moment op eng ganz konstruktiv Aart a Weis zesummeschaffen, ausser dass den Här Kartheiser eis heiansdo ëmmer an engem warnenden Toun oder an engem freedegen Toun seet, hie géif sech op de Referendum freeën.

Ech wëll dem Här Kartheiser awer soen, dass ee vu senge fréiere Kolleege sech ëmmer e Spaass draus gemaach huet, fir der Verfassungsmajoritéit an der Institutiounskommissioun dervun ofzeroden, esou ee Referendum ze maachen. Ech weess net, wat seng Hannergrënn waren, firwat en eis dat esou frëndlech geroden huet. Nach ass et awer esou - an déi Kolleegen, déi an där Verfassungskommissioun sinn, an där Institutiounskommissioun sinn, wëssen, dass ech hei keng Dommheeten erzielen, mee dass dat esou ass -, dass den Här Gibéryen mat deem selwechte spéttesche Lächelen eis gesot huet, e géif eis dervun ofroden, well hie géif sech ...

Une voix.- A sou!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- ... am géigendeelege Fall freeën.

Da wëll ech soen, dass eng éischt Consultatioun jo scho stattfonnt huet iwwer Är Virschléi, wat e ganz gudden Echo hat a wou mer net am Wuertbroch sinn, well mer en Deel vun deene gudde Propositiounen och an eise jëtzege Propositioune matiwerholl hunn.

An et deet mer leed, den Här Kartheiser schwätzt hei vun „engem" Referendum. Wa mer dat géife kucken, wéi et elo ass, an all déi Verfassungsrevisiounen, déi elo an der rezenter Vergaangenheet waren, an déi, déi nach op eis zoukomme wäerten, jo, da komme mer aus dem Referendum iwwerhaapt net méi eraus, well da maache mer all 14 Deeg oder all dräi Wochen e Referendum.

Dofir, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann Iech nëmmen am Numm vu menger Fraktioun, mee awer och a menger Eegenschaft als President vun der Verfassungskommissioun de Rot ginn, fir déi heite Resolution ofzeleenen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

11. 7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ier ech dem Här Léon Gloden d'Wuert ginn, muss ech lech nach eppes agestoen: Ech hat nom Vott vum Projet de loi 7675 vergiess, d'Dispens vum zweet Vote constitutionnel ze froen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Mir haten lech déi a Gedanke scho ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Selbstverständlech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et esou decidéiert.

12. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle (suite)

An da ginn ech dem Här Léon Gloden d'Wuert.

Discussion générale (suite)

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. De President vun der Institutiounskommissioun huet et ënnerstrach: Mir féiere ganz konstruktiv Diskussiounen an der Institutiounskommissioun iwwert déi eenzel Punkten, déi elo an der aktueller Verfassung solle geännert ginn. D'ailleurs muss ech soen: Den Här Kartheiser bréngt sech och an déi Diskussiounen an. Mir hunn alleguer vill bäigeléiert iwwert d'Grade vun engem Generol an der Arméi am Kader vun der Diskussioun, wéi de Grand-Duc soll als Chef de l'État a vun der Arméi an der Verfassung verankert bleiwen.

Doriwwer eraus stellen ech fest, datt an der Resolution vun der ADR zwee Feeler stinn.

Une voix.- O mei!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Am Considerant schwätzt d'ADR vun de „Verfassungstexter", déi an dem Walprogramm vun de Parteie gestanen hätten, also vu verschiddenen eenzelnen Texter. Mir als CSV haten am Walprogramm, Här Kartheiser, vun enger globaler Verfassungsreform geschwat. Dat heescht, dat ass deen éischte Feeler. Do leit Der falsch.

An dann an der Partie, wou da soll elo eppes decidéiert ginn, do schwätzt Der vun enger „globaler" Verfassungsreform. Or, wéi esou oft bleift d'ADR an hirer Zäit stoen. Well mir sinn net méi am Kader vun enger globaler Verfassungsreform. Mir sinn elo am Kader vun der Modifikatioun vun eenzelne Punkten - déi berüümt Lëscht mat 30 Punkten, déi déi verschidde Parteien ofgeschwat hunn. An et sinn déi eenzel Punkten, déi mer elo änneren; eeben net méi déi global Verfassungsreform.

Duerfir wäert d'CSV dës Resolutioun net matdroen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Da kritt den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Di Bartolomeo an och dem Här Gloden villmools Merci soe fir hir Ausféierungen. Déi si wierklech historesch interessant - an ech betounen „historesch" interessant -, well mir hunn nämlech hei wierklech e Walverspriechensbroch vun deene Parteien, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ma also ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... déi dat ugekënnegt hunn. An ech erklären Iech firwat.

(Brouhaha)

Ech erklären Iech firwat. Et ass dach bëlleg, 2018 bei den Nationalwalen de Leit ze verspriechen, datt iwwert d'Verfassungsreform - eng oder eng global Reform - ofgestëmmt gëtt, an dann no de Walen deen Text an e puer kleng Texter opzedeelen, iwwert déi dann net méi soll ofgestëmmt ginn. Ma wou si mer dann?! Fir wat haalt Dir eigentlech d'Lëtzebuerger Bierger? E Verspriechen, wat Der gitt fir eng Verfassungsännerung, déi substanziell un d'Wiese vun eisem Land geet, un eis Relatioun mat der Europäescher Unioun, un eis Staatsform, un de Rôle vum Staatschef, un d'Justizreform, an Dir gitt dann hin an Dir maacht et praktesch am klenge Krees, fir hei ee Vott ze huelen an dann nach en anere Vott an nach e Koup Gesetzer ofzeleenen. Dir huelt de Leit dat ewech, wat Der hinne versprach hutt!

Ech wëll hei zitéieren ...

(Interruption par M. Léon Gloden)

Jo, et steet net do: „véier kleng Deeler", Här Gloden!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dat anert steet awer och net do.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- D'CSV huet e prinzipiellt Versprieche gemaach: „Vor dem ersten verfassungsrechtlichen Votum wird der Verfassungstext in regionalen Diskussionsrunden mit den Bürgern erörtert und durchdiskutiert. […] Dieser Text wird danach den Bürgern in einer Volksbefragung vorgelegt und wird das zweite verfassungsrechtliche Votum ersetzen." An Dir maacht hei e bëllegen Trick, fir do derlaanschtzekommen. Walbedruch!

D'LSAP: D'LSAP huet gesot: „Der neue Verfassungstext" - bon, do kann ee soe global oder véier kleng -, „Der neue Verfassungstext ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Här Engel, Dir hutt Iech scho blaméiert haut. Waart elo mol eng Sekonn!

(Brouhaha)

„Der neue Verfassungs..."

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- „Anstelle einer zweiten Lesung soll der neue Verfassungstext ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift net an deem doten Toun!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... allen stimmberechtigten Bürgern anschließend ...

(Interruptions)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Elo geet et awer duer, Här Kartheiser!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift och net an deem doten Toun! Den Här Kartheiser huet d'Wuert, an an engem gemäässegten Toun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... nach breiter öffentlicher Diskussion zur Abstimmung per Referendum ..."

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... an engem gemäässegten Toun.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... heibanne just een!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Also nach eng Kéier - d'LSAP ass esou begeeschtert, datt se mer draschwätzt -: „[...] der neue Verfassungstext allen stimmberechtigten Bürgern anschließend nach breiter öffentlicher Diskussion zur Abstimmung per Referendum vorgelegt werden […]." Walversprieche vun der LSAP, haut hei gebrach! Just, fir datt mer et wëssen.

D'Demokratesch Partei, déi den Numm net verdéngt: ...

(Exclamations)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Fir wien huelt Der ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... „Die vier größten im Parlament vertretenen ...

Une voix.- Also dat do ass awer ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... Parteien ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Fir wien haalt Dir lech, Här Kartheiser?

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... tragen diesen Text mit und haben sich für ein ...

Une voix.- De President ass selwer Member do!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... Referendum während der nächsten Legislaturperiode ausgesprochen. Da die Verfassung die eigentliche Rechtsgrundlage unseres Landes ist, muss im Vorfeld das Referendum mit weitgehendster und objektiver Information sowie weitmöglichster Bürgerbeteiligung begleitet werden." Alles dat sinn huel Wierder! Déi Parteien, ...

M. Gilles Baum *(DP).*- Dir wësst dach ganz genau, datt mir an engem aneren Zenario sinn!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... déi dat Verspriechen haut hei ..., déi dat Verspriechen 2018 de Wieler ginn hunn, ...

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir sinn an engem ganz aneren Zenario!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... hunn dat Verspriechen haut hei ...

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dat wësst Der ganz genau!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... gebrach!

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här Kartheiser, Dir sidd am falsche Film!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Et ass eng Schan! Et ass eng Schan fir eis politesch Kultur, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Dir sidd am falsche Film, Här Kartheiser!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... datt déi Parteien hei elo soen, datt et ass, well mer deen Text ...

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Nee!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... an e puer kleng Kapitelen opdeelen, datt mir eis laanscht dat Versprieche wëllen drécken, wat mer de Leit ginn hunn. Esou fonctionéiert Demokratie net! D'ADR huet e kloert Bekenntnis zum Referendum gemaacht.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Falsche Film!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Mir maache keng Verfassungsännerung ouni de Referendum, ouni datt d'Leit, déi d'Bierger vun dësem Land sinn, dat Recht hunn, iwwert dat wichtegst Gesetz, dat, wat eise Staat forméiert, ofzestëmmen! A mir hale Wuert. An Dir briecht Äert Wuert!

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Dir sidd am falsche Film, Här Kartheiser!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da freet den Här Sven Clement d'Wuert. An duerno den Här Mars Di Bartolomeo. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verspriechen, ech probéieren et e bësse méi calme ze maache wéi mäi Virriedner. Et ass eng Resolutioun, déi mer an engem Invite - oder an enger „Decisioun" besser - ganz sympathesch ass: nämlech déi vum Referendum. Ech sinn der Meenung, datt et bei Verfassungsännerunge generell sënnvoll ass, d'Vollek ofstëmmen ze loossen.

Ech hunn awer e Problem mat deenen zwee éischten Decisiounspunkten, well ech der Meenung sinn, datt mer dat zum Deel scho gemaach hunn an zum Deel och afléisse gelooss hunn. An et kann een dach net allkéiers oder just well een ..., an ech sinn och net ëmmer zefridde mat deem, wat erauskënnt, mee et kann een net allkéiers, wann ee mat eppes, wat dann duerch d'demokratesch Moulinette gedréint huet, onzefridden ass, de Prozess nach eng Kéier vu vir ufänken! Sou nom Motto: Ech dréine sou laang en Tour um Karussell, bis d'Resultat mer gefält. Dat ass net eeschtzehuelend Politik, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

Ech sinn also der Meenung, datt déi éischt zwee Punkten net méi hei an déi Diskussioun passen, well déi Saache gemaach goufen. Vläicht net an deem Mooss, wéi ech mer et gewënscht hätt - ech hätt mer gewënscht, datt déi Diskussiounsronnen anescht stattfonnt hätten, ech hätt mer gewënscht, datt se anescht begleet gi wären -, bref, dofir war keng Majoritéit do. Mir hu lo e Resultat vun deene Consultatiounen, an déi fléissen an.

An dofir wäerte mir eis bei där Resolutioun hei enthalen, well mer déi zwee éischt Punkten net kënne matdroen, wärend mer deen drëtte Punkt, nämlech e Referendum fir eng Verfassungsännerung, absolutt begréissen. An ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt et natierlech de Biergerinnen a Bierger dobausse fräisteet, sech ze mobiliséieren, déi néideg Ënnerschréften ze sammelen, fir den zweete Vote constitutionnel duerch e Referendum ze ersetzen. Wien dat mécht, wäert sécherlech meng Ënnerstëtzung dofir hunn.

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech si frou, dass een um Riednerpult keng Mask muss droen, well den Här Kartheiser huet haut säi richtegt Gesiicht gewisen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- E gudden Demokrat ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- E gudden Demokrat zeechent sech och doduerch aus, dass e respektvoll mat de politesche Géigner ëmgeet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech muss soen, dass den Här Gibéryen, deen eis ëmmer vum Referendum ofgeroden huet, dat ëmmer gemaach huet. Mee d'Zäiten ännere sech. An ech muss soen: Dat deet mir leed!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Här President, ech wëll just ganz kuerz op eppes agoen hei. Et ass elo gesot ginn - vu verschiddene Riedner -, mee ech wëll nach eng Kéier hei op eppes agoen, wat ganz wichteg ass. Mir kënnen net higoen an elo dat Argument huelen, datt mer dee Verfassungstext a kleng Kapitelen ënnerdeelen, ...

Une voix.- Mee dat huet en éinescht scho gesot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... fir ze soen: „Dat entsprécht net méi deem, wat mer de Wieler versprach hunn." Dat ass eigentlech dat, wat hei gesot gëtt. Et gëtt gesot, mir hätte schonn hei de Consultatiounsprozess mat de Bierger gefëiert. Mee et muss een de Leit och soen, datt deen Text 6030, deen deemools an der Diskussioun war, net méi deen ass, dee mer haut hunn! Haut komme ganz aner Diskussiounen, wou mer iwwer nei Projeten, nei Diskussiounen, nei Texter diskutéieren, iwwert déi d'Leit nach net informéiert gi sinn, iwwert déi se nach keng Méiglechkeet hate matzeschwätzen.

Nee, et ass esou! Et ass esou, wéi mir gesot hunn: Hannert dem Réck vun de Leit gi Gesetzestexter hei proposéiert, déi eist Land fundamental sollen änneren. An ech mengen, et ass gutt, datt mer haut doriwwer schwätzen. Well et si vill Leit dobaussen, déi sech froen, wéi e Glawe se nach kënnen hunn an d'Politik, wéi e Vertrauen an d'CSV, DP, LSAP, déi gréng, déi dat Verspriechen gemaach hunn an elo higinn an et briechen!

Ech wëll dat hei net nach verlängeren. Dat Wichtegst ass gesot. Kommt, mir stëmmen of! Kommt, mir aktéieren, wéi véier Parteien hiert Wuert verroden um Wieler!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An ech follegen lech.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir stëmmen elo of.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, just ee Wuert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nach eng Kéier den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Just ee Wuert. Den Här Kartheiser ënnerstellt eis hei en bloc, dass mir „im stillen Kämmerlein" déi Revisiounen do géife maachen. Or ass näischt méi falsch, ewéi dat! Mir wäerten an deenen nächste Méint vill Geleeënheet hunn, fir déi Ännerungen, déi mer maachen, och no baussen an enger verständlecher Form duerzestellen, fir dass jiddweree gesäit, wat mer hei zesumme maachen. An eis Kolleegen an eis Mataarbechter a Mataarbechterinnen an der Administratioun wëssen, dass deementspriechend Virbereedunge scho lafen an dass mer wëllen déi Verfassungsdiskussioun populariséieren.

Also, näischt ass méi falsch, ewéi dass mir als Missetäter oder als ..., jo, als Missetäter oder als ... - jo, Dir wësst, wat ech mengen -, ...

(Brouhaha)

... hei wéilten eppes zammeren „unter Ausschluss der Öffentlichkeit"!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem President vun der Institutiounekommissioun fir déi Prezisiounen. A mir kommen elo zum Vott.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

An ech hunn duerno nach eng Matdeelung ze maachen, wannechgelift.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass dës Resolutioun mat 4 Jo-Stëmmen, 2 Abstentiounen a 54 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la résolution est rejetée par 4 voix pour, 52 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

13. Discours de M. le Président

Erlaabt mer, nach drop hinzeweisen, datt dëst déi lescht Sitzung war vun der Madamm Viviane Heinen, déi wärend ronn 20 Joer am Service des Relations publiques vun der Chamber geschafft huet. D'Madamm Viviane Heinen gehéiert zu de Pionéier vu Chamber TV. Si huet och als Guide ville Leit d'Chamber gewisen an hinnen eis Aarbecht méi no bruecht.

Hir Instrumenter waren de Fotoapparat an d'Bedénge vun de Kameraen. Si huet et ganz oft fäerdegbruecht, fir eis flott an d'Bild an a Bild an Toun ze bréngen. Mir wëllen dem Viviane haut villmools Merci soe fir säi virbildlechen Engagement an him eng wuelverdéngt, coronafräi Pensioun bei beschter Gesondheet wënschen.

(Applaudissement)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzungen, ouni d'Viviane Heinen, si fir den 9., 10. an 11. Mäerz virgesinn. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.04 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 37 et 38

37e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 526

Ordre du jour ..... p. 526

Question urgente n° 3603 de Mme Francine Closener relative aux loyers du secteur Horeca ..... p. 526

Dépôt d'une motion par M. Sven Clement ..... p. 526-527

Question élargie n° 72 de M. Marc Hansen relative à l'offre privée croissante pour consultations médicales en ligne ..... p. 527-528

7332 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la santé et modification

1° de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

2° de la loi modifiée du 25 novembre 1982 relative aux organes destinés à la transplantation ;

3° de la loi modifiée du 7 août 2012 portant création de l'établissement public « Laboratoire national de santé » ..... p. 528-533

7480 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient ..... p. 533-536

Dépôt d'une résolution par M. Marc Spautz ..... p. 536

7652 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ..... p. 536-540

7693 - Projet de loi relative à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange ..... p. 540-542

Résolution de M. Marc Spautz relative à la révision de la proposition de loi n° 7754 .... p. 542

38e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 542

Communications ..... p. 542-543

Ordre du jour ..... p. 543

Hommage à la mémoire de M. Carlo Wagner, Député honoraire ..... p. 543

7768 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ..... p. 543-555

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser ..... p. 555

Dépôt d'une résolution de loi par M. Fernand Kartheiser ..... p. 555

7664 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ..... p. 555-557

7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen ..... p. 557-558

Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle ..... p. 558

7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen (suite) ..... p. 558

Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle (suite) ..... p. 558-559

Discours de M. le Président ..... p. 559

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3752	Josée Lorsché, Charles Margue	Participation des personnes non luxembourgeoises aux élections communales
3862	Mars Di Bartolomeo	Sortie de la vente de véhicules à moteurs à combustion
3863	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Fermeture de la centrale de Cattenom
3936	André Bauler	Églises désacralisées
3943	Mars Di Bartolomeo	Taux de biocarburants
3946	Sven Clement	Plan de relance « Restart Sports »
3947	Jeff Engelen	Vaccination des professionnels de la santé
3954	Paul Galles	Suivi et évaluation systématique d'une politique de développement durable
3959	Jean-Paul Schaaf	Bornes de recharge pour véhicules électriques
3963	Françoise Hetto-Gaasch, Paul Galles	Prise en charge des ex-détenus
3964	Marc Baum	Avenir du château de Sanem
4004	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Zone d'activité « Gadderscheier »
4053	Jean-Paul Schaaf	Contournement d'Ettelbruck-Feulen
4059	Fred Keup	Épreuves d'accès
4079	Fernand Kartheiser	Responsabilité dans le cas d'accidents de travail
4081	Martine Hansen	Pénurie d'enseignants
4082	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen	Réserves financières des groupes d'hôpitaux
4087	Jeff Engelen	Soutien pour les écoles de danse
4088	Fred Keup	Hydrofluorocarbones
4089	Jeff Engelen	Femmes au sein des conseils d'administration
4092	Fernand Kartheiser	Participation des demandeurs de protection internationale à la « Grouss Botz »
4093	Fernand Kartheiser	Participation luxembourgeoise à l'engagement en Afghanistan
4098	Jeff Engelen	Certificat vert numérique
4105	Charles Margue	Emploi des personnes ayant obtenu le statut de protection internationale
4109	Marc Hansen	Dossier de soins partagé
4110	Laurent Mosar, Gilles Roth	Taux minimaux d'imposition des sociétés
4111	Jeff Engelen, Fred Keup	Terrain d'entrainement du CGDIS
4112	Marc Spautz	Santé mentale
4113	Marc Goergen	Chariot de supermarché pour enfants handicapés
4115	Viviane Reding, Laurent Mosar	Révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers
4119	Marc Spautz	Décrochage scolaire
4120	Roy Reding	Applications de « trading »
4123	Fred Keup	Cambriolages de maisons privées
4125	André Bauler	Promotion du canton de Wiltz
4127	Claude Haagen	Contrat de travail pour étudiants
4128	Jeff Engelen	Travail de dimanche
4130	Marc Hansen, François Benoy	Moyens de contraception
4131	Fernand Kartheiser	Programme PESCO
4137	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Dénominations géographiques
4139 cf. 4183	Gusty Graas	Adaptation du régime de quarantaine des personnes vaccinées
4141	Gusty Graas	Violences dans les stades
4142	David Wagner	Fouille numérique des appareils électroniques des demandeurs de protection internationale
4143	Cécile Hemmen	Risques liés aux tiques
4144	Françoise Hetto-Gaasch	Centre médico-sportif de Junglinster
4146	Sven Clement	Fouille numérique des appareils électroniques des demandeurs de protection internationale
4147	Marc Goergen	Mobile High Power Charge
4149	Chantal Gary	Tenues de travail équitables et durables au sein des structures relevant de l'État
4150	Fred Keup	Situation des droits de l'homme à Dubaï
4154	Martine Hansen, Laurent Mosar	Tourisme vaccinal
4156	Fernand Kartheiser	Avenir du Luxembourg
4157	Fernand Kartheiser	Alliance for Financial Inclusion
4162	Fernand Kartheiser	Définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA
4163	Gusty Graas	Avenir de la locomotive 5519
4166	Martine Hansen	Utilisation des tests rapides de dépistage de la Covid-19 dans les écoles
4169	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Assurance maladie pour ex-détenus
4171	Jeff Engelen	Accident d'un navire sous pavillon luxembourgeois
4172	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Rôle des acteurs privés dans le processus de création de logements abordables
4173	Marc Goergen	Discrimination sur la base de l'orientation sexuelle
4175	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Création d'un groupe canin pour l'Administration pénitentiaire
4176	Carole Hartmann	Greffes d'organes
4177	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Réserves pétrolières
4178	Sven Clement	Modifications de classe d'impôt sur la fiche de retenue
4179	Marc Goergen	Activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de communes
4181	Sven Clement	Ouverture d'un compte de paiement de base auprès de POST Luxembourg
4183 cf. 4139	Martine Hansen, Claude Wiseler	Nécessité de quarantaine dans le cas d'une vaccination contre la Covid-19
4184	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Parc des trophées militaires à Bakou
4185	André Bauler, Carole Hartmann	Pénurie de matières premières et de matériaux
4186	Lydia Mutsch, Cécile Hemmen	Objets trouvés au sein des CFL
4187	Roy Reding	Pénurie de matières premières et de matériaux
4188	Marc Goergen	Cargolux
4190	Fred Keup	Élèves non résidents dans l'enseignement fondamental international
4191	Roy Reding	Aides financières pour les entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
4192	Françoise Hetto-Gaasch	Dossier de soins partagé
4195	Laurent Mosar, Marc Spautz	Pénurie de matières premières et de matériaux
4196	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Aide humanitaire pour l'Inde
4197	Jeff Engelen	Postes vacants
4199	Marc Goergen	Chiens de chasse
4201	Sven Clement	Protection des données dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
4203	Djuna Bernard, François Benoy	Harcèlement sexuel en milieu scolaire
4205	Martine Hansen	Réorganisation du réseau RGTR
4206	André Bauler	Musée de la Police
4210	Laurent Mosar, Paul Galles	Massacres menés contre la communauté des Yézidis
4211	Fred Keup	Vols avec agression
4212	Max Hahn, André Bauler	Installation de collecteurs d'eau de pluie sur les immeubles publics
4213	Marc Goergen	Rupture de stock de médicaments
4214	Sven Clement	Respect des droits de l'homme au Maroc
4216	Fred Keup	Chômage
4221	François Benoy	Nouvelles technologies génomiques
4223	Marc Goergen	Délits à caractère politique
		Session ordinaire 2021-2022
5174 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Contournement du système CovidCheck
5204 urgente	Marc Lies, Claude Wiseler	Recommandation de la « Ständige Impfkommission » concernant la troisième dose du vaccin contre la Covid-19
5230 urgente	Fernand Kartheiser	Procédure du référendum pour les Luxembourgeois habitant à l'étranger
5231 urgente	Léon Gloden	Circulaire ministérielle concernant l'inscription sur une liste dans le cadre du référendum sur la révision de la Constitution
5236 urgente	Georges Mischo	Vaccination « booster »

Question 3752 (03.03.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant la **participation des personnes non luxembourgeoises aux élections communales :**

Avec un taux de plus de 47 % de non-Luxembourgeois-es résidant au Luxembourg, la question de la participation politique des ressortissants étrangers au processus démocratique est fondamentale. Dans ce contexte, la promotion de la participation des personnes non luxembourgeoises aux élections locales est un levier important pour améliorer la cohésion sociale dans notre pays et constitue une des solutions pouvant adresser la situation de déficit démocratique auquel le Luxembourg fait face.

Le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit que « les moyens tendant à améliorer la participation des citoyens étrangers aux élections locales seront étudiés ».

Actuellement, les non-Luxembourgeois-es qui résident au Luxembourg pendant cinq ans au moins ont le droit de participer aux élections communales sous condition que la dernière année de résidence précédant leur demande d'inscription ait été ininterrompue. En outre, afin de participer une première fois aux élections communales, les ressortissants étrangers doivent faire une demande d'inscription sur la liste électorale de leur commune de résidence. Cette demande d'inscription peut avoir lieu jusqu'au 87e jour avant les élections communales.

Afin de promouvoir voire faciliter la participation politique des résidents étrangers, plusieurs pistes sont envisageables, notamment l'introduction d'une

inscription automatique sur les listes électorales, ou encore la réduction de la durée de résidence minimale.

Dans ce contexte, nous nous permettons de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Intérieur et Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Le Gouvernement peut-il nous informer sur l'état d'avancement de son étude des différentes possibilités pour améliorer la participation politique des citoyen-e-s non luxembourgeois-es aux élections communales ? Quelles pistes sont explorées dans ce contexte ?

Réponse commune (06.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Les députés s'enquièrent sur les possibilités pour améliorer la participation des résident-e-s non luxembourgeois-es aux élections communales.

L'électorat actif des ressortissant-e-s non luxembourgeois-es est subordonné aux conditions d'être domicilié-e au Grand-Duché et d'y avoir résidé pendant cinq ans au moins à la date de la demande d'inscription sur la liste électorale. La durée de résidence de cinq ans, qui était comprise comme une durée continue, a été allégée alors que, depuis la loi du 8 mars 2018 portant modification de la loi électorale, seulement la dernière année de résidence doit être ininterrompue.

Suite à ce premier allègement des conditions de participation des ressortissant-e-s non luxembourgeois-es aux élections communales, une étude sur les différentes possibilités de poursuivre dans cette voie est actuellement en cours.

Question 3862 (16.03.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **sortie de la vente de véhicules à moteurs à combustion :**

Plusieurs pays membres de l'UE, dont le Luxembourg, viennent d'inviter par l'envoi d'un « non-paper », la Commission européenne à fixer une date contraignante pour la sortie de la vente de véhicules à moteurs à combustion (essence et diesel).

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie quel est le contenu exact de ce « non-paper ».

- À partir de quelle date les signataires entendent-ils interdire la vente de voitures et véhicules avec moteurs à combustion ?

Réponse commune (22.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Début mars 2021, neuf États membres, à savoir l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, la Lituanie, le Luxembourg, Malte et les Pays-Bas, ont lancé un appel commun à la Commission européenne pour un cadre réglementaire ambitieux avec des politiques et mesures concrètes visant à accélérer la transition vers les véhicules à zéro émissions.

Ce courrier, co-signé pour le Luxembourg par le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, François Bausch, et la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Carole Dieschbourg, est accompagné d'un « non-paper » invitant la Commission à mettre en avant une date contraignante pour la sortie de la vente de véhicules à moteur à combustion et à préciser comment cet objectif pourra être atteint.

Par ailleurs, il est fait appel à la nécessité d'un cadre législatif européen transparent permettant aux États membres les plus ambitieux d'aller de l'avant en mettant en place des mesures additionnelles au niveau national pour accélérer la sortie des véhicules basés sur les énergies fossiles. Les pays signataires réclament encore un renforcement des dispositions réglementaires s'adressant aux constructeurs de ces véhicules. Enfin, ils mettent l'accent sur les besoins en matière d'infrastructure de charge pour les véhicules électriques sur les principaux axes de transit au niveau européen.

Pour de plus amples développements, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 3279 du 10 décembre 2020 des honorables Députés Messieurs Paul Galles et Jean-Paul Schaaf portant sur le même sujet.

Question 3863 (16.03.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **fermeture de la centrale de Cattenom :**

Lors d'une interview récente, Monsieur le Ministre de l'Énergie a annoncé l'idée de vouloir obtenir la fermeture de la centrale de Cattenom. Misant sur des changements au sein du Gouvernement fédéral de l'Allemagne, Monsieur le Ministre espère augmenter la pression sur la France pour atteindre cet objectif.

- Nous prions dès lors Monsieur le Ministre de préciser sa stratégie, à un moment où la France entend prolonger la durée de vie de ses centrales permettant, le cas échéant, à la centrale de Cattenom de tourner jusqu'en 2050.

Réponse commune (22.04.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'emblée, il faut noter que la stratégie du Gouvernement s'articule autour de plusieurs grands axes. Ainsi, le Gouvernement a :

- mis en place, durant la dernière législature, un régime législatif de responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire. Celui-ci matérialise le risque financier d'un accident nucléaire à charge de l´exploitant. Il met en évidence les risques financiers réels du nucléaire, augmente la visibilité du risque et des coûts y associés, encourus par l'opérateur de la centrale nucléaire de Cattenom et du Gouvernement français ;

- participé activement dans l´élaboration des « Lignes directrices sur l'applicabilité de la Convention s'agissant de la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires » au sein des instances de la Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier afin de soutenir un renforcement et une clarification de la réglementation applicable en matière de l'évaluation de l'impact transfrontalier environnemental lors de la prolongation de la durée de vie d'une centrale nucléaire, élément central dans toute démarche procédurale du Luxembourg face à la centrale de Cattenom. Grâce à l´intervention luxembourgeoise, ces lignes directrices reconnaissent explicitement qu´« une installation proche d'une frontière internationale ou d'un cours d'eau transfrontalier est davantage susceptible d'avoir un impact transfrontalier qu'une centrale située ailleurs » ;

- mis pression sur les instances officielles de la République française par plusieurs courriers officiels :

• Sachant que, définissant les conditions de la poursuite de fonctionnement des réacteurs de 900 Mw au-delà de 40 ans préfigureront également celles concernant les réacteurs du type de Cattenom, le Gouvernement est intervenu en janvier 2021 auprès de la Ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, pour lui faire part de son inquiétude et ses préoccupations par rapport aux lacunes dans la procédure de consultation du public. En effet, celle-ci ne répond ni aux prérequis d'une évaluation environnementale stratégique (EES), ni d'une étude d'impact environnemental (EIE) au sens des conventions d'Espoo et d'Aarhus. Le Gouvernement a clairement soulevé qu'il ne pourrait accepter pareille approche dans le cadre de la prolongation de la durée de vie des réacteurs du type Cattenom de 1.300 Mw et a également saisi la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire qui s'est tenue le 2 février 2021 de ce sujet.

• Un courrier renforçant ce point de vue avait été envoyé à l'Autorité de sûreté nucléaire en novembre 2019.

• Le 20 juillet 2020, un courrier du Gouvernement avait épinglé les lacunes dans la mise en œuvre des prescriptions post-Fukushima par l'exploitant de la centrale nucléaire de Cattenom.

- Au niveau européen, le Gouvernement s'engage continuellement contre le financement de l'énergie nucléaire par le budget européen et le classement de l'énergie nucléaire en tant qu'« énergie durable » dans le cadre du système orientant les investissements européens ainsi que des critères et de la taxonomie concernant la finance durable.

Un aspect important de la stratégie anti-nucléaire est par ailleurs le renforcement des alliances avec des États membres et des régions voisines dans le domaine de la lutte contre la promotion de l'énergie nucléaire. Dans ce cadre, le Gouvernement a des échanges réguliers avec des acteurs gouvernementaux et parlementaires de la République fédérale d'Allemagne afin d'influencer sur les prises de positions du Gouvernement fédéral face à la centrale de Cattenom. L'Allemagne qui a décidé de sortir du nucléaire pourra devenir un allié incontournable qui pourrait peser sur l'orientation du programme de fermeture de centrales nucléaires en France. L'alliance avec le Ministère fédéral de l'Environnement en matière anti-nucléaire, initiée sous la Ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, pourrait ainsi aider le Gouvernement à influencer davantage les choix politiques sur les centrales à fermer en priorité en France dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

www.chd.lu

Question 3936 (25.03.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **églises désacralisées :**

Viru Kuerzem sinn ech op e Problem opmierksam gemaach ginn, datt mobille Patrimoine aus deene rezent desakraliséierte Kierchen a Kapelle verschwënnt. Dës Gotteshaiser si meeschtens just iwwert de PAG vun de Gemenge geschützt an de Service des sites et monuments huet deemno keen Afloss op d'Erhale vum mobille Patrimoine.

De Mobiliar kann am Besëtz vum Kierchefong bleiwen. Wann d'Gemeng no der Desakraliséierung gären hätt, datt d'Kierch eidel geraumt gëtt, respektéiert de Fong dee Wonsch. Ewéi et mir zougedroe gouf, kucken déi Verantwortlech vum Fong dann, wat si vum Mobiliar nach kënnen anerwäerteg gebrauchen, an de Rescht géif versteet ginn.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Inneministesch an der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

1. Kënnen déi zoustänneg Ministere bestätegen, datt de Mobiliar, deen de Kierchefong net méi brauch, versteet gëtt?

2. Wa jo, wier et net eventuell ubruecht, d'Gesetz a besonnesch den Artikel 13 am Sënn ze änneren, datt den historesche Mobiliar zu der Kierch gehéiert an och no der Desakraliséierung muss an der Kierch erhale bleiwen, wann dëse vun historeschem Wäert ass an d'Miwwelen u sech zesumme mam Héichaltor an anere Miwwelen oder immobille Géigestänn ee kulturhistoresch wäertvollen Ensembel bilden?

3. Kéint d'Madamm Kulturministesch sech an deem Fall och eng méi enk Zesummenaarbecht mam Service des sites et monuments virstellen?

4. Wéi geséich an deem Fall d'Responsabilitéit vun de Gemengen aus?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Regierung huet keng Kenntnis vu Steeën, wou de Mobiliar vum Kierchefong versteet géif ginn.

An dësem Kontext sief rappeléiert, datt déi aktuell Gesetzgebung iwwert den Denkmalschutz virgesäit, datt mobil Objeten (Miwwelen oder „immeubles par destination") kënnen als Monument national klasséiert ginn. Aktuell ass den Interieur vun 21 Kierche geschützt. An Zukunft wäerten esou och nach weider Kierche mat hirem Mobiliar protegéiert ginn.

Mat dem Projet de loi relatif au patrimoine culturel (dossier parlementaire 7473) sollen d'Konditiounen an d'Demarchen, wat den Denkmalschutz vum mobille Patrimoine ugeet, nach emol verdäitlecht ginn. D'Prozedure gi vereinfacht, an déi mobil Objeten, déi fir den Denkmalschutz a Fro kommen, gi kloer identifizéiert. Esou ass zum Beispill virgesinn, datt Objeten, déi op wichteg Aspekter vun der Geschicht oder vun der Konschtgeschicht vum Grand-Duché hiweisen, klasséiert kënne ginn, notamment op Demande vun de Gemengen. Zousätzlech gi mam Projet de loi Subventiounen agefouert, am Kader vun deenen d'Restauratiouns- oder Konservatiounsaarbechte vum geschützte Patrimoine mobilier bis zu 50 % kënne finanzéiert ginn.

Question 3943 (25.03.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **taux de biocarburants :**

Par le biais d'un amendement de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant, entre autres, les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, le taux de biocarburants mélangés à l'essence et au gasoil routier a été fixé pour l'année 2020 à 7,70 %. La directive 2009/28/CE prévoit en effet qu'en 2020, il est obligatoire d'avoir une part minimale de 10 % de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation d'énergie destinée aux transports.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie quelle est actuellement la part des biocarburants dans l'essence et le gasoil vendus au Luxembourg.

2) Quelle est la nature de ces biocarburants et d'où proviennent-ils ?

3) Est-ce que cette part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables sera augmentée progressivement et le cas échéant jusqu'à quel taux ?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le pourcentage des biocarburants à mélanger dans les carburants est régi par la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques. La loi actuellement en vigueur prévoit que les opérateurs mettent à la consommation de l'essence et du gasoil routier des biocarburants à raison d'au moins 7,70 %, calculé sur base de la teneur énergétique des carburants. Ce taux en vigueur depuis l'année 2020 a été fixé suite à une modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 précitée par la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020.

Les biocarburants mis à la consommation doivent au moins être issus à 50 % de matières premières énumérées à l'annexe IX de la directive modifiée 2009/28/CE, telles les huiles usagées et autres résidus de biocarburants de la deuxième et troisième génération produits à partir de matières premières qui n'impactent pas la sécurité alimentaire.

La part d'énergie des biocarburants, dits de première génération et cultivés en tant que cultures principales essentiellement à des fins de production d'énergie sur des terres agricoles, ne doit pas dépasser 5 % des biocarburants mis à la consommation, calculé sur base de la teneur énergétique des carburants. En raison de leur impact environnemental, la directive 2018/CE/2001 prévoit de progressivement diminuer l'apport de ces biocarburants présentant un risque élevé d'induire des changements indirects dans l'affectation des sols à partir de 2024 pour arriver à 0 % en 2030. Avec un plafond de 5 %, le Gouvernement a déjà anticipé cette réduction progressive.

ad 2) Les chiffres quant à la nature et l'origine des biocarburants sont représentés dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les données sur la nature des biocarburants datent de 2020 et celles sur l'origine de 2019.

Les principales matières premières présentes dans le biodiesel mis à la consommation sont le colza et les huiles usagées. En ce qui concerne le bioéthanol (présent dans l'essence), il s'agit du blé.

ad 3) Dans le cadre du plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg, il est prévu que ce taux augmente légèrement d'année en année (8,6 % en 2023, 8,8 % en 2025…) pour atteindre 10 % en 2030.

La part des biocarburants avancés de deuxième ou troisième génération et énumérés à l'annexe IX de la directive modifiée 2009/28/CE et 2018/2001, devra augmenter considérablement par rapport aux biocarburants dits de première génération.

En attendant, le déploiement progressif de l'électromobilité qui remplacera graduellement les moteurs à combustion, ces biocarburants avancés, issus de résidus ou de déchets, réduiront considérablement l'impact environnemental par rapport aux biocarburants classiques et aideront notre pays à réaliser ses ambitions en matière de lutte contre le changement climatique.

Question 3946 (25.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **plan de relance « Restart Sports » :**

Um Kongress vum COSL vum 20. Mäerz gouf de Bilan vun 2020 gezunn, an een neie Verwaltungsrot gewielt. Um Kongress war och de Sportminister, deen erkläert huet, dass de Ministère, am Kader vum Plan de relance „Restart Sports", d'Sportswelt mat 3,4 Milliounen Euro ënnerstëtzt huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Kann de Minister Detailer zu dësen Ënnerstëtzunge ginn?

- Wéi vill Euro sinn u Sportsveräiner aus Federatioune gaangen, déi Wettkampfsport bedreiwen?

- Wéi vill Euro sinn u Sportsveräiner aus Federatioune gaangen, déi kee Wettkampfsport bedreiwen?

- Wéi vill Euro sinn un d'F.S.L.H. gaangen?

- Si Sue fir aner sportlech Aktivitéiten (Therapiesport, Integratioun ...) gaangen?

2. Sportsveräiner konnten op Guichet.lu bis den 31. Dezember 2020 Hëllefen ufroen. Och 2021 wäert fir si ee schwéiert Joer ginn. Ass virgesinn, dës Hëllefe weiderzeféieren?

Réponse (27.04.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

De Plan de relance „Restart Sports", deen am Juni 2020 virgestallt ginn ass, huet aus verschiddenen Deeler bestanen. Éischtens eng finanziell Ënnerstëtzung fir déi affiliéiert Veräiner am Kompetitiounssport (20 € pro Kompetitiounslizenz), eng Hëllef fir all affiliéiert Veräiner fir den Ausfall vu

Recetten opzefänken, eng Ënnerstëtzung fir déi Veräiner, déi den deemolegen Ausfall vum Schoulsport duerch aner Aktivitéite kompenséiert hunn an eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Veräiner beim Uschafe vu Sportsmaterial. Nieft dëse spezifeschen Hëllefe fir d'Veräiner goufen et och, ënnert anerem, finanziell Hëllefe fir d'Gemengen.

Wéi schonn op der Generalversammlung vum COSL den 20. Mäerz gesot, sinn am Joer 2020 esou insgesamt ronn 3.300.000 Euro am Kontext vum Plan de relance „Restart Sports" engagéiert ginn.

Dovu sinn 2.775.556 Euro un affiliéiert Veräiner ausbezuelt ginn, déi bei enger agreéierter Federatioun affiliéiert sinn, an déi Kompetitiounssport bedreiwen.

30.637 Euro sinn u Veräiner ausbezuelt ginn, déi kee Kompetitiounssport bedreiwen.

De Luxembourg Paralympic Committee (LPC), wéi d'F.S.L.H. haut heescht, deen net aus Veräiner besteet, mee aus enger agreéierter Federatioun, huet keng Demande gemaach, dofir konnt och un hie kee Subsid ausbezuelt ginn. Et sief drun erënnert, datt de Sportministère generell all seng Engagementer agehalen huet, déi an de Konventioune mat de Federatioune festgehale gi waren.

Un d'Veräiner vun der Federatioun „Special Olympics Luxembourg", déi eng Demande gemaach hunn, sinn am Ganzen 3.754 Euro ausbezuelt ginn.

Et bleift ze betounen, datt generell just déi Associatiounen ënnerstëtzt konnte ginn, déi eng Demande beim Sportministère agereecht haten.

Ausser déi zweckgebonne Subside fir Sportsmaterial, konnten d'Veräiner natierlech dës finanziell Ënnerstëtzung do asetze wou si wollten, also och eventuell a Projete vum Therapiesport, der Integratioun asw.

Et ass net ausgeschloss, datt fir 2021 nach weider Hëllefe fir d'Lëtzebuerger Sportswelt wäerten an d'A gefaasst ginn.

Question 3947 (25.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination des professionnels de la santé :**

Bei der Zoudeelung vun de Covidimpfunge genéisst d'Gesondheets- a Fleegepersonal Prioritéit.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister:

- Gëllt dës Prioritéit och fir Leit, déi sekundär Tätegkeeten an deene Beräicher ausüben, wéi d'Administrativ- an d'Botzpersonal?

Réponse (27.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wann déi Leit, déi sekundär Tätegkeeten am Gesondheets- oder Fleegesecteur ausüben, wéi d'Administrativ- an d'Botzpersonal, a Kontakt mam Patient respektiv Resident sinn, ginn och si geimpft.

Question 3954 (25.03.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **suivi** et l'**évaluation systématique d'une politique de développement durable :**

Après l'annonce de l'abandon du projet d'usine à yaourts par le groupe agroalimentaire Fage pour des raisons environnementales, Madame la Ministre de l'Environnement et Monsieur le Ministre de l'Économie avaient annoncé à de multiples reprises qu'un « Nachhaltigkeitscheck » (NHC) sera introduit comme un outil d'évaluation interne des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable. Le NHC constitue une revendication du Conseil supérieur pour un développement durable depuis 2013 et figure aussi dans le 3e Plan national pour un développement durable (PNDD), ainsi que dans l'accord de coalition 2018-2023. Dans la réponse à la question parlementaire n° 1122, on peut lire que « les efforts ont été doublés au début de l'année 2019 » en vue d'une concrétisation rapide du NHC.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir plus d'informations sur le NHC qu'en 2019 ?

- Où en sont les travaux d'élaboration du NHC ? Quand peut-on s'attendre à l'achèvement desdits travaux ?

- Est-il toujours prévu de rendre le NHC obligatoire pour chaque projet de loi et facultatif pour les projets de règlement ? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ne pas rendre le NHC également obligatoire pour chaque projet de règlement ?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence à deux processus distincts ; un contrôle de durabilité des avant-projets de loi et un contrôle relatif à la future implantation d'entreprises au Luxembourg.

Les deux instruments ont comme objectif commun d'évaluer l'impact sur le développement durable au Luxembourg.

Les travaux relatifs au contrôle de durabilité sur les avant-projets de loi ont avancé au sein de la Commission interdépartementale de développement durable. Afin de garantir un juste équilibre par rapport à la charge administrative nécessaire pour sa mise en œuvre et de permettre une compréhension aisée des résultats du contrôle de durabilité, une ultime concertation entre ministères s'avère nécessaire avec comme objectif une introduction du check durabilité dans la procédure législative digitalisée au cours de l'année 2021.

Le check durabilité est obligatoire pour les avant-projets de loi et facultatif pour les avant-projets de règlement ; cela dans le souci d'éviter une charge administrative trop importante considérant que très souvent des règlements grand-ducaux ont comme objet la mise en œuvre des projets de loi ou ont un objet plus technique.

L'établissement des critères pour un « NohaltegkeetsCheck fir d'Entreprisen » est en cours de consultation entre les ministères concernés afin d'arriver à une mise en œuvre dans un temps rapproché. Un partage d'informations y relatif au sein des réunions du Trade & Investment Steering Committee (TISC), ainsi que des échanges poussés entre les ministères représentés au comité interministériel créé à cet effet, démarreront sous peu.

Question 3959 (26.03.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant les **bornes de recharge pour véhicules électriques :**

An deene leschte Méint ass d'Unzuel vun Autoe mat engem Elektromotor staark geklommen. Doduerch brauch et och ëmmer méi Méiglechkeeten, fir den E-Auto kënnen opzelueden. Besonnesch am ländleche Raum ass dat aktuellt Luedenetz nach net gutt ausgebaut. Mee och a méi urbanem Raum, wéi zum Beispill am Albau, am Stadkär oder an der Foussgängerzon, huet net all Wunneng eng Stellplaz, wou de Besëtzer vun engem E-Auto kéint eng privat Born installéieren. Dofir ass et wichteg, méi ëffentlech Bornen zur Verfügung ze stellen an dëst méiglech no bei de Leit hire Wunnengen, fir esou d'E-Mobilitéit weider ze förderen. An dësem Kontext huet och de Mobilitéitsminister bei der Presentatioun vun dem Super-Chargy-Netzwierk gesot, dass d'Gemengen hiren Deel zur Léisung misste bäidroen. Et gouf awer net erläutert, wéi dëst soll geschéien an ob d'Gemengen Hëllefen an Aussiicht gestallt géife kréien.

Weider gëtt am Règlement grand-ducal festgehalen, dass all véiert Stellplaz am ëffentleche Raum mat engem „précablage" muss ekipéiert ginn. Et gëtt awer net gesot, wien dann eng Born opstelle muss a wien se finanzéiert, bedreift an ënnerhält.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung gewëllt, fir zousätzlech Bornen zu deenen 800, déi vun den Netzbedreiwer installéiert a finanzéiert goufen, elo ze subventionéieren, fir der Demande nozekommen?

2. Wéi eng Roll kënnt de Gemengen an dësem Fall zou? Ginn si subventionéiert wann si ëffentlech Chargy-Bornen opstellen?

3. Wann nee, u wiem ass et, fir dës Charge ze iwwerhuelen?

Réponse commune (26.04.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Mam Chargy-System kruten d'Stroumnetzbedreiwer den Optrag, fir maximal 800 Bornen opzeriichten an domat eng Basisinfrastruktur ze schafen, déi sécherstellt, dass an all Gemeng am Land op mannst eng Born zu Verfügung steet. Dank dëser Initiativ huet Lëtzebuerg laut enger rezenter Etüd vun der Firma LeasePlan[1] déi drëtthéchsten Zuel u Luedpunkte pro Elektroauto an Europa, an ass an hirem „EV Readiness Index" op Plaz 4.

D'Regierung ass sech awer dem Besoin fir zousätzlech Bornen am ëffentleche Raum bewosst, dee mam Zouwuess vun der Elektromobilitéit entsteet. Et gëtt dofir aktuell un engem Subventiounssystem fir Entreprisë geschafft, dee souwuel den Ausbau vun ëffentlech zougängleche wéi och net ëffentlech zougängleche Bornen ënnerstëtze wäert. Déi zousätzlech Bornen, déi duerch dës nei Subventioun entstinn, si komplementar zum Chargy-System an och zum Subventiounssystem fir d'Borne fir Privatleit doheem, a solle sécherstellen, dass sech zu Lëtzebuerg e koherente Lued-Ekosystem entwéckelt, deen et de verschiddenen Typpe vun Utilisateuren erlaabt, zouverlässeg opzelueden.

D'Detailer zum Subventiounssystem sinn awer nach net finaliséiert, ënnert anerem well eis Servicer am Moment an Diskussioune mat der Europäescher Kommissioun sinn, fir Froen am Kontext vu Staatshëllefen ze klären.

ad 2. + 3. D'Gemenge sinn e wichtegen Acteur fir den Opbau vun der ëffentlecher Luedinfrastruktur. Opbauend op der Erfarung vum Chargy ass geplangt ginn, am uewe scho genannte Subventiounssystem, fir ëffentlech zougänglech Bornen och weiderhin enk mat anzebannen, engersäits fir déi jeeweileg Besoinen ze identifizéieren, an anerersäits fir gëeegent Léisungen auszeschaffen, déi a ville Fäll och op ëffentleche Parkplaze kéinte realiséiert ginn.

Nieft de Gemenge wäerten zukünfteg och privat Acteuren eng méi grouss Roll spillen, fir Projeten auszeschaffen, ze realiséieren an ze bedreiwen.

Eent vun den Haaptziler vum Subventiounssystem ass deemno, dass déi verschidden ëffentlech a privat Acteuren enk a gutt zesummeschaffen, fir d'Luedinfrastruktur do opzeriichten, wou se noutwenneg a sënnvoll ass, an dass de gemeinsame Projet dobäi dann och vun enger finanzieller staatlecher Kontributioun ka profitéieren. An den nächste Méint wäerten d'Gespréicher mat deene verschiddenen Acteuren dozou intensivéiert ginn, fir de Regimm am Detail auszeschaffen.

Question 3963 (26.03.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **prise en charge des ex-détenus :**

Den 23. Mäerz 2021 goung an engem RTL-Reportage rieds vu Persounen, déi zanter Juni 2020 aus dem Prisong entlooss goufen, ouni dass si ee feste Wunnsëtz haten. Et heescht an deem Reportage weider, dass vun deenen 30 Persounen, sech der eelef illegal hei am Land opgehalen hunn, an déi aner hätten d'Iwwernuechtungsoffere vum Service central d'assistance sociale respektiv dem Service psychoéducatif vun der Prisongsverwaltung net acceptéiert.

D'Madamm Justizministesch huet erkläert, dass geplangt wier, de Schraasseger Ex-Detenuen d'Méiglechkeet ze ginn, iwwergangsweis op Giwenech ze goen. Och géif um Projet vun de sougenannten Transitiounswunnenge geschafft ginn. An enger rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3698 huet d'Madamm Minister nach geäntwert, dass, entgéint dem Koalitiounsaccord vun 2018, 2019 decidéiert gi wier, zu Lëtzebuerg keng Transitiounshaiser ze schafen.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch, d'Madamm Familljeministesch an den Här Immigratiounsminister stellen:

1. Kënnen d'Ministeren eis soen, wéi vill Persounen, déi déi lescht Joren aus dem Prisong vu Schraasseg entlooss goufen, eng Iwwernuechtungsoffer gemaach kritt hunn?

1.1. Wéi vill Persounen hunn dës Offere refuséiert?

1.2. Wat waren d'Grënn vun deenen Ofsoen (den Detenu hat schonn eng Méiglechkeet fir ze logéieren etc.)?

1.3. Wier et méiglech, dës Informatiounen opgelëscht op déi lescht fënnef Joren ze kréien?

2. Kënnen eis d'Ministeren erklären, ob dann elo Transitiounshaiser geplangt sinn oder net, wëssend dass ni gefuerdert gouf, dass esou Strukturen nëmmen Ex-Detenue solle reservéiert bleiwen?

3. Wéi gëtt am Allgemengen de Suivi vun den Ex-Detenue gemaach? Wie mécht dee Suivi? Wéi leeft dee Suivi of?

4. Kënnen d'Ministere bestätegen, dass et an de leschte Jore just zu där enger, am Reportage beschriwwener, onvirbereeter Entloossung aus dem Prisong vu Schraasseg komm ass? Wéi konnt et dozou kommen?

5. Wat déi eelef Persounen, déi illegal am Land waren, ubelaangt, kënnen d'Ministeren eis soen, ob et sech hei exklusiv ëm Persounen aus Drëttlänner handelt?

6. Kënnen d'Ministeren eis erklären, wéi d'Prise en charge vun dëse Persoune konkreet no hirer Entloossung ofleeft?

6.1. Ginn dës Persounen, no hirer Entloossung, direkt am Centre de rétention ënnerbruecht, wou jo och e psychosozialen Encadrement séchergestallt ass, fir duerno ausgewisen/ausgeflunn ze ginn?

6.1.1. Wann net, wéi gëtt hir Ausweisung konkreet duerchgezunn?

6.1.2. Ginn et do Prozeduren? Wa jo, kënnen d'Ministeren déi am Detail beschreiwen?

6.2. Wann net, ginn déi Leit an deem Fall sech selwer iwwerlooss?

6.2.1. Sollt dat de Fall sinn, sinn d'Ministeren net der Meenung, dass den néidege Kader feelt fir ze verhënneren, dass si an de kriminelle Milieu nees erofrutschen? Hunn d'Ministeren dozou statistescht Material?

6.2.2. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass Änneerungen un de gesetzleche/prozedurale Bestëmmungen néideg sinn?

Réponse commune (26.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. Et sief am Virfeld bemierkt, dass d'Iwwernuechtungsoffere majoritär vum „Service central d'assistance sociale" (SCAS), dee vum Parquet général ofhängeg ass, proposéiert ginn.

De Service psychosocioéducatif (SPSE) vum Prisong vu Schraasseg mécht keng richteg Iwwernuechtungsofferen, mee falls e Gefaangene kuerzfristeg entlooss gëtt, kritt e vun sengem SPSE-Agent eng Lëscht mat Foyers de nuit a Cafészëmmeren, wou e kéint ënnerkommen.

Wat de SCAS ubelaangt, si vun Ufank 2018 bis Mäerz 2021, 253 Gefaangener, déi de SCAS betreit huet, aus dem Prisong vu Schraasseg (CPL) op Ennstrof entlooss ginn. All Persoun, déi entlooss gëtt, kritt eng Hëllef ugebueden, mee wéi eng Hëllef konkreet ugebuede gëtt, hänkt vun de Persounen hirer perséinlecher a strofrechtlecher Situatioun of.

De follgenden Tableau faasst déi verschidden Zenarien no der Entloossung, déi sech wärend där Zäitspan presentéiert hunn, ënner anerem fir Iwwernuechtungsofferen, zesummen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Vun deenen 253 Gefaangenen haten der 114 keng Demande fir eng Iwwernuechtungs- oder Logementsoffer un de SCAS gemaach, well hir Wunnsituatioun gekläert war (si hunn eng eege Wunneng, si bei Famill oder Frënn wunne gaangen oder hate scho virun der Prisongsstrof eng Plaz an enger Struktur, wou si och duerno erëm zeréck konnte goen).

6 Persoune sinn op Ennstrof an eng stationär Therapie respektiv an e Spidol gaangen.

52 sinn an hiert Heemechtsland zeréckgaangen, respektiv goufen an de Centre de rétention iwwerwisen.

33 Persoune sinn an Urgencëstrukturen orientéiert ginn oder a Logementer, wou ee mëttelfristeg ka bleiwen, awer och méi laangfristeg Solutioune konnten ugebuede ginn. Dorënner falen d'Méiglechkeet, an enger Jugendherberg, engem Cafészëmmer oder engem Hotel ze iwwernuechten, oder an eng Wunneng iwwerwisen ze ginn, déi vun anere Servicer geréiert gëtt (ë. a. ONE, SLEMO, Croix-Rouge, Caritas).

Bei 48 vun deenen 253 Gefaangenen konnt de SCAS keng konkreet Hëllef ubidden oder huet d'Persoun d'Hëllef refuséiert, respektiv hunn de Parcours an d'Attitüd vum Gefaangenen d'Zesummenaarbecht erschwéiert an och d'Offer vun den Hëllefen ageschränkt.

ad 1.1. Wat de SCAS ubelaangt, hunn 48 Persounen dës Offere refuséiert, wann een sech op déi Persoune beschränkt, déi op Hëllef ugewise gewiescht wieren, mee dës refuséiert respektiv duerch hiert Verhale blockéiert hunn.

Wann een déi 114 Gefaangener, deenen hir Wunnengssituatioun scho vu virera gekläert war, mat arechent, hunn 162 Persounen d'Hëllef net an Usproch geholl.

Wat de SPSE vum Prisong vu Schraasseg ubelaangt, ginn et keng genee Zuelen, mee de SPSE hat vereenzelt Fäll, wou en Agent engem Gefaangenen z. B. proposéiert huet, zesumme Kontakt mam CNDS-Wunnen („Comité national de défense sociale") opzehuelen, mee de Gefaangenen dat awer refuséiert huet (well en z. B. bei engem Kolleeg ënnerkomm ass). Et ass och scho virkomm, dass e Gefaangenen eng Plaz bei CNDS-Wunnen hat, mee schlussendlech awer net méi wollt dohinner goen.

ad 1.2. Wéi virdrun erwäänt, haten 114 Persounen, déi vum SCAS suivéiert goufen, schonn eng gekläerte Wunnsituatioun. Dëst ass och de Grond, wisou verschidde Persounen Offere vum CNDS-Wunnen, déi si zesumme mam SPSE ugefrot haten, schlussendlech awer ofgeleent hunn.

Bei den 48 Persoune bei deenen de SCAS keng konkreet Hëllef konnt ubidden, waren d'Grënn dovu verschidden:

- d'Persoune wollte keng Zesummenaarbecht mam SCAS wärend der Detentioun;

- de Persounen hire Projet war onrealistesch an de SCAS konnt se doran net ënnerstëtzen;

- d'Persounen hunn sech net un Ofmaachunge gehalen, z. B. hunn sech net op Rendez-vouse beim SCAS presentéiert oder d'Demarchen net realiséiert, déi vun hinne verlaangt goufen;

[1] https://www.leaseplan.com/-/media/leaseplan-digital/shared/documents/ev-readiness-index-2021---report.pdf

- eng ganz Rei Persounen (41 vun deenen 48) waren och mindestens eemol wärend hirer Prisongsstrof am CPG a sinn erëm an de CPL retransferéiert ginn, wat net heescht, dass si duerno keng Hëllef méi ugebuede kritt hunn, mee d'Zesummenaarbecht sech méi schwiereg gestalt huet.

ad 1.3. Vu dass keng Statistike vum SCAS op deene Punkte virleien an all eenzelen Dossier misst vum SCAS nogekuckt ginn, konnten dës Informatiounen nëmmen op déi lescht dräi Joer gesammelt ginn.

Eng Oplëschtung op déi lescht fënnef Joer huet de SPSE aus dem Prisong vu Schraasseg och net.

ad 2. Am Joer 2019 ass, no der Analys, wéi d'Phas vun der Resozialiséierung vun de Gefaangenen an anere Länner ugaangen a gereegelt gëtt, decidéiert ginn, fir zu Lëtzebuerg keng Transitiounshaiser ze schafen, well et als eng ze grouss Gefor ugesi ginn ass, dass esou Haiser als „Prisong nom Prisong" ugesi gi wieren, an domat eng Stigmatisatioun entstane wier, déi enger reussëierter Resozialiséierung mat Sécherheet entgéintgewierkt hätt.

Och wann ni gefuerdert gouf, dass esou Strukturen nëmmen Ex-Gefaangene solle reservéiert bleiwen, läit den eigentlechen Interêt vun dësen Transitiounshaiser eebe grad doran, eng Transitioun tëschent dem Prisong an der Gesellschaft ze erméiglechen. D'Prise en charge an de Suivi sinn och op déi spezifesch Situatioun vun Ex-Gefaangenen adaptéiert. An deene Länner, an deenen et Transitiounshaiser ginn, sinn dës Strukturen och fir Ex-Gefaangener reservéiert.

Eng Struktur, déi souwuel Ex-Gefaangener wéi aner Persounen, déi sech an enger prekärer Situatioun befannen, empfänke géif, muss net virgesinn a gebaut ginn, vu dass et aktuell Strukture ginn, déi déi néideg Logementsoffere kéinten ubidden.

Aus deene Grënn ass decidéiert ginn, e Konzept ze entwéckelen, dass deene Persounen no enger Entloossung aus dem Prisong ka gehollef ginn, haaptsächlech wann et direkt no der Entloossung ëm eng Plaz fir ze schlofen an aner primär Besoine geet, ouni dass déi ofgesate Prisongsstrof e Krittär ass. De Prinzip soll dee sinn, dass déi Leit d'selwecht gehollef kréie wéi aner Leit déi vergläichbar Problemer hunn, onofhängeg vun der Fro, ob et sech ëm fréier Prisonéier handelt oder net.

ad 3. Beim Suivi vun den Ex-Gefaangene muss ee verschidde Cas de figure ënnerscheeden:

- Gefaangener, déi fréizäiteg entlooss ginn ënnert engem Amenagement vun der Strof mat Konditiounen (Libération conditionnelle, Suspension de l'exécution de la peine, Placement sous surveillance électronique) an déi een Openthaltsrecht zu Lëtzebuerg hunn, gi prinzipiell vum SCAS suivéiert. Dee Suivi gëtt individuell ugepasst op de Probationnairen hir Situatioun an den Dispositif vun de Konditioune vum Amenagement vun der Strof, déi den Ex-Gefaangene muss wärend senger Entloossung respektéieren. Dee Moment sinn d'Probationnairen ënnert „mandat judiciaire" an deem Sënn, dass den Ex-Gefaangene verflicht ass, mat sengem Bewährungshelfer vum SCAS zesummenzeschaffen.

- Persounen, déi op Ennstrof entlooss ginn, stinn net méi ënnert „mandat judiciaire", a sinn deemno net méi verflicht, mam SCAS, respektiv hirem Bewährungshelfer, zesummenzeschaffen. All Persoun, déi entlooss gëtt, kritt awer d'Offer, bei hirem Bewährungshelfer virstelleg ze ginn, woubäi dann zesumme gekuckt gëtt, wéi spezifesch Hëllefe kënnen ugebuede ginn a wouhin déi Persoun kann orientéiert ginn. Vu dass d'Bewärungshëllef an sech ënnert „mandat judiciaire" schafft, kann an dëse Fäll kee laangfristege Suivi doraus entstoen, mee déi concernéiert Persoun gëtt un d'Institutiounen aus der Gesellschaft weidergeleet, fir do déi néideg Hëllef ze kréien. An deene Fäll kënnt et virun allem op eng konstruktiv Zesummenaarbecht un an dass déi concernéiert Persoun aktiv matschafft.

Gefaangener, déi eng „libération anticipée" accordéiert kruten, hunn och keen Openthaltsrecht méi zu Lëtzebuerg[2] a ginn deemno prinzipiell net vum SCAS suivéiert. Och wann de SCAS am Prinzip just Persoune betreit, déi virun hirer Strofdot schonn ee Lien mat Lëtzebuerg haten, respektiv wou eng Probatiounsmesure an hirem Land kann organiséiert ginn, kann de SCAS dëse Persounen, déi keen Openthaltsrecht hunn, och eng Orientatioun an Hëllefsstellung ubidden, awer oft manner konkreet wéi bei Ex-Gefaangenen, déi een Droit de séjour hunn.

Dobäi hänkt et dovun of, a wéi ee Land d'Persounen zeréckginn (z. B. bei enger Persoun, déi just iwwert d'Grenz wunnt, huet de SCAS oder de SPSE d'Méiglechkeet, d'Entloossung méi konkreet virzebereeden a scho mat enger Rei Servicer Kontakt opzehuelen).

Wann eng Persoun, déi ee Séjour irrégulier huet, no der Ennstrof beim SCAS no Hëllef freet, kann de SCAS, jee nodeem wéi hir Situatioun sech presentéiert, hir just ubidden, mat verschiddene Servicer am associative Milieu Kontakt opzehuelen.

Um Niveau vun der Untersuchungshaft an der provisorescher Fräiheet vun engem Gefaangenen huet de SCAS keng gesetzlech Kompetenze fir ze agéieren an e Suivi virzegesinn.

ad 4. Wärend enger Untersuchungshaft kënnt et dacks zu onvirbereeten Entloossungen, well d'Prisongen ni am Viraus wëssen, ob eng Demande vun engem Gefaangene fir eng provisoresch Fräiheet accordéiert oder refuséiert gëtt.

Och bei condamnéierte Gefaangene kann et theoreetesch virkommen, dass si onvirbereet entlooss ginn, z. B. wann d'Strof déi geschwat gouf immens kuerz ass an/oder no Ofzuch vun der Untersuchungshaft d'Strof (quasi) integral exekutéiert ass, oder och wann si kuerzfristeg vum CPG an de CPL zerécktransferéiert gi sinn.

Bei der onvirbereeter Entloossung vun der Persoun aus dem Reportage war et esou, dass déi Persoun zweemol an de Prisong vu Giwenech transferéiert gouf an zweemol aus disziplinaresche Grënn an de Prisong vu Schraasseg zerécktransferéiert ginn ass. D'Persoun hat theoreetesch nach e puer Woche Prisongsstrof ofzesëtzen no enger Verschmëlzung vun hire Strofen („confusion des peines"), déi als Resultat huet, dass just déi héchste vun e puer feste Prisongsstrofen exekutéiert gëtt an d'Untersuchungshaft vun de verschiddenen Affären ofgerechent gëtt.

Allerdéngs ass dunn an engem weideren Urteel keng Prisongsstrof gesprach ginn an nodeems d'Dauer vun der Untersuchungshaft an där Affär ofgezu ginn ass, ass d'Persoun den Dag vum Prononcé vum Urteel entlooss ginn.

Wéi schonns zum Zäitpunkt vum RTL-Reportage gesot ginn ass, gouf et just deen ee Fall, deen ee Resident betrëfft. Et gouf allerdéngs een zweete Fall, wou et och zu enger direkter Entloossung koum, do allerdéngs opgrond vun der „confusion des peines" mat engem auslänneschen Urteel.

Allgemeng gesinn ass esou eng onvirbereet Entloossung also ganz seelen.

ad 5. Vun deenen 11 Persoune waren der 7 aus der EU a 4 aus Drëttlänner. No hirer Entloossung hate verschidde Persounen eng Openthaltsgeneemegung zegutt.

Et sief bemierkt, dass dëse Chiffer net komplett ass, vu dass nieft dësen 11 Persounen nach 16 weider Persounen ouni Openthaltsgeneemegung (11 aus Drëttlänner a 5 aus der EU) zu Lëtzebuerg entlooss gi sinn.

Dobäi kommen dann nach déi Gefaangener, déi am Kader vun enger „libération anticipée" entlooss ginn ënnert der Konditioun, dass si eng „interdiction d'entrée et de séjour" um lëtzebuergeschen Territoire kruten, fir op direktem Wee zeréck an hiert Heemechtsland ze goen. Dës Persoune kënnen also och an de Centre de rétention iwwerwise ginn.

ad 6. + 6.1. D'Gefaangener, déi „en séjour irrégulier" am Land sinn, ginn direkt no hirer Entloossung vum Prisong am Centre de rétention ënnerbruecht, dëst ënnert der Konditioun, dass et eng fräi Plaz gëtt, eng Fluchtgefor besteet an et eng Perspektiv gëtt, fir déi concernéiert Persoun zeréckzeféieren. E psychosozialen Encadrement ass op der Plaz garantéiert. Wann dëst net méiglech ass, ginn et nach, konform zum Immigratiounsgesetz, Alternativen zur Retentioun.

Drëttstaatler, déi en Titre de séjour zegutt hunn, kënnen eng Demande beim Ausseministère no hirer Entloossung aus dem Prisong areechen.

ad 6.1.1. + 6.1.2. Fir d'Ausweisunge gëtt et eng Prozedur déi, wann néideg, mat der Identifizéierung vun der Persoun ufänkt, da mam Beschafe vun den néidege Reespabeiere weidergeet a mat der Ausféierung vun der Ausweisung ofgeschloss gëtt.

Dës Prozedur kann och schonn ugefaange ginn, wann eng Persoun nach am Prisong ass; esou kann et och gegeebenefalls zu enger „libération anticipée" kommen. Dem Concernéierte säin Accord, fir mat dem Hierkonftsland Kontakt opzehuelen, ass dofir awer néideg. Vun dëser Méiglechkeet gëtt awer net ëmmer vun de Persoune Gebrauch gemaach.

Wann d'Ausféierung aus diverse Grënn net méiglech ass, da gëtt déi concernéiert Persoun aus dem Centre de rétention entlooss. Dëst ass virun allem de Fall, wann d'Hierkonftsland net bei der Identifizéierung an dem Beschafe vun de Reespabeiere kooperéiert. Dëst kann och de Fall sinn, wann d'Persoun selwer net kooperéiert. Déi aktuell sanitär Kris huet d'Réckféierungen nach eng Kéier e Stéck méi schwéier gemaach. Falls déi Persoun, déi aus dem Centre de rétention entlooss gouf, nees spéider vun der Police interpelléiert gëtt, an nei Elementer zu hirer Identitéit virleien, fänkt d'Prozedur fir d'Ausweisung nees nei un.

An anere Fäll kann den Immigratiounsminister enger Persoun och e „report à l'éloignement" accordéieren. Dëst ass zum Beispill de Fall, wann et fir e Moment administrativ oder logistesch net méiglech ass, an dat Land zeréckzegoen.

ad 6.2. + 6.2.1. Och wann dës Persounen, déi „en séjour irrégulier" am Land sinn an net an de Centre de rétention ënnerkommen, nëmme bedéngt Hëllef vum SCAS a vum SPSE kënnen ugebuede kréien, ginn et aner Institutiounen, un déi dës Persoune weidergeleet ginn an sech kënne riichten, fir an hiren Demarchen, notamment wat hir administrativ Situatioun ubelaangt, ënnerstëtzt ze ginn.

Och mat engem Suivi an enger Prise en charge vun enger staatlecher oder privater Institutioun, kann een e Réckfall an de kriminelle Milieu ni verhënneren, mee et muss awer betount ginn, dass et schwiereg ass, deene Persounen en adequate Suivi unzebidden, virun allem wann si eng Interdiction du territoire hunn an deemno net censéiert sinn, am Land ze bleiwen.

ad 6.2.2. Vu dass den néidege Kader, fir dëse Persounen en Encadrement an eng Prise en charge unzebidden, existéiert, si grondleeënd Ännerungen net onbedéngt néideg, mee et kéint een eventuell Ännerungen um Niveau vun der Koordinatioun vun de verschiddene Servicer an um Niveau vun der Offer vu verschiddenen Institutiounen diskutéieren, fir dass een eng méi spezifesch Prise en charge vun dëse Persounen ubidde kann, déi speziell op d'Situatioun vun dëse Persounen ugepasst ass.

Question 3964 (26.03.2021) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**avenir du château de Sanem :**

Depuis l'été 2016, le château de Sanem est inoccupé et son état se dégrade considérablement. À tel point que les visites de l'intérieur sont désormais interdites. La crainte de dommages irréversibles est d'ailleurs réelle. Or, ce château représente un patrimoine unique pour la commune de Sanem et ses habitants ainsi que pour tout le pays. La commune avait d'ailleurs organisé un groupe de travail « château de Sanem », composé de membres du conseil communal, des associations locales et des représentants de l'Administration des bâtiments publics, qui avait recueilli plusieurs idées pour la future utilisation de ces lieux. Certaines de ces idées pourraient se concrétiser dès maintenant dans la partie du château qui fut occupée par le Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE) avant son déménagement à Belval en 2016.

Le château est toutefois la propriété de l'État et la commune doit par conséquent attendre une décision gouvernementale sur la future utilisation de ce site patrimonial.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Le Ministère a-t-il déjà un plan pour le futur du château de Sanem ? Si oui, lequel ?

2) Le Ministère compte-t-il intégrer de façon générale la commune dans la réflexion et l'élaboration d'un plan pour le château ?

3) Le Ministère a-t-il déjà pris connaissance de certaines idées recueillies par le groupe de travail « château de Sanem » ?

4) Le Ministère a-t-il éventuellement envisagé de procéder par étapes pour la rénovation afin que des parties rénovées puissent déjà rouvrir avant la fin complète des travaux de rénovation ?

5) Étant donné que le château de Sanem est un patrimoine historique protégé, quels sont les moyens financiers respectivement les sources de subsides aux niveaux régional, national et européen qui pourraient être pris en compte pour la rénovation et conservation du château ?

6) Sachant que les services de la commune de Sanem entretiennent d'ores et déjà les alentours du château et que l'intérêt de conservation et d'utilisation pour le grand public de la part de la commune de Sanem est réel, le Ministère serait-il disposé à désigner la commune de Sanem comme locataire/gestionnaire sur base d'un contrat et de plans concrets sur une période prolongée (p. ex. 20 ans) si une telle demande était formulée par la commune de Sanem ?

7) Enfin, le Ministère avait-il considéré l'idée de vendre le château à une personne privée physique ou morale ?

8) Le Ministère est-il d'avis que le château doit rester accessible au public ?

Réponse commune (26.04.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Différentes analyses ont été réalisées au cours des derniers mois et diverses pistes quant à une réaffectation future du bâtiment ont été explorées, y inclus notamment lors du groupe de travail « château de Sanem », sans qu'une conclusion finale n'ait pu être tirée à ce stade. Des contacts avec la commune ont eu lieu dans le passé et il est prévu de renouer ces contacts dans le cadre des réflexions en cours.

En ce qui concerne la rénovation du bâtiment par étapes, il faut savoir qu'une utilisation provisoire et temporaire de certains locaux et sous certaines conditions reste possible à l'heure actuelle en attendant le début des travaux. Une bonne exécution de ces travaux exige cependant que pendant le chantier, le château ne soit pas occupé.

La commune de Sanem, qui entretient les alentours du château de Sanem aux termes d'une convention avec l'État, a bénéficié depuis 2016 d'un subventionnement de 63.847 euros dans l'intérêt des travaux de restauration et de remise en état des murs historiques au jardin du château. En 2020, un montant total supplémentaire de 53.845 euros a été engagé par le Ministère de la Culture en vue d'une restauration et conservation des prédits murs.

Enfin, la vente du château n'a pas été considérée et une utilisation du château par des services administratifs, des activités culturelles ou à vocation éducative devrait permettre d'assurer une accessibilité au public de ces lieux historiques.

Question 4004 (01.04.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **zone d'activité « Gadderscheier » :**

D'Gadderscheier ass mat bal 2,80 km² eng vun de gréissten Industriezonen am Land. En Deel dovunner gëtt zënter méi wéi 100 Joer als Dreckstipp vun der deemoleger ARBED (haut ArcelorMittal) benotzt.

Et sinn am Ganze siwe verschidden Deponien um Site vun der Gadderscheier, déi dacks just mat engem Betrib, deen Holz verschafft, a Verbindung bruecht gëtt. Hei stinn awer nach aner problematesch Betriber. Ee vun deene vermëscht z. B. Äschen a Schlaken, déi op der SIDOR an den Héichiewen ufalen, zu enger Emulsioun, déi duerno op de Stroossen als Goudron verschafft gëtt. Um Firmenareal gesäit een zäitweis groe Stëbs leien.

Ofgesi vum Kaméidi, beschwéiere sech d'Leit aus der Ëmgéigend iwwert d'Loftverschmotzung an de Gestank vu Chemikalien, well dat der Gesondheet an der Liewensqualitéit schuet. Esou reklaméiere vill Awunner vu Suessem an Zolwer zënter Jore bei der Gemeng Suessem, vun där si gesot kréien, si wier net responsabel, do misst een eng Plainte beim Ëmweltministère maachen.

An deem Kontext wéilte mir der Madamm Ëmweltminister gär follgend Froe stellen:

1. Gouf jeemools e Kaméidimonitoring op deem Site gemaach? Wa jo, wéini a mat wat fir Resultater? Wann nee, firwat net?

2. Gëtt et Donnéeën iwwert d'Ausmooss vun der Loftverschmotzung um Niveau vu Partikelen, Faseren a Gëfter um ganze Site? Wa jo, wéi hunn dës iwwert d'Joren evoluéiert? Wann nee, firwat net?

3. Gëtt et Donnéeën iwwert d'Verknaschtung vum Grondwaasser a vum Buedem duerch Schwéiermetaller oder cheemesch Substanzen, wéi z. B. Dioxin-Bestanddeeler, Néckel oder Ammoniak? Wa jo, wéi hunn dës iwwert d'Joren evoluéiert? Wann nee, firwat net? Fir wéi schlëmm kann een déi Belaaschtungen aschätzen?

4. Ginn dës Saache systematesch kontrolléiert? Wa jo, firwat gi keng Resultater verëffentlecht? Wann nee, firwat net?

5. Ass virgesinn, datt verschidden Deeler vum Site solle sanéiert ginn? Wa jo, wat fir eng a wéini soll dëst geschéien?

Réponse (31.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Am Virfeld vun den Äntwerten op d'Froen ass ze soen, dass déi national Aktivitéitszon „Gadderscheier" sech iwwerschneit mat deem, wat an der parlamentarescher Fro Nr. 1784 vum 20. Januar 2020 vum honorabelen Deputéierten David Wagner als Site Crassier Déifferdeng beschriwwe gouf. An der Äntwert op dës Fro fënnt een e Plang, dee weist, wou sech déi vum honorabelen Deputéierten als „siwen Deponien" beschriwwe Fläche befannen. Dëst sinn awer net alles „Deponien" am juristesche Sënn. Bei verschiddene Flächen handelt et sech ëm al Oflagerungen, ëm technesch verfëllte Flächen (Remblai) an ëm eng Lagerplaz vu Schmelzréckstänn.

Fir gewéinlech ginn d'Fläche vun der Bauschuttdecharge Pafewee a vum Remblai „Gadderscheier" oft als „Industriezon Gadderscheier" bezeechent. Ënnert dem Remblai Gadderscheier, an enger Déift vu méi wéi 15 Meter, leie méiglecherweis Schmelzréckstänn vun deenen Offallkéip, déi virun der Realiséierung vum Remblai net komplett ewechgeholl goufen, sou wéi dat op ganz ville Plazen am Minett de Fall ass. D'Aktivitéitszon Gadderscheier befënnt sech zum gréissten Deel op Suessemer Terrain. Déi Fläch gëtt net als „Dreckstipp" vun der ArcelorMittal genotzt.

Laut dem Règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » ass déi „zone d'activités économique nationale Gadderscheier"

---

[2] Eng „liberation anticipée" kann nëmmen accordéiert gi bei engem auslännesche verurteelte Gefaangenen, deen ouni Openthaltstitel („en séjour irrégulier") um lëtzebuergeschen Territoire ass an e Verbuet, sech um lëtzebuergeschen Territoire opzehalen („interdiction du territoire"), huet.

aktuell 59,4 ha grouss an eng Extensioun ëm 16 ha ass geplangt (de Plang fënnt een ënnert http://data.legilux.public.lu/file/eli-etat-leg-rgd-2021-02-10-a142-jo-fr-pdf-annexe-30.pdf), insgesamt wären dat da 75,4 ha an net 280 ha, wéi an der parlamentarescher Fro uginn.

Et ass net korrekt, dass op der „Gadderscheier" ee Betrib Äschen a Schlake vun der SIDOR géif vermëschen. Dës Aktivitéit ass zanter 2011 gestoppt. Haut schafft do ee Betrib, dee Wäiss- a Schwaarzschlaken aus dem Elektrouewen um Site vum Crassier Déifferdeng behandelt a weiderverwäert.

D'Ëmweltverwaltung war zanter Juli 2018 am Ganze mat 72 administrative Plainten zu Betriber op „Gadderscheier" befaasst: hei goung et gréisstendeels ëm Belaaschtungen am Beräich Loftverschmotzung (20), Kaméidi (25) a Geroch (27). Déi meescht vun deene Plaintë konnten engem Betrib, deen Holz verschafft, zougeuerdent ginn.

D'Äntwerten op d'Froe bezéie sech, wann net anescht vermierkt, op d'„zone d'activités économiques nationale Gadderscheier" (Aktivitéitszon „Gadderscheier").

ad 1. Am Kader vun der Kommodo-Geneemegung vun der Aktivitéitszon „Gadderscheier" goufe Kaméidiskontingente fir déi eenzel Parzellen an där Zon festgeluecht, dëst op Basis vun enger Kaméidisetüd, déi vum zoumuttbare Kaméidi ausgoend d'Emissiounspotenzial fir all Parzell vun der Zon ermëttelt huet. Déi an der Geneemegung virgeschriwwen Emissiounskontingente gëllen onofhängeg dovunner, ob e Betrib, dee sech do implantéiert, eng Kommodo-Geneemegung brauch oder net. Am Kader vun enger Kommodo-Demande gëtt iwwerpréift, ob den zukünftege Betrib déi anhält. Fir Betriber, déi sech net an där Emprise befannen an eng Kommodo-Geneemegung brauchen, gëtt de Volet Kaméidi am Kader vun där Geneemegungsprozedur iwwerpréift, dëst dacks mat Hëllef vu Kaméidisetüden.

Falls festgestallt gëtt, datt sech e Betrib net un déi virgeschriwwe Wäerter hält, ënnerhëlt déi zoustänneg Autoritéit déi néideg Schrëtt, fir dass sech de Betrib konformiert. Ee Monitoring, dee jo de Gesamtimpakt vum Kaméidi vu Betriber, awer och dem aneren Ëmfeld (z. B. Verkéier) op d'Ëmfeld géif moossen, géif hei keng weider Erkenntnisser brëngen.

ad 2. D'Ëmweltverwaltung bedreift eng Rei permanent Loftmiessreseauen. Verschidde Miessplazen aus dësen Netzer befanne sech och ronderëm d'Aktivitéitszon Gadderscheier.

Am sougenannte Bergerhoff-Reseau gëtt de Stëbsnidderschlag an déi doranner enthale Metaller analyséiert. Dëse Miessreseau gëtt zu Lëtzebuerg zënter 1973 bedriwwen, virun allem fir d'Aktivitéite vun der Stolindustrie ze iwwerwaachen. Miessplaze ronderëm d'Aktivitéitszon Gadderscheier sinn zu Déifferdeng an zu Suessem. Generell huet de Stëbsnidderschlag iwwert déi lescht Joerzéngte staark ofgeholl. Punktuell ginn awer nach zu Déifferdeng erhéichte Metallkonzentratioune vu Chrom an Zénk am Stëbs gemooss. Dëst am direkten Ëmfeld vun den nach lafende Stolindustrieaktivitéiten.

Op dëser Plaz steet och e Gerät aus dem Feinstaubmiessreseau. Hei ginn d'Konzentratioune vu Feinstaub PM10 an déi doranner enthale Substanzen Arsen, Kadmium, Néckel, Bläi (Schwéiermetaller) a Benzo(a)pyren (e polyzykleschen aromatesche Kuelewaasserstoff) gemooss. D'Wäerter leien all däitlech ënnert den europäesche Grenzwäerter.

Op där nämmlechter Plaz ass och eng Statioun aus dem Biomonitoring-Reseau. Hei gëtt ënnersicht, wéi eng Konzentratioune vu Schwéiermetaller a polyzykleschen aromatesche Kuelewaasserstoffer an dem Blatgeméis ze fanne sinn. Hei goufe sporadesch erhéichte Wäerter beim Bläi an de polyzykleschen aromatesche Kuelewaaserstoffer (PAK) fonnt.

Déi genau Plaze vun deene verschiddene Miessreseaue kann een op der Internetsäit geoportail.lu, Theema Ëmwelt, Couche Loftqualitéit, consultéieren. D'Resultater vun all de Miessunge sinn ze fannen op der Internetsäit emwelt.lu: https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/publications-periodiques.html.

Nieft dëse permanente Miessungen huet d'Ëmweltverwaltung rezent nach eng speziell Miesscampagne an dëser Regioun duerchgefouert, fir den Impakt op d'Loftqualitéit an de Wunnquartieren ze ermëttelen. Dobäi si follgend Parameteren ënnersicht ginn: Feinstaub, verschidde Metaller, Dioxinen, PCB, polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer (PAK) a Gesamtschwiefel. Bis zu dësem Zäitpunkt hunn déi provisoresch Resultater keng alarmant Wäerter gewisen. No Ofschloss vun der Auswäertung gëtt de Bericht vun der Miesscampagne op der Internetsäit emwelt.lu a follgender Rubrik publizéiert:

https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/campagnes-speciales/campagnes-specifiques.html

ad 3. Geologesch gesi leien de Site Crassier Differdange an d'Aktivitéitszon Gadderscheier op den lo_1-, lo_2-Schichten. Dëst si leemeg a steenaarteg Mergelen. Dës Schichte si laut verschiddene geologeschen an hydrogeologeschen Etüden dicht an entspriechen dem gefuerderten Dichtheetskoeffizient, dee vum Règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets gefuerdert gëtt.

Et gëtt och Donnéeë vu Grondwaasseranalysen, déi um Site Crassier Déifferdeng realiséiert gi sinn. Déi realiséiert Analyse weisen Iwwerschreidunge vun de Schwellewäerter vun enger Rei vun de Parameteren op, déi an der Annex II, partie B vum Règlement grand-ducal du 12 décembre 2016 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration opgelëscht sinn. Geféierlech an ongeféierlech Substanzen, déi am selwechte Reglement an der Annex VI, Deel A an Deel B opgelëscht sinn, wéi Kadmium, Quecksëlwer, Cyanid, AOX, polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer (PAK) konnten och nogewise ginn.

Ob d'Tendenz vun de gemoossene Substanzen erop- oder erofgeet, ass net kloer ze soen, aus deem Grond, datt et sech bei den Iwwerschreidungen oft ëm punktuell Noweiser handelt oder déi gemoosse Konzentratioune stabill sinn.

Wéi eng gemoosse Substanzen der Industriezon Gadderscheier kënnen zougeschriwwe ginn, geet net aus de Miessungen eraus.

Nei Grondwaassermiessstelle si geplangt, fir d'Originne vun deene verschiddene gemoossene Substanze besser kënnen ze identifizéieren.

Et ass ze soen, datt déi gemoosse Substanze keen Afloss hunn op d'Drénkwaasserqualitéit, aus deem Grond, datt et keng Drénkwaasserfassung gëtt, déi sech an onmëttelbarer Géigend vum Site „Gadderscheier" befënnt an datt déi Grondwaasserleederen, déi fir d'Hierstellung vun Drénkwaasser genotzt ginn, am Beräich vum genannte Site an enger Déift vun e puer Honnert Meter leien, an esou gutt geschützt si virun allméiglecher Kontaminatioun.

ad 4. De Verschmotzungsgrad vum Buedem gëtt aktuell net systematesch kontrolléiert.

D'Grondwaasser gëtt am Beräich vum Crassier vun Déifferdeng a reegelméissegen Ofstänn systematesch analyséiert op Parameteren, déi gréisstendeels an der Annex II, partie B, Annex VI, partie A a B vum Règlement grand-ducal du 12 décembre 2016 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration (RGD „mise en décharge") dra stinn.

D'Remblaien um Site Gadderscheier bestinn aus inertem Bauschutt (haaptsächlech excavéiertem Material). Dëse Bauschutt gëtt laut de Krittäre vum RGD „mise en décharge" opgefëllt. Si stelle keng Verknaschtungsgefor fir de Buedem duer.

Generell sief gesot, dass all virleiend ëmweltrelevant Informatioun kann op Basis vum Ëmweltinformatiounsgesetz bei den zoustännegen Autoritéiten ugefrot ginn.

ad 5. Vu dass d'Aktivitéitszon Gadderscheier aus engem Remblai aus Inertoffall besteet (cf. Fro 4), gëtt et kee Grond do ze sanéieren.

Déi rechtlech Situatioun a Froen zur Sanéierung vu verschiddenen Deeler vum Site Crassier Differdange goufe schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 1714 vum 14. Januar 2020 an Nr. 1718 vum 14. Januar 2020 vum honorabelen Deputéierte Gusty Graas, Nr. 1784 vum 20. Januar 2020 an Nr. 3702 vum 23. Februar 2021 vum honorabelen Deputéierten David Wagner duergeluecht.

Question 4053 (09.04.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **contournement d'Ettelbruck-Feulen :**

Le tronçon Feulen-Ettelbruck (N15) connaît un trafic croissant, alors que la route ne peut aucunement l'assurer. Avec comme conséquence un bouchon quasiment quotidien allant dans quatre directions au niveau du rond-point à l'entrée de la ville d'Ettelbruck.

L'évolution du trafic était constante entre 2013 et 2019. L'année 2020 ne peut pas servir de référence en raison de la pandémie et de ses conséquences pour la mobilité des citoyens. Ainsi, de 2013 à 2019, la N15 entre Niederfeulen et Ettelbruck a connu une hausse du trafic journalier dans les deux sens de 16 %, c.-à-d. les mouvements de trafic sont passés de 10.649 (2013) à 12.349 (2019) unités.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pendant la même période, le trafic routier sur le contournement d'Ettelbruck a augmenté de 17.182 (2013) à 23.335 (2019) unités, soit une hausse de 36 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Étant donné que les communes du Nord du pays connaissent une forte croissance démographique, la situation actuelle s'accentuera davantage. Ainsi, le trafic augmentera aussi dans les communes limitrophes de l'autoroute. Les chemins locaux et les rues résidentielles en seront fortement touchés.

Le raccordement du Nord-Ouest du pays à l'autoroute A7 est perçu comme une nécessité depuis longue date par les habitants de la région et les élus locaux. C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelle est la raison pour laquelle le Gouvernement n'a pas jugé prioritaire les projets des contournements Ettelbruck-Feulen respectivement Feulen-Heiderscheid au niveau du Plan sectoriel « Transports » (PST) ?

- Monsieur le Ministre poursuit-il les études environnementales, géologiques et conceptuelles pour les contournements en question afin que les travaux puissent commencer dans les meilleurs délais et au plus tard durant l'année prévue par le Plan sectoriel « Transports » ?

- Quelles sont les dépenses respectives du Ministère pour les années 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 pour les contournements en question ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer tout autant et de façon détaillée de l'objet des dépenses respectives pour chaque année ?

- Monsieur le Ministre entend-il augmenter les dépenses pour les études préparatives dans les années prochaines ?

- L'État a-t-il entamé des démarches pour l'acquisition des terrains indispensables pour la réalisation des contournements en question ?

- Sachant qu'un projet de loi sera nécessaire, quel est le calendrier précis pour la réalisation du contournement Ettelbruck-Feulen?

Réponse (18.05.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Il est vrai qu'au niveau du Plan directeur sectoriel « Transports » (PST), rendu obligatoire par le règlement grand-ducal du 10 février 2021, les projets du contournement d'Ettelbruck et du contournement de Feulen sont classés d'ordre de priorité 2. L'ordre de priorité dans le cadre du PST se situe sur une échelle allant de 1 à 3 et indique à titre informatif la priorité de réalisation accordée au projet en question. Dans la mesure où les projets de l'ordre de priorité 1 sont désormais, dans le cadre du développement de la « Nordstad », en voie de réalisation, les projets de priorité ultérieure sont dorénavant mis en évidence, dont également la nécessité de dévier le trafic des centres de la future « Nordstad ».

Dans le cadre des études en vue de la réalisation du Plan national de mobilité 2035, l'Administration des ponts et chaussées s'efforce actuellement, conjointement avec mon ministère, d'élaborer un nouveau concept de mobilité pour répondre aux exigences actuelles et futures des usagers de la route et des habitants de la future « Nordstad ». Afin d'atteindre cet objectif, le contournement d'Ettelbruck a été redéfini dans l'intérêt d'une mobilité future. Ainsi, plusieurs variantes sont en train d'être analysées, en tenant compte des conséquences respectives pour l'environnement et l'être-humain. C'est seulement au moment de la détermination définitive du tracé du contournement que les études géologiques, environnementales et archéologiques pourront être lancées. Il en est de même pour les démarches pour l'acquisition des terrains nécessaires.

En ce qui concerne les dépenses entre les années 2014 et 2020, je suis en mesure de fournir les chiffres suivants :

- 2014-2016 : différentes études de tracé au montant de 379.128,79 € ;

- 2018-2019 : études de bruit au montant de 27.495 € ;

- 2020 : étude de trafic au montant de 45.490,63 €.

Question 4059 (09.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **épreuves d'accès :**

Virum Gesetz vum 31. Juli 2016 iwwer d'Orientatiounsprozedur vu Schüler, déi de Sprong maache vum Enseignement fondamental an de Secondaire, haten d'Elteren d'Recht, am Fall vun enger Meenungsverschiddenheet mat der Commission d'orientation, hir Kanner fir een individuellen Opnamexamen unzemellen („épreuves d'accès»), dee schliisslech driwwer entscheet huet, ob de Schüler dee vun him a vu sengen Eltere gewënschte schoulesche Wee konnt aschloen. Virum genannte Gesetz hat d'Kommissioun just een „avis" ofginn, deen d'Elteren akzeptéiere konnten oder och net. D'Gesetz vum 31. Juli 2016 huet d'Kommissioun, där d'Eltere vum Kand stëmmberechtegt ugehéieren, mat erweiderte Kompetenzen ausgestatt. Si gëtt net méi just een „avis d'orientation" of, mee eng „décision d'orientation", déi d'Eltere vum Kand nolens volens ze akzeptéieren hunn a géint déi se keen „ultime recours" kënnen aleeën. A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3634 schreift den Här Minister, datt et am vergaangene Joer an zwielef Fäll zu Meenungsverschiddenheeten tëscht dem Léierpersonal an den Eltere komm ass an datt déi genannte Kommissioun huet missen „tranchéieren".

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann de Minister erklären, aus wéi enge Grënn den Elteren d'Méiglechkeet ewechgeholl gouf, hir Kanner am Fall vun engem negativen Avis vun der Kommissioun fir eng Épreuve d'accès unzemellen? Kann de Minister erklären, ob sech dëse System bewäert huet?

2. Sinn dem Minister Fäll bekannt vun Elteren, déi opgrond vun enger Decisioun vun der Kommissioun hir Kanner aus dem Lëtzebuerger Schoulsystem erausgeholl hunn?

Réponse (18.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Den Opnamexame gouf 1996 ofgeschaaft, fir datt net eng Dagesform vun engem Schüler bei enger eenzeger Epreuve ausschlaggeebend wier fir deem seng schoulesch Karriär. Den Opnamexame gouf duerch eng holistesch Approche, en Expertenurteel vun enger Kommissioun an den Dialog mam Schüler a mat den Elteren ersat. Nom selwechte Prinzip gouf elo de leschten Iwwerbleibsel ersat. D'Zuel vun Divergencen huet duerno nach ofgeholl, wat d'Sënnhaftegkeet vun der Mesure beleet.

D'Procédure d'orientation fir de Wiessel vun der Grondschoul an de Lycée huet als Zil, fir all Schüler déi richteg Entscheedung, baséierend op dem Developpement vu senge Kompetenzen an op sengen Aspiratiounen, ze treffen. An dësem Zesummenhang fänkt d'Prozedur, déi 2016 iwwert d'Gesetz ugepasst gouf, schonn am éischte Joer vum Cycle 4 un a bezitt d'Eltere mat an d'Decisioun an. Am drëtten Trimester vum éischte Joer vum Cycle 4 gëtt den Enseignant als Representant vun der pedagogescher Equipe den Elteren eng éischt Prognos an informéiert si iwwert d'Offer vum Enseignement secondaire. Um Enn vum Cycle 4 fënnt dann de sougenannten Entretien d'orientation statt, wärend deem d'Elteren zesumme mat der pedagogescher Equipe eng Decisioun huelen, wat den zukünftege Wee vum Kand betrëfft.

Dëst Gespréich, genee wéi d'Decisioun fir d'Orientatioun vum Kand, baséieren op ënnerschiddlechen Elementer, déi am Artikel 26 vun der Loi modifiée du 6 février portant organisation de l'enseignement fondamental festgehale sinn:

1. d'Aarbechte vum Schüler, déi am Laf vum Cycle 4 zesummekomm sinn an Opschloss iwwert seng Léierfortschrëtter wéi och seng Interessien, Wënsch an Ambitioune ginn;

2. d'Resultater vun de formativen an zertifikativen Evaluatiounsmomenter, déi dem Schüler seng Léierfortschrëtter erëmspigelen;

3. d'Resultater vun den Épreuves communes, déi vum Ministère op nationalem Plang organiséiert ginn. Si weisen, wou de Schüler mat senge Leeschtungen am Verglach zur nationaler Moyenne steet a wéi sech seng Kompetenzen entwéckelt hu par rapport zu de Kompetenzniveauen, déi um Enn vum Cycle 4 sollen erreecht sinn;

4. d'Informatiounen, déi de Psycholog gesammelt huet, wann d'Elteren ëm dës Ënnerstëtzung gebieden hunn.

Dës Elementer erlaben et, ee gudden Iwwerbléck iwwert dem Kand seng Kompetenzentwécklung ze kréien an esou zu enger Decisioun ze kommen, déi am Interêt vun der Weiderentwécklung vum Kand ass. Vu datt sech am Kader vun dëser Prozedur op ënnerschiddlech Elementer baséiert gëtt an d'Decisioun vun all den implizéierte Membere vun der Schoulcommunautéit no enger intensiver Analys vum Schüler senger Kompetenzentwécklung iwwer zwee Joer geholl gëtt, ass d'Akzeptanz vun der Decisioun vun den Elteren a vun der pedagogescher Equipe am Generelle ganz héich. An de leschte Jore koum et am Schnëtt an 99 % vun de Fäll zu engem Accord.

An deene seelene Fäll, bei deene keen Accord tëscht den Elteren an der pedagogescher Equipe fonnt gëtt, kënnt et net zu Épreuves d'accès, mee et gëtt eng Orientéierungskommissioun aberuff, fir zu enger Decisioun ze kommen. De Virsëtz vun dëser Kommissioun huet den Direkter vun der Regionaldirektioun. D'Kommissioun setzt sech ausserdeem zesummen aus engem Enseignant aus dem Cycle 4, engem Professer aus dem Secondaire classique, engem Professer oder enger anerer Léierkraaft aus dem Secondaire général an engem Psycholog vum Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS). D'Eltere vum Schüler, den Enseignant vum Schüler an de Psycholog (falls d'Elteren een ugefrot hunn) ginn an d'Kommissioun invi-

téiert. Dës Kommissioun vun Experten ënnersicht op Basis vun den ënnerschiddlechen Elementer op en Neits d'Decisioun fir d'Orientatioun vum Kand an trëfft dann déi final Entscheedung.

ad 2. Et kënnt ëmmer erëm zu Wiessele vu Schüler aus der ëffentlecher Schoul an de Privé oder an d'Ausland oder an déi aner Richtung. Et ass selbstverständlech, datt d'Elteren dobäi hire Choix net musse motivéieren. Dowéinst verfüügt mäin Departement och net iwwer déi gefroten Donnéeën.

Mengem Ministère läit zum aktuellen Zäitpunkt och keng Informatioun doriwwer vir, datt et op Basis vun engem Desaccord bei der Décision d'orientation dozou komm wier, datt Elteren hiert Kand aus dem Lëtzebuerger Schoulsystem erausgeholl hätten.

Question 4079 (15.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **responsabilité dans le cas d'accidents de travail :**

Mir ass e rezente Fall zougedroe ginn, wou eng Persoun, déi vun der ADEM eng Aarbechtsplaz am Horeca-Secteur vermëttelt krut, en Aarbechtsonfall (Verbrennung) erlidden huet. Der betreffender Persoun ass doropshi vum Patron matgedeelt ginn, datt si hir Versécherung net opsiche sollt, well déi Persoun (nach) net vum Patron ugemellt war. Dem Betraffenen ass doropshi matgedeelt ginn, sech un d'ITM (Inspection du travail et des mines) ze adresséieren, wou den Dossier awer bis elo kee Suivi krut.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un d'Regierung:

- Wéi gestalt sech déi allgemeng Rechtssituatioun am Fall, wou eng Persoun en Aarbechtsaccident erleit, déi awer vum Patron net ugemellt ass, a wéi gestalten sech an deem Kontext d'Responsabilitéite vun de jeeweils involvéierten Acteuren?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Informatioune vum Aarbechtsaccident an der parlamentarescher Fro Nr. 4079 erméiglechen der Inspection du travail et des mines (ITM) net, mat Sécherheet ze bestëmmen, ëm wéi een Aarbechtsaccident et sech handelt.

Wat d'Rechtssituatioun a Saachen Umeldung bei de Sozialversécherungen ugeet, musse laut dem Artikel 425 vum Code vun der sozialer Sécherheet all d'Deklaratiounen, ob Entrée oder Sortie, souwéi all allgemeng Ännerung, déi en Afloss op d'Konditioune vun der Versécherung kann hunn, bannent aacht Deeg un de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) geschéckt ginn.

D'Bestëmmunge vum Code vun der sozialer Sécherheet si vun ëffentlecher Uerdnung. Dat bedeit, dass all Persoun zu dem Zäitpunkt vun engem Aarbechtsonfall géint all d'Beruffsrisike verséchert ass, esouguer wann si zu deem Zäitpunkt nach net beim CCSS deklaréiert ass.

Déi lëtzebuergesch Jurisprudenz preziséiert, dass d'Ofdeckung vun de Mataarbechter net vun der Validitéit vun engem Aarbechtskontrakt ofhängeg ass, mee vum Ufank vun der professioneller Aktivitéit an dem Ënneruerdnungsverhältnis, dat tëscht dem Patron an dem Salarié besteet.

Doraus ass ze schléissen, dass eng Persoun, déi Affer vun engem Aarbechtsonfall ass, och ouni legal zu deem Zäitpunkt vum Aarbechtsonfall affiliéiert ze sinn, gläichgestallt gëtt mat enger Persoun, déi reegelméisseg verséchert ass a profitéiert deemno och vun de Prestatioune vun der Onfallversécherung am Fall vun engem Aarbechtsaccident.

De Patron, dee säin Employé net bannent aacht Deeg beim CCSS ugemellt huet, riskéiert d'Fraise mussen zeréckzebezuelen, déi d'Associatioun vun der Onfallversécherung (AAA) ze droen huet wéinst dem Aarbechtsonfall vum Salarié, an dëst bis zu enger Limitt vun 30.000 Euro.

Wat d'Rechtssituatioun a Saachen Aarbechtsrecht ugeet, ass den Employeur laut dem Artikel L. 312-1 vum Aarbechtsgesetzbuch verflicht, d'Sécherheet an d'Gesondheet vun den Aarbechter an allen Aspekter vun hirer Aarbecht ze assuréieren.

Am Kader vu senge Responsabilitéite muss den Employeur, laut der Aarbechtsgesetzgebung, déi néideg Moossnamen huelen, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vun den Aarbechter ze assuréieren. Hie muss sech ëm d'Preventioun vun de beruffleche Risike bekëmmeren, d'Aarbechter iwwert d'Sécherheets- an d'Gesondheetsrisiken op der Aarbecht informéieren an hie muss d'Aarbechter och a Saache Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht ausbilden. Dës Moossname muss den Employeur reegelméisseg upassen, fir de Veränneruнge vun den Ëmstänn Rechnung ze droen an hie muss déi existent Situatioune reegelméisseg verbesseren.

Am Fall vu Verstéiss géint seng Flichten a Saache Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht ass dem Employeur seng penal Responsabilitéit engagéiert. Am Fall vun engem Aarbechtsaccident a fir de Fall gesat, den Employeur wier senge Flichten an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht net nokomm, riskéiert hie penal Strofen. Dat selwecht wier et fir de Fall gesat, wou den Employeur den accidentéierten Aarbechter net bei de Sozialversécherungen ugemellt hätt.

Am Prinzip kann den Employeur seng Responsabilitéiten net u seng Mataarbechter ofginn, ausser si hätten hir eege Flichten a Saache Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht net respektéiert. Deemno kann den Employeur sech net op seng Absence beruffen oder op e Feeler vun engem vu senge Mataarbechter an och net op e Feeler vun enger Drëttpersoun.

D'Grondlag vun der penaler Responsabilitéit läit an der Ausübung vu sengem Pouvoir an der Firma. Als Employeur organiséiert hien d'Aarbecht a senger Firma, hie wielt seng Mataarbechter aus a bewäert se no hire Leeschtungen. Als Géigeleeschtung ass den Employeur responsabel fir all Verstouss géint d'Gesetzgebung.

Ze bemierken ass och nach, dass de Riichter zoustänneg ass fir ze iwwerpréiwen, ob den Employeur senge Flichten a Saache Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht net nokomm ass an ob hien dofir penal gestrooft gëtt oder net.

Question 4081 (15.04.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **pénurie d'enseignants :**

Am Enseignement - souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire - feelt et weiderhin u genuch Léierpersonal. Aus deem Grond gëtt am Fondamental, well net genuch „brevetéiert" Léierinnen a Schoulmeeschteren do sinn, op déi sougenannt „Quereinsteiger" (détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental) zeréckgegraff. Am Secondaire ginn aus deem selwechte Grond „chargés d'enseignement à durée indéterminée" agestallt, a vill Enseignanten halen iwwer hir eigentlech Tâche eraus Iwwerstonnen.

Virum Hannergrond vun der akuter Penurie u Léierpersonal wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

Am Enseignement fondamental:

1. Wéi gesäit laut dem etabléierte Fënnefjoresplang de Besoin un Enseignantë fir déi kommend Joren aus?

2. Wéi vill Enseignantë gi fir d'Schouljoer 2021/2022 gebraucht?

3. Wéi vill Schoulmeeschteren a Léierinne ginn dëst Joer respektiv am Laf vum nächste Schouljoer an d'Pensioun?

4. Wéi vill „détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental" (Quereinsteiger) wäerten dëst Joer fir d'Rentrée 2021/2022 agestallt ginn?

5. Wéi vill Enseignantë sinn an der Grondschoul agestallt gi fir d'Schouljoren 2018/2019, 2019/2020 respektiv 2020/2021, opgeschlësselt no brevetéierten Enseignanten a „Quereinsteiger"?

Am Enseignement secondaire:

6. Wéi vill Enseignantë gëtt et aktuell am Secondaire, am Ganzen an opgedeelt no Fächer?

7. Wéi gesi laut de Berechnunge vum permanente Comité vun Experten d'Previsiounen a puncto Enseignantsbedarf fir déi kommend Joren aus?

8. Wéi eng Fächer si besonnesch staark vum „Lehrermangel" betraff?

9. Wéi vill Enseignantë ginn dëst Joer an d'Pensioun? Wéi vill a wéi enge Fächer?

10. A wéi enge Fächer ginn déi meescht Iwwerstonne gehalen? Wéi vill sinn dat der am Ganzen, pro Fach a pro Enseignant?

Réponse (18.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wéi am Artikel 6 vum Règlement grand-ducal modifié du 6 octobre 2009 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission d'experts prévue par l'article 29 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental festgehalen, ass et un enger Kommissioun vun Experten, de Fënnefjoresplang ze erstellen, deen de Besoin u Léierpersonal fir déi kommend Schouljore berechent.

Am Kader vun dëser komplexer Planifikatioun sinn eng Panoplie un Elementer ze berücksichtegen, déi am Artikel 30 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental opgezielt ginn. Bei der Elaboratioun vum Fënnefjoresplang ginn natierlech och déi Donnéeë matabezunn, déi aktuell vun de Gemenge wärend der Elaboratioun vun der Schoulorganisatioun, wéi an de legalen Dispositioune virgesinn, an der informatescher Datebank vu mengem Ministère saiséiert ginn. Iwwert dëse Wee soll séchergestallt ginn, datt kuerzfristeg Entwécklungen, notamment a puncto Ufroe vun zousätzleche Ressourcen duerch d'Gemengen an d'Organisatioun vun de Remplacementer, am Fënnefjoresplang matconsidéréiert ginn. Bedéngt doduerch, datt och déi aktuellsten Donnéeë mat an de Fënnefjoresplang afléissen, läit déi neiste Versioun vun dësem Rapport nach net an hirer finaler Versioun vir.

ad 2. Déi am ad 1. genannte Kommissioun vun Experte kënnt Mëtt Mee op en Neits zesummen a wäert am Uschloss dem Regierungsrot eng Unzuel vun Enseignanten, déi fir dat kommend Schouljoer gebraucht ginn, proposéieren. Aus dësem Grond kann zu dësem Zäitpunkt keng final Unzuel genannt ginn.

Baséierend op de leschten zwee Joer, fir déi jeeweils ronn 300 nei Enseignantë rekrutéiert goufen, an op de Berechnunge vu menge Servicer fir d'Experten aus der Kommissioun, belafe sech déi aktuell Previsioune vu gebrauchte Vollzäitposte fir d'Schouljoer 2021/2022 erëm op ongeféier 300.

ad 3. Am Laf vun dësem Schouljoer 2020/2021 wäerten insgesamt 48 Enseignanten an d'Pensioun goen. D'Demandes de mise à la retraite ënnerleien engem Delai vu sechs Méint. Vu datt dës Date limite fir d'Schouljoer 2021/2022 nach net erreecht ginn ass, kann an dësem Zesummenhang nëmmen eng Previsioun gemaach gi par rapport zur Unzuel un Enseignanten, déi am Laf vum nächste Schouljoer an d'Pensioun wäerte goen. Zum aktuellen Zäitpunkt a bis de Mount November 2021 nach mat hunn am Ganze 50 Enseignanten hir Pensioun ugefrot. D'Erfarungen aus de leschte Joren hu gewisen, datt d'Unzuel un Enseignanten, déi hir Pensioun fir no November ufroen, relativ kleng ass.

ad 4. Den Artikel 19bis vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental gesäit vir, datt de Rekrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, just ka lancéiert ginn am Fall, wou d'Unzuel vun de Kandidate mat engem Bachelor en sciences de l'éducation, déi an de Concours, deen den Accès an d'Funktioun vum Instituteur-stagiaire reegelt, ageschriwwe sinn, méi niddereg ass wéi d'Unzuel vun den ausgeschriwwene Posten.

Vu datt d'Inscriptiounen an de genannte Concours zum aktuellen Zäitpunkt nach net clôturéiert sinn, léisst sech déi genee Unzuel u Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, déi dëst Joer wäerte rekrutéiert ginn, nach net genee berechnen. Allerdéngs wäert an den nächsten Deeg en Appell lancéiert gi fir Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, ze rekrutéieren. Déi genee Unzuel ergëtt sech awer, wéi uewe beschriwwen, eréischt, wann d'Aschreiwungen an de Concours ofgeschloss sinn.

ad 5. Fir d'Joren 2018/19; 2019/20 an 2020/21 gouf follgend Unzuel vun Enseignantë rekrutéiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei der Interpretatioun vun dësen Zuelen ass ze beuechten, datt ënnert de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, och brevetéiert Enseignantë sinn, déi net um Concours, deen den Accès an d'Funktioun vum Instituteur-stagiaire reegelt, deelhuele konnten oder sech am Kader vun dësem Concours net en Rang utile klasséiert hunn.

ad 6. Am Mount Mäerz 2021 waren, ouni d'Direktiounsposten an ouni Intervenants externes, 5.176 Enseignanten am Enseignement secondaire beschäftegt. Dorënner sinn 102 Leit mat engem CDD, déi temporär Remplacementer vu genannten Enseignantë maachen.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7. D'Berechnungen aus dem Rapport de planification 2020 fanne sech am Tablo heidrënner. Dës Zuele wäerten am Rapport 2021 iwwerschafft an ugepasst ginn.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 8. Besonnesch betraff sinn déi Spezialitéiten, an deenen déi meeschten Iwwerstonne geleescht ginn; dës ginn aus der Äntwert op d'Fro 10 ervir.

ad 9. Bis elo si 75 Demanden agaangen, fir am Joer 2021 an d'Pensioun ze goen. Vu datt déi Demarchë sechs Méint am Viraus musse gemaach ginn, ass ze erwaarden, datt nach e puer Demandë wäerten nokommen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 10. Iwwerstonnen/Spezialitéit an (Iwwerstonnen/Spezialitéit)/Enseignant:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4082 (15.04.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **réserves financières des groupes d'hôpitaux :**

Au cours des dernières années, les hôpitaux luxembourgeois ont pu accumuler des réserves atteignant en tout quelque 250 millions d'euros. Ces réserves proviennent des enveloppes budgétaires attribuées par la CNS et donc des cotisations des assurés et de la contribution de l'État, des primes qualité, ainsi que de recettes propres diverses.

- Dès lors, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale comment ces réserves se répartissent entre les différents groupes d'hôpitaux et comment elles sont utilisées, et le cas échéant, si leur cheminement et leur utilisation sont sujets à un contrôle.

Réponse (17.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Le total des résultats (reportés) et réserves pour l'ensemble des différents établissements hospitaliers, financés moyennant l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier à charge de l'assurance maladie-maternité (EBG), était au 31 décembre 2019 de 174.026.425 euros. Ce total comprend tous les établissements financés par l'EBG, donc le total des réserves et résultats (reportés) ne se limite pas uniquement à celles des quatre groupes d'hôpitaux. Le Rapport d'analyse prévisionnel de l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) présente, dans son annexe 2, point 1. (Situation financière des établissements hospitaliers), en détail les différents agrégats financiers des établissements (résultat de l'exercice, résultat reporté, réserve). Le rapport est disponible sur la page Internet de l'IGSS : https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/Divers/Rapport_EBG.html.

En ce qui concerne l'emploi des résultats (reportés) et réserves par les établissements hospitaliers, le Code de la sécurité sociale ne prévoit pas une limitation dans leur utilisation puisque les réserves peuvent provenir de recettes autres que celles résultant des prestations prises en charge par l'assurance maladie (p. ex. les recettes provenant d'un parking, cafétéria, etc.).

Partant, la Caisse nationale de santé (CNS) ne peut pas contrôler l'utilisation des réserves des établissements hospitaliers et dispose donc uniquement d'une vue des réserves résultant de prestations opposables à l'assurance maladie-maternité. Même si les montants affichés pour les différents établissements hospitaliers concernent à la fois des prestations opposables et des activités non opposables, ces derniers ne concernent pas nécessairement la totalité des activités non opposables des différents établissements. Il faut aussi préciser que la part des activités non opposables diffère d'un établissement à l'autre. Les réserves et résultats des différents hôpitaux ne sont donc pas directement comparables entre eux.

Il reste à préciser que la possibilité pour les établissements hospitaliers de dégager des excédents au niveau du financement par l'assurance maladie-maternité provient principalement de la prime qualité. Selon l'article 40 de la convention conclue entre la CNS et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL), la CNS s'engage à verser une prime annuelle à chaque établissement participant au programme de qualité, de sécurité patient, d'efficience et de transparence, remplissant des critères arrêtés annuellement de commun accord par une commission d'évaluation composée paritairement de représentants de la FHL et de la CNS. La prime maximale qu'un établissement peut atteindre est de 2 % des charges opposables de l'établissement.

Question 4087 (15.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **soutien pour les écoles de danse :**

Déi privat Danzschoule si ganz staark vun de Restriktiounen am Kontext vum Kampf géint Covid-19 betraff: 30 m² pro Schüler. Dës Konditioun, déi de privaten Danzschoule vun der Regierung Enn November imposéiert gouf, fir iwwerhaapt nach Coursen „en présentiel" ubidden ze kënnen, kéint verschidden

Danzschoulen an de Ruin dreiwen. Well Danze vun der Regierung als „activité physique" bezeechent gëtt, si si vum Sportsministère ofhängeg a musse sech dofir u Restriktiounen halen, déi zum Deel méi rigid si wéi d'Conservatoiren, déi vum Schoulministère ofhänken.Vill Elteren huelen hir Kanner dofir aus de privaten Danzschoulen eraus a melle se fir de Conservatoire un.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Sportsminister:

1. Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir déi privat Danzschoulen ze ënnerstëtzen a fir hinnen ze hëllefen, aus dëser Kris ze kommen?

2. Firwat gëllt fir déi privat Danzschoulen d'Reegel „30 m² pro Schüler", wärend d'Conservatoiren un eng manner streng Reegel gebonne sinn: 10 m² pro Schüler?

3. Aus wéi enge Grënn erlaabt d'Regierung de privaten Danzschoulen net, zum Modus zeréckzekéieren, deen am September, wéi si hire Betrib rëm konnten ophuelen, a Kraaft war: maximal zéng Schüler, Schutzmask, zwee Meter Ofstand, Desinfektioun, Belëftung vun de Raim, Vestiairen, déi zou bleiwen?

4. Ass dru geduecht, fir duerch d'Aféierung vu Schnelltester de privaten Danzschoulen et ze erlaben, ee Stéck Normalitéit zeréckzefannen?

Réponse (17.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Virop sief gesot, dass déi privat Danzschoulen net ënnert d'Kompetenz vum Sportsministère falen an ech dowéinst den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert vun der Regierung op d'Fro N° 3984 zu deem selwechte Sujet verweisen.

Question 4088 (15.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **hydrofluorocarbones :**

Am Artikel „Ce gigantesque commerce illégal qui menace la réduction des gaz à effet de serre en Europe", deen den 9. Abrëll op „Sciences et avenir" publizéiert gouf, heescht et, datt den illegalen Handel mat FKW-Stoffer an der EU opgrond vun deenen héije Präisser, déi am Duerchschnëtt dat Véier- bis Sechsfacht vum Präis um Weltmarché bedroen, ëmmer méi staark zouhëlt.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi eng Auswierkungen hunn dës FKW-Stoffer op eis Ëmwelt?

2. Gouf et an de leschte Joren och Fäll vun Handel mat dëse Stoffer zu Lëtzebuerg?

Réponse (18.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. FKW-Stoffer droen aktiv zum Zäreneffekt an domadder zur Äerderwiermung bäi. Am Verglach zum CO_2 hunn d'FKW-Gasen een Treibhausgaspotenzial, wat méi héich ass. Den R134a zum Beispill, deen an Europa wäit verbreet ass, huet een Treibhausgaspotenzial, deen 1.430-mol méi héich ass ewéi den CO_2. Am Verglach zu hire Virgänger, den FCKW-Stoffer, déi säit den 90er verbuede sinn, zerstéiere si d'Ozonschicht net.

ad 2. Den Handel mat esou Stoffer ass an der EU reguléiert. D'europäescht Reglement aus dem Joer 2014 (Règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés) huet eng Serie vu Restriktiounen a Verbueter agefouert, déi d'FKW-Stoffer mat den héchsten Treibhausgaspotenzialer no an no vum Maart huelen an duerch méi ëmweltfrëndlech Alternativen ersetzen. Souwuel den Import an d'EU eran ewéi d'Produktioun an de Memberstaaten ënnerstinn engem Quotesystem, dee vun der EU-Kommissioun geréiert gëtt. Deementspriechend ass et illegal, FKW-Stoffer an d'EU ze importéieren oder an der EU ze produzéieren, ouni eng Quotenallokatioun ze hunn. Et si Fäll bekannt vun illegalem Handel mat dëse Stoffer an der EU. Déi Produite koumen aus Asien a sinn iwwert de Wee vum Stroosseverkéier um Niveau vun Osteuropa oder iwwert de Schëffsverkéier am Mëttelmier an EU agefouert ginn.

Zu Lëtzebuerg ginn d'Kontrolle vun der Douanesverwaltung (Douane) a vun der Ëmweltverwaltung (AEV) duerchgefouert. D'AEV an d'Douane kréien all Joer eng Lëscht mat deene Firmaen, déi zu Lëtzebuerg eng Quotenallokatioun kritt hunn. Des Weidere kritt d'Douane iwwert hiren informatesche System déi legal Transporter am Stroosseverkéier gemellt. An deene leschte Joren ass keng illegal Fracht vun FKW-Stoffer zu Lëtzebuerg fonnt ginn.

Question 4089 (15.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **femmes au sein des conseils d'administration :**

Am Tageblatt vum 2. Februar konnt ee liesen, datt ronn 41 % vun de Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun ëffentlechen Ariichtunge Frae sinn. An Ärer-Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3590 zu genau dësem Sujet, huet d'Madamm Minister geschriwwen, datt d'Fraen 31,41 % vun de Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass, ausmaachen.

An deem Kontext wéilt ech d'Madamm Minister fir d'Gläichstellung tëscht Fraen a Männer gär froen:

1. Wéi vill Sëtz maachen 100 % vun de Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass, aus?

2. Ginn et Persounen, déi gläichzäiteg an e puer Verwaltungsréit sëtzen?

3. Wéi vill verschidde männlech Persounen hunn e Sëtz als Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass?

4. Wéi vill verschidde weiblech Persounen hunn e Sëtz als Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass?

Réponse (26.04.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

An de Verwaltungsréit vun de Betriber, an deenen de Staat vertrueden ass, goufen et op den 1. Januar 2021 164 Posten.

Et gi Persounen, déi gläichzäiteg an e puer Verwaltungsréit sëtzen.

Et sinn 90 verschidde Männer, déi e Sëtz als Staatsvertrieder a Verwaltungsréit vun de Betriber hunn, an deenen de Staat vertrueden ass.

Et sinn 42 verschidde Fraen, déi e Sëtz als Staatsvertriederin a Verwaltungsréit vun de Betriber hunn, an deenen de Staat vertrueden ass.

Fir all weider Informatioun zu dësem Theema, verweisen ech gären op meng Äntwert op d'Fro Nr. 3590, déi vun lech gestallt gouf.

Question 4092 (16.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **participation des demandeurs de protection internationale à la « Grouss Botz » :**

A ville Gemenge fënnt am Moment déi sougenannt „grouss Botz" statt. Privatleit, Veräiner, politesch Parteien an aner Organisatiounen engagéiere sech, fir d'Uertschaften an d'Natur vum Knascht ze befreien, deen am Laf vum leschte Joer ewechgehäit ginn ass. Dësen Engagement fërdert ënner anerem och déi gesellschaftlech Solidaritéit. Gläichzäiteg hu mir vill „demandeurs de protection internationale" (DPI) am Land, déi opgrond vun hirem Openthaltsstatus nach kenger regulärer Aarbecht dierfen nogoen. Foyeren, an deenen esou Persoune wunnen, gëtt et well schonn an enger grousser Zuel vu Gemengen.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Si bis elo schonn DPI kontaktéiert ginn, z. B. vum Staat oder de Gemengen, fir un esou Aktiounen deelzehuelen? Ass dat och scho vläicht opgrond vun enger Initiativ vun den DPI selwer geschitt?

2. Kéinten esou Aktiounen net och zu enger nach besserer Akzeptanz vun deene Persounen an der breeder Populatioun bäidroen? Wär dat och als e Bäitrag zur Integratioun an déi lokal Communautéit ze gesinn?

3. Kéint d'Regierung sech virstellen, am Sënn vun deene méigleche positiven Auswierkungen, DPI och fir aner Aarbechten am allgemengen, ëffentlechen Interessi anzesetzen?

Réponse commune (18.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. D'Gemenge kontaktéieren d'Awunner vun hirer Gemeng, wann Aktiounen an deem Sënn geplangt sinn. Deemno ginn och Awunner, déi e Statut vum „demandeur de protection internationale (DPI)" hunn an déi an enger Structure d'accueil wunnen, agelueden. Et ass all Resident vun der Gemeng eenzel iwwerlooss, ob hien un esou enger Aktioun wëll deelhuelen oder net.

ad 2. All Interaktioun an Austausch op lokalem Niveau gëtt vum Office national de l'accueil (ONA) a senge Partner encouragéiert.

ad 3. DPI dierfen dem Gesetz no déi éischt sechs Méint no hirer Demande de protection internationale net schaffe goen. No den éischten administrativen Demarchen huelen d'DPI wärend der Zäit vun hirer Demande um „programme d'intégration accompagnée" (PIA) deel, dëst, fir sech an der Lëtzebuerger Gesellschaft erëmzefannen an esou hiren Integratiounsprozess ze lancéieren a sech déi éischt Sproochekenntnisser unzëeegnen. Eng méi grouss ugeluechten Initiativ ass am Moment net vun der Regierung geplangt.

Question 4093 (16.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **participation luxembourgeoise à l'engagement en Afghanistan :**

Den neien US-President Joe Biden huet ugekënnegt, datt sech d'USA bis zum 11. September aus dem Afghanistan zréckzéie wäerten. Domat ass, 20 Joer no 9/11, dee längste Krich, deen d'USA bis elo gefouert hunn, eriwwer. Domat stellt sech och fir déi aner Staaten, déi am Afghanistan engagéiert waren, d'Fro, wéi et lo weidergeet am Land um Hindukusch.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister an un den Här Verdeedegungsminister:

1. No der internationaler Press sinn déi europäesch Alliéiert vun den USA net am Virfeld vun där Decisioun vun den USA consultéiert oder informéiert ginn. Kann d'Regierung dat confirméieren? Ass Lëtzebuerg am Virfeld consultéiert oder informéiert ginn? Wann nee, wéi evaluéiert d'Regierung déi Eesäitegkeet am amerikaneschen Decisiounsprozess?

2. Ass schonns decidéiert, wéini déi Lëtzebuerger Zaldoten aus dem Afghanistan ofgezu ginn?

3. Wéi presentéiert sech, aus der Siicht vun der Lëtzebuerger Regierung, de politeschen an de militäresche Bilan vum Lëtzebuerger Asaz am Afghanistan? Sinn d'Ziler vum Westen erreecht ginn?

4. Wéi vill huet dësen Asaz Lëtzebuerg am Ganze kascht (international Kontributiounen, Deploiement vun der Arméi, Kontributiounen un déi afghanesch Arméi, Ënnerstëtzung vu lokale Projeten an esou weider)?

5. Wat geschitt nom Ofzuch vum auslännesche Militär mat deene Leit, déi hinnen am Afghanistan politesch, logistesch, militäresch oder op soss eng Manéier gehollef hunn? Gesäit d'Regierung d'Gefor vun engem neie Flüchtlingsstroum a Richtung Europa?

6. Wéi schätzt d'Regierung d'Gefor an, déi an de Méint nom Truppenofzuch aus Afghanistan kéint ausgoen? Besteet d'Gefor vun engem méi laange Biergerkrich oder enger Erneierung vun der Ënnerstëtzung vum internationalen Terrorismus?

7. Wäert Lëtzebuerg nom Ofzuch vu sengen Zaldote weiderhin déi afghanesch Arméi ënnerstëtzen?

Réponse commune (17.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. D'Alliéiert hu sech iwwert déi lescht Wochen a Méint reegelméisseg iwwert hir Presenz am Afghanistan consultéiert. Am Kader vun dëse Consultatioune gouf Lëtzebuerg am Conseil vun der NATO och reegelméisseg iwwert de leschte Stand vum interne „review process" vun den USA a Kenntnis gesat. Mir waren, mat allen aneren Alliéierten, informéiert iwwer déi verschidden Optiounen, déi fir d'Amerikaner a Fro koumen. Lëtzebuerg gouf och am Virfeld iwwert d'Decisioun vun den USA, hir Truppen ofzezéien, informéiert. D'Decisioun, d'NATO-„Resolute Support"-Missioun (RSM) op en Enn ze bréngen, gouf gemeinsam vun allen Alliéierte geholl.

ad 2. Den Ofzuch vun de Forcë vun der RSM huet kuerz virum 1. Mee ugefaangen a wäert geuerdent, koordinéiert a beduecht oflafen. Et ass geplangt, den Ofzuch vun allen Truppe bannent e puer Méint ëmgesat ze hunn. D'Lëtzebuerger Membere vun der RSM wäerten Enn Mee ofgezu ginn.

ad 3. Um militäresche Plang konnt den Asaz vun den Alliéierten am Afghanistan verhënneren, datt d'Land erëm als Refuge fir Terroriste kéint déngen, déi vum Afghanistan aus alliéiert Länner géifen ugräifen. Zënter der Attack op d'USA den 11. September 2001 goufen et vum Afghanistan aus keng terroristesch Attacke méi op d'alliéiert Länner. D'NATO huet och gehollef, d'afghanesch Sécherheetskräften opzebauen, déi iwwert déi lescht Joren dozou bäigedroen hunn, datt d'Sécherheetslag am Land besser ginn ass.

Donieft huet den Engagement vun der NATO a vun der Europäescher Unioun am Afghanistan dozou bäigedroen, gesellschaftlech Fortschrëtter ze erreechen, besonnesch, wat d'Rechter vun de Fraen, vun de Kanner a vun de Minoritéiten ugeet. Déi politesch Ziler am Beräich vun der Demokratie, der Rechtsstaatlechkeet oder de Rechter vun de Fraen, vun de Kanner a vun de Minoritéite gi weiderhi verfollegt, notamment am Kader vun der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik vun der EU. De politesche Bilan hänkt och vum Erfolleg vum intra-afghanesche Friddensprozess of, deen den Ament nach leeft an dee vun der internationaler Communautéit begleet gëtt. Zesumme mat eise Partner wäerte mir eis weiderhin dofir asetzen, datt déi politesch a gesellschaftlech Acquise vun deene leschten 20 Joer erhale bleiwen.

ad 4. D'Kontributiounen am Beräich vun der Defense belafe sech op 51,9 Milliounen Euro zënter 2001. Dee Montant besteet haaptsächlech aus de Kontributiounen un den Afghan National Army Trust Fund zënter 2006. Lëtzebuerg hat um NATO-Sommet 2018 annoncéiert, dës Kontributioun bis 2024 ze verlängere mat enger Kontributioun vu véier Milliounen Euro d'Joer. Den Deploiement vun der Arméi huet zënter 2003 ongefëier siwe Milliounen Euro kascht.

Am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht an der humanitärer Hëllef huet Lëtzebuerg zënter 2000 ronn 52,5 Milliounen Euro un d'Agencë vun de Vereenten Natioune contribuéiert fir Projeten a Beräicher wéi Educatioun, Santé an Développement agricole, awer och fir humanitär Operatiounen ze ënnerstëtzen.

ad 5. D'Sécherheet vun den Afghanen an hire Familljen, déi um Terrain an der „Resolute Support"-Missioun matgehollef hunn, ass fir d'international Communautéit vu grousser Wichtegkeet. Diskussiounen, wéi een deene Leit am beschte kann hëllefen, sinn nach amgaangen. Nieft der Sécherheetssituatioun ass och déi ekonomesch Stabilitéit immens wichteg an deem Kontext, an déi zwou sinn enk matenee verbonnen. D'EU wäert sech zesumme mat hire Partner an der Regioun weiderhi fir d'Stabilitéit a fir eng nohalteg Entwécklung am Afghanistan asetze mam Zil, d'Fortschrëtter vun de leschten 20 Joer héichzehalen. D'Entwécklung vun der Migratioun aus dem Afghanistan ass staark ofhängeg vun de Resultater vum intra-afghanesche Friddensprozess, déi am Moment net anzeschätze sinn.

ad 6. Den Niveau vu Gewalt am Land ass weiderhin inakzeptabel. Dat huet een nach eng Kéier gesinn, wéi den 8. Mee mindestens 50 Leit, dorënner vill Meedercher, hiert Liewen hu misse loossen, wéi eng Terrorattack eng Schoul zu Kabul viséiert huet.

Villes wäert vun den intra-afghanesche Friddensverhandlungen ofhänken, déi de Moment zu Doha gefouert ginn. An de leschte Woche goufen et zousätzlech Initiative vun der internationaler Gemeinschaft, fir dee Prozess virunzebréngen. Villes wäert och vum Engagement vun den USA ofhänken. De President Biden huet kloergemaach, dass d'USA weiderhi wäerten an d'Zukunft am Afghanistan investéieren, och wann d'Truppen ofgezu ginn. Den Ofzuch vun den NATO-Truppen aus dem Afghanistan war keng einfach Entscheedung an et war eng Entscheedung, déi och gewëss Risike mat sech bréngt, déi d'NATO wäert versichen, op e Minimum ze reduzéieren. D'NATO, d'EU an déi international Communautéit bleiwe weiderhi ganz opmierksam, wat d'Sécherheetslag an Afghanistan ugeet.

ad 7. Lëtzebuerg hat um NATO-Sommet 2018 annoncéiert, d'Kontributiounen zum Afghan National Army Trust Fund vun der NATO mat enger Kontributioun vu véier Milliounen Euro d'Joer bis 2024 ze verlängeren.

Question 4098 (16.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **certificat vert numérique :**

D'EU wëll den 1. Juni de sougenannte grénge Coronaimpfpass aféieren. Enger offizieller Informatioun no hunn elo d'EU-Ambassadeuren engem Mandat zougestëmmt, iwwert dat eng legal Basis fir dës Zort Impfpass mat dem Europaparlament negociéiert soll ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wat ass den Inhalt vun deem Mandat?

2. Wéi eng Rechter si mat dem neien Impfpass verbonnen?

3. Wann den Impfpass bis agefouert ass, stellt sech d'Fro, wéi laang dee valabel ass.

Réponse commune (18.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Mandat ass publizéiert op der Internetsäit vum EU-Ministerrot.

ad 2. Déi interinstitutionell Verhandlungen ëm den digitale grénge Zertifikat sinn den Ament nach amgaangen. Dësen ass geduecht, fir eng sécher Beweegungsfräiheet innerhalb vun der EU ze vereinfachen. An Island, Norwegen, Liechtenstein an

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

an der Schwäiz wäert dësen Zertifikat och applizéiert ginn. D'Zil ass et, déi aktuell Pabeierszertifikater méi sécher ze maachen an e gemeinsamen an interoperabelen europäesche Kader ze schafe fir d'Unerkennung vun deenen Zertifikater vun all de Memberstaaten.

ad 3. Aktuell lafen déi interinstitutionell Verhandlungen, wou eng Applikatioun vun zwielef Méint am Gespréich ass.

Question 4105 (16.04.2021) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant l'**emploi des personnes ayant obtenu le statut de protection internationale :**

La guerre en Syrie, commencée il y a dix ans maintenant, a provoqué un flux important de réfugiés en Europe. D'autres foyers de conflit existent notamment en Érythrée et en Lybie et provoquent le départ de nombreuses personnes afin de chercher un avenir meilleur en Europe et ailleurs dans le monde.

Le Luxembourg accueille surtout depuis 2015 un nombre important de personnes persécutées et en fuite. L'intégration dans notre société se fait pour les adultes essentiellement par le travail, le travail qui permet une reconnaissance sociale et surtout l'obtention de ressources pour subvenir aux besoins personnels et familiaux de base. L'accès au travail est possible lorsque les personnes réfugiées ont obtenu le statut de protection internationale, on parle des bénéficiaires de protection internationale, des BPI.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre du Travail concernant les BPI, afin de dresser un bilan de l'intégration des BPI par le travail.

1) Monsieur le Ministre peut-il établir l'inventaire des personnes BPI ayant trouvé un travail en précisant :

a) les secteurs, domaines d'activité,

b) les compétences,

c) le temps de recherche avant de trouver un poste de travail (inscrits à l'ADEM),

d) les formations et autres mesures reçues notamment via l'ADEM ou d'autres prestataires de formations professionnelles?

2) Monsieur le Ministre peut-il esquisser un bilan de l'accès au travail des BPI en tenant compte des compétences apportées et des compétences acquises au Luxembourg ?

3) Quels sont les défis à relever à court et moyen terme pour intégrer les BPI dans le monde du travail au Luxembourg ?

Réponse (18.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Entre 2015 et 2020, 857 bénéficiaires de la protection internationale (BPI) qui ont été inscrits comme demandeurs d'emploi à l'ADEM ont trouvé ou retrouvé un emploi. Le tableau ci-dessous donne la ventilation par année.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau ci-dessous renseigne les secteurs d'activité où ces BPI ont trouvé un emploi.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le niveau de scolarité de 570 des BPI ne dépasse pas le niveau du secondaire inférieur, c'est-à-dire ils n'ont pas dépassé l'équivalent d'une classe de 3e ou de 11e.

Ensuite, 97 BPI ont atteint le niveau du secondaire supérieur (équivalent d'une classe de 1re ou de 13e) et 190 ont terminé avec succès des études supérieures.

305 parmi ces 857 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une ou de plusieurs mesures pour l'emploi, si bien que toutes ces personnes ont bénéficié de 474 mesures, dont le détail est spécifié ci-dessous.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau ci-dessous indique la durée pendant laquelle ces personnes sont restées inscrites à l'ADEM. Cette durée tient compte, à part entière, des périodes que les demandeurs d'emploi ont passé dans une mesure pour l'emploi.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Malheureusement, il n'existe pas de données fiables permettant de répondre à cette question.

ad 3) Les BPI font partie de notre société. Cependant, leur situation de base se présente le plus souvent très différemment par rapport à celle des autres résidents luxembourgeois. En effet, les systèmes scolaires de leurs pays d'origine peuvent être différents et parfois ils ne peuvent pas présenter leurs diplômes scolaires/de fin d'études.

La maîtrise des langues officielles au Luxembourg est un aspect clé en vue de pouvoir s'intégrer efficacement dans le monde du travail luxembourgeois. Une mauvaise maîtrise des langues du pays rend difficile une communication efficace avec les employeurs potentiels.

Dans ce contexte, il faut encourager et soutenir les BPI dans leurs efforts d'apprendre les langues parlées au Luxembourg, ce qui leur permet une intégration rapide et une meilleure adaptation dans le monde du travail luxembourgeois. En ce qui concerne les différentes offres de cours de langues proposées aux BPI, il y a lieu de se référer ici à la réponse commune à la question parlementaire n° 4006 de l'honorable Député Sven Clement.

Question 4109 (19.04.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **dossier de soins partagé :**

L'introduction généralisée du dossier de soins partagé (DSP) en janvier 2020 a marqué un pas important vers la digitalisation progressive du domaine de la santé. Ce dossier électronique permet de regrouper de manière sécurisée toutes les données de santé essentielles d'un patient. C'est d'une part le patient lui-même qui peut alimenter le dossier en introduisant des données pertinentes relatives à sa santé. D'autre part, il revient surtout aux différents professionnels de santé intervenant dans le parcours de soins du patient à étoffer le DSP de données de santé utiles et nécessaires à une prise en charge optimale. L'utilité du DSP dépend ainsi largement de leur initiative.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et au Monsieur le Ministre de la Sécurité Sociale :

1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me fournir des données sur :

1. 1) la part des assurés ayant activé personnellement leur DSP ;

1. 2) la part des DSP ayant été activés automatiquement ;

1. 3) la part des assurés ayant opté pour la fermeture de leur DSP ;

1. 4) la part des assurés utilisant activement leur DSP ;

1. 5) la part des assurés ayant déposé eux-mêmes des documents dans le DSP ;

1. 6) la part des assurés ayant donné un accès permanent à leur médecin référent ;

1. 7) la part des assurés ayant constitué un « cercle médical de confiance », donc ayant donné un accès permanent à un ou plusieurs professionnels de la santé, hormis leur médecin référent ?

2) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me renseigner sur le taux de participation des professionnels de santé en distinguant entre ceux intervenant dans les laboratoires, hôpitaux et services de soins à domicile, structures spécialisées et les médecins libéraux ? Combien de professionnels de santé ont activé leur compte ? Combien l'utilisent activement en déposant des données dans les DSP ?

3) Quels obstacles empêchent une généralisation du recours au DSP par les professionnels de santé ?

4) Dans quelle mesure un professionnel de la santé est-il obligé de mettre des informations dans le DSP lorsqu'un patient en a exprimé le souhait ? S'il n'y a pas d'obligation, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre, n'envisagent-ils pas d'introduire une obligation légale afin d'accélérer la généralisation du DSP et d'améliorer son utilisation adéquate ?

5) Combien de documents ont jusqu'à ce jour été déposés en moyenne par DSP ? De quel type de documents s'agit-il ?

6) Pour les visites à l'hôpital, le patient doit-il demander à chaque professionnel de santé d'alimenter son DSP ou suffit-il de faire cette demande une seule fois lors de l'admission à l'hôpital ? Est-ce que tous les hôpitaux ont les moyens techniques pour déposer systématiquement toutes les informations nécessaires d'un patient dans son DSP ?

7) Est-il prévu de créer un certificat de vaccination numérique dans le DSP, ceci aussi en vue de la vaccination Covid-19 ?

Réponse commune (19.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

14 mois après le début de la généralisation du dossier de soins partagé, nous pouvons vous transmettre les éléments suivants :

ad 1. 1) 12 % de DSP sur les 910.000 DSP actuellement ouverts et recevant des données ont été activés avant l'ouverture automatique.

ad 1. 2) 88 %

ad 1. 3) 0,16 %

ad 1. 4) Depuis la phase de généralisation en 2020, en moyenne 12 % des assurés ont utilisé activement le DSP et cette utilisation était plus importante sur les six respectivement trois derniers mois, compte tenu des usages qui se développent progressivement.

ad 1. 5) À ce jour, 1 % des assurés ont déposé eux-mêmes des documents dans leur DSP.

ad 1. 6) 100 % des patients qui ont conclu une convention médecin référent.

ad 1. 7) 6 %.

ad 2) Le taux de participation peut être résumé comme suit : 7 laboratoires d'analyses médicales, 4 hôpitaux, 1 réseau de soins à domicile, 4 établissements hospitaliers spécialisés soit environ 1.100 professionnels de santé. 390 médecins ont ouvert un compte individuel sur la plateforme et 361 alimentent régulièrement le DSP de leurs patients.

ad 3) Si au Luxembourg la plupart des logiciels métiers utilisés par les professionnels de la santé sont compatibles avec le DSP, les travaux nécessitent de se poursuivre également auprès des éditeurs de logiciels utilisés dans les cabinets médicaux en vue d'améliorer l'intégration et de rendre les procédures d'alimentation du DSP et l'ergonomie aussi faciles que possible.

La généralisation du DSP pour tous les assurés vient d'être effectuée en 2020 et les DSP ont été créés sans être préremplis d'un historique de données du patient. Son usage nécessite dès lors de se développer au fur et à mesure qu'il sera alimenté par des données médicales. L'intégration progressive de certains types de documents actualisés tels que par exemple les données issues des examens d'imagerie médicale et les lettres de sorties en provenance des hôpitaux devraient permettre d'accélérer l'utilisation du DSP pour les patients et les professionnels de santé.

ad 4) Le règlement grand-ducal du 6 décembre 2019 précisant les modalités et conditions de mise en place du dossier de soins partagé prévoit l'obligation : d'une part qu'en cas de demande du titulaire de verser une donnée au dossier de soins partagé, le professionnel de santé l'introduit, conformément à ses droits d'accès et d'écriture, endéans un délai de 15 jours à compter de cette demande et, d'autre part, que les données utiles et pertinentes suivantes sont versées au dossier de soins partagé au plus tard 15 jours après la fin de la prise en charge par le professionnel de santé qui en est l'auteur : les résultats d'analyses de biologie médicale, les résumés cliniques et les rapports médicaux de sortie, les rapports d'images radiologiques ou de toute autre imagerie médicale, le résumé patient.

Les cas d'usage autour du DSP nécessitent encore d'être développés pour certains professionnels de santé, mais l'on constate à ce jour un taux d'utilisation croissant qui devrait évoluer favorablement dans le futur, notamment avec l'arrivée de solutions mobiles et l'appropriation du DSP en particulier aussi par les patients.

ad 5) Au 20 avril 2021 et depuis janvier 2020, 2.806.905 documents ont été déposés dans les DSP.

Les principaux types de documents déposés sont :

- Résultats d'examens biologiques
- Résumé patient
- Résumé des prestations
- Comptes rendus d'actes diagnostiques
- Certificats médicaux
- Expression du titulaire
- Images radiologiques ou autres imageries médicales
- Comptes rendus de séjours hospitaliers et lettres de sorties
- Comptes rendus d'actes à visée préventive
- Rapports médicaux
- Antécédents médicaux et chirurgicaux
- Résumé de passage aux urgences

ad 6) Le demande se fait dans les hôpitaux une seule fois à partir de l'admission, et pour les cas d'urgence, le DSP gère la fonction « bris de glace », c'est-à-dire que le titulaire d'un DSP peut indiquer à l'avance dans son DSP que des professionnels de santé du service des urgences qui sont impliqués dans sa prise en charge peuvent accéder à son DSP.

L'implémentation évolue favorablement et en plus des documents de biologie, dès le premier semestre de cette année, d'autres documents provenant des hôpitaux comme les comptes rendus d'imagerie médicale, le partage des images médicales, les lettres de sorties pourront être davantage insérés au DSP et développer les usages autour de celui-ci.

ad 7) Un carnet de vaccination électronique, équivalent digital du carnet de vaccination au format de papier jaune, où tous les vaccins d'une personne pourront être intégrés est en cours de développement et sa mise en œuvre passera par plusieurs étapes successives notamment de test à partir du mois de mai. Ce carnet de vaccination sera compatible avec le DSP et permettra d'envoyer, comme pour les résultats d'analyses médicales, les données du carnet de vaccination dans le DSP. Comme ce carnet de vaccination électronique n'est, à ce jour, pas encore déployé et utilisé à une échelle nationale, le certificat de vaccination contre la Covid-19 est actuellement remis en main propre aux personnes vaccinées. La personne peut ensuite déposer elle-même son certificat de vaccination dans l'espace personnel de son DSP.

Question 4110 (19.04.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **taux minimaux d'imposition des sociétés :**

Avancée par le Trésor américain, l'idée d'établir à l'échelle mondiale un taux d'imposition minimum sur les sociétés prend corps avec la perspective d'un accord des ministres des finances et banquiers centraux de pays membres du G20 d'ici les 9 et 10 juillet 2021. D'après certains, cette harmonisation fiscale pourrait également résoudre le problème de l'imposition des géants du numérique.

Dans un article paru aujourd'hui dans le « Tageblatt », un fiscaliste luxembourgeois expérimenté a toutefois évoqué une difficulté possible pour le Luxembourg, i. e. le fait que le taux d'imposition sur le revenu des collectivités (IRC), établi actuellement à 17 %, n'intégrerait e. a. pas l'impôt commercial communal (6,75 %). Il se pourrait dès lors, à défaut de réforme globale de notre système d'imposition des sociétés, que le Luxembourg devrait augmenter le taux de l'IRC actuel.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame le Ministre de l'Intérieur :

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis du fiscaliste luxembourgeois précité ?

- Le Gouvernement entend-il dès lors réformer le système d'imposition des sociétés, en intégrant l'ICC à l'IRC ? Endéans quel délai une telle réforme pourrait-elle se faire ?

- Comment le Gouvernement entend-il compenser les pertes en termes de ressources financières aux communes ?

- Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il faille rapidement avancer sur le projet de réforme de l'impôt foncier ? Où en sont les travaux d'implémentation de cette réforme ?

Réponse commune (19.05.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'article de presse auquel se réfèrent les députés dans leur question parlementaire soulève la question des modalités techniques permettant de calculer du point de vue luxembourgeois le taux minimum effectif dans le cadre du « Pilier Deux », actuellement en négociation à l'OCDE. Il y est notamment fait mention du risque que la détermination du taux minimum effectif au titre du « Pilier Deux » ne tiendrait pas compte de l'impôt commercial communal dont les entreprises luxembourgeoises doivent s'acquitter.

En octobre 2020, le Cadre inclusif de l'OCDE a approuvé le « Rapport sur le Blueprint du Pilier Deux », qui présente les paramètres techniques qui pourraient être à la base d'un impôt minimum mondial, tout en exposant les questions politiques et techniques en suspens qu'il sera nécessaire de résoudre afin de parvenir à un consensus. Le « Blueprint » précité contient un certain nombre de précisions utiles pour répondre aux interrogations des députés. Pour déterminer le taux effectif d'imposition d'un groupe d'entreprises, il y a lieu de diviser le montant des « impôts couverts » par le montant du résultat net, tel que déterminé selon les règles du « Pilier Deux ».

En vertu de la section 3.2. du « Blueprint », la notion d'« impôts couverts » s'étend à tout impôt sur l'ensemble des bénéfices ou revenus réalisés par une personne morale, et à tout impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés de droit commun. Ainsi, la définition d'« impôts couverts » vise les prélèvements taxant la valeur de gains monétaires réalisés

par un contribuable au cours d'une période donnée s'appliquant au résultat calculé sur une base nette. Par ailleurs, il est précisé qu'un impôt additionnel, qui opère un prélèvement complémentaire sur le résultat net des entités nationales, relèverait également de la définition des impôts couverts.

Les précisions données par le « Blueprint » devraient donc permettre de conclure que l'impôt commercial communal répond à la définition des « impôts couverts » de sorte que le taux minimum effectif d'une entreprise luxembourgeoise serait à calculer en additionnant les taux supportés au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal.

Le Luxembourg veillera à ce que le consensus qui se dégagera le cas échéant au sujet du Pilier Deux reprenne les développements contenus dans le « Blueprint » au sujet des « impôts couverts ».

Eu égard à la réponse à la première question, les questions 2 et 3 sont de nature hypothétique.

Tel que l'annonce l'accord de coalition 2018-2023, la réforme de l'impôt foncier, qui devra contrecarrer la spéculation foncière, sera reliée à la refonte des plans d'aménagement général (PAG) « nouvelle génération ». Les travaux d'implémentation sont en cours, dont le développement des outils informatiques nécessaires qui permettront de déterminer de manière automatisée la valeur des terrains qui serviront d'assiette pour le calcul de l'impôt foncier.

Question 4111 (19.04.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant le **terrain d'entrainement du CGDIS :**

An engem rezenten Zeitungsartikel konnt een noliesen, datt den Trainingssite fir d'Pompjeeën, deen ënnert der Autobunnsbréck vun der A1 läit, fir de CGDIS onverzichtbar wier. Nëmmen hei kéinten d'Pompjeeën ënnert realistesche Bedéngungen d'Läsche vu Bränn mat Holzfeier üben. Et wier deemno awer esou, datt dësen Trainingssite an der Gréngzon géif leien a bis dato nach iwwerhaapt keng Geneemegung géif virleien, déi et de Pompjeeën erlabe géif, hei fir den Eeschtfall ze üben.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt deen uewe genannten Trainingssite fir de CGDIS an enger Gréngzon läit a keng Geneemegung virleit?

2. Wéi soll d'Zukunft vum genannte Site ausgesinn? Ass envisagéiert, awer eng Geneemegung fir den Trainingssite auszestellen? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mam Ausstelle vun dëser Geneemegung gerechent ginn? Wann neen, u wéi een alternative Site denkt d'Regierung?

Réponse commune (19.05.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Ariichtunge vum CGDIS am RAGTAL sinn de Moment net mat enger Autorisatioun nom Naturschutzgesetz ofgedeckt.

D'Regierung erkennt de Formatiounssite awer als eng Infrastruktur vun nationalem Interessi un. An de Gebailechkeeten, déi sech a priori an enger Gréngzon befannen, ass d'Ofhale vu Formatiounen dofir och autoriséiert.

De CGDIS huet eng Ëmweltetüd vun engem approuvéierten Expert ausschaffe gelooss an eng Autorisatioun ugefrot, mat enger Propos vun engem Managementsplang fir de Site.

D'Beaarbechte vum Dossier ass amgaangen, an eng Autorisatioun mat Konditioune wäert an nächster Zäit ausgestallt ginn.

Question 4112 (19.04.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **santé mentale :**

Die mit der sanitären Krise verbundenen Einschränkungen belasten psychisch kranke Menschen besonders. Wie es auch aus der internationalen Presse hervorgeht, leiden Menschen vermehrt an Antriebslosigkeit, Angst und Depressionen. Auffällig sei auch, dass junge Menschen in zunehmendem Maße vereinsamen. In der Tat würden die überwiesenen Patienten in den psychiatrischen Kliniken immer jünger werden. Gerade in der Pandemie würden viele Menschen über Monate hinaus nicht merken, dass sie depressiv werden.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

1. Hat die Regierung vor, dem Thema psychische Gesundheit in Zukunft mehr Aufmerksamkeit zu widmen?

2. Wenn dem so ist, hat die Regierung schon eine Strategie beziehungsweise ein Programm entwickelt, um die betroffenen Menschen aufzufangen, wissend, dass auch viele Menschen in Luxemburg unter der sanitären Krise leiden und eventuell vermehrt Depressionen oder Angstzustände entwickeln? Wie sieht diese Strategie aus?

3. Sieht die Regierung vor, Aufklärung in Sachen psychische Gesundheit an Schulen und am Arbeitsplatz zu betreiben und zudem mehr Anlaufstellen für Personen aus prekären Verhältnissen aufzustellen?

Réponse commune (25.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Der Regierungskoalitionsvertrag 2018-2023 sieht vor „einen nationalen Plan für psychische Gesundheit aufzustellen. Dieser Plan soll die weiterführende Dezentralisierung der Psychiatrie beinhalten sowie die Zusammenarbeit der Krankenhäuser und der außerklinischen Strukturen verbessern, die Bereiche der psychotherapeutischen und psychosomatischen Medizin aufstellen, die Diversifizierung und die Erhöhung der Kapazitäten vom außerklinischen konventionierten Bereich vergrößern sowie die betreuungsrelevanten Ateliers thérapeutiques erweitern. In diesem Zusammenhang wird eine Vereinbarung mit dem Bildungsministerium die Möglichkeit eines geeigneten pädagogischen Angebots für den Krankenhaussektor der Jugendpsychiatrie aufgestellt".

Das Ministerium für Bildung, Kindheit und Jugend setzt seit den 60er-Jahren in den luxemburgischen Gymnasien auf die Entwicklung der psychosozialen Dienste innerhalb der Schule. Seit der neuen Gesetzgebung der Gymnasien (Loi du 29 août 2017 portant sur l'enseignement secondaire) wurden zusätzlich zu den SePAS (sozialpsychologische Dienste) auch SSE (soziopädagogische Dienste) gegründet, welche neben den Methoden der psychosozialen Arbeit auch die der nonformalen Bildung und Jugendarbeit den Schülern zugutekommen lassen sollen. Ziel ist es, im weitesten Sinne das Wohlbefinden durch Förderung der sozialen, emotionalen und anderen transversalen Kompetenzen zu stärken. Dies ist im Kontext einer „whole school approach" zu verstehen, gemäß des Rahmenplanes „Cadre de référence commun pour l'accompagnement psycho-social et l'offre périscolaire dans les lycées", nach welchem nur ein ganzheitlich orientierter, schulumfassender Ansatz Effizienz in Bezug auf das Wohlbefinden aufzeigen kann.

In den luxemburgischen Grundschulen gewährleisten die Lehrkräfte in enger Zusammenarbeit mit dem sozialpädagogischen Personal, welches unter anderem Erzieher, Pädagogen und Psychologen umfasst, die fester Bestandteil der „Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques" (ESEB) einer jeden Regionaldirektion sind, eine umfassende Betreuung der Schüler. Diese beschränkt sich längst nicht mehr ausschließlich auf die Entwicklung der fachspezifischen Kompetenzen, sondern schließt auch die Förderung der transversalen Kompetenzen mit ein. Um die nötigen Voraussetzungen zu schaffen, mit dem Ziel, den spezifischen Bedürfnissen der Schüler gerecht werden zu können, wurde die Anzahl der Mitarbeiter der ESEB kontinuierlich während der letzten Jahre erhöht. Des Weiteren werden die Lehrkräfte durch den „instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques" unterstützt der ein besonderes Augenmerk auf die Bedürfnisse der Schülerschaft legt.

Alle Akteure in den luxemburgischen Grundschulen legen demnach Wert auf eine umfassende Betreuung der Schüler, die neben den fachbezogenen Kompetenzen auch die Entwicklung der fächerübergreifenden Kompetenzen der Schüler fördert, damit letztere bestmöglich auf die Herausforderungen des Alltags vorbereitet werden. Unter den fächerübergreifenden Kompetenzen sollen vor allem die im Lernplan definierten Bereiche der relationalen und affektiven Einstellungen die Schüler dazu befähigen, sich über ihre alltäglichen Erfahrungen auszutauschen und gegebenenfalls Dritten Bedürfnisse mitzuteilen, die für ihr Wohlbefinden wesentlich sind. Durch die in diesem Kontext durchgeführten Aktivitäten werden die Schüler dazu ermutigt, sich bei Bedarf an die Lehrkräfte oder Erzieher in der Grundschule zu wenden, um Hilfestellungen zu erhalten, die ihnen bei der eigenständigen Bewältigung der Hürden des Alltags helfen.

Sowohl im allgemeinen Schulalltag als auch im aktuellen Kontext der Gesundheitskrise im Zusammenhang mit Covid-19 ist das Schulpersonal einer der wichtigsten Ansprechpartner der Schüler. Dank der Vertrauensbindung, die sich während der Unterrichtsstunden zwischen dem Schulpersonal und den Schülern entwickelt, zögern letztere nicht, sich bei Bedarf an das Schulpersonal zu wenden, um diesem ihre Sorgen anzuvertrauen. Das Schulpersonal seinerseits hat stets ein offenes Ohr für die Bedürfnisse ihrer Schüler und verfügt über die nötigen Kenntnisse, um diesen erfolgsversprechende Hilfestellungen zu geben oder gegebenenfalls weitere Fachkräfte hinzuzuziehen.

Darüber hinaus wurde das Schulpersonal von meinem Ministerium dazu ermutigt, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit den sozialpädagogischen Mitarbeitern der ESEB, die Erlebnisse der Schüler im Zusammenhang mit der Pandemie unter anderem im Fach „Vie et société" zu besprechen und sich den Bedürfnissen der Schüler in diesem Bereich verstärkt anzunehmen. Des Weiteren wurden auch die Eltern von den Lehrkräften über mögliche Anzeichen für psychische Probleme bei ihren Kindern sowie auch über mögliche Hilfestellungen und spezialisierte Hilfsangebote aufgeklärt. Hinzu kommt, dass 428 Aushilfslehrkräfte das Schulpersonal seit der zweiten Hälfte des aktuellen Schuljahrs unterstützen, um noch gezielter mittels differenzierter Unterrichtseinheiten auf die Bedürfnisse der Schüler einzugehen und gegebenenfalls eine frühe Erkennung einer möglichen Belastung der Schüler durch die mit der Krise verbundenen Einschränkungen zu fördern und entsprechende Hilfestellungen anzubieten.

Neben diesen strukturellen Ressourcen, die das MENJE den Schulen bereits zur Verfügung gestellt hat und auch weiterhin zur Verfügung stellen wird, sind des Weiteren auch fachstrategische Ansätze zur Förderung des Wohlbefindens zu erwähnen. Seit 2019 werden alle Präventions- und Interventionsmaßnahmen der SePAS- und SSE-Dienste unter einer umfassenden Strategie für das Wohlbefinden gebündelt und aufeinander abgestimmt. Durch die Aufteilung in fünf thematische Handlungsfelder wie Suchtprävention, Gewaltprävention, Digitalisierung, sexuelle und affektive Bildung und mentale Gesundheit (darunter Suizidprävention), die klare Identifikation von Zielpublika, Programmen und Methoden sowie Partnerschaften mit ausgewählten Experten, werden zielorientierte, kontextuell angepasste und nachhaltige Maßnahmen definiert. Somit kann sichergestellt werden, dass flächendeckend, systematisch und fachlich nachvollzielbar das Thema Wohlbefinden, darunter auch die psychische Gesundheit in der Schule, behandelt wird.

ad 2. Pandemiebedingt ist leider die Aufstellung des nationalen Plans für psychische Gesundheit in Verzug geraten. Nichtsdestotrotz sind Aktionen vom Suizidpräventionsplan verlängert worden, als auch neue aufgestellt worden, wie z. B. die Aufstellung der Fortbildung im „Erste Hilfe psychische Gesundheit".

Strategisch gesehen wird der nationale mentale Gesundheitsplan in der Kontinuität des Suizidpräventionsplans aufgestellt werden und durch weitere notwendigen Maßnahmen erweitert. Der Plan wird sowohl Sensibilisierung- als auch Präventionsmaßnahmen ergreifen, wie auch holistische Behandlungs- und Rehabilitationsmaßnahmen. Fortbildung-, Forschung-, oder Finanzierungsaspekte könnten ebenfalls Teil des zukünftigen mentalen Gesundheitsplans sein.

Um die Jugendlichen nach dem ersten Lockdown besser zu erreichen, wurden aufsuchende Aktivitäten in den Gymnasien durchgeführt, da die anfängliche Anweisung zur Verringerung der tatsächlichen Aufenthaltszeit der Schüler innerhalb des Schulgebäudes die Besuchsmöglichkeiten der SePAS und SSE erschwerte. Somit haben sich die psychosozialen Dienste telefonisch, über soziale Medien oder via Teams bemüht, mit den Jugendlichen in Kontakt zu bleiben. Zusätzlich wurden spezifische Initiativen eingeleitet, welche es erlaubt haben, aufsuchende Schulsozialarbeit zu leisten, immer mit dem Ziel, mit den Schülern in Kontakt zu bleiben und um Beziehungen zu pflegen.

Aufgrund des regelmäßigen Austausches zwischen dem MENJE und den Vertretern der Jugendorganisationen hat sich nochmals bestätigt, dass eine nachhaltige Strategie im Hinblick auf das Wohlbefinden der Schüler in Luxemburger Schulen nur gemeinsam entwickelt werden kann. So sind in den letzten Monaten folgende Initiativen entstanden, um im Kontext einer Kampagne für das Wohlbefinden der Kinder und Jugendlichen auf die bestehenden Angebote aufmerksam zu machen und Kinder und Jugendliche in Not verstärkt zu unterstützen:

- Aktivierung der Helpline 8002-9393 in Zusammenarbeit mit dem CePAS und dem ONE;

- Entstehung der Kampagne #act4support in den sozialen Medien;

- Ausarbeitung eines spezifischen Weiterbildungsangebotes für Lehrer und Jugendarbeiter zum Thema Wohlbefinden;

- Erstellung zweier Leitfäden für Eltern über mentale Gesundheit und mögliche Anlaufstellen;

- Erfassen eines Leitfadens für Lehrer über die offene pädagogische Haltung in Bezug auf mentale Gesundheit;

- Generierung der „Corona Inspiration Box" für Lehrer und Jugendarbeiter mit pädagogischen Erfolgsmethoden aus der Praxis rund um das Thema Beziehungsarbeit mit Jugendlichen in der Schule und außerhalb der Schule in Zeiten der Coronapandemie;

- Regelmäßiger „Bildung am Dialog"-Austausch von Minister Claude Meisch mit den psychosozialen Diensten, den Jugendzentren und den Jugendvertretungen zum Thema der mentalen Gesundheit;

- Kampagne #mindmymind" des CePAS im Kontext des diesjährigen Europäischen Jugendinformationstages zur psychischen Gesundheit;

- Kreation der „Boomerang"-Karte und eines Videos mit den Schlüsselbotschaften #dubassneteleng #traudech und #youarestrongerthanyouthink in Zusammenarbeit mit den nationalen Schüler-, Studenten- und Jugendvertretungen;

- Sensibilisierungskampagne für Lehrkräfte, welche auf bestimmte Anzeichen von Unwohlsein aufmerksam macht;

- Kampagne „Mir spillen zesummen";

- Portal für Kinder/Familienaktivitäten (welche unter anderem die Inhalte von „Schoul doheem", „Aktiv doheem", „Aktiv dobaussen", „Wellbeing@home" zusammenfasst).

ad 3. Technisch gesehen könnten neben der Sensibilisierung der Allgemeinbevölkerung im zukünftigen nationalen Plan auch Maßnahmen ergriffen werden, die die Notwendigkeiten und Charakteristika bestimmter Populationen wie z. B. Alter, Demographie, soziale Aspekte wie z. B. Migrationshintergrund oder prekäre Situation aufgreifen.

Das bestehende Netzwerk zwischen schulinternen und -externen Psychologen sowie Psychotherapeuten wird gefördert, sodass jedem Schüler eine Wahl kostenfreier und vertraulicher Anlaufstellen zur Verfügung stehen soll. Dies wird sowohl von der Eltern- als auch von der Schülervertretung unterstützt. Im Falle des Bedarfes einer langfristigen therapeutischen Begleitung wird dieses Netzwerk es den SePAS der Schulen erlauben, die Schüler an externe Psychotherapeuten weiterzuleiten. Diese Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Anbietern wie dem ONE (Office national de l'Enfance), dem CePAS (Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires), der SePAS (Services psychosociaux et d'accompagnement scolaires) und den liberalen Psychotherapeuten wird durch eine Partnerschaftserklärung operationalisiert und konsolidiert, um das Angebot zu erhöhen und die Accessibilität der externen Anlaufstellen zu vereinfachen.

Die Zusammenarbeit mit der Jugendpsychiatrie wird ebenfalls verstärkt werden durch die Aufstellung eines mobilen pluridisziplinären Teams der Jugendpsychiatrie, das die Versorgung der Schulen und der Kinderheime mit einer fachspezifischen, jugendpsychiatrischen Expertise garantieren wird.

Darüber hinaus finanziert das Ministerium für Familie, Integration und die Großregion eine Reihe von Zentren, die psychologische Beratungen und/oder Therapien sowie telefonische Seelsorge anbieten. Diese Zentren sind in erster Linie eine Anlaufstelle für Personen und/oder Familien in prekären Lebenssituationen. Alle diese Zentren verfügen über gut ausgebildetes Fachpersonal wie Psychologen und Psychotherapeuten.

Die Auswirkungen der sanitären Krise sind in der Tat spürbar und das Ministerium für Familie, Integration und die Großregion hat Vorkehrungen getroffen, um das Personal der Zentren zu verstärken und die Dienstleistungen noch gezielter auf die Bedürfnisse der betroffenen Menschen auszurichten.

Question 4113 (19.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **chariot de supermarché pour enfants handicapés :**

Eltere vu Kanner mat enger Behënnerung gi viru vill Erausfuerderungen an hirem Alldag gestallt. Esou zum Beispill och, wann et drëms geet, mat Kanner, déi am Rollstull sëtzen, an de Supermarché ze goen. Déi kleng Sëtzfläch, déi et a verschiddene Caddië gëtt, ass oft net grouss genuch, fir dass och nach eeler Kanner kéinten dra Plaz huelen. An Amerika huet eng jonk Mamm vun engem klenge Meedchen, dat duerch kierperlech Behënnerungen a senger Beweegungsfräiheet ageschränkt ass, dofir ee Caddie entworf, an deem Kanner och nach Plaz huele kënnen, wa se méi grouss sinn. Esou muss d'Mamm net méi de Caddie an de Rollstull gläichzäiteg duerch de Supermarché drécken. Déi jonk Mamm huet an den USA schonn e puer Supermarchéë vun hirer Iddi iwwerzeege kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

- Hunn d'Ministere scho vun esou Initiativen héieren?

Falls jo, envisagéieren d'Ministeren, den Asaz vun esou Caddien an de Supermarchéen ze encouragéieren oder, zum Beispill am Kader vun engem Pilotprojet, souguer ze subventionéieren?

Réponse (19.05.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Accessibilitéit an den „Design for all" si ganz wichteg Sujeten, an am Sënn vun enger „égalité des

chances“ fir jiddereen ass et noutwendeg, fir den Zougang zu alle Servicer an ëffentleche Plazen a Gebaier un d'Bedierfnisser vu behënnerte Mënschen unzepassen.

De Projet de loi Nr. 7346 iwwert d'Accessibilitéit vun den ëffentleche Plaze gesäit eng ganz Rëtsch vu verschiddenen Accessibilitéitsnorme vir. Dëst Gesetz wäert behënnerte Leit den Accès zu ëffentleche Servicer, Plazen a Gebaier weesentlech vereinfachen an hiren Alldag ëm villes méi liicht maachen. Verschidden Thematiken, wéi déi vun de Supermarchéscaddië fir Kanner mat engem Handicap, sinn allerdéngs esou spezifesch, dass et net ubruecht ass, fir se iwwert ee Gesetz ze reegelen.

Fir op d'Fro vum Här Deputéierte Marc Goergen méi prezis kënnen ze äntweren, well déi Problematik déi behënnert Kanner an hir Betreier betrëfft, hunn ech d'ADAPTH, den nationale Kompetenzzenter fir d'Accessibilitéit vun de Gebaier (CCNAB), dee mam Familljen- an Integratiounsministère konventionéiert ass, mat der Analys vun der Problematik beoptraagt.

D'ADAPTH huet eng Etüd vu verschiddene Modeller vu gëeegente Caddien, déi een um Maart ka fannen, duerchgefouert; de Familljeministère wäert dës Etüd allen zu Lëtzebuerg etabléierte Supermarchéen zoukomme loossen an op d'Wichtegkeet vun der Problematik hiweisen.

Gläichzäiteg hunn eng Rei Supermarchéen dem Familljeministère matgedeelt, dass si sech der Problematik bewosst sinn an aktuell verschidde praktesch Léisungen analyséieren, fir dann déi fir hir Entreprise gëeegent Solutioun an hirem Supermarché ëmzesetzen.

Question 4115 (19.04.2021) de **Mme Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers :**

Dans une déclaration du 13 avril 2021, le European Data Protection Board (EDPB) a invité les États membres à évaluer et, si nécessaire, à revoir les accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers, notamment dans le domaine fiscal. Dans ce contexte, il est utile de citer l'accord FATCA conclu avec les États-Unis et qui a fait l'objet de critiques récurrentes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Le Gouvernement entend-il donner suite à la déclaration de l'EDPB ?

- Endéans quel délai le Gouvernement entend-il charger la Commission nationale de la protection des données (CNPD) avec l'évaluation de l'accord FATCA précité ?

- Le Gouvernement entend-il donner mission à la CNPD d'évaluer la conformité aux règles applicables en matière de protection des données, d'autres accords internationaux ayant trait à la sécurité sociale, voire à la coopération policière ? Dans l'affirmative, lesquels ?

- Le Gouvernement pourrait-il nous fournir une liste des accords internationaux concernés par la déclaration de l'EDPB et auxquels le Luxembourg est partie ?

Réponse commune (19.05.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les honorables Députés se réfèrent dans leur question parlementaire à une déclaration effectuée par le Comité européen de la protection des données (EDPB) en date du 13 avril 2021 sur des accords internationaux qui impliquent un transfert de données personnelles hors de l'Union européenne.

À ce sujet, le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la Directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données prévoient que les accords internationaux impliquant de tels transferts, et qui ont été conclus avant le 24 mai 2016 ou le 6 mai 2016 respectivement[3], restent en vigueur jusqu'à leur modification, leur remplacement ou leur révocation.

L'EDPB, duquel la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) fait partie, invite néanmoins, dans sa déclaration, les États membres à évaluer et le cas échéant à revoir ces accords internationaux qui impliquent un transfert de données personnelles hors de l'Union européenne à la lumière des instruments européens susmentionnés.

Le Gouvernement a pris connaissance de la déclaration de l'EDPB et procède à une analyse approfondie, en considérant notamment les lignes directrices 2/2020 émises en décembre 2020 et relatives à l'article 46, paragraphe 2, point a), et paragraphe 3, point b), du règlement (UE) 2016/679 pour les transferts de données à caractère personnel entre les autorités et organismes publics établis dans l'Espace économique européen (EEE) et ceux établis hors de l'EEE. Il est aussi à noter que des discussions au niveau européen ont été initiées en ce qui concerne les éventuelles implications des règles en matière de protection des données sur les accords existants en matière d'échange d'informations à des fins fiscales.

Il convient de relever que la CNPD est une autorité indépendante, selon la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données et qu'à ce titre elle n'a pas à recevoir de mission du Gouvernement, tel que s'enquièrent les honorables Députés. Cependant, elle est susceptible d'apporter un certain accompagnement, tel que le suggère la déclaration de l'EDPB, dans l'évaluation des accords internationaux susmentionnée.

Des contacts ont été pris avec la CNPD afin d'évaluer plus précisément la portée de cette déclaration et les conséquences qu'elle pourrait le cas échéant avoir sur les accords internationaux conclus par le Luxembourg, en particulier en matière fiscale.

Question 4119 (20.04.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **décrochage scolaire :**

Il me revient que dans plusieurs pays, de nombreux élèves ont abandonné leurs études aux différents nivaux scolaires.

Avec le but de connaître le taux d'abandon au Luxembourg, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Par niveau d'études, à savoir universitaire, secondaire classique, secondaire général et formation professionnelle, combien de personnes ont complété leurs parcours jusqu'à la fin du cursus ?

- À l'inverse, combien de personnes ont abandonné en cours de cursus, toujours par niveau d'études tel qu'énuméré dans la question ci-dessus ?

Réponse (08.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

L'honorable Député souhaite connaître le « taux d'abandon » scolaire au Luxembourg ; ledit taux, plus communément désigné par le terme de « taux de décrochage », vient de faire l'objet d'un rapport exhaustif publié par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et intitulé « Jeunes décrocheurs et jeunes inactifs au Luxembourg »[4].

Le décrochage scolaire désigne le fait d'abandonner un parcours scolaire avant l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification finale. Le décrocheur est défini comme élève à plein temps, non soumis à l'obligation scolaire, ayant quitté le système scolaire luxembourgeois sans diplôme ou certification finale avant ses 24 ans à la date de départ.

Dans les rapports précédents, l'approche pour évaluer l'ampleur et l'évolution du décrochage scolaire se fondait sur le taux de décrochage théorique d'une cohorte d'élèves entrant en classe de 7e d'une année scolaire déterminée jusqu'à la fin de leur scolarité théorique.

La nouvelle approche consiste à calculer le rapport entre le nombre d'élèves hors obligation scolaire ayant décroché du système scolaire public luxembourgeois pendant l'année scolaire de référence, sur le nombre total d'élèves sans obligation scolaire inscrits dans l'enseignement public luxembourgeois au 15 novembre pour l'enseignement secondaire, respectivement au 15 octobre pour l'enseignement fondamental de l'année de référence.

Le choix définitoire et les méthodes de calcul font référence aux méthodes et définitions plus généralement utilisés en littérature spécialisée pour le traitement des données sur le décrochage. Les données les plus récentes se rapportent à l'année scolaire 2019-2020 ; le rapport sur le décrochage en 2020-2021 sera publié fin 2021.

En 2019-2020, un nombre total de 1.670 décrocheurs a été recensé, soit 8,16 % de la population scolaire hors obligation scolaire. Malgré la pandémie et ses conséquences sur le système scolaire, le taux de décrocheurs est resté stable en 2019-2020 par rapport aux années précédentes. La tendance sera à confirmer dans l'analyse des données 2020-2021, qui permettra d'évaluer l'impact des mesures de soutien mises en œuvre à partir de l'automne 2020.

La répartition par type d'enseignement ressort du tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Concernant les études universitaires, la notion de décrochage doit être nuancée en raison du fait qu'à ce niveau d'études, un abandon n'est souvent que temporaire et qu'il n'est pas rare qu'un étudiant poursuive ses études après un laps de temps plus ou moins court ou se réoriente vers d'autres études en cours de route.

À titre d'information et selon les informations fournies par l'Université du Luxembourg, sur un total de 1.655 étudiants en dernière année d'études de Bachelor ou de Master, 990 (soit un peu moins de 60 %) ont terminé leurs études en été 2020 avec succès et dans les délais prévus. 581 étudiants (35 %) se sont réinscrits et ont prolongé leurs études. 84 étudiants (5 %) ont abandonné leurs études au cours de la dernière année, par exemple pour redoubler l'année, pour changer de programme ou d'université, ou pour prolonger leur mobilité. Aucune donnée n'est encore disponible pour l'année 2021.

Par rapport à l'année académique précédente, le taux de réussite en 2020 a été légèrement supérieur (60 % contre 54 % en 2019) et le taux d'abandon a été plus faible (5 % contre près de 8 % en 2019).

Ainsi, le nombre de diplômés, le nombre d'abandons et celui d'étudiants ayant interrompu leurs études sont largement similaires à ceux des années précédentes. Les chiffres disponibles ne permettent pas de conclure à une influence négative de la pandémie sur la réussite académique des étudiants de l'Université du Luxembourg.

Question 4120 (20.04.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **applications de « trading » :**

Am Kader vun den allgemeng niddregen Zënsen ass international en Trend festzestellen, datt vill Leit sech op d'Sich no aneren Investitiounsméiglechkeete fir hir Sue maachen. Aktien an ETFen (Exchange Traded Funds) gehéieren dobäi zu deene wichtegsten Anlageklassen. Contrairement zu fréier ginn dës Transaktiounen allerdéngs ëmmer manner iwwert de klassesche Service vu Banken, mee iwwer Applikatiounen um Handy ofgewéckelt.

Wéi awer am Artikel „Frankfurt hat wieder die Nase vorn“, deen den 13. Abrëll am „Tageblatt“ publizéiert gouf, ze liese war, louch d'Finanzplaz Lëtzebuerg am leschte Ranking vum „Global Financial Centers Index“ am Beräich vun der Fintech grad emol op Plaz 42 (London Plaz 5, Paräis Plaz 17, Frankfurt Plaz 20). Wéi am Artikel „Die Banken bekommen Konkurrenz“, deen de 14. Abrëll am „Lëtzebuerger Wort“ publizéiert gouf, weider ze liese war, hunn d'Leit um Lëtzebuerger Terrain nach quasi keen Accès op dës Applikatiounen. Grond genuch fir verschidde Leit, déi op Lëtzebuerg plënneren, fir weider am Ausland ugemellt ze bleiwen.

Duerfir géif ech dem Här Finanzminister an dem Här Minister fir Digitaliséierung gär follgend Froe stellen:

1. Iwwer wéi eng Lizenz(e) muss en Ubidder vun Trading-Applikatioune verfügen, fir seng Servicer zu Lëtzebuerg kënnen ze offréieren?

2. Gesäit de Minister d'Gefor, datt d'Lëtzebuerger Bierger duerch dës Maartbarriären un enger selbstständeger Gestioun vun hirem Patrimoine gehënnert ginn?

3. Gëtt et aktuell Ubidder vun Trading-Applikatiounen, déi zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn?

4. Op wéi eng Modalitéite mussen Notzer vun Trading-Applikatiounen oppassen, fir generéiert Benefisser, bei deenen d'Transaktiounen iwwert dës Uwendungen ofgewéckelt goufen, an hirer Steiererklärung richteg unzeginn?

Réponse (19.05.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Eng Trading-Applikatioun empfänkt Uerdere vu Clienten op Finanzinstrumenter a leet dës weider, fir dass se kënnen exekutéiert ginn (op Franséisch „réception et transmission d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers“). Dëse Service fält ënnert dat modifizéiert Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur (genannt „LSF“). Déi betraffen Entitéite brauchen eng Autorisatioun als Courtiers en instruments financiers, als Commissionnaires, als Gérants de fortunes, als Professionnels intervenant pour compte propre oder als Bank. Et gëtt also méi wéi 200 lëtzebuergesch Entitéiten, déi berechtegt sinn, dee Service unzebidden. De reglementaresche Kader vun dësem Service zu Lëtzebuerg entspréngt EU-Texter (ënner anerem der Direktiv 2014/65/EU, déi sougenannte MiFID II), déi an der ganzer EU applikabel sinn. Et gëtt deemno keng spezifesch national Maartbarriäre fir d'Ubidde vun dësem Service.

Des Weidere kënnen och Entitéiten, déi eng Autorisatioun an engem anere Memberstaat hunn, fir dës Aktivitéit auszeüben, nom Prinzip vun der libre prestation de service, respektiv iwwert d'Kreatioun vun enger Succursale um lëtzebuergeschen Territoire, esou e Service zu Lëtzebuerg ubidden.

D'Notzer vun Trading-Applikatioune mussen, wéi all normale Bankeclient och, iwwerpréiwen, ob no de steierlechen Dispositioune bei hire generéierte Kapitalerträg e steierflichtege Revenu ugefall ass, an dësen entspriechend an hirer Steiererklärung deklaréieren.

Question 4123 (20.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **cambriolages de maisons privées :**

Laut der Policestatistik, déi de 26. Mäerz 2021 publizéiert gouf, gouf 2020 zu Lëtzebuerg 1.404-mol erfollegräich a bewunnten Haiser agebrach. Zousätzlech gouf et 972 Abréchversich a bewunnten Haiser.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Policeminister an un d'Madamm Justizminister:

1. Laut der Policestatistik goufen d'lescht Joer insgesamt 390 Abréch opgeklärt. Wéi vill vun dësen Opklärungen entfalen op erfollegräich Abréch a privat Wunnhaiser a wéi vill op Abréchversich a privat Wunnhaiser?

2. A wéi vill Fäll koum et zu enger Verurteelung duerch d'Justiz? Wéi eng Täterprofiller hu sech erginn?

3. Gouf et Fäll, wou Leit bei den Abréch a privat Wunnhaiser verletzt goufen? Wa jo, wéi vill an duerch wéi eng Ëmstänn?

4. A wéi vill Fäll konnten déi geklauten Objete vun der Police séchergestallt ginn? A wéi vill vun deene Fäll ware si zu Lëtzebuerg stockéiert an a wéi vill Fäll am Ausland?

Réponse commune (19.05.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Vun den 390 Abréch, déi d'Police am Joer 2020 gekläert huet, entfalen der 161 op Abréch a privat Wunnhaiser a 16 op versichten Abréch a privat Wunnhaiser.

ad 2. Fir d'Fäll, wou et zu enger Verurteelung an éischter Instanz wéinst Abroch koum, sinn d'Zuele follgend:

	2020
Diekirch	3
Luxembourg	45
Total	48

Opgelëscht no Juridictioun a Geschlecht vun de Beschëllegten, sinn d'Zuele follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Opgelëscht no Juridictioun an Alter vun de Beschëllegten, sinn d'Zuele follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Den Täterprofil ass kee Krittär, dee bei der Poursuite e Rôle spillt. D'Justiz huet och kee Service, dee kriminologesch Analyse mécht.

ad 3. Täter-Opferkontakt besteet an de mannste Fäll. 2020 hat d'Police sechs Fäll vun Déifställ mat Gewalttätegkeeten/Menacen a private Wunnhaiser, woubäi Persoune liicht verletzt goufen. Weider ass eng Persoun verletzt ginn, déi versicht hat, d'Täter, no engem Abroch, op der ëffentlecher Strooss festzehalen.

ad 4. D'Police féiert aktuell keng Lëschten zu de geklauten Objeten.

Question 4125 (20.04.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **promotion du canton de Wiltz :**

Depuis bien des années les acteurs politiques et économiques du canton de Wiltz s'efforcent de di-

---

[3] À savoir les dates d'entrée en vigueur de ces deux instruments européens de protection des données à caractère personnel.

[4] https://men.public.lu/content/dam/men/catalogue-publications/statistiques-etudes/statistiques-globales/2021-05-jeunes-decrocheurs.pdf

versifier le tissu économique de cette région en se proposant d'y créer de nouveaux emplois, notamment dans le secteur des services et de l'artisanat. La revalorisation des friches industrielles à Wiltz est certes un projet porteur d'avenir pour le canton. L'État s'y propose en effet de construire quelque 870 logements pour environ 2.000 habitants sur la période 2023-2038. Il faut cependant se poser la question si ces nouveaux habitants, en particulier les jeunes, se verront obligés, dans leur majorité, de faire la navette entre Wiltz et l'un ou l'autre centre d'activités du pays ou bien s'ils verront également des perspectives d'emplois réalistes dans leur région d'habitation.

En fait, afin de réduire entre autres les embouteillages aux heures de pointe, le Gouvernement a précisé dans l'accord de coalition 2018-2023 qu'« une politique de décentralisation économique sera mise en œuvre dans le cadre de la politique de l'aménagement du territoire avec comme objectif de créer davantage d'emplois décentralisés et de promouvoir la création de structures "Open Office" afin de limiter les mouvements pendulaires entre la capitale et sa périphérie. »

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des activités économiques dans le canton de Wiltz depuis 2011 en ventilant notamment par type d'entreprise et par branche économique ? Est-il également possible de retracer l'évolution démographique du canton de Wiltz et celle de l'emploi dans les différentes branches de l'économie locale ?

- Quelle stratégie actuelle le Gouvernement déploie-t-il en vue de soutenir le développement économique du canton et d'accroître l'attractivité de celui-ci sur le plan infrastructurel ?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur des investisseurs potentiels qui lui auraient signalé de vouloir s'installer dans des zones d'activités situées dans le canton de Wiltz dans un avenir proche ? Dans l'affirmative, de quelles entreprises s'agirait-il ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les seules activités de l'économie circulaire soient en mesure de diversifier suffisamment le tissu économique du canton ? Autrement dit, n'est-il pas indispensable d'y développer davantage des activités industrielles de haute technologie réalisant des produits innovateurs de valeur ajoutée élevée et d'y offrir également un environnement intéressant pour les prestataires de services ?

Réponse (19.05.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Évolution démographique du canton de Wiltz

Sur base du Registre national des personnes physiques, le Statec dénombre 18.197 habitants dans le canton de Wiltz au 1er janvier 2021. L'augmentation de la population depuis le dernier recensement de la population (01.02.2011) est de 4.365 personnes (+31,6 %). Cette augmentation de la population est plus importante que celle au niveau national qui est de +23,9 %. Le canton de Wiltz a donc connu un dynamisme démographique important au cours des dix dernières années.

Au 1er janvier 2021, l'âge moyen de la population du canton de Wiltz était de 38,6 ans pour les femmes et de 38,4 ans pour les hommes. Cet âge moyen est plus jeune par rapport à la moyenne nationale qui est de 40,3 ans pour les femmes et 38,9 ans pour les hommes. Par rapport à 2011, l'âge moyen des habitants du canton de Wiltz a augmenté de 1,7 ans pour les femmes et de 0,7 ans pour les hommes.

Évolution de l'emploi dans le canton de Wiltz

Les informations des tableaux ci-dessous reposent sur des données agrégées mises à disposition du Statec par l'Administration des contributions directes dans le cadre du groupe de travail interministériel « Localisation des emplois » qui existe depuis 2017 et qui vise à collecter l'emploi salarié par commune de domicile et de travail[5].

Tableau 1 : Emploi salarié dans le canton Wiltz entre 2017 et 2020

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau 2 : Emploi salarié dans le canton Wiltz par activité économique

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau 3 : Emploi salarié dans le canton Wiltz par région de résidence des salariés en 2020

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Développement économique du canton de Wiltz

Le Ministère de l'Économie déploie des efforts de soutien continus afin d'encourager les investissements des entreprises tant dans l'outil de production que dans la recherche, le développement et l'innovation par le biais des aides à la recherche, au développement et à l'innovation et des aides pour petites et moyennes entreprises industrielles.

De nombreuses entreprises du canton de Wiltz font régulièrement appel aux mesures d'aides étatiques mises en œuvre par le Ministère de l'Économie. Ainsi, depuis 2011, le ministère a soutenu 44 projets ayant émané de 13 entreprises localisées à Wiltz. À noter que ce chiffre n'inclut pas les aides attribuées aux entreprises des secteurs de l'artisanat et du commerce.

Ces demandes d'aides analysées par le Ministère de l'Économie ont représenté un budget total d'investissement de la part des entreprises de 90,3 millions d'euros et des décisions d'octroi d'aides pour un montant total de 23,8 millions d'euros ont été émises par le ministère.

Afin de soutenir le canton de Wiltz dans ses efforts de développement et de diversification économiques, le Ministère de l'Économie est en outre en train de mettre à disposition du syndicat intercommunal ZARW des terrains sis à Wiltz d'une surface de quelque 6,5 ha, qui faisaient initialement partie de la zone d'activités économiques nationale, ceci en vue d'y accueillir des petites et moyennes entreprises à caractère artisanal et industriel, alors que toutes les surfaces au sein de la zone d'activités économiques régionale « Salzbaach » sont actuellement occupées.

Par ailleurs, le Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques » (PSZAE) réserve des surfaces à hauteur de 20 ha bruts dans le canton de Wiltz en vue d'y réaliser de nouvelles zones d'activités économiques régionales. Il s'agit des nouvelles zones d'activités économiques régionales prévues à Heiderscheid (6 ha) et à Nothum (14 ha).

La volonté communale doit encore se manifester en vue de la mise en œuvre de ces deux zones, en ayant par exemple recours au syndicat ZARW existant ou bien en engageant la création d'un nouveau syndicat intercommunal qui sera chargé de la mise en œuvre et de la gestion de ces zones. Le Ministère de l'Économie est prêt à accompagner techniquement les instances communales dans un processus de création d'un syndicat intercommunal ainsi qu'au niveau technique et financier dans la planification et la mise en œuvre desdites zones.

À l'heure actuelle, aucune demande concrète d'implantation d'entreprise d'envergure dans le canton de Wiltz n'est connue du Ministère de l'Économie. Néanmoins, il existe un projet concret d'agrandissement d'une entreprise artisanale implantée dans la zone d'activités économiques régionale « Salzbaach » à Wiltz qui doit s'étendre sur un des terrains que le Ministère de l'Économie met à disposition du syndicat ZARW.

Importance de l'économie circulaire dans le développement économique

Le Ministère de l'Économie considère l'économie circulaire comme un maillon essentiel de la stratégie de développement économique nationale sans pour autant négliger l'importance des activités industrielles incorporant un haut niveau de technologies et ainsi encourager la politique de diversification économique du Luxembourg. Ainsi, grâce au support offert par le Ministère de l'Économie par le biais des aides à la recherche, au développement et à l'innovation, des composants et produits « made in Wiltz » pourront être incorporés dans des équipements dédiés à des technologies de pointe comme la 5G ou les batteries de véhicules électriques.

Il est à souligner que l'économie circulaire n'est pas à considérer comme un secteur d'activité économique en tant que tel, mais qu'il s'agit plutôt d'une panoplie de principes à appliquer de manière transversale dans tous les secteurs.

Le Ministère de l'Économie développe activement l'écosystème propice au déploiement des modèles d'affaires circulaires qui ont le potentiel de présenter un avantage concurrentiel et d'attirer des activités économiques innovantes à haute valeur ajoutée. La commune de Wiltz, s'étant établie comme un haut lieu de l'économie circulaire au Luxembourg, se positionne pour profiter de ces retombées économiques.

Question 4127 (20.04.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **contrat de travail pour étudiants :**

Le Code du travail luxembourgeois définit les différentes conditions selon lesquelles un contrat de travail peut être conclu entre un employeur et un étudiant. L'article L.122-1 point 5 prévoit les différentes conditions d'application pour un contrat à durée déterminée entre un employeur et un étudiant, et précise que pour ce type de contrat de travail, la durée hebdomadaire ne peut pas dépasser 15 heures en moyenne, sur une période d'un mois ou de quatre semaines.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que seuls les étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement établi au Grand-Duché de Luxembourg peuvent bénéficier de l'article prémentionné ? Dans l'affirmative, les étudiants de toutes les écoles et de tous les établissements internationaux européens situés au Luxembourg sont-ils considérés comme des étudiants éligibles ?

2) Selon l'article prémentionné les résidents luxembourgeois inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur étrangers sembleraient être exclus de cette possibilité ? Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette interprétation ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il s'agit d'une sorte de discrimination et qu'il faudrait légiférer en adaptant cet article du Code du travail afin que les étudiants résidents au Luxembourg et inscrits dans des établissements d'enseignements supérieurs étrangers puissent bénéficier des mêmes conditions ?

Réponse (31.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Selon l'article L. 122-1, paragraphe 3, point 5 du Code du travail des contrats de travail à durée déterminée peuvent être conclus entre un employeur et un étudiant inscrit dans un établissement d'enseignement établi au Grand-Duché de Luxembourg. Sont également visés les étudiants de toutes les écoles et de tous les établissements internationaux européens situés au Luxembourg.

ad 2) En effet, le libellé du dispositif en question semble actuellement ne pas viser les résidents luxembourgeois inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur étrangers. Il y a lieu de noter que cette disposition a été introduite par la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche modifiant : - la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public ; - la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet : 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public ; 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public ; - le Code du travail.

L'objectif primordial de cette loi a été d'introduire en droit national de nouveaux instruments pour le développement de la carrière des chercheurs et de contribuer ainsi à l'amélioration des perspectives de carrière pour les chercheurs au Luxembourg. Selon l'exposé des motifs du projet de loi n° 5733, l'existence de perspectives de carrière plus avantageuses et plus visibles devrait avoir pour effet d'amener le public à adopter une attitude plus positive à l'égard de la profession de chercheur et d'encourager ainsi davantage de jeunes à entamer une carrière dans la recherche.

Parmi d'autres mesures introduites par la loi précitée, il fut également décidé à rendre éligible pour la conclusion d'un contrat de travail à durée déterminée au sens de l'article L. 122-1 du Code du travail, les contrats conclus entre une entreprise donnée et un étudiant à condition que ces contrats soient limités à une durée hebdomadaire moyenne de dix heures (limite élevée à 15 heures par la loi du 8 avril 2018 portant modification 1) du Code du travail ; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.)

Cette ouverture a eu pour objectif de permettre aux entreprises d'avoir recours à un CDD pour un poste qui n'est pas nécessairement lié à l'exécution d'une tâche précise et non durable et de faciliter ainsi à l'étudiant la recherche d'un emploi qu'il exécuterait accessoirement à ses études. Par conséquent, le dispositif auquel se réfère l'honorable Député a pour objet de contribuer à la promotion de la vie étudiante au Luxembourg.

Il est vrai que le libellé actuel de l'article L. 122-1 (3) point 5 laisse présumer que les résidents luxembourgeois inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur étrangers ne peuvent pas bénéficier des mêmes conditions d'accès à un CDD que les résidents luxembourgeois inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur luxembourgeois.

Le Gouvernement est disposé de mener des discussions avec les différentes parties prenantes (représentants des étudiants, partenaires sociaux, etc.) en vue d'adapter, le cas échéant, la législation en matière de contrat de travail à durée déterminée afin que les étudiants résidents au Luxembourg et inscrits dans des établissements d'enseignements supérieurs étrangers puissent bénéficier des mêmes conditions d'accès.

Question 4128 (20.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **travail de dimanche :**

Et ass am Prinzip gesetzlech festgehalen, datt Persounen, déi am Handelssecteur beschäftegt sinn, sonndes just maximal véier Stonne schaffen däerfen. Allerdéngs gouf bei rezente Kontrolle festgestallt, datt sech vill Betriber net un dës Reegelung gehalen hunn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Huet den Här Minister Informatiounen dozou virleien, wéi vill Betriber sech zanter dem 1. Januar 2020 net un dës Reegelung gehalen hunn? Goufen dës Betriber deementspriechend sanktionéiert? Wa jo, wéi hunn dës Sanktioune konkreet ausgesinn?

2. Huet den Här Minister Informatiounen dozou virleien, wéi vill Betriber aktuell op Sonndesaarbecht zeréckgräifen?

3. A wéi enge Secteure besteet déi gréisst Nofro fir Sonndesaarbecht?

4. Wéi verhält sech déi aktuell Reegelung am Hibléck op d'Sonndesaarbecht zu Lëtzebuerg par rapport zu där an eisen Nopeschregiounen?

5. Bestinn nieft dem uewe genannte gesetzleche Kader vu véier Stonne Sonndesaarbecht fir de Beschäftegte weider Ausnamereegelungen, wat d'Sonndesaarbecht ugeet? Wa jo, wéi gesinn dës Ausnamereegelungen aus?

6. Wéi gedenkt d'Regierung, sech am Hibléck op d'Sonndesaarbecht rechtlech ze positionéieren? Ass si éischter fir en Ausbau oder awer fir Aschränkungen am Hibléck op d'Sonndesaarbecht?

Réponse (18.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Et ass gesetzlech festgehalen, dass Persounen, déi am Handelssecteur beschäftegt sinn, sonndes maximal véier Stonne schaffen däerfen. Zënter dem 1. Januar 2020 gouf bei 100 Betriber vum Handelssecteur iwwerpréift, ob si sech un dës Reegelung vun der Sonndesaarbecht gehalen hunn.

51 Betriber hunn d'Reegelung vun der Sonndesaarbecht agehalen. 39 Betriber hunn d'Reegelung vun der Sonndesaarbecht net agehalen a goufe vun der ITM opgefuerdert, dës Reegelung anzehalen, an zéng Betriber hunn eng Geldstrof kritt, well si der Opfuerderung vun der ITM net nokomm sinn.

Laut Aarbechtsgesetzbuch gëtt de Betrag vun der Geldstrof, deen tëschent 25 Euro an 25.000 Euro leie kann, unhand vun der Gravitéit an den Ëmstänn vun der Infractioun an dem Verhale vum Auteur vun der Infractioun, vum Direkter vun der ITM festgesat.

ad 2. Am Joer 2020 hu 4.029 Betriber der ITM matgedeelt, si géifen op Sonndesaarbecht zeréckgräifen.

Am Joer 2021 hunn aktuell 1.392 Betriber der ITM matgedeelt, si géifen op Sonndesaarbecht zeréckgräifen.

ad 3. Fir d'Joer 2020 sinn déi 4.029 Betriber a follgend Secteuren opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir d'Joer 2021 sinn déi 1.392 Betriber a follgend Secteuren opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Zu dëser Fro ginn et keng Donnéeën.

ad 5. Am Aarbechtsgesetzbuch bestinn nieft dem gesetzleche Kader vu véier Stonne Sonndesaarbecht fir de Beschäftegten am Handelssecteur weider Ausnamereegelungen, wat d'Sonndesaarbecht ugeet.

Et ass am Prinzip verbueden, sonndes ze schaffen. D'Ausnamereegelunge gesinn awer vir, dass a verschiddene Secteure sonndes dierf geschafft ginn, wéi zum Beispill am Botzsecteur, am Fleegesecteur, an der Horeca asw., oder am Fall vun dréngenden Aarbechten oder Aarbechten, déi noutwendeg sinn, fir Accidenter kënnen ze vermeiden.

An deene Fäll muss de Betrib dës Aarbechten der ITM an der Personaldelegatioun matdeelen an dass si op d'Sonndesaarbecht wëllen zeréckgräifen.

Och hunn d'Beschäftegt d'Recht op eng Majoratioun vu 70 % vun hirem Loun oder op bezuelte Roudeeg am Fall vu Sonndesaarbecht.

ad 6. D'Sozialpartner sinn aktuell amgaang ze verhandelen, fir en Accord ze fanne betreffend d'Sonndesaarbecht. D'Regierung begréisst an ënnerstëtzt dës Initiativ vun de Sozialpartner.

---

[5] L'emploi salarié des tableaux 1 à 3 est exprimé en équivalent temps complet. Les intérimaires sont inclus ; sont exclus : les emplois soumis à une retenue forfaitaire des impôts (ménages privés), les gens de mer, les travailleurs indépendants, à l'exception des gérants de SARL, les étudiants et les contrats de stages non indemnisés, les fonctionnaires européens.

Soulaang awer keen Accord fonnt ginn ass, musse souwuel d'Betriber ewéi och d'Salariéë sech un déi bestoend a geltend Reegelunge betreffend d'Sonndesaarbecht halen.

Question 4130 (20.04.2021) de **MM. Marc Hansen** et **François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **moyens de contraception :**

Il existe une multitude de méthodes de contraception sur lesquelles le site macontraception.lu fournit un aperçu global. Parmi ces méthodes, seulement le préservatif peut être utilisé tant pour la contraception que pour la prévention des infections sexuellement transmissibles.

La responsabilité de la contraception est souvent portée par les femmes, la majorité des solutions proposées, surtout hormonales, étant conçues pour celles-ci. Il existe cependant des contraceptions destinées aux hommes qui restent moins connues, mais permettent aux couples de se partager la responsabilité de la contraception. L'emploi du préservatif et la stérilisation masculine (vasectomie), surtout intéressante pour les couples ayant terminé leur planification familiale, sont les méthodes les plus fiables.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur et Mesdames les Ministres disposent-ils de statistiques concernant les méthodes de contraception utilisées au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, peuvent-ils nous fournir les données y relatives ? Comment les chiffres ont-ils évolué au fil des dernières années et comment les éventuelles tendances au niveau des modes de contraception utilisés peuvent-elles être expliquées ?

3) Dans la négative, ne serait-il pas intéressant de réaliser une telle étude qui tient aussi compte de la question du genre ?

Depuis 2018, les femmes en dessous de 30 ans bénéficient d'un remboursement de la pilule contraceptive. La généralisation de la prise en charge totale des moyens de contraception, telle que prévue par l'accord de coalition pour la législature 2018-2023, pourrait être un pas important vers plus d'égalité dans le domaine de la contraception. Dans ce contexte, nous voudrions savoir de la part des ministres :

4) Endéans quels délais la généralisation de la prise en charge des moyens de contraception entrera-t-elle en vigueur ?

La généralisation de la prise en charge s'appliquera aussi aux préservatifs, qui sont à présent déjà distribués à titre gratuit dans les centres de consultation et les services psychologiques dans les lycées. Lors de présentation du programme gouvernemental en matière d'égalité entre femmes et hommes dans la commission compétente le 17 janvier 2019, l'objectif d'une accessibilité maximale de ce moyen de contraception dans un souci d'égalité des chances a déjà été confirmé. Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part des ministres :

5) Quelles modalités sont prévues pour garantir que les préservatifs, une fois gratuits, soient accessibles dans les espaces publics et les lieux bien fréquentés ?

L'introduction de la prise en charge des moyens de contraception ne s'applique pas à la stérilisation féminine et masculine, dont les frais resteront intégralement à la charge des patient-e-s, sauf sur indication médicale. Dans ce contexte, nous voudrions savoir de la part des ministres :

6) Dans le cadre de l'introduction de la prise en charge généralisée des moyens de contraception, n'est-il pas envisagé d'introduire aussi la prise en charge de la stérilisation pour que cette méthode de contraception ne soit pas seulement réservée à ceux et celles qui ont les moyens financiers nécessaires pour payer les frais de cette intervention ?

7) Sachant que la stérilisation masculine a l'avantage d'être moins invasive et moins coûteuse que la stérilisation chez les femmes, ne serait-il pas intéressant de sensibiliser davantage sur la vasectomie, ceci aussi dans un esprit d'égalité des chances ?

Si le site macontraception.lu informe déjà largement sur tous les volets pratiques des différents moyens de contraception, la sensibilisation sur la question du partage des responsabilités en matière de contraception y fait encore défaut.

8) Ne serait-il pas pertinent d'accompagner l'introduction de la généralisation de la prise en charge des moyens de contraception d'une campagne sensibilisant les hommes et femmes à se partager davantage les responsabilités dans ce domaine ?

Une des sources d'inégalités dans le domaine de la contraception vient du fait que la plupart des femmes consultent régulièrement un gynécologue, qui devient ainsi leur interlocuteur privilégié en matière de contraception. Les hommes ne sont pour leur part pas suivis de la même manière dans leur santé sexuelle et reproductrice. Dans cet ordre d'idées, nous aimerions finalement poser la question suivante :

9) Comment pourrait-on assurer que les hommes et les femmes soient suivis de façon plus égalitaire dans le système de santé en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductrice ?

Réponse commune (02.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Les politiques d'égalité entre femmes et hommes concernent tous les domaines de la vie. La santé constitue l'un des sept domaines de l'Observatoire de l'égalité que le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes est en train de mettre en place au Luxembourg.

Actuellement, il n'existe pas de statistiques concernant les méthodes de contraception destinées aux hommes (emploi du préservatif, stérilisation masculine).

Pour information, en ce qui concerne la contraception destinée aux femmes, une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de médecine préventive pour la contraception de la femme est entrée en vigueur le 1er janvier 2012. Cette convention prévoyait que toutes les femmes protégées par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise de moins de 25 ans bénéficient d'une prise en charge de 80 % des contraceptifs qui ne nécessitent pas d'intervention médicale. Depuis la modification de ladite convention au 1er août 2018, la population visée par la présente convention a été élargie aux femmes âgées de moins de 30 ans. De plus, un forfait pour couvrir la mise en place des dispositifs intra-utérins (communément appelés stérilets) a été ajouté aux prestations prévues par le programme.

Concernant plus particulièrement les statistiques disponibles : 34,4 % de la population protégée féminine résidente âgée entre 10 et 29 ans a obtenu un remboursement pour un contraceptif en 2020. Sur la période allant de 2016 à 2020, cette part est restée relativement stable. La part de 34,4 % correspond à 23.009 femmes résidentes protégées qui ont bénéficié d'une prise en charge d'un contraceptif dans le cadre du programme de médecine préventive pour la contraception de la femme. En particulier, 20.216 femmes ont reçu un remboursement pour l'achat d'un contraceptif oral dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg et 2.719 femmes ont bénéficié d'une prise en charge de dispositifs vaginaux. S'y ajoutent 289 respectivement 308 femmes ayant profité de forfaits pour la mise en place de dispositifs intra-utérins hormonaux respectivement non hormonaux (tableau 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La répartition par type de contraceptif reste stable au cours des années. Les contraceptifs oraux représentent donc la plus grande partie des contraceptifs pris en charge avec 85,9 % en 2020, tandis que les dispositifs vaginaux constituent 11,6 %. Les stérilets (hormonaux et non hormonaux) ne constituent que 2,5 % (graphique 1).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'accord de coalition de 2018-2023 prévoit effectivement l'accès universel aux moyens de contraception ainsi que leur remboursement sur ordonnance médicale sans limite d'âge ou de méthodes, en incluant également le remboursement de la contraception d'urgence, à condition que ces moyens soient sûrs et fiables. Un groupe de travail a élaboré un premier projet de convention qui a également déjà été soumis pour discussion à la Société Luxembourgeoise des Gynécologues et Obstétriciens. Les dispositions de la convention étant cependant liées à l'introduction d'actes dorénavant remboursables, la Commission de nomenclature sera saisie prochainement par le Ministère de la Santé.

Les modalités pratiques de mise à disposition des préservatifs gratuits n'ont pas encore été arrêtées.

La stérilisation (masculine ou féminine) est une méthode de contraception dite définitive. Le choix de ce type de méthode doit être l'objet de réflexion du fait de son caractère souvent irréversible. Lors des discussions avec les signataires, il a été décidé de ne pas inclure ces méthodes dans cette convention.

Le choix d'une stérilisation définitive est un choix personnel voire de couple. Actuellement, les informations sur les différentes possibilités (avec explication des risques et des bénéfices) sont délivrées par les professionnels de santé, chaque cas étant considéré dans sa spécificité (âge, contexte, etc.).

Les différentes actions menées dans le cadre du Plan d'action national santé affective et sexuelle visent aussi ce point.

Même si la majorité des femmes sont suivies par un gynécologue pour le suivi gynécologique et de la contraception, il est nécessaire de rappeler le rôle du médecin généraliste comme interlocuteur et professionnel privilégié pour l'ensemble de la population pour toutes les questions de santé et notamment celles concernant le domaine de la santé sexuelle et reproductive.

Question 4131 (20.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **programme PESCO :**

D'europäesch Verdeedegungspolitik an der NATO an der EU ass vun enger grousser Komplexitéit, wéi de rezente Besuch vun der Madamm Kramp-Karrenbauer, däitsch Verdeedegungsministesch, zu Lëtzebuerg, nach eemol ënnerstrach huet. Dobäi entwéckele sech besonnesch duerch de PESCO-Programm vun der EU och Initiativen, besonnesch am Satellitteberäich, déi e wirtschaftlechen Impakt kënnen hunn a sécher Industrie- a Fuerschungssecteuren uschwätzen, un deene Lëtzebuerg besonnesch interesséiert ass. Aus dem Besuch vum däitsche Verdeedegungsminister hei am Land erginn sech awer eng Rëtsch Froen:

1. Am GMSCE/GeoMETOC-Projet, an deem Lëtzebuerg an Däitschland zesummeschaffen, geet et méi ëm Meteorologie an Ozeanographie wéi ëm reng Verdeedegung. Gesäit den Här Arméiminister heiran e Projet, deen éischter kommerziell a wëssenschaftlech oder esouguer ëmweltpolitesch sënnvoll ass oder awer e Projet mat engem haaptsächlech militäresche Potenzial?

2. Ass et méiglech, den Opwand fir militäresch Projeten am PESCO-Programm als Bäitrag zum NATO-Budget unerkennen ze loossen, wou Lëtzebuerg sech jo verflicht huet, seng Ausgaben däitlech eropzeschrauwen? Oder schloen d'PESCO-Ausgaben zousätzlech zu Buch?

3. Ass dru geduecht, lëtzebuergesch militäresch Satellittecapacitéite spezifesch am Beräich vun der Meteorologie oder der Ozeanographie ze gebrauchen oder nach opzebauen?

Réponse (19.05.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. GMSCE steet fir „Geo-meteorological and oceanographic (GeoMETOC) Support Coordination Element". Et ass den zweete PESCO-Projet nieft dem „European Strategic Command & Control", an deem Lëtzebuerg seng Kapazitéiten a Plus-value am Satellitteberäich an den Déngscht vun der europäescher Verdeedegung stellt.

Dëse PESCO-Projet ass e militäresche Projet, deen als Zil huet, déi geospatial, meteorologesch an ozeanographesch Ënnerstëtzung fir Missiounen an Operatiounen duerch eng Architektur, déi d'europäesch GeoMETOC-Kapazitéite verbënnt, ze verbesseren.

D'Zil ass ënner anerem d'Entwécklung vun engem Analys-Tool vum Typ „Big Data", d'Grënnung vun enger gemeinsamer Trainingsplattform fir d'EU-GeoMETOC, d'Koordinatioun vun der Fuerschung an dësem Beräich oder d'Verbesserung vum Akafs- a Verdeelungsprozess vun de Ressourcen.

De wëssenschaftleche Volet vun dësem Projet limitéiert sech also op d'Koordinatioun vun der Fuerschung am GeoMETOC Beräich. D'Membere vum GMSCE-Projet hu keng Ambitiounen, aktiv Fuerschung am Kader vun dësem PESCO-Projet ze bedreiwen.

De Projet huet och keng kommerziell Ziler a versicht nëmmen, duerch zum Beispill gruppéiert Akeef vu besser definéierte Besoinen oder eng besser Verdeelung vu Ressourcen, d'Fragmentatioun vu Systemer an anere Ressourcen am GeoMETOC-Beräich ze reduzéieren. Et ass fir dëse Projet keen ëmweltpolitescht Potenzial identifizéiert ginn.

ad 2. Bäiträg zur PESCO gi vun der NATO och als Bäiträg zum Effort de défense ugesinn.

ad 3. Am Moment ginn et keng Pläng, fir an de Beräicher vun der Meteorologie oder der Ozeanographie militäresch Satellittekapazitéiten ze gebrauchen oder opzebauen, mee et gëtt um Niveau vun der lëtzebuergescher Defense analyséiert, wéi een aktuell an zukünfteg dem GMSCE-Projet ka Kapazitéiten zur Verfügung stellen.

www.chd.lu

Question 4137 (21.04.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant les **dénominations géographiques :**

Am Kader vun de Beméiungen, fir der Lëtzebuerger Sprooch nees déi Plaz am deegleche Liewen ze ginn, déi hir zoukënnt, sinn d'Nimm vun Uertschaften a vu Stroossen dacks an der Diskussioun. De Schoulministère hat virun e puer Méint d'Initiativ, eng Landkaart an der Nationalsprooch erauszeginn. Awer d'Garen hei am Land schénge systematesch exklusiv mam franséischen Uertsnumm bezeechent ze ginn. An deem Kader wéilte mir dës Froen un d'Regierung riichten:

1. Gëtt et ronderëm d'Regierungsaktivitéiten ëm d'Lëtzebuerger Sprooch eng prezis Strategie, wat de Gebrauch vun Uerts- a Stroossennimm ugeet? Wa jo, wéi gesäit déi aus?

2. Ass séchergestallt, datt d'kartografescht Material beim Kadaster och an der Nationalsprooch opruffbar ass?

3. Ass bei der Kartografiséierung vum Land duerch Google oder aner Servicer (z. B. vu GPS-Déngschtleeschter) dës Problematik mat beduecht ginn? Huet d'Regierung sech an deem Kontext fir déi Lëtzebuerger Nimm a Bezeechnungen agesat?

4. Wéi wäit schwätzt d'Regierung bei parastaatleche Strukturen a bei de Gemenge mat, wann et ëm d'Sprooch bei der Bezeechnung vu Plazen oder d'Beschrëftung vu Schëlder geet?

5. Intervenéiert d'Regierung bei de CFL a bei kommunalen Autobusbedreiwer, fir d'Bezeechnung vu Garen an Arrêten op Lëtzebuergesch ze encouragéieren?

Réponse commune (08.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Conseil permanent de la langue luxembourgeoise (CPLL) huet eng Lëscht mat de Lëtzebuerger Uertschaftsnimm opgestallt, déi vun der Kadasterverwaltung iwwerholl ginn ass. Dës Lëscht huet fir all Uertschaft een Numm an eng Schreifweis festgeluecht, déi fir Landkaarten a Beschëlderunge genotzt gëtt. Donieft stinn op der Lëscht och Varianten, déi lokal benotzt ginn.

Fir dës Lëscht goufen all d'Gemengen am Land schréftlech consultéiert. Si ass op cpll.lu ze fannen.

D'Uertstafele gi systematesch op Franséisch an ënnendrënner a kursiver Schréft op Lëtzebuergesch geschriwwen, woubäi d'Lieu-dite systematesch op Lëtzebuergesch geschriwwe ginn.

De Geoportail, op deem een d'kartografescht Material beim Kadaster opruffe kann, ass op véier Sprooche fräi accessibel, notamment och op Lëtzebuergesch.

Déi offiziell Nimm vun de Stroossen, Uertschaften asw. gi vun der Gemeng festgeluecht a kënnen op Lëtzebuergesch, Franséisch oder Däitsch sinn. All aner historesch Benennunge sinn och an deene verschiddene Kadasterpläng a Kaarte festgehalen an opruffbar.

Aktuell ginn d'Annoncë vun den Haltestellen an den Zich zweesproocheg duerchgefouert, woubäi déi 1. Annonce ëmmer op Lëtzebuergesch ass an d'Uertschafte vun de jeeweilegen Haltestellen dann och an hirer lëtzebuergescher Bezeechnung duerchgesot ginn.

Dat selwecht gëllt och fir déi manuell wéi och déi automatiséiert Duerchsoen op de Quaien.

Bei enger Recherche horaire um Internetsite an der App vun den CFL kann een och déi lëtzebuergesch Nimm vun den Uertschafte gebrauchen.

Op den Ticketsautomaten, déi op de Quaie vun de Garen an Haltestellen installéiert sinn, ginn d'Nimm och op Lëtzebuergesch ugewisen, och wann et sech heibäi ëm Nimm vu Stied am Ausland handelt, wéi z. B. Arel an Diddenuewen, virausgesat, de Client wielt Lëtzebuergesch als Sprooch um Automat aus.

Bei gedréckte Fuerpläng an op den Unzeigen an de Garen an op de Quaie gëtt aus Plaz- a Liesbarkeetsgrënn allerdéngs nëmmen eng Sprooch gebraucht. Vu dass e groussen Undeel vun den CFL-Clienten international ass, ass dëst bis elo op Franséisch ugewise ginn. Dës Nimm gi vu jiddwerengem verstanen, an et sinn och déi franséisch Nimm, déi an den internationalen Auskunftsportaler gebraucht ginn.

Ergänzend kann een an deem Zesummenhang nach soen, dass et bis ewell zu kenger Reklamatioun komm ass, wou de Client net eens gi wier oder falsch erausgeklomme wier, well en de franséischen Numm vun der Haltestell net verstanen hätt.

Wat d'Bezeechnung vun de Bushaltestelle betrëfft, sou iwwerloossen déi staatlech Instanzen dëst den zoustännege Gemengen, dat souwuel fir d'RGTR-Busstrecke wéi och déi Linnen ënner Gemengekompetenz.

Question 4139 (22.04.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**adaptation du régime de quarantaine des personnes vaccinées :**

Sur la base de données scientifiques, le président de la Commission fédérale pour les questions de vaccination en Suisse a annoncé une adaptation de la réglementation de la quarantaine. En cas de contact avec un cas confirmé de Covid-19, les personnes entièrement vaccinées avec des vaccins à ARNm seront exemptées, pour une période de six mois, de quarantaine à partir de 14 jours après l'administration de la deuxième dose de vaccin. Cette disposition ne s'applique pas aux personnes qui reviennent de vacances d'un pays à risque.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre a-t-elle de nouvelles connaissances sur l'infectiosité des personnes vaccinées ?

- Madame la Ministre est-elle au courant de cet ajustement du régime de quarantaine en Suisse ?

- Madame la Ministre envisage-t-elle d'adapter le régime de quarantaine des personnes vaccinées au Luxembourg à partir du moment où tous les résidents auront eu l'occasion de se faire vacciner ?

- Un tel ajustement ne pourrait-il pas entraîner une forme de double discrimination entre, d'une part, les personnes vaccinées et non vaccinées et d'autre part entre les personnes vaccinées avec des vaccins à ARNm et les personnes vaccinées avec d'autres vaccins ?

Question 4183 (29.04.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **nécessité de quarantaine dans le cas d'une vaccination contre la Covid-19 :**

An Däitschland ass elo a verschiddene Bundesländer virgesinn, datt Leit, déi de kompletten Impfschutz hunn, net méi mussen a Quarantän, wann een aus hirem Stot positiv op Covid-19 getest gëtt.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Vu datt och bei eis ëmmer méi Leit duerchgeimpft sinn, wier esou eng Reegelung och fir d'Awunner vum Grand-Duché denkbar?

2. Wa jo, wat wieren déi genau Modalitéiten a gëtt et eventuell nach aner Iwwerleeungen an deem Sënn?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (31.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Plusieurs publications scientifiques récentes montrent effectivement que la transmission du virus Sars-CoV-2 est fortement réduite après une vaccination complète. Certaines populations, d'ailleurs les plus vulnérables comme les personnes âgées, semblent cependant répondre moins efficacement au vaccin et donc développer une protection moindre. S'il est donc logique d'envisager une adaptation du régime de quarantaine, il convient cependant de rester prudent dans cette démarche tant que le taux de vaccination complète de la population reste faible (un peu plus de 113.000 personnes vaccinées complètement en date du 27 mai 2021, soit environ 18 % de la population). Dans cette situation, le virus peut encore trouver facilement un hôte susceptible à l'infection et entretenir ainsi des chaines de transmission, et donc potentiellement toucher des personnes non protégées ou moins bien protégées (p. ex. personnes âgées).

Il convient certainement d'adapter le régime de quarantaine dès qu'une proportion importante de la population a eu l'occasion d'être vaccinée.

Une telle démarche ne présente pas de discrimination, à partir du moment où toute personne a eu la possibilité de se faire vacciner. Le fait de ne pas avoir accepté l'invitation à la vaccination relève dès lors d'un choix délibéré de la personne, et il est normal qu'elle en assume les conséquences éventuelles.

Le fait que la Suisse indique que la suppression de quarantaine se fait après vaccination complète par vaccin mRNA est principalement dû à la non-commercialisation du vaccin vectoriel Vaxzevria d'AstraZeneca dans ce pays, et secondairement au fait que les premières données sur la réduction de transmission provenaient d'Israël, également un pays qui a préférentiellement vacciné avec des vaccins mRNA. Il existe cependant également des données sur la réduction de transmission du virus après vaccination par Vaxzevria, notamment au Royaume-Uni. Donc, une suppression de quarantaine pourrait également s'appliquer en cas de vaccination avec ce vaccin.

Question 4141 (22.04.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **violences dans les stades :**

Lors de sa séance plénière du 19 mars dernier, l'Assemblée interparlementaire Benelux a adopté une proposition de recommandation concernant la sécurité internationale dans le football et la lutte contre le racisme. Notre pays non plus ne peut ignorer ce problème sociétal.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Comment les pays du Benelux peuvent optimiser l'échange d'informations relatif aux événements sportifs à risques ?

- Est-ce que des interdictions de sortie de territoire pour empêcher les hooligans de se rendre dans d'autres pays sont opportunes ?

- Est-ce que Messieurs les Ministres le jugent nécessaire de renforcer les campagnes de sensibilisation relatives à la lutte contre toutes formes de violences dans les stades ?

- En général, quelles suites le Gouvernement luxembourgeois entend-il réserver à cette proposition de recommandation de l'Assemblée parlementaire Benelux ?

Réponse (31.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Le Gouvernement salue l'adoption récente, par l'Assemblée interparlementaire du Benelux, de la recommandation concernant la sécurité internationale dans le football et la lutte contre le racisme qui constitue un pas en avant supplémentaire dans le renforcement de la lutte contre ces violences et qui vient compléter des dispositifs déjà existants. D'une manière générale, tous les moyens qui tendent à renforcer davantage la coopération internationale en la matière permettront de lutter contre toutes formes de violence à l'occasion notamment de rencontres de football et ce particulièrement au niveau européen et international.

Actuellement, l'échange d'informations entre les forces de l'ordre se fait déjà moyennant les « PNIF » - Point national d'information de football - et fonctionne bien entre les trois pays du Benelux. Au-delà du flux d'informations entre ces points de contact, une demande d'assistance ou de coopération Benelux peut toujours être adressée au service de police du pays visiteur, p. ex. pour renforcer la mise en place d'un dispositif de maintien de l'ordre. Il en est de même pour les demandes de « spotters », des policiers possédant une bonne connaissance des supporters en déplacement permettant de fournir des renseignements directs et utiles.

L'article 4 du traité Benelux en matière de coopération policière, signé en 2018, favorisera l'échange d'informations et accentuera davantage les possibilités de coopération internationale dès sa ratification. Il contient en effet un fondement juridique pour l'échange d'informations, qui consiste dans une transmission de données entre services de police sur demande, dans un but de permettre aux instances compétentes de prendre des mesures administratives visant la prévention d'infractions pénales et le maintien de l'ordre public et de la sécurité publique. Un tel échange d'informations pourrait par exemple résulter dans un refus d'autorisations ou d'interdictions d'accès à un stade infligé à des hooligans.

À l'heure actuelle, au niveau national, il n'existe pas de banque de données pour recenser les personnes avec une interdiction de stade ou une interdiction de sortie du territoire.

En guise de réponse à la question posée par l'honorable Député sur les campagnes de sensibilisation relatives à la lutte contre toute forme de violence dans les stades, il y a tout d'abord lieu de renvoyer aux dispositions de l'article 18 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport qui dispose au sujet de la violence autour du sport que les « pouvoirs publics, le mouvement sportif et les propriétaires des installations sportives collaborent pour assurer le maintien de l'ordre dans les enceintes sportives et empêcher des actes de violence, de racisme et de xénophobie dirigés contre les acteurs sportifs ou des groupes de spectateurs ».

Outre les différents ministères et administrations, il ne faut dès lors pas oublier le rôle important que jouent les clubs et fédérations sportives au niveau national, européen et international dans la prévention des diverses formes de violence.

Question 4142 (22.04.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **fouille numérique des appareils électroniques des demandeurs de protection internationale :**

Comme le prévoit la loi du 18 décembre 2015, les personnes qui se présentent à la Direction de l'immigration pour introduire une demande de protection internationale peuvent, en cas de nécessité, faire l'objet d'une fouille corporelle du demandeur et d'une fouille des objets qu'il transporte. Il m'a été rapporté de plusieurs sources qu'une telle fouille peut également comprendre une fouille des appareils électroniques et en premier lieu des téléphones portables. Ce fait a également été avancé par la Commission consultative des droits de l'homme dans son avis sur le projet de loi 7681, dont je me permets par ailleurs de reprendre certains questionnements dans la présente.

En effet, il apparaît que cette pratique ne soit que très sommairement encadrée par la loi, alors qu'il s'agit indubitablement d'une intrusion importante dans la vie privée des personnes concernées et qu'il se pose de manière générale la question de la nécessité, de la proportionnalité et de l'efficacité de cette mesure.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration :

1) Est-ce qu'une fouille des appareils électroniques des demandeurs de protection internationale (DPI), telle que décrite plus haut, est effectuée de manière systématique ou sporadique ? Pouvez-vous me communiquer des statistiques ou des estimations quant à la proportion des DPI qui sont soumis à cette pratique, respectivement des chiffres en termes absolus sur le nombre de fouilles numériques ?

2) Est-ce que la personne en question doit donner son consentement à une telle fouille numérique et si oui, de quelle manière ? Quelles sont les conséquences pour la personne concernée si elle s'y refuse ?

3) Quels résultats sont recherchés avec ces fouilles numériques ? Pouvez-vous me communiquer des statistiques sur les taux de réussite de ces fouilles par rapport aux objectifs visés ou toute autre information qui permettrait d'évaluer l'efficacité et la proportionnalité de la mesure en question ?

4) Est-ce qu'il existe des consignes procédurales que les agents responsables de ces fouilles numériques sont censés appliquer en la matière ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me les communiquer ?

5) Quelles données sont généralement consultées lors d'une telle fouille numérique (liste de contacts, photos, conversations, emails, profils sur réseaux sociaux, etc.) ? Est-ce que ces fouilles numériques ont lieu de manière manuelle ou de manière automatique (par exemple à l'aide de logiciels spécifiques) ?

6) Est-ce que des données collectées lors de ces fouilles numériques sont sauvegardées ?

Dans l'affirmative, pouvez-vous m'expliquer les raisons d'une telle sauvegarde ainsi que la façon dont ces données sont traitées et comment la protection des données personnelles est assurée ?

7) Monsieur le Ministre juge-t-il le cadre réglementaire actuel suffisant pour poursuivre cette pratique à la vue des importants questionnements en matière de nécessité, de proportionnalité et d'efficacité qui existent ? Dans la négative, êtes-vous prêt à suspendre cette pratique du moins jusqu'à ce qu'une disposition légale spécifique à cet égard soit introduite dans la législation ?

Réponse commune (01.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Il y a lieu de préciser qu'il ne s'agit pas d'une fouille criminalistique d'un appareil électronique, mais d'une simple visualisation de son contenu. Cette fouille n'est pas systématique et n'est effectuée que dans les cas où l'interview fait apparaître des doutes sérieux et fondés sur l'identité et la véracité du récit du demandeur, notamment lorsque le demandeur est dépourvu de tout document d'identité.

Depuis le 26 avril 2021, les policiers effectuant les interviews et les fouilles des demandeurs ont tenu un relevé. Ainsi, entre le 26 avril 2021 et le 20 mai 2021, 121 DPI se sont présentés. Dans 22 cas leurs effets ont été fouillés. Pour ces 22 cas, 20 personnes disposaient d'un smartphone qui a alors été visionné. Dans 16 cas, des éléments pertinents à l'identification de la personne ou au trajet emprunté ont pu être découverts.

ad 2) Si l'appareil est verrouillé (PIN, mot de passe, empreinte digitale ou reconnaissance faciale, etc.), le demandeur doit donner son accord/concourt volontaire pour déverrouiller son appareil mobile. S'il refuse, l'appareil verrouillé n'est pas visualisé par les policiers, et il est possible que des informations importantes échappent à l'enquête menée.

ad 3) Le policier cherche à rassembler tout élément permettant de juger de la véracité des propos tenus par le demandeur, notamment tout élément relatif à son identité et son trajet. Dans 80 % des cas, ces recherches ont été fructueuses (cf. ad 1)). À titre d'exemple, les agents ont notamment retrouvé des billets d'avion, des photos de passeports, une vidéo de la traversée en bateau ou encore des messages d'un présumé passeur.

ad 4) Non, il n'existe pas de consignes procédurales spécifiques.

ad 5) Toutes les données accessibles peuvent être consultées. Les recherches se font de manière manuelle.

ad 6) Une photo de l'écran avec les éléments pertinents est prise et annexée au procès-verbal établi par la police. Ce rapport est, par la suite, versé au dossier de la demande de protection internationale du concerné. Les informations sur les séjours antérieurs et l'identité de la personne sont primordiales, aussi bien pour une éventuelle procédure Dublin que pour une analyse quant au fond de la demande. Étant donné que le demandeur doit donner son accord pour déverrouiller et visualiser un appareil mobile, le traitement des données tombe sous le même champ d'application que toute autre donnée récoltée lors de la procédure de protection internationale.

ad 7) S'agissant d'une collaboration volontaire basée sur le consentement de la personne, la question de la création d'un cadre réglementaire spécifique ne se pose pas.

Question 4143 (22.04.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **risques liés aux tiques :**

Dans leur réponse du 14 septembre 2020 à la question parlementaire n° 2656, Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et Madame la Ministre de la Santé avaient indiqué entre autres que la tique du type dermacentor reticulatus, connue depuis longtemps dans le sud de l'Europe et qui a fait son apparition au Luxembourg depuis quelques années, posait « des risques éco-épidémiologiques et de santé vétérinaire et de santé publique particuliers pour l'Homme ». Dans ce contexte, elles avaient souligné l'importance de la sensibilisation de la population à ce risque.

- Étant donné que la saison des tiques commence dès que les températures deviennent plus douces, j'aimerais savoir si des mesures concrètes de sensibilisation sont envisagées dans les prochaines semaines, et si oui, lesquelles ?

- Comment la présence et la propagation de ce type de tiques sont-elles surveillées ?

Réponse commune (31.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

La thématique des tiques et des maladies qu'elles transmettent est prise très au sérieux et la Direction de la santé du Ministère de la Santé mène régulièrement des campagnes pour sensibiliser la population aux dangers et risques posés par les tiques.

Cette année, cependant, aucune campagne de communication spécifique n'est prévue. Les supports de communication produits en 2016 sont en effet toujours d'actualité. Ils sont accessibles au public sur le site www.sante.lu. Il s'agit d'un dépliant en français et en allemand (https://sante.public.lu/fr/publications/a/attention-tiques-2016-fr-de/index.html) et d'une affiche (https://sante.public.lu/fr/publications/a/aff-attention-tiques/index.html).

La présence des tiques au Luxembourg, dont l'espèce en question, fait l'objet d'une surveillance passive par le Musée national d'histoire naturelle. Ce dernier détermine les spécimens lui envoyés, tout en enregistrant leur lieu de découverte. Les données y relatives sont enregistrées dans Recorder-Lux, la base de données sur le patrimoine naturel du Grand-Duché de Luxembourg, gérée par le Musée et accessible aux administrations et au public via le portail https://mdata.mnhn.lu. Ces données font également l'objet de publications, telles que l'article sur l'espèce Dermacentor reticulatus[6], accessible sur la plateforme neobiota.lu (https://neobiota.lu/dermacentor-reticulatus/).

Question 4144 (22.04.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **Centre médico-sportif de Junglinster :**

De Centre médico-sportif zu Jonglënster huet bis zur covidbedéngter Fermeture d'lescht Joer groussen Zoulaf kannt vu Sportler aus den Nopeschgemengen an aus dem Kanton lechternach. Säit dëse regionale Centre médico-sportif seng Dieren ophat, hunn notamment vill Leit aus der Regioun Mëllerdall net méi misse méi wäit bis an en anere Zenter fueren.

Leider si bis elo d'Diere vum Centre Jonglënster net méi opgaangen, obwuel aner Zenteren erëm operationell sinn.

[6] Weigand, A., J. Teixeira & S. Christian, 2020. First record of Hyalomma marginatum sensu stricto C.L. Koch, 1844 and distribution of Dermacentor reticulatus (Fabricius, 1794) (Acari, Ixodidae) in Luxembourg. Bulletin de la Société des naturalistes luxembourgeois 122: 253-263.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt de Centre médico-sportif zu Jonglënster eng wichteg Ulafstell fir vill Sportler aus der ganzer Ëmgéigend ass a verhënnert, datt d'Leit vill Kilometeren an den Owesstonne mussen zeréckleeën, zu engem Moment, wou manner Busser fueren?

2. Ass geplangt, datt de Centre médico-sportif zu Jonglënster erëm soll opgoen?

3. Wa jo, wéini?

4. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (03.06.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Wat generell de Fonctionnement vum Contrôle médico-sportif ubelaangt, sief virop op den Artikel 11 vum Sportsgesetz verwisen, deen dozou Follgendes festhält: « En fonction de considérations médicales, l'État assure des examens médico-sportifs dans des centres créés sur une base nationale et régionale. Dans ces centres, les examens sont effectués par des médecins titulaires d'un certificat d'études spéciales en médecine du sport et à des conditions à définir par règlement grand-ducal. »

Am Artikel 10 vum ofgeännerte groussherzogleche Reglement ass da Follgendes preziséiert, wat spezifesch den Agrement vum Dokter ubelaangt: « L'examen médico-sportif est assuré par les médecins titulaires du certificat d'études spéciales en médecine du sport ou d'un diplôme reconnu comme équivalent par le ministre ayant la santé dans ses attributions et qui sont agréés par le ministre compétent. Cet agrément est accordé et peut, le cas échéant, être retiré par le ministre compétent sur avis de l'association la plus représentative des médecins diplômés en médecine du sport. »

Zu engem Centre médico-sportif gehéiert dann och nach zousätzlecht Personal, dozou seet den Artikel 13 vum virgenannte Reglement da Follgendes - an ech erlabe mer, och hei ze zitéieren:

« Le personnel des centres médico-sportifs est placé sous l'autorité du ministre compétent et se compose

1. de médecins agréés conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessus ;

2. d'assistants et de secrétaires ;

3. de personnes chargées de la surveillance et de l'entretien du bâtiment et des locaux des centres respectifs.

Sans préjudice de l'alinéa 1, le médecin agréé reste soumis aux conditions de responsabilité et d'assurance d'un médecin ayant le statut d'un travailleur indépendant. »

Dës Explikatiounen, fir drop hinzeweisen, datt e Contrôle médico-sportif nëmme kann duerchgefouert ginn, wann déi ganz Ekipp vu Personal disponibel ass, an en fonction dovunner ginn d'Rendezvousen an deene jeeweilegen Zentere fixéiert.

Wat dann elo aktuell d'Fonctionnement vun de Centres médico-sportifs ubelaangt, dat generell ënnert d'Kompetenz vum Sportsminister fält, sief och op dëser Plaz drun erënnert, datt wéinst der Pandemie all Zentere vum 16. Mäerz 2020 bis den 12. Juli 2020 zou waren. Ab dem 13. Juli 2020 bis den 13. September 2020 sinn dunn déi éischt Zenteren erëm opgaangen, mat dem néidege qualifizéierte Personal an deenen den Ëmstänn entspriechende sanitäre Konditiounen an an adequate Raimlechkeeten, déi zum Deel och de Gemenge gehéieren.

An enger zweeter Phas dunn, déi säit dem 14. September 2020 leeft, si weider Zenteren opgaangen, dorënner war dann och virgesinn, datt de Centre médico-sportif zu Jonglënster soll opgoen.

Den attitréierten Dokter, deen, et sief drun erënnert, geméiss dem Reglement ënnert de Statut vum Independant fält a bis de Mäerz 2020 freides owes an heiansdo samschdes moies zu Jonglënster de Medico assuréiert hat, huet eis doropshi matgedeelt, an nach de 25. Mäerz 2021 confirméiert, datt hien aktuell net disponibel ass, fir Medico ze maachen, well e komplett an der Impfcampagne agespaant ass. Des Weidere steet och déi Persoun, déi d'Sekretariat am Medico zu Jonglënster assuréiert huet, net méi zur Dispositioun.

Et sief dann och nach op d'Statistike verwisen, déi soen, datt zu Jonglënster nëmmen 2,5 % vun de Sportler passéiert sinn, woubäi et der zu Gréiwemaacher, och een Zenter am Oste vum Land, 10,56 % sinn. Den Zenter zu Gréiwemaacher ass, jee no Disponibilitéit vum Personal, dräimol an der Woch, d. h. méindes, dënschdes a mëttwochs, an dann eemol pro Mount samschdes disponibel.

Wat elo dann erëm méi generell de Fonctionnement vun de Centres médico-sportifs ubelaangt, esou gëtt probéiert, zesumme mat der Associatioun vun de Sportsdokteren, d'Organisatioun vun deenen Zenteren esou rationell ze organiséieren, datt nieft der Infrastruktur och dat néidegt qualifizéiert Personal zur Verfügung steet. Et ass dowéinst och ugeduecht, nieft de regionalen Zenteren, de Contrôle médico-sportif och an den Dokteschpraxissen ze offréieren, virausgesat, den Dokter selwer wëll dat an den Dokter huet och déi gefrote Formatioun, fir den néidegen Agrement ze kréien.

Question 4146 (23.04.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **fouille numérique des appareils électroniques des demandeurs de protection internationale :**

Laut Gesetz vum 5. Mee 2006 a vum 18. Dezember 2015 huet d'Police d'Recht, fir DPI ofzetaaschten a Géigestänn ze ënnersichen, déi se bei sech droen. Am Projet de loi N° 5437 stoung als Begrënnung deemools:

« (...) il apparaît qu'au Luxembourg, de plus en plus de demandeurs d'asile se présentent sans être en possession d'un document d'identité quelconque. (...) Or, il est souvent apparu que les demandeurs d'asile cachaient délibérément ces pièces d'identité afin d'éviter un éventuel transfert vers un autre État membre de l'Union européenne, voire d'empêcher un rapatriement ultérieur après la procédure d'asile. Dès lors, il est impératif de prévoir cette possibilité de fouille afin d'endiguer ces abus manifestes. »

D'Auteure vum Text hunn also an éischter Linn drop viséiert, fir verstoppte Päss oder Carte-d'identitée bei de Persounen ze fannen.

Laut der Mënscherechtskommissioun an dem Flüchtlingsrot kënnt et um Terrain zu Situatiounen, an deenen DPI ofgetaascht ginn an hir Handyen oder Computeren ënnersicht ginn. Deemno géifen d'Policebeamten och deelweis Fotoen oder Textmessagë vun de Betraffenen duerchforsten.

Mam Duerchkucke vun Handyen oder Computere léisst sech vill iwwer Persounen erausfannen, zum Beispill Informatiounen iwwer Hobbyen oder Frënn, awer och iwwert d'sexuell Orientéierung an d'Relioun.

Esou Duerchsichunge ginn och an Däitschland gemaach, wou den Däitsche Bundestag zousätzlech Informatiounen zu dësem Theema gefrot huet. Am Dokument „Ergänzende Informatiounen zur Asylstatistik für das Jahr 2018" ass op Säit 29 festgehalen, dass mat Handyënnersichungen a 64 % vun de Fäll guer keng zousätzlech Informatiounen zur Identitéit vun der Persoun konnte gesammelt ginn. Nëmmen an 2 % vun de Fäll huet d'Ënnersichung vum Handy fir eng Richtegstellung vun der Identitéit gesuergt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. A wéi ville Fäll sinn, säit dem Akraafttriede vum Gesetz vum 5. Mee 2006, Handyen oder aner elektronesch Geräter vun DPI, bei hirer Arrivée hei am Land, vun der Police ënnersicht ginn?

- A wéi ville Fäll huet d'Ënnersichung vun den elektronesche Geräter näischt zur Feststellung vun der Identitéit vun der Persoun kënne bäidroen?

- A wéi ville Fäll konnte bei dësen Ënnersichungen zousätzlech Informatiounen zur Identitéit vun der Persoun festgestallt ginn?

2. Op Basis vun den aus der Fro 1 ervirgoenden Zuelen, ass d'Regierung der Meenung, dass dësen Agréff an d'Privatsphär vun DPI proportionell ass?

Réponse (02.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

D'Ministere fir Immigratioun an Asyl a fir d'bannenzeg Sécherheet verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 4142 vum 22. Abrëll 2021.

Question 4147 (23.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant **« Mobile High Power Charge » :**

A Presenz vum Energieminister Claude Turmes huet eng Busentreprise hir mobill Luetstatioun fir Busser virgestallt. De spezielle Camion huet eng Capacitéit vun 2,1 Megawattstonnen a soll eng Alternativ zu feste Luetstatioune sinn, där et laut der Entreprise nach net op genuch Plaze gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Energie dës Froe stellen:

1. Handelt et sech bei dësem spezielle Camion ëm een Elektrocamion, een Hybridmodell oder gëtt de Camion eenzeg mat fossille Brennstoffer betankt?

2. Falls et sech bei dësem Camion ëm een duerch fossill Brennstoffer ugedriwwent Gefier handelt, wéi steet dëst am Aklang mam vum Energieministère ugekënnegten Zil vum CO_2-neutralen ëffentlechen Transport?

3. Den ACL huet d'Ziler vun der Regierung, wat Elektrobornen ugeet, an engem „Wort"-Artikel vum 13. Abrëll kritiséiert. Et wiere laut ACL net emol 500 vun den 800 fir 2020 geplangte Bornë gebaut ginn. D'Zil fir 2030 ass et, 26.000 Bornen duerch d'ganzt Land verdeelt stoen ze hunn.

Gesäit de Ministère ee Lien tëscht der Tatsaach, dass d'Ziler fir Elektrobornen 2020 net erfëllt goufen, an dem Fait, dass Busentreprisë mussen op mobill, fossill ugedriwwen Alternativen zeréckgräifen, well eebe grad dës Bornë feelen?

4. Ënnerstëtzt de Staat den Asaz vun dëse Camione finanziell?

5. Si Busser, déi duerch esou ee Camion geluede ginn, am Kader vun enger RGTR-Ausschreiwung, als emmissiounsneutral unzegesinn?

6. Sinn dës Camionen Deel vum Ministère senger emissiounsneutraler Mobilitéitsstrategie?

Réponse commune (03.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Den honorabelen Deputéierte freet Prezisiounen iwwert eng mobill Luetstatioun fir 100 %-Elektrobusser, déi den 22. Mäerz vun enger Lëtzebuerger Busentreprise op enger Pressekonferenz virgestallt gouf.

Bei der mobiller Luetstatioun handelt et sech ëm een Unhänger, dee mat zéng Luetpunkten ekipéiert ass an eng Batteriecapacitéit vun 2,1 Megawattstonne besëtzt. D'Busentreprise huet uginn, dës mobill Luetstatioun zweemol den Dag ca. 20 km op strateegesch Plazen no bei ee Busterminus ze transportéieren, fir da jeeweils zéng bis 20 elektresch Busser nozelueden. Heifir muss den Unhänger mat enger Zuchmaschinn transportéiert ginn, déi aktuell een Dieselmotor huet. Am Virfeld vun dësem Projet war sech iwwert d'Méiglechkeet informéiert ginn, fir déi genannte Luetstatioun mat enger Nullemissiounszuchmaschinn ze beweegen. Allerdéngs ass dee Moment um Marché nach keen esou ee Gefier verfügbar gewiescht an esou muss iwwergangsweis nach op eng fossill Alternativ zeréckgegraff ginn. Déi privat Firma huet awer uginn, d'Zil ze hunn, fir op eng emissiounsfräi Zuchmaschinn ze wiesselen.

Et ass wichteg, drop hinzeweisen, datt d'Batterië vun dëser mobiller Luetstatioun net vum Camion selwer iwwert eng Dieselgeneratrice geluede ginn, mee iwwert en Traffo mat sechsmol 125 Ampère am Depot vun der Firma. Do gëtt déi 2,1-Megawattstonnen-Batterie ugeschloss a mat 100 % gréngem Stroum aus dem Netz gelueden.

Duerch dat Konzept vum mobille Luede kënnen eng zéng bis 20 Aller-Retour Leerfaarte vun eidelen Elektrobusse gespuert ginn, déi soss zeréck an den Depot fuere misste fir nozelueden. Doduerch kënne lokal emissiounsfräi Bussen op Plazen agesat ginn, wou momentan nach net déi dofir néideg stationär Luetinfrastruktur verfügbar an/oder sënnvoll ass. Grondsätzlech kann esou eng mobill Luetstatioun dofir als komplementar Léisung ugesi ginn, fir d'Transitioun vun Diesel an Hybrid op 100 %-Elektrobussen ze erliichteren, fir dat ambitiéist Zil vun engem emissiounsfräien RGTR-Busreseau bis 2030 ze erreechen. Esou eng mobill Luetstatioun erméiglecht et nämlech, scho fréizäiteg emissiounsfräi Bussen op Plazen anzesetzen, wou momentan nach net déi dofir néideg Luetinfrastruktur bei de Busdepoten, Termini oder Waardeplaze verfügbar ass.

Ewéi aus dem Pressecommuniqué vun der Busentreprise ze liesen ass, steet d'Luetstatioun der Entreprise momentan iwwert ee Locatiounskontrakt zur Verfügung. Dëse Projet vun enger mobiller Luetstatioun gëtt net finanziell vum Staat ënnerstëtzt.

Betreffend de Besoin un ëffentleche Luetpunkten ass, wéi schonn an der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Ufro N° 4118 preziséiert, eng absolutt Unzuel nëmmen ee begrenzt sënnvollen Indicateur. Dëst, well zum Beispill méi séier Luetstatioune weesentlech méi Autoe kënne bedéngen. De Besoin vu 26.000 ëffentleche Luetpunkte fir 2030 kann deemno net pauschal consideréiert ginn. D'Regierung ass sech awer och dem zukünftege Besoin fir zousätzlech Luetméiglechkeete bewosst. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3959 beschriwwen, goufen dowéinst nieft de bestoenden Aktivitéite verschidde komplementar Initiative lancéiert, fir datt sech zu Lëtzebuerg e kohärente Luetekosystem entwéckelt.

Question 4149 (23.04.2021) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant les **tenues de travail équitables et durables au sein des structures relevant de l'État :**

Les conditions de travail dans l'industrie du textile peu respectueuses des droits de l'homme sont une problématique pointée du doigt depuis longtemps, mais qui n'a pourtant pas disparue. De nombreux labels ont cependant vu le jour ces dernières années. Ceux-ci peuvent permettre de certifier des fournisseurs et des producteurs et d'informer ainsi les consommateurs que les étapes de production ont été réalisées dans le respect des droits de l'homme.

Depuis 2020, POST Luxembourg s'est engagé sur une voie plus équitable et durable en matière de tenues de travail. Ainsi, l'établissement public a mis à la disposition d'une partie de ses collaborateurs des pièces de tenue de travail produites de façon éthique et écologique. Il a opté pour des procédés de fabrication éthiques et pour une matière écoresponsable, en l'occurrence le coton bio, certifié Fairtrade. Il envisage également de généraliser cette approche écoresponsable dans le domaine des tenues de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner si d'autres administrations, services et établissements publics mettent à la disposition de leurs collaborateurs des tenues de travail fabriquées sur la base de critères éthiques et écologiques ?

2) Dans l'affirmative, quelles approches ont, le cas échéant, été choisies pour garantir que les tenues de travail ont été fabriquées dans le respect des critères susmentionnés ?

3) D'une manière générale, Monsieur le Ministre envisage-t-il de promouvoir davantage le recours aux habits éthiques et durables au sein des structures relevant de l'État ?

Réponse (18.05.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

La loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État stipule dans son article 31, paragraphe 1 que « [l]es fonctionnaires de l'État peuvent bénéficier d'une mise à disposition des vêtements professionnels et de l'allocation d'une indemnité d'habillement destinée à couvrir les dépenses supplémentaires pour vêtements professionnels, occasionnées aux fonctionnaires qui sont astreints au port soit de vêtements spéciaux de travail, soit d'une tenue de service, soit d'un uniforme ». Il existe aujourd'hui deux types d'indemnités d'habillement. Dans les deux cas, le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État vérifie uniquement les critères d'éligibilité pour le paiement de ces indemnités, mais ne vérifie pas si les tenues mises à disposition des agents sont issues de filières écoresponsables (p. ex. uniforme). Par ailleurs, le paragraphe 4, alinéa 4 de ce même article stipule que « [l]e fonctionnaire bénéficiant d'une indemnité d'habillement doit se conformer strictement aux règles établies par l'administration en matière d'acquisition et de port des vêtements professionnels requis ».

En conséquence, chaque administration, service et établissement public définit les critères à respecter pour choisir leurs vêtements de travail appropriés (exigences de sécurité, de confort et d'hygiène, communication de l'image et des valeurs professionnelles) et gèrent leur propre budget concernant les tenues professionnelles au travail. De ce fait, le Ministère de la Fonction publique ne peut donc pas répondre à l'honorable Députée sur les intentions futures de l'ensemble des structures relevant de l'État.

Question 4150 (23.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **situation des droits de l'homme à Dubaï :**

Rezent goufen dem englesche BBC Videoopnamen zougespillt, déi d'Scheicha Latifa, Duechter vum emiratesche Ministerpresident Mohammed bin Raschid al-Maktum, an enger verzweifelter Situatioun weisen. D'Scheicha Latifa gëtt vu sengem Papp agespaart, e Fluchtversuch viru ronn zwee Joer war gescheitert. Och d'Schwëster vum Scheicha Latifa gouf, nodeems si probéiert hat ze flüchten, erëm vun hirem Papp gefaange geholl. An deem Kontext fuerdert Human Rights Watch d'Fräiloossung vun deenen zwee.

An deem Kontext géif ech dem Här Bausseminister gär dës Froe stellen:

1. Ginn et vu Säite vun der Lëtzebuerger Regierung Beméiungen, sech am Hibléck op d'Anhale vun de Mënscherechter an de Vereenegten Arabeschen Emirater ze engagéieren? Wa jo, wéi gesinn dës Beméiunge konkreet aus?

2. Wéi gestalte sech d'Handelsbezéiungen tëscht Lëtzebuerg an de Vereenegten Arabeschen Emirater? Huet d'Verletze vun de Mënscherechter en Afloss op d'Handelsbezéiungen tëscht Lëtzebuerg an de Vereenegten Arabeschen Emirater?

3. Wat geschitt op EU-Niveau, fir sech géint d'Verletze vun de Mënscherechter an de Vereenegten Arabeschen Emirater ze engagéieren? Bedeelegt Lëtzebuerg sech un dëse Beméiungen?

Réponse (17.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

An de bilaterale Kontakter mat de Vereenegten Arabeschen Emirater (VAE) ginn all Sujeten oppen an direkt ugeschwat, dorënner och de Respekt vun de Mënscherechter.

D'Handelsbezéiungen tëscht Lëtzebuerg an de VAE sinn allgemeng gutt. Zanter 2011 huet Lëtzebuerg zu Abu Dhabi eng Ambassade an och en „Trade and Investment Office" (LTIO), deem seng Missioun et ass, de kommerziellen Echange tëscht béide Länner ze facilitéieren. An de leschte Joren huet Lëtzebuerg reegelméisseg Wirtschaftsmissiounen an d'VAE organiséiert, wéi zum Beispill vum 25. bis den 29. Januar 2020. D'Expo 2020 zu Dubai, déi vum 1. Oktober 2021 bis den 31. Mäerz 2022 wäert stattfannen, ass eng weider wichteg Etapp fir eis bilateral Bezéiungen.

Lëtzebuerg wäert weiderhin all Kontakter mat de VAE notzen, fir d'Fro vun de Mënscherechter ze thematiséieren, souwuel bilateral wéi an de multilateralen Enceinten, wéi zum Beispill am Mënscherechtsrot vun der UNO.

D'EU huet zanter 2013 e reegelméissegen a konstruktiven Dialog iwwert d'Mënscherechter mat de VAE, am Kader vun engem techneschen Aarbechtsgrupp. D'VAE waren dat éischt vun de Länner aus der Golfregioun, mat deem d'EU esou en Aarbechtsgrupp etabléiert huet. Dëst Joer wäert déi zéngt Reunioun vun dësem Grupp stattfannen, deen et der EU notamment erméiglecht, Sujete wéi d'Fraerechter, d'Rechter vun de Migranten an de Kampf géint de Mënschenhandel unzeschwätzen. D'EU-Memberstaate si bei dëse Gespréicher net direkt representéiert, mee si preparéieren dës Reuniounen zesumme mam aussepoliteschen Déngscht vun der EU an den Aarbechtsgruppe vum Conseil vun der EU. Och Lëtzebuerg bedeelegt sech aktiv un dëser Aarbecht.

Question 4154 (23.04.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **tourisme vaccinal :**

Laut eisen Informatioune wiere Reesveranstalter drun interesséiert, Reesen ze organiséiere fir Leit, déi sech am Ausland wëllen impfe loossen. Esou kéinten nächste Mount déi éischt Busser lassfueren, entweeder a Serbien oder Bulgarien. Israel an Dubai wiere weider Pisten. Den Ament géif een nach op d'Autorisatioune waarden.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt Autorisatiounen ugefrot gi sinn, fir Reesen ze organiséiere fir Leit, déi sech am Ausland wëllen impfe loossen?

2. Wa jo, wat ass der Regierung hir Positioun dozou?

3. Kann d'Regierung eis informéieren, ob dës Impfungen zu Lëtzebuerg unerkannt ginn an ob dës Persounen och e grénge Certificat kréien? Wa jo, wéi eng Impfstoffer géifen unerkannt ginn?

4. Wëssend, datt am Ausland och aner Impfstoffer zougelooss sinn an esou och anerer versprëtzt gi wéi déi zu Lëtzebuerg, géifen déi Impfungen trotzdeem unerkannt ginn?

Réponse commune (01.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. D'Regierung huet keng Kenntnis dovun, dass esou Autorisatiounen ugefrot gi sinn.

ad 2. D'Lëtzebuerger Regierung huet eng Impfcampagne en place gesat, déi den Awunner vun eisem Land erlaabt, Zougang zur Covid-19-Impfung ze kréien en fonction vun der Disponibilitéit a Liwerung vun Impfstoffer. Dës Impfcampagne baséiert op engem Dispositif, deen d'Traçabilitéit an de Suivi vun eventuellen Niewewierkunge garantéiert an deen all Impfung duerch ee Certificat dokumentéiert, dee spéiderhin an déi national Ëmsetzung vum „EU Digital Covid Certificate" wäert afléissen. Wéi dës Aspekter vun den uewe genannte Länner gehandhaabt ginn, kann d'Regierung net aschätzen.

ad 3. Am Kader vum zukünftegen EU-Reglement betreffend den „EU Digital Covid Certificate", deen den 1. Juli a Kraaft triede soll, ass virgesinn, dass all EU-Memberstaat d'Impfcertificaten, déi vun anere Memberstaaten ausgestallt gi sinn, unerkenne soll, virausgesat, se entspriechen den technesche Virgabe vum gemeinsame legalen EU-Kader a si soumat interoperabel. Dëst gëtt eng Sécherheet géint Frauden an Abusen.

De Reglement gesäit vir, dass déi Impfstoffer, déi vun der EMA zougelooss gi sinn, sollen tëscht den EU-Länner unerkannt ginn. Den Text gesäit iwwerdeems vir, dass déi eenzel Länner d'Recht hunn, Certificaten unzëerkennen, déi konform sinn zu de Reegelen, déi vum Reglement virgesi sinn an déi fir aner Impfstoffer ausgestallt gi sinn. Et handelt sech dobäi z. B. ëm Impfstoffer, déi vun engem État membre sengen Autoritéiten zougelooss goufen, oder och Impfstoffer, déi vun der OMS unerkannt ginn.

ad 4. Dës Fro ass zu dësem Zäitpunkt nach an der Diskussioun. D'Regierung wäert sech geschwënn dozou positionéieren.

Question 4156 (26.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**avenir du Luxembourg :**

An engem rezenten Artikel aus dem Luxemburger Wort gouf sech domat auserneegesat, wéi eng Ustrengungen an Erausfuerderungen op eist Land duerkommen, wa Lëtzebuerg seng Klimaziler erreeche wëll. Notamment eng Vertriederin vun der ALDE (Association luxembourgeoise pour le droit de l'environnement) hat an deem Kader eng ganz Rei Aussoe gemaach, déi awer vill Froen opwerfen. An deem Kontext erlaben ech mir, eng Rei vun deenen Aussoen, sou wéi se am Artikel stinn, ze zitéieren:

„Hierbei müssten die Menschen allerdings Einbußen in Bezug auf die Größe ihrer Wohnfläche in Kauf nehmen (...) und das Wohlbefinden würde auch keinen Abbruch erleiden, wenn Menschen vermehrt in kleineren Wohnungen lebten."

Weider heescht et:

„Als weitere Lösungsansätze nennt (Numm) unter anderem eine Reduzierung der Anzahl von Autos (...) sowie ein durchschnittliches Wachstum des Bruttoinlandsproduktes von etwa einem Prozent pro Jahr (...). Darüber hinaus nennt das Forscherteam auch ein Verbot von Kurzstreckenflügen (...) sowie eine allgemeine Reduzierung von Flugreisen als weiterer Ansatzpunkt für eine ökologische Transition."

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung, sou wéi déi genannte Vertriederin vun der ALDE, och der Meenung, datt sech d'Awunner vu Lëtzebuerg aus ëmwelttechnesche Grënn an Zukunft drop astelle mussen, a méi klenge Wunnengen ze liewen?

2. Wa jo, gedenkt d'Regierung - ganz am Sënn vun där vun der Regierung propagéierter Transparenz am politeschen Handelen - der Bevëlkerung och zäitno ze kommunizéieren, datt si sech an Zukunft dorop astelle muss, op méi enger klenger Wunnfläch ze liewen?

3. Gesäit d'Regierung hei net d'Gefor, datt sech doduerch d'Liewensqualitéit vun den Awunner verschlechtere kéint?

4. Ass d'Regierung, souwéi déi genannte Vertriederin vun der ALDE, och der Meenung, datt d'Unzuel vun den Autoen hei am Land misst reduzéiert ginn?

5. Wa jo, gedenkt d'Regierung - ganz am Sënn vun där vun der Regierung propagéierter Transparenz am politeschen Handelen - der Bevëlkerung och zäitno ze kommunizéieren, datt si sech an Zukunft dorop astelle muss, am beschten op den Auto ze verzichten?

6. Gesäit d'Regierung hei net d'Gefor, datt sech doduerch d'Liewensqualitéit vun den Awunner verschlechtere kéint, besonnesch fir déi, déi am méi ländleche Raum liewen a wou den ëffentlechen Transport manner gutt ausgebaut ass?

7. Ass d'Regierung, sou wéi déi genannte Vertriederin vun der ALDE, och der Meenung, datt sech d'Awunner vu Lëtzebuerg aus ëmwelttechnesche Grënn an Zukunft just nach op 1 % belafe soll?

12. Wa jo, gedenkt d'Regierung - ganz am Sënn vun där vun der Regierung propagéierter Transparenz am politeschen Handelen - der Bevëlkerung och zäitno ze kommunizéieren, datt si sech an Zukunft dorop astelle muss, datt de wirtschaftleche Wuesstem aus ëmwelttechnesche Grënn gebremst muss ginn?

13. Eng Reduzéierung vum wirtschaftleche Wuesstem bréngt natierlech negativ Auswierkungen op de soziale Wuelstand vun der Bevëlkerung mat sech, dee grad déi sozial méi schwaach Bevëlkerungsschicht am meeschten trëfft. Ass et an deem Kontext an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt duerch ëmwelttechnesch Grënn eng bewosst finanziell a sozial Prekariséierung vun der Bevëlkerung a Kaf geholl gëtt?

Réponse commune (20.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'Regierung gesäit keen Ulass, d'Aussoe vun enger Privatpersoun, déi dës Persoun am Kader vun enger privater Manifestatioun gemaach huet, ze kommentéieren.

Question 4157 (26.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**« Alliance for Financial Inclusion » :**

De 5. Oktober 2020 huet d'Regierung e Communiqué zur Ouverture vum éischten europäesche Sëtz vun der „Alliance for Financial Inclusion" (AFI) an der Stad Lëtzebuerg verëffentlecht. Souwuel den Här Finanzminister wéi och den Här Kooperatiounsminister hunn zesumme mam Direkter vun der CSSF un der entspriechender Feier deelgeholl. Den Här Finanzminister gëtt an deem uewe genannte Communiqué follgendermoossen zitéiert: „In an increasingly connected world, only the constant exchange between regulators from different markets will allow us to effectively build a more sustainable and innovative finance that is accessible to all". Den Här Kooperatiounsminister gëtt ënner anerem mat follgende Wierder zitéiert: „Cooperation means the exchange of knowledge, expertise and best practices. In that sense, engaging with the broader regulation community is crucial to promote true responsible and sustainable inclusive finance […]. In that sense, we look forward to an even closer relationship with AFI and its members over the years to come". Am Artikel „Allianz fir finanziell Inclusioun", deen den nämmlechten Dag op RTL publizéiert gouf, heescht et ausserdeem, datt d'Regierung der AFI iwwer dräi Joer insgesamt 500.000 Euro an eng Lokalität am „House of Microfinance" zur Verfügung stellt.

D'AFI selwer féiert op hirem Spawecksite ëffentlech Institutiounen aus 88 Länner (Stand vum 23. Abrëll 2021) als Memberen op, dorënner vill Zentralbanken a Finanzopsiichtsadministratiounen. Nieft enger Rei Institutiounen aus klenge Staate ginn och d'„People's Bank of China" souwéi d'„China Banking Regulatory Commission" als „principal members" an d'„Central Bank of the Russian Federation" als „associate member" genannt.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Bausseminister, dem Här Finanzminister an dem Här Kooperatiounsminister gär dës Froe stellen:

1. Sinn elo scho Lëtzebuerger ëffentlech oder privat Institutioune Member an der AFI? Wa jo, wéi eng sinn dat? Wann nee, strieft d'Regierung eng Lëtzebuerger Memberschaft an der AFI un?

2. Verfüügt d'Regierung iwwer eng formell Vertriedung an der AFI? Wa jo, wéi engem Ministère an/oder Administratioun gehéieren dës Vertrieder un?

3. Wéi gëtt déi Participatioun vu 500.000 Euro vu staatlecher Säit justifiéiert an ënnert wéi enger Form a vu wéi engem Budgetsartikel fléissen déi Gelder? Wéi en Zweck hu se? Gëtt d'Verwendung vun dëse Suen auditéiert?

4. Iwwert wéi eng Institutioune respektiv Plattforme gëtt dee vum Här Finanzminister an dem Här Kooperatiounsminister thematiséierten Austausch vun Knowhow virgeholl?

5. Gëtt et en Austausch tëschent der AFI an dem „House for Sustainable Governance and Markets" (HSGM) respektiv der AFI an aneren Institutioune vun der Uni.lu?

6. Wéi e Rôle spillt d'AFI am Kader vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik?

7. Et läit an der Natur vun der Saach, datt grouss Staaten an international Organisatiounen iwwer méi Méiglechkeete verfügen, fir hir Interessen duerchzesetzen, wéi kleng Staaten. Wéi beurteelt d'Regierung den Afloss speziell z. B. vu China bannent der AFI?

8. Hu scho Persounen, déi internationale Sanktiounen ënnerleien, gefrot, fir op Lëtzebuerg ze kommen, fir mat der AFI Kontakt ze hunn?

Réponse commune (26.05.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Als Äntwert op déi aacht Froe vum honorabelen Deputéierte kann ee follgend Elementer uginn.

Der „Alliance for Financial Inclusion" (AFI) hir Missioun ass et, den Zougang an d'Benotzung vu Finanzservicer fir d'Populatiounen an Entwécklungs- a Schwellelänner ze erhéijen, andeems se entspriechend Finanzpoliticke mathëlleft ze formuléieren an ëmzesetzen.

Et si keng ëffentlech oder privat Lëtzebuerger Institutioune Member vun der AFI. Well d'AFI exklusiv aus Institutiounen aus Entwécklungs- a Schwellelänner besteet, strieft d'Regierung och keng Memberschaft bei der AFI un. D'Regierung verfüügt iwwer keng formell Vertriedung an der AFI. De Finanzministère an d'Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire vum Ausseministère suivéieren d'Aktivitéite vum europäesche Vertriederbüro vun der AFI.

D'Gouvernancereegele vun der AFI, déi duerch hir Statute festgeluecht sinn, garantéieren ee sougenannte „level playing field" tëscht de verschiddene Memberen. Fir all Member gëllt dat nämmlecht Stëmmrecht, onofhängeg vu senger Gréisst.

Duerch eng Ënnerstëtzung vun der AFI ka Lëtzebuerg zur nohalteger Entwécklung an dëse Länner bäidroen, andeems et säin Engagement fir eng inklusiv Finanz fortsetzt a seng Expertis an dësem Beräich mat anere Länner deelt.

Déi lëtzebuergesch Regierung ënnerstëtzt d'Aarbecht vun der AFI hirem neie Büro zu Lëtzebuerg an Héicht vun 1.600.000 Euro iwwer dräi Joer. D'Kontributioun vun der Lëtzebuerger Kooperatioun beleeft sech op 1.100.000 Euro aus dem Kooperatiounsfong, wärend de Finanzministère sech mat 500.000 Euro vum Budgetsartikel 34.0.54.030 (Participation aux programmes et projets des institutions financières internationales et aide au développement) bedeelegt. D'Konte vun der AFI ginn all Joer onofhängeg gepréift an dësen Audit gëtt mat deenen zwee betraffene Ministèrë gedeelt.

De Wëssensaustausch tëscht der AFI a Lëtzebuerg fënnt op verschiddenen Niveaue statt. Beamte vun deenen zwee Ministèren huelen u Seminäre vun der AFI deel. Doriwwer eraus profitéiert d'AFI vum lëtzebuergeschen Ekosystem fir inklusiv Finanz. Als Beispill huet d'AFI e FinTech Showcase an Zesummenaarbecht mam Haus vun der Fintech (LHoFT) organiséiert an un der europäescher Mikrofinanzwoch deelgeholl. Zousätzlech echangéiert sech d'AFI mat der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

D'AFI steet och an enkem Kontakt mat der House for Sustainable Governance and Markets (HSGM) vun der Uni.lu. Duerch hir Recherche am Secteur vun der inklusiver Finanz ënnerstëtzt d'Uni.lu der AFI hir Politikpabeieren a verséchert sech esou, dass hir Recherche weltwäit gebraucht gëtt.

Eises Wëssens hunn nach keng Persounen, déi internationale Sanktiounen ënnerleien, gefrot, fir op Lëtzebuerg ze kommen, fir mat der AFI Kontakt ze hunn.

Question 4162 (27.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA :**

An der Äntwert op meng Fro Nummer 3933 schreift den Här Staatsminister, datt d'Regierung de 24. Januar 2020 d'Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA ugeholl hätt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Staatsminister nach gär dës Nofro stellen:

1. Kéint den Här Staatsminister preziséieren, ob d'Regierung mat der uewen zitéierter Decisioun och d'Aarbechtsbeispiller zu der Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA iwwerholl huet?

2. Falls d'Äntwert op meng Fro hei uewendriwwer „nee" wier, kéint den Här Staatsminister da kuerz elaboréieren, wéi dës Decisioun motivéiert war?

Réponse (27.05.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung huet d'Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA ouni d'Beispiller ugeholl.

Am Kader vun den Débats parlementaires iwwert d'Motioun vun den Hären Deputéierte Laurent Mosar a Mars Di Bartolomeo huet den Här Deputéierten Di Bartolomeo kloer gesot: „Mir hu bewosst op iergendwellech Beispiller verzicht, well mer dobäi riskéiert hätten, Wichteges ze vergiessen. A mir hunn opgepasst, dass Antisemitismus a Kritik un der Politik an den Aktioune vun Israel als Staat net an een Dëppe gehäit ginn."

D'Decisioun vun der Regierung respektéiert déi Motioun, déi och vun lech matgestëmmt gouf.

Question 4163 (27.04.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**avenir de la locomotive 5519 :**

La locomotive 5519, dont les CFL sont propriétaires, est non seulement une des plus anciennes locomotives luxembourgeoises, mais également la dernière locomotive à vapeur à être toujours opérationnelle.

Cependant, l'avenir de cette locomotive historique semble incertain. En effet, depuis 2014 ses wagons « Wegmann » ne peuvent plus être utilisés pour des raisons de sécurité, avec la conséquence que seulement très peu de courses ont été effectuées depuis lors. De plus, la locomotive n'est pas équipée du système de sécurité ETCS, ce qui l'empêche de circuler sur le réseau luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Culture :

1) Est-il prévu d'équiper la locomotive 5519 du système de sécurité ETCS ? Dans l'affirmative, pour quand les travaux y relatifs pourront-ils être terminés ?

2) Quel est l'état d'avancement de la rénovation des quatre wagons « Wegmann » ? Pour quand les travaux y relatifs pourront-ils être achevés ?

3) De quelle manière l'association sans but lucratif « 5519 », créée le 15 avril 1987 et qui s'investit depuis lors avec beaucoup d'engagement pour la conservation et la restauration de la locomotive 5519, sera-t-elle à l'avenir soutenue financièrement et logistiquement ?

4) Un nouveau hall à Pétange a été récemment aménagé pour héberger du vieux matériel ferroviaire. Peut-on en conclure que cette infrastructure pourrait servir dans l'avenir de musée sur l'histoire des chemins de fer au Luxembourg, où la locomotive 5519 pourrait également être présentée au public ?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1) Le Service des sites et monuments nationaux, qui s'occupe des engins ferroviaires historiques en possession de l'État, est actuellement en contact avec des entreprises spécialisées dans le domaine des systèmes de sécurité pour le secteur du transport afin de vérifier les détails et le coût global pour pouvoir équiper une, voire plusieurs locomotives avec le système de sécurité ETCS. Or, les coûts y associés actuellement dépassent le budget que l'État peut raisonnablement attribuer à une telle opération. Cependant, selon des informations actuelles, des entreprises cherchent à mettre sur le marché un système de sécurité ETCS spécifique pour le fonctionnement de locomotives historiques. Il est donc probable que des premiers produits pour des engins ferroviaires historiques arriveront sur le marché. C'est à ce moment que la question pourra être réexaminée.

ad 2) La restauration d'une première voiture « Wegmann » est achevée. Les travaux sur deux autres voitures devraient être finalisés d'ici la fin de l'année. Une dernière voiture « Wegmann » sera prête en 2022.

ad 3) La locomotive 5519 est garée dans un hall dédié du bâtiment du Centre de réparation rapide des CFL dans lequel l'association sans but lucratif « 5519 » réalise certains travaux de maintenance non sécuritaire sur cet engin.

ad 4) Le hall de remisage au triage de Pétange est exclusivement conçu pour le garage du matériel historique roulant et non roulant et ne se prête pas à l'exposition du matériel en question.

Question 4166 (27.04.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation des tests rapides de dépistage de la Covid-19 dans les écoles :**

Zanter de Méindeg ginn d'Schüler an den ëffentleche Schoule per Schnelltest op eng eventuell Covid-19-Infektioun getest. Déi Schnelltester si wuel fakultativ, ginn awer vum Ministère recommandéiert. Net all Schoul schéngt awer mat der Uweisung vum Ministère averstanen ze sinn. Eisen Informatiounen no stellt souguer eng Grondschoul, déi nom Prinzip vun der inklusiver Pedagogik fonctionéiert, d'Schnelltester an engem Bréif, deen un d'Eltere vun de Kanner verschéckt gouf, a Fro. Et wéilt een de Kanner keen onnéidegen zousätzleche Stress an der Klass bereeden, heescht et dodran. Aus deem Grond géif een den Elteren als zousätzlech Méiglechkeet proposéieren, den Test mat de Kanner doheem ze maachen.

Virum Hannergrond vun eventuelle Problemer bei der systematescher Duerchféierung vun de Schnelltester an der Grondschoul wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Awéiwäit huet den Här Educatiounsminister Kenntnis dovun, dass verschidde Schoulen net op enger Linn mat den Uweisunge vum Ministère zu de Schnelltester leien an den Eltere vun de Kanner alternativ Méiglechkeete virschloen?

- Wéi eng Handhab huet den Educatiounsministère, fir ze assuréieren an ze kontrolléieren, dass déi definéiert Prozedur vun de Schnelltester an all Schoul d'selwecht applizéiert gëtt?

- Wéi grouss ass an dësem Kontext den Handlungsspillraum vu Comité d'école a Regionaldirektiounen?

- Wéi eng Sanktiounsméiglechkeete si fir de Fall virgesinn, wou eng Schoul sech wëllentlech a wëssentlech net un d'Virgabe vum Ministère hält?

Réponse (08.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Zesumme mat der Direktioun vun der Santé an a Concertatioun mat den Acteuren um Terrain gouf eng Prozedur fir d'Ëmsetzung vun de Schnellselbsttester an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen entwéckelt, fir effikass a sécher d'Duerchféierung vum Testdispositif am schoulesche Milieu ze garantéieren.

No enger Testphas vum 22. Mäerz bis den 2. Abrëll 2021, wärend där eng Selektioun u Schoulen d'Duerchféiere vun de Schnellselbsttester am lafende Schoulbetrib ausprobéiert hunn, gouf virun der Ëmsetzung vun de Schnellselbsttester a sämtlechen ëffentleche Grondschoulen déi ausgeschaffte Prozedur un d'Schoulpersonal a Form vun enger Note explicative (mat zousätzleche Prezisiounen zu den Averständneserklärunge respektiv Participatiounsdeklaratiounen, zur Logistik an der Frequenz vun den Tester) schréftlech kommunizéiert. Iwwert dëse Wee sollt eng eenheetlech Duerchféierung vun de Schnellselbsttester assuréiert ginn an d'Schoule krute just a konkreete Punkte vun der Duerchféierung vun den Tester d'Méiglechkeet, se un de lokale Kontext unzepassen, zum Beispill, fir den Test an engem dozou dediéierte Sall duerchzeféieren.

Wärend der Aféierung vun de Schnellselbsttester an och bei der Erweiderung vum Testdispositif gouf op där enger Säit ëmmer betount, datt d'Participatioun un de Schnellselbsttester, souwuel fir d'Schüler ewéi och fir d'Schoulpersonal, op fräiwëlleger Basis baséiert an d'Zoustëmmung heifir zu all Moment ka revidéiert respektiv nogereecht ginn. Op där anerer Säit gouf den Notze vun der Ëmsetzung vun de Schnellselbsttester an de Lëtzebuerger Grondschoulen ëmmer erëm ënnerstrach, vu datt dës reegelméisseg Tester eng séier Detektioun vun der Presenz vum Virus an der Schoulpopulatioun ënnerstëtzen an esou d'Organisatioun vun adequaten Hygiènes- a Preventiounsmesuren erlaben, déi dozou bäidroen, fir d'Propagatioun vum Virus ze minimiséieren. Den héijen Taux de participation vun de Membere vun den ënnerschiddleche Schoulcommunautéiten um Testdispositif beleet hiren exemplareschen Engagement an der Lutte géint d'Pandemie am Interêt vun der ganzer Gesellschaft.

Obschonns d'Schoulen am Kader vun der praktescher Organisatioun vun de Schnellselbsttester d'Méiglechkeet hunn, bestëmmt Elementer vun der Prozedur (z. B. beim Planning vun der Woch, dem logistesche Management, der Verwaltung vun den Averständnesser etc.) unzepassen, ass et wichteg, datt hir Grondlogik respektéiert gëtt, fir esou déi gréisstméiglech Sécherheet a Genauegkeet ze garantéieren.

Déi jeeweileg Regionaldirektioune beroden an hëllefen de Schoule bei der Ëmsetzung vun de Schnellselbsttester a ginn dobäi mat den eenzelen Acteuren, wann néideg no Récksprooch mat der Direktioun vun der Santé, op eventuell lokal Spezifisitéiten an. Am Sënn vun enger gudder Zesummenaarbecht vu sämtleche Partner, déi an dësem Kontext essentiell ass, sichen d'Regionaldirektioune beim Feststelle vun Irregularitéite bei der Ëmsetzung vum Testdispositif den direkte Kontakt mat der concernéierter Schoulcommunautéit, fir zesumme mat dëser déi néideg Adaptatioune virzehuelen, fir eng effikass Ëmsetzung vum Testdispositif ze assuréieren.

Aktuell ass mengem Ministère een eenzege Fall bekannt, an deem eng entspriechend zousätzlech schréftlech Kommunikatioun un d'Schoulpersonal aus enger Lëtzebuerger Grondschoul geschéckt gouf, déi d'Prozedur am Kontext vun der Duerchféierung vun de Schnellselbsttester net applizéiert huet.

Question 4169 (28.04.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**assurance maladie pour ex-détenus :**

En France, les détenus libérés et leurs ayants droit bénéficient des prestations en nature de l'assurance maladie et de maternité du régime obligatoire dont ils relevaient avant leur incarcération, ou du régime général pendant une durée de douze mois à partir de leur mise en liberté. Cependant, il faut que les détenus et leurs ayants droit ne bénéficient pas de ces prestations à un autre titre.

Ce système de couverture d'assurance maladie vise à éviter des ruptures de droits des détenus lors de leur incarcération et poursuit le renforcement de leur réinsertion sociale. Au Luxembourg, le CELPL (Contrôle externe des lieux privatifs de liberté) avait recommandé l'analyse des différentes pistes à poursuivre afin de mettre en place un système similaire de couverture d'assurance maladie au bénéfice des détenus libérés et de leurs ayants droit. L'accès à un tel système devrait être garanti conformément aux lignes directrices évoquées dans l'accord de coalition 2018-2023.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Quelles possibilités en matière d'assurance maladie existe-t-il endéans le cadre légal luxembourgeois pour les ex-détenus et leurs ayants droit ?

- Y a-t-il des améliorations prévues afin de faciliter l'accès à l'assurance maladie pour ces personnes ?

- Quelles sont, dans l'état actuel des choses, les alternatives en assurance maladie proposées aux ex-détenus et leurs ayants droit ?

Réponse (03.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Ces dernières années, différentes mesures en matière de sécurité sociale ont été mises en place afin de garantir que la privation de la liberté reste la seule peine pour les ex-détenus. Ainsi, par exemple, la suspension de l'indemnité pécuniaire de maladie ou des prestations de soins de santé pendant la période de détention a été abrogée.

Actuellement, si le détenu n'est pas affilié obligatoirement au moment de sa libération, il dispose néanmoins de la possibilité de recourir à une assurance volontaire en matière d'assurance maladie-maternité.

En matière d'assurance maladie-maternité, deux formes d'assurance volontaire peuvent être distinguées, à savoir l'assurance volontaire continuée et l'assurance volontaire facultative.

Pour pouvoir bénéficier de l'assurance volontaire continuée, il faut que l'assuré, âgé de 18 ans au moins, et résidant au Luxembourg, perde la qualité d'assuré obligatoire ou la protection en qualité de membre de famille après en avoir bénéficié pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la perte de cette qualité. Dans cette hypothèse, il est possible de continuer l'affiliation obligatoire sans interruption par une demande au Centre commun de la sécurité sociale, dans un délai de trois mois suivant la perte de l'affiliation.

Si l'assuré ne peut pas bénéficier d'une assurance volontaire continuée, il peut recourir à une assurance volontaire facultative. Cette dernière est ouverte aux personnes résidantes au Luxembourg qui ne peuvent bénéficier autrement d'une protection en matière d'assurance maladie. Le droit aux prestations n'est ouvert qu'après un stage d'assurance de trois mois à partir de la présentation de la demande au Centre commun de la sécurité sociale.

Néanmoins, le département de la sécurité sociale est actuellement en train de travailler sur la mise en place de l'accès universel aux soins de santé, tel que prévu dans l'accord de coalition 2018-2023. Ce système garantira l'accès aux soins de santé aux personnes particulièrement vulnérables et sans affiliation obligatoire. Ainsi, l'accès aux soins de santé pour les ex-détenus qui ne bénéficieront pas d'une affiliation obligatoire sera plus facile avec la mise en place d'un tel système.

Question 4171 (28.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**accident d'un navire sous pavillon luxembourgeois :**

Am Artikel „Luxembourg-listed ship lost in storm was in poor shape", deen den 19. Abrëll an der „Luxembourg Times" publizéiert gouf, heescht et, datt e Schëff ënner Lëtzebuerger Fändel, wat de 26. September 2019 um Atlantik op hallwem Wee zwëschent der afrikanescher an der südamerikanescher Küst ënnergaangen ass, an engem schlechten Zoustand war. Dëst, obwuel et am Virfeld kloer Warnunge vum zoustännege Personal gouf, datt d'Schëff net uerdentlech gewaart an duerfir net prett wier fir auszelafen. Bei dësem trageschen Accident koume schlussendlech 14 Leit vun der Besatzung ëm d'Liewen.

Duerfir géif ech dem Här Minister fir Ekonomie, der Madamm Justizminister an dem Här Transportminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass Lëtzebuerg all senge Flichten als Flaggestaat nokomm? Wéi ass et méiglech, datt e Schëff ënner Lëtzebuerger Fändel an esou engem miserabelen Zoustand huet däerfen navigéieren?

2. Lafen international Enquêtë géint Lëtzebuerg an/oder de Pavillon maritime wéinst dem Accident?

3. Wéi eng Konsequenzen huet Lëtzebuerg aus dësem Accident gezunn, souwuel wat d'Iwwerpréiwung vun de Schëffer beim Enregistrement ugeet wéi och bei deene lafende Sécherheetskontrollen?

4. Bei deene Verstuerwenen handelt et sech bis op ee Mann aus Kroatien ausschliisslech ëm Bierger aus Net-EU-Staaten (Philippinnen, Russland, Südafrika, Ukrain). Bezilt de Staat an dëse Fäll Sozialleeschtungen un d'Familljemembere vun deene verstuerwene Besatzungsmemberen, zum Beispill duerch eng Witwerent? Steet d'Regierung am Austausch mat deene concernéierten Autoritéiten an den Hierkonftslänner vun deene Leit?

5. Kënnen d'Famillje vun deene verstuerwene Besatzungsmembere viru Lëtzebuerger Geriichter en zivillrechtleche Schuedensersatzusproch géint d'Bedreiwerfirma respektiv géint Lëtzebuerg lancéieren? Wa jo, op wéi eng Modalitéite musse si dobäi oppassen? Wann net, firwat net?

Réponse commune (03.06.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Kader vun der Kontroll an den Inspektioune vum Schëff Bourbon Rhode, dat de 26. September 2019 ënnergaangen ass, si Lëtzebuerg an déi zoustänneg Verwaltung, de Commissariat aux affaires maritimes, zu all Moment hiren Obligatiounen nokomm.

D'Behaaptung, d'Schëff wier an engem miserabelen Zoustand gewiescht, stëmmt esou net. Den éierewäerten Deputéierte baséiert sech hei op eng Duerstellung vu verschiddene Presseorganer, an deenen d'Aussoe vun den Zeien, déi am Rapport intermédiaire vun der Lëtzebuerger „Administration des enquêtes techniques" (AET)[7] zitéiert ginn, aus dem Kontext geholl a falsch duergestallt goufen. An deem Rapport steet op Säit 86 ënnert dem Punkt 3.10 Survivor statements:

"… The Bourbon Rhode did not make a good impression upon boarding at the shipyard. All three survivors stated that they were surprised by the bad condition. One survivor stated that a senior engine crew member was worried about the technical state of the vessel not being in a condition to cross the Atlantic …"

Dës Ausso bezitt sech awer op d'Situatioun vum Schëff, wéi et den 30. Juli 2019 an de Chantier gaangen ass. E bësse méi wäit am Rapport, op der Säit 87, gi genee déi selwecht Zeie weider zitéiert zu der spéiderer Situatioun vum Schëff:

"… Upon departure, the vessel was considered to be in fair condition and generally ready to sail.

After leaving Las Palmas:

Upon departure on 17 September in Las Palmas, the vessel was considered to be generally ready to sail and watertight, except for the engine room skylight hatch, which had not been repaired during the dry dock stay …"

Eng „safety recommendation", déi d'AET den 19 August 2020 publizéiert huet, ass vum CAM per Circulaire un all d'Armateuren an un d'Klassifikatiounsgesellschaften erausgaangen (http://www.maritime.lu//sites/maritime.lu/files/files/pdf/legislation/reg_circulaires/004%20AET%20Safety%20Bulletin.pdf).

All Schëffer, déi am internationalen Handel aktiv sinn, gi vun enger sougenannter „Klassifikatiounsgesellschaft" oder kuerz „Klass" suivéiert. Dobäi handelt et sech ëm spezialiséiert Firmen, déi souwuel technesch Normen a Standarde fir Schëffer ausschaffe wéi déi och kontrolléieren. Dat fänkt u bei der Konzeptioun a beim Schëffsbau, mee och duerno wärend der ganzer Operatiounszäit vum Schëff maache si reegelméisseg Inspektiounen op de Schëffer, besonnesch virun an no Reparatur- a Maintenanceaarbechten. All d'Schëffer, déi ënnert dem Lëtzebuerger Pavillon fueren, si bei enger vun den aacht Firmaen, mat deenen de Commissariat aux affaires maritimes en Accord huet, „klasséiert".

Dëst war och beim Bourbon Rhode de Fall. D'Schëff ass, ier et zu Lëtzebuerg ugemellt gouf, fir d'alleréischt siwe Wochen an e Chantier gaangen, wou d'Aarbechte vun der Firma Bureau Veritas iwwerwaacht goufen, an um Enn huet d'Schëff och vum Bureau Veritas déi néideg Zertifikater ausgestallt krut.

Doriwwer eraus besteet och e System vu „Flaggestaat-Inspektiounen". Dofir huet de Commissariat aux affaires maritimes e Reseau vun Inspekteren uechtert d'Welt, déi a sengem Numm mat enger vun him ausgeschaffter Checklëscht u Bord ginn an den techneschen Zoustand, mee och déi sozial Konditiounen iwwerpréiwen. Esou eng Inspektioun gëtt ongefäier eemol am Joer duerchgefouert.

Dem Wëssensstand vum CAM no lafe keng international Enquêten. Zu Lëtzebuerg hu sech dofir awer d'Administration des enquêtes techniques (AET) an de Parquet dem Dossier ugeholl. D'AET huet de 15. Abrëll 2021 dee genannte Rapport intermédiaire erausbruecht an dësen och op hirem Internetsite publizéiert. Well déi zwou Enquêten nach lafen an am Respekt vun der Onofhängegkeet vun deenen zwou Verwaltunge kann dëst net weider kommentéiert ginn.

Den CAM ass och reegelméisseg a Kontakt mat der EMSA (European Maritime Safety Agency) an der OMI (Organisation maritime internationale), déi den

[7] Disponibel ënner: https://aet.gouvernement.lu/fr/l-administration/transports-maritimes.html

Dossier och suivéieren a wou de Fall an d'Konklusioune vum definitive Rapport och wäerten zur Sprooch kommen.

Zu de Froe betreffend d'Besatzungsmembere sief drop higewisen, dass, wann e Séifuerer zu Lëtzebuerg affiliéiert ass, hie vun de selwechte Rechter wéi all anere Lëtzebuerger Salarié profitéiert. Sou kann dem Conjoint eng Witwerent zoustoen, wann d'Krittäre vum lëtzebuergesche Gesetz dofir erfëllt sinn.

Net all d'Matrousen, déi ënner Lëtzebuerger Fändel fueren, sinn an der Lëtzebuerger Sécurité sociale ugemellt. Dat hänkt vun hirer perséinlecher Situatioun of a vun europäeschen oder internationalen Instrumenter, déi fir si applikabel sinn (Règlement européen n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale ainsi que son Règlement d'application 987/2009, bilateral Konventiounen tëschent Lëtzebuerg an Drëttstaaten ...). Vu Fall zu Fall muss eng Analys vun den zoustännegen Instanze gemaach ginn.

An der Theorie kéint eng zivill Aktioun fir Schuedensersatz géint d'Firma oder och géint Lëtzebuerg lancéiert ginn. Esou eng Aktioun huet awer nëmmen dann Aussiicht op Erfolleg, wann et geléngt ze demonstréieren, datt d'Krittäre fir eng Applikatioun vun der „responsabilité civile délictuelle" erfëllt sinn, et missten also Schold, Schued an e Kausallink bestoen.

Question 4172 (28.04.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **rôle des acteurs privés dans le processus de création de logements abordables :**

L'accord de coalition actuel stipule à juste titre que « l'offre de logements et de terrains disponibles est largement insuffisante par rapport à la demande croissante », et que : « seule une action concertée de l'action publique et de l'initiative privée pourra constituer une réponse adéquate au problème ». Pourtant, « l'initiative privée » se dit toujours écartée du processus de création de logements abordables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer de l'état d'avancement de l'« action concertée » public/privé mentionnée dans l'accord de coalition ?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il réagir à la proposition du secteur privé d'entamer une vraie collaboration entre le privé et le public pour stimuler à plus grande échelle le logement (locatif) abordable ?

- Est-ce qu'il est envisagé d'assurer aux promoteurs privés, à conditions égales, les mêmes subventions et aides qu'aux promoteurs publics ?

- Est-ce qu'aujourd'hui il y a déjà des acteurs privés engagés dans la location de logements abordables ?

Réponse (11.05.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Il ressort de l'accord de coalition que la réponse adéquate au problème du logement devrait être constituée d'une action concertée entre l'action publique et l'initiative privée, pour ensuite continuer que l'action publique devra se concentrer prioritairement sur la refonte complète de la loi modifiée du 25 février 1979, la dynamisation de la création de logements sociaux et de logements à coût modéré, la mobilisation de terrains à bâtir, l'emploi renforcé des moyens en place pour augmenter l'offre (plans d'occupation des sols, aménagement communal, protection de la nature), la mise en place du nouveau Pacte Logement 2.0 « État-communes », l'augmentation de la qualité urbanistique, de la qualité de vie et de la cohésion dans les quartiers ainsi que l'amélioration de la qualité dans la construction et de la qualité énergétique et de la biologie de l'habitat en général et finalement sur le combat de la spéculation foncière et amélioration de la transparence des prix du marché de la location.

Un certain nombre de ces priorités tombent dans la compétence du Ministère du Logement et celui-ci s'est donc attelé à la tâche en préparant, notamment :

- la réforme complète de la loi modifiée du 25 février 1979 ;

- la refonte de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation (voir doc. parl. n° 7642) ;

- la mise en place d'un Pacte Logement 2.0 avec des objectifs de création de logements abordables, de mobilisation du potentiel foncier et résidentiel ainsi que dans l'amélioration de la qualité résidentielle ;

- la mise en place d'un fonds spécial dédié à la mobilisation du potentiel foncier et à la dynamisation de création de logements abordables ;

- la révision de la subvention d'intérêt pour prêts climatiques ;

- ainsi qu'un certain nombre d'autres mesures réglementaires et d'initiatives visant, d'un côté, le développement d'un stock plus important de logements abordables locatifs et, de l'autre côté, une meilleure protection du locataire face à un marché connaissant des hausses de prix très élevés.

Dans ce contexte, le Gouvernement a élaboré une révision de l'article 29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (voir doc. parl. n° 7648). Selon le nouveau texte proposé suite au récent amendement gouvernemental à l'article 29bis, la création de logement abordable dans les nouveaux PAP sera rendue systématique et la cession automatique de l'incidence foncière nécessaire à ces logements sera compensée par un droit de construction supplémentaire pour l'ensemble du PAP en question. Cette disposition permettra la création de 10 % à 20 % de logements abordables en fonction du type de PAP, voire de 30 % pour les sites repris au Plan sectoriel « Logement ». Cette nouvelle disposition apporte une simplification administrative substantielle et la prévisibilité nécessaire pour tout promoteur en vue de la réalisation de son projet de logements. Ainsi, notamment les quelque 2.900 ha de potentiel foncier inclus aux PAG, mais nécessitant l'adoption d'un PAP, contribueront de façon plus conséquente que par le passé à la création de logements abordables, sans léser les développeurs et tout en améliorant l'utilisation de la ressource foncière tellement rare et chère.

Les logements seront construits - comme tous les logements au Luxembourg - par des entreprises privées du secteur du bâtiment. Le financement, la gestion, l'attribution et la garantie de l'abordabilité de ces logements seront néanmoins assurés par des acteurs publics ; soit les communes, soit le Fonds du logement, soit la SNHBM grâce aux participations étatiques des aides à la pierre. De cette façon, les capacités de développement et de construction du secteur privé seront alliées de façon efficace à la nécessité d'assurer le service public de l'abordabilité sur le long terme.

Il y a finalement lieu de rappeler que les participations étatiques accordées aux différents acteurs actifs dans le domaine du logement abordable doivent évoluer dans le cadre réglementaire précis et restreint de la décision de la Commission du 20 décembre 2011, relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Actuellement, les conditions de cette compensation, pouvant atteindre 75 % des coûts du développement de logements réalisés par les promoteurs publics et les promoteurs privés sans but de lucre, comprennent notamment l'obligation d'une mise en location abordable pendant au moins 40 ans à des personnes répondant aux conditionnalités déterminées dans le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, et ceci selon les conditions de loyer qui y sont arrêtés. Même si les promoteurs privés sans but de lucre ne sont pas obligés d'appliquer ces conditions de la même façon que les promoteurs publics, ils sont tout de même tenus de réinvestir tout surplus éventuel dans la réalisation de logements répondant aux mêmes conditions de service public.

Question 4173 (28.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **discrimination sur la base de l'orientation sexuelle :**

Nach ëmmer gi Mënsche weltwäit wéinst hirer sexueller Orientéierung diskriminéiert. An och wann de Code pénal esou eng Diskriminatioun ënner Strof stellt, gëtt et awer ëmmer nees Ausnamen. Eng konkreet Ausnam schénge verschidde Glawensgemeinschaften ze sinn.

Opgrond vun der Reliounsfräiheet ginn nach ëmmer Persoune vu Glawensgemeinschaften an deenen unhänkenden Institutiounen diskriminéiert, ouni dass dëst juristesch Konsequenzen hätt. Ee rezent Beispill fënnt sech a Bayern, wou eng Persoun wéinst enger Foto mat engem bekannten homosexuelle Mann, déi op Social Media gedeelt gouf, aus der Paschtouesch-Schoul ausgeschloss gouf.

Zu Lëtzebuerg huet de Centre Jean XXIII - Grand Séminaire, deen Ausbildungen zum Paschtouer ubitt, tëscht 2018 an 2021 615.000 Euro Ënnerstëtzung vum Staat kritt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Cultes an Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Géif esou ee Fall wéi a Bayern vun der Regierung toleréiert ginn? Hätt dëst een Afloss op d'Konventioun mam Centre Jean XXIII?

2. Wéi schützt d'Regierung virun allem eis jonk Biergerinnen a Bierger virun den deels LGBTIQ*-feindleche Messagë vu verschiddene Glawensgemeinschaften?

Réponse commune (27.05.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Der Regierung ass net bekannt, datt et schonn en änleche Fall wéi deen a Bayern zu Lëtzebuerg ginn hätt.

An der Konventioun mam Centre Jean XXIII geet et virun allem dorëms, fir Fuerschung a Formatiounen an enger dialogbereeter an interdisziplinarescher Approche an den Domäner vun der Philosophie, den Theologien, de Reliouns- an Humanwëssenschaften oder och der Soziologie unzebidden, déi am Kader vun der Luxembourg School of Religion and Society ëmgesat ginn. Domat gëtt och de Spektrum an der Lëtzebuerger Fuerschung beräichert an erweidert, souwéi dat och an änlechen Instituter am Ausland de Fall ass.

D'Luxembourg School of Religion and Society huet des Weideren de 26. September 2019 d'Charte de la diversité Lëtzebuerg ënnerschriwwen a sech domat engagéiert, déi Prinzippien ëmzesetzen.

ad 2. An Zesummenaarbecht mat néng anere Ministèren, der Zivillgesellschaft an den nationale Mënscherechtsorganisatioune gouf 2018 den éischten nationalen Aktiounsplang ausgeschafft, fir d'Rechter vun de lesbeschen, schwulen, bisexuellen, transgeschlechtlechen an intergeschlechtlechen (LGBTI) Mënschen ze stäerken. Dësen Aktiounsplang huet eng global Approche fir d'Diskriminatioune géint d'LGBTI-Mënschen an de verschiddene Liewensberäicher ze bekämpfen. Dat sechst Kapitel behandelt méi generell de Kampf géint Diskriminatiounen, Haassverbriechen an Haassrieden. De Plang gesäit verschidden Aktioune vir, fir zum Beispill de legislative Kader ze stäerken, besser géint Haassriede virzegoen an d'Ëffentlechkeet ze sensibiliséieren.

An deem Kontext erënnert d'Regierung och drun, datt de 17. Mee 2021 d'ILGA-Europe hir 2021 Editioun vun der Rainbow Map devoiléiert huet, wou Lëtzebuerg e Score vun 72 % krut a sech domat op Plaz 3 vun 49 Länner befënnt.

Question 4175 (28.04.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **création d'un groupe canin pour l'Administration pénitentiaire :**

Dans son rapport annuel de 2020, le Contrôle externe des lieux privatifs (CELPL) a recommandé de créer un groupe canin propre à l'administration pénitentiaire dans le cadre de la détection de stupéfiants en prison. Dans ce même contexte, d'après le rapport de l'Ombudsman sur la problématique des stupéfiants en milieu carcéral de 2020, la Police grand-ducale souligne vouloir soutenir l'administration pénitentiaire dans sa volonté de vouloir se doter de chiens de dépistage en la conseillant notamment dans la sélection de maîtres-chiens.

D'après le même document, la mise en place d'un groupe canin est prévue pour l'année 2021 et l'utilisation des chiens renifleurs pourrait se faire sur tous les sites et dans tous les services de l'Administration pénitentiaire.

En outre, selon un article du « Luxemburger Wort » paru en date du 10 mars 2020, le Centre pénitentiaire à Schrassig aurait eu la possibilité de tester un nouvel appareil de détection de stupéfiants (IONSCAN 600).

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelle est la composition actuelle du groupe canin propre à l'administration pénitentiaire ?

2) L'utilisation des chiens renifleurs est-elle réalisée au sein de tous les services du milieu carcéral ?

3) Le détecteur de stupéfiants est-il toujours à disposition du Centre pénitentiaire à Schrassig ?

Dans l'affirmative, quelle est son efficacité ?

4) Quels sont les chiffres exacts de détections de stupéfiants dans le milieu carcéral ?

5) Quelles sont, selon Madame la Ministre, des pistes alternatives à poursuivre dans la lutte contre la présence de stupéfiants en prison respectivement des offres de sevrage et de prévention ?

Réponse (10.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) À l'heure actuelle, l'unité cynotechnique de l'administration pénitentiaire est en voie de mise en place.

Il est prévu de recruter deux à trois agents pénitentiaires comme maîtres-chiens. Cette procédure débutera par trois séances d'information qui auront lieu le 12 mai au Centre pénitentiaire de Givenich.

Le recrutement sera réalisé au plus tard pour le mois d'août et sera effectué avec l'appui actif de l'Inspection anti-drogues et produits sensibles (IADPS) de l'Administration des douanes et accises qui est l'unité responsable pour les chiens de dépistage de cette administration.

Les agents doivent faire preuve de compétences et d'affinités en matière cynologique. Leur habitation privée doit répondre à des critères d'espace stricts permettant un traitement adéquat des chiens. Les agents doivent en sus se soumettre à des tests de personnalité élaborés du fait qu'ils seront en contact permanent avec des substances psychotropes interdites.

Les candidats seront soumis à une phase d'observation à la brigade cynotechnique de la douane afin de constater leur aptitude à cette tâche spécifique.

Finalement, ils doivent passer un test psychométrique spécifique destiné à vérifier leur aptitude à gérer un chien de dépistage de manière conforme sur une durée prolongée de dix ans au moins.

Les épreuves préalables à l'entrée sont identiques à celles imposées par l'Administration des douanes et accises.

Suite au recrutement, les agents retenus suivent un cycle de formation de base qui sera complété chaque année par des formations plus poussées et/ou spécialisées. La formation de base est assurée par l'Administration des douanes et accises au Luxembourg.

ad 2) Les deux ou trois maîtres-chiens et leurs chiens de dépistage seront actifs 24 h/7 dans l'ensemble des centres pénitentiaires et assureront également un service de permanence.

Il appartiendra aux directeurs des centres pénitentiaires, de l'accord du directeur de l'administration pénitentiaire, d'organiser entre eux la répartition des heures de présence des chiens et les sections à contrôler.

La base opérationnelle de l'équipe cynotechnique sera fixée au Centre pénitentiaire de Givenich pour des raisons tenant au traitement et à l'hébergement optimal des animaux pendant la journée.

ad 3) Oui, le détecteur de stupéfiants « IONSCAN » est toujours à disposition du Centre pénitentiaire de Luxembourg si la direction en fait la demande auprès du Centre pénitentiaire de Wittlich, auquel appartient l'appareil de détection.

Cet appareil ne constitue pas un détecteur de substances illicites au sens classique du terme visant à repérer la présence de produits stupéfiants sur une personne ou à un endroit précis, mais il s'agit d'un dispositif statique destiné uniquement à identifier le contenu des échantillons soumis à l'analyse de l'appareil. Cet appareil est particulièrement efficace en matière d'identification de cannabinoïdes synthétiques. Or, il est un fait que ce type de drogues ne circule presque pas dans les centres pénitentiaires luxembourgeois, contrairement aux cannabinoïdes normaux.

En outre, l'appareil ne peut fonctionner qu'avec la base de données constituée au fil du temps par l'office régional de police judiciaire (« Landeskriminalamt ») de la Rhénanie-Palatinat en Allemagne. Cette base de données est alimentée par les travaux d'un laboratoire spécialisé de l'Université de Fribourg-en-Brisgau en Allemagne.

Dès lors, dans la meilleure des hypothèses, l'« IONSCAN » ne peut être considéré que comme complémentaire aux autres stratégies de détection de stupéfiants, étant donné que ce détecteur est spécialisé dans un domaine de stupéfiants extrêmement peu utilisé en milieu carcéral au Luxembourg, est très sensible à manipuler et nécessite une base de données dont le Luxembourg ne dispose pas actuellement, alors qu'elle est localisée en Allemagne, à l'instar de l'appareil lui-même.

Au vu de ces considérations, l'« IONSCAN » ne constitue pas une piste prioritaire en matière de lutte contre les stupéfiants et il y a lieu d'attendre l'impact de la mise en place de l'unité cynotechnique avant d'approfondir la piste d'une acquisition par le Luxembourg d'un appareil « IONSCAN ».

ad 4) Les chiffres se décomposent comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5) Il est évident que la nouvelle unité cynotechnique sera appelée à jouer un rôle important en matière de détection, mais également en matière de dissuasion.

Les contrôles des points sensibles (visite, colis) et les contrôles des cellules sont déjà très poussés.

La mise en œuvre du traitement pénologique réformé qui pourra débuter au Centre pénitentiaire de Luxembourg après l'ouverture du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff et le réaménagement subsé-

quent des locaux sera une clé de voûte importante. Un accent particulier sera mis sur tous les aspects de l'addictologie, le sevrage physique en collaboration hospitalière, la phase de sevrage psychique, la consolidation et la prévention. Il est à ce titre également prévu de renforcer le service Suchthëllef du CHNP.

La création d'une unité dite « blanche », c'est-à-dire où la direction garantit l'absence totale de stupéfiants (au prix de contrôles extrêmement stricts avec lesquels les détenus participants doivent se déclarer d'accord) est d'ores et déjà chose acquise.

Question 4176 (28.04.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **greffes d'organes :**

Les transplantations d'organes sauvent des vies. En France, la presse s'est récemment fait l'écho de la déprogrammation des transplantations d'organes en raison de la surcharge des services de réanimations due à la crise du Covid-19. En effet, les greffes d'organes ont baissé en France de 25 % par rapport à l'année précédente. Avec une baisse 29 %, cette chute du nombre d'opérations a particulièrement touché les patients en attente d'un rein.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) D'une manière générale, Madame la Ministre dispose-t-elle des chiffres de patients en attente d'un greffon au Luxembourg ?

2) Combien de transplantations rénales ont été déprogrammées en raison de la pandémie du Covid-19 ?

3) Combien de personnes sont inscrites sur la liste d'attente pour une greffe de rein ?

4) Quelles sont les conditions à remplir pour pouvoir recevoir une greffe de reins ? Est-il vrai qu'un patient n'a pas droit à une transplantation rénale tant qu'un de ses reins est encore fonctionnel à 80 % ? Dans l'affirmative, quelle en est la raison ?

5) Combien de greffes de rein sont réalisées chaque année au Luxembourg ? Combien de greffons proviennent d'une personne vivante ?

Réponse (02.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) En date du 11 mai 2021, 85 patients étaient inscrits sur une liste de greffe, tous organes solides confondus. Il s'agit des patients dont les données ont été transmises à Luxembourg-Transplant par les services et médecins qui prennent en charge ces patients.

ad 2) Les transplantations rénales ou d'autres organes ne sont pas « déprogrammées », ce type d'intervention n'étant jamais programmé longtemps à l'avance (à l'exception d'une greffe de rein par don vivant). Les transplantations se font en fonction de la disponibilité d'un organe en provenance d'un donneur décédé et selon les critères d'allocation de l'organisme responsable comme Eurotransplant, fondation responsable pour la gestion pour l'allocation des organes solides dans les pays Benelux, Allemagne, Autriche, Hongrie, Slovénie et Croatie. Pendant la pandémie Covid-19, suite à la surcharge des services de soins intensifs dans de nombreux pays en Europe, le nombre de prélèvements d'organes a nettement diminué en 2020. Ainsi le nombre de transplantations a également diminué dans tous les centres de greffe européens en 2020.

ad 3) Au Luxembourg, 71 patients sont actuellement inscrits en attente d'une greffe rénale.

ad 4) Il existe des critères définis par les sociétés savantes internationales définissant l'éligibilité en vue de mise sur liste de greffe. Un rein unique fonctionnant à 80 % (par rapport à une fonction rénale normale) ne constitue en aucun cas un critère justifiant une transplantation rénale. Cette fonction permet au contraire une vie plus ou moins normale, sans restriction particulière, sans nécessité de dialyse. À noter qu'une greffe rénale consiste en la transplantation d'un rein unique, avec une fonction fréquemment ne dépassant pas les 80 % par rapport à un rein « normal ».

ad 5) Au Luxembourg, aucune greffe d'organe solide n'est effectuée depuis 2009. En moyenne, entre 15 et 25 patients luxembourgeois sont transplantés par année dans un centre étranger. Environ dix à 15 % des greffes rénales sont réalisées comme greffe à partir de don vivant.

Question 4177 (28.04.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **réserves pétrolières :**

Le Gouvernement luxembourgeois assure régulièrement le suivi des obligations de stockage des différents importateurs de produits pétroliers pour vérifier le respect des obligations nationales et internationales.

Dans ce contexte, les stocks de sécurité constitués et maintenus sur le territoire national pour le dernier trimestre de 2020 ont été contrôlés par un audit effectué par un bureau indépendant.

D'autre part, un rapport établi annuellement et analysant les mesures prises sur le plan national pour assurer et vérifier la disponibilité et l'accessibilité des stocks de sécurité est, conformément à la directive 2009/119/CE, transmis régulièrement à la Commission européenne.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie comment se présente l'état des réserves pétrolières sur le territoire national et hors de notre territoire.

2) La décision, en début de l'année, de l'OPEP et de ses partenaires de réduire leur production a-t-elle eu un impact sur l'évolution de nos réserves ?

3) Quels ont été les résultats de l'audit effectué par un bureau indépendant ?

4) Quelles sont les conclusions du dernier rapport transmis à la Commission de l'UE ?

5) Quel impact aura la décision du Gouvernement de promouvoir la décarbonisation et la mobilité électrique sur les stocks des produits pétroliers ?

Réponse (27.05.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) En vertu d'obligations internationales issues de l'accord relatif à un programme international de l'énergie conclu à Paris le 18 novembre 1974 créant l'Agence internationale de l'énergie et de la directive 2009/119/CE faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers, le Luxembourg a l'obligation de maintenir au moins 90 jours d'importation journalières nettes en produits pétroliers en tant que stocks de sécurité. Au Luxembourg, ces engagements sont respectés en imposant une obligation de stockage, calculée sur base des volumes importés durant l'année précédente, aux importateurs pétroliers.

Durant le 2e trimestre 2021, les importateurs pétroliers luxembourgeois ont ainsi constitué des stocks de sécurité de 859.142 tonnes métriques (tm), dont 798.817 tm étaient constituées et maintenues à l'étranger, pour couvrir leur obligation de stockage.

Le détail des stocks de sécurité constitués et maintenus sur le territoire national se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le détail des stocks de sécurité constitués et maintenus à l'étranger se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Finalement, il y a lieu de souligner que les stocks de sécurité ainsi maintenus permettent au Luxembourg de satisfaire à toutes ses obligations nationales et internationales.

ad 2) Les importateurs pétroliers respectent leur obligation de stockage en constituant des stocks de sécurité dont le volume a été déterminé sur base des importations de l'année précédente. Dès lors qu'il s'agit d'une obligation légale, une décision de l'OPEP n'a aucun impact sur les volumes des stocks de sécurité à constituer.

Il est cependant indéniable que la décision de l'OPEP a eu un impact sur les cours des produits pétroliers et il ne peut donc pas être exclu qu'à terme, le coût de l'obligation de stockage supporté par les importateurs pétroliers puisse éventuellement augmenter.

ad 3) L'article 39 de la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers prévoit la possibilité pour le ministre de procéder à des examens pour vérifier l'état de préparation à des situations d'urgence et des mesures de stockage prises pour y faire face.

Dans ce contexte, il a été décidé de procéder au contrôle des stocks de sécurité constitués et maintenus sur le territoire national durant le dernier trimestre 2020 et Saybolt Belgium N.V. a été mandaté pour effectuer ces contrôles.

Durant le mois de décembre 2020, six dépôts pétroliers luxembourgeois, dans lesquels des stocks de sécurité étaient constitués et maintenus, ont été contrôlés. Le contrôle des stocks de sécurité n'a relevé aucune anomalie majeure. Tous les stocks de sécurité déclarés par les importateurs pétroliers sur le territoire national étaient effectivement constitués et maintenus conformément aux obligations prévues par la loi.

ad 4) L'article 9.5 de la directive 2009/119/CE prévoit qu'« [u]n État membre pour lequel sont maintenus des stocks spécifiques correspondant à moins de trente jours établit un rapport annuel analysant les mesures prises par ses autorités nationales pour assurer et vérifier la disponibilité et l'accessibilité physique de ses stocks de sécurité conformément à l'article 5 et indique dans ce même rapport les dispositions prises pour permettre à l'État membre de contrôler l'usage de ces stocks en cas de ruptures d'approvisionnement en pétrole […] ».

Le rapport visé arrive à la conclusion que « [t]ous les stocks de sécurité luxembourgeois sont en permanence suivis, documentés et relevés statistiquement. Par ailleurs, tous les stocks de sécurité peuvent à tout moment être contrôlés physiquement dans les dépôts. Les dispositions prévues dans la législation nationale assurent en permanence la disponibilité et l'accessibilité physique des stocks de sécurité luxembourgeois. Dans le cas d'une rupture d'approvisionnement en pétrole, toutes les mesures qui s'imposent peuvent être prises pour mettre en circulation rapidement, efficacement et d'une manière transparente tout ou partie des stocks de sécurité et contrôler l'usage des stocks de sécurité ».

ad 5) À terme, les politiques de décarbonisation et de la promotion de la mobilité électrique auront comme effet une diminution des volumes de produits pétroliers qui seront importés. Dès lors que les volumes de stocks de sécurité à constituer et à maintenir sont calculés sur base des volumes de produits pétroliers importés durant l'année précédente, le volume des stocks de sécurité qui devra être constitué et maintenu en vertu des obligations de stockage diminuera continuellement dans les années à venir.

Question 4178 (28.04.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **modifications de classe d'impôt sur la fiche de retenue :**

Am Fall wou engem Employé oder enger pensionéierter Persoun hir Steierkaart am Laf vum Joer wiesselt, ass den Employeur gehalen, fir e Recalcul ze maachen, fir esou de betraffene Persounen hiert Geld auszebezuelen, ouni datt dës op eng Steiererklärung oder en Decompte musse waarden. Heifir kann en Employeur zum Beispill eng Deklaratioun maachen, déi eng negativ Steierschold ausweist a mat den nächsten Deklaratioune verrechent ka ginn.

D'Steierverwaltung selwer schreift op hirem Site: « Ces modifications de classe d'impôt sur la fiche de retenue d'impôt prennent effet à partir de la date du mariage ou de la naissance. La retenue pourra être redressée à partir de la nouvelle date validité suite à la remise de la fiche mise à jour à l'employeur ou à la caisse de pension. »

Elo ass et awer esou, datt d'CNAP dem Ombudsmann a mindestens engem Fall geäntwert huet, datt si dëse Redressement net géife maachen, mee datt déi betraffe Persoune missten op hiren Decompte waarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister confirméieren, datt d'CNAP keng Redressementer am Laf vum Joer ausbezilt?

2. Wëssend, datt grad bei Persoune mat enger klenger Pensioun esou e Redressement séier e substanziellen Deel vun hirem Akommes duerstellt, ass de Minister der Meenung, datt dës Approche misst geännert ginn?

Réponse (26.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Bei enger Ännerung vun engem Pensionéierte senger Steierkaart am Laf vum Joer kritt déi concernéiert Persoun eventuell ze vill zréckgehale Steiere vun der CNAP zréckbezuelt a muss dofir net bis op den Traitement vu senger Steiererklärung oder sengem Decompte waarden.

Duerch e mënschlechen Iertum ass dat leider an engem Fall net direkt geschitt an dëse Feeler gouf leider och an der Äntwert op dem Ombudsmann säi Bréif iwwerholl. Dësen Eenzelfall gouf awer an der Tëschenzäit redresséiert an déi concernéiert Persoun huet déi Zomm, déi hir zoustoung, och rembourséiert kritt.

Doriwwer eraus goufen d'Prozeduren an der CNAP preziséiert, fir datt esou e Feeler net nach eng Kéier passéiert.

ad 2. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro preziséiert, bezilt d'CNAP d'Redressementer am Laf vum Joer aus.

Question 4179 (28.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de communes :**

D'Stater Gemeng huet ugekënnegt, d'Verträg mat enger privater Sécherheetsfirma bis de 15. November ze verlängeren. Den Notze vun de private Sécherheetsfirmen ass net onëmstridden. Doweinst haten d'Justizministesch an de Minister fir bannenzeg Sécherheet an hirer Äntwert zu der parlamentarescher Fro Nr. 3574 erkläert:

„De Justizministère huet am Kader vun der Ausübung vu senge Missioune laut dem Gesetz vum 12. November 2002 gefrot, Asiicht an d'Dokumentatioun ronderëm déi vill diskutéiert Kontrakter vun enger Sécherheetsfirma mat zwou Gemengen ze kréien, an huet déi Dokumenter och kritt. Si ginn aktuell analyséiert."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass d'Analys vun den aktuelle Kontrakter ofgeschloss?

Falls jo, wat sinn d'Schlussfollgerungen, déi de Justizministère aus dëser Analys zitt?

2. Gedenkt de Justizministère och de Kontrakt, dee vum 15. Mee bis de 15. November 2021 leeft, ze analyséieren?

Réponse (19.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Jo, d'Analys vun de Kontrakter a vun der Dokumentatioun ass ofgeschloss. Aus den Interventiounsberichter geet ervir, dass d'Sécherheetsagenten Aktivitéiten um Terrain gemaach hunn, déi net duerch den Agrement ofgedeckt sinn. Esou geet zum Beispill aus dëse Berichter ervir, dass Leit vu privatem an awer och vun ëffentlech zougänglechem Terrain „evakuéiert" gi sinn. Der betreffender Sécherheetsfirma ass e „Rappel à la loi" gemaach ginn a matgedeelt ginn, dass am Fall vun enger Aktivitéit, déi an der Zukunft ausgeübt gëtt an déi net vum Agrement ofgedeckt ass, d'Prozedur vun der Revokatioun vum Agrement envisagéiert gëtt.

ad 2. Och dësen Dossier gëtt genau suivéiert. Op alle Fall ass et esou, dass d'ëffentlech Sécherheet net privatiséiert duerf ginn.

Question 4181 (29.04.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**ouverture d'un compte de paiement de base auprès de POST Luxembourg :**

Mam Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwert d'„comptes de paiement" gouf zu Lëtzebuerg e „compte de paiement de base" agefouert, deen ënner anerem och vu POST ouni Fraisen offréiert gëtt. Dëse Kont ass e wichtegen Outil, fir jidderengem en Accès zu Bankkonten ze ginn, onofhängeg vun Akommes, Kreditwierdegkeet a Mobilitéit.

Et ass ze verstoen, datt et duerch d'Covid-19-Pandemie zu verlängerten Delaie kënnt, elo ass et awer esou, datt Clienten, déi esou e Kont ugefrot hunn, vun Delaien, déi iwwert e Mount daueren, betraff sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Ursaachen dovun, datt d'Opmaache vun engem Basiskont esou laang Delaie mat sech bréngt?

2. Wéi eng Mesurë goufen en place gesat, fir datt POST hirer ëffentlecher Missioun nokommen an zäitno e qualitative Service offréiere kann?

Réponse (21.05.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Finanzservicer, déi POST mat hirer Abteilung POST Finance fir jiddwereen zu Lëtzebuerg ubitt, sinn e wichtegt Element vun der finanzieller Inklusioun zu Lëtzebuerg. POST Finance gëtt zanter dem Gesetz vum 3. Abrëll 1911 iwwert de „service des chèques et virements postaux" (CCP) jiddwerengem zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, zu engem gënschtegen Tariff kënne Finanzdéngschtleeschtungen ze notzen. POST Finance bleift hirer Missioun als Universaldéngscht am Service un de Bierger trei a bitt hire Clienten och gläichzäiteg innovativ an digital Léisungen un, zum Beispill mam „eboo"-E-Banking-Service, dee grad elo an der Covid-19-Kris vill Uklang fonnt huet.

POST weist drop hin, dass d'Nofro, fir e Kont opzemaachen, an deene véier éischte Méint vun 2021 ëm 37,3 % geklommen ass an also de Moment ganz héich ass. Des Weidere goufe rezent zousätzlech Kontrollen am Kader vum Blanchiment agefouert, déi de Prozess, fir e Kont opzemaachen, méi komplex maachen. An deem Kontext sinn d'Delaien, fir e Kont bei POST Finance opzemaachen, an deene leschte Wochen an d'Luucht gaangen. Am Duerchschnëtt dauert et 8,5 Schaffdeeg, fir e Kont opzemaachen.

POST Finance ënnersträicht, dass d'Qualitéit vun hire Servicer an den Déngscht um Client eng grouss Wichtegkeet fir si hunn an e Programm opgesat gouf, fir d'Transformatioun vun hirer Organisatioun an d'Moderniséierung vun hirer Infrastruktur ze begleeden. Dëse Programm wäert mëttelfristeg d'Prozesser méi effikass maachen an et ass ënner anerem virgesinn, eng Equipe op d'Been ze setzen, déi sech ausschliisslech drëm këmmert, fir Konten opzemaachen, fir esou déi aktuell Delaien ze reduzéieren.

Question 4184 (29.04.2021) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Parc des trophées militaires à Bakou :**

Le 12 avril, le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, a ouvert « le Parc des trophées militaires », une exposition de « trophées » de guerre à Bakou, montrant des mannequins en cire représentant les soldats arméniens de façon caricaturale, ainsi que des tanks, armes et autres casques pris du côté arménien pendant la seconde guerre du Haut-Karabagh, dont est sorti vainqueur l'Azerbaïdjan le 9 novembre 2020, après la capitulation de l'Arménie suivant 44 jours de combats.

En réaction à ce parc d'exposition ainsi qu'au discours fait par Aliyev lors de la cérémonie d'ouverture de ce dernier, l'Arménie a accusé l'Azerbaïdjan de haine raciale et de « politique génocidaire ». La presse internationale quant à elle parle d'une opération de communication destinée à galvaniser l'opinion publique ainsi que d'une surenchère nationaliste afin de garder le pouvoir et faire oublier des scandales de corruption en Azerbaïdjan. Le président azerbaïdjanais a notamment souligné que « tous ceux qui visiteront le Parc des trophées verront la force de notre armée, notre résolution et à quel point il était difficile d'obtenir la victoire ».

En effet, le chef de la diplomatie arménienne parle d'une « dégradation publique de la mémoire des victimes de la guerre, des personnes disparues et des prisonniers de guerre », d'une « violation des droits et de la dignité de leurs familles » ainsi que d'une « campagne de mensonges et de diffamation », estimant que le message du parc était celui du « triomphe du droit international sur l'occupation illégale » du Haut-Karabagh par les forces arméniennes.

De plus, il apparaît que le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, a tenté de ridiculiser la position du Luxembourg lors d'une conférence de presse le 13 avril 2021.

Il nous revient également que le 20 avril 2021, Ilham Aliev, le président azerbaïdjanais a déclaré son intention d'envahir le sud de l'Arménie et d'ouvrir un corridor vers Nakhitchevan où des milliers de monuments historiques arméniens ont été détruits sous sa présidence.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Quelle est la position du ministre par rapport à l'ouverture récente du « Parc des trophées militaires » à Bakou ainsi que sur à la déclaration faite par le président Aliyev lors de la cérémonie d'ouverture ? Le Ministre considère-t-il ces actions comme une preuve de haine à l'égard des Arméniens et de politique génocidaire azerbaïdjanaise ?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que le « Parc des trophées militaires » soit en contradiction avec les politiques de l'Union européenne et les engagements internationaux de l'Azerbaïdjan ?

- Sachant que le président de l'Azerbaïdjan a invité à plusieurs reprises les Arméniens à accepter la défaite lors de cette seconde guerre du Haut-Karabagh afin d'établir une paix durable dans la région, le Gouvernement pense-t-il qu'en inaugurant ce « Parc des trophées », l'Azerbaïdjan cherche l'effet inverse, à savoir l'entretien de la haine entre les deux pays ?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement pense pouvoir prendre à l'égard du parc des trophées militaires et du discours de haine du président de l'Azerbaïdjan ?

- Le Gouvernement a-t-il pris conscience du discours tenu par le président de l'Azerbaïdjan lors d'une conférence de presse le 13 avril 2021 pendant lequel il a notamment tenté de ridiculiser la position du Luxembourg ?

• Le Ministre a-t-il déjà pris des mesures par rapport au contenu de presse ?

• Dans la négative, pense-t-il en prendre ? Si tel est le cas, lesquelles ?

- L'Union européenne prévoit-elle des mesures par rapport aux événements cités ci-dessus concernant l'Azerbaïdjan ? Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures ?

- En ce qui concerne la déclaration du président de l'Azerbaïdjan d'envahir le sud de l'Arménie et d'ouvrir un corridor vers Nakhitchevan, quelles sont les actions que le Gouvernement envisage entreprendre afin de prévenir une nouvelle guerre dans le Caucase tant au niveau national qu'au niveau européen ?

Réponse (26.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

L'ouverture du « Parc des trophées militaires » à Bakou et les propos tenus lors de son inauguration ne sont pas de nature à promouvoir la réconciliation entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Je souscris à l'avis de la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović, qui, dans une lettre adressée le 20 avril 2021 au président Aliyev, a regretté que des mises en scène de ce genre ne pouvaient qu'attiser et renforcer des sentiments d'hostilité de longue date et un discours de haine largement répandu et encourager les manifestations d'intolérance.

Le Gouvernement partage aussi l'analyse du Service européen pour l'action extérieure qui a récemment souligné que les parcs des trophées militaires sont répugnants, incompatibles avec la réconciliation et entravent la coopération future.

Le Gouvernement ne peut pas se prononcer sur la motivation des responsables azerbaïdjanais qui ont décidé de mettre en place ce « Parc des trophées militaires » à Bakou. Cette décision est en contradiction avec les déclarations de bonne volonté faites par l'Azerbaïdjan à l'issue de la récente guerre dans le Haut-Karabagh et suite à l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020. L'instauration d'une paix durable dans la région est dans l'intérêt à la fois de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

Le Luxembourg coordonnera d'éventuelles mesures à prendre avec ses partenaires au sein de l'Union européenne.

Le Gouvernement a pris connaissance des propos tenus à l'égard du Luxembourg par le président de l'Azerbaïdjan lors d'une conférence intitulée « Nouvelle vision pour le Caucase du Sud » le 13 avril dernier à Bakou. Le Gouvernement ne voit pas la nécessité de les commenter.

L'Union européenne suit de près les tensions qui persistent dans les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Elle décidera de mesures pour autant que de besoin et en fonction de l'évolution de la situation, en prenant en compte également le contexte très sensible de l'actuelle période d'après-guerre, marquée entre autres par la détention continue de prisonniers de guerre.

Que ce soit au sein de l'UE ou dans les différentes enceintes internationales, le Luxembourg continuera de plaider pour le respect du droit international ainsi que pour la mise en œuvre par toutes les parties de l'accord de cessez-le-feu signé le 9 novembre 2020 afin de prévenir une reprise du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le Luxembourg continuera aussi de soutenir les travaux des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE dans ce contexte.

Question 4185 (29.04.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **pénurie de matières premières et de matériaux :**

Il nous revient que le Gouvernement a décidé d'octroyer le financement du chômage partiel à certaines entreprises du secteur de la construction en raison de la pénurie de matières premières et de matériaux. Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quels sont les critères précis à respecter avant de se voire octroyer, dans ce scénario particulier, le bénéfice du chômage partiel ?

2) Combien d'entreprises du secteur de la construction sont concernées ? Quel est le nombre de personnes qui se verront en situation de chômage partiel ?

3) Quels sont les matières premières et matériaux qui sont devenus plus rares ? S'agit-il d'un phénomène plutôt passager ou faudra-t-il s'attendre à une pénurie persistante ?

Réponse commune (01.06.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1) Pour la deuxième moitié du mois de mai et pour le mois de juin, les demandes de chômage partiel dans le contexte de la pénurie des matières premières étaient éligibles aux conditions cumulatives suivantes :

- de ne pas procéder à des licenciements économiques durant la période d'éligibilité ;

- de ne pas dépasser le plafond maximum d'octroi de l'aide au chômage partiel fixé à 10 % du total des heures de travail normales de l'entreprise ;

- de présenter au secrétariat du Comité de conjoncture une attestation signée de la part du fournisseur par laquelle celui-ci déclare, documente et justifie son impossibilité de fournir du matériel.

À ce sujet, il y a également lieu de considérer les points suivants :

- la difficulté d'approvisionnement devait directement résulter de l'impossibilité réelle et technique du fournisseur de procéder à la livraison des matériaux ;

- l'augmentation du prix des matières premières sur le marché ne pouvait pas être invoquée comme cause justifiant l'impossibilité pour l'entreprise de se procurer la matière première.

Les entreprises qui n'étaient plus ou que partiellement à même d'exercer leur activité, du fait qu'elles auraient été à leur tour affectées par des ruptures d'approvisionnement émanant d'autres entreprises, étaient également éligibles au chômage partiel.

Le cas échéant, une attestation du pouvoir adjudicateur, respectivement du maître d'ouvrage ou de son mandataire (bureaux d'ingénieurs-conseils, bureaux d'architectes), confirmant l'arrêt complet ou partiel du chantier en question était à présenter.

ad 2) Les demandes de sept entreprises du secteur de la construction ont été avisées positivement par le Comité de conjoncture à la mi-mai pour la seconde moitié du mois de mai. Selon leurs déclarations, ces entreprises occupent au total 430 salariés, elles pourront, pendant la deuxième moitié du mois de mai, avoir recours au chômage partiel, chacune dans la limite des 10 % du total des heures de travail normales de l'entreprise, ce qui devrait ainsi concerner approximativement 43 salariés (équivalent temps plein). Les demandes de onze entreprises ont été avisées positivement par le Comité de conjoncture le 20 mai 2021 et pourront donc avoir recours à cette disposition du chômage partiel au cours du mois de juin.

ad 3) Au mois de mars 2021, la Chambre des Métiers a effectué une enquête dans le secteur de l'artisanat afin de savoir quels produits ont été impactés par cette hausse extraordinaire des prix.

Les réponses mentionnées le plus souvent étaient :

- acier,
- bois,
- matériel d'isolation,
- métaux,
- verre,
- matériel électrique (câbles, etc.),
- peinture,
- béton.

Il est actuellement difficile d'estimer les effets de cette pénurie, car la situation change d'une entreprise et d'un fournisseur à l'autre.

Il est important de prendre en considération que l'offre est actuellement restreinte à cause des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement européennes et mondiales et que la demande du secteur du bâtiment, moins impacté par la crise sanitaire que d'autres branches, était en hausse. Parmi les causes de ces perturbations figurent une production ralentie à cause de la pandémie et une demande internationale en forte progression, notamment aux États-Unis et en Chine.

Vu la complexité du phénomène, il est impossible de faire des prévisions exactes concernant la durée de cette pénurie des matériaux.

Question 4186 (29.04.2021) de **Mmes Lydia Mutsch** et **Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **objets trouvés au sein des CFL :**

Chaque année, la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois CFL fait face à environ 10.000 objets trouvés. Il s'agit là d'objets oubliés par des passagers, principalement dans les trains et gares des CFL. Un logiciel spécifique a été mis en place pour assurer la gestion des ces objets et, si possible, d'en retrouver le propriétaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des explications quant au fonctionnement du système informatique pour la gestion des objets trouvés au sein des CFL ? Combien de personnel est affecté à cette tâche ?

2) Combien de personnes se manifestent en moyenne pour récupérer leurs objets ? Quel est le pourcentage d'objets réattribués à leur propriétaire ?

3) Durant quel laps de temps les objets trouvés sont-ils conservés ? Qu'en advient-il des objets non réclamés par leur propriétaire ?

Réponse (25.05.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. En juin 2020, les CFL ont mis en place la solution connectée « Nova Find » de Rubicon pour faciliter la gestion des objets trouvés. Les CFL enregistrent toutes les déclarations de perte ainsi que tous les objets trouvés sur le réseau CFL (dans les trains et bus CFL, les gares, salles d'attente, etc.)

Le système effectue une comparaison automatique des objets déclarés perdus et ceux tenus en stock et permet ainsi de restituer rapidement les objets trouvés à leur propriétaire. À remarquer que le même outil de gestion est également utilisé par les services des objets trouvés des réseaux ferroviaires DB, ÖBB et SBB/CFF.

Actuellement, le service des objets trouvés est assuré par deux agents de 06.15 heures à 21.30 heures en semaine et de 09.00 heures à 16.30 heures le weekend.

ad 2. Avant la crise sanitaire, les CFL ont traité 800 dossiers par mois en moyenne, soit près de 9.600 dossiers par an (cumul des avis de perte et de trouvaille annoncés par les clients et/ou le personnel des CFL.

Depuis le 1er juin 2020 et jusqu'au 30 avril 2021, le service concerné a enregistré 3.540 dossiers dans le nouveau logiciel.

2.475 personnes se sont manifestées pour retrouver leur objet, soit une moyenne mensuelle de 225 clients, dont 40 % ont pu récupérer leur bien.

ad 3. Les objets non réclamés sont gardés pendant une durée de deux mois. Ce délai dépassé, ceux-ci sont mis à disposition de différentes associations caritatives.

Les objets de valeurs (par exemple : porte-monnaie, bijoux, appareils/accessoires, multimédia) ne sont pas gardés par les CFL mais transférés deux fois par semaine à la Police grand-ducale.

Question 4187 (29.04.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **pénurie de matières premières et de matériaux :**

Am Artikel „Baumaterial wird durch Pandemie knapp", deen de 27. Abrëll am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, war ze liesen, datt d'Lëtzebuerger Bauindustrie ëmmer méi an eng Krisesituatioun geréit. Dëst, well et opgrond vu Problemer an de globale Liwwerketten ëmmer méi u wichtege Baumaterialie feelt. Sou huet sech de Präis vum Bauholz verduebelt, bei verschiddenen Zorte vu Stol verhält et sech d'nämmlecht.

Duerfir géif ech dem Här Minister fir Ekonomie gär dës Froe stellen:

1. Betruecht d'Regierung et opgrond vun esou engem warnende Beispill als opportun, d'Ekonomie am Kader vum „devoir de vigilance" duerch zousätzlech Virschrëften ze belaaschten?

2. Kéint d'Regierung sech virstellen, sech um Niveau vun der EU fir eng Reduzéierung oder souguer eng Ofschafung vun den Zolltariffer op wichtege bauleche Substanzen anzesetzen, fir e méiglechst gutt funktionéierende Welthandel an domat zouverlässeg Liwwerketten ze gewärleeschten?

3. An der Äntwert op meng Fro Nummer 3834 geet ervir, datt am Giddertransport am Moment Accise vun 0,51 Euro op de Liter Super 95 an 0,40 Euro op de Liter Super 98 erhuewe ginn. Kéint d'Regierung sech virstellen, dës Steierbelaaschtung kuerzfristeg erofzesetzen, fir an dëser schwiereger Gesamtsituatioun op d'mannst en zouverlässegt Transportwiesen ze garantéieren?

Réponse commune (31.05.2021) **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Déi vum honorabelen Deputéierte genannte Sujete stinn net an direktem Zesummenhang mat der méi ugespaanter Situatioun bei der Zouliwwerung vu verschiddene Baumaterialien.

D'Regierung huet eng Etüd zum Sujet vum Devoir de diligence an Optrag ginn an dës och public gemaach. Et ass een interministerielle Kommitee geschaaft ginn, fir sech elo weider mam Sujet vum Devoir de diligence a senger Ëmsetzung an nationaalt an europäescht Recht auserneenzesetzen. Dës Aarbechte sinn net a Fro gestallt.

D'Regierung setzt sech a fir eng resilient an eng oppen europäesch Handelspolitik, och am Kader vun der Welthandelsorganisatioun, wou Zolltariffer multilateral ausgehandelt ginn. De Problem, op deen den honorabelen Deputéierten hiweist, ass op eng global Penurie vu Materialien zeréckzeféieren, déi d'Präisser an d'Luucht dreift. An dësem Kontext ass net erwisen, datt weider Reduktioune vun Zolltariffer e positiven Impakt op dës Präisser kéinten hunn, virun allem well dës Tariffer generell schonn niddreg sinn oder op null gesat gi sinn. Doriwwer eraus ass ze ënnersträichen, datt Baumaterial, dat aus dem Bannemaart kënnt, kengen Zolltariffer ënnerläit.

Wat d'Accisen um Bensinn Super 95 a Super 98 ugeet, sief drop higewisen, dass d'Transportwiesen an der gréisster Majoritéit fir seng Gefierer op Diesel zeréckgräift.

Question 4188 (29.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant **Cargolux :**

D'Cargolux feiert 2021 hiert 50-järegt Bestoen. 2020 huet Cargolux kënnen ee Rekordbenefice vun iwwer 630 Milliounen Euro erzilen. Déi momentan sanitär Kris huet der Fluchgesellschaft also net geschuet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Fënnt d'Regierung, dass d'Cargolux kann als Gewënner vun dëser Kris bezeechent ginn a wa jo, wäert d'Cargolux och ënnert déi ugeduechte Steier fir d'Gewënner vun der Kris falen, déi vu verschiddene Regierungsmembere proposéiert gouf?

2. Wéi vill Material huet d'Cargolux 2020 am Optrag vum Staat op Lëtzebuerg transportéiert? Kann d'Regierung Detailer zu dëse Liwwerunge ginn (Material an Unzuel)?

3. Huet d'Cargolux och Covid-19-Impfstoff am Optrag vun der Regierung op Lëtzebuerg transportéiert? Wa jo, wäert d'Regierung och ënnert dem neie Verwaltungsrot weiderhin Opträg am Zesummenhang mat Covid-19 un d'Cargolux ginn?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Cargolux ass effektiv eng vun deene Gesellschaften, fir déi et méiglech war, hir Operatioune wärend der Covidkris weiderzeféieren. De Benefiss heirun ass, datt d'Fluchgesellschaft guer kee Chômage partiel huet missen ufroen an all hir Employéë weiderhi konnt beschäftegen. Zousätzlech dozou huet si deene Gesellschaften Aarbecht bruecht, déi Servicer fir déi weiderlafend Operatiounen ubidden.

Cargolux huet mat enger essentieller Loftbréck tëscht Asien, Europa an den USA fir wichteg Liwerunge vu PPE (perséinlech Schutzausrüstungen) gesuergt, an dat net nëmme fir Lëtzebuerg, mee och fir verschidden aner europäesch Länner. Net nëmmen huet Lëtzebuerg vum Bezuele vun Taxen op de Paie profitéiert, mee et wäert och vum Bezuele vu kommunalen a korporativen Taxe profitéieren.

ad 2. Cargolux huet am Kader vun der sanitärer Kris am Joer 2020 en Total vun 2.033.031 kg a vu Januar bis Mee 2021 242.404 kg op Lëtzebuerg transportéiert, wat ongeféier 19 bis 20 Boeing 747 entsprécht. D'Produkter, déi transportéiert goufen, waren haaptsächlech PPE (perséinlech Schutzausrüstungen), Beotmungsmaschinnen, Medikamenter a medezinnescht Material, e mobillt Spidol an Autotester.

ad 3. Am Optrag vun der Regierung huet Cargolux bis haut keng Impfstoffer transportéiert.

Question 4190 (30.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **élèves non résidents dans l'enseignement fondamental international :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 3797 schreift den Här Schoulminister, dass aktuell 163 Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn, eng Grondschoul vun der Lëtzebuerger internationaler Schouloffer besichen.

An deem Kontext wéilt ech nach eng Rei weider Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler sinn aktuell an de Grondschoule vun der Lëtzebuerger internationaler Schouloffer ageschriwwen? Wéi verdeelt sech dës Zuel op déi verschidde Schoulen? Wéi verdeele sech déi 163 Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn, op déi verschidde Schoulen?

2. Bei de Grondschoulen entscheet de Schäfferot vun der betraffener Gemeng, ob ee Kand aus enger anerer Gemeng an hir Schoul opgeholl gëtt. Dëst kann awer nëmmen opgrond vun enger besonnescher Motivatioun geschéien. Wien hëlt déi Entscheedung am Fall vun de Grondschoulen aus der Lëtzebuerger internationaler Schouloffer? Wéi eng Konditioune mussen erfëllt sinn?

Réponse (08.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Aktuell sinn 1.487 Schüler an enger Lëtzebuerger internationaler Grondschoul ageschriwwen. Si verdeele sech follgendermoossen op déi ënnerschiddlech Schoulen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Vun dësen 1.487 Schüler hunn zum aktuellen Zäitpunkt 166 hire Wunnsëtz am Ausland. Am Mäerz 2021, wéi d'Recherchë fir d'parlamentaresch Fro Nr. 3797 gemaach goufen, waren et dräi Schüler manner. Dësen Ënnerscheed erklärt sech duerch eng nei Inscriptioun an enger Lëtzebuerger internationaler Grondschoul an duerch de Wiessel vum Wunnsëtz vun zwee Schüler.

Dës 166 Schüler verdeele sech follgendermoossen op déi ënnerschiddlech Schoulen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Bei den internationale Schoulen ass et d'Direktioun vun der Schoul, déi d'Decisioun hëlt. Dobäi gi verschidden Aspekter berücksichtegt, wéi zum Beispill d'Zuel vun den disponibele Plazen an deenen ënnerschiddleche Sproochesektiounen, oder och de Fait, ob schonn e Brudder oder eng Schwëster aus deem selwechten Elterenhaus an der Schoul ageschriwwen ass.

Question 4191 (30.04.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **aides financières pour les entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Am Artikel „Durchs Netz gefallen", deen de 16. Abrëll am „Tageblatt" publizéiert gouf, geet vun engem Porzeläinhiersteller vu Beetebuerg rieds, deen ënner anerem opgrond vun de Covidrestriktioune vun der Lëtzebuerger Regierung sou gutt wéi all seng Opträg verluer huet, awer keng vun de finanziellen Ersatzleeschtunge vun der Regierung an Usproch huele kann. Dëst, well hie seng Opträg als Zouliwwerer vum Horecasecteur an net als concernéierten Entrepreneur selwer verluer huet. Um Terrain loosse sech weider esou Beispiller fannen. Sou sinn zum Beispill och Entreprisen, déi a kulturellen Etablissementer d'Gestioun vun der Garderob iwwerholl hunn, vum nämmlechte Problem betraff.

Duerfir géif ech dem Här Minister fir Soziales an dem Här Wirtschaftsminister gär dës Froe stellen:

1. Erfaasst d'Regierung dës Fäll an enger separater Statistik?

2. Kéint d'Regierung sech virstellen, hir finanziell Ersatzleeschtungen am nationale Kader och op Zouliwwerer vun Entreprisen auszeweiden, déi vun de Covidrestriktioune betraff sinn?

Réponse commune (31.05.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Am Virfeld ass ze preziséieren, dass d'Firma am Artikel, deen den honorabelen Deputéierten nennt, hir Clienten net an direktem Zesummenhang mat Restriktiounen am Lëtzebuerger Horecaberäich verluer huet: dës Firma ass keen direkten Zouliwwerer vum Lëtzebuerger Horecasecteur, mee vermaart hir Produite villméi op internationale Foiren, zum Beispill zu Paräis an zu Frankfurt, sou wéi dat och am Artikel erkläert gëtt. Des Weideren ass et esou, dass dës Firma zwar net konnt op Aiden zeréckgräifen, déi spezifesch fir den Horecasecteur ausgeluecht sinn, mee awer zum Beispill konnt op de Chômage partiel zeréckgräifen, sou wéi dat och aus dem Artikel erausgeet.

D'Regierung huet d'Bäihëllefe fir Betriber am Kader vun der Covid-19-Pandemie breet opgestallt, verschidde vun de Bäihëllefe riichte sech u Betriber queesch aus alle Secteuren, déi vun der Pandemie impaktéiert goufen, anerer si spezifesch fir déi Betriber a Secteuren ausgeriicht, déi am stäerkste getraff goufen. An den aktuellen Ëmstänn ass net virgesinn, dës Bäihëllefe weider auszeweiden.

Am Kader vun der sozialer Sécherheet goufe follgend Mesurë geholl, fir den Entreprisen ze hëllefen:

- D'sozial Kontributiounen: Och wann d'Sozialbäiträg fälleg bleiwen a pro Mount fakturéiert ginn, gëtt vum Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) keen Zënssaz am Fall vun enger Verspéidung beim Bezuele vun de Cotisatiounen applizéiert. Dës legal Derogatioun zu den Dispositioune vum Code vun der sozialer Sécherheet lafen nach bis den 30. Juni 2021. Et ass allerdéngs virgesinn, fir déi bis den 31. Dezember 2021 ze verlängeren. Doriwwer eraus gëtt de reduzéierten Taux vum Zënssaz (aktuell op 0 % festgesat) applizéiert, wann d'Bezuelungsfristen, vun deenen e puer Patronen an eegestänneg Aarbechter profitéieren, respektéiert ginn, dat heescht, wann déi fälleg Cotisatiounen an de monatlechen Akkont op d'Schold matzäite bezuelt ginn.

- Forcéierte Recouvrement: De forcéierte Recouvrement vun de soziale Cotisatioune fir Patrone vum Horecasecteur goufe bis Enn Mäerz 2021 suspendéiert. Déi selbstänneg Aarbechter aus dem selwechte Secteur konnten dës Suspensioun och ufroen. Aktuell gëtt d'Situatioun evalueiert a gekuckt, ob et néideg ass, fir dës Mesure, en vue vun der Reouverture, nach mussen ze verlängeren. De CCSS wäert awer nei Propositioune fir d'Scholdepläng un déi Patrone verschécken. Doriwwer eraus hunn déi betraffe selbstänneg Aarbechter d'Méiglechkeet, hir „assiette cotisable" ze adaptéieren, fir d'Cotisatioune kënnen ze reduzéieren. Bei besonnesch schwéiere Situatioune kann de CCSS och en individualiséierte Scholdeplang proposéiere mat méi laangen Delaien, fir d'Scholden zeréckzebezuelen.

- Remboursement vun der Mutualité des employeurs (MDE): Patronen an eegestänneg Aarbechter kënne vun engem Remboursement vun 100 % profitéieren amplaz vun 80 % fir Leit, déi a Quarantän oder an Isolatioun waren. Dës Moossnam gëtt retroaktiv op den 1. Juli 2020 ugewannt an ouni Auswierkungen op de finanziellen Absenteismus beim Klassifizéiere bei der MDE.

Fir den Detail vun den Aiden, déi vusäite vum Wirtschaftsministère fir Betriber disponibel waren oder sinn an ausbezuelt goufen, souwéi fir Statistiken zum Chômage partiel gëtt verwisen op de Bilan vun de Covid-19-Bäihëllefen op den 30. Mee 2021, deen um Internetsite vum Wirtschaftsministère publizéiert ass: https://meco.gouvernement.lu/dam-assets/dossiers/MinEco-Dashboard-Covid19.pdf.

Question 4192 (30.04.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **dossier de soins partagé :**

Enn Dezember 2019 ass d'Testphas vum digitale Patientendossier „dossier de soins partagé" (DSP) clôturéiert ginn. Säit Januar 2020 gëtt den DSP generell agesat an am Oktober 2020 gouf eng Kommunikatiounscampagne „MyDSP" lancéiert an all Affiliéiert perséinlech ugeschriwwen an opgeruff, sech um Site anzeloggen a säin Dossier ze personaliséieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Leit hu sech mëttlerweil op MyDSP ageloggt an déi gefroten Informatiounen uginn?

2. Goufen am Kader vun der Kommunikatiounscampagne och nach emol d'Dokteren ugehal, mam DSP ze schaffen an och d'Patienten ze sensibiliséieren?

3. Ass gewosst, wéi vill Doktere systematesch mam DSP schaffen?

4 Wëssend, datt den DSP just effikass ass, wann e systematesch benotzt gëtt vun allen Dokteren an d'Patienten och hiren Accord dofir ginn, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt den DSP zu engem generaliséierten Outil ka ginn?

Réponse commune (02.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. 14 Méint nom Start vun der Generaliséierung vum DSP goufen insgesamt 12 % vun den 915.000 DSP, déi aktuell op sinn, vun hiren Titulairen aktivéiert. An der Tëschenzäit gëtt et iwwer dräi Milliounen Dokumenter, déi an DSPe geluede goufen. Den Taux de fermeture, also déi Leit, déi gefrot hunn, dësen zouzemaachen, läit bei 0,16 % vun all den Titulairen.

ad 2. D'Doktere si vun Ufank un an de Projet ronderëm d'Implementéierung vum DSP agebonne ginn. Esou ass zum Beispill d'AMMD am Verwaltungsrot vun der Agence eSanté säit senger Grënnung vertrueden. Donieft sinn d'Dokteren och an diversen Aarbechtsgruppe vun der Agence eSanté representéiert an haten duerch d'Informatiounsowender, déi d'Agence e puermol uechtert d'Land organiséiert huet (insgesamt sechs Cyclë vun allkéiers enger Reunioun am Norden, am Zentrum an am Süde vum Land), fir déi verschidden Evolutiounsphase vum DSP virzestellen, d'Méiglechkeet, sech ze informéieren.

Am Kader vun der Generalisatioun vum DSP, déi säit dem 1. Januar 2020 lancéiert ginn ass, ass am Laf vun 2020 déi éischt Phas vun enger Kommunikatiounscampagne „grand public" gemaach ginn, cibléiert op d'Assuréen. Et war virgesinn, datt an enger zweeter respektiv drëtter Phas mëttels enger Widderhuelungscampagne all d'Assuréen an d'Dokteren nees op den Zweck an den Notze vum DSP - fir hiren eegenen Interessi souwéi dee vun hire Patienten - sensibiliséiert géifen. No der Krisegestioun wäert dëst nogeholl ginn.

ad 3. Bis dato hunn 390 Dokteren hiren individuellen eSanté-Kont aktivéiert an eng 361 Doktere schaffen och reegelméisseg mam DSP, am Sënn datt si den DSP vun hire Patiente mat medezinneschen Date fëllen.

ad 4. Fir datt den DSP zu engem generaliséierten a wäertvollen Outil am Gesondheetssecteur gëtt a seng Haaptfunktioune kann erfëllen, mussen déi verschidde Benotzungsfäll ronderëm den DSP, elo wou seng Generalisatioun geschitt ass, weiderentwéckelt a gefërdert ginn.

Als Beispill ass virgesinn, datt ab Enn Juni 2021 den Zougang zu medezinnesche Biller (Radiographien, Scanner etc.) via den DSP erméiglecht gëtt, wouduerch dann d'Gravéierung vu Röntgenbiller op CD-Rom endlech ofgeschaaft ka ginn. Ab Enn Juni wäert och de Service ePrescriptioun zur Verfügung kënne gestallt ginn, wouduerch den DSP den Zougang zu den dematerialiséierte medezinnesche Verschreiwunge fir Labostester a Medikamenter an enger 1. Phas a fir Imagerie médicale a Krankeschäiner an enger spéiderer Phas wäert erméiglechen. D'Aféiere vun all de verschiddene Cas-d'usagë souwéi d'wuessend Unzuel vun Dokumenter an den DSPe wäerten déi alldeeglech Benotzung vum DSP erhéijen.

D'Benotze vum DSP wäert nach duerch d'Erschénge vun enger mobiller App fir Handyen ënnerstëtzt ginn, well dann den Titulaire zu all Moment iwwert e Smartphone Zougang zu sengem DSP kann hunn. Et ass virgesinn, fir mat dëser App an den nächste Méint a Produktioun ze goen.

Question 4195 (30.04.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **pénurie de matières premières et de matériaux :**

D'après les informations relayées par la presse, les entreprises actives dans le bâtiment et la construction font actuellement face à une pénurie importante d'approvisionnement en matières premières. Cette pénurie entraîne d'importantes hausses de prix des matériaux, mais a également pour conséquence que certains chantiers prennent du retard. Il est déjà question de plusieurs mois.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- La Chambre des Métiers et le groupement des entrepreneurs auraient adressé un courrier au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics pour demander un rallongement des délais de livraison pour les travaux publics. Les entreprises concernées craignent en effet des pénalités de retard.

• Est-ce que certains chantiers sont concernés par cette situation ? Si oui, lesquels ?

• Quelles sont les conséquences de ce retard ?

• Est-ce que le Gouvernement entend faire suite à la demande des chambres professionnelles ?

- La situation est telle que le Comité de conjoncture a proposé au Conseil de Gouvernement d'admettre les entreprises actives dans le bâtiment et la construction au chômage partiel pour la deuxième moitié du mois de mai et pour le mois de juin. Est-ce que le Gouvernement entend proposer des aides supplémentaires pour les entreprises concernées par cette pénurie d'approvisionnement en matières premières ?

Réponse commune (03.06.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Au vu des difficultés d'approvisionnement en matériaux que les entreprises rencontrent face à leurs fournisseurs, un risque de dépassement des délais prévus de certains chantiers en cours ne peut pas être exclu.

En effet, les délais de livraison concernant notamment le bois, l'acier, mais aussi des éléments en polypropylène tels que tuyauteries et autres ont considérablement augmenté. Cette situation empêche le bon déroulement des chantiers et demande des réorganisations continues des travaux proprement dits ou des zones d'intervention en adaptant au mieux le phasage des travaux.

Les projets actuellement concernés sont notamment le Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, l'École internationale Anne Beffort à Mersch, le Lycée Michel Rodange, le Lycée technique agricole à Gilsdorf, le bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne, la Ligue HMC à Capellen, la Maison de soins à Bascharage, le Campus Geesseknäppchen, la cantine du Lycée technique du Centre - annexe Kirchberg, les structures modulaires pour demandeurs de protection internationale (DPI) à Frisange, le projet d'assainissement et de mise en conformité du foyer pour DPI « Institut Héliar » à Weilerbach ainsi que le réaménagement et l'extension du Centre mosellan à Ehnen.

Différentes parties ou fonctions des bâtiments risquent de ne pas pouvoir être achevées dans les délais impartis. Par conséquent, ceux-ci ne pourraient donc pas être occupés par les utilisateurs finaux aux moments prévus. Un tel retard deviendrait notamment problématique pour tous les projets scolaires dont les dates de rentrée scolaire sont fixes ou encore pour les projets à réaliser dans l'intérêt de futurs utilisateurs qui se voient confrontés à une expiration de leur contrat de location actuel.

En ce qui concerne les chantiers de l'Administration des ponts et chaussées, il y a lieu de remarquer qu'il s'agit en très grande partie de travaux de génie civil faisant intervenir un nombre plus restreint de matériaux et de produits que dans le secteur de la construction de bâtiments. Néanmoins, des pénuries d'approvisionnement en matières premières affectent le planning retenu des travaux sur quelques chantiers de construction. Les matières premières principalement concernées sont les peintures anticorrosion, les produits chimiques pour étanchéités, les produits de marquage routier, ou encore des pénuries évoquées en ce qui concerne l'aluminium et le bois.

Ces retards ont également pour conséquence des coûts supplémentaires dus à la prolongation du chantier dont notamment les frais d'installation de chantier.

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics se réunira au courant du mois de juin avec les représentants de la Fédération des Entreprises Luxembourgeoises de Construction et de Génie Civil afin de discuter ensemble des moyens envisa-

geables à mettre en œuvre en vue d'atténuer les conséquences de la situation actuelle de pénurie d'approvisionnement en matériaux dans le chef des entreprises concernées.

Les demandes de sept entreprises du secteur de la construction pour bénéficier du chômage partiel dans le contexte de la pénurie des matières premières ont été avisées positivement par le Comité de conjoncture à la mi-mai pour la seconde moitié du mois de mai et les demandes de onze entreprises ont été avisées positivement par le Comité de conjoncture le 20 mai 2021 pour le mois de juin.

En l'état actuel des choses, outre le chômage partiel, aucun régime d'aides particulier n'est prévu pour les entreprises concernées par une pénurie d'approvisionnement en matières premières. Les entreprises concernées peuvent cependant le cas échéant bénéficier d'autres régimes d'aides mis en place dans le contexte de la pandémie de la Covid-19. Le programme « Fit 4 Resilience » et le régime d'aides remboursables destinées à remédier aux difficultés financières temporaires liées à la Covid-19 par exemple ont été récemment prolongés.

Question 4196 (30.04.2021) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant l'**aide humanitaire pour l'Inde :**

En Inde, la vague de cas de Covid-19 a submergé les hôpitaux. Un record de nouvelles infections a été établi chaque jour pendant la semaine dernière ; plus de deux millions de nouveaux cas ont été enregistrés en total. En ce moment, le système de santé est étranglé et les hôpitaux manquent de lits, de médicaments et d'oxygène.

La semaine dernière, la Présidente de la Commission européenne a annoncé que l'Union européenne allait fournir une assistance à l'Inde. D'autres pays tel que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont aussi déjà envoyé des composants pour la production de vaccins ainsi que des équipements médicaux, des médicaments, des tests à diagnostic rapide, des respirateurs et des équipements de protection. L'Autriche financera en outre des médicaments pour le traitement du Covid-19.

Dans ce contexte, nous aimerions obtenir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'apporter une aide d'urgence à l'Inde ? Dans l'affirmative, sous quelle forme ?

2) Y a-t-il des ONG luxembourgeoises qui agissent en Inde et qui s'engagent dans des projets d'aide face à la pandémie du Covid-19 ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de contacter ces ONG afin de les soutenir à court terme ?

Réponse (28.05.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Aux questions posées par les honorables Députées, il peut être indiqué ce qui suit.

ad 1) Suite à la détérioration rapide de la situation sanitaire en Inde, durement touchée par la pandémie Covid-19, et en réponse aux besoins exprimés par les autorités indiennes, le Gouvernement luxembourgeois a mis à disposition de l'Inde 58 respirateurs pour répondre à la situation d'urgence et renforcer les infrastructures hospitalières pour soigner les malades. Le don de ces appareils-respirateurs, effectué le 11 mai 2021, a été le résultat d'une collaboration étroite entre le Ministère d'État, le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur et le CGDIS tout comme de la Direction de la défense du Ministère des Affaires étrangères et européennes et de l'Armée luxembourgeoise. Ce soutien s'inscrit dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union européenne.

ad 2) Dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, cinq ONG luxembourgeoises actives en Inde ont fait une demande pour pouvoir réallouer des fonds afin de leur permettre de contribuer à la lutte contre cette pandémie. La Coopération luxembourgeoise a donné son accord à une telle réallocation en 2020 et 2021 à hauteur de 154.508,29 euros, dont 69.840,51 euros sur base de demandes faites en mai 2021.

Question 4197 (30.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **postes vacants :**

Enn Mäerz 2021 waren offiziell 18.689 Leit hei am Land am Chômage (résidents). De Chômagetaux (corrigé des variations saisonnières) läit elo offiziell bei 6,1 %. Dat ass eng Steigerung vun 1,6 % am Verglach mat Mäerz 2020. Trotz dëser net gerénger Zuel u Chômeure liest een am neiste Bulletin vun der ADEM, datt d'Gesamtzuel vun de vakanten Aarbechtsplazen, déi bei der ADEM gemellt ginn, Enn Mäerz op 8.194 geklommen ass. Dat sinn der 10,9 % méi wéi am gläichen Zäitraum vum Virjoer.

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Kann den Här Minister, am Kontext vun iwwer 8.000 fräien Aarbechtsplazen, preziséieren, u wat fir enge Kompetenzen et hei am Land feelt? Gëtt et speziell am IT-Beräich Kompetenzen, déi besonnesch staark gefrot sinn?

2. Wat fir Informatiounen huet den Här Minister am Hibléck op de Profill vun de Leit, déi hei am Land gesicht ginn, fir déi vakant Aarbechtsplazen ze besetzen? Wéi vill vun dësen Aarbechtsplaze setzen eng länger Beruffserfarung viraus? Wéi vill vun den Aarbechtsplaze kënne vu Leit besat ginn, déi hiert Studium oder hir Ausbildung grad ofgeschloss hunn?

3. Gëtt et, wat vakant Aarbechtsplaze betrëfft, een Informatiounsaustausch tëscht der ADEM an entspriechende Verwaltungen am Ausland?

4. Huet d'Regierung Informatiounen iwwert d'Kompetenzen, un deenen et insgesamt an der Groussregioun feelt?

5. Enn Februar 2021 louch d'Zuel vun de fräien Aarbechtsplaze bei 7.397. Wéi vill vun dëse Plaze konnt d'ADEM am Mäerz selwer vermëttelen? Wéi vill sinn der duerch Qualifikatiounsmoossname besat ginn?

6. Et sinn 1.612 nei fräi Aarbechtsplaze säit Enn Januar 2021 derbäikomm. Kann den Här Minister preziséieren, wat fir Beruffssecteuren an dëser Zuel representéiert sinn?

Réponse (20.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Et gi weiderhi vill Aarbechtsplazen hei am Land geschaf. De Problem besteet doran, dass d'Profiller, déi disponibel sinn, oft net de Profiller, déi gesicht ginn, entspriechen. Déi Beruffer, wou déi meeschte passend Kandidate feelen, sinn: Informatiker, Comptablen, Projektmanager/Beroder, Educateuren, Juristen an Infirmièren. Fir aner Profiller gëtt et eventuell genuch potenziell Kandidaten, mee ganz oft läit de Problem dann éischter um Niveau vun den Diplomer, de Sproochen, de Kompetenzen an den Erwaardungen (Aarbechtszäiten, Salaire …).

D'Kompetenzen, déi feelen, si ganz ënnerschiddlech. Nieft den techneschen a beruffsspezifesche Kompetenze feelt et och oft u perséinleche Kompetenzen ("soft skills") an allgemengen digitale Kompetenzen (Benotzung vu Logiciellen, digital Kommunikatioun, Datenanalys …). D'Demande no dëse méi transversale Kompetenzen ass an der Pandemie nach weider gewuess.

An de Formatiounen, déi vun der ADEM ugebuede ginn, gëtt de Fokus op déi Kompetenze gesat. Fir déi Beruffer, wou d'Penurie awer ganz grouss ass, wéi z. B. an der Informatik oder och am Handwierk, geet dat awer oft net duer, well d'Basisprofiller fir esou Formatioune feelen. Dofir brauch een eng vill méi wäitreechend Strategie op nationalem Niveau. Aus deem Grond gouf de Skillsdësch lancéiert, wou d'Regierung mat de Sozialpartner u sou enger Strategie schafft.

ad 2. Vun den 8.194 fräie Plazen, déi op den 31. Mäerz 2021 bei der ADEM gemellt waren, gouf fir 6.000 Plazen eng Beruffserfarung gefrot. Fir 2.692 Plaze waren héchstens zwee Joer gefrot, fir 2.791 Plazen tëschent dräi a fënnef Joer, fir 424 Plaze méi wéi fënnef Joer a fir 93 Plaze war d'Dauer net preziséiert.

ad 3. Op de 17. Mee 2021 waren 1.704 Plaze vu Lëtzebuerg um EURES (European Employment Services)-Portal ze fannen, woubäi EURES en Netzwierk vun ëffentleche Beschäftegungsservicer aus 31 Länner ass.

Am Kader vun der grenziwwerschreidender Partnerschaft EURES Grande Région schafft d'ADEM enk mat den ëffentleche Beschäftegungsservicer aus den Nopeschregiounen zesummen.

Den transversale Leedungsprinzip vun dëser Partnerschaft ass d'Vermëttlung gekoppelt mat enger gemeinsamer Diagnos vun den Enkpassberuffer an den zesummenhänkende Kompetenze souwéi de grenziwwerschreidenden Ausbildungen.

Mat dem ausdrécklechen Accord vu Patronen, déi der ADEM fräi Plazen deklaréieren, ginn dës op den EURES-Portal iwwerspillt a sinn esou ënner anerem och siichtbar fir déi ëffentlech Arbechtsservicer aus der Groussregioun.

Beruffer, deenen et generell u Fachpersonal an der Groussregioun feelt, sinn opgrond vun Donnéeë vun de sechs ëffentleche Beschäftegungsservicer aus der Groussregioun besonnesch an de Beräicher Handwierk, Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien ewéi och am Gesondheetsberäich ze fannen.

ad 4. De LISER huet d'lescht Joer eng Etüd publizéiert iwwert d'Kompetenzen, déi an der Groussregioun gefrot sinn („Les cahiers de la Grande Région n° 2"). Déi weist, dass d'Kompetenzufuerderungen zu Lëtzebuerg méi héich sinn ewéi an den Nopeschlänner, an dass virun allem déi perséinlech Kompetenzen („soft skills") méi staark gefrot sinn. Digital Kompetenze sinn an all de Länner staark gefrot an och ëmmer méi gefrot.

Am Kader vum Reseau EURES gëtt et och en Aarbechtsgrupp vun de Länner aus der Groussregioun, deen ass amgaang, un enger gemeinsamer Lëscht vu „métiers en tension/pénurie" ze schaffen. D'ADEM ass do fir Lëtzebuerg vertrueden. Et stellt sech awer och eraus, dass déi Beruffer a Kompetenzen, déi zu Lëtzebuerg feelen (wéi z. B. an der Informatik, an de Finanzen, am qualifizéierten Handwierk …), och oft an den Nopeschlänner feelen. Et muss een also zesummeschaffen, fir Talenter deementspriechend auszebilden a fir se an d'Groussregioun unzezéien.

ad 5. Hannert deene 7.397 Plaze stiechen am Ganze 5.138 Offeren. Et ass méiglech, dass op enger Offer, d. h. fir een Job, direkt e puer Leit matenee gesicht ginn. Fir 4.065 Offere konnt d'ADEM dann insgesamt 26.707 Kandidaten assignéieren. Fir déi aner 1.073 Offere konnt d'ADEM kee Kandidat fannen, deen dem Profill vun der Offer entsprécht. Leider kritt d'ADEM net ëmmer Réckmeldunge vun de Patronen, ob d'Kandidaten dann ugeholl goufen oder net. Dowéinst ass et leider onméiglech ze soen, wéi vill Kandidate vun der ADEM op déi Plaze vermëttelt konnte ginn.

ad 6. Tëscht dem 31. Januar an dem 28. Februar 2021 sinn netto 1.612 Plazen derbäikomm. Dat ass d'Differenz tëscht de Plazen, déi am Februar nei gemellt goufen, an den alen Offeren, déi am Februar zougemaach goufen. Déi éischt Tabell ënnendrënner weist d'Opdeelung no de grousse Secteuren an déi zweet Tabell ënnendrënner weist déi zéng Beruffer, déi am Februar 2021 am meeschte gesicht goufen.

D'Bezeechnunge fir d'Secteuren an d'Beruffer kommen aus dem franséische „Répertoire Opérationnel des Métiers et Emplois (ROME)", dee vun der ADEM benotzt gëtt.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4199 (30.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **chiens de chasse :**

Juegdhënn sinn Hënn, déi vun hire Besëtzer dorop trainéiert ginn, am Bësch aner Déieren ze erschnoffelen a si eventuell an eng Richtung ze joen oder ze apportéieren. Esou ginn Hënn beispillsweis bei der Fuussejuegd agesat, wou d'Hënn gäre vu verschiddene Jeeër genotzt ginn, fir Fiiss ze fannen a se zeréck bei si ze bréngen. Déiereschutzorganisatioune wéi PETA kritiséiere verschidden Ausbildungsmethode vu Juegdhënn, wéi se zum Beispill beim Trainéiere vum Apportéiere vu liewegen Déieren zum Asaz kommen, schaarf.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ginn zu Lëtzebuerg Ausbildunge fir Juegdhënn ugebueden? Wa jo, wéi vill?

2. Verschidden Ziichter maache mat hiren Déieren ee Wiesenstest, een Test, mat deem d'Verhalenseegenschafte vun den Hënn kontrolléiert ginn. Och bei Rettungshënn kënnt dësen Test an den Asaz.

Sinn esou Wiesenstester och fir Juegdhënn virgesinn?

3. Zanter 2015 dierfe keng Fiiss méi zu Lëtzebuerg gejot ginn. Dat bedeit, dass dës Déieren net dierfen erschoss ginn, mee och keng Juegdhënn dierfen op si lassgelooss ginn.

Wéi oft gouf d'Anhale vum Fuussejuegdverbuet kontrolléiert säit 2015?

Wéi vill Verstéiss goufe festgestallt?

4. An der Belsch ass d'Fuussejuegd net verbueden, an esou kéint et virkommen, dass Lëtzebuerger Residenten an der Belsch op d'Juegd ginn, an do Fiiss schéissen.

Dierf ee Lëtzebuerger Resident ee geschossene Fuuss aus der Belsch mat op Lëtzebuerg bréngen?

Réponse (31.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Verschidden Associatiounen a Privatpersoune bidde spezifesch Ausbildunge fir Juegdhënn un. Der Naturverwaltung (ANF) ass just eng Associatioun bekannt, déi sech op d'Ausbildung vu Juegdhënn spezialiséiert huet.

ad 2. Den offizielle Juegdhondverband organiséiert divers Coursen a Prüfunge fir Juegdhënn a bitt och Wiesenstester fir verschidde Rassen un. Och bei anere juegdleche Prüfungen, wéi de Verbandsprüfunge vun deene verschiddene Rassen, wéi och de Begleithundeprüfunge gëtt d'Wiesen an d'Verhale vum Hond matgepréift. Juegdhënn, a méi generell all Hënn, déi schaffen, musse kloer am Wiese sinn. Aus dësem Grond gëtt dëst och an der Zuucht berécksiichtegt. All Juegdhënn, déi zu Lëtzebuerg mat FCI-Pabeiere geziicht ginn, mussen eng juegdlech Prüfung oder ee Wiesenstest virweisen, fir fir d'Zuucht zougelooss ze ginn.

ad 3. D'Anhale vum Juegdgesetz a senge Reglementer ass eng dagdeeglech Aufgab vun de Beamte vun der ANF. Soumadder gëtt och d'Anhale vun de Juegdzäite vun deene verschiddene Wëldaarten ëmmer iwwerwaacht. D'ANF huet bis elo keng Verstéiss am Kontext vum Fuussejuegdverbuet festgestallt.

ad 4. Wann d'Jeeërin oder de Jeeër d'Hierkonft vum Fuuss beweise kann an datt en do legal geschoss an exportéiert gouf, dann dierf de Fuuss och mat op Lëtzebuerg bruecht ginn.

Question 4201 (03.05.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **protection des données dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Am Kader vun der Impfcampagne, dem Large-Scale-Testing an elo och de Schnell- a Selbsttester gi ganz vill perséinlech Date vun de Bierger verschafft. Och an de Schoule mussen d'Direktiounen an d'Léierpersonal säit der Covid-19-Pandemie méi oft mat perséinleche medezinneschen Informatioune vu Schüler an Aarbechtskolleegen ëmgoen, wéi si dat virun der Kris gewinnt waren. Well déi Betraffen oft nach wéineg Erfarung mam Theema Dateschutz hunn a leider oft net wëssen, wéi eng Messengerdéngschter wéi eng Informatioune vun hiren Notzer späicheren, soll et an de leschte Wochen zu Fäll komm sinn, wou Enseignantë Covidtestresultater an/oder Informatiounen iwwer Isolatiounen/Quarantaine vu Schüler oder ganze Klasse mat den Elteren iwwert d'Applikatioune „WhatsApp" a „ClassDojo" gedeelt hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wat fir Kommunikatiounsweeër recommandéiert de Bildungsministère dem Léierpersonal fir de Kontakt mat den Elteren?

2. Wéi huet de Bildungsministère d'Léierpersonal iwwert dat aktuellt Dateschutzrecht a seng Applikatioun am Kader vun der Gestioun vun der Covidkris opgekläert?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass Applikatioune wéi déi uewe genannte sollten tëscht Enseignanten an Elteren zum Asaz kommen, fir Informatiounen iwwer Schüler oder de Schoulalldag auszetauschen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass Applikatioune wéi déi uewe genannte sollten tëscht Enseignanten an Elteren zum Asaz kommen, fir medezinnesch Informatioune vu Schüler (z. B Covidtestresultater oder Informatiounen iwwert Isolatiounen/Quarantainen) auszetauschen?

5. Sinn dem Minister fir Bildung Fäll bekannt, wou perséinlech medezinnesch Informatioune vu Schüler tëscht dem Léierpersonal an den Elteren iwwert Applikatiounen ausgetosch goufen, déi fir dës Aart vun Informatiounsaustausch keng dateschutzgerecht Kommunikatioun assuréiere kënnen?

Falls jo:

Ëm wéi vill Fäll a wéi eng Applikatiounen huet et sech gehandelt?

A wéi ville Fäll ware mannerjäreg Schüler betraff?

Wat gouf gemaach, fir den Dateschutz hei ze verbesseren?

Falls net:

Wäert de Bildungsministère sech mat den Direktiounen a Kontakt setzen, fir sech driwwer ze informéieren, wéi eng Kommunikatiounskanäl aktuell vum Léierpersonal genotzt ginn, a gegeebenefalls Opklärungsaarbecht am Beräich vum Dateschutz beim Léierpersonal leeschten?

Réponse (08.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 3. Et ass selbstverständlech, datt d'Regierung determinéiert ass, d'Vertraulechkeet vun de Messagen an den Dateschutz an der elektronescher Kommunikatioun bannent den Departementer a Servicer vum Staat a mam Bierger adequat ze garantéieren. D'Benotze vu Messengerdéngschter wéi z. B. WhatsApp vun de Verwaltungen a Servicer, souwuel am Austausch mat de Bierger wéi och an der interner Kommunikatioun, gëtt net vun der Regierung recommandéiert.

Den honorabelen Deputéierte ka sech an dësem Zesummenhang op d'Detailer iwwert d'Benotzung vu Messagerieuwendungen am ëffentlechen Déngscht vum Commissariat du Gouvernement à la

protection des données auprès de l'État (CGPD) an der parlamentarescher Fro Nr. 2246 bezéien.

De CGPD souwéi d'Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique vun der Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) recommandéieren allen Administratiounen, nëmme mat Virsiicht an Zeréckhaltung online Applikatioune vu kommerziellen Ubidder ze benotzen, an déi geséchert Léisungen, déi vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) respektiv spezifesch am Beräich vun der Educatioun vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) ausgewielt goufen, ze favoriséieren.

An dësem Zesummenhang stellt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) souwuel den Enseignantë wéi och de Schüler an hiren Elteren eng Rei vun edukativen oder Kommunikatiounsapplikatiounen zur Verfügung. An dësem Kontext si besonnesch d'OLI-Plattform (http://oli.education.lu) an d'Kollaboratiounsëmfeld Office 365 (http://365.education.lu) ze nennen. Wärend d'OLI-Plattform eng reng Webplattform ass, déi op de Servere vum CGIE gehost gëtt, ginn d'Donnéeë vun Teams, One Drive an aneren Uwendunge vun Office 365 op Serveren an der Europäescher Unioun (EU) gehost. Op dëse Plattforme si Kommunikatioun an Dateveraarbechtung sécher an entspriechen de Richtlinne vum Règlement général européen sur la protection des données (GDPR). D'Teams-Applikatioun bitt heibäi änlech Funktionalitéite wéi WhatsApp a garantéiert gläichzäiteg ee sécheren Zougang vun de Benotzer iwwert hiren IAM-Kont (http://iam.cgie.lu).

Fir een optimalen Austausch vu schülerspezifeschen Informatiounen zwëschent dem Schoulpersonal an den Elteren ze garantéieren, recommandéiert de Bildungsministère eng direkt Kommunikatioun tëscht Schoul an Elterenhaus, also eng 1:1-Kommunikatioun. Et läit op der Hand, datt beim Festleeë vum Kommunikatiounsmedium d'Confidentialitéit vun den Donnéeën, déi un d'Eltere kommunizéiert ginn, mat consideréiert muss ginn. Esou däerf et ni eng Kommunikatioun ginn, an där perséinlech Informatioune mat méi Eltere gedeelt ginn, also eng 1:n-Kommunikatioun.

An de Circulaires de printemps 2020 an 2021 gouf an dësem Zesummenhang op en Neits betount, datt d'Schoulpersonal aus den ëffentleche Grondschoulen am Kader vun der Protection des données gehalen ass, exklusiv hir professionell E-Mail-Adress fir d'Kommunikatioun mat den aneren Acteuren aus der Schoulcommunautéit ze benotzen. Weiderhin ass dem Léierpersonal widderhuelt kommunizéiert ginn, datt si sech, bei eventuelle Froe par rapport zu den Outils de communication, ëmmer un hir jeeweils zoustänneg Regionaldirektioun kënne wenden, déi gegeebenefalls Récksprooch mam CGIE hëlt.

De Bildungsministère privilegéiert deemno kloer eng Kommunikatioun op Pabeier oder per E-Mail; déi vum honorabelen Deputéierten erwäänte WhatsApp a Classdojo gi vum Bildungsministère a vum CGIE weeder recommandéiert nach ënnerstëtzt.

Et ass mengem Ministère allerdéngs bekannt, datt et vill informell Gruppe vun Elteren an Enseignantë gëtt, déi trotz den uewe genannte Recommandatioune WhatsApp oder aner änlech Applikatioune fir hir Kommunikatioun benotzen. Allerdéngs ënnerläit souwuel d'Installatioun eréi och d'Benotzung vun esou Déngschter der Verantwortung vun den Notzer. De MENJE ka keng Verantwortung iwwerhuele par rapport zur Benotzung vun Applikatiounen, déi de Ministère weeder fërdert nach zur Verfügung stellt an iwwert déi hie keng Kontroll huet.

ad 2. + 4. D'Iwwermëttlung vu sämtleche perséinlechen a medezinneschen Donnéeën am Kader vun der Gestioun vun der Covidkris ass vum Bildungsministère a Konformitéit mat de Bestëmmunge vum Dateschutz organiséiert ginn. D'Léierpersonal ass vum Bildungsministère net speziell iwwert d'Dateschutzrecht forméiert ginn.

Grad an der aktueller Situatioun an am Kontext vum Austausch vu medezinneschen Donnéeën ass den Dateschutz ee besonnesch wichtegt a sensibelt Theema. Aus dësem Grond gouf am Kader vun de Selbstschnelltester an der Schoul eng speziell digital Applikatioun (app.edutesting.lu) entwéckelt, déi et erlaabt, d'Testresultater vun de Schüler op eng sécher Aart a Weis mat den Elteren ze deelen.

No de Schnellselbsttester an der Schoul, déi eemol an der Woch ëmgesat ginn, iwwermëttelt den zoustännegen Enseignant der Inspection sanitaire déi positiv an negativ Resultater vu senger Klass an informéiert och déi betraffe volljäreg Schüler respektiv d'Eltere vun de betraffene mannerjärege Schüler iwwert d'Resultater. Dëse Reporting gëtt digital via déi uewe genannten Applikatioun gemaach. Soubal d'Donnéeën an dësem Portal ofgespäichert ginn, gëtt automatesch eng E-Mail un déi jeeweileg Eltere geschéckt, déi si iwwert d'Resultat vun hirem Kand informéiert.

An dëser E-Mail kréien d'Elteren, am Fall wou hiert Kand e positiivt Testresultat hat, och éischt Informatioune par rapport zum Isolement. Am Virfeld rifft d'Schoul d'Eltere vum betraffene Kand un, fir datt se hiert Kand esou séier ewéi méiglech an d'Schoul kënne siche kommen. An engem zweete Schrëtt ginn d'Elteren da vun der Inspection sanitaire kontaktéiert, déi jee no Situatioun decidéiert, wéi eng weider Mesuren ze huele sinn.

Aus dëser Prozedur ergëtt sech och, datt et fir den Enseignant net noutwendeg ass, d'Elteren zousätzlech iwwert en anere Kommunikatiounswee iwwert d'Resultat vum Test vun hirem Kand ze informéieren. D'Reegelen, déi de Schutz vun de perséinlechen Donnéeë betreffen, ginn an dësem Zesummenhang agehalen an d'Informatioune ginn eenzeg an eleng der Inspection sanitaire matgedeelt.

ad 3. Am Kontext vun der Aféierung vum Règlement général européen sur la protection des données (GDPR) am Mee 2018 goufen a ginn ëmmer erëm Formatioune ronderëm d'Theema vun der Protection des données vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) ugebueden. An dësem Zesummenhang gëtt d'Léierpersonal drop sensibiliséiert, besonnesch beim Deele vu perséinlechen a sensibelen Informatioune vu Schüler an anere Persounen aus der Schoulcommunautéit opzepassen. Sollt d'Schoulpersonal weider Froen hunn zu spezifeschen Theeme ronderëm den Dateschutz, kënne si sech zu all Moment un hir zoustänneg Regionaldirektioun wenden, déi gegeebenefalls Récksprooch mam CGIE hëlt.

Question 4203 (03.05.2021) de **Mme Djuna Bernard** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **harcèlement sexuel en milieu scolaire :**

Des cas de harcèlement sexuel dans des lycées ont été récemment évoqués dans les médias au Luxembourg. Deux anciennes élèves d'un des établissements en question se sont adressées dans une lettre ouverte au MENJE. Elles y réclament que les accusations portées à l'encontre d'un enseignant soient analysées en toute transparence et ensemble avec toutes les élèves concernées. En plus, elles recommandent aux lycées de revoir leurs dispositifs de protection pour prévenir, respectivement réagir adéquatement à des cas de la sorte. Elles renvoient dans ce contexte à la proposition de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher de mettre en place un Child Protection Officer, c'est-à-dire une personne de contact neutre à la disposition des élèves et des enseignant-e-s pour signaler des cas de harcèlement sexuel.

En réaction à cette lettre, le MENJE a répondu que les règles en cas d'abus et de harcèlement sexuel étaient claires et que la direction du lycée concerné avait réagi adéquatement en suspendant l'enseignant en question. De même, le Ministère a indiqué qu'il fallait se pencher sur la question pourquoi tant d'élèves concernées ne s'étaient pas confiées aux autres membres du corps enseignant et surtout aux membres du Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS).

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Madame la Ministre de l'Égalité entre femmes et hommes :

1) Monsieur le Ministre et Madame la Ministre disposent-ils de données qui pourraient renseigner sur l'ampleur du phénomène de harcèlement sexuel en milieu scolaire ? Dans l'affirmative, pourraient-ils nous les communiquer ? Dans la négative, ne serait-il pas pertinent de recueillir des données sur ce phénomène ?

2) D'une manière générale, quelle procédure est prévue si des élèves portent des accusations de harcèlement sexuel à l'encontre d'un membre du corps enseignant ?

3) Quelle assistance est prévue pour apporter soutien et accompagnement aux victimes de harcèlement sexuel en milieu scolaire ?

4) De quelle manière les élèves sont-ils/elles actuellement sensibilisé-e-s pour connaître leurs droits et les démarches à prendre en cas de violation de leurs droits ?

5) Comment le sujet du harcèlement est-il abordé dans la formation initiale et continue des enseignant-e-s ?

6) De quelle manière le personnel des SePAS est-il formé pour réagir adéquatement à des cas de harcèlement sexuel ?

7) Monsieur le Ministre et Madame la Ministre jugent-ils nécessaire de mettre en place un Child Protection Officer, c'est-à-dire une personne de contact neutre qui puisse être contactée par des élèves et les enseignant-e-s afin de signaler des cas de harcèlement sexuel ?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale*, de *l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1) Les établissements scolaires ne disposent pas de dispositif de recueil de données catégorisant les différents phénomènes de violence, dont en l'occurrence celui du harcèlement sexuel en milieu scolaire. Pour autant, il sera mis à disposition des SePAS (Service psycho-social et d'accompagnement scolaires) pour l'année 2021-2022 un outil informatique, encore en cours d'élaboration, permettant de recenser les types de problématiques pour lesquelles les élèves font appel à ces services.

Aussi, avec la mise en place systématique d'un concept de bientraitance dans le contexte de la prévention de la violence et du harcèlement au sein des lycées à partir de l'année scolaire 2021-2022, le nombre de personnes qui ont signalé un cas de harcèlement sexuel pourra être recueilli.

ad 2) Les accusations de harcèlement sexuel au sein d'un établissement scolaire sont traitées avec soin par les professionnels auxquels l'enfant ou le jeune se confie, d'autant plus si un adulte y est impliqué. Elles font l'objet d'une écoute attentive et donnent suite à un signalement. Les accusations peuvent provenir de la victime elle-même, d'un ami ou de la famille.

La direction de l'établissement scolaire doit être rapidement informée afin de mettre en place une mesure provisoire pour pouvoir maintenir l'élève dans sa scolarité et écarter l'harceleur.

Il revient au Parquet avec le soutien des services de Police de vérifier la véracité des accusations. En dehors d'une rupture de son contrat de travail, le salarié encourt des poursuites pénales aggravées par la qualité de son statut ayant autorité sur le mineur.

Ensuite, il s'agira de coordonner rapidement une prise en charge psychothérapeutique du jeune et/ou de sa famille avec le soutien des équipes SePAS.

ad 3) Un accompagnement psycho-socio-éducatif par le SePAS (au sein du lycée) ou par le CePAS (Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires ; centre de consultation national indépendant du lycée) est proposé aux victimes de harcèlement. Outre l'assistance aux démarches et un soutien psychologique, une mise en relation avec des associations relais peut être adaptée :

- Planning Familial, travaillant autour de la promotion de la santé affective et sexuelle ;

- Ligue médico-sociale, œuvrant à la sensibilisation, l'information, la promotion de la santé affective et sexuelle en milieu scolaire ;

- Bee Secure, visant la sensibilisation à une utilisation plus sécurisée des nouvelles technologies de l'information et communication (cyberharcèlement, sexting, etc.) ;

- Mobbing ASBL pouvant répondre spécifiquement aux questions de harcèlement.

Au besoin, il est communiqué une liste de psychothérapeutes pouvant prendre en charge en complément le jeune et sa famille, par exemple en matière post-traumatique.

ad 4) Tout au long de l'année scolaire, des actions de sensibilisation, d'information et de prévention sont menées par les équipes psycho-sociales et éducatives. Dans ce cadre, les élèves sont informés de leurs droits et de la manière dont ils peuvent signaler des faits de harcèlement. Les élèves sont encouragés à ne jamais rester seuls face à une situation de harcèlement et sont invités à s'adresser aux équipes SePAS. Par ailleurs, des cours sur ces mêmes thématiques sont régulièrement organisés.

Des associations comme Bee Secure et Planning Familial interviennent dans les classes dans le cadre d'actions d'information, de sensibilisation et de prévention.

La Police grand-ducale mène également des actions de prévention en rappelant les droits des mineurs. En collaboration avec le SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques) sont élaborés des modules pédagogiques portant sur les droits de l'enfant.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) met en place des campagnes de sensibilisation à destination des enfants, des parents, des professionnels et du grand public en s'appuyant sur la coopération avec les organismes privés, tels que ECPAT (End child prostitution, child pornography and trafficking of children for sexual purposes) et le Comité luxembourgeois pour l'Unicef, qui assurent des prestations pour l'État dans le cadre de conventions de financement.

De plus, une des missions principales du CESAS (Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle) est de promouvoir les droits sexuels. Se basant sur des recommandations établies par l'OMS déjà dans les années 1970, le CESAS intègre dans ses formations un accès à la connaissance des droits sexuels en respectant les différents contextes socioculturels et économiques, notamment les suivants :

- le droit de jouir du meilleur état de santé sexuelle possible grâce notamment à l'accès à des services médicaux spécialisés en matière de santé sexuelle et de reproduction ;

- le droit de demander, d'obtenir et de transmettre des informations ayant trait à la sexualité ;

- le droit à une éducation sexuelle ;

- le droit au respect de son intégrité physique ;

- le droit au choix de son partenaire ;

- le droit de décider d'avoir une vie sexuelle active ou non ;

- le droit à des relations sexuelles consensuelles ;

- le droit à un mariage consensuel ;

- le droit de décider d'avoir ou de ne pas avoir des enfants, au moment de son choix ;

- le droit d'avoir une vie sexuelle satisfaisante, agréable et sans risque.

En complément, basés sur une relation entre pairs, les différents comités d'élèves (UNEL, CNEL) soutiennent les droits des élèves.

ad 5) Partant du constat que la sensibilisation, l'outillage et l'information en matière d'abus et de harcèlement sexuel sont des outils indispensables pour endiguer et thématiser ce phénomène en milieu scolaire, le Gouvernement met un accent particulier sur la formation, les activités de sensibilisation et l'échange direct avec les élèves et les enseignants. Ce sont entre autres les agents du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA), respectivement les collaborateurs des gestionnaires du secteur social, conventionnés avec le MEGA, qui proposent des activités en la matière.

Si les premiers se focalisent sur les sujets de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les stéréotypes en général, ce sont surtout les ONG qui offrent des formations spécifiques et des ateliers de sensibilisation pour des élèves de l'enseignement secondaire et primaire par rapport aux violences sexistes, l'abus sexuel et la violence domestique.

Un rôle important en la matière revient au CESAS, conventionné avec le Ministère de la Santé, qui propose différents outils pédagogiques sur le sujet de la santé affective et sexuelle, dont un guide en matière de santé affective et sexuelle pour professionnels intitulé « Let's Talk About Sex », des formations sur l'hypersexualisation et un podcast en coopération avec la station Radio ARA intitulé « Méi wéi Sex ». Le CESAS, en collaboration avec tous les partenaires faisant partie de son pool de formateurs, mais aussi de son réseau, propose une panoplie de formations sur des thématiques, notamment liées au harcèlement sexuel (hypersexualisation, pornographie, sexualité en milieu du handicap, droits sexuels, consentement, etc.). D'une part, les formations sont axées sur l'encadrement des victimes, et d'autre part, sur la prévention, notamment sur les facteurs qui peuvent mener à une agression. Les professionnels reçoivent les connaissances nécessaires pour comprendre comment un harcèlement ou une agression peut avoir lieu, et ainsi transmettre ces connaissances au cours de leurs interventions auprès des enfants et des jeunes.

Aussi, l'IFEN (Institut de formation de l'éducation nationale) en collaboration avec le Planning Familial, propose des formations continues sur, par exemple, les risques liés à la pratique du sexting (émetteur et récepteur), la pratique de la sextortion et du grooming, du harcèlement et des risques liés à la consommation de matériel pornographique.

L'offre de formation continue de l'IFEN comporte par ailleurs des formations relatives à la prévention de mobbing, de harcèlement, de sexting ou de cyberbullying. Ces formations ciblent en majeure partie l'interaction entre les enfants et les jeunes. Il va de soi que les démarches de prévention présentées en formation sont également transposables aux personnels enseignant, éducatif et psycho-social. D'autres thématiques telles que la pleine conscience, la communication non violente, le bien-être des élèves ou la promotion de la relation élève-enseignant sont présentes dans l'offre de formation et très prisées par les publics cibles de l'IFEN.

Le saviez-vous ?

SENSIBILITÉ POLITIQUE

Le(s) député(s) qui ne fait (font) partie ni d'un groupe politique ni d'un groupe technique forme(nt) une sensibilité politique.

D'autre part, le Planning Familial est très actif dans la formation des équipes enseignantes. L'équipe du Planning Familial répond aux besoins d'information, mais aussi aux demandes de formation et de supervision dans différents contextes et pour différents publics. Elle anime des séances d'éducation affective et sexuelle pour jeunes et adultes au niveau de l'éducation formelle fondamentale, secondaire et différenciée. Elle se charge également de la formation et de la supervision de formateurs tel le personnel enseignant, éducatif et de la santé.

Durant le stage d'insertion professionnelle, chaque agent du MENJE, fonctionnaire ou employé du sous-groupe enseignement ou du sous-groupe éducatif et psycho-social, suit obligatoirement des cours de législation. Le parcours des fonctionnaires-stagiaires prévoit un examen de législation. Parmi les matières des cours et le cas échéant de l'examen figure le chapitre « Devoirs du fonctionnaire » de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, dont notamment l'article 10, paragraphe 2 : « 2. Le fonctionnaire doit s'abstenir de tout fait de harcèlement sexuel ou harcèlement moral à l'occasion des relations de travail, de même que de tout fait de harcèlement visé aux alinéas 6 et 7 du présent paragraphe. » Cet article du statut est également applicable aux employés.

La loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale prévoit par ailleurs pour tous les agents stagiaires un cours « Protection de l'enfance et de la jeunesse » qui traite en détail de la procédure de signalement de maltraitance en s'appuyant sur le guide « Maltraitance des mineurs - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse ».

ad 6) Les professionnels travaillant au sein des SePAS ont le même accès aux formations de l'IFEN que tous les autres professionnels de l'enseignement et de l'accueil. Comme noté au point précédent, différentes formations relatives au harcèlement sont proposées aux personnels SePAS, qu'il s'agisse de formations générales ou spécialisées.

Aussi, le MENJE met en œuvre, sous l'égide de l'IFEN, des formations informant les professionnels de l'enfance et de la jeunesse sur les procédures à suivre en cas de détection de cas d'abus sexuel.

De plus, le Service des droits de l'enfant a développé un guide sur la « Maltraitance des mineurs - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse » qui traite sur les différentes formes de maltraitance ainsi que les différents signes révélateurs. Le guide accompagne les professionnels dans les différentes démarches à suivre dans le cadre d'un signalement d'un cas de maltraitance, notamment si un collègue est l'auteur présumé. Ce guide est complété par des informations sur le cadre juridique luxembourgeois ainsi que sur les différentes interventions suite à un signalement.

ad 7) Le Luxembourg est l'un des rares pays disposant de compétences en matière de santé mentale et d'accompagnement psycho-socio-éducatif au sein de chaque établissement scolaire à travers les SePAS. Ces équipes sont composées de personnel d'aide qualifié (assistants sociaux, psychologues, éducateurs gradués et/ou diplômés). Comme tous les professionnels de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, les professionnels de l'éducation nationale veillent au respect de la convention relative aux droits de l'enfant. Le personnel psycho-socio-éducatif s'engage, de par sa mission, à promouvoir, faciliter et permettre la mise en application des droits explicités dans ledit texte. Les pratiques éducatives, sociales et psychologiques sont alignées et développées en accord avec les principes de la convention. Y figurent aussi bien la protection des droits de l'enfant que leur promotion : sous forme de mesure d'aide et de mesures éducatives préventives et participatives.

Au niveau des lycées, ces deux axes sont mis en œuvre respectivement par les services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires et par les services socio-éducatifs. Selon ce qui est attendu du Child Protection Officer, des missions spécifiques pourraient être, soit mises en exergues, soit attribuées aux équipes en place. À ce sujet, un groupe de travail en présence de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et du CePAS est mis en place afin d'évaluer la complémentarité du dispositif Child Protection Officer avec les dispositifs existants.

Question 4205 (04.05.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **réorganisation du réseau RGTR :**

Vum 9. Mee 2021 un trieden eng Rei nei Buslinnen am Kader vun der Reorganisatioun vum regionale Busreseau RGTR a Kraaft. Am Norde vum Land hunn déi Ännerungen deelweis negativ Auswierkungen op de Schoulwee vun de Jugendlechen, déi mam Bus an d'Schoul fueren - ze gesinn um Beispill vun de Linne 627 respektiv 622 fir an de Lycée du Nord zu Wolz.

Schüler vu Léifreg (Liefrange) hu bis elo zum Beispill moies um 7.25 Auer d'Linn 620 geholl a si laut Fuerplang um 7.41 Auer am Lycée du Nord zu Wolz ukomm. Well dës Linn vum 9. Mee un net méi iwwer Léifreg fiert, mussen d'Schüler vun dann un d'Linn 627 huelen. Fir moies an de Lycée du Nord ze fueren, musse si de Bus um 6.54 Auer huelen a komme schonn um 7.22 Auer beim Lycée un, well deen nächste Bus fiert eréischt eng Stonn méi spéit. De Fuerplang fir den Heemwee ass eebefalls zum Nodeel vun de Schüler: Mat der Linn 620 si se um 12.05 respektiv 16.15 Auer zu Wolz an de Bus geklomm, mat der neier Linn 627 fiert hire Bus eréischt um 12.34 respektiv um 16.34 Auer.

Schüler vun Eeschpelt (Tarchamps) hu bis ewell zum Beispill moies um 7.23 Auer d'Linn 622 geholl a si laut Fuerplang um 7.43 Auer am Lycée du Nord zu Wolz ukomm. Fir heem ass hire Bus um 12.08 respektiv um 16.08 Auer gefuer. Mam neie Fuerplang fiert d'Linn 622 vum 9. Mee un eréischt um 7.36 Auer zu Eeschpelt fort an d'Schüler komme laut Fuerplang eréischt um 8.00 Auer am Lycée du Nord zu Wolz un, d'Schoul fänkt awer schonn um 7.55 Auer un. Och um Heemwee ass den neie Fuerplang hei zum Nodeel vun de Schüler: Wa se bis ewell de Bus um 12.08 respektiv 16.08 Auer beim Lycée du Nord konnten huelen, musse se an Zukunft do bis 12.50 respektiv 16.50 Auer op hire Bus waarden.

Am Kader vun dëse Changementer wéilt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister an un den Här Educatiounsminister stellen:

- Wéi erklären déi Häre Ministere sech, dass déi nei Fuerpläng net méi op den Horaire vum Lycée du Nord zu Wolz - deen an dësen zwee Fäll an der sougenannter „zone de proximité" läit - ofgestëmmt sinn an dass fir d'Schüler doduerch onnéideg „temps morts" entstinn?

- A wéi engem Mooss gëtt assuréiert, dass d'Schüler wärend den „temps morts", wärend deene si an Zukunft musse beim Lycée op den Ufank vum Unterrecht oder op de Bus fir heem waarden, net sech selwer iwwerlooss sinn? Wéi ass d'Responsabilitéitsfro gereegelt, am Fall wou de Schüler eppes géif virkommen?

- Wëssend, dass den Unterrecht um 7.55 Auer ufänkt, wéi ginn déi Häre Ministere mat der Situatioun ëm, dass déi Schüler, deenen hire Bus laut Fuerplang eréischt um 8.00 Auer soll beim Lycée du Nord zu Wolz ukommen, all Dag ze spéit wäerten an hirem Klassesall sinn? Wéi eng Consignë gi fir dëse Fall un d'Direktioun vum Lycée du Nord eraus?

- Wat plangen déi Häre Ministeren ze maachen, fir den Transport vun dëse Schüler kuerzfristeg ze verbesseren a fir ze evitéieren, dass dës Schüler sech vun hiren Eltere mam Auto wäerte féiere respektiv ofhuele loossen, fir keng onnéideg Zäit mam Waarden ze verléieren?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Wéi déi honorabel Deputéiert Martine Hansen richteg an hirer parlamentarescher Fro festgestallt huet, sinn am Kader vun der Reorganisatioun vum regionale Busreseau RGTR den 9. Mee 2021 e puer deelweis negativ Auswierkungen op de Schoulwee vun de Jugendlechen an de Lycée du Nord zu Wolz entstan.

Am Kader vun der Reorganisatioun vum RGTR entsteet eng kloer Trennung tëscht dem Schoultransport an dem normale Busreseau RGTR. De Schoultransport ass och net méi am Horaire vum RGTR ausgewisen. Et gëtt eng speziell Offer fir de Schoultransport erstallt.

An dësem Fall hunn déi betreffend Servicer séier reagéiert an hunn duerch d'Avisen 2021/54, 2021/55, 2021/64 an 2021/65 déi néideg Mesurë geholl, fir dës Problemer ze behiewen.

Ganzer véier nei Schoullinne sinn den 10. Mee 2021 agefouert ginn. Et handelt sech ëm follgend Schoullinnen:

- Linn 614: Rammerech–Harel–Wolz
- Linn 615: Bauschelt–Léifreg–Wolz
- Linn 639: Uewerwampech–Wanseler–Wolz
- Linn 643: Wolz–Wäicherdang–Klierf

Sollte weider Reklamatiounen erakommen oder Problemer festgestallt ginn, wäerten déi betreffend Servicer selbstverständlech sou séier wéi méiglech reagéieren.

Question 4206 (04.05.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Musée de la Police :**

Zanter 2006 verfüügt déi groussherzoglech Police iwwer eng historesch Sammlung. Déi Sammlung ass am Gebai vun der fréierer Garage vun der Gendarmerie ënnerdaach komm, e schützenswäert Gebai aus dem Ufank vun den 1950er Joren. D'Deeg fir dës Expo vun dëser Sammlung am Gebai um Verluerekascht sinn awer mëttlerweil gezielt, well op dës Plaz bekanntlech d'Regierungsgarage komme soll.

Dëst bedeit also, dass nach 2021 eng Léisung um Dësch muss leien, well bis de Summer 2022 d'Sammlung fachgerecht agepaakt muss ginn - zu deem Moment fänken nämlech d'Bauaarbechten um Site un.

Als Tëscheléisung fir déi nächst fënnef bis sechs Joer bis zum Fanne vun enger definitiver Léisung huet d'ASBL „Policemusée" menges Wëssens de „Musée international d'effets de Gendarmerie et de Police" zu Capellen an d'Spill bruecht.

De Faktor Zäit spillt evidenterweis eng ganz wichteg Roll. Och wann ee Site fonnt gëtt, brauch ee mindestens sechs bis siwe Joer fir ze plangen an ze bauen.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Kulturminister an dem Här Policeminister follgend Froe stellen:

1. Weess den Här Minister, dass den aktuelle Site eng aner Destinatioun kritt, respektiv ass den Zäitpunkt scho bekannt?

2. Gouf schonn eng Alternativ fonnt, fir d'Sammlung vum Policemusée op eng aner a sécher Plaz ze bréngen?

3. Ass d'Regierung gewëllt, de Policemusée ze ënnerstëtzen an domat och de Patrimoine ze erhalen?

4. Ass gewosst, dass déi Responsabel vum Policemusée eng Alternativ oder Tëscheléisung proposéiert hunn?

5. Ass d'Regierung gewëllt, fir dës provisoresch Léisung bis zu enger definitiver Solutioun finanziell ze ënnerstëtzen?

6. Gouf et scho Gespréicher tëschent alle betraffene Partner? Wann nee, ass deemnächst eng Entrevue zu deem Theema geplangt?

7. Wéi gesäit d'Zesummenaarbecht tëscht der Policeschoul an dem Policemusée de Moment aus?

Réponse commune (08.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

- De Minister fir bannenzeg Sécherheet ass sech der Problematik vum aktuelle Site vum Policemusée bewosst. Et gëtt och no enger konkreeter, laangfristeger Léisung gesicht. De Minister huet dowéinst d'Police och beoptraagt, no alternative Gebailechkeeten an hirem aktuellen Inventar ze sichen, wou een de Musée eventuell kéint ënnerbréngen, déi idealerweis och en historesche Wäert am Bezuch op d'Police oder d'Gendarmerie hunn.

- Et gouf nach keng Alternativ fonnt, fir d'Kollektioun vum Policemusée op eng aner Plaz ze bréngen.

- De Kulturministère ënnerstëtzt de Finanzement vun engem neie museologesche Konzept fir en zukünftege „Musée de la Police grand-ducale" mat 37.124,10 EUR iwwert säi Programm „Neistart Lëtzebuerg - Culture".

- Eng Tëscheléisung ass eng éischte Kéier vun de Vertrieder vum Policemusée wärend enger gemeinsamer Entrevue mam Kulturministère a mam Ministère fir bannenzeg Sécherheet de 26. November 2019 proposéiert ginn. Dës Tëscheléisung geséich ë. a. vir, datt de Staat eng Privatsammlung kafe géif. Den 8. September 2020 huet eng Visitt tëschent Vertrieder vum Kulturministère, vum Ministère fir bannenzeg Sécherheet, dem Policemusée an de Proprietäre vun der Sammlung stattfonnt.

- Wärend dëser Visitt ass bemierkt ginn, dass d'Ministèrë selwer generell keng Sammlungen oder kulturell Gidder kafen an dass dës Depense och net am Budget virgesinn ass. D'Vertrieder vun den zwee Ministèren hu par contre eng Rei Pisten evoquéiert, déi de Musée beim Kaf vun der Sammlung kéinten ënnerstëtzen, ënner anerem de Lancement vun enger Campagne de mécénat participatif an en Appel aux dons innerhalb vun der Police grand-ducale.

Des Weideren ass ënnerstrach ginn, dass e Gesamtkonzept fir d'Gestioun vum Musée an e kompletten Inventar, souwuel vun der Sammlung vum Policemusée wéi vun der Sammlung, déi zum Verkaf steet, misst bestoen, ier eng finanziell Ënnerstëtzung vum Kaf vun dëser Sammlung kéint a Betruecht gezu ginn.

- Eng systematesch Zesummenaarbecht tëscht der Policeschoul an der Musée ASBL fënnt zurzäit net statt.

Question 4210 (04.05.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant les **massacres menés contre la communauté des Yézidis :**

Cela fait presque sept ans que l'État islamique (EI) a lancé sa campagne contre les Yézidis, une minorité de croyants d'un culte monothéiste dans le Kurdistan irakien.

Les militants des droits de l'homme estiment que les combattants de l'EI ont assassiné, décapité et torturé jusqu'à 10.000 Yézidis. À ce jour, plus de 2.500 femmes et enfants sont portés disparus. De nombreux villages sont toujours détruits. Des femmes ont été violées, des jeunes filles ont été converties de force et promises à l'esclavage, des jeunes garçons ont été également convertis et destinés à devenir des enfants soldats. De plus, des centaines de milliers de personnes ont été forcées à l'exil, à pied dans les montagnes, quelquefois sans chaussures et sans bagage.

Récemment, la communauté yézidie a enterré ses morts dans la province du Sinjar, dans le Kurdistan irakien, où, après la défaite de l'EI, le parti démocratique du Kurdistan (KDP), les unités de résistance locales Sinjar (YBS) et des associations locales du Hashd al-Shaabi ont pris le contrôle.

Cet évènement a ravivé le souhait des Yézidis de voir ces massacres qualifiés d'actes de génocide par la communauté internationale.

Le 19 mars 2015, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme avait déjà affirmé dans un rapport que les attaques de l'EI contre la minorité yézidie « pourraient constituer un génocide ».

Dans ce contexte, il nous revient qu'en mars 2021, le Parlement irakien a adopté une loi reconnaissant les crimes contre l'humanité dont les femmes yézidies ont été les victimes, leur donnant droit à des réparations, à savoir une indemnisation mensuelle, une parcelle de terrain, un programme de réintégration dans la société. Une victoire symbolique pour la minorité qui dès lors attend des actes.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Le Gouvernement qualifie-t-il ces massacres commis à l'encontre de la communauté des Yézidis comme un génocide, à savoir comme un acte commis de façon intentionnelle avec le but de détruire intégralement ou en partie le groupe yézidi ?

- Le Ministre peut-il nous informer sur l'état d'avancement concernant les réparations envisagées par la loi adoptée en mars 2021 par le Parlement irakien ?

- Sachant qu'après la défaite de l'EI dans la région du Sinjar, des milices rivales y ont pris le contrôle, à savoir les peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (KDP), les unités de résistance locales Sinjar (YBS) alliées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ainsi que la grande fraction constituée d'associations locales du Hashd al-Shaabi et de l'alliance des milices irakiennes, le Ministre pense-t-il que la minorité yézidie pourrait redevenir tributaire des intérêts des pouvoirs régionaux ?

Réponse (02.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le 1er mars 2021, le Parlement iraquien a adopté la « loi sur les survivantes yézidies », qui dans son article 7 reconnaît les crimes commis par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL, Daech) contre les Yézidis et les communautés turkmène, chrétienne et shabake comme crimes de génocide et crimes contre l'humanité.

Le 10 mai dernier, Monsieur Karim Asad Ahmad Khan, le conseiller spécial et chef de l'équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de recueillir, conserver et stocker des éléments de preuve en Iraq d'actes susceptibles de constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide perpétrés par Daech en Iraq, a présenté son rapport final au Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans son rapport, Monsieur Khan a fait état de preuves claires et convaincantes que les crimes perpétrés contre le peuple yézidi par Daech constituent un génocide.

Par conséquent, et sur base du rapport précité du chef de l'équipe d'enquêteurs des Nations Unies, le Gouvernement estime que les atrocités perpétrées par Daech contre la communauté des Yézidis pourraient être qualifiées de crimes de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, sous le contrôle des autorités judiciaires compétentes iraquiennes ou internationales.

La « loi sur les survivantes yézidies » précitée est absolument remarquable et représente en soi un énorme pas en avant pour la reconnaissance des atrocités commises par Daech et la restauration de la dignité des victimes. Elle a pour objet d'indemniser les victimes sur le plan moral et financier et de leur garantir une vie décente en les intégrant dans la société et en les protégeant contre un retour de violences. On peut notamment souligner le fait que cette loi ne s'applique pas uniquement aux survivantes de la communauté des Yézidis et à leurs enfants, mais également aux femmes et aux filles des communautés turkmène, chrétienne et shabake qui ont été victimes des atrocités commises par Daech. Une traduction anglaise de la loi est annexée à la présente réponse pour information.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Selon l'article 11 de la loi précitée, le Conseil des ministres dispose de 90 jours à partir de l'entrée en vigueur de la loi pour émettre des instructions visant à faciliter sa mise en œuvre. Vu le contexte politique actuel en Iraq, marqué par la campagne électorale, la lutte contre la pandémie de Covid-19 et des restrictions budgétaires, l'opérationnalisation d'un fonds de réparations pour les survivantes yézidies pourrait prendre plus de temps. Il incombe désormais à la communauté internationale d'encourager et d'accompagner le Gouvernement iraquien dans la mise en œuvre de cette loi historique.

Le 9 octobre 2020, le Gouvernement central de Bagdad et le Gouvernement local de la région autonome du Kurdistan (KRG) ont signé « l'accord de Sinjar ». Cet accord, qui a été salué par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI/UNAMI) comme « un premier pas important dans la bonne direction », prévoit notamment le retrait de la région des groupes armés, dont le PKK et Hashd al-Shaabi, et il vise à renforcer l'autorité du Gouvernement fédéral. Cependant, les moyens de réaliser ces objectifs n'ont pas été précisés. Par ailleurs, la communauté des Yézidis a critiqué le fait qu'elle n'avait pas été consultée dans la négociation de l'accord.

Selon nos informations, l'accord a eu peu d'effets et la situation dans la région du Sinjar reste aujourd'hui très difficile. La population souffre notamment de l'insécurité, de la destruction des infrastructures et d'un manque de services de base. Beaucoup de personnes déplacées n'osent pas retourner dans la région, car elles savent que les responsables des crimes sont toujours là, alors même que le Gouvernement iraquien a fermé un grand nombre de camps pour personnes déplacées. Compte tenu de l'absence d'une autorité centrale et de la compétition entre différents groupes armés, le risque pour les Yézidis et d'autres minorités est élevé. Il est d'autant plus important pour la communauté internationale d'appuyer le Gouvernement central d'Iraq et le Gouvernement régional du Kurdistan sur le plan de la sécurité, de la reconstruction et de la justice transitionnelle.

Question 4211 (04.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **vols avec agression :**

Den 28. Abrëll 2021 war op rtl.lu ze liesen: „An de leschte 5 Deeg zum Beispill hätten et der Stater Buergermeeschtesch no 10 Fäll ginn, wou eng Persoun op brutal Manéier entweeder eng Auer geklaut oder eng Kette vum Hals gerappt krut."

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Policeminister:

1. Kann de Minister dës Ausso bestätegen?

2. Wéi vill Iwwerfäll a versichten Iwwerfäll sinn et am Abrëll um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg a wéi vill um Niveau vum ganze Land ginn?

3. Wéi vill Persoune si bei dëser Zort Iwwerfäll blesséiert ginn?

4. Wéi vill vun dësen Dote sinn no bausse publizéiert ginn a wéi vill sinn der „geheim" gehale ginn?

Weider steet op rtl.lu: „Déi lescht Deeg a Weekender wieren och wiederbedéngt méi Leit ënnerwee gewiescht, mä och d'Police wier present gewiescht an hätt eng Partie vun den Täter kënne stellen." D'Madamm Buergermeeschter sot weider, datt déi Täter hei am ëffentleche Raum näischt ze sichen hätten, déi géifen an de Centre de rétention gehéieren.

5. Wéi vill Täter vun dësen Iwwerfäll oder versichten Iwwerfäll, déi am Mount Abrëll registréiert goufen, konnt d'Police stellen?

6. Kann den Här Minister méi genee Prezisiounen zu den Täter ginn: iwwer hir Nationalitéit, wou si wunnen, ënner wéi engem Statut si zu Lëtzebuerg an an der EU sinn oder ob si sech illegal am Land ophalen?

Réponse (02.06.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Säit dem Ufank vun dësem Joer ass eng Serie vu spezielle Vols avec violences amgaangen. Et goufen der Police an der Stad am Ganze bis den 30. Abrëll eng 30 sou Faite gemellt, wou d'Affer eng Kette vum Hals respektiv eng Auer vum Aarm gerappt krut.

ad 2. Am Abrëll goufen um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg der Police bis elo 27 Vols avec violences an Tentativë gemellt, dovu 17, wou d'Affer soit eng Kette vum Hals, soit eng Auer vum Aarm gerappt krut. Insgesamt goufe bis elo am Abrëll 41 Vols avec violences an Tentativen am ganze Land gemellt.

ad 3. Heiriwwer féiert d'Police keng Statistiken.

ad 4. Bei dësem Punkt verweise mer op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 3682 vum 19. Februar 2021 an Nr. 4039 vum 7. Abrëll 2021 vum Här Deputéierte Fred Keup.

ad 5. Bei der Serie um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg, op déi d'Ausso vun der Madamm Buergermeeschter sech bezitt, konnten dëst Joer schonn 13 Verdächteger vu sou Vols avec violences vun der Police ermëttelt ginn. Verschiddener vun hinne gi verdächtegt, puer Faite begaangen ze hunn.

ad 6. D'Police féiert keng Statistiken iwwert d'Nationalitéit, de Wunnuert oder de Statut vun Tatverdächtegen oder Täter. Mee och ouni statisteschen Outil erkennen d'Beamten um Terrain an d'Enquêteure vum Service de police judiciaire awer Tendenzen. Sou kann, zumindest wat d'Serie vu Vols avec violences am Abrëll um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg betrëfft, gesot ginn, dass et sech bei der Majoritéit vun Tatverdächtegen ëm Persounen aus der Alterskategorie 17-25 Joer aus dem nordafrikanesche Raum handelt. Heibäi berifft d'Police sech haaptsächlech op Täterbeschreiwungen an Zeienaussoen, sou wéi dat och an de Pressecommuniquéë stoung.

Question 4212 (04.05.2021) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**installation de collecteurs d'eau de pluie sur les immeubles publics :**

D'Installatioun vu Reewaasseranlagen, déi d'Reewaasser an engem Waassertank späicheren an et duerno fir verschidde Besoinen notzen, wéi z. B. op den Toiletten, ass en einfachen, awer wichtege Wee, fir Drénkwaasser ze spueren, dëst ëmsou méi an Zäiten, wou de Grondwaasserspigel duerch onreegelméisseg Nidderschléi erofgeet.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass virgesinn, fir sou Reewaasseranlagen anëffentleche Gebaier ze installéieren?

2. Wa jo, kann den Här Minister eis soen, wéi eng Gebaier betraff sinn a wat den Zäitplang ass?

3. A wéi enge Gebaier gëtt et scho sou Anlagen?

Réponse (26.05.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Jo, zanter iwwer zéng Jore gëtt bei de Projete vun der Bauteverwaltung gepréift, wéi eng Moossnamen, fir Waasser ze spueren, sënnvoll kënnen ëmgesat ginn. Dorënner falen och Reewaasser-Sammelanlage fir Toiletten, fir d'Nätzen, fir Wäschzwecker oder och nach fir Läschwaasser.

ad 2. Reewaassernotzung fir d'Nätze vun de Bausenanlagen ass am Bau bei follgende Projete virgesinn:

- Lycée agricole zu Gilsdref (2021);
- Lycée Michel Rodange um Geesseknäppchen (2022).

Reewaassernotzung fir d'Toiletten ass virgesi bei follgende Projeten, déi am Bau oder an der Planung sinn:

- LTPS zu Stroossen (Internat a Lycée);
- Kanner- a Jugendstruktur zu Schëffleng (rue du Stade);
- Gebai Jean Monnet 2 fir d'europäesch Kommissioun um Kierchbierg;
- Fondatioun Kräizbierg zu Diddeleng;
- Lycée Michel Lucius um Kierchbierg;
- Sportlycée zu Mamer.

ad 3. A follgende Gebaier si sou Anlagen installéiert:

- Übungsgebai fir den CGDIS zu Gaasperech (2020) (Übungsweier a Läschwaasser);
- Depot vu Ponts et chaussées zu Iechternach (2020) (Wäsche vu Gefierer);
- Sportshal vum Sportlycée um Fetschenhaff (2019) (Nätzen);
- LTPS zu Ettelbréck (2019) (Toiletten);
- Staatslabo zu Diddeleng (2018) (Toiletten);
- Depot vu Ponts et chaussées zu Miersch (2017) (Wäsche vu Gefierer an Toiletten);
- Natur- a Forstverwaltung zu Dikrech (2015) (Toiletten);
- Logistikzenter vun der Arméi um Härebierg (2015) (Wäschzwecker fir Gefierer a Läschwaasser);
- LTPS zu Käerjeng (2015) (Nätzen an Toiletten);
- Spidolswäscherei zu Schraasseg (2014) (Wäschmaschinnen);
- Depot vu Ponts et chaussées zu Walfer (2013) (Toiletten);
- Europaschoul zu Bartreng/Mamer (2012) (Läschwaasser);
- Ateliere vu Bâtiments publics zu Bourmicht (2010) (Nätzen);
- Erweiderung vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchbierg (2008) (Läschwaasser);
- Lycée Mathias Adam zu Péiteng (2008) (Nätzen).

Question 4213 (04.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **rupture de stock de médicaments :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4045 huet d'Gesondheetsministesch erkläert:

„Am Joer 2020 krut d'DPM am Duerchschnëtt 50 bis 60 Notifikatioune pro Mount iwwer Indisponibilitéite vu pharmazeutesche Spezialitéiten, déi vu Firmen deklaréiert goufen a fir déi an der grousser Majoritéit vun de Fäll Alternativen existéieren."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill pharmazeutesch Spezialitéite waren der DPM no dem 1. Januar 2021 als indisponibel gemellt (an absolutten Zuelen)?

2. Wéi vill pharmazeutesch Spezialitéite waren der DPM no dem 1. Mäerz 2021 als indisponibel gemellt (an absolutten Zuelen)?

3. Wéi vill pharmazeutesch Spezialitéite waren der DPM no dem 1. Mee 2021 als indisponibel gemellt (an absolutten Zuelen)?

Réponse (08.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op den 1. Januar 2021 waren 53 pharmazeutesch Spezialitéiten als net disponibel bei der Gesondheetsdirektioun gemellt.

ad 2. Op den 1. Mäerz 2021 waren 42 pharmazeutesch Spezialitéiten als net disponibel bei der Gesondheetsdirektioun gemellt.

ad 3. Op den 1. Mee 2021 waren 49 pharmazeutesch Spezialitéiten als net disponibel bei der Gesondheetsdirektioun gemellt.

Question 4214 (04.05.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **respect des droits de l'homme au Maroc :**

Lëtzebuerg a seng Finanzplaz bitt ville Länner finanziell a sozial Ënnerstëtzungen un. Ee Land dovun ass Marokko.

Dëst Land krut zum Beispill am Kader vum 5. Accord de coopération dans le domaine de l'assistance technique à la microfinance mat der BEI Hëllef bei verschiddene Projeten zougesot.

Zudeem huet de Luxembourg Trade and Investment Office (LTIO) ee Büro zu Casablanca, deen hëllefe soll, den Handel tëscht Lëtzebuerg a Marokko ze vereinfachen, a Luxembourg for Finance huet 2012 een Accord de partenariat mat de Leader vum Projet Casablanca Finance City ofgeschloss.

A Marokko kënnt et awer leider och zu Verhaftunge vu Journalisten. Reporteurs sans frontières mellt, dass zwee marokkanesch Journaliste säit aacht Méint respektiv engem Joer festgehale ginn. Ee Geriichtsprozess, dee fir Ufank Abrëll ugesat war, gouf rezent nees no hanne verréckelt. Marokko ass am Klassement vun der Pressefräiheet dëst Joer nach weider dräi Plazen op d'Plaz 136 erofgerutscht.

De Bausseminister huet a senger aussepolitescher Erklärung d'lescht Joer an der Chamber erkläert, dass d'Relatioune mat Marokko sech verbesseren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Thematiséiert d'Regierung d'Mënscherechter an d'Pressefräiheet bei all Gespréich mat Vertrieder vun der marokkanescher Regierung?

- Falls jo, wat war d'Positioun vun de Vertrieder vun der marokkanescher Regierung, wa se op dës Theemen ugeschwat goufen?

- Falls nee, firwat net?

2. Wéi setzt sech déi lëtzebuergesch Regierung konkreet dofir an, dass d'Mënscherechter a Marokko gestäerkt ginn?

3. Huet Lëtzebuerg an deene leschten zéng Joer Projeten a Marokko finanzéiert, déi d'Mënscherechter an/oder d'Pressefräiheet am Land stäerke sollen?

Falls jo, wéi héich war déi finanziell Ënnerstëtzung fir dës Projeten?

4. Huet de Bausseminister Donnéeën zu de Projeten, déi an deene leschten zéng Joer op EU-Niveau lancéiert goufen, fir d'Mënscherechter an/oder d'Pressefräiheet a Marokko ze stäerken?

Réponse (01.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Lëtzebuerg engagéiert sech konsequent fir d'Pressefräiheet a fir d'Protektioun vun de Journalisten. Esou hunn ech den 9. Dezember 2020 un der „World Press Freedom Conference" deelgeholl, wou Lëtzebuerg och dee sougenannten „Hague Commitment" mat adoptéiert huet (dëst Dokument ass zur Informatioun un dës Äntwert annexéiert). Des Weideren ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Aarbecht vun der UNESCO, vun der „Media Freedom Coalition" a vum „International Partnership on Information and Democracy".

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An de rezente bilaterale Kontakter tëschent Lëtzebuerg a Marokko goufen d'Mënscherechter an d'Pressefräiheet net thematiséiert. Heibäi ass ze bedenken, dass et bis viru Kuerzem kee reegelméissegen Echange tëschent béide Länner gouf. Duerch de Renforcement vun de wirtschaftleche Bezéiungen ass méi en enke Kontakt entstanen, deen et eis wäert erméiglechen, och d'Froe vun de Mënscherechter a vun der Pressefräiheet mat de marokkaneschen Autoritéite méi systematesch ze thematiséieren.

An de leschten zéng Joer huet Lëtzebuerg keng bilateral Projeten a Marokko am Beräich vun de Mënscherechter a vun der Pressefräiheet finanzéiert. Op EU-Niveau gëtt Marokko zanter 2011 vum „European Instrument for Democracy and Human Rights" couvréiert. An de leschten zéng Joer huet d'EU Projeten an Héicht vu knapp 85 Milliounen Euro am Beräich vun de Mënscherechter a Marokko finanzéiert, dorënner 10,35 Milliounen Euro fir Projeten am Beräich vun der Pressefräiheet an der Meenungsfräiheet.

Question 4216 (04.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **chômage :**

Aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3796 geet ervir, datt 40 % vun den Aarbechtslosen iwwer 30 Joer zënter méi wéi engem Joer op der Sich no enger neier Aarbecht sinn, déi Leit, déi sech an enger Aarbechtsbeschäftegungsmoossnam befannen oder krank sinn, net matgerechent.

Duerfir géif ech der Regierung nach gär dës Froe stellen:

1. Iwwer wéi eng Beruffsqualifikatioune verfügen dës Leit?

2. Wéi vill vun dëse Leit verfügen iwwert e Lëtzebuerger Schoulofschloss, wéi vill Leit iwwert en auslännesche Schoulofschloss? Wéi deele sech déi net lëtzebuergesch Schoulofschlëss no Länner op?

3. Wéi vill vun dëse Leit verfügen iwwer en Universitéitsdiplom? Wéi ee Profill vun Diplom (Bachelor, Master, Human- a Sozialwëssenschaften, Naturwëssenschaften) ergëtt sech hei?

4. Wéi oft handelt et sech ëm Lëtzebuerger, Netlëtzebuerger a Leit mat enger duebeler Nationalitéit?

5. Wéi deelen dës Leit sech no Geschlechter op?

Réponse (20.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Vun de 6.321 Leit, ëm déi et hei geet, hunn der 600 een „Diplôme d'aptitude professionnelle" (DAP) oder ee gläichwäertegen Diplom an 104 een „Diplôme de technicien" (DT) oder ee gläichwäertegen Diplom. Ënnendrënner stinn d'Domänen, an deenen dës Leit eng Ausbildung hunn:

Administration et commerce 188
Mode-santé-hygiène 126
Hôtellerie et tourisme 101
Construction et génie civil 93
Mécanique 50
Industrie 29
Alimentation 25
Électrotechnique 15
Informatique 9
Agriculture 9
Autres 59

ad 2. 1.453 Leit hunn hiren héchsten Diplom aus Lëtzebuerg a 4.868 hunn hiren héchsten Diplom aus engem anere Land. Ënnendrënner sinn déi 20 heefegst Länner opgezielt:

Portugal 1482
Frankräich 501
Belsch 295
Serbien 225
Italien 187
Däitschland 148
Cap Vert 136
Brasilien 100
Syrien 91
Rumänien 86
Vereenegt Kinnekräich 82

Bosnien-Herzegowina 76
Montenegro 74
Marokko 68
Russland 67
Polen 62
Irak 54
Tunesien 49
Iran 44
Ukrain 43
Aner EU-Länner 207
Drëttstaaten 791

ad 3. Vun dëse 6.321 Leit verfügen der 1.090 iwwert een Universitéitsdiplom, 471 dovun hunn ee Bachelor a 673 ee Master oder Doktorat. D'Tabell ënnendrënner weist, wéi eng Studien déi Leit gemaach hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Vun dëse 6.321 Leit hunn der 1.962 déi lëtzebuergesch Nationalitéit a 4.359 eng auslännesch Nationalitéit. D'ADEM huet leider keng Informatiounen zu de Leit mat duebeler Nationalitéit.

ad 5. Vun dëse 6.321 Leit sinn der 3.350 Fraen an 2.971 Männer.

Question 4221 (05.05.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **nouvelles technologies génomiques :**

Le 25 juillet 2018, dans son arrêt dans l'affaire C-528/16, la Cour de justice de l'Union européenne a déterminé que « les organismes obtenus par mutagénèse sont des OGM au sens de la directive sur les OGM, dans la mesure où les techniques et méthodes de mutagénèse modifient le matériel génétique d'un organisme d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement. Il s'ensuit que ces organismes relèvent, en principe, du champ d'application de la directive sur les OGM et sont soumis aux obligations prévues par cette dernière. » Ainsi, les produits issus de nouvelles technologies génomiques (NTG) sont soumis aux obligations de la directive sur les OGM, qui prévoit que la dissémination volontaire et la mise sur le marché d'OGM ne peuvent être autorisées sans évaluation du risque pour la santé humaine et l'environnement, ainsi que des procédures de traçabilité et d'étiquetage rigoureuses.

Le 29 avril 2021, la Commission européenne a publié une étude sur les nouvelles technologies génomiques dans le droit de l'Union à la lumière de l'arrêt précité. Selon la Commission, les NTG peuvent « contribuer à rendre le système alimentaire plus durable dans le cadre des objectifs du pacte vert pour l'Europe et de la stratégie "De la ferme à la table" ». L'étude de la Commission constate « qu'il existe de bonnes raisons de penser que la législation actuelle sur les OGM, qui date de 2001, n'est pas adaptée à certaines NTG et à leurs produits et qu'il est nécessaire de l'adapter au progrès scientifique et technologique ». Des organisations environnementales craignent qu'une adaptation de la législation sur les OGM ne puisse notamment mener à une déréglementation des NTG et à l'assouplissement des exigences d'autorisation, de traçabilité et d'étiquetage pour ces dernières.

Le programme gouvernemental 2018-2023 quant à lui prévoit que « [l]'interdiction de l'ingénierie génétique dans l'agriculture et dans les aliments, y compris les nouvelles méthodes (CRISPR, "nouvelles techniques de sélection"), continueront d'être soutenues ».

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est l'analyse du Gouvernement quant à l'étude de la Commission européenne sur les nouvelles technologies génomiques ?

2) Étant donné que le Gouvernement défend une position critique face à la culture des OGM, y compris les nouvelles méthodes, de quelle manière le Gouvernement compte-t-il intervenir auprès de ses homologues européens et de la Commission européenne ?

Réponse (08.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'étude de la Commission européenne sur les nouvelles technologies génomiques, qui a été publiée le 29 avril 2021, fait suite à une demande du Conseil des ministres de clarifier la mise en vigueur de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 25 juillet 2018 dans l'affaire C-528/16.

Cet arrêt a statué que les organismes vivants, dans lesquels des séquences précises de l'ADN étaient modifiées à l'aide de nouvelles techniques génomiques, sont soumis à la réglementation sur le génie génétique et sont donc régis par les mêmes règles que les organismes génétiquement modifiés en ce qui concerne l'approbation, l'étiquetage et l'évaluation de leur sécurité.

L'arrêt de la CJCE ne peut cependant pas être mis en vigueur dans la pratique. En effet, une des particularités de ces nouveaux procédés est que, contrairement au génie génétique classique où les organismes modifiés contiennent de l'ADN étranger facilement identifiable, les organismes produits par édition du génome ne contiennent pas nécessairement des éléments étrangers et ne peuvent donc pas être identifiés sans ambiguïté. En particulier, il n'est pas possible analytiquement de distinguer si une mutation a été déclenchée par une édition volontaire du génome, si elle s'est produite naturellement ou est le résultat de l'application d'une technique de mutagénèse classique sans recours au génie génétique. En ce qui concerne les importations en provenance de pays tiers ne classant pas ces techniques comme des modifications génétiques soumises à une autorisation, il est impossible de les identifier et de les maintenir hors du marché européen. Ceci constitue un problème pour les autorités chargées de faire appliquer la législation ainsi que pour les opérateurs. Par ailleurs, l'étiquetage requis par la réglementation sur le génie génétique ne peut être appliqué et donc la liberté de choix ne peut être garantie pour les consommateurs.

En raison de cette problématique, le Conseil des ministres a demandé à la Commission de mener cette étude dont le champ d'application porte sur plusieurs techniques :

- Mutagenèse : modification sans insertion de matériel génétique ;

- Cisgénèse/intragenèse : réarrangement du matériel génétique du même organisme ou insertion de matériel génétique provenant d'un organisme sexuellement compatible (croisements possibles dans la nature) ;

- Transgenèse : insertion de matériel génétique d'autres organismes qui sont sexuellement incompatibles.

Cette étude mentionne que depuis 1930, les agronomes ont eu recours à la mutagenèse aléatoire par des manipulations physiques (radiation) et/ou chimique, cette technique qui ne s'attaque pas à un gène en particulier peut donc modifier le génome aléatoirement en de nombreux sites de l'ADN et nécessite généralement un long temps de sélection pour éliminer les mutations indésirables. La mutagenèse dirigée induit une ou plusieurs mutations dans un génome, de façon précise et volontaire sans provoquer de nombreuses mutations non voulues. La technique CRISPR/Cas, introduite en 2002, est la plus utilisée et est à la base de 68 % des développements dans la recherche impliquant l'édition génomique. Cette technique a été récompensée par le prix Nobel en chimie en 2020.

Il est important de noter que les nouvelles technologies génomiques jouent également un rôle important dans la recherche et l'industrie pharmaceutique où la production de médicaments se fait souvent par des OGM. La recherche dans ce domaine est financée par l'UE à travers les programmes FP 7 et Horizon 2020 depuis treize ans à hauteur de 3,2 milliards d'euros essentiellement dédiés à la recherche médicale suivie de la recherche en agriculture. Les EM ont investi de leur côté 306 millions euros sur six ans. Des instituts de recherche luxembourgeois poursuivent des activités ayant recours à ces techniques.

Parmi les bénéfices potentiels de ces techniques, l'étude cite le développement éventuel :

- de plantes résistantes aux maladies et qui nécessiteraient donc moins de pesticides,

- de plantes résistantes au changement climatique (p. ex. sécheresse),

- de denrées alimentaires d'une meilleure valeur nutritionnelle permettant par exemple la lutte contre l'obésité et donc les maladies cardio-vasculaires,

- des animaux plus résistants aux maladies, qui nécessiteraient donc moins de traitement par antibiotiques ce qui permettrait de lutter contre la résistance aux antimicrobiens,

- des animaux utilisés dans la recherche pharmaceutique.

Parmi les effets négatifs potentiels, l'étude évoque :

- un risque sur l'environnement,

- des problèmes pour la coexistence avec l'agriculture biologique et sans OGM,

- l'étiquetage, information et droits du consommateur.

Le Gouvernement tient à souligner sa position critique par rapport à ces effets positifs.

L'étude de la Commission européenne arrive à la conclusion qu'une étude d'impact approfondie est nécessaire afin de déterminer le nécessité de légiférer en la matière. Les parties prenantes luxembourgeoises seront invitées à s'exprimer lors de cette étude d'impact qui sera réalisée en 2022. En fonction des éléments retenus par cette étude d'impact, la Commission européenne soumettra des propositions à discuter par les autorités compétentes des États membres début 2023.

ad 2) Le Gouvernement soutient la décision de la CJUE qui a clarifié la situation juridique et qui réaffirme la possibilité d'interdire la culture de plantes génétiquement modifiées y compris celles issues de la mutagenèse dirigée au Luxembourg.

Au niveau européen, le Gouvernement continuera à défendre sa politique de longue date en soulignant l'importance cruciale du principe de précaution qui doit être à la base de l'évaluation des nouvelles techniques génomiques, en insistant sur la nécessité d'une analyse des risques proportionnée et basée sur la science et en exigeant une information éclairée du consommateur. Un échange étroit a lieu régulièrement avec les États membres défendant les mêmes valeurs que le Luxembourg.

Question 4223 (05.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **délits à caractère politique :**

An Däitschland huet de Bundesinneminister dës Woch d'Statistike vum Bundeskriminalamt (BKA) iwwer politesch motivéiert Strofdote virgestallt. Deemno gouf 2020 een neien Héchststand erreecht bei de Strofdoten aus dem rietse Spektrum. 44.692 Strofdote goufe vun der Police festgehalen, 23.604 dovu riets motivéiert an 10.971 lénks. Et goufe méi Strofdote mat antisemitteschem (+ 15,7 %) an auslännerfeindlechem Hannergrond (+ 72,4 %) festgestallt. De BKA stellt fest, dass virun allem am Beräich Digitalisatioun muss geschafft ginn. Esou musse besser Systemer geschaaft ginn, fir mat digitale Spueren ëmzegoen, sou de President vum BKA.

Och den Haass am Netz, géigeniwwer Privatpersounen awer och géigeniwwer Mandatsdréier, gëtt zu engem ëmmer méi grousse Problem. An engem rezente „Lëtzebuerger Land"-Artikel (30. Abrëll) erklären eng Rei lëtzebuergesch Politiker, dass den Haass am Netz ee Grond fir si war, sozial Medien net (méi) ze notzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun, bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung an dësem Kontext Zuelen zu de politesch motivéierte Strofdoten zu Lëtzebuerg 2020 nennen (opgeschlësselt no politescher Richtung)? Falls jo, wéi presentéiere sech dës Zuele par rapport zu de Joren 2019 an 2018?

2. A wéi ville Fäll war d'Police 2020 mat Strofdote beschäftegt, déi ausschliisslech an engem digitale Kader stattfonnt hunn?

3. A wéi ville Fäll war d'Police 2020 mat Strofdote beschäftegt, déi sech deelweis an engem digitale Kader ofgespillt hunn?

4. Bei wéi ville Fäll huet d'Police 2020 op digital Beweiser zeréckgegraff (an absolutten Zuelen an a Prozent)?

5. Erkennt d'Regierung och zu Lëtzebuerg een Trend zu méi politesch motivéierte Strofdoten?

6. Wéi vill Strofdoten, déi sech géint staatlech Ariichtungen, politesch Amts- a Mandatsdréier geriicht hunn, goufen an deene leschte fënnef Joer festgestallt (opgeschlësselt no Joer)?

7. Falls d'Regierung zu enger oder méi vun dëse Froe keng Angabe ka maachen, well d'Donnéeë feelen, wéi gedenkt d'Regierung, dës Lächer an der Datebank ze fëllen?

8. Wéi schätzt d'Regierung rietsextreem an auslännerfeindlech Tendenzen zu Lëtzebuerg an? Gesäit d'Regierung d'Gefor, dass extremistesch Tendenzen an Zukunft kéinten zouhuelen?

9. An Däitschland iwwerwaacht de Verfassungsschutz rietsextreem Aktivitéiten. Gëtt et eng änlech Kontroll zu Lëtzebuerg?

10. Klicksafe, eng däitsch Initiativ, déi Internetnotzer soll eng kompetent a kritesch Notzung vum Internet am Optrag vun der EU-Kommissioun ginn, huet schonn 2017 gewarnt, dass rietsextreem Gruppéierungen d'sozial Medien notzen, fir Haass am Netz ze verbreeden.

Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir d'Biergerinnen a Bierger iwwer rietsextreem Positiounen opzeklären an och ze schützen, dëst am Internet awer och ausserhalb?

Réponse (04.06.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Et muss een am Virfeld ënnersträichen, dass et net méiglech ass, déi genee Zuelen, déi an de verschiddene Froe vum Deputéierten zitéiert gi sinn, erëmzefannen.

Am Code pénal ass déi „politesch motivéiert Strofdot" als solch nämlech net virgesinn.

Dofir ass et och onméiglech, eng Recherche an den Datebanke vun der Police an dem Parquet général ze maache mam Raster „politesch motivéiert".

D'Police féiert keng Statistiken iwwert d'Motiv vun enger Strofdot, iwwert de Moyen, wéi se begaange ginn ass, an och net iwwert d'Zort vun de Beweiser, op déi an der Enquête zeréckgegraff gëtt.

Et ass och dofir net méiglech, op Basis vun den aktuellen Datebanken erauszefannen, wéi eng Strofdoten ausschliisslech oder deelweis an engem digitale Kader stattfonnt hunn.

D'Datebanke konzentréiere sech effektiv op d'Strofdot, ewéi se am Code pénal libelléiert ass.

Am Kader vun den Aarbechte ronderëm den neie Fichier central an der Digitalisatioun gëtt u Léisunge geschafft, déi et wäerten erlaben, och verbessert Statistiken ze erstellen.

D'Parqueten hu matgedeelt, dass momentan eng Rei Enquêtë lafen op Basis vu Plaintë vun eenzele Regierungsmemberen. D'Fakten à la base si meeschtens Äusserunge vu Privatleit op de soziale Medien.

Wat déi eventuell rietsextreem an auslännerfeindlech Tendenzen zu Lëtzebuerg ubelaangt, muss ee Follgendes ënnersträichen:

Och ouni statisteschen Outil mécht d'Police d'Erfarung, dass déi lescht Jore méi Plaintë betreffend Infraktioune mat auslännerfeindleche respektiv rietsextreeme Motiver gefouert ginn. Ob de Phenomeen an der Gesellschaft méi grouss ginn ass, léisst sech doraus awer net schléissen, well et och ka sinn, dass d'Plainteverhale vum Bierger geännert huet (z. B. well ee vereinfacht iwwert verschidde Plattforme wéi „Bee Secure" Situatiounen denoncéiere kann).

Säit 2020 ass zu Lëtzebuerg d'Lutte géint gewaltbereeten Extremismus gekennzeechent duerch eng méi grouss Opmierksamkeet op de gewaltbereete Rietsextremismus. Dësen ass net noutgedrongen un e prezise Mouvement oder eng Organisatioun ze bannen, mee charakteriséiert sech éischter duerch eng zouhuelend Fragmentéierung vun de Milieuen an eng Diversifizéierung vun den Ideologien, op deene se foussen. Eng net ze ënnerschätzend Roll spillen an deem Kader Desinformatiounscampagnen an dat geziilt Verbreede vu Falschinformatiounen, virun allem op de sozialen Netzwierker.

D'Gefor, déi vum gewaltbereeten Extremismus ausgeet, ass net ze ënnerschätzen. Eng Rei vun europäesche Länner konnte schonn eng Zounam vun extremisteschen Tendenzen am Laf vun der Coronapandemie feststellen an d'Regierung kann net ausschléissen, datt dës och zu Lëtzebuerg an Zukunft kéinten zouhuelen.

Wéi am Artikel (3) vum ofgeännerte Gesetz vum Service de renseignement vum 5. Juli 2016 definéiert, ass den SRE zoustänneg fir d'Preventioun vu Geforen am Kader vum Terrorismus a gewaltbereeten Extremismus. Zu Preventiounszwecker sammelt den SRE Informatiounen iwwer Bedroungen am Zesummenhang mam Terrorismus a gewaltbereeten Extremismus, déi et sollen erméiglechen, eng fundéiert Bewäertung vun der Sécherheetssituatioun ze maachen.

Op nationalem Niveau schafft den SRE an dësem Kader och reegelméisseg mat de Justizautoritéiten a mat de Servicer vun der groussherzoglecher Police zesummen. Et ass eng positiv Charakteristik vum Internet, datt d'NotzerInnen d'Méiglechkeet hunn, hir Meenung - och politescher Natur aus sämtleche Spektren - fräi kënne präiszeginn. Dëst bréngt fir d'NotzerInne mat sech, datt ee méi wéi jee d'Kompetenze brauch, fir Informatiounen, Meenungen, Donnéeën an digital Inhalter kënnen ze analyséieren an ze vergläichen. Dës Kompetenz ass eng vun deenen, déi opgelëscht sinn am Mediekompass fir d'Éducation aux et par les médias, deen 2020 vum MENJE agefouert gouf.

Bee Secure, eng Initiativ, déi änlech schafft wéi et Klicksafe.de an Däitschland mécht, huet déi lescht Joren eng Rei Aktioune lancéiert, fir de Kanner a Jonken zu Lëtzebuerg ze weisen, wéi ee ka méi kritesch mat (politeschen) Informatiounen am Internet ëmgoen. Vun Oktober 2019 bis Februar 2021 huet Bee Secure 450 Sensibiliséierungsformatiounen iwwert d'Desinformatioun a Lycéeën a fënnef Formations continues ofgehalen. Parallell dozou ass am Schouljoer 2019/20 eng ëffentlech Kommunikatiounscampagne iwwer Desinformatioun gelaf.

Nieft Bee Secure huet den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) verschidden Angeboter fir ze sensibiliséiere respektiv déi preventiv wierken. Dorënner sinn eng Ausstellung „State of Deception" (Theema Propaganda an Antisemitismus), déi vum ZpB gratis zur Verfügung gestallt gëtt; en Onlinetool „Propaganda.guide", deen hëlleft, tëscht (politescher) Propaganda an Informatioun ze ënnerscheeden, an den Onlinetool „Filterbubble.lu", deen den Notzer vum Internet weise kann, wéi déif een an enger In-

formatiounsblos stécht a wat ee muss maachen, fir aus der „Filterblase“ erauszekommen.

Do wou Meenungen ufänken, d'Fräiheeten an d'Rechter vun anere Persounen ze verletzen, hält d'Meenungsfräiheet op (454-457-4 vum Code pénal). Dëst gëllt och fir den Internet. Mat der Bee-Secure-Stopline gëtt et zu Lëtzebuerg e Service, deen hei aktiv gëtt. D'BiergerInnen hunn d'Méiglechkeet, iwwert déi Plattform illegal Inhalter um Internet ze mellen. Heirënner falen och Rassismus, Revisionismus, aner diskriminéierend Inhalter souwéi Terrorismus. Inhalter ginn, falls noutwendeg, un déi zoustänneg Instanze weidergeleet, d. h. un d'Police grandducale, déi dann déi nächst Schrëtt aleeden.

D'Zuele vu gemellten Inhalter an de leschte sechs Joer aus dem Beräich Rassismus, Revisionismus an aner diskriminéierend Inhalter:

2018: 122 Meldunge kritt, dovun 68 weidergeleet.

2019: 219 Meldunge kritt, dovun 152 weidergeleet.

2020: 292 Meldunge kritt, dovun 240 weidergeleet.

Am Beräich Terrorismus (Art. 327-331 vum Code pénal) goufen et déi lescht dräi Joer follgend Meldungen:

2018: 9 Meldunge kritt, dovun 3 weidergeleet.

2019: 11 Meldunge kritt, dovu 6 weidergeleet.

2020: 22 Meldunge kritt, dovu 15 weidergeleet.

Aktuell mécht d'Bee-Secure-Stopline keng detailléiert Glidderung vun de Meldungen, dohier ass et net méiglech ze soen, wéi vill Meldungen e rietsextreemen Hannergrond hunn.

Question urgente 5174 (02.11.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **contournement du système CovidCheck :**

De CovidCheck ass mam neie Gesetz op ëmmer méi Plazen am gesellschaftleche Liewen en place. Leit, déi weeder geimpft nach erëm geneese sinn, brauche laut dësem also mëttlerweil een zertifiéierten Test, fir op esou Plazen eranzekommen. An de soziale Medie liest een awer vill Rumeuren, dass Leit sech een Impfzertifikat vu Kolleegen oder Familljemembere géifen op hiren Handy kopéieren, fir de CovidCheck esou ze ëmgoen an deemno de ganze System a Fro ze stellen.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Weess d'Madamm Ministesch eppes vun esou Praktiken?

- Wa jo, ginn hei spezifesch Kontrolle gemaach? Wéi vill Leit si schonn erwëscht ginn?

- Mat wéi enge Sanktioune musse Leit rechnen, déi mat esou „Fälschungen“ erwëscht ginn?

Réponse commune (08.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Laut dem modifizéierte Gesetz vum 17. Juli 2020 iwwert d'Mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ass déi Persoun, déi verantwortlech ass vun der Plaz, wou den Evenement stattfënnt oder den Organisateur vum Evenement, en charge, fir de „contrôle à l'entrée“ ze assuréieren. D'Police konnt bis elo keng Infractioune feststellen, wou Leit soi-disant Impfzertifikater vun anere Persoune virgewisen hätten.

Jiddereen deen zu Fäll vun enger Infractioun oder Fälschung Informatiounen huet, ass gebieden dës der Police zoukommen ze loossen.

Et sief och drun erënnert, dass de Code pénal, an den Artikelen 193 bis 210, eng ganz Rëtsch vu Fäll an Hypotheese virgesäit, an deenen eng Persoun sech strofbar mécht duerch Fälschungen an/oder de Gebrauch vu Fälschungen. Wéi en Artikel a wéi engem Fall applikabel ass hänkt vun de faktuellen Eenzelheeten of, déi vu Fall zu Fall kënne verschidde sinn. D'Strofen, déi déi Artikele virgesinn, sinn der Gravitéit vun deene verschiddenen Eenzelfäll ugepasst a gesinn, zum Beispill, eng Reclusioun vun zéng bis 15 Joer vir, oder och eng Prisongsstrof vun engem Mount bis dräi Joer an/oder eng Geldstrof vun 251 bis 12.500 Euro vir.

Question urgente 5204 (10.11.2021) de **MM. Marc Lies** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **recommandation de la « Ständige Impfkommission » concernant la troisième dose du vaccin contre la Covid-19 :**

Op Recommandatioun hi vum „Conseil supérieur des maladies infectieuses“ (CSMI) huet de Regierungsrot annoncéiert, datt Leit iwwer 65 Joer, respektiv Persounen déi am medezinnesche Beräich schaffen, kënnen eng sougenannte „Booster-Impfung“ kréien. Dës soll op d'mannst sechs Méint no der leschter Impfung gemaach ginn, also sechs Méint, nodeem een déi zweet oder eenzeg Impfung krut. De CSMI réit och, datt dës Booster-Impfung op Basis vun engem mRNA-Vaccin soll sinn, also aktuell entweeder vu Moderna oder BioNTech/Pfizer.

Elo ass et allerdéngs esou, datt ganz aktuell déi däitsch „Ständige Impfkommission“ (STIKO) réit, Leit ënner 30 Joer just nach mat dem Vaccin vu BioNTech/Pfizer ze impfen, well rezent Chiffere géife weisen, datt Häerzmuskel- an Häerzbeidelentzündunge géife méi heefeg bei Mënschen aus dëser Alterskategorie festgestallt ginn, wa si mam Vaccin vu Moderna geimpft goufen.

Virun dësem Hannergrond wéilte mir der Madamm Gesondheetsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu dësem Avis vun der STIKO?

2. Wäerte Leit ënner 30 Joer, déi am medezinnesche Beräich schaffen, kënne wiele mat wéi engem mRNA-Vaccin si sech impfe loossen oder gëtt de Moderna-Vaccin souwisou net méi fir Leit ënner 30 Joer virgesinn, och fir eng zweet Booster-Impfung wann ee mam Johnson-Vaccin geimpft gouf?

Réponse (11.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung ass natierlech iwwert dësen Avis vun der STIKO informéiert an huet och en änlechen Avis vun der Haute Autorité de santé aus Frankräich gelies.

Et ass ze bemierken, dass d'Agence européenne des médicaments (EMA) dës Niewewierkungen och suivéiert an diskutéiert, awer bis elo net zur Konklusioun komm ass, do eng Restriktioun op Basis vum Alter auszeschwätzen.

D'Regierung ass der Meenung, dass een hei aus dem „principe de précaution“ sollt am Moment, bis weider Donnéeë virleien, verzichten, de Spikevax (Moderna) bei Leit ënner 30 Joer ze benotzen, a wäert eng deementspriechend Uweisung un d'Impfzentren an d'Dokteren, déi impfen, ginn.

Question urgente 5230 (15.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **procédure du référendum pour les Luxembourgeois habitant à l'étranger :**

D'Modalitéite fir d'Ufroe vun engem Referendum gesi vir, datt all Lëtzebuerger Staatsbierger, deen op der Wallëscht fir d'Legislativwalen agedroen ass, d'Recht huet, op senger Gemeng ze ënnerschreiwen, fir e Referendum unzefroen. D'Prozedur fir sech fir de Referendum iwwert d'Verfassung anzedroen, geet dëse Freideg, den 19. November, lass.

Elo ass et awer sou, datt och eng ganz Rei Lëtzebuerger Staatsbierger, déi offiziell op de Wallëschte fir d'Legislativwalen opgefouert sinn, sech am Ausland ophalen. Et handelt sech virun allem ëm Persounen, z. B. Studenten, déi zwar momentan am Ausland wunnen, déi awer nach hiren offizielle Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Gi Lëtzebuerger Staatsbierger, déi zwar momentan am Ausland wunnen, déi awer nach hiren offizielle Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn, an iergendenger Form informéiert, respektiv sensibiliséiert, fir vun hirem Recht Gebrauch ze maachen, sech op der Gemeng fir d'Referendumsprozedur anzedroen?

2. Plangt d'Regierung, fir deene Lëtzebuerger Staatsbierger, déi zwar momentan am Ausland wunnen, déi awer nach hiren offizielle Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn an domat och op enger Wallëscht agedroe sinn, mat administrative Facilitéiten entgéintzekommen, fir et hinnen esou einfach wéi méiglech ze maachen, sech op der Gemeng fir d'Referendumsprozedur anzedroen?

3. Wa jo, wéi sollen dës administrativ Vereinfachunge konkreet ausgesinn an a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun deenen Demarchë gerechent ginn?

4. Eng Rei vu Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, hu keng Adress méi zu Lëtzebuerg, mee sinn awer de Lëtzebuerger Ambassaden oder Konsulater bekannt. Ginn si iwwert déi aktuell Referendumsprozedur no Artikel 114 vun der Constitutioun informéiert a wéi a wou kënnen si sech aschreiwen, fir dës Prozedur ze ënnerstëtzen, sollten si dat da wënschen?

5. Wéi presentéiert sech d'Situatioun vun deene Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, déi keng offiziell Adress méi zu Lëtzebuerg hunn an déi och net op enger diplomatescher oder konsularescher Vertriedung enregistréiert sinn? Kënnen si sech iergendwou aschreiwen, z. B. bei der Gemengeverwaltung vun der Haaptstad, wann si e Referendum wëllen ënnerstëtzen?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Den Artikel 8 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum gesäit vir, datt d'Gemengen d'Wieler, déi an hirer Gemeng domiciliéiert sinn, „par toute voie appropriée, mais en tout cas par voie d'affichage“ mussen driwwer informéieren, wéi si eng Ufro fir d'Organisatioun vun engem Referendum kënnen ënnerstëtzen. Ofgesi vum Affichage an der Gemeng ass et also all Gemeng selwer iwwerlooss ze entscheeden, ob si d'Wieler och nach iwwert en anere Wee wëll informéieren.

ad 2. Den Artikel 10 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum gesäit vir, datt déi interesséiert Wieler sech perséinlech mussen op d'Gemeng deplacéieren, fir sech op der Lëscht anzeschreiwen. Dës Mesure soll garantéieren, datt déi Leit, déi sech op de Lëschten aschreiwen, och déi néideg Konditiounen erfëllen. Eng Vereinfachung vun dëser Prozedur setzt eng Ofännerung vum Gesetz viraus.

ad 3. cf. Äntwert op d'Fro 2.

ad 4. Laut dem Artikel 12 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum, sinn déi Lëtzebuerger autoriséiert, d'Lëschte fir d'Organisatioun vun engem Referendum ze ënnerschreiwen, déi den Dag virum Ufank vun der Period vun der Ënnerschrëftesammlung, dat heescht an dësem Fall den 18. November 2021, op de Wielerlëschte fir déi legislativ Walen ageschriwwe sinn.

Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen a kee Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn, sti bei de legislative Walen net d'office op de Wielerlëschte mee sinn, laut dem Walgesetz, nëmmen zu de Walen zougelooss, wann si sech fräiwëlleg dozou entscheeden, Bréifwal unzefroen. Dëst huet also zur Konsequenz, datt Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen a kee Wunnsëtz méi zu Lëtzebuerg hunn, den Dag vum Arrêt vun de Wielerlëschten net op dësen ageschriwwe sinn an domat eng Ufro fir d'Organisatioun vun engem Referendum, fir déi si sech perséinlech op d'Gemeng missten deplacéieren, dem Gesetz no net kënnen ënnerstëtzen. Vu datt et sech beim Androen op den Ënnerschrëftelëschten ëm eng fakultativ Demarche handelt an net ëm d'Ausübe vum aktive Walrecht, ënnerscheet sech dës kloer vum Referendum selwer, wou d'Participatioun fir d'Wieler, déi op de Wielerlëschten ageschriwwe sinn oder ginn, obligatoresch ass.

Eng spezifesch Informatiounscampagne fir d'Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen ouni e Wunnsëtz zu Lëtzebuerg ze hunn, ass domat also och net néideg.

ad 5. cf. Äntwert op d'Fro 4.

Question urgente 5231 (15.11.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **circulaire ministérielle concernant l'inscription sur une liste dans le cadre du référendum sur la révision de la Constitution :**

An enger Circulaire Nr. 4055 vum 5. November 2021, huet d'Madamm Inneministesch Instruktiounen iwwert de Verlaf vun der Ënnerschrëftekollekt en vue vun engem méigleche Referendum un d'Gemengen adresséiert.

Dora sinn ë. a. och d'Konditiounen opgefouert, déi eng Persoun muss erfëllen, fir um Referendum kënnen deelzehuelen. Et sief dann och bemierkt, dass d'Gemengen nom Oflaf vun der Period fir d'Ënnerschrëftekollekt d'Resultater dovunner an engem Procès-verbal attestéieren. An deem Kontext stelle sech eng Rei Froen un den Här Premier- a Staatsminister an un d'Madamm Inneministesch:

1. Eisen Informatiounen no, hunn d'Gemenge keng Informatiounen iwwer Persounen, déi hiert Walrecht geriichtlech oder anescht oferkannt kruten. Kënnen d'Madamm an den Här Minister mir erklären, wéi d'Gemenge solle verifizéieren, dass déi betraffe Leit hiert Walrecht net verluer hunn? Wéi kann ausgeschloss ginn, dass dës Persounen awer un der Kollekt deelhuelen?

An der Circulaire heescht et weider:

En ce qui concerne les personnes déficientes visuelles et celles qui se trouvent dans l'incapacité physique d'apposer leur signature manuscrite : bien que la loi de 2005 soit muette à leur sujet, les autorités publiques ne peuvent pas procéder à une discrimination à leur égard. Ces personnes seront donc autorisées à se faire accompagner d'un soutien lequel signera en leur nom et place la liste. L'agent communal est tenu, dans ce cas, de vérifier l'identité de la personne accompagnatrice et d'en faire mention en marge du formulaire. Ne peuvent être soutien d'une personne malvoyante ou infirme les titulaires d'un mandat électif national, communal ou européen, les personnes qui ne savent pas lire ou écrire ainsi que celles qui sont exclues de l'électorat d'après les dispositions de l'article 6 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

2. Wat ass d'Valeur juridique vun där Circulaire, vu dass d'Gesetz dëse Fall net reegelt?

3. Wéi ka verhënnert ginn, dass Persounen, déi hir politesch Rechter verluer hunn, Begleetpersoune vun dëse geschwächte Persoune ginn, vu dass d'Gemengen dës Informatiounen net hunn?

4. Kéint d'Ënnerschrëftekollekt duerch dës gesetzlech Deficiencen evtl. am Nachhinein a Fro gestallt ginn? Wéi een Impakt kéint dat op ee méigleche Referendum hunn?

5. Wat riskéieren d'Gemengen, respektiv d'Gemengebeamten, déi eppes sollen attestéieren, wat si net kënnen iwwerpréiwen a schlëmmstefalls net der Wouerecht entsprécht?

6. Wéi wëllen d'Ministeren dës Deficiencë kuerzfristeg behiewen?

7. Vu dass déi virgenannte Punkten och relevant si bei de Gemengewalen (och Komplementarwalen), an och bei deenen nächste Chamberwalen, wéi a bis wéini wëll d'Regierung hei gesetzlech nobesseren?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'ofgeännert Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum baséiert sech bei der Definitioun vum Begréff „Wieler“ op d'Wieler, déi op de Wielerlëschte fir d'Legislativwalen, geméiss de Bestëmmunge vum Walgesetz, ageschriwwe sinn. Am Artikel 6 vum Walgesetz si verschidden Hypotheese virgesinn, an deene Persounen hiert Walrecht kënnen oferkannt kréien. Den Artikel 11 vum Walgesetz reegelt sengersäits, wéi d'Informatioune betreffend der Oferkennung vum Walrecht un de Schäfferot vun der Gemeng, an där déi concernéiert Persoune wunnen, kommunizéiert ginn. Sou wéi dat och bei de Walen an der Vergaangenheet üblech war, kréien déi betraffe Gemengen nach eng Informatioun betreffend d'Urteeler, déi eng Oferkennung vum Walrecht betreffend Bierger, déi an hirer Gemeng wunne gesprach hunn, kommunizéiert, fir datt dës Persoune vun de Wielerlëschte kënne gestrach ginn. Wat d'Informatioun betreffend enger „mise sous tutelle“ ubelaangt, sou gëtt dës Informatioun automatesch am RNPP vermierkt an dës Persounen direkt vun de Wielerlëschte gestrach, soudatt d'Gemengen dës Informatiounen haut schonn hunn.

ad 2. D'Instruktiounen un d'Gemengen, sou wéi se per Circulaire Nr. 4055 kommunizéiert ginn, sinn entspriechend den Instruktiounen, sou wéi se och schonn am Kader vun der Ënnerschrëftesammlung fir d'Organisatioun vun engem Referendum am Joer 2009 betreffend der Revisioun vum Artikel 34 vun der Verfassung, verschéckt gi sinn. Et ass eng gängeg administrativ Praxis, fir Leit mat enger Behënnerung déi nämmlecht Méiglechkeeten ze gi wéi Leit ouni Behënnerung, fir hir Rechter kënnen auszeüben. Och wann am ofgeännerte Gesetz vum 5. Februar 2004 iwwert de Referendum d'Dispositioun vum Artikel 79 aus dem Walgesetz net tel quel erëmgeholl ginn ass, wollt een deene betraffene Persounen dës Méiglechkeet, déi 2009 bestanen huet, fir trotzdeem un der Ënnerschrëftesammlung deelzehuelen, net oferkennen.

ad 3. Opgrond vun deem, wat an der Äntwert op d'Fro 1 erkläert ginn ass, kënnen d'Gemengen d'Informatioun betreffend der eventueller Oferkennung vum Walrecht vu Begleetpersounen nokontrolléieren. Domadder eriwwregen sech d'Äntwerten op d'Froe 4, 5, 6 a 7.

Question urgente 5236 (15.11.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **vaccination « booster » :**

Esouwéi och aner Länner, huet Lëtzebuerg elo annoncéiert, den iwwer 64-Järegen, ewéi och de Leit aus dem Gesondheetssecteur, à savoir den Dokteren, den Apdikter, de Psychotherapeuten an de Professions de santé selon la loi modifiée du 26 mars 1992 eng Boosterimpfung ze offréieren.

Wëssend, datt och nach aner Leit direkt oder indirekt mam Patient a Kontakt sinn, dës awer laut der Regierung net eligibel sinn, fir eng Boosterimpfung ze kréien, géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Aus wéi engem Grond kréien aner Professiounen, déi och a Kontakt si mat Patienten, wéi d'Botzpersonal an de Spideeler, d'Leit, déi den Transport vun de Patiente maachen oder d'Techniker, déi an e Spidolszëmmer mussen asw., keng Boosterimpfung offréiert, wëssend, datt se sech selwer an awer och de Patient kënnen ustiechen?

- Dovun ausgoend, datt genuch Vaccinen do sinn, mengt d'Regierung net och, datt een déi Leit muss schützen, well dës jo awer och dem Virus ausgesat sinn an zum Funktionement vun eise Klinicke bäidroen?

Réponse (16.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung suivéiert den Avis vum „Conseil supérieur des maladies infectieuses“, deen effektiv eng Prioritéit virgesäit fir de Rappel bei de Gesondheetsberuffler. Parallell diskutéiert d'Regierung awer och iwwert ee méi wäiten Accès vum Rappel fir de Rescht vun der Populatioun a wäert zäitno evaluéieren, ob eventuell aner Schrëtt zousätzlech ze huele sinn.

N°17
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 17 | Session ordinaire 2020-2021

Manque de logements d'urgence p. 569
Protection du climat p. 575
Organisation de la sécurité publique p. 591
Sommaire des séances publiques nos 39 à 41 p. 603
Sommaire des questions parlementaires p. Q417
39e séance Mardi 9 mars 2021
40e séance Mercredi 10 mars 2021
41e séance Jeudi 11 mars 2021

100 enfants ont pris la parole



Plus de 100 enfants du Grand-Duché ont visité la Chambre des Députés.

Dans le cadre de la Journée internationale des droits de l'enfant, le « Zuch vun der Demokratie » était de nouveau à la Chambre des Députés.

Plus de 100 enfants du Grand-Duché âgés de huit à douze ans ont participé à la quatrième édition du « Zuch vun der Demokratie » dans le cadre de la Journée internationale des droits de l'enfant le 20 novembre 2021.

La dernière édition n'avait pas pu être organisée en présentiel mais s'était déroulée par visioconférence en raison de la pandémie de la Covid-19.

Après l'accueil par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, les enfants ont discuté en groupes avec les députés. Ils leur ont présenté leurs réflexions sur différents sujets, ceci notamment par le biais de figurines en carton que les élèves avaient bricolées au cours des dernières semaines. Les sujets abordés étaient entre autres la sécurité sur le chemin scolaire, la lutte contre les stupéfiants, l'égalité des chances, la migration, la pandémie ou encore la liberté d'expression.

Les ateliers étaient répartis à travers toute la Chambre des Députés.



Les enfants ont présenté leurs réflexions par le biais de figurines en carton.

L'OkaJu a présenté son nouveau rapport

« Améliorer le bien-être des enfants en renforçant leurs droits »



M. Fernand Etgen et M. Charel Schmit lors de la présentation du rapport.

Le rapport 2021 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) revient sur la crise sanitaire due à la Covid-19 et les répercussions de la pandémie sur les droits de l'enfant, dans les domaines les concernant particulièrement comme la santé, l'éducation ou les loisirs.

Le 16 novembre 2021, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, M. Charel Schmit, a remis le nouveau rapport au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. « Améliorer le bien-être des enfants en renforçant leurs droits » est le message principal du texte.

Dans le contexte de la crise sanitaire, 71 demandes de renseignement ont été introduites auprès de l'OKaJu entre février 2020 et octobre 2021. La majorité des demandes sont venues de parents ou d'acteurs du secteur social ou du système scolaire.

En tout, environ 1.100 appels téléphoniques ont été enregistrés entre le 1er novembre 2020 et le 31 octobre 2021. 102 nouveaux dossiers ont été ouverts en un an. L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher a souligné vouloir s'engager pour que plus d'enfants et de jeunes s'adressent directement à ses services. M. Charel Schmit a précisé qu'un rapport spécial sur l'Unisec à Dreiborn est sur le point d'être finalisé. Dans ce rapport, l'OKaJu proposera entre autres des alternatives aux placements pénitentiaires.

Le 1er avril 2020, l'OKaJu a été rattaché à la Chambre des Députés par la loi. En début de l'année 2021, M. Charles Schmit a succédé à M. René Schlechter au poste de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

Le rapport 2021 de l'OKaJu peut être consulté sur www.ork.lu.

Eng Delegatioun vu Jesiden op Visitt an der Chamber



Den 19. November 2021 war eng Delegatioun vu Jesiden op Visitt zu Lëtzebuerg.

Zwou Jesidinnen, d'Hala Safel an d'Salwa Saydo, déi de Regimm vum Islamesche Staat am Irak iwwerlieft hunn a Representanteë vun der ONG Yazda.org sinn, hunn dem Chamberspresident Fernand Etgen via Virtual-Reality-Brëller en Androck vun der Situatioun vun de Jesiden am Irak ginn, vun der Destruktioun op der Plaz a vun der Verfollgung duerch den IS. Fir d'politesch Acteure fir d'Cause vun de Jesiden ze sensibiliséieren an de Genozid un hinnen unzeerkennen, gouf d'Campagne „Nobody is listening" an d'Liewe geruff.

Les 75 ans du parlementarisme en Rhénanie-Palatinat

Défendre les valeurs fondamentales de la démocratie

Le 22 novembre 1946, l'Assemblée constituante (« Beratende Landesversammlung ») de Rhénanie-Palatinat entama ses travaux au théâtre municipal de Coblence, le seul lieu à l'époque apte à héberger une telle assemblée car épargné par les bombes pendant la guerre. Les députés, 120 hommes et 7 femmes, eurent comme mission d'élaborer la Constitution du Rhénanie-Palatinat. C'est exactement 75 ans après cette date que le Landtag a célébré les 75 ans du parlementarisme en Rhénanie-Palatinat en présence de nombreux invités, dont le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Le programme de cette festivité comprenait des discours, des contributions culturelles, des vidéos et une table ronde qui tous mettaient l'accent sur les droits fondamentaux et les valeurs à défendre. La démocratie qui, en 1946, avait commencé tout juste à s'établir en Allemagne est de nouveau vulnérable, ont constaté de nombreux intervenants. Des attaques de l'extrême-droite, l'intimidation de journalistes et de responsables politiques ainsi que la diffusion de mensonges sur les réseaux sociaux seraient à l'ordre du jour. Face à cette situation, il faudrait que les citoyens formant la « majorité tacite » s'activent pour défendre les valeurs fondamentales de la démocratie.

A wéi engem Europa wëllt Dir liewen? Diskutéiert mat!

Am Kader vun der „Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa" kommen d'Deputéiert aus der Souskommissioun iwwert d'Zukunft vun Europa an Är Regioun, fir an enger agreabeler Atmosphär mat Iech ze diskutéieren. Si ginn Iech den 13. Dezember (18.00-20.00 Auer) Rendez-vous fir e Gespréich am „Café des Tramways" um Lampertsbierg an der Stad. Kommt bis op d'Plaz an deelt den Deputéierte mat, wéi Dir d'Zukunft vun Europa gesitt!

Umeldung: futureu@chd.lu **Adress: Café des Tramways, 79 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg**



Deuxième plénière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe à Strasbourg

« Mieux associer les citoyens au débat »



De gauche à droite : M. Claude Wiseler, M. Marc Angel, Mme Isabel Wiseler-Lima et M. Yves Cruchten

Les membres de la Conférence sur l'avenir de l'Europe se sont retrouvés à Strasbourg les 22 et 23 octobre 2021 pour débattre des premiers résultats des panels citoyens. La Conférence représente un exercice démocratique sans précédent en regroupant en même temps des citoyens européens, des élus européens, des élus nationaux et locaux, des représentants des institutions européennes ainsi que des représentants de différents organes consultatifs de l'UE.

L'objectif de la Conférence est clair ; il faut mieux associer les citoyens au débat sur l'avenir européen en permettant à chaque personne de toute l'Europe de façonner de concert avec d'autres l'avenir de l'UE. Ainsi, tous les Européens sont appelés à participer aux débats et à partager leurs idées via une plateforme numérique multilingue (futureu.europa.eu) ou via les panels de citoyens européens respectivement nationaux, qui représentent une manière très directe d'implication citoyenne.

Outre la plateforme numérique multilingue, les quatre panels au niveau européen composés de citoyens choisis de manière aléatoire dans les 27 États membres de l'UE et les panels nationaux constituent un élément central de cette approche basée sur une implication directe des citoyens. Les représentants de ces panels ont été invités à présenter les premières impressions devant la plénière de la Conférence pour nourrir le débat.

À l'occasion de cette deuxième plénière, la Coprésidente de la Conférence et Vice-Présidente de la Commission européenne chargée de la démocratie et de la démographie, Mme Dubravka Šuica, a déclaré que le train de la démocratie délibérative était sorti de la gare et qu'il n'y avait pas de retour en arrière. Elle a rappelé que les citoyens européens avaient demandé d'avoir davantage leur mot à dire et que la Conférence était bien la réponse à cette demande. Elle a ajouté qu'en plaçant les citoyens au cœur de cet exercice, les démocraties représentatives se trouvaient renforcées.

M. Guy Verhofstadt, député européen, a affirmé que la plénière de la Conférence devait désormais trouver des réponses aux questions soulevées par les panels citoyens. « Il faut se mettre d'accord sur une vision commune de l'avenir de l'UE afin de mener à bien les réformes qui s'imposent », a-t-il souligné.

Les différentes composantes de la Conférence continueront à se rencontrer pour préparer la prochaine plénière qui se tiendra les 17 et 18 décembre à Strasbourg. Entre-temps, les événements pourront être organisés via la plateforme numérique et les citoyens pourront continuer d'y partager leurs idées ; leur apport fera partie intégrante des discussions de la plénière de la Conférence.

La Chambre des Députés était représentée par M. Yves Cruchten, Président de la sous-commission sur l'avenir de l'Europe, M. Claude Wiseler, Mme Simone Beissel (à distance) et Mme Nathalie Oberweis (à distance). Les députés européens luxembourgeois M. Marc Angel et Mme Isabel Wiseler-Lima font partie de la délégation du Parlement européen à la Conférence.

Réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Rome

Engagement renouvelé en faveur du droit international humanitaire



Mme Françoise Hetto-Gaasch, membre de la délégation luxembourgeoise, lors de la présentation de son rapport

Sous présidence italienne du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire a organisé une réunion dans les locaux de la « Camera dei deputati », à Rome, les 25 et 26 novembre 2021.

La première journée s'est tenue dans la lignée de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

La Commission, habilitée à œuvrer au nom de l'Assemblée, a décidé de réviser son code de conduite en y introduisant de manière explicite l'interdiction de « toute forme de sexisme, de harcèlement, de violence sexuelle et de comportement sexuel abusif ». Avec l'initiative « Pas dans mon parlement », l'Assemblée veut montrer l'exemple aux parlements nationaux et met également à disposition une nouvelle vidéo libre de droit pour contrer toute violence sexiste.

L'intérêt supérieur de l'enfant

Le rapport intitulé « Intérêt supérieur de l'enfant et politiques pour assurer l'équilibre entre vie privée et professionnelle », présenté par la députée Mme Françoise Hetto-Gaasch, a abouti sur l'adoption d'une résolution et d'une recommandation. Les États ont été encouragés à élaborer une stratégie nationale pour la petite enfance, cela en tenant compte des difficultés résultant des structures d'accueil disponibles, ou encore des problèmes pouvant émaner d'une éducation monoparentale. De plus, l'Assemblée appelle le Comité des ministres à faciliter les négociations pour l'adhésion de l'UE à la Charte sociale révisée.

Les Conventions de Genève

Parmi les résolutions et recommandations adoptées pendant la deuxième journée de réunion figuraient, dans le cadre du 70e anniversaire des Conventions de Genève, trois résolutions qui réaffirment le chevauchement du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, tout en veillant à œuvrer pour plus de synergie entre les deux conventions, notamment pour ce qui en est de la relocalisation et de la réinstallation des personnes nécessitant une protection internationale.

La lutte contre la corruption par le biais de mesures spécifiques telles que l'actualisation conséquente des codes de déontologie respectifs a aussi fait l'objet d'une résolution.

D'autres textes adoptés à la suite de rapports avaient pour sujet l'intégration de l'éducation et de la culture dans les plans de relance nationaux, la criminalisation de la vengeance pornographique et la prévention des expulsions forcées des Roms et des Gens du voyage.

Lors d'un débat d'actualité sur la situation des migrants à la frontière avec le Bélarus a encore été évoquée la nécessité d'attirer l'attention sur l'instrumentalisation dans un but politique des personnes déplacées et le sort de celles-ci dans ce contexte, de rétablir l'accès à la frontière des organisations humanitaires et de soutenir la Pologne dans la gestion de cette crise.

La Chambre des Députés a été représentée au « Palazzo Montecitorio » par Mme Françoise Hetto-Gaasch, rapportrice et membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE. Tous les documents ayant trait à ladite réunion sont consultables sur le site internet de l'APCE (https://pace.coe.int/fr/).

Le saviez-vous ?

CONVENTIONS DE GENÈVE

Les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels contiennent les règles essentielles du droit international humanitaire, qui ont pour but le respect de l'être humain et de sa dignité en temps de conflit.

CHARTE SOCIALE RÉVISÉE

La Charte sociale révisée est un traité du Conseil de l'Europe qui garantit les droits sociaux et économiques fondamentaux. Il s'agit du pendant de la Convention européenne des droits de l'homme, qui se réfère aux droits civils et politiques.

Visite du Président slovène, M. Borut Pahor



Le Président slovène, M. Borut Pahor (4e de gauche), entouré de M. Yves Cruchten (3e de gauche) et de M. Fernand Etgen (3e de droite) lors de leur entrevue à la Chambre

L'importance des valeurs communes au sein de l'Union européenne a dominé les discussions entre le Président de la République de Slovénie, M. Borut Pahor, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, le 15 novembre 2021 à la Chambre des Députés.

Les interlocuteurs ont souligné l'importance du dialogue avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe. Un autre sujet de discussion était la situation politique en Slovénie. Le Président de la Chambre a salué le rôle que joue la Slovénie pour maintenir le dialogue avec les pays des Balkans.

La Slovénie assure actuellement la présidence du Conseil de l'Union européenne.

Sanctions pour comportement voyeuriste

7407 - Proposition de loi modifiant le Code pénal aux fins de sanctionner le comportement voyeuriste

Le voyeurisme n'est pas un phénomène nouveau. Cependant, il a pris de l'ampleur avec l'émergence des réseaux sociaux et des nouvelles technologies. Et le Luxembourg n'a pas été épargné de ce phénomène.

En effet, en septembre 2017, une affaire avait suscité l'émoi public. Dans la suite de cette affaire impliquant un homme qui dans les transports publics filmait sous les jupes des femmes, la porte-parole de l'administration judiciaire avait déclaré qu'« au vu du principe de l'interprétation stricte de la loi pénale, il n'y a ni attentat à la pudeur, ni outrage public aux bonnes mœurs, ni atteinte à la vie privée ».

De ce fait, l'affaire a été classée sans suite par les autorités de poursuite, ce qui a amené un journal à titrer ironiquement « On peut filmer sous les jupes … en public ».

Pourtant, le comportement « voyeuriste » constitue une forme grave d'harcèlement sexuel et moral et a déjà obtenu des réponses politiques à l'étranger.

France

Les autorités publiques se sont aperçues que les faits décrits ci-dessus ne rentraient dans aucune catégorie des infractions existantes. En effet, les faits en question ne pouvaient pas être qualifiés d'« agression sexuelle » car il n'y a pas de contact entre l'auteur et la victime. Il ne pouvait pas non plus s'agir d'atteinte à la vie privée par captation d'images présentant un caractère sexuel, étant donné que les faits se déroulent dans un espace public (art. 226-2-1 du Code pénal français).

Dans la majorité des cas, ces faits étaient dès lors poursuivis sous la qualification de violences. Toutefois, alors que la violence suppose au moins un choc émotif, ce choc n'est souvent pas caractérisé, alors que la victime ne s'aperçoit de rien.

Le législateur français a dès lors réagi, via la loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, encore appelée « loi Schiappa », pour créer le délit dit d'upskirting[1].

Bilan préliminaire

Deux ans après l'entrée en vigueur de la « loi Schiappa », un premier rapport d'évaluation a été publié qui, au sujet du délit de voyeurisme, note que « les magistrats et praticiens du droit estiment que ce nouveau délit est une évolution positive qui comble une lacune de notre droit pénal »[2]. L'auteure du rapport a au demeurant formulé une série de recommandations, dont on peut citer à titre d'exemple :

- la mise en place d'une campagne nationale de lutte contre les violences sexuelles et sexistes,

- la création de circuits courts de signalements entre témoins ou victimes et les services de police, plus particulièrement dans les transports.

Belgique

Le législateur belge a lui aussi voulu parer à une lacune en érigeant en infraction un tel comportement qui n'implique pas une atteinte contraignante à l'intégrité sexuelle d'une personne. Alors que le législateur a tout d'abord voulu élargir le texte ayant trait à l'attentat à la pudeur, il s'en est départi ensuite pour créer une nouvelle infraction et ce pour les raisons suivantes :

« […] le voyeurisme et l'attentat à la pudeur sont deux problématiques distinctes. Les actes relevant de cette dernière catégorie constituent un "attentat", c'est-à-dire une atteinte à l'intégrité sexuelle subie par la victime ou un acte qui constitue en soi une atteinte à l'intégrité sexuelle parce qu'il est de nature à susciter la honte de la victime au moment où il est posé.Les faits de voyeurisme, en revanche, ne concernent pas tant une forme d'agression sexuelle qu'une violation de la vie privée et, plus particulièrement, une violation de l'intimité sexuelle, si bien qu'il semble préférable d'en faire une incrimination autonome. »

Ainsi, la loi du 1er février 2016 est venue créer l'infraction dite du « voyeurisme »[3].

Bilan préliminaire

D'après le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice belge, « [l]e Collège des procureurs généraux n'a pas connaissance de difficultés particulières liées à l'application de l'article 371/1 du Code pénal ». Il

[1] L'article 226-3-1 du Code pénal français :
« Art. 226-3-1.-Le fait d'user de tout moyen afin d'apercevoir les parties intimes d'une personne que celle-ci, du fait de son habillement ou de sa présence dans un lieu clos, a caché à la vue des tiers, lorsqu'il est commis à l'insu ou sans le consentement de la personne, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.
Les faits mentionnés au premier alinéa sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende :
1° Lorsqu'ils sont commis par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;
2° Lorsqu'ils sont commis sur un mineur ;
3° Lorsqu'ils sont commis sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur ;
4° Lorsqu'ils sont commis par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice ;
5° Lorsqu'ils sont commis dans un véhicule affecté au transport collectif de voyageurs ou dans un lieu destiné à l'accès à un moyen de transport collectif de voyageurs ;
6° Lorsque des images ont été fixées, enregistrées ou transmises. »

[2] Rapport d'évaluation de la loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes du 4 décembre 2020, par Alexandra Louis, Députée des Bouches-du-Rhône, p. 10

[3] Art. 371/1 du Code pénal belge :
« Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans quiconque aura :
1° observé ou fait observer une personne ou en aura réalisé ou fait réaliser un enregistrement visuel ou audio,
- directement ou par un moyen technique ou autre,
- sans l'autorisation de cette personne ou à son insu,
- alors que celle-ci était dénudée ou se livrait à une activité sexuelle explicite, et
- alors qu'elle se trouvait dans des circonstances où elle pouvait raisonnablement considérer qu'il ne serait pas porté atteinte à sa vie privée ;
2° montré, rendu accessible ou diffusé l'enregistrement visuel ou audio d'une personne dénudée ou se livrant à une activité sexuelle explicite, sans son accord ou à son insu, même si cette personne a consenti à sa réalisation.
Si ces faits ont été commis sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de plus de seize ans accomplis, le coupable subira la réclusion de cinq ans à dix ans.
La peine sera de la réclusion de dix ans à quinze ans, si le mineur était âgé de moins de seize ans accomplis.
Le voyeurisme existe dès qu'il y a commencement d'exécution. »

www.petitiounen.lu

a en même temps noté qu'en ce qui concerne les statistiques, le code d'infraction relatif à l'article 371/1 du Code pénal n'a été inséré dans la nomenclature des infractions du casier judiciaire central qu'en février 2018 et que les statistiques pour 2018 ne seraient pas encore disponibles.[4]

Autres pays

D'autres pays avaient déjà pris les devants ou ont entre-temps emboîté le pas. Dans le premier groupe, il y a lieu de citer le Canada ou le Royaume-Uni. Plus récemment, le Bundestag allemand a également décidé de réprimander les faits d'upskirting.[5]

Objet de la proposition de loi 7407

La présente proposition de loi constitue donc la réponse luxembourgeoise à un phénomène qu'il convient de dénoncer avec insistance.

À travers la présente proposition, le législateur luxembourgeois renforce le dispositif pénal en matière de violences sexuelles et sexistes. Il s'agit de combler un vide juridique et de rendre pénalement répréhensible le phénomène voyeuriste.

Dépôt par M. Gilles Roth, Député, le 12.02.2019
Rapporteur : M. Gilles Roth

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
04.03.2020 Présentation et examen de la proposition de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
29.04.2020 Désignation d'un rapporteur
Adoption d'amendements parlementaires
03.02.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
10.02.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.03.2021
Loi du 16 avril 2021
Mémorial A : 2021, n° 323, page 1

Navigation aérienne : nouvelles sanctions administratives

7481 - Projet de loi portant introduction d'un article 42bis dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Le présent projet de loi se compose de seulement deux articles et intervient dans le cadre du principe de la « culture juste » prévue par le règlement (UE) n° 376/2014 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile, modifiant le règlement (UE) n° 996/2010 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2003/42/CE du Parlement européen et du Conseil et les règlements de la Commission (CE) n° 1321/2007 et (CE) n° 1330/2007, tel que modifié. Il a pour objet de compléter la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne en introduisant des sanctions administratives pour garantir le respect des principes de la « culture juste » au sein des entités concernées par le Règlement (UE) n° 376/2014 précité.

En effet, dans une culture d'organisation punitive, les salariés concernés auront tendance à cacher leurs erreurs et leurs transgressions pour éviter les punitions et les blâmes. Des événements significatifs ne peuvent alors être notifiés, et la sécurité des opérations s'en trouvera, tôt ou tard, affectée. Par ailleurs, une culture de laisser-faire, ne permet pas non plus d'améliorer la sécurité, car elle risque de laisser sous silence des problématiques de sécurité en ne valorisant pas les initiatives de salariés visant une meilleure sécurité. Il s'agit donc d'éviter une culture de la faute et de la sanction en instaurant plutôt une culture de l'erreur comme source d'apprentissage.

L'enjeu organisationnel à la base de la réglementation européenne précitée et du présent projet de loi est donc de trouver un juste milieu entre ces deux extrêmes, c'est-à-dire une culture d'organisation « juste ».En instaurant un environnement fondé sur la confiance, la culture juste vise à créer des conditions favorables à la notification des événements et donc à contribuer à une gestion efficace de la sécurité aérienne. Afin de garantir la mise en place et le respect de cette culture juste, des règles claires tout comme la possibilité de sanctions font partie du dispositif.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 08.10.2019
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :
17.09.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
21.09.2020 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
04.02.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.03.2021
Loi du 29 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 350, page 1

[4] Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, chargé de la régie des bâtiments, et Ministre des Affaires européennes du 26 mars 2020, à la question n° 0192 de Monsieur le Député Vincent Scourneau du 06 janvier 2020 https://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=fr&cfm=qrvaxml.cfm?legislat=55&dossierID=55-B012-1161-0192-2019202001422.xml

[5] https://www.tagesschau.de/inland/bundestag-755.html

Luxembourg-Wallonie : Convention sur les eaux usées

7488 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, faite à Martelange, le 9 avril 2019

L'objet du projet de loi est d'approuver la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, faite à Martelange, le 9 avril 2019.

Cette Convention remplace et élargit la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique au sujet des eaux de la Sûre et de son Annexe, signée le 17 mars 1980 à Bruxelles. En effet, la compétence dans le secteur de l'eau a entre-temps été régionalisée au niveau de l'État belge. Par ailleurs, la Convention avec la Belgique ne respectait plus certaines dispositions de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, ainsi que certaines dispositions de la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Dans le contexte de la protection des ressources en eau au Grand-Duché et de la mise en œuvre cohérente des obligations découlant de la législation européenne en matière de protection de l'eau, la Convention met en place une coopération renforcée entre l'État luxembourgeois et la Région wallonne dans trois domaines :

- l'assainissement des eaux usées ;

- le suivi de la production et de l'épandage d'effluents d'élevage des exploitations d'élevage transfrontalières ;

- la protection des prises d'eau potabilisable.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.10.2019
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
03.02.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
23.02.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.03.2021
Loi du 29 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 258, page 1

Aides au logement

7639 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement

L'article 4 de la loi du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement - encore connue sous le nom de « loi Guichet unique des aides au logement » - prévoit la communication de renseignements à partir des fichiers d'autres autorités au Service des aides au logement. Ainsi, en cas de signature d'une déclaration spéciale y afférente, l'administré intéressé n'a plus besoin de demander lui-même certaines pièces à une administration pour les transférer audit service qui en a besoin pour le traitement de son dossier.

Le « Guichet unique des aides au logement » a été conçu comme un élément de simplification administrative et de diminution du nombre de démarches administratives à effectuer. L'échange de données s'effectue bien évidemment dans le respect des principes de finalité et de proportionnalité.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 27.07.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :
14.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements
25.02.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.03.2021
Loi du 24 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 243, page 1

Heure légale au Luxembourg

7647 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 1977 concernant l'heure légale

L'objet de ce projet de loi est d'actualiser la teneur de l'article 1er de la loi du 17 mars 1977 concernant l'heure légale. Cet article définissait l'heure légale au Grand-Duché de Luxembourg comme étant l'heure temps moyen du quinzième méridien à l'est de Greenwich (Temps universel + 1). Dans sa nouvelle teneur, l'article 1er retient comme heure légale le Temps universel coordonné (UTC) + 1 et précise que le Bureau luxembourgeois de métrologie gère l'échelle de temps nationale.

La valeur actuelle de l'heure légale appliquée au Luxembourg n'est donc pas modifiée. Ce dispositif n'entraîne pas de modification de l'heure.

L'évocation du Bureau luxembourgeois de métrologie s'explique par le fait que l'UTC est réalisé par le Bureau international des poids et mesures (BIPM) à partir des valeurs des horloges atomiques locales des pays participants. Le Bureau luxembourgeois de métrologie réalise et fournit au BIPM la valeur UTC pour le Luxembourg. Le BIPM ne reconnaît qu'un seul organisme par pays.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 07.08.2020
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :
04.02.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
11.02.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.03.2021
Loi du 17 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 214, page 1

Participation de l'État au financement du LST

7757 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la troisième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19

Le présent projet de loi vise à créer le cadre légal pour autoriser l'État à participer au financement de la troisième phase du programme de tests à grande échelle, le « large scale testing » (LST), qui constituera la poursuite de la deuxième phase du LST dont la fin est prévue pour le 24 mars 2021 au plus tard.

La troisième phase du LST s'inscrit dans la continuité des phases qui l'ont précédée dans la mesure où elle vise à surveiller l'évolution de l'infection dans la durée et à briser des chaînes d'infection. À l'instar des phases précédentes, une grande flexibilité est prévue en ce qui concerne le nombre de tests à réaliser, les catégories de personnes cibles à tester et la répartition géographique.

Cependant, l'orientation du programme de dépistage est ajustée par rapport aux besoins spécifiques auxquels il faudra répondre pendant les mois critiques à venir. À titre d'exemple, il est prévu de renforcer les capacités des équipes mobiles afin de se concentrer davantage sur les résidents des structures d'hébergement pour personnes âgées. En outre, une plus grande importance sera accordée à l'utilisation des tests sérologiques, et il est envisagé de déployer les tests antigéniques et d'autres tests rapides dans le cadre du LST.

Par ailleurs, la troisième phase se justifie par l'arrivée du variant britannique au Luxembourg et par celle d'autres nouveaux variants dans le monde. En effet, les autorités sanitaires internationales recommandent d'augmenter les capacités de test et de séquençage génomique pour obtenir une meilleure vue sur la propagation de ces nouveaux variants.

La troisième phase du LST devrait être lancée le 25 mars 2021 et prendre fin le 15 juillet 2021. Une prolongation jusqu'au 15 septembre 2021 pourrait être prévue si la situation épidémiologique le justifiait ou/et si l'immunité collective n'était pas atteinte d'ici là.

Le coût du programme pour la période allant jusqu'au 15 juillet 2021 est estimé à 40,79 millions d'euros hors TVA (42,83 millions d'euros avec imprévus). En cas d'extension de la durée jusqu'au 15 septembre 2021, le coût total s'élèverait à 61,18 millions d'euros hors TVA (64,24 millions d'euros avec imprévus).

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29.01.2021
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
02.02.2021 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
02.03.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
04.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.03.2021
Loi du 12 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 194, page 1

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **7766 - Proposition de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire de revenu de remplacement en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19**
   7771 - Proposition de loi relative à la procédure de collecte des signatures en vue d'un référendum prévu à l'article 114 de la Constitution et portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national
   - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Marc Spautz**
   - M. Marc Spautz
5. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
6. **Changements de composition de commissions parlementaires**
   - M. Fernand Etgen, Président
7. **Heure de questions au Gouvernement**
   Question n° 195 du 5 mars 2021 de M. Gusty Graas relative à la récente pollution de l'Attert, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. Gusty Graas - Mme Carole Dieschbourg Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 194 du 9 mars 2021 de Mme Viviane Reding relative à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
   - Mme Viviane Reding - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

   Question n° 197 du 8 mars 2021 de M. Dan Biancalana relative aux soins gériatriques dans les établissements pénitentiaires, adressée à Mme la Ministre de la Justice
   - M. Dan Biancalana - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

   Question n° 196 du 9 mars 2021 de M. Roy Reding relative aux critiques sur le film « An Zéro », adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État, et à M. le Ministre des Communications et des Médias
   - M. Roy Reding - M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

   Question n° 198 du 9 mars 2021 de M. Marc Baum relative aux répercussions pour une usine sidérurgique à Dudelange suite aux difficultés financières du groupe d'entreprises propriétaire, adressée à M. le Ministre de l'Économie
   - M. Marc Baum - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (intervention de M. André Bauler)

   Question n° 199 du 8 mars 2021 de Mme Chantal Gary relative au congé de paternité, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - Mme Chantal Gary - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

   Question n° 200 du 9 mars 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la campagne de vaccination dans les structures de logements encadrés pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

   Question n° 201 du 8 mars 2021 de M. André Bauler relative au nombre de logements inoccupés appartenant au parc immobilier du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement
   - M. André Bauler - M. Henri Kox, Ministre du Logement

   Question n° 202 du 9 mars 2021 de M. Sven Clement relative au surendettement, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - M. Sven Clement - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

   Question n° 203 du 9 mars 2021 de Mme Carole Hartmann relative aux modalités de convocation et de la prise de rendez-vous des personnes vulnérables au contrôle médical de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
   - Mme Carole Hartmann - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

   Question n° 204 du 9 mars 2021 de Mme Martine Hansen relative aux tests rapides Covid-19 dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 205 du 9 mars 2021 de M. Fernand Kartheiser relative au transport de détenus, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure
   - M. Fernand Kartheiser - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure
8. **Question élargie n° 78 de M. Dan Biancalana relative à la réforme de la législation en matière de protection des majeurs incapables**
   - M. Dan Biancalana - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
9. **7407 - Proposition de loi modifiant le Code pénal aux fins de sanctionner le comportement voyeuriste**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Gilles Roth
   - Discussion générale : Mme Carole Hartmann - M. Dan Biancalana - Mme Stéphanie Empain - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **Question élargie n° 76 de M. Léon Gloden relative à la délinquance juvénile**
    - M. Léon Gloden - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
11. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du manque de logements d'urgence**
    - Exposé : M. David Wagner (interventions de Mme Lydie Polfer) (dépôt de la motion 1)
    - Débat : M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Mars Di Bartolomeo - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen
    - Prises de position du Gouvernement: M. Henri Kox, Ministre du Logement - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. David Wagner (parole après ministre) - Madame la Ministre Corinne Cahen
    - Motion 1 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Lies - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen - M. Marc Baum
    - Vote sur la motion 1 modifiée (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, Mme Sam Tanson, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 9 mars 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7770** - Projet de loi portant approbation de la Décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 19.02.2021

***7772** - Projet de loi portant modification des articles L. 651-2 et L. 651-4 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 24.02.2021

***7773** - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, fait à Bruxelles, le 11 avril 2014*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.02.2021

***7774** - Projet de loi portant :*

1° mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1238 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à un produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle (PEPP) ;

2° mise en œuvre du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers ;

3° mise en œuvre du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 ; et

4° modification de la loi du 16 juillet 2019 portant mise en œuvre des règlements EuVECA, EuSEF, MMF, ELTIF et Titrisation STS

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.03.2021

***7775** - Projet de loi portant modification :*

1° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ;

3° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 03.03.2021

***7776** - Projet de loi portant modification de l'article L. 631-2 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 04.03.2021

***7778** - Projet de loi relative à la construction du contournement de Hosingen (E421/N7)*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 04.03.2021

***7779** - Projet de loi relative à la mise à 2x2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et Ettelbruck*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 04.03.2021

***7780** - Projet de loi relative à la sécurisation de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 04.03.2021

***7781** - Projet de loi relative au réaménagement de l'échangeur de Pontpierre situé sur l'autoroute A4*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 04.03.2021

***7783** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 05.03.2021

***7784** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt: Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 05.03.2021

3) La proposition de loi suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7771** - Proposition de loi relative à la procédure de collecte des signatures en vue d'un référendum prévu à l'article 114 de la Constitution et portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national*

Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 19.02.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1817** - Demande de pétition publique : Stop à la cigarette dans les plaines de jeux*

Dépôt : Grégoire Fossaert, le 22.02.2021

***1816** - Demande de pétition publique : Rett zuelräich Diplomabsolventen vum Schouljoer 2020/2021*

Dépôt : Gina Bragard, le 22.02.2021

***1818** - Demande de pétition publique : Den Menschen in Luxemburg zu vereinfachen, eine Mietwohnung zu bekommen, ohne für die Verträge, welche der Vermieter abgeschlossen hat, bezahlen zu müssen*

Dépôt : Daniel Kies, le 23.02.2021

***1823** - Demande de pétition publique : Agent de Sécurité /Agent de Surveillant devant l'école & maison relais & crèche*

Dépôt : Timoteo De Pina Rocha, le 26.02.2021

***1822** - Demande de pétition publique : Mësstrauensvote géint d'Regierung, absënns geint déi gréng*

Dépôt : Alain Gales, le 26.02.2021

***1819** - Demande de pétition publique : Eng eenzel Pièce d'identité mat Fürerschäin a Sécurité Sociale inclus*

Dépôt : Allan Lionello Noel Milani, le 26.02.2021

***1820** - Demande de pétition publique : 10 Joer Gëltegkeet fir de Pass*

Dépôt : Allan Lionello Noel Milani, le 26.02.2021

***1821** - Demande de pétition publique : Impfung ze lues*

Dépôt : Thomas Seale, le 26.02.2021

***1827** - Demande de pétition publique : Demande pour la distribution au Luxembourg du vaccin Sputnik V (Vaccin contre le Covid-19)*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 28.02.2021

***1824** - Demande de pétition publique : Schmeler Raymond*

Dépôt : Raymond Schmeler, le 28.02.2021

***1826** - Demande de pétition publique : Demande de Démission de Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires Étrangères*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 28.02.2021

***1825** - Demande de pétition publique : Rückzug aus dem Migrationspakt / 30.07.2018*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 28.02.2021

***1828** - Demande de pétition publique : Fir d'Aféierung vum bedingungslose Grondakommes vun 1.250 EUR fir all Erwuessenen, den säin Haaptwunnsëtz hei am Land huet. Für die Einführung des bedingungslosen Grundeinkommens von 1.250 EUR für alle Erwachsenen, die ihren Hauptwohnsitz in Luxemburg (Land) haben. Pour l'introduction du revenu de base inconditionnel de 1.250 EUR pour tous les adultes ayant leur domicile principal au Grand-Duché.*

Dépôt : Gabrielle Koeune, le 02.03.2021

***1831** - Demande de pétition publique : Expulsion des Associations ONG en complicité avec les passeurs au Mer Méditerranée - Migration Clandestine*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 04.03.2021

***1830** - Demande de pétition publique : Demande de Démission de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 04.03.2021

***1829** - Demande de pétition publique : Contre l'octroi de privilèges aux personnes vaccinées contre le Covid-19 tant que l'ensemble de la population n'a pas eu la possibilité de se faire vacciner définitivement.*

Dépôt : Gilles Barbabianca, le 04.03.2021

***1833** - Demande de pétition publique : Reconnaissance officielle de la réunification de Crimée avec la Fédération de Russie par le Gouvernement Luxembourgeois*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 05.03.2021

***1832** - Demande de pétition publique : Réhabilitation du terrain appartenant anciennement à l'Église de Hollerich comme jardin public*

Dépôt : Raphael Rubin, le 05.03.2021

***1834** - Demande de pétition publique : Fabrication et installation d'une statue au Luxembourg pour Napoléon Bonaparte (Napoléon 1er)*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 07.03.2021

***1835** - Demande de pétition publique : Covid19 - Nul n'a le droit de priver de la liberté une nation entière !*

Dépôt : Tomasz Kulczewski, le 07.03.2021

1836 *- Demande de pétition publique : Offenlegen jeglicher vorhandener Informationen über sogenannte UAP (Unidentified Aerial Phenomena, früher auch UFO genannt). Divulgation de toute information disponible sur les « phénomènes aériens non identifiés » (UAP, anciennement appelés OVNI).*

Dépôt : Christophe Schmit, le 08.03.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7766 - Proposition de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire de revenu de remplacement en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19

7771 - Proposition de loi relative à la procédure de collecte des signatures en vue d'un référendum prévu à l'article 114 de la Constitution et portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 4. Mäerz 2021 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgeschwat: Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7766 iwwer en temporäert Ersatzgehalt fir Independanten, déi den 10. Februar vum Här Marc Spautz deponéiert gouf, an ëm d'Proposition de loi 7771 iwwert d'Prozedur vun der Ënnerschrëftesammlung am Kader vun engem Referendum, déi den 19. Februar vum Här Fernand Kartheiser deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Propositions de loi 7766 a 7771 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

(La proposition de loi n° 7766 est renvoyée à la Commission des Classes moyennes et du Tourisme et la proposition de loi n° 7771 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

4. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Marc Spautz

Ier mer zum Ordre du jour vun haut kommen, géif ech dem Här Marc Spautz d'Wuert gi fir den Depot vun eppes. An da si mer gespaant! Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt haut vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Propositioun ze maachen, fir eist Reglement ze änneren.

Ech erkläre mech: Ech géif gäre proposéieren, dass mer am Artikel I den Artikel 61, an am Artikel II den Artikel 62 an 63 géifen änneren. Ech kann Iech och soen, wat dat ass: Do geet et ëm den Depot vu Proposition-de-loien. Well déi Prozedur, déi mer elo just haten, wou de President och elo grad drop higewisen huet, déi ass kontraproduktiv oder ka kontraproduktiv sinn.

Ech erkläre mech: Fir d'éischt muss eng Recevabilitéit erkläert sinn, da ka se eréischt op den Instanzewee goen. Zwou Proposition-de-loien, déi gemaach gi sinn … eng dovun hu mer elo de Mëtten ugeholl, déi ass den 10. Februar gemaach ginn - dat ass iwwer ee Mount hier! An déi betrëfft awer dat Gesetz iwwert d'Aidë vun der Classe moyenne, wou d'Madamm Hartmann Rapporteur ass, well dat berifft sech op d'Virleefergesetz vun deem Projet. An dat selwecht ass mat där Proposition de loi, wou ech d'Chance hat, schonn de 27. Januar den Depot ze maachen. Déi ass den 9. Februar hei am Plenum fir recevabel erkläert ginn, a si ass den 2. Mäerz am Staatsrot ukomm - dat sinn iwwer 21 Deeg! An och déi bezitt sech op dat Gesetz vun den Aidë vun der Classe moyenne, wou mer elo amgaang sinn, d'Reform ze maachen.

Wann déi eng och alt zougänglech war um Site vun der Chamber, esou ass déi aner, déi mer de Mëtte fir recevabel erkläert hunn, bis elo - iwwer ee Mount - net zougänglech gewiescht fir den normale Publikum. An ech mengen, dass dat awer net gutt ass an dass dat net am Interêt vun den Deputéierten ass.

D'Chamber ass jo dofir do, fir d'Regierung ze kontrolléieren. Mee och en Deputéierten huet laut Verfassung d'Recht, Propositiounen ze maachen a Gesetzesvirlagen eranzeginn. Wa se awer dann esou laang brauchen, bis se op den Instanzewee kommen, ass dat net gutt!

An duerfir géif d'Reglement an där Propositioun, déi ech hei maachen, geännert ginn, soudass d'Prozedur, wéi se bis elo ass, géif ofgeschaaft ginn, a soudass et domadder och méiglech wier, dass een déi Proposition-de-loie vill méi séier op den Instanzewee kréich - an déi wieren och direkt virugaangen un de Staatsrot, an déi wieren och direkt virugaangen un d'Beruffschamberen. Dann huet d'Majoritéit jo nach ëmmer d'Méiglechkeet, dat herno net ze stëmmen, mee op d'mannst ass d'Initiativrecht vun engem Deputéierten gewährleistet.

Well normalerweis … An dat kënnt Der bei de Kolleegen aus dem Staatsrot nofroen - an déi méi stänneg heibannen, déi schonn e bësse méi laang dobäi sinn, déi wëssen dat -: Eng Proposition de loi, déi dat selwecht Theema behandelt wéi e Gesetz, déi gëtt ëmmer gemeinsam behandelt vum Conseil d'État, an duerno ass se och opgehuewen, wann deejéinegen, deen déi Proposition de loi gemaach huet, sech doran erëmfënnt.

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ass bei deenen zwou Proposen, déi ech d'Chance hat, däerfen ze maachen - an déi zwou hunn dat selwecht Gesetz concernéiert -, net geschitt; well den Avis ass do, do ass d'Kommissioun amgaang drun ze schaffen, an de Rapport soll och dës Woch respektiv e Méindeg kommen. Mee de Staatsrot kann iwwert déi zwou Propositions de loi, déi do mat erafalen, keen Avis méi ofginn. Déi eng hu se de leschten Dënschdeg kritt an déi aner, wann et elo gutt geet, wann et den Owend op den Instanzewee geet, kréie se dann an dräi Wochen. Ech hoffen, dass mer d'Gesetz awer bis dohinner gestëmmt hunn! Soss wier et net gutt fir déi Leit, déi dovu betraff sinn.

An duerfir géif ech proposéieren, d'Reglement dohigeeënd ze änneren, wéi gesot, dass mer den Artikel 61 einfach géife suppriméieren, an dass mer dann eng ganz aner Prozedur géife maachen, fir dass et, soubal wéi den Depot gemaach ass, weidergeet bei d'Regierung, dass et weidergeet bei d'Beruffschamberen an dass dann och deementspriechend déi Proposition-de-loien an déi richteg Gesetzer kënne matafléissen.

Dat gesot, Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech dem President déi Propositioun iwwerginn. Villmools merci.

7786 *- Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi*

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

(La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés sera renvoyée à la Conférence des Présidents.)

5. Ordre du jour

Den Ordre du jour vun haut, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz d'Madamm Francine Closener fir de Volet Integratioun a gëtt deemno volle Member.

An den Här Gilles Baum gëtt Member vun der Commission du Règlement.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung.

A mir géifen ufänke mat der zweeter Fro, well d'Madamm Reding nach kuerz zréckgehale gouf, der Fro Nummer 195 vum Här Gusty Graas un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert déi rezent Waasserverknaschtung vun der Atert. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 195 du 5 mars 2021 de M. Gusty Graas relative à la récente pollution de l'Attert, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, effektiv war een d'lescht Woch erëm konfrontéiert mat enger gréisserer Waasserpollutioun, an dës Kéier war et d'Atert, déi betraff war. An et ass e bësse méi e spezielle Fall, aus deem ganz einfache Grond, well d'Ursaach u sech eng Biogasanlag ass, awer an der Belsch, um belschen Territoire. Do ass et zu engem Sickerbrand komm, an doduerch ass do vill Biomassofwaasser fräigesat ginn. Dat ass dann iwwer gewëssen Ëmweeër schlussendlech och an d'Atert komm. An do ass dunn natierlech Alarm geschloe ginn, well sech an den Deeg duerno och erausgestallt huet, datt et sech net nëmmen ëm eng kleng Pollutioun gehandelt huet, mee ëm eng ganz grouss, och mat ganz villem Fëschstierwen.

Dowéinst wollt ech eng Rei Froen an deem Kontext un d'Madamm Ministesch stellen.

Fir d'éischt emol iwwert d'Envergure vun där Pollutioun, well do d'Meenungen e bëssen ausernee ginn: Deen ee schwätzt vu 25.000 Liter, déi ausgelaf sinn, deen anere schwätzt vun e puer honnertdausend Liter. Ech ginn dovun aus, datt een elo awer vläicht schonn e bësse méi kloer gesäit.

Dann awer och: Wéi héich ass de Schued? Wat ass u sech elo wierklech geschitt?

Eng drëtt Fro ass awer och: Wéi war d'Koordinatioun? Well mir sinn hei e bëssen an enger spezieller Situatioun, well, wéi gesot, den Auteur vun der Pollutioun jo op belschem Territoire ass. Inwiefern ass do awer och ganz séier mat deene lëtzebuergeschen Autoritéiten zesummegeschafft ginn? Inwiefern ass och reagéiert ginn, fir do awer och esou vill wéi méiglech däers Ofwaasser opzepompelen? Well mer wësse jo awer, wann et an de Waasserlaf kënnt, datt doduerch eng ganz staark organesch Pollutioun entsteet, mat all deene Konsequenzen, déi ee kennt, net nëmme fir de Fëschbestand, mee doriwwer eraus mat Sécherheet och fir d'Macroinvertebraten.

Dann eng véiert Fro ass u sech: Wat fir eng Méiglechkeeten huet de Lëtzebuerger Staat och elo, fir hei virzegoen? Well mer jo awer hei e Problem hunn, deen en transfrontaliere Charakter huet. An ech ka mer jo awer bal net virstellen, datt de Lëtzebuerger Staat hei elo einfach nëmmen nokuckt.

Dann däerf een net vergiessen, dat ass eng fënneft Fro: Ech mengen, den 1. Abrëll … déi, déi e bëssen eppes vu Fëscherei kennen, wëssen, datt dann d'Frell opgeet. Mir wëssen, datt op der Atert ganz interessant Louse sinn, ganz deier Louse sinn. Déi Leit hunn hire Spaass natierlech elo scho verduerwe kritt, ier et emol iwwerhaapt lassgeet. Inwiefern kann een elo awer och deene Leit entgéintkommen? Inwiefern kënne se awer mat Indemnitéite rechnen?

An da vläicht awer och nach eng ofschléissend lescht Fro, déi bezitt sech dann op déi Installatiounen, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn: Inwiefern ass do awer eng Ofsécherung garantéiert, fir datt esou e Problem net vläicht och bei enger Biogasanlag op Lëtzebuerger Säit ka virkommen? Hei schéngt et jo och esou ze sinn, datt d'Réckhaltebecken - an dat ass jo e Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg an och op anere Plaze kennen -, net déi Gréisst hat, déi et am Fong geholl hätt missen hunn. Dowéinst hoffen ech, datt dat hei zu Lëtzebuerg awer aneschters gereegelt ass an och besser ausgesäit.

An, wéi gesot, duerfir wier ech frou, Madamm Minister, wann Der mer kéint op déi puer Froen eng Äntwert ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, dem Här Graas fir d'éischt emol e grousse Merci fir déi wichteg Fro, well in der Tat schwätze mer hei vun enger gréisserer Pollutioun. Nom Accident gouf et u sech en Deversement, souwuel an d'Atert wéi och an e Weier, wou direkt duerno d'Agente sur place zesumme mat de belschen Nopere koordinéiert hunn, zesummen awer och - an dat betrëfft dann de Volet vun der Koordinatioun - mat engem CGDIS, zesumme mat der Natur- a Bëschverwaltung. An duerno, den Dag drop, goufen och zesumme mat der Police Prouwe geholl a Mesuren an d'Weeër geleet, fir op där enger Säit d'Waasser ofzepompelen, wat déi Weieren ugeet, wou dann Acteure geruff gi sinn, déi dat professionell maachen, an op där anerer Säit goufen awer och laanscht d'Atert Moossstatioune gemaach. Et gouf elektresch gefëscht, fir einfach de Schued ze gesinn, deen entstanen ass. Duerch déi héich Konzentratioun vu Stéckstoff, Ammoniak, wat dann héich gëfteg fir d'Fësch ass, gesi mer, dass net nëmmen d'Fësch stierwen, mee dass hei u sech och dat ganzt Liewen an der Atert betraff ass.

Also d'Koordinatioun war esou: Direkt den 2. Mäerz war d'Waasserverwaltung do, an dunn, en cours de route, goufen direkt natierlech déi belsch Kolleege kontaktéiert an awer och déi aner Administratiounen, och hei zu Lëtzebuerg. An all deene Leit natierlech e ganz grousse Merci, dass si ëmmer, wann esou Saache sinn - déi leider eebe geschéien, well et Accidenter sinn -, sur place sinn, direkt disponibel sinn an déi Saache ganz kloer suivéieren. Well ee Volet ass jo och, dass mer elo genau dokumentéieren - an dat opgrond vun deem Fëschen -, de Schued uerdentlech ophuelen, fir dann op den zweete Volet ze kommen, deen éischter juristeschen: Wat kënnt elo?

„Wat kënnt elo?", war d'Fro. Majo, do ënnerscheede mer u sech de strofrechtleche Volet, wou op béide Säiten, an der Belsch an awer och hei zu Lëtzebuerg, e PV opgestallt gouf, a wou dat elo un de Parquet weidergeleet ginn ass. An dat wäert dann och säi Wee maachen.

An da schwätze mer awer op engem zweete Wee och vum administrative Volet, vun enger Responsabilité environnementale - och eng Gesetzgeebung. Do muss een awer kloer soen: Dat ass eng Direktiv, an dat, wat eng Ëmweltministesch ka maachen an engem Betrib kéint soen, wat e misst maachen, dat endegt un der Grenz.

Dofir hunn ech dann och Kontakt mat der belscher Kolleegin opgeholl, dem Céline Tellier. An elo kucken eis Juriste gemeinsam, well et gëllt natierlech och, dass si op hirem Territoire kënne Preventioun maachen, esou wéi mir bei eis jo och kucken, wéi et ass mat preventive Mesuren, awer och mat deem, wat duerno geschitt. Dir erënnert Iech un Accidenter aus dem Passé, wou u sech hei op béide Säite muss gekuckt ginn, wat um jeeweilegen Territoire ka gemaach ginn. Op där enger Säit, fir dass gekuckt gëtt: Wat ass elo geschitt? Op där anerer Säit ëmmer, dass och de preventive Volet, fir der Waasserverschmotzung virzebeugen, eebe respektéiert gëtt, a wat een do dann och iwwerhaapt fir Oplage maache kann, fir dass dat an Zukunft net méi geschitt.

Dir wësst, dass mer do hei zu Lëtzebuerg, wann et ëm Zone-d'activitéë geet, wann et ëm Betriber geet, kloer Oplagen hunn, dass d'Retentiounsbecke musse fonctionéieren. An Dir wësst, dass dat an deene leschte Jore grad eeben och zum Beispill am Raum Beetebuerg eng vun deene grousse Source-de-pollutione war, wann Accidenter waren an dann déi Opfangbecken net fonctionéiert hunn. Do musse mer ganz massiv dru schaffen. Dat fir dee Volet.

Wat huet also de Lëtzebuerger Staat fir Méiglechkeeten? Op där enger Säit wäert bei eis genee suivéiert ginn, op där anerer Säit kucke mer natierlech iwwert d'Grenz ewech.

Wat d'Fëscherei ugeet, do musse mer elo kucken. Et ass esou, dass hei wierklech massiv Fësch kapottgaange sinn, dat heescht, do wäerte mer elo dann de Suivi garantéieren. Ech kann Iech haut leider keen ofschléissende Rapport maachen, well mir sinn nach drun, dat dote final ze analyséieren, fir dass wierklech d'ganz Envergure bekannt ass. Dat ass haut nach e Stéckelchen ze fréi. Meng Leit soe mer, dass se nach dru sinn, mee da kënne mer dat … Herno wäerte mer dann eng richteg Konklusioun mat allen Donnéeë kënne suivéieren, fir dass hei deem Rechnung gedroe gëtt, wat wierklech geschitt ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

An da kéime mer un d'Fro Nummer 194 vun der Madamm Viviane Reding un den Aussen- an Europaminister iwwert d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa. Madamm Viviane Reding, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 194 du 9 mars 2021 de Mme Viviane Reding relative à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Merci, Här President. D'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa, déi ass scho viru Jore virbereet ginn – iwwerall, vun Universitären, vu politesche Parteien, vu Jugendorganisatiounen, vu wirtschaftlechen Entitéiten. Dat sollt eng Konferenz ginn, wou d'Bierger hire Bäitrag kënne bréngen, wéi mer dat Europa an Zukunft sollen opbauen.

Dat hätt sollen d'lescht Joer, 2020, ugoen, well Dir wësst jo alleguerten, wat d'lescht Joer, 2020, war: Do hate mer Covid, do konnte mer net dermat ufänken. Mee amplaz dann déi Zäit ze gebrauchen, fir hinzegoen an derfir ze suergen, datt mer alles verfeineren, fir datt mer dann, soubal de Covid ewech ass, kënnen higoen, fir dat opzebauen, hunn eis Staats- a Regierungscheffen sech zu Bréissel d'Käpp ageschloen. Wie soll dann elo President ginn? A se sinn net zu engem Schluss komm; esou hu mer net ee President, mer hunn der e puer, mat e puer Vizepresidenten, mat e puer Kommissiounen. Dat heescht, mir hunn e risegen Opbau, an dat Ganzt mécht kee Sënn. Dat Ganzt mécht nëmme Sënn, wann een denkt, datt et misst séier fäerdeg gi fir d'Fréijoer d'nächst Joer, fir datt de President vu Frankräich et kann a senger Walcampagne gebrauchen.

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat war awer net dat, wat mer gebraucht hunn! D'Zukunft vun Europa ass eis wichteg, an déi musse mer mat eise Leit, mat de Leit dobaussen, mat deene Jonken, mat deene manner Jonken, mat deenen Alen diskutéieren an eng Solutioun fannen.

An Europa ass et net méi ze retten, et ass nach just hei zu Lëtzebuerg ze retten. An dofir sinn ech frou, datt den Ausseminister an Europaminister hei sëtzt, fir eis ze soen: Wéi maache mer dat dann elo, fir d'Saach wéinstens hei zu Lëtzebuerg esou gedréit ze kréien, datt et nach dat gëtt, wat mer brauchen? Nämlech eng grouss Zesummekonft vun interesséierte Leit - aus alle Konditiounen, aus allen Altersgruppen, vu Leit, déi och aus der Wirtschaft, aus dem Digitalen, aus den Ëmweltverbänn kommen -, fir datt mer mat deenen zesumme kucken: Wat solle mer da maachen, fir datt Europa an Zukunft besser prepariéert ass, zum Beispill op Problemer wéi de Corona, fir datt et besser prepariéert ass an der Aussepolitik an esou weider an esou fort?

Här President, ech menge wierklech, mir sollten dëst Joer hei zu Lëtzebuerg d'Éier vun Europa retten. Well all dat anert gëtt nëmme grouss Zirkuszelter, mat Engem, dee grouss optrëtt, a mam Vollek huet et näischt méi ze dinn. Also mir sollen et anescht maachen. An dofir, wannechgelift, Här President, erlaabt dem Minister, hei ze soen - an ech hoffen, datt en dat ka soen -, datt mir et esou maachen, wéi et eigentlech hätt solle sinn: nämlech eng Konferenz vun de Leit, an net eng Konferenz vun e puer Oberen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Reding.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Aussen- an Europaminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci, Här President. Madamm Reding, also Dir hutt scho Recht, et war jett Gefréckels zu Bréissel, ier mer elo ukomm sinn, a mir hunn effektiv ee Joer verluer. Ech géif allerdéngs aus menger Erfarung soen, dass et net nëmmen d'Regierungscheffe waren, déi e Problem haten, et si vill Riedercher, déi do anenee gespillt hunn.

Bon. Am leschte COREPER (ndlr: Comité des représentants permanents), d'lescht Woch, ass en Accord fonnt ginn, Dir wësst dat. Bon, d'Portugisen hunn immens vill dorunner geschafft, fir dass een endlech ukënnt dermat. Mir haten am Conseil des affaires générales e puermol doriwwer rieds. Dat war e Blocage, et ass ëm Persoune gaangen. Mee do hutt Der ganz Recht, et geet hei jo net ëm Persounen, et geet ëm d'Zukunft vun Europa.

Elo steet déi Geschicht. Dat ass eppes zimmlech Voluminéises. De President vum Europaparlament, de President vun der Presidence - also dat ass rotativ, et sinn elo d'Portugisen, d'nächste Kéier d'Slowenen an da kommen d'Fransousen - an dann och d'Madamm Presidentin vun der Kommissioun, a jidderee kann dann do nach - et sinn dräi Representanten - bis zu véier Observateuren derbäisetzen. Dernieft kommen och nach d'COSACen (ndlr: Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) an déi Presidence, dat ass jo interessant fir déi national Parlamenter, plus och de Comité des régions an de Comité économique et social.

Bon, da soll dat dann ugoen an deenen eenzelne Memberstaaten. Wéi dat gemaach gëtt, ech mengen, do soll och d'Parlament, op jidde Fall hei zu Lëtzebuerg, entscheedend matwierken. Ech soen och, wéi ech mer dat virstellen, wéi mer eis sollen organiséieren. Mee ech wëll och nach soen, aus deene Biergerpanels, wéi se dat nennen, do soll dat dann all sechs Méint nach an engem gréissere Panel zesummegedroe ginn, wou déi national Parlamenter och alleguerte solle matrepresentéiert sinn. A mir hunn eis als Lëtzebuerger Regierung och staark dofir gemaach.

D'Sujeten, Dir hutt se ugeschnidden: Also ech mengen, d'Gesondheet wäert ee vun den Haapttheeme ginn, mee awer och alles, wat ze dinn huet mat deem, wat schlecht gelaf ass am Covid. D'Grenzen … wéi kënnen d'Leit, déi op de Grenze liewen - an dat sinn 30 % an Europa -, sech e bessert Liewe virstellen, och wann eng Kéier eng Kris do ass?

An duerfir ass et elo wichteg, dass dat doten elo emol steet, an dat soll awer eréischt den 9. Mee lancéiert ginn. Den 9. Mee soll déi Konferenz zu Stroossbuerg en présentiel, physesch also, opgemaach ginn. Deen Accord gëtt iwwregens muer ënnerschriwwe vum Premierminister vu Portugal, vum President vum Parlament an och vun der Presidentin vun der Kommissioun, an dann ass se nach ëmmer net lancéiert. Si gëtt eréischt den 9. Mee lancéiert. An der Tëschenzäit musse mer natierlech kucken, wéi mer eis dorop virbereeden, mat der Kommissioun, mee dann och, wat Lëtzebuerg ugeet.

Also wat Lëtzebuerg ugeet, deen Enthusiasmus, deen Der hei zum Beschte ginn hutt, deen hate mer jo och virun 2018, virun den Europaparlamentswalen am Joer 2018, wou mer wierklech vill gutt Reuniounen haten, wou bis zu 400, 500 Bierger derbäi waren, mat Kommissäre vu Bréissel, déi erofkomm sinn. An ech mengen, dee Geescht musse mer erëm eng Kéier versichen hierzestellen. Allerdéngs hoffen ech jo - esou eppes bréngt een nëmme fäerdeg, den Enthusiasmus, wann een och ka physesch zesummekommen -, dass dat dann och nom Mee ka fonctionéieren. Wann et net fonctionéiert, da muss et op engem aneren Niveau stattfannen. Et ass natierlech vill méi schwéier, fir d'Leit do ze erreechen. Mee Dir hutt total Recht! Et geet hei net ëm dat, wat mir mengen, zum Beispill, iwwert d'Majorité qualifiée oder net qualifiée, et geet drëm: Zu wat steet Europa? Wat kann Europa senge Bierger bidden? Wat mécht Europa méi kredibel an Zukunft? Wat sinn d'Wäerter vun Europa? Alleguerten déi Saachen, och dat soziaalt Europa selbstverständlech, musse mer esou organiséieren, dass se hei zu Lëtzebuerg och ugeschnidde ginn. A mir wäerten eis als Ausseministère natierlech mam État a mat anere Ministeren - jiddereen dee sech dofir interesséiert -, e Plang opstellen, mat der Chamber natierlech och, fir ze kucken, wéi dat dann nom Mee zu Lëtzebuerg ze organiséieren ass. Wat d'Sujeten ugeet, wat d'Theemaen ugeet, ech mengen, do brauche mer net ganz laang sichen ze goen.

Mir haten och virun engem Joer hei am Haus eng Question avec débat oder eng Question élargie - ech weess net méi, wéi dat geheescht huet -, do hate mer hei eng kleng Aussprooch. An do hu mer dann decidéiert, dass et keng Prioritéit wier vun eiser Regierung - an ech hat och verstanen, net vun der Chamber -, fir elo onbedéngt drop ze pochen, dass d'Traitéë misste geännert ginn. An deenen Traitéen, déi bestinn, hu mer genuch Sputt dran, fir villes ëmzesetzen, wat haut nach net ëmgesat ass. A virun allem d'Einmaleins vun der Europäescher Unioun, nämlech d'Wäerter, sinn an deem Traité am Artikel 2 fest verankert. A wa mer emol erëm dat géife léieren an alle Memberstaaten, a bei deenen, déi Europa vertrieden, an och an de Regierungen an an de Parlamenter, dann hätte mer scho villes geschafft.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Esou, ech géif elo mengen, dass mer dat elo och an eiser Kommissioun selbstverständlech suivéieren. Mir kënne virum 9. Mee näischt decidéieren. Mir kënne virbereeden, mir kënnen awer näischt decidéieren. Et ass och offiziell gesot gi vun deenen zoustännegen Instanzen zu Bréissel, dass een deen Dag soll ofwaarden, dass déi Geschicht do da feierlech lancéiert gëtt.

Bon, wat elo den Ufank an d'Enn ugeet: Den Ufank, dee kenne mer, hoffentlech geet deen op, den 9. Mee; d'Enn, et war effektiv geduecht, dass dat sollt zwee Joer daueren. Mir hunn ee Joer verluer duerch Covid, awer och duerch dat Gefréckels, wéi ech gesot hunn.Et ass elo virgesinn, dass mer da sollen am Fréijoer versichen, iergendwéi zu Konklusiounen ze kommen. Bon, am Mee si Walen an engem wichtege Land an der Europäescher Unioun, wat dann d'Presidence huet. Ech géif mengen, dass dat och genuch Zäit wier, wa mer eis voll derhannert setzen, fir ze kucken am Hierscht an am Fréijoer an och scho vläicht virdrun, fir dass do en Debat mat de Bierger stattfënnt. Ech sinn eigentlech net pessimistesch, dass mer dat hikréien hei zu Lëtzebuerg. Ech gesinn nach, wéi voll et um Kierchbierg war an an aneren Halen a wéi intensiv mer deemools diskutéiert hunn, fir iwwer Europa …, och mat Kommissären, wéi ech gesot hunn, mat anere Politiker vun anere Länner. An dat musse mer dës Kéier och erëm hikréien an da versichen, doduerch Europa erëm méi no bei d'Bierger ze kréien an och erëm méi kredibel ze maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Aussen- an Europaminister Jean Asselborn.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 197 vum Här Dan Biancalana un d'Justizministesch iwwert d'Altersfleeg an de Prisongen. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 197 du 8 mars 2021 de M. Dan Biancalana relative aux soins gériatriques dans les établissements pénitentiaires, adressée à Mme la Ministre de la Justice

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, europawäit weise Prisongsstatistiken, och hei zu Lëtzebuerg, dass nieft de ganz jonken Häftlingen d'Unzuel vun den Detenuen an der Alterskategorie vu 60 bis 70 Joer, an och wäit driwwer eraus, permanent zouhëlt.

Dës stellt natierlech d'Prisongen, samt hire Servicer a Verwaltungen, virun nei Erausfuerderungen, well dës eeler Häftlingen - nieft der statistescher Realitéit, dass se oft länger Strofen am Prisong verbéissen - aner Besoinen hunn, wat hir Prise en charge am carceralen Alldag ugeet, notamment um medezinnesche Plang a virun allem dann, wann et ëm geriatresch Interventioune geet, déi och néideg sinn.

Nieft der physescher Verfaassung kann och déi psychesch Gesondheet drënner leiden, well e Prisong per se net konzipéiert ass, fir Senioren opzehuelen, fir déi ze betreien, och wann de Prisong en tant que tel kloere Bestanddeel vum Strofvollzuch a vun der Exécution des peines ass.

An d'Diskussioun, déi ëmmer méi opkënnt, ass déi, ob een am Prisong eng speziell definéiert Unitéit soll ariichte fir Senioren. An an Däitschland an an der Schwäiz gëtt et och esou Beispiller, wou dann och geriatresch Soine prodiguéiert ginn. Dofir hätt ech follgend Froen un d'Justizministesch:

Wéi ass d'Prisongsverwaltung, d'Administration pénitentiaire momentan opgestallt, fir Situatiounen ze handhaben, wou Detenue geriatresch Soine brauchen?

Wéi ginn - dat ass déi zweet Fro - déi medezinnesch, therapeutesch a reedukativ Besoine wouergeholl an och ëmgesat vun deene Professionellen?

A wou fënnt déi Prise en charge statt? Am Prisong selwer? Ausserhalb? Am Spidol? Oder éischter am Kader vun engem spezifeschen Aménagement de peine, esou wéi d'Gesetz et och virgesäit, fir dës Prise en charge esou effikass wéi méiglech ze halen?

An déi véiert a lescht Fro: Ass virgesinn, wann d'Maison d'arrêt zu Suessem opgeet, dass dann am CPL d'Méiglechkeet besteet, fir eng speziell Unitéit anzeriichten? Gëtt et Iwwerleeungen, déi an déi dote Richtung ginn?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Biancalana. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo Merci, Här Deputéierten, fir déi wichteg Fro. Effektiv ass et esou, dass d'Populatioun an de Prisongen … Insgesamt geet een dovunner aus, dass, zemools bei Longue-Peinen … Do rechent ee bei den Alter, dee se réellement hunn, oft nach eng Kéier zéng Joer op d'mannst derbäi, fir op dee richtegen, also op deen Alter ze kommen, wéi se physesch eigentlech …, an deem Zoustand, wou se sinn.

Mir hunn, Stand haut, dräi Detenuen iwwer 80 Joer zu Schraasseg, déi allerdéngs elo keng ganz spezifesch Soine brauchen. Mee de CPL ass ausgestatt mat den Dokteren, Infirmieren, déi do schaffen, fir all de Besoinen nozekommen. Dat gëtt och am Prinzip - och Kinesitherapie an esou weider - am Prisong selwer gemaach. An et gëtt och probéiert, dass eeben déi Detenuen, déi e gewëssen Alter hunn a vläicht méi Rou brauchen, an och net wëllen nach owes spéit Musek héieren an esou weider, zesummen op engem Block regruppéiert sinn.

Bei deenen eeleren Detenue sinn der eng Rëtsch, déi och zu spéidem Alter zu ganz laange Strofe verueerteelt goufen, dat heescht, et ass dann net esou, dass se elo scho laang do sinn, verschiddener sinn elo eréischt rezent komm. An natierlech ass et esou, dass Schraasseg - an dat hu mer jo scho méi wéi eng Kéier diskutéiert - op ganz ville Punkten net méi adaptéiert ass a mer also un eng Rekonstruktiouun vu Schraasseg denken, also kucken, wéi ee verschiddene Besoine ka besser gerecht ginn, natierlech och deenen dote Besoinen. Den Uerchterhaff - dat wäert Der elo gesinn, wann Der an zwou Wochen dohinner kucke gitt -, deen huet méi Zellen, deen huet véier behënnertegerecht Zellen, zum Beispill.

Zu Schraasseg muss da gebastelt ginn, wa mer een hunn, deen am Rollstull ass, mee bei enger Renovatioun wäert deem natierlech besser Rechnung gedroe kënne ginn. Mee do si mer nach net, dat dauert nach e bëssen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 196 vum Här Roy Reding un den Här Premier-, Medien- a Kommunikatiounsminister iwwert d'Kriticken iwwert de Film „An Zero". Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 196 du 9 mars 2021 de M. Roy Reding relative aux critiques sur le film « An Zéro », adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État, et à M. le Ministre des Communications et des Médias

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, léif Kolleegen, et ass Dank engem absolutt bemierkenswäerten Artikel vum Bill Wirtz am „Journal", wou ech déi Fro hei ka stellen.

Soe mer direkt emol ganz positiv virewech: Ech si begeeschtert, datt och eng steiergeldfinanzéiert Press, déi en plus enger Partei gehéiert, esou en exzellenten, investigative Journalismus ka maachen.

Wourëm geet et? Et geet ëm de Film „An Zéro". Arte an NDR hunn e Film produzéiert an d'Madamm Myriam Tonelotto als Realisatrice vun deem Film engagéiert. D'Madamm Tonelotto huet d'Ennversioun vun deem Film desavouéiert a gefrot, net méi als Realisatrice genannt ze ginn.

Firwat? Wat ass geschitt?

D'Kritik ass, datt Arte-NDR all Deeler aus dem Film erausgestrach hunn, déi eist Land a säi sozialen Hannergrond an engem positive Liicht beschreiwen. All Referenz zu eisem nationale Motto „Mir wëlle bleiwen, wat mir sinn" ass ewechgeholl ginn, an all Passage, dee weist, wéi schéi Lëtzebuerg ass, ass gestrach ginn. Dat eenzegt, wat bliwwen ass, ass eng Karikatur vu Lëtzebuerg als eng béis Finanzplaz. D'Konzept vu Lëtzebuerg als en extreem interessant Land gouf ewechgelooss.

Dann zu deem Nuklearunfall, deen an deem Film beschriwwe gëtt: Do gëtt duergestallt, wéi wann déi eenzeg Optioun am Fall vun engem Accident zu Cattenom - woubäi Cattenom net vill genannt gëtt, well da géif ee jo emol vun der EDF ugesicht ginn -, dat Eenzegt, wat nach géif bleiwen, wier, ze flüchten. An dozou seet d'Madamm Tonelotto: "This has made it into an unscientific anti-nuclear power movie. […] (which is) ideological". Dat heescht, et ass géint all Science, et ass en ideologeschen Anti-nuklear-Film, a soss guer näischt méi.

Den Här Rommes, deen och do an deem Film zu enger Roll kënnt, seet, et géif eng falsch Duerstellung gi vu sengen Aussoen.

Dat Eenzegt, wat nach bleift, ass, datt Lëtzebuerg am Fall vun enger Nuklear-Katastroph net méi kéint als „tax heaven", dat „schwaarzt Lach" am Finanzuniversum bestoen - wat eng ganz kloer Karikatur ass.

An da seet d'Madamm Tonelotto, wéi si d'Ennversioun gesinn hätt, hätt se gesot: Et wier net scientifique an et wier ideologesch anti-Lëtzebuergesch, an duerfir wéilt si hiren Numm net méi domat a Verbindung bréngen.

Wat mech elo interesséiert, sinn u sech zwou Saachen:

Laut dem „Journal" hätt den Här Medieminister - menger Meenung no zu Recht -, der Madamm Carole Dieschbourg an dem Här Claude Turmes, déi allen zwee an deem Film optrieden, dovun ofgeroden. Den Här Turmes verneint dat. Den Här Turmes sot, et hätte keng esou Kommentare gi vum Här Premierminister. Ech wëll einfach wëssen: Wie seet d'Wourecht?

Dat, wat interessant ass, dat ass d'Positioun vum Lëtzebuerger Filmfong, vum Här Daleiden, déi zumindest delikat ass, seet den Här Wirtz am „Journal". E kritiséiert, datt den Här Daleiden ganz oft a ganz ouvertement eegen Decisiounen hëlt, wat fir eng Filmer finanzéiert ginn a wat fir eng net. Et muss ee wëssen, dëse Film gouf zu 75 % vu Lëtzebuerger Steiergelder bezuelt, e gouf nämlech mat 1,15 Milliounen vum Lëtzebuerger Filmfong finanzéiert. An do muss ech einfach feststellen: Mir sinn dat dommste Land vun der Welt, wa mer 1,15 Milliounen Euro ausgi fir e Film géint Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roy Reding. Den Här Kommunikatiouns- a Medieminister Xavier Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- Här President, merci. Ech wëll dem Här Reding och Merci soe fir dës Fro.

Ech muss Iech soen, dass ech houfreg sinn, an engem Land ze wunnen, wou d'Politik net decidéiert, wat an engem Film muss sinn, wéi ee Film muss duergestallt ginn, wéi eng Messagen do musse kommen, an dass dofir e Selektiounskommitee do ass, a weeder d'Kulturministesch nach de Medieminister zoustänneg ass fir Propagandafilmer - well Dir hutt et jo och gesot, dass eeben déi schéi Säite vu Lëtzebuerg verstoppt gi wieren an net déi schéi Säite vu Lëtzebuerg géife presentéiert ginn. Ech hale mech aus dem Fong vun engem Film - wat e bréngt, wat de Message ass - eraus.

De Prinzip vun der Kultur ass, dass se lieweg ass an dass se och d'Leit muss konfrontéiere mat Realitéiten, mat Situatiounen. Dass et deem enge gefält oder net - et ass de Prinzip vun engem Minister, net Juge ze sinn, fir ze soen, wat gutt ass an net gutt ass. Dat ass et bei de Réimer ginn. An dëser Demokratie sinn ech frou, dass een och kann iwwert d'Kultur contradictoire diskutéieren - dat ass fir mech d'Richesse vun engem Land -, an net alles an en Triichter … a just dat, wat engem passt, dann nach diffuséiert gëtt. Éischtens.

Zweetens, Här President, ass hei d'Fro gestallt ginn, wien do matgemaach huet oder net matgemaach huet. Ech sinn och houfreg, an engem Land ze liewen, wou ech net deem enge soen, wat en dierf a wat en net dierf. Ech sinn tatsächlech gefrot ginn, ob ech wéilt do matmaachen. Ech hu perséinlech fonnt, dass et net opportun wier, als Minister, deen och fir de Filmfong responsabel ass, selwer an engem Film matzemaachen. Mee et ass all Minister fräi an et ass ënner senger Responsabilitéit, ob e sech esou un engem Film wëllt bedeelegen oder net. Ech hunn op jidde Fall Nee gesot, mee e Minister ass fräi an et ass seng perséinlech Decisioun, do och wëllen deelzehuelen oder net.

De Filmfong huet e Budget. An de Prinzip wäert sinn, bei de Choixen, déi de Filmfong och mam

Comité de sélection huet, dass weeder d'Kulturministesch nach ech selwer eis do wäerten amëschen. D'Budgete sinn déi, déi se sinn. Mir sollen net nëmmen ... Et ass ëmmer dat selwecht! Wa mer zu Berlin eppes gewannen, wa mer zu Hollywood nominéiert sinn, wa mer zu Paräis nominéiert sinn, da si 60 Leit heibannen, déi doudsécher soen: „Et ass super, dass mer Lëtzebuerger Produktiounen hunn!" A wann dann iergendeng Kéier e Film ass, deen engem vläicht manner gefält, da seet en: „Déi Sue si schlecht investéiert." Fir mech si Suen, déi an d'Kultur investéiert, Suen, déi an d'Diversitéit investéiert ginn, Suen, déi investéiert ginn an eng Introspektioun, an eis selwer. An ech sinn houfreg op déi vill Präisser, déi mer kréien. An och, wann et net jiddwerengem gefält, « la critique fait vivre le film ». Wa jiddweree just dat wéilt kucken, wat ëm géif gefalen, an och just dat géif produzéiert kréien, da géif ech soen, da wier d'Filmproduktioun hei zu Lëtzebuerg ganz schwaach.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Kommunikatiouns- a Medieminister Xavier Bettel.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 198 vum Här Marc Baum un de Wirtschaftsminister iwwert d'Repercussioune fir d'Diddelenger Schmelz no de finanzielle Schwieregkeete vum Besëtzer. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 198 du 9 mars 2021 de M. Marc Baum relative aux répercussions pour une usine sidérurgique à Dudelange suite aux difficultés financières du groupe d'entreprises propriétaire, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Vun der Karikatur vun der Finanzplaz Lëtzebuerg komme mer dann elo zum real existéierende Finanzkapitalismus: Nämlech déi australesch Greensill Bank ass konfrontéiert mat grave Finanzproblemer an enger ganzer Rëtsch Länner. Déi Londoner Filial huet gëschter de Bilan deposéiert an ass faillite. Déi däitsch Finanzopsiicht BaFin huet e Moratoire op de Konten decidéiert. D'Envergure vun dësem Finanzskandal ass gigantesch a gëtt an der internationaler Finanzpress verglach mat der Faillite vun de Lehman Brothers.

Elo ass et awer esou, datt Greensill dee gréisste Financier vum Entreprisë-Konglomerat GFG Alliance ass, zu där hirer Stolspart och Liberty Steel gehéiert, déi 2019 dat Diddelenger Wierk vun ArcelorMittal iwwerholl hunn.

Am Februar 2020 huet Liberty Steel héich Milliounebeträg versprach fir d'Moderniséierung vum Diddelenger Wierk, insgesamt eng ronn 100 Millioune fir Diddeleng an dee Moment Léck zesummen.

Duerch déi grav Problemer vu Greensill ass och d'Solvabilitéit vu Liberty Steel elo a Fro gestallt. De GFG géif apparemment zu dräi Véierel vun där faillitter Greensill finanzéiert ginn an de systeemesche Risiko ass esou grouss, datt d'Europäesch Zentralbank d'Banken an Europa opgefuerdert huet, hinne matzedeelen, wat si alles u Greensill an GFG, also och u Liberty Steel, an hire Bicher stoen hunn. Also Liberty Steel ass viru grave Finanzéierungsproblemer an et ass och ze liesen, datt dëst ënner anerem wuel d'Aus bedeit fir d'Wierk zu Hayange heivir a Frankräich.

Duerfir meng Froen un de Wirtschaftsminister: Huet den Här Wirtschaftsminister méi Informatiounen iwwert dës finanziell Problemer an hir potenziell Repercussiounen op dat Diddelenger Wierk? Wéi gesäit et aus mat deene versprachenen Investitiounen? Si se schonn zum Deel gemaach ginn? Gi se nach gemaach? A virun allem: Wat bedeit dat fir déi ronn 300 Beschäftegt, déi am Moment zu Diddeleng an deem Wierk schaffen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Marc Baum. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Merci dem Marc Baum fir déi Fra hei ..., fir déi Fro.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP)*.- Freudianesche Lapsus.

(Hilarité)

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Opgrond vun der Virgeschicht kenne mer natierlech den Dossier Liberty Steel an d'Presenz vu Liberty Steel zu Lëtzebuerg ganz gutt. Ech hat och d'Occasioun, d'lescht Joer bei Liberty Steel zu Diddeleng eng Visitt ze maache vun hirem Wierk. An natierlech suivéiere mer och dowéinst ganz genee, wat an der internationaler Press iwwert deen Dossier Greensill rapportéiert gëtt an och hir Clienten, dorënner en première ligne natierlech och de Grupp GFG Alliance, de Proprietär vu Liberty Steel, an hiren Haaptaktionär, de Sanjeev Gupta.

Et gëtt effektiv eng ganz Rei Onsécherheeten, haaptsächlech a Groussbritannien, wou Der jo wësst, dass Liberty Steel mat 5.000 Mataarbechter ee vun deene gréissten Acteuren am Beräich vun der Stolproduktioun ass, awer och, an Dir hutt dat och rappeléiert, hei vir a Frankräich zu Hayange, wou Liberty och e Wierk huet.

Viru véier Deeg, de 5. Mäerz, also kuerz nodeem déi Greensill-Affär reveléiert gouf, huet de Sanjeev Gupta mer e Bréif geschéckt, an deem en d'Problemer vu Greensill confirméiert. An deem Schreiwes seet e mer och, dass GFG Alliance zum Standuert Lëtzebuerg steet, och zu senge Pläng, fir nach méi hei zu Lëtzebuerg unzesidelen, am Beräich net nëmme vun der Stolproduktioun, mee och vun administrativen Headquarterservicen, fir déi jo och ëmmer méi um Kierchbierg hei zu Lëtzebuerg ausgebaut gëtt. Hie schreift mer och, an dat ass, mengen ech, e ganz wichtege Punkt, dass déi aktuell Situatioun vu Greensill keen Impakt op d'Aktivitéit vum Liberty Steel Group huet, insbesonnesch och net op seng Presenz zu Diddeleng. Dir wësst, dass zu Diddeleng ronn 250 Leit schaffen.

Wéi gesot, si se och amgaang, méi administrativ a Bürosaktivitéiten um Kierchbierg eeben ze regruppéieren. An dat soll och weidergoen, dee Grupp soll progressiv weider Funktiounen, wéi Finanzen, Akaf a Logistik op Lëtzebuerg dann och bréngen. Dat ass e ganz wichtegen Acteur fir eis Industrie, nieft ArcelorMittal, deem anere Stolproduzent hei zu Lëtzebuerg, en plus engem, deen an enger ganz interessanter Spart ënnerwee ass, nämlech där vum grénge Stol, där grénger Stolproduktioun, déi de Sanjeev Gupta sech op de Fändel geschriwwen huet. An dofir ass et natierlech eppes, wat mer ganz genee kucken.

Mir wäerten déi Situatioun de près suivéieren, opgrond och vum Impakt vun den Aktivitéite vu Greensill, déi jo an der Supply-Chain-Finance ënnerwee waren, déi e reellen, méiglechen Impakt hunn op esou industriell Acteure wéi GFG Alliance. An dësem Fall ass dat natierlech eppes, wat eis wäert ganz de près interesséieren a wat mer och wäerten de près suivéieren an nächster Zukunft.

Ech hunn och GFG Alliance gesot, dass mer gären do reegelméisseg weider informéiert géife ginn, wann do nach weider Evolutiounen an deem Dossier géife kommen. Dat ass dat, wat ech Iech zu dësem Zäitpunkt kann heizou soen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister.

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 199 vun der Madamm Chantal Gary un de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert de Pappecongé. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert. An de Minister, ass deen do?

(Interruption)

Okay. Madamm Gary, wannechgelift.

- Question n° 199 du 8 mars 2021 de Mme Chantal Gary relative au congé de paternité, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här Minister, 2018 gouf de sougenannte Pappecongé vun zwee op zéng Deeg verlängert. Dëse Congé erfreet sech grousser Beléiftheet an erlaabt et de Pappen, no der Gebuert méi Zäit mat Mamm a Kand ze verbréngen.

D'Plattform, déi hannert der Organisatioun vum Fraestreik steet, dee jo gëschter nees grousse Succès hat an iwwer 1.000 Participantë gezielt huet, fuerdert, datt dëse Congé fir all Famillje soll zougänglech sinn, onofhängeg vu Geschlecht a sexueller Orientéierung. Dës Iddi vun engem Congé de naissance géif et och zum Beispill Fraen a gläichgeschlechtleche Koppelen oder Leit, déi sech als trans oder non binaire identifizéieren, erméiglechen, fir direkt no der Gebuert Zäit mam Kand ze verbréngen.

Ausserdeem fuerdert de Kollektiv, datt dëse Congé soll op dräi Méint verlängert ginn. Esou eng Verlängerung géif et béiden Elterendeeler erlaben, sech am gläiche Mooss ëm dat neigebuerent Kand ze këmmeren. Eng Gläichheet, déi am Interêt vum Kand wär, awer och zu enger méi gerechter Verdeelung vun der Käraarbecht am Haushalt féiere kann.

Meng Fro wär also: Wéi steet den Här Aarbechtsminister zu dësen zwou Fuerderunge vun der Plattform Journée internationale des femmes, éischtens also dem Zougang zu engem Congé fir den zweeten Elterendeel, onofhängeg vum Geschlecht, an zweetens zu enger Extensioun vun dësem Congé?

Ech soen elo scho Merci fir d'Äntwerten a Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary. Den Här Aarbechtsminister Dan Kersch huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci och fir d'Fro vun der Madamm Gary. Effektiv ass dat doten eng Problematik, déi scho méi wéi eng Kéier hei diskutéiert ginn ass. Et war selbstverständlech d'Uleies scho vun der viregter Regierung an der leschter Legislaturperiod, fir u sech am „vorauseilenden Gehorsam" vis-à-vis vun enger europäescher Direktiv de Congé, vun deem mer elo schwätzen, de Congé de paternité, op zéng Deeg eropzesetzen - eng Moossnam, déi allgemeng begréisst ginn ass.

Natierlech war et och d'Uleies fir ze probéieren, dass mer hei geschlechterneutral Léisunge fannen. An et gëtt eng Rei vu Fäll, déi mer also an der Tëschenzäit entdeckt hunn, déi déi Saach awer net esou einfach maachen, wéi et op den éischte Bléck ausgesäit.

Eppes ass kloer: Wou et relativ einfach ass, ass an enger heterosexueller Partnerschaft. Egal ob ee gepacst ass, bestuet ass oder soss iergendwéi zesummen ass an et huet een zesummen e Kand kritt, dann ass et kloer, dass d'Mamm selbstverständlech de Congé de maternité kritt an de Papp dann zéng Deeg Congé, de Pappecongé.

Deen zweete Fall hu mer am Kader vun enger Adoptioun, och do ass et relativ einfach. Egal ob dat eng Adoptioun ass vun heterosexuellen Elteren oder homosexuellen Elteren, och do ass et, mengen ech, relativ einfach: Ee vun de Partner kritt zéng Wochen de Congé d'accueil, wärend deen anere Partner och zéng Deeg zegutt huet, wéi beim Congé de paternité.

Da kommen allerdéngs Fäll, wou et e bësse méi komplizéiert gëtt, nämlech bei enger homosexueller Koppel, déi männlech ass. Do ass et kloer, esou Fäll gëtt et, déi hu mer och hei am Land an u sech ass et do kee Problem, och an der administrativer Praxis: Wann déi zwee als „père" agedroe gi sinn - do gi se sech dann och eens -, da kritt jiddweree vun deenen zwee zéng Deeg. Ausser si wären net an engem Salariatsverhältnis, da kann dat selbstverständlech net spillen.

E bësse méi komplizéiert gëtt et bei homosexuelle weibleche Koppelen. Et muss een tëschent zwee Fäll differenzéieren, erëm eng Kéier dee vun der Leihmutterschaft, deen ech elo beschriwwen hunn: Wann do déi zwee kënnen noweisen, dass se sech och agedroen hunn an och Verantwortung fir dat Kand iwwerholl hunn, dann ass et relativ einfach. Méi schwéier gëtt et allerdéngs, wann eng vun de Fraen d'Kand selwer op d'Welt bréngt, well dann hu mer bei där zweeter kloer nogewisen, dass kee Lien de filiation do ass. An dann hu mer am Moment keng gesetzlech Basis, fir dann och dee Congé zouzegestoen. Do ass also Nohuelbedarf mat Sécherheet do.

Ech hunn allerdéngs och nach nogekuckt: Dat setzt dann awer och viraus, dass mer am État civil eis do op deen nämmlechten Niveau setzen, wéi dat och am Ausland de Fall ass, wou dee Fall virgesinn ass. Bei eis ass dat net virgesinn. Do misste mer also dann net nëmmen am Code du travail Saachen änneren, mee awer och am Gesetz iwwert den État civil. De politesche Wëllen, fir dat ze maachen an d'Gläichbehandlungen no vir ze bréngen, ech mengen, deen ass bei jiddwerengem do a gëtt och, mengen ech, vu kengem contestéiert. Allerdéngs läit den Däiwel, wéi ech et elo grad gesot hunn, hei am Detail.

Déi zweet Fro ass relativ séier beäntwert. Et ass am Koalitiounsofkommes net virgesinn, fir vun zéng Deeg op dräi Méint eropzegoen. An ech mengen och net, dass dat zu dësem Moment eng vun de Prioritéite wär vun der Regierung. Mir sinn amgaang, op ganz villen anere Felder Moossnamen ze huelen, fir eng besser Vereenbarkeet vu Beruff a Famill hinzekréien. Mee wéi gesot, dat doten ass elo net eis Prioritéit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

D'Fro Nummer 200 kënnt vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch a geet un d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Impfcampagne an den Alters- a Fleegeheimer. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 200 du 9 mars 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la campagne de vaccination dans les structures de logements encadrés pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Effektiv - merci, Här President -, meng Fro geet un d'Familljeministesch, well et geet ëm hir Schützlingen. Et geet ëm déi eeler Leit, déi am Logement encadré an de Strukture liewen. Ech schwätzen also hei vu Leit, déi gutt iwwer 80 Joer al sinn. A si kruten dann elo eng Invitatioun, eng schréftlech Invitatioun, fir sech da bannent fënnef Deeg via e Code e Rendez-vous an engem Impfzentrum ze huelen.

Duerfir scho meng éischt Fro, Madamm Minister: Ass dat dee richtege Wee, fir dës Leit ze motivéieren, fir sech och impfen ze loossen?

Et stelle sech awer donieft nach eng ganz Partie aner Froen: Verstinn déi Leit och dat, wat op där Invitatioun do dropsteet? Gi se iwwerhaapt reegelméisseg hir Boîtten eidel maachen, dass se deen Deel do vu fënnef Deeg och net verpassen? Wéi gi se dann eens mat deem Onlineumellen do? Well ech weess net, ob jiddwereen iwwer 80 esou fit ass mam Internet. A wa se keng Famill hunn, wéi organiséiere se sech dann iwwerhaapt, fir an en Impfzentrum ze kommen?

Duerfir, meng Fro ganz kloer: Ass dat Ganzt net e bësse vill verlaangt vun deene Leit?

An dann awer och ganz weesentlech fir d'Haus selwer, well déi Leit, déi komme jo och zesummen an engem Refectoire, an do stellt sech d'Fro: Wéi ass et da mat der Sécherheet? Wéi wëssen déi Responsabel dann herno, wie finalement geimpft ass a wien net?

Duerfir, Madamm Minister, et géif mech interesséieren, wéi Dir zu dëse Froe stitt an ob ee sech net hätt kënne staarkmaachen, fir eng aner Optioun ze wielen, nämlech déi, fir eng mobill Ekipp sur place hinzeschécken, esou wéi dat och an de CIPAe gemaach ginn ass, an dann all Bewunner mateneen ze impfen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch. An d'Wuert geet un d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Merci och der Deputéierter fir d'Fro, déi ganz pertinent ass. Well effektiv ass et esou, dass decidéiert ginn ass, fir d'éischt an de Maison-de-soinen ze impfen an dann an den Altersheemer. Se si jo nach amgaange bis Enn dës Mounts. An do sinn effektiv d'Invitatiounen erausgaangen, och fir d'Logement-encadréen, mee dem Alter no. Dat heescht: An engem Logement encadré lieft ee jo wéi doheem, et ass net direkt wéi an engem Alters- oder Fleegeheem. Et huet ee seng eege Wunneng, et huet een net nëmmen eng Kummer. Dat heescht, déi Leit ginn am Fong geholl behandelt wéi doheem.

Elo ass et awer esou, dass am Logement encadré natierlech awer vill méi Leit beienee liewen, där vulnerabeler Leit. An do hat ech direkt op der Direction de la santé nogefrot, ob et dann net awer méiglech wär, och do mobill Ekippen hinzeschécken, wéi Dir elo grad gesot hutt. An do krut ech geäntwert: „Dach, dat wär absolutt méiglech, awer eréischt nodeems dann d'CIPAe fäerdeg geimpft sinn."

An dunn hunn ech de Responsabele vun de Maison-encadréeë gesot, si hätten dann déi zwou Méiglechkeeten am Fong geholl: entweeder ee Mount éischter geimpft sinn, dat heescht elo direkt fir déi, déi d'Invitatioun scho kruten, oder eeben eréischt fir d'éischte Kéier geimpft ginn Enn dës Mounts, wann d'CIPAe fäerdeg geimpft sinn, wann dann d'Équipe-mobille kënnen op d'Plaz goen. Do hate mer dunn driwwer geschwat. Et ginn där enger an där anerer Optiounen, déi geholl gi sinn.

Et muss een och soen, dass ganz vill Gemengen extreem hëllefen, fir d'Leit an d'Impfzentren ze féieren. An ech mengen, et kann een net fréi genuch geimpft sinn, wann ee vulnerabel ass. Esou weess ech zum Beispill, dass se an der Stad Lëtzebuerg d'Leit mat engem Taxiservice ënnerstëtzen, wa se net selwer wëssen, wéi se sollen an d'Victor-Hugo-Hal kommen, fir se dann dohinnerzebréngen an och nees heemzebréngen.

An ech hunn Iech awer d'Informatioun matbruecht, elo mat de Logement-encadréen - well esou vill hu mer der jo net am Land -, et sinn der e puer, déi si scho confirméiert, fir dann Enn des Mounts geimpft ze ginn, fir déi Leit, déi bis dohinner nach net geimpft sinn: Dat sinn d'Résidence du Val de Kayl, d'Résidence Seniors Liewensbam, d'Fondation Félix Chomé, d'Senioreresidenz Petite Suisse, d'Résidence Les jardins de Schengen an de Konviktsgaart.

Woubäi de Konviktsgaart gesot huet, si géife gäre waarde fir ze kucken, ob d'Leit sech dann elo selwer géifen impfe loossen oder net. Et muss een och soen, dass de Konviktsgaart natierlech e ganz grousse Logement encadré ass, dee gréissten, dee mer am Land hunn, mat nämlech 162 Awunner, wat der natierlech och ganz, ganz vill sinn. Dovunner si sech der awer och scho vill impfe loosse gaangen. An d'Invitatioune komme jo eréischt au fur et à mesure, soudass een elo nach net ka soen, ob d'Leit sech alleguerte wäerten esou impfe loossen oder net. Et ass esou, dass si gesot hunn, si géife gäre waarden, wéi dat elo weidergeet.

Et muss ee sech net online aschreiwen, et kann een och telefonéieren. Och dat, hunn ech mer soe gelooss, geet ganz gutt, fir e Rendez-vous ze kréien iwwer Telefon. An dann, ech mengen, an engem Logement encadré: En ass jo awer encadré, en ass vläicht net gradesou encadréiert wéi eng Maison de soins oder en Altersheem, mee et ass awer encadré an et kann een och Hëllef kréien.

Allerdéngs, Är ganz pertinent Fro, op déi ech Iech leider keng satisfaisant Äntwert ka ginn haut, dat ass déi fir ze wëssen: Jo, wien huet sech dann elo

impfe gelooss? Dat, mengen ech, mussen d'Leit da scho fräiwëlleg matdeelen, ob se sech dann elo impfe gelooss hunn oder net. Déi sinn do bei sech doheem an deem Logement encadré. Dat ass hiert Doheem. Dat ass keen Alters- oder Fleegeheem. A si sinn effektiv net obligéiert, dat da matzedeelen. Mee et wär natierlech besser, wa se géife Bescheed soen. Ech weess, dass an de Logement-encadréen och gefrot gëtt: „Sot ons Bescheed, wann Der Iech impfe loosst. Da kënne mer Iech awer nach e bësse méi vu méi no suivéieren déi éischt Deeg no der Impfung, fir ze kucken, ob alles an der Rei ass." An do sinn awer och an deem Sënn Courrieren erausgaange respektiv Kommunikatiounen un d'Bewunner. An ech hoffen, dass dat dann esou wäert goen.

Et sinn awer och Logement-encadréen, déi gesot hunn, si wéilten net, dass d'mobill Ekippe géife kommen, si géifen dat da selwer organiséieren, fir dass d'Leit éischter geimpft ginn, wéi zum Beispill d'Résidence Belle Vallée, d'Résidence vum Domaine Schwall zu Bartreng, d'Residenz Laanscht d'Sauer, d'Muselheem an de Centre Riedgen. Déi hunn all gesot: „Et ass an der Rei, mir organiséieren dat elo. Wann d'Invitatioune lues awer sécher kommen, wäerte mir och derfir suergen, mat de Familen zesumme vun den Awunner, dass si da kënne geimpft ginn."

Voilà, villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

An d'Fro Nummer 201 ass vum Här André Bauler a geet un de Wunnengsbauminister Henri Kox iwwert d'Unzuel vun onbewunnte Wunnenge vum Fonds du logement. Här André Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°201 du 8 mars 2021 de M. André Bauler relative au nombre de logements inoccupés appartenant au parc immobilier du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

M. André Bauler *(DP).*- Merci. Léif alleguer, mir ass zu Ouere komm, datt an der Nordspëtzt eng Rei Wunnengen, déi dem Fonds du logement gehéieren, de Moment net bewunnt sinn, an dat zënter enger Zäit. Dofir wollt ech den Här Logementsminister froen:

Wéi vill Wunnenge vum Fonds du logement sinn de Moment hei am Land net bewunnt? Wéi vill Prozent sinn dat vum ganze Parc immobilier, deen dem Fong gehéiert? Also wéi grouss ass deen Undeel - wann een dat rechne kann?

Wat sinn déi ënnerschiddlech Ursaachen? Wéi gesäit déi spezifesch Situatioun am Kanton Clierf aus? A wéi enk - dat ass meng lescht Fro - ass d'Zesummenaarbecht mat de regionale Sozialbüroen, wann et ëm d'Besetze vun dëse Wunnenge geet?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Här President, dann och heifir merci, obschonn et net ganz vill Zäit war, fir déi Recherchen ze maachen. Mee vu dass de Fonds du logement awer an der Statistik an de leschte Joren net esou schlecht opgestallt ass, kann ech awer eng ganz Rei Froen, fir net ze soe bal alles, hei beäntwerten.

An ech fänken u mat dem Park, wéi grouss en ass: De Moment hu mer 2.006, an ech mengen, et kommen nach dräi Wunnengen dës Woch derbäi, dann 2.009 Wunnengen national. An de Moment sinn dovunner - wann ech hei elo nach kucken - 4,6 %, déi net bewunnt sinn. Et muss een international kucken, dass an engem Parc locatif, deen engem ëffentlechen Träger ënnersteet, deen Taux tëschent 4 %, 5 %, 6 % esou ass. Dat ass en normalen Taux. Firwat? An dat ass och déi Fro, déi gestallt gouf.

A sech allkéiers, wann e Logement verlooss gëtt oder e Wiessel ass, da fale Renovatiounsaarbechten un. An am Prinzip soen d'Servicer hei, tëschent dräi a sechs Méint, dräi bis sechs Méint daueren d'Renovatiounen. Dat kann heiansdo méi déifgräifend goen. Dat ass awer och heiansdo, soen ech elo emol, de klassesche Pinselustrach. Mee oft ass et och de Sanitär, dee gekuckt gëtt, an alles beieneen. Dat hëlt a sech dräi bis sechs Méint.

Da kënnt et zu der neier Verdeelung, an dat ass déi Fro mam Office social. Dir wësst, dass natierlech de Fonds du logement eng Waardelëscht huet. Dobäi ass dat jo esou wichteg - haut de Mëtten hu mer jo nach eng Kéier en Debat iwwert de Logement -, dass mer déi Waardelëscht ofschaffen. An déi geet no ganz klore Krittären: no der Gréisst vun der Famill, no der Zoustännegkeet fir déi eenzel Logementer no der Regionalitéit, an do gëtt och emol heiansdo Kontakt mat deenejéinege Servicer do an der Géigend opgeholl. An da kënnt et zur Vermëttlung. An dat dauert a sech och zwou bis dräi, véier Wochen.

Dat heescht, wann eng Famill ugeschriwwe gëtt oder eng Koppel oder wien och ëmmer, oder déi Leit, déi do an déi Wunnenge solle goen, da ginn déi ugeschriwwen an da ginn déi eng Visitt maachen. An da kënne se och refuséieren! An dann, wann déi refuséieren, da geet dat Ganzt erëm nei un. Dofir ass dat net ëmmer esou evident fir ze soen: „Hei, do ass eng eidel", an et weess een net direkt, wou een drun ass.

Wat elo d'Spezifissitéit vun deenen eenzelnen Uertschaften ugeet, dat hu mer och gekuckt - also ech maachen dat elo e bësse méi séier, well soss leeft mer d'Zäit fort -: Zu Clierf hu mer de Moment 15 Logementer, dovunner ass eent an der Renovatioun. Am Park Housen sinn et der 25. Do sinn awer och véier Surfaces commerciales louées. Do sinn zwou Wunnengen, déi anscheinend net méi gradesou adaptéiert sinn, fir dass do Wunnengsbau ka gemaach ginn. An do ass Kontakt zum Beispill mam Tourismusverband Éislek opgeholl ginn, ob do eng Alternativ wär, well fir de Wunnengsbau och d'Renovatiounsaarbechte vläicht net adequat sinn. Dat heescht, déi sinn natierlech dann eidel, well se net méi fir dat an d'Renovatiounskäschten adaptéiert sinn an eng aner Finalitéit vläicht do gesicht gëtt.

Da sinn zwou Maisons unifamiliales am Housener Park och en attente. Déi sinn awer zréckkaf ginn. Dir wësst jo, dass, wa mer eppes zréckkafen an der Emphyteos, dass mer dat och zréck an de Park huelen, wa mer do kënne weidergoen. Mee do sinn awer Diskussioune mat deenen aneren. Et sinn der sechs am Ganzen, sechs Unitéiten, mat véier, déi dobleiwen, zwou net. An do mussen awer Renovatiounsaarbechte gemaach ginn. Dat dauert e bëssen, also dat ass ganz kloer.

Dann zu Troisvierges hu mer 25 Wunnengen, eng Surface commerciale. Et ass déi Geschicht, wou mer der Post eng Rei vu Gebailechkeete jo ofgeholl hunn. Do ass eng an der Renovatioun. Zu Wäiswampech hu mer leider näischt. Do ass null. An zu Wincrange, Wëntger, hu mer véier Logementer an null an der Renovatioun. Dat heescht: Et kommen nach fënnef Logementer derbäi am Kanton Clierf.

Am Ganzen hu mer 69 Logementer an den Taux ass e bësse méi héich wéi national: 8,7 % sinn de Moment am Leerstand. Also 69 Logementer huet de Fonds du logement am Norden am Kanton Clierf, an dovunner sinn der sechs an der Renovatioun. Ech mengen, ech war elo relativ komplett mat den Zuelen. An ech mengen, dass mer an Zukunft nach méi där Wunnenge brauchen, déi dann och allkéiers erëm musse renovéiert ginn, fir dass déi och a guddem Zoustand deenen neie Leit zur Verfügung gestallt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Mir kommen dann un d'Fro Nummer 202 vum Här Sven Clement un d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Scholdelaascht. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 202 du 9 mars 2021 de M. Sven Clement relative au surendettement, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Problem vum Surendettement ass keen neien. En huet duerch d'Covidkris awer sécherlech net ofgeholl an e gewënnt u sech och un traureger Aktualitéit.

Mir hunn e ganz staarke Sozialstaat zu Lëtzebuerg an duerch de Chômage partiel hu mer déi schlëmmsten Ausweéchs u sech kënnen offiederen. Mee nichtsdestotrotz ass et e Batz Geld, deen um Enn vum Mount an der Keess feelt, wann een am Chômage partiel ass, eventuell nach aus engem Beruff kënnt, wou een op d'Drénkgelder ugewisen ass, fir d'Enner um Enn vum Mount zesummenzekréien. Da feele ganz séier méi wéi 20 %. A mir wëssen, datt grad an de prekäre Beschäftegungsverhältnisser et awer esou ass, datt och d'Scholdelaascht méi héich ka sinn an datt een do tatsächlech ganz séier un e Surendettement erukënnt.

Et ass esou, datt de Familljeministère jo e Service huet, dee sech ëm Surendettement këmmert. Dofir hunn ech dann och haut e puer Froen, déi sech an dem Kader vun deem Service stellen.

Dat Éischt ass: Erkennt d'Madamm Ministesch eng Tendenz bei der Unzuel u Persounen, déi sech Hëllef sichen? Geet déi an d'Luucht? Respektiv, wann net, kënnt Der eis da vläicht e bëssen d'Tendenz erklären?

Dann och: Erkennt d'Madamm Ministesch eng steigend Tendenz bei deenen, déi direkt virun d'Kommissioun, also d'Commission de médiation en matière de surendettement, kommen?

An dann: Wat huet de Ministère fir Famill an Integratioun am Kader vun der Covidkris gemaach, fir eebe grad déi Persounen, déi mat Iwwerschëldung kämpfen, zousätzlech ze ënnerstëtzen? Gouf dee Service verstäerkt? Gouf eng Kommunikatiounscampagne gemaach? Ginn déi Leit méi cibléiert nach ugeschwat?

Ech mengen, hei ass e grousse Problem, vläicht eng Nisch vu Problemer, mee et ass awer e Problem, deen eis alleguerte sollt Suerge maachen. Well mir hu virdru vu grousse Stolproduzente mat Problemer mat hire Banke geschwat - hei geet et ëm déi kleng Leit, déi wierklech Problemer kënne kréie mat hire Banken, mee déi dann och kënne bei predateure Bailleure landen. A wat dat mat hinne mécht, dat wësse mer alleguerten. Dofir merci fir d'Äntwerten op déi Froen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun Corinne Cahen huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci nach eemol, Här President. Merci och dem Deputéierte fir d'Fro. Ech probéieren och esou komplett wéi méiglech drop ze äntwerten.

D'Iwwerschëldungsservicer SICS, d'Services d'information et de conseil en matière de surendettement, déi ginn zu Lëtzebuerg vun Inter-Actions an der Ligue médico-sociale geréiert. Déi Servicer hunn ënner anerem als Missioun, d'Leit ze informéieren iwwert d'Verschëldung an och iwwert d'Iwwerverschëldung.

D'Demandë bei deene SICSe sinn 2020 liicht eropgaangen. Esou hunn dës Servicer 2020 2.631 Informatiounsufroe verzeechent. 231 Leit hu sech e Rendez-vous gefrot. 2019 waren et der 2.318, déi eppes gefrot hunn, eng Informatioun, an awer 270, déi sech e Rendez-vous gefrot hunn.

De Fait, dass d'Leit Informatiounen nofroe beim SICS, heescht awer net automatesch, dass se sech an der Iwwerverschëldung och befannen. Hei spillt d'Preventioun zum Beispill och eng ganz wichteg Roll, dat heescht d'Leit opzefänken, ze informéieren, ze beroden, ier se iwwerhaapt emol an d'Iwwerverschëldung rutschen. Wann d'Leit dann awer bis iwwerverschëlt sinn, da kënne se eng Demande stellen, fir an d'Iwwerverschëldungsprozedur opgeholl ze ginn. An déi Dossiere ginn dann an der Commission de médiation en matière de surendettement traitéiert.

D'Zuel vun de Leit, déi 2020 eng Demande gestallt hunn, fir an d'Iwwerverschëldungsprozedur opgeholl ze ginn, ass liicht geklomme par rapport zu 2019. Si läit awer ënnert der Zuel vun 2018 zum Beispill, soudass een heirauser elo net direkt eppes kann aus der Pandemie eraus schléissen. An ech menge souwisou, dass dat nach vill ze fréi ass.

Ech soen Iech awer, d'Gesetz vum Surendettement ass 2013 gestëmmt ginn an den 1. Februar 2014 a Kraaft getrueden. Just eng Kéier, fir Iech do d'Zuelen ze nennen: 2014 gouf et 85 Demanden, 2015: 78, 2016: 83, 2017: 52, 2018: 63, 2019: 45 an 2020: 51. Dir gesitt also, dass et elo net iwwerméisseg an d'Luucht gaangen ass 2020.

Déi sanitär Kris ass awer allerdéngs nach net eriwwer. Dofir ass et zu dësem Zäitpunkt absolutt onméiglech ze soen, wéi eng Konsequenzen d'Kris op d'Iwwerverschëldung wäert hunn.

Et muss een dobäi och wëssen, dass sech iwwerverschëlden, dat geschitt net vun engem Dag op deen aneren, dat ass schonn e Prozess, deen iwwer Joren, dacks, geschitt. An dofir wäert een déi hei Konsequenze vun der Pandemie eréischt an e puer Joer och da wierklech feststellen, wat d'Iwwerverschëldung ubelaangt.

Dann, fir op Är Fro ze äntwerten, wat mer konkreet gemaach hunn am Kader vun der Covidkris, fir déi Persounen, déi mat Iwwerverschëldung ze kämpfen hunn, zousätzlech ze ënnerstëtzen. Ech erënneren do zum Beispill un d'Verduebelung vun der Allocation de vie chère, den erweiderten Accès och zu den Épicerie-sociallen. Da muss ee soen, dass d'Sozialservicer wärend dem Confinement hir Déngschter weiderhin assuréiert hunn déi ganzen Zäit, fir Leit, déi a prekäre Situatiounen eebe sinn, ze ënnerstëtzen. D'Office-socialle waren op, den FNS war do, den Office national d'inclusion sociale, den ONIS, war fir d'Leit do. Si waren ëmmer ze erreeche fir hir Beneficiairen.

Och d'Commission de médiation huet selbstverständlech hir Sëtzungen ofgehalen, fir dass eng Kontinuitéit an den Iwwerverschëldungsdossiere ka garantéiert ginn. D'Kommissioun weist vill Verständnis a kënnt allgemeng de Leit entgéint, wa si duerch verschidden Ëmstänn manner Revenu hunn. Soll zum Beispill eng Persoun hir Aarbechtsplaz verléieren an doduerch manner Akommes hunn, kann d'Commission de médiation de Plan de remboursement dee Moment dann och adaptéieren.

Des Weideren ënnersteet dem Familljeministère de Fonds d'assainissement en matière de surendettement, deen den iwwerverschëlte Persounen e Prêt ka maachen, fir hir Scholde vis-à-vis vun de Creancieren ze konsolidéieren. Dëst erlaabt zum Beispill, kleng Scholden an enger Kéier ze rembourséieren. An deem Kader huet de Familljeministère wärend der Kris eng Demande vun enger Persoun kritt, fir hir Paiementer vis-à-vis vum Familljeministère fir eng gewëssen Zäit auszesetzen, a mir hunn dës Demande och accordéiert, fir dës Persoun an der Kris eeben dann ze entlaaschten.

Dann awer ganz kuerz nach e Wuert zum Volet Preventioun, well dat ass och eng ganz, ganz wichteg Saach, fir eeben ze verhënneren, dass d'Leit iwwerhaapt an d'Iwwerverschëldung geroden. D'SICSe bidden och weiderhi Coursen a Sensibiliséierungsseancen un, fir iwwert d'Iwwerverschëldung ze informéieren. Déi zwee Servicer hunn de Problem vun der Iwwerverschëldung och ëffentlech thematiséiert, zum Beispill duerch Radiosemissiounen, Tëleesemissiounen, a si bauen dëse Volet och weiderhin aus.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

An da komme mer zur Fro Nummer 203 vun der Madamm Carole Hartmann un den Här Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Convocatioun an d'Rendez-vouse vu vulnerabele Persoune beim Contrôle médical vun der Sécurité sociale. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 203 du 9 mars 2021 de Mme Carole Hartmann relative aux modalités de convocation et de la prise de rendez-vous des personnes vulnérables au contrôle médical de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dem Här Minister fir sozial Sécherheet e puer Froen iwwert d'Rendez-vouse vu vulnerabele Leit beim Contrôle médical stellen. De Contrôle médical vun der Sécurité sociale ass ënner anerem dofir zoustänneg, fir ze iwwerpréiwen, ob e Krankeschäi vun enger Persoun justifiéiert ass an ob d'Persoun net awer nees apte ass fir ze schaffen. Dat gëllt notamment och fir Leit mat chronesche Krankheeten wéi awer och zum Beispill fir Leit mat Kriibserkrankungen.

Mir ass elo zu Ouere komm, dass besonnesch vulnerabel Persounen a Patiente sech trotz den aktuelle sanitären Ëmstänn nach ëmmer musse physesch bei de Contrôle médical virstelle goen. Dat géif zum Beispill och d'Kriibspatiente betreffen, déi aktuell eng Chimiotherapie kréien an dowéinst zum groussen Deel immunsupprimeiert sinn. De physeschen Deplacement ass natierlech fir dës Leit aktuell mat engem grousse Risiko verbonnen.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Minister stellen: Kann den Här Minister confirméieren, dass Kriibspatienten oder aner vulnerabel Patiente sech nach ëmmer physesch mussen op de Contrôle médical virstelle goen? Wa jo, wéi gesäit hien am Kontext vun der Pandemie dës Situatioun? Besteet bei klore Fäll, dass de Krankeschäi justifiéiert ass, keng Méiglechkeet, fir deene Leit an Zukunft anescht entgéintzekommen, entweeder duerch d'Méiglechkeet vun enger Teleconsultatioun oder vu manner heefege Kontroll-Rendez-vousen?

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Carole Hartmann. Den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President, merci och, Madamm Hartmann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir dës Froen. D'Äntwerten dorobber kann een elo net direkt mat Jo oder mat Nee ginn. An ech mengen, d'Madamm Hartmann huet zu Recht de Rôle an d'Missioun och vum Contrôle médical ervirgestrach.

Et muss ee wëssen, wann een drop äntwert, kann ee soen: jo an nee. Éischtens: Bei der éischter Convocatioun vun de Leit, déi e Krankeschäin eragereecht hunn, huet de Contrôle médical keng Informatioun iwwert d'Natur vun der Erkrankung, well effektiv op de Krankeschäiner entweeder kee Code dropsteet respektiv de Code 99 dropsteet, dee benotzt gëtt. Dofir bestellt de Contrôle médical, esou wéi dat och ..., all d'Leit no der éischter Zäit, no enger gewësser Zäit eran, fir de Krankeschäin ze kontrolléieren an effektiv ze kucken, ob eng Persoun apte ass. Dat ass bei där éischter Convocatioun. Dësen Delai läit de Moment bei 50 Deeg, och wärend der Pandemie, fir op Är éischt Fro ze äntwerten.

Natierlech geschitt dat awer alles ..., ënnert deenen néidege sanitären Oplage gëtt d'Persoun befrot an eventuell souguer ënnersicht. Et si lauter Dokteren, déi do sinn, déi natierlech och, mengen ech, mat deene sanitäre Covidmesurë kënnen ëmgoen. Derniewent, mengen ech, ass och virgesinn, datt nëmmen eng gewëssen Zuel vu Leit an d'Salle d'attente kënne goen. An derniewent sinn och d'Raimlechkeeten esou ageriicht, datt se covidgerecht sinn.

Iwwregens: Deen Delai, deen ech genannt hunn, vu 50 Deeg, dee louch an „normalen" Zäite bei 20 Deeg, no deenen d'Leit erabestallt goufen. Deen ass also schonn no hanne gezu ginn, eebe grad och fir ze verhënneren, datt ze vill Leit eeben do sinn an de Säll, a virun allem sinn déi Leit ze schützen - woumat Der Recht hutt -, déi ganz vulnerabel sinn.

No där éischter Convocatioun awer mécht de Contrôle médical sech eng Nott an den Dossier, fir

ganz kloer eeben ze soen, wat fir eng spezifesch Krankheet respektiv wat fir e spezifesche Krankheetsfall hei virläit. An da gëtt an deem Moment déi Persoun nach just erabestallt, wann et ëm spezifesch Saache geet, zum Beispill, wann et drëm geet, d'Persoun ze beroden, ze begleeden, aneschters ze orientéieren. An dee Moment gëtt se eng zweete Kéier convoquéiert.

Wann esou eng Persoun, wéi gesot, dann eng Kéier an deem Moment convoquéiert gëtt, da probéiert de Contrôle médical och dat mat deem néidegen Takt- a Mesurëgefill ze maachen, fir effektiv och hei nozefroen an ze kucken, wéi de Krankheetszoustand vun där Persoun ass. A wann effektiv d'Persoun net ka kommen, da ka se och telefonesch oder per E-Mail de Contrôle médical kontaktéieren, fir dëse Rendez-vous kënne geréckelt ze kréien.

Derniewent hat Der d'Fro gestallt vun den Teleconsultatiounen: Nee, dat ass de Moment net méiglech, well jo effektiv hei direkt och eng klinesch Untersuchung drunhänkt, déi de Moment iwwer Teleconsultatioun an där Form nach net ze maachen ass, an derniewent de Moment och opgrond vun enger feelender Infrastruktur beim Contrôle médical, wat awer, mengen ech, souwuel bei hinne wéi och dobausse bei den Dokteren an der nächster Zukunft wäert änneren. An hei kann ee mat Sécherheet an Zukunft och nei Pisten opmaachen.

Fir d'Convocatiounen awer elo nach ze optimiséieren - dat war jo eng Fro, „Wat gedenkt Der ze maachen?" -, huet de Contrôle médical sech zesummegesat mat der AMMD, fir eng Propos auszeschaffen, an déi ass amgaange gemaach ze ginn, fir am Kader vum elektronesche Krankeschäin eeben eng Rei Prise-en-chargë virzegesinn, do, wou dann de Contrôle médical weess, ëm wat fir ee Krankheetsbild et sech handelt, a wou dann an deem Moment och den Algorithmus bei de Bestellungen aneschters agefouert gëtt, soudatt een effektiv hei Verbesserunge ka kréien.

Soss, mengen ech, wier déi eenzeg Alternativ déi - an ech mengen, déi wëllt heibannen och keen, well de Contrôle médical awer eng wichteg Fonctioun ze spillen huet -, ganz einfach kee méi eranzebestellen a kee méi ze ënnersichen. An ech mengen, och dat kënne mer eis awer net erlaben. An och grad d'Gesetz, dat mer virun e puer Joer geännert hunn, dat dem Contrôle médical nei Missioune ginn huet, net nëmmen d'Kontrollmissioun, mee och d'Orientatiounsmissioun, déi solle mer awer bäibehalen, well mer och hei, mengen ech, villen Assuréë konnten hëllefen, eng nei Orientéierung ze kréien.

Zum Schluss erlaabt mer vläicht, vun der Geleeënheet ze profitéieren, dem Contrôle médical awer Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi se leeschten. Dat ass keng einfach Aarbecht, well ech ganz dacks do virun allem och bei engem Contrôle, wéi d'Wuert et seet, emol eng negativ Entscheedung muss huelen. An natierlech ass et esou: Bei negativen Entscheedunge sinn d'Leit ni zefridden iwwert déi Decisioun, déi fält. A virun allem awer och begréissen ech, datt de Contrôle médical, hir Dokteren, sech direkt bereet erkläert hunn, an den Impfzentere mat anzesprangen, fir do eng Hand mat unzepaken. Och dat, mengen ech, ass ganz flott ze gesinn. Doduerch wäert natierlech déi ganz Aarbecht och méi verdeelt stattfannen.

An deem Sënn soen ech Merci fir d'Fro. An déi Pisten, déi mer opgezeechent hunn, déi wäerte mer suivéieren, datt mer se och schnell kënnen an der Praxis ëmsetzen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Minister fir sozial Sécherheet Romain Schneider.

Déi nächst Fro, d'Fro Nummer 204, kënnt vun der Madamm Martine Hansen a geet un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Covidschnelltester an der Primärschoul an an de Lycéeën. Madamm Martine Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 204 du 9 mars 2021 de Mme Martine Hansen relative aux tests rapides Covid-19 dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Virun enger Zäitchen huet d'Regierung, och den Här Minister, annoncéiert, datt se, fir d'Schoul méi sécher ze maachen, u sech géif Schnelltester aféieren an de Schoulen. Ech hu mech no där Annonce e bëssen ëmgehéiert an dat sollt am Mäerz geschéien. Mir sinn elo Mäerz! Ech hunn also e bësse gelauschtert ronderëm, ech hunn awer nach net héieren, datt scho Schnelltester géifen agesat ginn. An ech hunn dunn dëse Communiqué och gëschter gelies an do sinn u sech nach méi Froe wéi Äntwerten dran.

An an deem Sënn wëll ech gäre véier Froen un den Här Minister stellen. Déi éischt Fro: Wéi vill Tester si bestallt fir den Asaz an der Schoul - Schnelltester, Selbsttester? Wéi dacks sollen d'Enseignanten an d'Schüler pro Woch getest ginn? Wéi gesäit dem Minister seng Teststrategie aus? A wéini ginn d'Enseignanten, d'Schüler an d'Studenten informéiert?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci och fir déi Fro do. Mir sinn haut den 9. Mäerz, et ass nach déi éischt Hallschent vum Mäerz. An et gëtt mëttlerweil och scho mat Schnelltester getest an eenzelne Schoule bei eis am Land, notamment an de Kompetenzzenteren, wou haut och scho vum eegene Personal, dat eng Formatioun gemaach huet an nach wäert maachen, Schülerinnen a Schüler systematesch mat Schnelltester getest ginn.

D'Schnelltester wäerten awer och an deenen nächste Wochen a Méint e weidert wichtegt Puzzelsteck sinn, fir eis Schoulen op ze halen, fir e relativ normale Fonctionnement kënnen ze garantéieren, an dat awer mat gréisstméiglecher Sécherheet souwuel fir Schülerinnen, Schüler wéi awer och fir déi Professionell, fir Enseignanten, Educateuren an déi aner vun der ganzer Ekipp.

Et komplettéiert doriwwer eraus nach eng Kéier déi ganz vill Efforten, déi gemaach goufen am Laf vun der ganzer Pandemie, fir d'ganz Schoulcommunautéit méiglechst gutt a méiglechst genau a méiglechst cibléiert kënnen ze testen.

Ech denken iwwerhaapt un de Large-Scale-Testing, bei deem natierlech d'Schoulpopulatioun ëmmer nees mat invitéiert gëtt, an dat awer och esou, datt do, an deene Regiounen, an deene Schoulen, an deene méi positiv Fäll waren, och méi dacks gekuckt gëtt.

Ech denken un déi mobill Testekippen, déi zanter enger Rei vu Méint uechtert d'Land ënnerwee sinn, fir an de Schoule selwer kënnen Tester ze maachen, wat virun allem dozou gefouert huet, datt den Taux de participation bei deene concernéierte Klassen dach vill méi héich ginn ass.

Ech denken awer och un e Screening testing, ganz geziilt an eenzelne Klassen, an eenzelne Schoulen, wou mer eng héich Prävalenz haten, wou de Virus wierklech present war, a fir och emol eng Kéier déi ganz Schoulcommunautéit op der Plaz kënnen duerchzetesten. Och dat hu mer an deene leschte Wochen, notamment an der éischter Woch no der Fuesvakanz, gemaach.

An ech denken un déi spezifesch Aktiounen iwwert de Large-Scale-Testing, bei deenen dann d'Schoulcommunautéit, sief et d'Enseignanten, sief et d'Schüler, invitéiert goufen, fir sech testen ze loossen.

An elo eebe wäerte mer zousätzlech dozou nach Schnelltester an d'Schoule kréien, wouduerch d'Schoulen also selwer och kënnen testen an d'Schüler, déi allermeeschte Schüler, sech op jidde Fall selwer kënnen testen.

Mir wäerten an der Woch vum 22. Mäerz - dat ass also och net méi allze laang - eng weider Pilotphas lancéieren, dat a véier Grondschoulen an an zwee Lycéeën hei am Land, wou dann all Kand zweemol an der Woch soll mat Schnelltester getest ginn. Et ass esou, datt déi Schnelltester, wéi gesot, zum Gros kënne vun de Schülerinnen a Schüler selwer gemaach ginn. Et wäert awer surveilléiert ginn a begleet gi vun den Enseignanten, och d'Resultater dovunner wäerten enregistréiert ginn a weidergi gi vun der Schoulautoritéit.

Mir maache Pilotprojeten, fir natierlech eng Rei vu Punkten nach am Detail kënnen ze klären, éier mer et verallgemengeren, notamment: A wat fir engem Takt sollte mer do testen? Ass et wierklech noutwendeg, datt mer all Schüler zweemol an der Woch testen, oder geet eemol duer? Ass et sënnvoll, fir dat iwwert d'Woch ze verdeelen, datt all Dag, all Schouldag, eigentlech en aneren Deel vun der Klass mat engem Schnelltest getest gëtt, fir datt mer permanent e Bild hunn, ob de Virus da vläicht present ass an der Klass oder net, awer och ze kucken, wat fir eng gesamt Schülerzuel datt mer do a wat fir enger Frequenz dann erreechen, wéi mer do och den Handling maachen, de logisteschen Handling vun den Tester an awer natierlech och herno den informateschen Handling vun de Resultater, an awer och, wéi den Ëmgang zum Beispill ass mat positive Fäll, déi jo dann awer och sur place detektéiert ginn a wou dann och deementspriechend Mesurë musse geholl ginn, an ech mengen awer och am volle Respekt vun den Interessie vun deene concernéierte Schüler respektiv dann awer och vläicht emol Enseignanten.

Duerno wäerte mer eeben déi Konklusiounen zéien an da kucke fir de Suivi vun der Pandemie, datt mer eeben déi Schoulpopulatioun - wat ëmmerhin 120.000 Leit sinn, Schüler, Enseignanten, aner Professioneller -, reegelméisseg iwwer Schnelltester kënnen testen, wat sécherlech derzou wäert bäidroen, datt d'Schoulen nach eng Kéier e Stéck méi sécher ginn, datt mer dem Virus nach eng Kéier manner Plaz loossen an der Schoul an domadder dem normale Schoulfonctionnement, also der Bildung, dem eigentlechen Optrag vun der Schoul, nach emol méi Plaz kënne loossen.

Ech denken, datt dat awer och e wichtegen Impakt wäert hunn: Wa mer 120.000 Jonker an och Enseignanten all Woch kéinten testen, dann hu mer natierlech och en Ableck a ganz vill Famillen eran. A wa mer do positiv Fäll fannen, da gëtt jo och allkéiers d'Ëmfeld, an net nëmmen dat schoulescht Ëmfeld, och dat privat Ëmfeld, dat familiäert Ëmfeld, dann iwwer eng Quarantän-Moossnam oder iwwer en Test dann och weider getest. An domadder kréie mer eigentlech och e permanent Bild vun der Entwécklung vun der Pandemie, vun engem ganz groussen Deel vun der Populatioun, soudatt ech denken, wa mer hei higinn an d'Schoulpopulatioun cibléiert testen, datt dat och nach eng Kéier e staarken Impakt huet op den allgemenge Kampf géint d'Pandemie an d'Verbreedung vum Virus.

Villmools merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Educatiounsminister Claude Meisch.

An da komme mer zur Fro Nummer 205 vum Här Fernand Kartheiser un de Minister fir bannenzeg Sécherheet iwwert den Transport vu Gefaangenen. Här Fernand Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 205 du 9 mars 2021 de M. Fernand Kartheiser relative au transport de détenus, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Jo, déi Fro un den Här Minister, déi ass am Kontext vun dem Personalproblem bei der Police ze gesinn, well mer einfach do net genuch Polizisten hunn an ëmmer erëm iwwerluecht gëtt, op wéi eng Manéier d'Police kann Erliichterunge fannen an deem Sënn, datt verschidden Aufgabe vun anere Kategorië vu Personal kënnen iwwerholl ginn. Do ass d'Iddi vu méi Zivillpersonal fir administrativ Aufgaben oder och de Gardiens de l'armée oder eng nei Definitioun vun den Aufgabe vun den Agents communaux, also déi sougenannte Pecherten, an anerer.

An eng vun deene groussen Thematiken, déi ëmmer ugeschwat ginn, ass och déi vum Gefaangenentransport, dem sougenannten Arrestantentransport, eng Aufgab, déi bis elo vun der Police gemaach gëtt, wou awer relativ vill Leit gebraucht ginn a wou och op der Säit vun de Verwaltungen, den Établissements pénitentiaires en Interessi wär, fir déi Aufgaben ze iwwerhuelen. Also do wär engersäits och de Wëlle vun der Police, dat ofzeginn, op där anerer Säit och den Interessi, fir dat ze iwwerhuelen.

Elo hu mer geschwënn och de Prisong vu Suessem an domadder verstäerkt sech nach de Problem, well ganz vill Leit mussen transportéiert ginn.

Natierlech kéint een drun denken - dat ass eng Fro éischter un d'Madamm Justizminister -, datt Riichter och méi an d'Prisonge ginn, dat mécht d'Saach sécher logistesch vill méi einfach. An op där anerer Säit stellt sech eeben d'Fro: Wou si mer drun an der Diskussioun tëschent der Police an de Justizautoritéiten, fir den Transport vun Arrestanten eeben ofzeginn un d'Personal vun den Établissements pénitentiaires? Do gëtt et ëmmer Diskussiounen ëm eenzel Aspekter.

An et ass jo kloer, wann elo ganz geféierlech Prisonéier missten transportéiert ginn, datt dat selbstverständlech misst vun deene Spezialunitéite vun der Police begleet ginn. Op där anerer Säit géif et vläicht mënschlech villes méi einfach maachen, wann déi Arrestante géife begleet gi vu Leit, déi se scho besser kennen.

Also et ass eng Diskussioun, déi op jidde Fall sollt geféiert ginn. An dofir ass eis Fro: Wou ass déi Diskussioun am Ableck drun? Besteet eng reell Perspektiv drop, datt d'Police déi Aufgab kann ofginn un d'Personal vun den Établissements pénitentiaires - wat, ech mengen, der Police am Ableck ganz vill géif hëllefen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet Henri Kox huet d'Wuert.

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Merci och fir d'Fro. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, nach eng Kéier drop ze äntwerten an och e bëssen den Historique ze maachen.

Den Historique wëll ech ufänken domat, wou et hierkënnt, dass déi Diskussioun geféiert gëtt, dass verschidde Servicer sollte vun der Police ofgi ginn. De 17. Juni 2019 war en Accord fonnt ginn tëschent de Gewerkschaften an der Fonction publique an der Sécurité intérieure, wou et grad ëm d'Missiounen, déi d'Police-Leit hunn oder d'Police am Allgemengen, nieft deene Missiounen, déi am Gesetz vun 2018 stinn, gaangen ass. An do steet ganz explizitt ënner anerem och de Gefaangenentransport. An d'Konklusioun aus deem Accord war, dass mer en aussergewéinleche Recrutement sollte maachen, an doduerch, duerch déi vill Missiounen, déi d'Police huet, ass jo gesot ginn: „Mir brauchen en Nettozouwuess vu jeeweils 200 Beamten, Polizisten um Terrain, niewent deene vum Kader an niewent natierlech deene vun den Zivilisten."

Dat heescht: Implizitt war doranner festgehalen, wann d'Police jo méi Aufgaben huet, dass d'Police och deen aussergewéinleche Recrutement mécht. An dofir si mir jo amgaangen, deen aussergewéinleche Recrutement de Moment duerchzezéien. An ech ginn dervun aus, dass mer och dëst Joer - hoffentlech fir den 1. Abrëll, et wäert 1. Mee ginn, mat der Pandemie wäert et e bëssen no hanne geréckelt ginn - déi éischt 200 Recrutéiert dann an där neier Schoul kënnen empfänken.

Mir hunn natierlech gekuckt: Wat heescht dat, deen Accord, dee mer fonnt hunn? Et war och e Problem mat den Iwwerstonnen, déi an deem Service ..., an dat ass d'UGAO, déi heescht „Unité de garde et d'appui opérationnel". Déi huet eng Rei vu Missiounen, ech zielen der herno nach e puer dervun op. An am Ufank waren och d'Iwwerstonnen an deem Beräich, an deem Secteur och relativ héich. An dofir ass och do mëttlerweil géigegesteiert ginn.

Déi Unitéit fiert de Moment mat engem Zwou-Schichte-Service, esou dass éischtens de Service vis-à-vis vun deem, wat muss gemaach ginn, gutt opgestallt ass, an zweetens de Schutz vun de Beamten, dass se net ze vill Iwwerstonne maachen, och ganz staark renforcéiert gëtt. An et ass och vun der Police garantéiert ginn, also vun der Direktioun, dass d'Unitéit esou ausgerüst gëtt oder opgestockt gëtt, dass och kënnen déi Aufgaben do all iwwerholl ginn.

A wa mer jo géifen ofginn - an ech kucken dat hei net nëmmen als Policeminister, mee als gesamte Staat, als Regierung -, da géife mer de Problem héchstens verschiben op en anere Beräich, deen domadder net geléist ass, well bei enger ganzer Rei legislative Servicer - oder bei de Giischtercher - missten d'Gesetzméissegkeeten ugepasst ginn.

Dir wësst, dass si am Prinzip keng Waffenträger sinn. Am Interieur vun dem Prisong hu se déi net. Et ass awer fir d'éischt eng Unitéit vun de Giischtercher, déi am Entourage natierlech mat Waffe fiert. Awer wa mer géife soen, si géifen en Transport maachen, da wär eng zweet Unitéit, déi net Police wär, op eemol Waffenträger. A mir hu schonn hei déi Debatt gehat a mir wäerten dës Woch nach eng Debatt hunn iwwert den ëffentlechen Ordre. Dee soll fir mech an enger ëffentlecher Hand sinn an an enger Unitéit.

Dat heescht, alleguerten déi, déi sech am ëffentleche Raum beweegen, fir mech, sollen ënnert der Police figuréieren. An déi si jo ausgerüst, och Waffenträger ze sinn. Ech mengen, et stelle sech eng ganz Rei vu Problematiken, déi a sech hei net geléist ginn, wa mer dat just verschiben op en anere Service. Ech wär et als Policeminister vläicht lass, mee ech géif awer mengen, dass d'Justizministesch domadder net zefridde wär, well et de Problem net léist. Wat ganz kloer ass: Déi Unitéit gëtt esou ausgerüst, dass se déi Servicer all kënnen assuréieren de Moment.

Vläicht zu den Zuelen, wann ech se séier elo hei eraussichen, ech hat se nämlech opgeschriwwen hei: Et sinn de Moment zwee Carrière-supérieuren an där Unitéit, et sinn 51 C1en an 144 C2en an där Unitéit, si hunn de Moment awer 35 Leit, déi detachéiert sinn. Et gëtt awer dauernd gekuckt, dass dee Roulement ëmmer perfekt ass an dass natierlech och d'Belaaschtung vun deenen eegene Polizisten net ze grouss ass. An déi Unitéit mécht jo net nëmmen dee Beräich, mee och de Gardiennage a verschiddene Servicer, zum Beispill Ausseministère, an esou weider.

Ech mengen, dass et an deem Accord implizitt dra war, dass et bei der Police bleift, dass de Problem a sech just verschobe wär op en anere Ministère. An ech mengen, domadder hätt et gesamtstaatlech näischt gedéngt. Mir selwer als Policeminister ass d'Verantwortung ganz wichteg, fir déi esou auszerüsten, dass se dee Service kënne maachen, a fir mech ass awer gradesou wichteg, dass d'ëffentlech Uerdnung ausgeüübt gëtt vun enger Unitéit, déi Waffenträger, déi am Moment ..., dass de Gewaltmonopol just bei der Police soll bleiwen, wa se sech am ëffentleche Raum beweegt, an dat ass och

de Gefaangenentransport. Dir hutt et virdru gesot, wann héich geféierlech Leit missten transportéiert ginn, déi sinn ausgerüst fir dat kënnen ze maachen. Déi sinn ausgebilt dofir. An dofir solle mer et entspriechend och dobäi beloossen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet Henri Kox.

8. Question élargie n° 78 de M. Dan Biancalana relative à la réforme de la législation en matière de protection des majeurs incapables

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'erweidert Fro Nummer 78 vum Här Dan Biancalana iwwert d'Reform vun der Legislatioun a puncto Schutz vun den Incapables majeurs. Dem Froesteller sti fënnef Minutten zou, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eng Zousazfro virzedroen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Dan Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der leschter Publikatioun „La justice en chiffres" vum Joer 2019 kann een noliesen, dass d'Tutellesriichter vu Lëtzebuerg an Dikrech am Ganzen en charge si vu 4.300 Dossieren. Et handelt sech also hei ëm Mënschen, déi sech, esou wéi d'Gesetz vun 1982 iwwert d'Incapables majeurs et virgesäit, an engem vun deenen dräi follgende Regimmer befannen: d'Sauvegarde de justice, wat déi wichtegst Form vu Schutz ass; d'Curatelle, eng intermediaire Form, an d'Tutelle, wat am Fong déi stäerksten a komplettste Form ass.

Am Virfeld gëtt jo ganz oft eng Enquête gemaach, fir sech kënnen e Bild ze maachen iwwert déi perséinlech familiär a finanziell Situatioun vun der Persoun, fir dass dann och deementspriechend duerno eng Mesure ka geschwat ginn, déi esou wäit wéi méiglech individualiséiert ass. Et si ganz oft komplex Situatiounen, déi duerno d'Tuteuren, d'Elteren, d'professionell Associatiounen, d'Affekoten um Terrain mat vill Engagement, Professionalitéit a Fangerspëtzegefill ze geréieren an och ze begleeden hunn. Et héiert een awer och, dass dës Acteuren net genuch Moyenen hunn, fir hirer Aarbecht effektiv op eng effikass Aart a Weis kënnen nozekommen.

Déi Betraffen, déi geschützt solle ginn, befanne sech an enger ganz vulnerabeler Situatioun, wou se an hirem Alldag beanträchtegt sinn, entweeder duerch eng degenerativ Krankheet, Demenz, duerch eng geeschteg, physesch oder sensoriell Behënnerung oder duerch psychesch Problemer. Statistesch sinn et virun allem eeler Leit, déi een am Tutellesregimm erëmfënnt, an déi huelen natierlech och vu Joer zu Joer zou. An 2013 ass nach en zousätzleche Punkt derbäikomm. Dës Chamber huet den Abus de faiblesse am Code pénal ageféiert als zousätzlechen Dispositif.

De Koalitiounsaccord gesäit vir, dass d'Gesetz vun 1982 soll reforméiert ginn. Deemools huet de Gesetzgeeber sech jo staark un der deemoleger franséischer Gesetzgeebung vun 1968 orientéiert. Entretemps ass d'Gesetz a Frankräich 2007 komplett reforméiert ginn an 2019 erëm weider modifizéiert ginn. Eis belsch Noperen hu säit 2013 e komplett neit Gesetz. Béid Länner inspiréiere sech maassgeeblech un der UNO-Konventioun vun 2006, déi d'Rechter vum Schutz vu behënnerte Mënschen definéiert. An dat wëlle mer hei zu Lëtzebuerg jo och maachen.

An deem Kontext geet et jo drëms, dass déi betraffe Persounen esou vill wéi méiglech an hirer Autonomie ënnerstëtzt ginn an, effektiv, dass hir fundamental Rechter esou wäit wéi méiglech kënnen ausgeübt ginn, well se als vollwäerteg Membere vun eiser Gesellschaft gesi ginn. An d'Iwwerpréiwung och an deem Kontext vun der Necessitéit an de Prinzippie vun der Proportionalitéit an der Subsidiaritéit réckelen hei also vill méi staark an de Vierdergrond. An anere Wierder: D'Geriicht hëlt haut also Mesuren, déi esou mann ewéi méiglech individuell Fräiheeten aschneide sollen. An dat ass e Paradigmewiessel, dee vun der klassescher Protektioun ewechkënnt, vun der Entmëndegung ewechkënnt Richtung Promotioun an Assurance vun de Rechter. An heibäi ass natierlech och de Rôle vum Tuteur e ganz wichtegen, déi Betraffen als vollwäerteg an aktiv Bierger vun eiser Gesellschaft ze begleeden.

Déi Reformen a béide Länner ronderëm de Schutz ginn awer och méi wäit, well se och e Mandat de protection future aféieren. An deem Sënn kann eng Persoun, éier se iwwerhaapt an d'Situatioun kënnt, wou e Schutz vis-à-vis vun hir néideg wier, par anticipation an aus fräie Stécker am Fong déi Persoun designéieren, déi hir Volontéit an hir Interesse representéiert a protegéiert. An en plus si bei eisen Noperen d'Mesuren, déi d'Geriicht hëlt, och als temporär unzegesinn a si ginn dofir och reegelméisseg an automatesch reevaluéiert.

Esouwuel déi aktuell Terminologie an eisem Gesetz vun der Notioun vun den Incapables majeurs wéi och d'Virstellung an der Mémoire collective, dass iwwert déi Mënschen d'Hand muss gehale ginn, ass effektiv ganz iwwerlieft. Mir kënne se net méi als „incapable" aus deene Consideratiounen eraus gesinn.

An deem Sënn wéilt ech der Justizministesch follgend Froe stellen: Wou si mer mat der Reform vum Tutellesgesetz drun an ënner wéi enger Form wäert och d'UNO-Konventioun vun 2006 an déi legislativ Aarbecht mat afléissen? Op wéi enge Punkten, déi reforméiert musse ginn, gesitt Dir Handlungsbedarf? Wéi ka momentan awer och an Zukunft deenen zoustännege Servicer, déi sech ëm déi Persounen, ëm déi Mënsche bekëmmeren, besser ënnert d'Äerm gegraff ginn, fir dass se hir Betreiung esou gutt wéi méiglech kënnen am Alldag maachen? A wéi gesitt Dir d'Dispositioune vun eisen Nopeschlänner, dass dës Mesurë wéi d'Curatelle an d'Tutelle méi reegelméisseg op hir Necessitéit iwwerpréift ginn, respektiv wéi gesitt Der d'Aféierung vum Mandat de protection future?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Merci, Här Deputéierten, dass Dir dee ganz wichtege Sujet op den Ordre du jour haut vun der Chamber gesat hutt. Mir hunn eng Populatioun, déi ëmmer méi al gëtt. Mir hu vill Leit, déi eeben duerch hir Kränkt hir Moyenen zum Deel verléieren. A mir mussen ons onbedéngt - an dat ass och am Plan d'action vun der Regierung, deen 2019 ugeholl gouf - do der aktueller Zäit upassen an och wierklech déi Leit respektéieren an hirer Capacitéit an hinnen och vill méi ënnerschiddlech nuancéiert Moyene ginn, wéi mer dat haut maachen, well mer haut relativ séier vun allem, all Recht, bis zu kengem Recht iwwerginn, wat ech problematesch fannen, och eeben am Hibléck op d'Konventioun fir d'Rechter vun de behënnerte Leit.

Wéi gesot, de Plang, deen den 20. Dezember 2019 ugeholl gouf, dee fir d'Mise en œuvre vun der Konventioun zoustänneg ass, dee gesäit 29 Prioritéite vir, 55 Objektiver a 97 konkreet Aktiounen. An eng, een Deel dovunner ass eeben deen, deen elo deen heite Volet betrëfft.

Mir hunn natierlech wëlles ze legiferéieren. D'Aarbechte si bei eis am Ministère amgaangen. Et ass asoufern eng e bësse méi komplizéiert Geschicht, well natierlech, dat eent ass einfach de gesetzleche Kader, dat huet ee relativ séier en place gesat. Do maache mer e Comparatif vun den - wéi Der och ugeschwat hutt - Legislatiounen am noen Ausland. Mir wëllen awer och e bëssen doriwwer erausgoen, well et och interessant Erfarungswäerter e bësse méi wäit ewech gëtt.

An da kënnt awer dee ganzen institutionelle Volet niewendrun, ouni dee mer hei net kënne schaffen. Dat heescht, et ass eng Prise en charge, déi gemaach gëtt, déi och haut scho ganz gutt gemaach gëtt vun enger Rëtsch vu Servicer. Et muss e Mediateur en place gesat ginn, et musse Kontrollen en place gesat ginn, soudass dee Volet nach e bësse méi Zäit wäert huelen. Do wäerte mer och nach vill Echangen hu mat de Professionellen aus dem Secteur.

Vläicht e puer Zuelen: Et si wierklech vill där Tutellen a Mesures de protection, déi um Geriicht unhängeg sinn. Op den 31. Dezember 2020 war et insgesamt en Total vu 4.453. Dat sinn der 3.618 hei an der Stad, dorënner 343 Dossiere vun Tutelle a Curatelle, an 835 zu Dikrech. Dir héiert schonn, dass dat ganz vill Aarbecht ass fir d'Riichter, déi en place sinn an déi och wierklech méi Effektiver gären hätten, an och mir deem wäerte Rechnung droe beim Plan pluriannuel, an notamment och fir d'Comptabel, fir eeben och d'Verifikatioune kënnen ze maachen, soudass ech der Meenung sinn, dass mer dat wierklech nach musse verstäerken.

Et kënnt derbäi, dass mer eng ganz Rëtsch vun Associatiounen hunn an deem Beräich, déi och wierklech virbäi an hannewidder sinn, déi, à ce stade, net konventionéiert sinn, dat heescht, déi op d'Prestatioune bezuelt ginn. Dat ass och eng Demande, déi virläit, dass mer do solle konventionéieren. All dat wäert am Kader vun der Reform passéieren.

Dann: En Deel vun deenen Tutellë gëtt gemaach iwwer Affekoten. Do huet de Barreau - wou ech ganz frou driwwer sinn - elo eng Formatioun en place gesat, wou dann d'Affekoten, déi déi Formatioun suivéieren, op eng Lëscht ageschriwwe ginn, well et schonn awer eng ganz spezifesch Matière ass.

Dee belsche Modell ass een, deen ech wierklech ganz interessant fannen, well en eeben déi verschidden Niveaue virgesäit vu Protektioun an och e Suivi, e reegelméissege Suivi, virgesäit. Dat fannen ech och wierklech wichteg, dass net eng Mesure eng Kéier en place gesat ass an dann esou bestoe bleift. Mee natierlech, wie „reegelméissege Suivi" seet, dee seet och „Moyens en personnel", dat dat muss kënne maachen.

An dann Är lescht Fro zum Mandat de protection future. Och dat ass eppes, wat ee vill elo an deenen neie Legislatioune gesäit, eppes, deem géintiwwer ech och ganz positiv agestallt sinn, well een da ka selwer decidéieren. An dat ass jo dat, wat mer eigentlech all gär eng Kéier hätten an esou ville Beräicher wéi méiglech: selwer decidéieren, wat geschitt. An natierlech wäert ëmmer eng Kontroll musse stattfannen an ëmmer musse gekuckt ginn, dass am Interêt vun där Persoun, déi concernéiert ass, Decisioune geholl ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

9. 7407 - Proposition de loi modifiant le Code pénal aux fins de sanctionner le comportement voyeuriste

Mir kommen elo zur Proposition de loi 7407, enger Ofännerung vum Code pénal, wat de Voyeurismus ugeet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Gilles Roth *(CSV), auteur-rapporteur*.- Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ufänken, andeem ech der Justizministesch, dem Sam Tanson, e grousse Merci ausschwätzen. Firwat? Ma si huet et eigentlech erméiglecht, dass konstruktiv Oppositiounsaarbecht - déi ass jo erwënscht - dann och elo ka konkreet zum Droe kommen.

An ech hu mer kuerz d'Méi gemaach ze recherchéieren, wéi vill Gesetzespropositiounen - also vusäite vun der Oppositioun - déi lescht Joren d'Hürd hei an dem Chambersplenum gepackt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV), auteur-rapporteur*.- Abee, ech si bis d'Joer 1999 zréckgaangen an ech konnt keen esou e Fall ausfindeg maachen.

(Interruption)

Et ass also gewëssermoossen, géif ech soen, op deem Plang eng Première, déi sech haut och an dësem Sënn zoudréit. An ech géif mer wënschen, ech soen dat och gradesou däitlech, dass et vläicht en Neiufank wier vun engem méi oppenen, méi éierlechen an och méi fairen Ëmgang mateneen. Eng Rei Gesetzespropositioune si jo nach an der Prozedur. An ech géif mer wënschen, dass och aner Regierungsmemberen ewéi d'Madamm Tanson sech dem Beispill vun hir géifen uschléissen an et eeben net ëmmer just no der 31:29-Logik géif lafen, well keen huet déi absolutt Wourecht, déi politesch Wourecht, gepacht. An ech soen och ganz kloer: och mir net als CSV!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 12. Februar 2019, also viru bal genau zwee Joer, eppes méi wéi zwee Joer, hunn ech d'Éier gehat, am Numm vun der CSV-Fraktioun dës Gesetzespropositioun hei am Haus ze deponéieren. Et sinn zu dëser Gesetzesvirlag eng ganz Rei Avisen erakomm vun de Justizautoritéiten, déi mer och als Kommissioun am Detail studéiert hunn a wou mer och als Kommissioun vun der Justiz eng ganz Rei vu Verbesserunge konnte matafléisse loossen. De pertinente Remarken, déi de Staatsrot gemaach huet a vusäite vun der Justizministesch an hire Mataarbechter, huet d'Kommissioun och Rechnung gedroen. An ech wëll fir Detailer dofir op mäi schréftleche Rapport verweisen.

Et huet sech erëm bewisen, dass wuel kee Gesetzesprojet an och keng Gesetzespropositioun esou an d'Justizkommissioun eraginn, wéi se dann herno och eraus erausginn.

Dir Dammen an Dir Hären, de Géigestand vun dëser Gesetzespropositioun ass et, voyeuristescht Verhalen an Zukunft aanden ze kënnen. Voyeurismus - dat gëtt och nach „upskirting" genannt am Engleschen -, dat ass keen neie Phänomeen, mee sécherlech ee Phänomeen, dee sech ganz einfach verstäerkt huet duerch d'Benotze vun neiem Computer-, Informatikmaterial, vun Hard- a Software, duerch nei Technologien, awer och virun allem d'Verbreedung vun de soziale Reseauen.

An Ausléiser fir dës Gesetzesinitiativ war eng Affär, déi am September 2007 (veuillez lire: 2017) zu Lëtzebuerg un d'Dagesliicht komm ass. Ëm wat ass et gaangen? Mee et ass e Mann gewiescht, deen hat systematesch - systematesch! - an de stättesche Busser Mataarbechterinne vum Europäesche Geriichtshaff mat enger Handykamera ënnert de Juppe gefilmt. De Parquet, deen huet doropshin erkläert, dass hinnen eigentlech d'Hänn gebonne wieren, well déi lëtzebuergesch Gesetzgeebung näischt géif hierginn. E sougenannten „attentat à la pudeur", dat heescht en „Ugréff op d'Schimmt", dat ass net, wou Der deenen anere Leit ënnert d'Juppe fuere gitt, mee dat ass, wou Dir eigentlech Iech, also plakeg exposéiert an doduerch d'Intimitéitssphär vun de Leit an hir Warneemung beaflosst. An déi bekannten Infraktiounen, wéi ech dat elo erkläert hunn, déi waren net uwendbar op dee Mann an dee konnt och duerfir net poursuivéiert ginn.

An ech mengen, mir waren eis deemools alleguerten eens, dass esou ee Verhalen net dierft ongestrooft bleiwen. A Frankräich gouf dat Feelverhalen 2018 iwwer eng sougenannte „loi Schiappa", vum Numm vun där aktueller Ministesch, ënner Strof gestallt. Eis belsch Noperen déi hate schonn 2016 gekuckt, fir op dësem Plang ze legiferéieren. A weider Länner, déi nach bäikomm sinn an déi ech wëll ernimmen, dat sinn zum Beispill Kanada, e Land dat eng ganz progressiv Legislatioun huet, Groussbritannien, mee och eist Nopeschland Däitschland.

Här President, dës Gesetzespropositioun ass also e Versuch, zu Lëtzebuerg Äntwert ze ginn op eng schlëmm Form - an dat muss ee ganz einfach esou soen - vu sexuellem Harcèlement op eenzel Persounen. Kuerz erkläert: Dat materiellt Element vun dëser Strofdot ..., dës Strofdot, déi gëtt elo an dem Artikel 385ter vun eisem Code pénal, also eisem Strofgesetzbuch, verankert an net wéi initial a menger Propositioun ugeduecht iwwert d'Gesetz vun 1982 iwwert de Schutz vun der Privatsphär.

Ëm wat geet et elo ganz genee? Ech hunn dat versicht op Lëtzebuergesch einfach ze erklären. Also d'Strofdot besteet konkreet doran, dass ech, géint hiert Averständnis an ouni hiert Wëssen, d'Intimitéit vun enger Persoun verletzen, andeems ech mat allméiglechen technesche Mëttelen hir genital Partië kucken, also bei Mann a Fra, op gutt Lëtzebuergesch gesot, „tëschent d'Been" a bei enger Fra och nach hir Brëscht. Dëst kann, zum Beispill, mat engem Handy geschéien oder enger Kamera respektiv engem Spigel. An de Gesetzesvirschlag, dee schwätzt hei vun „tout moyen", also all Mëttel, dat et mir erlaabt, déi intim Kierperdeeler vun enger Persoun géint hire Wëllen ze erblécksen.

An da geet et awer nach weider, well strofbar ass och, an do hate mer eng laang Diskussioun an der Justizkommissioun, wann ee just d'Ënnerwäsch vun enger Persoun géint hire Wëlle géif kucken. Firwat? Ma well d'Affer duerch seng Kleedung oder well et sech an engem zouene Raum befënnt, legitimerweis eigentlech dervun ausgeet, dass seng Intimitéit geschützt ass. A klassesch Plazen, fir dat dann och ze verdäitlechen, sinn zum Beispill eng Garderob an engem Kleedergeschäft, eng Ëmkleedekabinn, sanitär Installatiounen, am breede Sënn vum Wuert oder, äusserst penibel, och Toiletten.

Zum moraleschen Element vun deem Ganzen: Well mir et mat engem Vergoen, also engem Delikt, ze dinn hunn, muss de presuméierten Täter dat natierlech wëssentlech a wëllentlech gemaach hunn. Dat ass allgemengt Strofrecht.

An zu dem Strofmooss och, dat heescht: Wat riskéieren ech, wann ech esou eng Infraktioun beginn oder mech schëlleg maachen? Mee d'Strofmooss vun esou engem Vergoen, dat läit bei enger Prisongsstrof vun zwee Méint bis engem Joer respektiv bei enger Geldstrof vun 251 bis 15.000 Euro.

Elo geet et awer nach weider, well nieft dem eigentleche Strofdotbestand hu mir nom franséische Modell och eng Rei sougenannt Circonstance-aggravanten, also erschwéierend Tatbestänn, am Gesetz verankert. A wat sinn déi? Mee dat ass zum Beispill, wou eng maximal Strof verduebelt gëtt. Dat gëllt zum Beispill, wann d'Affer mannerjäreg ass. Dat ass jo vill méi e grave Fakt. Do läit d'Strofmooss da schonns bei sechs Méint bis zwee Joer Prisong. An et kann eng maximal Geldstrof vu bis zu 30.000 Euro gesprach ginn.

Dat selwecht gëllt och zum Beispill, wa sech d'Faiten am ëffentlechen Transport ofspillen, zum Beispill an engem Bus, engem Zuch, dem Tram an ech sinn och der Meenung an engem Fliger, well Opname gemaach goufen oder wa se iwwer sougenannt sozial Medie verbreet ginn, well dat op gutt Lëtzebuergesch eng richteg Sauerei ass. An och ass eng Circonstance aggravante den Alter, zum Beispill eng Schwangerschaft vun enger Persoun, eng Behënnerung vun dem Affer, also all déi Ëmstänn, déi bei dem sougenannten Abus de faiblesse, wat eng aner Infraktioun an onsem Strofrecht ass, och spillen.

An am Fall vun enger Verurteelung kënnen dann och nach, an dat ass net ze ënnerschätzen, zousätzlech Strofe verhaange ginn an dat sinn zum Beispill en zäitlecht gebonnent Verbuet vum Zougang zum ëffentlechen Déngscht, vum Schaffen am Enseignement, wat eigentlech logesch ass, oder generell mat Mannerjäregen ze schaffen, wann een zum Beispill an enger Crèche, enger Maison relais oder bei deene faméise Jugendtrainingen aktiv ass. Also dat kann als zousätzlech accessoire Strof gesprach ginn.

An ofschléissend, Dir Dammen an Dir Hären, och Här President, wann ech nach tout juste an der Zäit sinn, wëll ech Iech Merci soen, virun allem och de Membere vun der Justizkommissioun, der Justizministesch an Iech, léiwe Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Nolauschteren, an ech erlabe mer, d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ze ginn zu dësem Gesetzesprojet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Auteur vun der Proposition de loi, dem Här Gilles Roth, villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Rieder, déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Discussion générale

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, « Filmer sous la jupe dans un lieu public : pas illégal ! », esou war 2017 an der Press ze liesen, wéi de Gilles Baum, de Gilles Roth, pardon, ...

(Hilarité et interruptions)

... entschëllegt, ...

(Brouhaha)

... et elo just erkläert huet. Weider stoung an der Press: Depuis cinq ans, un « homme […] filme en toute impunité sous les jupes des femmes […] dans les bus […] entre la gare et le Kirchberg ». Fënnef Joer! Dat heescht, mindestens säit 2012 war hei e Mann amgaangen, Fraen onopfälleg ënnert de Kleeder an an hirem Intimberäich ze filmen. An dat ass déi Zäit, vun där et gewosst ass! Wéi vill Joer huet dësen Här Frae gefilmt a fotograféiert, ouni dass een et bemierkt huet? Et wëllt ee guer net doriwwer nodenken!

An trotzdeem musse mir doriwwer nodenken. Ma nodenken eleng geet an dësem Fall net duer. Et muss och eppes geschéien! An op dësem Punkt läit hei ganz kloer de Merite beim Kolleeg Gilles Roth, ...

(Hilarité)

... deen d'Initiativ vun der Proposition de loi zum Upskirting hat an deem ech och dofir Merci soen. Voyeurismus ass nämlech kee Kavaléiersdelikt. An et ass dofir och wichteg, dass mer eis eng legal Basis ginn, fir dësen ze repriméieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, schlëmm genuch, dass een hautdesdaags frieme Kameralënsen theoreetesch all Dag an ouni eppes kënnen ze ënnerhuelen ausgeliwwert ass, mee ganz oft bleift et jo och net bei der Foto oder dem Film. Fir dës Biller a Filmercher gëtt et jo nach eng Demande. An et ass schlëmm, wann een doriwwer nodenkt, wat fir Tricker sech Voyeuristen afale loossen, wéi wäit se bereet sinn ze goen, fir un esou Biller ze kommen, sief dat onopfälleg am Bus, wou enger Fra ënnert de Rack gefilmt gëtt, sief dat op enger ëffentlecher Toilette, wou d'Kameraen am Eck verstoppt ginn, sief et an der Kabinn vun de Kleedergeschäfter oder an engem Sportsvestiär, wou heemlech an d'Kabinn era gefilmt gëtt.

Natierlech kann ee sech wieren, wann ee bemierkt, dass ee vun enger Persoun heemlech gefilmt gëtt. Natierlech kënnt Dir dohinner goen, dës Persoun dorop uschwätzen a verlaangen, dass déi Fotoe geläscht ginn, mee wéi vill Fraen oder och Männer wëssen dann net, dass si grad gefilmt ginn, well genau dat ass jo dem Voyeurist säi Pleséier, dëst heemlech ze maachen, soudass et kengem opfält.

Am Fall vum Presseartikel war de Mann fënnef Joer amgaangen, Fraen ze filmen. Wéi vill Fraen huet hie gefilmt, déi et bis haut nach net wëssen? Wéi vill Frae kruten et mat, mee hu sech net getraut, eppes ze soen? Wéi vill Fraen hunn nach eventuell eppes gesot, mee d'Fotoe goufen trotzdeem net geläscht? Wéi vill jonk Meedercher, Jongen oder Kanner ginn och haut nach gefilmt, déi et och net bemierken oder sech géint en Erwuessenen net ze wiere wëssen? Wéi wäit mussen d'Perversitéit an d'Sexualiséierung am Alldag nach goen, bis mer soen: „Et geet elo duer!"?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen: Et geet elo duer! D'Privatsphär ass haut keng Selbstverständlechkeet méi an de Voyeurismus ass e Problem, deen ëmmer méi verbreet ass. De Voyeurismus, an all senge Formen, ass respektlos, degradant an iwwergréffeg a mir kënnen a wëllen esou e Verhalen am Alldag net méi akzeptéieren! Mir si frou, dass de Voyeurismus mat dësem neie Gesetz an de Code pénal opgeholl gëtt an d'Affer an Zukunft eng legal Basis hunn, sech och hei géint d'Täter ze wieren.

Wat de Contenu vum Text ugeet, dat hat den Här Roth och scho gesot, ass an der Kommissioun konstruktiv zesummegeschafft ginn. Och d'Autorités judiciaires hu ganz wichteg Propositioune gemaach an hiren Avisen, notamment op deem Punkt, de Voyeurismus net just drop ze beschränken, wann eng Persoun onbekleet ass. Wat fir ee Voyeurist den Intimberäich ass, ass fir en aneren eventuell d'Ënnerbox oder och e liicht bekleeten Decolleté.

Esou oder esou, ob mat oder ouni Gezei, et ass ni akzeptabel, wann eng Persoun ouni hiert Wëssen fotografiéiert oder gefilmt gëtt - an nach manner am Intimberäich. Et war also wichteg, dësen Text an deem Sënn net ze vill ze limitéieren.

Als DP wäerte mir dëser Propositioun zoustëmmen, fir eng méi grouss Sécherheet vun de Fraen a Männer, vun eise Kanner a vun all Mënsch, deen Affer ass vun esou engem absolutt grenziwwerschreidenden Agréff a seng Privatsphär. Dëst gesot soen ech dem Auteur nach eng Kéier Merci, fir d'Propositioun. Merci och fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Carole Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mat der Gesetzespropositioun, déi mer haut virleien hunn, modifizéiere mer eist Strofgesetzbuch a féieren eng nei Infraktioun an: Den „délit de voyeurisme", esou wéi et am franséischsproochege Raum heescht, oder am angelsächsege Raum „upskirting" genannt, soll kriminaliséiert ginn an dat soll derzou féieren, dass eng nei Form vu Verhalensweisen an eiser Gesellschaft net ongestrooft bleift. Bestrooft gëtt also déi Persoun, an den Här Roth an d'Madamm Hartmann sinn drop agaangen, déi all méiglech Moyene benotzt, fir intim Kierperdeeler oder Ënnerwäsch vun enger Persoun ze gesinn, déi se duerch d'Kleedung an duerch hir Presenz an engem ëffentlechen Uert bedeckt huet. Dat muss awer geschéien à l'insu oder ouni d'Averständnis vun der betraffener Persoun.

Dës Proposition de loi ass néideg a wichteg, well déi betraffe Persoune meeschtens Frae sinn a si sinn nach ëmmer Affer vu sexueller Gewalt. Aktuell gëtt et awer, wat dës Infraktioun ugeet, an eiser Legislatioun zu Lëtzebuerg en totale Vide juridique, well keng spezifesch Infraktioun fir Upskirting virgesinn ass. Deemno kritt d'Justiz also och elo eng Handhab, fir dëst Verhalen ze sanktionéieren, zemools och dann, wann d'Affer higeet an eng Plainte deementspriechend mécht.

An déi ganz Situatioun ronderëm den Upskirting ass opkomm - den Här Roth huet virdru gesot, 2007 wier se opkomm -, awer och 2016 um nationalen Niveau , virun net allze laanger Zäit. An deemools hat och d'LSAP duerch eng Question parlementaire de Sujet an d'Thematik effektiv nach eng Kéier opkomme gelooss an ass drop agaangen.

Dës Gesetzespropositioun, muss een awer och soen, ass wichteg, well de Gesetzgeeber Schratt hale muss mat dem technologesche Fortschrëtt, well do nei Verhalensmuster entstinn, déi dagdeeglech an eiser Gesellschaft zum Virschäi kommen. Nei Verhalensmuster kënnen nei kriminell Charakteristike virweisen an awer nach net geaandet ginn, esou wéi dat effektiv hei beim Upskirting de Fall ass.

Dëst ass awer net nëmmen de Problem zu Lëtzebuerg. Och an eisen Nopeschlänner - a meng Virriedner sinn dorop agaangen - Däitschland, Frankräich, Belsch, an England, Wales a Schottland huet de Gesetzgeeber rezent misse legiferéieren. An effektiv, 2018 ass de franséische Gesetzgeeber géint sexuell a sexistesch Gewalt-virgaangen an huet do ganz kloer, wéi gesot, och den Délit de voyeurisme ageféiert.

D'Verhalen, wéi ënner enger Jupe ze filmen oder Fotoen, souguer Videoe vun intime Beräicher an der Ëffentlechkeet ze maachen, ouni dass déi betraffe Persounen et wëssen oder hiert Averständnis ginn hunn, kënnen an däerfe mer net toleréieren. Den intime Beräich ass dee privatste Kierperberäich, dee mer hunn.

Nei Technologië bréngen nei Erausfuerderunge mat sech. Nei legal Besoinen a Basisse musse geschafe ginn, fir neien deviante Verhalensmuster Rechnung kënnen ze droen a fir och déi kënnen ze sanktionéieren. An dat, wat mer haut hei maachen, dat dréit och zum Schutz vun der Privatsphär bäi.

Här President, dës Proposition de loi ass immens wichteg an ech wéilt och dofir hei dem Auteur an dem Rapporteur, dem Gilles Roth, e ganz, ganz grousse Merci soen, éischtens fir seng Initiativ an awer och fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci och fir déi ganz gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht! An ech ginn och heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Dan Biancalana. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wie kennt se net, déi Situatiounen am Alldag, wou ee sech op eemol net méi ganz wuel fillt, well ee sech beobacht fillt, wou een oppasst, wéi een do steet, an eventuell schonn d'Schlësselen an der Fauscht prett hält, fir sech ze wieren, wann et eventuell misst sinn, wou een Aekontakt konsequent vermeit, wou een d'Frëndin alt mat bei den Auto begleet, fir dass se net déi puer Meter eleng muss goen, wou ee beim Erausgoen ëmmer gutt oppasst, säi Glas am Bléck ze hunn, an oppasst, dass keen engem eppes drakippt, wou een d'Kopfhörer während dem Joggen unhuet, fir ze maachen, wéi wann een näischt géif héieren, falls een domm Remarke mécht, awer och keng Musek lafen huet, well ee wëllt héieren, falls een engem géif ze no kommen?

An ech kucken hei ronderëm mech an ech denke mer, hei sinn der sécher eng Partie heibannen, déi méi wéi eppes dovunner oft scho selwer gemaach hunn oder deenen en Deel dovunner bekannt virkënnt. An déi, un déi ech denken, sinn haaptsächlech d'Fraen. Well jo, all dat kréie mir vu Klengem u ganz selbstverständlech vermëttelt, dass mer mussen op eis oppassen, well d'sexuell Iwwergréffer keng Seltenheet sinn. An an Zäite vu #MeToo dierft dat fir kee méi e Constat sinn, deen een iwwerrascht.

Sexuell Belästegung ass fir vill Fraen Alldag. Vill vun eis hunn op d'mannst eng Kéier an eisem Liewen domadder méi oder manner grav Erfarunge gemaach. An dofir soen ech natierlech net, dass et falsch ass, de Meedercher bäizebréngen, op sech opzepassen, mee d'Fro ass: Wat gi mer eise Jonge mat op de Wee? „Educate the boys" ass d'Stéchwuert. Et soll eeben net esou sinn, dass mer ausschliisslech de Meedercher soen, si misste gutt op sech oppassen a sech züchteg undinn, nee, et geet drëm, am selwechte Mooss eise Jongen och bäizebréngen, wat e korrekt Behuelen ass, wou Grenze sinn a wéisou et net okay ass, am Sportunterrecht ze versichen, iergendwéi an d'Meedercherskabinnen eranzeluussen. Et geet ëm d'Fro, wéi mer mat 50 % vun eiser Bevëlkerung ëmginn.

D'Fundament vun engem respektvolle Mateneen dierf roueg matzäite geluecht ginn. Schëllerzuckend ze soen: „Wat soll ee maachen, et sinn halt Bouwen.", dat ass eeben net de Wee, well et muss kloer sinn, dass d'Intimsphär vun aneren ze respektéieren ass. Et ass ni ze fréi, fir engem bäizebréngen, dass en Nee en Nee ass, dass Witzer iwwer anere Leit hiert Ausgesinn en No-Go sinn, dass eng Jupe keng Invitatioun ass, fir ongefrot drënner ze kucken a scho guer net, fir ongefrot drënner ze filmen.

An do si mer dann och beim Sujet vun haut, dem Voyeurismus an dem sougenannten Upskirting. Ëm wat et hei geet, huet de Rapporteur jo och am Detail erkläert. Meng Virriedner sinn och schonn drop agaangen an dofir, loosst mech virun allem dem Här Roth hei och Merci soe fir Är Initiativ fir dës Proposition de loi, déi mir hei och natierlech selbstverständlech matdroen.

An Dir hutt et jo och schonn ugeschwat, 2017 war et eng Affär vun Upskirting, déi héich thematiséiert ginn ass, a virun allem d'Tatsaach, dass eis Gesetzgeebung bis elo heifir keng Sanktioune virgesinn huet, huet deemools, 2017, fir vill Onmutt gesuergt. An dofir war et hei och an eisem Sënn ze legiferéieren. Är Initiativ ass eis do zevirkomm, mee wann eng Initiativ gutt ass, da kann ee se och matdroen.

Ech wollt just soen, bon, dat huet den Här Kox mer elo nach geflüstert, et ass effektiv ganz rar, dass eng Proposition de loi duerchgeet. Mee anscheinend - den Här Kox kann dat bestëmmt och confirméieren - huet hie selwer och de Pleséier gehat, 2007 eng Proposition de loi duerchzekréien. Deemools ass et ëm d'Patentrecht bei Objete gaangen. Voilà.

Virun allem, dass mer eeben an der Kommissioun awer och esou gutt zesummegeschafft hunn, wollt ech och nach eng Kéier ervirhiewen an och dofir jiderengem Merci soen.

Eng Rei Länner hunn effektiv an dësem Beräich scho legiferéiert, och dat war ugeschwat ginn: d'Belsch, Frankräich, Groussbritannien an Däitschland. An dat bedeit eebe konkreet, dass d'Victimme kënne Plainte maachen, am Fall, wou si Opfer vu Voyeurismus gi sinn, an et ass eng Handhab do, fir dann natierlech och Sanktiounen auszeschwätzen. A genee dat striewe mer natierlech och haut un. Nom Dag vun haut ginn de Voyeurismus an den Upskirting, ënner Strof gestallt an d'Plaintë verlafen eeben net méi am Sand.

An dofir ass et och wichteg, dass mer haut de Message ginn: Voyeurismus muss een net klaglos iwwer sech ergoe loossen. Opfer solle Plaintë maachen. Grad an Zäite vun Onlineplattformen, och dat ass ugeschwat ginn, wou esou Videoen en plus ganz schnell zirkuléieren, ass et wichteg, dëst net einfach hinzehuelen.

An dofir wollt ech d'Ministesch och froen, ob Dir eventuell kéint envisagéieren, no engem gewëssen Zäitraum, ech weess net, wat elo géif Sënn maachen, mee no dräi Joer zum Beispill, e Bilan ze maachen, fir den Impakt vun dësem Gesetz ze evaluéieren. Well effektiv ass et esou, dass zum Beispill a Frankräich esou e Bilan gemaach ginn ass, an do war et och de Constat, dass déi nei Dispositioun eng reell Gesetzeslück opgefëllt huet. An ech mengen, dass et och wichteg wär, dat fir Lëtzebuerg ze maachen.

Voilà. Da soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum - a nee, den Här Roy Reding mellt sech och nach fir d'éischt.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Ganz kuerz: Och vun der Säit vun der ADR villmools merci un de Gilles Roth fir déi exzellent Initiativ, déi mer selbstverständlech matdroen.

Mir si ganz besonnesch frou, datt eng Circonstance aggravante agesat ginn ass fir verschidde Fäll a ganz besonnesch dee vun der Diffusioun vun esou Biller, well dat ass eppes, wat fir déi Persoun, déi betraff ass, ganz besonnesch schlëmm ass.

Mir ënnerstëtzen och déi Iddi vun deem Bilan no etleche Joren, well dat eent ass, wat fir eng Gesetzer mir hei stëmmen, an dat anert ass, wéi déi Gesetzer duerno ugewant ginn. An do ass et ganz interessant ze kucken, wat fir eng Fäll effektiv poursuivéiert goufen a wéi se finalement bestrooft goufen.

An dann zum Prinzip selwer vun der Proposition de loi, dat sollte mir Oppositiounsdeputéierter eis vläicht emol mierken: Mir sollten der vill méi maachen an dann hunn d'Kolleegen op där anerer Säit och vill méi oft d'Geleeënheet, wéi an dësem Fall, se ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. An dann ass et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, datt mer hei glécklecherweis d'Unanimitéit hunn. An ech wéilt awer och net verpassen, dem Gilles Roth ze felicitéieren. Mir sinn elo grad gewuer ginn: All 15 Joer geet eng Proposition de loi duerch d'Chamber duerch.

(Interruption)

An et ass dann dee rare Verdéngscht vum Gilles Roth, datt et no 15 Joer un him, u senger Rei ass. An et ass eigentlech e Beispill, wéi eng Chamber an anere Länner awer fonctionéiert, datt d'Propositiounen, déi vun der Chamber emanéieren, vun den Deputéierten emanéieren, iwwerpréift ginn op hire Gehalt an doropshin dann a Recht ëmgesat ginn. An do spillt et manner eng Roll, ob se emanéiere vun der Oppositioun oder vun der Majoritéit. An ech mengen, datt dat heiten awer sollt e Beispill sinn, wou mir eis als Chamber insgesamt, an natierlech och d'Regierung, sollten dorunner inspiréieren.

Dës Proposition de loi, déi dann elo Gesetz gëtt, huet de ganz grousse Virdeel, an dat hu scho vill Virriedner gesot, datt se e Vide juridique comblëiert, deen zréckgeet op e ganz konkreete Fall, deen, mengen ech, zu Recht och d'Ëffentlechkeet an Oprou versat huet an deen natierlech duerch d'Amplifikatioun vun de Moyenen, déi mer haut hunn, déi et haut ginn, nach vill méi staark gëtt. Jiddweree leeft haut quasi mat enger Kamera duerch d'Géigend, wat viru 15 oder virun 20 Joer op jidde Fall an deem dote Mooss net de Fall war. An natierlech kënnt dann och d'Verbreedung derbäi, déi méiglech Verbreedung iwwer sozial Reseauen, déi ganz nefast Konsequenze kann hunn.

Am Fong geet et bei dësem Gesetzestext ëm näischt anescht wéi ëm déi physesch an déi psychesch Integritéit vun enger Persoun, déi muss gewaart bleiwen ënnert alle Konditiounen. An dat ass e ganz, ganz wichtege Prinzip, dee mir natierlech och adheréieren, an dofir stëmme mer dat hei Gesetz och mat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, merci dem Gilles Roth fir seng exzellent Initiativ, dass mer dëst wichtegt Gesetz haut hei am Haus däerfen ofstëmmen. Een Dag nom Weltfraendag mécht dann och Lëtzebuerg endlech de wichtege Schrëtt, de sougenannten Upskirting an de Voyeurismus ënner Strof ze stellen.

Persounen a Vestiairen oder Toilettë vun ëffentlechen Ariichtungen ze beobachten, wéi se sech ausdinn, a Fraen den Handy ënnert d'Jupe ze halen, ass e ganz kloren Iwwergréff. Dat war deene meeschte glécklecherweis och bewosst, mee verbuede war et trotzdeem net. Obwuel Frankräich scho virun zwee Joer an d'Belsch souguer scho viru véier Joer entspriechend Gesetzer gestëmmt hunn, hat zu Lëtzebuerg awer déi Gesetzgeebung bis elo eng grouss Lück. Do muss ee sech d'Fro stellen, firwat net éischter eppes gemaach ginn ass, fir dës Form vu sexualiséierter Gewalt ze verbidden. Wéi esou oft, wann et ëm de Sujet vun der sexualiséierter Gewalt a Belästegung geet, sinn et d'Fraen, déi leider am heefegste betraff sinn. Obwuel et ëmmer den Täter ass, deen am Onrecht ass, sinn et trotzdeem vill ze oft d'Affer, déi sech upassen.

Affer musse sech och emol esou deplacéiert Froe gefale loosse wéi déi, ob dann d'Jupe net vläicht einfach ze kuerz war, wann een onbemierkt drënner filme konnt. Dat ass en No-Go! Mee ganz egal, wéi

kuerz eng Jupe ass, a ganz egal, wéi voll de Bus oder Zuch ass, et ass ni dem Affer seng Schold, wann een ouni Zoustëmmung ze no kënnt oder Fotoe mécht.

Dofir ass et esou wichteg, dass mir mat dësem Text eng Gesetzeslück zoumaachen, déi eppes verbitt, vun deem mir eis all eens sinn, dass et net legal dierf sinn, well et ëm Handlunge geet, déi ouni dem Affer seng Zoustëmmung vollzu ginn.

De Krittär vun der Zoustëmmung an d'Recht, seng Zoustëmmung och zu all Zäitpunkt nees entzéien ze kënnen, mussen an eiser Gesetzgeebung e besonnescht Gewiicht hunn, an dëst och iwwert dëse punktuelle Gesetzesprojet eraus.

An de leschte Joren ass en Ëmdenken ze erkennen, wann et drëms geet, wéi joerzéngtelaang gesellschaftlech toleréiert ginn ass, dass Männer Fraen ouni hir Zoustëmmung ze no komm sinn. Hei muss de Legislateur endlech kloer Gesetzer maachen an domat déi Beweegung, déi gesellschaftlech zu dësem Theema opkënnt, ënnerstëtzen.

Do leescht och dësen Text säi Bäitrag. An dofir wëll ech och de Kolleege vun der Oppositioun villmools Merci soe fir dës Proposition de loi. Mir Piraten wäerten dëst Gesetz haut natierlech matstëmmen. Mir dierfen hei awer elo net ophalen. Dëst Gesetz deckt e puer ganz spezifesch Fäll of, an dofir huet et seng Daseinsberechtegung. Mee trotzdeem hu mir nach e wäite Wee ze goen, fir de Prinzip vun der Zoustëmmung, vum Konsens weider ze stäerken.

Eis Gesetzgeebung war scho virun der Digitaliséierung alles anescht wéi perfekt. De Fait, dass bal jidderee quasi zu all Moment eng Kamera an der Täsch huet, huet d'Situatioun sécher net vereinfacht.

Mir mussen eis Gesetzer iwwerschaffen, Lücken zoumaachen an Texter un d'Veränneronge vun der digitaler Welt upassen. Gläichzäiteg musse gesellschaftlech Prozesser ënnerstëtzt ginn, déi al Musteren a Fro stellen an den Eenzelne stäerken. Dësen Text ass e wichtege Schrëtt, fir d'Protektioun virun Handlungen ouni Zoustëmmung ze verbesseren. Mee et bleift nach vill ze maachen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Rapporter, vläicht e kuerzt Wuert zur Form, well dat hei esou ervirgestrach gouf. Ech muss Iech soen, ech hunn et nëmmen normal fonnt - vu dass deen Text absolutt mengem Wonsch entsprach huet, fir an där doter Saach ze handelen, an dass mer, knapps nodeems ech d'Fonctioun iwwerholl hunn, och en Avis vum Staatsrot haten, dee schonn Är Proposition de loi begutacht hat, an ech, ausser deene puer Remarken, déi mer an der Kommissioun herno diskutéiert hunn, notamment dass mer et sollen an de Code pénal eraschreiwen, keng fundamental Änneronge un deem Text ze proposéieren hat -, dass mer och op deem doten Text weidergeschafft hunn, well et en eminent wichtege Sujet ass, dee mer musse legiferéieren a wou et elo net nach x aner Voleten ze traitéiere goufen, mee just deen doten, a mer dat am effikasste konnten elo iwwert deen heite Wee maachen. Duerfir merci, dass Der déi Initiativ geholl hutt, a merci, wéi ëmmer, fir déi bal ëmmer konstruktiv Diskussiounen an der Justizkommissioun, wou mer jo elo hei e wierklech gudden Text zum Vott kënne stellen.

Ech wollt awer dovunner profitéieren, fir och nach eng Kéier dat Ganzt an de Kontext ze setzen, an deem et sech befënnt. Et ass scho vun e puer vun de Virriedner ugeschwat ginn: Mir hunn effektiv nach e Wee ze maache beim Schutz vun enger ganzer Rëtsch Deeler vun eiser Populatioun, wann et ëm Agréffer geet an hir Integritéit, sief et wéi hei elo d'Privatsphär, sief et awer och Agréffer, déi nach vill méi wäit ginn, wann ee vun engem Viol schwätzt, wann ee vun Inzest schwätzt, wann een och vun Diskriminatioune schwätzt, déi engem kënnen d'Liewe wierklech ganz zur Häll maachen.

An dat sinn e puer Punkten, déi mir extreem wichteg sinn an op deene mer amgaange sinn ze schaffen: d'Verlängerung vun de Prescriptioune bei de Violence-sexuellen, awer och méi generell bei allem, wat Hate Crime ass, dat méi ze generaliséieren, well ech der Meenung sinn, dass mer als politesch Responsabel wierklech der Gesellschaft an deene Schwächsten an der Gesellschaft dat schëlleg sinn, dass mer deen néidege Kader ginn, fir se ze schütze virun deenen dote Situatiounen.

Dat eent ass natierlech - an ech kucken och op d'Familljeministesch -, dass ee ka ganz vill iwwer Preventioun maachen. Et ass ugeschwat ginn, dass ee kann d'Leit vu klengstem u sensibiliséiere fir déi Sujeten, dass mer jiddweree responsabiliséiere vu klengstem Alter un iwwert déi dote Froen. An dat anert ass eeben, dass mer awer och do opfänken, wou dat net gelongen ass, an dass mer Grenze setzen, dass déi Grenze ganz kloer sinn, dass et evident ass, dass verschidde Saachen net ginn an dass, wann dat net geet, een dann net nëmme ka Plainte féieren, mee dass dat och zu enger Strof féiert.

An duerfir wierklech merci fir deen Text. A mir wäerten nach déi eng oder déi aner Geleeënheet an deenen nächste Méint kréien, fir iwwer änlech Texter hei ze diskutéieren, well se d'Essenz sinn och vum Rechtssystem, dass mer déi vulnerabel Leit, do wou et néideg ass, schützen an eisem Land.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 7407. Den Text steet am Document parlementaire 7407[6].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 7407 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Proposition de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Question élargie n° 76 de M. Léon Gloden relative à la délinquance juvénile

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass d'erweidert Fro Nummer 76 vum Här Léon Gloden iwwert d'Jugendkriminalitéit. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Regierung eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Dës Fro riicht sech souwuel un d'Madamm Justizministesch wéi och un de Minister fir bannenzeg Sécherheet. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Enn Januar ware mer all schockéiert an opgeschreckt duerch déi déidlech Messerattack tëschent Jugendlechen zu Bouneweg. Enn Januar an uganks Februar ware méi Incidenten tëschent Jugendlechen hei an der Stad Lëtzebuerg, awer net nëmmen.

Mir liewen, jo, aktuell a schwieregen Zäiten. D'Pandemie bedeit fir eis alleguer grouss Aschnëtter an eis Fräiheeten. Corona ass duerfir och grad fir déi Jonk eng schwiereg Zäit. Coronabedéngten Aschränkungen hunn en negativen Impakt op déi Jonk, op d'Psych vun deene Jonken.

Deen Ausgläich, dee se an normalen Zäiten an der Ausübung vun hiren normalen Aktivitéite wéi Sport oder soss Saache fannen, fënnt momentan nëmme bedéngt statt. Dëst gesot, ass et awer och ganz kloer, datt de Corona keng Rechtfertegung ass fir eng strofrechtlech Handlung. Laut Policestatistike vun 2018 waren 2017 vun 23.911 Stroftäter 2.220 Jugendlecher. Laut Statistike vum Justizminister 2019 si mer bei de Strofdoten duerch Jugendlecher vun 73 op 155 Infraktiounen eropgaangen.

Zurzäit hu mer zu Lëtzebuerg véier Jugendriichter, a jidderee muss tëschent 800 an 1.000 Dossieren traitéieren. Op de 5. Februar 2021 ware vun zwielef Plazen an der Unisec zu Dräibuer eelef Plaze besat. D'Kriminalitéit a besonnesch d'Jugendkriminalitéit bedeiten am Endeffekt och e Versoe vun der Gesellschaft, also vun eis alleguer. Et ass e wichtege Problem, et ass e villschichtege Problem, deen eng enk Zesummenaarbecht vu ganz villen Acteure viraussetzt.

Wann ech mech haut haaptsächlech, awer net nëmmen, un de Policeminister riichten, läit dat dodrun, datt d'Police eebe geruff gëtt, wa Saache komplett aus dem Rudder lafen, an dat war eeben an de leschte Wochen des Ëfteren de Fall. D'Police agéiert awer net nëmmen um repressive Plang, mee och preventiv.

Duerfir meng Froen: Wéi kann/wëllt d'Police hei verstäerkt preventiv aktiv ginn? Ginn et konkreet Pisten, déi hei envisagéiert ginn? Wéi eng sinn dat? Wéi schafft d'Police zum Beispill mat de schouleschen Acteuren zesummen, mat de sozialen Déngschter?

Op repressivem Plang: Kann de Policeminister déi virgenannten Zuele bestätegen? Wéi erkläert de Minister sech déi rezent Gewaltakten, besonnesch zu Bouneweg an um Kierchbierg? Ginn et sougenannten Hotspots vu Jugendkriminalitéit? Ginn et sougenannte Jugendbanden zu Lëtzebuerg? A wéi engem Beräich sinn dës Banden aktiv? Mécht d'Police en enke Suivi vun dësen, och fir se dovun ofzebréngen, nei Strofdoten ze begoen? Jo, de Suivi vu Jugendlechen, och fir se erëm an d'Gesellschaft eranzeféieren, ass ganz wichteg.

Här President, et heescht esou oft: „Déi Jonk sinn eis Zukunft." Wa Jugendkriminalitéit verstäerkt optaucht, soll dat eis alleguerten interpelléieren, well dat och e stéckwäit e Versoe vun eiser Gesellschaft ass. Duerfir ass et wichteg, datt et, och op Bestriewe vun der CSV hin, e Jugendschutz an e separat Strofrecht fir Jugendlecher soll ginn. D'Madamm Justizminister ass amgaang, dorunner ze schaffen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Minister fir d'bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Gloden fir déi Fro - pardon, ech huele d'Mask emol ewech -, dat erlaabt mer, e bëssen d'Situatioun ze beschreiwen, awer och méiglech Pisten opzeweisen, wéi mer mat deem Phenomeen kënnen eens ginn.

Dir hutt et awer selwer an Ärer Ausféierung gesot, d'Leit vun der Police sinn déi, déi geruff ginn, wann eppes schifleeft an der Gesellschaft, et sinn déi, déi natierlech direkt intervenéieren a mussen intervenéieren, wann eppes passéiert. Dofir, mengen ech, ass eis Police och dauernd ënnerwee, fir méiglechst gutt do de Mann an d'Fra ze stoen.

Dir sot et selwer, et ass e villschichtege Problem, an dofir wollt ech op verschidden Aspekter agoen. Dat Éischt ass: Dir liest dat natierlech och, wat an der internationaler Press steet, wat ronderëm eist Land lass ass a Frankräich, ouni wëllen do op déi eenzel Situatiounen anzegoen. Mee effektiv gëtt et e Phenomeen a Frankräich, dat vun esou Jugendbande schwätzt. Och do ass d'Problematik eng villschichteg, och do ass d'Segregatioun e bësse méi grouss an do ginn et eng Rei vun Ursaachen.

Gott sei Dank, mengen ech, hu mer déi Situatioun net direkt hei am Land a mir sinn awer hei a Lëtzebuerg - ech paken Holz hei un - nach ëmmer an enger anerer Situatioun. Op déi Affären, déi Der ugeschwat hutt, déi hei an der Stad elo an de leschte Méint passéiert sinn, an de leschte Wochen a Méint, kann ech hei aus verständleche Grënn net agoen, well d'Enquêten nach amgaang sinn. Mee mir maachen eis awer ganz kloer Suergen iwwer esou e Phenomeen an et ass net, dass mer direkt dorobber hu misse waarden, fir dass esou eppes och an dem Preventiounscharakter vun der Police ënnerwee ass, fir déi Opklärung ze maachen. Mee no deem Virfall zu Bouneweg, deem schreckleche Virfall - all Virfall, deen esou passéiert, ass een ze vill -, hate mir awer och direkt Kontakt ënnerenee mat der Stad Lëtzebuerg, och hei direkt mat der Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg. A mir hunn eis och kuerzfristeg duerno nach eng Kéier zesummegesat, fir ze kucken: Wéi eng Servicer sinn zoustänneg, fir kënnen d'Preventioun, déi Der selwer elo genannt hutt, ze maachen? A fir am Virfeld éischter d'Signal ze kréien: Wou ass dann elo eppes lass? Wou kënne mer intervenéieren a wéi kënne mer eis och an Zukunft besser opstellen, fir dass mer éischter do sinn an dass mer net d'Kand aus dem Pëtz mussen huelen a kee ka schwammen? An da si mer ganz schlecht drun.

Dofir hate mer eng Reunioun de 4. Februar. Do waren eng ganz Rei vun Intervenanten dobäi. Ech wëll se elo net alleguerten opzielen, mee et waren der och ganz vill. An dat ass ganz wichteg: déi eenzel Gemengen an hirer Responsabilitéit an hiren Zougang zu Sozialservicer. Et ass eng enk Zesummenaarbecht, déi mer brauchen, fir deem Phenomeen entgéintzewierken.

D'Approche ass ganz kloer, Dir hutt et gesot, eng global Approche. Wa mir mussen intervenéieren, dann ass et oft ze spéit. Vläicht awer zu der Situatioun: Dir hutt e puer Zuele virdru genannt, déi kann ech bestätegen. Et ass awer keng Tendenz, déi no uewe geet. Dat ass ganz kloer awer och an enger Question parlementaire beäntwert ginn un den honorabelen Deputéierten Här Keup, mengen ech, do hate mer och drop geäntwert gehat. Mir hunn net déi Situatioun, dass et organiséiert ..., am Begréff vu Bande wären. Natierlech sinn et Frëndeskreesser, déi sech emol Rendez-vous ginn, wou se dann déi üblech Kläppereie maachen. Awer d'Situatioun, dass et zu deem komm ass, ass eng exceptionnel. An et ass, Gott sei Dank, net esou oft - a wéi gesot, dat kann ech nëmmen deploréieren - dass esou eppes passéiert.

Wat maache mer vu Preventioun? Dir wësst, dass mam Policegesetz vun 2018 d'Police administrative jo och d'Aufgab vun der Preventioun huet. An Dir hutt selwer gesot: Wat mécht d'Police um Terrain mat de Gemengen, mat de Schoulen, mat de Responsabelen, déi do ënnerwee sinn? D'Police ass ganz vill ënnerwee. Ech war elo viru Kuerzem selwer an Ärer Gemeng, wou ech déi Preventiounspoliceservicer nach eng Kéier kennegeléiert hunn an och mat hinne geschwat hunn. Et gi Projeten zum Beispill zu Maacher an der Schwämm an och zu Réimech an der Schwämm, dat ass ee Beispill, wat ech elo ganz konkreet am Kapp hunn, wou eeben d'Preventiounsmoossname gekuckt ginn: Wat kënne mer mat de Schwammmeeschteren zesumme maachen, fir d'Konfliktsituatioun esou fréi wéi méiglech ze deeskaléieren an et net zu engem Excès kommen ze loossen.

Dat heescht, d'lescht Joer ..., oder déi Jore virdrun, 2018 an 2019, ware se 1.000 Stonnen an de Schoulen, an de Primärschoulen an an de Lycéeën. D'lescht Joer leider e bësse manner, 560 Stonnen, awer och iwwer WebEx an esou weider oder iwwer Internet, fir mat den Intervenanten ze schwätzen.

Et geet drëms ... och d'Formation des formateurs ass wichteg aus der Policesiicht. Dat heescht, mir ginn an d'Jugendhaiser mat deenen néidegen Educateuren, dass déi och d'Gefill kréien, wou eppes entstoe kann, a fir dass mer hinnen och déi néideg Kompetenze mat op de Wee ginn, fir matzäite kënnen ze reagéieren, an och déi néideg Connection, géif ech elo mengen, fir dann och deene Leit unzeruffen, déi spezialiséiert sinn an deem Beräich.

Eise Wonsch als Police, an dat däerf ech awer hei och soen, ass, dass een nach méi an d'Educatioun erageet, well et geet vu ganz Klengem un, wou déi Preventioun muss gemaach ginn, dass mer och mat den Enseignanten an der Formatioun déi Preventiounspolitik wëllen ausüben, fir kënne matzäiten och de Multiplicateur vun deenen, déi et richen, déi et mierken ..., dass déi matzäite kënnen intervenéieren. An et ass, wéi gesot, e ganz globalen ..., niewent der Repressioun ass awer d'Preventioun e ganz wichtege Charakter.

Ech mengen, ech loossen nach e bëssen Zäit fir d'Justizministesch fir den zweeten Deel.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci dem Här Deputéierte Léon Gloden fir déi hei och ganz wichteg Fro an och dem Här Kox fir seng Explikatiounen. Ech ginn nach vläicht e puer Zuelen als Complement aus dem Justizberäich.

Esou wéi den Här Kox et gesot huet: Et gëtt keng Indicateuren, dass et zu Lëtzebuerg eng Jugendbandekriminalitéit géif ginn, esou wéi dat vläicht a verschiddenen Nopeschlänner de Fall ass. A mir setze jo natierlech och alles drun, dass et net dozou kënnt.

Nach ass et esou, dass et Mineure gëtt, déi sech strofbar maachen an déi Dote beginn, déi een och net kann onbeäntwert loossen. Wat d'Zuelen ugeet, esou ... Dir wësst, am aktuelle Jugendschutzgesetz, wat de Strofvolet nach matcouvréiert - ech kommen nach dorobber ze schwätzen -, gëtt et e Regëster, deen déi verschidde Strofdote repertoriéiert oder déi verschidde Facteure souwisou repertoriéiert. An do gouf an deene leschten zéng Joer ee Mannerjärege wéinst fräiwëllegem Doutschlag condamnéiert. A wann een d'Gewaltdoten insgesamt kuckt, déi ënner „coups et blessures" falen - dat sinn d'Artikelen 398 an 399 vum Code pénal -: Iwwert déi lescht zéng Joer gekuckt, gouf et ee Joer e Maximum vun 28 Condamnatiounen an deem Beräich, an dat war 2012. De Minimum war 4, dat war am Joer 2018.

Et ass ëmmer en Decalage och tëschent deem Moment, wou d'Saache geschitt sinn, an deem Moment, wou se natierlech zu Condamnatioune féie-

ren. Déi lescht zwee Joer: 2020 waren et der 24 an 2019 12. Dir gesitt, et gëtt do extreem Schwankungen. Mee et kann een elo keng Explosioun an den Zuele feststellen, op alle Fall an deene leschte Joren.

Natierlech kann ee sech awer net mat deenen Zuelen zefriddeginn. Et muss ee vill Aarbecht leeschte virdrun. Wann d'Justiz bis an d'Spill kënnt, ass et oft schonn e bësse spéit. Do kënnen nach Saache redresséiert ginn an notamment och am Schutzberäich, well et eeben nun emol e Facteur ass, dass Jugendlecher, déi am Schutzberäich opfälleg ginn oder eeben duerch hir familiär Konstellatioun an de Schutzberäich vun der Justiz kommen, och méi en héije Risiko hunn, herno an deem anere Volet erëmzekommen.

An dann, ech hu jo näischt dergéint, Här Gloden, „Ehre gebührt ...", an esou weider, mee wat awer déi Trennung ubelaangt tëschent Jugendstrofrecht a Jugendschutz, do hunn ech ganz vill Consultatioune gehat mat den Acteuren um Terrain. Ech hunn deene ganz gutt nogelauschtert an ech hunn dowéinst decidéiert gehat, déi Trennung ze maachen, well do eng ganz staark Demande do ass, dass ee weess, och als deen, dee concernéiert ass, dee Jonken, dee concernéiert ass, ob ee sech am strofrechtleche Beräich befënnt oder am Schutzberäich befënnt, dass et evident ass, a wéi engem Beräich dass een ass, dass do eng Trennung gemaach gëtt an dass och d'Strofen ..., wann een eng Strof kritt, dass et kloer ass, dass et eng Strof ass a wéi laang déi Strof dauert an esou weider an esou fort.

Mir sinn elo relativ wäit bei der Elaboratioun vun dem Jugendstroftext, eng Version martyre steet. Mir sinn an der Consultatioun mat den Autorités judiciaires, soudass ech hoffen, dass mer eventuell nach virum Summer lech kënnen deen Text presentéieren. An d'Aufgaben am Jugendschutzberäich, déi lafen ënnert dem Lead vum Educatiounsministère, deen hei de Lead huet. Mee do fänke mer och elo un, nach méi an den Detail vun dem Text ze goen. Voilà.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch.

11. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du manque de logements d'urgence

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert de Mangel un Noutwunnengen, déi d'politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. An ech géif d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner ginn als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Här David Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Lëtzebuerg, Här President, ass kee Schlaraffeland, zemools net wann een de Mindestloun kritt oder souguer driwwer. Lëtzebuerg ass och kee Schlaraffeland, wann een ongewollt deelzäit muss schaffen. Lëtzebuerg ass kee Schlaraffeland, wann een ëmmer nëmmen e CDD kritt - CDDen, déi meeschtens abusiv sinn. A wann een och nach eng Fra ass, dann ass et nach méi schwéier.

Lëtzebuerg ass nach manner Schlaraffeland, wann een eng elengerzéiend Mamm ass mat dräi Kanner, mat Mindestloun, deen ze niddreg ass, keng Wunneng méi fënnt, well sech just nach guttverdéngend Leit eng Wunneng leeschte kënnen a leider näischt oder wéineg dergéint ënnerholl gëtt.

Et war virun e puer Wochen, do hat RTL iwwert de Fall vun esou enger Fra bericht. Déi Fra ass an engem Hotelzëmmer ënnerbruecht mat alle Problemer, déi dat mat sech bréngt, ënner anerem och beim Homeschooling. Dat alles ass natierlech skandaléis.

Wat nach méi skandaléis ass, ass, datt déi Madamm, wéi si et fäerdegbruecht huet, trotzdeem eng Wunneng ze fannen, eng Demande gemaach huet beim Office social, fir eng Garantie locative ze kréien, awer keng krut, well se nach Scholde bei deem Office social hat, Scholden, déi déi Madamm natierlech net begläiche kann, well se net aus der Aarmut erauskënnt.

Här President, Lëtzebuerg ass e Land, wou Räicher sech vu Steiere befreie kënnen, Aarmer awer déi puer Hëllefen, déi se kréien, fir ze iwwerliewen, zréckbezuele mussen an esou an der Aarmut bleiwen.

Dofir fueren ech direkt mat menge Froen un d'Regierung weider. Meng Fro wier: Weess d'Regierung, wivill Leit net aus der Aarmut erauskommen, grad well se beim Office social hir Scholden net beglach kréien?

Ech gi jo och dervunner aus, datt spéitstens no der Diffusioun vun dësem Reportage d'Regierung sech jo och Gedanke gemaach huet, ob et iwwerhaapt nach normal ass, datt ee Scholde beim Office social muss begläichen, wuelwëssend datt déi Beneficiairë vu solchen Aidë weiderhin an der Aarmut dowéinst bleiwen.

Huet d'Regierung wëlles, och dee Problem unzegoen an eng Hëllef net ofhängeg vun enger méiglecher Schold ze maachen? An och weider: Huet d'Regierung wëlles, déi Hëllefen net méi remboursabel ze maachen?

Wéi ass et iwwerhaapt méiglech, datt de Staat refuséiert, sech Garant ze weisen, wann en Demandeur bei engem Office social verscholt ass? Firwat intervenéiert de Staat bei den Office-sociallen, fir dës Informatioun ze kréien? Oder ass dat iwwerhaapt de Fall? Gëtt dat och bei all Demande gemaach? A wivill Demandë sinn aus deem Grond och scho refuséiert ginn?

Här President, d'Regierung mécht och, an dat hu mer all och gemierkt op de soziale Reseauen, vill Pub fir d'Subvention loyer a fir d'Garantie locative. An dat si jo justement Aiden, déi grad déi prekäerst Mënsche betreffen. An dofir wéilt ech och d'Fro stellen: Wivill Menagë sinn iwwerhaapt vun dësen Hëllefen ausgeschloss, well se gewësse Krittären net erfëllen, wéi zum Beispill och ..., mir haten driwwer geschwat, an unhand vun dësem konkreete Beispill an engem anere Beispill, wat ech gi wäert, wa se zum Beispill gewëss Krittären net erfëllen, wéi zum Beispill dräi Méint laang e reegelméissege Revenu ze kréien?

(M. Claude Wiseler prend la présidence.)

Wéi ech gesot hunn, Här President, dat doten ass keen Eenzelfall an och virun e puer Méint hate mer am Summer eng änlech Situatioun an der Stad. Dat war och an de Medien, op RTL an och op anere Medien, wou e puer Persounen an der Glesenerstrooss ënner fadenscheinegen Argumenter op d'Strooss sollte gesat ginn. All déi Leit hu missen an engem Logement d'urgence ënnerbruecht ginn. Dat gouf och am Gemengerot thematiséiert, mee et war net evident, well och net genuch esou Logementer zur Dispositioun stinn.

Här President, …

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Et ass einfach net wouer!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, ech mengen, mir kënnen net méi einfach esou weider kucken. Op jidde Fall an enger éischter Phas war et komplizéiert.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Kee Mënsch ass do op der Strooss sëtze gelooss ginn! An all déi …

M. David Wagner *(déi Lénk).*- A nee, mir schwätze vu Logement-d'urgencen. Natierlech ginn et aner Méiglechkeeten.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Jo, jo, dat ass eng aner Saach. Jo, jo. Mee mir schwätzen iwwer Logement-d'urgencen an et ginn natierlech nach aner Méiglechkeeten, fir Leit ze relogéieren.

(Interruptions)

Här President, d'Logementskris ass näischt Neies. Si war scho schlëmm virum Covid a si huet sech net verbessert. Et sinn e puer kleng Mesurë getraff ginn: D'Aide locative gouf eropgesat. De Verbuet fir e Bailleur, de Loyer eropzesetzen, gouf op den 31. Juni gesat. An de Verbuet fir den Deguerpissement gouf elo bis den 31. Mäerz festgeluecht. Dee Verbuet, dee leeft elo gläich aus, a mir sinn der Meenung, datt d'Regierung elo ganz séier misst handelen. Dofir géif ech och gären hei eng Motioun deposéieren, ...

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la situation particulièrement tendue sur le marché immobilier avec des hausses des prix de l'immobilier et des loyers très inquiétants ;

- vu la situation sanitaire et le maintien d'un nombre élevé d'infections au Covid-19 parmi les personnes résidentes au Luxembourg ;

- considérant les contraintes imposées par le dispositif de mesures sanitaires en vigueur à la population résidente et plus spécialement sur les personnes économiquement et socialement vulnérables ;

- considérant que lesdites mesures continuent d'entraîner une diminution voire une suspension d'une partie des activités économiques au Luxembourg ;

- considérant que cette diminution peut engendrer des pertes de revenu pour une partie concernée de la population active, dont l'impact économique et social continuera à se manifester dans les mois prochains ;

- considérant que les ménages locataires vulnérables sont souvent particulièrement touchés d'un point de vue financier par le dispositif de mesures sanitaires en place et peuvent donc rencontrer des difficultés à respecter leur obligation de régler le loyer ;

- vu que la suspension des déguerpissements ordonnée en matière de bail à usage d'habitation actuellement encore en vigueur prendra fin le 31 mars 2021,

invite le Gouvernement

- à prolonger la suspension des déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation jusqu'au 31 décembre 2021.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, *Président de séance.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- … Här President, eng Motioun deposéieren, fir datt mer och elo ganz séier handelen, datt och e Projet de loi deposéiert gëtt, fir dee Verbuet vun Deguerpissementer bis den 31. Dezember weiderzeféieren.

Et muss een awer och wëssen, datt wärend fënnef Méint déi Deguerpissementer erëm erlaabt waren. Dofir hätt ech och e puer Froen un d'Regierung, ob se Zuelen huet iwwert d'Deguerpissementer, déi wärend dëser Period erlaabt goufen. Wat ass iwwerhaapt d'Verhältnis vun dësen Zuele par rapport zu de Periode vu virun der Kris? An huet d'Regierung och Informatiounen iwwert d'Unzuel vu Leit, déi wärend dëser Zäit vun de Gemenge relogéiert konnte ginn?

Et gëtt awer och nach en anere Problem. Mir kréien och Fäll gemellt, wou Leit vun doheem expulséiert ginn ouni e richteg valabele Grond. An de Problem ass och deen, datt déi Leit dacks hir Rechter net richteg kennen, well d'Connaissance vum Droit, dat ass dacks e Privileeg vun den ieweschte Schichten.

Dofir meng Froen un d'Regierung: Genéissen déi Leit oder kënnen déi Leit an de Genoss komme vun enger Assistance juridique oder iergendenger Form vu juristescher Ofsécherung? Wann nee, misst een dann net d'Barèmer oder d'Konditioune vun esou enger Assistance juridique änneren?

Här President, ech wollt och nach op d'Fro vun de Logements d'urgence an de Gemengen ze schwätze kommen. An do ass e grousse Problem. Dat ass eng Fro, déi och schonn zënter Joren thematiséiert gouf. Och a Kommissiounen hu mer scho viru Joren doriwwer diskutéiert, an do gëtt ëmmer dann iergendwéi festgestallt: „Jo, et ass wouer, mir hunn net genuch Logement-d'urgencen an de Gemengen. Mee bon, et ass eng komplizéiert Saach. An da misst een iergendeng Kéier eng Léisung fannen." Mee schlussendlech gëtt keng Léisung fonnt!

Mir hu versicht, eis e bësse schlau ze maachen, an a fënnef grousse Gemenge gekuckt, wéi et ausgesäit mat de Logement-d'urgencen. Wa vläicht eng Informatioun net esou stëmmt, da kënne verschidde Vertrieder, déi déi Gemenge besser kennen, dat och soen. Mee souwäit eis Informatioune stëmmen, zum Beispill zu Suessem, mengen ech - ëmmerhin eng Gemeng mat iwwer 17.000 Awunner -, gëtt et kee Logement d'urgence. An enger Gemeng wéi Diddeleng, déi awer och iwwer 40 Sozialwunnenge verfüügt an eng Gemeng mat iwwer 21.000 Awunner ass, gëtt et kee Logement d'urgence. Déifferdeng ...

(Interruption)

Oder vläicht net? Ech weess et net. Mee dat sinn awer Informatiounen, déi mer kréien. Mee wéi gesot, wa se net stëmmen, da kënnt Der et soen.

(Interruption)

Jo, jo. Mee dann … Wivill gëtt et der dann?

(Interruption)

Wivill gëtt et der dann, Logement-d'urgencen zu Diddeleng? Ech weess et net.

Une voix.- Fënnef.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Fënnef, maja! Vun null op fënnef, pardon! Op jidde Fall lafe mer op engem relativ niddregen Niveau.

Zu Déifferdeng, mengen ech, do gëtt et der och fënnef. Zu Esch, weess ech net, eng anscheinend, krut ech gesot. Dat heescht natierlech net, datt d'Leit net relogéiert kënne ginn an Hotelzëmmeren oder op aner Plazen. Mee op jidde Fall gëtt et wéineg Logement-d'urgencen. An an der Stad - an do kucken ech erëm eriwwer, do ginn ech gutt iwwerwaacht vun der Buergermeeschtesch -, mengen ech, gëtt et, wann ech mech richteg erënneren, 27 Logement-d'urgencen. Dat ass Plaz fir ongeféier 92 Leit. Bon, voilà!

Dofir awer och d'Fro, déi mer gäre wéilte beäntwert kréien: Mir wéilte gären och wësse vun der Regierung, wivill Hébergement-d'urgencen iwwerhaapt an de Gemenge sinn. Wat ass hiren Taux d'occupation? Wat sinn och d'Ursaachen, firwat Leit musse relogéiert ginn? Och: Wivill mengt d'Regierung datt der feelen?

Et gëtt bestëmmt Aschätzungen, wien dat misst organiséieren. Et geet net onbedéngt drëms, datt all eenzel Gemeng der muss kréien, mee et ass awer och wichteg, datt een dat richteg uechtert d'Land organiséiert. Well mir wëssen och, datt verschidde Leit jo och heiansdo ... Zum Beispill aus enger ganz interessanter Reportage op wort.lu iwwer eng Famill Lima wësse mer, datt d'Kanner zum Beispill mussen op Rëmeleng an d'Schoul goen, obwuel se an der Auberge de jeunesse an der Stad ënnerbruecht goufen. Dat heescht, si musse schonn um fënnef Auer opstoen.

An da stellt sech jo och d'Fro, ob een d'Notioun vun der Urgence net misst nei definéieren oder uniform definéieren, well et schéngt esou ze sinn, datt net iwwerall den Deguerpissement aus pekuniäre Grënn zum Beispill als Urgence unerkannt gëtt.

Ech hat virdrun opmierksam gemaach justement op deen Artikel op wort.lu vun där Famill Lima. Do ass et och esou, dat ass u sech e Paradebeispill, wou ee ka gesinn, wéi verschidde Problemer, déi zu Lëtzebuerg grasséieren, openeeknallen: Dat heescht, Elteren, déi net genuch op hirer Aarbecht verdéngen, déi meeschtens justement erëm vun CDD op CDD hopse mussen, dofir komme se och guer net a Fro als Locataire, well d'Proprietäre meeschtens jo och en CDI fuerderen. Natierlech sinn d'Loyeren horrend an esou weider an esou virun. Déi Famill ass och bei der Agence immobilière sociale ënnerbruecht ginn. No dräi Joer huet se awer natierlech misse goen. Ech mengen, den Direkter vun der AIS ass och do interviewt ginn an en huet selwer och gesot, datt do e Problem wier, dat wier keen Eenzelfall.

Et kéint ee laang iwwert d'Philosophie och vun der AIS, iwwerhaapt vum soziale Secteur hei zu Lëtzebuerg diskutéieren, deen d'Tendenz huet, ëmmer sozial Problemer ze individualiséieren an ze soen: „Mir mussen deenen Eenzelnen hëllefen", wéi wann dat kee systeemesche Problem wier! Well mir hunn e Problem hei vun der Aarmut, deen ass net individuell verscholt. Aarmut ass eppes, wat sech oft verierft, genausou wéi de Räichtum d'ailleurs och meeschtens, an et ass e systeemesche Problem.

Bon, dofir kéint een doriwwer eng aner Kéier eng länger Diskussioun féieren. Mee op jidde Fall misst ee sech awer trotzdeem d'Fro stellen, an dat ass och d'Fro, déi mir der Regierung gäre géife stellen, ob d'Regierung och e Bilan gemaach huet vun deem Problem vun der AIS, well trotzdeem duerno d'Leit no dräi Joer erëm op der Strooss sinn an u sech ouni Perspektive sinn. An dat kann et jo net sinn! Dat ka jo net d'Léisung sinn. Et geet net drëms, de Leit vun der AIS iergendeppes virzewerfen, datt si eng schlecht Aarbecht géife maachen. Mee trotzdeem, vläicht muss een eppes un deem System ..., also sécher muss een eppes un deem System änneren! An d'Fro ass, ob d'Regierung sech an deem Sënn scho Gedanke gemaach huet.

Voilà. Ech hu schonn e bëssen iwwerzunn.

M. Claude Wiseler, *Président de séance.*- Jo!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech soen lech Merci an ech si gespaant op d'Äntwerte vun der Regierung.

M. Claude Wiseler, *Président de séance.*- Merci, Här Wagner.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, merci fir d'Wuert. Ech soen awer och direkt dem David Wagner vun déi Lénk Merci, datt hien dës Heure d'actualité ugefrot huet. An ech mengen, et ass ëmmer nees dee selwechte Sujet wéi an deene leschte Joren och, wa mer hei uewen op der Tribün stinn, wann et ronderëm de Sujet vum Wunnengsbau geet, ronderëm de Sujet vum Logement, ronderëm de Sujet vum Logement abordable. Den David Wagner huet et gesot, Lëtzebuerg ass ganz sécherlech kee Schlaraffeland, wann et dann drëm geet, wann een a Consideratioun zitt, wéi hautzudaags déi Leit mat den niddregste Léin op ganz grouss Problemer stoussen, wann et drëm geet, sech eng Wunneng ze siche respektiv eng Wunneng ze fannen, fir iwwerhaapt nach kënnen ënner normale Konditioune logéiert ze ginn.

Den Taux d'effort, deen d'lescht Joer iwwert de LISER presentéiert ginn ass, wat effektiv bei verschiddene Leit, déi souwuel eng Wunneng kaaft hunn, wéi awer och Leit, déi eng Wunneng an der Locatioun hunn, wat do den Taux d'effort ass, dee se musse leeschten, an zemools an deem Segment vun deene Leit mat deenen niddregste Léin, do hu mer festgestallt, datt deen Taux d'effort deelweis iwwer 40 % geet. Do mengen ech, dat ass engem Land wéi Lëtzebuerg net würdeg a mir musse kucken, datt déi Leit och ënner adequaten an abordabele Konditioune kënne logéieren.

Wann een de Constat da mécht, dann ass dat natierlech ganz kloer, datt an deene leschte Joren eng Logementspolitik bedriwwe ginn ass, déi effektiv net déi néideg Akzenter gesat huet. Wann een eng Kéier d'Analys vun de Präisser mécht: Iwwert déi lescht aacht bis zéng Joer hunn d'Präisser sech praktesch verduebelt, wann et ëm d'Acquisitioun vu Wunnenge gaangen ass. Dat ass eng dramatesch Situatioun, eng Situatioun, där mer effektiv mussen entgéintwierken! A wann ech da soen, wéi oft datt mer an deene leschte Jore schonn hei uewen op der Tribün stoungen, fir genau dat och unzeprangeren a genau dat unzediskutéieren, mat effektiv engem Nidderschlag, dee sech awer ganz, ganz, ganz moderat hält, vu datt einfach net déi richteg Akzenter an deene leschte Jore gesat gi sinn! Respektiv

deelweis wéinst handwierkleche Feeler, déi d'Präisser nach eng Kéier stimuléiert hunn, déi d'Präisser nach eng Kéier an d'Luucht gedriwwen hunn.

An duerfir, mengen ech, ass et déck, déck Zäit, datt wierklech déi néideg Akzenter, awer och déi néideg politesch Decisiounen an deenen nächste Jore geholl ginn!

Et muss ee leider feststellen, wann een dann och kuckt, ee Pacte Logement 2.0, (veuillez lire: ee Pacte Logement 1.0), deen elo zanter e puer Méint schonn ausgelaf ass, vu datt seng Echeance Enn 2020 war. Ufangs 2021 sollt de Pacte 2.0 a Kraaft trieden. Wann een awer och de Constat dovunner mécht, wat an dësem Pacte Logement 2.0 drasteet, da stellt een nees eng Kéier fest, datt d'Essenz vun der Problematik, wann et dann drëm geet, fir abordabele Wunnraum ze schafen, datt déi net an dësem Dokument analyséiert respektiv ugepaakt ginn ass! An als CSV fanne mir dat dramatesch, datt wierklech net un der Quell an um Ursprong vun der Problematik geschafft gëtt an net déi politesch Decisiounen a Weiche gestallt ginn, fir datt an deenen nächste Joren eventuell eng Verbesserung do kéint bewierkt ginn.

D'Definitioun vum Logement à coût modéré, dat gëtt hei an der Chamber - ech sinn elo eng Partie Joren an der Chamberskommissioun vum Logement -, zanter Jore gefrot. An ech mengen, et ass einfach kee Wëllen do, fir d'Definitioun vum Grond a Buedem, wat effektiv dann d'Constructibilitéit ugeet respektiv d'Ëmsetzung vun deem, wat d'Bewäertung vum Grond a Buedem ass, wéi dat soll berechent ginn, an eeben déi Wäerter vun der Constructibilitéit, also der Baudicht.

Duerfir, dat ass eng ganz kloer Ufuerderung, datt an deenen nächste Joren eng Definitioun iwwert dëse Logement à coût modéré soll kommen. De Pacte Logement 2.0 gëtt definitiv keng Äntwert drop.

Wat elo d'Logements d'urgence ugeet, mengen ech, do huet d'CSV-Fraktioun och scho virun enger Zäitchen, Enn 2019, Motiounen eragereecht, fir dann de Subsid fir d'Gemenge vun deenen aktuelle 75 % beispillsweis op 100 % kënnen an d'Luucht ze setzen. Bei de Studentewunnenge sinn et 100 %. Firwat kann net och eng Gemeng, wa se zum Beispill e Logement d'urgence schaaft, 100 % Subsid kréien?

Natierlech muss dat Ganzt encadréiert gi mat kloren Definitiounen, ënner wat fir enge Konditioune Leit effektiv an dëse Logements d'urgence kënne logéiert ginn. Natierlech sinn den Deguerpissement oder beispillsweis Schied un de Wunnengen, Waasserschued oder awer e Feierschued, natierlech sinn dat eebe Konditiounen, fir d'Leit ze relogéieren, natierlech mat engem Contrat de mise à disposition, deen dann och muss an der Zäit begrenzt sinn. Dat, mengen ech, wär een Aspekt, deem ee wierklech misst nogoen, well wann déi Wunnengen herno net besat sinn, da gëtt och nees dat vum Leerstand vun deene Wunnengen gesot, an datt déi sollte besat ginn. Duerfir musse kloer Konditioune kommen.

En aneren Aspekt ass dat, wat d'CSV-Fraktioun och Enn 2019 ugefrot huet: eng Kéier d'Gesetzgeebung ronderëm d'Offices sociaux op de Leescht ze huelen. Well et sinn haut awer d'Offices sociaux ... Wann e Problem ass, da ginn déi Leit sech un d'Assistant-socialle vun den Offices sociaux adresséieren, respektiv si wenne sech direkt un d'Buergermeeschteren oder un d'Schäfferéit vun deene jeeweilege Gemengen. Mee et ass d'office awer den Assistant social, dee mat esou enger Problematik da befaasst gëtt. Duerfir ass onbedéngt déi Gesetzgeebung ronderëm d'Offices sociaux eng Kéier unzepassen, ze iwwerschaffen an et ass dann effektiv dem Wunnengsbau, dem Logement méi Importenz, méi Afloss an dëser Sozialaarbecht ze ginn.

Ben, ech mengen, wat d'Veraarmung vun de Leit ugeet, dat ass e Riseproblem an dësem Land an deem däerfe mer net tatenlos nokucken a mir musse kucken, datt do Efforten an och Akzenter an den nächste Jore gesat ginn. Duerfir, wéi gesot, eng Upassung vun der Gesetzgeebung vun den Offices sociaux wär à ce stade och een opportune Moyen.

Voilà, ech mengen, ech si schonn iwwert d'Zäit eraus, Här President. Duerfir, dat wären déi Constaten, déi ze maache wäre vusäite vun der CSV-Fraktioun. An ech soen dem David Wagner awer nach eng Kéier Merci fir dës Heure d'actualité. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Président de séance.*- Merci, Här Lies. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dann och dem David Wagner e grousse Merci soen, dass hien dës Heure d'actualité ugefrot huet. De Logementsproblem an hei méi konkreet dann de Problem vun den Noutwunnenge fuerderen eis, mengen ech, alleguerten a stellen eis viru grouss Erausfuerderungen.

Dës aktuell Problematik iwwert de Manktem u Wunnengen hei zu Lëtzebuerg huet sech iwwert déi lescht Joerzéngten entwéckelt an ass definitiv net nei. Mir sinn eis, mengen ech, heibannen och alleguerten eens, dass mer méi bezuelbare Wunnraum musse schafen. A mir sinn eis awer och, mengen ech, alleguerten eens, dass et och hei net déi eng Wonnerléisung gëtt, mat där mer vun haut op muer de Logementsproblem aus der Welt zaubere kënnen. An dofir musse mer alleguerte probéieren, un engem Strang ze zéien, an all eenzel Puzzlestécker beieneeleeën, fir de Problem unzegoen.

Mir wäerten dat ganz kloer net vun haut op muer an de Gréff kréien. An et ass fir mech an där heiter kuerzer Form, déi mer dann hu vun der Heure d'actualité, wou ech fënnef Minutte Riedezäit hunn, och onméiglech, op all eenzel Pist anzegoen, well dat einfach de Kader géif sprengen. Bei der Thematik vum Manktem un Noutfallwunnengen, wourëm et jo konkreet dann an der Heure d'actualité hei geet, ass et vläicht e ganz klengen Tick méi einfach. An engem Land, wou et ze wéineg Wunnenge gëtt, wou et ze wéineg bezuelbar Wunnenge gëtt, gëtt et jo par la force des choses och net genuch Noutwunnengen.

Mir schwätze vun enger ganz delikater a komplexer Matière - ech mengen, dat huet den David Wagner och gesot -, wou mer sécherlech an dëser Heure d'actualité net op all Detail kënnen agoen. Dofir wéilt ech mech kuerz hei op d'Funktioun vun de Gemenge vläicht an deem heiten Dossier beschränken. Wann ech nämlech hei esou an de Raum kucken, gesinn ech eng jett engagéiert Gemengepolitiker. An ech menge behaapten ze kënnen, vun engem Sujet ze schwätzen, deen eis alleguerte betrëfft. Ech géif an deem Sënn kuerz op d'Responsabilitéite vun de Gemengen an dëser Thematik agoen.

Här President, mam Pacte Logement 2.0 ginn d'Gemengen an Zukunft, wéi mer wëssen, davantage encouragéiert, fir méi abordabele Wunnraum ze schafen, fir esou och hirer grousser Verantwortung an dësem Dossier nozekommen. Eng grouss Hëllef wäert hei ënner anerem de Conseiller logement sinn, besonnesch fir kleng a mëttelgrouss Gemengen. Fakt ass awer och, dass éischt positiv Resultater vum Pacte Logement 2.0 nach Joren op sech wäerte waarde loossen.

Zemools a klengen a mëttelgrousse Gemengen ass et schwiereg, vun haut op muer e konkreete Projet an dësem Kontext kënnen ze realiséieren, fir esou eligibele Leit divers Noutwunnengen zur Verfügung ze stellen. Vill Gemengen, ech mengen, souguer ganz vill Gemengen uechtert d'Land, stellen de Leit am Noutfall, wéi zum Beispill Naturkatastrophen an awer och Bränn dat kënne sinn, op d'Käschte vun de Gemengen Hotelszëmmeren zur Verfügung, wa keng adequat Noutfallwunneng dee Moment parat ass. Well mir wëssen et, et feelt u Wunnengen, déi an ëffentlecher Hand sinn, och an de Gemengen. A wann een där dann huet, da ginn déi eeben och ganz oft probéiert genotzt ze ginn, fir sozial schwaach Leit dranzesetzen, a vläicht net - an déi huet een dann deemno jo forcement och net zur Verfügung -, fir kënne schnell zur Verfügung ze stellen. Dofir bitt sech hei natierlech den Hotel och un, …

Une voix.- Ganz genee!

M. Max Hahn *(DP).*- … fir hei de Gemengen als Instrument ze hëllefen, respektiv hire Bierger, wa se da vun esou Noutfäll betraff sinn.

Ech wëll op dëser Plaz awer och nach eng Kéier drop hiweisen, dass de Staat de Gemengen aktuell schonn eng Rei interessant finanziell Pisten ubitt, wou een zum Beispill 50 %, 75 % oder 100 % souguer bei de Frais-d'infrastructuren, de Frais-d'étuden, de Prix d'acquisition vun engem Terrain bäigeluecht kritt, wann een abordabele Wunnraum wëllt schafen.

Wann ee vun dësen Noutfallwunnenge schwätzt, kann ee sech awer och d'Fro stellen, wéi et iwwerhaapt mam gesetzleche Kader ausgesäit. Sinn d'Gemenge per Gesetz verflicht, esou Wunnengen zur Verfügung ze stellen? A wat sinn d'Krittären, fir en Noutfall eeben ze qualifizéieren?

Fakt ass, d'Roll vun den ëffentlechen Autoritéiten, de Gemengen, ass an dësem Dossier ganz kloer: Et huet een als Gemeng d'Verantwortung, fir de benodeelegte Bierger an Noutfallsituatioune beschtméiglech zu Hëllef ze kommen.

Nieft der Verantwortung vun de Gemengen an dësem Dossier muss een awer och dat neit Bail-à-loyers-Gesetz ernimmen, wat an noer Zukunft wäert hei an der Chamber um Ordre du jour stoen. Jo, et héiert een ëmmer erëm, dass d'Locataire dacks net genuch iwwer hir Rechter wëssen an och duerch arbiträr Praktiken ageschüchtert ginn. Am neie Bail-à-loyers-Gesetz gëtt doropshin ënner anerem déi existéierend Gesetzgeebung moderniséiert, fir d'Evolutioun vun de Loyerspräisser besser ze kontrolléieren, Upassunge bei der Gestion locative kënnen ze maachen, der Colocatioun e gesetzleche Kader ze ginn an och de Locataire hir Rechter ze renforcéieren. Zousätzlech, fir d'Situatioun vun de Locataire ze verbesseren, ass geplangt, e System op d'Been ze stellen, deen derfir suergt, dass d'Agencefraisen, déi beim Ënnerschreiwe vun engem Locatiounskontrakt entstinn, net unilateral op de Locataire verrechent ginn.

Här President, d'Zäit leeft mer leider fort. Ech géif nach gären esou vill soen, mee mir fanne bestëmmt nach flott aner Geleeënheeten, wou mer hei doriwwer kënne schwätzen.

Ech géif op dëser Plaz nach eng Kéier dem David Wagner Merci soen, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn. Mir als Demokratesch Partei verschléissen eis dëser wichteger Diskussioun natierlech net. Ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Président de séance.*- Merci, Här Hahn. Als nächste Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President - Dir maacht gutt do uewen -, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, onofhängeg vun deene schockéierende Reportagen, déi mer an deene leschten Deeg op der Televisioun, awer och an den Zeitunge gehéiert, gesinn a gelies hunn, wou eng Mamm mat dräi Kanner op enkem Raum an engem Hotelszëmmer wärend Wochen huet misse liewen, musse mer feststellen, dass mer hei zu Lëtzebuerg e ganz akute Wunnengsmangel insgesamt hunn an och insbesondere e Mangel hunn, wat Opfangwunnengen ugeet, déi fräi sinn. Well dat ass eng vun deene Problematiken, déi mer ëmmer begéinen. D'Opfangwunnengen, déi een huet, déi fëlle sech esou séier, wéi ee sech kann ëmkucken. An dann ass ee selwer als Gemeng an der Situatioun, dass, fir déi Opfangwunnengen erëm fräi ze kréien, ee jo Moossname muss huelen, déi een net gär hëlt. Also muss ee sech och emol kënnen an d'Haut vun de Gemengen erasetzen.

Vill ze vill Leit hunn haut grouss Problemer, fir eng ugemiessen erschwénglech Wunneng ze fannen, fragiliséiert Leit hunn ëmsou méi Schwieregkeeten, fir dee Logement ze fannen, dee se sech kënne leeschten.

Ech héieren ëmmer, dass an deene leschte Joren net genuch gemaach ginn ass. Dem Kolleeg Lies wëll ech soen, dass dat net nëmme fir déi lescht Joren esou ass, mee dass dat och schonn de Fall ass fir déi vill Jore virdrun. Mir hunn eis hei an der Chamber ganz oft de Mond fuseleg geriet, Interpellatioune gemaach, Orientéierungsdebatte gemaach, dat huet um Terrain räichlech wéineg geännert. Et ass vläicht souguer mat der Zäit ..., nee, net nëmme vläicht, et ass mat der Zäit ëmmer méi akut ginn.

Duerfir, mengen ech, si mer eis eens, dass de Logement hei zu Lëtzebuerg bei deem Modell, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi absolutt Prioritéit muss an der politescher Agenda hunn. An dat heescht, dass net nëmmen de Wunnengsbauminister dofir zoustänneg ass, mee dass de Wunnengsbauminister vun all deenen, déi hei kënnen eng Hand mat upaken, mat ugepaakt muss kréien. Dat gëllt fir sämtlech Departementer ronderëm, och fir d'Gemengen, och fir d'Wunnengsinitiativen, fir d'Wunnengsbaugesellschaften. Alleguer déi, déi kënne mat upaken, musse mat upaken, soss wäerte mer an deenen nächste Joren ëmmer erëm soen: „An deene leschte Joren ass net genuch passéiert!" An de Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dat ass, dass net genuch an net erschwénglech genuch gebaut gëtt. Do musse mer also eng déck Schëpp ageheien.

Ech mengen och, dass et enorm wichteg ass, fir besonnesch an deem Sujet, deen eis haut beschäftegt, eng Rei vun Evidenzen ze kréien. Ech soen dem David Wagner duerfir Merci fir déi Initiativ. Iwwregens, den Yves Cruchten hat scho virun e puer Méint eng änlech parlamentaresch Fro gestallt, well et wichteg ass, Fakten ze schafen, Fakten ze gesinn, wat de Phenomeen vum Deguerpissement betrëfft. Wéi vill Leit dovu betraff sinn, wéi vill Leit aus enger Wunneng op d'Strooss gesat ginn, a firwat - wëssend dass eng ganz Rei vu Prozeduren awer duerchlaf ginn, bis dass een dohikënnt. Kucken, ob déi preventiv Moossnamen, déi et awer gëtt, alleguer zum Asaz kommen, ob all d'Hëllefen, déi méiglech sinn, och genotzt goufen, ob vernetzt geschafft gëtt, ob déi verschidden Hëllefen alleguer uebuede ginn, fir dass ee ka vermeiden, dass et zu där doter Situatioun kënnt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech hu virdru gesot, dass et jo einfach ass fir ze soen: „D'Gemenge musse relogéieren!" Mee sot mir eng vun deenen Opfangwunnengen an de Gemengen, déi eidel stoe bleift. Ech weess vu ganz wéinegen, wann iwwerhaapt vun iergendwelchen.

Duerfir, mengen ech, ass et wichteg - an da kommen ech zum Schluss, Här President - dass mer Evidenze schafen. Wat stellt de Phenomeen vun dem Op-d'Strooss-setzen duer? Wat muss geschéien, wat geschitt, dass et iwwerhaapt esou wäit kënnt? Huet jiddweree seng Roll gespillt, fir dass et net dozou kënnt? Ginn déi Hëllefen, déi méiglech sinn, gebündelt? Gëtt et esou eppes? Oder musse mer net eppes schafe wéi e Guichet unique am Pacte Logement Nummer 2? Solle mer do net eng national Léisung fannen, fir d'Gemengen ze epauléieren, also eng national Reserv schafen?

Här President, eng konkreet Propositioun. Mir hunn en Observatoire du logement, deen eng exzellent Aarbecht mécht. Ech wär frou, wann deen Observatoire du logement mat där doter Problematik géif befaasst ginn, sech mam Phenomeen vun den Deguerpissementer géif befaassen a kucken, wat dee Phenomeen hei zu Lëtzebuerg duerstellt a wat net fonctionéiert, fir dass et esou wäit kënnt. Dat schléisst selbstverständlech och den Eenzelnen an, dee sech net wëllt hëllefe loossen an dee sech un näischt hält. Well déi Situatioune gëtt et och! Déi Leit, déi e bëssen Erfarung an Office-sociallen hunn, kenne Situatiounen, wou ee sech awer un iwerhaapt näischt hält an et dann och extreem schwéier ass, fir deem ze hëllefen. Wéi vill Opfangwunnengen hu mer? Wat musse mer schafen, fir se ze ergänzen?

Här President, zur Konklusioun. Et feelen eis massiv erschwénglech Wunnengen, virun allem Mietwunnengen, dat, obwuel mer eng ganz Rei vun Initiativen an deene leschte Jore geholl hunn. Just fir dat e bëssen ze nuancéieren, wat de Marc Lies gesot huet: Et sinn eng ganz Rei vun Initiative komm, déi hir Wierkung nach net voll weisen, mee awer zumindest den Avantage hunn, dass mer se gemaach hunn.

Mir hunn also e seriöe Problem, wou mer e Risen-, Riseneffort musse maachen, wa mer deem Staatszil, wat mer eis an der revidéierter Verfassung ginn, wëllen e gutt Stéck méi no kommen. An dat Staatszil heescht: « L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié. »

Merci villmools, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An den nächste Riedner ass dann déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Här President, ech wëll ganz am Ufank dem David Wagner vun déi Lénk en häerzleche Merci soen, dass hien dëse sensibelen an immens wichtege Sujet haut ugeschwat huet. D'Strategie géint Obdachlosegkeet an Ausgrenzung wéinst Wunnengslosegkeet 2013-2020 hat véier Ziler. Nieft der Verbesserung vun de bestoende Moossnamen an der struktureller Verhënnerung vun Obdachlosegkeet wëll ech zwee Ziler an dëser kuerzer Ried ervirsträichen.

Zum engen d'schnell an ugemiesse Reaktioun op Noutlagen an zum aneren d'Bereetstelle vun dauerhaften Ënnerkënft fir Mënschen, déi obdachlos sinn oder dovunner bedrot sinn.

Ech wëll mat der ugemiessener Reaktioun op Noutlagen ufänken. Do sief ervirgestrach, dass et vill verschidden an individuell Forme vun Noutlage gëtt. Dat kann duerch e Feier oder eng Naturkatastroph sinn, wou eng Famill, en Eenzelnen oder eng ganz Communautéit vu Leit vun engem Dag op deen anere keen Daach méi iwwert dem Kapp kënnen hunn.

Denke mer zréck un den Tornado oder beispillsweis e Brand an engem Haus oder an enger Struktur. Do huet de Ministère de la Famille um Findel ganz sécher eng Entlaaschtung bruecht. Nieft dem Gebai vun der Wanteraktioun steet nämlech esou eng Struktur, wou a gréissere Katastrophefäll Leit temporär ënnerbruecht kënne ginn.

D'Responsabilitéit bei eenzelne Famillje läit awer och ganz oft op kommunalem Plang, wou e puer Gemengen Noutfallënnerkënft hunn an zur Verfügung stellen, mee wou oft och op en Hotel zréckgegraff gëtt. Mir hunn an de Virriede jo schonn iwwert dëse Fall geschwat.

Natierlech gëtt et och d'Wanteraktioun, déi engem en Daach iwwert dem Kapp ka bidden an esou eng sougenannten Noutënnerkonft duerstellt. Dat neit Gebai ware mer d'lescht Joer kucken: grouss Dortoire mat ville Better, mat kenger Privatsphär a ganz sécher keng Léisung op laang Zäit, mee eng Léisung an de kalen Nuechten, wéi mer nach haut eng erlieft hunn.

Ee vulnerabele Grupp Leit, deen och vun dëser Problematik concernéiert ass, sinn déi Jonk. Ech begréissen, dass den ONE vill Efforte mécht, fir de Logement encadré auszebauen. Do hu mer eng Offer vun iwwer 400 Plaze fir e jonke Public cible.

Besonnesch ervirsträiche wëll ech d'Aarbecht, déi vun der Wunnengshëllef ASBL um Terrain geleescht gëtt. Leider ass et awer och d'Realitéit, dass aktuell vill Bon-d'hébergementë fir Jonker vum ONE ausgestallt ginn, wou Jonker dann temporär fir e puer Nuechten an enger Jugendherberg ënnerkommen. Dat si jonk Mënschen, déi doheem fortginn, well se vläicht Sträit mat den Elteren hunn an op kee Fall eleng op der Strooss landen dierfen, wou Kriminalitéit an Droge ganz no sinn.

D'Péitrusshaus ass do eng wichteg Adress, e Refuge, eng Ulafstell fir jonk Leit, wou se net nëmme kënnen temporär ënnerkommen, mee virun allem net eleng gelooss ginn an den néidege Suivi social kréien. Wéi ass d'Auslaaschtung vun dëser Struktur? A bräichte mer net méi esou Haiser, eventuell och am Süden oder am Norde vun eisem Land?

En anere Grupp Leit, deen ech wëll uschwätzen, ass dee vun de Fraen. A mir kenne leider all Fäll vu Gewalt am Stot, d'Flucht eraus, mat oder ouni Kanner, an dann d'Suerg nom Ënnerkommen, d'Ofhängegkeet vum Täter an de psychosoziale Suivi dovunner. D'Fraenhaus vu Femmes en détresse ass eng Léisung d'urgence, awer och eng Léisung, déi just vu kuerzer Dauer ass an déi virun allem vergréissert a multiplizéiert muss ginn, an dat och mam néidege Personal.

Och d'Offer vun den Haltes de nuit, spezifesch fir Fraen, muss ausgebaut ginn. Frae si besonnesch vulnerabel a brauchen deen néidege Schutz an d'Méiglechkeet, net an engem Männerdortoir ënnerkommen ze mussen. Der Caritas no sinn zirka 25 % vun hire Clienten op der Strooss Fraen. Den Opbau vun esou enger Méiglechkeet ass, verstäerkt duerch d'Pandemie, enk verbonne mam Encadrement vun engem Infirmier psychiatrique.

Weiblech Sans-abrie leide verstäerkt ënnert der psychescher Degradatioun an dem Drogemëssbrauch. „Mir passe just op d'Problemer op, mee mir léise se net", esou sot e Responsabele mer viru Kuerzem an huet drop higewisen, dass spezifescht Personal, wat den Encadrement sécherstellt, dréngend benéidegt gëtt.

Ech wëll op den zweete But vun der Strategie kommen, d'Bereetstelle vu Wunnengen, virun allem duerch d'Konzept vum Housing First. Vun dësem héiert ee vill, wann ee mat de Professionelle vun dem CNDS (ndlr: Comité national de défense sociale), der Caritas oder der Croix-Rouge schwätzt. Konzepter, wou de Betraffenen oft mat enger Multitude vu Problemer ze kämpfen huet, sief dat den Drogemëssbrauch, d'Aarbechtslosegkeet, psychesch Problemer an eeben och d'Wunnengslosegkeet. Housing First wielt den Usaz, dass de Mënsch mat engem multiplen Ënnerstëtzungsbedierfnis net als Éischt op eng Behandlung ugewisen an an enger Aarbechtsstruktur beschäftegt ass, mee als Alleréischt eng Wunnengsméiglechkeet zur Verfügung gestallt kritt. Wunne gëtt domadder zum Ausgangspunkt fir weider Hëllefen an net zum Endzil. Esou eng Wunnengsperspektiv bitt d'Méiglechkeet, sech an enger Communautéit ze integréieren, Réckzuchsméiglechkeeten ze hunn an natierlech och, jee no Besoin, e méi enke psychosoziale Suivi ze kréien.

Wann ee mat de Leit vum Secteur schwätzt, ass dës Méiglechkeet besonnesch an der Integratioun an enger Duerfgemeinschaft an, net gruppéiert a stigmatiséiert, an enger eenzelner Wunngemeinschaft, eng wichteg Pist, fir et erauszepacken. Dezentraliséierung an Deinstitutionaliséierung si wichteg Léisungsusätz, déi an der Sozialaarbecht hei genannt ginn. Dréngend benéidegt gëtt natierlech de Wunnraum. Dee Problem ass ganz sécher eminent a muss seng Plaz an dësem Debat hei hunn, mee och den Encadrement mat fachlech ausgebiltem Personal. Hei funktionéiere Konventioune mat den Träger an dem Familljeministère, mee och mat eenzelne Gemengen, well déi hunn och ganz sécher eng wichteg Verantwortung an dësem Debat.

Bei fënnef Minutte Riedezäit an esou engem komplexen Theema komme vill wichteg Aspekter leider ze kuerz. Ech hu mech a menge Punkten awer ëmmer erëm op d'Strategie géint de Sans-abrisme vun 2013 bis 2020 bezunn. Do läit natierlech d'Fro op der Hand, wou mer mat der Strategie für 2021 dru sinn a wéi et weidergeet mam Suivi vun dëser wichteger Thematik, déi ganz sécher mam Slogan vum „Bleif doheem!" fir vill vun eis e ganz besonnesch batteren Nogeschmaach huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt och ufänke mat engem grousse Merci un déi Lénk, datt se dee Sujet hei opgeworf hunn. Et ass wierklech extreem wichteg, datt mer iwwer ganz defavoriséiert Leit an devaforiséiert Situatiounen hei diskutéieren, datt mer do wierklech mat groussem Häerz drun denken.

Et ass natierlech esou, datt e Logement d'urgence, wat jo haut eise Sujet ass, u sech net ze verwiesselen ass mat Sozialwunnengen, mee effektiv, wéi och meng Virriednerin gesot huet, geduecht ass fir de Fall vun engem Brand, vun engem Sinistre de toute sorte, vun Naturkatastrophen an esou weider, fir datt mer an esou Situatiounen op jidde Fall de Leit och kënnen eng Plaz bidden, wou se kënnen hin.

Mee et ass ganz kloer, datt déi verschidde Problemer awer ganz dacks mateneen zesummenhänken. An et resuméiert sech eigentlech drop, datt et einfach schrecklech u Wunnenge feelt.

Wat de Logement d'urgence ugeet, do hunn d'Gemenge jo eng Obligatioun. Entweeder maache se selwer esou eng Dispositioun, datt se Logements d'urgence, Noutwunnengen, zur Verfügung hunn oder si setze sech zu e puer Gemengen zesummen, eventuell och regional am Kader vun den Offices sociaux oder gräifen dann op Hotels- oder Pensiounszëmmeren zréck. Mee et ass esou, datt u sech eng Obligation légale do ass. An ech mengen, d'Regierung kann eis herno soen, hoffen ech wéinstens, wivill Gemengen effektiv och esou Noutwunnengen zur Verfügung stellen, well et sollt een d'Gemengen encouragéieren, fir där Obligatioun och nozekommen.

Den Här Di Bartolomeo hat gesot: „Et gëtt ee Staatszil an där neier Verfassung." Do muss een allerdéngs soen: Wat huet dat fir e Wäert, e Staatszil festzemaachen, wann ee mat enger besserer Politik elo scho kéint wierklech hëllefen? Zum Beispill kéint een d'Prorogation légale ofschafen, well et muss een eng Offer schafen um Wunnengsmaart. Firwat mécht d'Regierung d'Wunnen nach méi deier? Ech wëll un déi 17 % TVA fir d'Zweetwunneng erënneren. All dat mécht d'Wunne méi deier.

Firwat gëtt et net aner Investitiounsméiglechkeeten an der Ekonomie, wou d'Leit och kënne méi an d'Ekonomie investéieren, amplaz datt se higinn an dann ëmmer nëmmen an de Logement investéieren? Eng besser Politik géif och méi einfach Offer um Wunnengsmaart schafen. Dofir brauch ee keng Staatszieler. Et muss een einfach de politesche Wëllen hunn.

Firwat hu mer nach ëmmer dee Skandal vun de Cafészëmmeren hei am Land? Dat ass jo net ze verstoen, datt mer säit Joren a Joren wëssen, datt do Leit systematesch exploitéiert ginn, an et ass nach ëmmer esou, datt mer dat op ville Plazen am Land hunn.

Ech wëll soen, datt den Defizit u Logements d'urgence ee ganz wichtegen ass, mee et ass nach laang net deen eenzegen. Et gëtt een enormen Defizit bei de Sozialwunnengen. Et gëtt e Manktum, vläicht och un Offer, an den Agences immobilières sociales. Och dat muss ee soen: Et ass een immense Manktum do u Foyeren.

D'Madamm Bernard hat geschwat vu Foyere fir Fraen. Et gëtt bal keng fir Männer. Déi eng an déi aner, Madamm Bernard. Well et gëtt sécher e Manktum u Fraefoyeren. A virun allem: Wann ee bis an engem Foyer ass, fir duerno e Logement ze fannen, ass problematesch! Mee am ganze Land, mengen ech, hu mer eelef Foyersplaze fir Männer, an, ech mengen, vläicht zwee Zëmmere fir Männer mat Kanner. Och do muss een drun denken!

Dann de Logement accompagné, den Housing First: Och dat ass e Problem, dee mer schonn éiweg kennen. Mir hunn esou vill Strummerten, esou vill Leit mat seriöe psychologesche Problemer, soziale Problemer, déi mer kéinten opfänken, wa mer den Housing First géifen eescht huelen. Leit, déi musse begleet ginn, déi Leit brauchen esou eng Wunneng. Firwat maache mer dat net? De politesche Wëllen ..., ech komme gläich drop zréck.

Wësst Der, wou mer dee politesche Wëllen hunn, dee mer scho säit Jore missten hunn am Land, fir Wunnengen ze schafen? Mir hunn en an engem eenzege Beräich, dat ass bei den Demandeurs de protection internationale. Do schreift d'Regierung un all Gemeng fir ze soen: „Hei, stellt eis Terrainen zur Verfügung, mir bauen." Ma mir hätte scho laang solle bauen, scho laang dee selwechte Wëlle solle weise fir Sozialwunnengen, fir den Housing First. Firwat ass dat net gemaach ginn? Firwat ass dat net gemaach ginn?

Mir hunn als ADR och ëmmer déi Fuerderung gehat a mir bleiwen derbäi, datt mer sollten higoen an och eng eenzeg national transparent Lëscht mat klore Krittären hunn, wéi d'Sozialwunnengen hei am Land solle verdeelt ginn, fir datt jidderee weess: „Elo sinn ech hei op der Plaz 20 op der Lëscht, an ech kann ongeféier domat rechnen, dann an dann eng Plaz ze kréien." Kloer Krittären, eng objektiv national Lëscht fir d'Verdeelung vu Sozialwunnengen, eng elementar Fro vu Gerechtegkeet a vun Transparenz!

Mir wëllen och, an dat wëll ech och kloer soen, fir hei emol net nëmmen theoreetesch ze schwätzen a sech opzereegen iwwert de Problem, datt mer kuerzfristeg géife Léisunge schafen. An ech kommen zréck op déi vill Foyeren, déi an deene leschte Jore gebaut gi si fir Demandeurs de protection internationale. Mir hunn eng aner Politik als ADR an dësem Beräich.

Mir wëssen, an den Här Asselborn seet eis et an all Reunioun, wa mer doriwwer schwätzen, en huet et nach de leschte Méindeg gesot, wann ech mech gutt erënneren: Si schécken a verschidde Länner keng zréck, och wann déi Leit leschtinstanzlech ofgewise goufe vun eise Geriichter, och da schécke verschidde Länner keng zréck. Mir géifen dat net maachen!

Mir géifen déi Leit zréckschécken, wa se all Recours ausgelaascht hunn hei am Land, all Méiglechkeeten ausgeschëpft hunn. Da kréie se gesot: „Nee, Dir kënnt net bleiwen." An da kënne se awer bleiwen! An dann hu mer de Problem, datt an deene Foyere keng Plaze méi sinn an dann hu mer erëm do den Drock.

Mir géifen dat net maachen. Mir géife soen: „Dir musst zréckgoen, wann Der eebe leschtinstanzlech zréckgewise gouft vun de Geriichter." A mir géifen déi Plaz huelen, fir aner Leit ze logéieren. Mir géifen déi Foyere benotzen, fir aner Leit ze logéieren. Et ass méiglech, datt mer eleng mat där Politik dostinn. Mee mir wëssen, datt dat déi richteg Politik ass. Déi Capacitéiten, déi mer kënne schafen, dee Wëllen, dee mer kënnen huelen, fir Leit hei an hirer sozialer Nout opzefänken, dat ass dee Schrëtt, dee mir géife maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech probéieren elo, de Wee erëm e bëssen zréck zum Logement ze fannen ... an dass all Mënsch Respekt verdéngt huet, egal wou en hierkënnt. Well haut geet et ëm de Logement, a jiddereen huet awer d'Recht drop, fir ze wunnen a säi Liewen ze féieren, och wann en aus engem anere Land kënnt, oder wou Dir mengt, déi Leit wären iergendwéi net hei erwënscht, wou mir Piraten awer ganz kloer eng aner Meenung vertriede wéi de Virriedner vun der ADR.

Ech huelen e bësse méi wäit aus, well ech si scho länger Zäit an enger ASBL aktiv, wou een oft a Kontakt kënnt mat Obdachlosen. An de Problem ass ëmmer erëm deen, dass effektiv net genuch Noutwunnengen do sinn. Mee et muss een awer och eng Kéier driwwer diskutéieren, ob esou Noutwunnengen iwwerhaapt herno d'Instrument sinn, wat ee brauch, fir deene Leit op Dauer ze hëllefen.

Et ass sécherlech richteg, dass ee verschidde Situatiounen huet ... an do widderspriechen ech awer leider deene Gréngen. Dir hutt hei den Tornado erwäänt. Dir wësst, ech kommen aus enger Gemeng, an et war och nach eng zweet Gemeng. D'Regierung war net do deen Dag! Ech kann Iech et soen: D'Noutwunnengen hunn d'Gemenge missen organiséieren, a mir hu misse kucken, dass mer eens ginn, well d'Regierung war deen Dag vum Tornado net do.

Dat ass och erëm e Punkt, deen ee fir d'Zukunft muss verbesseren, well ech ka mer denken, dass een net konnt rechnen, dass zwou grouss Gemengen esou getraff ginn. Mee dat war ee vun de grousse Problemer, dass immens vill Leit aus hiren Haiser hu missen eraus an dass keng Noutfallwunnengen do waren. An et ass net, wéi Dir gesot hutt, dass dunn d'Regierung iergendeppes do konnt matupaken. Et waren d'Gemengen, déi an där Situatioun ganz schnell hu missen eng Gestioun maachen.

De Problem ass jo och bei den Obdachlosen, dass se an eng Spiral geroden. An déi Spiral, do kënnt een a sech net méi eraus. Et ass richteg, wat den Här Wagner gesot huet. Wann een op eemol Schold en huet an herno seet och nach den Office: „Dir kënnt elo net méi Är Hëllef kréien" - jo, wat soll een da maachen?

Et ass jo net, dass een dann einfach seet: „Okay, ech ginn elo muer schaffen." Wou gitt Der schaffen, wann Der keng Wunneng hutt? Wou gitt Der schaffen, wann Der Iech net kënnt virbereeden? Dat ass de Problem. Dir kommt einfach net méi aus där Situatioun eraus. An dat ass et, wou mir als Politik mussen eng Léisung sichen.

An do soe mir Piraten ganz kloer: Mir mussen ewech dervun, dass d'Promoteure grouss Bauprojete maachen, mee wann et nëmme geet, sollen d'Gemengen oder de Staat bauen. An dat net - mir soen dat all Kéiers, och wann déi aner Logementsprojete kommen - zu deiere Präisser, mee zu zéng Euro de Meterkaree. Mir hunn elo déi zu Wolz virgestallt kritt. Jo, abordabel, et kann ee sécherlech driwwer diskutéieren, mee déi Präisser wäerten awer nach fir verschidde Leit ze héich sinn.

Dat muss een nun emol unerkennen, dass mer deelweis duerch eis Immobiliepräisser d'Leit an d'Aarmut drécken. An deementspriechend muss de Staat higoen a vill méi Wunnenge bauen, déi eeben deem abordabele Wunnengspräis entspriechen. D'Jugendparlament hat dat richteg hei am Sall gesot virun e puer Méint. Abordabel ass e schéint Wuert, mee et muss een awer emol eng Kéier op de Punkt kommen, dass och déi Leit, déi betraff sinn, sech iwwerhaapt déi Wunnenge kënne leeschten.

Ech mengen, ech hat elo déi Kritik ubruecht un deem Projet do zu Déifferdeng, wou déi Penthaiser dann déck versteet gi sinn, den Här Minister huet och drop geäntwert. Kommt mir halen einfach op, nach Wunnengen dann ze bauen, déi mer herno dem Héchstbiddenden, quasi wéi op Ebay, iwwerdriwwe gesot, versteeën! Dat ass keen abordabele Wunnengsbau, dat ass keng Sozialpolitik, wat mir amgaange sinn ze maachen.

Ech kann Iech do nach eng kleng Anekdot zielen. Ech mengen, et war den Här Hahn, deen dat erwäänt huet mat den Hotellen an enger Noutsituatioun. Elo ganz viru Kuerzem - also, et ass ganz traureg - louch zu Rodange op der Gare e Mann ze schlofe mat allem, wat en nach hat. An et ware Minustemperaturen an et huet gereent. Do hu mer dann zu e puer gesot, déi do laanschtgaange sinn: „Komm, mir hëllefen deem Mann, mir kucken elo, dass mer en Hotel fannen, mir leeën zu e puer zesummen." Dunn hu mer an den Hotel ugeruff. „Nee, mir huele keng vun der Strooss, dat geet net." Dunn hu mer missen an d'Nopeschgemeng goen, wou mer bezuelt hunn, eis Kredittkaart hannerluecht hunn, fir deem Mann iwwerhaapt emol kënnen eng Méiglechkeet ze ginn, sech erëm ze fänken, fir en duerno iwwer eng aner ASBL dann a weider Strukture kënnen ze vermëttelen. Dat ass ganz traureg. Also, et muss ee sech heiansdo froen, ob een iwwerhaapt als Hotel dat Recht huet, fir Leit ofzeleenen, well déi engem net gefalen, well ee mengt, déi wären ... Ech weess net, wat den Hotel gemengt huet. Zumindest hu se gesot: „Nee, mir huele kee vun der Strooss!" Obwuel et bezuelt war.

D'Noutwunnengen, mir hunn et schonn e puermol gesot haut, ech mengen, déi aner Parteien hunn et och gesot: Jo, et ass einfach, de Gemengen dee Ball zouzespillen. Mee d'Gemenge kënnen och net zauberen. Wou wëllen d'Gemengen, déi emol net genuch Wunnenge fir aner Projeten hunn, dann op eemol Wunnengen hierhuelen, déi se da fir eng Noutsituatioun eidel stoen hunn? Well de Problem ass jo, ech mengen, den Här Dan Biancalana huet et gesot: Huet een elo fir eng grouss Gemeng fënnef Wunnengen eidel stoen, da kënnt herno erëm Kritik. „Et si jo awer esou vill aner Leit, déi och nach eng Wunneng sichen, an Dir hutt esou vill Wunnengen do eidel stoen!"

Et ass schwiereg, dee Ball vun der Regierung ëmmer de Gemengen zouzespillen, well dat ass e bëssen einfach. D'Gemenge kënnen och net alleguerten hir Wunnengen op eemol eidel stoen hunn, well eigentlech ass dat jo och erëm Wunnraum verschwent fir déi Leit, déi wierklech op der Strooss liewen. An ech kréien dat ëmmer erëm vun den eenzelnen ASBLe gesot, déi an deem Beräich täteg sinn. Leider ass et bei Corona elo esou, dass et ëmmer méi Leit sinn, déi op der Strooss liewen.

A mir hate jo dofir als Piraten och gefrot - et war jo elo eng Kéier eng Woch, wou et minus zéng Grad war -, dass een einfach déi Hotellen, déi souwisou eidel stinn, duerch d'ganzt Land eidel stinn, hätt kënnen opmaachen an d'Regierung hätt den Hotellen eng Garantie ginn, wann iergendeppes gewiescht wier, fir ze bezuelen. Dat wier esou einfach gewiescht, fir déi Leit vun der Strooss ze kréien, mat engem Gest, an d'Hotellen en plus nach eng Kéier ze ënnerstëtzen. Mee bon, dat huet jo och keen Uklang fonnt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Logementsminister Henri Kox.

Prises de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci, Här President. Merci och fir déi Ufro, fir iwwert d'Logements d'urgence ze schwätzen. Wann ech awer elo den Intervenanten alleguerten hei nogelauschtert hunn an och opgeschriwwen hunn, dann hätte mer praktesch missen als ganz Regierung hei untrieden, fir op all déi Froe kënnen ze äntwerten.

Firwat? Ech war gefrot gi vun der Chamber, fir hei Stellung ze huelen. Ech hunn awer geduecht, an dofir hunn ech och mat der Familljeministesch gesot: „Mir kommen zu zwee heihinner!", well mer e ganz gudde Projet viru Kuerzem mat der Stad Lëtzebuerg ageweit hunn, deen zwee Elementer ofdeckt. Engersäits d'Urgence directe fir déi, déi op der Strooss sinn, an ech mengen, do wäert d'Madamm Familljeministesch dorobber äntwerten herno. Dat ass esou en Halte de nuit. An op där anerer Säit hu mir direkt doniewent als Logementsministère d'Stad ënnerstëtzt, d'Stad Lëtzebuerg, fir besser Cafészëmmeren, déi virdru genannt gi sinn, Zëmmeren, déi salubritéitsgerecht ugebuede ginn a wou och eng sozial Betreiung hannendrun ass. An do kann natierlech d'Familljeministesch och nach dorobber agoen.

Mir wollten un deem Beispill weisen, dass et och effektiv nëmmen zesumme geet. Dass engersäits och d'Gemeng d'Responsabilitéit iwwerhëlt, fir kënnen Initiativen ze ergräifen, awer souwuel deen ee Ministère wéi deen anere Ministère, ech soen elo emol „Gewehr bei Fuß" ass, fir kënnen de Gemengen entgéintzekommen, fir drop ze reagéieren.

Ech wëll mech awer dann hei elo plus ou moins op de Logement begrenzen. Ech hunn awer och

d'Taina Bofferding gefrot, fir déi reng Gemengesituatiounen do nach eng Kéier ze klarifiéieren a mir déi Informatiounen ze ginn an dofir de gesetzleche Kader eng Kéier ze soen, wéi et virgesinn ass.

D'Bail-à-loyers-Gesetz gesäit vir, dass natierlech d'Gemeng verflicht ass, dans la mesure du possible, alleguerten d'Leit ze relogéieren, déi an hirer Gemeng sinn. An dofir ass och déi Urgence, wéi virdru scho gesot: bei Feier oder esou muss e gewëssene Relogement gemaach ginn. Deen ass och net gratis. Do gëtt et jo och déi eng oder aner Gemeng, déi dat dann och entspriechend mat Hotelszëmmere mécht.

Am Salubritéitsgesetz, dat wësst Der, dat hunn ech 2019 am Dezember deposéiert, waren d'Krittäre festgeluecht ginn. A mir hunn eng Iwwergangszäit, wou all Gemeng, zesumme mat de staatleche Servicer, dat soll iwwerpréiwen. Et si Gemengen, déi si scho ganz wäit virgaangen, wou eng ganz Rei vun neie Krittären erakomm sinn: Wéi grouss däerf dat Zëmmer sinn? Wat ass d'Héicht vun deem Zëmmer? Wivill Leit däerfen dra sinn? An dat ass, mengen ech, e Gesetz - wat jo och gesot ginn ass -, dat eng Iwwergangszäit huet, fir dass déi Leit, déi esou Zëmmeren hunn, sech och kënnen upassen.

An op där anerer Säit hu mer awer och net ausgeschloss - an ech kucken op den Här Hahn direkt hei vis-à-vis -, dass mer och eng Kéier driwwer kucken, ob dat Salubritéitsgesetz och déi richteg Äntwert wäert bréngen an ob mer net musse vläicht dat eent oder dat anert nach upassen. Also, dat passe mer dann un, wann et da muss gemaach ginn. Insbesondere muss ee kucken ..., mir haten och drageschriwwen, dass de Proprietär, dee sech net un déi Krittären hält, dräi Méint misst fir de Präis oder fir de Loyer opkommen, wann déi Leit relogéiert ginn. Ech mengen, dat kann een nach eng Kéier diskutéieren. Also, d'Diskussioun vu menger Säit ass jiddefalls op.

Wat ech natierlech virdrun och héieren hunn: D'Offer muss an d'Luucht gesat ginn. An dat hunn ech awer des Ëfteren hei scho gesot, dass sämtlech Gesetzer, déi ech virfonnt hunn - an dat steet och deels am Koalitiounsvertrag -, sämtlech Gesetzer, déi soss, muss ech awer soen, éischter d'Demande stimuléiert hunn, éischter op d'Offer gekuckt ginn, d'Offer vun abordabele Wunnengen. Dat ass éischtens de Pacte Logement. Do ass de Staatsrot elo mat engem Avis komm, deen awer, mengen ech, an déi gutt Richtung geet a wou mer och déi Upassunge wäerte maachen.

Mir hunn d'79er Gesetz och schonn diskutéiert a mir sinn an de leschte Phase vun der Ausaarbechtung vun enger Iwwerschaffung - do wäerte mer och en Depot deemnächst maachen -, wou mer och natierlech iwwert déi Abordabilitéit wäerten diskutéieren, a mir hunn an der Chamberskommissioun, an der Logementskommissioun driwwer diskutéiert: Wat heescht abordabel? Wéi wäit gi mer an d'Abordabilitéit? Ech mengen, do si mer ganz kloer um Wee, fir do eranzegoen.

A wann ech soen, „als Logementsministère brauch ech natierlech d'Gemengen": Mir brauchen d'Gemengen aktiv, fir an deene ville Beräicher do matzehëllefen, net nëmmen an der Urgence, mee allgemeng an der Schafung vun abordabele Wunnengen. Dofir, an de Constat ass awer och do: Et sinn net all d'Gemengen, déi awer och do aktiv waren! Dat muss ech awer och soen an ech wëll och net déi un de Pranger stellen, mee mir kënnen awer nëmmen zesummen, wa mer déi néideg Instrumenter hunn an hinnen déi néideg Hëllefstellunge ginn, do och weiderkommen.

De Präis, ass gesot ginn, um Immobiliemarché, dee leeft eis fort. Dofir ass jo d'Konsequenz, dass vun der Regierung elo an der leschter Zäit vill Suen an de Grapp geholl gi sinn, fir éischtens déi Projet-deloien op de Wee ze ginn. Mir hunn den éischte virun ..., dat war d'lescht Joer - „Elmen" - gestëmmt. Gëschter hu mer de Projet „Wooltz" an der Kommissioun presentéiert an och virgestallt, wat eng wäit Richtung huet fir méi abordabel Wunnengen. Diddeleng, ech gesinn de Buergermeeschter elo net direkt heibannen, wou mer och en nächste Projet de loi wäerten deposéieren. An do sinn eng ganz Rei vu Wunnengen, déi elo an der ëffentlecher Hand sinn an déi u sech mussen och an der ëffentlecher Hand bleiwen! An dat ass jo de Paradigmewiessel, dee mer haten oder dee schonn déi viregt Regierung gemaach huet: Déi ëffentlech Wunnengen däerfen net méi verluer goen um private Marché!

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- An dofir ass et wichteg, dass mer d'Gemengen och do mat am Boot hunn, fir dass dat och erreecht gëtt.

Ech wëll déi Zuelen elo net hei nennen, wivill dass der elo ënnerwee sinn. Awer et sinn der ganz vill reng vum Fonds du logement oder der SNHBM; awer net eleng, well si kënnen net eleng bauen! Mir brauchen d'Autorisatioun vun de Gemengen. Mir brauchen de Support vun de Gemengen, well et si si, déi de PAG definéieren. Et si si, déi de PAP och autoriséieren. Dofir ass et ganz wichteg, dass mer si mat am Boot hunn.

De Moment hu mer 4.000 Wunnengen, déi geréiert ginn, also Ënnerstëtzung fanne vum Logementsministère. En Deel hunn och eng Konventioun parallell mam Familljeministère fir de sozialen Encadrement. An da sinn 3.600 Wunnengen, déi de Moment amgaang sinn, och nach Ënnerstëtzung ze fannen.

Dann zum Pacte Logement vläicht zwee Wierder. Et ass net esou ..., ech kréien déi Kritik ëmmer, ech liesen déi natierlech och vum Här Lies, déi ëmmer erëm kënnt. Ech mengen awer, dass mer e Paradigmewiessel och doranner kréien. Et ass ganz kloer, den Artikel 29, dee gëtt eng Léisung dorop, dass all Gemeng wäert responsabiliséiert ginn, well bei all PAP geet en Deel, ech ginn net op déi Prozenter an, mee en Deel vun deem, wat gebaut gëtt, geet an d'ëffentlech Hand an dee bleift an der ëffentlecher Hand. An d'Ënnerstëtzung wäert och weiderhin am 79er Gesetz drableiwen, fir de Gemengen ënnert d'Äerm ze gräifen, an et ass virdru vun engem Riedner - ech weess elo net méi, wien - vum Pacte, vum Logementsberoder komm.

Et ass jo dat, wat grad de Pacte Climat esou positiv opgeholl huet, well d'Gemenge logistesch, awer och finanziell Ënnerstëtzung fonnt hunn. An dat maache mer och entspriechend am Pacte Logement. Dofir mengen ech, mir kréie jo elo d'Geleeënheet, an der Chamberskommissioun doriwwer ze diskutéieren, dass mer do awer och weiderkommen.

Dann d'Logement-spécifiquen, do hu mer eng Rei ..., mir hunn elo mat der SNHBM a mam Fonds du logement gesot: Okay, mir musse se net all, oder si musse se als Promoteur public net all geréieren. Mir kënnen awer och spezifesch Associatiounen, ASBLen, mat bäihuelen, déi hire spezifeschen Domän hunn, fir deenen ënnert d'Äerm ze gräifen, déi et am meeschte brauchen. An dat sinn d'Spezialisten. Dofir maache mer Konventioune mat deenen, dass si sech dann ënnert deene Gruppéierungen ëm déi Leit kënne këmmeren. An do gëtt et jo dann eng parallell Konventioun mam Familljeministère fir dee sozialen Encadrement, deen esou wichteg ass, fir se aus där Situatioun erauszehuelen.

Nach e Wuert zu der GLS (ndlr: Gestion locative sociale). GLS ass jo, fir de Leerstand am Privaten ze mobiliséieren, dass déi op de Marché kommen. Dofir ass et jo eng steierlech Erliichterung fir de Proprietär. An op där anerer Säit sinn eng ganz Rei vun Associatiounen, an ech muss lech do soen, mëttlerweile sinn elo 30 där Acteuren, déi sech 2021 ... - deemnächst wäerte mer d'Konventioune mat hinnen erëm nei ënnerschreiwen -, déi do amgaang sinn, ganz aktiv um private Marché ze mobiliséieren, fir och d'Leit do kënnen an déi Wunnengen ze huelen.

Mir kënnen och eng Kéier driwwer diskutéieren an enger Kommissiounssëtzung, wéi wäit déi GLS misst adaptéiert ginn. Ech mengen awer, si fonctionéiert um Terrain ganz exzellent. An de Moment hu mer 2020 bal 1.000 Wunnengen, déi an deem Beräich ënnerwee sinn. An ech denken, dass dat eng Solutioun ass, keng definitiv Solutioun, awer eng Iwwergangssolutioun, déi do munches kann erreechen.

Ech kann déi Zuelen, déi virdru gefrot gi sinn, net all liwweren, well déi betreffen net mech direkt.

Ech hunn och déi Motioun hei kuerz gekuckt. Ech muss awer soen, dass déi Motioun weeder d'Familljeministesch betrëfft nach mech selwer. Dat ass den Deguerpissement, deen an de Beräich vum Sam Tanson fält. Ech hunn awer Récksprooch mat der Madamm Sam Tanson geholl, mat der Justizministesch. Mir mussen oppassen, dass den Deguerpissement als solchen net perenniséiert gëtt. Ech wëll net soen, dass dat ... Or ginn et Situatiounen, well ech ka mech gutt erënneren, deemools wéi den Deguerpissement an d'Bail-à-loyers-Gesetz koum. Bis et zum Deguerpissement kënnt, sinn eng ganz Rei Prozeduren, déi lafen. Ech wëll net soen, dass déi all elo nach eng Kéier nei mussen op de Leescht geholl ginn, mee do ass deemools ganz vill diskutéiert ginn. An och dës Kéier, mengen ech, sinn eng ganz Rei vu Moossnamen do.

Dofir, nom Wonsch vun der Justizministesch ass et éischter esou, dass mer heiriwwer elo net nach eng Kéier verlängeren. Mir sollen dat an deenen zoustännege Kommissioune kucken, wat do domat ass. Mee nach eng Kéier ze verlängeren, nach eng Kéier, gëtt keng Solutioun vis-à-vis vun deenen. Mir mussen op där anerer Säit kucken, dass mer déi Wunnengen hunn. A mir hunn därer, mir hu gutt Projete gehat, wéi gesot, dofir sinn ech hei mat der Familljeministesch, fir dee Projet dann och hei nach eng Kéier kloer no vir ze stellen, dee mer an der Stad haten. An ech mengen, dat sinn d'Solutiounen, zesumme mat de Gemengen an deem Beräich aktiv ze ginn.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, villmools merci, Här President. Och merci all de Virriedner. Logement d'urgence, Dir hutt et héieren haut de Mëtten an der Chamber, do schwätze mer vu ganz verschiddene Saachen. Mir schwätzen op där enger Säit, wann eng Katastroph geschitt, wéi d'lescht Joer zu Käerjeng oder zu Péiteng, wou Leit ganz séier musse relogéiert ginn. Mir schwätzen awer och vun Obdachlosen. Mir schwätze vu Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn. Mir schwätze vu Leit, déi aus hirer Wunneng aus iergendengem Grond eraus mussen. Mir schwätze vu Leit, déi op Dauer eppes Neies brauchen. A mir schwätzen och vu Leit, déi fir eng kuerz Zäit eppes brauchen, fir eng Zäit ze iwwerbrécken, bis dass se nees bei sech heem kënne goen.

Dofir géif ech gäre mengem Kolleeg, dem Henri Kox, villmools Merci soen, dass e mech gefrot huet, de Mëtteg matzekommen, well ech sinn natierlech frou, lech kënnen nach eng Kéier ze exposéieren, wat de Familljeministère alles mécht, quitte dass de Familljeministère selwer natierlech keng Wunnengen huet. Mir hu leider keng Wunnengen, déi mer zur Verfügung kënne stellen, mee mir ënnerstëtzen awer ganz vill Associatiounen, Initiativen am Beräich vum sozialen a bezuelbare Wunnraum, fir eeben engersäits géint de Sans-abrisme virzegoen, awer och géint d'sozial Exklusioun, vun deenen den David Wagner och geschwat huet.

De Familljeministère férdert zum Beispill den Accès au logement iwwert d'konventionéiert Servicer, an deene grosso modo zwou Forme vu Logementer ugebuede ginn. Dat eent, dat si Foyeren: Déi Structures d'hébergement sinn éischter fir Leit opzehuelen, déi eng permanent Betreiung sur place brauchen, déi eebe permanent iergendwéi encadréiert musse ginn. Dat anert, dat ass d'Weidervermëttele vun ugelountem Wunnraum. An hei ass et ugeschwat ginn, d'AIS, dat sinn Haiser, Appartementer, Studioen, Zëmmeren, wou eng Betreiung op Distanz ass.

Mee ech wëll awer hei eng Kéier soen, dass net jiddwereen, deen e Logementsproblem huet an dee Problemer huet, sech ze logéieren, och e Problem huet, fir eens ze ginn am Liewen. Ech wëll dat awer och emol eng Kéier soen. Well mir schwätzen ëmmer vu soziale Fäll vu Leit a mir brauchen natierlech och Encadrement an dee bidde mir och iwwert de Familljeministère iwwert d'Konventiounen, déi mer zum Beispill mat der AIS hunn. Mee d'AIS huet och Clienten, déi net e sozialen Accompagnement brauchen, mee einfach eng Léisung, fir kënnen ze wunnen tout court.

An den David Wagner huet gesot: „Et muss eppes um System AIS änneren." Den „eppes" ass awer net definéiert ginn. Mee ech wär natierlech awer ganz frou, dann ze héieren, wat den „eppes" ass.

De System AIS, dee kann nëmme fonctionéieren, wa Leit hire Wunnraum zur Verfügung stellen, deen eidel steet. An dofir géif ech hei dovunner profitéieren, fir nach eng Kéier den Opruff ze maachen: Wann Der en Haus hutt oder en Appartement an Dir braucht dat am Moment net an et wunnt am Moment keen do, mee da wannechgelift, da gitt der AIS dat, stellt hir dat zur Verfügung! D'AIS wäert Locatairen drasetzen, Dir kritt e Loyer. Dat ass jo ëmmer méi, wéi wann Der näischt kritt, och wann et e bësse manner ass, wéi dat vläicht um private Marché dee Moment géif kaschten. D'AIS mécht och déi kleng Travauxen, dat heescht, dat Haus oder déi Wunneng gëtt an der Rei gehalen. An d'AIS engagéiert sech, d'Leit och nees erauszehuelen, wann Dir déi Wunneng oder dat Haus dann nees zréckbraucht.

Et ginn nach aner Servicer wéi d'AIS. Et gëtt de Service „Klassesch-Wunnen" vun der Wunnengshëllef ASBL. Et gëtt d'Agence immobilière sociale Kordall, d'Ënnerdaach ASBL, CNDS-Wunnen, de Service LogIS vun der Caritas (ndlr: Logement pour l'inclusion sociale), de Service Coup de pouce vun Inter-Actions, de Service Logement vu Caritas et Solidarité an esou weider. Dat heescht, just fir ze soen, et gi genuch Initiativen. Mee och déi sinn ëmmer op der Sich no Wunnraum! Och déi sinn drop ugewisen, dass se Wunnraum fannen, fir kënnen zur Verfügung ze stellen, fir kënne Leit do ënnerdaach ze huelen.

D'lescht Joer konnten all dës Strukture 4.278 Persoune logéieren. Duerch den Ausbau vun der Offer um Niveau vun de Wunnstrukturen, nei Konventiounen an der Erhéijung vun der Capacitéit vun der AIS konnt dëse Chiffer iwwert déi lescht néng Joer vervéierfacht ginn, dat heescht, dat ass awer schonn net schlecht. Mee ech mengen och, de Problem ass méi grouss ginn, an dofir musse mer och weider kucken, weider Wunnraum do kënnen zur Verfügung ze stellen.

Am Beräich vum Sans-abrisme - an do muss ee wierklech oppassen, well et kann een et wierklech net matenee vergläichen -, finanzéiert de Familljeministère och eng Rei Strukturen eeben, fir Leit opzehuelen. An de Minister Kox huet och grad vun esou enger geschwat. Do geet et ëm Leit, déi sech an Noutsituatioune befannen, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn. Ech denken do un d'Halte-denuiten, wou een einfach emol ka laanschtgoen a raschten. Do ginn et vläicht emol Better, mee et ass éischter ganz low key gehalen, dass een ënnerdaach kënnt. Och do ass awer e soziale Service, wou ee vläicht emol an d'Gespréich kënnt a kuckt, wéi een aus senger mëssleche Situatioun kann erauskommen.

Fir anerer nach ze nennen, et gëtt den Abrisud, de Centre Ulysse, d'Wanteraktioun, vun där d'Djuna Bernard scho geschwat huet, an dann awer och den Housing First, deen haut e puermol ugeschwat ginn ass. An ech mengen, den Housing First musse mer wierklech weider developpéiere mat eise Partner zesummen, well den Housing First, do maache mer einfach extreem gutt Erfarungen domadder.

Et ginn och Gemenge wéi d'Stad Lëtzebuerg, déi den Housing First maachen. Housing First heescht, et brauch een net sech elo u grouss Reegelen ze halen, wat d'Aktivéierung ubelaangt oder keng Drogen huelen oder net méi drénken, wat och ëmmer, wann een eng Sucht huet, mee et kritt een emol als Éischt en Housing, e Logement. A vun do aus kuckt een da mam Sozialaarbechter, vläicht d'Problemer an de Gréff ze kréien, déi een huet. Et gëtt ganz, ganz flott Beispiller, wou dat super klappt, och hei zu Lëtzebuerg mat CNDS, Caritas, wéi gesot, d'Stad Lëtzebuerg mécht dat och. Et gëtt der awer och, wann Der kucke gitt, a Kanada, an der Belsch, a Skandinavien, do gëtt et ganz flott Modeller vun Housing First. An ech sinn e ganz grousse Frënd dovunner, well Housing First wierklech heescht: „Hei wannechgelift, och wann s de Problemer hues, schlof net op der Strooss, mee kuck, dass de bei ons kënns an en Doheem, a vun do aus kucke mer dann och, d'Problemer ze léisen."

Et ass bewisen, dass Leit, déi an en Housing First ginn, och wa se eng Ofhängegkeet hunn, zum Beispill alkoholofhängeg sinn, dass se da manner drénken. Et ass bewisen, dass Leit, déi an en Housing First kommen, sech stabiliséieren, psychologesch, dass Leit, déi an en Housing First kommen, manner Droge konsuméieren, wa se Drogekonsumente sinn. An dofir, mengen ech, musse mer dat onbedéngt ausbauen, wa mer vun dem Logement d'urgence schwätzen.

Mee am Fong geholl ass et kee Logement d'urgence, well en Housing First ass net geduecht, fir séier nees erauszekommen. En Housing First ass scho geduecht, fir sech ze stabiliséieren a fir dozebleiwen op Dauer. Dat heescht, et ass net e Logement d'urgence vun der Definitioun hier „eng Kéier kuerz dohinnerkommen an dann nees fortgoen". Dat ass net d'Definitioun vum Housing First.

Da vläicht nach e lescht Wuert zu den Office-sociallen. Mir hunn 30 Office-sociallen uechtert d'Land. Déi sinn natierlech och do fir ze hëllefen, wa Leit Froen oder Problemer hunn, wat de Logement ubelaangt. Ganz speziell gi se natierlech geziilten Informatiounen a konkreet Hëllefen och bei administrativen Demarchen, wann d'Leit zum Beispill eng Ufro wëlle maachen, fir bei der SNHBM, beim Fonds du logement oder um klassesche Wunnengsmaart eng Wunneng ze fannen. Si ginn och finanziell Avancë fir d'Caution locative zum Beispill bei Leit mat schwaachem Akommes, ginn och finanziell Hëllefe beim Loyer, bei de Charge-locativen och ewéi Heizung, Taxen, Energie, Elektricitéit an esou weider. D'Hëllefe fir d'Elektresch, de Mazout, Gas a Waasser hu sech d'lescht Joer op 156.682 Euro belaf, just fir dee Chiffer awer och eng Kéier ze nennen. An d'Logementsaidë vun den Office-sociallen hunn 2020 27 % vun all den Aiden ausgemaach, an zwar eppes iwwer eng Millioun.

Da gëtt et natierlech och e Suivi social à long terme mat a verschiddene Fäll och enger fräiwëlleger Gestion budgétaire, wann d'Leit dat wëllen. Eng Partie Office-sociallen hunn och eege Wunnengen, déi se geréieren, oder Wunnengen, déi se vun de jeeweilege Gemengen zur Verfügung gestallt kréien, fir ze geréieren. Verschidden Office-sociallen hunn och Partenariater mat Agence-immobilière-sociallen zum Beispill gemaach, fir méi séier Wunnraum ze fanne fir Leit, déi da bei se kommen, déi an enger Detresse sinn, well se net wëssen, wou se sollen higoen.

Wat wichteg ass, ass, dass den Office social als Établissement public kann autonom Entscheedungen treffen. Déi Autonomie, déi ass eebe wichteg, fir dass den Office social individuell op d'Realitéite vu senger Gemeng, vu senger Stad oder senger Géigend kann agoen an un d'Situatioun adaptéiert Léisunge kann ausschaffe fir déi Leit, déi Hëllef bei him, beim Office social dee Moment sichen. An d'Sozialaarbechter versichen, fir all Fall eng individuell Léisung ze fannen. Mee och si kommen natierlech dacks un hir Grenzen, well et eeben net esou vill Wunnenge gëtt, net genuch Wunnenge gëtt a well d'Demande wierklech méi grouss ass wéi d'Offer. An ech mengen, do musse mer alleguerten nach méi Efforte maachen.

Bref, et gëtt ganz vill gemaach. Et gëtt sécher net genuch gemaach. Ëmmer wa mer vu Logement schwätzen, da wësse mer, dass net genuch gemaach gëtt. Mir wäerten als Regierung ons och weider Méi ginn, fir all méiglech Formen u Loge-

ment ze ënnerstëtzen a fir ze kucken, dass déi Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, déi an enger Detresse sinn, oder och Leit, déi eeben aus hirem Logement mussen eraus, dass déi net op der Strooss landen, mee dass mer och weiderhin hëllefen, dass déi Leit ënnerdaach kommen. A leider, leider muss och do heiansdo op Hotelszëmmeren zréckgegraff ginn, wa grad keng aner Méiglechkeet do ass. Mee ech mengen, mir probéieren do alleguerten, zesumme mat de Gemengen, déi och eng grouss Responsabilitéit hunn, hei weiderzekommen, fir abordabele Wunnraum ze schafen.

Villmools merci!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. Den Här David Wagner freet nach d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Merci och den zwee Regierungsmembere fir hir Äntwerten. Virewech, ech hunn, mengen ech, 19, 20 Froe gestallt an ech hunn och Verständnes, wann een net op all Fro kann agoen, d'autant plus datt vläicht och net onbedéngt déi zoustänneg Ministeren hei sinn, quitte datt een dat hätt kënnen esou organiséieren. Mee soit, dat ass eng aner Saach.

Ech ginn och zou, datt ech vläicht heiansdo séier schwätzen, an ech si selwer een, deen net ëmmer ganz séier nokënnt, fir Notten ze huelen.

De Problem ass awer deen, also et gëtt e puer Problemer. Et ass vum Pacte Logement geschwat ginn. Ech mengen, dat ass elo net d'Diskussioun, well de Problem, quitte datt de Pacte Logement, esou wéi en elo ausgesäit, natierlech besser ass wéi dee vu virdrun. Dat hu mer och scho gesot, virausgesat d'Gemenge maache mat. A wa se matmaachen, da kréie mer d'Resultater an zéng Joer.

De Problem ass awer deen, datt d'Situatioun, déi ass uerg elo! An ech hunn den Androck, datt mer eis vläicht net all esou hei bewosst sinn, wéi séier d'Situatioun sech degradéiert elo dobaussen. Well et gëtt Gesetzer. Gi se ëmmer agehalen? Dat ass eng aner Saach.

A grad, also e Beispill: Eng Fra, déi wierklech an enger prekärer Situatioun ass, déi am Neiduerf e Schloff huet fir iwwer 1.200 Euro an déi och nach schwanger gëtt. Leider huet se Pech gehat, well de Papp, dee wëllt an deem Fall guer net Papp sinn. Därer gëtt et jo och, gellt? Da seet d'Proprietärin: „Dir musst erausgoen, well ech wëll keng schwanger Fra oder keng Fra mat klengem Kand hei a mengem Schloff hunn."

Dat ass e Beispill. Ech mengen, jiddweree kennt vill Beispiller an esou weider. Dat heescht, iwwerhaapt d'Gesetzgeebung gëtt emol net esou richteg respektéiert. An et ass eng Grozon, well et ass schwéier erauszefannen. An ech mengen, et gouf gesot, d'Gemengen hu Responsabilitéiten. D'Gemengen hu wuel Responsabilitéiten. De Staat huet awer och Responsabilitéiten, mengen ech!

Iergendeng Kéier misst een awer och wëssen ... Ech hunn immens vill Froe gestallt, fir ze wëssen zum Beispill: Wéi gesäit et duerno aus am konkreete Beispill fir awer Leit, déi sech verscholt hu bei engem Office social an déi dofir duerno keng Garantie locative kënne kréien, wéi an deem Fall vun där Madamm, déi an deem Reportage ass? Also do kann een dohinnergoen a soen: „Housing First!" Mee dat huet näischt domadder ze dinn. Do kann ee soen: „De Pacte Logement, dee kënnt iergendeng Kéier." Wësst Der, „Wunne mat der Wooltz" huet 2009 ugefaangen, 2038 ass et definitiv fäerdeg! Da sinn ech 59 Joer al. Betrëfft mech net, mee just fir ze soen. Maacht d'Rechnung - mir all!

Also da kann een net mat esou Saache kommen. Ech mengen, mir sinn an enger Urgencesituatioun an et geet net ëm de Sans-abrisme - ech hunn och ni dovunner geschwat -, et geet ëm Leit, déi schaffen an déi net méi eng Wunneng fannen, well et ze deier ass, well se kee Proprietär méi fannen, kee Bailleur méi fannen, dee se unhëlt, an déi nieft all deenen Hëllefen, déi plus ou moins wierken, awer mussen ënnerdaach kommen. An duerno mussen nach aner Hëllefe kommen, justement fir datt se net weiderhin an der Aarmut bleiwen.

Et kéint een natierlech duerno iwwert d'Aarbecht schwätzen an esou weider, mee dat géif ze wäit féieren. Mee do sinn awer eng Partie Saachen, zum Beispill och: Wivill Logement-d'urgencen hu mer? Ech hunn e puer Beispiller geholl virdru mat Gemengen. Ech hunn och opgepasst, virdru gesot: „Ech ka mech vläicht ieren." Ech hu mech jo och geiert bei Diddeleng. Ech hu gesot, et wieren der null, et sinn der fënnef et cetera. Mee ech stelle fest, datt de Staat anscheinend och Schwieregkeeten huet erauszefannen, wivill et der ginn.

An duerno och, niewebäi gesot, d'AIS, mir mussen driwwer diskutéieren.

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wagner, Parole après ministre ass op fënnef Minutte limitéiert!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- A okay. Maja, just eng Saach dann, da sinn ech fäerdeg, mat der AIS. D'Madamm Cahen seet, mir misste mat Léisunge kommen. Mir sinn Deputéierter. Wa mir och nach d'Aarbecht vun der Regierung musse maachen ...! A wa mer Virschléi maachen, op déi gëtt net onbedéngt gelauschtert. Mir hu Froe gestallt opgrond vun Donnéeën, déi mer hunn, opgrond vu Saachen, déi mer wëssen an esou weider. A mir wéilten och gäre wëssen, wéini d'Regierung hir Responsabilitéit iwwerhëlt an där ganz schwiereger Situatioun fir Dausende vu Leit. An ech hunn den Androck, datt de Message net eriwwerkomm ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wagner. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung. Madamm Familljeministesch, wannechgelift!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, villmools merci, Här President. Ganz kuerz just. Dat Éischt ass, iwwer konkreet Beispiller a Fäll kann ech hei leider näischt soen. Dat, mengen ech, dat verstitt Der alleguerten.

Dass ech lech gefrot hunn, wat Der um System AIS géift änneren, dat ass well Dir gesot hutt, et muss een „eppes" änneren. Ech wollt just froen, wat „eppes" ass, ob Der dat kéint definéieren.

An dat Lescht, wat ech wollt soen, dat ass: Wat d'AIS ubelaangt, huet d'Regierung zënter 2013 Déngschtwunnengen der AIS zur Verfügung gestallt. Mir hu gekuckt, fir extreem vill Wunnengen, déi dem Staat gehéieren, der AIS zur Verfügung ze stellen. Ech hunn lech gesot, mir hunn de Park vun der AIS vervéierfacht an deene leschten néng Joer, wat enorm ass. Da kann ee jo net soen, et wär do näischt geschitt. Just de Contraire ass de Fall. Mir hunn d'AIS immens gestäerkt a mir hu se grouss gemaach doduerch, dass mer wierklech ganz vill Logementer zur Verfügung gestallt hunn, fir dass eebe Leit kéinte Logementer zu engem abordabele Präis zur Verfügung gestallt kréien.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ministesch.

Ier mer dëse Punkt kënnen definitiv ofschléissen, musse mer nach iwwert d'Motioun schwätzen.

Motion 1

Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Madamm Lorsché, wannechgelift!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Also déi Motioun ass eis net onsympathesch, well se wierklech op engem sozialen Hannergrond baséiert. A se ass och an der sozialer Iddi geholl ginn, déi Moossnam vun der Suspensioun vum Deguerpissement.

Et muss een awer soen, datt déi Moossnam wierklech punktuell geholl ginn ass, fir déi vulnerabel Locatairen an der häertster Phas vun der Kris ze schützen an doméinst och iwwert de Wanter an den Haiser ze halen. Et schaaft awer e Problem och an den Ae vun der Justizministesch - déi hei jo zoustänneg ass an net hei ass, déi mer dat awer och matgedeelt huet -, wann een déi do Moossnam perenniséiert, vu datt awer och nach aner Problemer domat verbonne sinn, wann Haiser besat bleiwen, ouni datt Loyere bezuelt ginn. Et ginn och Luusserten ënnert de Locatairen, déi awer dann och gutt ewechkommen. Ech menge schonn, datt ee geziilt muss kucken, wie wierklech an Nout ass.

An da komme mer do bei déi Diskussioun, déi mer elo haten, notamment déi, datt mer d'Moossname musse verstäerken, fir Leit a schlechte Situatioune besser iwwer Waasser ze kréien. An da kommen ech bei d'Aussoe vun der Madamm Cahen a vum Här Kox: Mir musse wierklech geziilt schaffen an dann och un déi Servicer denken, déi et an de Gemenge ginn, d'Office-sociallen, déi souwisou do musse verstäerkt gi respektiv och d'AIS an aner Servicer, déi geziilt fir déi do Leit musse schaffen.

An duerfir géife mer proposéieren, dës Motioun net unzehuelen, wat awer net heescht, datt mer géint sozial Moossnamen am Wunnengsbau sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An dann hat den Här Marc Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll och kuerz op dës Motioun vun deene Lénken hei agoen. Ben, ech mengen, wéi d'Virriednerin et scho gesot huet, natierlech ass dee soziale Volet, deen och enger CSV ganz wichteg ass. Dem Problem vun der Prekaritéit, mengen ech, deem musse mer alleguerten eng gewësse Rechenschaft ofleeën. Mir sinn nach ëmmer an enger „situation de pandémie". Notamment ee Secteur, dee momentan extreem dorënner leit, dat ass d'Gastronomie, wou awer Dausende vu Leit och dra schaffen, wou net nach op haut ofzegesinn ass, wéi d'Situatioun sech wäert an den nächsten Deeg a Wochen duerstellen.

Natierlech, wann och dës Leit nees kënnen normal virufonctionéieren, schaffe goen, hiert Geld verdéngen, da gesäit d'Situatioun sécherlech och fir si nees anescht aus.

Mir fannen och, datt dës Motioun vun der Durée hier e bëssen ze wäit oder ze laang geet, bis Enn des Joers. Wann et elo bis Mëtt des Joers gewiescht wär, mengen ech, hätt eng CSV sech sécherlech éischter kënnen domat ufrënnen. Mee mat deene Problemer, déi sécherlech awer och bei engem Deguerpissement ëmmer hannendrustinn, well verschidde Leit oder Locatairen eventuell haut dovu profitéieren, fir hire Loyer net ze bezuelen. An ech mengen och, d'Proprietäre mussen awer kucken, datt se effektiv hir Wunneng a Schoss an an Uerdnung halen.

Aus deem Grond géif d'CSV sech bei dëser Motioun enthalen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Lies. Da wier d'Wuert fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. An och deene Lénke merci fir déi Motioun. Ech mengen, si hunn an hirer Analys Recht. Et ass schwéier, datt mir hei an der Chamber, oder d'Majoritéit ëmmer erëm Aschränkung an dat normaalt ekonomescht Liewen decidéiert an domadder och natierlech indirekt eng gewësse Prekaritéit an eng Instabilitéit an d'Liewe vu ville Leit erabréngt. An op där anerer Säit géife mer dann dat net weider sozial offiederen, wéi mer et bis elo gemaach hunn.

Mir géifen deene Lénken ..., mir wësse jo net, wéi d'Situatioun sech weider entwéckelt, awer mir wäre bereet, dat hei matzestëmmen, wann do géif drastoen den 30. Juni, quitte datt mer dann duerno nach eng Kéier kucken, wéi d'Situatioun sech entwéckelt. Mee wann den Datum kéint méi kuerz gesat ginn, da wiere mir heimadder d'accord, soss géife mer eis enthalen. Villmools merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Also eis ass déi Motioun ganz sympathesch a mir wäerte se och matstëmmen, ob elo 31. Dezember oder am Juni. Et ass ganz einfach esou, jo, d'Situatioun ass nach ëmmer do! Wann ech der Madamm Lorsché nogelauschtert hunn, mengt ee bal, et géif alles besser ginn. Ech weess net, wou déi gréng dat op eemol hiergeholl hunn, dass alles soll besser ginn. Mee déi Leit, se kënnen awer net schaffe goen. Et ass nach ëmmer eng Fermeture, zu där se vun der Regierung forcéiert gi sinn. Dat heescht, d'Leit kënnen net schaffe goen.

De Problem ass jo herno fir déi Leit ..., dat Geld fält jo net herno einfach erëm esou vum Himmel. A mir mussen déi Leit jo awer schützen, dass se awer hiren Daach iwwert dem Kapp behalen.

Dofir, mir Piraten wäerte ganz kloer fir déi Sozialmesurë stëmmen, well et muss ee sech jo awer elo hei net iergendwéi eng Fantasie maachen, dass bis den 31. Dezember d'Welt erëm an der Rei wär! Also et muss een déi Leit jo awer schützen. Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. An dann huet den Här Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Vläicht e puer Saachen zu deem, wat elo gesot ginn ass. Am Moment hu mer eng Reegelung, datt d'Deguerpissementer ausgesat gi bis den 31. Mäerz. Dës Reegelung huet dës Chamber gesot Ufank Dezember. Ufank Dezember hate mer déi selwecht Aschränkungen ekonomescher Natur, wéi mer se haut hunn. Dës Woch soll nach e Gesetz gestëmmt ginn, e weidert Covidgesetz, wat bis an den Abrëll soll goen, also iwwert den Datum vum 31. Mäerz eraus.

D'selwecht ass d'Situatioun, datt ganz ekonomesch Beräicher zou sinn: den Horeca-Beräich, den Evenementiel, wat eng ganz schwiereg Situatioun fir den Aarbechtsmarché bedeit, besonnesch och fir Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, déi eventuell net gradesou héich qualifizéiert sinn.

Dës Situatioun ass identesch mat der Situatioun vum Dezember! Duerfir menge mer, datt et elo keen neie Moment gëtt par rapport zu där Situatioun am Dezember an datt eigentlech all déi Leit, déi am Dezember schonn derfir gestëmmt hunn, an dat ware se, wann ech mech richteg erënneren, alleguerten, och missten derfir stëmmen, fir déi Mesure iwwert den 31. Mäerz erausgoen ze loossen.

Ech sinn awer ganz domadder averstanen, wat den Här Lies och gesot huet, datt effektiv déi Aschränkunge jo och net previsibel sinn, ob déi elo bis den 31. Dezember ginn. An déi Propositioun, déi hie gemaach huet, wann ee géif soen, 30. Juni, wou een en Zäitraum hätt, dee méi iwwerschaubar wier, wou een eventuell raisonnablement dovunner kéint ausgoen, datt d'ekonomesch Aktivitéiten erëm méi normal géife funktionéieren, wéi dat am Moment de Fall ass, da si mer ganz gäre bereet, der CSV och op deem dote Punkt entgéintzekommen an net den 31. Dezember, mee den 30. Juni dohinnerzeschreiwen. Well et geet hei ëm eng Ausnamesituatioun, wou déi normal Reegele vun engem net funktionéierende Maart emol net méi funktionéieren! Duerfir brauche mer och dës Ausnamereegelung op jidde Fall iwwert den Datum vum 31. Mäerz eraus. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Wëllt nach een eppes zu dëser Motioun soen?

(Négation)

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Tess Burton), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Mars Di Bartolomeo), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.34 heures.)

Le saviez-vous ?

Compte rendu

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

Conférence des Présidents

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 80 de M. Gusty Graas relative aux boues d'épuration**
   - M. Gusty Graas - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
3. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des mesures non conventionnelles de la protection du climat dans le contexte de l'actuelle crise du climat**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
   - Débat : M. Max Hahn (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Georges Engel - M. François Benoy (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Fred Keup - M. David Wagner - M. Marc Goergen (dépôt des motions 1 à 3)
   - Prises de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (intervention de Mme Martine Hansen)
   - Motion 1 : M. François Benoy - M. David Wagner - M. Marc Goergen
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : Mme Stéphanie Empain - M. Marc Goergen
   - Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
   - Motion 3 : M. François Benoy
   - Vote sur la motion 3 (adoptée)
4. **7488 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, faite à Martelange, le 9 avril 2019**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Stéphanie Empain
   - Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Gusty Graas - M. Georges Engel - M. Fred Keup - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7481 - Projet de loi portant introduction d'un article 42bis dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne**
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
   - Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **Question élargie n° 75 de M. Marc Spautz relative au bien-être au travail**
   - M. Marc Spautz - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
7. **Question élargie n° 79 de Mme Djuna Bernard relative à l'éducation aux médias**
   - Mme Djuna Bernard - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
8. **Question élargie n° 81 de M. Claude Lamberty relative aux troubles du comportement chez les jeunes liés aux effets de la crise sanitaire de la Covid-19**
   - M. Claude Lamberty - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Question élargie n° 80 de M. Gusty Graas relative aux boues d'épuration

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtten u mat der erweiderter Fro Nummer 80 vum Här Gusty Graas iwwert de Klärschlamm. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Gusty Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President, an erlaabt mer, lech och nach all Guddes ze wënsche fir Äre Gebuertsdag.

Une voix.- O!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Eng Kläranlag produzéiert u sech 50 Gramm dréchene Klärschlamm pro Awunner a pro Dag. Dat waren am Joer 2018 gesamt gesinn ongeféier 9.000 Tonnen. Et gëtt jo och Kläranlagen, déi hunn hir eegen Dréchenanlag. An eist Land, dat wiisst permanent. Dat heescht also gläichzäiteg, datt mer och an Zukunft nach zousätzlech Kläranlage brauche respektiv déi besteeënd mussen adaptéiert ginn. Mir schwätze jo och elo scho vun enger véierter Klärstuf. Mir hunn de Moment eng 116 biologesch Kläranlagen. Da läit et also op der Hand, datt ee weess, datt och de Volume vum Klärschlamm wäert an deenen nächste Jore wuessen.

Ech wëll op dëser Plaz un e Gesetz erënneren - wat zwar kee lëtzebuergescht Gesetz ass - vum 10. Februar 2020 iwwert de Gaspillage alimentaire an d'Économie circulaire. An zwar kënnt dat aus Frankräich, mee dat huet awer eng ganz wichteg Bedeitung gehat och fir eist Land, well dat huet nämlech festgehalen, datt vum 1. Januar un, réckwierkend also, kee Klärschlamm méi däerf a Frankräich exportéiert ginn.

2018 hu mir awer zum Beispill nach 2.981 Tonne kompostéiert a Frankräich - bis op Nanzeg si mer gefuer, bis op Wancourt, also ronn 120 km vu Lëtzebuerg ewech.

Da gëtt et natierlech och d'Méiglechkeet vun der sougenannter Matverbrennung. Do ass ënner anerem de Moment d'Firma Cimalux zu Rëmeleng, déi Zement hierstellt, wou also och Klärschlamm gebraucht gëtt. Eppes ass jiddefalls kloer: Den Traitement vun dem Klärschlamm ass eng grouss Erausfuerderung fir eist Land a wäert ouni Zweifel fir déi nächst Joren nach fir muncht Kappzerbrieches suergen.

Dofir hunn ech et als opportun empfonnt, awer haut och dës Question élargie un d'Madamm Minister ze stellen. Ech soen och Merci, datt d'Madamm Minister elo hei present ass. Ech wëll hir an deem Kontext duerfir aacht Froe stellen.

Fir d'éischt emol: Wéi ass d'Entwécklung vum gesamten Tonnage an deenen nächste Joren ofzegesinn?

Zweetens: Wou läit vum Stand vun haut déi maximal Grenz vum Traitement vun dem Klärschlamm?

Drëttens: Et gouf eng Etüd gemaach, respektiv si ass och nach vläicht amgaang gemaach ze ginn, an zwar beruffen ech mech hei op eng Äntwert op eng Question parlementaire, déi ech lech de 4. September d'lescht Joer gestallt hat, wou Der matgedeelt hat, datt déi Etüd ufanks 2021 fäerdeg wier. Doweinst wollt ech emol froen, wou déi Etüd elo drun ass, ob och schonn éischt Resultater bekannt si respektiv ob Der och haut scho vläicht kéint Detailer matdeelen.

Eng véiert Fro ass dann déi, well an der Etüd engem awer matgedeelt ginn ass, datt vläicht sougenannt Centres de traitement géife festgehale ginn, ob do scho Sitte bekannt wieren.

Fënneftens: Wat d'Gestioun vun deene Sitten ubelaangt, wat fir eng juristesch Form ass do virgesinn? Mir ass och gesot ginn, et wier en Avis juridique gefrot ginn, wou sech dann och Gedanke gemaach gëtt, ënner wat fir enger juristescher Form esou e Centre de traitement herno kéint geréiert ginn. Ass dat een eenzege Gemengesyndikat vläicht oder ass dat soss eng aner juristesch Form?

Da sechstens: 2018 goufen nach 2.000 Tonne Klärschlamm an der Landwirtschaft gebraucht. Wéi sinn do d'Aussiichten? Kënne mer dervun ausgoen, datt mer och an Zukunft nach kënne Klärschlamm an der Landwirtschaft asetzen?

Dann eng siwent Fro: ob och d'Méiglechkeet besteet, vläicht an Zukunft Klärschlamm ze verbrennen. Dat gëtt et jo schonn am Ausland. Theoreetesch géif et jo eng Méiglechkeet hei zu Lëtzebuerg ginn, dat wier d'SIDOR. Meng Fro: Ass net awer och vläicht virgesinn, eege Verbrennungsanlage fir Klärschlamm ze bauen? An dann dee Moment schwätze mer jo vun enger sougenannter Monoverbrennung.

Dann nach eng aacht Fro, also eng lescht Fro dann nach: Mir stëmme jo de Mëtten och nach e wichtegt Gesetz, wat de Gewässerschutz vum Uewersauerstauséi ubelaangt mat dem ganzen Anzuchsgebitt, an do ass ënner anerem am Artikel 3 Paragraf 7 - an doweinst zéien ech dat awer elo schonn hei vir - vun där Konventioun festgehalen, datt ënner anerem och kann den Traitement vu Klärschlamm zesumme mat der Belsch an Zukunft nach verstäerkt gemaach ginn. Doweinst ass meng Fro, ob vläicht och do Potenzial fir d'Zukunft besteet, datt ee mat der Belsch zesummen eng gewësse Kollaboratioun do ustrieft.

Wéi gesot, dat waren déi verschidde Froen. An ech soen lech am Viraus scho Merci fir d'Äntwerten. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg, wannechgelift.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci dem Här Graas fir déi dote Fro. An och vu menger Säit, Här President, alles Guddes fir de Gebuertsdag.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Déi éischt Fro, do goung et jo drëm: Wivill Quantitéiten u Klärschlamm produzéiert Lëtzebuerg? Do hutt Der déi richteg Moyenne genannt. Dat sinn eng ronn 50 Gramm dréche Matière pro Persoun pro Dag, déi hei a Lëtzebuerg ufalen. Dat heescht, mir hunn eng direkt Ofhängegkeet vun dem Wuesstum vun der Bevëlkerung, awer och vum wirtschaftleche Wuesstum, vun de Leit, déi hei sinn, beim Klärschlamm.

Mir si jo amgaangen do eng Etüd ze maachen. An et ass vëlleg kloer: Mir leien elo, Stand 2018, bei ronn 9.000 Tonnen. Stand 2030 wäert dat scho bedeitend méi sinn, do si mer schonn op 12.834 Tonnen, wann een dat elo héichrechent, an esou weider. Dat heescht, et géif ee Rechebeispiller maachen zesumme mat de Prognosen. Mee dat sinn, à ce stade, Rechebeispiller. Déi brauch een awer, fir künfteg eng gutt national Etüd op d'Been ze stellen. Déi brauch een awer eebe grad, fir previsibel ze schaffen.

Déi zweet Fro, déi Der gestallt hutt, do geet et ëm déi aktuell Capacitéiten: Wat gëtt hei traitéiert? Do kann ee soen: Et ass bal fifty-fifty. À ce stade si bal 50 % vum Klärschlamm exportéiert ginn dat lescht Joer. An tëschent 10 % an 20 % - dat ass e bësse jee no Joer, wou ee kuckt - goufe bis ewell an der Agrikultur benotzt. Da goufen 20 % kompostéiert zu Lëtzebuerg an 12 % goufen eeben, wéi Der gesot hutt, coincineréiert. Dat heescht, do gouf awer nach d'Energie draus genotzt.

Den Objet vun der Etüd ass et eeben ... An ech wëll eng Kéier ganz kuerz soen: Déi Etüd hei, déi hu mer lancéiert, well mer a sech d'Ofwaassersyndikater, d'Gemenge wierklech net wollten aleng loosse mat där Thematik vun dem Klärschlamm, engem Offall, deen a sech ufält op eise Kläranlagen, wou mer eng Obligatioun hunn, déi dann och gutt ze geréieren. Well mir wëlle jo alleguerten an eng Kreeslafwirtschaft, mir wëlle jo a sech d'Ofhängegkeet, déi mer bis ewell hate vun eisen Nopeschlänner, wou 50 % higaange sinn, dann awer reduzéieren. Well mir mierken elo mam Gesetz vum leschte Joer, dass mer ab dësem 1. Januar kee Klärschlamm méi kënnen a Richtung Frankräich exportéieren. Dat heescht, mir sinn ofhängeg. An déi aner Léisungen, déi mer do musse fannen, wa se da sollen nohalteg sinn, dann hu mer besser, mir kucken hei zesumme mat den Ofwaassersyndikater, déi an deem Grupp och mat dra sinn, mat de Membere vun enger ALUSEAU, mat anere Ministèren, déi och concernéiert sinn, fir eng flott Strategie op nationalem Plang ze entwéckelen.

An da wëll ech och ganz gären op déi agoen. Et ass esou, dass elo uganks vum Mount, also virun e puer Deeg, en éischten Draft gemaach gouf. A mir wëllen awer do, well et an engem sensibele Beräich ass ... An ech wëll just soen, dee Groupe de suivi vun där Etüd, deen ass zesummegestallt aus sechs Membere vun der ALUSEAU, also vun de Syndikater vun de Gemengen, an awer och aus sechs Membere vun de Ministèren an Administratiounen. Dat heescht, mir traitéieren dat mat der gebuedener Virsiicht, well et natierlech hei ëm eng Gemengekompetenz geet.

Déi éischt Etapp ass, dass mer elo déi Etüd, deen Draft, deen also nach net fäerdeg ass, dee mer haut nach net kënnen erausginn, dass mer deen do an deem Grupp presentéieren. An da gëtt diskutéiert, wéi eng Optiounen, déi elo erschafft goufen, iwwerhaapt realiséiert ginn, wéi eng Sitten zréckbehale ginn.

Wat ech lech awer elo scho ka soen - well Der jo d'Fro no deene Centres de traitement gestallt hutt -, déi éischt Fro, déi sech gestallt gouf, an déi éischt Pist, op där geschafft gouf, war: Gi mer hei op eng zentral Léisung oder gi mer op méi Centres de traitement, op dezentral Léisungen? An dofir sinn a sech verschidde Standuerter gekuckt ginn.

Et gouf och ënnerschiddlech Technologien, well Dir hutt dat gesot, jee nodeem, wéi eng Technologie, kënne mer och zum Beispill Phosphat, wat eis jo géif interesséieren, erëm recuperéieren. Wéi eng Traitementsmethode gëtt et dann? Wéi eng Weeër hu mer haut? A wéi eng Weeër wäerten eis an Zukunft hëllefen?

Déi verschidde Sitte goufen dann och gepréift, ob se ëmwelttechnesch machbar sinn, ob de Standuert gutt ass. Hu mer eng Proximitéit zu dem Klärschlamm, zu de Kläranlagen? Dat heescht, dat sinn alles Saachen, déi elo an där Etüd gekuckt goufen, wou déi Sitte genee ënnert d'Lupp geholl goufen.

An dann ass et d'Aufgab vum Staat, zesumme mat de Gemengen, a virun allem awer vun de Gemengen, déi och an enger Responsabilitéit sinn, fir déi nächst Schrëtt ze designéieren, fir dass mer déi richteg Technologie kréien, déi richteg Capacitéiten an de Regiounen ausbauen an deenen ënnerschiddlechen Zenarien. An deem Schrëtt wëll ech elo hei, dat verstitt Der, och net virgräifen.

Mee dat sinn déi Pisten an déi ginn elo mat den Acteure Richtung Enn des Mounts beschwat. An da kënne mer lech sous peu, wann an deem gemëschte Grupp éischt méi stabel Pisten do sinn, déi natierlech wierklech gär matdeelen.

Dann zum Komplex vun der Forme juridique: Och do hu mer en Avis juridique gefrot, an zwar zu der Form vun der Kollaboratioun, déi sech d'Gemenge wënschen. Do kann een nämlech entweeder e Groupement d'intérêt économique maachen, et kann een e Syndikat vu Syndikater kreéieren, et kéint een eng Societéit kreéieren, et kéint een och op de Wee vun enger ASBL goen, eng Konventioun maachen tëscht all den Acteuren oder awer en Établissement public kreéieren. Dat heescht, mir hate ganz vill Optiounen an déi goufe juristesch analyséiert. An och dat wäert en Deel vun den Diskussioune sinn: Wat ass déi beschte juristesch Form, wou mer am beschte representéiert sinn, wou d'Gemengen am beschte representéiert sinn? An och do wëll ech net virgräifen, och do waarden ech déi Diskussiounen awer of.

Laut dem Avis juridique wär u sech e Syndikat, entweeder tëschent de Gemengen oder de Syndikater, eng appropriéiert Struktur. Mee dat ass just den Avis. An d'Diskussioun an d'Decisioun fält natierlech an deem Gremium, deen dofir och kreéiert ginn ass, an am Accord mat alle concernéierte Gemengen. Dat kann ech lech gär versécheren.

Dann hutt Der d'Fro vun der Landwirtschaft gestallt. Jo, do si mer jo haut an engem klore Kader, dass genee opgepasst gëtt, wéi eng Meng wouhinner gefouert gëtt. An dat ass och richteg a wichteg esou. Déi Quantitéite wäerten no an no ofhuelen, eebe grad wéinst de Bedenken, déi do sinn. Ech ernimmen der hei e puer: Dat sinn op där enger Säit Residue vu Medikamenter, dat sinn op där anerer Säit Schwéiermetaller, dat si Polluanten, déi do dra sinn, dat kënnen awer och Mikroplastiker sinn, déi mer net erauskréien. Natierlech kréie mer duerch eng véiert Klärstuf dat eent oder anert verbessert, mee e Reschtrisiko bleift.

A wa mer eng gutt Léisung fannen an eng flott national Strategie entwéckelen - an da ginn ech op Är sechst a siwent Fro -, wou mer dann eventuell e puer Zenteren hunn, wou eng gutt energeetesch Valoriséierung geschéie kéint, wou mer och nach kéinten eng Recuperatioun vun de Phosphater maachen, wou mer och nach eng Added Value an deem Beräich hätten, wou mer a Richtung méi modern an nohalteg Strategie fir Lëtzebuerg géife goen an onofhängeg géife gi vun den Entscheedunge vun Nopeschlänner, da wäre mer op jidde Fall op der gewonnener Säit. An dann hoffen ech, dass d'Gemengen dee Wee natierlech och matginn. Mee dat gëtt alles mat hinnen diskutéiert.

Dat heescht am Kloertext: De Ministère a seng Verwaltunge sinn hei am Rôle vu Facilitateuren. A mir hëllefen, d'Decisioun op Gemengenniveau ze guidéieren.

An dann zum aachte Punkt: Jo, och mat der Belsch wollte mer eis Méiglechkeete ginn. An am Kader vun deem Projet de loi, deen elo do ass, wäert dat och an déi Richtung nach eng Kéier iwwerduecht

ginn. Awer déi Strategie, déi mer elo op d'Bee stellen, dat ass natierlech, fir esou gutt wéi méiglech onofhängeg ze ginn an eng nohalteg Léisung ze fannen, wat d'Gestioun vum Klärschlamm hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Domat soen ech Iech Merci an ech hoffen, ech konnt Iech Är Äntwerte ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des mesures non conventionnelles de la protection du climat dans le contexte de l'actuelle crise du climat

D'Chamber hält haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn of iwwer onkonventionell Klimaschutzmoossnamen am Kontext vun der aktueller Klimakris, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. An ech ginn d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen als Vertriederin vun der CSV-Fraktioun. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. D'lescht Woch ass en UNO-Bericht erauskomm. Do steet dran, datt, och wann all d'Länner hir Klimaziler géifen erreechen, mer dat 1,5-Grad-Zil vum Paräisser Klimaofkommes net géifen erreechen. Well d'EU-Kommissioun seet, mir wäerten 2050 nach 550 Megatonnen CO_2 als Reschtemissiounen hunn, well eebe ganz einfach net all Emissiounsquell kann eliminéiert ginn.

An dat huet mech u sech un e Gespréich erënnert, wat ech virun e bësse méi wéi engem Joer, ech mengen, et war am Oktober 2019, hat, wéi déi belsch Kinnekskoppel hei war. Du souz ech zoufälleg bei engem Fuerscher vum VITO Klimainstitut. Do hu mer iwwert d'Klimaziler geschwat an iwwer e Wee, wéi mer déi kéinten erreechen. Du sot den Här ganz einfach: „Wa mer esou virufueren, erreeche mer se net. Et geet net duer, fir nëmmen CO_2 anzespueren, mee mir mussen och kucken, fir CO_2 aus der Atmosphär erauszebannen." Dat huet mer u sech immens interessant geschéngt an ech hunn och relativ laang mam Här diskutéiert, wéi dat géif goen. An ech hunn awer och gelies, datt de Weltklimarot, den IPCC, dat selwecht seet. An duerfir brauche mer eeben nieft dem konventionelle Klimaschutz, der Reduzéierung vun den Emissiounen, wat definitiv déi alleréischt Prioritéit muss sinn, och onkonventionell Klimaschutzmoossnamen, fir eeben d'Reschtemissiounen erauszekréien.

An ech soen et direkt: Et gëtt bei deenen onkonventionelle Klimaschutzmoossnamen der och, déi mer ee ganz mulmegt Gefill ginn. An op déi wëll ech och hei net agoen. Ech wëll hei just op déi agoen, déi u sech CO_2 aus der Atmosphär kënnen erausbannen, filteren, bannen an och stockéieren.

A well dëse Sujet awer an der klimapolitescher Debatt hei zu Lëtzebuerg - an ech erënneren do un de Klimaplang - u sech guer net debattéiert ginn ass, hu mer dës Heure d'actualité ugefrot. An ech wëll elo hei just eng Klammer maachen: Frankräich huet annoncéiert, datt si, fir hir Klimaneutralitéit ze erreechen, och op technologesch Methode wäerten zréckgräifen. Si hunn natierlech elo nach keng Prezisioune ginn, mee ech wëll et just soen: Mir mussen déi Decisiounen elo ugoen an déi Diskussiounen elo féieren. Mir däerfen net d'Aen zoumaachen, wéi wann alles géif normal riichtlafen, wéi wa mer näischt misste maachen. Nee, mir mussen elo no Léisunge sichen, a Léisungen ouni Risiken.

An dofir ginn ech einfach emol op e puer Beispiller an, wat ee kéint maachen. Et kéint een natierlech soen, fir CO_2 ze bannen: „Ma mir forste massiv op." Ech mengen, dat ass eng Method, déi weltwäit etabléiert ass. Si ass och ganz effikass. Mee si geet net duer, u sech aus zwee Grënn: Éischtens, wat d'Beem méi al ginn, wat se och manner CO_2 kënnen ophuelen a bannen, an zweetens, d'Fläch, mir hunn net genuch Fläch. Mir kënne jo zu Lëtzebuerg net nëmme Bësch maachen. Mir kënnen och an der EU net nëmme Bësch maachen. An eng Studie vun der ETH Zürich huet am Prinzip virgerechent, mir bräichten 900 Milliounen Hektar, déi misste mat Beem beplanzt ginn, fir zwee Drëttel vun de vum Mënsch gemaachten CO_2-Emissiounen auszegläichen. 900 Milliounen Hektar! A si soen och: „Dës Fläche leien elo net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg oder an der EU." Well wann Der et just vergläicht: 900 Milliounen Hektar bräichte mer. Déi ganz EU huet 174,6 Milliounen Hektar landwirtschaftlech Notzfläch. 900 Milliounen Hektar, dat ass esou eppes wéi Amerika ouni Alaska, wat een u sech misst opforsten. An d'ETH seet: „Do wou Fläche sinn, wou Potenzial ass, dat ass a Russland." An ech mengen, do si mer eis eens, do sinn eis Decisiounsméiglechkeeten net ganz grouss.

Een zweete Wee ass, fir eeben CO_2 mat Hëllef vu cheemesche Prozesser aus der Loft ze filteren an dann ënnerierdesch ze späicheren.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat nennt ee Carbon capture and storage. Ben, dat Ganzt ass elo am Moment nach immens energieintensiv. An et ka sech och just do lounen, wou u sech iwwerschëssseg erneierbar Energie ass. An dat kéint zum Beispill bei der Geothermie an Island sinn.

Dat VITO Klimainstitut, wou ech Iech gesot hunn, dass ech mam Här geschwat hunn, do si se amgaang esou eng Versuchsanlag opzebauen, fir eeben d'Käschten ze reduzéieren, wann een duerch e cheemesche Prozess den CO_2 aus der Loft erausfiltert.

Et gëtt awer nach aner interessant Pisten: d'Klimaanlagen. Mir brauchen ëmmer méi Klimaanlagen. Dat wäert sech och net reduzéieren. Klimaanlagen, Killsystemer, déi am Moment u sech virun allem Emissioune produzéieren, déi kéinten an Zukunft CO_2 aus der Loft filteren. Doru gëtt och gefuerscht. Et gëtt zu Karlsruhe am Institut für Mikroverfahrenstechnik dorunner gefuerscht. Dat wär jo eng immens Saach. Mat där Technik kéint een, amplaz datt een - ënner Gänseféisercher - „Knascht" mécht, Emissioune mécht, dann den CO_2 u sech aus der Loft huelen.

An dann denken ech natierlech zum Beispill un Datenzentren, wou immens vill gekillt gëtt. Dann denken ech natierlech automatesch u Google, wann déi op Biisse kommen. Wär dann do net eng Fuerschung an deem Sënn hei zu Lëtzebuerg ubruecht? Well dat Ganzt ass nach nëmmen an de Kannerschong. Et ass awer wichteg, datt mer hei zu Lëtzebuerg do net d'Schlappe verléieren.

Dann den CO_2, dee mer erausfilteren, dee misst jo dann nach gespäichert ginn. An och do gëtt et Pilotprojeten: Zum Beispill an Island gëtt gekuckt, fir deen an zwee Kilometer Déift ze pompelen. Den Hafe vu Rotterdam probéiert, klimaneutral ze ginn, andeems ee probéiert, den CO_2 am Mieresbuedem ze späicheren.

An dann, wann ech jo soen „ech späicheren", dat heescht, ech huelen en aus der Loft eraus, ech späicheren en iergendwou, wou en net méi fräigesat gëtt, da sinn ech CO_2-negativ. Ech kéint et awer och CO_2-neutral maachen, andeems ech de Kuelendioxid notzen. Zum Beispill an den Zären: Dir wësst, d'Planzen, déi brauche Kuelendioxid fir d'Fotosynthees ze maachen a Sauerstoff ze produzéieren. Do kann den CO_2 dee knappe Facteur sinn. Dat heescht, den CO_2 kann een an den Zären notzen. Et kann een e beim Gedrénks notzen - alles wat spruddelt, do ass och Kuelendioxid dran. Et kann een en awer och notze bei Baumaterial. Dat ass dann awer allerdéngs nëmmen CO_2-neutral.

Eng drëtt Méiglechkeet ass, fir Bioenergie mat Kuelendioxid eeben ze bannen an ze späicheren. Dat gëtt BECCS genannt. Hei gëtt am Prinzip Biomass verbrannt. Dat heescht, Biomass huet jo Kuelendioxid aus der Loft opgeholl, dat gëtt verbrannt an da gëtt den CO_2 erausgefiltert a gespäichert. Och do si schonn aner Länner relativ wäit. A Groussbritannien an a Schweden ass e richtege Geschäftsmodell sech amgaang an dësem Beräich ze etabléieren. Wann ech d'Beispill vun Arcelor huelen: Bei Arcelor, ass jo gesot ginn, soll elo Biomass verbrannt ginn. Ma wa si Biomass verbrennen, amplaz aner Energie ze huelen, dann ass dat jo u sech - well d'Biomass setzt jo dann erëm dee Kuelendioxid fräi, deen iergendwann eng Kéier gespäichert ass - dann ass dat CO_2-neutral. Wa si et awer elo géife fäerdegbréngen a si géifen den CO_2 erausfilteren a si géifen den CO_2 späicheren, ma da wär dat BECCS an dann hätte mer CO_2-negativ geschafft, wat natierlech extreem effizient wär.

Ech wëll awer och de véierte Punkt, d'Karbonbannung am Buedem, net vergiessen. Do hu mer beim Klimaplang driwwer geschwat. Eis landwirtschaftlech Fläche sinn an deem Fall extreem wichteg.

Et wäert also an Zukunft sécher verschidde Moossname brauchen, fir eis Klimaziler ze erreechen. A fir eeben an awer ofseebarer Zukunft vun esou Methode profitéieren ze kënnen, muss éischtens d'Fuerschung op dësem Gebitt gestäerkt ginn. Eenzel Länner - ech hunn der e puer genannt - si ganz aktiv. Lëtzebuerg däerf hei den Uschloss net verléieren.

Dir wësst, beim Klimaplang hat ech jo meng Problemer. Ech war mat der Glaskugel komm. Ech weess net, ob ech dat du scho verzielt hat, mee ech mengen, de Klimaplang ... Ech hat schlecht geschlof déi Nuecht an ech hat tatsächlech gedreemt. Also, d'Chamber bereet net ëmmer schéin Dreem, an deen hei, dee goung alt, ...

(Brouhaha et interruption)

... deen hei, dee goung. Dee goung, well ech si wierklech mam Auto gefuer an den Auto hat en Auspuff. Aus deem Auspuff ass CO_2 komm. An dunn ass een duerchsiichtegen Auspuff iwwert den Auto komm. An deem duerchsiichtegen Auspuff war Chlorophyll dran an e bësse Waasser. An du koum hannen aus dem Auspuff Sauerstoff eraus.

(Brouhaha)

Also dat wär jo e schéinen Dram. Ech si leider ...

(Brouhaha)

Ech si leider kee Fuerscher, ech mengen, bei mir hätt et net funktionéiert. Mee et gëtt awer esou Saachen, esou eng kënschtlech Fotosynthees, dat gëtt et. An ech denken och, Lëtzebuerg soll an dëse Beräicher fuerschen.

An do ass et wichteg: Ass d'Regierung gewëllt, och d'Fuerschung an dësem Beräich eebe vun den onkonventionelle Klimaschutzmoossnamen ze ënnerstëtzen, ze förderen, eeben e Schwéierpunkt och do ze setzen?

Op där anerer Säit däerf awer - well ech hu gesot, ech hätt och op verschiddene Plazen e schlecht Gefill bei deene Saachen, wéi een hei ka virgoen, géint de Klimawandel oder fir de Klimaschutz - net egal wat gefuerscht ginn an experimentéiert ginn, fir eeben ongewollt Konsequenzen ze verhënneren. An duerfir brauche mer - dat ass mäin zweete Punkt - en internationalen, en europäesche Ramen, oder vläicht och nach e Gremium, deen doriwwer decidéiert, wéi eng Versich däerfe gemaach ginn, wien d'Haftung iwwerhëlt. Mir brauchen eng eenheetlech eethesch Bewäertung vun de Fuerschungsusätz, an dat esou séier wéi méiglech. An do - si mir zumindest als CSV der Meenung - muss déi Lëtzebuerger Regierung eng aktiv Roll an Europa iwwerhuelen a sech duerfir eeben och mat dem Sujet auserneesetzen.

D'Reguléierung vun den CO_2-Entnahmemethode muss wierklech sécherstellen, datt nodeeleg Wierkungen op de Mënsch an d'Ëmwelt ausgeschloss ginn. An duerfir, wéi gesot, schwätzen ech net vun deene Saachen, déi do am Weltall iergendwéi probéieren, d'Sonnestralen ze reflektéieren - nee, dovunner schwätze mer hei net.

Zesummefaassend: De Klimaschutz - an dat ass wichteg - muss nach ëmmer virrangeg iwwert d'Reduzéierung vun den Zäregasen an d'Steigerung vun der Energieeffizienz geschéien. Mee mir brauchen och Systemer, fir Kuelendioxid aus der Loft ze bannen, ze späicheren. Net als Ersatz fir CO_2-Reduzéierung, net als Politik vum Zauberstaf, wéi d'Madamm Minister dat am Kader vum Klimaschutzgesetz genannt hat, mee als Noutwendegkeet, esou wéi u sech de Klimarot dat och seet, fir eis Klimaziler kënnen ze erreechen. An dofir mussen dës Diskussiounen elo geféiert ginn! Si musse Bestanddeel vun der klimapolitescher Debatt ginn! An duerfir ass et och extreem wichteg, datt d'Regierung sech zu dësem klimarelevante Sujet positionéiert.

An deem Sënn wär et wichteg ze wëssen: Wéi gesäit d'Positioun vun der Regierung aus zur CO_2-Bannung, -Späicherung? Huet d'Madamm Minister vläicht hir Meenung geännert, datt dat just eng Politik vum Zauberstaf ass, oder ass si nach der Meenung, datt dat heite keng Roll däerft spillen? Respektiv: Wat seet d'Madamm Minister zur Ausso vum IPCC, datt mer déi zwou Saache brauchen?

Als CSV ass et fir eis kloer: Mir brauchen et, fir déi noutwendeg Reschtemissiounen ze eliminéieren, fir eis Klimaziler kënnen ze erreechen. Lëtzebuerg soll eng Virreiderroll hei a verantwortungsvoller Fuerschung spillen, kéint déi och spillen. Mir mussen et just pushen. A mir brauchen eng international Reguléierung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Am Kampf géint de Klimawandel muss déi éischt Prioritéit ganz kloer d'Reduktioun vun eisen CO_2-Emissioune sinn. Dovu si mir als Demokratesch Partei fundamental iwwerzeegt. Jo, déi eenzeg Chance, déi mer hunn, fir d'Klimakris ze evitéieren, ass, dass mer eis Aart a Weis, als Gesellschaft ze liewen an ze funktionéieren, grondleeënd an och dauerhaft änneren. Mir mussen onbedéngt fortkomme vun eiser Ofhängegkeet vu fossillen Energien hin zu engem Modell, dee klimaneutral ass. Déi gutt Noriicht ass: D'Technologien, fir dat ze realiséieren, déi sinn do.

Den technologesche Fortschrëtt gëtt eis haut schonn d'Méiglechkeet fir ze schaffen, ze hëtzen, eis fortzebeweegen - alles ouni Zäregasen. An dee Fortschrëtt, dee bleift jo och net stoen. An deenen nächste Jore wäert sech nach immens vill doen am Beräich vun den nohaltegen Technologien. An och wann et technesch méiglech ass, muss et awer och emol an der Praxis ëmgesat ginn. Dat kascht deiert Geld an dat verlaangt nach vill Efforte vun eis all: vum Bierger, vun der Wirtschaft an och vum Staat.

Dowéinst sollte mer an dëser Diskussioun op alle Fall evitéieren, dass och nëmmen usazweis den Androck entsteet, wa mer genuch Kuelestoff aus der Loft suckelen, dass mer dann eise jëtzege Liewensstil neutraliséieren an da jo eigentlech kënnen esou weiderfuere wéi bis elo. Dann ass déi ganz Klimakris jo eigentlech och vläicht guer net esou schlëmm a mir brauche keen Effort méi ze maachen. Abee, esou einfach ass et jo awer net! „Carbon capture, usage and storage" ass leider net d'Zauberformel, mat där mer de Klimawandel ewechzauberen. Dofir kënnt et einfach och ze spéit.

Mir mussen elo eppes änneren. An dat ass: d'Emissioune reduzéieren, andeems keng nei méi ausgestouss ginn an den CO_2 am Buedem bleift. Wéi gesot, d'Technologie fir dat ze maachen ass prett. Erneierbar Energien, emissiounsfräi Mobilitéit, Waasserstoff fir an der Industrie, dat ass alles do. Elo muss et - ënner Guillemete - „just" nach agesat ginn. Dat ass eng Aufgab, déi ass scho grouss genuch.

D'Technologie vun den negativen Emissiounen ass nach net prett. Mir kënnen haut nach net higoen a Kuelestoff a signifikante Quantitéiten aus der Atmosphär bannen. Déi Technologie stécht nach an de Kannerschong. Als DP si mir jo grondsätzlech technologieoppen. Mir vertrauen an d'Innovatiounsfäegkeet vum Mënsch an doran, dass de Fortschrëtt eis nach Léisunge wäert bréngen, wou mer d'Problemer haut emol nach net kennen.

Grad am Beräich vun den Ëmwelttechnologië si mer zouversiichtlech, dass nach riseg Spréng gemaach wäerte ginn. Dowéinst wëlle mer eis gewëssenen Technologien net d'office verschléissen. Mee mir soen: Wéi ass d'Situatioun an zéng Joer? Ass déi Technologie bis dohinner esou wäit fortgeschratt, dass se net just effikass ass, mee och bëlleg genuch, fir se flächendeckend anzesetzen?

Et gëtt eng rezent Etüd vun der University of California vu San Diego, déi geet dovun aus, dass, wann „direct air capture", also d'Banne vun CO_2 aus der Loft, massiv gefërdert géif ginn an d'Weltgemeinschaft änlech vill Suen drastécht wéi an d'Bekämpfe vum Covid, da kéint een 2050 ronn zwou Milliarden Tonnen CO_2 aus der Loft filteren. Dat sinn ongeféier 6 % vun deem, wat mer haut ausstoussen.

Bon 2050, dat ass e laangen Zäitraum. Et ass scho gewot, wëllen ze soen, wat 2030 wäert sinn. Wéi gesot, mir sinn do méi optimistesch, wat dat betrëfft, mee d'Konklusioun vun där Etüd deele mir awer: Déi Technologie kënnt einfach ze spéit. Si kéint héchstens complementaire zu all deenen aneren Efforten a Mesuren agesat ginn - net haut, net muer, mee wa se dann ausgeräift ass. Bei esou enger Lag muss ee sech da froen: Huet et dann e Wäert, do elo esou vill Suen dranzestiechen?

Huet et e Wäert, Milliounen a Milliarden ze investéieren, wa mer jo eigentlech schonn déi technologesch Moyenen hunn, eppes géint de Klimawandel ze maachen, an ze riskéieren, dass déi Gelder da vläicht do feelen, wou se dréngend gebraucht ginn? Nee! Mir als DP soen: Mir mussen eis Ressourcen elo asetzen, fir déi erneierbar Energien ze förderen, d'emissiounsfräi Mobilitéit, emissiounsfräit Hëtzen a Wunnen. Wat mer brauchen, si Späichere fir eng erneierbar Energie, sozial Ausgläichmesuren, wéi e Masuttheizungsersatzprogramm, wéi Aidë bei der energeetescher Sanéierung an esou weider an esou fort.

En gros soll dat, wat d'Regierung bis elo gemaach huet, weidergefouert an och ausgebaut ginn. Mir kënnen eis et net erlaben, grad elo an dëser Situatioun, Suen ze verbrenne bei Technologien, déi nach net ausgeräift sinn, déi fir de Moment net effikass genuch sinn an déi och nach e falscht Signal senden à la „mir kënne weidermaache wéi bis elo".

Mee mir soen als DP awer och: Wann an enger Rei Joren déi Technologië riseg Spréng gemaach hunn a super Resultater bréngen, ouni dass ee sech als Lëtzebuerg op e wirtschaftlecht Abenteuer muss aloossen - why not? Firwat net als complementaire Mesuren esou eppes asetzen? Mee de Moment stellt sech déi Fro fir d'Demokratesch Partei net.

Dëst gesot, nach e ganz, ganz grousse Merci der Madamm Martine Hansen, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet an och nach hir Dreem mat eis hei gedeelt huet. An ech géif Iech, léif Kolleegen, villmools Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. D'Madamm Martine Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Däerf ech dem Här Hahn eng Fro stellen?

M. Max Hahn *(DP)*.- Selbstverständlech.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech wollt just wëssen, wat d'DP virgesäit fir eeben déi Reschtemissiounen. Well d'EU-Kommissioun seet: „Mir hu 550 Megatonne Reschtemissiounen, déi mer hunn, well mer net all den CO_2 kënne verhënneren." Wat gesitt Der vir? Wa mer gären eng Klimaneutralitéit hätten, ...

(Interruption)

... da musse mer eppes maachen.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo. Villmools merci fir déi Fro. Bon, et ass e bëssen dat, wourop ech wollt a menger Ried hei agoen. Dat ass, dass mer déi Efforten, déi mer am Moment amgaange sinn ze maachen - ech denken do un d'Klimaschutzgesetz -, nach mussen ausbauen, dass mer déi nach musse verdéiwen, fir dass mer dohinner kommen, wou mer hi wëllen. An ech hunn awer och elo um Schluss vu menger Interventioun wëlle kloermaachen, dass, wann déi technologesch Moyenen, iwwert déi mer an der Aktualitéitsstonn hei jo geschwat hunn, bis souwäit sinn, dass mer eis deenen da selbstverständlech net verschléissen. A wann et drëms geet, fir do Fuerschungen ze maachen, ass dat selbstverständlech och eppes, wat mer ganz interessant fannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel agedroen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och der CSV fir dës ganz interessant Heure d'actualité.

D'Zil vun der Klimaneutralitéit bis 2050, dat ass eng enorm Erausfuerderung, et ass schonn e puermol gesot ginn. Et bedeit allerdéngs net, an dat wëll ech och eng Kéier kloer hei soen, dass mer all eis CO_2-Emissiounen elo mussen op null erofsetzen. Dat wär iwwerhaapt och guer net méiglech. Mir hunn ëmmer eng Produktioun vun CO_2. Mee et heescht, dass mer a verhältnismëisseg kuerzer Zäit Veränneerunge mussen duerchsetzen, déi zum Deel mat staarken Investitiounen, awer och mat der Bereetschaft vun alle Leit verbonne sinn, eng Rei vu Gewunnechten ze änneren. Mir kënnen - an et ass virdru gesot gi vum Max Hahn hei an och vun der Madamm Hansen - net weidermaache wéi bis elo.

D'Akzeptanz an d'Meenungen zu der Transitioun an der Bevëlkerung leien do oft wäit auserneen: vun deenen engen, déi mengen, et wär schonn alles iwwerdriwwen an dat wär alles net noutwendeg, wat mer hei géifen elo proposéieren, bis zu deenen, déi soen: „Boff, et huet souwisou kee Sënn, dass mer eppes maachen, well et geet souwisou d'Baach erof. Et ass alles souwisou schonn ze spéit." An déi béid Haltungen, Dir Dammen an Dir Hären, déi sinn iwwerhaapt net hëllefräich. Well esou komme mer konkreet net virun. Wa jiddwereen näischt wëllt maachen, jo, da komme mer net virun.

Mir hunn zu Lëtzebuerg e Plang, wéi mer eis Klimaziler an deene kommende Jore wëllen erreechen. Deen ass ganz ambitiéis. An dach soen eis Experten, dass dat nach net duergeet. Mir hunn Technologien haut an déi solle mer natierlech och haut gebrauchen.

An deem Kontext gëtt d'Diskussioun ëm nei Methoden, fir CO_2 aus der Atmosphär ze huelen an ze sequestréieren, erëm méi verstäerkt gefëiert. Dat gëtt all deenen Hoffnung, déi sech Suerge maachen, dass mer, weltwäit gekuckt, eis Ziler anescht net erreechen. An hei zu Lëtzebuerg gouf et och e Pilotprojet am Beräich vum geologesche Stockage, dee fir vill Diskussioune gesuergt huet. ArcelorMittal wollt nämlech am Wierk zu Florange CO_2 captéieren - dat war 2012 -, deen dann och an der Ëmgéigend vu Verdun hätt solle stockéiert ginn. Fir d'Mataarbechter vu Florange wär dat ganz interessant gewiescht, déi hätten Hoffnung gehat, dass de Site do kéint esou iwwerliewen.

Zu Lëtzebuerg ass de Projet awer op grousse Widderstand gestouss. Et war séier kloer, dass et zu Lëtzebuerg éischtens kee Site géif ginn, dee fir de Stockage a Fro kéim. Mee dës Technologie gouf als ze vill risikoräich an och ze vill deier vun alle Säiten ofgeleent. An dunn ass dat och an der Chamber esou festgehale ginn.

Gëtt et dann elo nei Erkenntnisser, déi et noutwendeg maachen, dass mer eis Haltung zu Lëtzebuerg géifen iwwerdenken? Wat de geologesche Stockage vun CO_2 ugeet, esou huet sech u sech net ganz vill geännert. Et gëtt zwar eng Rei vu Projeten, Pilotprojeten, mee nach ëmmer ass d'Ofscheede vun CO_2 bei Industrieanlagen oder direkt aus der Loft immens energieopwändeg. An dat geet dann eeben nëmmen, wéi d'Madamm Hansen gesot huet, an Island, wou iwwer Geothermie déi gréng Energie dann och direkt do ass.

Allerdéngs gëtt et bei neie Forme vu Stockage interessant Fuerschungsprojeten, wou den CO_2 a fester, mineraliséierter Form stockéiert gëtt, soudass zumindest de Risiko vu Fuitte ka verhënnert ginn. Doriwwer eraus gëtt et ganz aner Projeten, wou een hofft, grouss Menge vun CO_2 kënnen iwwer laang Zäit ze späicheren. Keng vun deenen Technologien ass awer am Moment esou wäit, dass mer se kënnen direkt am akute Kampf géint de Klimawandel gebrauchen. Trotzdeem si mir als LSAP der Meenung, dass d'Fuerschung, fir no zousätzleche Méiglechkeeten ze sichen, fir CO_2-Reduzéierung an der Atmosphär ze erreechen, wichteg ass. An ech fannen den Usaz ganz interessant, dee vun de Klimaanlagen, vun deem ech bis elo nach net wousst, mee dee ganz interessant kéint sinn, fir eeben och do CO_2 ze bannen oder anescht ze notzen an deenen Anlagen.

Mir gleewen als LSAP un den technesche Fortschrëtt, mir hunn dat nach ëmmer gemaach. A mir hoffen, dass nei Erkenntnisser an Innovatioun een Deel vun der Léisung wäerte sinn. Dëse Fortschrëtt huet eis schonn dacks gehollef. A mir wëllen eis deem och net verschléissen.

D'Hoffnung op de Fortschrëtt, déi soll awer op kee Fall als Excuse gëllen, fir elo manner Efforten ze maache bei der Transitioun. Konkreet bedeit dat och, dass dee gréissten Deel vun allen Investitiounen am Kampf géint de Klimawandel muss an der Vermeidung vun den Emissiounen an natierlech an der Produktioun vun erneierbaren Energië leien.

Ech maachen et e bësse méi kuerz. Et geet natierlech och dorëms, fir déi Späicheren, déi CO_2-Späicheren, déi mer hunn, de Bësch, den Torf, alles dat ze erhalen an net futti ze maachen. Da brauche mer nämlech keen enormen Opwand ze maachen, fir déi erëm ze kompenséieren.

D'LSAP erwaart deemno vun der Regierung, dass si all wëssenschaftlech Entwécklung am Beräich vun der Sequestréierung vun CO_2 suivéiert, dass se se virundreift, dass se an der EU ee vun de Virreider, ee vun den aktive Poste gëtt, fir dat virunzedreiwen, an dann och esou e Bäitrag zu relevante Fuerschungsprojete ka leeschten. Déi Chance do, déi musse mer onbedéngt notzen. A mir sollen doraus och keng ideologesch Diskussioun maachen.

Allerdéngs kënne mer net blann drop vertrauen, dass mer déi gewënscht Fortschrëtter do séier géifen a praktikabel Léisungen ëmsetzen, an duerfir musse mer haut schonn handelen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An da wier et um honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Déi wichtegst Léisungen an Technologien, déi mer brauchen, fir eist Klima ze schützen, déi sinn haut schonn do. A mir brauchen drastesch Changementer, fir klimaneutral ze ginn an esou och der Zukunft an den nächste Generatiounen e liewenswäerte Planéit ze hannerloossen. An dat verlaangt vun eis alleguerten Ustrengungen a politesche Wëllen.

Ech schwätzen do vun engem héijen Invest an Infrastrukturen a Richtung Klimaneutralitéit, Primme fir d'Bierger an d'Ekonomie ze ënnerstëtzen, Steiere fir ze lenken. An eis Instrumenter, déi mer eis scho ginn hunn, musse mer permanent evaluéieren an nobesseren. A genau do muss eis Prioritéit leien! Mir däerfen d'Technologien net als Virwand notzen, fir haut net alles drunzesetzen, wat mer nëmme kënnen, fir d'Emissiounen haut schonn ze reduzéieren!

An trotzdeem ass den Debat vun haut wichteg, well d'Fro vun dem Geoengineering och international ëmmer méi intensiv diskutéiert gëtt.

Jo, de Weltklimarot seet, dass all Zenario ënner 1,5 °C Negativemissiounstechnologië mataberechent. Mee den IPCC seet awer och, dass vill vun deenen Technologien, déi et haut gëtt oder déi zur Debatt stinn, grouss Impakter op d'Land, d'Waasser an d'Energie hunn, well se ganz energieintensiv sinn - wa se am grousse Stil agesat ginn, hu se eebe grouss Impakter -, an dass et nach vill Restriktiounen a puncto Machbarkeet gëtt: Si sinn immens deier, si hunn e groussen Impakt op d'Liewensmëttelsécherheet, d'Biodiversitéit an aner Ekosystemer. An den IPCC seet gradesou däitlech, dass mer elo konsequent Klimaschutz bedreiwe mussen, fir dass mer duerno net esou vill op onkonventionell Klimamesurë musse setzen.

An ech hu gelies an engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vun der Madamm Hansen an dem Här Galles, dass dee sougenannte Geoengineering e villverspriechende Wee wär. Leider géif deen awer vun der Regierung aus ideologesche Grënn ofgeleent ginn. Bon, ech froen dann, wou Der dru kommt, dass dee géif aus ideologesche Grënn ofgeleent ginn. Ech hunn esou eppes nämlech nach net héieren. Mee eis Prioritéit muss sinn - an dat soen ech kloer an däitlech -, fir eis Hausaufgaben elo ze maachen a fir ons Prinzippien anzehalen an héichzehalen: Precautioun, Reversibilitéit, Mënscherechter, Liewensmëttelsécherheet, Biodiversitéit erhalen, sozial an ökologesch Riske consideréieren. An dorunner mussen déi nei Technologien och gemooss ginn.

Hannert den techneschen Agréffer an de Klimasystem kënne sech nämlech ganz grouss Riske verstoppen. Ee Beispill: de Geoengineering mat der Sonn, un deem geschafft gëtt. Mir hu keng Anung, wat dat fir Effekter op de globale Waasserzyklus kann hunn oder op extreem Wiederen. D'Düngung vun de Mierer, fir dass se méi CO_2 kënne bannen: Wat ass den Impakt op d'Mieresbiodiversitéit? A bleift den CO_2 och wierklech laangfristeg esou gebonnen?

An am Sënn vun der Precautioun ass och dat, wat dat hei ugeet, am PNEC geschriwwen: dass Lëtzebuerg d'Kommissioun encouragéiert fir eng fiabel a global Strategie, fir 2050 klimaneutral ze sinn; dat ouni Nuklear- a Kuelenenergie - a wann ech „nuklear" soen, dann ënnerscheet dat eis zum Beispill vu Frankräich, dat Beispill, wat Der genannt hutt, Madamm Hansen -, och ouni Fracking an ouni d'Erfaassung an de Stockage vun CO_2, ausser iwwer forst- a landwirtschaftlech Methoden.

An eebe wéinst dem Principe de précaution an de grousse Froen, déi nach opstinn - Wirtschaftlechkeet, Nohaltegkeet, sozial Froen, Liewensmëttelsécherheet -, stellt sech d'Fro vun der Recherche an der Gouvernance. A si ass och elo schonn ernimmt ginn.

D'Fuerschung: Lëtzebuerg ass en Innovatiounshub, wat d'Fuerschung ugeet, engersäits universitär, anerersäits och ökonomesch. An ech mengen, et ass och wichteg, dass mer eebe grad hei och kucken, wéi mer a puncto Recherche hei kënnen hëllefen. Do solle mer d'Chancen notzen, awer och dat kucken, wat d'Risken a wat d'Opportunitéiten ugeet. An hei brauche mer eng transparent Recherche, déi am Interêt vum Allgemengwuel ass, ouni déi verstoppten Interessen. An déi Fuerschung ass wichteg, eebe fir d'Potenzial, awer och d'Risken ze verstoen an dann déi richteg Entscheedungen ze huelen.

Zweete Punkt: d'Gouvernance. Do hu mer elo nach net esou vill driwwer geschwat. Wéi ginn dës Technologien international reglementéiert? Wien decidéiert, dass d'Technologië sécher sinn? Wie kontrolléiert, ob se fonctionéieren an och dat halen, wat se verspriechen? Wéi maache mer den Tradeoff par rapport zu Liewensmëttelsécherheet, Biodiversitéit oder Mënscherechter? Wéi gi „Resultater" duerch Negativemissioune gemooss? Wien ass responsabel fir de Monitoring, fir ze kontrolléieren, dass et keng negativ Konsequenze gëtt?

Mir mussen an dëser Debatt wierklech oppassen: Onkonventionell Klimamesuren däerfen net als Verzögerungstaktik genotzt ginn - an ech ginn dat Gefill net lass, net just hei am Sall bei deenen Debatten, mee och allgemeng - an däerfe keng Ausried si fir e Business-as-sual. Mir brauchen e strukturelle Wandel vun onser Gesellschaft: fort vun de fossillen a Richtung CO_2-fräi Technologien an eng klimaneutral Gesellschaft. An et féiert kee Wee laanscht d'Dekarboniséierung. Do muss ons Prioritéit drop leien! Dofir musse mer eis d'Instrumenter ginn, fir d'Leit an d'Ekonomie an déi Richtung ze pushen an ze ënnerstëtzen!

A wann awer - an ech kommen zum Schluss -, obwuel all méiglech Ustrengunge gemaach goufen, et nach inevitabel an alternativlos Emissioune gëtt, da kënne mer op onkonventionell Klimamesuren zréckgräifen, fir ons ze hëllefen. Awer eréischt dann. A mir sinn oppe fir technologesch Entwécklungen, mee si mussen d'Prinzippie wéi Precautioun, Reversibilitéit, Mënscherechter, Liewensmëttelsécherheet, sozial an ökologesch Riske prioritär consideréieren. An dofir brauche mer eng encadréiert Recherche, strikt Gouvernance, wann et ëm d'Technologië geet, fir den CO_2 aus der Atmosphär zréckzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng).*- An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen ass ugeschwat ginn, freet d'Wuert a kritt d'Wuert och.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt dem Här Benoy u sech äntwerten. En huet gefrot, wouhier mer déi Behaaptung géifen huelen, datt d'Regierung u sech hei géint déi Moossname wär. Mee dat ass eeben duerch déi Ausso, datt dat eng Politik vum Zauberstaf wär an datt d'Regierung déi Politik net wëllt. Da wëll ech awer och just preziséieren: All déi Saache vun der „solar radiation", dat war dat, wat ech am Ufank ausgeschloss hat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Da wier et um nächsten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass rieds gaangen iwwer Zauberstaf, iwwer Dreem ... Mir musse kucken, dass mer awer esou wäit wéi méiglech realistesch bleiwe bei deem Ganzen. An dat ass awer allgemeng bei där ganzer Klimadebatt heiansdo dat, wat ee vermësst.

Ech wëll hei nach eng Kéier kloerstellen - well och dat gëtt heiansdo duerjerneegehäit -, wéi mir derzou stinn. Ech mengen, iwwert déi lescht Joerzéngten hu mer sécherlech en Erwiermungstrend vun engem Grad ongefëier kënne feststellen. Dat ass dee stäerksten, dee gemooss ginn ass, säit anstänneg gemooss gëtt. An déi Klimaverännerung, déi kann duerchaus och deels natierlechen Ursprongs sinn. Mee si ass och ganz sécher, ouni Zweifel, deelweis duerch de Mënsch verschëlt, duerch d'Verbrenne vu fossille Stoffer, Zäregaser. A wat elo dominant ass, dat ass eng aner Fro.

D'Fro, déi hei ëmmer opgeworf gëtt, ass: Wat kënne mer dergéint maachen? Wat solle mer maachen? Dat ass dann déi schwiereg Fro. Hei kënnt eng nei Iddi vun der Madamm Hansen. Bon, déi gëtt et och schonn an der Wëssenschaft. Do gëtt et verschidde Projeten, wou dat probéiert gëtt. Et wonnert mech dann e bëssen, dass déi gréng oder soe mer emol verschidde Parteien heibannen, déi dann awer ëmmer de Klima, d'Klimapolitik als ee vun hiren Haaptpunkten ugesinn a fir ganz strikt Moossnamen deelweis sinn, dat heiten dann e bëssen ofwäertend beurteelen. Ech mengen, wann een do eppes wëllt änneren, da gëtt et jo sécherlech déi zwou Méiglechkeeten: Déi eng ass dann, fir manner CO_2 ze produzéieren, an déi aner ass déi, fir en aus der Loft ze fëschen.

„D'Paräisser Klimaofkommes", huet d'Madamm Hansen gesot, oder huet hire Bekannte gesot, „ass irrealisabel." Absolutt richteg! Genausou wéi eis Reduktioun vu 55 % bis 2030 irrealisabel ass. Ausser mir hunn déi nächst zéng Joer eng Reduktioun vun der Wirtschaft, eng Kris permanent, da wier et eventuell méiglech. Soss geet et net.

Et wier natierlech flott, wa mer eng Méiglechkeet hätten, fir den CO_2 aus der Loft ze fëschen. Dat wier flott, esou eng Aart CO_2-Staubsauger. Da bräichte mer och déi ganz Klimadiskussioun net méi ze féieren. Dat wier natierlech schued fir Verschiddener, well déi féiere se ganz gären. Mee dat wier gutt fir eis. Da kéinte mer eis op aner Saache konzentréieren, déi och wichteg sinn.

Fakt ass awer: Déi CO_2-Staubsaugeren, déi sinn am Moment absolutt net gräifbar. Mir si wäit ewech vun enger industrieller Benotzung an engem grousse Moossstaf. Et gëtt do keng adequat Méiglechkeet, fir dat mat engem realistesche Käschten- an Energieopwand de Moment ze realiséieren. An ech konnt dat och noliesen: Zum Beispill zu Zürich gëtt et eng Anlag - interessant! -, déi probéiert den CO_2, dee ganz diffusen CO_2 aus der Loft erauszefilteren. Mee déi soe selwer, dass se „weit entfernt sind von der Wirklichkeit" - „Wirtschaftlichkeit", pardon!

(Hilarité et interruption)

An déi gutt Zeitung, d'„New York Times", huet och gesot virun een, zwee Joer: „Dat ass e bëssen esou, wéi wann ee mat engem Eemer de Pazifik wéilt ausschäffelen", also schwiereg.

Da wëll ech awer hei nach op eppes agoen, wat de Kolleeg Max Hahn gesot huet. En huet gesot: „Mir hunn am Moment schonn déi technologesch, déi technesch Méiglechkeeten, fir déi Ziler ze erreechen, déi mer eis gesat hunn." Do sinn ech mer awer net esou sécher, dass mer déi technesch an technologesch Méiglechkeeten hunn. Ech mengen, hei ginn ëmmer ganz vill Ziler formuléiert: fir 2030 bei 55 %, 2050 dann total CO_2-neutral ze sinn. Dat ass technesch net méiglech. Ech hunn dat hei schonn e puermol gesot. An ech wëll et einfach mat engem Beispill soen: Hei am Land brauche mer 50 Terawattstonnen Energie.

(Interruption)

A wou solle mer déi dann hierkréien? Wou ass dann d'technesch Méiglechkeet, fir dat ze produzéieren? Dat geet just iwwer Atomkraaftwierker. Dat geet just iwwer Kuelekraaftwierker de Moment. Mir hu keng aner technesch Léisung de Moment. Dat ass einfach de Fakt.

De Méindeg hate se um RTL nach geschwat vun der Solaranlag zu Jonglënster: Mee déi hat de Méindeg kee Stroum produzéiert, well d'Sonn hat net staark genuch geschéngt an et ware Wolleken um Himmel. An esou ass dat dee ganze Wanter! Mir brauchen déi aner Saachen. A mir hu keng technesch Méiglechkeet, am Moment, ...

(Interruption)

... fir eis lasszeléise vun Atomenergie a vu Kuelenenergie. Esou leed et mer och deet, et ass esou.

Une voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR).*- Dat gesot, wëll ech hei soen: Mir sinn natierlech derfir, fir weider op deene Punkten ze fuerschen. Mir sollen net hei ..., wéi och den Här Benoy, en huet erëm vu Steiere geschwat. Et geet net drëms, fir d'Leit hei iergendwéi mat Steieren ze zwéngen, eppes ze maachen, oder eng ideologesch Planwirtschaft opzestellen. Mir solle wierklech vertrauen a Fuerschung, Innovatioun, technesche Fortschrëtt an doranner investéieren, souwuel fir déi eng Méiglechkeet wéi fir déi aner. An da kënne mer eppes erreechen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, et kann ee laang driwwer diskutéieren, ob d'Paräisser Ziler realisabel sinn oder net realisabel sinn. De Problem ass deen: D'Ziler vu Paräis net ze erreechen, dat ass keng Fro vu realisabel

oder irrealisabel, mee et ass inimaginabel, wann ee se net erreecht. Et ass eng reell Fro vun Iwwerliewe vun der Mënschheet sou wéi mer se kennen, op jidde Fall an hire positiven Aspekter.

Et kann een natierlech ëmmer soen, et géif Alarmismus bedriwwe ginn an Ideologie, gréng Ideologie bedriwwe ginn oder ökologesch Ideologie bedriwwe ginn. Déi, déi dat soen, si meeschtens déi, déi Ideologie bedreiwen, andeems se wëssenschaftlech Fakte wëllen niéieren. Et ass e bëssen esou, wéi wann een e grousse Fëmmert wier - ech weess, vu wat ech schwätzen -, et géif ee bei den Dokter goen, den Dokter seet: „Hm, wann Der esou weiderfuert, wann Der weider esou vill fëmmt, dann hutt Der 50 %, 60 % méi Chance, Kriibs ze kréien an dorunner ze stierwen." An da kënnt Der dem Dokter soen: „Dat ass Alarmismus", mee a Wierklechkeet ass et e medezinnesche Fakt. An domadder kënnt Der eppes ufänken.

A bei de Klimaziler, souwisou en plus, zum Beispill zwee Grad méi innerhalb vun e puer Joerzéngten: Do ass et keen Alarmismus ze soen - an do ass et zu honnert Prozent, do ass et sécher -, datt mer Problemer kréien. De Plankton wäert zum Beispill am Mier verschwannen. Wann ee mengt, datt dat keng gréisser Roll spillt, da muss ee sech Froe stellen! Wann ee 40 °C Féiwer huet, ass et eppes aneschters, wéi wann een 42 °C Féiwer huet.

(Hilarité)

Déi zwee Grad maachen eppes aus op de Mikroorganismen an esou weider.

(Brouhaha)

Dat si wëssenschaftlech Fakten. An ze soen, datt déi Klimaziler, datt dat Ideologie wier, dat ass Ideologie, an et ass och eng Ligen! Bon.

Duerno wäert ech weiderhi soen natierlech: Kënne mer déi Ziler reng technologesch realiséieren? A meng Virriedner, den Här Hahn huet et zu Recht gesot, den Här Benoy huet et zu Recht gesot, den Här Engel an esou weider: Et ass kloer, datt d'Fro sech net esou stellt. Technologesch kréie mer eng Partie Saachen net erreecht. A wa mer wëllen déi Ziler erreechen, jo, da musse mer en anere Wee goen: e politesche Wee goen, en ekonomesche Wee goen. Dat heescht, et muss een aneschters produzéieren, et muss een aneschters consomméieren.

A wann een dovunner schwätzt, muss een awer och drop opmierksam maachen, datt et net drëms geet, datt grad déi äermste Schichten, also déi, déi am mannste polluéieren ... Well et si jo si déi, déi am mannste polluéieren an déi klengst Klimakiller sinn u sech, wann iwwerhaapt. Soudatt een och zu enger gréisserer Ëmverdeelung vum Räichtum muss kommen, well justement do, wou sech Räichtum accumuléiert - dat ass och statistesch bewisen -, gëtt am meeschten CO_2 emettéiert a gëtt am meeschte verknascht.

Bon, dat heescht, d'Liewensweis muss een ännere, d'Produktiounsweis muss een ännere fir dat Bescht. Well dat kann och spannend sinn a mir kënnen och souguer all zesumme besser liewen.

Duerno muss een oppassen, justement dat gouf och gesot, dat kënnen och Mogelpackunge sinn, den CO_2 wëllen opzefänken. Also ech mengen, d'Klimaaccorden, déi kann een och hannerfroen, well si waren awer och an deem Sënn e bëssen esou komesch Kompromësser. Ech mengen och, datt d'Pëtrolsindustrie deelweis vläicht ganz frou war, wann een dovunner schwätzt, well si bedreiwen dat jo och, andeems se zum Beispill, wann een den CO_2 opfänkt, wat d'Pëtrolsindustrie a -gesellschaften och wëlle maachen, da kënnen deen CO_2 - ech sinn elo keen Ingenieur, mee ech hu mech e bësse renseignéiert - benotzen, fir nach méi Ueleg kënnen eauszepompelen a Wierklechkeet.

Bon, wat e bësse pervers ass, dat ass, datt ee mat deem CO_2, deen net an d'Atmosphär geschéckt gëtt, mee an de Buedem geet, fir méi Ueleg erauszepompelen, sech kann dann Zertifikater kafen. An déi ginn deelweis hei verkaaft an déi kritt een innerhalb vum Clean Development Mechanism. Dat heescht, et ass schonn eng relativ pervers Aart a Weis, datt sech do esou Gesellschafte kënne fräikafen, fir weiderhin u sech Pëtrol, fossill Energien erauszepompelen.

Dat selwecht gëllt fir d'Biomass oder Biogas, wat zu Onrecht „bio" heescht, well et huet net vill mat bio ze dinn. D'Resultat dovunner ass d'Landrodung. D'Resultat dovunner ass d'Kompetitioun tëschent enger Landwirtschaft, déi lesse produzéiert, an enger Landwirtschaft, déi duerno Bioethanol produzéiert oder aner Saache produzéiert, fir Energie ze produzéieren. Et féiert zu Monokulturen, déi, wéi mer all wëssen, katastrophal si fir d'Biedem, katastrophal sinn och duerno schlussendlech ëmmer fir kleng Baueren.

Ech hat eng Kéier d'Geleeënheet 2007, 2008, an eng Bioethanolsfabrick - wéi soll ech dat nennen? -, oder -farm, eng riseg Farm a Brasilien ze goe fir ze kucken, wat do leeft. Et ass Zockercanne an esou weider, dat gëtt dann duerno verwäert, dat si riseg, riseg Flächen! Deemools war ech nach Journalist. Mir konnten u sech net richteg mam Personal schwätzen. An de Problem ass deen, datt dat opgrond vu Waldrodung produzéiert gouf, wou immens vill Leit, an och kleng Baueren, hu mussen drënner leiden an och hir Biedem verluer hunn. Bon, dat heescht, dat bréngt och näischt. Dat ass och net esou bio, wéi ee géif mengen.

Dat heescht, fir d'éischt emol solle mer déi konventionell Mesuren och ausprobéieren. Dat heescht, manner fossill Energie; déi esou mann wéi méiglech benotzen. An dat heescht dann och, déi richteg ekonomesch a sozial Mesuren huelen, fir datt dat och jidderengem zegutt ka kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, merci der honorabeler Martine Hansen fir déi Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn, déi wierklech wichteg ass an eiser Klimakris, fir eeben CO_2 anzespueren an och klimaneutral ze ginn.

D'Madamm Hansen huet an hirer Demande zwou Froen opgeworf: iwwert d'Landwirtschaft an och d'Aviatioun. Fir d'éischt d'Landwirtschaft, duerno kommen ech op d'Loftfaart.

Mir als Piraten sinn der Meenung, dass ee kann a soll d'CO_2-Emissiounen an der Landwirtschaft reduzéieren. Eigentlech souguer ganz einfach, andeem een op vill méi Déiereschutz setzt. Si mer dach éierlech: Do ass am Moment nach ganz vill nozehuelen. Vun der Massenhaltung hi bis zur Verschwendung vun déieresche Produkter, déi einfach esou am Supermarché herno an der Poubelle landen. Als Piraten soe mir kloer: Et musse méi kleng Bauerebetriber ginn. Et dierfe keng Massenhaltunge ginn. Déi Déieren, déi reng liewe fir eis Ernärung, sollen och hir Plaz am Stall kréien, dee grouss genuch ass. Mir froen och, dass déi onnëtz Transporter mat liewegen Déieren, déi och hir Klimaauswierkung hunn, direkt gestoppt ginn. Lieweg Déieren iwwer Distanzen ze féieren, ass reng Déierequälerei.

Allgemeng sollt een och driwwer diskutéieren, ob iwwerhaapt ...

(Interruption)

Allgemeng, soe mer emol: iwwer 50 km, sou soe mer ëmmer. Et ass dann herno eng Saach vun der Interpretatioun: kleng oder grouss Distanz.

Allgemeng sollt een driwwer diskutéieren, ob iwwerhaapt nach Discounterfleesch soll erlaabt bleiwen. Präisdumping an der Landwirtschaft ass de komplett falsche Wee. Den Discounterpräis ass an der Qualitéit schlecht fir de Konsument, schlecht fir de Bauer, schlecht fir d'Ëmwelt, schlecht fir den Déiereschutz.

Mir soen als Piraten kloer: Et kann een an der Landwirtschaft zesumme mat de Baueren nach genuch Hiewelen a Beweegung setzen, fir d'Ëmwelt ze schützen a soumat och de Bauer ze schützen.

Zum zweete Punkt an der Ufro: d'Loftfaart. Do hu mir als Staat eng besonnesch Verantwortung hei am Land, well mir an deem spezielle Fall sinn, Haaptaktionär an der Lëtzebuerger nationaler Fluchgesellschaft ze sinn. De Minister, allgemeng d'Politik kënnen eis Cargolux a Luxair zum Virreider maachen an enger nohalteger Aviatioun op dëser Welt. Leider ass dat awer bis elo net de Fall, wärend an Éisträich d'Regierung higaangen ass - an de Sebastian Kurz ass jo awer elo e konservative Politiker, och mat e puer grénge Ministeren an der Koalitioun -, fir ze soen, dass si an Éisträich hir national Airline reforméieren, andeems si soen: „Et gëtt keng Flich méi, wou et och gutt Zuchubannunge gëtt", fir eeben den Ëmweltaspekt ze berücksichtegen. Déi Iddi ass super!

Eis Piraten feelt hei am Land, trotz de Gréngen an der Regierung, kloer den Ëmweltusaz an der Politik bei der nationaler Fluchgesellschaft. Den Här Back hat d'Theema „Zuch anstatt Fluch" zwar och virun e puer Méint opgeworf, wéi och ech deemools, dat an der Ried ronderëm d'Luxair an hir Situatioun wärend Corona, mee bis elo koum keng konkreet Moossnam fir méi Ëmweltschutz. An et ass och scho vill Zäit vergaangen.

Dofir maache mir haut eis konkreet Proposen, fir dass endlech eppes geschitt. Hei eis Motioun, fir d'Flich op Paräis anzestellen an déi komplett duerch d'TGV-Verbindung ze ersetzen. Laut SNCF ass een an zwou Stonne fofzeg vun eiser Gare um Flughafe Charles de Gaulle mam TGV.

Zousätzlech kéint d'SNCF och nach hire Service, dee se schonn am Inland ubitt, dann a Kooperatioun mat der CFL ubidde fir en direkten Checkin op der Gare hei an der Stad. Zoufälleg huet och gëschter déi gréisst däitsch Airline ugekënnegt, fir méi op den Zuch ze setzen, fir d'Passagéier op Frankfurt ze kréien; soumat manner Flich op kuerze Strecken.

Wa mir an der Loftfaart wëllen direkt méi Ëmweltschutz ëmsetzen - a mir hoffen och, dass déi gréng dat wëllen, dat mat hirem Minister zesummen -, da musse mer elo déi Strecken, déi grad mam Zuch gutt verbonne sinn, astellen an och net méi fléien. Mir hunn als gréissten Aktionär bei Luxair d'Méiglechkeet, fir en aktiivt Virbild ze sinn.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- den europäesche Green Deal huet d'Ambitioun, bis 2050 klimaneutral ze ginn a bis 2030 d'CO_2-Emissiounen ëm 55 % ze reduzéieren;

- d'Aviatioun produzéiert 3,8 % vun de gesamten EU-Emissiounen, an dobäi eleng 13,8 % am Transportwiesen, an dëse Montant riskéiert, sech bis 2050 ze verdräifachen (Quell: https://ec.europa.eu/clima/policies/transport/aviation_fr), wann d'Politik net virdrunner reagéiert;

- et geet net duer, nëmmen op den technologesche Fortschrëtt ze setzen, mee et mussen och gesellschaftlech Efforten am Verzicht gemaach ginn, wéi zum Beispill bei net liewenswichtege Servicer wéi Kuerzstreckeflich;

- déi meescht Kuerzstreckeflich kéinten duerch ee moderne Reseau u Schnellzuchverbindungen ersat ginn;

- zum haitegen Zäitpunkt existéiert tëscht Lëtzebuerg a Paris-CDG eng ganz gutt Zuchverbindung mam TGV;

- an Éisträich gouf d'Decisioun geholl, all Fluchstrecken, déi ënner dräi Stonne Fuerzäit mam Zuch erreechbar sinn, nom Prinzip „Zug statt Flug" ze ersetzen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- dass de Staat, wou hien Aktionär an engem Verwaltungsrot ass, sech dofir asetzt, dass d'Kuerzstreckeflich am Passagéierverkéier (wéi z. B. LUX–CDG) agestallt ginn, wann eng gutt Zuchverbindung vu manner wéi dräi Stonne Fuerzäit existéiert ;

- de Kontakt mat der SNCF ze sichen, fir een Direkt-Checkin vu Flich, déi vu Paris-CDG fortfléien, op der Lëtzebuerger Gare ze erméiglechen, nom Prinzip, wéi en haut schonn a Frankräich ugebuede gëtt: https://easycdg.com/tgv-train-paris-cdg-airport-charlesdegaulle.

(s.) Marc Goergen.

Kee Virbild si mer awer mat den neie Fligere fir eis Arméi. Et kann een als gréng Partei net vun Ëmweltschutz schwätzen, dann awer ëmmer erëm nei Fligere kafen! Fligeren, déi dann och alt agesat gi fir sënnlos Showflich bei Presentatiounen. Dat ass, wéi wann ee géif den Autosmotor einfach emol esou aus Spaass lafe loossen.

Fir dëser Problematik op de Grond ze goen, sollt eis Arméi och all Joer e Bilan verëffentlechen, wat hiren Impakt op d'Ëmwelt ass. Hei eis zweet Motioun, wou mir genau dat froen. Elo, wou d'Fligeren derbäikomm sinn, wär déi Transparenz an der Ëmwelt wichteg.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- den europäesche Green Deal huet d'Ambitioun, bis 2050 klimaneutral ze ginn a bis 2030 d'CO_2-Emissiounen ëm 55 % ze reduzéieren;

- de Militärsecteur huet mat all sengen Infrastrukturen, dem dreifstoffintensive Material um Buedem, um Waasser souwéi an der Loft ee vun den héchsten CO_2-Emissiounstauxen op der Welt;

- et ass schwéier, eng genee Schätzung vum CO_2-Ofdrock vum Militärsecteur ze kréien, well d'Zuelematerial fir d'Produktioun souwéi den Asaz vu Krichsmaterial net existéiert a vill Zuelen nëmme kënne geschat ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- dass d'Lëtzebuerger Arméi eng Evaluatioun vun hirem CO_2-Ausstouss maache soll an dësen, ënnert der Konditioun an der Beschränkung, dass dës Donnéeën net déi national Sécherheet a Gefor bréngen, am Detail soll verëffentlechen.

(s.) Marc Goergen.

Allgemeng hu mir Piraten e sëllege Froen un de Minister Bausch gestallt, fir d'Loftfaart hei am Land méi gréng ze gestalten. Well ier een den CO_2 bënnt, muss een emol kucken, dass e verhënnert gëtt. Oft awer kréie mir ze onkonkreet Äntwerten, ouni de Courage, wierklech eppes ze änneren.

Eng rezent parlamentaresch Fro vun eis war, fir dem Konsument méi Transparenz ze ginn, soudass Airlines, déi ab eisem nationale Flughafe fléien, bei der Buchung souwéi um Ticket mussen uginn, wat den CO_2-Footprint op deem Fluch ass. Dat ass och eis drëtt Motioun, déi mer virbereet hunn, fir eeben anzeféieren, dass de Client dann transparent gesäit, wéi een Ëmweltimpakt seng Rees huet. Duerno ass et dann nach ëmmer de Choix vum Client, wat e mat deenen Informatioune mécht, ob e kompenséiert oder net. Well et kann net sinn, dass op all Auto eng Transparenz gefrot ass, awer bei engem Fligerticket net. Wie mam Auto fiert an do seng Wäerter weess, huet och d'Recht drop, dat fir seng Fluchrees ze wëssen.

Motion 3

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- verschidden Online-Buchungsplattforme weise virum Kaf vun engem Fluchticket un, wéi vill CO_2-Emissiounen duerch de Passagéier bei sengem Fluch wäerten ausgestouss ginn;

- am Sënn vun der Transparenz an am Hannergrond vun enger klimafrëndlecher Mobilitéitspolitik wär et wichteg, d'Passagéier ze informéieren, wat si duerch hire Fluch un CO_2-Emissiounen ausstoussen, andeems den CO_2-Ausstouss scho virum Kaf vum Ticket op der Onlineplattform ugewise gëtt;

- an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3446 begréissen d'Ministere fir Mobilitéit, Ëmwelt a Klima an Energie d'Iddi: „D'Affichéiere vum CO_2-Ausstouss um Fligerticket kéint duerchaus nëtzlech sinn, virun allem, well de Verbraucher doduerch informéiert a sensibiliséiert gëtt a soumat selwer entscheede kann, ob hie bereet ass, besonnesch bei kuerze Strecken op e méi ëmweltfrëndlecht Transportmëttel zréckzegräifen oder e Supplement um Fluchpräis ze bezuelen, fir den CO_2-Verbrauch vum Fliger ze kompenséieren.";

- d'Käschten, fir dës Moossnam ze realiséieren, si marginal.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

- bei der Buchung vu Fligerticketen zu Lëtzebuerg soll an Zukunft den CO_2-Ausstouss vum Passagéier bei der Reservéierung liesbar affichéiert ginn;

- och um Fligerticket (digital a Pabeier) soll den CO_2-Ausstouss vum Passagéier liesbar affichéiert sinn.

(s.) Marc Goergen.

Et gëtt also Punkten, wou een an der Loftfaart usetze ka fir d'CO_2-Reduktioun, och am relativ klenge Lëtzebuerg, ouni mussen ze waarden, bis et syntheetesch Kerosinne gëtt.

Mir Piraten hu jo ewell a parlamentaresche Froen drop higewisen, fir d'Luxair-Flott ze moderniséiere mat méi spuersame Maschinnen. Et ass awer net d'Luxair, déi mat deene spuersame Maschinnen hei um Findel aktuell lant, mee et ass elo schonn e Low-Cost-Carrier oder déi national portugisesch Fluchgesellschaft. Wa mir eis Klimaziler wëllen erreechen a manner CO_2 ausstoussen, musse mer och onbequeem Entscheedungen huelen, soss ass alles nëmmen e bëllege Greenwashing.

Mir Piraten gi kloer de Wee vun enger mofer Ëmweltpolitik, konkreetem Schutz, an hoffen, dass och aner Parteien dee Wee wäerte matgoen. Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prises de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci. Als Éischt emol och der Madamm Hansen e Merci, dass si dëst Theema op d'Dagesuerdnung bréngt. An da soen ech awer, zweetens, hannendrun och, dass ech awer trotzdeem éischtens emol frou sinn, dass mer haut vill méi nuancéiert an differenzéiert hei debattéiert hunn.

Domadder soen ech och allen Deputéierten e grousse Merci, dass si unisono eigentlech hei deklaréiert hunn, dass mer eng grouss Prioritéit hunn. An dat ass déi, dass mer zesummen an eisem Klimaplang konkreet Klimamesuren elo ëmsetzen, dass mer eis drop konzentréieren, aus de fossillen Energien erauszeklammen, dass mer op Erneierbarer an Effizienz setzen an dass mer eis Klimaziler, also d'Klimagesetz, och domadder erfëllen. An ech mengen, dat ass emol deen allerwichtegste Message aus dëser Chamber fir mech haut de Mëtten.

Dann ass et och ganz kloer, ech mengen, mir hunn eis engagéiert fir Netto-Null-Emissiounen a mir engagéieren eis ëmmer fir e mënschennoen, e mënschenzentréierten - an där Hisiicht - Klimaschutz. Well et geet ëm eis eege Liewensqualitéit an ëm eis Sécherheet an ëm Fridden, wa mer iwwer Klimaschutz schwätzen. Dofir ass et och wichteg, dass mer ganz kloer soen, dass mer net a Risikotechnologien investéieren, mee Lëtzebuerg huet sech engagéiert, seng Klimapolitik ze maachen ouni Atomkraaft, ouni Fracking.

Dofir baue mer ganz kloer éischter op, op Englesch soe mer: „nature-based solutions", och an der Fuerschung. An am PNEC kënnt Der dat alleguerte gesinn: Do baue mer drop, dass mer d'Potenzial, wat mer an eiser Forst- an an eiser Landwirtschaft hunn, notzen. Dofir hu mer eis och do speziell am PNEC en Ankerpunkt ginn, dass mer wëllen innovativ sinn a fuerschen, wann et ëm natierlech Karbonsenke geet, ëm Humusopbau, dass mer wëllen eng nohalteg Bëschwirtschaft maachen.

Dat ass d'ailleurs och dat, wat och am EU-Plang steet, dass mer eis mussen drop konzentréieren, déi natierlech Senken esou gutt wéi méiglech auszebauen, an dass mer do mat den Acteuren um Terrain, mat eiser Landwirtschaft déi dote Saachen uginn. An do wëlle mer un der Spëtzt sinn! Do wëlle mer an Europa prioritär sinn: naturbaséiert Solutiounen, déi keng Risike fir Mënsch an Ëmwelt bedeiten, mee déi laangfristeg gutt Solutioune sinn, sief et duerch d'Planze vu Beem, sief et duerch d'Restauratioun vu Fiichtgebidder. Esou wéi et d'ailleurs och am EU-Plang steet, an och GIEC, also den IPCC, geet dorobber an.

An en zweete Volet: Do wëlle mer natierlech massiv fuerschen! Well dat steet och am PNEC, Innovatioun a Fuerschung ass ee vun deene Beräicher. D'ailleurs sinn haut scho bei eis Fuerschungsinstituter zum Beispill massiv derbäi ze evaluéieren: Wéi sinn dann déi 1.000 Solutions - déi vum Piccard -, déi gemaach ginn? Wou si mer dann drun am Klimaschutz?

Dat heescht, mir sinn haut schonn ... An et gëtt d'ailleurs dofir net nëmmen e Klima- an Energieplang, wou Fuerschung an Innovatioun wäit vir steet, mee et gëtt och am Fuerschungsplang e Lien op Klimaschutz. An do huet Lëtzebuerg, natierlech bei där richteger Fuerschung, wou mer zum Beispill am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft, vun den nohaltege Materialien, vu Batterië-Späicherkapacitéit ausbauen, vun den Erneierbarer sinn, eng ganz Hellewull un Ankerpunkten, wou mer wierklech kënne fuerschen.

An da géif ech nach eppes derbäisetzen: „lifestyle changes". Och dat steet. Wéi kréie mer eis ganz Gesellschaft méi gerecht a klimafrëndlech gestalt? An dat ass dach de Wee, wou mer, ouni a Risikotechnologien ze investéieren, tatsächlech eppes maache fir jiddereen an d'Welt no vir bréngen!

An dann, mengen ech, ass déi Differenzéierung awer wichteg. An ech mengen, do hat Dir och de Mëtten, Madamm Hansen, e groussen Ënnerscheed gemaach tëschent Carbon capture and storage, also einfach erofbréngen, wou mer d'Geforen awer nach net kennen, wou mer och opgrond vun eiser Geologie an eebe per Gesetz - an dat war och scho virun eiser Zäit - eng gesetzlech Basis hunn, dass mer dat net wëllen, an dann awer aneren Diskussiounen, déi à ce stade och lafen am Beräich vun der Industrie, wou och Innovatioun gefuerdert ass. An ech mengen, dass mer déi Differenzéierung op jidde Fall musse maachen! An do schwätzt een am Allgemengen dann eeben net méi iwwert den Theemeberäich Geoengineering, Carbon capture and storage, mee do schwätzt een dann éischter iwwert de Beräich vun der Utilisatioun, vun engem Weidernotzen.

An ech mengen, dat ass eppes, wat een duerchaus an der Zukunft muss weider beobachten. An ech mengen, et ass genau dat, wat mer musse kucken, an net op eppes setzen, wou mer och an der Zäitschinn ...

An ech mengen, do soen ech och de Virriedner e grousse Merci. Et gouf hei méifach betount, grad bei deene Virstéiss, déi mer och an der Vergaangenheet scho konnte gesinn, fir onkonventionell Klimaschutzmoossnamen ze promouvéieren, déi ware wierklech oft an der Vergaangenheet motivéiert, fir de Leit ze soen: „Dir kënnt alles esou loossen, wéi et ass, mir brauche kee grousse Wandel." Neen! A fir de Leit ze soen: „Voilà, mir brauchen net esou vill ze maachen." An do musse mer terribel, terribel an der Politik oppassen! An ech mengen och, dass haut de Message aus dëser Chamber richteg erausgeet: Mir mussen d'Prioritéit setzen op d'Klimamesuren elo, op d'Ëmsetzung vum PNEC!

An do hu mer jo mëttlerweil d'Aiden: d'Primme fir d'Renovatioun. Mir hunn déi ganz Primmen am Beräich vum Heizen, fir de Leit ze hëllefen ëmzeklammen. Mir hunn e Klimapakt 2.0, deen elo wäert debattéiert ginn, wou mer jo elo en Avis hunn. Dat heescht, mir hunn eng Hellewull u Mesuren. Mir investéieren op allen Niveauen, sief et an der Fuerschung selwer, awer eeben och am Kader vum Klimaplang, an innovativ Technologien, well mer natierlech wëllen allen Acteure weider ... Mee kommt, mir setzen net op Risikosaachen, wou d'Zäitschinn net kloer ass, wou elo nach keng viabel Léisung do ass, a mir kucken, eis ze konzentréieren, dass mer wierklech nohalteg Solutioune kréien!

An dofir mengen ech, dass déi Debatt haut de Mëtteg eigentlech, wann ech insgesamt kucken, flott an déi richteg Richtung gaangen ass, well d'Differenzen hei an deem Raum an an dësem Parlament wierklech net méi esou grouss sinn a mer haut eng flott an differenzéiert Debatt iwwert dëst wichtegt Theema vun der Innovatioun an dem Klimaschutz haten. An domadder soen ech Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Also ech denken, dass een an där Debatt hei muss oppassen, dass een net Oflenkungsmanövere lasstrëppelt. Dat Wichtegst ass - an ech mengen, de Max Hahn huet et op de Punkt bruecht -: Et geet elo drëm, all déi Technologien ëmzesetzen, déi mer hunn. A mir hunn der immens vill, Solarenergie, Wandenergie, Haiser isoléieren, Elektromobilitéit an esou weider an esou weider, dat ass alles do. An dat kann elo, dat muss elo schnell ëmgesat ginn. Dat ass déi absolutt Prioritéit.

Dat Zweet ass: D'Klimapolitik baséiert op der Wëssenschaft a brauch och d'Wëssenschaft. An da muss een natierlech ënnerscheeden: Heiansdo huet een esou Iddien, déi och an den Zeitungen optauchen, wou éischter Lobbyisten hannendru si wéi Wëssenschaftler. An ech mengen, et ass schéin ze gesinn, dass mer eis awer eens sinn, dass dee Geoengineering, wou mer do géifen ufänken an dem Himmel ze fuchtelen, dass dat och vun der CSV, nodeem dass se eng Kéier do en Artikel geschriwwen hunn, wou se eppes aneschters gesot hunn ..., dass se elo do och, mengen ech, op där Positioun sinn, déi mer hei quasi alleguerten hunn, dass mer dat net wëllen. Et muss een och emol de Risiko kucken, dee mat esou Fuerschung oder esou Techniken dann einhergeht.

Mir hunn net nëmmen e Klimaplang, mir hu mëttlerweil och an der Fuerschung eng nei Strategie. A wéi de Claude Meisch dat an de Regierungsrot bruecht huet, hu mer och mam Claude Meisch derfir gesuergt, dass mer e ganze Pilier kréien: Klima, Energie, alles wat eeben am Ëmweltberäich ass. An Dir hutt och - wann Der d'Zeitungen e bësse verfollegt -, mir hunn um LIST eng Fuerschung fir d'Effizienz vun den Electrolyseuren, fir op Waasserstoff ze kommen. Do si mer an engem europäesche Projet. A rezent gëtt jo och elo en neie Lehrstuhl gemaach mat Paul Wurth, wat eigentlech eng Lëtzebuerger Entreprise ass, oder déi hei hir Basis huet, an déi eng vun de féierenden Entreprisen an der Waasserstofftechnologie ka sinn, an och an deem, wat een nennt E-Fuels, also Electrofuels, déi mer deelweis och an der Aviatioun brauchen. Dat heescht, Dir gesitt elo schonn, dass déi Ëmorientéierung oder deen zousätzleche Schwéierpunkt Klima, Energie, Ëmwelt an eisem Fuerschungsprogramm amgaang ass, seng Friichten ze dreiwen.

An da gëtt et zwou aner Saachen, un deene mer schaffen, fir eeben nieft der Technologie weiderzekomme mat CO_2-Reduktiounen. Dat Éischt ass alles, wat Kreeslafwirtschaft ass. A warscheinlech ass déi gréisst CO_2-Senke vu Lëtzebuerg, wa mer an Zukunft nach méi Haiser aus Holz bauen. Firwat? Well dat Holz hëlt, wann et wiisst, den CO_2 aus der Loft. Dann, wann et an en Haus kënnt, dann ass den CO_2 50, 80, 100, 120 Joer do gebonnen. A mir wäerten eng Politik maachen dofir hei zu Lëtzebuerg, am Zesummespill mat der Groussregioun, och well mer ganz vill Bëscher hunn an der Groussregioun, wäerte mer déi Politik maachen. An dat ass eng aktiv CO_2-Senke, ouni Risiko a mat villen anere positiven Niewewierkungen.

An dann hu mer nach en anere Prozess, deen heescht Luxembourg in Transition. Dat ass quasi en internationale Wettbewerb, mat Ekippen aus Lëtzebuerg an aus Europa, wou mer zu Lëtzebuerg, awer och iwwer eist not Grenzgebitt kucken: Wat kënne mer dann nach zousätzlech maachen iwwert d'Technologie eraus? A ganz, ganz wichteg gëtt den Urbanismus: Wéi plangen ech dann eng Stad, fir dass eeben de Mënsch am Mëttelpunkt ass, an net den Auto? An dass ech d'Stad esou organiséieren, dass d'Mënsche sech begéinen, dass ech mam Vëlo sécher hin- an hierkommen. Dat ass och eng zousätzlech CO_2-Reduktiour, déi jo net nëmmen eleng iwwer eng Technik kënnt.

Also nach eng Kéier: Et gëtt déi Solarenergie, Energieeffizienz an esou weider. An da gëtt et zousätzlech eng Rei Fuerschungssaachen, déi mer elo schonn zu Lëtzebuerg maachen. A ganz wichteg ass d'Économie circulaire, also d'Kreeslafwirtschaft mam Holz, virun allem mam Bau am Holz, an dann eeben och de Luxembourg in Transition, wou mer elo och nach grad am Urbanismus probéieren, weider Fortschrëtter ze maachen.

Da wëll ech nach e Wuert soen zu den dräi Motiounen: Déi éischt, fir net méi direkt op Paräis op de Flughafen ze fléien, dat ass ganz komplizéiert, well da géife mer quasi och d'Transitflich net méi bedéngen. Dat wëlle mer net, oder dat kënne mer, op alle Fall à ce stade, net akzeptéieren.

Déi zweet mam Militär: Mir sinn - an de François Bausch dreift dat wierklech konsequent virun -, mir sinn eng vun den Arméien, déi als Éischt an der NATO wierklech Klimaschutz op den Agenda gesat hunn. A mir kréien elo immens vill Ënnerstëtzung, och aus Amerika vum neie President. An den Arméiminister kënnt elo gären eng Kéier an déi zoustänneg Chamberskommissiouun, fir Iech do ze soen, net nëmmen, wat um Härebierg alles geschitt, mee och seng Iddien, déi en huet am Beräich vun der Aviatioun. Well mir hunn eng NATO-Pipeline, an iwwert déi NATO-Pipeline gëtt et do eenzel Méiglechkeete fir E-Fuels an anerer, fir och do an déi Richtung ze goen.

An dann déi drëtt Motioun: Är Iddi fir méi Transparenz op de Fluchticketen ass eng gutt Iddi. Ech hunn elo kuerz mam François Bausch geschwat, also mir kënnen dat op de Wee bréngen. Ech mengen, Dir verstitt, wann dat elo net muer schonn ass. Mee et ass awer eppes, wat mer wäerte probéieren, mat der Luxair ze maachen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Energieminister Claude Turmes. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo. Ech hat u sech gefrot, ob d'Regierung bereet wär, fir d'Fuerschung awer an deene Beräicher, fir den CO_2 aus der Loft erauszehuelen, tatkräfteg ze ënnerstëtzen.

Wann ech den Här Minister elo héieren hunn, dann ass d'Fuerschung am Waasserstoff, E-Fuel, dat ass jo extreem wichteg. Dat brauche mer an dat musse mer och nach viru pushen. Mee ech hu vum Rescht awer näischt héieren. Dat heescht, Dir sidd net onbedéngt bereet, fir och an deem Beräich ze fuerschen? Ech mengen, d'Madamm Minister huet gesot: „Mir konzentréieren eis op dat, wat elo scho viabel ass." Mee ech mengen, d'Fuerschung, déi ass jo am Prinzip do, fir emol eppes viabel ze maachen. A mir hu Reschtemissiounen. An d'Fuerschung an de Waasserstoff an E-Fuel, dat hëlleft eis net fir déi Reschtemissiounen, déi mer egal wéi nach wäerte behalen, fir déi kënnen erauszezéien. Ausser elo, ech weess net, eng Primm fir Holzhaiser, mee dat ass elo nach keng Fuerschung.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Firwat si mer ganz zögerlech? Well déi, déi de Carbon capture and sequestration virundreiwen, d'Haaptlobby, déi do hannendrun ass, ass d'Gaslobby, zum Beispill déi norwegesch Gaslobby oder aner Lobbyen. An Dir musst verstoen, ech ka Waasserstoff iwwer zwou Technike maachen: Ech kann e maachen iwwer „gas reforming" an da versprieche si, dass se hannendru Carbon capture and storage maachen. Mee wann ech dat elo als Prioritéit, och als Forschungsprioritéit maachen, dann zéien ech Honnerte Milliounen, wann net Milliarden ewech vun Investitiounen an d'Elektrolys, déi iwwer erneierbar Energië fonctionéiert. Dat heescht, ech kréien eng Oflenkung vun där Technik vum Waasserstoff, där eenzeger, déi Sënn mécht, an dat ass: Ech huele grénge Stroum an ech muss d'Electrolyseuren ..., do muss ech Geld an d'Fuerschung stellen! An dat maache mer hei zu Lëtzebuerg um LIST. A mir wëllen duerfir net do oflenken.

An dat anert, wat een och muss wëssen: E-Fuels, Electrofuels oder Electric Fuels, déi huelen CO_2 aus der Atmosphär a si bannen en dann an deen Treibstoff eran. Et muss ee just wëssen: Do si mer relativ am Ufank. An dat Zweet ass: All d'Techniken, déi et do gëtt, déi brauchen immens vill Plaz. An ech mengen net, dass mer an engem Land sinn, wat ganz vill Plaz huet. Duerfir verstitt: Mir wëllen - an ech mengen, dat huet de Max Hahn op de Punkt bruecht, ech mengen, de Georges Engel och, an de François Benoy -, mir maachen hei zu Lëtzebuerg Fuerschung fir Klimaschutz. Mee mir wëllen d'Suen dohinner drainéieren, wou se wierklech dee beschten Impakt hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Motions

Da kéime mer elo zur Diskussioun respektiv zum Vott vun de Motiounen. Wie wëllt nach zu de Motiounen d'Wuert ergräifen? Den Här François Benoy, wannechgelift.

Motion 1

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo, merci, Här President. Ech géif zur éischter Motioun eppes soen. Bon, et geet an der éischter Motioun vun de Piraten - mir mengen, dass een déi Motioun net soll unhuelen - eeben drëm, dass d'Regierung ..., dass sech géif derfir agesat ginn, dass keng Flich méi géifen dohinner féieren, wou een am Zuch a manner wéi dräi Stonnen do wär. Also et ass jo esou, dass déi Plazen, wou mer wierklech Kuerzstreckeflich hunn, dat ass Frankfurt, mengen ech, a Paräis. An dat si jo wierklech esou Zoubréngerlinne fir Leit, déi méi wäit ewech fléien. A wann ech dat kucken, ouni dass ech en Expert si vun alleguerten de Fluchverbindunge vum Findel, hunn ech d'Gefill, dass dat souwisou bedeitend manner attraktiv gemaach ginn ass an de leschte Joren, well einfach den Zuch verbessert ginn ass, grad wa mer iwwer Paräis schwätzen. A souwisou, och elo ass eigentlech keng Verbindung, déi ënner déi Krittäre géife falen, wéi se an där Motioun hei drastinn.

Fir de Rescht ass et jo esou, dass an de leschte Joren och d'Verbindungen an d'Ausland, wat den Zuch ugeet, bedeitend verbessert gi sinn: sief et, fir op Paräis ze fueren, sief et fir an den Oste vu Frankräich an an de Süde vu Frankräich, sief et de Rheinland-Pfalz-Takt an Däitschland, sief et de Bus op Saarbrécken, sief et bessert Rollmaterial an d'Belsch. An et gëtt jo och weider dru geschafft, fir dat och ze verbesseren a Richtung Bréissel. Ech mengen also, dass déi Motioun am Moment souwisou och net géif op iergendeng Verbindung zoutreffen.

An deen zweete Punkt vun dem Invite, muss ech gestoen, verstinn ech och net ganz. Ech mengen, dass ee jo virun allem hautdesdaags och en Onlinecheckin géif maachen. An ech froe mech wierklech, wéi vill Leit vun esou enger Offer da wierklech géife Gebrauch maachen an ob dat och d'Saach wierklech géif méi praktesch maachen. An deem Sënn géife mir proposéieren, déi heite Motioun ofzeleenen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Benoy. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Zur éischter Motioun vun de Piraten, vum Här Goergen: Also wann ee se esou liest ..., ech fanne se awer éischter ganz interessant. Et si jo zwee Punkten, déi gefuerdert ginn. Notamment deen, datt iwwerall do, wou de Staat Aktionär ass am Verwaltungsrot, eeben d'Kuerzstreckeflich vu manner wéi dräi Stonne missten agestallt ginn. Do kann een natierlech dann d'Beispill huelen, wéi den Här Benoy dat gemaach huet, vum Flughafe Frankfurt, deen ee jo benotzt, fir duerno méi wäit ze fléien, zum Beispill a China - wat weess ech. Da fiert een iwwer Frankfurt, ënner anerem. Do gesinn ech awer net an, firwat et net besser wier, fir mam Zuch oder op jidde Fall net mam Fliger bis op Frankfurt ze hopsen - wat wierklech e bëssen abstrus ass, fannen ech -, a fir dat do mat der Bunn kënnen ze verbannen, fir duerno natierlech en transkontinentale Fluch ze huelen.

Dat Zweet, bon, ob et méi praktesch gëtt oder net ... Ech mengen, op jidde Fall schéngt et näischt méi ze kaschten, wann een et versicht. An et kann net schueden. A wat net schued a wat d'Saach vläicht méi interessant kéint maachen, kann ee roueg ënnerstëtzen.

Duerno stellt sech d'Fro och, mir schwätzen hei natierlech ... Bon, mir sinn d'Chamber, mir kënnen decidéieren iwwert dat, wat de Staat ka maachen, mee et kéint een och eng Diskussioun féieren iwwert d'Privatwirtschaft, wou och d'Kaderen hinan hierjetten innerhalb vum europäesche Kontinent: Paräis, London, Berlin, Madrid an esou weider. Dat sinn alles relativ kuerz Strecken, déi een och mam Fliger misst maachen: Time is money - ech weess, wéi dat leeft! Mee da mussen d'Entreprisë sech deementspriechend aneschters opstellen a vläicht aneschters organiséieren. Dat wär eng aner Iwwerleeung, déi een eng Kéier awer och misst féieren. Merci.

Mir stëmmen déi awer mat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Da geet d'Wuert un den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech kann den Här Benoy berouegen. Also Lëtzebuerg–Paräis gëtt am Moment och nach geflunn an et ass och nach buchbar bis an den Hierscht eran. Dat heescht iwwer Chrëschtdag, wou de Fluchplang ass, ass et weiderhi buchbar. Dat heescht, mir hunn e konkreete Fall, wou den TGV zwou Stonne fofzeg bräicht.

Dat mam Transit ass schwiereg ze verstoen. Also den Här Turmes huet den Transit erwäänt. Mee ech hu geduecht, bei där grénger Partei wär den Ëmweltgedanke méi grouss wéi de Confort, ob een elo iergendwou am Transit stécht oder net. Well mat deenen Checkinmesuren, déi zum Beispill an Éisträich elo méiglech sinn iwwer Wien, Éisträich huet dat: Do checkt een de Koffer an alles op der Gare an. Wou virdru Fligere geflu sinn, geet een einfach op d'Gare, et checkt een an, et huet ee säin Ticket, säi Koffer fir de Flughafen alles fäerdeg, dat heescht, et muss een näischt droen. Ech verstinn elo net, firwat hei de Confort bei deene Gréngen op eemol méi héich soll si wéi d'Ëmwelt. Ech verstinn einfach Är Argumentatioun, wat dat ubelaangt, net.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo,

Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wëllt nach een zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain, wannechgelift.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools merci. Ech wollt dem Här Goergen soen, dass en am Fong geholl do ganz Recht huet mat sengem Constat. Den Defenseberäich ass ee vun deene Beräicher, wou ganz vill CO_2-Emissiounen entstinn. Ech mengen eng Kéier gelies ze hunn, dat ware vläicht och d'Donnéeë virun zwee, dräi Joer, ech weess et net, mee dass den Defenseberäich weltwäit, wann een dat zesumme géif rechnen, de Footprint hätt vun Dänemark.

(Interruptions)

Héiert Der mech net?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Empain, et wier vläicht gutt, wann Der bei de Mikro kéimt, well een richteg versteet am ganze Sall.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ma ganz gären.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat wär léif.

(Mme Stéphanie Empain rejoint le pupitre.)

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Dat ass, well déi aner Leit sech ëmmer esou schéi bécke fir ze schwätzen. Mee ech fannen dat ëmmer e bësse schwiereg. Ech stinn awer gradesou gär hei.

Dir hutt guer näischt verstane vun deem, wat ech gesot hunn? Da fänken ech nach eng Kéier vu vir un.

Une voix.- Akustesch!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Okay. Jo, jo, also akustesch, wuelverstanen! Ech hat elo net un lech selwer gezweifelt.

(Hilarité)

Ech wollt lech am Fong geholl soen, dass Der Recht hutt mat Ärem Constat. Den Defenseberäich ass ee Beräich, deen e relativ héijen CO_2-Footprint huet. Ech hat déi Zuelen eng Kéier gelies. Dat war de Constat, dass, wann een dat weltwäit géif zesummerechnen, den Defenseberäich e Footprint hätt, deen deem gläich kënnt vun Dänemark. Dat ass jo relativ impressionnant. Mee wéi Der awer och wësst, ass dat e Sujet, deen eis wierklech um Häerze läit. Den Här Minister Bausch ass och do scho mat enger Initiativ an d'Chamber komm. Mir haten dee Colloque iwwer Climate change and security. An dat ass eeben och e Beräich, wéi Der warscheinlech och entre-temps matkritt hutt, iwwer verschidde Pressematdeelungen, wou mir als Lëtzebuerg wierklech Drock maachen am Ausland. Dat heescht, Dir trefft heimat duerchaus en Nerv.

Dat Eenzegt, wat ech mech elo froen, an dat ass fir mech elo ganz schwéier hei kuerzfristeg ze evaluéieren, dat ass d'Envergure vun esou enger Evaluatioun, fir ze wëssen: Wat muss drakommen, wat och net? Wivill Zäit géif dat eis huelen? An ech hätt dofir d'Tendenz ze soen: Kommt, mir schwätzen an der Kommissioun driwwer. Souwäit ech weess, gëtt et schonn Zuelen. Verschidden Iwwerleeungen oder Zuelen, déi schonn ageholl gi sinn, déi kréie mer ganz bestëmmt gären och presentéiert. Mee fir dann ze kucken, wéi eng Zuele mer an engem räsonabelen Zäitraum kéinte presentéiert kréien, hätt ech elo eng Preferenz dofir, dat eng Kéier a Rou an der Kommissioun ze kucken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Empain. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun fir ze froen, ob en d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Och merci der Madamm Empain fir déi léif Wierder an d'Zoustëmmung, dass den Theema eng Kéier muss beschwat ginn. Wéi gesot, et geet eis net ëm iergendwellech zukünfteg Projeten. Et geet einfach drëm, dass een elo eng Kéier kuckt, wat den aktuellen CO_2-Ausstouss ass. A wa mir dat an der Kommissioun maachen, si mir ganz gäre bereet, dat an d'Kommissioun ze verweisen. Merci.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass d'Motioun Nummer 2 an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 2 de M. Marc Goergen est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et à la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense.)

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här François Benoy, wannechgelift.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci. Et geet bei där Motioun drëm, dass een op de Fligerticket géif den CO_2-Ausstouss och mat dropschreiwen. Bon, onofhängeg dovunner, dass ech net wierklech weess, wéi einfach oder wéi komplizéiert dat ass, huet den zoustännege Minister jo och op eng Question parlementaire scho geäntwert, dass dat duerchaus sënnvoll kéint sinn, fir dat ze maachen, an och sënnvoll ass, fir dat ze maachen, dass ee genau dee reelle Klimakäschtepunkt vun engem Fluch och kann evaluéieren.

An dofir géife mir och proposéieren, dass een déi Motioun kéint unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 3

Wien d'accord ass mat der Motioun Nummer 3, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun ugeholl.

4. 7488 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, faite à Martelange, le 9 avril 2019

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7488, eng Konventioun tëschent Lëtzebuerg an der Wallonie iwwert d'Sanéierung vum Ofwaasser. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools merci, Här President. Voilà, ech géif lech dann haut de Rapport maachen iwwert de Gesetzesprojet 7488, wou et ëm d'Konventioun geet tëscht Lëtzebuerg an der Région wallonne „relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates", déi zu Maartel ënnerschriwwe ginn ass am Abrëll 2019.

Dir Dammen an Dir Hären, de 17. September 2014 kippt am wallounesche Witry, 20 Kilometer vun der lëtzebuergescher Grenz, en Unhänger ëm. Et lafe 6.000 Liter Metazachlor an eng Baach, déi e Stéck weider an d'Sauer leeft a vun do aus a Richtung Lëtzebuerg an de Stauséi. E puer Deeg méi spéit kënnt de Pestizid am Stauséi un. Eis gréissten Drénkwaasserreserv ass verknascht an de Stauséi gëtt aus preventive Grënn vum Drénkwaassernetz geholl.

Et ass en erschreckend Bild aus eiser ganz rezenter Geschicht, wat ganz konkreet illustréiert, dass d'Waasser net op eise Grenze stoe bleift an dass och de Waasserschutz keng Grenzen dierf kennen. Wa mer eist Waasser, virun allem eist Drénkwaasser heiheem schütze wëllen, da musse mer awer iwwer eis Grenzen eraus denken an handelen.

Mat dësem Projet de loi maache mer genee dat: Mir wäiten d'Kooperatioun mat eise wallouneschen Noperen am Beräich vum Waasserschutz aus an engagéieren eis fir e grenziwwerschreidenden, integréierte Waasserschutz.

Zënter dem Joer 1980 gëtt et eng Konventioun tëscht der Belsch a Lëtzebuerg, déi sech ëm d'Gestioun vun der Kläranlag op der Roumecht bekëmmert. Zum Zäitpunkt, wou dësen ënnerschriwwe ginn ass, war et effektiv och esou, dass an der Belsch d'Kompetenzen am Beräich vum Waasser nach um Niveau vum État fédéral louchen. Entretemps sinn an der Belsch dës Kompetenzen awer verréckelt an esou ass et, dass verschidde vun deene Kompetenzen elo um Niveau vun de Regiounen ugesidelt sinn. Deementspriechend hu mir eis Konventioun aus dem Joer 1980 dunn och missen op de Leescht huelen.

Gläichzäiteg war et awer och esou - an do gouf elo d'Geleeënheet genotzt, fir dat an engems ze maachen -, dass déi al Konventioun eng Partie Dispositiounen aus der EU-Waasserdirektiv souwéi och verschidden Dispositiounen aus der Direktiv iwwert d'Ofwaasser net méi respektéiert huet. Ausserdeem ass och vun der Geleeënheet profitéiert ginn, fir d'Modalitéiten aus der Nitratdirektiv hei mat ofzedecken.

Fir deem nozekommen an natierlech fir eist Waasser beschtméiglech ze schützen, ass eng nei Konventioun - dës Kéier da mat der Wallonie, déi elo en charge ass - ausgeschafft ginn, déi eng verstäerkt Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg an der Wallonie virgesäit, an dat op dräi Ebenen.

Wat gesäit d'Konventioun also konkreet vir? Dat ass éischtens d'Ofwaasserklärung, zweetens de Suivi vun der Gülleausbréngung iwwert d'Grenz eraus an drëttens de Schutz vum Drénkwaasser.

Esou gëtt dann am éischten Deel vun der Konventioun de Kader definéiert fir d'Gestioun an d'Kläre vum Ofwaasser, souwuel aus der Wallonie wéi och aus Lëtzebuerg, an heibäi ginn et Spezialkonventioune fir déi grenziwwerschreidend Kläranlagen. Hei ginn zum Beispill och déi verschidde Comités de suivi dra spezifizéiert.

An hei ass ze soen, dass déi aktuell Konventioun mat der Belsch och d'Opdeelung vun de Käschte vun der Kläranlag op der Roumecht fixéiert. An dës huet bis elo virgesinn, dass sech béid Länner a Fonctioun vum Prozentsaz vun hirem concernéierten Territoire zu der Prise en charge vun de Fraisen engagéieren, dëst allerdéngs just fir d'Construction vun der Anlag. Par contre sinn d'Onkäschte vun der Exploitatioun an dem Entretien bis elo eleng vu Lëtzebuerg gedroe ginn.

Dës Käschtenopdeelung ass net méi konform mat der haiteger EU-Gesetzgeebung, der Waasserschutzdirektiv - Stéchwuert: Pollueur-payeur. An dofir ass et och an der neier Konventioun elo ugepasst ginn. Mat dëser Konventioun wäert et elo esou sinn, dass och d'Wallonie sech hei wäert un de Käschte bedeelegen, an zwar a Fonctioun vun der Unzuel vun den Awunner, déi un dës Anlag ugeschloss sinn.

Am zweeten Deel vun der Konventioun geet et ëm den Austausch vun Informatiounen an der Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg an der Wallonie am Kader vum Suivi vun der Ausbréngung vu Gülle iwwert d'Grenzen ewech. Mir iwwerhuelen hei e Kooperatiounsprotokoll, deen déi lëtzebuergesch an déi wallounesch Landwirtschaftsministere schonn am Joer 2013 geschloss hunn. Duerch den transparenten Informatiounsaustausch iwwert d'Ausféiere vun organeschem Material droen déi concernéiert Autoritéiten, mee och d'Baueren, déi grenziwwerschreidend schaffen, maassgeeblech zum Drénkwaasserschutz bäi.

Am drëtten Deel da geet et ëm de Schutz vun Drénkwaasser am Fall vu grenziwwerschreidenden Anzuchsgebidder. Wéi ech d'éinescht scho gesot hunn, läit d'Anzuchsgebitt vun eiser Haaptdrénkwaasserquell, dem Stauséi, zu engem ganz groussen Deel an der Belsch. Dofir ass et besonnesch wichteg, dass mer eng gutt Zesummenaarbecht mat eise wallouneschen Noperen hunn.

D'Konventioun gëtt béide Säiten och an deem Sënn d'Méiglechkeet, Schutzzonen auszeweisen um Territoire vun där anerer Partei. An dat erméiglecht eis et, eist Drénkwaasser nach besser ze schützen.

Ëm wat geet et elo konkreet an dësem Projet de loi? An dësem Projet de loi ratifizéiere mer elo an engem Article unique déi Konventioun tëschent Lëtzebuerg an der Wallonie iwwert d'Ofwaasserklärung, den Drénkwaasserschutz an d'Ëmsetzung vun der Nitratdirektiv. Dës Konventioun ass, wéi gesot, den 9. Abrëll 2019 zu Maartel ënnerschriwwe ginn.

De Projet de loi ass den 10. Oktober 2019 vum Ausseminister deposéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot louch den 19. Dezember 2020 vir. Dësen hat keng Observatiounen um Fong vun dësem Projet de loi. Den Avis vun der Chambre des Métiers koum den 20. Dezember 2019 eran an dee vun der Chambre de Commerce den 22. Januar 2020. A béid Chamberen hate keng weider Observatiounen ze maachen.

Den 3. Februar 2021 hu mir de Projet de loi an der Ëmweltkommissioun presentéiert kritt an hunn en dunn och do ënnert d'Lupp geholl. De Rapport hu mer an der Kommissioun den 23. Februar ugeholl.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Waasser ass eng vun eise kostbaarste Ressourcen. An de leschte Joren ass immens vill geschitt, fir dës Ressource besser ze schützen an eng richteg Drénkwaasserschutzkultur opzebauen. Notamment goufe sëlleg Waasserschutzzonen op nationalem Plang ausgewisen. Mat der Ratifikatioun vun dëser Konventioun verstäerke mer d'Kooperatioun mat eisen Noperen aus der Wallonie am Beräich vum Waasser a mir engagéieren eis fir e méi grenziwwergräifenden, integréierte Waasserschutz.

An deem Sënn ginn ech natierlech och den Accord vun eiser grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Matschaffen a fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain villmools Merci.

Ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hat déi grouss Éier, zesumme mat der Ëmweltministesch a mat dem zoustännege Minister fir Landwirtschaft den 9. Abrëll 2019 dobäi ze sinn, wéi mer déi Konventioun do ënnerschriwwen hunn, en offiziellen Akt gemaach hunn, wann een dat kann esou soen. Ech hat d'Éier, d'Leit all ze begréissen an op de Sujet anzegoen.

Et geet - wéi d'Madamm Empain erkläert huet, där ech natierlech villmools Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport - natierlech drëm, fir eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht um Plang vum Ofwaasser, vun den Nitraten a vun dem Drénkwaasser ze assuréieren.

Et ass awer net nëmmen an deem Kontext eng Konventioun ënnerschriwwe ginn, mee et sinn der dräi ënnerschriwwe ginn. Nämlech, quitte datt elo déi Convention-cadre a sech eng gesetzlech Suite kritt, sinn awer och nach zwou Konventiounen ënnerschriwwe ginn, déi sech spezifesch mam Ofwaasser an där ganzer Regioun Lëtzebuerg/Wallonie befaassen.

Déi eng ass a sech déi - loosse mer déi virhuelen -, wou elo eng Kläranlag amgaangen ass gebaut ze ginn. „Um Rosenberg" heescht dat, dat ass direkt déi Säit vu Stengefort. Déi soll am Abrëll/Mee a Betrib goen, wann ech gutt informéiert sinn, an do gëtt a sech d'Ofwaasser sougutt vu belscher wéi vu Lëtzebuerger Säit och gekläert.

Dann ass et natierlech um Site Maarteleng, wou a sech déi Ënnerschréft stattfonnt huet, op der Kläranlag vu Maarteleng, déi iwwregens schonn zënter 1996 besteet, dat heescht 20 Joer, do ass eebenfalls eng Konventioun gemaach ginn, wou eng Rei Saache geännert gi sinn.

Notamment, esou wéi d'Madamm Empain et och scho gesot huet, ass ganz kloer an der Vergaangenheet net an deem Sënn de Prinzip vum Pollueurpayeur respektéiert ginn, mee dee finanzielle Volet ass integral vu Lëtzebuerger Säit à charge geholl ginn, fir déi Kläranlag ze bedreiwen. Dat ass vum SIDEN iwwerholl ginn an et ass awer vum Staat integral - dat heescht, alles dat, wat dat belscht Ofwaasser ubelaangt - rembourséiert ginn. Dat muss ee ganz kloer soen. Dat ass elo net méi esou, mee et ass elo sou, datt a sech och d'Belsch responsabel ass, souwäit si d'Responsabilitéit hunn, fir de Fonctionnement vun der Kläranlag ze finanzéieren.

Ech mengen, datt dat eng ganz wichteg Saach ass. Déi Konventioun ass ganz sécher absolutt positiv. Ech ginn och natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Erlaabt mer awer ze soen, et sinn dräi Saachen - déi si scho gesot ginn, duerfir widderhuelen ech se net nach eng Kéier -, déi a sech an där Konventioun behandelt ginn. Mee wann een déi lescht Deeg kuckt - an den honorabelen Här Graas huet gëschter eng mëndlech Question parlementaire gestallt iwwert de Brand op enger Biogasanlag -, da froen ech mech, ob et net och gutt gewiescht wier, wann ee méi detailléiert an där Konventioun definéiert hätt, wéi ee géif an deenen eenzelne Beräicher reagéieren, wann do eng Urgence, notamment e Brand oder eng aner Katastroph, géif geschéien, a wat fir een Zenario géif oflafen, fir do eng beschtméiglech an eng schnellstméiglech Aktioun ze starten, fir deem entgéintzewierken.

Dat ass menges Wëssens net an där Konventioun berücksichtegt. An et misst ee sech tatsächlech d'Fro stellen - an dat soll ëm Gottes Wëllen elo net als Kritik ugesi ginn, well ech war selwer do derbäi -, well et ass einfach esou: Heiansdo léiert ee bäi duerch eng Rei Saachen, déi geschéien.

D'Fro ass a sech: Stellt lech nëmmen ee Moment vir - et ass schlëmm genuch, datt et op der Atert ass an datt do e ganz massiivt Fëschstierwen ass -, et wier nach e bësse méi erop gewiescht an et wier am grousse Lëtzebuerger Drénkwaasserreservoir gewiescht, wou mer haut Problemer hätten. Da wier et nach méi schlëmm, wéi et elo schonn ass. An ech mengen, datt een op jidde Fall nach eng Kéier soll Iwwerleeungen ustellen, wéi een och deen dote Volet soll an der Zukunft léisen.

Ech wëll och ganz kloer soen: Et geet net duer, datt de CGDIS - ech hunn dat scho bei anere Geleeënheete gesot, ech wëll och hei keng Proleemik maachen, ech wëll et just soen -, et geet net duer, datt de CGDIS ausréckt, mee deemno wéi eist Kanalnetz

ass - an och do wëll ech net op den Detail agoen, et gëtt nämlech Ënnerscheeder tëscht Retentiounen, Mëschsystem, Trennsystem an esou weider -, mengen ech, datt déi, déi am Land fir den Ofwaasserberäich zoustänneg sinn, misste matgeruff ginn, direkt matinforméiert ginn. Well si wëssen am beschten, wou muss reagéiert ginn, fir datt a sech d'Läschwaasser zum Beispill net an d'Waasser geréit.

An deem Sënn, mengen ech, datt et derwäert wier, dee ganze Volet, sougutt grenziwwerschreidend wéi och national, eng Kéier op de Leescht ze huelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an, ech soen et nach eng Kéier, mir ginn natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. An ech wëll direkt d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Ech mengen, et ass leider eng Tatsaach, datt mer um Niveau vum Gewässerschutz hei zu Lëtzebuerg nach ganz grouss Problemer hunn. Een, deen de Contraire seet, dee seet d'Wourecht net! Da soll en dat einfach esou agestoen, datt mer nach ganz vill Hausaufgaben ze maachen hunn. A besonnesch, wa mer iwwert den Uewersauerstauséi schwätzen, da beweege mer eis an enger ganz sensibeler Regioun. Schliisslech kënnt d'Hallschent vun eisem Drénkwaasser aus där Géigend.

D'Vergaangenheet huet bewisen, an den Här Kaes huet elo zu Recht drop higewisen, wat en Accident kéint bewierken. Mee mir hate scho schlëmm Accidenter douewen. Ech erënneren zum Beispill vun dee vun 1990, wéi e Camion mat Monochloressegsaier zu Maartel ëmgetippt war a wéi dunn eng ganz héich Quantitéit vun deem cheemesche Stoff do an d'Sauer gelaf ass. Biologesch jiddefalls war d'Sauer deemools dout an et waren och ganz grouss Problemer um Niveau vun der Drénkwaasserversuergung entstanen. Wann eise Frënd Alex Bodry nach heibanne wär, dee kéint eis do vill méi soen, well hie war deemools Ëmweltminister.

Bei där Konventioun hei, an dat ass eng ganz wichteg, ouni Zweifel, geet et jo an éischter Linn ëm d'Kläre vun den Ofwässer. Et muss een och do ganz éierlech soen: De Bau vu Kläranlagen ass ëmmer nëmmen eng Symptombekämpfung. Mir lafen do e bëssen deem Problem hannendrun - obwuel et och luewenswäert ass, dass mer Kläranlage bauen.

An den Här Kaes, dee weess dat vill besser wéi ech. De SIDEN douewen ass jo amgaang, grouss Efforten ze maachen, fir nach Dierfer unzeschléissen, déi am Moment nach net an deem Sënn ugeschloss sinn. Ech mengen, dat ass alles luewenswäert, mee mir mussen eis awer ëmmer bewosst sinn, datt d'Preventioun am Endeffekt vill méi wichteg ass. An dowéinst muss och dorobber nach vill méi opgebaut ginn, well et gëtt leider nach ze vill häuslech, ze vill industriell Ofwässer, déi och iwwert d'Niewegewässer vun der Sauer an de Stauséi kommen.

Ech mengen, eleng schonn d'Tatsaach, datt mer all Joers mat dem Problem vun de Cyanobakterien um Stauséi beschäftegt sinn, dat seet genuch. Ech wëll nämlech soen: Dat ass keen neie Phenomeen! Ech hunn nach eng Kéier d'Debatte vun 1981 nogelies, wéi déi Konventioun hei u sech fir d'éischt ënnerschriwwe ginn ass. Den deemolege Rapporteur, dat war de Bob, huet schonn drop higewisen, wat fir Problemer datt mer um Stauséi hätte mat der Algeproduktioun. Also, dat war 1981, dat ass also näischt Neies. Et schéngt awer, wéi wa mer net allze vill bäigeléiert hätten, well mer hunn nach ëmmer de Problem.

Da bréngt déi Algeproduktioun natierlech och - an d'SEBES-Verantwortlech wëssen dat vill besser - fir d'Opbreedung vum Drénkwaasser Problemer mat sech. A schlussendlech schuet et och dem Tourismus, besonnesch an de Summerméint.

Natierlech si mer da ganz séier bei der Landwirtschaft. Ech wëll awer och hei ganz kloer ënnersträichen: Et ass falsch, d'Landwirtschaft eleng zum Buhmann ze maachen. Op där anerer Säit muss een awer och esou éierlech sinn: Et sinn eng Rei vu Praktiken, déi awer och mussen an och kënnen a Fro gestallt ginn, besonnesch wat ronderëm de Stauséi ass. Ech weisen zum Beispill och op de Problem vum Düngen hin an zitéieren hei eng Etüd, „Bilan nutritif" vum LIST, déi zum Beispill soen: „Die Düngung von Grünland sollte unter die Lupe genommen werden und in kritischen Bereichen extensiviert werden." Jo, dat ass richteg, dat ass wichteg.

Mir mussen also dorobber och hischaffen a mir mussen och zousätzlech Schutzzonen amenagéieren. Mir wëssen, datt et natierlech gewësse Spannungen do gëtt: tëschent der Landwirtschaft engersäits, dem Naturschutz anerersäits. Mee an engem konstruktive Gespréich misst et awer méiglech sinn, do weiderzekommen.

Ech verweisen och hei op eng ganz interessant Initiativ, der LAKU, déi jo elo versicht, do e bësse méi nohalteg dann och d'Landwirtschaft opzebauen. Leider koum et jo do och alt erëm zu gewëssene Problemer. Vläicht kann d'Madamm Dieschbourg herno soen, wéi d'Situatioun de Moment do ass.

Dann ass eng ganz rezent Initiativ elo: „Käre vum Séi". Den 9. Februar ass déi gegrënnt ginn. Do hunn 19 Betriber sech zesummegeschloss, fir esou nohalteg wéi méiglech dann eeben och Kären do ze produzéieren am Beräich vum Stauséi.

Jiddefalls hoffen ech och, datt dee Projet de règlement grand-ducal, deen da soll déi nei Schutzzonen douewen ausweisen, wäert zu Verbesserunge féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass also evident: Wa mer en effikasse Schutz vun Uewersauerstauséi wëllen hunn - et geet jo prinzipiell hei dorëms -, da kann dat nëmme mat enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht mat eise belschen Nopere geschéien.

Et ass och wichteg, datt eng equitabel Opdeelung vun de Käschten do soll entstoen. Duerfir gëtt jo all véier Joer eng Revisioun gemaach, wou dann eeben déi Quote-parten nei analyséiert ginn. An et däerf een och net vergiessen, datt et natierlech eng Rei Bauere gëtt, Lëtzebuerger Baueren, déi Terrainen an der Belsch hunn; och ëmgedréit. Dat bréngt natierlech och eng Rei Problemer mat sech.

Mee ech verweisen och do op den Artikel 9 Paragraf 3 vun der Konventioun, wou et jo drëms geet, datt d'Bauere sollen och d'Donnéeë matdeelen. Ech weess, dat ass e relativ kriddelegen Domän. Donnéeën, zemools an eiser Welt hei, weiderginn, dat ass ëmmer eppes, wou ee ganz retizent muss sinn. Ech hoffen awer, datt deen Echange vun Informatiounen trotzdeem wäert e gewëssene Floss kréien.

Vläicht eng ganz kuerz Remark, déi den Här Kaes awer zu Recht gemaach huet, och iwwert déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht am Fall, wou et zu Problemer kënnt. Dir hutt den CGDIS ugeschwat. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen, mee et wësse mat Sécherheet verschidde Kolleegen heibannen, datt vum CGDIS eng Ufro komm ass, datt eeben déi Ofwaassersyndikater hinnen Donnéeën zur Verfügung stelle sollten iwwert de Reseau. Bon, ech wëll dat elo net hei verdéiwen. Ech mengen awer, mir sollten eng Kéier doriwwer schwätzen. Méi wëll ech zu deem Punkt awer haut elo hei net soen. Dat kann op enger anerer Plaz eng Kéier nogeholl ginn.

Jiddefalls, déi Konventioun hei ass e gutt Beispill vun enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht. Mir brauchen dat. Grad mir als Lëtzebuerger brauchen dat, net nëmmen um Niveau vum Gewässerschutz. Mir brauchen et op ganz villen Domänen. Mir hunn also all Interêt, eis do mat eise Partner ëmmer ze concertéieren an esou Konventiounen ofzeschléissen.

Duerfir ass et fir eis als Demokratesch Partei jiddefalls eng Evidenz, datt mer där Konventioun hei och eisen Accord ginn. Ech wëll awer och der Madamm Empain nach Merci soe fir hir verschidde Rapporten. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Wuert geet direkt un den honorabelen Här Georges Engel, net ouni awer dem Här Gusty Graas Merci ze soen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Merci der Madamm Empain fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Effektiv, d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ass iwwerall wichteg, an och hei an der Waassergestioun. An de Schutz vun der Uewersauer läit eis alleguerten um Häerz. Dat heiten, dat ass eng Konventioun, déi geet an déi richteg Richtung.

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och der Rapportrice fir de gudde Rapport. Ech probéieren, mech och kuerzzefaassen, wéi den Här Engel. Hien huet dat ganz gutt gemaach. Et geet hei ëm Ofwaassersanéierung, Quelleschutz an dorëm, derfir ze suergen, dass de Buedem an eist Waasser propper bleiwen. Ech mengen, dat ass jo eppes, wou jiddwereen nëmme kann zoustëmmen, dass mer dat solle maachen. Mir sollen eist Waasser schützen! Mir sollen eis Flora, eis Fauna schützen. Mir musse proppert Drénkwaasser hunn.

Dass mer dat hei mat engem anere Land maachen ... Iwwregens, komescherweis musse mer da mat der Region Wallonie verhandelen. Et wier vläicht awer méi interessant gewiescht, fir - mee dat ass hire Problem - mam Land ze verhandelen, dass do déi verschidde Kläranlagen dann zum Beispill kënnen zesummeschaffen.

Iwwregens, do ass och interessant: Do wuesse jo praktesch déi al Uertschaften erëm zesummen: Maartel a Roumecht an da Sterpenech, dat jo fréier och zur Gemeng Stengefort bis 1839 gehéiert huet. Déi schaffen also elo erëm zesummen. Ech mengen, dat ass ganz wichteg.

D'Waasserleef, déi mir am Land hunn, kommen zu engem groussen Deel aus dem Ausland: d'Äisch, d'Sauer, d'Atert. Mir hunn also och als Land iwwerhaapt strateegesch Interessen, fir do matschwätzen ze kënnen. An deem Sënn ass dës Konventioun natierlech immens gutt. Tipptopp, gutt gemaach! A mir stëmmen déi natierlech mat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

(Interruption)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och mir maachen et ganz kuerz. Merci dem Stéphanie Empain fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. An och mir wäerten eis Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Bon, fir d'éischt emol e ganz grousse Merci fir dee gudde mëndlechen, awer och schréftleche Rapport vun der Madamm Empain. A merci och allen Intervenantë fir déi grouss, ech mengen, eenheetlech Ënnerstëtzung hei vun där Konventioun, déi mer jo elo mat der Wallonie maachen an net méi mat der Belsch a sech. Déi ersetze mer jo eebe grad, well do d'Kompetenze geännert hunn.

An ech mengen och, dass et ganz wichteg ass, hei ze soen: Mir ersetzen eng Konventioun, wou et haaptsächlech ëm d'Ofwaasser goung an ëm d'Zesummenaarbecht an deem Beräich, mat eppes, wat haut wierklech méi wäit geet: Dat ass d'Gülleausbréngung, d'Nitratdirektiv, d'Ëmsetzung, den Echange vun Donnéeën, eppes, wat ëmsou méi wichteg ass, wa mer jo bedenken, dass bal zwee Drëttel vun eiser Schutzzon ëm de Stauséi awer eng Zesummenaarbecht mat der Belsch bedeiten, well Deeler dovun, vum Anzuchsgebitt natierlech an der Belsch leien. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, deen drëtte Volet vum proaktiven a preventiven Drénkwaasserschutz ze stäerken, grad well mer wëssen, dass de preventive Volet ee vun deene wichtegsten ass.

Grenziwwerschreidend schaffe mer beim Gewässerschutz also och hei zesummen, nodeems mer a sech déi aner Beräicher, wat d'Musel ugeet, mat Däitschland, Frankräich, an deene groussen internationale Konventiounen, am Kader vun der Rhein-Schutz-Konventioun oder der Musel-Saar-Konventioun, maachen. Esou ass et elo hei och mat der Belsch eeben, wat dëse Volet ugeet.

E puer Saache wollt ech der Chamber dann awer vläicht och nach matdeelen. Et gouf eebe grad vun eisem wichtegsten Drénkwaasserreservoir an dem Règlement geschwat. Do krute mer jo elo en Avis vum Staatsrot, soudass mer elo do weiderkommen. Dat heescht, dee Règlement fir d'Schutzzon wäert elo geschwë publizéiert ginn an da kënnt déi nächst Phas. Da kënnt déi Phas, wou mer d'Mesuren ausschaffen.

Et ass a sech e gellege Moment, dass mer elo dat heiten hei an der Chamber zum Vott stoen hunn, well duerno kënnt jo dann och nach eng Kéier erweidert déi Zesummenaarbecht am Drénkwaasserschutz mat de belsche Kolleegen. Ech hunn och nach mat der Madamm Tellier, der wallounescher Ministesch, geschwat. Si mussen hir Etappen nach maachen. Mir sinn also elo eng Nueswäit vir, wann dat haut elo hei an dësem Parlament votéiert wäert ginn.

Da wäert an der LAKU och am Abrëll d'Generalversammlung sinn an da wäerte mer gesinn, wat, mengen ech, eebe ganz wichteg ass: grad mat den Acteuren, mat dem SEBES, mat de Gemengen, mam Naturpark grad elo, wou mer dann de Règlement kréien, och déi nächst Etapp ulafen ze loossen an d'Mesurë kloer op eiser Säit gemeinsam mat der Regioun auszeschaffen an dann eeben och deen Echange fir déi gemeinsam Mesuren - wat haut hei zum Vott steet - nach eng Kéier ze verstäerken an och do finanziell Méiglechkeeten ze ginn, duerch Kontrakter bei de Gebidder e preventive Schutz ze maachen.

An da kann ee jo och iwwerleeën, wéi eng preventiv Mesuren een an déi Debatte materabréngt. Siehe déi Tëschefäll, déi mer schonn haten. Ech mengen, mir léiere jo aus der Vergaangenheet. De Gewässerschutz beinhalt jo vläicht och, wéi mer eis nach besser organiséieren. Woubäi ech awer wierklech wëll betounen, dass bei dem Tëschefall un der Atert d'Autoritéite wierklech schnell a gutt an onkomplizéiert matenee geschafft hunn.

Also dofir: Dat heiten ass e ganz, ganz wichtege Schréff fir déi verstäerkt Zesummenaarbecht mat der Wallonie. D'Aktiounsfeld gëtt erweidert. Et ass de Respekt vum Prinzip - den Aly Kaes hat dee genannt - Pollueur-payeur, dat heescht, mir sinn och kohärent mat den Direktiven.

Dofir soen ech Iech haut Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung an dësem Beräich.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7488. Den Text steet am Document parlementaire 7488[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7488 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7481 - Projet de loi portant introduction d'un article 42bis dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Mir kommen elo zum Projet de loi 7481 iwwert d'Aféierung vun engem Artikel 42bis am Gesetz iwwert de Loftverkéier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur*.- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, hei geet et ëm d'Reglement vun der Europäescher Unioun 376/2014 vum Europaparlament a vum Conseil vum 3. Abrëll 2014 iwwert d'„culture juste" am Secteur vun dem Fluchberäich, also vun der Aviatioun.

Vu datt et e Règlement européen ass, brauche mir dat net an engem Gesetz hei ëmzesetzen. Mir fixéieren an dësem Projet de loi hei just d'Héicht vun de Strofe respektiv vun den Amendë fir zwou Situatiounen: fir déi Betriber am Fluchberäich, déi keng intern Reegele festhalen, wéi d'Prinzippie vun der Culture juste an hirem Betrib garantéiert an applizéiert ginn, an dann och fir déi Betriber, déi esou Reegele vu Culture juste hunn, mee se awer net an hirem Betrib applizéieren. Des Weidere gi Prozedure festgehalen, wéi dës Amenden applizéiert ginn.

„Wat ass elo d'Culture juste", wäert Der Iech elo froen, „déi an deem Reglement vun 2014 am Fluchberäich festgehale gouf?" Mir wëssen all, datt d'Fluchwiesen eng Aktivitéit ass, déi u sech héich Risike mat sech bréngt, wou Sécherheetsdenken a Sécherheetskultur also ganz wichteg sinn. D'Sécherheet an dësem Secteur ass virun allem garantéiert duerch d'Applikatioun vu Sécherheetsprozeduren a -kontrollen.

D'Resultater vun der Applikatioun vun de Prozedure mussen dokumentéiert sinn an Ofwäichungen, also

Ecarten zu de festgehalene Prozeduren, mussen och dokumentéiert sinn. Wat natierlech weesentlech hei ass, dat ass, datt déi Dokumenter och un déi zoustänneg Hierarchie matgedeelt ginn, also weidergeleet ginn. Dës Philosophie hei soll an där ganzer Kette vum Fluchprozess stattfannen. Dëst concernéiert zum Beispill d'Maintenance vun de Fligeren, mee och de Fluch selwer.

Fir datt dës Sécherheetskultur ka fonctionéieren, muss et méiglech sinn, datt all Acteure vun dem Fluchwiesen dës Hierarchie informéiere kënnen, ouni Angscht a Behënnerung, iwwer esou kritesch Ecarten zu de festgehalenen Normen oder iwwer kritesch Evenementer, déi mat engem héije Sécherheetsrisiko verbonne sinn.

D'Deelen an d'Matdeele vun Informatiounen iwwer kritesch Evenementer oder Incidenten ouni Angscht viru Bestrofung ass an esou enger Kultur ganz weesentlech. Hei ass et och wichteg, datt d'Mataarbechter aus dëse Feeler léiere kënnen. Dës Culture juste kann natierlech net e Verhalen akzeptéieren, wou bewosst Feeler gemaach ginn oder einfach Noléissegkeet d'Ursaach vun engem Ecart oder Accident oder souguer engem Incident ass.

Fir dat ze resuméieren, liesen ech aus dem Reglement, Artikel 2, vir, wat dat u sech an engem Saz gutt resuméiert: « une culture dans laquelle les agents de première ligne ou d'autres personnes ne sont pas punis pour leurs actions, omissions ou décisions qui sont proportionnées à leur expérience et à leur formation, mais dans laquelle les négligences graves, les manquements délibérés et les dégradations ne sont pas tolérés ».

De Projet de loi ass vum Minister Bausch den 8. Oktober 2019 deposéiert ginn. A sengem Avis vum 10. Juli 2020 huet de Staatsrot dräi Opposition-formellen zu dësem Projet de loi gemaach. Eis Kommissioun huet an der Sitzung vum 17. September 2020 dëse Projet de loi analyséiert. D'Oppositions formelles vum Staatsrot konnten duerch Amendements parlementaires opgehuewe ginn. De Rapport, esou wéi en lech hei virläit, ass de 4. Mäerz 2021 vun der Kommissioun fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten ugeholl ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Rapporter Carlo Back.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Back fir all déi Erklärungen, déi e ginn huet zu deem dach méi techneschen an administrative Volet. Ech ka vläicht soen, datt et natierlech drëm geet: Aviatioun ass eppes, wou all Feeler kann derzou féieren, datt vill Leit der Doud fannen. Duerfir muss do eng absolutt Prezisioun sinn. An iwwert dee Volet hei gëtt den Oflaf vun all deem, wat virdru geschitt, wann e Fliger fit gemaach gëtt respektiv wa soss iergendwellech Interventioune geschéien, nach méi kloer. Dat gëtt am Detail festgehalen an et kann een à tout moment novollzéien, wie responsabel ass fir wat fir een Akt, dee gemaach ginn ass. Ech mengen, dat ass effektiv an der Aviatioun ganz wichteg.

Dat gesot, géif ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Ech mengen, ech war seelen esou averstane wéi dës Kéier mat deem, wat den Här Aly Kaes gesot huet. Ech géif just dann nach dem Rapporter villmools Merci soe fir seng zwee Rapporten, souwuel säi schréftleche wéi säi mëndlechen, an den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir souwuel säi schréftleche wéi och säi mëndleche Rapport.

Dir erlaabt, dass ech vläicht nach e klengen Zousaz gi vun deem, wéi et sech a Frankräich verhält, wat net oninteressant ass. Well do ass dat EU-Reglement schonn an nationaalt Recht ëmgesat ginn. Ech géif mech do just eng Kéier kuerz op den Observatoire vun der Culture juste wëlle referéieren. Esou e Gremium wäerte mer jo hei zu Lëtzebuerg och schafen. Do kann een dann elo noliesen an deem éischte Rapport, dass sech bis ewell just mat dräi Fall befaasst gouf. An dovunner ass emol een, deen emol nach guer näischt mat der Culture juste ze dinn hat.

Wat seet eis dat? Ma dat seet eis ganz einfach, dass de Bekanntheetsgrad vun dësem Observatoire eigentlech nach guer net héich ass, an dee muss natierlech gesteigert ginn. Ech géif mengen - an domadder géif ech dann och vläicht en Appell maachen un den Här Minister an och u säi Ministère -, dass et wierklech wichteg ass, fir e beschtméiglechen Iwwergang ze garantéieren, dass déi zoustänneg Acteuren net nëmmen informéiert, mee awer och gutt begleet ginn.

D'Publizéiere vun esou engem Guide vun der Culture juste, wéi dat a Frankräich och geschitt ass, ass sécherlech eng Pist, déi een eventuell verfollege kann. Mee et wäert awer héchstwarscheinlech och nach aner Moossname brauchen. D'Culture juste ass jo net nëmmen am Interêt vun all Passagéier oder soss Fliger- respektiv Buedempersonal, mee och am Interêt vum Findel als en ekonomescht Standbee vun eisem Land.

Dofir ginn ech och natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Gesetzestext a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cécile Hemmen. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken e Merci dem Här Carlo Back fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass deem net méi vill bäizefügen. Ech mengen, et muss ee soen: All Initiativ, fir d'Sécherheet an der Loft betreffend d'Aviatioun ze verbesseren, ass ze begréissen. An duerfir wäerte mir och dësem Gesetz zoustëmmen.

Dëst baséiert op engem EU-Reglement. Mee erlaabt mer awer, nach eng Remark ze maachen zum Avis oder op Basis vun der Chambre de Commerce. Si schreiwen: „D'Missiounen an d'Kompetenze vun deem Organ, wat dëst Gesetz iwwerwaache soll, sinn am Règlement grand-ducal juristesch net genee definéiert, wat zur Sécherheetssituatioun um Findel kann eventuell nodenklech stëmmen."

Meng Fro wier: Ass dat internt Reglement, wat ënner Artikel 3 virgesinn ass, wat zitéiert gëtt, ass dat do virgesinn? Oder gëtt nach eng Erweiderung vum Règlement grand-ducal gemaach? Ech mengen, dat wier awer eng wichteg Fro, déi ee misst beäntwert kréien.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Carlo Back fir dee gudde Rapport.

Mir hunn nach eng Bemierkung zum Avis, déi d'Chambre de Commerce gemaach huet, wou se opgeworf huet, dass hir am Gremium och e Vertrieder vun der Gewerkschaft géif feelen. Dat kann ee vläicht an Zukunft nohuelen, fir dass dat net ze eesäiteg ass.

Mee am grousse Ganze gi mir awer eis Zoustëmmung zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President, un all déijéineg, déi eppes gesot hunn a virun allem déi Zoustëmmung bruecht hunn. Et ass ëmmer flott, wann een als Regierung fir e Projet 60 Stëmme kritt. Dat ass dann hei de Fall an duerfir kann ech mech och ganz kuerz faassen. Merci!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7481. Den Text steet am Document parlementaire 7481[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7481 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Question élargie n° 75 de M. Marc Spautz relative au bien-être au travail

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 75 vum Här Marc Spautz iwwert de Bien-être op der Aarbecht. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

An den Här Minister ass do.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- „D'Wirtschaft muss dem Mënsch déngen an net de Mënsch der Wirtschaft." Dat, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, war am Fong dee wichtegste Message, dee mer virun iwwer engem Joer heibannen haten, wéi mer an der Interpellatioun iwwert de Bien-être au travail geschwat hunn.

De Mënsch muss am Mëttelpunkt stoen. Mir sinn all Mënschen. Mir sinn all ënnerschiddlech. Déi eng empfannen eppes als Mobbing a Stress, wat déi aner als normal empfannen. Déi eng kennen hir Stäerkten an hir Schwächten an hir Grenzen an anerer kenne se net. Déi eng wëssen, wéi a wou se hir Zäit am beschten investéieren an hir Stäerkten optimal asetzen, a si wëssen, a wat fir engem Beräich si manner begaabt sinn an op Hëllef ugewise sinn.

Fir dass awer de Mënsch am Mëttelpunkt ka stoen, brauch hien eng Schaff. Eng Aarbecht muss e Grondbedierfnis vun engem Mënsch sinn. Awer mir hunn och Chômage, Inklusioun, awer mir sinn, an absolutten Zuele gekuckt, nach verwinnt hei zu Lëtzebuerg am Verglach zum Ausland.

Mir hunn awer säit dem Februar 2020 och de Covid, nei Aarbechtsformen, 12-Stonne-Schichten an der Santé an aner Schichte fir Botz-, Logistik- a Fuerpersonal, fir deenen neie Bestëmmungen hygieenescher Natur Rechnung ze droen. An deene Leit, souwuel deenen an de Spideeler wéi och deenen aneren, gëllt eise grousse Respekt. Am Ufank hu mer dat ëmmer owes mat Klappe gemaach, duerno ass et vergiess ginn, mee ech hoffen, dass mer déi Leit och no der Kris net vergiessen.

Teletravail ass normal ginn, Homeworking och, Zwangsbetribsschléissunge gëtt et, eppes, wat ee sech net konnt virstellen, Chômage partiel. Alles dat huet eist Beruffs- an eist Familljeliewe geännert, an de Jubel bei ville Leit am Ufank fir den Teletravail ass an Tëschenzäit e bësse méi duuss ginn, wou déi eng sech Froe stellen, ob dat gutt ass, dass een esou vill Teletravail mécht, an déi heiansdo léiwer géifen op d'Aarbecht goen, fir och emol eng Kéier en anere Mënsch ze gesinn.

D'Grenzen zwëschent privatem an ëffentlechem Liewe sinn net méi richteg ze fannen. Mobbing an Harcèlement hunn zougeholl. Physesch a psychesch Problemer si méi grouss ginn. Existenzängscht si bäikomm. De Medikamentemëssbrauch - „Mëssbrauch", soe mer, ass e schlecht Wuert -, éischter de Medikamentekonsum ass vill méi grouss gi bei Medikamenter, déi een ouni Rezept erauskritt.

D'Relatiounen zwëschent Privatliewen a Beruffsliewen hunn och eng grouss Bedeitung. Kann een do nach d'Trennung maachen zwëschent Privat a Beruff, wann een doheem schafft? Kann een déi Trennung nach maachen? Kann ee sech nach mat sengem Betrib familiariséieren, wann een net méi an de Betrib geet? Alles dat huet och mat Gesondheet a mat Aarbecht ze dinn.

An am Februar 2020 hu mer eng Motioun ugeholl, déi ënnerschriwwe war, mat Ausnam vun eise lénke Kolleegen, deemools vun alle Parteien heibannen. Do hu mer deemools den Aarbechtsminister opgefuerdert, eppes ze maache fir d'Promotioun vum Bien-être au travail, wou mer mam Aarbechtsminister driwwer geschwat hunn, mir bräichten eng Reglementatioun, fir den Teletravail ze regléieren. Du wousste mer nach net, wat géif vun Donnerwieder - schwätz Covid, deen esou laang dauert - op eis zoukommen.

Mir hunn deemools geschwat, wat een alles nach soss misst kucken, fir en Travail à distance och nach an anere Saache méiglech ze maache wéi eleng am Sekretariat. Mir hunn driwwer geschwat, wéi et mam Temps de travail wier, dee mer aneschters missten organiséieren, fir d'Familljeliewen an d'Beruffsliewen openeen ofzestëmmen, ob een do net aner Aarbechtszäite brauch.

An do gëtt et jo zanter gëschter, mee den Aarbechtsminister weess dat, elo och en Urteel vum Europäesche Geriichtshaff, net iwwer Lëtzebuerg, mee en anert, wéi et virugeet mat de Permanencen, ob fir déi Leit, déi Permanencen hunn, déi an Zukunft als Aarbechtszäit ugerechent ginn oder ob dat keng Aarbechtszäit ass. An do weess ech aus mengem fréiere Liewen, dass et Kollektivverträg gëtt, wou dat ënnerschiddlech behandelt gëtt, wat mat der Permanence ass. Och dat spillt elo do mat dran.

Wéi ass et mat der Sécurité au travail? Wéi ass et mat der Gewerbeinspektioun? Dat waren alles Punkten - ech kéint elo nach virufueren. Mir hunn nach geschwat, wéi et ass mat de Konventioune vun der ILO, wou mer der jo och eng Rei an Zwëschenzäit ëmgesat hunn. Mir hu geschwat vun der Médecine du travail, wou e Wiessel soll stattfannen, fir elo nëmmen déi nach eng Kéier heibannen ze nennen.

A mir geet et haut am Fong just drëm, wuel wëssend, dass de Covid aner Prioritéite gestallt huet, fir vum Aarbechtsminister gewuer ze ginn, wou mer an deenen eenzelne Punkten dru sinn. Well grad och elo an der Covidzäit an esou fir déi Evenementer, déi mer net kannt hu virdrun - dat mat de Betribsschléissungen, dat mat dem Teletravail, wou ech scho virdrun drop higewisen hunn, dass verschidde Leit soen: „Ech wëll erëm eraus! Ech wëll erëm eraus an ech wëll op d'Aarbecht!" -, wéi ass et do mat de Reglementatiounen, fir dass et do net kann zu Abuse féieren?

Wou si mer do drun, Här Minister? Respektiv wéi gesinn d'Planungen aus, fir an den nächste Wochen a Méint an där Matière weiderzegoen?

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. D'Regierung huet d'Wuert, de Vizepremier an Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här President, merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wëll ech dem Här Spautz Merci soe fir seng Question élargie. Ech mengen, dass dat heiten och erëm e gudde Moment ass, fir déi Motioun nach eng Kéier ze erwänen, déi quasi eestëmmeg viru gutt engem Joer hei ugeholl ginn ass.

Ech wëll och ganz kloer dat soen oder ervirsträichen, wat den Här Spautz selwer och scho gesot huet, dass natierlech eise Programme de travail sech geännert huet, dass d'Prioritéiten aneschters gesat gi sinn, wéi mer eis dat virgestallt hunn, opgrond vun der Covidkris, déi villes op d'Kopp gehäit huet. Et kann ee scho bal soen, dass mer elo wärend engem Joer am Ausnamezoustand fonctionéieren. Dat zielt net nëmme fir den Aarbechtsministère, mee awer och a virun allem fir den Aarbechtsministère.

D'Covidkris huet d'ganzt Land an awer och ganz besonnesch d'Aarbechtswelt viru ganz grouss Erausfuerderunge gestallt, souwuel d'Betriber an déi Leit, déi déi Betriber droen, wéi och d'Salariéen, déi an deene Betriber schaffen.

Et sinn Ännerunge komm innerhalb vun e puer Wochen, vun e puer Deeg heiansdo, fir déi ee soss vläicht Jore gebraucht hätt. Ech ginn nëmmen d'Beispill vum massiven Ausbau vum Chômage partiel, wou ech mech staarkgemaach hat, dass déi schaffend Leit an deenen onsécheren Zäiten an och déi Betriber, an deenen déi Leit schaffen, keng Angscht mussen hunn, eleng gelooss ze ginn, an dass se virun allem keng Angscht mussen hunn, hir Aarbecht direkt ze verléieren.

Wat mer virdrun als Bien-être au travail definéiert haten, wou mer eis alleguerten zesumme wéilten derfir asetzen, do hu mer eng aner Prioritéit geschaaft, fir iwwerhaapt emol d'Aarbecht ze erhalen.

Och dat war net ëmmer evident, dat ass ganz kloer. Verschidde Mol ass dat och net gelongen. Och wa mer d'Zuel vun de Faillitten am Joer 2020 konnten op engem Niveau halen, wéi mer et och schonn an deene Jore virdru gewinnt waren, war deem awer net iwwerall Erfolleg beschidden. Déi Moossnamen hunn net iwwerall gegraff an eenzel Faillitte si ganz kloer schonn op d'Covidkris zréckzeféieren.

Den Teletravail, an och dat ass elo virdru gesot ginn, ass effektiv massiv ausgebaut ginn. An ech sinn och frou, dass an där „heißer Phase", wéi ee

praktesch ka soen, d'Sozialpartner awer en Accord fonnt hunn, wéi se dat wéilte reegelen. An ech hunn deen Accord jo dann och ganz séier zur Obligation générale deklaréiert, esou wéi dat och vun de Sozialpartner gewënscht war.

Ech selwer hat an hu praktesch am wëchentleche Rhythmus den direkten Austausch mat de Sozialpartner, dat zielt souwuel fir d'Gewerkschaftssäit wéi och fir d'Patronatssäit. An och wa mer eis net ëmmer eens sinn an allem, ass et awer wichteg, dass mer dat kontradiktoresch mateneen diskutéieren, wat usteet.

Fir mech ass et och ganz wichteg, wa mer iwwer Teletravail schwätzen, dass mer dee Sujet Droit à la déconnexion nach wäerten intensiv begleeden an deenen nächste Wochen. An ech soe ganz bestëmmt „Wochen", well ech net wëll déi dote Fro, déi fir mech essenziell ass an där grousser Diskussioun, op déi laang Bänk schiben.

Et ass jo och esou, dass de Conseil économique et social sech praktesch bereet erklärt huet, fir eng Stellungnam auszeschaffen, wa méiglech eng gemeinsam Stellungnam vun de Sozialpartner. Ech hu se och nach an engem Bréif drun erënnert, dass ech mat Spannung - esou wéi och d'Chamber, huelen ech un - dorobber waarden, well ech ginn dervun aus, dass, wann et eng gemeinsam Stellungnam ass, et relativ einfach fir de Minister a fir d'Regierung a fir d'Chamber ass fir ze tranchéieren. Wann et allerdéngs eng ass, wou mer zwou verschidde Meenungen hunn, da si Choix-politiquen ze maachen. An duerfir drängen ech drop, dass mer deen Avis vum Conseil économique et social kënne kréien, fir gegeebenefalls dann och séier ze legiferéieren.

Et ass iwwert den Dialogue social insgesamt och an der Motioun vill rieds gaangen. Dir wësst, dass mer um Ufank vun dëser Legislaturperiod e puer Diskussiounen haten, wéi de Sozialdialog sollt viru sech goen. An d'Regierung hat sech, mengen ech, mat aller Kraaft derfir agesat, dass déi besteeënd Gremien, déi mer hunn, fir dee Sozialdialog do spillen ze loossen, och sollen zum Zoch kommen.

Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass de Bien-être au travail nëmme ka virukommen, wann de Sozialdialog virukënnt. Ech ënnersträichen, dass mer elo an der Kris awer och net ze séier dierfe schéissen an eis net dierfe verféiere loossen, fir ënnert dem Drock vläicht net laang genuch iwwerluechten Decisiounen ze huelen.

Wann eng ganz Rei Leit nach am Ufank vun der Kris iwwerzeegt waren, dass den Teletravail hiert Wuelbefannen op der Aarbecht géif verbesseren, an och dat huet den Här Spautz elo grad hei gesot, da si Verschiddener séier enges Bessere beléiert ginn. Jiddwereen huet, mengen ech, oder op jidde Fall an de Ministèren hu mer ganz séier matkritt, dass op där enger Säit e grousse Wonsch do war, fir den Teletravail auszeweiten. Mee mir hunn awer och ganz séier matkritt, dass vill Leit gefrot hunn, fir zumindest zwee bis dräi Deeg an der Woch erëm dierfen op de Ministère ze kommen. An ech mengen, dass et an de Betriber am Privatsecteur net ganz vill aneschters ass. Well zum Mënsch gehéiert einfach de Sozialkontakt, an zu de Sozialkontakter gehéieren och d'Kontakter op der Aarbecht.

Duerfir ass et u sech kee Wonner, dass dat sech esou entwéckelt huet, och wann een dat vläicht opgrond vun de Studien, déi een deemools zur Verfügung hat, net konnt virausgesinn. Mee d'Realitéit huet eis hei am Fong en empiresche Beweis ginn, dass dat doten eng Situatioun ass, déi mer och nei mussen analyséieren.

Mir mussen och oppassen, dass d'Privatliewen an d'Aarbechtsliewe sech net ze vill vermëschen a soumadder de Salarié ni méi kann ofschalten. Och dat, mengen ech, ass virdrun hei gesot ginn. Firwat däerf dat net geschéien? Ma well dat och d'Famillje liewen doheem erëm géif viru ganz nei Erausfuerderunge stellen a well et och fatal Suitte kéint hu fir Dausenden an Dausende vu Salariéen, déi da wierklech och kënne Problemer vu ganz anerer Aart kréien, déi mer haut nach vläicht guer net esou am Bléck hunn.

Et ass och wichteg, dass de Legislateur oppasst, dass déi Salariéen, déi net kënnen op den Teletravail zréckgräifen, well se op enger Aarbechtsplaz schaffen, wou dat net méiglech ass oder wou souwisou scho schwéier kierperlech Aarbecht muss geleescht ginn, net ze vill an d'Hannertreffe komme par rapport zu deenen, déi déi Méiglechkeet vum Teletravail hunn. Och do muss iwwer Kompensatiounen an aner Saachen nogeduecht ginn.

An der Motioun geet awer och iwwer eng nei Organisatioun vun den Aarbechtszäite rieds. Ech sinn, an ech wëll dat hei soen, ganz oppe fir eng Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäiten. Si sollt awer och hei net à chaud geféiert ginn, mee à tête reposée an zesumme mat alle Sozialpartner. Ouni d'Sozialpartner kann dësen Dossier a mengen Aen net virukommen. An dat zielt och fir d'Sonndesaarbecht, déi elo viru Kuerzem jo an der Diskussioun war.

Mir mussen den Impakt vun den Ännerungen, déi dës Kris op d'Aarbechtswelt huet, a Rou analyséieren an dann déi néideg Schrëtt an d'Weeër leeden.

D'Preventioun an den Entreprisen an de Contrôle an den Entreprisen ass fir mech extreem wichteg. D'Personal vun der ITM ass an deene leschte Jore kontinuéierlech an d'Luucht gaangen. Iwwer 60 Agente sinn an deenen zwee leschte Joer bäikomm. Just ee Chiffer, fir Iech hei net ze vill mat Chifferen ze iwwerfalen: 2015 hunn 104 Leit bei der ITM geschafft, am Joer 2020 waren et der 203. Dat ass awer kee Luxus. Dat ass néideg, éischtens, well mer déi international Standarden, déi gesat gi vun der OIT, wärend laanger Zäit net erfëllt hunn, an zweetens, well och eng Rei vun neien Aufgaben op d'ITM duerkomm sinn an och nach ëmmer duerkommen, och opgrond vun europäeschen Direktiven.

Ech wëll just soen, dass mer elo endlech eng Kéier eise Ratio erfëllt hunn, dee vun der OIT virginn ass. Dee gesäit nämlech vir, dass mer een Aarbechtsinspekter op 8.000 bis 10.000 Salariéë sollen hunn. Ab dësem Joer hu mer een Aarbechtsinspekter op 9.440 Salariéen. Et ass also zënter Laangem (veuillez lire: Et ass also no laanger Zäit endlech esou), dass mer dee Krittär do erfëllen. An ech sinn och ganz frou, dass dat esou ass. An der Tëschenzäit hu mer 86 Aarbechtsinspektere bei der ITM schaffen an dovu sinn der 61 um Terrain voll asetzbar. Déi aner si selbstverständlech nach an enger Ausbildung a kënnen nach net voll an aleng hir Aarbecht maachen. Si mussen do nach op d'Ënnerstëtzung vun hire Kolleegen zréckgräifen.

Wéi ech schonn e puermol gesot hunn an och ugekënnegt hunn, si mer och amgaangen, un engem Mobbinggesetz ze schaffen. Ech hat mer virgeholl, dat nach am Dezember 2020 kënnen ze deposéieren. Et dauert leider nach e bësse méi laang, well et wierklech eng komplex Matière ass. Mee ech ginn awer ganz fest dervun aus, dass mer et spéitstens Enn Abrëll hei an der Chamber deposéiert hunn.

An ech freeë mech dann och op déi Diskussiounen, déi mer ronderëm dat Gesetz wäerten hunn. Ech mengen, do ass et jo och esou, dass keen aleng d'Polver erfonnt huet an dass ee muss bereet sinn, och déi Inputten, déi vun anerer Säit kommen, matafléissen ze loossen. An ech wëll hei ganz kloer meng Bereetschaft duerfir erklären.

Soubal d'Gesetz gestëmmt ass vun dem Harcèlement moral, wäerte mer dann och alles an d'Weeër leeden, fir d'OIT-Konventioun C190 ze ratifizéieren. Ech mengen, och dat war an der Motioun gefrot ginn. Ech mengen, dass ee sollt ofwaarden, bis mer d'Gesetz vum Mobbing hunn, fir dat da kënnen ze maachen.

Wat d'Santé au travail ugeet, wësst Der, dass eng prinzipiell Decisioun gefall ass. Am Koalitiounsofkommes stoung, dass géif analyséiert ginn, ob dat soll an der Santé bleiwen oder bei den Travail eriwerwiesselen. D'Decisioun prinzipieller Natur ass gefall: Si soll bei den Travail kommen. Mee och do brauche mer e Gesetzesprojet an och do läit den Däiwel am Detail. An et muss een oppassen, dass een herno net d'Kand mam Waasser ausschëtt. An duerfir musse mer eis nach e bëssen Zäit ginn. Ech gi gären zou, dass de Projet Retard kritt huet duerch d'Aktualitéit vum Covid. Mee mir schaffen awer intensiv drun, fir dee Projet och hei kënnen ze presentéieren.

An der Motioun gouf och nach gefrot, dass d'Salariéen ënner verschiddene Konditioune kënne kënnegen, awer an de Genoss vum Chômage kommen. Do ass gesot ginn - dat steet iwwregens och am Koalitiounsprogramm -, et soll een déi Fro do analyséieren. Ech perséinlech stinn där Fro iwwerhaapt net destruktiv géigeniwwer, ganz am Géigendeel. Et muss een allerdéngs oppassen, an och dat ass an der Motioun gesot, dass een do net d'Dier opmécht fir verschidden Abusen.

Ech wëll och drun erënneren, dass et jo schonn e Beispill gëtt, wou dat méiglech ass, nämlech am Fall vum Harcèlement sexuel. Do kann deejéinegen, deen noweise kann, dass e sexuell harceléiert ginn ass an doduerjer gekënnegt huet, och Chômage kréien. Dat kéint eng Pist sinn, déi een an deem do Beräich kéint weiderverfollegen.

Ech si perséinlech dervun iwwerzeegt, dass d'Wuelbefannen op der Aarbecht e grousse positiven Impakt huet, dëst op d'Gesondheet vun der eenzelner Persoun, op seng Famill, awer och op eis Ekonomie an eise Gesondheetssystem. Et ass also, mengen ech, eng Win-win-Situatioun, déi ee ka kreéieren. Ech bleiwen der fester Iwwerzeegung, dass een, dee sech op senger Aarbecht wuel fillt, och a priori destinéiert ass, fir méi eng grouss Produktivitéit ze hu wéi een, dee sech absolutt net wuel fillt, d'Flemm huet an doduerjer natierlech och a senger Leeschtung zréckgeschrauft gëtt.

Duerfir sinn ech och mat deenen zwee leschte Punkte vun der Motioun total averstanen. Ech wäert an Zukunft eng Campagne zu dem Theema „Risikoe vun der Digitalisatioun" op d'Bee stellen a mech weiderhin och mat der Ministesch fir Gläichstellung derfir asetzen, dass mer gläiche Loun fir gläich Aarbecht op absoluttem Niveau zu Lëtzebuerg erreechen. E bëssen houfreg si mer schonn, dass mer am europäesche Verglach an där doter Fro un éischter Plaz stinn. Mee dat wëllt net heeschen, dass een net awer nach ka weider Ustrengunge maachen, fir déi 100%eg Egalitéit an der Fro vu gläichem Loun fir gläich Aarbecht och hierzestellen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Aarbechtsminister.

7. Question élargie n° 79 de Mme Djuna Bernard relative à l'éducation aux médias

Mir kéimen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 79 vun der Madamm Djuna Bernard iwwert d'Mediebildung. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Här President, Här Minister, Online- wéi Offlinemedien, Informatiounen, Pushnews a Social-Media-Updates sinn e stännege Begleeder vun eis alleguer.

Als Politiker hu mer sécher eng besonnesch Relatioun mat Medien. Als Bierger consomméiere mer se, informéieren eis doduerch, mir deele se a si permanent am Exercice, se anzeuerdnen. A jee schnellerlieweger dës Welt gëtt, desto méi schnell musse mir och mat Medien ëmgoe kënnen. An dat ass keen einfachen Defi. Schnell ass e Knäppche gedréckt, en Artikel gedeelt an eng Meenung gebilt.

Ëmsou méi wichteg ass et, dass de Mënsch héichwäerteg a qualitativ Informatiounen an Noriichte kritt, mee och, dass e léiert, mat Medien ëmzegoen. An dorëms geet et an dëser Question élargie.

Här Educatiounsminister, ech hunn d'Fro un Iech adresséiert, well mir an éischter Linn méiglech Initiative fir Jonker virschwiewen. Mee wéi esou oft bei Theeme vun technescher Innovatioun an Digitaliséierung hu mer et hei awer ganz sécher mat engem transversalen Theema ze dinn, an dorop wäert ech och um Schluss nach agoen.

D'Agence nationale pour l'information des jeunes huet an hirem Rapport zu den éischten Assises de l'information jeunesse, deen 2020 erauskomm ass, dräi grouss Konklusioune festgehalen, wouvun der zwou fir eis hei relevant sinn:

- zum engen: „le manque de garantie pour l'accès à une information de qualité pour tous les jeunes au Luxembourg",

- an zum aneren: „le manque de compétences et de ressources des jeunes pour s'informer objectivement via la presse et les médias".

An do stellt sech d'Fro: Wat geschitt mat dëse wichtege Constaten? Wat si konkreet Pisten, fir deem Rechnung ze droen? A wéi kënne mer séchergoen, dass Jonker déi néideg Kompetenzen entwéckelen, fir mat Medien ëmzegoen? Och d'ALIA als zoustänneg Autoritéit fir d'audiovisuell Medien ënnersträicht an hirem Avis zum Gesetzestext 7651 nach eemol d'Wichtegkeet vun der Sensibiliséierung an Opklärung am Ëmgang mat Medie fir Kanner a Jonker, mee och fir Erwuessener. A vill vun eis hunn an hire Rieden zum Gesetzestext d'Wichtegkeet vun der Medienerzéiung ervirgehuewen.

Här Minister, Dir wësst jo, dass mer am Moment vill iwwert d'Gesetz zur Pressehëllef schwätzen an doriwwer eraus och d'Wichtegkeet vun de Communitymedien ervirgestrach hunn. Si si besonnesch wichteg fir d'Ausbildung vu Jonken, déi spéider mat Medie schaffen. A vill vun eisen aktuelle Journaliste si beispillsweis duerch d'Schoul vum Radio ARA gaangen.

Dofir wier et spannend ze wëssen, wéi eng Medieprojeten an de Lycéeën oder an de Jugendhaiser stattfanne respektiv vum Ministère ënnerstëtzt ginn oder goufen. Wéi gi Schülerradioen an -zeitunge gefërdert an ënnerstëtzt? A ganz allgemeng, wéi ass d'„media literacy" als Kompetenz haut an d'Léierpläng integréiert, wëssend dass d'Méiglechkeeten duerch YouTube, Podcast a Co gefillt vun Dag zu Dag wuessen?

Et ass mer awer wichteg ervirzesträichen, dass d'Medienerzéiung net just fir Kanner a Jugendlecher dierf stattfannen. Mir sinn d'Generatioun vun den Digital Natives an hunn oft e ganz gutt Gespier fir digital Sourcen. D'Covidkris ass e gutt Beispill fir ze weisen, dass vill Erwuessener an eeler Leit Problemer haten, d'Informatiounen online ze verschaffen an en hallefweegs zouverlässegen Tri tëscht seriö a falsch ze maachen. An dat war awer och scho virun der Covidkris en dokumentéierte Problem. D'Unie vu Princeton an New York hunn an enger Etüd beluecht, dass eeler Facebook-Notzer iwwer 65 Joer bal siwemol méi Artikele mat Fakenews deele wéi den Altersgrupp vun den 18- bis 29-Järegen.

Wou fannen also d'Mediekompetenzen am Lifelong Learning hir Plaz? A wéi kann d'Gesellschaft op dës klammend Problematik sensibiliséiert ginn?

An zum Schluss, wann Der erlaabt, Här Minister, dass ech d'Fro e bësselche méi wäit opmaachen: Wéi geet d'Regierung mam Theema vun der Medienerzéiung an der Mediekompetenz vun der Bevëlkerung ëm? Mir erliewen et an de leschte Méint a Joren och ëmmer erëm hei zu Lëtzebuerg, dass zum Deel geziilt Desinformatioun op de soziale Medie gestreet gëtt, wat ganz geféierlech ass fir d'Qualitéit vun eisem demokrateschen Discours.

Wier et wéinst de ressortiwwergräifenden Iwwerleeungen, déi sech hei opdrängen, net ubruecht, fir tëscht de Ministèren zesummenzeschaffen, fir d'Mediekompetenze vun de Bierger ze fërderen an esou eisen ëffentlechen Debat ze stäerken?

Ech soen Iech elo scho Merci fir d'Äntwerten op dës Froen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Villmools merci, Här President. Merci och dem Djuna Bernard fir dës ganz interessant Fro. Wann d'Fro gestallt gëtt, wéi vill Medieprojeten et an eise Grondschoule gëtt, an de Lycéeën, an de Jugendhaiser, an anere Bildungsstrukturen, an ech hunn nëmmen zéng Minutte fir ze äntwerten, da fillen ech mech schonn e bësse gequëtscht.

Ech probéieren awer, virun allem iwwergräifend op déi wichteg Thematik do anzegoen, well et ass wichteg, datt déi Jonk d'Medie verstinn, d'Prozesser hannert de Medie verstinn, och hannert d'Medie kënne kucken an de Fonctionnement vun de Medie kënne begräifen. An datt déi Jonk - well mir sinn haut net nëmme méi Mediekonsument, mir produzéieren och all Dag op de soziale Medien neie Contenu - dat och kënne léieren an och richteg an och heiansdo manner gutt kënne maachen, dat wësse mer.

De Moment ass eigentlech immens flott, well viru bal genau engem Joer, den 9. Mäerz 2020, hu mer a Presenz vu ronn 700 Enseignanten, Educateuren de Mediekompass virgestallt, wat d'Referenzwierk ass fir Mediebildung an der formaler Bildung, also an der Schoul, an dat vum Fondamental bis erop an de Secondaire.

Mir wëssen, datt kuerz duerno d'Schoulen zougaange sinn a mer ganz vill aner Prioritéiten haten. Trotzdeem ass weidergeschafft ginn, weidergeduecht ginn. Zum Beispill sinn opbauend op de Mediekompass fir de Lycée sämtlech Programmkommissioune beieneekomm an hunn dat, wat de Mediekompass als wichteg eruecht vu Mediekompetenzen, awer och vu Methoden a vun eenzelne Projeten, analyséiert an och Fach fir Fach, also ganz transversal, gekuckt, wéi et kéint an de Schoulprogramm opgeholl ginn.

Fir de Fondamental ass de Mediepass entstanen, e Pass, wou eenzel ganz konkreet Projete proposéiert ginn an dann och herno kann dokumentéiert ginn, wat an der Schoulklass an der Grondschoul dann iwwert de Parcours vun der gesamter Grondschoul ewech mat de Kanner gemaach ginn ass, soudatt doduerjer natierlech och erëm eng Kéier ganz transversal, altersgerecht a souguer iwwert de ganze Schoulparcours ewech ka gekuckt ginn, datt déi eenzel Aspekter vun der Mediebildung och schonn an der Grondschoul ofgedeckt ginn.

A bei der leschter Rentrée am September 2020 hu mer jo en neit Schoulfach am Cycle 4 vun der Grondschoul agefouert, wou et och virun allem ëm digital Kompetenze geet, wou et also och ëm d'Fro geet, wéi mer mat digitalen Outilen, awer och digitale Medien ëmginn. Mir hu 400 Codingateliere gehat an der Grondschoul am Laf vum leschte Joer.

An Dir wësst, datt mer fir déi nächst Rentrée am September zumindest an enger ganzer Rei vu Pilotlycéeën an dat Joer drop an allen anere Lycéeën och en neit Schoulfach op den ënneschte Klassen am Lycée, souwuel am Classique wéi och am General, wäerten aféieren: e Schoulfach ronderëm d'Science du numérique, wou et awer och ëm d'Verständnis geet vun der Digitaliséierung, wou et natierlech och ëm technesch Aspekter geet, wou et op där anerer Säit awer och ëm eethesch Froe geet, wou et och ëm Sécherheetsfroe geet - wéi ginn ech sécher mat deenen neie moderne Medien ëm? -, fir eeben och do ee Bléck hannert d'Kulisse vun der Digitaliséierung kënnen ze kréien.

Grad wann och hei - zu Recht, denken ech - en interministeriellt Zesummeschaffe gefuerdert gëtt, kënnt een net laanscht d'Agence Bee Secure, déi zanter Laangem och a ganz villen Domäner bei ganz ënnerschiddlechen Zilgruppen dach aktiv ass, an dat och an de Schoulen, dat och am nonformale Bildungsberäich, awer och bei eelere Leit, awer och an der Ekonomie, bei Entreprisen, iwwerall do, wou et och drëms geet, emol heiansdo ze warne virun deene vläicht manner erfreeleche Konsequenze vun der Medieconsommatioun oder vun der Notzung vun neie Medien an neien Technologien.

Fir d'Schoulen a fir d'nonformal Bildung steet do ganz besonnesch d'Desinformatioun am Vierder-

grond, awer och Aspekter wéi d'Bildschirmzäit ze limitéieren, och eng Consultance vun den Elteren, wéi ee mat deene Phenomeener ëmgeet, datt d'Kanner ëmmer méi dacks a méi laang virum Ecran sëtzen, a wat dann do nach vertrietbar ass an ab wéini et dann awer bedenklech gëtt. Och dat ass e wichtegen Aspekt vun der Aarbecht vu Bee Secure.

A wéi gesot, Bee Secure mécht do och d'Iwwerleedung tëschent der formaler Bildung an der nonformaler Bildung. An der nonformaler Bildung sinn d'Medienerzéiung an d'Medien tout court eent vun den Handlungsfelder vum Referenzkader fir d'nonformal Bildung, wou mer also souwuel ganz breet agéiere wéi awer och dacks ganz cibléiert agéiere mat Projete wéi zum Beispill vum SNJ am Mariendall mat deenen Atelieren, wou mer am Laf vum leschte Joer 2020, trotz Covid, awer 33 Filmer konnten ënnerstëtzen, wou 48-mol Material ausgeléint ginn ass, fir eege Produktioune kënnen ze maachen. Och dat sinn Aspekter, ganz konkreet Projeten, déi wichteg sinn an engem Gesamtkonzept vu Medienerzéiung.

Gradesou d'Medieproduktioun an der Schoul, de Concours Jeune Journaliste, dee mer Joer fir Joer zesumme mat dem Daachverband vun de Journalisten organiséieren, awer och Projeten, déi scho laang, mengen ech, souguer d'Medielandschaft matgeprägt hunn, wéi den Uelzechtkanal, wéi Graffiti an anerer, déi Jonken och d'Méiglechkeet ginn, eebe selwer Contenuen ze produzéieren. Eppes wat haut eigentlech an all Schoul, quasi fir all Schoulklass, méiglech ass, eebe mat Podcasts, mat Schülerzeitunge souwisou, a ganz vill Projets d'établissement vun de Lycéeën hu sech och fokusséiert op de Volet vun de Medien.

Déi Erwuessen, ech menge wierklech, datt et do gradesou noutwendeg ass, well et gëtt nei Medien, déi et, wéi mir jonk waren, wéi mir sozialiséiert gi sinn, net ginn huet, an déi entwéckele sech rasant schnell. Et kommen nei Mediekonzepter, net nëmmen also nei Technologien, mee och nei Forme vu Contenuen. An duerfir ass et, denken ech, gradesou wichteg, och deenen Erwuessenen d'Méiglechkeet ze ginn, do hannert d'Kulissen ze kucken an ofzeweien, wat gutt ass a wat vläicht dann och manner gutt ass.

Duerfir hat zum Beispill Bee Secure och ëmmer e Volet, fir bei Erwuessenen aktiv ze ginn an déi Zilgrupp wierklech net ze vernoléissegen, an huet ressortiwwergräifend geschafft. Et ass also eng Agence gegrënnt ginn aus e puer Ministèren eraus.

Ech denken, an ech hunn et virdru scho gesot, datt mer och grad mussen déi Erwuessen an d'Bléckfeld huelen, wann et Eltere sinn, well mer och iwwert d'Elteren en Deel vun der Medienerzéiung natierlech kënne mat beaflossen.

Ech denken awer och un Initiative wéi den Zentrum fir politesch Bildung, deen natierlech och zanter e puer Joer en neie Pilier an der Bildungslandschaft ass an dee sech net nëmmen op Kanner a Jonker soll fokusséieren. Mee Medienerzéiung ass och eng Fro vu politescher Bildung. A politesch Bildung ass eppes, wat sech och un Erwuessener muss riichten a wat ni soll ophalen a wat mer ëmmer musse weiderdenken a weiderdreiwen.

Duerfir, déi transversal Approche, déi d'Djuna Bernard zu Recht, denken ech, ageklot huet, déi gëtt et, gradesou wéi et en enke Kontakt tëscht eisem Ministère - wann et ëm Bildungsfroe geet am Medieberäich, wou mir natierlech fiederféierend sinn - an awer op där anerer Säit dem Staatsministère an dem Service des médias gëtt, ganz vill eenzel Kollaboratiounen och ronderëm déi Projeten, déi ech elo hei ganz kuerz an eigentlech och nëmmen exemplaresch konnt opzielen a menger Zäit, wou mer ganz dacks zesummen diskutéieren an och zesummen nei Initiativen huelen.

An deem dote Geescht, denken ech, musse mer och sämtlech Aspekter vun der Medienerzéiung weiderentwéckelen an och ëmmer erëm hannerfroen an och moderniséieren, well eng nei Medielandschaft brauch a verlaangt och vun eis, datt mer nei Contenuen an nei Approchen an nei Kompetenzen, virun allem bei deene Jonken, awer net nëmme bei deene Jonken, entwéckelen.

Villmools merci.

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

8. Question élargie n° 81 de M. Claude Lamberty relative aux troubles du comportement chez les jeunes liés aux effets de la crise sanitaire de la Covid-19

Mir kommen dann elo zu der erweiderter Fro Nummer 81 vum Här Claude Lamberty iwwert d'Verhalensstéierunge bei deene Jonken, déi duerch d'Covidkris bedéngt sinn. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léiwen Här Minister, säit genee engem Joer scho begleet de Covidvirus eis duerch eisen Alldag. Eis, domat mengen ech déi Erwuessen, awer och ganz besonnesch eis Kanner an eis Jugendlech. An och wa mir haut nees déi eng oder aner Fräiheet kënne genéissen a mir hei am Land méi Fräiheeten hunn, wéi dat a ville Länner an Nopeschregiounen de Fall ass, esou hu mir d'Pandemie nach laang net hanner eis a mir sinn nach e ganzt Stéck ewech vun der bekannter Normalitéit. Dat ass besonnesch fir déi jonk Generatioun keng einfach Situatioun, keen einfache Kontext, fir doranner ze liewen.

Besonnesch een Deel vun eise Kanner a Jugendleche spiere sech jee no Situatioun an Ëmfeld eleng gelooss, hu méi Ängschte wéi virun der Kris, fille sech och emol erdréckt an iwwerwältegt oder einfach am Stach gelooss vun an an der Covidsituatioun. A si hu ganz oft ee Facteur, deen hinne feelt par rapport zu der Vir-Covid-Situatioun, nämlech de Facteur, d'Energie kënne geziilt erauszeloossen, sech auszepoweren, sech ze beweisen, an dat ganz besonnesch, well iwwer Méint elo scho Beweegung, Sport an d'Kompetitiounen ënnereneen aus sanitäre Grënn net oder just an homeopatheschen Dose méiglech sinn.

D'Entscheedung, dass d'Schoule sollen, wann déi sanitär Situatioun et erlaabt, esou vill wéi méiglech opbleiwen, dat ass eng Entscheedung, déi ech zu 100 % deelen, well ech einfach iwwerzeegt sinn, dass de soziale Kontakt fir d'Kanner an d'Jugendlech immens wichteg ass an hirer Entwécklung an dass doriwwer eraus d'Schoul fir vill Jugendlech en Halt bitt, eng fix Plaz mat Vertrauenspersounen a Leit, déi Hëllefsstellungen ubidden.

De massiven Homeschooling, wéi a verschiddene Länner praktizéiert, also mussen doheembleiwen, oft ouni déi néideg Plaz a Beweegungsméiglechkeeten, mam Risk, dass engem spréchwiertlech de Plaffong op de Kapp fält, ka besonnesch déi jonk Generatioun nohalteg negativ beaflossen.

Dofir nach eng Kéier: Et ass fir d'Entwécklung vun deene Jonken total wichteg a richteg, dass mir eis Schoulen opgehalen hunn, och wann d'Erausfuerderungen natierlech och esou ganz villschichteg a grouss sinn, fir d'Kanner, fir d'Enseignanten, fir d'Educateuren, d'Psychologen an all déi Leit, déi mat deene jonke Generatioune schaffen.

Eng rezent Etüd vum Ministère huet gewisen, dass d'Ongewëssheet, de Mangel u soziale Kontakter an d'Restriktiounen am Beräich vum Sport de Kanner a Jugendleche besonnesch vill ze schafe maachen. Och déi alldeeglech Konfrontatioun mat Theeme wéi Angscht, Krankheet, Doud wierkt sech negativ op hiert Gemitt aus. Et ass dofir nëmme verständlech, dass déi Jonk an dësen Zäite méi emotional an deelweis och méi aggressiv reagéieren. D'Theema vun der Jugendkriminalitéit an och der Gewaltbereetschaft ënnert de Jugendlechen ass jo och gëschter hei an der Chamber schonn an enger erweiderter Fro thematiséiert ginn. An do sot d'Justizministesch de Saz: „Wann d'Justiz bis an d'Spill kënnt, dann ass et oft ze spéit." An do ginn ech der Madamm Tanson total Recht. Wat kann a wat muss gemaach ginn, ier d'Justiz an d'Spill muss kommen?

Wann e Kand oder Jugendlechen en opfällegt Verhalen entwéckelt, dann ass dat oft en Zeeche vun ënnerdréckten Emotiounen. Dës Verännerungen an zemools de Gebrauch vu Gewalt dierfen op kee Fall banaliséiert ginn, musse richteg encadréiert ginn an et muss mat de Jonken no Ausweeër gesicht ginn.

Jonker brauche grad och an dësen aussergewéinlechen Zäite Perspektiven, dat am breede Sënn vum Wuert. Et muss vill mat hinne geschwat ginn, erkläert ginn, illustréiert ginn. Et muss op si zougaange ginn. Déi Jonk musse sech an engem Kader erëmfannen, deen ënner net einfache Konditiounen déi Perspektiven opweist.

D'Schoul ass en Deel, e wichtegen, mee e kuerzen Deel vum Kader: Gutt 30 Stonnen an der Woch sinn déi Jonk an engem schoulesche Kader, 30 vun 168 Stonnen, déi eng Woch huet. Dat illustréiert, dass de Schoulkader e kuerzen Zäitkader ass, mee een, dee vill ze bidden huet, een, dee vill Hëllefsstellunge kann opweisen, een, deen de Kanner a Jugendlech immens vill gëtt, vu Frëndschafte bis hin zu professioneller Stäip. Ee Kader, dee vill opfänke kann un Emotiounen an Ängschten, a Perspektive muss a kann opweisen, mat Vertrauenspersounen aus dem schoulesche Kontext oder Partner vu baussen, aus der Preventioun, dem Encadrement op all Niveau oder einfach just dem mënschleche Facteur, engem mënschleche Facteur, dee keen Homeschooling an och kee Computer op dëser Welt ersetze kann.

Ech hu gesinn, an ech begréissen dat ausdrécklech, dass de Minister Claude Meisch sech mat méi wéi 30 Vertrieder aus de Schoulen, an zwar de Schülervertrieder, also deenejéinegen, ëm déi et hei an éischter Linn geet, getraff huet, fir mat hinnen iwwert d'Wuelbefanne vun deene Jonken an der Covidkris ze diskutéieren, a sech mat hinnen hiren Iddien, Ängschten, Iwwerleeungen a Gedanken auserneegesat huet.

An deem ganze Kader, deen ech elo skizzéiert hunn, wëll ech dem Här Minister follgend Froen zu der Situatioun vun deene Jonken an dësen Zäite stellen:

Éischtens: Wéi huet sech d'Pandemie op d'Wuelbefannen an d'Verhale vun de Jonken an de Jugendlechen ausgewierkt?

Zweetens: Wat gëtt allgemeng fir d'Preventioun a puncto Jugendgewalt gemaach? Wéi eng sozioedukativ Mesuren oder Programmer existéieren, fir d'Gewaltbereetschaft vun de Jugendlechen ze thematiséieren an och auszebremsen?

Meng drëtt Fro betrëfft speziell d'Entwécklung vun der Jugendgewalt an de Schoulen. Sinn d'Erausfuerderungen an de Schoulen an deem Kontext méi grouss ginn? Wat ass de Feedback vun den Acteuren um Terrain?

A véiertens an zu gudder Lescht: Wéi wichteg si besonnesch déi psychologesch Servicer an de Schoule grad elo an dëser Pandemie? Ginn et elo méi oft Interventiounen, fir Konflikter ënnert de Schüler ze léisen? A wéi wichteg sinn d'Psychologen, d'Educateuren an d'Ekippen, déi sech ëm déi Jonk an ëm hiert Wuelbefannen an de Schoulen an Zukunft wäerte këmmeren?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lamberty. An och hei wier et nach eng Kéier um Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, dem Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, merci nach eemol, Här President. An och merci fir dës Fro, déi aktuell ass, déi topaktuell ass a wou ech mengen, datt mer méi staark wéi an deene vergaangene Méint, wéi eigentlech wärend dem ganze Joer vun der Covidkris, mussen de Fokus op d'Fro riichten: Wéi geet et deene Jonken domadder?

Mir hunn eis och vill hei an dësem Haus domadder beschäftegt: Wat sinn déi sanitär Mesuren? Wéi si se richteg agestallt? Wéi musse se sech weiderentwéckelen? Mir hunn eis och geleeëntlech mat der Fro beschäftegt: Wat verpassen déi Jonk an d'Kanner um schoulesche Plang a wéi kënne mer do Retarden ophuelen? An et huet laang gedauert, bis mer eis d'Fro gestallt hunn: Wéi geet et eigentlech deene Jonke mat all deene Mesuren, mat där bedréckender Situatioun, mat deem Mangel u Fräiheet, mat där dach ganz gelungener Welt, an déi se amgaange sinn eranzewuessen?

Mir hunn eis vläicht net d'Méi gemaach, eis emol heiansdo an d'Situatioun vun engem Jonken ze versetzen, dee 16, 17, 18 Joer huet, wéi deen esou e Joer erlieft. An dat ass aneschters wéi mir als Erwuessener esou e Joer erliewen, well et ass een nëmmen eemol jonk an et huet een nëmmen eemol 16, 17 oder 18 Joer. A wann do e Joer esou ageschränkt ass, oder vläicht anerhalleft Joer herno esou ageschränkt ass, da feelt engem och a senger Entwécklung als Mënsch eng wichteg Etapp.

Dat spieren déi Jonk momentan. Dat sinn d'Temoignagen, déi se engem och effektiv weiderginn. Ech hat, wéi de Claude Lamberty gesot huet, d'lescht Woch eng Videokonferenz mat bal 40 Schülerinnen a Schüler aus deenen ënnerschiddleche Lycéeën. An de Message war ganz kloer: Et geet eise Jonke momentan net gutt mat deem Encadrement, wéi mer et hei fannen, mat deene Restriktiounen, mat där feelender Fräiheet! Dat ass alles aneschters wéi eng gutt Welt, an där mer momentan musse liewen a kucken eens ze ginn.

Ech wëll awer gradesou soen, datt d'Kanner an déi Jonk duerch d'Bänk an an enger ganz grousser Majoritéit all déi sanitär Mesurë respektéieren a Wäert drop leeën a sech géigesäiteg protegéieren a sech eigentlech kaum revoltéieren do dergéint. An ech hu mech dacks gefrot am Laf vum leschte Joer, ob d'Generatioune virun hinnen - eis Generatioun - dat gradesou stoesch erdroen hätten, wéi déi Jonk dat momentan maachen.

Well dat, wat si erliewen, dat ass extreem aschneidend: d'sozial Kontakter, déi kaum nach a physescher Presenz méiglech sinn oder nëmme just extreem ageschränkt. D'Liewe fënnt just virtuell statt, fënnt virun an hanner engem Ecran statt. An dee ganzen Dag virum Ecran ze sëtzen ..., vläicht well ee moies do Schoul huet a mëttes seng Frënn iergendwéi wëllt consultéieren an een dann och nach bei engem Projet am Jugendhaus matmécht oder soss bei Initiativen a well dat ëmmer nëmme virun engem Ecran ass. Mir wëssen och heiansdo, wéi et eis owes geet, wa mer dee ganzen Dag a Videokonferenzen op dee rechteckegen Ecran do gekuckt hunn. Deene Jonke geet et net besser, well hinne feelt virun allem de mënschleche Kontakt!

Hinne feelt de Sport, wat, mengen ech, fir eis alleguerten e wichtege Facteur ass, fir eis wuel ze spieren, mee wat se iwwer e Joer ëmmer erëm nëmme mat extreemen Aschränkunge konnte maachen. Hinne feelt déi Fräiheet virun allem am Jugendalter, fir d'Welt ze entdecken, fir hir eegen Erfarungen ze maachen, fir zesummenzekommen, fir sech selwer iergendzwousch kennen ze léiere mat gudden Erfarungen, awer och emol heiansdo mat deene manner gudden Erfarungen. Alles dat kënne se momentan net.

Si sinn dann ëmmer nees vum Homeschooling concernéiert, wou mer soen, jo, dat Technescht, dat fonctionéiert, an d'Enseignantë gi sech ganz vill Méi, mee mir mierken awer, datt dat net spuerlos laanscht déi Jonk gaangen ass am Laf vun deene leschte Méint. Ech mengen do net nëmmen déi schoulesch Retarden, déi och eng Realitéit sinn, mee et gëtt Jonker, déi den Dagesrhythmus verluer hunn. Well moies opstoen, sech prett maachen an op de Bus goen, an d'Schoul goen, d'Kolleege begéinen an de Wee erëm zréck herno eng Kéier maachen, wann dat feelt a wann et duergeet, fir sech niewendrun un d'Pult ze setzen an den Ecran unzemaachen, jo, dat ass en aneren Dagesrhythmus.

De Presenzkontakt kann net ersat ginn, weeder beim Unterrecht nach bei deene soziale Kontakter. An den informelle Lien, dee sech an der Schoul dach awer entwéckelt, och tëscht engem Jonken a sengen Enseignanten zum Beispill, dee gëtt et einfach net méi. Et ass alles nëmmen nach reng formalistesch méiglech iwwert den Ecran. Dat ass och een Aspekt, dee grad am Schoulliewen, denken ech, extreem, extreem feelt momentan.

D'Konsequenz - an dat hunn ech an enger anerer Videokonferenz mat bal un déi 50 Vertriederinnen a Vertrieder vun de SePASen aus eise Schoulen an de Service-socio-éducativen dach mat op de Wee kritt - vun all deem ass, datt d'Motivatioun bei deene Jonken erofgeet, d'schoulesch Leeschtungen och erofginn, a virun allem eppes, wat eis sollt ze denke ginn, wat esou essenziell ass fir déi Jonk a wat eigentlech déi Altersphas dach charakteriséiert: D'Freed um Liewen ass erofgaange bei deene Jonken, ass verluer gaange bei deene Jonken, a ganz ville Jonken, am Laf vun deem leschte Joer.

D'Konsequenzen dovunner sinn ënnerschiddlech. Wéi ëmmer ass et esou, datt et Mënsche gëtt, déi besser domadder eens ginn, déi méi resilient sinn, méi stabill sinn an e méi festen Halt an hirem Ëmfeld hunn. An et gëtt der, déi méi fragill sinn.

Wat mer gesinn, dat ass zouhuelend Aggressivitéit, Gewaltbereetschaft, Jonker, déi emol méi schnell d'Nerve verléieren. Wat mer awer och gesinn a wou mer net genuch an ni genuch driwwer diskutéieren, net nëmmen elo hei an der Suite vun der Pandemie, dat si Jonker, déi sech zréckzéien, isoléieren, ofkapselen an eigentlech och nach déi puer Méiglechkeeten, déi et u soziale Kontakter dach awer gëtt, physesch a virtuell, net méi wouerhuelen an déi sech an hir eege Welt verflüchtegen. Mir wëssen, datt dat dacks nach méi geféierlech ass wéi déi Jonk, déi sech duerch en atpyescht Verhalen dann emol heiansdo Opmierksamkeet verschafen.

Mir hu jo virun dräi Joer de Centre pour le développement socio-émotionnel geschafen, dee sech virun allem mat Jonke beschäftegt, déi, wéi mer et heiansdo nennen, „verhalensopfälleg", „verhalenskreativ" sinn, déi sech schwéierdi mat Normen. Et ass eigentlech evident, datt deen däitlech méi ze dinn hat, well d'Normen natierlech och däitlech méi strikt gi sinn an all déi sanitär Mesurë Geleeënheet ginn hunn, fir sech dorunner ze reiwen a sech ze opposéieren. Déi Demanden, déi bei deem Zentrum erakomm sinn, hu sech vervéierfacht am Laf vum Joer 2020 par rapport zu 2019.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen: Dat sinn déi Jonk, déi opfälleg sinn. An et gëtt der och, déi eebe grad net opfälleg sinn an déi gradesou leide momentan an deenen et gradesou schlecht geet!

Wichteg ass, denken ech - an dat hu mer op alle Borde probéiert ze maachen, ganz intensiv an deene leschten zwee Méint eigentlech, a mir mussen et weider maachen -, ze sensibiliséieren, souwuel déi Professionell an der Schoul, d'Enseignanten, d'Vertrieder vun engem SePAS, vun engem Service socio-éducatif, awer och am nonformale Bildungsberäich, gradesou awer och d'Elteren doheem, fir op eng Rei vun Indicateuren opmierksam ze ginn.

Et ass an der Lescht jo och munches iwwert d'Medie gaangen, wou et zu exzessiver Gewalt komm ass vu Jonke par rapport zu anere Jonken, wat zu ganz grave Konsequenzen, jo, och zu Mord gefouert huet. Ganz dacks ass dat näischt, wat vun haut op

muer geschitt. Ganz dacks, wann een zréckkucke geet, sinn do eng ganz Rei vu Clignotanten ugaangen. Et gëllt eeben och, déi Clignotante matzäiten ze erkennen an dorobber ze reagéieren. Dat gëllt, denken ech, fir d'Eltere gradesou gutt wéi fir dat anert privat Ëmfeld wéi awer och d'Ëmfeld an der Schoul an déi Professionell an der Schoul oder an anere Bildungsstrukturen.

Et gëllt awer och, fir dann op der richteger Plaz och Hëllef ze kréien. D'Vertriederinnen an d'Vertrieder vun de SePASen hu mer gesot, datt se schonn op der Felg fueren. Wann ee bei d'Jugendpsychiatrie kucke geet momentan, soen déi och, datt se sech eigentlech nëmmen nach mat deene Jonke kënne beschäftegen, déi akut gefäerdet sinn, a vill anerer dach just mat engem gudden Tuyau momentan kënnen heemschécken.

Dat sinn och déi Feedbacken, déi mer op der Helpline kréien, déi mer grad fir déi psychologesch Betreiung och ageriicht hu wärend der Covidkris an déi vum Office national de l'enfance wéi och vum SePAS matencadréiert gëtt a wou mer probéieren, déi Jonk a ganz dacks och hir Elteren oder aner Professioneller esou gutt wéi méiglech weider ze guidéieren.

De Centre pour le développement socio-émotionnel huet och eng ganz interessant Broschür opgeluecht, grad elo och am Hibléck op d'Suitte vun der Covidkris, fir eng Ressourcëwallis fir den Unterrecht ze erstellen, fir eebe souwuel déi Warnsignaler wouerzehuelen wéi awer och ze wëssen, wéi een adequat dorobber reagéiert.

Et ass gutt, datt mer esou e Kompetenzzenter wéi dee fir déi sozioemotional Entwécklung hunn. Et ass awer net gutt, wa mer mengen, déi kéinten d'Problemer alleguerten eleng léisen. Duerfir ass et wichteg, datt mer eis och do grad elo alleguer mat mobiliséieren an datt mer kucken, op deenen ënnerschiddlechste Plazen, wou mer Responsabilitéit droen, an dat geet vun doheem bis an d'Schoul eran, d'Aen opzehalen an dat ze maachen, wat mer kënne maachen. Heiansdo ass e Gespréich wichteg, heiansdo ass et awer och wichteg, ganz schnell u professionell Hëllef erunzekommen.

An deem Kontext ass et och esou, datt de Kompetenzzenter fir déi sozioemotional Entwécklung seng ambulatoire Aktivitéit nach eng Kéier däitlech verstäerkt huet an deene leschte Méint, also méi an d'Schoule geet, méi no bei déi Jonk geet, méi no och bei d'Enseignantë geet, fir se ze encadréieren, ze forméieren, ze coache mat deenen akute Situatiounen, déi leider zum Schoulalldag gehéieren, och vu Gewalt a vun Aggressivitéit, fir dorobber richteg kënnen ze reagéieren.

Ech denken, datt et awer gradesou gutt a gradesou wichteg ass op där anerer Säit, weiderhi preventiv täteg ze sinn an déi Aktivitéiten, déi méiglech sinn, weider kënnen unzebidden. De Claude Lamberty huet zu Recht drop higewisen, firwat mer jo esou penibel drop opgepasst hunn, datt d'Schoulen net zougaange sinn an datt déi aner Bildungsstrukturen, och déi peri- a parascolaire Aktivitéiten, dach awer mat der gréisstméiglecher Normalitéit ëmmer konnten iwwert dat ganzt Joer weider fonctionéieren.

An deem Sënn ass et absolutt ze begréissen, datt d'Services socio-éducatifs an de Lycéeën och probéieren, periscolaire Aktivitéiten grad an dëser Phas oprechtzeerhalen, wou villes am sportleche Beräich an am Veräinsliewen dach awer extreem ageschränkt ass. An der Schoul wësse mer, datt mer am volle Respekt vun de sanitäre Mesuren dach awer do kënne beieneekommen a flott an altersgerecht Jugendaktivitéite kënnen ubidden.

Wéi mer mëttelfristeg op déi heite Situatioun solle reagéieren, do kann och den nächste Jugendbericht, deen am Juni vun dësem Joer wäert virleien, eis eng Äntwert ginn. En ass redigéiert ginn an der Phas vun der Pandemie an natierlech huet en e Bléck op d'Auswierkunge vun der Pandemie. Et war awer scho virdrun decidéiert ginn, datt e besonnesch de Fokus op d'Wuelbefanne vun deene Jonke géif riichten.

Do kréie mer nach eng Kéier e ganze Fundus vun Analysen a sécherlech vu gudde Rotschléi, wat grad elo an awer och am Après-Covid ze maachen ass, fir de Bien-être vun deene Jonken am Mëttelpunkt ze halen an doduerjer preventiv kënnen ze agéieren an dat, wat mer alles an den Extreemfäll wëllen evitéieren, à la base guer net entstoen ze loossen, nämlech alles ze maache fir ze kucken, datt et deene Jonken esou gutt wéi méiglech geet, datt se hir Plaz an der Welt fannen, datt se hire Liewenswee selwer kënne skizzéieren an dorunner schaffen.

Domat, do sinn ech fest dervun iwwerzeegt, kréie mer vill Excèsen, déi hinne selwer hire Liewenswee verbauen a villen anere Mënschen dann och heiansdo riskéieren e Schued ze maachen, evitéiert. Villmoos merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir sinn um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.06 heures.)

SÉANCE 41

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Jeudi 11 mars 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Institution d'une sous-commission**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Dépôt de deux propositions de loi par M. Marc Spautz**
   - M. Marc Spautz (intervention de M. André Bauler)
4. **7757 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la troisième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19**
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Georges Mischo - M. Gusty Graas - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt de la motion 1)
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Georges Mischo)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Sven Clement - M. Mars Di Bartolomeo
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
5. **Ordre du jour**
   - Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Président
6. **Dépôt d'une résolution par M. Marc Baum**
   - Exposé : M. Marc Baum
7. **Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de l'organisation de la sécurité publique**
   - Exposé : M. Marc Goergen (dépôt des motions 1 à 3 et des résolutions 1 et 2) (intervention de Mme Martine Hansen)
8. **Question urgente n° 3830 de Mme Martine Hansen concernant le retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination**
   - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Mme Martine Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
9. **Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de l'organisation de la sécurité publique (suite)**
   - Débat : M. Laurent Mosar - Mme Lydie Polfer - M. Dan Biancalana - Mme Stéphanie Empain (dépôt de la motion 4) - M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 5 à 9) (interventions de M. Georges Engel, M. Dan Biancalana, M. Sven Clement, M. David Wagner et M. Claude Haagen) - M. Marc Baum (intervention de M. Roy Reding) - M. Laurent Mosar (parole pour fait personnel) - Mme Lydie Polfer - M. Marc Baum
   - Prises de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Henri Kox (intervention de M. Laurent Mosar)
   - Motion 1 : M. Dan Biancalana - M. Laurent Mosar - M. Sven Clement - M. Marc Goergen - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Sven Clement) - M. Marc Baum
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Dan Biancalana - M. Laurent Mosar - M. Marc Goergen - M. Marc Baum
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen - M. Laurent Mosar - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : M. Laurent Mosar - M. Marc Goergen - M. Fernand Kartheiser - Mme Lydie Polfer
   - Vote sur la motion 4 (adoptée)
   - Motion 5 : Mme Stéphanie Empain - M. Laurent Mosar - M. Marc Goergen - M. Marc Baum
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
   - Motion 6 : M. Yves Cruchten - M. Laurent Mosar - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)
   - Motion 7 : Mme Stéphanie Empain - M. Léon Gloden - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 7 (rejetée)
   - Motion 8 : M. Yves Cruchten - M. Sven Clement - M. Laurent Mosar - M. Fernand Kartheiser - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 8 (rejetée)
   - Motion 9 : Mme Stéphanie Empain - M. Marc Goergen - M. Laurent Mosar - M. Dan Biancalana - M. Fernand Kartheiser - Mme Lydie Polfer
   - Vote sur la motion 9 (rejetée)
   - Résolution 1 : Mme Stéphanie Empain - M. Marc Goergen - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Laurent Mosar
   - Vote sur la résolution 1 (rejetée)
   - Résolution 2 : M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen (résolution retirée)
10. **7639 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement**
    - Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
    - Discussion générale : M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - M. David Wagner - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. **7647 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 1977 concernant l'heure légale**
    - Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch
    - Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Guy Arendt - M. Charles Margue - M. Marc Baum - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. **Question urgente n° 3818 de M. Marc Spautz concernant l'avenir du site sidérurgique de Dudelange**
    - M. Marc Spautz - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (intervention de M. André Bauler)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

2. Institution d'une sous-commission

Ier mer op deen éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut géifen iwwergoen, géif ech lech gäre matdeelen, datt d'Aarbechtskommissioun decidéiert huet, eng Sous-commission „Télétravail" ze grënnen. D'Zesummesetzung vun dëser Souskommissioun gëtt an enger zukünfteger Reunioun decidéiert.

3. Dépôt de deux propositions de loi par M. Marc Spautz

Da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Marc Spautz gi fir den Depot vun engem Projet de loi. Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President!

M. André Bauler *(DP)*.- Eng Proposition de loi.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech géif jo och gären e Projet de loi deposéieren, ...

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et war ...

M. André Bauler *(DP)*.- Et ass kloer eng Proposition de loi!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ... mee da géif ech an der Regierung sëtzen an net an der Chamber, soudass et elo leider an dësem Fall nëmmen eng Proposition de loi concernéiert.

(Brouhaha et interruption)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech awer den Depot maachen, net nëmme vun enger, mee vun zwou Proposition-de-loien, wëll ech zwou Proposition-de-loien zréckzéien: d'Proposition de loi 7434 an d'Proposition de loi 7437.

Dat si Proposition-de-loien, déi d'Chrëschtlech-Sozial Volleksparteï 2019 wärend dem Budget gemaach huet, wou d'Avise vum Staatsrot am Januar 2020 virlouchen a wou d'Chamberskommissioun, déi dofir zoustänneg ass, sech am Januar 2021 domat beschäftegt huet. Dunn ass festgestallt ginn, wéi mer dat an der Kommissioun duerchgekuckt hunn, dass do Amendemente misste gemaach ginn, well do Opposition-formellen dra waren. Déi Amendemente sinn de 5. Februar 2021 vun der CSV-Fraktioun gemaach ginn.

D'Conférence des Présidents hat festgehalen, Här President, ënner Ärem Virsëtz, dass d'Kommissioun déi Amendemente misst kucken an da weiderginn un de Staatsrot. Vu dass dat awer zu Schwieregkeete gefouert huet an et net virugeet, erlaben ech mer, déi zwou Proposition-de-loien zréckzezéien an zwou nei Proposition-de-loien ze proposéieren, wou deene Saache vum Conseil d'État Rechnung gedroe gëtt.

(Interruption)

Ech wëll awer soen, dass ech déi Prozedur u sech ganz komesch fannen. An ech hu jo och dofir net méi spéit wéi de leschten Dënschdeg eng Proposition de modification du Règlement gemaach, fir dass dat Ganzt méi séier geet.

Ech wëll nämlech just soen: Wa bei all Projet de loi, bei deem en Amendement muss gemaach ginn, de Projet misst zréckgezu ginn, fir en neien Depot ze maachen, dann, wëll ech lech soen, wann ech mech net verzielt hunn, wieren dat fir dës Legislaturperiod bis elo 79 Stéck, déi hätte missen zréckgezunn a frësch deposéiert ginn, wou Amendemente respektiv eng Opposition formelle vum Staatsrot virlouchen! Wou de Gros vun deenen Opposition-formellen - dat wësst Der alleguer - meeschtens gekuckt ginn, an da loosse mer se sinn oder mir sträichen dee Passus. Anscheinend ass dat och

www.chd.lu

gëschter nach bei engem Projet geschitt, wou den Här Di Bartolomeo sécher muer wäert drop agoen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech fannen dat net gutt! An ech fannen dat eng ganz komesch Prozedur. Ech géif och dofir proposéieren, Här President, … - d'Vertrieder vun der Conférence des Présidents sinn heibannen: Dir selwer, den Här Baum, den Här Engel, Madamm Lorsché ...? Déi ass net do.

Plusieurs voix.- Dach!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- A do! A, do steet se! An d'Madamm Hansen. Ech géif dofir proposéieren, dass Der nach am Nomëtten d'Recevabilitéit vun dëser Proposition de loi decidéiert an dass de Plenum muer direkt och déi Proposition-de-loie kann unhuelen (veuillez lire: muer direkt och d'Recevabilitéit vun dëser Proposition de loi ka confirméieren).

Elo sot Der mer: „Här Spautz, dat steet net am Reglement." Ech wëll lech awer just soen: Et steet och net am Reglement, dass muer de Moien e Rapport gestëmmt gëtt, iwwert deen de Plenum muer de Mëtten ofstëmmt. Och do ass et méiglech, Ausnamen ze maachen, an och nach an anere Projeten.

Den Här Engel wénkt elo esou mam Kapp! Ech ginn do nëmmen d'Beispill: Haut de Moien hate mer e Projet an der Travailskommissioun, deen ass de 4. Mäerz deposéiert ginn, an de 4. Mäerz war den Avis do vum Conseil d'État. Dee selwechten Dag, dee selwechten Datum! Dat kënnt Der noliesen am Dokument, wat haut de Moien och an der Travailskommissioun benotzt ginn ass.

Dofir nach eng Kéier mäin Appell un déi véier Leit plus Iech, Här President, dass Der Iech sollt direkt domat befaassen an d'Recevabilitéit erklären, a muer kann de Plenum dat maachen.

Ech wëll och dorun erënneren, an dat kann een noliesen an enger Ried vun engem vun Ären honorabele Virgänger - ech mengen, et ass nach just d'Madamm Polfer, déi dat materlieft huet, wéi dee President ginn ass, an d'Madamm Reding, dat war de Léon Bollendorff -, deen 1987 gesot huet, dass et wichteg ass an der Chamber, dass dat d'Plaz ass vun der Demokratie, an dass et nach ëmmer d'Chamber ass, déi d'Gesetzer mécht, net d'Regierung, net de Conseil d'État, mee ganz aleng d'Chamber, an dass all Deputéierten d'Recht huet, sech do anzebréngen! Ech wëll nach eng Kéier dorun erënneren.

En huet och deemools gesot - a fir dat ze ënnermaueren! -, et géife jo all fënnef Joer, wann d'Verfassung misst geännert ginn, déi Artikelen, déi dee Moment fälleg wieren, als reformbedürfteg erkläert ginn. Déi Prozedur hu mer - Här President, ech mengen, do waart Dir och schonn derbäi - an den 90er Joren ... A nee, Dir sidd ..., nee, dat war méi spéit. An den 90er Joren ass déi Prozedur ofgeschaaft ginn. Well virdrun ass allkéiers fir d'éischt eng Lëscht festgehale gi vun den Artikele vun der Verfassung, déi misste geännert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, firwat soen ech dat? Stellt Iech emol nëmme vir, en Deputéierte géif Loscht kréien an d'Fro stellen, ob eis Prozedur, wéi mer heibanne virginn, verfassungskonform wier. Well an der Verfassung huet den Deputéierte Rechter! An en huet och d'Recht, fir eng Proposition de loi ze maachen. An da kann et net sinn, dass déi „an der Millen", sou nennen ech dat emol, hänke gelooss gëtt: dass et ganz laang dauert, bis se op den Ordre du jour kënnt an enger Kommissioun, a wann een Amendemente wëll maachen, dass dat net geet, dass een déi muss zréckzéien!

Dofir, denkt emol nëmmen eng Kéier driwwer no, wann eng Kéier en Deputéierte Loscht géif kréien, eng Plainte ze maache virun der Cour constitutionnelle, wat dat fir d'Chamber géif bedeiten, wann deen och nach Recht géif kréie mat där Saach.

Dat gesot, Här President, Kolleegen aus der Presidentekonferenz, ech maachen nach eng Kéier den Appell: Weist, dass hei d'Haus vun der Demokratie ass an erkläert direkt déi Recevabilitéit, fir dass dat ka virugoen, fir dass och dann déi Positiounen deposéiert ginn!

Ech wëll jo just hoffen, dass wärend där ganzer Prozedur elo net op eemol e Projet de loi deposéiert gëtt, deen dat alles iwwerhëlt, wat do ass. Well och dat géif ech bei deene leschten Evenementer, déi ech erlieft hunn, net méi ausschléissen!

Dat gesot, Här President, villmools merci. An hei sinn de Bréif an déi zwou Proposition-de-loien, wéi ech gesot hunn. Merci.

7788 *- Proposition de loi portant modification du livre IV du Code de la sécurité sociale en vue d'augmenter le montant de l'allocation familiale et d'introduire une allocation complémentaire pour familles nombreuses*

7789 *- Proposition de loi portant modification : 1° du Code du travail ; 2° du Code de la sécurité sociale ; 3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux*

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. An ech versécheren Iech, Här Spautz, datt mer elo direkt par lettre circulaire d'Averständnis vun de Membere vun der Conférence des Présidents froe fir d'Recevabilitéit. An da kënne mer déi als Plenum muer am Ufank vun der Sitzung deklaréieren.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz.

4. 7757 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la troisième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19

Deen éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7757 iwwert déi drëtt Phas vum Large-Scale-Testing. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dann direkt d'Wuert ginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleegen, dee Begréff LST, Large-Scale-Testing, dierft an der Zwëschenzäit bekannt sinn. Ech gebrauchen nach ëmmer léiwer de Begréff vu „grouss ugeluechter Testcampagne", Nummer 1, Nummer 2, Nummer 3. An d'Nummer 3 steet fir de Projet 7757, deen ech haut däerf am Numm vun der Santéskommissioun virstellen.

Nom éischte Projet, no där éischter Campagne ab dem 25. Mee vum leschte Joer an där zweeter Campagne vum 15. September vum leschte Joer, schaaft also de Projet de loi 7757 déi legal Basis fir déi drëtt Phas vun där breeder Testcampagne, fir kënnen ze detektéieren, wien de Virus huet, wou de Virus am stäerksten zouschléit, an an der Zwëschenzäit och, wéi et mat der Immunitéit ass, nodeem ee vaccinéiert ass.

Dat breet Testen ass en Deel vun der Lëtzebuerger Strategie, fir d'Ausbreedung vum Sars-CoV-2-Virus ze bekämpfen. Wann een esou d'Diskussiounen am Ausland e bësse verfollegt, da mécht Lëtzebuerg an deem dote Beräich net alles falsch, well an deene Länner dréit d'Diskussioun dorëm, wéi se méi kéinten testen, dass se méi missten testen, dass se méi systematesch missten testen. A ganz oft fält och Lëtzebuerg als Beispill an dësem Beräich. Et ass jo schéin, heiansdo ze héieren, dass Lëtzebuerg och e Beispill ka sinn oder ass.

Déi grouss Testcampagne ass also e Monitoringinstrument, fir dat epi-de-mi-ologescht - haha, et geet ëmmer besser! - Geschéien ze iwwerwaachen, andeems se erlaabt, infizéiert Persounen, a virun allem déi asymptomatesch, ze detektéieren, se ze isoléieren an hir Kontakter nozeverfollegen, an esou Infektiounsketten ze ënnerbriechen.

Breet testen, tracen, isoléieren, grad wéi eng gutt Vue op d'Immunitéit vun der Populatioun, dat entsprécht de Recommandatioune vun der ECDC, dem Europäeschen Zenter fir d'Kontroll vun ustiechende Krankheeten - iwwregens en Institut, dat deemools ënner Lëtzebuerger EU-Presidentschaft geschaf ginn ass.

Testen, isoléieren, tracen an Ustiechunge verhënnere bleift wichteg - méi wéi jee elo, wou d'Zuelen zwar relativ stabill sinn, mee awer ze héich, an déi nei Varianten, déi jo méi ustiechend sinn, sech ëmmer méi verbreeden. An deenen nächste Wochen a Méint, bis e gudden Deel vun eis all geimpft ass, bleiwt de Risiko vun enger neier, méi séierer Ausbreedung a vun enger neier Infektiounswell reell. An déi breet ugeluechte Campagne kann dozou bäidroen, dat ze verhënneren. Dozou bäidroen, soen ech! Et ass een Element, awer nëmmen eent ënner enger Rei, déi mer musse bäibehalen.

Wat stellt elo déi Testcampagne duer? Eng Capacitéit vu maximal 53.000 Tester d'Woch plus 1.000 serologesch Tester d'Woch. D'Dauer ass virgesi vum 25. Mäerz vun dësem Joer bis de 15. Juli vun dësem Joer, mat der Méiglechkeet ze verlängere bis de 15. September, wann néideg, dat heescht zum Beispill, wa mer bis dohin net grouss Deeler vun der Populatioun kéinten impfe respektiv wann de Virus net awer spektakulär erofgaange wär. Dës eventuell Verlängerung kéint och de Retour aus de Vakanzen an d'Schoulrentrée matabegräifen.

De Käschtepunkt: Et ass net näischt! Et ass souguer ganz substanziell: Fir deen éischten Deel gëtt mat 42,83 Milliounen Euro an, am Fall vun enger Verlängerung, mat 64,2 Milliounen Euro gerechent. Mir kréien, fir déi dote Campagne ze finanzéieren, och europäesch Gelder, fir dat ze ënnerstëtzen. Abegraff sinn: Käschte fir d'Tester, d'Kommunikatioun, d'Invitatiounen - an där sinn et der ganz vill -, d'Hotline, d'Équipe-mobillen, d'Informatik, d'Gestioun vum Projet an dem Audit qualité, grad wéi déi juristesch Fraisen an eventuell d'Fraise vun Impruven. Wichteg ass d'Kontinuitéit vun de Phasen 2 an 3. Dat geet also nahtlos aneneen iwwer.

Déi Campagne huet eng grouss Flexibilitéit, fir op d'Infektiounsgeschéien ze reagéieren: bei der Zuel vun Tester, mee virun allem, fir testen ze goe ronderëm Infektiounsherden, zum Beispill an den Altersheemer, a Schoulen, bei bestëmmte Kategorië vu Persounen, a bestëmmten Aktivitéitsberäicher oder a bestëmmte Regiounen, wa méi wéi eng … déi eng oder déi aner Infektiounskette sollten optauchen.

D'mobill Ekippe gi verstäerkt. Méi serologesch Tester, fir Anticorpsen an den Immunitéitstaux vun der Populatioun festzestellen, dat gëtt verstäerkt. Ufanks sinn et sechs Testzentren, déi fonctionéieren.

Zousätzlecht Zil, am Verglach zu där zweeter Campagne: d'Teste vu geimpfte Persounen, fir Erkenntnisser iwwert d'Effikassitéit vun der Impfung ze kréien an d'Ustiechungsrisike vu geimpfte Persounen ze iwwerwaachen.

Déi drëtt Campagne viséiert also och vaccinéiert Persounen, Persounen, déi méi en héije Risiko hunn, sech unzestiechen, déi allgemeng Populatioun, Persounen, déi reesen, de Clustertesting - also do, wou eng kohärent Populatioun zesummekënnt oder wou an deem Grupp méi Infektiounen optauchen -, an den Dépistage sérologique, deen ausgebaut gëtt.

Bilan vun där éischter Campagne: Modellisatiounen am Kader vun enger wëssenschaftlecher Etüd iwwert déi éischt Phas sinn zur Konklusioun komm, dass ouni déi dote Campagne an d'Mesuren, déi opgrond vu positiven Tester am Kader vun där Campagne geholl goufen, d'Ustiechungen am betraffenen Zäitraum vum 25. Mee bis de 14. September ëm 42,9 % méi héich gewiescht wären.

Bei där zweeter Campagne, déi nach net ofgeschloss ass - mee vu dass dat awer geschwë wäert sinn, an de provisoreschen Zuelen no -, ass méi getest ginn a méi positiv getest ginn wéi an där éischter, an et kann een dovun ausgoen, dass déi verhënnert Ustiechungen zanter dem 15. September nach méi héich si wéi bei där éischter Phas.

Elo zu dem Projet selwer an der Prozedur, déi en duerchlaf huet: Den Avis vum Conseil d'État vum 23. Februar war positiv. De Conseil d'État huet drop insistéiert, dass den Datum soll preziséiert ginn, wat mer dann och gemaach hunn. A mir hunn och d'Prozedur bei enger méiglecher Verlängerung explizéiert.

De Conseil d'État huet weider no engem prezise Bilan vun den Depensë vun de vergaangene Phasen, vun deenen zwou Campagnë gefrot - eng Fro, déi net nëmme vum Conseil d'État, mee virdrun och an eiser Santéskommissioun opgeworf ginn ass. Ech mengen, dat och ganz zu Recht. Op eis Demande hi krute mer eng provisoresch Opstellung zougestallt, grad wéi den Accord iwwert de Kofinanzement vun där zweeter Campagne duerch de FEDER.

De Staatsrot huet och d'Fro opgeworf, ob an aweiwäit eventuell net genotzte Capacitéite vun Tester sech op d'Depensë géifen auswierken. D'Käschte vun net genotzten Tester, déi op alle Fall mussen disponibel sinn, fir de Fall wou se gebraucht ginn, grad wéi d'Personal fir déi Tester duerchzeféieren an och de Rescht vun der Logistik dierften zwar manner Depensë bedeiten, mee finanziell net allze staark an d'Gewiicht falen, well se nëmmen e klengen Deel vun den Depensen duerstellen.

Do war ee Moment e Mëssverständnis opkomm, well doduerch, dass dräimol sou vill Invitatiounen erausginn, wéi Leit am Endeffekt getest ginn, hätt ee sech kënne virstellen, dass d'Erspuernisser vill méi grouss wären. Nun ass et awer esou, dass déi Relatioun vun Invitatiounen a Getesten net direkt däerf matenee verglach ginn, well vill méi Invitatiounen, de toute façon, erausgeschéckt gi sinn. An d'Differenz zwëschent de Getesten, de reell Getesten, an de Capacitéiten, déi ass weesentlech méi kleng, wéi een dat op den éischte Bléck hätt kënne mengen. Dat geet och aus dem schréftleche Rapport eraus.

En anere Sujet an der Kommissioun waren d'Schnelltester an déi sougenannte Selbsttester. Hei war et d'Prezisioun, dass de PCR-Test och weiderhin de Standard bleift - well awer e Krack méi sécher -, accessoirement awer och Selbsttester kënnen agesat ginn. Am Allgemenge sinn d'Testcampagne an d'Schnelltester complementaire.

D'Kommissioun huet och festgestallt, dass et um Marché an och am fräie Verkaf - insbesondere bei engem vun eisen Noperen - ëmmer méi Schnelltester a Selbsttester gëtt an dass dat an noer Zukunft wäert weider an déi dote Richtung goen. Dofir ass et zum enge wichteg, zolidd Partnerschaften, ënner anerem mat den Apdikter, ze strécken, Recommandatiounen ze formuléieren, wa se dann disponibel sinn, wa se dann och als sécher empfonnt ginn, fir dass et net zu Verwirrunge kënnt an net zu Ustierm kënnt, wéi mer déi zum Beispill am Ausland gesinn.

Also: Mir brauchen eng gutt Kommunikatioun a Sensibilisatioun iwwer esou Schnell- a Selbsttester, wéi se ze handhabe sinn, wat se bréngen, wat se aussoen, wat se net aussoen, wéi de Suivi dovu gemaach gëtt an esou weider.

Zu gudder Lescht nach d'Informatioun, dass den Optrag fir déi drëtt Campagne iwwer eng Procédure négociée vergi gouf, dat mat der Grénger Luucht vun der nationaler Commission des soumissions, wat och och un d'Membere vun der Santés- a Sportskommissioun virugereecht ginn ass.

Zur Konklusioun: Här President, mam Testen, do si mer Weltmeeschter! Mat Schnelltester, déi sech breetmaachen - an déi klassesch PCR-Tester kënnen ergänzen, wa se sënnvoll agesat ginn -, mat der Impfcampagne, déi lues awer sécher virukënnt, mat ... - jo, Dir wësst, wat ech mengen! - ...

Une voix.- Nee, wat dann?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- ... an deene bewäerte Schutzmoossnamen, fir sech selwer an déi aner ze schützen, wäerte mer dee Virus Meeschter ginn an eventuell Ëffnunge wierksam kënne begleeden. An deem Sënn invitéieren ech d'Chamber, dësem Projet Gréng Luucht ze ginn.

An ech bréngen direkt och den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech alleguer Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- An e spezielle Merci fir all déi Kolleegen an der Santéskommissioun an all déi Leit, déi matugepaakt hunn, fir dee Projet à bon port ze bréngen. Et ass mir eng Éier, mat Iech an där Kommissioun zesummenzeschaffen. Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo villmools Merci.

Ech ginn d'Wuert weider un deen éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass deen honorabelen Här Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleegen, just eng kleng Remark ganz am Ufank vun der Sitzung: Ech fannen et awer schued, dass op der Regierungsbänk bis elo bei dësem wichtege Projet de loi nach kee komm ass, respektiv dass virun allem d'Gesondheetsministesch nach net hei ass. Mee mir hoffen natierlech alleguerten, dass se de Wee heihinner nach fënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Mischo *(CSV)*.- Voilà. „Aller guten Dinge sind drei", oder: « Jamais deux sans trois » - hoffentlech stëmmen dës Spréchwierder, op d'mannst wat de Covid betréfft, a mir brauchen no dëser Phas kee Large-Scale-Testing méi! Ech denken, dat wier jidderengem säi grousse Wonsch, well deen „Drecksvirus", wéi de Kolleeg Georges Engel hei op dëser Plaz schonn eng Kéier gesot hat, nervt. En nervt jiddereen, an dat scho vill ze vill laang!

De Large-Scale-Testing war séier een Deel vun der Strategie vun der Regierung am Kampf géint de Covid-19, soudatt mëttlerweil déi drëtt Phas usteet. Dir wësst et all: Ech war a menger Interventioun op dëser Plaz, den 21. Juli d'lescht Joer, en long et en large drop agaangen, datt et méi wéi onglécklech war, datt mir net mam Finanzement vun der éischter Phas befaasst gi waren. Ech brauch déi Kritiken also net méi ze widderhuelen.

Mir als CSV-Fraktioun hunn deemools, trotz enger Rei Remarken, de Finanzement vun der zweeter Phas mat engem Käschtepunkt vu 60,7 Milliounen Euro hors TVA matgestëmmt, well et fir eis kloer war, datt et dee Moment keng Alternativ zum Large-Scale-Testing ginn ass, och wann dat mat sech bruecht huet, datt mir, am Géigesaz zu eisen Nopeschlänner, héich Zuelen haten, wat d'Neiinfektiounen ugeet. Doduerch - an dat ass mëttlerweil och dacks genuch vun Experte widderholl ginn - hu mir awer eng vill méi niddreg Donkelziffer, wat d'Infektiounen ugeet.

D'Madamm Hartmann vun der Demokratescher Partei hat iwwregens eng ganz interessant Question parlementaire zum Large-Scale-Testing gestallt. An der Madamm Gesondheetsminister hir detailléiert Äntwert féiert zu enger ganzer Rei Feststellungen:

Éischtens emol wier et gutt an opportun gewiescht, wa mir als Chamber esou e Bilan ganz offiziell virgestallt kritt hätten. Dowéinst froen ech elo schonn op dëser Plaz, datt, wann déi drëtt Phas vum Large-Scale-Testing haut sollt de Feu vert vun der Chamber kréien, mir duerno och en detailléierte Bilan presentéiert kréien, mat de Konklusiounen, déi dëse Bilan hiergëtt.

Wat schued ass, dat ass, datt et keng ventiléiert Donnéeë vun der éischter Phas vum Large-Scale-Testing gëtt, well dann hätt een déi zwou Phase besser kënne matenee vergläichen. Esou wësse mer just, dass den Taux de réponse global vun der éischter Phas bei 39,4 % louch. An der zweeter

Phas geet et vun engem Taux de participation vun 33,2 % rieds. Wann een elo bei der éischter Phas nach erausrechent, datt een décke Prozent vun deenen, déi e Rendez-vous geholl haten, net ugetruede sinn, esou muss een awer e Réckgang feststelle vun der éischter op déi zweet Phas.

Do stellt ee sech elo dann d'Fro: Op wat ass dëst zréckzeféieren? Wat sinn d'Ursaachen heifir an ass dat evaluéiert ginn? Da stellt sech natierlech d'Fro, wéi et wuel bei der drëtter Phas wäert ginn.

Well Dir hutt et all am Text vum Projet gelies: Déi drëtt Phas kascht eis wärend 18 Wochen am Ganze 40,8 Milliounen Euro, dat si ronn 2,265 Milliounen Euro d'Woch. Déi maximal Capacitéit sinn 53.000 Tester, wéi de Mars Di Bartolomeo et schonn erwäänt huet, pro Woch. Ech géif mer wënschen, mir kéinte wierklech esou vill Leit an enger Woch impfen. Falls d'Situatioun et verlaangt, kënne mer dann duerno och nach eemol ronn 20,4 Milliounen Euro noschéissen, fir dass den LST och iwwert d'Summervakanz ka gezu ginn. Dee Moment wiere mer da bei engem Total vu 64,24 Milliounen, mat den Imprevuen.

De Rapporteur, deem ech iwwregens op dëser Plaz wëll Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, ass op d'Erkenntnisser vum Large-Scale-Testing bis elo agaangen, soudatt ech dat net nach eng Kéier muss hei widderhuelen.

Ech wëll zu dëse gewonnenen Erkenntnisser just op eng ganz interessant a pertinent Remark vum Collège médical hiweisen, deen zu Recht a sengem Avis vum leschten 10. Februar seet, datt déi Leit, déi der Invitatioun vum Large-Scale-Testing nokommen, wuel gréisstendeels déi sinn, déi eng gesond Hygiène de vie hunn an déi gutt op déi noutwendeg sanitär Mesuren oppassen a se ganz gewëssenhaft anhalen, soudatt d'Pertinenz vun den Zuelen aus dem LST musse relativéiert ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer awer elo eng Rei Froen a Remarken zu der drëtter Phas vum Large-Scale-Testing, well d'Ausgangssituatioun ass awer haut eng ganz aner, wéi et nach am Juli d'lescht Joer de Fall war: Mir hunn d'Impfstoffer géint de Covid, wann och net allze vill; mir hu Schnelltester, wann och net allze vill; dofir kréie mer et awer ëmmer méi mat neie Mutatiounen ze dinn. Aus dëse Grënn a well, mer et wëssen an alleguerte mierken am Alldag, d'Leit es midd sinn - jiddereen ass um Enn mat senger Gedold, vill Geschäftsleit ginn um Zännfleesch, den Horeca-Secteur leit enorm -, musse mer dës drëtt Phas vum Large-Scale-Testing awer kritesch hannerfroen an eis eng gewësse Flexibilitéit ginn.

De Large-Scale-Testing mobiliséiert extreem vill medezinnescht a paramedezinnescht Personal, soudass dës Manpower och kéint agesat ginn, fir zouverlässeg Schnelltester ze maachen, déi an der Zukunft kéinten zu méi kontrolléierten Ouverturë vun eenzelne Secteuren, och am Privatberäich, féieren.

Wann ech scho bei de Schnelltester sinn, da profitéieren ech vun der Geleeënheet, fir meng Fro aus der Heure de questions, déi net konnt beäntwert ginn, elo ze stellen: Ech si virgëschter vun enger Escher Apdikt gefrot ginn, ob mir als Gemeng hinne kéinten e Sall zur Verfügung stellen, fir Schnelltester kënnen ze maachen. Et muss ee wëssen, dass eng Apdikt fir esou Tester eng separat Entrée muss hunn, fir d'Clientèle eventuell kënnen ze trennen. Ech war als Buergermeeschter iwwerrascht, well mir nach näischt vun offizieller Säit gefrot gi sinn, respektiv nach näischt dovunner woussten. Kann d'Madamm Minister eis, wa se hei ass, do e puer Prezisioune ginn? Well zu Esch misste mer dann aacht Säll fannen, fir all Apdikt zefriddenzestellen, an d'Stad Lëtzebuerg nach vill méi. Mat all de Covid-Recommandatiounen ass dat keen einfachen Exercice fir grouss Gemengen.

Ech kommen dann op de Large-Scale-Testing zréck an op de Projet de loi. D'Fro ass, ob d'Personal vum Large-Scale-Testing och kéint agesat ginn, am Fall wou mir sollte kuerzfristeg awer nach Impfdose kréien, soudatt mir do endlech géife virukommen - virun allem, wann ee weess, dass Enn Abrëll, Ufank Mee och sonndes soll geimpft ginn. Well eventuell wier et ab engem gewëssene Moment vill méi sënnvoll, all dës Leit esou anzesetzen, dass se kéinten dozou bäidroen, gewëssen Ouverturen ze erlaben, déi gutt encadréiert wieren a wou de Risiko vun enger neier Hausse vun den Infektiounszuelen esou kleng wéi méiglech wier.

Den Objectif vun der drëtter Phas vum Large-Scale-Testing gëtt jo schonn ugepasst, laut den Aussoe vun den Auteure vum Text, un déi Besoinen, déi mir an den nächste Méint hunn. D'Équipe-mobille gi gestäerkt, notamment fir sech op d'Strukture fir eeler Leit a vulnerabel Leit ze konzentréieren. Dëst ass och noutwendeg! Well mir wësse jo all, datt leider a villen Haiser ganz vill Leit ewechgefall sinn. Mir dierfen déi Strukturen, wou déi Responsabel sech ganz vill Méi ginn, net aleng loossen, mee mer mussen hinnen all Ënnerstëtzung ginn, a mobill Ekippe si sécherlech een Deel dovun.

D'Fro ass, wéi dann elo de Large-Scale-Testing gemaach gëtt: Bei de Bewunner? Beim Personal? A wéi gëtt ënnerscheet tëschent deenen, déi geimpft sinn, an deenen aneren? Ass dat mat a Betruecht gezu ginn? Well soss gëtt jo ënner Ëmstänn vill onnëtz getest.

D'Test-sérologiquë sinn awer och e wichtege Facteur, well d'Leit mat genuch Anticorpse jo nach besser geschützt sinn, och wann d'Fro ass, wéi et weidergeet mat der Immunitéit, wann ëmmer méi nei Mutatiounen optauchen. Elo sollen da beim Large-Scale-Testing och Leit matgetest ginn, déi scho geimpft sinn, och fir d'Effikassitéit vun der Impfcampagne ze suivéieren.

Dat ass alles schéin a gutt, mee déi breet Populatioun ass jo nach laang net geimpft, soudatt et am Moment just bedéngt novollzéibar ass. Mat de momentane Prognosen, wéi mer d'Vaccine kréien, wäerten och bis zum Enn vun der drëtter Large-Scale-Testing-Phas net genuch Leit hei am Land geimpft sinn, fir datt gréisser Erkenntnisser doraus kéinte gewonne ginn. Dat ass op d'mannst meng Angscht. An ech géif mech wierklech freeën, wann ech mech hei géif ieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt also, dass sech fir déi drëtt Phas an den Ae vun der CSV-Fraktioun nach eng ganz Rei Froe stellen, notamment wat an dësem Moment soll d'Prioritéit vun de Moyene sinn, déi am Kampf géint de Covid-19 agesat sinn. Et misst e preziist Konzept vum Testen, Schnelltesten an Impfen op den Dësch, wou e kohärent Zesummespill erkennbar ass a wat och Sënn mécht. Esou e Konzept läit leider bis elo nach net vir. Eng kloer Exitstrategie ass nach net ze erkennen.

Ass de Large-Scale-Testing nach den Outil, op dee mer am Moment solle setzen, oder wier et net méi sënnvoll, dës Moyenen, Manpower fir den Asaz vu Schnelltester respektiv dem séieren Impfen anzesetzen?

Aus all dëse Grënn enthale mir eis als CSV-Fraktioun bei dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- O!

M. Georges Mischo *(CSV)*.- Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mischo. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Hei leeft nach eng Auer.

Voilà.

Elo si mer schonn e gutt Joer mat där ganzer Pandemie hei geplot. Eist Liewen huet sech, kann ee soen, wierklech praktesch komplett verännert. A leider ass och nach net en Enn ofzegesinn.

Ech ka mech nach erënneren un den Ufank Mee d'lescht Joer, wéi mer den 10. an de 17. Mee nëmmen zwee nei Fäll haten. Den 1. Juni war souguer nëmmen een neie Fall. A mir hate grouss Hoffnung, mir hätten dat Graffst hannerun eis. Mee du koum de Covid nach eng Kéier mam décken Hummer no. Enn Juni ass et dunn erëm rapid an d'Luucht gaangen an et koum erëm zu méi héijen Infektiounszuelen, dat natierlech och virun allem bedéngt duerch déi verschidde Mutatiounen.

Mir haten d'lescht Woch 1.194 nei Infektiounen. Dat waren der awer zumindest 9,1 % manner wéi dann nach déi Woch virdrun. Mee dat wëllt awer net heeschen … Mer musse weiderhi ganz vigilant bleiwen.

Et gëtt natierlech déi eng oder déi aner Liichtblécker. Ech wëll och drop hiweisen, datt den US-Pharmakonzern Merck elo e Medikament op de Maart bruecht huet, wat, no éischten Tester jiddefalls, och e relativen Optimismus kann opkomme loossen. Mee och do soll een trotzdeem nach ganz virsiichteg sinn.

Ech mengen, et ass also ganz evident, datt mer zu dësem Zäitpunkt hei zu Lëtzebuerg nach wie vor ganz kloer op d'Teststrategie setzen. Ech mengen, mir waren dat Land, wat ganz fréi den LST … An ech si ganz mam Mars Di Bartolomeo d'accord: Dat Wuert „Large-Scale-Testing" fannen ech och net super. Et gëtt bestëmmt Besseres, mee mäi Gott, et ass nun eeben esou. Mir liewe jo an enger Welt, wou déi englesch Termen ëmmer méi Iwwerhand huelen; och an eiser Sprooch. Et ass awer gutt, datt mer elo awer och emol méi Ableck kruten zum Beispill an de Finanzement vun deem ganze Large-Scale-Testing. Mir krute jo do an deene leschte Woche méi Informatiounen ënnerbreet.

Natierlech bedeiten déi Tester awer och, datt se munches un d'Uewerfläch bréngen. Engersäits, geet d'Donkelziffer natierlech erof, op där anerer Säit ass et allerdéngs esou, datt ee muss e fundamentalen Ënnerscheed maachen zwëschent deenen offiziell Infizéierten an deenen tatsächlech Infizéierten. Jiddefalls, eppes muss een och hei ënnersträichen: datt d'Infektiounskette jo awer kënnen duerch den LST hei ënnerbrach ginn.

Et ass awer och wichteg, datt mer déi Leit, déi solle getest ginn, no engem kloere Konzept eraussichen. Sécher ass et heiansdo schwéier nozevollzéien, wann een héiert, datt eenzel Leit scho siwen-, aacht-, néngmol getest goufen, anerer nach iwwerhaapt net. Mee ech hunn trotzdeem Vertrauen an dat Konzept a firwat deen een oder deen anere méi oft getest gëtt wéi soss iergendeen.

Mir sinn elo op engem Rhythmus vun 53.000 Tester d'Woch. Dat ass schonn eng immens Leeschtung, dat muss een hei ënnersträichen! Et gëtt jo och e Comité de pilotage, deen u sech d'Invitatioune vu Woch zu Woch upasst a kuckt: Wou muss elo méi spezifesch getest ginn? Wie muss geruff ginn? Dat heescht, do sinn da geografesch Ursaachen oder och sektoriell Ursaachen, déi do matberücksichtegt ginn.

Wat och positiv ass: datt déi Leit, déi an d'Ausland fueren - a mer hunn der do jo net nëmmen, déi an d'Vakanz ginn, mir hunn der och, déi sech musse berufflech an d'Ausland deplacéieren -, awer och d'Méiglechkeet hunn, sech schonn am Virfeld testen ze loossen. Wat och gutt ass - an dat geet, mengen ech, aus dësem Gesetz nach verstäerkt eraus -, dat sinn déi sougenannt Équipe-mobillen, déi dann natierlech och kënne vill méi effikass agesat ginn. Virun allem denken ech do natierlech och un eis Schoulen.

Déi Tester sinn natierlech an enger permanenter Evolutioun. Wann een, loosse mer soen, déi Tester hëlt, déi mer virun engem Joer gebraucht hunn, an et vergläicht een déi mat deene vun haut, da ass do awer schonn en Ënnerscheed. Et kann een also ëmmer schonn erëm vun enger neier Generatioun schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Etüd „Covid-19 Task Force" huet et wierklech op de Punkt bruecht. Déi huet ganz kloer ënnerstrach: Wann d'Akzeptanz, fir sech testen ze loossen, méi grouss wär, da kéinte vill infizéiert Fäll nach verhënnert ginn. Ech wëll drop hiweisen, datt si zum Beispill elo vun 1.800 Fäll schwätzen, déi hätte kënne verhënnert ginn an der zweeter Phas, wann, wéi gesot, d'Leit méi Gebrauch gemaach hätte vun der Offer vun dem Large-Scale-Testing.

Dat ass natierlech eng Zuel … An 33 % ass plus ou moins d'Zuel vun deenen, déi am Fong deem Opruff nokomm sinn. Dat ass, et muss een dat ganz éierlech soen, awer decevant! An duerfir soll een net midd ginn, ëmmer erëm drop hinzeweisen, wéi wichteg et ass, wann een eng Invitatioun krut, datt ee sech awer och teste léisst.

Et héiert een och heiansdo, ech géif scho bal soen, déi onméiglechst Ursaachen, firwat deen een oder deen anere sech net teste léisst. An dat ass awer net nozevollzéien! Et däerf een och net vergiessen, datt d'Zuel vun deenen, déi do detektéiert ginn, zwar nëmmen zwëschen 0,9 % an 1,2 %-1,3 % läit, mee trotzdeem ass dat awer schonn e relativ héijen Taux. An dat däerf ee jiddefalls net ënnerschätzen.

Duerfir ass et och gutt, datt mer elo eeben, wéi gesot, déi drëtt Phas hei alauden. A wat ech och positiv fannen: Se ass jo a priori just bis Mëtt Juli virgesinn, mee gläichzäiteg ass och eng Rallonge méiglech bis Mëtt September. Mir brauchen dat Gesetz hei also net nach eng Kéier extra unzepassen.

Mee haut maache mer dat méiglech, fir datt mer gegeebenefalls och nach kënnen iwwer Mëtt Juli eraus testen. Firwat? Ma aus deem ganz einfache Grond, well een, éischtens, net weess, wéi sech déi ganz Pandemie nach entwéckelt an, zweetens, well mer jo och versichen, déi Leit, déi scho geimpft sinn, och hei matzeintegréieren an de System vum Testen.

Et ass scho virdrun hei gesot ginn, datt elo e Marché négocié ausgeschafft ginn ass, fir datt mer déi Tester och esou séier wéi méiglech zur Verfügung hunn. Dat ass net méi wéi normal! Ech mengen, mir sinn an enger aussergewéinlecher Situatioun. A mir sollen och do d'Marché-publics-Gesetz ganz genee ausreizen, fir datt mer déi beschtméiglech Konditioune schafen, fir eeben och esou séier wéi méiglech beliwwert ze gi mat deenen Tester. Natierlech mussen déi gesetzlech Dispositiounen ëmmer respektéiert ginn.

Wa mer natierlech bei dem Large-Scale-Testing sinn, si mer och ganz séier bei dem Contacttracing. Dat ass nun déi logesch Konsequenz, an déi muss och fonctionéieren. Ech weess, do hat et am Ufank vläicht e bësse Problemer ginn. Entre-temps ass do awer e gudde Rhythmus entstanen: De Moment leie mer bei plus ou moins 200 den Dag - woubäi den Direkter vun der Santé, den Dokter Schmit, eis jo erkläert huet, datt do och nach Sputt no uewe wier an datt ee kéint bis op 300 bis 400 Tracingen den Dag kommen. Dat wier jo trotzdeem schonn awer och e gudde positive Fortschrëtt.

Dann ass de Questionnaire jo och elo neierdéngs zur Verfügung gestallt ginn. Iwwregens sinn ech emol frou, datt mer och als Deputéierte lues a lues ëmmer méi Hannergrondinformatioune kréien. Dat mécht et engem awer och zumindest e bësse méi einfach, duerch dee ganzen Dschungel vun allen administrativen Aarbechten duerchzeblécken. Ech mengen, et wier jo och gutt, wann dat an deem Rhythmus géif virugoen, datt mer ëmmer erëm déi néideg Informatiounen och als Deputéiert kréichen.

Wéi gesot, dee Questionnaire léisst dee Moment awer och villes zou, dat ee kann analyséieren. Do geet et virun allem drëms, wou genee déi Leit sech opgehalen hunn, wat fir eng Mesures préventives se geholl hunn, a virun allem awer och, wéi laang se schonn a Kontakt ware mat enger positiver Persoun.

Do ass et och esou, datt zum Beispill 89 % vun deene Leit, déi infizéiert gi sinn, dat gréisstendeels beim Iessen oder beim Drénken erwëscht hunn, fir et emol esou auszedrécken. Dat erklärt natierlech dann och ganz séier, firwat mer nach ëmmer an där dach deplorabeler Situatioun sinn, datt den Horeca-Secteur nach ëmmer zou ass. Ech mengen, dat deet jiddwerengem wéi, ganz kloer. Et ass dat, wat engem vläicht souguer heiansdo nach mat am meeschte feelt. Et schéngt jo awer, wéi wa sech eng kleng Lueur d'espoir géif um Horizont opmaachen, datt mer vläicht ufanks Abrëll do e bësse besser an d'Zukunft kéinte kucken.

Laut de Fachleit gëtt et jo awer ronn 4.000 Mutatiounen am Spike-Protein! Dat hu jiddefalls elo kierzlech Wëssenschaftler ganz kloer nach eng Kéier matgedeelt. Bei eis sinn et natierlech virun allem zwou Varianten: Dat sinn an éischter Linn natierlech déi brittesch, awer och déi südafrikanesch, déi eis ganz vill Misär maachen.

Dat heescht also och: D'Rapiditéit vun den Tester muss nach eropgesat ginn, virun allem natierlech bei deene Leit, déi Symptomer hunn. Da si mer natierlech och schnell bei de Schnelltester. Och do ass u sech eng positiv Entwécklung festzestellen. Mir hoffen och, datt déi méi generaliséiert ginn, datt een dee Moment dann och praktesch innerhalb vu Stonne ka Leit a Quarantän setzen an datt een awer och een, dee positiv ass, dee Moment éischter, wéi gesot, kann detektéieren.

Da muss een och soen, datt déi Schnelltester jo zumindest awer och méi agreabel sinn, datt se net esou déi Inconveniente kënne matbréngen, wéi dat bei deene klassesche PCR-Tester ass.

Déi Schnelltester kann ee sech iwwregens haut scho beschafen. Gitt op den Internet, dann hutt Der déi Méiglechkeet! Et ass jo och virgesinn, datt dat haut och hei zu Lëtzebuerg an noer Zäit soll méi verallgemengert ginn, datt ee se net nëmmen an den Apdikten, mee vläicht dee Moment herno och souguer am Supermarché ka kréien. Et si jo och ouni Zweifel ëmmer besser Produiten um Maart. Allerdéngs muss een och hei op d'Éierlechkeet vun deem Eenzelne setzen, wa mer déi Selbsttester maachen, datt een awer dann och zu deem steet, wat dobäi erauskënnt.

Virun allem kënnen déi Schnelltester an Zukunft - an dat ass jo och virgesinn - méi an den Altersheemer agesat ginn, a virun allem och an de Schoulen. Ech wëll hei drop hiweisen, datt jo ab dem 22. Mäerz e Pilotprojet a véier Grondschoulen an an zwee Lycéeë soll lafen, wat u sech nach e bessert Bild gëtt, wéi d'Situatioun an de Schoulen insgesamt ass.

Natierlech ass dat do och eng Fro vu Präis. D'Regierung huet jo, zumindest zu dësem Zäitpunkt, gesot, datt se elo nach net kéint derzou iwwergoen, fir déi Schnelltester gratis zur Verfügung ze stellen.

Dann hu mer natierlech nach eng drëtt Méiglechkeet, dat sinn déi sougenannt „Spauttester". Och do si mer an enger Ufanksphas. Déi schéngen zwar manner effikass ze sinn, natierlech och nach méi agreabel. Och do muss een d'Entwécklung eeben elo ofwaarden.

D'OMS seet, datt et bei den Tester wichteg ass, datt se u sech 80 % Effikassitéit hunn. Elo gëtt et awer op där anerer Säit Spezialisten - zu deenen ech net gehéieren, duerfir maachen ech den Interpret vun deenen -, déi awer soen oder zumindest d'Fro stellen: „Ass et net méi sënnvoll, mir teste méi reegelméisseg mat Tester, déi vläicht manner effikass sinn, wéi mat gudden Tester, déi awer nëmmen onreegelméisseg agesat ginn?" Dat ass eng Fro, déi awer ouni Zweifel och hei diskutéiert soll ginn.

Mir sinn dann och séier bei de Covid-19-Blutttester, bei deene sougenannte „serologeschen Tester". Och do gëtt jo an dëser Phas, an dëser drëtter Phas, virgesinn, fir déi nach méi staark ze benotzen, wat och eng ganz gutt Saach ass. Déi kënnen da feststellen, ob ee scho mam Virus a Kontakt war respektiv ob een Anticorpsen entwéckelt huet.

Da gëtt et awer natierlech och Leit, déi vläicht e bësse Problemer hunn, fir an déi Centres de dépistage vum LST ze kommen; ech mengen, ech denken do virun allem och un déi eeler Matbierger. Dat ass en Aspekt, dee mer net däerfen ënnerschätzen. Am Hierscht war jo den Adapto-Bus ofgesat ginn - dat huet jo zu enger Rei Diskussioune gefouert-, deen

ass elo zënter dem 5. Februar erëm agefouert ginn. Allerdéngs muss een deen iwwer Telefon bestellen, et kann een dat net online maache respektiv iwwer eng App. Mee zumindest ass do awer erëm eng Besserung agetratt.

Jiddefalls ass et esou: Et kann net d'Ursaach sinn, datt eng Persoun sech net teste léisst, well se keen Accès zu dem Centre de dépistage huet! Do mussen also all Méiglechkeeten an d'A gefaasst ginn. Woubäi een awer fairerweis och muss soen: Déi meescht Centres de dépistage befanne sech op Park & Ride-Parkingen, respektiv op Plazen, wou och den Accès mam ëffentlechen Transport gréisstendeels garantéiert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, wa mer hei an haut iwwert déi drëtt Phas schwätzen, da komme mer awer och net derlaanscht, e puer Wuert iwwert d'Impfcampagne ze verléieren, well jo awer eng direkt Relatioun besteet zwëschent där drëtter Phas an och dem Impfen.

Do ass natierlech och emol fir d'éischt festzehalen - op Basis vun deenen éischte Chifferen -, datt ee leider muss erkennen, datt nach eng gewësse Retizenz besteet, fir sech impfen ze loossen. An net méi spéit wéi de Moie si mer jo och bei RTL gewuer ginn, datt sech zum Beispill ënnert dem Fleegepersonal eréischt 68 % impfe gelooss hu vun deenen, déi awer schonn eng Invitatioun kruten.

Ech perséinlech fannen dat allerdéngs liicht bedenklech: Wa sech natierlech net massiv geimpft gëtt, da riskéiere mer awer och, d'Pandemie net an de Grëff ze kréien. Dowéinst ass dee Message do och ëmmer erëm wichteg ze widderhuelen. Well et si jo awer do schonn immens Efforte gemaach ginn: Mir hunn de Moment 5 Centres de vaccination mat 64 Impfstroossen, 9 bis 10 Leit d'Stonn kënnen an der Reegel do geimpft ginn - woubäi och do nach Sputt no uewen ass, hunn ech mer soe gelooss, an zwar bis 10-11, soudatt ee kann op 35.000 Vaccinen d'Woch kommen, wat jo awer schonn en erhiefleche Chiffer ass.

Dann ass virdrun och schonn hei ugeschnidde ginn: Wéi kënne mer den Impfprozess nach verbesseren? Iwwert de Wee zum Beispill vun den Apdikten. An dat ass evident. Et ass och verständlech, datt d'Apdikten natierlech hiren Immeubel net onbedéngt wëllen zur Verfügung stellen, fir deen Akt ze vollzéien.

Hei ass virdru geschwat gi vun de Gemengen. Ech selwer hat et schonn thematiséiert an der Kommissioun. Effektiv, et sinn Apdikten, déi un eenzel Gemengen erugetruede sinn. An ech mengen op alle Fall, hei wier et scho bal eng Flicht vun de Gemengen, fir hei ze hëllefen, fir eebe Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen.

Well d'Gemengen hunn déi Raimlechkeeten an d'Gemenge sollen och dee Gest maachen - natierlech ënner Berécksiichtegung vu sämtlechen noutwendege Krittären, mee hei soll een den Apdikten entgéintkommen. Vläicht wier et awer och net schlecht, wann och vu Regierungssäit en Appell - vläicht iwwert de Syvicol - un d'Gemenge kéim, datt wann eng Demande vun enger Apdikt kënnt, datt d'Gemeng deem och sollt dee Moment nokommen.

Natierlech ass dat, wéi gesot, wat e bëssen deplorabel ass, datt awer d'Akzeptanz vum Impfen nach net an deem Mooss ass, wéi ee sech dat virstellt, besonnesch um Niveau vun den Altersheemer. Et gëtt awer och natierlech eng Rei kontrovers Diskussiounen. Et gëtt och Leit, déi mengen, datt d'Nowierkunge vun dem Impfen einfach ze vill schlëmm wieren - woubäi awer och d'Spezialiste soen, zumindest Laangzäitwierkunge géifen et beim Vaccinéieren net ginn.

Datt et Abuse gëtt, ech mengen, dat hu mer déi lescht Wochen hei erlieft. Dat wëll ech och net weider kommentéieren. Ech hoffe just, datt mer net an deen Zenario komme vum George Orwell, dee jo gesot huet: "All animals are equal, but some animals are more equal than others." Ech hoffen, wéi gesot, datt dat awer elo hei zu Lëtzebuerg net wäert de Fall sinn.

Da wëll ech awer och nach op eppes hiweisen, wat awer liicht enttäuschend ass: datt sech elo och um Niveau vun der Europäescher Unioun gewëssen Alleingäng bemierkbar maachen. Ech wëll nëmmen Éisträich nennen; ech wëll Dänemark nennen, déi sech elo mat Israel zesummendinn. Och dat ass net ganz gutt fir den Esprit d'équipe, fir et emol esou ze nennen, vun enger Europäescher Unioun. Mee Lëtzebuerg schéngt jo do, an ech hoffen …, och net matzemaachen.

Dann däerf een och net esou naiv sinn - wann ech schonn nach beim Impfe sinn - ze mengen, datt et net awer géif lues a lues zwou Kategorië ginn: an zwar éischtens déi Leit, déi geimpft sinn, an zweetens déi Leit, déi net geimpft sinn. Et gëtt iwwerall gesot: „Impfe soll a muss fräiwëlleg bleiwen!" Dat ass ganz kloer. Dat soll och net a Fro gestallt ginn, mee et soll een awer net esou naiv sinn a mengen, datt sech mat der Zäit do net awer op eemol géif en Ënnerscheed erausschielen.

Ech ginn Iech ee Beispill. Net méi spéit wéi gëschter huet Griichenland zum Beispill decidéiert, ab Mee hir Häfen erëm fir Croisièresschëffer opzemaachen - dat zesumme mat Malta an Israel -, allerdéngs mat enger Oplag, ganz kloer: Et däerfen nëmme Leit op déi Schëffer, déi dee gréngen Impfpass hunn. An ech si bal iwwerzeegt, datt dat doten eng Entwécklung ass, déi eréischt am Ufank ass, an datt mer wäerten an den nächste Wochen a Méint ëmmer méi eng Differenz kréien zwëschent deene Leit, déi geimpft sinn, an deenen, déi net geimpft sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffe jiddefalls, datt mer haut fir d'lescht e Large-Scale-Testing-Projet gestëmmt hunn. Dat wier natierlech flott. Muer stëmme mer am Prinzip d'Verlängerung vum Covidgesetz, wou jo u sech quasi de Status quo bäibehale gëtt. Ech hunn et virdru schonn ugedeit. Hoffentlech kënnt et awer an deenen nächste Wochen a Méint zu enger éischter Ouverture, virun allem um Niveau vum Horeca. Dat hänkt natierlech awer och erëm dervun of, ob, wéi gesot, d'Akzeptanz méi grouss gëtt, éischtens, fir sech beim Large-Scale-Testing ze engagéieren an, zweetens, virun allem, fir sech och impfen ze loossen.

Jiddefalls, d'Demokratesch Partei steet ganz kloer hannert dësem drëtte Projet vum Large-Scale-Testing. Mir fannen dat dee richtege Wee, och wann dee Wee natierlech Geld kascht. Mee dat muss et eis wäert sinn. Ech bréngen och dowéinst d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Ech wëll awer och nach dem Kolleeg Mars Di Bartolomeo e ganz grousse Merci ausspriechen. Hien ass jo besonnesch gefuerdert vun eis an deene leschte Wochen a Méint. Mee bis elo mécht en dat jo exemplaresch. An ech weess, mat senger Vitalitéit wäert en dat och nach déi nächst Woche maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Gusty Graas Merci. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Dir Dammen an Dir Hären, ganz schnell huet Lëtzebuerg sech an der Pandemie Moyene ginn, fir breet an d'Gesellschaft eran ze testen. D'Zil war an ass et, asymptomatesch Covidkranker, déi de Virus onbewosst verbreeden, erauszefilteren an och d'Donkelziffer ze reduzéieren. Dëst ass eng Recommandatioun vun der WHO an der ECDC.

D'ECDC plädéiert « en faveur d'une „capacité étendue de test dans l'intérêt d'une bonne surveillance épidémiologique, détection précoce, isolation des cas positifs, traçage des contacts, évaluation de l'immunité collective et reprise de l'activité". »

Lëtzebuerg ass do un der Weltspëtzt. Gläichzäiteg kann een duerch flächendeckend Tester awer och Erkenntnisser iwwert de Virus kréien: Wéi a wéi schnell verbreet e sech? Hëllefen d'Mesuren, déi agefouert ginn, seng Verbreedung anzedämmen? Kritt een duerch de Large-Scale-Testing awer och Informatiounen, a wéi enge Beruffsgruppen e sech méi verbreet an a wéi enge Regiounen e méi optrëtt an a wéi enge manner?

D'Strategie zu Lëtzebuerg besteet awer net nëmmen aus Testen, mee och aus Tracen, Isoléieren a mëttlerweil och aus Sequenzéiere fir ze wëssen, wéi eng Mutatioune vum Virus zirkuléieren. Well och dat en Effet op d'Evolutioun vum Covid huet.

Kee Land test esou vill wéi Lëtzebuerg. déi gréng begréissen dëst, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt et en effikassen Outil an der Bekämpfung vum Sars-CoV-2 ass, och wann dat villt Testen eis deelweis Schwieregkeete mécht, well d'Resultater aus dem Kontext erausgerappt ginn a Lëtzebuerg deelweis dohigestallt gëtt, wéi wa mer mat eise Mesuren, déi mer par rapport zu dësen Infektiounszuelen huelen, irresponsabel wären.

Eis Mesurë ginn awer net just par rapport zu den Infektiounszuele geholl, mee par rapport zu engem Ensembel vu Krittären: D'Beleeung vun de Spidolsbetter, an do besonnesch déi op den Intensivstatiounen, d'Stierffäll, de Reproduktiounsfacteur an natierlech och d'Gesamtunzuel vun den Tester par rapport zu de positiven Tester gi mat a Betruecht gezunn.

Kucke mer de Verglach mat Däitschland, da gesi mer, datt si am Moment op ëm déi 100 Neiinfektioune pro Dag pro Millioun Awunner leien, a mir bei ëm déi 270. Dat ass en enormen Ënnerscheed, mee mir maachen an der Lescht 14 Tester pro Dausend Awunner, an Däitschland 2. Mir testen deemno siwemol méi.

Eise Positivitéitstaux ass mat ëm déi 2 % dräimol manner héich wéi an Däitschland, wou en ëm 6 % läit. Bei de Stierffäll loung Lëtzebuerg Ufank Januar mat enger siwen-Deeg-Moyenne pro 1 Millioun Awunner bei ëm déi 8 Doudeger, ass Enn Januar erofgaangen op 2 bis 4, ass op deem Niveau ganz laang bliwwen an ass leider déi lescht Deeg erëm erop op 7 Doudeger gaang, wat zu Lëtzebuerg eventuell duerch en Hotspot ze erkläre wär. D'Madamm Ministesch kann eis do vläicht e puer Erklärunge ginn.

An Däitschland waren et Ufank Januar 10 Stierffäll, Mëtt Januar 8, an et ass progressiv erofgaangen, bis elo op 3.

Dës, just fir ze soen, datt et net evident ass, Vergläicher zwësche Länner ze maachen, a besonnesch mat engem Land, dat eigentlech just aus engem eenzege Grenzgebitt besteet, mat enger oppener Ekonomie, déi vill Frontalieren am Land schaffen huet. Et kann een eis net mat iergendengem Bundesland oder Landkreis vergläichen. Duerfir ass et fir déi gréng wichteg, datt mer eis spezifesch Situatioun mat den Nopeschregiounen ofschwätzen.

D'Groussregiounsministesch huet jo gesot, datt Diskussioune lafen, fir eng Teststrategie an der Groussregioun op d'Been ze stellen. De Large-Scale-Testing kéint eng gutt Basis dofir sinn. Do sinn d'Frontaliere jo souwisou scho matabezunn. Mir géifen et extreem begréissen, wann dëst géif zustanekommen. Dat kéint och e Modell ginn, fir aner Géigenden an der EU. déi gréng sinn der Meenung, datt d'Kräfte solle gebündelt gi géint de Virus an net mat Grenzschléissunge solle verschwent ginn.

Här President, mir si mëttlerweil bei der drëtter Large-Scale-Testing-Phas ukomm. Ier ech op dës aginn, wéilt ech kuerz op déi zwou éischt Phasen agoen.

Als Éischt wéilt ech bemierken, datt de Large-Scale-Testing net unanime akzeptéiert ass, mee datt et och Kriticker gëtt. Hei e puer Punkten, déi vu Kriticker geäussert ginn: Si bemängelen, datt net genuch Leit participéieren, datt d'Zoustelle vun de Resultater ze laang dauert, datt den Ofstréch am Hals manner effikass ass wéi deen an der Nues. Des Weidere gëtt gesot, datt 80 % vun de positive Resultater net duerch de Large-Scale-Testing, mee iwwer Ordonnance an den normale Laboe fonnt gi wären. Dobäi géif en awer vill Laboscapacitéit brauchen.

D'Fro, déi natierlech am Raum steet, ass, ob de Budget fir de Large-Scale-Testing a Relatioun zum Benefiss steet. Weider gëtt sech d'Fro gestallt, ob et net méi sënnvoll wär, geziilt ze testen, anstatt nom Zoufallsprinzip duerch déi ganz Gesellschaft.

déi gréng bleiwen der Meenung, datt de Large-Scale-Testing e wichtegen Outil am Kampf géint de Covid-19 ass, niewent dem Testen op Ordonnance, dem Tracen, dem Isoléieren, den Distanz- an Hygiènesmesuren an natierlech den Impfungen. Fir de gudde Fonctionnement ze garantéieren, muss de Large-Scale-Testing Hand an Hand goe mam Tracing. An et muss garantéiert ginn, datt dee ka korrekt funktionéieren.

Mir fannen awer och, datt sech mat de Kriticke muss auserneegesat ginn - wat jo och geschitt. Esou beleet eng Studie vum LIH d'Effikassitéit vum Large-Scale-Testing. Ausserdeem huet e sech jo och entwéckelt an de Besoinen ugepasst. Mat den Équipes mobiles kann ee méi cibléiert virgoen, andeems se dohinner ginn, wou d'Infektioune sinn, dëst zousätzlech zu den Invitatiounen duerch den Zoufallsprinzip.

Duerch de Large-Scale-Testing kréie mer awer och epidemiologesch Donnéeën a Gesondheetsdonnéeën, déi mer soss net kréichen an déi awer wichteg si fir d'Verständnis vum Virus. Dëst ass eise Bäitrag fir déi international Fuerschung.

Fir e gudde Fonctionnement vun engem Screening, wéi de Large-Scale-Testing een ass, ze garantéieren, ass et awer och wichteg, datt en um Terrain richteg ëmgesat gëtt. Am Projet de loi steet, datt am Budget Sue fir e Qualitéitsaudit virgesi sinn. déi gréng begréissen, datt e Qualitéitscheck virgesinn ass, besonnesch wann et ëm e Budget an der Gréisstenuerdnung vu 40 Milliounе bis 65 Milliounen Euro geet.

Et wär interessant ze wëssen, ob esou en Audit an de Phasen 1 an 2 dann och scho gemaach ginn ass a wat d'Resultat dovunner ass. D'Josée Lorsché an ech hunn dozou och schonn eng Question parlementaire gestallt gehat, wou mer awer leider bis haut nach keng Äntwert drop kritt hunn.

Niewent de wëssenschaftleche Kriticken, gëtt et awer och där politescher, notamment déi, datt mir doduerch, datt mer ze vill testen, eng defavorabel Positioun par rapport zum Ausland schafen, well mer dann als héichinfektiéis kënnen agestuuft ginn. Dozou wëll ech ganz kloer soen, datt déi gréng der Meenung sinn, datt de Large-Scale-Testing e wichtegen Outil am Kampf géint de Covid ass. Manner ze testen an domat e manner gutt Bild iwwert den Infektiounsstand vun eiser Gesellschaft ze hunn an domat d'Donkelziffer an d'Luucht ze drécken, just fir datt aner Länner eis sollen anescht astufen, ass fir eis keng Optioun an ass onverantwortlech.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Et ass nämlech och duerch de Large-Scale-Testing, datt mer eis Ekonomie net esou vill hu mussen zoumaachen, wéi zum Beispill an Däitschland, an datt mer d'Schoule konnte gréisstendeels op loossen. Och d'Ophiewe vu Restriktioune kënnen duerch de Large-Scale-Testing begleet ginn.

Dir Dammen an Hären, wat sinn d'Objektiver vun der drëtter Phas vum Large-Scale-Testing? Wéi an de Phase virdru geet et drëm, esou vill wéi méiglech asymptomatesch Positiver ze detektéieren, fir datt déi kee weider kënnen ustiechen. Duerch d'Tracë vun dëse Positive ginn dann d'Infektiounskette gebrach. Domat kréie mer d'Infektiounen net komplett eliminéiert, mee et erlaabt eis, d'Situatioun ënner Kontroll ze halen an d'Belaaschtung vum Gesondheetssecteur ze reduzéieren.

Wat sinn d'Elementer, déi par rapport zu der zweeter Phas ausgebaut ginn oder nei sinn?

Éischtens, d'Capacitéit vun den Équipes mobiles gëtt eropgesat. Déi gréng begréissen dëst extreem, well mer der Meenung sinn, datt déi vill méi a méi cibléiert mussen agesat ginn, do, wou de Risiko vun Hotspots besteet.

Zweetens ginn déi serologesch Antikierpertester weidergefouert, fir den Immunitéitstaux an der Populatioun kënnen ze suivéieren.

Drëttens, well jo nach net definitiv gewosst ass, ob d'Impfung virun enger Infektioun schützt oder just virun engem schwéiere Verlaf, gëtt an der Phas 3 och gekuckt, wéi d'Infektioune bei de geimpfte Persounen evoluéieren. Wichteg ass, dëst an der Invitatioun fir de Large-Scale-Testing och ze erwänen, soss wäerte vill geimpfte Leit kee Sënn am Testen erkennen an eventuell net méi drun deelhuelen.

E weidert wichtegt Element vun der Teststrategie, dat zwar net am Kader vum Large-Scale-Testing analyséiert gëtt, dat awer vun der ECDC stäerkstens recommandéiert gëtt, ass de Sequençage vun de Virusvarianten, déi zirkuléieren. Lëtzebuerg mécht elo scho weltwäit mat déi meeschte Sequençagen: cibléiert, fir den Infektiounsketten nozegoen, an och flächendeckend, fir genau ze wëssen, wéi vill Prozent vu wéi enge Mutatiounen zu all Moment aktiv sinn. Och wann dëst net iwwert de Large-Scale-Testing finanzéiert gëtt, esou wäerten awer och déi Positiv aus dem Large-Scale-Testing sequenzéiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt méi am Detail op verschidde Punkten aus dem Projet de loi agoen. Positiv ze bewäerten ass, datt déi Leit, déi e Rendez-vous am Large-Scale-Testing huelen, deen och anhalen. Esou sinn, Stand 21. Januar 2021, vu 712.650 Rendez-vousen an den Drive-in-Statioune 703.908 Prelevementer getätegt ginn, wat engem Taux d'adhésion vun 98,8 % entsprécht.

Allgemeng ass den Taux de participation awer ze niddreg. An der Etüd vum LIH steet, datt an der Period vun der Etüd ouni de Large-Scale-Testing mat 39 % méi Infektiounen ze rechne gewiescht wär. Gläichzäiteg wär bei enger 100%eger Participatioun awer mat enger zousätzlecher Reduktioun vun 41 % ze rechne gewiescht. Interessant ass och, datt ouni Teste 46 % méi Leit op den Intensivstatioune gewiescht wären an datt ee bei enger 100%eger Participatioun eng weider Reduktioun vu 60 % hätt kënnen erreechen.

Et ass also nach Potenzial do, fir d'Leit méi staark ze schützen an eise Gesondheetssystem weider ze entlaaschten. Et ass also nach Potenzial do, fir d'Leit méi staark ze schützen an eise Gesondheetssystem weider ze entlaaschten.

Och wa vu Regierungssäit bewosst méi Invitatiounen erausgeschéckt ginn, wéi Rendez-vouse geholl ginn, weist den Taux de participation vu just 33,2 %, datt vill Leit sech nach net bewosst sinn, datt si kënnen asymptomatesch positiv sinn an esou hiren Entourage kënnen ustiechen. Et ass duerfir wichteg, genau ze analyséieren, ob den Taux de participation queesch duerch d'Gesellschaft niddreg ass oder just bei verschiddene Bevëlkerungsgruppen. Falls et bei verschiddene Bevëlkerungsgruppen ass, misst gekuckt ginn, firwat, a geziilt Sensibiliséierungscampagnë gemaach ginn, fir eng besser Participatioun ze erreechen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen nach eemol kuerz op d'Équipes mobiles zréck. Et ass wichteg, datt d'Équipes mobiles weider an d'Strukture fir eeler a vulnerabel Leit fueren an do reegelméisseg Kontrolle maachen, bis genuch Leit geimpft sinn an och garantéiert ass, datt se sech net méi kënnen ustiechen, respektiv just nach ganz schwaach Symptomer kënne kréien. Wann dës Équipes mobiles do awer manner gebraucht ginn, ass et wichteg, si op anere Plazen anzesetzen. Engersäits an der Schoul, wa mer wëllen, datt eis Kanner - déi als Lescht wäerte geimpft ginn, an domat den Infektiounen am längste wäerten ausgesat sinn -, kënne weider an d'Schoul goen. Well dat fir hir Entwécklung essenziell ass, musse mir och garantéieren, datt si an d'Enseignanten dat ënnert deene beschtméigleche Konditioune kënne maachen. Duerfir muss méi konsequent an de Schoule getest ginn. Dozou ziele reegelméisseg an awer och geziilten Tester.

Den Educatiounsminister huet jo ugekënnegt, datt en an de Schoule méi Schnelltester wëllt asetzen.

Dëst ass eng Strategie, déi déi gréng absolutt begréissen, och wann dëst net ënnert dem Large-Scale-Testing gemaach gëtt.

Anerersäits misst och méi geziilt a verschiddene professionelle Beräicher getest ginn, besonnesch do, wou méi en héijen Infektiounsrisiko besteet a wou d'Participatioun ze wënschen iwwreg léisst. Ech denken hei zum Beispill un den Horeca- an de Bausecteur.

De Collège médical ass a sengem Avis zu dësem Projet de loi och der Meenung, datt nach méi cibléiert misst getest ginn. Hie schreift: « Ne serait-il pas plus utile de cibler plus systématiquement le large scale testing sur les personnes exposées à de nombreux contacts interpersonnels », wéi travailleurs d'entreprises, élèves, étudiants, voyageurs, « voire vulnérables », wéi d'Maisons de retraite, d'Maisons de soins?

An der Etüd vum LIH ass festgehale ginn, datt ab engem Taux de positivité vun 150 Infektiounen op 100.000 Awunner pro Woch, déi gesamt Beruffsgruppen aus deene betraffene Regioune solle komplett duerchgetest ginn, fir esou schnell Infektiounsketten ze briechen. Hei kéinten d'Équipes mobiles zum Asaz kommen.

Et wär deemno wichteg, Konzepter mat de verschiddene Beruffssecteuren auszeschaffen, fir den Taux de participation an d'Luucht ze setzen. Och méi geziilt Informatiounscampagnë wäre wichteg. Wéi kéint een dat zum Beispill am Horeca- an am Bausecteur maachen, wou jo wéineg Leit an de Large-Scale-Testing gaange sinn? Wéi kënnt een un d'Frontalieren, wou nëmmen 22 % participéiert hunn? Wann d'Leit net an de Large-Scale-Testing ginn, da muss de Large-Scale-Testing bei si goen.

Eng weider interessant Konklusioun aus dëser LIH-Studie ass, datt asymptomatesch Infizéiert just liicht manner ustiechend si wéi symptomatescher. Et ass also absolutt sënnvoll, de Maximum un Asymptomateschen ze detektéieren.

Här President, et muss ee sech awer och d'Fro stellen, ob net op aner Testméiglechkeete wéi de PCR-Test soll kënnen zréckgegraff ginn, déi méi accessibel si fir d'Leit. Ech wéilt hei e puer Wuert iwwert d'Schnelltester verléieren, déi ee kéint complementaire zu de PCR-Tester asetzen, och am Kader vum Large-Scale-Testing.

Et ass gewosst, datt d'Schnelltester net esou sensibel si wéi d'PCR-Tester, mee si hunn den Avantage, datt se vill méi schnell e Resultat bréngen a méi breet kënnen ugewannt ginn. Et ass also e gudden Outil, fir op Plazen anzesetzen, wou schnell e Resultat gebraucht gëtt a wou vill Leit schnell musse getest ginn. Si bidden och d'Méiglechkeet, fir méi oft ze testen. D'Schnelltester gi jo elo schonn an de Schoulen, an de Centres de compétence, am Sport an an de Maisons de soins agesat. Ausserdeem si se an engem Projet pilote an der Rockhal ënner strenge sanitäre Konditioune getest ginn. Schnelltester kënnen e weidere wichtege Schrëtt am Kampf géint de Covid sinn, fir der Gesellschaft erëm lues a lues verluere Rechter zréckzeginn.

Duerfir brauche mer awer gewësse Konditiounen: verlässlech Tester, déi och sensibel genuch sinn, grouss Quantitéite vun Tester, déi einfach disponibel sinn, wa méiglech ouni allze groussen Opwand ze handhabe sinn an natierlech fir jiddereen zu engem akzeptabele Präis ze kréie sinn. Et kann net sinn, datt déi eng sech kënnen Tester leeschten an déi aner net.

D'Fro stellt sech natierlech och, a wéi enge Fäll dës Schnelltester ënnert der Kontroll vun enger externer Persoun musse gemaach ginn oder wéini d'Leit kënnen eegen Tester maachen. Et muss also definéiert ginn, wou een en zertifizéierten Test brauch - zum Beispill fir Reesen, fir konform ze sinn zu de Reesbestëmmungen aus deene verschiddene Länner - a wou ee keen zertifizéierten Test brauch, mee wou d'Leit sécherheetshallwer selwer en Test kënne maachen, wa se sech wëlle mat der Famill oder mat Frënn treffen, fir esou den Infektiounsrisiko ze minimiséieren.

Et muss och definéiert ginn, wien e Resultat vun engem Schnelltest kann zertifizéieren. Et schéngt mer logesch, datt dat déi selwecht Persounen, Professions de santé sinn, déi no enger Formatioun PCR-Tester däerfe maachen. Hei mussen awer kloer Prozeduren definéiert ginn, wéi dat soll ëmgesat ginn, besonnesch och en vue vum Melle vu positiven Tester.

Wichteg ass awer och, en enkt Netz opzebauen, wou Schnelltester kënne gemaach ginn. Dofir brauch een net nëmme Leit, mee deemno wéi och Lokaler. Dofir wär et gutt, schnell mat de Gemengen ze kucken, ob si Lokaler zur Verfügung kéinte stellen. D'Josée Lorsché an de François Benoy hunn dozou eng Question parlementaire gestallt.

Dir Dammen an Dir Hären, mam Weiderféiere vum Large-Scale-Testing iwwerhëlt Lëtzebuerg weiderhi seng Responsabilitéit, fir d'Pandemie an de Gréff ze kréien. Tëschent 45 a 65 Milliounen Euro ginn an d'ëffentlech Gesondheet an domat an déi sanitär Sécherheet investéiert. Mee och d'Wirtschaft vun eisem Land profitéiert dovunner! Laut Studie vum LIH huet de Lockdown e Verloscht vun 3.200 Euro vum PIB pro Kapp pro Mount mat sech bruecht. Wat méi Leit teste ginn, wat déi ekonomesch Repercussioune manner grouss sinn, well de Risiko, an de Lockdown ze goen, manner grouss ass.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Esoulaang mer nach kee kollektive Schutz vun der Bevëlkerung duerch eng breet Impfung hunn a soulaang net kloer ass, datt d'Impfung d'Iwwerdroung ënnerbënnt, brauche mer weiderhin eng grouss Testcapacitéit, fir déi positiv Fäll a besonnesch déi asymptomatesch ze identifizéieren. De Large-Scale-Testing ass, mat senge méiglechen 53.000 Tester pro Woch, e wichtege Bausteen am Kampf géint de Sars-CoV-2, deen zesumme mam Tracing hëlleft, d'Infektiounsketten effikass ze stoppen. Ausserdeem wäert de Large-Scale-Testing eis och zousätzlech Erkenntnisser zur Iwwerdroung vum Virus bei Geimpften liwweren.

Aus all dëse Grënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi, net ouni awer dem Rapporter Mars Di Bartolomeo e grousse Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Marc Hansen villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Bei dëser drëtter Verlängerung vum LST stellt sech d'Fro, wat de Käschten-Notze-Facteur ass. Nom momentane Wëssensstand muss een de Large-Scale-Testing hannerfroen an dëst opgrond vu follgende Fakten:

Éischtens: Mir stelle fest, datt groussflächegt Testen hei zu Lëtzebuerg schrecklech vill Geld kascht. An dobäi war ofgemaach ginn, datt och déi aner EU-Länner dëst sollte maachen, wat dës awer net maachen. Mir froen eis: Wéi vill Länner hu sech wierklech un dës Ofmaachung gehalen?

Zweetens: De Large-Scale-Testing soll elo ab Mäerz an déi drëtt Phas goen. An hei fält grad op, an dat gëtt ons ze denken, datt et ënner Experten heiheem ëmmer méi grouss Kriticke gëtt un dëser Teststrategie vun der Regierung. Staark Zweifel deemno um breeden Teste vun der Populatioun, besonnesch och par rapport zu den héije Käschten. „De Large-Scale-Testing ass en Echec!“, esou sot zum Beispill en Infektiolog viru ronn dräi Wochen an engem Interview um 100,7.

Och international Experte roden dervun of, wéi zum Beispill den Här Michael Müller an den Här Jan Kramer vum Verband vun den akkreditéierte Laboen aus Däitschland. Déi soen dat heiten zum Flächentesten: „[…] weder medizinisch angemessen noch epidemiologisch effektiv, sondern letztendlich eine nicht notwendige Verschwendung von Finanzmitteln.“ A si warnen: „Wir haben immer auch die begrenzten Ressourcen unseres Gesundheitssystems im Blick zu behalten.“ Souwäit déi däitsch Fachleit.

Drëttens: De Large-Scale-Testing hat och net dobäi gehollef, fir de komplette Lockdown am Dezember ze vermeiden. Iwwer 80 % vun de positive Fäll wieren net duerch de Large-Scale-Testing entdeckt ginn, soen Experten.

Véiertens: D'Konkurrenz tëschent dem Large-Scale-Testing an de regulären Tester géif zu Retarde féiere bei der Zoustellung vun de Resultater an hätt och en Impakt op de Contacttracing, deen ënner Ëmstänn net méi kéint korrekt gemaach ginn. Indirekt géif de Large-Scale-Testing deemno d'Verbreedung vum Virus favoriséieren, sou en Epidemiolog.

Fënneftens: Et stellt sech och d'Fro vum Käschtenopwand vum Large-Scale-Testing. An der éischter Phas vum Large-Scale-Testing, déi 32 Milliounen Euro kascht hat, goufe bei 566.320 Tester 1.099 positiv Fäll entdeckt, de Contacttracing matagerechent. Den Opwand, fir e positive Fall ze entdecken, wier also ganz héich, seet de Virolog Jacques Kremer. De Käschtepunkt fir d'Fanne vun engem positive Fall läit also bei 29.000 Euro.

Sechstens: De Large-Scale-Testing provozéiert héich Zuelen. D'Fro, déi sech heizou stellt: Firwat huet zum Beispill eis Grenzregioun mat Däitschland mat deem praktesch gläiche sozialen Ëmfeld wéi Lëtzebuerg manner héich Zuele wéi mir? Dobäi kommen aus där Regioun all Dag iwwer 48.000 Mënschen bei ons schaffen. Ech mengen, dat muss een am Verglach och emol erwänen.

Här President, als ADR soe mir awer och, datt d'PCR-Tester musse weiderhin ugebuede ginn, besonnesch fir punktuell Clustere kënnen ze begéinen a fir Auslandsreesen an déi aner Länner, déi en negativen Test bei der Arees verlaangen. D'PCR-Tester sollen, wéi dat och am Ausland gemaach gëtt, och kënnen op Ordonnance vun engem Dokter gemaach ginn.

Dobäi ass elo festzestellen, datt mer haut an anere Konditioune si wéi dunn, wéi mer de Large-Scale-Testing ugefaangen hunn. D'Impfunge sinn ënner anerem een entscheedenden neie Facteur. Mir bedaueren dobäi, datt d'Regierung et net fäerdegbruecht huet, méi Impfdosen ze organiséieren iwwert d'EU. Mir hoffen, datt et geschwë ka méi séier virugoen, an hei poche mir als ADR och weiderhin op d'Fräiwëllegkeet, wat d'Impfung géint de Coronavirus ugeet. Och nach eng Suggestioun: Ech mengen, wann d'Leit uruffen, fir an en Impfzenter ze goen, a se musse stonnelaang waarden, ier se duerchkommen, da sinn och scho vill Leit, déi d'Flemm hunn. Ech krut dat nach gëschter Owend a mengem Frëndeskrees zougedroen, ech soll dat mol hei virdroen.

Zweetens: Nei ass elo, datt mer Schnelltester hunn, déi der ganzer Bevëlkerung kënnen zougestallt ginn. D'Leit solle mol esou séier wéi méiglech kënne Schnelltester bei medezinneschem a paramedezinneschem Personal maachen, also virun allem bei Dokteren an Apdikter.

Iwwert de Gebrauch vun de Schnelltester op méi enger breeder Basis, wat Chancen, awer och Risiken huet, do musse mer nach virun diskutéieren. Opgrond vun all dësen Iwwerleeungen an Argumenter muss ee sech d'Fro stellen, ob mer dann nach de Large-Scale-Testing brauchen, ob en nach justifizéiert ass, vu datt jo och déi aner Länner hei net matmaachen.

Als ADR stëmme mir dës drëtt Verlängerung net mat a setzen op Impfungen, Schnelltester a méi e cibléierten Asaz vu PCR-Tester.

An dann nach zum Schluss: Als ADR hu mer e Bréif agereecht un d'Presidentin vun der Comexbu (ndlr: Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire), fir an dëser Kommissioun eng Diskussioun ze féieren iwwert d'Käschten an den Notze vum Large-Scale-Testing zu Lëtzebuerg am Kontext vun der Covidpandemie an d'Opportunitéit, fir e Spezialrapport vum Rechnungshaff zu där Thematik ze froen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Käschten-Notze-Rechnungen ze maachen, ass eppes immens Komplexes. D'Chamber huet zënter dem Ausbroch vun der Pandemie bis elo 1,2 Milliarden Euro votéiert fir Militärprojeten. Komescherweis gëtt do keng Käschten-Notze-Rechnung gefrot.

Natierlech muss ee sech d'Fro stellen, net onbedéngt nëmmen en vue vun de Käschten, mee iwwerhaapt vum Notze vum Large-Scale-Testing - de Large-Scale-Testing, deem seng zweet Phas op jidde Fall mat grousser Majoritéit vun der Chamber votéiert ginn ass, eng Majoritéit, zu där och déi Lénk gehéiert hunn. An ech mengen, datt, wat d'Effikassitéit ugeet, een awer duerchaus soe kann, datt et wëssenschaftlech Publikatioune gëtt. An „The Lancet“, wat jo awer eng Publikatioun ass, déi eng Referenz ass, déi kënnt eeben zur Konklusioun, datt et eng Effikassitéit gëtt vum Large-Scale-Testing, datt 40 % manner Infektiounen duerch de Large-Scale-Testing an engem bestëmmten Observatiounszäitraum - ech mengen, dat war bis de 15. September - konnte festgestallt ginn. An dës Publikatioun ass och duerch eng Peerreview gaangen, dat heescht, et waren net nëmmen d'Auteuren, déi zu där Konklusioun komm sinn, mee och aner Wëssenschaftler, déi dat gekuckt hunn.

Et muss een och feststellen, datt et awer och eng wëssenschaftlech Recommandatioun vun der ECDC ass, vum European Centre for Disease Prevention and Control, dee seet: „Mee dat do ass de Wee: Dir, d'Länner, musst vill méi testen; Dir musst kucken, eng Systematik an d'Testen eranzekréien.“ An zumindest den Usproch vun där Systematik vun deem Testen hat de Large-Scale-Testing als Projet, déi zweet Fassung dovunner, déi hei votéiert ginn ass.

A mer stellen och fest, datt aner Länner, respektiv bestëmmte Regiounen an anere Länner, och wëllen op de Wee goen, fir eng Systematik am Testen ze hunn, déi sech zwar vläicht net Large-Scale-Testing nennt, awer verdammt no drun ass un deem, wat hei gemaach gëtt, soudatt een, op jidde Fall aus eiser Perspektiv, zur Konklusioun kënnt, datt de Large-Scale-Testing duerchaus sënnvoll ass, datt en duerchaus och Resultater virzeweisen huet. A mer begréissen och, datt an dësem Projet, also déi drëtt Variant dovunner, dann och verstäerkt op d'mobill Ekippe gesat gëtt, déi vill méi staark a vill méi séier kënne sur place goen, do, wou eventuell Clusteren entdeckt ginn.

Dëst sinn alles, mengen ech, ganz positiv Saachen, déi een duerchaus och ernimme muss. Mee leider hält et net domadder op, mat där positiver Beschreiwung. A mir hunn als Lénk eigentlech dräi gréisser Problemer mat deem Projet, dee mer hei virleien hunn.

Éischtens ass de Large-Scale-Testing fir sech an aleng gekuckt en Outil, deen zwar interessant ass, mee deen eréischt funktionéiert am Kader vun enger iwwergeuerdenter Strategie. An déi Strategie, déi heescht: Testen, tracen an dann isoléieren. Elo ass et awer esou, datt mer zu Lëtzebuerg no där Phas, déi och wëssenschaftlech erfuerscht ginn ass bis Enn September, an enger Situatioun waren, wou den Tracing net méi funktionéiert huet an domadder natierlech och iergendwéi dat ganzt Kaartenhaus, wou den Large-Scale-Testing een Deel dervunner war, zumindest a Fro gestallt war - well wann déi Kette vun testen, tracen an isoléieren net méi esou funktionéiert, jo, dann ass de Large-Scale-Testing natierlech och a Fro gestallt.

An déi Fro stellt sech awer weider, well mir hu Rapporten, mer kréien all Woch Rapporte vun där Taskforce, déi erëm eng Kéier ausgi vun enger exponentieller Well, déi op eis duer géif kommen an deenen nächste Woche respektiv Méint, déi vergläichbar wier mat där Well, déi mer am Oktober, November haten. Et muss een natierlech och soen: Déi Taskforce, déi seet ganz vill, wann den Dag laang ass, an déi Taskforce huet sech och scho ganz dacks - glécklecherweis! - geiert.

Dat heescht, déi Fro ass net nëmmen eng vun den Testcapacitéiten, mee och vun den ëffentlechen Tracingcapacitéiten, déi mer hunn. Mer sinn an der Kommissioun gewuer ginn, datt déi Tracingcapacitéiten opgestockt gi sinn, wat mer natierlech och begréissen. Nawell stellt sech d'Fro: Ass de Large-Scale-Testing och am Fall vu Picke vun der Pandemie wierklech en néidegen Outil? Dat ass awer éischter eng generell Bemierkung an op jidde Fall net e Grond, fir net derfir ze stëmmen.

Wat awer scho méi problematesch gëtt an eisen Aen: Et ass festzestellen, datt just een Drëttel oder e knappen Drëttel vun der Populatioun iwwerhaapt un deem Projet Large-Scale-Testing, deen awer e gesellschaftlechen ass, deelhëlt. An domadder ass d'Haapteffikassitéit vun deem sënnvollen Outil an eisen Aen awer zumindest a Fro gestallt.

A wat mer am meeschte bedaueren, dat ass, datt keng Ursaachefuerschung gemaach gëtt, firwat de Large-Scale-Testing just vun engem Drëttel vun der Populatioun an Usproch geholl ginn ass. Wat sinn d'Ursaachen? Kann een dat erausfannen? Sinn et sozioekonomesch Ënnerscheeder tëschent de Leit, déi d'Large-Scale-Testing-Invitatioun wouerhuelen, an deenen, déi se net wouerhuelen? Sinn et soziokulturell Ënnerscheeder? Sinn et eventuell Communautéiten a Gemengen, déi iergendwéi duerch d'Informatioun, oder wéi eng Grënn och ëmmer, net drun deelhuelen? Dat ass, mengen ech, wichteg ze verstoen.

An do hu mer net genuch Informatiounen, respektiv ech mengen, datt d'Regierung sech net déi néideg Méi gemaach huet, fir dat wierklech erauszefannen. Gëtt et geografesch Ënnerscheeder? Well wann et geografesch Ënnerscheeder géif ginn, ma da kéim en aneren an d'Spill, en Acteur, dee bis elo an der ganzer Pandemiebekämpfung nach iwwerhaapt bal net an d'Spill komm ass a op deen och den Här Mischo virdrun agaangen ass: Dat sinn nämlech d'Gemengen. Missten d'Gemengen dann net vläicht och mathëllefe bei der Akzeptanz vum Large-Scale-Testing? Mee da misst een d'Gemenge vun Ufank un als Partner vun esou engem Modell matdenken a se net herno viru Fait-Accomplië setzen.

Bon, an et ass dunn op eemol gesot ginn: „Jo, aus Dateschutzgrënn kënne mer verschidden Donnéeën net matenee vergläichen.“ Am Covidgesetz hu mer extra Ausname gemaach, wat den Dateschutz ugeet, fir wëssenschaftlech Analyse kënnen ze maachen. An hei bräichte mer se! Hei bräichte mer se dréngend, fir d'Effikassitéit vum Large-Scale-Testing an d'Luucht ze setzen. Well wa mer dat net hunn, da riskéiert de Large-Scale-Testing zu engem awer relativ deiere Spillgezei ze gi vun enger Minoritéit vun der Populatioun. Zu där ech gehéieren! Ech si bis elo néngmol an de Large-Scale-Testing invitéiert ginn an ech hunn et néngmol wouergeholl. Ech war glécklecherweis och néngmol negativ. Mee d'Fro stellt sech jo awer: Ass dee Large-Scale-Testing net eppes, wat sech just op e bestëmmten Deel vun der Populatioun beschränkt? Esou wéi de Collège médical dat och suggeréiert huet. Wann dat esou ass, da musse mer géigesteieren. An da musse mer eis och d'Instrumenter ginn, fir kënne géigenzesteieren.

Dat ass eppes, wat ech also kritesch muss zum Large-Scale-Testing, zu der zweeter Phas, bemierken, an elo och zum Iwwergang an déi drëtt.

Dat, wat awer eisen Haaptproblem duerstellt, dat ass d'Gestioun vum Large-Scale-Testing. An der Fiche financière, déi opgedeelt ass an eng ganz Rëtsch Loten, gesi mer, datt Aufgaben definéiert ginn, déi alleguer outgesourced ginn, déi alleguer vu privaten Acteuren iwwerholl ginn. An déi privat Acteure kenne mer alleguer, et sinn déi, déi och op der Bankeplaz ganz aktiv sinn: Déi heesche

PricewaterhouseCoopers, se heesche KPMG, se heeschen Arendt & Medernach. An déi huelen awer régaliennes Aufgaben: Zum Beispill d'Coordination générale vun deem Projet. Zum Beispill d'Analyse et gestion des données. Och d'Hotline, also d'Kommunikatioun mat der Populatioun, funktionéiert iwwert déi privat Beroderfirmen.

An domat hu mir awer e Problem! Mir konnten et verstoen am Iwwergang vun der éischter an déi zweet Phas am Juni, wou gesot ginn ass: „Mir kommen elo grad aus dem État de crise, mir hunn all eis Moyenen elo grad drop fokusséiert, fir iwwerhaapt aus dëser Situatioun erauszekommen. Als ëffentlech Hand si mer am Moment net kapabel, dat do ze geréieren, duerfir source mer et temporär aus."

Awer mer sinn elo e knappt Joer drop! Mir mussen déi Kompetenzen dach selwer kënnen hunn! An dat selwecht gëllt d'ailleurs och fir d'Impfcampagne, wou ech et schrecklech fannen, datt Privatfirmen d'Hotline vun der Impfcampagne bedreiwen, well mir als ëffentlech Hand an deem vergaangene Joer apparemment net kapabel waren, déi Kompetenze selwer opzebauen! An dat ass eisen Haaptproblem, dee mir mat der drëtter Variant vum Large-Scale-Testing hunn. An dat ass och dat, mengen ech, wat fir eis ausschlaggeebend dofir ass, datt mer dee Projet net kënne matvotéieren, mee datt mer eis enthalen.

Well et riskéiert, esou ze ginn, wéi mer et a ganz ville Beräicher quasi dagesaktuell gesinn, nämlech datt Privater ufänken, ëffentlech Aufgaben ze iwwerhuelen. An do muss d'ëffentlech Hand sech dergéint wieren, well d'Gesondheetsversuergung ass e Bien public, ass e Bien commun a muss och ëffentlech geréiert ginn. An et kann och net sinn, datt, wa Rumeure sinn, datt e Privatspidol op eemol op de Wee geet, fir sech selwer Impfstoffer ze procuréieren, een da seet: „Ma wann dat legal ass, dann ass et tant mieux, well all Impfstoff zielt."

Ech mengen, datt et iwwerhaapt net méiglech ass, datt dat op legalem Wee ka geschéien. Mir musse verhënneren, datt déi ëffentlech Gesondheetsversuergung zu engem wëlle Weste gëtt vun deenen Entreprisen, déi mer alleguer kennen, alleguer hei am Land, déi sech schonn zënter Joren ëmmer erëm eng gëllen Nues un all Situatioun an un all Kris verdéngt hunn!

Duerfir wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Mond op, Stäbchen eran a schonn ass et geschitt. De Covidtest geet an de Labo an d'Resultat, hoffentlech negativ, kritt ee per SMS. Wat fir den Eenzelnen nëmmen e puer Minutte vu sengem Liewen an Usproch hélt, kascht, op d'Gesamtpopulatioun gekuckt, awer Stonnen a Stonnen un Organisatioun an Auswäertungsaarbecht. An dës muss finanzéiert ginn.

Dofir ass et wichteg, datt mer haut e Budget stëmmen, deen et erlaabt, och wärend enger drëtter Phas vum Large-Scale-Testing Persounen op eng Covid-19-Infektioun kënnen ze testen. De Large-Scale-Testing kann eis net nëmmen hëllefen, Infektiounsketten ze briechen, mee e kann an dëser drëtter Phas och derzou bäidroen, méi Informatiounen iwwert d'Wierksamkeet vun den Impfstoffer ze gewannen.

Ech huelen et dofir direkt virewech: D'Piraten wäerten dëse Projet ënnerstëtzen an haut fir eng Verlängerung vun der Finanzéierung vum Large-Scale-Testing stëmmen. Dat awer net, ouni eng Rëtsch Kriticken un der Ëmsetzung ze formuléieren. D'Covidpandemie hält un an déi schläichend Fortschrëtter, déi mer bei den Impfunge maachen, loossen een net gleewen, datt eng kollektiv Immunitéit zäitno erreecht ka ginn. Dofir wäert och weiderhi musse getest ginn. Datt mer de Large-Scale-Testing ganz allgemeng ënnerstëtzen an dofir och zoustëmmen, de Projet weider ze finanzéieren, soll awer net verstane ginn als ee „Weider sou!"

Déi zweet Phas vum Large-Scale-Testing, déi bekannterweis jo am September 2020 ugefaangen hat, huet gewisen, wou d'Problemer leien, déi elo an dëser drëtter Phas ze léise sinn. Grad wat den Transport vu Personnes à mobilité réduite ugeet, koum et an de leschte Wochen a Méint zu inakzeptabelen Ausgrenzungen: Well den Adapto Persounen net duerch de Large-Scale-Testing féiert, goufen eng ganz Rei Persounen, déi sech aleng net deplacéiere konnten, vun der Participatioun un de Covidtester ausgeschloss. Dat war eng Situatioun, déi an engem Land, an deem jiddwereen dee selwechten Accès zu Servicer aus dem Gesondheetsberäich soll hunn, inakzeptabel war an ass. Ech freeë mech dofir, datt dëse Mëssstand rezent konnt behuewe ginn, wat d'Regierung jo och viru Kuerzem an der Äntwert op eng vu menge parlamentaresche Froe confirméiert huet.

E weidere Problem, dee sech am Hierscht gewisen hat, ass deen, datt eis Testcapacitéiten zwar recht héich sinn, ...

(Interruption)

... et kënne bis zu 53.000 Tester pro Woch gemaach ginn - wäre mer nëmme mat den Impfungen esou séier! -, mee d'Ekippen, déi un der Auswäertung vun den Tester an un dem Tracing bedeelegt sinn, kommen awer scho vill éischter un hir Grenzen.

Et gouf Wochen, an deene Leit, déi a Kontakt mat positiv geteste Persoune waren, eréischt esou spéit vun der Santé doriwwer informéiert goufen, datt se nach deeglaang hirem Alldag nogaange sinn, obwuel se eigentlech doheem hätte solle bleiwen, doheem hätte misse bleiwen. Wa mer net just teste wëllen, fir statistesch Informatiounen ze kréien, mee och wierklech Infektiounskette wëllen ënnerbriechen, ass et dofir wichteg, wärend der kommender Phas ze garantéieren, datt den Tracing och bei enger héijer Presenz vum Virus an der Populatioun nach ëmmer fonctionéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, niewent de bekannte Problemer wäert déi kommend drëtt Testphas awer och vun neien Erausfuerderunge gepräägt sinn, Erausfuerderungen, mat deene mer bis elo net konfrontéiert waren. Esou gëllt et, an deenen nächste Méint duerch d'Teste vu verschiddene Persounegruppen net nëmmen d'Ausbreedung vum Virus am Bléck ze halen, mee och Informatiounen iwwert d'Wierksamkeet vun de säit Kuerzem zum Asaz kommenden Impfstoffer ze sammelen. An och d'Opkomme vu private Schnelltester muss sënnvoll an d'Teststrategie integréiert ginn.

Wat awer opfält, ass, datt d'Schnelltester aus dem Sport net an de Rapporte vun der Santé opgefouert ginn, dat, obwuel se iwwert de MyGuichet musse gemellt ginn. Déi selwecht Fro wäert sech also och an Zukunft nach beim Projet vu Schnelltester an der Schoul stellen.

Dofir hunn ech hei, Här President, eng Motioun matbruecht, déi d'Intentioun huet, dëse Mëssel ze behiewen an och d'Resultater vu Schnelltester an den offizielle Statistiken opzelëschten.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Santé eng Rei Statistiken iwwert d'Testaktivitéit zu Lëtzebuerg op data.public.lu veröffentlecht;

- dass beim „Testing" just PCR-Tester berécksiichtegt ginn;

- dass d'Sportsveräiner um héchsten Niveau aktuell reegelméisseg all hir Sportlerinnen, Sportler an Encadrantë mat Schnelltester op de Sars-CoV-2 testen;

- dass dës Resultater weeder an de „rapports journaliers" nach an de „rapports hebdomadaires" vun der Santé optauchen;

- dass d'Resultater vun de Veräiner mussen iwwer myguichet.lu digital iwwerdroe ginn;

- dass den Educatiounsminister den Asaz vu Schnelltester och an de Schoulen ugekënnegt huet.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- d'Unzuel an d'Resultater vun de Schnelltester, déi am Kader vu flächendeckende Programmer (zum Beispill am Sport oder an der Schoul) gemaach ginn, och an de Rapporte vun der Santé opzeféieren.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wat d'Dauer vun der nächster Phas betrëfft, ass eng Lafzäit bis Juli virgesinn, déi, falls néideg, awer bis September verlängert kéint ginn, « […] si la situation épidémiologique le justifie ou/et si l'immunité collective n'est pas atteinte d'ici là. » Esou steet et am Text. Well ech - och wann ech mer et wënsche géif - ganz grouss Zweifel drun hunn, datt mer bis Juli duerch genuch Impfungen eng Immunité collective erreecht hunn, denken ech, datt mer realistescherweis fir dës drëtt Phas mat enger Lafzäit bis September musse rechnen. Dat bedeit awer och, datt warscheinlech mindestens nach bis den Hierscht ganz vill ëffentlech Gelder an de Large-Scale-Testing mussen investéiert ginn.

Wéi gesot, mir stinn hannert der Iddi, d'Pandemie och duerch eng ambitionéiert Teststrategie ze iwwerblécken an anzedämmen. Gläichzäiteg fuerdere mer awer, datt dës käschtenintensiv Campagne transparent muss gefouert ginn. Et geet hei drëms, wéi staatlech Gelder an zweestelleger Milliounenhéicht verwennt wäerte ginn. An do ass et wichteg, de Biergerinnen a Bierger zum Schluss mat klore Rapporten oppenzeleeën, wat wierklech mat de Sue geschitt ass, a wiem seng Täsch se gefloss sinn.

Wa mer haut dëse Projet stëmmen, steet schliisslech nach net fest, wéi vill Tester schlussendlech duerchgefouert ginn, well net gewosst ass, wéi vill Persounen der Invitatioun nokomme wäerten. Esou ass et also och nach net kloer, wéi vill Tester analyséiert ginn a wat déi Phas hei schlussendlech reell kascht.

An och d'Budgetsposten, déi administrativ a logistesch Aarbechten ëmfaassen, si fir d'Ëffentlechkeet schwéier ofzeschätzen, well d'Regierung bis elo keng Detailer zu den Ausgabe publizéiert. Dofir hale mir et fir extreem wichteg, datt no all Phas e Compte rendu muss ëffentlech gemaach ginn, deen am Detail déi eenzel Ausgaben opféiert an et de Biergerinnen a Bierger am Land esou erlaabt ze kontrolléieren, wat mat hire Steiergelder geschitt ass.

Ee Käschtepunkt, deen engem zum Beispill direkt an d'Ae spréngt an deen och schonn ugeschwat gouf, ass dee vun der Hotline vum LST, déi eleng vu Mäerz bis Juli Käschte vun iwwer enger Millioun Euro soll verursaachen. Dat ass op den éischte Bléck nëmme schwéier ze verstoen. An hei misst definitiv nach méi transparent gekläert ginn, wéi eng Käschten hei aus wéi enge Grënn ufalen. Ass et Loyer? Ass et Ekipement? Sinn et Personalkäschten? Bref, mir wëssen et net.

An och an der Chamberskommissioun krute mer nëmmen ee Montant pro Appell, deen eng gewëssen Unzuel vun Appeller iwwerschreit, matgedeelt. Wat dobäi opfält, ass iwwregens, datt et, au contraire, wéi et bei villen anere Produiten ass, déi ee keeft, wou de Präis, wat ee méi keeft, erofgeet pro Unitéit, bei den Appeller ëmgedréit ass: Déi éischt 3.000 gi mat enger Flatrate bezuelt an duerno gëtt et progressiv méi deier pro Unitéit. Do stellt ee sech awer d'Fro, wat déi Käschte genau verursaacht. Op Nofro, wéi dat opgeschlësselt gëtt oder opgeschlësselt misst ginn - et gëtt ëmmerhi mat ëffentleche Gelder vun enger privater Firma duerchgefouert -, gouf et just d'Verspriechen, dat nozekucken. Ech stinn haut hei an ech hunn déi Äntwert net.

Et misst also och méi kloer kommunizéiert ginn, mat wéi enge Soustraitanten zesummegeschafft gëtt. An net nëmmen, mat wéi eng Soustraitanten, mee mat wéi enge Soustraitanten dës Soustraitanten nach eng Kéier schaffen. Well mir mierken hei, datt mer net nëmmen déi grouss Big-Fouren - oder Arendt gouf genannt - als Soustraitant direkt vum Staat hunn, mee datt dës Firmen nach eng Kéier Soustraitanten hunn, soudatt et nach manner iwwerschaubar gëtt, wien dann elo hei wierklech d'Geld vum Contribuabel fir e Service a seng eegen Täsch stécht.

(Interruption)

Mir brauchen Transparenz, wann et ëm d'Notzung vun ëffentleche Gelder geet.

Den Optrag … an do kommen ech dann op déi Helpline, déi haut scho fir e bësse Gerumouers gesuergt huet, d'Helpline vaccination, en Optrag, dee schlussendlech fir bal néng Milliounen Euro un ee vun de Big Four gaangen ass, dee fir vill Froe gesuergt huet, well net kloer ass, wéi sech déi héich Zomm rechtfertege léisst, an deen dann, knapps geet et lass, vun engem Ustuerm iwwerrascht ass.

Bref, mir schwätze vill vun Transparenz, mir brauchen hei einfach méi Kloerheet, net nëmmen, mat wiem mer schaffen, net nëmmen, firwat mer mat deene schaffen, mee mir brauche virun allem eng Transparenz, wéi vill déi eenzel Prestatioune konkreet kaschten a wéi déi Präisser zustane komm sinn. Grad wa mer an enger Procédure négociée sinn - wat mer hei waren, well d'Argument ugefouert gëtt, datt jo soss kee Prestataire ze fanne wär -, grad dann, wa mer also net iwwer e Marché public fueren, ass et immens wichteg, datt mer eng méi héich Transparenz vun de Präisser a vun de Käschten hunn, well soss ginn d'Fënsteren an d'Diere fir Abusen opgemaach.

Här President, ech komme sou lues zum Schluss, mee net ouni nach e leschte Punkt unzeschwätzen: deen awer dach wichtege Punkt vum Dateschutz - de Schutz vu persounebezunnenen Daten -, deen och erëm mat de Soustraitanten zesummenhänkt! D'Regierung léisst d'Invitatioune fir de Large-Scale-Testing nämlech vun engem Soustraitant printen. Op den éischte Bléck seet ee sech: Majo, natierlech! Eng Dréckerei, déi dréckt Contenu. Mee op deene Bréiwer stinn awer och d'Adressen drop vun deene Leit, déi invitéiert goufen.

(Interruption)

Dat heescht: Déi Firma weess, wie wéini invitéiert gouf.

(Interruption)

An do stellt sech d'Fro … an dat ass net kloer op Nofro hin, an de Kolleeg Marc Goergen hat déi Fro an der Kommissioun gestallt, wéi dee Soustraitant déi Informatioune kritt. Well da stellt sech nämlech d'Fro: Huet dee Soustraitant potenziell d'Méiglechkeet, sech do eng Datebank ze schafen? Mir kennen d'Kontrakter net. Ech ginn dovun aus, datt et e gudde Kontrakt gëtt. Ech hoffen et! Mee ech hunn en net gesinn. A mir wëssen net, a wéi engem Format e se kritt. Dat alles bereet eis dann awer e bësse Bauchwéi. A mir hoffen, datt mer do an Zukunft awer nach méi kloer Äntwerte kréien, fir datt dee Bauchwéi dann hoffentlech ewechgeet.

Dat gesot, den LST ass wichteg: D'wëssenschaftlech Publikatiounen hu gewisen, datt en Infektiounsketten ënnerbënnt, datt en Neiinfektioune ka verhënneren. An dofir wäerten d'Piraten e matstëmmen. Mee perfekt ass eppes aneres.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Jo, perfekt ass eppes aneres, deem kann ech nëmmen zoustëmmen. Ech sinn och ganz gespaant, wa mer dat heiten eng Kéier an de Geschichtsbicher liesen – hoffentlech! -, wéi ee Land et bis an d'Perfektioun gepackt huet bei der Gestioun vun der Pandemie. Eng Kris ass markéiert vu schnellem Handelen, an dat steet normalerweis am Géigesaz zu der Perfektioun.

Ech géif virop ufänken, mech fir mäi Retard ze entschëllegen. Ech hunn héieren, en ass ervirgehuewe ginn. Ech war och op där selwechter Plaz wéi de Gesondheetssprecher vun lech, Här Mischo, mir sinn e bëssen a Retard komm. Dat deet mer leed.

Ech géif och, éier ech op de Projet de loi wierklech aginn, e puer Wierder zu der Hotline soen. Effektiv hu mer Problemer. Mir si méi schnell virukomm mat eiser Impfstrategie, wéi geplangt, mat de Phasen. Dat huet dozou gefouert, dass mer iwwert déi lescht Deeg verstäerkt Invitatioune konnten erausginn - dat wär eigentlech dat Positiivt bei der Saach. Ech kann haut soen, dass op alle Fall Enn dëser Woch sämtlech Leit iwwer 75 Joer hir Invitatioun kritt hunn.

Dat huet awer, am Géigenzuch, weider zu enger Iwwerfuerderung vun eiser Hotline gefouert, déi u sech fir 3.000 Appeller ageriicht ass. A mir hunn immens vill Nofroe kritt, verständlecherweis och. Mir sinn hei grad bei enger Alterskategorie, déi de Wee zum Digitale sécher net esou einfach huet wéi anerer. Ech bieden och dofir ëm Entschëllegung, mir maachen eist Bescht. An ech bieden ëm Verständnis fir d'Leit op der Hotline, déi maachen hiert Bescht. Déi ginn am Moment e bëssen ënner. Hutt e bësse Gedold. Ech géif wierklech jiddwerengem hei un d'Häerz leeën: Mir wäerte kee stoe loossen. Wa Problemer sinn, mir wäerten eis drëms këmmeren. Jiddweree wäert zu senger Impfung kommen. Mee et ass am Moment schwiereg op der Hotline. Si sinn iwwerfuerdert. Hutt dofir e bësse Verständnis, Gedold. Är Demande wäert traitéiert ginn. Et dierft just nach e bëssen elo, e puer Deeg, daueren, bis mer do erëm eng Vitesse de croisière hunn, déi et eis erlaabt, e gudde Service unzebidden.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dann och nach en anere klengen Exkurs mam Réckbléck op déi lescht Woch, do ass de Moien och d'Fro gestallt ginn an der Chamberskommissioun: Mir hu méi Decèse wéi normal. Mir hunn u sech e gudde Wochebilan gehat, deen een optimistesch ka stëmmen, wann ee generell d'Neiinfektioune kuckt. Mee et ass richteg, dass mer méi Decèsen hunn. Mir hunn dat iwwert den Dag probéiert nozekucken. Ech géif lech déi Informatiounen och haut gi vun deenen 32 Decèsen. Op alle Fall, Stand haut, wat mer konnten nokucken - mir sollten dat jo muer de Moien nach e bësse verdéiwen an der Chamberskommissioun -, sinn effektiv 24 Leit am Spidol gestuerwen. Allerdéngs sinn der dovunner siwen direkt aus enger Alters- oder Fleegestruktur komm. A mir hunn donieft och aacht Persounen, déi leider direkt am Alters- oder Fleegeheem verscheet sinn. Soudass mer, Stand haut, dovunner ausginn, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, et ass vill Geschwätz am Sall.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... dass dach, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et misst vläicht e bësse méi roueg sinn. Merci.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... dass dach eng Relatioun besteet zu deene rezente Clusteren, déi mer an där enger oder anerer Struktur haten. Dat ass vun enger grousser Tragik, besonnesch fir déi Leit, déi just virdru stoungen oder grad eréischt geimpft waren, déi si sou just ..., esou just hu se de Moment verpasst. Ech wënsche mer wierklech, dass dëst och dem Passé wäert ugehéieren. Mir sinn an enger ganz kritescher Phas. A leider Gottes sinn eng Rei Leit dobäi, déi esou tout juste eeben nach net deen Impfschutz haten, dee mer dann elo hoffentlech geschwënn eisen eelere Leit an den Awunner vun Alters- a Fleegeheemer alleguerte kënne bidden. Mir wäerten Enn vun dësem Mount och do derduerch sinn, och mat der zweeter Dosis. Mee leider Gottes ass dat heite geschitt.

Dat ass héchstwarscheinlech d'Erklärung. Mir wäerten dat nach weider verdéiwen iwwert den

Dag. Ech ginn Iech do muer méi Informatiounen, falls mer nach méi Detailer hätten. Mee et gesäit esou aus, wéi wann dach do schonn eng Relation de cause à effet wär, wat global gesinn natierlech rassurant wär. Déi zweet Hypothees wär, dass dat a Relatioun stéing zu deem neie Variant, wat mer eis alleguerte sécherlech net wënschen.

Voilà, dann: Mir schwätzen ëmmer vill vu Strategie. Ech géif et gären eng Kéier betounen: D'Strategie, déi mer säit engem Joer an där Pandemie hei féieren, ass u sech näischt anescht wéi eng Exit-Strategie. D'Zilsetzung, déi mer hunn, ass, esou gutt an esou schnell wéi méiglech aus där Situatioun hei erauszekommen. Dat heescht, all Schrëtt, dee mer maachen, all Investissement, dee mer maachen, huet u sech nëmmen eng Zilsetzung: Nämlech dobäi ze hëllefen, dass mer dës Pandemie kontrolléiert kréien, dass mer onkontrolléiert Ausbréch vun Infektioune kënnen entgéintwierken an dass mer doduerjer natierlech enger Iwwerlaaschtung vun eisem Gesondheetssystem entgéintwierken. Dat ass eis Strategie, déi mer fueren. An dat Ganzt ziilt natierlech drop of, ëmmer erëm esou schnell wéi méiglech Normalitéit ze kréien. Dat hu mer am Fréijoer gemaach virun engem Joer, wéi mer nom Lockdown gekuckt hunn, lues a lues eeben duerch Moossnamen, déi mer en place haten, d'Normalitéit méiglech ze maachen. An dat ass och haut nach ëmmer eis Ambitioun, dat huet net geännert. D'Zillinn ass: Erauskommen hei. An esou gutt wéi méiglech erauskommen, ouni ze vill e grousse Kollateralschued. Ouni Schued wäert et net goen - op alle Fall gëtt et kee Land, wat dat bis elo hikritt huet -, et geet drëms, eng Schadensbegrenzung ze maachen.

Et ass ugeschwat ginn: De Large-Scale-Testing ass en Instrument, wat vläicht net ëmmer duerchsiichteg ass fir jiddwereen. Et ass och schwéier, dat an de leschten Detail ze iwwerblécken. Mir hunn - an de Gusty Graas huet et ervirgestrach -, eng Ekipp, e Comité de pilotage, dee sech wierklech all Woch - all Woch! - domadder befaasst, wéi mer d'Invitatioune sollen orientéieren. Dat heescht, mir kënnen an dësem Projet, en fonction vun deem, wat mer gesinn iwwert d'Infektiounsgeschéien, ganz flexibel d'Capacitéiten orientéieren. Wa beispillsweis lokal méi eng staark Presenz vum Virus ass, da gi mir méi staark dohinner testen. Wa mer gesinn, dass iergendwou e Cluster ass oder e Verdacht op e Cluster, da gi mer geziilt mat den Équipe-mobillen dohinner, fir do vill méi flächendeckend duerchzetesten.

Dat ass also net alles no enger Reegel, déi queesch duerch d'Land géif duerchgezu ginn. Et gëtt verschidden Aspekter am Large-Scale-Testing. Et ass dat, wat en ausmécht. Nieft engem Echantillon, dee mer duerchtesten, fir eng global Vue ze hunn iwwert d'Infektiounsgeschéien an doduerch och e Maximum un Erkenntnisser kënnen ze kréien, schaffe mer och ganz geziilt eeben ënner anerem mat eisen Équipe-mobillen, déi am Large-Scale-Testing 2 scho ganz staark an den Asaz komm sinn an och am Large-Scale-Testing 3 nach ëmsou méi staark wäerten am Asaz sinn.

Ech erënneren un eis Asätz preventiver Aart an den Alters- a Fleegeheemer, an de Strukturen, wou Leit mat Handicap zesumme wunnen op enkem Raum. Dat si Leit, déi mer als héich vulnerabel aschätzen. De Large-Scale-Testing huet eis erlaabt, do mat enger Reegelméissegkeet wierklech eranzegoen an da flächendeckend ze testen. Dat huet dann näischt mat engem Echantillon ze dinn. Mee dat ass eng ganz konkreet Preventioun, wou mer ons Moyene ginn hunn, fir op deem Wee wäitméiglechst ze evitéieren, dass et zu Ausbréch mat deene bekannte Konsequenze kënnt.

Dann e ganz kuerzt Wuert … et ass a Fro gestallt ginn, wéi mer gesot hunn: Jo, selbstverständlech geet de Large-Scale-Testing Hand an Hand mat hannendrun engem Tracing. Duerch de Large-Scale-Testing kënne mer Leit identifizéieren, déi dee Virus potenziell kéinte weiderginn. Dann huele mer de Kontakt op mat hinnen iwwert de Contacttracing. Et ass gesot ginn: Dee Contacttracing war mat Momenter iwwerfuerdert. Dat stëmmt. Bei eis, och, géif ech soen, wéi an anere Länner. Vill manner laang wéi an anere Länner. Mir haten eng kuerz Phas, effektiv, wou et ganz séier eropgaangen ass, wou mer wärend enger, zwou Wochen net déi Delaien haten, déi mer eis wënschen. Dat hu mer awer opgeholl.

An do muss ech awer wierklech d'Fro stellen: Wat wär dann d'Konsequenz dovunner? Wann Der gesitt, dass Der u Vitess verléiert, verloosst Der dann d'Schëff? Nee! Da fänkt Der un, méi schnell ze rudderen an Är Kräften ze bündelen, an Dir kuckt, dass Der dat erëm ophuelt. Et ass dat, wat mer gemaach hunn. Mam Resultat, dass mer kënne queesch duerch déi Pandemie hei soen, dass eise Contacttracing der Saach Meeschter gëtt. Mir hunn dat ënner Kontroll. Mir hunn och geléiert. Wann een eng Kéier u Vitess verléiert, mécht ee sech natierlech Gedanken, wat ee ka besser maachen. Et ass dat, wat mer ustriewen aus deenen Erfarungen, déi mer hunn - och wann et mol méi negativer sinn, dat bleift net aus -, fir doraus ze léieren a sech dann ëmsou besser opzestelle fir d'Zukunft.

Mee jiddefalls net opginn, net op engem Bausteen, deen eis awer dach ganz vill bruecht huet an dëser Pandemie. A sief et nëmmen Erkenntnisser ronderëm dëse Virus. Mir wëssen net vill. Virun engem Joer wousst nach kaum een eppes, och d'Wëssenschaft net. An eng vun den Zilsetzunge vum Large-Scale-Testing ass et, och eeben Erkenntnisser ze kréien, wéi de Virus weidergeet, wéi e sech iwwerdréit; iwwert d'Serologietester, déi gemaach ginn, och lues a lues eng Vue op d'Immunitéit ze kréien. Am Large-Scale-Testing 3 wäerte mer mat neien Tester fueren, wou mer och kënnen eng Ënnerscheedung maachen, ob een eng Immunitéit huet doduerjer, dass een eng Kéier krank war, oder ob et iwwert de Wee vun der Impfung ass. Dat ass ganz interessant ze wëssen, och fir d'Fuerschung, well mer doduerjer och eeben Erkenntnisser kréien iwwert den Effet vun den Impfungen, wéi dat sech weist an der Praxis, ob dës Leit de Virus dach nach weiderginn oder manner. Ob se nach krank ginn oder net. Dat si ganz wichteg Donnéeën.

Och ganz kuerz zu dem Dateschutz, et ass ugeschwat ginn. Ech hat haut de Moien d'Éier, och mam Dokter Wilmes déi éischt Etüd ze presentéieren, déi gemaach ginn ass eebe ronderëm de Large-Scale-Testing 1. Dat ass eng wëssenschaftlech Etüd, déi et eis erlaabt huet, Daten ze kräizen. An d'Resultat kennt Der. Dir hat et, Här Baum, schonn ugeschwat, wéi et nach an der Peerreview war, mee déi Etüd ass elo haut publizéiert. Justement sinn dat déi wëssenschaftlech Aarbechten, déi mer kënne ronderëm esou e Projet maachen, mat natierlech deem néidegen Zougang zu den Daten, deen ee brauch, fir doraus Erkenntnisser ze zéien. An och de Large-Scale-Testing 2, wann e bis ofgeschloss ass - dat ass en nach net -, da si mer natierlech gäre bereet, och do e grousse Bilan mat Iech ze maachen an och déi Donnéeën auswäerten ze loossen. Mee nach ass en um Lafen. Mir sinn op der Charnière zu där nächster Phas.

Mir hunn also nach wie vor ganz vill Inconnuen a sinn och weiderhin drop ugewisen, mat allen Acteuren zesummen, virun allem emol all d'Moyenen zesummenzeleeën, déi mer hunn. Ech géif do gären ënnersträichen, dass e Schnelltest ni wäert e PCR ersetzen, dofir ass et fir eis net entweeder oder, et ass net Large-Scale-Testing oder Schnelltester, mee et ass dat eent an dat anert. Mir si säit Enn lescht Joer, säit Enn Oktober amgaangen, Schnelltester an den Asaz ze bréngen. A mir waren do relativ fréi un. Mir haten der och vill kaaft. Doraus hu mer Erkenntnisser kritt.

Haut sinn nei Generatioune vu Schnelltester do. Och do hu mer elo massiv bestallt. A mir hu Projeten, déi elo gläich wäerten ulafen an der Schoul, an den Alters- a Fleegeheemer, fir och déi nei Generatioun vu Schnelltester … An dat sinn déi, fir dat nach eng Kéier ze preziséieren, déi net méi musse ganz hannen an der Nues prelevéiert ginn, mee déi kënne vir iwwert de Prélèvement nasal gemaach ginn, wou een och ka selwer de Prelevement maachen. Dat ass den Typ vun Tester, déi mir elo fir eis zréckbehalen hunn an déi mer ganz massiv wäerten an den Asaz bréngen, fir eis ganz Strategie ze begleeden.

Dat sinn alles eenzel Bausteng, dat ass complementaire eent zu deem aneren. Dat si keng PCR-Tester, se sinn dofir awer net manner utile an der Gestioun vun dëser Kris. Au contaire! Alles huet säi Sënn an Zweck. An et geet eis drëm, all Moyenen, déi mer hunn, alles, wat et vun neie Produite gëtt, wierklech mat an den Asaz ze bréngen, sou gutt wéi méiglech complementaire dat eent zu deem aneren, an doriwwer eraus och all Acteure mat u Bord ze kréien.

Et ass ugeschwat ginn: Wat ass hei de Rôle vun den Apdikten? Ma Dir musst wëssen, dass d'Schnelltester u sech, contrairement zu engem Impfstoff zum Beispill … E Schnelltest ass eppes, wat een normal ka kafen. Dat si Produiten, déi, wa se bis e CE-Label hunn, ganz normal kënnen an de Verkaf goen. Déi kritt een haut och schonn zum Deel ze kafen, och iwwer Internet. An och d'Apdikte kënnen dat selbstverständlech ubidden.

Wat mir am Moment amgaange sinn ze maachen opgrond vun deene Gespréicher, déi mer mat den Apdikter haten - si sinn do ganz interesséiert, och wierklech méi eng aktiv Roll ze spillen an der Teststrategie -, dat ass e Recensement vun deenen interesséierten Apdikten. Dat ass déi Lëscht, déi mer am Moment amgaange sinn ze erstellen. Dir wësst, dass sech do am Ausland scho vill Apdikten organiséiert hu mat Zelter virun der Dier oder klengen Haisercher, déi se funktionéieren dinn. Hei ass effektiv d'Intentioun, zesumme mat allen Acteuren ze schaffen. An d'Inneministesch wäert vun eis och déi Lëscht kréien. Wa mir bis recenséiert hunn, wéi eng Apdikte wëllen op dee Wee goen, wéi eng Apdikten de Besoin hu fir zousätzlech Lokaler, da wäert d'Taina Bofferding derfir suergen, dass si a Kontakt komme mat deene jeeweilege Gemengeresponsabelen. Mee dat kann och selbstverständlech elo spontan schonn zustane kommen. Näischt verbitt dat. Hei ass einfach jiddweree gefuerdert, fir mateneen ze schaffen, ze lauschteren, wat wären d'Besoinen, wéi kéint ee sech do lokal opstellen, an da kucken, fir sech beschtméiglech opzestellen, fir de Leit eng zousätzlech Geleeënheet ze ginn, fir Schnelltester op eng einfach Aart a Weis kënnen ze maachen. Si wäerten hoffentlech en neie Baustee sinn, deen eis gutt wäert weiderbréngen.

Wat erwaarde mer eis? Souwuel vum Large-Scale-Testing, wéi vun de Schnelltester, wéi vun der Impfstrategie, wéi vun de Geste-barrièren - an déi sollen nëmmen net vergiess ginn, well déi bleiwen nach wie vor ganz wichteg. Mir erwaarden eis, dass mer schnellstméiglech erauskommen, dass mer eng Entspanung kréien, dass déi Entspanung, déi mer elo scho säit Wochen ugestrieft hunn, déi e bësse perturbéiert ginn ass mat der Presenz vun neie Varianten, déi en anert Infektiounsgeschéien hunn … Mee letztendlech erwaarde mer eis déi néideg Entspanung, fir dann erëm en nächste Schrëtt a Richtung Lockerunge maachen ze kënnen a fir esou lues a lues eeben erëm an d'Normalitéit zréckzefannen. An u sech - net anescht wéi scho bal virun engem Joer, wou mer dat och gemaach hunn - ëmmer mat där néideger Virsiicht, mat klenge Schrëtt, fir net iwwerrumpelt ze ginn. Genau esou envisagéiere mer dat elo.

Just datt mer haut vill méi am Grapp hunn. D'Situatioun ass net méi déi selwecht: Mir hunn alleguerten aner Reflexer entwéckelt; mir hunn aner Moyenen; mir hu ganz vill Testcapacitéiten; mir wäerte Schnelltester kréien; mir hunn eng Impfstrategie, déi uleeft. Alles dat wäert sech positiv op d'Infektiounsgeschéien auswierken. Et ass op alle Fall dat, wat mir eis erwaarden. An da wäert sech ganz natierlech eng Entspanung erginn um Niveau vun der Situatioun, déi dann nächst Schrëtt wäert méiglech maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Ministesch, erlaabt Der, datt den Här Mischo Iech eng Fro stellt?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Okay. Ech huelen un, dass dat Jo ass. Ech wollt eng Kéier drop zréckkomme mat den Apdikten a mat de Gemengen. Mir haten eng Ufro kritt vun enger Apdikt, an elo haut eng zweet, fir Säll ze kréien. Ass dat de Wonsch vum Ministère, dass d'Gemengen do matasprangen? Well wann ech hei op meng riets Säit kucken oder d'Madamm Polfer dohanne gesinn … D'Stad Lëtzebuerg huet zwanzeg Apdikten, mir hunn der aacht. Dat ass natierlech fir eng gréisser Gemeng e gréissere Problem, fir einfach aacht Säll oder zwanzeg Säll zur Verfügung ze stellen. Wéi grouss mussen déi sinn? Well déi wäerte jo warscheinlech wärend Wochen a Wochen all Dag vu moies bis owes mussen op sinn. Dat ass natierlech net einfach, fir esou Säll ze fannen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Also hei geet et virun allem drëm, pragmatesch Léisungen ze fannen. Wann Der iwwert d'Grenze kuckt, a Frankräich, wann Der Biller gesinn hutt, ech hunn och vu Leit héieren, déi eeben do wunnen, ass dat ganz einfach organiséiert ginn, mat ganz einfache Moyenen. Eise Wonsch ass et natierlech, dass all Acteuren, déi kënne matschaffen, sech zesummefannen. An dofir hu mer och elo, eebe justement fir net ... Et gëtt elo net ee Rezept dofir. Wat brauch et? Fir en Test ze maachen, braucht Der u sech e Sall. Idealerweis e Lavabo. An dat ass et am Fong geholl schonn.

Et geet drëms, dass et net an den Officinë gemaach gëtt. Et ass de Wonsch och vun den Apdikter, fir dat net an der Officine selwer ze maachen, mee an engem anere Raum. A mir hu justement d'Approche geholl, fir elo ze recenséieren, fir ze gesinn, wéi eng Apdikten interesséiert sinn, wéi eng Apdikten och e Besoin hunn. Verschidden Apdikte kréie sech jo och vläicht organiséiert, fir dat bei sech an engem separate Raum ze maachen. Anerer hunn déi Méiglechkeet net. Wa mer d'Besoinen hunn, den Interessi recenséiert hunn, wäerte mir iwwert den Inneministère hëllefen, Kontaktopnamen ze maachen. Mee sécherlech ass et gewënscht an deem Sënn.

Mir si frou fir all Acteuren, déi hei eppes kënne bäidroen. Mee dat Ganzt hänkt wierklech vum konkreete Besoin of. Vläicht fanne sech jo och Apdikten zesummen, déi sech do kënne ralliéieren. Ech denken, do solle mer wierklech pragmatesch a flexibel bleiwen. Et gëtt keng gréisser Exigencen oder Contrainten, déi do misste respektéiert ginn, vusäite vun der Direction de la Santé. Et ass éischter eng Saach vu gesondem Mënscheverstand, fir sech zesummenzesetzen an ze kucken: Wat kënne mer en fonction vun deene Besoinen, déi do sinn, all zesumme maachen, fir schnellstméiglech d'Offer hei méi breet opgestallt ze kréien?

Voilà, ech mengen, ech wär um Enn ukomm. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7757. Den Text steet am Document parlementaire 7757[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7757 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 33 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Motioun, déi vum Här Sven Clement deposéiert ginn ass, wou et ëm d'Unzuel an d'Resultater vun de Schnelltester geet, déi am Kader vu flächendeckende Programmer duerchgefouert ginn, fir déi an de Rapporte vun der Santé mat opzefëieren.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Elo fält et mer och an, et ass dozou, wou ech am Fong nach eppes wollt soen. Mir sinn natierlech amgaangen, eis Gedanken ze maachen, wéi mer kënnen e gudde Reporting zu de Schnelltester maachen. Dat wäert eis awer nach e bëssen Zäit huelen, well mer amgaange si sécherzestellen, dass mer net méi Konfusioun schafen, wéi gutt maachen. Mir musse jo och sécherstellen, dass mer keng duebel Reportingen hunn. Dofir, dat si lafend Aarbechten - dat kann ech Iech op alle Fall confirméieren -, wou ech awer elo nach kee genauen Timing an och net den Outcome ka soen. Mir kucken dat am Moment mat där néideger Virsiicht, am Sënn, fir eng gutt an eng sënnvoll Kommunikatioun erauszekréien, wäerten dat elo awer net eent zu eent an den Daily Reporting eranhuelen, well sech eeben eng Rei Froe stellen, well déi selwecht Persoun deemno wéi de Schnelltest huet an de PCR hannendrun, do musse mer nach e bëssen drop ackeren, fir do eppes Propperes hinzekréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, dem Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Just vläicht, fir dat ze konkretiséieren, wat an där Motioun steet. Ech si mer absolutt bewosst, datt een déi net kann eent zu eent de PCR-Tester géintiwwerstellen. Et ass awer de Schnelltest ..., ech mengen, et gëtt jo och aner Säiten an deem Rapport, et kann een dat schonn ënnerscheeden.

Et ass mer wichteg, datt mer haut hei iwwert déi Motioun schwätzen, aus deem ganz einfache Grond: Am Sport si mer elo schonn amgaang, do ginn déi Excellen hin- an hiergeschéckt, déi ginn eropgelueden. Et gëtt sécher nach technesch Problemer, ech wëll do guer net an den Detail goen. Et ass awer esou, datt de Staat selwer wäert an absehbarer Zäit - dat huet den Educatiounsminister eis jo elo schonn e puermol gesot - mat Schnelltester och an de Schoulen ufänken, wat nach eng Kéier d'Unzuel vu Schnelltester wäert an d'Luucht schrauwen. A spéitstens do, wou de Staat selwer d'Datenerhiewung u sech mécht, an net Drëtter, mengen ech, ass et wichteg, datt mer awer als Chamber och soen: Mir wëllen déi Zuelen dann och gesinn.

Ech mengen, mir schwätze vill vun Transparenz. Dat hei si wichteg Zuelen, well herno hu mer Positi-

ver, déi wäerte warscheinlech iergendwéi am Rapport gemellt ginn - well ech ka mer net virstellen, datt mer e Positiven, dee mer mam Schnelltest fannen, net mellen -, mee op där anerer Säit melle mer net, wéi vill Leit mer getest hunn. Dat heescht, d'Positivitéitstauxe si vill méi schwéier ze rechnen, a grad do.

Et wier och vläicht hëllefräich, wa mer géifen d'Unzuel vun de Schnelltester vis-à-vis vun de Positivitéitstauxe weisen, fir och e bëssen déi Angscht ze huelen, déi awer heiansdo erëmgeeschtert, datt et do ganz vill falsch Positiver géif ginn. Ech hunn et jo elo am Sport selwer erlieft: Et si ganz vill Tester gemaach ginn iwwert de Weekend a virun de Weekender. An esou vill Positiver sinn do net hannen erausgefall, datt ee géif soen, do wäre vill falsch Positiver derbäi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. De Sven Clement weess, dass mer déi Diskussioun jo och an der Kommissioun gefouert hunn. A mir sinn eis eigentlech eens, dass mer esou vill Donnéeë sollen zesummendroen, wéi mer nëmmen iergendwéi kënnen. Dat ass e Message, deen och ukomm ass an der Santé, an der Direktioun vun der Santé. Ech mengen, an där heiter Prezisioun ass et am Moment schwéier, fir sech elo hei definitiv festzeleeën. Mee de Wonsch vun eis alleguer ass: Déi Donnéeën, déi mer kënnen decemment kréien, dass mer déi liwweren an dass mer déi och verwäerten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss.

5. Ordre du jour

Da géif ech d'Wuert ginn un den Här Marc ... D'Madamm Martine Hansen freet nach d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. U sech zum Ordre du jour: Ech konnt et net virdru soen, well ech wousst dunn nach net, datt et aktuell wier, mee ech hunn eng Question urgente gestallt, an d'Madamm Minister ass hei an ech géif déi gär stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Huet d'Madamm Ministesch schonn Zäit gehat, fir déi Fro ze kucken? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dat heescht, dann hu mer och nach haut respektiv mar Zäit, fir eeben eng Äntwert op déi do Fro ze ginn. Ech ginn d'Wuert awer zréck un d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also et ass eng Fro dobäi, wou ech d'Madamm Minister ka verstoen, datt se do nach keng Äntwert huet. Mee bei deenen anere Froen ass, mengen ech, näischt Komplizéiertes dobäi. D'Madamm Minister ka sech och eng Kéier zéng Minutten huelen, fir se ze liesen, an da stellen ech se an zéng Minutten.

(Interruption)

Une voix.- Muer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Oder mir kënnen déi Fro och muer maachen. Ech mengen, dass u sech dann awer de Wonsch do ass vun der Madamm Ministesch, fir déi Fro do ze kucken, ...

(Interruptions)

... sou wéi d'Reglement et am Fong geholl virgesäit. A mir mussen der Madamm Ministesch déi Chance jiddefalls och ginn.

6. Dépôt d'une résolution par M. Marc Baum

Ech géif dann elo d'Wuert ginn un den Här Marc Baum, dee wëllt den Depot maache vun enger Resolutioun. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Baum *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Déi schrecklech Pandemie, an där mer dra sinn, huet zumindest vläicht dat gutt gemaach, datt se eise Bléck an deene vergaangene Méint geschäerft huet op dat, wat wichteg ass am Liewen. A mer hu festgestallt, datt eng ganz Rëtsch vun deenen Aarbechten, déi gemaach ginn, déi zu eisem Alldag gehéieren, déi eis vläicht net esou opgefall sinn an der Vergaangenheet … do ass eis elo bewosst ginn, datt déi eng ganz grouss Wichtegkeet hunn an datt et essenziell Aarbechte sinn. Jiddwereen erënnert sech un d'Gesondheetspersonal, wat am Ufank an der éischter Linn stoung a wat natierlech och geklappt kritt huet.

Gradesou wichteg, mengen ech, ass awer och d'Gesondheets- ..., ass awer och d'Botzpersonal, wat och an deene leschte Méint deelweis Enormes huet misse leeschten.

Et ass eis, mengen ech, bewosst ginn, datt dëst Botzpersonal Aufgaben iwwerhëlt, déi duerchaus net nëmme wichteg sinn, mee och qualifizéiert sinn an eng Qualifikatioun viraussetzen. An dëst Botzpersonal huet vill méi Aufgabe kritt! Et geet nämlech drëm, ganz Raim ze desinfizéieren, och no Reuniounen. Et geet drëm, derfir ze suergen, datt d'Hygièneskonzepter en place sinn an och permanent wierksam kënne sinn.

Et ass esou, datt d'Botzpersonal awer gläichzäiteg och op nationalem Plang - déi, déi privat organiséiert sinn - am Moment e grousse Sozialkonflikt hunn, well genau déi Aarbecht net valoriséiert gëtt. Net valoriséiert gëtt vun hire Patronen.

An et ass och esou, datt net méi spéit wéi viru fënnef Deeg déi franséisch Assemblée nationale, well se sech der Wichtegkeet vun där Aufgab bewosst ginn ass, gestëmmt huet, majoritär, datt d'Botzpersonal aus der franséischer Assemblée nationale Urecht huet op en 13. Mount. Esou wäit si mer zu Lëtzebuerg net, well och déi lëtzebuergesch Chamber hiert Botzpersonal externaliséiert huet. Dat heescht, et ass eng privat, oder et si privat Botzfirmen, mir hu Verträg mat private Botzfirmen, déi hei an der Chamber derfir suergen, d'Hygiène oprechtzeerhalen.

An ech mengen, datt sech eppes gewisen huet déi lescht Wochen a Méint, nämlech, datt déi Leit Kompetenzen hunn an datt et wichteg ass, datt een déi Kompetenzen internaliséiert. Net nëmmen internaliséiert als Institutioun, als Chamber - wat, mengen ech, wichteg wier -, mee och déi Kompetenze weiderentwéckelt. Dat schéngt mer essenziell ze sinn, och fir d'Institutioun vun der Chamber.

Duerfir géif ech gär eng Motioun ..., eng Resolutioun deposéieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu que le personnel de nettoyage travaillant au bénéfice de l'administration de la Chambre des Députés est actuellement sous-traité ;

- considérant que les bas salaires, la flexibilité du temps de travail, les horaires réduits imposés, les contrats à durée déterminée sont de plus en plus la norme dans le secteur privé du nettoyage ;

- considérant que le travail du nettoyage a été officiellement considéré comme un travail essentiel durant le confinement et de manière générale dans le contexte de la pandémie ;

- considérant que les agent.e.s de nettoyage investissent un important savoir-faire et des compétences dans leur travail ;

- considérant que la Chambre des Députés ait intérêt à internaliser et à participer au développement de ces compétences ;

- considérant que la Chambre des Députés peut en tant qu'employeur offrir aux agent.e.s de nettoyage de la Chambre des Députés de meilleures conditions de travail, une sécurité d'emploi et davantage de salaire ;

décide

- de procéder à l'embauche directe des agent.e.s de nettoyage.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk), auteur.*- Eng Resolutioun, Här President, déi dozou opfuerdert, datt d'Chamber an Zukunft hiert Botzpersonal net iwwer eng Privatfirma outsourced, mee selwer eegent Botzpersonal astellt a soumat Kompetenzen inhouse huet, wou se am Moment ofhängeg ass vun engem Kniewelvertrag mat enger privater Botzfirma. Ech mengen, datt dat wichteg ass. Et ass eng Valoriséierung vun der Aarbecht. An et ass virun allem eng Kompetenz, déi d'Chamber inhouse huet. An ech wier frou, wann dës Resolutioun op ganz grouss Zoustëmmung géif treffen. An ech wëll och nach derbäifügen: Eng änlech Diskussioun stellt sech ronderëm déi Leit, déi hei fir d'Chamber de Gardiennage maachen. Et ass eng Diskussioun, déi vläicht nach eng Onz méi komplex ass, mee och déi Diskussioun musse mer als Chamber seriö ugoen.

Merci!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

7. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de l'organisation de la sécurité publique

Da kéime mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Organisatioun vun der ëffentlecher Sécherheet, déi d'politesch Sensibilitéit Piraten ugefrot huet.

An ech géif d'Wuert ginn un den Här Marc Goergen als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Marc Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Als Piraten hu mir dës Aktualitéitsstonn ugefrot ronderëm Sécherheetsfirmen am ëffentleche Raum. Dat, well eis de Rechtsstaat immens wichteg ass. Dat, well mir eis fir d'Wäerter, fir d'Fräiheet vun eise Matbierger asetzen an net dulde kënnen, wann hir Rechter am ëffentleche Raum verletzt ginn.

Dofir hu mir Piraten och schonn eng Villzuel u parlamentaresche Froe gestallt, fir op de Problem, deen hei entstanen ass, opmierksam ze maachen. Jiddwereen hei am Parlament ass hoffentlech och der Meenung, dass de Rechtsstaat net dierf verletzt ginn, a wäert dofir och genausou kritesch wéi mir do, wou e verletzt ginn ass, reagéieren.

Op där anerer Säit hu mir awer och Verständnis fir d'Problematik vun der Kriminalitéit, als Beispill hei op der Gare an der Stad. An de Virbereedungen op d'Theema hunn ech mir och déi Stater Gemengeréit ugelauschtert, fir d'Situatioun besser ze analyséieren. Et ass awer net, well mir d'Aschätzung vun der problematescher Situatioun deelen, dass ee sech dierf egal wéi eng Mëttel, déi esou am Gesetz net virgesi sinn, eraushuelen, fir dës Situatioun unzegoen.

Wou komme mir am Rechtsstaat hi mat der Opfaassung „All Mëttel ass gutt, wann et den Zweck rechtfertegt, och wann et géint d'aktuellt Gesetz ass"? Wéi eng Botschaft geet mat esou enger Opfaassung un d'Leit eraus? Grad wann et d'Gemenge sinn, déi géint Gesetzer verstoussen, hu mir als Parlament eng besonnesch Roll, fir de Bierger ze schützen.

Vu wéi engem Gesetz schwätzen ech?

Ma vum Gesetz, wat reegelt, wat iwwerhaapt d'Sécherheetsfirmen dierfen. Dat ass souguer nach vun der CSV, aus dem Joer 2002, vum 12. November. Do steet dran a limitéiert, am Artikel 2 ganz kloer, wat eng Sécherheetsfirma dierf. An eeben deen Artikel seet néierens, dass et erlaabt wär, am ëffentleche Raum eng Privatfirma ze beoptragen, fir do ze patrulléieren! Artikel 14 reegelt dann och nach den Objektschutz, mee begrenzt sech op een Objet. Mir sinn also, menger Opfaassung no, hei enger Firma op der Spuer, déi enger Gemeng illegal Servicer ugebueden huet.

Liest een elo den zweete Kontrakt mat der Firma, huet dat och de Schäfferot gemierkt an nogebessert. Mee dat mécht awer net vergiess, dass illegal Aktivitéite bezuelt goufen! An dann och am neie Kontrakt ass et schwiereg ze gesinn, wou deen dann elo legal wär. Et ass net, wann een e puer Sätz ëmdréit, ee mécht wéi wann een am Objektschutz wär, dass en da legal ass!

Et si Servicer am ëffentleche Raum, déi eiser Meenung no just eis Police soll iwwerhuelen. Wou komme mir dann an engem Land hin, wann elo Firmen einfach de Clienten ubidden, fir si an de Stroossen ze patrulléieren? Dat kënnen dann och Privatleit op eemol buchen. Jo, souguer Stalker, Rietsradikaler, Bürgerwehre kéinten esou Servicer buchen. Dofir ass ganz bewosst den ëffentleche Raum am Gesetz geschützt.

E weidere kritesche Punkt, deen eiser Meenung no géint de Rechtsstaat a Fräiheete verstéisst, ass, laut Rapport, Leit festzehalen, jo, wann ee liest, souguer ze intervenéieren; wat eis an enger parlamentarescher Fro och bestätegt ginn ass. Mir Piraten soe kloer: Dat ass e bedenkleche Wee, en ze bedenkleche Wee, fir dass een dat einfach stillschweigend hinhuele kann! Mir sinn hei am Fall, wou eng Gemeng via Optrag higeet an d'Autoritéit vun der Police ënnergruewe wëllt oder souguer ënnergruewen huet. Dofir froe mir och de Support an eiser Resolutioun, fir d'Justizministesch ze ënnerstëtzen, fir all déi Firme genau ze iwwerpréiwen, déi géint d'Gesetz verstouss hunn an esou Servicer ugebueden hunn, a géint déi dann, sollt sech e Feeler erausstellen, d'Ministesch sollt weider Schrëtt ergräifen. Hei dierf just null Toleranz herrschen, wa mir eise Rechtsstaat schütze wëllen.

A menger parlamentarescher Fro un d'Ministesch Tanson an de Minister Kox deele béid Ministeren och eis Aschätzungen. Äntweren: „D'Gesetz vum 12. November 2002 stellt keng legal Basis duer fir e generaliséierten Asaz vu private Sécherheetsfirmen am ëffentleche Raum". Weider: „Si hunn [...] opgrond vun dësem Gesetz keng Befugnisser, fir generell oder ofschreckend Patrullen uechtert e Quartier [...] ze maachen". Weider: „Et gëtt aktuell keng legal Basis, déi dëst erlaabt."

Komme mir zu de schrëftleche Rapporten, déi een dann och nach ugebuede kritt, wann een esou eng Sécherheetsfirma gutt bezilt. Krass, oder? Et kann een eng Firma bezuele fir Rapporten am ëffentleche Raum! Dat kann ee sech emol net ausdenken, esou schlëmm ass dat! An ech hu mir déi gutt Rieden an Dokumenter duerchgelies vun de Kolleege vun déi gréng, déi Lénk an och der LSAP am Stater Gemengerot. Hinnen e grousse Merci, dass si sech net ënnerdrécke loossen, si sech, trotz Pressematdeelunge vum Schäfferot géint si, net aschüchtere loossen a fir d'Fräiheet an de Rechtsstaat astinn!

(Interruptions)

Den dräi Parteien am Gemengerot eise ganze Respekt! Ech ka just hoffen, dass hir Vertrieder hei am Parlament genausou fir d'Grondrechter antrieden.

Eng Ausso ass mir besonnesch batter eropgestouss. Am Dokument vum 25. Januar schreiwen déi dräi Parteien, dass an den Dokumenter, déi si kruten, beluecht ass - an elo haalt Iech un! -, dass, no all de schéinen Antirassismusriede vun der DP an der CSV, an de beschriwwene Rapporten eng Aart „racial profiling" dokumentéiert ass! Also, do fält ee vum Stull, sorry! Dass hei zu Lëtzebuerg esou eppes méiglech ass, an dat mat Steiergelder bezuelt! Also no der Hautfaarf an Hierkonft am ëffentleche Raum, nee sorry, dat geet dach guer net!

Mir schwätzen hei an der Chamber vu Police- a Justizfichieren, déi, zu Recht, elo reforméiert wäerte ginn, fir am Aklang mam Dateschutz ze sinn, an da fänke Gemengen un, iwwer Privatfirmen nei Rapporten erhiewen ze loossen! Jo, wou komme mer dann do hin?! Esou Parteie brauchen näischt méi géint e Policefichier ze soen, dee kloer Reegelen huet, wou gepréifte Beamten drop schaffen. Wann een als Partei selwer Firme beoptraagt, ouni gepréifte Beamten am ëffentleche Raum Rapporten ze erstellen, brauch ee sech net iwwer e Policefichier oder soss en Dateschutz opzereegen!

Déi Rapporten dokumentéieren - elo haalt Iech fest! - och Policeaarbecht! Esou déi dräi Parteien. E weidere Skandal an deem ganzen Dossier.

Dofir hei eis Motioun, déi d'Inneministesch opfuerdert, fir ze iwwerpréiwen, wéi eng Gemengen esou Rapporte mat Racial Profiling erstelle gelooss hunn, an déi passend Schrëtt anzeleeden.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass e Kontrakt tëscht enger Gemeng an enger privater Sécherheetsfirma, dee virgesäit, dass am ëffentleche Raum solle Patrulle gemaach ginn, net vum Gesetz vun 2002 iwwert de Gardiennage ofgedeckt ass;

- dass et an engem gemeinsame Pressecommuniqué vum 25. Januar vun der LSAP, déi Lénk an déi gréng heescht: „Eng éischt Asiicht an déi Dagesrapporten (keng exhaustiv Analysen), déi vun den Agente vu GDL Security fir d'Gemeng verfaasst goufen, gehäit allerdéngs Froen op: Sou gi beispillsweis awer eenzel Incidenter tëschent GDL Security an der Police notéiert, d'Interventioun ausserhalb vum ëffentleche Raum ass beschriwwen, Racial Profiling ass dokumentéiert, den Hond gëtt aktiv agesat, d'Agenten huelen eegen Initiative par rapport zu Leit, déi hirer Meenung no den Ordre public stéieren."

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- den Asaz vu private Sécherheetsfirmen duerch Gemenge fir eng Aktivitéit op ëffentleche Plazen ze stoppen;

- bei de betraffene Gemengen Asiicht an d'Rapporte vun de private Sécherheetsfirmen ze froen, d'Dokumenter ze evaluéieren an am Fall, wou et Hiweiser op Racial Profiling gëtt, déi néideg juristesch Schrëtt anzeleeden.

(s.) Marc Goergen.

Nieft dem Racial Profiling gouf am ëffentleche Raum och en Hond als Waff agesat, wéi aus den Dokumenter ervirgeet. Dofir eis weider Kritik fir méi Déiereschutz. Et misst ee verbidden, dass Déieren als Produkt ugebuede gi vu Sécherheetsfirmen. Keen Hond ass vu sech aus aggressiv. Et gëtt just dubiéis Trainingsmethoden, déi net am Aklang mam Déiereschutz sinn.

No all dëse Punkte misst awer och jiddwerengem, deen e Gefill fir de Rechtsstaat huet, haut an hei kloer sinn, dass een als Parlament net einfach esou eng Verletzung am ëffentleche Raum dierf akzeptéieren a wierklech handele muss.

Lëtzebuerg ass net de Wild West mat bezuelte Cowboyen! Kee Schäfferot huet d'Recht op eng privat Police. Dat ass illegal.

Fir eis Piraten ass kloer: Mir stellen zu kengem Moment eis Police a Fro. Mir hu Vertrauen an eis Police. A mir droe keng Moossname mat, déi géint d'Autoritéit ginn oder hir Aarbecht méi schwéier maachen. Eis Positioun ass kloer. Ech hoffen, déi vun den anere Parteien och!

Fir op den Ufanksproblem zréckzekommen, deen op der Gare an och an anere Quartiere besteet, hu mir och direkt e puer Léisungsusätz matbruecht:

Mir mussen all de Gemengen am Land méi Streetworker ubidden, eis Gemenge finanziell ënnerstëtzen, fir eeben déi Moossnamen ze huelen, ier eenzel Leit kriminell ginn. Mir orientéieren eis do un engem erfollegräiche Projet vun Outreach Youth Work. Huele mir do meng Gemeng Péiteng als Beispill: Mir hunn ee Streetworker zegutt op 20.000 Awunner. Dat geet einfach net duer! An dee muss och nach d'Gemeng zur Hallschent bezuelen.

Dofir hu mir hei eng Motioun, fir déi finanziell Ënnerstëtzung un d'Gemengen ze erhéije fir esou Streetworker.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass 2020 18,3 % vun der Bevëlkerung engem Aarmutsrisiko ausgesat waren, ee Prozentsaz, dee säit 2011 an d'Luucht gaangen ass;

- dass d'Regierung 2013 eng Strategie géint Obdachlosegkeet virgestallt huet. Zu dëser hunn och d'Abannung vu Streetworker vun der ASBL Inter-Actions an d'Para-Chute-Projeten zu Esch an Ettelbréck gehéiert;

- dass et nach ëmmer vill Gemenge gëtt, déi nach net iwwer Jugendhaiser verfügen an dës net onbedéngt gläichméisseg am Land verdeelt sinn;

- dass et och scho Projete gëtt, déi gutt mat de Jugendhaiser funktionéieren, wéi zum Beispill de Projet „Outreach Youth Work", wou aktiv de Kontakt mat Jugendleche gesicht gëtt, déi sech net an anere Betreiungsstrukture mellen;

- dass esou Projete méi finanziell Ënnerstëtzung brauchen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- de Gemenge méi finanziell Mëttel zur Verfügung ze stellen, fir Streetworker ze beschäftegen an an Zesummenaarbecht mat dëse sozial Projeten opzebauen.

(s.) Marc Goergen.

An als weider Propos, fir am Theema Sécherheet weiderzekommen, froe mir Piraten an enger Resolutioun, dass d'Gesetz zu den Agents municipaux als eng Pist vun de méigleche Léisungen hei an der Chamber eng Ënnerkommissioun kritt, esou wéi et och beim Faillittëgesetz de Fall ass.

Résolution 1

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Justizministesch an de Minister fir bannenzeg Sécherheet an der parlamentarescher Fro N° 3574 erkläert hunn: „De Justizministère huet am Kader vun der Ausübung vu senge Missioune laut dem Gesetz vum 12. November 2002 gefrot, Asiicht an d'Dokumentatioun ronderëm déi vill diskutéiert Kontrakter vun enger Sëcherheetsfirma mat zwou Gemengen ze kréien an huet déi Dokumenter och kritt. Si ginn aktuell analyséiert."

Aus dësem Grond decidéiert d'Deputéiertechamber,

- de Justizministère an de Ministère fir bannenzeg Sécherheet voll a ganz bei der Analys vun de Kontrakter an der Situatioun um Terrain ze ënnerstëtzen.

(s.) Marc Goergen.

Résolution 2

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass e Kontrakt tëscht enger Gemeng an enger privater Sécherheetsfirma, dee virgesäit, dass am ëffentleche Raum solle Patrulle gemaach ginn, net vum Gesetz vun 2002 iwwert de Gardiennage ofgedeckt ass;

- dass et méiglech wär, d'Kompetenze vun den Agents municipaux auszeweiten, fir net mussen op privat Sécherheetsfirmen zeréckzegräifen;

- dass eng entspriechend Gesetzesännerung esou séier ewéi méiglech misst ausgeschafft ginn.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Deputéiertechamber,

- an der Chamber eng Ënnerkommissioun „Définition du rôle des agents municipaux" ze grënnen, fir de Sujet mat der néideger Drénglechkeet behandelen ze kënnen an ënner anerem um Projet 7126, Projet de loi relative aux sanctions administratives communales modifiant 1° le Code pénal ; 2° le Code de procédure pénale ; 3° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, ze schaffen.

(s.) Marc Goergen.

An nach eng weider Propos ass e Bréif un d'Justizkommissioun, fir dem Léon Gloden säi Gesetzesvirschlag fir de Plazverweis op den Ordre du jour ze huelen, fir eeben dat Gesetz, wat fir eis Piraten eng Léisung ass, als Prioritéit ze behandelen a schnell virunzekommen.

Als weidere Léisungsusaz froe mir an eiser Motioun, fir eeben net alles zentral an der Stad ze maachen, well mir eis dem Problem bewosst sinn, dass ee méi dezentral Strukture fir drogenofhängeg Persoune brauch an hinnen Hëllefstellung ubitt.

Motion 3

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Stratégie nationale en matière d'addictions et plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires virgesäit, « d'étendre la disponibilité, l'accessibilité et la couverture d'un traitement efficace et diversifié de la toxicomanie, pour les consommateurs de drogues problématiques et dépendants, y compris les consommateurs de produits non opiacés, afin que tous ceux qui le souhaitent puissent bénéficier d'un traitement en fonction des besoins » ;

- dass den aktuelle Koalitiounsaccord festhält: « Il sera veillé à la mise en adéquation par rapport aux besoins de la structure bas seuil "Abrigado" et des lieux de consommation seront ouverts à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck. D'autres sites de lieux de consommation encadrée et dépénalisée seront étudiés au besoin. » ;

- dass de rezentsten Zuelen aus dem Rapport annuel vun 2017 iwwert den « état du phénomène de la drogue au Grand-Duché de Luxembourg » no, d'Prevalenz an den Taux de prévalence d'usagers problématiques de drogues (UPD) zu Lëtzebuerg op 2.250 Persoune bzw. op 5,79/1.000 Persounen tëscht 15 a 64 Joer geschätzt gouf;

- dass Persounen, déi sech an der Ofhängegkeet befannen, Hëllefstellunge brauchen, déi liicht an Usproch ze huele sinn a sech am beschte Fall am noen Ëmfeld vum Betraffene befannen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- méi dezentral Strukturen ze schafen, déi drogenofhängege Persoune kuerzfristeg Hëllefstellungen ubidden a si op Wonsch och stationär ophuele kënnen.

(s.) Marc Goergen.

Mir verzichte bewosst op eng Motioun zur Police, well déi eist vollst Vertrauen huet, dass si déi richteg Moossnamen a Projete geholl huet an och weider huele wäert fir d'Sécherheet vum Bierger. Dir gesitt also: eng Rei vu konstruktive Propose fir weiderzekommen, ouni awer mussen op illegal Moossnamen, wéi Sécherheetsfirmen am ëffentleche Raum, zréckzegräifen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, d'Madamm Minister huet sech gemellt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Ministesch!

8. Question urgente n° 3830 de Mme Martine Hansen concernant le retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Ech hu grad Kenntnis geholl vun deene Question-parlementaire-urgenten. Et ass eng, déi ech gäre kann direkt beäntwerten. Déi aner dräi, wann Der erlaabt, gitt mer do eng Chance, mat menge Leit Récksprooch ze huelen! Dat fuerdert e bësse méi, wéi just mëndlech dozou Stellung ze huelen.

Déi vun der Madamm Hansen ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Déi wéilt Der elo direkt huelen?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech géif déi elo direkt huelen, jo. Dann ass dat gemaach.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da géife mer déi dertëschent maachen, mam Accord vum ...

(Interruptions)

... Här Goergen, dee gefrot huet, well dëst seng Heure d'actualité ass.

(Assentiment)

Okay. Dann däerf d'Madamm Hansen elo d'Question urgente stellen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci. Ech soen der Madamm Minister villmools Merci, datt se heibliwwen ass. Ech soen och dem Här Goergen villmools Merci, datt mer d'Fro däerfen dertëscht stellen.

Une voix.- Dem Här Mosar!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An dem Här Mosar soen ech natierlech och villmools Merci.

Et geet ëm den AstraZeneca, vun deem, wéi mer an der Press héieren hunn, d'Regierung ee Lous vu verschiddenen Impfstoffer zréckgezunn huet. An ech denken, datt et immens wichteg ass, datt mer hei fir Transparenz suergen, well Transparenz ass eeben noutwendeg fir d'Akzeptanz vun den Impfstoffer bei de Leit.

An deem Sënn hunn ech eng Partie Froe gestallt.

Déi éischt ass: Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt ee Lous vun Impfstoffer zréckgezu ginn ass? A wéi vill Dose sinn dat?

Eng zweet Fro: Wéi eng Ursaachen huet et genau, datt dës Impfstoffer zréckgezu gi sinn?

Eng drëtt Fro: Ob d'Madamm Minister scho vun der EMA definitiv Konklusiounen huet. Ech denken, datt se déi vläicht nach net huet, mee do waarde mer dann op d'Äntwert vun der EMA.

Eng véiert Fro: Waren oder si Leit mat deem Impfstoff, deen hätt sollen zréckgezu ginn, geimpft ginn hei zu Lëtzebuerg? Wa jo, wéi vill?

Eng fënneft Fro: Wéi vill Leit hunn no AstraZeneca gréisser Komplikatioune gemaach, respektiv sinn et och, nodeem mat AstraZeneca geimpft ginn ass, Doudeger ginn?

An eng lescht Fro: Huet dat heiten Zréckzéie vun där Dos AstraZeneca oder vun deem Lous AstraZeneca u sech Konsequenzen op déi zukünfteg Strategie?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Gesondheetsministesch a soen hir och Merci fir hir extreem Gentillesse, fir haut schonn op déi Fro ze äntwerten. Dat ass ultra-urgent.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, merci. Ech ginn och dervun aus, dass ... A, de Mikro!

Merci, Här President, ech denken, dass dat heiten och wierklech am Sënn vu jiddwerengem ass, esou schnell wéi méiglech Kloerheet ze kréien.

Et ass richteg, dass e Lous vum AstraZeneca an Éisträich ënner Verdacht geroden ass, am Zesummenhang mat gréissere Komplikatiounen, souguer Doudesfäll ze stoen. Dat ass natierlech analyséiert ginn. Do ass nach keng Konklusioun. An dann ass deen übleche Werdegang deen, dass een natierlech direkt informéiert gëtt an dee Lous och - dat nenne mer - a Quarantän setzt. Dat heescht, de Lous gëtt zréckgezunn. Dat hu mer selbstverständlech och hei gemaach.

An dann ass d'Prozedur déi, dass mer identifzéieren: Wien ass domadder scho geimpft ginn?, fir ze kucken, ob do eventuell Niewewierkunge waren. Déi Informatioune gi mer erop op Bréissel. Do ass grad, zäitgläich zu wou mir elo hei sëtzen a stinn, de Grupp vun der Pharmacovigilance zesummen. Mir erwaarden do eng Stellungnam haut am Laf vum Dag. Dat ass dat, wat annoncéiert ginn ass.

Fir Är Fro ze beäntwerten: Mir hunn ... - ech muss dat auswenneg soen -, ech mengen, et ass ongeféier e Véirels vun deem, wat mer geliwwert kritt haten un AstraZeneca, wat vun deem Lous hei concernéiert ass; ech soen dat awer elo sous réserve de vérification um Büro. Stand haut hu mer nogekuckt, mir hu signaléiert kritt - am Kader vun der Pharmacovigilance kréie mer Meldungen, wann Niewewierkunge sinn, do hu mir insgesamt 13 Niewewierkunge par rapport zu deem doten Impfstoff gemellt kritt, zwee méi schwiereg Fäll.

Et ass gefrot ginn: Woren et schwiereg Fäll? Där hate mer just zwee. Déi hu sech awer och entretemps resorbéiert. Dat ass zu kenge gréissere Komplikatioune komm. Wéi gesot, insgesamt 13 Fäll, zwee méi schwiereger, déi eis gemellt gi sinn. Awer näischt méi, wat elo haut nach akut wär.

An och, dat géif ech och gäre kloerstellen, par rapport zu deene Pathologien, déi am Gespréich waren an Éisträich, ass absolutt näischt Gläiches hei fonnt ginn. Mir waarden elo of, wat vun der EMA un eis communiquéiert wäert ginn. An opgrond dovunner wäerte mer selbstverständlech och e Communiqué erausginn. Dat ass u sech deen Timing, dee mir eis ginn haten an deen eis och recommandéiert ginn ass vun der EMA, fir wierklech hir Analys ofzewaarden an dann deementspriechend mat enger Stëmm och an Europa ze schwätzen, well dat dote selbstverständlech an zu Recht och de Leit Suerge mécht. Mir wäerten do absolutt transparent sinn an lech déi néideg Informatioune ginn. Mee à ce stade: kee Grond, beonrouegt ze sinn hei.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

9. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de l'organisation de la sécurité publique (suite)

An da ginn ech d'Wuert definitiv un den Här Laurent Mosar fir de Punkt vun der Aktualitéitsstonn.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Häre Ministeren, ech wéilt vläicht ufänke mat engem Merci fir d'Initiativ vun de Kolleege vun de Piraten, fir dee Punkt vun der Sécherheet, besonnesch am Garer Quartier, op den Ordre du jour ze setzen. Ech sinn allerdéngs e bëssen erstaunt iwwert de Moment, wou dat geschitt, Här Goergen, well dee Problem vun der Sécherheet ass een, deen eis elo scho Jore beschäftegt. An en ass net onbedéngt besser ginn an de leschte Méint.

Ech hunn och gesinn, datt Dir haaptsächlech déi Thematik beliicht am Kontext vun der Presenz vu Sécherheetsfirmen. An ech hätt mer eigentlech och gewënscht, datt d'Madamm Justizministesch do wier, well déi jo eigentlech d'Kompetenz iwwert d'Sécherheetsfirmen huet an net onbedéngt de Polizeiminister. Ech sinn awer trotzdeem frou, datt hien do ass. An ech sinn iwwerzeegt, connaissant sa disponibilité, datt en och sécherlech op all d'Froe kann äntwerten.

Ech mengen, hei am Raum si ganz vill Gemengemammen a Gemengepappen. An eng ganz Rei vun hinnen hu sécherlech och schonn an hire Gemengen emol mat enger Société de gardiennage privée zesummegeschafft. Déi eng, fir an engem Park, wou et e bëssen onsécher ass, de Leit d'Gefill vu méi Sécherheet ze ginn, déi aner vläicht an engem Schoulhaff oder bei enger Schoul, wou et méi onsécher ass, déi Drëtt, an där gëtt et ganz vill, an enger ëffentlecher Schwämm, besonnesch am Summer, wou et net ëmmer einfach ass, d'Securitéit ze assuréieren.

Mee net nëmmen d'Gemenge schaffe ganz aktiv an intensiv mat esou Societéiten zesummen, och de Staat mécht dat! An ech brauch elo net alleguerten déi Beispiller opzezielen. Mee nëmme fir lech ze soen: D'CFL hunn eng ganz Rei vu Sécherheetsfirmen, déi niewent de Sécherheetsleit vun hinne selwer awer och eng Rei vu Kontrolle maachen an der Gare, ronderëm d'Gare oder iwwerhaapt ronderëm d'Garen.

An ech muss einfach soen: Eigentlech sinn all déi Gemengen, déi mat deene Société-de-gardiennagen zesummeschaffen, ganz zefridde mat där Aarbecht, well wa se déi net hätten, hätte se e ganz grousse

Le saviez-vous ?

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

Problem, Här Minister vun der Police! An duerfir verstinn ech och net richteg, firwat elo grad an dësem Moment déi Initiativ, besonnesch vun de Piraten.

An ech erlabe mer awer do e bëssen zréckzegoen, well och mir an der Stad, an ech schwätzen do wierklech ënnert dem Contrôle vun der Buergermeeschtesch, mir schaffen och säit Joren op enger Rei vu Pläng mat esou Sécherheetsfirmen zesummen. An notamment op der Schueberfouer, Här Goergen, wou Dir sécherlech och schonn emol déi eng oder déi aner Kéier waart a wou Der och konnt déi Sécherheetsfirme gesinn, déi d'ailleurs d'Sécherheet um Site assuréieren, fir datt do näischt Schlëmmes geschitt.

An 2015, an dat wëll ech awer hei emol eng Kéier widderhuelen, waren ee Moment Problemer op der Schueberfouer. An ech hat do eng Rei vu Questionparlementairen un den deemolege Minister Félix Braz gestallt, well ech e gefrot hat, ob hien, éischtens, der Meenung wier, datt dat Gesetz iwwert de Gardiennage net misst eng Kéier iwwerschafft ginn, well et e bësse flou wier. An ech hunn haaptsächlech gefrot gehat, wéi hie géif reagéieren, wann esou eng Societéit sech net géif un d'Reegelen halen, ob e géif drun denken, hinnen zum Beispill den Agrement zréckzezéien.

An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, lauschtert elo emol vläicht genau no, wat de Virgänger vun der Madamm Tanson mir do geäntwert hat! Ech liesen lech elo net d'ganz Fro vir, déi ech em gestallt hat, mee den Här Braz hat geäntwert: « En vertu du principe de la séparation des pouvoirs, il n'appartiendrait pas au Ministère de la Justice de mettre un terme à des activités qui seraient contraires à la loi pénale. S'y ajoute encore, en l'espèce, qu'il conviendrait également de respecter le principe de l'autonomie communale. »

Den Här Braz seet also, éischtens: E géif net drun denken, ze intervenéieren, wann eng privat Sécherheetsfirma géif géint d'Reegele verstoussen. An zweetens seet en: E géif sech och net an d'Autonomie communale amëschen. An dat, Här Minister, Madamm Minister, war bis elo ëmmer d'Praxis, ëmmer d'Praxis, wéi se gehandhaabt ginn ass! An duerfir erlaabt mer trotzdeem, awer e bësse mäin Erstaunen hei ze soen, datt elo op eemol, wéi d'Stater Gemeng, de Stater Schäfferot, an ech kommen nach drop zréck, an enger ganz graver Situatioun zréckgegraff huet op déi Sécherheetsfirma, datt elo op eemol gemaach gëtt, wéi wann hei eppes Schreckleches passéiert wier!

Ech muss lech soen: Ech fannen dat net an der Rei! Hei ass eng Praxis, déi elo iwwer Joren esou, notamment vum Virgänger vun der Madamm Tanson, ëmmer gemaach ginn ass. An elo op eemol ass dat alles aneschters.

Dir Dammen an Dir Häre, duerfir verstitt Der, datt dat dote fir eis e bësse schwéier nozevollzéien ass. An ech wier duerfir frou elo emol gewiescht, vun der Madamm Justizminister ze héieren, ob si dat da ganz aneschters wéi den Här Braz gesäit. Well dat wier jo awer och wichteg fir eis ze wëssen!

An dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well ech net ganz vill Zäit hunn, hunn ech och d'Gefill, mir schwätzen hei laanscht de Problem! Mir hunn, Här Goergen, an ech géif lech wierklech eng Kéier bieden, op d'Gare oder op Bouneweg ze kommen, e risege Sécherheetsproblem! An dat net säit gëschter an haut! Dat scho mindestens vun 2013 un, wou de fréiere Buergermeeschter an aktuelle Premier schonn eng Kéier en Hilfeschrei deemools gemaach hat, fir ze soen: „Esou geet et net virun!" A mir hunn, an ech schwätzen hei wierklech dann och am Numm vum Schäfferot, alles gemaach, fir um Niveau vun der Regierung Hëllef ze kréien! Hëllef ze kréien an där Situatioun, an där mer do sinn. Mir hu gefrot, fir méi Police ze kréien. Mir hu gefrot, fir méi Kameraen ze kréien. Mir hu gefrot, datt d'Police soll méi Instrumenter kréien, notamment de Plazverweis!

Abee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stelle fest, bis haut ass nach net vill geschitt!

Ech respektéieren zwar, datt elo d'Saachen amgaange sinn ze bougéieren, eng Rei vun Initiative kommen, mee Dir verstitt, datt mir hei an enger Situatioun sinn, wou mir net kënnen näischt maachen. An erlaabt mer just ganz kuerz, awer hei eppes virzeliesen, wat dee leschte Samschdeg um 11.00 Auer moies op der Gare rue du Fort Wallis - dat heescht, net owes um 24.00 Auer an och net an der Stroossbuerger Strooss -, wat do engem Mann, deen Der all kennt, passéiert ass. Ech zitéieren elo net säin Numm, mee Dir kennt en alleguer, iwwregens e gudde Sportsmann, also elo net en eeleren Här. Dee schreift Follgendes: „De leschte Samschdeg sinn ech moies um 11.00 Auer, also am hellen Dag, um Eck Boulevard d'Avranches/rue du Fort Wallis, wéi ech aus dem Pastificio Bolognese erauskomm sinn, brutal vun dräi Männer do iwwerfall, geschloen an zertrëppelt ginn. Dat nach a Presenz vu Leit, déi um Trottoir getrëppelt sinn an déi nogekuckt hunn! Geklaut hu se näischt, well ech mech aus engem Urreflex eraus verdeedegt hunn. Ech hat vill Chance!"

Nach eng Kéier: Dat ass net geschitt um 24.00 Auer an der Stroossbuerger Strooss. Dat ass op engem Samschdegmoien um 11.00 Auer ganz genau geschitt, engem Mann am beschten Alter; e sportleche Mann, deen, wéi en akaaft huet, wollt a säin Auto klammen an do vun deenen dräi Persounen aggresséiert ginn ass.

Wann ech dann awer nach héieren, an duerfir ass et schued, datt d'Madamm Justizminister net do ass, déi dräi Leit konnten, dank - dank! - de Caméra-de-surveillancë gestallt ginn, soen ech och dem Här Kox: Dank de Caméra-de-surveillancë si se gestallt ginn! Allerdéngs schéngt et net sécher ze sinn, ob iwwerhaapt nach ee vun deenen dräi am Moment sech an Détention préventive befënnt.

Och dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng Realitéit, och an dësem Land!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

Ech wollt lech just hei soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen a leschter Zäit vill vu Grondrechter. D'Recht op Sécherheet ass eent vun deene wichtegste Grondrechter. A souwuel dem Schäfferot vun der Stad wéi och menger Partei ass dat net egal! An dat anert ass de Respekt virum Rechtsstaat. Och dat ass eis net egal!

A mir wäerten eis net ginn, souwuel um Niveau vum Schäfferot wéi um Niveau vun der CSV, weider d'Regierung ze dreiwen, fir datt mer endlech Mesuren huelen, déi d'Sécherheet och op deenen dote Plaze garantéieren!

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydie Polfer. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Merci, Här President. Ech fänken dann nees do un, wou den Här Mosar elo just opgehalen huet, an zwar mat der Rechtsstaatlechkeet. Den Här Goergen schéngt sech jo doriwwer Suerge gemaach ze hunn.

Ech kann em nëmme versécheren: Ons ass d'Rechtsstaatlechkeet op d'mannst esou vill wäert wéi him! Mee da muss e sech drun erënnere loossen, datt déi éischt, wierklech déi éischt Missioun vum Staat ass, senge Bierger Sécherheet ze garantéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- An Dir hutt hei ugefaangen ze schwätzen iwwer Sécherheetsfirmaen. Wësst Der, wat fir ons dat Wichtegst ass? Dat ass d'Sécherheet vun onse Bierger!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- An do kann ech lech nëmme soen, do happert et op der Gare virun allem an och zum Deel zu Bouneweg, an effektiv, dat ass net nei. Mee mir setzen ons zënter Laangem wierklech op allen Niveauen derfir an, datt et soll besser ginn.

An Dir Piraten, Dir haalt jo esou vill op Zuelen, op Transparenz. Mee da gitt emol bei d'Polizei nofroen, wéi d'Evolutioun vun den Zuelen, vun den Delikter op deenen dote Plaze war! Eleng d'Drogen hu vun 2018 op 2019 ëm 73 % zougeholl. Awer Dir kritt nach vill méi detailléiert Zuelen, mee ech iwwerloossen dat der Direktioun vun der Polizei, well mer hei jo net esou vill Zäit hunn. Gitt lech déi Zuelen ukucken, fir lech Transparenz ze garantéieren! An da kënnt Der verstoen, firwat datt d'Leit op der Gare net méi stallhalen a mir och net!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Mir haten 2019 eng grouss, grouss Versammlung op der Gare. Do ware bal 800 Leit. Déi hunn hirem Ras-le-bol esou kloer Ausdrock ginn, datt de Minister Bausch, deen dee Moment Polizeiminister war, dat agesinn huet, ganz éierlech, an och gesot huet: „Hei muss eppes geschéien." An dunn ass och eppes geschitt.

Do koumen 30 Leit bäi, 20 Polizisten, 8 vun der Police judiciaire an 2 Hondsmeeschter. Dat huet och du wärend e puer Méint zu enger netter Verbesserung bäigedroen. Mee - an net enzwousch aneschters wéi hei an dësem Sall - am Juni d'lescht Joer 2020 an am Juli zweemol hu mer nach eng Kéier mat der Justiz, mat dem Procureur, mat der Polizeidirektioun, mat deenen zoustännege Ministeren iwwert d'Situatioun geschwat, a si soten alleguer: „Et ass nees esou schlëmm wéi virdrun."

Mir sinn dunn op verschiddene Punkten ..., nach ëmmer nees hu mer nogehaakt an nogehaakt, bis mer wierklech eiser Hänn kee Rot méi woussten an en Hilfeschrei gemaach hunn a mer wierklech net méi woussten, wéi mer kéinte versichen, déi Situatioun vun de Bierger op der Gare iergendwéi ze verbesseren! Jo, an dunn hu mer zréckgegraff op déi Société de gardiennage!

An ech ka mech nëmme gradesou vill wonneren, wéi den Här Mosar et elo virdru gesot huet, datt dat elo op eemol - datt dat elo op eemol! - zur grousser Poleemik gefëiert huet, wou mer jo awer wëssen, datt zënter op d'mannst zwee Joer genau dat do, dat nämmlecht zu Déifferdeng geschitt.

Mir hei an der Stad, mir haten dat do och schonn an eise Parken zënter Joren, wou mer am Summer eeben och domat operéiert hunn, fir eeben einfach eng Presenz ze weisen, well d'Police net iwwerall zu all Moment ka sinn.

A gleeft mer, mir hunn eng exzellent Zesummenaarbecht mat der Police. An de Minister an ech selwer, mir waren am November op d'Gare kucken. A wann een der Police nolauschtert, awer wierklech nolauschtert, dann héiert een, wéi frustréiert och si sinn! Déi Bescht kënnen net méi ginn, wéi se hunn. An déi Zuelen, déi do sinn, déi ginn einfach net duer, fir all déi Aarbechten ze maachen, an dat si jo net nëmmen Drogendelikter. Déi ginn einfach net duer, fir all dat ze maachen!

Mir waren eis eens op den Zuelen: 85 Leit, 85 Polizisten, déi et fir de Kommissariat Gare a Bouneweg zesumme sinn! Net vergiessen: Déi schaffe meeschtens op dräi Schichten! Dräi Schichten! Déi aner op zwou. An de Minister sot et selwer a senger leschter Pressekonferenz: Et muss een dat also duerch 5,2 deelen, fir ze wëssen, wéi vill Leit op enger Schicht sinn. Ech iwwerloosse jiddwerengem, dat selwer ze maachen, mee da komme mer op zwëschent 14 a 16 Leit, déi op enger Schicht sinn. A jiddweree weess, datt dat net duergeet!

Mir luewen an ech beluewe mech ëm dem Minister Kox seng Initiativ, fir ganz konsequent derfir ze suergen, datt d'Effectiver vun der Polizei solle gehéicht ginn. Dat ass richteg, dat ass wichteg a mir ënnerstëtzen dat. Mee mir wëssen awer och, datt dat nach e bëssen Zäit brauch, bis déi Leit do sinn.

An nëmmen zesumme kënne mer versichen, Léisungen ze fannen, fir einfach d'Situatioun vun de Leit ze verbesseren! An datt d'Leit dat hei wierklech begréissen, geet aus x Bréiwer ervir, ech kann lech se herno alleguer weisen, déi esou kloer sinn awer wierklech wéi Quellewaasser! D'Leit begréissen dat a si frou iwwert déi do Moossnamen, wëssend, datt dat net alles léist. Dat wësse mir och. Natierlech léist dat net alles, mee et gëtt awer eng Presenz, déi de Leit e bessert Sécherheetsgefill ka ginn.

Ech wëll mech elo hei net ze vill iwwert dee Volet ausloossen, deen Dir zwar laang a breet duergeluecht hutt, wéi wann - an ech ënnersträiche „wann" -, wéi wann dat illegal wier. An Dir hutt gesot, datt déi do Aktivitéiten effektiv am Gesetz vun 2002 net definéiert wieren. Dat ass richteg! Mee dofir si se awer nach net illegal!

Well an deem nämmlechte Bréif, deen Dir zitéiert hutt - awer nëmmen hallef -, seet nämlech och de Minister - déi zwee Ministere soen, a wat eeben d'Evidenz ass, datt déi Leit natierlech awer all dat kënne maachen, wat all normale Bierger ka maachen. An dat ass, fir déi Wichtegst ze soen, dat ass den Artikel 410 vum Code pénal, dat heescht d'Nonassistance à personne en danger. All Bierger, all Bierger, wann e gesäit, datt een an Nout ass, ass gezwongen, deem ze hëllefen, soss mécht e sech selwer schëlleg.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Den Artikel 43 vum Code de procédure pénale: Wann ee gesäit, wann ee bei engem Crime oder engem Delikt do ass, huet een d'Aufgab, och derfir ze suergen, déi bei d'Police ze bréngen, dat heescht, d'Police ze avertéieren, wann een eppes gesinn huet. Dat alles kënnen déi Leit och maachen. An natierlech ass d'Police déi Eenzeg, déi d'Autoritéit ass, fir d'ëffentlech Gewalt auszeüben. Déi Leit hei op de Stroossen op der Gare, kann ech lech soen, hu vum Schäfferot keng aner Uweisungen!

An, an ech muss dat awer soen, mir wollten dat - mir wollten dat! - an engster Zesummenaarbecht mat der Polizei maachen. A mir haten déi och avertéiert. A mir haten och schonn e Rendez-vous, wou mer eeben déi Zesummenaarbecht sollten opzeechnen a wou eebe vun deene Rapporten, vun deenen Der geschwat hutt, déi ganz kloer soen, wat si gemaach hunn, fir sécherzestellen, datt jo alles nëmmen dat gemaach gëtt, wat hinnen zousteet ... Dozou koum et net, an dofir musse mer esou schnell wéi méiglech hei effektiv eng Klärung kréie vun deem Gesetz vun 2002.

Et sinn awer nach aner Saachen, déi frustréierend fir d'Polizei sinn. Ech brauch et net ze widderhuelen, Dir wësst et alleguerten. Si schreiwen a schreiwe Procès-verballen, och an den Drogen. An de Minister huet et e puermol gesot: Wat natierlech méi geschriwwe gëtt, wat drop higewise gëtt, datt de Problem méi grouss ass, an de Problem ass grouss an en ass ëmmer méi grouss ginn. Mee dat verlaangt op där anerer Säit och, datt d'Justiz, déi hannendru jo dann hir Aarbecht muss maachen, datt déi och méi Leit kréien. Well soss kënnt et zu deene Situatiounen, déi eeben dann zu frustréierende Situatioune féieren, dat heescht, datt d'Police ee festhält an e puer Deeg drop een en awer nees op der Strooss gesäit.

Dat sinn alles Saachen, déi d'Polizisten ons zwee gesot hunn a wou ee sech net kann daf stellen. Et sinn also eng Rei Saachen ze maachen, vun dem preventiven, dat heescht soziale Plang iwwerhaapt net ze schwätzen. Ech mengen, ech kann elo ... - an ech si bestëmmt schonn am Negativen, jo -, mee ech mengen, do brauch d'Stad Lëtzebuerg sech wierklech näischt virmaachen ze loossen.

Mir hunn net ee Streetworker, mir hunn der 17 plus déi 6 vun „à vos côtés", dat sinn der schonn 23, ofgesi vun den Nightshelteren, den Dayshelteren, an déi Zëmmeren, déi mer zur Verfügung stelle fir déi Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn - also do sinn ech gär bereet, eng aner Kéier ausféierlech doriwwer ze schwätzen.

Ech soen lech nach just eppes: Wa mer dann iwwert dat Gesetz vun 2002 schwätzen ... Iwwerleet lech, mir soen: Privatleit, déi dann effektiv Geld hunn, déi kënne sech Schutz bei Privatsocietéite siche goen, fir sech, fir hir Persoun an och fir hir Immeublen. Mee wann d'Allgemengheet versicht - well et eeben Nout um Mann gëtt, an déi gëtt et -, ënnert deene beschtméigleche Konditiounen eng besser Securitéit fir d'Allgemengheet, fir eng Stad ze garantéieren, solle mer dat da méi falsch fannen? Ech fannen dat e bëssen eng asozial Astellung an ech hätt gären Zäit, an déi wäerte mer jo dann elo kréien, fir doriwwer ze schwätzen, wéi mer dat an Zukunft méi kloer wëllen diskutéieren.

Mee eppes, dat ass dat Allerwichtegst: Vergiesse mer net den Haaptproblem, an dat ass dee vun der Sécherheet vun de Bierger vun onse Stied a vun all deene Stied, déi hei sinn. An dofir ass et jo och méi wéi ee Buergermeeschter, deen op dat do zréckgegraff huet. Loosse mer dat net vergiessen! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Polfer. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Sécherheet am ëffentleche Raum stoung an der Lescht ëmmer erëm am Fokus vun den Diskussiounen: D'Drogeproblematik, déi sech ëmmer méi zouspëtzt, Messerpickereien, den Asaz vu private Sécherheetsfirmen an d'Roll vun der Police.

De Piraten dofir och merci, dass mer dës Heure d'actualité haut hei féiere kënnen. Et ass och dofir wichteg, dass mer driwwer diskutéieren, wéi mer eis generell am Land a wéi mer eng Sécherheetspolitik wëllen ausriichten a wéi eng Instrumenter mer eis dofir ginn.

Et sinn Diskussiounen - et mierkt een och hei -, déi mat vill Emotioune geféiert ginn. Dat ass och nozevollzéien: D'Sécherheet ass e Grondbedierfnis vum Mënsch an doriwwer eraus och e Recht.

D'Gefill vu Sécherheet eeben och am ëffentleche Raum, an deem mer eis dagdeeglech ophalen an dee mer mat aneren notzen an deelen, ass fir d'gesellschaftlecht Liewen an d'Kohesioun fundamental wichteg. An dozou gehéiert och dat subjektiivt Onsécherheetsgefill, dat d'Mënschen deels onofhängeg vun hirer objektiver Sécherheet verspiere kënne. Wa mer eis Sécherheetspolitik definéieren, däerfe mer déi berechtegt Suergen an Ängschte vun de Bierger net ausser Uecht loossen. Mee gläichzäiteg muss eis Politik op enger objektiver Realitéit foussen. Mir musse se op Basis vu Fakten definéieren an och evaluéieren.

Mir sollten och keng schnell Schlëss zéien aus Faitdiversen. Esou eng kuerzsiichteg Perspektiv ass an eisen An eng wackeleg Basis fir eng Sécherheetspolitik. Se verstäerkt och de Risiko, einfach Äntwerten op komplex Situatiounen ze ginn. A mat den Emotioune vun de Leit ze spillen an esou onberechtegt Ängschten ze schüren, ass sécherlech déi falsch Approche.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Dofir ass et onerlässlech, dass Analysen an Opschaffung vun esou Faite gemaach ginn a se och a méi e generelle Kontext gesat ginn. An hei spillen natierlech och d'Medien eng wichteg Roll, déi mat hirer Berichterstattung en Afloss op d'Duerstellung vun der Kriminalitéit hunn.

Anerersäits solle mer eis awer och op d'Zuele vu Kriminalstatistike besënnen. Als LSAP si mer der Meenung, dass Statistiken ..., dass bei där Opstellung nach Loft no uewen ass. Méi komplett an integréiert Modeller kënnen eis nach méi zouverlässeg Erkenntnisser ginn an domat eng wëssenschaftlech a fundéiert Basis fir eng Sécherheetspolitik am ëffentleche Raum ginn an déi och gestalten. Et gëtt d'ailleurs och eng ganz Rëtsch vu kriminologeschen Etüden, déi sech heimat befaasst hunn.

Här President, eng effikass Sécherheetspolitik verlaangt eng wäitgespaanten Approche. Et ass eng gesamtgesellschaftlech Aufgab, déi all concernéiert Acteure mat an d'Boot soll huelen. Et ass en Zesummespill tëschent Preventioun a Repressioun. Béid sinn néideg a complementaire.

D'Police spillt hei natierlech eng zentral Roll: Si üübt de Gewaltmonopol aus vum Staat an agéiert souwuel dissuasiv wéi och repressiv, wann et néideg ass. An effektiv, an deen Dossier ass jo och Beweegung komm, dat huet de Minister bewisen, iwwert d'Rekrutementer, d'Digitaliséierung, nei Strukturen - all dat si Besoinen, déi um Terrain néideg sinn. A mir ënnerstëtzen als LSAP déi Prozesser.

D'Presenz vun der Police um Terrain, wouriwwer mer effektiv zu Recht hei vill geschwat hunn, ass an eisen Aen eng noutwendeg Bedéngung, mee am Endeffekt eleng net genuch, fir d'Situatioun an de Grëff ze kréien. Hiren Interventiounsradius ass kloer definéiert, dat wësse mer, de Minister huet dat och erkannt unhand vun der Drogeproblematik, an dofir gi jo och Synergië gesicht mat anere Ministèren.

Den Asaz vun private Sécherheetsfirmen am ëffentleche Raum gesi mer mat engem kritesche Bléck: Si hu kloer Limitten an hir Interventiounsméiglechkeeten si kloer begrenzt an definéiert.

Duerfir begréisse mer och d'Initiativ vun der Inneministesch, d'Kompetenze vun de Pecherten ze erweideren. Et ass eng laangjäreg Fuerderung vu ville Gemengen. Duerch déi Kompetenzerweiderung huet dat natierlech och en Impakt op d'Liewensqualitéit vun de Bierger, well se effektiv och d'Police kënnen ënnerstëtzen, ouni awer eng zweet Police ze sinn.

Och d'Videosurveillance kann nëmme limitéiert zur Preventioun an der Kriminalitéitsbekämpfung bäidroen. Hei schafe mer jo deemnächst e gesetzleche Kader. Duerfir si mer och gespaant op d'Resultater vun der Etüd, déi d'IGP eis muer wäert presentéierten. Mee och hei weisen international Studien, dass d'Videosurveillance op verschiddene Plazen en Impakt huet, wärend se op anere Plaze keng Wierkung huet. Net all Täter léisst sech duerch d'Presenz vun der Kamera beaflossen. Do gëtt et also eng gewëssen Ambivalenz.

An et ass och schonn ugeklongen hei duerch d'Virriedner: och d'Justiz huet eng ganz wichteg Roll, well si effektiv och intervenéiert a Sanktiounen ausschwätzt. An och dat huet en Afloss an der Kriminalitéitsbekämpfung.

Den ëffentleche Raum ass e Lieu de vivre ensemble, an do ass natierlech och Stadplanung an -entwécklung e ganz, ganz wichtegen Aspekt, deen och muss matafléissen.

An deene meeschte Fäll, wou mer iwwer Kriminalitéitsbekämpfung schwätzen, hu mer mat deene Schwächsten aus eiser Gesellschaft ze dinn. An duerfir ass och déi sekundär an tertiär Preventioun e ganz, ganz wichtege Problem, well et geet hei drëms, d'Aarmut ze bekämpfen, an net déi Aarm.

Här President, d'Konzeptioun an d'Organisatioun vun der ëffentlecher Sécherheet sinn e komplexe Mosaik, an et gëtt eng ganz Rëtsch Acteuren a Mesuren, déi zesummebruecht musse ginn. Nieft enger penaler a repressiver Äntwert, ass awer och eng sozial Approche wichteg an et ass och eng Saach vun der Gouvernance urbaine.

Als LSAP wëlle mer där Komplexitéit gerecht ginn. Mir si fir eng Politik, déi méi wäit geet wéi nëmmen en Appell u Recht an Uerdnung, mee fir eng Politik, déi d'Sozialpolitik, d'Integratiounspolitik an eeben och halt d'Preventioun eebebürteg mat der Repressioun eranhëlt.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Mir sollten och Best Practices aus dem Ausland materanhuele mat relevanten Organisatiounen - an där gëtt et der ganz vill, an dësem Land gëtt ganz wéineg driwwer geschwat -, den europäesche Forum fir déi urban Sécherheet, do gëtt et Beispiller, un deene mer eis kënnen orientéieren.

Et geet also drëms, eng nohalteg Sécherheetspolitik ze definéieren, an net, Politik mat der Sécherheet ze maachen. Nëmmen esou kënne mer laangfristeg sécher am ëffentleche Raum zesumme liewen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt ass et mer wichteg festzehalen, dass mer hei am Fong geholl net eng eenzeg Diskussioun féieren, mee eigentlech eng aacht oder néng verschidden Diskussiounen, déi deels anenanergräifen an duerfir och net ëmmer fir sech eleng kënne gekuckt ginn. Ech mengen, dat huet mäi Virriedner och elo scho ganz gutt gesot - am Fong geholl, meng Virriedner.

Mir schwätzen hei engersäits vu Policeaarbecht, an anerersäits vun enger Panoplie vu preventive Mesuren, déi musse gräifen, fir dass et iwwerhaapt net derzou kënnt, dass d'Police muss agräifen. Well, wéi een ëmmer esou schéi seet: Wann d'Police bis muss agräifen, da läit d'Kand eigentlech schonn am Pëtz.

Mir schwätzen also vu Responsabilitéiten, déi mussen erkannt an unerkannt ginn, an dëst queesch duerch d'Land, souwuel um nationale wéi um kommunale Plang, an och secteurs- a ressortiwwergräifend. Ech denken hei als Beispill ënner anerem un dezentraliséiert Structures d'accueil bas-seuil oder u breet ugesaten Ustrengungen an der Drogepreventioun.

Mir schwätze vun Effectiven an der Police, déi gebraucht ginn, fir dass d'Police hire Missioune ka gerecht ginn. Mir schwätzen iwwert d'Fro, wien, wat, wou dierf maachen, wann et drëm geet, den Ordre public ze assuréieren - Stéchwuert eebe privat Sécherheetsfirmen.

Mir schwätzen iwwert de Rôle, deen d'Videosurveillance an deem Ganzen ze spillen huet - oder eeben och net -, well d'Fro vun der Effikassitéit onkloer ass an aner Problemer domadder kënnen opkommen. Hei denken ech zum Beispill un d'Verdrängung op aner Plazen ausserhalb vum Perimeter vun der Videosurveillance.

Mir schwätze vu schwierege Situatiounen, vu Mënschen, déi an der Prekaritéit liewen a fir déi adaptéiert Strukturen an Encadrement néideg sinn. De soziale Volet hei auszeklameren an d'Problemléisung eleng bei der Policeaarbecht ze gesinn, wär einfach farlässeg.

Mir schwätze vun Toxicomanie an domadder deels zesummenhängende Problemer um Niveau vun der Salubritéit, awer och um Niveau vun der Beschafungskriminalitéit. Mir schwätze vu Streetworker respektiv der sozialer Aarbecht um kommunale Plang.

Mir schwätzen iwwert d'Méiglechkeet, Entréesdieren ze debloquéieren, wann dëst sech als néideg erweist. Och hei gëtt jo elo dru geschafft.

Mir schwätzen och iwwert de Rôle vun den Agents municipaux, deen op de Leescht wäert geholl ginn, fir eventuell ze hëllefen, d'Police ze entlaaschten.

Dir gesitt, all dat läit aktuell um Dësch, fir behandelt ze ginn, an et schéngt e bësselchen, wéi wa mer haut virun enger Herkulesaarbecht stéingen, déi elo an hirer ganzer Evidenz an alle Beräicher gläichzäiteg um Dësch läit. An dee Patient hei, dee brauch definitiv méi wéi ee Spezialist, fir erëm gesond ze ginn. Mee vläicht kënne mer eis dat och grad zunotze maachen, nämlech dann, wa mer et fäerdegbréngen, an enger breeder Approche all déi concernéiert Acteuren ze mobiliséieren, fir hir jeeweileg Responsabilitéiten ze huelen. Et geet net duer, dass jidderee just a sengem Beräich ronderëm doktert. Hei muss d'Diagnos am Echange vun alle Spezialiste gestallt ginn an d'Therapië mussen och openeen ofgestëmmt ginn.

Well eppes ass kloer: D'Police muss sech natierlech hiren Hausaufgabe stellen. An d'Police mécht dat och. Mee d'Police ass, wéi gesot, net eleng, a virun allem, si ass End of Pipeline: Wann d'Police bis gefrot ass, dann ass et, well virdrun eng Partie Etappen net zur Genüge erfëllt gi sinn.

A wéi Der gesitt, ass et schier onméiglech, dat heiten alles a fënnef Minutten ze paken, dofir verzeit mer, wann ech mech elo drop limitéieren, e puer eenzel Constaten ze maachen, déi eis awer besonnesch wichteg erschéngen, unzefänke mam Sécherheetsgefill an der Fro: Wat ass gebraucht? Wat ass gefrot?

Wichteg ass, dass mer hei keng falsch Konklusiounen zéien. Et ass geschwat gi vum subjektive Sécherheetsgefill. E Sécherheetsgefill ass ëmmer subjektiv. An hei kann ech d'Demanden nom Suivi vun de Statistike nëmmen ënnerstëtzen. Mir brauchen Zuelen, déi eis dat alles ënnerbreeden, fir dass mer wëssen, wéi eng Mesurë mer kënnen huelen, wat gebraucht ass, wat gefrot ass a wat Sënn mécht.

A wat wichteg ass, dat ass, dass mer hei net mat Bauchgefill hantéieren. Mir musse beduecht sinn an deem, wat mer maachen, an mam Léisungsusaz, dee mer wëllen usetzen.

Ech denken hei zum Beispill erëm un de Sujet vun der Videosurveillance. Hei brauche mer e klore legale Kader - an dat ass jo och e ganz aktuelle Sujet elo bei eis an der Kommissioun - a mir mussen eis, wéi gesot, och déi néideg Froen um Niveau vun der Effikassitéit stellen.

Jiddefalls kann d'Videosurveillance, wann iwwerhaapt, och just e klengen Deel vun der Léisung sinn, well et vill aner Elementer gëtt, déi och eng Roll spillen. Wéi ass et mam Amenagement vum Espace public? Well sämtlech Etüde weisen effektiv, dass Risikoplazen do entstinn, wou däischter Ecke sinn, wou et manner propper ass, wou d'Beliichtung net gutt ass an esou weider. Et kann een also duerch urbanistesch Mesurë fir eng Besserung suergen, déi der Bevëlkerung dee Raum och zréckgëtt.

Wat mer och wëssen, dat ass, dass Patrulle vu Policebeamte fir eng Verbesserung suergen: Si agéieren och dissuasiv a maachen et méi schwéier fir d'Dealer, hirem Geschäft nozegoen. Mir brauchen duerfir och kloer méi Beamten - an dee Constat ass och net nei, duerfir hu mer jo och héich Rekrutementsziler ausgeschwat a mir hunn och am Garer Quartier relativ opgestockt, grad just am Garer Quartier, well do de Problem am däitlechsten ass.

Ech géif awer och gären iwwert de Volet vun der Preventioun a vum ganze sozialen Encadrement schwätzen, deen à la base emol wichteg ass, fir dass Problemer guer net eréischt an deenen Ausmoossen entstinn. Mir brauchen dezentraliséiert Offres d'accueil iwwer Land, awer sécher och um Niveau vun der Stad, déi an dësem Fall am stäerkste concernéiert ass.

An och hei ass et wichteg, dass déi national a lokal Zännrieder anenanergräifen. Den Drock, dee ronderëm d'Gare entstanen ass, kënnt virun allem doduerjer, dass et un ugepassten Offeren och uechtert d'Land - an hei sinn d'Gemengen allgemeng gefuerdert -, dass et dorunner feelt. Doduerjer konzentréiert sech d'Problematik natierlech dann op een Hotspot.

„Housing First"-Programmer waren elo nach ufangs der Woch e grousst Theema hei an der Plenière a sinn och e puermol als ganz wichtegt Element genannt ginn. D'Léisung ass et also definitiv net, via Police haaptsächlech no repressive Léisungen ze sichen. Et geet och drëm, allgemeng d'Prise en charge ze erhéijen.

De wichtegste Message hei muss also dee sinn, dass jidderee sech bewosst muss sinn, dass jidderee seng Responsabilitéite muss huelen. Een eleng kann de Problem net léisen. Wa mer d'Situatioun wierklech wëlle verbesseren, da musse Preventioun, Sozialaarbecht a Repressioun zesumme spillen a sech géigesäiteg ergänzen.

An deem Sënn, géif ech heimadder och elo gären am Numm vun de Majoritéitsparteien eng Motioun deposéieren ...

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant qu'une des missions essentielles de l'État est de garantir la sécurité de ses citoyens ;

- considérant la situation préoccupante, quant au sentiment d'insécurité croissant rencontré par les habitants de plusieurs communes du Grand-Duché de Luxembourg, dont notamment la Ville de Luxembourg dans les quartiers de la Gare et de Bonnevoie et les Villes de Differdange, d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck ;

- considérant qu'une participation et une collaboration entre les autorités communales et les autorités nationales, à savoir le Ministre de la Sécurité intérieure, la Ministre de la Justice, la Ministre de l'Intérieur, la Ministre de la Santé, la Ministre de la Famille, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Ministre de l'immigration, ainsi que toutes les institutions agissant dans le cadre de la prévention, sont nécessaires afin de trouver des solutions pérennes à la problématique de l'insécurité ;

- constatant que le manque d'effectifs présente toujours un défi qui limite le renforcement de la présence policière sur le terrain ;

- saluant dans ce contexte le plan de recrutement 2020-2022 qui vise à pallier le manque d'effectifs au sein de la Police grand-ducale, par un renforcement de 621 agents policiers et de 240 personnes relevant du cadre civil de la Police grand-ducale ;

- saluant par ailleurs l'annonce faite quant à la mise en place de nouvelles mesures visant la modernisation du fonctionnement de la Police grand-ducale, notamment par le biais de la digitalisation généralisée des différents services ;

- considérant l'importance d'infrastructures d'aide et d'encadrement de personnes vivant dans la précarité, et notamment des personnes toxicodépendantes, décentralisées au niveau national et local ;

- saluant dans ce contexte l'annonce que des efforts supplémentaires seront entrepris dans le cadre du plan national en matière de drogues et d'addictions associées,

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre les actions prévues dans le Plan d'action national drogues illicites 2020-2024 ;

- à soutenir les communes dans la mise en place d'une offre décentralisée de structures d'accueil bas-seuil pour les personnes vivant dans la précarité ;

- à prévoir de nouvelles possibilités d'intervention de la Police grand-ducale en matière de maintien de l'ordre public, telles que « l'injonction d'éloignement » en cas d'obstruction des entrées d'immeubles, tout en veillant à mettre en place des mesures sociales adaptées ;

- à présenter, dans les meilleurs délais, les amendements gouvernementaux relatifs au projet de loi n° 7126 visant entre autres à élargir les compétences des agents communaux en matière de police administrative afin de leur permettre d'intervenir d'avantage dans le maintien de l'ordre et ainsi soulager en partie le travail de la Police grand-ducale ;

- à associer la Chambre des députés à l'élaboration d'un projet de loi visant à préciser la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance notamment quant aux activités pouvant être exercées par les sociétés privées de gardiennage ;

- à prévoir le cas échéant un projet de loi visant à préciser l'article 142 de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration en matière de décision d'éloignement.

(s.) Stéphanie Empain, Dan Biancalana, Lydie Polfer.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- … an elo schonn de Signataire villmools Merci soe fir hir gutt Zesummenaarbecht an och deenen, déi hoffentlech bereet sinn, se matzedroen, well et eng Motioun ass, déi versicht, de Sujet ganz breet unzegoen. An ech mengen, wéi gesot ginn ass, et ass net de Moment, fir mat der Onsécherheet vun de Leit Politik ze maachen.

Hei versiche mer wierklech …

(Interruption par M. Roy Reding)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Reding, ech wëll lech drop opmierksam maachen, datt d'Wuert bei der Madamm Empain ass.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Et deet wéi, ne?!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Empain, wannechgelift, Dir hutt d'Wuert a soss keen.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ech weess. Ech wollt just eng Paus maachen, fir dass et e bësse méi sackt.

Wou war ech? Voilà: D'Motioun soll d'Komplexitéit vum Sujet a senger Integralitéit ugoen an un d'Bestriewungen uknäppen, dës Erausfuerderungen ressortiwwergräifend unzegoen. Mir sinn eis bewosst - an dat ass jo och kee Geheimnis -, dass et Onkloerheete gëtt op verschiddene Punkten. An déi heescht et, am Sënn vun alle concernéierten Acteuren a virun allem vun de concernéierte Leit ze klären.

Dofir invitéiere mer d'Regierung … An ech wollt elo, der Fairness halber, fir déi Leit, déi d'Motioun nach net gesinn hunn, fir dat eng Kéier e bësselchen ze erklären, eng Kéier kuerz op d'Motioun agoen: Mir invitéieren d'Regierung, verstäerkt d'Zesummenaarbecht mat de concernéierte Gemengen ze sichen an déi interministeriell Zesummenaarbecht konsequent weiderzefëieren. All Acteur - kommunal an national - muss seng Responsabilitéiten iwwerhuelen.

Mir invitéieren d'Regierung och, de Plan d'action national drogues illicites ëmzesetzen an d'Gemengen ze ënnerstëtzen, eng dezentral Offer u Structures d'accueil bas-seuil unzebidden.

Och invitéiere mer d'Regierung, Léisungen ze fannen am Fall vum Bloquage vun Hausdieren, ouni awer dann am selwechten Otemzuch ze vergiessen, adaptéiert sozial Mesuren unzebidden.

Mir invitéieren d'Regierung, schnell weiderzekommen um Dossier vun de Kompetenze vun den Agents municipaux, an mer thematiséieren och de Sujet vun dem Gardiennage a vum Rôle vun de private Sécherheetsbeamten. Hei invitéiere mer d'Regierung, déi néideg Prezisiounen ze erbréngen, déi eeben néideg sinn, fir ze klären, wéi eng Missiounen déi privat Sécherheetsbeamte kënnen iwwerhuelen.

Voilà! Dann hoffen ech op eng breet Ënnerstëtzung fir dës Motioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren - och wann et verschiddene Leit schwéiergefall ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och de Piraten Merci soe fir d'Initiativ, datt mer haut hei doriwwer kënne schwätzen. Ech kommen nach zréck op dat, wat d'Piraten gesot hunn.

Ech wéilt awer emol unfänken a soen,, datt ech de Sozialisten an deene Grénge gutt nogelauschtert hunn. An ech muss soen, si schwätze laanscht de Problem! Wat ass de Problem? De Problem ass, datt mir an enger Situatioun haut an eisem Land sinn, wéi mer se ni kannt hunn, wou Leit am Dag, am Zentrum, hei, e puer Meter vun där Plaz ewech, wou mer hei sinn, iwwerfall gi sinn!

Den Här Mosar huet e Bréif zitéiert vun engem Här, dee moies do iwwerfall ginn ass op der Gare. Mir hunn e Jonken, deen zu Bouneweg ëmbruecht gouf vun anere Jonken. Dat ass d'Situatioun am Land an d'Leit hunn es genuch! Mir brauche kee Plan national an eng allgemeng Koordinatioun. Dat sinn dach

alles Wierder, fir ronderëm d'Problemer ze schwätzen. Mir hunn e reelle Sécherheetsproblem!

Den Här Biancalana an och d'Madamm Empain hu gesot, et soll ee keng Politik mat der Sécherheet maachen. Ma sécher maache mir Politik mat der Sécherheet, well d'Regierung verseet an da maache mir Politik domadder, well d'Leit hätten dat gär an d'Leit hunn e Recht op Sécherheet! A selbstverständlech ass dat e politesche Problem a mir ginn e politesch un a mir soen och, wou d'Problemer leien!

Et ass net tolerabel, datt dee Sécherheetsproblem hei ass! Et ass net tolerabel zum Beispill, datt d'Leit och net gewuer ginn, wat de Problem ass, a mir alleguer net! Déi Täterbeschreiwung, dat ass dach e Witz: „Zwou Persounen hunn eng Tankstell iwwerfall." Jo, wéi solle mer e Problem soziologesch verstoen an eiser Gesellschaft, wa mer net kënnen driwwer schwätzen, wie wat mécht, firwat en et mécht, wann dat alles tabu ass, aus politescher Korrektheet?!

Mir entzéien eis d'Méiglechkeet vun der Analys a vun der Diskussioun. An d'Leit hu mat Recht den Androck, datt verschleiert gëtt an näischt éierlech gesot gëtt. Dat geet fir eis guer net! Mir maache Politik mat der Sécherheet, well mer d'Sécherheet vun de Leit wëlle verbesseren an op déi éischt Plaz setzen.

D'Buergermeeschteren hei am Land hunn eng Responsabilitéit fir d'Sécherheet, d'Salubritéit, d'Santé. Mee wéi eng Mëttelen hu se nach? Mir hunn deemools d'Fusioun gemaach vu Gendarmerie a Police, fir kënne méi Mëttelen ze mobiliséieren. Awer mir hunn deemools de Buergermeeschtere gesot: „D'Police gëtt méi staark, se ass fir lech do!" Mee wann dat net de Fall ass … Firwat hu mer elo erëm Diskussiounen ëm eng Police communale? Firwat hu mer Diskussioun ëm méi Kompetenze fir d'Agents communaux? Ma well eng Lacune do ass, well kloer e Besoin do ass, fir de Buergermeeschtere méi Méiglechkeeten an d'Hand ze ginn, fir hir Aufgaben ze erfëllen, wéi déi, déi d'Gesetzer hinne ginn, wou se awer elo net déi Mëttelen hunn!

D'Effectiver vun der Police - jo, et gëtt rekrutéiert. Mee mir wëssen elo schonn, datt esou vill Leit an deenen nächste Joren an d'Pensioun ginn an der Police. A mir hate gëschter eng Diskussioun - oder virgëschter, ech weess net méi - iwwert d'Giischtercher, do huet de Minister Kox hei op der Plaz gesot: „Jo, mir musse gesamtstaatlech kucken a mir musse kucken, datt se dann net an enger Verwaltung méi Lacunnen hunn." Mee d'Aufgabe si verschidde vu Giischtercher, vu Police, an do wär absolut d'Méiglechkeet, och Personal ze spuere bei der Police an dann op aner Verwaltungen Aufgaben iwwerzeginn.

Wësst Der, d'Piraten hunn hei eng Ried gehalen, wéi se heihinner komm sinn, fir ze soen, dat wär alles rechtsstaatlech net ze vertrieden, fir do eng privat Sécherheetsfirma ze beoptragen. An d'Madamm Polfer huet dorop eng gutt Äntwert ginn, si huet gesot: „D'Aufgab ass Assistance à personne en danger." Et ass de Contraire vun deem, wat een net soll maachen, dat wär d'Non-assistance. Mee hei ass eng Méiglechkeet ginn, fir de Leit ze weisen: hei si Leit, déi mir chargéiere praktesch mat där Aufgab, fir lech ze weisen, mir sinn do, mir maachen eng Assistance à personne en danger.

Mee d'Piraten kommen hei iwwer Rechtsstaatlechkeet schwätzen an ech froe mech, a wéi engem Land se liewen. Firwat hu se net iwwer Rechtsstaatlechkeet geschwat, wéi dee Jonken zu Bouneweg ëmbruecht gouf? Firwat komme se net heihinner iwwer Rechtsstaatlechkeet schwätzen, wa mer hei nigerianesch Drogebanden hunn, déi d'Gesondheet vun de Leit hei am Land futti maachen? Wou ass do hir Suerg fir d'Rechtsstaatlechkeet? Wou ass d'Suerg fir d'Rechtsstaatlechkeet bei deenen Zoustänn, wa Leit vum Trottoir gestouss ginn, eeler Leit, a sech net méi op d'Gare trauen? Oder Fraen, déi vun der Police gesot kréien an engem Interview: „Gitt nuets net méi op d'Strooss!" Ass dat keng Suerg vu Rechtsstaatlechkeet? Solle mer dat toleréieren? Mir op jidde Fall net!

Déi null Toleranz, déi d'Piraten priedegen, dat ass net an eisen Ae géintiwwer der Stad Lëtzebuerg, déi eng Sécherheetsfirma beoptraagt! Null Toleranz hu mir géintiwwer deene Kriminellen! An dat wäerte mer och elo mat enger Rei vu Motioune weisen, déi mer lech wëllen haut virleeën.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass esou, datt mer gesinn, wéi eis Stied zum Deel verkommen, well mer och Sécherheetsproblemer hunn.

(Brouhaha)

Une voix.- Wou lieft Dir, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Kuckt, wéi d'Gare ass! Kuckt, wéi d'Gare haut ass! Ech erënnere mech nach, …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… datt d'Gare eng vun deene vorneemsten Akafsstroossen an der Stad Lëtzebuerg hat. Dat erënnere ech mech nach ganz gutt! A wat ass et haut? Et geet kee méi investéieren dohinner, well se genau wëssen …

Iwwregens, wou ass d'Madamm Justizminister? Si ass vläicht haut verhënnert. Mee wann d'Justiz net duerchgräift, wann och emol d'Police een huet, wat ass dann do d'Resultat? Mee ech géif als Geschäftsmann och net dohin investéiere goen, wann ech weess, datt Vollen an aner Incivilitéiten oder Delikter oder Infraktiounen, wat et och ëmmer ass, iwwerhaapt net méi verfollegt ginn! Wat ass dat fir en Zoustand?

Mir hu fënnef Motioune virbereet, fir de Kär vun der Saach unzefänken, Här President. An déi éischt ass, mengen ech, eng ganz wichteg: Mir felicitéieren deene Gemengen, déi d'Initiativ huelen, fir privat Sécherheetsfirmen ze beoptragen, fir dat ze maachen. An dat ass, mengen ech, dee richtege Gest. Ech ginn lech déi.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierten,

déif besuergt iwwert d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg,

- ass sech bewosst,

• datt sech bei ville Leit en Onsécherheetsgefill breet mécht an datt si sech erwaarden, datt déi staatlech a kommunal Autoritéiten effikass an adequat Moossnamen huelen, fir géint d'Kriminalitéit virzegoen,

- stellt fest a begréisst,

• datt eng Rei vu Gemengen am Kader vun hirer kommunaler Autonomie op privat Sécherheetsservicer zréckgräifen, fir d'Sécherheetsgefill bei de Leit ze stäerken,

- fuerdert d'Regierung op,

• am Kader ë. a. vun der bannenzeger Sécherheet an der Justiz dréngend all néideg Moossnamen ze huelen, fir d'Sécherheet am Land ze verbesseren an decidéiert géint d'Kriminalitéit virzegoen;

• dës Politik duerch sozial Moossnamen ze encadréieren fir do, wou et néideg a sënnvoll ass, accessoir Ursaache vun der Kriminalitéit an der Incivilitéit kënnen unzegoen.

(s.) Fernand Kartheiser.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An eng zweet Motioun, …

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … eng zweet Motioun, déi betrëfft einfach emol déi Drogebanden, an dat ass … Ech verstinn, datt d'Sozialisten net wëllen driwwer schwätzen - ma et ass dach Är Immigratiounspolitik, déi matverantwortlech ass! Mir wëssen et! Mir wëssen et, well mer …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Immigranten, Drogenhändler, ma tipptopp!

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Dat heescht, all Migrant ass en Drogenhändler? Très bien! Très bien! Dat ass de richtege Message!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wat e Rassismus hei!

(Brouhaha général)

Une voix.- Bravo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Well déi nigerianesch Drogebanden an aner nordafrikanesch Drogebanden, déi hei agéieren, zum Deel mat Pabeiere kommen aus anere Länner vun der Europäescher Unioun, déi net korrekt ausgefëllt sinn, an dann hei net kënnen ausgewise ginn duerch eng Toleranz vun der Regierung. Mir wëllen där Saach en Enn setzen! Mir toleréieren dat net! Dir toleréiert, mee Dir gitt …, Dir waart emol net capabel, de Problem unzeschwätzen an Äre Rieden! Mir nennen d'Kand beim Numm a mir soen, wéi mer dergéint virginn.

A wéi mer dergéint virginn, ass - an elo lauschtert gutt! - konform, absolutt konform zum Artikel 32 an 33 vun der Asylrechtskonventioun vun 1951! Gitt se noliesen, wat do drasteet iwwert d'Obligatioun vun de Flüchtlingen an de Staaten, an da kënnt Der kucken, konform zum internationale Recht géife mir opraumen.

Motion 6

D'Chamber vun den Deputéierten

- ass sech bewosst,

• datt d'Drogekriminalitéit e grousse mënschlechen a materielle Schued verursaacht;

• datt sech esou Aktivitéiten net exklusiv, awer virun allem, op e puer Plazen am Land konzentréieren, wéi z. B. am Garer Quartier an der Stad Lëtzebuerg,

- decidéiert,

• esou Aktivitéite mat Häert an Determinatioun ze bekämpfen an eng Null-Toleranz-

Politik am Beräich vun der Drogekriminalitéit anzefiéieren;

• datt eng Rei vu Moossname mussen dréngend geholl ginn, déi e sécheren Impakt op d'Kriminalitéit, virun allem och op d'Drogekriminalitéit, hunn,

- fuerdert d'Regierung op,

• all Persoun, déi sech illegal um Lëtzebuerger Territoire ophält, esou séier wéi méiglech auszeweisen an och derfir ze suergen, datt déi Leit effektiv d'Land verloossen;

• all Persoun, déi mat net kompletten oder onlieserlechen auslännesche Pabeieren als internationale Schutz sichend ausgewise gëtt, oder all Persoun, déi schonn internationale Schutz huet an déi onlieserlech an onkomplett Pabeieren huet, direkt auszeweisen;

• op europäeschem Niveau dofir anzetrieden, datt Persounen, déi an engem Memberstaat am Zesummenhang mat der Drogekriminalitéit verurteelt goufen oder fir aner schwéier Delikter oder Verbrieche verurteelt goufen, keen Asyl an der EU kënne kréien, respektiv hire Schutzstatut verléieren an d'Europäesch Unioun direkt verloosse mussen;

• der Chamber bis spéitstens den 1. August 2021 e Projet de loi virzeleeën, deen den illegalen Openthalt zu Lëtzebuerg zu engem penalen Delikt mécht;

• der Chamber bis spéitstens den 1. August 2021 e Projet de loi virzeleeën, deen

d'Strofe fir de Verkaf vun illegalen Drogen däitlech eropsetzt.

(s.). Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Drëttens …

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Beweist, wat Der sot!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Drëttens: mir hunn hei eng Diskussioun ronderëm de Platzverweis. Mir hunn deen ëmmer gefuerdert mat anere Mëttelen, och déi administrativ Police huet einfach net genuch Mëttele bei eis am Land. Mir hunn och zur Kenntnis geholl …, den Här Gloden huet eng Propositioun an deem Sënn gemaach, mee déi geet eis net wäit genuch. Mee et huet kee Wäert, datt mer eng Proposition de loi iwwer e Platzverweis maachen, wou ee muss ëmmer op déi héchstpolitesch Instanzen zréckgräifen, fir eng kleng Moossnam ze huelen. Mir si fir de Platzverweis. Mir proposéieren eng konkreet Moossnam, fir dat kënnen ze maachen.

Motion 7

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt d'Police am modifizéierte Gesetz vum 18. Juli 2018 net genuch Instrumenter am Beräich vun der administrativer Police krut, fir all hir Aufgabe kënnen effikass ze erfëllen an déi ëffentlech Uerdnung a Sécherheet an alle Situatioune kënnen ze preservéieren,

fuerdert d'Regierung op,

- der Chamber e Projet de loi bis zum 1. August 2021 virzeleeën, deen der Police d'Méiglechkeet gëtt, op Decisioun vun der lokaler Policedirektioun e Platzverweis auszeschwätzen, an zwar esouwuel géint eng Persoun oder e Grupp vu Persounen, déi sech op eng Manéier behuelen, déi eng konkret, zäitno a schwéier Gefor fir déi ëffentlech Sécherheet duerstelle kann, ewéi och géint eng oder méi Persounen, déi eng Entrée vun engem privaten oder ëffentleche Lokal oder Gebai oder och e Wee oder e Passage blockéieren. Dëse Platzverweis soll kënnen, wann néideg, mat Gewalt duerchgesat ginn an d'Net-Respektéiere vun esou engem Verweis soll mat penale Sanktioune bestrooft ginn.

(s. Fernand Kartheiser).

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An net nëmme konkreet, mee och effikass.

Véiertens: Mir hätte gär, datt mer endlech emol géint déi organiséiert Mendicitéit virginn. Well och dat ass eppes, wat aner Stied scho laang konnte reegelen. An elo kommt mer net a sot mer, dat wären aarm Leit! Si sinn aarm Leit, well se ausgebeut ginn duerch hir eege Strukturen! An dat toleréieren déi Leit, déi déi organiséiert Mendicitéit net bekämpfen! Dat ass dat do …, wierklech aarm Leit! Ech hunn der vill kannt a Rumänien, déi an där Zäit do gewunnt hunn a wou d'Leit selwer Angscht hate virun deene Strukturen, déi rumänesch Autoritéiten … Mir hunn als Lëtzebuerg Projeten ënnerstëtzt a Rumänien, fir zum Deel géint déi Strukture virzegoen. An eng vun deenen éischten Entrevuen, fir lech dat nach ze erzielen, déi ech hat als Ambassadeur a Rumänien, dat war mat den UNO-Mënscherechtsorganisatiounen, déi do aktiv waren. Déi hu mer déi Saach esou geschildert, wéi et realistesch ass. An eis Politik entsprécht absolutt net deem, wat gebraucht gëtt, fir géint dee Phenomeen virzegoen.

Mir wëllen als ADR där Saach e Schluss setzen, wéi och aner Stied am Ausland et gemaach hunn. An dat ass schlussendlech fir d'Wuel vun deene Leit, déi do concernéiert sinn, déi op eng brutal Manéier exploitéiert ginn. Domadder muss Schluss sinn! An dat heescht och, datt mer verschidden Dispositiounen am Beräich vun der Liberté de mouvement an der Europäescher Unioun musse modifizéieren - am Interessi vun deene Leit, déi exploitéiert ginn.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Déi organiséiert Mendicitéit ass illegal hei zu Lëtzebuerg.

Motion 8

D'Chamber vun den Deputéierten

constatéiert,

- datt de Phenomeen vun den organiséierten Heeschebanden zu Lëtzebuerg staark verbreet ass;

- datt et inakzeptabel ass, datt Leit, dorënner och jonk Leit a Leit mat enger Behënnerung, zum Zweck vun der Heescherei exploitéiert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

- der Chamber e Projet de loi bis spéitstens den 1. August 2021 virzeleeën, deen déi organiséiert Heescherei an d'Heescherei a Banden um ganzen Territoire soll verbidden an dobäi all néideg prozedural Modalitéiten, inklusiv bei der Beweisféierung, virzegesinn, déi d'Effikassitéit vun där Moossnam och garantéieren;

- op europäeschem Niveau eng Aschränkung fir d'Beweegungsfräiheet vun EU-Bierger an dat europäescht Recht ophuelen ze loossen, déi d'Aktivitéit vum Heeschen an engem anere Staat, wéi deem, vun deem dës Persoun d'Nationalitéit oder hire Wunnsëtz huet, verbitt.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fënneftens … Här Haagen, wëlle mir …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi Disziplinn an och eng ugepassten Tonalitéit. Merci!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Merci. Et ass gutt, datt Der eis Kolleegen drun erënnert, Här President.

Une voix.- Dat war fir lech, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fënneftens wëlle mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, sech ze wieren. An dat heescht och, datt mer mussen driwwer nodenken - wéi et och an anere Länner scho laang de Fall ass -, datt d'Leit kënne méi Méiglechkeeten zur Selbstverdeedegung hunn, datt se de Pefferspray kënne bei sech hunn, zum Beispill, an datt de Staat hëlleft, Selbstverdeedegungscoursen ze organiséieren. An dat ass déi fënneft Initiativ, déi mer wëllen huelen.

Motion 9

D'Chamber vun den Deputéierten

- ass déif besuergt,

• datt d'Sécherheetssituatioun zu Lëtzebuerg sech deterioréiert a vill Iwwerfäll, esouguer am hellliichten Dag, op physesch Persoune geschéien,

- ass fest decidéiert,

• deene Kriminelle mat alle rechtsstaatleche Mëttelen entgéint ze trieden,

- fuerdert d'Regierung op,

• bis spéitstens den 1. August 2021 der Chamber e Projet de loi virzeleeën, deen et all Bierger soll erlaben, Pefferspray bei sech ze hunn, fir sech besser kënnen ze verdeedegen;

• iwwerall am Land Coursen ze subventionéieren, déi et de Leit erlabe sollen, Technike vun der Selbstverdeedegung ze léieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

Et muss de Leit méiglech sinn, sech ze wieren!

Ech soen lech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien! Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hat mer geduecht, datt dës Heure d'actualité houleuse géif ginn. Ech muss mech awer iwwer dräi Saache wonneren.

Éischtens muss ech mech driwwer wonneren, datt d'ADR 21 Minutte Riedezäit hat an dräi Sprieche. Déi Sprieche ware vun hannen no vir: Kartheiser, Mosar a Polfer. An et kënnt eeben dat dobäi eraus, wann een esou Discourse féiert mat där doter Tonalitéit a mat där Finalitéit.

Mech wonnert och beim Deputéierte Mosar, …

M. Roy Reding *(ADR).*- Bienvenu, confrère!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- … dee soss hei steet a sech asetzt fir d'individuell Fräiheetsrechter, deen

an de Policefichieren, an enger Interconnectioun vun de Policefichieren déi gréisste Gefor fir déi individuell Fräiheetsrechter op där enger Säit gesäit, an dann hei awer an deem dote Fall e Law-and-Order-Discours hält.

An ech sinn awer och erstaunt doriwwer, datt ech d'Deputéiert Lydie Polfer hunn héiere schwätzen, well normalerweis hélt d'Madamm Polfer esou wéineg Stellung, datt ech mer deen Dag haut rout ukräizen am Kalenner, esou rout wéi hire Blazer ass.

Duerfir, well se esou wéineg schwätzt, huet se net fënnef Minutte geschwat, mee eelef Minutten - eng Incivilitéit, déi awer an dësem Fall duerchgaangen ass. Hei ass et eng Surenchère gi vun engem Law-and-Order-Discours, dee komplett disproportionéiert ass par rapport zur realer Situatioun hei am Land!

Mir sinn zu Lëtzebuerg net an enger Situatioun wéi an der Bronx oder a soss iergendwellche Staddeeler, wou et keng ëffentlech Sécherheet méi géif ginn. Ech kommen aus enger Stad, vun där dat ganz dacks fälschlecherweis behaapt ginn ass. Esch ass keng onsécher Stad, a grad esou wéineg onsécher ass dëst Land! An domat, mengen ech, muss een einfach emol ophalen, dat probéieren ze maachen!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Do, wou et punktuell Problemer gëtt mat richteger Kriminalitéit - mat Drogekriminalitéit, mat eventuell Zuhälterei, mat Prostitutioun -, do gëtt et ee Responsabelen: An dat ass d'Police! An d'Police muss déi Moyene kréien, fir dogéint virzegoen, a soss keen aneren! Et kënnen net op eemol privat Sécherheetsfirme responsabel ginn, fir fir den Ordre public ze suergen. Si hunn net d'Ausbildung dozou; si hunn net d'Kompetenz dozou; si hunn och net d'Befugnisser, fir do an iergendenger Form kënnen ze intervenéieren.

An dat Beispill, wat den Här Mosar genannt huet, vun deem Här - deen ech net kennen -, deen zesummegeschloe ginn ass, do hätt och eng Gardiennagefirma näischt kënne maachen! Hinnen ass et net erlaabt ze intervenéieren!

M. Roy Reding *(ADR).*- Si muss souguer! Si muss souguer!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Hinnen ass et och net mam Hond erlaabt, ze intervenéieren an deem dote Fall. Si kënnen et der Police mellen, dat kënne se maachen.

A besonnesch dat Beispill, wat Dir genannt hutt, do hutt Der gesot, do sinn esou vill aner Leit ronderëm gewiescht, déi och näischt gemaach hunn - dat heescht, dat eleng ass op jidde Fall keen Argument. Et ass exklusiv d'Police - an eisen Aen op jidde Fall als Lénk -, déi responsabel ass, fir deen dote Genre vu Problemer unzegoen.

Duerfir, mengen ech, brauch et eng Embauche vu Polizisten, eng konsequent Embauche vu Polizisten. Et muss ee se befreie vun administrativen Tâchen, wou se nach ëmmer iwwerlaascht sinn, mengen ech. Se mussen och doduerch Presenz kënne weisen, Presenz um Terrain. An ech mengen och, datt et net ka sinn, datt eng Gemeng - oder soss iergendeen Acteur - eng privat, eng Zort privat Police probéiert ze engagéieren.

An och, da si mer bei der Diskussioun ronderëm d'Agent-communallen. Och do musse mer ganz gutt oppassen! Och si däerfen net op eemol … Mer däerfen net op eemol an eng Situatioun kommen, wou déi op eemol sollen d'Policeaarbecht maachen. Well och dat ass net hir Aufgab! Si hunn och net déi Kompetenz an net déi Befugnisser. An engem Rechtsstaat ass et wichteg, datt dat Gewaltmonopol vun der Police ausgeet a vu soss kengem. Dat ass immens wichteg an deene ganzen Diskussiounen do ronderëm.

An da musse mer oppassen, wa mer iwwer Incivilitéite schwätzen, datt mer net d'Aarmut kriminaliséieren!

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Bravo!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat ass ganz dacks gemaach ginn, besonnesch am Ufank vum 20. Joerhonnert, eng Zäit, déi sech Verschiddener jo erëm gär zréckwënschen. Do ass d'Aarmut kriminaliséiert ginn, amplaz déi Faiten oder déi Situatioun, déi gesellschaftlech Constellatioun, déi eventuell zu där Aarmut geféiert huet.

Ganz vill a ganz richteg ass gesot ginn, datt Incivilitéiten och vill mat Sécherheetsgefill ze dinn hunn. An do hunn d'Gemengen effektiv eng grouss Kompetenz, nämlech, d'urbanistesch Gestaltung vun de Stied esou ze gestalten, datt et méiglech ass …, datt Hygiènesangeboter do sinn, déi och wouergeholl kënne ginn. Ech - ouni elo an den Detail ze goen -, ech kommen aus engem Gemengerot, wou ech zënter Éiwegkeet froen, einfach emol e Relevé ze kréien: Sinn d'Poubellen op deene richtege Plazen op den ëffentleche Plazen? Oder muss do eventuell nogebessert ginn?

Dat si ganz einfach Mesuren, déi eng Gemeng kann huelen, fir dat allgemengt Onsécherheetsgefill oder fir géint d'Incivilitéite kënne virzegoen. An dat ass, mengen ech, dat, wat wichteg ass, dat ass dat, wat essentiell ass. Den Amenagement vun ëffentleche Plazen ass eppes Kruziales, an datt een ëffentlech Plazen denkt als Plazen, wou Mënsche sinn, a se och deementspriechend gestallt.

Dëst gesot, gesinn ech, wann ech esou streng mat der Madamm Polfer war, wat hir Riedezäit ugeet, wëll ech meng net iwwerschreiden. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Laurent Mosar freet nach d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech huelen d'Wuert fir Fait personnel. Den Här Baum huet mech hei perséinlech ugegraff an duerfir wëll ech Stellung huelen. Fir d'éischt …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mosar freet d'Wuert, well en zitéiert ginn ass vum Här Baum, fir Fait personnel.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech hunn dem Här Baum, wéi ëmmer, opmierksam nogelauschtert. An den Här Baum huet eppes, wat ech och hunn: Mir si ganz sensibel op d'Grondrechter, d'Grondfräiheeten. An ech wëll dem Här Baum soen: Eng vun deene wichtegste Grondfräiheeten ass d'Recht op Sécherheet, d'Recht, sech um eelef Auer moies op der Gare kënnen ze beweegen, ouni mussen ze fäerten, bei sengem Auto vun dräi Leit mat Féiss gerannt ze ginn an aggresséiert ze ginn.

Ech wëll iwwregens dem Här Baum soen, deen Dag virdrun ass um dräi Auer op der Plëss e Mann mat engem Messer aggresséiert ginn. Et sinn also keng Fait-uniquen! An ech hunn iergendwéi awer e Problem, Här Baum. Ech respektéieren Iech ganz staark. Mee ech mengen, Dir schwätzt hei vun enger Situatioun, déi Der net kennt. Ech géif Iech wierklech bieden, emol eng Kéier op d'Gare ze goen, mat de Leit ze schwätzen, op Bouneweg ze kommen. Kommt wannechgelift eng Kéier dohinner an da lauschtert Der Iech emol un, wat déi Leit Iech soen. Déi fäerten, owes virun d'Dier ze goen! Hir Kanner fäerten zu Bouneweg, op d'Place du parc ze goen! An duerfir verbidden ech mir, hei vun iergendengem soen ze loossen, ech wier géint d'Grondrechter! Ech si grad esou fir d'Grondrechter wéi Dir, Här Baum! Mee d'Recht op Sécherheet ass eent vun deene wichtegsten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Dann huet d'Madamm Polfer nach d'Wuert gefrot.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Also, Här Baum, et freet mech, vun Iech ervirgehuewen ze ginn. Mee et deet mer dann awer elo leed, fir Iech mussen ze soen, datt Der falsch leit, wann Der sot: „Wat do op der Gare geschitt ass, souguer wann dann och ee vun där Société de gardiennage do gewiescht wier, dann hätt deen net kënnen agräifen." Dat ass net richteg! Dat ass net richteg!

An ech liesen Iech den Artikel 43 vum Code de procédure pénale vir, dee ganz kloer seet: « Dans le cas de crime flagrant ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, toute personne a qualité pour en appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche. » Dat ass dat, wat jiddwerengem, all Bierger zousteet, an dat hätt also och hei kënne vun deene gemaach ginn.

A wann ech virdru gesot hunn: Mir respektéieren, datt natierlech d'Police eleng déi ass, déi d'Gewalt kann ausüben, an datt si eleng muss eeben Drogendealeren nofaanden … Dat wat déi heite Leit maachen, dat ass jo net dat. Dat ass einfach, do ze si fir déi Leit, fir déi Bierger, déi sech duerch all dat, wat dat mat sech brëngt - eeben d'Hausgäng, déi zou sinn, wou d'Kanner mussen iwwer Sprëtze klammen - …, fir deenen ze hëllefen. Ech mengen, dat wier wierklech eis ureege Flicht, dat ze maachen. Dat ass dat, wat mir versichen, op eng ganz bescheiden Aart a Weis ze maachen.

Dat geet net duer, fir d'Situatioun vun haut op muer ze verbesseren, mee - wéi ech et schonn eng Kéier gesot hunn, an ech soen et hei nach eng Kéier - et war en Hilfeschrei! A wa mer dann an enger Diskussioun, wéi déi haut de Mëtten, e Schrëtt méi no kommen a besser ginn, ma da freeën ech mech an da soen ech Merci fir déi Diskussioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Polfer. An da wier et elo un … Den Här Marc Baum freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech hunn déi zwou Bemierkunge vum Här Mosar a vun der Madamm Polfer natierlech entgéintgeholl a lauschteren deem och no. Ech constatéieren awer, datt, obwuel et déi Dispositioun am Code de procédure pénale gëtt - wéi Der zu Recht och zitéiert hutt -, datt mer jo dann awer an enger Situatioun sinn an der Stad, wou et déi privat Agenten am Moment jo gëtt, an nawell konnte se net deen dote Fait verhënneren. Dat wëll ech dann awer och festgestallt wëssen.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum.

An dann ass et awer elo definitiv un der Regierung. An ech wëll rappeléieren, datt der Regierung bei esou engem Debat am Ganze fofzéng Minutten zoustinn. Den Här Kox fir d'éischt.

Prises de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Merci alleguerte fir déi Contributiounen. Ech wollt de Mëtteg mat engem Zitat ufänken: „Wenn andere staatliche und soziale Angebote fehlen, wird die Polizei zur Standardantwort auf alle möglichen Probleme. Die Polizisten gehen dorthin, wo die Leute die Notrufnummer wählen."

Dësen Artikel, deen hunn ech dëse Weekend zoufälleg an der „Süddeutsche Zeitung" fonnt, an et ass en Zitat vun der Rosa Brooks. Si ass Juristin, Professorin op enger Eliteuniversitéit - Georgetown, fir déi net ze nennen, Washington - a si huet elo véier Joer esou e fräiwëllegen Déngscht gemaach - dat gëtt et anscheinend, wann een eng Formatioun mécht, an Amerika - an ass op den Terrain gaangen an huet dat gekuckt. A si stellt eppes fest, wat ech, säit ech haaptamtlech Policeminister hei am Land sinn, och feststellen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dofir hunn ech jo och eng Note interministérielle … An dat ass zréckzeféieren op deen Débat de consultatioun, deen hei an der Chamber war, wou eng ganz breet Diskussioun geféiert ginn ass, dat hunn ech iwwerholl, an et waren dräi Punkten do gesot ginn.

Et war éischtens gesot ginn, mir sollten déi Note maachen. Et soll emol gekuckt ginn, dass net d'Police déi eenzeg ass, déi et ka léisen. Et ass gekuckt ginn a gesot ginn, ech soll oder de Policeminister soll d'Gesetz kucken ze adaptéieren an e soll och kucken, d'Moyenen ze deblockéieren, fir d'Police um Terrain vläicht méi effikass ze maachen.

Déi Note interministérielle ass de 4. Mäerz am Regierungsrot gewiescht, an net méi spéit wéi gëschter …, mee ech hunn haut nach eng Kéier missen ënnerschreiwen, fir déi Note an d'Chamber ze ginn. Déi kënnt deemnächst an d'Chamber, fir en Débat de consultation doriwwer ze maachen, wou mer da vläicht … - wéi d'Stéphanie Empain virdrun a senger Ausféierung hei ganz trefflech gesot huet -, fir méi eng breet Debatt ze féieren.

Dat schléisst net aus - an ech si jo hei als Policeminister -, dass d'Police hir Hausaufgabe muss maachen. An dofir stinn ech haut fir d'éischt elo emol als Policeminister hei, fir déi ëffentlech Uerdnung, esou wéi et virgesinn ass, och kënnen ze verteidegen. An dat ass meng Flicht, meng verdammte Flicht, mech virun d'Police ze stellen an och hir Rechter a Flichten heibannen ze verteidegen.

Et ass gesot ginn: Wat ass de Cadre légal? De Cadre légal ass ganz kloer definéiert. E steet an de Gesetzer an e steet an der Verfassung. Dir hutt eng Verfassungsdiskussioun amgaang, wou ganz kloer steet, wat de Rôle vun der Police ass. Et gëtt och hei gedeelt vun deene meeschten, déi heiuewe waren, dass den Ordre public muss an der ëffentlecher Hand bleiwen. An dat ass och esou.

D'2018er Gesetz iwwert d'Police huet jo e puer Saache gesot. Et huet och eng gutt Reform, mengen ech, bruecht, wou och d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge ganz kloer definéiert ginn ass. Et ass eng Commission de prévention geschafe ginn, wou reegelméisseg mat deenen zoustännege Gemengenautoritéiten iwwert d'Sécherheet am ëffentleche Raum an insbesondere an de Gemenge geschwat gëtt.

Wat fir mech awer ganz ausschlaggeebend ass, dat ass de Rôle vun der Police, ënner wéi enger Tutelle se funktionéieren. Et gëtt awer vergiess - oder vläicht oft -: D'Police ass ënner enger zousätzlecher staatlecher Kontroll. Se si vis-à-vis vun eis mat Rechter a Flichte verbonnen an dofir ënnersti se jo och engem Contrôle vun enger IGP, fir wann den Excès do ass vun enger Police, dass se och kënnen ënner Kontroll gesat ginn.

Ech si frou, dass mer an engem Land sinn, wou mer eng Police hunn, déi respektéiert gëtt, déi grouss respektéiert gëtt. Jo, et gëtt och schonn emol déi eng oder aner Aggressioune vun deem engen, vun deem aneren. A wann Der an der Press ronderëm gelies hutt, wat iwwert déi lescht Joren oder déi lescht Méint och an eisen Nopeschlänner bezüglech de Covidkontrolle war, esou muss ech awer soen, dass hei am Land, jo, d'Bierger sech engersäits un déi Kontrollen oder déi Moossnamen halen an op där anerer Säit awer e Fangerspëtzegefill vun der Police do ass, fir déi Moossname mat de Bierger alleguerten zesummen ëmzesetzen. Dat ass e ganz grousse Respekt. An dat mécht eng Police alldeeglech.

Mir haten eng Kommissiounssëtzung, wou et iwwert d'Kompetenzen allgemeng vun der Police gaangen ass. An ech zitéiere gär d'Carole Hartmann, well et elo just vis-à-vis vu mer hei sëtzt, iwwert d'Necessitéit vun den Aktiounen an d'Proportionalitéit. Dat ass dat, wat d'Police och guidéiert am Alldag. An et ass dat, wat mer och am Dateschutz musse kucken: ëmmer tëschent deenen zwee Elementer iwwert d'Necessitéit an d'Proportionalitéit. Dat ass e Spagat, deen immens schwéier ass.

Wann ech hei d'Divergenzen nolauschteren tëschent deenen engen, déi op all Dier, op all Eck eng Police wëllen histellen, an deenen aneren, déi wierklech manner Police wëllen hunn … Mir mussen awer och kucken, dass mer an enger Situatioun sinn, déi mer trotzdeem nach geréieren.

Ech weess, an ech war vill um Terrain: Mir hu jo Divergenzen iwwert déi privat Sécherheetsfirmen. Dat hu mer jo och ausdiskutéiert des Laangen an des Breeden - dat mengen ech schonn - mam Schäfferot. Ech hunn awer vill Moossnamen zesumme mat der Stad Lëtzebuerg. An ech si jo net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg ënnerwee. Ech gi kucken, wou de Schong dréckt a wéi d'Situatiounen op deenen eenzelnen - ech nenne se elo emol - „Hotspotte" sinn. Et sinn e puer Gemengen, déi e bësse méi geplot sinn; dat muss ech zouginn.

Ech versti ganz kloer d'Suerge vun de Biergerinnen a Bierger fir d'Sécherheetsgefill! Da musse mer kucken: Wat ass d'Sécherheetsgefill? Ass et e reellt? Et ass virdru vun der Statistik … Ech mengen, den Dan Biancalana huet iwwert d'Statistike geschwat. Wéi gi mer dermat ëm? Si mer do gutt opgestallt? Kënne mer do mat deene Konklusiounen och déi néideg Moossnamen ëmsetzen?

Dat ass och e Wonsch vu mir. Mir wäerten Enn des Mounts - ech mengen, et ass de 27., ech si mer awer net méi ganz sécher - och nach eng Kéier d'Statistik vun deem leschte Joer presentéieren. All Joer mécht d'Police jo déi Duerstellung.

D'Drogeproblematik op der Gare vläicht just nach … net nëmmen d'Gare. Dir wësst, dass mer an deene leschte Méint awer extreem Efforte gemaach hunn - an och scho mäi Virgänger d'lescht Joer. Madamm Polfer, Dir hutt hei zitéiert, dass mäi Virgänger, de François Bausch, gesot huet: „Mir si méi present a mir kommen och méi present mat deene Leit op den Terrain."

Ech hu mer awer och soe gelooss, dass d'Resultat vun deenen Aktiounen direkt erkennbar ass an der Statistik. Well wann eis Policeleit ënnerwee sinn, sief et déi an der Administratioun oder sief et déi vun der Police judiciaire, dann ass d'Resultat direkt ze erkennen. Nämlech: Dat geet direkt an d'Statistik. Well dat ass eppes, wat een direkt ka maachen. An do si se an där leschter Zäit ganz aktiv gewiescht.

D'Hausaufgabe maachen, hunn ech virdru gesot. Hausaufgaben - ech wëll kengem ze no trieden, mir mussen awer feststellen, dass d'Police awer net déi néideg Opstellungscapacitéiten haut huet, wat d'Personal ubelaangt, wat d'Infrastrukturen ubelaangt.

Ech war nach virun e puer Deeg am Norden an der Nordstad, souwuel zu Dikrech wéi zu Ettelbréck. Wann ech do d'Situatioun vun deem engen an deem anere Kommissariat kucken, dann hu mer Nachholbedarf. A personell, mengen ech, do sinn ech frou, dass mer déi Ënnerstëtzung kritt hunn - vun Iech jo och, awer och vun der Regierung -, fir deen aussergewéinleche Rekrutement ze maachen. An dee brauche mer ganz kloer! Dee brauche mer, fir kënnen um Terrain aktiv ze sinn.

Ech wëll d'Zuelen nach eng Kéier soen. Dat sinn der schlussendlech awer 627, déi mer festgehalen hunn, mat de Gewerkschaften zesummen. Natierlech musse mer d'Abgäng och erëm ophuelen. Natierlech mussen all Efforte gemaach ginn, dass mer deen aussergewéinleche Rekrutement och fäerdegbréngen, dass mer déi fannen.

Ech kann Iech jiddefalls haut soen, dass mer der 140 an der B1-Karriär an der 60 an der C2-Karriär fir dëse Rekrutement elo am Abrëll - ech mengen, se fänken awer net am Abrëll un, mee d'Schoul wäert den 3. Mee ugoen; an enger neier Schoul - wäerten hunn. Dat heescht, mir hunn déi Leit, déi do nokommen. Mir wäerten alles drusetzen, dass dat och an Zukunft wäert kommen.

An dann d'Flexibiliséierung, déi gefrot ginn ass. Ech si jo och amgaang, dee Projet mat der Police ëmzesetzen, déi sougenannt „Remise/Reprise". Et gëtt ëmmer gefrot: d'Presenz vun der Police? Et muss een awer och kucken, wéi d'Police haut funktionéiert. Si hunn en anert „Einsatzleitsystem" - nennt sech dat - haut, wou gesot gëtt: Fréier ass de Polizist an der Proximitéit duerch d'Stroosse gaangen. E war awer net agebonnen. Wann iergendwou Nout um Mann oder un der Fra war, da konnt en net agesat ginn. An dat ass dat, wat haut am Einsatzleitsystem de Fall ass. All d'Poliziste si matenee vernetzt, fir méiglechst schnell reaktiv direkt op den Terrain ze goen, fir dann och kënnen déi Nout um Terrain opzehuelen.

Dat heescht, mir mussen dat och vläicht besser erklären. Ech hunn der Police och gesot: Mir mussen nach méi present an de Gemenge sinn! Mir musse méi present bei de Bierger sinn an erklären: Wat ass d'Aufgab? Wéi gi mer vir? Firwat si mer am Auto? Well och vill gesot gëtt: „E fiert mam Auto duerch d'Groussgaass." Jo! Firwat fiert e mam Auto an d'Groussgaass? Well en direkt an deem „Einsatzleitsystem" ugebonnen ass, fir direkt bei engem Appell och aktiv ze sinn. Et ass deen nooste Polizist, deen d'Aufgab huet, direkt ze intervenéieren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

De Remise/Reprise-Projet, dee mer op der Gare elo testen, dee versicht gëtt, dat ass dass déi Patrull, déi ënnerwee ass um Terrain an déi eng Verhaftung virhëlt ..., fir dass deen, deen dann d'Verhaftung virhëlt, net alles bis zum Schluss duerchféiert, dass en deen Dossier vläicht enger zweeter Ekipp, enger vläicht méi redaktioneller Ekipp, ofgëtt an dass seng Presenz erëm méi séier um Terrain an der Proximitéit ass.

Dat gëtt, ech géif emol soen, eng Flexibiliséierung fir d'Police, och e Schutz, wat d'Iwwerstonne vun der Police ubelaangt, an erëm eng Proximitéit fir d'Leit. Ma da kënnen déi awer net direkt am ELS-System, also am Einsatzleitsystem, mat figuréieren. Mir sinn amgaang, déi Komplexitéit ze testen, fir och déi Presenz am Garer Quartier ze maachen, fir dee Modell landeswäit kënnen duerchzeféieren.

Ech wëll nach zwee Sätz zu der Digitaliséierung soen. Och dat wäert eng ganz Rei vu Moyene fräimaachen, fir um Terrain besser aktiv ze sinn, méi proaktiv. Jo, sot Der, dat dauert alles. Et wäert eng gewëssen Zäit an Usproch huelen, dat ginn ech zou. Mee doduerch, dass ech awer ganz vill Kontakter mat de Gemengen hunn, mengen ech, dass mer an Zukunft - och alt kuerzfristeg souguer - kënnen do entgéintkommen.

Dann eng Rei vun … An Ärer Motioun, déi Der zesummen ofginn hutt, do stinn déi Projete jo dran. Ech wëll se net onbedéngt nach eng Kéier … Dach, ech widderhuele se.

Dat Éischt ass deen: Jo, beim Platzverweis musse mer kucken, wat dat heescht. Wat ass Platzverweis? Et gëtt ganz schwéier Krittären ... an ech hu vill Diskussioun mam Pascal Peters als Chef vun der Police administrative. Wéi wëllt Der dann definéieren, ob een an d'Groussgaass kënnt oder net?! Wat ass de Krittär, fir deen eranzeloossen? Wéi misst ech dee kontrolléieren? Wat ech awer kontrolléiere wäert, dat sinn d'Entréesdieren, wou wierklech e Problem op der Gare ass. Ech war dat och kucken op Bouneweg. Ech sinn do oft ënnerwee, a leschter Zäit ëmmer méi. Do gëtt et verschidde Situatiounen, déi si fir déi privat Leit bal net ze akzeptéieren.

Dat heescht, mir mussen eis - an dat ass erëm d'Necessitéit an d'Proportionalitéit - awer zesummesetzen, fir dass do och déi néideg Léisung fonnt gëtt. An ech ginn him awer och Recht: Déi Sozialleeschtung, wéi virdru vum Dan Biancalana gesot gouf, dat muss einhergoen! Mir hunn zwee gutt Projeten op der Stater Gare opgemaach, nämlech den Halte de nuit, wou mer eng Alternativ ubidden, an och dat Zëmmer, wat ech dann als Minister vum Logement matënnerstëtzt hunn, fir Zëmmeren ze subventionéieren, déi d'Gemeng ganz aktiv do gemaach huet. Dat si Modeller, déi musse mer awer kënne landeswäit duerchzéien.

Da wëll ech awer nach, well déi Diskussioun ëm déi privat Sécherheetsfirme goung dee Moment … Ech hu mussen do reagéieren. Ech wär falsch gewiescht, wann ech net reagéiert hätt, well ech hunn et an Ärer Reunioun héieren! Ech wär als Minister vis-à-vis vu senger eegener … - ech soen elo net „senger eegener Police" -, der Police vum Staat Lëtzebuerg falsch gewiescht, wann ech net do intervenéiert hätt a gesot hätt: „Et kann net sinn, dass mer op der Gare bei der Drogendeliktbekämpfung eng Synergie do dertëschent maachen!" Dat kann et net sinn!

Dofir ass et jo gutt, dass mer elo déi Klarifikatioun maachen, dass mer ganz kloer ënnerscheeden: Wat ass deem enge seng Aufgab? Wat ass deem anere seng Aufgab? Wou sinn d'Schnëttstellen? Well mir hunn e Beräich ... - an Dir hutt et selwer gesot -, den Evenementiel zum Beispill, an dat seet d'Madamm Tanson ganz kloer, muss besser an d'Gesetz verankert ginn.

Et ass awer kloer, dass den ëffentleche Raum … An Dir hutt den Artikel genannt, deen all Mënsch betrëfft, wann e muss intervenéieren. E war awer net esou geschriwwen - d'Philosophie. Et soll ee jo ëmmer kucken: Wat war de Gedanke vum Legislateur deemools? Et war net geduecht, dass mer - eng privat Firma; dat mengen ech net ... - deen Artikel erauszehuelen, fir dann allkéiers anzegräifen, wann een en Delikt mécht.

Ech mengen net, dass dat gewollt war. Et war gewollt, dass deejéinegen, deen intervenéiert, net herno selwer ugeklot gëtt, well en eng Aktioun gemaach huet, fir Hëllefen ze stellen. Dat soll een, mengen ech, differenzéieren an dat soll een och kucken.

Also, ech mengen, et ass awer d'Taina Bofferding, wat och nach zwee Wierder wëllt zu den Agent-municipallen soen. Ech mengen, dass mer dat nëmmen zesumme kënnen ugoen.

Ech hunn der Madamm Polfer, och wa mer Divergenzen op deenen enge Punkten hunn, meng Hand gereecht an och anere Buergermeeschteren, déi heibanne sinn. Well ech gi mat der Police op den Terrain fir ze kucken, éischtens, hir Aarbecht ze revaloriséieren, well si hunn eng eedel Aufgab ze maachen, well si sollen dee Gewaltmonopol kënnen ausüben.

Ech wëll Iech awer och soen, dass eis Police awer och gutt opgestallt ass an net esou schlecht ass, wéi vläicht gemengt gëtt. Dir hutt héieren: Virun zwee Deeg war esou eng Aktioun an der Belsch - d'international Kriminalitéit. Eng Ekipp vun der Lëtzebuerger USP war och mat am Asaz. Dat heescht, eng international Zesummenaarbecht géint d'Bekämpfung vun organiséierter Kriminalitéit ... An dat geschitt och op der Gare! Do si mer ganz present. Mir schaffen do mat. Mir konnten do an der Belsch mathëllefen, dass och do e ganze Reseau konnt opgebrach ginn. An dat sinn Erfolleger, déi sinn hinnen och ganz grouss unzeerkennen, an et ass hinnen och Merci ze soen dofir.

Ech si frou fir déi Debatt. Si huet heiansdo, jo, e bësse gebraucht. Ech mengen, mir sollten awer kucken, dass mer d'Serenitéit erakréien, dass mer och dat, wat Ordre public ass, richteg am Normalen dobaussen der ëffentlecher Ordnung iwwerloossen, well da wär ech ganz zefridden als Policeminister.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Da ginn ech nach d'Wuert un d'Madamm Inneministesch, d'Madamm Taina Bofferding.

(Interruptions diverses)

Ganz kuerz, well et waren eng Rei prezis Froen un d'Madamm Inneministesch gestallt ginn. A si muss am Fong dann awer d'Chance kréien, fir dorobber ze äntweren.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Bon, Här President, ech kann och hei dësen Eck berouegen, ech wäert et kuerz maachen. Ech wollt wierklech nëmme kuerz op den Aspekt vun der Kompetenzerweiderung vun de Pecherten agoen. An ech weess jo och, dass dat ganz vill Leit heibannen dierft interesséieren.

Et ass virun allem dee Volet vun der Problematik, wou mir jo och am Interieur da kënnen do d'Verantwortung iwwerhuelen a wou et eeben dann, zesumme mat deene Propose vun der Justiz an och vun der Sécurité intérieure, mat deenen eenzelne Mosaiksteng, e Ganzt gëtt, wou mer dann derfir suergen, dass an Zukunft méi Sécherheet am ëffentleche Raum kann assuréiert ginn.

Ech gouf nämlech och schonn e puermol gefrot, fir an déi zoustänneg Chamberskommissioun ze kommen, wou ech awer ëmmer gesot hunn, dass mer nach amgaange sinn, drun ze schaffen, dass et nach net sprochräif ass. Ech muss lech nach ëmmer soen, dass mer nach net grad fäerdeg sinn. Mir hunn awer schonn e grousse Wee hanner eis. Et sinn nach just e puer Tier, déi ech nach gäre wëll dréien, ënner anerem mam Syvicol, well de Syvicol ass jo, stellvertriedend fir d'Gemengen, ëmmerhin de Patron vun de Pecherten, an natierlech och nach mam Syndicat selwer, fir nach eng Kéier mat hinnen doriwwer ze kucken.

Mäin Zil ass et, an, ech mengen, dat dierft lech dann elo freeën, fir uganks Abrëll mat den Amendementer an de Regierungsrot ze goen an da selbstverständlech direkt duerno an d'Chamberskommissioun, soudass Der och direkt d'Informatioune kritt an da wësst, wat mer wëlles hunn.

Erlaabt mer awer vläicht trotzdeem, ganz kuerz ze erklären, wat d'Iddi hannendrun ass, well et eeben hei och an d'Diskussioun passt. D'Grondiddi vum Projet de loi ass jo, fir déi kleng Verstéiss géint d'Gemengereglementer, déi sougenannt Incivilitéiten, kënnen ze bestrofen. Dat sinn elo net déi grouss Kriminalitéiten. Ech mengen, esou kann een et net bezeechnen, awer trotzdeem déi kleng Tëschefäll, déi an de Gemengen d'Zesummeliewen duerchaus kënne stéieren an och erschwéieren.

Hei geet et eeben drëms, d'Police an och d'Justiz kënnen ze entlaaschten. Dee Moment kann och fir méi Sécherheet gesuergt ginn, wann dee Moment déi Agente kënnen agesat ginn, fir géint déi kleng Verstéiss also kënne Bestrofungen ze maachen, zum Beispill wann op ëffentleche Plazen d'Musek ze haart ass, wann ee sech onerlaabt op der Spillplaz ophält oder och wa Livraisoune stattfannen ausserhalb vun deenen Zäiten, déi virgesi sinn - just als Beispill.

An ech kann och berouegen: Et ass net d'Iddi, fir eng zweet Police anzeféieren. Et ass guer net dat, wat ech suivéieren. Et geet wierklech drëms, fir hei also keng Alternativ ze ginn, mee eeben eng Ergänzung zu der Police.

Wou mer nach weider dru geschafft hunn ... An där ganzer Diskussioun vun der Surveillance och vum ëffentleche Raum, do eegne sech dee Moment och d'Pecherte ganz gutt, wou een hinnen nach kann iwwer weider Formatiounen an och nach iwwer weider Kompetenzen dee Moment weider Missioune ginn. Eebe well si eng gewësse Visibilitéit hunn, well si eng gewësse Presenz hunn, esou kann ee si nach anescht am ëffentleche Raum asetzen. Dat op eng net repressiv Aart a Weis, mee am Mëttelpunkt soll eeben d'Sensibiliséierung an d'Preventioun stoen.

Esou kann ee sech virstellen, dass si géifen d'Leit iwwert d'Reglementer opklären, dass si de Leit hëllefen, do, wou se gewëssene Schwieregkeeten, Geforen ausgesat sinn; sief dat zum Beispill den eelere Leit iwwert d'Strooss hëllefen, sief dat, dass se bei de Schoule bei de Kanner agesat ginn. Ech mengen, dat ass eng ganz Panoplie, wou ee ka kucken, fir se nach aneschters anzesetzen, well si sech awer besser dofir eegenen, wéi eeben op eng privat Firma zréckzegräifen.

Dat just nëmmen nach als Info. Wéi gesot, mir hunn déi puer Mosaiksteng. A wa mer déi dann zesummeleeën, da kréie mer e ganzt Bild. Ech mengen, et ass eis alleguer dru geleeën, dass mer fir méi Sécherheet am ëffentleche Raum suergen an eeben och fir d'Sécherheetsgefill an dass mer de Biergerinnen an de Bierger hei am Land déi Sécherheeten eeben och kënne garantéieren.

Wéi gesot, ech hoffen, dass et klappt; da spéitstens am Abrëll an der Kommissioun. An da geet et e bësse méi an den Detail. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Inneministesch. Dann nach Parole après ministre fir den Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Dës Regierung huet eng Spezialitéit, nämlech op Froen ze äntweren, déi se net gestallt kritt, an op déi, déi se gestallt kritt, äntwert se net!

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wollt awer elo nach eng Kéier op eng ganz prezis Fro zréckkommen, déi den Här Kox ganz diplomatesch esquivéiert huet, déi awer fir eis wichteg ass.

Ech hu virdru laang exposéiert, datt ech selwer 2015 an enger Affär, wou eng privat Sécherheetsfirma sech op der Fouer manifestement net 100%eg un d'Reegele vum Gesetz vun 2002 gehalen huet. Ech hunn dorobber opmierksam gemaach. Ech hunn e puer Froe gestallt an ech hu schlussendlech vum deemolege Justizminister geäntwert kritt, hie géif net gedenken, sech hei anzemëschen - an ech widderhuelen et elo nach eng Kéier -, well en der Meenung wär, d'Séparation des pouvoirs géif him dat verbidden. Dat kéint also just d'Justiz sinn. An en huet nach derbäi preziséiert, d'Autonomie communale géif him dat och onméiglech maachen.

Ech constatéieren elo 2020 respektiv 2021, datt d'Madamm Tanson eenzel Gemengen ugeschriwwen huet, wou se Froe stellt iwwer eenzel Kontrakter vu Sécherheetsfirmen. Ech wëll einfach vum Här Kox wëssen: Ass dat elo e Changement de jurisprudence? Well dat ass manifestement eppes ganz aneschters wéi dat, wat nach 2015 den deemolege Justizminister mir geäntwert huet.

Dann erlaabt Der mer trotzdeem, datt ech mer do gewësse Froe stellen, wann ech déi zwee Datume matenee vergläichen an haaptsächlech wann ech d'Kompositioun am Stater Schäfferot matenee vergläichen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Ech ginn d'Wuert kuerz zréck un d'Regierung.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Nach kuerz, fir drop ze äntweren. Ech ka jo elo net ausféierlech fir d'Madamm Tanson äntweren. Mee Dir hutt jo d'Äntwert selwer elo ginn! Dir hutt mer eng Fro gestallt, wat d'Madamm Tanson haut zu de Bemierkunge vun deemools oder zu enger schréftlecher Question parlementaire vum Félix Braz gemengt huet.

Dir hutt zitéiert, dass d'Madamm Tanson verschidde Bréiwer un d'Gemenge geschriwwen huet, wou se einfach e Saz zitéiert, deen och am Gesetz steet, net méi an net manner. Ech kann dee Saz virliesen: « En ce qui concerne le cadre légal actuel force est de constater que la mission de patrouillage aux fins de prévention de l'espace public ne figure pas parmi les activités de gardiennage figurant à l'article 2 de la loi précitée. »

Dat heescht, si huet just drop higewisen, dass dat net an deem Gesetz virgesinn ass. A si huet just … Ech kann och do net alles an de Mond huelen, mee well si selwer do … Dir kënnt dat bestëmmt an eng nächster Kommissiounssëtzung roueg opwerfen. An do ass et kloer, dass Der Äntwerten dorop kritt.

Mee si huet just d'Tutelle, well se den Agrement op déijéineg Firma ausüübt. An dat ass hir Kompetenz an deem Beräich. Dat huet näischt mat Gemengekompetenz ze dinn, dat huet einfach mat der Tutelle vis-à-vis … oder dem Agrement, deen d'Justizminister oder -minister oder -ministère enger Firma gëtt. An hält déi sech un dat, wat deemools festgehale ginn ass?

An do schéngt et jo Divergenzen ze ginn. Dofir, ech kann do elo net ausféierlech dorobber äntweren. Ech mengen awer, Dir sollt dat mathuelen an déi nächst Kommissioun. Si konnt de Mëtten net hei sinn, soss wär se natierlech och hei gewiescht. Dir wësst, dass si ëmmer erëm an déi Kommissioun kënnt, an d'Justizkommissioun. Da kënne mer dat dote gär an enger … mir hu jo deemnächst bestëmmt nach eng Rei Jointekommissioune bezüglech dem Fichier, dass een der Madamm Justizministesch déi dote Fro och ka stellen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech stelle just fest, Här Minister, datt d'Madamm Tanson op genau déi selwecht Fro haut eng diametral aner Äntwert gëtt wéi deemools den Här Braz.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar.

Motions et résolutions

Mir kënnen dëse Punkt net ofschléissen, ouni awer iwwert déi verschidde Motiounen ze diskutéiere respektiv ofzestëmmen.

Motion 1

Da fänke mer u mat der Motioun Nummer 1. Wie wëllt nach heizou d'Wuert ergräifen? Den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, an der éischter Motioun, déi d'Piraten hei presentéiert hunn, do geet et jo drëms ze froen, dass den Asaz vun den ëffentleche Sécherheetsfirmen am ëffentleche Raum soll gestoppt ginn. Ech mengen, dass dat eng Kompetenz ass vun der Autonomie communale, dass et net un der Regierung ass dat ze maachen, well jo och do kontraktuell am Fong e Verbond ass, an dass am Fong och d'Regierung Asiicht kritt an déi Rapporten.

Ech mengen, mir hunn hei, wat déi betraffe Gemengen ugeet, Vertraue genuch, dass, wa se déi Rapporte kréien, si déi néideg Schrëtt huelen, fir de Recadrage ze maachen a fir dat ze thematiséieren, fir dass dat och an de richtege Kader réckelt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Dofir och d'Propos, dës Motioun ofzeleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kritt nach den Här Mosar d'Wuert zu där Motioun.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci. Mir kënnen déi Motioun do och net matstëmmen, well mer natierlech net dermat d'accord sinn, datt d'Gemengen net méi kéinten op d'Déngschter vu private Sécherheetsfirmen op ëffentleche Plazen zréckgräifen.

An zweetens - an elo sinn ech ganz erstaunt -, ech héieren ëmmer, mat wat fir engem Engagement datt d'Kolleege vun de Piraten sech fir den Dateschutz asetzen. Hei froen elo op eemol d'Piraten, datt do Asiicht a Rapporte kënnt, déi zwëschent enger Gemeng an enger Privatfirma ofgeschloss gi sinn. Ech fannen, datt dat ganz diskutabel ass. Dofir wäerte mir déi dote Motioun net kënne matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Dann huet den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Den Här Mosar huet manifestement net verstanen, ëm wat et geet.

(Interruptions)

Well hei ass keng Fro vum Dateschutz, Här Mosar! Et deet mer leed. Et geet hei ëm Rapporten, déi un eng ëffentlech Entitéit adresséiert sinn, vun enger ëffentlecher Entitéit analyséiert ginn, ob et Indicë fir Racial Profiling gëtt.

Wann Dir der Meenung sidd, wéi e Virriedner et hei gesot huet, datt ee vun nigerianesche Mafiaen oder esou muss schwätzen, ma dat seet vill iwwert de Geescht aus vun deene Leit, déi déi Wierder benotzen.

(Interruptions diverses)

Et gëtt Indicen an der Stad Lëtzebuerg, datt et Racial Profiling gëtt. A genau dat muss analyséiert ginn, well et soll net sinn, datt hei Leit just wéinst hirer Hautfaarf oder hirer Nationalitéit diskriminéiert ginn!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da freet nach den Här Goergen och zu där Motioun d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Jo, ech weess, dat reegt d'ADR op. Dat ass mer awer egal.

Also, d'Police mécht allgemeng eng gutt Aarbecht. Den Här Mosar huet elo een negative Fall hei opgelëscht.

(Exclamations)

Da lëscht emol eng Kéier op … Nee!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Lëscht emol eng Kéier op, wéi vill Fäll dass d'Police opgekläert huet, wat d'Police all Dag fir de Bierger mécht! Dir kommt hei mat engem negative Fall an Dir maacht, wéi wann d'Police näischt géif fuuschten! Dat kann dach net sinn!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Goergen, Är Zäit ass och bei de Motioune begrenzt. Ech wëll lech dorunner erënneren.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Jo, ech weess dat. Ech gi just nach kuerz op d'Diskussioun mam normale Bierger an. Jo, Madamm Polfer, den normale Bierger leeft net an enger Uniform a mat engem Hond duerch d'Strooss! Dat ass en Ënnerscheed. Den normale Bierger mécht och keng Rapporten!

An dat froe mir an där Motioun. Do si Rapporte festgehale ginn op Hautfaarf, vu wou d'Leit kommen! Dat huet näischt méi mat Autonomie communale ze dinn! Et ass e Skandal, wann eng Gemeng esou eppes bezilt!

(Interruptions diverses)

Voilà. Dir kënnt do laang ziele vun Autonomie communale. Och eng Gemeng ka sech net do hannendru verstoppen! An et freet mech, dass d'ADR lech Recht gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert nach gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, just fir dem Här Clement vläicht ze soen, datt en Ënnerscheed besteet tëschent enger Hautfaarf an enger Nationalitéit. D'ADR huet geschwat vun nigerianeschen Drogebanden, wat eis hei a verschiddenen Entrevuë vun der Police, vun der Justiz, vun deenen zoustännege Ministeren erkläert gouf.

An ech wëll just soen, datt Nigerianesch eng Nationalitéit ass a keng Hautfaarf. Ech wäert dem Här Clement vläicht en privé den Ënnerscheed erklären. Do hunn ech vläicht méi Chance. Merci.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Rassist bleift Rassist, Här Kartheiser!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Da freet nach den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Mir als Lénk wäerten déi heite Motioun ënnerstëtzen. Mir si ganz grouss Verfechter vun der kommunaler Autonomie, mee déi ass net absolutt! Déi ka sech net iwwer Gesetzer ewechsetzen. Mee déi ass besonnesch an dësem Fall agegrenzt duerch e legale Kader, an deem se agéiere kann. Duerfir mengen ech schonn, datt et d'Aufgab ass … oder datt dës Motioun hir absolutt Berechtegung huet. Mir ënnerstëtze se mat eisem Vott.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Wie wëllt dozou nach d'Wuert ergräifen? Den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, an dëser Motioun seet den Här Goergen och, bon, dass eng Rei Gemenge jo sozial Projeten hunn. E schwätzt hei iwwert den Outreach Youth Work. E schwätzt awer och iwwert d'Gemengen, déi nach keng Jugendhaiser hunn, a freet am Fong, dass jo dann d'Gemenge méi finanziell Mëttele kréien.

Abee, déi Gemengen, déi schonn esou Servicer hunn, déi eng Extensioun vun deene Servicer maache wëllen, respektiv déi Gemengen, déi de Constat maachen, fir esou Servicer anzeféieren, gi ganz kloer vum Staat finanzéiert. Ech mengen, et ginn eng ganz Rei Beispiller hei am Land, wou dat de Fall ass. Dat heiten esou unhuelen, géif jo heeschen, dass et keng Realitéit wier. Dofir d'Propos am Fong, dës Motioun ofzeleenen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Biancalana. Den Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Här President. Éischtens, hei constatéieren ech, datt och d'Kolleege vun de Piraten net richteg wëssen, wat notamment d'Stad Lëtzebuerg alles um Niveau vum Streetworking mécht. D'Madamm Polfer huet dat nach eng Kéier widderholl. Ech mengen, do brauche mir eis wierklech vu kengem hei Virschrëfte maachen ze loossen.

Ech hunn awer guer kee Problem, datt … Wann all déi guttgemengten Aktioune méi staark vum Staat subventionéiert ginn, kënne mir natierlech domadder liewen. An duerfir wäerte mer déi Motioun matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. Den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci. Also et geet virun allem drëm, dass déi Gemengen, déi Streetworker wëllen astellen, méi finanziell Mëttele kréien. Mir sinn elo zu Péiteng selwer am Fall, wou mer och gesot hunn, mir wéilte méi Streetworker. Elo musse mer awer dann dem Staat do nolafen, fir méi Hëllefen ze kréien. A wa mer de Problem wëllen ugoen, ier mer eng Sécherheetsfirma, ier mer d'Police hunn, musse mer einfach méi Streetworker astellen. An dat war d'Diskussioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. Dann den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dës Motioun. Och hei gëtt net gesot, datt keng Gemeng géif hir Aarbecht maachen. Am Géigendeel, et gëtt drop verwisen, datt et Best Practices gëtt. Just, wat gefrot ass, ass, datt den Incentive fir nach méi Gemengen, fir dat do ze maache respektiv fir Servicer auszebauen, soll gestäerkt ginn. Dat fanne mer eng gutt Iddi a mer ënnerstëtzen dat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Wie freet d'Wuert nach zu där Motioun? Den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo och an dëser Motioun fuerderen d'Piraten, dass méi dezentral Strukture solle geschafe ginn, fir drogenofhängeg Persounen opzehuelen an Hëllefsstellung unzebidden.

Bon, wa mer kucken, um Niveau vun der Landesplanung, vum Aménagement du territoire, hu mer jo esou eng Struktur hei am Zentrum, an der Stad ass eng, am Süden zu Esch, et ass eng am Norden zu Ettelbréck, soudass am Fong där Dezentraliséierung Rechnung gedroe gëtt. An all aner Initiative vu Servicer, déi parallell lafen, mengen ech, si jo och present, soudass am Fong dës Motioun am Fong kann ofgeleent ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Biancalana. Den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci. Also Dir hutt elo dräi Gemenge genannt - dat ass fir eis leider net dezentral genuch. Eis Iddi war ganz einfach, dass mer higinn an déi Strukture schafe queesch duerch d'Land, fir dass mer herno eeben net méi alles op dräi oder véier Punkten hunn. Dat war d'Grondiddi derfir, dass mer déi Strukturen iwwert d'ganzt Land verdeelt sollen hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Här President. Dat do ass eigentlech och eng laang Fuerderung vun der CSV, fir op de Wee vu méi dezentrale Strukturen ze goen, se och méi am Land ze verdeelen. Duerfir kënne mir mat där Motioun do liewen a mir wäerte se matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. Dann nach den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, am Usaz ass dat do och fir eis absolutt akzeptabel. Ech mengen, et sollt een déi do Saach awer …, also mir kënne se matstëmmen, mee ech mengen, mir sollten dee Sujet trotzdeem an der Gesondheetskommissioun nach weider verdéiwen, notamment deen Aspect vum stationären Ophuelen. Do kann et Iwwerschneidunge gi mat den Aufgabe vun anere Strukturen.

Also, wéi gesot, mir stëmmen dat mat, awer mir denken, datt mer et sollten an der Santéskommissioun verdéiwen a weider diskutéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummero 3.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Dat ass d'Motioun, déi vun der Majoritéit deposéiert ginn ass, vun der Madamm Empain. Wie wéilt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Här President, déi Motioun, déi geet fir eis an déi richteg Richtung, se geet allerdéngs net wäit genuch, well mer der Meenung sinn, datt, notamment um Niveau vum Platzverweis, dee Projet, deen am Moment amgaangen ass, vum zoustännege Minister ausgeschafft ze ginn, eigentlech just e Platzverweis light ass.

Mir hu vill méi Sympathië fir deen, deen eise Kolleeg Léon Gloden iwwer Proposition de loi proposéiert. Mir sinn och der Meenung, datt et awer e bësselchen apaart ass, datt no aacht Joer bal, oder siwe Joer, wou dës Regierung am Amt ass, elo op eemol eng Motioun gestëmmt gëtt, an där hei d'Regierung opgefuerdert gëtt, eng ganz Rei vu Mesuren ze huelen, wëssend - an dat hu mer, mengen ech, alleguerte virdru constatéiert -, datt déi Situatioun scho ganz laang besteet, an datt och scho ganz oft a ganz vill vun der Stad Lëtzebuerg dorobber higewise ginn ass. Nach, wéi gesot, geet se an déi richteg Richtung an duerfir wäerte mir se matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. Dann den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Also déi Motioun ass eis ganz sympathesch a mir wäerte se och matstëmmen. Ech wëll just nach eng Bemierkung dobäi maachen, dat ass beim Punkt zu de Sécherheetsfirmaen: Jo, mir sinn och der Meenung, dass dat eebe muss preziséiert ginn, well a sech ass dofir haut den Debat jo eréischt entstanen.

Ech ginn awer do op d'Question parlementaire an, op déi d'Justizministesch an den Här Kox eis geäntwert hunn - duerfir stëmme mer déi Motioun och mat, déi Dir elo hei deposéiert hutt -, an do hu se geschriwwen: „Et ass net virgesinn, de private Sécherheetsfirmen eng generell legal Basis ze schafen, fir am ëffentleche Raum ze patrulléieren." Also si mer ganz averstan mat Ärer Motioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. Dann den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Ech muss soen, wéi ech déi Motioun gelies hunn, huet mech virun allem Matleed erfaasst - Matleed mat deenen aarme Kolleege vun der Demokratescher Partei, déi hei mat de Kolleegen aus hirer Koalitioun hu missen e Kompromëss sichen. An dee ganzen Text, dee spigelt dat erëm. Wann ech just hei e puer Kontradiktiounen däerf ënnermolen: Zum Beispill gëtt gesot iwwert den Artikel 142, dee soll amendéiert ginn, do steet an de Consideranten, do misst eng Clarification jurisprudentielle kommen, also duerch d'Geriichter; an da steet awer herno am Dispositif, dat misst iwwert eng gesetzlech Reegelung kommen. Also déi Diskussioune ware bestëmmt net einfach!

Fir eis stellt sech d'Situatioun, datt mer net géint dee Contenu hei sinn, well et e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, mee et ass esou e klenge Schrëtt, datt mir en eigentlech verfeelt fannen. Et geet net duer! A mir wëllen net duerch e positive Vott esou maachen, wéi wa mer zefridde wäre mat deem, wat d'Regierung hei proposéiert. Mir sinn et absolutt net! Mir stëmmen net dergéint - well et ass näischt dran, wou mer wierklech kéinten dergéint sinn -, awer mir wäerten eis enthalen, fir ee kloert Signal ze setzen: Dat do geet op kee Fall duer, fir der Sécherheetssituatioun hei am Land Rechnung ze droen!

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Jo, ech mengen, ech wéilt direkt dem Här Kartheiser drop äntweren, wat den Artikel 142 ubelaangt. Ech mengen, wann Der lech un déi Diskussiounen erënnert, déi mer hei an der Chamber haten am Juni an am Juli d'lescht Joer, dann ass dorop higewise ginn, souwuel vum Procureur d'État, wéi natierlech och vun der Police an eeben och vun ons, well do divergent Jurisprudenze sinn, wat den Droit d'exclusion, also wann een en Eloignement vum Territoire kritt, … wann deen erëmkënnt, ob dat dann en Delit ass oder net. Déi eng soten, „Neen, nëmme wann et en Éloignement forcé war", déi aner soten dat aneschters.

Esou kënne mer net weiderliewen, dat ass ganz kloer! Mee de Moment schéngt et awer … Do sinn e puer Affaires pendantes, a wéi et schéngt … oder mer hoffen elo emol, datt iwwert d'Jurisprudenz op dem héchsten Niveau do eng Klarifikatioun kënnt. Duerfir : « Une clarification s'impose »! Et wier gutt, wa se kéim, mee vläicht kënnt se awer och net. An duerfir hu mer geschriwwen « à prévoir le cas échéant » - an „le cas échéant" heescht, wann éieren déi Klarifikatioun net kéim. Duerfir ass dat do ganz logesch a ganz richteg.

An dem Här Goergen soen ech nëmmen nach eng Kéier dat, op wat hien higewisen huet: Do steet net, datt dat net géif goen; do steet just, datt d'Gesetz vun 2002 …, wat ech virdru scho gesot hunn, datt dat net reglementéiert gëtt duerch dat Gesetz. Dat ass eng grouss Nuance!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Polfer. Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 54 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies ,Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5, déi vun der ADR-Fraktioun deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach d'Wuert zu där Motioun ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, villmools merci, Här President. Fonctionéiert dat elo dës Kéier, wann ech hei esou stinn an an de Mikro schwätzen?

(Assentiment)

Wonnerbar!

Bon, ech maachen et relativ kuerz. Ech hänke scho beim éischte Saz: „déif besuergt iwwert d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg". Mir sinn net déif besuergt iwwert d'Kriminalitéit am Land. Ech mengen, mir hunn dat kloergemaach. Et gi punktuell Problemer, déi ze léise sinn. Mir hunn net en allgemenge Sécherheetsproblem zu Lëtzebuerg, dee mer missten an enger Law-and-Order-Mentalitéit ugoen. Wann e Problem ass, da léise mer deen. An dofir géif ech och net derfir plädéieren, dës Motioun unzehuelen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Den Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, an dëser Motioun steet net vill dran. Et steet awer och näischt Negatives dran. Duerfir kéinte mir se matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also no deem ganzen Discours vun der ADR an den …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Gitt lech eens, wannechgelift, innerhalb vun der …!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Wësst Der, et reegt eis allen zwee op, wann een esou riets Tendenzen héiert.

Une voix.- Dajee alt.

Plusieurs voix.- Oo!

(Hilarité)

Une autre voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- No der ganzer Interventioun vun der ADR an all hire Consideranten, wou se hei maachen, wéi wa mer, ech weess net, zu Little Chicago wären. A souwisou, wann een erausliest, ëmmer den Auslänner d'Schold ginn. Duerfir wäerte mer alleguerten hir Motioune souwisou ofleenen, well se sinn et net wäert.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun net matstëmmen, well d'ADR-Fraktioun feststellt a begréisst, datt d'Gemengen op privat Sécherheetsservicer zréckgräifen. Mir mengen, datt dat eng Privatiséierung vu regalienen Aufgaben ass, a wäerten dat hei op kee Fall matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Baum.

Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 5.

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmmen a 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, Här President, dat heiten ass zwar ganz schwere Kost, well hei gëtt d'Vermëschung gemaach vun Drogekriminalitéit an der Problematik vu Leit, déi onlieserlech Pabeieren hunn. Also kuerz oder aneschters gesot: Et geet hei ëm eng Vermëschung vun Drogekriminalitéit mat Demandeurs d'asile.

Wann een deen Text hei liest - si wäerte mer elo soen, dass dat natierlech net de Fall ass -, mee wann een deen Text hei liest, soll ee verstoen déi ganz simpel a falsch Equatioun: Auslänner oder Demandeurs d'asile ass gläich Drogekriminellen. An domadder kann ech net averstane sinn an ech sinn och ganz fest iwwerzeegt, dass eng grouss Majoritéit vun den Deputéierten déi heite wäerten an d'Poubelle geheien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Den Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Also dës Motioun ass effektiv e Potpourri vun all Méiglechem, wat do an en Dëppe gehäit gëtt. En plus, mengen ech, datt déi Äntwerten oder déi Propositiounen, déi hei gi sinn, zum Deel och iwwerhaapt emol keng Äntwerte sinn op déi Froen, déi opgeworf sinn. Duerfir wäerte mir géint dës Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech ginn dem Här Cruchten hei nëmme Recht. Dee Potpourri, deen hei gemaach gëtt, ze probéieren, iergendwéi déi Friem mat der Kriminalitéit an dann och nach mat haarder Drogekriminalitéit, iergendwéi do e Gespenst erbäizebeschwieren. Ech ka mer dat Gespenst beim beschte Wëllen net virstellen.

An da muss ee sech wierklech virstellen, hei gëtt en Amalgamm vun all Méiglechem gemaach. Eng Null-Toleranz-Politik grad am Beräich vu Leit, déi Hëllef brauchen. Mir sollten d'Drogekonsumenten net nach méi penaliséieren, wéi se et schonn duerch hire Gesondheetszoustand sinn. Mir sollten hinnen hëllefen. D'ADR: „Nee kommt, alles ewechspären, d'Haaptsaach, ech ginn net op der Strooss belästegt!"

An dann nach ze soen, jiddwereen, deen illegal zu Lëtzebuerg ass, illegal zu Lëtzebuerg, dat nach penal zum Delikt maachen! Ma, entweeder ass en illegal zu Lëtzebuerg, dann ass et schonn en Delikt. Oder en ass net illegal zu Lëtzebuerg, ma da musse mer och net eppes zum Delikt maachen. Ëm Gottes wëllen, dat dote kléngt fir mech wéi de rietse Bord vun der AfD an d'AfD selwer ass schonn extreem riets.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann nach den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech wéilt just soen, ech mengen, mir hu jo hei vun offizieller Säit dacks genuch gesot kritt, wou de Problem läit, och mat der Drogekriminalitéit op der Gare! Natierlech net exklusiv, awer zu engem groussen Deel eebe bei esou Drogebanden, déi mat falschen Asylpabeiere kommen. Dat ass einfach eng Tatsaach! Mir sinn déi Partei, déi Tatsaachen uschwätzt.

Ech sinn e bësse verwonnert iwwert d'Haltung vun der CSV. Ech hunn elo e Bréif gelies viru Kuerzem vun hirem Parteipresident, dee seet Null-Toleranz-Politik, e seet do „grands maux, les grands moyens". „Maux" net als Wierder, mee déi grouss Problemer, do soll een déi grouss Mëttelen huelen. An ech hat dowéinst erwaart, datt d'CSV do géif hannert hirem President stoen an dat hei elo géif matstëmmen. Ech sinn do e bësse verwonnert. Mee gutt.

Ech mengen, mir wäerten op jidde Fall da mat deem Message hei misse liewen, datt déi meescht politesch Parteien einfach net d'Realitéite vum Land wëlle gesinn. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da wier et nach um Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Wann ee scho vu Realitéite schwätzt. Ech sinn och Stater zënter éiweg. Ech hunn och zu Bouneweg gelieft. Ech mengen, ech kennen awer e bëssen déi Plazen. An ech mengen, d'ADR, an dat ass scho gesot gi vum Här Cruchten a vum Här Clement, d'ADR vermëscht bewosst natierlech verschidde Saachen a wëllt eng Verbindung setze mat Demandeurs de protection internationale an der Kriminalitéit, wat schonn degoûtant u sech ass.

Mee wann d'ADR och nach den Terrain géif kennen a wéisst, wat an der Stad ofleeft, a selbstverständlech gëtt et och Kriminalitéit an enger Stad wéi an all Stied, wéisst se warscheinlech och, datt deen Zesummenhang guer net existéiert.

Si wëssen dat warscheinlech och, an ech mengen, si wëlle bewosst do e Lien schafen aus elektoralistesche Grënn. Selbstverständlech wäerte mer dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 7

Da kéime mer zur Motioun Nummer 7. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, villmools merci, Här President. Bon, hei geet et ëm de Platzverweis. Et gëtt vun eis verlaangt, vun der Regierung verlaangt, dass bis den 1. August 2021 e Platzverweis, eng Propositioun dozou soll gemaach ginn. Mir hunn en allgemenge Problem domadder, dass mer hei vun engem allgemenge Platzverweis schwätzen. Ech mengen, mir schaffen drun. Déi Diskussioun hate mer haut. Mir schaffen dorun, eppes virzeleeën, fir deem Problem entgéintzekommen, wann Hausdiere blockéiert sinn, wa Leit net méi erakomme bei sech doheem. Mee et geet mat Sécherheet net drëm, jiddwereen, deen iergendwou an engem Wee läit, dee blockéiert, wéi och ëmmer een dat herno definéiert, aus dem Wee ze raumen. Ech mengen, wouhin dann? Et gëtt jo guer keng Alternativ heifir geschaaft!

Also mir dinn eis wierklech schwéier mat där Virstellung, hei en allgemenge Platzverweis ze maachen. An dofir géife mir och recommandéieren, déi heite Motioun net matzedroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da ginn ech d'Wuert un den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier kuerz generell hei zu där Debatt soen: Ech sinn e bësse verwonnert, wann ech besonnesch d'Regierungsparteien hei héieren. Op eemol sinn et si, déi hei all d'Moyene fannen, fir datt de Rechtsstaat respektéiert gëtt. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, de Kolleeg Laurent Mosar huet et gesot: Mir fuerdere säit Joren - säit Joren! - Platzverweis, datt d'Agents municipaux besser Moyene kréien.

Ech wéilt och eng Kéier hei der Madamm Inneministesch wierklech mat op de Wee ginn, datt een net pejorativ vu „Pecherte" schwätzt, mee dat sinn Agents municipaux. Ech mengen, och d'Madamm Inneministesch misst deene Leit méi Respekt entgéintbréngen.

Hei zur Motioun vun der ADR: D'CSV huet eng Proposition de loi iwwert de Platzverweis erabruecht. Do si mer eis op dem Moyen eens. Le cas échéant kann och d'Police administrative duerch d'Force, d'Gewalt - am Lëtzebuergesche kléngt dat esou dramatesch, mee am Franséische kléngt dat e bësse méi elegant -, duerch d'Force déi Leit ewechbréngen.

Wou mir awer net d'accord sinn, datt dann och nach kéinte Sanction-pénalle verhaange ginn. Firwat? D'ailleurs ass den Här Kartheiser do en contradiction flagrante mam Här Roy Reding, well den Här Roy Reding net midd gëtt an der Commission juridique, fir ze soen, de Code pénal muss depenaliséiert ginn an deem Sënn, datt wierklech just déi ganz schlëmm Infraktioune bestrooft ginn. D'ailleurs ass dat och eppes, wat mir als CSV schonn e puermol hei an der Chamber virbruecht hunn duerch eise Spriecher, de Gilles Roth.

An et ass am Fong och kontradiktoresch, well wann ech engem d'Méiglechkeet ginn, eppes ëmzesetzen, an dësem Fall à l'aide de la force publique, da kréien ech déi Persoun jo fort. Da stellt sech d'Fro iwwerhaapt net, well de Polizist mécht seng Aarbecht a kritt déi Persoun fort. Also kann et guer net zu enger Sanction pénale kommen. A wann dat och nach viru Geriicht kéim, da misst jo e Prozess bei Geriicht gemaach ginn. D'Geriichter si schonn iwwerlaf. Si komme schonn net no. Wa mer do och nach deen heite Volet bei d'Geriichter ginn, da si se nach méi iwwerlaf. An duerfir besonnesch op deem leschte Punkt wäert d'CSV dës Motioun net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gloden. An d'Wuert kritt den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, also dat, wat d'Regierung u Platzverweis plangt, ass natierlech nëmmen eng ganz, ganz marginal Thematik an deem Kontext. Dat ass, wa Leit an enger Entrée leien oder esou, fir se do ewechzehuelen. Mee de Problem ass natierlech vill méi grouss.

Et gëtt eng ganz Rei vun Zenarien, wou ee misst dann eventuell e Platzverweis ausschwätzen. An dat, wat d'Regierung am Ableck envisagéiert, geet absolutt net duer.

Déi Proposition de loi vun der CSV, déi ass a leschter Zäit kommentéiert ginn. Si ass notamment kommentéiert gi vun der Chambre des Fonctionnaires, déi eeben drop opmierksam gemaach huet, datt déi Iddi vun der CSV net praktikabel ass. Si ass net praktikabel eeben, well keng Sanktioune virgesi sinn. An eng Rei aner Lacunnen: Zum Beispill, si ass net praktikabel, well all Kéier politesch Autoritéite mussen decidéieren, wann do e Platzverweis soll gemaach ginn.

An dat, wat mir proposéiert hunn, dat ass schonn direkt eng Léier aus deene Kriticken, déi och dozou komm sinn. Et ass eigentlech och fir eis eng Confirmatioun, datt dat, wat elo d'Chambre des Fonctionnaires seet, u sech dat rejoignéiert, wat mir vun Ufank u gesot hunn.

Also fir eis gëtt et nëmmen eng Diskussioun, dat ass: Wéi kréie mer et realistesch hin, fir en effikasse Platzverweis ze ginn an eis Police doduerch ze stäerken? An dat, wat mir proposéiert hunn, ass, mengen ech, déi eenzeg Propositioun um Dësch am Ableck, déi all néideg Krittären erfëllt.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 7.

Vote sur la motion 7

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 8

Da kéime mer zur Motioun Nummer 8. Den Här Yves Cruchten kritt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Hei mat der Motioun vun der ADR gëtt eigentlech d'Heesche generell ënner Strof gestallt. Schlëmmer nach: Hei soll dann och nach deenen, déi heeschen, eent vun de wichtegsten an elementaarsten EU-Biergerrechter ewechgeholl ginn, nämlech hir Beweegungsfräiheet. Domadder kënne mir net liewen.

Hei ginn eigentlech déi Äermste vun deenen Alleräermste bestrooft.

Une voix.- Jo!

(Interruption)

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- An ech muss wierklech soen, dass ech mech doriwwer wonneren!

Awer wouriwwer mer jo gären eng Kéier kéinte schwätzen, dat ass iwwert de Mënschenhandel. Awer net hei wierklech op déi ze klappen, déi wierklech näischt hunn. Well gleeft mer et: Et läit keen aus Freed dobaussen op der Strooss ze heeschen! An duerfir stëmme mer déi Motioun hei net mat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An da kritt den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Dat heite liest sech wéi eng Motioun an engem Aarmutsgefängnis. Mee wannechgelift, dat Aarmutsgefängnis op där anerer Säit vun der Grenz bauen. A fir datt och sécher kee méi vun do zréckkënnt, triede mer och nach direkt aus Schengen eraus. Well genausou liest sech déi Motioun a genausou realistesch ass et. Mir wieren eis géint esou mënschefeindlech Motiounen. An duerfir stëmme mir kloer mat Nee.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Hei freet d'ADR schonn eppes, wat et gëtt. Déi organiséiert Heescherei an Heescherei a Banden ass strofbar an eisem Code pénal. Duerfir géif ech vläicht den Här Kartheiser bieden, dat eng Kéier méi genau ze kucken.

An dat Zweet: Do gëtt eppes gefrot, d'Aschränkung vun der Beweegungsfräiheet, wat komplett géint EU-Recht verstéisst. Dat kënne mir natierlech net mat deelen. Duerfir wäerte mer déi Motioun net stëmmen.

Ech wollt awer op ee Punkt opmierksam maachen an nach eng Kéier den zoustännege Minister dozou froen. Et gëtt effektiv e Problem mat där organiséierter Heescherei, ganz besonnesch an der Stad. An do war ee Moment déi Iddi komm, dat war de Virgänger nach vum Här Kox, deen eigentlech déi gutt Iddi hat, do zesumme mat eventuell rumänesche Polizisten déi Saach unzegoen, well dat e System ass, deen extreem effikass ass an Däitschland, a Frankräich. An ech wollt einfach do froen, ob den Här Kox eis vläicht kéint soen, wou dee Projet drun ass. Sinon wäerte mir déi Motioun do net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An dann nach den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Et ass ëmmer interessant, fir Argumenter ze héiere vun den anere Parteien, wa se eppes net wëllen ugoen, wou awer d'Evidenz op eiser Säit ass.

(Brouhaha)

Ech mengen, éischtens, geet et hei net ëm d'Mendicité simple. Et geet also net drëm, d'Heeschen ze verbidden. Et geet drëm, eppes géint déi organiséiert Heeschebanden ze maachen.

Den Här Mosar seet, dat ass verbueden. Mee mir gesi jo dann an der Realitéit, datt et absolutt fonctionéiert! An dofir soe mer, da musse mer kucke bei der Beweisféierung an esou weider, datt mer do kucken, fir aner Reegelen ze fannen. Mir wësse jo, datt an anere Stied - dat hat ech och virdru gesot - et méiglech ass, dat ze verbidden, dat gemaach gëtt. Hei gëtt et toleréiert, obschonn et verbueden ass! An dat ass eeben dee groussen Ënnerscheed tëschent anere Parteien an eis: Mir géife wierklech déi Saach stoppen.

Dann dat Argument mat dem europäesche Recht. Europäescht Recht ka geännert ginn, wéi all Recht! A wat mir soen, dat ass: Déi Liberté de circulation, dat ass europäescht Recht, dat ass kloer, dat wësse mer alleguer, an dat ass eebe konditionéiert fir Drëttlänner, fir de Schenge-Raum, fir d'EU-Bierger. Et gëtt Dispositiounen an der Beweegungsfräiheet an esou weider. Kenne mer alles. Wat mir soen ass, dat ka modifizéiert ginn! An déi Tatsaach, datt ee vun engem Land an dat anert geet, dat ass u Konditioune gebonnen. A mir hätte gär eng zousätzlech Konditioun.

An déi zousätzlech Konditioun ass, datt een eeben net kann an en anert Land goen, just iwwert d'Grenz moies an owes erëm zréck, wéi dat am Ableck hei geschitt ass oder ëmmer erëm geschitt, fir do enger organiséierter Heeschenaktivitéit nozegoen. Dat ass ee Mëttel, dat mir gesinn, fir déi Saach ze stoppen. Ganz realistesch, mee et muss een einfach de politesche Wëllen hunn, fir dat virzebréngen.

Ech sinn iwwerzeegt, vill Länner géifen eis do ënnerstëtzen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Kox war vum Här Mosar ugeschwat ginn, freet d'Wuert a kritt d'Wuert och.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech ka mech drun erënneren, dass mer eng Demande gemaach hunn. Ech kann lech awer elo net soen, wat d'Resultat ass. Ech wäert dat awer nofroen an da kritt Der déi néideg Äntwert dozou. Ech mengen, mir hunn doriwwer geschwat, awer dat ass eng gewëssen Zäitchen hier. Ech kann dat hei net confirméieren. Dofir wäert ech lech dat da mëndlech eng Kéier soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kox. An d'Wuert kritt dann den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir wäerten aus verschiddene Grënn géint déi Motioun natierlech stëmmen. Éischtens, well d'ADR Saache verbidde wëllt, déi verbuede sinn, an do erëm eng Kéier beweist, datt se einfach Saache behaapt, einfach esou fir Schaum ze schloen. An zweetens, bon, virdru gëtt op Refugiéë geklappt. Elo soll op déi Aarm geklappt ginn. Den Här Cruchten hat dat och schonn eng Kéier gesot. Et wier gutt, wann d'ADR sech mat där selwechter Energie géif derfir asetzen, datt och emol déi Räich oder déi ganz Räich, déi keng Steiere wëlle bezuelen an esou weider, déi ëmmer do ewechkommen, an d'ADR beschützt déi ëmmer, wann déi fir d'éischt emol eng Kéier sech ëm déi géife bekëmmeren amplaz ëmmer op déi Schwächst an eiser Gesellschaft wëllen ze klappen. Ech fannen dat net ganz éierenhaft.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 8.

Vote sur la motion 8

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 9

Da kéime mer zur Motioun Nummer 9. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo.

Plusieurs voix.- Et ass näischt ze soen. Et ass net vill ze soen.

Une voix.- Ëmmer nee.

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ech wollt u sech nach de Begréff ... Wéi war et „Schaum schloen"? Jo. Ech stolperen iwwer e puer Wierder. Ech gesinn erëm, dass d'Sécherheetssituatioun sech immens deterioréiert anscheinend. A beim Crossreading och nach Pefferspray a Selfdefense. Ech géif Nee soen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Da freet den Här Marc Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir wäerten déi och ofleenen. Mee dat dote geschitt, wann een dobaussen iwwerall zielt, d'Sécherheet ass e Grondrecht a jiddweree ka sech seng Mëttel ausdenken, egal ob et am Gesetz ass oder net. An dat geschitt dann. Da kommen esou Motiounen an esou Iddien dobaussen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Mir wäerten d'Sécherheet net mat méi Pefferspray bekämpfen. Duerfir wäerte mir déi Motioun ofleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, den Här Kartheiser huet hei e Plädoyer gemaach fir d'Selbstverteidegung. Ech si frou, dass mer e Strofgesetzbuch hunn, wou d'Proportionalitéit drasteet par rapport zur Selbstverteidegung. Merci. An dofir soll dës Motioun ofgeleent ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Dann nach den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Et ass heiansdo erstaunlech ze gesinn, wéi Leit reagéieren, wa mir proposéieren, datt d'Bierger vun dësem Land, fräi Bierger, solle méi Méiglechkeete kréien, méi rechtlech Méiglechkeeten, fir sech ze wieren, wa se ugegraff ginn. Mir stinn zu deem, wat mer proposéieren! Mir mengen, datt d'Leit e Recht sollten hunn, zemools déi Schwaach an eiser Gesellschaft, déi sech eeben net esou gutt kënne wieren, fir op esou Mëttele kënnen zréckzegräifen. Mir sinn net dat eenzegt Land, wat dat géif maachen. An anere Länner ass dat och méiglech.

An ech mengen, mir sollten de Courage hunn an de Leit vertrauen an hinne méi Méiglechkeete ginn, fir sech op legalem Plang kënnen ze wieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Da kënne mer elo zum Vott komme vun der Motioun Nummer 9.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- O, Madamm Polfer.

Plusieurs voix.- Oo!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Also ech mengen, a mengem Sënn huet dat hei kee Sënn, well d'Police, déi mécht besonnesch fir Fraen där do Coursen. An ech weess net, wéi oft ech do schonn derbäi war, wou Diplomer dovunner iwwerreecht ginn. A mat groussem Succès! Awer net mat Pefferspray.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Polfer.

Da kënne mer elo awer definitiv zum Vott kommen.

Vote sur la motion 9

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer nach zu deenen zwou Resolutiounen, déi vun de Piraten deposéiert gi sinn.

Résolution 1

Fir d'éischt d'Resolutioun Nummer 1. Wie wëllt nach zu där d'Wuert ergräifen, zu der Resolutioun Nummer 1 vun de Piraten? Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, ech hunn elo éierlech gesot d'Resolutioun net esou richteg verstanen. Fir mech ass net ganz kloer, wat gefrot ass: „... de Justizministère an de Ministère fir bannenzeg Sécherheet [...] bei der Analys [...] ze ënnerstëtzen." Ech ginn dovunner aus, dass d'Ministèrë keng Ënnerstëtzung bei hirer Analys brauchen. An dofir ass et hei elo net onbedéngt erfuerdert, déi Resolutioun mat ze ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Déi Resolutioun ass entstanen op eng Äntwert op meng Question parlementaire, wou d'Madamm Ministesch Tanson ugekënnegt huet, fir déi Firmen ze iwwerpréiwen an do och bei de Gemengen aktiv ze ginn.

Den Här Mosar huet virdrun ugekënnegt, dass dat awer op Widderstand gestouss ass, dass dat anscheinend an d'Autonomie communale fält, wou mir dat awer anescht interpretéieren. Dofir hu mir geduecht: Da kommt, mir ginn der Ministesch dee Support, dass d'Ministesch hire Wee soll weidergoen an déi Dokumenter kucken, déi Firme préiwen! An dofir déi Resolutioun, dass d'Ministesch de volle Support vum Parlament hätt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, just fir ze soen, dass se effektiv déi Dokumenter schonn ugefrot huet, se se virleien huet an deementspriechend dat heiten iwwerflësseg ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech mengen, déi Resolutioun, déi adresséiert sech jo un d'Chamber. An ech weess beim beschte Wëllen net, wéi wäit eis Chamber soll de Justizministère an de Ministère fir bannenzeg Sécherheet bei der Analys vun de Kontrakter ënnerstëtzen.

Ech mengen, datt déi zwee Ministèren absolutt outilléiert sinn, fir déi Analys kënnen ouni Ënnerstëtzung vun der Chamber ze maachen. Dofir ass dat hei eng komplett iwwerflësseg Resolutioun, a mir wäerte se net matstëmmen.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Laurent Mosar hat nach d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech schléisse mech deenen Aussoe vun all deene Riedner un. Ech gesinn och wierklech net de Sënn vun dëser Resolutioun. Dat Eenzegt, wat ech nach verstinn, dat ass, datt den Här Goergen wëllt d'Regierung ënnerstëtzen. Ech weess net, wëllen d'Piraten véiert Partei an der Regierung ginn? Dat ass dann hire Problem. Mee ech menge wierklech net, datt dat do iergendwéi e Sënn mécht, déi Resolutioun matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass keng Wuertmeldung méi do? Da kënne mer elo iwwert d'Resolutioun Nummer 1 ofstëmmen.

Vote sur la résolution 1

Fir d'éischt de Vote électronique.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 2 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Résolution 2

Da kéime mer zur Resolutioun Nummer 2. Den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Hei geet et jo drëm, eng Ënnerkommissioun ze grënnen, wou de Rôle vum Agent municipal oder vun Agents municipaux soll am Fong definéiert ginn. Ma et ass esou, dass mer eng Kommissioun hunn, dat ass d'Interieurskommissioun, déi huet och d'Fonctioun, dass mer zesummekommen, fir iwwert d'Amendementer ze schwätzen, iwwert de Projet de loi 7126. An et ass déi Plaz, wou dat och soll gemaach ginn. Dofir géif ech proposéieren, dës Resolutioun ofzeleenen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also d'Iddi war entstanen, fir dass et einfach méi schnell geet, esou wéi mer et och bei der Faillittëkommissioun gemaach hunn oder ganz am Ufank et elo decidéiert ginn ass, och beim Teletravail eng Ënnerkommissioun ze maachen, well dat Theema hei awer prioritär ass.

Mir sinn awer och gäre bereet, fir déi Resolutioun zréckzezéien, well d'Ministesch virdrun ugekënnegt huet, dass elo Beweegung drakënnt. Dat wousste mir awer net, wéi mer se geschriwwen hunn, dass am Abrëll dat Gesetz géif virugoen. Dofir géif ech proposéieren, dass mir déi Resolutioun zréckzéien. Merci.

Une voix.- Très bien!

(La résolution 2 de M. Marc Goergen est retirée.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss.

10. 7639 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement

Da kéime mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtteg, dat ass de Projet de loi 7639 iwwert d'Logementsbäihëllefen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert ginn un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech haut e mëndleche Rapport vir zum Gesetzesprojet 7639.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, et war eng viv Debatt, mengen ech, virdrun.

Et geet hei drëms, eng Vereinfachung vun der Prozedur unzebidden, andeems de Guichet unique fir d'Logementshëllefe besser redefinéiert gëtt. Jiddweree vun eis kennt de Parcours du combattant, wann et drëms geet, fir en Dossier zesummenzesetzen, wou ee selwer muss lénks a riets lafen, fir seng Donnéeën zesummenzesichen.

Dofir wëlle mir duerch dës Reform de Leit erlaben, nëmmen nach eng eenzeg Ulafstell ze hunn, fir kënne méi einfach, awer och méi séier hir Hëllefe fir d'Wunneng ze kréien an och unzefroen. Dofir ännere mer heimadder d'Gesetz vum 23. Dezember vun 2016 iwwert de Guichet unique vun der Wunnengshëllef mam Zil, d'Prozeduren an dësem Beräich ze vereinfachen.

An Zukunft muss e Bierger oder eng Biergerin, déi eng Wunnengshëllef freet, verschidden Dokumenter net méi selwer bei aneren Administratiounen ufroen. Mat der Zoustëmmung vum Demandeur, dat heescht de Bierger dee Moment oder d'Biergerin, kënnen d'Administratiounen hei ënnereneen déi néideg Donnéeën austauschen oder besser gesot déi néideg Ënnerlage liwweren.

De Virdeel vun dësem Guichet unique des aides au logement ass déi administrativ Vereinfachung vun der Demarche. De Gesetzesprojet detailléiert, wéi eng Donnéeë jeeweils bei wéi enger Administratioun oder staatlecher Administratioun, éischter gesot, kënnen ugefrot ginn.

Dës Oplëschtung war bis elo um Niveau vun engem Règlement grand-ducal definéiert a fënnt sech awer elo duerch de Gesetzesprojet, deen ech Iech virstellen, dann um Niveau vum Gesetz erëm.

Elo ganz kuerz zu den Avisen. An hirem Avis vum 15. Januar 2021 (veuillez lire: 2. Dezember 2020) begréisst déi national Dateschutzkommissioun dës Ännerung. Si mécht och eng Partie Remarken zu der Terminologie, déi ze benotzen ass. An den Avise vun der Staatsbeamtekummer, der Handwierker- an Handelskummer gëtt allgemeng d'Vereinfachung vun der Prozedur begréisst. D'Handelskummer bedauert awer, datt d'Prozedur net komplett digitaliséiert an en Deel vu MyGuichet ginn ass.

Kuerz - ganz kuerz - zu den Aarbechte vun der Logementskommissioun. De Projet gouf de 27. Juli 2020 vum Wunnengsbauminister deponéiert. De Staatsrot huet den 19. Dezember 2020 säin Avis dann ofginn. De Staatsrot suggeréiert eng Partie vu Remarken zum Text. D'Kommissioun decidéiert an der Sëtzung vum 18. Januar, enger Rei Amendementer an esou der Kritik vum Staatsrot Rechnung ze droen.

Den Avis complémentaire da vum Staatsrot läit den 23. Februar vir an deen huet keng weider Observatioune méi. De Rapport gouf och unanime de 25. Februar an der Logementskommissioun ugeholl.

Fir zum Schluss ze kommen, wëll ech natierlech all deenen nach Merci soen, déi natierlech un dësem Gesetzesprojet matgewierkt hunn. Heimadder ginn ech dann och am Numm vun eiser gréinger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova villmools Merci a ginn d'Wuert un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ech wéilt och hei direkt der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, e ganz, ganz décke Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport. Ben, ech mengen, een Text, deen derzou féiert, datt eeben am Guichet unique verschidden Informatiounen vun den Aides au logement ënnert de Ministèrë gebündelt ginn, datt se effektiv dann zesummegefouert kënne ginn ... Ganz kloer eng Simplification administrative, wat 100%eg ze begréissen ass, datt eeben deen Echange ënnert de Ministèren do ka stattfannen.

Ech mengen, et ass hautzudaags wichteg, an enger Situatioun och vun enger Pandemiezäit, wann Hëllefe vum Staat ausbezuelt gi respektiv, datt d'Leit déi kënnen ufroen an datt dat och um schnellstméigleche Wee ka gemaach ginn an datt déi Leit schnellstméiglech och déi Sue kënnen ausbezuelt kréien.

D'CNPD huet monéiert, datt sech bei der Kreatioun vun neie Fichieren do natierlech onbedéngt un d'Gesetzgeebung muss gehale ginn. Dat, mengen ech, ass e ganz, ganz wichtege Facteur mat sensibelen Donnéeën; mat deenen och sensibel ëmzegoen.

Duerfir ass d'CSV-Fraktioun natierlech zu 100 % mat dësem Text hei averstanen.

Och wéi schonn an der Kommissioun monéiert, wéilt ech just nach eng kleng Remark maachen. Vu datt mer an enger Situatioun sinn, wou eeben op eisem Maart net genuch abordabel Wunnenge sinn, ass et wichteg, datt eeben esou vill wéi méiglech Informatiounen och zesummegebündelt ginn, wat d'Offer vun abordabele Wunnengen ugeet, datt mer do vläicht an Zukunft och sollte kucken, eng gemeinsam Plattform fir déi ze schafen.

D'CSV-Fraktioun huet scho méi oft gesot, datt et wichteg wär: eng Zort vun enger Struktur „myLogement", wou Infodesken eeben op regionalem Plang sollen erstallt ginn, wou d'Leit Informatioune kréien iwwert d'Offer vu subventionéierte Wunnengen, déi fir de Verkaf dann do sinn, awer och vu soziale Mietwunnengen an awer och vu Wunnengen, déi iwwert d'Gestion locative sociale verlount ginn. Duerfir, dat wär eng zousätzlech Offer, fir an Zukunft de Leit méi Informatiounen ze ginn, wat un Offer un abordabelem Wunnraum um Maart ass.

An dësem Sënn wéilt ech der Rapportrice nach eng Kéier Merci soen a ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Lies. D'Wuert kritt direkt den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Jo alles, wat mat administrativer Vereinfachung fir de Bierger ze dinn huet, gëtt selbstverständlech vun der Demokratescher Partei mat ënnerstëtzt. Dofir géif ech dann hei den Accord vun eiser Fraktioun ginn, net awer ouni der Rapportrice Merci ze soe fir hir ganz gutt schréftlech a mëndlech Rapporten.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Max Hahn. D'Wuert geet un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Och villmools merci, Madamm Rapportrice, fir Äre schréftlechen a mëndleche Bericht. Zu dem Gesetz selwer ass näischt méi ze soen. Selbstverständlech verdéngt dat d'Zoustëmmung vun eis alleguerten. Et ass ëmmer gutt, wa mer de Leit et e bësse méi einfach maachen.

Ech géif awer gäre vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Minister ze soen, fir haaptsächlecher der Regierung ze soen, datt mer eigentlech och nach kéinten drun denken, e Schratt méi wäit ze goen, nämlech e Guichet unique ze maache fir all d'staatlech Hëllefen.

Am Joer 2021 dierf et dach eigentlech net méi sinn, datt d'Bierger fir verschidde Leeschtunge bei verschidde Verwaltunge musse pilgeren, fir zweemol oder dräimol dat selwecht Dokument musse virzeleeën. Ob dat elo beim Service Logement ass oder zum Beispill beim Fonds national de solidarité oder och nach op enger Gemeng - dacks sinn et déi selwecht Piècen, déi gefrot ginn. A mir kenne se alleguerten: déi dräi lescht Paiziedelen, eng Composition de ménage, e Certificat de résidence an esou weider. Dat gëllt besonnesch fir d'Dokumenter, déi eng Verwaltung freet an déi eng aner Verwaltung de Leit muss ausstellen.

An dësem Gesetz gëtt dowéinst dat Richtegt gemaach. Ech wëll awer dofir nach eemol drun erënneren, datt d'Regierung d'Deklaratioun vun Tallinn am Oktober 2017 matgedroen huet, wou de Prinzip vum „once only" festgehale gouf. Och huet d'Regierung dëse Prinzip an hirer Stratégie de gouvernance électronique fir d'Joren 2021 bis 2025 festgehalen. Ech mengen, mat dem Aféiere vun engem Guichet unique fir all staatlech Hëllefen, ob physesch oder digital, wier ville Leit gehollef.

Ech soen Iech Merci a ginn den Accord vun der LSAP.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Yves Cruchten. Da geet d'Wuert un den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir hire Bericht. Mir wäerten dee Projet de loi natierlech matstëmmen. Dir wësst jo, datt mer trotzdeem ëmmer kritesch ware par rapport zur Subvention loyer - aus verschiddenen Ursaachen, net nëmme wat d'Krittären ugeet, mee ënner anerem, well mer och der Meenung sinn, datt schlussendlech d'Subvention loyer an enger Aart Subventionéierung fir d'Proprietären endegt, well d'Präisser weiderhin immens staark an d'Luucht ginn, an u sech eng Subvention loyer vun 150 Euro, déi ass innerhalb vun zwee Joer opgefriess. Dat heescht, fir de Locatairë richteg ze hëllefen, misst een u ganz aner Schrauwen dréie goen.

Allerdéngs fanne mer et natierlech gutt, wann duerch dee Guichet unique och d'Prozedure méi schnell ginn. Et ass e bësse schued och ze mierken, datt am Numm vun der Protection des données heiansdo déi ëffentlech Servicer sech méi schwéierdinn a Wierklechkeet, fir duerno kënne Saachen ze verbesseren a mir vill besser oppassen als ëffentlech Hand, fir natierlech keng Dommheete mat Donnéeën ze maachen, mee justement fir awer de Service ze verbesseren. Privatentreprisen, notamment och am Beräich vun de GAFAM, déi hunn déi Problemer vill manner. Déi hunn heiansdo Accès op Donnéeën, op déi d'ëffentlech Hand net esou richteg Accès kann hunn. Soit.

Ceci étant dit wäerte mer dat matstëmmen. Mee ech wollt awer och nach dovunner profitéieren, fir awer drun ze erënneren - mir hunn nach virun zwee Deeg driwwer diskutéiert -: Mir mussen awer iwwert d'Krittäre vun der Subvention loyer nach weiderhin diskutéieren, grad an dëser Situatioun.

Ech hat et nach virun zwee Deeg gesot. Mee déi dräi Méint … Also, am Ufank war ee Krittär, et misst ee sechs Méint laang iwwer regulär Rentréeë verfügen. Elo ass et erofgaangen, nodeems mer awer och schonn deemools gesot haten: „Sechs Méint ass ze vill." Dunn huet d'Regierung dat agesinn. Et ass erofgaangen op dräi Méint.

Mee mir mussen nach weiderhin driwwer diskutéieren, well dräi Méint ass och nach vill. Et si vill Leit, déi sinn an enger prekärer Situatioun. An d'Subvention loyer adresséiert sech grad u Leit, déi an enger prekärer Situatioun sinn! Wa mer d'Gesetz net dorun adaptéieren, dann ass d'Gesetz fir d'Kaz.

De Problem ass: Mir hu vill Leit a prekäre Situatiounen - Interim, falsch Independanten, déi, déi fir d'Plattformen à la „Wedely" an esou weider schaffen, et cetera, et cetera. Mir hunn eng phenomenal Prekariséierung vu ville Salariéen hei am Land. An d'Krittäre fir d'Subvention loyer funktionéieren an deem Fall net.

Jo, et soll een och weiderhin … Beim Guichet unique misst een … Ech ënnerstëtzen d'Propose vum Här Cruchten. Et wier och gutt - dat ass och eng Diskussioun, déi mer hunn -: D'Locatairë brauchen eng juristesch Hëllef! Wéi gesot, wësst Der, d'Connaissance vum Droit ass e Privileeg fir déi, déi sech et kënne leeschten. Do misst et och esou eng Aart Guichet unique ginn, deen d'Locatairen och conseilléiert, gratis an esou weider, par rapport zu Saachen, déi gewësse Proprietäre sech erlabe par rapport zu hire vulnerabele Locatairen.

Et gouf eng Kéier hei am Raum gesot: „Et muss een oppassen. Verschidde Locatairë si Luusserten." Ech mengen, bei gewëssene Proprietäre gëtt et der vill méi.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Semiray Ahmedova fir de gudde Rapport. Et ass awer nach ee Punkt, deen ech wollt opwerfen, deen d'Chambre de Commerce och richtegerweis opgeworf huet an deen eis als Digitalpartei natierlech interesséiert: firwat een dat nach ëmmer net digital iwwer guichet.lu ka maachen. An do ass d'Fro un de Minister, ob dat dann an Zukunft wäert iergendeng Kéier kommen, well et jo awer e grousse Confort kéint bedeite fir déi eenzel Leit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Logementsminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci fir all déi Interventiounen. Merci awer och dem Semiray Ahmedova fir de Rapport, dee ganz ausféierlech war. Ech wollt ganz kuerz drop agoen. Hei geet et jo grad drëm, deenen entgéintzekommen, déi et am Liewen heiansdo méi schwéier hunn, a fir hinnen déi Subventiounen, déi se ufroen, esou séier wéi méiglech kënnen auszebezuelen. Déi Demarchen, déi sinn heiansdo komplizéiert. Jidderee weess et selwer.

Hei hu mer eebe gekuckt, fir alles an deem Guichet unique, wa mer et Guichet unique maachen … Dofir hu mer den Accord kritt vun deenen anere Verwaltungen, fir dat direkt do nozefroen.

Sécherlech, et ass virdrun ugeschwat ginn, dass och hei bei der CNPD den Dateschutz ganz wichteg ass. Dofir ass awer nach zréckbehale ginn, dass d'Leit mussen ënnerschreiwen, well och vill vun hinnen d'Moyenen nach net hunn, fir déi elektronesch Ënnerschréft ze maachen an esou weider. Et ass sécherlech eng zukünfteg Approche, déi do nach wäert gesicht ginn.

Et geet jo hei drëms, éischtens, d'Vereinfachung ze maachen - den Här Lies hat et virdru gesot -, dass déi Leit net nach mussen an déi eng oder aner Verwaltung goen, fir alles zesummenzekréien. Hei geet et wierklech ganz séier. Dofir sinn ech frou, dass Der hei esou eng breet Ënnerstëtzung gitt.

Et ass virdru vun de Subventioune geschwat ginn. Mir wäerten och nach méi Campagnë maachen, fir dat och méi public ze maachen. Mir haten d'lescht Joer eng Campagne. Mir wäerten elo nach eng lancéieren, dass déi Leit och wierklech hir Rechter huelen. Well et sinn der nach ëmmer vill, déi dat net an Usproch huelen. Dofir soll dat heiten dat vereinfachen.

Wann dann eng ganz breet Majoritéit hei erauskënnt, da sinn ech ganz frou. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Logementsminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7639. Den Text steet am Document parlementaire 7639[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7639 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7639 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7647 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 1977 concernant l'heure légale

Da kéime mer zum Projet de loi 7647 iwwert de Referenzwäert fir déi legal Auerzäit. Duerno wäerte mer nach iwwert d'Question urgente Nummer 3818 vum Marc Spautz debattéieren. Fir de Projet 7647 ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zäit ass e ganz fundamentale Pilier vun der Organisatioun vun eisem Liewen. Dat wësse mer alleguerten. Dat heescht awer net, dass mer eis oft d'Fro stellen, wéi d'Zäit iwwerhaapt definéiert a gerechent gëtt. Ma mat deem heite Gesetzesprojet aktualiséiere mir d'Gesetz vum 17. Mäerz 1977, also dat huet schonn e puer Joerzéngten um Bockel, iwwert d'Heure légale.

Am Kär geet et mat dësem Gesetzesprojet drëms, fir d'Referenz vun der Heure légale ze moderniséieren. Als Referenz wäert an Zukunft net méi d'Zäitsignal vum 15. Meridian östlech vu Greenwich gëllen, mee den Temps universel coordonné, UTC, dee vum Bureau international des poids et mesures mat Hëllef vun den Atomauere vun de Memberstaate gerechent gëtt.

Vereinfacht gesot gëtt d'Moyenne geholl vun de lokalen Atomauere vun de Staaten, déi Member sinn. Weltwäit ziele mir am Moment eng 600 Atomaueren, déi alleguerten derzou bäidroen, fir den UTC eeben auszerechnen.

De Bureau international des poids et mesures mécht dann eemol de Mount den Exercice, fir den UTC a posteriori auszerechnen. Zu Lëtzebuerg hu mer de Bureau luxembourgeois de métrologie, de BLM, deen d'UTC-Valeur vu Lëtzebuerg rechent an un de Bureau international, deen zu Paräis ass, weidergëtt.

Opgrond vun den Accorden tëscht dem ILNAS (ndlr: Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services) an dem Bureau international - dat ass en Accord, deen ass scho vum Oktober 2014 -, sinn d'Zäitskala vum Lëtzebuerger Bureau de métrologie an déi dovunner ofgeleeten UTC international unerkannt.

Déi atomaresch Zäitskala, déi de Lëtzebuerger Büro rechent, erlaabt eng bal net virstellbar Prezisioun. Fir et op de Punkt ze bréngen: Den Ecart tëscht der theoreetesch perfekter Sekonn an der Sekonn, déi mat der Atomauer zu Lëtzebuerg gerechent gëtt, läit bei 0,00000… an da 16 Nullen an eng 1 … also, 15 Nullen hannert dem Komma an dann 1.

Dës Prezisioun ass natierlech fir de mënschleche Verstand onméiglech ze erfaassen. Mee et ass awer eng Prezisioun, déi net onwichteg ass, zum Beispill fir déi juristesch Sécherheet vu bestëmmtenen Transaktiounen, notamment de Finanztransaktiounen op der Bourse.

De Bureau international kann am Prinzip nëmmen een Institut fir all Memberstaat unerkennen. An deem Sënn ass et och ubruecht, de Bureau luxembourgeois de métrologie, deen ech elo schonn e puermol hei genannt hunn, als déi fir Lëtzebuerg zoustänneg Instanz unzeerkennen. Dat gëtt och an dësem Projet de loi gemaach. De BLM ass also offiziell déi Instanz bei eis, déi d'Referenz fir d'Heure légale ass.

An deenen anere Länner gëtt d'Heure légale natierlech och par rapport zum UTC ausgedréckt. All Land setzt esou vill Stonne bei den UTC bäi oder hëlt se ewech, fir dass d'Heure légale mat der Positioun vun der Sonn am Laf vun engem Dag iwwereneestëmmt.

Vu dass den Territoire zu Lëtzebuerg e bësse méi kleng ass wéi dee vun deene meeschten anere Länner a vu dass eisem Land och keng weider Territoiren zougestane ginn, déi geographesch an aneren Zäitzone leien, brauche mir hei zu Lëtzebuerg just eng eenzeg Valeur fir d'Heure légale, an déi ass UTC+1.

Ech kann an deem Sënn jiddweree berouegen: Och wa mir d'Zäit als solches mat dësem Gesetzesprojet nei definéieren, esou bleift dach awer am Alldag alles beim Alen.

Weider wéilt ech och nach umierken - well dat hat ech selwer am Ufank geduecht, wéi mer mat deem heite Projet ugefaangen hunn -, dass dëse Gesetzesprojet keen Impakt huet op d'Diskussioun ronderëm d'Summer- an d'Wanterzäit. D'Summerzäit ass bis d'nächst Joer inclus, also bis Enn 2022, iwwert de Règlement grand-ducal vum 28. Juli 2017 gereegelt an huet iwwerhaapt näischt mat deem heite Gesetzesprojet ze dinn.

Et kann een ofschléissend nach soen, dass de Staatsrot ausser mat engem méi technesche Problem bei engem eenzegen Artikel keng Observatioun ze maachen hat, soudass ech mengen, dass mer kéinte mat guddem Gewëssen dësem Gesetzesprojet eis Zoustëmmung ginn. An dat wëll ech och am Numm vu menger Fraktioun heimat gemaach hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen der Madamm Rapportrice Lydia Mutsch villmools Merci a ginn direkt d'Wuert weider un deen éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech wéilt der Rapportrice, der Madamm Mutsch, villmools Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport. Et ass richteg, dass den Numm vum Gesetzesprojet méi spektakulär kléngt, wéi en am Endeffekt ass. Well wann ee vun der Heure légale schwätzt, stellt ee sech ëmmer ganz vill vir. Mee am Endeffekt ass net ganz vill derhannert.

An ech ka ganz berouegt d'Zoustëmmung vun der CSV heizou ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Da wier et um honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. D'Madamm Mutsch huet en exzellente Rapport gemaach, sougutt schréftlech wéi mëndlech. Ech ka mech deem nëmmen uschléissen, hir Merci soen an den Accord vun der DP ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. D'Wuert geet elo un den Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. D'Rapportrice huet dat exzellent op de Punkt bruecht. Ech si frou, dass an d'Zukunft d'Auer och nach ëmmer richteg tickt zu Lëtzebuerg, och wa mer heiansdo hei iwwerzéien.

Ech ginn domadder den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Da geet d'Wuert un den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wäert eis wäertvoll Zäit net weesentlech méi laang an Usproch huelen, nodeem ech gradesou wéi d'Madamm Mutsch berouegt war, datt ëm Gottes wëlle keen op d'Iddi komm ass, d'Summeran d'Wanterzäit ofzeschafen, kann ech ganz gär den Accord zu dësem ganz technesche Projet ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. D'Heure légale, dat ass en Theema, wat op deen éischte Bléck immens dréche kléngt, well kee wierklech weess, wat et domat op sech huet. Mir wëssen alleguerten, datt mer eng Auer hunn, mee déi meescht Aueren heibanne weise warscheinlech net grad déi nämmlecht Auerzäit un.

Fir eis Technologie ass et awer immens wichteg, datt d'Auere ganz prezis ginn an datt d'Auere genau wëssen, weltwäit, wéi vill Auer et grad ass. Ënner anerem zum Beispill: Jiddweree vun eis huet e LuxTrust. Fir lech eppes ze soen: Dee Code, deen OTP, deen Token, deen Der hutt, funktionéiert just, well dat Gerät genausou weess, wéi vill Auer et grad ass, wéi de Server, op deem Der lech grad connectéiert. An do muss een op 30 Sekonne près sinn, soss geet et net.

Genau dowéinst ass et esou wichteg, datt een eng ganz kloer Definitioun vun enger Auerzäit huet. An dat ass eeben heimadder geschitt, datt mer dat technesch besser verankeren, datt mer net méi op en Urmeter oder op eng Urminutt zréckgräifen, mee datt mer hei wierklech op d'Atomzäit zréckgräifen. An datt mer dobäi e bëssen d'Zäitzonen ugepasst hunn, ass eng gutt Iddi. Duerfir klauen ech dann och net méi vun Ärer Zäit den Owend an ech soen: Mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. An d'Auer fält an d'Kompetenz vum Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Och ech wäert e feste Bléck op d'Auer hunn an net vill Zäit hei beusprochen. Ech wollt dem Lydia Mutsch e grousse Merci soe fir hire ganz ausféierleche Rapport zu dësem techneschen, awer wichtege Projet, wou effektiv den ILNAS mat senger Atomauer derzou bäidréit, d'Auerzäit ze maachen, ze fabrizéieren. Dat ass e wichtege Projet fir eist Land.

Ech freeë mech och iwwert déi breet Zoustëmmung. Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools Här Wirtschaftsminister. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7647. Den Text steet am Document parlementaire 7647[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7647 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Vott ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7647 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. Question urgente n° 3818 de M. Marc Spautz concernant l'avenir du site sidérurgique de Dudelange

Mir kommen elo zur Question urgente 3818 vum Här Marc Spautz iwwert d'Zukunft vun der Diddelenger Schmelz. Den Här Spautz huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och de Kolleeg Marc Baum hat schonn eng Kéier eng Fro betreffend Liberty Steel gemaach. Liberty Steel, dat ass 2018 entstanen doduerch, dass d'ARBED (veuillez lire: ArcelorMittal) Ilva wollt iwerhuelen. Dat ass en anere Grupp. An en ass vun der Europäescher Kommissioun opgefuerdert ginn, e misst verschidden Deeler verkafen.

De Vizepresident vun der Chamber a fréieren Diddelenger Buergermeeschter war derbäi, wéi Galvalange a Giebel do waren. An den Här Biancalana war net méi spéit wéi 2018 derbäi, wéi déi Transferte stattfonnt hunn, well aus Galvalange a Giebel ass ARBED Diddeleng ginn. An duerno ass vun ARBED Diddeleng alles u Liberty Steel verkaaft ginn, an dat opgrond vun de Fuerderunge vun der Europäescher Kommissioun.

Den 2. November 2018 huet d'Lëtzebuerger Industriellefederatioun dat grouss ugekënnegt als groussen Erfolleg fir d'Lëtzebuerger Land. E puer Woche méi spéit oder e puer Méint méi spéit, de 17. Abrëll 2019, huet d'Europäesch Unioun dee Verkaf guttgeheescht. Et ass och deementspriechend festgehale ginn, dass fir Liberty House Léck a Lëtzebuerg géifen 300 respektiv 700 Aarbechtsplazen erhale bleiwen.

Mir schwätzen awer elo net méi vun 300 zu Diddeleng, mee nach vun 250. Et ass mer nämlech och wichteg, och do historesch drun ze erënneren, dass schonn eng Kéier Versprieche gemaach gi waren. A mir sinn elo net méi bei deenen 300, déi deemools ugekënnegt gi sinn.

Den 1. Juli 2019 huet et geheescht: „Et ass elo alles fäerdeg, den Accord ass do. D'Sue si gefloss a Liberty Steel ass gegrënnt, an d'ARBED, ArcelorMittal huet näischt méi dermat ze dinn."

Deemools ass geschwat gi vun engem Chiffre d'affaires, deen ëm 10,7 % an der Croissance wier an et géif deem Betrib wonnerbar goen.

An Ären Frënd a Virgänger, Här Fayot, de Wirtschaftsminister Etienne Schneider, huet ganz grouss deklaréiert - och nozeliesen an der Press vun deemools am „Quotidien" an am „Tageblatt", fir nëmmen déi ze nennen, wou ganz grouss dra stoung -: „Et ass keng Menace fir de Site Lëtzebuerg a keng Menace fir déi Aarbechtsplazen, déi do sinn."

Den 21. Februar 2020 war d'Saach op eemol anescht. Do huet et geheescht, et géif Problemer gi fir de Site Liberty Steel Léck/Diddeleng. A firwat soen ech Léck/Diddeleng? Dat ass well de Grupp esou heescht.

(Interruption)

Jo, zu lechernach schwätze se net esou haart, Madamm Hartmann, mee am Minett muss een dat maachen.

(Hilarité)

An dofir wëll ech awer soen: Et ass doduerch, dass den Investor jo a Schwieregkeete komm ass, dass déi ganz Situatioun entstanen ass an dass et elo bei deenen 250 Leit ëm hir Existenz geet, dass 250 Leit an hir Famillje sech vill Froe stellen.

An elo stellen ech d'Fro, Här Minister, obwuel ech schonn en Deel den Owend an esou engem Ticker gelies hunn: Wéi ass et dann elo mat Lëtzebuerg? Wéi steet Lëtzebuerg zu der Hëllef an der Rettung an där Ukënnegung vun der Regierung deemools, se géif alles maachen, dass déi Aarbechtsplaze géifen erhale bleiwen? Wéi steet et elo mat deenen 250 Aarbechtsplazen? A wat huet d'Lëtzebuerger Regierung wëlles ze maachen?

Ech hunn haut den Owend an esou engem Ticker gelies, de Chômage partiel a Bankgarantië géife kommen, fir de Site kënnen ofzesécheren. Ass dat esou? Wa jo, wat plangt d'Regierung do am Detail, vun Aiden ze ginn, a wat, fir Garantien do ze stellen? Well et awer wichteg ass fir de Minett, fir d'Siderurgie - an ech erlabe mer dat och ze soen a Presenz vum Éierebuergermeeschter a vum Buergermeeschter vun Diddeleng -, fir de Site ARBED Diddeleng hei zu Lëtzebuerg ze erhalen, deen eng grouss Geschicht huet, wann een d'Stolindustrie hei zu Lëtzebuerg kuckt an et net gutt wier, wann dee Betrib géif aus deenen Ursaache vun der Landkaart verschwannen.

Wat ass geplangt? Wou huet d'Lëtzebuerger Regierung wëlles ze intervenéieren? Och deemools ass vun der Europäescher Unioun gesot ginn, dass si och géifen alles ënnerhuelen, fir dass dat alles géif klappen. Sinn do och Diskussioune mat der Europäescher Kommissioun geféiert ginn?

Dir waart de Mëtten zesumme mat de Gewerkschaften, zesumme mat Ärem Kolleeg, dem Dan Kersch. Wat fir eng Engagementer sinn do gemaach ginn am Interêt vun der Ofsécherung vun deenen 250 Aarbechtsplazen an am Interêt vun der Ofsécherung vum Site ARBED Diddeleng hei zu Lëtzebuerg?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Spautz. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

(Brouhaha)

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, an der Stad muss een net esou vill jäizen. Ech wäert dat dann elo e bësse méi lues maachen.

Plusieurs voix.- A!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci dem Marc Spautz fir seng Fro.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz dezent, Här Fayot. Wonnerbar!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da musst Dir alleguer wannechgelift och e bësse méi lues sinn.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, wann Der Kaméidi maacht, da kënnt Der näischt verstoen.

M. André Bauler *(DP).*- Lauschtert dem Här Fayot no!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Bon, Dir hutt et gesot: Ech war effektiv scho virun zwee Deeg jo eng Kéier hei, fir op dëser Plaz iwwert d'Situatioun vu Liberty Steel hei mat Iech ze diskutéieren no där Faillite vu Greensill Bank, wat jo effektiv den Haaptfinancier war vum Grupp GFG.

Ech hunn Iech do och gesot, dass ech e Bréif kritt hätt vum Här Sanjeev Gupta, dem Haaptaktionär vu GFG Alliance, dee generell rassurant war. Dat ass e Bréif, deen ech de leschte Weekend krut, mee deen awer och gesot huet, dass et „clearly a challenging situation in the short term" wär fir eng Rei Filiale vum Grupp.

An ech mengen, et soll een dat net schéischwätzen. Et ass effektiv eng schwiereg Situatioun fir de Moment och fir Liberty Steel Diddeleng a Léck. Si schaffen och an engem ganz onsécheren Ëmfeld an der Suite eebe vun där Faillite vun der Greensill Bank, wat natierlech en Effet huet op d'Bonitéit och vu GFG Alliance - der Mamm vu Liberty Steel. Dat soll een net … Ech mengen, dat kann een iwwerall liesen. Dat ass eng Analys, déi och an der internationaler Press gemaach gëtt. An dat soll een net schéischwätzen.

Et ass also keng einfach Situatioun fir de Moment. Ech hat Iech och gesot um Enn vu menger Interventioun virun zwee Deeg, dass ech déi Situatioun géif weider vu ganz no suivéieren. Dat hunn ech och gemaach. Ech hunn haut de Moien e laangt Gespréich gehat mat der Direktioun vu Liberty Steel Léck an Diddeleng.

Ech krut do gesot, dass am Grupp Liberty Steel elo eng intern Analys géif gemaach ginn um Niveau vun all den Entitéiten. Dat heescht, et géif gekuckt ginn, wat fir Konsequenzen d'Faillite vun der Greensill Bank op d'Aktivitéite vum Grupp huet an natierlech och op d'Aktivitéite vun hiren eenzelne Filialen an, wat eis natierlech en particulier interesséiert, fir Liberty Steel Diddeleng a Léck, déi jo och effektiv ganz enk zesummenhänken.

No dësem Gespréich de Moie mam Management hunn ech dunn effektiv och mam Dan Kersch zesummen d'Gewerkschafte gesinn, den OGB-L an den LCGB, mat hinne beroden, fir se op där enger Säit iwwer meng Diskussioune mam Management ze informéieren, awer och hir Meenung ze héieren, hire Point de vue ze héieren, wéi si d'Situatioun aktuell aschätzen.

Ech kann Iech soen, an ech géif dat wierklech gär betounen, dass den Dan Kersch an ech, wéi natierlech och déi ganz Regierung, absolutt Versteesdemech hunn fir déi grouss Suergen, déi sech opsäite vun de Gewerkschaften iwwert d'Zukunft vun den Aktivitéiten zu Diddeleng gemaach ginn, déi sech grouss Suerge maachen natierlech och fir déi 250 Mataarbechter, déi um Site zu Diddeleng beschäftegt sinn, a fir hir Familljen. Dat ass absolutt evident. Mir wäerten do all déi Instrumenter beméien, déi mer zu eiser Dispositioun hunn, fir an esou enger Situatioun anzegräifen.

Dat éischt Instrument, wat eis do natierlech zur Verfügung steet, ass nach wie vor de Chômage partiel. Wann zu Diddeleng elo sollt kuerzfristeg e Ralentissement vun der Aktivitéit kommen, en Ausfall vun der Aktivitéit, dann ass de Chômage partiel natierlech do, fir déi Leit, fir déi Mataarbechter an enger éischter Phas opzefänken.

Doriwwer eraus, ech hunn och déi Referenz op d'Bankgarantië gesinn, op d'Garantië vum Staat ... Et ass natierlech just méiglech, fir iwwer esou eppes nëmmen nozedenken, wann een e ganz zolitte Plan industriel huet bei Liberty Steel a wann een natierlech och Assurancen huet iwwert d'Kapitalisatioun vu Liberty Steel, fir d'éischt emol duerch de Grupp an am Kader vum Grupp.

Et ass, mengen ech, jiddwerengem evident an offensichtlech, dass de Lëtzebuerger Staat net wäert higoen an eng marod Operatioun … marod Filiale vun engem Grupp wäert kënne finanzéieren. Dat ass eppes, wat ech de Moien net gesot hunn a wat och absolutt net wäert méiglech sinn.

Dat, wat ech Iech ka soen a wat mer an deenen nächsten Deeg a Stonne wäerte maachen - ech soll nach den Owend e Gespréich hu mat engem Responsabele vum Grupp GFG -, dat ass, dass mer deen Dossier hei weiderhin am Stonnentakt wäerte suivéieren. Et ass eng absolutt Prioritéit fir mech am Wirtschaftsministère fir ze kucken, wéi déi Situatioun evoluéiert a wéi mer se musse begleeden.

Ech mengen, dat ass dat, wat ech Iech zu dësem Zäitpunkt kann hei soen. Et ass e ganz kloren a ganz staarke Commitment, fir alles ze maachen, fir dass déi Stolproduktioun zu Diddeleng an natierlech och mat deem ganz staarke Lien zu Léck och weiderhi wäert hei zu Lëtzebuerg bestoe bleiwen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister. Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

Mir sinn och um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass den 12. Mäerz, also muer de Mëtten, um 12.00 Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.04 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 39, 40 et 41

39e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 560
Communications ..... p. 560-561
7766 - Proposition de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire de revenu de remplacement en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19
et
7771 - Proposition de loi relative à la procédure de collecte des signatures en vue d'un référendum prévu à l'article 114 de la Constitution et portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national (Déclaration de recevabilité) ..... p. 561
Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Marc Spautz ..... p. 561
Ordre du jour ..... p. 561
Changements de composition de commissions parlementaires ..... p. 561
Heure de questions au Gouvernement
- Question n° 195 du 5 mars 2021 de M. Gusty Graas relative à la récente pollution de l'Attert, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ..... p. 561
- Question n° 194 du 9 mars 2021 de Mme Viviane Reding relative à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État ..... p. 561-562
- Question n° 197 du 8 mars 2021 de M. Dan Biancalana relative aux soins gériatriques dans les établissements pénitentiaires, adressée à Mme la Ministre de la Justice ..... p. 562
- Question n° 196 du 9 mars 2021 de M. Roy Reding relative aux critiques sur le film « An Zéro », adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État, et à M. le Ministre des Communications et des Médias ..... p. 562-563
- Question n° 198 du 9 mars 2021 de M. Marc Baum relative aux répercussions pour une usine sidérurgique à Dudelange suite aux difficultés financières du groupe d'entreprises propriétaire, adressée à M. le Ministre de l'Économie ..... p. 563
- Question n° 199 du 8 mars 2021 de Mme Chantal Gary relative au congé de paternité, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ..... p. 563
- Question n° 200 du 9 mars 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la campagne de vaccination dans les structures de logements encadrés pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration ..... p. 563-564
- Question n° 201 du 8 mars 2021 de M. André Bauler relative au nombre de logements inoccupés appartenant au parc immobilier du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement ..... p. 564
- Question n° 202 du 9 mars 2021 de M. Sven Clement relative au surendettement, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration ..... p. 564
- Question n° 203 du 9 mars 2021 de Mme Carole Hartmann relative aux modalités de convocation et de la prise de rendez-vous des personnes vulnérables au contrôle médical de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale ..... p. 564-565
- Question n° 204 du 9 mars 2021 de Mme Martine Hansen relative aux tests rapides Covid-19 dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 565
- Question n° 205 du 9 mars 2021 de M. Fernand Kartheiser relative au transport de détenus, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure ..... p. 565-566
Question élargie n° 78 de M. Dan Biancalana relative à la réforme de la législation en matière de protection des majeurs incapables ..... p. 566
7407 - Proposition de loi modifiant le Code pénal aux fins de sanctionner le comportement voyeuriste ..... p. 566-568
Question élargie n° 76 de M. Léon Gloden relative à la délinquance juvénile ..... p. 568-569
Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du manque de logements d'urgence ..... p. 569-573

40e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 574
Question élargie n° 80 de M. Gusty Graas relative aux boues d'épuration ..... p. 574-575
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des mesures non conventionnelles de la protection du climat dans le contexte de l'actuelle crise du climat ..... p. 575-579
7488 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, faite à Martelange, le 9 avril 2019 ..... p. 579-580
7481 - Projet de loi portant introduction d'un article 42bis dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ..... p. 580-581
Question élargie n° 75 de M. Marc Spautz relative au bien-être au travail ..... p. 581-582
Question élargie n° 79 de Mme Djuna Bernard relative à l'éducation aux médias ..... p. 582-583
Question élargie n° 81 de M. Claude Lamberty relative aux troubles du comportement chez les jeunes liés aux effets de la crise sanitaire de la Covid-19 ..... p. 583-584

41e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 584
Institution d'une sous-commission ..... p. 584
Dépôt de deux propositions de loi par M. Marc Spautz ..... p. 584-585
7757 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la troisième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ..... p. 585-591
Ordre du jour ..... p. 591
Dépôt d'une résolution par M. Marc Baum ..... p. 591
Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de l'organisation de la sécurité publique ..... p. 591-592
Question urgente n° 3830 de Mme Martine Hansen concernant le retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination ..... p. 592
Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de l'organisation de la sécurité publique (suite) ..... p. 592-601
7639 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement ..... p. 601-602
7647 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 1977 concernant l'heure légale ..... p. 602
Question urgente n° 3818 de M. Marc Spautz concernant l'avenir du site sidérurgique de Dudelange ..... p. 602-603

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3780	Josée Lorsché	Éducation culturelle
3978	Fernand Kartheiser	Collecte de données des automobilistes
4151	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Infections à la Covid-19 enregistrées dans le canton d'Esch-sur-Alzette
4159	Roy Reding, Jeff Engelen	IATA Travel Pass Initiative
4160	Sven Clement	Tests rapides Covid-19
4164	Fred Keup	Aides financières dans le cadre du changement climatique
4168	Pim Knaff, Carole Hartmann	Enlèvement d'enfant par un parent
4174	Marc Goergen	Campagne « Rethink Your Clothes »
4194	Marc Goergen	Bilan carbon de Cargolux
4198	David Wagner	Dépassement de cyclistes
4200	Marc Spautz, Claude Wiseler	Remboursement de la psychothérapie
4208	Mars Di Bartolomeo	Commission de surveillance des psychiatries fermées
4209	Jeff Engelen	Application du couvre-feu dans le cas d'une urgence familiale
4215	Fred Keup	Chômage chez les jeunes
4218	Fred Keup	Vols avec agression
4222	Fernand Kartheiser	Coopération militaire dans le cadre du programme PESCO
4224	Martine Hansen, Michel Wolter	Tests rapides de dépistage de la Covid-19
4226	Paul Galles	Sécurité des cyclistes
4229	Françoise Hetto-Gaasch	Maladie de Carré
4230	Mars Di Bartolomeo	Banque de données pour les accidents de la circulation
4231	Dan Biancalana	Édifices religieux
4232	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener	Pénurie de matières premières et de matériaux
4233	Laurent Mosar, Diane Adehm	Liberté de presse en Serbie
4234	Marc Spautz	Ressources humaines dans le secteur de la santé au travail
4235	Marc Spautz	Santé au travail
4237	Claude Lamberty, Max Hahn	Tularémie
4239	Laurent Mosar, Léon Gloden	Vaccination prioritaire des agents de la Police grand-ducale
4241	Stéphanie Empain	Tensions dans les eaux de Jersey
4242	André Bauler	Impact de la pénurie de matières premières et de matériaux
4243	Léon Gloden	Dispense de service dans le cadre de la vaccination contre la Covid-19
4244	Claude Wiseler	Élection de l'Iran à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW)
4249	Claude Haagen	Changement d'administration
4250	Dan Biancalana	Impact de la restructuration des activités de Guardian sur l'ancien site de production à Dudelange
4255	Jeff Engelen	Sondage concernant l'agriculture
4256	Jeff Engelen	Utilisation du polystyrène dans la construction
4258	Laurent Mosar, Octavie Modert	Plan d'action « Amélioration de la santé publique » de l'Union européenne
4259	Cécile Hemmen	Fermeture de la passerelle reliant la Place de la Gare à la Rocade de Bonnevoie
4262	Cécile Hemmen	Organisations sectaires
4265	Carole Hartmann	Incapacité de travail
4267	Serge Wilmes, Georges Mischo	Label « Ville à Vélo du Tour de France »
4268	Sven Clement	Remboursement des frais liés à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise
4270	Sven Clement	Recrutement sous le statut de travailleur handicapé
4273	Sven Clement	Délégations du personnel dans les conseils d'administration des entreprises comportant une participation de l'État
4278	Carole Hartmann	Changement de nom ou de prénoms
4279	Carole Hartmann	Stealthing
4280	Marc Goergen	Télétravail dans la fonction publique
4281	Jean-Paul Schaaf	Service CFL Flex
4289	Fred Keup	Refus de PAG
4290	Fred Keup	Exigence d'un vote complémentaire pour le PAG
4299	Diane Adehm	Réorganisation du réseau RGTR
4301	Gusty Graas	Infections d'animaux par le coronavirus
4302	Octavie Modert	Contributions budgétaires de l'État en faveur de l'Université du Luxembourg et des centres de recherche publics
4304	Dan Biancalana	Sécurité des femmes dans l'espace public
4308	Fernand Kartheiser	Vols de nuit
4309	Fernand Kartheiser	Délégués à l'égalité entre femmes et hommes dans les communes
4322	Fernand Kartheiser	Vaccination des Luxembourgeois à l'étranger
4327	Viviane Reding	Résiliation d'un contrat en ligne
		Session ordinaire 2021-2022
5277 urgente	Sven Clement	Protection des données dans le cadre de la collecte des signatures pour un référendum
5281 urgente	Léon Gloden	Situation sanitaire au Centre pénitentiaire de Luxembourg
5283 cf.5304 urgente	Marc Goergen	Efficacité du vaccin AstraZeneca
5303 urgente	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Restrictions après la découverte d'une nouvelle variante de la Covid-19
5304 urgente cf. 5283	Claude Wiseler, Martine Hansen	Vaccination « booster » pour les personnes ayant reçu le vaccin AstraZeneca

Question 3780 (05.03.2021) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**éducation culturelle :**

Dans le cadre de l'éducation culturelle, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a mis en place une offre diversifiée de projets et de programmes en collaboration avec les institutions du domaine culturel, englobant les arts plastiques, la musique, le théâtre, le patrimoine, la littérature, la photographie, les arts cinématographiques et autres. L'objectif en est d'assurer l'accès à la culture des élèves à tous les niveaux d'enseignement et de promouvoir l'éducation culturelle aussi bien par l'enseignement de la culture que par l'encouragement de la créativité et la participation active des élèves. À cette fin, les écoles sont régulièrement invitées à se déplacer avec des groupes d'élèves dans les institutions concernées, celles-ci ayant mis en place des offres adaptées et cela souvent en coopération avec des partenaires externes sous forme de conventions. Néanmoins et en raison des risques d'infection liés à la pandémie, les sorties de classe à des fins culturelles ne sont plus permises depuis fin novembre 2020 (circulaire du 25 novembre 2020 - Covid-19 - Actualités).

Considérant que les institutions culturelles du Luxembourg sont pourtant toujours ouvertes au public du fait qu'elles ont mis en place des concepts sanitaires très stricts et contrôlés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Vu les règles sanitaires en place tant dans les écoles que dans les institutions culturelles, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que des sorties culturelles pourraient de nouveau être accordées à des groupes restreints d'élèves au cas où le transport de ces derniers vers les différents lieux culturels est également organisé de façon à répondre aux règles sanitaires en place ?

2) Du fait que les sorties en forêt sont toujours permises et qu'elles ont évidemment un impact positif sur la santé et le bien-être de élèves, ne faudrait-il pas considérer les sorties culturelles également comme activité ayant un impact positif sur la santé mentale et le bien-être des élèves ? Seront-elles le cas échéant intégrées dans le cadre des nouvelles mesures du Ministère visant à favoriser le bien-être des élèves lors de la pandémie ?

3) Les enseignants de l'enseignement fondamental et secondaire sont-ils toujours en droit d'inviter des acteurs culturels dans leurs classes afin qu'ils puissent y présenter ou réaliser un projet culturel en classe, sous condition que les règles sanitaires soient strictement respectées ?

Réponse (21.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) + 2) Je tiens tout d'abord à signaler que je partage entièrement l'avis de l'honorable Députée selon lequel les sorties culturelles, comme les autres activités péri- et parascolaires, ont un impact positif sur le bien-être, voire la santé mentale des jeunes.

Aussi ces activités sont-elles à nouveau autorisées dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire depuis la fin des vacances de Pâques.

Les écoles et les lycées seront invités à observer les mesures de précaution qui s'imposent : les activités devront ainsi être organisées dans le respect des règles sanitaires en vigueur dans les institutions visitées ; il s'agira en outre de ne pas mélanger les élèves issus de plusieurs classes différentes.

ad 3) Comme l'accès aux écoles et aux lycées est actuellement restreint, l'intervention d'acteurs culturels ne peut se faire que de façon exceptionnelle et avec l'accord préalable de la direction régionale de l'enseignement fondamental ou de la direction du lycée.

Question 3978 (30.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **collecte de données des automobilistes :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3577 iwwert eng Rei vu Modalitéite vun dem EU-Reglement 2019/631/UE, schreift den Här Minister ënner anerem, datt, no dem Artikel 12 vun dem zitéierte Reglement, zënter dem 1. Januar 2021 eng Rei Donnéeën iwwert de reelle Verbrauch vu privaten Autoe mussen un d'EU-Kommissioun iwwermëttelt ginn. Gläichzäiteg preziséiert den Här Minister, datt de Reglement en vue vun der konkreeter Ëmsetzung vun dëser lwwerdroung relativ „vague" formuléiert ass.

Dowéinst wéilt ech dem Här Transportminister nach dës Froe stellen:

1. Goufen d'Proprietäre vun deene concernéierte Gefierer vun der Regierung iwwert dës Neireegelung an hir potenziell Widdersprochsrechter informéiert? Wa jo, wéini a wéi? Wann net, firwat net?

2. Bei wéi enger zoustänneger EU-Autoritéit ginn dës Donnéeë stockéiert an ausgewäert? Wéi enge gesetzlechen Dispositioune vum Dateschutz ënnerleien déi?

3. Gräift d'EU-Kommissioun bei der Ëmsetzung vun dësem Reglement op d'Expertis oder aner Déngschtleeschtunge vu private Firmen zeréck? Wa jo, wéi eng sinn dës a wéi enge gesetzlechen Dispositioune vum Dateschutz ënnerleien déi?

4. A wéi enge Länner stinn d'Serveren, op deenen dës Donnéeë stockéiert ginn?

5. Iwwer wéi eng gesetzlech Garantië verfüügt d'Regierung, datt déi iwwermëttelt Donnéeën net an Drëttstaaten transferéiert ginn?

6. Wéi ginn dës Donnéeë viru potenziellen Hackerugréff geschützt?

7. Laut dem Minister sollen déi Donnéeën anonymiséiert ginn, mee de Paragraf a) vum Artikel 12 vun dem zitéierte Reglement schreift vir, datt och d'Nummereschëld vum Auto muss mat iwwerdroe ginn. Wéi kann de Proprietär vum Auto anonymiséiert ginn, wann déi erhuewen Donnéeë selwer Réckschléss op seng Identitéit zouloossen?

Réponse (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte géif gäre weider Preziséiounen, bezunn op d'Äntwert zu der parlamentarescher Ufro Nr. 3577, iwwert d'„On Board Fuel Consumption Monitoring"-Software (OBFCM), déi zënter dem 1. Januar 2021 an all neiem an Europa immatrikuléierten Auto verflichtend ass, kréien.

Wéi an der Äntwert zu der parlamentarescher Ufro Nr. 3577 geschriwwen, war zum Zäitpunkt vun der Äntwert een Entworf vun der Kommissioun um Instanzewee (Ares(2020)6802128), an deem méi genau beschriwwe sollt ginn, wéi den Hiersteller, esou wéi och d'Autoritéiten (Memberstaaten), Donnéeën, déi am Kader vun dem OBFCM obligatoresch

mussen der Kommissioun bereetgestallt ginn, sollen an dierfen enregistréiert ginn. Dësen Entworf ass de 4. Mäerz 2021 an een europäescht Reglement iwwerfouert ginn [Règlement d'exécution (UE) 2021/392 de la Commission du 4 mars 2021 concernant la surveillance et la communication des données relatives aux émissions de CO_2 des voitures particulières et des véhicules utilitaires légers conformément au règlement (UE) 2019/631 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements d'exécution (UE) n° 1014/2010, (UE) n° 293/2012, (UE) 2017/1152 et (UE) 2017/1153 de la Commission], wat zënter dem 24. Mäerz applikabel ass.

Deemno muss all Hiersteller, am Aklang mat dem Artikel 9 aus dem europäesche Reglement, fir all neien Auto, deen ab dem 1. Januar 2021 immatrikuléiert gouf, d'Donnéeën, déi am Kader vum OBFCM solle gesammelt ginn, späicheren a jeeweils zum 1. Abrëll vum Joer (ab 2022) der Kommissioun am definéierte Format vum Tableau 1 aus der Annex vum Reglement iwwermëttelen. Et sief hei allerdéngs dorobber higewisen, dass d'Hiersteller zwou verschidden Optiounen hunn, déi Informatiounen ze kréien an ze späicheren. Déi éischt Optioun besteet doranner, dass den Auto iwwert seng Connectivitéit (SIM-Kaarten) dës Informatiounen direkt un den Hiersteller iwwermëttelt, deen dann déi Donnéeë bei sech späichert a schlussendlech der Kommissioun iwwermëttelt. Déi zweet Optioun ass déi, dass den Hiersteller mat senge Concessionnairen am Kader vun enger Revisioun dës Donnéeën ausliest, an dann der Kommissioun iwwermëttelt. Nieft dëser Obligatioun fir d'Hiersteller wäert, konform zum Artikel 10 vun dem benannte Reglement, ab dem 20. Mee 2023 och eng Obligatioun fir Memberstaaten agefouert ginn, wou dës musse sécherstellen, datt, wärend der technescher Kontroll vum Auto, d'Informatiounen zum OBFCM mussen iwwert den OBD (On-Board-Diagnos) ausgelies an der Kommissioun zum 1. Abrëll vun all Joer, am beschriwwene Format, iwwermëttelt ginn.

Am Kader vun dëser Kollekt vun Donnéeë gi grondsätzlech just technesch Donnéeë gespäichert mat der Exceptioun vun der VIN, der Vehicle Identification Number (numéro d'identification du véhicule), déi, wéi an dem Considerant 11 vum Reglement beschriwwen, ab deem Moment, wou ee Gefier ugemellt ass, als perséinlech Donnéeën ze consideréieren ass. Et sief awer hei betount, dass et sech bei der VIN net ëm d'Immatrikulatiounsnummer handelt, mee ëm eng eendeiteg Nummer, déi all Auto bei der Konstruktioun zougedeelt kritt a méi geleefeg ënnert der Bezeechnung vun der Chassis-Nummer ass.

« (11) Les données relatives à la consommation de carburant et d'énergie en conditions d'utilisation réelles devraient être collectées en même temps que le numéro d'identification du véhicule (VIN - Vehicle Identification Number). À partir du moment où un véhicule est immatriculé, le VIN est considéré comme une donnée à caractère personnel et est donc soumis aux exigences relatives à la protection de ces données énoncées dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil (6). Le traitement des VIN aux fins du règlement (UE) 2019/631 devrait être considéré comme licite en vertu de l'article 6, paragraphe 1, point c), du règlement (UE) 2016/679. Il convient en outre de spécifier que les entités participant à la collecte, à la notification et au traitement des VIN doivent être considérées comme des responsables du traitement de ces données au sens de l'article 4, point 7), du règlement (UE) 2016/679 et, en ce qui concerne l'AEE et la Commission, au sens de l'article 3, paragraphe 8, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil (7). Il y a également lieu de veiller à ce que les VIN soient obtenus par des moyens de communication sécurisés, et à ce que les personnes concernées, c'est-à-dire les propriétaires de véhicules, soient correctement informées conformément aux articles 13 et 14 du règlement (UE) 2016/679. »

D'Späicheren an d'Iwwermëttele vun der VIN ass onëmgänglech, fir dass d'Kommissioun zum jeeweilegen Typ vun Auto ee Réckschloss op den Hiersteller ka maachen an iwwerpréiwe kann, ob den Hiersteller seng Emissiounsziler erfëllt.

Den Hiersteller esou wéi d'Memberstaate musse garantéieren, datt sämtlech Donnéeë sécher gespäichert ginn an datt all Kommunikatiounsweeër securiséiert sinn. Wat d'Hiersteller ubelaangt, ass et d'Aufgab vun dem jeeweilegen Hiersteller, dëser Obligatioun nozekommen. Wat d'Obligatioun vum Memberstaat ubelaangt, esou wäerten dës Informatiounen zu Lëtzebuerg warscheinlech ab dem 20. Mee 2023 am Kader vun der technescher Kontroll duerch déi jeeweileg Societéiten, déi eng Autorisatioun hunn, fir kënnen zu Lëtzebuerg déi technesch Kontroll duerchzeféieren, ausgelies an an der nationaler Datebank vun den immatrikuléierte Gefierer gespäichert ginn. Dës Datebank, déi aktuell amgaangen ass un de leschte Stand vun der Technik ugepasst ze ginn, gëtt informatesch vum Centre des technologies de l'information de l'État verwalt, an entsprécht sécherheetstechnesch sämtleche Bestëmmungen, déi den CTIE am ganze Staatsreseau applizéiert.

Am Kader vun der Kollekt vun den OBFCM-Donnéeën ass genau festgeluecht, wéi eng Informatiounen de Keefer bzw. de Besëtzer vun engem Auto muss kréien, wat d'Späicheren an d'Ausliese vun de besoten Informatiounen ubelaangt. Esou mécht den Artikel 11 vum genannte Reglement Bezuch op d'Artikelen 13 a 14 vum europäeschen Dateschutzreglement [Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE]. An dëse béiden Artikelen ass genau beschriwwen, wéi eng Informatiounen de betraffene Persoune mussen iwwermëttelt ginn. Zousätzlech dozou soll dorobber verwise ginn, dass, bei dem Ausschaffe vun dem Reglement 2021/392, besonnesch Wäert op d'Protektioun vun de perséinlechen Donnéeë geluecht gouf. Esou gouf och den europäesche Kontroller zu der Protektioun vun Donnéeën am Aklang mat dem Paragraf 1 vum Artikel 42 vum Reglement 2018/1725 kontaktéiert an ëm Avis gefrot.

All Besëtzer vun engem Auto huet ausserdeem d'Méiglechkeet, am Aklang mat dem Artikel 9, esou wéi dem Artikel 10, d'Kollekt vun de besoten Donnéeën ze ënnersoen. No Récksprooch mat den Hiersteller gesinn dës vir, dass all Keefer beim Kaf vun engem neien Auto, bei wellechem déi besoten Donnéeën iwwert d'Connectivitéit vum Auto un den Hiersteller iwwermëttelt ginn, doriwwer informéiert gëtt, dass d'OBFCM-Date gespäichert kënne ginn, an dass eng explizitt Méiglechkeet besteet, dëst net ze erlaben. Falls déi Donnéeën net duerch den Auto direkt un den Hiersteller weidergi ginn, esou gëtt de Besëtzer bei der Revisioun vum Auto doriwwer informéiert a kann och hei d'Iwwermëttele vun den Donnéeën ënnersoen. De selwechte Prinzip wäert och am Kader vun der technescher Kontroll applizéiert ginn.

Wat d'konkreet Utilisatioun bzw. Späichere vun de kollektionéierten Donnéeën ubelaangt, esou ass op de Paragraf 5 vun dem Artikel 11 vum europäesche Reglement ze verweisen:

« 5. Les VIN et les données en conditions d'utilisation réelles collectés conformément aux articles 9 et 10 ne peuvent être conservés que pendant la durée suivante :

a) en cas de collecte par les constructeurs, jusqu'à ce que ces données aient été communiquées conformément à l'article 9, paragraphe 3 ;

b) en cas de collecte par des concessionnaires et réparateurs agréés, jusqu'à ce que ces données aient été transmises au constructeur conformément à l'article 9, paragraphe 2 ;

c) en cas de collecte par des organismes et établissements chargés du contrôle technique, jusqu'à ce que ces données aient été transmises à l'AEE ou à l'autorité désignée par les États membres pour communiquer les données à l'AEE, conformément à l'article 10, paragraphe 2 ;

d) en cas de collecte par des autorités désignées par les États membres pour communiquer les données en conditions d'utilisation réelles à l'AEE, jusqu'à ce que ces données aient été communiquées conformément à l'article 10, paragraphe 2 ;

e) en cas de collecte par l'AEE, pendant 20 ans au maximum à compter de la date à laquelle les données ont été chargées pour la première fois dans le BDR conformément à l'article 9, paragraphe 3, ou dans le CDR conformément à l'article 10, paragraphe 2. »

Aus dësem Paragraf geet deemno ervir, dass et kloer Reegele ginn, wéi laang déi Donnéeë beim jeeweilegen Acteur dierfe gespäichert ginn.

Wann eng Persoun sech trotzdeem iwwert déi gespäichert Donnéeën informéiere wëllt, esou kann dëst konform zum Artikel 15 vum europäeschen Dateschutzreglement gemaach ginn.

Aus den opgeféierten Erklärungen ass ersiichtlech, dass déi kollektionéiert Donnéeë just fir den Zweck vun der Iwwerpréiwung vum Anhale vun de Flottenzieler an Ëmweltzieler duerch d'Hiersteller kënne benotzt ginn. Esou ginn aus de gesammelten Donnéeën, déi der „Agence européenne pour l'environnement" iwwermëttelt ginn, an déi d'europäesch Kommissioun an dësem Zesummenhang ënnerstëtzt, och all Joer Publikatiounen an enger anonymiséierter Form vun der Kommissioun gemaach, woubäi dëst am Aklang mat dem Artikel 12 vum europäesche Reglement erfollegt:

« Publication des données en conditions d'utilisation réelles

À partir de décembre 2022, la Commission publie chaque année des ensembles de données anonymisés et agrégés, ventilés entre les voitures particulières et véhicules utilitaires légers équipés de moteurs à combustion interne et les véhicules électriques hybrides rechargeables de l'extérieur (VHE-RE) des mêmes catégories, y compris les données suivantes par constructeur :

a) la consommation moyenne de carburant (l/100 km) sur la base des données communiquées conformément aux articles 9 et 10 ;

b) la consommation moyenne d'énergie électrique (kWh/100 km) sur la base des données communiquées conformément aux articles 9 et 10 ;

c) les émissions moyennes de CO_2 (g/km) calculées sur la base des données communiquées conformément aux articles 9 et 10 ;

d) la différence entre la consommation moyenne de carburant visée au point a) et la moyenne des valeurs de consommation de carburant consignées dans les certificats de conformité des mêmes véhicules que ceux pour lesquels des données en conditions d'utilisation réelles ont été communiquées ;

e) la différence entre la consommation moyenne d'énergie électrique visée au point b) et la moyenne des valeurs de consommation d'énergie électrique consignées dans les certificats de conformité des mêmes véhicules que ceux pour lesquels des données en conditions d'utilisation réelles ont été communiquées ;

f) la différence entre les émissions moyennes de CO_2 (g/km) calculées conformément au point c) et la moyenne des valeurs d'émissions de CO_2 consignées dans les certificats de conformité des mêmes véhicules que ceux pour lesquels des données en conditions d'utilisation réelles ont été communiquées.

Les points b) et e) ne s'appliquent qu'aux VHE-RE. »

Eleng duerch de Prinzip, dass ee Besëtzer vun engem Auto kann op d'Späichere vun den OBFCM-Informatioune renoncéieren, wäerten dës Informatiounen net kënne genotzt ginn am Kader vun der Berechnung vun zum Beispill der Autossteier. Zousätzlech dozou ass de Paragraf 4 vum Artikel 11 vum europäesche Reglement ganz kloer op dem Punkt, zu wéi engem Zweck déi Donnéeën dierfe benotzt ginn:

« 4. Les VIN et les données en conditions d'utilisation réelles collectés conformément aux articles 9 et 10 du présent règlement ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles précisées à l'article 12 du règlement (UE) 2019/631. »

Schlussendlech bleift ze soen, dass dës Donnéeën, déi bei all Revisioun, bei all technescher Kontroll souwéi am Fall vun Autoen, déi d'integréiert Connectivitéit benotzen, ëmmer erëm ausgelies ginn, a keng Obligatioun am Fall vum Weiderverkaf besteet, fir dës Informatioune mat unzeginn.

Question 4151 (23.04.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **infections à la Covid-19 enregistrées dans le canton d'Esch-sur-Alzette :**

An engem rezenten Artikel aus dem „Télécran" geet ervir, datt déi meescht Neiinfektioune mam Covidvirus am Süde vu Lëtzebuerg optrieden. Deemno hätte sech tëscht Mëtt Mäerz an Ufank Abrëll am Kanton Esch 1.947 Persoune mam Virus ugestach, wärend sech am Kanton Lëtzebuerg iwwert dee selwechten Zäitraum „just" 1.062 Persoune mam Covidvirus ugestach hunn.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ass sech d'Regierung bewosst, datt d'Zuelen am Süde vum Land substanziell méi héich sinn ewéi am Rescht vum Land?

2. Wa jo, wéi erkläert sech d'Regierung déi héich Zuel un Neiinfektiounen am Süde vum Land? Wat sinn d'Ursaachen, déi heifir verantwortlech sinn?

3. Wéi gedenkt d'Regierung, dësem negativen Trend vun Neiinfektiounen am Süde vum Land entgéintzewierken?

Réponse (04.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Et ass schonns länger gewosst, datt d'Inzidenz (d. h. Zuel vun neie Fäll par rapport zu der Bevëlkerung) vu Covid-19-Fäll am Süde vum Land, a spezifesch am Kanton Esch, méi héich ass wéi am Rescht vum Land. Dësen Trend huet am Juni 2020 ugefaangen an huet sech bis haut och bestätegt. Wann een d'Donnéeë vum Ufank vun der Pandemie am Februar 2020 bis elo den 28. Mee consideréiert, da waren insgesamt 14,9 % vun den Awunner vum Kanton Esch vum Virus betraff, wärend et am Rescht vum Land 9,6 % waren, wat ee Plus vu 55 % bedeit.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. D'Grënn, firwat d'Awunner vum Süde vum Land méi vum Covid-19 betraff sinn, si multifaktoriell. Éischtens grenzt dëse Kanton u Frankräich, wou gewosst ass, datt d'Inzidenz an d'Mortalitéit méi héich ware wéi an der direkter däitscher a belscher Grenzregioun, esou duerch déi franséisch Frontalieren de Risiko, fir de Virus ze importéieren, méi héich war, ëmsou méi wou am Grand Est déi südafrikanesch Variant, déi sech méi séier iwwerdréit, staark verbreet war. Doriwwer eraus ass am Kanton Esch méi eng héich demografesch Konzentratioun wéi am Rescht vum Land. Doduerch entsti méi sozial Interaktiounen, an deemno och méi Situatiounen, wou de Virus iwwerdroe ka ginn.

ad 3. Déi regional Ënnerscheeder goufen um Niveau vun den Invitatiounen, déi am Kader vum Large-Scale-Testing un d'Populatioun geschéckt gi sinn, berücksichtegt. Fir dem negativen Trend entgéintzewierken, goufe verschidden Initiativen en place gesat. Et goufen e. a. geziilt Reunioune mat speziell betraffene Gemengen organiséiert, fir zesumme mat de jeeweilege Gemengen eng besser Zesummenaarbecht ze erméiglechen. De Ministère huet zesumme mat de betraffene Gemengen eng geziilt an effektiv um lokalen Niveau Kommunikatioun anzesetzen. Ausserdeem kënne Gemengen, wa si dat wëllen, detailléiert Rapporte kréien, fir soumat besser ze hëllefen, lokal ze reagéieren. Doriwwer eraus gouf och eng Kollaboratioun mat der Uni.lu (Campus Belval) initiéiert, wou zwee Webinare fir hire Public organiséiert goufen, fir deen ze informéieren an ze sensibiliséieren.

Question 4159 (26.04.2021) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **« IATA Travel Pass Initiative » :**

Op verschiddene Fluchhäfe muss e Reesenden haut net méi just säi Fluchticket a säi Pass oder seng Carte d'identité weisen, mee och en negative Coronatest oder en Impfnoweis. Dëst kënnt dohier, datt verschidde Länner eng Testflicht festgeluecht hunn oder well vill Fluchgesellschaften nëmme geimpften oder negativ geteste Leit mathuelen.

Zesumme mat 20 Fluchgesellschaften ass de Weltverband vun de Fluchgesellschaften (IATA) amgaangen, de sougenannten „Travel Pass" ze testen, eng Smartphone-App, déi den aktuelle giele pabeiersen Impfpass soll ersetzen. Dëst ass och net déi eenzeg Impfpass-App, déi am Zesummenhang mat der Covidimpfung entwéckelt gëtt.

An deem Kontext wéilte mir dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Premierminister a Minister fir Digitaliséierung, der Madamm Justizminister an der Madamm Minister fir d'Gesondheet a fir de Konsumenteschutz gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung a Kenntnis iwwert dës Entwécklung? Wéi steet d'Regierung dozou, datt elo Privatgesellschaften hir eegen Impfpass-Appen entwéckelen? Ass eng Lëtzebuerger Fluchgesellschaft oder d'Fluchhafegesellschaft un esou Entwécklunge mat bedeelegt? Gëtt et fir esou Entwécklungen eng legal Basis, respektiv wat wier de Wäert vun esou enger Impfpass-App aus rechtlecher Siicht?

2. Wat ass de Grond fir esou eng Initiativ, wou jo d'Staats- a Regierungscheffe vun der Europäescher Unioun ausgemaach haten, d'Pläng fir en digitalen Impfpass virunzedreiwen? Wou sinn dës Entwécklungen drun?

3. D'WHO hat sech allgemeng géint eng Impfpass-App ausgeschwat mat der Begrënnung, datt net gewosst wier, wéi laang eng Immunitéit unhale géif a well d'Impfung och net onbedéngt d'Ustieche vun anere Mënsche verhënnere géif. Wéi steet d'Regierung dozou? Ass si der Meenung, datt esou eng Impfpass-App, nieft engem europäeschen Impfpass, sënnvoll an néideg ass?

4. Huet d'Regierung an dësem Kontext scho mat Fluchgesellschaften, dem Konsumenteschutz, Dateschutzorganisatiounen, Organisatiounen aus dem medezinneschen Ëmfeld an/oder mat nach aneren intresséierte Gespréichspartner Kontakt gehat? Wa jo, mat wiem a mat wéi enge Resultater?

5. Ass d'Regierung der Meenung, datt de Konsument virun enger Multiplikatioun vun Appen an engem esou kriddelege Beräich, wou den Dateschutz, de Secret médical oder d'Perséinlechkeetsrechter liicht kënne verletzt ginn, muss geschützt ginn?

6. Wéi kann de Fluchpassagéier d'Sécherheet vun dëser App an den Zougréff, deen si op perséinlech Donnéeën um Smartphone huet, kontrolléieren?

7. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Aféiere vun esou Appen, déi d'néideg Technologie an d'Fäegkeet domat ëmzegoen, viraussetzen, sozial Ongerechtegkeeten an Diskriminatioune förderen? Wat ass mat Leit, déi kee Smartphone hunn a wëllen, mussen déi op esou Déngschtleeschtunge verzichten?

8. Wéi ass dës Demarche ze vertrieden a Bezuch op de Schutz vu perséinlechen Daten a vum Secret médical, besonnesch wann ee bedenkt, datt hei privat Entreprisen Zougréff op streng geschützte perséinlech Donnéeë wëlle kréien? Kann dat e Prezedenzfall fir aner Erkrankunge ginn, esou datt krank oder och nëmmen infizéiert Leit an Zukunft manner Déngschtleeschtunge kéinte kréien?

9. Huet d'Regierung vir, op dës Entwécklungen ze reagéieren? Wéi wëllt d'Regierung d'Aféierung vun esou Appen duerch Privatgesellschafte kontrolléieren, reguléieren oder och verhënneren?

Réponse commune (07.06.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wéi den honorabelen Deputéierte richteg bemierkt, handelt et sech a sengem Beispill ëm eng App, déi vun enger Associatioun vu Privatgesellschaften entwéckelt gëtt. Weeder de Lëtzebuerger Staat nach eng Lëtzebuerger Fluchgesellschaft ass un dëser Entwécklung bedeelegt.

D'IATA ass eng privat Associatioun, an där net nëmmen europäesch Fluchgesellschafte vertruede sinn. Als privat Associatioun kann si selbstverständlech sou eng Initiativ onofhängeg vun de Pläng vun der Europäescher Unioun huelen.

Wat déi aktuell Entwécklunge vum europäesche Covidcertificat („EU Digital Covid Certificate") ugeet, ass de staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) amgaangen, deen am EU eHealth Network ausgeschafften, technesche Standard ëmzesetzen an de Lëtzebuerger Covidimpfcertificat sou unzepassen, dass en dee vun der EU virgeschriwwene QR-Code ënnerstëtzt. De Standard vun der Europäescher Unioun, am Kader vum EU-Covidcertificat, gesäit fir, dass och ee QR-Code op Pabeier ënnerstëtzt gëtt, an de Bierger de Choix huet, op wat fir engem Support hien säin Impfcertificat presentéiert. D'Bierger kréien en ausgedréckten Impfcertificat ausgehändegt. Et ass virgesinn, dass dës Certificate bei MyGuichet zu Verfügung gestallt kënne ginn. Dës Ëmsetzung soll an deenen nächste Wochen ofgeschloss sinn. Lëtzebuerg huet an engem Pilotgrupp matgeschafft, fir déi europäesch Léisung ze testen an ass säit dem 1. Juni 2021 mat der europäescher Infrastruktur verbonnen.

Beim europäesche Covidcertificat geet et primär drëm, déi aktuell Pabeierscertificate fälschungssécher ze maachen, sech eens ze sinn, wat genau fir Donnéeën op dëse Certificaten ze stoen hunn an e legalen EU-Kader ze schafen, fir datt all EU-Memberstaat dës unerkennt, wann se vun engem anere Memberstaat zertifiéiert sinn. An dësem Kader ginn déi Donnéeën, déi op deene Certificate stinn, net zentral gespäichert, an et ginn och keng nei Datebanken erstallt. Op deene Certificate steet am Prinzip näischt Neies drop, soudass d'Dateschutzorganisatiounen an de Konsumenteschutz zurzäit net an dësen techneschen Aarbechten implizéiert sinn. Et kënnen e puer technesch Donnéeën derbäi kommen, wéi z. B. d'Mark vum Test, dee benotzt ginn ass. Et gëtt nämlech op EU-Niveau eng Lëscht vu Schnelltester, wou eng géigesäiteg Unerkennung assuréiert ass. Op deem Punkt sinn d'Laboratoiren, déi PCR-Tester-Certificaten erstellen, an den technesche Viraarbechten implizéiert.

Den europäesche Covidcertificat ass u sech nëmmen eng iwwerpréifbar a sécher Bestätegung, dass den eenzelen Europabierger entweeder geimpft ass, eng geheelten Infektioun hannert sech huet oder ee rezenten negative PCR- oder Antigeentest gemaach huet. D'Grondiddi ass natierlech, de Bierger erëm ze erméigleche fräi ze reesen. Wat fir konkreet Rechter schlussendlech domat verbonne sinn, decidéiert all Land selwer, baséierend op der aktueller epidemiologescher Situatioun (Inzidenz, Verbreedung vu Varianten, etc.). Lëtzebuerg geet de Wee vun der EU-Léisung mat, a setzt déi gängeg Dateschutz- a Sécherheetsmesuren, mat deenen entspriechenden technologesche Standarde fir de Bierger optimal ze schützen, ëm.

D'Europäesch Kommissioun ass a Kontakt mat der Associatioun vun de Fluchgesellschaften, fir mat dësen ze analyséieren, wéi dës Certificaten an der Praxis bei hinnen implementéiert kënne ginn. Mir waarden hei op d'Resultater vun dësen Aarbechten.

Generell ass ze soen, dass natierlech all App, déi entwéckelt an agesat gëtt, sech un déi bestoend Gesetzgeebungen ze halen huet. Wann dëst net de Fall ass, ass et un der Justiz, géint eventuell Abuse virzegoen. De Gebrauch vun esou enger App soll och keng Konditioun sinn, fir kënnen ze verreesen. De Konsument kann, sollt hien Zweifelen u privaten Appen hunn, deemnächst op den europäesche Covidcertificat zeréckgräifen. Fir zousätzlech Informatiounen iwwert den europäesche Covidcertificat, verweise mir op d'Äntwerten op déi parlamentaresch Ufroen Nr. 4086, Nr. 4098, Nr. 4336 an Nr. 4343.

Question 4160 (26.04.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests rapides Covid-19 :**

D'Schnelltester, déi zu Lëtzebuerg zougelooss sinn, si vum LNS iwwerpréift ginn. An Däitschland gi se vum Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte (BfArM) iwwerpréift. Wann ee sech d'Lëschte vun deenen zwee Instituter ukuckt, da gesäit een Ënnerscheeder, z. B. gëtt et ee Schnelltest vun enger Pekinger Firma, deen zu Lëtzebuerg zougelooss ass, an Däitschland awer net. Dësen „Nasenbohrer"-Schnelltest ass an Däitschland just fir medezinnescht Personal zougelooss, well e laut BfArM net als „Laientest" gëeegent wär.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Beréit d'Santé sech mat hiren däitschen Homologen, wat d'Analysen an d'Effikassitéit vun de Schnelltester ugeet?

2. Ass d'Santé iwwert d'Grënn informéiert, firwat dësen Test an Däitschland net als „Laientest" zougelooss ass?

3. Firwat gouf den „Nasenbohrer"-Test zu Lëtzebuerg fir de Public zougelooss? Firwat gouf den Test vun der selwechter Firma, genannt „NASOCHECKcomfort", deen an Däitschland fir jiddereen erlaabt ass, zu Lëtzebuerg nach net erlaabt?

4. Wéi vill Schnelltester vun dësem Typ „Nasenbohrer" goufe vum Staat kaaft? Wou goufen dës Tester bis elo agesat (opgelëscht no Unzuel)?

Réponse (04.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Santé ass a verschiddenen europäeschen Expertecomitéë vertrueden an huet och reegelméisseg bilateralen Austausch mat anere Länner op Expertenniveau. D'Effikassitéit vun Tester gëtt och an esou Comitéë beschwat, déi op publizéiert Studien an Analyse fundéieren. Vu dass Lëtzebuerg just limitéiert Ressourcen huet, fir sou Analysen ze maachen, ass et wichteg, sech op international renomméiert Agencen oder Instituter wéi de Paul-Ehrlich-Institut verloossen ze kënnen.

ad 2. Zouloossung als „Laientest" kann den Hiersteller ufroen, wann en déi richteg Etüde virleeë kann, déi beweisen, dass esou een Test och „einfach" ze maachen ass vu Leit, déi kee medezinnesche Background hunn. Donieft ka sou een Test och an Ausnamefäll fir eng gewëssen Zäit als „Laientest" vun engem Land zougelooss ginn, wéi et a verschiddene Fäll geschitt ass. Lëtzebuerg baséiert sech do ëmmer op international Etüden an op Analyse vum Laboratoire national de santé (LNS). Hei gëtt souwuel op d'Effikassitéit wéi och op „d'Einfachheet" vun der Realisatioun vum Test gekuckt. Souwäit eis bekannt ass, gëtt et am Moment kee Laientest zu Lëtzebuerg, deen net och an Däitschland esou eng Erlabnis hätt. De Sars-CoV-2-Antigeenschnelltest vun der Firma Beijing Lepu Medical Technology Co., Ltd war an der Evaluatioun bei dem Paul-Ehrlich-Institut zu deem Moment, wou Lëtzebuerg an Éisträich den Test zougelooss hunn. Kuerz duerno ass den Test och op d'Lëscht an Däitschland komm.

ad 3. Lëtzebuerg huet scho ganz fréi eng Multitude vun Tester zu Analysenzwecker bestallt. An enger éischter Phas huet sech erausgestallt, dass Nasenbohrertester méi effikass si wéi Spauttester. Dofir sinn Tester vun der Regierung bestallt ginn, déi iwwert ee Prelevement „nasal" gemaach ginn.

Lëtzebuerg huet sech fréi entscheet, de Sars-CoV-2-Antigeenschnelltest vun der Firma Beijing Lepu Medical Technology Co., Ltd. zouzeloossen an e war schonn am Mäerz op der Lëtzebuerger Lëscht vun Autotester ze fannen. Déi éischt Kitten haten net den Numm „NASOCHECKcomfort".

ad 4. D'Regierung huet bis elo zwee verschidden Typpe vun „Nasenbohrer"-Tester akaaft. De Sars-CoV-2-Antigeenschnelltest vun der Firma Beijing Lepu Medical Technology Co., Ltd. gëtt an der Educatioun agesat. An dëse Secteur si bis dato 2.254.550 Tester geliwwert ginn.

Question 4164 (27.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **aides financières dans le cadre du changement climatique :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 3760 schreiwen d'Madamm Ëmweltminister an den Här Finanzminister (zesumme mam Här Energieminister), datt d'Regierung „vum Klimawandel betraffenen Entwécklungslänner" bis 2025 eng Enveloppe vun 200 Milliounen Euro zur Verfügung stelle wëll, dëst zousätzlech zu der Entwécklungshëllef.

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un déi dräi Ministeren:

1. Wéi ginn déi 200 Milliounen Euro vu staatlecher Säit justifiéiert an ënnert wéi enger Form a vu wéi engem Budgetsartikel fléissen déi Gelder?

2. Wéi verdeelen déi Gelder sech op déi eenzel Länner? Kann d'Regierung en Tableau mat den absolutten Zuelen an den entspriechende Prozentsätz presentéieren?

3. Wéi ee Verwendungszweck hunn dës Gelder? Gëtt d'Verwendung auditéiert?

Réponse commune (07.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Am Kader vum Paräisser Klimaaccord, a méi prezis dem Artikel 9 vun dësem Accord, huet Lëtzebuerg, genee wéi all déi aner entwéckelt Länner, sech engagéiert fir d'Entwécklungslänner verstäerkt finanziell bei hire Klimaschutzbeméiungen ze ënnerstëtzen. Deemno sollen déi entwéckelt Länner all zesummen all Joer 100 Milliarden Dollar mobiliséieren. An dësem Kontext hat d'Lëtzebuerger Regierung 2019 decidéiert, eng finanziell Enveloppe vun insgesamt 200 Milliounen Euro fir d'Joren 2021 bis 2025 zur Verfügung ze stellen. Dës Ausgabe ginn, a Konformitéit mam Klimagesetz vum 15. Dezember 2020, vum Klima- an Energiefong gedroen. Vun dëser Enveloppe si 40 Milliounen Euro fir de „Fonds vert pour le climat", dat zentraalt multilateraalt Instrument vun der internationaler Klimafinanzéierung, reservéiert. 25 Milliounen Euro gi bereetgestallt fir Projeten, déi vu Lëtzebuerger ONGen ausgefouert ginn. De Rescht vun de Gelder fléisst a bilateral Projete souwéi a multilateral Kollaboratiounen. Esouwuel d'Klima-Upassung wéi och d'Reduktioun vun den Zäregasemissioune ginn iwwer dëse Wee ënnerstëtzt. D'Regierung wäert järlech iwwer d'Verwendung vun dëse Gelder Rapport ofleeën. Unhand vun enger Rei vun innovativen Instrumenter hëlleft Lëtzebuerg och, mat sengen Investissementer, zousätzlech privat Gelder fir de Klimaschutz ze mobiliséieren.

Question 4168 (28.04.2021) de **M. Pim Knaff** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant l'**enlèvement d'enfant par un parent :**

En juin 2018, la loi instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale a institué le principe de l'autorité parentale conjointe. Dans le cadre d'un divorce par consentement mutuel, les parents d'un ou de plusieurs enfants règlent par convention (homologuée par le juge aux affaires familiales) e. a. les modalités de l'exercice de l'autorité parentale.

Dans un article de presse au sujet du divorce au Luxembourg, une avocate ainsi que l'ancien Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ont cependant affirmé qu'il existe souvent des cas au Luxembourg où un ou les deux partenaires n'observent pas les conventions susvisées.

Certaines personnes choisiraient (littéralement) de détenir leur(s) enfant(s) et la police se trouverait, dans ces situations, dans l'impossibilité d'intervenir. D'autres personnes choisiraient même d'enlever leur(s) enfant(s).

La « Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants » de la Conférence de la Haye prévoit que le lieu de résidence d'un enfant ne peut être changé sans l'accord des deux parents. Il arriverait néanmoins souvent que l'un ou l'autre des parents décide d'emmener l'enfant à l'étranger. Même si les autorités judiciaires pourraient ordonner le retour de l'enfant, peu de pays suivraient la convention internationale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Au cours des cinq dernières années, combien de cas d'enlèvement d'enfant par un parent ont pu être recensés ?

2) Dans ce contexte, combien de fois les autorités judiciaires ont-elles du invoquer la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants susmentionnée ?

3) Comment les autorités judiciaires et de police procèdent-elles si les autorités du pays vers lequel un enfant a été enlevé ne réagissent pas aux ordonnances judiciaires ?

4) Lors de la présentation du projet de loi menant à la loi du 27 juin 2018, Monsieur le Ministre de la Justice avait mentionné que dans certains cas, une inscription peut être faite sur le passeport d'un enfant, notant que l'enfant ne peut sortir du pays qu'avec l'accord des deux parents. Dans les cinq dernières années, combien de telles inscriptions ont été faites sur les passeports des enfants ?

Réponse commune (04.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Au cours des cinq dernières années, la section Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel du service de police judiciaire a été chargée à plusieurs reprises d'enquêter dans le domaine « enlèvement d'enfant par un parent » respectivement dans le cadre de la « Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants » (ci-après Convention de la Haye).

Au total, au cours des cinq dernières années, il s'agissait de 31 affaires dans ce contexte, dont 20 affaires nationales et onze affaires suite à une commission rogatoire internationale.

ad 2) Entre 2016 et 2020, le Luxembourg a demandé le retour d'enfants déplacés illicitement à l'étranger à 62 reprises sur base de la Convention de La Haye, respectivement du règlement (CE) n° 2201/2003 du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale (dit règlement Bruxelles IIbis). Ce règlement complète les dispositions de la Convention de La Haye précitée à l'égard des pays membres de l'Union européenne.

Au cours de la même période, le Luxembourg a sollicité à cinq reprises le retour d'enfants déplacés vers des pays qui n'ont pas ratifié la Convention de La Haye. En l'absence d'instruments internationaux en vigueur avec les pays en cause, ces démarches ont dû être faites essentiellement par la voie diplomatique.

Au total, le Luxembourg a donc été pays requérant à 67 reprises.

Dans 19 cas, des autorités étrangères ont demandé le retour dans leur pays d'enfants déplacés de façon illicite au Luxembourg.

Concernant les statistiques mentionnées ci-dessus, il faut faire une différence entre les plaintes qui ont été enregistrées par la Police grand-ducale (ad 1)), qui peuvent mener à une condamnation du parent qui est accusé d'enlèvement d'un enfant et les demandes de retour en matière civile (ad 2)), qui visent le retour de l'enfant en application des instruments internationaux existants. La finalité diffère pour ces deux procédures, d'où la divergence entre les statistiques sous ad 1) et ad 2).

ad 3) Le mécanisme mis en place par la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, de même que celui prévu par le règlement Bruxelles IIbis précité, repose sur deux principes : la collaboration directe entre autorités centrales et le retour immédiat de l'enfant déplacé illicitement.

Chaque pays membre de la Convention doit désigner une autorité centrale qui veille à l'application des dispositions de celle-ci.

Au Luxembourg, le procureur général d'État a été désigné en tant qu'autorité centrale sur base de ces deux instruments internationaux.

En cas de déplacement à l'étranger d'un enfant qui avait sa résidence habituelle au Luxembourg, le parent qui estime que ce déplacement a eu lieu en violation de ses droits, peut saisir le Parquet général d'une demande en retour immédiat de l'enfant au Luxembourg. À cette fin, il doit remplir un formulaire et joindre une série de pièces à l'appui de sa demande.

Il doit notamment exposer en quoi le déplacement de l'enfant est à considérer comme étant illicite sur base de l'article 3 de la Convention, à savoir qu'il a eu lieu soit en violation des dispositions d'une décision judiciaire, soit en violation des règles légales relatives à l'exercice de l'autorité parentale (selon les articles 375 et 376 du Code civil, les parents exercent en commun l'autorité parentale, même en cas de séparation, sauf décision judiciaire contraire). De plus, moins d'un an doit s'être écoulé entre le déplacement de l'enfant et l'introduction de la demande de retour (article 12 Convention de La Haye).

En sa qualité d'autorité centrale, le Parquet général saisit l'autorité centrale du pays vers lequel l'enfant a été déplacé, lui transmet la demande et les pièces y annexées et sollicite le retour de l'enfant au Luxembourg.

Dans un premier temps, l'autorité centrale du pays requis va alors essayer de localiser le parent « enleveur », de même que l'enfant. En cas de localisation, l'autorité centrale demandera au parent de s'expliquer sur les raisons du déplacement et tentera de favoriser un retour volontaire de l'enfant au Luxembourg (article 10 de la Convention de La Haye).

Si le parent qui a déplacé l'enfant refuse d'y donner suite, l'autorité centrale du pays requis doit saisir les juridictions ou autorités compétentes de son pays pour ordonner le retour immédiat de l'enfant au Luxembourg. Dans l'hypothèse où les conditions précitées sont remplies (le déplacement de l'enfant est à considérer comme illicite et la demande a été

introduite dans une période de moins d'un an à compter du départ de l'enfant), la juridiction saisie doit en principe obligatoirement ordonner le retour de l'enfant.

Toutefois, une exception est prévue à l'article 13 de la Convention de La Haye, selon lequel le retour ne doit pas être ordonné si la personne qui s'y oppose établit qu'il existe un risque grave que le retour exposerait l'enfant à un danger physique ou psychique ou bien le placerait dans une situation intolérable. Ainsi, il peut arriver que des juridictions étrangères refusent d'ordonner le retour de l'enfant sur ce fondement, en argumentant que l'enfant a trouvé ses repères ainsi qu'un environnement social stable dans le pays vers lequel il a été déplacé, et qu'un retour dans son pays d'origine risquerait de le perturber profondément. De même, l'autorité judiciaire ou administrative peut refuser d'ordonner le retour de l'enfant si elle constate que celui-ci s'oppose à son retour et qu'il a atteint un âge ou une maturité où il se révèle approprié de tenir compte de cette opinion.

Le Parquet général, en sa qualité d'autorité centrale, est régulièrement tenu au courant par l'autorité centrale du pays requis de l'avancement de la procédure.

Lorsque les juridictions du pays requis ordonnent le retour de l'enfant, il appartient aux autorités de ce pays de veiller à l'exécution de cette décision, le cas échéant, si tous les autres moyens ont échoué, à l'aide de la force publique.

Si, par contre, la justice du pays requis refuse le retour et que toutes les voies de recours sont épuisées, le Parquet général ne dispose pas de moyens pour contraindre les autorités du pays requis de procéder quand-même à un retour de l'enfant. Il existe une exception, à savoir une procédure dite de passerelle prévue par l'article 11, paragraphes 6 à 8, du règlement Bruxelles IIbis précité, maintenant la compétence des juridictions du pays dans lequel l'enfant avait sa résidence habituelle avant le déplacement illicite et permettant à celles-ci d'ordonner le retour de l'enfant malgré une décision de non-retour prononcée par les juridictions du pays dans lequel l'enfant a été déplacé

Dans l'hypothèse où le Luxembourg est le pays requis, c'est-à-dire lorsqu'un enfant y a été déplacé de façon illicite, il doit tout mettre en œuvre pour garantir le retour de l'enfant dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle. Le Parquet général peut charger le Parquet de saisir le juge aux affaires familiales afin d'ordonner le retour immédiat de l'enfant. Au cours de la procédure, il est toujours veillé à ce que l'enfant capable de discernement puisse exprimer son opinion. À cette fin, un avocat est nommé afin de l'assister et de l'aider à formuler son point de vue. Une décision de retour définitive est exécutée, au besoin, à l'aide de la force publique.

ad 4) La loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale a effectivement retenu la possibilité d'une inscription dans le passeport de l'enfant, interdisant celui-ci de sortir du territoire sans l'autorisation des deux parents. L'article 1007-55 NCPC prévoit que cette interdiction ne peut être prononcée par le juge que dans des circonstances exceptionnelles dûment motivées ou en cas de risque de déplacement illicite ou de non-retour d'un enfant.

Les autorités judiciaires ont confirmé que de telles ordonnances ont en effet été rendues depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 juin 2018 précitée, sans cependant disposer de statistiques précises. Il appartient aux justiciables, respectivement à leur avocat, de faire les démarches auprès du Bureau de passeports aux fins d'inscription de l'interdiction de sortir du territoire, une fois que le juge l'a prononcée. Cependant, selon les informations reçues par le Bureau des passeports, il n'a jamais été procédé à une telle inscription à ce stade.

Question 4174 (28.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **campagne « Rethink Your Clothes » :**

Caritas, Fairtrade Lëtzebuerg an de Kooperatiounsministère hunn d'lescht Woch nach eemol d'Campagne „Rethink Your Clothes" lancéiert. D'Zil vun dëser Campagne ass et, fir d'Leit ze motivéieren, méi sozial an ëmweltfrëndlech Kleeder ze kafen. Esou soll géint Zwangs- a Kanneraarbecht an den Textilfabricke virgaange ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Kooperatioun dës Froe stellen:

1. POST huet als staatlech Institutioun hei een éischte wichtege Schrëtt gemaach a stellt sengen Aarbechter säit dem leschte Joer Jacketten aus Fairtrade-Hierstellung zur Verfügung.

Wou stinn aner staatlech Institutioune beim Theema nohalteg Kleedung?

2. Huet d'Regierung schonn an aner Domäner (wéi zum Beispill Police, Arméi, Douane, Waasser- a Forstverwaltung etc.) Fairtrade-zertifiéiert Kleedung bestallt?

- Falls jo, wéi vill Fairtrade-zertifiéiert Kleedungsstécker goufe säit 2018 vun der Regierung bestallt?

- Falls nee, denkt d'Regierung net, dass een als Partner an der „Rethink Your Clothes"-Camapgne mam gudde Beispill misst virgoen?

Réponse commune (04.06.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Den honorabelen Deputéierte Marc Goergen freet Informatiounen iwwer nohalteg Kleedung beim Staat.

All Ministère a Verwaltung huet Budgetsartiklen (12.260.xxx „Frais d'exploitation et frais administratifs"), ënnert déi den Akaf vu Kleedung fält. Déi Artikele geréiere si autonom an Donnéeën iwwert deen Akaf ginn net zentral gefouert.

Generell sinn d'Ministèren a Verwaltungen op d'Theema Nohaltegkeet sensibiliséiert, dat och bei ëffentleche Marchéen, déi si maachen.

Do, wou dat méiglech ass, gëtt och op dëse Krittär opgepasst. Well et sech bei Uniformen, zum Beispill vun der Arméi, ëm „Funktiounskleedung" handelt, musse beim Akaf schonn eng ganz Rei Haaptkrittären (z. B. Resistenz géint Feier) respektéiert ginn. Well awer d'Quantitéiten, déi d'Lëtzebuerger Arméi akeeft, am Verglach mat deem, wat am Ausland kaaft gëtt, relativ kleng ass, ka meeschtens nëmme Kleedung kaaft ginn, déi scho fir aner Arméie benotzt gëtt an dofir um Marché disponibel ass.

Question 4194 (30.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **bilan carbon de Cargolux :**

D'Cargolux feiert 2021 hiert 50-järegt Bestoen. 2020 huet d'Cargolux ee Rekordbenefice vun iwwer 630 Milliounen Euro konnten erzilen. Dëst ass op eng vergréissert Unzuel un Transportflich zeréckzeféieren. Déi momentan sanitär Kris huet der Fluchgesellschaft also net geschuet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Informatiounen iwwert de Klimabilan vun der Cargolux vun deene leschte fënnef Joer (opgelëscht no Joer)?

Kann d'Regierung den CO_2-Ausstouss grad eléi d'Quantitéit u verbrauchtem Kerosinn vun der Cargolux fir déi lescht fënnef Joer oplëschten?

2. Zur Bekämpfung vum Fluchlärm um Findel huet d'Ëmweltverwaltung 2020 een Aktiounsplang ausgeschafft gehat.

Gouf am Kader vun dësem Aktiounsplang festgestallt, wéi eng Fluchgesellschaft an der Moyenne pro Vol deen héchste Lärmausstouss huet?

3. Am Kader vun dësem Rapport goufen anscheinend och d'Nuetsflich, déi vum Findel aus gestart sinn, gezielt.

Kënnen d'Ministeren d'Unzuel un Nuetsflich pro Airline uginn?

4. Wäert d'Regierung zesumme mat der neier Verwaltungsrotspresidentin u konkreete Mesuren zur Verbesserung vum Klimabilan schaffen?

5. Wäert déi nei Verwaltungsrotspresidentin sech dofir asetzen, d'Unzuel un Nuetsflich ze reduzéieren?

Réponse commune (07.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

An der follgender Tabell fënnt een de Klimabilan vun der Cargolux fir d'Joren 2016-2020, opgelëscht sinn de Kerosinnsverbrauch, den CO_2-Ausstouss, souwéi der Cargolux hiren CO_2-Foussofdrock (Carbon Footprint) a Fracht-Tonne-Kilometer (FTK):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Konform zu der Directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, musse Kaméidiskaarten an Aktiounspläng géint de Kaméidi vun de Memberstaaten an engem Zyklus vu fënnef Joer ausgeschafft ginn.

Dëst geschitt zu Lëtzebuerg op Basis vun den Dispositioune vum Règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.

Fir den drëtten Zyklus vun der Direktiv si Kaméidiskaarten erstallt ginn, déi representativ fir d'Situatioun vum Fluchhafe Findel fir d'Joer 2016 op Basis vun de reellen Trafficksdonnéeë sinn, déi awer net no eenzele Fluchgesellschaften opbereet sinn. Déi Kaarte weisen also d'Gesamtsituatioun vum Kaméidi duerch de Fluchverkéier vum Joer 2016. Well d'Aktiounspläng och op Basis vun dëse Kaméidiskaarten opgestallt ginn, gëtt net festgestallt, wéi eng Fluchgesellschaft an der Moyenne pro Fluch deen héchste Kaméidisausstouss huet.

ad 3. Nuetsflich, déi vum Findel aus gestart sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Joer 2021 misst d'Zuel vun den Nuetsflich nach weider erofgoen am Kader vun der Erneierung vun der Pist.

ad 4. D'Cargolux huet hire „Carbon Footprint" tëschent 2009 an 2019 ëm 4,6 % reduzéiert. Als Engagement fir dëse Foussofdrock nach weider ze verbesseren, huet d'Cargolux d'Prioritéit op d'Reduktioun vum CO_2-Foussofdrock geluecht.

Wéi all aner Airlinen, preparéiert d'Cargolux d'Ëmsetze vu CORSIA (Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation), dem Programm fir d'Emissioune vun der ziviller Loftfaart ze kompenséieren an ze reduzéieren, dee vun 2019 un an Tranchen agefouert gouf.

D'Cargolux kuckt schonn e Schratt weider. Net nëmme sollen déi Emissioune just ausgeglach ginn, mee et sollen och konkreet Aktioune geholl ginn, fir eng effektiv Reduktioun dovu fäerdeg ze bréngen an domat den Ëmweltimpakt ze reduzéieren.

D'Cargolux ass och Grënnungsmember vun der SAFUG (Sustainable Aviation Fuel User Group) an huet sech domat engagéiert, d'Entwécklung vu Methode fir eng Acceleratioun vun der Disponibilitéit an enger Käschtereduktioun vun dem Produkt ze ënnerstëtzen. D'Haaptuleies ass d'Benotze vun nohaltege Ressourcen.

Weider Mesuren an dësem Beräich kënnen am „Corporate Social Responsibility Report 2019" nogelies ginn, deen um Site vun der Cargolux fräi zougänglech ass: https://www.cargolux.com/about-us/Corporate-Responsibility/CSR-Report.

Am Allgemenge kann een och nach op dësen „Environmental Flyer" vun der Cargolux hiweisen, deen déi verschidden Engagementer an Ziler vun der Cargolux a puncto Ëmweltpolitik nach emol zesummefaasst:

https://www.cargolux.com/about-us/Corporate Responsibility/environment/Environmental-flyer

ad 5. Wat d'Nuetsflich ugeet, wäert d'Cargolux och mat Support vun hirer Presidentin, ëmmer no Weeër a Méiglechkeete kucken, dës ze reduzéieren, dëst ouni der Nohaltegkeet vun den Operatiounen ze schueden, déi noutwendeg si fir den haitegen an zukünftegen Niveau vun Aarbechtsplazen ze sécheren.

D'Cargolux huet sech mat der ANA engagéiert, fir déi bescht Uwendung vun den Ausnamen zum Nuetsfluchverbuet festzeleeën. Am Kader vum Aktiounsplang géint de Kaméidi, hunn d'ANA an d'Cargolux 2018 eng „Charte de lutte contre les nuisances sonores" ënnerschriwwen. D'Zil vun dëser Charte ass et, d'Nuetsflich an d'Motostester ze limitéieren an déi bescht Methoden a Verhalensweise fir eng Reduktioun vum Kaméidi unzewenden.

Question 4198 (30.04.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **dépassement de cyclistes :**

Säit dem 1. Mee 2018 sinn nei Mesuren am Code de la route a Kraaft getrueden, déi d'Vëlosfuerer an d'Foussgänger am Stroosseverkéier besser solle schützen. Eng dovunner ass, datt d'Autosfuerer mussen e Mindestofstand vun 1,50 m anhalen, wa si eng Persoun um Vëlo iwwerhuelen.

Follgend Froe wollt ech an deem Kontext un den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

1. Wéi eng Kommunikatiounscampagnen oder -mesurë si säit dem 1. Mee 2018 vun Ärem Ministère gemaach ginn, fir de Message no baussen ze ginn, datt de Mindestofstand vun 1,50 m muss agehale ginn? Op wéi enge Supporten an a wéi enge Medie sinn dës Informatiounen divulgéiert ginn?

2. Wéi vill Kontrolle si säit dem 1. Mee 2018 an dësem Kontext op eise Stroosse gemaach ginn? Wéi ginn dës Kontrollen duerchgefouert? Wéi vill Kontraventioune si bis elo ausgedeelt ginn?

3. Nodeems déi lescht Deeg nees eng Rei Leit um Vëlo op eise Stroossen ugestouss gi sinn, wéi eng weider Demarchen hutt Dir geplangt, fir d'Leit um Vëlo am Stroosseverkéier besser ze schützen?

Réponse commune (04.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Den honorabelen Deputéierte stellt sech Froen iwwert d'Modifikatioune vum Code de la route, déi den 1. Mee 2018 a Kraaft getruede sinn an déi d'Iwwerhuele vu Vëloe betreffen.

An dëser Modifikatioun vum Code de la route sinn eng ganz Rei Ännerungen an och Neierunge ronderëm de Vëlo a Kraaft getrueden. Ee vun den Haaptgrënn vun dësen Ännerunge war et, fir d'Konditioune vum Vëlosverkéier hei am Land ze verbesseren an duerch dës Dispositiounen och méi sécher ze maachen.

Eng vun dësen Ännerungen huet den Artikel 125 vum Code de la route betraff. Dësen Artikel schreift säitdeem vir, datt ee muss 1,5 m Ofstand beim Iwwerhuele vu Vëloen halen.

Dës Neierungen am Code de la route sinn den 28. Mäerz 2018 op enger Pressekonferenz virgestallt ginn.

Des Weideren huet den MMTP ab dem 1. Mäerz 2021 eng Campagne lafe gehat mam Titel „Respect my Space", déi op de géigesäitege Respekt, virun allem wat den Ofstand tëschent deenen eenzele Verkéiersteilnehmer betrëfft. Heimadder si selbstverständlech och déi 1,5 m, déi ee beim Iwwerhuele vun engem Vëlo respektéiere muss, viséiert. Dës Campagne ass aktuell nach op den 48 groussen Affichë laascht eise Stroossereseau affichéiert. Ausserdeem goufen et 49 Facen an den Tramsabrien, 20 „full back"-Affichen op den Autobusser vum RGTR-Reseau, en Affichage op den Ecrane vum Tram an den RGTR-Bussen, TV-Spotten (30 s) a Radiospotten (20 s), Bannièren a Videopacks op diversen Internetsitten an de soziale Medien an d'Affichen hänken och op de Liftdieren am MMTP.

Wat déi méi allgemeng Sécherheet vun de Vëlosfuerer ubelaangt, sou huet de Mobilitéitsministère jeeweils am Hierscht vun de Joren 2017 bis 2019 eng Sensibiliséierungscampagne ënnert dem Motto „Gitt siichtbar" gemaach, fir op d'Visibilitéit vun den Usagers vulnérables besonnesch an der däischterer Joreszäit opmierksam ze maachen. Dës Campagne ass op den übleche Supporte gelaf (cf. „Respect my Space") an och iwwer eng Verdeelung vu Flyeren a reflektéierend Bännercher a verschiddene Stied.

Fir d'Sécherheet vun de Vëlosfuerer weider ze verbesseren, spillt de weideren Ausbau vun den Infrastrukturen eng entscheedend Roll. Fir den ausféierlechen Detail heizou erlaben ech mir, op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 4226 ze verweisen.

Wat d'Kontrolle vun dëser Dispositioun betrëfft, esou handelt et sech hei ëm den Artikel 125-08 aus dem Katalog vun den Infraktiounen, deen eng Amende vu 74 Euro no sech zitt.

D'Police mécht an der Moyenne 25.000 Kontrolle pro Joer am Stroosseverkéier, déi meescht si statesch wéinst dem Aspekt vun der Visibilitéit an der nohalteger Perceptioun dovunner beim Bierger.

Déi uewen zitéiert Infraktioun kann awer mat den aktuelle Moyenen, déi der Police zur Verfügung stinn, just wärend enger mobiller Kontroll festgestallt ginn, wann d'Beamten och nach grad an deem Moment entweeder hannert engem Auto fueren oder en Auto kräizen, deen de Mindestsécherheetsofstand vun 1,5 m net agehalen huet, an deen Ëmstand da vun de Poliziste konstatéiert gëtt.

Zënter dem 1. Mee 2018 sinn zwee sou Faite konstatéiert ginn: eng Kéier am Joer 2019 an eng Kéier am Joer 2020.

An enger proaktiver Approche huet d'Police de Volet vun der „mobilité douce" méi spezifesch an hiert operationellt Konzept betreffend d'Verkéierssécherheet agebaut. Déi aktuell Campagne „Sécher mam Vëlo" gouf an enker Zesummenaarbecht mat der Associatioun „ProVelo" an dem MMTP opgestallt a schreift sech an dee Kontext an. Déi Campagne ass haaptsächlech preventiv an ass axéiert op d'Sensibilisatioun an d'Informatioun vun alle Benotzer vum ëffentleche Raum. De Message vum Anhale vum minimale Sécherheetsofstand vun 1,5 m ass an déi ganz Kommunikatioun mat integréiert ginn am Deel „messages pour les automobilistes".

Question 4200 (03.05.2021) de **MM. Marc Spautz** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **remboursement de la psychothérapie :**

Déi laangjäreg Verhandlunge betreffend der Konventioun tëschent der Krankekeess (CNS) an der Vereenegung vun de Psychotherapeuten (Fapsylux), déi notamment d'Autonomie vun de Psychotherapeuten ewéi och de Remboursement vun der CNS ubelaangen, goufe bis dato vu Säite Fapsylux ofgebrach mat der Begrënnung, datt d'CNS net op déi vun hinne gefuerdert Mindestkonditiounen ageet. Effektiv jugéiert Fapsylux dës Konditiounen als néideg, fir eng qualitativ Aarbecht assuréieren ze kënnen.

Am Géigesaz zu de Behandlunge bei Psychiateren a Psychologen, musse Behandlunge bei Psychotherapeute bis zu dësem Zäitpunkt aus der eegener Täsch oder vun enger Hëllefsorganisatioun bezuelt ginn, an deem Sënn fuerdert Fapsylux de Rembour-

sement vun der CNS bei all de Psychotherapeuten. Dëst géif déi therapeutesch Hëllef vereinfachen an och méi gerecht maachen.

Och fuerdert Fapsylux ee Remboursement, net nëmme fir Erwuessener vun 18 bis 60 Joer, mee fir all Alterskategorie, an ënnersträicht, datt ee soss en Zweeklassesystem géif schafen.

Des Weidere misst den Accès zu der Psychotherapie ouni Ordonnance vum Dokter kënne geschéien, an dëst fir all „trouble mental".

E weidere Sträitpunkt wier d'Unzuel vun de Sëtzungen, déi remboursëiert ginn, ier entscheet gëtt, ob et zu enger psychotherapeutescher Behandlung kënnt oder net. Fapsylux géif dräi fräi Seancë fuerderen, mat der Begrënnung, datt een dës Zäit brauch fir kënne Vertrauen opzebauen an erauszefannen, wéi eng Aart vu Behandlung déi richteg wier. Et hätt een sech op dräi Seancë gëeenegt gehat, mee d'CNS hätt finalement awer lo hir Meenung geännert an géif eng Seance fuerderen.

De Collège médical stellt sech a sengem Avis vum 8. Januar 2020 zum „Projet de règlement grand-ducal portant réglementation des relations entre la Caisse nationale de santé et le groupement représentatif de la profession de psychothérapeute au Grand-Duché de Luxembourg" hannert d'Fuerderunge vu Fapsylux:

« À l'avis du Collège médical, le fait de soumettre la prise en charge d'une psychothérapie à une ordonnance médicale préalable à la première séance, risque cependant de retarder la prise en charge d'un patient en souffrance psychique aigüe (exemples classiques étant les « crises de la vie » : séparation, décès, surmenage, licenciement, mobbing, ...).

En plus, un médecin, même expérimenté et bien formé, ne peut pas nécessairement se prononcer en une seule consultation sur le nombre de séances et sur la durée nécessaire d'une psychothérapie.

Ainsi, d'un point de vue pratique, le Collège médical propose d'accorder jusqu'à quatre séances exploratrices et de guidance au psychothérapeute, séances à charge de la CNS et ne faisant pas encore partie du traitement psychothérapeutique proprement dit.

Si, à la fin de ces séances, le psychothérapeute estime qu'une psychothérapie est indiquée, il établit un diagnostic psychothérapeutique, un plan de prise en charge et définit lui-même le nombre de séances nécessaires.

(…)

S'il est vrai que le règlement a été élaboré dans les suites de l'échec des négociations entre les acteurs en cause (prestataires et CNS), il reprend la plupart des dispositions à l'argument de la CNS, qui appliquera un contrôle de la pratique de la psychothérapie au moins pour les malades qui auraient droit à une prise en charge par la sécurité sociale.

La loi portant création de la profession de psychothérapeute a été créée pour réglementer le cadre d'exercice de la psychothérapie afin d'en garantir la qualité et la scientificité et par là, d'augmenter l'offre, de faciliter le choix et l'accès à des traitements psychothérapeutiques prestés par des professionnels formés selon des méthodes reconnues et prises en charge par la CNS.

Pour assurer la qualité, un contrôle exercé par des professionnels compétents et appartenant à l'ACMSS ou à une cellule d'experts à créer est bien justifié. Cependant, une mainmise par la CNS n'est pas souhaitable et pourrait s'avérer inefficace pour pallier la situation actuelle d'une « psychothérapie à deux classes », l'une pour les moins aisés (sans doute la majorité) qui doivent se soumettre aux lourdes procédures administratives et l'autre pour ceux disposant de fonds propres suffisants pour leur permettre un accès à leur guise. »

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Jugéiert d'Regierung déi vun der Fapsylux gefuerdert Mindestkonditiounen als néideg, fir datt d'Psychotherapeuten eng qualitativ Aarbecht assuréiere kënnen?

2. Ass d'Regierung notamment der Meenung, datt all Consultatioun, onofhängeg vum Patient senger Alterskategorie, bei all Psychotherapeut vun der CNS misst remboursëiert ginn, fir eng Zwouklassegesellschaft ze vermeiden? Falls net, kéint d'Regierung eis de Grond dofir nennen?

3. Wat ass der Regierung hir Positioun zur Fapsylux hirer Fuerderung, datt den Accès zu der Psychotherapie ouni Ordonnance vum Dokter sollt geschéien, an dat fir all „trouble mental", an datt den Inhalt vun der Kommunikatioun tëscht Dokter a Psychotherapeut misst definéiert ginn?

4. Ass d'Regierung mam Avis vum Collège médical esou wéi och mat Fapsylux averstanen, d'Unzuel vun de Sëtzungen, ier entscheet gëtt, ob et zu enger psychotherapeutescher Behandlung kënnt oder net, bis op véier ze sëtzen an net nëmmen ob eng eenzeg, esou wéi et gefuerdert gëtt vun der CNS? Mengt d'Regierung och, dass méi wéi eng Seance néideg ass vir kënne Vertrauen opzebauen an erauszefannen, wéi eng Aart vu Behandlung déi richteg ass?

Réponse (08.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Am Virfeld ass ze ënnersträichen, datt d'Verhandlunge vun der Gesondheetskeess (CNS) - d'CNS ënnersteet engem Verwaltungsrot, an deem jeeweils een Drëttel Vertrieder vum Staat, Gewerkschaften a Patronat sinn - mat de jeeweilegen Organismen, déi offiziell déi verschidde Prestatairë vertrieden („organisme le plus représentatif"), an d'Autonomie vun deenen Acteure falen. D'Regierung kann also laut dem Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) net an déi Verhandlungen agräifen, ausser wann et zu engem Echec vun de Verhandlunge kënnt an och an der Mediatiounsprozedur keng Léisung konnt fonnt ginn. Dës war an de Verhandlungen tëschent der CNS an der Fapsylux de Fall, wou dann de Minister vun der sozialer Sécherheet huet missen e grousherzogleche Reglement huelen, well keng Konventioun zustane koum. Eréischt nodeems dëse Reglement konnt publizéiert ginn, konnten d'Verhandlunge vun der CNS mat der Fapsylux nees lancéiert ginn.

ad 1. Am Bréif vum 18. Mee 2021 huet d'CNS der Fapsylux virgeschloen, d'Verhandlungen erëm opzehuelen, well d'CNS der Meenung ass, datt d'Positioune vun den zwou Parteien zu de fënnef Punkten, déi vun der Fapsylux ervirgehuewe goufen, verhandelbar sinn an datt e gemeinsamen Nenner ka fonnt ginn.

Am uewegenannte Bréif widderhëlt d'CNS, datt d'Nott, déi den 13. Dezember 2018 un de Mediateur geschéckt gouf, am Kontext vum Litige tëschent der CNS an der Fapsylux, hire Wäert behält an dofir als Basis fir déi zukünfteg Verhandlunge soll déngen. Zu deem Zäitpunkt war d'Fapsylux selwer der Meenung, datt déi genannten Nott eng adequat Basis fir d'Verhandlunge wier.

Zu dëser Nott, déi den 13. Dezember 2018 un de Mediateur gaangen ass, wäert d'CNS awer nach Virschléi dobäi fügen, déi duerch eng enk Zesummenaarbecht tëscht Dokteren, Psychotherapeuten an anere Gesondheetsberuffer dozou féiere wäerten, datt de Versécherte vun enger héijer psychotherapeutescher Betreiung profitéiere kann.

Esou wëll d'CNS garantéieren, datt Psychotherapeuten de Versécherten eng qualitativ héichwäerteg Prestatioun ubidde kënnen.

ad 2. D'Nott vun der CNS, déi deemools un de Mediateur gaangen ass, gesäit keng Altersgrenze fir, fir kënne vun enger psychotherapeutescher Betreiung ze profitéieren, esou datt esouwuel Leit iwwer 60 Joer wéi och Kanner kënne vun engem Psychotherapeut betreit ginn. D'CNS hält d'mental Gesondheet vun de Kanner awer fir besonnesch delikat a wëll dowéinst zousätzlech Schutzmoossnamen aféiere fir d'Kanner. Esou soll den Zougang zu enger psychotherapeutescher Betreiung vun engem Kand op kee Fall dozou féieren, datt Kand net méi ka vun enger zousätzlecher Prise en charge profitéiere bei engem anere Spezialist wéi zum Beispill bei engem Kannerpsychiater.

ad 3. D'Fapsylux freet, datt d'Kommunikatioun tëscht dem Dokter an dem Psychotherapeut op verschidden Aspekter soll limitéiert sinn. Wéinst der Spezifizitéit vun all Fall kann d'CNS dës Approche awer net deelen an insistéiert op eng oppe Kommunikatioun tëschent de Psychotherapeuten an den Dokteren. Zousätzlech ass fir d'CNS den Hausdokter de wichtegsten Uspriechpartner am medezinnesche Parcours vum Versécherten an dowéinst ass d'Verschreiwe vun enger Ordonnance vum Hausdokter fir d'Fortsetzung vun der psychotherapeutescher Behandlung, spéitstens no der drëtter Sëtzung wichteg an och am Interêt vum Versécherten. Tatsächlech ass et wichteg dofir ze suergen, datt de Patient keng medezinnesch Konterindikatioun fir Psychotherapie huet an datt e somateschen Ursprong vun der mentaler Krankheet entweeder ausgeschloss ka ginn oder a Behandlung ass.

ad 4. Et ginn international Standarden, déi empfeele vu Fall zu Fall ze kucken a spéitstens no der drëtter Sessioun vun der Psychotherapie, e Bilan opzestellen, fir d'Fortsetzung vun der Behandlung ze definéieren. Dës Approche gouf och an der Nott un de Mediateur vun der CNS iwwerholl. Et ginn awer nach alternativ Approchen, déi de Potenzial hunn, dem Versécherten nach méi eng passend Betreiung ze garantéieren. D'CNS proposéiert, dës Approchë mat der Fapsylux ze diskutéieren an enger nächster Reunioun.

Question 4208 (04.05.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **Commission de surveillance des psychiatries fermées :**

La Commission de surveillance des psychiatries fermées ne s'est plus réunie depuis plus d'un an et n'a pas procédé aux visites des structures concernées. Sans ignorer les conséquences de la pandémie sur les activités dans beaucoup de domaines, il n'en reste pas moins que le secteur de la psychiatrie fermée mérite une attention particulière aussi et surtout en ces temps de crise.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé quand la Commission de surveillance reprendra ses visites et ses travaux.

2) De quand date le dernier rapport de ladite commission et quels en sont les points saillants ?

3) Quel a été l'impact de la crise Covid-19 sur ce secteur ?

Réponse (04.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les travaux de la Commission de surveillance des services de psychiatrie fermée, instituée dans l'arrondissement judiciaire respectivement de Luxembourg et de Diekirch, ont été suspendus avec l'apparition de la pandémie liée au Sars-CoV-2 en mars 2020.

Il est prévu de reprendre les visites de ces services au plus tard en automne 2021 alors que de telles visites ne sauraient être réalisées par visioconférence.

ad 2) Les derniers rapports des deux commissions de surveillance se rapportent à l'exercice 2018. Les mandats des deux commissions ont été partiellement renouvelés en 2019 et les deux commissions sont désormais présidées par la même personne. Dans son rapport de 2018, la commission a soulevé l'opportunité de prévoir des exceptions dans la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, permettant au médecin psychiatre traitant d'ordonner une prolongation de la période de mise en observation si l'état du patient le nécessite afin d'éviter l'interruption du traitement et les rechutes. Au vu du manque actuel de structures suffisantes, ceci permettrait notamment la prise en charge de patients nécessitant un séjour prolongé en structure spécialisée.

Il importe toutefois de souligner que conformément à l'article 39 de la loi précitée, ces établissements sont également visités par le ministre ou son délégué, en l'occurrence par le commissaire du Gouvernement aux hôpitaux.

ad 3) À l'heure actuelle, il est prématuré d'évaluer l'impact de la pandémie Sars-CoV-2 sur le secteur. Après les visites prévues d'ici la fin d'année, le Ministère de la Santé espère pouvoir développer une vue plus globale de la situation.

Question 4209 (04.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**application du couvre-feu dans le cas d'une urgence familiale :**

Vill Leit déi aus iergendengem Grond eleng wunnen, brauchen z. B. wéinst Alter oder Behënnerung eng Persoun, déi hinne bei den Erausfuerderunge vum deegleche Liewen, wéi zum Beispill Kachen oder Akafen, zur Hand geet. A ville Fäll ginn esou Déngschter vu Membere vun der Famill iwwerholl. Ëmmer erëm kënnt et och vir, datt sou Leit ganz kuerzfristeg Hëllef vun hire Familljemembere brauchen. Nieft deene medezinneschen Urgencë kënnt et awer och ëmmer erëm vir, datt Leit kuerzfristeg an eng psychologesch-emotional Urgence kommen, zum Beispill well e Familljemember plötzlech gestuerwen ass, wou et wichteg ass, datt eng hinnen nostoend Persoun no hinne kucke kënnt. Deemno wéi d'Situatioun sech presentéiert, packen déi Leit et dann awer net méi, fir virun 23.00 Auer doheem ze sinn.

Duerfir wéilt ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt e Verstouss géint d'Ausgangsspär behandelt, wann eng oder méi concernéiert Persounen sech dorop beruffen, engem Familljemember oder enger anerer hëllefsbedierfteger Persoun assistéiert ze hunn?

2. Wéi gëtt e Verstouss géint d'Ausgangsspär behandelt, wann déi concernéiert Persounen sech op de Bäistand am Fall vun enger psychologesch-emotionaler Urgence beruffen?

3. Ginn et zu dëse Froe scho Prezedenzfäll, wou e Geriicht eng Decisioun getraff huet?

4. Wat si fir d'Regierung legitimm Grënn, fir kuerzfristeg géint d'Ausgangsspär ze verstoussen?

Réponse commune (07.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Den Artikel 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 17. Juli 2020 iwwert d'Aféiere vun enger Serie vu Bekämpfungsmesurë géint d'Covid-19 Pandemie gesäit ënner anerem a sengem Punkt 4° vir, dass wärend der Ausgangsspär kënnen Deplacementer gemaach gi fir dréngend familiär Motiver, wéi och Deplacementer mam Zil, eeler oder vulnerabel Leit ze assistéieren oder ze fleegen - egal ob Familljememberen oder net - oder nach Deplacementer am Kader vun der Garde vun de Kanner.

De Punkt 9° vun deem Artikel gesäit zudeem vir, dass wärend der Ausgangsspär Deplacementer kënne gemaach ginn „en cas de force majeure ou situation de nécessité".

Sollt d'Police beim Untreffe vun enger Persoun no der Ausgangsspär esou e Motiv net plausibel erklärt oder dokumentéiert kréien an déi ugetraffe Persoun bestreit awer, eng Contraventioun begaangen a géint d'Ausgangsspär verstouss ze hunn, gëtt e Procès-verbal vun der Police erstallt, wou d'Leit Geleeënheet kréien hire Standpunkt ze äusseren, an eventuell Ënnerlagen als Justificatif bäizeleeën.

Den territorial zoustännege Parquet appreciéiert opgrond vum Procès-verbal vu Fall zu Fall, op d'Affär weider strofrechtlech verfollegt gëtt, oder aus juristesche Grënn oder Opportunitéitsgrënn klasséiert gëtt.

ad 3. Et gi Prezedenzfall, bei deenen e Geriicht eng Decisioun getraff huet, mee dës si relativ seelen, vu dass d'Leit an der Praxis méi de Verstouss géint d'Limitatioun vun de Rassemblementer kontestéieren, wéi de Verstouss géint d'Ausgangsspär.

ad 4. Wéi virdrun erwäänt, gesäit den Artikel 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 17. Juli 2020 iwwert d'Aféiere vun enger Serie vu Bekämpfungsmesurë géint d'Covid-19 Pandemie eng Serie vun Ausname vir, bei deenen et erlaabt ass, sech wärend der Ausgangsspär ze deplacéieren.

Déi eenzel a konkreet Situatiounen, déi ënnert dës Ausname fale kënnen, ënnerleien der Appreciatioun vun de Faiten, esou wéi se vun der Police constatéiert ginn a wéi se vun den Autorités judiciaires ageschat ginn. De Parquet appreciéiert op Basis vun deene Constatatioune vun der Police, ob e Fait strofrechtlech verfollegt oder klasséiert gëtt. Falls d'Affär verfollegt gëtt, ass et um Riichter d'Faiten ze appreciéieren, fir ze kucken ob eng Infraktioun vum Verstouss géint d'Ausgangsspär besteet oder net, bzw. ob e legitimme Grond, fir géint d'Ausgangsspär ze verstoussen, besteet oder net.

Dës Appreciatioun ënnersteet also dem Pouvoir judiciaire an entgeet der Kompetenz vum Pouvoir exécutif.

Question 4215 (04.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **chômage chez les jeunes :**

Aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3796 geet ervir, datt vun deene jonke Leit ënner 30 Joer ronn 15 % säit méi wéi engem Joer op der Sich no enger neier Aarbecht sinn. Bei deene Leit iwwer 30 Joer läit dësen Taux souguer bei iwwer 40 %. Des Weidere geet doraus ervir, datt vun deene jonke Leit ouni Aarbecht (< 30 Joer) knapp iwwert e Véierel, nämlech 26 %, een Universitéitsdiplom hunn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung nach gär dës Froe stellen:

1. Wéi deele sech d'Diplomer vun deene betraffene jonke Leit zwëschent 25 an 29 Joer no BTS, Bachelor a Master op?

2. Wéi deele sech d'Diplomer um akademeschen Niveau no Bachelor of Arts a Bachelor of Science op? Wéi presentéiert sech dës Opdeelung fir de Master?

3. Wéi vill vun deene jonken Universitairen ouni Aarbecht verfügen nach iwwert eng aner Beruffsqualifikatioun, wéi zum Beispill eng Léier?

Réponse (20.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Um 31. Januar 2021 waren 2.194 Leit am Alter vu 25 bis 29 Joer bei der ADEM ageschriwwen an op der Sich no enger Aarbecht. Dovunner haten der 580 een Ofschloss vun enger Héichschoul oder enger Uni.

Vun den insgesamt 580 Leit, ëm déi et hei geet, haten der 70 een Ofschloss um Niveau vum BTS, 217 een Ofschloss um Niveau vum Bachelor an 293 een Ofschloss um Niveau vum Master oder méi héich.

ad 2. Leider ass et net méiglech, d'Opdeelung „Arts/Science" esou ze liwweren, ewéi den honorabelen Deputéierten dat freet. Den Tableau ënne weist, wéi sech déi 217 Bacheloren an 218 Masteren de groussen Domänen no opdeelen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Vun deene 580 Leit hunn der 32 nieft hirem Ofschloss vun der Uni oder der Héichschoul nach den Equivalent vun engem „Diplôme d'aptitude profesionnelle" (DAP) oder vun engem „Diplôme de technicien".

Question 4218 (04.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **vols avec agression :**

Laut der Policestatistik, déi de 26. Mäerz 2021 publizéiert gouf, goufen 2020 zu Lëtzebuerg 420

Leit net nëmmen Affer vun Iwwerfäll, mee dobäi och nach kierperlech verletzt. Zousätzlech kruten 153 Leit hiren Handy an/oder hir Simkaart geklaut.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Policeminister an un d'Madamm Justizminister:

1. Wéi vill vun dësen Iwwerfäll goufen opgeklärt?

2. A wéi ville Fäll koum et zu enger Verurteelung duerch d'Justiz?

3. Wéi eng Täterprofiller hunn sech erginn?

4. Wéi verdeelen sech dës Iwwerfäll op déi eenzel Gemengen?

5. Kann d'Regierung eenzel Plazen nennen, wou et besonnesch vill Iwwerfäll gouf?

6. Wéi vill vun dëse Gewaltaffer hu missen an d'Spidol ageliwwert ginn?

7. Wéi erklärt d'Regierung, datt dës Zuel trotz den Ausgangsbeschränkungen am Kader vun de Covidaschränkunge par rapport zu 2019 souguer nach geklommen ass?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Et ginn nach keng Statistiken, wéi vill Iwwerfäll opgeklärt gi sinn. Et kann een awer soen, datt vun deene 420 „vols avec violences accomplis" (Déifställ mat Gewalt) aus dem Joer 2020, an 154 Affären op d'mannst eng „personne susceptible d'avoir participé à une infraction" vun der Police identifizéiert ginn ass. Dës Persoune profitéieren awer och vun der „présomption d'innocence" (Onscholdsvermuddung)

ad 2. An den Affären, déi am Joer 2020 opgemaach gi sinn, si 25 Persounen an éischter Instanz jugéiert ginn. Dobäi sief vermierkt, datt keen acquittéiert ginn ass.

Mat engem Verweis op eis Äntwert op d'parlamentaresch Ufroen Nr. 4123 an Nr. 4124, sief och hei vermierkt, datt et nach ze fréi ass, fir eng komplett Iwwersiicht vun de Verurteelungen ze hunn.

Et bleift och ze ernimmen, datt d'Joer 2020 duerch d'Pandemie gezeechent war an doduerch een gewësse Retard an d'Affäre komm ass, notamment well tëscht Mëtt Mäerz an Ufanks Mee keng Audienzen ofgehale gi sinn (ofgesi vun den Urgencen, Detenus- a Jugendschutz-Affären) an och duerno, duerch déi verschidde sanitär Restriktiounen, een net direkt konnt am gewinnte Rhythmus weiderfueren.

Betreffend déi Fäll, déi am Joer 2020 opgemaach gi sinn a wou et och schonn an éischter Instanz zu enger Verurteelung komm ass, fannt dir hei drënner eng Oplëschtung no Alter an Geschlecht.

Alter	2020
18 - 29	12
30 - 39	6
40 - 49	4
50 - 59	1
Onbekannt	2
Total	25

Geschecht	2020
Fraen	3
Männer	22
Total	25

ad 3. Um Niveau vun de Justizautoritéiten an der Strofverfolgung, gëtt et keen Zerwiss, deen sech mat kriminologeschen Analyse respektiv mat Täterprofiller beschäftegt. De Profil vum Täter ass och kee Krittär, dee bei der Poursuite eng Roll spillt.

ad 4. Vun deene 420 „vols avec violences accomplis" aus dem Joer 2020 ass den Undeel (a Prozent vum Total) vun den Faiten an deene fënnef relevantste Gemengen am follgenden Tableau opgelëscht:

Vols avec violences 2020	
Commune	Faits en % du total
Luxembourg (population 122.273)	51 % = 214 faits
Esch/Alzette (population 36.218)	10 % = 42 faits
Differdange (population 27.409)	5 % = 21 faits
Dudelange (population 21.291)	4 % = 17 faits
Pétange (population 19.574)	4 % = 17 faits

Source : Statec et Police grand-ducale

ad 5. Den Detail vun den Zuele gëtt um lokale Plang an de Comités de prévention duerch a mat de lokalen Autoritéiten analyséiert. Eng generell an automatiséiert Statistik besteet do net.

ad 6. Heiriwwer féieren d'Police an d'Justizautoritéite keng Statistiken.

ad 7. D'Policestatistike gi generell eng Tendenz erëm. Et stellt ee fest, dass d'Zuel vu „Vols avec violences accomplis" am Joer 2020 an der nämmlechter Gréisstenuerdnung läit, wéi déi Jore virdrun. D'Ausgangsbeschränkunge respektiv de Lockdown hunn nëmmen en Deel vun der Zäit am Joer 2020 gegollt a waren och ni absolutt. Op verschidde Phenomeener hunn esou Ausgangsspäre wéineg Afloss.

Question 4222 (05.05.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **coopération militaire dans le cadre du programme PESCO :**

Lëtzebuerger Fuerschungsinstituten an d'Uni schaffen a ganz pointéierten Domänen, an deenen och Lëtzebuerger Entreprisen täteg sinn. Ee wichtege Pilier vun eiser Wirtschaft dréit ëm Satellitten, awer och d'Informatik an d'Kommunikatioun sinn e wichtegt Feld. Un der Spëtz vun Entwécklungen an esou Beräicher ass dacks d'Militär. An esou liest sech och de PESCO-Programm vun der EU, deen eng permanent Zesummenaarbecht bei militäresche Projete reegelt, wéi e potenziell interessant Betätegungsfeld fir Lëtzebuerger Knowhow, a stellt e Sprangbriet fir weider Entwécklungen an eng potenziell Vitrinn fir Fuerschung a Wirtschaft duer. Ausserdeem ass an deene PESCO-Programmer dacks eent vun eisen Nopeschlänner fiederféierend, soudatt Lëtzebuerg am Prinzip och gutt Kontakter zu där betreffender Lead nation hätt.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. A wéi enge PESCO-Programmer ass Lëtzebuerg am Ableck aktiv? Ass et just de GMSCE oder ass Lëtzebuerg nach un anere Programmer bedeelegt oder interesséiert?

2. Wéi eng konkreet Auswierkungen erwaart sech d'Regierung vun der Mataarbecht bei PESCO-Programmer, z. B. fir eis Verdeedegung, eis Ekonomie oder eis Fuerschungslandschaft?

3. Am „Cyber and Information Domain Coordination Center" (CIDCC) ginn Informatiounen aus dem Cyberraum, dem elektromagnéiteschen Ëmfeld an dem allgemengen Informatiounsëmfeld integréiert, fir si bei militäreschen Operatiounen a Missiounen ze notzen. Awéiwäit wär esou e Projet fir Lëtzebuerg interessant a kéim eng direkt Bedeelegung vun eisem Land un dem Projet a Fro?

Réponse commune (04.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Lëtzebuerg ass Member a follgende PESCO-Projeten:

- European Medical Command;
- GeoMETOC Support Coordination Element;
- Strategic C2 System for CSDP Missions and Operations;
- Military Mobility.

Lëtzebuerg ass Observateur a follgende PESCO-Projeten:

- Network of Logistic Hubs in Europe and Support to Operations;
- Cyber Threats and Incident Response Information Sharing Platform;
- EU Radionavigation Solution;
- European Military Space Surveillance Awareness Network.

ad 2. PESCO erméiglecht de Memberstaaten, mat anere Länner gemeinsam Militärcapacitéiten ze entwéckelen an d'Preparatioun vun de Forcen ze verbesseren. Doriwwer eraus ënnerstëtzt Lëtzebuerg domadder déi gemeinsam Sécherheets- a Verdeedegungspolitik vun der Europäescher Unioun. Lëtzebuerg kann awer net eng Leaderroll an engem PESCO-Projet iwwerhuele wéinst onse limitéierte Ressourcen. Falls d'Méiglechkeet sech ergëtt, ënnerstëtzt d'Defense ons Ekonomie a Fuerschungslandschaft, fir un der Realisatioun vun engem PESCO-Projet deelzehuelen. Well all Projet anescht konzipéiert ass a well am Prinzip all Joer nei Projete vun den anere Memberstaaten presentéiert ginn, ass et net méiglech, eng Previsioun ze maachen.

ad 3. Am PESCO-Projet „Cyber and Information Domain Coordination Center" (CIDCC) ass momentan keng direkt Bedeelegung virgesinn. Eng indirekt Bedeelegung iwwert aner PESCO-Projete kéint awer an Zukunft stattfannen (méi Detailer am véierte Punkt heidrënner).

Eng aktiv Bedeelegung ass net geplangt, dëst aus puer Haaptgrënn:

- Well de „Cyber and Information Domain Coordination Center" (CIDCC) dem verbesserten Informatiounsaustausch souwéi dem Plangen a Féiere vun EU-Operatiounen an EU-Missiounen am Cyberberäich déngt, ass Lëtzebuerg net direkt concernéiert, well mir eis Operatiounen a Missiounen ëmmer op Compagnielevel ënnert der Féierung vun engem anere Land ausféieren.

- Am CIDCC-Projet gëtt verlaangt, dass d'Memberstaaten, déi bei dësem Projet matmaachen, Leit an dëse „Coordination Center" ofbestellen. Well mir momentan awer eis Equippen, déi sech mat de Cybersujeten auserneesetzen, um Opbaue sinn an deemno all Ressourcë brauchen, ass et net méiglech, Leit an esou ee „Coordination Center" ze delegéieren.

- Mat de Ressourcen, déi d'Cyberequippe vun der Lëtzebuerger Defense zur Verfügung huet, gëtt versicht, sech prioritär op PESCO-Projeten ze konzentréieren, déi een direkte Lien zu Projete vun der Lëtzebuerger Defense hunn oder op strateegesch Ziler, déi mir säit Kuerzem an eiser Cyberdefensestrategie festgehalen hunn, äntweren. Dëst ass zum Beispill de Fall beim PESCO-Projet „Cyber Threats and Incident Response Information Sharing Platform" (CTIRISP). Hei ass Lëtzebuerg als Observateur vertrueden, well am Projet déi sougenannt „Malware Information Sharing Platfrom" (MISP) an den Asaz kënnt, wou Lëtzebuerg un der Entwécklung bedeelegt ass.

- Dëst Joer wäerten nei PESCO-Projete proposéiert an initiéiert ginn. Hei steet och ee PESCO-Projet zur Debatt, wou Lëtzebuerg eventuell interesséiert ass, sech drun ze bedeelegen an deen och een direkte Lien zum CIDCC-Projet huet (gläichzäiteg awer och zu de PESCO-Projete „Cyber Rapid Response Teams and Mutual Assistance in Cyber Security (CRRT)" an „EU Cyber Academia and Innovation Hub" (EU CAIH)). An dësem Projet geet et konkreet ëm d'Zesummeschléisse vu „Cyber Rangen" (simuléiert Trainingsenvironnementer fir Cybersécherheetsexperten), déi da villsäiteg agesat kënne ginn, wéi zum Beispill fir Cyberexercicen, Teste vun neie Solutioune géint de Kampf vu Cyberattacken oder awer och d'Weiderbilden/Ausbilde vu Cybersécherheetsexperten. D'Lëtzebuerger Defense ass momentan amgaang, eng Cyber Range opzebauen a kéint esou seng Capacitéit am Kontext vun dësem Projet zur Verfügung stellen.

Question 4224 (05.05.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **tests rapides de dépistage de la Covid-19 :**

Schnelltester spillen eng entscheedend Roll, fir Schrëtt fir Schrëtt zeréck an eng gewëssen Normalitéit ze kommen. An och fir all Exitstrategie aus der Pandemie vum Covid-19 eraus.

Virun dësem Hannergrond géife mir gären der Madamm Minister fir Gesondheet follgend Froen stellen:

1. Wéi vill Antigeenschnelltester huet Lëtzebuerg wéini, wou a bei wéi engem Fournisseur bestallt, reservéiert a kaaft? Kéinte mir dat iwwert eng genee Oplëschtung matgedeelt kréien?

2. No wéi enge legale Prozedure sinn dës Bestellungen, Reservatiounen oder Akeef gemaach ginn?

3. Zu wéi engem Präis sinn déi jeeweileg Schnelltester bestallt, reservéiert oder kaaft ginn?

Réponse (12.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. + 3. Mir verweisen déi honorabel Deputéierten op eis Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4040.

ad 2. D'Tester vu Beijing Lepu Medical Technology Co., Ltd, a Guangzhou Wondfo Biotech Co., Ltd, sinn no an no bestallt ginn, soubal d'Approche fir ze teste vun der Regierung validéiert ginn ass.

De Beijing Lepu Medical Technology Co., Ltd, ass iwwert eng Procédure négociée (Art. 64 (2) b) ii) op Basis vum Marché-publics-Gesetz vun 2018 bestallt ginn. Dësen Test ass virun allem wéinst senger Ergonomie a Maniabilitéit zeréckbehale ginn, fir d'Testen an de Schoulen esou einfach wéi méiglech ze maachen.

Iwwerdeems sinn d'Guangzhou-Wondfo-Biotech-Co.-Ltd-Tester iwwert eng Ausschreiwung vun der Europäescher Kommissioun fir Memberlänner akaaft ginn.

Question 4226 (05.05.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **sécurité des cyclistes :**

An deene leschten Deeg gouf et rezent uerg Accidenter, wou Vëlosfuerer schwéier blesséiert goufen. Och wann déi meeschten Accidenter op der Strooss geschéien, sou sinn d'Vëlosweeër och net ëmmer méi sécher, well do zu bestëmmten Zäiten extreem vill Trafic ass a sech ënnerschiddlechst Leit (Vëlosfuerer, Spadséiergänger, spillend Kanner etc.) begéinen. Wéi de Mouvement écologique schreift, wär eng méiglech Léisung d'Zesummeféiere vu regionalen an nationale Vëlosweeër. Sou géif engersäits de Vëlosreseau vergréissert an anerersäits manner Vëlosfuerer gezwonge ginn, op de Stroossen ze fueren. Fir de Vëlo als Fortbeweegungsmëttel weider ze promouvéieren, wier et och wichteg, eng lokal Ulafstell ze schafen. Sou fuerdert de Mouvement écologique zum Beispill, dass an all Gemeng eng Persoun verantwortlech fir déi duuss Mobilitéit misst sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit stellen:

- Wat gedenkt de Minister ze maachen, fir d'Sécherheet op der Strooss an op de Vëlosweeër ze verbesseren?

- Gesäit de Minister vir, dass national a regional Vëlosweeër an Zukunft zesummegeluecht ginn? Wa jo, wéini soll dat geschéien? Wann nee, wat sinn d'Grënn fir dës Entscheedung?

- Tauscht sech de Minister reegelméisseg mat de Gemengen iwwert d'Vëlosinfrastruktur aus? Ass d'Schafe vun neie Plazen, déi sech ëm d'Foussgänger an d'Vëlosfuerer an de Gemenge këmmeren, um Ordre du jour? Wa jo, wéi wëll de Minister d'Gemenge bei der Ëmsetzung vun dëse Projeten ënnerstëtzen?

Réponse (09.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Sécherheet vum Vëlosfuerer gëtt an éischter Linn bestëmmt vun der Qualitéit vun der Infrastruktur, déi fir hie virgesinn ass. Dofir ginn et nieft de Projeten, fir de Vëlosreseau quantitativ auszebauen, och Projeten, fir schonn existent Itinerairë fir de Cyclist méi verkéierssécher ze gestalten. Et gëllt engersäits do, wou de motoriséierten Trafic mat méi ewéi 30 km/h ënnerwee ass, respektiv wou bei 30 km/h ganz vill Trafic ënnerwee ass, de Vëlo separat vun den Autoen a Camionen ze féieren, an anerersäits do, wou een héicht Opkommes vu Foussgänger ass, de Vëlo separat vun de Foussgänger ze féieren. Een essentielle Sujet ass d'Schléisse vun de feelende Maillonen am bestoende Vëlosreseau wéi och d'Sécherung vun de Kräizungspunkten, déi allebéid dat gréisste Konfliktpotenzial mat sech bréngen.

Am Prinzip gëllt et ze betounen, dass d'Sécherheet grondsätzlech op enger Interaktioun tëscht de verschiddenen Acteuren am Verkéier baséiert. Mat all de Beméiungen, déi an d'Infrastruktur gestach ginn (reservéiert Fläche fir d'Vëlosfuerer, getrennte Weeër etc.), wäerten och an Zukunft Vëlosfuerer am normalen Trafic ënnerwee sinn, respektiv op Vëlospisten op Foussgänger treffen. De géigesäitege Respekt a Versteesdemech ass dowéinst eng vun de wichtege Grondviraussetzungen, déi nieft de bauleche Moossnamen erfëllt musse sinn, fir an Zukunft d'Sécherheet op eise Stroossen ze garantéieren. Dëst Ëmdenke ka mëttels geziiltene Sensibilisatiounscampagnë gestäerkt a beschleunegt ginn. Fir de Cyclist um Terrain ass et net relevant, ob hie grad iwwert een nationalen oder ee kommunale Vëlositineraire fiert. Primordial sinn d'Erkennbarkeet, d'Kontinuitéit, d'Sécherheet, d'Direktheet an de Confort vun der jeeweileger Infrastruktur. Den nationale Vëlosreseau, sou wéi en am modifizéierte Vëlospistegesetz vum 28. Abrëll 2015 virgesinn ass, stellt dobäi dat iwwergeuerdent Grondgerüst duer, un dat sech déi kommunal Vëlositinerairen uschléisse kënnen. Fir esou „Raccordementer" kënnen d'Gemenge bis zu 30 % Subsid vum MMTP kréien, deen nach cumulabel ass mat Subside vun anere Ministèren a Verwaltungen.

Säit 2014 steet de Gemengen am Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten eng „Cellule mobilité douce" zur Dispositioun. Dës beréit zu alle Sujeten, déi de Fouss- an de Vëlosverkéier betreffen. Dat geet vun de Vëlosstellplazen iwwert den Amenagement vu foussgänger- a cyclistefrëndlechen ëffentleche Gebaier zur Planung vun engem Vëlosreseau oder engem eenzele Vëloswee. An der leschter Legislatur sinn zesumme mam Ministère fir Landesplanung a mat der Ënnerstëtzung vu ProVelo an deenen dräi Ballungsgebidder vum Land iwwer 6.000 Kilometer Voies publiques op hir „Cyclabilitéit" hin analyséiert ginn. Et si fir dës Regiounen detailléiert Vëlosreseaue geplangt ginn. Esou wëssen déi betraffe Gemenge bei jiddwerenger vun hire Stroossen, wéi eng Roll dës am Vëlosreseau soll spillen, a kënnen zum Beispill bei engem Chantier an der Strooss direkt déi néideg Mesuren en faveur vum Vëlo mat aplangen. Mat www.veloplangen.lu huet de Ministère 2017 doriwwer eraus een intuitiven Outil erausbruecht, deen et all Gemeng - jo, all Vëlosinteresséiertem - erlaabt, einfach erauszefannen, wat an enger bestëmmter Strooss en fonction vu Krittären ewéi der Breet an dem Verkéiersopkommes konkreet fir de Vëlo kann amenagéiert ginn. Falls vum Gabarit hier baulech näischt méiglech ass, kann d'Vitess vum motoriséierten Trafic am Interêt vun der Verkéierssécherheet vun de Cyclisten erofgesat ginn.

Nieft der Cellule mobilité douce am Ministère ass 2015 och bei der Stroossebauverwaltung d'Division de la mobilité durable geschafe ginn. Dës befaasst

sech mat Planung vum nationale Reseau an erstellt detailléiert Richtlinnen, déi och de Gemengen zeguttkommen. Esou ass am Fréijoer 2021 een neie Guide erauskomm fir déi directionel Beschëlderung vu Vëlositinerairen am Grand-Duché. Grad op dem Sujet vun der Beschëlderung ass et jo essentiell, dass de Cyclist um Terrain eng Kohärenz tëscht deene kommunalen an deenen nationalen Itinerairë feststellt.

Fir senger Roll a sengem grousse Potenzial als net motoriséierten Individualverkéier kënne gerecht ze ginn, muss de Vëlo, grad eréi dat beim motoriséierten Individualverkéier schonn de Fall ass, vun all Hausdier bei all Hausdier kommen. Well déi meeschten Adressen op Gemengestroosse leien, kënnt de Gemengen heibäi eng essentiell Roll zou. Dat selwecht gëllt, wann d'Stroossebauverwaltung inneruerts laanscht eng Staatsstrooss de Säiteraum en faveur vum Foussgänger a vum Cyclist wëll reamenagéieren. Esou ass mëttlerweil bei praktesch allen Entrevuen, déi Schäfferéit mam Minister hunn, de Vëlo ee Sujet.

Question 4229 (06.05.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **maladie de Carré :**

Gëschter war an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro gewuer ze ginn, datt vu 35 Fuusskadaveren der 18 positiv op de Staupevirus getest goufen. Dëse Virus, deen oft déidlech verleeft, trëtt bekanntlech beim Fuuss op, kann awer och op eis Hausdéieren iwwerdroe ginn. Doduerch, datt notamment d'Hënn géint de Virus geimpft ginn, ass bis elo kee Fall vun esou enger Infektioun detektéiert ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an un d'Madamm Ëmweltminister stellen:

- Wann een dovun ausgeet, datt d'Hausdéiere virum Staupevirus geschützt sinn, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuele fir ze verhënneren, datt e groussen Deel vun der Fuusspopulatioun qualvoll um Staupevirus stierft?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Wärend een d'Hausdéieren duerch eng effikass Impfung géint de Virus vun der Staupe schütze kann, ass dëst bei Wëlldéieren net méiglech, well et keen oralen Impfstoff gëtt, deen een hei asetze kann.

Fir ze verhënneren, dass d'Fiiss qualvoll un der Krankheet stierwen, applizéiert sech den Artikel 1 vum Déiereschutzgesetz, dee seet, dass all Déier, wat leit, blesséiert oder a Gefor ass, sou gutt wéi méiglech gehollef kréie muss.

De Jeeër souwéi d'Beamte vun der Naturverwaltung kënne soumat e Fuuss vu sengem Leiden erléisen, sollt et kloer erkennbar sinn, dass e Fuuss u Staupe erkrankt ass. D'Naturverwaltung bzw. d'Veterinärsverwaltung ass an alle Fäll iwwert den Ofschoss vum kranken Déier ze informéieren. D'Jeeër sollen des Weideren déi krank Fiiss, déi si schéissen, am Laboratoire vun der Veterinärsverwaltung ofliweren zwecks Ënnersichung. Et bleift ganz kloer verbueden, op Fiiss, déi keng erkennbar Symptomer opweisen, ze schéissen.

Question 4230 (06.05.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **banque de données pour les accidents de la circulation :**

Le secteur belge des assurances vient de lancer une grande base de données dans laquelle seront enregistrées les informations liées aux accidents de la circulation. Selon les responsables du secteur, cette base de données vise la fraude organisée en signalant si une même voiture ou la même plaque d'immatriculation a déjà été signalée dans plusieurs accidents chez d'autres compagnies d'assurances dans un passé récent.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si une telle banque de données est aussi envisagée voire opérationnelle au Luxembourg.

- Est-ce qu'une telle initiative serait conforme aux règles en matière de protection de la vie privée (RGPD) ?

- Est-ce qu'une telle initiative pourrait être étendue à d'autres produits d'assurances ?

Réponse (04.06.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence à une banque de données pour les accidents de la circulation, une initiative privée initiée par le secteur de l'assurance en Belgique.

Le Gouvernement n'a pas connaissance de l'existence d'une telle initiative, ni d'une initiative similaire couvrant d'autres produits d'assurance au Luxembourg. En ce qui concerne la protection de la vie privée, les initiateurs de telles initiatives au Luxembourg doivent veiller à ce que les banques de données soient conformes en tout point et à tout moment aux règles applicables en matière de protection des données.

Question 4231 (06.05.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **édifices religieux :**

Dans sa circulaire du 30 avril 2021 adressée aux administrations communales, Madame la Ministre de l'Intérieur revient sur l'arrêt de la Cour administrative du 30 mars 2021 concernant les frais de fonctionnement, d'entretien courant et de conservation des édifices religieux.

Dans cette même circulaire, Madame la Ministre renseigne que l'arrêt de la Cour administrative est sans effet sur les redressements budgétaires opérés dans les budgets d'autres communes.

Madame la Ministre invite également les communes n'ayant pas encore transmis leur convention de mise à disposition d'y procéder pour le 15 septembre 2021 au plus tard.

- Dès lors, j'aimerais savoir combien de budgets de communes sont concernés et combien de communes, propriétaires d'édifices religieux, ont à ce jour transmis une convention ?

Réponse (19.05.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député souhaite obtenir des informations supplémentaires sur les redressements budgétaires opérés dans les budgets communaux relatifs aux frais de fonctionnement, d'entretien courant et de conservation des édifices religieux.

Les budgets de 50 communes ont été redressés pour l'exercice budgétaire de 2020. En ce qui concerne l'exercice budgétaire de 2021, seules cinq communes étaient concernées.

Jusqu'à présent 21 communes ont transmis des conventions de mise à disposition d'édifices religieux au Ministère de l'Intérieur, qui d'ailleurs ne sont pas soumises à la tutelle administrative d'approbation. En marge, je précise que certaines communes établissent une convention par édifice religieux, alors que d'autres établissent une seule convention qui fixe les modalités s'appliquant à tous les édifices religieux implantés sur leur territoire.

Question 4232 (06.05.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **pénurie de matières premières et de matériaux :**

D'Präisser vum Logement halen net op mat klammen. De rezenten Zuele vum Statec no ass de Präis vun engem Eegenheem zu Lëtzebuerg innerhalb vun engem Joer ëm 16,7 % an d'Luucht gaangen. Wärend dës Hausse haaptsächlech aus der Diskrepanz tëscht Offer an Demande entsteet, kënnt elo e Problem, deen zu enger weiderer Käschtenexplosioun kéint féieren, derbäi. Stëmmen aus der Baubranche warnen nämlech virun enger enormer Hausse vun de Präisser vun de Baumaterialien, well et duerch d'Pandemie Problemer an de Liwwerketten, an der Gestioun vun de Stocke grad wéi beim Bezéie vu Matière première gëtt.

An deem Zesummenhang wëlle mir dem Här Wunnengsbauminister an dem Här Mëttelstandsminister dës Froe stellen:

1. Hunn d'Ministeren en Iwwerbléck doriwwer, wéi d'Käschte vun de verschiddene Baumaterialien an d'Luucht gaange sinn oder dreeën ze goen?

2. Wéi eng Baumaterialie respektiv Réimaterialie sinn hei haaptsächlech betraff? Ginn et Alternativen, déi kéinten an den Asaz kommen?

3. Kommen déi Matièren, ëm déi et hei geet, aus bestëmmte Regioune vun der Welt? Wie sinn d'Fournisseuren? Mussen déi Lëtzebuerger Betriber nach dacks iwwer Grossiste fueren, wat de Problem nach verschlëmmere kéint?

4. Wéi eng Deeler vun der Baubranche riskéieren, hir Matière net erbäizekréien oder dat just zu iwwerdeierte Präisser? Wat bedeit dës Situatioun fir d'Entreprisen aus dem Mëttelstand, déi hei zu Lëtzebuerg an dësem Secteur aktiv sinn?

5. Sollt et zu der virausgesoter Käschtenexplosioun kommen, wéi eng Auswierkungen hätt dat op Bauprojete vu Privatstéit? Wat wieren d'Repercussiounen op de Logementsmarché zu Lëtzebuerg insgesamt?

6. Et gëtt no enger „Fristenverlängerung", wat d'Realisatioun vu Chantieren ugeet, gefrot. Wëll d'Regierung där Demande nokommen?

7. Ass mat weidere Mesurë vun der Regierung ze rechnen, fir där heiter Problematik entgéintzewierken?

8. Stinn d'Groussregioun an Europa kuerz-, mëttel- a laangfristeg hei virun engem gemeinsame Problem? Soll hei no enger grenziwwerschreidender Léisung gesicht ginn?

9. Ass envisagéiert, de betraffene Firme respektiv de Clientë berodend zur Säit ze stoen?

Réponse commune (03.06.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. Duerch eng Enquête vun der Chambre des Métiers ass et méiglech, déi Baumaterialien, déi vun enger Präishausse betraff sinn, ze benennen. Donnéeën iwwert d'Präisevolutioun vun de verschiddene Baumaterialie gëtt et momentan net. Et ass zurzäit och net méiglech virauszegesinn, ob et sech bei der Präishausse vu Baumaterialien ëm e kuerzfristegt oder e längerfristegt Phenomeen handelt.

ad 2. Am Mäerz 2021 huet d'Chambre des Métiers eng Enquête am Handwierkssecteur gemaach, fir erauszefannen, wéi eng Baumaterialie vun enger Präishausse betraff sinn. Déi am heefegst genannte Materialie waren: Stol, Holz, Isoléiermaterial, Metall, Glas, Elektromaterial, Lackéierfaarf, Bëtong a Réier. D'Hausse vun de Präisser betréfft deemno quasi d'Totalitéit vun de Baumaterialien.

Et ass schwiereg, zum jëtzegen Zäitpunkt Alternativen ze benennen. An dësem Kontext ass et wichteg ze betounen, datt d'Cahiers des charges vun den ëffentlechen Opträg aus juristesche Grënn net onbedéngt d'Notze vun alternative Materialien erlaben.

ad 3. Déi vun der Präishausse betraffe Materialie kommen aus ënnerschiddleche Regiounen. Zu de méiglechen Ursaache vun de Liwwerenkpäss gehéieren allerdéngs sécherlech déi weltwäit Covid-19-Pandemie souwéi eng staark Hausse vun der internationaler Demande, besonnesch aus den USA a China.

ad 4. All Secteuren, déi Holz, Metall, Isoléiermaterial asw. benotzen, si betraff. D'Liwwerenkpäss kënnen des Weideren zu Retarden op de Chantiere féieren. Dëst huet natierlech en Afloss op d'Produktivitéit.

ad 5. Et ass momentan nach net virauszegesinn, ob et sech bei der Präishausse vu Baumaterialien ëm e kuerzfristegt oder e längerfristegt Phenomeen handelt. Deementspriechend ass et net méiglech virauszesoen, wéi eng konkreet Auswierkungen eng méiglech dauerhaft Präishausse vu Baumaterialie kéint hunn.

ad 6. + 7. D'Realisatioun vu Chantiere baséiert op privatrechtleche Kontrakter tëschent zwee Acteuren, wou d'Regierung sech net amësche kann.

ad 8. Et ass zurzäit net méiglech virauszegesinn, ob et sech bei der Präishausse vu Baumaterialien ëm e kuerzfristegt oder e längerfristegt Phenomeen handelt.

ad 9. D'Chambre des Métiers steet bei all Fro vu betraffene Clienten oder Entreprisë berodend zur Säit.

Question 4233 (07.05.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **liberté de presse en Serbie :**

Selon certains médias étrangers, des employés de la chaîne d'information N1, qui s'adresse principalement à la population dans les Balkans, auraient accroché le 4 mai 2021 une banderole sur la clôture entourant le bâtiment principal de N1 à Belgrade, en Serbie. Cette banderole porte l'inscription « République de la Serbie, au revoir ; N1, bienvenue au Luxembourg ». D'après les informations relayées par la presse, ce n'est pas la première fois que ce type de message est transmis publiquement par les employés de la chaîne d'information. Cette chaîne d'information est gérée par une société enregistrée sur le sol luxembourgeois.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre peut-il revenir sur le contexte et les raisons entourant l'arrivée au Luxembourg de la société gérant la chaîne d'information N1 ?

2) Cet incident intervient le lendemain de la Journée mondiale de la liberté de la presse. D'après des informations concordantes, la chaîne d'information N1 semble faire l'objet de pressions gouvernementales et de graves atteintes à la liberté de la presse. Monsieur le Ministre est-il au courant de ces incidents ? Quelle est son appréciation globale de la situation ?

3) La société gérant la chaîne d'information étant enregistrée sur le sol luxembourgeois, le Gouvernement est-il intervenu pour aborder la problématique de ces atteintes à la liberté de la presse ? Dans l'affirmative, quelles suites ont eues ces échanges ?

Réponse commune (04.06.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La chaîne d'information N1 appartient à United Media, un groupe audiovisuel international qui a son siège principal au Luxembourg depuis 2013. Le groupe est concessionnaire d'une soixantaine de chaînes TV, toutes ciblant des pays des Balkans occidentaux dans leurs langues respectives (Serbie, Monténégro, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord). Il s'agit, outre des chaînes N1 en différentes versions linguistiques, de plusieurs chaînes de sport ou encore de chaînes dédiées aux enfants.

Alors qu'il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur les raisons qui amènent les entreprises à choisir le Luxembourg comme centre de diffusion de leurs chaînes, les raisons indiquées par la société à l'époque incluaient notamment la stabilité politique ainsi que la présence d'expertise et de spécialistes dans le domaine des médias déjà présents au Luxembourg. Il convient aussi de relever que le groupe est devenu un acteur important et bien intégré de la place médiatique luxembourgeoise.

ad 2) Le Gouvernement est au courant de ces incidents et partage l'évaluation effectuée par la Commission européenne dans le cadre de ses rapports annuels de progrès sur le processus d'adhésion de la Serbie à l'Union européenne. La Commission s'inquiète notamment de voir persister des cas de menaces, d'intimidation et de violences contre les journalistes.

ad 3) Ce sujet est évoqué dans nos contacts bilatéraux avec les autorités serbes et ce à différents niveaux. Le Luxembourg continuera d'encourager et d'assister la Serbie à renforcer son action pour garantir la liberté d'expression ainsi que la liberté et le pluralisme des médias. Le Luxembourg continuera aussi d'encourager la Serbie à accélérer et approfondir les réformes ayant trait à la liberté des médias, notamment dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne.

Par ailleurs, il convient de soulever que le Luxembourg est l'un des plus importants contributeurs financiers de la Plateforme pour la protection du journalisme et la sécurité des journalistes, opérée par le Conseil de l'Europe. Cette plateforme, qui est accessible en ligne, joue un rôle pionnier pour faciliter la compilation, le traitement et la diffusion d'informations relatives à des préoccupations graves relatives à la liberté des médias et à la sécurité des journalistes dans les États membres du Conseil de l'Europe. Son but est d'améliorer la protection des journalistes, de mieux répondre aux menaces et à la violence dont les professionnels des médias font l'objet, et de favoriser des mécanismes d'alerte précoce et de capacité de réaction au sein du Conseil de l'Europe.

Question 4234 (07.05.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **ressources humaines dans le secteur de la santé au travail :**

Dans une note titrée « Améliorer la santé au travail au Luxembourg » du 5 avril 2021, la Chambre des Salariés (CSL) constate une pénurie de médecins du travail au Luxembourg. En effet, la CSL estime qu'actuellement le Luxembourg compte près de 7.000 salariés pour un médecin du travail. Dans ce contexte, elle prône un recrutement urgent de médecins du travail afin d'obtenir un ratio d'un médecin pour 5.000 salariés comme prévu par la législation luxembourgeoise.

Dans le même contexte et en relation avec les exigences du terrain, la CSL souligne également dans sa note que le principe de pluridisciplinarité devrait être instauré afin d'assurer une véritable prévention primaire dans l'intérêt des salariés, en entourant le médecin du travail d'autres professionnels tels que des infirmières spécialisées en médecine du travail, des assistants en santé au travail et des spécialistes d'autres disciplines (ergonomes, toxicologues, psychologues, etc.).

Dans le prétexte d'une pénurie de médecins du travail et d'une nécessité de pluridisciplinarité potentielle, la CSL relève aussi la nécessité d'embaucher des infirmiers du travail pour leur confier la charge des examens standards.

Selon la CSL, une explication à cette situation de pénurie de médecins du travail est l'écart de rémunération qui s'est progressivement creusé entre médecins du travail et médecins généralistes, au détriment des médecins du travail. C'est pourquoi la CSL recommande d'augmenter très sensiblement la rémunération du médecin du travail et d'alléger les conditions de travail pour rendre la profession plus attirante.

De plus la CSL souligne que, jusqu'à présent, les médecins du travail travaillant au Luxembourg ont été formés à l'étranger. Comme d'autres pays

européens rencontrent également une pénurie de médecins du travail, il est de plus en plus difficile d'attirer des candidats ayant fait leur formation à l'étranger, soit en raison de non-prolongation d'agréments autorisant historiquement les médecins du travail formés à l'étranger de venir exercer leur profession au Luxembourg, soit en raison d'affaiblissement de la motivation de venir travailler au Luxembourg. C'est dans ce contexte que la Chambre des Salariés propose l'organisation d'un cycle d'études spécialisées en médecine du travail par l'Université du Luxembourg.

Il s'y ajoute que les disponibilités de médecins à faire de la formation continue sont plutôt limitées vu leur charge de travail importante. C'est pour cette raison que la CSL souligne l'importance de la création d'une règlementation visant la mise en place d'un standard en matière de formation continue des médecins du travail.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Gouvernement prévoit-il de mettre en œuvre des réformes pour libérer les ressources nécessaires afin de recruter davantage de médecins du travail ? Dans l'affirmative, combien de ressources respectivement d'embauches sont prévues ?

2) Les ministres sont-ils d'accord avec la nécessité d'instaurer le principe de pluridisciplinarité, à savoir d'entourer le médecin du travail d'autres professionnels de santé afin d'assurer une véritable prévention primaire dans l'intérêt des salariés ?

3) Le Gouvernement planifie-t-il d'embaucher des infirmiers du travail pour leur confier la charge des examens standards ?

4) Le Gouvernement peut-il confirmer un écart de rémunération entre médecins du travail et médecins généralistes, au détriment des médecins du travail ? Dans l'affirmative, le Gouvernement pense-t-il que cet écart est une raison de la pénurie de médecins du travail au Luxembourg ? Si tel est le cas, le Gouvernement prévoit-il d'augmenter la rémunération et d'alléger les conditions de travail afin de rendre la profession plus attirante et de pallier ainsi la pénurie ?

5) Le Gouvernement considère-t-il l'organisation d'un cycle d'études spécialisées en médecine du travail par l'Université du Luxembourg ainsi que la création d'une règlementation visant la mise en place d'un standard en matière de formation continue des médecins du travail ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) - 3) Actuellement, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est en train d'élaborer en concertation avec le Ministère de la Santé un avant-projet de loi visant le rattachement de la médecine du travail au ministère ayant le travail dans ses attributions, tel qu'il est prévu dans l'accord de coalition 2018-2023.

Une fois cette loi entrée en vigueur, une analyse détaillée sera effectuée afin de repérer les besoins réels en vue de libérer les ressources nécessaires pour le recrutement de médecins du travail.

Le Gouvernement est tout à fait d'accord avec la nécessité d'instaurer le principe de pluridisciplinarité en vue d'entourer le médecin du travail d'autres professionnels de santé afin d'assurer une véritable prévention primaire dans l'intérêt des salariés.

ad 4) Il est difficile de comparer les écarts de rémunération entre les médecins généralistes qui exercent en tant qu'indépendants et les médecins du travail qui travaillent en tant que médecins salariés et dont les salaires sont souvent alignés sur la grille salariale de l'État.

Il est vrai qu'il y a moins de médecins généralistes qui désirent actuellement s'orienter vers une médecine du travail, car leurs conditions de travail se sont nettement améliorées depuis une vingtaine d'années avec la création de cabinets de groupe et des maisons médicales. Ce constat est fait non seulement au Luxembourg, mais également dans d'autres pays de l'Union européenne qui doivent aussi faire face à une pénurie chronique de médecins du travail.

À travers les réflexions sur la mise en place d'une spécialisation en médecine du travail, l'instauration d'une pluridisciplinarité et d'une révision des rémunérations, le Gouvernement espère augmenter l'attractivité d'une médecine du travail.

ad 5) En ce qui concerne la question relative à l'organisation d'un cycle d'études spécialisées en médecine du travail par l'Université du Luxembourg ainsi que la création d'une règlementation visant la mise en place d'un standard en matière de formation continue des médecins du travail, il y a lieu de se référer à la réponse à la question parlementaire n° 1605 du 13 décembre 2019 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo, dans laquelle il a été indiqué qu'un groupe de travail se composant de représentants du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Université du Luxembourg ainsi que de médecins spécialistes en médecine du travail a été mis en place en 2020.

Ce groupe examine l'opportunité et la faisabilité de la mise en place d'une formation de spécialisation en médecine du travail auprès de l'Université du Luxembourg. Étant donné que le groupe n'a pas encore arrêté de rapport définitif, et qu'un certain nombre de points restent à clarifier, il n'est à ce stade pas encore possible de trancher la question d'une éventuelle offre de formation en médecine du travail auprès de l'Université du Luxembourg.

Question 4235 (07.05.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **santé au travail :**

Dans une note du 5 avril 2021, la Chambre des Salariés (CSL) examine et évalue la situation de la médecine du travail au Luxembourg et propose de nombreux ajustements.

Selon la Chambre des Salariés, l'existence de sept services de santé au travail en place à ce jour au Luxembourg ne semble pas l'organisation la plus efficace et adaptée. Dans cette optique, elle propose la création d'un seul service de santé au travail, en fusionnant ainsi les services existants et en confiant la gestion et le contrôle de ce service unifié de santé au travail à un « organe de tripartite » composé de représentants des syndicats, du patronat et du Gouvernement.

De plus, la CSL propose d'adapter le tableau des maladies professionnelles à la réalité des pathologies professionnelles observées en y ajoutant entre autres les maladies relatives aux affections dorsales, et les maladies liées aux risques psychosociaux. Aussi, elle souligne l'importance de redonner vie à la Commission supérieure des maladies professionnelles qui ne s'est plus réunie depuis 2007.

En outre, la CSL prône la mise en place d'un réseau entre la médecine du travail, le médecin généraliste/référant et les oncologues spécialisés pour améliorer la prévention et le diagnostic en matière de maladies liées au travail, comme des cancers professionnels. Afin de faciliter l'examen d'un lien possible entre le passé professionnel du patient et sa maladie et d'établir des statistiques, les informations sur la profession devraient être consignées dans le dossier du patient.

En addition, un cadre juridique pour protéger les travailleurs des risques psychosociaux liés à l'évolution des méthodes de management dans les entreprises, l'intensification du travail, etc. doit être mis en place.

Dans sa note, la CSL propose également la mise en vigueur d'une règlementation sur la prévention et la prise en charge des troubles musculosquelettiques liés au travail, une pathologie qui frappe environ un quart de la population au travail.

Dans sa note, la Chambre des Salariés souligne également que la cotisation moyenne de l'ordre de 0,10 % de la masse salariale pratiquée au Luxembourg parait insuffisante pour répondre aux exigences qualitatives d'un pays comme le Luxembourg. Ainsi, la cotisation moyenne devrait être augmentée pour garantir une médecine de travail de qualité au Luxembourg, qui assure l'analyse des risques au travail, la surveillance de la santé des salariés et la participation à des projets de prévention en entreprise. Dans ce contexte, elle propose aussi d'envisager le financement de la médecine du travail par la CNS, sous réserve de la création d'un seul service de santé au travail national afin de centraliser son financement et sa gestion et rendre plus efficiente l'attribution des ressources.

Sachant que le Gouvernement actuel a proposé un projet de loi visant la création d'un Observatoire national de la Santé pour évaluer sur base de données objectives et validées l'état de santé de la population, la CSL met en garde de ne pas oublier d'intégrer la thématique de la santé au travail dans les analyses.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé :

1) Que pense le Gouvernement des propositions faites par la Chambre des Salariés dans sa note « Améliorer la santé au travail au Luxembourg » du 5 avril 2021 ?

2) Le Gouvernement prévoit-il la création d'un seul service santé au travail en fusionnant les services de santé au travail existants au Luxembourg et en confiant la gestion et le contrôle de ce service unifié de santé au travail à un « organe de tripartite » composé de représentants des syndicats, du patronat et du Gouvernement ? Le Gouvernement juge-t-il cette proposition efficace ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

3) Le Gouvernement adaptera-t-il le tableau des maladies professionnelles à la réalité des pathologies professionnelles observées en y ajoutant entre autres les maladies relatives aux affections dorsales et les maladies liées aux risques psychosociaux ?

4) La Commission supérieure des maladies professionnelles chargée de faire des propositions de modification de la liste des maladies professionnelles sera-t-elle réunie de nouveau ? Pour quelle raison n'a-t-elle plus été réunie depuis 2007 ?

5) Au niveau de la reconnaissance des maladies professionnelles, les ministres prévoient-ils la mise en place d'un réseau entre la médecine du travail, le médecin généraliste/référant et les oncologues spécialisés afin d'améliorer la prévention et le diagnostic en matière de maladies liées au travail, comme les cancers professionnels ?

6) Afin de faciliter l'examen d'un lien possible entre le passé professionnel du patient et sa maladie et d'établir des statistiques, le Gouvernement pense-t-il que les informations sur la profession devraient être consignées dans le dossier du patient ?

7) Afin de protéger les travailleurs des risques psychosociaux liés à l'évolution des méthodes de management dans les entreprises, l'intensification du travail, etc., le Gouvernement planifie-t-il la mise en place d'un cadre juridique répondant à cette problématique ?

8) Les ministres sont-ils en faveur d'instaurer une réglementation sur la prévention et la prise en charge des troubles musculosquelettiques liés au travail, une pathologie qui frappe environ un quart de la population au travail, comme proposé par la CSL ?

9) Le Gouvernement partage-t-il la vue de la CSL concernant la cotisation moyenne de l'ordre de 0,10 % de la masse salariale pratiquée au Luxembourg jugée insuffisante pour répondre aux exigences qualitatives de notre pays ?

Si tel est le cas, le Gouvernement planifie-t-il d'augmenter la cotisation moyenne pour garantir une médecine du travail de qualité au Luxembourg, qui assure l'analyse des risques au travail, la surveillance de la santé des salariés et la participation à des projets de prévention en entreprise ? Toujours dans l'affirmative, le Gouvernement prévoit-il le financement de la médecine du travail par la CNS, sous réserve de la création d'un seul service de santé au travail national afin de centraliser son financement et sa gestion et rendre plus efficiente l'attribution des ressources ?

10) La thématique de la santé au travail sera-t-elle intégrée dans les analyses du futur Observatoire national de la santé ?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Tout d'abord il y a lieu d'évoquer que la note du 5 avril 2021 de la Chambre des Salariés (CSL) intitulée « Améliorer la santé au travail au Luxembourg » dont référence est faite par l'honorable Député Marc Spautz dans sa question parlementaire se réfère en partie à l'audit de la santé au travail au Luxembourg de septembre 2012 réalisé à la demande du Ministre de la Sécurité sociale à l'époque, Monsieur Mars Di Bartolomeo. Ainsi, quelques points repris de l'audit ne sont plus à jour. À titre d'exemple, il n'est pas correct que la Commission supérieure des maladies professionnelles s'est réunie pour la dernière fois en 2007. En effet, la dernière réunion a eu lieu en 2014.

Par ailleurs, le taux de cotisation de l'STM s'élève à 0,14 % de la masse salariale à partir de 2021 (au lieu des 0,11 % indiqués dans la note) assurant un meilleur financement de ce service. Au cas où il n'y aurait qu'un seul service de santé au travail national, ce taux, appliqué à la masse salariale, devrait être adapté. Assurer le financement par le biais de la Caisse nationale de santé (CNS) ou de l'Association d'assurance accident (AAA) soulèverait toutefois de nombreuses questions et générerait d'autres problèmes comme une augmentation des taux de cotisation de ces deux caisses et on perdrait en transparence dans le financement puisque la médecine du travail en tant que telle ne relève pas de la nature d'une CNS ou d'une AAA, même si le volet « prévention des accidents/maladies professionnelles » est un élément important, notamment pour l'AAA.

ad 1) Globalement, le Gouvernement accueille favorablement la note constructive réalisée par la CSL ayant pour sujet l'amélioration du fonctionnement de la santé au travail au Luxembourg. Ceci est d'autant plus important que le programme gouvernemental prévoit une réforme de la santé au travail à réaliser en collaboration avec les représentants des syndicats et des employeurs.

Parmi les multiples prises de position de la CSL concernant l'amélioration de la santé au travail au Luxembourg, le Gouvernement approuve notamment les idées développées concernant une meilleure prise en compte des risques psychosociaux au travail, une révision d'un financement plus efficace et équitable des services de santé au travail, la lutte contre la pénurie chronique des médecins du travail, la création d'équipes pluridisciplinaires, dont notamment des infirmiers en santé au travail, une éventuelle révision du tableau des maladies professionnelles et l'intégration des données issues de la santé au travail dans le registre de compétences de l'Observatoire national de la santé.

ad 2) Les réflexions sur l'organisation générale des services de santé au travail au Luxembourg sont naturellement un élément important dans la future réforme de la santé au travail. Un des objectifs poursuivis est que tous les salariés au Luxembourg, indépendamment de leur statut, aient accès à un service de santé au travail de qualité, offrant tous les services nécessaires pour la prévention des maladies professionnelles, des accidents du travail et la promotion de la santé.

Un service unique a sûrement de multiples avantages, mais aussi des désavantages dus à un monopole, à sa taille et peut-être à une difficulté d'offrir des services très différenciés à de multiples secteurs ayant des spécificités et des attentes très diverses.

Le Gouvernement juge utile et nécessaire de consulter au préalable les partenaires sociaux et les autres parties prenantes concernées, notamment l'Association luxembourgeoise de santé au travail (ALSAT), avant que des adaptations législatives en matière de la santé au travail soient entreprises. Néanmoins, il y a lieu de noter que le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est actuellement en train d'élaborer, en concertation avec le Ministère de la Santé, un avant-projet de loi visant le rattachement de la médecine du travail au ministère ayant le travail dans ses attributions, tel qu'il est prévu dans l'accord de coalition 2018-2023.

ad 3) Par lettre du 20 mars 2013, le Ministre de la Sécurité sociale à l'époque, Monsieur Mars Di Bartolomeo, avait demandé l'avis du président de l'AAA quant à l'opportunité d'introduire de nouveaux éléments de la liste allemande dans celle du Luxembourg. À cet effet, la Commission supérieure des maladies professionnelles s'est réunie cinq fois au cours des années 2013 à 2014 pour finalement soumettre son avis au ministre en juin 2014. Sur base de cet avis, le tableau des maladies professionnelles a ensuite été modifié par règlement grand-ducal du 5 juillet 2016.

Pendant les réunions de la Commission, il avait également été discuté de l'opportunité d'ajouter les maladies relatives aux affections dorsales et celles liées aux risques psychosociaux au tableau des maladies professionnelles. Lors des débats, appuyés par des statistiques et études, il a été retenu de ne pas ajouter ces maladies et risques. Pour ce qui est des affections dorsales, la Commission supérieure des maladies professionnelles en avait déjà débattu en 2006 et 2007 et le tableau n'avait pas été modifié.

La discussion portait surtout sur trois types de pathologies, à savoir les maladies de la colonne lombaire causées par le soulèvement et le port de charges lourdes, les maladies de la colonne cervicale causées par le port de charges lourdes et les maladies de la colonne lombaire causées par les vibrations. La Commission s'était prononcée à la grande majorité de ses membres contre une inscription des pathologies lombaires au tableau (il s'agissait du 2e avis négatif à ce sujet après celui de 1997-1998) essentiellement parce que dans la très grande majorité des cas, il ne s'agit, légalement, pas de maladies professionnelles. Dans la plupart des cas, les pathologies lombaires ont des causes plurifactorielles, c'est-à-dire à la fois constitutionnelles, dégénératives, voire privées. L'ampleur des affections dorsales et cervicales démontre en elle-même qu'il s'agit de maladies dont souffrent de nombreuses personnes provenant de tous milieux et de toutes catégories socioprofessionnelles.

Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que conformément à l'alinéa 2 de l'article 95 du Code de la sécurité sociale « ne peuvent être inscrites au tableau des maladies professionnelles que des maladies qui, d'après les connaissances médicales, sont causées par des influences spécifiques appelées risques et auxquelles certains groupes de personnes sont particulièrement exposés par rapport à la population générale du fait de leur travail assuré. »

Reste à noter que le sujet de l'extension du tableau des maladies professionnelles est resté dans l'actualité parlementaire comme le fait ressortir la liste des pétitions et questions parlementaires qui suit :

- le « burnout » considéré comme maladie professionnelle (pétition 515, question parlementaire

n° 1161 du 26 mai 2015 et question parlementaire n° 0750 du 3 juin 2019) ;

- demandes en vue de la reconnaissance de nouvelles maladies professionnelles (question parlementaire n° 1524 du 25 novembre 2019).

Finalement, il y a encore lieu de noter que l'alinéa 3 de l'article 94 du Code de la sécurité sociale prévoit que : « Peut être reconnue comme maladie professionnelle une maladie non désignée dans le tableau, si l'assuré rapporte la preuve de son origine professionnelle. » Ainsi, les maladies relatives aux affections dorsales ou liées aux risques psychosociaux peuvent d'ores et déjà être reconnues par l'AAA comme maladies professionnelles du moment que l'assuré en rapporte la preuve.

ad 4) L'alinéa 3 de l'article 2 du règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 déterminant l'organisation et le fonctionnement de la Commission supérieure des maladies professionnelles définit les règles de la saisine de la Commission: « À moins qu'elle n'ait déjà fait l'objet d'une décision de la commission au cours des trois dernières années, le président est obligé de porter dans un délai de trois mois à l'ordre du jour d'une réunion de la commission toute proposition motivée de modification du tableau des maladies professionnelles lui soumise par le ministre ayant dans ses attributions la sécurité sociale ou la santé, par un tiers au moins de ses membres ou par le Conseil d'administration de l'Association d'assurance accident.»

Comme indiqué à la question précédente, la Commission s'est réunie pour la dernière fois en 2014 et non pas en 2007. Vu que de nombreuses propositions ont été discutées et décidées en 2014, et vu que la Commission n'a pas été saisie depuis, il n'y a plus eu de réunion.

ad 5) La reconnaissance des maladies professionnelles est régie par l'article 7 du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 déterminant la procédure de déclaration des accidents et des maladies professionnelles et précisant la prise en charge de certaines prestations par l'assurance accident qui impliquent l'AAA et le contrôle médical de la sécurité sociale dans la décision.

Pour ce qui est du diagnostic en matière de maladies liées au travail et par la suite de la déclaration à l'Association d'assurance accident, l'article 3 du règlement précité stipule qu'il incombe à un médecin de faire la déclaration à l'AAA dès qu'il a des suspicions fondées qu'une maladie a sa cause déterminante dans une activité professionnelle assurée. Dans ce contexte, la mise en place d'un réseau entre la médecine du travail, le médecin généraliste/référant et les oncologues spécialisés pourrait améliorer la prévention et le diagnostic du médecin déclarant la maladie, surtout pour des maladies liées au travail plus difficiles à détecter.

ad 6) Le DSP (Dossier de soins partagé) est un dossier de santé électronique gratuit et sécurisé qui regroupe les données de santé essentielles des patients pour faciliter leur suivi et leur prise en charge médicale. Rien n'interdit actuellement au médecin référent d'y inscrire aussi des informations sur les expositions professionnelles, mais il serait intéressant en cas de souhait du patient salarié, d'étudier la possibilité d'y donner accès au médecin du travail.

ad 7) En ce qui concerne la lutte contre le harcèlement moral sur le lieu de travail (mobbing), le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire soumettra au Conseil de Gouvernement au cours du mois de juin 2021 un avant-projet de loi visant à modifier le Code du travail en vue d'y introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral au travail.

ad 8) Les troubles musculosquelettiques sont référenciés dans la directive européenne du 29 mai 1990 (concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à la manutention manuelle de charges comportant des risques, notamment dorso-lombaires, pour les travailleurs) qui a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à la manutention manuelle de charges comportant des risques, notamment dorso-lombaires, pour les travailleurs ; et dans la directive européenne du 29 mai 1990 (concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives au travail sur des équipements à écran de visualisation) qui a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives au travail sur les équipements à écran de visualisation.

ad 9) Le financement de la santé au travail au Luxembourg n'est pas du domaine de compétence du Gouvernement, mais dépend des employeurs pour les services d'entreprises, des conseils d'administration pour les services interentreprises et du comité directeur du service de santé au travail multisectoriel (STM).

ad 10) Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ainsi que le Ministère de la Santé se prononcent tout à fait en faveur d'une intégration de la thématique de la santé au travail dans les analyses du futur Observatoire national de la santé.

Question 4237 (07.05.2021) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **tularémie :**

Aus ëmmer méi Deeler vun Nordrhein-Westfalen an och aus dem Bundesland Bayern kënnt dëser Deeg d'Noriicht, dass sech d'Huesepescht, och Tularämie genannt, an deene Regiounen ëmmer weiderverbreet. Dës héich ustiechend Infektiounskrankheet verursaacht bei Huesen, Kanéngercher an aneren Nagedéieren, dass si vill ofmoeren, apathesch ginn an torkelen - et kënnt zu enger Aart Bluttvergëftung an d'Déiere verenden no kuerzer Zäit.

Am direkte Kontakt mam Déier oder och mat den Exkrementer vun dësen Déieren ass dës Krankheet och op de Mënsch iwwerdrobar. D'Symptomer beim Mënsch sinn änlech wéi bei enger Gripp; Kappwéi, héicht Féiwer oder och en Houscht, a si musse mat Medikamenter behandelt ginn.

Den Noriichten aus dem Ausland no soll et an de leschte Joren ëmmer erëm zu Infektioune bei Mënsche komm sinn. Besonnesch oppasse soll ee bei Hënn oder Kazen, déi d'Krankheet un de Mënsch kënne weiderginn, an och Insekte kéinte se direkt op de Mënsch iwwerdroen. 2019 hätte sech esou an Däitschland 72 Leit mat dëser Krankheet infizéiert.

An deem Kontext wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Sinn den Ament Fäll vun Tularämie hei zu Lëtzebuerg bekannt?

2. Wa jo, wou sinn dës Déiere fonnt ginn?

3. Den Här Minister sot 2020 a senger Äntwert op eng mëndlech Fro, et géif een am Saarland nofroen, wéi wäit den Impfstoff fir dës Krankheet developpéiert wier. Konnt den Här Minister hei weider Detailer erausfannen a wat fir eng?

4. Sinn d'Baueren an d'Jeeër op déi momentan Situatioun opmierksam gemaach ginn?

5. Besti Preventiounsmoossnamen, fir eng Verbreedung hei am Land ze evitéieren? Falls jo, wat fir eng?

6. Besti Risike fir aner Déieren, déi fräi um Feld gehale sinn an eventuell mat kranken Déieren a Kontakt kéinte kommen?

7. Besti Risike fir Veterinären oder aner Beruffsgruppen, souwéi beispillsweis an der Restauratioun?

8. Wéi sollen d'Leit virgoen, am Fall wou si ee krankt oder doudegt Déier an der Natur géife fannen?

Réponse (19.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. Nee, 2021 sinn nach keng Huesen oder wëll Kanéngercher am Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État (LMVE) fir ze ënnersichen ofgi ginn.

ad 3. Een Impfstoff fir Mënschen ass an Amerika wéinst den Niewewierkungen an ze geréngem Impfschutz net méi am Asaz. E russeschen Impfstoff gëtt do och nach agesat.

ad 4. De Moment gëtt et keng speziell Situatioun, déi dëst erfuerderlech mécht.

ad 5. Nee, dës Infektiounskrankheet ass an der EU net meldeflichteg, et gëtt aktuell kee „plan de lutte" zu Lëtzebuerg.

ad 6. Jo, et handelt sech ëm eng infektiéis Krankheet, den direkten oder och indirekte Kontakt mat infizéiertem Material soll evitéiert ginn. Am heefegste betraff si kleng Nager a Lagomorphen (Kanéngercher, Huesen), mee och wëll Déieren, Hausdéieren, Vigel an Arthropoden (z. B. Zecken) kënne sech mat dëser Krankheet ustiechen.

ad 7. Beruffer, déi direkte Kontakt mat infizéierten Déieren hunn, wéi de Fierschter, Jeeër oder eventuell Veterinären, sollten de Risiko kennen an esou Déiere just mat Händschen upaken. En Iwwerdroungsrisiko op de Mënsch besteet, den Erreeger ass allerdéngs mat enger normaler, gudder Hygiènespraxis gutt ze vernichten. An der Restauratioun besteet kee Risiko, hei duerfe just gesond Déiere verschafft ginn.

ad 8. Bei engem Verdacht bei gesonden Déiere sollt een den zoustännege Fierschter kontaktéieren. Et kann een déi doudeg Déieren an de staatleche Veterinärslabo bréngen, fir se ënnersichen ze loossen. Et muss een ëmmer Händschen undoen, fir aus onbekannten Ursaache verendegt Déieren unzepaken.

Question 4239 (07.05.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **vaccination prioritaire des agents de la Police grand-ducale :**

An der RTL-Radiosendung „Invité vun der Redaktioun" haut Freideg, de 7. Mee, um 08.10 Auer huet de CGFP-President Romain Wolff sech fir eng prioritär Impfung vun de Policebeamte staark gemaach. Den Här Wolff huet dobäi op Däitschland verwisen, wou eng Prioriséierung vun ënner anerem de Poliziste bei der Impfstrategie besteet, well si am Déngscht vun der Allgemengheet schaffen. Fir Lëtzebuerger Polizisten, déi am däitsche Grenzgebitt wunnen, bedeit dat, dass si vun den däitschen Autoritéiten invitéiert ginn, sech prioritär impfen ze loossen.

Virun dësem Hannergrond wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Kënnen d'Ministere confirméieren, dass Lëtzebuerger Polizisten, déi am däitsche Grenzgebitt wunnen, vun den däitschen Autoritéiten invitéiert ginn, sech prioritär impfen ze loossen?

2. Am Fall, wou dat sou ass, ass d'Lëtzebuerger Regierung da gewëllt, mat eisen däitschen Nopere gläichzezéien an och hei am Land eng Prioriséierung vun de Policebeamte bei der Impfstrategie anzeféieren?

3. Wa jo, firwat huet d'Regierung déi prioritär Impfung vun de Polizisten nach net decidéiert? A vu wéini un wier déi prioritär Impfung vun de Poliziste méiglech?

4. Wann nee, sinn d'Ministeren net der Meenung, dass d'Polizisten duerch d'Pandemie ënner nach méi schwéiere Konditioune musse schaffen an engem nach méi grousse Risiko ausgesat sinn?

Réponse commune (08.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Eis sinn zwee Fäll bekannt, wou Lëtzebuerger Polizisten, déi am däitsche Grenzgebitt wunnen, vun den däitschen Autoritéiten invitéiert gi si fir sech impfen ze loossen.

ad 2. Den Avis vun der Commission nationale d'éthique ass gefrot ginn a wäert am nächste Regierungsrot behandelt ginn.

ad 3. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 2.

ad 4. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 2.

Question 4241 (07.05.2021) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant les **tensions dans les eaux de Jersey :**

Le 6 mai 2021, une cinquantaine de bateaux de pêche français ont cinglé en direction de Jersey et ont stationné plusieurs heures à l'entrée du port de Saint-Hélier. Il s'agissait d'une démonstration destinée à protester contre les nouvelles conditions de pêche imposées par la principale île Anglo-Normande, dépendance de la couronne britannique, dans le cadre de « l'accord de commerce et de coopération » post-Brexit entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Londres a réagi en envoyant deux patrouilleurs de la Royal Navy afin de surveiller la situation : une mesure de précaution afin d'éviter un blocage de l'île. Deux frégates de la gendarmerie maritime ont de leur côté rejoint les bateaux de pêche français. Il s'agirait là aussi d'une mesure de précaution « pour assurer la sauvegarde de la vie humaine en mer et être prêts à intervenir si cela venait à dégénérer ».

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que ces démonstrations de force si peu de temps après le Brexit sont préoccupantes ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous informer du rôle éventuel que l'Union européenne compte jouer pour limiter les tensions et remédier à la situation ?

3) Monsieur le Ministre peut-il donner son appréciation de l'impact éventuel que de telles actions découlant de tensions franco-britanniques pourraient avoir sur les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ?

4) Comment pourra-t-on assurer que les tensions autour des nouvelles conditions de pêche soient atténuées et que ce genre de démonstration de force ne devienne pas une nouvelle réalité ?

Réponse (01.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Les tensions observées au début du mois de mai à Jersey risquent de porter atteinte au climat de confiance nécessaire pour aboutir à une mise en œuvre pleine et entière des dispositions en matière de pêche contenues dans l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

ad 2) L'accord de commerce et de coopération prévoit des structures de dialogue entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. La Commission européenne, qui représente l'Union dans ces instances, se trouve en contact étroit avec les parties prenantes concernées à travers une approche basée sur la coopération et le dialogue, afin de parvenir à des solutions communes qui respectent pleinement les dispositions convenues mutuellement dans l'accord de commerce et de coopération.

ad 3) Dès le début du processus du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, le Luxembourg a appelé à éviter une politisation de questions essentiellement sectorielles et techniques. Avec l'entrée en vigueur définitive de l'accord de commerce et de coopération au 1er mai 2021, l'Union européenne et le Royaume-Uni se trouvent au début d'une relation nouvelle. L'accord établit une base solide pour un partenariat basé sur des intérêts et valeurs communs. Pour pouvoir relever conjointement les grands défis actuels et futurs, une relation de confiance et de respect mutuel entre les partenaires est indispensable.

ad 4) L'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni inclut un accord horizontal sur la gouvernance qui clarifie la mise en œuvre et le contrôle de l'application du texte. Ainsi, afin de s'assurer du respect des engagements mutuels, y inclus en matière de pêche, les deux côtés se sont accordés sur un certain nombre d'outils et de mécanismes, dont notamment la mise en place d'un conseil de partenariat conjoint et de mécanismes contraignants de règlement de différends. Ces outils de résolution de litiges s'appliquent également dans le cas de manquements par rapport aux dispositions relatives à la pêche et sont indiqués notamment à l'article 506 de l'accord susmentionné.

Question 4242 (10.05.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**impact de la pénurie de matières premières et de matériaux :**

Am Moment stelle mer en zolitte Wuesstem bei de Präisser vu verschiddene Materialie fest. Holz, Stol an aner Matièrë si spierbar méi deier ginn.

Virun deem Hannergrond wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Sinn eis Baueren, Gäertner an assimiléiert Betriber och vun dëser Präishausse betraff?

2. Wa jo, wat fir Produkter a Projete sinn do spezifesch betraff?

3. Gëtt et och Liwwerenkpäss, mat deenen d'Tëschenhändler vun eisem landwirtschaftleche Secteur ze kämpfen hunn?

4. Wa jo, bei wat fir enge Produkter ass dat de Fall? Sinn déi Enkpäss a Präishaussen éischter temporär oder musse mer eis mëttelfristeg op eng spierbar Inflatioun am Secteur astellen?

Réponse (20.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Jo, och d'Landwirtschaft, Gäertner an assimiléiert Betriber bleiwe vun dëser Präishausse net verschount.

ad 2. Sämtlech Betriber musse lafend d'Gebaier, d'Infrastrukturen an d'Maschinnen ënnerhale respektiv nei Investissementer tätegen, fir den aktuelle Standarde gerecht ze bleiwen a sinn deemno reegelméisseg op d'Liwwerung vu verschiddene Materialie wéi Holz, Stol, Blech an Ersatzstécker ugewisen. An de leschte Woche koum et zudeem zu enger Erhéijung vu sämtleche Betribsmëttelen, virun allem beim Diesel an den Düngemëttel sinn d'Präisser staark an d'Luucht gaangen. D'Präiserhéijunge vun all deene Wuere wäert d'Margen an der Landwirtschaft reduzéieren.

ad 3. De Bausecteur ass vun der Penurie vun de Baumaterialien (Holz, Stol, Blech…) betraff, déi natierlech och an der Landwirtschaft fir d'Erriichten an Ënnerhale vu Gebaier noutwendeg sinn. D'Liwwerzäite verlängere sech, d'Präisser vun den Devisë kënnen net méi gehale ginn, an domat kommen och ongeplangte Méikäschten op d'landwirtschaftlech Betriber duer.

Datt et bei ville landwirtschaftleche Betriber zu Verzögerunge bei Baute komm ass, huet de Service des améliorations structurelles vun der ASTA festgestallt. 32 Betriber hunn déi, nom Gesetz méiglech, Verlängerung vun hirem Dräijoresdelai fir d'Fäerdegstelle vun hiren Investissementer ugefrot. Als Grond gouf uginn, dat bedéngt duerch de Covid-19 d'Entrepreneuren net schaffe konnten oder Materialien net zur Zäit geliwwert konnte ginn.

Dat selwecht gëllt och am Beräich vun de Maschinnen. D'Matière première a besonnesch verschidde Baudeeler si knapp. D'Waardezäite fir d'Ausliwwerunge verlängere sech, an d'Präisser vun de Maschinne ginn an d'Luucht.

ad 4. Déi schonn erwäänte Produiten hunn eng staark Präishausse duerch ënnerbrache Liwwerketten, Verspéidunge beim Transport, e. a. och duerch Coronarestriktiounen, awer och duerch en aktuell staarken Ofsaz op den Exportmäert an enger grousser Nofro vum Bausecteur. An Zäite vun der Globa-

liséierung wäert déi aktuell héich Nofro vun dëse Materialie nach zu weidere Präishaussë féieren. Doduerch, datt d'Betribsmëttelen all méi deier ginn, klammen och d'Käschte fir d'Produktioun vun den Agrarproduiten.

Question 4243 (10.05.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **dispense de service dans le cadre de la vaccination contre la Covid-19 :**

Mengen Informatiounen no ginn am Kader vun der Impfcampagne d'AgentInnen a verschiddene Verwaltungen a Ministèrë vun der Fonction publique net fir zwou Stonne fräigestallt (sou wéi dat beispillsweis bei engem Rendez-vous beim Dokter de Fall ass), fir sech impfen ze loossen.

Ech wëll an deem Kontext follgend Froen un den Här Minister fir d'Fonction publique stellen:

- Kann den Här Minister meng Informatioune confirméieren?

- Wa jo, gëtt et do eng allgemeng Reegel fir all staatlech Verwaltungen a Ministèren?

- Wa jo, firwat ginn d'AgentInnen an der Fonction publique net alleguer fräigestallt, fir sech impfen ze loossen? Sinn eventuell Adaptatiounen un dëser Reegelung geplangt?

Réponse (18.05.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Fir d'Impfcampagne géint d'Covid-19 gouf et keng spezifesch Instruktioun un d'Verwaltungen, wéi déi Absence ze handhabe wier.

D'Administratiounen, déi sech onsécher waren, wéi eng Absence am Kader vun der Impfcampagne geréiert soll ginn, an déi sech beim Ministère fir d'Fonction publique renseignéiert hunn, krute confirméiert, datt all Absence fir eng Impfung wéi eng normal „dispense de travail pour consultations de médecin et soins prescrits par un médecin…" am Kader vum Artikel 19quater, Punkt 1, vum Statut vum Fonctionnaire (loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) gehandhaabt soll ginn.

Question 4244 (10.05.2021) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**élection de l'Iran à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) :**

Il me revient que l'Iran a été élu le 20 avril 2021 au scrutin secret à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) par des pays du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) pour un mandat de quatre ans commençant l'année prochaine. La commission est le principal organe intergouvernemental des Nations Unies dédié à la « promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ».

Le mauvais bilan de l'Iran en matière de droits des femmes a été critiqué par l'institution mondiale aussi récemment que le mois dernier. Dans son adresse annuelle au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Javaid Rehman, rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme en Iran, a noté « quelques avancées positives » pour les femmes et les filles iraniennes dans l'éducation et les droits de la citoyenneté. Mais il a déclaré que « la discrimination flagrante fondée sur le sexe persiste dans la loi, la pratique et les attitudes de la société, empêchant les femmes et les filles de participer et de contribuer à la société ».

Selon mes informations, plusieurs pays membres de l'Union européenne sont parmi les pays ayant voté pour l'Iran.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes au Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Sachant que la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) contribue à l'établissement des normes mondiales relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, quelle est la position du Gouvernement du Luxembourg face à l'élection de l'Iran au scrutin secret à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) ?

Selon le ministre, l'Iran représente-t-il un pays qui mérite être membre de cette commission à travers ses lois, sa pratique et ses attitudes sociétales envers les femmes et les filles ?

- Le ministre peut-il m'informer si le Luxembourg est parmi les pays de l'Union européenne ayant voté pour l'admission de l'Iran à la CSW ?

Réponse (07.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

La Commission de la condition de la femme des Nations Unies (en anglais Commission on the Status of Women, CSW) est un des organes subsidiaires du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Le Luxembourg faisant actuellement partie des 54 membres de l'ECOSOC, il a, à ce titre, participé à l'élection des membres de la CSW pour le mandat 2022-2026 qui s'est tenue le 20 avril 2021 à New York.

L'ECOSOC devait élire 13 membres à la CSW pour le mandat 2022-2026 : 5 membres issus du groupe des États d'Afrique, 5 membres issus du groupe des États d'Asie-Pacifique et 3 membres issus du groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Pour les 5 sièges revenant aux membres du groupe des États d'Asie-Pacifique, 5 pays avaient présenté leur candidature : le Japon, l'Iran, le Liban, la Chine et le Pakistan (dans l'ordre de présentation des candidatures). Ces 5 pays bénéficiaient dès lors d'une situation dite de clean slate, caractérisée par un nombre de candidats identique au nombre de sièges à pourvoir.

Dans ce type d'élection non-compétitive, en l'absence de candidats alternatifs, les candidats sont assurés d'être élus, quels que soient leurs mérites propres.

Je ne suis pas en mesure de rendre public le vote du Luxembourg, étant donné qu'une telle divulgation contribuerait à remettre en cause le caractère secret du vote du 20 avril dernier à l'ECOSOC pour l'élection des 5 membres de la CSW issus du groupe des États d'Asie-Pacifique. Les nombres de votes obtenus par les candidats élus du groupe des États d'Asie-Pacifique dans le cadre de ce vote à bulletin secret furent les suivants : 52 votes pour le Japon, 51 votes pour le Liban, 50 votes pour le Pakistan, 48 votes pour la Chine et 43 votes pour l'Iran. Il y avait 53 votants, un candidat devait donc obtenir au moins 27 votes pour être élu.

Question 4249 (10.05.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **changement d'administration :**

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 10 novembre 2017 portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration, la procédure relative au changement d'administration a été adaptée.

Les postes vacants destinés à être occupés par la voie du changement d'administration continuent à être publiés sur GovJobs sous la rubrique « Postuler - recrutement interne ». Ainsi, les fonctionnaires intéressés peuvent postuler en adressant leur candidature directement au chef d'administration de l'administration dont ils souhaitent faire partie. D'ailleurs, le législateur a prévu certaines conditions à remplir en cas de changement d'administration.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Quel est le nombre de changements d'administration ayant eu lieu au cours des cinq dernières années ? Combien de demandes ont été accordées ou refusées ?

2) Quel est le nombre de changement d'administration au niveau communal et au niveau des syndicats communaux ?

3) Existe-t-il des catégories de congés légaux pour lesquelles un changement d'administration pourrait être refusé ? Dans l'affirmative, quelle en est la raison ?

Réponse (31.05.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Le changement d'administration est réglé par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration. Cette loi a été modifiée à deux reprises par une loi du 10 novembre 2017 et une loi du 25 juillet 2018.

Entre 2016 et 2020, un total de 637 fonctionnaires ont effectué un changement d'administration. Quatre agents se sont vu refuser leur demande de changement d'administration entre 2016 et 2018. Le changement d'administration peut en effet être refusé lorsque l'intérêt du service de l'administration d'origine s'y oppose. Entre 2019 et 2020, aucun changement d'administration n'a été refusé.

Un total de 63 fonctionnaires issus de communes et de syndicats communaux ont intégré la Fonction publique étatique entre 2016 et 2020. À noter que le départ d'un fonctionnaire de l'État vers une commune ne relève pas du champ d'application de la loi précitée du 25 mars 2015.

La question de l'honorable Député sur les congés légaux quant à son interprétation me laisse un peu perplexe. Il existe plus d'une vingtaine de sortes de congés prévus par le statut général des fonctionnaires de l'État et ces congés sont a priori sans lien avec le changement d'administration.

Rien n'empêche qu'un agent qui bénéficie d'un des congés précités, pose sa candidature pour un poste vacant à occuper par voie de recrutement interne.

Pour les congés de plus courte durée, il ne se pose généralement pas de problèmes.

Pour les congés de plus longue durée, l'agent doit se poser la question s'il souhaite interrompre son congé pour reprendre ses nouvelles fonctions ou s'il décide de continuer son congé en cours.

Dans cette dernière hypothèse, si la candidature était retenue, l'agent changerait d'administration mais ne reprendrait ses fonctions qu'à l'issue de son congé. Le succès d'une telle demande est cependant incertain car les administrations qui recrutent recherchent en général un candidat qui pourra rapidement occuper le poste vacant.

Question 4250 (10.05.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**impact de la restructuration des activités de Guardian sur l'ancien site de production à Dudelange :**

Ce matin, à l'occasion d'une conférence de presse, le Ministre de l'Économie a annoncé que le groupe américain Guardian investira dans une nouvelle ligne de production de verre flotté au Luxembourg. En effet, le four existant sur le site de production à Bascharage touche à sa fin au point d'être remplacé par une installation à la pointe du progrès technologique et environnemental dès la fin de l'année 2022.

Dans le cadre dudit programme d'investissement, Guardian consolidera l'ensemble de ses activités de production à Bascharage, ceci au détriment du site de Dudelange.

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de l'Économie les questions suivantes :

- Quel sera l'impact de la restructuration des activités de Guardian sur l'ancien site de production à Dudelange ? Est-ce que la fusion des deux sites de production ira de pair avec l'abandon définitif du site de Dudelange ?

- Dans quelle mesure, à partir de 2023, l'usine Guardian à Dudelange pourra-t-elle connaître une nouvelle affectation industrielle créatrice de nouveaux emplois ?

- Le programme d'investissement annoncé par Guardian suffira-t-il à lui seul pour assurer la compétitivité de la production de verre au Luxembourg sur le long terme ? L'affirmation du directeur général de Guardian Europe à continuer à produire du verre au Luxembourg sur les 15 voire 20 prochaines années se fonde-t-elle sur un engagement contraignant ?

Réponse (26.05.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Comme indiqué à l'occasion d'une conférence de presse commune avec les représentants au Luxembourg du groupe Guardian, Guardian entend investir dans une nouvelle ligne de production de verre flotté à Bascharage. La société y exploitera un centre d'excellence du verre intégrant les activités de coating déjà présentes sur site. Le laminoir sera transféré courant 2023 à Bascharage depuis le site de Dudelange qui sera fermé.

Dès que Guardian aura accompli les démarches et formalités allant de pair avec une cessation d'exploitation sur le site de Dudelange, la convention de droit de superficie actant la mise à disposition du terrain abritant l'usine à Dudelange sera résiliée. Le Ministère de l'Économie pourra ensuite réaffecter les parcelles en question à de nouveaux projets industriels ayant une influence motrice sur le développement économique.

La compétitivité d'une économie ou d'une entreprise dépend d'un faisceau de facteurs exogènes et endogènes dont, dans ce cas précis, la qualité et l'efficience de l'appareil productif. Le nouveau four qui fait partie de l'investissement à réaliser par Guardian à Bascharage, a une durée de vie de 15 à 20 ans. Il n'y a pas d'élément contraignant dans l'engagement de Guardian au Luxembourg.

Question 4255 (10.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **sondage concernant l'agriculture :**

An Éisträich gouf rezent eng grouss ugeluechten Ëmfro duerchgefouert, wou Leit, déi selwer net am Beräich vun der Landwirtschaft schaffen, hiren Avis zum Image vum Bauer an der Landwirtschaft allgemeng sollten ofginn. D'Resultat vun dëser Ëmfro war iwwerraschend positiv, wat de genannten Image ugeet. Och zu Lëtzebuerg huet e Groussdeel vun der Bevëlkerung keen direkten Drot zu landwirtschaftleche Beruffer an et stellt sech och hei am Land d'Fro, ob net awer en Deel vun der Bevëlkerung en Image vu landwirtschaftleche Beruffer huet, deen net onbedéngt der Realitéit entsprécht.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Gedenkt den Här Landwirtschaftsminister, och zu Lëtzebuerg esou eng Ëmfro an d'Weeër ze leeden, fir emol generell ze préiwen, wéi en Image landwirtschaftlech Beruffer, besonnesch de Bauer, an der breeder Bevëlkerung hunn?

2. Wier esou eng Ëmfro an den Ae vum Här Minister net och sënnvoll, well si et erlabe géif, méi genee ze detektéieren, wou d'Diskrepanzen am Hibléck op den Image vum Bauer an der Bevëlkerung an der Realitéit um Terrain leien?

3. Wär den Här Minister domat d'accord, fir Informatiounscampagnen an d'Weeër ze leeden, fir der breeder Bevëlkerung e realistescht Bild vun der moderner Landwirtschaft ze vermëttelen? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun esou enger Campagne gerechent ginn?

Réponse (25.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. „Image de l'agriculture auprès de la population résidente" ass den Titel vun der Etüd, déi de Landwirtschaftsministère bei TNS ILReS an Optrag ginn huet an den 21. Juni 2018 ëffentlech virgestallt huet. Dës Ëmfro, déi um Landwirtschaftsportal nozeliesen ass, hat d'Zil, een objektiivt Bild vun deem ze kréien, wat d'Leit hei am Land iwwert d'Lëtzebuerger Landwirtschaft denken.

https://agriculture.public.lu/de/actualites/2018/juni-2018/local-saisonal.html

De Landwirtschaftsminister huet do dernieft ugangs des Joers och nach eng Etüd an Optrag ginn, fir ënner anerem Renseignementer ze kréien, ob d'Konsumverhale vun de Leit, déi hei am Land wunnen, sech duerch d'Pandemie geännert huet an ob méi ee Bewosstsi fir lokal a regional Produiten entstanen ass. Dës Ëmfro wäert nach virun der Summervakanz ëffentlech virgestallt ginn.

ad 2. Eng TNS ILReS-Ëmfro aus dem Joer 2018 ass änlech positiv ausgefall ewéi déi an Éisträich. Queesch duerch d'Bank hunn d'Leit hei zu Lëtzebuerg eng gutt Meenung vun eiser Landwirtschaft a vun eise Produzenten. D'Etüd huet gewisen, datt d'Leit immens grousst Vertrauen an déi Lëtzebuerger Produiten hunn. De Leit ass et ausserdeem wichteg, datt d'Baueren dofir suergen, datt mer genuch z'iessen hunn, datt se hir Déieren aartgerecht halen an datt se d'Natur an eis schéi Kulturlandschaft erhalen.

ad 3. D'TNS ILReS-Etüd vun 2018 huet och erginn, datt d'Leit sech méi Informatiounen iwwert déi Lëtzebuerger Landwirtschaft wënschen. Zënterhier maache mir dowéinst och verstäerkt Sensibiliséierungs- an Informatiounscampagnen, wou d'Leit mat ënner anerem der Hëllef vu pedagogesche Filmer Abléck an déi verschidde Beruffer kréie kënne respektiv op d'Virdeeler vu regionalen a saisonale Liewensmëttel opmierksam gemaach ginn, wéi zum Beispill op:

https://bio2025.lu/

https://regionalsaisonal.lu/

https://www.sou-schmaacht-letzebuerg.lu

Nieft dem Schouluebst- a Mëllechprogramm ass ee ganz neie pedagogesche Projet „Fro de Bauer" mat Hëllef vun der ASBL Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren an de Leaderregiounen Éislek, Lëtzebuerg West a Mëllerdall 2018 an d'Liewe geruff ginn. Dës Initiativ huet d'Zil, d'Kanner schonn an der École fondamentale iwwert eng nohalteg Liewensmëttelproduktioun opzeklären. Wéinst dem grousse Succès huet de Landwirtschaftsministère decidéiert, dës Initiativ iwwert d'Dauer vum interterritoriale Leaderprojet eraus weiderbestoen ze loossen, esou datt de Projet zënter der Rentrée 2020 op nationalem Niveau ausgebaut ginn ass.

Question 4256 (10.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**utilisation du polystyrène dans la construction :**

Mir gouf rezent zougedroen, datt d'Regierung plangt, de Styropor aus ëmwelttechnesche Grënn beim Baue vu Gebailechkeeten ze verbidden.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Kann d'Madamm Minister déi uewe genannten Informatioun confirméieren?

2. Wa jo, wéi eng Alternative soll et an der Zukunft ginn, fir de Styropor beim Bauen ze ersetzen?

3. Wa bestoend Gebailechkeeten, wou nach mat Styropor gebaut gouf, sollen ofgerappt ginn, op wéi eng Manéier soll dëse Styropor dann entsuergt ginn?

Réponse (10.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Regierung encouragéiert schonn zanter 2017, unhand vun der Lëtzebuerger Nohaltegkeetszertifizéierung „Lenoz" an dem Subventiounsregimm „Prime House", den Asaz vu nohaltegen Bau- an

Isolatiounsmaterialien am Neibau respektiv bei der Renovéierung vu bestoende Gebaier. Déi finanziell Ureizer, fir op nohalteg Dämmmaterialien zréckzegräifen, wäerte beim Iwwerschaffe vum „Prime House"-Regimm weider verstäerkt ginn. Ee Verbuet aus ëmwelttechnesche Grënn vum Asaz vu Styropor beim Baue vu Gebailechkeeten ass dobäi net geplangt.

Question 4258 (11.05.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **Plan d'action « Amélioration de la santé publique » de l'Union européenne :**

Der Aktionsplan der EU zur „Verbesserung der Gesundheit der europäischen Bürger" sieht vor, dass der Alkoholgehalt von Wein künftig durch die Zugabe von Wasser reduziert werden darf.

Dieser Prozess stellt eine Verwässerung bzw. das Panschen des Weines dar. Die per EU-Reglementierung geltende Definition von Wein sieht jedoch ein strenges Verbot der Zugabe von Wasser vor.

Für etliche Landwirtschaftsverbände stellt eine solche Einführung und Erlaubnis von Dealkoholisierung einen „sehr gefährlichen Präzedenzfall" dar, der die Identität des europäischen Weins gefährdet, indem die Natürlichkeit durch eine invasive Behandlung, die in den Transformationsprozess der Traube eingreift, beeinträchtigt werden könnte.

Die Landwirtschaftsverbände befürchten des Weiteren, dass die EU-Kommission den Wein aus den Förderprogrammen für Agrar- und Lebensmittelprodukte streichen könnte.

In diesem Sinne hat die italienische Regierung bereits mitgeteilt, diesen Aktionsplan nicht mitzutragen. Auch der italienische Senator Dario Stefano, Präsident der parlamentarischen Kommission für Europapolitik, warnte vor „Verwirrung auf dem Markt", sollte der Plan Brüssels umgesetzt werden. Die Gefahr von Fälschungen zum Nachteil der Verbraucher wäre groß.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die Regierung stellen:

1. Wie sieht die Haltung der Regierung gegenüber dem von der Europäischen Union angekündigten Aktionsplan aus, der vorsieht, dass Winzer den Alkoholgehalt ihres Weines künftig durch die Zugabe von Wasser verringern dürfen?

2. Teilt die Regierung die oben beschriebenen Befürchtungen und Aussagen der Landwirtschaftsverbände sowie der italienischen Politik?

3. Beabsichtigt die Regierung, den Aktionsplan der EU zur „Verbesserung der Gesundheit der europäischen Bürger", der vorsieht, dass Winzer künftig durch die Zugabe von Wasser den Alkoholgehalt ihres Weines verringern dürfen, mitzutragen?

4. Hat die Regierung vor, ihre bisher geltende Haltung zur Definition von Wein aufzugeben?

Réponse (25.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Eigentlich geht es nicht um Wasserzusatz, sondern um Herstellung und Kennzeichnung teilweise und vollständig entalkoholisierter Weine. Bei der Entalkoholisierung wird bei einigen Verfahren auch Wasser entzogen. Das soll eventuell in den Wein zurückgeführt werden dürfen. Es geht aber auch um eine etwaige Geschmacksverbesserung von teilweise und vollständig entalkoholisierten Weinen. Diese Praktik ist weitaus kritischer zu betrachten. Der Zusatz weinfremder Stoffe zur Geschmacksverbesserung entalkoholisierter Weine kann mit Weinpanschen gleichgesetzt werden und diese Produkte dürfen nicht mehr als Wein bezeichnet werden.

Bei der Entalkoholisierung sollen aber, laut Kommission, quasi in einem Arbeitsgang nur das Wasser und das Aroma, die dem Wein beim Verfahren entzogen wurden, zurückgeführt werden können. Diese Prozedur wäre eventuell akzeptabel.

Die Kommission selbst scheint aber auch noch unschlüssig ihrem Entwurf gegenüber zu sein.

ad 2. Falls ein solches Verfahren zugelassen werden sollte, müssten ganz klare Regeln und eine unmissverständliche Bezeichnung dieser Produkte garantiert sein, um weder die Konsumenten in die Irre zu führen noch die Produzenten einer Wettbewerbsverzerrung auszusetzen.

ad 3. Die Konsumenten legen bei der Lebensmittelauswahl vermehrt Wert auf ethische Aspekte, Umwelt- sowie Gesundheitsfaktoren. Die Nachfrage nach alkoholärmeren Produkten ist steigend (siehe Bier-Mixgetränke oder alkoholfreies Bier). Die Europäische Kommission hat daher vorgeschlagen, die Herstellung und Kennzeichnung von teilweise und vollständig entalkoholisierten Weinen, Perlweinen und Schaumweinen in der EU im Rahmen der GMO zu regeln. Luxemburger Weine und Crémants mit der „Appellation d'origine protégée - Moselle luxembourgeoise" können diesem Verfahren nicht unterzogen werden. Des Weiteren liegt es in der Hand der Winzer zu bestimmen, welche önologischen Praktiken bei der Herstellung von Weinen mit dem geschützten geographischen Ursprung Luxemburger Mosel zulässig sind oder nicht.

ad 4. Nein. Für die Regierung wird Wein aus gekelterten und anschießend vergorenen Trauben hergestellt. Werden andere Früchte als Trauben vergoren, dürfen die Erzeugnisse in der Europäischen Union grundsätzlich nicht als „Wein" bezeichnet werden.

Abweichend von diesem Grundsatz dürfen die Mitgliedstaaten der EU die Angabe „Wein" zulassen. Deutschland hat zum Beispiel von dieser Ermächtigung Gebrauch gemacht und Angaben wie „Apfelwein", „alkoholfreier Wein" und „alkoholreduzierter Wein" geregelt und damit zugelassen.

In Luxemburg ist nur die Herstellung von Wein aus Trauben ohne AOP oder mit AOP zugelassen. Die Herstellung von Weinen mit der Bezeichnung AOP-Moselle luxembourgeoise unterliegen einem strengen Lastenheft. Die Korrektur des Alkoholgehalts von Wein ist bereits erlaubt und geregelt und darf nur durch bestimmte Trennverfahren erreicht werden.

Durch den Klimawandel sind vor allem bei Rebsorten wie dem Pinot gris zum Beispiel in den letzten drei Jahren Oechsle-Werte erreicht worden, die zu Weinen mit einem vorhandenen Alkoholgehalt von über 15 % Vol. geführt haben. Durch die Behandlung zur Korrektur des Alkoholgehalts soll der zu hohe Ethanolgehalt des Weins verringert werden, um einen ausgewogeneren Geschmack zu erzielen, was eine durchaus sinnvolle Praktik darstellt.

Question 4259 (11.05.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **fermeture de la passerelle reliant la Place de la Gare à la Rocade de Bonnevoie :**

Le 3 mai 2021, des adaptations concernant le réseau de bus RGTR ont été annoncées sur le site web de référence pour la mobilité au Luxembourg : mobiliteit.lu. Il est notamment annoncé dans ce communiqué que la passerelle reliant la Place de la Gare à la Rocade de Bonnevoie sera fermée du 14 mai au 13 septembre 2021. Or, depuis les dernières adaptations du réseau RGTR, entrées en vigueur fin 2020, de nombreuses lignes d'autobus passent désormais par la Rocade de Bonnevoie, voire y ont leur terminus. Les passagers de bus qui veulent se rendre au centre-ville doivent y changer de moyen de transport et, par exemple, prendre le tram qui a son point de départ sur le parvis de la gare centrale. Ces arrêts de bus à la Rocade de Bonnevoie servent dès lors en quelque sorte de pôle d'échange, même si les passagers doivent se rendre à pied vers le parvis de la gare centrale en utilisant la passerelle en question. L'annonce de la fermeture, ne serait-ce qu'à durée déterminée, de cette passerelle très fréquentée et équipée d'un ascenseur, s'avère dès lors fort problématique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il expliquer pourquoi cette passerelle, employée quotidiennement par de très nombreuses personnes, doit rester fermée aussi longtemps ?

2) Dans le communiqué prémentionné il est expliqué que les piétons concernés pourront utiliser la passerelle provisoire qui se situe plus au sud et ensuite le souterrain sud pour traverser la gare, mais que cet itinéraire n'est pas accessible à des personnes à mobilité réduite. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quelles alternatives sont proposées pour les personnes à mobilité réduite voire des personnes avec poussettes, enfants en bas âge, voyageurs ayant des bagages, personnes âgées, etc. ?

3) Le communiqué indique que pour les personnes à mobilité réduite, comme pour de nombreux piétons, l'alternative sera de contourner la gare par le nord en passant par les rues de Bonnevoie et Fort Neipperg, ce qui constituera un détour très important pour tous les voyageurs qui veulent prendre le tram devant la gare. Monsieur le Ministre est-il d'accord de dire qu'il s'agit d'un inconfort substantiel pour des personnes qui utilisent quotidiennement les transports en communs ? Des alternatives ont-elles été étudiées afin de trouver une solution à ce problème ?

4) À terme, il est prévu de remplacer l'actuelle passerelle reliant la Place de la Gare à la Rocade de Bonnevoie. Monsieur le Ministre peut-il me dire où en est ce projet ?

Réponse (09.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) La passerelle dont question doit rester fermée aussi longtemps, car il sera procédé au remplacement intégral de la partie enjambant les voies ferrées. Ces travaux sont notamment conditionnés par les barrages ferroviaires possibles et nécessitent également le recours à des travaux de nuit de durée très limitée pour les opérations ne pouvant être réalisées sous trafic ferroviaire.

ad 2) Pour traverser la gare, il est alternativement proposé aux personnes à mobilité réduite (PMR) voire aux personnes avec poussettes, enfants en bas âge, voyageurs ayant des bagages, personnes âgées, etc. de recourir aux lignes de bus AVL 20 et 28 entre la gare centrale et les arrêts récemment aménagés du côté de la Rocade de Bonnevoie. En effet, ces bus sont conformes PMR et circulent suivant des cadences adaptées représentant ainsi une solution viable afin de palier à la rupture de la liaison directe et accessible aux personnes concernées.

ad 3) Outre la solution alternative proposée aux PMR via bus AVL, deux déviations piétonnières sont mises en place. L'une prévoit de passer au sud par la passerelle provisoire et le souterrain Sud et l'autre de contourner effectivement la gare au nord par les rues de Bonnevoie et du Fort Neipperg.

En fonction de leur origine, les piétons ont donc le choix d'emprunter le chemin alternatif le plus court dont au pire des cas la durée de trajet se voit rallongée de 4-5 minutes. Les présentes mesures représentent des inconvénients aux utilisateurs des transports en commun ainsi qu'aux piétons entre les quartiers de la gare et de Bonnevoie, mais au vu des solutions alternatives proposées, les désagréments sont limités.

Au vu de la complexité du site ferroviaire, la mise en place d'autres alternatives s'avérait malheureusement impossible.

ad 4) La présente fermeture de la passerelle reliant la Place de la Gare à la Rocade de Bonnevoie concerne notamment son remplacement définitif (voir également ad 1)).

Question 4262 (11.05.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **organisations sectaires :**

D'après une étude récente, publiée en France par la Miviludes (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires), la crise sanitaire du Covid-19, avec ses nombreuses conséquences sur la santé mentale, a provoqué une augmentation des pratiques sectaires. Dans le même contexte, l'étude avance la possibilité que les effets réels de la crise pourraient être plus graves et dramatiques que ce qui est actuellement mesuré.

En Belgique, la faiblesse des services de renseignement et une concentration renforcée sur la lutte contre le terrorisme au détriment d'un focus poussé sur le mouvement sectaire, laisse la place à un regain d'activité de cette liberté de culte, constitutionnellement ancrée et reconnue comme un droit fondamental. La collecte d'informations et la formulation d'avis sur le phénomène des organisations sectaires, nuisibles à la société belge est une des missions du Centre CIAOSN, qui est en échange constant avec la Sûreté de l'État dont les priorités ont changées entretemps et qui n'enquête plus sur les mouvements sectaires.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Est-ce qu'au Luxembourg il existe des mécanismes de surveillance afin de contrôler l'afflux de membres aux sectes ? Si oui, lesquels ?

- Combien de sectes actives se trouvent et agissent sur le territoire national et combien de membres ces sectes comptent-elles ?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'une augmentation du nombre de membres des organisations sectaires pendant la crise sanitaire du Covid-19 ?

- Existe-t-il des services de renseignement et de collecte d'informations spécialisés à cette forme de culte ?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de personnes qui ont été forcées à entrer dans une organisation sectaire ?

- Le mouvement conspirationniste d'extrême droite « Quanon » est-il représenté au Luxembourg ?

Réponse commune (04.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Dans le cadre des travaux parlementaires ayant mené à l'adoption de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État (SRE), les « organisations sectaires nuisibles » en tant que telles ont été exclues du champ d'action du SRE, pour autant qu'elles n'ont pas de rapport avec les missions du SRE telles que retenues à l'article 3 de la loi précitée du 5 juillet 2016, dont également le contexte de l'extrémisme à propension violente.

Les autorités judiciaires n'ont, quant à elles, aucune connaissance d'activités sectaires illégales ayant lieu sur le territoire luxembourgeois.

Question 4265 (11.05.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant l'**incapacité de travail :**

La Caisse nationale de santé (CNS) a saisi en 2020 1.163.452 certificats d'incapacité de travail. Cela représente une augmentation globale de plus de 40 % par rapport à l'année précédente, surtout perceptible au cours du mois de mars 2020 avec une augmentation de 52 %.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de précisions sur les secteurs les plus gravement touchés par cette augmentation des incapacités de travail ?

2) Est-ce que la durée globale des incapacités de travail continues a également augmenté ? Dans l'affirmative, de combien de jours en moyenne ? Et existe-t-il un lien entre cette augmentation et la non-prise en compte des jours en incapacités de travail pour le calcul de la fin du droit à l'indemnité pécuniaire pendant l'état de crise ?

3) Combien de certificats de maladie ont été renouvelés en 2020 ? Combien de jours ont duré ces extensions en moyenne ?

4) Les demandes pour le congé pour raisons familiales, accordées sur présentation d'un certificat médical d'un enfant malade à charge du salarié et âgé de moins de 18 ans (sauf cas particulier), figurent-elles parmi le chiffre des certificats d'incapacité de travail saisis par la CNS depuis le mois de mars 2020 ? Dans l'affirmative, quelle est la part du congé pour raisons familiales, ventilée par mois ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur le nombre et la durée des congés pour raisons familiales pris en charge ?

Réponse (08.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) L'augmentation de 40 % du nombre de certificats d'incapacité de travail (CIT), saisis par la Caisse nationale de santé (CNS) en 2020, est révélatrice de l'impact qu'a eu la crise sanitaire causée par la pandémie de Covid-19 sur les absences au travail.

En matière d'absences au travail, les analyses que produit l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) ne reposent toutefois pas sur les CIT, mais sur les épisodes d'absence. En effet, certaines absences ne sont pas assorties d'un CIT (une partie des absences courtes de moins de trois jours). Ainsi, en se limitant au CIT, l'absentéisme au travail est sous-estimé. En outre, certains CIT relèvent de la même absence (un même épisode d'absence peut être associé à deux CIT en cas de prolongation par le médecin) et peuvent se chevaucher. Dans ce cas, l'IGSS retraite les CIT afin de supprimer les chevauchements et fusionne les CIT consécutifs. Ainsi, en tenant compte des absences sans CIT, en retraitant les chevauchements et en fusionnant des CIT consécutifs, l'IGSS construit les épisodes d'absence qui constituent son unité d'analyse.

À partir des épisodes d'absence, l'IGSS a développé plusieurs indicateurs permettant de mesurer et de suivre l'évolution de l'absentéisme au travail. Parmi ces indicateurs figurent la part des personnes absentes au moins une fois au cours d'une période donnée, le nombre moyen d'épisodes d'absence par personne absente et la durée moyenne des épisodes d'absence. Ces informations sont ensuite restituées de manière synthétique par le biais d'un taux d'absentéisme (nombre de jours d'absence rapporté au nombre de jours d'occupation). Le tableau n° 1 reprend les valeurs de ces indicateurs pour les absences des salariés de statut privé[1] [2] ainsi que leur progression respective entre 2019 et 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, le taux d'absentéisme global (tout type d'absence) s'est établi à 7,0 %, contre 5,0 % l'année précédente, affichant ainsi une progression de + 39,6 %. Cette dernière résulte d'une augmentation de la part de salariés absents au moins une fois (62 % en 2020, contre 59 % en 2019), d'une augmentation du nombre moyen d'épisodes d'absence par personne absente (3,5 en 2020, contre 3,1 en 2019) et d'une augmentation de la durée moyenne

[1] Les absences des salariés qui ont droit à la continuation illimitée de la rémunération et qui, partant, ne bénéficient pas de l'indemnité pécuniaire versée par la Caisse nationale de santé (fonctionnaires, employés et ouvriers de l'État, fonctionnaires et employés communaux) ne relèvent pas du Ministère de la sécurité sociale.

[2] Les épisodes d'absences des salariés représentent 98 % de l'ensemble des épisodes d'absence du privé.

des absences (10,4 jours en 2020, contre 8,7 en 2019). Globalement 1.014.343 épisodes d'absence ont été dénombrées en 2020, nombre en augmentation de 19,0 % par rapport à 2019 (l'encadré n° 1 réconcilie la progression des épisodes d'absence et celle des CIT).

(Encadré à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Concernant le type d'absence, la progression du taux d'absentéisme global résulte principalement de l'augmentation des absences pour cause de congé pour raisons familiales (elle explique 63 % de la hausse du taux global) et de l'augmentation des absences pour cause de maladie (35 % de la hausse du taux global) (tableau n° 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Au niveau sectoriel, l'analyse du taux d'absentéisme global révèle que les secteurs les plus touchés par l'augmentation de l'absentéisme en 2020 sont ceux de l'immobilier et des autres activés de service (principalement des activités des ménages en tant qu'employeurs). À l'opposé, le secteur financier et celui de l'hébergement et de la restauration affichent la progression la moins forte (tableau n° 3).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)[3]

ad 2) Entre 2019 et 2020, la durée moyenne des épisodes d'absence (tout type d'absence) est passée de 8,7 à 10,4 jours civils et a ainsi progressé de + 19,6 %.

La non-prise en compte des jours d'incapacité de travail pour le calcul de la fin du droit à l'indemnité pécuniaire pendant l'état de crise a contribué de façon marginale à l'augmentation de la durée moyenne des absences, le nombre de personnes concernées étant relativement faible. L'IGSS estime que sans cette mesure, la durée moyenne aurait progressé de + 19,3 %, contre + 19,6 % observés.

À noter que le nombre d'épisodes d'absence, par personne absente, a également progressé en 2020, passant de 3,1 à 3,5 (+ 12,8 %). Il en découle ainsi une progression de + 34,9 % du nombre de jours d'absence par personne absente.

ad 3) Il n'existe pas, dans les bases de données de la sécurité sociale, d'information permettant d'identifier les CIT qui ont été renouvelés. Toutefois, il semble raisonnable de considérer qu'une bonne approximation du nombre de renouvellements peut être obtenue en retenant tout CIT qui chevauche le précédant ou qui lui est consécutif. Selon cette approche, 296.000 CIT ont été prolongés en 2020 de 17 jours civils en moyenne.

ad 4) Les demandes pour le congé pour raisons familiales (CPRF), accordées sur présentation d'un certificat médical d'un enfant malade à charge du salarié et âgé de moins de 18 ans, sont effectivement reprises dans le chiffre des CIT saisis par la CNS. Le tableau n° 4 reprend la ventilation mensuelle du nombre de salariés du privé ayant bénéficié du CPRF (lié ou non à la pandémie de Covid-19), ainsi que de la part représentée par le CPRF dans l'ensemble des épisodes et des jours d'absence.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, les jours d'absence liés au CPRF ont représenté 19,0 % de l'ensemble des jours d'absence (1,4 % en 2019). Les épisodes d'absence liés au CPRF ont, quant à eux, représenté 27,6 % de l'ensemble des épisodes d'absence. À noter les valeurs particulièrement élevées de ces ratios au cours des mois de mars à juillet, consécutives à l'élargissement du champ d'application de la prorogation du CPRF (mises en quarantaine, isolement et maintien à domicile d'enfants pour raisons de santé publique)[4][5] ainsi qu'à l'ouverture du droit au CPRF en lien avec les mesures de garde des enfants organisées parallèlement à la reprise des classes en alternance dans les établissements d'enseignement fondamental entre le 25 mai et le 15 juillet 2020[6].

Il convient enfin d'indiquer que le nombre de salariés de statut privé ayant bénéficié du CPRF est passé, entre 2019 et 2020, de 35.323 à 66.687 (dont 54.860, soit 82 %, pour le CPRF extraordinaire), affichant ainsi une progression de + 89 %. Sur la même période, le nombre de jours par personne absente a été multiplié par 10, passant de 3 à 30 jours civils.

Question 4267 (11.05.2021) de **MM. Serge Wilmes** et **Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **label « Ville à Vélo du Tour de France » :**

Selon le site Internet de « L'Équipe », journal quotidien sportif français, dans le cadre de la campagne « L'Avenir à Vélo », 80 villes françaises, belges, néerlandaises, espagnoles et irlandaises - directement rattachées à l'histoire de la Grande Boucle - sont labellisées depuis le jeudi 6 mai « Ville à Vélo du Tour de France » afin de traduire ainsi le soutien et l'encouragement des communes en faveur de la bicyclette au quotidien. De Vielha Val d'Aran en Espagne à Rotterdam en passant par Châtel-Guyon dans le Puy-de-Dôme en France, l'opération aurait été ouverte à toutes les collectivités ayant accueilli au moins une fois une étape de la Grande Boucle depuis 1903. D'après l'article, plus de 700 ont été consultées.

Sachant que le Grand-Duché du Luxembourg a un rapport particulier avec le Tour de France, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et à Monsieur le Ministre des Sports :

- Messieurs les Ministres eurent-ils connaissance de la campagne « L'Avenir à Vélo » préalablement à l'établissement de la liste des villes se voyant décerner le label « Ville à Vélo du Tour de France » ?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les démarches entreprises par le Gouvernement luxembourgeois ?

- Messieurs les Ministres jugent-ils opportun de contacter proactivement l'ASO (organisateur du Tour de France) afin de discuter d'une considération éventuelle des localités luxembourgeoises ayant un rapport particulier, voire même historique avec la Grande Boucle, telles que Luxembourg-ville, Esch-sur-Alzette, Mondorf-les-Bains ou Mamer ?

- Dans l'affirmative, quelle est la démarche que Messieurs les Ministres comptent entreprendre ?

Réponse (18.06.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Sachant que le Ministère des Sports n'y a pas été associé, il s'est avéré après nos recherches que l'entreprise créatrice et organisatrice d'événements sportifs internationaux, Amaury Sport Organisation (A.S.O.), également organisatrice du Tour de France, avait lancé en février 2021, dans le cadre d'une campagne « L'Avenir à Vélo », le label « Ville à Vélo du Tour de France », censé encourager les villes à valoriser encore davantage le vélo comme moyen de transport. Un appel à candidatures, destiné à toutes les villes, françaises et étrangères, ayant au moins une fois accueilli un Grand Départ, un départ ou une arrivée d'étape ou encore une journée de repos, avait été publié sur les réseaux sociaux et sur le site Internet officiel www.letour.fr.

Hors les villes étapes des deux dernières années dont la participation à cette action a été encouragée par l'A.S.O. dans un but de lancer le projet, et dans l'impossibilité de contacter toutes les villes ayant accueilli une fois une étape du Tour de France, les villes ont pu se manifester elles-mêmes en introduisant leur dossier de candidature. En tout, 80 villes ont posé leur candidature jusqu'au 15 mars 2021, date limite pour l'introduction des dossiers.

Après examen des dossiers, un jury a décidé de l'attribution du label avec un niveau de labellisation (un à quatre vélos) dépendant des actions entreprises par les villes dans le domaine de la promotion du vélo.

Compte tenu du grand succès de cette action, il parait que l'A.S.O. compte relancer cette initiative en 2022 permettant notamment aux communes luxembourgeoises éligibles d'introduire un dossier de candidature en vue de l'obtention du label « Ville à Vélo du Tour de France ». Comme cette action émane d'une initiative privée qui échappe aux attributions du Ministère des Sports, j'invite les communes intéressées à démarcher activement l'organisateur.

Question 4268 (12.05.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **remboursement des frais liés à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise :**

Ufanks vum 20. Joerhonnert si vill Lëtzebuerger wéinst der schwiereger wirtschaftlecher Situatioun hei am Land emigréiert. Dofir existéiere bis haut eng Rëtsch Communautéite mat lëtzebuergesche Wuerzelen am Ausland, esou z. B. an diverse Länner aus Europa, mee och an den USA oder a Brasilien. Et handelt sech heibäi ëm Lëtzebuerger, déi hiert Land verlooss hunn, ouni dobäi opzehalen, Deel vun der Lëtzebuerger Kultur ze sinn.

No enger Ëmfro vu LuxCitizenship mat Amerikaner, déi Virfaren a Lëtzebuerg hunn an dofir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ufroe kënnen (oder schonns ugefrot hunn), plangen 81 % vun de Befroten, iergendwann an hirem Liewen op Lëtzebuerg oder an d'EU ze plënneren an 22 % hu konkreet Pläng fir déi kommend fënnef Joer.

D'Zuele weisen also, dass de Wonsch, zu Lëtzebuerg oder an Europa ze liewen, enk verbonnen ass mat engem Unhuele vun der Nationalitéit. Fir vill Amerikaner ass et allerdéngs net einfach, am Land vun hiren eemolege Virfare Fouss ze faassen, well si no dräi oder méi Generatiounen, déi an den USA gelieft hunn, d'Lëtzebuerger Sprooch net méi beherrschen. Trotzdeem hunn 83,6 % vun de Befroten uginn, si hätten Interessi drun, Lëtzebuergesch ze léieren.

Fir den Auslänner, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit unhuele wëllen, d'Léiere vun eiser Sprooch esou zougänglech wéi méiglech ze maachen, kënne verschidde Fraise remboursëiert ginn, wéi een op Sur demande adressée au Ministère de la Justice et sous certaines conditions, le candidat à la nationalité luxembourgeoise peut obtenir le remboursement des frais d'inscription liés :

- à la participation à l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise (Sproochentest Lëtzebuergesch) ;

- aux cours de langue luxembourgeoise, organisés par l'Institut national des langues ou par un autre prestataire dont le programme du cours est agréé par le Ministère de l'Éducation nationale.

Fir Persounen, déi am Ausland schonn d'Lëtzebuerger Nationalitéit unhuelen an dann eréischt op Lëtzebuerg kommen (esou wéi dat z. B. bei Persoune mat lëtzebuergesche Virfaren de Fall ass), ass et aktuell net méiglech, Sproochecoursë remboursëiert ze kréien, well si zu deem Zäitpunkt, wou si am Land ukommen, jo kee „candidat à la nationalité luxembourgeoise" méi sinn, mee e Lëtzebuerger Bierger.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Immigratioun an Asyl, Famill an Integratioun a Justiz dës Fro stellen:

1. Denkt d'Regierung driwwer no, d'Konditioune fir e Remboursement vu Sproochecoursen esou auszewäiten, dass Persounen och nach wärend enger gewësser Period, nodeems si d'Lëtzebuerger Nationalitéit ugefrot hunn, vun enger Ënnerstëtzung profitéiere kënnen?

Réponse (08.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Wéi den honorabelen Deputéierte richteg feststellt, falen déi Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kruten, well se Lëtzebuerger Virfaren hunn, net ënnert d'Bestëmmunge vum Reglement grand-ducal vum 22. Juli 2019, dat de Remboursement vu Fraise virgesäit, déi duerch d'Deelhuelen u Lëtzebuergeschcoursen entstinn.

De Reglement viséiert direkt am Ufank „toute personne non luxembourgeoise", also net Leit, déi schonns Lëtzebuerger sinn oder iwwer en anere Wee kierzlech gi sinn. De Remboursement ass virgesinn, well bei dëse Leit d'Sproochecoursen eng gesetzlech Konditioun duerstellen, fir d'Nationalitéit iwwerhaapt ze kréien.

Natierlech freet et eis alleguer, wann déi „nei" Lëtzebuerger mat Lëtzebuerger Virfaren och eis Sprooch wëlle léieren. Dofir huet den Institut national des langues (INL) zwou Pisten an Ugréff geholl:

1. Do wou Interessi besteet, wäerten an eisen Ambassade Seminairen, eng Aart Crashcours vun enger Woch, ugebuede ginn. Dem Gesetz vum INL entspriechend sinn déi Coursen awer net gratis. Een éischte Cours war am Februar 2020 zu Paräis. No der Pandemie gëtt déi Initiativ nees opgegraff.

2. Den INL entwéckelt en informateschen Outil, dee Leit op der ganzer Welt am E-Learning erlaabt, gratis Lëtzebuergesch ze léieren. D'Ausschreiwung vum Marché public fir den techneschen an informatesche Volet ass grad amgaangen, ofgeschloss ze ginn. Den INL ass zoustänneg fir d'Contenuen an d'Didaktik.

Question 4270 (12.05.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **recrutement sous le statut de travailleur handicapé :**

Laut den Zuele vum Ministère de la Fonction publique goufen am Joer 2020 bal 2.000 Persounen nei agestallt. De gréissten Deel vun de Mataarbechter beim Staat befënnt sech an enger Karriär A1 (28 %), A2 (21 %) oder B1 (31 %).

A menge Froen N° 3122, 3454 an 3493 wollt ech vun de Ministere wëssen, ob beim Staat d'Quot vu 5 % fir Aarbechter mat engem Statut handicapé respektéiert gëtt. D'Ministeren haten erkläert, dass et schwiereg wier, fir déi genau Zuel vun Aarbechter beim Staat, den CFL an de Gemenge mat engem Statut handicapé unzeginn, well sech de Statut vun engem Aarbechter wärend senger Karriär ännere kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun den 2020 nei agestallte Persounen hunn ee Statut de travailleur handicapé?

2. A wat fir Karriäre fanne sech dës Persounen erëm?

Réponse (27.05.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Am Joer 2020 goufe 55 Persounen ënnert dem Statut vum salarié handicapé agestallt. Dovunner si 14 Agente mat engem Contrat à durée déterminée (CDD) an 41 Agente mat engem Contrat à durée indéterminée (CDI) agestallt ginn. Déi genau Opdeelung pro Carrière ass am follgenden Tablo festgehalen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4273 (12.05.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **délégations du personnel dans les conseils d'administration des entreprises comportant une participation de l'État :**

An der parlamentarescher Fro N° 0339 vum Februar 2019 hat ech opgrond vu Berichter vum Radio 100,7 nogefrot, ob all d'Firmen, bei deenen de Staat méi wéi 25 % vum Kapital hält, sech un den Artikel L.426-1 (2) vum Code du travail halen an ee Vertrieder vun der Personaldelegatioun an hirem Verwaltungsrot hunn. Deemools hat de Minister konfirméiert, dass bei 17 vun den 22 betraffene Firme kee Vertrieder vum Personal am Verwaltungsrot siegéiere géif.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen an Aarbecht dës Froe stellen:

1. A wéi ville Firmen hält de Staat aktuell 25 oder méi Prozent vum Kapital? Bei wéi villen dovunner ass e Vertrieder vun der Personaldelegatioun am Verwaltungsrot? Bei wéi engen net?

2. Wéi vill Firmen, a wéi eng, hunn zwar e Member vum Personal am Verwaltungsrot, mee sinn net am groussherzoglechen Arrêté vum 11. August 1974 opgelëscht?

3. An der Äntwert op d'Fro N° 0339 heescht et:

„Den Aarbechtsministère wäert no der Installatioun vun den neie Personaldelegatiounen e Courrier un déi betraffe Gesellschaften adresséieren, fir se op d'Bestëmmunge vun den Artikelen L.426-1 bis L.426-4 vum Code du travail opmierksam ze maachen."

Sinn d'Ministere bei dëse Firmen intervenéiert, fir esou séier wéi méiglech eng Konformitéit mam Gesetz hierzestellen?

Réponse commune (18.06.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. De Staat hält an 31 privatrechtleche Gesellschafte 25 oder méi Prozent vum Kapital. 21 vun dëse Gesellschafte funktionéieren ënnert dem Statut vun enger Aktiegesellschaft (SA) a falen deemno ënnert den Artikel L.426-1 (2) vum Code du travail. Fënnef vun dësen 21 Gesellschaften hunn eng Personalvertriedung am Verwaltungsrot.

ad 2. Follgend Gesellschaften hunn zwar een oder méi Membere vum Personal am Verwaltungsrot, mee sinn net am modifizéierte groussherzoglechen Arrêté vum 11. August 1974 opgelëscht:

- ALSA - Agence Luxembourgeoise de Sécurité Aérienne SA

- BGL BNP Paribas SA

- Encevo SA (figure dans l'arrêté en tant que Cegedel)

De groussherzoglechen Arrêté wäert ëmgeännert ginn, fir dass dës Gesellschaften och opgelëscht ginn.

ad 3. D'Courrieren, déi op déi geltend Bestëmmunge vun den Artikelen L.426-1 bis L.426-4 vum Code du travail opmierksam maachen, sinn amgaang finaliséiert ze ginn a wäerten zäitno un déi betraffe Gesellschafte verschéckt ginn.

[3] Règlement grand-ducal du 12 mars 2020 modifiant le règlement grand-ducal du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales.

[4] Règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

[5] Loi du 20 juin 2020 portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail.

[6] Loi du 20 juin 2020 portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail.

Question 4278 (12.05.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **changement de nom ou de prénoms :**

En décembre 2020, la Chambre des Députés a voté la loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise. Il me revient qu'un certain nombre de demandes aurait déjà été introduites.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de demandes de changement de nom ou de prénoms ont été déposées depuis l'entrée en vigueur de la loi du 19 décembre 2020 ?

2) Sur base de quels motifs les différentes demandes ont-elles été déposées ?

3) En moyenne, quelle est la durée d'attente avant que la réception d'une demande soit confirmée au demandeur ? Combien de temps faut-il en moyenne entre le traitement et l'achèvement d'une demande ?

4) Parmi les dossiers reçus, à combien de demandes le Ministère a-t-il pu réserver une suite favorable ? Combien de demandes ont été refusées et pour quelles raisons ?

Réponse (10.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur le 1er janvier 2021 de la loi du 19 décembre 2020 sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité, 306 demandes en changement de nom ou des prénoms ont été déposées jusqu'à la date du 3 juin 2021.

ad 2) Les motifs à l'appui des demandes reçues en application de la nouvelle loi sont essentiellement l'adaptation du prénom ou du nom aux usages en vigueur Luxembourg, l'inversion de l'ordre du prénom ou des composants du nom, la suppression d'un ou de plusieurs prénoms ou composants du nom, l'alignement du nom porté au Luxembourg à celui porté légitimement à l'étranger, la reprise du nom d'un ancêtre, l'absence de contact avec un des parents dont l'enfant porte le nom, le harcèlement moral et des raisons de convenance personnelle.

ad 3) Le volume des demandes impacte non seulement la durée de traitement des dossiers. Le requérant doit patienter environ deux mois pour la confirmation de la réception de son dossier et, en moyenne, dix mois pour la communication de l'arrêté ministériel portant accord ou refus de sa demande. La durée de traitement du dossier varie sensiblement suivant que le dossier est complet dès sa réception ou si des pièces supplémentaires sont nécessaires.

ad 4) Depuis le 1er janvier 2021, 104 dossiers ont été clôturés. Le changement de nom ou des prénoms a été accordé à l'ensemble de ces demandes.

Question 4279 (14.05.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **« Stealthing » :**

Le « stealthing » décrit l'acte de tromper, lors de rapports sexuels, volontairement sa ou son partenaire sur le port d'un préservatif. Il s'agit plus précisément d'un retrait dit « furtif » du préservatif. Cette pratique est connue depuis un moment et est désormais considérée courante.

Outre l'humiliation des victimes à travers l'abus de confiance par le retrait non consenti du préservatif, le « stealthing » entraîne un grand nombre d'autres risques non négligeables, tels des grossesses non désirées ou la transmission d'infections et maladies sexuellement transmissibles.

L'article 375 du Code pénal luxembourgeois considère comme viol « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas, notamment à l'aide de violences ou de menaces graves, par ruse ou artifice, ou en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer la résistance ».

Le « Strafgesetzbuch » allemand a été modifié en 2016 de façon à ce que l'application de violence, de force ou de menaces n'est plus un élément matériel de l'infraction du viol. En décembre 2020, le Danemark a également voté une modification de la loi qui reconnaît que la passivité d'une personne ne peut pas être considérée comme un consentement. La dynamique en faveur d'un tel changement s'accélère dans d'autres pays qui s'apprêtent également à modifier leur législation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de plaintes pour viol ou tentative de viol ont été déposées au Luxembourg les cinq dernières années ? Combien de condamnations pour viol ont été prononcées lors de la même période ?

2) Le phénomène du « stealthing » existe-t-il aussi au Luxembourg ? Dans l'affirmative, dispose-t-on de statistiques à ce sujet ?

3) La définition du viol doit-elle être revue dans le but d'élargir les éléments constitutifs du viol à d'autres ingérences possibles à l'instar des exemples allemands et danois ? Ou alors, faudrait-il le cas échéant créer une nouvelle infraction pénale ?

Réponse commune (09.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Le tableau suivant reprend le nombre de plaintes pour viol des cinq dernières années déposées auprès de la Police :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le tableau suivant reprend le nombre de plaintes pour viol et tentative de viol enregistrées entre 2016 et 2020 auprès des autorités judiciaires :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

À noter que les victimes peuvent également porter plainte respectivement directement auprès du Parquet ou auprès du juge d'instruction avec constitution de partie civile, ce qui permet d'expliquer les différents tableaux.

Les plaintes pour tentative de viol sont rares. Ceci s'explique notamment par la circonstance qu'en l'absence d'un acte de pénétration sexuelle, élément constitutif matériel du viol, on se trouve plutôt dans le cadre de l'infraction d'attentat à la pudeur.

Le tableau suivant reprend le nombre de condamnations pour viol entre 2016 et 2020 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Il arrive certainement, au Luxembourg comme dans d'autres pays, que lors d'un rapport sexuel, l'un des partenaires retire le préservatif à l'insu de l'autre.

Le phénomène est connu auprès des services de la Police grand-ducale, notamment auprès des enquêteurs spécialisés du Service de police judiciaire. Ce phénomène n'est toutefois pas identifiable dans les statistiques policières vu l'absence d'une qualification pénale propre, mais est encore estimé être très rare.

En effet, que le rapport ait été protégé ou non ne constitue pas un élément constitutif en tant que tel de l'infraction de viol, de sorte que les outils informatiques à disposition des autorités judiciaires ne permettent pas de filtrer le nombre de cas dans lequel il y a eu retrait non consenti du préservatif.

Le « stealthing » n'est pas une notion juridique et ne figure donc pas au Code pénal. Ceci ne signifie cependant pas qu'il s'agit d'une pratique qui échapperait à toute sanction pénale, comme il sera exposé ci-dessous.

ad 3) Dans le corps de sa question, Madame la Députée écrit que « [l]e "Strafgesetzbuch" allemand a été modifié en 2016 de façon à ce que l'application de violence, de force ou de menaces n'est plus un élément matériel de l'infraction du viol. En décembre 2020, le Danemark a également voté une modification de la loi qui reconnaît que la passivité d'une personne ne peut pas être considérée comme un consentement. La dynamique en faveur d'un tel changement s'accélère dans d'autres pays qui s'apprêtent également à modifier leur législation ».

Ces considérations dépassent le phénomène du « stealthing » et portent plutôt sur la question de l'absence de consentement, élément constitutif du viol, ainsi que de la preuve de celui-ci. À cet égard, il faut souligner que depuis la réforme législative de 2011[7], la preuve de l'absence de consentement de la victime peut être rapportée notamment par l'usage, de la part de l'auteur, de violences ou de menaces graves, de ruse ou d'artifice, sinon en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer de la résistance.

Or, il s'agit là d'une énumération non limitative. L'usage du terme « notamment » indique clairement que désormais la preuve de l'absence de consentement de la victime peut être rapportée par d'autres moyens. Par conséquent, tous les cas de rapports sexuels non consentis tombent, depuis la réforme de 2011, sous le coup de l'article 375 du Code pénal.

Ainsi, selon la jurisprudence[8] :

« Par ailleurs, comme le tribunal l'a rappelé, il résulte de la définition donnée par l'article 375 alinéa 1 du Code pénal que l'infraction de viol suppose la réunion des éléments constitutifs suivants : un acte de pénétration sexuelle, l'absence de consentement de la victime et l'intention criminelle de l'auteur de l'acte.

Il convient cependant de rappeler, conformément au réquisitoire du ministère public, que le libellé actuel de cet article permet d'apporter la preuve de l'absence de consentement de la victime par tout moyen de preuve sans être limité par l'énumération des circonstances prévues par cet article. »

L'absence de consentement peut, par exemple, être retenu dans le chef d'une victime, s'il « est établi à suffisance que l'acte de pénétration sur la personne de X a été commis en prenant celle-ci au dépourvu, c'est-à-dire sans qu'elle soit préparée, ou avertie et donc sans qu'elle n'ait donné son consentement »[9].

Ce raisonnement peut être étendu à la pratique du « stealthing ». Cela présuppose toutefois que les partenaires sexuels se soient mis d'accord, avant le rapport, que celui-ci aurait lieu avec préservatif et il appartient au ministère public de rapporter cette preuve. Mais s'il est établi que le consentement de la victime était soumis à la condition de l'usage d'un préservatif, il peut en être déduit que si l'autre partenaire retire la protection, contrairement à ce qui était convenu, le consentement de la personne qui a subi l'acte de pénétration n'est plus valable et l'infraction de viol peut être retenue, sous réserve de la preuve de l'intention criminelle de l'auteur.

Cette intention doit consister dans la circonstance que l'auteur savait que la victime ne consentait que sous réserve de l'utilisation d'un préservatif et d'être passé outre cette volonté en connaissance de cause.

On peut d'ailleurs citer également un exemple de jurisprudence, rendue encore sous l'ancien texte de l'article 375 du Code pénal, dans lequel les juges avaient retenu le viol dans une hypothèse où la victime était certes d'accord avec l'acte de pénétration, mais uniquement sous condition que son partenaire sexuel utilise un préservatif. Celui-ci étant passé outre, la chambre criminelle, confirmée par la Cour d'appel, avait retenu l'infraction de viol.

La chambre criminelle[10] avait raisonné ainsi :

« Concernant les relations sexuelles entre le prévenu et X, il résulte des déclarations de la mineure auprès des agents de la Police grand-ducale, et à l'audience de la chambre criminelle, qu'elle était d'accord d'avoir des relations sexuelles avec le prévenu. Or ce consentement se limitait aux relations sexuelles protégées. Ainsi, elle avait directement insisté sur l'utilisation d'un préservatif.

Suite au refus de Y d'utiliser le préservatif que la fille lui avait passé, X a déclaré, que dans ces conditions, elle n'accepterait plus de coucher avec lui. Se trouvant déjà nu entre les cuisses de la jeune fille, ce dernier est passé outre ce refus et l'a pénétrée contre son gré.

L'absence de consentement de X est donc établie. »

Par ailleurs, à titre superfétatoire, l'on pourrait ajouter que si l'auteur a transmis une maladie (MST, HIV) lors du rapport sexuel non protégé, le « stealthing » pourrait également tomber, le cas échéant, sous la qualification de coups et blessures volontaires, voire d'administration volontaire de substances nuisibles, au cas où l'auteur savait qu'il était porteur de la maladie en cause. Dans le cas contraire, une qualification de coups et blessures involontaires serait envisageable.

Question 4280 (14.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **télétravail dans la fonction publique :**

Am Oktober d'lescht Joer hat ech de Minister schonn eemol an enger dréngender parlamentarescher Fro op den Teletravail beim Staat ugeschwat. De Minister hat deemools an der Plenière erkläert, dass d'Chefs d'administrations vum Staat hiren Employéen a Fonctionnairë bis zu dräi Deeg Teletravail kënnen erméiglechen, „do wou et Sënn mécht".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Huet sech tëschenzäitlech eppes un de Virgabe fir den Teletravail geännert? Falls jo, wat fir Änneren huet de Ministère erausginn?

2. Wäert d'Regierung den Teletravail an der Fonction publique och no der Covidkris bäibehalen, wëssend dass den Teletravail e. a. kann hëllefen, d'Zäregasemissiounen ze reduzéieren?

Wäert et bei bis zu dräi Deeg bleiwen an deene Servicer, wou et Sënn mécht?

Réponse (07.06.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Déi éischt Fro ass e bëssen iwwerraschend, well ech am Kontext vun der Froestonn an der Chamber den 21. Oktober 2020, op eng Ufro vum honorabelen Deputéierten, explizitt zur Thematik Teletravail Stellung geholl hunn. Et sief hei nach eng Kéier rappeléiert, datt den Artikel 19bis vum Statut vum Fonctionnaire et dem Beamten erlaabt, een Deel vu senger Aarbecht am Teletravail ze maachen, mee et ass dem Chef vun der Administratioun iwwerlooss, ob a wéi den Teletravail a senger Verwaltung ëmgesat gëtt.

Bedéngt duerch déi aktuell sanitär Kris, huet d'Regierung den 23. Oktober 2020 entscheet, den Teletravail am ëffentlechen Déngscht op bis zu maximal véier Deeg an der Woch ze autoriséieren, do wou dat méiglech ass. Dëst gëllt bis haut. Just tëschent dem 26. Dezember 2020 an dem 10. Januar 2021 war den Teletravail an der Fonctioun publique Vollzäit obligatoresch, awer ëmmer ënnert der Konditioun, datt d'Funktioun et erlaabt.

Domat ass den Teletravail haut e feste Bestanddeel vun eiser Aarbechtsorganisatioun ginn, a wäert et och an Zukunft bleiwen. Am Accord salarial vum 4. Mäerz 2021 ass festgehale ginn, dass den Teletravail beim Staat en neie reglementaire Kader soll kréien. Dës Aarbechte ginn am Dialog an an enker Zesummenaarbecht mat der CGFP gefouert a si fir de Moment nach net ofgeschloss. Duerfir kann ech dem honorabelen Deputéierten op d'Fro, wéi vill Deeg Teletravail d'Regierung schlussendlech no der Covidkris am ëffentlechen Déngscht bäibehale wëll, fir de Moment nach net äntweren.

Question 4281 (14.05.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **service CFL Flex :**

Carsharing a Freefloating sinn Hoffnungsträger vun der Verkéierswenn. Besonnesch am méi urbane Raum kéinten d'Bewunner duerch eng grouss genuch Offer vun Autoe fir ze deelen op en eegenen Auto verzichten. Dëst géif net nëmme Plaz, mee och wäertvoll Ressourcë schoune souwéi onst Klima an ons Gesondheet verbesseren. Bis dato hu sech Carsharingkonzepter awer nach net duerchgesat. Zu Lëtzebuerg bedreiwen d'CFL de System Flex mat ca. 100 Autoen, déi op 45 Statioune verdeelt sinn. Vill méi kann een aus dem Aktivitéitsrapport vun 2019 vun de CFL awer net erausliesen, ausser dass sech d'Clientszuel par rapport zum Joer virdrun op 2.500 verduebelt huet. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1791 vum Max Hahn huet de Minister am Januar 2020 ënner anerem zum Flexsystem gesot, dass et net virgesi wär, fir kuerzfristeg op 100 % elektresch Gefierer iwwerzegoen, dass et ze fréi wär, fir en éischte Bilan ze zéien, an dass et 17 ënnerschiddlech Partnerschaften aus dem privaten an ëffentleche Secteur gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi vill Autoe si genau an der Locatioun a wéi vill Clienten notze Flex?

- Huet sech d'Unzuel vun den E-Autoen, Diesel, Bensinner säit dem Januar 2020 geännert? Wa jo, wéi?

- Fënnt de Minister nach ëmmer, dass déi „héich Uschafungs- an Infrastrukturkäschten" en Ëmstig op 100% elektresch Gefierer verhënneren?

- Wéi vill Kilometer sinn am Total pro Joer gefuer ginn 2018, 2019, 2020?

- Wéi vill Kilometer leet en Auto pro Locatioun an der Moyenne zeréck? Wat ass de Minimum a wat ass de Maximum?

- Wéi vill Kilometer ginn intern gefuer, fir de Service (Maintenance, voyages de service...) sécherzestellen?

- Wéi vill Kilometer gi mat den ënnerschiddleche Partnerschaften aus dem privaten an dem ëffentleche Secteur zeréckgeluecht?

- Wéi huet d'Unzuel vun dëse Partnerschafte säit dem Januar 2020 evoluéiert?

- Huet de Minister Informatiounen dozou, zu wéi engen Zwecker d'Autoen ausgeléint ginn? Ass d'Zil vun der „last mile" erfëllt?

- Wéi ass de finanzielle Bilan vum Service CFL Flex?

- Wéi een Zil setze sech d'CFL fir d'Couverture vun de Käschten duerch d'Locatioun? Mat wéi vill Euro/

[7] Loi du 16 juillet 2011 portant 1. approbation : a) de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25-26 octobre 2007, b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, 2. modification de certains articles du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

[8] Voir, p. ex. Cour d'appel, Vème chambre, 21 juillet 2020, n° 263/20 V

[9] Idem

[10] Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, 24 novembre 2008, n° LCRI 34/2008, confirmé par Cour d'appel 27 avril 2009

Cent gëtt all gefuerene Kilometer mat ëffentleche Gelder subventionéiert?

- Wéi gëtt de Service „Oneway" vun de Clienten ugeholl? Wat ass den Undeel un Onewayfaarte par rapport zu dem klassesche Modell? Gëtt den „Oneway"-Service weider ausgebaut?

- Promouvéieren de Minister respektiv d'CFL Flex eng Zesummenaarbecht mat aneren Anbieter, privaten oder kommunale wéi CarLoh? Gëtt et konkreet Projeten?

- Gëtt u weidere Servicer geschafft? Ginn zum Beispill Flexautoen och dezentral installéiert, ouni Lien mat enger Gare - z. B. an Entreprisen oder a Gemengen?

- Wéi ass de Beitrag vun de Gemengen, wa si z. B. fir ee Wunnquartier wëllen een Auto vun CFL Flex opstellen?

- Ass de Minister mam Erreechten zefridden?

Réponse (18.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Ministère deelt d'Meenung, dass Carsharing ee wichtegt Element vun enger zukunftsorientéierter Mobilitéitsoffer ass an ënnerstëtzt deementspriechend Efforten an deem Beräich.

Flex Carsharing ass eng Offer, déi vun CFL Mobility, enger Filial vun de CFL, a kommerzieller Autonomie bedriwwe gëtt. CFL Mobility dréit domat och de finanzielle Risiko vun där Offer. De Ministère hëlt keen Afloss op déi kommerziell Decisioune vun CFL Mobility an detailléiert kommerziell, finanziell an operationell Kennzuele sinn domat och net ëffentlech.

Flex bedreift op den 31. Mee 2021 112 Autoen, dovun 81 Bensinner, 25 Elektroautoen a sechs Dieseltransporter op 55 Statiounen.

En Ausbau vum Undeel vun Elektroautoen ass weiderhin ofhängeg vum Finanzement vun de Luetinfrastrukturen, déi schwéier aus dem lafende Betrib eraus finanzéierbar sinn.

Souwuel d'Zuel vun den ageschriwwene Clienten (ca. 5.160 den 31. Mee 2021) ewéi och d'Zuel vun de Reservatiounen hu weider eng staark positiv Tendenz.

Flex bitt souwuel Entreprisen ewéi och Gemengen eng Zesummenaarbecht un, fir Statiounen abseits vun de Garen, z. B. bei Aktivitéitszonen oder an engem Wunnquartier, ze schafen. Dovun hunn och eng ganz Rei vu Gemenge scho Gebrauch gemaach. Déi genau Konditiounen an de Beitrag vum Partner sinn dobäi Bestanddeel vun engem kommerziellen Accord, deen tëschent dem Partner an CFL Mobility ausgehandelt gëtt.

Eng Integratioun vun de Carsharingubidder (Flex, Carloh) wier am Sënn vum Client a géif dofir och vum Ministère begréisst ginn.

Aktuell befaasst de Ministère sech mat enger Etüd, fir déi strategesch Opportunitéite fir de Carsharing am Grand-Duché méi prezis ze identifizéieren. D'Erkenntnisser vun der Etüd kënnen Enn 2021 presentéiert ginn.

Question 4289 (17.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **refus de PAG :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3878 vum 18. Mäerz 2021 schreift d'Madamm Banneminister, datt hire Ministère dräi Gemengen drop opmierksam gemaach huet, dass d'Refonte vum PAG, sou wéi se am Gemengerot decidéiert gouf, net gülteg ass.

Duerfir géif ech der Madamm Banneminister nach gär dës Nofro stellen:

1. Kann d'Madamm Minister opschlësselen, wat d'Grënn vun hirem Refus respektiv der Exigenz vun engem Vote complémentaire waren? Waren dat Ursaachen, wou ee Feeler an der Legalitéit vun der Prozedur virlouch, z. B., datt ee Conseiller mat engem Conflit d'intérêt mat ofgestëmmt hat, oder gouf et och Refusen oder Exigenze vun engem Vote complémentaire opgrond vun engem Contrôle d'opportunité?

Réponse (16.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Beim éischte Fall war de Virschlag vun enger zousätzlecher Ofstëmmung bedéngt duerch de Klassement, deen d'Gemeng op engem bestëmmte Site virgeholl hat. Dëse Klassement war a Widdersproch zu den Objektiver vum Artikel 2 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain[11]. Méi spezifesch wär d'Entwécklung vun dësem Site vun der Lokalitéit lassgeléist gewiescht an hätt den „développement tentaculaire" op där Plaz nach zousätzlech verstäerkt. Bedéngt duerch d'Topografie vun den Terraine wären d'Käschten, fir de Site ze erschléissen, onverhältnesméisseg gewiescht par rapport zu der Unzuel un Unitéiten, déi hätte kënne geschafe ginn. Schlussendlech wären d'Awunner vum Site dem Kaméidi vun der N7 ausgesat gewiescht, déi do verleeft.

An enger anerer Gemeng goung et ëm eng Zon, déi net kompatibel war zum groussherzogleche Reglement vum 26. November 1979 déclarant obligatoire le complément de plan d'aménagement partiel portant création de zones industrielles à caractère national dans le sud du pays[12]. Eng Approbatioun vun dësem PAG hätt also eng Verletzung vu bestoendem Recht mat sech gezunn, dat op där Plaz eng „zone PED (Pôle européen de développement)" virgesinn huet.

Am drëtte Fall ass et ëm eng „zone de golf" gaangen. Dës sollt en Deel vun der Gréngzon sinn, mee gläichzäiteg erlaben, fir Konstruktiounen ze erriichten, fir de Golfsport auszeüben. Sou eng Zon hätt allerdéngs géint d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 19. Januar 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles[13] souwéi dem groussherzogleche Reglement vum 28. Juli 2011 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune[14] verstouss, déi besoen, dass an der Gréngzon nëmme verschidde limitativ Aktivitéiten (wéi zum Beispill Akerbau) kënne bedriwwe ginn.

Question 4290 (17.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**exigence d'un vote complémentaire pour le PAG :**

An der Äntwert op meng Fro Nummer 3878 schreiwen déi Damme Minister ënnert dem Punkt 2, datt de Banneministère dräi Gemengen drop opmierksam gemaach huet, dass d'Refonte vum PAG, sou wéi se am Gemengerot decidéiert gouf, net gülteg ass. Den nämmlechte Fall ass opgrond vu Verstéiss géint d'Ëmweltschutzgesetzgeebung aachtmol fir den MECDD opgetrueden.

Duerfir géif ech der Regierung gär dës Nofro stellen:

1. Wéi vill vun de Gemengen, wou ee Vote complémentaire verlaangt gouf, also dräi vun der Innemistesch plus aacht vun der Ëmweltministesch, sinn dëser Exigenz net nokomm?

Réponse commune (16.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Wat den Inneministère ugeet, sinn all d'Gemengen dem Virschlag vun enger zousätzlecher Ofstëmmung nokomm.

Zwou Gemenge sinn der Exigenz, wat den Ëmweltministère betrëfft, net nokomm.

Question 4299 (18.05.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **réorganisation du réseau RGTR :**

Am Kader vun der Reorganisatioun vum RGTR-Reseau ass den 9. Mee 2021 déi véiert Phas vum neien Horaire a Kraaft getrueden. D'Ännerung vum Reseau ass a méi Phasen opgedeelt an et gi kontinuéierlech Upassunge gemaach. Am Virfeld vun dësen Upassungen, déi a méi Phasen opgedeelt sinn, konnte Gemengen hiren Avis ofginn, fir eventuell Upassunge virzehuelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen.

1. Wéi vill Gemengen hunn een Avis zu der Reorganisatioun vum RGTR-Reseau un de Ministère weiderginn?

2. Wéi vill Upassungen a Verbesserungsvirschléi hunn d'Gemengen agereecht?

3. Wéi vill Virschléi si schlussendlech zeréckbehale ginn?

Réponse (26.05.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Vun den 102 Gemengen hunn 81 Gemengen dem Transportdepartement eng Äntwert geschriwwen, dovu waren 80 konkreet Avisen, an eng Ufro fir den Delai ze verlängere fir d'Erareeche vun engem Avis, wat och akzeptéiert ginn ass. All Avis, deen erakoum, egal ob am Delai oder duerno, ass gläichwäerteg analyséiert a beäntwert ginn.

ad 2. Insgesamt hunn d'Gemenge 534 eenzel Virschléi eraginn. Dovu stoungen der 72 (13 %) net direkt am Zesummenhang mat dem Projet vun der Reorganisatioun RGTR. Dëst waren zum Beispill Umierkungen zum Zuch, zu Busspueren an Infrastruktur oder zu de SchülerInnen, déi an engem separate Projet behandelt ginn.

ad 3. Vun deene reschtleche 462 Virschléi konnten der 298 (65 %) integréiert ginn. Duerch d'Commentairë vun de Gemenge si vun 158 proposéierte Linnen der 115 (73 %) nach eemol ugepasst ginn an 21 (13 %) ganz nei derbäi komm. Am Tablo gesäit een d'Sujeten, zu deenen d'Gemenge geschriwwen hunn an och wéi vill jeeweils integréiert konnt ginn oder net.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4301 (18.05.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **infections d'animaux par le coronavirus :**

La Russie a annoncé l'homologation du premier vaccin au monde contre le coronavirus à destination des animaux carnivores. Ce vaccin appelé « Carnivac-Cov » serait efficace à 100 % et les 17.000 premières doses viennent d'être produites. L'agence vétérinaire et phytosanitaire russe, Rosselkhoznadzor, annonce que 3 millions de doses pourraient être produites par mois. Selon l'agence russe, une demande pour la mise sur le marché de l'Union européenne serait en préparation.

En novembre, le Danemark avait décidé d'éliminer l'ensemble de son cheptel de visons car ses 15 millions de bêtes étaient soupçonnées de porter et transmettre une mutation du coronavirus potentiellement problématique pour l'homme.

En effet, le coronavirus peut également atteindre nos animaux domestiques, même s'il ne les rend pas malades. Ainsi une étude baptisée Covidac, menée notamment par l'école vétérinaire VetAgro Sup près de Lyon, a montré que les animaux vivants chez des maîtres infectés ont huit fois plus de risques d'être infectés que leurs congénères. De plus, en janvier, des scientifiques britanniques avaient affirmé dans une tribune qu'une campagne de vaccination des animaux domestiques, notamment des chats et des chiens, pourrait être nécessaire pour arrêter la propagation du virus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Est-ce que des infections d'animaux par le coronavirus ont été signalées à l'Administration des services vétérinaires ? Dans l'affirmative, de quels animaux s'agissait-il ?

2) Quelle est la position de Monsieur le Ministre sur la vaccination d'animaux contre le coronavirus ?

3) Le cas échéant, est-ce que Monsieur le Ministre recommanderait la vaccination des animaux domestiques au Luxembourg si un tel vaccin était autorisé dans l'Union européenne ?

Réponse (17.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le LIH (Luxembourg Institute of Health) a lancé l'étude Colide en collaboration avec plusieurs cabinets vétérinaires et le soutien de l'Administration des services vétérinaires, afin d'étudier l'infection des animaux domestiques par le virus Sars-CoV-2.

L'étude porte sur les chiens, chats, furets et lapins et est toujours en cours.

Actuellement, sur les 276 chiens analysés 62 étaient Covid-19-positifs tandis que 60 chats étaient positifs sur 228 analysés.

Ni un furet, ni un lapin n'a été testé positif.

On observe une nette augmentation des cas positifs chez les chiens et les chats qui vivent dans un ménage dans lequel au moins une personne a été testée positive.

ad 2) Puisqu'on peut partir de l'hypothèse que les animaux domestiques s'infectent surtout au contact de personnes testées positives et que la transmission du virus de l'animal à l'homme est négligeable, il n'est actuellement pas nécessaire de vacciner les animaux contre le coronavirus d'autant plus que les animaux ne présentent presque pas de symptômes.

ad 3) Au cas où ce vaccin serait disponible sur le marché européen, il sera facultatif pour les détenteurs de faire vacciner leurs animaux, mais la priorité sera accordée aux vaccins contre les virus qui présentent une certaine pathogénicité pour les animaux, voire pour l'homme (comme p. ex. la rage pour laquelle la vaccination est obligatoire pour certaines espèces animales).

Question 4302 (19.05.2021) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **contributions budgétaires de l'État en faveur de l'Université du Luxembourg et des centres de recherche publics :**

Jusqu'à présent, les Gouvernements successifs poursuivaient une politique faisant évoluer de façon continue les investissements dans le secteur de la recherche. Le Gouvernement actuel en faisait preuve lors de la dernière programmation budgétaire pluriannuelle de l'État, adoptée par la Chambre des Députés en décembre 2020.

Cependant, selon des informations diffusées par l'OGBL, il serait prévu de geler la dotation budgétaire de l'État pour frais de fonctionnement de l'Université du Luxembourg ainsi que des trois centres de recherche publics. Parmi eux le « Luxembourg Institute of Health » (LIH) qui a joué un rôle majeur dans la gestion et l'analyse de la crise pandémique Covid-19. D'après l'OGBL, la contribution budgétaire de l'État resterait au même niveau que pour l'année en cours (43.260.000 euros selon la loi du 19 décembre 2020 relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 dite « Budget pluriannuel 2021-2024 ») au moins pendant les deux années suivantes, et même sans tenir compte des prochaines évolutions salariales et indiciaires.

Ainsi le LIH se verrait privé d'une augmentation financière annuelle de 2,30 respectivement 1,50 pour cent pour les années 2022 et 2023, c.-à-d. il ne se verrait pas décerner l'intégralité des sommes prévues à hauteur de 44.300.000 respectivement 44.970.000 euros selon le « Budget pluriannuel 2021-2024 ».

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que l'Université et les centres de recherche publics ne se verront pas allouer les contributions budgétaires de l'État prévues pour les années 2022 respectivement 2023 au budget pluriannuel ?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les concertations respectivement les discussions qui furent menées préalablement à cette prise de décision ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les conséquences que cette mesure aura pour le fonctionnement du LIH de façon générale et, plus précisément, pour le travail de recherche lié à la crise Covid-19 - pendant et au-delà de cette dernière ?

- Comment le LIH pourra-t-il jouer son rôle essentiel d'accompagnement de la crise sanitaire à budget amputé, compte tenu du fait qu'un budget alloué essentiellement sur projet ne permet pas une planification sûre voire à long terme ?

- Considérant que les contrats pluriannuels actuels viennent à échéance fin 2021, est-ce que le gel des contributions étatiques s'inscrit dans le cadre des négociations des conventions de la prochaine période pluriannuelle ?

- Quel est l'état des renégociations des conventions pluriannuelles avec les établissements universitaire et de recherche pour la période quadriennale suivante ?

Réponse commune (10.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Octavie Modert au sujet des contributions budgétaires de l'État en faveur de l'Université du Luxembourg et des centres de recherche publics, nous avons l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

À titre de remarque liminaire, nous tenons à rappeler que le taux de croissance moyen des contributions budgétaires de l'État en faveur de l'Université du Luxembourg et des centres de recherche publics se situe à 8 % pour la période 2018 à 2021, ce qui démontre la volonté du Gouvernement de continuer à investir durablement dans l'enseignement supérieur et la recherche au Luxembourg. La dernière programmation budgétaire pluriannuelle de l'État pour la période 2020-2024 confirme cette volonté.

Nous tenons à souligner que les préparations du projet de budget pour l'exercice 2022 et le projet de programmation financière pluriannuelle 2021-2025 ont seulement démarré en mai 2021 et que les dé-

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

[11] Dës Legislatioun ass mëttlerweil duerch spéider Gesetzestexter ausser Kraaft gesat ginn. Well d'Decisioun vum Inneministère vun deemools awer natierlech op Basis vun där Gesetzgeebung geholl gouf, déi zu deem Zäitpunkt applikabel war, bleift deen alen Text och haut nach pertinent, fir d'Decisioun ze erklären.

[12] Idem.

[13] Idem.

[14] Idem.

cisions finales au niveau du Gouvernement sont prévues pour fin septembre 2021.

Les négociations des conventions pluriannuelles 2022-2025 entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics auront lieu pendant le deuxième semestre 2021.

Question 4304 (19.05.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **sécurité des femmes dans l'espace public :**

Récemment, le meurtre d'une jeune femme britannique a relancé la question de la sécurité des femmes dans l'espace public au Royaume-Uni et au-delà. Le harcèlement de rue s'inscrit dans ce contexte de la sécurité des femmes.

Une étude récente de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne intitulée « Crime, safety and victims' rights » a trouvé que 83 % des femmes âgées entre 16 et 29 ans évitent soit de se retrouver seules dans certains endroits, soit de se rendre dans certaines rues ou quartiers, soit de se retrouver isolées avec une autre personne par peur de se faire agresser ou d'être harcelées. En revanche, seulement 58 % des hommes de la même tranche d'âge disent adopter ce comportement.

Dans ce contexte, des mouvements comme #ReclaimtheseStreets remettent en question la logique que les femmes devraient changer leur comportement pour assurer leur sécurité. Plutôt, ils envisagent d'affronter cette problématique sur le plan législatif et par le biais de campagnes d'éducation et de sensibilisation.

En effet, certaines villes ont pris des mesures spécifiques pour augmenter la sécurité des femmes. À titre d'exemple, la ville de Vienne intègre une perspective de genre dans la mise en œuvre de ses projets pour répondre aux besoins spécifiques éventuelles des femmes, par exemple une illumination adéquate dans les parcs et places publiques.

Un sondage de la TNS ILReS réalisé dans le cadre de l'étude de l'Inspection générale de la Police sur la vidéosurveillance a effectivement trouvé que l'éclairage, la bonne visibilité et la présence humaine sont particulièrement importants pour le sentiment de sécurité.

Dans certains pays, y compris la France et la Belgique, des applications numériques permettent aux utilisateurs de partager des routes sûres, mais également de signaler des incidents. La plateforme « Safer Cities », lancée par Plan International Belgique en 2019 qui est opérationnel dans les villes de Bruxelles, d'Anvers et de Charleroi, en est un exemple.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de l'étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE citée ci-dessus ? Quelle en est son appréciation ?

2) Monsieur le Ministre prend-il en compte les besoins spécifiques des femmes dans la planification de la politique de la sécurité intérieure ?

3) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de projets semblables au niveau communal ?

4) Existe-t-il des programmes d'éducation ou de sensibilisation en la matière ?

5) Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre quant au type d'application numérique mentionné ci-dessus ? Une telle application serait-elle utile au Luxembourg ?

Réponse (16.06.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Je suis au courant de cette étude. Toutefois, afin de pouvoir donner une appréciation en toute connaissance de cause, je dois en faire une analyse plus approfondie.

ad 2) Les besoins spécifiques de toute personne sans distinction de sexe sont pris en compte dans le cadre des programmes de prévention de la Police.

ad 3) Sans distinction de sexe, des mesures sont déjà prises au niveau communal afin de garantir la sécurité de tous les citoyens.

En tout état de cause, les affaires communales ne relèvent pas du ressort du Ministère de la Sécurité intérieure.

ad 4) Dans le cadre de ses programmes de prévention, la Police offre depuis des années des cours « affirmation de soi » s'adressant à toute personne intéressée par une prévention comportementale face à différentes formes de criminalité en matière de violence. Il s'agit en l'occurrence de séances pratiques de techniques de gestion de conflits et d'informations relatives à des aspects légaux ainsi qu'aux suivis judiciaire et psychologique possibles.

ad 5) Une telle application devrait idéalement s'inscrire dans un concept général et cohérent de prévention.

La Police est en train d'analyser des idées/concepts de participation/vigilance citoyenne qui sont d'application dans certains pays européens en vue d'une implémentation éventuelle au sein de la PGD. Dans un tel cadre, des applications numériques pourraient être intégrées en fonction de la finalité recherchée.

Question 4308 (19.05.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **vols de nuit :**

An engem groussherzogleche Reglement sinn d'Dispositiounen iwwert d'Nuetsrou um Findel festgehalen. Wéi et an engem rezente Presseartikel aus der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" awer heescht, ass et zu enger traureger Normalitéit ginn, datt dës Dispositioune permanent violéiert ginn. Dëst huet selbstverständlech negativ Auswierkungen op d'Bierger, déi an deem Beräich wunnen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Transportminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Dispositiounen aus dem groussherzogleche Reglement iwwert d'Nuetsrou um Findel dacks net respektéiert ginn? Geschitt dat an all Fall mat enger Erlabnis vun dem zoustännege Minister? Wann nee, wéi eng Sanktioune si virgesinn a goufen eventuell scho verhaangen?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn, datt den Här Minister dës heefeg Violatioune vun der Nuetsrou um Findel toleréiert?

3. Wéi gesäit den Här Minister d'Zukunft vun de Nuetsvollen um Findel? Sinn déi aktuell Dispositiounen an den Ae vum Här Minister nach realistesch? Wou läit d'Prioritéit vum Här Minister, bei der Nuetsrou vun de Leit aus der Géigend oder beim Fonctionnement vum Flughafen och nuets?

Réponse (18.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De „règlement grand-ducal modifié du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et operationelle de l'Aéroport de Luxembourg" definéiert a sengem Artikel 11, datt de Fluchhafe vu 6.00 Auer bis 23.00 Auer op ass.

Am Artikel 13 vum selwechte Reglement ginn d'Ausnamen zu dësen Ëffnungszäite festgehalen:

« Art. 13.1. Bénéficient d'une dérogation permanente aux dispositions de l'article 11 ci-dessus:

a) les vols particuliers suivants :

- vols gouvernementaux,

- vols de recherche et de sauvetage,

- vols effectués à des fins humanitaires et sanitaires,

- vols en détresse,

- vols effectués dans le cadre des obligations internationales du Grand-Duché de Luxembourg ;

b) les vols commerciaux réguliers de passagers et de fret retardés par rapport à l'horaire programmé ;

c) les vols de fret réguliers programmés entre 23.00 et 24.00 heures ou retardés par rapport à cet horaire ;

d) les vols non réguliers effectués par les compagnies aériennes ayant leur port d'attache à l'aéroport. Tout décollage d'un vol non régulier après 24.00 heures, dûment justifié, doit faire l'objet d'une autorisation particulière et préalable du Ministre.

2. (Règl. g.-d. du 2 novembre 2012)

Abrogé.

3. À la fin de chaque trimestre les bénéficiaires de dérogations en vertu du paragraphe 1 b), c) et d) ci-dessus sont tenus de remettre au Ministère des Transports un relevé récapitulatif des dérogations effectivement utilisées avec indication des raisons justificatives. »

D'Dispositiounen aus dem Reglement iwwert d'Nuetsrou ginn zu kengem Moment violéiert, mee all ouni Ausnam respektéiert. Déi am Presseartikel beschriwwe Situatioun mat Cargolux Italia fält ënnert de Punkt c) vum Artikel 13 an ass domat als rechtméisseg ze betruechten.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Um Findel gi keng Nuetsflich onrechtméisseg zougelooss. All Cas de figure ass am Reglement virgesinn a gëtt och respektéiert. D'Derogatiounen ënner Punkt d) ginn dobäi ëmmer op e Minimum beschränkt, wat mat sech bréngt, datt d'Zuel vun den Nuetsflich zënter 2017 permanent erofgeet.

Sanktioune goufe bis elo och nach keng ugewannt, vu datt d'Reglement respektéiert gëtt. Et sief awer erwäänt, datt Nuetsflich fir déi betraffe Fluchgesellschaften och méi deier ginn, wat Flughafen- an Navigatiounsredevancen ugeet.

Question 4309 (19.05.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **délégués à l'égalité entre femmes et hommes dans les communes :**

D'Madamm Minister fir Chancëgläichheet huet rezent eng Schoul zu Mamer besicht, fir mat de Schüler zesummen iwwert Chancëgläichheet ze diskutéieren. Och de Chancëgläichheetsbeoptraagte vun der Gemeng Mamer war bei dësem Rendez-vous dobäi. Och aner Gemengen hu scho Chancëgläichheetsbeoptraagten agestallt.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Chancëgläichheet:

1. Wéi vill Chancëgläichheetsbeoptraagte goufen insgesamt vun de Gemengen oder Regiounen - opgeschlësselt no Gemeng oder Regioun - agestallt?

2. A wéi enge(r) Karriär(en) sinn dës Chancëgläichheetsbeoptraagten agestallt?

3. Hunn dës Chancëgläichheetsbeoptraagten alleguer e CDI a si ganzdaags agestallt?

4. Ginn dës Chancëgläichheetsbeoptraagte vun der Gemeng oder och zum Deel vum Staat finanzéiert?

5. Op wéi eng Zomm chiffréiert sech déi Gesamtausgab vun alle Chancëgläichheetsbeoptraagten zu Lëtzebuerg?

Réponse (18.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Ech wëll als Éischt betounen, dass d'Gemenge ganz wäertvoll Partner sinn, fir d'Gläichstellungspolitik zu Lëtzebuerg um lokale Plang ëmzesetzen.

De Ministère fir d'Gläichstellung tëscht Fraen a Männer beréit a begleet d'Gemengen an hiren Demarchen, ënner anerem iwwert den thematesche Site megacommunes.lu, deen als interaktive Guichet en place gesat ginn ass.

D'Gemengen hunn d'Méiglechkeet, op verschidde Strukturen zereckzegräifen, fir hir Aarbecht um Terrain ze organiséieren: niewent den Délégué-e-s politiques à l'égalité, den Délégué-e-s à l'égalité entre femmes et hommes, de Commissions consultatives à l'égalité eeben och iwwert ee Gemengeservice.

- Eelef Gemengen hunn e Service fir d'Gläichstellung tëscht Fraen a Männer: Beetebuerg, Clierf, Déifferdeng, Diddeleng, Esch/Uelzecht, Jonglënster, Lëtzebuerg, Mamer, Suessem, Stengefort a Stroossen.

- 17 Gemenge si regruppéiert am regionale Service „Mouvement pour l'Égalité des chances" (MEC):

Regioun Mëllerdall: Bech, Beefort, Bäerdref, Konsdref, Iechternach, Fëschbech, Hiefenech, Fiels, Rouspert-Mompech a Waldbëlleg;

Regioun Musel: Betzder, Lenneng, Munneref, Mäertert, Réimech, Stadbriedemes a Waldbriedemes.

Déi 28 Gemengen, déi iwwert eng professionell Gläichstellungsstruktur verfügen, maache 27,45 % vum Total vun eisen 102 Gemengen aus.

Bei de Gläichstellungsbeoptraagten handelt et sech ëm kommunal Mataarbechterinnen a Mataarbechter mat ënnerschiddleche Qualifikatiounen, Anciennetéiten an Aarbechtsstonnen.

Sämtlech Remuneratioune vun de kommunale Gläichstellungsbeoptraagte gi jeeweils zu 100 % iwwert de Budget vun der Gemeng finanzéiert. De Staat finanzéiert heibäi näischt.

Question 4322 (20.05.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **vaccination des Luxembourgeois à l'étranger :**

Am Kader vun der Covidpandemie stellt sech och d'Fro, wéi den Zougang vun de Lëtzebuerger, déi am Ausland domiciliéiert sinn oder sech am Ausland op enger Plaz ophalen, op där si wéinst hirem Statut net kéinte geimpft ginn, awer sech wéilten impfe loossen, gereegelt ass.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Denkt d'Regierung drun, Persoune mat Lëtzebuerger Nationalitéit, déi am Ausland domiciliéiert sinn oder sech am Ausland op enger Plaz ophalen, op där si wéinst hirem Statut net kéinte geimpft ginn, awer sech wéilten impfe loossen, iwwert de Wee vun der konsularescher Hëllef ze ënnerstëtzen? Wa jo, wéi ass d'Prozedur?

2. Kënne Lëtzebuerger, déi an de Grenzregioune wunnen an déi zu Lëtzebuerg wéilte geimpft ginn, sech fir eng fräiwëlleg Impfung zu Lëtzebuerg mellen?

Réponse commune (16.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung versicht, wann nëmme meiglech, all Lëtzebuerger, déi Hëllef am Ausland brauchen, eng konsularesch Ënnerstëtzung ze ginn. D'Persoune matt Lëtzebuerger Nationalitéit, déi am Ausland domiciliéiert sinn, si gehalen, sech do impfen ze loossen, wou si Resident sinn.

Zu dësem Zäitpunkt gesäit d'Impfstrategie vir, dass just Lëtzebuerger Residentë fir d'Impfung invitéiert ginn. Dës Approche ass en ligne mat dem Fait, dass all EU-Land vun de Commanden, déi d'Europäesch Kommissioun mécht, e Quota un Impfdosen zougestallt kritt, dee festgeluecht ass en fonction vun der Population résidente vun all Land. Fir Lëtzebuerg entsprécht dëse Quota 0,14 %. Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn an an engem aneren EU-Land wunnen, ginn also am Quota vum Land, wou si wunnen, mat agerechent. Weider Schrëtt sinn am Moment nach net decidéiert an hänke vun der epidemiologescher Situatioun an de Liwwerungen an den nächste Méint of.

Question 4327 (20.05.2021) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **résiliation d'un contrat en ligne :**

Dans un sujet publié dans le magazine « De Konsument » du mois de mai 2021, intitulé « Résilier un contrat en ligne peut s'avérer fastidieux ! », il est question des « dark patterns », soit « des "interfaces truquées" conçues de manière à manipuler ou tromper le consommateur ». Les auteurs décrivent à titre d'exemple la difficile procédure de résiliation des services du géant du Web Amazon ; il s'agirait « d'un cas représentatif d'interface en ligne qui incite le consommateur à modifier son comportement en omettant de lui fournir des informations et en le rendant confus ou frustré ».

Pour empêcher ce type de pratiques, les autorités allemandes ont élaboré un projet de loi sur les contrats de consommation équitable (« faire Verbraucherverträge »). L'objectif : simplifier la procédure de résiliation des contrats en ligne en s'assurant que le consommateur puisse faire une déclaration de résiliation via un bouton dédié. Le projet de loi en question a été notifié à la Commission européenne et aux autres États membres de l'Union européenne, ce qui leur permet d'émettre d'éventuelles critiques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance du projet de loi allemand décrit ci-dessus ? Quelle est son appréciation globale ?

- Est-ce que le Gouvernement a l'intention de formuler une critique au sujet du projet de loi décrit ci-dessus ? Dans l'affirmative, quelle en serait la teneur ?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de déposer un projet de loi similaire pour protéger les consommateurs luxembourgeois ? Dans l'affirmative, quand est-ce qu'un tel projet de loi pourrait voir le jour ?

Réponse (17.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Le Ministère de la Protection des consommateurs a connaissance du projet de loi allemand intitulé « Entwurf eines Gesetzes für faire Verbraucherverträge » dont la version initiale adoptée par le Gouvernement allemand le 16 décembre 2020 ne prévoyait d'ailleurs pas ce bouton dit d'annulation que les autorités ont notifié entre-temps en mars 2021 à la Commission européenne dans le cadre de la procédure dite TRIS (technical regulation information system).

Le Gouvernement n'entend pas commenter l'initiative législative quant au fond, mais souhaite limiter son analyse au constat qu'il s'agit d'une démarche purement nationale alors que la disposition en cause n'est prévue par aucun texte européen.

Aussi, aucun projet de loi n'est prévu pour introduire un bouton dit d'annulation au Grand-Duché. La logique de la démarche du Gouvernement luxembourgeois favorise en effet une réglementation au niveau de l'Union européenne plutôt que des initiatives nationales afin de préserver au mieux un cadre harmonisé en matière de droit de la consommation dans l'intérêt tant des consommateurs que des entreprises.

Question urgente 5277 (23.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **protection des données dans le cadre de la collecte des signatures pour un référendum :**

Aktuell ginn an de Gemengen Ënnerschréfte gesammelt vu Bierger, déi d'Demande fir d'Duerchféierung vun engem Referendum iwwert d'Gesetz iwwert déi rezent Verfassungsreform ënnerstëtze wëllen.

Detailer iwwert d'Organisatioun vun der Ënnerschréftesammlung goufen de Gemengen iwwert d'Circulaire N° 4055 matgedeelt an d'Ënnerschréfte ginn op Lëschte gesammelt, déi de Staatsministère un d'Gemenge verdeelt huet. Well heibäi net virgesinn ass, dass fir all Ënnerschréft een neit Blat geholl gëtt, ass et jidderengem, deen ënnerschreift, méiglech ze gesinn, wie virdru schonn ënnerschriwwen huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Ënnerschréften op de Gemengen aktuell dateschutzkonform gesammelt ginn?

2. Wéi goufen d'Gemengen doriwwer informéiert, wéi si d'Ënnerschréftesammlung dateschutzkonform duerchféiere kéinten?

3. Gëtt et iwwert d'Circulaire N° 4055 eraus eng eenheetlech Richtlinn, déi d'Regierung erausginn huet an un déi d'Gemengen sech hale mussen, fir eng transparent an dateschutzkonform Prozedur beim Sammele vun den Ënnerschréften, fir de Referendum ze garantéieren?

Réponse commune (25.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Regierung huet sech beim Opstelle vun den Ënnerschréftelëschte wéi och bei den Instruktiounen zum Oflaf vun der Ënnerschréftesammlung, déi un d'Gemenge verschéckt gi sinn, strikt un de Modell aus der Annex 1 an d'Dispositioune vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum gehalen, ouni arbiträr Entscheedungen zu eventuellen Dateschutzfroen ze treffen.

Question urgente 5281 (23.11.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **situation sanitaire au Centre pénitentiaire de Luxembourg :**

Le 10 novembre 2021, le directeur de l'Administration pénitentiaire a évoqué au sein de la Commission de la Justice les mesures sanitaires décidées après l'apparition de plusieurs cas de détenus testés positifs au Sars-CoV-2 (intervention de personnes externes annulées, mouvements internes limités, visites des détenus maintenues avec un maximum de deux personnes par détenu). Il a également été précisé que la buanderie continuerait à fonctionner, notamment pour assurer le lavage du linge des hôpitaux. Il a dans ce contexte précisé que ces mesures étaient d'application pour deux semaines avec possibilité de prorogation. D'après l'association « eran, eraus … an elo? », ce « confinement partiel » aurait été prorogé jusqu'au 7 décembre 2021.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Madame le Ministre de la Santé :

- Quelles sont les mesures sanitaires actuellement en place et pour quelle période ?

- Combien de personnes ont actuellement été testées positives au Sars-CoV-2 ? Combien de personnes ont actuellement été mises en quarantaine ?

En réponse à une question parlementaire n° 4043 du 7 avril 2021, Madame le Ministre de la Santé informait que « [r]onn 35 % vun de Prisonnéier aus dem Centre pénitentiaire vu Schraasseg (CPL) hunn eng éischt Impfdosis erhalen, wéi d'Équipes mobiles virun e puer Wochen d'Impfung am Prisong ugebuede hunn » et puis « [a]m CPL hunn 180 Prisonnéier eng éischt Impfdosis kritt an 3 Prisonnéier schonn déi zweet Impfdosis. Dës 3 Leit hunn der Kategorie vun den vulnerabele Persounen ugehéiert an haten doduerch e prioritären Zougang zur Impfung. »

- Madame le Ministre de la Santé peut-elle nous fournir des informations actualisées concernant le taux de vaccination des détenus au CPL et au CPG ? Qu'en est-il du taux de vaccination des agents pénitentiaires ? Quelles sont les démarches entreprises pour augmenter ces taux ?

- Comment Madame le Ministre évalue-t-elle le risque de contamination au Sars-CoV-2 pour les détenus travaillant dans la buanderie et manipulant (éventuellement) du linge contaminé ?

- Madame le Ministre peut-elle nous informer sur le matériel de protection (masques, gels désinfectants, etc.) mis à disposition des détenus ? Les détenus n'ont-ils reçu à ce stade qu'un à deux masques de protection en tissu ? Dans l'affirmative, ne serait-il pas souhaitable de leur fournir des masques FFP2 ?

Suivant le communiqué diffusé par l'association « eran, eraus … an elo? » en date de ce jour, le régime CovidCheck au sein du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) ne s'appliquerait qu'aux visiteurs des détenus. À noter toutefois que le point 27° de l'article 1er de cette loi définit le régime CovidCheck comme « régime applicable à des établissements accueillant un public […] dont l'entrée est exclusivement réservée aux personnes pouvant se prévaloir » d'un des trois certificats y mentionnés avec l'ajout que « lors de la notification [du régime CovidCheck à la Direction de la santé], le périmètre du lieu de la manifestation ou de l'événement doit être déterminé de manière précise et la notification comprend l'indication des dates ou périodes visées ». Autrement dit, il ne permet de limiter le régime à certaines catégories de personnes.

- Est-ce que dès lors un régime CovidCheck applicable à une partie seulement de personnes ayant accès aux différents centres pénitentiaires est-il compatible avec la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ?

Réponse commune (30.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Quant aux mesures sanitaires actuellement en place au CPL et pour quelle période :

Suite à l'augmentation des cas de Covid-19 au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig, les mesures sanitaires suivantes ont été prises afin d'endiguer la transmission du virus :

- les visites au Centre pénitentiaire de Schrassig sont adaptées : maximum trois détenus par salle de visite, les visites ont lieu derrière une séparation en plexiglas, maximum de deux visiteurs par détenu (enfants inclus), les visites hors surveillance sont momentanément suspendues ;

- les visites par les avocats ont lieu dans un parloir sécurisé ;

- toutes les activités demandant l'intervention de personnes externes (psychothérapeutes externes, etc.) sont annulées ;

- les cours de formation et le travail dans les ateliers sont interrompus (à l'exception de la buanderie centrale, les corvées des sections, la corvée intérieure et extérieure, la cuisine des détenus, l'atelier F) ;

- les détenus bénéficient d'une heure de sortie à l'air libre. Pour le surplus, les détenus restent confinés sur leur section pendant toute la journée. Les heures de fermeture restent inchangées ;

- les entrevues entre détenus et professionnels (SPSE, SCAS, Suchthëllef, …) doivent avoir lieu dans le strict respect des normes sanitaires en vigueur. Afin de garantir un maximum de sécurité, elles doivent être interrompues toutes les dix minutes par une aération conséquente de la pièce pendant cinq minutes ;

- les messes et les prières dans les salles en commun dédiées à cet effet sont suspendues, afin d'éviter un rassemblement de personnes dans un périmètre réduit afin d'éviter un rassemblement de personnes sur un périmètre réduit ;

- les activités sportives sont maintenues.

Conformément aux normes sanitaires en vigueur, un détenu vacciné avec un schéma vaccinal complet ayant eu un contact à risque avec un détenu testé positif n'est pas mis en quarantaine.

Un test non obligatoire lui est proposé au jour 0 et au jour 6, et il ne peut sortir de sa cellule qu'en portant un masque.

Les détenus ne présentant pas de schéma vaccinal complet ou qui ne sont pas vaccinés du tout sont mis en quarantaine dans leur cellule pour une durée de 7 jours à compter du dernier contact, un test est réalisé au jour 0 et au jour 6.

Ces mesures sont appliquées au Centre pénitentiaire de Schrassig depuis le 9 novembre 2021 et seront maintenues jusqu'à nouvel ordre.

Quant au nombre de personnes actuellement testées positives au Covid-19 et au nombre de personnes actuellement mises en quarantaine :

À la date du 25 novembre 2021, 45 personnes sont testées positives au Covid-19 (dont 36 détenus et 9 membres du personnel). À la date du 24 novembre 2021, 35 détenus sont placés en quarantaine. 36 frottis sont encore en cours d'analyse.

Quant au nombre de détenus et agents pénitentiaires vaccinés au CPL et CPG ainsi que des démarches entreprises pour augmenter ces taux :

Le taux de vaccination des détenus au CPL et au CPG ainsi que le taux de vaccination des agents pénitentiaires ne peut pas être fourni pour des raisons de protection de données.

Le médecin responsable du service médical du CPL, dépendant du CHL, figure sur la liste des médecins pouvant procéder à une vaccination contre le Sars-CoV-2. Des équipes mobiles seront déployées par la Direction de la santé afin de soutenir la campagne de vaccination dans la prison, ceci en vue d'une éventuelle meilleure acceptation des vaccinations.

Quant à l'évaluation du risque de contamination au Covid-19 pour les détenus travaillant dans la buanderie et manipulant éventuellement du linge contaminé :

Une évaluation du risque de contamination au Covid-19 pour les détenus travaillant au sein de la buanderie a été effectuée et il en ressort qu'il n'y a pas de risque particulier de contamination, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le Covid-19, donc une infection par le virus Sars-CoV-2, est normalement transmis par voie de gouttelettes et non par voie de contact avec la peau, voire avec des muqueuses.

Ensuite, le traitement du linge hospitalier est soumis à des règles d'hygiène et de précaution bien définies et qui doivent être observées par les détenus de la buanderie centrale. Ainsi, le port de gants protecteurs, le port d'un masque protecteur et le port de vêtements de travail adaptés sont obligatoires, ensemble avec une procédure de désinfection des mains.

Pour finir, il est à relever que le linge hospitalier à haut danger d'infection (toutes pathologies confondues) est soumis à un traitement spécial, lui aussi standardisé.

Ce linge est emballé et scellé par l'hôpital, donc avant son expédition, dans des sacs en matière synthétique hydrosoluble qui eux sont placés dans des sacs jaunes spécialement destinés à cet effet.

Le détenu employé à la buanderie centrale et appelé à manipuler ce type de linge doit ouvrir ces sacs jaunes et jeter les sacs hydrosolubles contenant le linge contaminé directement dans les machines à laver sans toucher ces sacs et donc également sans les ouvrir. Il n'y a dès lors jamais de contact entre un détenu travaillant à la buanderie et du linge éventuellement contaminé.

Toute infection par le traitement de linge peut être exclue par les procédures mises en place qui correspondent à des standards en vigueur partout où ce type de linge est traité.

Quant au matériel de protection mis à disposition des détenus :

Chaque détenu peut disposer sur simple demande d'un nouveau masque en étoffe.

En sus, chaque détenu affecté à un poste de travail reçoit chaque jour un nouveau masque chirurgical sur son lieu de travail.

Dans les ateliers, des distributeurs de gel désinfectant sont à la disposition des détenus au moment de leur entrée dans l'atelier.

Dans les sections et également dans les cellules, il n'est pas possible de distribuer ce type de désinfectant car le risque d'un usage détourné est majeur en raison de la forte teneur en éthanol.

Pour finir, il est à noter que chaque détenu a à sa disposition, et ceci en permanence, de l'eau et du savon.

Concernant les masques FFP2, l'adhésion à cette mesure est moins bonne, alors que ces masques sont plus inconfortables.

Quant à la mise en œuvre du régime CovidCheck en prison :

Contrairement au communiqué diffusé par l'association « eran, eraus … an elo? » en date du 23 novembre 2021, l'administration pénitentiaire a mis en place un système de prévention de propagation du virus Sars-CoV-2 qui n'est cependant pas un système CovidCheck au sens de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, et ce système n'est pas seulement appliqué aux visiteurs des détenus, mais à toute personne externe entrant dans l'enceinte du centre pénitentiaire.

Des réflexions sont actuellement en cours quant à une éventuelle introduction du CovidCheck proprement dit au sein des centres pénitentiaires, notamment en ce qui concerne les détenus sortant du périmètre du centre pénitentiaire.

Question 5283 (23.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**efficacité du vaccin AstraZeneca :**

De leschte Freiden, den 19.11.21, huet d'Regierung hiren Accord ginn, dass all Erwuessenen zu Lëtzebuerg sech ka „boostere" loossen, d. h. eng gratis Opfrëschung vu senger Covid-Impfung kréie kann. Den Zäitpunkt vun der Boosterimpfung soll sechs Méint no der leschter Impfung leien. Eng nach net peer-reviewed Etüd aus Schweden mam Titel „Effectiveness of Covid-19-Vaccination Against Risk of Symptomatic Infection, Hospitalization and Death Up to 9 Months: A Swedish Total-Population Cohort Study" wéisst, dass d'Impfstoffer awer deelweis scho virum sechste Mount staark un Effektivitéit ofhuelen. Virun allem beim Vaccin vun AstraZeneca wier schonn no véier Méint kee Schutz virun Infektioune méi moossbar (wärend de Schutz virun engem schwéiere Verlaf awer Bestand huet). BioNTech läit zum Vergläich no véier Méint no der zweeter Dosis nach bei ongeféier 50 % Schutzwierkung géint eng symptomatesch Infektioun.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Huet de Ministère Kenntnis vun der genannter Etüd?

Wéi schätzt si d'Fiabilitéit vun de Resultater vun de Fuerscher an?

2. Falls d'Ministesch an hir Beroder d'Resultater vun dëser Etüd als fiabel aschätzen, soll den Zäitpunkt vun de Boosterimpfunge fir Persounen, déi mam Vaxzevria-Vaccin geimpft goufen, net deementspriechend no ënnen ugepasst ginn?

3. Falls d'Ministesch um Delai vu sechs Méint festhält, kann si Erklärungen (Studien) ginn, déi den Delai vu sechs Méint erklären?

4. Falls d'Ministesch an hir Beroder d'Resultater vun dëser Etüd als fiabel aschätzen, wäert dës een Afloss op de CovidCheck-Regimm hunn?

Question urgente 5304 (29.11.2021) de **M. Claude Wiseler** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **vaccination « booster » pour les personnes ayant reçu le vaccin AstraZeneca :**

Eng ganz Rei Leit am Grand-Duché, dorënner vill Eelerer, goufe mam Impfstoff vun AstraZeneca geimpft. Bei dësem Vaccin war den Zäitraum tëscht der éischter an der zweeter Impfung bekanntlech méi laang, wouduerch jo dann och den Usproch fir d'Boosterimpfung no sechs Méint méi wäit no hanne réckelt a verschidde Leit elo nach keng Invitatioun fir dës drëtt Impfung kréien. Eng rezent schweedesch Etüd huet och opgewisen, datt beim AstraZeneca-Vaccin den Impfschutz schonn no véier Méint staark ofhëlt. Bei eise belschen Nopere kréien AstraZeneca-Geimpfter schonn no véier Méint eng drëtt Boosterimpfung offréiert.

An der aktueller Situatioun ass et wichteg, datt méiglechst vill Leit, a virun allem déi Vulnerabelst, gutt géint de Coronavirus geschützt sinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gedenkt d'Regierung op d'mannst de vulnerabele Leit, deenen hir zweet AstraZeneca-Impfung evtl. réischt véier oder fënnef Méint zréckläit, direkten Zougang zu enger Boosterimpfung ze ginn?

2. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (30.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet, baséiert op verschidde Studien, déi eng begrenzten Dauer vum Impfschutz bei enger Grondimpfung mat zwou Injektioune vu Vaxzevria (AstraZeneca) undeiten, den 29. November 2021 decidéiert, dass d'Leit mat dësem Impfschema schonns véier Méint no der zweeter Impfung fir eng Boosterimpfung mat engem mRNA-Impfstoff invitéiert ginn. Dëst huet aktuell nach keen Afloss op d'Validitéitsdauer vum initialen Europäeschen Digitalen Covid-Zertifikat fir d'Impfung.

Question urgente 5303 (29.11.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **restrictions après la découverte d'une nouvelle variante de la Covid-19 :**

Esou wéi aus engem Tweet vun der Madamm von der Leyen de Moien ervirgeet, recommandéiert d'Europäesch Kommissioun den État-Memberen, hir Flich aus dem südlechen Deel vun Afrika fir de Moment ze annuléieren, dëst wéinst der neier Coronavariant B.1.1.529, déi do opgedaucht ass.

Divers Länner hunn an deem Sënn scho reagéiert. Wat Däitschland ubelaangt, dierfen d'Fluchgesellschaften nëmmen nach däitsch Staatsbierger aus Südafrika an Däitschland afléien, an dës mussen da fir 14 Deeg a Quarantän, och wa se vollstänneg geimpft sinn. Aner Länner wéi Frankräich, Italien, England an Israel sinn dee selwechte Wee gaangen.

Wëssend, datt vu Lëtzebuerg aus keng Direktflich an de südlechen Deel vun Afrika fléien, respektiv aus dëser Regioun a Lëtzebuerg erafléien, mee Passagéier awer iwwer Escallen op aner Flughäfen an de Grand-Duché era kënne kommen, géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat ass der Regierung hir Positioun zu der Madamm von der Leyen hirem Opruff?

- Gesäit d'Regierung vir, Kontrollen um Findel ze organiséiere fir ze tracéieren, wien aus dëse Regiounen iwwer Escallen zu Lëtzebuerg ukënnt?

• Wa jo, wéi gesäit d'Regierung vir dat ze organiséieren? Mussen déi Persounen, déi aus dëse Gebidder kommen, a Quarantän goen, och wa se vollstänneg geimpft sinn? Wéi ass et mat deenen, déi zu Lëtzebuerg ukommen, mee am Transit sinn?

• Wann nee, wat ass de Grond?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

No enger Concertatioun mat den EU-Partneren, huet d'Regierung nach den Dag selwer vum 26. November 2021 reagéiert. Den Direkter vun der Santé huet eng Ordonnance erausginn, déi virgesäit, datt Leit, déi an de 14 Deeg, ier se zu Lëtzebuerg ukommen, a Südafrika, am Botswana, an Eswatini, am Lesotho, a Mozambique, an Namibien oder am Zimbabwe waren, sech musse bei der Inspection sanitaire mellen, sech mussen teste loossen a sech musse fir siwen Deeg a Quarantän beginn. E weideren Test muss no fréistens sechs Deeg Quarantän gemaach ginn.

Ausgeholl vun dëser Mesure si Leit, déi am Santésberäich schaffen, a Leit, déi am Transit sinn. Eng Derogatioun gëtt et och fir Persounen, déi am Transportsecteur aktiv sinn, falls si d'Land ërem verloossen.

N°18
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

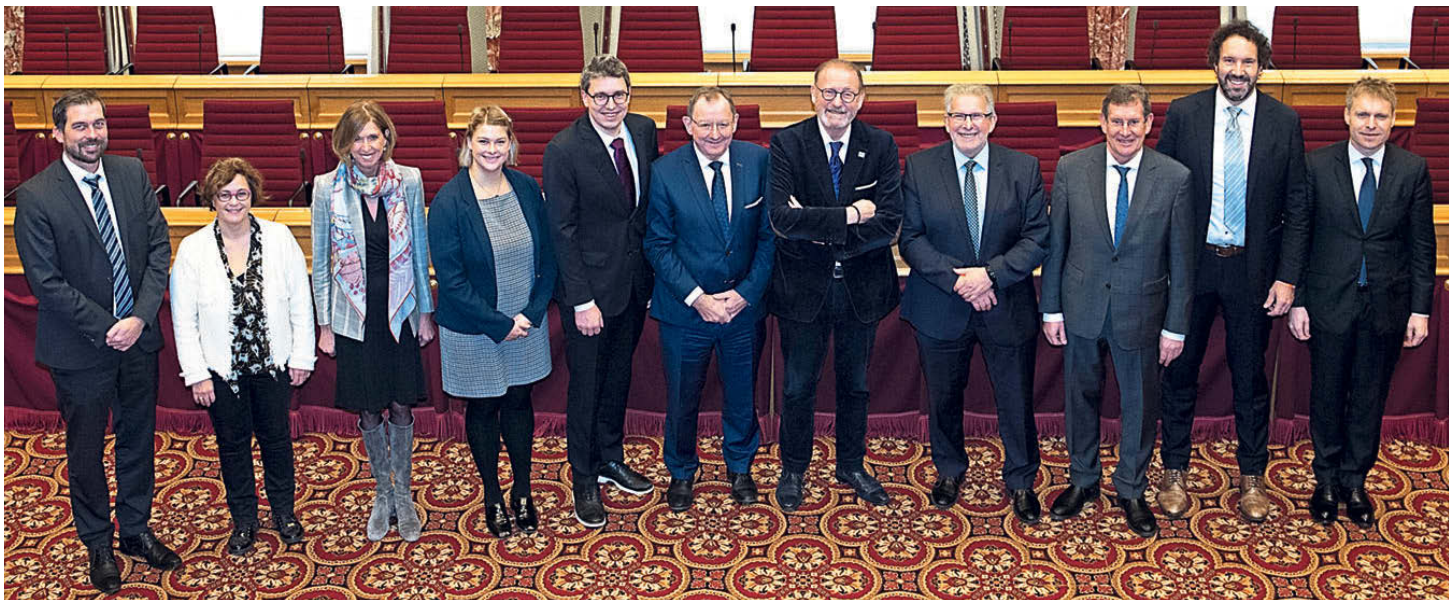
Compte rendu des séances publiques n° 18 | Session ordinaire 2020-2021

Mesures de lutte contre la pandémie	p. 604	Sommaire des séances publiques nos 42 à 44	p. 646	42e séance	Vendredi 12 mars 2021
Avenir du secteur touristique	p. 618	Sommaire des questions parlementaires	p. Q433	43e séance	Mardi 16 mars 2021
Aides en faveur des entreprises	p. 629			44e séance	Jeudi 18 mars 2021

Le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en visite à la Chambre des Députés

Garantir un environnement sain reconnu comme droit fondamental

« Faire de l'environnement sain un droit humain fondamental », cette initiative de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) était un des sujets au cœur d'un échange de vues entre les députés luxembourgeois et le Président de l'APCE, M. Rik Daems, le 7 décembre 2021 à la Chambre des Députés.



M. Rik Daems (5e de droite) entouré du Président (au milieu) et de membres de la Chambre des Députés en présence du Secrétaire général (à droite).

M. Daems a eu l'occasion de rencontrer pour des échanges M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, les députés membres du Bureau ainsi que de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et enfin les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Comment faire valoir le droit à un environnement sain ?

« L'environnement, ce n'est pas un enjeu politique, mais un droit tout court », a affirmé M. Rik Daems face aux députés luxembourgeois.

Cet automne, l'APCE a adopté une série de textes demandant un changement de paradigme dans le droit international et national, ainsi que dans les politiques gouvernementales, afin de garantir un environnement sain reconnu comme droit humain fondamental.

Comment inscrire ce droit dans les textes internationaux et nationaux ?

Plusieurs réponses sont envisageables, selon le Président de l'APCE. Une première consiste à intégrer ce droit directement dans la Convention européenne des droits de l'homme. Par conséquent, chaque citoyen pourrait l'invoquer devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Une deuxième voie prévoit d'élaborer une convention dite « ouverte » à laquelle tous les pays sont libres d'adhérer selon le modèle de la Convention d'Istanbul qui réunit les mesures de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

« Reconnecter avec la jeunesse »

Un droit à un environnement sain est pour M. Rik Daems « le seul sujet qui permet de reconnecter avec la jeunesse ». Dans ce contexte, les députés luxembourgeois ont évoqué les travaux de révision de la Constitution en cours. Il est prévu d'inscrire dans la Constitution la protection de l'environnement en tant qu'objectif à valeur constitutionnelle. D'autres sujets évoqués étaient les droits des femmes et des personnes LGBTIQ, la coopération entre l'APCE et le Parlement européen ainsi que la question des droits et obligations des citoyens dans le contexte de la crise sanitaire.

Conférence sur l'avenir de l'Europe

Les flux migratoires au centre des discussions



Des représentants de la société civile ont discuté avec les députés de la Sous-commission « Avenir de l'Europe » sur les flux migratoires.

Les flux migratoires ont été au cœur des échanges d'un panel composé de représentants de la société civile et de membres de la Sous-commission « Avenir de l'Europe » le 6 décembre 2021. Cette rencontre était organisée dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Le but de l'initiative est de tendre l'oreille aux attentes des citoyens européens face à l'avenir de l'Europe.

Les députés ont accueilli à l'occasion des représentants du Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE), du « Lëtzebuerger Flüchtlingsrot - Collectif Réfugiés Luxembourg », de l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI) et de l'association Passerell, active dans la défense des droits des demandeurs, bénéficiaires et déboutés du droit d'asile.

L'échange du 6 décembre 2021 s'inscrit dans une série d'entrevues avec différents panels d'experts. Les sujets abordés sont le fruit des discussions avec des citoyens au sein de différents groupes de travail qui ont eu lieu au printemps.

Outre les flux migratoires, les sujets des inégalités et de la compétitivité économique au sein de l'Union européenne avaient été retenus et fait l'objet de deux panels. Une entrevue sur le changement climatique suivra le 10 janvier 2022.

Favoriser le dialogue sur l'avenir de l'UE

La Conférence sur l'avenir de l'Europe est organisée par la Commission européenne, le Conseil et le Parlement européen. L'idée principale consiste à impliquer les citoyens, les représentants de la société civile et les parties prenantes aux niveaux européen, national, régional et local dans l'établissement des priorités de l'UE via une approche ascendante, ouverte, transparente, inclusive, participative et équilibrée.

La Chambre des Députés en tant que parlement national joue un rôle de fédérateur et tente de promouvoir le dialogue avec le citoyen. Une série d'événements est organisée pour faciliter le dialogue entre députés et citoyens.

L'Administration parlementaire recrute :

un JURISTE pour sa nouvelle cellule légistique (m/f) (réf. M00017894)

CDI à tâche complète - groupe de traitement A1 (poste à pourvoir par voie de mutation interne, par un fonctionnaire déjà nommé)

un ASSISTANT pour sa cellule scientifique (m/f) (réf. M00017890)

CDI à tâche complète - groupe de traitement B1 (poste à pourvoir par voie de mutation interne, par un fonctionnaire déjà nommé)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://govjobs.public.lu/fr/postuler/secteur-etatique/recrutement-interne/changement-administration.html

Révisions de la Constitution
Vous retrouvez des informations et vidéos en scannant le QR Code.

Sommet de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Déclaration commune pour lutter contre le changement climatique



Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, lors de son intervention virtuelle

Le **VII^e Sommet des Présidents des Parlements de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)** s'est tenu sous format hybride le 3 décembre 2021. La présidence assurée par le Parlement européen avait opté pour un sujet consacré à la lutte contre le changement climatique dans la région méditerranéenne.

Lors de son intervention virtuelle, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a misé sur la coopération avec les partenaires des deux rives de la Méditerranée pour aspirer à la neutralité climatique. Il a déploré le maintien du nucléaire comme partie intégrante de la taxonomie verte, tout en revenant sur le plan pour la reprise et la résilience qui représente, selon lui, une opportunité à saisir pour parvenir à une transition verte. M. le Président de la Chambre a terminé son discours en appelant à œuvrer davantage pour les droits environnementaux de sorte à les mettre sur un pied d'égalité avec les droits humains.

La déclaration commune adoptée par consensus par les participants du sommet invite les États membres à respecter leurs engagements pris lors de la COP26 à Glasgow et à appliquer la déclaration du 4 octobre 2021 faite par l'exécutif de l'Union pour la Méditerranée au Caire. Dans cette dernière, il est fait mention de protéger la biodiversité, de créer des économies plus résilientes et d'améliorer les capacités d'adaptation des pays de la région méditerranéenne.

À l'ordre du jour de la **XVI^e Session plénière de l'AP-UpM** figuraient quatre projets de recommandations ayant trait au sujet du réchauffement climatique dans la région de la Méditerranée. La recommandation de la Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme souligne la nécessité de percevoir les droits environnementaux comme des droits humains. D'ailleurs, la capacité d'adaptation des pays méditerranéens aux défis climatiques doit être renforcée. Le soutien financier des pays de la rive sud, le transfert de technologies et l'échange des meilleures pratiques sont les éléments principaux de la recommandation de la Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation. Le message-clé de la Commission de l'énergie, de l'environnement et de l'eau est d'aspirer à une reconnaissance d'un climat stable comme « patrimoine commun de l'humanité ». Finalement, la recommandation de la Commission des droits de la femme revendique une approche sexospécifique des politiques climatiques. Les quatre recommandations ont été approuvées par acclamation.

Le Parlement luxembourgeois a été représenté à la session plénière de l'AP-UpM par Mme Lydia Mutsch, Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Simone Beissel, membre effectif, Mme Octavie Modert, membre effectif, et M. Charles Margue, membre suppléant.

NOUVELLES LOIS

Office des procureurs européens délégués

7760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire en vue de l'organisation de l'Office des procureurs européens délégués

Le projet de loi n° 7760 est lié au projet de loi n° 7759 relatif à la mise en application du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen et modifiant le Code de procédure pénale.

Alors que le projet de loi n° 7759 porte sur le cadre procédural dans lequel l'Office des procureurs européens délégués exerce les compétences qu'il tient au titre du règlement (UE) 2017/1939, le projet de loi n° 7760 organise la structure de l'Office dans le cadre de l'organisation judiciaire luxembourgeoise. Les modifications concernent la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire.

L'Office des procureurs européens délégués comprendra deux substituts principaux. Ces derniers peuvent être soit membre actif du ministère public, soit du corps judiciaire. Les procureurs européens délégués sont choisis par le procureur général d'État. Ils sont nommés pour un mandat de cinq ans, renouvelable. Les procureurs européens délégués ont le grade de substitut principal et sont libérés de leurs fonctions nationales pour la durée de leur mandat. Les procureurs européens délégués jouissent des mêmes droits dont bénéficient les magistrats du corps judiciaire. Au terme de leur mandat, ils sont réintégrés à un poste 6/7 équivalent à la fonction qu'ils exerçaient auparavant. Au cas où il n'y aurait pas de vacance de poste adéquat, en raison par exemple du nombre limité par la loi de certaines fonctions, le magistrat concerné sera réintégré par dépassement des effectifs. Les procureurs européens délégués sont assistés d'un secrétariat dans leurs tâches administratives courantes. Le personnel engagé au titre du secrétariat relève de l'administration judiciaire.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 01.02.2021
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
10.02.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
10.03.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
15.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.03.2021
Loi du 31 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 282, page 1

Soutien d'entreprises en temps de pandémie

7769 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

3. la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Au vu de l'évolution de la situation sanitaire au Luxembourg et à l'étranger et de l'apparition de nouvelles variantes du Covid-19, l'État se voit contraint de prolonger les mesures destinées à limiter les déplacements et les rassemblements de personnes. Ces mesures affectent négativement la situation économique de nombreuses entreprises, de sorte que les mesures de soutien en faveur des entreprises les plus durement touchées sont également prolongées et même élargies. Les dépenses engendrées par ce projet de loi sont estimées à 60 millions d'euros.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 15.02.2021
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
18.02.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
08.03.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
15.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.03.2021
Loi du 23 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 228, page 1

Ressources propres de l'Union européenne

7770 - Projet de loi portant approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil relative au système des ressources propres de l'Union européenne pour la période 2021-2027 et de remplacer, une fois la décision 2020/2053 UE en vigueur, la loi du 15 mars 2016 ayant approuvé la décision du Conseil de l'Union européenne (2014/335/UE, Euratom) relative au système des ressources propres de l'Union européenne pour la période 2014-2020. La décision du Conseil du 14 décembre 2020 a été adoptée sur le fondement des articles 311 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment son troisième alinéa, et 106bis du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (Traité Euratom). En vertu de ces dispositions, le Conseil, statuant à l'unanimité après consultation du Parlement européen, adopte une décision fixant les dispositions relatives au système des ressources propres de l'UE. Cette décision n'entre en vigueur qu'après son approbation par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Par l'adoption du présent projet de loi, la Chambre des Députés est amenée à autoriser les modifications des règles d'attribution des ressources propres de l'UE en vue d'assurer le financement du budget annuel de l'Union et du fonds de relance « Next Generation EU », conformément aux conclusions du Conseil européen du 17 au 21 juillet 2020. Une fois approuvée par l'ensemble des États membres, la décision entrera en vigueur le premier jour suivant la réception de la dernière des notifications des États membres, et elle prendra effet rétroactivement à compter du 1^er janvier 2021. À l'heure actuelle, huit États membres ont ratifié la décision.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 19.02.2021
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
12.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
15.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.03.2021
Loi du 29 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 256, page 1

Lutte contre la pandémie

7784 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Au vu de l'évolution de la situation sanitaire, le projet de loi sous rubrique prévoit de maintenir les restrictions actuellement en place, et ce jusqu'au 2 avril 2021 inclus. Le présent projet de loi entend par ailleurs apporter des précisions concernant les mesures applicables au domaine de l'éducation nationale, de l'enfance et de la jeunesse en précisant entre autres que :

– les règles de distanciation physique énoncées aux paragraphes 4 et 5 de l'article 4 ne s'appliquent pas aux activités scolaires, péri- et parascolaires ;

– le port du masque ne s'applique aux élèves qu'à partir du cycle 2 de l'enseignement fondamental et aux élèves des classes correspondantes de l'enseignement privé.

Le projet de loi dans sa version initiale proposait de créer une base légale pour les mesures temporaires à prendre par règlement grand-ducal - notamment le passage en enseignement à domicile et la suspension temporaire, respectivement le passage vers une offre à domicile des activités du domaine de l'enfance et de la jeunesse – en cas de recrudescence des infections dans les domaines de l'éducation nationale, de l'enfance et de la jeunesse comportant des risques sanitaires pour la population locale ou globale.

Suite aux discussions en commission et aux échanges avec le Conseil d'État, il s'est avéré que la démarche préconisée par le Gouvernement pour créer un cadre légal servant de base pour prendre un règlement grand-ducal ne représentait guère une alternative à une définition des mesures dans les domaines de l'éducation nationale, de l'enfance et de la jeunesse dans le texte même de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19. Ainsi, les mesures concernant ces domaines seront désormais mises en œuvre par le biais de dispositions insérées dans la loi précitée.

De ce fait, le Gouvernement a décidé d'introduire un amendement remplaçant l'article 3 du projet de loi par une disposition visant à insérer dans la loi précitée une disposition portant sur les mesures actuellement applicables, à savoir une disposition sur l'enseignement à distance pendant la moitié du temps scolaire pour les classes de 4^e à 2^e de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 05.03.2021
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
09.03.2021 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Échange de vues
11.03.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
12.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
09.03.2021 Présentation du projet de loi
Échange de vues

Vote en séance publique : 12.03.2021
Loi du 12 mars 2021
Mémorial A : 2021, n° 193, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **7788 - Proposition de loi portant modification du livre IV du Code de la sécurité sociale en vue d'augmenter le montant de l'allocation familiale et d'introduire une allocation complémentaire pour familles nombreuses**

   7789 - Proposition de loi portant modification :

   1° du Code du travail ;

   2° du Code de la sécurité sociale ;

   3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

   4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
   - Déclarations de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
5. **7784 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (interventions de M. le Ministre Claude Meisch et Mme la Ministre Paulette Lenert) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Sven Clement, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. le Ministre Claude Meisch) - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Claude Wiseler) - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt des motions 1 et 2)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen) - Mme Martine Hansen (intervention de M. Claude Wiseler) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Sven Clement - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motions : M. Georges Engel - M. Claude Wiseler - M. Sven Clement - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Sven Clement (intervention de M. Guy Arendt) - M. Michel Wolter (interventions de M. Claude Wiseler et M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. Sven Clement (intervention de Mme Lydie Polfer) - M. Mars Di Bartolomeo (interventions de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marc Goergen) - M. Sven Clement - Mme Lydie Polfer (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Georges Engel (intervention de Mme Françoise Hetto-Gaasch) - M. Sven Clement (intervention de M. Georges Engel)
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Sven Clement
   - Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
6. **Question urgente n° 3850 de M. Sven Clement concernant la vaccination des personnes vulnérables**
   - M. Sven Clement - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Meisch et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projet-de-loien a vun de Proposition-de-loien, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 12 mars 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7785** - Projet de loi portant modification de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 09.03.2021

***7787** - Projet de loi relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.03.2021

3) Les propositions de loi suivantes ont été déposées à l'Administration parlementaire :

***7788** - Proposition de loi portant modification du livre IV du Code de la sécurité sociale en vue d'augmenter le montant de l'allocation familiale et d'introduire une allocation complémentaire pour familles nombreuses*

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 11.03.2021

***7789** - Proposition de loi portant modification :*

1° du Code du travail ;

2° du Code de la sécurité sociale ;

3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 11.03.2021

4) La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7786** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi*

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 09.03.2021

5) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1837** - Demande de pétition publique : Minage de cryptomonnaie taxe de vente sur l'électricité*

Dépôt : Erjon Begaj, le 09.03.2021

***1838** - Demande de pétition publique : Installation des drapeaux du Luxembourg et décoration des maisons avec les couleurs nationales pour la fête nationale*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 09.03.2021

***1839** - Demande de pétition publique : Les chauffeurs de bus du secteur privé demandent des heures de travail normales comme celles du TICE et de la VDL. Les chauffeurs ont aussi droit à une vie privée et aimeraient aussi prévoir des choses à l'avance et passer plus de temps avec leur famille*

Dépôt : Triana Esperanza Hilgersom, le 10.03.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7788 - Proposition de loi portant modification du livre IV du Code de la sécurité sociale en vue d'augmenter le montant de l'allocation familiale et d'introduire une allocation complémentaire pour familles nombreuses

7789 - Proposition de loi portant modification :

1° du Code du travail ;

2° du Code de la sécurité sociale ;

3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Déclarations de recevabilité

D'Presidentekonferenz huet sech den 11. Mäerz 2021 fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Propositions de loi 7788 a 7789, déi eng Ofännerung vum Sozialgesetz virgesinn an déi den 11. Mäerz vum Här Marc Spautz deponéiert goufen. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, fir d'Propositions de loi 7788 a 7789 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

(Les propositions de loi n° 7788 et n° 7789 sont renvoyées à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

5. 7784 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7784, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt där Rekorder, déi ee léiwer net géif briechen. Dat gëllt sécher och fir d'Zuel vun den Anticovidgesetzer, wou mer kaum jee an eiser Geschicht an engem Joer esou vill Gesetzer zu engem eenzege Sujet hu misse verofschiden.

Erlaabt mer, beim Gesetz Nummer 14 drop ze insistéieren, dass eis Institutiounen, aneschters wéi a villen anere Länner, wou d'Kris iwwer Arrêtéë geréiert gouf, hir Roll zwar ganz schnell, mee voll a ganz gespillt hunn. Dat gëllt fir d'Regierung, mee dat gëllt och virun allem fir eis Chamber, de Conseil d'État, déi berodend Instanzen an all d'Mataarbechter a Mataarbechterinnen, déi bis zum Geht-nichtmehr matugepaakt hunn. Mir hunn eis Aarbecht gemaach. An dat ware mer deene schëlleg, déi an dëser Kris d'Haaptlaascht gedroen hunn.

Dir kënnt lech virstellen, dass kee vun eis liichten Häerzens haut e weidere Gesetzesprojet wäert stëmmen, deen eis all, all Eenzelnem vun eis, nach méi wéideet, eis villes, wat mer gär hunn, weider net erlaabt an eis Virschréfte mécht, wéi mer eis ze verhalen hunn. D'Situatioun ronderëm de Virus ass awer nach net esou, dass mer kéinte labberloossen. Dat soen eis d'Zuelen, dat soen eis vill ze vill perséinlech Dramen, dat seet eis och de Verglach mat eisen Noperen, wat d'Moossnamen ugeet.

An dofir kënne mer net aneschters, wéi déi Restriktiounen, déi ouni neit Gesetz e Méindeg géifen auslafen, ze verlängeren. Dat ass also d'Haaptzil vum Gesetzesprojet 7784, zu deem ech de Rapport fir eis Gesondheetskommissioun wäert virdroen, déi dës Kéier zesumme mat der Educatiounskommissioun de Projet analyséiert a beaflosst huet. Ech soen dofir de Kolleegen aus deenen zwou Kommissiounen ausdrécklech Merci.

Elo dann zur Situatioun, wéi se sech am Moment presentéiert. D'Infektiounszuele si weider héich. De leschte Wocheréckbléck vum 1. bis de 7. Mäerz weist eng Inzidenz vun 190 - erspuert mer de Komma -, 190 Ustiechungen op 100.000 Awunner op siwen Deeg. Dat ass e liichte Réckgang géintiwwer der Woch virdrun, wou mer bei 210 louchen. Also plus/minus Stabilitéit a keng Explosioun vun de Chifferen, déi Croissance exponentielle genannt gëtt.

Den R-Wäert op eng Woch, dee läit elo bei 1, déi Woch virdru bei 0,96. Zur Erënnerung: Den R-Wäert gëtt un, wéi vill Leit vun enger infizéierter Persoun ugestach gi sinn. Wann e bei 1 läit, dann ass d'Zuel vun den Neiinfektioune plus/minus stabill. Drënner geet et zréck, driwwer gëtt et eng Progressioun bei den Neiinfektiounen.

De Positivitéitswäert bei all den Tester läit bei 1,94 %. Déi Woch virdru waren et nach 2,04 %. Den Taux de positivité, also déi positiv Rat bei den Tester, déi verschriwwe gi sinn, also wou d'Suspicioun do war, dass ee kéint ugestach sinn, an déi am Kader vum Contacttracing oft gemaach gi sinn, ass vu 5,42 déi Woch virdrun op 5,03 zréckgaangen.

Insgesamt ënnert dem Strëch kann een also eng liicht Verbesserung feststellen, Stabilitéit bis liicht Verbesserung. Dat selwecht gëllt fir d'Resultater vun de Coronastep-Ënnersichungen, also d'Analys vun dem Ofwaasser an de Kläranlagen op de Virus. Déi weisen och keng spektakulär, mee ëmmerhin eng Tendenz no ënnen.

Gutt - an ech ënnersträichen: gutt! - oppasse musse mer, wat d'Hospitalisatiounen ugeet, déi an de leschte Wochen nees eropgaange sinn, souwuel an deenen normale Soine wéi och op den Intensivstatiounen. Och wann d'Situatioun de Moment nach net dramatesch ass, si ronn e Véierel vun den Intensivbetter mëttlerweil vu Covidpatiente beluecht, den Undeel ass vun 19,5 % an der leschter Februarwoch op 23,7 % an der éischter Mäerzwoch eropgaangen.

Alarmant, an dat muss een esou soen, an dat deet och am meeschte wéi, ass d'Zuel vun den Doudesfäll am Zesummenhang mat dem Covid-19. Déi Zuel ass an der éischter Mäerzwoch mat 24 Doudesfäll bal duebel esou héich wéi an der Woch virdrun. E gudden Deel vun der Erklärung ass doran ze sichen, dass et Infektiounsketten an Alters- a Fleegeheemer ginn huet, wou déi Vulnerabelst vun eise Matmënsche liewen.

Doriwwer eraus sinn d'Varianten ëmmer méi present. Dem leschte Rapport vum nationale Gesondheetslabo no géif déi sougenannte brittesch Variant mëttlerweil 65 % ausmaachen, déi südafrikanesch Variant 16 % vun den Neiustiechungen.

D'Impfcampagne kënnt virun. Jo, mir hätten alleguer léiwer, dass se vill méi schnell nach virukéim. Mee si kënnt virun. A si wäert an deenen nächste Wochen nach méi schnell virukommen, well ëmmer nei Impfstoffer op de Maart kommen. An dat féiert och dozou, dass et méi Impfstoff wäert hei zu Lëtzebuerg ginn.

Ech bleiwen der Meenung, dass déi gemeinsam Approche vun der Europäescher Unioun déi richteg war. Et muss een nëmme kucken, mat wat fir enge Methoden déi Länner, déi sech méi Impfstoff beschaaft hunn, zum Deel operéiert hunn. Dat si Methoden, déi sinn net eis. Déi sinn net eis!

An et soll een dat net onbedéngt als Beispill huelen, well et net e Beispill fir Solidaritéit ass, mee e Beispill fir onsolidarescht Handelen a souguer fir eng Surenchère, déi an deem dote Beräich net ze entschëllegen ass. Déi Länner, déi da méi en décke Portefeuille hunn, déi verschafe sech Impfstoff zulaaschte vun deenen, déi et vläicht am meeschte géife brauchen. Dat soll een och emol eng Kéier esou gesot hunn, amplaz dass een ëmmer nëmmen eenzel Länner als Beispiller ervirsträicht, déi egal wat gemaach hunn, fir dee raren, nach raren, Impfstoff fir sech ze sécheren. Mee dat léisst déif blécken, wann een eenzel Länner gesäit, wéi récksiichtsvoll se sinn oder, vill besser, net sinn!

Gëscht an der Mëttesstonn waren hei zu Lëtzebuerg 53.000 Persoune geimpft, dorënner iwwer 15.000 fir d'zweet. An duerch d'Zouloossung vum Impfstoff Johnson & Johnson duerch d'EMA an aneren, déi nach an der Waardeschläif sinn, wäerte weider Liwwerungen op eis zoukommen. An ech soen dat elo net esou haart, mee wat d'Indikatiounen a wat d'Dosen ugeet, wäert een och nach eng Evolutioun mat der Zäit hunn. Soulaang, wéi een als eenzege Produzent um Maart ass, setzt een d'Konditiounen extreem héich a wann een dann net méi aleng ass, da ginn d'Konditioune ganz anerer. Bon, dot mech net am Kaffissaz liesen, mee an der Vergaangenheet huet dat sech oft esou gewisen.

Also, ënnert dem Strëch gëtt et Liichtblécker, wa mer dervun ausginn, dass mer elo länger Zäit am Tunnel sinn. Mee mer sinn nach net eraus an en attendant musse mer weider virsiichteg bleiwen. Dofir och d'Verlängerung vun deenen aktuelle Mesure bis den 2. Abrëll.

Ech erënneren eng Kéier ganz kuerz un déi Restriktiounen, déi am Moment bestinn am private Beräich: maximal zwou Persounen aus deem selwechte Stot, déi kënnen op Besuch kommen, de Couvre-feu vun eelef Auer bis sechs Auer. Kultur, Sport a Commercë bleiwen op, mat deene selwechte Limitatiounen a Sécherheetsmoossname wéi bis elo. Den Horeca-Secteur bleift zou. Dat deet deene Leit selwer an eis alleguer wéi, mee wann ee ronderëm sech kuckt, da gesäit een, dass Lëtzebuerg hei sécher net aleng Cavalier seul ka maachen. D'Interdiktioun, fir Alkohol op der Voie pu-

blique ze consommëieren, bleift. D'Limitatioune vun de Rassemblementer gëlle virun.

Niewent der Verlängerung dréit de Projet de loi virun allem ëm Bestëmmungen iwwert d'Beräicher vun der Educatioun an d'Betreiung vu Kanner a Jugendlechen, mat der Prezisioun, dass d'Distanciatiounsreegelen an deene Beräicher net gëllen, wuel awer d'Maskeflicht fir Kanner ab dem Cycle 2 an, wéi de Staatsrot richteg bemierkt, natierlech och fir Kanner vun den entspriechenden Niveauen a Schoulen, déi net mat Cyclë fonctionéieren.

Am ursprénglechen Text vum Projet de loi war och virgesinn, fir eng Base légale ze schafen, fir kënne weider Mesuren an deene Beräicher iwwer Règlement grand-ducal ze huelen. No Diskussiounen an de Kommissiounen an Echangë mam Conseil d'État ass kloer ginn, dass dofir prezis Bestëmmungen am Gesetz misste stoen, déi an dëser Virlag esou net do waren, an dass et deementspriechend kaum Virdeeler hätt, wann een all déi dote Konditioune misst an d'Gesetz schreiwen, vis-à-vis vun der Situatioun, déi elo ass, oder vun der Demarche, déi elo geholl ginn ass, dass wäitgräifend Mesuren an d'Covidgesetz sollen erakommen. Dat gëtt an dësem Gesetz elo esou gemaach, dat wäert och an Zukunft esou gemaach ginn. Wuelverstanen: Bei méi lokale Problemer, déi optauchen, ass et nach ëmmer méiglech, flexibel ze reagéieren an net dräi Wochen oder eng Woch op e Gesetz ze waarden.

Deemno huet d'Regierung en Amendement agereecht, fir déi uganks virgesinne Bestëmmungen ze sträichen an ze ersetzen duerch déi Mesure, déi am Moment am Enseignement gëllt, nämlech den Enseignement en alternance, also Homeschooling fir d'Hallschecht vun der Zäit, fir d'Klassen tëschent Quatrième an Deuxième am Secondaire grad ewéi an der Formation professionnelle, an an d'Gesetz ageschriwwen.

Op Propositioun vum Staatsrot hi gouf preziséiert, dass och fir déi entspriechend Klassen am net ëffentlechen Enseignement dat selwecht gëlle sollt. De Staatsrot hat och drop higewisen, dass ee misst derfir suergen, Schüler an Enseignanten dat noutwendegt Material zur Verfügung ze stellen. An der Kommissioun war et d'Erklärung, dass esou en Ekipement zur Verfügung gestallt géif, sollt dat sech als noutwendeg erweisen. Och eng finanziell Ënnerstëtzung fir en adaptéierten Internetzougang ka bei Bedarf beim SePAS vum jeeweilege Lycée ugefrot ginn.

Am Projet de loi gëtt zu gudder Lescht nach preziséiert, dass, wa Crèchen a Betreiungsstrukturen zäitweis duerch eng national Mesure mussen zoumaachen, d'Eltere vun hirer Contributioun vum Chèque-service an och den eventuelle Supplemente fräigestallt ginn, dass awer de Staat säin Deel weider iwwerhëlt.

Zur Prozedur: Den Depot gouf de 5. Mäerz gemaach, also viru genee enger Woch. Déi éischt Reunioun vun der Kommissioun Santé an Educatioun war en Dënschdeg, den 9. Mäerz. E Mëttwoch, den 10. Mäerz koum den Amendement gouvernemental. De selwechten Dag am Nomëtte koum den Avis vum Staatsrot, dee gëschter Moien, 11. Mäerz, an der Kommissioun analyséiert gouf. An de Rapport zum Gesetz gouf de Moie mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl.

Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass dat net heescht, dass et net zu enger gudder Zesummenaarbecht an deene jeeweilege Kommissiounen, onofhängeg vun Oppositioun oder Majoritéit, komm ass, an dass jiddwereen d'Suerg hat, e korrekt Gesetz hei ze presentéieren.

D'Gesetz gëllt, wéi gesot, bis den 2. Abrëll. Bis dohin, wéi kéint et aneschters sinn, solle mer, musse mer zesummen upaken, fir dass mer hei an der Chamber och emol erëm eng Kéier e Gesetz kënne stëmmen, dat eis all den Alldag méi liicht wäert maachen.

An deem Sënn soen ech Iech alleguer Merci. An, Här President, et war bal eng Punktlandung, mee net grad, ech hat e puermol ze vill Otem geholl. Merci villmools. An ech wollt Iech dann invitéieren, fir dat Gesetz hei ze stëmme mat enger gréisstméiglecher Majoritéit. Ech ginn d'Hoffnung also net op. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Ech confirméieren dat, wat eise President, de Mars Di Bartolomeo, virdru gesot huet, datt d'Kollaboratioun an der Gesondheetskommissioun ..., och wa mer net ëmmer, oft net, d'accord si mat Inhalter, datt awer probéiert gëtt, dat esou konstruktiv wéi méiglech ze maachen. An dëse Situatiounen ass dat fir eis, an ech mengen, fir all d'Parteien heibannen, eng Selbstverständlechkeet an och eng Noutwendegkeet.

Dat Gesetz huet fënnef Artikelen. Een dervun ass d'Verlängerung vun de Moossname bis op den 2. Abrëll. Dat ass eng absolutt Noutwendegkeet a fir eis och eng Selbstverständlechkeet. Déi aner véier si Verschafunge vu legale Basisse fir Moossnamen an der Éducation nationale, Moossnamen, déi awer schonns geholl oder scho länger geplangt sinn.

All déi Moossnamen, déi haut gestëmmt ginn, hunn ech ausnamslos hei op der Chamberstribün säit e puer Kéieren, wou mer d'Gesetz scho stëmmen, gefrot. Mir hunn d'Onverständnis ausgedréckt, datt déi Moossnamen, déi viru Woche schonn an d'Realitéit ëmgesat gi sinn, ouni jedwellech legal Basis gemaach gi sinn, jo, souguer verschiddener, notamment an deem Covidgesetz, genau de Contraire gesot hunn. Ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck. Mir hunn déizäit kloer gesot, datt mer eis esou net de Rechtsstaat virstellen, datt mer net d'accord si mat ministeriellen Decisiounen, déi aus ministerieller Willkür eraus geholl gi sinn, ouni datt déi demokratesch Grondlagen, déi legal Grondlagen dofir kloer an däitlech do sinn.

Déizäit hat de Minister eis hei op der Chamberstribün an an der Kommissioun geäntwert, datt hien zwar d'accord wär, doriwwer nozedenken, mee datt en awer seng Flexibilitéit net däerft verléieren. Esou stellen ech mer awer net d'Fonctionéiere vum Rechtsstaat vir! Alles, wat gemaach gëtt, muss eng legal Basis hunn. An da musse mer kucken, datt mer déi esou schafen, datt se flexibel bleift. Mee ouni kann et awer net fonctionéieren.

De Minister koum an d'Kommissioun virun zwee, dräi Deeg an en huet gesot, e wär dann elo dem Wonsch vun der Kommissioun nokomm, legal Basissen ze schafen. Ech muss soen: Och dat, deen Ausdrock an déi Aart a Weis, fir et ze presentéieren, hunn ech net richteg verstanen. Mir drécken hei als Chamber net e Wonsch aus, legal Basissen ze kréien, mee ech fannen et eng absolutt Normalitéit an eng Necessitéit, datt eng legal Basis do ass! Et ass net einfach esou eppes, wat mer gär hätten, mee et ass an dësem Staat eng absolutt Noutwendegkeet, datt se do ass. An ech verstinn och net, datt eng parlamentaresch Majoritéit toleréiert, datt ënner hirer Kontrollflicht eng Rei Moossnamen an d'Realitéit ëmgesat ginn ouni legal Basis. Et wär dach un eis alleguer heibannen, dat ze kontrolléieren an der Regierung ze soen, datt et esou net geet, net nëmmen un der Oppositioun, un der ganzer Chamber!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Elo soe mer am Artikel 4 (8), datt d'Maskeflicht ageféiert gëtt, net nëmmen do, wou se souwisou schonn ass, dat heescht an de Geschäfter dobanne respektiv a Surfacen, wou vill Leit sinn, mee och an der Schoul. Dat war bis elo zwar schonn an der Schoul iwwer Circulaire ageféiert ginn, mee de Contraire stoung awer bis elo am Gesetz, well d'Covidgesetz hat bis elo ganz kloer a sengen Artikele virgesinn, datt a sech fir dat Ganzt eng Maskeflicht géif bestoen, iwwerall, ausser an der Schoul. Et war awer iwwer Circulaire trotzdeem eng ageféiert ginn. Elo béit dat Gesetz dat riicht an dat fannen ech a sech och richteg, mee dat seet mer just, datt mer wärend esou ville Wochen eng Situatioun haten, déi keng uerdentlech a korrekt legal Basis hat, esou wéi mer et fir aner Secteure scho laang am Gesetz virgesinn haten, scho viru Méint an dësem Gesetz virgesinn haten.

Wat den Artikel 4ter vun dësem Gesetz ugeet, muss ech soen: Esou eppes hunn ech awer nach net ganz oft materlieft! De Minister kënnt an d'Kommissioun an enger éischter Etapp, bréngt e Gesetzestext mat, wou e seet, datt en eng Base légale fir dat, wat bis elo gemaach ginn ass, schaaft a fir dat, wat en och a sengem Stufeplang fir déi nächst Etappe virgesinn huet. Also an anere Wierder: Fir dat, wat e bis elo gemaach hat, hate mer keng Base légale, well mir krute se hei jo proposéiert. A mir wëssen alleguer, datt am Kader vum Artikel 23 vun der Constitutioun all déi Decisiounen, déi am Kader vun der Éducation nationale geholl ginn, Matière réservée à la loi sinn. Wat heescht dat, „matière réservée à la loi"? Mee dat heescht ganz kloer: op Basis vun de Jurisprudenzen, déi mer an deem Secteur, mee och an anere Secteure kennen, datt alles, wat decidéiert gëtt, e prezise Kader am Gesetz muss hunn, dee genau definéiert gëtt a wou kënne Règlements d'exécutions an deem prezise Kader geholl ginn.

Dat hu mer dann och dem Minister gesot, wéi en an d'Kommissioun komm ass, a mer hunn em gesot, datt dat, wat a senge Propositioune géif stoen, effektiv extreem vag a schwammeg wär a fir eis wierklech guer kee prezise Kader géif bedeiten. Zum Beispill stoung dran: „recrudescence locale ou nationale des infections", da kéint hien eng Rei Moossnamen decidéieren, déi am Punkt 1 vun de Moossnamen definéiert waren, mat „mesures sanitaires spécifiques". Dat kann alles an näischt heeschen. Et ass op jidde Fall alles anescht wéi prezis.

De Minister huet eis awer gesot, dat wär esou, wéi hien et gär hätt, dat géif him déi Flexibilitéit ginn. Mir hunn em gesot: „Dat geet net!" Dunn ass de Minister bei de Conseil d'État gaang - eng extraordinär Prozedur d'ailleurs, déi ech nach net oft héieren hunn, datt d'Regierung bei de Conseil d'État geet - an huet do emol gesot kritt, se sollen den Text léiwer net maachen, well wa se e géife maachen, misste se Opposition-formellë kréien. Esou ass et awer elo emol gemaach ginn. Ech verhale mer déi Prozedur ganz gutt, well et ass wierklech eng Erneierung an der Aart a Weis, wéi mer matenee schaffen. Mee en fin de compte huet de Conseil d'État dem Minister just dat gesot, wat mir em deen Dag virdrun schonn an der Kommissioun gesot haten a wat en eis net gegleeft hat, an zwar, datt dat, wat en an d'Gesetz geschriwwen hätt, am Fong iwwerhaapt net géif goen a wann en et géif bäibehalen, en eng Opposition formelle géif kréien, well esou de gesetzleche Kader net uerdentlech an net prezis wär, well am Fong d'Educatiounspolitik eng Matière réservée à la loi wär an dofir Prezisioun am Text géif brauchen.

Okay, de Minister huet dat ugeholl vum Conseil d'État. Elo hätt ech mer dann erwaart, datt e gesot hätt: „Mee da verbessere mer deen Text, da maache mer méi e prezisen Text, well mir brauche jo awer déi Base légale!" Du kënnt de Minister an d'Kommissioun zréck an da proposéiert en eis en Text, dee just nach aus engem klenge Punkt besteet, an de Rescht huet en einfach alles erausgeholl an dann erkläert en eis: „Sou, elo rëtscht dat am Conseil d'État, elo ass dat kee Problem méi." Ma ech soen: Jo, et rëtscht am Conseil d'État, et ass och am Conseil d'État gerëtscht, well am Fong keen Text méi do ass a well d'Base-legallen am Fong erausgeholl sinn. Dann erkläert hie sech: „Et ass Zäitdrock do gewiescht. Mir konnten et net méi maachen an där kuerzer Zäit, déi mer haten!"

Ech kann déi Excuse do bal net méi héieren, well ech sinn net d'accord mat där Zäit, déi mer net méi haten. Ech soen: De Minister hat scho fir déi Moossnamen, déi e säit Wochen a Méint geholl hat, Wochen a Méint, fir sech eng Base légale ze ginn. An elo dann deen Dag ze kommen a soen: „Ech hunn Zäitdrock, ech hu keng Zäit méi, fir eng ze maachen!", ass eng Excuse, déi mer net kënne gutt heeschen.

Dat heescht, datt mer elo en Text hunn, wou an enger ganzer Rei Punkten d'Base-legalle feelen, och fir déi lokal Mesuren. An ech froe mech, wat dat fir eng Ausso ass, fir ze soen: „Fir déi national Mesuren, do maache mer elo e Gesetzestext, an all déi lokal Mesuren, déi brauche kee Gesetz, déi brauche keng gesetzlech Basis." Also, esou eng Jurisprudenz hunn ech zwar nach ni héieren, wou mer soen: „Déi eng esou an déi aner esou." Et brauch ee fir all Moossnam, déi een hëlt, e kloer definéierten Text. De Minister huet eis gesot: „Elo fuere mer da weider!"

Pardon, ech wollt nach soen, fir e Stufeplang, wou eng ganz Rei Moossname virgesi sinn, sinn a sech eng ganz Rei Froen elo net geléist an notamment och eng ganz Rei constitutionnel Problemer, déi sech op Basis vum Artikel 11 (6) stellen. Do kommen ech och nach eng Kéier drop zréck.

Doropshi seet de Minister, datt e weider iwwer Recommandatiounen an iwwer Circulairë fiert, wat fir eis a verschiddene Punkten absolutt net geet, notamment do, wou mer Crèchen, privat Crèchen zoumaachen, well mir hunn am Artikel 11 (6) vun eiser Constitutioun eng „liberté" de faire le „commerce". A wann een déi wëllt deelweis, zäitweis ewechhuelen - wat ech an dësem Fall als äusserst richteg a sënnvoll empfannen -, mee wann ee wëllt esou eng Fräiheet ewechhuelen, da kann een dat awer nëmmen, an dat ass evident, nëmmen iwwer e Gesetz maachen.

Esou eng Base légale hu mer net. De Minister seet: „Ech maachen dann och nëmme Recommandatiounen, dofir brauch ech keng Base légale". E seet awer dann hannendrun: „Mee déi, déi deene Recommandatiounen net follegen, déi kréien eng Ordonnance op Basis vum Artikel 10 vun der Direction de la santé op d'Bëlz an da musse se awer zoumaachen!" Esou ass et net, wéi ech mer de Rechtsstaat hei virstellen a sengem uerdentleche Fonctionnement! Ech fannen déi Mesuren, déi virgeschloe sinn, richteg. Mee ech fannen, datt se mussen eng uerdentlech legal Basis am Gesetz kréien.

Da kréien ech gesot: „Mee wat kann da passéieren, wa mer dat esou maachen?" Mee Dir musst och gesinn, wat fir eng Onzefriddenheet momentan schonn ass bei enger ganzer Rei privater Institutiounen. Ech ginn Iech just ee Beispill: Do sinn eng Rei privat Crèchen, déi kréie momentan jo kee Chômage partiel, well eng Moossnam virgesinn ass, déi doranner besteet, datt de Staat seng Parte bezilt, mee awer gesot huet, d'Eltere bräichten hir Parten net ze bezuelen. Dat fannen ech och richteg als Moossnam. Mee dat huet awer als Konsequenz, datt déi Crèchen, déi vill Kanner hunn, wou d'Elteren net vill verdéngen an d'Part vum Staat méi grouss ass, weesentlech méi kréie wéi déi, déi do sinn, wou d'Eltere vill verdéngen, d'Part vun den Elteren also méi grouss ass respektiv d'Part vum Staat, déi se dann nach kréien, méi kleng ass. An do ass eng grouss Onzefriddenheet. An ech soen Iech, datt do nach deen een oder anere Problem op Iech zoukënnt. An do wär et vläicht besser, wann Der eng uerdentlech legal Basis fir Är Aktiounen hätt.

Just an der Parenthèse gesot: An der Educatiounskommissioun sot Dir eis, Här Minister, datt Der géift an Zukunft weider mat Recommandatioune fueren, fir Flexibilitéit ze bewaren. Dat war an der Educatiounskommissioun. An der Santéskommissioun, den Dag duerno, seet Äre Premier Conseiller, datt elo alles, wat national ass, iwwer Gesetz géif gereegelt ginn - eng Kontradiktioun zwëschent där enger Ausso an der Santéskommissioun an där anerer an der Educatiounskommissioun. Och an Ärem Haus, mengen ech, braucht Der do eng Rei Klarifikatiounen, si sinn op jidde Fall noutwendeg.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Maacht Iech do keng Suergen ëm mäin Haus!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir haten heibannen eng kloer an eng däitlech Diskussioun am Juni 2020, wéi mer déi Saache géife gesinn, wéi mer hei Fräiheete géifen zäitweis ewechhuele kënnen. A mir waren eis all eens, datt dat net géif goen iwwert déi Propositioun, déi d'Regierung eis gemaach hat, fir ze soen: „Mir ginn eis e Kadertext an da kënne mer iwwer Règlement grand-ducal alles maachen." Mir sinn hei, Majoritéit an Oppositioun, mateneen eens gi fir ze soen: „Mir hätte gär, wa mer eng Fräiheet ewechhuelen, datt mer do allkéiers eng legal Basis schafen." An dofir sti mer och haut hei, well dofir si mer elo beim Gesetz Nummer 14, wéi den Här Mars Di Bartolomeo gesot huet, well mer allkéiers eis eng legal Basis ginn, fir esou Fräiheeten da kuerz ewechzehuelen, mee awer nëmmen iwwer Gesetz.

Déi Prozedur ass akzeptéiert gi vu jiddwerengem, si ass akzeptéiert gi vum Santésministère an d'Madamm Minister sëtzt elo och fir d'14. hei, sech ze verteidegen, de Staatsminister och. Dat ass keen einfachen Exercice, dat ginn ech och gär zou. De Sportsminister sëtzt hei, d'Classes moyennes souzen hei, fir déi Diskussiounen esou ze maachen, an déi hunn all déi Prozedur do akzeptéiert. Just d'Éducation nationale huet decidéiert, fir sech eleng en anere Wee anzeschloen.

Den Här O'Flaherty, dee mer virun e puer Wochen hei haten, hat eis gesot, mir wären eng Best Practice, well mer dat esou géife maachen, wéi mer et maachen, mee mer missten awer ganz gutt oppassen, wa mer d'Kontrollfunktioun vum Parlament géifen exercéieren, datt déi och ëmmer esou géif exercéiert ginn, datt d'Legalitéit absolutt an ëmmer erëm, dauernd vun eis géif kontrolléiert ginn. An dofir ass et wichteg, datt mer hei pingeleg sinn op deenen Texter, well et geet ëm d'Fräiheete vun de Leit.

En anert Beispill, dat ech nach wëll nennen, dat ass dat vun der Applikatioun vum Artikel 7 vum Gesetz - Quarantänen an Isolementer. De Minister huet eis gesot, e géif eng nei Politik aféieren, andeem en elo bei Quarantänen an Isolementer deene Kanner, déi zréckkommen, e Certificat géif froe fir ze kontrolléieren, datt se och en negativen Test hätten. Ech soen Iech just: Deen Text, deen ass scho siwe Méint en vigueur gewiescht! Wann dat elo virun e puer Wochen als nei Politik definéiert gëtt, da muss ech soen, datt a sech de Gesetzestext wärend sechs, siwe Méint net applizéiert ginn ass esou, wéi en hätt sollen applizéiert ginn. An an eisen Ae geet dat net!

De Minister huet dunn e Règlement d'urgence geholl, fir sech d'Méiglechkeet ze ginn, e korrekt ze applizéieren. E Règlement d'urgence hëlt een, wann eng effektiv Urgence do ass. Mee ech soen Iech: Hei war iwwerhaapt keng Urgence, well Dir hätt am Fong dat Reglement scho säit siwe Méint misse geholl hunn! Dir hutt hei eng eegeproduzéiert Urgence. An och dat Reglement, wann do eng Kéier Contestatioune géife kommen, steet an eisen Ae ganz kloer op wackelege Féiss.

Schlussendlech en anert Beispill, dës Kéier net iwwert d'Éducation nationale, mee iwwert d'Affaires étrangères, mee dat ass och fir mech net onwichteg, dat sinn déi Bestëmmungen um Flughafen, wou mer elo Kontrollen aféieren, wa Leit op Lëtzebuerg zréckkommen, Residenten, oder a Lëtzebuerg erakommen, Netresidenten, déi dann eng Rei Tester musse maachen, éier se an d'Land erakommen.

Dofir brauch een an eisen Aen och eng Base légale oder zumindest eng Base règlementaire. Just, déi Base, op där haut geschafft gëtt, dat ass eng Ordonnance déizäit vum 29. Januar vum Direkter vun der Santé. Ech verstinn, wann ee wëllt eng urgent Moossnam huelen, datt ee sech op den Artikel 10 vun der Direktioun vun der Santé berifft. Dee gëtt och effektiv dem Direkter vun der Santé d'Méiglechkeet, fir Mesure-d'urgencen ze huelen. Mee ech soen Iech: Wann den Direkter vun der Santé esou eng Mesure d'urgence kann huelen, da fannen ech et awer normal, datt déi an der nächster Etapp confirméiert gëtt iwwer e Règlement grand-ducal! An d'Affaires étrangères hunn esou e Règlement grand-ducal, wou se a sech all déi Länner, wou net däerf agereest ginn, schonn dran definéieren. Et wär a mengen Aen iwwerhaapt kee Problem ge-

wiescht, sech eng uerdentlech normal Base légale ze ginn an net iwwert déi Mesure d'urgence vum Directeur de la santé ze fueren.

Elo soen ech awer hannendrun: Elo kann ech dat nach verstoen déi éischte Kéier. Mee da kënnt déi zweete Kéier. Déi éischt Mesure ass bis den 28. Februar gelaf an dann den 28. Februar, den Dag selwer, wou se ausgelaf ass - sonndes nomëttes, well ech hunn et nach sonndes nomëttes nogekuckt, moies stoung et nach net drop, owes stoung et dunn an de Circulairen, an de Circulairen hunn ech se erëmfonnt -, ass fir deen Dag duerno eng nei Circulaire, eng nei Mesure d'urgence komm mat genau deem selwechte Contenu wéi virdrun. Do soen ech: Seriö, dat ka jo awer net sinn! Dat ass jo dann net nach eng Kéier eng Mesure d'urgence, déi urgemment muss geholl ginn. Do hätt een awer zumindest kënnen e Reglement maachen a sech eng propper Basis ginn.

An do soen ech hannendrun: Den Artikel 10 vum Gesetz vun der Direction de la santé gesäit vir, datt den Direkter kann esou Mesure-collectiven huelen. An e seet awer och: « S'il s'agit d'une mesure collective », da géif se offizialiséiert gi « par voie de publication dans la presse écrite et audiovisuelle ». Déi „publication dans la presse écrite et audiovisuelle", déi ass awer eréischt de 4. Mäerz komm, dat heescht véier, fënnef Deeg duerno, nodeem dat Reglement schonn an Applikatioun war. Ech fannen dat alles anescht wéi normal, mee hei schéngt d'Regierung absolutt kee Problem ze hunn, fir esou mat Base-legallen a mat eise Fräiheeten ëmzegoen.

En anert Beispill vun der Exekutioun vun de Gesetzer, dat sinn déi Decisiounen, déi den Educatiounsministère - ass et den Educatiounsministère? - an de Gemengen hëlt, notamment wann d'Prise en charge en dehors de l'horaire scolaire par groupe-classe decidéiert gëtt, dat heescht do, wou an de Maison-relaisen d'Kanner nëmmen däerfen an hirem Klassegrupp zesummekommen. Ech fannen dat och okay als Moossnam, et ass eng vun deem Pak, deen der presentéiert hutt, mee just do, wou et exercéiert gëtt, geet dann d'Informatioun un d'Gemeng, an der Praxis deelweis iwwer Telefon respektiv se kréien e Mail vum Comité de pilotage, ouni Kommentar, ouni Ënnerschrëft, fir ze soen: „Dat ass elo esou! Dir kritt recommandéiert, déi Mesure elo ze applizéieren!"

Meng Fro ass: Wien ass dann dee Comité de pilotage? Wou kann deen esou Decisiounen huelen? Wéi ass e komposéiert? Wéi ass e festgesat? Wat fir een Akt setzt en, fir esou Decisiounen ze huelen? Wéi eng Responsabilitéiten hëlt wien, fir dat do ze decidéieren? An d'Gemengen, wann déi dat ëmsetzen - déi hu jo ganz oft eng Organisation d'activités périscolaires gestëmmt -, sinn dann am Fong obligéiert, eppes en place ze setzen, wat géint d'Decisioune vun hirem eegene Gemengerot stéisst. Se kréien awer net gesot, wéi dann elo hir Responsabilitéite sinn, wat se solle maachen, ob se dat eng Kéier solle frësch stëmme loossen oder net frësch stëmme loossen, a si fille sech eleng gelooss, och vun der Inneministesch an dësem Fall.

Ech fannen dat eng Aart a Weis, fir am Flou ze regéieren, deelweis an der Willkür ze regéieren, Imbroglioen ze maachen, Responsabilitéitsfroen net ze léisen. Dat geet esou laang gutt, wéi jiddweree matmécht a soulaang et net schifgeet. A wann et bis schifgeet, da ginn d'Responsabilitéitsfroe vun engem op deen anere gedréckt. An da komme mer a Problemer eran. Esou ass fir eis de Rechtsstaat net uerdentlech bäizebehalen. De Staat ass an eisen Aen do, fir d'Fräiheeten och am rechtleche Kader ze schützen - dat mécht en net! - an d'Responsabilitéiten an deene Fäll och kloer ze definéieren - och dat mécht en an eisen Aen net.

Ech kommen dann zum Rescht vum Gesetzestext, déi Verlängerung op den 2. Abrëll. Evidenterweis si mer mat där Verlängerung d'accord, well déi Infektiounszuelen, déi mer elo hunn, déi erlaben eis nach net, méi opzemaachen. Mir hunn, op eng Millioun Awunner gerechent, haut 276 Infektiounen den Dag. Frankräich huet der e Stéck méi, 339. Mee all déi aner - d'Belsch: 220, Däitschland: 106, Irland: 102, England: 86, Portugal: 71 - leien also wäit ënnert den Infektiounszuelen, déi mir hunn. Mir si par rapport zu deenen Zuelen, déi mer hate virun dräi Wochen, net weesentlech besser ginn. A par rapport zu aneren europäesche Länner si mer nach extreem, extreem héich. Dofir ass et evident, Madamm Minister, datt mer déi Verlängerung do matdroen.

Par contre wëll ech awer e puer Wierder soen iwwert déi ganz Impfpolitik, déi amgaang ass en place gesat ze ginn. Do sinn eng Rei Saachen, déi mer verstinn, mat deene mer och d'accord sinn. Dat ass den Akaf vun den Impfstoffer, déi Der gemaach hutt iwwert d'Europäesch Unioun. Ech mengen, dat war dee richtegen, d'ailleurs och deen eenzege Wee. Ech sinn och der Meenung gewiescht, oder mir sinn der Meenung gewiescht, datt déi Reiefolleg vun den Impfungen, déi Der proposéiert hutt - an et muss een eng huelen, jiddwereng gëtt contestéiert, hei hutt Der eng geholl -, och okay ass esou, wéi Der se geholl hutt. Ech sinn och frou, datt Der eis déi fënnef Etappen esou schnell wéi méiglech gesot hutt. Contrairement zu deem, wat den Här Bettel annoncéiert hat, krute mer se. Ech sinn lech dankbar dofir. Ech fannen, mir fannen och déi Decisioun richteg, fir bei AstraZeneca bei de Reserve vu 50 % op 25 % erofzegoen. Mir fannen och déi Decisioun richteg, fir grouss Impfzenteren opzemaachen duerch d'Land. Esoulaang mer hei mat Impfstoffer schaffen, déi Temperature vu minus 70 °C hunn, ass et an eisen Aen och net anescht méiglech.

Mee op där anerer Säit muss ech awer soen, datt eis Resultater an den Impfungen, wann ee se vergläicht mat deem, wat am Ausland geschitt, awer problematesch sinn. Mir si ganz um Schluss vun deene Länner an der Vitess vum Impfen, mir sinn déi luest, en fin de compte, fir et einfach auszedrécken, méi lues wéi d'Belsch, méi lues wéi Frankräich, méi lues wéi Däitschland, méi lues wéi England, wéi d'Vereenegt Staaten, a mir leien e gutt Stéck ënnert der Moyenne vun der Europäescher Unioun, dat net nëmmen am Absolutten, mee dat och am wëchentlechen Impfen. An dat ass net satisfaisant, muss ech kloer an däitlech soen.

Ech hu virun e puer Deeg eng Emissioun op der däitscher Tëlee gekuckt, wou d'Journalisten an d'Leit sech beklot hunn, datt Däitschland esou lues géif hir Impfungen ëmsetzen. An de Saz, deen hannendrukomm ass, dee war: „Noch langsamer als Deutschland ist nur Luxemburg!" An ech hu mer gesot: Dat ass awer richteg peinlech! Dat hunn ech fonnt.

Mee op där anerer Säit hutt Dir eis och eng Rei Explikatioune ginn an ech verstinn déi eng, ech verstinn déi aner manner. An ech fannen, datt mer eng Rei Saache mussen änneren. E puer Saache wëll ech dofir hei kloer soen.

Dat Éischt, dat ass, datt mer déi Decisioun, fir mat AstraZeneca erofzegoen op 25 % Reserven, duerchaus verstinn, aus e puer Grënn. Den éischte Grond ass, datt den Approvisionnement elo méi reegelméisseg geschitt. Den zweete Grond, dat ass, datt déi Flexibilitéit vun der zweeter Impfung och méi grouss ginn ass. An den Haaptgrond fir mech, dat ass, datt awer scho bei där éischter Impfung d'Leit deelweis souguer e grousse Schutz hunn an datt et wichteg ass, datt mer deen esou schnell wéi méiglech maachen.

Ech mengen, mir mengen, et wär elo Zäit, datt een déi selwecht Iwwerleeungen och bei deenen aneren Impfunge géif féieren. Mir sinn eent vun deenen eenzege Länner, dat do nach Stocke bis zu 50 % ewechleet. Am Ufank hunn ech dat verstanen. Ech mengen awer, elo wär et Zäit, fir sech mat de Virologen, mat Äre Spezialisten ze iwwerleeën, ob mer net op déi aner Schinn kënne goen, well den Avantage ass eeben deen, datt déi éischt Impfung schonn e grousse Schutz bréngt an datt mer dofir esou schnell wéi méiglech mat der éischter Impfung musse sinn.

Déi aner Fro, dat ass déi vum Sputnik. Mir hate se gëschter an enger Tëleesemissioun och gemeinsam ugeschwat. Dofir soen ech och nach hei eng Kéier ganz kloer eis Meenung driwwer. Mir waren ëmmer der Meenung, datt et evident ass, datt hei kee Vaccin däerf verimpft ginn, deen net kloer an däitlech eng EMA-Reconnaissance huet. Dat ass eis Meenung. Bei där Meenung bleiwe mer. Dat ass absolutt evident!

De Sputnik ass agereecht gi bei der EMA, ass an der Autorisatiounsprozedur, huet d'Autorisatioun awer nach net kritt. Mee mir mengen awer, wann een de Risiko ofweit, d'Probabilitéit, datt e se kritt, ofweit, datt et duerchaus sënnvoll wär, wann een elo esou vill wéi méiglech Kontakter scho géif huelen, fir es elo direkt ze bestellen, ze kafen, datt mer es hätten, wann d'Autorisatioun do wär. Ech hu gelies, datt den Här Bettel en Telefonsuruff mam Här Putin hat. Do stoung dran, datt och dee Sujet undiskutéiert gi wär. Dat freet mech. Mee et géif mech awer och freeën, wann ech wéisst, wat da gesot ginn ass zu deem Sujet, ob déi Fro vun der Lëtzebuerger Regierung kloer an däitlech gestallt ginn ass an ob mer eng kloer an däitlech Äntwert dann dorop kruten.

Einstweilen ass et jo esou, datt momentan nach keng europäesch Akeef vum Sputnik gemaach ginn. Da fannen ech et logesch, normal, richteg, datt mer probéieren, d'Responsabilitéit ze huelen, fir es esou schnell wéi méiglech ze kréien, natierlech eréischt ze impfen, wann d'EMA e fräigëtt. A wann, par impossible, déi Autorisatioun net géif kommen, dann hätte mer e puer Sue verluer. Ech mengen, et ass awer derwäert, dee Risiko ze huelen. Dat ass meng éierlech an däitlech a kloer Meenung.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dann ass d'Fro vun den Impfcapacitéiten. Mir hunn elo net genuch Impfungen, mee iergendwann, an engem Mount oder a sechs Wochen, hu mer der genuch. An dann ass d'Fro: Si mer prett, si mer kapabel, déi esou schnell wéi méiglech gesprëtzt ze kréien? An do ass och d'Ausso, déi den Haut-Commissaire à la protection nationale eis gemaach huet - dee par ailleurs eng ganz gutt Aarbecht mécht -, deen eis gesot huet, hien hätt Capacitéite vu maximum 35.000 Leit d'Woch op sengen Impfstroossen. En hätt natierlech och Schwieregkeeten, fir nach aner Saachen opzemaachen, well am Fong d'Personal em géif feelen.

Elo klénge 35.000 Impfungen d'Woch no vill. Mee op där anerer Säit, wann ech déi 1,2 oder 1,4 Milliounen Impfungen, déi mer awer brauchen, fir zwou Impfunge pro Persoun jiddwerengem an den Aarm ze maachen, deelen duerch 35.000 d'Woch, da kommen ech op 40 Wochen. 40 Wochen, dat sinn zéng Méint à partir vum Abrëll. Elo kann een och nach soen, datt dat elo vläicht e wéineg ze vill ass a mir der nëmmen eng Millioun ginn, da si mer op 30 Wochen. Mee da si mer am Dezember nach net fäerdeg. Wann ech awer kucken, wat d'Amerikaner verspriechen, déi versprach hunn, bis Enn Mee scho jiddwer Adulte eng Impfung ze ginn, an déi elo am Rhythmus sinn, fir dat ze maachen, da soen ech, da si mer vill ze vill lues. An dofir fannen ech et absolutt wichteg, datt elo eng Reflexioun geféiert gëtt, wéi mer déi Capacitéite kënnen an d'Luucht setzen. Eng Reflexioun ass evidenterweis iwwert d'Dokteren, iwwert d'Hausdokteren, iwwert d'Kinéen, iwwert d'Apdikter, iwwert d'Betriber, déi och selwer gesot hunn, si kéinte sech drëm bekëmmeren, fir hiert Personal ze impfen. A firwat dann net, firwat déi net mat erunzéien?

An op där anerer Säit soen ech gradesou kloer: Mir hunn haut e Large-Scale-Testing, deen dat kascht, wat e kascht, mee esou vill Leit a sech mobiliséiert an och blockéiert zu engem Deel, fir ze testen. A mir kréie gesot, dat wäre lauter Professionnels de la santé. Ma da soen ech: Wa mer wierklech e Mangel hunn, da soll een elo scho plangen, esou vill Leit wéi méiglech, wéi mer der brauchen, déi am Test sinn, eriwwer an d'Impfen ze huelen. Well meng Prioritéit, eis Prioritéit ass ganz kloer, déi Impfungen hinzekréien. Testen ass wichteg, mee Impfen ass méi wichteg! An dat ass eng kloer an däitlech Ausso, déi mer hei maachen. An ech mengen, dat sollt een elo scho virgesinn.

(Interruption)

Gelift?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- De Mangel ass um Impfstoff am Moment, net un de Leit.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- A nee, dat hunn ech jo och gesot. Ech hu gesot, wann Der a sechs Wochen, an aacht Woche genuch Impfstoff hutt, dann däerf et net drun happeren, datt d'Impfcapacitéiten net do sinn. An dofir hunn ech gesot, wannechgelift, bereet et elo scho vir, datt Der dee Switch do kënnt a sechs Woche maachen. Mir sinn eis am Fong doriwwer eens. Ech hoffen, datt dat dann och riicht geet, wa mer a sechs Wochen esou wäit sinn.

An da sinn eng ganz Rei Problemer och gewiescht an der leschter Zäit. Problemer kënnen ëmmer virkommen, mee hei sinn der awer eng ganz Rei, déi elo hannertenee virkoumen an déi och d'Onzefriddenheet vun de Leit declenchéieren, zum Beispill déi ganz Fro ronderëm d'eeler Leit, d'Transporter, déi dann d'Gemenge musse léisen. Déi maachen dat da mat hire Moyenen. Si maachen et gutt, mee et ass net ëmmer ganz koordinéiert, wéi se dat maachen. Dann d'Fro vun deenen eelere Leit, déi iwwerhaapt net kënnen transportéiert ginn, well se doheem immobiliséiert sinn. Wéi ginn déi geimpft? Alles dat ass deelweis gekläert, mee nach net ganz an nach net ganz kloer.

D'Leit froen hei och Minimumsindikatiounen, wéini si dann an där Kategorie, an där si sinn, ongeféier kéinten dermat rechnen, eng Impfung ze kréien. Ech weess, datt een dat net kann am Detail soen. Ech sinn awer der Meenung, fir d'Confiance vun de Leit ze behalen, soll een awer minimal Indikatioune ginn.

Et stelle sech och aner Froen wéi déi vun de Leit, déi an de Laboe schaffen, déi sech elo bei eis mellen an eis soen, datt si nach net geruff gi wären, fir an d'Impfung ze goen, awer duerchaus exposéiert sinn a sollte geimpft ginn, wéi déi vun de Veterinären, déi fir d'éischt sollte geimpft ginn, well se an der Réserve sanitaire waren, mee dunn awer anscheinend gesot kruten, si géifen net méi elo geimpft ginn, wéi déi vun der Hotline, déi zesummebrécht, wou awer eng Firma, wann ech mech net ieren, agestallt ginn ass, déi iwwer 9 Milliounen dofir kritt a wou ech awer mengen, datt ee fir déi Zomm awer misst wëssen, wann een Invitatiounen u 70- bis 80-Järeger erausschéckt, datt da vill Telefone kommen, an déi sollten awer kënnen do d'Saach am Gréff behalen, wéi déi vun den Dokteren, déi eis schreiwen, datt se nach ëmmer net wëssen, wéini se Vulnerabeler solle wouhinner mellen.

Alles dat sinn zwar kleng Detailer, mee d'Zomm vun deenen Detailer mécht momentan eng grouss Onzefriddenheet a mécht eng ganz Rei Problemer, déi ongesond sinn an enger Zäit, wou d'Regierung Vertraue brauch a wou mer nëmmen duerch Vertrauen dat do gemeinsam hikréien.

An da mäi leschte Punkt, dat ass dee vun där ganzer Exitstrategie. Mir hunn elo eng Impfstrategie kritt. Mir si frou, datt d'Madamm Lenert eis se ginn huet. Mir hätten nach gär e wéineg Datumer derbäi, bon, mee okay.

Mee dat Zweet, dat ass: Dir hutt elo e Gesetz hei deposéiert mat der Ausso, datt een den 2. Abrëll géif kucken, wat dann déi nächst Etapp wär, ob een esou oder anescht e wéineg kéint lockeren. Bon, ech mengen, datt et net gutt ass, dat esou an der Generalitéit ze soen. Ech fannen, datt et weesentlech wär, datt mer eis elo eng Rei Gedanke géife maachen, wéi dann au fur et à mesure esou eng Exitstrategie kéint ausgesinn.

Mir wëssen nämlech haut, datt déi Impfquot ëmmer méi a méi wäert eropgoen hei am Land, datt also ëmmer méi Leit wäerte geimpft ginn, also keng Gefor méi lafen, warscheinlech, awer net sécher, dat muss nach bewise ginn, och keng oder eng weesentlech manner Gefor fir aner Leit sinn. Mir wëssen, datt mer an engem Mount wäerten e groussen Deel vun all deene Vulnerabele geimpft hunn. Dat heescht, déi Leit, déi déi meeschte Gefor gelaf sinn, déi hunn dann e Schutz. An da stellt sech natierlech d'Fro, wéi laang a wéi wäit ee ka Leit, déi keng Gefor méi lafen an och keng oder wéineg Gefor fir aner Leit nach sinn, an hire Grondrechter aschränken? Déi Fro stellt sech.

Ech verstinn och d'Fro vun der Solidaritéit vun der ganzer Gesellschaft. An ech wëll elo och domadder keng Politik maachen. Mee ech fannen, datt mer eis där doter Fro awer musse stellen. An dofir muss een eng Exitstrategie maachen, déi an eisen Aen dorobber berout, datt mer net wëllen eng Zwouklassegesellschaft kreéieren: déi, déi geimpft sinn, an déi, déi net geimpft sinn, mee datt mer awer trotzdeem eng Strategie hunn, wou mer kënne soen: Déi Leit op där enger Säit, déi geimpft sinn, oder déi, déi getest sinn, oder déi, déi Anticorpsen hunn, kënnen eng Rei Saache maachen, well keng Gefor méi ass, oder wéineg Gefor, mat all deene Protektiounsmoossnamen, déi dann awer nach noutwendeg sinn. Déi Diskussioun musse mer awer féieren, well mengt net, mir géife bis Oktober, November dat alles radikal esou kënne loossen, wéi et elo ass.

Den 2. Abrëll, huet de Premier ugekënnegt, kéinte mer eventuell - e war ganz virsiichteg, ginn ech em gär zou - éischt Schrëtt maachen. Ech froen, datt mer net onbedéngt en Datum uginn, mee datt mer Etappen uginn, a wat fir engen Etappen dat kéint gestalt ginn, well dat muss och alles virbereet ginn, ob dat am Commerce ass, am Horeca-Secteur, an der Kultur, am Sport, bei de Visitten an den Altersheimer, an de Betriber, beim Schaffen oder beim Areesen aus anere Länner, iwwerall do stelle sech Froen. Fir lech just ee Beispill ze soen: Ech ka mer zum Beispill virstellen, datt am Horeca Ouverture net heescht, datt et op oder zou ass, mee datt een och dräi oder véier Etappe ka maachen.

Als Beispill: Wann elo d'Terrassen opginn, ass dat jo eppes anescht, wéi wann Der dobannen enk beieneesëtzt. Als Beispill kann ee soen, datt, wann d'Restauranten ënner alle Condition-sanitairen, déi noutwendeg sinn, just mëttes opginn, wou d'Leit souwisou soss um Büro iessen, et eppes anescht ass, wéi wann Der déi laang Owesiessen hutt, déi net onbedéngt noutwendeg sinn, wou d'Leit doheem an hirer Famill sinn. Wann dat ka fir déi Leit, déi geimpft sinn oder déi getest si mat Selbsttester, virdru gemaach ginn, esou wéi d'Iwwerleeungen an alle Länner geféiert ginn, déi ronderëm eis sinn, fannen ech ... Elo kann een dat gutt oder schlecht fannen, mee ech fannen, dat solle mer eis awer wéinstens iwwerleeën. Duerno da Restauranten, déi op sinn, mat deene Leit, déi kënnen Tester maachen.

Dat selwecht gëllt fir d'Kultur an de Sport. Ech weess, datt an der Educatioun de Minister eng ganz Rei Essaien elo bei Klasse mécht, fir Selbsttester respektiv Schnelltester ze maachen. Ech fannen dat positiv. Ech fannen dat eng gutt Initiativ! Dat selwecht ass an der Kultur, mengen ech, bei Concerte geschitt. Do wär et gutt, wa mer deen Debriefing géife kréien. Mee wat fir eis wichteg ass, dat ass, datt mer déi Schrëtt an der Kultur, am Sport - och Kulturveräiner sinn do matabegraff natierlech -, bei der Horeca, bei de Commercen an och bei den Entreprisen, wéi se da kënne schaffen, déi Exitstrategie, géife gemeinsam festleeën. Dofir hu mer d'ailleurs eng Interpellatioun - déi ass elo an eng Heure d'actualité ëmgewandelt ginn - heibanne gefrot.

A wann een dat do mécht, dann ass et natierlech och evident, datt ee muss kucken, datt déi Hëllefen, déi elo vun de Classe-moyennen an der Ekonomie kommen, och esou ëmgestyled ginn, datt se deem och entspriechen, well haut sinn déi nëmme fir déi Entreprisen, déi ganz zou hunn. Also muss een do och deelweis en anere Wee goen.

An ech soen lech: Dat geschitt awer nëmmen, wa mer eng Virbereedung hunn! Wa mer dat do elo just erëm dräi Deeg virdru maachen an alles en urgence maachen, da soen ech lech, da geet dat derniewent! Kommt, mir diskutéieren elo a Rou driwwer! Et ass momentan nach net d'Zäit, fir et ze maa-

chen. An e puer Wochen ass et d'Zäit, et ze maachen, mee elo ass et d'Zäit, fir et virzebereeden. An dat solle mer elo maachen.

Dat heescht och, Schnelltester anzekafen, esou vill wéi méiglech, e prezise Plang, wéi se gebraucht ginn, an eisen Aen och, fir deen een oder deen anere gratis Schnelltest oder Selbsttest de Leit zur Verfügung ze stelle pro Woch, datt se kënnen eng Rei Aktivitéite maachen, wou se dann esou Tester brauchen. Alles dat fannen ech richteg, normal, fir an en hallefweegs normaalt Liewen erëm zréckzekommen, an awer och, fir d'Adhesioun vun de Leit ze behale fir déi Moossnamen, déi mer elo nach imposéieren, well verschidde Leit hunn es genuch domadder, a mir jo och, an ech verstinn dat jo och! A fir datt mer se un der Staang behalen, fir datt mer se derbäibehalen, datt se matmaachen nach déi nächst Wochen, muss een awer esou Perspektiven offréieren, soss geet dat net uerdentlech.

An da soen ech dat selwecht: Mir brauchen och eng aner Gouvernance fir dat Ganzt. Dofir solle mer eis elo Gedanke maachen, wat an eng zukünfteg Loi pandémie soll kommen, well mir maachen elo eist Bescht, d'Regierung, mee och d'Chamber, mee en fin de compte ass déi Aart a Weis, wéi mer schaffen, net ideal. Mir brauchen en neit Pandemiegesetz. A mir bräichten och eng Gouvernance quotidienne, déi anescht wär, e Conseil scientifique, deen anescht opgestallt wär, wou nëmme Wëssenschaftler dra wären. Aner Länner hunn dat och. Mir hu jo gëschter op der Tëlee och gesinn, wéi déi wëssenschaftlech Diskussiounen heiansdo zu Contestatioune féieren. Dat bréngt am Fong ..., et ass richteg, datt contestéiert gëtt, ech contestéiere jo net, datt d'Leit contestéieren, ech soe just, et bréngt awer vill Leit dann duerjerneen, wa se dat gesinn.

Dofir wär et wichteg, datt mer e Conseil scientifique hätten, deen independant wär, deen d'Regierung och kéint conseilléieren, esou wéi en an anere Länner existéiert, an datt d'Regierung da politesch Decisiounen op Basis vun enger independanter Meenung géif huelen. Dat hutt Der zu engem Deel mat dem Conseil ...

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Conseil supérieur des maladies infectieuses, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... de maladies ..., voilà!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... deen extern an onofhängeg ass.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Richteg. Mee deen hutt Der nëmmen ... Also ech fannen et ganz richteg a wat déi maachen ass och tipptopp an Dir hutt och ëmmer dat gemaach, wat se lech proposéiert hunn. Dat, wat ech mengen, dat ass, datt e Conseil scientifique reegelméisseg all Woch en Avis ofgëtt, wou se eng Aschätzung maachen a Propositiounen der Regierung maachen. Wann Der lech d'Beispill Irland ukuckt, do ass dat esou. Da mécht d'Regierung nach ëmmer, wat se wëllt, mee vu datt deen Avis da public ass ..., a wa se eppes anescht mécht, wéi d'Wëssenschaftler hir roden, dann explizéiert se, firwat se eppes anescht mécht. An da verstinn d'Leit dat och, da contestéiere se et och net a verstinn et och besser, quitte datt et iwwerall an ëmmer schwiereg ass, dat ginn ech jo gär zou.

Als Konklusioun zu deem Ganze soen ech: Mir sinn d'accord mat der Verlängerung, mir wäerten deen Text awer net stëmmen, éischtens well de legale Kader - dee vun der Éducation nationale, mee net nëmmen dee vun der Éducation nationale - eis net prezis genuch ass. A mir wäerten den Text och net stëmmen, well de Kontext, an deen sech haut d'Politik aschreift, d'Teststrategie, d'Impfstrategie, d'Exitstrategie, an eisen Aen net stëmmt. Dofir wäerte mer Neen dozou soen.

Merci!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass bal genau ee Joer hier, dass mer hei zesummen den État de crise ausgeruff hunn an d'Leit opgeruff hunn, doheemzebleiwen. Heiansdo schéngt et engem, wéi wa mer an enger Endlosschläif wären. An heiansdo huet een d'Impressioun, déi Kris hei, déi géif ni eriwwergoen. Mee si wäert en Enn hunn!

An och, wann de Virus ni méi ganz aus eisem Liewe wäert verschwannen, esou musse mer awer léieren, mam Virus ze liewen. Bis et esou wäit ass, brauche mer nach ganz vill Gedold, och wann et schwéierfält. An ech verstinn alleguerten d'Leit, déi frustréiert sinn, an ech verstinn och alleguerten d'Leit, déi déck d'Flemm hunn.

An de leschte Woche sinn d'Infektiounszuelen nees liicht geklommen a si sinn elo am Moment op engem vill ze héijen Niveau stabill. Et si leider och erëm vill méi Leit an de Spideeler an och erëm vill méi Leit op der Intensivstatioun. Mee trotz den neie Varianten erliewe mer keng exponentiell Hausse. An ech mengen, dass dat awer e gutt Zeechen ass.

E bësse Statistik: An der Woch vum 15. Februar hu mer 60.700 Tester gemaach. Déi Woch vum 22. waren et 64.200 Tester. An der Woch vum 1. Mäerz 61.500 Tester. Dat ass nach ëmmer ganz, ganz vill. Den Taux d'incidence ass an där Zäit vun 200 kuerz eropgaangen op 210 an déi lescht Woch louch e bei 190. Den Taux de positivité geet erof, wann och ganz, ganz lues. E geet vun 2,06 % op 2,04 %, op 1,94 %. An dat, wat jo wichteg ass: Bei den Ordonnancë geet e vu 5,87 % erof op 5,43 %, op 5,03 %. An ech widderhuelen nach eng Kéier dat, wat ech e puermol hei scho gesot hunn: Fir kënnen ze behaapten, dass een d'Situatioun am Gréff hätt, seet d'WHO, do misst ee bei 3 % leien.

Och den R-Wäert geet ganz, ganz liicht erof, vun 1,05 % op 0,95 %, op 1 %. Ech widderhuelen och nach eng Kéier, wat ech hei gesot hunn: Dee misst am Fong bei 0,7 % leien, fir dass mer d'Situatioun am Gréff hätten. Do si mer awer e gutt Stéck ewech.

Ech hunn et scho gesot: Souwuel an de Soins normaux wéi och op den Intensivstatioune sinn déi lescht Wochen d'Zuelen eropgaangen. Ech muss lech soen: Ech war awer erféiert, wéi ech gëschter d'Zuele kritt hunn, dass mer mëttlerweil erëm 30 Leit op den Intensivstatiounen hunn! Wann ech bedenken, wéi ech d'leschte Kéier hei stoung virun dräi Wochen, ech mengen, do ware mer bei néng oder zéng. Ech mengen, dat soll eis awer ze denke ginn! An ech mengen, dat bréngt eis och derzou, fir elo ze soen: Et ass elo näischt dran am Moment. Et ass näischt dra vun Ëffnungen, vu Lockerungen. An déi Mesuren, déi mer ageféiert hunn, déi behale mer bäi bis Ufank Abrëll.

Et däerf een elo net nervös ginn. Et däerf ee sech och net verleede loossen, fir ze fréi Mesuren ze huelen, fir ze lackeren. Elo ass nämlech fir eis alleguerten e Moment, fir weider op d'Zänn ze bäissen a fir déi Impfcampagne hei richteg virunzedreiwen. Well d'Impfungen hunn en Impakt! Dat gesi mer an der Alterskategorie vun de Leit iwwer 65 Joer. Do louch den Infektiounstaux am Januar nach bei 14 %. An deen Taux läit elo am Moment bei 9,2 %, dat heescht, e gudden Drëttel manner, wat also beweist, dass d'Impfungen en Impakt hunn. An déi positiv Entwécklung, déi wäerte mer hoffentlech an den nächste Woche kënne mat weiderhuelen. Déi wäert sech hoffentlech bestätegen. An dat weist jo dann, dass mer um gudde Wee wären.

D'Regierung huet op déi klammend Infektiounen och reagéiert, andeems se d'Impfstrategie ugepasst huet. Wéi mer all wëssen, gouf ëmmer eng Reserv vu 50 % vun den Impfdosen op d'Säit geluecht, zréckbehalen, fir ze garantéieren, dass jiddwereen, dee seng éischt Dosis kritt hat, och mat Sécherheet déi zweet kéint kréien. Dat war dee richtegen Usaz, well jo am Ufank - an dat ass vläicht bei mengem Virriedner awer e bëssen ënnergaangen - d'Liwwerungen nëmme ganz, ganz lues komm sinn, d'Liwwerunge mat Verspéidung komm sinn. A mir kruten elo nach an der Santéskommissioun dës Woch - oder war et souguer de Moien? Et war souguer de Moien! - erklärt, dass mer eis einfach net kënnen drop verloossen, dass déi Zuelen, déi mer zougesot kréien, och effektiv op deem Datum ausgestallt ginn. Do leie mer heiansdo souguer bei der Hallschent oder manner vun deem, wat eis zougesot ginn ass, wat dann effektiv zu Lëtzebuerg ukënnt an dann och kann zu Lëtzebuerg verimpft ginn.

Elo hu mer et awer mat verschiddene Varianten ze dinn, déi sech méi séier verbreede kënnen. Dat kéint zu enger geféierlecher Destabilisatioun vun der Situatioun féieren. Mir hoffen awer, dass déi Liwwerungen, déi mer zougesot kritt hu fir den Abrëll - an dat si massiv Liwwerungen -, dass mer déi och kréien. D'Regierung huet decidéiert, an den Här Wiseler huet et virdru gesot, fir d'Reserv vun der éischter Impfung vu 50 % op 25 % erofzesetzen, fir esou méi Leit scho kënnen déi éischt Impfung ze ginn. An ech mengen, dass dat de richtege Wee ass.

Wat kann esou eng Ännerung vun der Impfstrategie mat sech brénge? Mam verstäerkten Opkomme vu Virusvarianten, déi deelweis en anere Krankheetsverlaf, souguer méi e schlëmme Krankheetsverlaf provozéiere kënnen, ass et wichteg, dass mer esou vill wéi méiglech Leit séier immuniséieren. Et ass zwar nach onkloer, wéi wäit d'Verbreedung vum Virus duerch d'Impfstoffer ageschränkt gëtt, mee schonn déi éischt Impfdosis kann hëllefen, de Risiko vu schwéiere Krankheetsverleef ze reduzéieren an esou virun allem d'Situatioun an eise Spideeler ze kontrolléieren. An ech mengen, dat war déi ganzen Zäit iwwer eist Zil, d'Zil vun eis alleguerten heibannen, d'Situatioun an de Spideeler wäitgeeëndst am Gréff ze behalen.

Här President, déi aktuell Mesurë ginn also bis Ufank Abrëll verlängert, mat der Hoffnung, dass mer an dräi Wochen eventuell - eventuell! - Lockerunge consideréiere kéinten. Wa mer et packen, d'Infektiounszuele stabill ze halen, a vill besser nach, wa mer et géife packen, d'Infektiounszuelen erofzedrécken, da leien Ouverturë mat ganz strengen Oplagen am Beräich vum Horeca am Beräich vum Méiglechen, mee soulaang mer d'Verbreedung net weider effikass andämmen, kënnen esou Ouverturen zu dësem Moment awer mat Sécherheet net garantéiert ginn.

D'Verbreedung vum Virus mat all senge Varianten auszebremsen, dat bleift nach ëmmer den A an O. An dofir proposéiert dëst Gesetz zousätzlech Mesuren am Beräich vun der Educatioun. Hei weist de Virus jo am Moment eng ganz, ganz staark Presenz bei de Kanner a bei deene jonke Leit a mir wëssen, dass déi entweeder eréischt ganz zum Schluss kënne geimpft gi respektiv eréischt kënne geimpft ginn, wann et e Vaccin och fir hir Alterskategorie gëtt.

D'Gesetz leet dowéinst d'Maskeflicht an der Schoul ab dem Cycle 2 fest. A fir Kontakter bei den eelere Schüler, also vun der Quatrième bis op d'Deuxième an an der Formation professionnelle, ze reduzéieren, gëtt den Homeschooling fir d'Hallschent vun der Schoulzäit elo gesetzlech verankert.

Weider Mesuren, déi am Ufank an dat neit Gesetz sollten integréiert ginn, goufen awer leie gelooss a wäerte weiderhin op Recommandatiounen hi genotzt ginn, dëst fir iwwert déi néideg Flexibilitéit ... - an dat Wuert huet mer am Fong gefall, well et virdru bei mengem Virriedner méi wéi eng Kéier gefall ass a benotzt ginn ass -, dëst, fir déi néideg Flexibilitéit ze hunn a kënne séier, awer och lokal, regional, punktuell op nei Situatiounen an der Pandemie ze reagéieren an d'Mesuren do unzepassen. An dat ass dat, wat nei ass.

Här President, wat d'Educatioun konkreet ugeet, ass d'Devise zanter dem Ufank vun der Pandemie déi selwecht bliwwen: maximal Chancë fir d'Bildung a minimal Chancë fir de Virus. An zanter dem Ufank vun dëser Kris huet de Bildungsminister Claude Meisch säi Wëlle gewisen, fir dee schwieregen Equiliber tëschent dem Schutz vun den Enseignanten, der Gesondheet vun den Enseignanten an de Schüler engersäits an awer och der fundamentaler Missioun vun der Schoul, dem fundamentale Bildungsoptrag vun der Schoul ze garantéieren. Hei geet et net nëmmen ëm de renge Bildungsoptrag vum Staat, mee et geet ëm Verantwortung, ëm d'Sech-Këmmeren an hinnen, de Kanner an deene Jonken, trotz der Kris, an där mer sinn, fair Bildungschancen ze erméiglechen. Dat ass, an dat bleift och an Zukunft, eist iewescht Zil.

Fir dat kënnen ze erreechen, ass den Educatiounsministère an de vergaangene Méint differenzéiert a reaktiv virgaangen. En huet mat der néideger Flexibilitéit op d'Situatioune reagéiert. Dobäi stoung ëmmer eng Saach am Vierdergrond an zwar d'Presenzzäit vun de Kanner an der Schoul, d'Presenzzäit vun de Kanner bei hirem Léierpersonal esou héich wéi méiglech ze halen a gläichzäiteg och de Virus genau am A ze behalen a schnell ze reagéieren.

D'Situatioun vu virun der Fuesvakanz illustréiert dës Virgeeënsweis ganz gutt. Bei den éischten Unzeeche vun der brittescher Variant an de Strukture vun der Educatioun huet de Minister reagéiert. An engem gréissere Cluster an de Schoulen zu Schëffleng sinn zu deem Zäitpunkt iwwer 60 positiv Fäll gezielt ginn. Mat de Mesuren, déi en place gesat goufen, konnt dës Infektiounskette gestoppt ginn. A mat nëmme véier positive Fäll zu Schëffleng huet sech d'Situatioun d'lescht Woch do nees normaliséiert, an dëst opgrond vun engem schnellen an effikassen Zesummeschaffe vun allen Instanzen. Schnellegkeet a Reaktivitéit, dat sinn d'Schlësselwierder an dëser Pandemie.

A wa mer elo mat eisem Educatiounssystem besser duerch dës Pandemie komm si wéi anerer, an ech nennen do nëmmen eis däitsch Noperen, dann nëmmen, well mer Reaktivitéit gewisen hunn. Dës Reaktivitéit war Tromp an dës Reaktivitéit bleift Tromp. An déi däerf eis och net verluer goen, och net beim Ruff no enger méi breeder gesetzlecher Basis, fir dës Mesuren an deenen nächste Woche besser ze encadréieren!

Une voix.- Dat ass richteg!

M. Gilles Baum *(DP).*- Bis elo si mer gutt gefuer, andeems mer d'Gespréich an de Konsens gesicht hunn. Mee um Enn vun dëser Pandemie, wou mer awer ufänken, Liicht um Enn vum Tunnel ze gesinn, schéngt dëse Konsens méi schwéier ze fannen ze sinn. D'Droe vun der Mask gëtt vun enger Minoritéit vu Leit a Fro gestallt. Et ass awer eng essenziell Mesure an der Bekämpfung vum Virus. An dofir brauche mer eng staark gesetzlech Basis, fir dass dëse Prinzip net juristesch ugefecht ka ginn.

Flexibilitéit a juristesch Sécherheet, dat waren d'Ziler vun der éischter Ebauche, déi d'Regierung dem Parlament virgeluecht huet. Et war e Versuch, fir e Kader ze schafen, innerhalb vun deem d'Regierung iwwer Règlement grand-ducal eng Rei vu Mesuren hätt kënnen huelen. Den Text huet dobäi eng ganz Rei vu limitéierte Konditiounen definéiert, well mer an der Santé grad wéi an der Educatioun an enger „matière réservée à la loi" sinn. Wéi vill Konditiounen dobäi an d'Gesetz musse kommen, dat ass reng Appreciatiounssaach. A mir wëssen, dass dës Matière duerch Jurisprudenze staark beaflosst ginn ass an eng genau Lektür dovunner extreem schwiereg ass. Dofir ass et och nëmmen normal gewiescht, dass d'Regierung sech mam Staatsrot un en Dësch gesat huet, fir doriwwer ze diskutéieren, wat fir de Staatsrot déi essenziell Konditioune gewiescht wären, déi am Gesetz hätte misse stoen.

A jo, elo duerno seet een: „Mir woussten et besser. Dir hätt et sollen esou maachen!" Duerno ass een ëmmer méi gescheit. Ech wëll lech awer just soen, dass mer mat engem Gesetz ..., a besonnesch dat heite Gesetz géif ech am Kader vun der Educatioun mat engem Corselet vergläichen. E Corselet, deen ze staark zougezu gëtt, e Corselet, deen d'Beweegungsfräiheet an hei d'Flexibilitéit, d'Méiglechkeet, fir séier a punktuell ze reagéieren ..., e Corselet, deen eis déi néideg Flexibilitéit geholl hätt, mengen ech, wär net gutt gewiescht.

D'Regierung huet mam Covidgesetz eng pragmatesch Léisung fonnt, andeem se d'Mesuren, déi en vigueur sinn an déi national gëllen, an d'Gesetz schreift, an dat Gesetz gëtt jo och hei reegelméisseg ugepasst, reegelméisseg adaptéiert. A wa mer eis hei am Dräi-Woche-Rhythmus treffen, well mer d'Situatioun nei evaluéieren, ech muss lech soen, dass ech mat där Virgeeënsweis do ganz gutt - ganz gutt! - ka liewen.

Genau dës Logik ass elo och am Beräich vun der Educatioun gewielt ginn. Mir schreiwen déi Mesuren, déi en vigueur sinn, an d'Gesetz an. Ech hunn dofir Problemer awer, fir d'Kritik vun der Oppositioun nozevollzéien, well se an der Vergaangenheet eng gesetzlech Basis fir d'Educatioun gefuerdert huet an de Prinzip vum Covidgesetz approuvéiert huet. Näischt aneres gëtt jo elo an der Educatioun och gemaach.

Et gëtt een an deem Sënn d'Gefill awer net lass, dass elo, wou mer iwwerall inhaltlech eigentlech gutt rullen, wou et gutt leeft, et éischter formell Grënn sinn, fir Kritik un der Regierung auszeüben. Dobäi wär déi inhaltlech Diskussioun ganz interessant ze féieren, well an der Gesellschaft besteet, an dat steet ausser Zweifel, e breede Konsens, dass d'Presenzzäit vun de Schüler an der Schoul absolutt Prioritéit muss hunn. De Minister huet nach rezent Stëmme vun de Schoulpartner agesammelt, déi dat doten unisono zréckginn.

Et bleift awer festzestellen, dass d'CSV den Zenario 1 an de Schoulen, wou d'Klass bei engem isoléierte Fall net an d'Quarantän gesat gëtt, ëmmer erëm nees a Fro stellt. Ech kann lech soen, wat d'Konsequenz vun esou enger Mesure wär: Dausenden, Zéngdausende Stonne Presenzunterrecht wäre fir d'Schüler ausgefall, Presenzcours, dee ganz wichteg ass fir hire Bildungswee! Ech stellen och fest, dass d'CSV scho säit Méint alleguerten d'Klassen aus dem Secondaire an den Enseignement en alternance geswitcht hätt. Och dës Mesure wär op d'Käschte vun Dausenden, vun Zéngdausende Schüler gaangen, eng Mesure, déi een net einfach esou ouni Nout, ouni Besoin soll huelen an déi sech an de vergaangene Wochen och net als noutwendeg erwisen huet, jo, si wär souguer kontraproduktiv gewiescht!

D'CSV hätt och scho säit Méint d'Maison-relaisen no fixe Klassegruppe fonctionéiere gedoen, eng Mesure, déi d'Gemengen an d'Gestionnairë viru riseg organisatoresch Schwieregkeete gestallt hätt, mee déi virun allem awer nees op d'Käschte vun de Kanner gaange wär, well d'Kanner hätten dann zum Deel a ganz klenge Gruppe mat zwee, dräi Kanner just misse betreit ginn, ouni hir Spillkomeroden an ouni en ureegend pedagogescht Konzept, wou een awer ganz anescht ka schaffe mat engem grousse Grupp Kanner, wéi wann ee kleng Gruppe beieneen huet.

Dat alles si Mesuren, déi mer an de leschte Méint net geholl hunn. An ech si frou, dass mer se net geholl hunn, well dat wär de falsche Wee gewiescht. Déi Mesurë wären total ondifferenzéiert, pauschal an absolutt onnéideg gewiescht.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dëst si Mesuren, déi nëmmen da solle geholl ginn, déi nëmmen da musse geholl ginn, wann et wierklech net méi anescht méiglech ass, wann d'sanitär Situatioun dat absolutt verlaangt, mat enger differenzéierter Erugoensweis, wou mer reaktiv sinn, genausou wéi mer et elo maachen, andeem mer d'Covidgesetz do änneren, wou et néideg ass. A fir de Rescht loosse mer d'Schoulen hir Aarbecht maachen, fir de Rescht loosse mer d'Kanner Kanner sinn. Dem Virus minimal Chancë loossen an der Bildung vun eise Kanner maximal Chancë loossen!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- D'Verbreedung vum Virus léisst sech natierlech och duerch d'Ënnerbrieche vun den Infektiounsketten ausbremsen. An nieft dem Contacttracing hëllefen do weider de Large-Scale-Testing an hoffentlech geschwënn och

d'Selbsttester. De Large-Scale-Testing, dee mir jo gëschter hei verlängert hunn, hänkt awer hannert sengem Potenzial zréck, well net genuch Leit reegelméisseg hirer Invitatioun noginn. 49 % vun de Residenten hunn op d'mannst eemol um Large-Scale-Testing deelgeholl an esou zu 40 % manner Infektioune bäigedroen.

Eleng wärend der zweeter Phas, vum 16. September bis de 16. Januar, goufen iwwer 9.000 positiv Fäll detektéiert a ganz, ganz vill Infektiounskette konnten esou ënnerbrach ginn. Wann awer jiddwereen deelgeholl hätt, dann hätte mer, statistesch gesinn, nach 1.800 Covidfäll manner hei am Land gehat.

Fir déi drëtt Phas, déi deemnächst lassgoe wäert, ass et deemno extreem wichteg, weider d'Populatioun ze sensibiliséieren, ze hëllefe matzemaachen an och ze erklären, wat fir eng Plus-value de Large-Scale-Testing am Kampf géint de Covid-19 ass.

Selbsttester sinn och e weidere wichtegen Outil, fir de Virus ënner Kontroll ze bréngen an eis e Stéck Normalitéit zréckzeginn. Den Ament ginn nach verschidden Tester hei am Land op hir Effikassitéit an Handhabung gepréift. Hir Validatioun ass fir d'Kultur, de Sport a fir den Horeca awer e ganz groussen Hoffnungsschimmer. Nieft den Impfunge si si wuel déi bescht Alternativ eraus aus der Kris.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nach ass net sécher, wéi mer dëst Joer Ouschtere wäerte verbréngen. All Eenzelnen heibannen, all Eenzelnen dobaussen huet e ganz groussen Afloss dorobber, wéi et am Abrëll wäert ausgesinn. Wichteg ass, dass mer elo net ufänken, nervös ze ginn. Wichteg ass, dass mer weider déi sanitär Mesuren anhalen an esou vill Geleeënheete wéi nëmme méiglech notzen, fir eis testen ze loossen.

Domadder ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetz an ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Mars Di Bartolomeo fir säi 14. schrëftlechen a mëndleche Rapport am Kader vum Covid. An en huet dat wéi ëmmer op eng ganz iwwerzeegend Aart a Weis gemaach. Merci, Frënd Mars! A merci och der Paulette Lenert fir hiren onermiddlechen Asaz an där ganzer Pandemie. Ech wéilt dat eng Kéier hei am Ufank ganz kloer soen, datt mer op alle Fall den Hutt mussen ofdi virun deem Asaz.

Mir haten alleguerte gehofft op Oplockerungen haut hei, fir déi kënnen unzekënnegen. Mee och wann et bei eis keng exponentiell Hausse gëtt, esou wéi dat a verschiddenen anere Länner de Fall ass, bleift d'Situatioun nach ëmmer kritesch. Dee leschte Wocherapport weist no enger Hausse déi Woch virdru souguer eng liicht Tendenz no ënnen an och d'Analysen an den Ofwässer weisen, datt d'Presence vum Virus erofgaangen ass, wat Hoffnung gëtt, datt d'Situatioun sech stabiliséiere kann.

Schwiereg ass et awer bei den Zuele vun den Hospitalisatiounen a virun allem bei de Stierffäll am Zesummenhang mam Covid-19, déi alle béid geklomme sinn. An ech wéilt hei nach eng Kéier mäi Bäileed un alleguer d'Familljen ausdrécken, déi e Stierffall an hirer Famill haten. Et ass op alle Fall weider Virsiicht ubruecht!

Wat d'Mesuren an d'Restriktiounen ugeet, geet Lëtzebuerg säin eegene Wee. Bis elo hu mer ëmmer gekuckt, bei den Aschränkunge mat Mooss a mat Verstand virzegoen an allkéiers ze evaluéieren, wou mer sti mat den Neiinfektiounen, mam Profill vun deene betraffene Persounen an och mat de Spidolsbetter. Mir kucken awer och, wat déi aner Länner maachen, mee mir halen eis virun allem un d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg a mir halen déi fest am Bléck a reagéieren deem geméiss, wat hei zu Lëtzebuerg geschitt.

Wichteg ass hei, den Equiliber ze fannen, fir e Stéck Normalitéit kënnen ze halen. Zanter dem Deconfinement hu mer ëmmer nees versicht, en zweete komplette Lockdown ze vermeiden an d'Kollateralschied, déi dorunner hänken, och ze vermeiden. Dat sinn alleguer déi sozial, psychesch, déi ekonomesch Konsequenzen, déi esou e Lockdown huet. Mir kennen dat.

Vill Aschränkunge vu Fräiheete goufe gemaach. Wivill der richteg sinn, dat ass ëmmer eng schwiereg Decisioun. Datt een hei ënnerschiddlecher Meenung ka sinn, dat kann ech verstoen. Mee am Allgemengen, an do ginn ech dem Gilles Baum Recht, géif ech soen, sinn d'Bierger mat de Moossnamen d'accord. Si hale sech drun. A si si jo och den entscheedende Facteur, firwat datt d'Zuelen net exponentiell an d'Luucht gaange sinn.

An elo e weideren Expertegremium - well d'Regierung léisst sech jo vun Experte beroden - ze schafen, dee Mesurë proposéiert, an d'Regierung kann dann déi Mesuren awer maachen, wéi se wëllt, wéi den Här Wiseler elo gesot huet, do weess ech awer net, ob dat dee richtege Wee ass, well et gëtt Experten, déi d'Regierung beroden. An d'Regierung erkläert jo och hir Demarchen. An et ass awer elo, mengen ech, e bëssen naiv ze mengen, wa mer elo e weideren Expertegremium hätten, datt dann d'Leit alleguer dobausse mat allem, wat heibannen decidéiert géif, d'accord wären. Dat ass net richteg. Duerfir mengen ech, datt d'Regierung schonn déi richteg Approche hei huet. Iwwregens gëtt de Collège médical, dee jo awer e ganz eescht ze huelende Gremium ass, der Regierung absolutt Recht - absolutt Recht! - an der Verhältnismëissegkeet vun de Mesuren, déi hei geholl goufen.

De Spagat tëschent deene sanitären Iwwerleeungen, Restriktiounen, Virsiichtsmoossnamen, Gestebarrièren, weidere Sécherheetsoplagen, wat d'Geschäfter ugeet, an der Méiglechkeet, eng gewëssen Normalitéit ze erlaben an e Stéck Privatliewen, soziaalt, kulturellt an ekonomescht Liewen zouzeloossen, fannen ech, hunn d'Regierung an och dës Chamber domadder ganz gutt hikritt.

An trotz dem Versuch, e richtegen Equiliber ze fannen, ginn d'Aschränkungen nawell kritiséiert an déi géifen och mat engem weideren Expertegremium weider kritiséiert ginn. Mee eis geet et hei net anescht wéi deenen anere Länner, déi scho méi radikal Mesurë geholl hu wéi Lëtzebuerg. Ech ginn nach eemol gären an de Verglach mat eisen Nopeschlänner, ob mer wäit ewech leie vun deene Moossnamen a wa jo, firwat datt mer déi Mesurë geholl hunn.

Kritiséiert gouf dacks, a gëtt et och haut nach, d'Fermeture vun de Caféen a vun de Restauranten, datt déi ze laang ass. Jo, mir ass se och ze laang an ech géif och gären emol erëm eng Kéier an e Restaurant an een huele goen. An déi Betriber, déi hunn eng ganz schwiereg Situatioun, dat steet ausser Zweifel. Mee et ass gewosst, datt de Virus sech virun allem do iwwerdréit, wou d'Leit iwwer e längeren Zäitraum an engem decontractéierte Kontext ouni Masken an ouni déi néideg Distanz an engem zouene Raum zesumme sinn. Dat ass e Fait! An dat ass och an de Caféen an an de Restauranten de Fall.

Dat ass keng Scholdzouweisung, mee et ass inhärent zu der Aktivitéit an zu der Situatioun! An engem Café an an engem Restaurant mécht een dat. A jo, si hu grouss Efforte gemaach, fir esou sécher wéi méiglech ze sinn. An déi Mesuren hunn et och erlaabt, datt mer hei zu Lëtzebuerg méi laang d'Restaurante konnten ophale wéi eis Nopeschlänner. Mee leider ass de Virus e ganz kamëssen an e mutéiert och nach, soudatt dës Betriber leider haut nach eng Kéier net kënnen hir Dieren opmaachen.

Ech soen et nach eemol: Hei ware mer net déi, déi déi radikaalste Moossname geholl haten. Wärend am éischte Lockdown d'Länner alleguer relativ d'selwecht reagéiert haten an alles zougemaach haten, hat d'Situatioun zu Lëtzebuerg eis et erlaabt, d'Restaurante bis Enn November opzeloossen. Bis Enn November konnten d'Restauranten hei opbleiwen, eebe grad och duerch déi Moossnamen, déi se geholl haten, wat awer an den Nopeschlänner net de Fall war. An der Belsch an a Frankräich, do sinn d'Restauranten an d'Caféë schonn ongeféier zwee Méint virdrun, virum November, zougemaach ginn. Den 20. September sinn d'Restauranten an der Belsch an a Frankräich zougemaach ginn.

Genausou hu mer et och an anere Beräicher gemaach, fir zum Beispill nëmmen een ze nennen: d'Coiffeuren. Do, wou se bei eis just dräi Wochen, ronderëm d'Feierdeeg, zou waren, hu se an der Belsch an an Däitschland dräi Méint hannerenee missen zoubleiwen.

D'Schoulen hu mer och ëmmer versicht opzehalen. A mir hu just fir nom Deconfinement zwou Wochen op de generellen Homeschooling gesat, mat e puer verschiddene Moossnamen am Fondamental an am Enseignement secondaire. An hei hat Däitschland och méi radikal reagéiert, well dat un hir Situatioun ugepasst war. Hir Infektiounszuele waren nach méi héich a si haten d'Schoulen ab Dezember zwee Méint laang a jee no Bundesland a Regioun souguer nach méi laang zougelooss. Fir eis ass et awer wichteg, d'Situatioun zu Lëtzebuerg ze kucken. Et ass wichteg fir d'Kanner, déi sozial Kontakter kënne bäizebehalen an den Unterrecht en présentiel kënnen ze hunn. De Gilles Baum ass en long et en large dorop agaangen.

Et ass och eis Verantwortung, op déi psychesch Gesondheet vun deene Jonke Rücksicht ze huelen. Hei solle jo an Zukunft och Schnelltester kommen, déi jo erméiglechen, dann d'Situatioun no an no besser ënner Kontroll ze kréien. Mir kennen alleguer déi sozial Problemer, déi den Homeschooling nach verschäerft. An duerfir ass et richteg, d'Schoulen esou laang wéi méiglech opzehalen.

Essenziell fir déi psychesch Gesondheet vu ville Leit, a besonnesch och vun de Kanner, ass och de Sport, wou et bei eis och wäit méi Ouverturen a Méiglechkeete gouf wéi an eisen Nopeschlänner, ëmmer mat kloren a strenge Virsiichtsmoossnamen. An och wann d'Méiglechkeet vu Kompetitiounen nëmme fir en Deel vun de Sportler, d'Elittesportler an den ieweschten Divisiounen, am Sportslycée an a Formatiounszenteren, fir d'national Kaderen a fir d'Profien, méiglech ass, esou ass d'Méiglechkeet, Sport am Club ze maachen, awer e grousse Virdeel. Grad wéi de Fait, datt d'Kultur, och wann et zimmlech begrenzt ass, nees méiglech ass.

An och de Couvre-feu ass an anere Länner vill méi schlëmm wéi bei eis. Ech gi just d'Beispill vu Frankräich, déi vu 6.00 Auer un de Couvre-feu hunn.

Den Impfstoff an d'Impfstrategie ginn eis awer Mutt, datt mir an enger kuerzer Zäit vläicht un e puer Lockerunge kënnen denken.

Haut si mer an der Situatioun, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer nach ëmmer héich Zuele bei den Neiinfektiounen hunn, datt, laut ECDC, den Taux d'infection zu Lëtzebuerg ënnert deem vu Frankräich, mee iwwert deem vun Holland, der Belsch an Däitschland läit - Däitschland, dat bei den deklaréierten Neiinfektiounen am beschten dosteet, mee wann een dann d'Zuel un den Tester kuckt, da relativéiert sech d'Bild awer. De Modellschüler Däitschland test nämlech vun all de Länner ronderëm eis am mannsten. An enger Woch, der Kalennerwoch 8, hu si op 100.000 Awunner 1.365 Tester gemaach, zu Lëtzebuerg sinn et der awer 10.274. Dat heescht, 7,5-mol méi wéi an Däitschland gouf hei zu Lëtzebuerg getest, 5-mol, bal 5-mol, méi wéi an Holland, méi wéi 4-mol esou vill wéi an der Belsch a méi wéi 3-mol esou vill wéi a Frankräich.

Dës Zuelen ënnermaueren nach eemol, wat mer alleguer wëssen, nämlech datt mer am Verglach zu de verschiddenen Nopeschlänner, mee virun allem am Verglach zu Däitschland zwar méi héich Infektiounszuelen hunn, mee awer och einfach vill méi testen. An dann zéie mer eeben och déi asymptomatesch oder déi liicht oder déi liicht diffus symptomatesch Infizéierter eraus. Mir kënnen hir Kontakter tracen a mir kënne se a Quarantän schécken. An och wann d'Meenunge bei de Wëssenschaftler, wéi mer gëschter gesinn hunn, hei zimmlech wäit auserneeginn, esou bleiwen ech der Meenung, datt all Positiven, dee keen aneren ustécht, gutt fonnt ass an datt déi Strategie, déi d'ailleurs vu ville Länner als exemplaresch ugesi gëtt an och kopéiert gëtt, sécherlech ee Glidd an der Kette vum Erfolleg ass.

Mir iwwerhuele Verantwortung hei, wéi scho säit engem Joer. Mir wäerten dëst Gesetz hei matstëmmen, well mer wëssen, datt hei am Land Decisioune musse geholl ginn, och wa se net einfach sinn, a well mer eis als verantwortungsvoll Partei eiser Responsabilitéit stellen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An, Här Wiseler, oder Spriecher vun der CSV, Dir hutt virdrun eng ganz Rei vu Froe gestallt. Dir hutt awer och eng Heure d'actualité jo ugefrot, déi Heure d'actualité, déi gëtt d'nächst Woch hei gehalen. Do kritt Der alt erëm eng Kéier eng Rei vun Äntwerten, déi Der och scho virdru kritt hutt an déi natierlech dorop wäerte gemënzt sinn, datt d'Regierung eng Strategie huet, déi op ville verschiddene Féiss steet, eng Exitstrategie, déi dann d'nächst Woch hei nach eng Kéier wäert zur Sprooch kommen.

Bei engem Punkt ginn ech Iech awer ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Da soll se eis se och soen!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... honnertprozenteg Recht, Här Wiseler, ech ginn Iech bei engem Punkt honnertprozenteg Recht: Mir brauchen eng Loi pandémie. Do musse mer eis alleguerten zesummesetzen, fir en uerdentlecht Gesetz hei hinzekréien.

An ech wollt och nach op Är Wuertmeldung hei zréckkommen, wat Der iwwert d'Vaccinatioune gesot hutt. Dir hutt gesot, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, am beschte Fall géife mer nach 30 Woche brauchen, wann alleguer déi gutt Elementer géife beieneekommen, 30 Wochen, fir datt mer d'Leit hei alleguerte geimpft hätten. Ma ech wéilt, Dir hätt Recht, Här Wiseler! Well dann hätten no 15 Wochen, an dat wär am Juni dëst Joer, alleguer d'Leit hei zu Lëtzebuerg eng éischt Impfung kritt, wären alleguer ... Ma wa se der zwou brauchen a wa mer fir zwou Impfungen 30 Woche brauchen, da brauche mer fir d'Hallschent awer net vill manner wéi ... Fir eng grouss Herdenimmunitéit ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Déi do Logik stëmmt awer elo net.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... ze kréien, ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Déi do ass ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... brauche mer dann nach dräi Méint. An da wäre mer relativ gutt hei. An ech wär frou, wa mer an dräi Méint hei d'Leit alleguerte mat enger Impfung geimpft hätten, ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Är Logik stëmmt do net. Dofir, deen do Verglach kënnt Der net esou maachen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... datt mer dann am Juni schonn d'Leit zum gréissten Deel hei geimpft hätten.

(Interruptions)

Ech hu jo gesot, ech wär frou, wann et esou wär!

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Ech hu gesot, ech wär frou, wann et esou wär, Madamm Hansen!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir rechent esou, wéi wann alles schéin hannerenee wier. Mee déi, déi déi éischt kruten, mussen och iergendwann eng Kéier déi zweet Impfung kréien.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat ass richteg.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Déi kënne jo net waarden. Maja, also ass ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat ass richteg.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... Är Rechnung falsch.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mee Dir schwätzt jo och hei dovun, déi ganz Populatioun ze impfen. Wa mer scho bis bei 60 % oder 70 % wären, da wäre mer scho ganz gutt.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An, bon, wann ech och nach d'CSV wär, da géif ech warscheinlech elo Follgendes soen - ech sinn awer glécklecherweis net an der CSV - ,...

(Interruption)

... well ech hunn den 3. Mäerz, Dir Dammen an Dir Hären, hei mat Erstaunen, a mat gréisstem Erstaunen, gelies, wat den aktuelle President vun der CSV ...

(Exclamations)

... gesot huet a geschriwwen huet. De Frank Engel, ...

(Interruptions)

... dee jo de Réckhalt vun de Membere vun der CSV huet, well e mat 54 % um Kongress am Januar 2019 gewielt gouf, huet Follgendes iwwert d'CSV-Fraktioun mat hirer Oppositiounsaarbecht an der Chamber geschriwwen, ech zitéieren: „Fir et un engem konkreete Beispill festzemaachen: Esou schlecht verfaasst a lacunaire d'Covidtexter vun der Regierung och sinn, mir kënnen net géint en Text stëmmen, dee Moossname virgesäit, déi mir prinzipiell och wëllen."

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- „A mir kënnen eis net permanent hanner ‚feelenden Informatioune' verstoppen. Déi Oppositioun, déi ech mengen" - dat schéngt jo dann net déi ze si vun der CSV -, déi „besuergt sech hir eegen Informatiounen an dokumentéiert sech esou, datt se kann hiren alternativen Entworf glafwierdeg virdroen."

An ech hunn elo gutt nogelauschtert, wat den Här Wiseler gesot huet. Hien ënnerstëtzt d'Moossnamen hei, déi geholl gi vun der Regierung.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Hie seet, déi wäre selbstverständlech. Déi wären noutwendeg, seet en.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An, Dir Dammen an Dir Hären, mir ass den 3.3., wéi ech dat do gelies hunn, dat war e Mëttwoch, de Mond opstoe bliwwe wéi scho laang net méi. A mäin Telefon, deen huet net opgehale mat schellen. SMSen hunn ech kritt, WhatsApp-Messagen hunn ech kritt, E-Mailen hunn ech kritt, lauter Uriff, fir mer ze soen: Ma wat ass da mat där CSV do lass? Wou geet et hi mat der CSV? Lauschteren déi Leit vun der CSV iwwerhaapt nach hire Memberen no? Lauschteren déi iwwerhaapt nach de Bierger no? Wat ass aus där grousser CSV ginn, déi manifestement auserneen hei fält wéi e Kaartenhaus?

An den Dag drop, Dir Dammen an Dir Hären, den Dag drop, dat war en Donneschdeg, sinn ech an e Supermarché gaangen an do sinn d'Leit bei mech komm a si hu mer gesot: „Ma wou geet dat hi mat der CSV?" A si hu mer gesot, wéi enttäuscht si iwwert déi CSV do sinn, ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ech mengen, dat war iwwert dem Här Schiltz am HRS.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... déi sech heiansdo mat Jo, heiansdo mat Enthalung, mee oft a meeschtens souguer hei mat Nee aus der Responsabilitéit gestuel huet, fir hei net mussen d'Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Esou oder esou änlech hätt ech gesot, wann ech an der CSV wier, mee glécklecherweis sinn ech jo net an der CSV.

(Interruptions)

An duerfir soen ech dat och net hei, Dir Dammen an Dir Hären. Mee ech soen der CSV awer Follgendes: Lauschtert op Är Memberen! A lauschtert och e bëssen op d'Bierger hei am Land! Laaft net fort virun der Responsabilitéit an huelt Är Verantwortung! Spillt net de Moralapostel fir déi aner! An iert Der virun der Dier vun deenen anere kiert, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wie mécht hei eng Moralpriedegt? Wie mécht hei eng Moralpriedegt, sot?!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An iert Der virun der Dier vun deenen aneren kiert, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Maacht Iech keng Suergen ëm eis!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, jo! Dir sidd dee Richtegen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech soen et nach eng Kéier: An iert Der virun der Dier vun deenen aneren ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat heescht, Dir sidd mat allem averstanen?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sidd dee Richtegen, fir dat do ze soen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Educatioun?

Une voix.- ... an der Butte.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Kee Problem!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech waarden, bis d'CSV sech berouegt huet.

Une voix.- O!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi eng CSV?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sot, Dir maacht awer de Contraire!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Wéi een Engel?

M. Fernand Etgen, *Président.*- An hie kënnt esou lues zu sengem Schlusswuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Engel, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Richteg!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Engel, dajee, et ass ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir loossen en dat awer nach soen.

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- An iert Der ...

Une voix.- Très bien!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Georges Engel *(LSAP).*- An iert Der bei déi aner virun d'Dier kiere gitt, kiert virun Ärer eegener Dier! Ech ginn hei den Accord vun der LSAP. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Engel villmools Merci a ginn der nächster ageschriwwener Riednerin, der Madamm Josée Lorsché, d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech schwätzen elo net vun der CSV an och net vun den zwee Hären Engel, ...

(Hilarité)

... mee vun der aktueller Situatioun.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also dat ass eng gutt Iddi!

Une voix.- Dat hu mer och léiwer!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- A wann ee vun der aktueller Situatioun schwätzt, dann héiert ee ganz oft dat Wuert „Hoffnung". „Prinzip Hoffnung", huet e Journalist et genannt. Dat Wuert ass och heibannen elo schonn ëfters gefall. Anerer weisen drop hin, datt alles eemol en Enn huet, woumat d'Aschränkung vun de Fräiheete gemengt ass. An nach anerer sinn der Meenung, d'Regierung géif héich pokeren, wa se Lackerunge fir den Abrëll ukënnegt.

Ech denken, egal wéi een et gesäit, mir sinn nach net esou wäit. Mir sinn och nach net Ufank Abrëll. A mir stëmmen och haut net iwwer Lackerungen of, mee iwwert déi drëtt Verlängerung vun de besteeënde Moossnamen, och wa verschidde Cafésbesëtzer schonn amgaange sinn, hoffnungsvoll hir Terrassen opzeriichten.

Zousätzlech dozou ass mat dësem Projet de loi jo versicht ginn, d'Moossname vum Schoul- a Kanner- a Jugendsecteur am Gesetz ze definéieren, sou wéi de Rapporter Mars Di Bartolomeo dat a sengem Rapport gutt erkläert huet, woufir ech him och e grousse Merci wéilt ausdrécken.

Wat no de verfassungsrechtlechen Hürden iwwregbliwwen ass, ass net méi ganz vill. Et sinn déi national Moossnamen, déi sech net op eenzel Clusteren an eenzelne Strukturen oder Gemengen erginn, mee op de ganze Schoul- a konventionéierte Kanner- a Jugendsecteur um gesamte Lëtzebuerger Territoire.

Ech schwätze vum Enseignement à distance zu 50 % vun der Zäit fir d'Klasse Quatrième bis Deuxième, dee jo schonn en place ass, an donieft iwwert d'Maskeflicht ab dem Cycle 2, géint déi sech scho méi laang e gewësse Widderstand weist an eenzelnen Elterekreesser - dat hu mer och gesinn, wéi mer elo an d'Chamber koumen -, mee och an enger Privatschoul, déi d'Maske carrement bis elo refuséiert huet.

Als Gréng si mir eis bewosst, Här Minister, datt eng permanent Maskeflicht an de Schoulen hir Nodeeler huet, virun allem am Sproochenunterrecht, mee och generell an der direkter tëschemënschlecher Kommunikatioun mat de Kanner. An awer ënnerstëtze mer dës Moossnam, well se d'Grondrecht op Bildung an der Schoul schützt, vu datt d'Droe vun enger Mask d'Ustiechungsgefor erwisenermoosse reduzéiert a Quarantänen a Schoulschléissunge verhënnere kann. A mir bleiwen och der Meenung, datt et fir d'Wuelbefanne vun de Kanner a Jonken nach ëmmer besser ass, mat enger Mask an d'Schoul däerfen ze goen, wéi wochelaang ouni Mask doheem virum Bildschierm ze sëtzen, mat allen negativen Effekter, déi domat verbonne sinn.

(Interruption)

Eigentlech wier et interessant ze wëssen, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Kanner géife soen, wa se selwer zu Wuert géife kommen, sou wéi et an der Kannerrechtskonventioun vun de Vereenten Natioune virgesinn ass, wann et ëm Sujete geet, déi si selwer betreffen. Bis elo gouf hir Meenung net offiziell gefrot, jiddwerfalls ass esou eng Ëmfro mir net bekannt, mee ech denken, am Choix tëscht Schoul mat Mask an Homeschooling ouni Mask géif de Gros vun de Kanner fir déi éischt Optioun plädéieren, well den Austausch an de Kontakt mat Gläichalteregen net nëmmen e Grondrecht ass, mee och e Grondbedierfnes vun alle Kanner a Jonken.

Egal wéi däerf d'Pandemie kee Grond sinn, fir d'Kannerrechter ausser Kraaft ze setzen. Dozou gehéieren nieft dem Recht op Bildung an der Schoul jo och d'Recht, mat anere Kanner zesummenzekommen, an donieft awer och d'Recht op eng gesond kierperlech, mental a sozial Entwécklung. An dat Recht ass am Artikel 27 vun der Kannerrechtskonventioun festgehalen.

Här President, an enger Etüd, déi d'Unicef zesumme mat der Uni Lëtzebuerg tëscht Mee a Juli 2020 mat 700 Jonken tëscht 6 a 16 Joer duerchgeféiert huet, goung et ganz genee ëm dësen Aspekt. D'Resultat vun där Etüd, déi kierzlech erauskoum, weist ganz kloer, datt de mentalen Zoustand vu Jonken a Kanner och schonn de leschte Summer vun duerchschnëttlech 96 % op 67 % gefall war an datt déi suizidär Gedanke schonn deemools bei Jonken zougeholl hunn. Datt d'Situatioun sech no weidere siwe Méint Pandemie net verbessert huet, läit wuel op der Hand. An duerfir plädéiert d'Unicef derfir, de Kanner a Jonke méi nozelauschteren, fir hir Situatioun besser ze verstoen, a méi op hir Bedierfnisser anzegoen.

An deem Sënn begréisse mir als Gréng, datt den Educatiounsminister sech dem Sujet vum Bien-être bei Kanner a Jonke geziilt wëllt unhuelen an dat och zum Deel elo scho mécht. Virgëschter huet de Claude Lamberty eng ganz interessant Question élargie zu deem Theema gestallt. Ech muss soen, d'Äntwerte vum Här Minister waren erfreelech, well scho vill Schrëtt ënnerholl ginn, fir déi mental Verfassung vun de Kanner a Jonken ze verbesseren a geféierlech Entwécklungen ze verhënneren, dëst an Zesummenaarbecht mam Kompetenzzenter fir déi sozioemotional Entwécklung, mam ONE, mam SePAS a mam Service socio-éducatif vun de Lycéeën. Iwwer e Finetuning kann een natierlech diskutéieren an och iwwerleeën, wéi de Programm an enger nächster Etapp kann ausgebaut gi respektiv och wéi en evaluéiert ka ginn.

Eng Fro, déi ech awer haut scho wéilt opwerfen, Här Minister, ass déi, ob et net un der Zäit wier, fir d'Sorties culturelles vun de Schoulklassen nees ze erlaben, wann déi sanitär Situatioun sech net verschlechtert. Bekanntlech hunn d'Schoulen zanter November net méi d'Recht, un de kulturelle Schoulprogrammer vun deenen eenzelne Kulturhaiser deelzehuelen, obwuel sämtlech Kulturhaiser an d'Muséeë fir de Public opstinn a streng sanitär Konzepter en place gesat hunn. Vu datt d'Ustiechungsgefor eiser Meenung no do net méi grouss ass wéi déi an der Schoul selwer, wieren déi kulturell Sortien an eisen Aen e weidere Schrëtt, fir de Kanner hiren Alldag an hir Gedankewelt ze beräicheren an dëser Zäit an domat och hire Bien-être ze verbesseren.

Gëschter, oder virgëschter war et, huet den Här Minister ganz richteg behaapt, datt et de Kanner an der Pandemie un der Fräiheet feelt, d'Welt ze entdecken. D'Sorties culturelles wieren an eisen Aen eng gutt Geleeënheet, fir hinnen déi Fräiheet nees zum Deel jiddwerfalls an ënner séchere sanitäre Bedéngungen zréckzeginn. Well wou gëtt d'Welt besser vermëttelt wéi an der Kultur, wa reese souwisou net méiglech ass? Wéi wäertvoll dës Aktivitéite sinn, ass och ënnerstrach ginn an de Kommissiounssëtzungen, déi mer mam Kultursecteur haten, wéi et ëm d'Diskussioun ronderëm de Kulturentwécklungsplang gaangen ass.

Här President, wat de Schouldeel vun dësem Projet de loi ugeet, wéilt ech dann och nach e puer Wierder zu der Kritik vun der Oppositioun hei soen, déi jo bemängelt, datt net all Detail, deen de Schoulsecteur betrëfft, gesetzlech gereegelt gëtt. Hei kann ech nëmmen dee schéine Saz widderhuelen, deen de Verfassungsexpert Professer Dokter Jörg Gerkrath kierzlech a ganz genee dësem Kontext, dem Schoulkontext, am „Lëtzebuerger Wort" zum Beschte ginn huet, an zwar: « La critique est aisée, mais l'art est difficile. » Dee Saz vum Auteur Philippe Néricault staamt aus dem Joer 1732 an ass haut nach esou aktuell wéi deemools. Ech denken, den Här Wiseler als grousse Literaturspezialist kennt de Saz och an och säi Sënn.

Jo, effektiv ass et aiséiert, alles ze kritiséieren an alles ze fuerderen, mee d'Konscht läit an der Handlung an déi ass vill méi schwiereg. A wann ech hei vu „Konscht" schwätzen, da mengen ech natierlech net, Biller ze molen, mee da mengen ech d'Gestioun vun enger Pandemie an deem ganz komplexen Ëmfeld vun de Schoulen a vum Kanner- a Jugendsecteur, dee jo aus ganz ënnerschiddleche Strukture besteet.

Här President, jo, et ass richteg, den Här Wiseler huet et och gesot, effektiv steet am Artikel 23 vun der Verfassung, datt alles, wat den Enseignement betrëfft, iwwer Gesetz gereegelt muss ginn. An dofir hu mer jo och eng ganz Rei Schoulgesetzer. Bei der Pandemiebekämpfung geet et allerdéngs net primär ëm Bildungsinhalter, Programmer, Contingents de leçons, Inklusioun, Personalfroen, Schoulorganisatiounen an Direktiounen an esou weider, bei der Pandemiebekämpfung geet et ëm Gesondheetsschutz an och dat huet de Verfassungsspezialist an deem Interview preziséiert.

Dat heescht net, datt déi sanitär Reegelen an der Schoul d'office keng gesetzlech Basis solle kréien, ech wëll net falsch verstane ginn. Si sollen eng kréien, souwäit wéi dat dann einfach juristesch méiglech ass. Mir fäerten awer, datt et net am Sënn vum Gesondheetsschutz ass oder carrement kontraproduktiv ka ginn, wann en detailléierte Moossnamekatalog fir all Fall an e Gesetz gemeesselt gëtt. De Risiko ass nämlech grouss, datt esou e virgefäerdegte Moossnamekatalog net kuerzfristeg alle Situatiounen a virun allem allen Iwwerraschunge gerecht ka ginn, déi de Virus zäitweileg an där enger oder anerer Struktur mat sech bréngt. An datt d'Pandemie, mat villen Iwwerraschunge verbonnen ass, ech mengen, dat stellt haut kee méi a Fro.

(Interruption)

Am Fong befanne mer eis hei op enger Gratwanderung tëscht engem gesonde Pragmatismus a Paragrafereiderei, net awer am Zenario vun enger Bildungspolitikdiktatur. A mir sinn och net der Meenung, datt den Educatiounsminister mat dësem Projet de loi e Fräipass kritt, fir de Rechtsstaat am Schoulsecteur ausser Kraaft ze setzen, wuel wëssend, datt och d'Santé hiert Wiertche matzeschwätzen huet an eng Responsabilitéit huet, wann et ëm Gesondheetsschutz, ëm Quarantänen an Isolatioune geet, och am Schoulsecteur!

An ech hoffen nach eppes, nämlech, datt mer all d'Zil vun der Regierung ënnerstëtzen an dat ass just een Zil: Et ass d'Zil, alles ze maachen, fir d'Pandemie ze bekämpfen an d'Fräiheeten nees hierzestellen, an dëst net nëmmen am Bildungssecteur, am Kanner- a Jugendsecteur, mee an allen anere Secteuren, déi betraff sinn, a generell och an der Gesellschaft, op déi ech dann elo ze schwätze kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Dier zu der Fräiheet ass e grousst Wuert. Datt d'Dier zu der Fräiheet méi séier opgeet, wat d'Impf- an d'Teststrategie méi séier gräifen, gesi mir an Israel. Do si mëttlerweil esou vill Mënsche geimpft, datt se nees kënnen ufänken, fräi ze liewen, Fester ze feieren, Sport no Loscht a Laun ze bedreiwen an och an der Kultur net méi mat Aschränkunge konfrontéiert sinn. Et ass scho bal ze schéin, fir wouer ze sinn!

Zu Lëtzebuerg si mer nach net esou wäit, mee et ass méi wéi wichteg, datt mer esou séier wéi méiglech esou wäit kommen, well wat d'Aschränkunge méi laang unhalen, wat direkt zwou Gefore méi grouss ginn: Déi éischt ass déi, datt d'Mënschen net méi bereet sinn, d'Fräiheetsaschränkungen ze respektéieren - et kann ee vu „Pandemiemiddegkeet" schwätzen -, a sech da rietspopulistesche Stréimunge vu Coronaligener uschléissen, deenen hiert Feindbild an deenen hir Fakemethode jo ëmmer méi offensichtlech ginn. Déi zweet Gefor besteet doran, datt d'Gesellschaft sech un d'Fräiheetsaschränkunge gewinnt an d'Aschränkung vun de Grondrechter als deen neie gesellschaftleche Status quo akzeptéiert.

Béid Tendenze passen net an en demokratesche Rechtsstaat a musse verhënnert ginn. An dofir brauche mer eng Strategie, déi séier gräift an d'Fräiheet nees erméiglecht, an do allem virop eng effikass Impfstrategie, iwwert déi jo och scho vill geschwat ginn ass. D'Perspektiven op méi Quantitéite si jo zum Gléck positiv fir den Abrëll an domat och d'Perspektiven op manner Ustiechungen a manner schlëmm Krankheetsverleef.

Am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech awer och do an deem Kontext ganz kloer betounen, datt d'Impfung net nëmmen eng sanitär Schutzmoossnam fir deen Eenzelnen ass an och net just fir säin Noper. An enger Pandemie wéi dëser, déi laut der Johns Hopkins Universitéit schonn 2,6 Milliounе Mënschen d'Liewe kascht huet, ass d'Impfung eng sozial an ekonomesch Necessitéit. Erfreelech ass, datt d'Impfbereetschaft an der Gesellschaft wiisst, mee leider ass se nach net op deem erwaarten Niveau ukomm.

Wann een zum Beispill gewuer gëtt, datt bal 30 % vum Santéspersonal sech net wëllt impfe loossen, da muss ee sech dach awer Froe stellen, wéi et mam Verantwortungsbewosstsäi vun deene Mënschen ausgesäit. Virun allem muss een awer Iwwerzeegungsaarbecht leeschten, an dat souwuel als Eenzelnen wéi och als ëffentlech Institutioun. U sech ass d'Impfskepsis jo näischt anescht wéi d'Resultat vu geziilt verbreete Falschinformatiounen an den Ausdrock vun enger geféierlecher Ökoesoterik, Naturverklärung oder Medezinnfeindlechkeet. Als Gréng distanzéiere mir eis ganz kloer vun deene Stréimungen, och wa mir mat Ökologie an Natur ganz vill um Hutt hunn.

Duerchaus verständlech ass deem géintiwwer awer, datt eng Rei Leit, déi schonn ënner anere Pathologië leiden, ofwaarde wëllen an aneren de Virtrëtt wëlle loossen, bis se da selwer prett sinn, déi also grad de Contraire vun deem maachen, wat een als Impfdrängelei, Impfschmarotzertum oder ganz einfach Virdrécke bezeechne kann. Un der Regierung ass et natierlech, d'Impfstrategie esou auszeriichten an ze organiséieren, datt se effektiv bei deene Gruppen ukënnt, déi se am néidegste brauchen, an net bei aneren, wou jo elo e klengen oder gréissere Klärungsbedarf sech opgedrängt huet.

Wat déi kloer definéiert vulnerabel Gruppen, ënner anerem d'Santéspersonal, ugeet, esou wéilt ech drop hiweisen, datt eventuell eng Grupp vergiess ginn ass, an dat läit mer schonn um Häerz. Ech schwätze vun den Aidanten, déi an der Fleegeversécherung, der Assurance dépendance, definéiert sinn a vun der IGSS erfaasst sinn. An Däitschland heeschen déi Leit „Pflegepersonen", en Numm, deen hirer Missioun eigentlech besser gerecht gëtt. Vu datt d'Zil vun der Assurance dépendance aus dem sougenannte Maintien à domicile besteet, ginn haut zwee Drëttel vun den insgesamt 14.200 Beneficiairen doheem versuergt. Dat hunn ech am leschte Rapport vun der IGSS gelies. Dat sinn also bal 10.000 vulnerabel Persounen, déi doheem versuergt ginn.

Bei der grousser Majoritéit vun hinnen, net grad 7.000 Persounen, ass en Aidant doheem present, fir an der Fleeg ze intervenéieren. An deen Aidant steet och reegelméisseg am direkte Kierperkontakt mat de fleegebedierftege Persounen, sief et, fir déi eng oder aner Kleeder ze wiesselen oder ze wäschen an all déi aner Akten, déi domat verbonne sinn.

Et ass also onëmstridden, datt d'Aidanten e wichtege Pilier vum Lëtzebuerger Versuergungssystem duerstellen. Allerdéngs gehéiere se weeder zu de prioritäre Gruppen am Large-Scale-Testing nach zu de prioritäre Gruppe bei der Impfung. An dofir wéilt ech d'Fro awer dann un lech stellen, Madamm Minister, aus wéi engem Grond déi heite Gruppen net als prioritär definéiert sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat verstinn ech elo nach ëmmer net. An déi Fro ass och aus dem Secteur u mech erugedroe ginn.

En anere Volet ass natierlech och wichteg, et ass dee vun der Organisatioun, wou d'Impfzenteren natierlech och logistesch gutt opgestallt musse ginn. A firwat solle se net och sonndes opmaachen, wann déi néideg Quantitéiten da bis ukomm sinn? Frankräich huet elo ugekënnegt, datt och sonndes geimpft gëtt. A Lëtzebuerg warscheinlech och. Ech hunn et nach ...

(Interruption)

Ma dat ass tipptopp. Da brauch ech d'Fro net ze stellen. Dann ass se scho beäntwert.

(Interruptions)

Den zweete Schlëssel zu méi Fräiheet ass natierlech d'Teststrategie verbonne mam Tracing, mee och verbonne mat der Eegeverantwortung vun de Biergerinnen a Bierger. Zemools bei de Schnell-

tester am Privatberäich gëtt d'Eegeverantwortung an Zukunft extreem wichteg a setzt natierlech viraus, datt d'Mënsche gutt informéiert sinn a wëssen, wéi se domat ëmgoe sollen. Dat zielt natierlech och fir d'Schoulen, wou mer frou waren ze héieren, datt d'Schnelltester an enger éischter Etapp als Pilotprojet agesat ginn, fir duerno hoffentlech verallgemengert ze ginn, sou wéi an Éisträich. D'Konditioun ass natierlech och hei, datt se richteg applizéiert ginn. An duerfir mussen och verschidde Formatiounen organiséiert ginn.

Net anescht ass et an den Alters- a Fleegeheimer, déi jo éfters hei schonn als Theema zur Diskussioun stoungen, wou déi nei Generatioun vu Schnelltester, vun där d'Madamm Minister gëschter geschwat huet, zesumme mat de klasseschen Tester e weidere Bausteen duerstellen, fir d'Fräiheet zréckzegewannen an domat och den onageschränkte Kontakt zu de Famillen a Frënn. D'Tester schützen also net nëmmen d'Gesondheet, se verhënneren och d'Isolatioun vun der eelerer Generatioun.

Ech kommen zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Ech hu mat enger Hoffnung ugefaangen an halen och mat enger Hoffnung op, an zwar mat der Hoffnung, datt et haut déi leschte Kéier ass, datt mer dëst Gesetz verlängeren, an datt mir eis am Abrëll, no laange Méint vun Aschränkungen, nees mat Fräiheetszenarie kënne beschäftegen, och wann ech mat dëser Ausso vläicht héich pokeren.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Josée Lorsché villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, fir déi 14. Kéier, wann ech elo richteg nogelauschtert hunn, sti mer hei, fir iwwert déi Moossnamen ze diskutéieren, déi d'Regierung am Kader vun der Coronakris proposéiert. Den Här Mars Di Bartolomeo huet eis dëst nees gutt presentéiert an duerfir soe mer him en häerzleche Merci.

Dës Kéier ass et haaptsächlech eng Verlängerung vu schonns bekannte Moossnamen. An dowéinst musse mer leider nach eemol constatéieren, datt d'Koalitioun an hir Parteie sech un hirer Politik festklameren. Nach ëmmer menge si, datt d'Regierung d'Recht hätt, an dëser sanitärer Situatioun eis verfassungsméisseg garantéiert Fräiheeten a Grondrechter anzeschränken an d'Leit vun uewen erof ze behandelen.

An nach eemol soe mir als ADR dozou däitlech: nee! Fir eis ass et kloer, datt mer weeder eng Ausgangsspär akzeptéieren nach Virschréften, wat d'Leit däerfe bei sech doheem maachen. Dowéinst seet d'ADR: keng weider Restriktioune vun de perséinleche Fräiheeten a Schluss mam Agréff an d'Privatsphär! Am Géigendeel: Eis Grondrechter mussen nees hiergestallt ginn. Dat heescht, d'Ausgangsspär muss opgehuewe ginn, grad wéi d'Aschränkung, datt een doheem nëmme maximum zwee Leit aus deem selwechte Stot däerf empfänken.

Aus Aktualitéitsgrënn wëll ech awer hei direkt zwou Bemierkunge maachen, eng iwwert den Impfstoff AstraZeneca an eng iwwer eis Schoulen.

Här President, fir eis als ADR ass et kloer, datt mer esou vill Sécherheet wéi méiglech bei den Impfunge verlaangen an och mussen hunn. Mir hate beim AstraZeneca déidlech Tëschefäll an Éisträich, an Dänemark a mir verlaangen eng komplett Opklärung vun deenen trageschen Evenementer, ier mer mat deem Impfstoff eventuell virufueren. An Europa sinn ewell 300 Komplikatioune mat deem Impfstoff bekannt. A mir erwaarden eis, datt d'EMA do eng éierlech, sachlech an déifgräifend Analys mécht, fir datt d'Vertrauen an deen Impfstoff erëm kann hiergestallt ginn.

Eng zweet Bemierkung betréfft d'Schoulen. Et ass fir eis net ze verstoen, datt den Här Meisch et zanter dem Ufank vun dëser Kris net fäerdegbruecht huet, eng gewësse Previsibilitéit a Konstanz an eist Schoulwiesen ze bréngen. D'Episod vun dëser Woch, wou de Staatsrot den Här Meisch zréckgepaff hat, ass nees e weidert Beispill. Och déi Prozedur, den Här Wiseler ass drop agaangen, ass ganz fragwürdeg, wéi heimat ëmgaange gouf. Déi Froe ronderëm eng legal Basis fir seng Politik sinn an eisen Ae berechtegt. Ier den Här Meisch endlech eng kloer Iddi huet fir eis Schoulen, ass dës Covidkris bestëmmt schonn eriwwer, wann ech der Madamm Lorsché elo gutt nogelauschtert hunn. Mir beweegen eis och hei weiderhin an engem Kader vun der juristescher Onsécherheet.

Wat déi ëmstridde Froe ronderëm d'Masken ugeet, denke mir, datt fir ganz kleng Kanner eng Maskeflicht net ubruecht ass. Do muss een eebe probéieren, d'Kanner méi vuneneen ze halen an d'Klassesäll an den Unterrecht esou opzedeelen an och d'Spiller esou ze organiséieren, datt méi Distanz méiglech ass. Méi kleng Kanner beweege sech vill, brauchen och nach méi visuelle Kontakt wéi déi méi grouss. Dowéinst ass eng permanent Maskeflicht einfach net realistesch. Fir méi kuerz Perioden, an deene si kënne Masken undoen, gesi mir awer kee Problem. Et kann ee jo och d'Klassesäll méi dacks lëften.

Wichteg ass, datt de Kanner keng Angscht gemaach gëtt. E Klima vun Angscht ka gravéierend psychologesch Konsequenzen hunn an déi wëlle mer evitéieren.

Här President, anescht wéi d'Regierung an déi aner Parteie freet d'ADR och scho säit Laangem d'Ouverture vun dem Horeca-Secteur. D'Horeca muss hir Etablissementer erëm kënnen opmaachen, dëst selbstverständlech am Respekt vun de Sécherheetsmoossnamen.

Wann d'Regierung an der aktueller Situatioun net esou wäit wëllt goen, fir d'Etablissementer erëm ganz opzemaachen, sollen op d'mannst emol kënnen d'Terrassen opmaachen. D'Horeca huet erkläert, datt oppen Terrasse souguer e positiven Effekt op d'Infektiounsinzidenz kéinten hunn, an dat kënne mer gutt novollzéien.

Am Beräich vum Sport versti mer net, firwat net änlech Moossname wéi bei der Kultur kéinten agefëiert ginn. An eisen Ae mussen d'Sportshalen an d'Stadien och nees fir Spectateuren opgemaach ginn, selbstverständlech och hei am Respekt vun de Sécherheetsmoossnamen. Sportsmanifestatiounen à huis clos si jiddefalls keng laangfristeg Léisung fir d'Sportler an och hir Supporter.

Och fir d'UGDA hätte scho laang misse positiv Schrëtt geholl ginn. Déi ganz restriktiv Moossnamen, déi bis den 2. Abrëll elo gëllen, erlaben et de Veräiner, déi an der UGDA zesummegeschloss sinn, net, hir Aktivitéiten op deem Niveau duerchzefëieren, op deem si virun der Coronakris operéiert hunn. D'Regierung seet ... Souwäit ech informéiert sinn, hate se eng eenzeg Reunioun mat der UGDA zu deem Theema gehat. Dat weist awer an eisen Ae just, wéi wichteg déi Form vu Kultur an den Ae vun der grénger Kulturministesch ass. Mir verlaangen, datt eis Musekveräiner eescht geholl ginn.

Här President, als ADR verlaange mer méi Previsibilitéit. Et geet net duer, all puer Wochen dat nämmlecht ze soen - déi nächst puer Woche wieren decisiv - an dann, egal wat geschitt, einfach esou virunzefuere wéi virdrun. D'Regierung soll endlech soen, wat si op laang Siicht wëlles huet, fir datt d'Betriber, d'Veräiner, d'Entrepreneuren, d'Sportler, d'Touristen an esou weider hiert Liewe kënne plangen. Et wier och gutt, wéi dat ugedeit ginn ass, wann den Horeca-Secteur e bëssen éischter informéiert géif gi wéi déi leschte Kéier, wa si erëm däerfen opmaachen, well si musse sech jo och organiséieren.

Wat d'Mënschen an der aktueller Kris am meeschte veronséchert, ass d'Tatsaach, datt si keng mëttel- a laangfristeg Decisioune fir d'Liewe kënnen huelen. D'Regierung muss also endlech Previsiounen opstellen, soen, wat d'Parametere sinn, no deene si hir zukünfteg Decisiounen huele wäert. D'ADR ass net eleng mat hirer Fuerderung. Ech wëll hei just op de Collège médical verweisen, deen och eng wichteg Ausso mécht, andeem hien ënnersträicht, datt e groussen Deel vun der Populatioun es midd ass, wat d'Coronarestriktiounen ugeet, a psychesch ënner Drock ass. De Collège médical stellt a sengem neien Avis fest a mécht en Opruff, datt d'Populatioun dréngend sollt entlaascht ginn. Ech zitéieren de Collège médical: « Il faudra présenter désormais des perspectives concrètes de reprise de notre vie privée, économique et socioculturelle, […] naturellement toujours avec des concepts hygiéniques efficaces ».

Tëscht den Zeile seet de Collège médical, fir mat den néidege sanitäre Moossname betraffe Secteuren nees opzemaachen. Als ADR hu mer dat scho laang gefuerdert. D'Leit, déi och ënnert de psychologesche Konsequenze vun der Covidkris leiden, mussen endlech erëm kënne Freed empfannen an nees eng Aussiicht op en normaalt Liewen hunn.

Dat gëllt besonnesch och fir déi jonk Leit an, dat soen eng Rei vu rezenten Etüden, déi leiden nach méi ënnert de Restriktiounen wéi Leit, déi an der Mëtt vun hirem Liewenswee stinn. Mir wonneren eis: D'Etüde sinn och de Gambia-Parteien an der CSV beschtens bekannt a ginn och zum Deel hei zitéiert an awer stëmmen d'Parteie fir genee déi Restriktiounen, virun deene si warnen. D'CSV verlaangt souguer vum Ufank vun der Kris un nach méi streng Moossnamen.

Här President, mir maachen eis als ADR och Suergen iwwert d'Entwécklungen an Europa.

(Brouhaha)

Mir insistéieren drop, datt et keng Zwouklassegesellschaft däerf ginn, keng aner Rechter fir déi Geimpften an déi Netgeimpften, zum Beispill beim Reesen. Wann dat bis kënnt, maache mer eis nach méi Suergen ëm d'Zukunft vun eiser Gesellschaft. Mir gesi Gefore fir eng Konditionéierung vun de Grondrechter, fir e Verschwanne vum Secret médical, fir eng Benodeelegung vun de Leit mat Krankheeten an esou weider. Et ass elo, wou mer eis mussen deene Geforen entgéintstellen an eis net nëmmen op de Coronavirus konzentréieren. Mir däerfen dat grousst Ganzt net aus den Ae verléieren. Mir fuerderen d'Regierung op, sech géint esou Tendenzen ze engagéieren.

Dat selwecht muss natierlech hei am Land gëllen. Fir eis als ADR kënnt et net a Fro, datt ee muss en Impfpass oder en Testresultat weisen, wann ee wëllt an de Kino oder an e Restaurant goen.

Dobäi kënnt, datt besonnesch d'Schnelltester net ganz fiabel sinn. Fir eis als ADR ass et klor, datt, wa bis genuch Leit geimpft sinn, d'Restriktiounen nees musse falen. Eist Liewe muss sech normaliséieren, an zwar ouni Schued fir eis Grondrechter. D'ADR stellt fest, datt dëst Gesetz awer nees an eis Grondrechter agräift, a mir wäerten och duerfir dergéint stëmmen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Jeff Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass déi véiert Fassung vum Covidgesetz, déi véiert Variant vum Covidgesetz - wa mer esou weidermaachen, hu mer geschwë méi Variante vum Covidgesetz wéi vum Coronavirus! -, mee déi 14. Kéier, datt mer Mesuren, déi virun dräi Wochen decidéiert gi sinn, nach eng Kéier ëm dräi Woche verlängere sollen.

An an där ganzer Diskussioun, déi 13 Kéiere virdrun, war, mengen ech, vun all de Parteien ëmmer d'Fro: Mee wou ass dee schmuele Grat ze fannen tëschent engersäits dem Schutz vum Liewen, dat heescht der berechtegter Suerg vun de Leit ëm hiert eegent Liewen an ëm hir Gesondheet, an anererséits dem Schutz vun de Fräiheeten, den individuelle grad esou wéi de kollektiven? An ech mengen, datt, an der Appreciatioun vun deenen eenzelne politesche Parteien, genau deen dote schmuele Grat versicht ginn ass ze fannen, an och d'Bewäertung vun der Regierung huet sech dorunner orientéiert.

Fir eis war et kloer, datt de Couvre-feu, dee liberticide ass, eng Mesure ass, déi mer net matdroen. Aner Mesuren, hu mer och an der Vergaangenheet gesot, fanne mer widderspréchlech, onkloer a virun allem net sënnvoll, well d'Leit sech net drun halen an och net drun hale kënnen. Aner Reegelen hunn eis gefeelt, d'Verbindlechkeet vu Reegelen huet eis gefeelt, zum Beispill op der Aarbecht, respektiv d'Angebot vu kollektive Schutzmesuren, wéi zum Beispill am ëffentlechen Transport, hu mer bemängelt.

Dat heescht, an der ganzer Diskussioun geet et ëmmer ëm d'Verhältnismëissegkeet, ëm d'Proportionalitéit. An dat, wat ech entretemps awer bedenklech fannen, dat ass déi Normalitéit, déi sech schläichend bei jiddwerengem vun eis breet gemaach huet, wann et ëm Aschränkunge vu Grondfräiheete geet.

De Couvre-feu, dee gëllt zënter Enn Oktober an e geet elo op jidde Fall emol nach viru bis den 2. Abrëll, dat sinn dann iwwer fënnef Méint. An heiansdo huet een d'Gefill, datt de Couvre-feu …, datt ee sech duerchaus bewosst ass, datt dat keen groussaartegen Effekt op d'epidemiologesch Situatioun huet, mee datt et en Instrument ass, net nëmmen e Police-Instrument, mee och en Instrument an Negociatioune mat anere Länner, fir eventuell Grenzen opzehalen, wou een da soe kann: „A, ma gesitt Der, mir hunn awer och e Couvre-feu!" An dat ass awer eng ganz geféierlech Entwécklung, well wa Grondfräiheeten ufänken, Negociatiounsmass ze ginn, da sténken d'Lompen awer!

A grad esou mengen ech, datt all Limitatioun vu Grondfräiheet ëmmer erëm op en Neits muss begrënnt ginn. Am Moment huet ee scho bal d'Tendenz, datt ee seet: „Jo, wann d'Infektiounszuele stabill bleiwen oder liicht erofginn, da kréien d'Leit d'Grondfräiheeten erëm." Dat ass déi falsch Logik! D'Grondfräiheete sinn do an d'Limitatioun dovunner muss all Kéier op en Neits ofgerongen, bewisen, demonstréiert ginn, an net ëmgekéiert. Duerfir mengen ech, datt dee Fënnef-Méint-Couvre-feu och Spueren hannerlooss huet, net nëmme psychologescher, mee ech mengen och demokratescher, politescher a finalement och rechtsstaatlecher.

An da si mer bei mengem zweete Punkt, nämlech bei deem, wat d'Filetssteck hätt sollte si vun dësem Gesetz: dat ganzt Kapitel iwwert d'Educatioun, wou - nodeems festgestallt ginn ass an och ëmmer méi breet wouergeholl ginn ass, datt ganz vill vun deene Mesuren, déi am Educatiounsberäich geholl gi sinn, keng oder just eng ganz schwammeg legal rechtlech Basis haten -, d'Regierung dohinnerkomm ass a gesot huet: „Ma mir probéieren dës Kéier emol, eng zolidd rechtlech Basis opzestellen."

An den deposéierte Projet huet dee Versuch duergestallt, Mesuren am Educatiounsberäich eng uerdentlech rechtlech Basis ze ginn, Mesuren, muss ee soen, déi, wann een iwwert de Fong vun de Mesurë géif schwätzen, duerchaus interessant gewiescht wieren. D'Méiglechkeet, punktuell anzegräifen, punktuell Decisioune kënnen ze huelen an net iwwer eng national Bestëmmung eng Decisioun ze huelen, déi dann direkt Gëltegkeet huet fir d'ganzt Land, dat ass eng ganz interessant Approche gewiescht, just dee Versuch ass awer kläglech gescheitert. An dat ass a mengen Aen awer kee Fait divers oder e Schéinheetsfeeler, mee e ganz graven an eigentlech skandaléise Virgang. An d'Regierung steet elo do wéi mat erofgeloossener Box.

De Problem ass nämlech deen heiten, datt deen Text, dee proposéiert ginn ass, guer net an der Philosophie vum Covidgesetz war, mee esou eng Zort Ermächtegungslogik hat. Déi Ermächtegungslogik huet doranner bestanen: Wa verschidde Faite festgestallt ginn, da kann d'Regierung bestëmmte Mesuren huelen.

De Staatsrot huet sech, zu Recht, dorunner gestéiert, huelen ech un, well mir hunn en Avis vum Staatsrot …, deen ass et jo finalement net ginn, well d'Regierung de Projet jo zréckgezunn huet, wat iwwregens schued ass, well et wier interessant gewiescht ze wëssen, wat de Staatsrot da genau monéiert hätt, well do hätte mir dann och eventuell als Chamber kënnen eis Verantwortung iwwerhuelen a selwer Propose maachen, déi an déi dote Richtung gaange wieren.

An e Gesetz muss awer spezifesch sinn. Et muss zumindest versichen, e ganz klore Kader ze etabléieren. An an der Chamberskommissioun - zumindest déi éischte Kéier, wéi mer doriwwer diskutéiert hunn - sinn och Propose gemaach ginn, zumindest, a wéi eng Richtung déi Klarifikatioune misste goen. An datt dat elo einfach ersatzlos gestrach ginn ass, do stellt sech awer eng ganz Rëtsch Froen, nämlech Froen doriwwer, wéi mer elo weiderfueren. Geet dat dann elo weider mat Recommandatiounen oder Circulairen? A wann dat dann net befollegt gëtt, da kënnt den décken Hummer, nämlech dee berüümten Artikel 10 vum Gesetz iwwert d'Direction de la Santé.

Dat ass awer keng seriö Aart a Weis fir virzegoen! An et ass virun allem net seriö, well et elo geschwë genau ee Joer hier ass, datt déi éischt Schoulen hu missen zoumaachen. Et ass elo ee Joer, datt mer mat deem Problem konfrontéiert sinn. An ech hu ganz grousst Versteesdemech, datt ee sech sengen Hänn kee Rot weess, wann ee fir d'éischte Kéier mat esou enger Situatioun konfrontéiert ass, an datt ee probéiert, iergendwéi iwwert d'Ronnen ze kommen. Mee mer sinn am Mount zwielef vun der Pandemie!

Da kann esou eppes a mengen Aen awer net sinn, datt e Ministère en Text presentéiert, deen esou schlecht ass, datt e carrement no 72 Stonnen zréckgezu gëtt! Dat kann a mengen Aen net sinn! Dat ass wierklech e ganz grave Problem! An dat ass dat, wat ech eng Kéier an engem Interview genannt hu „Staatsversoen". Wann een zwielef Méint, nodeem d'Pandemie ausgebrach ass, net kapabel ass, esou eppes, wat duerchaus interessant a sënnvoll gewiescht wier, eng rechtlech Basis ze ginn.

An da rejoignéiert dat erëm d'Kritik, déi ech och schonn e puermol hei geimpft - pardon, ech war elo schonn op där anerer Säit beim Liesen -, déi ech schonn e puermol hei formuléiert hunn, ...

(Hilarité)

... nämlech, datt d'Regierung net preparéiert war op dat, wat am Hierscht oder ab dem Hierscht geschitt ass. An do kann een da soen: Ma dann zumindest am Hierscht hätte se misse bäiléieren a Mesuren, zumindest dat, wat d'Texter ugeet, juristesch Texter ugeet, preparéieren. Dat ass net geschitt an dat ass méi wéi bedauerlech. Well eis feelt elo en Instrument an der Educatioun, dat duerchaus sënnvoll hätt kënne sinn.

E leschte Punkt wëll ech soen, zum Impfen dann dës Kéier: D'Situatioun am Moment ass effektiv nach net brillant. Mir sinn net wäit vir, wat d'Impfsituatioun ugeet. Ronn 6 % vun der Populatioun hunn eng éischt Dosis kritt, e bësse méi wéi 2 % vun der Populatioun eng zweet Dosis. Mee bis Enn Mäerz, also an deenen nächsten zwou Wochen, e bësse méi wéi zwou, dräi Wochen, sollen Impfdosen do si fir 75.000 Leit. An de Rhythmus an deene Woche soll dann och weider an d'Luucht goen.

Mir hu vun Ufank un d'Logik ënnerstëtzt - d'Logik vun der Priorisiérung -, och déi Prioritéiten déi gestallt gi sinn, déi maachen natierlech, oder net natierlech, mee déi maache Sënn, sou wéi d'Regierung se proposéiert huet. Si mécht Sënn, déi Priorisiérung, well et gëtt engersäits eng Urgence ze handelen an zweetens gëtt et e Mangel u Vaccinen. Duerfir brauch ee kloer Richtlinnen. An déi kloer Richtlinnen, déi mussen agehale ginn, mat Disziplinn a mat Respekt musse se befollegt ginn!

A wann ëmmer gesot gëtt, datt jiddwereen Deel vun der Léisung ass, wann et ëm d'Infektiounsgeschéie geet, dann ass och jiddwereen Deel vun der Léi-

sung, wann et ëm d'Impfe geet! A virun allem ass een dann, wann een Impfdrängler ass, en Deel vum Problem. Impfdrängelen ass a mengen Ae kee Kavaléiersdelikt, et ass graavt asoziaalt Verhalen!

A mir sinn an deene leschten dräi Wochen - e puermol! - mat esou Situatiounen konfrontéiert gewiescht. Dräi Membere vum Verwaltungsrot vun Hôpitaux Robert Schuman - dräi Vertrieder vum Grousskapital, niewebäi gesot - hu sech virgedrängelt an dat dunn op enger Pressekonferenz nach, a purer Arroganz, fir selbstverständlech fonnt, d'Schold iwwerall fonnt, bei der FHL, déi wier schold gewiescht, d'Santé wier schold gewiescht, just si selwer wieren net schold gewiescht. Kuerz drop stelle mer da fest, datt de President vun den Hospice-civillen, hei aus der Stad Lëtzebuerg, sech och impfe gelooss huet! Och dee gëtt kuerz drop en Interview a fënnt dat absolutt normal, datt hie sech impfe léisst, obwuel en net dru war, a skandaléis wier éischter, datt d'Île aux Clowns - déi eng wonnerbar Aarbecht maache mat kriibskranke Kanner! - geimpft ginn. Dat fannen ech e Skandal, esou Aussoen!

(Brouhaha)

A wësst Der, wann dann nach gëschter, oder virgëschter, d'Rumeur circuléiert, datt parallell Verhandlunge mat Vaccine vun deem selwechte Spidolsgrupp, wou déi Verwaltungsrotsmemberen hierkommen, géife geféiert ginn, da geet dat awer …, dann ass eng Limitt depasséiert!

A mech schockéieren dorunner dräi Saachen: éischtens datt Multimillionäre sech hei am Land virdrécke kënnen, ouni datt eppes geschitt. Well dat ass jo dat eigentlecht Skandaléist: Et geschitt näischt! Den Dossier ass zou! Et handelt sech hei deelweis - an dat schockéiert mech och! - ëm eeëmoleg Ministeren, Leit, déi an der Exekutiv …, déi Responsabilitéit fir dëst Land haten! An et geet hei ëm d'Fro vun der Protection nationale, vun nationaler Sécherheet, déi hei mat Féiss getrëppelt gëtt vun esou Leit! A wann ech gesinn, datt jiddwereen, dee Véierel op eelef nach dobaussen ass, ouni en trëfftege Grond ze hunn, 300 Euro Strof riskéiert an déi Impfdrängler riskéieren hei strictement näischt, mee ginn nach Pressekonferenzen en pure arrogance, da geet mir wierklech den Hutt héich!

An ech sinn awer och net begeeschtert doriwwer, wéi d'Regierung heirop reagéiert huet. Am Ufank, an engem Interview, hunn ech héieren, datt d'Madamm Gesondheetsministesch gesot huet, et wier schued, datt déi dote Faite ronderëm den HRS public gi wieren. Si huet net gesot: „Déi Faite sinn net gutt", mee, datt se public gi wieren, dat wier net gutt, wou ech mer dann awer scho Froe stellen. An dann herno, ...

(Interruption par Mme Paulette Lenert)

... wa gesot gëtt, den Dossier wier zou … An dann, gëschter, liesen ech op RTL, datt d'Madamm Ministesch gesot hätt, wa parallell Verhandlunge mat BioNTech/Pfizer vum HRS geféiert gi wieren, da wier et an der Rei, wann et legal wier. Jo, mee och, wann et legal wier, wier et net an der Rei, well wat diskutéiere mir hei zënter sechs Méint an der Chamber iwwer Restriktiounen, iwwer Grondfräiheeten, wann einfach e private Grupp aus privat kommerziellen Interesse kann nieft der Regierung Verhandlunge féieren? Souguer, wann dat legal wier, wier et net an der Rei! An dat, muss ech soen, dat indignéiert mech awer wierklech!

En allerlescht Wuert an domadder halen ech dann op: Wann et elo ëm d'Exit-Strategie geet, géif ech der Regierung un d'Häerz leeën oder wëll ech just rappelléieren, datt och déi Exit-Strategie vun der Chamber decidéiert gëtt an net vun der Regierung! Well wann, da fléisst se an an dat nächst Covidgesetz. An ech géif d'Regierung opfuerderen, d'Chamber méiglechst enk an hir Reflexiounen iwwert d'Exit-Strategie matanzebannen. Si kéint nëmmen doduerch gewannen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen et alleguerten: En traurege Joresdag kënnt op eis duer. D'nächst Woch wäert et e ganzt Joer sinn, säitdeem d'Biergerinnen an d'Bierger hirem Alldag nëmmen nach ënner strenge Restriktiounen nokomme kënnen. Säit engem ganze Joer hält d'Pandemie eist Land an Otem an en Enn ass, trotz der Existenz vun diversen Impfstoffer, nach net wierklech en vue.

Ze lues komme mer mat den Impfunge virun an ze heefeg kënnt et zu Liwwerenkpäss, well d'Patentrechter vun den Entreprisë virun d'Bedierfnisser vun de Mënsche gestallt ginn. Eng gesetzlech Obligatioun, fir d'Zesummesetzung an d'Hierstellungsprozesser vun Impfstoffer oppen ze leeën, wär an dëser Situatioun nëmme gerecht. Verschiddene Firme Lizenzen auszestellen, fir zäitlech limitéiert patentéiert Vaccinen hierstellen ze kënnen, misst och net op d'Käschte vun den Entwéckler an de Patentbesëtzer goen, wann eng entspriechend finanziell Entschiedegung virgesi wär, a géif d'Produktioun vu sécheren Impfstoffer awer optiméieren.

Sech hanner COVAX ze verstoppe fir ze soen: „Mee mir hëllefen!", geet net duer! Ech erënneren drun, datt d'Pharmaindustrie fir 30 Milliounen Doudeger um afrikanesche Kontinent responsabel war wéinst de Patenter op den Aidsmedikamenter! 30 Milliounen Doudeger! Dat ass, fir eng Gréisstenuerdnung ze ginn, déi gréisste Katastroph vum leschte Joerhonnert. An dat wär vermeidbar gewiescht. An ech hoffen, datt et bei dëser Impfcampagne elo net zu änleche Schied kënnt. Ech hoffen, datt mer déi néideg Impfstoffer, mat allen zur Verfügung stoende Moyenen, séier kënne produzéieren.

D'wirtschaftlech Kompetitivitéit vun eenzelne Firmen ze schützen, wärend Mënsche stierwen, well se un engem Virus erkranken, géint dee se hätte kënne geimpft ginn, ass eng inakzeptabel Ongerechtegkeet! Dofir ass et vun enormer Wichtegkeet, datt Lëtzebuerg sech op internationalem Niveau fir d'Ausstelle vun Zwangslizenzen ausspréicht. Mee dovun hunn ech, leider, vusäite vun eiser Regierung nach wéineg héieren. Dat kann awer och sinn, well d'Motioun jo nach an der Kommissioun muss behandelt ginn. Et ass jo net, wéi wann et ëm Deeg a Woche géif goen.

Wa mer d'Pandemie ënner Kontroll kréie wëllen, da musse mer méi séier impfen, mee Geschwindegkeet ass awer net alles. Et muss och eng gerecht Verdeelung assuréiert ginn. D'Regierung huet sech dofir eng Impfstrategie ginn. Mee wéi déi rezent Entwécklunge gewisen hunn, huet net jidderee sech un dës gehalen.

Et ass Iech warscheinlech bekannt, datt ech mech mam Problem vun de sougenannten „Impfdrängler" dach och schonn un de Procureur hu misse wenden, well ech der Iwwerzeegung sinn, datt dëst Verhalen och schonns géint déi aktuell Gesetzgeebung verstéisst. An d'Enquête leeft, well ech gouf net méi spéit wéi gëschter vun der PJ invitéiert, fir hinnen dann déi weider Informatiounen ze ginn, déi se zwar och deelweis aus de Presserapporte kéint kréien, a wou ech och hoffen, datt dann, sou wéi HRS dat annoncéiert huet, och dee Rapport vu fënnef ... - oder vläicht awer aacht, well zielt de Conseil d'administration dann elo zu deene fënnef Inkohärenzen, ech weess et net - scho weidergaangen ass. Op alle Fall: Deen Dossier ass alles anescht wéi zou, den Dossier ass wäit op. An et gëllt elo, do ze enquêtéieren an dann och déi néideg Konsequenzen ze zéien.

Ech mengen awer, datt et, an dësem ganz spezielle Fall, wichteg wär, konkreet Strofe fir Impfdrängler am Covidgesetz festzehalen, sou wéi dat jo beispillsweis och an Däitschland aktuell diskutéiert gëtt, an dat iwwert de Verstouss géint staatlech Konventiounen oder eventuell de Vol oder Abus de confiance eraus.

Ech reechen dofir dës Motioun an, mat där ech d'Regierung wéilt opfuerderen, dee bestoende Regimm fir Strofe fir Leit, déi sech entgéint dem festgeluechte Plang vun der Direktioun vun der Santé impfe loossen, ze iwwerschaffen, fir esou Abusen an Zukunft ze verhënneren.

Här President.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- dass d'Unzuel u verfügbaren Dosisse vun de Covid-19-Vaccinen zu Lëtzebuerg am Moment nach limitéiert ass;

- dass Fäll zu Lëtzebuerg opgetruede sinn, bei deene Persoune fréizäiteg geimpft goufen;

- dass de Gesondheetsministère een Impfplang virgeluecht huet an och déi betraffen Institutiounen a Persounen iwwert dësen informéiert huet;

- dass de Gesondheetsministère mam Conseil supérieur des maladies infectieuses de 27. Januar d'Phasen 2 bis 6 vum Impfplang virgestallt huet;

- dass an Däitschland de Gesondheetsminister am Moment mam Parlament iwwert d'Strofe fir sougenannten „Impfdrängler" diskutéiert.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. dee bestoende Regime fir Strofe fir Leit, déi sech entgéint dem festgeluechte Plang vun der Direktioun vun der Santé impfe loossen, ze iwwerschaffen, fir esou Abusen an Zukunft ze verhënneren.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- En aneren Aspekt, deen am Zesummenhang mat den Impfunge steet an och méi transparent gereegelt misst ginn, ass dee vun den Impfdosen, déi um Enn vum Dag an de Flacone Rescht bleiwen.

Ech denken, datt mer eis eens sinn, datt keng Impfdosis verschwent däerf ginn an datt dofir all Ampull muss eidel gemaach ginn, och wann un engem Dag keng Rendez-vouse méi virgesi sinn. Fir awer ze verhënneren, datt um Enn vum Dag reschtlech Impfdosen u Persoune geimpft ginn, déi eigentlech keng Prioritéit hätten, wär et wichteg, kloer Reegelen iwwert d'Verdeelung gesetzlech festzehalen. Bis elo feelt et hei nach un enger klorer Gesetzgeebung, och wann d'Regierung op eng dréngend parlamentaresch Fro vu mir gëschter geäntwert huet, datt d'Impfzentere Reegele fir d'Verwäertung vun iwwregbleiwendem Impfstoff kruten.

Déi Reegele sinn och an dëser Phas vläicht nach suffisant, mee si baséieren drop, datt de Koordinator vum Impfzenter um Enn vum Dag da Leit mobiliséiert, den 112 urifft, fir eventuell nach Securisten ze impfen, a ganz zum Schluss dann nach Leit, déi en iergendwéi erreecht. Wéi en déi da soll fannen, ass net wierklech ersiichtlech. Eenzeg Konditioun: Et däerf net Famill sinn. Dat fannen ech gutt! Et soll zumindest e gewëssene Schutz ginn, mee et geet eis net duer. Mir géifen hei fir eng Léisung optéieren, déi iwwer en neutralen an automatiséierten Notifikatiounssystem géif fonctionéieren, e bëssen esou, wéi mir hei an der Chamber fir dréngend Sitzunge per SMS an Telefon convoquéiert ginn, wann déi traditionell Convocatiounen net duerginn.

An dofir Här President, reechen ech Iech hei eng weider Motioun an, fir datt eebe grad esou een automatiséierte System opgestallt soll ginn, fir datt mer och an Zukunft, wann dann de Ketchup endlech aus der Fläsch kënnt an d'Impfungen disponibel sinn, owes nach ëmmer all Dosis kënne verimpfen.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- D'Santésministesch an de Premierminister hunn an enger parlamentarescher Fro (n° 3814) ze erkenne ginn, dass et virkënnt, dass ugefaange Flaconen an den Impfzenteren um Schluss vum Dag iwweregbleiwen;

- Aus der Äntwert geet och ervir, dass déi momentan Prozedur esou ass, dass d'Responsabel aus dem Impfzenter an enger véierter Etapp kënne perséinlech Persoune kontaktéieren, déi laut Impfplang nach net dru wieren;

- An Däitschland, zum Beispill an der Stad Duisburg, existéiert e Pilotprojet fir e System, dee per SMS um Enn vum Dag nach Persounen invitéiert, fir dës ugefaangen Impfdosen ze verschaffen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. een automatiséierte System opzestellen, mat dem owes per SMS déi Leit géifen invitéiert ginn, déi, nom Impfplang, als nächst un der Réi wiere, fir nach deen Dag selwer eng Impfung ze kréien.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, ganz allgemeng schéngt bei der Gesetzesupassung, vun där mer haut schwätzen, d'Devise gewiescht ze sinn: ofwaarden an ausharren. Ausser dem Datum vun der Lafzäit vum Gesetz gëtt näischt Déifgräifendes geännert. Dobäi géif et genuch Sujete ginn, iwwert déi legiferéiert misst ginn, wéi ech hoffentlech mat deem, wat ech virdru scho gesot hunn, däitlech gemaach hunn.

Do dernieft gouf probéiert, endlech eng legal Basis fir d'Schoul ze schafen, mee leider ass dat der Regierung net gelongen, well se wuel no engem Joer iwwerrascht waren, datt een eng Base légale fir Entscheedunge misst hunn. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ee Joer méi spéit gëtt en Text geschriwwen, deen dann no informellen Diskussioune mam Staatsrot zréckgezu gëtt an duerch en Amendement ersat gëtt, deen nëmmen e Brochdeel vun deene Saachen ofdeckt, déi u sech néideg gewiescht wären. Bref, mir huelen dat dann esou zur Kenntnis.

Um Ufank vun der Pandemie war et wichteg a richteg, d'Kontakter duerch Restriktiounen erofzefueren an dann ofzewaarden an ze kucken, wat geschitt. Mëttlerweil liewe mer awer schonns e ganzt Joer mam Virus an et gëtt héich Zäit, méi ze maache wéi nëmmen ze observéieren. Mir musse Weeër opzeechnen, wéi d'Kris ka geréiert ginn a wéi d'Mënsche mam Virus liewe kënnen. Déi unhalend Restriktioune sinn eng grouss Erausfuerderung fir d'mental Gesondheet a grad och fir den Horeca-Secteur, dee jo als eenzege Secteur ëmmer nach verbuede kritt, sengem Geschäft nozekommen. An dat ass do och eng grouss finanziell Belaaschtung. Mir kënnen dës Covidkris net einfach éiweg duerchhalen. Déi éischt Zuelen, déi sech mat der Santé mentale wärend der Kris befaassen, weise ganz kloer, datt d'Situatioun net esou weidergoe kann. E Gesetz, dat net vill méi ännert wéi en Datum, ass do an eisen Aen net dee richtege Wee.

Mir brauche Léisunge fir all déi, déi elo schonns vill ze laang nëmme mat 80 % vun hirem Salaire auskommen. Kuerzfristeg kann ee Lounausfäll a Reduzéierungen iwwerbrécken, mee net Méint a Joren. A mir brauchen och Léisungen, fir Mënschen an dëser schwéierer Zäit ze encadréieren, an dat och, wann hir Suen net duerginn, fir sech en deiere Psycholog oder Therapeut leeschten ze kënnen, oder se eeben net genuch Geld hunn oder dee richtege Posten hunn, fir sech da beim Impfen an déi éischt Rei ze stellen.

Datt d'Méiglechkeet, e Remboursement vun der Krankekeess ze kréien fir eng Psychotherapie grad wärend enger vun de schlëmmste Krise vun de leschte Joerzéngten, ëmmer nach schleeft, ass eng Katastroph. Hei misst ee sech iwwerleeën, ob een, soulaang wéi et keen Accord gëtt fir e laangfristege Remboursementssystem, net d'urgence zumindest emol eng Iwwergangsléisung op d'Bee stelle kéint, fir de Mënschen duerch dës Kris ze hëllefen.

Mir hunn - an a manner wéi engem Joer - iwwer 600 Leit un de Virus verluer. Méi wéi 600 Mënschen hunn hiert Liewe gelooss, 24 eleng d'lescht Woch! Dat ass eng Zuel, déi sech nach am leschte Summer kee virstelle konnt an déi komescherweis elo awer einfach onkommentéiert higeholl gëtt. Virun engen aacht, néng Méint stoung ech op dësem Pult hei an ech hu Prognose vu Research Luxembourg kommentéiert, déi eis deemools, am Juli, gesot hunn: „Wann näischt geschitt, da gëtt et 5.000 Doudeger; mat de Mesuren, déi Der huelt, prognostizéiere mir Iech der 500." A mir stoungen alleguerten hei an dësem Raum an alleguerten, déi hei um Pult d'Wuert geholl hunn, hu gesot: „Dat sinn der ze vill!"

Haut, nach kee Joer méi spéit, ass de Constat do, datt d'Fuerscher Recht haten, datt se souguer nach e bëssen ënnerdriwwen haten. A mir hu Mesurë geholl a si sinn net duergaangen. Däers musse mer eis bewosst sinn an dat musse mer och no dëser Pandemie wierklech nach eng Kéier am Detail analyséieren, wat wéini wou schifgelaf ass - iwwer 600 Mënschen, dat heescht iwwer 600 Familljen, déi virun engem Joer net woussten, datt se dëst Joer Trauer géifen droen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'steigend Presenz vun der brittescher Variant vum Virus an der Bevëlkerung an d'Zuelen aus de Kläranlage weise ganz kloer, datt mer musse virsiichteg bleiwen. Et ass dofir wichteg a richteg, datt bestëmmte Restriktioune geholl ginn. Mee d'Situatioun rechtfertegt awer net, datt mer einfach blann Wochen a Wochen dat selwecht maachen, ouni anstänneg Evaluatioun an obwuel et e grousse Besoin un Adaptatioune géif ginn.

Mir hunn ëmmer nach eng Ausgangsspär, fir déi et keng wëssenschaftlech Rechtfertegung gëtt; kee bezuelbaren Encadrement vun der Santé mentale, well den Dossier iwwert d'Remboursementer vun der CNS net virukënnt; keng konkreet Aussiichte fir den Horeca, net nëmme wärend der Kris, mee och vun der Sortie de crise; keng gesetzlech festgehale Reegelen iwwert d'Verwendung vun den Impfdosen, déi Rescht bleiwen, a virun allem keng spezifesch Strofe fir déi, déi sech an déi éischt Rei drécken.

Dëst Gesetz gëtt der aktueller Situatioun deemno absolutt net gerecht. An dofir wäerte mir Piraten dëse Projet haut och net matstëmmen. Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, merci. An erlaabt mer, fir d'éischt och dem Här Di Bartolomeo …, well ech weess, dass ech et d'leschte Kéier vergiess hat, direkt mat him unzefänken, fir em Merci ze soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

Erlaabt mer, fir d'éischt mat engem Punkt unzefänken, deen ech hei wollt soulevéieren, well et ass net üblech, dass mer hei virun der Dier Manifestanten hunn. An an enger Demokratie ass dat awer normal. An enger Demokratie ass et normal, dass verschidde Leit d'Mesuren net wëllen akzeptéieren oder net averstane si mat Decisiounen, déi de Pouvoir hëlt. An dat huet een och ze respektéieren. Dass se elo keng Masken unhaten, well se och géint d'Maske protestéieren, ass net am Sënn vun hirer Gesondheet, also och net am Sënn vum Respekt vun de Reegelen. Mee jiddweree soll sech bewosst sinn, dass déi Reegelen net do sinn, well mir hei als Majoritéitsparteie Fetischiste vu Reegele sinn, mee well et am Interêt vun de Leit ass.

De Virus ass do. Dir hutt jo och matkritt, dass Publikatioune gemaach gi sinn, fir ze maachen, wéi wann dee Virus eng Bagatell wier, wéi wann et näischt wier. Dir hutt virdru vun deenen Zuele hei geschwat, den Här Baum an den Här Wiseler, vu Leit, déi gestuerwe sinn déi lescht Deeg a Wochen. Da soll een deene Familljen erkläre goen, dass de Virus näischt ass an dass en och keng Konsequenze mat sech bréngt.

Här President, d'Situatioun an de Spideeler am Moment ass eng, déi net einfach ass. An dofir erlaabt

mer …, well hei ass virdru gefrot ginn: „Wéini gëtt elo annoncéiert, wéi et den 2. Abrëll weidergeet?" Mir gesinn, dass mer de Virus hunn, deen erofgeet. De Virus geet erof. D'Zuel vun de Leit, déi infizéiert sinn, geet lues erof, mee si geet erof. Mir gesinn an de Kläranlagen eng liicht Tendenz erof. Mee mir gesinn awer an de Spideeler eng Situatioun, déi sech net verbessert huet déi lescht Deeg an déi lescht Wochen.

Mir sinn och zum Constat komm, dass d'Variant, dat ass eng Realitéit, och vill méi present ass zu Lëtzebuerg an de Verlaf vun der Variant och en Impakt huet op d'Hospitalisatiounen, wann ee kuckt, wéi d'Leit hospitaliséiert sinn.

Dofir, fir haut … An ech kënnegen Iech direkt un, Här President: D'Regierung wäert net déi nächst Woch, ufanks nächster Woch, scho kënne soen, wéi et weidergeet. A wa mer wëllen den 2. Abrëll Mesuren ukënnegen, wa mer wëlle Libertéit hunn …, an haut kann ech Iech mam beschte Wëllen net soen, wéi déi ausgesinn, well d'Situatioun ass ze vill kriddeleg, fir Iech kënnen d'Garantie ze ginn, dass den 2. alles normal opgeet oder den 2. iwwerhaapt näischt opgeet. An do mussen et och nach Kompromësser ginn an et muss och gekuckt ginn, wéi eng Ouverturë mat wéi enge Mesurë kënne méiglech sinn. An et ass ze fréi. Wann ech Iech haut géif soen, wéi déi sollten ausgesinn, géif ech hei falsch Versprieche maachen.

An dofir wäert et och d'nächst Woch schwiereg ginn, soudass een éischter da mat der Woch vum 25. domat muss rechnen. An ech weess, dass dat Iech da just nees eng Woch léisst, fir d'Texter ze stëmmen. Mee et ass am Interêt, wann ee méi Libertéite wëllt kréien, sech och déi Zäit ze ginn, well wann ech elo haut misst d'Decisioun huelen, wann ech haut misst Decisiounen ukënnegen, wier de Risk grouss mat den Hospitalisatiounen, déi mer hunn, dass mer eis wéineg Libertéite kéinten erlaben, wann een haut misst soen, wéi et an dräi Woche kéint ausgesinn.

Dofir wëll ech Iech … Et wäert och en neien Text kommen an den Här Di Bartolomeo wäert da vläicht och nees de Rapporter sinn. Mir wäerten eis erëmgesinn, mee dat wäert net d'nächst Woch sinn. Ech mengen, dass dat ze fréi wier.

Iwwert d'Impfungen ass och vill geschwat ginn. Erlaabt mer, dass ech Iech hei fir d'éischt eng Nouvelle matginn: Gëschter um 12.52 Auer koum e Mail, en E-Mail, deen eis matgedeelt huet … Well hei gëtt gefrot, wéini wéi eng Impfunge kommen. Et ass och op der Tëlee gesot ginn: „Gitt eis dach en Agenda, wéini déi Impfungen do sinn, wéini mer d'Leit kënnen impfen!" Gëschter koum e Mail um 12.52 Auer, fir eis matzedeelen, dass an der Woch eelef vun deene 5.030 Dosen, déi mer sollte kréien, der nëmmen 2.400 kommen an dass fir d'Woch zwielef déi 12.221 Dosen, déi mer sollte geliwwert kréie vun AstraZeneca, op 1.500 reduzéiert ginn. Dat ass eng Baisse vu bal 90 % - eng Baisse vu bal 90 %! -, déi mer gëschter matgedeelt kritt hunn.

Dann ass et, pardon, Här President, awer immens schwéier, fir Iech elo kënnen hei ze soen, wéini wie geimpft gëtt a wéini déi nächst Phas kënnt, wa mer esou Incertituden hu mat verschiddenen Impfungen. An déi Informatiounen, musst Der wëssen … A mir kruten an deem selwechte Mail vun AstraZeneca gesot: "Unfortunately, export restrictions that are currently in place will reduce Q1 deliveries 30 million doses at EU-level and are likely to affect Q2 deliveries." Dat krute mer gëschter an engem Mail esou matgedeelt. Dofir, et ass net einfach, kënnen hei ze plangen an Iech ze soen, wéini genau wat wäert ukommen.

Et sinn awer och wichteg Messagen, déi ech wollt ginn a wou mer jo och schonn Diskussiounen haten. Dir hutt jo matkritt, dass d'Regierung decidéiert huet, dass mer bei AstraZeneca, well eeben den Delai (veuillez lire: den Delai tëschent der éischter an der zweeter Dosis) och esou laang ass vu bal dräi Méint, déi ee kann zéien, de Stock vu 50 % op 25 % géife reduzéieren. Dat erlaabt eis fir AstraZeneca, doduerch dass mer 75 % vun den Dosen elo verimpfen, dass mer kënne mat deem Vaccin, deen am Stock ass, a mat deem Vaccin, dee mer nach geliwwert kréie bis Enn Mäerz, normalerweis eng 10.025 Leit méi impfen, wéi wa mer just op 50 % bliwwe wieren.

Ech kann Iech och matdeelen, dass d'Regierung haut, nodeems mer d'Confirmatioun kritt hunn, dass bei BioNTech/Pfizer méi Garantien do si fir d'Livraisoun, well méi Garantien do si fir d'Livraisoun an et bis elo ëmmer geklappt huet mam BioNTech/Pfizer … An Dir wësst jo, dass mer do en Delai vun 28 Deeg am Moment hunn. Mir kéinten, en cas d'impasse, bis 43 Deeg eropgoen, soen déi europäesch Institutiounen. Dat heescht: 15 Deeg méi laang. A mir wëssen, dass do an engem Rhythmus vun all Woch och Mesurë kommen. Dowéinst huet d'Regierung och haut decidéiert duerch e Regierungsbeschloss, dass mer och bei Pfizer wäerte vu 50 % op 25 % Stock erofgoen.

(Interruption)

An dat wäert eis erlaben, dass mer bis Enn Abrëll mat deem, wat geliwwert gëtt, mat deene 75 %, déi mer elo verimpfen, a mat där Reduktioun, well mir hunn der jo nach am Stock, wou mer och kënnen en Deel dovunner recuperéieren - dat eent wor bis Enn Mäerz, hei bis Enn Abrëll -, eng 20.475 Leit méi wäerte kënnen impfen. Dat heescht, am Total, mat deem Calcul, wou mer … An Dir gesitt, dass d'Wëssen all Dag méi ass an dass et elo eebe mat de Certituden … An ech sinn och frou, well ech gespuert hunn, dass do och hei elo keng Politik domadder wëll bedriwwe ginn an dass mer eis all eens sinn, dass all Impfdosis, déi mer kënne benotzen, am Interêt ass vun der Populatioun, mee dass mer doduerjer am Fong bis Enn Abrëll am Ganzen eng 30.500 Leit méi kënnen impfen, andeem mer bei deene Stocke vu 75 % (veuillez lire: vu 50 %) op 25 % erofginn.

Et ass e Risk! Et ass e Risk, dat muss ee sech bewosst sinn. Mee et muss ee sech bewosst sinn, dass 30.000 Leit, déi méi geimpft sinn, e wichtege Schratt ass an déi richteg Richtung fir ons alleguerten. An dat sinn Nouvellen, virun zwee oder dräi Méint hätte mer Iech dat net kënne soen, well mer selwer déi Garantië vun de Liwwerungen …, deen Delai, dee méi laang ginn ass, an am Fong deen Ensemble vu Livraisounen, Confirmatioune vu Livraisounen, deen Delai, dee méi laang ginn ass, an och Erkenntnisser iwwert d'Effikassitéit scho vun enger éischter Impfung eis erlaben, och déi dote Schrëtt an déi dote Richtung ze huelen.

Den Johnson ass ugekënnegt ginn, dass deen erlaabt ginn ass. Jo, mir bereien, dass et elo wäert bis Abrëll daueren, bis mer dee wäerte kréien. Mee dat wäert e Gamechanger sinn. Dat ass e „One Shot" - eng Sprëtz an et ass kee Rappel méi ze maachen. Dat wäert eng Ännerung sinn!

Mir hu matgedeelt kritt, dass deen normalerweis misst am Abrëll geliwwert ginn. Ech wier selbstverständlech frou, wann dat éischter de Fall wier. Mir hunn och mat der Kommissioun driwwer geschwat. Mee d'Kommissioun seet eis, si hätte vum Fournisseur gesot kritt, dass et normalerweis am Abrëll misst sinn. Ech hoffen, eng gutt Noriicht wier selbstverständlech …, eng gutt Iwwerraschung wier selbstverständlech hei appreciéiert vu jiddwerengem. An d'Madamm Ministesch wäert duerno och erklären, wéi deen och da kann an den Asaz kommen, well dee jo manner komplizéiert ass och logistesch, fir e Suivi ze maachen, fir en zweete Rendezvous, deen ee jo net brauch. Dat heescht, dass do och zum Beispill mat Doktere Gespréicher sinn an d'Madamm Ministesch eis da ka soen, wéi do och deen dote Mechanismus da ka fonctionéieren.

D'Diskussioun ass och virdru gewiescht iwwer Sputnik. Jo, ech verstoppen et net, ech hat e Gespréich, eng Stonn laang e Gespréich, dës Woch mam russesche President. An et ass awer elo verfréit, fir Iech ze soen, wéi dat ganz genau ka weidergoen, well mer nach net méi spéit wéi d'nächst Woch e Rendez-vous hu vun eise Servicer mat de russeschen Autoritéiten hei zu Lëtzebuerg, fir ze wëssen, wat ka kommen, mee virun allem, wéi, dat heescht, bei wéi engen Temperaturen an ënnert wéi engem Delai esou e Vaccin, wann en hei ass, muss inoculéiert ginn, fir dass en och nach seng Effikassitéit behält. Et huet jo kee Wäert, dass mer eng Impfung kréien, wou mer gesot kréien: „E muss bannent engem Mount hei zu Lëtzebuerg verimpft ginn", oder deen eng Période de validité huet, déi och ganz kuerz ass.

Dat heescht: All déi Informatioune muss een hunn, ier ee kann d'Volontéit zum Ausdrock bréngen, wëllen ze bestellen oder net, dat heescht: Wat sinn d'Konditioune vun der Bestellung? Wat sinn d'Konditioune vun der Validitéit? Wat sinn d'Temperaturen, fir en ze hunn? Well et huet och kee Wäert ze soen: „Mir hätten der gär esou vill", wann een d'Méiglechkeet net huet, fir déi ze stockéieren. All déi Froe musse gekläert sinn. A wann ech bis dohi méi Infoen hunn, dann ass et och eng politesch Decisioun, déi ze huelen ass, wou mer dann och selbstverständlech wäerten d'Chamber informéieren.

Ech hat an enger Pressekonferenz gesot, Här President: „Mir ass et zimmlech wurscht, wéi d'Impfung heescht." Wa mer d'Garantië vun der EMA hunn, an dat wäert d'Konditioun sinn, oder vun enger Agence des médicaments, well mir hu keng hei, mat där mer schonn zesummeschaffen, mat där mer schonn eng Vertrauensrelatioun opgebaut hunn, déi do gréng Luucht gëtt, wäert eis dat kënnen erlaben, dann och méi wäit do kënne Gebrauch op jidde Fall vun esou enger Impfung ze maachen.

An da last but not least, well et ass ganz vill hei iwwer Zuele geschwat ginn, wéi et mat den Impfunge geet a wivill Impfungen … Jo, also ech kann Iech just soen: Wa muer d'Impfungen alleguerte géife geliwwert ginn, dann hätte mer kee Problem. Dann hätte mer kee Problem! An net méi spéit wéi haut, mengen ech, si mat der Gemeng Lëtzebuerg nach Gespréicher gewiescht, wéi mer eeben och Infrastrukturen zesumme kënne fannen, wou mer nach an engem méi grand nombre kënne Leit impfen.

Mir hunn am Moment op sechs Deeg gerechent an dat si 5.100 Vaccinatiounen den Dag, déi kéinte gemaach gi mat fënnef Impfzenteren, mat fënnef Impfzenteren an deenen neie Moossnamen. An dat ass jo och bekannt ginn, mir hunn zu Lëtzebuerg d'Situatioun gehat, wou all Persoun, déi an en Impfzenter gaangen ass, ier se vun enger Infirmière oder vun där Persoun d'Sprëtz kritt huet, och nach eng Visite médicale hat, wou se am Fong gefrot ginn ass: „Hutt Dir Allergien? Sidd Dir schwanger?" Dat kann een an Zukunft da bei der Aschreiwung iwwer Internet maachen an da gewënnt een am Fong bal 50 %, 50 % bis 40 % vun der Zäit, well et brauch een da keng Visite médicale ze maachen.

Ech hat och en Echange mat anere Regierungs- a Staatscheffen, déi mer gesot hunn: „Am Ufank hu mir dat och gemaach. Bei eis am Land huet ee souguer missen en Zertifikat vum Dokter kréien, ier ee sech an en Impfzenter deplacéiert huet." Et ass iwwerall fale gelooss ginn. Et si ganz, ganz wéineg Länner, wou dat elo ass. Mee selbstverständlech muss en Dokter och sur place sinn, wa Problemer sinn, an et muss nach ëmmer eng File méiglech si fir déi Leit, déi op iergendeng vun deene Froe mat Jo geäntwert hunn, fir do och kënnen dann en Echange ze hunn. Mee doduerjer gewanne mer, och Point de vue Rapiditéit vun de Files de vaccination, och vill Zäit.

Wann een haut d'Situatioun kuckt: Mir hunn am Hall Victor Hugo aacht Filen, déi benotzt ginn, et sinn der awer 16, déi méiglech sinn. Dat heescht: Mir kéinte schonn duebel esou séier schaffen, wa mer och méi Impfstoff hätten.

Mat de fënnef Impfzenteren an eebe mat deenen neie Moossnamen, dat heescht der Ouverture op zwielef Stonnen a mir wäerten och samschdes, also vu méindes bis samschdes, wëllen och impfen, well mer der Meenung sinn, dass dat och wichteg ass, an ouni déi Consultations médicales wäerte mir op 9.200 Impfungen den Dag kënne kommen - den Dag!

An elo hu mer eeben nei Infrastrukturen, wou mer mat der Gemeng och kucken, fir déi kënnen ze fannen. An déi hu mer och elo fonnt. A wa mer och dat néidegt Personal hunn an hei ass zum Beispill gesot gi mam LST oder esou, dat muss ee kucken, kontraktuell sinn do Engagementer geholl ginn, wann dat méiglech ass, si mir déi Éischt, déi och … Et kann et sinn, wa mer den Impfstoff hunn, dass et duerch d'Personal net méiglech ass, hei zu Lëtzebuerg Leit ze impfen! An do wäerte mer och schonn alles maachen als Regierung, fir dass dat néidegt Personal vun do, wou et ass, eeben ewechgeholl gëtt, fir et op eng aner Plaz ze setzen, fir déi Impfungen ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- A mat där Plaz, déi mer identifizéiert hunn, mat der Reserv, dat heescht, wa mer och eebe mam Personal …, an doduerch, dass mer och déi Visites médicales jo ofgeschaf hunn a just nach fakultativ maachen, hu mer och eng Rëtsch vun Dokteren, déi sech elo eeben engagéiert haten, fir an den Impfzenteren ze schaffen, déi elo eeben och kënnen dann op esou Plaze benotzt ginn, wäerte mer et fäerdegbréngen, fir iwwer 15.500 Leit, iwwer 15.500 Leit den Dag, kënnen ze impfen! Dat heescht, mir géifen iwwer 95.000 Leit och d'Woch zu Lëtzebuerg kënnen impfen.

Dat ass, mengen ech, eng Zuel - dofir, ech wollt net direkt reagéieren, wéi deen een oder deen aneren eppes gesot huet -, wou mer eis driwwer freeën, dass déi Aarbecht och gemaach ginn ass. Mee fir dat kënnen ze maachen, Här President, brauche mer eppes, an dat ass Impfstoff. An dofir ass et eis Missioun, vun eis alleguerten, dass mer et fäerdegbréngen, weider déi Campagnen ze gesinn. An et mécht eis och ganz vill Freed, Här President, ze gesinn, wéi d'Akzeptanz awer ass. An et si vill Länner, wou se frou wieren, wann d'Leit esou ongedëlleg wieren, fir kënne geimpft ze ginn. A mir sinn et alleguerten!

An ech hoffen, Här President, dass mer et an deenen nächsten zwou Woche kënne fäerdegbréngen, positiv Noriichten ze hunn, dass mer et fäerdegbréngen, an eng Phas ze kommen, wou mer nees méi Fräiheeten hunn, well mer nach ëmmer der Iwwerzeegung sinn, dass een ophale soll, Wirtschaft géint Santé opzestellen. Et soll een ophale mat Kultur géint Sport. Et soll een et fäerdegbréngen, hei zu Lëtzebuerg zesummen, wann ee vu Santé schwätzt, och vu Psychiatrie ze schwätzen, vu Suiciden ze schwätzen, vu Leit, déi einfach keng Perspektiven hunn.

Wann ee vu Wirtschaft schwätzt, soll een net nëmmen d'Zuele vun de Finanze kucken, mee iwwert d'Ängschten och vun deene Leit, déi all Dag moies opstinn, fir sech d'Fro ze stellen: „Wéi laang packen ech dat nach, bis ech mäi Betrib muss zoumaachen?" Mir sollen iwwert déi Jonk schwätzen, déi hei zu Lëtzebuerg …, well et huet ee Journalist mech d'leschte Kéier gefrot: „Wéini kritt Der zu Lëtzebuerg nees e bësse méi en normaalt Liewen?"

Mir sollen net vergiessen, dass a verschiddene Länner an Europa d'Kanner nach ëmmer net an d'Schoul ginn, dass a verschiddene Länner d'Leit net dierfen an d'Vakanz fueren, dass a verschiddene Länner d'Leit net dierfe virun d'Dier goen, dass a verschiddene Länner d'Leit schonn um sechs Auer mussen doheem sinn. Mir hunn et hei zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht, en Equiliber ze fannen tëschent Fräiheeten a Restriktiounen. Dofir, déi Kriticken, dass een hei esou an engem Polizeistaat wier, dass een hei keng Libertéite méi kéint hunn, wëll ech soen, loossen ech net gëllen. Ech mengen, dee Wee, dee mer fonnt hunn, ass en equilibréierte Wee. A mir sollen houfreg sinn, dass mer am Moment net an enger exponentieller Situatioun sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech paken Holz un. Dat hu mer bis elo zesumme fäerdegbruecht. An, ech hunn et schonn e puermol hei gesot, dat ass net, well mir hei Gesetzer stëmmen, mee dat ass virun allem, well d'Leit dobausse sech bewosst sinn, dass si alleguerten och en Deel vun der Léisung sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech gesinn, mir si schonn am roude Beräich. Ech hoffen, d'Chamber ass e bëssen nosiichteg mat der Riednerzäit. Well jo awer deen een oder deen aneren Aspekt hei ugeschwat ginn ass, sollte mer drop äntwerten.

Mir sinn haut den 12. Mäerz 2021. Den 12. Mäerz 2020 hat d'Regierung owes decidéiert, datt déi Woch drop sollten d'Schoulen zougoen. Mir haten dat den 13. freides moies kommunikéiert. A méindes, de 16. Mäerz waren dann d'Kanner alleguerten, vum Precoce bis op d'Première, am Homeschooling.

(Interruption)

D'Elteren och. An d'Enseignanten och.

An deem selwechte kuerzen Delai hu mer et och am Februar nach eemol decidéiert. Mir hunn de 4. Februar 2021 decidéiert, datt ab dem 8. Februar 2021 nees eng Kéier Schoul doheem wär fir eng Woch. Dat war allkéiers eng Virlafzäit vu véier Deeg. Dat weist, wéi wichteg et ass, schnell ze reagéieren an enger Pandemie, wéi wichteg et ass, déi Reaktivitéit do kënnen ze garantéieren. An zweemol, denken ech, si mer eis alleguerten eens, datt déi Decisiounen, déi mer do geholl hunn, richteg waren, zu deem Zäitpunkt richteg waren, an datt se och an der Durée richteg waren.

Jo, a mir hunn och Honnerte vu punktuellen anere Mesuren am Laf vun deem leschte Joer geholl. An, jo, ech sinn absolutt d'accord, an ech hunn dat hei a menger leschter Interventioun zum leschte Covidgesetz gesot, datt mer natierlech iwwer alles kënne schwätzen, ënner wat fir enge Mesurë mer och déi Dispositioune fir d'Éducation nationale, awer och fir all déi peri- a parascolaire Aktivitéiten, fir dee ganze Jugendsecteur, fir dee ganze Secteur vun der Kannerbetreiung, wéi mer déi och kéinten iwwert d'Covidgesetz reegelen. An ech hunn dee Moment och insistéiert, an ech insistéieren haut nach eemol gradesou, datt mer déi Reaktivitéit, déi eis bis elo ausgezeechent huet, an och déi Flexibilitéit, déi eis ausgezeechent huet, fir och lokal, punktuell kënnen emol aneschters ze reagéieren, datt mer déi awer net dierfte verléieren.

De Spriecher vun der CSV huet, an ech hu matgezielt, zwielef Mol entweeder mäin Numm genannt oder meng Fonctioun genannt a senger Interventioun. Ech mengen, dräi Mol huet en d'Wuert „Covid" gebraucht. Dat huet mer gesot: „Do sicht een dech!"

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hunn Iech vläicht fonnt!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Ech wëll Iech soen: Dir fannt mech! Mee Dir fannt mech net, fir elo hei op der Tribün doriwwer ze streiden, well ech nach ëmmer der Meenung sinn, an dat hunn ech iwwert dat ganzt Joer ëmmer nees behäerzegt, datt mer bei deene Sujeten hei net sollte streiden an eis auserneendividéiere loossen. Mir sollte kucken, datt mer sachlech Diskussioune féieren a wa méiglech dann och do e Konsens fannen.

Wann Der mech wëllt fannen, Dir kënnt gäre bei mech eng Taass Kaffi drénke kommen d'nächst Woch an da kënne mir eis nach eng Kéier doriwwer ënnerhalen, wat fir eng Base légale dann déi sëlleg Decisiounen, déi ech geholl hunn, déi d'Regierung geholl huet, déi awer sécherlech och d'Santé geholl huet am Beräich vun der Santé, am Laf vum leschte Joer haten a momentan och hunn, well ech schonn

der Meenung sinn: Et kann een, villes muss een interpretéieren, wat dee Virus ubelaangt. Wéi dee sech verhält, wat déi gesellschaftlech, déi sozial Auswierkunge sinn, doriwwer kann ee streiden. Wat d'Base légale ass, ass eigentlech eng Science exacte. An doriwwer misste mer eis dach hei eigentlech kënnen eens ginn.

An ech wär frou, wa mer géifen ophale mat där Veronsécherung, well dat ass och eng Veronsécherung, déi momentan do stattfënnt, vun all den Acteuren, vun de Schüler, vun den Elteren a vun den Enseignanten, wa permanent gesot gëtt, ouni et kloer ze beleeën, mir hätten hei drop an derwidder Decisioune geholl ouni Base légale. Duerfir, mengen ech, sollte mer dat an engem rouegen Toun och nach eng Kéier kënnen zesummen diskutéieren.

Mir hunn dann elo finalement mat dësem Gesetz decidéiert, datt mer national Mesuren, déi fir sämtlech Strukture gëllen, an Zukunft iwwert d'Covidgesetz duerch en zousätzleche legislative Prozess nach eng Kéier wëllen ofsécheren. Ech wëll soen: Ech sinn domadder d'accord. Ech wëll awer nach eng Kéier drop opmierksam maachen: E legislative Prozess, dee just véier Deeg brauch, bis d'Gesetz a Kraaft ass, wäerte mer warscheinlech net hikréien. Dat heescht, déi Schnellegkeet, déi mer bis elo haten, fir mat deenen doten Decisiounen innerhalb vu véier Deeg an den Homeschooling kënnen ze switchen, déi wäerte mer doduerjer awer warscheinlech verléieren. An ech wëll dat och nach eng Kéier soen, datt ech dat bedaueren.

Déi legal Basis, op där déi Decisiounen, déi aner, déi punktuell Decisiounen, déi lokal Decisiounen, geholl goufen, dat sinn natierlech Recommandatioune gewiescht, wéi den Direkter vun der Santé se och op anere Plazen ausstellt. Ech wëll just drun erënneren, datt dee ganze betribswirtschaftleche Beräich an den Entreprisë reng iwwer Reglementatiounen a Recommandatioune geféiert gëtt momentan an datt déi Leit sech alleguerten, zum Gros, dorunner halen. Do ass dat näischt Exceptionelles, wat mer an der Educatioun maachen.

A wann och herno gesot gëtt, deen, dee sech net dru géif halen, dee géif dann eng Ordonnance vum Direkter vun der Santé riskéieren, da ginn ech emol fest dovunner aus, wann den Direkter vun der Santé déi Decisioun dann och hëlt en fin de compte, datt en duerfir seng Base légale erëm eng Kéier wäert hunn. An duerfir soen ech Iech, kann ech hei net novollzéien, datt mat där doter genereller Approche einfach gemaach gëtt, wéi wa mir drop an derwidder géifen Decisiounen huelen, déi net legal ofgesécher wären.

Nach eng Kéier, an ech hunn dat hei virun dräi Woche gesot: Wa mer e gudde Wee fannen, dee Flexibilitéit a Reaktivitéit garantéiert an deen do eng zousätzlech legal Sécherheet bitt zu där, déi mer hunn - zu där déi mer hunn! -, da kann ech ganz gäre mat op deen dote Wee goen.

Ech hunn de Moien eng Videokonferenz mat 20 - oder méi wéi 20 - Schülerinnen a Schüler aus der École fondamentale queesch uechtert d'Land gehat. An ech muss soen, dat war fir mech dee beschte Moment, deen ech dat lescht Joer erlieft hunn, well ech Verständnis gespuert hunn, well ech gemierkt hunn, wéi déi Kanner nogelauschtert hunn an déi komplexten Erklärungen awer novollzéie konnten, a well ech verstanen hunn a gemierkt hunn a gespuert hunn, datt se all d'Reegele probéieren esou gutt wéi méiglech ze respektéieren, awer och hannerfroen an awer och gekuckt hunn an ausgedréckt hunn, wat se dorunner stéiert an datt se Hoffnung hunn, fir do erauszekommen.

An ee Saz wëll ech Iech just soen. An eng Fro, déi ech gestallt krut, an ech ka se absolutt novollzéien, déi war: „Här Minister, firwat hunn och mir missen eng Woch laang an den Homeschooling goen, obwuel mer bis dohinner nëmmen ee positive Fall an eiser Schoul haten?" An ech hu gesot, datt mer Angscht haten dee Moment an eng national Decisioun geholl hunn, well d'Zuelen explosiounsaarteg an d'Luucht gaange si vun enger Woch op déi aner, an datt mer duerfir fir jiddereen hu missen eng Decisioun huelen, mee datt ech mech op där anerer Säit awer ëmmer wäert derfir asetzen, datt mer déi Flexibilitéit behalen, fir lokal Decisiounen ze huelen, fir ze differenzéieren an dem Infektiounsgeschéien an den eenzelne Schoulen, an den eenzelne Gemengen, an de Lokalitéiten och méi staark Rechnung ze droen.

Ech stelle fest, datt dee Wee eis vill gehollef huet, ënner anerem, fir d'Schoulen opzehalen. Eis Nopere am Saarland an a Rheinland-Pfalz hate bis elo an dësem Schouljoer aacht Woche kompletten Homeschooling. Mir haten der an der Grondschoul just zwou an am Lycée hate mer eng. Wa mer emol kucken, wat d'Presenzdeeg waren an de Schoulen, sou komme mer fir Däitschland - hei erëm eng Kéier d'Saarland, well et do liicht Ënnerscheeder gëtt - op 62,5 Deeg. Fir Lëtzebuerg komme mer op iwwer 50 % méi, nämlech op 99 Deeg an dësem lafende Schouljoer, wou mer Presenzunterrecht konnten assuréiere fir d'Grondschoulen a fir de Cycle inférieur am Secondaire. Fir de Cycle supérieur sinn et 74 Deeg, well mer do jo wëssen, datt mer momentan an engem Rhythmus en alternance schaffen.

An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, ech ginn et es net midd, mee och hei mierken ech, datt d'CSV ëmmer erëm probéiert, dorunner ze seeën, fir datt mer dat dote mussen opginn, nämlech eisen Zenario I an de Schoulen, wou mer soen, wa mer en isoléierte Fall an enger Klass hunn, datt mer da keng Quarantän maachen. Am Schouljoer 2020/2021, am lafende Schouljoer, ware vun esou enger Mise à l'écart am Zenario I 5.391 Klasse betraff, déi net an d'Quarantän komm sinn, déi weider an d'Schoul konnte goen. Vu Quarantäne ware leedeglech 2.027 Klasse betraff. Hätte mer deen Zenario I, dee Modell do, net, dee vun Iech nach ëmmer kritiséiert gëtt, da wären an dësem Schouljoer 3,5 Mol, iwwer 3,5 Mol, méi Klassen a Quarantän gewiescht wéi dat, wat et finalement war.

A mir ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn dat do zwar ni kritiséiert, wëll ech just soen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... schloen eis fir all Woch Schoul, mir schloen eis fir all Dag Schoul a mir schloen eis fir all Quarantän, déi mer kënnen evitéieren. A mir hunn et bis elo awer ëmmer fäerdegbruecht, de Virus erëm anzefänken do, wou e war.

A mir géifen eis wënschen, datt mer och nach aner Aktivitéite kéinten opmaachen. Eng Riednerin, d'Josée Lorsché, ass op déi kulturell Aktivitéiten, déi kulturell Visitten agaangen. Ech géif mer wënschen, mir kéinten an nächster Zäit och dat doten erëm eng Kéier opmaachen, fir d'Klassen aus der Schoul erauszekréien a se eran an d'Muséeën, eran an d'Concerten ze kréien, an dat net just digital ze maachen, wat mer awer och sou gutt wéi méiglech probéieren.

Ech sinn och frou, datt mer et net gemaach hunn, wéi d'CSV gesot huet, datt mer zanter dem 15. September vun dësem Schouljoer d'Kanner an de Maison-relaise getrennt hätten no deene Kanner, déi moies och an der Schoul beienee sinn. Mir si jo momentan amgaangen, dat ze preparéieren, fir et lokal emol ze maachen, wa mer do e grousst Infektiounsgeschéien hunn. A mir kréie gesot vun deenen, déi dat mussen ëmsetzen, vun de Gemengen, awer och hei vun der FEDAS, dem Daachverband vun den Träger vun de Maison-relaisen, datt dat an engem Véierel vun de Fäll - an engem Véirel vun de Fäll! - derzou géif féieren, datt ab véier Auer nach ee Kand aleng an deem Grupp géif do sëtzen. Wann dat Är pedagogesch Approche ass, wann Der fannt, datt dat psychologesch gutt ass fir déi Kanner - à la bonne heure! Do si mer anerer Meenung. An duerfir sinn ech frou, datt mer dee Wee vum 15. September un net gaange sinn, sou wéi Dir e wollt goen, a mir wäerten en héchstens da goen, wann de Virus eis et wierklech ofverlaangt.

Ech sinn och frou, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt jo awer och d'Infektiounsketten an der zweeter Well gesinn, wann Der dat do behaapt.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... Här President, datt mer net op de Wee gaange sinn - sou wéi et fir no der Fuesent gefuerdert war vun der CSV -, fir och direkt ab der Septième en Apprentissage en alternance ze maachen, fir all zweet Woch oder all zweeten Dag d'Schülerinnen an d'Schüler doheem ze loossen an iwwer eng Videoplattform ze ënnerriichten. Mir hunn et net gebraucht! A wa mer et eng Kéier brauchen, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Kuckt d'Zuelen!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... dann hu mer déi Méiglechkeet jo nach ëmmer, …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir misst vläicht awer eng Kéier d'Zuele kucken, Här Meisch!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- …da kënne mer dat doten och, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Firwat si mer dann esou héich an den Infektiounszuelen?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn déi héchst Infektiounszuelen an der Géigend!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, ...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

... ech mengen, wann d'CSV nach Riednerzäit huet, kënne se déi ganz gären dono notzen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir hutt op jidde Fall keng méi, …

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech hunn, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- … Är ass schonn eng Véierelstonn ofgelaf!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sot, hutt Dir der dann nach?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... de Riedner alleguerten ...

(Coups de cloche de la présidence)

... opmierksam nogelauschtert an ech wär frou, wann dat och hei géif geschéien!

An ech sinn och frou, ...

(Brouhaha)

... Här President, datt mer der CSV net nogelauschtert hunn, fir eng Maskeflicht am Fondamental scho vum September un anzeféieren. Mir hunn et elo misse maachen, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, wéi ee Riednermodell hu mer?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hutt Der dann d'Zuele gekuckt vun der zweeter Well?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... well mer nei Forme vum Virus hunn. An duerfir hu mer et gemaach. A versetzt Iech emol an d'Situatioun a schwätzt emol mat deene Kanner a schwätzt emol mat hiren Enseignanten ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mengt Dir, Dir wäert ...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... a schwätzt emol mat hiren Elteren ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... deen Eenzegen, deen dat géif maachen, …

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... an da wäert Der héieren, …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- … dee mat den Elteren a mat de Kanner géif schwätzen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... datt dat ...

(Interruption)

... keng Begeeschterungsstierm ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma ech héiere genau dat, wat do gesot gëtt!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... ausgeléist huet. Mir maachen et. A mir maachen et dann, wann de Virus et wierklech verlaangt. Mir hunn ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Zuele vum leschten Trimester un!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Et ass schwiereg, hei e Gedankegang op en Enn ze bréngen, ech mierken, ...

(Interruption)

... mee meng Offerte, ...

(Interruption)

... fir dat doten eng Kéier a Rou bei engem Kaffi kënnen ze diskutéieren, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech kommen eng Kéier laanscht, Här Meisch, et ass gutt!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... déi steet ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Okay.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... awer nach ëmmer, do kënne mer eis gäre gesinn.

Ech wëll just ofschléissend nach eng Kéier soen, datt mer e ganz schwieregt Joer haten. Mir hunn ëmmer missen ofweien, mir hunn ëmmer missen hannerfroen, mir hunn ëmmer missen ajustéieren. An ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, datt mer eis déi Flexibilitéit sollen erhalen, wa mer wierklech wëlle kucken, dem Virus sou mann wéi méiglech Chance ze bidden, a wierklech wëlle kucken, der Bildung an der Zukunft vun de Kanner sou vill wéi méiglech Chancen ze reservéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch.

(Brouhaha)

An da géif ech ofschléissend d'Wuert ginn un d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Madamm Hansen?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, ech wëll just eng Kéier …, ech hunn et schonn an der Conférence des Présidents gesot: Mir leeë Riedemodeller fest. Mir halen eis drun, d'Regierung mécht am Prinzip ëmmer grad dat, wat se wëllt! D'Riednerzäit ass scho längst ofgelaf! Mir hunn d'lescht Woch … oder gëschter hunn ech gestridden, fir eng Interpellatioun ze kréien. Du krut ech eng Heure d'actualité, do wäert et erëm d'selwecht goen: Do hunn ech zéng Minutten an herno wäert d'Regierung erëm eng Stonn schwätzen. Also ech fannen, datt dat net an der Rei ass! Och d'Regierung muss am Prinzip hire Message an hirer Zäit eriwwerbréngen, …

(Brouhaha)

… sou wéi d'gesamt Parlament hei.

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Oder mir hätte gären en anere Modell!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Hansen, et sinn awer esou vill Froen hei gestallt ginn. Et waren dräi grouss Theemeberäicher, …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Si hunn zwar vill geschwat, ouni op d'Froen ze äntwerten!

M. Fernand Etgen, *Président.*- … op där enger Säit alles dat mat der Schoul - an all d'Intervenanten hunn am Fong geholl méi wéi d'Hallschent vun hirer Riedezäit genotzt, fir iwwert d'Schoul ze schwätzen -, da war alles dat ronderëm d'Impfen, dat huet dann och eng Kéier esou 30 % vun der Riedezäit geholl, déi déi eenzel Intervenanten hunn. Da muss am Fong geholl awer de Staatsminister, deen zoustänneg ass fir den Haut-Commissariat, op deen dote Beräich agoen. Dann ass vun der Exit-Strategie geschwat ginn. A mir mussen et dann awer fäerdegbréngen, datt mer déi dräi Ministeren, déi dräi Departementer, déi concernéiert sinn, ...

(Brouhaha)

... an enger verstänneger Zäit drop äntwerte loossen.

D'Alternativ wier jo am Fong geholl déi, datt se dann, wa mer iwwert d'Covidgesetzer schwätzen, an d'Chamber kéimen an datt se fir d'éischt eng Deklaratioun géife maachen. Dat wier dann awer keen interessanten Debat, well do hunn ech mer awer fir mech geduecht, datt dat awer vläicht besser ass, datt mer dann en Echange hunn, datt mer den Deputéierten d'Méiglechkeet ginn, fir ze schwätzen, an datt déi dann dorobber kënnen äntwerten. Dat ass dee Choix, deen ech als President am Prinzip awer dann de Moment hat. An ech hunn awer dann eebe gesinn a besser fonnt, datt et esou wier, datt si kéinten op dat reagéieren, wat d'Deputéierten ..., wéi datt se heihinner kéimen a wou se dann d'Méiglechkeet hätten, fir eng Deklaratioun ze maachen. Madamm Hansen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech géif dat jo och nach akzeptéieren, wa wärend där Zäit op d'Froe géif geäntwert ginn. Mee wärend där Zäit gëtt geschwat. Et gëtt dat gesot, wat soll gesot ginn oder wat d'Regierung gär wëllt soen, mee net onbedéngt dann déi Zäit genotzt, fir op d'Froen ze äntwerten. Also dofir fannen ech trotzdeem ... Dat geschitt allkéiers hei, datt d'Regierung d'Zäit masseg iwwerzitt, an dat fannen ech definitiv net akzeptabel.

Merci.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wëll ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dem Här Staatsminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Chamber ..., ech verstinn, mir si bei Iech. Dir hutt iwwer 2 Stonnen, mam Rapporter 2 Stonnen 20. Mir hunn eng Véierelstonn. An d'Parteien ...

(Brouhaha)

Mir hunn eleng, Här President, ech hunn eleng, vum Här Wiseler eng Dose Froe gestallt kritt, wou ech probéiert hunn, hei drop ze äntwerten. Ech kann, wann Dir wëllt, … D'nächste Kéier äntwerte mer guer näischt, mir lauschtere just no, ...

(Interruption)

... an dat wëlle mer net. Ech mengen, de But ass hei jo, en Echange ze hunn.

Une voix.- Natierlech!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dofir géif ech awer just proposéieren … Wa mir en Aachtels - en Aachtels! - vun der Zäit hu vun den Deputéierten, weess ech net, wéi een en Echange sollt hunn. Oder Dir sollt dann e Modell maachen, wou d'Regierung dann e Véierels vun Ärer Zäit huet. Da géif een op eng hallef Stonn kommen, bei zwou Stonnen. Mee mat engem Modell, wou eng Regierung, bei iwwer zwou Stonnen, eng Véierelstonn huet, kënne mer keen Echange hunn a mir kënnen och net seriö op Froen äntwerten, fir déi déi honorabel Deputéiert sech jo vill Méi ginn hunn, fir déi och ze preparéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Premierminister. Dann huet nach den Här Kartheiser d'Wuert gefrot, an den Här Marc Baum. An da musse mer awer kucken, datt mer net iwwert de Formalismus schwätzen, mee iwwert d'Inhalter. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Här President, ...

(Brouhaha)

... de Formalismus, deen huet heiansdo säi Sënn. An ech mengen ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg, datt een och versteet, wat den Här Kartheiser wëllt soen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci!

Jo, ech mengen, de Formalismus ass heiansdo ganz wichteg. Ech wëll hei d'Madamm Hansen ausdrécklech ënnerstëtzen an hire Bemierkungen, e bëssen ënner engem anere Bléckwénkel, well ech mengen an ech verstinn, datt d'Regierung wëllt Äntwerte ginn op Froen, déi gestallt goufen. Ech hu kee Problem domadder.

Ech hunn e Problem domadder, datt dann d'Oppositiounsparteien an hirer Riedezäit esou staark limitéiert sinn. Ech hunn e Problem och domadder - an ech ginn der Madamm Hansen och do Recht -, datt mer gëschter iwwer eng Interpellatioun diskutéiert hunn, déi si ugefrot hat, an d'Regierungsparteien, d'Koalitiounsparteien hu sech dergéint ausgeschwat. Sou ass schlussendlech aus enger Interpellatioun, déi d'CSV wollt, eng Heure d'actualité ginn. Dat ass net demokratesch!

Ech mengen, mir sollten eis wierklech ugewinnen, déi Riedezäiten hei just als e Modell ze gesinn, wéi mer eis Aarbechte kënnen organiséieren. Mir sinn es midd, bei der ADR, heiansdo op d'Sekonn oder op d'Minutt ze kucken, datt mir eis Riedezäit anhalen, awer da musse matzeerliewen, datt d'Regierung heiansdo zwee-, dräimol méi laang schwätzt, wéi dat, wat se wollt, an net nëmmen, fir Froen ze beäntwerten, mee och, fir hir Politik ze verkafen.

Wéi gesot, wa si dat kënne maachen, solle mir et och kënne maachen. An da gi mer awer op en anere Modell vun der parlamentarescher Debatt. Mir sinn domadder d'accord, awer d'Égalité des armes, d'Gerechtegkeet op deenen zwou Säiten, muss do sinn. Wann d'Regierung kann esou schwätzen, wéi se wëllt, an esou laang se wëllt, dann hu mir dat Recht och!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Ech wëll just drop hiweisen, datt ech bei de Coviddiskussiounen ni Gebrauch gemaach hu vun der Klack. Dann hat den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech géif suggeréieren, well hei jo awer e bëssen eng speziell Situatioun ass … D'Riedezäit vun der Regierung war dee Moment ofgelaf, wéi den éischte Riedner fäerdeg war, den Här Premierminister. D'Regierung weess jo awer am Virfeld, datt se zu drëtt heihinnerkënnt, an ech géif dann awer suggeréieren, datt an de Reunioune vun der Presidentekonferenz - do hëlt jo och e Member vun der Regierung deel, nämlech deen, dee sech ëm d'Relatioun mam Parlament këmmert … Wann d'Regierung weess, datt se zu méi optrëtt an datt méi Riedner vun der Regierung virgesi sinn, kann d'Regierung jo en anere Modell, wou si selwer och méi Riedezäit huet, proposéieren, fir datt mer dës onnéideg Diskussiounen endgëlteg evitéiere kënnen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Dann den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, Här President. Fir d'Ronn komplett ze maachen: Ech wëll just dem Här Premierminister awer liicht widderspriechen. Ech ginn awer dem Marc Baum Recht: D'Regierung huet e Vertrieder an der Presidentekonferenz derbäi, da kënne se fir en anere Modell plädéieren. Ech hunn elo grad nach zur Kolleegin Martine Hansen gesot: Wann et esou ass, froe mer allkéiers de Modell 4. Dat ass dat Eenzegt, wat dann nach iwwregbleift. Wat awer d'Minutten ugeet: De Premier huet elo grad gesot, d'Regierung hätt en Aachtel van der Chamber. Ech wëll just eng Kéier drop hiweisen, datt d'Chamber jo awer der Regierung mat enger Majoritéit de Réck stäipt, …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … dat sinn also dräi Parteien. An ech hunn eng Kéier kuerz gekuckt: D'Majoritéitsparteien hunn zesummen 61 Minutten als Parteien, de Rapporter huet 15 Minutten an d'Regierung huet och nach eng Kéier 15 Minutten. Dat heescht, mir hunn, summa summarum, 91 Minutten, wou d'Majoritéitspolitik kann erklärt ginn, géint 61 Minutten, wou d'Oppositiounspolitik kann erklärt ginn.

(Brouhaha)

Et ass awer an der Chamber esou, datt et 31 Deputéiert vun der Majoritéit gëtt an 29 vun der Oppositioun. Da misst dat rebalancéiert ginn! Et kann net sinn, datt mer 91 Minutten dat Eent hunn an dat nach iwwerzu gëtt!

Une voix.- Jo!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Déi do Diskussiounen an déi do Problematike wäerte mer haut net léisen. Et sinn awer eng ganz Rei Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch geriicht ginn an duerfir géif ech der Madamm Gesondheetsministesch d'Wuert ginn, fir dorobber kënnen ze reagéieren. Madamm Lenert, wannechgelift.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci, Här President. Ech huele wouer, wat ech hei héieren. Ech hu mir u sech keng Fro opgeschriwwen, déi u mech gestallt ginn ass dës Kéier - dat war heiansdo schonn de Fall -, asoufern kann ech mech och relativ kuerz faassen. Ech wollt hei u sech e generellt Bild vun der Situatioun zeechnen an op verschidde Reprochen agoen. Mee eng Fro hunn ech elo net, ausser ech hätt iergendwou eppes falsch interpretéiert, mee ech mengen, et huet kee mir hei direkt eng Fro gestallt.

Ech ginn dann dovunner aus, dass mer eis an der Santéskommissioun genuch echangéiert hunn an dass keen Interessi u weideren Ausféierunge besteet. Esou interpretéieren ech op alle Fall déi Prise-de-positionen, déi elo hei awer ganz intensiv komm sinn. An ech hunn deem effektiv näischt bäizedroe wéi dem Rapporter Merci ze soe fir seng ganz detailléiert Analys vun der Situatioun. Där ass eigentlech net vill bäizefügen, déi ass ganz komplett.

De Gilles Baum ass och drop agaangen op déi generell Situatioun hei zu Lëtzebuerg, déi nach ëmmer beonrouegend ass. An och de Georges Engel huet e ganze Panorama gezeechent, fir eng Kéier op d'Nuancë vun de Mesuren anzegoen, wéi se hei zu Lëtzebuerg nach en place sinn, am Verglach zu deem, wéi et am Ausland ass. Voilà, ech wäert net méi dorobber agoen an et dann dobäi beloossen, Merci soe fir d'Ënnerstëtzung. Ech mengen, dass et am Sënn vun eisem Land ass, wierklech déi Verlängerung hei vun de Mesuren ze schwätzen, guttzeheeschen. Mir brauchen nach eng, zwou Wochen, fir déi Situatioun wierklech anzeschätzen.

D'Situatioun ass net gutt ronderëm eis, et ass wierklech beonrouegend. A mir hunn d'Chance, ech muss wierklech soen, mir hunn d'Chance, an deem Pool vu Länner ze sinn, wou am Moment eng Stabilisatioun ze gesinn ass a wou eventuell och eng Besserung ze gesinn ass. Dat ass am Moment net de Fall an der Majoritéit vun den europäesche Länner. Mir gehéieren zu deenen zéng, wou et de Fall ass. An ech si ganz frou doriwwer.

An ech géif och ofschléissend soen, dass ech ganz frou sinn, dass mer de Courage haten, keng Lockerungen ze maachen Enn des Joers, a scho méifach dëse Courage haten. Et ass net de Moment dofir. Et ass - leider! - net de Moment. A mir sinn alleguerte ganz frou, wa mer erëm op déi Restriktiounen hei kënne verzichten. Dat ass keng Habitude, et soll keng ginn, och wann et schonn ee Joer dauert. Op alle Fall ass et absolutt net meng Perceptioun dovunner. Ech sinn immens frou, wa mer op eis normal Fräiheete kënnen zréckkommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7784. Den Text steet am Document parlementaire 7784[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7784 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha)

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann elo nach zur Question urgente Nummer ...

(Interruption)

Motions

O, pardon, déi zwou Motiounen nach, déi vun de Piraten deposéiert gi sinn. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Do wëllt den Här Georges Engel nach Stellung derzou huelen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert.

(Brouhaha)

Ee Saz am Viraus: Mir fannen et hei alleguerten net gutt, wa Leit sech virdrängelen, fir geimpft ze ginn. Dat, mengen ech, fënnt heibanne kee richteg an dat verurteele mer alleguerten.

D'Situatioun ass awer warscheinlech e bësse méi komplex, wéi se lo hei an där Motioun presentéiert gëtt, well et e festgeluechte Plang vun der Direktioun vun der Santé gëtt, fir impfen ze loossen, do mussen d'Leit sech jo dann aschreiwe loossen.

Ob déi Leit sech elo selwer drop ageschriwwen hunn oder ob se ageschriwwe goufen, dat ass jo dann eng Fro, déi nach ze klären ass. Duerfir waren déi Impfdrängler vläicht och net ëmmer Acteur, fir op dee Plang ze kommen. Dat ka sinn, dat ka sinn. Wann et awer esou wär - déi Méiglechkeet ass och ginn, dat ass richteg, dat ass jo awer nach ze klären … An dofir hätte mir u sech kee Problem mat där Motioun, mee ech mengen, et gëtt awer nach eng Rei vu Froen ze klären tëschent der Santé an der Justiz, an dass een duerfir dat heiten eng Kéier an enger Jointe sollt klären, Santé a Justiz, fir ze kucken, wat hei wierklech Saach ass. Dat ass eis Propos.

Mir kënnen awer och domadder liewe se unzehuelen, well da muss et souwisou awer iergendwou gekläert ginn. Domadder kéinte mer och liewen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Déi zweet Motioun - vläicht direkt hannendrun, da brauch ech nëmmen eemol d'Wuert ze huelen - ass eis och sympathesch. Ech kréie gesot vum Premierminister, dass et keng Reschtimpfunge gëtt. Déi ginn alleguerten verimpft, huet e mer elo just gesot. Mee mir fannen awer déi Initiativ vun der Stad Duisburg, déi hei opgezielt gëtt, ganz interessant. Wann et do e System géif ginn, dee kompatibel wär, deen een hei kéint ...

(Brouhaha)

... locker iwwerhuelen, géife mer eis net dogéint wären. Duerfir mengen ech, dass een déi heite Motioun kéint unhuelen, fir der Regierung deen Optrag ze ginn, dat ze analyséieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Ech géif vläicht direkt d'Wuert … Fir d'éischt nach den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo. Ech wëll soen: Bei där éischter fanne mer richteg, wat drasteet, mir kënnen déi direkt matstëmmen. Wa se an eng Jointe geet, kënne mer och domadder d'accord sinn, mee am Prinzip ass den Inhalt hei fir eis esou an der Rei.

Bei där zweeter dat selwecht. Ech hat d'Impressioun, datt dat, wat den Här Engel gesot huet, am Fong eng Äntwert war, déi, de toute façon, d'Santésministesch an de Premierminister an enger Question parlementaire ginn hunn, an datt déi Demande aus deem Grond hei komm ass. Op jidde Fall, am Prinzip kënne mer och déi matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Da ginn ech dem Auteur d'Wuert nach eng Kéier zréck, fir ze kucken, wéi eng Optioun e wëllt zréckbehale bei der Motioun Nummer 1.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech kommen heihinner, fir datt dann duerno och net ee seet, en hätt mech net héieren oder verstanen. Mir wësse jo dat mat der Akustik!

Also zu der éischter Motioun, mat de Strofen: Ech ginn dem Här Engel absolutt Recht, datt et ka virkommen, datt déi, déi elo insinuéiert Täter sinn, vläicht net Täter waren, mee vläicht accessoire vun engem aneren ageschriwwe goufen. Ech wëll dat guer net ausschléissen, dofir soll d'Justiz jo och hir Aarbecht maachen.

(Brouhaha)

Ech mengen, dat ass dat eent.

Dat anert ass: Mir brauchen awer e Kader, e Cadre légal, fir dat Ganzt ze encadréieren a fir och Strofe festzeleeën. Datt dat méi komplex ass, ass mer bewosst, dofir hunn ech och net en Amendement deposéiert, ech hunn och net eng Proposition de loi deposéiert. Mee déi Motioun soll wierklech der Regierung den Optrag ginn, eppes auszeschaffen, domadder dann an eng Jointe ze kommen, an da kënne mer an der Jointe jo doriwwer schwätzen. Mee ech mengen, datt mer d'Motioun stëmme sollten, fir der Regierung deen Optrag ze ginn. An da kënnt d'Regierung jo vläicht bei der nächster Coviditeratioun, vläicht bei der Iteratioun duerno mat engem konkreeten Text, dee mer dann och kënnen diskutéieren, gäre mat deenen zoustännege Kommissiounen.

Zu der Motioun 2: Also ech si frou, datt se gestëmmt gëtt. Ech wollt just op dat äntwerten, wat Der gesot hutt, datt et keng Reschtimpfunge géif ginn. Ech muss soen, datt ech do gëschter eng aner Äntwert krut an der Question parlementaire urgente 3814, wou nämlech explizitt gesot gouf, datt, wann owes eng Reschtdosis do ass, et dem Coordinateur vum Impfzentrum zoufält, fir een ze fannen, deen déi kritt. Et ass also net esou, datt mer all Owend ëmmer pile-poil erauskommen. Et kënnt vir, datt et Dose gëtt, wou et kee Rendez-vous gëtt. An dann ass et de Coordinateur, deen haut d'Responsabilitéit huet, fir een ze fannen.

An dee Prozess, deen ech gëschter an där Question parlementaire urgente duergeluecht krut, fonctionéiert a mengen Aen am Moment, wäert awer, „wann dann de Ketchup bis endlech aus der Fläsch kënnt", fir d'Wierder vum Yves Cruchten ze benotzen, net méi duergoen. An da brauche mer e System, dee méi stabill leeft, deen och méi neutral leeft wéi nëmmen dem Coordinateur déi Charge opzeerleeën. Dofir hunn ech déi Motioun hei matbruecht. Ech sinn awer ganz frou, datt se matgedroe ka ginn.

Merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Premierminister freet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hätt just eng Demande, well hei steet: „ee System", fir „per SMS" .... Ech wëll lech just drun erënneren, et huet net jiddwereen, éischtens, en Handy.

(Interruption)

Et ass net jiddwereen owes fräi. Dowéinster, fir hei en automatesche System virzegesinn, opzestellen … Ech géif hei wierklech recommandéieren, wann ech mer erlabe kann, dem éischte Pouvoir …, dass zesummen an der Kommissioun - well hei si jo Medien, déi dra sinn, et ass Dateschutz, well ech wëll och just drun erënnere, wat den Här ..., wat jo ëmmer esou wichteg ass, den Dateschutz muss och analyséiert ginn - all déi dote Froe gekläert ginn.

An da mat engem System ze kommen, wou een de Leit kann telefonéieren! Well den Här Clement seet hei, eng E-Mail. Ech kenne Leit, déi och keng E-Mailsadress hunn an och keen Handy hunn, déi awer en Telefon hunn, e fixen! Dat heescht, dass ee kuckt, wat et éischtens vu Méiglechkeete gëtt. An zweetens och dateschutzméisseg ..., well do mécht ee jo eng Lëscht: Ass dat kompatibel oder net etc., etc. Dofir géif ech wierklech d'Chamber invitéieren, sech elo net festzeleeën, dass dat automatesch esou muss ausgesinn, mee sech ze eenegen, dass mer an der Kommissioun, zesumme mat der CNPD, mat deenen anere Leit, kucken, wéi do esou eng Méiglechkeet kéint bestoen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Premierminister. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Bon, also, pardon, ech muss lo awer e bësse méi wäit aushuelen. Ech sinn nach bereet, den Term „SMS" ze sträichen, ëm Gottes wëllen, et geet mer net ëm eng Technologie!

Den „automatiséierte System" soll awer ausdrécken, datt et net eng Persoun, den Impfkoordinator am Zentrum ass, deen entscheet „à la tête du client". Ech wëll deene Leit wierklech näischt virgeheien, mee ech wëll och net, datt se herno eng Kéier engem Virworf ausgesat sinn, well si maachen eng Aarbecht, déi net déi einfachst ass, an da musse mer se net och nach an de Risiko bréngen, datt se eppes ausgesat sinn. Ech kann domat liewen, datt mer dee „per SMS" sträichen. Mee de Selektiounssystem, wien als nächste geruff gëtt, als nächsten invitéiert gëtt, ...

(Brouhaha)

…sollt automatiséiert sinn, fir dat ze verhënneren.

Zum Dateschutz: Dateschutz soll net eppes sinn, fir Leit ze penaliséieren oder fir eppes méi kompliziéiert ze maachen. Dateschutz, wann ee sech ...

(Interruptions)

Nee, nee! Wann ëmmer ...

(Brouhaha)

Wann een ... Also, ech wonnere mech heiansdo, wéi verschidde Leit Dateschutz zitéieren, wann et se arrangéiert, an dann, wann et se net arrangéiert!

(Brouhaha)

Ech wëll just drop hiweisen: Wann ee sech fräiwëlleg op eng Lëscht aschreift an domadder dann och e Consentement gëtt, da läit dee Consentement vir! Ech kann domadder liewen, wa mer an der Digicom doriwwer schwätzen, mee ech kennen de Kalenner vun der Digicom an ech fäerte ganz, datt dee leschte Lëtzebuerger geimpft ass, éier déi Digicom zesummekënnt.

(Brouhaha)

M. Guy Arendt *(DP).*- Elo gëtt et awer Zäit!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da freet nach den Här Michel Wolter d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll zur Motioun 1 Stellung huelen an ech kommen zréck op d'Interventioun vum Här Baum vun déi Lénk, dee sech virdrun an der Diskussioun iwwerrascht iwwert d'Reaktioun vun der Madamm Minister gewisen huet, wéi déi éischt Fäll vun Impfdrängler opkomm sinn, wéi se relativ séier den Dossier fir zou erkläert huet, den Dossier, deen awer duerno vun der Staatsanwaltschaft nees fir op erkläert ginn ass. Dat huet mech, muss ech soen, och e bësse gewonnert, well d'Madamm Ministesch jo aus dem Secteur selwer kënnt. Si huet eng Erfarung, si weess, wéi et mat Juristerei ass.

Dofir, well déi Äntwert esou komesch war an och guer net gepasst huet bei d'Aart a Weis, wéi d'Ministesch soss normalerweis hir Politik erkläert, wollt ech se froen, ob se, mat Datum vun haut, Kenntnis huet vun anere Fäll, déi bis elo nach net public sinn, vun Impfdränglerei.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. D'Ministesch ass ...

(Interruption par M. Xavier Bettel et brouhaha général)

U sech si mer bei de Motiounen an dat doten huet am Prinzip näischt mam Inhalt vun de Motiounen ze dinn.

(Brouhaha)

Kommt mir probéieren elo emol, iwwert d'Motioun Nummer 1 ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et huet awer scho mat der Motioun ze dinn, dat do!

Une voix.- Jo!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer par main levée ofstëmmen ...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hunn eng Fro gestallt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... iwwert d'Motioun Nummer 1?

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hunn eng Fro gestallt am Kader vun der Motioun Nummer 1, wou et genau ëm déi dote Saache geet. An ech hu Bezuch geholl op en Deel vun der Debatt, nämlech op d'Interventioun vun engem Kolleeg hei vun déi Lénk, deen eng Rei Saache gesot huet. An ech hätt gäre vun der Ministesch eng Äntwert!

(Brouhaha)

Ech hätt gären eng Äntwert mat Jo ...

(Brouhaha)

... oder ech hätt gären eng Äntwert mat Nee. Mee ech hätt gären, wannechgelift, eng Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Ministesch!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hu mer nach Zäit fir ze äntwerten?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hunn Zäit.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, mee hu mer genuch ..., dierfe mer nach?

(Brouhaha)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hu verstanen: Wann ech eng Fro gestallt kréien, soll ech äntwerten. De Marc Baum huet just eppes kritiséiert, awer keng Fro gestallt dozou. An deem Sënn sinn ech och frou, dass eng Fro kënnt. Dat gëtt mer zumindest d'Geleeënheet, dann hei awer vum Mikro ze profitéieren a Stellung dozou ze huelen, wat mer virdru jo net erlaabt war an enger genereller Ausféierung, aus Mangel un Zäit.

Dir frot mech, ob ech Kenntnis hu vun Impfdrängler. An eisem Rechtssystem ass den Impfdrängler net definéiert. Dat ass emol dat Éischt, wat ech géif feststellen. A wat meng Reaktioun war? Ech géif do ..., ech sinn zweemol hei zitéiert ginn ... Mir sinn an enger Demokratie an ech sinn der Meenung, dass Prozesser net op d'Place publique gehéieren. D'Prozesser gehéieren net op d'Place publique, dat ass meng Ausso gewiescht, Här Baum.

Ech sinn nämlech der Meenung, dass mer eng Séparation des pouvoirs hunn an dass mer Institutiounen hunn an dass een, egal wéi grouss den Drock ass an egal wéi grouss d'Nervositéit am Moment ass, d'Saache soll dohinner bréngen, wou se higehéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Fir de Fall, deen Der uschwätzt, jo, ech hu relativ fréi gesot: „Deen Dossier ass fir mech zou." Dat war zu engem fréien Zäitpunkt. Ech hat en Austausch, ech hunn och d'Gewunnecht, d'Leit ze héieren, wa Reprochen am Raum stinn. Ech krut Erklärungen an déi Erklärungen hu mech net denke gedoen, dass do eng Infraction pénale ass. Wann dat meng Iwwerzeegung gewiescht wär, wann ech en Doute gehat hätt, dass et eng Infraction pénale wär, hätt ech dat un de Parquet weiderginn, ganz kloer! Mir haten hei mat Fäll ze dinn, wou eng Erklärung komm ass, wou Leit an engem Räsonement ware vu Services essentiels, wou e Plan de continuité des activités verfaasst ginn ass, wou Leit eng Presenz am Spidol haten. Mir haten där Diskussioune ganz vill, kann ech lech soen.

Et ass ugeschwat gi vun engem Riedner: d'Veterinären. Et ass effektiv en Hin an Hier gewiescht. Ee Moment ass verstane ginn, dass sämtlech Professionnels de santé misste geimpft ginn. Dat ass awer e Mëssverständnis gewiescht, well mer e Cordon sanitaire hunn. An et ass esou, dass d'Veterinären, am Sënn vun engem Cordon sanitaire, da geimpft ginn, wa se an den Asaz ginn, esou wéi jiddwereen aus der Réserve sanitaire. Et ass net ipso facto esou, wann een an der Réserve sanitaire ass, dass ee geimpft gëtt, mee just dann, wann een an den Asaz geet, wann ee bei de Patient geet. An de Patient vum Veterinär, fir dat Beispill ze huelen, ass net de Mënsch. Et ass net do, wou mer de Cordon sanitaire wëlle ronderëmsetzen, ronderëm seng Patienten, wat Déiere sinn. Dat ass nëmmen, fir ee Beispill ze ginn.

Et gouf vill Interpretatioun, grad an deenen éischten Deeg. A well mer an deenen éischten Deeg waren, wou ech och iergendwou vill Prezisiounen nogereecht hunn ..., dat ass alles schnell gaangen, mir souze vill mat de Spideeler zesummen a mir hate vill Diskussiounen, ob dann elo d'Membere vum Conseil d'administration drënnerfalen oder net, do si Prezisiounen erausgaangen. Dat ass fir mech eng ganz aner Saach, wann zwee Deeg, nodeems déi Prezisiounen erausgaange sinn, nodeem esou Diskussioune waren, dann nach esou eppes geschitt, ass et fir mech iwwerhaapt keen Zweifel, dass dat weiderzeginn ass.

An da gëtt et aner Fäll, wou fir d'éischt am Betrib selwer ... - d'Spideeler sinn eegestänneg Betriber, dat sinn net eis Verwaltungen -, wann do effektiv eppes festgestallt ginn ass, da geet et weider un de Parquet. Dat ass och geschitt. Dee Moment brauch ech net ze handelen. Hätt ech elo e Bericht kritt vun engem Spidol, an deem gesot gi wär: „Do si Leit, déi hu sech net un d'Reegele gehalen", „do sinn der, déi hunn e Faux gemaach", oder esou, „mee mir maachen näischt domadder", jo, dann ass et u mir, meng Responsabilitéit ze huelen. Dann hunn ech Kenntnis dovunner an da muss ech fir mech decidéieren: Ass dat doten e Verdacht op eng Infraction pénale? Oder ass et kee Verdacht? Wann et e Verdacht ass, ginn ech et weider. Dat ass esou, wéi ech déi Saache gesinn. An do soll een all eenzele Fall kucken.

A mir hunn net fir näischt an eiser Gesellschaft de Pranger ofgeschaaft. Ech fannen esou eppes immens geféierlech. Ech verstinn d'Nervositéit. All Impfstoff zielt! Ech verstinn et wierklech. An et ass meng gréisste Suerg ze kucken, dass déi Reegelen observéiert ginn. Mir leeë wierklech Soin drop, och ëmmer erëm en Appell un d'Spideeler ze maachen. Dat hu mer och direkt no deenen Diskussiounen do gemaach. Ech hunn hinne gesot: „Wann iergendwellech Froe sinn, iergendeppes net kloer ass, kommt, mir klären et, well et ass am Sënn vun eis alleguerten, dass dat richteg applizéiert gëtt. D'Leit solle kënnen dorobber vertrauen." Mee et kann een net ee Fall mat deem anere vermëschen. An et soll een hei net ze vill Politik draus maachen. Et ass eng Saach, déi soll hir Reegel kréien. D'Leit solle Vertrauen hunn. Dat ass och elo geschitt! Et si ganz vill Dossiere bei de Parquet gaangen. Dat ass communiquéiert ginn och vun den Hôpitaux Robert Schuman. Si hunn dat nogekuckt.

Ech hunn en Appell gemaach, en direkten Appell gemaach, dass iwwerall sollen déi Lëschten nogekuckt ginn. Mir hunn dat bei eis selwer gemaach, et ass an de Spideeler gemaach ginn. Zum Deel lafen nach Enquêten. Dat ass de Wee, wéi dat soll goen. A wann do eppes op den Dësch kënnt, da soll een deenen Institutiounen och eng Chance ginn, sech domadder auserneenzesetzen a fir sech ze decidéieren, wat dat Richtegt ass. Ech ginn duerno doriwwer informéiert.

Ech hu gëschter de Bericht vun HRS kritt. Dir hutt de Communiqué alleguerten och gelies. Do ass dat Richtegt geschitt! Si hunn Irregularitéite festgestallt, e puer Fäll - et sinn der fënnef op 2.500 oder eppes, Impfungen, déi gemaach gi sinn - an déi Saach geet bei d'Justiz, wou se higehéiert. Dat gehéiert net op d'Place publique. An dat, Här Baum, ass dat, wat ech domadder gemengt hunn. Mir sollen evitéieren, hei Leit am „Eifer des Gefechts" un de Pranger ze stellen, éier se sech konnten äusseren, éier dat gekuckt ginn ass. An ech géif wierklech ëm Vertraue bieden, dass d'Rechtsstaatlechkeet mer extreem wichteg ass. Jiddwereen ass fräi, dat unzezweifelen, dat gehéiert zu enger Demokratie, mir brauchen eng kontradiktoresch Debatt. Ech setze mech op alle Fall derfir an, wann eppes mir zur Kenntnis kënnt, wat net an der Rei ass, dass dat soll weidergoen. Dat ass selbstverständlech!

A fir Är Fro ze beäntwerten: Ech hu vu konkreete Fäll keng Kenntnis. Et si Fäll, déi un een erukommen, am Moment ginn déi beaarbecht eeben an deene Spideeler, déi hir Enquêten hunn. A bis elo ass dat dohinner gemündet, wou et higehéiert, nämlech bei d'Justiz. Do gëtt dat no de Reegelen, déi mer an deem Land hei hunn, gekuckt an analyséiert. An ech hu vollt Vertrauen, dass dat och zum richtege Schluss kënnt, wat do erauszekommen huet an deem Sënn.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci. Ech mengen, datt dat hei awer keng onwichteg Diskussioun ass.

Ech hu kee Mënsch un de Pranger gestallt opgrond vun enger Rumeur. Ech hunn doriwwer geschwat, wat déi Leit op Pressekonferenzen an an Interviewe gesot hunn. Dorobber sinn ech agaangen.

Ob dat penal Suitten huet oder net, dat ass net mäi Rôle, dat ass de Rôle vun de Geriichter. Dat ass iwwerhaapt d'Opportunité des poursuites, wou fir d'éischt emol de Parquet drakënnt. Dat ass net mäi Rôle. Mee hei hu mer et mat engem gesellschaftleche Phenomeen ze dinn, iwwert deen ech geschwat hunn, datt nämlech Leit an héichgestallte Positiounen wëllentlech a wëssentlech - an dat nach bestätegt hunn an der Ëffentlechkeet! - eppes gemaach hunn, wat net virgesi war vun der Santé. An doriwwer hunn ech geschwat. An ech mengen, datt et meng politesch Legitimitéit ass, mech doriwwer opzereegen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Ech mengen, elo kënne mer zréckkomme bei eis Motiounen. Ech hat gespuert, datt nach Klärungsbedarf ass. Ass d'Chamber domadder d'accord, fir d'Motioun Nummer 1 an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee?

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir hate gesot, mir géifen déi ofstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da komme mer zum Vott vun der Motioun Nummer 1.

(Interruptions diverses)

Fir d'éischt de Vote électronique, fir déi, déi wëllen, ...

(Brouhaha général)

... fir déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha général)

Une voix.- Här President!

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wollt froen, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, well ech spieren, datt do nach Klärungsbedarf ass.

(Brouhaha général)

Une voix.- Här President!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also, Här President, als Auteur ass et jo awer ...

(Interruption)

Kommt, mir brénge se elo zum Vott a mir stëmmen driwwer of. An dann huet d'Regierung hir Missioun. Entweeder kënnt d'Regierung mat enger Propos an hält déi Motioun an oder d'Majoritéit stëmmt géint d'Motioun. Dat ass dann och kloer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Kommt mir stëmmen ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, Dir hat absolutt, ...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Den Här Engel huet gesot, e wär och bereet, se ze stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- ... Recht mat där Approche, déi Dir proposéiert hutt, mee den Auteur vun der Motioun ass net domat d'accord, dass se an d'Kommissioun geet. Den Auteur vun der Motioun hätt gär, dass d'Regierung fir d'éischt eng kloer Propositioun mécht fir an d'Kommissioun. Mir hunn en Angebot gemaach. Den Auteur wëllt dat doten net. Da musse mer iwwer, ...

(Interruption)

... da musse mer iwwert d'Motioun ...

(Interruptions)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Nee, dat stëmmt dach net! Dir hutt proposéiert, se matzedroen, virdrun.

Une voix.- Den Här Engel ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Den Här Engel huet gesot: „Mir kënne se och matstëmmen."

(Interruption)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dir hutt gesot, Dir stëmmt se mat. Firwat dréit Der dat dann elo ëm?

(Interruption)

Da sot eis e Grond, firwat Der se net matstëmmt! Awer net ëmdréien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Polfer.

(Interruptions)

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Also, den Auteur ass net dermat d'accord, fir an d'Kommissioun ...

(Brouhaha général)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Et héiert een näischt hei hannen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech hunn awer hei eng grouss Disponibilitéit gespiert, ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Et deet mer leed, et héiert een d'Madamm Polfer net.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- ... fir et an d'Kommissioun ze verleeën. Da kommt, mir stëmmen doriwwer of.

Wien ass d'accord, fir datt et an d'Kommissioun kënnt?

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, mir mussen d'Motioun awer zum Vott stellen. Dat ass u sech awer eist Reglement, wat dat esou virgesäit.

(Brouhaha général)

Esou, wéi den Här Di Bartolomeo et gesot huet.

Den Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo. Ech soen et nach eng Kéier, vläicht nach méi kloer, wat ech déi éischte Kéier wollt soen. Déi Motioun hei, déi ass eis sympathesch, well mer dat wëlle sanktionéieren, datt Leit sech wëlle virdrängen. Mee et gëtt eng Rei vu Froe ronderëm, déi net kloer sinn. An dat hunn ech probéiert, an der éischter Interventioun hei ze soen, datt et do nach Klärungsbedarf gëtt, an dat sollt een an enger Réunion jointe vun der Santés- a vun der Justizkommissioun diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat hat ech probéiert ze soen. Vläicht war dat net kloer genuch erauskomm.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Dir hat och gesot, Dir wäert bereet, se matzestëmmen, anerefalls.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech hat gesot, mir wäre bereet, se matzestëmmen, mee et gëtt awer nach eng Rei vu Froen an déi misste virdru gekläert ginn. Also dat hunn ech gesot an dozou stinn ech och. An duerfir ...

Une voix.- Déi kënne jo duerno gekläert ginn.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... géif ech proposéieren, se eeben an eng Jointe Justice a Santé ze bréngen, wat déi Froe kéint ausmäerzen. Wann dat awer net gewollt ass, jo, da kënne mer se net stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass kloer. Den Här Clement nach eng Kéier.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Bon. Här President, ech verstinn d'Welt mengen ech net méi. Bref.

(Exclamations)

Et steet hei ganz kloer dran, de „Regimm [...] ze iwwerschaffen".

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wéi een?

M. Sven Clement *(Piraten).*- De bestoende Regimm. Wann et kee gëtt, wann et keng Strofe gëtt, dann ass et un der Regierung ... Déi Motioun hei invitéiert d'Regierung, ...

(Brouhaha)

... Strofen ze schafen oder ze iwwerschaffen. Ech weess net, wat d'Valeur ajoutée dovunner ass, wa mer eng Kommissiounssëtzung maachen, wou mir als Éischt eng Kéier géigesäiteg driwwer diskutéieren, wat mir eis virstelle kéinten, wann d'Regierung herno keng Propos mécht.

Wann Dir dat net wëllt ... Dir kënnt dat hei sympathesch fannen, soulaang Der wëllt. Entweeder Dir stëmmt et oder Dir stëmmt et net. Mee sot eis net: „Et ass eis sympathesch a mir stëmmen dergéint", well dat ass awer e bëssen hypokritesch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir stëmmen elo iwwert d'Motioun of.

(Interruptions diverses)

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha général)

Deen, dee wëllt e Vote par procuration ofginn, dee soll d'Hand hiewen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Haaptsaach d'Impfdrängler schützen!

(Exclamations)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Also, Här Goergen, dat do verbidden ech mer!

(Interruptions diverses)

Dat do verbidden ech mer, Här Goergen!

Une voix.- Also dat do ass zwar eng bëlleg Ausso, Marc.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Hei schützt keen en Impfdrängler!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Da stëmmt d'Motioun mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Martine Hansen), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

(Hilarité)

Une voix.- O!

(Brouhaha)

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummero 2. Och do war d'Propositioun am Raum, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen. Duerfir géif ech dann och do nach eng Kéier dem Auteur d'Wuert ginn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, ech si jo keen onräsonabele Mënsch - zumindest meeschtens net!

(Exclamations)

Ech kann domadder liewen, se an d'Kommissioun ze verweisen, wa mer se zäitno - an do kucken ech dann de President vun der Kommissioun - kënnen op den Ordre du jour huelen. Ech weess awer, datt mer e ganz chargéierten Ordre du jour hunn. Dat heescht, mir misste vläicht do iergendwou da Plaz fräischëppen. Mee ech hu vollst Vertrauen an den Här Arendt, datt en dat fäerdegbréngt. Fir mech kann dat an d'Kommissioun.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien d'accord ass, fir déi Motioun Nummer 2 an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 2 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications.)

6. Question urgente n° 3850 de M. Sven Clement concernant la vaccination des personnes vulnérables

Da komme mer zur Question urgente Nummer 3850 vum Här Sven Clement iwwert d'Impfungen vu vulnerabele Persounen.

(Brouhaha général)

De Froesteller huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vun der Ministesch eventuell nach eng Zousazfro ze stellen. An d'Madamm Ministesch, déi huet zéng Minutten Zäit. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 18. Februar dëst Joer huet den Haut-Commissaire à la protection nationale an engem RTL-Interview Follgendes erkläert, an ech zitéieren: „Herno, an deenen nächste Phasen, wäert et esou sinn, dass d'Leit, wa se an déi Kategorie falen, déi grad drun ass, dass déi Leit iwwer hiren Dokter eng Zertifikatioun kréien, dass se vulnerabel sinn. Dat leeft ganz einfach, den Dokter brauch do näischt ze schreiwen, den Dokter brauch just d'Matricule vun deene Leit an eng Datebank anzedroen" - Zitatenn. Dës Prozedur vum Opt-in ass logesch, well wéinst dem Secret médical kann ee keng Datebank einfach esou vu vulnerabele Persoune schafen oder et ka se och nach net ginn. Fir méiglechst vill vulnerabel Persoune fréizäiteg impfen ze kënnen, mussen dës also an déi aktuell Impfdatebank per Opt-in-Prozedur bäigesat ginn.

Wéi mer awer matgedeelt gouf an deene leschten Deeg, wëssen - Stand haut, also dräi Wochen no dëser Annonce - weeder eng Rëtsch vun de vulnerabele Persounen nach eng Rëtsch Dokteren, wou dës Datebank drun ass a wéi se sech hei kënnen androen.

Et ass mer ee Fall ganz konkreet zougedroe ginn, deen huet als Éischt bei sengem Hausdokter probéiert, gouf bei e Spezialist geschéckt. Deen huet du bei mat der AMMD Récksprooch geholl. Déi huet du gesot: „Ma da frot nach eng Kéier bei der Santé no." En huet du bei der Hotline vun der Santé ugeruff, déi hunn him du gesot: „Mellt Iech bei Ärem Hausdokter."

Bon, et ass e bëssen am Krees erëmgaangen. An dofir wollt ech ganz konkreet vun der Madamm Ministesch wëssen: Wéini kënne vulnerabel Persounen, esou wéi et vum Haut-Commissaire à la protection nationale ugekënnegt gouf, sech an d'Impfdatebank aschreiwen? Ass eng Pufferzäit virgesinn, fir datt d'vulnerabel Persoune sech virum Ufank vun de jeeweilegen Impfphase kënnen androe loossen? An ass virgesinn, datt d'vulnerabel Persoune sech zu all Zäitpunkt kënnen iwwer dës Prozedur an d'Datebank androen, ouni Récksiicht dorobber, datt se bei der vireger Phas nach net ageschriwwe waren, fir eeben e Fall ze vermeiden, wou se vläicht an der Phas 2 dru wären, sech awer eréischt bei der Phas 3 bei hirem Hausdokter presentéiert hunn?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Esou wéi dat effektiv erkläert ginn ass vum Haut-Commissaire à la protection nationale, esou wäert et och sinn. Au fur et à mesure wéi d'Phase kommen, kommen aner Prozeduren. An ech hat scho meerfach hei erwäänt, och an der Chamberskommissioun, do si lafend Gespréicher - et ass eng komplizéiert Geschicht, déi Impfstrategie hei - tëscht der Direktioun an der Dokterschaft amgaangen. Déi sinn haut de Moien ofgeschloss ginn.

Et ass och eng gutt Nouvelle, déi ech Iech haut ka matdeelen. Ech hat virdru leider net d'Geleeënheet, fir et ze maachen, dann notzen ech déi heiten elo: Mir wäerten d'nächst Woch an d'Phas 3 kënnen iwwergoen. Et ass e bësse méi fréi wéi geplangt. An et ass och de Moien en Accord fonnt gi mat den Dokteren, wéi déi Prozedur elo wierklech soll oflafen. Doriwwer wäert haut kommunikéiert ginn, am Detail. Dat wäert viraussiichtlech ..., ech weess elo net, wéi ech komm sinn, stoung nach net de genauen Datum vun der nächster Woch, mee et wäert iergendwann am Laf vun der nächster Woch sinn.

Dat wäert follgendermoossen oflafen: Déi Leit, déi an d'Alterskategorie vun der Phas 3 falen, dat sinn déi vu 74 bis 70 Joer, do gëtt dat iwwer Invitatioun gemaach, wéi mer et elo och kannt hunn. Déi brauchen och net separat ... Wa se an der Alterskategorie sinn a vulnerabel sinn, solle se einfach ofwaarden, bis se d'Invitatioun kréien. Déi kréie se automatesch hirem Alter no. Dann ass dat gedoen.

A fir déi Vulnerabel, déi signifikativ Vulnerabel aus der Phas 3, ass de Wee deen, dass dat iwwert den Dokter geet, iwwert den Hausdokter geet. Dat heescht: Hie mécht déi Aschätzung an hie schreift d'Leit och iwwert dee System an. Et mécht awer elo kee Sënn, haut direkt dohin ze lafen. Ech hunn ëmmer och un lech appelléiert, de Leit dat matzedeelen do, wou ee kann: Dat ass eréischt operationell ab deem Datum, dee mer da kommunikéiere wäerten. Dee Moment ass et de Wee iwwert den Dokter. Den Dokter schreift da säi Patient an an de System an dee kritt vun eis dann eng Invitatioun. Dat ass esou, wéi et leeft. Dat heescht, den Dokter mécht d'Aschreiwung. An dann iwwert déi Aschreiwung gëtt dann eng ganz normal Invitatioun bei eis generéiert, wou d'Leit dann eng Invitatioun kréien, fir sech impfen ze loossen. Voilà.

A mir sinn um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 16. an 18. Mäerz virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.32 heures.)

SÉANCE 43

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Mardi 16 mars 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Institution d'une sous-commission**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Dépôt d'une motion par M. David Wagner**
   - Exposé : M. David Wagner
6. **Question élargie n° 82 de M. André Bauler relative à la responsabilisation des acteurs intervenant dans les chaînes de production les plus diverses**
   - M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
7. **Question élargie n° 83 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'économie créative**
   - M. André Bauler - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes
8. **Question élargie n° 84 de Mme Francine Closener au sujet de l'avenir du secteur touristique**
   - Mme Francine Closener - M. Lex Delles, Ministre du Tourisme
9. **7776 - Projet de loi portant modification de l'article L. 631-2 du Code du travail**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **7756 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation d'un membre de la commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision**
    - Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding
    - Discussion générale : M. Léon Gloden - M. André Bauler - M. Mars Di Bartolomeo - Mme Djuna Bernard - M. Sven Clement
    - Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
11. **Motion de M. David Wagner relative à la création d'un cadre légal spécifique pour les médias citoyens**
    - Discussion générale : M. Guy Arendt
    - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deposéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 16 mars 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7790** - Projet de loi portant modification 1° de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile, et 2° de la loi modifiée du 31 janvier*

1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 15.03.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1840** - Demande de pétition publique : Embauche des travailleurs - Travail clandestin et illégal*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 15.03.2021

***1841** - Demande de pétition publique : Prüfungen duerch Portfolioen oder Projeten an den Lycéeën (Secondaire) ersetzen*

Dépôt : Shona Hye Yun Meyer, le 15.03.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Institution d'une sous-commission

D'aussepolitesch Kommissioun huet a hirer Reunioun vum 15. Mäerz a laut dem Artikel 25 Paragraf 2 vun eisem Chambersreglement decidéiert, d'Sous-commission « Avenir de l'Europe » ze grënnen. Dës Souskommissioun ass zesummegestallt aus dem Här Claude Wiseler, dem Här Gusty Graass, dem Här Yves Cruchten, der Madamm Stéphanie Empain, dem Här Fernand Kartheiser, dem Här David Wagner an dem Här Sven Clement.

(Brouhaha)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. D'aussepolitesch Kommissioun proposéiert fir de Projet de loi 7770 e Modell 1 amplaz vum Basismodell, dee virgesinn ass. Ass d'Chamber mat dëser Propositioun a mam ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

Da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner gi fir den Depot vun enger Motioun. Här David Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun déi Lénk eng Motioun presentéieren. Wéi Der wësst, ass d'Mediekommissioun zurzäit amgaangen, un de Projet-de-loien, u sech souguer an der Schlussphas vum Projet de loi iwwert d'Reform vum Pressehëllefsgesetz, ze schaffen. Et ass scho vill geschafft ginn, vill diskutéiert ginn. Ech sinn zwar net do Member, mee ech gi geleeëntlech emol dohinner, well et eis och interesséiert.

Am Kontext vun där Diskussioun ass, wéi Der wësst, och ganz oft d'Fro opgeworf gi vun de sougenannte Médias citoyens, „Communitymedien", wéi déi genannt ginn. Doriwwer hu mer och vill an der Kommissioun diskutéiert, fir iwwert d'Opportunitéit ze schwätze vun de Communitymedien am Kontext vun deem Projet de loi, deen an der Diskussioun ass.

Wéi Der och wësst: Mir haten dat jo och schonn hei an der Chamber, mir haten och Hearinge mat Vertrieder vun deene radiophonesche Medie wéi „Radio ARA" an anere lokale Radioen, déi eis och hir Doleancë presentéiert hunn. An déi Doleancen, déi ginn u sech an déi Richtung, fir ze soen, datt mer zu Lëtzebuerg - genau esou wéi a ganz villen aneren europäesche Länner a wéi dat och de Recommandatioune vun enger Resolutioun vum Europaparlament entsprécht an och deem, wat d'UNESCO seet - esou e gesetzleche Kader bräichten, dee spezifesch wier fir d'Communitymedien an deen dofir géif suergen, datt déi sech och kënnen entfalen.

Et gëtt iwwer d'Médias citoyens am aktuelle Projet de loi geschwat. Et betrëfft déi geschriwwe Press, an do ass och de Problem, datt an eisen Aen an och an den Ae vun de Vertrieder vun deene Medien u sech eng Konfusioun besteet: Neen, et geet net drëms, eng Differenz ze maachen tëschent radiophoneschen oder audiovisuelle Medien, déi citoyens wieren, engersäits, an deene geschriwwenen anerersäits. Et misst een u sech e richtege gesetzleche Ramen hunn, well déi eng ganz aner Finalitéit hunn.

Hir Finalitéit besteet doranner, u sech enger gewësser Partie vu Leit, déi soss keen Accès zu Medien hunn, deen Accès ze ginn: sief et Organisatiounen, ONGen, och national Communautéiten, déi hei am Land liewen, déi eng aner Sprooch schwätzen, jee, eeben deenen den Accès ginn, fir sech kënnen auszedrécken, an anerersäits och ville jonke Leit d'Méiglechkeet kënnen ze ginn, fir sech ze bilden, wat se och oft maachen. A ganz oft hu Leit do ugefaangen an duerno si se a professionelle Medien ënnerkomm. Et ass u sech eng gratis Formatioun, wann een esou wëllt soen.

Also si leeschten immens vill fir d'Gesellschaft, an der Pandemie hu se immens vill geleescht. Si hunn u sech jo och verschidde Sendunge gehat, wéi „Radio ARA" zum Beispill, an deene verschiddenste Sproochen, op Arabesch, Farsi, Russesch et cetera, fir eeben och déi Leit, déi net onbedéngt eng vun eisen dräi Sprooche gutt maîtriséieren, kënnen doriwwer ze informéieren, wat lass ass - wat immens wichteg ass.

Dir wësst, datt si natierlech och mat ville Problemer konfrontéiert goufen, och finanzieller Natur. A si sinn elo an enger prekärer Situatioun. Souwäit ech weess, gouf och elo zum Beispill eng Konventioun mat „Radio ARA" ofgeschloss, mee de Problem ass deen, datt ee muss e richtege gesetzleche Kader hunn, dee perenne ass an deen all deene Medie kloer Reegele gëtt, wéi se solle fonctionéieren, an datt och de Staat dofir muss suergen, datt een hinnen hëlleft, sech och ze entfalen, ouni sech permanent all puer Joer musse Gedanken ze maachen, ob et esou ka weidergoen oder net, ob se mussen zidderen, ob se weider wäerte bestoen oder net.

Voilà, dat gesot wéilte mer dofir déi heite Motioun deposéieren. Mir wiere frou, wann ee se och kéint diskutéieren. Mir wieren natierlech frou, wa se kéint ugeholl ginn. Déi heite Motion, déi géif dann d'Regierung opruffen, e spezifesche gesetzleche Kader ze schafe fir déi Communitymedien, sou wéi dat a ganz ville Länner an der Europäescher Unioun de Fall ass, ugefaange mat eisen Nopeschlänner.

Voilà! Ech wéilt dat heiten dann emol deposéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la résolution du Parlement européen sur le pluralisme et la liberté des médias dans l'Union européenne 2017/2209 (INI) invitant les États membres à prendre des mesures appropriées, comprenant la garantie d'un financement public adapté, pour protéger et promouvoir le pluralisme, l'indépendance et la liberté du paysage médiatique au service d'une société démocratique, y compris l'indépendance et la pérennité des médias de service public et des médias associatifs, dont les médias communautaires, qui sont des éléments clés d'un environnement favorable à la garantie du droit fondamental à la liberté d'expression et d'information ;

- considérant que l'Unesco estime que les médias« à vocation communautaire » sont des garants du pluralisme des médias, de la diversité de leur contenu et de la représentation de divers intérêts et groupes sociaux ;

- considérant que les médias citoyens permettent d'instaurer un libre dialogue et offrent une tribune aux sans-voix ;

- considérant qu'ils ont pour fondements les principes de la prise de parole publique et de la mise en commun des expériences et de l'information ;

- considérant la vocation des médias citoyens à contribuer au pluralisme des médias, des sources d'information, et de la représentation de divers intérêts et groupes sociaux ;

- considérant l'apport des médias citoyens à l'éducation aux médias ainsi qu'à l'inclusion et la cohésion sociale ;

- considérant la priorité qu'accorde le Gouvernement au pluralisme des médias ;

- considérant la mission spécifique des médias citoyens ;

- considérant que les médias citoyens n'ont pas leur place dans une loi régissant les médias traditionnels,

invite le Gouvernement

- à créer un cadre légal spécifique pour les médias citoyens qui promeut le développement des médias citoyens au Luxembourg.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

6. Question élargie n° 82 de M. André Bauler relative à la responsabilisation des acteurs intervenant dans les chaînes de production les plus diverses

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut ass déi erweidert Fro Nummer 82 vum Här André Bauler iwwert d'Verantwortung vun den Acteuren an de verschiddene Produktiounsketten, déi do intervenéieren. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här André Bauler Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif alleguer, den 12. Februar 2021 huet déi däitsch Bundesregierung ugekënnegt, datt se e sougenannt „Lieferkettengesetz" op den Instanzewee schécke wéilt.

Den Zweck vun dësem Gesetz ass et, fir e sougenannten Devoir de vigilance anzeféieren. Méi genee heescht dat, datt d'Betriber méi staark an d'Verantwortung geholl ginn, andeems se verflicht ginn, opzepassen, datt d'Mënscherechter an déi sozial Rechter an hirer oder hire Liwwerkette respektéiert ginn.

Déi däitsch Entreprisë sollen also dozou verflicht ginn, sécherzestellen, datt virun allem d'Aarbechtsbedingunge respektéiert ginn, an zwar net nëmmen déi vun hiren eegene Mataarbechter, mee awer och d'Rechter vun de Leit, déi bei hiren direkten Zouliwwerer schaffen. An datt op dësem Plang Handlungsbedarf besteet, dat wësse mer scho laang. Denke mer nëmmen un de schëtzegen Ofbau vun Holz an der Amazonasregioun oder och nach un déi mënschenonwierdeg Zoustänn an de Kobaltminnen am Kongo. Nach viru Kuerzem huet déi ëffentlechrechtlech däitsch Televisiounschaîne ZDF, déi en exzellente Ruff an der Mediewelt genéisst, eng äusserst nodenklech Dokumentatioun ënnert ënnert dem Titel „Saubere Autos, schmutzige Batterien - Kobaltabbau im Kongo" gewisen.

Wien een Elektroauto keeft, wëllt jo u sech e gudden Auto kafen, mierkt dann awer, datt duerfir Kobalt gebraucht gëtt. Den ZDF schreift op senger Homepage an der Virstellung vum Dokumentatiounsfilm: „Das menschliche Leid, das im Abbau dieses begehrten Rohstoffes steckt, ist den wenigsten bekannt. Der Film zeigt das Bemühen der europäischen Autoindustrie, saubere Lieferketten nachzuweisen, und dokumentiert in den Kobalt-Minen im Kongo, dass das unmöglich ist."

Iwwregens schreift de Mouvéco am Februar: „Ein E-Fahrzeug ist nicht per se positiv. Ein zu schweres Fahrzeug reduziert z. B. die Energieeffizienz und fordert zugleich einen erhöhten Ressourceneinsatz, so dass die Ökobilanz bei diesen Fahrzeugen weitaus weniger positiv ausfällt", sou de Mouvement écologique.

Komme mer zu de Liwwerketten zréck: Hei zu Lëtzebuerg appelléieren zanter enger Rei Joren och scho verschidden ONGen, Gewerkschaften, awer och Deputéiert wéi eise Kolleeg Gusty Graas, fir en Devoir de vigilance anzeféieren. Ech wëll do virun allem seng Ried iwwert d'Kooperatioun vun 2019 ernimmen, an där hien e Plädoyer an dësem Sënn gemaach huet an ënner anerem op d'Aarbechten um Niveau vun der UNO an awer och op d'Regierungserklärung hei zu Lëtzebuerg agaange war.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Här Wirtschafts- a Kooperatiounsminister follgend Froe stellen:

Kann den Här Minister eis en Iwwerbléck iwwert d'Beméiunge ginn, déi zu Lëtzebuerg vun de verschiddene Wirtschaftsacteuren am Hibléck op d'Anhale vun de Mënschen- a Sozialrechter an de Liwwerkette vun eise Betriber ënnerholl ginn? Kann den Här Minister Beispiller vu Lëtzebuerger Betriber nennen, déi sech un dëse Beméiunge bedeelegen?

Ass den Här Minister der Usiicht, datt et wënschenswäert wier, jo, souguer noutwendeg, fir iwwer generell Prinzippien an dësem Kontext nozedenken, déi zu Lëtzebuerg an dësem Beräich agehale missten oder kéinte ginn? Wa jo, wier de Minister souguer der Meenung, datt eng änlech gesetzlech Basis ausgeschafft sollt gi wéi déi, déi an Däitschland kierzlech vum Aarbechtsminister, vum Wirtschaftsminister a vum Kooperatiounsminister ugekënnegt gouf? Änlech Gesetzer gëtt et mëttlerweil jo och, wéi ech opmierksam gemaach gi sinn, an den Niederlanden - an „Holland", wéi mir Lëtzebuerger soen - an a Frankräich. Wat wieren d'Opportunitéiten, awer och d'Grenze vun esou enger Approche?

Ech soen dem Här Minister villmools Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här André Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschafts- a Kooperatiounsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Och merci dem Änder Bauler fir déi Fro hei zu engem Theema, dat mer effektiv ganz besonnesch um Häerz läit, an dat souwuel mat menger Kap als Wirtschaftsminister wéi och als Kooperatiounsminister.

Vläicht als Introduktioun zu der éischter Fro - Wat fir Efforte gi gemaach hei zu Lëtzebuerg vun den Acteuren aus der Ekonomie, mee awer och vun der Regierung, fir an deem Beräich vum Devoir de vigilance do weiderzekommen? -, do kann ech vläicht drun erënneren, dass et do e Comité interministériel gëtt ënnert dem Leadership vum Ausseministère, dee säit enger Partie Joren all déi Efforten do koordinéiert an där Matière, souwuel um Niveau vun der Regierung, mee och an Zesummenaarbecht mat den ONGen, mat der Zivillgesellschaft, mat de Gewerkschaften, déi, wéi Der richteg erënnert hutt, jo effektiv ganz aktiv sinn an deem Beräich vun de Mënscherechter an de Liwwerketten.

Dat ass e Kommitee, deen bis elo zwee Plans d'action nationaux ausgeschafft huet. Den éischte Plan d'action national, deen ass vun 2018, an en zweete Plan d'action national ass Enn Dezember 2019 adoptéiert ginn. De Contenu kënnt Der um Site vum Ausseministère consultéieren. Do gëtt et och en dediéierten Internetsite, deen all déi Evenementer rekapituléiert, déi do stattfonnt hunn an deem Kontext.

Dat Ganzt ass natierlech ausgaange vun de Principes directeurs vun der UNO, vum Haut-Commissariat aux droits de l'homme vun der UNO vun 2011, jo, deemools a Reaktioun op eng Partie Skandaler, wéi déi vun de Bhopal-Gasminen am Bhopal, mee och den Nike-Konditiounen, vun der Kanneraarbecht aus den 90er-Joren, an doropshi goufen u sech déi Principe-directeuren do adoptéiert.

Déi Principe-directeure vun 2011 ginn, wéi gesot, vun der Regierung ënnert der Koordinatioun vun deem Comité interministériel ëmgesat. Ech mengen, et géif eis ze wäit féieren, fir elo hei wierklech am Detail op dee Plan d'action national anzegoen, op déi zwee, mee do sinn eng ganz Rei Saachen dran, eng ganz Rei Aktiounen, sief et an der Sensibilisatioun, sief et och an de Formatiounen, mee awer och natierlech, wéi déi Prinzippien do konkreet an den Entreprisë sollen ugewannt ginn. Do sinn effektiv Efforts de sensibilisation gemaach ginn, Konferenze sinn organiséiert ginn, souwuel vum Ausseministère wéi och vum Wirtschaftsministère, zweemol am Joer 2019.

Ech konnt och rezent, zesumme mam INDR (ndlr: Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises) - dee jo den Organismus ass bei der UEL, dee sech ëm déi ganz ESR bekëmmert, Entreprise socialement responsable - viru Kuerzem am Oktober 2020 den neie Guide presentéieren, den neie Guide ESR vum INDR. Deen ass zesumme mat den Haaptacteuren am Beräich vun der RSE (ndlr: Responsabilité sociale des entreprises) developpéiert ginn an ass wierklech e formidabelt Instrument, dat den Entreprisen och wierklech hëlleft, sech fit ze maache par rapport zu hiren Obligatiounen am Beräich vun deem Devoir de vigilance, an eeben och méi resilient ze ginn an all déi ganz gesellschaftlech an och ëmweltlech Attenten do besser ze geréieren.

An ech kann lech soen - well ech och diskutéiert hu mam INDR an och ëmmer erëm mam UEL doriwwer diskutéieren -, dass dat wierklech eppes ass, wou d'Entreprisen haut ëmmer méi sensibel drop sinn, an dass et net méi just drëm geet, fir e bëssen, jo, Mënscherechtsfassadismus ze maachen, mee dass et wierklech drëm geet, all déi Prinzippien do an hir Entreprisen ze integréieren am Beräich vun de Mënscherechter, mee och am Beräich vun de Sozialrechter vun hire Kollaborateuren.

Et gëtt och do e Pacte national „Entreprises et droits de l'homme", deen amgaangen ass, do en place gesat ze ginn, wou Entrepreneuren an Dirigeantë vun Entreprisë sech engagéieren - allerdéngs natierlech ëmmer nach op enger volontairer Base, mee sech ëmmerhin engagéieren -, fir d'Mënscherechter respektéieren ze doen op all Niveau vun hire Chaîne-de-valeuren an der Produktioun vun hirem Betrib.

Mir hunn och, mengen ech ... Fir komplett ze sinn, muss een och nach eng Kéier déi Etüd mentionéiere vun der Dokter Başak Bağlayan vun der Uni Lëtzebuerg, déi do eng Etüd geschriwwen huet, „Mapping the Business and Human Rights Landscape in Luxembourg", déi am Oktober 2019 verëffentlecht ginn ass an déi och disponibel ass um Site vun der Regierung a vun der Uni. An Dir wësst, dass do och eng zweet Etüd amgaangen ass - ech kommen do nach eng Kéier kuerz zum Schluss drop ze schwätzen, fir eeben och méi spezifesch iwwert d'Opportunitéit vun enger Lëtzebuerger Legislatioun nozedenken.

Är zweet Fro, Här Bauler, ass u sech, ob ech do e puer Beispiller ka gi vun Entreprisen, déi an där Demarche engagéiert sinn. Bon, Dir verstitt, dass ech lech elo keng Beispiller vun eenzelnen Entreprisë ka ginn. Ech kann lech just soen: Zum Beispill eis Lëtzebuerger Post, bei där ech gëschter nach war, huet eng ganz déifgräifend RSE bei sech am Betrib, eng Strategie RSE, déi wierklech an all Beräicher erageet, sief et d'Formatioun vun hire Mataarbechter, awer och den Dateschutz, wéi natierlech och den Environnement an d'Bestriewung, CO_2-neutral ze ginn. An dat ass ee Beispill vun enger grousser Lëtzebuerger Entreprise, déi wierklech déi Prinzippien do interioriséiert huet an elo och op all Niveau applizéiert.

Beim INDR, Dir wësst, dass et do e Label ESR gëtt, dee vun der UEL a vum INDR attribuéiert gëtt. Do gëtt et eng 194 Entreprisen, déi deen elo schonn hunn. Ech weess, dass et do ganz vill méi Entreprisë gëtt, déi do Formatioune mathuelen, déi an där Demarche do dra sinn, déi de Label u sech nach net tel quel hunn, mee déi wierklech och amgaange sinn, sech ze engagéieren, fir dee Label do ze kréien oder fir op d'mannst och ëmmer méi déi Principe-directeuren vun der UNO, awer och vun der

OCDE ze applizéieren an all Beräich vun hirer Produktioun.

Dir frot dann, ob et recommandabel wär, voire indispensabel, fir esou Leitprinzippien och zu Lëtzebuerg anzeféieren. D'Äntwert ass ganz kloer: jo! Dat steet bei eis am Regierungsprogramm. Mir si mat deene Plans d'action nationaux amgaangen, dat ze maachen. Mee et geet hei wierklech drëm, dat och ëmmer méi bei eisen Entreprisen unzewennen, an dofir maache mer dat souwuel am Ausseministère, wéi och am Wirtschaftsministère.

Ech géif och gären drun erënneren, dass mer eng Partie Entreprisen hunn, déi elo deemnächst och ënnert dat europäescht Reglement vun dem Minerai aus Konfliktzone fale wäerten. Dat ass e Reglement, dat elo deemnächst en vigueur trëtt. An do kënnt och e Gesetz, dat ënnerwee ass, dat elo am Februar 2021 vum Regierungsrot guttgeheescht ginn ass, dat justement dat europäescht Reglement do preziséiert an och eng Partie Sanktiounen do instauréiert, fir dass dat Reglement och wierklech respektéiert gëtt.

Ech géif och gären drun erënneren, dass mer e Point de contact national hu fir d'OCDE, wou och eng Partie Plainten traitéiert goufen, déi Lëtzebuerg betreffen. Dat ass e Point de contact national, dee bei mir am Wirtschaftsministère ass an dee chargéiert ass, fir justement och déi Mise en œuvre vun deene Leitprinzippie vun der OCDE ze maachen um Niveau vun de multinationalen Entreprisen, déi bei eis zu Lëtzebuerg aktiv sinn.

Dee PCN, dee mécht eng formidabel Aarbecht. An do kann een och soen, dass dee viru Kuerzem en exzellent Resultat hat, well mer eng Entreprise hunn, eng Holding hei zu Lëtzebuerg, déi aktiv ass am Beräich vun de Minnen, vum Mining, an do ass duerch d'Hëllef vun deem PCN eng Interventioun gemaach ginn an eng Mediatioun erreecht ginn zwëschent dem Patronat an de Gewerkschaften, déi dozou geféiert huet, dass eng Filial vun deem Grupp vun där Lëtzebuerger Gesellschaft am Guatemala 2020 eng éischte Kéier e Kollektivvertrag gemaach huet an doduerch och d'Rechter vun de lokalen Aarbechter ganz considerabel verbessert huet.

Dir frot dann, ob mer zu Lëtzebuerg der Meenung sinn oder ob d'Regierung der Meenung ass, dass hei misst eng national Legislatioun kommen. Ech sot dat schonn, et ass eng weider Etüd commandéiert gi bei der Dokter Bağlayan, déi elo fir de Moment en cours ass - wéi gesot, do ass eeben den Ausseministère am Lead -, an déi soll studéieren, ob et opportun ass fir eng national Lëtzebuerger Legislatioun, à l'instar vun deem, wat et zum Beispill a Frankräich gëtt, déi do Virreider waren, mee awer och vun deem, wat elo an Däitschland ënnerwee ass, ob dat hei zu Lëtzebuerg och opportun wär, fir d'Mënscherechtsleitlinie besser ëmzesetzen.

Déi Etüd, wéi gesot, ass en cours. Déi wäert awer och ganz kloer kucken, wat um europäeschen Niveau ënnerwee ass. Dir wësst, dass de Kommissär Reynders sech am Abrëll d'lescht Joer engagéiert huet, fir do mat engem europäeschen Text ze kommen, mat enger Direktiv. A mir erwaarden, dass déi elo am Juni dëst Joer geliwwert gëtt, dat heescht, dass do eng Direktiv am Beräich vun den Devoirs de vigilance fir europäesch Entreprisen soll kommen.

An ech muss Iech éierlech soen … Ech kennen och déi Demande vun der Zivillgesellschaft, vun den ONGen, vun de Gewerkschaften, vu dass mer zu Lëtzebuerg eng eege Legislatioun hunn. Ech muss Iech awer éierlech soen, dass ech do d'Opportunitéit net gesinn. Mir sollten op deen europäeschen Text waarden, deen elo do kënnt. Mir bréngen eis och do aktiv an déi Diskussiounen an, fir dass deen och esou ass, wéi mer eis dat virstellen. An da solle mer deen op eng offensiv a komplett Aart a Weis hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen.

Ech gesinn eis och elo net, eisen eegenen Text hei bis Juni 2021 accouchéieren. Dat ass net realistesch! Dat heescht, ech mengen, mir sollten dorobber waarden, wat awer net excluéiert, dass mer alleguerten hei zesummen, och mat der Chamber, driwwer nodenken, wat fir eng Konturen esou en Text an och eng Lëtzebuerger Transpositioun sollt huelen.

En attendant - Här President, ech weess, dass ech iwwert d'Zäit sinn, ech halen och domadder op - wëll ech Iech awer och nach soen, dass mer elo net dorobber gewaart hunn, dass mer am Wirtschaftsministère, awer och an der Kooperatioun eng Clause „Devoir de vigilance" an eisen Aideninstrumenter ageféiert hunn, awer och an all eise Kontrakten an der Kooperatioun mat dem Privatsecteur, wéi zum Beispill an eiser Business-Partnership-Facility, wou d'Entreprisë sech obligéieren, sech verflichten, fir d'Mënscherechter an hire Liwwerketten op all Niveau ze respektéieren. Dat ass en Devoir de vigilance, deen et elo scho gëtt, eng Obligation de moyens, déi mer hunn a wou d'Entreprisë sech engagéieren. Ech mengen, dat ass schonn e ganz bedeitende Schrëtt, fir dat och an der Realitéit vun eisen Entreprisë weiderzebréngen. Voilà, merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Fayot.

7. Question élargie n° 83 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'économie créative

Den zweete Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass déi erweidert Fro Nummer 83 vum Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vun der Kreativwirtschaft. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci nach eemol. Léif alleguer, Här Mëttelstandsminister an dësem Fall, fir unzefänke géif ech nach eemol u meng Question élargie iwwert d'Beruffsprofiller vun der Kreativwirtschaft erënneren, déi ech am Joer 2017 un den deemolegen Aarbechtsminister, den Nicolas Schmit, gestallt hat. A senger Äntwert hat de Minister erkläert, datt d'Kreativwirtschaft hei zu Lëtzebuerg méi eng wichteg Roll géif spille wéi an anere Länner.

2015 hunn effektiv méi wéi 7.000 Leit an dësem Secteur geschafft, also zirka 2 % vun der nationaler Aarbechtskraaft. D'Lëtzebuerger Kreativwirtschaft huet deemools eng Plus-value, e Méiwäert vu ronn 400 Milliounen Euro geschaf. Den Nicolas Schmit hat ausserdeem betount, datt dëse Secteur besonnesch vill héich qualifizéiert Leit ugezunn hätt, wat virun allem um grousse Potenzial vun den neien Technologië géif leien. Doriwwer eraus géif dëse Secteur och Aarbechtsplazen an anere Beräicher schafen.

Och an Zukunft muss d'Regierung weiderhin an d'Capacitéite vun der Économie créative investéieren a besonnesch déi jonk Entrepreneuren a Startuppen ënnerstëtzen.

E grousse Problem fir d'Acteure vun dëser Branche ass sécherlech de Manktem u bezuelbare Lokaler oder Produktiounshalen oder -entitéiten. Generell stelle mer fest, datt et zu Lëtzebuerg net genuch Terrainen an Infrastrukture fir industriell Aktivitéite gëtt. Déi héich Loyere stellen eng besonnesch grouss Barriär fir jonk Entrepreneuren a Startuppen duer a si erschwéieren de wirtschaftlechen Erfolleg vun hire Geschäftsiddien.

Am Regierungsprogramm hu mer eis fir eng Stäerkung vun der Lëtzebuerger Grënnerkultur engagéiert. An deem Kader wollt ech den Här Mëttelstandsminister froen - et ass nämlech esou, datt d'Attributioun vun der Économie créative ënner hie fält -: Als Éischt wéilt ech gäre wëssen, wéi sech dës Branchen - ech weess net, ob ee vu „Secteure" schwätze kann - an de leschten dräi Joer entwéckelt hunn. Wéi vill Leit schaffen de Moment an dësem Beräich? Wat ass de Méiwäert, deen duerch dës Branchë geschaaft gëtt?

Mam Hub 1535 gouf am Joer 2011 en éischte Site fir d'Acteure vun der Kreativwirtschaft opgemaach. Ech hunn en eng Kéier selwer däerfe besichen a mech vun der Dynamik vun deem Hub iwwerzeegen. D'Gemeng Déifferdeng hat deemools e ganz neit Konzept ausgeschafft, fir d'Aktivitéite vun dësem Secteur ze förderen.

D'Iddi vun dësem Projet war et, fir verschidde Lëtzebuerger Kënschtler, kreativ schaffend Leit ënnert engem Daach ze regroupéieren. Et wollt een eng dynamesch Communautéit förderen, wou sech déi verschidden Acteure kënne begéinen an austauschen, eng Plaz, wou all kreativ Schaffenden, all Kënschtler säin eegent Potenzial ausübe kann a gläichzäiteg vun aneren Acteure léiere kann.

Meng zweet Fro wär also: Ginn et aktuell nieft dësem Hub, dem Hub 1535 vun Déifferdeng, nach aner Standuerter, déi d'Aktivitéite vun der Kreativwirtschaft regroupéieren? A wéi enge Gemenge besteet nach Potenzial, fir esou Standuerter ze schafen? Huet de Ministère scho verschidden Terrainen oder Infrastrukture viséiert? Mat wéi enge Gemenge steet de Ministère a Kontakt, fir eventuell nei Raimlechkeeten ze fannen?

Meng drëtt Fro betrëfft d'Situatioun vun der Kreativwirtschaft wärend der Pandemie. Wat waren d'Auswierkunge vun der Kris op dëse Secteur? Wéi eng Acteure goufen am schlëmmste getraff? Wéi vill Aarbechtsplaze si bis ewell duerch d'Kris verluer gaangen? Wéi gesinn d'Previsioune fir déi nächst Méint aus?

De Kampf géint de Coronavirus huet awer och d'Kreativitéit an den Innovatiounsgeescht vu ville Mënschen ugereegt. D'Pandemie huet also indirekt eng Rëtsch nei Dieren an eiser Wirtschaft opgemaach. An deem Kontext wollt ech froen, ob de Mëttelstandsminister an nächster Zäit eng Entrevue, en Austausch mam Clustermanager geplangt huet, fir nei Opportunitéiten am Beräich vun der Économie créative auszemaachen.

Zu gudder Lescht wéilt ech nach gäre wëssen, ob de Minister eventuell mat der Uni Lëtzebuerg zesummeschafft, fir op déi Manéier der Kreativwirtschaft nei Impulser ze ginn.

Merci, Här Minister, fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här André Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Här President, loosst mech fir unzefänken dem Deputéierten André Bauler villmools Merci soe fir déi Fro, well et ass natierlech e ganz wichtegt Theema, dat scho säit ville Joren um Agenda net nëmme vun der Regierung steet, mee natierlech och vun der Europäescher Kommissioun, spéitstens wéi 2010 de „Livre vert" vun der Kommissioun publizéiert ginn ass, wou eebe grad emol déi Definitioune vun deene verschiddene Secteure gemaach gi sinn.

D'Regierung gëtt natierlech der Europäescher Kommissioun an dëse Punkte Recht a suivéiert dat och. An ech mengen, net méi spéit wéi am Januar 2017, wéi de Luxembourg Creative Industries Cluster gegrënnt ginn ass, ass domat den éischte Stee geluecht ginn, fir emol e Regroupement ze maache vun alleguerten deene verschiddenen Acteuren.

Eist Zil ass et, en nationale Cluster kënnen en place ze setzen, fir eebe grad d'Kreativwirtschaft ze definéieren a mat all senge Facetten och no bausse kënnen ze weisen. Et ginn zwielef grouss Aktivitéitssecteuren, zum Beispill d'Architektur, awer natierlech och d'digital Medien, den Artisanat, d'Konscht, d'Literatur. Also et gesäit een, dass et eng Panoplie vu verschiddene Secteure gëtt.

D'Ziler vum Luxembourg Creative Industries Cluster ass éischtens, d'Zesummenaarbecht vu senge Memberen ze verstäerken, also wierklech och ze weisen, wien alles mat do dran ass, a se mateneen ze vernetzen. Dir hutt et selwer an Ärer Froestellung gesot, dass et e ganz flotte Projet zu Déifferdeng gëtt, wou eebe grad och den Accent drop geluecht ginn ass, dass deen ee bei deem aneren an zesumme mat deem anere ka wuessen an eeben och direkt op deene richtege Plazen eng Adress fënnt, wou e sech ka weiderentwéckelen.

En zweet Zil ass natierlech d'Visibilitéit, d'Visibilitéit vum ganze Secteur, kënnen ze stäerken, dat iwwert dee Cluster hei, fir och do kënnen ze weisen, wat iwwerhaapt déi vill Facettë vun dësem Cluster sinn, an eeben och konkreet Servicer kënnen unzebidden, fir eeben d'Leit zesummenzebréngen, fir konkreet Servicer bei Workshoppen oder eeben e vereinfachten Echange zum Beispill mat deenen ëffentlechen Institutiounen kënnen ze hunn.

Ee vun deene wichtegste Projeten, un deenen se am Moment amgaange sinn ze schaffen, ass, eng national Datebank opzestellen, eng national Datebank, fir eeben op alleguer déi Froen, déi den Här Bauler och elo grad gestallt huet, eng kloer Äntwert ze ginn an och ëmmer erëm kënnen Analysen ze maachen.

Mir baséieren eis duerfir op d'Zuele vun 2019, wou mer also kucken: Wat gouf et 2019?, fir déi ganz national Datebank kënnen ze huelen. Dëse Mapping gëtt eebe grad zu dëser Zäit finaliséiert an an engem Mount misste mer do scho vill méi wëssen.

Déi statistesch Donnéeën, do kann ech awer elo scho verschidde Saachen eraushuelen: Et si ronn 2.200 Entreprisen, déi an dësem grousse Secteur an der Kreativwirtschaft aktiv sinn. An ech hunn virdrun d'Zuele vun Iech héieren, wou Der nach vu 7.000 Aarbechtsplaze geschwat hutt, mëttlerweil si mer op 13.000 Aarbechtsplazen, déi an d'Kreativindustrie falen. Also de Fakt ass, dass dëse Secteur en enorme Wuesstumspotenzial huet, deen et gëllt, och weiderzeentwéckelen a weider ze ënnerstëtzen, wat och eng vun de Prioritéiten ass.

Dir hutt d'Fro gestallt zum Hub 1535. Dat ass am Moment deen eenzegen a senger Aart, deen esou besteet, an der Gemeng Déifferdeng, wou och de Staat mat bedeelegt war. Tëschent 2017 an 2020 waren et eng ronn 9 Milliounen Euro, déi do vum Staat aus mat investéiert gi sinn, fir dee Projet kënnen ze realiséieren. Hei geet et eebe grad drëm, déi verschidden Acteuren an engem oppene Raum beieneenzebréngen.

Et gëtt awer nach eng Rëtsch privat Acteuren, déi dat hunn. Déi si verdeelt iwwert d'ganzt Land. Et gi ganz flott Beispiller, wou eebe grad gekuckt gëtt, nëmme mat der Kreativwirtschaft e ganzen Open Space, e ganze Konzept auszeschaffen.

Da gëtt et drëttens nach en Deel vu Projeten, wou d'Kreativwirtschaft keen exklusive Facteur ass, fir bei esou engem Projet kënne matzemaachen, mee wou et och een Deel dovu ka sinn. Et gesäit een also: Och do gëtt et eng Panoplie vu verschiddenen Angeboter, déi ee kann entgéinthuelen, wann een an dëse Secteure schafft.

Dir hutt dovu geschwat, dass et kéint problematesch sinn, fir Terrainen, Halen an esou weider ze fannen. An eebe grad duerfir ass et wichteg, dass de Staat do och seng Responsabilitéit hélt an e Suivi mécht. Mir sinn natierlech oppen, fir op Är Froe vun de Gemengen zréckzekommen, fir alleguerten d'Gemengen ze encouragéieren, esou Projeten ze maachen. Natierlech ginn et awer och eng Rëtsch vu Contrainten, déi een huet. Et geet net duer, einfach 20 Meterkaree dohinnerzestellen an ze soen: „Esou, elo maache mer et!" Do muss e ganzt Konzept hannendru sinn, wou mer awer ganz frou sinn, dass mer dat och kënne begleeden - begleeden, andeem een Etüde ka maachen, begleeden, andeem een och Best Practices vun anere Plaze kuckt, fir eebe grad déi Beräicherung, déi esou en Hub ka sinn ..., an et ass eng Beräicherung net nëmme fir eng Gemeng, mee fir eng ganz Regioun.

An ech mengen, dat bescht Beispill ass hei Déifferdeng oder och nach aner privat Acteuren, déi an dësem Beräich schaffen, wat et wierklech fir eng Unzuel vu Facettë mat sech bréngt, fir déi ganz Creative Industries hei kënnen ze stäerken, a wat dat alles mat sech bréngt vu Vernetzungen, wat ganz interessant ass.

E wichtege Volet dobäi ass awer och, dass mer dat Ganzt méi public maachen an och weisen, wat dat alles mécht. Ech hat nach virun e puer Méint eng Entrevue, wou mer eebe just doriwwer geschwat hunn, fir eeben ze kucken: Wou kann ee sech mellen, wann een esou Saache brauch? Well ganz oft wëssen och ëffentlech Träger net direkt, dass et esou Saache gëtt. Duerfir ass et wichteg, och do méi Presenz ze weisen, ze weisen, dass mer ganz aktiv Entreprisen an deem Beräich hunn.

Dir hutt d'Fro gestallt, wéi touchéiert de ganze Secteur vun der Pandemie ass, mee et ass esou, dass een och do tëschent zwee Cas-de-figuren trenne kann. Dat eent, dat sinn déi, déi eebe scho méi an der Digitaliséierung aktiv sinn, déi spieren d'Kris natierlech vill manner, voire konnten sech do och weiderentwéckelen. An natierlech gëtt et awer och en aneren Deel, dat sinn d'Verléierer, déi eeben am Evenementiel sinn, an de Performing Arts, déi sinn natierlech ganz staark heivun impaktéiert.

Dir hutt d'Fro vun zukünftegen Entrevuë gestallt. Et ass esou, dass mer am Mëttelstand eng Persoun hunn, déi responsabel ass, fir dee Lien ze maachen. Déi sinn a stännegem Kontakt, sief et a Reuniounen, Telefonen, Mailechangen, déi se natierlech déi ganzen Zäit hunn, fir och do en enke Suivi kënnen ze maachen an och weider kënnen drun ze schaffen a virunzekommen, well, wéi gesot, et ass e ganze Secteur mat engem ganz staarke Potentiel de croissance, fir kënne weiderzekommen.

Et war en Dag geplangt am éischte Quartal 2020, fir och nach eng Kéier de Grand public mat no baussen ze bréngen, fir och do nei Vernetzunge kënnen ze maache mat Workshoppen, mat ganz villen anere Saachen. Dat war, wéi gesot, 2020. Dat ass leider an d'Waasser gefall. Mir sinn awer natierlech do amgaangen ze kucken, a soubal wéi mer et erëm kënnen organiséieren, et och ënner enger anerer Aart a Weis kënnen organiséieren, wäerte mer dat natierlech maachen. Mee ech mengen, et ass ganz wichteg, besonnesch an deem heite Beräich, dass een och konkreet gesäit ... Dir hutt selwer vun Ärer Erfarung geschwat, wéi Der zu Déifferdeng waart, déi Iech markéiert huet. Do gesäit een also, dass et wichteg ass, och wierklech kënnen ze gesinn, wat do geschitt, wéi villfälteg dee ganze Volet ass. Duerfir kann ech och just jiddwereen invitéieren, eng Kéier dohinner ze goen, d'nämmlecht wéi awer och op all déi aner Plazen.

D'Zesummenaarbecht mat der Universitéit ass eng Méiglechkeet, där ee sech net soll verschléissen, wou ee muss kucken, wat dat konkreet ka sinn a wéi wäit een do ka goen.

Mee ech mengen, ënnert dem Stréch kann ee soen, dass mer frou sinn, dass mer dee ganze Volet an der Ekonomie hei zu Lëtzebuerg hunn, dee sech och ganz gutt weiderentwéckelt, an ech si mer sécher, dass dat och eng gutt Zukunft wäert hunn.

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

8. Question élargie n° 84 de Mme Francine Closener au sujet de l'avenir du secteur touristique

Den nächste Punkt vum Ordre du jour de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 84 vun der Madamm Francine Closener iwwert d'Zukunft vun der Tourismusbranche. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, zanter engem Joer bestëmmt d'Pandemie eist Liewen, a mat am häertste betraff ware vun Ufank un a si bis haut den Tourismussecteur an déi Zéngdausende Leit, déi an den Hotellen, Campingen, Restauranten an esou weider schaffe respektiv am Moment net kënne schaffen.

Fir deem ganzen Tourismusberäich, deen ëmmerhin an normalen Zäiten ëm déi 8 % vun eisem PIB generéiert, fir also de Leit an de Betriber am Tourismus ze hëllefen, huet d'Regierung bekanntlech eng ganz Rei Moossnamen en place gesat: de Chômage partiel notamment, d'Hëllefe fir d'PMEen - woubäi mer

jo iwwermuer heibannen erëm nei zousätzlech Hëllefe wäerte stëmmen -, an natierlech, och fir déi nach ze ernimmen, d'50-Euro-Bongen-Aktioun, déi de Leit d'Vakanz heiheem méi schmackhaft gemaach huet. Dat alles begréissen ech ausdrécklech an ech géif et och gutt fannen, wann déi Campagne vun de 50 Euro nach eng Kéier kéint verlängert ginn.

D'Hëllef an der Nout ass dat Eent, d'Strategie fir d'Zukunft awer, dat ass eppes aneres. Erlaabt mer kuerz, e puer fundamental Problemer opzezeechnen.

Ouni Investissementer an Innovatioune geet et net, scho guer net am Tourismus, sief et fir eng nei Terrass, fir Kichenapparater, vläicht fir de Wellness oder fir de Betrib ze digitaliséieren, dat alles ass ee Must, dat ass net just „nice to have". Mee vill Moderniséierungspläng leien elo op Äis. D'Reserve si fort oder op d'mannst ugeknabbert. Ob et duergeet, fir iwwerhaapt nees ze investéieren, ass einfach ongewëss. Och d'Gemenge wäerte sech et zweemol iwwerleeën, woufir se no der Kris Suen ausginn.

Doriwwer eraus, an dat onofhängeg vum Virus, huet de Secteur et mat engem dramateschen Hotelsstierwen ze dinn, besonnesch um Land. Dat gëtt vu Joer zu Joer méi akut. Goufen et viru 25 Joer am Éislek nach 127 Hotellen, sinn et der haut manner wéi d'Hallschent. Am Mëllerdall goung d'Zuel souguer zréck vun 78 op haut grad emol 28 Hotellen.

Eng rezent Etüd vum LEADER (ndlr: Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale) huet déi alarmant Tendenz am Mëllerdall confirméiert: Iwwer 70 % vun den Hotelieren a Campingbesëtzer mussen an den nächste véier bis fënnef Joer e Successeur fannen - méi wéi 70 %, dat ass enorm! A wa se kee fannen? Eng Destinatioun ass ëmmer nëmmen esou attraktiv wéi hir Offer a puncto Hotellen an aner Hebergementer. Dat ass kee Geheimnis. D'Zäit leeft!

En drëtte Risikofacteur fir den Tourismus: Ganz, ganz vill vun eisen touristeschen Attraktioune gi vun ASBLe geréiert an um Liewe gehale vun engagéierte Benevollen. Si maache wierklech eng fantastesch Aarbecht, mee et ass hei net anescht wéi a ville Sportsveräiner a Kulturveräiner: Et ass ganz schwéier, fir genuch Leit ze fannen, déi sech an hirer Fräizäit wëllen engagéieren.

An dann nach eng weider Suerg ass sonner Zweifel de Business- a Kongresstourismus, dee staark leit. D'Warscheinlechkeet ass grouss, dass digital Kongresser, virtuell Foiren a Webinare fir vill Entreprisen a Federatiounen och no der Pandemie nach eng Realitéit sinn - vläicht manner flott, awer och manner zäit- a manner käschtenintensiv. Et ass net onbedéngt eng optimal Ausgangsbasis fir den nach neien nationale Convention Bureau.

Bref, den Tourismus zu Lëtzebuerg, dee wärend ville Joren ëmmer nei Rekordzuele geschriwwen huet an de Wand am Réck hat, riskéiert, nom desastréise Stuerm vun der Pandemie net méi vun der Plaz ze kommen duerch konjunkturell a strukturell Problemer. Duerfir brauch een elo kloer Visiounen an och determinéiert Aktiounen.

An deem Sënn erlaben ech mer, dem Tourismus- a Mëttelstandsminister e puer Froen ze stellen:

Wéi ass den Tëschebilan vum aktuelle Plan quinquennal, dem Haaptinstrument, fir touristesch Infrastrukturen ze subventionéieren? Dee Plang war 2018 mat 60 Milliounen Euro dotéiert ginn. D'Projeten, déi deemools vu Gemengen, Syndicaten an ASBLe geplangt waren, ginn déi effektiv realiséiert oder éischter net?

Wéi gesäit et mat der Professionaliséierung vum Personal aus an domadder mam Iwwerliewe vun enger Rei vun touristeschen Attraktiounen?

Wéi een Impakt huet d'Pandemie op d'Tourismusstrategie 2022? Komme strateegesch Changementer, fir den Tourismus unzekuerbelen?

Wat sinn dem Minister seng Pläng, fir d'Hotelsstierwen um Land ze bremsen? Gëtt et e konkreet Konzept fir nei Zorte vun Hebergementer? An ënnerstëtzt de Minister Formulle wéi Airbnb zum Beispill, déi d'Hotellerie jo dacks als onfair Konkurrenz gesäit?

A finalement: Wat huet de Minister wëlles am Beräich vum Kongresstourismus? Bleift den Ausbau vum sougenannte MICE (ndlr: Meetings, Incentives, Conventions, Events) ee vun de groussen Ziler vun der Tourismuspolitik? Oder muss do konsequent ëmgeduecht ginn?

Här President, vill Leit hei am Land hunn d'lescht Joer fir d'éischte Kéier iwwerhaapt emol Lëtzebuerg als Touristendestinatioun entdeckt, d'Schéinheet vun der Natur, d'Wanderweeër, d'Vëlospisten, eis kulturell Tresoren. Dat ass formidabel! An ech hoffen, déi Begeeschterung bleift och no der Pandemie nach bestoen. Mee ob et lokal oder international Clientë sinn, déi hoffentlech geschwënn erëm kënnen kommen, d'Usprëch sinn héich un d'Hotellen, d'Campingen, d'Attraktiounen. D'Konkurrenz, regional an international, ass grouss a jidderee gammst no Clienten.

Mir sinn eis a mir si virun allem och deene ville Leit am Secteur, de Betriber, de Salariéen an de Benevollen, et schëlleg, den Tourismus och no der Pandemie net am Stach ze loossen. Den Tourismus war e ganz wichtege Pilier vun eiser Ekonomie an e muss et séier erëm ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Tourismusminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme*.- Merci villmools, Här President. Loosst mech fir unzefänken der Madamm Closener villmools Merci soe fir dës Fro oder dës Froen. Ech hu probéiert, se esou séier wéi méiglech mat ze notéieren. Ech krut se net alleguerten opgeschriwwen. Duerfir sot mer just, wann ech op déi eng oder aner net geäntwert hunn. Ech mengen, an zéng Minutte gëtt et schwéier.

Ech mengen, net méi spéit wéi haut de Moie sinn Zuelen erauskomm vun Eurostat. En tout cas hunn ech se elo, wéi ech heihinnerkomm sinn, gelies: Minus 47,5 % an den Nuitéen zu Lëtzebuerg weist, dass d'Pandemie natierlech ganz staark och zu Lëtzebuerg an den Iwwernuechtungen ageschloen huet.

Lëtzebuerg huet eng Panoplie vun Aidë fir de ganze Secteur opgestallt. Dir hutt der e puer ugeschwat, sief et de Chômage partiel, d'Aide-directen, déi Prêten, sief et awer natierlech och - ganz interessant - de 50-Euro-Bong. De 50-Euro-Bong, deen nach bis den 18. Abrëll valabel ass - op den Dag vun haut si ronn 107.000 Bongen ageléist ginn -, ass natierlech ee Volet, dass een de Client erëm zréckbréngt an d'Regiounen. Mee et sinn dräi Haaptziler, déi dëse Bong hat: Éischtens, fir kuerzfristeg natierlech direkt de Betriber kënnen ze hëllefen, direkt och d'Nuitéen erëm kënnen ze generéieren, well dat natierlech mat deem 50-Euro-Bong en Incentive ass fir de Client, sief et de Frontalier oder de Resident, fir och hei zu Lëtzebuerg Vakanz kënne ze maachen. Dat ass e Budget vu ronn 5,35 Milliounen, déi op den Dag vun haut direkt an de Secteur gefloss sinn nëmmen iwwert déi Bongen, kuerzfristeg also, fir d'Zëmmeren ze beleeën; mëttelfristeg awer, fir dass een deem anere seet: „Majo, ech war do. Géi emol dohinner kucken!"; a laangfristeg, fir dass de Client dëst Joer oder d'nächst Joer och erëm zréckgeet.

An ech mengen, dass mer dat awer erreecht hu mat deem 50-Euro-Bong, well ech hunn nach ni esou vill héiere schwätzen iwwert déi flott Regioun, iwwert déi flott Hoteller, déi flott Méiglechkeeten, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Duerfir géif ech just a mengen Äntwerten e vill méi e positiivt Bild dohinnerstellen, well ech nämlech mengen, dass déi Kris hei och Opportunitéite mat sech bruecht huet, Opportunitéiten, fir Lëtzebuerg, och als Resident oder als Frontalier, als touristesch Destinatioun kënnen ze gesinn an och emol ganz flott Momenter do kënnen ze verbréngen.

Ech mengen, d'Campagne „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz" ... Majo, Lëtzebuerg, dat ass Vakanz! An dat, mengen ech, huet een och 2020 gesinn an et wäert een et och 2021 nach erliewen.

Et huet een natierlech, besonnesch bei de Bongen, am Fong de Contraire gesinn vun deem, wat mer an normalen Zäiten hunn - dass d'Hotellerie an der Stad vill méi staark beluecht ass wéi d'Hotellerie am ländleche Raum ... Wärend der Bongenaktioun war et am Fong de Contraire: D'Bonge si vill méi am ländleche Raum ageléist ginn, wéi se an der Stad ageléist gi sinn. Dat huet natierlech och domat ze dinn, dass déi Regioune scho vill méi laang vun engem Leisure-Tourismus liewen a sech scho vill méi laang an deene Beräicher positionéieren. Nietdestotrotz sinn och Bongen an der Stad a ronderëm ageléist ginn. Mee et muss een awer dozou soen, dass et wichteg ass, Dir hutt de MICE-Tourismus ugeschwat, dass mer eis och do an Zukunft wäerte verstäerken.

Natierlech, 2020 huet mat sech bruecht, dass den nei gegrënnten LCB, Luxembourg Convention Bureau, net konnt esou effektiv schaffen, wéi en dat hätt kënnen an normalen Zäite maachen, fir och Presenz ze weisen. Mee ganz wichteg awer: déi Aarbecht, déi se gemaach hunn, fir awer eng Après-crise ze preparéieren an an enger Après-crise mat deene verschidden Acteuren zesummenzeschaffen an och do awer Kongresser uschwätzen ze kënnen, déi an Zukunft op Lëtzebuerg komme kënnen.

Ech mengen, den Héichpunkt vum nei gegrënnten LCB mam MICE-Tourismus eebe grad zu Lëtzebuerg ass den ICCA-Kongress. Den internationalen ICCA-Kongress, deen 2020 zu Lëtzebuerg de European Hub hat, weist jo och, dass et e Standuert ass, wou de MICE-Tourismus kann a soll fonctionéieren. Mee d'Reprise vum Businesstourismus wäert méi lues sinn oder aneschters sinn. Si sinn „the first in", dat heescht, Problemer sinn do schonn am November, Dezember ugaangen a wäerten direkt no der Kris och net erëm ophalen, well et gëtt déi ganz Digitaliséierung. Mee och do si mer amgaangen, eis mam LCB opzestellen, sief et mat deenen Hybrid-Meetingen, sief et awer natierlech och mat deene formidabelen Infrastrukturen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, fir d'Digitaliséierung och kënnen ze suivéieren.

Et geet haut net duer, op engem Kongress zwou Kameraen dohinnerzestellen an ze soen: „Majo, de Reseau wäert halen!" Nee de Reseau muss halen, och wa 50 Kameraen do stinn, déi matenee verlinkt sinn. Do si mer gutt positionéiert an ech mengen, dat muss een och eng Kéier kënne soen.

Natierlech ass e ganz wichtege Volet d'Digitaliséierung, op déi mer nach méi Wäert geluecht hunn, d'Digitaliséierung an deenen eenzelne Betriber, wou mer e ganz neie Fit-4-Digital-Package gemaach hunn, fir do och deem ganz klenge Betrib d'Digitaliséierung kënnen ze erméiglechen. Wa mer eis hei géifen d'Fro stellen: Wat ass d'Digitaliséierung an der Hotellerie?, do ass et fir déi eng, dass Drone ronderëmfléien a Biller weisen, a fir déi aner ass et einfach nëmmen en Internetsite fir en Hotel kënnen ze hunn.

Duerfir muss een d'Entreprisen do ofhuelen, wou se sinn. Duerfir de Fit-4-Digital-Package, fir dass ee se och wierklech ka mat der Hand huelen a fir dass se och konkreet eppes dohinnergeluecht kréien, an net nëmme e Fit-4-Digital, eng Analys, 360 Grad, wou een duerno gesäit ..., wou een de Consultant do stoen huet an awer konkreet näischt dobäi erauskënnt. Duerfir eeben nach grad déi Erweiderung dovun.

Natierlech, déi virtuell Visitten: e ganz wichtegen Deel. Et huet een och gesinn, dass de „Guide for one day" an enger digitaler Versioun dëst Joer e ganz grousse Succès hat, deen och wäert weider fonctionéieren.

Mee Dir hutt et och ugeschwat: Ee vun den Haaptpiliere vum Tourismus zu Lëtzebuerg sinn d'ASBLen, déi deelweis och deen een oder anere Salarié hunn, an d'Benevolat, a grad do ass et, wou mer musse geziilt kënnen hëllefen. Duerfir hu mer och ganz séier iwwert de Plan quinquennal Hëllefe fir den Tourismussecteur gemaach, fir dass d'ASBLen och kënne vun Hëllefe profitéieren, wa se Salariéen hunn. Dat sinn eng ronn 5,3/5,4 Milliounen, déi do ausbezuelt gi sinn iwwert de Plan quinquennal, fir och do deene verschiddenen Acteure kënnen ze hëllefen. Mee wann ee gesäit, wéi de System zu Lëtzebuerg, den Tourismus zu Lëtzebuerg funktionéiert mat all den ASBLen, mat Leit, déi all Dag op den Terrain ginn, fir dee ganze Secteur kënnen ze stäerken, ass dat formidabel.

Ech mengen, d'Digitaliséierung ass net nëmmen an deenen eenzelen Attraktiounen, an deenen eenzelen Betriber, mee natierlech och beim Staat, duerfir eng national Tourismus-App. Am Moment ass et esou, dass deen ee Betrib vläicht eng huet, déi aner Attraktioun vläicht eng huet, vläicht och den ORT eng huet. Mee et ass ganz wichteg, dass mer eng Ulafstell hunn, eng national Tourismus-App, wou eng Panoplie vu verschiddene Saache sinn, déi och ëmmer erëm mat der Zäit matginn. Eng App vu gëschter ass keng App vun haut a scho guer keng App vu muer. Et ass net méi einfach en Annuaire, neen, et muss ee ganz genau kucken: Wat sicht deen, dee se benotzt? Wat wëllt en? Reent et dobaussen? Ass et dréchen dobaussen? Wéi kann ech eng Besucherlenkung maache mat där App? A grad doru si mer amgaangen ze schaffen bei der App, déi mer nach virum Summer wëlle presentéieren, wou mer dann och alleguerten d'Acteure kënne mat eranhuelen.

D'Digitaliséierung ass nämlech och e Volet, dass ech kann en Online-Ticket huelen. Wann ech anzwousch wëll higoen - a grad an dëser Kris -, wëll ech net onbedéngt op eng Attraktioun goen, déi iwwerlaf ass. Do muss ech kënnen Alternative gewise kréien. Do muss ech och kënne wëssen: Hei, do ginn ech vläicht elo éischter net hin, ech gi vläicht éischter op eng aner Plaz. Duerfir ass och déi App esou wichteg, dass mer do och alleguerten d'ORTen, alleguerten d'ASBLen, alles do kënne mat erabréngen.

Dir hutt eng Fro gestallt zu der Professionaliséierung: Si steet och am Regierungsprogramm, d'Professionaliséierung. Ech si selwer kee Frënd dovun ze soen: Professionaliséierung ass, wa mer iwwert de Budget de verschiddenen Acteuren einfach nëmme Suen ginn, fir nei Leit anzestellen. Dat ass menger Meenung no net Professionaliséierung. Professionaliséierung ass Vernetzung, Professionaliséierung ass Formatioun. Duerfir hu mer net méi spéit wéi virun zwee Joer ugefaangen an deene verschiddene Konventiounen, sief et mam LFT, sief et awer och mat den ORTen, d'Formatiounen obligatoresch ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme*.- Dat heescht, wann ee Suen iwwert den Tourismus kritt, wéi d'ORTen zum Beispill, muss ee souwuel Formatiounen ubidden wéi awer och u Formatiounen deelhuelen. Et gëtt näischt méi Schlëmmes, wéi wann een haut op eng Plaz géif goen an den Tourist freet eppes vum Nopeschduerf an e kritt gesot: „Weess ech net, da gitt dohinner froen!" Grad do ass eeben d'Formatioun ..., déi ëmmer erëm, net nëmme während der Saison, mee awer d'ganzt Joer iwwer, onbedéngt muss sinn. Dat ass en Deel vun der Professionaliséierung.

An dann d'Zesummeliewen: Et kann net sinn, dass mer op zéng verschiddene Plazen Experte fir ee spezifeschen Domän hunn, dee mer dann zéngmol am Land hunn, wou et vläicht gutt wier, wa mer der dräi, véier hätten an déi dann awer och d'ganzt Land kéinten ofdecken. Dat heescht, déi ganz Vernetzungen, déi sinn e ganz wichtege Volet.

Zum MICE-Tourismus ass natierlech och wichteg, wann een am Ausland eng Destinatioun iwwert dëst Joer, d'nächst Joer, d'iwwernächst Joer wëllt vermaarten, dass een dann och en Zeechen huet, wou ee seet: „Hei, mir passen op déi sanitär Krittären op!" Duerfir si mer amgaangen mat der Horesca de „safe to meet" auszeschaffen - „safe to meet" en correspondance mam „safe to serve", deen et an der Horesca hei zu Lëtzebuerg gëtt -, „safe to meet", dass een do eng Panoplie vu Krittären erfëllt, wou een och kann am Ausland soen: „Majo wann Der heihinner Är Organisatioun maache kommt, mat deem Label do ass garantéiert, dass et deene sanitäre Krittären entsprécht, dass also keng Gefor do ass, fir et kënnen ze maachen", an natierlech déi virtuell Hybrid-Evenementer, déi ech genannt hunn.

Dann zu Ärer Fro zum Plan quinquennal: Am Moment si vun de Projete ronn 30 Milliounen Euro ausbezuelt ginn, ronn 37 % un d'Gemengen, 20 % un d'Syndicaten an ASBLen, 17 % un d'Hotellerie - 8 % dovu sinn déi Covidaiden, déi ech lech genannt hunn -, 7 % un d'Campingen, 3,7 % fir Etüden, 3,5 % u Gitten an 3,25 % u privat Investisseuren. Esouvill zum Tëschestand.

Wou ech Är Meenung net ganz deelen, dat ass, dass ee géif gesinn, dass verschidde Gemenge sech méi Froe stellen oder verschidden ASBLe sech méi Froe stellen. Mir hunn am Moment ganz vill Gemenge respektiv och privat Acteuren, déi sech mellen, déi grad vun dëser Zäit wëlle profitéieren, fir ze kucken, wéi se sech an Zukunft kënnen anescht opstellen.

Dir hutt vun enger Etüd geschwat, déi vu virun zwee Joer iwwert de Mëllerdall. Déi ass gemaach ginn iwwert d'Hotelsstierwen an der Regioun Mëllerdall, wat een awer kann transposéieren op d'ganzt Land. An ech mengen, dass déi Etüd gemaach ginn ass, dat ass och, well ee gesinn huet, dass eng Panoplie vun Hotelsbetriber Schwieregkeeten hunn, dass Hotellen, Campingen, Gitten natierlech Schwieregkeeten hunn. Dat ass ganz wichteg, dass mer do …

Ech gesi grad, meng Zäit ass ofgelaf, Här President.

M. André Bauler *(DP)*.- Är Riedezäit.

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme*.- Ech si gläich fäerdeg. Mir hunn elo Groupe-de-travailen en place gesat, déi konkreet an deene verschiddenen Deeler agesat gi sinn, fir ze kucken: Wat brauch en Hotel vun haut? En Hotel vun haut ass net méi en Hotel vu gëschter, besonnesch am ländleche Raum. Wéi kann een e Familljebetrib, dee vläicht net méi esou ka fonctionéieren ...? En Hotel am ländleche Raum war ganz oft eng Dräi-Dammen-dräi-Häre-Show, wou ee Kach, Serveur, Receptionist an ech weess net, wat nach alles, matenee war. Mee dat gëtt et haut net méi. Dat ass ganz schwéier, haut esou kënnen ze fonctionéieren. Duerfir kann een och vläicht verschidde Saachen en Collaboratioun maachen. Do ginn et ganz flott Pisten, wou mer mat den Acteuren um Terrain amgaange sinn, dorunner ze schaffen, fir eebe grad deem kënnen entgéintzewierken. Et ginn awer och do positiv Noriichten, wou mer Demanden hunn, fir nei Hoteller a Gitten oder Aubergë kënnen ze maachen.

Mee natierlech ass och e ganz grousse Volet de Logement insolite, och e groussen Deel vum Plan quinquennal, wou och eng ronn eelef Projeten aus dem Süden am Kader vun Esch 2022 erakomm sinn. Déi sinn elo amgaangen, een nom aneren eranzekommen, fir och do kënnen eng alternativ Form vun Iwwernuechtungsméiglechkeeten ze bréngen, déi vläicht méi interessant kënne sinn, an natierlech d'Projete vum Wandertourismus, wou mer elo am Norden e ganz flotte Pilotprojet hunn, d'Qualitéitswanderregioun mam „Leading Quality Trails - Best of Europe", natierlech dat nämmlecht awer och am Weste mat deene kuerze Weeër, déi se hunn, där neier Beschëlderung, déi mer hunn.

An ech mengen, et muss ee just eng Kéier selwer d'sozial Medien opmaachen, wou ee gesäit, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg spadséieren, wéi vill Leit zu Lëtzebuerg Autopédesteren oder aner Wanderweeër maachen a wat dat e wichtegen Deel vum „slow tourism" och zu Lëtzebuerg ass, well ech mengen, dass grad dat och e wichtegen Deel ass vun den neie Konzepter, déi mer amgaange sinn auszeschaffen.

Wéi gesot, ech konnt net op alleguerten d'Froen äntweren. Mir komme ganz gär nach eng Kéier an der Kommissioun dorobber zréck.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Tourismusminister Lex Delles.

9. 7776 - Projet de loi portant modification de l'article L. 631-2 du Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 7776, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel, ass scho prett fir säi Rapport. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech stellen lech dann haut de mëndleche Rapport vum Gesetzesprojet 7776 vir. Déi sanitär Kris, an där mer haut sinn, déi huet ganz grouss Auswierkungen op den Aarbechtsmaart. D'Regierung huet wichteg Entscheedungen a verschiddene Beräicher missen huelen, an dëst dann och am Beräich vum Aarbechtsrecht: Fir d'Aarbechtslosegkeet ze reduzéieren an dës Kris ze iwwerwannen, huet de Staat d'Instrument vun der Kuerzaarbecht agesat.

Zënter engem Joer musse vill Betriber op Kuerzaarbecht zréckgräifen, an dëst och fir aussergewéinlech laang Perioden, besonnesch an de vulnerabele Secteuren. D'Zuel vun de Betriber, déi indemniséiert ginn, ass ganz héich. Tëschent Mäerz 2020, also virun engem Joer, bis Enn Januar 2021 hu 15.379 Betriber op Kuerzaarbecht zréckgegraff. Dat sinn 151.508 Salariéen, déi dovunner profitéiere konnten.

Stand 1. Mäerz dëst Joer: De Staat huet insgesamt 985 Milliounen an dës Moossnam gestach, dovunner mussen der elo nach 396 remboursëiert ginn. Et bleiwen also 589 Millioune fir de Staat, eng Zomm, déi sécherlech e groussen Impakt op d'Staatsfinanzen huet.

Haut wësse mir awer nach ëmmer net, wéi laang d'Situatioun undauere wäert, besonnesch fir déi vulnerabel Secteuren. Duerfir schaaft dëse Gesetzesprojet de legale Kader, fir verschidde Formatiounsprogrammer aus dem Beschäftegungsfong dann och ausbezuelen ze kënnen, dëst fir spezifesch Formatioune fir Salariéen, déi vun der Kuerzaarbecht dann, wéi ech virdru gesot hunn, betraff sinn. Et ass vu groussem Virdeel, de Salariéen elo scho kënnen Zousazformatiounen unzebidden, fir esou an Zukunft och de Risiko vu Chômage ze reduzéieren an duerch esou Formatiounen de Salariéen eng besser Reintegratioun um Aarbechtsmaart ze garantéieren. D'Covid-19-Pandemie huet zu enger Erhéijung vun den digitalen Aktivitéite geféiert. Sou ass et dann och hei wichteg, datt déi digital Kompetenze vun de Salariéen ausgebaut ginn, fir esou gestäerkt aus der Kris erauszekommen.

Fir d'Ëmsetzung vun dëse Formatiounsprogrammer ze erméiglechen an d'Ausgaben, déi vum Beschäftegungsfong ofgedeckt ginn, ze bestëmmen, füügt dëse Gesetzesprojet en zousätzleche Punkt an de Paragraf 1 vum Artikel L. 631-2 vum Code du travail bäi.

Dee Projet de loi gouf de 4. Mäerz deposéiert. A sengem Avis vum 4. Mäerz huet de Staatsrot e favorabelen Avis ginn.

Et sinn zwee weider Avise komm:

Den 8. Mäerz begréisst d'Chambre de Commerce dëse Gesetzesprojet. D'Chambre de Commerce gëtt awer ze bemierken, datt déi virgeschloen Hëllefe méiglecherweis net wäerten duergoen, fir enger weiderer berufflechen Ausbildung gerecht ze ginn an esou déi negativ Auswierkunge vun der Coronakris ze reduzéieren. D'Chambre de Commerce bedauert och, datt déi zukünfteg Formatiounsprogrammer an den entspriechende Budget net am Gesetzesprojet spezifiéiert sinn, an hält et fir wichteg, gläichwäerteg Moossnamen och fir Independanten ëmzesetzen.

D'Chambre des Métiers, déi gesäit dat Ganzt méi kritesch. Generell begréisst d'Chambre des Métiers an hirem Avis vum 10. Mäerz dës Moossnamen am Allgemengen, mee bedauert awer, datt dës Initiativen net éischter geholl gi sinn. Ausserdeem mengt d'Chambre des Métiers och, datt de Gesetzestext ze vag formuléiert ass an esou och eng gewësse juristesch Ongewëssheet besteet, well weeder d'Konditiounen an d'Prozeduren, d'Bäiträg vum Beschäftegungsfong fir d'Ausbildungskäschten, nach, wéi eng Kategorie vu Salairë betraff sinn, am Gesetzestext wierklech spezifiéiert sinn.

Dat huet eis an der Aarbechtskommissioun vum 11. Mäerz awer net dovun ofgehalen, dëse Projet hei unzehuelen, dat à l'unanimité. Mir sinn eis all bewosst, datt dës Kris nach weider wäert undaueren, datt se nach net eriwwer ass an datt et souwuel fir d'Betriber wéi och fir d'Salariéen elo schonn e Virdeel ass, sech no dëser Kris gestäerkt an den Aarbechtsmaart ze reintegréieren.

Vu datt de Projet à l'unanimité ugeholl ginn ass, kann ech hei natierlech dann och den Accord vun der LSAP zu dësem Projet de loi ginn. Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Une voix.- Très bien!

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci dem Georges Engel fir säi Rapport. Ech wëll awer och hei ënnersträichen: Wann een dee Rapport liest, do ass e Weltrekordstempo dran. Do ass 100 Meter an 9 Sekonnen näischt dergéint.

(Hilarité)

De 4. Mäerz 2021 huet de Minister de Projet deposéiert an de 4. Mäerz 2021 huet de Conseil d'État schonn en Avis ofginn. Dat heescht, fir déi ganz Längt, fir déi se heiansdo alt Wochen, Méint brauchen, ass et hei duergaange mat Sekonnen, Minutten oder Stonnen, ech weess et net. Dat liest een och am Bericht vum Rapporter, dem Georges Engel, eraus.

Da muss een och soen, dass mer eis an der Kommissioun den 11. Mäerz och eens waren, dass et eng wichteg Saach ass, dass dee Projet do kënnt. An net méi spéit wéi haut de Moien hu mer och héieren, dass den FMI, dee jo e Rapport gemaach huet iwwert dat, wat Lëtzebuerg ubelaangt, dass dee sech och mat deem dote Punkt beschäftegt huet, dass deen der Meenung ass, dass mer grad bei deene méi Schwaachen an eiser Gesellschaft, bei deene méi Schwaachen um Aarbechtsmaart eppes musse maachen, fir deene Leit ze hëllefen, fir an d'Employabilitéit eranzekommen. An dofir ass et och gutt, dass mer esou e Projet maachen, wou mer deene Leit hëllefen, méi grouss Chancen um Aarbechtsmaart ze hunn.

En anere Problem, dee sech awer stellt, an dat geet aus dem Avis vun deenen zwou Patronatsberuffschamberen ervir, aus dem Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers: Geet dat duer, wat mer elo do maachen? Et ass eng Ouverture, dass mer dem Fonds pour l'emploi déi Méiglechkeete ginn, mee mir wësse jo, dass d'Formation professionnelle hei zu Lëtzebuerg net beim Här Aarbechtsminister ass, mee dass d'Formation professionnelle beim Educatiounsminister ass.

Dat ass net iwwerall esou. Dat war och net ëmmer esou zu Lëtzebuerg. Och zu Lëtzebuerg war et bis Ufank de 70er-Joren üüblech, dass d'Formation professionnelle beim Aarbechtsminister war, well et jo do drëm gaangen ass, fir op den Aarbechtsmaart virzebereeden, a si ass och duerno eréischt bei d'Educatioun komm. A mir liese jo och reegelméisseg, well mer jo alleguerten déi Rapporten opmierksam liesen an der Formation professionnelle, dass verschidde Beruffschamberen och ëmmer dorop hiweisen, dass se léiwer hätten, dass d'Beruffsausbildung beim Travail wier, well dat méi no beim Aarbechtsmaart wier.

Firwat soen ech dat? Wa mer elo hei Formatiounen ubidden, ass et och wichteg, dass déi Formatiounen och an de Betriber unerkannt ginn, dass déi Formatiounen och en Nidderschlag an de Betriber fannen an dass d'Leit och wëssen, wa se do en Diplom oder eng Formatioun kréien, wat déi Formatioun wäert ass.

Ech mengen, dass dat hei e gudde Wee ass an déi richteg Richtung, mee dass et wichteg ass, dass mer no enger gewësser Zäit eng Kéier de Bilan zéien an da kucken - vläicht zesumme mam Educatiounsminister an och mam Wirtschaftsminister, dee jo zesumme mam Aarbechtsminister dem Comité de conjoncture virsteet, dee jo och iwwert de Chômage partiel an iwwer all déi Punkten decidéiert -, fir dann eng Kéier e Bilan ze maachen, ob mer Adaptatioune musse maachen a wat fir eng Adaptatiounen do noutwendeg sinn, fir dass och déi Formatiounen, déi mer alleguerten ubidden, och iwwerall dee Réckhalt fannen, deen néideg ass, fir dass déi Leit, déi där Formatioun noginn, och doduerch méi eng grouss Chance um Marché de l'emploi hunn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An de Mikro ass elo op fir d'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Merci och als alleréischt dem Rapporteur fir e ganz komplette mëndleche Rapport, deen de schréftleche Rapport dann nach stäipt.

De Chômage partiel ass en immens wichtegen Outil am Kader vun der Pandemie, déi mer aktuell erliewen. Et ass en Invest an d'Erhale vun Aarbechtsplazen, besser, wéi dass d'Leit hir Plaz géife verléieren an dass dann de Chômage misst finanzéiert ginn.

Et geet haaptsächlech ëm ganz vulnerabel Secteuren - den Horeca-Secteur, den Tourismus ass vun der Madamm Closener genannt ginn, den Evenementiel -, déi hei op dësen Outil zréckgegraff hunn.

De Fonds pour l'emploi, deen iwwerhëlt hei eng wichteg Aufgab an dee finanzéiert awer och scho méi laang eng ganz Panoplie u Formatiounen an u Mesuren, fir zum Beispill Chômeuren an den Aarbechtsmarché ze integréieren oder ze reintegréieren.

Dëst Gesetz hei erméiglecht de Finanzement vu weidere Formatiounen, déi fir Salariéë vun Entreprisen en place gesat ginn, déi de Chômage partiel notzen. De Risk vum Chômage soll esou och weiderhin niddreg gehale ginn. D'Chambre des Métiers hat an hirem Avis gemengt, dass déi Mesure hei e bësse spéit géif kommen. Ech mengen, dass se trotzdeem wichteg ass, well mir wëssen aktuell net, wéi laang mer nach an där Situatioun hei bleiwen, respektiv, wéi schwéier et verschidde Secteuren wäerten hunn, fir nees op d'Been ze kommen. Dofir mengen ech, ass et wichteg, dass awer och elo déi heite Mesure kënnt.

Eng Fro, déi och gestallt ginn ass vun der Chambre de Commerce, an déi géif ech weiderginn un den Aarbechtsminister, dat ass déi, wéini déi Programmes de formation kënnen ulafen. Ech mengen, et ass wichteg. Mir kommen elo an eng Phas, wou mer, soen ech emol, lues a lues vläicht erauskommen, an et wäerten awer och nach eng Rei Salariéen vum Chômage partiel betraff sinn. An doweinst ass et wichteg ze gesinn: Wéini kënne mer déi Programmer ulafe loossen? Wéi eng Programmer wäerte konkreet ugebuede ginn? An da war jo och d'Fro vum Budget gestallt ginn, och vun de Chambres professionnelles. Wéi héich wäert dee Budget sinn, deen hei zur Verfügung steet?

Generell si Formatiounen an och Weiderbildungen e ganz wichtegen Outil, souwuel fir d'Salariéen, déi forméiert besser fir den Aarbechtsmarché opgestallt sinn - si hu méi Optiounen, wat se kënne schaffen -, wéi och fir d'Entreprisen, déi op qualifizéiert Personal, wat gutt forméiert ass, kënnen zréckgräifen.

Déi drëtt Persoun an dëser Rei - an ech mengen, mir mussen awer och un déi denken, an dat ass och eppes, wat d'Chambre de Commerce opgeworf huet - dat ass de Patron, den Independant. A wa mer un déi vulnerabel Secteuren denken, dann hu mer och eng ganz Rei Independanten, déi an der Situatioun sinn, datt se sech vläicht elo mussen nei forméieren, weiderbilden, entweeder fir kreativ an hirer Entreprise ze sinn oder fir och eventuell eng aner Pist ze envisagéieren. An doduerjer vläicht d'Fro - mir wëssen, d'Independante finanzéieren och zum Deel mat de Fonds pour l'emploi -, ob et net wichteg wier, datt mer och den Independanten e finanzielle Soutien ginn, fir och Weiderbildunge kënnen ze maachen, well si och grad esou an de vulnerabele Secteure schaffen an et fir si och wichteg ass, datt si sech kënne weiderbilden an och do op Finanzementer kënnen zréckgräifen.

Zu dësem Projet de loi ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An de Mikro ass elo fräi fir den honorabelen Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Covid-19-Pandemie huet eis Gesellschaft an eng déif sanitär, ekonomesch a sozial Kris gefouert. Och Lëtzebuerg konnt sech dësem Phenomeen net entzéien. Mat dësem Projet de loi versiche mer, den Impakt vun dëser Kris op d'Aarbecht ofzefiedere, virun allem fir déi Salariéen, déi wéineg qualifizéiert sinn.

Wärend dëser Pandemie huet och nach eng Acceleratioun vun der Digitaliséierung an eiser Gesellschaft stattfonnt. Massiivt Zréckgräifen op Teletravail wärend der Pandemie, dat bis haut unhält, ass ee gutt Beispill. Dës Acceleratioun vun der Digitaliséierung huet nach eng Kéier e groussen Afloss op d'Employabilitéit vun de Salariéen, déi eng geréng Qualifikatioun hunn.

D'Regierung huet dëst och erkannt a Mesurë virgeschloen, déi am Dokument Plan pour la reprise et la résilience stinn. Dat ass een Dokument, wat elo am Mäerz 2021 fäerdeggestallt gouf an notamment och op Bréissel geschéckt ginn ass, fir do weider Ënnerstëtzung ze fannen.

An dësem Projet de loi geet et ëm - an dat ass de Saz, deen dat awer gutt charakteriséiert -: « mise en œuvre de tout programme visant à développer les compétences des salariés occupés dans une entreprise qui s'est vue accorder le bénéfice du chômage partiel ». Ech mengen de Rapporter huet dat och virdrun hei erklärt an ech soen him och nach eng Kéier Merci fir säin Exposé, fir säi Rapport écrit an oral.

Et geet allgemeng drëm, d'Employabilitéit vun de betraffene Salariéen ze verstäerken. Dës soll duerch den Ausbau vun den digitale Kompetenze bei dëse Salariéë virugedriwwe ginn. Allgemeng all Zort vu Formatiounen, déi Kompetenzen - ech betounen: d'Kompetenze vun de Salariéen - verbesseren, sollen hei ënnerstëtzt ginn. De Programm soll sech vu Mee 2021 bis Enn Dezember 2021 erstrecken. Dës Formatioune sollen och zertifizéiert ginn.

Ech erënneren nach eng Kéier drun, datt dëse Mount Mäerz ongeféier 47.000 Salariéen vun dem Chômage partiel betraff sinn. Déi 30 Centres de formation, déi offiziell zu Lëtzebuerg unerkannt sinn, sollen ee Katalog vun dësen E-Formatiounen opstellen. Am Dokument „Plan pour la reprise et la résilience" stinn och méi Erklärungen iwwert den Oflaf vun dësem Programm an och de Budget.

Eng Rei Kommentaren, Suggestiounen a Froe vun eiser Säit un de Minister: Mir begréissen dëse Programm, dee, wéi gesot, derzou soll bäidroen, datt sech déi wéineg Qualifizéiert solle besser op dës Transformatiounen um Aarbechtsmarché an an eiser Gesellschaft virbereede kënnen. D'Fro un de Minister: Ass dëse Katalog vu Formatiounen, déi ugebuede ginn, scho fäerdeg? Kann een dee kréien, wannechgelift?

Dann: Wéi kënne mer sécherstellen, datt et sech hei ëm héich qualitativ Formatiounen handelt, déi och esou vun de Secteure gefrot goufen. Hei kënnt besonnesch der ADEM eng grouss Verantwortung zou: Huet si d'Moyenen, fir d'Leit am Chômage partiel bei déi richteg Formatiounen ze orientéieren?

Dann eng aner Fro: Wéi kommen d'Aarbechte vun der nationaler Stratégie des compétences virun? Dëse Sujet ass och am Koalitiounsaccord traitéiert ginn an deen Theema gouf och op där leschter Tripartite, wann ech mech richteg erënneren, ugeschwat. Kann de Minister eis do eventuell weider Informatioune ginn?

Dës Formatioune sollen iwwert de Fonds pour l'emploi finanzéiert ginn, esou wéi dëse Fong nach aner Formatiounen oder Mesures de qualification organiséiert a finanzéiert. Hei ass et weesentlech, datt dës Mesuren och géifen evaluéiert ginn, fir notamment erauszefannen, ob a wéi dës Mesuren, vun deenen et der vill gëtt, gegraff hunn. Dëst ass och ee Sujet, deen d'Memberen - den Här Spautz huet et och nach eng Kéier opgegraff, an och aner Kolleegen - an der Kommissioun proposéiert hunn.

Mir sollten - an do kommen ech zum Schluss -, eis all d'Moyene ginn, fir datt all Mënsch enger Aarbecht kann nogoen. Enger Aarbecht nogoe gehéiert zu den elementare Besoine vum Mënsch.

An ech ginn och heimat den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Carlo Back villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, et ass am Fong geholl scho méi dacks gesot ginn, et ass eng weider Etapp am liewenslaange Léieren. Ech mengen, dat ass eppes, wat mer eis mussen all zu Häerz huelen, wat mer och begréissen. An duerfir wäerte mir och als ADR dësem Gesetz zoustëmmen.

Mee erlaabt mer awer vläicht, eng Remark ze maachen: Mir hunn elo hei erëm eng Etapp, wou mer da Coursen offréieren. Et wär awer gutt, wann een an där ganzer Panoplie vu Coursen, déi mer niewelaanscht lafen hu fir d'liewenslaangt Léieren, eng Kéier géif eng Koordinatioun kréien am Sënn vu jidderengem, well net, datt zwee Coursen op där nämmlechter Plaz oder niewenteneen ugebuede ginn. An et wär awer gutt, wa mer alles beieneen hätten. Ech mengen, an deem Sënn sollt een déi ganz Panoplie vun Offerten eng Kéier iwwerdenken an eng komplett Campagne maachen, fir an déi Richtung ze goen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Och ech ka mech kuerzfaassen a virewechschécken, datt mir dëse Projet och ënnerstëtze wäerten - e Projet, dee viséiert, Formatiounsprogrammer fir Leit, fir Salariéen, déi am Chômage partiel sinn, iwwert de Fonds pour l'emploi ze finanzéieren.

An de Marc Spautz huet et virdru gesot: Et ass e Rekordtempo, wéi hei geschafft ginn ass. Eng ganz Rëtsch Avisen, oder zumindest een awer och ganz wichtegen Avis, hat och net Zäit, an de Rapport opgeholl ze ginn, nämlech dee vun der Salariatskummer, dee gëschter komm ass.

An d'Salariatskummer ..., ech wéilt mech dann e bëssen zum Porte-parole maache vun zwou, dräi Froen, déi si gestallt hunn, wou se änlech wéi aner Kummeren an och de Staatsrot drop higewisen hunn, datt et awer eng relativ vag oder vast Formuléierung ass, déi do Anzuch hält. An d'Fro stellt sech natierlech, wat déi Formatiounen ugeet ..., well et steet just dran « tout programme visant à développer les compétences ». Esou steet et am Text. An d'Fro stellt sech natierlech: Mussen déi Formatiounsprogrammer dann awer net zumindest vum Minister agreéiert ginn?

D'selwecht stellt sech d'Fro vum Rôle vun der Personaldelegatioun. Dat heescht, datt déi änlech spillt, wéi dat bis elo och de Fall ass. Dat heescht, datt eng Personaldelegatioun och en Avis ofgëtt iwwert d'Formations continues am Betrib, respektiv datt a Betriber vun iwwer 150 Salariéen d'Personaldelegatioun zesummen d'un commun accord mam Patron op deen dote Wee ginn. Dës Froen nach vläicht bäigesat zu deem, wat gesot ginn ass.

Mir hunn an der Kommissioun och versprach kritt, datt mer ganz deemnächst och kéinten driwwer schwätzen, wéi déi Formatiounsprogrammer da konkreet ausgesinn. Ech mengen, et ass och eng Demande vun enger ganzer Rëtsch Leit heibanne gewiescht. Formatioun ass wichteg, grad an dësen Zäiten. Mee Formatioun ass net alles, Formatioun ass just een Element. An e weidert Element, iwwert dat mer, mengen ech, an deenen nächste Wochen a Méint schwätze mussen, dat sinn d'Beschäftegungsprogrammer.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, séier ass et gaangen. Dat ass de Minimum, deen ee soe kann. Et gouf awer och eng gewëssen Urgence, fir dat heiten ze maachen, well et si jo awer eng ganz Rëtsch Salariéen elo schonn eng Zäitchen am Chômage partiel an d'Méiglechkeet, da Weiderbildungen ze maachen, ass, mengen ech, grad elo esou wichteg wéi nach ni.

Et ass also eng begréissenswäert Initiativ an ech kann lech d'Spannung u sech schonn direkt hei am Ufank huelen: D'Piraten wäerten dëse Projet matstëmmen, trotz engem klenge Bemoll, dee mer fannen, dat ass, datt mer eis haut, wéi esou oft an der Lescht, op Salariéë beschränken a vläicht eebe grad och eenzel Independanten hei net kënnen ... - et sinn eebe keng Salariéen, dat verstinn ech. Netdestotrotz misst ee sech d'Fro stellen, ob een net och en änleche Programm fir Independanten, déi am Moment net kënne schaffen, misst op d'Bee stellen.

Netdestotrotz ass dat heiten eng exzellent Initiativ, déi et erméiglecht, fir Leit, déi haut net wëssen, wéi et muer weidergeet, weiderzebilden. Mir wëssen, datt virun allem digital Kompetenzen an dëse Pandemiezäiten immens wichteg gi sinn, essentiel wichteg gi sinn. Fir vill Aarbechter an Employéë koum d'Émstellung einfach abrupt: Vun haut op muer hu se misse léieren, hir Aarbecht iwwert den Homeoffice ze leeschten an niewebäi nach de Kontakt mat dem Chef, den Aarbechtskolleegen, de Clienten a Fournisseuren ze halen - fir déi, deenen hir digital Kompetenze bis dohinner nach net ausgebaut waren, eng schwiereg Aarbecht, déi awer zu engem zousätzleche Stress geféiert huet.

Eng Etüd an Däitschland vum Stifterverband a vu McKinsey huet dräi grouss Kategorië vu Wëssen analyséiert, déi an Zukunft fir d'Salariéë wichteg wäerte sinn. Dozou gehéiere Grondfäegkeete wéi Recherchen am Internet, déi klassesch Kompetenze wéi Kreativitéit an Eegeninitiativ, an awer och scho méi technologesch Fäegkeete wéi eng limitéiert Entwécklung a komplex Datenanalysen.

Jiddwereen, dee sech an der Covidkris mat Donnéeë befaasst huet - an ech mengen, dat sinn déi meescht vun eis heibannen -, weess, wéi séier een do awer eng gewësse Komplexitéit a sengen Excelstabloen zesummekritt, wou een dann net méi mat enger Zomm, mee scho mat Pivot-Tabellen an Änlechem geplot ass

Vill Betriber wëssen awer och zum Deel haut nach net, wou hir Kompetenzen an Zukunft gebraucht ginn, wéi eng Kompetenze vläicht och gebraucht ginn, fir d'Betriber weider um Liewen ze halen a weider kënnen no vir ze bréngen. Duerfir ass et wichteg, datt de Staat hei eebe grad Formatiounen ënnerstëtzt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heescht, déi betraffe Betriber an d'Personal séier doriwwer informéieren, fir datt se kënne vun de Weiderbildungen am Kader vum Fonds pour l'emploi profitéieren. Do geet eng Annonce um Site vum Ministèren an de Beruffskummeren awer net duer. Déi Informatiounscampagne muss méi grouss ugeluecht sinn, well soss huet bis den 30. Juni kaum ee Betrib vun dëser Mesure profitéiert.

Mäin Appell un de Minister ass duerfir ganz kloer, dës Informatiounen esou séier et geet un de Mann an un d'Fra ze bréngen, fir datt déi betraffe Betriber prett si fir d'Zukunft no der Pandemie.

Ech wëll op dëser Plaz awer och zum Schluss en Appell un déi betraffe Betriber maachen. Profitéiert vun dëser Offer! Schreift Är Salariéen an d'Formatiounen an, fir lech a si op d'Zukunft virzebereeden! Vun nach méi kompetente Mataarbechterinnen a Mataarbechter kann all Patron nëmme profitéieren.

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. A merci och alle Virriedner, déi jo, mengen ech, alleguerten den Accord vun hire jeeweilege Fraktiounen a Groupe-politiquë ginn hu fir dëse Projet de loi, deen zwar ganz kleng ass a senger Teneur, mee awer eng ganz grouss Importenz wäert hunn. Dovu sinn ech felsefest iwwerzeegt.

Virdrun ass gesot ginn, mir hätten dëse Projet de loi an enger Rekordzäit kënnen ëmsetzen. Bon, als Sportsminister freet et mech natierlech, wann dann och nach e ganz sportleche Vergläich gemaach gëtt. Ech wëll awer soen, dass de Projet de loi u sech jo hei net d'Haaptaarbecht war. Mee d'Haaptaarbecht war, erauszefannen, wéi eng Formatiounen mer hei konkreet wéilten ubidden an u wéi eng Kategorie vun Leit. Do war also eng ganz grouss Viraarbecht, déi an deene leschte Wochen a Méint geleescht ginn ass. An ech hunn drop gehalen, dass mer d'Gesetz eréischt stëmmen, wa mer ongeféier wëssen, a wéi eng Richtung mer ginn, well ech jo dovun ausgaange sinn, dass d'Chamber berechtegterweis eng Rei vu Froe géif stellen, wou ech och scho kann dovun ausgoen, dass mer eng Rei vun deenen Äntwerten och schonn an der Kommissioun ginn hunn.

Just, wat den Zäitplang ugeet, ginn ech ganz fest dovun aus, dass déi éischt Coursen den 1. Abrëll voire den 1. Mee kënnen ufänken. Ech wëll och soen, dass et selbstverständlech fir eis kloer ass, dass déi Leit, déi déi Coursen ubidden, dass dat nëmmen agreéiert Zentre kënne sinn. Duerfir hu mir och alleguerten déi agreéiert Zentren ugeschriwwen, ob se interesséiert wären, esou eng Formatioun, déi sech am digitale Beräich befënnt ... - ech mengen och dat, wat Der schonn an der Aarbechtskommissioun ganz kloer gesinn hutt -, fir bei esou enger Aktioun matzemaachen. Den Echo war ganz grouss: Et ware ronn 31 Centres de formation, déi sech gemellt hunn, an iwwer 220 Formatiounen, déi och an engem Katalog opgelëscht sinn, dee mer an noer Zukunft kënnen ubidde fir déi sëllegen, déi Dausenden an Dausende vu Leit, déi an deene leschte Wochen am Chômage partiel waren.

Ech mengen, dat sinn eng Rei vu Prezisiounen, déi ech zu dësem Zäitpunkt ka ginn. An ech kann lech och versécheren, dass mer selbstverständlech och drun denken, dass mer eng grouss Informatiounscampagne wäerte lancéieren, fir dass d'Leit déi Offer, déi se hei kréien, och wäerte wouerhuelen. Et hëlleft näischt, déi bescht Programmer en place ze setzen, wa se herno net genotzt ginn. Duerfir wäerte mer och mat enger Pressekonferenz ufänken, wou mer ganz genau Detailer ginn iwwert den Oflaf, wéi ee sech kann aloggen an dat Ganzt. An et geet hei wierklech drëms, och elementar Kenntnisser am digitale Beräich un eng ganz Panoplie vu Leit ze vermëttelen, déi d'Geleeënheet dozou nach net haten.

Et ass virdrun hei schonn ugeschwat ginn: Ech mengen, mir ginn dovun aus, dass mer eng ganz Rei vu Leit hunn, déi nach net richteg wëssen, mat engem Internet ëmzegoen. Mir ginn dovun aus, dass et eng ganz Rei vu Leit gëtt, déi dat, wat mir an der Vergaangenheet ganz vill gemaach hunn, nämlech déi berüümt Konferenzen iwwer Video, déi net wëssen, wéi esou eppes geet, Webex, Skype a wéi se alleguerten heeschen, Teams et cetera. Et ass also an deem Beräich, wou mer Saachen ubidden, mee et geet wäit doriwwer eraus. An ech kann lech versécheren, ech si fest dovun iwwerzeegt, dass d'Offer herno och wäert gutt ugeholl ginn an dass mer herno e positive Bilan vun dëser Aktioun kënnen zéien.

Ech mengen och, dass et richteg ass, dass mer eis am Gesetz, wéi dat virdrun e bësse kritiséiert ginn ass, relativ vag halen. Dat heiten ass jo elo eng ganz geziilten Aktioun, déi mer lancéieren, wuelwëssend dass d'Zuel vun deene Leit, déi am Chômage partiel sinn, eng extreem héich Zuel ass. Mee ech mengen, duerch déi méi vag Formulatioun, déi mer elo am Gesetz stoen hunn, kënne mer an Zukunft och aner Programmer lancéieren, déi sech dann u Leit adresséieren, déi am Chômage partiel sinn. Ech mengen, dat ass déi grouss Neierung, déi mer hei geschafen hunn. An dorop kënne mer alleguerten houfreg sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7776. Den Text steet am Document parlementaire 7776[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7776 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7756 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation d'un membre de la commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision

Mir kommen elo zum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 7756 iwwert d'Designatioun vun engem Member fir d'Commission de suivi vun der Konventioun tëschent dem RTL Group an dem Staat. D'Wuert huet elo den Auteur-Rapporteur vun dësem Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement, den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Roy Reding *(ADR), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. Dës Ëmännerung gouf de 27. Januar vu mir deposéiert. Mir hu se den 23. Februar an den 2. Mäerz an eiser Kommissioun analyséiert an diskutéiert. A mir hunn de Rapport den 8. Mäerz unanime ugeholl.

Wourëm geet et?

An allen erdenkleche Matièrë gëtt et hautdesdaags eng Commission de suivi, esou och am Kader vun der Konventioun, déi de Staat mat RTL gemaach huet iwwert d'Qualitéit vum Service public, wat d'Lëtzebuerger Tëlee bei RTL ugeet. An deem Comité de suivi soll och e Member vun dësem héijen Haus siegéieren.

Mir änneren also haut eist Reglement, fir eng Prozedur virzegesinn, wéi dëse Representant vun eiser Chamber genannt gëtt. Inspiréiert hu mer eis un de Prozeduren, déi mer schonn hunn, wat d'Nominatioun vun engem Member am Conseil national des finances publiques ugeet oder och an der Kommissioun iwwert den Traitement des données personnelles am SREL.

Mir hunn des Weidere festgehalen an der Kommissioun, datt dës Fonctioun sollt iwwerholl gi vun engem Deputéierten, deen net enger vun de Parteien ugehéiert, vun deenen haut schonn een am Conseil d'administration vun RTL vertrueden ass.

Ech soen lech Merci an ech soen lech Merci fir Äre Support an Är Zoustëmmung zu dëser Ännerung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Auteur-Rapporteur Roy Reding.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Roy Reding Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. An da wier et um honorabelen Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt och mengersäits am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur Merci soen a ginn natierlech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. An ech verspriechen och, meng Riedezäit anzehalen. Am Numm vun der LSAP-Fraktioun wëll ech dem Rapporter Merci soen an eisen Accord zur Propositioun ginn. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och mir schléissen eis de Mercien un de Rapporter un a ginn heimadder ganz gären eis Zoustëmmung fir dës Ännerung am Reglement. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Och vun de Piraten e Merci un de Rapporter, dee jo och Auteur vun där Modifikatioun hei ass. Et ass esou, datt iwwer RTL an iwwert de Service public an der Lescht vill geschwat gouf, deelweis och gestridde gouf, an dat heiten u sech eng zousätzlech Kontrollinstanz fir de Service public ass, deen d'Chamber dann nenne soll. An déi Modifikatioun hei fënnt eis ganz Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 7756. Den Text steet am Document parlementaire 7756[1].

Vote sur la proposition de modification 7756 du Règlement de la Chambre des Députés

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dësen Ännerungsvirschlag mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

11. Motion de M. David Wagner relative à la création d'un cadre légal spécifique pour les médias citoyens

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 617 de ce compte rendu)

Mir kéimen dann nach zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun, déi vum Här David Wagner deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Guy Arendt.

Discussion générale

M. Guy Arendt *(DP).*- Jo, merci, Här President. Ech mengen et ass eng interessant Motioun, déi mer schonn zum Deel, wéi den Här Wagner selwer gesot huet, an der Kommissioun beschwat hunn. Ech géif proposéieren - an ech mengen, souwäit ech matkritt hunn, dass den Här Wagner domat d'accord ass -, dass mer déi Motioun hei an d'Kommissioun verweisen, fir se do ze diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun, mam Accord vum Auteur vun der Motioun, an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien enthält sech?

Wien ass dergéint?

Domadder soll d'Kommissioun sech mat dëser Motioun befaassen.

(La motion est renvoyée à la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications.)

Domat si mer awer och um Enn vun der Sitzung ukomm.

D'Chamber kënnt en Donneschdeg, den 18. Mäerz, nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.05 heures.)

SÉANCE 44

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Jeudi 18 mars 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter**
   - Exposé : M. Michel Wolter
3. **7770 - Projet de loi portant approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom**
   - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gilles Baum - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. le Ministre Jean Asselborn
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. **7760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire en vue de l'organisation de l'Office des procureurs européens délégués**
   - Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Empain
   - Discussion générale : Mme Viviane Reding - Mme Carole Hartmann - Mme Cécile Hemmen - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7769 - Projet de loi portant modification de :**
   1. la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :
   1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;
   3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
   2. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;
   3. la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises
   - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
   - Discussion générale : M. Marc Spautz (dépôt des motions 1 et 2) (intervention de M. André Bauler) - Mme Simone Beissel - Mme Tess Burton - Mme Stéphanie Empain - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (intervention de M. Marc Spautz)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Carole Hartmann - M. Marc Spautz
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : Mme Carole Hartmann - M. Sven Clement - M. Marc Spautz
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
6. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement**
   - Exposé : M. Sven Clement
7. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la mise en place des différentes étapes pour la sortie des mesures de restriction**
   - Exposé : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1)
   - Débat : M. Gilles Baum - M. Mars Di Bartolomeo - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Georges Engel) - M. Jeff Engelen (dépôt des motions 2 et 3) - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert
   - Motion 1 : M. Georges Engel - M. Sven Clement - M. Jeff Engelen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Spautz
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
8. **Motion de M. Sven Clement relative à la fiscalité du télétravail**
   Motion de M. Sven Clement relative à la déduction fiscale dans le cadre du télétravail
   - Exposé : M. Sven Clement
   - M. Claude Haagen
   - Discussion générale : M. André Bauler - M. Claude Haagen - M. Charles Margue - M. Marc Baum - M. Laurent Mosar - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Vote sur la motion relative à la fiscalité au télétravail (rejetée)
   - Vote sur la motion relative à la déduction fiscale dans le cadre du télétravail (rejetée)
9. **Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « Um Lauterbann » à Niederkorn**
   - Discussion générale : M. Georges Engel - M. Michel Wolter - M. Marc Baum - M. Mars Di Bartolomeo - M. Sven Clement - M. Fred Keup - M. Michel Wolter
   - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
10. **7793 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise**
    - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
11. **Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la création de structures d'hébergement pour hommes et garçons victimes de violence domestique**
    - Exposé : M. Fernand Kartheiser
    - Discussion générale : M. Dan Biancalana - Mme Chantal Gary - Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Françoise Hetto-Gaasch) - M. Marc Baum (intervention de Mme Françoise Hetto-Gaasch) - Mme Françoise Hetto-Gaasch (parole pour fait personnel)
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes
    - Vote sur la motion modifiée (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn, M. Pierre Gramegna, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Deen éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7770.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Den Här Wolter freet nach d'Wuert.

2. Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt d'Wuert froen, fir den Depot ze maache vun enger Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wolter, wannechgelift, da ginn ech lech direkt d'Wuert.

(Interruption)

Exposé

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 5. Mäerz vun dësem Joer ass op RTL d'Neiegkeet komm, dass e gréissere Coronacluster am Altersheim vun Nidderkuer opgetaucht wär. Et wären 63 Residentë (veuillez lire: 67 Residentë) positiv gewiescht plus 25 Leit Personal, an et hätt insgesamt - elo ass deen dote mer gerutscht - 5 Doudesfäll ginn. Deen éischte Fall wär de 17. Februar opgetrueden. Den 18. Februar wären d'Leit am Altersheim geimpft ginn. Déi gutt Neiegkeet: Et geet de Leit gutt!

Et ass wärend där Zäit a bis haut net eng eenzeg Kéier vun iergendenger offizieller Säit probéiert ginn, Kontakt mat der Gemeng, op där hirem Territoire dat Altersheim ass, ze huelen. Et seet ee sech dann: „Et ass net gutt. Et goufe schonn esou Fäll." An deene leschte Méint hate mer deen een oder deen anere Cluster, wou Leit gestuerwe sinn. Dat d'autant plus, dass déi Woch drop den 12. Mäerz am „Wort" en Artikel stoung mat „Beruhigung in Sicht". Bilan no enger Woch: Fënnef nei Fäll, déi positiv sinn - Unzuel vun den Doudegen net verännert.

Abee, haut de Moien: Am „Lëtzebuerger Wort" - et muss een allerdéngs op d'Säit 19 kucke goen an en Artikel, deen iwwerschriwwen ass, dass d'Leit haut fir d'zweet geimpft ginn - steet dann op eemol am allerleschte Saz, dass an deene leschte 14 Deeg an deem Altersheim - elo haalt Iech un! - 16 Leit gestuerwe sinn! 16 Leit an engem Haus an deene leschten zwou Wochen!

Mengen Informatiounen no si säit Ufank vun dësem Joer mindestens 28 Leit an deem Altersheim oder aus deem Altersheim gestuerwen. Dat entsprécht der Moyenne vun den Doudesfäll aus deene leschte fënnef Joer, ëmmer fir e ganzt Joer. Mir sinn also no zwee an engem hallwe Mount bei deem, wat an deem Altersheim normalerweis an engem ganze Joer geschitt.

Nodeem ech an deene leschten Deeg vun e puer Familljen ugeschwat gi sinn aus deene verschiddene Gemengen, déi concernéiert sinn, an och meng Beamten aus menger Gemeng mech alertéiert hunn, well se mer wollte soen, dass do eppes net normal wär - ëmmer Gedankegang: de Wëssensstand ass fënnef Doudeger mat engem Coronacluster vun 63 Leit (veuillez lire: 67 Leit) -, hunn ech dann an enger Rei vu Gespréicher musse feststellen, dass eng ganz Rei Informatiounen, déi an deene leschten zwou Wochen, also säit dem 5. Mäerz, erausgaange sinn, entweeder net richteg waren, deelweis falsch oder vläicht an e falsche Kontext gesat gi sinn.

Besonnesch, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer, dass tëschent dem 5. an dem 11. Mäerz weider néng Leit gestuerwe sinn. De 5. Mäerz ass gesot ginn: „Et geet de Leit gutt." Tëschent dem 5. an dem 11. Mäerz sinn néng Leit aus deem Altersheim gestuerwen, dovu siwen am Altersheim. Nom 11. Mäerz, an zwar bis de 15. Mäerz, si weider fënnef Leit gestuerwen.

14 Leit, fir eng Situation, déi soi-disant ënner Kontroll ass a wou weeder eng Info no baussen, nach un d'Gemeng, nach un d'Familljen, wëll ech betounen, gaangen ass.

Et stelle sech, Här President, mir ganz vill Froen, déi ech zum Deel och am Numm vu concernéierte Familljen hei wëll stellen, an déi mech gebieden hunn, dat an hirem Numm och ze maachen.

Déi éischt Fro ass: Woussten a wëssen d'Ministesche vun der Santé a vun der Famill dëst alles? Wa jo, säit wéini? Wa jo, firwat ass et ënner Verschloss bliwwen? Wann nee - wat ganz gutt méiglech ass - wéi ass dat ze beurteelen?

Déi zweet Fro, déi mer vun enger Famill erugedroe ginn ass: Wien huet de Virus an d'Haus bruecht? D'Familllje si formell: D'Sécherheetsbestëmmunge vun deem Haus waren an deene leschte Méint esou drastesch, dass kaum een nach den direkte Kontakt mat senge Leit hat. Et ass also, contrairement zu deem, wat ugedeit ginn ass, kaum méiglech, dass de Virus vun enger Persoun, déi bei e Familljemember gaangen ass, konnt erakommen.

Ech géif gär wëssen, Här President, ob den 18. Februar gewosst war, dass et zumindest ee positive Fall an deem Altersheim gouf. Sinn d'Leit am Altersheim virum 18. Februar all a systematesch getest ginn, a wéini?

Wéi ass et méiglech, dass innerhalb vu manner wéi zwou Woche mindestens 18 Leit aus deem Haus stierwen, dëst zwou bis véier Wochen, nodeems se geimpft goufen? Wéi ass et méiglech, dass 18 Leit an zwou Woche stierwen, ouni dass dëst manifest zu enger gréisserer Ursaachefuerschung geféiert huet?

Gëtt et, esou wéi en Dokter mer dat gëschter aus senger Siicht geschildert huet, vläicht souguer eng Relatioun tëschent dem Fait, dass wann s de positiv getest bass an da geimpft gëss, a besonnesch wann et sech ëm eeler Leit handelt, dass déi déi Impfung ganz schlecht verdroen?

Ass et richteg, dass einfach weidergemaach ginn ass? Well den Titel - ech widderhuelen et nach eng Kéier - vun haut ass deen, dass haut déi zweet Impfung an deem Altersheim gemaach ginn ass, exakt ee Mount no där éischter. D'Argument, dat ech am „Lëtzebuerger Wort" konnt erausliesen, ass dat: Et wär en Test gemaach ginn. Et wär just nach ee positiv. Ech wëll soen, dass och de 17. Februar, wann dat richteg ass, wat ech an der Press konnt liesen, just ee positiv war!

Dir verstitt, dass ech aus all deene Grënn gären hätt, dass eng onofhängeg Analys gemaach gëtt. Dat doten ass net egal wat! Ech hoffen, et ass alles gutt gaangen. Ech wëll kengem eppes ënnerstellen.

Ech wëll just soen, dass ech et als net normal empfannen, dass wa 14, 16, 18 - et hänkt dervun of, wéi ee se rechent, wéi een et kuckt - Leit an enger eenzeger Institutioun stierwen, dass dat net no baussen, an der Chamber, an der Ëffentlechkeet zu enger Reaktioun féiert.

Ech hätt gären déi Reaktioun! Ech hätt gären eng Analys! An ech fuerderen an enger Motioun, déi ech am Numm vu menger Partei hei deposéieren, d'Regierung op, fir eng onofhängeg Etüd maachen ze loossen, wat an deene leschte Wochen an där Institutioun geschitt ass.

Motion

La Chambre de Députés,

- considérant que par voie de presse en date du 5 mars 2021, l'opinion publique a été informée d'un cluster Covid-19 détecté dans la maison de retraite « Um Lauterbann » à Niederkorn touchant 67 résidents et 25 employés testés positifs et 5 personnes décédées ;

- considérant que selon cette même presse un premier cas positif Covid-19 a été signalé le 17 février 2021 dans cette maison de retraite et que les résidents ont reçu la première dose de vaccin le 18 février 2021 ;

- constatant qu'en date du 12 mars 2021 la presse relate 5 nouvelles infections, mais le nombre de 5 décès liés au Covid-19 parmi les pensionnaires au sein de la maison de retraite serait resté inchangé ;

- considérant que par voie de presse de ce jour l'opinion publique apprend que 16 pensionnaires atteints du Covid-19 seraient décédés endéans les deux dernières semaines au sein de cet établissement ;

- considérant que depuis le début de l'année au moins 28 personnes sont décédées dans la maison de retraite « Um Lauterbann » ce qui correspond à la moyenne annuelle des 5 dernières années des personnes qui sont décédées dans cette institution ;

- considérant que nonobstant toutes ces informations, la deuxième dose de vaccin est administrée aujourd'hui aux personnes dudit établissement,

invite le Gouvernement

- à commanditer immédiatement une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « Um Lauterbann » à Niederkorn ;

- de tenir informés la Chambre de Députés et le grand public de la progression de cette étude et des résultats qui en découlent.

(s.) Michel Wolter, Emile Eicher, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Marc Spautz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter.

3. 7770 - Projet de loi portant approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom

Mir kéimen dann zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi 7770 iwwert d'Adoptioun vun enger europäescher Decisioun iwwert déi eege Ressourcen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Mam Projet de loi, iwwert dee mer haut an elo befannen, approuvéiere mer d'Decisioun vum Conseil vum 14. Dezember zejoert zum System vun den Eegemëttel vun der Europäescher Unioun.

Dës Decisioun schreift sech an an dee méi grousse Kontext vum EU-Budget an domat och d'Negociatioune vum Cadre financier pluriannuel vun der Europäescher Unioun fir d'Joren 2021 bis 2027, dee jo d'lescht Joer mat vill Krämpes, wéi mer wëssen, vun de Regierungscheffen ausgehandelt gouf.

Engersäits geet et an dëser Decisioun ëm d'Recettë vun der EU, fir den EU-Budget ze finanzéieren. Si fixéiert Mëttelen, fir d'Depensen ënnert dem Cadre financier pluriannuel, déi an engem separate Reglement festgeluecht sinn, ze couvréieren. An hei gëtt et zanter e puer Joer jo och schonn Iwwerleeungen, fir de Finanzement vum EU-Budget, zum Deel op d'mannst, ze iwwerdenken.

Am Ament gëtt den EU-Budget duerch véier eege Ressourcë finanzéiert: déi traditionell Ressourcen, virun allem Douanestaxen an och nach eng Cotisatioun op dem Zocker; d'Ressource, déi op der Tax vun der Valeur ajoutée baséiert; verschidden aner Recetten, zum Beispill de Report vum Solde budgétaire excédentaire oder nach Amenden, déi gesprach ginn; a schliisslech d'Ressource, baséierend um Revenu national brut, déi iwwer Joren d'Haaptsource beim Finanzement vum EU-Budget gouf.

Fir dës Recetten ze diversifizéieren an eeben och manner vun der Ressource Revenu national brut ofzehänken, gouf et Beméiungen, de Finanzement vum EU-Budget och duerch nei Ressources propres ze reforméieren.

Zweetens ass dës Decisioun awer och déi legal Basis fir de Fonds de relance vun der EU, genannt „Next-Generation-EU". Dëst Instrument soll d'Europäesch Unioun a seng Memberstaate bei der Bekämpfung vun de wirtschaftlechen a soziale Konsequenze vun der Covid-19-Pandemie ënnerstëtzen. Den Next-Generatioun-EU soll hinnen och bei den Investissementer, en vue vun enger Relance, déi op der digitaler an der Klimatransitioun fousse soll, zur Säit stoen.

Fir dass dat alles a Beweegung komme kann, a soumat d'Europäesch Kommissioun 750 Milliarden Euro op d'Kapitalmarchéé léine goe kann, fir déi Suen duerno un d'Länner ausdeelen ze kënnen, mussen déi 27 EU-Memberstaaten dës Decisioun approuvéieren. Wann och nëmmen ee Land sech hei queeschstelle géif, kréich keen een eenzege Cent.

Am Ament hunn néng Memberstaaten d'Decisioun ratifizéiert, an zwar: Bulgarien, Frankräich, Kroatien, Italien, Zypern, Malta, Portugal, Slowenien, a viru Kuerzem, virun dräi Deeg oder véier Deeg Spuenien. Dofir steet och nach a mengem schrëftleche Rapport just vun aacht Memberstaaten.

Wéi mer all wëssen: D'Verhandlungen zum Cadre financier pluriannuel ware laang an hunn d'Nerve strapazéiert. Schonn 2018 hat d'Kommissioun hir éischt Proposen zum Cadre financier pluriannuel op den Dësch geluecht, déi als Grondlag fir d'Verhandlunge gedéngt hunn. An enger éischter Phas waren dës Negociatioune virun allem vum Brexit markéiert, dee jo och, finanziell gesinn, e gréissert Lach hannerléisst.

Nodeems de Conseil européen am Februar 2020 kee Kompromëss fonnt huet, huet d'Covid-19-Pandemie dunn awer eng ganz nei Dynamik an d'Verhandlungen erabruecht. An dem Kontext huet d'Kommissioun den 28. Mee dunn eng nei Propos zu den Eegeressourcë gemaach, déi och d'Dispositiounen zum Finanzement vum Fonds de relance virgesinn hunn. Um EU-Sommet vum 17. bis den 21. Juli hunn d'Regierungscheffen dunn e Kompromëss zum Cadre financier pluriannuel fonnt an hunn och Richtlinne fir d'Decisiounen zu den Eegemëttel geholl. No weideren intensiven Diskussiounen tëscht dem Conseil an dem Parlament koum et dunn zu engem Accord mat allem drum und dran.

D'Decisioun, déi mer haut approuvéieren, gouf, wéi gesot, de leschte 14. Dezember formell vum Conseil ugeholl. Engersäits gesäit d'Decisioun e puer Veränneerungen zum aktuelle System vir, mee leet och déi potenziell Basis, fir eng méi déifgräifend Reform vum Finanzement vum EU-Budget duerch d'Aféiere vun neien Eegeressourcen.

Ech wëll hei just e puer vun den Haaptännerungen opzielen. Den Detail fannt Der selbstverständlech wéi ëmmer a mengem schrëftleche Rapport.

De Gesamtvolume vum EU-Budget beleeft sech op 1.074 Milliarden Euro a Saachen Engagementer an 1.061 Milliarden Euro fir d'Crédits de paiement.

D'Plaffonge fir d'Eegemëttel ginn eropgesat op 1,46 % vum Revenu national brut vun der EU fir d'Engagementer, an op 1,40 % vum RNB fir d'Crédits de paiement. Dës Plaffongen definéieren de maximale Montant, deen d'EU vu senge Memberstaate froe kann, fir hir Depensen ze finanzéieren.

Doriwwer eraus ginn dës Plaffongen och nach, zäitlech begrenzt bis 2058, ëm 0,6 % gehuewen, fir dass d'Europäesch Unioun den Obligatiounen, déi duerch d'Emprunte vun der Kommissioun entstinn, zu all Ament kann nokommen.

Wat déi onsäglech, jo, onsäglech Rabatter ugeet, hate mer jo eigentlech gehofft, dass déi mam Austrëtt vu Groussbritannie géife verschwannen. Abee, do gouf leider awer eng Chance verpasst! Och wa sech eng grouss Majoritéit géint esou e System ausgeschwat hat, dorënner och Lëtzebuerg, wäerten och weiderhi Rabatter bestoe bleiwen, eenzelner souguer eropgoen. Dëst Element war am Endeffekt en Deel vum Kompromëss zum ganze Cadre financier pluriannuel. Praktesch heescht dat, dass all Memberstaat Rabatter un Däitschland, Holland, Éisträich, Schweden an Dänemark, alles sougenannten „Nettozueler", matbezuelt.

Wat déi besteeënd Eegemëttelen ugeet, ass d'Berechnung vun der Eegeressource op Basis vun der Tax op der TVA vereinfacht ginn.

Zanter dem 1. Januar gëtt et doriwwer eraus en neit Eegemëttel, dat op enger Tax um Offall vun net recycléierbare Plastiksverpackunge baséiert. Hei muss dann zum Beispill all Memberstaat 80 Cent pro Kilo Offall bezuelen. Fir Lëtzebuerg wäerten dat tëscht 12 a 14 Millioune pro Joer sinn an der Period vun 2021 bis 2027.

Da gouf och eng Feuille de route ausgeschafft an där verschidden Etappen en vue vun der eventueller Aféierung vu weideren zousätzlechen neien Eegemëttel definéiert ginn. Esou nei Eegeressourcë kéinten den héijen Undeel vu Lëtzebuerg reduzéieren.

Méiglech nei Eegemëttele sinn: en CO_2-Grenzausgläichsystem, eng Digitalsteier, eng eege Ressource op Basis vun engem aktualiséierten Emissiounshandelssystem, eng Finanztransaktiounssteier oder nach eng nei gemeinsam consolidéiert Bemiessungsgrondlag fir d'Kierperschaftssteier.

Hei muss een awer ënnersträichen, dass et keng Unanimitéit tëscht de Memberstaate gëtt an dës Diskussiounen zu Bréissel nach eigentlech musse geféiert ginn. 2023 géifen - fréistens - déi éischt nei Eegemëttel kommen.

Ech wëll awer och op eng aner wichteg Neierung hiweisen, déi beim Cadre financier pluriannuel ausgehandelt gouf, an zwar de Rechtsstaatsmechanismus. Dës Reegele knäppen d'Erausgi vun EU-Suen un d'Anhale vun de Prinzippie vum Rechtsstaat. Ëmgedréit heescht dat: Wann ee Land sech net un d'Grondprinzippie vun der Europäescher Unioun hält, kann d'EU derfir suergen, dass dës Regierunge keng Sue méi kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Domat garantéiere mer och, dass eis Lëtzebuerger Contributiounen net u Länner ginn, déi dës Suen da fir ondemokratesch Zwecker benotze kéinten. Gläichzäiteg ginn d'Beneficiairë vun dëse Suen - zum Beispill Studenten, Baueren oder och nach ONGen, déi deels op dës EU-Gelder ugewise sinn - awer och matgeschützt.

Kuerz gesot: De Respekt vum Rechtsstaat gëtt eng Konditioun, fir an Zukunft Sue vun der EU ze kréien. Also u sech eng evident Saach! Lëtzebuerg huet esou ee Mechanismus ëmmer ënnerstëtzt. An ech mengen, dass mer eis och heibanne méi oder wéineger eens sinn, dass dat eng gutt Saach ass.

Dës Reegele sinn zanter dem 1. Januar vun dësem Joer iwwregens a Kraaft. Si sinn och eng Äntwert op eng Partie Diskussiounen, déi mer schonn hei an der Chamber geféiert hunn. Notamment rappeléieren ech dat, wat mer iwwer Ungarn hei gesot hunn.

Zweetens, an ech hat et virdru schonn ugeschwat, ass dës Decisioun déi legal Basis fir de Fonds de relance vun der Europäescher Unioun. Dëse Fong ass 750 Milliarden Euro schwéier an ass opgedeelt an 390 Milliarde Subsiden an 360 Milliarde Prêten. Et ass déi éischte Kéier, dass sech d'Unioun verschélt, fir solidaresch Depensen ze decken.

Wéinst de grousse wirtschaftleche Konsequenzen, virun allem fir déi Länner, déi schonns wirtschaftlech schwaach waren an duerch d'Pandemie och staark zousätzlech getraff goufen, a fir enger weiderer Fragmentatioun vun der EU entgéintzetrieden, ass esou eng nei solidaresch Approche absolutt ze begréissen. De Remboursement vun de geléinte Sue geschitt iwwer eng Period vun 30 Joer a soll fréistens 2028 ufänken.

Lëtzebuerg wäert och vum Next-Generation-EU profitéieren. Am Kader vun der Facilité pour la reprise et la relance (veuillez lire: Facilité pour la reprise et la résilience) sinn am Moment eng 93 Milliounen Euro fir Lëtzebuerg virgesinn. Viru Kuerzem hat de Finanzminister jo e Projet vum Plan pour la reprise et la résilience bei der Kommissioun eragereecht. Och am Kader vum REACT-EU wäerte mer nach Sue kréien.

Loosst mech nach op den Impakt vun der Decisioun op eis Lëtzebuerger Contributioun agoen: Hei geet et engersäits ëm d'Contributiounen am Kader vum Cadre financier pluriannuel an anerersäits ëm de Remboursement vum Emprunt. Déi zwou Saachen hunn dann och verschidden Zäithorizonter. Et ass immens schwéier, zouverlässeg richteg Prognosen heizou ze maachen, well et extreem vill Ongewëssheete gëtt an d'Mesuren, déi mer huelen, eigentlech och e groussen Impakt ëmmer hunn.

Genee Estimatioune sinn dofir schwiereg, mee den Trend ass awer kloer. An dee weist: Jo, d'Rechnung fir Lëtzebuerg gëtt méi deier. Eis Contributioune gi viraussiichtlech vu 476 Milliounen Euro am Joer 2021 op 540 Milliounen Euro am Joer 2027 erop. Dat géif en Total vun 3,5 Milliarden Euro iwwer siwe Joer ausmaachen; also eng Hausse vun eiser Gesamtcontributioun ëm 42,7 % par rapport zum leschte Cadre financier pluriannuel. Dat ass net näischt!

Och aner Länner sinn allerdéngs vun esou Haussë betraff. Dat huet zwee Haaptgrënn: De Brexit an d'Noutwendegkeet, de politeschen Ambitioune vun der Europäescher Unioun och e schlagfäerdege Budget ze ginn. Och déi virdrun erwäänte Rabatter spillen hei eng Roll. Kloer!

Mee déi Rechnung ass awer och net ganz esou einfach. Mir däerfen net vergiessen, wéi wichteg d'Europäesch Unioun an de Bannemaart fir Lëtzebuerg sinn. Etüden hunn nämlech gewisen, dass eng 20 % vum Lëtzebuerger PIB mam Bannemaart zesummenhänken. An dat ass enorm!

Mir sollten eis net op déi éiweg Diskussioune vun „Nettozahler", „Nettoempfänger" an dem „juste retour" aloossen. Mir musse gesinn, dass d'Europäesch Unioun, wäit iwwert dës Zuelen eraus, wichteg politesch a wirtschaftlech Avantagë fir eist Land huet.

Ech wëll och nach ervirhiewen, dass mer als Lëtzebuerg probéieren, verschidde Kompensatiounen ze kréien, esou zum Beispill duerch d'Réserve d'ajustement au Brexit.

Ech wëll dann nach kuerz op eis Aarbechten an der Chamberskommissioun agoen. Mir hunn de Projet de leschten 12. Mäerz a Presenz vum Ausseminister analyséiert an dobäi och den Avis vum Staatsrot gekuckt, dee weider keng Observatiounen zum Text hat. De leschte Méindeg hu mer de Rapport dunn an der Kommissioun ugeholl.

Här President, de Cadre financier pluriannuel ass e Kompromëss, dee sécherlech net perfekt ass. All Land an all Partei hätt wuel gäre méi oder manner vun deem engen oder vun deem anere gesinn. Mee et ass en Accord, mat deem mer no laangen an zéie Verhandlungen elo liewe mussen. De Fonds de relance ass en ambitiéise Projet, deen elo mat Liewe gefëllt muss ginn, fir dass en och Resultater um Terrain a besonnesch fir d'Leit bréngt.

Mat der Approbatioun vun dëser Decisioun géife mer haut op alle Fall deen éischte Schratt an déi Richtung maachen. Ech ginn heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Léiwen Här, léif Madamm Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ufänke wëll ech och mat engem grousse Merci un de Rapporteur a President vun der Kommissioun Yves Cruchten, deen en exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport hei virgeluecht huet an deen eigentlech och op eng ganz kloer Aart a Weis déi weesentlech Aspekter vun deem Gesetzesprojet a vun deene Ressources propres duergeluecht huet, och mat allen Avantagen, awer och alle méi kritesche Froen, déi sech an dësem Kontext stellen.

Ech wëll dann och vläicht direkt ufänken, andeem ech soen, datt mir deem Projet de loi eis Zoustëmmung ginn, well et effektiv e ganz wichtege Projet fir d'Europäesch Unioun ass. D'CSV ass, an dat brauch ech, mengen ech, hei net méi nach eng Kéier ze widderhuelen, eng Europa-frëndlech Partei, déi ëmmer erëm op der Säit och vun der Europäescher Unioun stoung. Dofir huet sech fir eis eigentlech och ni d'Fro gestallt, ob mer dëse Projet géife stëmmen oder net.

Ech wëll dann och ufänke mat deene fir mech weesentlechen Avantagen, déi dëse Projet huet. Dat ass och deelweis schonn duerchgeklongen an den Aussoe vum Rapporteur. Fir d'Alleréischt - an dat muss een trotzdeem betounen, et ass vläicht eng Banalitéit -, datt et iwwerhaapt zu engem Accord komm ass.

Well wann ee weess, an ech schwätzen hei ënnert der Kontroll vum Ausseminister, wéi schwiereg déi Diskussioune leider Gottes am Moment generell um Niveau vun der EU verlafen, dann ass dat keng Selbstverständlechkeet. Duerfir si mir och frou, datt dee Budget zustanekomm ass. Sécherlech hätt ee sech op deem engen oder anere Punkt kënne méi ambitiéis Objekter virstellen. Mee kommt, mir maachen elo net „la fine bouche", wéi de Fransous géif soen! Ech mengen, mir sollten elo emol frou sinn, datt et iwwerhaapt zu dësem Accord komm ass.

Een zweete ganz wichtege Punkt, an deen ass och ugeschnidde ginn, ass, datt mer eigentlech och mat deem Accord hei de Plan de relance Next-Generation-EU approuvéieren, an do och awer en net onweesentleche Punkt, datt an Zukunft, wat bis elo ni de Fall war, d'Europäesch Kommissioun och kann op de Finanzmäert Emprunten ophuelen, fir och dee Budget do ze finanzéieren.

Ech mengen, dat ass wierklech eng Première. Dat huet bis elo ëmmer derzou geféiert, datt do trotzdeem d'Méiglechkeete vun enger Kommissioun, vun enger Europäescher Unioun heiansdo limitéiert waren. Hei maache mer also an deem Sënn e ganz grousse Schrëtt no vir. An dat soll een och ganz kloer hei ënnersträichen.

Een drëtte weesentleche Punkt ass dee vun der Rechtsstaatlechkeet. Mir si frou, datt hei dee Lien gemaach ginn ass zwëschent deene finanzielle Contributiounen an haaptsächlech och finanzielle Contributioune fir d'Staaten, datt déi u gewësse Rechtsstaatlechkeetsprinzippien gebonne sinn.

An ech soen dat besonnesch gär och als Member vun der CSV-Fraktioun, well ech weess, mat wat fir

engem Asaz déi fréier Kommissärin Viviane Reding sech ëmmer derfir agesat huet. Ech mengen, si ass haut warscheinlech och besonnesch frou, wa si kann dësen Text matstëmmen, wou eppes, fir dat si wärend laange Jore gekämpft huet, sech och erëmfënnt. An och aus deem Grond si mir ganz frou, dëse Projet kënnen ze stëmmen.

Allerdéngs, Här President: Ech wëll dann awer op zwee, dräi Punkten agoen, déi mer trotzdeem e bësse Suerge maachen.

An ech géif vläicht ufänke mat engem éischte Punkt, wou ech einfach awer enttäuscht sinn, datt mer et net fäerdegbruecht hunn, um europäeschen Niveau awer virunzekomme mat zwou grousse Steieren, déi ëmmer erëm an der Diskussioun sinn. Dat eent ass d'Finanztransaktiounssteier, wat eng extreem wichteg Steier ass. An dat anert, dat ass déi Digitalbesteierung, wou ech wierklech d'Gefill hunn, datt mer net virukommen.

A wat mer eigentlech do nach méi Suerge mécht, ass, wann ech elo e bësse liesen, wat a Groussbritannie viru sech geet. Ech hat d'ailleurs dem Finanzminister net méi spéit wéi gëschter do eng Rei vu Froe gestallt. Ech gesinn, datt déi Diskussiounen iwwert déi Equivalenzen net viruginn, leider Gottes; wat och net terribel favorabel fir d'lëtzebuergesch Finanzplaz ass.

Mee doriwwer eraus, wat mer awer richteg Suerge mécht ass, dat ass, datt Groussbritannien amgaangen ass, sech ëmmer méi wäit vun der Europäescher Unioun ewechzebeweegen. An ech soen lech elo schonn, datt ech fäerten, datt Groussbritannien ni wäert eng Finanztransaktiounssteier akzeptéieren. An ech froe mech och, ob Groussbritannie jee wäert d'accord sinn, fir eng Digitalsteier anzeféieren.

Wa mer awer elo wëssen, an dat ass eng Positioun, déi mir als CSV 100%eg ënnerstëtzen, datt een eng Finanztransaktiounssteier nëmmen op OECD-Niveau kann aféieren, gesäit et natierlech ganz schlecht aus, datt et da jee zu esou enger Steier wäert op OECD-Niveau an och op europäeschem Niveau kommen.

Ech wier och frou, wann den Ausseminister herno vläicht doriwwer kéint e puer Wuert verléieren, well iwwert dëse Projet de loi eraus an iwwert déi Diskussiounen, déi do lafen, fäerten ech, datt mer och do op europäeschem Niveau wäerten zréckgehäit ginn.

Eng zweet Remark, an dat ass eng, déi mech awer e bësse stéiert: Fir d'éischt fannen ech, an de Rapporteur huet d'Zuele genannt, datt déi Contributioun, déi Lëtzebuerg an deenen nächste Joren hei muss leeschten, trotzdeem extreem staark an d'Luucht gaangen ass. 42,7 %, dat ass kee Pappenstiel, wéi déi Däitsch géife soen. An do muss ee sech awer Froe stellen, wéi et zu där doter Progressioun komm ass.

Elo sinn ech mat all deenen d'accord, déi natierlech ëmmer erëm hei ënnersträichen, wéi wichteg d'Europäesch Unioun och fir Lëtzebuerg ass. Nach muss een awer kënnen hannerfroen, wéi et zu där trotzdeem extreem staarker Augmentatioun komm ass.

A wat mech eigentlech an där Diskussioun nach vill méi stéiert, dat ass déi ganz geréng Transparenz, déi hei besteet. Mir gesinn elo just, wat Lëtzebuerg hei méi muss bezuelen. Mir gesinn awer net, wat Frankräich, Däitschland, d'Belsch hei musse méi bezuelen.

An ech muss lech einfach soen: Dat si Punkten, déi leider Gottes zum Euroskeptizismus vu ville Bierger wäerte féieren. Well, kommt, mir maachen eis näischt vir, wann een einfach déi Zuel vun 42,7 % esou dohinnergehäit, dat ass wierklech Waasser op d'Mille vu Populisten! Wann een dann awer wéinstens op där anerer Säit kéint gesinn, wat d'Progressioun, och vun deem europäesche Budget an anere Länner wier, da wier dat vläicht méi einfach ze verstoen.

An ech muss lech einfach soen, an dat ass eppes, wat mer generell Suergen an der Europäescher Unioun mécht: Dat sinn einfach déi Dealen, déi do an den Hannerzëmmere gemaach ginn, wou dann ee Moment herno e Resultat erauskënnt, wou een awer net gesäit, wéi et zu deem Resultat komm ass, an haaptsächlech och net ka vergläichen, wéi d'Situatioun an deenen anere Länner ass.

Dat ass wierklech eppes, wat mer e bëssen opstéisst. An ech wier frou, wa vläicht den Här Ausseminister eis herno méi prezis Zuele kéint ginn, och wéi d'Situatioun an deenen anere Länner ass.

Dann an deem Kontext, an dat mécht mech da richteg rosen, dat ass, datt dann déi Rabatter trotzdeem nach eng Kéier sech an deene Ressourcepropren erëmfannen.

A wat mech nach vill méi rose mécht, dat ass, wann ech d'Resultat vun de Wale gëschter an Holland kucken. Well, kommt, mir maachen eis näischt vir: Déi ganz Diskussioune si jo nëmme geféiert ginn oder zu engem groussen Deel nëmme geféiert ginn, well den Här Rutte wollt déi Wale gewannen a well e wollt seng Situatioun an déi Situatioun vu senger Partei méiglechst gutt maachen. An hien huet sech do als dee grousse Kämpfer gewisen, fir manner Contributiounen an d'Europäesch Unioun eranzeginn.

Seng Rechnung, an dat mécht mech wierklech traureg, ass voll opgaangen! Net nëmmen, datt d'Hollänner en décke Rabatt wäerte viru kréien, mee den Här Rutte huet och gëschter mat groussem Triumph déi Wale gewonnen. An dat, muss ech soen, ass net gutt fir d'Europäesch Unioun!

Dat gesot, Här President, gi mir awer den Accord zu dësem Projet de loi. Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Laurent Mosar. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP), en remplacement de M. Gusty Graas (DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech weess, dass en net ze ersetzen ass, eise Gusty, mee ech probéieren dann awer, d'Positioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet hinzeleeën. Hie sollt dat maachen, kann awer de Mëtten net bei eis sinn.

Europa, d'Europäesch Unioun duerchlieft am Moment net grad hir beschte Phas. Et muss een awer op d'Stäerkte vun der Europäescher Unioun hiweisen, op dat, wat an deene leschte Joren a Joerzéngten erreecht ginn ass. Och wann den Image e bëssen ugekraazt ass, muss ee sech ëmmer erëm drun erënneren, wat säit 1957 alles erreecht ginn ass, an ech mengen, dat huet Seltenheetswäert an där awer ganz, ganz mouvementéierter Geschicht vum europäesche Kontinent. A mir däerfen elo net a schwierege Momenter mat der Energie noloossen, mee mir mussen eis weider dofir asetzen a weider dofir schaffen, fir Europa weider opzebauen.

D'Diskussiounen ëm den EU-Finanzkader, dat ass natierlech e ganz, ganz schwéieren Exercice, wa 27 Länner mussen e Konsens fannen iwwer e supranationale Budget. Dat ass souzesoen eng Herkulesaarbecht an d'EU schaaft hei en neit gemeinsaamt Solidaritéitsinstrument, wat op Verschëldung baséiert. Dat ass net evident, well 27 Memberstaaten trieden de facto d'Souveränitéitsrechter of un eng iwwergeuerdent Institutioun.

Dës Diskussiounen ëm de pluriannuelle Budget, ëm de pluriannuelle Finanzkader stinn natierlech ënnert dem Zeeche vun der Pandemie, déi eis elo säit engem gudde Joer begleet. A sécherlech huet d'Europäesch Unioun an der Gestioun vun der Pandemie net ëmmer déi beschte Figur gemaach, besonnesch am Ufank, wou alles quasi no lénks an no riets gelaf ass. Ech erënneren un zoue Grenzen, wat awer symptomatesch war fir d'Opkomme vun engem neie verstäerkten nationalen Denken.

Fairerweis muss een an deem Kontext awer och soen, dass d'Europäesch Unioun am Santésberäich keng Kompetenz iwwer aner Länner huet.

Wat d'Impfstrategie ubelaangt, dat erliewe mer all Dag, gëtt et och Defiziter, mee dat ass elo hei mengen ech déi falsch Plaz an och net dee richtege Moment, fir doriwwer ze schwätzen.

Ee positive Volet, dee mer awer aus där Pandemie kënnen zéien, ass mat Sécherheet déi gemeinsam Reaktioun, fir d'Ekonomie um europäesche Kontinent ze stäipen. A wann net d'Staaten individuell gréisser finanziell Efforte gemaach hätten, da wär d'Situatioun um ekonomesche Plang nach méi desastréis, wéi se elo ass.

Dat gesäit een och gutt um Beispill vun eisem Land: Mir krute virgëschter nach eng gutt Zensur vum internationale Wärungsfong ausgestallt. D'Mesurë vun der Regierung hätten derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg relativ gutt duerch d'Pandemie komm ass. An ech erënneren och dorun, dass eise PIB am leschten Trimester 1,3 % an d'Luucht gaangen ass par rapport zu dem Trimester 2020 virdrun.

Dofir kann een nëmme begréissen, dass och op EU-Niveau déi néideg Ustrengunge gemaach ginn, fir d'Ekonomie ze ënnerstëtzen, an dofir och dee Plan de relance. Covid huet bäigedroen zu der Next-Generation-EU. Dofir gi 750 Milliarden Euro geléint a mir betrieden domat eng ganz aner Gréisstenuerdnung, en Neiland, wéi d'Europäesch Kommissioun se net kannt huet. An deen Akt, dee mer elo hei matvollzéien, dee gëllt bis 2058. Et ass awer net déi éischte Kéier, wëll ech ënnersträichen, dass d'Europäesch Unioun sech verschëlt, mee och an de 70er Jore si scho Sue geléint ginn, fir Länner ze stäipen - ech erënneren un Italien an un Irland -, am Ënnerscheed zu haut awer mat Haftungsrisiko iwwert den EU-Budget.

De Facteur Solidaritéit spillt eng enorm wichteg Roll am Remboursement vun 390 Milliarden, déi och vu sämtleche Memberstaate gedroe gëtt. Leider hu véier Länner sech dogéint opposéiert: Éisträich, Schweden, Dänemark an och Holland - an dat sinn net déi mannst. An ech mengen, dass dat een awer muss nodenklech stëmmen.

Normalerweis mussen d'Depensen duerch Recetten ausgeglach ginn, dat ass awer bei der Next-Generation net de Fall. Onofhängeg vum finanzielle Volet däerf een natierlech och net de politesche Volet vun dëser Decisioun ënnerschätzen. De politesche Volet … - an ech mengen, deen ass extreem interessant, well awer iwwer 50 % vun dëse Gelder an zukunftsorientéiert Projete fléissen: Ech denken do un d'Fuerschung, ech denken do un de Klimaschutz an ech denken awer och un e verbesserte Gesondheetssystem - ech mengen, dat ass besonnesch wichteg, fir déi haiteg Pandemie ze bekämpfen, a mir wësse jo och net, wat an den nächste Joren a Joerzéngten op eis duerkënnt. Ronn 370 Milliounen Euro ginn an den Ëmweltschutz - nach ni ass op europäeschem Niveau esou vill investéiert ginn -, an dat ass och richteg, an dat ass noutwendeg.

Ee weesentleche Volet vun dësem Projet si jo d'Ressources propres. Dat ass awer och en delikate Volet, well jo hei och Recettë geschafe ginn, déi fir déi 27 Membere gëllen. Mir beweegen eis also och hei um Gebitt vun der EU-Fiskalitéit - ee Punkt, wou eng Unioun besonnesch op d'Prouf gestallt gëtt. Am Moment sinn d'Haaptrecetten op Basis vum PIB a vun der TVA gerechent. Wann d'EU awer méi staark finanziell wëllt ginn, an och méi onofhängeg, da muss se méi op Ressources propres setzen. Et ass scho bal erstaunlech, dass de 14. Dezember d'lescht Joer e Accord am Conseil iwwert dëse Punkt fonnt ginn ass. Dat ass awer eng gutt Saach an op alle Fall eng positiv Saach.

Mat Diskussiounen ëm d'Verstäerkung vun de Ressources propres geschitt e Paradigmewiessel an der EU. Et ass zum Beispill en éischten Usaz fir eng Plastiksteier. Eng Plastiksteier, déi soll siwe Milliarden Euro pro Joer erabréngen. Plastik - dat wësse mer alleguerten - ass ee vun de gréisste Problemer vum Offall, et ass ee vun de gréisste Problemer an eiser Ëmwelt, a mir mussen onbedéngt méi konsequent géint de Plastik virgoen. All Joer ginn e puer Milliounen Tonne Plastik an eis Mierer gespullt an et ass eng vun de gréissten ekologesche Katastrophen, net nëmme fir d'Flora, mee och fir d'Fauna am Mier.

Ech fannen et also ubruecht, dass esou eng Tax kënnt. Well mat guddem Wëllen eleng kritt een dee Plastikbierg do net besäitegt. Mir mussen eis, mengen ech, alleguerte bewosst sinn, dass mer nach méi musse maachen. Mir mussen eis selwer méi animéieren, fir de Plastik - och hei zu Lëtzebuerg - ze vermeiden.

Taxen a Steiere sinn ni populär bei de Leit dobaussen. Mir kommen awer net derlaanscht, op EU-Niveau och ëmweltschiedlecht Verhale méi finanziell ze belaaschten. Dat ass legitimm, an ech schwätzen hei vum Prinzip vum Pollueur-payeur. D'Philosophie muss sinn: Deen, deen d'Ëmwelt onnéideg verknascht, dee muss och dofir bezuelen. An dat muss fir jiddweree gëllen, egal, ob en en décke Portmonni oder e klenge Portmonni huet.

Kommt mir sinn éierlech: Wann d'EU da do net géif maachen, ech mengen, wéineg Länner hätten de Courage oder géifen de Courage opbréngen, fir esou eng nei Steier anzeféieren. D'EU iwwerhélt vun de Memberstaaten eng schwéier Decisioun, d'EU iwwerhélt Verantwortung an dat ass och gutt esou.

Ee vun den Divergenzpunkten - an dat ass scho virdrun ugeklongen -, dat ass de berüümte Rabatt. An de Rabatt, dee besteet jo net elo eréischt säit Kuerzem, mee dee gëtt et scho säit 1984. An deen ass eigentlech vum Prinzip hier, an enger Solidargemeinschaft net ze toleréieren. All Land muss zu deem Ausgläich bäidroen. An dat sinn natierlech Punkten, déi fir zousätzlech Spannunge suergen. Eist Land soll sech net an huet sech och net an d'éischt Rei stelle gelooss, wann et ëm de Rabatt geet. An dofir ass et och nëmme schwéier nozevollzéien, wa fënnef Länner, déi nu wierklech net zum Aarmenhaus vun Europa gehéieren, do vir derbäi stinn a gären e Rabatt hätten, zum Beispill wéinst dem Rotterdamer Hafen.

Lëtzebuerg kritt 93 Millioune fir Facilité pour la reprise et la relance (veuillez lire: Facilité pour la reprise et la résilience) - u sech keen extreem héije Chiffer. Och wann d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg am Moment awer ugespaant ass, hu mir duerch eis eegen Emprunten zousätzlech Mëttel geschaf, an déi wirtschaftlech Parameteren hei zu Lëtzebuerg sinn awer weesentlech manner dramatesch wéi an anere Länner, a si sinn och manner dramatesch, wéi laang vum Statec gefaart ginn ass.

Eppes ass kloer: De Plan de relance, dee muss séier a Kraaft trieden. Mir däerfe keng Zäit verléieren, well dat wär zum Nodeel vun eiser Kompetitivitéit, zum Nodeel vun der Kompetitivitéit vun den europäesche Betriber.

Ob de Montant, iwwert dee mer schwätzen, duergeet, kann een zu dësem Zäitpunkt net soen. Mee d'Méiglechkeet muss bestoen, fir eventuell hei eng Rallonge kënnen ze maachen.

Och muss ee sech, an deem heite Kontext, Gedanke maachen iwwert den EU-Stabilitéitspakt. Frankräich stellt d'Reegel vun de 60 % vum PIB scho méi laang a Fro, a vläicht muss een do awer méi differenzéiert vu Land zu Land kucke goen.

Et gi jo schonn eng Rei Iddien avancéiert fir zousätzlech Ressources propres, virun allem um Niveau vum Ëmweltschutz, wat mer och begréissen. Ech weisen awer och op d'CO_2-Grenzausgläichssteier hin. Déi soll jo ënner franséischer Présidence 2022 finaliséiert ginn an 2023 a Kraaft trieden. Dat wäerten awer nach ganz vill Diskussioune ginn, well den US-Emissär fir Klimaschutz, den Här John Kerry, huet sech jo do scho skeptesch ausgedréckt.

D'Iddi, déi ass am Fong net allze schwéier: Alles, wat CO_2 produzéiert, soll och taxéiert ginn. Et ass am Fong eng Douanestax, déi soll op Betriber kommen, déi ausserhalb vun Europa derzou bäidroen, dass eeben CO_2 produzéiert gëtt, an doduerch solle se incitéiert ginn, manner CO_2 fräizesetzen. Dat wär och gutt fir d'Gläichheet vun der Kompetitivitéit tëschent de Betriber an der Europäescher Unioun an deenen ausserhalb vun der Europäescher Unioun. Domat kéimen zousätzlech Recetten an d'EU-Keesen, mee et géif och de Bannemaart stäerken. Déi do Iddi, déi schéngt breet gedeelt ze ginn: Ech denken u Fridays for Future, awer och un den europäesche Gewerkschaftsbond an och un eng ganz Rei Nobelpräisträger.

Den Här Frans Timmermans mécht dat zu engem vu senge Kärpunkte vum Green Deal. An et gëtt geschat, dass all Joer Wueren an d'EU importéiert ginn, déi 700 Milliounen Tonnen CO_2 fräisetzen, sief dat Stol aus der Ukrain oder Zwiwwelen aus Neiseeland. Mir mussen natierlech och an eise Gedanke verhënneren, dass et zu enger Auslagerung vu Betriber kënnt, déi vill CO_2 ausstoussen an dann op eng aner Plaz op der Welt d'Klima verknaschte ginn.

2006 gouf den EU-Emissiounshandel ageféiert. Et goufen Ausnamen accordéiert, an esou goufen zwëschent 2013 an 2020 ronn 43 % vun den Emissiounszertifikater gratis ausgestallt, zum Beispill fir d'Stolindustrie. An et ass gutt ze héieren, dass d'Stolindustrie an Zukunft elo och wëllt méi grénge Stol produzéieren.

Et ass natierlech besser, esou Decisiounen op EU-Niveau ze huelen. Et ass méi effikass, wéi wann eenzel Initiative vun de Memberstaate géife getraff ginn. De Klimaschutz ass eng Chance fir Europa. Et ass eng Chance, sech als Virreider an dësem Domän ze profiléieren, sech als Virreider ervirzedoen. D'EU wëllt jo an d'EU soll bis 2050 klimaneutral sinn, an dat ass och gutt esou.

Ech denken natierlech och - an et ass virdrun ugeklongen - un déi geplangten eege Ressourcen um fiskalesche Plang: Ech denken un d'Digitalisatiounssteier, d'Transaktiounssteier. A besonnesch d'Transaktiounssteier hei zu Lëtzebuerg, déi wäert nach fir Diskussioune suergen.

Natierlech hat och de Brexit en enormen Impakt op d'Diskussiounen, déi gelaf sinn. En éischte Sträit mat Groussbritannien ass jo schonn amgaangen, wéinst dem Netrespektéiere vun de Reegele vum Bannemaart. An Nordirland huet d'Kommissioun geriichtlech Schrëtt ënnerholl.

Eng weesentlech Neierung - an ech mengen, eng ganz, ganz wichteg Neierung - ass an dësem Kontext d'Anhale vun de rechtsstaatleche Prinzipien op Basis vum Artikel 2 vum Traité. Et ass fir eis elementar an et ass fir eis immens wichteg, dass mer ni däerfe vergiessen, dass Europa an dass d'Europäesch Unioun eng Solidargemeinschaft ass an eng Wäertegemeinschaft. Leider huelen e puer Kandidaten dat net esou prezis, virun allem Polen an Ungarn. An et ass traureg ze héieren, dass déi zwee Länner eng Plainte gemaach hunn um Europäesche Geriichtshaff. An et fält op, dass déi Plaintë quasi gläichzäiteg agelaf sinn. Mir hunn et hei mat enger Procédure accélérée ze dinn, dat ka sechs bis néng Méint daueren, an hoffentlech fält d'Urteel am Sënn vun enger schneller Ëmsetzung vun deem Projet, dee mer haut stëmmen.

Den Impakt op Lëtzebuerg ass och net negligeabel: Eis Participatioun, déi geet vu 476 Milliounen op 540 Milliounen erop. Mee ech fannen awer déi Remark am Här Cruchten sengem Rapport, fir déi ech em och hei wëll Merci soen, méi wéi pertinent. An ech géif déi gären zitéieren: « Quoi qu'il en soit, il serait erroné de réduire les avantages de l'adhésion à l'Union à des chiffres purement mathématiques qui ne peuvent prendre en compte les avantages politiques et économiques énormes découlant de la participation d'un État membre au marché intérieur de l'Union. ». Ech mengen, et ass wichteg, dass mer eis dat ëmmer erëm virun Ae féieren, wat och d'Virdeeler si vun der Europäescher Unioun, fir eis als Lëtzebuerg, an natierlech och fir all déi aner Länner.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Zum Schluss nach e puer allgemeng Remarken.

Wa virun allem d'Emprunte vun der EU derzou bäidroen, dass de Wuesstem nees unzitt - an ech denken do un en nohaltege Wuesstum -, da musse mer,

mengen ech, an Zukunft och méi Vertrauen an d'Emprunten hunn, déi op EU-Niveau gemaach ginn. Dat kéint e weidert Instrument sinn, fir Ressources propres ze generéieren.

Et muss een natierlech och hei op d'Fro vun der Kompetenz ze schwätze kommen. Fält, an dat ass a Fro gestallt ginn, fält de Green-Generation-Pak (veuillez lire: Next-Generation-Pak) ënnert de Kompetenzberäich vun der Europäescher Unioun? Den Zentrum fir europäesch Politik zu Freiburg gesäit dat Ganzt a enger Analys jiddefalls net ganz onproblematesch, well d'EU-Verträg gesinn déi do Demarche net onbedéngt vir.

Nei ass also elo, dass net wéi fréier d'Haftung bis e gewëssene Prozentsaz pro Land virgesinn ass, mee et ass an der Logik vun enger gemeinsamer Haftung, dat heescht: Wann ee Land net méi zréckbezuele kéint, wann ee Land an d'Situatioun kéim, dass et keng Sue méi hätt, dass déi aner Länner dann asprangen. Ech mengen, dat sollt hei op dëser Plaz awer och net onerwäänt bleiwen.

Ech mengen, dass Länner, déi méi vun den Hëllefe profitéiere wéi anerer - ech denken u Spuenien, Frankräich, Italien -, och mussen akzeptéieren, dass déi national Hëllefs- a Resilienzprogrammer vu baussen däerfe gekuckt ginn a vu baussen däerfe méi genau ënnert d'Lupp geholl ginn. Kommt mir denken awer drun, dat hei ass jo awer eppes, wat soll bis 2058 lafen!

Mir befannen eis op alle Fall elo an engem neien Zäitraum fir d'Europäesch Unioun. De Rotspresident Charles Michel huet vun enger kopernikanescher Wend an der EU-Finanzpolitik geschwat.

Just e kuerzt Wuert iwwert d'Participatioun hei an der Chamber un dësem awer, mengen ech, enorm, enorm wichtege Projet: Et ass awer vläicht net grad an der Preparatioun an an der Ëmsetzung zäitlech ideal gelaf. Vläicht sollt een an Zukunft virgesinn, dass d'Chamber méi Zäit huet oder vläicht éischter mat an den Decisiounsprozess kann integréiert ginn. Firwat hei net souguer eemol pro Legislaturperiod e spezifeschen Debat iwwert de Plan pluriannuel vun der Europäescher Unioun féieren?

An der Hoffnung, dass alleguer d'Länner, och Polen an Ungarn, ratifizéieren, géif ech den Accord gi vun der Demokratescher Partei an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer kuerz, fir den Ufank, Iech all mäi Gebuertsjoer ënnert d'Nues ze reiwen: 1992.

(Brouhaha)

Dëst net, fir e Punkt ze maachen, wéi jonk ech nach sinn, mee fir bei dësem wichtege Gesetz ze ënnersträichen, dass ech e Kand vun der EU sinn. Ech kenne keen anert Denken, ech si grouss ginn am Schengeraum a mam Erasmusprogramm an ech hunn éierlecherweis keng Anung, wéi vill Frang een Euro war.

D'europäescht Denke gëtt reegelméisseg vu rietse Kräften a Fro gestallt. An, jo, d'EU ass net perfekt a mir alleguerten haten an deene leschten zwielef Méint Momenter, wou mer eis seriö Froe gestallt hunn, iwwert d'europäesch Bezéiungen zum Beispill.

Den EU-Budget fir 2021-2027 an den EU-Relancepak sinn e positiivt Zeeche fir d'europäesch Integratioun. Grad elo, wou ganz Europa weider mam Virus a mat senge wirtschaftlechen, sozialen a gesondheetleche Konsequenzen ze kämpfen huet, brauche mer genee dës ambitiéis europäesch Initiativen, fir e Wee aus der Pandemie opzezeechnen - virun allem fir déi Länner, déi am meeschten ënnert dëser Kris gelidden hunn.

D'Ophuele vu gemeinsame Scholden duerch d'EU-Kommissioun ass ee vun de wichtegsten Zeeche vu Solidaritéit an Zesummenhalt an der EU. Déi finanziell besser opgestallte Staate biergen dofir, dass all d'Staaten, zu attraktive Konditiounen, hir Relance finanzéiere kënnen. Dat ass en Akt vu Solidaritéit, déi grad elo esou kruzial ass, wa mer als EU d'Coronakris bewältegen an d'europäesch Ekonomie nohalteg relancéiere wëllen.

Och de Volume vum neien EU-Budget ass e gutt Zeechen: Wa mir d'Krise vun eiser Zäit wëllen ugoen - an ech denken dobäi un d'Klimakris, un d'Coronakris, un d'sozial Ongläichheeten -, da brauche mer net just national, mee och ambitiéis europäesch Léisungen. An dofir brauch d'EU och déi néideg finanziell Moyenen, virun allem wann et drëms geet, eng europäesch Relance no Covid ze finanzéieren. Et ass dofir och méi wéi sënnvoll, dass sech d'EU nei Moyene gëtt fir eege Recetten.

Den EU-Budget weist och: Entgéint dem Trend vun de leschte Joren - zum Beispill an der Onfäegkeet, eng Eenegung ze fannen an der Flüchtlingskris - bleift d'EU handlungsfäeg, wann et dorëms geet, Krisen ze bewältegen. Mam MFF (ndlr: Multiannual financial framework) 2021-2027 a mam Relancepak gëtt d'EU eng kloer budgetär a fiskalpolitesch Äntwert op d'Kris, déi op der Héicht vun der Zäit ass an déi komplementär ass zur Geldpolitik vun der EZB.

De Risiko vun enger neier Spuerpolitik ass dofir, fir de Moment, vum Dësch, an dat ass eng gutt Noriicht! Mee och an den nächste Joren dierfe mer net de Feeler maachen, an eng blann Austeritéitspolitik zréckzefalen.

Den neien EU-Budget schaaft déi richteg Basis fir déi ekonomesch Relance no Covid a mécht Hoffnung, wat d'Erreeche vun der Klimaneutralitéit um Niveau vun der EU bis 2050 ugeet.

Elo ass et virun allem wichteg, dass déi 750 Milliarden aus dem Relance-Pak sënnvoll a séier agesat ginn, fir duerch eng gréng Relance den nohaltegen Ëmbau vun der Ekonomie ze beschleunegen.

Mir brauche massiv Investitiounen an d'Energietransitioun - ech denken dobäi un erneierbar Energien an d'Integratioun vun den europäeschen Energienetzer a vill Weideres -, an déi europäesch Zuchinfrastruktur, an d'Recherche, an d'ökologesch Innovatioun, an d'Économie circulaire.

Och Lëtzebuerg muss hei seng Responsabilitéit wouerhuelen, an dat mécht d'Regierung, andeems se, trotz der Kris, d'Investitiounen net erof-, mee weider eropgeschrauft huet. Och mat hirem éischten Entworf vum lëtzebuergesche Plan pour la reprise et la résilience huet d'Regierung hei gutt virgeluecht: Lëtzebuerg kritt 93 Milliounen aus dem EU-Relance-Dëppen - eise PRR beleeft sech awer op iwwer 330 Milliounen.

Santé, Digitaliséierung, Logement, Klima an Ëmwelt sinn ënnert den Haaptprioritéiten: 117 Millioune fir de Logementsprojet NeiSchmelz, 30 Millioune fir d'PV-Anlagen op ëffentleche Gebaier; 13,6 Millioune fir den Naturpak; 2,7 Millioune fir de Kampf géint Geldwäsch.

Mir begréissen d'Tax op net recycléierte Plastiksoffäll - dat war nämlech eng gréng Fuerderung! Dës Tax reit sech an an all d'Efforten, déi mer och op nationalem Niveau maachen, zum Beispill mat der Ëmsetzung vun der Null-Offall-Strategie: ënner anerem fir méi héich Strofe fir Littering an de Verbuet vu verschiddenen Einwegplastiksproduiten a -verpackungen.

Laangfristeg kann een awer och d'Plastiksteier areien an d'Iwwerleeunge vum Pollueur-payeur - do, wou mer d'Entreprisen, an och d'Biergerinnen an d'Bierger responsabiliséiere kënne fir méi ëmweltfrëndlech Produiten a Konsum -, an dat sollt och eng Iwwerleeung sinn, déi eis Regierung an deenen nächste Jore soll maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Déi ugeduechten Auswäitung vum europäeschen Emissiounshandel op Aviatioun an den Transport maritime ass längst iwwerfälleg a muss séier an effektiv ëmgesat ginn. Gläichzäiteg brauche mer, wéi scho gesot, a ganz Europa Investitiounen an d'Schinn, fir Alternativen zu Kuerzstreckeflich opzebauen. Och eise Mobililtéitsminister gëtt net midd, dëst ëmmer nees ze betounen.

Eng weider Ressource propre, déi d'EU am Moment diskutéiert, ass de Carbon Border Adjustment Mechanism. Dëse Mechanismus ass, a Kombinatioun mam europäeschen Emissiounshandel, EU ETS, e kruzialen Outil, fir d'Klimaneutralitéit op EU-Niveau ze erreechen.

Esou ee Mechanismus ass d'Viraussetzung dofir, dass d'Zerstéierung vun der Ëmwelt a vum Klima net méi als kompetitiven Avantage vun Entreprisen aus Net-EU-Länner ka genotzt ginn. Et ass dofir och e wichtege Schrëtt fir eis Industrie, well si esou virum Ëmweltdumping geschützt gëtt. Ouni esou ee Mechanismus riskéiere mer, dass nach méi Industriebetriber sech aus Europa verabschiden a sech a Länner nidderloossen, déi et mam Kampf géint d'Klimakris net esou eescht mengen - en Trend, dee mer leider an deem leschte Joerzéngt ëfters erlieft hunn.

Dëse Mechanismus ass och e Baustee vun engem méi faire Welthandel, deen Ëmwelt- a Sozialdumping net belount, mee am Interessi vum Mënsch an der Ëmwelt steet. D'Kommissioun muss hei am Juni eng ambitiéis Propos virleeën, op déi mir ganz gespaant waarden.

Déi grouss multinational digital Entreprisë sinn ee vun de grousse Gewënner vun dëser Coronakris. Wärend déi lokal Geschäfter staark ënnert de sanitäre Mesurë gelidden hunn, sinn Online-Liwwerdéngschter immens gewuess. Dee gréissten Onlinehändler konnt säin Nettobenefiss 2020, par rapport zum Joer virdrun, bal verduebelen. Gläichzäiteg sinn et oft dës Entreprisen, déi aggressiv Steiervermeidung bedreiwen an dobäi net hire fairen Deel zur Allgemengheet bäidroen. D'Diskussioun ëm eng EU-Digitalsteier ass dofir richteg a wäert e wichtege Schrëtt a Richtung méi Steiergerechtegkeet sinn.

Grad am Kontext vun der Kris musse mir d'Fro vun der Steiergerechtegkeet och zu Lëtzebuerg an de Mëttelpunkt vun der politescher Debatt stellen. D'budgetär Erausfuerderunge sinn nämlech grouss - den Impakt vun der Kris op d'Staatsfinanzen, de Finanzement vun der Relance an der Klimatransitioun an de Verloscht vu Recetten duerch d'Steierharmoniséierung op EU-Niveau brëngen dat mat sech - a mir mussen eis iwwerleeën, wéi mer dës Defien uginn a gläichzäiteg eng gerecht Verdeelung vun der Steierlaascht sécherstellen, soudass d'Ongläichheeten an eiser Gesellschaft net nach weider klammen. D'Debatt iwwert d'Moderniséierung vun eisem Steiersystem hei an der Chamber wäert dofir dee richtege Moment sinn, fir dat am Detail ze thematiséieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauchen haut méi wéi jee virdrun e soziaalt Europa. Trotz all den Hëllefsmesuren ass de sozialen Impakt vun dëser Kris enorm. D'Aarbechtslosegkeet ass duerch d'Kris staark eropgaangen. Nach méi staark ass den Impakt vun der Jugendaarbechtslosegkeet: An der Eurozon war de Stand vun Dezember 2019 15,5 %, am Dezember 2020 18,5 %. An ech muss Iech soen, dat trëfft mech als jonk Europäerin ganz besonnesch.

Deen neien EU-Budget gesäit ee European Social Fund Plus an der Héicht vun 88 Milliarden Euro vir. Domat solle Mesurë finanzéiert ginn, déi den Emploi vu Jonke fërderen, Chômeuren ënnerstëtzen an d'Kanneraarmut bekämpfen. Et ass wichteg, dass och iwwert d'Kris eraus mat permanenten Instrumenter eng méi sozial Unioun geschaf gëtt. D'EU-Kommissioun hat sech d'lescht Joer zum Beispill nach fir eng europäesch Aarbechtsloseversécherung ausgeschwat.

D'Europaparlament, an domat och déi europäesch Gréng am Europaparlament, hunn e grousse Meritt un de Fortschrëtter an dësem EU-Budget. D'Europaparlament huet, ënner anerem, follgend Ännerungen duerchgesat: 2,2 Milliarde méi fir den Erasmus +, 4 Milliarde méi fir Horizon Europe - also Investitiounen an d'Recherche an an d'Innovatioun -, 3,4 Milliarde méi fir EU4Health - also Investitiounen an d'Gesondheet -, a 500 Millioune méi fir humanitär Hëllef.

Den neien EU-Budget huet vill gutt Usätz a setzt wichteg Prioritéiten, mee d'Ëmsetzung vun de gudden Initiative steet nach aus, souwuel wat de Relance-Pak ugeet, mee och wat d'Erschléisse vun neie Recetten ugeet. Et ass elo wichteg, dass d'EU-Kommissioun séier Proposen op den Dësch leet, an dass déi net en cours de route verwässert ginn.

Här President, ofschléissend wëll ech heimat ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse wichtege Projet de loi ginn, ouni awer de Här Rapporter Yves Cruchten ze vergiessen an him e ganz grousse Merci ze soe fir seng schnell an effikass Aarbecht a fir deen exzellente schréftleche wéi mëndleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänken an dem Här Cruchten Merci soen fir e ganz ausgezeechenten a komplette Rapport, deen en eis hei gemaach huet. Mee ech sinn e bësse schei, wann ech hei soll iwwert d'Europäesch Unioun schwätzen, well nodeem ech hei héieren hunn, wéi praktesch all meng Virriedner dat gelueft hunn, ouni Kritik, kommen ech mer bal vir wéi an enger Kierch, wou jiddereen en Dogma widderhëlt, wat et awer net ass!

An eisen Aen ass d'Europäesch Unioun eng international Organisatioun, déi mer och esou kucken. Mir si Member do. Mir kucken, wat eis Virdeeler sinn, eis Nodeeler. Mir hunn och eis Kriticken, an ech wëll déi awer och hei ubréngen. Well dat, wat mer hei elo hunn, dat ass e Finanzkader, iwwert dee mer schwätzen. An den Här Asselborn huet eis dee virgestallt an der Kommissioun an en huet gesot: „Heiru kënne mer kee Jota änneren, et ass eeben d'Verhandlungsresultat." Mee an eisen Aen ass et kee gutt Verhandlungsresultat, aus zwee Grënn: éischtens aus finanzielle Considératiounen - dorobber kommen ech nach ze schwätzen - an zweetens, well et esou ass, datt hei eng Rei Gefore fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun an deem Finanzkader mat draleien.

Mir wäerten en net matstëmmen aus véier Ursaachen. Déi Éischt ass déi enorm Augmentatioun vum lëtzebuergesche Bäitrag. Déi zweet Ursaach ass d'Verletzung vun den EU-Verträg, déi hei dralät - ech erënnere mech, den Här Mosar vun der CSV hat geschwat vun „engem grousse Schrëtt no vir", mee et ass u sech eng Vertragsverletzung! Dat Drëtt ass d'Ideologiséierung vun de Budgetsverhandlungen - dat ass och eng grouss Gefor fir d'Zukunft, do sinn eng ganz Rei Politikberäicher, déi elo an de politesche Fokus kommen, déi emol net am Kompetenzberäich vun der Europäescher Unioun leien. An dat Véiert ass d'Aféierung vun neie Ressourcen - do sinn eng Rei Steieren dran, déi grouss Gefore fir déi Lëtzebuerger Ekonomie mat sech bréngen.

D'Héicht vun eiser Contributioun - et ass scho gesot ginn -, déi geet ëm 42,7 % an d'Luucht, ouni datt mer wëssen, wéi déi Contributioun vun anere Memberstaate sech dozou verhält. Do wëll ech op déi traditionell ADR-Positioun bei internationalen Organisatioune verweisen, wou mir soen: Mir solle proportional zu eisem ekonomeschen an demografesche Gewiicht bezuelen - do gëtt et Schlësselen -, awer net méi an net manner. Dat maache mer awer an enger ganzer Rei vun internationalen Organisatiounen, wou mer wäit méi wéi eisen normalen, eiser Gréisst entspriechende Bäitrag bezuelen. Dat wëlle mir kloer net!

Dat Zweet ass, datt mer och natierlech net leegnen, datt Lëtzebuerg eng ganz Rei Virdeeler dovun huet, datt mer am Bannemaart sinn, datt d'Europäesch Unioun eiser Ekonomie doduerch Méiglechkeete gëtt, mee mir wëlle Proportionalitéit a Gerechtegkeet. Dat wëlle mer ëmsou méi, well mer jo och en Defizit hunn an och sozial Suergen hei am Land! Ech erënnere mech, den Här Engelen hat nach viru Kuerzem hei proposéiert, datt mer sollten de Chômage partiel vun 80 % op 100 % eropsetzen. Do huet d'Koalitioun net derzou geschwat! Net derzou geschwat a global Nee gesot! Do ass et ëm e puer Millioune gaangen. Hei schwätze mer iwwer Honnerte vu Milliounen an dat gëtt dann hei esou duerchgewonk! Also do sinn awer Ongläichgewiichter, déi mir net ouni Weideres do wëllen akzeptéieren.

Et ass och esou, datt dee Finanzéierungsmodus, deen elo do zréckbehale gëtt, dat ass schonn e Broch vun den EU-Verträg. Wat soen d'Verträg? Den Artikel 311 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dat ass den Ex-Artikel 269 TEC, fir déi Leit, déi dat nach wëssen, dee seet: « Le budget est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par des ressources propres. » Dat ass d'Rechtslag. D'Europäesch Unioun däerf also net op aner Finanzéierungsinstrumenter wéi Scholden oder eng Friemfinanzéierung zréckgräifen. An dat ass eeben hei elo de Fall.

An déi Vergemeinschaftung vu Scholden ass eng reng politesch Saach. Mir erënneren eis: Zënter Joren ass probéiert ginn, Eurobonds anzeféieren, an duerno hu se Coronabonds geheescht, an elo ass et eeben de Fonds de relance européen an Next-Generation-EU Mee d'Iddi ass ëmmer déi selwecht: Mir solle gemeinschaftlech Scholden hunn, well domadder gehofft gëtt, datt mer, duerch déi Solidaritéit, déi Zwangssolidaritéit, d'Europäesch Unioun net méi kënnen auserneendreiwen, och ekonomesch net, och finanziell net. Et ass also eng Zwangsfederaliséierung. Dat ass eigentlech d'Iddi derhannert.

Mee déi gemeinsam Scholden, déi hunn och an der Geschicht vun den USA an op anere Plazen zu Sträit gefeiert. An dat wäert et och hei sinn! Well, u sech ass dat hei jo e Mechanismus, deen derzou féiert, datt laangfristeg den Eurosystem jo och esou opgebaut gëtt, datt e permanenten Transfer vu Ressourcen aus deene méi stabilitéitsorientéierten nordesche Länner an déi nun eemol manner stabilitéitsorientéiert südlech Länner offléissen. Dat féiert, wann et eis ekonomesch eng Kéier méi schlecht geet, zu enormem Sträit a Spannungen a kann zu enger grousser Gefor fir den Euroraum féieren. Dat ass einfach eng Tatsaach.

Genausou gesi mer och aner Geforen. En TARGET2, zum Beispill. Op dee ginn ech awer elo net an.

Drëttens: d'Ideologiséierung vun de Budgetsverhandlungen. Hei gëtt dann de Rechtsstaatsmechanismus als groussen Erfolleg gefeiert. Mee et muss een awer och wëssen, datt och do ganz seriö Geforen draleien. Et ass zum Beispill esou, datt d'Familljepolitik iwwerhaapt net am Kompetenzberäich vun der Europäescher Unioun läit. An awer, wann iwwer Ungarn, Polen an nach anerer geschwat gëtt, ginn dacks Beispiller aus deem Beräich genannt, fir iwwert d'Rechtsstaatlechkeet ze diskutéieren. Et ass keng Kompetenz vun der Europäescher Unioun!

Genausou och wéi d'Migratiounspolitik eng ganz ëmstridde Saach ass! Ech mengen, ech brauch et hei net ze soen, d'Éffentlechkeet ass sech och där Saach voll bewosst, datt deen Drock, deen op verschidde Staate soll ausgeüübt ginn, fir Refugiéen ze verdeelen an esou weider, datt dat an Osteuropa, an net nëmmen a Polen an an Ungarn, extreem grouss Retizenzen ausléist. An och an enger Rei vu westeuropäesche Staaten! A wann een also probéiert, elo iwwert d'Budgetspolitik esou en Drock auszeüben, dann ass dat jo kloer, datt et e Sträit gëtt, warscheinlech tëschent Ost- a Westeuropa, an och méi e schaarfe Sträit an deene westeuropäesche Staaten.

An dann d'Aféierung vun neien EU-Steieren, dat gëtt och hei gefeiert. Mee mir gesinn awer do och ganz kloer Geforen. Mir hunn eis éiweg gewiert als Lëtzebuerg, datt eng Finanztransaktiounssteier soll kommen, déi net op OECD-Niveau ass. Genausou wéi mat där Redevance digitale, also déi Steieren elo speziell vläicht och fir multinational Firmen, déi besonnesch am digitale Beräich do aktiv sinn. Och

do hu mer gesot: „Mir maachen dat op OECD-Niveau.“, fir eeben eis Lëtzebuerger Ekonomie net ze schiedegen.

An awer koum den Här Bettel d'lescht Joer vum Conseil européen zréck an hat do eng Dispositioun ugeholl, wou eeben esou eng Finanztransaktiounssteier ugeduecht ass an och eng Redevance digitale, ouni datt dat op OECD-Niveau ass. An hei ass och scho gesot ginn: „D'Britten, et ass alles anescht wéi sécher, datt déi matmaachen.“ Dat heescht, dat wäre kloer Dispositiounen zulaaschte vun eisem wichtegste Wirtschaftssecteur, nämlech der Finanzplaz.

Dat sinn alles keng positiv Resultater. An ech wëll kloer soen: Mir sinn ... Ech mengen, den Här Mosar hat gesot, si wären eng europafrëndlech Partei. Dat si mir och! A well mer europafrëndlech sinn, si mer net blann, well mir mussen d'Europäesch Unioun och kënne kritesch begleeden! Mir mussen och gesinn, wou Gefore leien. Mir sollen och Interessien do vertrieden. An dat, mengen ech, ass och eis Aufgab, fir Europa mat opzebauen, awer déi Lëtzebuerger Interessien dobäi net ze vergiessen.

Wat hei geschitt, dat ass Sträit an Europa bréngen. Et si grouss Gefore fir eis Finanzplaz. Et ass einfach eng verpasste Chance fir eng gutt Europapolitik.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Voilà! Bon, mir kënnen eis natierlech all un déi Negociatiounen erënneren, déi schwéier waren, déi ëmmer méi schwéier gi mat der Zäit, vu datt ëmmer méi Memberen an d'Europäesch Unioun bäikommen a vu datt d'Interessen ëmmer méi auserneendriften. Dat ass net just ënner Nationalstaaten esou, mee och ënner politeschen Tendenzen.

Si si sech duerno eens ginn, d'Regierungscheffen. A jiddwereen huet dat gefeiert. Jiddwereen hat u sech gewonnen. Dat ass eng Fro vun der Interpretatioun. An et gouf och deelweis esou duergestallt, wéi wann dat elo dee grousse Stopp wier vun der Spuerpolitik, déi zanter 2008 gefeiert gëtt an déi dozou gefeiert huet, datt d'EU u sech vun der ganzer industrialiséierter Welt dee Raum ass mam klengste Wuesstum. Bon.

Ech mengen, et misst een awer vläicht e bëssen aushuelen an e klenge Bléck no hanne werfen, well an deene leschten zéng Joer huet d'Politik vun der Madamm Merkel, vun deene verschiddene Merkel-Regierunge jo doranner bestanen, hire stramme Spuerkurs ze fueren, deen net nëmme katastrophal war fir e groussen Deel vum Salariat an Däitschland selwer, mee sech och op déi aner Länner spierbar gemaach huet. Ech sot „Merkel“, et kéint een awer och op aner Regierunge virdrun nach zréckkucken. Mee op jidde Fall war dat de Fall fir den EU- an nach méi genau den Euroraum.

Fir et an anere Wierder ze soen: Däitschland huet duerch seng Spuerpolitik, duerch seng staark Europolitik e reegelrechten ekonomeschen a kommerzielle Feldzuch géint aner EU-Partner gefeiert. Mee op eemol stoung awer och Däitschland virum Trümmerhaufe vu senger Politik. Dat heescht, si stiechen an enger historescher Kris vun hirer Automobillindustrie, den Handelskrich, deen och de President Trump géint d'EU gefeiert huet an och géint Däitschland an deem Sënn gefeiert huet, an natierlech och de Konkurrenzdrock, deen ëmmer méi grouss gëtt, vun de chineesesche Produkter. Natierlech koum och nach d'Covidpandemie derbäi. Dat alles huet Berlin dozou motivéiert, d'EU e bëssen - e bësse! - manner doutzespueren.

Här President, ech hätt just eng kleng Fro: Ech gesinn hei, do ass kee Compteur?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat opgepasst.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- A!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech sinn iwwerzeegt, datt Dir an Äre Limitte bleift.

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, ...

(Hilarité et brouhaha)

... kennt Dir mech net?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wat d'Zäit ubelaangt!

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dir hutt mech nach net erlieft, Här President. Ech hale mech jo ni drun.

A, elo sinn ech erëm op zéng Minutten. Dat ass genial. Okay.

(Hilarité)

Merci. Bon. Jo, wéi gesot, dat huet alles Berlin awer dozou bruecht, d'EU e bësse manner doutzespueren. Well iergendeng Kéier kënne se och net mat Partner fueren, déi och näischt méi hunn.

Mee, du koum et dann erëm eng Kéier zu enger onhelleger Allianz, geféiert vun Holland a suivéiert vun Dänemark, Schweden, Éisträich a Finnland u sech, déi weiderhin eng stramm Spuerpolitik ënnerstëtzen. Déi „frugal Länner“, wéi se genannt ginn. Ech mengen, dat ass e falscht Wuert. Ech géif se éischter „déi fënnef gäizeg Länner“ nennen, well Frugalitéit ass éischter eng zivilisatoresch an eethesch Approche, déi domadder zesummenhänkt, datt een och nach gutt ësst a gesond bleift. An dat ass justement net de Fall vun där Politik, déi do vun deene Länner geféiert gëtt. An déi Länner, déi hunn dann eeben och d'EU gedriwwen an déi katastrophal Ausriichtung.

Duerno muss ee sech awer och d'Fro stellen, ob ee wierklech esou ganz plakativ schwaarz-wäiss muss kucken, engersäits déi ganz, ganz béis Gäizeg, déi tatsächlech eng katastrophal Politik wëllen opdränge fir d'EU, an anerersäits dee gudden Duo Merkel-Macron, déi awer och net perfekt sinn.

Ech wollt awer, ier ech zréckkommen op eisen ale Kontinent, e klenge Bléck déi aner Säit vum Atlantik werfen. Well, ech mengen, mir kënnen awer, toute proportion gardée, e puer Saache matenee vergläichen.

Wéi den Här Joe Biden gewielt ginn ass als President, du war mäin Enthusiasmus warscheinlech genausou wéi dee vum Senator Bernie Sanders a wéi en dat och verkierpert huet op der Inauguratiounsfeier. Dat heescht: Okay, e rietsextreeme Brandstëfter ass elo fort an elo kënnt e Vertrieder vu Business-as-usual. Een, deen eng änlech Politik kéint féiere wéi de Bill Clinton, also eng liberal Politik, déi net gutt war fir d'USA. Bon. An duerno mierkt een awer, wat elo déi heite Regierung fäerdegbruecht huet, zesumme mam Kongress an den USA, well se och hiren eegene System wëlle retten! Ech si mer ganz bewosst, datt mer elo net an eng aner Gesellschaft wäerte geroden an den USA, mee well se verstanen hunn, datt een derfir suerge muss, datt e groussen Deel vun der Bevëlkerung net weider veraarme kann, wat jo an den USA déi grouss Gefor ass.

An dee Konjunkturpak, deen duerchgaangen ass an den USA, deen huet et a sech! Deen huet et a sech! 1,4 Trillionen Dollar (veuillez lire: 1,4 Billionen) ginn do ausginn! Dat heescht, datt grosso modo 85 % vun den Haushalter, déi, déi ënner 75.000 Dollar d'Joer verdéngen, déi sollen am Schnëtt 1.400 Dollar direkt kréien. An da gëtt och nach d'Aarbechtslosenhëllef ëm 100 Dollar erhéicht. An da kommen nach weider aner Hëllefen, d'Coronahëllef, Vaccinshëllefen an esou weider. D'Staaten, d'Gemengen, d'Stämm kréien Hëllefen an esou weider an esou virun. Also et ass scho relativ impressionnant.

An da vergläicht een erëm mat der Europäescher Unioun. D'Europäesch Unioun hat ëmmer d'Tendenz, e bësse wëllen dat ze kopéieren, wat an den USA geschitt. Dat gëtt op jidde Fall behaapt. Ech hunn den Androck, datt d'Europäesch Unioun nëmmen déi sougenannte Worst Practices kopéiert. Dat, wat d'Amerikaner gutt maachen, well se kënnen awer och heiansdo Saache gutt maachen, dat gëtt vun der Europäescher Unioun komplett ignoréiert.

Dat, wat d'Amerikaner maachen, dat si keng Prêten, déi mussen zréckbezuelt ginn. Dat sinn nämlech Direkthëllefen, déi den Aarbechterinnen an den Aarbechter zeguttkommen an déi direkt an de Konsum wäerte fléissen. Dat wäert selbstverständlech net all d'Problemer vun den Amerikaner léisen, mee et wäert awer wéinstens e klenge Liichtbléck werfen an d'Liewe vu Millioune vun Amerikaner.

Ech gleewe kaum, datt hei an der Europäescher Unioun, wa mer iwwert dee Budget schwätze vun der Europäescher Unioun, datt do iergendwéi ee Bierger oder eng Biergerin vun der Europäescher Unioun sech seet: „Ei, dat ass de grousse Liichtbléck! Et wäert eis elo besser goen an eise Kanner och.“ Ech mengen net. Also dat huet op mech keng Wierkung. Ech mengen och, et huet op déi meeschte Leit hei am Sall keng Wierkung an op déi meeschte Leit iwwerhaapt an der Europäescher Unioun keng Wierkung, well se instinktiv verstinn, datt dat och net de Fall ass. Mee et kann een dat e bësse méi konkreet och kucken.

360 Milliarde Prêten, 390 Milliarde Subventiounen. Et muss ee sech dat ganz duerchdenken. D'EU stécht warscheinlech an hirer gréisster ekonomescher Kris zanter der Tëschekrichszäit. An et fält eis näischt Besseres an, wéi en Deel, quasi d'Hallschent, vun den Hëllefen a Form vun engem Prêt ze ginn. E Prêt ass keng Hëllef! Au contraire, et wäert och nach de Scholdestand vun de Länner, déi schonn am meeschte leiden, also och meeschtens déi südeuropäesch Länner, weider erhéijen. Et huet ee bal den Androck, datt een dat wéilt provozéieren.

Dee sougenannten Hëllefspak bereet also déi nächst Kris vir. Stellt Iech emol vir, Däitschland hätt nom Zweete Weltkrich kee Scholdeschnëtt kritt, mee e remboursable Prêt! Dann hätte mer nach ganz laang op dat däitscht „Wirtschaftswunder“ - well dat koum jo net vum selwen - gewaart!

A wat déi 390 Milliarde Subventiounen ugeet, dat ass en tragesche Witz! Ech verstinn elo, da gëtt gesot: „Dat war e Kompromëss.“ An ech maachen en plus dem Här Asselborn oder der Lëtzebuerger Regierung elo net onbedéngt e Virworf. Also mir kënnen net alles decidéieren a mir wësse ganz genau, mat wat fir enge Kräfte mer et ze dinn hunn. Mee de Problem ass deen: Entgéint deem, wat och vu Riets behaapt gëtt, hei gi keng Sue verschwent, einfach esou, einfach gratis u Leit ausginn. Am Géigendeel: Dat heiten ass e ganz strenge Pak, dee guer net vill hëlleft an deen u sech a Wierklechkeet deelweis souwisou och nach net e Subventiounspak ass. Also déi Zuelen, déi si wierklech minim.

Une voix.- O!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat sinn tragesch Montanten. A wärenddeems d'USA hir Ekonomie duerch eng offensiv Politik vun der Demande, vun der Erhéijung vun der Kafkraaft vun de Leit boosten, wärenddeems China duerch eng riseg Investitiounspolitik oprüst - ech wëll se net verteidegen, mee et muss een et awer feststellen -, do dëmpelt d'EU esou viru sech hin, just well gewësse Politiker nach ëmmer un d'Spuerpolitik gleewen. Dat ass souguer innerhalb vun deem heiten aktuelle System brandgeféierlech. An dat just, well den Här Rutte oder den Här Kurz Wale wëlle gewannen.

Une voix.- Jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat mécht déi Saach nach méi tragesch.

Duerno schwätze mer vun deem Relancefong. Mir kréie jo honnert Milliounen. Do solle bis zu 37 % an de Klimaschutz goen, 20 % an déi sougenannten Digitaliséierung goen, wou kee sech richteg dorënner eppes ka virstellen a wou een och net weess, ob dat esou gutt ass, wéi et duergestallt gëtt. Mee de Problem ass deen: Net nëmmen, datt d'Montante vun de Subventioune problematesch sinn, mee et muss een dat jo och nach am ganze Kontext vun der ekonomescher Politik vun der Europäescher Unioun gesinn, an dat heescht d'Europäescht Semester. An do si mer zréck an der ganzer Absurditéit, well wéi e Geck um Bengel hält d'EU weiderhin un deem onsägleche Stabilitéitspak fest. Et gëtt wuel keng Plaz op der Welt, wou ee sech un esou Politicke muss halen, ...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... ausser innerhalb vun der EU. An et funktionéiert net. Mee et ass egal, mir fueren esou weider. An da kann een dat Next-Generation nennen, wéi an engem schlechte Marvel-Film. Mee éierlech gesot: Déi next generations, oder déi, déi elo schonn do sinn, déi di mer leed! Déi di mer reellement leed, well et wäert nach villes op si duerkommen, wat net agreabel ass, an och net agreabel ass um Niveau vun der Bekämpfung vun der Klimakris.

An dofir, zum Ofschloss, wollt ech nach dorop zréckkommen, well et gi jo Iwwerleeunge gemaach, interessant Iwwerleeunge gemaach iwwer nei Recettë vum Budget, awer och ganz problematesch Iwwerleeungen.

Éischtens: déi Saach do mat der Tax op net recycléierbarem Plastik. Ëm Gottes wëllen, et fänkt een u sech ze schummen! Wéi ech dat gelies hunn, hunn ech mech geschummt, reegelrecht. Et gëtt jo de Geck gemaach mat de Leit! Dat ass keng ekologesch Politik! Amplaz dohinnerzegoen a problematesch Materialien ze verbidden oder respektiv Konzerner ze bestrofen, déi se benotzen, wat gëtt gemaach? Et sinn d'Memberstaaten, also d'Konsumenten, also d'Bierger, déi mussen derfir blechen! 12 bis 14 Milliounen, fir Lëtzebuerg. Dat ass keng Zomm, ech sinn domadder averstanen, mee de Prinzip selwer ass jo pervers! Et ass keng ekologesch Politik. Et gëtt och nach esou verkaaft. Et ass genau de Géigendeel, wat gemaach gëtt! Ech fannen dat scho bal eng Frechheet, well et ass eng Insulte un d'Intelligenz vun de Leit! An et soll een dat net esou verkafen.

Zweetens: An ech hoffen, datt Lëtzebuerg déi Propos net wäert ënnerstëtzen, dat ass, datt d'EU sech wëllt finanzéiere mam Recht op Verschmotzung a mam Recht, de Klima weiderhi futti ze maachen. Dat dréit en Numm, dat ass den CO_2-Emissiounshandel.

Dat gëtt och nach als ekologesch an als klimafrëndlech Politik verkaaft. Et ass genau de Géigendeel. Et ass strictement de Géigendeel! Et huet een ëmmer méi den Androck, mir liewen am Orwell sengem „1984“! Et muss een, wann ee verschiddene Politiker nolauschtert, de Géigendeel verstoe vun deem, wat se soen. Wa mer an déi Richtung ginn, da booste mer weiderhin d'Recht vun der EU, fir den Droit à polluer opzekafen. An domadder wëlle mer eis finanzéieren. Ech ruffen d'Lëtzebuerger Regierung op, op kee Fall dee Wee ze goen!

(Interruption par la présidence)

Aner Saache sinn interessant.

Ech si fäerdeg, Här President!

D'Transaktiounssteier, dat géife mer ënnerstëtzen. Mee ech mengen, d'Lëtzebuerger Regierung ass net derfir. Ech géif gäre vläicht nach eng Kéier vum Ausseminister wëssen, wéi se dozou steet. An natierlech och eng gemeinsam Besteierungsbasis op héijem Niveau fir Konzerner. Dat wier interessant, datt emol déi, déi vill Profitt maachen, eng Kéier zur Kontributioun stinn amplaz d'Leit. An da kéinte mer wierklech e richtege Relancepak maachen. Ech géif gäre wëssen, wéi d'Lëtzebuerger Regierung dozou steet.

A schlussendlech, dat Ganzt ass en plus net demokratesch. Non seulement huet d'EU-Parlament näischt dozou ze soen. Nëmme Leit, déi net legitimm sinn. Mir hunn natierlech ..., mir däerfe Jo an Amen soen. Oder op d'Fro äntwerten: „Jo, mee et ass e Kompromëss. Wat wëllt Der?“ an esou weider. A Wierklechkeet ..., mir haten am Ufank e Modèle de base virgesinn, elo hu mer e Modèle 1. Iwwer esou Saache misst een u sech ganz laang diskutéieren, wéinstens, enfin, méi e laange Modell hunn an e bësse méi seriö. Dofir hunn ech och den Androck, datt grad oft déi Politiker, déi am meeschte vun Europa schwätzen a sech als europafrëndlech bezeechnen, a Wierklechkeet sech net esou vill fir d'EU a fir Europa interesséieren.

Mir sinn eng mënschefrëndlech Partei. Mir sinn derfir, datt u sech eng Politik an der Europäescher Unioun gemaach gëtt, déi de Mënschen zegutt-kënnt. D'EU ass kee Selbstzweck, mee d'Wuelergoe vun de Mënschen, dat ass e Selbstzweck. A bis elo, dee ganze Budget, dee wäert dat net erfëllen. Au contraire, e geet an déi falsch Richtung. An dofir wëlle mer och, als Protestzeechen, e bëssen dergéint stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten sti fir eng staark Europäesch Unioun. Eng Europäesch Unioun, déi d'Biergerinnen an d'Bierger an der EU representéiert an déi a Krisenzäite kann en Netz vu Solidaritéit opbauen.

Duerch de Vott vun dësem Gesetz stëmmt d'Chamber der Propos vum Conseil zou, fir esou, duerch eege Mëttel, d'EU an hire Missiounen an d'EU-Staaten an dëser Covidpandemie net eleng ze loossen, mee ze ënnerstëtzen. Duerch déi nei Einname vun der EU, notamment duerch d'Steier op net recycléierbarem Plastik, kënne mer wichteg EU-Projete weider finanzéieren, och ouni Groussbritannien als Memberstaat.

D'Projete vun der EU sinn essenziell wichteg fir eis Studentinnen a Studenten, eis Betriber an eis Baueren. Iwwert de Budget fir déi nei Agrarpolitik gëtt am Moment zwar nach op EU-Niveau diskutéiert, an awer ass kloer, datt d'Agrikultur och an Zukunft e Groussdeel vun den Depensen op EU-Niveau wäert ausmaachen. An och aner Projeten, wéi den Erasmus, musse weider finanzéiert ginn. A virun allem elo, wou Groussbritannien net méi Deel vun der Europäescher Unioun ass, musse mer agéieren, fir datt wichteg Projeten, déi d'Mënschen zesummebréngen, déi am Déngscht vun de Biergerinnen a Bierger vun all Alter stinn, weiderhi kënne finanzéiert ginn. Europa muss a seng eegen Zukunft investéieren. An dat geet nëmmen iwwert d'Ënnerstëtzung vun innovativen a weeweisende Projeten.

Zwee Projeten, déi eis Piraten, nieft dem Erasmus-Programm, besonnesch um Häerz leien, sinn den EU4Health an de Programm Digital Europe. Ech ënnerstëtzen an deem Kader de Projet European Health Union, deen der EU géif Mëttel a Kompetenze ginn, fir en europawäite Stock un essenzielle Gesondheetsgidder wéi Masken oder Beootmungsgeräter ze schafen an deen och méi Geld fir d'Fuerschung am Gesondheetssecteur fuerdert.

Mir hu gesinn, wéi wichteg et ass, prett ze si fir déi nächst Kris, wéini och ëmmer dës virun der Dier kéint stoen. Wat eis net méi däerf geschéien, ass onpreparéiert ze sinn. D'Covidkris huet gewisen, datt Europa och Kompetenzen am Gesondheetsberäich brauch a sief et nëmmen, fir kënne gemeinsam Bestellunge vu Gidder am Santésberäich ze maachen.

Een anere Punkt muss d'Weiderbrénge vun der Digitaliséierung an Europa sinn. D'digital Revolutioun huet déi gesellschaftlech a wirtschaftlech Struktur a ganz Europa grondleeënd verännert. An och an Zukunft wäerten nei Innovatiounen an eisen Alldag Anzuch halen.

Dofir mussen eis Biergerinnen a Bierger, awer och eis Betriber beim Ausbau vun hiren digitale Kompetenzen ënnerstëtzt ginn. Gradesou wéi och d'Sécherheet am Netz muss garantéiert sinn, fuerdere mir Piraten scho laang, datt d'Staaten an der EU zesummeschaffen, fir eis Informatiouns- a Kommunikatiounsnetzer ze schützen an dës als héicht ge-

meinsaamt Gutt vun alle Mënschen unzeerkennen. Mir sollen net déi eng géint déi aner ausspillen, mee mir brauchen hei wierklech ee kollektiven Effort, fir zesummen un engem Strang ze zéien, wa mer wëlle gerüst si fir d'Zukunft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Piratepartei ass gradesou wéi eis Schwësterparteie vun de Chancë vun der europäescher Integratioun iwwerzeegt a wëllt d'Europäesch Unioun méi effizient, iwwersiichtlech an demokratesch gesinn. Europa, oder besser gesot d'EU, ass haut vill ze heefeg ouni wierklech Muecht. Vill Leit hu jo der EU-Kommissioun virgeworf, datt se d'Grenzkontrollen an der Kris net konnt verhënneren. Majo, dat läit jo ganz einfach dorunner, datt do kee Pouvoir derfir virgesinn ass! D'Traitéë ginn net hier, datt d'EU-Kommissioun do intervenéiere kann.

A ganz heefeg ass et esou, datt d'national Haaptstied d'EU fir eppes responsabel maachen, wou mer selwer net de Courage hunn, der EU dee Pouvoir iwwerhaapt ze ginn. „Hei huet d'EU eppes falsch gemaach, do huet se eppes falsch gemaach", an a Wierklechkeet waren et de Conseil, d'national Staats- a Regierungscheffen, déi et verbockt hunn. D'Impfstoffbestellung ass och esou e Fall, wou mer ganz gäre soe „Bréissel". Mir gesinn elo, wann een e bësse méi an den Detail geet, op eemol, datt verschidde Länner, wou den Impfstoff dann net esou séier kënnt, datt et deelweis dorunner läit, datt se net all d'Bestellunge matgemaach hunn. Mir gesinn op eemol, datt dat Ganzt vläicht méi komplex ass, wéi just ze soe „Bréissel". Et wär vläicht besser, dat méi nuancéiert ze gesinn. An et deet mer heiansdo wéi, wann ech héieren, „Bréissel" hätt eppes verbockt, wou ee weess, datt et u sech e schlechten Deal, meeschtens e schlechten „Hannerzëmmerdeal" tëschent zwee oder dräi groussen Acteuren an der EU ass.

Nee, Bréissel huet et net forcement verbockt. Mir alleguerten hu verpasst, déi néideg Kompetenzen opzebauen an déi néideg Méiglechkeeten ze schafen, fir et net ze verbocken.

Mir Piraten wëllen eng vollwäerteg, demokratesch, transparent politesch Unioun mat méi Pouvoir bei grenziwwerschreidende Problemer. Eng EU, déi prett ass fir d'Zukunft an déi de Biergerinnen a Bierger an Europa hëlleft, sech op hir Zukunft virzebereeden. An dat geet nun emol nëmmen, wann d'EU e gewëssene Budget huet, mat deem se hir Projeten och ka finanzéieren: Mënsche méi no ze bréngen, de Mënschen um Terrain ze hëllefen.

Dofir wäerte mir Piraten dëst Gesetz an déi domat verbonne Verflichtungen op EU-Niveau och ënnerstëtzen a mat Jo stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aussen- an Europaminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech probéieren elo effektiv hei dat kuerz iwwert d'Bün ze kréien, well mir hate jo ausgibeg Zäit an der Kommissioun, fir eis och doriwwer ze ënnerhalen. Mee fir d'éischt och dem Rapporteur Yves Cruchten ee ganz grousse Merci an all deene Leit och, déi hei d'Wuert ergraff hunn.

Ech wéilt vläicht direkt och festhalen, dass ech mengen, net falschzeleien, wann ech soen: Dat hei ass dee voluminéiste Projet, deen d'Chamber jee gestëmmt huet. Also matgestëmmt huet op jidde Fall an d'Autorisatioun ginn huet, dass e kann a Kraaft trieden. Ech mengen, nach ni an der Geschicht vun der Lëtzebuerger Chamber stoung e Projet mat esou enger Envergure hei zur Ofstëmmung.

A mir schwätze jo, wéi Der wësst, vun 1.074 Milliarden, wat dee siwejärege Budget ugeet, plus dann déi 850 Millioune (veuillez lire: 750 Milliarde) fir den Next-Generation.

Wat d'Kriticken hei ugeet, wëll ech vläicht ufänke mam Kolleeg vun deene Lénken, mam David Wagner. Ech wëll einfach soen, Här President, dass verschidde Saache mer punktuell sympathesch sinn, wat e gesot huet. Ech mengen, d'Lëtzebuerger Regierung wier och d'accord gewiescht, a mir hunn eis och derfir agesat, fir dass déi Hëllefen eigentlech keng Prête wieren, mee dass déi Hëllefen hätte kënnen eeben direkt Subventioune sinn. Allerdéngs, Dir wësst, et gëtt ee klengen Ënnerscheed tëschent Amerika an der Europäescher Unioun: Mir sinn net ee Land, als Europäesch Unioun, wärend Amerika dat ass, an de President vun Amerika natierlech eng ganz aner Muecht huet, fir Decisiounen duerchzesetzen.

An ech mengen, hei ass vum Sven Clement richteg gesot ginn, dass hei ee Konsens huet misse gebilt ginn. An d'Frugalisten hunn do matgespillt. An dat, wat erauskomm ass, ass e Konsens. Mee, ech mengen awer, dass dee Konsens eppes ass, wou Der falschleit, Här Wagner. Länner wéi Italien a wéi Spuenien a wéi Portugal, déi wëssen, wat dat hei fir si bedeit. A si wëssen, wann dat heiten net zustane komm wier, wat dat bedeit hätt. An duerfir, loosse mer Kritik maache kënnen, mee awer, en général, an dat ass e wéineg onsympathesch fir mech. Mee gutt, dat ass awer Är Affär, dass Der decidéiert hutt, hei dergéint ze stëmmen.

Wärend op där anerer Säit, dat ass zimmlech grav, wat den Här Kartheiser - an e mécht dat jo ëmmer - hei gesot huet iwwer Europa. Selbstverständlech muss een Europa kënne kritiséieren! Wou wiere mer dann?! Mee e widderspréicht sech direkt an engem Saz. E seet, ech hätt gesot: „Mir kënne kee Jota heirunner änneren." Dat stëmmt. Wéi géife mer dat och maachen? An e seet: „D'Europäesch Unioun, op där anerer Säit, ass eng international Organisatioun, esou wéi d'NATO eng ass, wéi d'UNO eng ass." Mee, hu mer da schonn eng Kéier jee ee Buschtaf hei geännert um Budget vun der NATO oder vun der UNO? Ech mengen, wa mer an enger internationaler Organisatioun sinn, dann hu mer d'Decisiounen, déi déi hëlt, unzehuelen.

Mee dat ass net esou grav. Wat vill méi grav ass, awer wierklech vill méi grav ass, dat ass all Kéier dee Reflex, duerch d'Hannerdier mat der Familljepolitik ze kommen, fir eng Rechtsstaatlechkeet a Fro ze stellen. Ech soen Iech just: Här Kartheiser, a mengen Aen, hei an dëser Chamber an hei an dësem Land, do ass et net Orbán, Kaczyński, Kartheiser même combat. Dat ka sinn. Mee dat si fënnef, sechs, siwe Prozent vun de Leit. Hei an dëser Chamber bleift Der domadder eng Minoritéit, eng kleng Minoritéit 2020, 2030 an och op Ärem Wee fir 2050!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Ech wëll och soen, wa mer heiriwwer schwätzen: Wat ass Rechtsstaatlechkeet? Ma, mir mussen dach wëssen, wat Rechtsstaatlechkeet ass! Dat ass net Familljepolitik! Et ass ganz kloer, wann hei zu Lëtzebuerg mer an eng Situatioun kéime wéi an anere Länner vun der Europäescher Unioun, dass d'Press net méi fräi ass an dass d'Justiz net méi fräi ass, dat ass Rechtsstaatlechkeet! An duerfir setze mer eis hei an! An duerfir si mer domadder d'accord, dass effektiv dee Rechtsstaatsmechanismus, dass deen agesat gëtt!

An ech soen Iech ganz éierlech: Mir hoffen hei als Lëtzebuerger Regierung mat der Lëtzebuerger Chamber - ausser vläicht Dir - dass den Europäesche Geriichtshaff ganz séier tranchéiert. Mir sinn an enger Procédure accélérée, déi ass gefrot ginn. Dat kann a sechs bis néng Méint iwwert d'Bün sinn. Dat wier gutt. Ech wéilt, et wier iwwert d'Bün, ier den Orbán seng Walen am nächste Fréijoer huet. Et muss do iwwert d'Bün sinn! An da gesi mer, dass a mengen Aen et och vun deem héchste Geriicht vun der Europäescher Unioun gréng Luucht gëtt, dass ee kann, wa Milliarden a Milliarde Gelder vun den europäesche Steierzueler transferéiert ginn, dass dann awer d'Grondprinzippie vun deem, wat am Artikel 2 vun der Europäescher Unioun steet, nämlech Rechtsstaatlechkeet, dass déi muss héichgehuewe ginn, dass dat respektéiert gëtt. Dat ass een anert Konzept, wat mir hunn, vun der Europäescher Unioun an och vu Lëtzebuerg. Här Kartheiser, et deet mer leed, dass Der all Kéier an all Kéier domadder ufänkt, mee Dir hutt hei d'Äntwert kritt esou gutt, wéi ech dat ka maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Da wëll ech Iech soen, dass den Här Mosar jo eigentlech de Kär vum Problem ugeschnidden huet, wat d'Finanzen ugeet.

Also, de Rapporteur huet dat gutt duergestallt. En huet jo och dat Beispill gesot, dass, wa mer higinn a mir kucken, wat de gemeinsame Marché unique eis bréngt - do gëtt et Etüden, déi ganz seriö sinn -, mer op 20 Milliarde kommen. Hei bezuele mer elo e wéineg méi fir eis Kontributioun. Mee et ass kee Verglach mat deem, wat mer aus der Europäescher Unioun erauszéien.

A fir dem Här Mosar, esou gutt wéi ech kann, ze äntwerten, well ech sinn net President vun der Kommissioun, an ech kann Iech just soen, dass d'Kommissioun keng definitiv Chiffere gëtt, wat aner Länner méi bezuelen. Ech wëll och hei soen, fir et kuerz ze maachen, dass déi Chiffere fluktuéieren. Déi lescht Chifferen, déi ech de Muere vu Bréissel kritt hunn, soen, dass mer vun 0,27 % eropginn, nee, 0,28 % eropginn op 0,33 %. Esou!

Dir hutt gefrot: Wéi ass et an deenen anere Länner? Frankräich geet erop vu 14,93 % op 17,89 %, Däitschland geet erop vun 21,67 % op 25,89 %, d'Belsch geet erop vun 2,9 % op 3,47 % an Holland vu 4,86 % op 5,72 %. Dir gesitt also, bei all Land sinn et seriö Augmentatiounen. Elo, op dee Chiffer 40 % däerfe mer eis elo net fixéieren. Ech soen Iech just, wéi d'Chiffere sinn. Déi kënne fluktuéieren an deenen anere Länner. Wat mer hunn, mee dat sinn, wéi gesot, nëmmen Estimatiounen: A Frankräich wieren dat 35 %, an Holland 37 %, a Spuenien 34 % an an der Belsch och. Bei eis läit en de Moment ëm 40 %.

Firwat läit e vläicht e wéineg méi héich wéi an anere Länner? Well mer jo eppes musse kompenséieren, 10 Milliarden, déi ewechfalen duerch de Brexit. Dat ass ee fixe Chiffer. An natierlech mussen déi Länner, déi een héije PIB hunn, en héijen RNB hunn, méi do derzou contribuéiere wéi natierlech Länner, wou deen net esou héich ass. Ech hoffen, dass ech Iech konnt äntwerten, esou gutt wéi ech dat kann, esou gutt wéi ech Informatiounen hunn zu deem Punkt do.

Da wollt ech Iech soen, dass mer jo effektiv elo dat zéngte Land sinn, wann d'Chamber dat heite guttheescht, an esou gesäit et jo aus, dass mer dat zéngte Land sinn an der Europäescher Unioun, wat et elo approuvéiert. All Land muss approuvéieren! Et kann natierlech nach ëmmer sinn, dass ee Land net approuvéiert. Dann ass dee ganze Misär blockéiert. Ee Land geet duer! Eng Chamber geet duer, ee Parlament geet duer, da geet et net. Déi Länner alleguerte mussen d'accord sinn, fir dass d'Kommissioun kann dat maachen, wat se wëllt maachen, nämlech higoen an dann déi Emprunte lancéieren, fir da kënnen deene Länner, déi am meeschten Hëllef brauchen - an ech hu se am Ufank genannt, dat ass Italien, et ass Spuenien, et ass Portugal -, fir deenen da kënnen ze hëllefen. Ouni dat gëtt et eng sozial Katastroph an deene Länner!

An duerfir mengen ech awer, dass mer e wéineg sollen hei awer wëssen, dass dat do vläicht net alles ass, wat ee konnt maachen, mee immens vill ass. An dass et déi éischte Kéier, déi éischte Kéier ass an der Geschicht, dass d'Kommissioun ka Sue léine goen, fir anere Länner ze hëllefen! Ech mengen, Leit, déi laang derbäi sinn, wéi och d'Madamm Reding an der Kommissioun, déi wëssen, wat Eurobonds geheescht huet, wärend 15 Joer. Den Här Juncker weess dat als Finanzminister déizäit. Mir si kee Millimeter virukomm. An hei, ech ka mech ieren, mee ech mengen, ee vun de positive Punkte vun der Covidkris ass, dass hei endlech agesi gouf, dass mer musse virukommen, fir där ganzer Europäescher Unioun, an deene Länner, déi et wierklech brauchen, fir dass mer eng Decisioun kréien, déi Kapp a Fouss huet, an eis net verstoppen hannert deene Frugalisten, déi eigentlech just d'Nationalwale wëlle gewannen an Europa awer net virubréngen.

Ech wëll vläicht ee Wuert soen zu deene Méiglechkeete vun eege Mëttelen - Méiglechkeeten! Also ech ka keng Stellung fir d'Lëtzebuerger Regierung do bezéien, well do ass jo nach keng Propositioun vun der Kommissioun och do. Dir wësst, zum Beispill, déi Geschicht vun der Finanztransaktiounssteier, wat jo verschidde Kolleegen ugeschwat hunn hei, dass mer do eigentlech jo an der Coopération renforcée sinn, wat eelef Länner musse sinn, dass do scho virun dräi, véier Joer Initiativen ergraff gi sinn, mee och zu eelef Länner ass et do net zu engem Accord komm. Mir hunn ëmmer gesot als Regierung: „D'Finanztransaktiounssteier, wann et fir all d'Länner ass an der Europäescher Unioun, dat ass natierlech schonn den Ufank." Fir sech doriwwer eens ze ginn, do si mer nach net, do waarde mer, wann dat kënnt, op eng Propositioun vun der Kommissioun.

Grad wéi och an deenen anere Saache vun dem CO_2-Grenzausgläichsystem oder vun dem Emissiounshandelssystem; dat ass nëmmen ugeschwat ginn, ugetickt ginn, mee fir dass dat doten an ee Prozess kéim, wou et weidergeet, muss d'Kommissioun eng Propositioun maachen. Ech si mat allem d'accord.

Déi Geschicht do vum Rabatt. D'Origine dovunner ass an engem ganz schéine Schlass gewiescht, wann ech mech gutt erënneren, 1984 zu Fontainebleau, wou, wéi Der wësst, d'Maggie Thatcher eeben dat kritt huet, wat mer haut „Rabatt" nennen. A mir waren ëmmer alleguerten iwwerzeegt: Wann d'Britten eng Kéier - well d'Britten hunn dee Rabatt kritt, net d'Europäesch Unioun an aner Länner, et waren d'Britten -, wann eng Kéier Groussbritannien net méi an der Europäescher Unioun ass, da fält de Rabatt och. Bon, dat ass net de Fall.

Déi Länner, déi de Rabatt hunn, et geet u mat Däitschland, Holland, de Rotterdamer Hafen, kann ech mech gutt erënneren 2005, wéi mer d'Perspectives financières dee Moment opgestallt hunn, Schweden, Dänemark, Éisträich. Et ass ee Fait. Mir wollten dat ewechkréien als Lëtzebuerg, mat aneren, mat der Belsch a villen anere Länner, och mat Südlänner. Dat ass net de Fall. An duerfir, dat ass och eppes, ech hu versicht, an der Kommissioun dem Här Mosar dat och kloerzemaachen: Selbstverständlech, wann déi Rabatter net wieren, bräichte mer jo net esou eng héich Kontributioun ze bezuelen! Dat ass evident. An dass mir als Lëtzebuerger ee Rabatt froen, ech mengen, dat wier effektiv kontraproduktiv an onlogesch gewiescht.

Da wollt ech Iech nach vläicht ee Saz soen zu den Estimatiounen. Bon, ech hu se ugedeit. Wéi gesot, Dir kënnt mech do net neelen op Chifferen. Dat ass mer de Mueren nach eng Kéier och vu Bréissel gesot ginn. Mee Dir wësst: Déi Haaptsourcen, déi d'Europäesch Unioun huet, dat ass jo emol fir d'alleréischt déi Geschicht vun der TVA. Fänke mer domadder un! Do gëtt eigentlech fir d'Zukunft gesot, dass mer un TVA bezuelen ongeféier - ech muss dat hei erëmfannen, waart, ech soen Iech dat elo direkt, wann ech et fannen; ech fannen et net, mee bon -, also bei der TVA, dat geet net esou terribel héich an d'Luucht.

Deen aneren Deel, dat ass en Deel vun der Douane, dat huet de Rapporter gesot, e wéineg Zocker, wat derbäikënnt, wou mer eng Abgabe musse bezuelen.

An dann den Haaptpunkt ass effektiv bis elo eeben déi Part, déi mer vum RNB bezuelen. Dat ass déi gréisst Part. Dat ass natierlech déi gréisst Part fir all Land. A wat geschitt? D'Länner versichen ze deklinéieren. Wa se méi RNB bezuelen, a vläicht manner dann erauskréien, da soe se: „Mir sinn d'Nettozueler." An d'Nettozueler hunn ee grousse Privileeg an der Europäescher Unioun, politesch. Dir kennt déi Länner alleguerten. Mir hunn eis och ëmmer gewiert, selbstverständlech, dass déi Investissementer, déi gemaach ginn um Kierchbierg, dass déi net ziele bei eis zu där Kontributioun, déi Europa gëtt, well dat ass jo net fir Lëtzebuerg, mee et ass fir d'ganz Europäesch Unioun.

Vläicht nach een Detail och, ben, deen awer net esou falsch ass ze mentionéieren hei: Mir hate beim REACT-EU, wat virun allem Kohäsiounspolitik ass, 55 Milliarden (veuillez lire: 40 Milliounen) eigentlech geduecht ze kréien. Do kréie mer 100 Milliarde (veuillez lire: 100 Millioune) méi. An déi Sue benotze mer hei, fir de Large-Scale-Testing zum Deel ze bezuelen an och een Deel vum Chômage partiel.

Dir wësst och, beim Brexit ass déi berüümte Reserv do geschaaft gi vu fënnef Milliarden. A vun deene fënnef Milliarden ass d'Kommissioun bereet, eis 121 Milliounen ze ginn. Allerdéngs musse mer nach kämpfen dofir. Do gëtt et Länner, déi mengen, dat wier ze vill fir eis. Do kämpfe mer derfir, mat de Belsch an och mat den Iren a mat den Hollänner. A mir hoffen, dass mer eis do och kënnen duerchsetzen.

Voilà. Ech mengen, Här President, ech hätt dat meescht gesot. An ech géif Iech da Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Aussen- an Europaminister Jean Asselborn. Parole après ministre nach fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Minister huet elo e puer Ausféierunge gemaach, wou en och déi Positioune kritiséiert huet, déi mir als ADR gemaach hunn.

Ech wëll dem Här Minister op déi puer Punkten äntwerten. Éischtens: Et muss een d'Budgeten do kritiséieren an amendéieren, wou se gestëmmt ginn. Et ass net richteg, wéi den Här Minister seet, datt mir an internationalen Organisatioune bis elo kee Jota geännert hunn. Mir hunn dacks Budgetsverhandlunge geféiert, zum Beispill am Kader vun der OSZE an op anere Plazen, wou mer de Schlëssel esou verhandelt hunn, datt Lëtzebuerg méi gerecht behandelt ginn ass. Et ass méiglech, datt den Här Minister dat nach net weess, mee da weess en et elo. Mir hunn dat schonn dacks gemaach.

Dat Zweet ass d'Rechtsstaatlechkeet. Do muss ech dem Här Minister soen, datt mir absolutt net als ADR iergendeng Lektioun vum Här Minister Asselborn a puncto Rechtsstaatlechkeet brauchen. Et ass éischter ëmgekéiert. Ech wëll Iech dat elo emol kuerz erklären.

Éischtens: Wat huet d'Lëtzebuerger Press hei zweemol gemaach dëst Joer am Kader vun der Covidkris? Eemol d'lescht Joer, eemol dëst Joer? Zweemol huet déi Lëtzebuerger Press, de Journalisteverband, e Communiqué gemaach, elo nach viru Kuerzem, virun e puer Wochen, wou d'Journalisten hei am Land gesot hunn, d'Press wär net do, fir op Pressekonferenzen ze goen, wou d'Selbstduerstellung vun de Ministere gefleegt gëtt. A wann dat elo an Ungarn wär, da géift Dir et kritiséieren. Hei am Land hu mer dat och. Wéi ass den Ëmgang mat der Press hei am Land? Dat ass emol eng gutt Fro!

Dat Zweet, wat ech Iech wëll soen: Rechtsstaatlechkeet, dat ass och de Respekt vun de Verträg! Dat heescht Subsidiaritéitsprinzip, an et heescht, datt d'Europäesch Unioun do, wou se keng Kompetenzen huet, och näischt verluer huet! Och dat ass Rechtsstaatlechkeet. Gewaltentrennung. Autonomie. Do, wou ee keng Kompetenzen huet, soll ee sech eraushalen, well soss verstéisst ee géint d'Rechtsstaatlechkeet.

Dann d'Mënscherechter: Ech huelen zur Kenntnis, datt Dir den Här Orbán kritiséiert. Dat ass Äert gutt Recht. Mee ech wëll Iech awer och soen, datt Är eegen Attitud an eisen Aen zu der Rechtsstaatlechkeet a ville Länner op der Welt awer eng ganz aner ass. De Moien hunn ech en Artikel gelies an der „Luxembourg Times", do steet iwwer Iech, Här

Minister Asselborn: „Asselborn also defended the use of China's Social Credit System" - dat ass a China, wou d'Leit gutt Punkte kréien a schlecht Punkten, wa se der kommunistescher Partei follege respektiv net follegen - „which ranks people according to their trustworthiness in the eyes of the party when issuing visas." Dir stitt also hei an der Press als een, deen dat gutt fënnt, wat déi kommunistesch Partei a China mécht, wa se d'Leit esou klasséiert. Ech muss lech soen: Do hu mir als ADR eng aner Positioun. Mir fannen dat net gutt! A Rechtsstaatlechkeet, dat heescht och dat do.

Mir wëssen och, datt Dir e grousse Frënd vum tierkesche Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun sidd. Zoufälleg hunn ech haut en Artikel fonnt iwwert dat, wat grad an der Tierkei geschitt. Hu mer do ee Wuert Kritik vun lech héieren? Äre Bäitrëttskandidat! Do soll den Omer Faruk Gergerliôglu säi Sëtz am Parlament verléieren an d'Peoples' Democratic Party soll aus dem Parlament erausfléien. Hu mir hei iergendee Wuert Kritik héieren, datt Dir elo net méi wéilt, datt d'Tierkei wéilt Member ginn an der Europäescher Unioun? Mir waarden nach drop.

Hu mir iergendee Wuert Kritik vum Här Minister Asselborn héieren, wou iranesch Diplomaten hei am Alima Deeler vu Bommen iwwerreecht hunn, ...

(Signal sonore d'un portable)

... vu Bommen! Terroristesch Aktivitéiten, déi an der Belsch zu engem Prozess geféiert hunn. Mir hunn eng Question parlementaire abruecht. Keng Reaktioun vum Minister Asselborn, ausser datt mer natierlech mam Iran am Dialog sinn. Bommendeeler ginn hei zu Lëtzebuerg vun iraneschen Diplomaten iwwerreecht! Ass dat Rechtsstaatlechkeet? Ass dat Schutz vu Mënscherechter? Ee Regimm, wéi den Iran een huet?

Wat ass mat der palästinensescher Autoritéit, déi Dir ëmmer esou gär verdeedegt, wou Leit gefoltert ginn, wou Leit sommairement exekutéiert ginn? Mir brauche keng Lektioune vun lech, Här Minister Asselborn, iwwer Rechtsstaatlechkeet oder Mënscherechter. Mir hätte gär, datt Dir als Lëtzebuerger Minister net iwwerall „deux poids et deux mesures" uwennt, mee wann Der lech fir Mënscherechter engagéiert, an do wäre mir op Ärer Säit, da wannechgelift op där ganzer Säit.

Mir wëssen, datt Dir Polen an Ungarn eraussicht, well dat méi konservativ Regierunge sinn. Dorëm geet et. Et geet lech drëm, datt an Osteuropa méi konservativ gewielt gëtt wéi am Westen. Mee dat ka sech alles änneren. Och am Weste gëtt an Zukunft méi konservativ gewielt. A mir als ADR hoffen dat a wäerten dervu profitéieren.

(Brouhaha)

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Ausseminister Jean Asselborn.

(Brouhaha)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also fäert net, just een, zwee Sätz.

Also dat Alleréischt: Här Kartheiser, ech stelle fest, dass Dir déi Onfräiheet vun der ungarescher Press vergläicht mat Lëtzebuerg. Ech stellen dat just fest. Dat ass also eng Appreciatioun, déi Dir maacht. Zu Lëtzebuerg ass d'Press gradesou onfräi, wéi se an Ungarn ass. Ech wéilt, Dir wäert Politiker an Ungarn an Dir misst erdroen, wat do geschitt. Bon soit.

Dat Zweet, bei der Türkei: Et ass keen an der Europäescher Unioun, deen esou kloer, awer wierklech esou kloer den Erdoğan als President vun der Tierkei an deene leschte Jore kritiséiert huet. Ech wëll net, dass de Prozess ofgebrach gëtt. Well ech gleewen drun, dass et an der Tierkei immens vill Leit nach gëtt, Tierken, Awunner vun der Tierkei, ...

(Interruptions)

... déi hoffen, déi hoffen, dass d'Europäesch Unioun ee Gelänner fir si ass, wou se sech nach kënnen upaken, fir eng Kéier aus deem Lach do erauszekommen. Duerfir sinn ech dergéint, wéi iwwregens 26 Länner vun der Europäescher Unioun, dass mer d'Gespréicher mat der Tierkei ofbriechen.

An dann, Här Kartheiser, dat Lescht, ech halen elo op, mee ech hu kee Wuert vun lech héieren, kee Wuert, wat eng essenziell Kritik ass vun der Europäescher Unioun, dass an Ungarn an a Polen d'Justiz net fräi ass, dass d'Riichter kontrolléiert sinn. Dass Riichter, déi net dat maachen, wat d'Regierung wëllt, ofgesat ginn. Dat ass do, wou de Kär ass vun der Rechtsstaatlechkeet. En ass net do, wou Dir dat do plänkert an der Familljepolitik.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Asselborn. An den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert zréck.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Merci, Här President.

Ech wëll éischtens dem Här Minister Asselborn soen, datt ech net gesot hunn, d'Press zu Lëtzebuerg wär an där selwechter Situatioun wéi d'Press an Ungarn. Et sinn zwou verschidde Saachen.

(Brouhaha)

All Land huet seng Spezifissitéiten.

(Coups de cloche de la présidence)

Ech soe just: Wien hei zu Lëtzebuerg och Problemer huet mat der Press, soll mat senger Kritik an anere Länner virsiichteg sinn. Ech géif d'Regierung invitéieren, fir emol ze kucken, datt d'Press hei am Land ënner optimale Bedéngunge ka fonctionéieren. Dann huet se scho vill Guddes gemaach, an da ka se och mat méi engem fräie Gewëssen d'Situatioun an anere Länner beurteelen.

Dat Zweet ass, wat d'Tierkei ugeet: Ech sinn dermat d'accord, datt do vill Leit op d'Europäesch Unioun hoffen. Ech wëll lech just soen, datt och warscheinlech an der Tierkei keng Majoritéit besteet fir en EU-Bäitrëtt an datt déi Diskussioun scho laang eng ganz aner ass, wéi se nach virun zéng Joer war.

Dat Drëtt, wat ech lech wëll soen, dat ass mat Ungarn a mat Polen. Et ass wouer, datt et Diskussioune gouf ëm d'Justiz a Polen, notamment och virun e puer Joer. Et ass awer gradesou wouer, datt dat scho laang gekläert ass. Et gouf jo eng ganz Rei Ännerungen a Polen duerno. Et gouf eng Rei Prozesser, och um Europäesche Geriichtshaff. Et gouf eng Rei Interventiounen, inklusiv vun der Europäescher Kommissioun. An dee Problem ass a mengen Aen, souwäit ech weess, scho laang geléist.

Mee Dir kënnt hei mat Geeschter aus der Vergaangenheet kommen, Här Minister, dat änndert guer näischt un där Kritik, déi mir gemaach hunn. Wannechgelift këmmert lech ëm all Plaz op der Welt, wou d'Mënscherechter verletzt ginn. Dann hutt Der Kredibilitéit. Awer fir just op déi zwee Länner ze klappen, dat gëtt lech keng Kredibilitéit.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. An d'Wuert geet direkt zréck un den Här Asselborn.

(Brouhaha)

Nee. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

(Brouhaha)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7770. Den Text steet am Document parlementaire 7770[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7770 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet mat 54 Jo-Stëmmen a 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire en vue de l'organisation de l'Office des procureurs européens délégués

Mir kommen elo zum Projet de loi 7760 iwwert d'Organisatioun vum Office des procureurs européens délégués. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, laang gouf drop gewaart, dass en endlech kéint mat senger Aarbecht ufänken. Rieds ass vum Parquet européen.

Den Europäesche Parquet ass eng ganz wichteg Struktur. En ass derfir zoustänneg, am Kader vu Frauden an der grenziwwerschreidender Grousskriminalitéit, déi zulaaschte vum EU-Haushalt ginn, ze enquêtéieren an ze poursuivéieren. Mir schwätzen hei also vu Frauden, déi een negativen Impakt op den EU-Budget hunn, respektiv Verbrieche géint déi finanziell Interesse vun der Europäescher Unioun: Bedruch, Korruptioun, Blanchiment, schwéiere grenziwwerschreidenden TVA-Bedruch.

Mir schwätzen hei vu Milliardenzommen, Gelder, déi an d'Täsche vu Kriminelle fléissen an domadder herno feelen, fir anerwäerts an eis solidaresch Gesellschaft ze investéieren.

Wou also aktuell just d'national Behörde kënnen aktiv ginn, an hir Zoustännegkeet en plus op hire jeeweilege Grenzen ophéiert, gi mer eis elo e schlagfäerdegt gemeinsaamt Organ, wat hei kann aktiv ginn. A Lëtzebuerg ass hei e ganz proaktive Partner gewiescht an huet sech staark fir dësen Europäesche Parquet investéiert. Net fir näischt si mer also elo och ganz frou, dass en elo mat sengem Bureau central hei zu Lëtzebuerg ugesidelt ass.

D'Schafung vum Europäesche Parquet huet och en Impakt op eis national Gesetzgeebung. Déi muss adaptéiert ginn. An dat gëtt via zwee separat Projets de loi gemaach. Dat ass engersäits de Projet de loi 7759, deen de prozedurale Kader definéiert, innerhalb vun deem de Parquet européen senge Missioune soll gerecht ginn. Dëse Projet de loi ass allerdéngs nach an der Prozedur. Wann dee Projet de loi dann an d'Plenière kënnt, da wäerte mer och nach eng Kéier d'Geleeënheet kréien, fir méi am Detail op de Parquet européen anzegoen. Haut ass d'Riedezäit e bësse méi kuerz. An dofir begnügen ech mech haut domadder, de Kader vun dësem Projet de loi méi knapp unzeräissen. An anerersäits eebe via dëse Projet de loi, de 7760, deen d'Struktur vum EU-Parquet am Kader vun eiser nationaler Organisation judiciaire organiséiert.

De Parquet européen funktionéiert op zwee Niveauen, eng Kéier um Niveau central mat sengem Bureau central, dem Chef vum Parquet, den 22 Procureurs européens, de Chambres permanentes, an eng Kéier op engem dezentralen Niveau, also an de Memberstaate mat de Procureurs européens délégués, déi am Numm vum Parquet européen an hire jeeweilege Memberstaaten agéieren.

All Memberstaat stellt mindestens zwee Procureurs européens délégués a Lëtzebuerg huet der och domadder zwee. 22 Länner huelen aktuell deel. Mir schwätzen hei vun am Ganzen dann 140 Procureurs européens délégués, well verschidde Länner och méi där Procureurs européens délégués designéieren. An et gi sech eng 3.000 Dossieren erwaart. Si gi vum Procureur général d'État designéiert, an dat fir e Mandat vu fënnef Joer, wat och renouvelable ass.

Dës Procureur-général-déléguéen agéieren dann ënnert der Surveillance vun den Organer op EU-Niveau, wärend se awer an de Strukture vun den nationalen Autorités de poursuite weider integréiert sinn. Si sinn allerdéngs absolutt onofhängeg vun dësen nationale Strukturen.

Ëm wat geet et elo konkreet an dësem Projet de loi? Also, wéi gesot, dës Procureurs européens délégués agéiere ganz onofhängeg. An dofir gëtt iwwert dëse Projet de loi en Office des procureurs européens délégués geschafen.

Déi zwee Procureurs européens délégués gi vum Procureur général d'État designéiert. Mir hunn der zwee, an dat fir e Mandat vu fënnef Joer, wat, wéi gesot, renouvelable ass. Si si fir d'Dauer vun hirem Mandat vun hiren nationale Fonctioune liberéiert. An dëse Projet de loi fixéiert dann och d'Modalitéite fir dee Moment, wou hiert Mandat ausleeft a si erëm an déi national Struktur reintegréiert ginn. Hei gesäit den Text vir, dass si op engem equivalente Posten zu deem, dee se virun hirem Mandat haten, reintegréiert ginn.

Ausserdeem reegelt den Text och d'Prise en charge vun de Contributiounen un d'Assurance dépendance an d'Cotisations sociales, déi iwwert den nationale Budget lafen.

Ech wéilt just hei preziséieren, well dat och eppes war, wat mer an der Kommissioun e puermol ugeschwat haten: Déi zwee Procureurs européens délégués, déi kommen aus dem Corps vun de Lëtzebuerger Magistraten. Dat musse ganz experimentéiert Leit sinn. A wëssend, dass mir de Moment selwer Schwieregkeeten hunn, all déi fräi Posten ze besetzen, ass dat natierlech och fir eis eng gréisser Erausfuerderung, wa mer esou gutt Leit mussen ofginn. Mee wéi gesot, et ass awer fir eng gutt Cause, a mir mussen dann och hei eis Hausaufgabe maachen, fir och déi Posten dann erëm ze besetzen.

Wat dat Prozeduraalt ubelaangt: Dëse Projet de loi ass den 1. Februar 2021 deposéiert ginn. Den 10. Februar ass de Projet an der Justizkommissioun presentéiert an analyséiert ginn. Den 3. Mäerz koum den Avis vum Groupement des magistrats, deen hei keng weider Observatiounen hat. De 4. Mäerz hat de Staatsrot säin Avis ofginn. De Staatsrot hat keng Opposition formelle. En hat awer eng Partie kritesch Remarken, déi awer och duerch Propositioune begleet waren. Den 10. Mäerz koum den Avis vum Barreau. Dësen hat e puer Observatiounen, déi och déi vum Staatsrot rejoignéiert hunn. An dee selwechten Dag, also och den 10. Mäerz, hu mir eis an der Justizkommissioun mat den Avisen ausenanergesat an hunn och déi Propositioune vum Staatsrot esou iwwerholl. Fir den Detail heivunner verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

De 15. Mäerz huet d'Justizkommissioun de virleiende Rapport dunn och schonn ugeholl. An Dir gesitt: Dëse Projet de loi ass relativ schëtzeg duerch d'Prozedure gaangen, grad well et och eng gewëssen Dréngleechkeet ginn ass, mat dësem Text virunzekommen, fir dass de Parquet européen an eisen Office des procureurs délégués hir Aarbechte kënnen en bonne et due forme ophuelen.

Dofir wéilt ech och ervirhiewen, dass hei vun alle Säiten, souwuel an der Chamber wéi och beim Staatsrot an an dem Ministère ënner Héichdrock un dësem Projet de loi geschafft ginn ass an dass och d'Avisen deementspriechend schnell virlouchen.

Voilà. Heimat géif ech da mäi Rapport ofschléissen an natierlech och den Accord vun eiser grénger Fraktioun ginn. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain Merci a ginn d'Wuert direkt un deen éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Viviane Reding. Madamm Viviane Reding, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn elo grad ofgestëmmt mat enger iwwerwältegender Majoritéit iwwert deen neien europäesche Budget, wou jo de Rechtsstaatlechkeetsprinzip dra verankert ass. Firwat ass dat esou wichteg? Mee dat ass wichteg, well fir d'éischte Kéier an Europa derfir gesuergt gëtt, datt dat europäescht Steiergeld net an den Täsche vu Kriminelle ka verschwannen oder an den Täsche vu Frënn vu gewielten Diktatoren - där hu mer der e puer an Europa! -, mee datt et bei de Leit ukënnt, do, wou et soll hikommen.

Elo maache mer deen zweete Schratt: Mir schafen eng europäesch Staatsanwaltschaft, en Europäesche Parquet, wéi mer zu Lëtzebuerg soen, deen och derfir suergt, datt net Schmu mat de Steiergelder gemaach gëtt.

Als Method ass dat schrecklech ongewinnt a komplizéiert, wat mer hei decidéieren, mee als Finalitéit ass et kristallkloer. D'Finalitéit ass ganz einfach: D'Steiergelder, hei zu Lëtzebuerg oder an Europa, déi sinn do fir en Investissement an d'Leit, fir en Investissement an d'Zukunft. Déi sinn net do fir d'Beräicherung vu Profiteuren oder aner Krimineller. Mee de Fait ass, datt Milliarden a Milliarde vu Steiergelder an déi falsch Kanäl verschwannen.

A Fait ass och, well dee ganze System vum Verschwanne ganz oft transnational ass, datt nëmmen 30 % vun deene Kriminalfäll poursuivéiert ginn, well d'Poursuite ganz oft un de Grenze stoe bleift. An dofir war et noutwendeg, eng europäesch Staatsanwaltschaft ze schafen. Dat ass also eng fuschnei Institutioun a se sëtzt um Kierchbierg beim Europäesche Geriichtshaff, beim Europäesche Rechnungshaff. Dat mécht Sënn. An dofir mécht et och Sënn, datt mir esou séier wéi méiglech als Lëtzebuerger kucken, datt eise Bäitrag zu där Staatsanwaltschaft an d'Rei kënnt. An och wann ech regrettéieren, datt mer d'Basisgesetz nach net ofgestëmmt hunn, si mir awer d'accord, well dat heiten eng Urgence ass, datt déi Staatsanwält elo kënnen ernannt ginn.

Wat ass dann elo d'Method? Ech hu gesot, d'Method ass net esou kristallkloer. Do geet et nämlech drëm, datt d'Justice pénale jo an der Reegel eng national Zoustännegkeet ass an datt den europäesche Budget an d'europäesch Fongen awer eng europäesch Zoustännegkeet sinn. An hei gëllt et

elo, déi zwee Géigesätz mateneen ze verbannen duerch e System, dee wierklech sui generis ass a sui generis muss sinn, fir déi zwou Zoustännegkeeten eeben net als Clash gëllen ze loossen, mee als elegant Zesummenaarbecht.

Eis zwee Lëtzebuerger Procureurs européens kommen also aus der Lëtzebuerger Magistratur, mee si kréien elo europäesch Zoustännegkeeten an eng komplett Onofhängegkeet, déi garantéiert gëtt. A si sinn also dann och zoustänneg fir EU-wäit Strofverfollgung ouni Limite territoriale. Dat ass gutt. Dat ass richteg, datt Lëtzebuerg déi nei Form vun europäescher Zesummenaarbecht ënnerstëtzt a begleet, well et am Interessi net nëmme vun Europa ass, mee vu Lëtzebuerg, well et am Interessi ass vun engem equilibréierten Ëmgang mat de Steiergelder a mat de Budgetsmëttel. An do musse mir an der éischter Rei stoen, fir dat gutt Beispill ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Reding. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech der Rapportrice Merci soe fir hire komplette mëndlechen, awer och hire schréftleche Rapport. Merci awer och der Madamm Reding fir e puer technesch Erklärungen an och fir hir Initiativ. Ech mengen, Dir waart vill dorunner bedeelegt, dass mer dee Parquet européen op d'Bee gesat hunn, an ech mengen, et ass eng ganz wichteg Institutioun. An dofir merci nach eng Kéier.

22 Memberstaate sinn, wéi gesot, de Moment Deel vum Parquet européen, oder, wéi mer op Englesch ofgekierzt soen, vum EPPO (ndlr: European Public Prosecutor's Office), dee säi Siège - an dorobber si mer, mengen ech, alleguerten houfreg - hei zu Lëtzebuerg huet.

Wat bedeit den Europäesche Parquet fir eis a firwat ass et wichteg, dass Lëtzebuerg mat engem Procureur européen an zwee Deleguéë representéiert ass? Korruptioun a Bedruch kenne keng Grenzen, weeder geografesch nach am Volumen. Et kënnt vir, dass zum Beispill europäesch Gelder, déi ausbezuelt ginn, op gefälschten Dokumenter baséieren, dass Projeten net konform mam Gesetz finanzéiert ginn oder och, dass Suen, déi amplaz uechter Europa ze hëllefen, vu Leit oder och Institutiounen an d'Täsch gestach ginn.

Am Rapport vun 2019 vum OLAF, dem Office européen de lutte antifraude, ass vu ville Strofdoten an de Memberstaate rieds. Engem rezenten Artikel an der nationaler Press no léichen dem Parquet européen den Ament schonn eng 3.000 Fäll vir.

D'Finanzkriminalitéit ass net ze ignoréieren. Ëmsou méi, wann ee weess, dass dës um Bockel vum europäesche Budget an deemno vun den europäesche Memberstaaten ausgedroe gëtt.

Strofdoten a Relatioun mat Frauden iwwert den europäesche Budget konnten duerchaus schonn national poursuivéiert ginn. Mam Europäesche Parquet kënnen dës Poursuitten awer elo besser, méi schnell, iwwert den nationale Kader eraus, an de Memberstaaten, déi matmaachen, gemaach ginn.

Lëtzebuerger Representanten am Parquet européen ze hunn ass also och am Sënn vun enger nach besserer Kooperatioun op internationalem Niveau a bei grenziwwerschreidende Fäll, wou mir elo op eng nach besser juristesch Zesummenaarbecht mat deenen anere Memberstaaten ziele kënnen.

Ee Punkt hunn ech mer notéiert fir ze bemierken, an d'Rapportrice ass och scho kuerz dorobber agaangen: Déi Magistraten, déi eis am Parquet européen vertrieden, feelen natierlech elo an der Ekipp vun eisem Parquet hei zu Lëtzebuerg. Mir haten dee Punkt effektiv an der Kommissioun och schonn ugeschwat. Et geet dobäi net drëms fir ze soen, dass een de Parquet européen a Fro stellt, mee se feelen awer an den Ekippe vun eisem Parquet hei zu Lëtzebuerg. An doduerjer ass et wichteg, dass mer déi Posten, wann et nëmme méiglech ass, esou schnell wéi méiglech och nees besetzen, fir dass mer keng Retarde kréie bei eisem nationale Parquet.

Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Carole Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Mir bleift eigentlech just nach, der Madamm Empain e grousse Merci ze soe fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Merci awer och menge Virriednerinnen, souwuel der Madamm Reding wéi och der Madamm Hartmann. Si hunn eigentlech op de positiven Aspekt vun der Ëmsetzung vun dësem Volet vum europäesche Reglement higewisen an och op d'Wichtegkeet vun deem Parquet européen. Et ass, wéi d'Madamm Reding och gesot huet: Wat d'Gesetz u sech ubelaangt, wäert nach vill méi derzou ze soe sinn, an dofir wäerte mer eis dat dann och halen, fir dee Moment och nach e bësse méi déi Thematik ze developpéieren.

Op alle Fall, fir eis ass et wichteg genuch, dass mer natierlech mat Freed dësem Gesetz zoustëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President, och vu mir fir d'éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice. Ech ginn net weider op den Text an, mee méi op de Kontext.

Wéi all iwwerdriwwe grouss Bürokratie ass och Bréissel mat ganz vill Schmu geplot. Dat ass iwwerall esou, wou Waasserkäpp entstinn. D'Viviane Reding huet scho vum Ausmooss geschwat, deen déi Gangstereien unhuelen. Si sinn enorm! Et gëtt eng Fraude souwuel bei de Recettë wéi bei den Depensen.

Bei de Recetten ass aleng d'Fraude un TVA transfrontalière 50 Milliarden all Joer. D'Fraude op Droits de douanes: 10 Milliarden all Joer. D'Fraude bei den Depensen: Ganz interessant! Do ginn 80 % op de Kont vun de Fonds structurels. Dat sinn déi, déi Subventiounen ausbezuelen un europäesch Regiounen, déi sougenannt „les plus pauvres". Et ass genau do, wou d'Suen an engem schwaarze Lach verschwannen. 80 % vun de Fäll vun der Fraude sinn aleng d'Fonds structurels.

20 % vun de Fraude sinn an der PAC, Politique agricole commune. Dat ass enorm! Et ass och kloer, well d'PAC an d'Fonds structurels sinn 80 % vum gesamten EU-Budget. Also ass et normal, datt se quasi d'Totalitéit vun de Frauden ausmaachen.

D'Politique agricole commune, do muss ee wëssen: Säit 2009 gëtt net méi publizéiert, wien déi Sue kritt. Dat war ëmmer eng ganz interessant Lëscht. A Frankräich war 2009 - déi leschte Kéier, wou et publizéiert ginn ass - bei deene 24 Top-Beneficiairë vun europäesche Subventiounen net een eenzege Bauer! Net een eenzege Bauer! D'Cour des comptes schätzt 5 Milliarde Paiementer pro Joer, déi net hätten däerfe gemaach ginn, déi awer vun der Bréisseler Bürokratie gemaach gi sinn. 5 Milliarde pro Joer!

Do kann een dann och Beispiller nennen. Ganz interessant! 2 Milliarde sinn a Rumänie verschwonnen. Déi goufe vum Fonds social européen ausbezuelt fir d'Integratioun vun de Romaen. Déi sinn integral verschwonnen, déi goufen detournéiert.

(Brouhaha)

6 Milliarde si bezuelt ginn als Subvention de préadhésion un d'Türkei.

(Interruption)

5 Milliarden als Subvention de préadhésion un Albanien, Kosovo, Montenegro a Serbien. En eenzegt grousst schwaarzt Lach!

(Brouhaha)

An eleng fir menge Kolleegen op der lénker Säit vum Sall eng Freed ze maachen, erënneren ech nach eng Kéier un all déi Subventiounen, déi d'EU u Palästina bezuelt an déi - dat ass e Fakt - ganz oft detournéiert ginn, fir terroristesch Attentater ze finanzéieren.

All dëse Mëssstänn e Rigel virzeschiben, ass eng gutt Saach. Et gëtt allerhéchsten Zäit. An duerfir droe mir als ADR dësen Text mat.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roy Reding. An dann ass et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Eng vun deene wéinege Saachen, déi mer mat der ADR gemeinsam hunn, ass, datt mer dësen Text och matstëmmen. Mir mengen nämlech, datt effektiv Finanzkriminalitéit, Korruptioun, Frauden eppes sinn, wat keng Kavaléiersdelikter sinn, an datt d'Kapital, wat sech scho ganz laang transnational organiséiert huet, och op europäeschem Niveau e Géigeniwwer muss gesinn, dee fir Rechtsstaatlechkeet suergt. An do ass de Procureur européen oder déi Europäesch Staatsanwaltschaft sécherlech e Moyen derfir. Dorëms geet et awer eigentlech just am Kontext heiriwwer. Hei geet et jo ëm d'Nominatioun vun deene Leit, wat Lëtzebuerg selwer ugeet, wat mer eng ganz wichteg Saach fannen. A mer wäerten och nach eng Kéier kënnen am Detail op deen heite Projet zréckkommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och merci dem Stéphanie Empain fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem wichtege Projet. Och mir Piraten wäerten den Accord ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo. Merci, Här President. Merci Iech alleguerten éischtens emol fir déi gutt Zesummenaarbecht, dass mer esou séier konnte mat deem Text hei virukommen, an och fir déi grouss Zoustëmmung fir den Text.

Et geet effektiv ëm en elementaart Organ vun den europäeschen Institutiounen, wat mer elo hei op Lëtzebuerg kritt hunn, wat och wichteg ass, fir de Justizstanduert Lëtzebuerg op europäeschem, internationalem Niveau ze stäerken, a wat, wéi och bal all d'Virriedner ënnerstrach hunn, eng zentral Roll och wäert spille bei der Protektioun vun de finanziellen Interesse vun der Europäescher Unioun.

Duerfir ass et elementar, dass mer déi Institutioun mat gudde Leit ekipéieren. Mir hu schonn eise fixe Procureur européen, deen ass genannt gi mat all deenen aneren zesummen am Juli zejoert. An elo geet et eeben ëm déi Procureurs européens délégués, fir kënnen déi Prozedur ze lancéieren. D'Reglement huet et eigentlech virgesinn, dass déi och nach kéinten zu Lëtzebuerg schaffen. D'Madamm Kövesi, Chef vum EPPO, war awer der Meenung, dass et, fir d'Onofhängegkeet ze garantéiere vun der Aarbecht, déi gemaach gëtt, wichteg wär, dass déi Procureurs européens délégués keng direkt Aarbecht méi géifen an hirem Pays d'origine maachen. Mir waren och bereet, op dee Wee ze goen. Sachant awer all déi Contrainten, déi dat fir eis bedeit, an et ass och ugeklonge vun der Madamm Empain a vun der Madamm Hartmann: Mir hu schonn Enkpäss bei de Magistraten, soudass dat hei elo eppes ass, wat mer maachen, well et wichteg ass fir d'Institutioun, well mer awer och der Meenung sinn, dass et zum Deel vläicht och kann eise Parquet entlaaschte mat Affären, déi dann op europäeschem Niveau kënne gemaach ginn. Mee dat empêchéiert net, dass mer déi Leit wäerte mussen och hei remplacéieren. An déi Leit, déi mer elo hei recrutéiere wäerten, dat sinn awer scho Leit, déi och mussen eng Erfarung an deem heite Beräich hunn.

Wéi geet et elo weider? Soubal d'Gesetz gestëmmt ass, lancéiert de Parquet général um Intranet d'Annonce, fir dass déi Kandidaten, déi gesicht ginn, sech kënne mellen - den Delai ass relativ enk gefaasst - bis virun der Ouschtervakanz. Ech hoffen, dass sech do verschidde Leit beruff fillen, well et ass wierklech eng spannend Tâche. Et geet hei drëm, an engem ganz internationale Kontext ze schaffen, mee déi Tâche, ëm déi et geet, ass eng, déi essentiell ass fir de Fonctionnement vun eisen Institutiounen, fir d'Finanzkriminalitéit ze bekämpfen. Hei wäert ee sech kënnen opmaache fir ganz nei Universen. Dofir hoffen ech, dass mer déi richteg an déi néideg Leit och fannen, déi sech hei wäerte mellen.

D'Erausfuerderung war, e Statut ze schafen, wou d'Leit natierlech hir Rechter net verléieren an deem Kader vun der Magistratur, an deem se sinn, an awer kënnen onofhängeg fonctionéieren. Et wäert elo e Büro geschaaft ginn, wou si dann zu zwee kënnen operationell sinn an de Lien eebe maache mam EPPO.

Mir haten déi zwee Texter gemeinsam deposéiert: Deen een, dee vun der Prozedur, dat war den 1. Februar vun dësem Joer. Deen aneren, deen heiten Text. Zu deem vun der Prozedur hunn ech elo d'Avise kritt vun den Autorités judiciaires. Déi wäert Der also elo och geschwë kréien.

Dat ass e Paradigmewiessel. Do wäerte mer schonn nach Geleeënheet kréien, driwwer ze schwätzen. Mir hunn de Juge d'instruction zu Lëtzebuerg. Dee wäert elo hei bei verschiddenen Etappen net mat an d'Spill kommen, fir dass déi Prozedur, déi jo dann zu Lëtzebuerg herno awer gefouert gëtt, dann awer och de Contraintë vun deem europäeschen Text entsprécht. Soudass mer dann do an deenen nächste Méint och nach wäerten d'Geleeënheet kréien, am Detail iwwert déi Prozedurfroen ze schwätzen.

Ech soen lech Merci fir d'Zoustëmmung. An ech freeë mech dann op déi nächst Diskussiounen, wat dee prozedurale Volet ubelaangt. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Justizministesch Sam Tanson villmools Merci.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7760. Den Text steet am Document parlementaire 7760[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7760 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7769 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

3. la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7769 iwwert d'Bäihëllefen am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kris ass nach net eriwwer. Och wa mer duerch d'Impfunge lues a lues d'Liicht um Enn vum Tunnel gesinn, esou bleift d'Situatioun fir vill Betriber prekär. Besonnesch d'Restauranten an d'Caféen, déi nach ëmmer mussen zou hunn, wéilte gären erëm schaffen a Geld verdéngen.

Mee och aner Secteure wéi den Tourismus an den Evenementiel hunn et momentan nach ëmmer ganz schwéier. Duerfir ass et wichteg, dass mir haut d'Hëllefen, déi d'Regierung hinnen zur Verfügung stellt, fir et duerch dës schwiereg Period ze packen, adaptéieren, verbesseren a verlängeren. Den europäesche Kader gouf erëm geännert, soudass de Mëttelstandsministère konnt eis bestoend Hëllefen un d'Besoine vun de Concernéierten an un eis aktuell sanitär Situatioun upassen.

Mat dësem Projet de loi wäerte gläich dräi aktuell Hëllefen adaptéiert, nogebessert respektiv verlängert ginn.

Déi éischt Hëllef, déi mir adaptéieren, ass déi éischt Aide de relance. Pour rappel: Dës Aide gëtt fir d'Méint Juni bis November 2020 ausbezuelt un Entreprisen aus besonnesch vulnerabele Secteuren - den Horeca, Tourismus an Evenementiel -, déi eng Perte vum Chiffre d'affaires vu mindestens 25 % hunn.

Wat ännert sech elo bei dëser Aide? Déi wichtegst Ännerung ass déi, dass den Delai, bis wéini ee kann eng Demande areechen, bis de 15. Mee 2021 verlängert gëtt. Esou kënnen alleguerten déi Entreprisen, déi fir d'Méint Juni bis November 2020 bis haut nach keng Hëllef ugefrot hunn, dat ëmmer nach nohuelen.

Déi zweet Ännerung betrëfft de Plaffong, dee fir dës Aide virgesinn ass. Well dëse Plaffong ëmmer erëm vun der Europäescher Kommissioun adaptéiert gouf, schreiwe mir elo kee Montant méi an d'Gesetz, mee mir maachen einfach eng Referenz op de Plaffong, deen d'Kommissioun fixéiert huet. Dat huet de Virdeel, dass, wann d'Kommissioun dee Plaffong nach emol erhéicht, een dësen Artikel net méi adaptéiere muss. Momentan läit dee Plaffong bei 1,8 Milliounen fir den Total vun all den Hëllefen, déi ënnert d'Sektioun 3.1 vum Encadrement temporaire falen.

Déi zweet Hëllef, déi mir adaptéieren, ass déi nei Aide de relance, déi ab dem Mount Dezember 2020 ausbezuelt ginn ass, och bei enger Perte vum Chiffre d'affaires vu 25 %. Vun dëser Aide kënnen niewent dem Horeca-Secteur an dem Tourismus, dem Evenementiel an dem Divertissement och d'Geschäfter, de sougenannte Commerce de détail en magasin, an awer och d'Organisatiounen, déi Formations professionnelles continues ubidden, profitéieren.

Wat ännert sech elo fir déi nei Aide de relance? Dat Wichtegst virewech: Dës Hëllef gëtt ëm dräi Méint verlängert a gëllt also net nëmme bis Mäerz, mee och fir d'Méint Abrëll, Mee a Juni 2021. Donieft gëtt eng speziell Dispositioun ageféiert fir déi Entreprisen, déi am Januar 2021 net hunn dierfen ophunn. Dat betrëfft net nëmmen d'Restauranten an d'Caféen, mee och d'Geschäfter, d'Coifferen an all Commerce non-essentiel, déi jo vun Enn Dezember bis den 10. Januar zou waren. Déi concernéiert Firme kënnen d'Hëllef fir de Mount Januar 2021 och ufroen, wa si deen normalerweis gefrote Seuil vu mindestens 25 % vun der Perte vum Chiffre d'affaires fir dee Mount net erreecht hunn.

Dobäi kënnt, dass och hei, genau wéi bei der éischter Aide de relance, net méi e Plaffong an d'Gesetz geschriwwe gëtt, mee et gëtt elo Referenz gemaach op d'Limitt, déi aktuell vun der Europäescher Kommissioun am Kader vun der Sektioun 3.1 vum Encadrement temporaire guttgeheescht gouf. Dat heescht, aktuell ee Montant vun 1,8 Milliounen.

Eng weider Ännerung ass déi, dass och rezent kreéiert Entreprisen, déi sech tëschent dem 1. November an dem 31. Dezember 2020 constituéiert hunn, wäerte vun dëser neier Aide de relance profitéiere kënnen. D'Hëllef fir d'Méint Dezember 2020 a Januar 2021 fält fir si ënnert den De-minimis-Regimm, wou de Plaffong vun den Hëllefen op 200.000 Euro läit. Wa si eng Aide fir d'Méint Februar bis Juni 2021 ufroen, gëllt awer fir si de Plaffong vun der Sektioun 3.1 vum Encadrement temporaire, dee jo däitlech méi favorabel ass. Och fir si gëllt de Seuil vu 25 % vun der Perte vum Chiffre d'affaires fir de Mount Januar net, wa si hu missen hir Aktivitéiten dee Mount astellen.

Leschte Punkt bei där neier Aide de relance: Och bei dëser Hëllef gëtt den Delai, bis wéini ee muss seng Demande areechen, ëm véier Méint, also bis de 15. Mee 2021 verlängert.

Ech kommen zu der drëtter Hëllef, déi mat dësem Projet de loi verlängert gëtt. Et geet ëm déi sougenannten Aide coûts non couverts. Dat ass déi Hëllef, déi et deenen Entreprisen, déi momentan nach ëmmer mussen zou hunn, am beschten erlaabt, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat, well hir Fixkäschte gréisstendeels vum Staat iwwerholl ginn. Et ass och dës Hëllef, wou am meeschte soll dru geännert ginn.

Wie kann elo scho méi vun dëser Hëllef profitéieren? Et si genau déi selwecht Secteure wéi déi fir déi nei Aide de relance, nämlech den Horeca-Secteur, Tourismus, Evenementiel, Divertissement, mee och Geschäfter an awer och Organisatiounen, déi Formations professionnelles continues ubidden.

D'Konditioun, fir vun dëser Aide coûts non couverts ze profitéieren, ass am Prinzip eng Perte vum Chiffre d'affaires vu mindestens 40 %. Eng wichteg Prezisioun virewech: Et kann ee fir e gewëssene Mount entweeder eng Hëllef iwwert d'Aide de relance oder d'Aide coûts non couverts kréien. Déi zwou Aidë bleiwe weiderhin net cumulabel.

Wat ännert elo bei der Aide coûts non couverts? Et sinn am Ganzen aacht Punkten. Éischtens gëtt och dës Hëllef verlängert. Si konnt bis elo fir November 2020 bis Mäerz 2021 gefrot ginn a gëtt elo, wann d'Gesetz gestëmmt gëtt, bis Juni 2021 verlängert.

Esou wéi dat schonn am leschte Gesetz iwwert dës Aide ugepasst gouf, ginn och fir d'Méint Abrëll bis Juni 2021 100 % vun de lafende Käschten eligibel fir d'Berechnung vun der Hëllef. Am urspréngleche Text ware just 75 % vun de Käschten eligibel.

Drëtte Punkt: D'Aide coûts non couverts, esou wéi se initial fir d'Méint November 2020 bis Januar 2021 virgesi gouf, bleift weider ënnert dem Regimm vun der Sektioun 3.12 vun der Europäescher Kommissioun, mat deene selwechte Konditiounen a Limitten. De Plaffong bleift do bei 800.000 Euro. Dës Hëllef gëtt awer elo och opgemaach fir jonk Entreprisen, déi bis den 31. Dezember 2020 gegrënnt goufen. Dës jonk Entreprisë lafe weider ënnert dem De-minimis-Regimm mat engem Maximum vun 200.000 Euro.

Véierte Punkt: Ab Februar 2021 gesäit d'Hëllef dann e bëssen anescht aus. Ab da wäerten et verschidde Regimmer ginn, déi méi geziilt wäerten hëllefen. Deen éischte Regimm gëtt ënnert dem Artikel 4bis definéiert. Et ass souzesoen de Régime général. Dëse Regimm ass fir déi Betriber geduecht, déi net hu missen zoumaachen, déi awer eng gewësse Perte verbuche wéinst der aktueller Kris. Dës Perte ass nach ëmmer op 40 % vum Chiffre d'affaires par rapport zum Vergläichsmount vun 2020 festgeluecht. Nei ass awer, dass dës Perte net méi um Niveau vun engem Grupp gekuckt gëtt, mee am Kader vun enger Entitéit. Dat heescht ganz konkreet, dass, wann zum Beispill en Entrepreneur eng Baufirma, een Hotel an ee Restaurant besëtzt, hie momentan keng Hëllef fir de Restaurant an den Hotel kritt, well de Chiffre d'affaires vum Grupp gekuckt gëtt an de Benefiss vun der Baufirma de Verloscht vun deenen aneren zwou largement kompenséiert huet. An Zukunft wäert d'Baufirma nach ëmmer net eligibel si fir eng Hëllef, mee den Hotel an de Restaurant kënnen eng kréien, wa si d'Konditiounen dofir erfëllen. Et sinn also verschiddener elo eligibel fir eng Hëllef, déi et virdrun net waren, well d'Perte mam eventuelle Gewënn vun aneren Unitéite verrechent gi wier. Dat ass eng weesentlech Verbesserung vun dëser Hëllef.

Een zweete Regimm, dee vum Artikel 4ter definéiert gëtt, ass dee vun der Hëllef fir Entreprisen, déi weider hu mussen zoubleiwen. Par rapport zum Régime général dierfe si 25 % vum Chiffre d'affaires immuniséieren, dee si duerch d'Aktivitéit vum Takeaway oder duerch e Liwwerservice erwirtschaften. Dëst ass besonnesch wichteg, well et dierf een déi Leit, déi schaffen, net penaliséiere par rapport zu anere Betriber, déi decidéiert hunn, zouzebleiwen a keen Takeaway oder Liwwerservice unzebidden. An dësem Regimm vun der Aide coûts non couverts ginn och 100 % vun de Fixkäschte rembourséiert an net just 70 % oder 90 %, wéi dat beim Régime général de Fall ass.

Den Artikel 4quater bitt nach een aneren, drëtte Regimm u fir déi Entreprisen, déi net hu mussen zoumaachen, mee trotzdeem quasi net fonctionéiere wéinst de coronabedéngte Restriktiounen. Bei enger Perte vum Chiffre d'affaires vu mindestens 75 % kréien dës Firmen iwwert d'Aide coûts non couverts och 100 % vun de Betribskäschte rembourséiert.

Fënnefte Punkt bei der Aide coûts non couverts. Nei ab Februar 2021 sinn och d'Plaffonge vun der Aide coûts non couverts. Si goufen ëm 50 % erhéicht. Dat heescht elo konkreet fir eng Mikroentreprise, dass se net méi bis zu 20.000, mee elo bis zu 30.000 Euro de Mount kréie kann, eng kleng Entreprise net nëmmen 100.000, mee bis zu 150.000 Euro de Mount an eng mëttel oder grouss Entreprise kann amplaz vun 200.000 Euro bis zu maximal 300.000 Euro de Mount ausbezuelt kréien.

Déi nei Regimmer vun dëser Hëllef ab Februar lafen och ënnert der Sektioun 3.1 vum Encadrement temporaire, soudass och hei elo dee Plaffong gëllt, dee vun der Europäescher Kommissioun virgesinn ass: momentan, wéi gesot, 1,8 Milliounen.

Siwente Punkt: Et versteet sech och, dass déi dräi nei Regimmer vun der Aide coûts non couverts, déi ab Februar 2021 gëllen, net cumulabel fir dee selwechte Mount sinn.

Leschte Punkt: Och fir d'Aide coûts non couverts gëtt et een neien Delai, fir dës Hëllef unzefroen. Bis elo konnt ee se bis de 15. Mee 2021 ufroen. Wa mer d'Gesetz stëmmen, kann een d'Demande nach bis de 15. September 2021 maachen.

Här President, ech resuméieren lech nach déi wichtegst Punkten aus den Avise vun alleguerten de Chambere respektiv vum Staatsrot. D'Chambre de Commerce begréisst virop déi adaptéiert Hëllefen. Wéi schonn an hiren Avise virdrun erënnert d'Chambre de Commerce drun, dass si léiwer gehat hätt, dass een de Spillraum, deen den europäeschen Encadrement eis gëtt, voll ausgenotzt hätt, zum Beispill d'Hëllefe bis den 31. Dezember 2021 verlängert hätt. D'Beruffskummer mengt och, dass ee mat all deenen Hëllefen, déi mir bis elo gestëmmt hunn, riskéiert, eventuell den Iwwerbléck ze verléieren. Duerfir réit si zum Opstelle vun engem Arbre décisionnel, fir dass d'Betriber sech besser erëmfannen.

Och d'Chambre des Métiers begréisst déi nei Hëllefen, well si den Entreprisen eng gewësse Planungssécherheet bidden. Genau wéi d'Chambre de Commerce mengt si och, dass wéinst der Komplexitéit vun den neien Hëllefen eng gutt Kommunikatioun un d'Betriber wichteg ass. D'Chambre des Métiers begréisst ausserdeem, dass d'Entreprisen, déi am Januar hir Dieren hu mussen zouloossen, och eng Hëllef kréien, wa si de Seuil vu 25 % Perte vum Chiffre d'affaires net erreechen. Si freet sech awer, firwat dës Mesure net och fir Dezember 2020 gëllt. Bei der Aide coûts non couverts hätte si de Seuil vun der Perte vum Chiffre d'affaires léiwer bei 30 % anstatt bei 40 % gesinn.

Finalement mengt d'Chambre des Métiers, dass d'Aide coûts non couverts sécherlech elo eng gutt a séier Léisung ass, wat e Revenu de remplacement fir Independanten ugeet. Mee well dës Hëllef an der Zäit begrenzt ass, wënscht si sech fir d'Zukunft eng dauerhaft Léisung, wat de Revenu de remplacement fir Independanten ugeet.

Och d'Chambre des Salariés begréisst d'Verbesserungen an d'Verlängerung vun den Aiden, besonnesch d'Opmaache fir jonk Entreprisen an d'Immuniséiere vun engem Deel vum Chiffre d'affaires, deen duerch e Liwwerservice oder en Takeaway realiséiert ginn ass.

D'CSL zweifelt awer drun, dass verschidde jonk Entreprisen de minimale Montant vun 1.250 Euro de Mount als Chiffre d'affaires realiséiere wäerten. Donieft bedauert si, dass all d'Hëllefen net u sozial Konditioune gebonne sinn, wéi zum Beispill d'Limitéieren oder d'Verbidde vu Licenciementer.

De Staatsrot huet keng Opposition formelle ausgeschwat. Hien huet awer eng Rei Froen opgeworf, op déi de Minister Lex Delles eis an der Classe-moyennes-Kommissioun detailléiert Äntwerte ginn huet. Zwee Ännerungsvirschléi vum Staatsrot hu mer awer iwwerholl. Deen een, fir méi prezis ze si bei de Pièces comptables, déi jonk Entreprisen, déi eng Aide de relance froen, mussen areechen, fir hir Perte vum Chiffre d'affaires ze etabléieren. Deen anere fir ze preziséieren, dass déi verschidden Hëllefen, déi am Kader vun der Sektioun 3.1 vum Encadrement temporaire vun der Europäescher Kommissioun ugefrot ginn, ënnerenee cumulabel sinn ënnert der Konditioun, dass de Plaffong, deen d'Kommissioun fixéiert huet, net iwwerschratt gëtt.

Dëst gesot, géif ech mech iwwer eng grouss Zoustëmmung vun der Chamber hei zu dësem Projet freeën. An ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Rapportrice Carole Hartmann villmools Merci a ginn d'Wuert un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Mir hëllefen all Entreprise." An: „Mir loosse keng Entreprise mat hirer Beleegschaft am Ree stoen." Dat waren Aussoen, déi gemaach gi si virun zwielef Méint, wéi mer den 31. Mäerz 2020, net op dëser Plaz, mee nach am Plenumssall, wou d'Leit iwwer dräi Säll verdeelt waren, déi éischte Kéier iwwer en Hëllefspak diskutéiert hunn.

Fir d'alleréischt wëll ech e grousse Merci soen der Madamm Hartmann als Rapporter vun dësem Projet an och fir all hir Ausféierungen, déi se gemaach huet, wou ech op verschiddener nach wäert zréckkommen.

Mee wat ass alles an deenen zwielef Méint geschitt? An deenen zwielef Méint, wou Lëtzebuerg, Europa, jo, d'ganz Welt eng aner war wéi déi, déi mer virdru kannt hunn, wou mer kënne frou si fir all déi Leit, déi all Dag Asaz bréngen, fir géint dee Virus ze kämpfen, an alles maachen, wat méiglech ass. An och do gehéiert dee Secteur, iwwert dee mer haut schwätzen, derzou. Well niewent den Dokteren an den Infirmièren, de Botzfraen an de Leit aus dem Energie- a Waassersecteur sinn et och d'Caissièren an d'Vendeusen am Commerce, déi eng bombastesch Aarbecht maachen an déi och andauernd deem Virus ausgesat sinn, wa se mat deenen eenzele Leit a Kontakt sinn.

Et muss ee sech och d'Fro stellen ... Dat selwecht ass am ëffentleche Secteur, wann een den Transport kuckt, an ech mengen, och wann et bal ee Joer hier ass, da muss een och emol un all déi Familllen denken an un déi eeler Leit, déi net méi ënner eis sinn duerch dee Virus vun deene leschten zwielef Méint, déi mer elo kannt hunn, an och un déi Leit, déi eleng sinn an déi Courage brauchen, fir déi Pandemie ze packen. A wa mer ëmmer schwätze vun deenen eeleren an deene vulnerabelen, dann däerfe mer och d'Kanner an d'Jugendlech net vergiessen, déi och enorm d'Flemm hu mat deem Virus an déi nach méi laang musse waarden, bis se dann déi rettend Vaccine kréien, well bei dem Vaccin vun de Kanner si mer nach wäit ewech. An och do ass et wichteg, deene Leit Mutt zouzeschwätzen.

Wa mer awer elo déi lescht zwielef Méint kucken: Wat ass do alles geschitt? An ech hat et gesot, den 31. Mäerz 2020 hate mer déi éischte Kéier doriwwer geschwat, iwwer en Hëllefspak. An dat waren nach aner Primmen an aner Montante wéi déi, iwwert déi mer haut diskutéieren. Do ass et drëm gaangen: Wéi ass de Wéi a wéi ass de Wéini? A wat fir e Wee solle mer aschloen, fir de Betriber eng Gewëssheet ze ginn, fir déi puer Méint ze packen? Ech betounen: Et war net nëmmen ech, dee vun e puer Méint geschwat hat, mee et waren och nach aner Riedner. Gelldiert, Madamm President vun der Mëttelstandskommissioun, déi deemools gemengt hat, wéi mir alleguer - ech wëll awer elo kengem e Virworf maachen -: Dat do hu mer bis de Summer hanner eis. Mir hate just net gesot, wat fir ee Joer de Summer.

An do hu mer och dovu geschwat, wat fir eng Primmen alles do sinn. Mir hu geschwat iwwert de Chômage partiel, wat eng grouss Hëllef ass, net nëmme fir deen heite Secteur, iwwert dee mer de Mëtte méi prezis schwätzen, mee och fir all déi aner Secteuren, wat de Chômage partiel eis do bruecht huet. Mir hu geschwat iwwert d'Aarbechtszäiten an deenen eenzele Secteuren, well et emol eng Kéier eppes aneschters war, dass mer an engem komplette Lockdown waren. A mir hunn duerno geschwat, wéi et sollt virugoen.

An et ass gutt, dass mer déi Hëllefen hunn. An et ass gutt, dass mer déi Primmen an déi Aiden hunn. An d'Madamm Hartmann huet jo haut nach eng Kéier skizzéiert, wat fir eng Aiden et an deenen eenzele Secteure gëtt.

Mir hunn awer och Secteuren, déi nach ëmmer d'Flemm hunn. Wéi d'Coifferen - et ass ëmmer komesch, wann ech vun de Coiffere schwätzen -, deenen ass et vu Januar un e bësse besser gaangen, well bei deene waren am Januar d'Ouverture komm. Mee de Restaurant- an de Cafésecteur an den Evenementiel, déi sinn nach ëmmer schlecht drun. Well déi maache jo net fräiwëlleg - ënner Guillemeten - „näischt". Si maachen net fräiwëlleg zou. Si géife gären eppes schaffen. Si géife gären eppes maachen. An deene Leit feelt och d'Perspektiv. A wann een d'Zuele kuckt - et sief dann, den Här Minister wéisst aner Donnéeën -, da maachen ech mer och net allze vill Hoffnungen, ech hoffen, dass ech mech ieren, wat elo geschitt ab nächstem Mount a wat geschitt an deenen nächsten zwee Méint, déi nach op eis zoukommen, ob do all d'Problemer wäerte geléist sinn.

Dat ass jo net nëmmen hei zu Lëtzebuerg. Dat muss ee jo och kucken am Kader vun eisen Nopeschlänner. A mir mussen och schwätze vun der Solidaritéit ënnerteneen, déi et gëtt. Well mir wëllen - den Ausseminister huet de Mëtteg schonn dovunner geschwat - jo net erëm eng Kéier an eng Situatioun komme vun den zouene Grenzen. A wann een dat och seet, ech mengen, dat war och de Mëtten den Här Baum, dee schonn driwwer geschwat huet, iwwert de Rapport vum FMI, dee leschte Méindeg publizéiert ginn ass, deen eis jo ekonomesch seet, mir wiere gutt derduerch komm a mir wieren an der Moyenne nach ëmmer déi Bescht. Ech muss lech soen: Wann den Här Delles senge Betriber, déi a sengem Secteur sinn, erkläert, dass mer an der Moyenne gutt derduerch komm sinn, da sinn déi nach ëmmer net zefridden, well si sinn nach ëmmer zou, och wann an der Moyenne d'Betriber net zou sinn. A mir wëssen, dass an deem Secteur iwwer 200 Deeg an Tëschenzäit Fermeture ass. An déi Leit wëssen net, wéi et virugeet. An déi Leit hunn och do déck d'Flemm.

An ech wëll awer och nach un een anere Punkt erënneren, Här Minister, an ech géif lech bieden, dee matzehuelen an de Conseil de Gouvernement. Ech hat deemools un eppes erënnert, an zwar un d'Tripartitesgesetz vun 1980, den Artikel 21, wou ee komplett Präisser ka blockéieren am Kader vu Schwieregkeeten, wann an der Ekonomie Problemer sinn. An ech géif lech dat vläicht nach eng Kéier mat op de Wee ginn, ob mer net och do eppes kéinte maachen - well och déi Normalstierflech spieren, dass d'Präisser awer amgaange sinn unzeéien -, ob een net och do eppes kéint kucken? An déi Méiglechkeet hutt Der mam Tripartitesgesetz vun 1980, fir och do eppes ze maachen. Well dat wier och gutt, wa mer do deene Leit op deem Wee kéinten hëllefen.

Ech wëll och dem Minister felicitéiere fir déi Ännerungen, déi e virbruecht huet an deem Gesetz, an déi Verbesserungen, déi dozou komm sinn. An ech wëll awer och do gläichzäiteg op e Gesetz agoen, net op e Gesetz, mee op eng Proposition de loi, wou net méi spéit wéi den 19., dat war gëschter, den Avis komm ass vun der Regierung zu der Proposition de loi, déi ech gemaach hat, net bei dësem Projet de loi, mee beim Projet vu virdrun. An ech hunn do festgestallt, Här President, um Chambersite steet den Avis vun der Regierung zu menger Proposition de loi. Dee vun der Chambre des Métiers, deen awer zwee Deeg méi al ass, ass net drop. Ech fannen dat och e bësse komesch, well do gëtt et verschidden Äusserungen, déi awer aneschters sinn zwëschent deem, wat d'Regierung eis

schreift, an deem, wat d'Chambre des Métiers schreift.

De Minister schreift mer, jo, ech géif jo do Saache froen, déi an Zwëschenzäit am Gesetz vun dëser Kéier mat berücksichtegt gi wieren. Ech hat alt gehofft, da géif een dat och haart soen, dass do Propositiounen, déi d'Oppositiounspartei gemaach huet beim leschte Projet, awer elo am neie Projet mat agefloss sinn an dass an där Proposition de loi verschidde Saachen, déi do drastoungen an déi deemools nach net als esou flott empfonnt gi sinn, dass déi hiren Nidderschlag do fonnt hätten.

Ech ënnersträichen och, dass ech da gesot kréie vum Här Minister a sengem Avis, ech géif jo do Saache froen, déi elo um Wee wieren. Ech wëll en awer och drun erënneren: Wéi ech et gefrot hunn, dat war am Januar 2021, du war dat nach net um Wee, well ech huele jo net un, Här Minister, dass Der schonn direkt deen neie Projet geschriwwen hat an där selwechter Nuecht, wéi mer heibannen déi Diskussioune geféiert haten. An do sot Der, dass mer elo bei verschiddene Saachen derniewentléichen.

Dat selwecht ass déi Geschicht - an d'Madamm Hartmann huet virdrun dovu geschwat - vun de Pertë mat den 30 %, wou Der mer och drop geäntwert hutt. Dir äntwert mer och iwwert d'Aktivitéite vun de Coifferen - also et sinn ëmmer d'Coifferen - a bei de Salon-de-beautéen, dass dat och alles gereegelt wier. Wann ech awer dann den Avis huele vun der Chambre des Métiers vun haut de Moien oder vu gëschter, déi felicitéieren eis dann, dass mer et fäerdegbruecht hätten, déi Fuerderung ze stellen, zwee zousätzlech Betriber op d'Lëscht ze huelen. An déi wonnere sech, Här President, dass et esou laang gedauert huet, bis si déi Proposition de loi kritt hunn, well si hätten awer eréischt den 9. Mäerz dat Ganzt zougestallt kritt, a si hätten awer festgestallt, wéini den Depot vun deem Projet gemaach ginn ass, an dass dee sech nach op de viregte Projet géif beruffen.

Dat alles ass ze liesen am Avis vun der Chambre des Métiers zu dësem Projet an zu der Proposition de loi, déi ofgestëmmt ginn ass an der Plenière de 16. Mäerz 2021, wou dat alles gesot ginn ass, wou si och ënnersträichen, dass si et gutt fannen, dass mer déi Fuerderunge gestallt hunn. An déi Fuerderungen, déi beim Här Minister keen Uklang fannen, wat een och politesch ka verstoen, dass awer d'Chambre des Métiers dat gutt fënnt a richteg fënnt an net seet, dat wier - ech soen elo eppes, wat net am Avis steet, mee ech hunn et zwëschent den Zeilen esou gelies - superfetatoire, fir dat iwwerhaapt nach eng Kéier ze bréngen.

An dat selwecht wëll ech soe bei enger anerer Proposition de loi. Dat war déi, déi d'CSV gefuerdert hat fir e Salaire de remplacement fir Independanten. Och do hu mer eng Proposition de loi gemaach. Déi ass d'lescht Woch, viru 14 Deeg guttgeheescht ginn. Du ware mer awer scho laang erlaanscht mat deem, wat mer hei diskutéiert hunn, well och do huet et relativ laang gedauert, bis déi Proposition de loi, déi d'CSV gemaach huet, op den Instanzewee komm ass.

Do war eng Motioun heibannen ugeholl ginn, den Här Engel an den Här Haagen, déi géifen eng Kéier eng Jointe aberuffen, fir iwwert de Salaire de remplacement ze schwätzen, wat an eiser Proposition de loi ... Pardon, et war net den Här Haagen, et war d'Madamm Beissel, pardon, ech huelen et direkt zréck, Här Engel, et war d'Classes moyennes, net d'Ekonomie, do géif eng Jointe stattfannen, well an eiser Proposition de loi de Salaire de remplacement fir d'Independanten net beim Travail ugesidelt war, mee bei de Classes moyennes. Well mir der Meenung sinn, dass och d'Independanten ënnert déi Kompetenz falen, dofir ware se an eiser Proposition de loi och an de Classes moyennes ugesidelt an dofir hätte mer dat gär gehat.

Zu dësem Punkt hu mer elo verschidde Saachen agebaut. An d'Madamm Rapportrice huet et ënnerstrach an dësem Projet de loi, wou och elo d'Independantë kënnen dovu profitéieren a wou do verschiddener vun deene Problemer, déi ëmmer ugedeit gi sinn, konnte geléist ginn.

Mee dat léist de Problem awer net generell! An ech wëll och do dat soulevéieren, wat d'Chambre des Métiers zu eiser Proposition de loi seet: Si géif et richteg fannen, dass een och géif doriwwer erausdenken, fir esou ee Salaire de remplacement anzeféieren. A wann ech richteg nogelauschtert hunn, hat d'Madamm Hartmann dat och zitéiert aus dem Avis vun der Chambre des Métiers zu dësem Gesetz.

An dofir, Här President, géif ech dann nach eng Kéier mer erlaben, lech eng Motioun ze ginn, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ... wou mer fuerderen, dass dat agefouert gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les travailleurs indépendants sont particulièrement soumis aux aléas de l'environnement économique ;

- rappelant que le Groupe politique CSV a déposé une motion « Revenus de remplacement pour les indépendants » le 27 janvier 2021 ainsi que la proposition de loi n° 7766 ayant pour objet la mise en place d'un régime de revenu de remplacement en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie de Covid-19 le 10 février 2021 dans l'objectif de soutenir les travailleurs indépendants à surmonter les difficultés économiques liées à la crise sanitaire actuelle ;

- reconnaissant qu'il est nécessaire de prévoir la mise en place d'un régime de revenu de remplacement structurel pour les travailleurs indépendants applicable en temps de crise pour pallier à des situations comme celle d'aujourd'hui dans le futur,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un régime de revenu de remplacement structurel pour les travailleurs indépendants applicable en temps de crise économique aiguë.

(s.) Marc Spautz, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Octavie Modert, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dat dozou.

Dann zu all deem, wat ech elo gesot hunn, an zu deem, wat d'Madamm Hartmann och ausgefouert huet iwwer all déi Hëllefen, déi et gëtt, déi elo verbessert ginn, wou nei Hëllefe bäikommen, kann ech lech soen, dass mer dat als CSV duerchaus begréissen an dass mer och domadder averstane sinn.

Ech wëll lech awer och soen, dass domadder awer d'Problemer an de Betriber nach laang net alleguerte geléist sinn an dass de Projet mat 30 % a 40 %, dee mir och scho mat Amendementen net eréischt am Dezember, mee nach virdrun erabruecht hunn ..., an Dir kënnt lech nach erënneren, den Här Gilles Baum an den Här Georges Engel, wéi ech eng Motioun deposéiert hat, wou ech gesot hunn, déi Proposition de loi, déi mer gemaach hätten, do wier an der Zwëschenzäit de Montant vun der Europäescher Kommissioun an d'Luucht gesat ginn, an ech hätt gär, dass heibannen driwwer ofgestëmmt géif ginn, fir deen Artikel ze änneren. Do haten den Här Baum an den Här Engel an d'Madamm Lorsché mer gesot: „Kommt, mir loossen dat elo emol sinn! Mir berücksichtegen dat selbstverständlech."

Eis ass et deemools drëm gaangen ... Do ass dënschdes d'Propositioun komm vu Bréissel, a mir haten e Freideg virdrun d'Propositioun geschriwwen. Dofir wollte mer selwer drop opmierksam maachen, dass dat an Zwëschenzäit nach méi héich ass wéi dat, wat mer an eiser Proposition de loi geschriwwen haten. An dofir muss ech soen: Wann een da vun enger intellektueller Éierlechkeet wëllt schwätzen, dann däerf een awer och net vergiessen, wéi mir do och als Oppositiounspartei eis dran investéiert hunn an dass mer och frou sinn, dass verschiddener vun eise Fuerderungen elo endlech am Projet de loi berücksichtegt gi sinn an et dofir och selbstverständlech ass, dass mer déi wäerten dofir och matstëmmen.

Mee mir wéilten awer nach eng Kéier erënneren, Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, un all déi Punkten, déi mer an Amendementen, déi mat 31/29, ech soen elo net „ofgebaatscht", mee ofgeleent gi sinn, respektiv d'Motiounen a Resolutiounen, déi mer gemaach hunn, déi eng net zur Ofstëmmung komm sinn, déi aner a Kommissioune verwise gi sinn a mer bis haut nach net driwwer geschwat hunn.

Dofir géif ech awer nach eng Kéier eng Motioun deposéieren, wou mer als CSV fuerderen, dass et drëm geet, fir déi temporaire Mesurë vum 19. Dezember 2020 nach eng Kéier ze iwwerkucken, wat do vun Hëllefe kënne kommen; dass mer nach erëm eng Kéier gären hätten, dass dat vu 40 % an 30 % gereegelt gëtt, esou wéi och d'Chambre des Métiers et gefrot huet, an dass mer och gären hätten, dass déi Lëscht verlängert gëtt, déi besteet - den Här Minister weess, vu wat ech schwätzen - fir alleguerten déi susceptibel Betriber, déi och am Artisanat dorënnerfalen, wat och d'Chambre des Métiers soulevéiert.

An, Här President, och dofir erlaben ech mer, lech nach eng Kéier eng Motioun ofzeginn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Très bien!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que de nombreuses entreprises continuent de souffrir des suites économiques de la pandémie de Covid-19 et que la situation n'est pas près de s'améliorer dans l'immédiat compte tenu de l'évolution de la crise sanitaire au Luxembourg ;

- constatant que les régimes d'aides proposés, notamment le projet de loi n° 7769 qui vise à renforcer les mesures de soutien en faveur des entreprises les plus durement touchées par la pandémie de Covid-19, n'exploitent pas toute la latitude permise par l'encadrement temporaire de la Commission européenne ;

- considérant qu'il est crucial que les entreprises puissent bénéficier des aides les plus étendues possibles, et ce pour éviter un maximum de faillites et sauvegarder un maximum d'emplois ;

- rappelant que le Groupe politique CSV a fait ces dernières semaines de nombreuses propositions constructives via motions, amendements parlementaires et propositions de loi visant à étendre et/ou réformer les régimes d'aides, concernant notamment le seuil minimum de perte de chiffre d'affaires requis pour solliciter une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts, l'exonération et le report des cotisations sociales, la flexibilisation au niveau de la fiscalité, les moratoires sur les prêts, les revenus pour les indépendants et le chômage partiel,

invite le Gouvernement

- à intégrer les propositions faites par le Groupe politique CSV aux régimes d'aides, notamment celles

(i) de faire profiter les entreprises les plus durement touchées par la pandémie de Covid-19 de manière rétroactive depuis le déclenchement de l'état de crise en mars 2020 de la contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts mise en place par la loi du 19 décembre 2020 ;

(ii) d'exploiter la latitude permise par l'encadrement temporaire de la Commission européenne, notamment en diminuant le seuil minimum de perte de chiffre d'affaires requis pour solliciter la contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts mise en place par la loi du 19 décembre 2020 de 40 % à 30 % ;

(iii) d'aligner le plafond de la contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts mise en place par la loi du 19 décembre 2020 accordée aux microentreprises sur celle accordée aux petites entreprises ;

(iv) de rajouter à la liste des activités éligibles à l'aide du fonds de relance et de solidarité mis en place par la loi modifiée du 24 juillet 2020 les activités « Coiffure » et « Soins de beauté ».

(s.) Marc Spautz, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Octavie Modert, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, et geet drëm, an der Kris och heiansdo ze soen, wann eppes gutt leeft, a genausou ze soen, wann eppes net gutt leeft. An ech sinn der Meenung, dass d'Problematik an de Betriber, an der Restauratioun an am Evenementiel och mat deem, wat mer haut stëmme wäerten, net geléist ass. D'Situatioun fir déi Betriber wäert sech verbesseren, d'Situatioun vun deene Betriber wäert méi kloer ginn, mee d'Problematik bleift. D'Problematik mat der Ofrechnung a wéi laang et dauert. An ech wëll do och net verheemlechen, ech hunn och e puermol nogefrot beim Minister a prezisen Dossieren, wou ech och prezis Äntwerte kritt hunn, mee d'Leit hunn awer missen - ënner Guillemeten - „laang" waarden, bis se hir Sue kritt hunn.

An do liewe vill Betriber och, ech wëll net grad soe „vun der Täsch an de Mond", dat ass e bëssen, „Täsch an de Mond" ass e bëssen iwwerdriwwe vläicht, ...

M. André Bauler *(DP)*.- Hand an de Mond.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ... vun der Hand an de Mond, merci, Här Bauler, fir déi Verbesserung, mee dass et do och heiansdo schwiereg ass fir déi Betriber, fir all deenen Opfuerderungen an deene Fraisen nozekommen.

Mir schwätzen do vun de Frais-fixen. Mir schwätzen do vun de Loyeren. Mee do waren der alt an engem Fall, deen ech och dem Minister ënnerbreet hunn, deen hat dee Mount 5.500 Euro vun der Regierung kritt vun den Hëllefen an en hat fir 11.000 Euro Rechnungen ze bezuelen! A wann ech rechnen, 5.500 an 11.000, Här Bauler, Dir sidd do de Mann vum Fach, da gëtt dat der da 5.500 manner. Do feelen déi.

An dofir soen ech, och do musse mer awer ech weess net wat fir ee Wee sichen. A mir haten de Moien eng Diskussioun an der Wirtschaftskommissioun och mam Minister vun der Sécurité sociale, deen nach eng Kéier ënnerstrach huet, dass een och do kann Delaien ufroen, fir verschidde Saachen op zwee Joer, ënner bestëmmte Konditioune souguer nach méi laang auszesetzen, fir dass mer deene Betriber hëllefen.

Well all déi Betriber ... Mir hunn och gefeiert alleguerten zesummen, ech soen et elo och kloer, d'Oppositioun mat, dass d'Zuel vun de Faillitten net an d'Luucht gaangen ass an d'Zuel vum Chômage nach relativ sober ass am Verglach zu deenen anere Länner ronderëm. Mee gleeft mer, wann d'Ouverture bis kënnt, da wäert et net esou bleiwen, wéi et de Moment ass, well da wäerten och do Betriber a Schwieregkeete kommen. An da wäerte mer och do Diskussioune kréien, wéi et mat de Faillitte weidergeet an och, wéi et mam Emploi weidergeet.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- A mir gesinn nach ëmmer an, dass et besser ass, an Aarbecht ze investéieren - a wann een de Betriber hëlleft ze iwwerliewen, ass dat an Aarbecht investéiert -, wéi dass mer op där anerer Säit Chômage bezuelen. Et ass sécher, dass de Chômage wäert an d'Luucht goen. Mee mer hu léiwer, mir gi Betribshëllefen, dass déi Aarbechtsplaze gerett ginn, dass déi Aarbechtsplaze kënne bestoe bleiwen, an dass déi Leit a Beschäftegung bleiwen, wéi dass se gesot kréien: „Et deet eis leed, Dir kommt elo an de Sozialplang", an dann ass et eriwwer. Well dat ass een anere Problem, fir Leit employabel ze maachen. Do hu mer jo net méi spéit wéi virgëschter iwwert déi Hëllefen heibannen ofgestëmmt, déi méiglech sinn, iwwert de Fonds pour l'emploi ze kréien ..., dass et do wichteg ass, dass mer déi Saachen och uginn.

An dofir nach eng Kéier mäin Appell un de Minister - ech hunn déi zwou Motioune schonn hannerluecht -, dass mer eis nach eng Kéier sollen zesummesetzen, an dass een och nach eng Kéier iwwert déi Proposen, déi mer gemaach hunn, diskutéiert. A vläicht komme mer och zesummen zum Schluss, dass et nach besser ass, dass mer net soe 40 %, 30 %, mee mir soen nach eppes aneschters, ...

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ... dass mer och do zesumme sécherlech Léisunge wäerte fanne fir déi jeeweileg Secteuren, well et wichteg ass, dass déi Secteuren eng Iwwerliewenschance hunn, well et wichteg ass, dass déi Secteure Perspektiven hunn, well och dat fänkt hinne lues awer sécher un, op d'Laun, op d'Gemitt ze schloen, hinne wéi och villen aneren. Et wier wichteg, wa mer eis eens wieren, dass mer nei Perspektive musse starten, an dass et do un eis ass als Politik, als Chamber, als Regierung, fir déi Perspektive fir déi Betriber och ze schafen. Mir mussen deene Leit Hoffnung ginn a Perspektiven a mir mussen als Parlament alles drusetzen, fir déi Betriber ze behalen a fir dass gläichzäiteg och den Taux vum Emploi an deem Secteur déi Zuelen erreecht, déi en hat virun 13 Méint, ier d'Kris hei zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus ugaangen ass.

Dat gesot, Här President, wäerte mer d'Gesetz matdroen, mat Bauchwéi. Net Bauchwéi, well d'Betriber eppes kréien, mee mat Bauchwéi fir dat, wat nach net do ass a wat mer an eise jeeweilege Motiounen elo grad och hannerluecht hunn. Dat gesot, villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Spautz. An ech ginn d'Wuert un deen nächsten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Carole Hartmann huet eis an hirem exzellente Rapport dësen awer komplizéierte Projet ganz gutt virgestallt, an ech soen hir derfir en häerzleche Merci.

Si huet eis haaptsächlech déi dräi Aiden, déi dann awer technesch komplizéiert sinn, esou gutt virgestallt, dass ech mengen, dass heibannen all Mënsch misst matkritt hunn, ëm wat et geet a wat da genau geännert gëtt.

Här President, mir wëssen alleguerten: Et ass net einfach de Moment fir d'Restaurateuren, fir d'Cafetieren, fir d'Leit aus dem Evenementiel, well, et ass zwar nach e bësse kill haut, mee och si gesinn, dass d'Sonn scho méi oft ufänkt ze schéngen, mee si kréien nach ëmmer gesot, si missten nach zoubleiwen. A munchereen ass scho virstelleg gi bei mir an huet gesot: „Ëm Gottes wëllen, wéi gesäit et dann aus? A wéini kënne mer dann opmaachen?"

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Ech hunn all Verständnis fir hir Suergen. An ech mengen, mir alleguerten heibannen, mir verstinn, dass se wëlle schaffen. Mir verstinn, dass se erëm wëllen e Chiffre d'affaires generéieren. Ech mengen, vu „Benefiss" brauche mer scho guer net ze schwätzen.

Ech géif och nawell gär - an ech mengen, vill heibannen am Sall - erëm eng Kéier e gudde Pättchen dobaussen op iergendenger flotter Terrass ...

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- ... entweeder hei an der Stad oder iwwer Land drénken.

(Interruption)

An dann huele mer dat alles no, ech hoffen, wann d'Sonn bis richteg méi staark schéngt. Well, ...

(Interruption)

... gi mer eis eens: Mat deem Virus do ass net ze spaassen! Et sinn nach all Dag ëmmer ze vill Leit, déi an eise Spideeler stierwen. An d'Zifferen, déi mer elo erëm eng Kéier gëschter kruten - ee Moment ass et jo besser gaangen -, mee d'Chiffere vu gëschter, déi maachen een erëm eng Kéier méi wéi nodenklech. Den Taux de positivité, glécklecherweis, bleift stabill, geet elo net ze vill an d'Luucht.

Impfen, wat vital ass, do geet et och ëmmer besser. Dat heescht, d'Carole Hartmann huet et zu Recht gesot: Et gesäit ee Liicht um Enn vum Tunnel, mee mir sëtzen awer nach am Tunnel.

D'Hoffnung ass do, mee ech mengen, et wär keck, fir ze soen: „Mir kënnen de Leit dobausse soen: Mir maache gläich op." Ech géif soen: Mir kënnen hoffen, dass mer an absehbarer Zäit geschwë kënnen opmaachen, fir déi Betriber, déi elo nach ëmmer wierklech net kënne schaffen, an dass mer dann iergendwann erëm méi Normalitéit an eist Liewe kréien.

Mee bis dohinner gëllt et, an dat ass elo hei ugeklonge vu menge Virriedner, fir deene Betriber eebe just ze hëllefen, fir déi schwiereg Lag, an där se elo sinn, ze packen a fir ze kucken, dass mer hinnen ënnert d'Äerm gräifen. An dofir ass dat Gesetz vun haut esou wichteg. An och, wéi d'Madamm Hartmann gesot huet, an ech mengen, ech soen dem Marc Spautz och scho Merci fir seng konstruktiv Approche: Dat Gesetz hei ass extreem wichteg, fir deene Leit ze hëllefen!

Wann ee mat den Interessevertrieder vun de verschiddene Secteure schwätzt, an dat geet jo dann haaptsächlech ëm de Secteur vun der Horeca an natierlech och de Commerce, den Evenementiel, dann huet ee bien entendu all Verständnis fir hir verschidden Doleancen, déi se eis och soen. Mee, ech muss lech awer soen, a vill vun lech hunn dat och héieren: Alleguerten, unisono, soe se mir, soe se eis, dass se an eisem Minister Lex Delles en Uspriechpartner hunn, deen hinnen nolauschtert, deen en oppent Ouer fir hir Suergen huet an deen net nëmme seet, mee och mécht, fir alles wierklech a Beweegung ze setzen, fir dass se déi Hëllefe kréien, déi se dann eemol brauchen, fir dass se kënnen hir Existenze retten.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Genau dofir ass et wichteg, fir déi Verbesserungen, déi jo wierklech d'Situatioun an d'Konditiounen haut verbesseren, dass mer déi elo haut wierklech mat enger grousser Majoritéit an esou vill wéi méiglech kënne stëmmen.

Här President, ech wëll elo nach op e puer Detailer agoen iwwert dës Hëllefen, well mir hate ganz reg Diskussiounen an der Commission des classes moyennes, an ech soen alleguerten de Memberen en häerzleche Merci. D'Chambre de Commerce huet zum Beispill an hirem Avis gesot - d'Carole Hartmann an de Marc Spautz sinn och schonn dorop agaangen -, mee et ass e Leitmotiv an dem Avis vun der Chambre de Commerce säit elo deene leschte Projeten, dass si ëmmer gär hätten, dass déi ganz Zäit, wou déi Hëllefe lafen, dass déi géif méi laang goen. A si seet erëm eng Kéier an hirem Avis, si hätten u sech gär gehat, dass mer dat géifen direkt bis den 31. Dezember loossen, wéi dat vun der Europäescher Kommissioun dann elo erlaabt wär.

D'CSV an och d'Piraten hu sech ee Moment, waren am Galopp, fir jiddwerengem ze soen, wien dann deen Éischte wär, deen déi Fuerderungen och gehat hätt. Dir hat se allen zwee, dat éiert lech, well d'Avise vun de Beruffsvertrieder hunn dat jo och gesot.

Ech mengen och dem Marc Spautz - ech ginn net méi dorop an - seng Proposition de loi, déi mer begréissen. De Minister Delles huet him geäntwert, an ech mengen, hie wäert dat nach eng Kéier soen: Et si verschiddener vu senge Punkten, do hu se him jo scho Satisfaktioun ginn, well déi si jo erageholl ginn an dëse Projet, deen u sech méi wäit geet wéi verschidde Punkten, déi e gefrot huet.

Déi Saach mat dem Delai, wéi laang déi Hëllefe solle lafen, erënnert lech, ech si schonn e puermol hei op dëser Tribün oder vu menger Bänk aus intervenéiert, fir lech ze soen, dass d'DP, contrairement dann zu der Chambre de Commerce, der Meenung ass, dass déi Strategie, déi de Minister Lex Delles an dëser Problematik fiert, déi richteg ass. Déi Strategie, mir hu se schonn u sech gedeeft, ass de „Lëtzebuerger Modell", dat heescht, evaluéieren an dann adaptéieren. An d'Stäerkt vun dëser Strategie ass déi grouss Flexibilitéit.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Mir wëssen alleguerten, dass d'Situatioun vun de Betriber gradesou wéi déi vun der Pandemie sech anscheinend verännert, an derniewent verännere sech och andauernd d'Krittäre vun der Europäescher Kommissioun, wat d'Contrainten ugeet, mee och wat d'Plaffongen ugeet.

An ech mengen, grad well mer dat dote jo awer realiséieren an an der Pandemie eeben, wéi gesot, déi Variatiounen dauernd erëm virun der Nues hunn, ass et dach awer extreem wichteg, dass de Minister sech déi néideg Flexibilitéit hei virbehält, fir dass, egal wann eng nei Situatioun kënnt, de Ministère, den Här Delles an alleguerte seng Leit, kann erëm eng Kéier reagéieren, fir net nëmmen ze adaptéieren, mee d'Situatioun, d'Konditiounen an dat, wat een de Leit ka ginn, kënnen ze verbesseren.

Dir kënnt mer natierlech elo soen: „Jo, mee wa mer géifen déi Delaie verlängeren, da kéinte mer d'Planungssécherheet vun all eise Betriber am selwechte Moment verlängeren." Ech hunn lech et schonn éfters gesot: Ech géif dervir warnen! Fir mech riskéiert dat eng falsch Planungssécherheet ze ginn, well mir wëssen net, mat deem onsiichtbare Feind, dee mer dann elo hunn, mat deem Covid-19, wou d'Rees higeet.

An engem positiven Zenario kënnen d'Gastronomie nom 31. Juni an d'Cafetieren an och den Evenementiel scho laang op sinn. Gi mer do emol dervun aus! Huelt elo emol un, mir hätten dann am Dezember Aidë gestëmmt, déi schonn direkt eng ganz laang Zäit géife lafen, da kéinte mer mat där Situatioun, déi mer dee Moment hunn, déi néideg Adaptatiounen eebe just net adaptéieren. Déi Betriber hätte sech agestallt op deen Delai, an dee Moment hätte mer eng bestëmmte Rigiditéit. An ech mengen, dat wär an dëser Situatioun net ganz gesond.

Am negativen Zenario - an ech mengen, mir hoffen alleguerten heibannen, dass dee jo awer net kënnt -, dat wär den Zenario, dass géif eng drëtt schlëmm Well op eis zoukommen an dass eeben déi virgenannte Betriber, dat heescht d'Gastronomie, d'Cafetieren, den Evenementiel, nach weider zou wären. An där Situatioun wär et jo awer dann och eminent wichteg, dass de Minister Delles kéint schnell, wann et géif virugoen, erëm eng Kéier nei Aiden op den Instanzewee bréngen, fir erëm eng Kéier schnell kënnen de Betriber ze hëllefen!

Wat déi Planungssécherheet ugeet, kann ech lech just garantéieren, an ech mengen, et ass schonn hei op dëser Tribün ugeklongen: De Minister Delles huet viru laange Méint gesot, e géif kee vun de Betriber am Ree stoe loossen. An ech mengen, wa mer kucken, wat net nëmmen de Ministère, mee och mir alleguerten haut an der Chamber alles gemaach hunn, fir de Betriber an deene leschten zwielef Méint ënnert d'Äerm ze gräifen, da kënne mer all zesumme soen, d'Regierung, mat eis alleguerten: „mission accomplie"!

(Interruptions)

Stellt lech vir, an ech soen lech et nach eng Kéier, mir hätten ze fréi déi Moossname festgemaach, si wäre rigid an da kéinte mer net esou verbesseren, wéi mer dat hunn!

Mir hunn awer och d'Konditioune jo verstäerkt, notamment mat där Aide, an déi war immens wëllkomm an déi ass vu menge Virriedner jo och ugekënnegt ginn, mat där ganzer Aide vun de coûts non couverts, wou mer notamment konnte méi breetgefächert hëllefe mat der Immunisatioun, wat jo elo nei ass, vun de 25 % vum Chiffre d'affaires vun de Betriber, wat virdrun net war. A wat ganz wichteg ass, an ech fannen dat wierklech eng ganz gutt Nouvelle, dat ass, dass déi Leit, déi sech elo wierklech kristillegt hunn, déi iwwer e System vu Liwwerservicer an Takeaway dann awer geschafft hunn esou gutt wéi et gaangen ass, d'Patrone waren alleguerten am Asaz mat deene Leit, déi grad konnten, déi sollen honoréiert gi fir déi Efforten, déi se gemaach hunn. An dofir fannen ech et eng ganz gutt Iddi, dass déi 25 % vun hirem Chiffre d'affaires elo immuniséiert ginn a se domadder eebe kënnen hëllefen.

A wann eng partiell Ouverture vun der Gastronomie, vun de Caféen - beim Evenementiel misst ee kucken -, wann et jo da méiglech wär, mir wësse jo net, wéi et elo den 2. Abrëll ausgesäit mat deene Chifferen, mir mussen och kucken, wéi et an de Länner ronderëm eis ausgesäit, wou et u sech méi düster ausgesäit wéi bei eis, dann huet och de Minister d'Méiglechkeet, fir ze reagéieren.

Also: Fir mech ass d'Strategie „evaluéieren an dann adaptéieren" definitiv déi richteg!

Här President, et gëtt oft bemängelt, dass dee ganze System, wéi een déi Aiden da kann ufroen, ze vill komplizéiert wär, an dass bestëmmte Betriber net méi richteg wéissten, wat se dann alles misste maachen, fir se ze kréien. Ech géif dorop versichen, lech dräi Äntwerten ze ginn.

Dir wësst - an Dir hutt d'Montante virdrun héieren, déi d'Carole Hartmann lech hei virgedroen huet -, et geet entre-temps mat enger riseger Evolutioun säit zwee Méint hei bei dësen Aiden ëm immens vill Suen! Et geet ëm Steiergelder. An, mee ech mengen, mir sinn eis alleguerten awer eens, dass et dann awer ganz normal ass, dass déi Leit, déi déi Aiden ufroen, mussen dem Ministère op d'mannst e Minimum un Dokumenter ginn - an et sinn der net vill; de Ministère huet versicht, nëmme minimal Dokumenter ze froen -, wou se awer kënne ganz akribesch préiwen, ob déi Konditiounen, déi da virgesi sinn, awer erfëllt ginn. Well, kuckt, wat dorëmmer lass ass! Dir braucht nëmmen iwwert d'Grenz an Däitschland ze kucken! Mir musse jo awer alles maachen, dass net kann eppes virkommen, dass de Ministère beduckst gëtt wéi an Däitschland, wou en Deel vun de Coronahëllefen eebe just aus deem Secteur ni ukomm sinn. Dat ass meng éischt Remark.

Déi zweet Remark ass: De Minister Delles huet nach eemol garantéiert, dass hien, zesumme mat senge Leit, alles mécht, fir dass all Betrib ganz genau weess, ëm wat et geet a wat e muss maachen.

An Dir wësst, ...

(Brouhaha)

... an dat ass jo elo net nei, mee dat ass nach méi intensivéiert ginn, an ech héieren dobausse ganz positiv Echoen: De Minister mécht dat zesummen op där enger Säit mat dem guichet.lu, mee op där anerer Säit och mat dem House of Entrepreneurship an natierlech mat de Federatioune wéi der Horesca. Déi schaffen Hand an Hand. A jiddwereen, deen eng Hand brauch, kritt eng Hand gereecht.

An de Minister huet och nach ugekënnegt, duerch de Fait, dass elo erëm Verbesserunge kommen, nei Aiden, nei Delaien, dass en nach eng speziell Campagne erëm eng Kéier wëllt lancéieren, fir dass wierklech all Mënsch, dee ka vun deenen Aidë profitéieren, déi Aiden och versteet a kann ufroen.

Also wéi gesot, och wann een dat e bëssen elo streng formuléiere kann: Et huet, mat all deenen Efforten, déi elo gemaach ginn an déi de Minister och nach wäert maachen, kee méi eng valabel Excuse, fir ze soen, en hätt keng Méiglechkeet, fir déi Aiden unzefroen!

An ech ka mer och ganz gutt virstellen - dat ass meng drëtt Remark -, dass e Betrib, dee wierklech Hëllef brauch, dee wäert se jo och ufroen. An, wéi ech grad gesot hunn: Et gëtt genuch Leit, de Ministère, mir och alleguerten, d'Beruffsvertrieder, déi wäerten hëllefen, fir dass déi Aiden à bon port kommen.

Elo, et ass virdru schonn ugeklongen, wat d'Delaie sinn, wéi déi Aiden dann ausbezuelt ginn. Här Spautz, ech weess net, mat wiem Dir geschwat hutt, mee et huet e Restaurateur mir gesot, an deen huet sech dann immens belueft, well deen huet mir gesot: „Stell der vir, ech hat mäi Geld um Konto scho siwen Deeg no menger Demande!" Do war ech zwar selwer erstaunt, well ...

(Interruption)

... no menge Renseignementer ass et normalerweis eng Moyenne vu 14 Deeg. An do si mer scho ganz gutt. A Felicitatiounen un de Ministère: 14 Deeg, an der Moyenne, wann ...

(Brouhaha)

... d'Dossiere klappen, wann d'Demandë richteg sinn, da kommen d'Demanden eran an da ginn d'Hëllefen ausbezuelt. An ech soen lech éierlech, ech fannen dat méi wéi appreciabel!

Leider, leider schéngt et awer nach anescht ze si mam Deboursement vum Chômage partiel. Do geet et anscheinend vill méi lues. Mee, mer kruten awer verséchert alleguerten, dass de Minister Dan Kersch amgaangen ass, voll mat sengen Ekippen drun ze schaffen, fir dat do och ze verbesseren, dass do d'Delaie solle méi kuerz ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, elo nach e puer Wuert zu den Independanten. Dir hutt alleguerten déi Diskussioune matkritt, déi an deene leschte Woche lafen: Chômage partiel, Revenu de remplacement, dat eent jo, dat anert neen oder iwwerhaapt näischt neen. An dofir sinn ech immens frou, dass et mat dësem Projet de loi, mat deem System notamment vun den Aides non couverts, u sech awer e Gehalt oder en Akommes gëtt, wéi ëmmer och mer dat wëlle qualifizéieren, wou dëse Projet dat dann opfänkt. Dass mer net eeben an där leideger Diskussioun virufuere mat deem Revenu de remplacement, dee jo awer elo emol an der Luucht hänkt, an dem Chômage partiel, dee jo a priori net direkt soll fir d'Independantë kënnen agefouert ginn, well en eebe just fir d'Salariéen ass.

Ech kann lech awer soen, dass d'DP der Meenung ass, dass d'Independanten, niewent dëser ganz wichteger Hëllef, déi jo awer trotzdeem elo fir dës Kris ass - an et ass schonn ugeklonge virdrun -, och mussen iergendwéi eng Garantie kréien, dass eng laangfristeg Hëllef kann agesat ginn. Well wie weess, wéini déi nächst Kris kënnt! Och wa mer déi hei elo mat all deenen Aidë gutt meeschteren, mir mussen iergendwéi e System fannen, ob et elo e Revenu de remplacement ass oder eng Zort - ech nennen dat elo emol esou - Chômage partiel, dass mer deene Leit kënnen hëllefen. Well Dir wësst alleguerten: D'Independanten hunn d'duebel Charge vun de Cotisatiounen. Déi bezuelen d'Charges patronales an d'Charges salariales, anescht wéi elo d'Salariéen, déi wéi gesot nëmmen een Deel dovun droen. An et ass jo awer iergendwéi normal, wéi gesot, mat dëser duebeler Charge, dass se dann iergendwéi herno eppes erauskréien an dass se wierklech sozial méi ofgeséchert sinn.

Mir wëssen alleguerten - ech erzielen elo näischt Neies -, dass d'Independanten ee vun de grousse Piliere vun der Ekonomie sinn. Mir wëssen alleguerten, dass se bis 80 % vun eisem Emploi generéieren, a mir fannen et u sech e bëssen ongerecht, dass si net dee selwechten Traitement kréie wéi d'Salariéen an dëser dach leideger Fro.

Wa mir nach wëllen, dass d'Leit, an notamment jonk Leit, sech wierklech trauen - an dat ass haut wierklech eng Erausfuerderung, fir eppes op d'Been ze setzen, fir sech als Independant ze etabléieren, wou se am Ufank net nëmmen duerch d'Kris, mee iwwerhaapt immens Defien en face hunn -, dann ass et extreem wichteg, dass mir eppes op d'Bee setzen, fir hinnen e Minimum u sozialer Ofsécherung ze ginn. E Revenu de remplacement gehéiert a mengen Aen definitiv dozou, well d'Zil vum Chômage partiel ass et jo - an dat ass virdrun och ugeklongen -, dass d'Leit eebe just net am Chômage landen. Well wa mer de Präis rechnen, wivill de Chômage eis kascht amplaz vun aktiven Hëllefen, déi mer elo ginn, dann ass et besser, mir maachen aktiv Hëllefen. Et muss alles gemaach ginn, fir dass d'Leit net an de Chômage falen, dass den Emploi wierklech ka gehale ginn.

A mir wëssen alleguerten, dass d'Independanten och ganz oft Familljen hunn, oft sinn et souguer nach Familljenentreprisen. Si hu Besoinen a si mussen d'Méiglechkeet hunn, fir déi ze finanzéieren. Dofir wäert d'DP sech och nach weider ganz staark derfir maachen, dass do eng Léisung fonnt gëtt an dee Moment eng Zort Ersatzgehalt entstoe wäert - well mir fannen et einfach, wéi scho gesot, net ganz gerecht, dass si net d'selwecht behandelt ginn an dee Moment wierklech méi Schwieregkeeten hunn -, fir dass mer eeben d'Independantsbetriber, déi awer wichteg sinn, hei kënnen um Liewen halen.

Ech mengen - an domat wäert ech ophalen -, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn den Independanten dat definitiv schëlleg. Ech hunn lech gesot, si kreéiere bis zu 80 % vun eisem Emploi hei, eis Aarbechtsplazen. An dofir musse mer all Efforte maachen.

Dat gesot, soen ech lech en häerzleche Merci fir d'Nolauschteren an ech bréngen hei mat Freed den Accord vun der DP. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Simone Beissel villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, scho méi wéi ee Joer huet de Coronavirus eis ganz Welt fest am Griff. Nach ëmmer bestëmmt dës Pandemie eisen Alldag a virun allem beaflosst si staark eis Wirtschaft. Vill Betriber leiden ënnert der aktueller Pandemie.

Wann dës Pandemie eis eppes geléiert huet, dann ass et, wéi wichteg d'Solidaritéit an der Gesellschaft, awer och an der Geschäftswelt ass. Ouni e staarke Staat, deen de Betriber an dëse schwéieren Zäiten zur Säit steet, ouni d'Leit dobaussen, déi sech solidaresch mat de Betriber weisen, géif et wuel eng ganz Rei Betriber schonn net méi ginn.

D'Zuele vu Faillittë schwätzen hei fir sech. Zwar sinn der am Joer 2020 souguer liicht manner enregistréiert gi wéi nach am Joer 2019, mee well d'Regierung d'Restriktiounen huet misse verlängeren, gëllt et elo ze verhënneren, dass d'Zuel vun de Faillitten dëst Joer klamme wäert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo kéint ee soen: Ma de Staat mécht jo d'Betriber zou, also muss en och dofir opkommen. Jo, an enger solidarescher Welt an engem Sozialstaat ass dat och esou, an dofir ass et och esou wichteg, dass mir als Sozialisten eis ëmmer fir de Sozialstaat agesat hunn an dass mir haut hei nei Aidë fir déi kleng a mëttelstänneg Betriber stëmme kënnen.

Ech hunn et gesot - an d'Horesca seet et selwer -, wann d'Betriber aus Solidaritéit, zum Schutz vun der Bevëlkerung, hir Diere mussen zou loossen, solle se och gehollef kréien. Dëst gëllt grad esou fir den Evenementiel, wou weiderhi keng Aktivitéite kënnen organiséiert ginn. Grouss Rassemblementer vu Leit bleiwe verständlecherweis verbueden, a soumat och de Geschäftsmodell vu ganz ville Betriber aus deem Secteur.

Mee net nëmmen déi Secteuren, déi vun enger Fermeture obligatoire betraff sinn, leiden ënnert där aktueller Situatioun, mee och ganz vill aner Secteuren hunn et weider mat Aboussen an hirem Chiffre d'affaires ze dinn, dat, well si beispillsweis momentan manner Clientë wéi soss kënnen empfänken oder och méi Käschten hunn, well si zum Beispill an Desinfektiounsproduite mussen investéieren.

Verschidde Betriber leiden awer och indirekt ënnert de Konsequenze vun der Pandemie. Duerch den Homeoffice zum Beispill schaffe vill Leit elo während der Pandemie vun doheem aus. Kuckt ee sech zum Beispill d'Stad un, da gesäit een, dass manner Leit all Dag an der Stad zirkuléieren a consomméieren. Hei muss ee kucken, wéi een dëst kann opfänken, well et sech ëm eng strukturell Verännerung handelt, well ech mengen an hoffen och, dass den Teletravail weider e Sujet an eiser Gesellschaft wäert bleiwen.

Dat ware just e puer Beispiller, wéi d'Pandemie den Alldag vun eise Betriber weider bestëmmt. An dofir ass et gutt, dass mir haut nach emol nei Aidë res-

pektiv den Delai vun de bestoenden Aiden a Plaffongen upassen. Mir mussen eis Betriber weiderhin ënnerstëtzen, fir dass si dës Pandemie eeben och iwwerliewe kënnen.

Et ass déi néngten Aide, déi mer an der Mëttelstandskommissioun op de Wee bréngen. Dat weist, dass mir wärend engem Joer eis Hëllefe permanent un déi aktuell Situatioun ugepasst hunn a schnell op verschidde Problemer an de Betriber reagéiert hunn. Mir verlängere mat dësem Gesetz eis zwou Haaptaidë fir de Mëttelstan - d'Aide de relance an d'Aide pour coûts non couverts - a passen och d'Plaffonge vun de Pertë vum Chiffre d'affaires respektiv de Montant vun der Hëllef un. Op den Detail ass d'Rapportrice Carole Hartmann agaangen, där ech hei och wëll Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Dofir wëll ech hei net méi an den Detail goen.

Här President, scho wärend där ganzer Pandemie hëlt eis Regierung Decisiounen, déi sécher net einfach sinn, vill kontestéiert ginn, mee wou d'Resultater eis awer weisen, dass et déi richteg sinn. Et ass de richtege Wee, deen d'Lëtzebuerger Regierung hei ageschloen huet. Dat weisen engersäits d'Faillittenzuelen, an anerersäits awer och déi allgemeng Situatioun vun der Wirtschaft.

D'Wirtschaft dréit zwar nach ëmmer méi lues, dat ass leider richteg, mee de PIB ass am véierten Trimester 2020 ëm 4,5 % (veuillez lire: 1,4 %) par rapport zum véierten Trimester 2019 an d'Luucht gaangen an ëm 1,6 % par rapport zum viregten Trimester. An der Eurozon ass et e Minus vu 5,1 % respektiv 0,7 %. Dat schwätzt dach fir sech an ass Ausdrock vun där responsabeler Politik mat de villen Aiden, déi hei am Land bedriwwe ginn ass.

An dat Wichtegst, et sief drun erënnert: Zu kengem Moment waren eis Spideeler iwwerfëllt, an dat ass jo genau dat Zil, wat mir all zesummen heibannen hunn.

Här President, oft gëtt kritiséiert, dass d'Fermeture vun de Caféen a Restauranten ze laang unhält. Jo, dat ass eng ganz schwiereg Situatioun fir déi Betriber an hir Salariéen, net nëmme finanziell, mee och moralesch. Well grad dës Leit, déi an deem Beräich schaffen, si ganz sozial Leit. Si si gewinnt, all Dag Leit ronderëm sech ze hunn. Et ass hir Passioun, hir Gäscht bei sech am Restaurant ze verwinnen. An elo ass dat leider net méiglech.

Et ass awer leider gewosst, dass de Virus sech virun allem do iwwerdréit, wou d'Leit iwwer e laangen Zäitraum ouni Masken, ouni Distanz an engem zouene Raum zesumme sinn. Den Horeca-Beräich hat grouss Efforte gemaach, fir esou sécher wéi méiglech ze sinn, an déi Mesuren hunn et och erlaabt, dass mer eis Restauranten hei zu Lëtzebuerg méi laang ophate wéi an eisen Nopeschlänner. Mee leider ass de Virus méi staark, soudass dës Betriber leider nach haut zou gelooss musse ginn.

Ech erënneren drun, dass mir zu kengem Zäitpunkt déi waren, déi déi radikaalst Moossname geholl hunn. Wärend dem éischte Lockdown hunn d'Länner all d'selwecht reagéiert an alles zougemaach. Mee duerno huet eis d'Situatioun zu Lëtzebuerg et erlaabt, d'Restaurante bis Enn November opzeloossen, eebe grad och duerch déi Moossnamen, déi am Horeca-Beräich geholl goufen, wat awer an den Nopeschlänner net de Fall war: An der Belsch an a Frankräich, do sinn d'Restauranten an d'Caféë schonns ongeféier zwee Méint éischter zougemaach ginn.

Genau esou hu mer et och an anere Beräicher gemaach, fir hei zum Beispill just d'Coifferen ze nennen: Do, wou se bei eis just zwou Wochen zou waren, Enn Dezember bis Ufank Januar, hu se an der Belsch an an Däitschland dräi Méint hannerenee missen zoubleiwen.

Am Commerce hunn déi verschidde Restriktiounen eis et erlaabt, eis Geschäfter bal déi ganzen Zäit opzeloossen: Och si hunn hir Diere just zwou Wochen, Enn Dezember bis Ufank Januar, missen zoumaachen. An trotz all de Restriktioune konnten hei zu Lëtzebuerg d'Chrëschtdagsgeschäft, den Autofestival an elo och de Miwwelfestival stattfannen, wat wichteg Rendez-vouse fir d'Geschäftswelt sinn. An dës Rendez-vouse sinn och gutt iwwert d'Bün gaangen, well d'Leit matmaachen a sech un d'Virschréften halen.

Vergläicht een d'Situatioun zu Lëtzebuerg mat där am Ausland, da kann ee schonn e groussen Ënnerscheed feststellen: An Däitschland waren d'Geschäfter schonn Ufank Dezember zou an och elo ass et a verschiddene Bundeslänner just méiglech, op Rendez-vous akafen ze goen. Dat ass eis hei zu Lëtzebuerg alles erspuert bliwwen. Eis Geschäfter konnte weider fonctionéieren. Och wann an dëser Zäit net déi Ëmsätz konnte gemaach gi wéi déi Jore virdrun, konnt awer geschafft ginn an doduerch konnte grouss Pertë vermeit ginn.

Här President, ech wëll mat deene Beispiller, déi ech elo opgezielt hunn, weisen, dass Lëtzebuerg déi Pandemie hei bis elo gutt gemeeschtert huet, zemools eeben am Verglach mam Ausland. Net nëmmen déi Decisiounen, déi fir eis Betriber getraff gi sinn, waren a si richteg, mee och eis Aiden, fir eis Betriber ze begleeden, si richteg gewiescht.

Här President, de Minister mécht eis reegelméisseg de Bilan, wivill Aiden ugefrot gi sinn. De Problem bei verschiddene Betriber war jo deen, dass se guer keng Aiden ugefrot haten. An effektiv ass déi ganz Prozedur net esou einfach a grad do musse mer eis Betriber nach méi ënnerstëtzen an eis déi richteg Moyenen dofir ginn, fir dass d'Aiden och op deene richtege Plazen ukommen.

De Fall gesat, et wëllt e Betrib, dee vun der Kris betraff ass, eng Aide ufroen, muss en nämlech fir d'éischt emol wëssen, wou en dat mécht. Op der Internetsäit vum Mëttelstandsministère fënnt een eng Hotline fir de Chômage partiel, mee en direkte Kontakt, u wien ee sech ka wenne fir d'Aiden, gëtt et net. Mee dofir misst vläicht hei och eng Hotline ageféiert ginn, respektiv dee Lien zum House of Entrepreneurship méi däitlech gemaach ginn.

Wann de Betrib awer direkt de Wee op de guichet.lu fënnt, wou e jo d'Aidë kann ufroen, dann ass d'Viraussetzung, dass de Betrib awer schonn alles installéiert huet, dass en Accès huet fir an den Espace professionnel. Wann e bis doranner kënnt, da steet do och ganz däitlech, dass ee Coronaaidë kann ufroen. Et klickt een do drop, da gesäit een alleguer déi Aiden, déi eeben am Zesummenhang mam Virus agefouert gi sinn, an déi ginn och do alleguer erkläert an dat och an dräi Sproochen.

Wann een allerdéngs déi Demarche wëllt maachen, fir d'Aide unzefroen, dann ass, mengen ech, déi éischt Erausfuerderung déi, fir ze wëssen, wéi eng Aide ee kann oder soll ufroen. Grad wat d'Aide de relance an d'Aide pour coûts non couverts betrëfft, mengen ech, dass et ganz schwiereg ass fir de Betrib selwer, direkt ze wëssen, wéi eng vun deenen zwou en dann elo soll ufroen, well et nëmme méiglech ass, eng vun deenen zwou Aiden unzefroen. Hei ass et dann eebe wichteg, dass mer de Betriber soen, dass se do kënne gehollef kréien. Och an deem Beräich wier et dann nämlech gutt, wann déi Prozedur net nëmmen op Franséisch kéint gemaach ginn, mee wann déi och op anere Sprooche méiglech wier.

Zréck bei d'Ufro vun den Aiden. Do ass et - wéi och scho vun der Madamm Beissel, mengen ech, nach eng Kéier rappeléiert ginn ass -, normal, dass ee verschidde Piècë muss virweisen, wéi zum Beispill de Bilan vum aktuelle Joer respektiv dee vum leschte Joer, well jo och eng gewësse Kontroll muss do sinn.

Wat manner Sënn mécht, oder wat een nach ka verbesseren, dat ass, wann d'Piècë bei enger Verwaltung mussen ugefrot ginn, fir se dann op enger anerer Verwaltung ofzeginn. E Beispill heifir ass den Certificat vum Independant, deen ee beim Centre commun de la sécurité sociale muss ufroen, fir ze justifiéieren, dass een do affiliéiert ass. Dëse Certificat huet ee jo normalerweis net grëffbereet, dat heescht, et muss een en ufroen. Déi Ufro dauert dräi Deeg. Dofir, wat déi Piècë vu staatleche Verwaltunge betrëfft, kéint ee vläicht op eng weider Simplification administrative verweisen. Den Yves Cruchten huet d'lescht Woch de Prinzip vum „once only" fir Privatleit, déi staatlech Hëllefen ufroen, an d'Spill bruecht. Ech mengen, dëse Prinzip misst och fir d'Betribswelt ageféiert ginn.

D'Kommunikatioun ass och schonn ugeschwat ginn. Ech mengen, déi huet och de Minister schonn an der Kommissioun ugeschwat. Do wäerte mer vläicht och nach haut eng Kéier méi Informatioune kréien, wéi déi Campagne elo déi nächst Deeg wäert ausgesinn, fir eeben d'Betriber nach eng Kéier ze sensibiliséieren, dass se d'Méiglechkeet hunn, déi Aiden och unzefroen.

Ofschléissend ass et wichteg, dass mir eis awer och déi nächst Woche Gedanke maachen iwwert eng Postcoronazäit, well iergendwann musse mer eis eeben domadder befaassen, wéi mer op déi verschidde Veränneruṅge reagéieren.

Ech wëll hei eng Kéier zwee Beispiller uschwätzen: D'Gewunnechten hu bei de Leit nämlech geännert. Den Teletravail ass wuel deen Aarbechtsmodell, deen am meeschten an de Mëttelpunkt geroden ass wärend dëser Pandemie. Mir fannen dat och alleguer gutt, dass d'Leit an Zukunft sollen erméiglecht kréien, fir och vun doheem aus ze schaffen. An och net méi spéit wéi d'lescht Woch ass jo hei an der Chamber eng Souskommissioun geschaaft ginn, aberuff ginn, déi sech mat deem Sujet soll befaassen.

Allerdéngs, wéi ech scho virdrun ugeschwat hunn, mussen awer och verschidde Betriber gehollef kréien, sech dorun unzepassen: Wann zum Beispill manner Leit an der Mëttegstonn an der Stad ënnerwee sinn, dann huet dat, wéi gesot, en Afloss op verschidde Betriber, déi hei an der Stad usiesseg sinn.

En anert Beispill niewent dem Teletravail sinn d'Restriktiounen. D'Restauranten, déi iergendwann erëm hir Dieren dierfen opmaachen, musse wuel nach eng länger Zäit Restriktioune berücksichtegen, wéi zum Beispill manner Leit op engem gewëssene Raum empfänken. Dat wäert dozou féieren, dass et schwéier fir déi Betriber gëtt, hiren Ëmsaz vu viru Corona erëm eranzekréien. Dofir musse mer eis och hei Gedanke maachen, wéi mer deene Leit nach weiderhin hëllefe kënnen, bis se hire Geschäftsmodell der Situatioun ugepasst hunn.

Allerdéngs ass et kloer, dass mir eis Wirtschaft erëm esou séier wéi méiglech eleng un d'Rulle musse kréien, ouni d'Aidë vum Staat. Well och wann dës Aidë laangfristeg Schied kënne verhënneren, mussen dës Aiden iergendwann vun anere Generatiounen zréckbezuelt ginn. Et ass dofir weider wichteg, dass jiddereen an eiser Gesellschaft solidaresch ass an dass jiddereen eng Hand mat upeekt, fir dass mir dës Pandemie an d'Schied vun dëser Pandemie esou séier wéi méiglech hannert eis kënne loossen.

An do wëll ech ganz zum Schluss nach e Sujet uschwätzen, wou mer eis och Solidaritéit erwaarden: Duerch d'Aide vun de Coûts non couverts kréien d'Betriber, déi duerch d'Pandemie Schwieregkeeten hunn, och gehollef, hir Loyeren ze bezuelen. Dat ass och richteg. Mee mir erwaarden eis awer och vun de Proprietäre Solidaritéit, well et kann net sinn, dass d'Steierzueler vun haut an d'Generatioune vu muer zur Keess gebiede gi fir Proprietären, déi sech net solidaresch an dëser Kris weisen. Ech wëll hei nach eng Kéier un den Opruff vun der Union des propriétaires virun e puer Méint erënneren. Och si solle sech solidaresch weisen a léiwer elo op e bësse Loyer verzichten, wéi herno en eidele Commerce ze hunn.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- D'Solidaritéit an eiser Gesellschaft ass weiderhi wichteg, fir dass mer dës Kris alleguer zesummen iwwerstoe kënnen.

An domadder soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP zu dësen Aidë fir eis kleng a mëttelstänneg Betriber. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Burton. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et war virun e puer Wochen, wou, wärend dobaussen - mir hunn et all heibannen héieren - de Secteur demonstréiert huet, de Minister Lex Delles heibannen nei Aiden annoncéiert huet. Dat sinn déi Aiden, déi mer haut och stëmmen. An dës Aidë sinn néideg, ganz batter néideg. A wa mer kucken, a wéi engem Mooss dës Aiden dës Kéier ausgeweit gi sinn, fir der Demande vum Secteur nozekommen a fir souguer zum Deel doriwwer erauszegoen, dann erkennt een, wéi eescht d'Lag ass a wéi eescht se och vun dëser Regierung geholl gëtt, déi all Méigleches dru setzt, fir eng Zort vun Equiliber ze schafen tëscht dem Andämme vun der Pandemie an dem Iwwerliewe vun eise Betriber.

Just op engem Punkt konnte mer dem Wonsch vum Secteur nach net nokommen - a gläichzäiteg ass dat awer och hire gréisste Wonsch -, nämlech hir Aarbecht erëm kënnen opzehuelen. Well esou wichteg finanziell Hëllefen eeben och sinn, se ersetzen d'Aarbecht awer net.

Dës Aiden, déi mer haut stëmmen, sinn natierlech iwwerliewenswichteg. An ech sinn éierlech gesot frou ze gesinn, wéi zouverlässeg a rapid dës och iwwert déi lescht Wochen a Méint ëmmer erëm ausbezuelt gi sinn. Wann ech e Bléck iwwert d'Grenze werfen, wou d'Betriber zu engem groussen Deel nach op hir Aidë vun Oktober an November waarden, ech mengen, dann dierf een och roueg ervirhiewen, wéi exemplaresch dat hei ofgewéckelt gëtt.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- An trotzdeem ersetzen esou Hëllefen awer net eng reell Reprise. An ech denken hei och un all déi Salariéen aus dem Secteur, déi elo scho vill Méint am Chômage partiel sinn a fir déi domadder och e grousse wichtegen Deel vum Akommes, nämlech hiert Drénkgeld, feelt.

Mir kënnen all eréischt da vollends zefridde sinn, wa mer keng Aidë méi brauchen, wann erëm esou eppes Änleches wéi Normalitéit herrscht. An dofir gëtt jo och elo aktiv driwwer nogeduecht, wéi mer den Horeca-Secteur lues a lues erëm kënnen opmaachen, an zwar esou, dass d'Pandemie eis net direkt erëm anhëlt.

Déi aktuell Situatioun muss eng Ausnamesituatioun bleiwen an et kann definitiv net nach ee Joer esou weidergoen. Well och wann de Staat finanziell staark genuch opgestallt ass, fir och an den nächste Méint weider ze hëllefen, brauchen d'Betriber an hir Salariéë ganz geschwënn e positiven Ausbléck op d'Zukunft.

Eng séier Impfcampagne ass hei natierlech d'Schlësselelement - wëssend dass et hei eng ganz Rei vu Variabele gëtt, déi ausserhalb vun eiser Kontroll sinn -, mee och den Asaz vu Schnelltester, agebett an eng méi global Strategie, kéint kuerz- a mëttelfristeg e wichtegen Outil sinn, fir ënner anerem dem Horeca-Secteur eng Perspektiv ze bidden.

Nach ass et awer net esou wäit an nach si mer op dës Hëllefen ugewisen. An dofir begréisse mer natierlech ausdrécklech déi proposéiert Verlängerung an d'Ausweidung vun den Aiden. Esou gi jo elo d'Plaffonge vun de Frais non couverts erhéicht mat enger Prise en charge vun 100 % vun de Coûts non couverts fir Entreprisen, déi enger legaler Fermeture ënnerleien oder duerch d'sanitär Mesuren eng Perte vu mindestens 75 % vum Chiffre d'affaires hunn.

Och begréisse mer, dass en Deel vum Takeaway a vun de Livraisounen net méi agerechent gëtt beim Calcul vun de Frais non couverts. Domadder gëtt séchergestallt, dass d'Aarbecht, déi hei geleescht gëtt, sech dann och tatsächlech lount. An ech mengen - mir hunn dat am Rapport vun der Madamm Hartmann héieren -, et ass e ganz komplizéierten an techneschen Text. Mee ech mengen, den Esprit dovunner ass kloer: Et geet drëm, dat meescht fir de Secteur erauszehuelen. An hei géif ech och gären der Madamm Hartmann e grousse Merci soe fir hiren detailléierte Rapport an dofir, dass si den Text esou kloer verständlech wéi méiglech presentéiert huet. Dat war warscheinlech keen einfachen Exercice, mee et war awer gutt geléist.

D'Auswäite vun den Hëllefen ass grad elo an dëser enorm nervenopreiwender Zäit fir jiddereen, an där bei villen eng ganz grouss Middegkeet agesat huet entre-temps, en immens wichtegt Signal. Et ass d'Signal vun der Politik, dass d'Verständnis do ass fir de Frust an d'Verzweiflung vun deene Secteuren, déi an dëser Kris am häertste getraff sinn. An et weist, dass d'Regierung bereet ass, déi néideg finanziell Mesuren ze huelen, fir d'Betriber weider ze stäipen.

A wa mer vun engem techneschen Text schwätzen: Bei all neier Adaptatioun vun den Hëllefen gëtt et och ëmsou méi wichteg, dass d'Kommunika-tioun no bausse stëmmt, well mat all neiem Gesetz d'Komplexitéit klëmmt an de Risiko besteet, dass d'Leit den Iwwerbléck verléieren. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers hunn dat an hiren Avise jo och ugemierkt.

An dofir wollt ech nofroe beim Här Minister, well an der Kommissiounssëtzung eeben och d'Iddi vun engem Guide pratique opkomm war, wéi et mat der Iddi steet, respektiv ob vläicht eng aner Zort vu Campagne, eng Informatiounscampagne eventuell ugeduecht ass oder virgesinn ass fir d'Betriber, mee vläicht och fir d'Fiduciairen, déi eng Hëllefsstellung soll bidden, fir sech an där ganzer Panoplie vun Dispositioune gutt kënnen erëmzefannen.

Voilà. Domadder soen ech nach eng Kéier Merci der Rapportrice, Merci jidderengem, deen dru schafft, déi Aiden esou séier wéi méiglech zoukommen ze loossen, alleguerten de Leit am Ministère, déi hei prett si fir lasszeleeën, soubal de Projet gestëmmt ass. An ech ginn natierlech och den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci der Madamm Empain. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wäert mech extreem kuerz faassen. Mir hunn en absolutt komplette Rapport héieren, Respekt un d'Rapportrice Carole Hartmann. Do versteet jiddereen, wat an deem Text dran ass.

Et ass wierklech wouer, en ass komplex, en ass komplizéiert. Et gouf jo och an den Avise vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers monéiert, datt een do entre-temps en Arbre décisionnel muss hu fir erauszefannen, wat fir eng Aiden een zu wat fir engem Moment an a wat fir enger Situatioun an a wat fir engem Delai ka froen.

Ech wollt just op zwee Punkten opmierksam maachen: Dat Éischt ass ee Punkt, dee schonn ugeschwat ginn ass, an ech si frou, datt ganz vill Kolleegen hei gesot hunn: Et kann net éiweg esou weidergoen, d'Leit - besonnesch am Horeca-Secteur, mee och am Evenementiel - brauchen net Aiden, si brauchen Aarbecht. An et deet mer leed, ech hunn dat hei schonn eng Kéier gesot, ech verstinn d'Fermeture vun de Restauranten net. Ech hu bis elo nach keng Etüd gesinn, déi géif drop hiweisen, datt ausgerechent den Horeca-Secteur weesentlech méi eng grouss Source vun Ustiechunge wier wéi aner Plazen.

Ech war elo grad virun d'Chambersdier eng Zigarillo fëmmen, do souz eng ganz Schoulklass op eiser Trap hei zesummen ze iessen. Ass dat besser, wéi wa se op der Terrass sëtzen? Ass et besser, Jonker begéine sech op der Kinnekswiss oder an iergendengem Park, wéi datt se sech op enger Terrass mat Ofstänn a mat Hygiènesmoossname gesinn? Ech denken net.

Ech denken duerfir, et wier wierklech eng Iwwerleeung wäert ze soen … - am Horeca schaffen

20.000 Leit -, et wier wierklech eng Iwwerleeung ze soen: Maache mer dee Secteur elo wierklech futti oder erlabe mer elo beim nächstméiglechen Zäitpunkt eng Ëffnung zumindest schonns emol vun den Terrassen - ech mengen, do si mer an der frëscher Loft, mir sinn dobaussen, do ass d'Gefor vill méi kleng -, a bannena mat enger reduzéierter Zuel vu Plazen? Ech mengen, déi Responsabel vun der Horesca hu jo gesot, si sinn duerchaus d'accord, Restriktiounen, och nei Restriktiounen, ze akzeptéieren - nach méi eng grouss Ofstänn tëschent den Dëscher, Wänn tëschent den Dëscher an esou weider, dat ass alles méiglech an dat géifen déi Leit och gäre maachen.

Dat Zweet, wat mer wierklech um Mo läit, dat ass déi Geschicht mam Chômage partiel. An do huet den Alain Rix vun der Horesca mat Recht drop higewisen, dat géif eng echt Katastroph ginn. Wann de Chômage partiel nëmmen nach zu 50 % bezuelt gëtt, dann hunn d'Betriber de Choix tëschent Pescht a Cholera: Si maachen entweeder direkt Faillite oder se mussen hir Leit entloossen. Si hu guer keen anere Choix! A mir kënnen net op där enger Säit als Politik soen: Mir wëllen d'Leit am Emploi halen! - wat richteg ass, dat solle mer, mir sollen d'Leit am Emploi halen -, an dann op där anerer Säit déi wirtschaftlech Basis duerfir futti maachen. Dat kann net sinn! Wann déi Mesure géif kommen, dat gëtt da wierklech en Tsunami vu Faillitten, mee et gëtt virun allem och en Tsunami vun Aarbechtslosegkeet, an dat wëlle mer alleguerten net.

An dann eng lescht Remark: Mir mussen eis lassléise vun deem Drock aus dem Ausland. D'Simone Beissel huet et selwer gesot: Et ass Däitschland, et ass Frankräich, déi op eis Drock maachen, fir verschidde Mesurë bäizebehalen, well eeben, wann zu Lëtzebuerg d'Coifferen op sinn, Däitscher bei de Lëtzebuerger Coiffer kommen an da fäerte se, wann zu Lëtzebuerg d'Restauranten op wieren, da kéimen Däitscher oder Fransousen an eis Restauranten. Mir mussen eis léise vun deem Drock!

An dat ass nach eppes, wat den Alain Rix ganz richteg gesot huet. En huet gesot: „D'EU huet gewisen, datt se keng richteg Unioun ass." An ech mengen, dat ass eng vun deene ganz grousse Léieren, déi mer aus dëser Kris mussen zéien.

Ech soen Iech Merci an ech gi selbstverständlech den Accord vun der ADR, fir dëse Projet matzestëmmen. Et si gutt Aiden, et ass e gudden Text, dee geet ni wäit genuch, mee mir stëmmen deen dote mat. Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An ech gesinn, de Marc Baum ass scho prett.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech versichen dann och, zum Gesetz ze schwätzen. Mat deem heite Projet de loi ginn dräi Gesetzer ofgeännert, fir d'Hëllefe fir Entreprisen engersäits ze verlängeren, anerersäits awer och punktuell ze modifizéieren, an dat effektiv, well déi sanitär Situatioun nach ëmmer Restriktiounen erfuerdert.

An ech mengen, och wann d'Terrassen elo géifen opgoen, bedeit dat nach ëmmer fir ganz vill Betriber och am Horeca-Beräich, datt dat verbonne wier mat manner Recetten. An och an deem Fall misst ee sech nach ëmmer weider iwwerleeën, wéi eng Mesuren oder wéi eng Hëllefen erfuerderlech sinn.

Mir hunn eis d'lescht Joer bei dëse Gesetzesprojete meeschtens enthalen, net well mer dergéint sinn, datt de Staat den Entreprisen, an notamment deene klengen a mëttelstännegen Entreprisen an der Kris ënnert d'Äerm gräift, mee well mer der Meenung sinn, datt de Staat awer och hätt misse Bedingungen an Géigeleeschtungen an déi Gesetzer draschreiwen, zumindest wat Aarbechtsplazgarantien ugeet respektiv d'Onméiglechmaachen dovun, datt een trotz deenen Hëllefen nach ka weider zousätzlech Licenciementer aus ekonomesche Grënn vollzéien. An dat soe mir net eleng. Dat seet och d'Salariatskummer, déi net midd gëtt, dat ëmmer erëm an hiren Avisen ze widderhuelen. Bei den Hëllefe pro Salarié gëtt zumindest d'Bedingung gestallt, datt de Betrib net méi wéi 25 % vu sengem Personal entloossen däerf, wat fir eis als Schwellewäert awer och nach ëmmer ganz héich ass.

Bei deenen anere méi wichtegen Hëllefen, déi de Staat gëtt, fir d'Fraisen ze decken, gëtt et iwwerhaapt keng sozial Bedingungen. Als Lénk gesi mer déi Hëllefe virun allem aus der Perspektiv vun der Erhalung vun den Aarbechtsplazen. Déi betraffe Betriber kënnen op de Chômage partiel zréckgräifen a kréie vun der Allgemengheet och nach Hëllefen, fir Fraisen ze decken, déi se net mussen zréckbezuelen. An do hätt de Staat an eisen Aen als Géigepartie awer zumindest kënne verlaangen, datt hiert Personal net entlooss gëtt.

D'Salariatskummer mécht och säit Méint de Virschlag - an deen ass weesentlech méi modest wéi eisen -, datt d'Betriber zumindest solle gezwonge ginn, no der Kris déi selwecht Leit anzestellen, déi se aus ekonomesche Grënn wärend der Kris entlooss hunn, dat notamment fir ze verhënneren, datt verschidde Patronen d'Kris notzen, fir d'Leit mat enger héijer Anciennetéit an domadder och vläicht méi engem héije Salaire kënnen ze entloossen an duerch Jonker mat enger niddreger Anciennetéit a mat enger niddreger Pai ze ersetzen. An och op dee weesentlech méi bescheidene Wee wëllt d'Regierung awer net goen.

An aus deem Grond konnte mer dës Gesetzer an der Vergaangenheet schonn net matdroen. A well sech an där Hisiicht näischt geännert huet, wäerte mer eis och dës Kéier enthalen.

Deen zweete Punkt, deen ech maache wëll, betrëfft déi Immuniséierung vun de Livraisounen an dem Takeaway. Déi Recetten, déi e Restaurant dobäi mécht, sollen net méi beim Cumul vun de Verloschter mat abezu ginn. Dat gëtt also dann tatsächlech en Zousazverdéngscht fir d'Restauranten, deen nach uewen op d'Hëllefen drop kënnt, souwäit se iwwerhaapt rentabel sinn, well et héiert ee jo ganz vill, wann ee mat Restaurateure schwätzt, datt dat net weesentlech rentabel ass.

De Problem fir eis ass net den Dispositiv u sech, also net den Outil an d'Iddi derhannert, fir Aarbecht, déi och a schwierege Situatioune gemaach gëtt, ze belounen. Déi Iddi ass richteg. Mee d'Repercussioune vun deem Dispositiv sinn an eisen Aen, mengen ech, net genuch consideréiert ginn.

Et ass jo am Moment esou, datt d'Internetplattforme fir de Liwwerservice vun lesswuere grad kräfteg um Komme sinn. Wien duerch d'Stroosse geet an e bëssen oppasst, gesäit déi entspriechend Logoen iwwerall. Déi digital Plattforme stellen awer selwer an deene seelenste Fäll Leit an, fir déi Livraisounen ze maachen, mee vermëttele just géint Provisioun tëschent de Restaurateuren, de Restauranten, a Privatleit. An et sinn da Privatleit, déi d'Livraisoun op hir eege Fauscht maachen, oft mat hirem eegene Gefier, ouni Aarbechtskontrakt, awer mam Logo vun der Internetplattform op der Jackett.

Als Lénk hu mer schonn e puermol drop higewisen, datt dat eiser Meenung no géint d'Aarbechtsrecht verstéisst. Déi Plattformen iwwerhuele keng Verantwortung fir déi Leit, obwuel se fir si schaffen an och direkt e Lien de subordination besteet. Mëttlerweil huet jo och schonn d'ITM sech mat där Saach befaasst an eng grouss Enquête an en zimmlech zolitten Dossier beim Parquet deposéiert. An d'Justiz ass amgaang, sech mat där Fro intensiv ze befaassen.

Wann d'Regierung mat dësem Projet de loi d'Livraisoun vun lesswuere finanziell fërdert, da muss se och parallell, an dat hätte mer awer erwaart, alles drusetzen, datt et net verstäerkt zu prekäre Beschäftegungsverhältnisser via déi Plattforme kënnt. A mir hoffe wierklech, datt sech déi zoustänneg Ministeren däers bewosst sinn an net einfach ewechkucken, well soss setze se sech dem Virworf aus, d'Uberiséierung ze beschleunegen an, deemno wéi, grenzlegal oder souguer illegal Aktivitéiten och nach indirekt ze subventionéieren.

Am Koalitiounsofkommes vun dëser Regierung ass virgesinn, dës Aktivitéiten, déi iwwer Plattforme solle geschéien, legislativ ze encadréieren. Geschitt ass awer bis elo ewell nach näischt. Wärend d'Digitaliséierung vun der Wirtschaft aktiv gepusht gëtt an all Dag nei Entwécklunge bréngt, ginn déi negativ Begleiterscheinungen ignoréiert. An dat ass e Muster, wat eis awer bei dëser Regierung zimmlech kënneg virkënnt.

Fir d'éischt emol ginn d'Benefisser - am iwwerdroene Sënn - vun deenen digitalen Entwécklunge matgeholl an eventuell Problemer, déi déi digital Entwécklung mat sech bréngt, gi schleefe gelooss, bis d'Kand dann iergendwann am Pëtz läit. An et stellt sech d'Fro, ob dat net mëttlerweil schonn iergendwéi eng Systematik huet an ob net esou probéiert gëtt, muttwëlleg Tatsaachen um Terrain ze schafen.

D'Digitaliséierung vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten ass eng Realitéit a se ass jo och net per se schlecht. Dat seet jo och kee Mënsch. Mee et ass falsch ze mengen, datt d'Politik dat einfach just ze promouvéiere brauch an da géif schonn alles vum selwe lafen. Och dës problematesch Aspekter sinn Deel vun „Digital Luxembourg" a verdéngen déi néideg politesch Opmierksamkeet an endlech e richtege legislativen Encadrement.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Den drëtten a leschte Punkt, op deen ech nach wëll agoen, ass d'Komplexitéit vun der Gesetzgeebung. Bon, et huet misse séier reagéiert ginn, dat ass richteg. An zum Deel ass dat och gemaach ginn. Mee warscheinlech ass jiddwereen heibanne schonn emol eng Kéier vun engem Restaurant- oder Cafébesëtzer op déi Hëllefen ugeschwat ginn. „Einfach, séier an onbürokratesch", e bëssen esou wéi d'Presidentin vun der Kommissioun dat elo duergestallt huet, sinn net onbedéngt déi Adjektiver, déi ech ze héiere krut bei esou Gespréicher.

Mat deene stännege Veränneren, Adaptatiounen an Differenziatiounen ass d'Gesetzgeebung an deem Beräich mëttlerweil extreem oniwwersiichtlech ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dat hänkt natierlech och vum Basar zu Bréissel of. Mee déi verdruddelt Ëmsetzung op nationalem Niveau mécht d'Saach net besser. An dat huet natierlech konkreet Auswierkungen um Terrain. Virun allem déi kleng Betriber fanne sech net erëm an hunn hir Péng, hir Dossieren zesummenzestellen. Mee ech mengen, och deenen zoustännege Beamten an de Ministèren, déi d'Demandë mussen traitéieren, gëtt d'Liewen a verschiddene Fäll op jidde Fall onnéideg schwéier gemaach.

An ech si jo elo een, deen awer déi ganz Mesuren och schonn eng Zäitche suivéiert an och schonn an der Vergaangenheet e puermol derzou geschwat huet. Wann et geet, suivéieren ech och d'Kommissioun an d'Diskussiounen, déi do stattfannen. Mee ech muss lech awer och éierlech zouginn, datt dee Mesuren- a Paragrafendschungel, mat deem mer et am Moment ze dinn hunn, derzou féiert, datt och ech d'Iwwersiicht verléieren. An ech hunn heiansdo d'Gefill, et ass eng Situatioun, datt d'Sau hir eege Fierkelen net méi erëmfënnt.

Och an deem Sënn kritiséiere mer d'Qualitéit vun de Gesetzestexter. Et hätt ee bei der Redaktioun vill méi un d'Ëmsetzung denke missen, a probéiere missen, d'Saachen ze vereinfachen, op jidde Fall do, wou et iergendwéi méiglech ass, well hei geet et jo net ëm Multinationallen, déi hiren eegene juristeschen Déngscht hunn, mee ëm kleng Familljebetriber, deenen hir Zukunft vun der schneller Ausbezuelung vun deene staatlechen Aiden ofhänkt.

Wéi gesot, mir sinn net géint de Prinzip vun den Hëllefen, au contraire. Mee d'Ëmsetzung vun der Regierung ass wierklech net zefriddestellend. An duerfir wäerte mer eis och dës Kéier bei dësem Projet enthalen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol: Den Delai fir d'Areeche vun den Dossieren, fir eng Aide de relance unzefroen, ze verlängeren, an d'Méiglechkeet vun der sougenannter Nouvelle aide de relance an d'Hëllefe fir d'Coûts non couverts nach bis Juni profitéieren ze kënnen, si wichteg Schrëtt, fir d'Entreprisen an dëser unhalender Kris ze ënnerstëtzen.

Mee mir musse soen, wéi et ass. Mir stinn net hei, fir de Leit e Gefalen ze maachen. Nee, mir kënnen eis hei net op d'Schëller klappen, well mir wëssen et alleguer: Dës Mesurë sinn de Minimum, deen néideg ass, fir eis Wirtschaft um Dréien ze halen. Richteg sozial Mesurë misste méi wäit goen.

Wéi virun engem Joer den éischte Lockdown koum, hate wuel déi wéinegsten Entrepreneuren dermat gerechent, datt se e Joer méi spéit ëmmer nach vu Restriktioune betraff wären, déi et hinne géife verbidden, hirem Geschäft ganz oder deelweis nozekommen.

Deemools hate mer nach all gehofft, datt mer haut schonn duerch déi Kris erduerch wären, datt et en Albdram wär, deen hanner eis géif leien. Dat hat och en Afloss op d'Aart a Weis, wéi d'Entreprisen dës Kris geréiert hunn. D'Kriselogik war laang Zäit déi, kuerzfristeg esou gutt et geet ze iwwerbrécken, bis dann e puer Méint méi spéit alles erëm beim Ale wär.

Ech hunn haut de Moien nach mat engem Mann aus dem Horeca geschwat, dee mer gesot huet: „D'lescht Joer am Mäerz hunn ech gesot: ‚Wann ech am Juli erëm kann opmaachen, dann iwwerliewen ech et.'" Dunn huet e sech gesot: „Wann ech et bis Oktober packen, da packen ech et." An elo seet e sech erëm: „Wann ech et bis dëst Joer Oktober packen, dann hunn ech eng kleng Chance ze iwwerliewen." Dat weist, wéi wierklech Schrëtt fir Schrëtt d'Erwaardungshaltung sech verännert huet.

Am Ufank war et: Elo gläich, gläich geet et erëm! E ganzt Joer ass awer keng kuerzfristeg Iwwerbréckung méi! A wann ee sech d'Gestioun vun der Pandemie an d'Impfcampagnë weltwäit ukuckt, muss ee sech leider agestoen, datt e Retour an d'Normalitéit wuel soubal nach net wäert méiglech sinn, och wa mer alleguerten hoffnungsvoll op de Summer kucken, wou déi steigend Temperature jo och zum Deel derzou bäidroe wäerten, d'Transmissioun vum Virus anzedämmen.

Déi unhalend Ongewëssheet doriwwer, wéi et mam eegene Betrib wäert weidergoen, ass eng grouss finanziell, mee awer och eng mental Belaaschtung. All Kéier, wann e Covidgesetz kënnt, hoffen d'Besëtzer vun de Restauranten, de Caféen oder och den Discoen, datt se hir Dieren nees dierfen opmaachen, a vill ze heefeg gi se nees weider dräi Woche vertréischt.

Net ze wëssen, wat an dräi Woche geschitt, ass fir d'Patrone schwéier. Wéi solle se esou plange kënnen? Wéi solle se entscheeden, ob se Mataarbechter entloosse mussen oder Wuere verkafe sollen, wa se net wëssen, ob se dës dräi Wochen drop nees dréngend bräichten, fir de Betrib no der laangerseentener Reouverture nees un d'Goen ze kréien?

An deem Kontext ass de Communiqué, dee vun der Horesca un hir Membere verschéckt gouf an op d'Aussoe vum Minister verweist, fir vill Entrepreneuren e Schlag an d'Gesiicht gewiescht.

An dësem Schreiwe gëtt bemierkt, datt de Minister betount hätt, datt déi staatlech Aiden net éiweg fléisse kéinten, an Zukunft och reduzéiert géife ginn an d'Entreprisë gebiede wären, déi néideg Restrukturatiounen ze treffen. Wat ee grad bei groussen Entreprisen oft mat deem schéine Wuert vun der Restrukturatioun verstoppt, wësse mer alleguerten: Kënnegungen! Mee egal, ob et sech ëm eng grouss Entreprise handelt, déi sech muss iwwerleeën, wéi vill Mataarbechter se duerch dës Kris erduerchhuele kann, oder eng kleng, déi sech froe muss, ob se vläicht hire ganze Businessmodell ëmstelle muss, well d'Kris einfach ze laang ass, fir iwwerbréckt kënnen ze ginn: Ouni Planungssécherheet, ouni déi eng Woch ze wëssen, wat e puer Woche méi spéit lass ass, ass et bal onméiglech, en anstännege Plang opzestellen.

Här President, de Privatsecteur huet vill duerchgemaach am leschte Joer. „Fir opzebleiwen, musst Der korrekt ekipéiert sinn an d'Hygiènesmesurë respektéieren", sot net nëmmen d'Regierung, mee sote mer alleguerten. Okay! Entreprisen an Independanten hunn dës Krittäre respektéiert a sech en Inventaire kaaft mat allem, wat gefuerdert war: Masken, Händschen, Desinfektiounsgel, Plexiglas et cetera et cetera.

„D'Zuele sinn ze héich, alles, wat net essenziell ass, muss zoumaachen", gouf gesot. Okay! Entreprisen an Independantë waren net frou, mee se haten d'Situatioun verstanen. Et war grav, se hunn zougemaach. An elo, no Méint, an deene se alles gemaach hunn, wat vun hinne gefuerdert war, si mer nach ëmmer matten an der Kris an d'Betriber däerfen nach ëmmer keng Leit empfänken.

Elo fënnt d'Regierung et opportun, de Patrone matdeelen ze loossen, se missten esou lues iwwerleeën, wéi se ouni staatlech Hëllefen eens kéinte ginn a Restrukturatioune virgesinn.

Mir fannen, datt et zum aktuellen Zäitpunkt, wou d'Regierung et de Betriber duerch hir Restriktiounen zum Deel onméiglech mécht, hirem Geschäft nozegoen, falsch ass, den Entrepreneuren nach zousätzlechen Drock ze maachen. Jo, wann den Horeca nees normal seng Dieren dierf ophunn, mussen d'Patrone sech iwwerleeën, wéi se hire Betrib nees onofhängeg vu staatlechen Aidë féiere kënnen. Mee matten an enger Kris, wou kee weess, wat an zwou Woche lass ass, ze verlaangen, sech prett ze maache fir Restrukturatiounen, ass an eisen Aen de falsche Wee.

Wéi soll een dann decidéieren, wat déi beschten Entscheedung fir de Betrib an d'Mataarbechter wär, wann een d'Konditiounen net kennt? Dann ass et jo pueren Zoufall, ob eng Verännerung zum Gudden oder zum Schlechten ausfält. Mir mussen de Patronen an dëser Kris hëllefen. Mir hunn näischt dervun, elo mat den Aiden ze zécken, wa mer duerno mussen de Chômage vun all deene bezuelen, deenen hir Betriber dës Kris net iwwerstanen hunn.

Mir fannen duerfir och, datt Lëtzebuerg de ganze Spillraum notze soll, dee mer vun der EU kréien, an den Avise vun de verschiddene Kummeren nolauschteren an d'Limitt vun enger Perte vu 40 % vum Chiffre d'affaires op 30 % erofsetze sollt.

Wärend e puer Méint kann eng Entreprise eng Perte vun 30 % normalerweis iwwerbrécken. Mee dës Kris dauert elo schonns ze laang. Och Patronen, déi keng 40 %, mee nëmmen 30 % Aboussen haten, kënnen an d'Strauchele kommen.

Et kéint ee jo och nach e soziale Krittär aféieren a soen, datt nëmmen déi Entreprisë mat enger Perte vun 30 % Hëllef kréien, déi och noweise kënnen, datt d'Entreprise duerch dës Verloschter bedrot ass an datt Aarbechtsplazen um Spill stinn. Esou misst d'Regierung d'Aiden net onnéideg ausweiden a géif awer deenen hëllefen, déi dës Ënnerstëtzung dréngend bräichten. Eng gewësse Flexibiliséierung. Kleng Betriber kämpfen dobaussen a mat hinnen hir ganz Famill. A verschiddene Familljen iwwerhuele mëttlerweil schonn d'Kanner d'Mensualitéite vun de Prête vun den Elteren, fir datt d'Famill iwwerhaapt nach iwwert d'Ronne kënnt. An dat sinn nach nëmmen déi Familljen, déi d'Chance hunn, kee Familljebetrib gehat ze hunn, soudatt d'Kanner an anere Secteure geschafft hunn an elo nach e Salaire kréien, wärend de Betrib vun den Elteren nach ëmmer zou ass.

Familljebetriber, wou d'Zoumaache vum Betrib d'Akommes vu jidderengem aus der Famill betrëfft, huet et am häertste getraff. Duerfir brauche mer elo Aiden, déi de Mënschen hëllefen, dës Kris ze iwwerstoen an duerno nees weidermaachen ze kënnen. Mir brauchen Aiden, déi séier ausgeschott ginn a méiglechst keen duerch d'Netz fale loossen.

An do vläicht eppes kuerz un d'Adress vun der Madamm Beissel. Si huet virdru gesot, mir hätten eis Flexibilitéit opginn, wa mer d'Gesetz bis Enn des Joers lafe gelooss hätten. Ech hunn net d'Gefill, datt bei där Vitess, mat där mir hei an der Chamber am Moment d'Gesetzer änneren, nei aféieren, ofänneren, ofschafen, datt et do op ee Gesetz méi oder manner, wat mer am Laf vum Joer hätte missen änneren, ukomm wär, fir ze soen, dowéinst géing d'Flexibilitéit verluer. Et seet jo och keen, beim Covidgesetz géife mer u Flexibilitéit verléieren, well och dat steet reegelméisseg um Ordre du jour.

Wat mer begréissen ass awer dee Fakt, datt de Plaffong fir d'Aiden op 1,8 Milliounen Euro eropgesat gouf an datt 25 % vum Chiffre d'affaires immuniséiert ginn, well et ass nun emol esou, datt déi Liwwerung an déi Plats à emporter net onbedéngt rentabel sinn. Dat ass net dat, wat e Restaurant mat enger grousser Salle ausmécht. Dat ass e Brochdeel vun deem, wat se an normalen Zäite kéinten an och géife verdéngen.

A mir stinn, wéi gesot, hannert den Upassungen, déi dëse Projet hélt, och wa se eiser Meenung no net wäit genuch ginn, se deelweis besser missten encadréiert ginn, wéi zum Beispill duerch e méi komplett Pandemiegesetz, a mer de Patrone méi laang Planungssécherheet misste ginn.

Mir hoffen, datt dat vläicht an der Zukunft nach geschitt. Mee am beschten hoffe mer, datt déi Kris hei méi séier eriwwergeet, wéi mer dat am Moment ofgesinn. Duerfir wäerte mir dëse Projet trotz engem liicht kräischenden An awer matstëmmen. Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir unzefänken - elo hunn ech de Mikro futti gemaach, ech paken en net méi un -, der Rapportrice villmools Merci soe fir hire komplette schréftlechen a mëndleche Rapport.

Jo, et ass wouer, an ech mengen, et ass à plusieures reprises vun alle Riedner gesot ginn: Et ass e komplexen Dossier, un deem mer hei schaffen, well op där enger Säit mer eis a verschiddene Frameworke vun der Europäescher Kommissioun beweegen, sief et am 3.12 oder am 3.1, op där anerer Säit mer awer ëmmer erëm Upassunge vum Gesetz maachen.

Dat Wichtegst, wat ech awer haut de Mëtten an deene ganzen Debatten eraushéieren hunn, dat ass, dass jiddwereen dermat averstanen ass, dass d'Betriber Hëllefe kréien, dass jiddwereen dermat averstanen ass, dass et eng schwiereg Zäit ass an dass ee soll do hëllefen, wou et muss sinn.

Ech mengen, wa mer iwwert d'Perspektive schwätzen, an et sinn eng Panoplie vu Leit, déi iwwert d'Perspektive geschwat hunn, da kann een driwwer schwätzen, wéini ee wéi eng Decisiounen hélt. An d'Stäerkt eebe grad vu Lëtzebuerg an deem ganze System ass, dass mer d'Aiden ëmmer erëm upassen. Ëmmer erëm upassen heescht, dass mer souwuel d'Aiden op där enger Säit upassen, wou mer Secteure mat eranhuelen, zum aneren awer ëmmer erëm de Spillraum, deen d'Europäesch Kommissioun eis gëtt, och ëmmer ausnotzen. Ausnotzen heescht - an hei wëll ech gär op eng Remark vu mengem Virriedner agoen -: D'Chamber stëmmt ganz schnell Gesetzer! An do wëll ech och e ganz grousse Merci soen, e Merci soen, dass an de Kommissiounen ëmmer esou interessant a gutt Debate sinn, déi derzou féieren, dass mer och d'Gesetzer hei ganz schnell an d'Plenière kënne bréngen.

Mee et ass awer fir mech net räsonabel an net responsabel, elo ze soen: „D'Aide coûts non couverts an d'Aide relance ginn esou, wéi se elo bestinn, bis den 31. Dezember." A jo, et ass wouer, d'Europäesch Kommissioun gëtt eis déi Ouverture, fir dat kënnen ze maache bis den 31. Dezember 2021. An dann, wéi elo grad gesot ginn ass vum Här Clement, en route, well mer jo ganz schnell sinn, kënne mer et awer och erëm ofschafen. Dat ass keng Planungssécherheet.

Planungssécherheet ass, wann ech soen: „Mir maachen en Text, deen elo bis de Juni ass!" An ech weess, dass Dir vläicht der Regierung e bësse manner traut wéi deen een oder aneren hei. Mee ech muss awer soen, dass mir et nach all Kéiers gemaach hunn, an ech mengen, dass ech och genuch Motiounen an aner Saache géif kréien, wann et dorëms geet, am Juni d'Aiden ze verlängeren an unzepassen, wa mer nach an deenen nächste Méint an deem nämmlechte Fall sinn. Duerfir ass et wichteg, dass mer ëmmer erëm deen néidege Spillraum ausnotzen.

Just ganz kuerz, d'Madamm Hartmann war ganz komplett an hirem mëndleche Rapport, fir op déi eenzel Saachen anzegoen, op déi wichtegste Punkten nach eng Kéier anzegoen. Et sinn net nëmmen d'Verlängerunge vun den Delaien, fir kënnen d'Aiden unzefroen, mee op där anerer Säit kënne mer déi jonk Entreprisen elo hei technesch mat eranhuelen, well mer vum 3.12 op den 3.1 eriwwerginn. Praktesch heescht dat, dass mer elo net méi nëmmen iwwert de Minimis jonk Entreprisen am Dezember, Januar d'Aide coûts non couverts ausbezuele kënnen, mee vum Februar u ganz normal iwwert den 3.1 - e ganz wichtege Volet.

Dann, an et ass vill driwwer geschwat ginn, déi 25 % Immuniséierung. 25 % Immuniséierung, do gëllt et, eebe grad déi net ze strofen, déi trotz där schwéierer Kris nach schaffen. An et ass och de Mëtteg scho gesot ginn: Den Takeaway, d'Livraison à domicile, dat geet dem Restaurateur net duer, fir d'Käschte kënnen ze droen. Duerfir ass et wichteg, dass net nach an der Aide coûts non couverts, esou wéi et bis elo obligatoresch war, well mer iwwert den 3.12 gefuer sinn, alleguer d'Recettë vum Betrib ofgezu ginn, mee mer elo eeben déi 25 % vum Chiffre d'affaires vun 2019 immuniséieren, soudass een also do net gestrooft gëtt, au contraire, wann e sech awer nach Méi gëtt weider ze schaffen.

Dann natierlech en anere Volet, dat ass dee vun der Upassung vun der Aide relance am Mount Januar - e ganz wichtege Volet.

Mir haten e Lockdown vu fënnef Deeg am Dezember a vun zéng Deeg am Januar. Do war eng Diskussioun, déi geféiert ginn ass. Do ware 15 Deeg zou, déi awer net alleguerten an ee Mount gefall sinn. An hei wëll ech nach eng Kéier op e ganz wichtegt Theema vun de Mëtten agoen: d'Coifferen an d'Salon-de-beautéen. D'Coifferen an d'Salon-de-beautéé si vun Ufank un eligibel fir d'Aide coûts non couverts, dat ass am Dezember gestëmmt ginn, d'nämmlecht wéi och fir d'Aide relance. Mee ech kommen, wa mer iwwert d'Proposition de loi schwätzen, nach eng Kéier drop zréck.

De Punkt ass deen, dass eebe grad déi mat deene fënnef Deeg Fermeture am Dezember an zéng Deeg Fermeture am Januar net onbedéngt op déi Perte vu 25 % vum Chiffre d'affaires kommen, d'nämmlech wéi och de Commerce, a mer duerfir d'Aide relance am Mount Januar esou opmaachen, dass een net muss eng Perte vu 25 % vum Chiffre d'affaires virweisen, mee dass et duergeet, iwwerhaapt einfach eng Perte virzeweisen. Dat kompenséiert also déi fënnef Deeg aus dem Dezember an déi zéng Deeg aus dem Januar. Duerfir maache mer déi Upassungen do op deem Punkt, wat eebe grad ganz wichteg ass. An dat kënne mer nëmme maachen, well mer iwwert déi méi flexibel Sektioun vum European Framework hei fueren.

Dann d'Augmentatioun vun de Plaffongen. Mir schwätzen hei net vun näischt. Eng Augmentatioun vu 50 %! An de Finanzminister Pierre Gramegna ass och heibannen. Wéi mer doriwwer geschwat hunn, si Plaffongen agebaut ginn, déi 20.000 Euro fir kleng Entreprisë ware pro Mount, 100.000 Euro pro Mount fir kleng Entreprisë vu 50 Leit an 200.000 Euro pro Mount fir Entreprisen, déi doriwwer sinn. Déi Plaffonge ginn alleguerten ëm 50 % gehuewen. Do gesäit een also och, dass mer eis der Responsabilitéit bewosst sinn, fir och do kënnen déi néideg Hëllefen ze ginn. Also mengen ech, dass mer hei wierklech, well mer all déi Upassunge maachen, och alleguerten deenen entgéintkommen.

Ech mengen, mir schwätze vu ronn 50.000 Dossieren, déi an deene leschte Méint op de Ministère des Classes moyennes duerkomm sinn. 50.000 Dossieren, dat si 50.000 Demandë vu Leit, déi de Wee fonnt hunn, fir d'Aiden unzefroen. Dat si 50.000 Dossieren, wou Leit hir Demande gestallt hunn, fir eebe kënnen déi Aiden hei ze kréien.

An ech war vum Här Spautz, mengen ech, gefrot ginn, fir op Etüden hinzeweisen. Da kommen ech och direkt dann op d'Proposition de loi vum Här Spautz, déi de 27. Januar deposéiert ginn ass vum Här Spautz, wou d'Ouverturë vun der Europäescher Kommissioun den 28. Januar komm sinn. Dat heescht, den Dag duerno sinn déi Ouverturen eréischt komm.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Déi hunn op eis gelauschtert!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Gelift? D'Europäesch Kommissioun huet och vläicht op d'CSV gelauschtert, dat ka sinn. Mee ech muss awer soen, dass am Virfeld d'Propositioune vu Lëtzebuerg, fir eebe grad déi Ouverturë kënnen ze maachen, och komm sinn. An d'Regierung huet de 15. Februar, dat heescht, 16, 17 Deeg, nodeem dass d'Ouverturë vun Europa komm sinn, de Projet de loi deposéiert. Do gesäit een awer, wéi séier dass mer ëmmer erëm reagéieren, fir kënnen déi néideg Upassungen ze maachen an och deen néidege Spillraum, iwwert dee geschwat gëtt, och wierklech kënnen auszenotzen, fir dass mer esou vill wéi méiglech Hëllefe kënne ginn.

Dass natierlech beim Depôt vun der Proposition de loi den Här Spautz net wousst, wat den Dag drop an der Kommissioun géif decidéiert ginn, wéi eng Ouverturë géife kommen, dat halen ech ëm och zegutt. Dat verstinn ech och. Mee trotzdeem, de Projet de loi, iwwert dee mer haut wäerten ofstëmmen, dee geet vill méi wäit.

Dir hutt den Avis vun der Chambre des Métiers zitéiert, ech kommen nach eng Kéier op deen zréck. Mee am Avis vun der Chambre de Commerce zum Beispill soen déi, dass de Projet de loi méi wäit geet wéi d'Proposition de loi, déi vun der CSV deposéiert ginn ass. An dat ass op ville Punkten, sief et Coifferen an d'Salon-de-beautéen, iwwert déi Der schwätzt, déi ëmmer schonn eligibel waren, déi elo nach sollen nodréiglech erageholl ginn. An ech mengen, do gesäit een och d'Komplexitéit vun alleguerten den Aiden.

Et gëtt de Fonds de relance et de solidarité. Dat ass déi Aide vun 1.250 Euro an 250 Euro, déi ass vu Juni bis November ausbezuelt ginn. An do ass d'Fro, ob d'Coifferen an d'Salon-de-beautéé sollen eligibel sinn, fir och kënnen am Fonds de relance et de solidarité ze sinn. Ech mengen, et steet souguer an Ärer Motioun.

Mee d'Coiffersalonen, déi sinn eligibel fir d'Aide commerce gewiescht, déi nach vill méi favorabel ass, well et do nämlech, ouni missen eng Perte ze hunn, iwwert Juli, August, September eng Aide directe ginn ass. Dat heescht, wann Der dat do proposéiert, frot Der automatesch, dass alleguerten déi Coiffersalonen a Salon-d'esthétiquen hir Aidë rembourséiere sollen, déi se kritt hunn iwwert de Commerce, an dann déi do Aidë solle kënne kréien, awer ënnert der Konditioun, dass se eng Perte hu vu 25 % vum Chiffre d'affaires, well soss si se net eligibel, wat se awer bei der Aide commerce sinn. Ech mengen net, dass dat d'Volontéit ass.

Wann ech dann drop aginn, wat am Artikel 5 vun der Propositioun vum Här Spautz steet, dat ass: « afin de faire en sorte que des entreprises actuellement exclues de la contribution », an elo kënnt et, « aux coûts non fixes puissent en profiter ». Am Avis, deen den Här Spautz zitéiert huet vun der Chambre des Métiers, steet dran, éischtens: « proposé de rajouter à la liste des 26 activités éligibles à l'aide du fonds de relance et de solidarité ». Dat ass eng aner Aide. D'Aide coûts non couverts ass déi, déi vum November u leeft. Wat hei am Avis vun der Chambre des Métiers steet, ass « à l'aide du fonds de relance et de solidarité les activités de la "coiffure" et des "soins de beauté" ». Zweetens seet se: « Elle ne peut qu'approuver cette proposition visant à rendre deux activités artisanales supplémentaires éligibles à l'aide du fonds de relance et de solidarité. »

Dat heescht, an ech mengen, do ass e bëssen den Amalgamm tëschent der Aide coûts non couverts an der Aide fonds de relance et de solidarité. An ech mengen, et ass och ugeschwat ginn, eebe grad vun alleguerten den Etüden. Et si keng grouss Etüde gemaach ginn, et ass net, dass extern Büroe geholl gi sinn, fir méintelaang kënnen ze kucken, fir Etüden ze maachen, wat ee wou muss huelen. Ma mir hunn d'Zäit net, fir dat ze maachen. An ech mengen - och dat ass vun all Riedner gesot ginn -, dass mer mussen ëmmer erëm adaptéieren, Upassunge maachen. Ma dat maache mer, ouni grouss Etüden ze maachen.

Mir hunn Erfarungswäerter. Mir hunn Erfarungswäerter, a wann ech virdru vun deene 50.000 Dossiere geschwat hunn, ma déi 50.000 Dossiere sinn analyséiert a gekuckt ginn, an dat gesäit een och ëmmer erëm, sief et am Echange mat de Leit, déi d'Dossiere beaarbechten, deenen ech op dëser Plaz och wëll e ganz grousse Merci soen, well déi Vitess, déi do ass, kann nëmme sinn, well esou eng gutt Fonction publique do ass an déi Dossiere wierklech esou gutt traitéiert ginn.

Mee op där anerer Säit wësse mer awer och, wou heiansdo de Schong dréckt, wann dann d'Retroaktivitéit vun Aidë gefrot gëtt, wéi der Aide coûts non couverts zum Beispill. Mee mir haten Aiden, déi vill éischter gegraff hu bei enger manner héijer Perte vum Chiffre d'affaires: D'Aide vum Fonds de relance et de solidarité, minus 25 % vum Chiffre d'affaires wärend enger Netfermeture administrative, dat heescht, tëschent Juni an November, ech mengen, et war de 25., 26., do gouf et keng Fermeture administrative, dat heescht, do konnten d'Restauranten, wa mer elo just vum Horeca-Secteur schwätzen zum Beispill, fonctionéieren, a si hunn eng Aide à la relance kritt, déi ab enger Perte vum Chiffre d'affaires vu 25 % oder méi gräift.

Dat heescht, mir hunn Aiden, a wann een da seet Retroaktivitéit, da mussen déi alleguerten dat do rembourséieren a mir bezuelen eng Aide aus, déi just wärend der Fermeture war. Ass et dat, wat gewollt ass? Ech mengen net. An duerfir, mengen ech, muss ee wierklech all déi Aiden an deem ganze Prabbeli vun Aidë kucken, déi et gëtt. Déi spillen zesummen.

Et ass de Mëtteg och iwwert de Chômage partiel geschwat ginn an iwwer aner Aiden, op déi ech net wëll am Fong agoen, well mer hei iwwert den Text vun den Aidë fir déi kleng a mëttelstännesch Betriber schwätzen.

Dat heescht also, dass mer bei all deene Saachen Aiden haten, wou keng Fermeture administrative war.

Da war e Beispill genannt ginn, wou ee Betrib eng Aide vu 5.500 Euro krut bei Depensë vun 11.000 Euro. Ech weess den Dossier net méi, et deet mer leed, et si wierklech eng Panoplie vun Dossieren, déi ech all Dag gesinn. Bei Depensë vun 11.000 Euro an enger Aide vu 5.500 Euro, déi iwwert d'Classes moyennes ausbezuelt ginn ass, kënnt jo och nach de Chômage partiel dobäi, deen iwwer eng aner Aide ausbezuelt gëtt an deen natierlech - an ech mengen, dat war an dësem Fall de Problem - bei den Depensen ofgezu gëtt, well dat jo Recettë sinn. Bei déi 11.000 Euro Depensë sinn och eng Dépense de salaire, déi iwwert de Chômage partiel bezuelt gëtt, an déi aner Aiden iwwert d'Classes moyennes dobäikomm. Dat heescht, och do muss een den Ensembel kucken. Mee ech kennen deen Dossier hei elo net méi am Detail.

Et ass eebe grad och gefrot ginn, fir eng Telefonsnummer ze hunn. Also bei eis um Site ass keng Ligne directe, keng Hotline fir de Chômage partiel. Bei eis ass eng Hotline fir d'Aiden, déi et gëtt, wann ee Froen huet zu der Aide commerce, Aide relance, Fonds de relance, Aide coûts non couverts an esou weider.

Déi Fro, déi och gestallt ginn ass: d'Komplexitéit vum Certificat vun den Independanten. Ech mengen, d'Madamm Burton hat dat gefrot. Do ass et esou, dass mer déi Simplification administrative bei der Aide „indépendants" eebe grad schonn hunn, dass ee just muss d'Demande maachen. An deen eenzege Formulaire, deen ee muss bei den Aides „indépendants" drunhänken, ass e Relevé d'identité bancaire fir ze wëssen, op wéi ee Kont mer d'Sue sollen iwwerweisen. De Rescht gëtt automatesch mam Centre commun iwwer Nuecht echangéiert fir ze gesinn, ob alles an der Rei ass, wat een uginn huet. A wann dat net de Fall ass, da froe mer e Certificat d'affiliatioun un, wou dat dropsteet, awer nëmmen, wann et net an der Rei ass, fir eeben dee Contrôle ze hunn. Mee am Normalfall froe mer dat net.

Ganz wichteg ass nach d'Kommunikatioun ronderëm, d'Kommunikatioun, déi mer hu mam House of Entrepreneurship. Ech hunn et schonn e puermol hei gesot: D'Kommunikatioun, déi wäert och an deenen nächsten Deeg starten. Dat si souwuel Radios- wéi Zeitungscampagnen, also eng Campagne publicitaire, dass ee soll drun denken, seng Aiden unzefroen. Mir mierken, dass déi Diskussiounen, déi mer am November, Dezember geféiert hunn, dass net esou vill Betriber Aiden ugefrot hunn, dass dat sech awer elo egaliséiert huet. Duerfir och nach eng Kéier d'Verlängerung vun den Delaie fir de Fonds de relance et de solidarité, dass een déi Aide och nach ka méi laang ufroen, souguer méi laang wéi d'Propositioun vum Här Spautz. Do gi mer nach eng Kéier zwee Méint méi wäit. Do Gesitt Der also, dass dat, wat haut de Mëtteg gestëmmt gëtt, souguer nach favorabel ass par rapport zu Ärer initialer Iddi, déi Der hat. Och do geet deen heite Projet de loi also méi wäit, wou een also gesäit, dass eeben och do muss Reklamm gemaach ginn.

Nach ee Punkt, deen d'Madamm Empain ugeschwat hat fir d'Fiduciairen: Och do ass eng speziell Campagne geplangt, also cibléiert Informatiounen, déi un d'Fiduciairë wäerte goen. Ab nächster Woch leeft e Webinar, wou d'Enregistrementer scho gemaach gi sinn, wou och zesumme mam House of Entrepreneurship individuell ka gekuckt ginn: Hei, wéi fëllen ech dat aus mam Scrollen um Ecran? Wou dat alles drop ass. An dann, wéi gesot, eng Campagne de publicité zesumme mat der Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, House of Entrepreneurship an de Ministère, fir Reklamm ze maache fir d'Ëmsetzung.

Dann nach just eppes, wouvun ech mech wëll distanzéieren, dat ass déi „verdruddelt" Ëmsetzung. Wéi dat Wuert gefall ass, Här Baum - Dir verstitt, dass ech dat net kann esou stoe loossen. Et ass ganz kloer, mir maachen ëmmer erëm Upassungen, jo, mee awer sécher keng „verdruddelt" Upassungen. Ech mengen, dass mer an enger Zäit sinn, wou dat ëmmer erëm muss iwwerschafft ginn, doudsécher, fir dass mer och esou vill wéi méiglech vum europäesche Kader kënnen ausschaffen.

An da soen ech Iech villmools Merci fir déi grouss Zoustëmmung haut de Mëtteg. Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7769. Den Text steet am Document parlementaire 7769[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7769 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par. M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies ,Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par M. Aly Kaes) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par. M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert déi verschidden …

Plusieurs voix.- D'Motiounen?

M. Fernand Etgen, *Président*.- O pardon!

Motions

Am Kader vun den Debatten zu dësem Projet de loi sinn och nach zwou Motiounen deposéiert ginn. Wie wëllt nach d'Wuert zu deene Motiounen ergräifen?

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. D'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Den Här Spautz hat selwer scho gesot, dass déi éischt Motioun u sech eng Motioun ass, déi mer schonn eng Kéier an der Plenière haten. An doduerjer, dass déi éischt Motioun an d'Kommissioune verwise ginn ass an ech aus gudder Quell héieren hunn, dass d'Presidente vun der Aarbechtskommissioun an der Classe-moyennes-Kommissioun och schonn eng Kommissiounssitzung geplangt hunn, fir iwwert déi éischt Motioun ze diskutéieren, mengen ech, dass déi heite Motioun superfetatoire ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Auteur.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Mir halen doru fest, Här President.

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies ,Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par M. Aly Kaes) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Carole Hartmann, wannechgelift.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Jo, merci, Här President. Dës Motioun huet am Fong véier Fuerderungen. Déi éischt, do geet et drëms, fir retroaktiv d'Aide coûts non couverts ze applizéieren. Do ass et awer esou, dass et eng ganz Rei vun Aiden och vun Ufank vun der Pandemie u gouf. An et gouf notamment d'Aide de relance, déi et Entreprisë méiglech gemaach huet, scho bei enger Perte vum Chiffre d'affaires vu 25 % vun eiser Aide vun entweeder 1.250 Euro fir Salariéen oder 250 Euro fir d'Independanten ze profitéieren, soudass am Fong déi Entreprisen, déi och eligibel wieren, fir vun enger Aide coûts non couverts ze profitéieren, souwisou och schonn iwwert d'Aide de relance couvréiert waren.

Dann den zweete Punkt, dat ass d'Demande, déi schonn e puermol gemaach ginn ass, fir bei der Aide coûts non couverts vu 40 % op 30 % erofzegoen. Ech mengen, dass mer schonn ëfters doriwwer geschwat hunn. Mir hunn zwou Aiden, déi am Fong de Spektrum vun den Entreprisë fir d'Hëllefen ofdecken - déi eng effektiv mat 40 % Perte, d'Aide coûts non couverts, an déi aner mat 25 % Perte, d'Aide de relance. An do wëlle mer och bei dem Status quo bleiwen.

Den drëtte Punkt, do freet d'Motioun u sech, fir de Plaffong vun der Contributioun bei der Aide coûts non couverts identesch ze maache bei Mikroentreprisen a klengen Entreprisen. Mir sinn awer der Meenung, dass et u sech eng aner Situatioun ass, ob eng Entreprise en Eemann- oder en Zweemannbetrib ass oder ob d'Entreprise méi wéi 20 Salariéen huet. Dofir mécht et duerchaus Sënn, fir verschidde Plaffonge virzegesinn, an déi Definitioun vun de „microentreprises" an de „petites entreprises" ass souwisou eng Definitioun, déi europäesch festgeluecht ass.

De véierte Punkt vun der Motioun freet - an dat ass e Punkt, deen den Här Delles elo just erklärt huet -, fir de Fonds de relance ze erweideren op Coiffure respektiv Salon de beauté, an do, wéi den Här Delles et scho gesot huet, gouf et eng Aide commerce, vun där dës Secteure konnte profitéieren, onofhängeg dovun, ob se eng Perte vum Chiffre d'affaires haten, soudass d'Aide commerce fir dës Secteure méi favorabel war wéi eng Aide de relance. Dofir géif ech summa summarum proposéieren, dës Motioun hei net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fänken dann hannen u bei de Fuerderunge vun der CSV, well iwwert de Punkt véier, do huet den Här Delles eis gesot, dat wär besser ... An d'Madamm Hartmann huet dat jo elo grad och nach eng Kéier gesot. Wann déi aner Mesure besser ass, da schuet et näischt, dat heiten awer ze stëmmen. Da gesäit ee jo ganz séier, ob dat wierklech esou ass oder ob net awer iergendeen Entrepreneur tatsächlech awer vläicht duerch de Raster gefall ass an an där heiter Aide besser opgehuewe wär wéi an där anerer.

Ech si ganz éierlech hei op dëser Plaz, ech sinn net Expert genuch an deene ganz genauen Detailer, fir dat heite stante pede kënnen ze decidéieren. An duerfir mengen ech, wann déi Fuerderung do ass, ech hu kee Problem domat.

Dann: De Punkt dräi ass eppes, wat mer méi wéi eng Kéier aus dem Secteur eraus héieren hunn a wat ech och schonn hei a Riede gesot hunn - kënne mer eent zu eent matdroen.

Den zweete Punkt, wou et drëm geet, fir vu 40 % Perte op 30 % erofzegoen, hunn ech hei virun e puer Minutten a menger Ried gefuerdert, droen d'Piraten mat.

An den éischte Punkt, deen d'CSV hei fuerdert, nämlech fir eng Retroaktivitéit vun den Aiden ze maachen, hu mer hei scho méi wéi eng Kéier op dëser Plaz gefuerdert, droe mir also och mat.

Fir d'Piraten ass et kloer, déi heite Motioun mat Jo ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech mengen, ech brauch elo net méi vill bäizefügen. Den Här Clement huet eis Motioun fantastesch erkläert. An dofir géif ech da soen: au vote, wannechgelift!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Da komme mer zum Vott vun dëser Motioun.

(Brouhaha)

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par M. Aly Kaes) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

Da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten), auteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verspriechen, ech maachen et kuerz, well d'Proposition de loi geet u sech ëm ganzer aacht Zifferen. Et geet also wierklech net ëm ganz vill an et ass u sech eppes, wat mer um Häerz läit.

Une voix.- Aacht Zifferen?

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, aacht Zifferen, dat ka ganz séier ganz vill sinn.

An deem heite Fall ass et esou - an ech do hat och rezent an enger Question parlementaire nogefrot -, datt am Moment jo eng Rëtsch Residentë vun anere Länner ausser vun der EU net kënnen op Lëtzebuerg reesen. An et ass esou, datt mer e Gesetz hunn iwwert de Recouvrement vun der lëtzebuergescher Nationalitéit, wou d'Delaien elo schonn eng Kéier verlängert goufe wéinst der Covidkris a wou d'Regierung sech elo bereet erklärt huet, se nach eng Kéier ze verlängeren, zumindest wat den Dossier hei zu Lëtzebuerg soll ugoen.

Mir Piraten sinn der Meenung, datt een déi Dier nach e bësse méi wäit sollt opmaachen, e bësse méi laang sollt oploossen, och en vue dovunner, datt et awer elo iwwer e Joer ass, datt d'Reesrestriktioune sinn. An duerfir, Här President, hunn ech hei eng Proposition de loi matbruecht, déi u sech déi Delaie géif upassen, soudatt an Zukunft nach fir eng Zäitche Leit, déi lëtzebuergesch Anen hunn, och kéinten de Recouvrement vun der lëtzebuergescher Nationalitéit maachen, dat en vue, datt se kann aviséiert ginn den nämmlechte Moment wéi de Projet de loi, deen d'Regierung an där Question parlementaire versprach huet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

(La proposition de loi est renvoyée à la Conférence des Présidents)

7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la mise en place des différentes étapes pour la sortie des mesures de restriction

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert déi verschidden Etappe vum Deconfinement. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen als Vertriederin vun der CSV-Fraktioun, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten nach eng Zäitche mam Virus musse liewen an duerfir musse mer wierklech kucken, well mir kënnen net op Éiwegkeet am Prinzip eis Grondfräiheeten aschränken. Dat ass wichteg fir eist soziaalt Liewen, dat ass wichteg fir eis psychesch Gesondheet an et ass awer och wichteg fir d'Ekonomie.

D'Leit brauche Perspektiven. A wann Der e bëssen dobausse sidd: Dat fillt een. D'Leit waarden drop. D'Leit waarden drop an d'Politik muss Weeër opweisen, fir a Stufen zréck an d'Normalitéit ze kommen. An duerfir hate mer am Numm vun der CSV hei eng Interpellatioun ugefrot, fir heiriwwer ze diskutéieren - eng Interpellatioun, dann hätt een am Fong kënnen driwwer diskutéieren, well ech fannen, datt d'Chamber d'Plaz ass, fir iwwer Grondsätzleches ze diskutéieren.

Leider war d'Majoritéit net där Meenung, fir mer déi zumindest fir dës Woch ze accordéieren. Ech hätt vläicht kënnen an dräi Méint eng kréien, mee dann ass de Sujet, mengen ech, net méi d'Aktualitéit. Duerfir hunn ech et dann ëmgeännert an eng Heure d'actualité. Ech hunn elo genau zéng Minutten - zéng Minutten! - Zäit, fir u sech grondsätzlech ze diskutéieren. Ech fannen dat - an déi 20 Sekonnen huelen ech mer - eng Frechheet fir d'Oppositioun! An ech fannen et awer och eng Aarmutserklärung vun de Majoritéitsvertrieder, well dat hei ass e wichtege Sujet. Ech ginn also am Telegrammstil duerch dëst Theema.

D'Impfungen, ech fänken domadder un: Dat ass den Haaptfacteur, deen eis de Wee an en normaalt Liewe bréngt. Mir brauchen eng anstänneg Impfstrategie! Ech ginn elo net méi heirobber an, de Claude Wiseler huet dat scho méi wéi eemol gemaach, mee mir stinn extreem schlecht hei a mir musse besser ginn an dat ass d'Flicht vun der Regierung.

Ech hu gelies, d'Europäesch Kommissioun hätt annoncéiert, datt ab Abrëll 100 Milliounen Dose pro Mount zur Verfügung stéingen. A si soten, et géif keng Excusë méi gi fir d'Länner. Et gëtt also och keng Excuse méi fir Lëtzebuerg. Mir musse beschleunegen!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wann ech awer elo mol vun deem optimale Punkt ausginn, wéi de Premier hei déi lescht Woch gesot huet: „Wa mer genuch Dosen hätten", sot en, „kéinte mer 9.200 Leit den Dag impfen", dat wären da 64.000 d'Woch zirka. An zéng Wochen hätte mer 640.000 Dose verimpft, dat wären 320.000 zousätzlech Leit. Wa mer elo géifen ufänken, da wär dat Enn Mee de Fall. An engem Mount, a véier Wochen, wären dat 129.000 zousätzlech Leit. Wa mer elo géifen ufänken, wär dat den hallwen Abrëll de Fall.

An ech soen lech, spéitstens da gi Froe gestallt zu de Grondfräiheeten. Duerfir musse mer elo Äntwerte sichen op dës Froen. An dat misst och een Deel vun der Impfstrategie sinn. Ech hu just hei nach absolutt näischt dovunner héieren. D'Grondrechter, verfassungsrechtlech Fräihheeten, dat si keng Privileegien, déi am Prinzip d'Regierung heiansdo ka ginn, nee, aus deenen Zäite si mer Gott sei Dank eraus. Et kënne Restriktioune geholl ginn, jo, zu ënnerschiddleche Fräiheeten, mee déi musse proportional sinn. A fir eis ass et kloer, datt dës Froe kommen, well d'Aschränkungen eebe musse gerechtfertegt sinn.

Wann zum Beispill déi Geimpften ... wann dat sech erausstellt, datt déi Geimpften net méi ustiechend wären - an déi lescht Etüde vu BioNTech/Pfizer, déi soen, dat wär héchstwarscheinlech de Fall -, a wann e gudden Deel vun der Bevëlkerung geimpft ass, dann däerf de Staat d'Grondrechter net méi einfach esou beschneiden. A genau dës Diskussioun misst geféiert ginn. Mir kënne se elo haut hei net féieren, well mer just eng Heure d'actualité hunn. An och dat ass, ech soen et nach eng Kéier, eng Frechheet!

Ech wëll awer gär wëssen: Wéi wäit ass d'Regierung hei mat hiren Iwwerleeungen? Wéi eng Fräiheete wëllt si de Leit erëmginn a wéini? Eng ganz einfach Fro, déi sech geschwënn eng Kéier stellt. Een, dee geimpft ass, kann deen nach a Quarantän gesat ginn, wann am selwechte Stot ee positiv ass? Et si vill där Froen, déi opstinn. Hei brauche mer Äntwerten.

Zu dëser Diskussioun gehéiert awer och den Impfpass, den Impfcertificat. Och hei gëllt, ob mer et wëllen oder net: Mir mussen driwwer diskutéieren. Déi éischt Fro ass jo emol déi vum Outil. Ech mengen, d'Europäesch Kommissioun huet annoncéiert, datt e grénge Certificat kéim, fir u sech eng méi sécher Circulatioun ze garantéieren, an dat virum Summer - digital oder Pabeier ass am Prinzip egal. Mir begréissen emol, datt hei net nëmmen d'Impfungen erfaasst ginn, well soss géife mer tatsächlech direkt eng Zwouklassegesellschaft kreéieren, well net jiddweree ka geimpft ginn. Hei soll och een erfaasst ginn, deen zum Beispill Anticorpsen huet, oder een, deen en negativen Test huet, an do och d'Schnelltester. An op déi wäert ech nach eng Kéier zréckkommen.

Wéi plangt d'Regierung, dës Certificaten hei anzesetzen? Mir fuerderen d'Regierung op, elo mol déi noutwendeg Technologie zäitno en place ze setzen, d'Logistik prett ze hunn, fir déi Donnéeën, déi missten erfaasst ginn, ze erfaassen, awer natierlech ënner Berücksichtegung vum Dateschutz. Wéi wäit ass Lëtzebuerg hei mat de Preparatiounen? Ech soen lech just: Wann Decisioune geholl gi vun anere Länner an d'Lëtzebuerger kéinten net reesen, well d'Regierung net prett ass, da wär dat inakzeptabel!

Ech kommen da bei d'Schnelltester. D'Schnelltester sinn en Deel vun der Léisung. De Premier hat eng Kéier gesot, d'Schnelltester kéinten en Deel vun der Léisung sinn. Nee, si sinn en Deel vun der Léisung, fir zousätzlech Lackerungen ze erlaben an awer och, fir déi Lackerungen, déi do sinn, méi sécher ze maachen! Ouni Schnelltester gëtt et keng intelligent Opmaachstrategie!

Just ass et leider esou, datt mer net nëmme beim Impfen zimmlech d'Schlussliicht sinn, mir hunn och hei bei de Schnelltester geträntelt a mir hänken hannendrun.

Mir hunn am September gefrot. Am September ass gesot ginn, den LNS géif préiwen. Am Oktober krute mer gesot, et géif op dee franséische Conseil scientifique gewaart ginn, duerno ass op d'Schwäiz gekuckt ginn an duerno ass op d'EMA gekuckt ginn. An d'Regierung kuckt, si waart a si iwwerleet a si zéckt. Awer ech soen, dat geet op d'Käschte vun der Sécherheet - an ech kommen do nach eng Kéier drop zréck -, op d'Käschte vun der Fräiheet an op d'Käschte vun der Ekonomie, an aner Länner si schonns vir.

An ech si bei der Sécherheet. Elo soll e Pilotprojet gestart ginn an de Schoulen. Mee mir brauche kee Pilotprojet, dat muss direkt gestart ginn! Schnelltester mussen herno esou eppes ginn, wéi wann een d'Zänn géif wäschen. Et mécht een e Schnelltest an et ass een negativ, da kann een an der Schoul einfach esou sinn. A wann ee positiv ass, da muss een am Prinzip heemgoen oder et mussen aner Restriktioune geholl ginn. Ech soen, dat wär extreem wichteg, well d'Unzuel vun de Kanner, déi positiv sinn, d'Unzuel vun de Jugendlechen, déi positiv sinn, déi huet immens staark zougeholl.

An ech wéisst wierklech gären: Wéi vill Tester si scho bestallt ginn? Ech hunn um Radio héieren, 200.000 géife kommen. Mee da soen ech, dat ass jo lächerlech, 200.000! 120.000 Enseignanten a Schüler hu mer. 200.000, dat geet emol net duer fir eng Woch! An dunn hunn ech héieren, déi kéimen an et wären der massiv bestallt, et kéimen der 500.000. Mee 500.000, dat geet duer fir zwou Wochen! Och dat ass u sech lächerlech. An duerfir wëll ech wierklech gäre wëssen: Wéi vill Tester sinn do? Wéi vill sinn der bestallt? Wéi vill sinn der kontraktuell reservéiert?

Ech hunn et schonns gesot: Vill Länner sinn eis hei e Schratt viraus. An duerfir fuerdere mer - an ech bréngen eng Motioun an -, datt d'Regierung hei e Konzept op den Dësch leet, fir déi Schnelltester anzesetzen: ee massiven Akaf, déi noutwendeg Logistik - well et geet net vum selwen -, fir se ze realiséieren, d'Formatioun vum Personal - an dann och: Wéi ginn d'Daten erfaasst? -, fir direkt a flächendeckend zwee Tester pro Schüler, pro Enseignant zur Verfügung ze stellen an och fir d'Educateure beim Encadrement vun de Kanner an der Grondschoul - d'Schoul muss méi sécher gemaach ginn -, fir zwee gratis Schnelltester zur Verfügung ze stelle fir eis Bevëlkerung, well och am soziale Liewe wär dat wichteg, a virun allem fir e Konzept op den Dësch ze leeën, an dat transparent op den Dësch ze leeën, wéi ee ka mat Hëllef vun de Schnelltester de Sport, d'Kultur, d'soziaalt Liewen an d'professionellt Liewen ... erëm do lues a lues an d'Normalitéit zréckkommen.

Ech soen lech just ee Beispill: Wann Der Schnelltester asetzt an der Fussballsekipp, an der Nationaldivisioun, a wann déi Fussball spillen, an déi stieche sech net un, wann dat evaluéiert gëtt - an dat muss evaluéiert ginn -, mee da kéinten aner Ekippen och spillen. Dat selwecht kann een an der Kultur kucken. Wa professionell Museke kënne prouwen a wann déi e sanitäert Konzept hunn, ma dann evaluéiert dat wannechgelift. A wann dat funktionéiert, ma da kann dat och op eis Veräiner ugewant ginn. An déi selwecht Iwwerleeung kéint een am Horeca-Beräich maachen, zum Beispill, fir d'Terrassen opzemaachen.

Ech hunn nach vergiess, d'Motioun ze ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie Covid-19 domine toujours notre vie quotidienne et que les douze derniers mois, avec les énormes restrictions sur nos libertés quotidiennes et notre vie sociale, ont eu et ont toujours un impact considérable sur différents secteurs économiques ainsi que sur le bien-être mental de notre population ;

- constatant que le nombre d'infections se trouve à un niveau très élevé depuis des semaines ;

- constatant que pour l'instant seulement environ 64.000 doses de vaccin ont été administrées et que selon les estimations des responsables du Ministère de la Santé environ 12 % de la population est immunisée contre le coronavirus ;

- constatant que les experts sont d'avis que pour l'instant le seul moyen qui permettrait d'envisager des assouplissements progressifs serait une stratégie combinant aussi bien les vaccinations, les tests (PCR, tests rapides et tests à faire soi-même) ainsi que l'observation des règles sanitaires ;

- estimant que les tests rapides pourraient constituer un moyen utile et efficace afin de protéger les personnes avec lesquelles on est en contact et notamment les personnes âgées ou vulnérables ;

- constatant que des tests rapides sont d'ores et déjà utilisés dans le domaine du sport ainsi que pour la participation à des concerts à la Rockhal ;

- considérant que plusieurs pays européens ont des véritables stratégies de tests rapides y inclus la mise à disposition gratuite de tels tests à la population ;

- constatant que la Commission européenne vient de présenter un projet pour un certificat européen pour voyager ;

invite le Gouvernement

- à élaborer et à présenter de manière transparente dans les meilleurs délais une stratégie et un concept de tests rapides pour la population qui incluent notamment

• l'achat d'un grand nombre de tests ;

• la mise en place de la logistique nécessaire afin de réaliser ces tests ;

• la formation du personnel pouvant réaliser ces tests ;

• la mise en place d'un système harmonisé de saisine, de collecte et d'archivage des résultats des tests, permettant d'émettre en cas de besoin un certificat officiel des résultats de test, tout en respectant la législation en matière de protection de données ;

- à instaurer immédiatement une procédure de deux tests rapides par semaine dans toutes les infrastructures scolaires et d'accueil (enfants et personnel d'éducation et d'accueil) sur le territoire du Grand-Duché afin de garantir la meilleure protection possible ;

- à mettre à disposition de chaque habitant du Grand-Duché deux tests rapides gratuits par semaine ;

- à mettre à disposition un test rapide gratuit à l'entrée des hôpitaux et des structures pour personnes âgées et vulnérables ;

- à élaborer des concepts d'utilisation de test rapides dans les domaines du sport, de la culture et de la vie sociale et professionnelle afin de pouvoir envisager progressivement un retour vers une certain normalité dans ces domaines.

(s.) Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An da soen ech lech awer gläichzäiteg - an de Michel Wolter huet am Prinzip eng änlech Motioun erabruecht -: Zousätzlech zu dësem Konzept brauche mer eng Analys, awer wierklech eng Analys vun deene villen Doudegen, déi mer an deene leschten zwou Wochen haten! Ech hunn d'Zuele gekuckt: Mir haten am Januar an engem Mount 97 Doudeger (veuillez lire: 67 Doudeger); am Februar hate mer an engem Mount 53 Doudeger; mir hunn elo an deene leschten zwou Wochen 63 Doudeger. An och déi Analys, ech mengen, dat gehéiert dozou. Mir musse kucken: U wat läit et a wat kënne mer maachen, fir do Verbesserungen ze kréien?

Dir Dammen an Dir Hären, mat engem séieren Impfen, wou mer definitiv nach mussen ophuelen, mat engem massiven Asaz vu Schnelltester - natierlech ënnert der Konditioun, datt mer genuch Schnelltester hunn -, ënner Berücksichtegung vun der sanitärer Lag, muss d'Politik Weeër opweisen, wéi mer a Stufe kënnen zréck an d'Normalitéit kommen.

D'Leit brauche Perspektiven. Ech hunn et gesot: An Däitschland hu se e ganze Stufeplang. Och Éisträich huet konkreet Zuelen. Hei zu Lëtzebuerg: Wat seet d'Regierung? D'Regierung seet: „Ënner Konditioune kéinten", an ech zitéiere vun enger Pressekonferenz, „um Ouschterweekend méi soupel Mesurë kommen, zum Beispill am Horeca-Beräich, Sport a Kultur. Alles hänkt vun den Zuelen of." „Ënner Konditiounen" ... Wéi eng Zuelen, wéi eng? Et kéinten ..., ech weess et net. Also vill méi onkloer an onprezis geet et net. D'Leit hu schonns - an dat huet de Marc Baum déi leschte Kéier gesot - ganz laang hei op d'Zänn gebass. An d'Leit brauche Perspektiven. Och wann dat net fir dës Woch ass, mee dës Perspektive mussen elo diskutéiert ginn a missten och elo eng Kéier transparent gewise ginn.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Martine Hansen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum agedroen.

Débat

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President.

(Hilarité)

Jo, wann ee fënnef Minutten huet, da muss ee virumaachen!

De Virus huet eist Liewen total op d'Kopp gehäit. An ech mengen, et ass guer net esou einfach, wierklech e Wee aus der Kris eraus ze fannen, eraus ze plangen. Duerfir sinn einfach vill ze vill Inconnuen am Spill. An dozou gehéieren ënner anerem déi nei Varianten, déi sech quasi ... Wëchentlech kréie mer nei Variante matgedeelt, déi sech méi séier verbreeden a verstäerkt och eis Spideeler an eist Personal am Spidol ënner Drock setzen.

Wann de Virus eis eppes gewisen huet an deem leschte Joer, dann dat, dass en onberechenbar ass. Eng Exitstrategie oder e Stufeplang gëtt et hei net mat enger Science exacte. E Stufeplang op Basis vun Inzidenzwäerter ze entwéckelen, ass fir d'Demokratesch Partei och dowéinst net dee richtege Wee. Mee mir brauchen e Gesamtbild, esou wéi mer elo an deem ganze Joer gefuer sinn, mat Inzidenzwäerter, mat Bléck op d'Hospitalisatiounen, mat Bléck op de Reproduktiounswäert an och den Taux.

Déi Däitsch, déi hunn, wéi et virdrun ugeklongen ass, e Stufeplang. Ech weess net, ob Der dee gesinn hutt. Wann Der deen auserneefaalt, da musst Der d'Äerm esou wäit auserneemaachen. An ech froe mech wierklech mat deenen Zuelen, déi bei hinnen extreem amgaange sinn eropzegoen, wivill dass hire Stufeplang déi nächst Woch nach Wäert ass. Also, wéi gesot, bei den däitsche Frënn war et en extreemt Hin an Hier - dat hutt Der vläicht verfollegt -, bis se sech op Inzidenzwäerter gëeenegt hunn.

An ech froen lech: Wou géife mir dann hei d'Limitt vun den Inzidenzwäerter festleeën? Bei 50? Bei 100? Ech mengen, Dir suivéiert dat alleguerten, dass mer do am Moment däitlech - däitlech! - driwerleien. An d'Zuele vu gëschter a vun haut, déi hu mer alleguerte gekuckt, déi si wierklech net encourageant.

A wann dann den Inzidenzwäert vun engem Dag op deen aneren iwwerschratt gëtt oder ënnerschratt gëtt, da ginn d'Dieren erëm opgemaach oder se ginn erëm zougemaach. Also dat nennen ech emol op alle Fall keng Perspektiv. Ech ginn lech e Beispill: A Spuenien evaluéiert d'Regierung all Mëttwoch, wat geschitt, an da kann et sinn, dass Der gesot kritt: „Majo, elo méchs de däi Buttek erëm zou. An elo méchs de däi Restaurant erëm zou. Du méchs däi Café erëm zou. A vläicht kann et sinn, dass de d'nächst Woch erëm opméchs." Dat ass fir mech awer och keng Planungssécherheet, keng Previsibilitéit.

Eis Neiinfektioune sinn op engem vill ze héijen Niveau stabill, ouni awer an d'Luucht ze schéissen, an ech mengen awer, dass dat dorunner läit, dass mer virsiichteg domat ëmgaange sinn, an eng Balance tëschent Ouverturen a Restriktioune fonnt hunn.

Lëtzebuerg ass eent vun de wéinege Länner - an dat huet mech awer elo verwonnert, dass dat virdrun hei iwwerhaapt net ugeschwat ginn ass -, wou d'Butteker zanter Wochen op sinn, wou d'Schoulen op sinn, wou d'Leit kënnen an de Kino goen, wou d'Leit kënnen an den Theater goen, wou d'Leit kënnen an d'Piscine goen. Mir si scho méi laang do, mir si scho méi laang an enger Exitstrategie, ouni dat hei ëmmer esou ze nennen.

Ech hunn ëmmer hei uewe gesot, dass dat ieweschst Zil muss sinn, dass eis Spideeler net iwwerlaascht ginn. An de Fokus muss also weider op der Impfcampagne leien. Mir mussen déi Impfcampagne weider drécken, do si mer eis eens, fir eis eeler a vulnerabel Matmënschen esou séier wéi méiglech géint de Covid ze impfen.

Mee kommt, mir sinn éierlech - an och dat ass hei uewe gesot ginn -, wann näischt geliwwert gëtt oder wann net genuch geliwwert gëtt a wann net dat geliwwert gëtt, wat versprach ginn ass, da kann och net geimpft ginn! Dat ass esou. An dat wëssen d'Kolleege vun der CSV och.

D'Familljeministesch huet am Zesummenhang mat den Impfunge matgedeelt, dass an den Altersheimer Visitten um Zëmmer fir déi Leit erëm erlaabt sinn, déi hir zweet Impfung minimum 14 Deeg virdru kritt hunn. Dës Leit kënnen d'Strukturen dann och verloossen, ouni erëm mussen an eng Quarantän gesat ze ginn, wa se zréckkommen. An ech mengen, dass dat e konkreet Beispill ass, wéi d'Impfungen eis awer och Fräiheete Stéck fir Stéck zréckbréngen.

Eis Exitstrategie besteet doranner, déi allgemeng Situatioun reegelméisseg ze analyséieren, d'Impfcapacitéit ze verbesseren a méi Schnelltester anzesetzen. Well wa mer all déi Vaccinen, déi mer zougeséchert kritt hunn, och geliwwert kréichen an den nächste Méint, ech mengen, da kéinte mer massiv impfen an da kéime mer och aus där Situatioun hei eraus. An do mussen eis Hausdokteren eis och eng Hand upaken.

Dir wësst, Johnson & Johnson, wa mer déi bis kréien, do gëtt nëmmen eng Kéier gesprëtzt. An ech menge wierklech, dass mer do mat den Hausdokteren a vläicht souguer mat den Apdikten e gudde Schrëtt an e séiere Schrëtt weiderkommen.

Mir mussen awer och weider d'Leit sensibiliséieren: sensibiliséieren am Gesondheetssecteur, sensibiliséieren am Fleegesecteur. Et ass iergendwéi awer komesch, dass esou vill Leit an deene Secteure sech net impfe loossen. An et ass richteg a wichteg, dass d'Regierung decidéiert huet, deene Leit elo eng zweet Chance ze ginn, fir sech impfen ze loossen.

Tester, ganz kloer, leeschten e wichtege Bäitrag. An ech mengen, dass mer och mam Large-Scale-Testing awer e ganz, ganz ambitiéisen Outil un der Hand hunn, op dee mer weider setzen.

Schnelltester wäerten och verstäerkt zum Asaz kommen. Mir hu se haut um Findel, mir hu se an den Altersheimer, mir hu se an de Fleegeheimer. Si wäerten an de Schoule kommen. An ech mengen, dass dat och e wichtege Schrëtt ass, fir erëm méi no zu méi Fräiheet ze kommen.

A wann dës Tester da gutt fonctionéieren an de Schoulen, da kënne se jo och an den anere Secteure gebraucht ginn. An ech mengen, dass dat och dem Horeca wäert hëllefen, seng Dieren erëm opzemaachen.

Här President, ech schléissen of. E rigide Stufeplang no Inzidenzwäerter ass fir d'Demokratesch Partei absolutt net dee richtege Wee aus der Kris. Mir mussen eis weider d'Méiglechkeet ginn, flexibel, punktuell a séier reagéieren ze kënnen. Impfen, esou séier, wéi et geet, testen, esou vill wéi méiglech, an déi sanitär Mesuren anhalen. Dorobber musse mer setzen!

All dräi Woche kënnt d'Chamber hei zesummen, fir d'Covidgesetz unzepassen. Ech mengen net, dass et iergendeen anert Parlament an Europa gëtt, wou d'Parlament esou proaktiv matschafft. An ech soen lech éierlech, wa mer eng Kéier um Punkt sinn, wou mer mussen all zwou Wochen zesummekommen, da komme mer eeben all zwou Wochen zesummen. Domat huet d'Demokratesch Partei absolutt kee Problem.

Esou wéi an de leschten zwielef Méint wäert d'DP sech fir de Schutz vun der Gesellschaft asetzen a gläichzäiteg esou vill Fräiheet wéi méiglech garantéieren. An dofir wäerte mer eis net eleng op d'Inzidenzwäerter baséieren, mee ëmmer d'Gesamtbild am Bléck halen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. An de Mikro um Riednerpult ass elo fräi fir den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech fänken do un, wou mäi Virriedner opgehalen huet. A kengem anere Parlament ass esou vill iwwert déi heite Kris diskutéiert ginn. Kaum an engem anere Land war d'Parlament esou agebonnen an d'Diskussiounen, déi ze féiere waren zur Bekämpfung vun dëser Kris.

Jo, zéng Minutte si kuerz. Fënnef Minutte sinn nach méi kuerz. Mee wann ech alles zesummerechnen, wat mer an deene leschte Méint a Kommissiounen, an ëffentleche Sëtzunge verbruecht hunn, fir all méiglech Froen, fir all méiglech Diskussiounen, fir all méiglech Kriticken a Suggestiounen opzehuelen, jo, da si mer warscheinlech och do Weltmeeschter, net nëmme Weltmeeschter am Testen.

Duerfir dee Reproche, dass mer eis net genuch Zäit huelen, fir déi wichteg Diskussioun hei ze féieren, dee loossen ech net gëllen.

Eng Strategie ..., et gëtt ëmmer gesot, mir hätte keng Strategie. Kolleeginnen a Kolleegen, grouss

ugeluechten Testcampagne, Tracing, Monitoring vun de Kläranlagen, Monitoring vun deem, wat an eise Spideeler geschitt ... - gehéiert dat net zu enger Strategie, fir esou no wéi méiglech beim Geschéien ze si mat eisen Decisiounen? A fir eis Decisioune brauche mer eis sécher net ze schummen. Jo, se sinn haart. Si doen eis alleguer wéi. A wa mer gesinn, wéi d'Leit am Horeca-Secteur leiden, a mir mat, awer net esou vill wéi déi, déi haaptsächlech dovu betraff sinn. Jo, da versti mer alleguer déi doten Diskussiounen.

Mee ... mee - an dat ass mäin Tenor - wichteg an där Krisebekämpfung ass, dass een op Evidenze setzt an net op d'Bauchgefill, dass ee sech och un déi Evidenzen hält an dass ee kohärent a senger Approche ass. Evidenze kréie mer geliwwert duerch déi gutt Analysen, déi mer vu Woch zu Woch geliwwert kréien an déi eis eng Basis, eng gutt Basis gi fir Decisiounen.

An ech kann dat nëmmen ënnersträichen, wat de Gilles Baum virdru gesot huet: Mir ware vis-à-vis vum Ausland meeschtens net esou streng wéi d'Ausland. Ech fannen dat och gutt. Mir sinn eisen eegene Wee gaangen a mir hunn dat - ausser deem Abroch, dee mer nom Summer haten -, gutt gemanagt kritt. Mee deen Abroch nom Summer huet eis awer och gewisen, dass aus der Hëft schéissen net ëmmer dat bescht Rezept ass.

Virdrun ass richteg gesot ginn, dass et, wa mer haut d'Analys maachen, eng Analyse en demi-teinte ass. Et ass net schwaarz, et ass net wäiss, et ass gro. Mir hunn eng ganz Rei vu positive Punkten, op déi mer kënnen hiweisen. Mir hunn eng Rei, déi eis Suerge maachen. A mir hunn eng Rei Evolutiounen, déi wierklech nach net esou gutt sinn, wéi mer eis dat wënschen.

Eis Impfcampagne kënnt net esou séier virun, wéi mer eis dat alleguer géife wënschen. Fir do awer d'Regierung responsabel ze maachen, dat ass oséiert. Dat ass ganz oséiert! An ech soen hei eppes mat aller Kloerheet: Wann aner Länner besser Statistike kritt hunn, well se sech iwwer Nieweweër Impfstoff verschafe konnten, a mir dee ganz gudde Schüler waren an Europa, da soen ech: Wann dat esou ass, wann Impfstoff, gudden Impfstoff, homologéierten Impfstoff disponibel ass respektiv sech ukënnegt, da solle mer zougräifen an dann huele mer d'Reprochë vun deenen aneren herno. Ech gesi ganz kloer, dass d'Zuel vun deenen, déi sech net méi un d'Accorden halen, wiisst. Da kënne mir vläicht och e bësse méi e schlechte Schüler sinn an duerfir eis Leit besser bedéngen.

D'Konklusioun: Wa mer elo fir déi nächste Kéier Decisiounen ze huelen hunn, dann ass et ganz wichteg, dass mer dat - grad esou wéi mer eis bei den Zuelen Evidenz wëlle verschafen - och evidenzbaséiert maachen. A wa mer Schrëtt maachen a méi Normalitéit, da solle mer déi Schrëtt esou maachen, dass de Risiko iwwerschaubar ass. Den Null-Risiko gëtt et net. Den Null-Risiko gëtt et net, well mir ware bereet, Risiken ze huelen, mir sinn och zum Deel kritiséiert ginn, an heiansdo hu mer déi, déi eis kritiséiert hunn, dass mer ze schnell opgemaach hunn, erëmfonnt, dass se eis kritiséiert hunn, dass mer ze lues opgemaach hunn. De Risiko Null gëtt et net. Dee gëtt et och net beim Impfstoff. Mee den Impfstoff, soen ech hei ganz kloer, ass dat Bescht, ass dat Allerbescht, wat mer kënnen hunn an der Bekämpfung vun dëser Kris.

An et ass och positiv, dass d'EMA elo de Mëtten Entwarnung ginn huet bei engem vun den Impfstoffer. An dee Message solle mer héieren an dee Message solle mer och verbreeden. Keng falsch Hoffnunge maachen an deenen nächsten Deeg a Wochen, mee eis opgrond vun den Evidenze virsiichteg a Richtung Normalitéit beweegen. Wat dat genee heescht, do strecke mer d'Käpp erëm eng Kéier an deenen nächste 14 Deeg zesummen.

Ech sinn der Meenung, dass mir hei an dësem Parlament, zesumme mat der Chamber (veuillez lire: zesumme mat der Regierung) a virun allem och mat de Leit dobaussen, déi sech u ganz villes gehalen hunn, net alles falsch gemaach hunn. Ganz am Contraire! Mir hunn déi Kris besser maîtriséiert wéi vill anerer, well mer net d'Aen zougemaach hu virun de Problemer, déi um Terrain sinn. Well mer Saache siche gaangen sinn. Mir sinn d'Saache siche gaangen. Déi aner hu se just fonnt. Mee mir si se siche gaangen an duerfir hu mer zum Deel och esou héich Chifferen.

Här President, merci fir Är Gedold. Ech mengen, dass mer, wa mer och haut nëmmen zéng oder fënnef Minutten haten, an deenen nächsten Deeg erëm vill Stonne kréien, fir doriwwer ze diskutéieren. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An den nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie ass hartnäckeg wéi all Pandemien, déi et scho gouf. Si ass mat villen Ongewëssheete verbonnen an, dat wëll ech awer och elo betounen, mat villen Diskussiounen an der Chamber, mat vill Aarbecht a mat villen hartnäckege Kriticken, déi ech awer och net kann tel quel gëlle loossen.

A wéi all Pandemië kann och eng Pandemie wéi d'Coronapandemie just duerch Impfungen ausgerott ginn, wa genuch Leit matmaachen. Ech erënneren un d'Pouken, d'Diphterie, d'Kannerlämung, d'Riedelen an all aner Pandemien, déi historesch Fortschrëtter bedeit hunn am Kader vun der Impfung.

Ëmsou méi beonrouegend war natierlech elo d'Zréckhale vum Impfstoff AstraZeneca, wou ech wierklech frou sinn ze héieren, dass d'EMA sech elo duerfir ausgeschwat huet an dass déi Gefor vum Dësch ass. Mir verstinn, dass d'Regierung keen Alleingang am europäesche Kontext wollt maachen an d'Impfung och kuerzweileg ausgesat huet, dat ass natierlech verständlech, mir freeën eis awer nach méi iwwert déi kloer Positioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun vu gëschter, déi jo betount huet, den Notze vun der Impfung wär méi sécher wéi all déi aner Risiken, déi domat verbonne ginn a verhënnert sollte ginn. Ech erënneren un d'Antibabypëll, wou och en Thromboserisiko besteet, deen awer dann 1.000-mol méi héich ass. Jiddwerfalls ass den Owend d'Urteel komm an dat ass eng ganz gutt Nouvelle. Mir brauchen eis keng Suerge méi ze maachen!

Jiddwerfalls maachen Diskussioune wéi déi hei, mee virun allem och d'Ongewëssheeten, déi de Virus esou mat sech bréngt, d'Gestioun vun der Pandemie alles anescht wéi einfach. A grad dora läit eeben och d'Schwieregkeet vun enger realistescher Planung fir d'Zukunft. Dat soll natierlech net verhënneren, dass mir eis mat mëttel- a laangfristegen Zenarie beschäftegen an dann awer fir d'éischt emol analyséiere mussen, wéi aner Länner sech dobäi ugeluecht hu respektiv wéi se domat bäigelaf sinn oder wéi se zréckgeruddert sinn. Wéi sou oft läit den Däiwel hei am Detail an deen ännert scho bal vun Dag zu Dag oder op d'mannst vu Woch zu Woch.

Eng zweet grouss Erausfuerderung ass natierlech déi vun de Grondrechter. Si bezitt sech op den Ëmgang mat de Grondrechter a Grondfräiheeten, déi aus sanitäre Grënn jo schonn zanter engem Joer beschnidde sinn. Et ass gewosst: Dësen Zoustand mécht d'Mënsche midd a mental krank an ass och vu sengem Impakt op de gesellschaftlechen Zesummenhalt net ze ënnerschätzen, vum Impakt op d'Kanner a Jugendlecher guer net ze schwätzen. Dass eng dauerhaft Beschneidung vun de Grondrechter a Fräiheeten doriwwer eraus am Widdersproch zu de Prinzippie vun eisem Rechtsstaat steet, stellt och keen a Fro, an et kann een et och net oft genuch widderhuelen. An duerfir wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun eng weider Kéier ënnersträichen, dass et am System Virus-Mënsch ëmmer méi wichteg gëtt, sech net just op de Virus ze konzentréieren, mee och op de Mënsch an op seng Rechter.

Mam Covidgesetz - an dat ass de Punkt -, dat mir schonn dräimol verlängert hunn, si mir deem Zil e gutt Stéck méi no komm, well grad dat Gesetz e relativ gesonden Equiliber tëscht Fräiheet a Gesondheetsschutz duergestallt huet an nach ëmmer duerstellt. An dowéinst ass et och keen Zoufall, Dir Dammen an Dir Hären, dass de Michael O'Flaherty, den Direkter vun der FRA, der europäescher Agence fir fundamental Rechter, kierzlech bei senger Visitt an der Chamber ënnerstrach huet, dass aner Länner vill vu Lëtzebuerg kënne léieren, wat de Respekt vun de Grondrechter a Fräiheeten an der Pandemie betrëfft. Ech weess net, ob d'Martine Hansen deemools dobäi war, mee ech war frou, dass awer eng ganz Rei Leit déi Ausso héieren hunn.

D'Ausgangsbasis fir Lëtzebuerg ass also deemno guer net esou schlecht a mir sinn och der Meenung, dass ee wierklech kann iwwer nei Perspektiven diskutéieren, mam Zil natierlech, weider Lackerungen an d'A ze faassen. Dës Lackerunge falen allerdéngs net vum Himmel a mussen u Virsiicht an u véier Konditioune gebonne ginn, dat ass fir eis evident: éischtens un d'Konditioun vun intelligenten Hygièneskonzepter, zweetens un déi vun der Eegeverantwortung - och a virun allem am Privatberäich, mee awer och un e kollektiivt Bewosstsäin, wat d'Impfbereetschaft ubelaangt -, drëttens un e geziilte Monitoring vun eenzelne Lackerungen, déi beispillsweis a Pilotphase kéinten oflafen - et ass dat, wat de Mars Di Bartolomeo ugeschnidden huet -, a véiertens natierlech, an dat ass ganz wichteg, un eng effikass a rapid Impfstrategie, déi mat konsequentem Teste verbonnen ass, woumat ech och de massiven Asaz vu Schnelltester mengen.

Dass d'Impfen an d'Testen de Schlëssel vun der Fräiheet sinn, dat huet Israel der ganzer Welt gewisen, mee Lëtzebuerg ass net Israel a mir hunn och nach e Wee virun eis. An duerfir stellt sech d'Fro vun der absolutter Fräiheet bei eis nach net, well mer weiderhi musse schützen, mee mir si frou, dass mer elo um Wee vu méi Impfstoff sinn, deen dann och am Abrëll wäert ukommen - ech schwätze vum Johnson & Johnson . Vill méi geet et fir d'éischt dann hei ëm d'Fro, wéi eng Lackerunge mir an der aktueller Situatioun an d'A faasse wëllen oder kënnen, ouni eng massiv Well vun Hospitalisatiounen ze riskéieren - och dat däerf een net vergiessen.

Déi véier Konditiounen hunn ech genannt, ech ginn awer och méi konkreet. Déi éischt Perspektiv gesi mer beispillsweis am Horeca-Secteur, mat deem jo schonn iwwert d'Opmaache vun den Terrasse geschwat gëtt. D'Schnelltester géifen hei doudsécher eng Plus-value duerstellen, fir d'Sécherheet ze erhéijen.

Méi Fräiheet kënne mer eis och am Sport virstellen, am Sport ënner fräiem Himmel, virun allem an deene Sportaarten, an deene keen direkte Kierperkontakt stattfënnt. Hei kënne mer eis zum Beispill méi eng differenzéiert Approche jee no Sportaart a Kompetitioun virstellen wéi déi, déi momentan en place ass, mee natierlech mat engem geziilte Monitoring. D'Zil muss et sinn, dass d'Elittesportler net ze vill par rapport zu de sougenannten „normale Fräizäitsportler" bevirdeelegt ginn.

De Secteur, deen aus sanitärer Virsiicht scho praktesch geläämt ass, ass dee vun de Museks- a Gesanksveräiner, wou de Georges Engel eng Kéier eng länger Fro hei gestallt huet, ech mengen et war eng Question élargie.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Quitte dass d'Ustiechungsgefor bei deenen Aktivitéiten - an dat wësst Dir als Museker ganz gutt -, net ze ënnerschätzen ass, gesi mir och hei duerch de geziilten Asaz vu Schnelltester beispillsweis eng Perspektiv, och bei de Kanner, déi jo net geimpft kënne ginn. Alles dat muss een analyséieren. Mee mir verschléissen eis deem dote Wee jiddwerfalls net.

Bleift de Privatberäich, deen am Géigesaz zu de méi kontrolléierte Secteuren op eng grouss Eegeverantwortung ugewisen ass. Ech denken, et entgeet kengem, dass déi aktuell Reegel vun den zwou Persounen an engem Stot zu gewëssen Interpretatiounsfräiheeten an de Famille geféiert huet. Do muss een einfach éierlech sinn an och net verstoppen, wat een esou riets a lénks héiert.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Lorsché, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech sinn esou gutt wéi fäerdeg. Et sinn nach dräi Sätz, Här President. Merci.

Et ass déi offiziell Umellung vun enger Persoun, dat wollt ech just soen; dass déi net ëmmer hirem Wunnsëtz, hirer Wunnsituatioun entsprécht, ass hei, mengen ech, dee gréisste Problem.

An domat kommen ech dann och zum Schluss, mat enger Nott, déi dann éischter an de Beräich vun der Literatur erageet. Ech schwätze vun engem Aufsatz vum franséischen Auteur Tomas Pueyo iwwert d'Pandemie. An deem Aufsatz geet rieds vum Hummer a vum Danz. Et kann een nëmmen hoffen, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dann d'Wierder vum Auteur wëll gebrauchen, datt den Hummer seng Schëllegkeet gläich gemaach huet an datt no Ouschteren den Danz ufänkt, wann och just mat ganz klenge Schrëtt. An duerfir wollt ech och mat dëser klenger, mee optimistescher Nout ophalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut si mer eng weider Kéier befaasst mam Covidvirus, an zwar mat enger Aktualitéitsstonn zum Austrëtt an Etappen aus dëser Covidpandemie, dëst op Ufro vun der CSV. Duerfir der Spriecherin, der Madamm Martine Hansen, en häerzleche Merci.

Generell ass ze soen, datt d'Leit nees wëllen normal liewe kënnen, sou wéi virun der Pandemie. Wann dës Pandemie och net séier eriwwergeet oder op en Enn kënnt - dat hänkt awer vu ville Facteuren of -, da muss een awer de Leit soen, datt se an der Zukunft musse mat dësem Coronavirus liewen, an dat soll awer, esou wäit wéi méiglech, ënner normalen Ëmstänn garantéiert ginn.

Fir dëst ze garantéieren, brauchen d'Leit am Land éischtens méi Previsibilitéit an der aktueller Kris. Wat d'Leit am meeschte veronséchert, ass d'Tatsaach, datt se keng mëttel- a laangfristeg Decisioune fir d'Liewe kënnen huelen. D'Regierung muss also endlech Previsiounen opstellen a soen, wat d'Parameetere sinn, no deene si hir zukünfteg Decisiounen huele wäert.

Mir mussen och wëssen, wéini mer offiziell kënnen dovun ausgoen, datt dës Pandemie eriwwer ass, och wa mer wëssen, datt mer musse mat dësem Coronavirus viruliewen. D'Regierung muss do mat der WHO zesummen eng kloer Prozedur opstellen, fir d'Enn vun der Pandemie festzestellen. Déi psychologesch Gesondheet vu ville Leit am Land ass net gutt an dat ass och der Regierung bekannt. Duerfir muss garantéiert ginn, datt déi betraffe Leit verstäerkt psychologesch a psychiatresch Hëllefstellung kënne kréien.

D'Impfe géint de Coronavirus däerf net zu enger Zwouklassegesellschaft féieren, wou déi eng méi däerfe wéi déi aner. Déi absolutt Fräiwëllegkeet muss garantéiert bleiwen, wéi dëst och de Conseil d'Europe an enger Resolutioun festgehalen huet. Och wann elo en europäeschen Impfpass soll kommen, muss kloer sinn, datt et keng ënnerschiddlech Rechter fir Geimpfter an Netgeimpfter däerf ginn.

An deem Sënn erlaben ech mer, Här President, eng Motioun ze deponéieren. Wannechgelift, Här President.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest

- datt d'EU de „Gréngen EU-Pass" (Impfpass) fir den 1. Juni 2021 ugekënnegt huet;

- datt den EU-Conseilspresident Charles Michel declaréiert huet, datt de „Gréngen EU-Pass" nëmme wärend der Corona-Pandemie gëllt;

ass besuergt

- iwwer eng Rei vun internationale Fuerderungen, déi dorop erauslafen, eng Zwouklassegesellschaft ze schafen, an där geimpfte Persoune méi Rechter wéi net geimpfte Persounen hätten;

decidéiert,

- d'Perséinlechkeetsrechter vun de Mënschen ze schützen an d'Gefor vun engem „gliesene Bierger" ze bekämpfen;

- weider fir eng solidaresch Gesellschaft anzetrieden,

fuerdert d'Regierung op,

- sécherzestellen, wann néideg och duerch legislativ Initiativen, datt keng Ënnerscheeder tëschent geimpften an net geimpften Persoune däerfe gemaach ginn;

- dofir ze suergen, datt déi fraiwëlleg Decisioun, fir sech impfen ze loossen oder net, keng Auswierkungen däerf op déi individuell Fräiheeten hunn, wéi och z. B. d'Reesfraiheet, a sech an dem Sënn och géint-iwwer anere Staaten ze engagéieren;

- ze assuréieren, datt kommerziell Transaktiounen oder Déngschtleeschtungen net däerfe vun enger Impfbestätegung ofhängeg gemaach ginn;

- datt de „Gréngen EU-Pass" nëmmen däerf vu medezineschem Personal consultéiert ginn respektiv vu staatlechen Autoritéiten an deene Lanner, déi eng Impfung als Konditioun fir eng Arees fuerderen;

- datt de „Gréngen EU-Pass", nodeems d'WHO d'Enn vun der Pandemie declaréiert huet, nees agezu gëtt an net weider däerf benotzt ginn.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Fir eis als ADR ass et kloer: Wa bis genuch Leit geimpft sinn, mussen d'Restriktioune baséierend op Parameeteren nees falen an eist Liewe muss sech normaliséieren, an zwar ouni Schued fir eis Grondrechter.

Positiv am Kontext vun der Pandemie gesi mir och d'Schnelltester. Hei muss awer nach eng Prozedur geschaaft ginn, wéi déi zum Asaz komme respektiv gehandhaabt kënne ginn. Domadder hätte mer zwee Mëttel, wéi mer relativ kuerzfristeg zu enger Normalitéit zréckkomme kéinten.

An dësem Kontext wëlle mer awer och net vergiessen, datt d'Fuerschung un engem gëeegente Medikament soll a misst schaffen. D'Leit am Land wëllen a mussen erëm kënnen normal liewen, och fir datt d'Ekonomie nees méi normal kann dréien, wat jo fir eis Finanzen e wichtege Facteur ass.

Mee all dëst verhënnert net, datt mer ons musse Gedanke maachen iwwert en allgemengt Pandemiegesetz. All déi Restriktiounen, déi mer dat lescht Joer am Kader vum Corona geholl hunn, goufen ënner Zäitdrock an aus der Nout eraus geholl. Eenzel Moossnamen, speziell a Saache Grondrechter, si bis haut nach net ganz gekläert. Bei der Aschränkung vun de Grondrechter muss och gekuckt ginn, ob déi ugemooss waren am Verhältnis zu der Pandemie. Dës Moossname musse mat eise Grondrechter an der Verfassung an och mat den internationale Verträg kompatibel sinn. Och hei hu mer eis Bedenken a follgende Punkten: éischtens d'Ausgangsspär, zweetens d'Virschréften, wien d'Leit bei sech doheem däerfen empfänken.

Mir als ADR sinn der Meenung, datt an Zukunft misst garantéiert ginn, wann eng Aschneidung vun eise Grondrechter kënnt, déi an eiser Verfassung verankert sinn, datt dann och d'Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit heiriwwer misst befannen. Ech erënneren un eng Proposition de loi vu mengem Kolleeg, dem Här Roy Reding, déi Moossna-

men, déi an engem État de crise geholl ginn, enger Kontroll vun engem Verfassungsgeriicht ze ënnerwerfen.

D'ADR freet als eenzeg Partei an der Chamber scho laang d'Ouverture vum Horeca-Secteur, dëst natierlech am Respekt vun de Sécherheetsmoossnamen. Et konnt jo hei keng Infektiounskette festgestallt ginn. Dat ass onser Meenung no net ugemiess, wat hei geschitt ass an nach geschitt.

Zum Schluss nach e Wuert ... A jo, ech hunn nach eng Motioun, déi hat ech elo bal vergiess, déi ech wollt an dësem Kontext deponéieren.

Voilà, Här President.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

- den Usaz, fir de Betriber iwwert de Wee vum „Chômage partiel" an der Coronakris ze hëllefen, seng Friichte gedroen huet;

- de Salariéë besonnesch aus dem Horeca-Secteur doduerch eng gewësse Kontinuitéit garantéiert ginn ass an datt si d'Hoffnung kënnen hunn, weider bei hirem Patron ze schaffen;

ass sech bewosst, datt

- den Usaz awer net duergeet, fir all Problemer vun der Wirtschaft ze léisen, an net all Schiedegung vun den Entreprisen duerch d'Coronasituatioun opfänkt;

fuerdert d'Regierung op,

- d'Corona-Reegelunge vum „Chômage partiel" esou laang a Kraaft ze loossen, wéi iergendee wirtschaftleche Secteur nach coronabedéngte staatlech Restriktiounen huet.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Här President, zum Schluss nach ee Wuert: Wann dës Pandemie op en Enn kënnt, da muss eng komplett Analys gemaach gi vun dëser Pandemie, vun alle Facteuren, zum Beispill speziell, wat déi juristesch Rechtméissegkeet vun eenzelne Moossnamen ubelaangt, awer och eng detailléiert Analys vum LST - dozou hate mer jo schonn e Bréif un d'Presidentin vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire gemaach - ...

(Brouhaha)

... a vum Spidolswiesen. An ech erënneren och un d'Gesetzespropositioun, fir méi Better an de Spideeler an och eng Reserv ze schafen.

An dës Analys muss och erafléissen, datt mer ons an der EU méi staark intern opstelle mussen, wat eenzel Produktiounen ubelaangt. Hei si mer ze vill ofhängeg vu Länner ausserhalb vun der EU, an dat kéint ons emol zum Verhängnis ginn a mir sinn dëse Länner ausgeliwwert, wat ongesond ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci och der Madamm Hansen fir dës Heure d'actualité, wou effektiv fënnef Minutten, fäerten ech, elo ganz séier wäerten eriwwergoen.

Déi Covidkris, an där mer matzen dra sinn, ass natierlech an éischter Linn eng sanitär Kris, mee et ass och net nëmmen eng sanitär Kris, et ass eng sozial Kris, et ass eng ekonomesch Kris, et ass eng Kris vun eisem Gesellschaftsmodell. An all Decisioun, déi mer huele par rapport zu där sanitärer Kris, déi sécherlech den Ausléiser ass, musse mer och ofweie par rapport zu deenen aneren Elementer.

An do muss ech awer nu wierklech dem Mars Di Bartolomeo widderspriechen, deen hei seet, d'Decisiounen, déi mer huelen, wieren evidenzbaséiert. Ma wou sinn déi Evidenzen dann? Wéi ass et da méiglech, datt déi selwecht Zuelen zu engem gewëssen Zäitpunkt déi an déi Mesuren zur Konsequenz hunn, an déi selwecht Zuelen hunn zu engem aneren Zäitpunkt aner Konsequenzen? Fir mech ass dat net evidenzbaséiert! De Mars Di Bartolomeo schwätzt vu Rapporten, déi mer wëchentlech kréien. Mee wéi eng sinn dat dann? Déi vun der Taskforce? Ee Gléck, datt mer eis net nëmmen un déi halen an datt mer notamment déi sanitär Kris méi komplex gesinn!

Ech mengen, all drëtte Freiden am Mount ass entretemps esou e Spill. Et ass quasi wéi: Et waart een drop, wéi ee wäissen Damp elo aus dem Regierungsrot erauskënnt, fir gewuer ze ginn, wéi eng Mesuren dann elo geholl ginn. An heiansdo kann ee se novollzéien, et kann ee se awer och heiansdo net novollzéien. Ech mengen net, datt et evidenzbaséiert ass, an datt déi Diskussioun ..., déi mer scho ganz laang, eigentlech zënter engem hallwe Joer, féieren, nämlech: Wat sinn dann déi Evidenzen, déi zu wéi enge Moossname geféiert hunn?

Dat war bis elo un alleréischter Plaz - a richtegerweis -: D'Zuel vun den Hospitalisatiounen, déi musse mer am Grëff halen! Dat ass deen een Haaptkrittär, un deem een alles moosse muss. Natierlech kommen duerno anerer, wéi Neiinfektiounen, d'Altersstruktur bei den Neiinfektiounen, den Taux de positivité. Dat sinn alles Elementer, déi matspillen.

Mee et gëtt jo elo nach eng Kéier eng Nummer méi komplex: Doduerch, datt ëmmer méi grouss Deeler vun der Populatioun geimpft sinn, sinn eventuell souguer déi Zuele vun Neiinfektiounen ..., soe se manner aus. Alles dat sinn awer Parameeteren, déi méi komplex bäikommen, déi mer mussen a Consideratioun huelen. D'Mutatiounen, wéi déi brittesch Variant, déi eventuell dozou féieren, datt de Virus méi laang virulent an engem sengem Kierper ass, do muss ee sech d'Fro stellen: Mee musse mer dann net eis Quarantänreegelen eventuell iwwerdenken an iwwerschaffen, wann dat esou ass, datt dee Virus méi laang ustiechend ass?

Dat alles si Froen, déi mer awer seriö mussen opschaffen. An et gëtt och, mengen ech, e groussen Interêt drun, datt mer dat wierklech kollektiv hei an der Chamber an och an der Santéskommissioun opschaffen, well dat ass jo de Problem, deen ee feststellt, wann ee mat de Leit dobausse schwätzt, nämlech datt dat, wat ee Perspektivlosegkeet nennt, ganz oft domadder ze dinn huet, datt d'Leit Saachen einfach net méi novollzéie kënnen.

Ech ginn elo net op d'Diskussioun ronderëm Astra-Zeneca an, wou ee sech d'Fro ka stellen, opgrond vu wéi enger Recommandatioun déi da wierklech elo fir dräi Deeg zréckgeholl ginn ass, op jidde Fall ass et net déi vun der EMA an net déi vun der WHO.

Mee alles dat sinn Elementer, déi eng fébrile Situatioun nach méi duerjerneemaachen. An dat, wat mer elo brauchen, ass eeben d'Novollzéibarkeet, grad well et méi komplex gëtt. An duerfir, mengen ech, ass d'Chamber déi Plaz, wou mer och déi Saachen diskutéiere sollen, respektiv d'Chamberskommissioun. Do kënnt herno och net eng eenzeg Zuel eraus, mee do kënnt eppes relativ Komplexes eraus. Ech hoffen awer, datt et net empfonnt gëtt wéi wäissen Damp.

Zwou Froe stelle sech, déi d'Martine Hansen, mengen ech, opgeworf huet oder déi à la base si vu senger Heure d'actualité, dat ass: Wéi eng Restriktioune hiewe mer op? A wéini hiewe mer déi op, opgrond vu wéi enge Krittären? Ech ginn elo och einfach telegrammaarteg doduerch an där annerhallwer Minutt, déi ech nach hunn. Wéi eng Restriktioune ginn opgehuewen?

A mech mécht awer och geckeg, als en iwwerzeegten Horeca-Gänger, datt elo jiddweree vum Horeca-Beräich schwätzt. Dat alleréischt, wat muss opgoen, dat ass de Retablissement vun de Grondfräiheeten! D'Leit däerfen net méi ab eelef Auer doheem agespaart ginn, domat fänkt et un! An den Horeca ass sekundär dozou, wierklech! Duerfir sinn och Leit gestuerwen, Dausenden an Dausenden, fir datt mer déi Rechter hunn! Déi mussen als Éischt retabléiert ginn! Dann natierlech och Elementer wéi d'Besuchsrecht doheem!

Dat sinn alles essentiel Saachen, déi méi essentiel sinn - a mengen Aen op jidde Fall, firwat ech och bei deene Covidgesetzer ëmmer dofir plädéiert hunn -, wéi d'Diskussioun ronderëm den Horeca-Beräich, wéi se elo awer och ëmmer erëm opkënnt.

Natierlech gehéiert deen och dozou an natierlech gehéieren och sanitär Konzepter an dem Horeca-Beräich dozou, déi ee verfeinere muss an déi een och ausdeklinéiere muss. Dat selwecht gëllt fir d'Schoul, och fir d'Restriktiounen, déi an der Schoul do sinn, déi am Moment nach eventuell Sënn maachen a wichteg sinn, mee och déi musse mer oplackeren - opgrond vu wat, opgrond vu wéi engen Entwécklungen?

An dann, ganz zum Schluss vun alle Lackerungen, déi kommen, ganz zum Schluss eréischt, wäert d'Méiglechkeet sinn, fir erëm kënnen an eng Disko an engem zouene Raum ze goen, wou Dausende Leit sech op enkstem Raum kënne mateneen treffen oder matenee verbannen. Awer och dat wäert eng Kéier opgoen, mee dat wäert ganz, ganz zum Schluss vun deem sinn.

E lescht Wuert - meng Zäit ass och elo leider ofgelaf - zum Impfpass: Dat gesi mir ganz, ganz kritesch a mir fäerten, datt do awer eng fundamental Fräiheet vun de Leit fir e puer Méint ausgesat gëtt. An d'Gefor vum Abus dovunner, datt ee sech dorunner gewinnt, ass a mengen Ae méi grouss wéi deen eventuelle Gewënn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un d'CSV, un d'Martine Hansen, datt se dëse wichtege Punkt vun enger Existstrategie op den Ordre du jour setze gelooss huet. Et war jo u sech méi Riedezäit geplangt, et huet ee sech schlussendlech just zu enger Heure d'actualité duerchrénge gelooss vusäite vun der Majoritéit. Dat fannen ech schued, well et hätt ee vill méi laang heiriwwer kënne schwätzen.

(Brouhaha)

A wann ech d'Majoritéitsdeputéierten hei héieren, déi sech beschwéieren, si hätten net genuch Zäit: Ma et louch an hirer Hand!

Une voix.- Très bien!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Zur evidenzbaséierter Politik, Här Di Bartolomeo, Dir schwätzt vun evidenzbaséierter Politik, de Marc Baum huet et grad ugeschwat: Ma wou ass déi Evidenz? Mir hunn op där enger Säit e Couvre-feu, wou nach ëmmer déi wierklech wëssenschaftlech Evidenz feelt, virun allem an engem Kontext, wou d'Restauranten zou sinn a wou mer liberticide Mesurë bei de Leit doheem am Stot hunn.

Ech hu wierklech e Problem domadder, wann de Staat sech wëllt doheem mat u mäi Kichendësch sëtzen, wärend e fir d'Schoul a fir d'Aarbecht nach ëmmer nëmme Recommandatioune mécht a keng wierklech legal Basis huet. Dat ass alles anescht wéi eng evidenzbaséiert Politik, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

Ech sot et elo grad schonns am Kader vum Gesetzesprojet iwwert d'Aiden an ech widderhuele mech: D'Kris hält un an déi unhalend finanziell a mental Belaaschtungen, déi domat verbonne sinn, fänken un, hir Spueren ze hannerloossen.

Mir kënnen net esou weidermaache wéi bis elo. Mir kënnen d'Leit no engem Joer net ëmmer nach an der Ongewëssheet loossen, wärend d'Regierung all puer Wochen Entscheedungen trëfft, déi zum Deel weeder novollzéibar nach virauszegesi sinn. Et ass mëttlerweil net nëmmen de wäissen Damp, op deen d'Leit waarden, mee si probéieren och nach, eppes an dee wäissen Damp eranzeinterpretéieren, wat vläicht an dräi Woche kéint kommen.

Mir mussen eis iwwerleeën, wéi mer aus där aktueller Ongewëssheet zu engem transparente Stufeplang iwwergoe kënnen, dee Perspektive bitt an och Planungssécherheet. An eppes, wat bei evidenzbaséierter Politik awer gebraucht gëtt, ma dat sinn Zuelen. Ouni Zuele ka jo keen evidenzbaséiert Politik maachen. An da wonnert et mech hei awer, datt mer virun e puer Wochen hei am Haus unanime eng Motioun ugeholl hunn, déi gefuerdert huet, de Schäfferéit an de Gemengen detailléiert Donnéeën iwwert d'Situatioun an hirer Gemeng zur Verfügung ze stellen, a Stand haut déi nämmlecht Schäfferéit déi d'Donnéeën nach ëmmer net kruten.

Ma firwat komme mer dann hei zesummen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eng Motioun unhuelen, d'Donnéeë manifestement do sinn - well si gi jo agregéiert no uewe gewisen - an dann einfach net weiderginn? Wéi soll dann iergendeen evidenzbaséiert Politik maachen, wann d'Donnéeë feelen? Ech fille mech u sech hei grad zréckversat un haut virun engem Joer.

Haut virun engem Joer hu mer ugefaangen, no Donnéeën ze froen. Mir sinn net midd ginn als Oppositioun, ëmmer méi Donnéeën ze froen. Et ass besser gi mat der Zäit an iergendwann huet et stagnéiert. Ech hunn d'Gefill, datt et elo erëm um Moment ass, fir no Donnéeën ze froen. Ech hunn d'lescht Woch hei probéiert, fir méi Transparenz bei de Schnelltester ze suergen.

D'Schnelltester gi gemaach - an entschëllegt mech, wann ech e bëssen ausser Otem sinn -, ech hu mech, well ech am Sport als Arbitter aktiv sinn, och viru Kuerzem teste gelooss, an ech muss soen, dat Resultat taucht herno a kenger Statistik op! Wéi kann et sinn, datt mer als Konditioun fir d'Ouverture vum Sport soen: „Dir musst Tester maachen!", wéi kann et sinn, datt mer elo an de Schoule Schnelltester maachen, an dann déi Zuelen net veröffentlechen? Wéi soll evidenzbaséiert Politik fonctionéieren, wa mer déi Zuelen net hunn?

Mir brauchen also dréngend, an do ginn ech der CSV Recht, eng Schnellteststrategie, mee net nëmmen eng Strategie - Wiem gi mer Tester? Wéi gi mer de Leit Tester? Wéini gi se gemaach? -, mee mir brauchen och eng Strategie: Wat maache mer mat dem Erkenntnisgewënn, dee mer aus deenen Tester kréien? Well wa mer einfach nëmmen higinn a mir testen a mir maachen näischt domadder, dann hu mer an dëser Pandemie och net wierklech eppes geleescht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kéint een natierlech e Stufeplang op Basis vun Zuele maachen. An nee, dat muss net wéi an Däitschland, wéi den Här Baum dat virdru virgestallt huet, op enger Landkaart sinn. Dat kann och méi einfach sinn. Dat kann awer och vill méi komplizéiert sinn, andeem ee méi Indicateuren eranhëlt. A wa mer vläicht viru sechs Méint ugefaangen hätten, déi éischt Indicateure materanzehuelen, a mir hätte scho viru sechs Méint iwwer konkreet Indicateure geschwat an doriwwer, wéi een déi gewiichte misst oder net, an da géife mer haut net doriwwer schwätzen, datt et jo awer onméiglech wär, Indicateuren ze fannen. Mir hätten et scho kënnen testen! A mir ginn all dräi Wochen un d'Covidgesetz fréckelen, ma dann hätt een och all dräi Woche kënnen déi Indicateure reajustéieren. An a sechs Méint kann ee ganz vill reajustéieren, wéi mer beim Covidgesetz gesinn hunn.

Dat heescht, ech verstinn net, firwat sech dës Regierung hei esou dergéint wiert, wierklech evidenzbaséiert Politik ze maachen, kloer Indicateuren ze benennen, déi an e System afléissen ze loossen, wou verschidden Aktivitéiten op oder zou oder mat Restriktiounen eppes vu béidem kënne sinn. Evidenzbaséiert Politik heescht, datt mer eis op Date baséieren, datt mer eis op dat baséieren, wat mer observéiere kënnen, an net nëmmen op eist Bauchgefill oder op d'Lektür vu wäissem Damp oder vun e puer Téiblieder an enger Taass.

An dann, well mer d'Zäit hei fortleeft, wëll ech just nach ganz kuerz op den Impfpass - op dee gréngen Impfcertificat oder wéi och ëmmer en dann elo schlussendlech genannt gëtt - agoen: Eng ënnerschiddlech Behandlung vu geimpften an net geimpfte Persoune kënnt fir eis net a Fro! De Code pénal hei zu Lëtzebuerg ass explizitt doranner, datt et keng Diskriminatioun op Basis vun engem medezinneschen Zoustand vun enger Persoun däerf ginn. An deementspriechend däerf et net dozou kommen, datt hei zu Lëtzebuerg iergend en Impfstatus zu enger Konditioun fir den Zougang zu eppes gemaach gëtt oder soss eng Diskriminéierung kënnt.

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech géif Iech bieden, mir just ze rappeléieren, wa meng Zäit ofleeft.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir hutt 15 Minutten.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Wonnerbar. Ech sinn effektiv net esou gewinnt, genau dorop ze kucken.

Wa mer eis iwwer eppes eens sinn, an dat freet mech, dann ass et, dass mer nach matten an der Kris sinn. Vill Leit stellen dat jo a Fro. Och no engem Joer ass et e wichtege Constat. Wa mer driwwer schwätzen, wéi mer hei Schrëtt fir Schrëtt sollen erauskommen, wéi eng Krittäre mer do wäerten applizéieren, wat d'Facteure wäerte sinn, fannen ech et dach wichteg ze ënnersträichen, dass mer nach matten dra sinn an dass deen Naturphenomeen, dee Virus, mat deem mer et ze dinn hunn, sécherlech Kapital draus ze schloe weess, dass mer nach net alleguerten eng Immunitéit opgebaut hunn. Dat ass seng Stäerkt an dat ass och de Risiko, dee mer zu dësem Zäitpunkt nach hunn, mat deem mer konfrontéiert sinn.

Wéi grouss dee Risiko ass, wéi séier mer kënne schachmatt gesat ginn, dat weist eis och d'Aktualitéit. Ech erënneren drun, dass mer eréischt viru Kuerzem Leit a Portugal geschéckt hunn, fir eng Hand mat unzepaken, ech erënneren drun, dass de Gesondheetssystem ganz no ronderëm eis ..., zu Paräis fänken d'Spideeler un, sech ze fëllen. An eisen Nopeschlänner war et d'selwecht. Dat alles weist eis, dass mer hei net mat eppes Lächerlechem ze dinn hunn, mee mat engem ganz reelle Risiko, deen een absolutt net kann op d'liicht Schëller huelen.

Nieft Krankheet, nieft Doud, nieft Laangzäitsequellen, déi nach net wierklech exploréiert sinn, ass och eppes kloer oder evident, nämlech dass nach näischt richteg evident ass zu dësem Zäitpunkt. Dat ass kloer. Mir hunn hei net wierklech déi Erkenntnisser, déi ee sech géif wënschen, wou ee sech kann drop foussen, fir ze soen: „Voilà, dat doten ass d'Patentrezept fir hei erauszekommen!" Mir hu mat Risiko ze dinn. Mir mussen dee Risiko ofweien a Stéckelche fir Stéckelche kréie mer Erkenntnisser, mee richteg Kloerheet, déi feelt zu dësem Zäitpunkt.

An ech mengen, dat ass net de Feeler vun der Regierung, dat ass einfach inhärent zu esou enger Pandemie, déi nun eeben emol eréischt duerch d'Erfarung wierklech Erkenntnisser bréngt an et engem esou erlaabt, och wierklech lues a lues esou Schrëtt ze huelen an anzeschätzen, wéi ee mat deem Risiko beschtméiglech ëmgoe kann.

De Risiko - ech géif gären nach eng Kéier drun erënneren -, wat ass deen? Dat ass, dass net esou vill Leit matenee krank ginn, a schwéier krank ginn, dass eise Gesondheetssystem zesummebrécht - dat ass eis Zilsetzung. An eisen Haaptindicateur, dee mer vun Ufank hunn, ass wierklech dee vun de Klinicken - wéi ass d'Beleeung do? Et ass jo dat, wat mer fäerten, dass mer do iwwerrumpelt ginn,

dass mer do iwwerrascht ginn, dass mer do net méi nokommen, dass do alles zesummebrécht. An dofir ass den Haaptindicateur vun Ufank u bis elo wierklech d'Repercussioun vun den Neiinfektiounen op d'Beleeung an de Spideeler.

Dass do justement net eng Zuel vun Neiinfektioune kann ausschlaggeebend sinn, dat weisen eis d'Modellisatiounen, déi mer hunn. Wann de Virus variéiert, ma dann ännert sech dee Rapport tëscht den Neiinfektiounen an de Beleeungen. Dofir kucke mer hannen op deen Indicateur a mir kucken, esou zäitno wéi méiglech anzeschätzen, wéi d'Repercussioun wäert sinn. Dat ass dat, wat zielt, dat ass dat, wat nach ëmmer gezielt huet, an dat ass dat, wat mer an Zukunft an den nächste Méint wäerte maachen.

„Wéi kann een eraus aus der Kris?", dat ass Är Fro. Ma den natierleche Laf ze loossen, mengen ech, do si sech och entre-temps d'Wëssenschaft an d'Politik eens, dass dat net de Wee ka sinn. Do wär de Kollateralschued vill ze vill grouss, wann een et einfach géif geschéie loossen. Medikamenter hu mer nach keng, do hoffe mer drop. Eng Impfung hu mer Gott sei Dank méi fréi kritt wéi geplangt, awer mir sinn nach net derduerch, soudass mer Stand haut als determinante Facteur nach ëmmer eng gewësse Stabilitéit hunn. Mir si beim Motto „flatten the curve", dat heescht, mir mussen alles maachen, fir ze drosselen, fir ze kucken, dass d'Neiinfektiounen net op eemol ausser Rand a Band ginn an dass mer dann eeben en Effet kréien, dee mer net wëllen, um Niveau vun eise Spideeler.

Bis elo hu mer et nach ëmmer gepackt, mir sinn an där glécklecher Situatioun, net zu deene Länner ze gehéieren, wou et wierklech net méi ze stäipe war. Ma dat ass dat, wou mer drop zilen: d'Impfung ze acceleréieren, wou mer nëmme kënnen, an do maache mer, wat mer kënnen.

Ech hu vill Kritik héieren, awer wéineg Suggestiounen, wat mer dann elo haut kéinte besser maachen, grad elo oder déi lescht Wochen. Do feelt et mer wierklech un Input. Mir sinn och do ganz oppen, wann een do eng brillant Iddi huet, wat mer direkt kënnen anescht maachen. Sot eis et, mir si wierklech op fir all Suggestiounen. Mir maachen eis dagdeeglech Gedanken doriwwer, wéi mer et kënnen amelioréieren.

An ech sinn och ganz frou, haut matzedeelen, dass mer den AstraZeneca erëm fräiginn, dass en ab muer ka verimpft ginn, dass sech déi Crainten, déi am Raum stoungen, erleedegt hunn. D'EMA huet haut nach eng Kéier confirméiert, dass mer et hei mat engem gudden Impfstoff ze dinn hunn, op deen ee ka vertrauen. An dat ass e Bausteen, dee mer dréngend, dréngend brauchen! Et ass op deem Wee, wou mer hei kënnen erauskommen, an net anescht.

D'Facteuren, d'Neiinfektiounen drosselen ... - d'Zil ass eng Stabilisatioun. Elo frot Der: Bis wouhinner d'Stabilisatioun? Ben, bis dohinner, wou mer eng Normalisatioun gesinn, bis mer eng Normalitéit an de Spideeler gesinn. Mir hunn dat jo gehat. Mir hu jo och schonn déi Erfarung. Mir hunn eist Zil iwwer laang Wochen erreecht gehat, wéi mer erofkomm sinn an déi Phas 2, wéi mer erëm eng normal Aktivitéit haten. Elo ass dat alles erëm e bësselche perturbéiert ginn.

Een Indicateur nieft de Spidolsbetter - wou mer wierklech wëllen déi Stabilitéit hunn, wou mer wierklech wëllen an enger Situatioun sinn, déi den normale Service erlaabt -, deen eis weist, dass d'Situatioun berouegt ass, dat ass den R-Facteur. Dee wëlle mer wierklech net iwwer eent gesinn. Firwat? Well mer wëlle sécher sinn, dass mer net an enger Phas sinn, wou erëm alles amgaangen ass eropzegoen, wou eng steigend Tendenz ass. Mir wëllen en R-Facteur, dee méiglechst ënner 1 läit. Dat ass e ganz kloren Indicateur, oppen an transparent duergeluecht scho säit Méint.

Dann och d'Donkelziffer, ganz wichteg hei, mir kënne jo net alles gesinn. Et ass gesot ginn, mir gesinn hei villes vläicht vill méi wéi an anere Länner, doduerch dass mer vill testen, awer sécher net alles. Dofir wëlle mer zu all Moment eng beschtméiglech Vue op d'Donkelziffer hunn. Wéi assuréiere mer déi? Ben, iwwert den Indicateur vum Taux de positivité. Den Taux de positivité gëtt eis eng Indicatioun, wéi staark de Virus generell an der Populatioun verbreet ass, an op Recommandatioun vun der ECDC soll deen ënner 3 % leien. Dir wësst, dass mer dat hei e bësse méi nuancéiert kucken. Mir hätten en idealerweis gären ënner 3 bei den Ordonnancen, ënner 5 ass och scho guer net schlecht. Do ware mer elo erëm bal. Elo si mer erëm liicht driwwer.

Bref, mir sinn nach ëmmer bei genau deene selwechten Indicateuren, déi mer alleguerte kennen, iwwert déi mer scho vill geschwat hunn, och an der Chamberskommissioun ëmmer erëm. An haut gesi mer, dass eebe genau alleguerten déi doten Indicateuren e bësse perturbéiert sinn - d'Neiinfektioune ginn erop, d'Hospitalisatioune ginn erop. D'Zäit ass mer elo net ginn, soss hätt ech lech e puer Explikatioune ginn, wat mer schonn als Analys do virleien hunn.

Et as kee Grond fir Panik am Moment. Mir sinn net an engem exponentiellen Ustig - Gott sei Dank nach net. Mee et ass awer e Grond, fir sech Suergen ze maachen. Et ass wierklech e Grond, fir sech Suergen ze maachen an ze kucken: Wou kënnt dat do hier? Mir gesinn: Engersäits geet et erop bei den Neiinfektiounen an och bei den Hospitalisatiounen. Et ass dat, wat virun allem och besuergniserreegend ass. Dat schéngt zréckzeféieren ze sinn op déi UK-Variant, kloer. Anerersäits gesi mer awer och den Impakt vum Impfen, dee lues a lues zum Droe wäert kommen, deen dat Ganzt erëm misst contrebalancéieren. An do ass eeben eisen Optimismus elo, wann engem däers erlaabt ass mat Momenter, fir erëm an déi Stabilisatioun ze kommen duerch eeben zwou Tendenzen, déi mer hunn: eng Steigerung gedriwwen duerch déi nei Varianten, an anerersäits awer lues a lues och den Effet vun den Impfungen, dee sech eigentlech dach misst spierbar maachen.

Dofir, Är Fro war: Sinn Testen an Impfen en Deel vum Wee fir eraus? Selbstverständlech ass et dat! Dat sinn eis Bausteng vun der Lëtzebuerger Strategie, déi en place ass, si sinn et nach ëmmer gewiescht a wäerten et och an Zukunft sinn. Et ass weesentlech. Mir wäerte verstäerkt testen, differenzéiert testen. Dat hu mer alles presentéiert gehat, wéi mer hei iwwert de Large-Scale-Testing geschwat hunn. Och eis Schnelltester - an do hunn ech wierklech e bësselchen den Effet vun „Und täglich grüßt das Murmeltier" -, déi hu mer am Asaz. Mir fänken net eréischt domadder un. Mir si säit November, säit Enn Oktober souguer, amgaangen. Mir hunn der Dausenden an Dausenden am Asaz. Déi ginn ausgeliwwert. Déi sinn an der Schoul am Asaz. Déi sinn um Flughafen am Asaz, an den Alters- a Fleegeheemer an esou weider.

Donieft hu mer mat neie Generatioune vu Schnelltester, déi kommen, grouss Pilotprojete gestäipt gehat. An ech sinn iwwerzeegt, dass de Pilotprojet de gudde Wee ass, fir en neie Produit ze testen. Et ass esou, wéi mer d'Erfarung kréien. Dat hu mer an der Kultur gemaach, mir hunn et am Sport gemaach. Aus deenen Erfarunge gi mer eng Etapp driwwer, wou mer et verbreet an den Asaz bréngen. An ech mengen, dass dat eng gutt Approche ass, well ee sech fir d'éischt vergewëssert, ob dat, wat engem virschwieft, och wierklech gräift, ob et déi Resultater bréngt, déi ee gären hätt. Dat si mer um Evaluéieren. Dir kennt déi Projeten, an ab do geet et ëmmer weider, ëmmer weider eeben an d'Schoulen eran, wou bestallt ass a wou effektiv am Moment iwwerhaapt keen Enkpass op de Mäert ze spieren ass. Mir kruten op alle Fall confirméiert vun de Produzenten, dass mer do zu all Moment kënnen eropschalten. D'Zil ass et eeben, esou schnell wéi méiglech a mat alle Moyenen, déi mer hunn, déi Stabilitéit zréckzekréien.

E feste Plang wollte mer net a wëlle mer och haut net. An ech sinn haut méi wéi jee dovunner iwwerzeegt. Mir hunn ons déi alleguerten ugekuckt, déi et esou gëtt. Ech mengen, Den Här Wiseler huet ëmmer op Irland verwisen am Hierscht. Ben, ech muss soen: Irland, trotz hirem Plang ... - deen huet vill Pabeier gefëllt - wat huet et hinne gehollef? Guer näischt! Dat, wat mir am Oktober haten, hate si am Januar, just nach vill méi schlëmm. Do huet de Plang och net wierklech gehollef. Et wär jo schéi gewiescht, wann et sou wär. Do hätte mer eis gären drun inspiréiert. Mee et ass net d'Wonnerléisung.

An an Däitschland - och just fir ofzeschléissen - gesitt Der och: Déi Linn ze fannen tëschent Bund a Länder ass schwéier. Déi Diskussioune sinn hefteg. De Frust, hunn ech d'Gefill, ass do net manner grouss wéi bei eis. Dat bréngt déi Pandemie nun eeben emol mat sech. An ob do wierklech Stabilitéit ze gesinn ass, woen ech ze bezweifelen, mat deem Plang, deen do ass. D'Madamm Hansen huet zitéiert, mir sollen op Däitschland kucken. Ben, ech hu gëschter nach gelies: A Rheinland-Pfalz waren elo emol eng Woch d'Geschäfter op, du ware se erëm zou. Ass et dat, wat mer wëllen? Ech weess et net! Ech sinn der Meenung, dass mer op Flexibilitéit setzen an eis wierklech engagéiere sollen, zu all Moment dat Bescht aus der Situatioun ze maachen, an eis wierklech zäitno un deene leschten Erkenntnisser kënnen ze orientéieren, dass dat hei dee beschte Wee eraus ass.

Alles, wat ee wëllt an d'Zukunft projezéieren: Esou gutt et kléngt, esou berouegend, mag sinn, et wäert anescht komme wéi geplangt. Ech hunn op alle Fall nach kee Plang gesinn, dee bis elo d'Strooss gehalen huet, dee wierklech konnt Step fir Step ëmgesat ginn. Esou vill Länner hunn och net wierklech vill konkreet Pläng. An och souguer an Däitschland, wéi ech dat elo suivéiert hunn déi lescht Deeg, mat där Limitt vu 50 Inzidenzen, déi sollt dann eebe gëlle fir erëm Terrassen, Kino, Theater opzemaachen. Déi ass och erëm a Fro gestallt elo duerch den Effet vun deem neie Variant.

Also, wat bréngt e Plang, wann een en ëmmer erëm muss a Fro stellen? Ech mengen, mir zielen drop, dass d'Leit eis vertrauen, dass mer dat Richtegt zum richtegen Zäitpunkt maachen. Mir sinn alleguerten drop beduecht, esou schnell wéi méiglech hei erauszekommen. Et gëtt kee Patentrezept. An de Mot d'ordre bleiwen an eisen Ae wierklech d'Flexibilitéit, d'Solidaritéit a virun allem och d'Vertrauen, dass mer iwwert de Wee vun der Impfung de Virus dach nach wäerten iwwerhuelen - an dat hoffentlech méi séier wéi geplangt! Ech sinn iwwerzeegt, dass et net fir d'Éiwegkeet wäert sinn, dass mer an dëse Restriktioune sinn.

Nach fir op d'Hierarchie anzegoen: Meng Meenung ass effektiv, dass d'Grondrechter vir sinn. Mee do huet jiddweree seng eege Sensibilitéiten. Ech fannen och, dass d'Grondrechter hei net solle vergiess ginn. Dat ass en extreem groussen Aschnëtt. Esou gär wéi ech an de Restaurant ginn, esou gär wéi ech reesen - ech kann lech assuréieren, dass mir d'Grondrechter vun de Mënschen och extreem héich leien op menger Skala vun de Wäerter.

Ech géif lech Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech ginn dann nach op dräi Punkten an. Den éischten ass dann nach eng Kéier d'Murmeldéier, dat anscheinend allkéiers „täglech grüßt". Ech sinn dann alt nach eng Kéier e Murmeldéier. Ech wéisst wierklech gären: Wivill Schnelltester si kontraktuell reservéiert? Ech weess, datt se an anere Länner Problemer hunn. D'Madamm Minister sot, zu all Moment kéinten der kommen. Ech wéisst wierklech gären: Wivill sinn der kontraktuell reservéiert? Ech hu, wéi gesot, eng Zuel vu 500.000 héieren. Dat sinn der net vill!

Déi zweet Fro: Ech war op dee grénge Certificat agaangen - wat gedenkt d'Regierung, mat deem ze maachen? Wéi gedenkt d'Regierung, deen hei zu Lëtzebuerg anzesetzen?

An déi drëtt Fro betrëfft awer nach eng Kéier d'Grondfräiheeten. D'Madamm Minister sot, si géifen net vergiess ginn. Ma ech hoffen, datt se net vergiess ginn! Mee wat d'Leit méi geimpft ginn - wéi wëllt Der do mat de Grondfräiheeten eens ginn? Ech hunn zum Beispill gefrot: Wann der méi geimpft sinn a wann da bewisen ass, datt déi net méi kënnen ustiechen, wéi gëtt do zum Beispill d'Quarantän gereegelt?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, merci fir déi dräi Froen. Schnelltester: Mir haten der am Hierscht, am Oktober 250.000. Do sinn der nach vill am Stock vun deene vu Roche. An elo hu mer der eng 500.000, déi bestallt sinn, mat der Assurance vun de Produzenten, dass mer déi zu all Moment nach kënnen nobestellen. Dat ass dee Modell, dee mer hunn. Mir hunn awer nach aner Modellen am LNS, well mer net alles wëllen op eng Kaart setzen. Mir waarden nach op Resultater vun aneren, fir dass mer en diversifiéierte Portefeuille kréien. Dat ass a puncto Schnelltester.

Dann zu dem Projet vun der Kommissioun. Dat ass e Projet de règlement, dee virgeluecht ginn ass. Dee wäerte mer elo am Detail kucken. Do ass jo nach vill Detailaarbecht ze maachen. Dat wäert ..., selbstverständlech lafen d'Aarbechten hei un, fir logistesch prett ze sinn, wann dat kënnt. Dat sinn Aarbechten, déi am CTIE wäerte gemaach ginn a wou d'Preparativen och elo ulafen. Dat ass deen technesche Volet. Beim juristesche Volet wäert et och nach vill Diskussioune ronderëm ginn. Et ass e Projet, deen um Dësch läit. Do ass nach ganz vill am Detail driwwer ze schwätzen. Do wäerten d'Länner sech och äusseren. Ech denken net, dass dat haut a muer wäert duerch sinn.

A fir de Rescht, fir d'Froen, wéi eng Rechter mat wat kënne verknäppt ginn, ass et haut ze fréi, well mer haut eeben net déi Erkenntnisser hunn, awéifern de Schutz ginn ass oder net. Dat sinn déi Diskussiounen, déi mer och schonn éfters haten, wou den Dokter Schmit lech och schonn Erklärunge ginn huet. Mir hunn haut dee Wëssensstand net, fir do eng Garantie ze ginn. Mir wäerten eis natierlech, soubal do Wësse bäikënnt, domadder befaassen. Mee et muss ee fir d'éischt wëssen: Wat bedeit d'Impfung? Awéifern kann een de Virus nach weiderginn oder net? Déi Saache musse gekläert sinn. Do brauche mer Sécherheet, ier mer kënnen eng Positioun dozou huelen. Dofir ass et zu dësem Zäitpunkt verfréit, fir do Stellung ze huelen. Et ass och net gesot, ob mer déi Diskussiounen iwwerhaapt eng Kéier musse féieren, well mer ons jo erwaarden, eleng duerch de Fait vun der Impfung en Effet op Neiinfektiounen ze gesinn an och en Effet op d'Spideeler ze gesinn. Si ça se trouve, ginn eis Indicateuren an de gudde Beräich, ouni dass mer déi doten Diskussioun jee vläicht eng Kéier bis zum Schluss musse féieren.

Mee fir e Fazit, fir op Är Fro ze äntweren, ass et am Moment ze fréi, well mer net genuch wëssen, fir esou eng Diskussioun kënnen ze féieren. Dofir brauch ee fir d'éischt eng Sécherheet, wat d'Impfung iwwerhaapt bedeit, fir da kënnen anzeschätzen, wéi een Impakt dat huet.

Wa mer déi Sécherheet hunn, wäerte sech sécherlech Froe stelle par rapport zur Quarantän. Dat ass evident. Dat kann adaptéiert ginn deemno wéi. An och aner Saache kënnen domadder a Relatioun gesat ginn, mee net zu dësem Zäitpunkt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Gesondheetsministesch fir déi Prezisiounen. Mir kënnen dëse Punkt net ofschléissen, ouni iwwert déi dräi Motiounen ze befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der CSV-Fraktioun deposéiert ginn ass. Den Här Georges Engel freet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. D'Ministesch huet ganz kloer erkläert, wat d'Strategie vun de Schnelltester ass. Scho säit Oktober si se am Asaz. Si ass och scho wivillmol hei an dësem Plenum dorobber agaangen. Mir sinn an enger Testphas. Do ginn Analyse gemaach. Duerno ginn Evidenzen doraus gezunn an duerno gëtt eng kohärent Politik dora gemaach. Et gëtt och net nëmmen ee Schnelltest getest, et ginn der eng ganz Rei getest.

Duerfir ass déi Motioun hei menger Meenung no dann och net unzehuelen. Well hei steet « à instaurer immédiatement […] deux tests ». Mir hu gesot, do ass nach eng Testphas ofzewaarden. « À mettre à disposition de chaque habitant », dat direkt ze maachen, « par semaine ». Och dat ass ofzewaarden. Duerfir géif ech proposéieren, déi Motioun hei ofzeleenen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Da freet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Eis ass déi Motioun hei ganz sympathesch. Ech hu jo och a menger Ried doriwwer geschwat. Ech sinn elo e bëssen erstaunt iwwert d'Argument, datt mer se säit Oktober asetzen an nach ëmmer an enger Phase de test sinn. Ma wann ech dat esou duerchdeklinéieren a mer nach eng Kéier esou laang an enger Phase de test bleiwen, wéi mer elo scho sinn, ma dann ass hoffentlech d'Pandemie eriwwer, bis déi Phase de test elo ofgeschloss ass.

Ech fannen duerfir, datt dat Wuert „immédiatement" hei seng Plaz huet. Perséinlech géif ech et schonn emol gutt fannen, wa mer iwwerhaapt déi Daten aus de Schnelltester dann och géifen an eisem Zuelematerial erëmfannen, eppes, wat jo d'Majoritéit och d'leschte Kéier net wollt. Dat gesot, wäerte mir déi Motioun hei matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Jeff Engelen d'Wuert gefrot.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen, well den éischten Alinea an dee leschten Alinea sinn net grad op eiser Linn. Duerfir wäerte mir eis enthalen. Déi aner Punkte kënne mer awer matdroen, an duerfir enthale mer eis.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Da ginn ech d'Wuert nach un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, fir vläicht deem Erstaune bäizekommen. Ech wollt drop hiweisen, dass déi Schnelltester am Hierscht natierlech eng aner Generatioun si wéi déi, déi et haut schonn um Marché gëtt. Hätte mer där Millioune kaaft, da géife mer se elo warscheinlech ewechgeheien, well dat sinn déi mam Prélèvement naso-pharyngé. An déi, déi haut do sinn, déi mer haut am Test hunn, dat sinn natierlech déi nei, déi et eréischt säit Kuerzem gëtt an déi sech och eréischt lues a lues beweisen an deem, wat se hierginn. Dat kann een also net vergläichen. Dat sinn aner Produiten. An et ass am Fong dee beschte Beweis, dass ee besser huet, dat richteg ze testen, ze kucken, wéi et an der Praxis ëmzesetzen ass, an dann eeben oppen ze bleiwe fir nei Produiten. Et ass immens vill Evolutioun an deem Beräich.

A wéi gesot, hätte mer dat dote gemaach am Oktober, där Milliounen ze kafen, ech weess net, wat mer elo géifen domadder ufänken.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par M. Aly Kaes) et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummero 2. Dat ass déi Motioun, déi vun der ADR deposéiert ginn ass, fir datt keng Ënnerscheeder tëschent geimpften an net geimpfte Persounen däerfe gemaach ginn. An do freet och den Här Georges Engel als Éischten d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Dat hei ass eng Kopie vun enger Motioun, déi mer schonn eng Kéier hei an dem Plenum haten. An déi hu mer och zum groussen Entsetze vun der ADR, mee zur Freed vu villen aneren ofgeleent.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et eng Rei vu Gesetzer, déi verschidde Saachen ausschléissen. Dat weess d'ADR och ganz genau. D'Reesfräiheet vu Lëtzebuerger, déi an aner Länner reesen, sech doriwwer bei anere Staaten ze engagéieren …, do hate mer och schonn d'leschte Kéier ugeschwat, datt et verschidden Impfunge gëtt, déi een haut scho brauch, wann een an aner Länner wëll reesen. Duerfir géif ech och hei erëm eng Kéier proposéieren, dës Motioun ofzeleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. Da freet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt dem Här Engel villmools Merci soen. Et ass déi éischte Kéier an der Chamber an deene puer Joer, wou ech schonn hei sinn, datt een eis als ADR attestéiert, datt mer wierklech kéinten an d'Zukunft gesinn. Well mir hunn hei vun deem europäesche gréngen Impfpass geschwat, deen nei ass - wéi soll dat dann eng Kopie si vun enger Motioun, déi mer virun enger gewësser Zäit erabruecht hunn? Et ass en neit Element, wat an deene leschten Deeg komm ass. A mir ginn hei Prezisiounen zu där Manéier, wéi mir eis virstellen, datt an Europa mat deem gréngen Impfpass soll ëmgaange ginn. Dat ass en neit Element. Mir soen zum Beispill, datt deen Impfpass net zu Diskriminatiounen däerf féieren - et gouf en nach net bis elo an der Diskussioun -, mer soen, wéini en net méi soll gebraucht ginn opgrond vun enger Deklaratioun, déi de President vum Conseil gëschter gemaach huet.

Dofir, Här Engel, ech mengen, et ass keng Kopie. Awer Dir hutt Recht mat engem Punkt: Eis Suerge bleiwen déi selwecht. An d'Suerge vun der ADR, dat ass, datt d'Leit net diskriminéiert ginn, datt de gliesene Bierger net ageféiert gëtt, datt eis Perséinlechkeetsrechter hei gewaart bleiwen an där ganzer Kris, datt eis Grondrechter erëm voll retabléiert kënne ginn. Eis Suerge bleiwen déi selwecht, awer eise Räsonement, dee passe mir der Aktualitéit un.

An et ass gutt, mengen ech, datt d'ADR elo op déi Diskussioun ëm de gréngen Impfpass ageet, well et eng topaktuell Situatioun ass, wou mir viru méiglechem Mëssbrauch warnen a mat dëser Motioun encouragéieren, datt mer dat Instrument, wann et da sollt kommen, op eng intelligent an net diskriminéierend Manéier benotzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Här Marc Baum kritt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also och wann d'Stoussrichtung vun där Motioun - déi drop ofziilt, eeben ze verhënneren, datt heimadder eng Zweeklassegesellschaft oder eng indirekt Impfflicht entsteet - mir sécherlech sympathesch ass …, mee ech stellen de Bien-fondé vun där europäescher Initiativ generell a Fro, soudatt ech déi zwee lescht Tireten, déi eigentlech schonn d'Existenz vun deem Impfpass viraussetzen, leider net esou matdroe kann. An duerfir wäerte mir eis heizou enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Dann ass d'Wuert fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, villmools merci. De Kontext, ech hunn et virdrun a menger Ried gesot: Et ass fir eis inakzeptabel, datt et zu Lëtzebuerg zu Diskriminatiounen op Basis vum Impfstatus kënnt. An ech hoffen, datt dat d'Unanimitéit heibanne mécht.

Wat fir mech awer e bësse kokass bei där Motioun hei ass, dat ass, datt engersäits gesot gëtt, datt den EU-Conseilspresident deklaréiert hätt, datt den EU-Pass - an ass et en EU-Dokument oder ass et e Pass oder ass et e Certificat?, do streide sech jo och d'Geeschter - nëmme wärend der Coronapandemie géif gëllen. An da soll d'Chamber d'Regierung opfuerderen, datt en nees agezu gëtt an net weider däerf benotzt ginn.

Ma, Här Kartheiser, ech hunn e Problem domadder, dat esou matzedroen, net well ech der Meenung sinn, datt deen Outil duerno net soll verschwannen. Ech si souguer der Meenung, datt mer deen Outil net brauchen, datt mer just en Attest bräichten, datt en Test richteg ass. Dat ass, mengen ech, dee gréisste Problem, dass mer haut mat Fälschunge vu PCR-Tester oder PCR-Testresultater konfrontéiert sinn am Reesverkéier. Dat ass e Problem. Dat heiten ass en Outil, dee vläicht dogéint kéint hëllefen. Mee wann dat wierklech herno just e QR-Code ass, deen op engem Blat Pabeier ass, da weess ech net, wéi d'Regierung deen anzéie soll. Well dann huet jiddweree vun eis, deen iergendwann eng Kéier esou en Test gemaach huet, esou een doheem leien oder e puer méi. Deementspriechend hunn ech mat deem Punkt ganz konkreet e Problem.

An da stellen ech nach eng Kéier d'Fro: Ech fuerderen d'Regierung heibannen net op ze assuréieren, datt kommerziell Transaktiounen oder Déngschtleeschtungen net däerfe vun enger Impfbestätegung ofhängeg gemaach ginn, well dat ass d'Gesetz. A wann iergendee mat enger Iddi kënnt, fir dat ze änneren, da wäert ech hei och do dergéint schwätzen.

(Interruption par M. Georges Engel)

An ech hoffen ... An den Här Engel seet souguer, d'LSAP géif do dergéint schwätzen. Ech verhale mer dat, falls eng Kéier esou e Gesetz géif kommen. An duerfir wäerte mir eis bei dëser Motioun, esou sympathesch wéi eis de Kär ass, enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da freet d'Madamm Martine Hansen d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, mir hunn änlech Bedenken a mir haten déi leschte Kéier och scho Bedenken, well, wéi gesot, eng änlech Motioun war schonn hei, och zum Beispill d'Reesfräiheet, datt dat Ganzt nëmme vum medezinnesche Personal dierft consultéiert ginn. Dat kënne mer och alles net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg decidéieren. Duerfir wäerte mer eis och hei enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech gi gär zou, Här President, datt mer eis an enger Onsécherheetszon beweegen, well mer nach net genee wëssen, wat op europäeschem Niveau am Detail diskutéiert gëtt. Mir wësse just d'Richtung, an déi et haut geet. An et ass eeben, fir d'Richtung anzeschränken, fir do kloer Limitten ze setzen, datt mer dësen Text presentéieren.

Wa mer soen, datt kommerziell Leeschtungen net solle vun esou Dokumenter ofhängeg gemaach ginn, dann hu mer och schonn Indikatiounen hei am Land gehat. Mir hunn dat zum Deel mat der Luxair gehat, esou eng Diskussioun. Mir hunn et mat der Rockhal gehat, wou ee muss Testresultater weisen oder huet misse weisen, fir do kënnen op e Concert ze goen. Et gëtt einfach déi Geforen. An ech mengen, mir maachen d'Aen net zou virun deene Geforen, déi et an eiser Gesellschaft ka ginn.

Wa mer soen, mir hätte gär, datt dat Dokument agezu gëtt, mir wëssen nach net genee a wéi enger Form, awer och do ass de Message kloer: Mir wëllen net, wann et net méi am offizielle Gebrauch ass, wann d'EU seet oder d'WHO seet, d'Pandemie wär eriwwer, an de Charles Michel seet, esou Dokumenter, a wéi enger Form et dann och ëmmer ass, sollen net méi weider benotzt ginn …, da kann et net sinn, datt zum Beispill Privater oder anerer soen: Mee Dir musst et bei mir awer nach viru weisen. An dofir ass d'Destruktioun oder d'Oflafe vun deem Dokument eng absolutt Konditioun, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren.

Dat ass de Sënn, de politesche Message, dee mer wëlle ginn. Ass d'Pandemie eng Kéier eriwwer a sollt dee Pass dann ageféiert gi sinn, ënner wéi enger Form dann och ëmmer, muss verhënnert ginn, datt e vun anerer Säit nach ka verlaangt ginn oder zu aneren Zwecker mëssbraucht ginn.

Ech mengen, mir wäerten nach dacks heiriwwer schwätzen, well et ass schonn e puermol esou gewiescht, datt dat, wat d'ADR wärend der ganzer Kris gesot hat, sech herno materialiséiert huet. A wa mer eis haut net kënnen drop eenegen - an esou gesäit et aus, datt mer elo scho Grenze setzen -, da wäerte mer déi Diskussioun nach vill Méint mat eis schleefen a leider vill an dacks iwwert d'Verletzung vun de Grondrechter mussen diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Et ass weider keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 4 voix pour, 31 voix contre et 25 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, bei där et ëm d'Coronareegele vum Chômage partiel geet. An ech ginn d'Wuert direkt un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. De Chômage partiel war sécherlech déi Mesure, déi villen, ville Leit hei am Land an dëser schwéierer Zäit gehollef huet. Den Aarbechtsminister huet viru Kuerzem eng Pressekonferenz gehalen, wou e gesot huet, dass de Chômage partiel och nom 30. Juni eng wichteg Roll spille wäert, vläicht net esou flächendeckend, wéi dat bis elo de Fall war, mee duerfir awer méi gewielt a méi selektiv an awer do, wou et am meeschten hëlleft. Duerfir ass dat heiten eng Motioun, déi u sech eppes wëll ustoussen, wat scho laang leeft. An duerfir géif ech och proposéieren, dass mer déi heite sollten ofleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den Här Fernand Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci. Ech mengen, den Här Engel huet a senger Interventioun genau de Problem gewisen. Den Här Aarbechtsminister huet u sech gesot, an enger Form, déi hien elo beschriwwen huet, datt déi allgemeng Reegelung iwwert de Chômage partiel net virugeféiert gëtt.

Eis Logik ass eng aner. Mir soen, esou laang de Staat et de Betriber net erméiglecht, hir normal Aktivitéiten ze hunn, ass d'Responsabilitéit vum Staat engagéiert. An deen Ableck muss e géintiwwer deene Betriber, déi de Staat un der Aarbecht hënnert, also géintiwwer deene Mataarbechter, déi dovunner sozial direkt betraff sinn, seng Responsabilitéit weider assuréieren an doduerch och dat Instrument vum Chômage partiel weiderféieren. Dat ass eigentlech eise Message.

Géintiwwer där restriktiver Approche, déi den Aarbechtsminister gewisen huet, soe mir, d'Responsabilitéit vum Staat géintiwwer all Betrib ass engagéiert, deen de Staat selwer u senger normaler Aarbecht hënnert. An dat ass eeben ... Eis ass méi generéis, méi breet, méi grouss an op jidde Fall éierlech, well mer soen, wann de Staat intervenéiert, huet de Staat seng Verantwortung ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech hu leider Gottes net déi selwecht Lektür wéi den Här Kartheiser, well hei gëtt gefrot, de Chômage partiel esou laang a Kraaft ze loossen, wéi iergendee wirtschaftleche Secteur nach coronabedéngte staatlech Restriktiounen huet. Ma coronabedéngte staatlech Restriktiounen, dat kann zum Beispill iergendwann eng Kéier am Horeca-Beräich sinn, datt gesot gëtt, et dierften net méi wéi zéng Leit ëm een Dësch sinn. Dat ass eng coronabedéngte staatlech Restriktioun.

Mee ass déi Restriktioun dann de nature, fir e ganze Mechanismus wéi dee vum Chômage partiel a Kraaft ze halen? Dat weess ech awer net oder stellen ech zumindest a Fro. Duerfir mengen ech, datt een déi net matdroe kann.

Merci.

Une voix.- Genau dat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Baum. Dann huet den Här Marc Spautz d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, dat, wat gesot ginn ass, an dat, wat hei steet, dat si fir mech zwou verschidde Saachen. Also fir eis schéngt et och kloer ze sinn, dass, soulaang d'Regierung seet, d'Betriber missten zouhalen, déi alleguerte mussen integral vum Chômage partiel, wéi en an der jëtzeger Form ass, kënne profitéieren.

Mee wat awer elo hei steet …, hei steet einfach, dass et bei staatleche Restriktioune muss esou weidergoen. Et ass dat, woumat mir e klenge Problem hunn, well wann et esou ass, wéi den Här Kartheiser et duergestallt huet, dass de Chômage partiel fir d'Restauratioun, déi obligéiert gëtt, zouzemaachen, muss weiderlafen, dann ass et fir eis kloer. Jo. Mee wann et esou ass, wéi et hei steet, beim beschte Wëllen, da kënne mir et och net matdroen. Da musse mir eis enthalen. Well hei steet et net esou dran, wéi den Här Kartheiser dat gesot huet.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 4 voix pour, 31 voix contre et 25 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Roy Reding).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat ass dëse Punkt ofgeschloss.

8. Motion de M. Sven Clement relative à la fiscalité du télétravail

Motion de M. Sven Clement relative à la déduction fiscale dans le cadre du télétravail

(Motion relative à la fiscalité du télétravail déposée en séance publique n° 38 du 20 mai 2020 - à consulter au compte rendu n° 17/2019-2020 en page 589)

(Motion relative à la déduction fiscale dans le cadre du télétravail déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter au compte rendu n° 10/2020-2021 en page 304)

Mir kéimen dann elo zu der Motioun vum Här Sven Clement iwwert d'Besteierung vum Teletravail.

(Interruptions)

Ech wollt et fir d'éischt esou maachen, wéi den Ordre du jour et virgesäit, an dann eeben zum Schluss vun der Sitzung déi Motioun zum Vott stellen, déi am Ufank vun der Sitzung deposéiert ginn ass.

(Brouhaha)

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Dat hei sinn zwou Motiounen, Här President. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sinn tatsächlech zwou Motiounen, iwwert déi mer elo schwätzen. Déi éischt ass den 20. Mee d'lescht Joer deposéiert ginn an déi zweet ass de 16. Dezember d'lescht Joer deposéiert ginn.

Déi zwou hunn u sech am Kär e bëssen dat nämmlecht gefuerdert, wann och vun zwee ënnerschiddleche Wénkelen. De Constat ass, datt, an dat ass souwuel eis Deputéiert heibannen iwwert d'lescht Joer ëmmer méi bewosst gi wéi awer och an der Ekonomie dobaussen: Den Teletravail ass e bëssen dat neit Normaalt. Mir si méi am Teletravail. Mir schaffe méi vun doheem aus. Et ass net onbedéngt ëmmer angeneem, de ganzen Dag an Teams-, WebEx- oder Zoom-Meetingen ze verbréngen. Et feelt eis iergendwéi de Plausch bei der Kaffismaschinn. Mee et geet méi wäit. Den Teletravail huet fiskalesch Aspekter, huet aarbechtsrechtlech Aspekter. An do waren eeben zwee Constaten, déi ech an deene Motioune gemaach hunn.

Ech gi chronologesch vir. Als Éischt déi, déi am Ufank oder relativ fréi an der Pandemie deposéiert gouf, nämlech den 20. Mee. An do ass et ëm dräi Saache gaangen: Et ass drëm gaangen, den Teletravail och no der Coronapandemie ... Erënnert lech, den 20. Mee hate mer iergendwéi d'Hoffnung, datt mer esou am Juni - jo, wéi naiv ware mer alleguerten deemools! - aus där Pandemie iergendwéi géifen erauskommen. An do war d'Intentioun: Kommt, mir encadréieren den Teletravail a mir verankeren en no der Coronapandemie!

D'Zil war do engersäits, eng Ëmweltmesure draus ze maachen. Dat heescht, falls d'Leit méi vun doheem schaffen - an d'Chamber selwer, de Generalsekretär huet et elo nach an engem Interview gesot, schafft jo och un engem System, fir Teletravail ze encouragéieren, do wou et méiglech ass, mat zwee Deeg an der Woch -, ma esou wéi ech haut d'Gesetz iwwert d'Steiergesetz liesen, ass et esou, datt, wann een deegweis fest vun doheem ka schaffen, dann och de Patron d'Frais de déplacement nëmmen deegweis a Betruecht zitt. Dat heescht, hei géifen d'Leit zu Recht keng Frais de déplacement kréien, wa se vun doheem aus schaffen.

Dat ass a mengen Ae logesch. D'Fro stellt sech awer, da musse mer deene Leit awer iergendwou eng Kompensatioun gi fir dat, woumat se sech doheem mussen equipéiere respektiv wat och hir Usuren, hiren Amortissement vun all hirem Material ass. Dat ass deen ee Volet.

An deen zweete Volet vun där Motioun aus dem Mee d'lescht Joer war, Abusen ze verhënneren. Mir sollten eis en Outil ginn, mir sollten eis esou encadréieren, datt mer Abuse vum Teletravail géife verhënneren, datt mer eebe sécherstellen, datt et net mëssbraucht gëtt.

Déi Motioun gouf an d'Kommissioun verwisen, genausou wéi déi Motioun vum 16. Dezember d'lescht Joer, dat war wärend de Budgetsdebatten, wou et mer ëm eppes anescht gaangen ass.

Do ass et nämlech drëm gaangen, datt an enger Circulaire vun der Steierverwaltung haut gereegelt ass, datt ee säi Bureau à domicile just kann ofsetzen, wann et e separate Raum ass. An do ass u sech de Constat ganz einfach - de Statec seet, den Duerchschnëttslëtzebuerger huet 83 Meterkaree zur Verfügung fir ze wunnen -, datt doranner net ëmmer e separate Büro, dee quasi exklusiv oder exklusiv fir d'Schaffe benotzt gëtt, dran ass. An do war dunn d'Iwwerleeung ze fuerderen, ma da kéinte mer jo e Forfait aféieren, e Forfait Homeoffice.

Dat gëtt et an Däitschland elo wärend der Coronapandemie. D'Iddi war, dat da vläicht och zu Lëtzebuerg anzeféieren, och mat eeben dem Constat, datt d'Frais de déplacement, wann den Teletravail sech géif generaliséieren, natierlech au prorata just nach pro Dag bezuelt géife ginn oder consideréiert géife ginn, soudatt et also Sënn géif maachen, do eng Pauschal pro Dag Homeoffice anzeféieren. Virun allem och, fir esou déi Ongerechtegkeet ze behiewen, déi et awer gëtt, datt déi Leit, déi de Fric hunn, fir an engem groussen Haus mat engem separaten eidele Raum, dee se just benotze fir ze schaffen, ze wunnen, datt déi dee Raum kënnen ofsetze mam Amortissement, mat allem, mee datt déi Leit, déi an engem Appartement wunnen a kee Raum fräi hunn, just fir ze schaffen, näischt kënnen ofsetzen.

Dat heescht, deen, deen d'Chance huet, an engem Haus ze wunnen, wou d'Kanner vläicht aus dem Haus sinn, an deen dofir elo eng Kannerkummer zum Homeoffice fungéiere konnt, dee kann eppes steierlech geltend maachen, an deen, deen am Ufank vu senger Karriär an engem Studio wunnt an do nach ganz penibel um Kichendësch muss probéieren, senger Aarbecht nozekommen, aacht Stonnen den Dag um Kichendësch sëtzt, dee kann näischt geltend maachen. Dat ass an eisen Aen eng Ongerechtegkeet, där ee sollt nokommen. D'Diskussioun an der Kommissioun, dat ginn ech gären zou, war ganz detailléiert. Souwuel de Minister wéi d'Beamten hunn eis ganz detailléiert erklärt, firwat d'Regierung anerer Meenung ass wéi mir. Dat huelen ech och zur Kenntnis.

Ech deelen natierlech déi Analys nëmme begrenzt, soudatt mer eeben du gefuerdert hunn, déi Motiounen hei erëm zum Vott ze bréngen. Mir hale weiderhin un deene Fuerderunge fest, déi mir an deenen zwou Motioune formuléiert hunn, well den Homeoffice, den Teletravail ass eppes, wat eis esou séier net wäert verloossen. A mir kënnen déi steierlech Consideratiounen net einfach mam Argument ewechwëschen, datt ee jo awer am Moment aus Kullanz quasi bei de Frais de déplacement näischt gemaach huet respektiv bei de Chèque-repasen näischt gemaach huet.

Wann ech elo de Magazinn vun der CLC gelies hunn, da si jo awer zumindest bei de Chèque-repasen och Diskussiounen amgaangen, fir déi ze digitaliséieren, wat dann erëm aner Froen opwerft. Well wéi ass et dann an Zukunft wierklech mat de Chèque-repasen, wann d'Leit doheem schaffen? Hu se dann d'Recht ... Dat ass eng Fro, déi mir eis hei musse stellen: Wa Leit zwee Deeg an der Woch am Teletravail sinn, hu se dann d'Recht drop, fir e Remboursement an Héicht vun deenen aacht Euro fir hiert Iessen ze kréien oder net?

An ech mengen, datt dat eng fundamental Fro gëtt an datt sech nach eng ganz Rëtsch esou Detailfroe ronderëm d'Fiskalitéit vum Teletravail wäerte stellen, soudatt dat heiten éischter en éischte Jet ass an net „der Weisheit letzter Schluss".

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Claude Haagen sech ageschriwwe fir dës Motioun.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- De President vun der Finanzkommissioun!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géif ech d'Wuert ginn un den Här André Bauler.

Discussion générale

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif alleguer, ech wollt dann op dëser Plaz nach eemol drun erënneren, wéi den Här Clement et och scho gesot huet, datt mer an der Finanz- a Budgetskommissioun déi zwou Motioune vun de Piraten den 1. Mäerz dëses Joers des Breeden an des Laangen an an aller Rou an Transparenz diskutéiert hunn.

Den Här Finanzminister huet eis zesumme mat den zoustännege Beamten eng genee Analys vun der aktueller Situatioun gemaach an eis vun der Aféierung vun esou engem Forfait fir den Teletravail an eist Steierrecht ofgeroden, virun allem well esou ee Forfait opgrond vun aktuellen Avantagen, déi dach awer Dausende vu Salariéen de Moment genéissen, hir perséinlech Situatioun generell verschlechtere géif.

Ech géif dann nach eemol d'Argumenter vum Här Finanz- a Budgetsminister widderhuelen.

Primo: Wärend der Pandemie, wou natierlech vill Teleaarbecht geleescht ginn ass an nach ëmmer geleescht gëtt, konnten all d'betraffe Salariéë vun enger forfaitairer Deduktioun vun hiren Deplacementsonkäschte profitéieren, dat ënnert der bekannter Reserv, nämlech datt d'Distanz tëscht der Haaptuertschaft vun der Gemeng, an där de Steierzueler säin Domicile huet, a senger Aarbechtsplaz déi véier éischt Kilometer iwwerschreit. Also, fir e Beispill ze ginn: Wann Der zu Walfer wunnt an Dir fuert op Bäreldeng schaffen, da kritt Der keng Deplacementsfraisen ugerechent.

De Finanzminister wëll dee System awer de Moment net änneren. E wëll de Bierger, de Steierzueler an de schaffende Leit also, deen Avantage loossen. Déi Leit, déi vill am Teletravail waren a sinn, konnten also awer vun den Deplacementsfraise profitéieren, obwuel se sech guer net oder nëmme wéineg deplacéiert hunn - an anere Wierder, obwuel se sech a ville Fäll manner deplacéiert hunn.

Den Här Clement huet deen däitsche Steiersystem evoquéiert. Den däitsche Steiersystem, dee jo och un der Wéi vun eisem haitege Steiersystem stoung, kennt sengersäits, awer eréischt neierdéngs, e steierleche Forfait fir den Teletravail. An dësem System gëtt et och Frais de déplacement, déi ee steierlech ofschreiwe kann, déi ee steierlech geltend maache kann, awer nëmmen, wann ee sech och reell, also tatsächlech deplacéiert huet - net also wéi zu Lëtzebuerg, wou ee se bis ewell nach ëmmer geltend ka maachen, och wann een Teletravail mécht, also wann ee vun doheem aus schafft.

Géife mer also e Forfait fir den Teletravail fir d'Joren 2020 an 2021 aféieren, da misste mer, grad ewéi an Däitschland, d'Deduktioun vun den Deplacementsfraisen upassen, also no ënne revidéieren. Dat wëll de Finanzminister awer op kee Fall. E wëll de schaffende Leit dee Forfait, dee Virdeel also, weider loossen.

Secundo, et muss awer op dëser Plaz ënnerstrach ginn, datt d'Deplacementsfraisen déi lescht Joren net ugepasst gi sinn. Lëtzebuerg ass awer dat éischt Land op der Welt, dat de gratis ëffentlechen Transport agefouert huet, dat zanter dem 1. Mäerz 2020. Dësen Datum huet zoufälleg mam Ufank vun der Pandemie korrespondéiert. Déi schaffend Leit an och anerer brauche keen Ticket méi, fir mam Zuch, Bus oder Tram ze fueren, soulaang se, wuelgemierkt, net an der éischter Klass matfueren.

Déi reell Transportkäschten tëschent dem Domicile vum Salarié a senger Aarbechtsplaz sinn also fir déi, déi den ëffentlechen Transport notze kënnen, spierbar erofgaangen. Dat huet sécherlech ettleche Leit hir Kafkraaft eropgesat. D'Frais de déplacement, déi de Steierzueler a senger Steiererklärung geltend ka maachen, sinn awer hirersäits an deem Kontext, deem prezise Kontext, net ugepasst ginn. Si kënnen, wéi scho gesot, zum selwechte Montant weider ofgezu ginn. Hei huet sech näischt zum Nodeel vun de schaffende Leit verännert, ganz am Géigendeel.

Tertio, d'Leit an der Teleaarbecht konnte weider vun de Chèques-repas profitéieren, den Här Clement huet et ugeschwat. Och hei ass de steierleche Regimm net verännert ginn. Et ass also net virgesinn, d'Zuel vun den Deeg, déi am Teletravail geleescht ginn, ze redresséieren, fir déi een eigentlech keng Chèques-repas opgrond vun de groussherzogleche Reglementer, déi a Kraaft sinn, zegutt huet. D'Chèques-repas kënnen nëmmen accordéiert ginn, wann et keng Betribskantin gëtt an deem Betrib, wou de Salarié schafft, ausser wann dëse Restaurant net fir jiddereen zougänglech wier. Da misst de Regimm vun de Chèque-repas jo redresséiert ginn am Fall, wou de Gesetzgeeber d'Intentioun hätt, fir eng spezifesch steierlech Erliichterung fir d'Joren 2020 an 2021 ze accordéieren, wuelgemierkt fir all déi schaffend Leit, déi deelweis vun doheem aus geschafft hunn.

Den 1. Januar 2017 ass d'Valeur vun dëse Chèques-repas iwwregens vun 8,40 Euro op 10,80 Euro eropgaangen. Sou genéisst de Steierzueler, dee Chèques-repas kritt, och weiderhin eng Erliichterung vun op d'mannst 5,60 Euro pro Chèques-repas, och wann hien oder si doheem ësst. Falls de Salarié e Chèque-repas vun 10,80 Euro kritt, kritt en eng steierlech Befreiung vun 8 Euro pro Chèque-repas.

Quarto, d'Leit an Teleaarbecht beneficiéiere wéi all Salarié vum järleche forfaitairë Minimum vu 540 Euro fir déi sougenannt Frais d'obtention, Werbungskäschten, an dat, ouni iergendwellech Onkäschte justifizéieren, rechtfertegen ze mussen.

An Däitschland läit de Plaffong vum Forfait fir den Teletravail bei 600 Euro, also 60 Euro iwwer eisem Forfait. Et kritt een effektiv an Däitschland maximal 120 Deeg ugerechent, zu 5 Euro pro Dag. Esou e System ass awer zimmlech ëmständlech, well dat jo fir de Steierzueler mat engem administrativen Opwand verbonnen ass bezéiungsweis wier, en Opwand, dee méi héich ass wéi de steierleche Gewënn fir deen eenzelne Steierzueler.

Eise järleche Forfait deckt de Montant de Moment schonn iwwer 100 Deeg of - fir méi prezis ze sinn, iwwer 108 Deeg -, ouni datt een der Steierverwaltung eng genau Opstellung muss maachen.

Wat de Forfait vu 540 Euro ugeet, kann een dësen och nach eropsetze loossen, wann een dem Preposé vu senger Steierverwaltung beweise kann, datt een duerch seng Aarbecht doheem manifest Méikäschten huet an d'steierlech Konditioune fir d'Ofsetzen erfëllt sinn.

D'Direktesch vun der Steierverwaltung sot eis an der Kommissioun, datt een och e Laptop oder e PC, deen een ausschliisslech fir berufflech Zwecker notzt, zum Beispill och fir den Homeschooling, integral vun de Steieren iwwer e bestëmmten Zäitraum ofsetze kann - also nach eng Méiglechkeet, fir Onkäschten am Teletravail geltend ze maachen. D'Steierverwaltung muss awer Fall fir Fall iwwerpréiwen, ob d'Konditiounen erfëllt sinn an d'Onkäschte kënne steierlech ofgesat ginn.

Als Konklusioun, Här President, kann een also soen: D'Aféierung vun engem steierleche Forfait fir den Teletravail misst sech logescherweis maache mat enger Upassung vun den Deplacementsfraisen an enger Adaptatioun vum aktuelle Regimm vun de Chèques-repas. Aktuell kann ee soen, datt eise Lëtzebuerger System ouni Forfait fir den Teletravail de Moment eng administrativ Vereinfachung ass, eng Vereinfachung fir all schaffend Leit, déi Teletravail maachen, a fir déi grouss Majoritéit vun de Steierzueler. All Changement vum aktuelle System riskéiert net nëmmen, Komplikatiounen erbäizefféieren, mee och nach de Leit eppes ewechzehuelen, wat se bis ewell kruten.

Mir wäerten am Kader vum Debat iwwert d'Fiskalitéit vun de Privatpersounen, dee mer jo muer de Moien an der Kommissioun an aller Serenitéit wäerten ufänken, sécherlech nach eemol eng méi detailléiert Analys kënne maachen, dat mat dem néidegen Ofstand a mat killem Kapp. Mir sollten hei also net aus der Hëft schéissen, eppes iwwert de Knéi briechen, fir herno musse festzestellen, datt mer de schaffende Leit hir Situatioun deelweis souguer verschlechtert hunn.

Le saviez-vous ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

Ech hunn och nom Austausch mam Finanzminister a mat der Steierverwaltung net gemierkt - den Här Clement huet dat jo och gentilerweis ugedeit - datt d'Piraten elo radikal onzefridde gewiescht wieren. Ech hu si éischter esou verstanen, datt mer zur gegeebener Zäit, also no der Pandemie, wa mer generell iwwer eise Steiersystem schwätzen, eventuell nach eemol dës Thematik an engem neie Liicht kucken, dat och opgrond vun Erfarungen, déi mer an der Pandemie gemaach hunn.

Dat gesot, schloen ech vir, datt mer dës Motiounen net kënnen unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här André Bauler. Dann huet den Här Charles Margue d'Wuert gefrot. Oder den Här Claude Haagen fir d'éischt? Dir musst lech eens ginn.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, mir sinn eis eens. Merci, Här President, merci dem Auteur vun deenen zwou Motiounen, dem Här Clement, an och dem President vun der Finanzkommissioun, dee schonn in extenso iwwert d'Frais d'obtention an och iwwert d'Homeoffice-Pauschal an Däitschland geschwat huet.

Generell muss ee sech d'Fro stellen, wéi ee mam Teletravail ëmgeet, ob zum Beispill Entreprisë manner Steiere solle bezuelen, wann d'Salariéen Teletravail maachen, wann een den Teletravail fiskalesch kuckt, wéi een dat am grousse Ganze gesäit, net datt ee steierlech Ongerechtegkeete kreéiert. Ech mengen, den Auteur vun der Motioun ass op d'Zuele vum Statec agaangen. Ech wëll just soen, datt de Statec och an engem Rapport gewisen huet, datt ronn 80 % vun de Leit, déi op den Teletravail zréckgräifen, Universitairë sinn, a 35 % oder 38 % Salariéë sinn. Et muss een also oppassen, datt een do dat Ganzt och steierlech gerecht hikritt.

Wat d'Accorden a puncto Besteierung vum Teletravail betrëfft, sinn d'Accorde jo verlängert ginn: mat Frankräich an der Belsch, mengen ech, bis Enn Juni dëst Joer, a mat Däitschland, mengen ech, gëtt deen Accord all Mount verlängert, dëst natierlech am Kader vun der Pandemie.

Ech wëll just nach bäifügen, datt mer an der Aarbechtskommissioun dräi Motiounen haten, déi och am Kader vum Teletravail traitéiert gi sinn - eng vum Här Marc Baum, eng vum Här Marc Spautz an eng vu mir selwer am Kader vum 2017er Budget -, an datt mer do festgehalen hunn, datt mer an der Commission de travail eng Souskommissioun géife maachen. Ech mengen, dat ass um Ordre du jour vun der nächster Aarbechtskommissioun, wou mer da sämtlech Aspekter vum Teletravail wäerten traitéieren, dat souwuel op steierlechen Aspekter wéi um legislative Kader, mir gi sozial Aspekter kucken, wirtschaftlecher an ekologescher.

Dofir wäerte mir als LSAP dës Motioun aus deene Grënn, déi ech elo grad genannt hunn - obwuel eis déi Motioun zwar sympathesch ass, fir dat Ganzt ze analyséieren - momentan ofleenen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Claude Haagen. Da kritt d'Wuert den Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech schléisse mech och elo deem un, wat de Claude Haagen nach gesot huet. Ech weisen haaptsächlech drop hin, dass mer elo déi Kommissioun grënnen.

Den Teletravail, wéi e fir de Moment fonctionéiert, do wësse mer, dass mer net vill iwwer seng Auswierkunge wëssen. An déi fiskalesch Dedommagementer, déi mer kënnen hunn, d'Prise-en-compten, si menger Meenung no kuerzfristeg a mir sollten elo net „kuerzsichteg" Moossnamen huelen. Ech fannen et vill méi weesentlech - an ech hoffen, dass mer dat an der Souskommissioun erauskréien -, dass en uerdentlecht Verhältnis besteet tëschent Patron a Salarié, wéi déi Konventioun, déi vum Oktober d'lescht Joer u fonctionéiert tëschent de Betriber an de Salariéen, applizéiert gëtt. Da gesi mer, ob mer en Dechet (veuillez lire: en Déchet fiscal) hunn.

Da wëll ech emol wëssen, wien Onkäschten huet a wéi mer déi Onkäschte verdeelen. An da komme mer vläicht op déi méi grondsätzlech Fro, dass d'Leit net wëllen eppes ofsetze fir Leit, déi wéineg verdéngen. Well ech mengen, hei solle mer och net aus den Ae verléieren, wéi de Claude Haagen et sot: Wann et héich bezuelte Leit sinn, déi am Teletravail sinn, solle mer elo keng Makulatur maachen, kleng Moossnamen huelen, fir e wéineg Dedommagementer ze kréien, zemools wa mer aner Konditiounen hunn.

Et ass méi wichteg ze wëssen: Hunn ech e Raum, wou ech Teletravail ka maachen, oder net? Dat sinn déi weesentlech Problemer. Wien huet e Bonus vum Teletravail? De Salarié? De Betrib? Ech hoffen, déi zwee. A virun allem, wat mir méi wichteg schéngt beim Teletravail, ass ze kucken, dass mer eng besser Work-Life-Balance kréien. Dat sinn déi weesentlech Problemer, déi mer hunn, an net elo kleng Steierarrangementer oder d'Ofsetze vun hei e puer Euro an do e puer Euro.

Mir wäerten déi Motioun och an deem Sënn ofleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Charles Margue. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir kënnen déi zwou Motiounen och net matdroen, dëst awer mat enger Gradatioun, also besonnesch déi éischt, aus prinzipielle Grënn.

All déi Leit, déi an deene leschten zwielef Méint am Teletravail waren an déi vun doheem aus geschafft hunn, hunn an deene leschte Wochen a Méint warscheinlech eng Erfarung gemaach, wéi se d'Stroumrechnung kruten: nämlech datt déi weesentlech méi héich war wéi dat, wat se déi Jore v irdru bezuelt hunn. Dat sinn also reell Depensen, déi e Salarié huet an déi de Konterpart, nämlech d'Entreprise, wou e soss normalerweis geschafft huet, net huet, déi Ausgaben. Duerfir ass scho reng de gedanklechen Ëmgang domadder, datt ee seet: „Mee do ass eppes an en anert Gläichgewiicht komm an de Géigefinanzement soll iwwert de Staat geschéien", do weess ech net, ob dat philosophesch wierklech richteg ass.

Méi konkreet ass et awer esou, datt dat, wat hei gefrot gëtt, nämlech „Steiererliichterung fir Betriber [...] anzeféieren", déi den Teletravail als fest Aarbechtsform etabléiere wëllen ..., do wëll ech awer op den Accord-cadre opmierksam maachen, deen d'UEL zesumme mat de Gewerkschafte geholl huet a wou ee ganz wichtege Prinzip dran ass: nämlech datt kee Mënsch kann zum Teletravail gezwonge ginn. Dat ass e ganz, ganz wichtege Prinzip! An hei elo e Steierabattement fir Betriber anzeféieren, déi eigentlech dat do maachen, geet och géint deen Accord-cadre, dee vun de Sozialpartner fonnt ginn ass.

An drëttens muss ech soen, fannen ech et dann awer e bëssen eng Aberratioun, datt dat Ganzt dann nach aus dem Staatsbudget soll finanzéiert ginn, vum Klima- an Energiefong. Ech mengen, deen huet aner Missiounen a riseg Aufgabe viru sech, wéi den Teletravail steierlech ze finanzéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Nächsten Intervenant ass den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech hale mech vill méi kuerz. Fir d'alleréischt nach eng Kéier merci un d'Piraten. Si hunn hei e wichtege Sujet ugeschnidden: déi ganz steierlech Thematik ronderëm den Teletravail. Ech fannen awer, datt d'Stoussrichtung an d'Objektiver, déi se an hirer Motioun festleeën, eigentlech déi richteg sinn.

Ech muss awer gradesou soen, datt dat Theema äusserst komplex ass, an ech fannen eigentlech, datt de President vun der Finanzkommissioun déi ganz Komplexitéit ganz gutt duergestallt huet. Duerfir solle mer elo hei näischt iwwert de Knéi briechen a mir sollen déi Diskussioun an där Souscommission « Télétravail » féieren an och am Kader vun der genereller Steierreform.

Duerfir wäerte mir eis bei dësen zwou Motiounen enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Da freet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, et ass wierklech scho bal alles gesot an ech wäert mech dann och ganz kuerz faassen. Och vun eiser Säit aus e Merci un d'Piraten, datt se d'Iddi hei an d'Diskussioun erabruecht hunn. Mee ech mengen, et ass einfach, och wann et wéi eng gutt Iddi ausgesäit, warscheinlech eng „fausse bonne idée", well wa mer d'Saach analyséieren, wéi den Här Bauler et och hei ganz prezis a ganz komplett gemaach huet, dann ass et eppes, wou de Risiko besteet, datt méi Leit eppes derbäi verléiere wéi datt Leit elo géifen e Virdeel dovunner hunn.

Dofir wäerte mir als ADR eis och bei dëser Motioun hei enthalen, well mer soen: Et ass richteg et unzeschwätzen, et ass och richteg, datt mer weider driwwer diskutéieren, och an där Kommissioun iwwert den Teletravail, datt mer dat no alle Gesiichtspunkte kucken. Awer ech mengen, fir elo esou eng Decisioun ze huelen, wier definitiv verfréit, a wéi gesot, de Risiko ass enorm, datt mer de Leit domat kee Gefalen géife maachen. An dofir enthale mir eis.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da freet den Auteur nach eng Kéier kuerz d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Wierklech ganz kuerz, Här President, merci. Ech sinn e bësse vun der Diskussioun erënnert ginn un dee schéine Saz: Wenn du nicht mehr weiter weißt, gründe einen Arbeitskreis. Et ass mer virgeworf ginn, hei eppes iwwert de Knéi ze briechen. Déi éischt Motioun, ech erënnere just drun, ass aus dem Mee d'lescht Joer. An der Zwëschenzäit hu mer 14 Covidgesetzer gestëmmt. Do hätt ee sécherlech och am Interêt vun de Leit kënnen eppes maachen. Ech sinn der Meenung, datt et am Interêt vun de Leit ass, och wann dat net hei gedeelt gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, da kënne mer zum Vott vun deenen zwou Motioune kommen. Fir d'éischt déi Motioun, déi den 20. Mee 2020 deposéiert ginn ass, wou et drëm geet, fir e Crédit d'impôt fir d'Employéen anzeféieren.

Vote sur la motion relative à la fiscalité au télétravail

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 2 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 2 voix pour, 33 voix contre et 25 abstentions.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Da komme mer zur zweeter Motioun. Dat ass déi Motioun, déi de 16. Dezember 2020 deposéiert ginn ass, wou et ëm d'Steiererliichterung geet fir déi Leit, déi Menagen, déi keng Plaz oder kee gëeegente Bürosraum hunn.

Vote sur la motion relative à la déduction fiscale dans le cadre du télétravail

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 2 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 2 voix pour, 31 voix contre et 27 abstentions.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « Um Lauterbann » à Niederkorn

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 622 de ce compte rendu)

Da sinn ech gefrot ginn, datt mer elo déi Motioun vum Här Michel Wolter vum Ufank vun der Sitzung iwwer e Covid-19-Cluster am Altersheim zu Nidderkuer solle virzéien. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen?

Den Här Georges Engel, wannechgelift.

Discussion générale

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci. Här President, effektiv ass d'Situatioun an dem Altersheim „Um Lauterbann" zu Nidderkuer eng ganz schwiereg Situatioun gewiescht. An eis ass alleguerten dru geleeën, do alleguer d'Informatiounen ze kréien, wat do richteg geschitt ass. Duerfir wollt ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei an enger Commission jointe mat der Santé a mat der Famille kucken, wou dann och déi Leit aus dem Servior vun Nidderkuer gradesou wéi och déi Leit vun der Direktioun vun der Santé sollen zesummekommen an do alleguer d'Informatioune ginn, déi gefrot ginn, fir dass mer wierklech hei gréisst Opklärung kréien an dësem Fall, ouni hei eppes wëllen ze vertuschen oder ënnert den Teppech ze kieren, wat jo am Moment ganz in ass.

Voilà, dat wollt ech duerfir proposéieren: eng Commission jointe ze maachen. An dat soll och relativ séier geschéien, esou wéi ech dem Här Wolter dat och versprach hat. A wann ech mech gutt kann erënneren, wär den Här Wolter och domadder d'accord, fir dat esou an d'Kommissioun weiderzeginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt huelen? Ech ginn nach d'Wuert zréck un den Auteur vun dëser Motioun, den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'Wuert nach eng Kéier. Ech mengen, ech hat de Mëtten um zwou Auer den Objet vun der Motioun am Detail erklärt. Dat ass och entre-temps an de Medie largement relatéiert ginn. Déi Zuelen, déi ech de Mëtteg genannt hunn, si jo elo nach eng Kéier an d'Luucht revidéiert ginn, vu 16 op 19 Persounen, Pensionnairen aus deem Altersheim, déi wärend eelef Deeg, tëschent dem 4. an dem 15. Mäerz, entweeder am Altersheim oder an de Spideeler gestuerwe sinn.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt ech dat ganz schrecklech fannen!

Une voix.- Mir och!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Jo, ech soen och net, datt Dir et net schrecklech fannt. Ech soen, datt ech dat extreem schrecklech fannen an datt ech mer trotzdeem awer eng Rei vu Froe stellen. Ech stelle mer eng Rei vu politesche Froen: Wie wousst dat dote respektiv wie wousst dat net? Ech maache keen A-priori. Mee ech hätt gären eng kloer an däitlech Äntwert dorobber.

Ech hunn nämlech gelies am „Lëtzebuerger Wort" vun dem leschte Freiden, datt d'Madamm Minister Cahen an engem Interview vu fënnef Neiinfektioune geschwat huet zu engem Moment, wou déi fënnef Deeg virdrun néng Leit gestuerwe sinn. Do ginn et zwou Méiglechkeeten: Entweeder si war net informéiert driwwer, datt dat geschitt ass, oder, wa se informéiert war, huet se eng Informatioun, déi awer ganz wichteg war, net relatéiert.

Dat heescht, ech géif gäre politesch wëssen, wien a wien net - ganz neutral - wousst, wat an deem Altersheim do géif vir sech goen.

Ech soen dat nach eng Kéier och en présence vun der Ministesch vun der Santé, déi zwar net direkt concernéiert ass, awer indirekt ass se concernéiert, well ech als Buergermeeschter vun där Gemeng - dat Nidderkuerer Altersheim, esou komesch wéi et och ass, dat steet um Territoire vun der Gemeng Käerjeng - a kengem Moment vun iergendenger offizieller Institutioun, bis zu dësem Moment, driwwer informéiert gi sinn, datt e Problem an deem Altersheim wier. Dat fannen ech à la limite schonn net ..., dat fannen ech wierklech net an der Rei!

Ech sinn et gewuer ginn duerch Kolleege vu mir, déi Membere vun hirer Famill am Altersheim verluer hunn. An ech sinn et gewuer gi virun allem duerch Beamte vu menger Gemeng, déi mech kontaktéiert hunn, fir mer ze soen: „Här Buergermeeschter, mir hunn e Problem. Et gëtt an der Effentlechkeet geschwat vu fënnef Doudegen an deem Altersheim. A

mir hu scho mindestens 15 Inscriptiounen an där leschter Woch gemaach."

Do sinn ech et eigentlech gewuer ginn. Dunn hunn ech natierlech meng Recherche gemaach, sou wéi dat sech gehéiert. An dat ass mäin zweete Punkt, och dat fannen ech net normal: Ech fannen et net normal, datt dann awer vläicht dee graavste Virgang, dee mer säit der Kris hei zu Lëtzebuerg haten, en tout état de cause wat d'Zuel vu Leit ubelaangt, déi gestuerwe sinn, datt deen a kengem Moment um Niveau vun der Press relatéiert ginn ass. Wann een Transparenz wëll spillen, da muss een Transparenz spillen an et muss ee se och a Momenter spillen, déi engem net esou agreabel sinn.

Ech hunn dann haut gelies, datt d'Leit fir d'zweet getest gi sinn. D'Argument war: An der Woch ass jiddweree getest ginn an et ass eng Persoun positiv. Ech hunn awer och an der Press gelies de 5. November (veuillez lire: 5. Mäerz), datt déi selwecht Situatioun schonn de 17. Februar de Fall war. De 17. Februar war den Aussoen no, déi ech an der Press konnt liesen, ee positive Fall an deem Altersheim. D'Pensionnaires alleguerte si geimpft ginn, an entre-temps sinn 20 Leit gestuerwen.

An dat bréngt mech zu mengem nächste Froekatalog, deen ech gär géif stellen. War den 18. Februar, wéi d'Leit geimpft gi sinn, gewosst, datt e Cluster do wier? War dat eng Persoun? Waren dat méi Persounen? Ass et méiglech, datt d'Leit nom 18. Februar ugestach gi sinn? Duerch wie kënne se eventuell ugestach gi sinn? A wat fir eng Reaktiounen huet déi Kombinatioun tëschent positiv op de Covid an Impfung an deene Leit ausgeléist?

Well ech sinn net Dokter, an ech hätt eigentlech awer gären och do dee medezinnesche Befund vun deem Ganzen. An ech ka mer einfach net virstellen, datt einfach esou op eemol esou vill Leit beienee stierwen, ouni datt dat an iergendenger Relatioun zu deenen Akte steet, déi den 18. Februar un deene Leit administréiert gi sinn. Mat wat fir engem Impfstoff datt se elo do geimpft si ginn, dat ass eigentlech guer net mäin Theema.

Ech stelle mer dann en drëtte Kader vu Froen, dat ass deen: Ass et richteg gewiescht - vun haut aus gekuckt - ze impfen? An och do hätt ech gären eng propper Äntwert drop. An ech mengen, wann ech „ech" soen, wëll ech soen, datt ech och fir eng Rei Famillje schwätzen, déi gären Äntwerten op déi dote Froen hätten. War et richteg, an engem Moment, wou ech innerhalb vun annerhallwer Woch 20 Leit verluer hunn, dann elo déi zweet Impfung ze administréieren? Ech sinn net Dokter, ech hätt just gär eng propper Äntwert. Et ass vläicht méiglech, datt et do eng Äntwert drop gëtt, fir ze soen: „Dat ass richteg", obschonn 20 Leit gestuerwe sinn. Et ass awer och méiglech, datt een eng Etüd hätt misse maachen oder eng Analys hätt misse maachen a kucken, wat en fin de compte geschitt ass, ier een dat gemaach huet.

Bref, ech sinn net Member a kenger vun deenen zwou Kommissiounen. Ech probéieren, wann Der den Datum festleet, fir dobäi ze sinn. Mee ech wollt eigentlech hei nach eng Kéier dovu profitéieren, fir all déi Froe schonn an d'Ëffentlechkeet ze brénge fir de Fall, wou ech an Ärer gemeinsamer Kommissioun net dobäi wär.

Ech hunn eng Motioun deposéiert am Numm vu menger Partei. Mir hätte gären, an dat musst Der verstoen, eng onofhängeg Etüd. Mir hätte gären eng onofhängeg Analys vun der Situatioun: Wat ass an deem Altersheim an deem leschte Mount geschitt? An ech mengen, et kann ee sech net mat den Äntwerte vum Bedreiwer eleng ofginn, et kann ee sech och net mat den Äntwerte vun deem engen oder anere Minister eleng ofginn, mee ech menge schonn, datt een hei méi déif an den Dossier muss eragoen, fir déi Äntwerten ze kréien, déi ee braucht.

Et bleift bei mir, dat muss ech ganz éierlech soen, dat ongutt d'Gefill, datt ech d'Impressioun hat, datt hei an engem Dossier, deen awer eng gewëssen Tragweit huet, net mat där Transparenz geschafft ginn ass, déi mir eigentlech als Chamber an d'Leit dobaussen als Vollek verdéngt gehat hätten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Da freet nach den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci och dem Här Wolter fir dës Motioun. Ech mengen, datt sech effektiv hei eng ganz Rëtsch Froen stellen. An eng Rëtsch Froe gi wierklech an de sanitären, medezinnesche Beräich: wat wéini geschitt ass. Mee ech mengen, datt sech awer och eng Rëtsch politesch Froen, a mengen Aen op jidde Fall, stellen.

Et stellt sech d'Fro, firwat bis elo a kenger Kommissioun doriwwer geschwat ginn ass. Déi éischte Kéier, wou ech als Parlamentarier dovunner héieren hunn, dat war an der Santéskommissioun de leschten Donneschden, wou als Äntwert op eng aner Fro, déi ech gestallt hunn, dat dote relevéiert ginn ass, a wou awer och an der Santéskommissioun gesot ginn ass, datt an deem Nidderkuerer Altersheim net alles esou gelaf ass, wéi et hätt solle lafen, an zumindest an de Raum gestallt ginn ass, datt verschidde Covidreegelen net respektéiert gi sinn. An dat stellt wierklech awer politesch Froen.

De Servior, deen et bedreift, dat ass en Établissement public. En Établissement public, deen huet e Ministre de tutelle. An ech hätt scho gär vun deem Ministre de tutelle, wann et da sollt zu Irregularitéite komm sinn, datt e sech de Froe vun den Deputéierte stellt, déi natierlech och a gewëssenem Mooss de Relais si vun der Ëffentlechkeet.

Ech mengen och, datt mer hei Opklärung brauchen. Ech mengen, datt déi héich Zuelen, déi mer an deene leschten Deeg a Wochen hu misse constatéieren, och no Opklärung ruffen an datt se och derno ruffen, fir déi Responsabilitéite kënne festzemaachen an déi Feeler ze benennen, déi eventuell geschitt sinn.

Ech ënnerstëtzen déi Demarche vum Här Wolter.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Dann huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech mengen, aus deenen Ausféierunge geet ervir, dass mer alleguer eis ganz staark dervu concernéiert fillen. An ech soen dem Michel Wolter och Merci. A vu dass een hei Interêt huet, fir dat esou séier wéi méiglech ze maachen, proposéieren ech, an Ofsprooch mat deenen zwou Ministeschen - a mir kucken dann och, dass mir alleguerten déi, déi mer brauchen, derbäi hunn -, dat deen nächsten Dënschden an eiser Plage um néng Auer ze maachen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Dann huet den Här Sven Clement nach d'Wuert gefrot gehat.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass sécherlech eppes, wat ee betraff mécht. Mee d'Betraffenheet däerf eis net dervunner ofhalen, ze kucken, wat d'Ursaache sinn.

Ech sinn der Meenung, datt d'Demarche, déi den Här Wolter hei gewielt huet, eng ganz pertinent ass, nämlech eng onofhängeg extern Etüd ze fuerderen. Et ass sécherlech esou, datt mir an der Chamberskommissioun kënnen driwwer schwätzen, dat ass, mengen ech, den zweeten Invite, deen den Här Wolter a senger Motioun geschriwwen huet, nämlech datt d'Chamber au courant gehale gëtt, de Grand public awer och.

Et geet hei net drëm, nëmmen eng politesch Analys ze maache, et geet hei drëm, en Audit ze maachen. Mee mir soen dat ëmmer esou gären, Auditen. Mir kucken: Wat ass lass, wat ass geschitt? Hei stelle sech Froen, et stelle sech politesch Froen: Wie wousst wéini wat, a wat huet en dobausse gesot? Mee et stelle sech awer och eng Rëtsch strukturell Froen: Wéi ass an deem Haus mat der Santé ëmgaange ginn, mat der Gesondheet vun de Leit ëmgaange ginn? Goufen d'Geste-barrièrë respektéiert? Wa jo, wéi konnt et dozou kommen? Wann nee, wien ass ultimement responsabel?

Et ass en Établissement public, en huet eng Ministre de tutelle, mee virun allem huet en eng ganz Chaîne hiérarchique, déi jo hei awer eventuell eng Responsabilitéit huet, déi engagéiert ass. An duerfir mengen ech och net, datt et un der Chamber ass, hei Police ze spillen. Et ass un der Chamber, fir iwwert d'Erkenntnisser vun esou enger externer an onofhängeger Analys informéiert ze ginn an dann déi politesch Konklusiounen ze zéien.

Mee d'Konklusioune selwer, mengen ech, déi éischt, musse vun enger onofhängeger externer Etüd kommen. Well wéi solle mir anescht politesch Konklusiounen zéien, wa mer net wëssen, wat wierklech um Terrain virgefall ass? Ech mengen net, datt eise Chambersreglement hiergëtt, aus der Santéskommissioun eng Enquêtëkommissioun iwwer en Altersheim ze maachen. Ech mengen, datt een hei wierklech eng onofhängeg Enquête brauch. An da muss d'Chamber hir Aarbecht maachen, an dat ass um politesche Plang.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Fred Keup huet nach d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Den Här Wolter huet et gesot: Dat hei si Faiten, déi klénge ganz schrecklech. An déi sinn och ganz schrecklech! Dat ass fir mech eng extreem héich Unzuel u Stierffäll an esou kuerzer Zäit. An ech mengen, hei denke mer alleguerten dat selwecht.

An ech muss awer och soen, dass ech frou sinn - a mir kënnen alleguer frou sinn -, dass den Här Wolter hei an der Chamber ass a gläichzäiteg Buergermeeschter vu Käerjeng ass. Well ech weess net, ob mer soss elo hei d'Geleeënheet gehat hätten, iwwert dat heiten ze schwätzen. An ech mengen och, dass et net onbedéngt duergeet, dass mer an der Kommissioun oder an zwou Kommissioune mam Minister driwwer schwätzen. Dat gëtt ganz sécher och ganz interessant. Mee ech mengen, dass et ganz wichteg wier - an do misste mer am Fong alleguerten dermat averstane sinn -, fir hei eng neutral extern Analys vun där Situatioun ze froen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup.

Da géif ech nach eng Kéier den Auteur vun der Motioun froen, ob hien d'accord ass, ob mer kënnen d'Chamber froen, fir dës Motioun an eng Réunion jointe ze verweisen.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Selbstverständlech!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer dat à main levée maachen?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien ass d'accord, fir dës Motioun an eng Réunion jointe ze ginn, déi soll zäitno stattfannen, esou wéi dat proposéiert ginn ass, den nächsten Dënschden de Moien?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domadder mussen déi zwou Kommissioune sech den nächsten Dënschden domadder befaassen.

(La motion de M. Michel Wolter est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration et à la Commission de la Santé et des Sports.)

10. 7793 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Déclaration de recevabilité

Da kéime mer zum nächste Punkt. D'Presidentekonferenz huet sech den 18. Mäerz 2021 fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7793 iwwert de Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit, déi den 18. Mäerz vum Här Sven Clement deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7793 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la création de structures d'hébergement pour hommes et garçons victimes de violence domestique

(Motion déposée en séance publique n° 31 du 21 janvier 2020 - à consulter au compte rendu n°10/2019-2020 en page 283)

Da kéime mer zum leschte Punkt vun der Sitzung vun haut. Dat ass d'Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Aféierung vun Ënnerbrén-

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

gungsstrukture fir Männer a Jongen, déi Affer vun haislecher Gewalt sinn. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, déi Motioun, déi huet elo schonn e gewëssenen Alter. Den 21. Januar 2020 hu mer se an der Chamber deposéiert, an et geet ëm dee Problem vun der Gewalt doheem, dee mer jo leider an eiser Gesellschaft och ganz gutt kennen.

A bei där Problematik hu mer natierlech ganz vill Fraen a Meedercher, déi Affer sinn. Et ass och viru Kuerzem um internationale Fraendag nach eng Kéier ganz vill dorun erënnert ginn. Mee dat ass nëmmen en Deel vun der Realitéit, well mir hunn och ganz vill Männer a Jongen, déi Affer vu Gewalt sinn.

Mir haten doriwwer scho vill Diskussiounen a mir hu Statistiken. Et gëtt jo e Comité de professionnels, dee sech speziell ëm d'Gewalt doheem këmmert. Déi maachen all Joer e Rapport. An eisen Aen déi rezentst, souwäit mir et wëssen, Donnéeë vun deem Kommitee sinn aus dem Joer 2019.

An do geet ervir, datt statistesch 36,42 %, also bal véier vun zéng Affer Männer a Jonge sinn a sechs vun zéng, e bësse méi wéi sechs vun zéng, si Meedercher a Fraen. Am Ausland, Amerika a Kanada, do gëtt déi Problematik an deem Sënn scho méi laang studéiert. Do gëtt et och Metastudien driwwer an do ass d'Proportionalitéit ongefëier 50:50. An et kann een natierlech och dervun ausgoen, datt et fir Männer aus soziale Grënn dacks nach méi schwéier ass zouzeginn, datt se Affer vu Gewalt sinn, wéi fir Fraen. Also kann een dervun ausgoen, datt, compte tenu vun deene Resultater am Ausland, deenen Analysen an och vun der Situatioun hei, warscheinlech och hei méi oder manner e Gläichgewiicht besteet.

Op jidde Fall, mir ginn elo mol vun den offizielle Statistiken aus, an do si, wéi gesot, ronn véier vun zéng Affer Männer a Jongen.

Op där anerer Säit hu mer Strukture fir Affer vun haislecher Gewalt. Do hu mer Donnéeën, mir haten och elo eng Question parlementaire gestallt, an dat huet sech elo vläicht an der Tëschenzäit ganz liicht verännert. Mee déi lescht offiziell Zifferen, déi mir kennen, sinn esou, datt et am Ganzen 253 Ënnerbréngungsméiglechkeete gëtt fir Affer vun haislecher Gewalt, dovunner sinn 88 % - also bal 90 % - fir Fraen a Meedercher, 11 % fir Männer a Jongen. An och fir Pappen, déi mat Kanner iergendwou wëllen ënnerdaach kommen, gëtt et bal näischt.

Do hu mer also e grousst Ongläichgewiicht: Mir hunn op där enger Säit ronn véier vun zéng Affer vu männlechem Geschlecht, op där anerer Säit sinn nëmmen zéng vun honnert Strukture fir Männer a Jongen. Dat ass natierlech keng glécklech Situatioun, well mir gesi jo och am Ausland, an Däitschland an op anere Plazen, datt do wierklech Efforte gemaach ginn, fir Männerhaiser ze grënnen, eebe fir déi Leit och kënnen opzefänken an dat net ze tabuiséieren, datt et eeben och do an deem Deel vun der Gesellschaft e grousse Bedarf gëtt fir ze hëllefen, fir opzefänken.

Selbstverständlech muss dat och fir Fraen a Meedercher a groussem Mooss geschéien. Mir wësse jo, datt do Problemer sinn, datt och do net genuch Zëmmere sinn, datt et och ganz schwiereg ass, aus esou engem Foyer erauszekommen, fir vläicht op enger anerer Plaz eppes um Wunnengsmaart ze fannen. Alles dat ass wouer. Mee et gëllt eeben nach méi fir Männer a Jongen, well dat Ongläichgewiicht zimmlech eklatant ass. An eise Plädoyer ass dofir, datt mer all d'Affer vun der Gewalt kënnen opfänken an en hëllefen, egal wéi d'Geschlecht ass, op eng méiglechst gerecht Manéier. An dofir, de Constat, dee mir hunn, ass einfach deen, datt mer dat Ongläichgewiicht hunn an datt mer derfir plädéieren, dat auszegläichen.

Dat heescht, datt mer als Staat sollten higoen a méi dorunner denken, fir och déi männlech Affer besser kënnen ze encadréieren, ze logéieren, wat net ausschléisst, datt mer natierlech och d'Efforte fir Fraen a Meedercher viruféieren, ausbauen. Et ass net dorunner, wou et soll hänken. Mee mir soen einfach, datt mer endlech dee méi breede Bléck op déi ganz Problematik hunn, an am Ableck sinn déi männlech Affer nach däitlech méi schlecht gestallt, wat d'Strukturen ugeet. An et ass dat Ongläichgewiicht, wat mer wëllen aus der Welt schafen.

Ech hoffen dofir am Numm vun der ADR op eng breet Ënnerstëtzung heifir. Ech mengen, et ass eng Fro vu Gerechtegkeet, och vun Empathie, vu sozialer Verantwortung. An ech mengen, datt mer eis do kéinten - dat hoffen ech wéinstens - drop eenegen, fir dat hei ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den honorabelen Här Dan Biancalana.

Discussion générale

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo mir haten an der zoustänneger Kommissioun de 27. Mee d'lescht Joer mat der Ministesch fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer iwwert dës Motioun diskutéiert. A mir wëssen natierlech och, dass sech de Fokus op d'haislech Gewalt net zulescht duerch d'Covid-19-Pandemie nach eng Kéier verschäerft huet. An dat léisst sécherlech kee vun eis heibanne kal.

An och wann d'Thematik vun haislecher Gewalt fir d'LSAP eng wichteg Prioritéit ass, hate mer awer e puer Bedenken, déi mer och geäussert hunn am Kader vun der Kommissiounssitzung zu dëser Motioun. A vu dass d'Motioun en tant que tel säitdeem och net ofgeännert gouf, hunn déi weiderhi Bestand.

D'Motioun mécht am Fong eng Equatioun vun der Zuel vu männlechen Affer am Kader vun Interventioune vun der Police bei haislecher Gewalt an de Plazen a Foyerë fir Männer a Jongen, fir esou ze argumentéieren, dass et net genuch Plaze fir Männer a Jonge gëtt. Dat ass an eisen Aen e bësse fragwürdeg.

D'Statistik vun 2019 - et ass ugeschwat gi vum Här Kartheiser - weist effektiv eng liicht Tendenz no uewe bei de weiblechen Auteure vun haislecher Gewalt an et ass och e Fait, dass och Männer Affer sinn an Hëllef sichen. Dat bestätegt och dësen Trend. An dat heescht och, dass et positiv ass, wann och do méi Ulafstelle sinn, wann dann och méi Männer sech mellen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. An d'Gewalt géint Männer a Jonge soll och nach weider enttabuiséiert ginn.

Wann een awer genee op d'Statistike kuckt um Niveau vun den Expulsiounen, ass awer déi grouss Majoritéit vun den Affer Fraen a Meedercher. Wa mer do zum Beispill, wéi gesot, bei den Expulsioune bleiwen, do si 85 % vun den Affer weiblech. Fir also elo hei déi zwee Geschlechter géigeniwwer ze stellen an och quasi géinteneen auszespillen, kënne mer an deem Sënn net ënnerstëtzen, well déi Approche zur häislecher Gewalt am Fong gesetzlech an och iwwert d'Moossnamen eraus geschlechterneutral soll sinn.

De Fait, dass eng Rei Efforte gemaach goufen an deene leschte Joren, fir Männer an och Jongen ze ënnerstëtzen, ass am Fong och d'Approche vun der LSAP. Mir sinn net géint den Ausbau vu Strukturen, wou Männer a Jonge effektiv sollen opgeholl ginn, mee mir sinn am Fong der Meenung, dass Strukture fir all d'Affer solle geschaaft ginn. An aus deene Grënn si mer der Meenung, dass dës Motioun net soll ugeholl ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Da freet d'Wuert d'Madamm Chantal Gary.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fuerderungen an dëser Motioun sinn op den éischte Bléck ganz sympathesch. Selbstverständlech ass et richteg a wichteg, datt all Fraen, Männer a Kanner, déi Affer vun haislecher Gewalt goufen, op eng adequat Hëllef mussen ziele kënnen. Ech mengen, do si mer eis heibannen alleguerten eens.

Wa mer vun haislecher Gewalt schwätzen, sinn d'Affer meeschtens Fraen. Mee d'Männer, wann och vill manner oft, sinn och betraff. Dës männlech Affer stellen an der Thematik eng Minoritéit duer an hir spezifesch Situatioun dierf op kee Fall vergiess ginn. D'Regierung gëtt dësem Usproch an eisen Aen och gerecht an ënnerstëtzt duerch séllech Ulafstellen a Strukturen och genau dës Besoinen.

A fir eis Gréng ass et och ganz kloer, datt d'Chancëgläichheetspolitik all Mënsch muss viséieren, onofhängeg dovunner, ob mer iwwer genderspezifesch Diskriminéierung a Stereotypen oder iwwer haislech Gewalt schwätzen. Chancëgläichheet geet eis alleguerten eppes un!

Wéi bei all Motioun muss ee sech dann awer och d'Fro stellen, ob se dem reelle Besoin um Terrain gerecht gëtt. Eisen Informatiounen no gëtt et allerdéngs keng Demande no weideren Ënnerbréngungsstrukture fir Männer a Jongen. Dëst ass jo och schonns elo just erwäänt ginn.

Et ass awer net deen eenzege Grond, firwat mir dës Motioun net wäerte matstëmmen. Wat eis nämlech vill méi un dëser Motioun stéiert, ass den Narratif, deen d'ADR probéiert ze propagéieren: Et ass deen, datt der Regierung hiren Effort géint haislech Gewalt - Zitat Motioun - „eng Geschlechterdiskriminéierung" ervirbrénge géif. Dësen Narratif säitens der ADR ass net nei an e gouf och schonns an der Äntwert op d'Question parlementaire Nummer 1032 widderluecht, op déi d'Motioun jo och selwer Referenz mécht.

Ech zitéieren d'Madamm Ministesch: „Den Europarot encouragéiert d'Memberlänner ausdrécklech, de Jongen an de Männer dee selwechte Schutz zoukommen ze loossen. Dëst ass fir Lëtzebuerg eng Selbstverständlechkeet, well eis Legislatioun - besonnesch am Beräich vun haislecher Gewalt - geschlechtsneutral ass. D'Ausso, datt d'Regierung eng bestëmmte Kategorie vun Affer avantagéiert, ass deemno net richteg." D'Zitat ass fäerdeg.

An der Motioun steet och, datt de Prozentsaz vu männlechen Affer 2018 bei 33,9 % louch. Dëse wichtegen Indicateur steet effektiv am Rapport vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence.

Am Rapport fënnt een awer och nach aner Indicateuren, zum Beispill d'Zuele vum Service d'Assistance aux Victimes de Violence domestique, déi e liicht anert Bild vun der Situatioun zréckspigelen. Ech zitéieren: « Dans 86,80 % des cas, les victimes ont été de sexe féminin. Dans 13,20 % des cas, les victimes ont été de sexe masculin. » Et hätt een och nach kënne soen, datt bei Expulsioune 85,5 % vun den Affer Fraen a 14,5 % vun den Affer Männer sinn.

Wat ech heimat soe wëll ass, datt Gewalt géint Männer duerchaus e Problem ass, mee datt et och nach weider wichteg Indicateure gëtt, déi allerdéngs en anere qualitative Charakter hunn an en anert Bild vun der Situatioun zréckspigelen. Dës Indicateure passen allerdéngs manner an der ADR hiren Narratif, an et verwonnert dofir net, datt se an der Motioun feelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech mir dat esou ukucken, da ginn ech d'Gefill net lass, datt et bei dëser Motioun also net eleng ëm haislech Gewalt geet, mee virun allem dorëms, ze inszenéieren, datt der Regierung hir Chancëgläichheetspolitik Geschlechterdiskriminéierung ervirbrénge géif.

Mir Gréng hätten eis gewënscht, d'ADR hätt dee selwechten Enthusiasmus géint Gewalt gewisen, wéi am Joer 2017 hei an der Chamber iwwert d'Konventioun vun Istanbul ofgestëmmt gouf. Deemools gouf heibannen en enorm wichtegt Zeechen am Kampf géint Gewalt géint d'Frae gesat. An dës Konventioun huet jo net just als Zil, Fraen a Meedercher ze schützen, mee och Männer a Jongen. Mee d'ADR huet deemools als eenzeg Partei an der Chamber géint dëst Gesetz gestëmmt, mam Argument, datt si, Zitat: „deen Gendergaga fir Blödsinn géifen halen".

(Hilarité)

Här President, mat dëser Regierung hu mir an de leschte Jore vill Schrëtt a Richtung méi Chancëgläichheet gemaach: den Avortement, den Homomariage, d'Autodeterminatioun vun Trans- an Intersexpersounen, d'Istanbuler Konventioun, d'Quote bei de Walen. Dat alles si just e puer Beispiller, a bei all deene Beispiller huet d'ADR hei an der Chamber mat Nee gestëmmt.

Mir Gréng dinn eis also immens schwéier, eis vun esou enger Partei iwwer Chancëgläichheet beléieren ze loossen. Mir verstinn awer, datt déi progressiv Chancëgläichheetspolitik vun eiser Regierung de Vertrieder vun der ADR Angscht mécht, well si kraazt un engem längst iwwerlieften, patriarchalesche Weltbild, dat dës Partei nach ëmmer propagéiert.

Une voix.- Très bien!

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. Ginn et nach weider Wuertmeldungen zu dëser Motioun? D'Madamm Françoise Hetto, wannechgelift.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Also, ech gesinn dat net grad esou, wéi d'Madamm Gary an och déi aner Virriedner dat elo hei gesinn.

Une voix.- Et héiert een näischt.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Da ginn ech dohinner.

(Mme Françoise Hetto-Gaasch rejoint le pupitre.)

Sou, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech gesinn dat net grad esou, wéi d'Madamm Gary dat elo hei gesot huet. Well ech liesen am Fong geholl hei u sech eng ganz neutral Motioun. An als fréier Chancëgläichheetsministesch muss ech soen, dass mer ëmmer e bëssen hei niéiert hunn, dass et och Männer gëtt, déi Affer si vun haislecher Gewalt.

(Interruption)

An ech fannen, dass mer hei onbedéngt sollen op de Wee goen, derfir ze suergen, dass mer och en Ënnerdaach schafe fir Pappen a Kanner, deenen et net gutt geet doheem.

Ech erënneren drun, mir haten am Dezember 2019 hei eng Question élargie. Do hat ech och eng Motioun deponéiert, déi ech jo och un d'Madamm Ministesch weiderginn hunn, wou mer einfach och méi Strukture reklaméiert hunn, Strukture fir béid Geschlechter.

Ech weess net, ob an dëser fortschrëttlecher progressiver Gambia-Politik dann elo an deem Kontext scho weider ganz vill geschitt ass. Ech mengen net. Ech géif mer just wënschen, dass mer déi Motioun hei géifen droen, well mir brauchen där Strukturen a mir hunn der definitiv net genuch.

Ech weess net, wou Dir Är Zuelen hierhutt. Ech héiere vum Terrain a vun de Leit, déi mat deenen Affer schaffen, ganz aner Saachen. A wann den Här Kartheiser bereet wär, beim zweeten Tiret dee „besonnesch" do ewechzehuelen, da fannen ech, dass dee Saz sech nämlech ganz gutt liest. Da steet nämlech just nach do: „ (...) derfir ze suergen, dass et och genuch Infrastrukture gëtt, an deene Pappe mat Kanner kënne fir méi laang Perioden en Ënnerdaach fannen". An ech mengen, dozou ka keen heibannen Nee soen.

Duerfir, Här Kartheiser, wann Der bereet wäert, dee „besonnesch" ewechzehuelen, da kéinte mir als CSV dat dote wuel matdroen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Françoise Hetto-Gaasch. Den Här Kartheiser wëllt direkt dorobber reagéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, et wär vläicht ...

Jo, soll ech eppes soen iwwert d'Ried vun deene Gréngen? Et ass wierklech, mengen ech, ...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Et ass lächerlech. Déi ass definitiv lächerlech!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass wierklech ..., et huet mer bal leed gedoen, der Madamm Gary nozelauschteren, wéi se hei probéiert huet ...

Une voix.- Et ass lächerlech gewiescht, wat d'Madamm Gary do gesot huet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- .. - wéi d'Madamm Hetto et och richteg gesot huet -, eng neutral formuléiert sachlech Motioun zum Theema vun der haislecher Gewalt an en ideologesche Feldzuch géint d'ADR ze veränneren.

Mee ech wëll der Madamm Gary awer Genugtung ginn, a wa se dat do schonn opgräift, da wäert ech hir versécheren, datt mer dann an deenen nächste puer Jore bis d'Walen déi verschidde Sujeten nach intensiv wäerten diskutéieren, op Wonsch, wéi ech et verstinn, vun där grénger Partei. Si kann dat kréien, wat se haut hei gefrot huet.

Elo soen ech awer der Madamm Hetto Merci fir déi ganz konstruktiv Manéier, wéi d'CSV dat heiten opgegraff huet. Ech wëll hir dofir mäi Respekt ausschwätzen an allgemeng de Kolleege vun der CSV. Dat ass eng sachlech Analys, eng éierlech Analys.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A selbstverständlech wäerte mir och bereet sinn, dat klengt Wuert ewechzeloossen, eng kleng Textännerung, mee dann hu mer wéinstens hei zwou Parteien, déi eng vernünfteg Positioun vertrieden. Doriwwer freeën ech mech. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Här Marc Baum, an da kritt d'Regierung d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Do schéngt sech jo eng Allianz tëscht ADR an CSV op där Fro opzemaachen.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Nee, dat hätt mech elo gewonnert, wann dat do net komm wier!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här Kartheiser, anscheinend ass d'Plaz vum President nach fräi. Wann Iech dat inspiréiert, da kënne mer jo kucken.

(Hilarité)

Sou. De Problem, deen hei an der Loft läit, oder den Elefant, deen an der Dier steet, ass jo einfach deen, datt een am Fong dat seet, wat d'ADR-Motioun freet, nämlech datt d'Betreiungsstrukturen an engem besonnesche Fall, nämlech deem vu Männer respektiv Jongen, misste verstäerkt ginn, well, an esou gëtt jo argumentéiert, et en Ongläichgewiicht géif ginn.

An do fänkt de Problem un, nämlech, datt eng eigentlech räsonabel Fuerderung - nämlech datt ee seet: „Mer mussen oppassen, datt mer déi Problemer wierklech fir déi zwee Geschlechter ugräifen" -, direkt an e Kontext gesat gëtt vun enger soidisant Ongläichgewiichtung par rapport zu männlechen Affer.

An ech mengen, datt virdrun awer och d'Kolleegen, den Här Biancalana a virun allem och d'Madamm Gary, gewisen hunn, datt zumindest déi Ongläichgewiichtung net esou stëmmt, wéi se an den Zuele vun der Motioun insinuéiert gëtt, a virun allem datt aner Zuelen, déi e méi objektive Charakter géife weisen, dat net beleeën. An dat ass dat, wat dann awer wierklech den ideologesche Charakter ausmécht.

An ech mengen och, wat d'Chancëgläichheet ugeet, datt et do duerchaus nach Sputt no uewe gëtt bei Gambia. Mee ech muss awer och feststellen, Madamm Hetto, datt Dir awer och Gläichstellungsminister waart. A wann et feelend Strukture géif ginn, wéi Der sot, ma dann hutt Dir jo awer och iergendwou eng gewësse Responsabilitéit dofir, ...

Une voix.- Jo, jo.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- … soudatt ech mengen, datt an där Aart a Weis, wéi d'Duerstellung vun dëser Motioun ass, mir se als Lénk awer och leider net kënne matdroen, well aus engem seriöen an diskutéierenswäerte Sujet hei eigentlech eng Poleemik gemaach gëtt. An dat ass bedauerlech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An dann huet d'Regierung d'Wuert gefrot a kritt et och, d'Madamm Gläichheetsministerin, d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Wannechgelift, Här President! Ech géif gären dem Här Baum äntwerten a froen, wéinst Fait personnel un d'Rei ze kommen. Madamm Minister, ganz kuerz, fir ze soen ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hetto-Gaasch huet d'Wuert fir Fait personnel.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Just fir ze soen, Här Baum, wéi ech Chancëgläichheetsministesch war, hunn ech als éischt Ministesch an deem Beräich iwwerhaapt emol eng Ulafstell geschafen, wou Männer, déi an Nout sinn, kënnen higoen. Bis dohinner hate mer emol iwwerhaapt näischt esou. An et wollt kee Mënsch dat iwwerhaapt wouerhunn, just dozou!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hetto. An elo ass et awer un der Madamm Ministerin.

Une voix.- Très bien!

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes.*- Merci, Här President. Meng Virriednerinnen an d'Virriedner op dëser Säit, déi hunn et schonn ugeschwat, dass hei an där Motioun awer eng ganz fragwierdeg Equatioun opgestallt gëtt, wann déi männlech Affer vun haislecher Gewalt dee Moment dem Prozentsaz vun den Ënnerbréngungsstrukture géigeniwwer gestallt ginn, zemools well Der bei den Affer vun haislecher Gewalt do d'Zuele vun der Interventioun vun der Police huelt, wat jo net zwangsleefeg zu enger Wechweisung féiert, wat och net zwangsleefeg derzou féiert, dass déi Leit herno mussen an enger Struktur ënnerbruecht ginn, soudass een awer den Androck huet, dass Der hei e bësse suggeréiert, wéi wann näischt géif fir männlech Affer vu Gewalt gemaach ginn, wat awer absolutt falsch an net richteg ass.

Dofir denken ech, dass et einfach gutt ass, wa mer e klenge Faktencheck maachen. Ech mengen, dat géif eiser Diskussioun hei guttdoen. Well et gëtt jo gesot: „Am Ausland ginn et esou Strukturen." Et gëtt och gesot: „Mir brauche Strukture fir Pappe mat Kanner." Dofir kucke mer eng Kéier ganz kuerz hei op d'Lëscht: De Gläichstellungsministère huet Konventioune mat der Croix-Rouge, mat infoMann, mat der Caritas, mat der Fondation Maison de la porte ouverte, an do gëtt et ganz vill Plazen, fir eebe grad deene Leit, déi an esou enger Situatioun sinn, kënnen en Ënnerdaach ze ginn , wuelwëssend, dass et sech ëm eng Noutfallsituatioun handelt, fir dass se dee Moment kënne séier aus der Situatioun doheem erauskommen.

Am Moment hu mer 35 där Plazen hei am Land. D'lescht Joer waren et der 28. Dat weist, dass awer an de leschten zwielef Méint nei Plaze geschafe gi sinn. A mir hunn an eisem Regierungsaccord stoen, dass mer beméit sinn als Regierung, déi Strukturen fir d'Affer, déi sech un all d'Geschlechter riichten, dass mer déi wëlle weider ausbauen.

Genau dat si mer amgaangen ze maachen. Och de Budget fir déi dote Servicer ass an d'Luucht gesat ginn. Deen huet sech säit 2016 carrement verduebelt. Och do gesäit een awer déi Efforten, déi gemaach ginn. An ech mengen, et ass genau dat, wou mer mussen usetzen.

Just vläicht ee Wuert awer, wat eigentlech de Problem bei deem Ganzen ass. Dat ass elo net esou wierklech ugeschwat ginn. Mee de Problem, mat deem déi Leit och hei erëm ze kämpfen hunn, ass de Logement: Mir kréie se nach an d'Noutfallstruktur eran, mee de Problem ass herno, wann hir Situatioun sech eebe stabiliséiert huet, fir dann eng eege Wunneng ze kréien, déi Zweet-Phas-Wunneng, dat ass e bëssen nach de Problem, wou et happert, wou mer awer amgaange sinn, drun ze schaffen.

Ech weess och, dass Buergermeeschtere sech gemellt hunn, déi bereet sinn, fir esou Strukturen opzebauen, tout en sachant dass mer an der Logementspolitik jo scho souwisou iwwert déi verschidden Instrumenter - denke mer un de Pacte Logement, de Baulandvertrag an nach aner Instrumenter - och méi sozial Wunnenge wëlle kréien, méi bezuelbar Wunnengen. An ech mengen och, dass dat hëlleft, fir hei den Drock aus deem Secteur erauszehuelen.

Ech mengen, dat ass wierklech dat, wou mer och sollen zesummeschaffen. Mee hei déi pauschal Aussoen an déi fragwierdeg Equatiounen, wou een awer den Androck huet, dass hei ee Geschlecht géint dat anert ausgespillt gëtt, ech mengen, dat bréngt eis net weider. Dass nun eemol méi Frae vun deene Programmer profitéieren, ass ganz einfach - an dat ass scho gesot ginn -, well d'Affer awer nach ëmmer majoritär Frae sinn. Ech mengen, dat däerf een net vergiessen an dat ass och e gesellschaftleche Problem, dee mer op engem aneren Niveau versichen ze léisen, wou mer eis Programmer hunn an der Preventioun, an der Educatioun, fir eeben och deem virzegräifen, dass mer awer a Richtung vun enger gewaltfräier Gesellschaft ginn, wou keen, egal op Mann, Fra oder soss, muss Gewalt erleiden. Well Gewalt ass leider den Alldag fir ganz vill Leit hei am Land. An ech mengen, do sollte mer alleguerten zesumme schaffen, dass mer dat wäitgeeënst an de Gréff kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gläichheetsministerin.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kënnen dann zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion modifiée

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen ee Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten (par M. Claude Haagen), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Offiziell sinn déi nächst Sitzunge fir de 27., 28. an 29. Abrëll virgesinn. Mee ech mengen, mir wëssen alleguer, datt d'Coviddispositioune virdrun auslafen an datt mer eis nach eng Kéier musse virdru gesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 21.03 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 42, 43 et 44

42e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 604
Communications ..... p. 604
Ordre du jour ..... p. 604
7788 - Proposition de loi portant modification du livre IV du Code de la sécurité sociale en vue d'augmenter le montant de l'allocation familiale et d'introduire une allocation complémentaire pour familles nombreuses
et
7789 - Proposition de loi portant modification :
1° du Code du travail ;
2° du Code de la sécurité sociale ;
3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux (Déclarations de recevabilité) ..... p. 604
7784 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ..... p. 604-616
Question urgente n° 3850 de M. Sven Clement concernant la vaccination des personnes vulnérables ..... p. 616

43e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 616
Communications ..... p. 616-617
Institution d'une sous-commission ..... p. 617
Ordre du jour ..... p. 617
Dépôt d'une motion par M. David Wagner ..... p. 617
Question élargie n° 82 de M. André Bauler relative à la responsabilisation des acteurs intervenant dans les chaînes de production les plus diverses ..... p. 617-618
Question élargie n° 83 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'économie créative ..... p. 618
Question élargie n° 84 de Mme Francine Closener au sujet de l'avenir du secteur touristique ..... p. 618-620
7776 - Projet de loi portant modification de l'article L. 631-2 du Code du travail ..... p. 620-621
7756 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation d'un membre de la commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision ..... p. 621-622
Motion de M. David Wagner relative à la création d'un cadre légal spécifique pour les médias citoyens ..... p. 622

44e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 622
Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter ..... p. 622-623
7770 - Projet de loi portant approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom ..... p. 623-628
7760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire en vue de l'organisation de l'Office des procureurs européens délégués ..... p. 628-629
7769 - Projet de loi portant modification de :
1. la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :
1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;
3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
2. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;
3. la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ..... p. 629-636
Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement ..... p. 636
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la mise en place des différentes étapes pour la sortie des mesures de restriction ..... p. 636-641
Motion de M. Sven Clement relative à la fiscalité du télétravail
Motion de M. Sven Clement relative à la déduction fiscale dans le cadre du télétravail ..... p. 642-643
Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « Um Lauterbann » à Niederkorn ..... p. 643-644
7793 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (Déclaration de recevabilité) ..... p. 644
Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la création de structures d'hébergement pour hommes et garçons victimes de violence domestique ..... p. 644-646

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4140	François Benoy	Inclusion éventuelle du nucléaire et du gaz naturel dans la taxonomie européenne
4189	Marc Goergen	Conseil d'administration de Cargolux
4202	Martine Hansen	Candidats sursitaires
4204	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Interdiction des vols courte distance
4217	Fred Keup	Indexation de l'allocation familiale
4219	Mars Di Bartolomeo	Finance verte et soutenable
4220	Marc Goergen	Rupture de stock de médicaments
4227	Marc Goergen	Voitures électriques de l'État
4228	Marc Goergen	Rupture de stock de médicaments
4236	Marc Baum	Activité du Conseil national pour étrangers
4238	Fred Keup	Questionnaire sur la qualité du sommeil
4247	Laurent Mosar, Viviane Reding	Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le dénommé « Privacy Shield »
4248	Fred Keup	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans le cadre d'Esch2022
4251	André Bauler	Fermeture des bureaux postaux de Boulaide et de Rambrouch
4254	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Viande cultivée
4260	Jean-Paul Schaaf	Éclairage des parkings
4274	Georges Engel	Personnes âgées
4276	Fernand Kartheiser	Relations avec l'Azerbaïdjan
4282	Sven Clement	Rupture de stock du cannabis médical
4285	Sven Clement	Subsides accordés à la fédération Horesca
4286	Fred Keup	Art spolié
4287	Fred Keup	Financement de la lutte contre le changement climatique
4291	Fred Keup	Approbation partielle de PAG
4293	Fernand Kartheiser	Immigration illégale
4298	Fred Keup	Projet de logements subventionnés dénommé Elmen
4303	Roy Reding	Subsides pour les matières premières
4305	Carlo Back	Promotion du covoiturage
4306	Jeff Engelen	Utilisation d'appareils de vision nocturne pour la chasse
4307	Jeff Engelen	Mise à disposition de tests rapides Covid-19
4311	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Déclaration politique contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées
4312	Fred Keup	Coopération avec le Nicaragua
4314	Laurent Mosar, Octavie Modert	Situation des services financiers postaux
4317	Laurent Mosar, Marc Spautz	Situation de Liberty Steel à Dudelange
4318	Claude Haagen	Réforme de la loi modifiée du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière
4319 cf. 4487	Martine Hansen, Claude Wiseler	Vaccination mixte
4321	Jeff Engelen	Vignette de conformité des véhicules agricoles
4323	Gilles Baum, Gusty Graas	Manque de personnel soignant
4324	Marc Goergen	Installations photovoltaïques au-dessus des autoroutes
4325	Laurent Mosar, Paul Galles	Consommation d'énergie de la technologie « Blockchain »
4326	Mars Di Bartolomeo, Tess Burton	OGM « nouvelle génération »
4328	François Benoy, Semiray Ahmedova	Amiante et autres substances dangereuses
4329	François Benoy	Procès et objectifs climatiques
4330	Marc Spautz, Aly Kaes	Harcèlement moral en milieu professionnel
4331	Marc Goergen	Jeux de hasard
4335	Mars Di Bartolomeo, Simone Asselborn-Bintz	Nouvelles admissions en structures d'accueil pour personnes âgées et handicapées
4337	Jeff Engelen	Évaluation du système des pensions par l'Union européenne
4338	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Augmentation des maladies psychosociales
4339	Françoise Hetto-Gaasch	Livraison d'aliments dans les foyers pour réfugiés
4340	Tess Burton	Congé de maternité dans le cas d'une fausse-couche
4341	Marc Goergen	Projet contre le voyeurisme des accidents
4344	Dan Biancalana	Harcèlement de rue
4349	Josée Lorsché	Cannabis médical
4351	Gusty Graas	Dispositif « droit à l'oubli » dans le cadre de l'assurance solde restant dû
4354	Nathalie Oberweis	Répression de la contestation sociale en Colombie
4356	Max Hahn, Gusty Graas	Camion du type « Eco combi »
4357	Lydia Mutsch	Centre de compétences « Cyberforce » de POST Luxembourg
4360	Marc Goergen	Chiens utilisés par des entreprises de sécurité
4361	Marc Lies	Externalisation de certains services des hôpitaux
4362	Marc Goergen	Animaux exotiques
4487 cf. 4319	Jeff Engelen	Combinaison de différents vaccins contre la Covid-19
		Session ordinaire 2021-2022
5324 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Vaccination dans les cabinets médicaux
5336 urgente	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Refus de transport en ambulance des personnes non vaccinées
5375 urgente	Marc Hansen	Hospitalisations en soins intensifs et en soins normaux
5385 urgente	Marc Hansen	Accélération de la campagne de vaccination « booster »

Question 4140 (22.04.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**inclusion éventuelle du nucléaire et du gaz naturel dans la taxonomie européenne :**

Afin de promouvoir des investissements dans des activités durables et conformes aux objectifs de l'accord de Paris, le Gouvernement a introduit lors du projet de budget pour l'exercice 2021 des taux réduits de taxe d'abonnement pour les fonds d'investissement qui investissent dans des activités conformes à la « taxonomie » européenne. Cette « taxonomie » définit les activités économiques durables en établissant des critères de soutenabilité pour déterminer les activités qui contribuent de manière substantielle aux objectifs environnementaux ou ne causent pas de préjudice important à aucun des objectifs environnementaux.

Alors que le règlement européen afférent est déjà entré en vigueur au cours de l'année 2020, les actes délégués n'ont pas encore été finalisés par la Commission européenne et leur finalisation a été repoussée. Ces actes délégués devraient détailler les critères d'examen techniques pour déterminer la soutenabilité d'une activité.

Dans son rapport technique sur la taxonomie, le « Groupe d'experts technique sur la finance durable » avait formulé des recommandations à la Commission européenne. Il recommandait notamment de ne pas inclure l'énergie nucléaire dans la taxonomie puisqu'il était impossible, en raison du manque d'un site sûr et viable à long terme pour le stockage des déchets radioactifs, de conclure que l'énergie nucléaire ne cause pas de préjudice important à l'environnement.

Or, selon des documents qui ont circulé dans la presse internationale au cours des dernières semaines, la Commission envisage tout de même, sur la base d'un rapport du « Joint Research Centre » et mis sous pression par certains États membres, d'inclure le nucléaire dans la taxonomie. De même, selon ces documents, l'inclusion partielle du gaz naturel en tant qu'activité durable est aussi en train d'être analysée.

Le 21 avril 2021, la Commission a publié une première série d'actes délégués, mais a repoussé la décision concernant l'inclusion du nucléaire et du gaz naturel dans la taxonomie à plus tard dans l'année.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Finances, de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quelles sont les implications pour les années 2021 et 2022 du retard de finalisation des actes délégués pour la mise en œuvre des taux réduits de taxe d'abonnement en matière d'investissements durables conformes à la « taxonomie » ? Les ministres ne sont-ils pas d'avis que le retard de finalisation de la taxonomie crée un manque de prévisibilité pour les fonds d'investissement ? Comment les ministres envisagent-ils de remédier à ce manque de prévisibilité ?

2) Dans quelle mesure et par quels moyens le Gouvernement entend-il s'opposer au niveau européen à l'inclusion de l'énergie nucléaire et du gaz naturel dans la taxonomie ? Le cas échéant, le Gouvernement s'opposera-t-il formellement aux actes délégués afférents au niveau du Conseil de l'UE ?

3) Dans le cas où le nucléaire et le gaz naturel seraient inclus dans la taxonomie, les taux réduits de taxe d'abonnement seraient aussi applicables aux investissements dans le nucléaire et le gaz naturel. Tenant en compte la position défavorable du Gouvernement envers l'énergie nucléaire ainsi que l'impact climatique du gaz naturel, comment le Gouvernement entend-il faire face à une telle situation, voire l'anticiper ? Entend-il adapter la loi nationale afférente afin de faire en sorte de ne pas promouvoir des investissements dans l'énergie nucléaire et dans le gaz naturel ?

Réponse commune (08.06.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Le retard de finalisation des actes délégués de la taxonomie, évoqué par l'honorable Député, s'explique surtout par le nombre très élevé de retours obtenus (+/- 46.000) par la Commission européenne, suite à une consultation publique lancée en décembre 2020 quant aux critères de la taxonomie.

Ces retours très riches en détails ont permis de recadrer la taxonomie et ses actes délégués, en prenant notamment en compte les demandes venant des différents acteurs sur le marché.

Le cadre général de la taxonomie a, quant à lui, été défini dans le règlement de la taxonomie du 18 juin 2020 (règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088). Les fonds d'investissement peuvent ainsi d'ores et déjà intégrer ces critères dans leur stratégie d'investissement.

En ce qui est de la mise en œuvre des taux réduits de taxe d'abonnement en matière d'investissements durables, la loi budgétaire pour l'exercice 2021 précise que les fonds d'investissement se basant sur l'article 3 du règlement (UE) 2020/852 pourront bénéficier d'une taxation réduite.

Quant à l'inclusion du gaz naturel et du nucléaire dans la taxonomie, le Gouvernement a communiqué à de multiples reprises à la Commission européenne son opposition à une telle inclusion, aussi bien oralement lors de nombreuses réunions de consultations que par écrit. Ainsi, une lettre cosignée par le Ministre de l'Énergie et quatre autres ministres européens, a été envoyée à la Commission européenne le 10 mars 2021 demandant l'exclusion du gaz naturel dans les actes délégués. Une deuxième lettre, datée du 16 avril 2021 et cosignée par la Ministre du Climat et six autres Ministres européens, a été envoyée pour demander à la Commission de poursuivre avec le processus de l'adoption des actes délégués, sans attendre la décision finale de la Commission sur une qualification éventuelle du nucléaire comme énergie durable.

Le Luxembourg se félicite que le gaz naturel et le nucléaire n'ont pas été inclus dans l'acte délégué du 21 avril 2021. Le Gouvernement continue à suivre les évolutions de près en la matière et s'exprimera à tous les niveaux en faveur d'un niveau d'ambition élevé et d'intégrité environnementale et scientifique de tous les six actes délégués, et donc en défaveur de la prise en compte du gaz naturel et du nucléaire.

Finalement, la troisième question soulevée par l'honorable Député est de nature hypothétique à ce stade, alors qu'il convient de s'assurer de façon prioritaire que ni le gaz naturel, ni le nucléaire ne soient inclus dans le cadre européen de la taxonomie.

Question 4189 (29.04.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **conseil d'administration de Cargolux :**

Bei der Presentatioun vum Joresbilan vun 2020, huet d'Cargolux dës Woch Veränneren an hirem Verwaltungsrot presentéiert. D'Madamm Christiane Wickler gëtt nei Presidentin vum Verwaltungsrot. Op Nofro vum RTL hin, huet d'Madamm Wickler erkläert, dass de Mobilitéitsminister François Bausch si viru fënnef Woche gefrot huet, ob si dëse Poste wéilt besetzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung den Nominéierungsprozess vum Poste vum Verwaltungsrotspresident respektiv der Verwaltungsrotspresidentin erklären?

War déi ganz Regierung mat dësem Choix d'accord?

2. An engem 100,7-Interview huet déi nei Verwaltungsrotspresidentin erkläert: „Et gi vill méi schlëmm Transportmëttele wéi de Fliger."

Ass d'Regierung der selwechter Meenung?

Wéi eng Transportmëttele sinn der Regierung no manner nohalteg wéi Fligeren?

Réponse (08.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Regierung war net mat der Nominatioun vun der Presidentin vun der Cargolux befaasst. De legalen a statutaresch virgesinnenen Decisiounsprozess vun der Gesellschaft ass suivéiert ginn.

Laut dem Artikel „Émissions de CO_2 des avions et des navires : faits et chiffres" um Site „Actualité" vum Europaparlament (mise à jour 28/04/21) sinn déi global Emissioune vun CO_2 per Secteur am Joer 2017 déi follgend:

Autres : 73 %,
Routier : 19,35 %,
Navigation maritime : 3,88 %,
Aviation : 3,77 %.

Question 4202 (03.05.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **candidats sursitaires :**

Am Joer 2019 huet den Educatiounsministère Verhandlunge mat de Proffegewerkschafte gehat an an deem Kontext gouf eng Propositioun ausgeschafft, déi de Candidats sursitaires dräi Méiglechkeete bitt, fir den Zougang zum Statut vum Professer ze kréien.

Eng Méiglechkeet ass d'Remise vun engem sougenannten „travail de candidature", déi zweet ass d'Remise vun engem „travail dans l'intérêt pédagogique du SCRIPT" an déi drëtt Méiglechkeet besteet doranner, fir eng Unzuel vun den Zäit-Spuerkont-Stonnen (CET-Stonnen) ze benotzen.

Eisen Informatiounen no ginn et eng ganz Rei vu Leit, déi säit September 2020 eng fäerdeg Demande, par voie hiérarchique, dem Minister zoukomme gelooss hunn, a bis haut nach op eng Äntwert waarden. Dëst obwuel si déi gefroten 270 Stonnen ugesammelt hunn.

Virun dësem Hannergrond wëll ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Wéi vill Kandidaten si bis haut regulariséiert ginn?

- Wéi vill iwwert de Wee vun der Usammlung vu CET-Stonnen?

- Wéi vill iwwert de Wee vum „travail de candidature" respektiv dem „travail dans l'intérêt pédagogique du SCRIPT"?

- Wéi vill Enseignante waarden nach op eng Regularisatioun, obwuel si all d'Konditiounen erfëllen?

- Wat sinn d'Grënn firwat dëst esou laang dauert?

Réponse (08.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

51 Kandidaten hunn eng Demande agereecht fir d'Dispens opgrond vun der Usammlung vu CET-Stonnen ze kréien. Et handelt sech dobäi ëm all déi Demandë vun deene Kandidaten, déi bis den 1. Mee genannt kënne ginn.

Am Joer 2020 koumen 39 Kandidaten iwwert den Travail de candidature an d'Carrière vum Professer, dëst Joer sinn et bis ewell 7 Kandidaten.

6 Kandidate kruten eng Dispens iwwert de Wee vum Travail dans l'intérêt de l'éducation nationale. Dës Aarbechte gi vum Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) kontrolléiert. 42 Kandidaten, déi esou eng Demande agereecht hunn, hunn hir Aarbecht awer nach net ofginn, sou datt hiren Dossier nach en attente ass.

Et goufen am Ufank länger Delaien, well d'Prozedur huet misse festgeluecht gi fir dës nei Méiglechkeete fir den Zougang zum Statut vum Professer; sou huet notamment e Formulaire missen ausgeschafft ginn a Lëschten hu missen opgrond vun den Demanden erstallt ginn.

Question 4204 (04.05.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**interdiction des vols courte distance :**

Am Kader vun der Diskussioun iwwer d'Evolutioune vum Klima gëtt reegelméisseg de Verbuet vu Kuerzstreckeflich debattéiert. Och op Seminairen an a Presseartikelen zu Lëtzebuerg gëtt esou eng Iddi diskutéiert. Als eng méi „klimafrëndlech" Alternativ gëtt virun allem d'Eisebunn propagéiert.

Dowéinst géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Envisagéiert d'Regierung aktuell e Verbuet vu Kuerzstreckeflich vum Findel aus oder op de Findel?

2. Falls jo, wéi eng Parametere gi bei der Definitioun vun esou engem Kuerzstreckefluch applizéiert? Wéi eng Fluchlinne a wéi eng Destinatioune kéinte konkreet betraff sinn?

3. Wéi eng Gespréicher lafe mat eisen direkten Noperen zum eventuellen Ausbau vun alternativen Eisebunnslinne respektiv Connectiounen?

4. Wéi gedenkt d'Regierung sécherzestellen, datt eis Bierger net opgrond vun engem Zesummespill vum Verbuet vu Fluchlinnen a restriktive verkéierspoliteschen Decisiounen an den Nopeschlänner, besonnesch am Beräich vun der Eisebunn, ëmmer méi vun de Reseaue vum internationalen Trafick ofgeschnidde ginn?

Réponse (08.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Regierung envisagéiert keng Aschränkung vu bestoende Fluchverbindunge vum Findel aus.

Déi kierzte Strecke mat Destinatioun Paräis oder Frankfurt si wichteg fir Connectiounsflich an d'ganz Welt ze assuréieren.

D'Regierung engagéiert sech op europäeschem Niveau, fir datt d'Eisebunn méi attraktiv gemaach gëtt, dëst fir à moyen terme och Ubannungen u grouss Fluchhäfen a Stied fir Passagéier méi interessant ze maachen, esou datt d'Offer vun diversen Zuchverbindunge vu Lëtzebuerg an d'Ausland et de Passagéier erlaabt, déi grouss Fluchhäfen a Stied och mat der Bunn ze erreechen.

Question 4217 (04.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**indexation de l'allocation familiale :**

Am Interview vun der Presidentin vum OGB-L mat der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek", deen den 30. Abrëll ënnert dem Titel „Nous défendons une sortie sociale de la crise" publizéiert gouf, heescht et, datt d'Familljenallokatioune säit 2006 net méi indexéiert goufen an domat 20 % u Wäert verluer hätten. Weider féiert d'Presidentin vum OGB-L aus, datt d'Regierung am Accord vum 28. November 2014 mat der CGFP, dem LCGB an dem OGB-L anersäits, zougesot hätt, fir dësem Problem Rechnung ze droen, mee hiren Engagementer säitdeem net nokomm wier. Aktuell hätt d'Madamm Familljeminister dann op en neits eng Reindexatioun vun de Familljenallokatiounen an Aussicht gestallt, mee eréischt fir den éischte Januar 2022.

Duerfir géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun motivéiert, fir d'Familljenallokatioune säit 2006 net méi ze indexéieren?

2. Deelt d'Regierung déi Interpretatioun vun der Presidentin vum OGB-L zum Accord vum 28. November 2014? Wa jo, wéi justifiéiert d'Regierung hir Decisioun, fir hirem Engagement aus deem zitéierten Accord net nozekommen? Wann net, kann si hir Interpretatioun vun deem Accord erklären an d'Motivatioun elaboréieren?

3. Wéi steet d'Regierung zu der Fuerderung, fir d'Familljenallokatiounen ëm 7,7 % ze indexéieren a bis 2014 réckwierkend nei ze berechnen? Wéi eng Gesamtzousazkäschte géifen doduerch entstoen?

Réponse (08.06.2021) **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Decisioun, d'Familljeleeschtunge vun 2006 un net méi ze indexéieren, ass wärend der Legislatur 2004-2009 geholl ginn. Déi Politik ass iwwer d'Jore weidergefouert ginn. An der Legislaturperiod 2013-2018 huet d'Regierung dofir och systematesch a massiv a Sachleeschtungen zugonschte vun de Kanner an de Familljen investéiert (cf. Reform vun de Chèque-servicen, gratis Schoulbicher am Enseignement secondaire, …).

Am Koalitiounsaccord fir d'Period 2018-2023 hunn déi dräi Koalitiounspartner eng Indexéierung vun de Familljeleeschtungen um Enn vun der aktueller Legislaturperiod virgesinn, dat ouni réckwierkenden Effet. Dat erkläert och, firwat d'Regierung de Projet de loi Nr. 7003 zeréckgezunn huet. De Regierungsrot huet den 12. Mee 2021 en Avant-projet de loi validéiert, deen, ënner anerem, och d'Reindexatioun vum Kannergeld vum 1. Januar 2022 u virgesäit. De Projet de loi ass um Instanzewee.

An der Hypothees, dass d'Kannergeld (Kannergeld, Majorations d'âge an Allocation spéciale supplémentaire) am Joer 2021 eng Depense vun 951 Milliounen Euro géif ausmaachen, géif eng Augmentatioun vu 7,7 % vum Kannergeld am Joer 2021 Zousazkäschte vun 73,2 Milliounen Euro bedeiten.

Question 4219 (05.05.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **finance verte et soutenable :**

Au cours des dernières années, la place financière luxembourgeoise s'est établie comme leader européen dans la finance verte et soutenable. Elle est engagée dans le développement de produits financiers respectant les critères ESG.

Au niveau européen, une discussion animée sur l'inclusion respectivement l'exclusion d'investissements dans l'énergie nucléaire et le gaz naturel parmi les produits de la finance verte est lancée.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quel est l'état d'avancement de ces discussions sur les sources d'énergie qui peuvent être considérées comme durables et quelles en sont le cas échéant les conclusions.

- Quelle est la position officielle du Luxembourg en la matière ?

- Quelle est, le cas échéant, la part des investissements controversés dans les produits de la finance verte au Luxembourg ?

Réponse commune (07.06.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Le règlement européen sur la taxonomie, publié en juin 2020 (règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088), se borne à fixer certains principes et conditions généraux pour qu'une activité économique puisse être considérée comme durable en vertu de la taxonomie. Il précise qu'à cet effet, une activité économique doit notamment faire une « contribution significative » à l'atteinte de l'un des six objectifs environnementaux retenus par le règlement précité et ne pas causer de préjudice significatif à ces objectifs. Les six objectifs sont les suivants : 1. l'atténuation du changement climatique ; 2. l'adaptation au changement climatique ; 3. l'utilisation durable et la protection des ressources hydrologiques et marines ; 4. la transition vers une économie circulaire ; 5. la prévention et le contrôle de la pollution ; et 6. la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Pour la fixation des critères techniques détaillés, qui permettent de vérifier si une activité économique fait effectivement une contribution significative à un objectif environnemental et ne cause pas de préjudice significatif, le règlement sur la taxonomie renvoie à des actes délégués.

La Commission européenne a publié fin avril 2021 les deux actes délégués sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. La Commission devra, à la fin de l'année 2021, publier un ensemble de quatre actes délégués (un acte délégué pour chacun des quatre autres objectifs environnementaux retenus par le règlement sur la taxonomie), dans lesquels elle fixera ces critères techniques détaillés.

Dans ses travaux d'élaboration de ces critères techniques, la Commission européenne est appuyée par une « plateforme sur la finance durable » (qui est venue se substituer au Technical Expert Group (TEG) que la Commission européenne avait mis en place à cet effet), composée notamment d'experts représentant le secteur privé (notamment le secteur financier et les secteurs industriels couverts par la taxonomie), la société civile et le monde académique.

Le gaz naturel n'était pas inclus dans les recommandations du TEG, ni dans le premier projet des deux actes délégués publié en novembre 2020. La Commission a intégré le gaz naturel en tant qu'activité durable dans le dernier projet des actes délégués publié en mars 2021 sur forte demande de l'industrie et de certains États membres. Cette inclusion du gaz naturel a provoqué des retours très négatifs. Elle a notamment amené neuf experts représentés au sein de la plateforme sur la finance durable à envoyer une lettre à la Commission européenne dans laquelle ils regrettent que la Commission européenne ait choisi de s'écarter des avis scientifiques et menacent de se retirer de la plateforme si la taxonomie est adoptée en l'état. Les ministres luxembourgeois Dieschbourg et Turmes ont également envoyé une lettre, cosignée par des ministres de l'Autriche, du Danemark, de l'Espagne et de l'Irlande, à la Commission européenne pour l'encourager à ne pas assouplir davantage les critères proposés par rapport au gaz naturel et de prévoir un resserrement progressif de ces critères au fil du temps.

Le gaz naturel n'a pas été inclus dans l'acte délégué publié en avril 2021, mais la Commission examinera la possibilité d'inclure le gaz et éventuellement le nucléaire dans la taxonomie de l'UE à travers un acte délégué ultérieur.

L'énergie nucléaire n'était quant à elle pas incluse dans les recommandations du TEG, ni dans le premier projet des deux actes délégués en novembre 2020, ni dans les derniers projets en mars 2021.

Dans ses recommandations, la TEG avait en effet estimé que des analyses supplémentaires étaient nécessaires pour déterminer notamment si l'énergie nucléaire respecte le critère de ne pas causer de préjudice significatif aux objectifs environnementaux prévus par le règlement sur la taxonomie. La Commission avait dès lors décidé de faire examiner cette question par des groupes d'experts dédiés.

Le Centre commun de recherche (Joint Research Center, JRC) (service scientifique interne de la Commission européenne en charge de réaliser des recherches et de fournir des conseils scientifiques indépendants, fondés sur des éléments factuels, qui contribuent à étayer l'élaboration des politiques de l'UE) a élaboré un rapport préliminaire sur l'énergie nucléaire qui a été distribué le 29 mars 2021. À noter que dans ce rapport, le JRC s'est prononcé en faveur de l'inclusion de l'énergie nucléaire dans la taxonomie. Ce rapport préliminaire doit toutefois maintenant encore être examiné par deux groupes d'experts, le groupe d'experts sur la radioprotection et la gestion des déchets au titre de l'article 31 du traité Euratom, ainsi que le comité scientifique des risques sanitaires, environnementaux et risques émergents sur les impacts environnementaux (Scientific Committee on Health, Environmental and Emerging Risks (SCHEER)). Des prises de position critiques d'autres acteurs de la communauté scientifique sur la question de la soutenabilité notamment des déchets nucléaires alimenteront également l'évaluation. Les experts devraient publier leurs rapports dans un délai de trois mois (donc vers la fin du mois de juin 2021).

Ces trois rapports informeront la décision finale de la Commission sur la question de l'inclusion ou de l'exclusion de la production de l'énergie nucléaire. Cette question devra être tranchée dans les actes délégués qui arrêtent les critères techniques.

Tout au long des négociations, le Ministère des Finances, en bonne coopération avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, s'est engagé pour une taxonomie ambitieuse et crédible, afin de répondre effectivement aux préoccupations liées au risque d'écoblanchiment. Pour garantir la crédibilité de la taxonomie, le Luxembourg a plaidé pour que des sources d'énergie telles que le gaz naturel et l'énergie nucléaire et les activités y liées, ne puissent en aucun cas être qualifiées de « durables » au sens de la taxonomie. Pour éviter toute ambiguïté à cet égard, le Luxembourg s'est engagé pour une exclusion explicite des activités dans le texte du règlement.

Question 4220 (05.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **rupture de stock de médicaments :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 4045 huet d'Gesondheetsministesch erkläert:

„An de leschte Méint huet d'DPM am Duerchschnëtt 45 bis 50 Notifikatioune pro Woch kritt iwwer temporaire Onverfügbarkeete vu spezifesche Packaginge vu verschiddene Medikamenter."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill spezifesch Packaginge waren der no DPM den 1. Januar 2021 als net verfügbar gemellt (an absolutten Zuelen)?

2. Wéi vill spezifesch Packaginge waren der no DPM den 1. Mäerz 2021 als net verfügbar gemellt (an absolutten Zuelen)?

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

3. Wéi vill spezifesch Packaginge waren der no DPM den 1. Mee 2021 als net verfügbar gemellt (an absolutten Zuelen)?

Réponse (08.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op den 1. Januar 2021 waren 53 spezifesch Packagingen als net verfügbar bei der Gesondheetsdirektioun gemellt.

ad 2. Op den 1. Mäerz 2021 waren 42 spezifesch Packagingen als net verfügbar bei der Gesondheetsdirektioun gemellt.

ad 3. Op den 1. Mee 2021 waren 49 spezifesch Packagingen als net disponibel bei der Gesondheetsdirektioun gemellt.

Question 4227 (05.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **voitures électriques de l'État :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 2621 hunn d'Ministere mir Zuelen iwwert d'Primm beim Kaf vun engem Elektroauto geliwwert. Viru Kuerzem goufen d'Konditioune vun der Primm elo geännert. Deemno gëtt elo bei der Vergab vun der Primm och de Verbrauch vum Elektroauto gekuckt, deen net méi iwwer 18 kWh/100 km dierf leien. Doduerch gëtt verhënnert, dass ee fir déck Elektrosportskarrossen, déi vill ze ressourcëverbrauchend sinn, vun der Primm profitéiere kann.

Elo ass et esou, dass d'Transitioun op d'Elektromobilitéit net nëmme bei de Privatleit soll gefërdert ginn, mee och de Staat mam guddem Beispill virgoe wëll. Wéi d'Ministere mir op meng Fro Nr. 3746 geäntwert hunn, huet de Regierungsrot de Prinzip festgehalen, datt all neien Auto beim Staat ee rengen Elektroauto oder Plug-in-Hybrid muss sinn, ausser an Ausnamen. Wéi d'Ministere weider schreiwen, si vun 2.202 Autoen am Fuerpark vum Staat nëmmen 91 reng Elektroautoen (also ronn 4 %). Am Fuerpark vun der Regierung selwer befënnt sech aktuell een 100 %-Elektroauto.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit, fir Energie, a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun den Elektroautoe vum Staat hunn ee Verbrauch vu manner wéi 18 kWh/100 km?

2. Wéi héich ass de Verbrauch vum eenzegen 100 %-Elektroauto aus der Flott vun der Regierung?

Réponse commune (07.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Den honorabelen Deputéierte freet Prezisiounen iwwert d'Energieconsommatioun vun den 100 % elektreschen Déngschtautoe vum Staat a vun der Regierung.

De Staat huet a sengem Fuerpark insgesamt 92 reng (100 %) elektresch Gefierer an dovu sinn 78 Elektroautoen (Kategorie M1) a 14 elektresch Camionnetten (Kategorie N1).

10 vun den 100 % Elektroautoen am Fuerpark vum Staat goufen tëschent 2011 an 2017 ugemellt a waren nach net nom neie WLTP Zyklus („Worldwide Harmonised Light Vehicles Test Procedure") homologéiert, deen am Kader vum iwwerschaffte Primmeregimm als Referenz fir den Energieverbrauch vun de rengen Elektroautoe geholl gëtt. Do dernieft gouf bis 2018 den Energieverbrauch vun engem Elektroauto vun der SNCA nach net bei der Immatrikulatioun systematesch erfaasst.

Vun den 68 rengen Elektroautoen, wou d'Energieconsommatioun erfaasst gouf, läit dës an der Moyenne bei 17,4 kWh/ 100km). Dovunner bei 47 Gefierer ënnert den 18 kWh/100 km a bei 21 Gefierer iwwert dësem Seuil. Et sief heibäi awer bemierkt, datt 18 vun dësen 21 Gefierer schonn 2018 ugemellt goufen, 2 Gefierer am Joer 2019 an 1 Gefier d'lescht Joer. De gréissten Deel vun dëse Gefierer gouf domadder wäit virum Akraafttriede vum Grenzwäert vun 18 kWh/100 km fir d'Primm vun 8.000 Euro fir een 100 % Elektroauto ugemellt.

Bei de 14 reng elektresche Camionnetten, déi am Moment beim Staat am Asaz sinn, läit de Stroumverbrauch an der Moyenne bei 17,1 kWh/100 km. 6 Gefierer leien ënnert dem Seuil vun 18 kWh/100 km an 8 Gefierer heidriwwer. Et sief heibäi awer preziséiert, datt fir d'Kategorie N1 keen esou ee Grenzwäert fir d'Primm vun 8.000 Euro agefouert gouf.

Do dernieft war an der zentraler Ausschreiwung fir Elektroautoen, déi de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten am Fréijoer 2021 ofgehalen huet, och ee maximale Verbrauch vun 18 kWh/ 100 km bei den 18 zousätzlechen 100 % Elektroautoe gefrot. De Stroumverbrauch vun den Autoen, déi zeréckbehalen a bis spéitstens Enn vum Joer ausgeliwwert ginn, läit dowéinst allkéiers ënnert dësem Seuil an am Duerchschnëtt bei 17,65 kWh/ 100 km.

D'Energieconsommatioun vum 100 % Elektroauto aus der Flott vun der Regierung läit bei 18,5 kWh/ 100 km. Am Moment vun der Acquisitioun vun dësem Gefier war dëst deen eenzege rengen elektresche Modell um Marché, dee fir den alldeeglechen Asaz vun engem Regierungsmember gëeegent war. Am Verglach ass dëse bedeitend méi energieeffizient wéi vergläichbar Modeller mat engem Verbrennungs-, Hybrid- oder Plug-in-Hybrid-Motor: 18,5 kWh/100 km entspriechen, reng wat den Energiegehalt ugeet, ongeféier 2,2 l Bensinn oder 1,9 l Diesel/100 km.

Question 4228 (06.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **rupture de stock de médicaments :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 4045 huet d'Gesondheetsministesch erkläert:

„Zënter Februar 2020 krut d'Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun Notifikatioune vun de Spidolsapdikten iwwer temporär Indisponibilitéite vu verschiddenen Antibiotiquen (injektibel Formen), souwéi Notifikatioune vun den Apdikten iwwer Ruptures de stock vun de Grippeimpfungen am Hierscht 2020."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Antibiotiquen (injektibel Formen) ware bei der Gesondheetsdirektioun den 1. Januar 2021 als net disponibel gemellt?

2. Wéi vill Antibiotiquen (injektibel Formen) ware bei der Gesondheetsdirektioun den 1. Mäerz 2021 als net disponibel gemellt?

3. Wéi vill Antibiotiquen (injektibel Formen) ware bei der Gesondheetsdirektioun den 1. Mee 2021 als net disponibel gemellt?

Réponse (08.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op den 1. Januar 2021 ware keng Antibiotiquë bei der Gesondheetsdirektioun als net disponibel gemellt.

ad 2. Op den 1. Mäerz 2021 war een Antibiotique bei der Gesondheetsdirektioun als net disponibel gemellt.

ad 3. Op den 1. Mee 2021 ware keng Antibiotiquë bei der Gesondheetsdirektioun als net disponibel gemellt.

Question 4236 (07.05.2021) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**activité du Conseil national pour étrangers :**

En vue de la rédaction d'une nouvelle loi sur l'intégration, Madame la Ministre de l'Intégration a lancé fin octobre 2020 une grande consultation sur la politique d'intégration auprès des acteurs de la société civile et des communes - notamment les commissions consultatives communales d'intégration - œuvrant dans ce domaine.

Parmi les acteurs consultés, figure le Conseil national des étrangers (CNE) qui a soumis son avis sur quatre sujets, à savoir le fonctionnement et le rôle du CNE, l'implication des ASBL et du bénévolat, le contrat accueil et intégration et le plan individuel d'intégration ainsi que les CCCI.

Dans une question parlementaire que j'ai posée le 5 décembre 2019 au sujet du fonctionnement du CNE, j'ai fait part de mes considérations sur les débuts difficiles de cet organe consultatif du Gouvernement, responsable pour toutes les questions liées aux étrangers et à leur intégration. Les élections organisées au sein du CNE en 2017 ne semblent pas avoir amélioré la situation, ce qu'indiquent notamment les doléances internes dont j'ai pu avoir des échos sur les critiques de Madame la Ministre quant au manque de réactivité du CNE face à ses saisines.

Afin de sonder le fondement de ces critiques je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

1) Combien de fois Madame la Ministre a-t-elle formellement saisi le CNE ?

2) Combien de fois le CNE a-t-il raté le délai de réponse donné ?

3) Combien d'avis et/ou de recommandations le CNE a-t-il émis de sa propre initiative ?

4) Quelles ont été les démarches du ministère dans la promotion de l'inscription des ASBL dans la liste électorale pour le CNE ?

5) Quelles ont été les démarches de soutien du ministère suite aux élections du CNE de 2017, notamment en ce qui concerne les dispositions prévues dans l'article 20, paragraphe 5 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, à savoir la mise à disposition d'un fonctionnaire ou d'un employé de l'OLAI assumant les fonctions de secrétaire ? Quelle est la tâche horaire de ce fonctionnaire ou employé auprès du CNE ?

6) Combien de CCCI ont soumis leurs rapports d'activité respectifs au Ministère de l'Intégration ?

Réponse (08.06.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) - 3) Depuis les élections du CNE en 2017, le ministre a officiellement saisi le CNE à six reprises, à savoir :

- Saisine du 30 janvier 2018 : avis sur le Plan d'action national d'intégration ; pas de délai de réponse ; avis du CNE reçu le 13 mars 2018.

- Saisine du 25 février 2019 : avis sur la révision du CNE ; délai de réponse fixé au 21 avril 2019 ; avis du CNE reçu le 14 juin 2019.

- Saisines du18 février 2021 :

• avis sur les actuels programmes d'intégration ;
• avis sur la composition et le rôle des CCCI ;
• avis sur le rôle des associations en matière d'intégration ;
• avis sur le développement futur du CNE ;
délai de réponse fixé à septembre 2021.

Par courrier du 26 octobre 2020, le ministre a demandé à tous les membres du CNE de participer à la consultation sur la réforme de la loi sur l'intégration et de remettre leurs avis au ministère. Douze membres du CNE ont donné suite à cette invitation ; ces avis sont consultables sur le site Internet du ministère.

Depuis les élections du CNE en 2017, le CNE a transmis dix avis/propositions par auto-saisine au ministère de tutelle.

ad 4) Depuis 2017, aucune promotion active n'a été faite par le ministère pour que de nouvelles associations s'inscrivent sur la liste électorale pour le CNE étant donné que cette liste sert exclusivement à organiser les élections. Les prochaines élections du CNE auront lieu fin 2022 ; une campagne de sensibilisation auprès des associations sera organisée dans le courant de 2022 afin d'assurer une représentativité pour les prochaines élections.

ad 5) Depuis 2017, un fonctionnaire ou employé de l'OLAI et, depuis 2019, du Département de l'intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région assume les fonctions de secrétaire du CNE. Sont pris en charge le secrétariat des réunions plénières du CNE ainsi que certaines tâches administratives à la demande de la présidence du CNE. Le temps consacré à cette tâche varie en fonction des activités du CNE et fluctue entre 30 % à 50 % d'un équivalent temps plein.

Pour donner une certaine autonomie au CNE, le budget affecté au fonctionnement du CNE a été augmenté de 15.000 euros en 2017 à 30.000 euros en 2021, en partie pour permettre au CNE de recourir à des services externes de secrétariat et d'aide juridique, ceci en complément aux tâches de secrétariat effectuées par le fonctionnaire ou employé du ministère.

ad 6) En 2020, le ministère a reçu un rapport d'activité d'une commune et des rapports de séances de 17 communes. Il faut toutefois remarquer que de nombreuses CCCI n'ont pas pu se réunir à cause des restrictions sanitaires en lien avec la Covid-19.

Pour encourager les CCCI à transmettre le bilan de leurs activités au ministère, le Département de l'intégration a mis en place un projet de formulaire simplifié et harmonisé de remise d'information. Ceci permettra aux CCCI de pouvoir rapporter leurs activités de façon régulière et au ministère de centraliser les bonnes pratiques en vue d'un partage entre communes et afin d'encourager des synergies dans le domaine du vivre ensemble.

Une consultation auprès des CCCI a également porté sur la transmission des rapports d'activité et de leur finalité. La révision de la loi sur l'intégration permettra de revoir les modalités de la remise des rapports.

Question 4238 (07.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **questionnaire sur la qualité du sommeil :**

A menger parlamentarescher Fro Nr. 4010 hat ech eng Rei Punkten zum Sproochgebrauch bei enger Ëmfro iwwer Schlofstéierungen aus der Madamm Gesondheetsminister hirem Haus opgeworf. An hirer Äntwert huet d'Madamm Gesondheetsminister dëst domat erkläert, datt esou Ëmfroe misste vun internationale Fuerscher kënne gelies ginn an si wollt doran och keng Diskriminatioun vun de Lëtzebuerger erkennen.

Mee och den Informatiounsbréif, deen an deem Zesummenhang un d'Stéit verschéckt ginn ass, war a véier Sproochen (Däitsch, Englesch, Franséisch a Portugisesch), awer net op Lëtzebuergesch.

D'Argumentatioun vum Sproochgebrauch bei der Ëmfro ass awer op d'mannst fir den entspriechenden Informatiounsbréif net haltbar.

Duerfir géif ech der Madamm Gesondheetsminister nach gär dës Nofroe stellen:

1. Wéi war déi Decisioun motivéiert, fir den Informatiounsbréif net op Lëtzebuergesch ze verfaassen? Ass virgesinn, fir esou Informatiounen an den dräi administrative Sproochen erauszeginn?

2. Wéi presentéiert sech d'Situatioun an anere klenge Länner mat enger eegener Sprooch? Falen déi aus internationale medezinneschen Etüde ganz eraus? Wann net, wéi eng Virbildfunktioun kéinten dës Länner fir Lëtzebuerg hunn, wat de Sproochgebrauch ugeet?

Réponse (08.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Een Deel vun de Froe betreffend dëse Questionnaire si schonns mat de parlamentaresche Froen Nr. 4010 an Nr. 4074 beäntwert ginn. Den honorabelen Deputéierten huet awer Recht, et hätt een effektiv kënnen d'Leit op Lëtzebuergesch informéieren, dass si leider bei dëser Etüd net kéinte matmaachen, bei där de Questionnaire nëmmen op Franséisch, Däitsch, Englesch a Portugisesch disponibel war, ausser si wäre natierlech bereet a kapabel gewiescht, op enger vun deene Sproochen ze äntweren.

Aner kleng Länner mat enger eegener Sproch sinn an enger änlecher Situatioun, wat d'Participatioun un Etüden ugeet. D'Validatioun fir d'wëssenschaftlech Benotzung vun engem Questionnaire an enger Sprooch ass e laangwierege Prozess, well et muss ee beweisen, dass de Questionnaire effektiv dat moosst, wat e moosse soll. Dofir muss eng Validatioun gemaach ginn um Niveau vun der Reproduktibilitéit (Test versus Re-Test, an inter-Evaluateur), vun der Apparence (Layout/„face validity"), vum Contenu, vum Opbau an der interner Kohärenz, vun der sougenannter „validité concurrante", vun der diskriminatorescher Capacitéit a vun der Sensibilitéit betreffend Variatiounen. Eventuell mussen och transkulturell Adaptatiounen an d'Ae gefaasst an ëmgesat ginn. All dëst ass extreem aarbechtsopwenneg an deementspriechend deier. Dofir probéiert een esou oft wéi méiglech op schonns validéiert Questionnairen zeréckzegräifen, an dës leien natierlech méi heefeg fir Sprooche vir, déi vu méi Leit geschwat ginn. Leit a klenge Länner hunn awer oft den Avantage, dass si villsproocheg sinn an domat déi theoreetesch Benodeelegung elegant ausgläichen.

Question 4247 (10.05.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant l'**arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le dénommé « Privacy Shield » :**

D'après des informations relayées par le « Handelsblatt », plusieurs entreprises allemandes ont décidé de tirer la sonnette d'alarme suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne de juillet 2020 concernant le dénommé « Privacy Shield », qui a invalidé le régime de transferts de données entre l'Union européenne et les États-Unis. Dans une lettre adressée à la Commission européenne, ces entreprises - dont SAP et Thyssen-Krupp - regrettent la « grande incertitude dans le monde des affaires » alors qu'aucun nouvel accord n'a été négocié entre la Commission européenne et les États-Unis depuis l'arrêt en question. Par conséquent, les entreprises agissent sans base juridique dans le trafic transatlantique de données et courent ainsi le danger d'encourir de lourdes amendes lorsqu'elles font appel à des fournisseurs Cloud américains, comme Amazon, Microsoft ou Google. Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) prévoit en effet des amendes pouvant atteindre plusieurs millions d'euros en cas de violations des dispositions relatives au transfert de données vers l'international.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette lettre qui a été adressée à la Commission européenne ? Quelle est son appréciation globale de la situation ?

- Est-ce que des entreprises luxembourgeoises se retrouvent actuellement dans la même situation que les entreprises allemandes dont il est fait mention et risquent de devoir faire face à une amende pour violations des dispositions relatives au transfert de données vers l'international ?

- Où en sont les discussions au niveau de l'Union européenne au sujet du trafic transatlantique de données entre l'Union européenne et les États-Unis ? Quelle est la position du Gouvernement sur ce sujet ?

Réponse (14.06.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le courrier auquel font référence les honorables Députés est une lettre de certains acteurs industriels allemands à destination de la Commission européenne, le Luxembourg n'y est donc pas partie. Le sujet sur lequel elle porte, l'impact de l'arrêt C-311/18 de la Cour de justice de l'Union européenne, est une problématique suivie de près par mes services. Cette affaire avait d'ailleurs déjà fait l'objet de la question parlementaire n° 2574 du 22 juillet 2020 : les enjeux, les premiers constats sur cet arrêt et des perspectives étaient présentés dans la réponse y afférente.

Différents outils sont proposés ou sont en cours de finalisation pour accompagner les exportateurs de données afin qu'ils effectuent des transferts de données en conformité avec le RGPD. Des recommandations détaillées concernant les « mesures supplémentaires » qui pourraient être mises en place dans certains cas afin de garantir un niveau de protection suffisant sont attendues de la part du Comité européen de la protection des données, duquel fait partie la CNPD. La finalisation de cette guidance commune et harmonisée a vocation à intégrer les nombreux commentaires reçus dans le cadre de la consultation publique qui s'est close à la fin de l'année 2020[1].

De nouvelles clauses contractuelles types (« SCCs » en anglais) ont été adoptées par la Commission européenne le 4 juin dernier[2]. Celles-ci tiennent notamment compte de l'impact de l'arrêt C-311/18. Ces instruments permettent d'apporter une réponse concrète aux exportateurs de données, d'autant plus qu'il s'agit du principal mécanisme de transfert de données vers les pays tiers qui est utilisé.

Enfin, il est important de poursuivre le dialogue UE-États-Unis sur une éventuelle troisième décision d'adéquation : ce type de mécanisme est favorable à la circulation des données et à la stabilité des transferts transatlantiques, mais il convient néanmoins d'assurer l'alignement complet et significatif avec le niveau de protection des données personnelles escompté.

Question 4248 (10.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise dans le cadre d'Esch2022 :**

Am Joer 2022 ass d'Stad Esch, zesumme mat den zéng anere Gemengen aus dem ProSud (Monnerech, Käerjeng, Déifferdeng, Diddeleng, Keel, Rëmeleng, Péiteng, Beetebuerg, Suessem, Schëffleng) an aacht Gemengen aus dem franséische Grenzgebitt (Réideng, Til, Weller, Däitsch-Oth, Bettschden, Réisseng, Armet, Ëtteng), den Organisateur vun Esch2022 - europäesch Kulturhaaptstad.

Et handelt sech hei ëm e Projet an enger Regioun, där hir typesch historesch original Sprooch d'Lëtzebuergescht ass, souwuel op Lëtzebuerger Säit ewéi och zu engem groussen Deel op franséischer Säit. D'Lëtzebuerger Sprooch ass och an dëser Regioun e wäertvollt kulturellt Gutt. Grad op franséischer Säit ass dëst awer zënter Joerzéngten um Verschwannen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass geplangt, d'Internetsäit, d'Säiten an de soziale Medien an allgemeng d'Kommunikatioun am Kader vun Esch2022 och op Lëtzebuergesch ze maachen? Zu wéi engen Deeler? Wann nee, firwat gëtt sech an der Kommunikatioun deelweis géint d'Lëtzebuerger Sprooch entscheet?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Sprooch grad en zousätzleche Punkt un Originalitéit an Eegenaart fir dës Regioun bedeit an e Mierkmol vu Verbindung tëscht de lëtzebuergeschen a franséische Gemenge bedeit?

3. Ass am Kader vum Kulturjoer 2022 och e Projet geplangt fir d'Lëtzebuerger Sprooch oder am Zesummenhang mat der Lëtzebuerger Sprooch?

Réponse (15.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Virewech ass et wichteg ze rappeléieren, datt d'Kulturhaaptstied en europäesche Programm sinn, bei deem et primär dorëms geet, déi europäesch Dimensioun vu Kultur a kultureller Diversitéit ze promouvéieren a se ze notzen, fir Gemeinsamkeeten an Europa ervirzesträichen, urban a gesellschaftlech Entwécklungen opzegräifen an iwwert de Wee vun der Kultur nei ze diskutéieren an ze verschaffen. Och déi grouss Thematik vum REMIX vun Esch2022 schreift sech an dës Approche an a betrëfft net nëmmen Esch an d'Südregioun, mee Europa an d'Europäer generell.

Virun deem Hannergrond ass d'Kommunikatioun en Outil, fir e gréisstméigleche Public unzeschwätzen, d. h. souwuel fir d'Bierger aus dem Süden (wou iwwer 100 Nationalitéite vertruede sinn) aktiv an d'Kulturhaaptstad an an d'Diskussioune ronderëm d'Zukunft vun hirer Regioun matanzebannen, wéi och d'Bierger vu méi wäit ze incitéieren, fir d'Kulturhaaptstad besichen ze kommen, sech mat der Thematik ze befaassen an hir Iwwerleeungen afléissen ze loossen.

D'Kommunikatiounsstrategie vun der europäescher Kulturhaaptstad Esch2022 baséiert also net op enger Entscheedung fir oder géint d'Lëtzebuerger Sprooch, mee notzt déi ganz Spannbreet vun der Diversitéit vum méisproochegen a polyglotte Kontext, jee no Projet, Medium, Theema, Haaptzilgrupp asw., woubäi d'Lëtzebuerger Sproch geziilt do agesat gëtt, wou et Sënn mécht:

- Sozial Medien: et gëtt entweeder op Lëtzebuergesch, Franséisch an Englesch gepost (Instagram a Facebook), just op Englesch (Twitter, well hei déi international Press cibléiert gëtt an der Buschtawenunzuelbegrenzung Rechnung ze droen ass), oder op Englesch a Lëtzebuergesch (LinkedIn); d'Notzer kënne sech natierlech jidderzäit op Lëtzebuergesch mellen.

- Kommunikatiounscampagnen: niewent Lëtzebuergesch ginn déi Campagnen och op Franséisch (dëst ënner anerem och wéinst dem franséischsproochegen Deel vun Esch2022) an op Englesch (wéinst der europäescher Dimensioun vum Projet an der internationaler Communautéit zu Lëtzebuerg) gemaach. Do donieft gëtt och Portugisesch an Italieenesch benotzt, wéi zum Beispill elo bei der Benevollcampagne fir de grousse portugiseschen an italieenesche Communautéiten am Süde Rechnung ze droen.

Ergänzend sief ze soen, datt beim Press Day Panel d'Diskussiounen op Lëtzebuergesch ofgehale goufen an eng Simultaniwwersetzung ugebuede gouf fir franséisch- oder engleschsproocheg Gäscht.

- Internetsäit: Sou wéi dëst zu Lëtzebuerg ganz wäitleefeg de Fall ass, an am Sënn wéi uewen duergeluecht, gëtt sech hei op Franséisch, Däitsch an Englesch konzentréiert.

ad 2. Opgrond vum gesetzleche Statut vun der Lëtzebuerger Sprooch als Nationalsprooch betruecht de Kulturministère d'Lëtzebuergescht grondsätzlech net als Originalitéit oder Eegenaart, weeder fir d'Regioun vun der Europäescher Kulturhaaptstad 2022 nach soss eng Regioun.

ad 3. Heizou sief drop higewisen, datt:

a. déi legal Basis vun den europäesche Kulturhaaptstied bestëmmt, datt d'Kulturprogrammer sech duerch eng staark europäesch Dimensioun auszeechne sollen;

b. d'Projete vum Programm vun Esch2022 sech mam Haaptthema, dat am Bidbook festgehal gouf, befaassen, d. h. REMIX mat de véier Ënnerkategorien; opgrond vum Appel à projet ass an deem Zesummenhang kee Projet eragereecht ginn, deen d'Lëtzebuerger Sprooch oder d'Lëtzebuerger Sproochefro thematiséiert.

Fir de Rescht sief op d'Äntwert zur Fro N° 1 verwisen an d'Tatsaach, datt d'Lëtzebuergescht an der konkreeter Ëmsetzung vu ville Projete seng natierlech Roll spille wäert, well et zum Sproochebild gehéiert, dat mir zu Lëtzebuerg all Dag liewen, an als solcht och en Deel vum Programm si wäert.

Question 4251 (10.05.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **fermeture des bureaux postaux de Boulaide et de Rambrouch :**

Il me revient que les bureaux postaux de Boulaide (canton de Wiltz) et de Rambrouch (canton de Redange) ont fermé leurs portes depuis respectivement fin 2020 et début 2021.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il présenter les raisons qui motivent ces fermetures imprévues ? La crise sanitaire a-t-elle accéléré la prise de décision en la matière ? N'aurait-il pas été préférable de continuer le modèle de l'ouverture temporaire, tel qu'il avait été adopté il y a quelques années, au lieu de décider une fermeture abrupte et définitive ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la fermeture complète d'un bureau postal comme celui de Rambrouch, chef-lieu d'une commune de plus de 4.500 habitants, est favorable au bon développement d'une région rurale et à la qualité de vie de ses habitants ? Les seuls « Points POST » constituent-ils vraiment une alternative valable pour les bureaux de poste susmentionnés, alors que des administrations communales, des entreprises privées ainsi que de nombreux habitants refusent, pour des raisons de discrétion, d'envoyer leurs lettres recommandées à partir d'un point de vente POST localisé dans un commerce privé ?

Réponse (15.06.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Suite à la demande d'information du Ministère de l'Économie, POST indique que la fermeture des bureaux de poste de Boulaide et de Rambrouch est à voir dans un contexte plus large d'amélioration du service au client, notamment en ce qui concerne l'accessibilité aux bureaux et des plages d'ouvertures élargies. Cette démarche de POST est tout à fait indépendante de la crise sanitaire et avait déjà été décrite, notamment dans la réponse à la question parlementaire 1728 du 16 janvier 2020.

Le bureau de poste de Boulaide n'était ouvert par le passé qu'une seule heure par jour, le matin, et celui de Rambrouch était ouvert trois heures par jour. Dans les deux cas, un Point POST offrant des horaires d'ouverture élargis respectivement dans l'épicerie du village « Beim Nicole » et dans la boulangerie « Jos & Jean-Marie » ont été ouverts. Ce changement présente pour les clients le double avantage de plages horaires élargies et d'une offre de services de POST disponible lors de leurs démarches quotidiennes.

POST Luxembourg décide de manière autonome comment elle adapte son réseau aux besoins de ses clients. Dans ce contexte, la fréquentation et l'accessibilité (horaires, emplacement) jouent un rôle essentiel pour que POST Luxembourg puisse offrir à ses clients la meilleure couverture possible avec ses services, que ce soit d'un point de vue géographique ou de par des plages horaires élargies. Dans les deux cas cités les heures d'ouverture ont largement augmenté.

POST souligne que la qualité des prestations postales effectuées dans les Points POST est équivalente à l'expérience client dans les bureaux postaux et le secret postal y est bien entendu respecté tel que prévu par la constitution.

En complément des services offerts au Point POST et après consultation avec les représentants communaux, une station PackUp pour les colis et des boîtes postales externes ont été installées sur le terrain de l'ancien bureau de poste et sont en service depuis début mai 2021. Ces installations qui se trouvent au centre de la localité fonctionnent 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et contribuent à la qualité de vie des habitants de la commune.

Pour rappel, POST propose également des services à domicile : une offre de services postaux et financiers est proposée aux personnes dont la mobilité est réduite qui peuvent s'adresser à leur facteur pour certains services.

Question 4254 (10.05.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **viande cultivée :**

Wéi et aus wëssenschaftleche Kreesser heescht, goufen an de leschte Jore grouss Fortschrëtter erziilt, wat d'Hierstelle vu kënschtlechem Fleesch ugeet. Dëst Fleesch kann am Labo duerch Gewebezüchtung hiergestallt ginn. Renomméiert Fuerscher aus dem Bio-, Eethik- a Wirtschaftsberäich ginn dovun aus, datt dës Manéier, Fleesch ze produzéieren, de Weltmarché revolutionéiere wäert. Dat kënschtlecht Fleesch soll an noer Zäit eng méi präisgënschteg Alternativ zum konventionelle Fleesch duerstellen. Et ass an deem Kontext selbstverständlech, datt dëst e grousse Konkurrenzdrock fir d'Produzente vu natierlechem Fleesch mat sech bréngt. Gewosst ass awer och, datt z. B. Lëtzebuerg ronn 50 Prozent Dauergréngland besëtzt, wat vu Wiederkäuer muss beaarbecht ginn, fir esou och de Landschafts- an Naturschutz sécherzestellen an eng Versteppung vum Land ze verhënneren.

An deem Kontext géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung sech den Entwécklungen am Beräich vu kënschtlech hiergestalltem Fleesch bewosst? Wa jo, wéi eng Schlussfolgerungen - déi Lëtzebuerger Landwirtschaft betreffend - zitt eis Regierung aus dësen Entwécklungen?

2. Wéi eng Positioun huet d'Regierung allgemeng zum kënschtlech hiergestallte Fleesch? Ass d'Regierung sech bewosst, datt dës Entwécklung grav Konsequenzen am Hibléck op eis Bauere kéint hunn, déi d'Fleesch ënnert konventionelle Bedéngungen hierstellen? Wéi gedenkt d'Regierung, dës negativ Konsequenze fir eis Baueren ofzefiederen?

3. Ass sech d'Regierung der Wichtegkeet bewosst, déi d'Wiederkäuer fir d'Erhale vum Dauergréngland zu Lëtzebuerg hunn? Wéi kéint an den Ae vun der Regierung dëst Dauergréngland weider erhalen a bewirtschaft ginn, wa sech an Zukunft de Véibestand reduzéiere sollt, wann an Zukunft ëmmer méi op kënschtlecht Fleesch zeréckgegraff gëtt?

4. Gedenkt d'Regierung, e Masterplang auszeschaffen, fir d'Entwécklungen, déi sech mam Aféiere vu kënschtlechem Fleesch erginn, genee ze analyséieren an, wann néideg, aktiv ze gi respektiv ze legiféieren, fir esou d'Erhale vum Dauergréngland an d'Ofséchere vun der Existenz vu ganz ville Baueren ze garantéieren?

Réponse commune (14.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'Regierung ass sech der Thematik vu kënschtlech hiergestalltem Fleesch bewosst. Dat sinn Entwécklungen, déi besonnesch am Kontext vum Klimawandel an engem fortschreidende Populationswuesstem niewent enger allgemenger Reduktioun vum Fleeschkonsum an engem Zeréckgräifen op planzlech Fleeschersatzprodukter an de leschte Joren ee gewëssenen Opschwong kruten. Et ass allerdéngs esou, dass in vitro geziichtent Fleesch momentan nach keng reell Maarttauglechkeet am Sënn vun enger wirtschaftlecher breetflächeger Produktioun erreecht huet. De Moment handelt et sech ëm eng relativ energieintensiv Produktioun. Allerdéngs ass sech awer ze erwaarden, dass d'Entwécklungen an dësem Beräich rasant virugoe wäerten. D'Wirtschaftlechkeet vun der Hierstellung wäert sech mat der Zäit verbesseren, an dann, wann de Präis vu kultivéierte Fleeschprodukter ënner de Präis vun der konventioneller Fleeschproduktioun fält, kéint ee Kipppunkt erreecht sinn, wou de Konsument vläicht ëmschwenkt. Dat hänkt awer staark vun der Akzeptanz vun de Konsumenten of. Letztendlech muss all Konsument entscheeden, wat op sengem Teller lant, wat kulturell an eethesch vertrietbar ass. Duerfir ass et wichteg, him eng transparent a kohärent Informatioun zur Verfügung ze stellen.

D'In-vitro-Fleesch fält ënnert d'Novel-Food-Reglement (EU) 2015/2283 a brauch deemno eng Autorisatioun, fir um europäesche Maart kënne verkaf ze ginn. An dëser Autorisatioun gëtt ënner anerem och festgehalen, wéi déi Fleesch-Zellkulture bezeechent musse ginn. De Prozess vu sou enger Autorisatioun ass zäitlech laangwiereg (als rezent Beispill: d'Autorisatioun vum Mielwuerm, déi am Summer wäert rauskommen, huet bal 3,5 Joer gedauert).

Eng weider Fro stellt sech am Zesummenhang mat méiglecherweis genmodifizéierte Fleeschzellen, wou den europäesche legale Kader dann déi néideg Leitplanke setze muss. Déi zukünfteg Entwécklungen an dësem Beräich si jiddwerfalls am An ze behalen an zu gegeebener Zäit wären noutfalls och am europäesche Kader déi legal Ramebedéngungen deementspriechend unzepassen, fir dem Konsument déi néideg Garantien an Transparenz ze ginn.

ad 2. D'Regierung wäert weiderhin un der Promotioun vu Produkter aus der lokaler Landwirtschaft, déi am Sënn vun enger nohalteger Bewirtschaftung produzéiert gi sinn, festhalen, schliisslech dréit dat zum Erhalt vun der Kulturlandschaft bäi a fërdert déi regional Entwécklung. Et ass sécherlech net am Sënn vun enger nohalteger Liewensmëttelproduktioun, wann e puer multinational Konzerner bestëmmen, wat op dem Konsument sengem Teller an Zukunft lant.

ad 3. + 4. D'Regierung ass sech der Wichtegkeet vum Dauergréngland bewosst a fërdert den Erhalt vun dësem, andeems se beispillsweis den Ëmbroch vun Dauergréngland zu Aker an den Natura-2000-Zone verbitt an allgemeng den Ëmbroch vun Dauergréngland ganz staark begrenzt. Och gëtt et Programmer, déi d'Weidehaltung an d'Notzung vu Gréngland am Kader vum Agrargesetz a vum Naturschutzgesetz fërderen. Ausserdeem ass d'Dauergréngland eng wichteg Kuelestoffsenke a stellt och keng direkt Konkurrenz zur mënschlecher Ernierung duer. Soumadder ass den Erhalt vum Dauergréngland och an Zukunft geséchert.

Ee potenzielle Réckgang vum Fleeschkonsum géif an Zukunft warscheinlech méi extensiv Bewirtschaftungsforme bewierken. Dat hätt sécherlech Virdeeler aus Siicht vum Naturschutz an och der Fërderung vun der Biodiversitéit. Hei spille Wiederkäuer bei enger nohalteger Bewirtschaftung eng aktiv Roll an der Gestioun a Gestaltung vun Oppelandbiotopen a bidde soumadder och eng Chance, fir dem Insektestierwen entgéintzewierken. Et gëllt also - ugepasst un déi jeeweileg Standuertbedéngungen an dat disponibelt Gréngландpotenzial - de richtegen Equiliber ze fannen, fir dass d'Déieren- a Planzeproduktioun am Sënn vun enger Kreeslafwirtschaft an engem gesonden Equiliber ausbalancéiert sinn. De „Wiederkäuer" huet sécherlech eng duebel Funktioun: en ass un éischter Stell Liewensmëttelliwwerant a vollbréngt gläichzäiteg Ökosystemdéngschtleeschtungen, déi finanziell sollte berücksichtegt ginn. Eng Reduktioun vum Véibestand duerch ee potenzielle Réckgang vum lokale Fleeschkonsum, wéi vun diversen Instanzen (EAT-Lancet, WHO, Farm-to-Fork-Strategie...) propagéiert, géif soumadder dem Zil, fir d'Véihaltung verstäerkt an Aklang mat Natur-, Ëmwelt- a Klimaschutz ze bréngen a méiglechst fudder- an eewäissautark ze bedreiwen, méi no kommen. Dat setzt allerdéngs viraus, dass dës Bewirtschaftungs-

[1] https://edpb.europa.eu/our-work-tools/documents/public-consultations/2020/recommendations-012020-measures-supplement_fr

[2] https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_2847

modeller fir déi landwirtschaftlech Betriber och finanziell rentabel musse sinn.

D'Regierung ass sécherlech en faveur vun engem gemässegten, lokale Fleeschkonsum par rapport zu wäit importéiertem oder kënschtlech hiergestalltem Fleesch.

D'Regierung suivéiert a priori d'Entwécklungen zu deem Theema am europäesche Kontext an ënnerstëtzt all Initiativ, fir vis-à-vis vum Konsument op eng transparent Aart a Weis ze kommunizéieren an dësem déi néideg Garantien ofzeginn, wat d'Liewensmëttelsécherheet ubelaangt, an esou, dass dësen ee bewosste Choix treffe kann. D'Regierung leent weiderhin och an dësem Beräich Entwécklungen of, déi am Zesummenhang mat Klonen a genmodifizéierten Organisme stinn.

D'Regierung ënnerstëtzt d'Kreatioun vun engem Ernierungsrot, fir an Zukunft méi enk Verbindungen tëschent der Landwirtschaft an de Konsumenten, sprëch der Zivilgesellschaft ze schafen an och lokal Aktiounen an dësem Kontext verstäerkt ze promouvéieren. An dëse Kontext gehéiere sécherlech och Diskussiounen, wéi d'„lesse vun der Zukunft" ausgesäit, an den Impakt vun eisem less- a Konsumverhalen op déi lokal Landwirtschaft, d'Landnotzung, d'Entwécklung vum ländleche Raum, den Impakt op Ëmwelt- a Klimaschutz, d'Biodiversitéit .... All Potenzial, wat do ass, fir d'Betriber op méi Standbeen opzebauen a verstäerkt ze diversifizéieren, a soumadder op nationalem Plang ee gewëssene Selbstversuergungsgrad ze garantéieren, wäert weiderhi genotzt an an Zukunft sécherlech nach ausgebaut ginn.

Question 4260 (11.05.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**éclairage des parkings :**

Laut der gülteger Lëtzebuerger Gesetzgebung ënnerleien iwwerdaachte privat an ëffentlech, geschlossen an oppe Parkinge mat méi wéi 20 Stellplazen de Virschrëfte vun der Inspection du travail et de mines - ITM.

Am Dokument ITM-SST 1506.3 vum 18. September 2017 gëtt am Artikel 9 d'Beliichtung an de Parkhaiser gereegelt. Am Punkt 9.4 steet: « L'éclairage doit avoir une intensité minimale moyenne de 75 lux dans les zones de circulation et dans les zones de stationnement (EN 12464-1). Lorsque le dernier niveau du parking est à ciel ouvert, il est nécessaire d'installer également un éclairage d'une intensité minimale moyenne de 50 lux dans les zones de circulation et dans les zones de stationnement. Ces intensités lumineuses sont à mesurer à 0,20 m de la surface du sol en plusieurs points le long des zones de circulation et de stationnement. » An am Punkt 9.5 ass ze liesen: « L'éclairage normal doit être permanent pour les parkings publics et peut être non permanent pour les parkings privés. »

Dës Dispositioune féieren dozou, dass och am Dag, wann d'Sonn eraschéngt, an engem iwwerierdesche Parkhaus d'Luuchte mussen u sinn, wouduerch onnéideg Stroum verbraucht gëtt. An der Nuecht kënnt et iwwerdeems zu enger grousser Liichtverschmotzung, well och da wa keen am Parkhaus ass, alles beliicht muss sinn. Wann een dëser Liichtverschmotzung an der Nuecht z. B. duerch d'Installéiere vu Beweegungsmelder wëll entgéintwierken, da muss ee mengen Informatiounen no eng Derogatioun bei der ITM ufroen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung stellen:

- Ass d'Norm 1506 vun der ITM a puncto Beliichtung den haitegen Erwaardungen u Liichtverschmotzung an Ëmweltschutz, spriech Energiespueren, nach ëmmer ugepasst?

- Ass de Minister gewëllt, dem Aspekt vun der Liichtverschmotzung an dem Ëmweltschutz schonn am Virfeld an der Entscheedung vun der ITM afléissen ze loossen, soudass och dem Schutz vun der Ëmwelt an dem Schutz vum Mënsch gläichzäiteg Rechnung gedroe gëtt?

- Ass ugeduecht, dës Norm an dësem Sënn unzepassen, fir dass nodréiglech dann all d'Parkhaiser am Land kënnen dovunner profitéiere fir hir Beliichtungen nuets auszeschalten, wa kee Mënsch a keng Beweegung am Parkhaus ass?

Réponse (08.06.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Generell ass ze preziséieren, dass eng Beliichtung wärend dem Dag ëmmer nëmmen dann néideg ass, wann d'Intensité minimale moyenne laut Virschrëft ITM-SST 1506 net kann erreecht ginn.

Laut Artikel 13.5 vum Kommodosgesetz limitéieren sech d'Kompetenze vum Aarbechtsminister dorop, d'Sécherheet vum Public a vum Voisinage, esou wéi d'Sécherheet, d'Hygiène an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz, d'Salubritéit an d'Ergonomie ze garantéieren. An deem Kontext sinn och all d'Virschrëfte vun der ITM esou ausgeschafft ginn. An deem heite Fall ass d'Sécherheet vum Public viséiert.

Den Aarbechtsminister souwéi d'Inspection du travail et des mines (ITM) sinn der Meenung, dass een d'Sécherheet vum Public net zugonschte vun der Liichtverschmotzung ka reduzéieren.

Als zoustänneg Verwaltung ass d'ITM momentan schonn amgaangen, hir Parkingsvirschrëften ze iwwerschaffen. Dëst geschitt ënner anerem och am Hibléck vun dëser Problematik, fir ze evaluéieren, ob Upassunge kënne gemaach ginn, ouni den Niveau vun der Sécherheet fir d'Benotzer vum Parking ze reduzéieren.

Wéi scho richteg bemierkt, ass et all Exploitant vu Parkinge fräigestallt, wann hien dëser Liichtverschmotzung an der Nuecht wëll entgéintwierken, eng Derogatioun bei der ITM unzefroen, ënnert der Konditioun, dass d'Sécherheet vum Public ëmmer garantéiert ass.

Question 4274 (12.05.2021) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **personnes âgées :**

Selon les chiffres du Statec, le Luxembourg comptait au 1er janvier 2021 92.738 personnes âgées de 65 ans et plus sur un total de 634.730 habitants.

Nombreux sont les séniors qui souhaitent ou doivent quitter leur logement à un moment donné de leur vie pour emménager dans une maison de soins ou un Centre intégré pour personnes âgées (CIPA), voire un logement encadré. Actuellement, sur le site Luxsenior, une trentaine de Centres intégrés pour personnes âgées sont listés, de même que 22 maisons de soins et onze structures de logements encadrés. En outre, des projets de constructions de nouveaux centres sont actuellement en cours, entre autres à Differdange et à Bascharage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre peut-elle me dire combien de seniors vivent actuellement dans des centres intégrés pour personnes âgées respectivement des maisons de soins, des logements encadrés ou des résidences seniors ? Quelle est la moyenne d'âge dans ces différentes structures et quelle y est la durée de séjour moyen ?

2) Madame la Ministre peut-elle m'indiquer le pourcentage de la population de seniors habitant dans ces structures ? Est-ce que ces taux sont plus ou moins élevés que chez nos voisins belges, français et allemands ? De même, pourriez-vous m'informer où se situe le Luxembourg en la matière par rapport à la moyenne européenne ?

Réponse (16.06.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) Les activités dans le cadre de l'hébergement pour personnes âgées sont les suivantes :

- 30 centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ;
- 22 maisons de soins (MS) ;
- 13 logements encadrés pour personnes âgées.

Les Centres intégrés pour personnes âgées

Un Centre intégré pour personnes âgées est un service qui garantit une prise en charge globale d'aides et de soins et un accueil gérontologique 24 heures sur 24.

Les 30 Centres intégrés pour personnes âgées sont gérés par 16 gestionnaires et disposent d'une capacité maximale d'accueil de 3.936 lits, dont 28 lits court séjour.

Ces lits sont répartis sur 3.610 logements :

- 3.284 chambres individuelles à 1 lit ;
- 237 chambres doubles à 2 lits ;
- 89 appartements à 2 lits.

Au 31 décembre 2020, la situation dans les Centres intégrés agréés pour personnes âgées était la suivante :

- Nombre total de résidents présents : 3.457 résidents
- Moyenne d'âge à l'admission : 84,13 ans
- Durée moyenne de séjour : 59,42 mois

Les maisons de soins

Les usagers d'une maison de soins nécessitent en principe plus de douze heures de prestations hebdomadaires d'aides et de soins comprenant les actes essentiels de la vie pris en charge par l'assurance dépendance.

Les 22 maisons de soins sont gérées par 14 gestionnaires et disposent d'une capacité maximale d'accueil de 2.486 lits, dont onze lits court séjour.

Ces lits sont répartis sur 2.325 logements :

- 2.174 chambres individuelles à un lit ;
- 125 chambres doubles à 2 lits ;
- 24 appartements à 2 lits ;
- 2 chambres à lits multiples de type « oase ».

Au 31 décembre 2020, la situation dans les maisons de soins agréées était la suivante :

- Nombre total de résidents présents : 2.305 résidents
- Moyenne d'âge à l'admission : 82,20 ans
- Durée moyenne de séjour : 41,03 mois

Les logements encadrés pour personnes âgées

Par logement encadré pour personnes âgées on entend un ensemble d'habitations mises à disposition ensemble avec une proposition de prestations d'assistance et/ou de soins. Ce service, qui assure une permanence d'assistance et/ou de soins sur place pendant cinq jours par semaine et huit heures par jour, ne peut pas accueillir des usagers nécessitant plus de douze heures de prestations hebdomadaires d'aides et de soins au sens de l'assurance dépendance.

Les 13 logements encadrés sont gérés par neuf gestionnaires et disposent d'une capacité maximale d'accueil de 914 lits, dont 22 lits court séjour.

Au 31 décembre 2020, la situation dans les logements encadrés agréés était la suivante :

- Nombre total de résidents présents : 421 résidents
- Moyenne d'âge à l'admission : 74,35 ans
- Durée moyenne de séjour : 38,08 mois

Au 31 décembre 2020, 6.183 personnes âgées au total résidaient dans une structure d'hébergement pour personnes âgées. Globalement, la moyenne d'âge à l'admission est de 80,23 ans et la durée moyenne de séjour se situe autour de 46,18 mois (soit 3,8 ans).

Le Ministère ne dispose pas de données statistiques de résidences seniors non agréées selon la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et plus précisément selon le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées, tel qu'il a été modifié par règlement grand-ducal du 10 décembre 2009.

ad 2) Si l'on met en relation les données du recensement effectué dans les structures d'hébergement pour personnes âgées au 31 décembre 2020 avec les chiffres de la population au 1er janvier 2021 publiés par le Statec, on constate que :

0,9 % de la population totale du Luxembourg vit dans une structure d'hébergement pour personnes âgées au 1er janvier 2021 (6.183/634.730).

6,6 % des personnes âgées de 65 ans et plus vivent dans une structure d'hébergement pour personnes âgées au 1er janvier 2021 (6.183/92.738).

Concernant une comparaison avec nos voisins belges, français et allemands du nombre de personnes âgées vivant dans des structures d'hébergement, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne dispose pas de ces données.

Une analyse effectuée par l'OCDE en 2015 indique que le Luxembourg disposait en 2015 de 86,3 lits de long séjour pour 1.000 habitants de 65 ans et plus et se situait donc au-dessus de la moyenne de l'OCDE (49,7 lits pour 1.000 habitants).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4276 (12.05.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **relations avec l'Azerbaïdjan :**

D'Relatiounen tëscht Lëtzebuerg an dem Aserbaidjan sinn an de leschte Joren déi eng oder aner Kéier strapazéiert ginn. Viru Kuerzem huet den aserbaidjanesche President Ilham Alijew de Geck mat eisem Land gemaach, well den Här Minister Jean Asselborn d'aserbaidjanesch Aggressioun am Bergkarabach kritiséiert hat.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung den aktuelle Stand vun de bilaterale Relatioune mat dem Aserbaidjan an?

2. Wéi wichteg sinn aktuell déi wirtschaftlech Bezéiungen tëscht Lëtzebuerg an dem Aserbaidjan? Wéi ass d'Entwécklung vun deene Relatiounen no Aktivitéitssecteur?

3. Wéi grouss ass nach d'Bedeitung vu Baku fir déi Lëtzebuerger Aviatioun am Cargoberäich?

4. Virun allem vun armenescher Säit ginn Nimm vu Persoune mat aserbaidjanescher Nationalitéit genannt, déi sollte vun der EU mat Sanktioune beluecht ginn. Wéi stellt sech Lëtzebuerg zu deene Lëschte vu Persounen? Wéi een Effekt hätten esou Sanktiounen op déi lëtzebuergesch politesch an ekonomesch Interessien?

Réponse commune (14.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Lëtzebuerg an den Aserbaidjan ënnerhale säit 1992 diplomatesch Bezéiungen. Dës diplomatesch Bezéiunge sinn awer net ganz intensiv. Lëtzebuerg huet keen Ambassadeur zu Baku akkreditéiert an den Aserbaidjan huet keen Ambassadeur résident zu Lëtzebuerg.

ad 2. Déi wirtschaftlech Echangen tëschent Lëtzebuerg an dem Aserbaidjan si ganz bescheiden. Dëst geet kloer aus dësen Zuele vum Statec eraus, déi och um Internetsite vum Statec ëffentlech zougänglech sinn:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Cargolux benotzt de Flughafe vu Baku souwuel, fir Wueren an den Aserbaidjan an aus dem Aserbaidjan ze transportéieren, wéi och, fir seng Fligeren op de Vollen a Richtung Asien souwéi aus dem asiatesche Raum opzetanken. Am Kontext vum Krich am Bergkarabach tëschent September an November 2020 hat Cargolux opgrond vu Sécherheetsbedenken d'Landung um Flughafe vu Baku suspendéiert. Säit Januar 2021 flitt Cargolux Baku nees un, aktuell 20-mol an der Woch.

ad 4. Lëtzebuerg wäert eventuell Sanktiounen zesumme mat sengen EU-Partner ofstëmmen an adoptéieren. Eng Decisioun steet zu dësem Zäitpunkt net un an duerfir ass et verfréit ze spekuléieren, wat den eventuellen Impakt vun esou Mesurë kéint sinn.

Question 4282 (14.05.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **rupture de stock du cannabis médical :**

A menger parlamentarescher Fro Nr. 0895 hat ech den deemolege Gesondheetsminister op eng Rupture de stock vu medezinneschem Cannabis opmierksam gemaach. Deemools gouf wéinst dem Manktem u Cannabis entscheet, fir kengen neie Patienten ee Cannabis-Traitement ze verschreiwen.

De Minister huet deemools annoncéiert:

„Zënter Februar a bis den 30. Juni [2019], kruten 270 Patienten eng éischt Behandlung mat medezinneschem Cannabis.

Et ginn Alternativen zu medezinneschem Cannabis. Fir jiddereng vun den dräi Indikatioune kann den Dokter op eng ganz Rei vu Medikamenter zeréckgräifen, déi sech eebenfalls als wierksam averéiert hunn.

Fir Liwwerenkpäss ze evitéieren, gëtt momentan duerch en Appel d'offre e Fournisseur fir de Rescht vun der Pilotphas (31. Dezember 2020) festgeluecht.

An deem Kader gi reegelméisseg Liwwerunge virgesinn, fir den Approvisionnement ze garantéieren."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Si momentan déi dräi Zorte vu medezinneschem Cannabis zu Lëtzebuerg accessibel oder gëtt et Enkpäss?

Falls mir eis an enger Situatioun vu Rupture de stock befannen, wat sinn d'Grënn?

2. Wéi vill Enkpäss sinn et säit August 2018 scho ginn a wéi laang hunn se jeeweils gedauert?

3. Fir wéini ass déi nächst Liwwerung geplangt?

4. Ass d'Ministesch der Meenung, dass Medikamenter eng gutt Alternativ zum medezinnesche Cannabis sinn, esou wéi hire Virgänger dëst a senger Äntwert erkläert huet? Zu wat fir gesondheetleche Réckschlél kann et bei de Betraffene kommen, wann si hiren Traitement mussen ënnerbriechen an op Medikamenter auswäichen?

Réponse (21.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Aktuell leie bei den dräi Zorte vu medezinneschem Cannabis Enkpäss vir. Déi am Hierscht 2020 bestallte Liwwerung, déi d'Verbraucherprognos bis Enn Abrëll sollt ofdecken, huet et net erlaabt, den Héichpunkt vun der Consommatioun, dee säit November 2020 ze observéieren ass, ofzedecken.

Fir e Liwwerenkpass ze verhënneren, gouf Enn 2020 eng nei Ausschreiwung publizéiert, fir nei Liwweranten ze fannen. Ënnert den agetraffenen Offere waren der e puer net zoulässeg a vun deenen zoulässegen Offeren huet keng mat de Krittäre vum Cahier des charges iwwerteneegestëmmt.

Doropshi gouf eng nei Offer ausgeschriwwen, déi zurzäit awer nach ausgewäert gëtt. D'Méiglechkeet, fir Produiten ausserhalb vun den Ausschreiwungen

ze bestellen, sinn a Bezuch op de Budget an d'Disponibilitéit begrenzt.

ad 2. Et ass ervirzehiewen, dass d'Produite fir d'éischt an de Spidolsapdikte gelagert ginn.

Wann et en Enkpass beim Liwwerant gëtt, heescht dat net automatesch, dass dësen och bei de Spidolsapdikte besteet. D'Spideeler hunn an dësem Fall nach Virréit. Et ass ausserdeem ervirzehiewen, dass no den Ausschreiwungen 2019 den urspréngleche Liwwerant (Aurora) duerch Canopy Growth-Spectrum Pharmaceutics ersat gouf.

Heiranner d'Oplëschtung vun der Unzuel an der Dauer un Enkpäss je no Liwwerant an Zort vu Produit:

- Dominante CBD-Produit: 1 Enkpass säit dem 25. Februar 2021 an der Attente vum Resultat vun den Ausschreiwungen.

- Dominanten THC-Produit: 2 Enkpäss am Joer 2019: 10 Deeg an dono 40 Deeg wärend dem Wiessel vum Liwwerant. 3 Enkpäss am Joer 2020: 20 Deeg, 60 Deeg an 20 Deeg.

1 Enkpass am Joer 2021: säit dem 4. Mäerz 2021 an der Attente vum Resultat vun den Ausschreiwungen.

- Equilibréierten THC- a CBD-Produit: 3 Enkpäss am Joer 2019 (10 Deeg, 20 Deeg a 15 Deeg); 1 Enkpass am Joer 2021. Säit Mäerz 2021 an der Attente vum Resultat vun den Ausschreiwungen.

ad 3. Déi agetraffen Offere ginn zurzäit nach ausgewäert, soudass momentan nach keng Äntwert op dës Fro méiglech ass.

ad 4. De medezinnesche Cannabis, deen am Kader vum 2019 lancéierte Programm zur Verfügung gestallt gëtt, ergänzt den therapeutesche Beräich, deen an dräi medezinneschen Indikatioune verfügbar ass.

Soumat ass de medezinnesche Cannabis eng Alternativ zu de Medikamenter, déi et schonn um Marché gëtt, besonnesch wann dës Medikamenter net wierksam sinn oder/a schlecht vum Patient verdroe ginn.

Question 4285 (17.05.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **subsides accordés à la fédération Horesca :**

Wéi am Magasinn vun der Horesca ze liesen ass, konnt d'Federatioun d'Budgetsjoer 2020 mat engem Plus vu 75.000 Euro ofschléissen, an dat obwuel eng ganz Rei Memberen am Joer 2020 net cotiséiert hu wéinst der schwéierer wirtschaftlecher Situatioun opgrond vum Covid-19. Erkläert gëtt den erstaunleche Surplus duerch Ënnerstëtzunge vusäite vun der Chambre de Commerce an dem Mëttelstandsministère.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Mat wéi vill Euro huet de Mëttelstandsministère d'Horesca am Joer 2020 finanziell ënnerstëtzt?

2. Waren d'Ënnerstëtzungen zweck- an zilgebonnen oder huet et sech ëm Subside gehandelt, déi d'Horesca fräi verwende konnt?

3. Falls d'finanziell Ënnerstëtzungen zweck- an zilgebonne waren, fir wéi eng Ziler goufe Subsiden ausbezuelt a wéi héich ware se jeeweils?

4. Ass fir d'Joer 2021 och virgesinn, d'Horesca finanziell ze ënnerstëtzen?

Falls jo, wéi vill Euro sollen ausbezuelt ginn a fir wéi eng Zwecker?

Réponse (16.06.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Fir déi kleng a mëttel Entreprisen ze ënnerstëtzen, huet de Ministère villfälteg Kollaboratioune mat ënnerschiddleche sektorielle Beruffsverbänn. Dës Kollaboratiounen decken ënnerschiddlech Sujeten of, ewéi d'Förderung vun der Digitalisatioun, d'sozial Verantwortung vun den Entreprisen, d'Stäerke vum Commerce am Uertskär asw.

De Ministère huet an dëser Logik och eng Kollaboratioun mat der Horesca. Säit 2017 besteet esou z. B. eng Konventioun, fir dass d'Horesca d'Klassifizéierung vun den Hotelbetriber ëmsetzt. An dësem Kontext gouf et 2020 e Kofinanzement vu 27.500 Euro. Och de Qualitéitslabel „Welcome" an d'Promotiounscampagne „Dreamjobs Ambassadors" goufen d'lescht Joer mat jeeweils 20.000 Euro ënnerstëtzt.

Am Joer 2020 si bedéngt duerch d'Coronapandemie nei Projeten derbäikomm. D'Covid-19-Pandemie an hir ekonomesch Konsequenzen hu wichteg Deeler vun eiser Wirtschaft haart getraff, dorënner den Horeca-Secteur. D'Regierung war sech dëser Situatioun bewosst an huet spezifesch Mesurë geholl, fir dësem Secteur a schwieregen Zäiten zur Säit ze stoen. Esou gouf besonnesch Wäert drop geluecht, den Horeca-Secteur an den Evenementiel beim Ausschaffe vu sanitäre Mesuren ze ënnerstëtzen, fir eng Reouverture vum Secteur ze erméiglechen. An dësem Kontext huet de Ministère zesumme mat der Chambre de Commerce e Kofinanzement vun 295.000 Euro fir d'Ëmsetzung an d'Promotioun vun de Labele „Safe to serve" a „Safe to meet" accordéiert. Donieft gouf d'Horesca och bei hiren Efforte fir méi Digitaliséierung, der Kommunikatioun a bei hiren internationalen Aktivitéite finanziell ënnerstëtzt. Dëst an Héicht vu 36.500 Euro.

Insgesamt huet d'Horesca am Joer 2020 e Kofinanzement vu Projeten an der Héicht vun 399.000 Euro vum Ministère accordéiert kritt. Fir dëse Kofinanzement si Konventiounen ofgeschloss ginn, déi déi jeeweileg Obligatioune vun deenen zwee Partner reegelen, an d'Montante ginn ausbezuelt op Basis vu Rechnungen a Rapporten.

D'Horesca wäert och 2021 am Kader vu projetsgebonnene Konventioune finanziell ënnerstëtzt ginn. Nach ass et ze fréi, fir eng definitiv Zomm ze nennen. Zum aktuellen Zäitpunkt goufen déi nei Hotelsklassifikatioun mat 29.000 Euro an d'Ëmsetzung respektiv d'Promotioun vum Label „Safe to meet" mat 50.000 Euro kofinanzéiert.

Question 4286 (17.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**art spolié :**

Am Artikel „Kulturkämpfe", deen an der „Revue" Nummer 18 2021 publizéiert gouf, gëtt de Problem vun der sougenannter „Raubkunst" diskutéiert. Och Lëtzebuerg war an der Vergaangenheet vun dësem Problem, datt Konschtgéigestänn gewaltsam geklaut an an d'Ausland verbruecht goufen, betraff. Dat notamment ënnert der franséischer Besatzung wärend de Jore 1794 bis 1814.

Duerfir géif ech der Madamm Kulturminister gär dës Fro stellen:

1. Verfüügt d'Regierung iwwert en Inventaire, wéi eng Konschtgéigestänn wärend de Jore 1793 bis 1814 vum Terrain vum aktuelle Lëtzebuerger Staat an d'Ausland bruecht goufen a wiem se aktuell gehéieren?

2. Verfüügt d'Regierung iwwert en Inventaire, wéi eng Reliquien a konschtänlech Géigestänn am Besëtz vun der Kierch (Kellecher, verzierte Kräizer, ...) wärend de Jore 1793 bis 1814 vum Terrain vum aktuelle Lëtzebuerger Staat an d'Ausland bruecht goufen a wiem se aktuell gehéieren?

3. Steet d'Regierung am Austausch mat de franséischen Autoritéiten, fir d'Réckféierung vun dëse Géigestänn ze verhandelen?

4. Falls net, firwat net? Ass d'Kreatioun vun esou engem Inventaire virgesinn?

Réponse (24.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

D'Regierung verfüügt net iwwert en Inventaire, wéi eng Konschtgéigestänn oder Reliquie wärend de Jore 1793 bis 1814 vum Terrain vum aktuelle Lëtzebuerger Staat deplacéiert goufen an ass och net am Austausch mat de franséischen Autoritéiten, fir d'Réckféierung vun esou Géigestänn ze verhandelen. Esou Bestriewunge sinn och net virgesinn a stéingen am Kontrast zum juristeschen an historesche Kontext, aus deem de Lëtzebuerger Staat, deen et zum uewegenannten Zäitpunkt nach net ginn ass, entstanen ass.

Question 4287 (17.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **financement de la lutte contre le changement climatique :**

An der Äntwert op meng Fro Nummer 3760 schreiwen déi zwee Ministeren, datt Lëtzebuerg fir d'Joer 2021 insgesamt 1,11 Milliarden Euro fir Klimaschutz ausgëtt. Weider relativéieren si dës Depensen awer follgendermoossen: „Kloer ass, datt et keng Alternativ zu engem séieren an entschlossenen Handele fir méi Klimaschutz gëtt. Ee Verschibe vu klimarelevanten Investissementer wier, mëttel- a laangfristeg, mat weesentlech méi héije gesamtwirtschaftleche Käschte verbonnen, mol ofgesi vun den net méi réckgängeg ze maachenden Auswierkunge vum Klimawandel."

Duerfir géif ech der Madamm Ëmweltminister an dem Här Finanzminister gär dës Nofroe stellen:

1. Wéi ënnerscheeden sech an der Definitioun vun der Regierung déi uewen zitéiert „gesamtwirtschaftlech Käschte" vun den „Auswierkunge vum Klimawandel"?

2. Op wéi een Zenario huet d'Regierung sech mat dëser Formulatioun konkreet bezunn? Op wéi enger Etüd berout en?

3. Kann d'Regierung eng konkreet Käschten-Notze-Rechnung vun hire Klimadepensë presentéieren?

4. Wéi fléisse positiv Auswierkunge vum Klimawandel an d'Gesamtrechnung vun der Regierung mat an?

5. Wéi héich ass den Undeel vun Zäregasen an der Atmosphär insgesamt? Wéi héich ass dovun den Undeel vun den anthroprophogeenen Zäregasen? Wéi een Undeel entfält dovun op d'Lëtzebuerger Land?

6. Wéi rechent d'Regierung déi Zäregasemissiounen, déi réischt duerch hir Klimapolitik entstinn (Produktioun vun industrielle Wandanlagen, E-Autoen, ...) an hir Prognose mat an?

Réponse commune (22.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Et ass mëttlerweil onëmstridden, well duerch e séllegen Etüden hannerluecht, datt et eis Gesellschaft ëmsou méi deier kascht, jee spéider ee géint de Klimawandel handelt. Sou huet zum Beispill d'Europäesch Kommissioun an hirer rezenter Kommunikatioun „Mehr Ehrgeiz für das Klimaziel Europas bis 2030 - In eine klimaneutrale Zukunft zum Wohl der Menschen investieren" Follgendes ënnerstrach: „Das Aufschieben oder das Zurücknehmen von Klimaschutzmaßnahmen ist für die Europäische Union keine Option. Wird der sich anbahnenden Klimakrise nicht Einhalt geboten, so wird dies existenzielle Folgen für unsere natürliche Umwelt, unsere Gesundheit und unsere Lebensgrundlage haben, die weit über die derzeitige Gesundheitskrise hinausgehen werden. Die langfristigen wirtschaftlichen Störungen und die negativen sozialen Folgen von Untätigkeit wären erheblich kostspieliger als kurzfristige Investitionen in ambitionierte Klimaschutzmaßnahmen." D'Regierung deelt dës Aschätzung zu 100 % an handelt deementspriechend.

Déi rezent Berichter vum Weltklimarot (IPCC), déi vun alle Länner gedeelt ginn, hunn nach eemol ënnerstrach, datt mat katastrophalen Auswierkungen ze rechnen ass, wann de Klimawandel net gestoppt gëtt. Eng Alternativ zu enger ambitiéiser Klimaaktioun gëtt et also net.

D'Konzentratioune vun anthropogeenen Zäregasen an der Atmosphär sinn an de leschte Jore rapid geklommen. Sou huet d'Konzentratioun vum CO_2 mat iwwer 410 ppm (parts per million) 2019 een neien Héchstwäert erreecht. Dëse Wäert war an der Atmosphär säit mindestens zwou Milliounе Joren net méi esou héich. Am Joer 2019 goufe weltwäit 55.6 Gt CO_2-Equivalent un Zäregasen ausgestouss. Zu Lëtzebuerg louchen d'Emissioune bei 10,7 Milliounen Tonnen CO_2-Equivalent. D'Zäregasemissioune ginn no enger weltwäit eenheetlecher, vum Weltklimarot festgeluechter Methodologie berechent.

Question 4291 (17.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**approbation partielle de PAG :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3878 schreift d'Madamm Ëmweltminister vun enger theoreetescher Méiglechkeet, direkt deelweis eng Approbation partielle, fir e PAG ze ginn, mee datt si awer weiderhin d'Praxis vum zousätzleche Vott privilegéiert.

Duerfir géif ech der Madamm Ëmweltminister nach gär dës Nofroe stellen:

1. Firwat ass dat just eng theoreetesch Méiglechkeet, obwuel d'Cour administrative dës Praxis approuvéiert a begréisst huet? Et gëtt eises Wëssens d'Praxis vun der Approbation partielle schonns op d'mannst zënter dem August 2019 (PAG vun der Gemeng Beefort). An deem vun der Madamm Minister zitéierten Urteel 44684C steet iwwregens, datt d'Praxis vun der Approbation partielle an der Tëschenzäit d'Reegel gouf an och vun der Juridiction administrative begréisst gouf: « Les parties publiques n'ont pas livré de manière directe les raisons profondes pour lesquelles les autorités communales n'ont plus retenu en 2017, contrairement à 2011, le terrain querellé à l'intérieur du périmètre d'agglomération, si ce n'est celle que la commune semble avancer que la peur devant un refus d'approbation global de la part du ministre de l'Environnement aurait guidé à l'époque, en 2017, sa conception de l'envergure du périmètre d'agglomération, notamment au niveau du chef-lieu de la commune. Si cet argument devait avoir sous-tendu l'optique communale et quelle qu'en soit par ailleurs la valeur urbanistique, les parties s'accordent aujourd'hui à reconnaître que le ministre a changé de vision et qu'en cours de procédure d'adoption et d'approbation du PAG, la donne a changé de ce point de vue-là en ce que dorénavant les refus d'approbations partiels de la part du ministre en question sont devenus la règle. »

2. Firwat gouf sechs Méint duerno beim PAG vun enger Gemeng (Schieren) dem Gemengerot am Februar 2020 vun der Ministesch geschriwwen, si kéint keng Approbation partielle ginn? Ech zitéieren: « Le maintien de la modification projetée du PAG soumis pour approbation aurait comme conséquence un refus de toutes les modifications de la délimitation de la zone verte envisagées par le PAG alors que mes compétences en la matière se limitent à une approbation pure et simple du projet de PAG soumis au vote du conseil communal. »

3. Gesäit d'Madamm Minister hei net ee Widdersproch tëscht hirem Bréif ënner Punkt 2 an der Decisioun ënner Punkt 1?

4. Wär et net fir all Parteien (MECDD, Interieur, Gemeng a Bierger) méi einfach, ee Refus partiel ze maachen, wou déi betraffe Gemeng, wann se dat wëll, virun der Cour administrative dann ee Recours en annulatioun kéint maachen? D'Beispill vun der Gemeng Beefort beweist, datt déi ganz Recours-Prozedur nëmme sechs Méint gebraucht huet, an datt d'Cour administrative no enger Visitt op der Plaz der Gemeng deelweis Recht ginn huet.

Réponse (22.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Dat vum éierwäerten Deputéierten zitéiert Urteel 44684C betrëfft keng Decisioun vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD), mee Decisioune vum Inneminister an enger Gemeng. De MECDD war net Partie an dëser Affär.

Wéi aus dem Urteel 44684C an dem Zitat heiriwwer ervirgeet, gëtt sech hei op eng Situatioun tëscht Gemeng a Ministère am Joer 2017 bezunn, also an enger Zäit, wou et keng Jurisprudenz gouf, déi eng partiell Approbatioun akzeptéiert hätt. De PAG, ëm deen et an dësem Urteel goung, ass den 29. Mäerz 2018 vu mir approuvéiert ginn. Ech verweisen zum Stand vun der Jurisprudenz zu där Zäit op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3878 vum Abrëll vun dësem Joer.

D'Urteel 44684C ass jo och eréischt den 21. Januar 2021 geholl ginn, a wann d'Cour administrative schreift, dass « les refus d'approbation partiels de la part du ministre en question sont devenus la règle », kann sech dat no mengem Verständnis vum MECDD just op ee Fall bezéien, an zwar d'Urteel am Fall 43708C vum 26. Mäerz 2020. Dëst ass een eenzele spezifesche Fall gewiescht an net d'Reegel.

D'partiell Approbatioun ass haut no de rezenten Urteeler eng Méiglechkeet, déi och an Zukunft kann agesat ginn, mee war et net 2017/2018. (cf. Äntwert Nr. 4 op d'parlamentaresch Fro Nr. 3878 vum Abrëll vun dësem Joer)

ad 2. De Fall an der Gemeng Schieren ass net vergläichbar mat dem Fall am Urteel 43708C, wou et ëm eng Fläch goung, déi d'Gemeng wollt selwer fir hir eege Besoinen entwéckelen. En absence zu deem Zäitpunkt vun enger méi genereller Jurisprudenz zu der partieller Approbatioun ass am Fall Schieren, an Ofsprooch mat dem Inneministère - dee jo och net Partie war am Fall 43708C, wou just eng Decisioun vum MECDD viséiert war - déi bestoend Praxis bäibehale ginn. Dozou gouf et och een Austausch am Virfeld mat de Gemengeresponsabelen.

ad 3. Nee.

ad 4. Et kann een d'Beispill vum Urteel 43708C net verallgemengeren, wat d'Recours-Prozedur ugeet. Dee „séiere" Wee, deen den éierwäerten Deputéierten erwäänt, betrëfft de Fall, wou d'Gemeng selwer e Recours areecht, well d'Gemeng direkt kann d'Cour administrative saiséieren. Am Fall, wou eng Drëttpersoun, zum Beispill de Proprietär vun engem Terrain, géif Recours maachen, géif dee fir d'éischt bei den Tribunal administratif goen, mat den Appell-Méiglechkeete fir all Partei da bei der Cour administrative.

Wéi schonns gesot, ass de partielle Refus elo sécherlech eng nei Optioun, fir partiell mat eventuelle Konflikter an engem PAG ëmzegoen.

Dës Optioun huet awer och Nodeeler. Zum Beispill ginn et beim partielle Refus keng Méiglechkeeten, Elementer am PAG unzepassen, déi ee Refus kéinte verhënneren. Dëst ka just d'Gemeng maachen, wann si d'Méiglechkeet kritt, hire Vott unzepassen.

Question 4293 (17.05.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**immigration illégale :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4001 vum 1. Abrëll schreift den Här Bausseminister op meng Fro, wéi vill Leit aus de Staaten Irak, Iran, Libyen, Senegal, Somalia, Mali, Gambia, Kamerun, Republik Kongo, Ägypten, Eritrea, Äthiopien a Guinea-Bissau sech aktuell trotz enger ofgelafener Openthaltsgeneemegung op eisem nationalen Territoire ophalen: „Wéi vill Persounen aus deene genannte Länner sech am Land ophalen, kann net erfaasst ginn. Dëst engersäits, well Persoune Lëtzebuerg verloossen, ouni den Autoritéite Bescheed ze soen, an anerersäits Persoune sech zu Lëtzebuerg ophalen, ouni sech bei den Autoritéiten ze mellen." Den Här Minister konstatéiert also domat och een Aspekt vum Problem vun der illegaler Immigratioun.

Dowéinst géif ech der Regierung nach gär dës Froe stellen:

1. Verfüügt d'Regierung iwwer Schätzungen, wéi vill Leit sech aktuell illegal zu Lëtzebuerg ophalen? Op wéi enge Krittäre berouen dës Schätzungen?

2. Wéi ass séchergestallt, datt Leit, déi legal am Land waren an d'Land verloossen, ouni den Autoritéite Bescheed ze soen, net nach weider Sozialleeschtunge bezéien?

3. Wie sech illegal zu Lëtzebuerg ophält, kann zwangsleefeg net vu Sozialleeschtunge profitéieren a muss säi Revenu op eng aner Manéier generéieren. Wéi héich war 2019 an 2020 den Undeel vu Leit, déi sech illegal zu Lëtzebuerg opgehal hunn, bei deene festgestallte Fäll vu Schwaarzaarbecht? Wéi héich war hiren Undeel 2019 an 2020 bei de Verurteelunge wéinst Gewaltdelikter, bei Abrochskriminalitéit a bei Drogekriminalitéit?

4. Ginn déi Leit, déi sech illegal zu Lëtzebuerg ophalen an zu enger Prisongsstrof verurteelt ginn, och nom Verbéisse vun hirer Strof automatesch sou laang festgehalen, bis si kënnen ausgewise ginn? Wann net, firwat net?

Réponse commune (15.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Ministere verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 2897 vum 24. September 2020.

ad 2. D'Konditioune fir déi verschidde Sozialleeschtungen an d'Kontrollméiglechkeete sinn an de jeeweilege Gesetzer festgeluecht.

Ausserdeem gesäit dat ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert de Register vun de physesche Persoune speziell nach weider Kontrollméiglechkeete vir, wann Zweifel bestinn, dass eng Persoun effektiv op enger deklaréierter Adress wunnt. Den Immigratiounsminister kann eebefalls d'Police froen, eng Enquête ze maache fir ze kontrolléieren, ob d'Konditioune vun der Entrée an dem Sejour zu Lëtzebuerg nach ëmmer erfëllt sinn.

ad 3. 2019 respektiv 2020 si 5.682 an 12.728 Kontrolle vun der Gewerbeinspektioun gemaach ginn. Dobäi ass festgestallt ginn, dass 68 respektiv 45 Drëttstaatler an engem irreguläre Sejour zu Lëtzebuerg waren an doduerch hinnen net erlaabt war ze schaffen. 2019 sinn dowéinst 222.500 € an 2020 175.000 € un Amenden un Employeure gesprach ginn, déi een Drëttstaatler an engem irreguläre Sejour beschäftegt hunn.

Wéi héich den Undeel 2019/2020 bei de Verurteelunge wéinst Gewaltdelikter, bei Abrochskriminalitéit a bei Drogekriminalitéit war vu Leit, déi sech illegal zu Lëtzebuerg opgehal hunn, ass net méiglech erauszefannen, well säitens de Justizautoritéite keng Zuelen disponibel sinn.

ad 4. Persounen, déi virun hirer Prisongsstrof en séjour irrégulier zu Lëtzebuerg waren an och no hirer Entloossung aus dem Prisong keen Urecht op en Openthaltstitel hunn, mussen d'Land verloossen a kënnen an deem Kontext am Centre de rétention festgehale ginn, soulaang déi gesetzlech Konditiounen erfëllt sinn.

An dësem Kontext ass ugemierkt, dass Persounen, deenen hire legale Sejour wärend hirer Prisongsstrof ofleeft, no hirer Entloossung nees eng Demande op en neien Openthaltstitel kënne maachen. Dëse gëtt awer net automatesch accordéiert, mee et gëtt am Eenzelfall iwwerpréift, ob d'Persoun eng Gefor fir den ëffentlechen Uerder oder déi ëffentlech Sécherheet duerstellt.

Et gëtt och Länner, wou et keng Perspektiv gëtt, fir eng Persoun heemzeféieren. Vu dass awer op Basis vum Immigratiounsgesetz esou eng Perspektiv muss bestoen, fir eng Persoun kënnen en rétention ze setzen, kënnen dës Persounen no hirer Entloossung net an de Centre de rétention placéiert ginn.

Question 4298 (18.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **projet de logements subventionnés dénommé Elmen :**

De Projet Elmen vun der SNHBM gesäit vir, datt um Site Elmen an der Gemeng Kielen Haiser an Appartementer fir 2.000 Awunner gebaut ginn. Donieft och nach eng Primärschoul, Parkhaiser, Supermarchéen, eng Crèche asw.

Am Juli 2019 hat den Direkter vun der SNHBM am RTL-Interview gesot: „Déi éischt Phas huet 400 Unitéiten a mir wäerten dorunner sechs Joer bauen. Dat heescht, vun haut u gerechent denke mir, datt mer dat éischt Duerf mat 400 Unitéiten an all deenen anere Funktiounen ewéi Supermarché oder Crèche bannent aacht Joer hei stoen hunn."

An dësem Kontext géif ech der Madamm Inneminister an dem Här Wunnengsbauminister gär dës Froe stellen:

1. Kann dësen Zäitplang agehale ginn? Och fir d'Funktiounen ewéi Schoul, Supermarché, Sportshal an d'Crèche? Falls nee, firwat net?

2. Wéi vill Awunner sollen am Joer 2023 zu Elmen wunnen a wéi vill am Joer 2025? Wéini wäert de ganze Projet ofgeschloss sinn?

3. Wéi héich ass déi staatlech finanziell Kontributioun um ganze Projet bis zum 31. Dezember 2020 gewiescht? Wéi héich wäert déi staatlech finanziell Kontributioun, esou wéi et aktuell ausgesäit, fir de ganze Projet viraussiichtlech sinn?

4. Wéi héich falen aktuell déi verschidde Subsiden aus, mat deenen de Staat d'Gemeng Kielen beim Bau vun der néideger Infrastruktur ënnerstëtzt, wéi z. B. Schoulen, Sportshalen, Crèchen asw. Vu datt et sech hei och ëm e gréisseren nationale Projet handelt, ass d'Regierung bereet, déi Subsiden nach weider ze erhéijen, an dem Projet esou déi néideg Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen?

Réponse commune (22.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1. Den aktuellen Zäitplang gesäit vir, dass all déi 388 Wunnengen aus der éischter Phas vum Projet Elmen bannent sechs Joer ugefaange gi mat bauen. Duerno kënnt nach d'Bauzäit derbäi, soudass déi Responsabel vun der SNHBM domadder rechnen, no aacht Joer déi éischt Phas kënnen ofzeschléissen.

D'SNHBM ass deemno genau am Zäitplang an et ginn, trotz Covid, keng Schwieregkeeten, fir de gesamten Zäitplang ze halen. Och all déi aner funktionell Gebaier, déi d'SNHBM baut, wäerten an deem Zäitraum fäerdeg ginn. Mir kënnen awer keng Ausso zur Schoul an zur Sportshal maachen, well dës Projeten ënnert der Verantwortung vun der Gemeng ëmgesat ginn.

ad 2. Enn 2023 sollen 240 Wunnenge fäerdeg sinn. Dat entsprécht méi oder wéineger 550 Awunner.

Enn 2025 sollen 346 Wunnenge fäerdeg sinn. Dat entsprécht méi oder wéineger 800 Awunner.

Bis Enn 2027 soll déi éischt Phas vum Projet Elmen ofgeschloss sinn. Dat wieren dann eppes méi wéi 1.000 Awunner.

ad 3. Nom Vott vum Finanzéierungsgesetz[3] Elmen am November 2020 huet de Wunnengsbauministère am Dezember 2020 eng Konventioun vu ronn 32 Milliounen Euro mat der SNHBM ënnerschriwwen, fir d'Infrastrukturen am Projet Elmen ze finanzéieren.

Vun deenen engagéierten 32 Milliounen Euro goufen 2020 schonn 3,7 Milliounen Euro un d'SNHBM iwwerwisen.

ad 4. D'Bedeelegung vum Staat am Projet Elmen ass am uewe genannte Finanzéierungsgesetz detailléiert duergestallt. Un dësen Zuelen huet sech bis haut näischt geännert. Dëst Gesetz concernéiert just d'Bedeelegung vum Staat un den Infrastrukturen an dem Wunnengsbau vum Projet.

Deemno gëllt fir de PAP1 d'Estimatioun vu ronn 78,2 Milliounen Euro fir de Volet Wunnengsbau an Infrastrukturen (op den aktuellen Index ugepasst). De PAP2 an de PAP3 sinn an Ausaarbechtung. Am Finanzéierungsprojet gouf fir dës zweet Phas vum Projet nach eng Kéier e Bedarf vun 72,3 Milliounen Euro un ëffentleche Gelder fir de Wunnengsbau geschat. Dëst kann evoluéieren, jee nodeems wéi déi PAPen an nächster Zukunft ugepasst ginn.

Doriwwer eraus sinn am Projet d'Schoul an d'Maison Relais an engem Gebai virgesinn, mee kloer vunenee getrennt (keen Integré).

De Subsid fir d'Schoul fält ënnert d'Kompetenz vum Inneministère, dee fir d'Maison Relais ënnert déi vum Educatiounsministère.

De Projet gesäit fir d'Schoul 23 Schoulklassen a fënnef „salles de réserve" fir d'Zyklen 1 bis 4 vir, bei enger Gesamtfläch vun 2.504,49 Meterkaree. Pro Quadratmeter kënne 5.500 Euro subventionéiert ginn. Nodeems déi finanziell Situatioun vun der Gemeng mat consideréiert ginn ass, huet d'Inneministesch d'Gemeng Kielen informéiert, dass eng Subventioun vun approximativ 5,5 Milliounen Euro fir de Bau vun der Schoul accordéiert kéint ginn. Dëse Montant kéint awer nach adaptéiert ginn, jee nodeem wéi e Montant d'Gemeng reell wäert engagéieren.

D'Maison relais wäert dem Projet no eng maximal Kapazitéit vu 445 scolariséierte Kanner hunn. Op Basis vun enger Bautekonventioun, déi tëscht der Gemeng Kielen an dem Educatiounsministère de 14. Dezember 2020 ënnerschriwwe ginn ass, participéiert dëse mat engem Subsid vun insgesamt 4.5 Milliounen Euro, deen an zwou Tranchë vu 50 % ausbezuelt wäert ginn. Déi éischt Tranche wäert kënnen ugefrot an ausbezuelt ginn, soubal de Chantier ufänkt, déi zweet Tranche op Basis v um Decompte vum Projet. De Moment ass déi éischt Tranche weeder ugefrot, nach ausbezuelt ginn.

[3] Loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen.

Et läit zu dësem Zäitpunkt keng Subventiounsufro fir eng Crèche vir.

Wann eng Sportsinfrastruktur gebaut sollt ginn, wäert de Sportsministère sech gemäss de Bestëmmunge vum Gesetz vum 18. Juli 2018 „autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif" a sengen Ausféierungsreglementer finanziell doru bedeelegen.

Question 4303 (19.05.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **subsides pour les matières premières :**

An engem Artikel iwwert d'Journée de l'économie „Die Wirtschaft umgestalten", deen den 30. Abrëll am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, gëtt op d'Problematik higewisen, datt och déi sougenannt „gréng", also Energietechnologien, déi am Gebrauch, wann och net bei der Produktioun, wéineg oder keng Zäregase fräisetzen, vu bestëmmte Matières premières, notamment raren Äerden ofhängeg sinn. Déi aktuell bekannt Virkomme vu raren Äerde leien ausserdeem a wéineg demokratesche Staate wéi China an dem Kongo. An enger fräier Ekonomie steet de Mënschen duerch d'Zesummespill vun der Offer an der Demande iwwert de Präis e wonnerbare Fréiwarnsystem zur Verfügung, fir op déi zukünfteg Raritéit vun enger Ressource ze reagéieren. Wann eng Ressource ufänkt knapp ze ginn an/oder sech nëmmen nach duerch zousätzlechen technologeschen Opwand férdere léisst, klëmmt de Präis an d'Entreprisë wëssen, datt si mussen ufänken, an d'Recherche no engem Substitut an/oder alternativen Technologien ze investéieren. Duerch Interventioune vum Staat, notamment Subside fir rar Ressourcen a falsch Regulatiounen, kann dëse Fréiwarnsystem vum Präismechanismus awer duerchernee bruecht ginn an déi néideg Upassungsprozesser gi fir d'éischt verzögert, fir duerno ëmsou méi schmäerzvoll anzetrieden.

Duerfir géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kéint d'Regierung sech virstellen, fir am Sënn vun der Nohaltegkeet op nationalem Plang zukünfteg op sämtlech ekonomesch Subventiounen ze verzichten, fir e méiglechst effikasse maartwirtschaftlechen Informatiounssystem zu de rare Ressourcen ze garantéieren? Kéint d'Regierung sech virstellen, sech um Niveau vun der EU fir eng Reduzéierung an idealerweis eng komplett Ofschafung vun deenen diverse vun der EU-Kommissioun bezuelte Subsiden anzesetzen?

2. Aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 3834 geet ervir, datt sech de Präis fir Brennstoffer vu private Gefierer aktuell zu iwwer 50 %aus Steieren an Accisen zesummesetzt. Hei gëtt dem privaten Autoschauffer iwwert de Präis also eng kënschtlech Raritéit signaliséiert, déi sou net existéiert. Kéint d'Regierung sech virstellen, de steierleche Kader fir déi verschidden Energien am Beräich vun der Mobilitéit (Bensinn, Waasserstoff, Stroum …) ze standardiséieren, fir dem Bierger e méiglechst objektiivt Bild iwwert den natierleche Präis an domat den Undeel vu rare Ressourcen um jeeweilege Produit ze garantéieren an dës Initiativ idealerweis op de komplette lëtzebuergeschen Energiemarché ze erweideren?

3. Aktuell gëtt souwuel an der nationaler wéi an der europäescher Politik vill iwwert den Asaz vun der Nuklearenergie diskutéiert, déi bei der Stroumerzeegung bal keng Zäregase fräisetzt. Lëtzebuerg ass wéi sämtlech Länner vun der Europäescher Unioun um internationale Fuerschungsprojet zu der Kärfusioun „réacteur thermonucléaire expérimental international" bedeelegt. Wéi beurteelt d'Regierung en vue vun enger sougenannter „klimafrëndlecher" Politik den Asaz vun der Nuklearenergie, notamment der héicheffizienter Fusioun, als Energie vun der Zukunft?

4. Wéi beurteelt d'Regierung d'Perspektive vun der Weltraumekonomie, fir dem oft diskutéierte Problem vun der Limitt vun de Ressourcen op der Äerd Rechnung ze droen? Op wéi eng Manéier gedenkt d'Regierung, déi vum fréiere Wirtschaftsminister Étienne Schneider lancéiert Initiativ vum Weltraum-„Biergbau" (space mining) fortzesetzen, wuel wëssend, datt et sech hei no deene vun der Regierung selwer fixéierten Nohaltegkeetskrittären ëm e ganz zäregasintensive Secteur handelt? Awéiwäit iwwerschneit sech déi Initiativ „space resources" nach mat där vum „space mining"?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Zu Lëtzebuerg spillt de Staat gewollt eng wichteg Lenkungsroll, souwuel an der Ëmwelt-, Klima-, Wirtschafts- wéi och an der Sozialpolitik. D'Regierung gesäit Subsiden a staatlech Bäihëllefen als e wichtegen Outil vun enger Politik en faveur vun enger nohalteger, ressourcëschounender an digitaler Wirtschaft. Unhand vu Subside ginn Impulser fir d'Investitiounspolitik vun de Betriber a Richtung vun nohalteger a circulairer Produktioun gesat an et ass net virgesinn, op ekonomesch Subventiounen ze verzichten.

Sou wéi schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 4122 vun den Deputéierte Fernand Kartheiser a Fred Keup duergeluecht, ass Lëtzebuerg, wat d'Steiersätz am Beräich vun Energieprodukter an elektreschem Stroum ubelaangt, un de juristesche Kader vun europäeschen Direktive gebonnen. Do ginn ënner anerem minimal Besteierungssätz fir déi verschidden Energieträger festgeluecht an déi musse respektéiert ginn. Domat ass zum Beispill een Ugläiche vum Steiersaz um Bensinn un deen, deen zu Lëtzebuerg um Stroum applizéiert gëtt, net méiglech.

Sou wéi am Koalitiounsprogramm festgehalen, setzt Lëtzebuerg sech op europäeschem Niveau weiderhi géint d'Förderung vun der Atomkraaft an.

Am Beräich vun der Weltraumwirtschaft gëtt et zu Lëtzebuerg d'Initiativ „spaceresources.lu", déi sech generell mat de Ressourcen aus dem Weltraum an hirer Notzung befaasst. De sougenannte „Weltraummining" ass just eng Komponent an der Wertschöpfungskette vun der Notzung vun de Weltraumressourcen an ass just eng ganz laangfristeg Perspektiv; et wäerte Joerzéngte vergoen, ier dëst industriell machbar a wirtschaftlech sënnvoll ass. Kuerz- a mëttelfristeg ass et net de Sënn an Zweck vun der Initiativ spaceresources.lu, fir signifikant zu der Problematik vun der Disponibilitéit vu Rostoffer op der Äerd bäizedroen, andeems Material op d'Äerd géif bruecht ginn, d'Zil vun der Initiativ an der Luxembourg Space Agency ass vill méi, en neie Wirtschaftszweig opzebauen, deem seng Aktivitéit am Weltall ofleeft.

Question 4305 (19.05.2021) de **M. Carlo Back** *(déi gréng)* concernant la **promotion du covoiturage :**

En ce début d'année 2021 ont commencé les travaux de gros œuvre du parking P&R Cloche d'Or, près du stade national de football et de rugby. Ce parking P&R fait partie du concept du futur pôle d'échange multimodal de la Cloche d'Or, et la fin des travaux relatifs au parking est prévue pour la mi-2023, quelques mois avant l'arrivée prévue du tram. Dans deux ans, ce nouveau parking public contribuera donc à absorber une grande partie du trafic aux portes de la ville, à apaiser la circulation automobile au centre-ville et à offrir une possibilité attractive d'échange multimodal vers le tram, les bus et le vélo.

Selon mes informations, ce parking aura quatre étages, pourra également être utilisé par les visiteurs du stade lors de manifestations sportives ou culturelles, et disposera d'un total de 2.000 emplacements, d'une cinquantaine de bornes de recharge électrique, d'une consigne sécurisée pour vélos (m-Box) et d'une station Vel'OH!. L'intégration éventuelle d'une offre pour le covoiturage (ride-sharing), qui permet également de réduire à la fois le nombre de voitures et de sièges de voitures vides sur nos routes, n'est pas mentionnée.

Considérant les projets de promotion du covoiturage en cours de planification ou de réalisation, notamment les différents projets de bande réservée aux voitures à occupants multiples sur les autoroutes, le covoiturage pourrait également être promu par l'aménagement d'espaces de parking dédiés à ces voitures, tel que par exemple au futur P&R de la Cloche d'Or. L'accord de 2018 avec le Gouvernement français relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, vise également la promotion de la pratique du covoiturage sur l'axe Metz-Luxembourg en mentionnant entre autres la mise en place de plateformes de covoiturage et la mise en œuvre d'un programme de parkings de regroupement, de parc-relais et de lieux d'échanges avec les transports en commun à destination des covoitureurs.

Dans ce contexte, je voudrais obtenir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce qu'il y a eu des réflexions sur la promotion du covoiturage lors de l'élaboration du P&R de la Cloche d'Or ? Est-ce que des emplacements, respectivement une section séparée tel qu'il en existe à l'étranger, seront dédiés au covoiturage ?

2) Est-ce que des offres spécifiques pour covoitureurs sont prévues dans d'autres projets de P&R luxembourgeois ?

3) Quels autres projets sont actuellement prévus pour promouvoir le covoiturage, y inclus les projets cofinancés par le Luxembourg en dehors de nos frontières ?

4) Enfin, est-ce que le P&R Cloche d'Or sera équipé d'une installation photovoltaïque pour la production d'énergie renouvelable en toiture et/ou en façade ?

Réponse (29.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'abord, je tiens à confirmer à l'honorable Député qu'un des objectifs majeurs de la stratégie MoDu 2.0 est l'augmentation du taux d'occupation moyen des voitures, en particulier pour les déplacements domicile-travail. Le comportement-type pour ce genre de covoiturage est que plusieurs employés travaillant pour même employeur ou d'employeurs voisins se rencontrent près de leur domicile et effectuent le trajet jusqu'à leur lieu de travail dans le véhicule de l'un d'entre eux. Pour ce type de covoiturage, deux types de mesures sont particulièrement incitatives.

La première est d'offrir aux covoitureurs un gain de temps aux heures de pointe, lorsque les autoroutes sont souvent congestionnées. Dans cette optique, j'ai chargé l'Administration des ponts et chaussées d'étudier plusieurs projets en faveur du covoiturage sur le réseau autoroutier, à savoir la voie de covoiturage sur l'A6, l'autoroute multimodale A4 (covoiturage et bus sur la bande d'arrêt d'urgence) ainsi que la voie de covoiturage et la priorisation pour bus dans le cadre du projet de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3.

La deuxième incitation forte pour les employés à recourir au covoiturage est la priorisation, par l'employeur, du covoiturage dans l'attribution des places de stationnement rares sur le lieu de travail. Cette pratique est encouragée de façon systématique par mon ministère lors de l'élaboration de « plans de mobilité entreprise ». Elle a déjà été mise en place avec succès par un certain nombre d'employeurs, notamment sur le territoire de la ville de Luxembourg, commune qui donne le bon exemple avec une clé de stationnement restrictive pour les lieux de travail.

Une fois le covoiturage devenu attractif, une troisième mesure qui le favorise sont de petits parkings dispersés dans la région où résident les covoitureurs. C'est là que les covoitureurs peuvent déposer leur propre véhicule pour la journée avant de monter dans la voiture du conducteur désigné.

Ceci montre que des places de stationnement réservées aux covoitureurs dans les P&R n'auraient que peu d'intérêt. En effet, un P&R n'est ni la destination finale des covoitureurs, ni l'endroit où ils se rejoignent pour continuer le chemin avec une seule voiture privée, mais bien l'endroit où l'on laisse sa voiture pour utiliser les transports en commun. De plus, aucun système d'accès au P&R tel qu'une barrière ne saurait distinguer un automobiliste seul qui viendrait déposer sa voiture dans le P&R pour rejoindre des covoitureurs, de n'importe quel autre automobiliste.

S'il n'y a donc pas lieu de réserver des places pour les covoitureurs dans les P&R destinés aux transports en commun, il est cependant possible d'y récompenser d'occasionnels covoitureurs par le prix du stationnement. Ce sera là l'une des fonctionnalités d'une application P&R qui sera mise en œuvre par les CFL en 2022, et mise à disposition d'autres acteurs tels que la Ville de Luxembourg qui gèrera le P&R de la Cloche d'Or. Dans ce concept, le stationnement des utilisateurs qui se seront enregistrés dans l'application deviendra gratuit du moment qu'ils auront quitté, autrement qu'avec leur propre voiture, un périmètre prédéfini autour du P&R.

Le P&R Cloche d'Or est pré-équipé en vue d'une installation photovoltaïque, mais l'installation elle-même ne fait pas partie du projet.

Question 4306 (19.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**utilisation d'appareils de vision nocturne pour la chasse :**

Am Fréijoer wiisst d'Wëllschwäinspopulatioun ëm ronn 4.000-5.000 Béischten. Dëst erkläert sech doduerch, datt duerch d'Covidmesuren an duerch de Verbuet vun den Dreifjuegten an de Méint Dezember a Januar zirka 2.000 Schwäin net geschoss goufen. Am Hibléck op de Schutz vun de Bëscher, der Natur allgemeng an deene vun de Bauere bestallte Felder ass et dofir grad an dëser Joreszäit wichteg, de Wëllschwäinsbestand genee am An ze halen an - wann néideg - ze reduzéieren. Vu datt d'Wëllschwäin nuetsaktiv Déiere sinn, wär et an deem Kontext wichteg, datt d'Jeeër de néidegen techneschen Ekipement och notzen däerfen. Et ass awer zu Lëtzebuerg nach ëmmer sou, datt d'Nuechtssiichtgeräter fir de Jeeër verbuede sinn. Dëst ass an där Hisiicht problematesch, well d'Nuetssiichtgerät et och erlaabt, propper ze schéissen an op déi Manéier all onnéidegt Leide vum Béischt ze verhënneren. Natierlech ass et esou, datt dës Technik just an der gesetzlech gereegelter Juegdzäit an de Gebrauch komme géif, d. h. eng Stonn viru Sonnenopgang an eng Stonn no Sonnenënnergang.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Ass d'Madamm Minister sech der Tatsaach bewosst, datt d'Wëllschwäinspopulatioun besonnesch am Fréijoer staark unzitt an datt et am uewe genannte Kontext wichteg ass, dëse Bestand genee am An ze behalen?

2. Gedenkt d'Madamm Minister an deem Kontext, de Jeeër ze erlaben, an der gesetzlech gereegelter Juegdzäit den noutwendegen Ekipement ze notzen, notamment d'Nuechtssiichtgerät, fir kënnen hirer Aufgab a vollem Ëmfang nozekommen?

3. Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader gedenkt d'Regierung ze legiferéieren, fir et esou de Jeeër ze erlaben, hirer wichteger Aarbecht, esou wéi dat néideg ass, nozegoen?

4. Wann nee, op wéi eng Manéier wëll d'Regierung alternativ dofir suergen, datt d'Jeeër grad am Fréijoer déi néideg technesch Moyenen hunn, fir kënnen de Wëldbestand optimal ze kontrolléieren?

Réponse (29.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Et ass scho säit ville Joren, fir net ze soe Joerzéngten, bekannt, datt d'Wëllschwäinspopulation am eurasesche Raum rasant um klammen ass, dëst net just zu Lëtzebuerg. D'Ursaach ass multifaktoriell.

Aus dësem Grond ass et wichteg, datt déi minimal Ofschossplläng agehale ginn. D'Anhale vun dëse soll dobäi hëllefen, dës Bestandsentwécklung bëssi ze bremsen, souwäit wéi dat iwwerhaapt méiglech ass.

ad 2. D'Virdeeler vun Nuechtsiichtgeräter si villfälteg: Déi legal Schosszäite kënne besser ausgenotzt ginn. Déi spéit Dämmerung ass, zemools wat d'Wëllschwäin ugeet, d'Haaptzäit, wou et méiglech ass, vum Hochsitz aus dës Wëldaart ze bejoen. Weiderhin erlaben Nuechtsiichtgeräter ee vill bessert Identifizéiere vum Wëld. Och ass de Sécherheetsaspekt net ze ënnerschätzen, well de Jeeër besser gesäit, wat an der Dämmerung ronderëm dat ugesprachent Wëld passéiert.

Aktuell gëtt dofir gepréift, ob a wéi et méiglech ass, Nuechtsiichtgeräter fir d'Juegdausübung ze legaliséieren, soudass vun deene verschiddene Sécherheetsaspekter profitéiert an d'Effizienz vun der Juegd verbessert ka ginn. An deem Kontext erlaben ech mer och ze preziséieren, dass um Nuechtjuegdverbuet festgehale gëtt an et keng Ouverture an déi Richtung wäert ginn.

ad 3. + 4. Aktuell gëtt gepréift, ob a wéi et méiglech ass, Nuechtsiichtgeräter fir d'Juegdausübung ze legaliséieren. Hei mussen net just an der nationaler Gesetzgeebung déi noutwendeg Ännerunge virgeholl ginn, mee och europäesch Konventiounen, notamment d'Benelux-Konventioun, musse respektéiert ginn. Dofir kann aktuell och nach keng Ausso zum zäitleche Kader gemaach ginn.

Question 4307 (19.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **mise à disposition de tests rapides Covid-19 :**

Am Kader vun der Covid-19-Pandemie kréien zu Lëtzebuerg d'Patronen an d'Betriber gratis Antigeentester zur Verfügung gestallt. Ausgeholl vun dësem Verdeele vun Antigeentester ass allerdéngs de medezinnesche Secteur, d. h. all Zort vu medezinnesche Praxissen. Wat d'Wichtegkeet vun den Antigeentester ugeet, erschléisst et sech allerdéngs net, firwat hei grad dem medezinnesche Secteur eng manner grouss Bedeitung zoukënnt.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze veräntwerten, datt dem medezinnesche Secteur keng Antigeentester zur Verfügung gestallt ginn? Geet d'Madamm Minister eventuell dovun aus, datt dat geimpft medezinnescht Personal keng Antigeentester méi brauch?

2. Gedenkt d'Madamm Minister elo dréngend déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir datt och de medezinnesche Secteur mat Antigeenschnelltester versuergt gëtt? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun där Dispositioun gerechent ginn?

Réponse (14.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Säit dem 23. Februar 2021 stellt d'Direktioun vun der Santé den Dokteren Antigeenschnelltester vu Roche Diagnostics (SARS-CoV-2 Rapid Antigen Test, 25 tests/kit) zur Verfügung. D'Dokteren an d'Zänndokteren hunn d'Méiglechkeet, déi Tester gratis beim Comptoir Pharmaceutique Luxembourgeois (CPL) ze bestellen.

D'Tester ginn da vum CPL bannent zwee Deeg an d'Praxis geliwwert. Bis de 7. Juni 2021 goufen esou 64.775 Schnelltester vu Roche un insgesamt 901 Dokteren an Zänndoktere verdeelt. Vu dass déi Campagne net zäitlech limitéiert ass, kann och momentan nach ëmmer all Dokter vun der Offer profitéieren. Iwweregens däerfen dës Schnelltester säit dem 7. Juni 2021 net nëmmen am Prélèvement nasal, mee och als Autotest benotzt ginn.

Question 4311 (19.05.2021) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **déclaration politique contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées :**

Chaque année, des armes explosives en zones peuplées blessent et tuent des dizaines de milliers de civils dans le monde. Les souffrances humaines et les dommages aux infrastructures essentielles et à l'environnement persistent des décennies après la fin des combats.

En octobre 2019, un processus diplomatique a été lancé lors d'une conférence internationale à Vienne. Le but de ce processus est de rédiger une déclaration politique contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Des délégations de 80 États, des militaires, des agences des Nations Unies et des représentants de la société civile se sont réunis. Après plusieurs rounds de négociations, celles-ci devront prochainement se conclure lors d'une conférence à Dublin.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants du Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quel est l'état des négociations et dans quel délai le texte y relatif sera-t-il prévisiblement finalisé ?

2) Quelle est la position du Luxembourg dans ces négociations ?

3) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les négociations aboutiront dans un texte ambitieux qui sera approuvé par un grand nombre d'États ?

Réponse (21.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Lors de la conférence internationale qui s'est tenue à Vienne en octobre 2019, notre pays s'est exprimé en faveur de la rédaction d'une déclaration politique contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Depuis la conférence de 2019, le projet de texte a évolué au fil des discussions et s'intitule désormais « Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires pouvant résulter de l'utilisation d'armes explosives à large portée en zones peuplées ». Les dernières consultations se sont déroulées virtuellement du 3 au 5 mars 2021, sous la présidence de l'Irlande, qui envisage de poursuivre ces consultations, auxquelles le Luxembourg compte participer, durant l'automne 2021.

L'enjeu des négociations consiste à trouver le bon équilibre entre d'un côté, une déclaration politique portant sur une procédure qui aboutisse à l'interdiction en toutes circonstances de l'utilisation des armes explosives en zones peuplées et de l'autre, un texte qui opère une distinction entre un usage licite et illicite des armes explosives en zones peuplées afin de ne pas entraver la liberté d'action des forces armées.

En mars 2021, le Luxembourg a soumis plusieurs amendements à la version actuelle du projet de texte, amendements repris sur le site web du Ministère des Affaires étrangères de l'Irlande. Le Luxembourg appelle notamment à ce que les termes utilisés dans la déclaration politique soient conformes au droit international humanitaire. Le Luxembourg insiste aussi pour que la société civile continue d'être consultée dans la suite du processus et lors de la mise en œuvre de la déclaration. Vu l'impact que l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées peut avoir sur les populations, le Luxembourg souligne l'importance de garantir une assistance efficace et conséquente aux victimes. Enfin, le Luxembourg préconise que les forces armées adoptent et mettent en œuvre une série de mesures visant à prévenir les souffrances civiles, y compris en minimisant au maximum les effets de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées.

Le Luxembourg estime que la déclaration politique ne sera à la hauteur de ses ambitions que si elle est acceptée et appliquée par le plus grand nombre d'États possible. C'est dans cet esprit que le Luxembourg poursuit ses efforts pour que les négociations aboutissent à une déclaration politique à la fois ambitieuse et inclusive, qui puisse concrètement renforcer la protection des civils contre les conséquences humanitaires pouvant résulter de l'utilisation d'armes explosives à large portée en zones peuplées.

Question 4312 (19.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **coopération avec le Nicaragua :**

An Nicaragua, dat ee vun de Partnerstaate bei der Entwécklungshëllef ass, ass zënter 2007 den D. Ortega vun der sozialistescher sandinistescher Partei President. A leschter Zäit ginn den Här President a seng autoritär Regierung ëmmer méi staark géint d'Oppositioun vir, déi biergerlech Fräiheete ginn ageschränkt, déi aner Parteie gi verfollegt. Viru Kuerzem goufen nei Gesetzer agefouert, fir d'Oppositioun ze kriminaliséieren an ënner anerem och d'Kontroll vun auslänneschen Organisatiounen a Geldgeeber ze verschäerfen. Wéi an der renommëierter spuenescher Zeitung „El País" ze liese war, kontrolléieren d'Membere vun der Presidentefamill eng Rei Schlësselfunktiounen an der Administratioun, de Medien an an der fir d'Land wichteger Uelegindustrie. Am Joer 2018 koumen no internationale Medieberichter iwwer 300 Persoune bei Protester géint d'Regierung gewaltsam ëm d'Liewen.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi beurteelt d'Regierung den Zoustand vun der Demokratie a vum Rechtsstaat an Nicaragua?

2. Awéifern kann déi Entwécklung zu engem ëmmer méi autoritäre Staat d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an Nicaragua beaträchtegen? Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg géigeniwwer dem aktuelle Regimm? Wéi wierkt d'Lëtzebuerger Regierung op eventuell Entscheedunge säitens der EU an?

3. An de leschten zéng Joer huet Lëtzebuerg iwwer 70 Milliounen Euro fir d'Entwécklungshëllef an Nicaragua ausginn. Wéi eng Auswierkungen huet déi aktuell Entwécklung op d'Entwécklungshëllef?

Réponse commune (16.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. D'Entwécklung vun der Situatioun an Nicaragua ass net positiv. An de leschte Méint ass d'Regierung no a no méi oppressiv ginn an huet den demokratesche Raum ëmmer méi ageschränkt. Am Dezember 2020 goufen eng Rei nei Gesetzer gestëmmt, déi ënner anerem d'Meenungsfräiheet an d'Aarbecht vun ONGen aschränken. Den Héije Vertrieder vun der Europäescher Unioun fir d'Aussenan d'Sécherheetspolitik hat den 20. Dezember 2020 doropshin eng Deklaratioun gemaach, déi déi nei Gesetzer staark kritiséiert huet an nach eng Kéier verdäitlecht huet, dass Nicaragua seng international Obligatiounen anhale muss, wat de Respekt vu Mënscherechter a vum Rechtsstaat ugeet. Eng weider Deklaratioun vum Josep Borrell am Numm vun der EU ass den 10. Juni 2021 veröffentlecht ginn, an där d'EU d'Repressioune vun der nicaraguanescher Regierung géint d'Medien a géint Oppositiounspolitiker verurteelt an d'Regierung dozou opgrifft, den Dialog mat der Oppositioun ze sichen.

Dës Entwécklunge sinn ëmsou méi kritesch, well d'Land sech elo an enger Virwalzäit befënnt. Am November 2021 si Wale virgesinn. Et bleift primordial, dass fräi, gerecht an transparent Walen organiséiert ginn, fir dass d'Land aus der aktueller soziale a politescher Kris erauskënnt. D'Lëtzebuerger Regierung verfollegt d'Situatioun ganz opmierksam a bleift an enkem Kontakt mat Partner op der Plaz an um Niveau vun der EU, fir Nicaragua an der Virbereedung vun de Walen ze ënnerstëtzen.

ad 2. Lëtzebuerg ass ee vu wéinegen EU-Memberstaaten, déi zu Managua present sinn, an ass domat an enger privilegiéierter Positioun, fir weiderhi mat der nicaraguanescher Regierung am Dialog ze bleiwen an ze observéieren, wéi sech d'Situatioun um Terrain weiderentwéckelt. An all Kris ass et wichteg, d'Kommunikatioun oprechtzeerhalen a sech bereet ze weisen, d'Demokratie weiderhin ze ënnerstëtzen.

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

D'Situatioun an Nicaragua ass och heefeg um Agenda vun den Aarbechtsgruppen am Conseil vun der EU. Hei kann all Memberstaat op d'Entscheedunge mat awierken an zesumme gëtt decidéiert, ob a wéi een op verschidden Entwécklunge reagéiere soll. Lëtzebuerg bedeelegt sech aktiv un dësen Aarbechtsgruppen a kann esou d'Politik vun der EU matgestalten.

ad 3. Als Reaktioun zu der politescher Kris, déi am Abrëll 2018 ugefaangen huet, huet Lëtzebuerg deemools entscheet, den neien indikative Kooperatiounsprogramm (PIC IV) mat Nicaragua net ze ënnerschreiwen. Zousätzlech sinn direkt Ausbezuelungen un d'nicaraguanesch Regierung ënnerbrach ginn. D'Lëtzebuerger Kooperatioun huet decidéiert, dass déi bilateral Kooperatioun mat der Regierung gestoppt gëtt, bis et eng bedeitend Verbesserung vun der Mënscherechtssituatioun a Fortschrëtter am Hibléck op eng friddlech politesch Transitioun gëtt. Um techneschen Niveau ass d'Ëmsetzung vu bilaterale Projeten am Joer 2020 ofgeschloss ginn.

Am Kontext vun der unhalender Kris bleift d'Lëtzebuerger Kooperatioun awer weiderhin engagéiert an Nicaragua mam prioritären Zil, d'Aarmut ze bekämpfen an d'Liewensbedéngunge vun der nicaraguanescher Bevëlkerung ze verbesseren. Lëtzebuerg huet an deem Sënn seng Kooperatiounsstrategie néi orientéiert. D'Kooperatioun huet hir Ënnerstëtzung fir Mënscherechtsverdeedeger gestäerkt a gräift der Zivillgesellschaft ënnert d'Äerm, eng Alternativ, déi och vun aneren Donateure wéi EU-Memberstaaten, Kanada an den USA ënnerstëtzt gëtt.

Wéinst den ëmmer méi grousse Bedürfnisser am Land (verschlëmmert duerch d'Covid-19-Kris) ënnerstëtzt Lëtzebuerg och weiderhi Programmer mat héijem Impakt fir vulnerabel Communautéiten, besonnesch Fraen a Jonker, zum Beispill, fir e verbesserten Zougang zu soziale Servicer ze erméiglechen.

Gläichzäiteg schafft Lëtzebuerg um multilateralen Niveau, besonnesch a weesentleche Beräicher wéi der Ernierungssécherheet an der Educatioun.

Question 4314 (19.05.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **situation des services financiers postaux :**

Lors de la présentation de ses résultats le mardi 18 mai 2021, POST Luxembourg a évoqué la situation de ses services financiers postaux, dont les comptes CCP. D'après les informations diffusées par la presse, les dépôts sur les CCP sont en hausse et ont atteint en 2020 le montant d'environ 3 milliards d'euros. Cela a des conséquences pour POST Luxembourg, qui doit payer des taux d'intérêt négatifs. Il s'agit d'une situation qui ne serait à terme plus tenable pour l'opérateur de services postaux et de télécommunications, qui envisage dès lors d'introduire des taux négatifs sur les comptes de ses clients sur lesquels se trouvent plus de 100.000 euros. De plus amples détails concernant l'avenir des CCP devraient être connus cet automne.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il la situation ?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du taux négatif envisagé à l'heure actuelle par POST Luxembourg ? Quelle est l'ampleur de cette décision sur les finances de la société ?

- POST Luxembourg explique à juste titre que de nombreux clients possédant des CCP n'ont pas d'autre compte bancaire. Est-ce que le Gouvernement est en contact avec l'opérateur pour assurer l'avenir des comptes CCP ?

- Quels modèles économiques alternatifs pourraient être envisagés ?

Réponse (15.06.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

À titre liminaire, il faut préciser que POST Luxembourg est une entreprise indépendante de droit public gouvernée par son Conseil d'administration. Les interventions du Ministre se limitent aux prescriptions de l'article 23(2) de la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications telle qu'elle a été modifiée par la suite, à savoir la définition de la politique générale de l'entreprise en matière de services offerts et de l'établissement du règlement d'ordre intérieur du Conseil.

À la demande du ministère, POST a indiqué que POST Finance se voit confrontée à un doublement des dépôts en CCP en moins de cinq ans, dépassant désormais les 3,5 milliards d'euros. Si cette évolution témoigne d'un gage de confiance des clients fort appréciable, elle débouche également sur une situation financière difficile pour POST Finance, qui ne dispose pas d'agrément d'établissement de crédit. En vertu de la loi sur les services financiers postaux, POST Finance n'a effectivement pas la possibilité d'émettre des crédits sur lesquels des marges positives pourraient être générées, même en périodes de faibles intérêts. Son offre est donc limitée aux services de paiements, caractérisés par des marges faibles et des coûts de fonctionnement élevés. POST Finance précise qu'elle est dès lors contrainte de placer les dépôts en CCP et subit l'impact des taux d'intérêts négatifs.

Afin de limiter ses pertes et de redresser sa situation financière, POST Finance étudie différentes mesures possibles. Si une refacturation des intérêts négatifs sur des dépôts de sommes élevées est une pratique courante sur la place financière, aucune décision en ce sens n'a été prise à l'heure actuelle. Il n'est donc pas possible de commenter l'impact supposé d'une décision hypothétique sur les finances de POST Luxembourg.

POST Finance précise qu'elle est parfaitement consciente et fière de son rôle social et de l'importance de faciliter un accès aux services financiers à tous, indépendamment de leur situation personnelle, financière ou sociale. En témoignent les quelque 30 % de ses clients qui ne disposent d'aucun autre compte bancaire. POST Finance a été créée en 1911 avec exactement cette mission d'inclusion sociale et continuera d'assumer celle-ci dans le futur.

POST Finance est en train de finaliser un exercice de revue stratégique afin de valoriser son modèle économique par :

- une offre de services de paiements simples et accessibles à tous, avec un accent renforcé sur les aspects écoresponsables et digitaux, tout en maintenant une présence dans le réseau de vente POST Luxembourg ;

- une extension progressive de son offre dans le domaine des paiements ;

- un renforcement par des partenariats stratégiques, opérationnels, techniques ou commerciaux, tant au sein du groupe POST Luxembourg que du secteur financier, à l'instar d'initiatives récentes comme i-Hub (offre innovante dans le domaine du KYC) ou Luxhub (plateforme multibancaire dans les paiements).

Question 4317 (19.05.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **situation de Liberty Steel à Dudelange :**

Alors que l'avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange demeure incertain après que le groupe financier Greensill Capital, principal financier de Liberty Steel, ait déposé le bilan au début du mois de mars 2021, il semble que la situation se soit aggravée dernièrement. D'après un sujet publié sur luxtimes.lu, le site de production doit avoir recours au chômage partiel pour la majorité des plus de 200 employés - cette mesure concernerait les trois quarts des salariés, selon une estimation des syndicats. L'usine ne fonctionnerait dès lors qu'avec une main d'œuvre très réduite.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Combien d'employés sont actuellement au chômage partiel ? Depuis quand est-ce que le site de production doit avoir recours à cette mesure ?

- Est-ce que le site de production bénéficie actuellement d'autres mesures de soutien du Gouvernement ?

- Monsieur le Ministre avait précisé lors d'une intervention à la Chambre des Députés que le salaire des employés du mois de mai est assuré. Qu'en est-il pour le mois de juin ?

- Est-ce que des avancées notables ont été faites au niveau des différentes discussions que Monsieur le Ministre avait indiqué mener avec GFG Alliance et la Direction du site de production de Liège ?

Réponse (29.06.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le site de production de Liberty Steel à Dudelange recourt depuis novembre 2019 au chômage partiel dans une ampleur variable. D'après les informations recueillies auprès de la société par le Ministère de l'Économie, quelque 85 ETP (équivalents temps plein) sont actuellement effectivement concernés par cette mesure.

L'entité juridique luxembourgeoise Liberty Liège-Dudelange SA s'est vu octroyer en 2020 deux crédits bancaires qui sont garantis par l'État à concurrence de 85 % dans le cadre des aides Covid-19. Un rééchelonnement de paiement d'impôts a été accordé et un soutien éventuel dans le cadre de projets éligibles « Neistart » est en cours d'examen.

Selon les informations recueillies auprès des dirigeants de l'entreprise, les salaires du mois de juin 2021 sont assurés.

Mes services ainsi que la SNCI restent en contact avec les organisations syndicales et la direction de Liberty Liège-Dudelange. Ils suivent de près l'évolution de ce dossier dans un souci de pérenniser l'activité industrielle et de sauvegarder l'emploi afférent.

Question 4318 (20.05.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **réforme de la loi modifiée du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière :**

La loi modifiée du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière prévoit différentes dispositions selon lesquelles les élus communaux doivent approuver et aviser des actes et des documents. Néanmoins, dans la plupart des cas, les élus communaux n'ont aucun moyen de vérifier les données indiquées sur ces actes et documents.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Mesdames les Ministres n'estiment-elles pas que l'obligation légale pour les élus locaux d'approuver et d'aviser des actes ou des documents ne tombant pas sous la compétence communale et ne pouvant être contrôlés ou appréciés par ces derniers constitue une approche archaïque imposée par la loi du 2 janvier 1889 ?

2) Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'une réforme complète de la loi du 2 janvier 1889 s'impose ?

Réponse commune (18.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député souhaite obtenir des informations au sujet de la réforme relative à la loi modifiée du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière.

ad 1) La loi modifiée du 2 janvier 1889 prévoit à son article 2 (article 810 du nouveau Code de procédure civile) l'obligation pour le bourgmestre ou un des conseillers communaux du lieu de l'immeuble de viser endéans le délai d'un jour l'original du commandement signifié par l'huissier de justice au saisi.

À son article 6, la prédite loi prévoit la même obligation en ce qui concerne l'original de l'exploit de saisie.

Les travaux parlementaires relatives à la loi précitée renseignent sur la raison d'être de cette obligation. Sous le régime de la procédure de saisie immobilière antérieur à la loi du 24 octobre 1844 sur l'expropriation forcée, l'huissier de justice était assisté lors de la signification du commandement et de l'exploit de saisie par deux témoins. La loi précitée de 1844 a mis fin à cette obligation.

Le législateur a toutefois estimé à l'époque que cette obligation devrait être remplacée par une obligation assurant que le saisi, souvent n'étant pas à même de lire ou de comprendre l'acte lui signifié, puisse prendre connaissance de la teneur et de la portée desdits actes. Le bourgmestre a donc été considéré comme étant le mieux placé à expliquer au citoyen concerné lesdits actes. Ainsi a été introduite l'obligation du visa du bourgmestre pour s'assurer que ce dernier prenne connaissance des significations effectuées sur le territoire de sa commune.

Cette obligation du visa a été étendue par la loi précitée de 1889 à tous les membres du conseil communal, alors qu'il arrivait fréquemment que l'huissier de justice se déplaçait en vain au chef-lieu de la commune en raison de l'absence du bourgmestre. Cette extension avait comme objectif de pallier l'absence du bourgmestre.

L'étendue de l'obligation du visa est cependant souvent mal comprise. Les élus locaux ne doivent que viser les exploits leurs présentés en vertu de la loi précitée du 2 janvier 1889 et non pas les approuver. Le visa est effectué sans que l'élu local n'ait à marquer une quelconque approbation ou désapprobation de la teneur ou du contenu de l'exploit présenté par l'huissier de justice. Les élus locaux n'ont partant ni de pouvoir d'appréciation, ni d'obligation d'approbation en matière de saisie immobilière.

Le Gouvernement estime qu'il ne serait pas utile d'imposer une obligation d'approbation des exploits visés aux élus locaux, alors qu'elle conduirait à leur confier un pouvoir d'appréciation de la recevabilité de la saisie et du bien-fondé de la saisie. La loi précitée de 1889 réserve ces pouvoirs exclusivement aux juridictions.

Toutefois, le visa des élus locaux ne se justifie plus de nos jours, considérant la capacité des résidents des communes de savoir lire et comprendre les actes leur signifiés et la possibilité pour ces derniers de pouvoir s'entourer d'auxiliaires de justice afin de leur fournir le cas échéant des explications supplémentaires.

Une suppression du visa des élus locaux semble partant envisageable au vu de la diminution considérable de son utilité.

ad 2) Le Gouvernement partage l'avis du Député relevant que la loi sur la saisie immobilière nécessite une refonte globale.

Une modernisation de la seule loi précitée du 2 janvier 1889 semble pourtant insuffisante, alors que la saisie immobilière est étroitement liée à d'autres bases légales, notamment aux dispositions du Code civil en ce qui concerne l'expropriation forcée, les hypothèques et les ordres entre les créanciers.

Le Ministère de la Justice organise actuellement les Assises du Code civil ayant pour objectif de déterminer suivant quelles méthodes, selon quels critères et dans quel ordre de priorité le Code civil devra être réformé. Les dispositions susmentionnées devront faire dans ce cadre l'objet d'une évaluation approfondie.

Les conclusions des Assises du Code civil serviront ainsi à déterminer l'étendue de la réforme de la loi modifiée du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière.

Question 4319 (20.05.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **vaccination mixte :**

Dat spuenescht Gesondheetsinstitut Carlos III. huet an enger rezenter Kombivacs-Etüd nogewisen, datt de Schutz géint de Coronavirus méi héich ass, wann een no enger éischter Impfung mam AstraZeneca-Vaccin eng zweet Impfung mat BioNTech/Pfizer kritt. Den Antikierperniveau wier no der zweeter Impfung ëm dat Siwefacht geklommen, esou d'Fuerscher.

Ëmmer méi Experte sinn och der Meenung, datt d'Immunitéit no der Impfung just sechs Méint ka garantéiert ginn, wat mat sech bréngt, datt am Hierscht déi éischt Leit erëm missten eng drëtte Kéier geimpft ginn. Et gëtt och scho Reesdestinatiounen, déi verlaangen, datt déi lescht Impfung net méi al wéi sechs Méint ass.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kennt d'Madamm Gesondheetsminister déi besote spuenesch Etüd?

2. Huet d'Regierung schonn driwwer nogeduecht, an deem Sënn all déi Leit, déi eng éischte Kéier mam AstraZeneca-Vaccin geimpft goufen, déi zweete Kéier mam BioNTech/Pfizer-Vaccin ze impfen, fir de Schutz ze erhéijen?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

4. Wa jo, si genuch Dose BioNTech/Pfizer disponibel a géif d'Regierung dee Moment déi iwwreg Dosen AstraZeneca nach emol fräiwëllege Patienten zur Verfügung stellen?

5. Plangt d'Regierung elo schonn déi ganz probabel drëtt Impfung?

6. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

7. Wa jo, lafe scho Commanden a wäerten dës Kéier och Impfungen an den Dokteschcabinete méiglech sinn?

Question 4487 (14.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **combinaison de différents vaccins contre la Covid-19 :**

Am Kader vun der Immuniséierung duerch d'Covid-impfstoffer hu Fuerscher vun der Universitéit Saarbrécken d'Immunreaktioun vun 250 Mënschen ënnersicht. Dobäi gouf et ënnerschiddlech Testgruppen. Een Deel gouf vollstänneg mat AstraZeneca respektiv BioNTech/Pfizer geimpft an en aneren Deel krut als éischt Dosis den AstraZeneca gesprëtzt a fir déi zweet Dosis den Impfstoff vu BioNTech/Pfizer. Et soll sech gewisen hunn, datt d'Kombinatioun vun dësen zwee Impfstoffer eng besser Wierksamkeet géif erreechen eléi e vollstännegt Impfe mat AstraZeneca.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung a Kenntnes vun dëse rezente Fuerschungsresultater? Weess d'Regierung, ob dës Resultater mëttlerweil konnten offiziell wëssenschaftlech confirméiert a publizéiert ginn?

2. Wat heescht dat fir de Gebrauch vun den Impfstoffer zu Lëtzebuerg?

3. Goufen oder ginn zu Lëtzebuerg och Ënnersichungen zu den Immunreaktiounen no der Covid-impfung gemaach? Wa jo, wat gëtt hei konkreet ënnersicht an zu wat fir Resultater sinn d'Fuerscher hei am Land komm?

Réponse (29.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesondheetsministesch huet Kenntnis iwwer d'Resultater vun de verschiddene Studien, ënner anerem déi spuenesch Studie, déi déi honorabel Deputéierten Hansen a Wiseler zitéieren, souwéi déi

däitsch Studie, déi den honorabelen Deputéierten Engelen zitéiert. De Conseil supérieur des maladies infectueuses (CSMI) bezitt sech och op verschidde vun dëse Studien a senge Recommandatiounen, déi den 18. Juni publizéiert goufe bezüglech der zweeter Impfdosis géint de Covid-19 bei Leit, déi eng eventuell Contre-indikatioun op de Vaccin Vaxzevria noweisen.

Déi Donnéeë gi momentan vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA) analyséiert. Et gëtt sech erwaart, dass d'EMA hir Konklusioune geschwënn matdeele wäert. En attendant recommandéiert de CSMI dowéinst, de Grondscheema vun der typescher Vaccinatioun bäizebehalen, soudass bei der zweeter Impfung dee selwechte Produit benotzt gëtt, ausser wann eng explizitt contraire Recommandatioun virläit.

Vun dohier gëtt d'Impfung mam Vaxzevria bei der éischter an zweeter Dosis weiderhi fir all Persoun ab 55 Joer souwéi Persounen, déi zu de Kategorien 2b, 3b, 4b a 5b gehéieren, recommandéiert.

Ee gemëschten Impfscheema, wou de Vaxzevria-Vaccin vun AstraZeneca bei der éischter Dosis an de Comirnaty-Vaccin vu BioNTech bei der zweeter Dosis kombinéiert ginn, gëtt just fir verschidde Kategorië vu Persoune recommandéiert:

- Persounen ënner 55 Joer, déi als net-vulnerabel gëllen an déi bei hirer éischter Impfdosis de Vaxzevria-Impfstoff kruten;

- Persounen, déi ënnert dem „Syndrome thromboembolique profond avec thrombopénie" no der éischter Impfdosis gelidden hunn, bzw. Persounen, déi Antecedente vun Thromboembolie mat „thrombopénie induite" presentéieren.

Dës Recommandatioun huet en Impakt op den Oflaf vun der Vaccinatioun an de verschiddenen Impfzentren.

Zu dësem Zäitpunkt gëtt et keen Element, wat drop hiweist, dass an der nächster Zäit eng drëtt Impfdosis fir d'Populatioun néideg ass. Esou eng Decisioun hänkt ënner anerem vum Schutz géint déi nei Varianten, déi eventuell opkomme kéinten, of; dëst gëtt de Moment méi genau am A behalen.

Et ass awer probabel, dass fir verschidde Gruppe vu Persounen eng drëtt Dosis sech als néideg ergëtt. De CSMI wäert zu dësem Sujet, wann néideg, weider Recommandatiounen erausbréngen.

Lëtzebuerg participéiert zurzäit bei kenger Etüd, déi sech mat der Steigerung vun der Immunitéit auserneesetzt souwéi mat der Reaktioun no der Impfung par rapport zu de verschiddenen Impfscheemen. Fir esou Projeten duerchféieren ze kënnen, muss een eng grouss Unzuel u Participanten hunn; eng änlech Studie gëtt momentan an England duerchgefouert (COM-COV a COM-COV2).

Question 4321 (20.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vignette de conformité des véhicules agricoles :**

Persounen, déi am landwirtschaftleche Beräich schaffen, kréien neierdéngs keng schréftlech Erënnerung méi, wann d'„vignette de conformité" vun hirem landwirtschaftleche Gefier ofgelaf ass. D'SNCA huet an deem Kader ënnerstrach, datt de Besëtzer vum Gefier eleng dofir responsabel ass, datt säi Gefier uerdnungsgemäss ugemellt ass. D'Bauerenzentral huet sech iwwerdeems driwwer beschwéiert, datt d'SNCA dës Gefierer ouni Récksprooch mam Besëtzer einfach ofmelle kann. Dacks weess de Besëtzer an deem Fall net emol, datt d'Gefier ofgemellt ass a wann hien dëst weider notzt, kann dëst zu grave Konsequenze féieren. An der Zeitung „De Lëtzebuerger Bauer" heescht et iwwerdeems, datt mat e bësse gudde Wëllen sécherlech eng besser Léisung ze fanne wier.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi erkläert sech d'Decisioun vun der SNCA, déi Betraffen net méi ze informéieren, wann d'„vignette de conformité" vun hirem landwirtschaftleche Gefier ofgelaf ass? Waren den Här Landwirtschaftsminister an/oder den Här Transportminister un dëser Decisioun bedeelegt?

2. Ass sech d'Regierung der Gefor fir Persounen aus dem landwirtschaftleche Secteur bewosst, wann dës onbewosst weider hiert Gefier benotzen, wat eigentlech schonn ofgemellt ass?

3. Gedenkt d'Regierung dës Dispositioun nees ze iwwerdenken, respektiv, réckgängeg ze maachen?

Réponse (22.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Laut der Definitioun 4.3 b) vum Artikel 2 aus dem „arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques" gëtt bei der Immatrikulatioun vun engem Auto en vue vun der Notzung op ëffentleche Stroossen, dem Auto eng Plackennummer zougedeelt, an ee „-certificat d'immatriculation" ausgestallt. Fir d'Gefierer, déi net mussen an d'technesch Kontroll, gëtt zousätzlech eng „vignette de conformité" ausgestallt.

Konform zu dem Artikel 70 vun dem selwechten Arrêté grand-ducal vum 23 November 1955, muss all Utilisateur vun engem Gefier bei der Notzung vun dësem op ëffentleche Stroosse verschidden obligatoresch Dokumenter mat sech féieren. Den Ënnerpunkt 7 b) schreift Follgendes vir:

« b) pour tout véhicule non soumis au contrôle technique périodique, une vignette de conformité en cours de validité, apposée sur le véhicule de façon à assurer en toute circonstance sa visibilité et sa lisibilité ; »

Zousätzlech zu de Bestëmmungen aus dem Artikel 70, ass nach op den Artikel 98 ze verweisen:

« Art. 98.

Sans préjudice des dispositions des articles 70 et 173, il est interdit de mettre en circulation un véhicule routier soumis au contrôle technique en vertu des exigences de l'article 4 bis de la loi précitée du 14 février 1955 sans qu'il soit couvert par un certificat de contrôle technique ou un document équivalent en cours de validité. De même il est défendu de mettre en circulation un véhicule routier soumis à l'immatriculation au Luxembourg mais non soumis au contrôle technique périodique sans qu'il soit couvert par une vignette de conformité en cours de validité. En cas d'infraction à cette prescription, le certificat d'immatriculation ou le certificat d'identification concerné est retiré par le ministre ayant les Transports dans ses attributions. »

Aus dësen Erklärunge geet ervir, dass all Gefier, wat muss immatrikuléiert ginn, entweeder ee gültegen Zertifikat vun der technescher Kontroll oder, falls keng Obligatioun besteet, fir mam Gefier an d'technesch Kontroll ze fueren, eng „vignette de conformité" muss hunn.

Konform zu dem Artikel 4 bis vun der „loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies pubiques", brauche follgend Gefierer, déi immatrikuléiert musse ginn, fir kënnen op der ëffentlecher Strooss benotzt ze ginn, net an d'technesch Kontroll:

« … les véhicules routiers suivants ne sont pas soumis au contrôle technique périodique :

1. les véhicules à moteur dont la vitesse maximale par construction ne dépasse pas 25 km/h ;

2. les remorques qui ne sont pas destinées au transport de personnes et dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 750 kg ;

3. les cyclomoteurs et les quadricycles légers ;

4. les tracteurs et les machines mobiles dont la vitesse maximale par construction ne dépasse pas 40 km/h, dont la masse à vide en ordre de marche dépasse 600 kg et qui ne sont pas destinés à dépasser 25 km/h, lorsqu'ils traînent un ou plusieurs autres véhicules ;

5. les véhicules historiques qui ont été mis en circulation pour la première fois avant le 1er janvier 1950. »

Aus dëse Bestëmmunge geet deemno ervir, dass een Trakter, dee baulech eng maximal Geschwindegkeet vu 40 km/h fuere kann an eng Mass vun iwwer 600 kg huet, an dee maximal mat 25 km/h dierf fueren, am Fall wou een Unhänger gezu gëtt, a keng technesch Kontroll muss.

Allerdéngs si mat de Modifikatiounen aus dem Joer 2016 (Reform vun der technescher Kontroll) verschidden Ännerungen am Beräich vun der technescher Kontroll agefouert ginn. Ënner anerem, datt een net méi muss säi Gefier virun der éischter Immatrikulatioun an d'technesch Kontroll bréngen. Laut dem schonn opgefouerten Artikel 4 bis muss een Trakter, deen een Unhänger mat maximal 40 km/h wëll zéien, déi éischte Kéier no véier Joer an d'technesch Kontroll, fir dann all zwee Joer dës Kontroll ze widderhuelen.

Opgrond vun dëser Modifikatioun kann deemno bei enger Neiumeldung all Trakter déi éischt véier Joer esou benotzt ginn, als wier eng gülteg technesch Kontroll op dem Gefier. Virum Oflaf vun dëse véier Joer kritt de Besëtzer vum Gefier ee Bréif vun der SNCA geschéckt, mat der Opfuerderung, fir säi Gefier an d'technesch Kontroll ze bréngen. Sollt de Besëtzer vun engem Trakter sech allerdéngs dofir entscheeden, dës technesch Kontroll net ze maachen, ass op Dispositiounen aus den Artikele 70 esou wéi 98 vum benannten Arrêté grand-ducal ze verweisen an eng „vignette de conformité" um Trakter unzebréngen, woubäi dann een Unhänger just nach mat 25 km/h gezu ka ginn. Sollt de Besëtzer sech allerdéngs entscheeden, weider mat maximal 40 km/h wëlle mat engem Unhänger ze fueren, muss d'Gefier an d'technesch Kontroll. De Modell vum Schreiwes fir an d'technesch Kontroll ass hei drënner ze fannen:

(notification à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wann ee Gefier allerdéngs schonn eng „vignette de conformité" huet, kritt de Besëtzer beim Oflafe vun dëser Vignette eng Opfuerderung, de Montant vun 22,30 Euro ze bezuelen, fir d'Vignette fir weider fënnef Joer ze verlängeren. De Modell vun dësem Schreiwen ass hei drënner ze fannen:

(notification à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Deemno stëmmt et net, dass keng Bréiwer vun der SNCA verschéckt ginn, wat d'Vignette de conformité ubelaangt. Fir et awer méi kloer ze maachen, dass ee Gefier, wat net an d'technesch Kontroll geet, esou eng Vignette muss hunn, wäert d'SNCA hire Bréif, deen am Kader vun der technescher Kontroll verschéckt gëtt, fir déi Kategorie vu Gefierer liicht modifizéieren, an déi Informatioun och nach eng Kéier separat opféieren.

Wat dat automatescht Ofmelle vum Gefier ubelaangt, nodeems d'Vignette de conformité oder d'technesch Kontroll zënter méi wéi zwee Joer ofgelaf ass, ass ze betounen, dass d'SNCA och hei Bréiwer kuerz virun dëser Zwangsofmeldung verschéckt. Et sief awer drop verwisen, dass an dësem Zesummenhang iwwert eng gewësse Period keng Bréiwer méi verschéckt goufen. Dëst gëtt awer nees gemaach, fir sécher ze sinn, dass de Besëtzer vun engem Gefier nach ka reagéieren. Woubäi hei ze betounen ass, dass dat Gefier zu dësem Zäitpunkt scho wéinstens zwee Joer net konform op den ëffentleche Stroosse genotzt gouf. De Modell zu dësem Schreiwes ass heidrënner ze fannen.

(Modèle de lettre à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4323 (20.05.2021) de **MM. Gilles Baum** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **manque de personnel soignant :**

Notre système de santé risque d'être confronté à des pénuries de personnel à l'avenir. C'est ce que révèle un rapport complet de Madame Marie-Lise Lair. Aujourd'hui déjà, de nombreux hôpitaux ont des difficultés à trouver le personnel nécessaire.

Cependant, il a été porté à notre attention que certaines jeunes infirmières et infirmiers ont des difficultés à être employés dans un hôpital après leur formation.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien d'infirmières et d'infirmiers ont obtenu ou obtiendront leur diplôme cette année, répartis en fonction de leur spécialisation ?

2) Combien d'infirmières et d'infirmiers sont actuellement employés dans les hôpitaux de ce pays, répartis en fonction de leur spécialisation ?

3) Combien d'infirmières et d'infirmiers peuvent être employés dans les hôpitaux ? Le recrutement est-il soumis à une limite fixe ?

4) Existe-t-il une liste de réserve dans les hôpitaux ? Dans l'affirmative, combien d'infirmières et d'infirmiers, classés par type de spécialisation, y sont inscrits ?

5) Madame la Ministre comment explique-t-elle les difficultés rencontrées par les jeunes infirmières et infirmiers pour trouver un emploi dans un hôpital luxembourgeois ?

Réponse commune (29.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Comme les résultats définitifs ne sont pas encore connus à l'heure actuelle, ci-joint le nombre de candidats inscrits à l'examen :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) À titre d'exemple, le Centre hospitalier de Luxembourg emploie actuellement 1.054 infirmières/iers répartis comme suit :

- infirmiers responsables de soins généraux : 832 ;
- infirmiers en anesthésie et réanimation : 88 ;
- infirmiers en pédiatrie : 115 ;
- infirmiers psychiatriques : 19.

Pour le Centre de réhabilitation du Château de Colpach :

- infirmiers : 38 (4 infirmiers disposent d'un master)

La Rehaklinik
- infirmiers responsables de soins généraux : 160 ;
- infirmiers psychiatriques : 91.

L'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle :

- infirmiers responsables de soins généraux : 43 ;
- infirmiers en anesthésie et réanimation : 28 ;
- ATM de chirurgie : 14 ;
- ATM de radiologie : 6 ;
- aides-soignants : 5.

ad 3) La dotation en infirmières et infirmiers ainsi qu'infirmières spécialisées et infirmiers spécialisés est déterminée sur base du PRN et est finalisée en négociation avec la Caisse nationale de santé.

ad 4) La seule liste de réserve dont disposent les hôpitaux est la liste des candidatures spontanées posées durant l'année.

ad 5) Sur base des informations transmises par les directions de différents hôpitaux et établissements hospitaliers spécialisés, les difficultés peuvent s'expliquer par les raisons suivantes :

- peu d'infirmières/iers ayant suivi leur formation au Luxembourg postulent pour des emplois d'infirmier,

- dépôt d'une candidature spontanée au mauvais moment (dotation complète, impossibilité ou pas besoin d'embaucher),

- profil du candidat pas suffisamment étoffé eu égard à l'activité du service (spécialisation/spécificité),

- pour certains jeunes diplômés luxembourgeois, il y a un écart entre leur profil et les compétences recherchées,

- les exigences de l'hôpital sont de plus en plus élevées en termes de pratiques cliniques, pensée soignante, compétences rédactionnelles, relation patient…,

- manque de disponibilité sur le marché de l'emploi d'infirmières/iers ayant suivi leur formation au Luxembourg,

- période probatoire non validée.

Question 4324 (20.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **installations photovoltaïques au-dessus des autoroutes :**

Am Kader vum Paräisser Klimaaccord mussen d'Zäregasemissiounen an den nächste Jore massiv erofgesat ginn. Konsequenterweis muss eis Gesellschaft dofir onbedéngt de Verbrauch vu fossille Ressourcen a kierzester Zäit reduzéieren an op laang Dauer evitéieren. Eng grouss Chance gëtt dobäi an Technologië wéi der Fotovoltaik gesinn, fir d'Energiewend zu Lëtzebuerg, an Europa an op der ganzer Welt ze realiséieren.

D'Fotovoltaik kënnt aktuell virun allem op den Diecher vu Gebaier souwéi a spezielle Fotovoltaikparken zum Asaz. Der Notzung vun der Energie sinn awer keng Grenze gestallt. Op der „Österreichische Fachtagung für Photovoltaik und Stromspeicherung" vum 3. Dezember 2020 gouf d'Iddi presentéiert, fir Fotovoltaikanlagen iwwert den Autobunnen ze installéieren. Wéi d'Plattform stern.de bericht, kéinten esou an Däitschland pro Joer 57 Terawattstonne produzéiert ginn. Dat entsprécht méi wéi 10 % vum gesamten däitsche Stroumverbrauch. Wëssend, dass d'Terrainen an dësem Fall och schonn dem Staat gehéieren, wier et och relativ einfach, esou Anlagen op den Autobunnen opzebauen

- natierlech ënnert der Berécksiichtegung vu sécherheetstechneschen Aspekter.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit, fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi positionéieren sech d'Ministeren zu der Iddi, flächendeckend Fotovoltaikanlagen iwwert de lëtzebuergeschen Autobunnen ze installéieren?

2. Gëtt et scho konkreet staatlech Projeten, déi an dës Richtung wëlle goen?

Falls net, schléissen d'Ministeren aus, dass de Staat an Zukunft an esou Projeten investéiere wäert?

3. Wéi eng sécherheetstechnesch Aspekter misste bei esou engem Projet berécksiichtegt ginn?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Am Géigendeel zu engem bestoenden oder nei konzipéierte Gebai, dat nieft senger eegener Statik och e Reen- an Wandschutz, ergo en Daach, brauch, huet eng Autobunn keng Iwwerdeckelung. Des Weideren huet eng Autobunn, am Géigesaz zu engem Gebai, keng riicht Dimensiounen, mee bedéngt duerch d'Fuergeometrie (Klothoiden etc.) Kéieren a variabel Steigungen. Dësen Daach, als statesch Drokonstruktioun fir eng Fotovoltaikanlag, misst also fir d'éischt emol gebaut ginn an dat uge-

passt un de Stroosseverlaf. D'Fondatiounen, Stützpfeiler a Querträger, brénge schonns eng héich Eegelaascht, déi duerch d'Schnéilaascht an d'Laascht vun de Fotovoltaikpanneaue géif extreem deier ginn. Déi käschtegënschtegst Léisung wär ee statesche System mat enger Ofstäipung an der Mëtt op dem Terre-plein central TPC. Dësen TPC ass awer op de meeschte Plazen zu Lëtzebuerg ze schmuel, fir eng Mëttelstëtz ze setzen. Domadder ergi sech séier Spannwäite vun 30 Meter a méi fir esou eng Daachkonstruktioun. Dës muss dann och géint Accidenter ofgeséchert ginn. Fir esou eng schwéier Konstruktioun iwwert eng oder zwou Richtungsbunne kënnen opzeriichten, si Vollspärunge vun der Autobunn wärend Wochen néideg, a dat pro honnert Meter Daach. Esou gouf zum Beispill, fir d'Grondstruktur (Trägeren) vun den neie Brécke respektiv der neier Wëldbréck op der Autobunn A3 (CFL) ze verleeën, pro Ouvrage eng Vollsperrung vun der Autobunn vu jeeweils mindestens zwee verlängerte Weekender gebraucht.

Déi Konstruktioun misst zudeem dicht sinn, fir den Drëpsschlag a virun allem Äiszapen am Wanter ze verhënneren. Et muss derfir gesuergt ginn, dass d'Liichtverhältnisser kontinuéierlech d'selwecht bleiwen an de Fuerer net geblennt gëtt. Ee schnelle Wiessel vun hellen an däischtere Passagë soll verhënnert ginn. Ënnert esou engem Daach ass et dann emol relativ däischter, an déi haiteg Sonnestrale géifen zum Deel, oder komplett eliminéiert ginn an déi normal Stroossebeliichtung an der Nuecht misst duerch eng equivalent Beliichtung ënnert dem Daach ersat ginn. Follgend hätt dat dann den Effekt, dass den Notze vun der Fotovoltaik direkt reduzéiert gëtt. D'Verkéiersmanagementanlagen, d'Transports exceptionnels a weider Elementer mussen och bei der Dimensionéierung vun esou enger Ënnerstruktur fir eng Fotovoltaikanlag mat aberechent ginn.

Wann dann déi Daachkonstruktioun bis steet, da muss déi ënnerhale ginn. Fir d'statesch Kontrollen, weider Inspektiounen an den Entretien misst reegelméisseg d'Autobunn gespaart ginn.

Ier iwwerhaapt emol eng Fotovoltaikanlag kann iwwert enger Autobunn installéiert ginn, ass also als éischt eng schwéier an deier Konstruktioun opzeriichten, dat, ier deen éischte Stroum ka produzéiert ginn. Et wier also méi sënnvoll, als éischt emol vu bestoenden Daachflächen ze profitéieren, ier een zousätzlech Daachflächen erschafe geet, fir Fotovoltaikanlage kënnen drop opzeriichten.

Schlussendlech muss een dann och den Demantelement vun esou enger Installatioun mat a Betruecht zéien, déi ganz schwéier accessibel ass, wou den organisatoreschen Opwand an den Impakt op de Verkéier nach méi grouss si wéi bei dem Opriichten.

Ofschléissend kann ee festhalen, datt - nieft de ville sécherheetsrelevante Schwieregkeeten - den techneschen an finanziellen Opwand esou grouss ass, datt et net duerstellbar ass, esou deiere Fotovoltaikstroum an engem grousse Moossstaf ze produzéieren.

ad 2. Et gëtt aktuell keng Projeten, fir esou Anlagen iwwert d'Autobunnen ze leeën.

De Prinzip, fir laanscht d'Autobunnen oder op d'Autobunne Fotovoltaikanlagen opzestellen, gëtt et ewell säit Längerem, och zu Lëtzebuerg gouf et Initiativen, fir esou technesch Installatiounen an deem Beräich opzeriichten, déi awer bis elo net realiséiert goufen.

Et gouf awer schonns Initiative fir esou Anlagen op fräie Flächen, déi dem Staat gehéieren, laanscht d'Autobunnen opzestellen, respektiv am Lärmschutz ze integréieren. Den Opwand, dës Anlagen op deene vereenzelten éischte klenge Flächen ze realiséieren, ass relativ grouss. Och hei spillen d'Sécherheet an d'Accessibilitéit eng wichteg Roll bei der Realisatioun. Et gëtt awer weider gepréift, fir esou Anlagen an der Zukunft ze realiséieren.

ad 3. All Obstakelen (Bréckebauwierker, Porticken, Panneauen, Stroummasten etc.), déi laanscht eng Autobunn opgeriicht ginn, mussen entweeder esou wäit ewech opgestallt ginn, dass keng zousätzlech Ofsécherung muss gemaach ginn, oder et muss de Reegelen entspriechend ofgeséchert ginn, dass si keng Gefor fir den Usager duerstellen.

Eng Daachkonstruktioun fir Fotovoltaikanlage stellt esou een Obstakel duer, dëst, well esou eng Konstruktioun a reegelméissegen Ofstänn Stëtze benéidegt, déi duerch hir Distanz zur Strooss ofgeséchert musse ginn. Dëst bedeit, dass fir all Stëtz en zousätzlechen ugepassten Aprallschutz erfuerderlech géif ginn.

Allgemeng ass ze betounen, dass ëmsou méi ronderëm esou eng Anlag iwwerdeckelt ass, ëmsou méi grouss gëtt den zousätzleche verkéierssécherheetstechneschen Opwand, dee bedriwwe muss ginn.

Beispillsweis kënnt et bei méi schwéieren Accidenter munchmol vir, dass de Rettungshelikopter op der Autobunn lande muss, woubäi esou eng Daachkonstruktioun dem Rettungshelikopter dëst net erméigleche géif. Oft ass et nieft der Autobunn schlecht oder iwwerhaapt net méiglech ze landen, net ze schwätze vu méigleche gréisseren Ëmweeër, fir op d'Plaz vum Accident ze kommen.

Des Weidere muss a Betruecht gezu ginn, dass, deemno wéi een déi Fotovoltaikanlagen op der Autobunn dimensionéiert, et séier a Richtung vun Tunnelle geet an da kommen nach ganz aner Verkéierssécherheetsaspekter derbäi, déi zousätzlech elektromechanesch Sécherheetsekipementer fuerderen (siehe Köln-Löwenich-Einhausung) an et net nëmmen drëms geet, eng Fotovoltaikanlag ze betreien, mee e komplett Bauwierk muss dann iwwerwaacht ginn.

Am Hibléck vun de Rettungskonzepter komme mir also an d'Iwwerleeunge vun enger Tunnelkonstruktioun mat alle Konsequenzen, déi dat op sech huet.

Question 4325 (20.05.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant la **consommation d'énergie de la technologie « Blockchain » :**

D'Blockchaintechnologie spillt bei der Digitalisatioun vun eiser Gesellschaft, zum Beispill vun eise Verwaltungen, eng wichteg Roll. Sou hat de Minister Marc Hansen schonn op dem Infrachain Summit 2019 déi éischt Blockchain am ëffentleche Secteur annoncéiert. Dës Technologie erlaabt e sécheren an transparente Stockage vun eisen Daten, souwéi hirer Transmissioun, an dëst ouni mussen op en zentraalt Kontrollorgan zeréckzegräifen. En negativen Effekt vun dëser Technologie ass allerdéngs den héije Stroumverbrauch. Zum Beispill verbraucht de Bitcoin, eng Kryptowärung, déi op der Blockchain baséiert, ongeféier sou vill Stroum wéi ganz Holland. Vu dass d'Virdeeler vun der Blockchaintechnologie op der Hand leien an dës Technologie a ganz ënnerschiddleche Secteuren, vun der Finanzwelt iwwert d'Kontroll vu Liewensmëttel, zum Asaz ka kommen, kann een an Zukunft mat engem méi staarke Gebrauch vun der Blockchaintechnologie rechnen. Doduerch wäert dann awer wuel och de Stroumverbrauch zu Lëtzebuerg a weltwäit klammen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Energieminister an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Sinn sech déi zwee Ministeren dëser Thematik bewosst? Goufe schonn Etüde gemaach, wat den Asaz vun der Blockchaintechnologie fir en Impakt op den nationalen an internationalen Energieverbrauch huet?

2. Wéi gedenkt d'Regierung, an Zukunft mat der Problematik ëmzegoen? Wéi eng Mesurë wéilten d'Ministeren huelen, fir dem Stroumverbrauch, deen duerch d'Blockchaintechnologie entsteet, entgéintzewierken?

3. Gi Kapazitéiten a Lëtzebuerger Datenzentre genotzt oder reservéiert, fir d'Blockchaintechnologie ze promouvéieren?

Réponse commune (24.06.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. D'Blockchaintechnologie erlaabt sécher Transaktiounen ouni Bedeelegung vun Intermediairen an ass dofir eng interessant Technologie esouwuel fir Privatpersounen, d'Industrie an den ëffentleche Secteur. Gläichzäiteg ass d'Blockchaintechnologie nach ëmmer relativ nei an nach net a ville Beräicher etabléiert, an entwéckelt sech och permanent weider.

D'Regierung huet schonn am Joer 2017 mam Infrachain-Projet e Public-private-Partnership gegrënnt, fir d'Notzung vun diverse Blockchaintechnologien ze ënnerstëtzen a fir besser iwwert e schnell evoluéierende Secteur informéiert ze sinn. An der Tëschenzäit huet Infrachain mat Partner aus dem Privatsecteur an der Recherche de Luxembourg Blockchain Lab gegrënnt, deen am Luxembourg House of FinTech ënner anerem applizéiert Recherche iwwert d'Performance vun der Blockchaintechnologie wäert maachen.

Fir d'Kette vun Transaktiounen (Blocks) ze validéieren, gëtt et bei der Blockchaintechnologie verschidden Approchen. Dobäi hänkt de spezifeschen Energieverbrauch vun enger Blockchain vun de sougenannte Consensus Algorithmen of. Et existéiere schonn haut verschidde Variante vu Blockchaintechnologien (z. B. Proof of Authority, Proof-of-Work, Proof-of-Stake etc.), esoudass eng exakt Ofgrenzung an Erfaassung vum Asaz an der Energieconsommatioun net méiglech ass. Deementspriechend gëtt et och keng explizitt Statistik doriwwer, wéi a wou d'Blockchaintechnologie zu Lëtzebuerg genotzt gëtt a wéi vill Energie dobäi consomméiert gëtt.

D'Energieconsommatioun ass e bekannten Nodeel vun der Blockchaintechnologie. Verschidden Etüden hunn estiméiert, dass notamment den Asaz vun de sougenannte Cryptocurrencies, wéi z. B. Bitcoin oder Ethereum, am Beräich vun der Consommatioun vu ganze Länner wéi Éisträich oder Holland leien. Gläichzäiteg ass déi spezifesch Energieconsommatioun pro Transaktioun fir Bitcoin ongeféier sechsmol esou héich wéi fir Ethereum, wat däitlech weist, dass technologesch Méiglechkeeten existéieren, fir d'Blockchaintechnologie méi energieeffizient ze maachen. Fir de Beräich vu Private Blockchains fir Entreprisë gëtt geschat, dass d'Energieconsommatioun pro Transaktioun bis zu aacht Gréisstenuerdnunge méi niddereg läit wéi Proof-of-Work Public Blockchains (z. B. Bitcoin).

ad 2. D'Regierung suivéiert d'Developpementer vun der Blockchaintechnologie an déi verschidde Vir- an Nodeeler, notamment och fir se (wou sënnvoll) selwer zum Asaz ze brëngen. Donieft bett sech d'Thematik vu Blockchaintechnologien an d'Feuille de route „Ons Wirtschaft vu muer" vun der Regierung an, wou de Volet „Transition numérique durable" eng wichteg Roll spillt.[4] Am Kader vun dëser Feuille de route sinn ënner anerem och Initiative fir d'Bewäertung vum Ëmweltimpakt vun digitalen Infrastrukturen, Lean Data, a Low-Energy Data Centers, geplangt, fir d'Energieconsommatioun vun der digitaler Ekonomie ze reduzéieren.

D'Funktiounsweis vun eenzele Blockchainreseauen an hir ineffizient Ressourcennotzung sollt net dovun oflenken, datt et wéi uewe beschriwwen och aner, méi attraktiv an effizient Blockchaintechnologië gëtt. D'Regierung gesäit an deenen Entwécklunge weiderhin e grousst Potenzial, an dat net nëmmen am Kader vu FinTech-Applikatiounen, mee och an der Logistik, der Supply Chain an aneren industriellen Aktivitéiten. D'Regierung ass och weiderhin iwwerzeegt, datt Lëtzebuerg sech proaktiv mat der Blockchaintechnologie auserneesetze soll, well se e fundamentale Bestanddeel vun eiser zukünfteger digitaler Infrastruktur an der Datenekonomie wäert ginn.

De Ministère fir Digitaliséierung mam staatlechen Zenter fir d'Informatiounstechnologië (CTIE) bedreiwen aktuell just Kniet vun der nationaler „Public Sector Blockchain" an der „European Blockchain Services Infrastructure". Déi Blockchaine fonctionéieren nom energiespuersame Prinzip „Proof of Authority" als Consensus Algorithmus. An dësem Fall gi keng energieintensiv Rechekapazitéite gebraucht, fir d'Sécherheet vun der Blockchain ze garantéieren. Den Energieverbrauch vun deene Serveuren ass änlech ewéi vun de Serveuren, déi fir informatesch Applikatioune genotzt ginn.

ad 3. D'Kniet vun deenen zwee ernimmte Blockchaine lafen an Datenzentren, déi zu Lëtzebuerg stinn. De Ministère fir Digitaliséierung huet weider keng spezifesch Kapazitéite fir d'Bedreiwe vu Blockchaintechnologië reservéiert.

Question 4326 (20.05.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant l'**OGM « nouvelle génération » :**

Un rapport de la Commission européenne vient d'ouvrir la voie à des assouplissements pour des OGM (organismes génétiquement modifiés) « nouvelle génération ». Alors que les promoteurs de ces nouveaux OGM insistent sur les nouvelles techniques et les avantages de ces OGM, les adversaires reprochent à la Commission de rompre avec le principe de précaution.

- Comme ce principe de précaution, traduit par une interdiction de dissémination depuis 2009, a traditionnellement marqué les positions du Gouvernement luxembourgeois face aux OGM, nous aimerions savoir quelle est l'appréciation du Gouvernent des OGM « nouvelle génération » ?

- Quelle est la différence de ces OGM « nouvelle génération » avec les OGM classiques ?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à des propositions d'assouplissement dans la procédure d'autorisation de la part de la Commission européenne ?

Réponse commune (24.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

- Les OGM font l'objet d'un examen réglementaire impliquant une procédure d'autorisation basée sur une évaluation scientifique des risques pour la santé humaine et l'environnement. L'Union européenne (UE) a adopté cette approche réglementaire des cultures génétiquement modifiées en vertu du règlement 1829/2003/CE et de la directive 2001/18/CE.

L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) C-528/16 datant de 2018 a statué que les plantes et les animaux modifiés à l'aide des nouvelles techniques d'édition du génome (NGT), sont soumis aux mêmes dispositions que les organismes génétiquement modifiés concernant l'approbation, l'étiquetage et l'évaluation des risques.

Toutefois, les évolutions dans le domaine de la biotechnologie, combinées à l'absence de définition (ou au manque de clarté quant à la signification) de termes clés, maintiennent l'ambiguïté quant à l'interprétation de certains concepts, ce qui peut conduire à une incertitude réglementaire. En particulier, le secteur des produits biologiques et sans OGM pourrait être menacé par la coexistence avec de nouvelles techniques génomiques et l'impossibilité de contrôle qui portent gravement atteinte à sa chaîne de valeur et risquerait de nuire à la confiance que les consommateurs accordent à ce secteur. Le système réglementaire actuel pose des problèmes de mise en œuvre et d'application dans l'UE, notamment en ce qui concerne la détection des produits issus de NGT qui ne contiennent pas de matériel génétique étranger.

Il est important de s'assurer que les produits développés avec les NGT permettront effectivement de contribuer aux objectifs du « Green Deal » et de la stratégie « Farm to Fork ». En effet, comme le montre l'étude, les NGT sont des outils qui peuvent être utilisés de différentes manières.

Néanmoins, il est important de noter que les NGT jouent également un rôle important dans la recherche et l'industrie. Des instituts de recherche nationaux poursuivent des activités ayant recours à ces techniques. Il en est de même pour l'industrie pharmaceutique où la production de médicaments se fait souvent par des OGM.

- On distingue trois ensembles de techniques pouvant aboutir à des OGM :

Les mutations aléatoires

Les mutations spontanées sont des phénomènes qui interviennent naturellement dans l'environnement. En trois milliards d'années d'évolution, la nature a produit une panoplie de protéines, simplement par cycles répétés de mutagenèse aléatoire, suivie d'une sélection « in vivo ». Leur existence et les nouvelles caractéristiques qu'elles induisent ont été mises à profit par l'Homme pour identifier les espèces et les variétés de plantes adaptées à ses besoins.

À la fin des années 1920, des sélectionneurs ont cherché à augmenter la diversité génétique par divers moyens, dont les mutations « induites ». Ces mutations sont provoquées soit par des rayonnements ionisants (rayons X, rayons gamma, UV, les neutrons, …) soit par des produits chimiques mutagènes appliqués sur des graines en laboratoire. Ces graines sont ensuite semées et les plantes qui en sont issues triées pour les nouveaux caractères recherchés.

Les mutations produites par ces procédés physiques peuvent entraîner des pertes de fragments chromosomiques ou des réarrangements dans le génome. Dans le cas des substances chimiques, c'est le méthanesulfonate d'éthyle (EMS) qui est le plus souvent utilisé.

Ces techniques de mutagenèse, appliquées depuis des décennies et classées comme techniques conventionnelles ou même naturelles, génèrent des milliers de mutations « aléatoires » qui sont réparties sur l'ensemble du génome des plantes, dont seule une partie négligeable est responsable des traits recherchés. En effet, l'annexe I B de la directive 2001/18/CE classe la mutagenèse parmi les techniques de modification génétique qui produit des organismes génétiquement modifiés mais qui sont à exclure du champ d'application de ladite directive. Des variétés d'orge, de blé, de riz ou de pamplemousse dont le bien connu Ruby Red[5], qui sont aujourd'hui communément acceptées, ont été modifiées de cette façon. Ainsi sont consommées quotidiennement des cultures « mutées », de fruits, légumes et céréales; des produits qui ne sont pas soumis aux directives européennes[6].

Le génie génétique classique

Le génie génétique classique commence par une manipulation extracellulaire de l'ADN pour construire un vecteur plasmidique (plasmide : molécule d'ADN circulaire distincte de l'ADN chromosomique, capable de réplication autonome et non essentielle à la survie de la cellule mais qui lui confère différentes propriétés) hébergeant le gène ou la séquence d'ADN spécifique à transférer dans l'organisme choisi. Le plasmide entier ou seulement le fragment d'ADN d'intérêt est ensuite intégré dans des cellules végétales. Parmi les techniques utilisées on peut citer la biolistique (bombardement de cellules avec des particules enrobées de l'ADN à insérer) et le transfert moyennant la bactérie Agrobacterium tumefaciens.

[4] Cf. « Ons Wirtschaft vu muer - Feuille de route pour une économie compétitive et durable 2025 », juin 2021.

[5] da Graça JV & Louzada ES (2004) The Origins of Red Pigmented Grapefruits and the Development of New Varieties. Proc. Int. Soc. Citriculture 1 : 369-374.

[6] FAO/IAEA, Joint FAO/IAEA Mutant Variety Database, https://mvd.iaea.org/

Les méthodes d'ingénierie génétique laissaient généralement des traces facilement détectables dans le génome (l'ensemble du matériel génétique d'un organisme) des plantes comme par exemple des séquences de bactéries ou de virus. Les cellules végétales modifiées sont ensuite utilisées pour régénérer une plante qui sera analysée pour les caractères recherchés.

Le génie génétique classique est compris comme la possibilité d'apporter des modifications délibérées au matériel génétique qui ne pourraient pas être obtenues par des méthodes de sélection conventionnelles. On peut citer l'insertion de gènes provenant de bactéries conférant une résistance aux herbicides aux plantes transformées.

Les nouvelles techniques du génie génétique

Les nouvelles techniques d'édition génétique permettent d'accélérer l'obtention du caractère recherché. Ces techniques peuvent aujourd'hui produire des plantes semblables ou identiques aux plantes générées par des techniques de sélection conventionnelles, rendant l'application de la réglementation sur les OGM impossible.

Les nouvelles techniques du génie génétique aboutissent à la production d'organismes qui :

• ne contiennent plus aucun matériel génétique provenant d'un organisme avec lequel ils ne pourraient s'hybrider ou se reproduire naturellement. Le matériel génétique inséré provient donc d'une espèce très proche et sexuellement compatible (Cisgenèse).

• ne contiennent plus du tout de nouveau matériel génétique. L'organisme est modifié en limitant ou inhibant l'expression de certains gènes sans insertion de nouveau matériel génétique dans le génome (genome editing).

Les NGT permettent des altérations de séquence dans un délai de développement plus court et des altérations impossibles à obtenir avec les anciennes techniques.

Difficulté d'identification

En effet, une des particularités des NGT est que, contrairement au génie génétique classique où les organismes modifiés contiennent de l'ADN étranger facilement identifiable, les organismes produits par édition du génome ne contiennent pas nécessairement des éléments étrangers et ne peuvent donc pas être identifiés sans ambiguïté. En particulier, il n'est pas possible analytiquement de distinguer si une mutation a été déclenchée par une édition volontaire du génome, si elle s'est produite naturellement ou est le résultat de l'application d'une technique de mutagénèse classique sans recours au génie génétique.

En ce qui concerne les importations en provenance de pays tiers ne classant pas ces techniques comme des modifications génétiques soumises à une autorisation, il est impossible de les identifier et de les maintenir hors du marché européen. Ceci constitue un problème pour les autorités chargées de faire appliquer la législation ainsi que pour les opérateurs. Par ailleurs l'étiquetage requis par la réglementation sur le génie génétique ne peut être appliqué et donc la liberté de choix ne peut être garantie pour les consommateurs.

- Le programme gouvernemental luxembourgeois prévoit sous la rubrique « Biotechnologies et biodiversité » : […] L'interdiction de l'ingénierie génétique dans l'agriculture et dans les aliments, y compris les nouvelles méthodes (CRISPR, « nouvelles techniques de sélection »), continueront d'être soutenues.

L'arrêt de la CJUE C-528/16 datant de 2018 a statué que les plantes et les animaux modifiés à l'aide des nouvelles techniques d'édition du génome, sont soumis à la réglementation sur le génie génétique et sont donc régis aux mêmes dispositions que les organismes génétiquement modifiés concernant l'approbation, l'étiquetage et l'évaluation de la sécurité. Cependant l'arrêt de la CJUE ne peut actuellement pas être appliqué dans la pratique.

Au niveau international, le Gouvernement continuera à défendre sa politique de longue date en soulignant l'importance cruciale du principe de précaution qui doit être à la base de l'évaluation des nouvelles techniques génomiques, en insistant sur la nécessité d'une analyse des risques proportionnée et basée sur la science et en exigeant une information éclairée du consommateur.

Le Luxembourg soutient la décision de la CJUE qui permet dorénavant au Luxembourg d'interdire la culture de plantes génétiquement modifiées y compris celles issues de la mutagenèse dirigée par le biais de la directive (UE) 2015/412. L'arrêt de la Cour réaffirme que les plantes issues de la mutagenèse dirigée sont à considérer comme des plantes génétiquement modifiées. Par la suite il faut maintenant saisir l'occasion d'explorer les moyens d'action utilisables pour rendre la législation plus résiliente et plus intemporelle, et pour uniformiser son application. Toute autre action devrait viser à tirer parti de l'innovation tout en répondant aux préoccupations.

L'action politique visera une surveillance réglementaire proportionnée, qui permettra de maintenir un niveau élevé de protection de la santé humaine et animale ainsi que de l'environnement. Une analyse d'impact, comprenant une consultation publique ouverte à tous les citoyens et partie prenante de l'UE, sera effectuée pour examiner les options politiques potentielles et les préoccupations exprimées lors de la consultation de l'étude. La Commission s'engagera dans un vaste effort de communication pour partager les résultats de l'étude et discuter de ses conclusions et des prochaines étapes avec les institutions de l'UE et les parties prenantes lors de réunions spécifiques.

Question 4328 (20.05.2021) de **M. François Benoy** et **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant l'**amiante et autres substances dangereuses :**

Depuis 2001, la mise sur le marché et l'emploi de la fibre d'amiante et de produits la contenant sont interdits au Luxembourg, ces matériaux étant considérés comme cancérigènes. Étant donné que l'amiante a été largement répandue dans la construction dans les années 60, 70 et 80, notamment sous forme d'isolant thermique et ignifuge, d'ondulés de toiture, ou encore de col de revêtement de sol, la substance n'a pas disparu et se trouve toujours dans bon nombre de bâtiments.

La découverte d'amiante dans une propriété lors de travaux peut entraîner des coûts considérables de désamiantage, à la charge des propriétaires, et peut évidemment poser un risque de santé grave pour les résident-e-s en cas d'exposition accidentelle.

En France, lors de la vente d'un logement, le vendeur est tenu de réaliser un diagnostic amiante. Il s'agit d'un document qui témoigne de la présence ou de l'absence de l'amiante ou de produits contenant de l'amiante dans le logement. Le diagnostic concerne les logements dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997 (date d'interdiction des usages de l'amiante en France). Il vise à protéger les habitants d'un logement et à informer les potentiels acquéreurs de la présence d'amiante, du risque y lié et des éventuelles mesures correctives qui seront nécessaires.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé :

1) Le Gouvernement jugerait-il opportun d'obliger les propriétaires à réaliser un diagnostic amiante (ou d'autres substances dangereuses, tel que le plomb) lors de la vente d'un logement, ceci afin de protéger les potentiels acquéreurs et/ou résident-e-s d'éventuels risques financiers ou de santé ?

Étant donné que la mise sur le marché de nouveaux produits contenant de l'amiante est interdite, le risque d'exposition se limite aujourd'hui à des travaux de rénovation, d'assainissement, de démolition ou de maintenance. Le règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 modifiant le règlement grand-ducal du 15 juillet 1998 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail oblige les employeurs de prendre les mesures nécessaires pour identifier les matériaux présumés de contenir de l'amiante. L'employeur doit notifier l'Inspection du travail et des mines de tous travaux lors desquels les travailleurs sont exposés ou susceptibles d'être exposés pendant leur travail à la poussière d'amiante.

2) Combien de notifications de travaux lors desquels les travailleurs sont ou risquent d'être exposés à l'amiante ont été soumises à l'Inspection du travail et des mines au fil des dix dernières années (ventilé par année) ?

3) Quelle quantité d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante a été retirée de bâtiments ou d'autres constructions dans les dix dernières années (ventilé par année) ?

4) Comment l'amiante et les matériaux contenant l'amiante sont-ils éliminés après leur retrait, et où les déchets sont-ils déposés ?

5) Combien de personnes occupent actuellement un poste à risque d'exposition à l'amiante ? Dans quels domaines ces personnes travaillent-elles ?

6) Combien de personnes sont décédées dans les dix dernières années d'une maladie professionnelle liée à l'amiante ?

Dans le programme gouvernemental 2018-2023, le Gouvernement énonce son ambition d'améliorer la biologie de l'habitat en général. La sensibilisation sur les substances dangereuses au niveau de l'environnement bâti, de même que l'identification et la gestion de ces dernières lors de travaux de rénovation peuvent constituer des éléments importants à cet égard.

7) Quelles mesures ont été prises par le Gouvernement afin de sensibiliser les individus non professionnels au sujet des risques d'exposition à des substances dangereuses pour la santé (notamment l'amiante) lors de travaux de rénovation ou de démolition ?

Réponse commune (22.06.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé :*

L'amiante est une fibre minérale naturelle jadis très utilisée pour son coût faible et ses propriétés physiques et chimiques. Elle résiste remarquablement à la chaleur et au feu, a une faible conductivité thermique, acoustique et électrique, elle résiste à la traction, à la flexion et à l'usure, dispose d'une bonne résistance aux agressions chimiques, a une bonne élasticité et peut être filée et tissée.

On peut distinguer six types d'amiante : le chrysotile, l'anthophylitte, l'amosite, l'actinolite, le trémolite et le crocidolite.

Le chrysotile a été utilisée en 90 % des cas, l'amosite et le crocidolite jouant un rôle mineur.

Ces types d'amiantes ont été utilisés sous deux formes différentes :

- d'une part sous forme d'amiante friable, c'est-à-dire d'amiante non liée avec un pourcentage en poids variable,

- d'autre part sous forme d'amiante ciment, c'est-à-dire d'amiante liée à du ciment dans des produits préfabriqués, comme par exemple l'Eternit. Dans ce cas la teneur en amiante est généralement inférieure à 15 % en poids.

Vu le danger pour la santé généré par les fibres d'amiante, peu à peu son utilisation a été réduite. La situation au Luxembourg se présente comme suit :

- 1986 la mise sur le marché et l'emploi du crocidolite sont partiellement interdits ;

- 1988 la projection de l'amiante par flocage a été interdite ;

- 1994 interdiction de la mise sur le marché et de l'emploi de l'amiante du type crocidolite, amosite anthophyllite, actinolite et trémolite et interdiction partielle de la mise sur le marché et de l'emploi de la fibre d'amiante du type « chrysotyle » et des produits la contenant ;

- 2001 interdiction générale de mise sur le marché et d'emploi de la fibre d'amiante et de produits la contenant.

Il n'est donc pas exclu que des édifices construits avant 2001 contiennent de l'amiante. Néanmoins, les produits qui à ce moment étaient déjà installés et/ou en service avant l'interdiction continuent à être autorisés jusqu'à leur élimination ou leur fin de vie utile.

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de dire qu'il incombe au futur propriétaire de se renseigner sur l'état du bien qu'il désire acheter. Les modalités de vente telles que présence d'un tel inventaire ou non sont à régler entre les parties concernées. Il est ainsi recommandé à tout acquéreur de biens, que ce soit un logement ou autre chose, de se renseigner sur l'état et la situation du bien qu'il désire acheter. Évidemment rien ne s'oppose à ce que l'acheteur potentiel charge, avec l'accord du propriétaire actuel, des personnes spécialisées à établir un tel inventaire et à faire évaluer les risques y associés.

Vu les informations qui précèdent cette réponse, notre environnement quotidien contient dans une certaine mesure des fibres d'amiante. Lors d'un diagnostic d'amiante, il faudra tenir compte de ce fait. Il n'est toutefois pas possible d'obtenir des résultats fiables lors d'une analyse de l'air ambiant dans un logement car les produits contenant de l'amiante s'y trouvent souvent sous forme confinée/cachée, par exemple sous des carrelages de salle de bains où ils sont donc recouverts. Dans ces cas, un diagnostic d'amiante se limitant à une analyse de l'air risque de donner des résultats faussement négatifs. C'est seulement suite à une prise d'échantillons de matériaux suspects, qu'on pourra dire avec certitude si le logement contient de l'amiante.

L'obligation d'un diagnostic amiante avant des travaux de démolition ou de rénovation permettrait de diminuer la probabilité d'exposition accidentelle à l'amiante et permettrait de protéger la sécurité et la santé des salariés étant donné que l'état des lieux serait connu avant le début d'éventuels travaux. Le risque de maladie professionnelle serait ainsi réduit et les coûts relatifs au traitement de ces dernières réduits.

ad 2) Les notifications de travaux lors desquels les salariés sont ou risquent d'être exposés à l'amiante qui ont été soumises sous forme de plans de travail à l'ITM au courant des dix dernières années s'élèvent à :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) À savoir que selon les dispositions de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets (article 26), les différents matériaux utilisés dans l'ouvrage à démolir doivent être identifiés et répertoriés dans un inventaire préalablement à toute démolition, ceci dans le but d'un enlèvement et d'une collecte séparés des différents matériaux en vue de leur traitement respectif. Seules les quantités d'amiante en cas de démolition y sont toutefois reprises. Étant donné que le but de ces inventaires n'est pas d'établir des statistiques, mais de fournir une base pour la gestion correcte des déchets, des chiffres renseignant sur la quantité d'amiante retirée ne sont pas disponibles.

Par ailleurs, il est important de noter que les masses éliminées ne représentent pas de l'amiante pur, mais les masses totales des éléments auxquels l'amiante est fixé.

Les chiffres suivants donnent toutefois une idée des déchets d'amiante ou contenant de l'amiante (les différences entre les deux tableaux s'expliquent d'une part par l'entreposage dans les centres de tri et d'autre part par un certain tri de ces déchets avant transport) :

- Déchets d'amiante ou contenant de l'amiante acceptés ou entreposés dans des entreprises luxembourgeoises annuellement :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Déchets d'amiante ou contenant de l'amiante ayant quitté le Luxembourg :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) Tout comme pour tout autre déchet dangereux, la gestion et le transport des déchets d'amiante ou contenant de l'amiante doivent se faire selon les dispositions des législations relatives à la gestion des déchets et au transport des déchets. Leur transport doit en plus se faire conformément aux dispositions de l'accord relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR). Les déchets d'amiante sont en principe stockés dans une décharge souterraine, parfois après reconditionnement dans une entreprise spécialisée. Ces décharges se situent en Allemagne et en France. Le cas échéant, ils sont entreposés avant transport vers ces décharges (voir réponse à la question précédente).

ad 5) Il est quasiment impossible de donner un chiffre exact en ce qui concerne les personnes occupant actuellement un poste qui les met en contact avec l'amiante. Il s'agit naturellement d'une grande partie des personnes travaillant dans le secteur du bâtiment, surtout celles qui s'occupent des rénovations.

Peuvent également être concernées les personnes travaillant dans l'industrie, surtout l'industrie.

Il faut également prendre en compte le personnel du CGDIS, qui peut être en contact avec des poussières d'amiante lors de leurs missions.

À noter également aussi que des personnes privées, effectuant eux-mêmes des rénovations dans leurs logements, peuvent avoir contact avec de l'amiante. Dans ces cas ces personnes ne savent fréquemment pas identifier l'amiante et risquent de confondre l'amiante au plâtre.

ad 6) En ce qui concerne les maladies causées par l'amiante, les pathologies suivantes sont à retenir :

- L'asbestose

Il s'agit d'une fibrose pulmonaire interstitielle, diffuse et progressive. Elle entraîne une insuffisance respiratoire chronique. L'asbestose peut être associée à des bronchites chroniques, des anomalies immunologiques et aussi à une insuffisance cardiaque. Le processus est irréversible. L'affection se manifeste en général dix à 20 ans après le début de l'exposition.

- Cancer du poumon (carcinome bronchique)

Un cancer du poumon peut être causé par l'amiante, mais également par le tabac, le chrome, le nickel, des composés d'arsenic ou des substances benzéniques. Les risques de subir un cancer de poumon augmente lorsque plusieurs facteurs de risque sont réunis. L'exposition à l'amiante et le fait de fumer augmente le risque de subir un cancer du poumon d'un facteur de 2 à 4 (les opinions diffèrent dans la littérature scientifique).

- Cancer de la plèvre (mésothéliome)

La part des cas de mésothéliome attribuable à une exposition à l'amiante, est estimée à 80-85 %. La consommation de cigarettes ne semble pas augmenter le risque de survenue d'un mésothéliome.

Il s'agit d'une forme rare et virulente de cancer qui peut affecter la plèvre (revêtement des poumons), le péricarde (l'enveloppe du cœur) ou le péritoine (revêtement de la cavité abdominale).

Il y a des personnes qui sont exposées sur leur travail, mais une exposition secondaire peut être également à l'origine d'un mésothéliome, p. ex. par des personnes qui ramènent des fibres à la maison en revenant de leur travail.

Les statistiques des causes de décès publiées par le Ministère de la Santé prennent en compte les décès dus à un mésothéliome de façon continue depuis 2000.

Ces statistiques informent également sur des décès concernant une pneumoconiose due à l'amiante et à d'autres fibres minérales. Ces chiffres sont à interpréter avec précaution car il se peut naturellement que ces décès sont dus à d'autres fibres minérales.

Il va de soi qu'il y a une incertitude qui persiste au niveau de l'asbestose et des cancers de poumons. En ce qui concerne le lien d'une exposition à l'amiante et un cancer des poumons, surtout lorsque plusieurs facteurs de risque sont réunis, ce lien restera difficile à établir. Seul des autopsies systématiques, dans ces cas, pourraient révéler un lien de la cause de décès avec un contact avec l'amiante.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7) L'Administration de l'environnement a compilé les informations essentielles au sujet de certaines substances dangereuses, qui sont disponibles sur le site :

https://environnement.public.lu/fr/chemesch-substanzen/info-sensiblisation/Glossaire-substances-chimiques.html

Ces informations sont principalement destinées aux consommateurs. Ce glossaire est régulièrement mis à jour par l'ajout d'une substance ou d'un produit supplémentaire, l'amiante y est également repris. Le but de ce document n'est toutefois pas de rendre attentif de manière générale aux éventuels risques spécifiques liés à des travaux de rénovation ou de démolition. Il peut toutefois s'avérer utile lorsqu'on sait à quels substances et produits on a à faire lors de travaux de rénovation ou de démolition.

L'Inspection du travail et des mines (ITM) a notamment comme mission de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés et de leur fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail.

Les particuliers peuvent également s'adresser à l'ITM pour recevoir des informations en matière notamment d'amiante ainsi qu'au sujet des risques d'exposition à des substances dangereuses pour la santé lors de travaux de rénovation ou de démolition.

Des informations à ce sujet sont également disponibles sur le site Internet de l'ITM :

https://itm.public.lu/fr/securite-sante-travail/produits-dangereux/amiante.html

Une brochure informant sur les matériaux contenant de l'amiante-ciment est également disponible en langue allemande, française et portugaise sur le site Internet de l'ITM :

https://itm.public.lu/fr/publications/guide/amiante-ciment.html

Question 4329 (20.05.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **procès et objectifs climatiques :**

Le 5 mai 2021, le Gouvernement allemand a annoncé son intention de rehausser ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'Allemagne vise désormais une réduction de 65 % d'ici 2030 par rapport à 1990, contre 55 % auparavant, suivi par 88 % d'ici 2040. L'augmentation du niveau d'ambition est une conséquence de l'arrêt de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, dans lequel la plus haute instance judiciaire allemande a jugé que les objectifs de la loi climat allemande ne sont pas conformes aux droits fondamentaux.

Cette affaire fait partie d'un nombre croissant de procès climatiques qui ont émergé partout dans le monde et démontre que les recours climatiques peuvent être des outils puissants dans la lutte contre la crise climatique.

Notons qu'un premier recours en matière de réchauffement climatique a été introduit devant la Cour européenne des droits de l'homme par six jeunes ressortissants portugais. L'affaire porte sur les émissions de gaz à effet de serre de 33 pays, dont le Luxembourg, qui participeraient au réchauffement climatique se manifestant, entre autres, par des pics de chaleur qui impacteraient les conditions de vie et la santé des requérants.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Comment les nouveaux objectifs climatiques allemands se comparent-ils avec les objectifs climatiques du Luxembourg ? Quelles sont les réflexions de Madame la Ministre au sujet de l'arrêt de la Cour constitutionnelle allemande ?

2) Quelles sont les prochaines étapes dans le recours en matière de réchauffement climatique devant la Cour européenne des droits de l'homme ? Quelles sont les réflexions de Madame la Ministre au sujet de cette affaire ?

Réponse (29.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les nouveaux objectifs climatiques allemands ne sont pas comparables avec les objectifs adoptés par le Luxembourg.

L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre allemand pour 2030, récemment porté à 65 %, se réfère à 1990 et non pas à l'année 2005, année de référence prescrite par le règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat. Exprimé par rapport à l'année 2005, ce nouvel objectif allemand correspondrait à une réduction des émissions de 56 % en 2030. À cela s'ajoute qu'il couvre l'ensemble des émissions, y compris celles soumises au système communautaire d'échange de quotas d'émission. Ces dernières, en provenance des grandes installations industrielles et de production d'énergie, représentent près de la moitié des émissions totales en Allemagne, contre seulement 15 % au Luxembourg. Or, c'est précisément le secteur de la production d'énergie qui présente en Allemagne, grâce à la sortie du charbon, le potentiel de réduction des émissions le plus élevé.

Alors que le Luxembourg a, dès 2020, revu à la hausse son objectif de réduction des émissions à l'horizon 2030, l'Allemagne n'avait plus ajusté ses objectifs depuis 2010. Le Luxembourg avait en effet porté de 40 % à 55 %, comparé aux niveaux de 2005, son objectif de réduction des émissions à l'horizon 2030 pour les secteurs non soumis au système communautaire d'échange de quotas d'émissions, au moment de soumettre son plan national intégré en matière d'énergie et de climat à la Commission européenne.

En mai 2021, le Gouvernement allemand a également adopté un objectif pour 2040, objectif dont le Luxembourg ne dispose pas encore à ce jour. Toutefois, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat, et dans le plein respect de l'échéancier prévu à l'article 14 de l'Accord de Paris, le Luxembourg procédera périodiquement à des mises à jour de son plan national intégré en matière d'énergie et de climat et se dotera, à ce moment, d'objectifs à l'horizon 2035 et 2040 de façon à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard.

ad 2) Le 7 septembre 2020, six ressortissants portugais ont introduit une requête devant la Cour européenne des droits de l´homme contre 33 États contractants.

La sélection - parmi les 47 EM de l'Organisation - de ces 33 États (tous les EMUE plus Norvège, Royaume-Uni, Russie, Suisse, Turquie et Ukraine) se fonde sur les obligations découlant de l'Accord de Paris sur le climat de 2015. En effet, les requérants estiment que les politiques climatiques de ces États seraient insuffisantes pour atteindre l'objectif de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en dessous de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. L'absence de mesures adéquates pour lutter contre le réchauffement climatique constitue, pour les requérants, une violation en soi des obligations conventionnelles.

Les griefs sont tirés des articles 2 (droit à la vie) et 8 (droit au respect de la vie privée et familiale), de l'article 14 (interdiction de la discrimination) combiné avec les deux premiers, ainsi que de l'article 1 du Protocole n° 1 à la Convention (protection de la propriété). La Cour pose toutefois aux Parties également la question du respect de l'article 3 (interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants), grief qui n'avait pas été soulevé par la partie requérante.

Le Luxembourg a soumis ses observations le 27 mai passé en demandent à la Cour à titre principal de déclarer la requête irrecevable sur base du statut de victime des requérants, ainsi que le non-épuisement des voies de recours internes.

Quant au fond de l´affaire, le Luxembourg souligne que ses efforts en matière de lutte contre le changement climatique sont conformes à l'Accord de Paris. Cette conformité se déduit, d'une part, de la politique climatique de l'Union européenne, et, d'autre part, d'une politique climatique propre au Luxembourg qui s'ajoute à la politique climatique européenne.

À partir de 2021, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 prend le relais du Plan national climat 2013- 2020. Il décrit les politiques et mesures permettant d'atteindre les objectifs nationaux ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (- 55 %), d'énergies renouvelables (25 %) et d'efficacité énergétique (de 40 à 44 %) à l'horizon 2030. Ces objectifs impliquent notamment un programme de soutien PRIMe House pour encourager la construction durable, la rénovation énergétique du parc immobilier existant ainsi que l'utilisation de sources d'énergie renouvelable.

Pour la période postérieure à 2030, la loi sur le climat du 15 décembre 2020 crée le cadre juridique et institutionnel permettant d'atteindre les objectifs climatiques nationaux à long terme, c'est-à-dire la neutralité climatique consistant à atteindre le « zéro émissions nettes » au Luxembourg, d'ici 2050 au plus tard.

Les autres stratégies mises en place visent à promouvoir la finance durable, la mobilité durable dans le domaine du transport de personnes, la réduction des déchets et la solidarité vis-à-vis des pays tiers afin de les aider à lutter contre le changement climatique.

Toutes ces mesures sont en partie prises en application du droit européen mais certaines vont au-delà. Si le respect des engagements pris au niveau européen est, en tant que tel, suffisant pour assurer le respect des règles établies par la Convention européenne des droits de l'homme, le Luxembourg a l'ambition d'utiliser au mieux sa marge de manœuvre (« marge d'appréciation nationale ») pour devancer le cadre réglementaire européen dans la lutte contre le changement climatique.

Cette affaire - certes complexe et ambitieuse - pourrait réserver des surprises. Si son issue paraît incertaine, notamment eu égard aux conditions de recevabilité (particulièrement le statut de victime, la juridiction ainsi que le non-épuisement des voies de recours internes), le Président de la Cour a évoqué le climat en tant que matière dans laquelle des arrêts importants et novateurs sont attendus en 2021. De plus, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a fait part de son intention de soumettre des observations écrites dans ce dossier et une quinzaine de demandes de tierce-intervention - nombre exceptionnellement élevé - ont été formulées.

Question 4330 (20.05.2021) de **MM. Marc Spautz** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **harcèlement moral en milieu professionnel :**

Il est un fait que la crise sanitaire actuelle a un impact notable sur la santé mentale de grand nombre de personnes. Avec la levée des restrictions dans divers secteurs, et la volonté, côté employeur, de rattraper du moins en partie le chiffre d'affaires non réalisé au cours des derniers mois, couplée à la crainte, côté salarié, de perdre l'emploi, il se peut que la pression sur ces derniers augmente et certains salariés pourraient se sentir harcelés.

D'après les chiffres fournis par le Ministre du Travail et de l'Emploi en fin d'année 2020, il y a eu 306 demandes d'informations auprès de l'ITM en matière de mobbing au cours des neuf premiers mois de l'année 2020 et huit plaintes avaient été déposées.

Comme bien des ministres avant lui, l'actuel Ministre du Travail a d'ailleurs indiqué travailler sur un avant-projet de loi en la matière. Pour l'instant, aucun détail des mesures envisagées n'est connu. À noter que dans une interview récemment accordée au « Luxemburger Wort », l'ancien Ministre du Travail évoquait de « nombreux blocages » pour avancer sur le sujet.

Nous voudrions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir des statistiques actualisées concernant le harcèlement moral dans le secteur privé et le secteur public ?

• Au cours de l'année 2020, combien de fois l'ITM respectivement le service psychosocial de la fonction publique ont été sollicités en rapport avec des cas de harcèlement moral ? Messieurs les Ministres disposent-ils de chiffres actualisés en ce qui concerne les cinq premiers mois de l'année 2021 ?

• Combien de plaintes en matière de mobbing ont été formulées dans les secteurs respectifs ?

- Monsieur le Ministre du Travail peut-il nous faire savoir s'il rencontre actuellement des blocages dans l'élaboration de son projet de loi ? Dans l'affirmative, de quelle nature sont ces blocages ?

- Monsieur le Ministre du Travail peut-il nous communiquer les points saillants de son projet de loi ?

- Endéans quel délai Monsieur le Ministre entend-il saisir le Gouvernement réuni en conseil dudit projet ?

- Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut-il nous faire savoir s'il entend faire évoluer la législation y relative et applicable au secteur public ?

Réponse (18.06.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

En ce qui concerne les statistiques actualisées relatives au harcèlement moral dans le secteur privé, 354 demandes d'informations et huit plaintes ont été adressées en 2020 à l'ITM. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2021, 204 demandes d'informations et 16 plaintes en matière de harcèlement moral ont été adressées à l'ITM.

Concernant les statistiques actualisées en matière de harcèlement moral dans la Fonction publique, le Service psychosocial de la Fonction publique (SPS) a effectué 1.009 interventions dans le cadre du soutien psychologique individuel durant l'année 2020. Ainsi, un total de 429 agents a été accompagné par le service.

Du point de vue de l'agent, le motif de la prise de contact était pour 196 personnes un conflit se situant soit au niveau de leur hiérarchie, soit au niveau de leur équipe. Parmi ces 196 agents, vingt personnes ont qualifié leur situation comme relevant du domaine du harcèlement moral et deux personnes du domaine du harcèlement sexuel présumé.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2021, un total de 128 personnes ont contacté le SPS pour une situation de conflit au niveau de leur hiérarchie ou de leur équipe. Parmi ces personnes, 33 agents ont contacté le SPS concernant une situation de harcèlement moral et quatre personnes du domaine du harcèlement sexuel présumé.

Chaque agent de la Fonction publique étatique et communale a le droit de demander d'être protégé contre tout acte de harcèlement. Le SPS peut renseigner l'agent sur la procédure de demande de protection de la Fonction publique sans pouvoir enquêter ou juger sa situation. D'après les dernières informations disponibles, quatre agents auraient fait une telle demande en 2021.

Le Ministre de la Fonction publique ne peut donc répondre à la question quant au nombre de plaintes formulées car ces dernières ne relèvent pas de son ressort.

En ce qui concerne les questions relatives à l'élaboration du projet de loi en vue d'introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral au travail dans le secteur privé, il y a lieu de noter que l'avant-projet de loi sera déposé au cours du mois de juin 2021 au Conseil de Gouvernement pour approbation. Une fois approuvé, le projet de loi sera déposé à la Chambre des Députés le même mois.

Finalement, comme toutefois la Fonction publique en tant qu'employeur veille à protéger ses agents contre tout type de harcèlement moral et sexuel dans les relations de travail, plusieurs supports de communication ont récemment été développés, dont un flyer reprenant quelques pistes d'action pour les personnes se sentant victime ou des témoins de harcèlement, respectivement une fiche avec des informations pratiques pour orienter les concernés. Ces instruments sont actuellement à l'étude finale auprès des parties prenantes externes et internes, qui ont déjà été consultées préalablement.

À la suite de la diffusion de ces différents supports et sur base des expériences collectées, il est envisagé d'analyser si une évolution de la législation s'avère nécessaire.

Question 4331 (21.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **jeux de hasard :**

A senger parlamentarescher Fro Nr. 853 krut den honorabelen Deputéierte Marc Spautz deemools geäntwert, datt Glécksspiller, déi vun engem anere Land aus als legal Aktivitéit bedriwwe ginn, net kënnen zu Lëtzebuerg verbuede ginn (« Ainsi, les jeux offerts sur Internet à partir de pays où l'activité est légale ne peuvent être prohibés »).

Dëst bedeit, datt all Online-Glécksspillubidder aus dem Ausland säin Internetsite zu Lëtzebuerg ubidde kann, ouni Garantien ze ginn, wien den Ubidder ass a wou d'Suen, déi hei agesat ginn, am Endeffekt hifléissen. Et bedeit och, datt dës Online-Glécksspillfirme keng Steieren op hir Aktivitéiten op eisem Territoire bezuelen.

D'Ministesch bestätegt an der Äntwert op meng Fro Nr. 3317, dass d'Ubidde vun engem Geschécklechkeetsspill, souwuel physesch wéi och um Internet,

keng Autorisatioun brauch. Des Weideren ass der Ministesch bekannt, dass hei am Land verschidden dubiéis Spillsäiten iwwer Glécksspillbornen a Caféen ugebuede ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Warnunge krut d'Cellule de renseignement financier (CRF) tëschent 2017 an haut, am Zesummenhang mat der Exploitatioun vun illegale Glécksspillbornen? Wéi vill dovunner sinn an enger Verurteelung geendegt?

2. Zu wéi vill Verurteelunge koum et an de leschten dräi Joer wéinst Geldwäsch am Zesummenhang mat illegale Glécksspillbornen?

3. Wéi vill Verurteelunge goufen et am Laf vun deene leschten dräi Joer am Zesummenhang mat Geldwäsch duerch d'Exploitatioun vun illegale Glécksspiller um Internet?

4. Wéi vill Verurteelunge goufen et am Laf vun deene leschten dräi Joer am Zesummenhang mat der Verletzung vu Konsumenterechter duerch d'Exploitatioun vun illegale Glécksspiller um Internet?

Réponse (22.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Cellule de renseignement financier (CRF) huet an de Joren 2017 bis 2021, dräi Déclarations d'opérations suspectes op Basis vum Artikel 5.1, a) vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 an der Lutte géint Geldwäsch an de Finanzement vum Terrorismus a Relatioun mam Exploitéiere vu Glécksspillborne kritt. Laut dem Artikel 5.1, a) vun dësem Gesetz[7] applizéiert sech d'Obligation de déclaration des opérations suspectes, ouni dass d'Deklaranten déi sous-jacente Infraktioun qualifiéieren.

Déi Professionell kënnen notamment Indicateure fir d'Geldwäsch identifizéieren, déi am Lien si mat Bedruch, fir hir Deklaratioun bei der CRF ze motivéieren. Dat erkläert, dass d'CRF déi Deklaratioune kritt huet, ouni dass awer d'Infraktiounen, déi am ofgeännerte Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'Glécksspill stinn, ënnert den Infraktioune vum Artikel 506, 1) iwwert de Blanchiment am Code penal opgelëscht sinn.

D'CRF huet zwee Rapports de transmission a Relatioun mat zwou vun deenen dräi Deklaratiounen un de Parquet geschéckt. An enger vun der Affäre gouf en Dossier opgemaach an dono ouni penal Suitte klasséiert. D'Informatiounen aus der zweeter Affär si benotzt ginn am Kader vun enger Commission rogatoire nationale.

ad 2. - 4. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 geschriwwen, sinn d'Infraktiounen, déi am ofgeännerte Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'Glécksspill ënnert den Dispositions pénales stinn, net ënnert de spezifeschen Infraktioune vum Artikel iwwert d'Geldwäsch am Code pénal opgelëscht.[8]

Déi relevant Strofe fir d'Infraktiounen am Glécksspillgesetz[9], a méi spezifesch d'Infraktioun a Relatioun mat der Exploitatioun vun illegale Glécksspillbornen[10] (appareils à sous), déi virgesi sinn, sinn alleguer ënnert dem Minimum vu sechs Méint Prisongsstrof, dee muss virleien, fir dass d'Infraktioun eng Infraction primaire vum Blanchiment ass. Deementspriechend ass et an dësem Kontext zu kenger Condamnatioun wéinst Geldwäsch komm.

Am Kader vun de lafenden Aarbechten, fir d'Glécksspillgesetz vun 1977 ze adaptéieren, gëtt iwwerpréift, wéi d'Strofverfollgung vun illegalem Glécksspill ka méi effikass gemaach ginn, an eng vun de Pisten ass déi, fir d'Strofen, déi dat Gesetz virgesäit, ze héijen.

Question 4335 (21.05.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant les **nouvelles admissions en structures d'accueil pour personnes âgées et handicapées :**

La pandémie actuelle a eu des conséquences non négligeables sur le fonctionnement normal des structures pour personnes âgées et handicapées, notamment en ce qui concerne l'admission de nouveaux pensionnaires qui s'est avérée bien plus compliquée qu'en temps normal.

1) Nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration quelle influence la crise a eu sur les nouvelles admissions en structures d'accueil pour personnes âgées et handicapées.

2) Quelles sont actuellement les mesures de précaution en vigueur avant de pouvoir accepter de nouvelles admissions ?

3) Quelles ont été les conséquences pour les réseaux de soins et leur sollicitation ?

Réponse (16.06.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) Les structures d'hébergement pour personnes âgées (CIPA et MS)

Durant le premier confinement, les nouvelles admissions ont été freinées en raison des restrictions liées à la situation sanitaire liée à la Covid-19. En été 2020, les admissions ont été relancées activement suite aux recommandations du 20 mai 2020 relatives aux visites dans les structures d'hébergement et suite à la fin de l'état de crise au 24 juin 2020.

En 2020, les organismes gestionnaires de structures d'hébergement pour personnes âgées ont procédé à quelque 1.465 nouvelles admissions[11] (contre 1.600 décès, dont 316 personnes décédées et déclarées positives à la Covid-19[12]).

Le Gouvernement a d'ailleurs décidé, sur proposition du Ministre de la Sécurité sociale et du Ministre de la Famille et de l'Intégration, de mettre en place des mesures de compensation financière pour les structures d'hébergement pour personnes âgées dans le cadre des dispositions règlementaires prises pendant la crise sanitaire Covid-19.

Les centres psycho-gériatriques pour personnes âgées (CPG)

Afin de pouvoir respecter les règles de distanciation, les centres psycho-gériatriques n'ont à aucun moment pu reprendre leurs activités à plein régime. Un total de 643 chaises sont proposées par les 38 centres psycho-gériatriques agréés par le ministère, conformément au règlement grand-ducal du 8 septembre 1998 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées.

Lors d'un recensement effectué par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région en date du 29 juillet 2020, il a été constaté que :

- dans 14 CPG toutes les activités ont été reprises,
- dans 21 CPG une partie des activités ont été reprises,
- 3 CPG sont fermés depuis mars 2020.

Bien que certains centres psycho-gériatriques indiquent avoir repris leurs activités, les gestionnaires n'ont pas pu accueillir l'ensemble des usagers, étant limités par la configuration des infrastructures et par les contraintes liées au respect des règles sanitaires.

Lors d'un recensement effectué par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région en date du 18 novembre 2020, il a été constaté que :

- dans 3 CPG toutes les activités sont proposées,
- dans 31 CPG une partie des activités sont proposées,
- 4 CPG sont fermés.

Sur les 643 chaises, les gestionnaires indiquent que 309 chaises sont disponibles. Afin de pallier le manque de disponibilités temporaire dans les CPG, un congé pour soutien familial a été mis en place afin de permettre aux familles des personnes âgées de pouvoir les encadrer pendant la période où la prise en charge du CPG n'a pas pu être réalisée.[13]

Le Gouvernement a décidé, sur proposition du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, de mettre en place des mesures de compensation financière pour les centres psychogériatriques pour personnes âgées dans le cadre des dispositions règlementaires prises pendant la crise sanitaire Covid-19.

Les services de repas sur roues

En août 2020, les 55 gestionnaires de services repas sur roues agréés indiquent qu'un total de 2.285 personnes commandent régulièrement des repas. En moyenne, quelque 1.606 repas sont distribués quotidiennement. La majorité des gestionnaires affirment avoir constaté une hausse des commandes de repas pendant la période de mars à août 2020.

Les services d'hébergement pour personnes handicapées

Dans les services d'hébergement pour personnes handicapées, les nouvelles admissions ont été temporairement suspendues par les gestionnaires suite à la déclaration de l'état de crise par le Gouvernement. Les admissions initialement prévues ont été reportées à une date ultérieure. Suite aux différentes phases de déconfinement annoncées au mois de mai 2020, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a demandé aux gestionnaires la réouverture des services d'hébergement à partir du 25 mai 2020.

Les nouvelles admissions ont repris un rythme normal au courant du deuxième semestre 2020. Comparées aux années précédentes, on peut même constater une augmentation des nouvelles admissions, ce qui s'explique par le fait que de nouvelles structures ont ouvert leurs portes en 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les services d'activités de jour pour personnes handicapées

En ce qui concerne les services d'activités de jour, les structures ont dû fermer leurs portes aux personnes externes au début de la crise sanitaire. Les activités ont été reprises progressivement à partir du 25 mai 2020 dans le respect des recommandations sanitaires émises par le Ministère de la Santé. Conformément à ces consignes, les activités ont été adaptées afin de limiter la propagation du virus et le nombre de places a dû être limité dans la majorité des services.

Afin d'évaluer et d'assurer le suivi de la situation dans les services d'activités de jour, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région effectue depuis le 8 juillet 2020 un recensement régulier du taux d'occupation des services. Au début du recensement le taux d'occupation était de 64 %. On observe actuellement un taux d'occupation qui a atteint les 79 % au mois de mai 2021.

ad 2) Il importe de préciser que les admissions n'ont été interdites à aucun moment de la pandémie Covid-19. Alors que l'interdiction du droit de visite a été introduit par une note du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région du 13 mars 2020, les directions des structures d'hébergement avaient à tout moment la possibilité de déroger à cette interdiction. Certaines situations identifiées ont requis un assouplissement de ces mesures, pour des situations de fin de vie, afin d'éviter le syndrome de glissement ou pour permettre un accompagnement adéquat de la personne.

Actuellement, les personnes nouvellement admises doivent respecter les critères fixés par les recommandations du 22 février 2021 relatives aux résidents des structures d'hébergement. Il est fortement recommandé que tout résident soit testé régulièrement (au moins deux fois par semaine) par test PCR ou TAR/autotest comme stipulé par l'ordonnance du Directeur de la santé du 12 mai 2021.

Compte tenu de la situation du personnel, du contexte architectural ou de la situation actuelle d'infections Covid-19 dans la structure d'hébergement ou du statut de vaccination des personnes, les directions des structures d'hébergement peuvent décider individuellement quelles mesures supplémentaires seraient nécessaires.

Dans les services d'hébergement pour personnes en situation de handicap, différentes mesures ont été mises en place pour permettre de nouvelles admissions tout en respectant les recommandations du Ministère de la Santé. Les mesures sont spécifiques à chaque structure (test PCR à l'arrivée, quarantaine, respect des gestes barrières, …) selon le type de handicap. En outre, les tests PCR et les tests antigéniques rapides sont réalisés régulièrement dans les structures d'hébergement.

ad 3) Les 14 réseaux d'aides et de soins agréés du Luxembourg comptaient au 31 décembre 2020 un total de 10.819 usagers actifs. Au cours de l'année 2020, 11.750 nouvelles demandes de prises en charge ont été adressées aux 14 services (moyenne d'âge à l'admission : 70,5 ans). Les réseaux d'aides et de soins à domicile ont été fortement sollicités pendant la crise Covid-19 et ont dû rapidement adapter leurs procédures de prises en charge.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région constate une nette augmentation des demandes d'informations de la part de personnes privées ou morales qui souhaitent se renseigner sur la réglementation des services d'aides et de soins à domicile au Luxembourg. Actuellement, cinq demandes d'agrément sont en cours d'analyse en vue de la création d'un réseau d'aides et de soins à domicile au Luxembourg.

Question 4337 (21.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**évaluation du système des pensions par l'Union européenne :**

An hirem „Livre vert sur le vieillissement", deen de 27. Januar 2021 publizéiert gouf, schreift d'EU-Kommissioun: « D'après les projections, pour maintenir le taux national de dépendance économique des personnes âgées à un niveau constant en 2040 par rapport à 2020, l'âge de départ à la retraite devrait passer à 68 ans seulement à Malte, en Hongrie et en Suède, tandis qu'il devrait être porté à 72 ans en Lituanie et au Luxembourg. » (Quell: https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/1_fr_act_part1_v2.pdf). D'Grënn fir dës Situatioun si säit Laangem bekannt: Den Undeel vun eelere Mënschen un der Gesamtpopulatioun vum Land geet konstant an d'Luucht, et ginn ëmmer manner Kanner gebuer an et ginn ëmmer méi Frontalieren, déi an Zukunft vun der CNAP hir Pensiounen ausbezuelt wäerte kréien.

An dësem Kontext géife mir gär follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Lëtzebuerger Regierung déi Prognos vun der EU-Kommissioun, wat d'Zukunft vun eisem Pensiounssystem betrëfft? Wa jo, wat fir Mesurë gedenkt d'Regierung ze ergräifen, fir eise Pensiounssystem liewensfäeg ze halen? Wann nee, wéi eng Prognos stellt d'Lëtzebuerger Regierung, wat d'Zukunft vun eisem Rentesystem ugeet?

2. Am Koalitiounsvertrag vun 2018 liest een ënnert dem Stéchwuert „La retraite partielle": « L'avant-projet de loi sur un droit relatif à la combinaison retraite partielle/travail partiel sera soumis aux partenaires sociaux. » Ass dës Ukënnegung schonns ëmgesat ginn? Mat wéi engem Resultat?

3. Geet d'Regierung dervun aus, am Hibléck op eise Pensiounssystem, datt den Afflux vu Frontalieren an Zukunft misst begrenzt ginn? Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung, d'Balance tëscht Travail frontalier a Pensiounsleeschtungen ze assuréieren?

4. Geet d'Regierung dervun aus, datt och an Zukunft hei am Land Salariéen, déi 40 Joer cotiséiert hunn, scho mat 57 Joer an d'Preretraite kënne goen?

5. Kann d'Regierung Zuelen nennen, wat den aktuellen „implizitte Scholdebierg" oder déi „verstoppte Schold" a Form vun zukünftege Pensiounsleeschtunge vu Lëtzebuerg betrëfft?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Déi demografesch Projektioune vun Eurostat, déi am „Livre vert sur le vieillissement" zitéiert a benotzt ginn, enthale Schätzungen iwwert d'Evolutioun vun der Populatioun vun allen EU-Memberstaten. Doduerch, dass d'Populatioun am Alter 65+ (respektiv 72+) gläichgesat gëtt mat de Pensionéierten an d'Populatioun am Alter 15-64 mat den Aktiven um Aarbechtsmaart, trëfft d'EU-Kommissioun hei also Aussoen zum Pensiounssystem op der Basis vu reng nationalen demografesche Berechnungen, déi net der Lëtzebuerger Realitéit entspriechen. Et ass gemengerhand bekannt, dass grad de lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart, an domat och de lëtzebuergesche Pensiounssystem, sech auszeechent duerch eng héich Proportioun vu Frontalieren.

All dräi Joer veröffentlecht d'EU-Kommissioun an Zesummenaarbecht mat de Memberstaaten e Rapport zur Alterung vun der Gesellschaft („Ageing Report"). Dësen enthält ënner anerem Projektiounen iwwert déi laangfristeg Entwécklung vun den nationale Pensiounssystemer vun alle Memberstaaten, déi haaptsächlech op den demografesche Projektioune vun Eurostat baséieren an enger ganzer Rëtsch vun aneren Hypotheesen.

---

[7] L'article 5. 1. a) de la Loi de 2004 : « l'obligation de déclaration des opérations suspectes s'applique sans que les déclarants qualifient l'infraction sous-jacente ».

[8] Article 506-1,1) du Code pénal.

[9] Article 14 : « Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros, ou d'une de ces peines seulement ceux qui, soit directement soit par intermédiaire ou en cette qualité, auront exploité, sans autorisation légale, en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, des jeux de hasard soit en y participant par eux-mêmes ou par leurs préposés, et en stipulant à leur avantage des conditions dont l'effet est de rompre l'égalité des chances, soit en recevant des personnes admises à y prendre part une rémunération pécuniaire ou en opérant un prélèvement sur les enjeux, soit en se procurant directement ou indirectement quelque autre bénéfice au moyen de ces jeux.

Seront punis des mêmes peines ceux qui, soit directement, soit par intermédiaire ou en cette qualité, auront exploité un établissement de jeux contrairement aux conditions de l'arrêté d'autorisation ou du cahier des charges ou en contravention aux dispositions légales et réglementaires. »

Article 15 : « Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 251 euros à 15.000 euros, ou d'une de ces peines seulement alors même qu'ils n'auraient perçu aucune rétribution à l'entrée ni pratiqué aucun autre fait d'exploitation, ceux qui, tenant un local accessible au public, y auront toléré sciemment et habituellement des jeux donnant lieu à des enjeux ou paris excessifs. »

Article 18 : « Les peines établies par les articles 14 à 17 pourront être portées au double :

1. en cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu de la présente loi ;

2. dans le cas où le délit a été commis à l'égard d'une personne âgée de moins de vingt et un ans.

Les coupables pourront, dans tous les cas, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'article 24 du code pénal.

L'interdiction du droit de tenir ou de continuer un débit de boissons à consommer sur place sera prononcée pour un terme de six mois à cinq ans contre tout individu condamné à un mois d'emprisonnement au moins comme auteur ou comme complice d'une des infractions prévues par la présente loi ; lorsque la peine encourue sera l'amende ou un emprisonnement inférieur à un mois, l'interdiction pourra être prononcée pour un temps qui n'excédera pas trois ans. »

[10] Article 19 : « Les infractions à l'article 3 sont punies d'une amende de 251 euros à 15.000 euros et d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une de ces peines seulement. »

[11] Recensement effectué par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région au 31 décembre 2020 dans les structures et services pour personnes âgées

[12] Situation en mars 2021, information reçue de la Direction de la santé

[13] http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2020/06/20/a533/jo

Déi aktuellst Verëffentlechung huet am Mee 2021 stattfonnt. Selbstverständlech berécksiichtegen dës Projektioune fir Lëtzebuerg weesentlech Aspekter vun der nationaler Ekonomie a vum ëffentleche Pensiounssystem. Et geet een ënner anerem an de Berechnungen dovun aus, datt den Undeel u Frontalieren um lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart op engem héijen Niveau bleiwe wäert. Dës Projektioune fir Lëtzebuerg erlaben et, am Kontext vun den Hypotheesen, déi ugewannt goufen, Aussoen zur Nohaltegkeet vum Pensiounssystem ze treffen. Dëst gëtt op der Basis vun der Evolutioun vun de Recetten an Depensë vum Pensiounssystem relativ zum Bruttoinlandprodukt (PIB) erstallt an d'Resultater bestätegen den Androck, deen och schonn aus vergaangenen Exercicer ervirgaangen ass. Wärend d'Recetten, relativ zum PIB, konstant bleiwen, verduebele sech d'Depensen am Verlaf vun de Projektioune bis zum Horizont 2070, wouduerch de Pensiounssystem riskéiert, laangfristeg ënner Drock ze geroden.

D'Projektioune ginn op engem „no policy change"-Zenario erstallt, wat bedeit, dass ugeholl gëtt, dass d'Legislatioun vum Pensiounssystem wärend der ganzer Projektioun (an dësem Fall bis d'Joer 2070) net géif änneren. Insbesonnesch heescht dat, dass d'Optioun vun enger „pension de vieillesse anticipée" am Alter vu 57 Joer bei 40 obligatoresche Cotisatiounsjore wärend der ganzer Projektioun bäibehale gëtt. Gläichzäiteg heescht dat awer och, dass Automatismen, déi an der Reform vum 21. Dezember 2012 festgeluecht goufen, och gräifen. Déi automatesch Upassung vun de Parametere vun der Pensiounsformel tëschent 2013 an 2052 gëtt an de Projektioune genau esou berécksiichtegt ewéi déi automatesch Revisioun vum „coefficient modérateur" vum „réajustement" op maximal 50 %, wann d'„prime de répartition pure" iwwert 24 % klëmmt, an d'Ewechfale vun der „allocation de fin d'année" am Fall wou de Cotisatiounstaux iwwert 24 % leie géif. Et ass och ze bemierken, dass d'Projektiounen d'Kombinatioun vun enger „pension de vieillesse anticipée" mat enger berufflecher Aktivitéit virgesinn, an dëst op Basis vun der Pensiounsreform, déi jo d'Reegele vum „anticumul" allegéiert huet, fir Ureizer fir dëse Modus ze schafen.

De Lëtzebuerger ëffentleche Pensiounssystem baséiert op enger Ëmlagefinanzéierung. D'Cotisatioune vun haut bezuelen d'Pensioune vun haut, wärend zukünfteg Pensioune vun zukünftege Cotisatioune bezuelt ginn, an dëst mat enger Bedeelegung vum Staat. Doduerch ass et net sënnvoll, de Lëtzebuerger Pensiounssystem, a generell esou een ëffentleche System, op Basis vun de Prinzippie vun engem private virfinanzéierte Pensiounsfong ze evaluéieren a vun engem „implizitte Scholdebierg" oder enger „verstoppter Schold", also Verbindlechkeeten am Passiva ze schwätzen, ouni déi eventuell Saach- a Finanzrécklagen am Aktiva mat a Betruecht ze zéien. Wann een esou eng Approche wielt, muss een déi komplett Situatioun ofbilden an deementspriechend op der Säit vun de Verbindlechkeeten niewent de gesammelte Pensiounsrechter vun den aktuellen aktive Versécherten an den aktuelle Pensionéierten och sämtlech zukünfteg Pensiounsrechter esouwuel vun den aktuellen Aktiven ewéi och vun den zukünftegen Aktive kucken, an op der Säit vun de Finanzrécklagen eeben och all zukünfteg Cotisatiounen, staatlech Bedeelegungen an och d'Reserve mat hirem zukünftege Rendement matabezéien. Op de Stand 2019 gekuckt kënnt een deemno op een totale Finanzbedarf (Passiva minus Aktiva) vun ëm déi 90 % vum PIB iwwert déi ganz Perioden 2019-2070. Dësen Ecart geet ëm déi 40 Prozentpunkten erof, wann ee sech op ee méi favorabelen demografeschen an ekonomeschen Zenario berifft.

D'Finanzsituatioun vum ëffentleche Pensiounssystem ass doriwwer eraus enk un déi generell national ekonomesch Entwécklung gebonnen an et ass dowéinst onvermeidbar, eng reegelméisseg Evaluatioun vum Pensiounssystem ze maachen. Dëse Prinzip gouf och esou schonns 2012 an der Pensiounsreform festgehalen an d'Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet schafft an dësem Kontext all fënnef Joer een detailléierte Rapport aus, wou déi nächst Publikatioun Enn dëses Joers geplangt ass.

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Den „avant-projet de loi sur un droit relatif à la combinaison retraite partielle/travail partiel" konnt nach net vun der Regierung ëmgesat ginn.

Question 4338 (21.05.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant l'**augmentation des maladies psychosociales :**

À côté des décès et des maladies graves causés par la pandémie, cette épidémie est responsable pour une augmentation des maladies psychosociales.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, s'il dispose, par le biais de la Caisse nationale de la santé, de chiffres relatifs à l'évolution et des raisons plus précises de ces maladies depuis mars 2020.

2) Quelles sont les tranches d'âge respectivement les secteurs les plus concernés ?

Réponse (22.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) L'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) a pris en compte plusieurs éléments pour l'analyse de l'évolution des maladies psychosociales, dont la consommation des médicaments psychotropes, les consultations auprès des médecins spécialistes en psychiatrie, psychiatrie infantile et neuropsychiatrie et les traitements psychiatriques des patients en milieu extrahospitalier, en hôpital de jour ou lors d'une prise en charge hospitalière.

Médicaments psychotropes

Le tableau 1 présente l'évolution du nombre de patients ayant obtenu le remboursement d'un médicament psychotrope, par groupes et sous-groupes suivant la classification ATC des médicaments psychotropes au cours des dix dernières années. Sont uniquement considérées les personnes résidentes protégées par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise ayant obtenu le remboursement d'un médicament psychotrope dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg. Les médicaments administrés dans le secteur hospitalier ne sont pas repris dans ces chiffres.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les graphiques 1 à 4 présentent l'évolution du nombre de patients ayant obtenu le remboursement d'un médicament psychotrope pour les groupes ATC « antidépresseurs », « antipsychotiques », « anxiolytiques » et « hypnotiques et sédatifs » par mois en 2020 et la variation du nombre de patients d'un mois donné en 2020 par rapport au même mois 2019. Pour tous les groupes ATC, le nombre de patients ayant acheté des médicaments psychotropes en pharmacie en janvier, février et mars 2020, c'est-à-dire pendant les mois qui précèdent le premier confinement au Luxembourg, augmente par rapport aux mêmes mois de 2019 (janvier : +0,2 % et février : 4,7 %) et surtout par rapport à mars 2019 (+14,4 %). Il s'ensuit une baisse du nombre de patients en avril et mai 2020.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Consultations et traitements

Pour les analyses qui suivent, uniquement les personnes résidentes protégées par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise ayant obtenu le remboursement d'un acte médical presté par un médecin spécialiste en psychiatrie, psychiatrie infantile et neuropsychiatrie sont considérées.[14]

L'analyse de l'évolution du nombre de consultations comprend les patients ayant bénéficié d'au moins une consultation auprès d'un médecin spécialiste en psychiatrie, psychiatrie infantile et neuropsychiatrie pour le trimestre considéré. Pour l'année 2020, les téléconsultations réalisées dans le cadre de la pandémie Covid-19 par les médecins exerçant les spécialités saisies sont également prises en compte. Les données pour l'année 2021 ne sont pas considérées dans la présente analyse.

L'étude sur les traitements des patients se base sur les actes médicaux de la sous-section psychiatrie de la nomenclature des actes et services des médecins, dont notamment les psychothérapies. Sont pris en compte les actes médicaux facturés par un médecin spécialiste en psychiatrie, psychiatrie infantile et neuropsychiatrie et remboursés par l'assurance maladie-maternité. Si le patient est hospitalisé le jour de la prestation de l'acte, alors le traitement est classé soit en hôpital de jour psychiatrique, soit en séjour hospitalier selon le type de prise en charge indiqué. Si le patient n'est pas hospitalisé le jour de la prestation de l'acte, le traitement est défini comme traitement en milieu extrahospitalier.

Tandis que le nombre total de patients ayant poursuivi un traitement psychiatrique quelconque est stable pour l'année 2019, l'année 2020 est toutefois marquée par une baisse de 9,6 %. Une forte baisse du nombre de patients traités peut être observée au deuxième trimestre 2020 (-6,3 %), alors que le nombre de patients ayant eu une consultation augmente tout d'abord au deuxième trimestre 2020 (+12,3 %), puis diminue au troisième trimestre 2020 (-31,5 %) (graphique 5).

Les sections suivantes détaillent l'évolution du nombre de patients bénéficiant d'une consultation respectivement d'un traitement psychiatrique.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Consultations

En 2020, 6.689 patients ont bénéficié d'une consultation auprès d'un médecin spécialiste en psychiatrie, psychiatrie infantile et neuropsychiatrie, ce qui présente une augmentation de 2,1 % par rapport à 2019. Cependant, le nombre de patients par trimestre en 2020 a diminué au premier, deuxième et quatrième trimestre par rapport à 2019 (graphique 6). Le nombre moyen de consultations par patient premier trimestre 2020 est plus faible que celui en 2019 (2019 : 1,5 ; 2020 : 1,3). Le nombre moyen de consultations par patient augmente par contre entre avril et juin 2020 par rapport à l'année précédente (2019 : 1,5 ; 2020 : 1,7). Pour le reste de l'année, aucune différence significative ne peut être constatée.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'analyse de l'évolution du nombre de patients par groupe d'âge montre que le nombre de patients âgés de moins de 50 ans augmente de 11,8 % en 2020, tandis que le nombre de patients âgés de plus de 50 ans diminue de 7,9 % (tableau 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Un des facteurs qui pourrait expliquer cette évolution est l'introduction de la téléconsultation pendant la crise sanitaire en 2020. Pour ces téléconsultations, un rapport plus élevé de téléconsultations par rapport au nombre total de consultations peut être observé pour les patients de moins de 60 ans (tableau 3).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, le nombre total de patients est légèrement plus élevé qu'en 2019, tandis que le nombre de consultations remboursées est plus faible. Toutefois, la croissance de la population protégée résidente ainsi que les délais de remboursement peuvent avoir un impact sur ces résultats.

Traitements psychiatriques en milieu extrahospitalier

Le nombre de patients ayant obtenu le remboursement pour un traitement psychiatrique en milieu extrahospitalier diminue de 9,2 % entre 2019 et 2020. La variation observée pour le deuxième trimestre est particulièrement marquante (-32,2 %) (graphique 7). Comme pour les consultations auprès des médecins spécialistes en psychiatrie, la baisse est plus prononcée pour les patients âgés de plus de 50 ans. Par ailleurs, le nombre de psychothérapies de groupe diminue de 53,2 % en 2020 par rapport à 2019.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Traitements psychiatriques en hôpital de jour

En 2020, 1.241 patients ont été traités en hôpital de jour psychiatrique, ce qui correspond à une baisse de 20,7 % par rapport à l'année précédente. Comme pour les consultations et les traitements en milieu extrahospitalier, la plus importante baisse peut être constatée pour le deuxième trimestre de l'année 2020. Pour les deux derniers trimestres, le nombre de patients traités en hôpital de jour psychiatrique est d'environ 590 (graphique 8). Tous les groupes d'âge sont concernés par cette diminution.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Traitements psychiatriques en milieu stationnaire

Le premier trimestre 2020 se caractérise par le nombre le plus élevé de patients ayant obtenu un remboursement pour un traitement en séjour hospitalier en 2020 (1.069 patients). Contrairement aux types de soins analysés auparavant, le nombre de patients hospitalisés au cours du deuxième trimestre 2020 n'est pas le plus faible. En effet, ce dernier n'atteint son minimum qu'au dernier trimestre 2020 (844) (graphique 9). Tous les groupes d'âge sont concernés par cette diminution.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Actuellement, une augmentation des maladies psychosociales liée à la pandémie ne peut pas être observée dans les données disponibles jusqu'à présent. L'IGSS estime que les données se rapportant à l'année 2020 ne sont pas encore complètes et risquent ainsi de mener à des conclusions hâtives. Par ailleurs, les activités exercées en cabinet privé ont subi des changements dans le cadre d'un contexte épidémique.

ad 2) En ce qui concerne les absences au travail, le nombre de jours relevant de troubles mentaux et du comportement (TMC), qui ont été déclarés par les salariés résidents (le champ d'analyse retenu par l'IGSS est commenté dans l'encadré n° 1), a certes augmenté entre 2019 et 2020 (+6,4 %), mais de façon moins prononcée qu'entre 2018 et 2019 (+15,1 %). La prise en compte du ralentissement de l'emploi, constaté en 2020, ne change pas ce constat puisque la progression du nombre de jours d'absence pour TMC rapporté au nombre de jours d'occupation a, elle aussi, marqué le pas (+11,7 % entre 2018 et 2019 puis +4,7 % entre 2019 et 2020).

Ces données ne permettent donc pas de mettre en évidence une augmentation de l'ampleur des TMC dans les absences au travail. Elles ne permettent cependant pas non plus de l'infirmer puisque le télétravail généralisé ainsi que les mesures de chômage partiel ont pu contribuer, toutes choses égales par ailleurs, à faire baisser le nombre d'absences.

Aussi, afin de neutraliser une partie de l'impact de ces mesures, le nombre de jours relevant des TMC a été rapporté à l'ensemble des jours d'absence. Le ratio ainsi obtenu est passé de 16,6 % en 2019 à 14,5 % en 2020 (-12,9 %) sous l'effet d'une augmentation du nombre de jours relevant de TMC (+6,4 %) moins prononcée que celle du nombre total de jours d'absence (+22,2 %).

Cette diminution ne reflète cependant pas la véritable évolution de l'ampleur des absences au travail pour cause de TMC étant donné qu'elle est perturbée par les jours d'absence relevant des quarantaines, des isolements ainsi que des symptômes engendrés par le Covid-19, tels qu'identifiés à partir des codes spécifiquement créés par la CNS, dont le volume fait mécaniquement baisser le poids représenté par les autres raisons médicales. Aussi, s'il est fait abstraction des jours d'absence relevant du Covid-19, la part que représentent les jours d'absence relevant de TMC dans l'ensemble des jours d'absence en 2020 ne serait plus de 14,5 %, mais de 16,3 %, affichant ainsi une stabilisation par rapport à 2019.

Il reste toutefois difficile de juger de la pertinence de cette estimation étant donné qu'elle masque encore de nombreux effets agissant en sens opposé. À titre d'exemple, un argument suggérant que le poids des TMC calculé au paragraphe précédent (16,3 %) est sous-estimé tient au fait que les jours d'absence relevant du Covid-19 (retranchés du dénominateur) sont probablement captés de manière imparfaite. En effet, l'augmentation soudaine et transitoire, observée au cours des deux premiers mois de la crise, du poids de certaines raisons médicales dans l'ensemble des jours d'absence, ainsi que le poids relativement faible des absences rattachées au Covid-19 observé au cours du mois de mars 2020 (1,9 % contre 11,3 % en moyenne sur l'année), suggèrent qu'une partie des absences relevant du Covid-19, à proprement parler, a été rattachée, au moins de manière temporaire, à une raison médicale différente.

Un argument suggérant cette fois que le poids des TMC calculé plus haut (16,3 %) est surestimé tient au fait que le télétravail n'a probablement pas impacté de manière homogène les absences relevant des différentes raisons médicales. Il semble en effet raisonnable de penser que l'effet a été plus prononcé pour les maladies courtes et bénignes que pour les maladies longues et plus graves auxquelles appartiennent les TMC. Un autre argument allant dans ce sens tient à l'effet qu'ont eu les gestes barrières sur les maladies infectieuses et parasitaires, avec pour conséquence une augmentation mécanique du poids des autres raisons médicales.

Aussi, compte tenu de l'ensemble des effets qui peuvent masquer l'évolution réelle des TMC, et face à l'impossibilité de les neutraliser sans avoir recours à une analyse économétrique approfondie,

[14] Pour l'acte médical « 1N60 - Psychothérapie de soutien par médecin non psychiatre », l'activité des généralistes est également prise en compte.

l'IGSS propose de ne pas décliner les chiffres par tranche d'âge ou par secteur d'activité.

Encadré n° 1 : Champ d'analyse des absences au travail pour cause de maladie

De manière générale, les travaux menés par l'IGSS en matière d'absences au travail portent sur les salariés de statut privé, ceci pour deux raisons :

- La première tient à la disponibilité des données : Les absences des salariés qui ont droit à la continuation illimitée de la rémunération et qui, partant, ne bénéficient pas de l'indemnité pécuniaire versée par la CNS (fonctionnaires, employés et ouvriers de l'État, fonctionnaires et employés communaux) ne relèvent pas du Ministère de la Sécurité sociale.

- La seconde tient au degré de couverture de la question de l'absentéisme : Les épisodes d'absence des salariés représentent 98 % de l'ensemble des épisodes d'absence du privé.

De manière plus spécifique, l'analyse des raisons médicales des absences ne porte que sur les salariés qui résident au Luxembourg. Ce choix se justifie par le manque d'exhaustivité des données relatives aux raisons médicales des absences des salariés frontaliers. La raison médicale de l'absence n'est, en effet, disponible que dans 30 % des absences des frontaliers, contre 80 % de celles des résidents.

Question 4339 (21.05.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **livraison d'aliments dans les foyers pour réfugiés :**

Mengen Informatiounen no schafft den Office national de l'accueil (ONA) mat der Entreprise Heiko - mein Kaufzuhaus aus Däitschland zesummen, fir d'Flüchtlingsstrukturen zu Lëtzebuerg mat frësche Liewensmëttel ze beliwweren. D'Bewunner vun dëse Strukture kënnen da bequeem op der Plaz akafen, ouni sech mussen ze deplacéieren. Et gëtt awer och Ubidder vu lokal produzéierte Liewensmëttel aus Lëtzebuerg, op déi ee kéint zeréckgräifen. Doduerch géif een och déi lokal Consommatiouns- a Produktiounskette stäerken, déi mer zënter der Coronakris nach méi wäertschätze geléiert hunn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann den Här Immigratiounsminister déi uewe beschriwwen Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Entscheedung?

3. Gedenkt de Minister net och, op lokal Ubidder aus Lëtzebuerg mat lokale Produiten zeréckzegräifen, fir d'Flüchtlingsstrukture mat Liewensmëttel ze beliwweren? Wat sinn d'Grënn fir dës Entscheedung?

Réponse (03.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Den Office national de l'accueil (ONA) schafft effektiv mam Ubidder Heiko - mein Kaufzuhaus zesummen, fir Accueilsstrukturen ze beliwweren. Dësen Ubidder war deen eenzegen, deen eng Offer eragereecht huet no der ëffentlecher Ausschreiwung am Kader vum Gesetz vum 18. Abrëll 2018 iwwert d'Marchés publics.

Den aktuelle Kontrakt mat dësem Déngschtleeschter leeft bis den 31. Dezember 2021.

Enn des Joers gëtt dann eng nei Ausschreiwung gemaach an d'Participatioun vu lokalen Ubidder ass natierlech erwënscht.

Question 4340 (21.05.2021) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant le **congé de maternité dans le cas d'une fausse-couche :**

L'annonce d'une grossesse est généralement une grande source de joie. Malheureusement toutes les grossesses n'aboutissent pas à une naissance et un nombre non négligeable d'entre elles donnent lieu à une fausse couche.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3990, Monsieur le Ministre du Travail n'exclut pas de prévoir un congé spécial pour parents, en cas de fausse couche. Néanmoins, certaines fausses couches sont encore plus difficiles que d'autres à surmonter, notamment lorsque que la mère met au monde un enfant mort-né. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 4022, Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre du Travail indiquent que selon des chiffres encore provisoires, il y a eu 59 cas d'enfants mort-nés en 2020. Or, il est difficile pour les femmes concernées de s'informer des droits qui sont les leurs, avant tout en ce qui concerne l'obtention d'un congé de maternité. Il va de soi qu'elles devraient y avoir droit puisqu'elles ont non seulement subi un accouchement, mais doivent aussi pouvoir se remettre psychologiquement de cette épreuve.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire sous quelles conditions, les mères qui mettent au monde un enfant mort-né ont droit à un congé de maternité ? Est-il envisagé d'assouplir ces conditions, par exemple en reculant la durée de grossesse minimale retenue ? Est-ce que ces conditions sont bien connues des gynécologues pratiquant au Luxembourg ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils aussi m'indiquer où les couples, qui subissent une telle épreuve, peuvent trouver de l'aide ainsi que les informations nécessaires ?

Réponse commune (21.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La mère d'un enfant mort-né a droit au congé de maternité lors qu'elle donne naissance à un enfant présumé viable. À défaut de définition luxembourgeoise de ce qu'est un enfant mort-né (et non une « fausse couche ») et étant donné qu'une définition uniforme internationale fait défaut, la Caisse nationale de santé (CNS) se rallie aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé qui considère que les enfants pesant au moins 500 grammes ou nés après 22 semaines d'aménorrhée sont présumés viables, indépendamment de tout autre critère. Toutefois la CNS ne considère pas le critère du poids mais uniquement la durée de gestation qui doit avoir été d'au moins 22 semaines « entières », c'est-à-dire 22 semaines d'aménorrhée. Dans ce cas si la CNS se voit transmettre un acte « d'enfant sans vie » avec un certificat médical attestant que la naissance a eu lieu après la 22e semaine de grossesse, la femme a droit au congé de maternité.

Ledit acte d'enfant sans vie est établi par l'officier de l'état civil conformément à l'article 79-1 du Code civil. L'article 79-1, alinéa 2 dispose que « Si l'enfant est mort-né, l'officier de l'état civil établit un acte d'enfant sans vie. Cet acte est inscrit à sa date sur les registres de décès et il énonce les jours, heure, et lieu de l'accouchement, le sexe de l'enfant, le nom et les prénoms qui lui sont donnés au cas où les parents le souhaitent, les prénoms et noms et domicile des parents ainsi que les lieux et dates de naissance pour autant qu'ils sont connus. »

L'assouplissement des conditions se qualifie comme précaire. Les conditions appliquées au Luxembourg sont similaires à ceux de nos pays voisins, ce qui renforce davantage le fait que des critères doivent être fixés et appliqués. Si jamais un parent ne remplit pas le critère de la durée de gestation et n'a pour conséquence pas droit à un congé de maternité, il est toujours loisible de consulter le médecin traitant afin d'établir un certificat de congé de maladie pour favoriser la guérison physique ainsi que psychique.

En ce qui concerne la question relative à si les gynécologues pratiquant au Luxembourg sont au courant de ces conditions il y a lieu de citer l'article 14 du Code de déontologie médicale qui prévoit que chaque professionnel de santé « doit connaître et appliquer les lois, les règlements, les conventions et toutes autres dispositions régissant les secteurs de la Santé publique qui s'appliquent à l'exercice de sa profession ».

ad 2) L'association « Initiativ Liewensufank » propose un groupe d'entraide nommé « Eidel Aerm » qui aide les parents endeuillés de bébés morts en cours de grossesse, au moment de l'accouchement ou peu de temps après. Les maternités des différents hôpitaux proposent également de l'aide aux couples qui subissent une telle épreuve.

Question 4341 (21.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **projet contre le voyeurisme des accidents :**

Déi däitsch Johanniter hu viru Kuerzem ee Projet virgestallt, dee verhënnere soll, dass voyeuristesch veranlaagt Persoune bei engem Accident d'Aarbecht vun den Ambulanciere behënneren. Mat QR-Coden, déi un d'Ambulanz, un d'Rucksäck vun den Ambulancieren an op d'mobill Onfallschutzwänn vun de Johanniter gepecht ginn, solle Persounen, déi versichen, mam Handy den Accident ze filmen, automatesch ee Message op hiren Handy geschéckt kréien. Dëse Message mécht si drop opmierksam, dass hiert d'Handelen de Sanitäter hir Aarbecht behënnert a strofbar ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zur Aféierung vun esou engem Projet zu Lëtzebuerg?

2. Wier esou ee Projet och zu Lëtzebuerg ëmsetzbar?

Réponse (24.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Aféierung vun esou engem Projet beim nationale Rettungsdéngscht géif an der Kompetenz vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) leien.

Och wann d'Regierung an de CGDIS d'Iddi vun den däitsche Johanniter luewenswäert fannen, ass esou e System fir de Moment zu Lëtzebuerg net geplangt. Zurzäit gëtt verstäerkt op d'Preventioun an d'Opklärung gesat. Dëst kann an de Schoulen a Farschoulen, awer och wärend allgemenge Formatiounen, wéi dem Éischt-Hëllef-Cours, sinn.

2018 huet de CGDIS eng eenheetlech Identité visuelle fir seng Asazgefierer entworf, mam Zil, d'Sécherheet vum Personal ze garantéieren, an dat souwuel am Dag wéi och an der Nuecht. Den Erëmerkennungsfacteur vun de Gefierer soll derfir suergen, dass d'Leit den Eescht vun der Situatioun erkennen an d'Pompjeeën net behënneren.

Iwwerdeems benotzt de CGDIS Siichtschutzwänn, fir d'Victimme viru Gaffer ze schützen.

Question 4344 (21.05.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **harcèlement de rue :**

Le harcèlement de rue, à savoir le harcèlement sexuel dans l'espace public, demeure un fléau largement répandu en Europe. Le Luxembourg est également concerné. Des études et enquêtes soulignent que ce phénomène fait partie de la réalité vécue dans l'espace public par les femmes. À titre d'exemple, une étude de UN Women UK a dévoilé que plus de 80 % des femmes britanniques entre 18-24 ans ont déjà été victimes d'harcèlement sexuel dans l'espace public.

La France pénalise « le fait […] d'imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui soit porte atteinte à sa dignité en raison de son caractère dégradant ou humiliant, soit crée à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante » par la loi renforçant l'action contre les violences sexuelles et sexistes, dite loi Schiappa. La Belgique, par le biais de la loi du 22 mai 2014 tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public, a également choisi d'affronter ce phénomène sur le plan législatif.

À Bruxelles, la police a ainsi formé son personnel, y compris sur la manière de prise en charge des victimes et de rédaction de procès-verbaux, et a récemment déployé des agents en civil pour contrecarrer cette problématique.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 3979 de septembre 2018, l'ancien Ministre de la Justice et l'ancienne Ministre de l'Égalité des chances avaient indiqué que les discussions et documentations autour de l'adoption de la loi dite Schiappa « pourr[aient] servir de base pour les réflexions à mener au Luxembourg concernant le renforcement de la lutte contre toute forme de violences basées sur le genre y compris l'introduction de l'outrage sexiste au Code pénal ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Quelle est votre appréciation quant aux cadres législatifs en France et en Belgique concernant le harcèlement de rue ?

2) Madame la Ministre de la Justice croit-elle que l'introduction de l'outrage sexiste dans le Code pénal pourrait dissuader l'adoption d'un tel comportement au Luxembourg ? Dans l'affirmative, envisage-t-elle à légiférer en la matière ?

3) Dans la négative, quelles autres mesures Mesdames les Ministres et Monsieur le Ministre entendent-ils prendre pour contrecarrer le harcèlement de rue ?

4) Dans l'absence de la notion du harcèlement de rue ou de l'outrage sexiste dans le Code pénal, comment pourrait-on améliorer le recueil et l'exploitation des données statistiques concernant ce phénomène ?

Réponse commune (17.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1) À titre liminaire, il échet de noter que les législations française et belge n'incriminent pas que le harcèlement de rue au sens strict du terme.

En effet, la loi française du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes érige en infraction d'outrage sexiste « le fait, hors les cas prévus aux articles 222-13, 222-32, 222-33 et 222-33-2-2, d'imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui soit porte atteinte à sa dignité en raison de son caractère dégradant ou humiliant, soit crée à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante ».

Dès lors, le texte ne limite pas l'infraction à l'espace public, de sorte que de tels comportements dans l'espace privé peuvent également être punis.

Au demeurant, cette infraction n'a vocation à s'appliquer que lorsque le comportement puni ne tombe pas dans le champ d'application des articles cités relatifs aux violences volontaires, à l'exhibition sexuelle, au harcèlement sexuel et au harcèlement moral.

Il importe également de noter que la loi française permet de sanctionner cette infraction par une amende forfaitaire, c'est-à-dire d'une amende qui est donnée par le policier constatant l'infraction en flagrance et en dehors de tout procès.

La loi belge du 22 mai 2014 tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination érige en infraction de sexisme « tout geste ou comportement qui, dans les circonstances visées à l'article 444 du Code pénal[15], a manifestement pour objet d'exprimer un mépris à l'égard d'une personne, en raison de son appartenance sexuelle, ou de la considérer, pour la même raison, comme inférieure ou comme réduite à sa dimension sexuelle et qui entraîne une atteinte grave à sa dignité ».

L'infraction de sexisme requiert que les agissements physiques ou verbaux aient été commis soit dans des circonstances publiques, soit dans des circonstances qui ne sont pas publiques au sens strict, mais limitativement énumérées (en présence de plusieurs individus, dans un lieu non public, mais ouvert à un certain nombre de personnes ayant le droit de s'y assembler ou de le fréquenter ; dans un lieu quelconque, en présence de la personne offensée et devant témoins ; par des écrits non rendus publics, mais adressés ou communiqués à plusieurs personnes).

Malgré les formulations assez larges de ces incriminations, il apparaît que dans la majorité des cas, les infractions ont été commises sur la voie publique ou dans les transports[16]. L'efficacité des différents dispositifs, qui sont relativement récents, n'est pas démontrée, alors que les chiffres renseignent qu'un pourcentage relativement faible des infractions enregistrées - déjà peu nombreuses - ont donné suite à une amende forfaitaire ou une condamnation par un tribunal[17] [18].

Néanmoins, des études ont rapporté que le pourcentage de femmes ayant déjà été victimes de harcèlement de rue est plus élevé que ce taux d'infractions enregistrées ou sanctionnées. En France, en juillet 2020, une étude réalisée par l'entreprise de sondage Ipsos et la Fondation des Femmes a rapporté que 81 % des Françaises avaient déjà été victimes de harcèlement dans l'espace public. Quant à la Belgique, selon un rapport de 2016 de l'ASBL JUMP, plus de neuf femmes sur dix ont déjà été confrontées à des comportements sexistes dans l'espace public.

De plus, en France, alors que l'idée de base de la loi était que ces infractions soient constatées en flagrant délit par la police afin d'être verbalisées sur-le-champ, partant de manière efficace, les statistiques démontrent que la plupart des infractions d'outrage sexiste enregistrées proviennent d'une plainte de la victime[19], où le problème de la preuve se pose si l'auteur du comportement est un inconnu, ce qui est souvent le cas concernant le harcèlement de rue, ou encore si aucun témoin ne peut être entendu.

---

15 Atteinte à l'honneur dans une des circonstances suivantes :
- dans des réunions ou lieux publics ;
- en présence de plusieurs individus, dans un lieu non public, mais ouvert à un certain nombre de personnes ayant le droit de s'y assembler ou de le fréquenter ;
- dans un lieu quelconque, en présence de la personne offensée et devant témoins ;
- par des écrits imprimés ou non, des images ou des emblèmes affichés, distribués ou vendus, mis en vente ou exposés aux regards du public,
- par des écrits non rendus publics, mais adressés ou communiqués à plusieurs personnes.

16 Chiffres du rapport du Service statistique ministériel de la Sécurité Intérieure du Ministère de l'Intérieur de la France, Infos rapides n° 16 de novembre 2020.

17 Sur les 1.746 infractions pour outrage sexiste enregistrées par les forces de police en France depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2018 jusqu'au 31 juillet 2020, une personne a été mise en cause, donc fait l'objet d'une amende forfaitaire ou d'une condamnation, seulement dans 15 % de ces infractions enregistrées. - Chiffres du rapport du Service statistique ministériel de la Sécurité Intérieure du Ministère de l'Intérieur de la France, Infos rapides n° 16 de novembre 2020.

18 Réponse du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à la question parlementaire écrite n° 6-2245 de Christie Morreale (PS) du 17 janvier 2019 - chiffres de la Banque de données nationale générale belge qui indique que 19 infractions de sexisme ont été enregistrées par la police en 2015, 44 en 2016, 45 en 2017 et 26 au premier semestre de 2018.

19 Chiffres du rapport du Service statistique ministériel de la Sécurité Intérieure du Ministère de l'Intérieur de la France, Infos rapides n° 16 de novembre 2020.

Le problème de la preuve se situe également quant aux propos formulés par l'auteur, ainsi que dans certains cas leur caractère dégradant/humiliant/intimidant/méprisant. En effet, certains propos peuvent être présentés sous la forme d'un compliment, qui certes peuvent créer un sentiment de malaise, mais où se pose la question s'ils revêtent ou non un caractère dégradant/humiliant/intimidant/méprisant au sens de la loi.

ad 2) Au jour d'aujourd'hui, les chiffres en France et en Belgique démontrent que l'introduction de l'outrage sexiste respectivement de l'infraction de sexisme a connu une efficacité et un effet de dissuasion mitigés.

Bien que l'introduction dans le Code pénal d'une telle infraction puisse avoir un effet d'annonce, au vu des constatations des législations française et belge, il ne peut être conclu avec certitude que l'incrimination de ce comportement serait efficace.

En outre, l'introduction d'une telle infraction n'est pas prévue par l'accord de coalition pour la période de législature 2018-2023.

ad 3) De manière générale, le harcèlement de rue doit nous interpeller toutes et tous. Bien que l'efficacité d'une incrimination de ce comportement ne soit pas démontrée, le Gouvernement condamne vivement les paroles et gestes désobligeants qui heurtent une personne au regard de son sexe et souhaite prévenir ces comportements sexistes dans l'espace public en travaillant sur une sensibilisation à l'égalité entre les sexes à tous les niveaux.

Actuellement, le harcèlement de rue est vivement thématisé sur les réseaux sociaux. Le Gouvernement suit cette mobilisation avec beaucoup d'attention. Parler et faire prendre conscience de la portée de ces agissements sont des éléments clés pour faire cesser les outrages sexistes.

Afin d'encourager une attitude respectueuse, le Ministère de l'Égalité intervient tout particulièrement auprès des jeunes avec des ateliers et activités dans les écoles et foyers. Il propose également du matériel en ligne sous forme de webinaires pour lutter contre les stéréotypes de genre. (https://www.rockmega.lu/).

Pour ses grands événements annuels, tels que le Rock de Rack, le ministère travaille aussi étroitement avec des organisations comme Bee Secure pour éveiller les consciences sur les violences et insultes proférées sur Internet.

Enfin, le travail de réflexion et de sensibilisation doit encourager les personnes témoins de comportements sexistes à intervenir pour soutenir les personnes qui subissent ces violences.

ad 4) En l'absence d'incrimination du harcèlement de rue dans le Code pénal, il n'est pas dans l'état actuel possible de recueillir et exploiter des données statistiques policières ou judiciaires concernant spécifiquement ce phénomène.

Question 4349 (25.05.2021) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **cannabis médical :**

La loi du 20 juillet 2018 modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie permet la prescription du cannabis à des fins médicales dans des cas clairement définis.

L'accord de coalition de 2018 prévoit une évaluation deux ans après l'entrée en vigueur de la légalisation relative au cannabis médicinal. Il prévoit également d'analyser la possibilité de la libre appréciation des médecins formés en la matière, à l'instar de la législation allemande réglant l'usage du cannabis médicinal, de la vente sur prescription de cannabis médicinal aux patients par toutes les pharmacies ainsi que de l'introduction d'une formation pour les médecins dans le domaine du cannabis à usage médical.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que l'évaluation de la phase pilote de l'introduction du cannabis médical est désormais achevée ? Quelles en sont les conclusions ?

2) La délivrance sur prescription par toutes les pharmacies sera-t-elle retenue à l'avenir ?

3) En ce qui concerne les pathologies pouvant faire l'objet d'un traitement par le cannabis, une évaluation qualitative des effets des prescriptions a-t-elle été réalisée ? Quelles en sont les conclusions ?

4) Est-ce que la possibilité de prescrire le cannabis pour d'autres indications médicales est retenue ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (17.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Une analyse est en cours et un rapport sera publié en automne 2021.

ad 2) Les discussions sont en cours avec le Syndicat des Pharmaciens en vue de le développer à moyen terme.

ad 3) D'après une enquête menée auprès des médecins prescripteurs et des pharmaciens hospitaliers après un an de mise à disposition de produits, il y a eu une réduction ou (voire) un arrêt des traitements médicamenteux suivants pour les patients concernés :
- antalgiques de palier I (58 %),
- antalgiques de palier II (78 %),
- antalgiques de palier III (68 %),
- benzodiazépines (71 %),
- antiémétiques (50 %),
- antidépresseurs (46 %)

ad 4) Il n'y a actuellement pas d'autres indications qui ont été prévues. Un groupe de travail a été mis en place par le Conseil scientifique de la santé afin d'identifier d'autres indications potentielles en fonction des besoins et des données de la littérature pouvant corroborer une balance bénéfice-risque favorable.

Question 4351 (25.05.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **dispositif « droit à l'oubli » dans le cadre de l'assurance solde restant dû :**

Le 1er janvier 2020 est entrée en vigueur une convention entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurance et de réassurance (ACA), mettant en œuvre un dispositif « droit à l'oubli » dans le cadre de l'assurance solde restant dû.

L'objectif de cette convention est entre autres de faciliter l'accès à cette assurance aux personnes présentant un risque aggravé en raison d'une pathologie cancéreuse, d'une infection virale à l'hépatite C ou d'une infection par le VIH.

Un Comité de suivi et de réévaluation fut instauré afin de veiller à la bonne application des dispositions de la convention et au respect des engagements des parties.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre dispose-t-elle des chiffres de personnes ayant pu accéder à une assurance solde restant dû grâce à la convention mentionnée ci-dessus ?

2) Le Comité de suivi a-t-il reçu toutes les données statistiques de l'année 2020 des compagnies d'assurance signataires, comme l'exige la convention ? Dans l'affirmative, quelles conclusions peuvent être tirées de ces données ?

3) Est-il éventuellement prévu d'élargir le droit à l'oubli à d'autres pathologies ?

4) Par combien de réclamations le Comité de suivi a-t-il été saisi l'année dernière ? Quelles ont été les suites réservées à ces réclamations ?

Réponse (25.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Il importe de rappeler tout d'abord que le mécanisme du « droit à l'oubli » tel qu'il est prévu par la convention conclue entre l'État, l'ACA et les compagnies d'assurances prévoit un principe du « droit à l'oubli » sans obligation déclarative et l'aménagement de ce principe avec obligation déclarative pour certaines pathologies prévues dans une grille de référence annexée à la convention.

En ce qui concerne les personnes ayant bénéficié du dispositif de la convention « droit à l'oubli » en vertu de l'article 2 de ladite convention, c'est-à-dire qui ont bénéficié du principe du droit à l'oubli sans obligation déclarative, leur nombre n'est pas connu.

Concernant l'application de l'article 3 de la convention instaurant, sous certaines conditions, un droit à l'oubli avec obligation déclarative, les compagnies d'assurances, à travers l'ACA, ont indiqué que 18 personnes ont pu profiter du dispositif de la convention et ainsi bénéficier d'une tarification sans surprime. Six personnes ayant invoqué la convention ont par ailleurs pu bénéficier d'une tarification normale sans recours à la convention. Les entreprises d'assurance signataires ont été amenées à refuser le bénéfice de la convention à une personne étant donné que le traitement thérapeutique était encore en cours et à deux personnes étant donné que les pathologies n'étaient pas reprises dans la grille de référence.

ad 2) Les compagnies d'assurance signataires de la convention ont recensé et transmis les données statistiques prévues sur la mise en œuvre de la convention.

Pendant la première année de l'introduction du droit à l'oubli en matière d'assurance solde restant dû au Luxembourg pour les personnes guéries d'un cancer, d'une infection virale à l'hépatite C ou d'une infection par le VIH, au moins 18 des patients étant guéri d'une de ces pathologies ont ainsi pu bénéficier du dispositif et d'un traitement équitable par rapport aux autres citoyens. Compte tenu des avancées thérapeutiques, cette convention permet dès lors une appréciation correcte du risque lors de la souscription d'un contrat d'assurance.

ad 3) La convention est entrée en vigueur le 1er janvier 2020 et il n'est actuellement pas prévu de l'élargir à d'autres pathologies.

ad 4) Le comité de suivi n'a pas été saisi de réclamations en 2020.

Question 4354 (26.05.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **répression de la contestation sociale en Colombie :**

Depuis plusieurs semaines, la Colombie connaît une forte mobilisation sociale contre le Gouvernement. Les manifestations, qui se sont initialement dirigées contre des annonces de réforme fiscale, font l'objet d'une répression excessivement violente de la part des autorités publiques. D'après les informations de la société civile locale, plus de 2.090 personnes ont déjà été victimes de la répression des autorités publiques, 43 d'entre elles ont été tuées présumément par les forces de l'ordre. Le recours excessif à la violence de la part des forces de l'ordre colombiennes a d'ailleurs été condamné par le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer de toutes les démarches en faveur d'un arrêt des violences en Colombie entreprises par le Luxembourg, voire par l'Union européenne ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre envisage d'autres actions dans ce même but ? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'Union européenne devrait augmenter la pression sur le Gouvernement colombien afin que le droit de manifester soit garanti et que cessent les violences ?

Réponse (25.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le Gouvernement suit de près les développements en Colombie, notamment par le biais de l'Union européenne et la Délégation de l'Union européenne à Bogotá. Le droit de manifester pacifiquement et le respect des libertés d'expression et d'association sont primordiaux pour le fonctionnement d'une démocratie. Le peuple colombien a le droit de faire entendre sa voix, sans crainte de répressions violentes.

Dans une déclaration publiée le 6 mai dernier, le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, a appelé les responsables colombiens à faire cesser la répression dirigée contre les manifestants, à respecter leurs engagements en matière de droits humains et à promouvoir un dialogue inclusif pour dégager un consensus sur la manière de répondre aux tensions.

Lors d'un entretien téléphonique avec le Président de Colombie, Monsieur Iván Duque, le 22 mai dernier, Josep Borrell a réitéré cette position. Il a fait part de la préoccupation de l'UE face au recours excessif à la violence contre les manifestants. Lors de cet entretien, Josep Borrell a souligné à juste titre que la stabilité politique de la Colombie est d'une importance particulière pour l'UE. Il a offert le soutien de l'UE aux efforts engagés pour faire baisser les tensions, restaurer la confiance et promouvoir un dialogue inclusif.

Le 17 juin dernier, Eamon Gilmore, le Représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme et Envoyé spécial de l'UE pour le processus de paix en Colombie, s'est entretenu avec le Président Duque à Bogotá pour faire part de sa préoccupation concernant le bilan humain de la répression des manifestations - au moins 62 personnes seraient mortes en une cinquantaine de jours de contestations - et pour encourager le Président colombien à renouer les fils du dialogue afin de surmonter la crise.

Après des décennies de violences, il est crucial que la Colombie progresse sur la voie de la paix. J'espère que les messages clairs de l'Union européenne et son offre d'appui seront entendus et qu'ils contribueront à ce que le droit de manifester soit garanti, les violences cessent et les responsables des violences et des violations des droits de l'homme soient tenus responsables de leurs actes.

Question 4356 (26.05.2021) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **camion du type « Eco combi » :**

Sougenannt „Eurocombis", Camione mat enger Luetfläch vu 25 m amplaz den normalen 18,7 m, sinn, am Géigesaz zu Lëtzebuerg, schonn zënter enger Rei Joren a verschiddene vun eisen Nopeschlänner op bestëmmte Strecken zougelooss.

Den Direkter vum Lëtzebuerger Logistikcluster „Cluster for Logistics - C4L" huet rezent an engem Interview seng Suerg geäussert, dass den Transportsecteur zu Lëtzebuerg ouni staatlech Hëllefe seng Klimaziler bis 2030 warscheinlech net wäert erreeche kënnen. Aus deem Grond fuerdert en, dass dës XXL-Camionen och zu Lëtzebuerg op bestëmmte Strecken zougelooss solle ginn. Dës Camione géifen effektiv bis zu engem Drëttel manner Emissioune pro transportéierter Tonn verursaache wéi geweinlech Camionen.

An deem Kontext wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

- Ass virgesinn, „Gigaliner" op bestëmmte Strecken zu Lëtzebuerg zouzeloossen? Wann net, wat wieren d'Grënn dofir?

- Wéi eng Strecke wiere gëeegent, fir dass sou grouss Camionen drop fueren? Ass schonn eng Analys vun der Stroosseninfrastruktur an deem Sënn gemaach ginn?

- Wéi eng Mesurë si geplangt, fir den Transportsecteur ze ënnerstëtzen, fir op méi klimaschounend Transportméiglechkeeten ëmzeklammen, notamment wat de Wuerentransport iwwert d'Strooss betrëfft?

Réponse (29.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Fir d'Erreeche vun den ugestrieften Ziler ass et grondsätzlech wichteg, de gesamten Transportsecteur ze analyséieren a sech net reng op de Stroossentransport ze fokusséieren. Dëst géif ee falscht Bild ginn a kann zu falschen Interpretatioune féieren. Eleng duerch eng Erhéijung vun der Luetkapazitéit vu Gefierer, déi fir de Giddertransport op der Strooss agesat ginn, wäert et net zu enger Verbesserung vun den Emissiounen am gesamte Giddertransport kommen. Esou eng simplistesch Approche ass leider net méiglech.

Gigaliner, wéi d'„Eurocombis" och genannt ginn, goufe viru Jore vu verschiddene Speditiounsfirme promouvéiert, well se grondsätzlech eng Reduktioun vun de Käschten am Stoossegiddertransport mat sech bréngen. Et geet een dervun aus, datt et esou méiglech ass, fir d'Transportkäschten ëm bis zu 30 % ze reduzéieren. Dës Käschteverbesserung kéint allerdéngs dozou féieren, dass de Stoossegidderverkéier der Schinn virgezu kéint ginn, wat kontraproduktiv zu de Gesamtreduktioune wier. Well genau hei ass unzesetzen, andeems esou vill méiglech vum Wuerentransport, bei deem laang Strecke mussen zeréckgeluecht ginn, iwwert d'Schinn gemaach ginn, a just kuerz Strecken iwwert d'Strooss realiséiert ginn.

Genau dësen Usaz gëtt och op internationalem Niveau vertrueden. Esou gouf bei der UN-Klimakonferenz ganz kloer dozou plädéiert, dass et d'Zil muss sinn, een emissiounsfräie Giddertransport ze realiséieren. Dëst ass awer nëmme méiglech, wann déi richteg Transportmëttel agesat ginn, heescht eng kohärent Mixitéit aus verschiddenen Transportmëttelen, déi ofhängeg vun der Distanz a Regiounen agesat ginn.

Zousätzlech dozou ass dorobber ze verweisen, dass och wann d'Achselaaschte vun dëse Gigaliner vläicht net méi grouss ginn, d'Dimensiounen awer däitlech iwwert deene vun den normale Gefierer leien. Dës Dimensioune goufen iwwert d'„directive 96/53/CE du Conseil du 25 juillet 1996 fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international" festgeluecht. Woubäi et wichteg ass ze preziséieren, dass d'Direktiv iwwert säin Artikel 4 et erméiglecht, um nationalen Territoire mat méi groussen Dimensiounen ze fueren. Zurzäit gëtt et fir Lëtzebuerg nach keng Analys, wéi eng ëffentlech Stroosse fir esou en Typ vu Camion mat deene Längten, Tonnagen an Achselaaschte gëeegent sinn. Et kann een dovun ausgoen, dass d'Geometrië vum lëtzebuergeschen Autobunnsreseau, am Fall wou déi Gefierer am Transit duerch Lëtzebuerg fueren, adaptéiert sinn.

Allerdéngs muss an deem Fall séchergestallt ginn, dass all Operateur déi gläich Konditiounen huet, wéisou de Begréff vun der „approche modulaire" wichteg gëtt. Dës erlaabt et deemno, mat Standardeenzelgefierer eng Kombinatioun vu Gefierer ze maachen, wouduerch déi maximal Längt vu 25,25 m vun de Gigaliner zustane kënnt. Am Géigesaz dozou ass ee Camion-Remork 18,75 m laang an e Camion-Semiremork kann eng Gesamtlängt vu 16,50 m hunn.

Déi Gesamtlängt vu 25,25 m vun de Gigaliner géif allerdéngs bei der Benotzung op ëffentleche Stroosse bedeiten, dass eng ganz Rei Modifikatioune missten am Beräich vun der Stroosseninfrastruktur gemaach ginn. Op den Autobunnen, wou een déi Gefierer wuel am éischte kéint asetzen, missten zum Beispill d'Nothaltebuchten ugepasst ginn. Well allerdéngs och muss bis op d'Destinatioun gefuer ginn, kéint et zu weidere Problemer beim Passéiere vu Kreesverkéieren oder soss Obstakle kommen. All dës Modifikatioune sinn natier-

lech mat héijen Investissementer verbonnen. Zousätzlech dozou kéint et duerch den Asaz vun esou laange Gefierer verstäerkt zu geféierleche Situatioune mat anere Stroossegefierer kommen, besonnesch bei den Op- an Offaarten op der Autobunn. Wat de Reseau vun de Landstroossen ubelaangt, ausseruerts an inneruerts, souwéi besonnesch d'Zoufaartsstroossen zu de jeeweilegen Industriegebidder respektiv Tankstellen, kann zum haitegen Zäitpunkt keng Ausso duerch e Manktem un Erfarungswäerter mat esou Gefierer getraff ginn. Et misst op jidde Fall fir all Itineraire, wou esou Gefierer géife fueren, déi haut eng Spezialgeneemegung brauchen, déi komplett Streck op déi technesch Restriktiounen (Längt, Wendekrees, Tonnage, Visibilitéiten etc.) iwwerpréift ginn.

Allerdéngs ginn et nieft dem Asaz vu méi grousse Gefierer eng Rei aner Usätz, fir den Energieverbrauch an domadder d'Emissioune vu Camionen ze reduzéieren. Esou goufe mat der „décision (UE) 2019/984 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 modifiant la directive 96/53/CE du Conseil en ce qui concerne le délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité" Ännerunge proposéiert, fir d'Kabinne vun de Camione méi ronn ze maachen an domadder eng besser Aerodynamik ze erreechen. Eng sou modifizéiert Camionskabinn kann zu enger Verbesserung vu bis zu 12 % an der Aerodynamik bäidroen, woumadder de Verbrauch bis zu 5 % reduzéiert ka ginn. Nieft dësem positiven Effekt op d'Energieeffizienz huet déi zoukënfteg Form vun de Kabinnen och ee Virdeel an der Verkéierssécherheet, well doudeg Wénkele reduzéiert ginn. Zousätzlech zu de Kabinnen ass et awer och mëttlerweil erlaabt, Systemer op den Unhänger ze verbauen, fir d'Aerodynamik ze verbesseren. Esou gesäit de 5. Alinea vum Artikel 4 vum „arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques" vir, dass déi speziell aerodynamesch Ekipementer net zur Längt vum Gefier zielen. Woubäi déi Systemer verschidden Dispositioune musse respektéieren (z. B. aklappbar, wann am urbane Raum gefuer gëtt) an et zu kenger Vergréisserung vun der Luetfläch kommen dierf.

« Par dérogation à ce qui précède, les véhicules ou les ensembles de véhicules équipés de dispositifs aérodynamiques qui satisfont aux exigences visées aux paragraphes 2 et 3 de l'article 8ter ainsi qu'à l'article 9bis de la directive 96/53/CE du Conseil du 25 juillet 1996 fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international telle qu'elle a été modifiée et qui sont conformes à la directive 2007/46/CE précitée, peuvent dépasser les longueurs maximales prévues aux alinéas 1, 2 et 3, afin de permettre l'adjonction de tels dispositifs à l'arrière des véhicules ou ensembles de véhicules, sans pour autant augmenter la longueur de la zone de chargement de ces véhicules ou ensembles de véhicules. »

Nieft dëse Méiglechkeeten, fir d'Energieeffizienz vu Camione generell ze verbesseren, ass et allerdéngs och wichteg, nei Technologien am Beräich vum Undriff vun dëse Gefierer weiderzedreiwen. An dësem Zesummenhang ass besonnesch, nieft der Elektromobilitéit, op de Waasserstoff anzegoen. Esou gëtt schonn zënter puer Joer dru geschafft, fir eng Waasserstofftankstell hei zu Lëtzebuerg ze bauen an esou och dem Secteur d'Méiglechkeet ze schafen, op dës Technologie zeréckzegräifen. D'Zil ass et, an den nächste Méint dëse Projet weiderzedreiwen an ze konkretiséieren. Et ass allerdéngs wichteg ze betounen, dass dee benotzte Waasserstoff dann och muss aus erneierbaren Energien hiergestallt ginn.

Nieft dësen Usätz am Beräich vum Giddertransport iwwert d'Strooss ass et allerdéngs wichteg, a wéi och scho beschriwwen, de gesamte Secteur ze berécksiichtegen, dee viru groussen Erausfuerderunge steet.

Question 4357 (26.05.2021) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant le **centre de compétences « Cyberforce » de POST Luxembourg :**

Face à la digitalisation croissante, la question de la cybersécurité est devenue une préoccupation majeure pour la plupart des entreprises. Face à cette situation, le groupe POST Luxembourg a développé un centre de compétence interne nommé « Cyberforce ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des explications quant au fonctionnement de la « Cyberforce » de la poste luxembourgeoise ? Quelle est la nature des partenariats engagés par la « Cyberforce » avec d'autres acteurs ? Quels sont les moyens, humains et techniques, mis en place ? Qui sont les clients visés et quelles sont les retombées économiques ?

- De quelle manière la stratégie de la « Cyberforce » s'inscrit-elle dans la stratégie nationale de cybersécurité élaborée par le Gouvernement ?

- De quelle manière l'État et, de manière plus générale, les citoyens de notre pays, peuvent-ils en tirer profit ?

Réponse (29.06.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

La transformation digitale de notre société et de nos économies est indissociablement liée à la cybersécurité. La feuille de route pour une économie compétitive et durable 2025 « Ons Wirtschaft vu muer » développée par le Ministère de l'Économie prévoit, parmi les projets pilotes à réaliser à moyen terme, de soutenir par le biais du département cybersécurité du Ministère de l'Économie la participation de l'industrie luxembourgeoise au large éventail d'initiatives européennes, notamment le « RDI cybersécurité » dans le cadre d'Horizon Europe, dans lequel la cybersécurité relève du cluster « Sécurité civile pour la société ». Ce programme recherche, développement, innovation (RDI) permettra de renforcer les capacités industrielles luxembourgeoises en matière de cybersécurité et de renforcer notre autonomie stratégique vis-à-vis des technologies étrangères.

La cybersécurité nécessite également une infrastructure numérique critique résiliente. La feuille de route luxembourgeoise vise à tirer pleinement parti du prochain programme « Europe numérique » pour la capacité de cybersécurité et le large déploiement d'infrastructures et d'outils de cybersécurité partout au Luxembourg, au bénéfice des citoyens, de l'industrie et des administrations publiques.

La stratégie nationale de cybersécurité IV (2021-2024) qui sera publiée sous peu identifie comme un des objectifs principaux la consolidation de la sécurité et de la résilience des infrastructures numériques au Luxembourg. Puisque POST fournit et maintient une partie de l'infrastructure de télécommunications du pays, des mesures et actions prévues dans la stratégie du Gouvernement concernent aussi POST. Ce sont notamment des activités comme la détection et la gestion d'incidents, la réalisation d'un état des lieux cyber, la protection des infrastructures critiques, la sécurité des réseaux d'information des opérateurs de services essentiels ou encore la cybersécurité dans le secteur de la santé.

Les différents services et administrations du Gouvernement (HCPN, ILR, CSSF, CNPD, ILNAS, GovCERT, CIRCL) sont donc en contact régulier avec POST, que ce soit dans un esprit de régulation ou bien de collaboration.

Les évolutions de ces dernières années ont montré que les opérateurs sont eux-mêmes devenus une cible pour des activités malveillantes comme les cyberattaques. POST Luxembourg indique qu'elle est consciente de ces enjeux et de sa responsabilité en matière de sécurité et de confidentialité des données dont elle est en charge, et veille à assurer la disponibilité de ses services et la protection des informations confidentielles, personnelles et commerciales de ses clients et de ses partenaires.

En tant que fournisseur d'une grande partie de l'infrastructure de télécommunications du pays, POST Luxembourg joue un rôle dans le cadre de l'échange sécurisé de données. Les défis auxquels font face les clients de POST Luxembourg, ainsi que leurs besoins de support, sont similaires à ceux de l'entreprise elle-même. POST Luxembourg a donc retenu l'approche de développer une réelle filière de sécurité en capitalisant au maximum sur les effets de mutualisation, les compétences étant rares et fortement prisées sur le marché.

Ainsi, le regroupement et l'organisation fin 2019 dans la Cyberforce, de plusieurs équipes compétentes en sécurité qui existaient de façon dispersée au sein du Groupe POST, est une réponse organisationnelle de POST pour atteindre ses multiples objectifs en matière de sécurité des données. Avec un écosystème de partenaires innovants, la Cyberforce a pour objectif d'offrir des solutions complètes, simples d'usage, et des services d'accompagnement et de support pour des clients tant internes qu'externes à POST Luxembourg, tant au niveau national qu'international. La Cyberforce se caractérise par sa diversité tant au niveau des profils de haut niveau que par son ouverture avec un large écosystème national et international de partenariats. Plusieurs projets d'innovation ont déjà été développés conjointement avec l'Université du Luxembourg et en concertation avec le Ministère de l'Économie (sécurité 5G) et l'ESA (European Space Agency).

Cyberforce est un dispositif essentiel pour mettre POST Luxembourg en mesure d'assurer la disponibilité de ses services et la protection des informations confidentielles, personnelles et commerciales de ses clients et de ses partenaires pour garantir que POST reste un acteur de confiance pour le développement du Luxembourg dans l'ère digitale et l'économie des données. Cyberforce fait également partie de cert.lu, l'association des dix équipes privées et publiques de gestion d'incidents.

Cyberforce de POST s'inscrit également pleinement dans le cadre stratégique du Gouvernement de faire de Luxembourg un centre européen de confiance pour les technologies de l'information et de la communication. Au niveau européen, POST collabore avec ETNO, CERT-EU, ENISA avec une implication récente dans le cadre d'un projet QCI (Quantum Communication Infrastructure) soutenu par la Commission européenne.

POST précise qu'elle souhaite devenir un pilier incontournable en termes de cybersécurité au Luxembourg et vise un développement à l'international dans quelques domaines niches, pour cette stratégie, elle compte sur deux entités internes au groupe POST : le département Cyberforce avec une quarantaine d'experts et le département RBA (Risk et Business Advisory) constitué d'une vingtaine de collaborateurs au niveau de la société EBRC, filiale de POST.

Question 4360 (26.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **chiens utilisés par des entreprises de sécurité :**

Säit dem 15. Mee leeft den neie Kontrakt tëscht der Stad Lëtzebuerg a private Sécherheetsfirmen. D'Stad ass net déi eenzeg Instanz, déi op esou Firmen zeréckgräift a wou d'Agenten deelweis a Begleedung vun Hënn ënnerwee sinn. Och aner Gemengen an d'CFL notze Servicer vun dëse Firmen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a Justiz dës Froe stellen:

1. A Fäll wou Sécherheetsagente mat Hënn ënnerwee sinn, mussen dës Hënn der Sécherheetsfirma gehéieren oder kéinten d'Agenten och op hir eegen Hënn zeréckgräifen?

2. Wéi eng Aarte vu Maulkuerf sinn zu Lëtzebuerg erlaabt? Sinn an deene leschten dräi Joer scho Verstéiss duerch privat Sécherheetsfirmen oder hir Mataarbechter am Déngscht festgestallt ginn, well en Hond ee Maulkuerf unhat, deen zu Lëtzebuerg net erlaabt ass? Wa jo, wéi vill?

3. Wéi eng Aarte vun Halsbänner sinn zu Lëtzebuerg erlaabt? Sinn an deene leschten dräi Joer scho Verstéiss duerch privat Sécherheetsfirmen oder hir Mataarbechter am Déngscht festgestallt ginn, well en Hond een Halsband unhat, dat zu Lëtzebuerg net erlaabt ass? Wa jo, wéi vill?

4. An engem Post vun der Zeitung „Paperjam" op de soziale Medie gesäit een e Sécherheetsagent mat engem Hond, deen de Schwanz ofgeschnidde kritt huet. Sinn esou Praktiken zu Lëtzebuerg erlaabt? Sinn an deene leschten dräi Joer Verstéiss wéinst solche Praktiken duerch privat Sécherheetsfirmen oder hir Mataarbechter am Déngscht festgestallt ginn? Wa jo, wéi vill?

5. Wat fir Demandë mussen d'Sécherheetsfirmen erareechen, fir dierfen op Hënn zeréckzegräifen an dës an hire Servicer unzebidden? No wat fir Krittäre gëtt den Asaz vun Hënn erlaabt respektiv ofgeleent? Gëtt et Ënnerscheeder jee no Rass vun Hond?

6. Mussen d'Sécherheetsfirmen noweisen, dass d'Hënn an hir Halter Formatioune gemaach hunn? Mussen dës Formatiounen no enger gewëssener Zäit opgefrëscht ginn?

Réponse commune (15.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Agente kënne souwuel Hënn vun der Sécherheetsfirma wéi och hir privat Hënn fir hir Aktivitéit asetzen.

ad 2. Zu Lëtzebuerg gëtt et keng detailléiert Virschréfte betreffend Maulkierf fir Hënn. Et gëtt verschidde Modeller, entweeder aus Lieder, Stoff oder enger Kombinatioun aus Metall oder Plastik a Lieder. All dës Modeller vu Maulkierf si prinzipiell erlaabt.

An de leschten dräi Joer ass beim Service gardiennage vum Ministère de la Justice keng Reklamatioun eragaangen, well en Hond ee Maulkuerf ugehat hätt, deen net dëse Modeller géif entspriechen.

ad 3. Nom Règlement grand-ducal du 5 décembre 2018 déterminant les conditions de détention des animaux sinn all Halsbänner erlaabt, och Stachelhalsbänner oder Dressurhalsbänner, déi zouzéien, wann den Hond un der Léngt zitt. Dës Halsbänner si just net erlaabt bei Hënn, wa se attachéiert sinn, z. B. un enger Ketten oder engem Seel, wat minimum sechs Meter muss laang sinn. En Hond däerf awer net permanent un esou en Dispositif ugestréckt ginn. Wann den Hond wärend der Aarbecht vum Sécherheetsagent un der Léngt gehale gëtt, kënne sämtlech Typpe vun Halsbänner benotzt ginn.

An de leschten dräi Joer ass beim Service gardiennage vum Ministère de la Justice keng Reklamatioun eragaangen am Zesummenhang mat dem Droe vun engem Halsband bei engem Hond am Kader vun den Aktivitéite vun enger privater Sécherheetsfirma.

ad 4. Nom Artikel 11 vum neien Déiereschutzgesetz däerf keng Amputatioun vu Schwänz praktizéiert ginn, et sief dann, et gëtt eng medezinnesch Noutwendegkeet dofir, z. B. duerch en Accident, wou eng uerg Blessur vum Schwanz dem Veterinär keng Alternativ géif loosse wéi de Schwanz ze amputéieren. D'Detentioun vun illegal amputéierten Hënn, och den Import oder d'Expositioun vun esou Hënn op Ausstellunge si verbueden. Eis si keng Fäll vu Verstéiss an dësem Kontext bekannt betreffend Sécherheetsfirmen.

An de leschten dräi Joer ass beim Service gardiennage vum Ministère de la Justice keng Reklamatioun eragaangen am Zesummenhang mat engem Verstouss géint d'Déiereschutzgesetz am Kader vun den Aktivitéite vun enger privater Sécherheetsfirma.

ad 5. Et gëllen d'Bestëmmunge vum Déiereschutzgesetz resp. vum Hondsgesetz. Am Fall wou Lëschtenhënn agesat ginn, muss de betreffenden Agent am Virfeld den Hondsfürerschäi gemaach hunn; des Weidere muss eng schréftlech Demande un de Landwirtschaftsminister gemaach ginn, fir d'Detentioun vun dësem Lëschtenhond autoriséiert ze kréien. Den Hond muss och e Cours de dressage maachen an den Agent muss all dës Dokumenter (Hondsfürerschäin, ministeriell Autorisatioun an Diplom vum Cours de dressage) wärend sengem Asaz bei sech hunn.

ad 6. Am Fall vu Lëschtenhënn si gefrot: Hondsfürerschäin, Autorisatioun vum Landwirtschaftsminister a Cours de dressage fir den Hond. Den Hondsfürerschäin an d'Autorisatioun bleiwen am Prinzip fir ëmmer bestoen; den Diplom vum Cours de dressage ass dräi Joer gülteg a muss nom Oflaf vun dësen dräi Joer erneiert ginn. Fir aner Rassen, also Netlëschtenhënn, gëtt et keng gesetzlech oder reglementaire Bestëmmunge betreffend den Halter oder den Hond. Hondsgesetz an Déiereschutzgesetz mussen natierlech ëmmer respektéiert ginn.

Question 4361 (27.05.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**externalisation de certains services des hôpitaux :**

Dans le contexte de très larges discussions contradictoires sur la gouvernance des établissements hospitaliers et de leur gestion financière (cf. question parlementaire n° 4082), de plusieurs projets annoncés et en cours, de cabinets médicaux pluridisciplinaires ainsi que d'une pénurie prévisible dans les professions de santé et d'une population en croissance de 25 % en dix ans, j'aimerais connaître l'avis et les projets du Gouvernement sur plusieurs aspects d'actualité repris par les médias.

Des autorisations d'établissement et d'exploitation d'un cabinet de radiologie ont été accordées par les administrations du Gouvernement fin 2020 à un radiologue suite à des demandes introduites en 2017, après des jugements de la Cour constitutionnelle et du tribunal administratif sur recours contre un premier refus administratif. Dans son avis, la Cour constitutionnelle a déclaré comme non conforme à la constitution l'article 19 de la législation hospitalière et par conséquent le règlement grand-ducal pris en application de ce texte de loi, interdisant l'installation d'appareils de radiologie dans un cabinet médical.

- Est-il vrai que depuis la formulation des autorisations, le volet financier concernant ces infrastructures autorisées et les conditions octroyées par les autorisations n'est toujours pas clarifié ? Quels sont les freins à ces prises de décisions ?

- Dans le cadre de l'obligation de l'État et de son système de sécurité sociale à gérer les moyens financiers des contribuables et assurés de manière économique et judicieuse, est-ce que les services de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) disposent d'un bilan sur la variation des frais systémiques résultant de l'externalisation des laboratoires d'analyses biologiques hospitaliers pour les patients ambulants, suite à une abolition des subventions et financements des hôpitaux ? Sachant que l'IGSS a calculé dans un rapport récent les coûts d'une échographie en milieu hospitalier, est-ce que l'IGSS a également estimé les coûts pour un CT-Scan ou une IRM en milieu hospitalier ? Dans l'affirmative, quels seraient les montants respectifs ?

- Est-ce qu'une simulation sur les mêmes effets dans le cadre d'une externalisation de l'imagerie médicale hospitalière, accueillant à raison de plus de 95 % des patients ambulants, a été réalisée, et si oui, quels en sont les résultats ? Si non, pour quelle raison une telle simulation n'a-t-elle pas été entamée ?

- Quelles sont les suites que le Gouvernement entend donner dans un proche avenir à ce dossier ?

Réponse commune (29.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Au cours des dix dernières années, la population a évolué de 25 %. Selon les dernières projections d'Eurostat (EUROPOP2019), l'évolution de la population d'ici 2031 devrait être inférieure à celle des dix années passées, voire évoluer autour des 10 %.

L'aperçu publié par l'IGSS en date du 12 juin 2021 porte sur le sujet de la « modélisation des coûts prospectifs liés aux soins hospitaliers pris en charge par l'assurance maladie-maternité ». Une partie de cette étude est dédiée aux besoins estimés en examens à résonnance magnétique (IRM) et, dans ce contexte, le coût d'une IRM a été estimé. Ladite publication peut être consultée sous :

https://igss.gouvernement.lu/dam-assets/publications/aper%C3%A7us-et-cahiers/aper%C3%A7us/apercu202106.pdf

Sur base de la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de santé, les prestations dispensées par un laboratoire hospitalier en milieu extrahospitalier et figurant dans la nomenclature des actes et des services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique sont pris en charge suivant les modalités régissant le milieu extrahospitalier. Une prestation est considérée comme effectuée en milieu extrahospitalier si elle est dispensée au bénéfice d'un patient ambulatoire sans qu'un lien direct existe avec une prise en charge médicale concomitante en policlinique ou sur un plateau médicotechnique de l'établissement hospitalier en question. Dans la suite de la présente réponse, ces prestations sont nommées « dépenses des laboratoires des établissements hospitaliers pour patients en ambulatoire »[20].

Sur toute la période observée, ces prestations sont financées par l'assurance maladie-maternité et en particulier par le moyen des budgets des hôpitaux jusqu'au 1er avril 2011, et depuis par le moyen du poste budgétaire des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique suivant les modalités régissant le milieu extrahospitalier.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les dépenses des laboratoires des hôpitaux pour les patients en ambulatoire se sont élevées à environ 10,0 millions d'euros en 2009 et 2010. En 2011, ces dépenses se sont chiffrées à 11,1 millions d'euros, dont 22,0 % concernent les dépenses des mois de janvier à mars financées par les budgets des hôpitaux et 78,0 % concernent les dépenses des mois d'avril à décembre financées selon la nomenclature et les tarifs des actes et services des laboratoires d'analyses médicales.

Les dépenses des laboratoires des hôpitaux pour patients en ambulatoire s'élèvent à environ 12,0 millions d'euros entre 2012 et 2014. En 2015, par contre, elles diminuent de 24,5 %, ce qui s'explique principalement par la baisse de 20 % de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique au 1er janvier 2015. La diminution de ces dépenses continue en 2016, avec l'acquisition fin 2015, de l'activité pour patients en ambulatoire du laboratoire des Hôpitaux Robert Schuman par un laboratoire privé. La tendance à la baisse se confirme aussi en 2017 avec l'acquisition au début de l'année de l'activité ambulatoire du laboratoire du Centre Hospitalier Emile Mayrisch par un autre laboratoire privé. Enfin, les dépenses des laboratoires des hôpitaux pour patients en ambulatoire s'élèvent plus qu'à 4,3 millions d'euros en 2019.

Depuis 2020, le laboratoire du Centre Hospitalier du Nord ne facture plus d'analyses médicales et de biologique clinique pour les patients en ambulatoire, de sorte que le Centre Hospitalier du Luxembourg est le seul établissement hospitalier qui en facture encore, et ceci selon la nomenclature et les tarifs des laboratoires d'analyses médicales

[20] Le graphique 1 présente les dépenses liées à ces prestations sur la période 2009 à 2019.

Le saviez-vous ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député au Gouvernement pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.

Les discussions relatives à l'organisation des activités ambulatoires en milieu extrahospitalier sont en cours avec les parties prenantes dans le cadre du Gesondheetsdësch, le but étant de créer un cadre légal répondant aux besoins des assurés dans ce domaine et garantissant les normes de qualité et de sécurité d'un système de soins de santé à la pointe du progrès.

Question 4362 (27.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **animaux exotiques :**

Verschidde Papageienaarte si wéinst hire faarwege Plommen an dem Fait, dass si d'Stëmm vu Mënschen imitéiere kënnen, weltwäit beléift Hausdéieren. Leider sinn awer och d'Papageie vum Verloscht vun der Aartevillfalt betraff. Tëscht 1994 an 2003 goufe ronn 1,6 Millioune Papageien an d'EU importéiert, déi ënnert déi sougenannte CITES-Bestëmmunge falen, also als gefäerdet Aarten ugesi ginn.

Säit dem 1. Juli 2007 dierfe keng an der Wildnis gefaange Villercher méi an d'EU importéiert ginn, just nach Déieren aus bestëmmten Ziichtereie sinn erlaabt. Dëst war d'Konsequenz vun engem Rapport vun der EFSA, dee bewisen huet, dass vill Villercher beim Transport stierwen an et ee Gesondheetsrisiko duerch net bekannte Krankheete gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Sinn dem Minister Verstéiss géint d'Importverbuet vu wëlle Villercher (also géint d'EU-Reglementer 318/2007, 139/2013 oder 2020/692) zu Lëtzebuerg bekannt? Wa jo, wéi vill Fäll goufe säit dem 1. Juli 2007 festgehalen?

2. Wéi vill Händler vun exotesche Villercher hei am Land sinn der Veterinärsinspektioun bekannt?

3. Ginn d'Händler, déi exotesch Villercher zu Lëtzebuerg verkafen, vun der Veterinärsinspektioun kontrolléiert? A wa jo, wéi oft?

Réponse (15.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Den Importverbuet vu wëlle Villercher vun 2007 ass eng Decisioun vun der EU-Kommissioun fir ze verhënneren, dass Déiere mat Vullegripp importéiert kéinte ginn an domadder d'Déieren an d'Leit aus der EU engem Risiko ausgesat géife ginn. Zu Lëtzebuerg si keng Verstéiss géint den Importverbuet wéinst Vullegripp bekannt.

Zu Lëtzebuerg si keng Verstéiss géint d'Importverbuet vu wëlle Villercher ënnert CITES bekannt, wéi och aus dem Rapport vun traffic.org erauszeliesen ass:

https://www.traffic.org/site/assets/files/9287/traffic_bulletin_march_1997_-_october_2019.pdf

ad 2. Zu Lëtzebuerg si fënnef Verkeefer vun exotesche Villercher bekannt, dräi dovunner verkafen och Villercher mat CITES-Pabeieren.

ad 3. D'Händler ginn am Kader vun den offizielle Kontrolle betreffend d'Déierewuel an d'Déieregesondheet oder och op Hiweis hi kontrolléiert. Eng festgeluechten Zuel vu Kontrolle gëtt et net.

Question urgente 5324 (02.12.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **vaccination dans les cabinets médicaux :**

D'„Lëtzebuerger Wort" titelt an engem Artikel vun haut „Durch neue Regelung droht in Arztpraxen Impfstoffmangel". Esou kéint et laut „Wort" dozou kommen, dass Doktere Rendez-vouse fir eng Impfung vu Patiente missten ofsoen, well et hinnen um Impfstoff vu Moderna feelt. Konkreet heescht et am Artikel:

„Laut eigenen Angaben hat der Arzt bereits für über 300 Patienten Impftermine ausgemacht, die er wohl nun zum Großteil absagen muss. Immerhin darf er laut den neuen Vorgaben den Impfstoff von BioNTech/Pfizer nur noch bei jüngeren Patienten verwenden. Auch ein Impftermin, bei dem Mitarbeiter im Altersheim in Consdorf geimpft werden sollten, könne er wohl nicht wahrnehmen."

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Dierf een Dokter/eng Doktesch weiderhin den Impfstoff vu BioNTech fir seng Rendez-vousen notzen, wann him/hir keen Impfstoff vu Moderna méi bléift? Dëst och am Fall, wou d'Patienten an der Praxis méi wéi 30 Joer hunn?

2. Laut „Wort"-Artikel ass eng Bestellung nëmmen am Zweewocherhythmus méiglech. Firwat kënnen Dokteren an Dokteschen nëmmen all zwou Wochen eng Commande fir neien Impfstoff maachen?

Réponse (02.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesondheetsdirektioun huet effektiv den 30. November eng Recommandatioun un d'Dokteren erausginn, laut där fir Boosterimpfunge prioritär de Spikevax vu Moderna bei Leit iwwer 30 Joer benotzt soll ginn. Falls een Dokter kee Moderna-Impfstoff méi op Stock huet an awer nach weider Rendez-vouse fir Boosterimpfunge geplangt sinn, kann hien natierlech och op de Comirnaty-Impfstoff vun BioNTech/Pfizer zeréckgräifen.

Laut dem Cahier des charges, dee mam Grossiste zeréckbehale ginn ass, ass eng Liwwerung un Impfstoff fir d'Doktere just all zwou Woche méiglech. Deemno kënnen d'Dokteren, déi d'Covidimpfungen an hirer Praxis ubidden, och just am Zweewocherhythmus hir Commandë fir weideren Impfstoff un d'Gesondheetsdirektioun eraginn. Dësen Zweewocherhythmus erlaabt et, d'Liwwerungen an de Stockage vun den Impfdosissen am effizientesten ze organiséieren.

Am Kader vum Appel d'offres fir de Stockage an d'Distributioun vun den Impfstoffer fir d'nächst Joer, ass eng gewësse Flexibilitéit an den Delaie fir d'Bestellung vu weiderem Impfstoff virgesinn an et ass kee fixen Zweewocherhythmus méi virgesinn. Allerdéngs wäert een och do e gewëssene Rhythmus vun den Delaien, bannent deenen d'Bestellunge vun den Doktere musse gemaach ginn, fixéieren, fir d'Liwwerunge vun den Impfdosisse beschtméiglech ze organiséieren.

Question urgente 5336 (02.12.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **refus de transport en ambulance des personnes non vaccinées :**

Ganz rezent ass eis e Fall zougedroe gi vun engem Bierger, dee Multiple Skleros huet an deen, aus gesondheetleche Grënn, net géint de Covid geimpft ka ginn. Am Hierscht ass de Mann positiv op de Coronavirus getest ginn, hie war krank an hat schwéier Symptomer, dorënner och Otemnout. Dem betraffene Mann seng Duechter huet d'Ambulanz misse ruffen. Op der Plaz ukomm, huet d'Ambulanzpersonal dem Mann matgedeelt, datt si hien net kéinte mathuele well en net geimpft wär. Dat ass him kuerz drop souguer eng zweete Kéier geschitt. Och den Accès an d'Klinik ouni Ambulanz ass dem ongeimpfte Bierger verweigert ginn, esoudatt seng Duechter dësen doheem huet misse fleegen.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass et esou, datt Bierger, déi keng Covidimpfung hunn, net méi an der Ambulanz matgeholl ginn?

2. Gëtt akut kranke Bierger den Accès an d'Spidol verweigert, well se net géint de Covid geimpft sinn?

Réponse commune (06.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Béid Ministèren hu keng Kenntnis iwwert de spezifesche Fall, deen déi honorabel Deputéiert an hirer Fro beschreiwen.

Et ass net esou, datt Bierger, déi keng Covidimpfung hunn, net mat der Ambulanz matgeholl géife ginn. Säit dem Ufank vun der Pandemie ass d'Consigne, datt all Patient, dee mat enger Ambulanz matgeholl gëtt, eng chirurgesch Mask ugedoe kritt. Dëst gouf déi éischte Kéier an enger interner Note vum 13. Mäerz 2020 vun der Direktioun vum CGDIS un d'Personal matgedeelt a säitdeem reegelméisseg an den internen Notte vum CGDIS widderholl.

ad 2. Laut dem Artikel 3 Paragraf 2 vum aktuelle Covidgesetz muss all Persoun, déi sech an e Spidol begëtt, e valabelen Impfcertificat, Geneesungscertificat oder Testcertificat virweisen (3G-Reegel). Déi Leit, déi opgrond vun enger Urgence an d'Spidol goe mussen, gëtt den Accès awer net verweigert, wa si kee Certificat virweise kënnen. Si mussen an deem Fall en Test sur place realiséieren. Leit, déi opgrond vun enger Covidinfektioun behandelt musse ginn, ginn direkt an engem separate Circuit en charge geholl. Deemno stëmmt et net, datt krank Leit, déi net geimpft sinn, den Accès a Spideeler verweigert gëtt.

Question urgente 5375 (10.12.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **hospitalisations en soins intensifs et en soins normaux :**

Selon des informations qui nous ont été rapportées, les patients hospitalisés en soins intensifs ou en soins normaux pour des raisons autres que la Covid-19 (accident, crises cardiaques…) seraient automatiquement comptabilisés dans les statistiques Covid-19, dès lors que le patient présente un test PCR positif, et ce même en l'absence de symptômes ou d'évolution préoccupante de la maladie.

Cette façon de comptabiliser pourrait fausser les statistiques et, le cas échéant, avoir un impact négatif sur la perception de l'efficacité de la vaccination Covid-19.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les patients hospitalisés en soins intensifs ou en soins normaux pour des raisons autres que la Covid-19 sont automatiquement comptabilisés dans les statistiques Covid-19, dès lors que le patient présente un test PCR positif, et ce même en l'absence de symptômes ou d'évolution préoccupante de la maladie ?

2) Depuis septembre 2021, combien de patients ont ainsi été inclus dans les statistiques hospitalières Covid-19 alors qu'ils étaient hospitalisés pour des raisons autres que la Covid-19 ?

3) Quelle est la part des patients présentant un schéma vaccinal complet parmi ces patients ?

4) Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il convient d'adapter la méthode de comptabilisation afin de mieux refléter la réalité dans les unités de soins intensifs et les soins normaux ainsi que de promouvoir l'importance de la vaccination ?

Réponse (14.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Effectivement, toute personne disposant d'un test PCR positif est automatiquement comptabilisée dans les statistiques Covid-19.

ad 2) Depuis le 1er septembre 2021, 178 patients testés positifs à la Covid-19 et n'étant pas en premier lieu hospitalisés pour cause de Covid-19 ont été inclus dans les statistiques hospitalières.

ad 3) La Direction de la santé ne dispose pas des chiffres concernant le statut vaccinal des personnes hospitalisées pour des raisons autres que la Covid-19, mais disposant toutefois d'un test PCR positif. En effet, étant donné que le statut vaccinal d'un patient évolue en temps réel dans les données du service monitoring, les informations dont dispose la Direction de la santé sur le statut vaccinal correspondent au statut vaccinal du patient en temps réel et non pas à celui du patient au moment de son hospitalisation.

ad 4) Une comptabilisation claire, transparente et détaillée des patients hospitalisés en soins normaux et en soins intensifs pour une autre raison qu'une infection Covid-19, mais présentant un test PCR positif, est publiée dans les rapports journaliers et hebdomadaires publiés sur https://covid19.public.lu/fr.html.

Question urgente 5385 (14.12.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**accélération de la campagne de vaccination « booster » :**

L'efficacité de la vaccination dite « booster » a fait ses preuves en Israël, où elle a permis de reprendre le contrôle sur la quatrième vague. Face au nouveau variant Omicron qui, selon les dernières informations, serait largement plus contagieux que Delta et se répand à toute allure à travers l'Europe, le Royaume-Uni accélère sa campagne « booster » en généralisant l'accès dès quatre mois après la dernière dose reçue. La Rhénanie du Nord-Westphalie quant à elle vient d'annoncer l'ouverture de la dose « booster » à tout citoyen vacciné dès quatre semaines après la dernière dose du schéma vaccinal initial.

Les données actuellement disponibles suggèrent en effet que l'efficacité vaccinale contre une infection symptomatique au variant Omicron pourrait être significativement réduite toutes catégories de vaccin confondues, et ce dès quatre mois après la dernière dose du schéma vaccinal initial. La dose « booster » permettrait de relever la protection à 75 % d'efficacité.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions urgentes suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre compte-t-elle accélérer la campagne de vaccination en permettant l'accès à la dose « booster » à chaque citoyen ayant complété son schéma vaccinal initial depuis moins de six mois ? Dans l'affirmative, quel délai Madame la Ministre préconise-t-elle pour la dose « booster » ?

2) Endéans quel délai cette mesure pourrait-elle être implémentée sur le territoire ?

3) Selon quelles modalités les personnes éligibles seront-elles invitées à se faire administrer leur dose « booster » ?

Réponse (15.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Gouvernement a saisi le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) la semaine dernière concernant la question d'un éventuel accès à la dose « booster » à chaque citoyen ayant complété son schéma vaccinal initial depuis moins de six mois.

Le CSMI a rendu son avis le 14 décembre qui fera l'objet de discussions lors du Conseil de Gouvernement d'aujourd'hui en vue d'une décision de principe.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°19
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 19 | Session ordinaire 2020-2021

Mesures de lutte contre la pandémie p. 649
Clusters dans les maisons de soins p. 659
Sommaire de la séance publique nº 45 p. 670
Sommaire des questions parlementaires p. Q452
45e séance
Jeudi 1er avril 2021

Échange de vues avec la Commissaire européenne Mairead McGuinness

Éducation financière, résilience des banques et économie durable



Les députés luxembourgeois, membres de plusieurs commissions parlementaires, lors des discussions avec la Commissaire européenne.

L'union bancaire, le financement de la transition écologique, l'éducation financière ou encore l'épargne des ménages et la hausse des prix immobiliers - voici les sujets qui ont été abordés lors de l'entrevue entre Mme Mairead McGuinness et les députés luxembourgeois le 13 décembre 2021 à la Chambre des Députés.

La Commissaire européenne aux services financiers, à la stabilité financière et à l'union des marchés des capitaux, en visite au Luxembourg, a été reçue pour un échange de vues avec les membres du Bureau, de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Paquet bancaire et épargne des ménages

La Commissaire a mis en évidence l'importance de la résilience des banques à travers le paquet bancaire 2021 et du secteur de l'assurance. Le système doit être prêt pour un avenir marqué par des évolutions technologiques, a souligné Mme Mairead McGuinness.

En outre, la Commissaire a expliqué que la Commission européenne n'entend pas créer des obstacles pour les marchés des capitaux et l'union bancaire. Concernant la lutte contre le blanchiment d'argent, elle a affirmé qu'une « approche holistique » était nécessaire. Les députés ont souhaité connaître le point de vue de la Commissaire sur l'éducation financière qui fait parfois défaut chez les particuliers. Mme McGuinness a expliqué que la Commission européenne mettra l'accent sur ce point au cours des prochaines années.

Une autre problématique abordée était le fait que les ménages ont accumulé une épargne importante pendant la crise sanitaire.

Les Commissaires européens à la rencontre des Parlements nationaux

Les Commissaires européens se rendent régulièrement auprès des parlements nationaux pour s'échanger avec les députés sur des sujets d'actualité. La dernière visite d'un commissaire européen remonte au 15 novembre 2021, visite au cours de laquelle le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, a présenté le rapport 2021 sur l'État de droit.



La Commissaire européenne au cours de l'échange avec les députés luxembourgeois.

Exposition universelle à Dubai

Visite du pavillon luxembourgeois grâce à la réalité virtuelle

Le 15 décembre 2021, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a eu l'occasion d'effectuer une visite virtuelle du pavillon luxembourgeois de l'exposition universelle à Dubai.

Grâce aux casques de réalité virtuelle mis à disposition par le Ministère de la Digitalisation, qui était présent en marge des séances plénières des 15 et 16 décembre 2021, les députés ont pu découvrir le pavillon luxembourgeois sous toutes ses coutures sans devoir s'y déplacer.



Grâce aux casques de réalité virtuelle, les députés ont pu découvrir le pavillon luxembourgeois de l'exposition universelle à Dubai.

#yeswecare et #impfewierkt à la Chambre des Députés



Le 16 décembre 2021 à 12.00 heures, les députés ont interrompu la séance publique pour participer à l'action de solidarité avec le personnel de santé.

Les élus ont observé cette minute de silence en levant des pancartes portant les hashtags #impfewierkt et #yeswecare.

Les députés ont observé une minute de silence en solidarité avec le personnel de santé.

Séance plénière de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires

La présidence slovène du Conseil de l'UE marquée par des incertitudes

La crise sanitaire du Covid-19, le changement du pouvoir en Afghanistan, l'afflux de réfugiés à la frontière entre le Belarus et la Pologne, la hausse massive des prix de l'énergie - tant de sujets difficiles et marqués par l'incertitude ont marqué la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne au cours du deuxième semestre 2021.

Le bilan fut présenté à la séance plénière de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) qui a eu lieu les 29 et 30 novembre 2021 sous forme de vidéoconférence.

Avec le plan pour la reprise et la résilience, l'Union européenne a réagi à la crise sanitaire du Covid-19. Dans une approche holistique, des mesures sur la reprise de l'économie et sur l'indépendance stratégique ont été prises. L'Union de la santé et le règlement sur l'Agence européenne des médicaments ont été des dossiers importants dans ce domaine. Une forte priorité dans le cadre du paquet sur le climat et l'énergie fut la transition écologique. La transformation numérique et la cybersécurité ont également retenu toute l'attention de la présidence slovène. L'État de droit et la conférence sur les perspectives de l'Europe ont été des sujets orientés vers les citoyens européens.

D'autres questions débattues pendant la séance plénière de la COSAC étaient l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'Union européenne et le rôle futur de la jeunesse. Un quatrième panel était consacré à la Conférence sur l'avenir de l'Europe qui devra continuer et s'achever sous présidence française.

La Chambre des Députés était représentée par le Président de la délégation à la COSAC, M. Yves Cruchten.

Le Vice-Président de l'Assemblée nationale de Corée en visite



Visite de M. Jinsuk Chung, Vice-Président de l'Assemblée nationale de Corée

Une délégation coréenne a visité la Chambre des Députés le 14 décembre 2021. Le Vice-Président de l'Assemblée nationale de la République de Corée, M. Jinsuk Chung, a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Secrétaire général, M. Laurent Scheeck. Après la signature du livre d'or, la délégation composée de six parlementaires de haut niveau a visité l'Hôtel de la Chambre des Députés et la salle plénière.

Remise du rapport CCDH au Président de la Chambre des Députés

« La traite des êtres humains en hausse dans le domaine du travail »



Le rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg a été remis au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Le rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg de la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) est l'occasion de faire le point sur la traite des êtres humains dans tous les domaines où elle peut avoir lieu : exploitation sexuelle, travail, mendicité forcée, etc. Le 7 décembre 2021, le Président de la CCDH, M. Gilbert Pregno, a remis le rapport 2019-2020 au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et a présenté son contenu lors d'une réunion de la Commission de la Justice.

Ce rapport 2019-2020, qui est le troisième rapport de ce type produit par la CCDH, fait état de 23 victimes détectées sur la période observée. Une majorité de ces victimes sont exploitées dans le monde du travail (18 cas), le deuxième cadre étant l'exploitation sexuelle (4 cas) suivie de la criminalité forcée (1 cas). Une majorité des victimes recensées sont des hommes. Du côté des condamnations des exploiteurs, la CCDH relève cinq condamnations avec des peines de prison, dont trois avec sursis partiel et deux avec sursis intégral, et cinq amendes.

Les représentants de la CCDH ont affirmé qu'il s'agissait là des cas détectés, mais qu'il restait sans doute de nombreux cas d'exploitation qui demeuraient invisibles, notamment parce que les victimes ne parlent pas. Suite à une question des députés, ils ont cité dans ce contexte l'exemple d'aides à domicile recrutées à l'étranger et qui travaillent avec une disponibilité de 24h/24. Ces personnes toucheraient un salaire dérisoire mais bien supérieur à celui qu'elles percevraient dans leurs pays d'origine. Le recrutement se faisant souvent sur recommandation de bouche à oreille, les infractions seraient très difficilement observables.

Lors du débat avec les députés, les représentants de la CCDH ont également signalé que la crise sanitaire aurait rendu certains domaines encore moins transparents, provoquant par exemple un déplacement de la prostitution de la rue aux appartements. Le recrutement en ligne des victimes rendrait également les investigations très difficiles. Globalement, les représentants de la CCDH ont fait remarquer que la rareté des poursuites et la relative légèreté des peines infligées aux personnes condamnées dans des affaires de traite n'étaient pas de nature à renforcer la dissuasion.

Les recommandations de la CCDH pour lutter contre la traite

La CCDH a salué dans son rapport une meilleure collaboration entre la police et les autres acteurs impliqués et l'évolution des pratiques de l'Inspection du travail et des mines (ITM) dans le cadre de la lutte contre la traite, mais ceci tout en souhaitant encore un élargissement des compétences de l'ITM. Elle a souligné l'importance de mesures concrètes et de la mise à jour des plans d'action nationale « Traite », « Entreprises et droits de l'homme » et « Égalité ». Elle a également regretté que le Luxembourg soit parmi les rares pays à ne pas disposer de programme de protection des témoins.

Plusieurs recommandations émanent du rapport : créer un système efficace pour la collecte des données statistiques en collaboration avec le Statec ; mettre en place une hotline pour les victimes de toutes sortes de violence ; augmenter les ressources humaines des services d'assistance, de la police judiciaire et du parquet ; sensibiliser sur le sujet et ainsi décourager toute forme de traite ; élargir le domaine de compétence de l'ITM à la constatation des infractions de traite ; coopérer avec les syndicats ; mettre en place des mesures pour lutter contre l'exploitation par le travail domestique ; régulariser et protéger les personnes en situation de séjour irrégulier qui sont exploitées par le travail, même si elles ne sont pas victimes de traite ; continuer les efforts en matière de détection des victimes de traite dans le contexte de l'immigration ; éviter toute culpabilisation des victimes et renforcer la sensibilisation à la vulnérabilité des victimes de traite ; réviser le cadre légal et la pratique en matière d'indemnisation des victimes.

Les députés ont demandé quelle était la situation en ce qui concerne la mendicité forcée, dont aucun cas n'est recensé dans ce rapport 2019-2020. Les représentants de la CCDH ont expliqué qu'il s'agissait d'un milieu difficile à percer, car les victimes refusent de parler, et que les recherches nécessitent une collaboration avec les pays voisins.

Ils ont cependant ajouté que des cas en cours d'observation pourraient être reflétés dans leur prochain rapport. Les députés ont également voulu savoir comment se faisait la détection des cas de traite en général.

Il a été constaté par la CCDH que les victimes étaient rarement à l'origine des signalements et que ceux-ci étaient généralement directement effectués par la police. Dans le cas de la prostitution, il s'agirait souvent d'un voisin qui constate des faits et qui provoque une investigation.

A wéi engem Europa wëllt Dir liewen? Diskutéiert mat!

Wat sinn Är Iddie fir d'Zukunft vun Europa? Den 13. Dezember 2021 hat Dir d'Geleeënheet, fir an enger agreabeler Atmosphär mat den Deputéierten ze diskutéieren.

Dëst Evenement am Kader vun der Serie „Bistrotsgespréicher" schreift sech an an déi europäesch Initiativ „Conférence sur l'avenir de l'Europe".

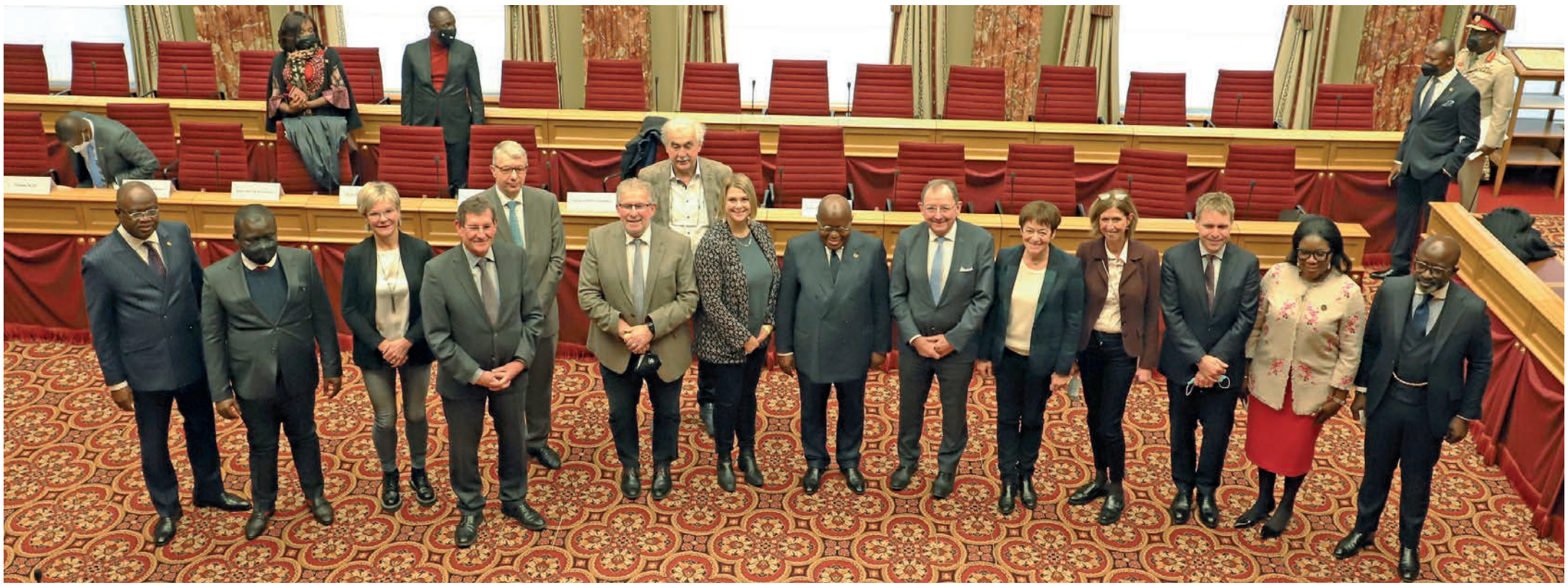
Den nächste Rendez-vous ass den 31. Januar 2022 an der Brasserie K116 zu Esch/Uelzecht.

Umeldung: futureu@chd.lu



Une délégation du Ghana à la Chambre des Députés

La gestion du Covid parmi les thèmes abordés



Le Président de la République du Ghana a été reçu à la Chambre des Députés.

« Heureusement pour nous, la prédiction selon laquelle l'Afrique serait le continent le plus sévèrement touché par la crise du Covid s'est avérée fausse. » C'est ce qu'a affirmé le Président de la République du Ghana, M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, en réponse à une question du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, sur la gestion de la crise sanitaire au Ghana. Le Président ghanéen a été reçu le 13 décembre 2021 à la Chambre dans le cadre d'une réunion du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Il y aurait, selon M. Nana Addo Dankwa Akufo Addo, moins de 1.000 cas actifs de Covid au Ghana. L'accès au vaccin resterait difficile.

Six millions de personnes seraient vaccinées sur une population de 31 millions d'habitants. Des améliorations seraient cependant en perspective, avec l'objectif d'atteindre 20 millions de personnes vaccinées.

Le Ghana était le premier pays africain à avoir bénéficié de dons de vaccins dans le cadre du programme COVAX, auquel participe le Luxembourg. L'expérience et les structures mises en place dans le pays dans le cadre d'autres crises, comme celle du virus Ebola, ont facilité la distribution des vaccins, selon le Président ghanéen.

Le Ghana a également comme objectif, de même que plusieurs autres pays d'Afrique, de mettre en place une production locale de vaccins.

Les possibilités de coopération économique avec le Luxembourg, le respect des objectifs de développement durable et la participation du Ghana à la lutte contre les groupes armés et aux efforts diplomatiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel ont également été abordés lors de l'échange.

Financement de formations

7776 - Projet de loi portant modification de l'article L. 631-2 du Code du travail

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, le présent projet de loi vise à permettre le financement par le Fonds pour l'emploi de programmes de formation mis en place pour certaines catégories de salariés des entreprises en régime de chômage partiel. Les formations offertes dans le cadre de ces programmes, qui sont entre autres destinées à réduire le risque de chômage de ces salariés, sont le cas échéant à charge de l'État qui les finance dès lors par le biais du Fonds pour l'emploi. Pour permettre la mise en exécution de ces programmes de formation et déterminer les dépenses couvertes par le Fonds pour l'emploi, le présent projet ajoute un point supplémentaire au paragraphe premier de l'article L. 631-2 du Code du travail.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 04.03.2021

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

11.03.2021 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.03.2021

Loi du 16 avril 2021

Mémorial A : 2021, n° 307, page 1

Mesures en cas de fermeture des écoles et structures d'accueil

7794 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 janvier 2021 portant :

1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;

2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à prolonger le dispositif dérogatoire mis en place par la loi du 22 janvier 2021, notamment en ce qui concerne les dérogations temporaires aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail.

En effet, les dispositions prévues par la loi précitée, actuellement en vigueur, viennent à expiration en date du 3 avril 2021. Or, face à la récente évolution de la pandémie du Covid-19 au Luxembourg et en Europe, il ne peut pas être exclu que les pouvoirs publics ne soient pas, à un moment déterminé, de nouveau obligés de décider une fermeture partielle ou totale des écoles, avec ou sans enseignement à distance, ou des structures d'accueil pour des raisons liées à la crise sanitaire due à cette pandémie.

Par conséquent, afin d'être préparé par rapport aux conséquences que la situation actuelle peut avoir pour les parents d'enfants vulnérables et par rapport aux problèmes de garde qui peuvent se poser en cas de fermeture des écoles ou des structures d'accueil pour les parents d'enfants de moins de treize ans, le présent projet de loi vise à prolonger le dispositif dérogatoire mis en place par la loi du 22 janvier 2021, et ce jusqu'au samedi 17 juillet 2021 inclus. Cette date précise permet d'assurer que le dispositif reste en vigueur non seulement jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours au Grand-Duché mais également jusqu'au début des vacances dans nos deux États fédéraux allemands voisins. Le début des vacances en Meurthe-et-Moselle et en Belgique est également couvert par cette période. Le présent projet de loi précise encore qu'il produit ses effets dès le 3 avril 2021, assurant par là une continuité du dispositif dérogatoire prévu par la loi prémentionnée du 22 janvier 2021.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.03.2021

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

25.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.04.2021

Loi du 2 avril 2021

Mémorial A : 2021, n° 268, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7795 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dans le contexte de la lutte contre la pandémie Covid-19, le présent projet de loi vise à trouver un juste équilibre entre le maintien des mesures de prévention en place et l'assouplissement de certaines restrictions. Ainsi, il est proposé, d'un côté, de prolonger les règles de comportement en vigueur et, de l'autre côté, de permettre une ouverture des terrasses dans des conditions très strictes.

Dans un souci de vigilance, les établissements du secteur Horeca pourront accueillir du public uniquement en terrasse. Les activités de restauration et de débit de boissons ayant ainsi lieu à l'extérieur, dans un contexte par nature bien aéré et ventilé, le risque de transmission du virus est plus faible que dans un espace fermé.

Les horaires durant lesquels ces établissements pourront accueillir des clients sont limités : de 06.00 heures à 18.00 heures. Le port du masque est obligatoire pour le personnel en contact direct avec les clients. Il en est de même pour les clients tant qu'ils ne sont pas assis à table. Les tables doivent être aménagées de sorte à limiter les contacts et, partant, la propagation du virus : elles doivent être séparées par une distance d'un mètre cinquante minimum ou, alternativement, par des barrières ou une séparation. La consommation se fait uniquement à table. Le nombre maximal de clients par table est limité à deux personnes, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent.

La consommation de boissons alcooliques sur la voie publique reste interdite, de même que la consommation sur place à l'intérieur des centres commerciaux ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Les dispositions relatives à l'ouverture du secteur Horeca prendront effet au 7 avril 2021. La date d'entrée en vigueur différée laisse au secteur Horeca suffisamment de temps pour s'organiser et préparer la réouverture de manière adéquate. La prolongation des autres mesures de restriction prendra effet dès le 3 avril 2021. Les mesures resteront applicables jusqu'au 25 avril 2021.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 25.03.2021

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

26.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi

29.03.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux

01.04.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État et d'une proposition d'amendement
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.04.2021

Loi du 2 avril 2021

Mémorial A : 2021, n° 267, page 1

www.petitiounen.lu

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une motion par M. Mars Di Bartolomeo**
   - Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
5. **Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz**
   - Exposé : M. Marc Spautz
6. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement**
   - M. Sven Clement
7. **Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten**
   - Exposé : M. Yves Cruchten
8. **Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter**
   - M. Michel Wolter
9. **7795 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Marc Hansen et Mme Octavie Modert) (dépôt de la motion 1) - M. François Benoy (interventions de M. Claude Wiseler) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Marc Goergen, M. Sven Clement, M. Léon Gloden, M. Gilles Baum et Mme Martine Hansen) - Mme Martine Hansen - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Jeff Engelen (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. David Wagner - M. Sven Clement (dépôt d'une demande de vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 7795) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler) - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. le Pemier Ministre Xavier Bettel
   - Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 7795
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Claude Wiseler - M. Georges Engel
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
10. **7794 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 janvier 2021 portant :**
    1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;
    2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail
    - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. David Wagner - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. **Motion de M. Marc Spautz concernant l'invitation du Gouvernement à faire bénéficier les entreprises des secteurs vulnérables de l'Horeca, du tourisme ainsi que du secteur évènementiel des modalités d'application pour le chômage partiel actuellement en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021**
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Georges Engel - M. Marc Spautz (interventions de M. Georges Engel)
    - Vote sur la motion (rejetée)
12. **7797 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**
    - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
13. **Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « Um Lauterbann » à Niederkorn**
    Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées
    Motion de M. Mars Di Bartolomeo concernant l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées
    - Exposé : M. Michel Wolter (retrait de sa motion déposée le 18 mars 2021)
    - Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo - M. Sven Clement - M. David Wagner (interventions de M. André Bauler et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Fred Keup (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Georges Engel) - M. Michel Wolter (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, M. Georges Engel et M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Gilles Baum - M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Fred Keup) - Mme Josée Lorsché - M. Michel Wolter (parole pour fait personnel) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Sven Clement (intervention de M. le Ministre Dan Kersch)
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. David Wagner (parole après ministre) - M. Sven Clement (parole pour fait personnel) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)
    - Vote sur la motion de M. Mars Di Bartolomeo (adoptée)
    - Vote sur la motion de M. Michel Wolter (rejetée)
14. **Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter**
    - M. Michel Wolter (interventions de Mme Lydie Polfer et M. Georges Engel)
15. **Résolution de M. Marc Baum relative à l'embauche directe d'agent.e.s de nettoyage**
    - Exposé : M. David Wagner
    - Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo - M. Fernand Kartheiser - M. Aly Kaes - Mme Josée Lorsché
    - Vote sur la résolution (adoptée)
16. **Résolution de M. Yves Cruchten relative à la poursuite des efforts en matière de défense des droits de l'homme y compris dans le cadre des relations entre le Luxembourg et la Chine**
    - Discussion générale : M. David Wagner - M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - M. Marc Spautz - M. Fernand Kartheiser - Mme Stéphanie Empain - M. Sven Clement - M. Yves Cruchten
    - Vote sur la résolution (adoptée)
17. **Motion de M. Michel Wolter relative à la démission de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**
    - Exposé : M. Michel Wolter (interventions de M. le Ministre Dan Kersch et M. le Premier Ministre Xavier Bettel)
    - Discussion générale : M. Gilles Baum (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Fernand Kartheiser, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et Mme Octavie Modert) - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Sven Clement (interventions de M. Georges Engel, M. le Ministre Dan Kersch, M. Gusty Graas, M. Yves Cruchten et M. Marc Goergen) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. David Wagner, M. Gilles Roth, M. Sven Clement et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Gilles Roth - M. Georges Engel (intervention de M. Sven Clement)
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre (intervention de M. Sven Clement) - M. David Wagner (parole après ministre) - M. le Ministre Dan Kersch - M. David Wagner (parole après ministre) (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. le Ministre Dan Kersch et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)
    - Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht mat de Projets de loi an der Proposition de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 1er avril 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7791** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 16.03.2021

7792** - Projet de loi du *

1° en faveur d'une éducation à l'alimentation équilibrée et diversifiée dans les établissements scolaires et universitaires ;

2° portant création d'une Administration de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de :

1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 18.03.2021

***7794** - Projet de loi portant modification de la loi du 22 janvier 2021 portant :*

1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;

2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.03.2021

***7795** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 25.03.2021

***7796** - Projet de loi portant modification du Livre 4 du Code de la consommation*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 30.03.2021

3) La proposition de loi suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7793** - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 18.03.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1842** - Demande de pétition publique : Pour des élections législatives anticipées*

Dépôt : Catarina Simoes Pereira, le 17.03.2021

***1844** - Demande de pétition publique : De Stat soll der Croix-Rouge d'Biertrenger Schlass oder eng aner gëeegent Baulechkeet ofkafen an doraus dräi Beräicher schafen: 1) en Erhuelungsheem fir elengerzéiend Elterendeeler a Mammen, 2) e Wunnberäich mat klenge Wunnenge fir Familles monoparentales zu gënschtege Loyeren an 3) eng Crêche mat Maison relais, fir den Elengerzéienden d'Méiglechkeet ze ginn, schaffen ze goen a fräi Zäitraim ze hunn*

Dépôt : Gabrielle Koeune, le 18.03.2021

***1843** - Demande de pétition publique : LU: Déierewuel: Schluechtverbuet vu Lëtzebuerger Notzdéieren an net EU-zertifizéierte Schluechthaiser; DE: Tierwohl: Schlachtverbot luxemburgischer Nutztiere in nicht EU-zertifizierten Schlachthäusern; FR: Bien-être animal : Interdiction d'abattage du bétail luxembourgeois dans des abattoirs non certifiés UE*

Dépôt : Luc Emering au nom de Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren ASBL, le 18.03.2021

***1845** - Demande de pétition publique : Kreatioun vun engem Centre social matriarcal*

Dépôt : Mário André Ferreira Simões, le 19.03.2021

***1846** - Demande de pétition publique : Demande pour l'égalité des horaires pour les chauffeurs de bus dans les entreprises privées. Merci d'avance*

Dépôt : Dalila Cristina Delgado Fonseca, le 21.03.2021

***1847** - Demande de pétition publique : Rendre les zones 30 du pays plus sûres*

Dépôt : Ramona Siwek, le 24.03.2021

***1848** - Demande de pétition publique : Contrôle d'identité dans la voie publique et les transports publics*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 24.03.2021

***1850** - Demande de pétition publique : Faciliter (au sens large) l'accès aux tests PCR pour « traverser les frontières »*

Dépôt : Jean-Christophe Schmitz, le 25.03.2021

***1849** - Demande de pétition publique : Cours am Lycée ab 10 Auer*

Dépôt : Ennio Afonso Bingen, le 25.03.2021

***1851** - Demande de pétition ordinaire : Pétition sollicitant un congé parental en cas d'accueil d'un enfant et protection des données des familles d'accueil*

Dépôt : Natalia De Jesus Nogueira Almeida, le 28.03.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une motion par M. Mars Di Bartolomeo

Ech géif dann d'Wuert un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt am Ufank vun der Sëtzung eng Motioun deponéieren, déi vun enger ganzer Rei vu Kolleege gedroen ass an déi als Haaptzil hat, dass opgrond vun deene beonrouegenden an interpelléierenden Zuele vun Doudesfäll an Infektiounsfäll a Strukture fir eeler Leit eng onofhängeg Etüd soll ageleet ginn, a fir do eng breetméiglechst Majoritéit an dëser Chamber hannendrunzekréien.

Ech mengen, dat ass eng Evolutioun, déi eis alleguer wéideet a wou mer alleguer bei deene Leit sinn, déi e léiwe Familljemember fréizäiteg verluer hunn. Dofir hu mer ee gemeinsaamt Zil: wann do eng ganz Rei vu Verbesserunge méiglech sinn oder Erkenntnisser méiglech sinn, dass mer déi sollen zesummen ergrënnen.

Et gëtt politesch Punkten, wou et normal ass, dass eng Chamber verschidde Meenungen huet, mee wann et drëm geet, tragesch Fäll ze duerchliichten, da misst et méiglech sinn an enger Chamber wéi där heiten, e breetméiglechste Konsens ze fannen, dass mer all Konsequenzen doraus zéien. Et gëtt also Saachen, et gëtt politesch Felder, wou ee sech kann trennen, an et gëtt Problemer hei am Land, wou ee sech muss begéinen.

Och wann Detailer iwwregbleiwen, da soll de Principal dat sinn, wat eis alleguer interesséiert. Ech deponéieren dofir eng Motioun, déi als Zil huet, änlech an net wäit ewech vun deene Konklusioune vun där Motioun, déi virun e puer Deeg vum Deputéierte Michel Wolter erabruecht ginn ass, eis zesummenzebréngen an och doriwwer ze waachen, dass déi Etüd esou onofhängeg gemaach gëtt, wéi se nëmme ka sinn, dass d'Chamber all Elementer vun där Etüd virgeluecht kritt an och d'Chamber hir Konklusiounen aus där Etüd zéie kann.

Här President, heimat iwwerreechen ech Iech déi Motioun. Ech ënnersträichen, dass niewent deenen Ënnerschrëften, déi am Moment drop sinn, all Ënnerschrëft op dëser Motioun wëllkomm ass! An,

www.chd.lu

jo, et ass eng oppe Motioun. Ech hätt am léifsten, wann ech e Wonsch hei kéint ausdrécken, dass mer an e puer Stonne mat enger Motioun konfrontéiert sinn, iwwer eng Motioun ofzestëmmen an ze befannen hunn amplaz iwwer zwou, wuel wëssend, dass mer aus deenen Diskussiounen, déi mer hunn, alleguer dat selwecht wëllen.

Motion

La Chambre des Députés,

- reconnaissant les efforts continus du personnel soignant et encadrant ainsi que des chargés de direction des maisons de soins, des centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) et des réseaux de soins dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;

- considérant la collaboration étroite et constructive entre les Ministères de la Santé et de la Famille ainsi que les gestionnaires ;

- considérant la mise en place de mesures sanitaires spécifiques et de recommandations de la part des Ministères de la Santé et de la Famille ;

- considérant la vaccination prioritaire des personnes âgées et vulnérables lors des premières phases de la campagne de vaccination ;

- constatant cependant la survenance de plusieurs foyers d'infection dans des structures d'hébergement pour personnes âgées ;

- déplorant le nombre élevé de décès survenus dans plusieurs structures d'hébergement pour personnes âgées suite à une infection au virus Covid-19 ;

- considérant que l'augmentation du nombre des décès en relation avec le Covid-19 et plus particulièrement les chaînes d'infection survenues dans les structures pour personnes âgées ont déjà été discutées lors de la réunion de la Commission de la Santé et des Sports du 12 mars 2021 ;

- considérant que lors de la réunion jointe du 23 mars 2021 de la même commission avec la Commission de la Famille et de l'Intégration, la Ministre de la Famille et de l'Intégration, la Direction de la Santé et Servior ont fourni les informations et explications disponibles et demandées quant à la situation dans ces structures, la progression du programme de vaccination dans les structures concernées, ainsi que sur le séquençage des échantillons des personnes décédées et les résultats y relatifs,

invite le Gouvernement

- à commanditer immédiatement une étude externe indépendante en association étroite avec les instituts scientifiques et en collaboration avec la Direction et le Ministère de la Santé ainsi que le Ministère de la Famille et de l'Intégration afin d'analyser les sources des clusters qui se sont produits dans les structures d'hébergement pour personnes âgées (maisons de soins, centres intégrés pour personnes âgées, logements encadrés) ainsi que leur cheminement, et d'en déterminer les causes ;

- à analyser dans cette étude le degré d'immunisation des personnes concernées après l'administration d'une première respectivement d'une deuxième dose de vaccin contre le Covid-19 ;

- à auditionner, respectivement évaluer l'application des mesures sanitaires, recommandations et procédures indiquées par rapport au cadre légal et/ou réglementaire ;

- à informer les commissions parlementaires concernées sur la conception de ces études, et

- à soumettre l'étude et les conclusions à la Chambre des Députés dès sa finalisation.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Gilles Baum, Georges Engel, Gusty Graas, Josée Lorsché.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Marc Spautz fir den Depot vun enger Motioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Chômage partiel ass ee vun eise Förderer, dass mer déi Kris esou gutt iwwerstanen hunn, wéi et bis elo ass, well mer nämlech zanter deenen zwielef Méint konnten op de Chômage partiel zréckgräifen. Et ass e Paradigmewiessel amgaangen, dat heescht, et huet eng Zeitung vum Patronat dat dës Woch esou geschriwwen, dass jo beim Chômage partiel elo nei Reegele kommen an dass och do aneschters soll an Zukunft verfuer ginn.

Ganz besonnesch betraff vum Chômage partiel ass awer an dësem Zesummenhang och de Restaurationssecteur, fir deen en normalerweis am Abrëll ofleeft. Et huet elo geheescht, och am Mee géifen déi Dispositiounen nach weider gëllen, mee wéi et iwwert den 1. Mee (veuillez lire: den 31. Mee) eraus weidergeet, wier net gewosst. Dofir si mer der Meenung, dass ee misst mam Horeca-Secteur eng Diskussioun féieren.

Well, Kolleeginnen a Kolleegen, och wa mer herno soen, dass eng Ouverture vun Terrasse kënnt, weess ech awer net, ob mer den Nationalfeierdag erëm esou feieren, wéi mer en ëmmer gefeiert hunn. An et wäerten och sécherlech dee Moment nach Restriktiounen do sinn. Et sief, de Premier kann eis soen, en hätt eng Millioun Dosen an der Täsch, fir d'Leit all ze vaccinéieren. Da wier et vläicht eng aner Situatioun, mee ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Schéi wier et!

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Schéi wier et! Awer ech mengen, en huet déi och net bis Nationalfeierdag an der Täsch. Dofir proposéiere mir, dass misste beim Chômage partiel nei Mesurë komme respektiv déi Mesuren, déi mer kannt hunn, misste verlängert ginn. A fir dat net allkéiers vu Mount zu Mount ze maachen a fir och de Betriber eng gewësse Sécherheet ze ginn, proposéiere mir dat bis den 31. Dezember 2021.

Merci, Här President.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que les entreprises des secteurs vulnérables de l'Horeca, du tourisme ainsi que du secteur événementiel sont particulièrement touchées par les suites économiques de la pandémie de Covid-19 ;

- constatant que le chômage partiel reste un dispositif essentiel dans la lutte contre les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 ;

- considérant qu'il est crucial de soutenir les entreprises des secteurs vulnérables pour sauvegarder le maximum d'emplois ;

- rappelant que les modalités d'application pour le chômage partiel pendant la relance économique changent au 1er mai 2021 ;

• considérant que jusqu'au 30 avril 2021, les entreprises des secteurs vulnérables de l'Horeca, du tourisme ainsi que du secteur événementiel bénéficient d'un accès accéléré au chômage partiel de source structurelle, sans limitation du nombre de salariés concernés ;

• considérant qu'à partir du 1er mai 2021, les entreprises des secteurs vulnérables de l'Horeca, du tourisme ainsi que du secteur événementiel ne vont plus que bénéficier d'un accès accéléré au chômage partiel de source structurelle dans la limite maximale de 50 % du total des heures de travail mensuelles normales,

invite le Gouvernement

- à faire bénéficier les entreprises des secteurs vulnérables de l'Horeca, du tourisme ainsi que du secteur événementiel des modalités d'application pour le chômage partiel actuellement en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021.

(s.) Marc Spautz, Emile Eicher, Martine Hansen, Aly Kaes, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Proposition de loi.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut elo gläich nach eng Kéier mat Covidgesetzer befaasst. An déi komme jo och reegelméisseg erëm an de legislative Prozess ass dach allkéiers erëm ganz acceleréiert. Ganz séier musse mer en Text aviséieren, amendéieren an dann eeben och hei stëmmen, soudatt et heefeg fir parlamentaresch Amendementer dach immens knapps an der Zäit gëtt.

Fir dat also e bëssen, jo, ze vereinfachen, hunn ech dann dës Kéier de Wee net vun engem Amendement parlementaire gewielt, mee vun enger Proposition de loi, déi bei där nächster Iteratioun vum Covidgesetz da jo kéint mattraitéiert ginn. Et geet mer nämlech ëm dat, wouriwwer och d'Motioune ginn, iwwert déi mer haut nach schwätze wäerten: ëm déi grav Situatioun an den Alters- a Fleegeheemer an an dem betreite Wunnen.

Et geet drëm, datt et do bis elo keng gesetzlech Basis gëtt, datt et keen obligatorescht sanitäert Konzept gëtt, datt et do keng, net esou wéi bei de Grande-surfacen ... Et muss ee sech virstellen: D'Akafstempelen hu méi streng rechtlech Krittäre wéi e CIPA!

Deementspriechend hu mer eis geduecht, mir géifen amplaz en Amendement parlementaire dës Kéier eng Proposition de loi deposéieren, déi eebe genau dat fuerdert, dat och mat enger konkreeter Textpropos an d'Gesetz aschreift, wéi een eebe gradesou ee Concept sanitaire mat dann eeben och engem mënschewierdege Cohortage an den Alters- a Fleegeheemer, am betreite Wunnen kéint etabléieren, mat engem Contrôle duerch d'Santé, ob dat Konzept dann och d'Spuer hält, an eeben och mat Alternativen, wann d'Gebailechkeeten dat net zouloossen. Well, ech mengen, dat alles si Saachen, déi mer elo an deene leschten Deeg schonn an de Kommissioune gezielt kruten, wat hei mat contribuéiert huet.

En attendant vun enger kompletter Enquête, déi onbedéngt muss kommen, geet et mer hei awer drëm, fir elo do, wou et wierklech brennt, eng kleng Ofhëllef ze schafen! Dofir deposéieren ech, Här President, hei eng Proposition de loi, déi dann d'Zil hätt, d'Gesetz, also d'Loi modifiée vum 17. Juli 2020, also dat sougenannt Covidgesetz, ofzeänneren.

An ech hoffen, datt déi haute Corporatioun vum Staatsrot dann dat heiten och kéint mataviséieren, wa se déi nächste Kéier de Regierungs-Projet-de-loi, fir dat Gesetz ze änneren, mataviséiert. Et geet ëmmerhin ëm deen nämmlechten Text. An esou evitéiere mer onnéideg parlamentaresch Diskussiounen iwwert d'Vitess vun Amendementer.

Ech soen Iech Merci.

***7797** - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

(La proposition de loi est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

7. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten

Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten fir den Depot vun enger Resolutioun.

Exposé

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Déi Resolutioun, déi ech Iech elo grad iwwerreecht hunn, dréit d'Ënnerschrëfte vu quasi all de politesche Parteien, déi hei am Haus representéiert sinn, ausser d'Kolleege vun déi Lénk, déi herno wäerten erklären, firwat si se net matdroen.

Ech soen Iech, firwat mer déi Resolutioun erageréecht hunn a firwat mer déi Resolutioun grad haut erareechen. Déi Resolutioun geet zréck op eng Diskussioun, déi mer de leschte Méindeg gefouert haten an der aussepolitescher Kommissioun a wou mer eis mat der Geschicht befaasst hu vun de Sanktiounen, déi China ausgeschwat huet géint eng Rei europäesch Deputéiert - ënner anerem dovunner och betraff zwee lëtzebuergesch Deputéiert: d'Madamm Isabel Wiseler-Santos an den Här Charles Goerens, déi op där Sanktiounslëscht sti vu China. Dir wësst, dass dat eng Reaktioun ass op Sanktiounen, déi hirersäits d'Europäesch Unioun geholl huet vis-à-vis vu China.

Mir hu fonnt, et wär wichteg, zu dësem Punkt eppes hei ze soen, well ech awer nach eng Kéier wéilt drun erënneren, dass mir d'Madamm Wiseler an den Här Goerens an alleguerten déi aner lëtzebuergesch Europadeputéiert ugesinn als eis Kolleegen hei an dass ech si och - an do maachen ech et d'selwecht wéi mäi Virgänger, de Marc Angel - allkéiers an all Kommissiounssitzung vun der aussepolitescher Kommissioun matinvitéieren, fir mat hinnen och ëmmer en direkten Austausch ze hunn. Dat selwecht hu mer wëlles an der Souskommissioun iwwert d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa, wou mer och den Input vun eisen Europadeputéierte brauchen a schätzen.

Dofir gesi mir si als eis Kolleegen hei un an dofir mengen ech och, dass et derwäert ass, dass mir hei als Chamber eis eens sinn an e staarkt Signal setzen a soen, dass mir dat dote condamnéieren an dass mer och froen, dass déi Sanktiounen opgehuewe ginn. Mir bieden Iech, Här President, déi Resolutioun hei, wa se bis ofgestëmmt ass, och Ärem Homolog am chineesesche Parlament weiderzereechen.

Ech wéilt ofschléissen, andeems ech soen, dass mer als Lëtzebuerger Land an och als Chamber ganz gutt Relatiounen hu mat China. An et ass wichteg, dass mer déi gutt Relatioune mat China hunn, well China ass e wichtegt Land, net nëmme vu senger Gréisst hier, mee fir alleguerten déi grouss Problemer, déi d'Mënschheet huet an déi d'Mënschheet elo an Zukunft muss léisen, ob dat de Klimawandel ass, ob dat awer och d'wirtschaftlech Entwécklung ass; an allméigleche Froe brauche mer China, soss packe mer dat net!

Dofir fannen ech et wichteg: Wann ee gutt Relatioune mat engem Land huet, da soll een och dat soen, wat een ze soen huet! Dat heiten ass eis wichteg an ech géif mer wënschen, dass dës Resolutioun eng breet Ënnerstëtzung géif kréien. Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- saluant l'engagement de l'UE en faveur des droits de l'homme et la mise en place du nouveau régime mondial de sanctions de l'Union européenne en matière de droits de l'homme ;

- rappelant la résolution du Parlement européen du 17 décembre 2020 sur le travail forcé et la situation des Ouïgours dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang ;

- considérant que le Conseil des Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) a adopté des mesures restrictives en date du 22 mars 2021 contre quatre responsables chinois et une entité chinoise impliqués dans la répression de la minorité musulmane ouïgoure dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang ;

- considérant qu'en réaction à ces mesures, la Chine a pris des sanctions ciblant des ressortissants et entités européens, y compris des membres du Parlement européen et de la Sous-commission « droits de l'homme » du Parlement européen ;

- considérant que deux membres luxembourgeois de la Sous-commission « droits de l'homme », à savoir Mme Isabel Wiseler-Santos Lima et M. Charles Goerens, qui participent régulièrement aux réunions de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, sont également concernés ;

- considérant que le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a jugé les sanctions chinoises « inacceptables » ;

- considérant que M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn a d'ores et déjà soulevé les sanctions chinoises lors d'une entrevue avec S. E. Mme Yang Xiaorong, Ambassadrice de la République populaire de Chine à Luxembourg ;

condamne

- les sanctions chinoises qui ciblent des élus et acteurs ayant utilisé leur liberté d'expression pour dénoncer certains aspects des politiques mises en œuvre en Chine et qui sont contraires au respect des droits de l'homme,

demande

- la levée desdites sanctions,

charge

- le Président de la Chambre des Députés de transmettre la présente résolution au Président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire chinoise,

s'engage à

- poursuivre ses efforts en matière de la défense des droits de l'homme, y compris dans le cadre des relations entre le Luxembourg et la Chine.

(s.) Yves Cruchten, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtten u mam Projet de loi ...

(Interruption par M. Michel Wolter)

8. Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter

Den Här Wolter freet nach d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, nodeem den Här Mars Di Bartolomeo elo viru Minutten eng Motioun deposéiert huet am Kader vun den Diskussiounen, déi komm sinn, nodeem ech eng Motioun deposéiert hu viru 14 Deeg hei an der Chamber iwwert de Fall vum Lauterbann zu Nidderkuer, an no den Diskussiounen, déi an deene leschte 14 Deeg stattfonnt hunn, erlaben ech mer dann och vu menger Säit, am Numm vun de Kolleege vun der ADR, vun déi Lénk, vun de Piraten a vun der CSV eng Motioun zum selwechte Sujet ze deposéieren.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- constatant la survenance de plusieurs foyers d'infection dans des structures d'hébergement pour personnes âgées ;

- déplorant le nombre élevé de décès survenus dans plusieurs structures d'hébergement pour personnes âgées suite à une infection au virus Covid-19,

invite le Gouvernement

- à commanditer immédiatement une étude indépendante externe afin d'analyser, en collaboration étroite avec les instituts scientifiques, les sources des clusters qui se sont produits dans les structures d'hébergement pour personnes âgées (maisons de soins, centres intégrés pour personnes âgées et logements encadrés) ainsi que leur cheminement, et d'en déterminer les causes ;

- à analyser dans cette étude le degré d'immunisation des personnes âgées décédées suite à l'administration d'une première respectivement d'une deuxième dose de vaccin contre le Covid-19 ;

- à effectuer un audit externe afin d'analyser l'application du cadre légal et réglementaire, des mesures sanitaires, des recommandations et des procédures indiquées ;

- à mettre en place un comité de pilotage sous la présidence d'une personne indépendante et incluant la Chambre des Députés ;

- à informer régulièrement la Chambre des Députés du suivi de l'étude et de l'audit et à les soumettre avec leurs conclusions respectives à la Chambre des Députés dès leur finalisation.

(s.) Michel Wolter, Sven Clement, Martine Hansen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter.

9. 7795 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kënnen dann elo ufänke mat der Sitzung vun haut de Mëtten, mam Projet de loi 7795, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel, d'Madamm Josée Lorsché, den Här David Wagner, den Här Jeff Engelen an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, leider, leider ass dee Virus, deen eis säit engem Joer krank mécht, Honnerte vu Leit fréizäiteg aus dem Liewe rappt an eis eng Rei vun eise Fräiheeten ewechgeholl huet, keen Abrëllsgeck, mee traureg Realitéit. An e schléit nach wie vor erbaarmungslos zou.

D'Pandemie ass weiderhin omnipresent. Dofir muss ech am Numm vun der Gesondheetskommissioun e weidert Gesetz presentéieren, dat virun allem déi bestoend Anticovidgesetzer verlängert, mee doniewent eng zaghaft Ouverture wot, e bësse méi e soziaalt Liewen erméiglecht. A wann ech soen, datt mer hei eppes woen a Richtung vun e bësse méi Normalitéit, da mengen ech dat mat deem „woen" och esou, wéi ech dat soen, besonnesch mat engem Bléck op dat, wat ronderëm eis geschitt. An dat ass just de Contraire; wann ee vum Saarland ofgesäit.

Nach sinn ech der Meenung, mat ganz ville Kolleegen hei am Haus, dass d'Zäit komm ass an dass mer an deene leschte Méint esou zesummegehalen hunn, dass e Gest, e klenge Schratt, eng kleng Perspektiv wichteg ass, fir dass mer mat engem neien Elan weidermaachen am Kampf géint dee Virus - an der Hoffnung, dass, wa mer e bësse méi Ermüdungserscheinunge kréien an deem laange Marathon, dass dann de Vaccin, deen ëmmer méi schnell kënnt, de Relais fir eis iwwerhëlt a mer zesummen a Richtung Zil kënne goen. An d'Zil ass déi Normalitéit, déi eis alleguer esou um Häerz läit.

Här President, d'Situatioun um Terrain presentéiert sech a Grotéin. Bei den Neiinfektiounen hu mer eng liicht Hausse. Allerdéngs gëtt et bei den Tester op Ordonnance just eng ganz liicht Hausse. Déi stäerksten Hausse gëtt et am Kader vum Contacttracing. Dat heescht, dass déi Leit schonn a Quarantän waren a kee méi konnten ustiechen. An dat ass eppes, wat jo hei zu Lëtzebuerg, aneschters wéi op anere Plazen, systematesch fonctionéiert: Mir testen net nëmmen, mee mir ginn op d'Sich no dem Virus. A wa mer dat systematesch maachen, ass et och normal, dass mer méi Infektioune fanne wéi déi, déi just reagéieren, wann d'Symptomer optauchen.

D'Zuel vun den Tester bleift weider ganz héich, souguer e bësse méi héich wéi virdrun. Den Taux de positivité - bei allen Tester zesummen, beim Large-Scale-Testing, also bei deene breet ugeluechten Tester - ass méi oder wéineger stabill: ëm 2,5 %; 0,35 % bei deenen Tester op Ordonnance. A beim Contacttracing ass e liichte Réckgang.

Den R-Wäert, also déi Zuel, wéi vill ee Positiven ustécht - dat heescht, wann ech positiv sinn, wéi vill Leit dass ech kann ustiechen -, geet liicht erof.

D'Zuel vun de Persounen an de Spideeler schwankt, awer op engem Niveau, deen am Moment ouni Weideres ze meeschteren ass. Och wann ee muss drop hiweisen, dass iwwert dat Joer déi Leit, déi an de Spideeler schaffen, extreem - extreem! - belaascht waren an dass, och wa mer hei relativ niddreg sinn, dat ëmmer nach eng zousätzlech Belaaschtung ass. Dat däerfe mer net aus den Ae verléieren!

An den Intensivstatioune schwanke mer ëm déi 20. An d'Stierffäll - déi zwar zréckgaange sinn, mee ëmmer nach do sinn - leien an der Zwënschenzäit an enger Woch bei 20. Si louche virdru bei 28. Dat si perséinlech Dramen. An déi interpelléieren eis ganz staark.

Wat déi Coronastep-Etüd ugeet, do weist sech eng relativ grouss Stabilitéit, mat enger ganz liichter Hausse no uewen. A bei deene verschiddene Varianten ass déi brittesch Variant largement majoritär. D'Zuel vun de geimpfte Persoune geet steeteg an d'Luucht. Mir leien elo ëm déi 100.000, wou e gudden Deel schonn déi zweet Impfung huet. An déi nächst Phase kommen elo relativ séier. An et kënnege sech nei Impfstoffer un, wou och nëmmen eng Dosis gebraucht gëtt.

Also eng relativ Stabilitéit op awer engem - a mir sollen eis net an d'eegen Täsch léien! -, op awer nach engem héijen Niveau. Dofir, an ech kéint et net besser soen, wéi de Gilles Baum dat ëmmer gesot huet: Déi elementar Schutzreegelen, déi kengem ze vill ofverlaangen, wéi Mask, Ofstand halen, Hänn wäschen, fir nëmmen déi ze nennen, dat ass mat dat Effikasst, wat et gëtt.

Also, am Kontext vun enger stabiller, mee nach fragiller Situatioun, virum Hannergrond vun Impfstoffer, déi awer, och wa se méi schnell wäerte kommen, weiderhi rationéiert bleiwen, proposéiere mer lech mat dësem Projet de loi en Equiliber tëschent der Verlängerung vun deene méi restriktive Moossnamen an enger klenger, zaghafter, virsiichteger Ouverture, fir eng kleng Perspektiv ze ginn a Richtung e bësse méi Normalitéit.

Déi strikt Konditiounen, an deene mer hei proposéieren, dem Horeca-Secteur d'Méiglechkeet ze ginn, d'Terrassen opzemaachen, déi huele mer, déi Decisioun, fir d'Terrassen ab dem 7. opzemaachen, well den Ustiechungsrisiko dobaussen an der fräier Loft, wou d'Loft zirkuléiert, ganz geréng ass an d'Ouverture ganz staark cadréiert ass.

D'Zuel vun de Clienten ass op zwee pro Dësch limitéiert. Do allerdéngs, wann zwee Leit sech begéinen, ass et onofhängeg dovun, ob een zu zwee aus deem selwechten Haushalt oder aus verschiddenen Haushalter kënnt. Wann een aus engem Haushalt kënnt oder ënner engem Daach wunnt, also an enger Wunneng wunnt, da gëllt dës Limitt vun zwee net. Tëschent den Dëscher muss och eng minimal Distanz vun annerhallwem Meter agehale ginn oder awer si musse physesch vuneneen ofgetrennt sinn.

D'Personal am Kontakt mat de Clientë grad ewéi d'Clienten, wa se net um Dësch sëtzen, mussen eng Mask unhunn. D'Consommatioun vun Iessen oder Gedrénks ass just am Sëtzen um Dësch erlaabt.

Den urspréngleche Projet de loi huet derniewent d'Obligatioun fir d'Etablissementer virgesinn, e Regëster iwwert d'Clientë mat hire Kontaktinformatiounen ze féieren, dat fir de Fall, wou et zu Infektioune géif kommen, fir do d'Réckverfollgung vun de Kontakter ze vereinfachen. An deem Fall wären d'Donnéeën un d'Santé virugereecht ginn. Déi Informatioune wären no dräi Woche maximal zerstéiert ginn.

No den Diskussiounen an der Kommissioun an enger ganzer Partie vu Froen, déi opgeworf goufen, ouni awer de Prinzip vun esou engem Regëster a Fro ze stellen, huet d'Regierung proposéiert, d'Bestëmmungen iwwert dëse Regëster zu dësem Zäitpunkt per Amendement ze sträichen. Effektiv ass et jo esou, dass duerch déi restriktiv Moossnamen eng ganz Rei vu Virsiichtsmoossname gëllen. Dee Regëster, dee kann erëm an d'Spill kommen, wa mer vläicht muer, wa mer eis vill Méi ginn, zu weidere Schrëtt a Richtung Horeca géife goen. Wa mer zum Beispill an dee méi zouene Raum géife goen, dann, mengen ech, ass et gutt, wa mer dat net einfach ewechgeheien, mee et ausdäitschen, fir dann all déi Froen, déi opgeworf gi sinn, kënnen ze beäntwerten.

Ech hu virdru gesot, d'Ouverture vun den Terrassen trëtt de 7. Abrëll a Kraaft. Do dernieft ginn déi aner Restriktioune verlängert, an dat ab dem Dag no der Publikatioun am Mémorial, also ab der éischter Stonn vum 3. Abrëll.

An der Kommissioun ass et och Diskussioune ginn iwwer Strofbestëmmunge bei den Terrassen. Déi Erklärungen, déi mer kritt hunn aus dem Ministère vun der Santé, liichten an. Selbstverständlech ass de Patron vun engem Etablissement gehalen, fir drop opzepassen, dass op engem Dësch net méi wéi zwou Persoune sëtzen, déi net aus deem selwechten Haushalt kommen. Wann et sech ëm eng Famill handelt, kann de Patron net am Detail kontrolléieren, ob dat richteg ass. E freet dat selbstverständlech no, mee e kann awer dofir net gestrooft ginn, wann e falsch Angabe kritt. Et ass esou, wéi eis dat erkläert ginn ass, a mir ginn och dovun aus, dass dat esou ugewannt gëtt.

Wann do zousätzlech - zousätzlech - Prezisiounen noutwendeg wären, insistéiert d'Gesondheetskommissioun, fir dat da bei där nächster Geleeënheet ze maachen. An dat wäert jo net allze laang daueren.

Ech hu virdru gesot, dass déi bestoend Restriktiounen a Kraaft bleiwe bis de 25. Abrëll. Ech verzichten hei drop, fir se nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen, well mir kenne se alleguer, mir liewen elo zënter laanger Zäit domat an da brauch een net ëmmer dat selwecht erëm ze soen.

Just zur Prozedur nach e puer Wuert: De Projet de loi ass de 25. Mäerz, also virun enger Woch, deponéiert ginn. Déi éischt Reunioun war de 26. Mäerz. Den Avis vum Conseil d'État koum och de 26. Den Amendement vun der Regierung iwwert de Regëster koum den 29. an den Avis complémentaire vum Conseil d'État den 30. Mäerz.

Haut de Moien hu mer de Rapport ugeholl. Mir hunn eis och ausenanergesat mat engem Amendement, dee vun de Kolleege vun der ADR abruecht ginn ass an deen d'Auerzäit, bis wann d'Terrasse kënnen opbleiwen, wollt bis op 21.00 Auer ausdeenen. Deen Amendement huet keng Majoritéit fonnt. De Rapport ass mat der Ënnerstëtzung vun der Majoritéit an der Kommissioun guttgeheescht ginn.

A mir bleift nëmmen nach, de Kolleegen alleguer Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun. Dat ass an deene schwéieren Zäiten e Liichtbléck, wéi ganz oft hei d'Grenzen tëschent Majoritéit an Oppositioun verwëscht ginn, och wann dat an dësem prestigiéise Sall heiansdo net esou kléngt. An do wäerte mer herno dat dann nach kënnen illustréieren.

Ech wollt och all deene Leit vun der Administratioun vun der Chamber, aus de Fraktiounen, aus dem Gesondheetsministère mäi Respekt ausdrécken, déi zënter elo engem Joer eng formidabel Aarbecht geleescht, sans faute duergeluecht hunn, innerhalb vun deene Fristen, déi eis operluecht sinn, geliwwert hunn, keng feelerhaft Texter produzéiert hunn, och wann emol heiansdo huet misse bei där nächster Fournée nogebessert ginn. Awer näischt Dramatesches.

Hei huet d'Chamber bewisen - Här President, Dir kënnt och ganz houfreg dorop sinn -, dass mer jidderzäit dat fäerdegbruecht hunn, wat mer eis zum Zil gesat hunn a wat mer der Regierung versprach hunn, wéi mer der Regierung Spillraum ewechgeholl hunn. Mee - mee! -, an dat gesi mer, wa mer iwwert d'belsch Grenz kucken, déi Approche, déi mir hei geholl hunn, ass déi besser, well wann een iwwer en anere Wee fiert wéi iwwert dee gesetzlechen, da riskéiert een ëmmer, dat gekippt ze kréien. Mir hunn dee richtege Wee gewielt. An dofir merci lech alleguer. A mir stinn nach ëmmer! Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporteur villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Claude Wiseler.

Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech och dem Rapporteur, dem Här Mars Di Bartolomeo, Merci soen. An eng Remark iwwer seng Remark, datt produktiv an der Chamberskommissioun matgeschafft gëtt, och wann eis Meenungen different sinn an och wann d'Téin vläicht hei anerer sinn: Wësst Der, dat huet e Grond! De Grond ass deen, datt mer iwwerzeegt sinn, datt de parlamentaresche Wee dee richtegen ass, an och, wa mer mam Inhalt net d'accord sinn, datt mer och als Oppositioun all Interêt hunn, datt d'Parlament seng Roll hei ka spillen, an datt mer och dem Parlament all Méiglechkeete wëlle ginn an deem Kader, deen et huet, an där Zäit, déi et huet, dee wichtege Rôle ze spillen, dee säin ass. Dofir schaffe mer an deene Kommissioune produktiv mat, aus institutionelle Grënn, och wa mer um Inhalt heiansdo awer wierklech Differenzen hunn. Dat wollt ech kloer als Explikatioun ginn.

Wann ech den Exposé des motifs vun deem Text hei liesen, da seet deen Exposé des motifs relativ kloer d'Situatiounsbeschreiwung. E beschreift den Taux d'incidence mat 251 Fäll op 100.000 Awunner, en Taux de positivité vu 5,66, en Taux de reproduction vun 1,13 d'Fäll, d'Decèsen, déi an netter Croissance sinn, en Taux d'occupation vun de Spideeler, deen ënner Kontroll ass, mee Variante beim Virus bei 86 %, an an de Stations d'épuration eng Situation en hausse.

Da mengt een, wann een dat liest, wann een déi Beschreiwung beim Exposé des motifs do liest, datt elo nei, méi streng Moossname géife kommen, well den Exposé des motifs ass effektiv esou opgebaut fir ze warnen, datt d'Situatioun problematesch ass an datt se am Fong an deene leschte Wochen - dat soen net ech, dat seet den Exposé des motifs - sech weesentlech verschlechtert huet. An da kënnt als Konklusioun hannendrun, datt et also elo just drëm geet, den Equiliber zwëschent dem Maintien des mesures en place an dem Assouplissement ze fannen, datt een elo als Konklusioun doraus zitt, datt een nei Moossnamen am Secteur Horeca sollt huelen.

An ech muss soen, wann ech de Gesetzestext liesen an ech liesen den Exposé des motifs mat allen Explikatiounen, dann hunn ech heiansdo d'Impressioun, datt den Exposé des motifs geschriwwe gi wär vun der Wëssenschaft, wou nun einfach eng Rei kloer Fakten duergeluecht ginn op där enger Säit, an datt op där anerer Säit d'Politik Konklusiounen zitt, déi dann net ëmmer och där Situatiounsbeschreiwung vun deem selwechten Text entspriechen.

An haut, eng Woch méi spéit no dem Depot vun deem Text, gesäit een, datt d'Zuelen nach méi problematesch sinn. Mir hunn haut confirméiert Fäll den Dag: 363, op eng Millioun héichgerechent. Dat sinn der e gutt Stéck méi wéi an Däitschland, dat sinn der zwar manner wéi an der Belsch an a Frankräich, mee et ass awer extreem héich, och komparativ.

Mir hunn Zuele vun Decèsen, déi vill méi héich si wéi déi vun eisen Nopeschlänner, souwuel Frankräich, Däitschland an och d'Belsch. Mir hunn do weesentlech méi héich Zuelen. Si sinn och gestigen an deene leschten zwou, dräi Wochen.

Am Ausland hu se also ongeféier déi selwecht Phenomeener, wéi mir se kannt hunn, just datt d'Reaktioune vun deem, wat am Ausland geschitt, total anerer sinn. Am Ausland gëtt elo méi zougemaach. Dir hutt gesinn, wat gëschter a Frankräich un Decisiounen ustoung.

An da soen ech hannendrun: Eng Erfollegsgeschicht sinn déi Moossnamen, déi mer virun dräi Méint, am Januar, en place gesat hunn, u sech net! Si ginn zwar ëmmer weidergefeiert mat der Ausso, datt se soi-disant „stabiliséieren", datt soi-disant „eis Zuelen net exponentiell an d'Luucht ginn". Dat mag richteg sinn, dat mam Exponentiellen, mee trotzdeem, wann ech d'Zuele kucke vu Januar un, da stellen ech fest, datt eis deeglech Infektiounszuelen den 28. Januar - do hu mer deen Text hei fir d'éischt gestëmmt an där Versioun -, datt déi do op 207 Fäll den Dag waren an enger Moyenne vu siwen Deeg an op eng Millioun héichgerechent, fir se ze vergläichen. Also op 207 Schluss Januar, Mëtt Februar op 246, Mëtt Mäerz op 276 an haut, den 30., d'Zuele vum 30. Mäerz, op 363. Dat heescht, säit mer déi Moossnamen do en place hunn, gi mer vun 207 op 363 erop! Or sinn déi Moossnamen awer, no Ausso vun der Regierung, en place gesat ginn, fir d'Zuelen erofzekréien. D'Realitéit ass awer eng aner.

An de Leit gëtt gesot mat Durchhalteparolen: „Mir sinn op der leschter Ligne droite."- „Mir hunn dat alles stabiliséiert op engem héijen Niveau."- „Zesumme packe mer dat!" An ëmmer déi Zuel, déi da just an deem Moment positiv ass, déi gëtt ervirgezunn, fir déi Politik hei ze justifiéieren, an dat ass net ganz onproblematesch. Zumindest ass et net onproblematesch an der Kommunikatioun.

Mir hu säit Méint bei all Gesetz gefrot, datt d'Regierung eis sollt d'Zilsetzunge ginn: Wat wëlle mer mat deene Moossnamen, déi mer elo just maachen, schlussendlech erreechen? Mir haten ee Moment eng Diskussioun hei. Mir hunn als Oppositioun probéiert, eng Rei Zilsetzungen dohinnerzesetzen, déi eis logesch geschéngt hunn, déi mer och aus den Zuele vun der Santé erausgelies hunn. Zilsetzunge wéi: „Mir wëllen net iwwer 150 oder maximal 200 Infektiounen den Dag kommen", well dat ass dat, wat mer am Tracing kënne packen. „Mir wëllen, datt den Taux de reproduction ënner 0,7 % läit." Dee läit awer haut bei 1,14 %. „Mir wëllen, datt den Taux de positivité vun den Tester, notamment déi, déi iwwert d'Ordonnancë gemaach ginn, ënner 3 % läit." Dee läit awer haut bei 5,89 %.

D'Regierung wollt am Fong sech ni op Zilsetzunge festleeën. An de Premier, deen huet sech warscheinlech haut och nach, zumindest d'leschte Kéier an der Kommissioun, virulent géint déi Zilsetzungen do gewiert. An ech soen lech: Wann Der lech natierlech keng Zilsetzunge gitt, wou Der wëllt mat Mesuren hikommen, dann ass et och ganz kloer, dat vereinfacht lech d'ganzt Liewen, well da braucht Der och duerno net ze erklären, firwat Der net dohinnerkomm sidd, an Dir braucht am Fong Är Strategie an Är Politik net ze änneren.

Mir hunn dofir säit Méint e Stufeplang gefrot - oder Dir nennt et e Stufeplang, Dir nennt et eng Strategie. D'Madamm Lorsché huet dat och an der leschter Kommissioun gefrot. An den Här Staatsminister huet se richteg verbotzt gehat, andeem e gesot huet, elo géif et him u sech duergoen, e kéint dat net méi héieren, dat géif näischt bréngen, esou e Stufeplang. An all déi Länner, déi een hätten, déi wären derniewent. An Dir hutt eis als Beispill ginn Irland, déi ee Stufeplang hätten. Dat wär total derniewent. En huet gesot, dat wär „Bullshit", wat déi gemaach hunn. Net mäin Term, Ären Term! Dir kënnt et nolauschteren, Dir hutt e gesot!

An ech wëll lech just soen: Wann ech dat Beispill Irland huelen an ech kucken do d'Zuele vun Irland, da soen ech: Mir hunn 363 Neiinfektiounen, Irland huet der 114. Mir hunn zu Lëtzebuerg bei den Zuele vun den Doudegen an der Moyenne 5, Irland ass op 2,29. Alles op eng Millioun héichgerechent, fir et ze vergläichen. An och déi kumulativ Zuele vun de Stierffäll, déi sinn an Irland proportional e gutt Stéck méi déif, wéi dat zu Lëtzebuerg ass. Dofir, deen Term, deen Der virdru gebraucht hutt fir

d'iresch Politik, wann dat esou ass, da musst Der mer natierlech soen, wéi Der déi lëtzebuergesch Politik bezeechent, wann Der deen aneren Term fir déi iresch Politik huelt!

Ech fannen, datt dee Stufeplang, deen do gemaach gëtt, sécherlech seng Effikassitéit hat. D'Iren, gradesou wéi d'Portugisen, hunn an deem ganze Kontext eng Rei Feeler gemaach, notamment de Feeler, fir Chrëschtdag opzemaachen. Dee Feeler hu se ganz deier bezuelt. Dee Feeler hu se ganz deier bezuelt! Just, datt se de Feeler och zouginn hunn an datt se gesot hunn: „Do hu mer eppes gemaach, wat e Problem war. An dofir musse mer elo eis Politik änneren." Si hunn d'Konsequenzen aus hire Feeler gezunn. An ech fannen, dat gehéiert och zu enger couragéierter Politik dozou.

(Interruption)

Hei seet d'Regierung déi ganzen Zäit a konstant: „Mir hunn alles richteg gemaach!" Ech soen, dauernd déi Behaaptung: „Mir hunn alles richteg gemaach!", dat ass awer längst e Problem, well d'Leit gesi jo dobaussen, wat lass ass! D'Leit wëssen, wat lass ass! D'Leit kucken och am Ausland, wat do lass ass. D'Leit wëssen, datt déi zweet Well, déi mer hei zu Lëtzebuerg haten, notamment zwëschent September an Dezember, datt dat eng Katastroph war an den Zuelen! Mir ware laang mat déi Schlechtst an Europa. Mir hunn ze spéit, net schnell genuch, net genuch gemaach a mir hunn et och nach technesch schlecht gemaach.

D'Leit wëssen och, datt dat, wou mer elo dru sinn, net richteg ass, wa mer comparéiere mat den Zuelen, wéi mer se am Ausland hunn, datt mer elo och nach net gutt dostinn. D'Leit wëssen, datt déi Politik, déi an der Éducation nationale méintlaang gemaach gouf, u sech derniewent war, well den Här Meisch keng Moossname wollt an der Éducation nationale huelen, well en dauernd behaapt huet, an der Schoul, do géif näischt geschéien, d'Schoul wär keen Dreiwer, an duerno sech natierlech de Contraire erausgestallt huet an déi Politik vill ze vill spéit huet missen ëmgedréit ginn.

D'Leit wëssen och, datt mer an den Altersheimer eng Rei Problemer haten. An do wäerte mer nach duerno eng Kéier am Detail driwwer schwätzen. Mee d'Leit wëssen dat, d'Leit gesinn dat. An eng Regierung, déi konstant behaapt, si hätt alles richteg gemaach, et wär ni e Problem iwwert dat Joer do gewiescht, déi erlieft natierlech de Problem, datt schlussendlech, wa se dat dauernd behaapt an d'Leit dauernd de Contraire gesinn, d'Leit hir net méi gleewen, datt se hir Kredibilitéit abéisst, datt de Seriö do ewechfält. An ech mengen, datt et weesentlech ass, datt een a Situatioune wéi där heiter Kredibilitéit bei de Leit huet an datt d'Leit engem dat gleewen, wat ee seet.

Elo si mer an enger Situatioun, mat Zuelen, déi mer kennen, wou et an eisen Aen absolutt evident ass, datt mer net kënnen oplockeren, datt déi Moossnamen, déi geholl gi sinn, sécherlech net kënne verwässert ginn. An dat ass och okay fir eis. D'Zuele loossen et net zou.

Op där anerer Säit proposéiert d'Regierung eng limitéiert Terrassenouverture. Mir hunn déi Etüden, déi mer vum Ministère de la Santé kruten, och gekuckt. Dat kann een och sanitär vertrieden, et ze maachen, notamment mat deene Sécherheetsmoossnamen, déi elo kommen, an notamment op déi limitéiert Aart a Weis, wéi et elo geschitt. Mee et sinn awer trotzdeem eng Rei Remarken, déi ech gär géif hannendrumaachen, fir eng gewësse Skepsis auszedrécken, obwuel mer eis net dergéint opposéieren.

Skepsis, well ech mech froen a mir eis froen, ob et wierklech eng Hëllef fir den Horeca-Secteur ass, esou wéi et elo proposéiert ass. An ech wëll dobäi kloer d'Fro un d'Regierung stellen, oder ech hätt gär vun der Regierung eng däitlech Ausso, datt u sech déi Ouverture vun den Terrassen net negativ ugerechent gëtt op déi Aiden, déi se kënne kréien. D'Gesetz vun den Aidë géif dat anscheinend kënnen zouloossen. Mee domat muss dann d'Gesetz och esou interpretéiert ginn, datt et kann zougelooss ginn. Wat ech also gär hätt hei vun der Regierung, dat ass eng absolutt kloer Confirmatioun, datt dat keng negativ Urechnung op déi Aidë ka mat sech bréngen.

Deen zweete Punkt, dat ass och eng Fro un d'Regierung: Ass eis Positioun respektiv sinn eis Moossnamen, déi mer elo huelen, och am Ausland explizéiert ginn? Well mir gesinn, datt déi Länner ronderëm eis méi zoumaachen. Mir maachen dat net, mir huelen e klenge Schrëtt an eng kleng a liicht Ouverture méi. Mee ech hoffen, datt och an de Länner ronderëm déi Explikatioune weidergi ginn, well et kann net sinn, datt déi Richtung, déi elo ageschloe gëtt, hei zu Falschinterpretatiounen an de Länner ronderëm féiert an eis da Schwieregkeeten op de Grenze mécht. Och do wär ech frou, wann de Premier eis géif erzielen, ob en dee Kontakt mat den auslännesche Regierunge geholl huet fir ze explizéieren, wat eis Politik ass.

Deen zweete Punkt an deem dote Kader, dat ass, datt een awer ganz gutt oppasse muss an der Kommunikatioun, well wa mer elo eng Kommunikatioun maachen, déi do heescht: „D'Terrasse ginn op", an dat am Fong d'Kommunikatioun ass, datt mer elo um Wee vun der Ouverture sinn, dann, mengen ech, wär dat déi total falsch Kommunikatioun. Ech kann aus sanitäre Grënn dat novollzéien, mee et muss awer gradesou kloer sinn, datt d'Kommunikatioun vun der Regierung genau de Contraire seet: datt d'Kommunikatioun vun der Regierung u sech seet, datt et nach net d'Zäit ass fir opzemaachen, datt et d'Zäit ass, an nach ëmmer, fir eng ganz Rei Restriktiounen am Land ze hunn, well de Virus nach ëmmer amgaang ass, extreem schnell ze zirkuléieren.

A mäin drëtte Punkt, dat ass an deem Kontext, datt een nach méi wéi jee haut, mengen ech, muss oppassen, datt déi Moossnamen, déi en place sinn, och respektéiert ginn. Ech hunn haut d'Impressioun, datt awer e gewëssene Relâchement an dem Traitement, dem dagdeeglechen Traitement vun deene Restriktiounen do ass. An dat ass och kee Reproche u keen. Ech kann et souguer extreem gutt verstoen, well mer alleguer am Fong där Situatioun extreem midd sinn a well mer d'Flemm hunn. An et kënnt gutt Wieder, an da léisst d'Attentioun no.

Dat ass awer an där Situatioun, an där mer sinn, e richtege Problem. An dofir ass et an eisen Aen extreem wichteg, datt d'Regierung higeet an nach eng Kéier déi Moossnamen, déi en vigueur sinn, an hirer Kommunikatioun esou kloermécht an och dobausse kloermécht, datt se d'Leit wierklech biet, se anzehalen! Well et ass just esou, wéi se effikass kënne gemaach ginn, ob dat de Port du masque ass, ob dat d'Rassemblementer sinn, ob dat déi privat Restriktioune bei de Leit doheem sinn. Et ass also weesentlech, datt eng urgent Kommunikatioun zum Respekt vun deene Moossname geholl gëtt an datt och de Contrôle an d'Applikatioun vun den Amenden do, wou et noutwendeg ass, da gemaach ginn.

Mee d'Leit mussen och déi Moossname verstoen, déi geholl ginn! Wësst Der, mir haten deen éischten Text - de Rapporteur huet am Fong net vill driwwer geschwat, mee et ass awer trotzdeem eng Mentioun wäert -, deen éischten Text, dee mer erakritt hunn iwwert déi Terrassenëffnung, do stoung d'Obligatioun vun engem Register dran. An esou, wéi dee Register drastoung, huet e kee Sënn gemaach. Dir hat et gesot, mee awer just en passant, ech wëll eng Kéier kuerz méi drop zréckkommen. Deen huet wierklech, wierklech kee Sënn gemaach, esou wéi en drastoung, well et war just eng Inscriptioun vun engem Numm an enger Adress. An duerno hätt de Patron vun der Terrass 200 Fichë gehat, wou am Kader vun enger Traçabilitéit strictement näischt am Ministère de la Santé domadder unzefänke gewiescht wär.

An et ass just, well d'Santéskommissioun mat deene Remarke koum, datt dunn d'Regierung deen Text erausgestrach huet an datt mer elo en Text hunn, deen applikabel ass. Et ass net, datt mir géint e Register sinn, mee ech soen awer kloer an däitlech, wéi bei all Moossnam: Wann een eng Moossnam hëlt a wann een déi Registermoossnam hei hëlt, da muss se awer och Sënn maachen, sanitäre Sënn maachen! Da muss se effikass sinn. A wann e Register wëllt effikass sinn, ben, da muss och natierlech derbäistoen, wou déijéineg Persoun op wat fir engem Dësch souz, fir datt och deen Traçage duerno kann uerdentlech gemaach ginn. Dann huet en e sanitäre Sënn. Dat wat d'Regierung hei proposéiert hat, hat strictement kee sanitäre Sënn.

Da muss ech awer soen: Déi Explikatiounen, déi mer an enger éischter Etapp an der Santéskommissioun kritt haten, datt net jiddweree sech misst aschreiwen, datt een, obwuel nëmmen zwou oder dräi Prezisioune gesetzlech gefrot wären, jo och nach aner Prezisioune kéint froen, wann dat dann noutwendeg wär, dat sinn awer Explikatiounen, déi ech einfach net kann novollzéien. Et ass fir mech kloer, datt, wann een esou e Register mécht an d'Leit freet, si sollen aschreiwen, op wat fir engem Dësch se um wivill Auer souzen, an dann och nach mat wiem, well dat steet jo dann och am Register, datt dat schonn en Agrëff an d'Privatsphär, an en zolitten Agrëff an d'Privatsphär ass. A wann een da mengt, dat kéint ee maachen, ouni kloer an däitlech Prezisiounen an d'Gesetz anzeschreiwen, da fannen ech, dat ass fir eis en absolutten No-Go! Wann een esou eppes mécht, da muss et kloer a prezis a ganz am Text stoen!

Déi selwecht Remark iwwert d'Äntwert, déi mer kritt hunn, dat hei wär jo haaptsächlech eng Preparatioun fir wa mer d'Ouverture no bannen an de Caféen an an de Restaurante géife maachen, well dann e Register wierklech noutwendeg wär. Serieusement, dat war awer nun eng Äntwert, déi an der Santéskommissioun a mengen Aen total derniewent war! Et kann ee keng gesetzlech Moossnam esou aféieren, just fir ze probéieren, datt se dann, wann ee se duerno mécht, effikass ass. Hei ass eng Restriktioun a wa se ageféiert gëtt, da muss se op deem Moment, wou se ageféiert gëtt, fir dat, woufir se ageféiert gëtt, och hire Sënn maachen. An dat war net de Fall an dofir ass deen Text gutt eraus.

Mee ech soen: An eisen Ae war dat awer amateurhaft virbereet. Ech hat d'Impressioun am Fong, et géif just drëm goen, datt mer e puer Moossnamen, Schutzmoossname géifen huelen, datt mer de Register am Ausland gesinn hunn, datt dat eng Schutzmoossnam ka sinn. Da soe mer: „Mir hunn och e Register. Mir wëllen och ee Register maachen." An da gesi mer awer, datt mer do mussen eng Rei Froe stellen, déi d'Leit vläicht net gär hunn, da loosse mer déi Froen emol op der Säit. An da schreiwe mer e Register hei an d'Gesetz, dee strictement kee Sënn mécht. Ech hunn dat als relativ amateurhaft empfonnt, wéi dat do viru sech gaangen ass.

Dat selwecht gëllt u sech fir d'Amenden, do huet den Här Di Bartolomeo driwwer geschwat, déi an dem Gesetzestext stinn. Hei stinn eng Rei Amenden dran, wou d'Formulatioun net kloer ass. Notamment kann de Commerçant, wa méi wéi zwee Leit um Dësch sëtzen, eng Strof vu bis zu 4.000 Euro kréien. Or, den Artikel, dat ass den Artikel 2 Paragraf (1) 2°, dee gesäit vir, datt och kënne méi wéi zwee Leit um Dësch sëtzen, wa se da vun där selwechter Famill sinn, seet awer hannendrun, datt natierlech de Commerçant et net ka kontrolléieren. Theoreetesch, nom Gesetz, wann een d'strikt Applikatioun vum Gesetz mécht, a wann een et esou liest, wéi den Text et hiergëtt, kéint och de Commerçant da fir eppes bestrooft ginn, wat en net kontrolléieren däerf!

Duerno hu mer an der Kommissioun gesot kritt: „Ma da schreiwe mer dat an den Exposé des motifs, an de Commentaire des articles dran a mir ginn der Polizei kloer Instruktiounen." Ech soen lech: Wa mer Amenden hei draschreiwen, mee dann hätt ech gär, datt den Text kloer wär, datt en net schonn, éier e gestëmmt gëtt, muss explizéiert ginn, datt ee weess, wat et ass. Dat ass awer a mengen Aen nu wierklech keng uerdentlech legislativ Aarbecht.

Deen nächste Punkt, dat ass dee vun der Definitioun vun den Terrassen. Ech krut eng ganz Rei Froe gestallt an der Lescht: „Jo, wat ass dann eng Terrass? Wéi definéiere mer eng Terrass?" Elo kann ee bei der Stad Lëtzebuerg déi Äntwerte warscheinlech ginn, well déi en Terrassereglement huet, wou d'Saache relativ kloer sinn. Mee aner Gemengen hunn dat awer net! Sinn dat elo just d'Terrassen op der Voie publique? Oder sinn et och déi, déi an der Propriété privée sinn? Sinn et déi mat Iwwerdeckung? Wéi kann et iwwerdeckt ginn? Sinn et aner mobill Fermeturë bei Terrassen, déi erlaabt sinn? Net erlaabt sinn? Wéi geet dat? Wat geet? Wat geet net? Hei ass einfach d'Impressioun, datt e Wuert drageschriwwen ass: „Hei, d'Terrasse sinn op", a pour le reste fir d'Gemengen a fir d'Leit: « Débrouillez-vous! », an da kucke mer, wat et gëtt. Och do hätte mer eis erwaart, datt méi eng prezis legislativ Aarbecht géif gemaach ginn.

Da kommen ech nach eng Kéier zréck op dat, wat ech scho méi oft gesot hunn iwwert d'Ausgangsspär oder de „curfew". D'Leit mussen déi Moossname verstoen an als sënnvoll empfannen. Nach wie vor kann de Curfew eng sënnvoll Moossnam sinn, wann een e sënnvoll definéiert. Mee esou, wéi en elo hei definéiert ass, a mat all deene Moossnamen, déi d'Regierung nach parallell geholl huet - Horeca-Fermeturen, Restriktiounen am Privatberäich, Verbuet vu Rassemblementer, Alkoholverbuet op der Strooss -, mécht dee Curfew an eisen Ae kee Sënn, ass eng extreem schwéier Aschränkung. A bis elo konnt nach keen eis soen, wat dann d'Resultat vun der Lëtzebuerger Versioun vum Curfew wär.

Mir hate virun e puer Deeg op dëser Plaz de Kommissär Reynders hei sëtzen, deen eis erzielt huet a gesot huet iwwert d'Necessitéit an d'Proportionalitéit vun de Moossnamen. Hei hunn ech d'Impressioun, datt et just eng Moossnam ass, fir eng Moossnam ze hunn, just Aktivismus, just potemkinesch Fassaden, wou hannendrun en fin de compte näischt Reelles ass.

Haut ass och déi Moossnam onverständlech, datt nëmmen zwee Leit aus enger Famill kënnen zesumme kommen. Déi war eis nach ëmmer onverständlech, mee an engem Kontext, wou elo en Deel vun de Leit geimpft ass, gëtt se fir mech nach méi problematesch. Zum Beispill mäi Schwéierpapp a meng Schwéiermamm, déi net zesumme wunnen, well deen een am Altersheim ass, déi allen zwee awer fir d'zweet geimpft sinn, kënnen net mat menger Mamm zesumme kommen, déi och geimpft ass. Déi Leit, ech huelen dat Beispill elo, mee déi Leit verstinn dat net richteg, firwat dat elo esou ass. An do, mengen ech, misst een dann, wann een Explikatiounen huet, se zumindest weiderginn.

Eng aner Saach, déi fir mech net verständlech ass, dat sinn déi Restriktiounen, déi elo um Flughafen nach eng Kéier nei gemaach ginn, déi verlängert gi si bis zum 15. Mee. Net datt ech den Inhalt net verstinn, mat deem si mer absolutt d'accord, mee ech soen nach eng Kéier ganz kloer hei: Déi gëtt iwwer Ordonnance vun dem Direkter vun der Santé geholl. Or, d'Gesetz iwwert d'Direction de la Santé gesäit kloer an däitlech vir, datt d'Ordonnancë vum Directeur de la Santé u sech Mesure-d'urgencë sinn. Mesure-d'urgencen! Or, elo huele mer déi Mesure d'urgence fir d'drëtt! Elo kann awer kee mer méi erklären, datt dat nach ëmmer an der Urgence muss geholl ginn!

Mir hunn aner Saachen, notamment de Formulaire de localisation an de Fligeren, wat vill manner aschränkend ass, dat schreiwe mer an d'Gesetz, an dat ass och richteg. An déi hei Aschränkung, déi heiansdo Leit kann empêchéieren, op Lëtzebuerg zréckzekommen, déi huele mer iwwer d'Ordonnance vum Direkter vun der Santé. Ech soen lech: Wann een dat do eng Kéier usicht, da kéint d'Regierung emol richteg Problemer kréien! Mee et ass elo fir d'drëtt, wou ech lech et soen. An et ass och zimmlech egal, wéi oft een hei Saache seet, well ech hunn d'Impressioun heiansdo, iwwerhaapt net nogelauschtert ze kréien.

Dann hu mer och eng Fro vun der Kredibilitéit vun der Ëmsetzung vun de Gesetzer. Wann Der den Avis vum Collège médical liest, dee schwätzt, mat Recht, iwwer en Depot vu Medikamenter an Alters- a Fleegeheimer, well deen hu mer elo net, an dat limitéiert d'Prise en charge op der Plaz vun de Médecin-traitanten.

(Interruption)

Den Artikel 13 (2) vun deem Gesetz, dat mer awer scho säit Méint gestëmmt hunn, gesäit d'Méiglechkeet vir, fir en Dépôt de médicaments an den Alters- a Fleegeheimer ze maachen. Deen ass awer méintelaang net geholl ginn ...

(Interruption)

... a limitéiert d'Asazkraaft vun der Medezinn an den Altersheimer. Ech verstinn net, firwat déi Moossnamen net geholl ginn!

Dat war elo zum Gesetzestext selwer. Da gëtt et awer och nach eng Rei Punkten, déi eis relativ problematesch erschéngen an déi näischt mam Gesetz ze dinn hunn, oder plutôt erschénge se eis problematesch, well se eeben net am Gesetz stinn an an eisen Aen onbedéngt missten drastoen. Dat sinn déi ganz Punkten iwwert d'Éducation nationale. Mir haten d'leschte Kéier eng riseg Diskussioun doriwwer.

De Minister hat probéiert, eng Base légale ze schafen, fir seng Politik iwwert d'Gesetz festzehalen. Dat ass awer kläglech derniewentgaangen. De Conseil d'État huet en ëmgedréit, huet quasiment alles erausgeholl. An déi Zäit ass gesot ginn, datt mer elo nach eng Kéier géife kucken, datt en am nächste Gesetz, wann et da méiglech wär, géif eppes noschéissen. An dësem Gesetz steet awer näischt! Et ass och net driwwer diskutéiert ginn. Et ass och net driwwer geschwat ginn. A mir sinn nach ëmmer am Kader vum Artikel 23 vun der Constitutioun: eng „matière réservée à la loi".

Ech stelle fest, datt de Minister keng Base légale fir säi Plang huet, wann en en da wéilt ëmsetzen. E weess et kloer an däitlech an e mécht näischt. Ech huelen nach eng Kéier d'Beispill vun der Belsch: Wa Contestatioune kommen, hunn ech d'Impressioun, datt dat selwecht wéi an der Belsch hei kéint geschéien, datt de Minister kann ëmgedréit ginn. Hei gëtt de Kapp an de Sand gestach a gehofft, datt näischt geschitt.

A wann eppes geschitt, kann ech mer schonn d'Zeen an der Chamber hei ganz gutt virstellen. Da kënnt de Minister heihin, stellt sech virun eis a seet eis: „Ech hu vill Courage, well elo muss ech an Urgenz eppes maachen. Och wann et net am Gesetz virgesinn ass, ech maachen dat fir d'Gutt vu jiddwerengem!" An da si mir gebieden, dat matzestëmmen, well et an der Urgenz ass. Or, ech soen lech haut: Et ass keng Urgenz! De Minister weess elo, datt déi Saache kënne kommen. An dat net elo virzebereede fir de Fall, wou et kënnt, ass fir mech en absolutte Mangel u Prevoyance, eng Prevoyance, déi e Minister awer muss hunn. Den Educatiounsminister hat zéng Méint Zäit, fir et net ze maachen. An ech verstinn och d'Majoritéitsdeputéierten net, datt se net méi hannendru sinn, datt mer déi noutwendeg Base-légallen hei an der Chamber schafen!

Iwwert d'Impfunge wëll ech soen, datt mer lues a lues elo opgeschloss hu mat der Belsch an Däitschland. Mir sinn zwar nach ëmmer lues. Déi aner Länner sinn och lues. Mee wat ech wéineg appreciéieren, dat wollt ech dem Staatsminister awer soen, dat sinn déi Interviewen, déi e mécht, wou en da probéiert, gradesou wéi eng Rei vu senge Kolleegen, déi sämtlech Schold op Europa eriwwerzeschiben. Déi Saachen, déi aus dem Ausland kommen, déi enttäuschen lech meeschtens, hutt Der gesot. Bei eis klappt alles, mee an Europa ass et, wou et net geet.

Ech soen: Et mag net alles esou klappen an Europa, wéi mer et gär hätten. Mee ech soen awer och hannendrun: Ech fannen, datt Lëtzebuerg misst an deem Vokabulär, an där Aart a Weis fir ze schwätzen awer ganz gutt oppassen, wat mer soen. Wat wär Lëtzebuerg an dësem Kontext ouni Europa? Virun engem Joer, Här Bettel, hutt Der gesot, datt Dir lech total fir eng europäesch Léisung agesat hutt. An ech war do, mir waren do och total hannert

lech. An Dir hutt gesot, datt et absolutt wichteg wär, datt d'Kommissioun d'Koordinéierungsaarbecht géif maachen. A mir waren do och absolutt hannert lech.

Elo lafen d'Saachen net ëmmer genausou, wéi se lafe sollen, mee ech wëll awer hannendrusoen: Hätt d'Kommissioun déi Aarbecht net gemaach, da froen ech mech, wou mer zu Lëtzebuerg mat eisen Akeef dru wären a wéi d'Situatioun zu Lëtzebuerg wär. Dofir géif ech mengen, datt mer éischter d'Kommissioun sollen ënnerstëtzen. An aneren Dossieren, Här Staatsminister, maacht Der et jo och. Ech wär frou, wann Der et och géift an dësem weider sou maachen, obwuel dat net ëmmer evident ass - oder obwuel, wollt ech soen, et heiansdo méi einfach ass, et anescht ze maachen.

Dann, wat d'Impfungen ...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Jo, et ass méi einfach, et anescht ze maachen, well et gutt dobaussen ukënnt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- E gudde Lapsus!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et war kee Lapsus, et war esou gemengt. Et ass einfach, et dobaussen ze maachen, well et einfach ukënnt: D'Europäer sinn et a Schold, a mir maachen alles richteg. Esou ass awer d'Situatioun!

Zum Beispill hu mer schonn e puermol iwwer Sputnik hei geschwat. Dir hutt eis d'leschte Kéier erkläert, wann d'EMA respektiv wann och d'Medikamentenagenturen aus dem Ausland dat géifen accordéieren, wäert Dir och bereet, dat hei zu Lëtzebuerg en vente ..., net en vente, mee ze versprëtzen. Dat fannen ech richteg als Haltung. Mee ech soen lech awer och hannendrun: Ech géif se awer elo kafen, och wa se nach net accordéiert sinn, well dann hu mer se zumindest! A wann nämlech d'EMA oder wien och ëmmer en Accord drop gëtt, datt se kënne benotzt ginn, jo, dann ass de Rush esou grouss, fir se ze kréien, datt mer warscheinlech Schwieregkeeten hunn, se zu engem uerdentlechen Zäitpunkt ze kréien. Kaaft se elo! An, dat ass e Risiko! Ech schätzen en als kleng an, mee ech schätzen et awer zumindest als derwäert an, en anzegoen. Wa mer se duerno net kënne gebrauchen, da kënne mer se eeben net gebrauchen, mee mir hu se awer, wa mer se brauchen. An dat ass fir mech dat Wichtegst.

D'ailleurs, just als Niewefro: Déi Lëtzebuerger Medikamentenagentur, déi mer elo géife brauchen, ass eng Iddi, déi säit 2013 do ass, déi nach net ëmgesat ginn ass, déi 2020 eréischt vun dëser Regierung als Projet erakomm ass, wou mer nach ëmmer momentan net weiderkomm sinn.

Dat selwecht gëllt fir d'Organisatioun vun den Impfungen. Iwwert déi Kontakter mat den Hausdokteren a mat den Apdikten, mat den Entreprisen, mat de Kinéen héieren ech vill, datt do eng Rei Duerjerneen ass. Dat Nächst, dat ass och d'Koordinatioun dovunner, datt, elo weess ech net, ob et d'PwC oder Arendt Business Advisory ass, mee iergendee Privaten dat elo mécht. Ech hu relativ wéineg Verständnis derfir, datt d'total Organisatioun iwwer e privaten Aspekt elo gemaach gëtt. Ech ka ganz gutt verstoen, datt ee sech Kräften derbäihëlt, mee nach ass dat do net ganz onproblematesch.

A schlussendlech misst d'Regierung och eng Kéier kloer Wierder schwätzen iwwert déi Impfstrategie, hannert där mer am Ufank stoungen, dat heescht d'Reiefolleg, wéi d'Leit geimpft ginn. Mee elo kommen ëmmer an ëmmer méi Diskussiounen dertëschent, an do misst een och eng Kéier eng Kloerstellung hunn. Zum Beispill déi ganz Diskussioun, déi elo dertëschent kënnt iwwert d'Impfunge vun de Leit aus dem Prisong inklusiv d'Personal aus dem Prisong, d'Impfunge vun de Polizisten an esou weider an esou virun, alles dat sinn Diskussiounen, do gëtt et Argumenter, fir et esou oder fir et anescht ze maachen. Mee wat mir gären hätten, dat si kloer an däitlech Explikatiounen an dat ass, datt deen Impfplang an totaler Transparenz duerchgeféiert gëtt.

Mir hätten och gär, datt mer aner Iwwerleeungen iwwert d'Greencard maachen. Dir hutt hei, dat hutt Der selwer gesot, eng ganz attentistesch Positioun. Mir wäre frou, wann déi attentistesch Positioun kéint als dynamesch, aktiv Positioun ëmgesat ginn. Mir sinn och géint eng Zwouklassegesellschaft vun de Geimpften oder Netgeimpften, mee mir soen, datt awer, wann eng gréisser Impfquot do ass, et ganz schwiereg gëtt, deene Leit ze soen, wa bis 30 %, 40 % oder 50 % vun de Leit geimpft sinn: „Dir däerft nach net an eng Ouverture eragoen, well mir musse bis zum Schluss waarden." Also muss do e System vun enger Greencard do sinn, deen awer net just soll op den Impfunge berouen, mee op Leit, déi geimpft sinn, getest sinn oder Anticorpsen hunn a sech domat da kënne lues a lues an d'normaalt Liewen erabeweegen. Dat ass eppes, wat mer onbedéngt brauchen. An dofir bräichte mer e Konzept, wéi déi Ouverturë méiglech sinn am Commerce, Horeca, a Kultur, Sport, Altersheimer, Betriber, beim Schaffegoen an esou weider. An datt dat muss virbereet ginn, schéngt mer absolutt evident ze sinn!

An et gëtt nach méi evident, wann ee kuckt, wat Der am Fong haut am Gesetz stoen hutt, wou Der déi Miniouverture vun den Terrasse maacht, déi awer an enger éischter Etapp administrativ esou sollt ëmgesat ginn, datt se am Fong guer näischt bruecht hätt, datt se net gaange wär mat deem Register. Dat ass jo dann an der Hetz erëm erausgeholl ginn. An dofir soen ech: Wann Der méi grouss Schrëtt wëllt goen, da bereet et wannechgelift elo vir, sot, wou mer higinn, fir datt mer zumindest uerdentlech Gesetzestexter kënne maachen, wou mer wëssen, wou mer higinn, déi d'Strooss halen an déi eis och erlaben, déi Aarbecht, déi mer musse maachen, uerdentlech ze maachen an net just erëm zum Schluss am Chaos! Dir hutt déi Experienz elo mat dem Terrasseregister gemaach. Si ass och schonn eng Kéier virdru gemaach gi mat dem Här Meisch sengem Aschreiwe vun de legale Basissen an de Gesetzestext. Och dat ass derniewentgaangen, well et net uerdentlech virbereet gi war a well et och net uerdentlech exekutéiert ginn ass.

An da mäi leschte Punkt, dat ass den Asaz vun de Schnelltester. Ech verstinn net, firwat Der mat de Schnelltester esou lues maacht, en fin de compte. Dir kaaft der 1,5 Milliounen, ass eis d'leschte Kéier gesot ginn. An ech mengen, datt do e planifiéierten Asaz, deen iwwert dat, wat mer elo kennen, iwwert d'Altersheimer, Schoulen, Zréckkommen aus dem Ausland, bei Manifestatiounen, Kultur, Sport, misst erausgoen, erfuerdert wär. Deelweis gesäit een zu Tübingen aner Modeller: vu Staatsvisitten, wou se gebraucht ginn, an Akafszentren, wou se gebraucht ginn, a Geschäfter a Restauranten, wou se gebraucht ginn. Souguer bei Reduzéierunge vun Infektiounen doheem wär et sënnvoll, Schnelltester kënnen ze gebrauchen.

Dofir soe mir kloer an däitlech, si solle systematesch agesat ginn, well se ginn en zousätzleche Schutz. An déi manner Sensitivitéit wéi bei de PCR-Tester gëtt sécherlech, wann net ganz, dann deelweis ersat duerch déi héich Frequenz, mat där ee kann esou Tester maache loossen. Eng héich Testfrequenz, niddreg Käschten, schnell Decisiounszäiten, einfach Verfügbarkeet, einfach Handhabung sinn an eisen Aen nei Chancen, déi méi Sécherheet ginn, mat deenen en einfache Retour zur Normalitéit sech besser ka gestalte loossen. Mee et muss virbereet ginn. Et muss ëmgesat ginn. An et muss esou virbereet ginn, datt een déi Etappe kloer kennt an datt een och d'Rumm dovunner kloer gesäit.

An ech weess, datt an der Majoritéit eng ganz Rei Leit d'accord mat mer sinn. Ech hu vun deene Grénge en Artikel vun dem Här Hansen, der Madamm Bernard an dem Här Šehović gelies, dee geheescht huet: „Impfen, Selbst- und Schnelltests: Öffnen mit Strategie". Also ech wollt deene Grénge soen, dem Här Hansen, deen elo hei sëtzt: Wann Der esou en Artikel schreift an Dir hätt gär, datt ech e mat ënnerschreiwen, Dir braucht mer en nëmmen ze schécken, ech ënnerschreiwen en direkt mat, well alles, wat Der gesot hutt iwwert d'Strategie vun de Schnelltester, domat sinn ech honnertprozenteg d'accord. Loosst mech e mat ënnerschreiwen, da si mer an der Oppositioun méi staark!

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Mir ginn och eleng eens. Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir zesummen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat géif een hei awer net mengen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass dann zum Här Benoy - dat hunn ech ganz flott fonnt -, den Här Benoy, deen an de Gemengerot geet vun der Stad Lëtzebuerg an deen dann am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg freet, d'Stad Lëtzebuerg soll dann elo eng Strategie vu Schnelltester maachen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech krut d'leschte Kéier gesot, ech muss mech u meng Zäit halen; ass dat ...?

(Interruption par la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech si fäerdeg! Loosst mech d'Konklusioun maachen, da kënnt Der direkt Är Kommentaren dozou maachen!

Den Här Benoy, dee seet, d'Stad Lëtzebuerg soll eng Strategie fir Schnelltester maachen. Also ech muss éierlech soen: Ech hätt jo gär eng Strategie vu Schnelltester. Mee datt elo e Majoritéitsdeputéierten an eng Gemeng froe geet, si soll dat ëmsetzen, wat hie sech net traut, hei an der Majoritéit an der Regierung ze froen, dat fannen ech awer éierlech gesot lächerlech!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Total lächerlech! Ech si mam Inhalt d'accord, mee frot et op där Plaz, wou Der et kënnt froen a wou Der et kënnt kréien! Dat ass bei der Regierung alles, ...

(Interruption par la présidence)

... de Rescht ass jo just Hypokrisie!

D'Konklusioun: Mir sinn d'accord mat der Verlängerung vun de Moossnamen. Mir stëmmen deen Text net mat, well de legale Kader net komplett ass, an haaptsächlech wéinst deem, wat net an dësem Text steet: eng schnell an effizient Impfstrategie, eng effikass Teststrategie an eng Exitstrategie, déi de Leit Perspektive gëtt.

An dofir stëmme mer mat Nee zu dësem Text. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, elo hunn ech, well den Här Bettel just an deem Moment, wou ech dat wollt maachen, mech ënnerbrach hat - an ech däerf deem ni nolauschteren -, vergiess ze soen: Genau zu deem Punkt vun der Teststrategie a vun de Schnelltester hu mer eng Motioun gemaach, déi mer gär géifen hei abréngen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie Covid-19 domine toujours notre vie quotidienne et que les douze derniers mois, avec les énormes restrictions sur nos libertés quotidiennes et notre vie sociale, ont eu et ont toujours un impact considérable sur différents secteurs économiques ainsi que sur le bien-être mental de notre population ;

- constatant que le nombre d'infections se trouve à un niveau très élevé depuis des semaines ;

- constatant que pour l'instant seulement environ 95.000 doses de vaccin ont été administrées ;

- constatant que les experts sont d'avis que pour l'instant le seul moyen qui permettrait d'envisager des assouplissements progressifs serait une stratégie combinant aussi bien les vaccinations, les tests (PCR, tests rapides et tests à faire soi-même) ainsi que l'observation des règles sanitaires ;

- considérant que les tests PCR sont fiables mais très chers et que l'on doit attendre plusieurs heures avant d'obtenir le résultat ;

- estimant que les tests rapides pourraient constituer un moyen utile et efficace afin de protéger les personnes avec lesquelles on est en contact et notamment les personnes âgées ou vulnérables ;

- constatant que des tests rapides sont d'ores et déjà utilisés dans le domaine du sport ainsi que pour la participation à des concerts à la Rockhal ;

- estimant qu'il est impératif de protéger au mieux les citoyens et les clients concernés au vu de l'ouverture annoncée des terrasses dans le secteur Horeca ;

- considérant que plusieurs pays européens, notamment nos voisins allemands, ont de véritables stratégies de tests rapides y inclus la mise à disposition gratuite de tels tests à la population ;

- constatant que la Commission européenne vient de présenter un projet pour un certificat européen pour voyager ;

- estimant qu'il est de manière générale essentiel de donner des perspectives tant aux acteurs économiques qu'aux personnes privées,

invite le Gouvernement

- à élaborer et à présenter de manière transparente dans les meilleurs délais une stratégie nationale et un concept de tests rapides pour la population qui incluent notamment

• l'achat d'un grand nombre de tests rapides certifiés ;

• la mise en place de la logistique nécessaire afin de réaliser ces tests ;

• la mise en œuvre d'un réseau national de tests rapides comprenant aussi bien des stations de tests que des équipes mobiles ;

• la formation du personnel pouvant réaliser ces tests ;

• la mise en place d'un système harmonisé de saisine, de collecte et d'archivage des résultats des tests, permettant d'émettre en cas de besoin un certificat officiel des résultats de test, tout en respectant la législation en matière de protection de données ;

- à instaurer immédiatement une procédure de deux tests rapides par semaine dans toutes les infrastructures scolaires et d'accueil (enfants et personnel d'éducation et d'accueil) sur le territoire du Grand-Duché afin de garantir la meilleure protection possible ;

- à mettre à disposition de chaque habitant du Grand-Duché deux tests rapides gratuits par semaine ;

- à mettre à disposition un test rapide gratuit à l'entrée des hôpitaux et des structures pour personnes âgées et vulnérables ;

- à élaborer des concepts intelligents d'hygiène sanitaire et d'utilisation de tests rapides dans les domaines du sport, de la culture et de la vie sociale et professionnelle afin de pouvoir envisager progressivement un retour vers une certaine normalité dans ces domaines.

(s.) Claude Wiseler, Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Marc Spautz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An d'Wuert freet den Här François Benoy fir Fait personnel.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. Ech erlabe mer, just kuerz drop ze reagéieren, well den Här Wiseler mech hei ernimmt huet. An eigentlech huet e mech mat der Propositioun, déi ech am Stater Gemengerot gemaach hunn, net richteg eriwwerbruecht. Well wat hunn ech do gesot? Ech hunn natierlech net gesot, dass d'Stad Lëtzebuerg do sollt eng komplett Strategie maachen, wat d'Schnelltester géif ugoen, mee ech hu proposéiert, dass d'Stad Lëtzebuerg eng Offer géif maachen, fir et do, wou et kéint interessant sinn, anzesetzen, fir de Leit méi Sécherheet ze ginn. Fir de Leit méi Sécherheet ze ginn, fir Fräiheet och ze hunn, dass een do kéint esou eng Offer schafen.

(Brouhaha)

Zum Beispill andeems ee Schnelltester géif offréieren.

(Interruptions et brouhaha)

Dat heescht awer net, dass dat a Kontradiktioun ass dozou, ...

(Interruption par la présidence)

... dass een eng national Strategie géif maachen. Dat ass einfach just, dass een de Leit eng Offer gëtt, fir méi Sécherheet ze kréien, wa se an d'Stad wëlle goen, wa se dohinner wëlle goen, wou méi Circulatioun ass.

A gläichzäiteg hëlleft dat, mengen ech, och dem Commerce, fir dass eebe méi Sécherheet do ass an dass ee méi Fräiheeten zréckkritt. Et ass awer net a Kontradiktioun domat, dass een eng ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi andächteg!

M. François Benoy *(déi gréng).*- ... national Strategie zum Beispill hëlt. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Benoy. Den Här Wiseler kritt d'Wuert zréck.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, da musst Dir natierlech och Är Kommunikatioun besser maachen, Här Benoy, well ech liesen natierlech och dat, wat Dir esou no bausse gitt: „François Benoy: Dringend Fro un de Stater Schäfferot fir e Corona-Schnelltest-Konzept fir d'Stad en vue vum annoncéierte Corona-Gesetzprojet vun der Regierung, wou d'Terrassen erëm sollen opgoen."

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass kloer an däitlech, wat Der frot. Da musst Der lech vläicht besser expriméieren an Ärer Kommunikatioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Bon, dat ass e bëssen e langweilege Pingpong. Mee ech géif den Här Wiseler froen, dass en exakt déi Fro liest, déi ech eraginn hunn, schréftlech, e puer Deeg virum Gemengerot. Do steet genau dran, wat ech gesot hunn.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Dat ass prezis an däitlech. An dat ass net a Kontradiktioun mat iergendeppes anescht. An et ass natierlech och net eppes anescht wéi dat, wat de gesetzleche Kader géif hei hierginn. Also kommt, mir bleiwe bei de Fakten! Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also de Fakt, dat ass, datt ech Ären Tweet ganz virgelies hunn!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Elo geet d'Wuert awer un deen zweeten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Kolleeginnen a Kolleegen: Gedëlleg, impfbereet, midd, dat sinn déi dräi Adjektiver, mat deenen ee kann e rezente Sondage resuméieren, dee virun enger gudder Woch an der Lëtzebuerger Press ze liese war. Et war awer och e Sondage - an ech wëll dat hei ganz kloer soen, am Géigesaz zu deem, wat mäi Virriedner gesot huet -, wou eng grouss Majoritéit vun de Leit der Regierung de Réck stäipt an hirem Krisemanagement an an de Mesuren, déi geholl gi sinn. Ech mengen, 70 %, dat däerf ee getrouscht als eng grouss Majoritéit betruechten.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- 193.000 Tester sinn déi lescht dräi Woche gemaach ginn. Dat sinn der, op eng Millioun Awunner gerechent, siwemol méi wéi an Däitschland. Den Taux d'incidence ass wierklech geklommen, an Zäit vun enger Woch ëm iwwer 25 %, vun 198 op 250 an d'lescht Woch op 269. Den Taux de positivité ass eropgaange vun 2 % an en ass elo stabel bei 2,5 %. Sur ordonnance bleiwe mer stabel bei iwwer 5 %. An den R-Wäert, deen ass säit Woche leider iwwer 1 %.

An de Spideeler ass et esou, mengen ech, wéi och den Här Di Bartolomeo et virdru gesot huet, deem ech och géif Merci soe fir säin exzellente Rapport, dass mer an enger Situatioun sinn, déi ee kann als stabill bezeechnen. Mir haten an de leschten dräi Woche 76 Doudesfäll mam oder duerch de Covid. An ech menge leider hei mussen ze soen, dass mer nach net derduerch sinn.

Gedëlleg, dat éischt Adjektiv. Ech géif op dëser Plaz de Leit hei am Land, déi zu ganz, ganz, ganz ville scho ganz laang op d'Zänn bäissen an op esou munches verzichten, Merci soe fir hire Courage a Merci soe fir hir Solidaritéit, awer besonnesch Merci soe fir hiert Versteesdemech ...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... an enger onberechenbarer Situatioun, an an där si mer, duerch Mutatiounen, déi d'Situatioun vun Dag zu Dag kënne veränneren. Mir sëtzen all zesummen an deem Boot, hei zu Lëtzebuerg, an Europa, vläicht souguer an der ganzer Welt. A mir ginn zesummen duerch déi gréisst Erausfuerderung, déi eist Land säit 1945 kannt huet.

Gedold wäerte mer nach brauchen, well et ass net eriwwer, och wa mer mengen, Liicht um Enn vum Tunnel ze gesinn. Eis Impfcampagne leeft, mee gradesou wéi an eisen Nopeschlänner net séier genuch oder net esou séier, wéi mir eis et géife wënschen. Dat huet näischt mat politeschem Wëllen ze dinn, mee einfach mam Fait, dass mer net all deen Impfstoff geliwwert kréien, deen eis versprach ginn ass.

Aus der internationaler Press ass erauszeliesen, dass de Mount Abrëll soll dee Mount ginn, wou elo d'Länner massiv beliwwert ginn. An da kann och massiv geimpft ginn. Mir sinn elo an der Phas, wou eis Matbierger tëschent 65 an 69 Joer geimpft ginn, dat si 27.500 Leit. An duerno kommen dann déi Leit tëschent 60 a 64 Joer, dat sinn der 34.500.

Wa mer bis d'Leit iwwer 60 geimpft hunn, mengen ech, hu mer eng kleng Tëschenetapp gepackt, well mat all geimpfter Persoun komme mer der Ligne d'arrivée méi no. Et hänkt awer, wéi gesot, vun de Liwwerungen of, déi mer kréien. An ech mengen, mam Johnson, dee jo nëmmen eemol gesprëtzt gëtt, wäert wierklech e „game changer" op de Maart kommen, deen eis nei Impulser gëtt an och eng nei Dynamik an d'Impfcampagne kann erabréngen.

Ech war awer och frou gëschter ze liesen, ech mengen, Dir hutt dat och matkritt, dass BioNTech/Pfizer den Impfstoff getest huet op Jugendlecher tëschent 12 a 15 Joer. Si hunn do iwwer 2.500 Jugendlecher an Amerika getest. An deen ass, laut deenen Ergeebnisser, déi si gesot hunn, zu 100 % wierksam. Ech mengen, dat ass eng gutt Noriicht. A mir sollen och emol eng Kéier hei uewen déi gutt Noriichten ervirsträichen.

Zweet Adjektiv: impfbereet. Et ass erfreelech ze gesinn, dass ganz vill Leit, ganz vill vun eise Matbierger sech wëllen esou séier et geet impfe loossen, an der Hoffnung op méi Normalitéit, an der Hoffnung op méi Fräiheet.

Ze denke gëtt engem awer trotzdeem déi Retizenz, déi Retizenz bei Leit aus dem Secteur, Leit aus dem Fleege- a Gesondheetspersonal. Do musse mer, mengen ech, nach eng Kéier massiv usetzen, massiv motivéieren, fir dass déi Leit, déi an de Klinicken an an de Strukture mat den eelere Leit schaffen, mam gudde Beispill virginn an esou zu méi Sécherheet bäidroe fir eis eeler Leit a fir eis vulnerabel Leit.

Säit Ufank vun der Pandemie huet d'DP gesot, et géif keng Impfflicht ginn, awer mir géifen de Leit un d'Häerz leeën, sech impfen ze loossen. Vläicht wär elo de Moment, fir eng grouss ugeluecht Campagne ze maachen, mat bekannte Gesiichter aus dem Sport, aus der Kultur oder aus der Zivillgesellschaft, déi sech zur Impfung bekennen, an doduerjer vläicht aner Leit an nach méi Leit ze motivéieren.

Déi lescht Woche gouf et Stëmmen innerhalb vun der CSV, eng vun deene Stëmme sot moies am RTL-Interview, eng Impfflicht misst komme fir d'Leit aus dem Gesondheets- an aus dem Fleegesecteur. Dat war eng kloer Ausso an eng kloer Fuerderung. D'CSV ass - oder war - also fir eng sektoriell Impfflicht. Dee selwechten Dag huet en aneren Deputéierte kuerz drop an der Santéskommissioun déi Positioun relativéiert, fir net ze soe revidéiert. An dat kann een och aus dem Chat aus där Kommissiounssëtzung erausliesen. Den Dag drop gouf et eng Pressekonferenz vun dräi Deputéierte vun der CSV, déi um Riednerpult stoungen, an du war déi Fuerderung awer schonn erëm méi nuancéiert.

Ech muss lech soen, et ass e bësse schwiereg fir de Public dobaussen ...

(Interruption)

... an et ass och e bësse schwiereg fir de Public a fir eis heibannen ze verstoen, wat d'CSV wëllt, well dat weess een net esou genau: Ass et d'Meenung ...

(Interruptions)

... vun engem eenzelnen Deputéierten?

(Interruption)

Ass et d'Meenung vun der Fraktioun? Oder ass et d'Meenung vun der Partei? Also am Moment ass et wierklech net esou einfach, do ganz den Duerchbléck ze hunn.

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech kann lech just soen, dass d'DP géint eng sektoriell Impfflicht ass. Dat hu mer ëmmer gesot an dobäi bleiwe mer och.

All Doudegen ass een ze vill; do si mer eis heibannen eens. Eist Bäileed geet natierlech un d'Familljen an un d'Frënn, déi e Mënsch mam oder duerch de Virus verluer hunn.

Wou mer eis awer net méi eens sinn, dat ass d'Aart a Weis, wéi hei déi gréisst Oppositiounspartei probéiert, e Schëllegen ze sichen, a mam Fanger op e Minister weist. Matzen an enger sanitärer Kris, wou Zesummenhalt a Serenitéit géife gebraucht ginn, gëtt hei de Mann, oder an dësem Fall d'Fra, gespillt an net de Ball. An dat fannen ech, éierlech gesot, net an der Rei!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- D'Familljeministesch Corinne Cahen huet d'lescht Woch op enger Pressekonferenz transparent an oppen iwwert d'Presenz vum Coronavirus an och iwwert d'Doudesfäll an den Alters- an an de Fleegeheimer informéiert. Et gëtt näischt ze verstoppen, et gëtt näischt ze vertuschen an et gëtt och näischt ënnert den Teppech ze kieren. D'Regierung baséiert hir Politik op d'Expertis an op d'Wëssenschaft. Dofir war et der Familljeministesch wichteg, dass op der Pressekonferenz Experten a Persoun vum Direkter vun der Santé, dem Här Jean-Claude Schmit, an och vum Epidemiolog Joël Mossong derbäi waren zur Erklärung vun de rezente Virfäll, déi Erklärungen heizou bäigedroen hunn.

Zu de Fakten: Alleguerten d'Alters- an d'Fleegeheimer zu Lëtzebuerg hu Mesuren an en Hygièneskonzept en place, déi spezifesch op déi jeeweileg Besoinen op der Plaz ugepasst sinn. Well net all Haus an net all Bewunner ass d'selwecht. Dofir gëtt et och net ee Konzept fir all Haus, well all Haus aner Ufuerderungen huet. Dës Mesurë goufen zesumme mat der Santé, der COPAS an dem Familljeministère ausgeschafft an och ëmmer korrekt ugewannt.

Am Fall vun Infektiounen an engem Haus gëtt et Prozeduren, déi bis elo ëmmer agehale gi sinn. Eng konkreet Mesure ass de Cohortage, also d'Regruppéierung vun infizéierte Persounen, wann dat méiglech ass. Den Epidemiolog, den Här Mossong, ass amgaangen, déi rezent Infektiounsketten an den Haiser ënnert d'Lupp ze huelen. An déi Ënnersichunge sinn awer nach net ofgeschloss.

Dës Regierung, an dovunner sinn ech iwwerzeegt, wäert och weiderhin alles derfir maachen, fir d'Bewunner an den Alters- an an de Fleegeheimer souwéi awer och de Rescht vun der Populatioun esou gutt wéi méiglech virum Virus ze schützen.

Gläichzäiteg setze mer och alles drun, fir de Mënschen déi néideg Fräiheeten ze erméiglechen, fir hiert Wuelbefannen an engem sécheren Ëmfeld ze garantéieren. An engem sécheren Ëmfeld ze garantéieren! An eng honnertprozenteg Sécherheet, ...

(Interruption)

... mat deene Mutatiounen, déi ënnerwee sinn, eng honnertprozenteg Sécherheet gëtt et net, ausser mir géifen eis Bierger, an an dësem Fall eis eeler Leit, konsequent isoléieren, konsequent aspären. An dat wëlle mer net! An dat ass och schonn am Ufank vum leschte Joer hei vun der CSV méi wéi eng Kéier gesot ginn: „Mir wëllen déi eeler Leit net isoléieren." An déi eeler Leit wëllen dat och net.

De Lëtzebuerger ass es midd. De Lëtzebuerger wëllt zréck an d'Normalitéit. An dat ass och legitimm a verständlech. Mam Gesetz haut maache mer e ganz, ganz virsiichtegen, e klenge Schrëtt an déi Richtung. Ab dem 7. kann een zu zwee op enger Terrass vun engem Restaurant oder engem Bistro eppes zesummen iessen oder e Patt huelen. Dat ass och gutt esou an dat ass gutt fir d'Gemitt vun de Leit, et ass gutt fir d'Restaurateuren an et ass gutt fir dat soziaalt Liewen.

Verschidde Restauranten a Caféë wäerten hei matmaachen, anerer net. Dat ass e Choix.

Et huet een op de sozialen Netzwierker verschidde Reaktioune gelies, vun hei bis do. Ech hu mech gefreet, dass de Wiert op der Place Clairefontaine geschriwwen huet, 6.00 Auer, dat wär awer e bësse fréi, fir e Picon Béier ze drénken, mee hie wär awer ganz, ganz frou, dass en um 10.00 Auer kéint opmaachen. Ech hu fonnt, dass dat einfach e léiwen, e positive Message war, e Message fir ze soen: „Lues a lues geet et erëm lass. Lues a lues geet et erëm biergop." An ech mengen, et ass och dee „mood", dee mer am Moment brauchen. Ech wënschen hinnen alleguerten ab dem 7. Abrëll gutt Wieder an dass se och, éischtens, eppes kënne schaffen an eppes kënne verdéngen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir sinn es all midd! Dat ass normal, dat ass mënschlech. Mee wann ech awer kucken, wéi eng Méiglechkeete mer hunn am Verglach zum Ausland - an dat soe mer eis alännesch Matbierger -, da kënne mer awer scho villes maachen: Theater, Kino, Bibliothéiken, Butteker, Piscinnen an ënner verschiddene Konditiounen och de Sport.

Ech wollt e Wuert soen zum Couvre-feu, wou ech gëschter eng Etüd kritt hunn. An ech ginn déi och ganz gäre weider un den Här Wiseler an och un de Marc Baum. Déi ginn ech da weider. Et ass eng Etüd, déi vun europäesche Wëssenschaftler gemaach ginn ass an 114 Regiounen vu siwe Länner, an zwar vun August d'lescht Joer bis de Januar. Do hu se Verschiddenes ënnersicht, a wat se erausfonnt hunn, ass am Fong interessant.

Ee Punkt ass ervirzehiewen, wéi gesot: dee vun der Ausgangsspär, well mer jo ëmmer erëm héieren, datt eng Ausgangsspär guer näischt géif bréngen, fir d'Neiinfektiounen ze verhënneren. Natierlech kann eng Ausgangsspär net esou e staarken Impakt hu wéi aner Mesuren - där ganz, ganz strikter. Mee dës Etüd huet awer bewisen, dass eng Ausgangsspär e statistesch signifikanten Effekt bei der Andämmung huet. Si huet dat nogewisen. Den R-Wäert ka mat dëser Mesure ëm 13 % reduzéiert ginn. Mam Zoumaache vun de Schoule kéint den R-Wäert, am Géigesaz dozou, awer nëmmen ëm 10 % reduzéiert ginn.

Ech ginn déi Etüd ganz gär weider. Wann Der Loscht hutt, da kënnt Der lech déi ukucken. Da kënnt Der lech Äert Bild maachen an dann haalt Der dovunner, wat Der wëllt.

Et ass eng Etüd, déi elo kuerz zu Lëtzebuerg publizéiert ginn ass, déi seet, déi bescht Mesure, fir de Virus anzedämmen, ass nach ëmmer d'Reduzéierung vun de soziale Kontakter. An dat ass jo och dat, wat mer mat eisem Gesetz hei weiderféieren.

Ech mengen - an do ginn ech mengem Virriedner net Recht -, dass de Lëtzebuerger Wee, dee mer elo all déi Méint gaange sinn, dee mer all déi Méint zesumme gaange sinn, mat virsiichtege Schrëtt an ëmmer déi ganz Situatioun am A, dass dee Wee net verkéiert war. Ech géif soen, dee Wee war richteg!

Och wann et net einfach war an ass, wann et Kritik gouf a wann et och weider Kritik wäert ginn, mengen ech awer, dass kee Land an der Groussregioun de Volet Schoul esou gemeeschtert huet, wéi mir e gemeeschtert hunn. Well mer e Maximum vu Presenzunterrecht mat alle sanitäre Mesuren hikritt hunn, zum Wuel vun de Kanner a vun de Jugendlechen. Ee Schouljoer ënner ganz schwierege Premissen hu si dach - a wann ech soe „si", da mengen ech d'Kanner, d'Enseignanten an hir Elteren -, mengen ech, awer propper iwwert d'Bün kritt.

„Maximal Chancë fir d'Bildung - minimal Chancë fir de Virus", dat bleift eis erkläertent Zil! Den Asaz vun de Schnelltester an de Schoule wäert säin Deel dozou bäidroen.

Haut ass och erëm, an dat ass verständlech an ass och nozevollzéien, no der Base légale vu verschiddene Mesurë gefrot ginn. A wann et einfach wär an eis déi Flexibilitéit, déi mer brauchen, fir lokal, regional séier kënnen ze handelen, net géif anengen, ech mengen, dann hätte mer villes am Gesetz gereegelt. Mee wichteg ass awer, méi wichteg wéi eng Base légale, an den Ae vun den Elteren, den Enseignanten an de Kanner, dass de Schoulbetrib leeft! An ech menge kënnen ze soen, dass mer dat besser hikritt hu wéi aner Länner.

Här President, déi Froen, déi ech ëmmer erëm gestallt kréien, an Dir och: „Wéini ass et erëm wéi fréier? Wéini geet et erëm op? Wéini ass et erëm wéi gewinnt?", dorobber gëtt et keng prezis Äntwert, well mer ofhängeg si vun de Liwwerunge vum Vaccin. Op déi Fro eng prezis Äntwert ze ginn, ass net méiglech, ass net méiglech hei am Land an ass och net méiglech am Ausland.

Bis dohi musse mer weider zesummenhalen, een op deen aneren oppassen an un engem Strang zéien, zum Wuel vun eis alleguerten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. D'Wuert kritt direkt den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci dem Kolleeg Mars Di Bartolomeo fir säin x-te schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll net soen, dass et eng Routine ass, well an esou engem Dossier gëtt et keng Routine, mee en huet dat, wéi ëmmer, op déi gewinnte gutt Aart a Weis hei gemaach.

Ech wéilt mat zwee Zitater hei ufänken. „Die Ungeduld verlangt das Unmögliche, nämlich die Erreichung des Ziels ohne die Mittel", huet de Georg Wilhelm Friedrich Hegel gesot. An dat zweet Zitat vum Ruth Dreifuss: „Es gibt Gebiete, bei denen ich ungeduldiger bin, und Gebiete, bei denen ich mehr Geduld habe. Geduldig bin ich dort, wo die Komplexität des Systems eine gewisse Behutsamkeit fordert. Ungeduldig bin ich dort, wo Leute leiden."

Dat bréngt zimmlech gutt d'Komplexitéit an d'Ambiguitéit vun der Situatioun vun haut op de Punkt. Jo, et gëtt en etlech Leit, déi leiden ënnert der aktueller Situatioun, notamment déi, déi u Covid erkrankt sinn, déi op der Intensivstatioun leien oder loungen, déi, déi eng Persoun verluer hunn, déi, déi net gutt mat der Situatioun vum Manktum u soziale Kontakter eens ginn, déi eleng sinn, déi, déi hir wirtschaftlech Existenz bedrot gesinn an déi effektiv um Spill steet. An et gëtt d'Komplexitéit vum System, mat all senge Facetten, mat all sengen Iwwerleeungen, deen ee mat all de Consideratiounen och muss gesinn, fir de gesellschaftleche System ze verstoen an och d'Zesummenhäng ze erkennen, an deen no enger gewëssener Rou a Reflexioun verlaangt. Ech sinn deemno gedëlleg ongedëlleg.

Mir sinn haut leider nach ëmmer an enger onséchererer Situatioun hei zu Lëtzebuerg. De Katastrophenzenario huet sech awer net ausgeléist. Dee leschte Wocherapport weist, datt d'Zuelen zimmlech konstant bleiwen, wann och op engem héijen Niveau. A mir sinn eis eens: een ze héijen Niveau.

Jo, et si méi Leit positiv getest ginn, mee et sinn der och insgesamt méi getest ginn. D'Hospitalisatioune si liicht an d'Luucht gaangen. Dat ass beonrouegend. Mee d'Unzuel vun de Persounen op der Intensivstatioun, déi bleift stabill: an de leschten dräi Woche vun 32 op 17, an elo erëm op 25. Mir si glécklecherweis net an der Situatioun, an där mer um Schluss vum leschte Joer waren oder am Ufank vun dësem Joer: bei ronn 60 Leit op der Intensivstatioun.

De Reproduktiounstaux geet och erof, vun 1,13 % op 1,11 %, an nach souguer manner no deene leschten Zifferen. Den Taux de positivité pendelt sech och bei 2,5 % bis 3 % an. Och nach ëmmer ze héich. An och wann an de Kläranlagen d'Presenz vum Virus nach ëmmer ze héich ass, esou huet sech keng gréisser Tendenz no uewe confirméiert.

D'Progressioun vun de Stierffäll geet - wann een dat iwwerhaapt ka soen an esou engem Fall - an déi richteg Richtung. Virun dräi Woche waren et der 34, virun zwou Woche waren et der 23, an d'lescht Woch waren et der 7. Mir sinn eis awer eens: All Doudesfall ass een ze vill!

Mir sinn awer nach net duerch de Bësch. Mee dës konstant Zuele ginn eis d'Hoffnung, datt d'Situatioun sech stabiliséiert, a virun allem, datt manner Leit stierwen. Eis ass et dofir wichteg, dee richtegen Equiliber ze fannen, fir ee Stéck Normalitéit kënnen ze halen oder erëmzekréien. D'Situatioun ass net esou, datt ee grouss Oplockerunge ka maachen, mee et ass elo awer dee richtege Moment, fir e klengt Zeechen a Richtung Normalitéit ze setzen.

An dat maache mer, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Ëffnung vun den Terrassen. Dat ass eng Oplockerung ënner ganz strikte Konditiounen, déi och missten duergoen, fir d'Ustiechungsgefor esou niddreg wéi méiglech ze halen. De Risiko ass hei net ze grouss, well just zwee Leit op engem Dësch kënne sëtzen oder Leit aus engem Stot dierfen zesummekommen, an haaptsächlech, well et och dobaussen ass. Do ass den Ustiechungsrisiko méi geréng.

Et kann een elo iwwert d'Auerzäit diskutéieren. Et kann een iwwert d'Zuel vun de Leit diskutéieren, déi dierfen op engem Dësch sëtzen. Et kann een iwwert d'Opportunitéit, dat iwwerhaapt elo ze maachen, diskutéieren. An dach ass dës virsiichteg Oplockerung richteg an och gutt, well se de Leit dobausse Mutt mécht fir d'Zukunft. Esou vermeide mer och, datt d'Kollateralschied nach méi grouss ginn. Déi sozial, psychesch an ekonomesch Konsequenze sinn nämlech enorm.

Et brauch een och nëmmen dobaussen ze kucken, Dir sidd alleguerten elo haut de Mëtten hei an d'Chamber komm, do hutt Der dobaussen op de Bänken an iwwerall, wou d'Leit sech konnte sëtzen, gesinn, datt d'Leit zesummesouzen, datt se de Besoin hunn, fir sech zesummen iergendwou zesummenzefannen. Dat ass och absolutt normal! Bei esou engem gudde Wieder sëtzt ee sech gären zesummen. Duerfir fanne mir, datt dat Opmaache

vun den Terrassen e richtegt Zeechen ass. Do kann een an enger kontrolléierter Rumm sinn an de Risiko, sech unzestiechen, ass wierklech ganz geréng.

Dat kann een elo interpretéieren, wéi wann een déi Decisioun hei iwwert de Knéi gebrach hätt, zemools wann een d'Situatioun am Ausland kuckt, wéi eis Nopeschlänner elo ëmmer méi restriktiv Mesuren huelen. Sécher kucke mir och dat, wat an eisen Nopeschlänner geschitt, mee mir halen eis eege Situatioun am Bléck. A wéi ech dat schonn dacks hei sot, an de Gilles Baum huet et och elo grad nach gesot: Lëtzebuerg geet säin eegene Wee! Dee Wee huet sech bis elo an deene groussen Zich als dee richtege Wee erwisen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng honnertprozenteg Sécherheet fir d'Gestioun vun enger Pandemie, déi gëtt et net. Néierens! A kengem Land a mat kenger Partei, déi an der Verantwortung ass, tous partis confondus.

Et sinn der, déi hunn dat assimiléiert, déi hunn et verstanen heibannen. Mäi Respekt fir si. Duerfir misst et och eist Zil sinn, heibannen zesummen dës Kris ze packen. Et ass net gutt, dass mer mat Scholdzouweisungen hantéieren an am Endeffekt nëmmen drop aus ze sinn, fir sech medial no bausse gutt dohinzestellen oder fir Clicks op de soziale Medien ze kréie bei engem Post oder mat enger Initiativ. Leider huet sech déi Prioritéit nach net bei jiddwerengem duerchgesat.

Wann ech dann hei d'CSV héieren: „Jo, an Irland hate se e Stufeplang an do sinn d'Zuele besser wéi hei." An Däitschland hate se och e Stufeplang. Deen hu se schonn dräimol op d'Kopp gehäit! Ass dat dann elo dee richtege Wee?

(Interruption)

A Frankräich ass et jo nach schlëmmer. An, jo, d'CSV seet hei, si géifen dat eng gutt Iddi fannen, wann d'Terrassen opginn - wann ech dat richteg verstanen hunn. Well et ass schwéier, bei der CSV ze verstoen, wat se richteg wëllen, well si soen: „Jo, mir fannen et gutt, mee mir fannen et awer och net gutt."

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Si stëmmen dergéint.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Op alle Fall, an dat ass richteg: Si stëmmen haut dergéint, datt d'Terrassen opginn! Net nëmmen d'CSV, mee och alleguer déi aner Parteien, well si hunn de Rapport net gestëmmt. Dofir ginn ech emol dervun aus, datt se alleguerten dergéint sinn, ...

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Mir stëmmen dach géint déi aner Punkten, wéi d'Ausgangsspär, an net d'Terrassen!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... datt d'Terrassen opginn.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- An Dir stëmmt fir d'Ausgangsspär!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat ass e Fait.

(Interruption)

Dat ass e Fait. Also, mir kënne jo haut herno kucke beim Vott, wien derfir stëmmt a wien dergéint stëmmt. An da gesi mer jo, wien derfir ass, fir d'Terrassen opzemaachen. A mir gesinn, wien dergéint ass, fir d'Terrassen opzemaachen.

Ech hu virdrun dem Här Wiseler ganz gutt nogelauschtert. En huet sech een Zéngtel vu senger Riedezäit iwwert de Regëster opgehalen. E Regëster, deen elo eraus ass aus dem Gesetzestext! Jo, doriwwer kann een elo diskutéieren. En ass eng Kéier dragesat ginn - an enger gudder Absicht, déi d'Regierung hat, fir dat ze maachen. An en ass eraus, opgrond vun enger Diskussioun, déi mer an der Santéskommissioun haten, an och well d'Regierung dat esou agesinn huet an och selwer zum Schluss komm ass, fir dat erauszehuelen. Dat war eng gutt Decisioun! Do gesäit ee jo och, datt d'parlamentaresch Aarbecht zu eppes féiert. Dee Regëster ass erausgeholl ginn, an dat war gutt esou.

Duerfir géif ech der CSV nach eng Kéier un d'Häerz leeën, dach op hir Memberen ze lauschteren. Ech hunn nämlech viru Kuerzem an engem Interview e Member - ech ginn emol dervun aus, datt en awer Member ass, de President vun der COPAS, de Marc Fischbach - héieren; wann een ufänkt, mat Scholdzouweisungen ze hantéieren. Ech muss soen, ech si schockéiert iwwert déi Aart a Weis, wéi dat hei an der leschter Woch ofgelaf ass. An ech fannen et eng ganz eekleg Aart a Weis, muss ech hei soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Eng ganz eekleg Aart a Weis, wéi dat hei ofgelaf ass!

De Marc Fischbach - e fréieren CSV-Minister, an ech ginn emol dervun aus, datt en och nach CSV-Member ass -, deen huet gesot als Reaktioun op d'Fro, dass d'CSV der Ministesch géif d'Schold ginn: „Mir hu mat der Santésministesch a mat der Familljeministesch gutt zesummegeschafft. A mir waren Demandeur, fir dass et net sollt zu zwéngende Reegelen oder Moossname kommen, déi mir net kéinten an allen Haiser ëmsetzen. An duerfir ware mir bemét ëm d'Ausschaffe vu Recommandatiounen, déi ëmmer mat der COPAS ofgeschwat waren." Also och mam Här Fischbach.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- En huet du gesot - an dat sollt d'CSV sech wierklech zu Häerz huelen! -: „Ech plädéiere fir Sachlechkeet vum Debat, fir déi räsonéiert Approche. Duerfir mécht et kee Sënn, fir elo engem Scholdzouweisungen ze maachen, och kengem Politiker oder enger Politikerin. Well jiddereen absolutt säi Bescht mécht an alles hiergëtt, wat en huet. A wou ee wësse muss, dass de Kenntnisstand all Dag evoluéiert, soudass een, wat ee gëschter net esou richteg gesinn huet, haut nees ka korrigéieren, fir et muer nach eng Kéier besser ze maachen."

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Léif Kolleege vun der CSV: Ech wär frou, wann déi Verstännegkeet vum Här Fischbach sech géif heibanne méi breet maachen a mer net hei op esou eng eekleg Aart a Weis géife Politik maachen. Politique politicienne, fir vun interne Problemer ofzeweichen an hei ze probéieren, elo aner Leit ...

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Dir schwätzt egal wat!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... quasi responsabel ze maache fir den Doud vun enger Rei vu Leit! Well wann een et liest, tëscht den Zeilen, dann ass et dat, wat d'CSV hei wëllt maachen. An dat geet net! Dat ass en absolutten No-Go!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Ma da kuckt, datt keng Leit méi stierwen an den Altersheimer! Nondikass!

(Interruptions)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- „Kuckt, datt keng Leit an den Altersheimer stierwen!" Wéi wa virdru keng Leit an den Altersheimer gestuerwe wären! Här Gloden, Dir sidd awer wierklech vun enger Perspicacitéit. Déi ass awer bal net méi ze iwwertreffen heibannen!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Kuck emol zu Gréiwemaacher! Fänk emol bei Dir selwer un!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Gloden, den Här Engel huet d'Wuert a soss keen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Nieft dem Fait, datt d'Leit an engem Altersheim stierwen, Här Gloden, ass et nach wäit dervun ewech, fir engem d'Schold ze ginn, wien an engem Altersheim stierft!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Also mir hunn eng Fro gestallt a mir haten eng konkreet Motioun abruecht, ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Schreift lech dat an Äert Handbuch!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... déi Dir net ënnerstëtzt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Hansen, den Här Engel huet d'Wuert a soss keen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Eis Demarchë par rapport zu den Nopeschlänner sinn ze vertrieden, well mer de Status quo halen, weider streng Restriktiounen oprechterhalen, weider virsiichteg sinn an awer mat der Ouverture vun den Terrassen eng liicht Direktioun a Richtung Normalitéit huelen, dat nach ëmmer ënner strenge Restriktiounen.

An der Belsch hu se e Lockdown bis den 18. Abrëll. A Frankräich ginn d'Restriktiounen ab e Samschdeg méi streng. De partielle Lockdown gëtt iwwert d'ganzt Land ausgebreet. An Däitschland ginn d'Moossname bis den 18. Abrëll verlängert. An d'Saarland hieft de Lockdown op no Ouschteren a mécht d'Restauranten och op; à contre-courant zu deenen anere Bundeslänner, mee sécherlech mat engem gudden Argumentaire. Iwwregens: Am Saarland gëtt et en CDU-Ministerpresident.

Iwwregens verlängert och Schweden, dat jo ëmmer als den absolutte Modell dohigestallt gëtt, opgrond vun deene weider héijen an och klammenden Neiinfektiounen d'Restriktiounen an de Caféen an an de Restauranten. Do bleift et zwar, wéi bis elo och, bis um 20.30 Auer op - dat ass méi laang wéi hei -, et gëtt awer och hei Beschränkunge fir Visiteure vun Akafszentren, Butteker a Fitnesser, gradesou wéi och bei eis. D'Neiinfektioune waren an der Lescht dräimol esou héich a Schwede wéi an Däitschland. An d'Entwécklung geet an déi falsch Richtung, dat huet de schweedesche Ministerpresident selwer esou agesinn, duerfir mussen d'Restriktiounen och nach hei bäibehale ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, och nach e puer Wuert zu enger vun den ëmstriddenste Moossnamen, déi dës Regierung agefouert huet. Dat war dat, wat de Gilles Baum och gesot huet: de Couvre-feu.

Jo, d'LSAP stoung a steet nach ëmmer - an ech betounen dat hei nach eemol - op der Säit vun de Vertrieder vun de fundamentale Rechter. Fir eis ass d'Ausgangsspär och eng grouss Aschränkung vun den individuelle Rechter! Mee fir d'Kontaktlimitatiounen am Privatberäich kënnen anzeschränken, huet eis dës Moossnam als onëmgänglech geschéngt. Jo, well genau dat ass de Grond, woufir déi Ausgangsspär agefouert ginn ass: fir d'Kontakter am private Beräich esou vill wéi méiglech anzeschränken! Wëssend eeben, datt et dee Beräich ass, wou d'Police och net kann agräifen. A wann ee gesäit, datt Partye stattfannen, esou wéi de leschte Weekend beim Mudam, dann ass et och gutt, datt dee Couvre-feu nach bestoe bleift.

Streng Kontaktlimitatioune gehéieren zu de wierksaamste Moossnamen am Kampf géint dës Pandemie. Dës restriktiv Moossnamen ze huelen, huet sech als richteg erwisen. Heifir gëtt et jo och elo wëssenschaftlech Erkenntnisser.

Jo, et kann een déi net richteg fannen. Et kann een hei andauernd no wëssenschaftlechen Erkenntnisser froen, an dann, wa se kommen, se awer net richteg fannen, well se engem seng eegen Theorie net ënnerstëtzen. Mee et gëtt nun emol awer eng Etüd vun der Universitéit Oxford an aneren europäesche Wëssenschaftler, eng Etüd vu 27 Säiten. An op der Säit 10, do steet, datt de Curfew e moderaten, awer statistesch signifikanten Effekt huet, esou wéi den Här Baum et gesot huet, datt den R-Wäert duerch d'Ausgangsspär ëm 13 % ka reduzéiert ginn, duerch d'Maskeflicht - déi jo och vill gefrot gëtt hei vu verschiddene Säiten, ... oder ëmmer ginn ass, pardon - zum Beispill nëmmen ëm 12 % an duerch d'Schoulen zoumaache just ëm 10 %.

Mir wëssen, datt hei am Land Decisioune musse geholl ginn, Dir Dammen an Dir Hären. D'LSAP ass eng verantwortungsvoll Partei a mir stellen eis eiser Responsabilitéit. Mir wäerten dëst Gesetz hei och matstëmmen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Kris ass nach net eriwwer, mee d'Impfstrategie geet weider. Déi véiert Phas huet jo elo ugefaangen, fir déi Leit vu 65 bis 69 Joer ze impfen. Déi erwaart Progressioun bei den Impfungen, och mat den éischten Dosissen Johnson & Johnson, déi geschwënn an den Asaz kommen, ginn eis alleguerten Hoffnung.

Ech si mat dem Här Wiseler d'accord: Wa mer Impfstoff kréien, da solle mer deen och huelen. Dat ass e komplext Theema, ech weess dat. Déi komplex Froe musse mer heibannen och beäntwerten. Mee d'Impfen ass de Wee aus dem Tunnel eraus. Et bestinn awer elo nach eng ganz Rei vun Ongewëssheeten, soudatt, wa mir weiderhin all eis Responsabilitéit droen, nach gedëlleg a virsiichteg bleiwen an och nach eis Geste-barrièren anhalen, all eis Efforten, déi mer elo säit engem Joer gemaach hunn, och all net ëmsoss waren. Da komme mer och zesummen aus dëser Kris eraus.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord hei vun der LSAP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. De Mikro ass elo fräi fir déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President?

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, merci. Ech wëll just preziséieren, datt den Här Engel net grad alles virgelies huet, wat den Här Fischbach gesot huet. En huet nämlech och gesot: „Beim Impfen hätt ee kënnen d'gesamt Personal berücksichtegen, och déi Professionell, déi an d'Haus erakommen, wéi zum Beispill d'Botzpersonal, de Kiné oder de Coiffer." De Marc Fischbach bedauert och, datt d'Leit an de Strukture fir d'betreit Wunnen net prioritär geimpft goufen.

Also en huet net alles gelueft.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, et ass richteg, ech hunn net dee ganzen Interview hei vum Här Fischbach opgezielt, wat e gesot huet. Mee dat, wat ech gesot hunn, dat sollt Dir lech an Äert Bichelche schreiwen!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engel. Da wier et elo un der Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Jo, et sinn e puer Nimm gefall hei vun der CSV. Et muss ee wierklech feststellen, datt d'CSV an der Vergaangenheet ganz gutt Politiker hat.

(Brouhaha et interruptions)

E puer Wierder zu den Zuelen, ...

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Däerf ech lech drun erënneren, wéi dacks Der déi doten ëmmer kritiséiert hutt, déi Partei?!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... iwwert déi ech elo net esou laang wëll schwätzen, well se scho genannt gi sinn, och zum Rapporteur, deem ech wierklech villmools Merci wéilt soe fir säi gudde Rapport, dem Här Mars Di Bartolomeo, wéi ëmmer. En huet erkläert, datt déi sanitär Entwécklung zu Lëtzebuerg eis natierlech Suerge muss maachen. Si ass net déi bescht, mee et muss een awer och soen, datt se net déi schlechtst ass. Virun allem ass se net esou beonrouegend wéi an anere Länner, wou d'Spidolscapacitéiten - ech schwätze vu Frankräich - scho plazeweis un der Limitt ukomm sinn.

Bei eis halen d'Zuele sech, wéi och schonn erkläert, op engem Niveau, deen awer nach geréierbar ass an deen och nach verträglech ass. Duerfir huet d'Regierung et mat dësem Projet de loi gewot - dat Wuert ass och schonn eng Kéier gefall, ech mengen, vum Gilles Baum -, si huet et „gewot", e klenge Liichtbléck an den Alldag ze bréngen. Et ass deen, datt d'Terrasse vun de Caféen a Restaurante vu mueres sechs bis owes sechs ënner strenge Konditiounen däerfen opmaachen, wärend de ganze Rescht vun de Moossnamen natierlech weiderhi verlängert gëtt. Dat aus sanitäre Grënn an net fir d'Mënschen ze kujenéieren.

Den Horeca-Secteur schwätzt bei dëser begrenzter Ouverture vun enger onlogescher Decisioun, vun Aewëscherei a vu Symbolpolitik.

Richteg ass, Dir Dammen an Dir Hären, datt dës Lackerung effektiv net déi grouss Recetten abréngt. Si sinn éischter bescheide par rapport zum Normalbetrib. Et ass och richteg, datt d'Ëffnungszäite fir vill Clienten net immens attraktiv sinn. Dat ass dat eent. Dat anert ass awer, datt d'Ouverture vun den Terrassen Ulass gëtt zur Hoffnung. An zwar zu der grousser Hoffnung, datt et mat de Fräiheeten no laanger Zäit nees biergop geet, wa mer eis gescheit uleeën. Dat ass fir eis e wichtege Punkt.

An dëser Pandemie brauchen d'Mënschen nämlech net nëmmen AstraZeneca, Moderna oder Pfizer, si brauchen och Hoffnung. Well „Do, wou een d'Hoffnung fuere léisst, gëtt d'Welt zur Häll", huet den Dante Alighieri a senger gëttlecher Comedie behaapt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat war viru bal 800 Joer, mee et stëmmt nach haut. Et muss een och net u Gott, Himmel an Häll gleewe fir ze wëssen, datt d'Hoffnungslosegkeet kee gudde Beroder ass an datt se op d'Dauer krank mécht.

Dat heescht net, datt mir als Gréng neierdéngs fir blannen Optimismus hei plädéieren, wat de Wee aus der Kris ubelaangt. Mir sinn, wéi all eis Kolleegen hei aus der Majoritéit an, ech hoffen och, aus der Oppositioun, realistesch. Mir behaapten och net, datt de Covid net méi gefëierlech ass. Dat ass ganz sécher net de Fall. Mir sinn eis och bewosst, datt e weiderhi mat Iwwerraschunge wäert ugereest kommen.

Allerdéngs plädéiere mir als Gréng derfir, der Hoffnung eng Chance ze ginn, andeems mer eebe grad konkreet Perspektive schafen, déi de Wee an d'Normalitéit beschleunegen, ouni datt de Gesondheetsschutz ze kuerz kënnt. Et ass och dat, wat ech an der Kommissioun gesot hunn.

An deem Hibléck sinn am Fong dräi Haaptfacteuren an den nächste Méint fir eis entscheedend. Et sinn déi dräi Facteure ganz genee, op déi d'Regierung och setzt. Dat ass, éischtens, d'Acceleratioun vun der Impfstrategie, awer ëmmer am Geescht vun der europäescher Solidaritéit, wou mer net als Lëtzebuerg Virdränglerei solle bedreiwen; zweetens, de cibléierten Asaz vum Large-Scale-Testing, dee mer kennen. An drëttens kommen ech da bei d'Schnellan d'Selbsttester iwwerall do, wou d'Resultat séier gebraucht gëtt a wou mëttlerweil schonn 2 Milliounen Tester zu Lëtzebuerg ukomm sinn an 8 weider Milliounen nokommen. Dat ass jo net grad näischt.

Zu der Impfstrategie: Wat d'Impfen ugeet, esou ass et jo positiv, datt mir fir déi nächst Wochen a Méint mat vill méi héije Quantitéite kënne rechnen. 120.000 Dose kommen am Abrëll vu Pfizer a 50.000 Dosen am Mee vun Johnson, deem neien Impfstoff, bei deem just eng eenzeg Dosis wäert néideg sinn. Spéitstens da muss Lëtzebuerg natierlech Vollgas ginn an déi héich Quantitéiten esou séier wéi méiglech verimpfen. Well mir wësse jo, datt se am Frigo kengem eppes notzen.

Hei stellt sech dann och d'Fro, inwiefern datt d'Hausdokteren an d'Apdiktere kënne matabezu ginn, wann et ëm d'Impfe geet, ëm d'Duerchféierung, wuel wëssend, datt sech hei nach eng ganz Rei logistesch oder medezinnesch Froe wäerte stellen. Mir mengen awer, datt dës Beruffsgruppe gutt gestallt sinn an d'Leit gutt kënnen informéieren, ëmsou méi, well se e Vertrauensverhältnis zu de Patienten hunn a méiglech Ängschten oder Bedenken aus dem Wee raume kënnen.

Jiddefalls ass d'Impfbereetschaft eng vun de wichtegste Konditiounen, fir datt d'Impfcampagne iwwerhaapt déi Friichten dréit, déi eis Gesellschaft no laange Méint vu Restriktioune verdéngt huet.

A spéitstens wann d'Impfwell d'Infektiounswell iwwerhëlt, si mer op der gewonnener Säit. Dofir verschléisse mir als Gréng eis net der Verimpfung vum Sputnik, awer ënnert der Konditioun, datt dat am europäesche Kontext zesumme mat eisen Nopeschlänner geschitt. Well mir stinn net fir en Alleingang an deem ganze Kontext vun der Impfstoffbeschafung. Dat ass ni dee richtege Wee.

Här President, e weidere Bausteen um Wee an d'Normalitéit ass natierlech d'Teststrategie, wou ee muss betounen, datt kee Land esou vill test wéi Lëtzebuerg. Dat huet et bis elo erméiglecht, d'Ausbreedung vun der Pandemie am Bléck ze behalen. Den LST hëlleft donieft och, d'Verhale vum Virus besser ze verstoen a senger Verbreedung e Strécht duerch d'Rechnung ze maachen.

Dat geléngt natierlech ëmsou besser, wat de Large-Scale-Testing méi cibléiert agesat gëtt, notamment do, wou den Infektiounsrisiko erwisenermoossen héich ass. An da kommen ech op d'Aarbechtswelt, déi vläicht an der Vergaangenheet dach e bëssen negligéiert ginn ass a wou elo muss nogebessert ginn. Et weess een, datt do eng ganz Rei Infektiounen detektéiert gi sinn, vläicht well ganz einfach net genuch getest ginn ass op deene Plazen, wou vill Salariéen op enkem Raum zesummesëtzen, oder -schaffen, besser gesot.

D'Schnelltester: D'Selbsttester sinn och schonn erwähnt ginn. Ech wéilt och doriwwer e puer Wierder verléieren. Si spillen natierlech eng ganz wichteg Roll an deem ganzen Zenario. Dowéinst si se och eebe grad a ganz grousse Quantitéite bestallt ginn. Dat ass wichteg, fir déi relevant Secteuren och ofzesécheren.

Dës Form gesi mir net als Konkurrenz zu de PCR-Tester, mee als eng ganz sënnvoll Ergänzung. An d'Argument, datt dës Tester net agesat sollte ginn, wéi vu verschiddene Säite gefrot, well se e bësse manner fiabel sinn, loosse mir net gëllen, well d'Alternativ näischt anescht wier wéi Fräiheetsaschränkungen.

D'Potenzial vun deenen Tester ass jiddefalls grouss a soll genotzt ginn. Besonnesch am Schoulsecteur, mee och an den Alters- a Fleegeheimer si se haut onëmgänglech, fir Schléissungen ze verhënneren a Grondfräiheeten ze garantéieren. An dowéinst ënnerstëtze mer och grad dee Schrëtt, deen elo zu Déifferdeng gemaach gëtt an de Grondschoulen an an de Betreiungsstrukturen, wou deen éischte Pilotprojet ugelaf ass.

Dat grousst Potenzial vun deenen Tester weist sech awer och a verschiddene Stied am Ausland. An ech kommen dohin, wou mer virdru scho waren, wéi de François Benoy ugeschwat ginn ass, dat ass zu Tübingen, enger Stad, op déi vill Leit neidesch kucken, well se mat engem ganzen Netzwierk vu Schnellteststatiounen ausgestatt ass. Sinn d'Mënschen negativ getest, steet der Fräiheet näischt méi am Wee, zumindest fir een Dag.

Wat da Lëtzebuerg ugeet, kann een natierlech net verlaangen, datt mir vun haut op muer eng Kopie vum Tübinger Modell aus dem Stee schloen. An et ass och net dat, wat de François Benoy am Stater Gemengerot gefrot huet.

Et ass eiser Meenung no allerdéngs derwäert, sech mat innovative Konzepter wéi dësem oder och aneren auserneenzesetzen, amplaz doriwwer ze polemiséieren, wann d'Resultat Fräiheet heescht. Ech denken, dat ass en Exercice, dee mer all zesumme solle maachen an eis kenger Diskussioun verschléissen.

(Interruption)

Wéi grouss d'Schied sinn, ...

(Brouhaha)

... déi d'Onfräiheet mat der Zäit ugeriicht huet, gesi mer a villen Etüden, déi de Bien-être, oder besser gesot de Mal-être vun der Populatioun erfaassen. Mëttlerweil fëlle se Bicher a kommen alleguer zum selwechte Schluss. Esou och eng rezent Etüd vun der Caritas, déi e Service d'écoute et d'orientation bedreift. Déi Responsabel vun deem Service schloe mëttlerweil Alarm, well ëmmer méi Jonker ënner pregnante Suicidegedanke leiden, sech automutiléieren, depressiv ginn an extreem Angschtgefiller entwéckelen.

A laut der Directrice vum CePAS, dem Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires, der Nathalie Keipes, werft de Mangel u sozialen Aktivitéiten déi Jonk an en Isolement, aus deem se lues a lues keen Auswee méi fannen. Mee leider ass an de psychiatresche Strukture vun de Spideeler an och ausserhalb vun de Spideeler néierens méi eng Plaz ze kréien an och kee Rendez-vous méi ze kréien.

Wéi grouss d'Donkelziffer an allen aneren Altersgruppen ass, also och bei den Erwuessenen an den eelere Mënschen, kann een eigentlech nëmme vermudden. En Hiweis liwweren hei déi steigend Zuele vu Psychopharmaka, déi zanter Méint zu Lëtzebuerg geschléckt ginn, mat erwisenermoossen enger Steigerung vu ganzer 30 %.

Och dës Entwécklung hannerléisst hir Affer. Mee vun hinne gëtt am Fong manner geschwat wéi vun den Affer vum Virus. Jiddefalls ass dës Entwécklung e gudde Grond, fir op intelligent Lackerungsstrategien ze setzen an och d'Veräinsliewen nees ze aktivéieren, ënnert deene sanitäre Bedéngungen, déi mer brauchen.

Virun allem am Individualsport dobaussen dierft den Opwand sech a Grenzen halen, vu datt d'Ustiechungsgefor do souwisou kleng ass. A mir menge schonn, datt eng Sportswelt, an där just d'Elittesportler vill Rechter hunn, wärend déi manner ambitiéis oder manner talentéiert Sportler op hir Kompetitioune musse verzichten, datt déi Welt sech net laang iwwer Waasser hält.

(Brouhaha)

Doriwwer eraus verléiert d'Sportswelt hir wichteg sozial- a gesellschaftspolitesch Dimensioun, wann d'Elittesportler prioritär behandelt ginn.

Ech denken hei och un déi vill Benevollen, déi virun der Pandemie aktiv an engem Veräin engagéiert waren a sech mëttlerweil zréckgezunn hunn, entweeder fir sech selwer ze schützen oder eeben, well keng Aktivitéit am Veräin méi méiglech war. Eigentlech ass de gesellschaftleche Wäert vun der benevoller Aarbecht, déi an de Sport- an anere Veräiner geleescht gëtt, ville Leit wärend der Pandemie eréischt richteg bewosst ginn.

An hei kommen ech bei d'Wierder, déi de Georges Engel benotzt huet: Hei gi mer „ongedëlleg gedëlleg".

Mat cibléierte Schnelltester jiddefalls, intelligenten Hygièneskonzepter, Eegeverantwortung a Kreativitéit geléngt et eis ganz sécher, d'Veräinsliewen nees a Schwong ze bréngen - och do sinn ech hoffnungsvoll optimistesch -, d'Mënschen nees am Sënn vum Wuert ze vereenen an d'Ausenanerbrieche vun de Veräiner ze verhënneren.

Vu datt de Familljeministère, souwäit ech weess, eng Etüd bei der Agence du bénévolat an Optrag ginn huet, fir d'Besoine vun de Veräiner besser ze erfaassen, bitt sech hei eng Chance, Madamm Minister. Déi speziell Erausfuerderungen zum Beispill, mat deenen d'Veräiner duerch d'Covidkris konfrontéiert sinn, kënnen an där Etüd vläicht kloer identifizéiert ginn, mam Zil, datt d'Veräiner an de Benevolat d'Pandemie ouni gréisser Schied da wäerten iwwerliewen. Och dat ass eng Perspektiv.

Ee Bléck iwwert d'Grenzen, och deen ass wichteg, quitte datt et an de successive Covidgesetzer just ëm Lëtzebuerg geet. Ech denken, mir mussen awer och iwwert den internationale Kontext schwätzen, well e mécht eis Suergen. Wéi oft huet d'EU scho versicht, eng gemeinsam Linn am Kampf géint de Virus op d'Been ze stellen? Gelongen ass et hir nach ëmmer net. „Zu zaghaft, zu langsam, zu eigensinnig", schreift d'dpa. An dat ass net eiser Regierung hir Schold, well Lëtzebuerg stoung nach ëmmer fir d'Zesummenaarbecht an huet sech nach ëmmer derfir agesat.

Nach ëmmer hëlt all Land trotzdeem eegesënneg seng eegen Decisiounen. Mam Resultat, datt d'Länner sech symbolesch, mee och zum Deel physesch oder awer politesch vuneneen trennen, amplaz sech um Rimm ze rappen an zesummenzefannen.

Dobäi kéint de systematesche Réckgréff op Antigenschnelltester d'Mobilitéit an Europa erliichteren an ondifferenzéiert Reesbeschränkungen oder Grenzschléissunge verhënneren. Domat wëll ech net soen, datt d'Frontalieren Dag fir Dag mat bürokrateschen Testhürde solle kujenéiert ginn, fir iwwert d'Grenz op hir Aarbecht däerfen ze fueren an owes nees heem, esou wéi et elo op der Grenz tëscht Däitschland a Frankräich passéiert. Ech wëll domat soen, datt dat oniwwersiichtlecht Netz vun nationale Bestëmmungen, Testkonditiounen a Quarantänreegelunge bei der Arees zu vill Inkohärenz an Onzefriddenheet geféiert huet, déi Europa sech eigentlech kéint oder misst erspueren.

Ëmmerhin ass d'Reesfräiheet eng vun de Grondfräiheeten an Europa an domat eng vun de fundamentalen Errongenschafte vun der Unioun. An net fir näischt schwätze mer vun engem Europa ouni Grenzen. A mir hoffen, datt dat Europa ouni Grenzen och bestoe bleift. Grad op dësem Niveau sollten den Notzen an d'Proportionalitéit vun aschränkende Moossname geziilt evaluéiert ginn, ier Decisioune geholl ginn. Woubäi Grenzschléissunge fir eis nach ëmmer en No-Go waren.

Ee wichtegen, gudde Schrëtt an déi Richtung wier eiser Meenung no d'Ausschaffe vun enger gemeinsamer a gratis zougänglecher Schnellteststrategie op europäeschem Niveau zesumme mat deenen anere Länner, wou Lëtzebuerg natierlech just ee klengen Acteur ass. Fir d'Reesfräiheet ze garantéieren, kënnt et nämlech grad an dësem Beräich op Schnellegkeet un. Dofir gouf jo eebe grad um Findel scho fréi op Schnelltester gesat, fir An- an Ausreesender bei Bedarf ze testen. Dëse Modell soll eiser Meenung no Schoul maachen.

Am Moment erkennen awer leider just dräi Länner - dat si Lëtzebuerg, Schweden an Italien - Antigenschnelltester als negativen Noweis bei der Arees un. Et ass also net, wéi wa Lëtzebuerg passiv wier. An deenen anere Memberstaaten, mat Ausnam vu verschiddene Pilotprojeten, zum Beispill un der däitsch-polnescher Grenz, kann den Noweis ëmmer nach just iwwer e PCR-Test erfollgen. Dat féiert natierlech zu onnéidegen Hürden a Käschte bei der Arees an Ausrees a belaascht och onnëtz déi national PCR-Testzentren.

An deem Sënn hoffe mir staark, Dir Dammen an Dir Hären, datt zumindest op dësem Plang eng harmoniséiert europäesch Approche wäert zustane kommen; och wann et scho ganz spéit ass.

Positiv ass, datt um Niveau vun der Groussregioun schonn Diskussioune ronderëm gemeinsam Teststrategië lafen, an déi d'Ministesch fir d'Groussregioun, déi och hei present ass, och implizéiert ass. Dofir kritt Dir och eis vollst Ënnerstëtzung, Madamm Minister.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss, mat der Feststellung, datt mir souwuel eng national, mee och eng europäesch an eng global Ustrengung brauchen, fir méi séier aus der Kris ze kommen. A mir brauchen intelligent Konzepter. Op allen Niveaue brauche mer awer och Kooperatioun amplaz Konkurrenz. Mir brauche Gemeinschaftssënn amplaz Egoismus. A mir brauche Solidaritéit an Zesummenhalt an der Chamber amplaz Besserwësserei a Scholdzouweisungen.

An domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, de Rapporter, den Här Mars Di Bartolomeo, wäert elo schonn, ech denken, méi wéi eng Dose Mol de Covidrapport gemaach hunn. Mir gratuléieren him zu dëser neier Verbesserung vu sengem perséinleche Rekord a soe villmools Merci fir seng Erklärungen, schréftlech wéi och mëndlech.

Ech wéilt och op dësem Wee am Numm vun der ADR der Gesondheetsministesch Paulette Lenert eng gutt Besserung wënschen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, dat ass ganz gentil!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Am Kader vun der x-ter Verlängerung vun de Mesurë géint d'Pandemie kommen ech dann direkt zu dem eenzege Punkt, deen nei ass an dësem Gesetzesprojet. An et geet ëm d'Ouverture vun den Terrassen am Horeca-Secteur. D'ADR begréisst dat. Awer mir bleiwe bei eiser Fuerderung, datt den Horeca-Secteur soll kënne ganz opmaachen, natierlech mat deene virgeschriwwene Sécherheetsmesuren. Dat versteet sech jo vum selwen.

Vill Patrone vum Horeca-Secteur hu wéinst der méintelaanger Fermeture zolidd Problemer, fir déi zwee Enner um Enn vum Mount beieneenzekréien. Mir mussen eis heibannen och wierklech d'Fro stellen, wéi sënnvoll déi elo festgeluechten Ëffnungszäite fir d'Terrasse sinn. Souguer de Collège médical huet hei Bedenken a weist sech a sengem Avis erstaunt doriwwer, datt d'Terrasse moies um sechs Auer opginn, bis owes sechs Auer. Hien erënnert d'Regierung drun, datt ewell d'Summerzäit gëllt an et um sechs Auer moies nach däischter ass, wougéint et awer bis owes aacht Auer hell ass.

Fir de betraffene Patronen eng reell Méiglechkeet ze ginn, fir hir zolidd Verloschter opzefänken, a fir de Leit nees méi Liewensqualitéit ze ginn, hate mir als ADR en Amendement zu den Ouvertureszäiten abruecht, dee leider de Moie verworf ginn ass. An zwar hate mer gefrot, fir d'Terrasse vu moies sechs Auer opzemaache bis owes néng Auer. Dat géif et zum Beispill erlaben, datt d'Caféen an d'Restauranten net nëmme mëttes, mee och owes kéinten de Clienten en lessen zerwéieren. Duerch déi Covidmesuren, deene se mussen elo Rechnung droen, hu si deels méi Käschte wéi dat, wat se erakréien.

Wann d'Terrasse vum Horeca-Secteur nees opgemaach ginn, kënnt dat och deene ville Bierger zegutt, déi Problemer mat der psychologescher Gesondheet hunn. Et wär e Stéck Normalitéit, wat de Leit géif erlaben, fir Sonn ze tanken an nees an d'Normalitéit zréckzefannen. Et wär e Liichtbléck bei all deene villen Aschränkunge vun de soziale Kontakter an deenen anere Restriktiounen, déi d'Leit belaaschten.

Här President, mir fuerderen och, datt déi aktuell staatlech Hëllefen am Kader vun der Kuerzaarbecht oder dem Chômage partiel an aner Hëllefen esou laang verlängert ginn, wéi de Staat den Entreprisen et net erlaabt, erëm normal ze schaffen.

Ee wichtege Wee, fir dës Kris ze meeschteren, sinn d'Impfungen. Mir wëllen als ADR, datt déi, déi sech wëllen impfe loossen, dat och zouverlässeg a séier kënne maachen. Fir eis ass d'Impfung e wichtegt Instrument am Kampf géint d'Pandemie. Awer mir betounen och, datt se muss fräiwëlleg bleiwen. D'ADR ass nach déi eenzeg Partei an dësem Haus, déi wierklech konsequent de Leit als Bierger vertraut a si an Eegeverantwortung wëllt decidéiere loossen, wéi eng Moossname si wëllen huelen. D'Impfung ass e medezinnesche Schutz a si däerf net zu enger Konditioun fir den Accès zu de Grondrechter ginn. Déi Leit, déi sech net wëllen impfe loossen, däerfen doduerjer net manner Rechter hunn, wéi déi, déi sech wëllen impfe loossen.

Awer mat den Impfungen, do geet et hei am Land net virun. Et gëtt kee Stéck. Et ass jo ze verstoen, datt d'Regierung probéiert, hiert Versoen an der Impfcampagne schéinzerieden, awer si ka sech net ëmmer hanner Liwwerschwieregkeete verstoppen. Dat ass bëlleg, well déi aner Länner wäre jo dann an där selwechter Situatioun - an dat si se awer net! An eisen Aen ass et awer einfach skandaléis, richteg blamabel fir déi Lëtzebuerger Regierung, datt aner Länner un hir Bierger geduecht hunn a genuch Impfstoff kaaft hunn, awer d'Lëtzebuerger Regierung just drun interesséiert war, fir als europäesche Musterschüler dozestoen. Déi aner Länner vertrieden hir national Interessen a suerge fir hir Leit. Eis Regierung mécht dat net a verléisst sech op d'Interesse vun der Bréisseler Bürokratie.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Wéi anescht ass et soss ze erklären, datt en anert EU-Land vun enger änlecher Gréisst wéi Lëtzebuerg, an zwar Malta, wäit besser Resultater huet wéi mir. Do sinn 30 % vun de Leit scho geimpft. Länner baussent der EU, wéi Israel, d'USA oder dat Vereenegt Kinnekräich, sti sech och wäit besser wéi mir. Den EU-Musterschüler Lëtzebuerg ass an der internationaler Impfstatistik wäit hannendran, a souguer nach hanner enger ganzer Rei vun arabesche Staaten. Et sollt ee vläicht manner Pressekonferenze maachen an duerfir méi Zäit domat verbréngen, fir sech fir eist Land anzesetzen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Gambia huet et och net fäerdegbruecht, fir déi eeler a vulnerabel Matbierger an den Altersheemer, am betreite Wunnen ze schützen.

Une voix.- O!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Ronn net grad d'Hallschent vun de Coviddoudegen hei am Land kommen aus esou Strukturen.

(Interruption)

Mir stellen hei virun allem en Echec fest vun der zoustänneger Ministesch. An ech mengen, mir kommen nach herno um Punkt 3 vum Ordre du jour méi genee heirop zréck.

Nach ee Wuert zu den Impfstoffer: Mir haten als ADR schonn am November an am Dezember gewarnt, datt mir eng virsiichteg Approche mussen hunn. An dat, well déi laangjäreg Testprozeduren, wéi bei aneren Impfstoffer, hei net gemaach goufen. Et gouf dozou vill Erklärungen. An awer gesi mer eis confirméiert, an dat bescht Beispill fir eis Argumentatioun ass dat, wat mer elo erliewe mam AstraZeneca. Iwwerdeems eng Rei Länner d'Impfunge mat AstraZeneca gestoppt hunn oder ageschränkt hunn, berifft sech d'Lëtzebuerger Regierung op den Avis vun der Europäescher Medikamentenagence EMA a fiert monter domadder weider, den Impfstoff ze administréieren. Do froe mir eis awer, firwat hei net de Precautiounsprinzip spillt an d'Regierung d'Impfe mam brittesch-schweedeschen Impfstoff net op d'mannst esou laang op Äis leet, bis eenzel Saache gekläert sinn an och méi Klorheet besteet.

Weider stellt sech och déi grouss Fro, wie bei gravéierenden Niewewierkunge vun der Impfung zivillrechtlech responsabel ass. Ass et de Pharmaproduzent selwer oder de Staat oder déi Europäesch Kommissioun, déi d'Impfung zougelooss huet? Mir hätte gär, datt d'Regierung hei zu enger Klärung aktiv bäidréit an dëser wichteger Fro!

Här President, nach ee Wuert zum Impfpass: Fir d'Fräizäitaktivitéiten, wéi zum Beispill fir an e Kino oder an e Restaurant ze goen, däerf eiser Meenung no kee Grénge Pass gefrot ginn. Suerge mécht eis och hei d'Prozedur. Dat proposéiert Dokument vun der EU-Kommissioun soll iwwer e Reglement an de Memberstaaten agefouert ginn an net iwwer eng Direktiv. Dat heescht, datt mer hei an dem nationale Parlament dann net däerfen debattéieren iwwert dëst Dokument a matbestëmmen. Dat ass näischt anescht wéi en neie Bewäis vun der ondemokratescher Struktur vun der EU.

Här President, mir stëmmen haut dëst Gesetz net mat, well mer vun Ufank un als eenzeg Partei bei alle Covidgesetzer konsequent géint d'Verletzung vun de Grondrechter argumentéiert hunn. Fir eis mussen d'Ausgangsspär an all déi aner Agréffer an eis Grondrechter an an eist Privatliewen opgehuewe ginn.

Mir freeën eis och, datt och ewell aner Parteien eis Argumentatioun deels mat iwwerhuelen. Wann déi Parteie wierklech fir de Prinzip si vun de Grondrechter, da solle se och esou stëmmen hei an der Chamber, esou wéi mir dat och als ADR maachen. Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene

Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Merci, Här President. Esou, mir sinn elo entre-temps beim 14. Covidgesetz.

(Brouhaha)

An, wéi de Marc Baum oft esou seet, mir kommen erëm zesummen a mir schwätzen. Jidderee seet plus ou moins dat selwecht, mat verschiddene Variatiounen, an et ass quasi zu engem Ritual ginn. Mir wollte fir e bëssen Ofwiesslung suergen an der Lénker. An zur Ofwiesslung schwätzen ech emol amplaz de Marc Baum. Et huet awer manner domadder ze dinn, datt mer fir Ofwiesslung wollte suergen, mee de Kolleeg Marc Baum ass eeben och positiv getest ginn, ...

(Brouhaha)

... well seng Frëndin sech och op der Aarbecht ugestach huet. En huet awer guer näischt, keng Symptomer. Maacht lech keng Suergen! Deen ass haart. De Covid, deen traut sech net esou richteg un en. Tant mieux! An ech wënschen him dann natierlech awer, esou séier wéi méiglech nees bei eis ze sinn, an natierlech och der Gesondheetsministesch, déi haut och net bei eis ka sinn. Et huet net direkt mam Covid ze dinn, vläicht e bëssen indirekt, well dee kann och vill un d'Substanz goen.

Här President, de Premier sot virun enger Woch, et géif elo drëms goen, Symboler ze setzen an dofir kéinten d'Bistroen oder d'Restauranten ënner strikte Bedéngungen hir Terrassen dagsiwwer bis 18.00 Auer erëm opmaachen.

Do muss ee sech awer eng Partie Froe stellen. Wärend Wochen a Méint krute mer erzielt, mir misste strengstens op d'Zuele kucken: d'Zuele vun den Neiinfektiounen, d'Zuele vun den R-Wäerter a virun allem d'Zuele vun den Hospitalisatiounen. A mir stelle fest, datt dës Zuelen net an eng gutt Richtung ginn. Besonnesch d'Zuele vun den Hospitalisatioune maachen engem seriö Suergen.

Gläichzäiteg wëlle mer awer alleguerten nees eist Liewen zréck, eist soziaalt a gesellschaftlecht Liewen. Aus deem Widdersproch u sech mécht d'Regierung also eng symbolesch Ouverture: iergendwéi kënnen d'Terrassen zäitweis opgoen, awer esou, datt mer net wierklech nees e Liewen hunn. Ob dat opgeet, wësse mer net.

Mir wëssen net, ob domadder wierklech dem Horeca-Secteur gehollef ass, well déi, déi opmaachen, riskéiere souguer, finanziell ze verléieren. Ech hunn elo och grad gelies op rtl.lu, et ass eng Maniff fir muer ugekënnegt, mengen ech, um Knuedler um 16.00 Auer, vun enger Partie Cafetieren. An ee vun hire Porte-parollen huet gesot, u sech hätte se vläicht léiwer gehat, entweeder ganz opmaachen - bon dat ass hir Meenung - oder da guer net opmaachen an nach weider waarden, bis et wierklech besser gëtt. An ech mengen, esou eng Positioun mécht och iergendwéi Sënn.

Mir wëssen also net, ob déi Symbolpolitik vun der Regierung eis do wierklech weiderbréngt. Mir sinn awer frou driwwer, datt d'Chamber et fäerdegbruecht huet an eng onsënneg Bestëmmung iwwer e Register, dee Bistrotieren, Restaurateure sollte féieren, ofgeschaaft gouf. A mir stellen a Fro, ob esou Register jeemools kéint effikass dozou bäidroen, den Tracing - well dorëm geet et jo och - effikass ze erliichteren. D'Beispiller an eisen Nopeschlänner weisen éischter an eng aner Richtung.

Mee virun allem, de Register, wéi d'Regierung e virgeschloen hat, huet strictement kee Sënn gemaach. Bei maximal enger weiderer Persoun um Dësch an Distanz tëscht den Dëscher wier den Notze vun esou engem Register géint null gewiescht. Souguer bei engem positive Fall hätt ee keen Noper kënnen tracen, a Quarantän setzen, well d'Distanzreegelen erfëllt waren. Derbäi ass komm, datt de Register net emol eng Auerzäit festgestallt hätt oder den Dësch. Dat heescht, d'Tracingekipp aus der Santé hätt bei engem positive Fall ondifferenzéiert deemno wéi 100 oder 200 Leit misse kontaktéieren, déi wärend deem Dag op enger bestëmmter Terrass gewiescht wieren. D'Decisioun, fir de Register aus dem Projet de loi erauszehuelen, war eng richteg, well en, ënnert deene Konditiounen, näischt genotzt, awer jiddereen emmerdéiert hätt, fir et emol esou ze soen.

An eng aner Saach, mat den Terrassen ... Also wéi gesot, ech hunn haut och, an dat ass rar, un enger Santéskommissioun kënnen deelhuelen, well ech mech fir haut de Mëtten och wollt awer e bësse virbereeden. Am Prinzip erzielt mer de Kolleeg Marc Baum ëmmer e bëssen, wat do ofleeft. An en huet mer oft erzielt, wéi heiansdo juristesch komesch Geschichte geschitt sinn, wou ee sech souguer - weeder hien nach ech si Juristen -, mee wou ee sech souguer eng Kéier freet: Wéi kann dat nëmme geschéien? Im Eifer des Gefechts, ganz am Ufank virun engem Joer konnt een dat novollzéien. Elo, ee Joer drop, fänkt et un, e bësse komesch ze ginn - den Här Wiseler ass schonn drop agaangen, en huet jo och d'Fro nach haut gestallt -, an et muss ee sech awer wierklech d'Fro stellen, wat dat elo bedeit, datt u sech Responsabeler vu Bistroen, wa se eeben eng Clientèle hu mat méi wéi zwee Leit, déi sech do un en Dësch setzen, mussen derfir suergen erauszefannen, ob déi Leit am selwechte Stot liewen. Si däerfen dat awer net. Laut Gesetz däerfe se dat net. Si kënnen awer trotzdeem geklaakt ginn, wann duerno d'Polizei kënnt an dat constatéiert.

Ech weess net, a wat fir enger alternativer Welt esou juristesch Prinzippie kënne gëllen. Ech fannen et e bësse komesch heiansdo: Engersäits kréie Polizisten, wéi an der Stad zum Beispill ..., hir Aarbecht gëtt ersat duerch privat Organisatiounen, da kréie se u sech Saachen ewechgeholl, an elo musse Poliziste Jurist spillen. Ech wéilt net an hirer Haut sinn. Ech wéilt awer och net an der Haut si vum Bistrotier, vum Restaurateur, dee vläicht och nach duerno kéint Sträit kréie mat enger Stammclientèle a soen: „Hei, du muss awer goen", an esou weider, „dat geet elo net." Wie weess ...? An éierlech gesot, ech froe mech iwwerhaapt, wann e Restaurateur dann esou eng Amende géif kréien, also ech weess net, ech géif se vläicht emol guer net bezuelen an et drop ukomme loossen. Well deen, dee wierklech dat Gesetz da misst interpretéieren, dat ass dann e Geriicht. An ech wier gespaant ze gesinn, wéi dat géif ausgoen. Ech verstinn déi Saachen net.

Här President, ech hat ugefaange mat der Symbolpolitik vun der Regierung, déi si selwer an d'Vitrinn gestallt huet. Mee mir hunn awer wierklech e richtege Malaise domadder. An et huet een och e bëssen den Androck, datt et eng Aarbechtsopdeelung an der Regierung gëtt, esou: D'Madamm Lenert hëlt déi néideg Moossnamen als Santésministesch, déi kann een diskutéieren - heiansdo ass een averstanen, heiansdo net -, mee eeben néideg Moossnamen, déi oft kengem Pleséier maachen, mir och net. An duerno gëtt et eng aner Aarbechtsopdeelung, een Deel am Familljeministère, do gëtt gesot: „Mir sinn irresponsabel." An duerno kënnt de Staatsminister an hie kënnt mat de Bonbonen an e seet: „Mir maachen elo d'Terrassen e bëssen op." Warscheinlech well en och deen een oder deen anere Sondage gekuckt huet, deen dat bewisen huet. Ech weess net, ob dat eng seriö Politik ass. Ech weess och net, ob dat solidaresch ass mat der Gesondheetsministesch. Well ech mengen net, datt déi Iddi an der Villa Louvigny entstanen ass.

Mir fannen dat inakzeptabel, datt weiderhin awer och komplett onsënneg a liberticid Bestëmmunge wéi de Couvre-feu en place sinn an d'Regierung zënt duerno erëm esou ronderëm eng Pseudoouverture vun den Terrassen. Mir fannen et och inakzeptabel, datt déi ganz Populatioun zanter elo sechs Méint nuets doheem agespaart gëtt a gläichzäiteg iwwer Ouverturë geschwat gëtt, déi reng Symbolpolitik sinn. Eng Regierung soll keng Symbolpolitik maachen. Dofir si Kierchen zoustänneg a Wierklechkeet. Da soll een eng aner Karriär aschloen.

(Brouhaha)

An en plus ass et e schlecht Symbol, menge mer och nach. Et gëtt e schlecht Signal!

Mee déi éischt a fundamentaalst Fräiheet, déi de Leit gehéiert, ass, fir sech no eelef Auer kënnen nach fräi ze beweegen, ouni ze riskéieren, vun der Police protokolléiert ze ginn. Dat ass déi éischt Fräiheet, déi mer missten erëm zréckkréien, well se eis jo alleguerten, also de Leit, gehéiert an d'Regierung sech emol net d'Méi gëtt, dat ze begrënnen. Well et ass ineffikass. A Frankräich hu se de Couvre-feu ab 18.00 Auer an d'Zuele waren ni besser wéi zu Lëtzebuerg. A si fuere weider. Well dem Macron seng Regierung mécht och ganz komesch Saachen. Also dee Couvre-feu funktionéiert net an ass op jiddwer Fall net an deem Sënn ze applizéieren.

Här President, als Lénk hu mer eis dofir och ëmmer agesat fir Mesuren, déi d'Leit effikass schützen, awer hir Grondfräiheeten erhalen. Dofir si mer weiderhi géint dee Couvre-feu. Mir verlaangen awer méi streng a verbindlech Reegelen op der Aarbecht, am ëffentlechen Transport, an der Schoul. An net nëmme Reegelen, mee och Offere wéi Gelen, wéi Loftfilteren an esou weider an esou virun.

Dës Regierung mécht nämlech virun allem eng Individualiséierung vun der Responsabilitéit a verseet do, wou mer eng demokratesch ëffentlech Hand bräichten, déi kloer, proportionéiert a verbindlech novollzéibar Reegele festleet. De Kampf géint de Corona gëtt quasi elo zur Privatsaach deklaréiert. Et ass jiddereen Eenzelne responsabel, mee d'Kollektivitéit zitt sech zréck, souguer do, wou se per Gesetz direkt an der Verantwortung ass.

An da kommen ech nach zum leschte Punkt, Här President, deen eis alleguerten an deene leschte Woche just de Mond opstoe gelooss huet: d'Entwécklung an den Alters- a Fleegestrukturen, an dem Logement encadré, déi vill Clusteren, déi et do gëtt a leider och déi vill Doudeger, déi dës Clustere mat sech bruecht hunn.

Mir wäerten herno nach d'Méiglechkeet hunn, am Detail dorobber anzegoen. Elo just esou vill: Mir kënnen als Lénk net novollzéien, datt déi allgemeng Coronareegelen, déi zum Zil hunn, virun allem déi Vulnerabel an Eeler ze schützen, an der ganzer Gesellschaft mussen applizéiert ginn, just net an deene Strukturen, wou déi eeler Leit liewen. Mir verstinn net, datt iwwerall Restauranten zou sinn, fir Infektiounen ze vermeiden, just net an den Alters- a Fleegeheemer. An dat si keng WGen.

Här President, mir hunn an deene vergaangene Méint ëmmer nees iwwert d'Kohärenz an d'Effikassitéit vun deene Mesuren diskutéiert, déi hei an dësem Gesetz stinn. Mee wann déi Mesuren awer scheinbar net gëllen oder net agehale ginn, do, wou et am drëngendsten néideg ass, dann hu mer awer e grave Problem hei am Land.

Här President, nach zuallerlescht, ech kann dat och net méi héieren, dat Argument: „Et ass schwéier, eng Léisung ze fannen. Et gëtt keng Léisung. Et ass normal, datt ee sech iert", an esou weider an esou virun. Kee mécht et gutt. Kee mécht et perfekt, dat ass richteg. Mee et ass net wouer, an et gëtt awer Méiglechkeeten, Saache besser ze maachen! Et gëtt Länner, déi et besser am Grëff hunn, ugefaange mat de Vaccinen, dat wollt ech awer nach eng Kéier soen: Wa Kontrakter ausgehandelt ginn, dat war d'EU-Kommissioun, mee ech mengen, d'Regierunge kënnen do matschwätzen an hätte sollen do matschwätzen.

(Interruption par la présidence)

Wa Kontrakter ausgehandelt ginn an d'Pharmaindustrie kritt emol keng Obligation de résultat opgezwongen, däerf ee sech duerno net wonneren, datt déi Pharmaindustrie, just fir Profitter ze maachen, hir Vaccinen een-, zwee-, dräimol weiderverkeeft an egal wat mécht, …

(Interruption par la présidence)

… dann ass dat eng grav Responsabilitéit natierlech vun der Madamm von der Leyen, mee ech mengen och fir déi Regierungen, déi sech net aktiv dofir agesat hätten. An ech mengen, dat hätt jidderee kënne richteg negociéieren.

(Interruption par la présidence)

Ceci étant dit, mir wäerte géint dëse Projet de loi stëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fréijoer ass do, d'Sonn weist sech e bësse méi oft an d'Terrasse sollen nees opgoen. Esou kéint een dat haut resuméieren.

Mir Piraten begréissen d'Entscheedung, dem Horeca d'Méiglechkeet ze ginn, Clienten ze zerwéieren, an dat op den Terrassen, wou sech de Virus manifestement an der frëscher Loft an och bei steigenden Temperaturen - dat gouf jo och schonn nogewisen - manner séier verbreet wéi an zouene Raim. Och d'Entscheedung, d'Ëffnungszäiten an enger éischter Phas nach e wéineg anzeschränken an op sechs Auer ze limitéieren, fanne mer duerchaus akzeptabel, gëtt se engem dach d'Méiglechkeet, den Impakt vun der Lockerung an de kommende Wochen als Éischt ze evaluéieren, ier een dann hoffentlech méi laang Ëffnungszäite ka virgesinn.

Wann d'Hygiènesmesuren op den Terrassen agehale ginn, dat heescht, d'Distanze respektéiert ginn, d'Leit hir Masken droen, wa se sech deplacéieren, dann ass den Infektiounsrisiko ganz reduzéiert. Mir hunn also hei eng Chance, de Mënschen an enger Phas vun der Kris, an där bei villen de Rimm esou lues awer wierklech erofhänkt an déi psychologesch Konsequenzen ëmmer méi däitlech ginn, kuerz Auszäite mat e wéineg, enger Grëtz méi Normalitéit op den Terrasse bidden ze kënnen.

Mee, an dat muss ech awer och an aller Däitlechkeet soen, eis aktuell Infektiounszuele sinn net gutt. D'Bedéngungen, déi op enger Terrass am Géigesaz zu engem zouene Raum gi sinn, erlaben eis et, dës Ouverture ze maachen, trotz eisen Zuelen an net wéinst hinnen.

A genee dat ass dee kriddelege Punkt vun dësem Gesetz, dat all puer Wochen ad hoc ugepasst gëtt an nach ëmmer net duerch e Gesetz mat klore Stufen ersat ginn ass. Et ass eng kloer Tendenz no uewen ze erkenne bei den Infektiounszuelen a bei den Zuele vun den Hospitaliséierten an de Spideeler. An trotzdeem kënnt elo eng Ouverture. Dat kann d'Leit duerjernee maachen a se gleewe loossen, datt d'Situatioun sech verbessere géif an dofir d'Terrassen erëm géifen opgoen.

An engem Gesetz, wat awer méi nuancéiert wär, kéinten d'Leit vill méi däitlech gesinn, datt eng Ouverture vun den Terrassen ab gewëssen Temperaturen och an zimmlech schlechte Phase scho kéint envisagéiert ginn, well et eebe baussen anescht ass wéi bannen. Esou kéimen d'Leit net esou séier op d'Iddi, d'Ouverture vun der Terrass mat enger däitlecher Verbesserung vun der Gesamtsituatioun ze verwiesselen, a géifen net Gefor lafen, lues a lues manner gutt opzepassen. Ben, genee dat gëllt et selbstverständlech strengstens ze verhënneren.

An Här President, ier ech elo op déi méi kritesch Punkten zum Projet de loi aginn, wollt ech lech hei eng Demande fir e Vote séparé virleeën, fir den Artikel 2, dat ass d'Ouverture vun den Terrassen, separat ofstëmmen ze loossen, ënnerschriwwe vun alle Fraktiounen heibannen.

(M. Sven Clement dépose une demande de vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 7795.)

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Dofir dann och e Merci u jiddwereen, deen dat ënnerstëtzt huet. Et ass nun emol esou, datt eise Reglement virgesäit, datt fënnef Leit dat mussen ënnerschreiwen. Mir hunn et dann hei an dësem Fall op e puer méi bruecht, wat ech definitiv begréissen, well et eng Nuancéierung och vun den Aussoen hei op der Tribün zouléisst.

Komme mer zu deem méi Negativen. Komme mer zu deem Gepuzzles, wat mer hei maachen, well, an dat mierkt ee jo, mir sinn hei an engem Puzzlegesetz. Mir sinn an engem Gesetz, wou reegelméisseg erëm Saache probéiert gëtt, Saachen dranzeschreiwen, déi net ganz gutt duerchduecht sinn, déi heiansdo souguer schlecht duerchduecht sinn. An do kënnt mer dann awer direkt deen ominéise Regëster an de Kapp.

Bon, wann ech vun der Ouverture vun den Terrasse geschwat hunn, da bleift just nach de Regëster fir ze kritiséieren, well duerno, all de Rescht, dat ass u sech schéi verstoppt einfach eng Verlängerung vun all de Mesuren, déi mer hei schonn x-mol kritiséiert hunn.

Dat heescht, de Regëster: Dee Regëster sollt - an dat hunn ech u sech begréisst - ganz dateschutzkonform ganz wéineg Donnéeën erhiewen. De Problem war, si waren esou wäit gaangen an der Dateschutzkonformitéit, datt se déi wierklech relevant Donnéeën net wollten erhiewen, nämlech: Wou sëtzt een a wéini war een am Restaurant? Ouni déi Donnéeë konnt een awer natierlech keen Tracing maachen.

An ech hu mer och ëmmer d'Fro gestallt, wann een nëmme mat enger Persoun, déi net am Haushalt wunnt, däerf op eng Terrass goen an den Tracing nëmmen 48 Stonnen zréckgeet, wéi een da kéint an deenen 48 Stonne vergiessen, mat wiem een alles op enger Terrass war. Dat heescht, et huet een der Tracingekipp warscheinlech um Telefon scho gesot, mat wiem een do souz, ier een iwwerhaapt dee Regëster do weiderginn huet.

Soit, et ass gutt, datt dëse Regëster gestrach gouf. Et ass gutt, datt en erausgeholl gouf, well spéitstens mam Avis vun der CNPD war kloer, datt de Regëster och net exploitabel gewiescht wär, well déi Donnéeën, déi erhuewe sollte ginn, wäre guer net méiglech gewiescht ze benotzen, well d'Transmissioun un d'Santé just bei engem Contact à haut risque hätt dierfe gemaach ginn. A mir wëssen alleguerten, déi eenzeg, déi e Contact à haut risque duerstellen - esou laang kenne mer d'Gesetz elo mëttlerweil -, dat sinn déi Leit, mat deenen ee 15 Minutten ouni Mask en direkte Kontakt mat manner wéi zwee Meter Distanz hat. An dat ass einfach nëmme fir deen de Fall, dee vis-à-vis vun engem um Dësch souz.

Bref, et ass gestrach ginn an et huet gewisen, datt d'Kommissiounsaarbecht fonctionéiert, datt eenzel Deputéiert ... An ech soen do, jo, ech war do een dovunner, mee et waren awer och eng ganz Rëtsch aner Kolleeginnen a Kolleegen dobäi, déi dat hei kritesch gesinn, souwuel vun der Oppositioun wéi vun der Majoritéit.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).-* Dat ass dat, wat ech ëmmer soen!

M. Sven Clement *(Piraten).-* Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer haut dovu schwätzen, d'Terrassen nees opzemaachen, an dovun, wat fir Konsequenzen dat och fir de mentalen Aspekt huet, däerfe mer awer och net déi Leit vergiessen, fir déi dës Ouverture guer näischt ännert: déi Leit, déi sech et guer net leeschte kënnen, sech op eng Terrass ze sëtzen.

Fir vill Leit besteet d'Liewen nämlech - net eréischt säit dem Covid - just doran, ze schaffen an doheem ze sinn. Fir vill Leit war et och virun de gesetzleche Restriktiounen net méiglech, an de Restaurant, an de Kino oder op e Concert ze goen. Net well e Gesetz hinnen et verbueden hat, mee well de Kontostand hinnen et verbueden huet. D'Suen hu gefeelt.

Ech hoffen, datt eis dës Kris méi sensibel fir Leit an dëse Situatioune gemaach huet. An ech hoffen, datt d'Regierungsmembere sech verhale wäerten, wéi si sech an dëser Kris gefillt hunn, wéi hiert Liewe sech ëmmer méi nach just ëm d'Aarbecht an déi eege véier Wänn gedréint huet a wéi se sech dunn drop gefreet hunn, nees e Glieschen an der Sonn drénken ze kënnen, wat mer jo dann elo gläich erëm kënnen.

Ech hoffen, datt sech dëst Gefill verhale gëtt, wann déi nächste Kéier doriwwer geschwat gëtt, datt de Mindestloun ëmmer nach ënnert der Aarmutsrisikogrenz läit an datt d'Steierreform fir Wittfraen, Wittmänner an Elengerzéiend ëmmer nach op sech waarde léisst.

Et gëtt vill Leit, déi wéinst hirer finanzieller Situatioun an enger Aart konstantem Lockdown liewe mussen. A mir däerfen dat net vergiessen!

Genee wéi mer och déi Eelst a Vulnerabelst aus eiser Gesellschaft, déi heefeg an den Altersresidencen net méi wierklech um gemeinschaftleche Liewen deelhuelen, net vergiessen däerfen. Déi lescht Wochen hunn eis op eng schrecklech Aart a Weis nees virun Ae geféiert, wéi vulnerabel den drëtten Alter en face vum Covid ass. Konkreet Fäll vun Haiser, an deene vill Mënschen hiert Liewen hu misse loossen, goufen ëffentlech beschwat - an hoffentlech wäert eng wierklech onofhängeg Enquête an dësen Dossieren zäitno nach méi Liicht an d'Donkelt bréngen!

Fir datt et an Zukunft awer net méi soll zu esou nodréiglechen Evaluatioune vu sanitäre Mesurë kommen, déi an engem Altersheem oder engem Logement encadré geholl goufen, hunn ech haut eng Proposition de loi deposéiert, déi virgesäit, datt d'Strukture fir eeler Leit mussen hir Protocoles sanitaires vun der Direktioun vun der Santé validéiere loossen.

Bis elo gesäit d'Gesetz nämlech dës Flicht just fir d'Grande-surfacë vir, déi eigentlech op vill manner Hygiènesmoossnamen oppasse mussen. Dat soll duerch meng Proposition de loi geännert ginn, déi och virgesäit, datt all Haus muss e Konzept hunn, fir am Noutfall e Cohortage kënnen ze maachen, sief et am Haus oder vläicht an Zesummenaarbecht mat der Gemeng an engem anere Gebai.

Déi lescht Wochen hu gewisen, wat fir schlëmm Konsequenzen et kann hunn, wann de Virus sech an der Population âgée ausbreede kann. An d'Politik kann hei net einfach weider hir Responsabilitéiten ignoréieren an op den Terrain ofdrécken.

Ech weess, datt all d'Haiser grouss Efforte gemaach hunn, fir hir Residenten ze schützen. An ech deposéieren dës Proposition de loi och net, well ech mengen, datt d'Alters- a Fleegeheemer ouni e Gesetz, wat hinne virschreift, e Protocole sanitaire ze hunn, keen hätten. Ech denken, datt déi allermeescht e Kriseplang gemaach hunn, och wa se net dozou obligéiert waren. Mee si ware mat dësem Plang bis elo aleng a si hunn duerfir d'Responsabilitéit och aleng gedroen. Dat ass eppes, wat zu villen Onsécherheeten an dann och zu Feeler féiere kann. An dat hu mer gesinn.

Andeems een e Protocole sanitaire virgesäit, dee vun der Santé muss validéiert ginn, garantéiert een, datt am Viraus an Zesummenaarbecht tëscht de Gestionnairen an der Santé déi bescht Mesurë geplangt goufe fir den Noutfall. An et hëlt een esou e bëssen den Drock vum Kessel, ënnert deem d'Gestionnairen aleng dës Kris geréiere mussen.

Wann d'Familljeministesch sech weider aller Verantwortung entzitt, muss ee sech net wonneren, wann um Terrain Feeler geschéien. Wann d'Regierung net wëllt aktiv ginn, da muss d'Chamber dat maachen. Ech hoffen, datt mer an de kommende Wochen an de Kommissiounen un dëser Proposition de loi kënne schaffen, datt mer se zu engem Konsens kënnen ausbauen, deen am nächste Covidgesetz Enn Abrëll kann agebaut ginn.

Mir mussen déi eeler Populatioun schützen, an dofir muss d'Regierung sech hei beweegen. Ech verstinn an dësem Kontext och net, wéi ech op meng parlamentaresch Fro d'Äntwert kréie konnt, datt Mataarbechter vun de privaten Ambulanzen net géife prioritär geimpft ginn. Wie féiert dann déi eeler Leit, wa se krank sinn, op hire Rendez-vous bei den Dokter? De CGDIS - déi, déi geimpft sinn, dat ass ganz positiv -, dee kënnt just am Noutfall. Esou wéi ronderëm d'Spidol e Cordon sanitaire gezu gouf, misst een och hei ee ronderëm eis eeler Populatioun maachen.

Här President, ech kommen esou lues zum Schluss, net ouni awer nach op déi Studie, déi haut schonn e puermol zitéiert gouf, anzegoen, nämlech déi, déi en Effekt vum Couvre-feu gesäit. Jo, et gëtt en Effekt. Déi 13 % wëll ech awer emol relativéieren, well déi 13 %, dat ass d'Moyenne vun allen Effekter, déi se observéiere konnten. Et geet éischter vu 5 % Effekt bis 20 %, mat hirem Duerchschnëtt vun 13 %. Et muss ee sech also d'Fro stellen, wou dann éischter 5 % stattfannen a wou éischter 20 %.

Da kéint ee vläicht ganz laienhaft, ouni ganz gutt an der Statistik ze sinn, dovunner ausgoen, datt an deene Länner, wou ee méi strikten, méi laange Couvre-feu gëllt, den Impakt och warscheinlech e bësse méi grouss ass. Et gi jo méi Prozent vu Beweegungen am Dag limitéiert. Soudatt fir Lëtzebuerg - mat engem awer, trotzdeem datt et eng liberticid Mesure ass, nach mat deem liberaalste Couvre-feu, deen, dee mir hunn - ee sech d'Fro muss stellen, ob mir net éischter méi no bei 5 % wéi bei 20 % leien. A genau da muss ee sech awer d'Fro stellen, …

(Interruption par la présidence)

… ob 5 % Reduktioun vum R-Wäert, ob dat déi Aschränkunge wäert ass, déi mer hei gemaach hunn.

(Interruption par la présidence)

Här President, ech héieren d'Klack, ech weess, wat et bedeit. Ech kommen zum Schluss.

(Interruption)

Mir wäerten dat - d'Mesuren ze verlängeren - net kënne matstëmmen, dat hu mer hei schonn e puermol argumentéiert. Mee mir freeën eis awer op de Vote séparé, fir kënnen déi Mesure, fir d'Terrassen opzemaachen, matzedroen. Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, meng Auer leeft an ech hunn nach kee Wuert gesot! Duerno kréien ech vun der Oppositioun gesot, meng Zäit wier … A, très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et war bis elo just d'Oppositioun, déi d'Zäit iwwerschratt huet. Ech stelle fest, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn nach ëmmer net ugefaangen, et leeft awer schonn.

(Hilarité et interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt Merci fir den Debat haut. Ech soen och dem Rapporteur permanent vun de Covidtexter Merci. An erlaabt mer, och dem Parlament Merci ze soen, well esou wéi et virdrun och gesot ginn ass, hu mer am Ausland gesinn, dass, wann eng Regierung probéiert, selwer Saachen eleng ze decidéieren an, dépassant un état de crise, e Parlament net matanzebannen, dat awer och juristesch Risiken huet. An lech duerfir e grousse Merci.

Erlaabt mer awer och, well dat huet hei nach kee gesot, dem Conseil d'État Merci ze soen. Well wann Dir eppes stëmmt, dann hu mer och nach e Conseil d'État, a sauf erreur de ma part ass muer de Moie fir d'Dispens vum zweete Vott dee leschte Conseil d'État och vun der Madamm Durdu als Presidentin. Duerfir erlaabt mer och am Numm vun der Regierung, hir Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi se gemaach huet mat de Memberen am Staatsrot, an dem Christophe Schiltz och als zukünftegem President bonne Chance ze wënschen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, et ass och ongewéinlech, dass ech haut als Premier hei aleng Stellung huelen iwwer en Dossier, deen ech net selwer deposéiert hunn. An ech soen och der Chamber Merci fir d'Verständnis.

Et ass nees eng Modifikatioun vu Covidtexter. Et ass en fait eng Weiderféierung vun deene Mesuren, déi mer déi lescht Méint alleguerte scho kannt hunn. A mir hu leider keen anere Choix.

D'Situatioun imposéiert, dass mer keng Mesurë kënne komplett ophiewen oder kënnen ofschafen. An et gëtt an dësem Text haut ganz vill iwwer ee Changement geschwat, dat ass deen am Horeca-Beräich, dee jo ënner ganz strenge Konditioune wäert kënne verschidden Aktivitéiten hunn.

Mir sinn nämlech der Meenung - an ech wëll dat hei preziséieren, dass dat geschitt ass mat der Santé, mat der Villa Louvigny dann, fir engem Deputéierten et méi prezis ze soen, mat den Experte vun hinnen -, dass dat hei keng gréisser Gefor wier, fir eng Hausse vun Neiinfektiounen auszeléisen, an dass et awer e wichtege Schrëtt wier, e wichtege Schrëtt, an dat hunn och ganz vill Virriedner gesot, och fir déi Professionell am Secteur. A virdrun huet een, ech mengen, et war den Här Engel, gesot, wéi d'Leit op de Bänke sëtzen! Mee et gesäit een och den Enthusiasmus bei de professionelle Leit, déi sech déi lescht Deeg preparéieren, och wa se vläicht gesinn hunn, an dat hu mer alleguerten och gesinn - a mir si jo fir villes responsabel als Regierung a mir si jo och bereet, Verantwortung ze iwwerhuelen, mee fir d'Meteo si mer net zoustänneg -, dass de Risk besteet, dass d'nächst Woch d'Meteo manner gutt ass wéi haut. Mee deen Enthusiasmus, déi Loscht, nees déi Passioun ze kréien, fir nees kënnen unzefänken - däers muss ee sech bewosst sinn!

Et ass kee vun eis hei concernéiert, mee déi Leit kënne säit Méint net schaffen! An och wann et wéineg ass, dat Wéinegt gëtt hinnen nees Perspektiven. Et gëtt de Leit nees Loscht, moies opzestoen an nees op d'Aarbechtsplaz ze kommen. An et ass och e wichtege Schratt fir d'Leit, déi säit iwwer engem Joer an enger permanenter Stresssituatioun sinn an och eeben déi kleng Minutte vu Convivialitéit, déi kleng Zäit vu Convivialitéit, deen Echange, dee se mat hire Frënn kënnen hunn, och vermësst hunn.

Duerfir huet d'Regierung déi Propos gemaach op Basis vun der Analys vun der aktueller epidemiologescher Situatioun, déi mer, wéi Der et wësst, permanent vu ganz no suivéieren an och permanent analyséieren.

Ech soen awer hei eppes ganz däitlech, Här President, ganz däitlech: Et ass net ausgeschloss, dass mer och zu engem gewëssene Moment an den nächste Wochen oder an den nächste Méint - also ech hoffen net -, mee dass mer an deenen nächste Wochen och méi streng Mesurë mussen huelen an derfir suergen, dass d'sozial Kontakter reduzéiert ginn. Dat ass eng Realitéit! A mir sinn nach net derduerch, och wann de Progrès vun der Impfcampagne ... An dee wäert jo och an den nächste Wochen e gréisseren Effet kënne weisen, dat gesäit ee jo och un de Courbë vun den Infektiounen.

Déi aktuell Zuele sinn net esou, wéi ee se idealerweis wéilt hunn. Mir hunn haut eng Situatioun, wou d'Neiinfektiounen am Verglach mat der leschter Woch, jo, geklomme sinn: 7,7 %. Mee mir stellen awer zu dësem Zäitpunkt eng lineaire Hausse - och wat den Här Wiseler gesot huet -, eng lineaire Hausse, awer keng exponentiell Hausse fest. An ech géif lech wierklech invitéieren ze kucken, do wou Exponentialitéit ass an deene Länner, wéi d'Situatioun och war.

Mir hunn och déi selwecht Entwécklung an de Spideeler, wou den Taux d'occupation vun de Better sécherlech och an d'Luucht gaangen ass, mee d'Situatioun am Land bleift hei ënner Kontroll. An net méi spéit wéi dës Woch hu mer souguer e Patient aus dem Grand Est opgeholl hei an de Soin-intensiffen, eeben an deem Sënn vu Solidaritéit, déi mer och hu mat onsen Noperen.

An eis Situatioun an de Spideeler ass eng aner! Wa mer haut d'Situatioun kucken, leie mer ënner 35 % Taux d'occupation, wou déi meescht wäit iwwer 50 % scho sinn. A mir hunn dès le départ gesot, dass dat déi Zuel ass, déi wierklech awer och ganz, ganz wichteg ass. Mir gesinn och, dass an Däitschland d'Situatioun an de Spideeler schwéier ginn ass. A mir hunn och eng Demande vun eise belsche Kolleege kritt, ob mer bereet wieren, en cas de besoin och e Patient ze iwwerhuelen. An dat kéinte mer am Moment och packen.

Mir mussen awer verschidden Indicateure kucken. Fir d'éischt d'Tester: Mir testen, mir testen, mir testen, a mir testen och weider. A wann een d'Zuel vun den Tester kuckt, ass déi och eropgaangen. Ech mengen, dass dat villt Testen eeben eis och op ville Fronten de Réck fräihält. Mir hunn doduerch nämlech eng méi prezis Vue a keng schwaarz Zuelen, déi ee vläicht an anere Länner huet, well eebe wéineg getest gëtt.

Dann de Contacttracing, deen ass an de leschten zwou Woche wierklech an d'Luucht gaangen an de Prozentsaz louch bei 60 %, wat ganz vill ass, mee wat eis awer erlaabt, duerch dee Contacttracing, dass mer d'Leit esou fréi wéi méiglech am Fong kënnen isoléieren. An dat weist och, dass d'Situatioun eis et och erlaabt, dass e Contacttracing gutt fonctionéiert. An do gëtt eng exemplaresch Aarbecht gemaach, an dat siwen Deeg op siwen an och op Feierdeeg.

D'Inzidenz op d'lescht Woch gekuckt läit bei 269 op 100.000 Awunner, domat leie mer e gutt Stéck ënnert där vun der Belsch a Frankräich. Mir gesi virun allem eng Hausse och bei deenen tëschent 15 an 29. A mir sollen och wëssen, dass do d'sozial Interaktioune schwéier ze bremse sinn, virun allem mat deem dote Wieder. An ech kommen duerno op dee Punkt zréck.

Den Taux de positivité ass bei 2,51, e war 2,46 %, also eng ganz liicht Hausse. A bei den Tester op Ordonnance hu mer vu 598 op 567 eng kleng Baisse. Den Taux de reproduction ass vun 1,13 op 1,11 erofgaangen, bei deem mer och ënnert der Belsch: 1,12, Frankräich: 1,21 an och Däitschland: 1,19 leien. Dat ass och encourageant.

D'Zuele sinn och an de Centres de consultation Covid erofgaangen. An d'Evolutioun an den Alters- a Fleegeheemer: Mir stellen hei am Moment keng exponentiell Hausse fest. A selbstverständlech freeë mer eis alleguerten driwwer, dass mer do keng exponentiell Hausse hunn. An insgesamt bei den Décèse sinn 20 Fäll fir d'lescht Woch ze verzeechnen. Dat sinn 20 Fäll, déi ze vill sinn. Do si mer eis alleguerten eens. Mee et sinn der aacht manner wéi déi Woch virdrun.

Bei dem Ofwaasser gesi mer och eng liicht Hausse, wou d'lescht Woch eng Baisse war. Dat heescht, dass mer éischter déi lescht Wochen och stabel sinn. D'Varianten, mir sequencéiere ganz vill, a wann ee ganz vill sicht a ganz vill sequencéiert, fënnt een och. A mir mengen, dass dat déi richteg Strategie ass: ze testen an och vill ze sequencéieren, wat eis erlaabt ze gesinn, dass haut mat de Varianten, déi och wäit d'Iwwerhand geholl hunn, och d'Infektiositéit an eeben och d'Pathologie vill méi héich ass, wéi dat bei deem Virus war, dee mer virdru kannt hunn.

Mir wëssen, an dat muss ee kloer soen, Här President, mat de Vakanzperioden, mat deem Wieder, dat mer déi lescht Deeg haten, dass d'sozial Kontakter do sinn. An d'Leit wëlle sech rassembléieren. D'Leit wëlle sech am Fräien treffen. An do kënnt et och zu sozialen Interaktiounen a meeschtens ouni Gestes barrières - ouni, well et kuckt keen! Et ass keen, deen oppasst. Dann huet ee séier d'Interaktioune vergiess an d'Geste-barrièrë vergiess. An duerfir ass et duerch d'Opmaache vun den Terrasse souguer, wou mer den Horeca-Milieu als Partner gesinn, wou mir d'Moyene ginn, fir dass do eeben ënner strenge Konditiounen d'sozial Interaktiounen am Fong encadréiert sinn, wat dozou bäidréit, de Risiko vu geféierlechem Verhalen ze ënnerbannen, souwäit dat méiglech ass.

A mir mussen akzeptéieren, dass de Virus och e Bestanddeel ass vun onsem Liewen. Et war gëschter de Fall, et ass haut de Fall an et wäert och an deenen nächste Wochen nach de Fall sinn. Mee dat Wichtegst ass, déi Geste-barrièrë weider ze respektéieren, e Mask unzedoen, seng Distanzen ze halen an am Fong Raim mat ville Leit, wou net gelëft gëtt, ze evitéieren.

Duerfir ass eng streng encadréiert Ouverture ënner strikte Konditiounen, a wa sech net dru gehale gëtt, och mat Sanktiounen, wichteg. An ech brauch net op den Detail anzegoen, vu sechs bis sechs - ech hunn dat och op der Pressekonferenz scho gesot -, zwee pro Dësch et cetera, et cetera, Dir wësst, wéi d'Konditiounen och sinn.

An hei ass et eng Fakultéit opzemaachen! Et ass keng Mussesaach! Mir sinn eis bewosst, dass verschidde Leit de Cacul gemaach hunn: Et rentéiert sech net. Déi brauchen näischt opzemaachen, si verléieren näischt. Si verléieren näischt! Et si Leit do, déi keng Terrass hunn. Ech weess, dass och verschidde Gemengen direkt gekuckt hunn, wéi se kënnen do Léisunge fannen, fir d'Terrassen ze vergréisseren. Mee da kommt, mir sinn dach frou, wann déi Leit, déi nees en Hoffnungsschimmer hunn, kënnen och dat doten opmaachen!

An ech si mer total bewosst, dass mer eng Rëtsch vun anere Reegelen hunn, iwwer Couvre-feu, Limitatioun doheem, Limitatioun vun de Clienten an de Geschäfter, Rassemblementer, Reegelen an der Kultur an am Sport, déi eis alleguerten esou lues op d'Nerve ginn. Mee dat ass eng Realitéit. Mir kënnen eis net erlaben, déi am Moment zréckzezéien.

Wat och wichteg ass, sinn d'Testcapacitéiten. An déi musse weider verstäerkt ginn. Obwuel d'Impfcampagne hir éischt Friichten dréit, och manner eeler Leit an de Soin-intensiffen am Moment sinn, esou ass den Impfstoff leider net d'Garantie, dass mer de Virus endgülteg lass sinn. An ech wëll direkt hei zu där Légende urbaine, déi verschidde Leit am Moment probéieren als Realitéit auszeginn, dass, wann ee bis zweemol geimpft ass, guer kee Risiko méi ass, soen, dass dat net richteg ass! Mir hunn um Dag vun haut en Altersheim, wou iwwer 20 Leit, déi viru Méint geimpft gi sinn, nees positiv sinn.

Dowéinst, haalt op, de Leit ze soen, dass deen, dee geimpft ass, dann einfach kee Risiko méi duerstellt fir déi aner! Dat ass eng Realitéit. Déi Leit hunn e Verlaf vun der Krankheet, deen am Moment net schlëmm ass, et geet ..., an dowéinst ass déi Impfung esou wichteg. Mee d'Impfung ass net de Garant, dass ech de Virus net ka weiderginn. A soulaang déi Garantie net vun Doktere bestätegt ginn ass, géif ech wierklech evitéieren, de Leit hei wëlle Poudre de perlimpinpin an d'Aen ze streeën an d'Gefill ze ginn, dass ee mat engem Gréngen Zertifikat - hunn ech op enger Pressekonferenz vun der gréisser Oppositiounspartei gehéiert - dann d'Léisung wier. Dat ass falsch!

Testen, testen, testen! Dat ass d'Realitéit. An duerfir ass fir eis, d'Regierung, wichteg, dass mer eis och bei den Tester, bei de PCRen a bei de Schnelltester déi néideg Moyene ginn.

(Interruptions)

Mir hunn hei..., jo, dowéinster ..., d'Regierung huet Commandë vun Autotester. Ech brauch jo net nach eng Kéier an den Detail ze goen, well hei gëtt jo e bësse mat den Ziffere jongléiert. Ech hunn och en Interview vun der Madamm Hansen dës Woch héieren um 100,7. Si seet: „Jo, si hunn der just 500.000 bestallt." Ass falsch!

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Mir hunn anenerhallef Millioun bestallt a 5,9 Millioune bestallt. Mir sinn zouversiichtlech, dass mer déi annerhallef Millioun virum Enn vun der Ouschtervakanz geliwwert kréien. Mee ech kann lech hei net garantéieren, well selbstverständlech sinn déi Tester och vill gefrot, mee mir froen, fir déi och geliwwert ze kréien. An déi Liwwerunge wäerte kuerzfristeg a follgenden essentielle Secteure prioritär agesat ginn: Spideeler, COPAS - an d'Frontalieren!

Well et huet kee gefrot ... Wa mer awer vun den Nopeschlänner als Héichrisikogebitt agestuuft ginn, sinn ech frou, wa mer déi Schnelltester hunn, fir eis

ze erlaben, fir deene Leit dann och d'Méiglechkeet ze ginn, fir kënnen op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. Dat schéngt hei der Oppositioun méi egal gewiescht ze sinn. Fir eis net! Dowéinster si Schnelltester och wichteg, an och eeben am Enseignement. Déi Projete lafen.

Duerfir ass och déi Motioun, déi vum Här Wiseler deposéiert ginn ass, an onsen Ae superfetatoire a muss och net gestëmmt ginn, well mer scho méi wäit sinn am Fong, wéi dat, wat d'Oppositioun och freet.

Dann e puer Saachen, op déi ech awer muss agoen. Den Här Wiseler seet eis, Irland wier de Modell, dee jo ze suivéiere wier. Ech wëll just drun erënneren, dass Irland säit dem 30. Dezember 2020 am Confinement ass. A wann ech d'Artikele kucken an der Press iwwer Irland vu gëschter, do maache se en Assouplissement, dass se elo den 12. Abrëll de Leit kënnen déi Reglementatioun vu Limitatioun vu 5 Kilometer ewechhuelen an op 20 Kilometer kënne goen, dass zwee Foyere kënne beieneekommen, dass Retour complet à l'enseignement à l'école ass, dass ab dem 26. Abrëll och d'Kanner kënne Sport maachen. Ech si frou, dass mer den irlännesche Modell hei net suivéiert hunn an dass mer aner Weeër gaange sinn!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hu just drop reagéiert, datt Dir gesot hutt, dat wär Bullshit. An dorop hunn ech reagéiert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Eng zweet Saach ass …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Premierminister, erlaabt Der, datt d'Madamm Hansen Iech eng Fro stellt?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann ech bis fäerdeg sinn. Ech hunn nach zwee Punkten. Well ech komme schonn op d'Froe vun der CSV gären zréck, fir net gesot ze kréien duerno, ech hätt d'Froen net beäntwert.

Da gëtt hei gemaach, wéi wann d'Regierung géif soen, d'Kommissioun hätt gelappt. Nee, mir hunn dès le départ gesot, dass ouni Europäesch Kommissioun mer vläicht iwwerhaapt guer keng Vaccine kritt hätten. Mee tatsächlech, wa mer haut kucken, wéi d'Producteure vu Vaccine sech behuelen, menge mer, dass deemools, wéi d'Kommissioun och ënner Drock war, fir iwwerhaapt eng Ënnerschrëft ze kréien, et besser gewiescht wier, mir hätten eng Obligation de résultat gehat wéi eng Obligation de moyens mat Zuelen, wéi Der wësst - d'lescht Woch vun AstraZeneca -, wou mer 90 % net geliwwert kritt hunn.

Dowéinster behaapten ech, dass, wa mer haut géife frësch negociéieren, mer selbstverständlech aneschters géifen negociéieren, wéi dat d'lescht Joer de Fall war. An ech hunn dat Gefill, an ech ginn et net lass, dass verschidde Producteuren hir Vaccinen am Fong e puermol verkaf hunn. Si hunn Europa se verkaf, si hu se a Groussbritannie verkaf an doudsécher nach op anere Plazen, an da kucke se, wien am Kontrakt am Fong am deierste gëtt, wa se sech net drun halen, an da soe se eeben: „Bon, soulaang déi doten nëmme billen an net bäissen, soulaang kënne mer roueg weidermaachen."

An dat ass dat, wat ech soen: Wa mer haut wieren, géife mer dat aneschters maachen. An ech si mer bewosst, dass ouni d'EU mer doudsécher vläicht haut nach iwwerhaapt keng Vaccinen hätten. Duerfir, d'Plus-value vun der Europäescher Unioun ass do!

Et si Couacken do, et si Couacken do! Mir sinn eis däers och bewosst! Et si Couacken do, well verschidde Leit just AstraZeneca bestallt hunn an déi hunn dann eeben op dat falscht Päerd gesat. Duerfir sinn ech och ganz frou, dass mer et als Regierung fäerdegbruecht haten, e ganze Cocktail vu Vaccinen ze bestellen.

Dann zu Sputnik: Ech bestellen hei keng Zanpasta, déi ech einfach ka stockéiere wärend zwee Joer. Mir hu permanente Kontakt mat de russeschen Autoritéiten, permanente Kontakt. Mir krute vun de russeschen Autoritéite gesot, wéi e misst stockéiert ginn a wéi laang e sech och hält. Ech hunn am Moment keng Garantie, wéini ech vun der EMA oder - a mir gi scho méi wäit - vun enger Agence de médicaments Gréng Luucht kréien. Mir hu keng Agence de médicaments. Mee si schaffen drun am Gesondheetsministère, fir och en Text fäerdeg ze maachen.

Mee elo ze bestellen, mam Risk, dass mer dann ... An ech hat och Gespréicher mat anere Kolleegen, déi gesot hunn: „Jo, mee am Moment, mir wëssen net, ob mer solle bestellen oder net bestellen." Mir hunn d'Garantie kritt, wa mer se géife bestellen, dass mer se och géife kréien. Dat ass dat, wat fir mech wichteg ass. Mee elo ze bestellen, wou ech weess, dass se eng Durée de validité hu vu sechs Méint, wou ech se géif kréien no engem Mount, wou se dann am Fong nëmme fënnef Méint gutt wieren a wou awer en Delai ass vu bal engem Mount tëschent deem éischten an dem zweete Vaccin, do ass et elo verfréit, fir déi elo schonn ze stockéieren, wa mer de Risk duerno hunn, dass d'Durée de validité eriwwer ass, ier mer iwwerhaapt kënnen domat impfen.

Duerfir, d'Gespréicher lafe weider mat de russeschen Autoritéiten. Ech hunn Iech gesot: Mir hunn hei keng Allergie, fir iwwerhaapt iergenden Impfstoff net wëllen hei op Lëtzebuerg ze kréien. Mir sinn op fir alles, wat validéiert gëtt, mee mir brauchen déi Garantien!

Ech kann net dem Lëtzebuerger soen: „Kuck, dass de geimpft gëss! Mee mir wëssen net, ob s de duerno Sequellen hues." Mir hu genuch Geschichte gehat mat AstraZeneca. Mee ech mengen, d'Leit brauche Vertrauen an d'Impfungen, an duerfir ass eng Validatioun duerch eng Instanz och ganz wichteg.

An dann, Här President, ech hu keng Zäit méi, mee ech wollt Iech just nach d'Zuel vun de Vaccine soen, déi elo sollte geliwwert ginn. Wann Der averstane sidd, dass ech nach zwou Minutten hunn, da géif ech Iech dat soen. Mee wann …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Proportionell gekuckt hutt Der bis elo d'Zäit nach net méi iwwerschratt wéi den Oppositiounsriedner.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Okay, dann ass et gutt. Merci, Här Wiseler, d'nächst Kéier maacht nach weider, dann hunn ech e bësse méi Zäit.

(Interruption)

Also: Bis den 31. Mäerz sinn 130.620 Dosen Impfstoff op Lëtzebuerg geliwwert ginn. Dëst sinn also Vaccine fir 65.310 Leit. Vu Pfizer si 85.020 Dose geliwwert ginn, vun AstraZeneca 31.200 a vu Moderna 14.400.

Bis gëschter Owend konnten 73.152 Leit mat der éischter Dosis an 22.505 mat der zweeter Dosis geimpft ginn. Domadder hu mir bis elo zu Lëtzebuerg 95.657 Dose benotzt, dat heescht, ongeféier 74 % vun den Dose versprëtzt. Ech wëll dat direkt soen: 74%. Mir hate jo gesot, mir kéinte bis op 75 % eropgoen. Dat heescht, mir si ganz no bäi.

Am Ganze krute mir vun den Hiersteller fir d'Zukunft follgend Liwwerungen annoncéiert: Bis Enn Juni géife mer vu Pfizer nach 260.910 Dose kréien. Vun AstraZeneca géife mer 41.070 Dose bis Enn Abrëll kréien. Vu Moderna géife mer 7.200 Dose kréien. A vum Vaccin vun Johnson géife mer 4.800 Dose kréien - Johnson, net ze vergiessen, do braucht Der jo net duerch zwee ze deelen. Dat ass e „one shot", dat ass schonn e „game changer" wann dee kënnt. Mee leider sinn déi Zuelen esou, wéi se sinn.

Dat doten ass dat, wat mer am Moment garantéiert kritt hunn. Dir gesitt, bei deem enge soen ech Juni. Dat ass dat, wat mer och schonn an e puer Diskussiounen haten, dass mer bei Pfizer am Fong méi Garantien hunn, well do och de Respekt vun den Délais de livraison meeschtens ginn ass, déi och agehale ginn, an dowéinster, well déi aner sech och limitéiere vläicht bis Enn Abrëll, well se och net wëssen, wéi Mee a Juni wäerten ausgesinn.

Dat heescht, mir hu ronn 34.000 Vaccinen am Stock. Et sinn dovunner 19.000 Vaccinen, déi als zweet Dos benotzt ginn. Dat heescht, déi muss een dann ewechhuelen, well mir musse jo och déi zweet Dos kënne garantéiere fir déi Leit, déi déi och brauchen. An da bleiwen ongeféier eng 15.000 Rendezvousen, déi fir déi nächst Wochen, déi nächst Woch an nächst Wochen, och sollte geholl ginn. Dat heescht, dat sinn der am Moment schonn 11.382, déi geholl gi sinn - dat war elo de Mëtteg de Fall -, an nach eng Kéier 3.500, déi op si fir déi nächst Deeg. Mee dat heescht, dass mer op null wäerte kommen - nach eng Kéier, just fir ze erklären, dass alles, wat geliwwert gëtt, och verbraucht gëtt.

Et ass net de Manque vu Ressourcen, et ass net e Manque vu Plazen, et ass e Manque vu Material, vu Stoff, dee mer bräichten. Muer wäerten och déi lescht Leit aus der Alterstranche vu 65 bis 69 Joer invitéiert ginn. A mir sinn zouversiichtlech, fir am Laf vun der nächster Woch och déi éischt Invitatioune fir d'Phas 5 kënnen ze verschécken, wat mengen ech och wichteg ass.

Den Taux de participation läit bei de Leit iwwer 70 Joer bei gudde 76,2 %. An de globalen Taux de participation läit zanter dem Ufank vun der Impfcampagne, wa mer dann alles matenee rechnen - ech hu jo déi eng do iwwer 70 -, dat heescht, och Professioneller an alles, bei ongeféier 69 %, mat méi héijer a méi niddreger Participatioun.

Voilà. Här President, ech soen op jidde Fall all den Deputéierte Merci, déi dësen Text och haut stëmmen. Fir eis ass et wierklech, an ech hunn et och op der Pressekonferenz gesot, fir „le plus petit pas, le plus petit pas vers un peu de normalité" eis kënnen ze leeschten. Et wier hypokritesch ze mengen, dass ..., an et ass och gesot ginn, mir hätten alles richteg ... Nee! Här President, et huet kee vun eiser Regierung bis elo gesot, dass eng Regierung nach ni e Feeler gemaach huet! Wann een hei e Geheimrezept huet, e Patent, wéi et soll goen, da soll en dat verkafen, da wier e räich, a weltwäit ganz räich ginn.

(Interruption)

Hei sinn Informatiounen, déi een all Dag nei kritt. Et si Constaten, déi all Dag gemaach ginn. Et muss een op där enger Säit de sanitäre Punkt kucken, et muss een de psychiatresche Punkt kucken, den ekonomesche Punkt kucken, de soziale Punkt kucken. An d'Kolateraleffekter vun enger Kris dierfen net nach vill Joren daueren, wann eng Kris bis eriwwer ass!

Duerfir merci fir d'Vertrauen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister. An direkt geet d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen fir Parole après ministre.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech loosse mer u sech net gäre falsch Wierder an de Mond leeën. Ech hat net gesot, et wären nëmme 500.000 Tester bestallt ginn, mee ech hu gesot: „Et si 500.000 Tester bestallt gi fir d'Schoul." An „Fir d'Schoul", hunn ech gesot, „geet dat ganz genau duer, wann een zweemol an der Woch test, fir zwou Wochen." A wann Dir dann elo sot, Dir wäert elo méi wäit wéi mir, da verstinn ech dat definitiv net, well mir soen, mir musse reegelméisseg op d'mannst zwee Tester d'Woch maachen.

Dann hutt Der gesot, 1,5 Milliioune wären am Ganze bestallt. An och do hu mer gesot: „Dat geet bei Wäitem net duer!" Mir brauchen zwee Tester fir jiddwereen. An da komme mer domat ganz genau annerhallef Woch laang. An ech hoffe jo wierklech, datt d'Regierung méi wäit denkt an am Viraus plangt wéi annerhallef Woch hei an där Pandemie! Dat geet definitiv net duer! Mir brauchen op d'mannst 50 Milliounen Tester. Dat heescht, 1,5 Milliounen Tester, do kéint ee wierklech denken, do wären e puer Nulle vergiess ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un de Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu kee Besoin, drop ze äntweren. Ech hunn Iech gesot, wivill mer der bestallt hunn. Mir si wäit iwwert där annerhallwer Millioun. Dowéinst also, dat ass en Dialogue de sourds.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kéimen dann elo zum Ofstëmmen. Et ass gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé iwwert den Artikel 2 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen.

Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 7795

Da stellen ech d'Fro, wien d'accord ass mat dem Artikel 2 vum Projet de loi. Dee soll mat Jo ofstëmmen.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ginn et 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen. Domat ass den Artikel 2 ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. Charles Margue), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert dee ganze Projet. Den Text steet am Document parlementaire 7795[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7795 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi vum Här Claude Wiseler deposéiert ginn ass, iwwer eng transparent Strategie fir d'Schnelltester.

An da géif ech direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun ginn, den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hu mat Satisfaktioun héieren, datt de Staatsminister gesot huet, déi Motioun wär superfetatoire, well d'Regierung dat alles scho gemaach hätt a méi wäit géif goen. An dat freet mech.

Mee ech wëll awer just rappeléieren, wat dat dann heescht. Dat heescht, datt d'Regierung elo déi necessaire Logistik mécht, fir all déi Tester ze realiséieren. Dat heescht, datt mer elo en nationale Reseau kréien, fir déi Test-rapiden ze maachen, mat enger Rei Statiounen an Equipe-mobillen, fir rapid Tester ze maachen. Dat heescht, datt mer d'Formatioun vum Personnel maachen, datt mer en harmoniséierte System vu Saisine, vu Kollekt, notamment och vun Archivage vu Schnell- a vun Autotester kréien.

Ech freeë mech, wann Der do déi Aart a Weis fonnt hutt, wéi dat ka gemaach ginn. Dat heescht awer och, datt an Zukunft all Lëtzebuerger oder all Resident op dem Territoire zwee gratis Tester par semaine zur Verfügung gestallt kritt. Dat heescht, datt den Teste rapide och gemaach gëtt an der Entrée vun de Spideeler, an de Strukture fir eeler Leit. An dat heescht, datt eng ganz Strategie iwwert déi sanitär Hygiène an d'Utilisatioun vun deenen Tester an den Domäne vum Sport, vun der Kultur, vum soziale Liewen, vum professionelle Liewen, an och organiséiert an all deenen Domänen, an Zukunft gemaach gëtt.

Ech si ganz frou driwwer, datt dat elo alles kënnt, an ech soen dem Staatsminister dofir Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Gëtt et eng weider Wuertmeldung zu dëser Motioun? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. An där Motioun hei, déi d'CSV erabruecht huet, do stinn eng Rei Saachen dran, déi een eiser Meenung no hei net kann esou unhuelen, zum Beispill de leschte Konzept, wou „intelligent" gefrot gëtt: „élaborer des concepts intelligents", wat jo u sech ënnerstellt, dass d'Regierung géif Konzepter elaboréieren, déi net intelligent wäre bis elo.

(Brouhaha)

Dat ass falsch! Do si mer net der Meenung, dass een dat hei soll ënnerstëtzen. Mir halen eis un dat, wat de Premier virdru gesot huet.

(Brouhaha et coups de cloche par la présidence)

Déi Motioun hei ass u sech, wat d'Basis ugeet, superfetatoire, well scho ganz vill Tester méi bestallt goufen, wéi d'CSV dat hei iwwerhaapt och mengt, well scho vill méi wäit gaange ginn ass an där gan-

zer Prozedur an déi Prozedur och leeft. An duerfir brauche mer déi heite Motioun net ze stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel.

Et ass weider keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

10. 7794 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 janvier 2021 portant :

1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;

2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Mir kéimen dann elo zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut an dat ass de Projet de loi 7794 iwwert de Congé pour raisons familiales. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech maachen lech hei de mëndleche Rapport vum Projet de loi 7794. Et geet ëm de Congé pour raisons familiales - deen hate mer schonn e puermol hei - an déi temporär Derogatiounen, déi duerch d'Gesetz vum 22. Januar 2021 geholl gi sinn, fir den Elteren d'Recht op de Congé pour raisons familiales ze erméigleche wärend dëser Pandemie, wann d'Kand ufälleg fir Covid-19 ass oder wann d'Kand aus zwéngende Grënn doheem muss bleiwen. Dat Gesetz, dat ass ab dem 3. Abrëll net méi a Kraaft. Well mer elo awer en neit stëmmen, kréien d'Leit déi Méiglechkeet erëm.

De Gesetzesprojet 7794, dee verlängert nämlech déi temporär Derogatiounen. Mir sinn nach net duerch d'Kris. A wann een déi kierzlech Entwécklung vun der Pandemie kuckt, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee an Europa, da kann een och net ausschléissen, dass d'Regierung awer eng Kéier erëm verflicht wär, d'Decisioun ze huelen, d'Schoulen deelweis oder komplett zouzemaachen. An eisen Nopeschlänner, zum Beispill an der Belsch, ass dat jo de Fall am Moment.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mir kënnen haut net dovun ausgoen, dass mer bis zum Enn vum Schouljoer net awer nach eng Kéier an enger änlecher Situatioun kënne sinn, och wa mer hoffen, dass dat net de Fall wäert sinn.

Duerfir ass et besser, elo schonns prett ze sinn, wëssend, wat fir eng Konsequenzen déi aktuell Situatioun fir d'Eltere vu vulnerabele Kanner kann hunn oder wéi eng Konsequenze fir d'Eltere vu Kanner ënner 13 Joer entstoe kënnen, wann d'Schoulen an d'Betreiungsstrukture mussen zoumaachen.

Dee Projet, dee gëtt dann hei eng Verlängerung bis e Samschden, de 17. Juli 2021 inclus. Dee prezisen Datum, deen ass gewielt an dee bleift (veuillez lire: deen ass gewielt, fir dass de System a Kraaft bleift) net nëmme bis zum Enn vum aktuelle Schouljoer hei zu Lëtzebuerg, mee e geet och iwwert den Ufank vun der Summervakanz an eisen Nopeschlänner, well am Saarland an a Rheinland-Pfalz, do fänkt d'Vakanz den 19. Juli 2021 un, an der Meurthe-et-Moselle de 6. Juli an an der Belsch den 1. Juli, soudass mer se do alleguerte mat am Boot hunn.

De Projet, dee gouf den 23. Mäerz deposéiert. Dat ass nach net laang hier. Et ass erëm eng Kéier séier geschafft ginn. An dat ass och gutt esou, besonnesch wann een d'Situatioun an eisen Nopeschlänner kuckt, wou nees déi nei restriktiv Moossnamen agefouert goufen.

De Staatsrot huet en Avis favorable ginn an de Rapport ass an der Aarbechtskommissioun de 25. Mäerz virgestallt ginn an et goufen och keng Avise (veuillez lire: et goufen zu deem Moment och keng Avise) vun de Chambres professionnelles. De Rapport ass à l'unanimité an der Kommissioun ugeholl ginn.

An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP. Net awer wëll ech hei oftrieden, ouni den Oppositiounsparteien dann awer Merci ze soen. Ech hat a menger Ried virdru beim Covid gesot, si géifen d'Terrassen net matstëmmen. Ech si frou, dass se dat matgestëmmt hunn. Dat ass tipptopp esou! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Georges Engel.

Den éischten agedroene Riedner ass den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Och merci dem Rapporteur fir déi Erklärungen. Et ass effektiv elo schonn déi véiert Verlängerung, wann ech mech net verzielt hunn, an ech hoffen, dass et déi lescht ass, dass mer fir de September keng méi brauchen ze stëmmen, dass mer, wann d'Schoul erëm ugeet, bis dohinner de Problem mam Covid mat all deene Vaccinen, déi d'Regierung jo bestallt huet ..., dass mer bis dohinner all Mënsch vaccinéiert hunn an dass mer dann net méi an déi Situatioun kommen.

Den Här Engel huet et ënnerstrach: Et ass net nëmmen eppes, wat gëllt fir d'Residentsfamillen, mee et ass och eppes, wat gëllt fir eis Frontalierskolleegen, déi jo och zu der Leeschtung vum Lëtzebuerger Bruttoinlandsprodukt bäidroen. An do ass et nëmme legitimm, dass si och kënne vun där Moossnam profitéieren an dass et mat deem Datum vum 17. Juli méiglech ass, dass si alleguer, eis Nopeschlänner, kënnen dovu profitéieren, bis hir Schoulvakanz ugeet, dass mer do d'Garantie hunn, dass dat alles ka gemaach ginn.

Ech wëll awer ënnersträichen, dass een och muss soen, dass dat hei erëm eng Leeschtung ass, déi d'CNS virfinanzéiert, wou mer awer sécherlech nach eng Kéier wäerten drop zréckkommen, wa vum Staat hier déi Suen zréckbezuelt ginn un d'CNS, wat jo schliisslech d'Sue vun Assuréë sinn.

Dat gesot, Här President, gëtt d'CSV d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Spautz. An direkt duerno huet d'Madamm Carole Hartmann d'Wuert. Madamm Hartmann, wannechgelift.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur Merci soe fir säi komplette mëndlechen a schréftleche Rapport. Et bleift hei eng exceptionell Mesure, déi een Elterendeel vun de Kanner kann huelen. De Rapporteur hat elo d'Beispill vun der Belsch genannt. Wa mer elo gëschter déi nei Annoncen aus Frankräich héieren hunn, wësse mer och, dass an deenen nächsten dräi Wochen och d'Schoulen a Frankräich zou sinn, soudass mer mat Sécherheet och eng Rei Frontalieren aus Frankräich wäerten hunn, déi op déi heite Mesure wäerten zréckgräife mussen.

Dowéinst gesäit een, dass et weiderhi wichteg ass, dass mer déi exceptionell Mesure hei en place hunn. An d'DP-Fraktioun gëtt och hir Zoustëmmung heizou. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci. Dann ass den Tour um Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Och vu menger Säit aus merci un de Rapporter Georges Engel, dee mengen ech alles gesot huet zu deem Projet de loi. Do ass näischt elo dobäizefügen ausser, wéi gesot, datt mer erëm eng Kéier hei op eis Frontalieren, op d'Mataarbechter an eisem Land aus der Grenzregioun wierklech opgepasst hunn an déi och an dëst Gesetz integréiert hunn. Ganz wichteg, mir liewe schliisslech hei an der Groussregioun!

Dann eng Remark, eng Fro/Remark: Mir kréie jo deemnächst - a mir hoffen, datt dës Pandemie am Juli wierklech ënner Kontroll ass an datt mer dëst Gesetz och net méi nach eng Kéier musse verlängeren -, mir kréie jo dann och en Décompte financier presentéiert, sou wéi mer dat och schonns d'lescht Joer gemaach hunn. An do ass et wichteg fir eis Gréng, datt mer géifen eng quantitativ a qualitativ Analys maachen iwwert d'Utilisatioun vum Congé familial.

Ech erënneren drun, datt zu deem Theema schonn eng Question parlementaire gestallt gouf, déi virun allem no der genderspezifescher Benotzung vum Congé familiale gefrot huet a wou mer och Donnéeë kruten. Eise Wunsch wier, datt mer mat där finanzieller Ofrechnung dann awer och vläicht selwer eng Analys géife maachen. Bon, mir ginn eis jo d'Moyenen elo och hei an eiser Chamber, datt mer déi Cellule scientifique kréien, mee et geet awer och vläicht en Appell un d'Ministèren, fir eis do eng qualitativ an eng quantitativ Analys vun der Utilisatioun vun dem Congé familiale ze presentéieren, soudatt mer deen Theema kéinte verdéiwen a kucken, wat fir en Impakt dës Pandemie an eise Familljen huet.

An domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci dem Här Back. An dann ass den Tour um Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wousst net, datt ech mech ageschriwwen hätt, mee et ass net schlëmm. Ech soen dem Rapporter Merci fir säi Rapport a mir wäerte selbstverständlech dee Projet de loi matdroen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci dem Här Wagner. Ech gi selbstverständlech och dem Här Engelen d'Wuert, och wann en net ageschriwwe war.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir waart jo esou léif, dat séier ze maachen. Ech géif dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et geet hei ëm d'Verlängerung vun dem Congé pour raisons familiales bis de Juli dëst Joer. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach am Interesse vun där Geschicht, déi mer elo hunn am Covid.

Ech sinn och net ëmmer mam Här Georges Engel averstanen, mee dës Kéier sinn ech mat em averstanen. An duerfir géif ech d'Zoustëmmung vun der ADR bréngen zu dësem Gesetz. Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Engelen. An dann ass et um Här Sven Clement.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här - elo erëm - Vizepresident. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stëmmt d'Chamber also iwwert d'Verlängerung vum Congé pour raisons familiales bis Juli of.

Mir Piraten fannen et gutt, datt dëst Gesetz iwwert de Congé pour raisons familiales Récksiicht op den Ufank vun de Schoulvakanzen och an der Grenzregioun hélt. Dat muss ganz kloer sinn, fir esou Diskriminatiounen tëscht Residenten a Frontalieren ze verhënneren. Mee dat Gesetz hei ass nach ëmmer ze kuerz gegraff.

Scho beim Vott vum leschte Gesetz am Januar hu mir Piraten en Appell gemaach, fir dëst Gesetz méi laang lafen ze loossen. Mir krute gesot: „Et ass net néideg, mir kënnen et jo bei Bedarf erëm verlängeren!" Bon, bref: Mir si beim Bedarf a mir verlängeren et alt erëm.

Elo soll d'Gesetz also da bis d'Summervakanz lafen. An och wann ech wierklech - an ech betounen et: wierklech! - hoffen, datt mer am September, wann d'Schoulen erëm uginn, net méi mussen op esou Gesetzer zréckgräifen, sou denken ech nach ëmmer, datt e Gesetz bis den 31. Dezember eis a virun allem den Eltere méi Planungssécherheet ginn hätt.

Wéi schonn am Januar gesot, kéint een dëst Gesetz duerch déi passend Indicateuren, wéini et gëllt a wéini net, och méi laang lafe loossen. D'Gesetz hätt eis kënne Flexibilitéit ginn, wa mer se dann drageschriwwen hätten, an d'Chamber misst haut net nach eemol iwwert de Congé pour raisons familiales ofstëmmen.

Mir haten all gehofft, datt et bis Abrëll géif besser ausgesinn, wat d'Infektiouns- a virun allem d'Doudeszuelen ugeet. Duerfir hate Verschiddener gemengt, den 2. Abrëll géif duergoen. Mee leider hu mer eis esou als Chamber alt nees vum Virus iwwerrasche gelooss an net virausschauend geplangt. Dat dierft no engem Joer Pandemie dach net méi sinn!

Här President, d'Eltere brauchen dëst Gesetz! Si musse kënnen doheembleiwen, wann d'Kanner net an d'Schoul oder an eng Kannerbetreiung kënnen. Duerfir wäerte mer dëst Gesetz och matstëmmen. Mee ech wëll hei nach eemol betounen, datt dat heiten nees en Noutplooschtergesetz ass, dat alt erëm nëmme fir kuerz Zäit gëllt an d'Elteren erëm virun d'Fro stellt: „A wat ass duerno? Wat ass no der grousser Vakanz?"

Mir géifen eis wënschen, datt d'Chamber an Zukunft erëm méi Gesetzer stëmmt, déi méi laang Lafzäiten hunn, wa mer endlech ufänken, dem Virus virzegräifen, amplaz em ëmmer hannendrulafen ze mussen. Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt vläicht ufänke mat engem Merci och un de Rapporteur, dee, mengen ech, hei och eng exzellent Aarbecht geleescht huet am Sënn vun der ganzer Kommissioun.

Mir waren eis eeneg, dass dat heiten e Gesetz ass, dat wichteg ass, vun extreemer Wichtegkeet souguer, fir d'Kannerbetreiung hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren, am Fall wou Crèchen a Schoule géifen zoumaachen. An esou, wéi et jo elo schonn e puermol gesot ginn ass, hu mer net nëmmen un eis geduecht, mee och un déi Leit, déi an eisem Land schaffen an hëllefen, eis Ekonomie ze droen.

Ech wëll et ganz kuerz maachen, well mer, mengen ech, nach e relativ ausgedeente Programm hannendrun hunn. Ech wéilt, well hei ganz vill Vergläicher gezu gi sinn an deene Stonnen, déi mer elo schonn hei verbruecht hunn, mam Ausland, wou mer anscheinend, wéi eemol ugedeit ginn ass, vis-à-vis vum Ausland ganz schlecht dostinn, just eng Kéier an Erënnerung bréngen, dass zumindest an deem heite Punkt kee vun der Oppositioun de Courage hat fir ze soen, mir géifen hei eis Aufgaben net iwwerhuelen. Ech mengen, dass mer mat deem, wat mer an der Politik vum Congé pour raisons familiales maachen, wäit a breet kee Land fannen, dat esou favorabel Léisungen am Sënn vun de Familljе fonnt huet.

Duerfir soen ech lech alleguerte Merci, well ech och dovunner ausginn, dass mer dat heite kënnen a grousser Eestëmmegkeet ofstëmmen. Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7794. Den Text steet am Document parlementaire 7794[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7794 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

11. Motion de M. Marc Spautz concernant l'invitation du Gouvernement à faire bénéficier les entreprises des secteurs vulnérables de l'Horeca, du tourisme ainsi que du secteur évènementiel des modalités d'application pour le chômage partiel actuellement en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 648 de ce compte rendu)

Vu datt den Aarbechtsminister nach hei ass, kéime mer dann elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun där Motioun, déi vum Här Marc Spautz am Ufank vun der Sitzung deposéiert ginn ass iwwer eng Verlängerung vum Chômage partiel bis Enn des Joers fir den Horeca-Secteur.

Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Minister, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Wann ech schonn hei sinn, da géif ech selbstverständlech gären zu där Motioun Stellung huelen. U sech arrangéiert dat mech souguer, well da kann ech der Chamber och eng Rei Saache matdeelen, déi vläicht esou net gewosst sinn.

Fir d'éischt emol: Ech mengen, d'Regierung huet sech duerch de Mond vum Aarbechtsminister och schonn offiziell virun engem gudde Mount geäussert, wéi et mam Chômage partiel insgesamt soll weidergoen. Mir hu gesot, dass och iwwert de Juni, Enn Juni 2021, selbstverständlech dat Instrument vum Chômage partiel nach wäert weider gebraucht ginn, fir Betriber ofzesécheren an domadder och Aarbechtsplazen ofzesécheren, mee vläicht net méi esou flächendeckend, wéi mer dat an der Vergaangenheet gemaach haten, mee méi sektoriell ausgeriicht an domat och méi zilgeriicht, wéi dat elo de Fall ass.

Dat ass iwwregens och de gemeinsame Standpunkt vum Comité de conjoncture, wou jo d'Sozialpartner alleguerte mat um Dësch sëtzen. Actuellement hu mer eng Reegelung, déi virgesäit, dass fir den Horeca, fir de Beräich vun de vulnerabele Betriber: Horeca, Evenementiel an Tourismus, also am Prinzip 50 % vun de Leit solle kënnen an de Chômage partiel goen. Dat ass déi allgemeng Reegelung. Ech betounen dat.

Et besteet awer d'Méiglechkeet, iwwer Plan de maintien dans l'emploi an och iwwer Plan de redressement déi allgemeng Reegel ausser Kraaft ze setzen. Mee dat setzt dann awer viraus, dass ee sech als Sozialpartner un den Dësch setzt an no gemeinsame Reegelunge sicht.

Insgesamt hu mer elo schonn 203 Plan-de-redressementen, wou also déi allgemeng Reegelen ausser Kraaft gesat ginn an een iwwert dee Prozentsaz kann erausgoen, deen ech elo virdru genannt hunn. A mir hunn och 118 Plan-de-maintien-dans-l'emploien, déi also op déi Aart a Weis ofgeschloss ginn, wéi ech dat elo scho gesot hunn. An dorënner sinn och sechs sektoriell Plan-de-maintien-dans-l'emploien. Dat eent betrëfft d'Betriber vun de Coifferen, d'Salon-de-beautéen an d'Salon-de-tatouagen, deen zweete Beräich sinn d'Optiker, deen drëtte sinn d'Impriméen, also alles dat, wat an den Dréckereie geschitt, an dee véierte Beräich, dat ass da Carrosserie an Debosselage.

An da sinn elo zënter e puer Wochen - an déi sinn och scho vum Comité de conjoncture positiv begutacht ginn - zwee nei Plan-de-maintienen erakomm. Deen een ass gemaach gi mat LEA (ndlr: Luxembourg Event Association), dat ass d'Vereenegung vun deenen, déi am Evenementiel schaffen. Déi huet insgesamt 61 Memberen a ronn 1.005 Salariéen. Déi hunn e Plan de maintien dans l'emploi ausgemaach, dee bis den 31. Dezember 2021 geet an do also och Méiglechkeeten huet, fir iwwert dat erauszegoen - an déi sinn och do virgesinn -, wat an der allgemenger Reegelung steet.

Dat nämmlecht ass et och fir de Beräich vun der ULAV (ndlr: Union luxembourgeoise des agences de voyages). Dat ass also de Beräich vun den Agencetouristiquen. Dat si 35 Membere mat ronn 450 Salariéen. An do beim Beräich vum Tourismus kënnt jo och nach den Tripartitesaccord derbäi mat der Luxair, wou jo och virgesinn ass, de Chômage partiel wäit iwwert de Mount Juli eraus ze employéieren, also och nach bis mindestens an den Dezember 2021.

Dir wësst och, dass mer viru Kuerzem eng gemeinsam Entrevue haten Horesca-Regierung, do war och de Franz Fayot nach derbäi als Wirtschaftsminister, wou mer der Horesca ganz kloer gesot hunn, dass mer am Fall, wou nach administrativ Schléissungen am Horeca-Beräich do sinn, selbstverständlech och géife virschloen, dass am Comité de conjoncture selwer géif gesot ginn, dass déi aktuell Reegelung iwwert de Mount Mee eraus - an och de Mount Juli, wann et nach esou wäit ass - muss employéiert ginn, mee dass et awer och nach en anere Moyen gëtt. Dat ass dee vum Plan de maintien dans l'emploi, dee souguer bis Enn des Joers kéint goen. Also do gëtt ganz konkreet dru geschafft.

Ech mengen och, dass déi Léisung, fir d'Decisiounsgewalt am Comité de conjoncture ze loossen, wou mer gutt Erfarunge gemaach hunn, wou d'Sozialpartner gutt matenee schaffen, dass een et soll dobäi loossen an net hei mat enger allgemenger Reegelung praktesch e Fräifaartsschäi ginn, mee dass mer déi Reegelunge sollen anhalen, déi am Comité de conjoncture an am Averständnis mat alle Partner ofgemaach gi sinn, an op där anerer Säit déi Moyenen, déi mer zur Verfügung hunn, solle stäerken - also, wéi gesot: Plan de redressement, Plan de maintien dans l'emploi -, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, an net hei an der Chamber praktesch iwwert d'Käpp vun de Sozialpartner ewech Decisiounen huelen.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* Ech géif wierklech duerfir drëm bieden, dat do ze loossen, wou et op enger gudder Plaz ass a wou mer, mengen ech, wat de Chômage partiel ugeet, ganz gutt zesumme geschafft hunn. Merci.

An duerfir och selbstverständlech, déi Motioun do net tel quel unzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat ass awer just e Rotschlag, deen ech lech ka ginn. Dat ass net un der Regierung, fir dat ze decidéieren, d'Chamber muss dat decidéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Och merci dem Aarbechtsminister fir déi Erklärungen. Fir eis ass et wichteg, dass de Secteur vun der Horeca sécher weess, wat kënnt. Dir hutt et virdru gesot, Dir hat Diskussioune mat deene vun der Horesca. Dir wësst och, dass aner Leit, déi an deem Secteur aktiv sinn, soen, dass dat mat den Hëllefen nach ëmmer net klappt. An et ass déi Angscht, déi se hunn: Wann de Chômage partiel net méi ausbezuelt gëtt, wéi dat bis elo de Fall ass, dass dat si a Schwieregkeete kéint bréngen.

Dofir bleiwe mir bei eiser Motioun. Awer nach eng Kéier dem Minister merci fir seng Erklärungen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. No den Explikatioune vum Minister, déi ech net hätt besser kënne ginn, ...

(Hilarité)

... si mir natierlech der Meenung, dass een déi Motioun hei net misst stëmmen. Et wonnert mech awer e bëssen, dass grad e fréiere Gewerkschaftler wéi de Marc Spautz hei seet, déi Decisiounskraaft misst dem Comité de conjoncture quasi ewechgeholl ginn, andeems mer hei eng Motioun stëmmen, fir dass dat soll verlängert ginn. Ech verstinn dat net richteg.

(Brouhaha)

Grad ee wéi hie misst jo u sech verteidegen, dass dat hei am Comité de conjoncture misst kënne weider diskutéiert ginn. Dat wonnert mech e bëssen. Bon, mir bleiwen dobäi, dass dat soll an deem Comité de conjoncture weider diskutéiert ginn. An duerfir wollte mer déi heite Motioun net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel.

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da freet den Här Spautz nach eng Kéier d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Jo, nodeem den Här Engel mech esou zitéiert huet ... E soll mer elo soen, wou drasteet, dass ech gesot hätt, de Comité de conjoncture an d'Decisiounsgefängnis sollten (veuillez lire: dem Comité de conjoncture seng Decisiounsgewalt sollt) ofgeschaaft ginn. Sot mer wannechgelift, wou dat steet!

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Andeems ee se hei stëmmt, ass déi ofgesat.

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Sot mir, wou dat do am Text steet! Dir hutt elo just gesot, dat stéing an deem Text dran, an dat ass net richteg, Här Engel!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat eent implizéiert dat anert, Här Spautz!

(Exclamations)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach eng weider Wuertmeldung do? Dat ass net de Fall.

Da kënne mer zur Ofstëmmung vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

12. 7797 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Déclaration de recevabilité

D'Presidentekonferenz huet sech den 1. Abrëll 2021 fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7797 iwwert d'Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie, déi haut de Mëtteg vum Här Sven Clement deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7797 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « Um Lauterbann » à Niederkorn

(Motion déposée en séance publique n° 44 du 18 mars 2021 - à consulter au compte rendu n° 18/2020-2021 en page 623)

Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 648 de ce compte rendu)

Motion de M. Mars Di Bartolomeo concernant l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 648 de ce compte rendu)

Mir kommen dann elo zur Motioun vum Här Michel Wolter iwwert d'Elaboratioun vun enger externer onofhängeger Studie, fir d'Situatioun am Altersheim „Um Lauterbann" ze analyséieren an auszewäerten. An ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den honorabelen Här Michel Wolter.

Exposé

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Ausgangspunkt vu menger Motioun vum 18. Mäerz ass e Coronacluster zu Nidderkuer am Altersheim. Wat ech den 18. Mäerz net wousst, dat ass, dass mer quasi all Dag nei Donnéeë kréien, déi net berouegen, mee déi éischter de Géigendeel bewierken. Net nëmmen ech, och d'Famillje stelle sech eng ganz Rei vu Froen an d'Ëffentlechkeet huet a mengen Aen e Recht drop, gewuer ze ginn, wat geschitt ass.

De 5. Mäerz ass e grousse Coronacluster am Altersheim zu Nidderkuer op RTL annoncéiert ginn. Deen Dag huet Servior gesot, dat wär näischt Exceptionelles, de Leit géif et gutt goen, a mir hunn d'Versioun Nummer 1 héiere vum Grond, firwat dass d'Leit sech „Um Lauterbann" kënnen ustiechen. Et ass gesot ginn, et géif net ausgeschloss ginn, dass de Virus duerch de Besuch erabruecht gi wär.

Den 12. Mäerz, also eng Woch duerno, huet sech d'„Lëtzebuerger Wort" mat der Fro beschäftegt an huet en Interview mat der Madamm Cahen gemaach, déi - an dat féiert de Journalist dozou, dat Ganzt ënnert dem Titel „Beruhigung in Sicht" ze klasséieren - gesot huet, säit der leschter Kéier wären nëmme fënnef Neiinfektioune komm - fënnef Neiinfektiounen an engem Moment, wou déi Woch virdrun néng Doudeger an deem Haus waren.

Et deet mer leed, mee ech kann dat net aneschters, wéi eng „falsch Informatioun" respektiv souguer „Desinformatioun" nennen. „Servior", gëtt an deem selwechten Artikel gesot, „bestätigt erst nach mehrmaligem Nachfragen", dass déi fënnef Infektiounen do wären, well am Ufank vum Dag hätte se gesot, et wär iwwerhaapt keng Neiinfektioun geschitt.

Gëschter sinn ech da gewuer ginn, dass dee selwechten Dag, also den 12. Mäerz, an der Santéskommissioun, an där ech bekanntlecherweis net Member sinn, den Direkter vun der Santé, den Här Schmit, eppes ganz aneres gesot huet, nodeem en ausgeschloss huet, dass et Membere vun der Équipe mobile gewiescht wären, well déi hätten déi richteg Apparaturen do gehat an och dat richtegt Equipement - elo kënnt d'Versioun zwee. D'Versioun zwee, dat ass, dass d'Propagation rapide vum Virus dem Fait geschëllt wär, dass d'Leit am Restaurant zesumme giess hätten, wat besonnesch déi Lénk an der Kommissioun dozou bruecht huet, fir sech d'Fro ze stellen - a mir wäerten nach doriwwer diskutéieren -, wéi et méiglech ass, dass dat an engem Moment, wou d'Gesetz de Contraire seet, eigentlech an deem doten a vläicht och nach an aneren Haiser aneschters gehandhaabt gëtt.

An den Här Schmit seet, an dat sinn ech och gëschter eréischt gewuer ginn, wéi dee Rapport komm ass, dass et 13 Doudeger bis dohinner ... - fënnef Neiinfektioune bei der Madamm Cahen, 13 Doudeger beim Direkter vun der Santé. D'Santé wousst Bescheed, d'Familljen net. Wat ass geschitt? Et ass eng Enquête gemaach ginn. Bis haut hu mer op all déi Froe keng Äntwert.

Ech bréngen dat dann den 18. Mäerz op den Ordre du jour vun der Chamber. Bis dohinner ass keng Kommunikatioun iwwert de Cluster vun Nidderkuer gewiescht.

Den 23. Mäerz kënnt d'Chamberskommissioun zesummen. Entre-temps si mer op 22 Doudeger an deem selwechte Cluster. Entre-temps hu mer Kenntnis kritt iwwert de Weekend, an net opgrond vun enger Kommunikatioun vun der Regierung, mee opgrond vun enger Recherche vun enger Journalistin vun 100,7, dass et weider Clustere ginn zu Rodange an zu Keel.

Besonnesch de Cluster zu Keel féiert zu heftegste Reaktioune vu Membere vun der Demokratescher Partei, an zwar zwee Conseillere vu Keel, déi en oppene Bréif an och duerno en Interview maachen, wou se sech ganz fuerchtbar doriwwer opreegen iwwert dee Manktum u Kommunikatioun an iwwert déi Aart a Weis, wéi deen Dossier vu Keel behandelt ginn ass, dass d'Rumeuren am Duerf iwwer Deeg lafe gelooss gi sinn, ouni dass d'Regierung eng propper Kommunikatioun gemaach hätt.

Mir héieren dann op enger Pressekonferenz, déi dann endlech ass, d'Versioun Nummer 3. D'Versioun Nummer 3, firwat „Um Lauterbann" d'Leit gestuerwe sinn, ass dann - an d'Ëffentlechkeet huet dat och matkritt -, dass et en aalt Haus wär, al Bewunner, déi wären an engem héijen Alter, 88 Joer an der Moyenne, wéi se gestuerwe wären. Si wäre polymorbide, si hätte vill Virerkrankungen an et wären no enger Recherche, déi gemaach gi wär, net méi Doudeger wéi am Ausland. A wann de Corona dann eebe bis am Haus wär, da kréich een en eeben net méi eraus. Ech hunn dat héieren an dat hunn Dausende vu Leit héieren, well et ass op der Pressekonferenz quasi am Wording esou gesot ginn.

Dat huet mat sech bruecht, dass mer no där Kommissiounssitzung eis Strategie hu missen änneren. Mir sinn haut net méi an der Situatioun, dass mer iwwert de „Lauterbann" diskutéieren. Mir sinn an der Situatioun, dass mer eigentlech iwwer Clusteren diskutéieren, déi an deene leschte Wochen an ech menge souguer an deene leschte Méint opgetaucht sinn an den Altersstrukturen an déi politesch an an der Ëffentlechkeet net behandelt goufen.

Dofir hu mer an der Chamberskommissioun gefrot, an där vum 23., dass mer eis nach eng Kéier géife

gesinn. Ech hu mech selwer op de Wee gemaach, fir Proposen auszeschaffen, no deenen ee kéint eng Opklärung, eng éierlech, transparent, onofhängeg Opklärung vun deem kréien, wat an deem Altersheim an och an deenen aneren Altersheimer geschitt ass.

Gëschter hu mer dann déi véiert Versioun kritt zum Schluss - déi véiert Versioun! -, an zwar duerch en Artikel vu Reporter.lu, deen heescht: « Pourquoi le 18 février pose question », wou komplett nei Elementer op den Dësch kommen a wou ganz staark un der Impfprozedur am Haus gewackelt gëtt, wou net manner wéi dräi Dokteren interviewt ginn. A wa sech dat do bewahrheitet, wat déi dräi gesot hunn, da muss ech ganz einfach soen: Dat ass nëmme schrecklech!

Dans la mesure wou mer net méi „Um Lauterbann" eleng sinn, wollt ech dat heiten awer nach eng Kéier soen: véier verschidde Versioune vun engem Cluster innerhalb vun dräi Wochen! Ech fannen dat net an der Rei an dofir ware mer domadder d'accord, dass mer dat a méi e breede Kader géife setzen. Mir haten eng Diskussioun de Moien an der Chamberskommissioun an do géif ech gären au profit vun der Motioun vum Här Di Bartolomeo a menger Motioun, déi ech virdrun deposéiert hunn, déi Motioun „Lauterbann" zréckzéien, fir se a méi e grousse politesche Kader kënnen ze setzen a méi eng grouss politesch Diskussioun.

(La motion de M. Michel Wolter déposée en date du 18 mars 2021 est retirée.)

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. Ginn et Wuertmeldungen dozou?

(Négation)

Da kënne mer am Fong geholl direkt zur Diskussioun komme vun där Motioun, déi den Här Di Bartolomeo am Ufank vun der Sitzung deposéiert huet. An ech géif fir d'éischt him als Auteur vun dëser Motioun dann nach eng Kéier d'Wuert ginn.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Wolter, dass en doduerch, dass e seng Motioun, déi méi eng kadréiert Approche hat op eng Altersstruktur ..., den Debat méi breet gemaach huet. A merci och, dass de Moien an där gemeinsamer Kommissioun déi Diskussiounen op eng ganz konstruktiv Aart a Weis geféiert gi sinn, wou ech bedaueren, dass dee leschte Millimeter net konnt zesumme gemaach ginn. Dat hieft sech wierklech ganz positiv of vun deenen Diskussiounen, déi mer an där viregter Jointe haten.

An an där Kommissioun vun de Moie si keng Scholdzouweisunge méi gemaach ginn a och keng Ënnerstellungen, an Dir erlaabt mer, dass ech dat Wuert gebrauchen, well ech an där Kommissioun net déi Impressioun hat, dass iergendeen dovun ausgaangen ass, dass ee „boff" géif soen, „déi waren eeben al an dofir si se gestuerwen". Dat weisen ech op déi entscheedendst Aart a Weis zréck! Dat läit jiddwerengem extreem wäit ewech a jiddweree fillt sech d'selwecht concernéiert vun deenen Doudesfäll, déi an deene verschiddene Strukture geschitt sinn.

Ech wëll dat hei awer mat aller Kloerheet soen. An ech hunn dat och gespuert bei jiddwerengem. An dee Constat, dass dat kéint einfach e „boff" sinn, ass eenzelne Leit nach vill méi no gaange wéi mir. Ech wëll dat just soen. Dat ass ganz déif gaangen, just fir dat ze soen. An et ass och net deen Ëmgangstoun, dee mir normalerweis an eise Kommissiounen hunn. Ech hunn dat jiddefalls ni erlieft, weeder an där enger Kommissioun, wou ech responsabel sinn als President, nach an där anerer Kommissioun, wou mer op eng ganz kollegial Aart a Weis zesummeschaffen a keen engem aneren eppes ënnerschiibt.

Dat Eenzegt, ech hunn dat och an der Kommissioun gesot gehat, wat dat nuancéiert, dat ass, dass, wann een esou no beim Geschéien ass, ee méi emotional ka reagéieren. Mee och déi aner hu Gefiller an hunn Emotiounen. An do soll een och Rücksicht drop huelen. Et ass jiddefalls déi Aart a Weis, wéi ech fonctionéieren a wéi ech mengen, dass hei de Gros an dëser Chamber fonctionéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Mee dat gesot ..., dat si meng Gefiller aus där Kommissiounssëtzung eraus. Ech wëll och soen, dass et gutt ass, dass mer eis net méi reng op Pressebericht beruffen an eise Motiounen, an deenen zwou Motiounen, déi nach iwwregbleiwen, mee och erëm eng Kéier hei méi breet kucken an net dat eent Haus ze kucken, wou et besonnesch dramatesch war, mee bereet sinn, all déi Clusteren ze kucken, déi mer net als normal ugesinn an déi eis alleguer d'selwecht interpelléieren.

Ech wëll hei eist déift Bedaueren, eist Matgefill ausdrécken, an ech mengen, ech maachen dat am Numm vun alle Kolleegen, dass aus deene Grënn, déi mer ze retracéieren hunn, vill Leit aus dem Liewe gerappt gi sinn, déi sécher ouni dee Virus an dat, wat ronderëm ass, nach Méint, Joren oder méi viru sech gehat hätten. Also dat ass fir mech eng Evidenz, dass mir mat de Famille matfillen an dass et eis wéideet, dass déi Leit eis hu misse verloossen.

De Moien also hu mer e gutt Stéck Wee zesumme gemaach. Déi zwou Kommissiounen - déi zwou Kommissiounen! - hu festgestallt, dass dat, jo, Evenementer waren, déi een extreem seriö muss huelen, ouni Scholdzouweisungen, mee an enger ganz oppener Approche, an enger onofhängeger Approche muss retracéieren, net fir hei engem de Kapp erofzeräissen, mee fir an Zukunft et nach besser ze maachen, woubäi ech wëll ënnersträichen, dass déi Leit, déi an deenen Haiser schaffen, ob dat elo Spideeler sinn, déi hei net zur Diskussioun stinn, oder Altersstrukturen, eng formidabel Aarbecht ...

(Brouhaha)

...- eng formidabel Aarbecht! - geleescht hunn an een hei heiansdo d'Impressioun kritt, dass ... Jo, et gëtt iwwer Feeler geschwat, et gëtt iwwer Versäumnisser geschwat an da gëtt vläicht vergiess ze soen, wat déi Belaaschtung iwwer e Joer bei deene Leit war. Ech mengen, dass dat net esou gewollt ass, mee et soll een dat bei dëser Geleeënheet awer och eng Kéier erëm an Erënnerung bréngen.

A wa Saachen net optimal gelaf si bei esou engem Virus wéi deem doten ... Jo, et gëtt eeben net déi fäerdeg gezeechent Roadmap, déi een nëmme brauch aus dem Tirang erauszehuelen, an da mécht een - „back"! -, wéi mat engem Coup de baguette magique, alles richteg. Herno - herno! - huet ee virdru schonn ëmmer alles besser gewosst, awer eréischt herno!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- An duerfir, duerfir well mer dat net einfach hinhuelen, well mer net „boff" soen, well mer net soen: „Et ass eeben domm gaangen an déi Leit ware souwisou al, si ware gebriechlech, si ware polymorbide, si hate vill Krankheete beieneen", well mer dat eeben net wëllen, hu mer e Versuch gemaach zesummen, an do ass jiddwereen dobäi gewiescht, fir an enger Fro, an engem Problem, an engem Drama fir déi, déi et getraff huet, einfach d'Parteikaarten, einfach d'Fraktiounskaarte virun der Dier ze loossen an déi doten Diskussioun aus dem politesche Gerangel erauszeloossen an ze probéieren, fir zesummen - wierklech hei zesummen! - no baussen ze weisen: Mir huelen dat extreem eescht, mir fille mat a mir ginn deene Saachen op de Grond, ouni schonn am Viraus e Scholdsproch gemaach ze hunn.

(Interruption par la présidence)

Mir hunn iwwer laang Strecken eng Eenegung fonnt, wou mer d'Saachen änlech gesinn, d'selwecht gesinn - d'Gravitéit vun deenen Doudesfäll, wéi mer un deen doten Drama erugi mat enger onofhängeger externer Etüd, wou mer op eis spezialiséiert wëssenschaftlech Zentere kënnen zréckgräifen. An, Kolleeginnen a Kolleegen, mir wollten dobäischreiwen - op jidde Fall déi, déi déi Motioun geschriwwen hunn -, dass déi onofhängeg Experten, dass déi onofhängeg wëssenschaftlech Instituten op d'Mataarbecht vun de Ministèren, vun der Direktioun vun der Santé, ...

(Interruption)

... mat den Departementer, déi dofir responsabel sinn, ugewise sinn.

An ech wëll och drun erënneren, dass de Kolleeg Wolter selwer gesot huet an där Kommissioun, déi mer haten, dass hien op kee Fall der Meenung wär, dass de Gesondheetsministère a sécher och de Familljeministère net sollen hei matschaffen. Et ass esou, wéi mer et verstinn. Et ass net, dass mer et esou verstinn, dass déi zwee Ministèren dat u sech rappen an dann ënnert den Teppech kieren an esou maachen, wéi wann näischt wär, oder géife soen: „Boff, et ass domm gaangen!" Nee, all Expertis, déi neutral ass, ass op gräifbar Fakten, Daten ugewisen, déi nun eemol am Moment souwuel déi wëssenschaftlech Instituter hunn, awer och déi, déi un der vorderster Front stinn.

Et ass dat, wat mer wollten, et ass dat, wat mer ausgedréckt hunn. An op eemol, jo, kréie mer ënnerschoben - an ech soen dat hei, ech soen dat hei am Numm vun alle Kolleegen, déi déi Motioun vun eis matgedroen hunn -, gëtt eis ënnerstallt, jo, dass d'Regierung dat jo souwisou net seriö wëllt maachen, d'Kontroll driwwer wëllt halen. Nee, ech kann lech soen, a leider ass se am Moment net hei, d'Gesondheetsministesch an och d'Familljeministesch hu mir ganz kloer gesot, ma dass si Interêt hunn un der Onofhängegkeet vun där Etüd!

(Interruption par la présidence)

Wa se nämlech net onofhängeg ass, da kréie se virgeworf, ...

(Interruption)

... dass se truquéiert ass, esou wéi an där Kommissioun der Regierung ënnerstallt ginn ass, dass se mat Statistike géif operéieren, esou wéi se hir géife gefalen. Also, och dat - och dat! - weisen ech zréck.

(Interruption par la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Di Bartolomeo, ech wëll lech drop hiweisen, datt déi demokratesch Ausernanersetzung wichteg ass, fir Kompromisser ze fannen, mee et gëtt awer eng Riedezäit an déi ass schonn iwwerschratt.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Jo, Här President, ech kommen zum Schluss. Et ass och falsch, dass déi Clusteren - dat ass net behaapt ginn hei, mä dat ass awer net genuch eriwwerkomm -, net an de Kommissiounen diskutéiert gi wären. An där Diskussioun huet d'Fraktiounscheffin souguer mat agegraff a mir hunn iwwert déi Clustere geschwat. Et sinn och e ganze Koup Explikatioune komm. Et sinn Explikatioune komm, dass Sequenzéierunge gemaach ginn, fir dat nozevollzéien.

Mir hunn also de Versuch gemaach - opgrond, an dee streiden ech net of, vum Verdéngscht, dass de Kolleeg Wolter déi Motioun erabruecht huet mat Propositiounen, mat de Consideranten, déi eis e bësse kuerz gegraff waren -, eng Motioun ze preparéieren, wou mer d'Hoffnung haten, mir géifen eis erëmfannen zesummen.

Bon, dat war net méiglech an et ass un Detailer gescheitert. Ech bedaueren dat an ech wëll nach eng Kéier hei ënnersträichen, dass déi Etüd soll onofhängeg sinn, dass déi Chamber net „außen vor" wäert sinn, mee déi Chamber wäert déi Etüd virgeluecht kréien, och consultéiert ginn, informéiert ginn iwwert de Cahier des charges vun där Etüd. An ech muss soen, wann et dann gescheitert ass un engem Comité de pilotage, fannen ech et speziell, wann et eng onofhängeg Etüd soll sinn, dass d'Chamber dann an e Comité de pilotage soll eraklammen. Mir si fir eng wierklech onofhängeg Etüd!

(Interruption par la présidence)

Ech hunn och Nimm vu Leit gesinn zirkuléieren, déi an deenen Instituts scientifiques dra sinn. Jo, dann ass se net onofhängeg - dann ass se net onofhängeg! Wa mer d'Onofhängegkeet wëllen, da soll se onofhängeg sinn! A mir ginn d'Garantie, dass déi Chamber hei mat intervenéiert. Duerfir, Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn alles gemaach, fir e gemeinsamen Text ze fannen. Ech stelle fest, dass dat bis elo net méiglech war. An ech bedaueren et ëmsou méi, wann ech déi alternativ Motioun gesinn, déi elo um Dësch läit, déi ganz no bei deem ass, wat mir wëllen, an eis eebe just net gegleeft gëtt, ...

(Brouhaha)

... dass mir dat éierlech mengen. An dat kënne mer net unhuelen, dass mer ënnerstallt kréien, dass mer wéilte fuddelen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

An da freet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt als Éischt zu der Motioun schwätzen, déi vun de Kolleege vun der Majoritéit hei deposéiert gouf, déi jo och am Virfeld zirkuléiert ass. Ech muss soen, si ass zirkuléiert, et gouf en Austausch dozou de Moien an der Kommissioun. An duerno war ofgemaach ginn, datt nach eng Kéier géif driwwer geschwat ginn. An de Considerantë sinn e puer éischter kosmeetesch Ännerunge geschitt. An ech wëll mech elo emol als Éischt op de Consideranten atteléieren, well ech mengen, datt do awer e puer Saache sinn, déi, fir eis als Piraten zumindest, net drobar sinn.

An do fänkt et domadder un, datt d'Chamber soll „consideréieren" - an der éischter Fassung stoung do „saluéieren" - „la collaboration étroite et constructive entre les ministères de la Santé et de la Famille ainsi que les gestionnaires". Ech hunn domadder e Problem, wann ech ..., eleng de „saluer" konnt ech scho guer net matdroen, aus deem ganz einfache Grond, well ech et net weess. Ech weess net, ob dat esou konstruktiv an etroite ass, wéi et hei duergestallt gëtt. Ech hunn och meng Doutten, datt et esou ass, wann ech den Artikel vu Reporter.lu liesen, wou dräi Dokteren awer gesot hunn, datt et do wuel „Ofstëmmungsschwieregkeeten", an dat ass elo dee positiivsten Terme, deen ech dofir fannen, gouf an datt et do eeben net ëmmer esou etroite, konstruktiv war, mee datt et do éischter war: „Vogel friss oder stirb", datt et relativ am Hauruckverfaren deelweis goung. Anescht kann ee sech jo och verschidde Couacken, déi virkomm sinn, net erklären.

Dann: „considérant la mise en place de mesures sanitaires spécifiques et de recommandations de la part des Ministères de la Santé et de la Famille". Bon, ech fänken elo net nach eng Kéier domadder un. Duerfir hunn ech eng Proposition de loi deposéiert, déi mer da jo gegeebenenfalls och nach eng Kéier diskutéiere kënnen. Ech sinn der Meenung, datt et eeben net genuch Recommandatiounen a virun allem keng bannend Recommandatioune gëtt. An eleng déi zwee Consideranten, ouni op de Fong vun den Invitten anzegoen, wou mengen ech nach eng ganz Rëtsch aner Problemer sinn, weisen, datt et fir eis ganz schwéier war an onméiglech ass, déi Motioun an där heiter Fassung ze stëmmen.

Schlussendlech geet et ëm d'Invitten. An do begréissen ech et, datt et eng Étude indépendante soll sinn, datt déi extern soll sinn. Ech hunn awer e Problem domadder, wéi d'Collaboration étroite vun de jeeweilegen Acteuren hei gereegelt gëtt. An et feelt mer definitiv, an dat gouf och de Moie méi wéi eng Kéier ugeschwat, de Volet vun der Implicatioun vun der Chamber. An dat ass, mengen ech, dat, wat hei wierklech feelt. Hei gëtt eng Etüd gemaach oder se soll gemaach ginn, wou déi Leit, déi etudiéiert ginn, mat Partner sinn, a gläichzäiteg soll deen, deen hei d'Motioun stëmmt, nämlech d'Chamber, nëmmen herno informéiert ginn.

An ech mengen, dat ass e Problem fir eis, an duerfir wäerte mir dës Motioun hei leider, obwuel mer de Kär, genausou wéi de Mars Di Bartolomeo dat virdru gesot huet, de Kär vun der Motioun ënnerstëtzen. Ech hunn dat d'lescht Woch hei gesot, mir hunn et haut hei nach eng Kéier gesot, ech wäert et duerno bei där anerer Motioun och nach eng Kéier soen: De Kär, d'Étude indépendante ass, mengen ech, dat allerwichtegst bei där Saach. De Problem ass, déi Étude indépendante muss richteg encadréiert sinn an d'Chamber muss do e gudden Droit de regard hunn. An ech fannen, datt dat an där heiter Motioun net wäit genuch geet. An duerfir kënne mer déi Motioun aktuell net matdroen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Da freet den Här David Wagner d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Ech mengen, den Här Wolter huet virdrun och schonn e bëssen den Historique retracéiert, déi Aart a Weis, wéi mer zu där Diskussioun komm sinn, opgrond vun Zeitungsartikelen, vu Recherchen, net vu proaktiver Informatioun säitens der Regierung, opgrond och vu Protestschreiwesse vu Gemengeréit zu Keel, déi sech och Suerge maachen.

Den Här Di Bartolomeo huet eng Brandried gehalen, déi e bësse méi laang gedauert huet, mee dat ass net schlëmm.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Hat ech lech ugeschwat?

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Et ass wéinstens mat Leidenschaft gesot ginn. Mee ech kann net op alles ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech wëll preziséieren, datt den Här Di Bartolomeo zu deenen zwou Motioune geschwat huet an datt en doduerch nëmme ganz liicht seng Riedezäit iwwerschratt huet.

Plusieurs voix.- A!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Also, Här President, ech si souwisou e Partisan vun illimitéierter Riedezäit, besser méi schwätze wéi net genuch. Da kann een och alles soen.

M. André Bauler *(DP)*.- … datt Dir dat esou kloergestallt hutt.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Nee, de Problem ass deen. Do ginn et awer e puer Saachen, déi ee muss soen. Wann een doriwwer wëllt diskutéieren, iwwert déi Aart a Weis, wéi dat elo ofgelaf ass, dann heescht dat net, datt mer iergend eng Form vun Doute, vun Zweifel hätte vis-à-vis vum Personal, wat doranner schafft. Also mir sinn déi Éischt, zemools als déi Lénk, ech mengen, mir haten och schonn ..., mir hu mat manifestéiert nach, ech ka mech erënneren, zesumme mam OGB-L fir d'Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune vum Personnel des soins an esou weider. Ech mengen, do brauche mer eis näischt virwerfen ze loossen.

Mee a Wierklechkeet, et gouf gesot, an dat war erëm den Här Di Bartolomeo - en ass awer e Fuuss -, e seet: „Jo, se muss onofhängeg sinn, déi Etüd, an dofir kann et net sinn, datt d'Chamber dobäi ass." An duerno kuckt een an der Motioun vun der Regierung: „Mee duerfir ass et besser, d'Regierung gëtt mat agebonnen." C'est pas mal. C'est pas mal!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An dat ass jo dee ganze Problem. A Wierklechkeet misst et jo esou sinn, wann een all déi Contradi… An et ass keng direkt Scholdzouweisung, déi mer wëlle maachen, quitte datt mer iwwer Méint als Lénk ëmmer gefuerdert hunn, datt misste strikt Mesuren oder kloer Mesuren an deenen Altersheemer applizéiert ginn. An do war ëmmer de Refus vun der Ministesch do. An dat sot jo awer och d'COPAS. Also et ass eng politesch Fro.

Bon, duerno hu mer e Resultat, dat mer kennen, a mir wëlle wëssen, wat dohannert steet. A Wierklechkeet, den Här Wolter ass jo net derfir bekannt, fir mat sametten Händschen un déi Saachen

heiansdo erunzegoen. Mee, ech mengen, dës Kéier war en e bëssen nach soft, well a Wierklechkeet bei esou enger Affär an engem anere Land, en anert Parlament, do wier eng Commission d'enquête instituéiert ginn, fir dohannertzekucken. Dat wier an der Belsch geschitt, an Däitschland geschitt, a Frankräich geschitt. Hei ass dat den absolutten Tabu. Eng Commission d'enquête heescht jo net, datt et eng Scholdzouweisung ass.

Elo froe mer just ..., elo si mer domadder konfrontéiert, datt trotzdeem eng Etüd soll gemaach ginn an der Zesummenaarbecht, wou déi inkriminéiert Ministèren oder déi Ministèren, déi eng Responsabilitéit hunn, net onbedéngt inkriminéiert sinn, mee déi eng Responsabilitéit droen, wann een dovun ausgeet, datt se tatsächlech déi Responsabilitéit wëllen droen, wou déi mat agebonne solle ginn an der Opaarbechtung vun deem, wat do geschitt ass. An dat ass ganz einfach net méi akzeptabel. Dat ass scho bal e schlechte Witz.

Also musse mer dee Wee goen, datt mer soen, et gëtt eng onofhängeg Etüd, eng extern Etüd. Ech hätt, éierlech gesot, léiwer eng Commission d'enquête gehat. Mee dat heiten, dat, wat elo hei proposéiert gëtt vun der Oppositioun, dat ass scho relativ e brave Kompromëss par rapport zu deem, wat hätt solle stattfannen. Mee mir wësse jo, wéi hei ofgestëmmt gi wier.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An dann huet den honorabelen Här Fred Keup d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech mengen, et ass elo villes richteg hei gesot gi vu mengen zwee Virriedner. Wann eppes schifleeft wéi dat heiten, dann ass et eis Aufgab, fir dat richteg kënnen ze analyséieren, fir déi néideg Konklusiounen ze zéien a Verbesserungen ervirzebréngen. An, ech mengen, do si mer eis jo bis op dee Punkt eens. Hei ass och eppes Grousses schifgelaf, ech ginn awer elo net méi an den Detail, 22 Awunner eleng zu Nidderkuer, déi bannent kuerzer Zäit gestuerwe sinn. Dat ass eppes ganz Graves an ech mengen, dass et sech also do imposéiert, fir eng extern, objektiv Analys mussen ze maachen, fir ze kucken: Wat ass do schifgelaf? Sinn d'Reegelen agehale ginn? Wéi eng Reegele waren dat? Wéi eng sanitär Moossname sinn agehale ginn? Wéi waren d'Prozeduren? An esou weider, fir erauszefannen am Allgemengen, wat schifgaangen ass. Dat si mer de Leit schëlleg.

An ech sinn dann iwwerrascht, dass esou eng Analys vun de Koalitiounspartner hei ofgeleent gëtt.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Déi Analys, déi den Här Wolter an der Motioun freet, déi mir mat ënnerschriwwen hunn. Dat ass déi Analys. An Dir sot jo selwer, Här Di Bartolomeo, dass et de Moien un Detailer gescheitert ass. An Dir hutt och gesot, dass déi zwou Motioune ganz no unenee sinn. Ma firwat stëmmt Der se dann net einfach mat.

(Interruptions)

Et ass dach näischt beim Här Wolter an der Motioun dran, wat lech iergendwéi wéideet. Do ass dach näischt dran!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Firwat stëmmt Der eis dann net?

Une voix.- Firwat stëmmt Der eis dann net?

M. Fred Keup *(ADR)*.- Ech kann dat net verstoen, well …

(Interruption)

Nee, d'Fro ass net déi. D'Fro ass: Firwat stëmmt Dir net déi mat, déi urspréinglech komm ass? D'Initiativ war vum Här Wolter. Wat fäert Der?

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Nee!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Keng Argumenter!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei wannechgelift. Ech bieden erëm eng Kéier ëm méi Andacht.

(Brouhaha)

Une voix.- Gutt Argument!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Här President, wat fäert Der bei där Motioun vum Här Wolter? Wat ass de Punkt, firwat dass Der se net wëllt matstëmmen? Wat ass de Punkt, dass Der déi neutral, extern Etüd do net wëllt? Firwat wëllt Der déi verhënneren? Wat fir eng Angscht hutt Der dann do? Ma da stëmmt se einfach mat, da spuere mer eis déi ganz Diskussioun hei, da si mer fäerdeg.

Ech ka beim beschte Wëllen Är Blockad, déi Der hei maacht, net verstoen!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et ass iwwerhaapt keng Blockad.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Mir als ADR wäerten op jidde Fall déi Motioun matstëmmen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et steet „étude externe indépendante" an där heiter.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Gëtt et nach eng weider Wuertmeldung zu dëser Motioun?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da kënne mer zur …

(Interruptions)

Den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn ëmmer erëm begeeschtert, wéi de Mars Di Bartolomeo, wann en dann hei lassleet, lassleet. Mee et muss een awer iergendwou, un tant soit peu och bei deem bleiwen, wat wierklech ass.

Wat wierklech ass, dat ass, dass a kengem Moment iergendee vun der Oppositioun vun deene véier Parteien iergendee Scholdzousproch gemaach huet, ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Här Wolter, dierf ech lech eppes froen?

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- … keen Scholdzousproch.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Här Wolter, dierf ech lech eng Fro stellen?

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- D'Haiser, Dir Dammen an Dir Hären, …

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Här President?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, den Här Kersch wëllt lech eng Fro stellen.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Den Här Kersch ass totalement étranger zu dëser Diskussioun.

(Hilarité)

Wierklech totalement étranger zu dëser Diskussioun. An ech géif gären dat, wat ech wëll soen, soen. Ech weess, firwat dass den Här Kersch hei ass, an ech weess och, firwat dass en e Stéierfeier wëllt maachen. Et ass eng albekannten Taktik, déi hie ganz gutt beherrscht.

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Do sidd Dir awer net méi schlecht wéi hien!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- D'Method Wolter kenne mer!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Wolter huet d'Wuert a soss keen!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- E wëllt also keng Fro!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- An ech géif dann, Här President, nach eng Kéier wëllen ufänken.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat do war nach ni d'Stäerkt …

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Et ass a kengem Moment e Scholdsproch vun iergendengem Member vun der Oppositioun an deene leschte Woche gesot ginn.

Une voix.- Falsch!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Et si Fakten duergestallt ginn, esou wéi se op Pressekonferenze gesot gi sinn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dir hutt d'Demissioun vun der Madamm Cahen gefuerdert!

Une voix.- Ech maache just eng Scholdzouweisung, steet hei!

(Interruption)

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Mir sinn an enger …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei wannechgelift! An ech bieden lech alleguer, datt mer dësen Debat digne féieren, wou jidderee seng Meenung ka fräi ausdrécken. Här Wolter, et ass un lech.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Här President, mir ginn haut gewuer an der Äntwert vun der Question parlementaire, dass mer 53 Clusteren haten. Ech froen lech: Sidd Der dat gewuer ginn an deene leschte Méint? Nee, mir sinn et net gewuer ginn. An dat ass de Problem. Dat ass och de Problem mat dëser Motioun, dee sech hei stellt. Et ass, dass zu kengem Moment dës Regierung bis haut iergendwou an deem ganzen Dossier vun den Altersstrukture proaktiv, kommunikativ par rapport zu de Leit hei am Land d'Wourecht gesot huet, mee dass alles huet missen erausgekraazt ginn, nogefrot ginn, nogesicht ginn duerch Journalisten, duerch Journalisten huet missen erausgefrot ginn.

Mir hunn - an ech hunn dat virdru gesot - um Beispill vum „Lauterbann" eleng festgestallt, dass et véier verschidde Versioune ginn, wéi de Virus an d'Haus komm ass. An dofir si mer ëmgesprongen, nodeem mer eis déi eenzel Versiounen ugehéiert hunn, a mir sinn op e Wee gaangen, dass mer gesot hunn, mir hätte gären eng onofhängeg Etüd. Eng onofhängeg Etüd heescht, dass opgrond vun der Implikatioun vum Ministère vun der Santé an dem Ministère vun der Famille et natierlech net ka sinn, dass dës Haiser, esou wéi dat an der Motioun vun der Majoritéit steet - an dat ass déi grouss Differenz tëschent Ärer Motioun an eiser Motioun -, quasi mat fiederféierend sinn.

Mir hu wärend zwou Stonnen doriwwer diskutéiert. Mir hu gesot: Kommt, mir diskutéieren dat bis zum Schluss aus! An et ass gescheitert un der Demokratescher Partei.

(Interruptions)

Et ass gescheitert um Spriecher vun der Demokratescher Partei, dem Här Baum.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Jo, très bien! Dat ass genau Är Politik. Très bien!

Et ass net um Här Di Bartolomeo gescheitert, mat deem ech eens gi wär, ganz sécher. A mir wären eens ginn, an dat ka jiddwereen, deen an där Kommissioun de Moie war, beschreiwen.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dat ass d'Method Wolter, dat doten!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Mir si gescheitert un der Demokratescher Partei, déi mat alle Mëttel wëllt verhënneren, dass eng vun der Regierung onofhängeg Etüd gemaach gëtt.

(Interruption)

Jo, Dir braucht just Ären Text ze kucken, Ären Text, deen opfreet, dass dat „an Zesummenaarbecht mat" gemaach gëtt. Mir hunn x-mol doriwwer diskutéiert. D'Plaz vum Ministère wär natierlech am Comité de pilotage gewiescht. Et ass jo schonn extraordinaire, dass elo de Mëtten hei vum Här Di Bartolomeo gesot gëtt, et ass onofhängeg, onofhängeg, mee d'Regierung, mee d'Chamber, déi däerf awer net an engem Comité de pilotage sinn, soss ass et net méi onofhängeg. An d'Regierung, déi steet am éischten Dispositif als Partie prenante vun enger Déngen ..., an zwar duerch déi zwee Ministèren, iwwert déi eigentlech hei en Audit soll gemaach ginn.

Well et ass jo net nëmmen eng Étude épidémiologique, déi soll gemaach ginn, mee et ass och d'Fro, ob um Niveau vun de Prozeduren, um Niveau vun all deem, wat an deem leschte Joer besonnesch am Ministère vun der Famille gemaach ginn ass, déi richteg Decisioune geholl gi sinn.

D'DP huet de Moien e sech ofzeechnenden Accord, deen et méiglech gemaach hätt, fir eng gemeinsam Motioun hei an der Chamber ze deposéieren, duerch hire Veto verhënnert. An dofir si mir op de Wee gaange vun eiser eegener Motioun, fir den Ënnerscheed ze weisen tëschent deenen zwou. Et ass eng Konstant an deem heiten Domän säit Wochen a Méint, an doru besteet keen Zweifel, dass alles gemaach gëtt bis haut eigentlech, fir net dohinnerzekommen, wou een net wëllt, mee wou ee muss hikommen. An dat ass keng Scholdzouweisung, dat ass einfach Fakt!

An ech ginn dem Här Wagner Recht an ech ginn dem Här Keup Recht, wann dat doten …

(Interruption)

Jo, jo. Wann dat doten de Punkt gewiescht wär, gëtt et absolutt kee Grond, firwat dass d'Majoritéit d'Motioun vun eis net matdiskutéiert an och matgestëmmt hätt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wolter. An dann huet den honorabelen Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Erlaabt mer direkt, Här President, dass ech zu deenen zwou Motioune schwätzen. Wann d'Zäit e bëssen iwwert de Compteur ass, da wësst Der, dass ech net nach eng Kéier eropkommen.

Ech wollt ufänke mat: Et ass schonn am Februar an der Press reliéiert ginn, Artikelen zu de Fleege- an den Altersheimer, en Artikel vum 5. Februar „Im Stich gelassen", en Artikel vum 6. „Verpasste Chancen und Perspektiven".

Dorobber gouf et eng Äntwert vun de Bedreiwer vun den Altersheimer, an ech wëll lech déi elo net ganz virliesen, mee, ech mengen, verschidde Saachen, déi elo hei ugeklonge sinn, kann een awer heimat an dat recht Liicht erëm réckelen.

Ech liesen e puer Saache vir: „Durch die Pandemie rückten die Bewohner der Alten- und Pflegewohnheime in den Fokus der Öffentlichkeit. Ihren Schutz galt es zu organisieren und zu garantieren und dies in ihrem Zuhause. Um der Individualität der Häuser und ihrer Bewohner […] Rechnung zu tragen, war es dem Dachverband der Betreiber COPAS wichtig, jegliche Maßnahmen individuell pro Haus und pro Situation anpassen zu können. Dieses Unterfangen wurde von der zuständigen Ministerin für Familie geteilt und unterstützt. Somit wurden Richtlinien ausgearbeitet, die kontinuierlich angepasst werden."

An da vläicht awer e Wuert zu där Proposition de loi, déi den honorabelen Här Clement deposéiert huet: „[In diesem Kontext ist wichtig zu erwähnen, dass] sämtliche Hygiene- und Schutzmaßnahmen [...] unter die Zuständigkeit des Gesundheitsministeriums sowie der Gesundheitsdirektion fallen."

Also et geet hei ëm individuell Léisunge fir alleguerten déi Haiser. Ech iwwersprangen e bëssen: „[Auch hier wurde] von den zuständigen Instanzen kontinuierlich Unterstützung geleistet und [somit] alle Grundlagen geschaffen, die es den Heimleitungen ermöglichen, sich auf ihre Aufgaben zu konzentrieren und die notwendigen Entscheidungen zu treffen."

Et war zu engem Moment e bësse méi hëtzeg ginn de Mëtten. Dat kann emol virkommen. Do ass vu menger rietser Säit gesot ginn, et dierft kee méi an den Altersheimer stierwen. Dat ass eng nobel Astellung. Mir mussen alles maachen, fir de Virus aus den Haiser erauszehuelen, mee dat do packe mer net. Dat, wat hei geruff ginn ass vun där doter Säit, packe mer net. Ech liesen lech nämlech weider, wat an dësem Lieserbréif steet. Ech weess net, ob ech et gesot hunn, et war den 20. Februar am Wort, Säit 15, wann een et wëllt noliesen.

„Trotz aller Vorsichtsmaßnahmen [war und] ist es nicht zu vermeiden, dass es, so wie in der Bevölkerung auch, zu Covidinfektionen in den Heimen kommen kann." Déi eenzeg Méiglechkeet, an ech hunn et de Mëtteg scho gesot, dat wär, fir d'Leit konsequent an hiren Zëmmeren ze isoléieren. An ech soen lech, do ware mer eis mat de Kolleege vun der CSV scho viru Méint eens, dass et dat net ass, wat mir wëllen. Et ass och net dat, wat Dir wëllt. An et ass schonn iwwerhaapt net dat, wat d'Leit wëllen. D'Leit wëllen hir Kanner gesinn. D'Leit wëllen hir Enkelkanner gesinn. A mir kënnen net gewärleisten, dass et eng 100%eg Sécherheet gëtt. Dach, just wa mer d'Leit ewechspären. An dat, mengen ech, wëlle mer net.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech fuere weider: „Leider können wir den Kampf gegen den ‚unsichtbaren Feind' nicht immer gewinnen". Et geet weider, et géif Hand an Hand geschafft ginn, an et gëtt nach iwwert d'Verantwortung och vun der Heimleitung an de Richtlinne geschwat, domat hält deen Artikel op. Ech mengen, et sollt ee sech dee vläicht, wann ee Loscht huet, eng Kéier duerchliesen.

Dann, well ech lech gesot hunn, ech géif zu deenen zwou Motioune schwätzen. Jo, mir waren eis zimmlech no, mee mat Sécherheet net esou no, wéi den Här Wolter et elo hei gesot huet. Och wann e gesot huet, et wär un der DP gescheitert, da muss ech dat zréckweisen. Ech soen lech och, firwat ech et zréckweisen. Well vun eiser Säit e puermol gesot ginn ass, dass et dach awer schonn e bësse speziell wär, wann de Gouvernement géif eng „étude externe indépendante" - souwäit si mer eis eens - „en association étroite avec les instituts scientifiques", souwäit si mer eis eens. Awer de Ministère de la Famille an de Ministère de la Santé, déi domadder befaasst sinn, déi däerfen iwwerhaapt näischt heimat ze dinn hunn. Dat fannen ech speziell. Dat hunn ech e puermol gesot. A mir hunn de Moie gemierkt, dass mer eis do net géife méi no kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An et ass wouer, ech huelen dat op meng Kap, ech hunn zu engem Moment, ech weess net méi genau, wat ech zu engem Moment gesot hunn, ech hu gesot, mir sollten déi Textproposen, déi mer erakritt hunn, mir sollten déi verschaffen, mir sollten déi verschécken. An domat hunn ech, Här Wolter, ech ginn lech Recht, den Debat dann zu deem Moment ofgewiergt.

Weider fuere mer dann ..., ech mengen, wat awer wichteg ass hei, dat ass, dass mer am Kader vun där Analys, déi mer maachen, dass mer kucken: Déi Leit, déi gestuerwe sinn, haten déi schonn eng éischt Impfung, hate se schonn eng zweet Impfung? An ech mengen, dass dat eis awer vläicht kann Donnéeë ginn, déi wichteg sinn.

Da steet hei: „auditionner [...] l'application des mesures sanitaires". Souwäit, mengen ech, si mer eis eens.

Ech wäert de Kolleege vun der DP proposéieren, fir dem Här Mars Di Bartolomeo seng Motioun ze stëmmen. An ech wäert virschloen, d'Motioun vum Här Wolter net ze stëmmen. Och wéinst dem Comité de pilotage, zu deem ech mech schonn de Moie gemellt hunn a wou ech wierklech net weess, firwat dass dee Comité de pilotage soll sinn, wat dee Méiwäert soll sinn. Mir sollen elo op d'Wëssenschaftler bauen, wa mer dat do wëllen opklären. An ech gesi wierklech de Méiwäert net vun engem Comité de pilotage.

E lescht Wuert: Scholdzouweisungen. Hei ass gesot ginn, et wären zu kengem Moment Scholdzouwei-

sunge gemaach ginn. Ech huelen dat dann zur Kenntnis an ech géif alleguerten déi Leit bieden, déi der Meenung sinn, dass keng Scholdzouweisunge gemaach gi sinn, den 10 op 8 ze lauschteren, net vun dësem Dënschden, mee vum leschten Dënschden an och de Reportage ze kucken op RTL de leschten Donneschden no der Pressekonferenz vun der CSV. Wann do gesot gëtt, et géif dem Här Bettel eng Regierungsëmbildung un d'Häerz geluecht gi mat enger Persoun, déi mat Empathie un déi Aufgab géif erugoen, da muss ech soen, dann ass dat näischt anescht wéi eng Scholdzouweisung. An déi ass fir d'Demokratesch Partei inakzeptabel.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo, dee scho virdrun d'Wuert gefrot hat fir Fait personnel. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Ech probéieren och, dat esou roueg wéi méiglech ze maachen. Den Här Keup ënnerstellt eis, dass mir an eiser Motioun net bereet wären, eng Analys ze maachen.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Nee.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Jo.

Une voix.- Jo, dach.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Dach, dach. A vu dass et op Franséisch geschriwwen ass an eiser Motioun, erlaben ech mer, et op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

(Hilarité)

Ech erlabe mer, et op Lëtzebuerg ze iwwersetzen. Mir invitéieren an eiser Motioun d'Regierung, fir direkt eng extern Etüd, also eng onofhängeg extern Etüd „en association", dat heescht, zesumme mat den Instituts scientifiques an an Zesummenaarbecht mat der Regierung ...

Plusieurs voix.- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- ... an an Zesummenaarbecht mat der Regierung, also …

(Brouhaha et interruptions)

(Coups de cloche de la présidence)

Nee, passt op! Déi Leit musse jo eng Rei vun Donnéeë kréien, an déi muss d'Regierung hinne ginn, déi muss d'Regierung hinne ginn.

Une voix.- Ma jo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Wa bis gesot gëtt, dass se onofhängeg ass, da muss d'Regierung hinnen alles ginn, wat se huet. An duerfir muss se mat hinne kooperéieren. Si muss mat hinnen zesummeschaffen. Awer wéi dat ofleeft, dat steet an deem éischte Sazdeel: „immédiatement une étude externe indépendante", an an Associatioun, dat heescht, ganz no mat den Instituts scientifiques, an déi op Informatioune vun der Regierung ugewisen ass. Dat ass eis Lektür vun deem Text. An ech misst et jo wëssen, well ech ee vun den Auteure sinn an dat och mat de Kolleegen ofgeschwat hunn.

An da wëll ech just nach eng Kéier drun erënneren, da sinn ech scho bal fäerdeg: Den Auteur vun der éischter Motioun - déi et jo elo net méi gëtt, mee ech hat dann eigentlech zu dräi Motioune geschwat, Här President, dann hunn ech nach e bëssen Zäit - huet selwer gesot an där Kommissiounssëtzung vum 23., dass hien iwwerhaapt näischt dergéint hätt, dass mat der Santé géif zesummegeschafft ginn. An ech kann de Wuertlaut liesen, och op Lëtzebuergesch, well et e Verbatim ass. Da versteet och jiddwereen et heibannen. An ech wëll dann net méi op d'Scholdzouweisungen agoen, well de Gilles Baum dat gesot huet.

Ech hunn heiansdo d'Impressioun, dass et hei iergendwéi drëm geet, fir Zizanie zwëschent den dräi Regierungsparteien ze streeën.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Et ass meng Impressioun, et ass keng Scholdzouweisung, et ass keng Scholdzouweisung. Ech fille mech un den Asterix erënnert, do war een, dee war spezialiséiert drop, fir Zizanie ze stëften iwwerall do, wou e war. Also, ech ka just soen, dass en et vläicht iwwerall fäerdegbréngt, awer zwëschent de Koalitiounspartner net.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, villmools Merci, Här President. Ech kann dat do elo nëmme bestätegen, wat de Mars Di Bartolomeo gesot huet, am Numm vun der ganzer grénger Fraktioun. Ech wéilt awer och soen, datt mir als Gréng déi Approche ënnerstëtzen, déi dann och de Rapporter vun de Covidgesetzer huet, deen d'Matière jo gutt kennt a President vun der Kommissioun ass, dat ass dee selwechte Mars Di Bartolomeo. Déi Approche, déi e virdrun a senger längerer Interventioun eebe presentéiert huet, ass déi, déi mir och als Gréng déi richteg Approche fannen. Wou ech awer och wéilt bemierken, datt d'Gréisst vun engem Politiker an Noutsituatiounen am Fong an der Fäegkeet besteet, d'Komplexitéit vun de Situatiounen unzeerkennen an dee richtegen Toun ze fannen.

Dee richtegen Toun hu mir hei am Ufank virun allem staark vermësst, an dat ass bedauerlech fir eng Chamber, déi eigentlech a schwierege Situatiounen, wou mer et mat Stierffäll ze dinn hunn, soll zesummenhalen. Mir sinn der Meenung, datt mer hei solle Solidaritéit spille loossen, openeen zougoen an Ursaache fannen, fir et an Zukunft besser ze maachen, amplaz op Leit ze kucken an deenen dann ze soen, si wiere schold.

Dat ass am Ufank geschitt, haut net méi. Mee mir bedaueren dee Verlaf vun där ganzer Diskussioun an hoffen awer, datt mer elo duerch déi Motioun vun der Majoritéit dohi kommen, wou mer am Ufank scho wollten hi kommen, wéi mir eis och der Saach ugeholl hunn. An dat gehéiert net just der Oppositioun, dat gehéiert eis alleguer. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Da freet den Här Wolter nach eng Kéier d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Fait personnel.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Fir Fait personnel, jo. Ech hunn dat esou ugeholl, well soss hätt Der keng Riedezäit méi zegutt.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Hat ech dann och scho fir déi zwou Motioune geschwat?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Dräi.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Fir déi dräi, jo.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Dann hutt Der 100%eg Recht, Här President.

Mir streeë keng Zizanie, ...

(Hilarité)

... mee mir hätte gären ... Jo, Dir laacht. Laacht roueg weider!

(Brouhaha)

Mir streeë keng Zizanie, mee mir hätte gären Opklärung fir eppes, ...

Une voix.- Mir och!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- … wat méiglecherweis …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Frot den Här Engel!

Une voix.- Mir och.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- … politesch ganz déif geet.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Den Här Baum ass en aveu. Den Här Baum seet: „Ech hunn den Debat ofgewiergt." Een, deen den Debat ofwiergt, ...

(Interruption)

... een, deen den Debat ofwiergt, ass een, dee verhënnert, dass et zu enger gemeinsamer Konklusioun kënnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- A firwat hutt Dir dat verhënnert? Dir hutt dat verhënnert, well Dir net wëllt, dass ouni de Familljeministère déi Etüd commanditéiert gëtt, an et ass esou, wéi Är Motioun haut och do steet.

Une voix.- Nee.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Et ass eng Commande, déi vun der Regierung, an Zesummenaarbecht haaptsächlech vun deenen zwee Ministèren, gemaach gëtt. An eise Punkt, an dat huet den Här Bartolomeo falsch zitéiert, ass net deen, dass mir gesot hunn, oder mir hu scho gesot, si solle matmaachen, wat jo och logesch ass, …

Une voix.- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- … awer net um Niveau vun der Ausschaffung a vum Commanditéiere vun der Etüd, well soss ass jo de Bock zum Gäertner gemaach. Da si mer jo an enger Situatioun, dass déi, deenen hir Aktivitéiten, hir politesch Aktivitéiten, sollen iwwerpréift ginn, dass dat déi sinn, déi d'Etüd ausschaffen.

Une voix.- Nee.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Ma dat kann dach net sinn, Dir Dammen an Dir Häre.

Une voix.- Nee!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- An do ass déi grouss politesch Divergenz tëscht eis. Mir hätte gären, an dat ass, mengen ech, awer elo kloer ginn, net nëmmen eng wëssenschaftlech Analys. Mir hätten och gären en Audit! Mir hätte gären eng wëssenschaftlech Analys iwwert déi Saachen, déi mat Medezinn, ...

Une voix.- Jo!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- ...Santé an esou weider ze dinn hunn. A mir hätte gären eng politesch Analys iwwert dat, wat vun der Regierung an deem leschte Joer gemaach gouf. Wann dat Scholdzouweisung ass, dir Dammen an dir Häre, …

Une voix.- Nee, nee.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- … da soen ech: Dat ass Scholdzouweisung!

Une voix.- Mir hunn et kloer bei Iech ...

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Mir hätte gären eng politesch Opschaffung.

(Coups de cloche de la présidence)

Mir hätte gären eng politesch Opschaffung vun deem, wat haaptsächlech am Familljeministère geschitt ass. A mir stellen haut hei fest, dass alles gemaach gëtt, fir dat ze verhënneren!

(Brouhaha)

Mir hätte gären en Audit, deen an engems jo de Moment net stattfënnt. A mir hätte gären, dass d'Chamber agebonne gëtt op eng uerdentlech Aart a Weis, wat an Ärem Modell net de Fall ass. An dofir géif ech d'Chamber bieden, fir d'Motioun vun der Oppositioun ze stëmmen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter.

Une voix.- Här Wolter, Dir litt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da freet nach den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, merci fir d'Wuert. Ech schéngen nëmmen ze verstoen, datt mer net an zwou distincten Diskussioune sinn, wéi ech dat am Ufank probéiert hunn ze maachen, mee an enger eenzeger iwwert déi zwou Motiounen. Da wëll ech awer och profitéieren, fir iwwert déi zweet Motioun kuerz ze schwätzen an op e puer Saachen anzegoen, déi hei gesot goufen.

Dat Éischt ass, datt d'Fro ass: Wien ass associéiert mat esou enger Enquête? Et geet hei nach net ëm Scholdzouweisungen, esou wéi et och an enger Enquête préliminaire vun der Police judiciaire net ëm d'Scholdzouweisung geet. Et gëtt à charge et à décharge gekuckt, ob alles fonctionéiert huet oder och net. An d'PJ géif, mengen ech, ni op d'Iddi kommen, fir an enger Enquête préliminaire potenziell Inculpéierter oder Zeien als Associéiert zu der Enquête ze gesinn. Wa mer also déi Analogie richteg dréien, da kann et net sinn, datt déi, iwwert déi enquêtéiert gëtt, Deel vun der Enquête sinn. Dat wär esou onlogesch …

(Brouhaha)

Et ass eng Enquête!

Une voix.- Wou si mer dann hei!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Hei gi jo bewosst Saache vermëscht, bewosst Saache vermëscht.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Clement huet elo d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Et gouf gesot, ...

(Brouhaha)

... et gouf gesot: „D'Donnéeë musse jo fléissen, an duerfir mussen déi jeeweileg Acteuren associéiert ginn." Mee Donnéeën, wa mir soen, wann d'Chamber seet: „Et fënnt eng Etüd statt!", an déi Etüd brauch Donnéeën, dann hunn déi Donnéeën ze fléissen.

Et kann net sinn, datt mir hei géife stëmmen, datt eng Etüd stattfënnt, an da géif gesot ginn: „Ma nee, déi Donnéeë kënne mer net erausginn, well Dir hutt jo net gesot, datt mir Deel vun der Etüd sinn." Also wannechgelift, dat ass dat schwächsten Argument, wat ech haut derfir héieren hunn, fir déi véier aner Acteuren hei mat an déi Etüd eranzehuelen.

An dann dat Zweet, wou, mengen ech, d'Majoritéit, bewosst oder onbewosst, ech weess et net, falsch versteet, wat an der Motioun vun der Oppositioun steet. D'Invitten 3 a 4 schwätzen nämlech net méi vun der Etüd, mee schwätze vum Audit. An dee Comité de pilotage soll deen Audit pilotéieren an net d'Etüd. Déi Etüd ass onofhängeg, soll et sinn a soll et och bleiwen. An och do wëllt d'Chamber just informéiert bleiwen. An ech mengen, dat steet am Invite 5 vun der Oppositioun dran.

Am Invite 4, wou et ëm de Comité de pilotage geet, geet et drëm, datt deen de Kader kann definéieren, dat dee kann de Kader setzen, an deem den Audit ka stattfannen. An deen Audit ass onofhängeg vun der Etüd ze gesinn. D'Etüd ass eppes Wëssenschaftleches, an den Audit, dat ass eppes, wou et ëm d'Anhalen, d'Applikatioun vum Cadre légal et réglementaire geet.

An ech mengen, datt mer déi zwou Saachen, déi Ënnerscheeder wierklech musse berücksichtegen a mer net einfach hei alles an een Dëppe solle puchen an esou maachen, wéi wann et der Oppositioun just géif drëm goen, fir hei Mëssmut ze séien, an op där anerer Säit géif et der Majoritéit hei ëm vollsten Opklärung goen.

Ech mengen, datt béides eng absolutt Verkierzung vun der Tatsaach ass. An ech mengen, mir géife gutt drun doen, hei fir Kloerheet ze suergen, fir Transparenz ze suergen, an dat an deene Gremie maachen ze loossen, wou et néideg ass. An duerfir wäerte mir och d'Oppositiounsmotioun matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

Dann huet d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen d'Wuert gefrot.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et si vill Leit gestuerwen duerch de Covid, ze vill. Doriwwer si mer alleguerten heibannen zu Recht bestierzt, well et ass schrecklech, ee vu senge Léifsten ze verléieren duerch esou e schlëmme Virus.

All eenzelnen Doudegen ass een ze vill, ob en elo zu Nidderkuer gestuerwen ass oder virdru scho vläicht op anere Plazen. De Virus ass onbarmhäerzeg. An dofir hu mer probéiert, d'Leit ze schützen a gläichzäiteg hir Fräiheeten ze respektéieren. Et si vill Leit gestuerwen, an dat interpelléiert eis zu Recht.

Ech verstinn, dass mer wëlle verstoen, wéi et dozou konnt kommen, dass elo, wou mer mat de Vaccinatiounen an de Strukture vun den eelere Leit amgaange waren a bal fäerdeg waren, dass grad elo nach esou Clustere koumen. An ech ënnerstëtzen och d'Fuerderung, ech wëll dat direkt hei soen, ech ënnerstëtzen d'Fuerderung no enger onofhängeger Etüd, fir eeben dat erauszefannen.

D'Spezialiste soen eis, dass zu Nidderkuer, opgrond vun de Sequenzéierungen, déi den LNS gemaach huet, e puer Variante fonnt goufen, dovunner eng Variant, déi méi spezifesch ass. Déi Analyse sinn awer nach net ofgeschloss, genausou wéi mir nach keng Detailer hunn iwwer aner Clusteren. Mir waarden op all déi Erklärungen a wëlle verstoen. A wann eng Etüd eis kann hëllefen, et besser ze verstoen, da solle mer déi och an aller Transparenz maache loossen.

Erlaabt mer dann awer och, e puer Saachen hei emol ze soen zu deem, wat mir gemaach hunn an och zu deem, wat mir net gemaach hunn oder net konnte maachen. Et si vill Saache geschriwwen a gesot ginn an de leschten Deeg, déi ech esou net ka stoe loossen an déi der enormer Aarbecht, déi am Secteur geleescht ginn ass an och an de Ministèren Dag fir Dag geleescht gëtt, net gerecht gëtt. An ech hoffen, Dir gitt mer dofir elo e bëssen Zäit, da kann ech hei op vill Froe schonn äntwerten.

Ech fänken u mat der Aarbechtsmethod. Et gëtt gesot, de Familljeministère hätt missen de Lead huelen. Abee, de Familljeministère, deen huet ëmmer de Lead gehat am Respekt vun eise legalen Attributiounen. All Ministère an all Minister huet seng Attributiounen. Déi Attributioune sinn och net verännert ginn en cours de route. Mir hunn eis awer net verstoppt hannert deenen Attributiounen. Mir hu vun Ufank u ganz enk wärend der ganzer Kris zesummegeschafft tëschent de Ministèren an der COPAS.

Ech sinn och ganz dankbar, dass mer do eng exzellent Kollaboratioun haten an och nach ëmmer hunn an dass mer all Schrëtt zesummen am Virfeld konnten ofstëmmen, andeems mer am Ufank an der Cellule de crise an duerno einfach am Kader vu Concertatiounsreuniounen zesummegeschafft hunn.

Ech stinn zu där Aarbechtsmethod an ech fanne se och haut nach richteg. De Lead hu mir all zesumme geholl an et huet kee sech, op kenger Säit, viru senger Verantwortung gedréckt. De Contraire ass de Fall.

Dann e puer Wuert zu eiser Strategie. Et gëtt eng Strategie fir d'Gestioun vun der Pandemie am Senioreberäich, an ech selwer, wéi och d'Gesondheetsministesch, hu se schonn dacks hei op dëser Plaz, an de Kommissiounen an op anere Plazen exposéiert. D'Strategie huet zum Zil gehat, d'Sécherheet an de Bien-être vun de Bewunner beschtméiglech ze assuréieren. Ech hunn déi Strategie ëmmer nees erkläert, op alle méigleche Plazen. An déi Strategie, déi berout op véier Achsen.

Déi éischt Achs viséiert en Equiliber tëschent Sécherheet op där enger Säit a Fräiheet vun de Bewunner op där anerer Säit.

Déi zweet Achs viséiert eng kloer Teststrategie.

Déi drëtt Achs concernéiert d'Asetze vun enger Ligne de garde an d'Bereetstelle vun den néidege Medikamenter.

An déi véiert Achs betrëfft d'Vaccinatioun.

Wärend der Phas vum Confinement hu mir d'Haiser zougemaach, fir d'Sécherheet vun de Bewunner a vun de Strukturen ze garantéieren. Mir kruten do vill Kriticke vun de Bewunner selwer, vun de Familljen, déi net méi konnten op Besuch goen. Ech erënneren un d'CCDH (ndlr: Commission consultative des droits de l'homme), déi zu Recht och gesot huet, dass dat ganz schwiereg wär, wann een d'Leit aspäert respektiv wa se sech net däerfe gesinn. Et sinn Deputéierter hei, déi dat zu Recht och ugeprangert hunn an esou weider.

Mir hunn du schrëttweis zanter Mee d'lescht Joer d'Mesurë gelabbert. Mee d'Anhale vun de Gestebarrièrë war an ass haut och nach ëmmer Flicht. Et si kloer Recommandatiounen un d'Haiser gaangen. Fir d'Personal an den Haiser, de Logements encadrés an de Reseauë gouf et kloer Bestëmmungen, déi all an hirer aktuellster Versioun um Covidsite vun der Santé an och um Internetsite vum Familljeministère publizéiert sinn.

Mir ass et drëms gaangen, dass d'Akzeptanz fir déi Recommandatioune vum Secteur do ass an dass déi Recommandatiounen och esou sinn, dass se am Alldag tatsächlech och kënne gelieft an ëmgesat ginn. All Haus ass anescht, dat wësse mer, sief et vun der Infrastruktur hier, vun der Typologie vun de Bewunner. Se sinn all verschidden. Mee dat huet eis awer net dru gehënnert, am Laf vun der Pandemie ganz kloer Virgaben un d'Haiser an un d'Reseauen ze riichten, déi et erlaabt hunn, d'Gesondheet an d'Sécherheet vun de Leit beschtméiglech ze assuréieren.

Et gëtt kloer Ofleef, déi festgehale goufen tëschent der Santé, dem Familljeministère an de Gestionnairen, wann e positive Fall an enger Struktur optrëtt. Eis Ministèren hunn do an enker Zesummenaarbecht kloer Virgaben un all d'Haiser, un d'Reseauen an och un d'Logement-encadréë ginn. All d'Elementer vum Hygièneskonzept ware bekannt.

Wéi eng sinn dat? Dat sinn d'Anhale vun de Gestebarrièren, d'Droen, d'Benotzen, d'Eliminéiere vum Schutzmaterial, den Ëmgang mat positiv geteste Bewunner, dediéiert Ekippe fir positiv geteste Bewunner, do wou et personaltechnesch eebe méiglech ass, soss de Prinzip vu propper zu knaschteg, fir de Virus eeben net weider duerch d'Haus ze droen.

E Wuert dann zu den Ordonnancen an de Recommandatiounen. Ech hu se iwwregens matbruecht, et ass en décke Koup, fir deen, deen et interesséiert. Mee se sinn, wéi gesot, och all op den Internetsitten.

Déi éischt Recommandatioune sinn den 18. Mäerz d'lescht Joer un d'Gestionnairë gaangen. Dës si mat den neien Erkenntnisser iwwert d'Zäit ëmmer erëm aktualiséiert ginn, den 21. Mäerz, de 14. an den 28. an den 30. Abrëll, de 15. an den 20. Mee.

Mir hunn d'Haiser schrëttweis nees opgemaach fir de Besuch a mir hunn extern Prestatairen erëm an d'Haiser eragelooss. Ech denken do un de Kiné, un de Coiffeur, un d'Pedikür zum Beispill, fir eeben och der physescher an der psychescher Gesondheet Rechnung ze droen. Mir hunn dat bewosst an Etappe gemaach. An nom Enn vum État de crise de 25. Juni gouf et eng Ligne de conduite, déi engersäits d'Sortien an d'Visitten an den Haiser erëm ganz opgemaach huet, mat Referenz op d'Mesurë fir d'Population générale, an awer och d'Mesurë vum 20. Mee am Ëmgang mat positiv geteste Bewunner oprechtgehalen huet.

Weider Kommunikatioune sinn den 28. Oktober, den 9. an 23. Dezember un d'Gestionnairen an zum Deel och un d'Bewunner, un d'Clienten an un d'Familllje gaangen. Den 22. Februar dëst Joer ass eng Recommandatioun un dee ganze Secteur gaangen, fir op d'Wichtegkeet vun den allgemengen Hygiènesmesuren hinzeweisen, och nodeems d'Bewunner an och d'Personal an den Haiser geimpft sinn.

Nieft dësen allgemenge Recommandatioune goufe spezifesch Dokumenter an Ordonnancë vun der Gesondheetsdirektioun un d'Gestionnairë ginn. Niewent deenen allgemenge Reegelen, déi de Professionnel de santé souwisou opgrond vu sengem Beruff muss respektéieren, sinn d'lescht Joer den 30. Mäerz 2020 weider Uweisungen a Form vun enger Ordonnance vum Direkter vun der Santé un d'Haiser an d'Reseaue gaangen, wou ganz genee drasteet, wat d'Professionnels de santé an de Personnel d'encadrement an awer och d'Bedreiwer selwer un Obligatiounen hu wärend der ganzer Zäit vun der Pandemie.

Wéi muss ee sech verhalen als Mataarbechter, wann ee selwer zum Beispill Symptomer huet? Wat fir Precautioune muss ech huelen am Ëmgang mat de Bewunner an de Clienten, zum Beispill Hygiène, Wäsche vun de Kleeder bei 60 Grad an esou? D'Gestionnairë sinn ugewise gi vun der Santé, d'Applikatioune vun alle Mesures de prévention ze kontrolléieren, d'Leit an Hygiènesformatiounen ze schécken, zwou Referenzpersounen anzesetzen, déi speziell Formatiounen hunn am Beräich vun den Hygiènesreegelen.

D'Gestionnairen hunn dann och eng Referenzpersoun missen asetzen, fir der Santé all Dag déi Donnéeën ze liwweren, déi opgrond vun hiren Indicateuren erfuerderlech sinn. Et sinn och effektiv zousätzlech Formatiounen organiséiert gi fir ze hëllefen, déi Recommandatiounen ëmzesetzen am Beräich vun der Hygiène.

Am Ufank vun der sanitärer Kris sinn nach emol Rappelle vun Hygiènesformatioune fir déi Responsabel aus den eenzelnen Haiser gehale ginn, fir d'Grondreegelen nach emol ze erklären. D'Haiser kruten een Online-Learning zur Verfügung gestallt, fir un hir Mataarbechter weiderzeginn.

An engem Mail vum 8. Abrëll 2020 kruten all d'Gestionnairen, alleguer, dat heescht, déi vun de Maison-de-soinen, vun de CIPAen, vun de Logements encadrés, ugebueden, sech vun enger Hygiènesekipp beroden ze loossen.

Tëschent dem 10. an dem 23. Abrëll hunn 43 esou Visitte stattfonnt, deelweis an den Haiser selwer oder zesumme mam Gestionnaire, deen dës Informatiounen a seng Haiser weiderginn huet. Schwéierpunkt waren hei nach eemol d'Hygiènesreegelen, d'Benotze vum Schutzmaterial an d'Erklärung vum Prinzip vum Cohortage.

E Wuert dann zum Cohortage. De Cohortage besteet doranner, Bewunner, déi positiv gestest gi sinn, zesummen ze versuergen a spezifesch Ekippen eeben och vum Personal fir dee Beräich ze dediéieren. Dëse Prinzip verhënnert weider Interaktiounen an domat e weidert Verbreede vum Virus an ass méi effizient, wann et ëm Ressourcë wéi Personal a Material geet.

Nieft de Formatiounen am Beräich Hygiène hunn d'Leit vun der Direction de la santé an dem Familljeministère ab Mäerz d'lescht Joer 41 Visitte sur site gemaach. Et ass schued, dass den Här Clement elo net nolauschtert, well dat ass elo fir hie geduecht, fir ze hëllefen „de faire un état des lieux en cas de besoin de cohortage des résidents et d'observer l'implémentation de l'ordonnance du Directeur de la santé". Dat ass also gemaach ginn. Mir hunn also keng Proposition de loi dofir gebraucht.

Et sinn do dernieft och kloer Recommandatiounen un d'Gestionnairen, un d'Reseauen, un d'Strukturen an un d'Personal erausgaang, fir ze erklären, wéi ee Material ee wéini muss undoen.

D'Dokument vum 6. Abrëll 2020, wat un all d'Gestionnairen erausgaangen ass, erkläert, wéi ee Schutzmaterial ee wéini muss benotzen a wéi een dat Material soll asetzen a Situatioune vu Materialknappheet oder souguer Materialmanktem. Dee Moment ware mir nach an enger Phas, wou net genuch Material do war - wëll ech just drun erënneren.

Et gëtt kloer Uweisungen, wat d'Begleedung vun engem Patient en fin de vie ubelaangt. De 4. Mee 2020 ass dofir vum Direkter vun der Santé eng spezifesch Ordonnance publizéiert ginn, déi och fir de ganze Beräich vun den eelere Leit gülteg ass.

Fir eng zäitno medezinnesch Betreiung ze assuréieren, si Lignes de garde en place gesat gi mat den Dokteren. De Familljeministère an de Santésministère hunn eng Konventioun mat den Dokteren an der COPAS ënnerschriwwen, wat déi medezinnesch Versuergung vun de Residentë verbessert a vereinfacht. Dës Konventioun, déi ass den 28. September 2020 ënnerschriwwe ginn an no an no och ëmgesat ginn. D'Ëmsetzung ass och begleet gi vu sougenannte Fiches réflexes fir d'Médecins coordinateurs, d'Médecins visiteurs an och d'Médecins téléconsultation.

E Wuert dann zum Testing: Mir hu systematesch Tester via den LST an allen Haiser gemaach. Tëschent dem 1. Oktober an dem 18. Mäerz dëst Joer - dat sinn déi lescht Donnéeën, déi ech elo hei zur Verfügung hunn -, goufen et 461 Interventiounen an de Maisons de soins, CIPAen oder Logements encadrés. Laut de Responsabele vum LST sinn do 32.829 Residentë regulär oder an der Urgence getest ginn, an 9.317 Leit vum Personal sinn op de jeeweilege Sitte gestest ginn.

Mir hunn d'Kadenz vun den Tester en cours de route iwwregens eropgesat. Do dernieft ass d'Personal jo och nach reegelméisseg an den Test ageluede ginn. Ech erënneren drun, dass all déi vum Fleegepersonal all 14 Deeg eng Invitatioun kruten, all anert Personal eemol de Mount, an d'Gestionnairë kruten och ganz vill Codë fir all anert Personal, wat an d'Strukturen erakënnt, kënnen ze testen.

Zesumme mat der Gesondheetsministesch hunn ech den 9. Dezember all d'Gestionnairen ugeschriwwen, fir si ze invitéieren, en Test antigénique bei Visitten um Zëmmer ze maachen. Dobäi däerf een net ausser Uecht loossen, dass eng Recommandatioun vum Conseil supérieur des maladies infectueuses seet, ech zitéieren deen: « Au Luxembourg, où l'accès aux tests PCR n'est pas limité, et dans la mesure où les capacités des laboratoires ne sont pas saturées et permettent d'obtenir un résultat en moins de 48 heures, l'intérêt du recours aux tests antigéniques dans la stratégie diagnostique est limité. »

Dofir hunn d'Haiser och zesumme mat den Dokteren, mat deene se zesumme schaffen, op PCR-Tester gesat. Den Nodeel vun dësen Tester, vun dësen Tests antigéniques war och deen, dass se just konnte vun engem Professionnel de santé duerchgefouert ginn, a well kee Personal ze vill war an den Haiser, ass deemno och nëmme punktuell op déi Tester zréckgegraff ginn. D'Réserve sanitaire huet och dat Personal leider net hierginn.

Mir hunn awer den Haiser déi Tester zur Verfügung gestallt, och Codë fir de PCR-Test hu mer zur Verfügung gestallt, relativ vill. Et wäerte kuerzfristeg elo 150.000 Tester fir d'Altersheemer zur Verfügung gestallt ginn, déi d'Leit kënne benotzen, fir selwer dann dee Moment e Schnelltest ze maachen.

E Wuert zu de Kontrollen: Et gëtt d'Fro gestallt, wéi dat Ganzt dann um Terrain kontrolléiert ginn ass. Fir d'éischt wëll ech emol eng Lanz brieche fir d'Chargéen a fir hiert Personal. Mir hunn ëmmer dann intervenéiert, wa mer Problemer um Terrain festgestallt hunn, sief et am Kader vun eisen Agrementsvisitten, sief et, wann ee Chargé oder e Gestionnaire Ënnerstëtzung gefrot huet, sief et, wa mer Reklamatioune kritt hu vun de Leit, de Bewunner, de Familljen oder och de Frënn. Och Deputéiert iwwregens a Buergermeeschteren hunn dacks mat eis Kontakt opgeholl a kruten och Äntwerten op déi Froen, déi se haten.

Ëmmer, wa méi Fäll beieneen opgetruede sinn, ass d'Inspection sanitaire op den Terrain kucke gaangen. Et gëtt vu verschiddene Plaze gesot, d'Personal hätt net genuch Material. Wann ech dann awer nogefrot hunn, wou dat da wär, dann hunn ech ni eng Äntwert kritt. D'Gestionnairë selwer soen, dass dat kee Problem wär am Moment.

Dann d'Penurie um Personal, d'Réserve sanitaire, dat ass wierklech eng echt Erausfuerderung all Dag. Wou keng Leit sinn, kënne mer och natierlech keng aus dem Stee klappen. Dat ass scho laang e Problem. A souguer do schaffe mer drun, fir méi Leit fir dee Beruff ze begeeschteren, mat Campagnen, mat Formatioun an esou weider an esou virun.

Last but not least dann d'Vaccinatioun. Wat d'Vaccinatiounscampagne ubelaangt, hu mer eis derfir agesat, dass déi Vulnerabelst vun eis als Éischt solle geimpft ginn. Mir waren eis eens, dass d'Maisons de soins als Éischt missten drukommen, well do am Schnëtt méi Leit mat héije bis ganz héije Fleegepläng liewen, duerno dann d'CIPAen an dann d'Logements encadrés.

D'Krittären, no deene festgeluecht gouf, wie wéini mat Hëllef vun der mobiller Ekipp geimpft gëtt, waren heibäi d'Gréisst vum Haus mat der Unzuel u Bewunner, d'Disponibilitéit vum hauseegene Fleegepersonal an den Hausdokteren, déi d'Impfung sur place duerchféieren an den Encadrement vun de Bewunner garantéieren, eeben och déi lokal regional Verdeelung vun den eenzelnen Haiser, fir effizient kënne virzegoen, an natierlech, an dat ass dee gréisste Facteur, d'Disponibilitéit vum Vaccin iwwerhaapt.

Et muss een och wëssen, dass esou eng Impfung am Virfeld muss administrativ preparéiert ginn. All Bewunner muss eenzel opgeklärt ginn a seng Awëllegung muss en och dozou ginn. Dëst ass eng Prozedur, déi zesumme mat den Direktiounen an der Koordinatiounsekipp fir d'Vaccinatioune gemaach ginn ass an an der Reegel 14 Deeg dauert. Den Dag, wou geimpft gëtt, gëtt dëst duerch d'Personal vum Haus selwer gemaach, zesumme mat den Hausdokteren. Déi mobill Ekipp vun der Santé bréngt de Vaccin mat, koordinéiert an assuréiert den administrativen Deel.

D'Logements encadrés, wou am Prinzip Leit liewen, déi manner wéi zwielef Stonne Fleeg brauchen, sollten zesumme mat deenen aneren eelere Leit jee no Alterskategorie geimpft ginn, Leit, déi also doheem liewen, vun engem Reseau versuergt ginn, vun engem Aidant vläicht betreit ginn oder iwwerhaapt keng Betreiung brauchen.

Mir hunn awer dobäi festgehalen, dass och dem Logement encadré eng Équipe mobile zur Verfügung gestallt gëtt fir déi Leit, déi sech net deplacéiere kënnen, fir sech impfen ze loossen.

Den Impfprozess ass vun der Santé koordinéiert ginn. Op der Plaz waren d'Ekippe vun de jeeweilegen Haiser zesumme mat engem Dokter an engem Responsabele vun der Santé. Dat ass och, fir ze garantéieren, dass d'Leit an hirem gewinnten Ëmfeld mat vertraute Leit an esou mat esou mann ewéi méiglech Risiko vu bausse konnte geimpft ginn.

Op den Dag vun haut, den 1. Abrëll, sinn all d'Maisons de soins, all d'CIPAe fir d'zweet geimpft. Déi lescht war den 29. Mäerz. Bei 36 vun deenen 52 Alters- a Fleegeheemer läit déi zweet Impfung elo méi wéi 14 Deeg zréck. Vun den 12 Logements encadrés sinn der 7 op d'Offer agaangen, fir hir Bewunner nieft der Impfung an den Impfzentren och mat Hëllef vun der mobiller Ekipp impfen ze loossen.

Dofir, et war natierlech e Choix, fir d'éischt déi Vulnerabelst ze impfen. A mir wëssen och haut nach, dass net genuch Impfstoff do ass, well am allerléifste géife mir als Regierung jiddweree gäre prioritär an direkt impfen. An ech hoffen, dass dat och ganz séier ka geschéien.

E Wuert zur Kommunikatioun, well och vill doriwwer geschwat ginn ass. D'Kommunikatioun ass op vilen Niveaue gemaach ginn. D'Chargéen hu mat de Familllje kommunikéiert. Déi eenzel Haiser hunn déi betraffe Referenzpersounen informéiert, wann e Bewunner positiv getest ginn ass, an hunn och d'Kommunikatioun mat Bewunner a Familljen oprechterhalen, wa weider Mesurë wéi zum Beispill d'Aschränkung vu Visitten hu misse geholl ginn.

Et gouf och eng permanent Kommunikatioun tëschent de Ministèren an den Haiser an och mat de Familljen an dem Personal via eis Recommandatiounen a Bréiwer, wou mer d'Reegelen ëmmer erëm an Erënnerung geruff hu bezéiungsweis op den Testing higewisen hunn. Déi offiziell staatlech Internetsäiten, d'Press ass informéiert ginn, mir hunn op all Froen ëmmer geäntwert. Mir hunn déi Zuele kommunikéiert, déi mer haten, keng aner.

Mir hunn am Ufank vun der Pandemie decidéiert, dass déi Zuele mussen un d'Santé bericht ginn. All Moien um 11.00 Auer huet all Etablissement seng aktuell Zuele geschéckt, déi dann och an déi offiziell Statistiken agefloss sinn.

De System ass op d'Demande vun de Bedreiwer e puermol iwwerschafft ginn, fir e méi gerabel ze maachen. Et war e Choix, d'Logements encadrés an de Statistike vun de Réseaux d'aides et de soins ze féieren. Dat kann ee kritiséieren. Ech héieren déi Kritik och. Mee et muss ee wëssen, dass d'Fleeg an de Logements encadrés vu Reseauen eebe grad geleescht gëtt. Dofir huet dat fir eis eng gewësse Logik. Hei ass et net drëms gaangen, iergendeppes ze vertuschen. De System war vun Ufank un esou opgebaut. Mee, wéi gesot, ech si gäre bereet, mat der Santé ze kucken, wéi mer dat an Zukunft kënne besser maachen.

Et war vu mir e ganz besonneschen a bewosste Choix, fir net all Cluster ze kommunikéieren, net well iergendeen iergendeppes hätt wëlle vertuschen, wéi hei behaapt ginn ass, mee ganz einfach, well et fir d'Personal, de Chargé, d'Dokteren, d'Familljen a virun allem fir d'Bewunner eng extreem schwéier Situatioun ass, déi duerch e Cluster entsteet: d'Personal, wat ausfält a muss ersat ginn duerch aner Personal, wat souwisou schonn héich belaascht ass; Familljen, déi sech natierlech Froe stellen, Suerge maachen; d'Organisatioun vum Haus, déi muss ëmgestallt ginn; den Echange mat den Dokteren, der Santé, dee muss assuréiert ginn; d'Organisatioun vun de Schichten, vum Restaurant, wann d'lessen op eemol op d'Zëmmer muss geliwwert ginn. Dat ass eng Riseneraufuerderung fir déi Haiser! Dat huet missen en place gesat ginn, an dat wollte mer respektéieren, dass si konnten anstänneg schaffen, fir de Bewunner, fir de Resident, fir deen an de Mëttelpunkt ze stellen. Dat war eist éischt Begier a wäert och eist éischt Begier bleiwen.

De Premierminister huet et elo d'éinescht gesot, an ech mengen, ech wéilt dat awer nach eng Kéier widderhuelen. Mir hunn elo e Cluster hei an der Stad an engem gréisseren Altersheem. Dat dräi Wochen nodeems d'Bewunner hir zweet Impfung kritt hunn! Et gëtt do eng gutt Nouvelle: Se schénge bis elo bal all asymptomatesch ze si respektiv just ganz, ganz liicht Symptomer ze hunn. Ech halen Iech do gären um Lafenden. Et gëtt awer och eng schlecht Nouvelle, an dat ass eeben déi, dass een de Virus awer nach ka kréien, och wann ee fir d'zweet geimpft ass, och méi wéi zwou Wochen duerno, an dass een dann nach ëmmer Porteur vun deem Virus ka sinn.

An dofir géif ech haut nach eng Kéier gär den Opruff maachen: Och wann Der geimpft sidd, och wann Der zanter méi wéi zwou Woche fir d'zweet geimpft sidd, respektéiert d'Geste-barrièren, haalt d'Masken un, haalt Distanz, desinfizéiert d'Hänn, respektéiert d'Distanzen, passt een op deen aneren op, esou wéi mer alleguer een op deen anere mussen oppassen, fir dass mer iergendwann eng Kéier hoffentlech dee Virus hei lassginn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Familljeministerin Corinne Cahen.

Ech mengen, da kéime mer elo zur Ofstëmmung vun deenen zwou Motiounen.

Dohannen ass nach eng Wuertmeldung vum Här David Wagner. Parole après ministre fir den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Ganz kuerz. Ech hunn absolutt Verständnis, datt d'Madamm Ministesch ëm méi Zäit gebieden huet, fir sech kënnen ze erklären. An et hat och keen hei am Sall e Problem domadder, dat ze accordéieren.

Ech fannen awer, datt mer elo an engem aneren Zenario waren. Ech wollt dat just pour le protocole soen. D'Madamm Ministesch huet net wierklech zur Motioun geschwat. Si huet eng Ried ofgelies, relativ séier heiansdo, mat Zuelen. An am Prinzip misst een hei elo kënnen doriwwer eng Debatt féieren, wat mer natierlech selbstverständlech net wäerte maachen. Mee elo gesäit et e bëssen esou duerno aus: Hei, d'Oppositioun, déi meckert, an d'Regie-

rung, déi kann elo wärend 20 Minutten eppes soen, wat strictement net zum Objet war! Mir schwätzen hei iwwer Motiounen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Dofir wollt ech awer just soen och, Här President, Dir hätt missen derfir suergen ..., mir wollten net d'Madamm Cahen ... Ech verstinn, hu wierklech Verständnis, datt d'Madamm Cahen sech wollt erklären, wat een och zum Beispill an engem Comité de pilotage, an enger Kommissioun hätt kënne maachen, well dofir wier déi Plaz do gewiescht. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wagner.

Ech mengen, mir war dru geleeën, datt mer dësen Debat sollte ganz digne féieren an datt jiddwereen - Oppositioun, Majoritéit, awer och d'Regierung - sollt kënne seng Argumenter virbréngen.

Dann nach Parole après ministre fir den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Fait personnel, Här President, well d'Madamm Ministesch huet mech jo explizitt ugeschwat, engersäits wéi se zur Proposition de loi geschwat huet oder zumindest wollt schwätzen, déi nach net emol an der Chamberskommissioun virgestallt gouf. Duerfir fannen ech dat och komesch. Ech deelen do d'Meenung vum David Wagner, datt mer hei an enger ganz komescher Situatioun sinn an u sech dat doten eng Déclaration gouvernementale war, op déi mer elo missten no iergendengem Riedezäitmodell alleguerten nach eng Kéier Stellung huelen. Dat géif awer, mengen ech, de Kader hei sprengen. Duerfir loossen ech et just dobäi sinn, datt ech dat awer och zu Protokoll ginn hunn, datt ech dat eng ganz kokass Situatioun fannen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Dann huet nach den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. Ech wollt och just zwou kleng Bemierkunge maachen. Déi éischt ass: Mir constatéieren, datt d'Madamm Minister 16 Minutten iwwert d'Zäit geschwat huet. Ech mengen, dat ass wichteg och an der Suite vun den Debatten, datt mer dat awer elo hei alleguer emol notéieren. A si huet net direkt zu deene Motioune geschwat, déi presentéiert goufen.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass awer: Si huet och de Beweis geliwwert, firwat et wichteg ass, eng onofhängeg Enquête kënnen ze maachen oder en onofhängegen Audit, well mat enger Ministesch, déi heihinnerkënnt mat där do Attitüd, fir hei ze rechtfertegen iwwert d'Zäit, ganz laang, wat se alles richteg gemaach huet a wat alles perfekt gelaf ass, déi schéngt awer trotzdeem, trotz hirer introductiver Remark iwwert déi Leit, déi do gestuerwe sinn, d'Gravitéit vun der Situatioun net ze erkennen!

Mir hunn hei eng Situatioun, wou bal d'Hallscent vun den Doudegen am Land an Etablissementer gestuerwe sinn, fir déi si d'Verantwortung huet! An da kréie mer hei wärend ganz laanger Zäit erzielt, datt alles an där beschtméiglecher Welt perfekt gelaf ass. Dat ass einfach net eescht an et bestätegt eis als Oppositiounspartei an eiser Approche et ze soen: Deen do Ministère, déi do Ministesch, déi kann net matdecidéieren, wéi déi Enquête soll ausgesinn!

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

Ech mengen, da kënne mer elo zur Ofstëmmung vun de Motioune kommen. Fir d'éischt déi Motioun, déi vum Här Mars Di Bartolomeo deposéiert ginn ass.

Vote sur la motion de M. Mars Di Bartolomeo

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 31 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun, déi vum Här Wolter deposéiert ginn ass.

Vote sur la motion de M. Michel Wolter

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique.

Plusieurs voix.- Et geet net.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech hat de Vott nach net fräigeschalt. D'Ofstëmme fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmmen an 31-Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer nach zur Resolutioun vum Här Marc Baum iwwert d'Botzpersonal. Ech huelen un, datt den Här Wagner …

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President?

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Den Här Wolter wëllt och nach eppes soen.

14. Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Wolter freet nach d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Cahen huet an eisen Aen an deene leschten 21 Minutten, wou se hei geschwat huet, gewisen, dass se net déi richteg Persoun op där richteger Plaz ass.

(Exclamations et interruption par Mme Lydie Polfer)

D'Madamm Cahen ... O nee, nee! O, Madamm Polfer, wa mer iwwert d'Schumme schwätzen …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, a wéi enger Prozedur si mer elo hei?

M. Michel Wolter *(CSV), auteur*.- Ma mir sinn an enger Prozedur, dass ech eng Motioun wëll deposéieren hei am Numm vun den Oppositiounsparteien CSV, ADR, déi Lénk a Piraten, fir d'Demissioun vun der Madamm Cahen ze froen.

Plusieurs voix.- O!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la confirmation de foyers de contamination (« clusters ») importants avec quelque 40 décès liés au coronavirus Covid-19 dans au moins trois structures pour personnes âgées, dont 22 décès inattendus au seul Centre intégré pour personnes âgées « Um Lauterbann » à Niederkorn ;

- considérant l'absence de cordons sanitaires prioritaires à l'image des hôpitaux protégeant les habitants des structures pour personnes âgées et vulnérables ;

- considérant une politique de dissimulation des faits ainsi que le refus d'une communication véridique, transparente et proactive en la matière ;

- considérant le « non-respect des règles en matière de restauration » dans de nombreuses structures pour personnes âgées ;

- considérant l'absence d'une stratégie nationale pour structures pour personnes âgées basée sur des règlements contraignants ;

- considérant l'absence d'une stratégie pour l'utilisation de tests antigéniques rapides pour toutes les personnes travaillant au sein des structures pour personnes âgées ainsi que pour tous les visiteurs des précitées structures ;

- considérant le manque de matériel de protection au sein des précitées structures ;

- constatant le refus de la majorité parlementaire de commanditer dans un processus transparent et en associant pleinement la Chambre des Députés une étude scientifique indépendante afin d'analyser en profondeur les pathologies des victimes ainsi que les procédures de protection Covid-19 des structures en question ;

- constatant que la responsabilité politique de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration est dès lors engagée,

invite

Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à présenter sa démission au Grand-Duc.

(s.) Michel Wolter, Sven Clement, Fernand Kartheiser, Martine Hansen, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Une voix.- Et ass gutt, dass keng Scholdzouweisung gemaach gëtt!

(Interruptions diverses)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Den Här Wolter sot elo grad, mir géife keng Scholdzouweisung maachen.

Plusieurs voix.- Keng Scholdzouweisung!

Une voix.- Eh ben! Dat ass jo e klore Message!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur*.- Här President, ech hunn an der Hetz eppes vergiess, nämlech d'Motivatioun dovunner ass déi, dass wa mer Satisfaktioun kritt hätten op der Demande, déi mer gemaach hunn, fir eng wierklech onofhängeg Etüd ze maachen iwwert dat, wat an deem leschte Joer haaptsächlech an deem Domän vun dem Drëtten Alter geschitt ass an op déi d'Madamm Cahen a kenger Sekonn an hiren 21 Minutten hei agaangen ass, wa mer dat wierklech gewollt hätten a wou een en Accord fonnt hätt, wann dat net vun der DP torpedéiert gi wär, wa mer déi gemeinsam Motioun hätte kënne stëmmen, dann hätte mer dee Gest hei net brauchen ze maachen.

(Interruption)

Dans la mesure, wou d'Majoritéit an där Politik weiderfiert, déi se eigentlech säit Méint fiert, bleift eis näischt aneschters iwwreg zu véier, d'Gesamtopposition, fir d'Demissioun vun der Madamm Cahen ze froen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- La zizanie!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wolter.

15. Résolution de M. Marc Baum relative à l'embauche directe d'agent.e.s de nettoyage

(Résolution déposée en séance publique n° 41 du 11 mars 2021 - à consulter au compte rendu n° 17/2020-2021 en page 591)

Ech mengen, da géife mer elo fir d'éischt nach dee leschte Punkt vum Ordre du jour, bis datt déi Motioun verdeelt ginn ass, evakuéieren. Dat ass d'Resolutioun vum Här Baum iwwert d'Astellung vun der Chamber iwwert d'Botzpersonal. An ech géif vläicht dem Här Wagner als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk d'Wuert ginn, déi Auteurs vun dëser Resolutioun waren.

Exposé

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech presentéieren dat am Numm vum Här Baum, mee ech droe se zu 100 %, well et jo och eng Initiativ war vun der Sensibilité politique déi Lénk.

Mir haten an där selwechter Woch, wou och e Protest-Piquet war vun de Gewerkschaften OGB-L, LCGB, well se amgaang waren, mat der Fédération des entreprises de nettoyage ze negociéiere, eng Resolutioun deposéiert, fir eeben ze fuerderen, datt och d'Chamber mam gudde Beispill soll virgoen an, esou wéi et sech gehéiert, d'Botzpersonal net ze externaliséieren un Entreprisen, déi dem Botzpersonal fierchterlech Aarbechtskonditiounen octroyéieren.

Si sinn elo amgaangen ze negociéieren, fir eng Convention collective ze hunn. Déi Federatioun vun de Botzorganisatiounen ass steenhaart. D'Leit verdénge quasi näischt. An et kann net sinn, datt mir als Chamber Leit schaffen dinn, meeschtens Fraen, quasi zu 100 % Fraen, déi souwisou och scho ganz aarm sinn a Wierklechkeet an exploitabel sinn an nach weiderhi vun deene Boîtten, déi mech degoûtéieren ... Ech soen dat ganz kloer: déi mech degoûtéieren, all déi verschidde grouss Botzentreprisen! Ech wéilt net an der Haut si vun deene Leit, déi se dirigéieren. Mee op jidde Fall solle mir als Chamber dee Gest maachen a soen: „Mir halen op a mir wäerten an Zukunft d'Botzpersonal intern alueden."

Eis Resolutioun ass an de Bureau vun dëser Chamber gaangen. Mir sinn, wéi Der wësst, net dran. Mir sinn informéiert ginn, datt déi Propos u sech op fruchtbare Buedem gestouss wier, wat gutt ass. An ech mengen, et ass en Zeeche vu Gréisst, wa sämtlech Fraktiounen a Sensibilitéiten hei an der Chamber an och beim Vott kënne beweisen, datt se derhannert stinn. Ech mengen, mir fänke mat der Chamber un an et misst een et duerno spéiderhin och nach op aneren Domäner vum Service public ausdeenen.

Et ass e ganz positiivt Resultat, wat d'Volleksvertriedung hei weist en faveur vun deene Leit, déi wierklech essenziell sinn. Ouni Botzpersonal géife mer hei guer net diskutéieren oder mir misste selwer botzen. D'ganz Gesellschaft géif u sech a Wierklechkeet net funktionéieren. Mir hätten Hygiènesproblemer. Dofir musse mer dat och deementspriechend unerkennen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Esou wéi den Här Wagner gesot huet, hate mer déi leschte Kéier am Bureau deen dote Punkt um Ordre du jour a mir hunn d'Administration parlementaire chargéiert ze kucken, wéi mer kënne graduell op dee Wee goen.

Fir ze dokumentéieren, datt dat esou ass, géif ech dann dem Vizepresident, dem Här Mars Di Bartolomeo, d'Wuert ginn.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, President, a merci virun allem och, dass Der op den Ordre du jour vun där leschter Bureaussëtzung en éischte Schratt drop gesat hutt, fir eng éischt Mataarbechterin an deem dote Regimm anzestellen.

Dat huet eis d'Geleeënheet ginn, fir méi e breeden Debat ze féieren iwwer eis Responsabilitéit och vis-à-vis vun deene méi schwaache Mataarbechter, well mir kënnen houfreg sinn iwwert dee Statut, dee mer an der Chamber hunn an dee mer zesummen ausgeschafft hunn. Dee soll net ophale bei deene Klengsten an eisem Betrib.

Opgrond vun där Diskussioun hu mer decidéiert oder de Bureau, respektiv de Generalsekretär mat senge Leit chargéiert, fir an déi dote Richtung eranzegoen an net méi eleng ofhängeg ze si vu private Botzfirmen, mee souwäit, wéi dat nëmmen iergendwéi méiglech ass, mat deem Programm vun der Chamber op eege Leit zréckzegräifen, déi och e séchere Statut kréien, sécher Aarbechtszäite kréien.

Ech wëll allerdéngs soen, wa mer dat dote maachen, dass dat natierlech och Repercussiounen huet op déi associéiert Fraktiounen a Sensibilitéiten, mee déi hänke jo och vun der Chamber of.

Bei där selwechter Geleeënheet hu mer och drop higewisen, dass mer en A solle werfen op eng Rei vun anere wichtege Mataarbechter. Ech soe „Mataarbechter" - dat sinn déi, déi fir eis Sécherheet suergen a wou mer wëssen, dass am Ausland bei munche Parlamenter dat Sécherheetspersonal aus dem Secteur public kënnt, ënner anerem aus der Arméi.

Dat gesot, wëlle mer dem Kolleeg Baum respektiv David Wagner Merci soe fir déi Resolutioun.

Am Normalfall kéint ee soen, si wär eigentlech scho bal erfëllt, mee fir awer och de Wonsch vun der Chamber auszedrécken, dass mer wierklech an déi dote Richtung wëlle goen, mengen ech, wär et awer net schlecht, fir hei zu deene Propositiounen, déi de Bureau och wäert maachen, Faarf ze bekennen an iwwert déi Motioun ofzestëmmen an engem positive Sënn.

Merci, President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Da freet nach den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, ech sinn och de Kolleege vun deene Lénke ganz dankbar, datt se dee Sujet hei an d'Chamber bruecht hunn. Ech mengen, mir kennen en alleguer. Et ass esou, datt mer wierklech eng Verantwortung hunn, och fir dat, wat hei geschitt mat dem Botzpersonal. An dat ass einfach e Fait. Et ass och esou, datt mer am Bureau schonn driwwer geschwat hunn. Och dat ass positiv.

Mir mussen einfach kucken, datt et verschidde Weeër gëtt.

Entweeder mir rekrutéieren d'Personal als Chamber. Dat ass och dat, wat hei proposéiert gëtt. Dat kënne

mer maachen. Dat kënne mer och maache beim Gardiennage zum Beispill iwwert déi zukünfteg Leit, déi aus der Arméi kommen, déi extra op esou Tâchë virbereet ginn. Dat ass e méigleche Wee.

Ech wëll awer och soen: Et ass och nach dee méigleche Wee, wa mer Ausschreiwunge maache fir de private Secteur, datt mer do vill besser op déi Konditiounen uechtginn, déi mer festschreiwen. Et ass net nëmmen de Präis, deen däerf zielen, mee mir mussen och vill besser oppassen op déi sozial Consideratiounen. Well et ka jo och sinn, datt eng Firma den Optrag kritt, well se déi bëllegst ass an dann herno och nach d'Personal vun deene siche geet, déi den Optrag net kritt hunn, an datt déi Leit an enger ganz prekärer Situatioun sinn.

Dat heescht, hei ass wierklech e soziale Gest gesat, dee wichteg ass, dee mer ënnerstëtzen. Et gëtt verschidde Methoden, fir en ze erfëllen, sief et iwwert de Rekrutement duerch d'Chamber, sief et duerch besser Ausschreiwungen. Awer déi Suerg, déi mer all heibannen deelen, an dat ass och ganz gutt, dat ass, datt mer einfach eng Verantwortung hu fir jiddereen, dee fir d'Chamber schafft. Dofir begréisse mir dat heiten a stëmmen et mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet nach den honorabelen Här Aly Kaes d'Wuert gefrot.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech wëll et och ganz kuerz maachen. Ech wëll Merci soe fir déi Resolutioun, déi am Numm vum Här Baum elo vum honorabelen Här David Wagner virgedroe ginn ass. A sech huet en eppes gesot, wat dat Ganzt resuméiert: eng sécher Aarbechtsplaz, an d'Chamber soll mam gudde Beispill virgoen. Ech mengen, dat seet alles.

Dofir solle mir weisen, datt mir och ... Ech kommen aus der Metallveraarbechtung, an do schafft een och ënner anerem mat Zännrieder. Wann do een Zant net fonctionéiert, da fonctionéiert d'Zännrad net. Ech mengen, datt och d'Botzpersonal, déi Leit, déi d'Raimlechkeeten a Stand setzen, a Stand halen, an deene mir dra schaffen, genausou wichteg ass wéi aner Leit. Duerfir ass et nëmmen normal, datt mir als Chamber mam gudde Beispill virginn an déi Leit fest astellen als Personal vun der Chamber.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. Da ginn ech nach d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wéilt och de Kolleege vun déi Lénk Merci soen, datt se deen Dossier nach eng Kéier opkachen. Mir hunn eis e bëssen an eiser Fraktioun informéiert. Ech weess, datt an der Vergaangenheet Diskussioune geféiert gi sinn, déi awer net esou richteg gefrucht hunn. Dat ass e puer Joer hier, méi wéi e puer Joer. Dat muss 2015/16 gewiescht sinn.

Mir hunn eis deemools scho mam Viviane Loschetter an dem Henri Kox manifestéiert, zesumme mat anere Kolleegen - ech kucken hei op d'Kolleege vun der LSAP. Ech mengen, déi Lénk waren deemools och derbäi. Mir sinn immens frou, datt d'Chamber elo Gréisst beweist, vläicht méi Gréisst wéi virdrun am Dossier, an datt mer hei zesummen eng gutt Léisung fannen, wuel wëssend, datt de mediane Stonneloun vum Botzpersonal bei 12,6 Euro d'Stonn läit, wat wierklech minabel ass, datt ganz vill CDDen do sinn, déi net déi néideg Sécherheet bidden an datt Deelzäitaarbechte cumuléiert musse ginn, fir datt déi Leit iwwerhaapt iergendwéi op eng Pai kommen, vun där se kënnen, soe mer emol, liewen, awer nach ëmmer net gutt.

Ech mengen, et ass un eis, en Zeechen ze setzen am soziale Beräich. Duerfir merci, datt déi Resolutioun vu jiddwerengem ënnerstëtzt gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

16. Résolution de M. Yves Cruchten relative à la poursuite des efforts en matière de défense des droits de l'homme y compris dans le cadre des relations entre le Luxembourg et la Chine

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 648 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zum Vott vun der Resolutioun, déi den Här Yves Cruchten am Ufank vun der Sitzung iwwert d'Situatioun vun den Uiguren deposéiert hat.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Resolutioun ergräifen? Den Här David Wagner.

Discussion générale

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, ech muss awer e bësse begrënnen, firwat mir als eenzeg Sensibilitéit déi Resolutioun net matënnerschriwwen hunn.

Virewech direkt: Ech si profondément an zënter éiweg der fester Iwwerzeegung, datt d'Regierung a China strictement näischt mat Sozialismus um Hutt huet an sech och net an déi Richtung beweegt. Et sinn net meng Klassefrënn, fir dat esou an deem Sënn ze soen.

Anerersäits wollte mer awer och zum Ausdrock bréngen, datt mer et och als Lénk net gutt fannen, datt zwee vun eise Kolleegen - Europadeputéierter, mee ëmmerhi Lëtzebuerger Parlamentarier - vun dëse Sanktiounen touchéiert sinn, well se hir Meenung gesot hunn.

De Problem ass awer dee ganze Kontext, iwwert dee mer diskutéieren. Mir hunn eis e bësse schwéiergedoen, wéi mer déi Resolutioun gelies hunn. Mir duechten ... also, éierlech gesot, mir hunn e schlecht Gefill derbäi. Well wa mer éierlech sinn, muss ee sech d'Fro stellen: Hätte mer zurzäit keen Handelskrich tëscht den USA a China, respektiv d'EU och nach mat dran, hätte mer deen Handelskrich net, da géife mer warscheinlech net iwwert déi Resolutioun diskutéieren, well et kéint gutt sinn, datt keng Sanktioune géint China ausgeschwat gi wieren an och keng Géigesanktioune vu China géintiwwer vun e puer Europäer. Dann hätt China weiderhin d'Aarbechter an Xinjiang an d'Leit an Xinjiang weiderhin agespaart an torturéiert an et hätt kee sech dorëms bekëmmert.

Éischtens, de Problem ass jo och deen: A China ginn net nëmmen an där autonomer Provënz Xinjiang d'Mënscherechter net respektéiert. A ganz China ginn d'Mënscherechter net respektéiert! A ville Fabricken, a ville Betriber, warscheinlech och Betriber, déi vläicht hei zu Lëtzebuerg e Sëtz hunn. Ech weess et net. Dat wéisst een, wa mer en Devoir de vigilence hätten. Mee d'Regierung wëllt deen net oder si seet: „Et muss een op d'EU waarden." Dat heescht, mir kréien deen ni oder op jidde Fall net an deenen nächste Joren.

Mir mengen och net, datt d'Sanktiounspolitik iergendwéi hir Friichte dréit. Si dréit hir Friichten net méi, a China léisst sech net méi aschüchtere vun de Wäissen. Vergiesst net, datt dat awer och e bësse matspillt! Vergiesst d'Geschicht vu China net! A warscheinlech och d'Bevëlkerung a China, déi net frou ass mat hirer Regierung, well si wëssen och, wat do leeft. Ech mengen net, datt si ganz frou sinn, Lektiounen erdeelt ze kréie vun Europäer, wou se ganz genau wëssen, datt et strictement ëmmer „deux poids, deux mesures" ass.

Mir sinn och Unhänger als Lénk ... Wann ee scho wëllt Lektioune ginn a wann ee schonn an déi Richtung geet, da muss ee viru senger Hausdier kieren. A Spuenie ginn et politesch Prisonéier - Deputéierter a Ministeren -, déi schonn zënter zwee, dräi Joer am Prisong sëtzen. Ech kenne perséinlech eng katalanesch Deputéiert, déi elo an der Schwäiz sëtzt, well se huet musse virun hirem eegene Land flüchten. Zënter zwee Joer sëtzt se an der Schwäiz. Et sinn anerer, déi sinn op aner Plaze gaangen. A mir soen näischt! Dat ass awer ganz grav! Et gi politesch Prisonéier an engem EU-Memberstaat.

Se sinn och geschloe ginn. Mir haten och eng Kéier dozou eng Resolutioun gemaach als déi Lénk, fir dat ze condamnéieren. An d'Majoritéit vun dëser Chamber, ech weess et net méi ganz genau, mee op jidde Fall war d'Majoritéit vun dëser Chamber och dergéint, fir iwwerhaapt ze condamnéieren, datt Leit wierklech op der Strooss brutaalst vun der Guardia civil et cetera niddergeschloe gi sinn. Ech mengen, mir mussen eis awer och heiansdo e bëssen am Spigel kucken.

An ech ka mech erënneren, wéi mer och eng Entrevue hate mam Generalsekretär ech mengen, vun der Provënz Hunan. Wärend der Entrevue gouf d'Problematik vun den Uiguren ugeschwat a si soten: „Jo, doriwwer kéint een och schwätzen, mee et kéint een och iwwert d'Katalane schwätzen an Europa."

Dat heescht, et muss een awer iergendwéi e bëssen ... Ech soen d'Katalanen. Ech soen och d'Emirater. Mir hunn do e Pavillon, fir iwwert den Développement durable ze schwätzen! Dat ass jo, fir traureg ze ginn an esou weider. Mir hunn d'lescht Woch en Accord ënnerschriwwe mat den Emirater, fir d'Évasion fiscale ze vereinfachen, vu datt mer déi selwecht Wäerter hunn.

Mir wësse ganz genau, datt d'Vereenegt Arabesch Emirater d'Mënscherechter net respektéieren - a warscheinlech, vläicht souguer, ech weess et net, ...

(Interruption par la présidence)

... nach méi krass, nach manner gutt wéi China an Xinjiang.

An dat wollte mer och ausdrécken. Wat vill méi effikass wier - well Sanktiounen hin oder hier, dat wäert guer näischt bréngen, China léisst sech net impressionéieren -, wiere par conter richteg ekonomesch Mesuren an ze soen: „Hei, mir akzeptéieren net méi, datt Betriber a China do sinn an hir Leit versklaven oder schlecht traitéieren."

Mir wëllen och net, datt Lëtzebuerg iergendeppes domadder ze dinn huet. Kommt, mir schwätzen och mat der Bank of China hei zu Lëtzebuerg, déi och vill Ramifikatiounen huet! A mir toleréiere vill méi Saachen an der Seidestrooss, do ass eisen Transportminister och ganz staark implizéiert. Kommt, mir maache reell Politik a keng Symbolpolitik, déi näischt bréngt. Dat ass de Problem.

Deementspriechend wäerte mer eis enthalen - net dogéint stëmmen, well mer trotzdeem der Meenung sinn, datt et net geet, datt d'Madamm Wiseler Lima an den Här Goerens vu Géigemesurë betraff sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Gusty Graas.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Kann ech just virdrun eppes soen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay, da fir d'éischt den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt just ganz kuerz hei en Interessenskonflikt umelden, deen net ze verstoppen ass, dee mech empêchéiert, un der Debatt an um Vott deelzehuelen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools fir déi Prezisioun. Da ginn ech dann d'Wuert elo un den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Et ass mat Sécherheet net déi éischte Kéier a leider och net déi leschte Kéier, datt mer iwwer Violatioun vu Mënscherechter schwätzen, méi spezifesch a China. Duerfir ass et an deem Sënn awer richteg, datt mer haut déi Resolutioun hei virgeluecht kréien an och wäerten zur Ofstëmmung bréngen. Duerfir direkt e Merci un den Yves Cruchten, datt en déi Initiativ geholl huet. Ech mengen, onofhängeg vun der Problematik vun de Uiguren ..., bei anere Punkten nach, déi een ouni Zweifel awer och misst zur Diskussioun bréngen - ech soen zum Beispill Hongkong, och en Dauerbrenner, wou och ganz kloer elementar Mënscherechter net respektéiert ginn.

Sécher kann ee sech d'Fro stellen - an ech mengen, den David Wagner huet dat hei opgeworf -, ob et duergeet, datt een hei eng Resolutioun faasst, an där een am Fong geholl säi Mëssverständnis an och seng Onzefriddenheet zum Ausdrock bréngt iwwert déi Sanktiounen, déi elo vis-à-vis vun zwee Kolleege vun eis, muss ee jo soen, geholl gi sinn, och wann et Membere vum Europaparlament sinn. Et sinn ëmmerhin awer Politiker, an ech mengen, mam Charles Goerens - dat soll awer beileiwe keng negativ Bewäertung vis-à-vis vun der Madamm Isabel Wiseler sinn -, deen awer elo joerzéngtelaang als de Kämpfer fir Mënscherechter bekannt ass, sinn dat natierlech Sanktiounen, déi aus eiser Siicht inakzeptabel sinn.

Mir däerfen natierlech d'Diskussioun net op deem Punkt do ophalen. Et ass och hei vum Virriedner gesot ginn, et misst een dee Moment och iwwer wirtschaftlech Sanktioune schwätzen. Ech mengen, hei geet et awer virun allem emol ëm eng Rüg respektiv och ëm eng Kritik un engem Regimm, engem Regimm, deen eis zënter Joerzéngte ganz vill Problemer mécht. An ech mengen, grad als Vertrieder vun der Europäescher Unioun, dat si mer och alleguerten, grad eng Europäesch Unioun, déi mat vill Verve zënter Joerzéngten ... - an et ass am Fong och do d'Basis, firwat se iwwerhaapt geschafe ginn ass, datt eebe Wäerter vertruede ginn. An ech mengen, d'Europäesch Unioun huet do am Fong geholl eng Virleeferroll ze spillen, huet eng wichteg Roll och um internationalen Niveau ze spillen. A mir mussen och all Decisiounen, déi aus deene Kreesser kommen, ganz kritesch gesinn a mir mussen och de Courage hunn, drop hinzeweisen, datt mir et vun eisem historesche Verständnis hier gekuckt an och vun eisem philosophesche Bild hier gesinn, inakzeptabel fannen, wann esou Sanktiounen ausgeschwat ginn.

Dowéinst ass et och fir eis als Demokratesch Partei - ech mengen, ech brauch dat hei net méi weider nach eng Kéier ze ënnersträichen -, eng Partei, déi eebe grad fir Wäerter wéi Toleranz antrëtt, datt déi sech eeben net kann domat d'accord erklären, datt hei Decisioune geholl gi vis-à-vis vu Leit, déi en ëffentlecht Mandat bekleeden. An deem Sënn wäerte mer selbstverständlech déi Resolutioun och hei matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Dann huet den Här Marc Spautz d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mënscherechter si keng eidel Wierder, mee universal Rechter vun all Mënsch. A mat där Ausso, Här President, wëll ech ënnersträichen, dass dofir d'CSV dës Motioun matdréit.

Mir si kee Feind vu China a mir si kee Feind vum chineesesche Vollek, au contraire, mee mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass ee Mënscherechter anhält. A grad, wann een e Land wéi China ass, muss een dat an all Regioun maachen an et kann ee keng Ënnerscheeder maachen, wou ee sech behëlt a wat Mënscherechter fir ee sinn.

A mäi Virriedner huet virdru vun all deene Problemer mat Hongkong geschwat. Et kéint een nach d'Diskussioun Taiwan féieren; et kéint een och nach aner Diskussioune féieren, wa mer iwwer China schwätzen. Fir eis ass et wichteg, dass mer Solidaritéit beweise mat eise Kolleegen. Et ass hei gesot ginn, et sinn zwar Europadeputéierter, mee si gehéiere fir eis zu demokratesch gewielte Lëtzebuerger Vertrieder an engem Parlament - an dat sinn der 60 hei zu Lëtzebuerg a 6 am Europaparlament.

A wann der do zwee vun engem Land op eng Sanktiounslëscht kommen, wéi dat beim Charles Goerens a beim Isabel Wiseler de Fall ass, dat kënne mir net akzeptéieren. An et ass grad wichteg, dass d'Lëtzebuerger Parlament och do en Akt setzt, an duerfir huet den Yves Cruchten als President vun der aussepolitescher Kommissioun och d'Initiativ geholl, fir dat ze maachen. An, Här President, et ass un Iech, fir dee Message och elo weiderzeginn un déi Responsabel vun der chineesescher Republik an och un déi Responsabel vun de chineesesche Vertrieder hei zu Lëtzebuerg.

Wichteg ass: Bei Wäerter gëtt et keng Diskussioun. A wa mer hei och schwätzen, ob déi Sanktiounen elo berechtegt waren oder net, et ass en Akt, dee gesat ginn ass vun der Europäescher Kommissioun, an et muss eist gemeinsaamt Zil sinn als Europa, och do mat enger Stëmm ze schwätzen an och China ze weisen, dass Europa fir Wäerter a fir Demokratie steet.

An all Sanktioun, déi geholl gëtt géint en Deputéierten, géint e gewielte Vertrieder vu Lëtzebuerg, kënne mir net akzeptéieren. Mir sinn nach ëmmer den éischte Pouvoir hei am Land an et ass un eis haut, mat enger massiver Zoustëmmung fir dës Resolutioun och deen Akt ze setzen, dee wichteg ass, fir dem chineesesche Vollek ze soen: Och déi kleng Lëtzebuerger hu keng Angscht, hir Meenung virun engem grousse Land ze soen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Här Cruchten als éischt Merci soen, datt en d'Initiativ geholl huet, fir deen Text hei am Numm vun eis alleguer ze presentéieren.

Sanktioune sinn net ëmmer eng glécklech Politik, mir gesinn dat och bei anere Länner: Et ass liicht, Sanktiounen ze huelen, et ass schwéier, aus enger Sanktiounspolitik erëm erauszekommen. Dat gesi mer och op anere Plazen.

Mee hei hu mer eng Situatioun, wou eng Retorsioun geschitt. Dat ass d'Recht vun de Chineesen, awer déi Manéier, wéi et geschitt, ass fir eis absolutt net akzeptabel. D'Virriedner hu mat Recht gesot, datt mer net kënnen zouloossen, datt Lëtzebuerger Deputéiert iergendwéi sanktionéiert ginn, well se hir politesch Aarbecht maachen. Et ass fir eis och net akzeptabel, datt e Lëtzebuerger Diplomat sanktionéiert gëtt, perséinlech, well deen huet jo am Optrag vun der Regierung geschafft. En huet also eng Regierungsmeenung vertrueden an e gëtt selwer sanktionéiert. Och dat ass net logesch. Do muss ee wierklech soen, datt d'chineesesch Regierung eigentlech d'Politik vun der Regierung viséiert huet. An et kann een dann net higoen an en Ambassadeur sanktionéieren, deen déi Politik vun der Regierung an engem Gremium vun der Europäescher Unioun vertrueden huet.

Et ass ganz kloer: Mir hunn als Lëtzebuerg traditionell gutt Relatioune mat China, awer mir musse realistesch sinn. Dat ass esou. China ass haut wierklech warscheinlech déi zweetgréisst Muecht op der Welt, um Wee, fir vläicht déi wichtegst ze ginn. Mir hunn eng chineesesch Spionageaktivitéit

an Europa - mir hate viru Kuerzem doriwwer geschwat bei der Industriespionage, bei de Kommunikatiounsmëttelen. Mir hunn a China selwer massiv Mënscherechtsverletzungen. Dat geet esou wäit, datt mer eng ganz aner Konzeptioun vun de Mënscherechter hu wéi dee chineesesche Regimm. Mir wëllen dat awer net einfach akzeptéieren, mir kënnen dat net, well mer aner Wäerter hunn. Mir kënnen net akzeptéieren, datt Traitéen iwwer Hongkong verletzt ginn - déi sollten en anere Statut hunn, deen haut wierklech net méi vill Wäert ass. Mir kënnen net akzeptéieren, datt China massiv e militäreschen Drock op Taiwan ausüübt. An ech wëll just soen, datt de belsche Senat viru Kuerzem, virun e puer Deeg eng Resolutioun geholl huet iwwert d'Stäerkung vum internationale Rôle vun Taiwan. An dat ass och eng Reaktioun op deen Drock vu China, och op dee militäreschen Drock op Taiwan. Och dat kënne mer net akzeptéieren.

Et ass einfach fir eis als ADR elo eng gutt Geleeënheet, fir dee politesche Gest hei ze maachen, fir kloer Grenzen ze weisen. Mir mussen an Zukunft der Chinapolitik méi eng grouss Prioritéit ginn a kucken, datt mer mat hinnen an engem enken Dialog bleiwen. An deen Dialog muss als Zil och ëmmer hunn, d'Mënscherechter ze verdeedegen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch deem, wat scho gesot ginn ass, elo net méi allze vill bäizefügen. Et gëtt ganz gutt Grënn, firwat mer dëse Schrëtt maachen.

An ech begréissen dofir och … an ech soen och dem Här Yves Cruchten Merci, dass en dës Initiativ ergraff huet. Ech komme vläicht kuerz op dat zréck, wat virdru gesot ginn ass vun „deux poids, deux mesures".

Ech mengen, dass et ëmmer wichteg ass, och virun der eegener Hausdier ze kieren, an et ass net, wéi wann alles perfekt wär an Europa. An et kann ee sech mat Sécherheet och Froe stellen iwwer verschidde Faiten, déi et bei eis virun der Hausdier gëtt. Awer dat elo ze vergläiche mat deene graven, wierklech grave Mënscherechtsverletzungen, déi mer a China net just vis-à-vis vun den Uiguren hunn - mee et ass dat, wouriwwer mer haut schwätzen -, ech mengen, wa mer dat elo versichen ze vergläichen, dat gëtt awer e bësselchen abstrus.

Ech perséinlech a meng Fraktioun, mir begréissen et, dass d'EU, mengen ech, och e klenge Kurswiessel zënter der neier Kommissioun ageschloen huet an och weist, dass mer net just iwwer Wäerter schwätzen um Pabeier, dass mer Saache verurteelen, mee dass mer déi Wäerter och aktiv héichhalen an eist Gesiicht no bausse weisen. Et ass och dat, wat vun der neier EU-Kommissioun gefrot gi war.

An et ass och scho gesot ginn: China-Lëtzebuerg, mir hunn enk Lienen, déi eis bannen, déi och wichteg sinn. Mee ech mengen awer och, dass wa mer iwwer Partnerschaft schwätzen, an et ass jo och eng Partnerschaft, da muss een déi Partnerschaft awer och honoréieren, andeems ee Kritik astieche kann. Dat heescht, wa Mënscherechtsverletzungen ugeprangert ginn, wann Deputéiert hir fräi Meenung ausdrécken, da kann een déi net dowéinster sanktionéieren. An ech mengen, et ass och wichteg, dass mer de Courage hunn, deem dann och ze widderspriechen.

Et sinn och gréng EU-Deputéiert, déi concernéiert sinn, esou wéi vun alle Faarwen. A vun deem, wat ech elo suivéieren, wat si soen, dat ass: Si gesinn am Fong geholl, oder eng Partie vun hinne gesinn d'Tatsaach, dass si elo och sanktionéiert gi sinn, als Beweis dofir, dass si hir Aarbecht gutt gemaach hunn. An do erkennen ech dann awer schonn eng Spiral, an där mer sinn, déi eigentlech net gesond ass.

An do gesäit een och, an dat ass och scho gesot ginn: Sanktiounen a Géigesanktiounen, dat ass jo och net onbedéngt dee Mechanismus, an deem mer eis wëlle befannen. Ech wëll dofir eigentlech och do virdru warnen, dass mer eis hei géigesäiteg héichschaukelen. An dofir fannen ech et ëmsou méi wichteg, dass mir haut dee Schratt hei huelen an dee Message weiderginn, eise President vun der Chamber invitéieren, dee Message u säin Homolog weiderzeginn, an deemno och, dass dee Message eebe kloer ass.

Mir wäerten eis weider fir Meenungsfräiheet asetzen, mir wäerten déi Wäerter weider verteidegen, sief dat vun Amtsträger, mee awer och vun der Bevëlkerung. An ech mengen, dass eis dat muss erlaabt sinn.

Et gëtt ëmmer Grënn, wéi gesot. Den Här Wagner huet virdru Grënn ginn, firwat een et net misst maachen. Et gëtt ëmmer Grënn, firwat ee sech misst drécken. Et kann een ëmmer Grënn virweisen, firwat ee sech vläicht senger Verantwortung entzéie sollt an op en anert Beispill kucken a soen: Jo, mee do oder do …

Mee ech mengen, et gëtt awer och ganz gutt Grënn, firwat een et sollt maachen. An dat heiten ass e Move, deen ech perséinlech ganz begréissen. An ech erwaarde mer dann och am Géigenzuch vun enger Partnerschaft, dass deen esou am Dialog akzeptéiert gëtt an dass et vläicht och hëlleft, zu enger Verbesserung vun der Situatioun ze féieren an eeben net zu enger Verschlechterung.

Voilà! Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An déi lescht Wuertmeldung kënnt vum honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass eng Resolutioun, do muss een u sech net vill dozou soen, well u sech fuerdere mer just vun de Chineesen, datt se Sanktiounen ophiewen, déi an eisen Ae guer net hätte misse geholl ginn. A virun allem sti mer fir Kolleege vun eis op. Mir sti fir Leit op, déi deelweis mat eis an de Kommissiounen hei zu Lëtzebuerg sëtzen, well se invitéiert sinn. Mir sti fir Leit op, déi vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger gewielt goufen, fir fir dat anzestoen, woufir Lëtzebuerg steet. An ech mengen, dat dierf net sanktionéiert ginn.

Sanktiounsregimmer sollen d'Exekutiv viséieren, si sollen d'Close associates vun der Exekutiv viséieren, wann et dann néideg ass. Mee mir sollten op alle Fall dovunner ewechkommen, datt mer elo och nach Parlamentarier, déi gewielt sinn, an demokratesche Staaten, Sanktiounen ënnerwerfen.

Ech mengen, datt dat heite fir China méi wéi nëmmen negativ Konsequenze wäert hunn, well ech ka mer net virstellen, datt mer elo nach vill wäerten iwwert de Comprehensive Agreement on Investment mat China schwätzen. Ech mengen, datt d'Chancë vill méi grouss gi sinn, datt international Gremien elo dat, wat se mat den Uigure maachen, als dat klassifizéieren, wat se mat den Uigure maachen, an datt dat ganz no …, wann net schonn d'Grenz iwwerschratt huet zum Genozid.

Ech mengen, datt hei eng ganz Rëtsch Saache sinn, an ech fannen et u sech ganz schrecklech, datt mer hei nach vun engem Partner schwätzen, well esou e Behuele wéi dat, wat China am Moment un den Dag leet, ass net dat vun engem Partner.

An ech mengen, ech sinn net deen eenzegen Deputéierten heibannen, deen heiansdo Bréiwer oder Notte kritt aus anere Parlamenter, déi aus, ech soen elo emol, manner staarken a wierhaften Demokratien deelweis kommen, wou mer opgefuerdert ginn, zu iergendwelleche Saache Stellung ze huelen, wat mer meeschtens net maachen.

Dat heiten ass awer genau de Contraire. Mir sollten also deen Outil, dee mer eis hei als Parlament ginn, eng Resolutioun, fir zu Sanktioune Stellung ze huelen, och net iwwerstrapazéieren. Dofir fannen ech et ganz gutt, datt mer eis hei op d'Fuerderung oder Levée vun de Sanktioune limitéiert hunn an net nach eng weidergeeënd politesch Appreciatioun maachen. Dat huet et och méi einfach gemaach, mengen ech, fir Konsens ze fannen. Netdestotrotz sollte mer am Parlament, wa sech heirobber näischt deet, dann och bereet sinn, déi néideg Konsequenzen doraus ze zéien.

E grousse Merci un den Yves Cruchten fir d'Initiativ an d'Schreiwe vun där Resolutioun. Mir als Piraten wäerten déi op alle Fall matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Auteur vun dëser Resolutioun, den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz. Ech géif gären all deenen, déi elo hei intervenéiert sinn an där kuerzer Debatt e grousse Merci soe fir ganz interessant Beiträg. Et seet mer och - a besonnesch wann ech dem David Wagner nogelauschtert hunn -, dass mir eigentlech méi eng breet Debatt misste féieren. Dat war awer net de Sënn an Zweck vun dëser Resolutioun.

Ech mengen, dass mer awer vläicht d'Geleeënheet kréien, all déi Saachen, déi hei ugeschwat goufe vum Här Kartheiser, vum Här Wagner, vun der Madamm Empain, och vum Här Graas a vum Här Clement, … dass mer dat vläicht, wie weess, wann eis Kandidatur fir de Sëtz am UNO-Mënscherechtsrot géif geléngen, kréie mer bestëmmt nach Geleeënheeten, méi dacks iwwer esou Theemen ze schwätzen. An da sollte mer eis och als Chamber oder als Kommissioun déi néideg Zäit huelen, fir dat ze maachen.

Ech wéilt just nach eng Kéier rappeléieren, an ech géif wierklech dem David Wagner nach eng Kéier un d'Häerz leeën: Gitt nach eng Kéier an Iech, kuckt eng Kéier de genaue Wuertlaut vun dëser Resolutioun, da wäert Der gesinn, hei gëtt net grouss ausgeholl, hei limitéiere mer eis wierklech op de Käer an op dat Essentiellt, nämlech, dass mer eis Solidaritéit mat deenen zwee Kolleegen, der Madamm Wiseler an dem Här Goerens, ausdrécken, déi, an elo géif ech gären d'Madamm Wiseler och zitéieren, déi eppes gesot huet, wat mer hänke bliwwen ass: Si huet gesot, dat Eenzegt, wat se falsch gemaach hätten, dat wär, dass se sech fir d'Mënscherechter agesat hunn, zu Lëtzebuerg, an Europa an och - an dat ass wichteg, fannen ech -, am Ausland, am Internationalen.

An ech fannen, dass dat duerfir wichteg ass, dass mer déi Resolutioun hei sollte stëmmen. An ech wär wierklech frou, wa mer se och kéinten eestëmmeg unhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An ech proposéieren, datt mer eisen Engagement mat engem Vote électronique ausdrécken.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun mat 57 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la résolution est adoptée par 55 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, M. Laurent Mosar (par Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

An domadder wäert ech dës Resolutioun un de President vum Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire chinoise weiderleeden.

17. Motion de M. Michel Wolter relative à la démission de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 664 de ce compte rendu)

Mir kéimen dann elo nach zur Ofstëmmung vun der Motioun, déi vum Här Wolter deposéiert ginn ass. Den Här Wolter freet nach eng Kéier d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

Exposé

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech de Kader tracéieren, an deem mer haut hei diskutéieren. Mir diskutéieren iwwert d'Fro, ob e Minister an der Ausaarbechtung vu sengem politesche Mandat eng Erreur d'appréciation gemaach huet. Et ass iwwregens genau déi selwecht Diskussioun, déi 2013 an der Suite vun der sougenannter Wickreng-Léiweng-Affär gefeiert ginn ass.

A mir beweegen eis am Kader vun den Artikele 6 an 9 vum ASFT-Gesetz vun 1998, déi prezis déi politesch Responsabilitéit vum Minister erkläeren an och kläeren. Dat ass de Kader, an deem mer eis beweegen.

Mir wollten, dass déi Responsabilitéit, déi zu der normaalster politescher Flicht vun all Oppositiounspolitiker gehéiert, duerch eng onofhängeg Etüd an och duerch en Audit géif gekläert ginn. Dat ass ofgewiergt ginn, an dat ass deen Term, dee mir vun der Debatt vun haut am Kapp wäert bleiwen: ofgewiergt. Et däerf net sinn, a wat net däerf sinn, dat däerf net sinn, et on passe à l'ordre du jour.

Ech wëll kloer an däitlech soen: Wann d'Scholdzouweisung op déi politesch Responsabilitéit vun engem Mandatsträger ofziilt, da sinn ech domadder d'accord, dass ech dat gemaach hunn, well et ass precisement d'Aarbecht vun eis, fir dat ze maachen.

Une voix.- Op eemol?

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Ma neen! Nee, wann d'Scholdzouweisung op déi perséinlech … Nee, nee, genau d'selwecht hunn ech et argumentéiert!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Dir bréngt et fäerdeg, ënnerhalb vun enger hallwer Stonn dat Eent an de Contraire ze soen. Är Partei mécht dat jo ëmmer!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Mir diskutéieren iwwert d'Grondfester, …

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Dir bréngt et fäerdeg, an enger Minutt dat Eent, an duerno de Contraire ze soen.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- … mir diskutéieren iwwert d'Grondfester vun der politescher Diskussioun, déi ech am Kader virdrun erwäänt hunn a wou et ëm d'Feststellung vun der politescher, net vun där perséinlecher, Responsabilitéit vun engem Politiker geet.

Et ass och haut nees an 21 Minutten zu kengem Moment eng Afrostellung vun der Politik vun deene leschten zwielef Méint geschitt. An 21 laange Minutten ass eigentlech ëmmer drop higewise ginn, dass Recommandatiounen … Hei huet sech eng Recommandatioun un déi nächst gereit.

Dat Eenzegt, wat net gemaach ginn ass, dat ass sech d'Fro ze stellen: Ma firwat sinn iwwer 50 % vun de Leit, déi an engem Joer un der Pandemie hei zu Lëtzebuerg gestuerwe sinn, an Altersstrukture gestuerwen? Zu den Altersstrukture gehéieren nämlech contrairement zu deem, wat d'Regierung seet a wat och de Staatsminister nach d'lescht Woch gesot huet, net nëmmen d'CIPAen an net nëmmen d'Maisons des soins, mee och de Logement encadré, fir deen, Här Staatsminister, jo d'Madamm Cahen Ären Aussoen no net zoustänneg ass.

Et gëtt, Dir Dammen an Dir Hären, - an dat ass bei der Appreciatioun vun der politescher Responsabilitéit fir eis wichteg - keen nationale Plang an den Altersstrukturen, dee kloer definéiert, wat wéini ze geschéien huet. Et ass iterativ vun der Oppositioun gefrot ginn, et ass ëmmer ofgeleent ginn. De Sven Clement huet haut eng Proposition de loi zu deem Sujet deposéiert.

D'Madamm Cahen huet a kengem Moment eng Responsabilitéit geholl, mee ëmmer probéiert, déi Responsabilitéite weiderzeginn: „Et ass d'Santé, et ass d'COPAS, et sinn d'Haiser", dat geet wéi e Fil rouge duerch hir Rieden a Manifestatiounen, déi se an deene leschte Méint gemaach huet. D'Konsequenz: D'Haiser fille sech elenggelooss. Si sinn es midd, fir alles responsabel gemaach ze ginn.

Drëttens, e weesentlech politesche Punkt: D'Ministesch war ëmmer um Courant an et ass probéiert ginn, konsequent net d'Wourecht ze soen. Si gëtt et souguer zou, si seet: „Ech hu wëllentlech net kommunikéiert." Or, a wat fir enger Welt liewe mer, froen ech Iech, wann eng Ministesch seet, dass si der Ëffentlechkeet wëllentlech net seet, ëm wat dass et geet? An och op Nofro - an dat fannen ech eigentlech nach méi schlëmm -, op Nofro vu Journaliste Saachen an d'Welt setzt, déi manifestement der Realitéit net entspriechen, wéi de Cluster am „Lauterbann", wéi d'Situatioun zu Keel?

An ech maache mech de Spriecher vun der DP vu Keel - der DP vu Keel, net der kommunistescher Partei oder der LSAP, mee der DP vu Keel! -, déi an engem ganz interessanten Avis, Bréif an och an Interviewen d'Saach op de Punkt bruecht huet: d'Fro vum Vertuschen, d'Fro vum Netsoen, d'Fro vun der Ontransparenz, d'Fro vun der Opklärung, d'Fro, wéi et méiglech ass, dass ee Rumeuren iwwer Wochen an enger Uertschaft lafe léisst, ouni dass eng offiziell Kommunikatioun kënnt. Dat ass net geschitt. Et ass net nëmmen net kommunizéiert ginn, wéi d'Madamm Minister seet, mee et ass falsch kommunizéiert ginn, wa kommunizéiert ginn ass. Ech hunn dat e puermol gesot.

Et gëtt net nëmme kee Plang fir d'Altersstrukturen, mee et gëtt och manifestement keng Prozedur - déi hätt jo haut missen op den Dësch geluecht ginn -, déi virgesäit, wat geschitt, wann e Cluster optaucht. Et gëtt keen Alarm, keng Interventioun, keng Nobehandlung, keng Kommunikatioun. Eng fréizäiteg Analys vun de Clusteren, déi sech elo ëmmer méi weisen aus dem Oktober, November vum leschte Joer, eng dann net onofhängeg Etüd, mee eng ofhängeg Etüd aus dem Ministère, fir ze kucken: Wat ass geschitt? Wéi kënne mer domadder ëmgoen? Wéi kënne mer Konklusiounen zéien? Wéi kënne mer kucken, dass et net méi an Zukunft geschitt?, ass manifestement net geschitt. Mir wollten dat froen, mir hunn ni eng Äntwert dorobber kritt.

An och hei, Dir Dammen an Dir Hären, fillen d'Haiser sech eleng gelooss a manifestement och iwwerfuerdert.

A wann et eng déifgräifend Analys gëtt, wann d'lescht Joer Erfarungswäerter aus fréiere Cluster gesammelt gi sinn, Madamm Minister, da leet se op den Dësch! Leet eis déi Etüden op den Dësch, déi Der gemaach hutt, fir ze analyséieren, wat an de Clustere geschitt ass, wat Är politesch Aufgab ass opgrond vum Artikel 6 an dem Artikel 9 vum ASFT-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Gesetz! Leet se op den Dësch, fir dass mer se kënne verifizéieren! Leet eis net nëmme Recommandatiounen op den Dësch, mee leet eis Är Aktiounen op den Dësch, déi Der duerno geholl hutt.

Fënnefte Punkt: Et ass eng manifest falsch politesch Decisioun getraff ginn, wat d'Impfcampagne an den Altersheimer ubelaangt. Et ass decidéiert ginn, kee Cordon sanitaire ze maachen. Et ass decidéiert ginn, an den Altersheimer net all d'Personal ze impfen. Dat ass dach net ze gleewen! Et ass dach net ze gleewen, dass do, wou déi vulnerabelst Leit sëtzen, dass do déi Leit, déi sech all Dag mat deene Leit kräizen, déi an deenen Haiser sinn, net prioritär geimpft ginn.

A si huet virdrun an hirer Ried gesot: „Jo, fir d'éischt d'Maisons de soins, duerno d'CIPAen, duerno d'Logements encadrés." Nee, nix, d'Logements encadrés, déi waren an där éischter Phas iwwerhaapt net dran! Dat heescht, de „Westeschgaart" (veuillez lire: Konviktsgaart), eent vun de gréissten Altersheimer aus dem Lëtzebuerger Land, dat war an där éischter Phas vun der Impfung net dran, well wëssentlech vun dëser Regierung deen Deel vun der Altersstruktur ausgeschloss ginn ass.

Et sinn nämlech net 45 %, et sinn a mengen Ae wäit iwwer 50 %, méi wéi d'Hallschent vun de Leit en fin de compte, déi an de Maisons de soins, an de CIPAen an an de Logements encadrés gestuerwe sinn, wa mer dat genau géife kucken.

Et ass wëssentlech a wëllentlech geschitt, an ech mengen, dass een dann och seng politesch Responsabilitéit muss huelen, wann et schif geet. An et ass manifestement schifgaangen.

An et besteet, Dir Dammen an Dir Hären, eeben en ausgeprägte Mangel u Material an deene meeschten Haiser. Ech verweisen do net op eppes vun der CSV, mee op den OGB-L, deen dat gesot huet. Och hei seet d'Ministesch: „Ha, dat ass d'Responsabilitéit vun deenen eenzelnen Haiser! Mir hunn am Ufank aus der Réserve sanitaire geholl an elo mussen d'Haiser kucken, wat geschitt."

Mee ech soen Iech, wann een iwwer 150 Milliounen Euro op den Dësch ka leeën, fir Large-Scale-Testing ze maachen, …

(Interruption par la présidence)

… da kann een déi 52 Haiser, déi zu Lëtzebuerg an der Altefleeg doheem sinn, och mat deem néidege Material an ausräichender Zuel versuergen, an zwar vun Ufank u vun der Kris bis haut.

(Interruption par la présidence)

Mécht een dat net, Dir Dammen an Dir Hären, da si mer an deem, wat ech virdru gesot hunn, da si mer an eisen Aen an der Erreur d'appréciation. An déi Erreur d'appréciation, déi kann nëmmen eng Konklusioun, eng Konsequenz eigentlech no sech zéien, dat ass d'Demissioun vun der Ministesch.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mir brauchen, Dir Dammen an Dir Hären, un der Spëtzt vun deem Ministère eng Persoun, déi sech mat Engagement, jo Leidenschaft, fir déi Vulnerabel asetzt. Mir däerfen d'Fatalitéit net hinhuelen, mee mir mussen der Fatalitéit Aktioune géintiwwer setzen. An et geet eigentlech duer, dass just nogekuckt gëtt a Recommandatiounen ausgeschwat ginn. Mee et ass Zäit, fir wierklech eng déifgräifend Analys ze maache vun deem, wat gemaach ass. Dat hutt Der eis haut versot.

(Interruption par la présidence)

Ech si ganz gespaant, ech si ganz gespaant dorobber, wéi Är sougenannten onofhängeg Etüd dann elo an deenen nächste Woche wäert ausgesinn.

(Interruption par la présidence)

Här President, Dir hutt 100%eg Recht, Dir hutt 100%eg Recht. Mee et ass schwéier, wann een iwwert d'Demissioun vun enger Ministesch schwätzt, dat a fënnef Minutten ze maachen, wann déi selwecht Ministesch 21 Minutten hat, fir eigentlech …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi selwecht Ministesch huet iwwer dräi Motioune geschwat.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Jo, jo, dräi Motiounen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- A si huet un der Unzuel vun de Motioune manner hir Zäit iwwerschratt wéi Dir elo.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Jo. Très bien! Da géif ech elo soen, dat wär …

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Jo, merci, Här Staatsminister. Nodeem Der d'lescht Woch gelunn hutt, hutt Der elo och nach eng Kéier wonnerbar …

Plusieurs voix.- Oo!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Jo, jo! … dat gewisen, firwat dass Der eigentlech stitt. Ech soen lech Merci an et ass wierklech …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déifgrënn vum …, mäi léiwe Schong! An dass déi dräi aner dat nach matmaachen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da wëllt den Här Gilles Baum nach Stellung huelen zu där Motioun.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP).*- Et ass effektiv en traurege Dag haut am Parlament. Mir hunn eng Motioun hei leie vum Här Wolter, vum Här Kartheiser, vum Här Wagner, vum Här Clement. Ech géif elo emol soen, dass den Här Wolter hei un där Motioun fiederféierend war, duerfir géif ech mech vläicht éischter un d'Kolleege vun der CSV wennen.

Une voix.- Nee, nee, nee, nee!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dach, dach, dach! Politik ass e schnellliewegt Geschäft, an ech hätt virun engem Mount net geduecht, dass ech eng Kéier géif hei stoen an den Här Engel, Frank Engel, ernimmen. Ech muss lech soen, zu där Zäit, wéi dee President war bei der CSV, hat Der nach den Anstand, keng Politik a keng Poleemik ze maachen um Réck vun deene Leit, déi gestuerwe sinn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Wat maacht Dir hei? Dir zünt hei eng Niwwelkäerz. Woufir? Ma fir vun Äre Problemer ofzelenken, déi Der an der CSV hutt! Sot eis, Här Wolter, „Um Lauterbann" am leschte Joer, wivillmol waart Der do? Oder wivillmol hutt Der nogefrot?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi oft?

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Net eng eenzeg Kéier hutt Der nogefrot!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Aha!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech maachen lech elo eng Chronologie vun de leschte Woche vun deem heiten Dossier an och vun der Chronologie vun der Geschicht vun der CSV an de leschte Wochen. Wann ech Saachen duerjerneegeheien, Dir braucht mech duerfir net ze entschëllegen.

Et gouf eng Pressekonferenz vum Här Engel, Frank Engel, op där en herno vum Nationalkommitee vun der CSV de Stull virun d'Dier gesat kritt huet. Also ech hunn esou eppes, déi Aart a Weis, déi Aart a Weis fir och nach domat déi Saachen an d'Press ze ginn, wéi dee Mann gejot ginn ass! Ech hat ni eppes mat deem Mann ze dinn, mee hannert deem Mann stécht e Mënsch an hannert deem Mann stécht eng Présomption d'innocence. A wat Der do gemaach hutt, ass fir mech den Déifpunkt a mengem politesche Liewen, deen ech jeemools erlieft hunn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Duerno koum eng Perquisitioun. Dat ass jo schonn eppes, wat och ganz, ganz grav ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Baum, dat huet mam Sujet näischt ze dinn!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dee selwechten Dag koum dann d'Motioun iwwert de „Lauterbann". Dir hat lech elo richteg gutt drop ageschoss, fir d'Presidenten ofzeschéissen. Elo hutt Der geduecht: „Ma da probéiere mer, ob mer dat bei der DP och hikréien, da probéiere mer, och d'Madamm Cahen ofzeschéissen." Also Yves Cruchten, do dech waarm un, well ech mengen, et kéint sinn, dass du deen Nächste bass!

(Interruption)

Wat maacht Dir?

(Interruptions)

Elo zum Sujet. Maja, dat ass de Sujet!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Dir probéiert guer näischt ze maachen, ausser vun Ären interne Schwieregkeeten a vun Ären interne Problemer ofzelenken. Dee Sträit, deen Dir ënnereneen hutt, keng Féierung a schlecht Sondagen, an dann déi Geschicht mat Ärer Perquisitioun! Dir sidd drop ugewisen, fir en Niwwelfeld opzemaachen, eng Niwwelkäerz ze zünden, an dat wäert lech hei net geléngen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Et geet ëm déi verstuerwe Leit!

Une voix.- Wéi ass et da mat der Madamm …

M. Gilles Baum *(DP).*- Déi Situatioun kéint, wa mer net an der gréisster Kris wäre säit 1945, e gewëssenen Unterhaltungswäert hunn. Deen huet se awer net. Mee wa se en hätt, dann hätt e warscheinlech den Niveau vum Musikantenstadl.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Awer Dir sidd kee Musikantenstadl, Dir sidd en Intrigantenstadl.

Plusieurs voix.- Très bien!

D'autres voix.- Oo!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech hunn e Frëndeskrees, esou wéi Dir och, ech hunn awer e Frëndeskrees, dee keng Immobilie verwalt an och keng Suen. A mengem Frëndeskrees si Sympathisante vun der CSV, Kolleege vun der CSV, souguer Mandatairë vun der CSV, déi maache sech hir Gedanken ëm den Neiufank.

(Brouhaha)

Déi maache sech hir Gedanken ëm den Neiufank. „Mir sinn all en Deel vun der Léisung." Här Wolter, amplaz eropzekommen an hei d'Demissioun ze fuerderen - Dir hutt de Moie gesot, Dir wäert 40 Joer derbäi -, stellt lech emol d'Fro, ob Dir net en Hindernis sidd zu deem Neiufank an der Partei!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Mir stinn op alle Fall hannert der Familljeministesch, esou wéi hannert der ganzer Regierung, déi säit Wochen a Méint Dag fir Dag schafft, fir déi Situatioun hei ze bewältegen. An dann heihinnerzekomme mat Accusatiounen, déi emol net beluecht sinn, emol net d'Zäit ze ginn - emol net d'Zäit ze ginn! -, dass déi Etüd do gemaach gëtt, ass, muss ech lech soen, c'est indécent. C'est indécent!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gilles Baum.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Firwat kann d'DP ni quant au fond argumentéieren?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

(Brouhaha général)

Wannechgelift!

M. Gilles Baum *(DP).*- Är Reaktioun beweist, dass ech Recht hunn!

Plusieurs voix.- Oo!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deem klengen Intermezzo, dee mer elo erlieft hunn, deen awer net vill mam Sujet ze dinn hat, wollt ech éischtens emol dem Här Wolter an deenen anere Kolleege Merci soen, déi mat der ADR heihinnerkomm sinn, fir en Akt vu politescher Hygiène hei ze fuerderen, nämlech datt e Minister d'Responsabilitéit fir dat hélt, wat e falsch gemaach huet!

(Exclamations, protestations et coups de cloche de la présidence)

Den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Mars Di Bartolomeo, …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … Dir Dammen an Dir Hären, huet zwee Sätz gesot, op déi ech wëll agoen, de Moien a senger Introduktioun oder de Mëtten, wéi mer ugefaangen hunn iwwert déi Motiounen ze schwätzen. En huet eppes gesot, dat hate mer och schonn an der Sécherheetsdebatt héieren: Mir sollten eraus aus dem Politesche goen. An all Kéiers soe mir Nee!

Wann e Minister d'Haaptresponsabilitéit huet fir dee gréisste Grupp vu vulnerabele Leit, da kënne mir dat natierlech net eraushuelen aus dem Politeschen, et gehéiert dodran! An do huet en och gesot: „Et gëtt Felder, wou ee sech muss trennen, an et gëtt Felder, wou ee sech muss fannen." Ben hei, Här Mars Di Bartolomeo, wëlle mir eis vun engem Minister trennen, dee seng Aarbecht schlecht gemaach huet. An dat ass eeben eng ganz normal politesch Prozedur an engem demokratesche Staat.

(Interruption)

D'Madamm Cahen ass politesch - politesch - responsabel fir iwwer 50 % warscheinlech vun de Stierffäll, an dat ware Persounen, …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… dat ware Persounen, déi a Strukture waren …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … ënnert dem Familljeministère. Dat si CIPAen, Betreit Wunnen an eeben d'Maisons de soins. Et ass eng Fro, et ass eng Fro, déi een iwwerhaapt muss bei dëser Regierung stellen: Wéi ass et mat der Kultur vun der Verantwortung? Et ass jo net déi éischte Kéier an de leschte Joren, wou mer eis hei mussen iwwer e Minister ënnerhalen. A meng Fro ass gestallt: Huet dee Minister iwwerhaapt déi Kultur, fir ze soen: „Een, dee senger Aufgab net gewuess ass, dee muss eeben d'Konsequenzen zéien, dee muss demissionéieren an engem aneren eng Chance ginn."

Hei hu mer eng Ministesch, déi bei deene ganzen Diskussiounen, déi mer geféiert hunn an deene leschte Méint … Dat ware 14 Gesetzer, mengen ech. E Kolleeg hat dat hei gesot virdrun. Ech mengen, Madamm Minister Cahen, Dir waart eemol hei, wéi mer iwwert déi Covidgesetzer geschwat hunn! Dir hutt déi Haaptverantwortung, déi politesch Haaptverantwortung fir dee gréisste Grupp vu vulnerabele Leit, a wann hei Coviddebatte geféiert goufen, da war eng Persoun absent: Dat waart Dir!

Dat ass inakzeptabel! A mir hunn et als ADR e puermol gesot, datt dat … Dir hutt en Desinteressi gewisen un där Problematik, wéi een et méi krass net ka maachen! Dir hutt an Ärer Aktioun net nëmmen den Desinteressi, mee Dir hutt kloer Inkompetenz gewisen! Den Här Wolter huet et viru mir opgezielt: eng „absence de cordon sanitaire, non-respect des règles légales, absence d'une stratégie nationale". All déi Saache si richteg! Dat ass déi Kritik, déi mer vum Terrain héieren, déi Kritik, déi déi Leit un lech adresséieren, déi permanent mat deem Problem ze dinn hunn. Dir hutt se am Stach gelooss!

An dat, wat mir haut hei maachen, dat ass eis Aufgab als Oppositioun.

(Coups de cloche persistants de la présidence)

Zesummen hu mer dat gemaach. Dir hutt e kloren Akt ze setzen. Een, dee politesch esou vill Feeler gemaach huet wéi Dir, Madamm Cahen, huet an enger Regierung näischt verluer!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Gleeft mer es, mir mécht déi Debatt hei och kee Pleséier. A gleeft mer es, de Marc Baum ass iergendwéi frou, datt ech et muss maachen.

(Brouhaha et hilarité)

An ech wier frou gewiescht, ech wier frou gewiescht, wann hien et hätt kënne maachen. Mir maachen dat wierklech net aus Pleséier.

Mee ech ka virewech eppes soen: Mengt elo net, datt mir der CSV nodackelen! Da kennt Der eis ganz schlecht. An ech géif souguer méi wäit goen: Wann et no eis gaange wier, dann hätte mer schonn direkt d'Demissioun vun der Madamm Cahen gefrot, nodeems mer op Nofro och vum Marc Baum justement an der Gesondheetskommissioun och eng Partie Aussoe konnte confirméiert kréien am PV, nämlech déi, dat ass jo scho virdrun an der Diskussioun erauskomm, datt den Direkter vun der Santé tatsächlech sot, je cite: « En revanche, la propagation rapide du virus au sein du CIPA "Um Lauterbann" serait due au non-respect des règles en matière de restauration, les résidents ayant pris les repas ensemble à la salle à manger. »

Spéiderhin op enger Pressekonferenz seet d'Madamm Ministesch op eng Fro vun der Press: „Nee, dat ass ganz an der Rei. Dat ass kee Problem." An iergendengem anere Kontext seet de Staatsminister: „D'Madamm Familljeministesch huet näischt mat dem Betreite Wunnen ze dinn" an esou weider, wat net stëmmt. Also, et ass eng Accumulatioun vu Saachen, déi awer net stëmmen.

Mee bon! Anerersäits ware mir vläicht e bëssen ze vill sec an du si mer och zum Schluss komm, datt et vläicht awer trotzdeem besser ass - ech mengen

dat och -, datt ee fir d'éischt u sech eng Enquêtëkommissioun misst maachen. Ech sot lech virdrun, dat ass dat, wat mir geduecht hunn. Well eng Enquêtëkommissioun ass näischt Béises, well wann näischt derhannert ass, dann ass näischt derhannert! Punkt.

Dofir ginn der esou vill gemaach am Ausland, ech soen dat all Kéiers, just hei net. Vläicht wann et esou rar gemaach gëtt, da wierkt et op eemol béis! Dat ass dann och net gaangen. Ech wëll net op déi aner Diskussioun agoen. An iergendeng Kéier, iergendeng Kéier ass Schluss!

Wësst Der, 1983 war ech véier Joer al, ech hat mat Politik nach net vill um Hutt, mee 1983 (veuillez lire: 1988) huet de Benny Berg, Gesondheetsminister deemools, demissionéiert an der Affär vun de schwaarze Keesen zu Mondorf. Duerno ass eng Commission d'enquête gemaach ginn an en ass wäissgewäsch ginn herno, wann ech mech net ieren. De Mann hat trotzdeem demissionéiert, wat en net onbedéngt hätt solle maachen, wann e sech näischt virzewerfen hat. Ech weess net, ech kennen d'Detailer net.

Den Här Johny Lahure, ech ka mech gutt erënneren, ech war an der Parteileedung vun der LSAP dee Moment, wou hie seng Demissioun erkläert huet wéinst der Dysfonctionnementsaffär, wou hien d'Responsabilitéit iwwerholl huet fir Saachen, woufir, éierlech gesot, dee Mann - dee war esou éierlech! - net derfir konnt. En huet se geholl, e war emol net gefuerdert, seng Demissioun ze ginn! En huet se ginn, trotzdeem.

(Interruption par la présidence)

Bon, ech mengen, mir sinn och e bësse gebrannte Kanner, well, éierlech gesot, mir hate schonn och d'Affär vum Militärsatellitt. Do hätt ee missen eng Enquêtëkommissioun maachen. Do huet d'Majoritéit erëm eng Kéier blockéiert! Dat ass jo systematesch.

Éierlech gesot, och dat, wat den Här Meisch sech erlaabt huet mat senge repetéierte Faux-pasen, …

(Interruption par la présidence)

… mat sengem Refus, och eenheetlech Reegelen ze ginn. Éierlech gesot, en huet Chance, datt keen no senger Demissioun gefrot huet!

(Interruption par la présidence)

Ech stoung eng Kéier hei, ech hu géint d'Demissioun vum Här Asselborn geschwat, déi gefuerdert gouf.

(Interruption par la présidence)

Ech war dergéint. Ech hu géint d'Demissioun vun der Madamm Dieschbourg …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wagner, Dir musst esou lues zum Schluss kommen!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech schwätzen nach just liicht manner wéi d'Madamm Cahen. Ech hu géint d'Demissioun vun der Madamm Dieschbourg deemools och argumentéiert an den Här Wolter war och nach rose mat mir herno. En ass komm, en huet mir dat gesot: „Du hues mech enttäuscht." Voilà!

Dat heescht, wa mer schonn eng Demissioun fuerderen, dann ass se net esou infondéiert, dann ass se net esou infondéiert. Et deet mer leed. Ech hätt och léiwer gehat, et wier aneschters, well en plus kann ech d'Madamm Cahen och nach gutt leiden.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- An dat do ware „best friends"!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also, ech kann dem David Wagner nëmme Recht ginn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Dat do ass näischt, wat engem Spaass mécht.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Maacht lech net esou schäinhelleg!

(Interruptions)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, ech maache mech net schäinhelleg, well dat doten ass wierklech eppes, wat mir kee Spaass mécht. A Schäinhellegkeet ass, wann een anere Leit eppes virwerft, wat ee selwer vläicht och viru senger eegener Dier misst kieren. Do kucken ech dann op de Kolleeg Gilles Baum, deen als Éischt der CSV eppes vum Frëndeskrees seet, awer geflëssentlech ënnerschléit, datt et de Cercle Eugène Schaus gëtt, deem och de „Journal" gehéiert, ...

(Interruptions)

... an op där anerer Säit eng LSAP, déi jo och e Frëndeskrees huet. Also wannechgelift, kommt, mir kucken emol eng Kéier …

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Sot eis emol, wéi Dir dat gereegelt hutt mat de Finanzen!

(Brouhaha)

Une voix.- Ass elo Discussion générale?

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Sot eis emol, wéi Dir dat mat de Finanze gereegelt hutt!

Une voix.- Elo geet et zwar duer!

Une autre voix.- Informéiert lech fir d'éischt, ier Der esou Saachen hei behaapt!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir sidd genausou concernéiert vum Frëndeskrees vun der CSV wéi …

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Gusty Graas *(DP).*- Wéi heescht deen Här do vu Réimech, hein?

Une voix.- Ganz gutt!

(Interruptions diverses)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass de Clou!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, jo! Mir kënne jo gären eng Kéier kucken, wann d'Cour des comptes sech emol eng Kéier géif …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Loosst lech net stéieren, Här Clement!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Nee, ech loosse mech net stéieren, Här President, merci awer. Ech sinn emol gespaant, wann d'Cour des comptes eng Kéier géif déi Frëndeskreesstrukture vun all de Parteien auserneeplécken!

Une voix.- Ganz gären!

(Brouhaha général)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir sinn Demandeur, se kënne gären eng Kéier dat maachen.

Une voix.- Demandeur, eng ganz gutt Iddi.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Sou, dat wär emol aus der Welt geschaaft.

Une voix.- Nee, nach laang net!

(Exclamations et protestations)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, okay, gutt! Gären, Här Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Erlaabt Der, datt den Här Cruchten lech eng Fro stellt?

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gären, Här President.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech weess net, wéi ech dat elo als Fro soll dréien, well ech wëll just eng Informatioun ginn. Ech wëll just soen, dass d'Konte vun dem Frëndeskrees vun der LSAP all Joer mat de Konte vun der Partei un d'Cour des comptes geschéckt gi fir Approbatioun, a mir loosse se och nach vu bausse vun engem auswäertegen Expert indépendant préiwen. Net dass iergendee mengt, dass do iergendeppes net an der Rei wär!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten. An elo geet d'Wuert zréck un den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här Cruchten, fir déi Info. Ech wousst dat wierklech net.

(Brouhaha et hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Dir wësst nach villes net!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Pardon, mee ech fannen et awer eng Frechheet vum Här Engel, mer emol als Éischt ze ënnerstellen, et géif mech net interesséieren. Et interesséiert mech nämlech tatsächlech. A merci, Här Cruchten, fir déi Informatioun.

(Interruptions diverses)

Sou. Da wollt ech awer drop agoen, datt hei ënnerstallt gëtt, datt hei just d'CSV eppes fuerdert an datt dräi aner Parteie geflëssentlech hannendrundackele géifen, nodeem déi dräi Parteien, mir inclus, hei virdru Bedenke geäussert hunn, konkreet probéiert hunn, och matzeschaffen! An ech hunn et virdru souguer a menger Ried gelueft, wéi de President vun der Santéskommissioun probéiert huet, hei op e gemeinsame Strang ze komme vun enger Motioun, déi eis da schlussendlech net wäit genuch gaangen ass, a wat ech him och gesot hunn an deene Gespréicher, déi mer haten, a gesot hunn: „Dat doten ass eppes, wat mir net kënne matdroen."

A schlussendlech war eebe kee gemeinsamen Terrain d'entente ze fannen. An dat huet dozou geféiert, datt mer elo an engem Impasse sinn, deen eeben deen Impasse ass, dee mer hunn.

An ech wëll net, datt mer erëm en Debat ofschléissen, wéi mer et elo an deene leschten dräi Deeg zweemol duerch de Gilles Baum erlieft hunn. Fir d'éischt en Dënschden an der Reglementskommissioun. Déi Leit, déi derbäi waren, wëssen, vu wat ech schwätzen. Mir hu säit Wochen un engem Text iwwert dréngend parlamentaresch Froe geschafft. Mir hu konstruktiv geschafft. Mir sinn ëmmer erëm dohinnerkomm, an all Kéiers den Dag vun der Sëtzung hate mer op eemol erëm eng Géigepropos vum Här Baum an der E-Mail-Boîte, net annoncéiert nach owes direkt no der Sëtzung, nee, se huet ëmmer dann eng Woch gedauert, a mir sinn ëmmer direkt domadder konfrontéiert ginn.

(Interruption par la présidence)

Mee déi Diskussioun ass ofgeschloss.

(Interruption par la présidence)

Dann an der Santéskommissioun ofgeschloss. Et soll keen der Oppositioun soen, mir géifen net de Kompromëss sichen! Mir hunn e gesicht, mee d'Majoritéit huet e refuséiert. An duerfir sti mer haut, duerfir hu mer elo e Blocage …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Clement, Är Riedezäit ass scho largement depasséiert!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, Här President, ech huelen ...

Une voix.- Bei villen aneren och, an do sidd Der net esou streng!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An Dir schwätzt och net zur Motioun méi.

Une voix.- Mir hunn eis e Beispill un der DP geholl.

Une autre voix.- Den Här Baum huet guer net zu der Motioun geschwat.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et gëtt dréngend Zäit, datt mer an der Reglementskommissioun déi Fro vun den Enquêtëkommissiounen opgräifen an datt mer do eng kloer Propositioun hikréien, well et ass en Hon, datt mer hei nach ëmmer iwwert d'Enquêtëkommissioune schwätzen, déi mer souwisou net kréien, well fir eng Enquêtëkommissioun 31 Stëmme gebraucht ginn. Wat fir ee Parlament mécht dann esou eppes? Wéi ee Parlament léisst esou eppes mat sech maachen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An dann huet d'Madamm Josée Lorsché d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Da ka si nach iwwert dee grénge Frëndschaftskrees zielen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President.

(Brouhaha)

Watgelift? Mir mussen um eelef Auer doheem sinn. Ech schwätzen och net méi wéi e puer Minutten, Här Graas, keng Suerg!

(Brouhaha et hilarité)

Et stellt ee just fest, datt sech hei an der Chamber dach verschidden Allianze schmieden, siefe se elo helleg oder net helleg, dat ass net u mir, fir dat ze beurteelen. Ech wëll awer feststellen, …

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Wéi zu Beetebuerg.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … datt mer haut net an enger Stärestonn vum Parlament hei sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An dat bedaueren ech ganz staark am Numm vun der grénger Fraktioun.

Als Gréng stelle mir eis eigentlech ëmmer méi d'Fro, ëm wat et der CSV a verschiddenen Acolytte vun der Oppositioun eigentlech geet, ...

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Oo!

Une voix.- Sidd Dir och Acolyte?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … ëm Inhalter an Ziler ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, sidd Dir President oder net?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … an ëm Zesummenhalt oder …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, wann et e bësse méi roueg wier, géif ech och alles héieren!

(Interruptions)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech mengen, den Acolyte hutt Der héieren, ne?

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Acolytten nennt se déi aner Parteien, déi aner Oppositiounsparteien.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … ëm politesch Muecht. Déi stelle sech verschidde Journalisten och, déi Fro.

Ech fäerten, grad wéi aner Journalisten, ech si keen, ech si Politiker, mee ech verstinn awer, datt ee fäert, datt et dat Zweet ass, nämlech déi politesch Muecht. An deen Androck hate mer och scho bei der Attack op d'Carole Dieschbourg, déi am Fong an der Plenière enger Hiriichtung geglach huet. Mir haten e bei der Attack op d'Taina Bofferding, wat vum Michel Wolter als inkompetentest Fra vun der Welt duergestallt ginn ass. A mir haten en elo haut bei der Mësstrauensmotioun géint d'Corinne Cahen, wat nach eng Kéier an déi selwecht Richtung geet.

Dräimol Fraen, dräimol …

(Brouhaha, protestations et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dräimol Fraen aus dräi verschiddene Parteien, wou ech net wëll soen, datt dat bewosst ass. Et ass vläicht pueren Zoufall, och dat wëll ech net jugéieren, mee nëmme feststellen.

Une voix.- Ganz genau!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Sot just net méi, Dir géift net de Mann oder d'Fra spillen, well Dir weist haut genee, datt Der dat maacht an datt dat Äert Zil ass!

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- A mir huelen lech dat net méi of. Ech wëll just soen, d'Madamm Cahen huet eist Vertrauen als gréng Fraktioun a mir hoffen, datt mer d'Pandemie zesummen an de Grëff kréien, all zesummen. A mir wiere frou, wann nach Verschiddener sech géifen deem och uschléissen. Duerfir stëmme mir natierlech géint déi Motioun a mir si frou, datt d'CSV dës Pandemie net muss géréieren, well mir froen eis, wat dann erauskéim; se huet scho Problemer genuch. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An dann huet den honorabelen Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hat net gemengt, dass ech misst haut den Owend nach eng Kéier un d'Riednerpult kommen. Hei huet den Här Wolter eng Positioun vertrueden, déi war faktebaséiert. Dat kann een net ofstreiden. An ech hätt mer eigentlech och erwaart, dass déi eenzel Spriecher zu där Motioun och faktebaséiert geäntwert hätten.

Mee ech soen lech just eppes: Dat kann ech net akzeptéieren, dat ka kee vun den 21 Deputéiere vun der CSV akzeptéieren an dat kann och eis Partei net akzeptéieren, wat den Här Gilles Baum haut gesot huet!

Hien huet d'Partei an d'Fraktioun dohigestallt, déi 21 Deputéierter - déi, Här Baum, eng ganz aner politesch Erfarung hu wéi Dir, an ech si 14 Joer an dësem Parlament, an ech soen lech ganz éierlech, do gouf et houleux Debaten, mee dat, wat Dir haut gesot hutt, dat war fir mech du jamais vu -, eng CSV an 21 Deputéierter vun enger CSV-Fraktioun als Intrigantestadel dohinnergesat. Dat ass eng Injure! Dir hutt zwar Är Reserv an Dir hutt Är Immunité parlementaire. Ech fuerderen lech op, am Numm vun der Transparenz, am Numm vum Respekt vun der Liberaler Partei, lech hei offiziell dofir entschëllegen ze kommen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Dann huet den honorabelen Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech wäert et kuerz maachen. Ech fannen, jo, mir wëllen alleguer heemgoen, dat ass richteg, ech fannen et schlëmm, wéi esou eng Debatt op eemol zu Generalverdacht dréit géigeniwwer deem engen a géigeniwwer deem aneren. Datt hei gesot gëtt, et géif ee sech freeën, datt op eemol d'Konte missten opgeluecht gi vu Frëndeskreeser, obwuel se alleguerten opgeluecht sinn. A sech drop freeën, datt eventuell do nach e Skandal ze wittere wär, wou een da kéint séier e Post maachen, fir erëm vill Klicken ze kréien! Dat schéngt dat Wichtegst ze sinn an dëser parlamentarescher Aarbecht, ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir filmt lech jo och gären, wou Der Är Jackett ausditt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... amplaz op den Inhalt vu verschiddene Saachen anzegoen.

Et gëtt ganz vill mat Ënnerstellen an och mat Onwourechten hei verfuer. Ënner anerem huet virun zwou Stonnen den Här Wolter hei gesot, hie géif kengem d'Schold ginn.

Une voix.- Jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat huet en hei gesot! Hie géif kengem d'Schold ginn. Eng Woch virdrun huet e gesot, e géif just engem d'Schold ginn, dat wär d'Familljeministesch, d'Madamm Cahen. A wéi wouer en et geholl huet, datt e kengem d'Schold wëllt ginn, mécht en haut mat enger Motioun kloer, déi en hei deposéiert, wou en d'Demissioun vun der Ministesch freet. E gëtt kengem d'Schold, mee e freet awer d'Demissioun vun der Familljeministesch!

Virun e puer Méint hate mer hei d'Budgetsdebatten an do huet den Här Wolter gesot zu de Majoritéitsparteien, dat hei wär den Déifpunkt vu senger parlamentarescher Aarbecht, déi hie bis elo matgemaach hätt. Ma haut huet hie sech ënnerbueden. Hien huet den Déifpunkt nach eng Kéier méi déif gesat, wann en dat da wollt mengen. En ass nach eng Kéier op en Déifpunkt komm, deen ech och net gemengt hätt, hei missen ze beschwätzen.

An ech fannen et awer scho schlëmm. Virdrun ass gesot ginn, wévillmol den Här Wolter dann an deem

Haus war. Den Här Wolter ass säit eelef Joer Buergermeeschter. En ass 40 Joer an dësem Parlament, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, wéi en dat gesot huet. E sot: „ongeféier 40 Joer“. En ass Parteipresident gewiescht. E war Member vun der Regierung, an enger Regierung, wou d'CSV meeschtens de Familljeminister hat. An ech hunn hei iwwerhaapt keen ee Wuert héieren, datt den Här Wolter sech opgereegt huet iwwert dat, wat an der Kommissioun och gesot gouf, datt d'Leit missten nuets iwwert de Gank goen an hirem Pyjama, an hirem Nuetshiem, fir op d'Toilette ze goen, op eng Toilette commune, well emol net all Zëmmer eng Toilette do huet. Do hunn ech net eemol héieren, datt e sech heidriwwer opgereegt hätt, wat u sech e richtege Skandal war.

An et war d'Madamm Cahen, déi elo gesot huet: „Mir bauen en neit Altersheim op Käerjeng.“ Déi d'Autorisatioun ginn huet, fir en neit Altersheim zu Käerjeng ze bauen, fir deen doten Zoustand opzehiewen. Dat hunn ech hei net héieren! Dat wär och emol eng Kéier derwäert gewiescht fir ze kucken, wat an deene Jore virdru vu Skandaler do geschitt sinn. Dat huet hei kee gemaach.

Also, mir hu Vertrauen an d'Madamm Cahen a mir wëllen hei net de Mann spillen, mee de Ball. Ech wär frou, wann dat an Zukunft och hei gemaach géif ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel.

An da freet den Här Kersch d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Merci, Här President. Ech wollt am Fong och Merci soe fir d'Presentatioun vun där leschter Motioun, déi d'Demissioun vun der Madamm Cahen freet, well ee keng aner Moyene fonnt hat, fir sech selwer ze demaskéieren. Dat, wat mer de Mëtteg wärend Stonnen nogelauschtert hunn, war u sech nëmmen Theater an de Prelude, fir dat kënnen ze soen, wat ee souwisou scho virdru preparéiert hat.

Dir hutt mech virdru beschëllegt, ech wär nëmmen hei, fir Störmanöveren ze maachen. Här Wolter, ech géif dorobber äntwerten, dass ech den Androck hunn, dass Dir een eenzege Störmanöver sidd. Dir selwer sidd net Member vun der Santéskommissioun. Dir sidd och net Member vun der Familljekommissioun. An Dir hutt dat gemaach, wat Der a ganz villen aneren Dossiere gemaach hutt: Dir hutt deen Dossier hei ausgenotzt, fir op déifstem Niveau Politik ze maachen a se och nach perséinlech géint eng Ministesch ze riichten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dir fëscht hei am ganz Dréiwen, an dat ass bedauerlech.

Wärend zwou Stonnen hu mer erkläert kritt, Dir géift keng Scholdzouweisung maachen. Dat ass noweislech falsch! Dir hutt an engem Interview gefuerdert, et misst eng onofhängeg Etüd gemaach ginn. Doriwwer besteet hei, mengen ech, och e grousse Konsens. An an deem nämmlechten Interview hutt Der gesot, Dir géift just eng Scholdzouweisung maachen, dat wär un d'Ministesch.

Dir hutt och hei gesot, et géif lech net ëm Zizanie goen. Och dat ass falsch, well an deem selwechten Interview hutt Der d'Majoritéitsdeputéierten opgefuerdert, sech dach emol selwer Gedanken ze maachen, ob esou eng Ministesch dann nach tragbar wär. Vun Ufank un ass et lech drëms gaangen, fir d'Regierung ze destabiliséieren, esou wéi Der et och schonn an aneren Dossiere gemaach hutt.

Dir probéiert, an et ass net fir d'éischt, lech hei ëmmer als Chefankläger ze profiléieren, als Procureur souzesoen. An, an dat ass dat, wou et eeben ufänkt, net méi an der Rei ze sinn, Dir spillt dann awer gläichzäiteg och scho gären d'Roll vum Riichter. An éier mer iergendeng Enquête hätten, iergendeng Etüd, hutt Der am Fong schonn Ären Urteelssproch geschwat. An et ass dat, wat ze bedaueren ass.

Ech wollt och d'Geleeënheet notzen, fir och nach op d'Kolleegen, déi reschtlech Kolleege vun deenen aneren Oppositiounsparteien, anzegoen, an och déi Entschëllegung praktesch, firwat se dann awer bei där Aktioun do vum Här Wolter matmaachen, zur Kenntnis huelen, ech wëll allerdéngs soen, dass ech se net kann novollzéien.

Och déi Argumentatioun, wann Der lech de Mëtteg duerchgesat hätt an déi sougenannt onofhängeg Etüd kritt hätt, déi och d'Majoritéit wëllt an och d'Majoritéit an hirer Motioun ganz kloer gefuerdert huet, wann Der lech also de Mëtteg duerchgesat hätt, dann hätt Der d'Demissioun net gefrot. Dat heescht jo, dass Der elo eng Demissioun en absence vun iergendwelleche Preuvë frot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Well Dir et verstoppe wëllt!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dat heescht, Dir waart emol net of, dass déi Etüd, déi trotzdeem hei eng Majoritéit vun der Chamber gestëmmt huet, ofgeschloss ass. Mee Dir kommt heihinner zu engem Moment, wou kee weess, wat mat deenen Elementer ass, déi Dir an Ärer Motioun stoen hutt, an Dir kommt dann an Dir frot d'Demissioun. Dat demaskéiert déi ganz politesch Aktioun, déi hei hannendrusteet, net méi an net manner!

An da wollt ech nach eppes soen. Da kommt, mir schwätzen emol iwwert den Inhalt vun där Motioun. Do geet vun engem „cordon sanitaire“ rieds, deen an den Altersheimer net esou gewiescht wär wéi an de Spideeler. Wéivillmol hu mer an der Kommissioun doriwwer geschwat? Well och wann ech net Member an deene Kommissioune sinn, liesen ech awer d'Berichter emol heiansdo! Wéivillmol ass erkläert ginn, an do war och jiddwereen dermat averstanen, dass d'Situatioun an de Spideeler eng ganz aner ass wéi an den Altersheimer, an dass duerfir an de Spideeler d'Personal als Éischt geimpft ginn ass, well do d'Patienten net kënne matgeimpft ginn? An dass et an den Altersheimer genau de Contraire wär. Do sinn d'Patiente respektiv d'Bewunner als Éischt geimpft ginn. An dat war richteg an dozou sti mer och nach ëmmer haut.

Da gëtt gesot, et géif eng Dissimulatioun gemaach ginn, e Refus de communication véridique. Et ginn also Ligen ënnerstallt! An ech wëll hei ganz kloer soen, dass d'Regierung zu all Moment alles opgeluecht huet, wat si un Informatiounen hat, an dass Der wäit a breet kee Land fannt, wou dat an deem Detail gemaach gëtt, wéi dat hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass.

Den Non-respect vun de Reegelen an der Matière de restauration. och dorobber huet d'Ministesch virdrun eng Äntwert ginn. Mir hu guer keen anere Choix, wéi de Leit an deene Salle-à-mangeren, déi zur Verfügung stinn, hiert lessen ze ginn, well mer se net kënnen zwéngen, an den Trapen ze iessen oder an de Keller ze goen, fir hir Moolzechten zou sech ze huelen. Da sot eis d'Alternativ dozou, wann Der esou Saache sot!

Och dat ass gemaach ginn, wou Dir gesot hutt: Absence vun enger Stragégie d'utilisation de tests antigéniques. Ech mengen, Dir hutt virdru ganz kloer Indicatioune kritt, wat alles do gemaach gëtt, wat geplangt gëtt.

Dat geet wäit iwwert dat eraus, wat Dir haut selwer gefuerdert hutt. All dat weist drops hin, dass déi Motioun hei scho laang virbereet war, ier haut de Mëtteg de politeschen Debat stattfonnt huet. Et brauch een am Fong guer näischt aneres méi derbäizefügen.

Nee merci, esou eng Politik droe mir net mat, a mir hu vollst Vertrauen an d'Madamm Cahen wéi och an d'gesamt Regierung. Dat ass am Numm vun der Regierung, wou ech dat heite soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Vizepremier Dan Kersch. Parole après ministre fir den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo. Kuerz Parole après ministre nom Här Kersch sengem Optrëtt, deen interessant war. Den Här Kersch war ni an der Chamber, an deem Sënn, datt den Här Kersch ni Deputéierte war.

(Brouhaha)

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dat ass falsch. Ech war dräi Woche Member vun der Chamber, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Wéi laang?

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dräi Wochen.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Dräi Wochen, voilà. Dir waart dräi Woche laang Member vun der Chamber, an Dir sidd direkt duerno an d'Regierung komm. An dat mierkt ee ganz oft bei Ministeren, déi ni wierklech jorelaang Deputéiert waren. Déi wëssen net, wat den Alldag vun engem Deputéierten ass.

Déi Ënnerstellung - déi mech jo emol net betrëfft, mee herno ginn ech och nach op mäi Fall an -, fir ze soen: „Dir waart ni an dëser oder an dëser Kommissioun.“ Wësst Der, wat en Deputéierten alles am Alldag muss matmaachen? An datt et och net esou funktionéiert, datt een net zu gewëssenen Theemen, wann ee selwer Bescheed weess, an eng Kommissioun ka goen, och wann een net dra Member ass, oder datt een net kann dra luussen. Dat mécht jiddwereen. Wier den Här Kersch Deputéierten op laang Dauer gewiescht, da wéisst en dat. Dat kéint awer nach eng Kéier geschéien.

Duerno: Mir loossen eis vu kengem dreiwen. Mir loossen eis net vum Här Wolter dreiwen. Ech hu scho virdru gesot, bei der Madamm Dieschbourg wier d'CSV vläicht frou gewiescht, wa mir als déi Lénk och gesot hätten, d'Madamm Dieschbourg misst goen. Dat hu mer net gemaach, well mir der Meenung waren, datt dat net richteg wier.

An ech hunn och virdru gesot, an ech weess net, ob den Här Kersch nogelauschtert huet: Mir waren u sech der Meenung als Lénk, datt d'Madamm Cahen souwisou misst zrécktrieden! An dat huet eng politesch Ursaach: Well mir zënter Méint als déi Lénk awer och soen, datt et néideg ass, datt et an den Altersheemer och kohärent Mesurë gëtt. Dat ass net gemaach ginn, an duerno gëtt och nach refuséiert, eng onofhängeg - bon, ech weess, Dir sidd net domat averstanen -, mee eng onofhängeg Kommissioun ze maachen, wou een eng Enquêtëkommissioun hätt solle maachen an esou weider an esou virun.

Dat heescht, iergendeng Kéier soe mer: „D'Madamm Cahen muss demissionéieren.“ An dann eng lescht Saach. Dir sot: „O, wat sidd Dir Béiser, Dir hutt dat am Virfeld ausgeheckt, well d'Motioun, déi war jo scho geschriwwen.“ Ëm Gottes wëllen, ëm Gottes wëllen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat ass wouer.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Wou si mer hei?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass wouer!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Natierlech ass et wouer.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Sot et. War se geschriwwen?

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mee wat ass de Problem? Wat ass de Problem?

Plusieurs voix.- A!

(Brouhaha)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech soen lech ...

(Coups de cloche de la présidence)

Nee, nee. Nee, nee. Well d'Leit dobaussen, déi nokucken, déi wësse ganz genau: Dir maacht elo esou, wéi wann dat lech géif degoûtéieren!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- Ech héieren den Här Wagner kaum.

(Coups de cloche de la présidence)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Dat ass eng ganz legitimm Saach. Well mir hunn nämlech e Gehir a mir benotzen et e bëssen, heiansdo. Et war eng Méiglechkeet. Entweeder géif eis Motioun ugeholl ginn, jo oder nee. Falls se net ugeholl gëtt, da géife mer dorauser schlussfollgeren, datt d'Madamm Cahen misst goen. Esou einfach ass dat.

(Interruption)

A wou ass do de Problem? A wou ass do de Problem?

(Coups de cloche de la présidence)

A falls et net esou gaange wier oder falls en neit Element komm wier oder en neien Text wier geschriwwe ginn, dann hätte mer déi Motioun nimools deposéiert.

Une voix.- Dir wollt iwwerhaapt keng ...

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mee et hätt een och kënnen direkt en Ziedel schreiwen. Dat ass och scho geschitt. Mee do ass et méi propper, ganz einfach.

(Interruption par la présidence)

Une voix.- An dat ass d'Konklusioun.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Nee, nee.

Plusieurs voix.- Dach.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wagner, Dir musst zum Schluss kommen.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, mee si hunn …

(Brouhaha)

Ech mengen, d'Kolleege vun der Majoritéit hu kognitiv Problemer.

(Interruption par la présidence)

Well se verstinn einfach net, wat mer wëlle soen. Mir hunn eis einfach iwwerluecht, datt elo d'Konsequenz wier, datt, wann d'Regierung keng Transparenz méi weist an dëser Affär, da misste mer konsequenterweis d'Demissioun vun der Madamm Cahen froen, …

(Interruption par la présidence)

… ausser wann en neit Element komm wier. Da wier dat net geschitt! Dat ass guer kee Problem. Et muss een awer sech iwwer verschidden …

(Brouhaha)

Da maacht net esou, wéi wann dat ganz schlëmm wier. Et ass ganz normal!

(Interruption par la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här David Wagner.

Une voix.- Dat war awer net richteg.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

(Brouhaha)

Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Soll ech bei de Mikro goen?

(Brouhaha)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, jo. An der Politique politicienne sidd Der gutt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll och nach eng Kéier kuerz Stellung huelen no där Debatt, déi mer haut hei héieren hunn. Et war eng ganz interessant Debatt, well u sech, wann ee se politesch analyséiert: Wat hu mer haut materlieft hei? Mir, den Här Wolter an déi Vertrieder vun deenen dräi anere Parteien, déi dat hei matgedroen hunn, hu faktuell argumentéiert. A wat hu mer kritt?

Mir hu perséinlech Ugréff kritt. Den Här Engel huet den Här Wolter ugegraff. Den Här Minister Kersch huet den Här Wolter ugegraff.

(Brouhaha)

(Coups de cloche de la présidence)

D'Madamm Lorsché ass komm an huet eis ënnerstallt, mir géife Fraen ugräifen. Ech wëll der Madamm Lorsché soen: Mir hunn d'Demissioun vum Här Asselborn gefrot, Madamm Lorsché, dat ass keng Damm! Also ass dat och net de Wee fir ze argumentéieren. Mir kënnen do net d'Debatt oflenken, well dat war dat, wat eigentlech geschitt ass: Et ass probéiert gi vun de Regierungsparteien, net op de Fong vun deem anzegoen, wat mir gesot hunn. An dat ware faktuell Kriticken un der Gestioun vun der Madamm Cahen an hirer Regierungsverantwortung.

Et ass probéiert ginn, ofzelenken op perséinlech Attacken. Et ass geschwat gi vun Acolytte vun der Oppositioun an esou weider an esou virun. Dat ass en Debat, wéi mer hei kee solle féieren.

Mir als ADR, mir hunn hei, wéi d'Kolleege vun deenen dräi aneren Oppositiounsparteien, eng Analys gemaach, ier mer komm sinn. Mir hu gesot: Wa mir bis dee Punkt erreechen, wou mer mussen unhuelen, datt eng onofhängeg Enquête net méiglech ass, da musse mer d'Demissioun froen, well da gëtt jo verhënnert, datt soll enquêtéiert ginn. An dat hu mer jo haut hei erlieft.

Mir hu jo gesinn, mir hu genau gesinn, wéi de Stratagème vun de Regierungsparteien ass: nämlech esou ze agéieren, datt eng Enquête gemaach gëtt, déi „simulacre“ ass, déi net d'Konditioune vun der Onofhängegkeet erfëllt, déi net politesch Konklusioune kann zéien, déi d'Regierung net kann iergendwéi an d'Verantwortung zéien.

Jo, solle mir dat dann esou matmaachen? Solle mir einfach akzeptéieren, datt hei eng Schäinenquête gemaach gëtt, eng Schäindemokratie virgespillt gëtt, amplaz datt mer op de Fong ginn, …

(Coups de cloche de la présidence)

… op de Fong vun der Verantwortung vun enger Regierung, déi an dëser Situatioun eklatant versot huet?

Mir maachen dat net mat. A wa mir soen: „Mir froen d'Demissioun, well mer déi objektiv Enquête net kréien!“ , dann ass dat eng logesch Suite, e logesche Räsonement. Ech mengen, mir brauche keng Enquête, déi wierklech nëmmen drop erausleeft, fir d'Responsabilitéiten ze verstoppen a se net opzeleeën.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Michel Wolter. Nee, net méi? Ech gesi keng Wuertmeldung méi.

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Le saviez-vous ?

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par zM. Marc Lies), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue .

Domat si mer och um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 27., 28. an 29. Abrëll virgesinn.

D'Sitzung ass obgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.20 heures.)

Sommaire de la séance publique nº 45

45e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 647
Communications ..... p. 647
Ordre du jour ..... p. 647
Dépôt d'une motion par M. Mars Di Bartolomeo ..... p. 647-648
Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz ..... p. 648
Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement ..... p. 648
Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten ..... p. 648
Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter ..... p. 648-649
7795 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ..... p. 649-658
7794 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 janvier 2021 portant :
1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;
2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ..... p. 658
Motion de M. Marc Spautz concernant l'invitation du Gouvernement à faire bénéficier les entreprises des secteurs vulnérables de l'Horeca, du tourisme ainsi que du secteur évènementiel des modalités d'application pour le chômage partiel actuellement en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 ..... p. 659
7797 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 (Déclaration de recevabilité) ..... p. 659
Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « Um Lauterbann » à Niederkorn
Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées
Motion de M. Mars Di Bartolomeo concernant l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées ..... p. 659-664
Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter ..... p. 664
Résolution de M. Marc Baum relative à l'embauche directe d'agent.e.s de nettoyage ..... p. 664-665
Résolution de M. Yves Cruchten relative à la poursuite des efforts en matière de défense des droits de l'homme y compris dans le cadre des relations entre le Luxembourg et la Chine ..... p. 665-666
Motion de M. Michel Wolter relative à la démission de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration ..... p. 666-670

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4180	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Énergie géothermique
4207	Simone Asselborn-Bintz	Utilisation du langage facile
4225	Marc Goergen	Respect environnemental du secteur de la construction au Luxembourg
4245	Roy Reding	Impact de la taxe CO_2 sur le prix du mazout
4246	André Bauler	Construction d'une éolienne entre Burden et Warken
4253	Jeff Engelen	Fermeture des toilettes dans les gares
4257	Fernand Kartheiser	Propreté des circuits auto-pédestres
4263	Paul Galles	Mineurs sans abri
4264	Jeff Engelen	Tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans les écoles
4269	Martine Hansen, Claude Wiseler	Test « Dry Blood Spot »
4272	Fred Keup	Langage épicène
4292	Martine Hansen	Moulin de Surré
4294	Marc Spautz	Impact de la crise sanitaire sur les jeunes
4296	Sven Clement, Marc Goergen	Saisie de comptes bancaires par l'État
4313	Jeff Engelen, Fred Keup	Recyclage des batteries des véhicules électriques
4315	Marc Spautz, Paul Galles, Aly Kaes	Apprentissage
4316	Martine Hansen	Section sciences sociales de l'enseignement secondaire général
4332	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Indice des prix
4333	Léon Gloden	Fermeture du bureau des douanes à Grevenmacher
4342	Martine Hansen	Composition du cannabidiol (CBD)
4345	Jeff Engelen	Accidents de bus à énergie électrique
4346	Fernand Kartheiser	Énergie nucléaire
4347	Serge Wilmes, Octavie Modert	Vols de courtes distances
4348	Marc Hansen, Djuna Bernard	Vaccination de personnes en situation précaire
4350	Nancy Arendt épouse Kemp	Situation sanitaire au « Sportlycée »
4352	André Bauler	Création d'un parking-relais au Hareler Poteau
4353	Jeff Engelen	Chantier à la gare d'Ettelbruck
4355	Jeff Engelen	Tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans le secteur Horeca
4358	Mars Di Bartolomeo	Achat de biens sur Internet
4359	Georges Mischo	Enseignement musical
4363	Jeff Engelen	Bénévoles du CGDIS
4364	Jeff Engelen	Dégâts causés par le gibier
4365	Laurent Mosar, Marc Spautz	Réforme fiscale
4366	Claude Wiseler, Laurent Mosar, Marc Spautz	Groupe palestinien islamique Hamas
4367	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Arrestation d'un blogger biélorusse
4369	Fred Keup	Transition environnementale dans le secteur de la logistique
4370	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Exportation de déchets
4371	Myriam Cecchetti	Règlement grand-ducal déterminant les allocations d'émissions de gaz à effet de serre annuelles par secteur
4372	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	Assainissement du site du nouveau quartier « Neischmelz » à Dudelange
4373	Marc Goergen	Contrôle de l'immunisation contre la Covid-19
4374	Sven Clement	Extension du programme Ecobox
4375	Jeff Engelen	Voitures blindées
4377	Georges Mischo	Infrastructure sportive de l'Université du Luxembourg
4378	Gilles Roth	Projet « Alles gurgelt »
4379	Marc Spautz	Chômage partiel pour les entreprises de construction
4380	Jeff Engelen	Troisième dose de vaccin contre la Covid-19
4381	Fred Keup	Cours « Digital sciences »
4382	Laurent Mosar, Léon Gloden	« Body cams »
4383	Fred Keup	Langues véhiculaires dans l'enseignement secondaire
4384	Roy Reding, Jeff Engelen	Législation sur les espèces envahissantes
4387	Marc Spautz	Coûts additionnels liés au logement
4389	Josée Lorsché, François Benoy	Lutte contre le tabagisme
4390	André Bauler	Réorganisation de la circulation à Diekirch à cause d'un chantier
4391	Jeff Engelen	Qualité du vaccin Vaxzevira
4392	Jeff Engelen	Conventions télétravail avec les pays voisins
4393	Marc Goergen	Secteur hospitalier
4394	Fred Keup	Impact de l'agriculture sur la disparition des espèces
4395	Francine Closener	Exclusions scolaires
4396	Nathalie Oberweis	Expulsions en matière de bail à usage d'habitation
4397	Sven Clement, Marc Goergen	Utilisation de canons à son par les gardes-frontières européennes
4398	Diane Adehm	Distribution des tests rapides Covid-19 dans le domaine sportif
4402	Sven Clement	Cannabis médical
4403	Fred Keup	Fermeture de commissariats de police
4405	Claude Lamberty, André Bauler	Délinquance juvénile
4406	Octavie Modert, Léon Gloden	Syndicats intercommunaux pour la gestion des déchets
4407	Fred Keup	Propos de la directrice de l'École des parents Janusz Korczak
4408	Marc Goergen	Aide pour les anciens employés afghans
4410	André Bauler	Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture
4412	Fernand Kartheiser, Roy Reding	Directeur de l'observatoire européen de la fiscalité
4413	Fernand Kartheiser, Roy Reding	Transparence fiscale des entreprises
4414	Diane Adehm	Tests rapides Covid-19 pour les sociétés musicales
4415	Lydia Mutsch	Cookies informatiques
4416	Myriam Cecchetti	Évolution du dispositif REVIS
4417	François Benoy	Pollution du Drosbach
4419	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Relations diplomatiques entre les pays de l'UE et le régime syrien
4420	Gilles Roth	Imposition de certains avantages en nature
4421	André Bauler, Carole Hartmann	Canicules
4422	Gusty Graas	Utilisation de canons à son par les gardes-frontières européennes
4423	Fred Keup	Propos d'un membre du Gouvernement concernant l'obligation scolaire
4424	Dan Biancalana	Avis demandés aux communes
4425	Fred Keup	Intégration
4426	Cécile Hemmen, Dan Biancalana	Soumission publique européenne concernant le RGTR
4427	Jeff Engelen	Voie supplémentaire sur l'autoroute A6
4428	Fernand Kartheiser	Demandeurs de protection internationale afghans
4429	Fernand Kartheiser	Aides étatiques pour l'ONG « Passerelle »
4430	Nancy Arendt épouse Kemp	Efficacité du vaccin contre la Covid-19 chez les personnes prenant des immunosuppresseurs
4431	Claude Lamberty, Carole Hartmann	Combinaison de différents vaccins contre la Covid-19
4432	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Lutte contre le sexisme au quotidien
4433	Martine Hansen, Diane Adehm	Aides financières pour les éditeurs de publications dans le cadre de la crise sanitaire
4434	Laurent Mosar	Technologie de stockage et de transmission d'informations blockchain
4435	Martine Hansen, Claude Wiseler	Enquête concernant les réinfections à la Covid-19
4436	Martine Hansen	Législation sur les espèces envahissantes
4437 et 4460	Roy Reding	Avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange
4438	Gusty Graas, Max Hahn	Préparation de la COP26
4439	Sven Clement, Marc Goergen	Problèmes techniques à l'Aéroport de Luxembourg
4441	Roy Reding	Classement d'objets d'art empruntés par le MNHA
4442	Jeff Engelen	Impact des conditions météorologiques sur le tram
4444	Jeff Engelen	Ligne ferroviaire Bruxelles–Luxembourg
4445	André Bauler	Véhicules bruyants
4446	Marc Spautz	Pension de vieillesse anticipée
4448	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Exposition « The Bitter Years »
4450	Laurent Mosar, Paul Galles	Taxes sur les biocarburants
4451	Sven Clement	Recettes du projet « Ecobox »
4452	Claude Haagen	Emprunts contractés par le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique
4453	Marc Goergen	Chartes de lutte contre les nuisances sonores
4454	Marc Goergen	Maltraitance physique
4455	Sven Clement	Mise à disposition de tests rapides Covid-19
4456	Martine Hansen, Diane Adehm	École internationale Mersch Anne-Beffort
4458	Nancy Arendt épouse Kemp	Vaccination des participants aux jeux olympiques
4461	Martine Hansen, Octavie Modert	Réalisation de mesures compensatoires sur des terrains à haute valeur agricole
4462	Marc Goergen	Exploitation des aires de services
4463	Sven Clement	Validité des tests rapides Covid-19 fournis par une pharmacie condamnée pour fraude
4464	Sven Clement	Pharmacies condamnées pour fraude
4465	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Négociations de l'Union européenne avec des pays tiers concernant le Certificat numérique européen Covid
4466	Marc Goergen	Protection des animaux

4467	Serge Wilmes	Impact de l'assouplissement des restrictions de voyage en Europe sur l'Aéroport de Luxembourg
4468	Laurent Mosar, Gilles Roth	Décision de la Commission nationale pour la protection des données dans la suite de l'affaire dite du « casier judiciaire bis »
4469	Marc Hansen	Vaccination des personnes rétablies de la Covid-19
4470	Stéphanie Empain	Situation de conflit dans certains pays partenaires de la coopération luxembourgeoise
4471	Fred Keup	Protection des yeux des élèves
4476	Sven Clement	Dépistage du cancer
4478	Nathalie Oberweis	Violences obstétricales
4479	Marc Spautz, Martine Hansen	Décrochages scolaires
4481	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Impact du retrait de l'armée française sur la mission militaire luxembourgeoise au Mali
4482	Jeff Engelen	Santé au travail sans le secteur agricole
4483	Georges Mischo	Fourrière dans le sud du pays
4484	Martine Hansen	Plan quinquennal de recrutement d'enseignants
4490	Stéphanie Empain	Évolution des effectifs de la Police grand-ducale
4491	Fred Keup	Taxonomie concernant le gaz naturel
4492	Fred Keup	Transition écologique
4494	Fred Keup	Études financées par la commune dans le cadre de la construction d'un parc éolien
5411 urgente	Marc Goergen	Vaccination obligatoire auprès de l'armée
5412 urgente	Laurent Mosar, Léon Gloden	Manifestation contre les mesures sanitaires du 18 décembre 2021
5417 urgente	Martine Hansen, Georges Mischo	Vaccins à protéine recombinante
5427 urgente	Martine Hansen, Marc Spautz	Impact des mesures sanitaires pour les évènements organisés par les cercles d'étudiants
5429 urgente	Martine Hansen, Octavie Modert	Plan stratégique national concernant l'agriculture

Question 4180 (29.04.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**énergie géothermique :**

Le Ministère de l'Énergie considère que l'exploitation optimale de l'énergie géothermique au Luxembourg sera nécessaire pour décarboniser le secteur de la chaleur au Luxembourg d'ici 2050.

Il s'avère qu'un potentiel non négligeable existe dans le bassin minier. Un premier forage d'exploration a pu être effectué à Dudelange dans le cadre du projet Neischmelz.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie quelle est actuellement la part de la géothermie peu profonde (forages jusqu'à 400 m) dans la production de chaleur au Luxembourg.

2) Quels sont les projets à court et moyen terme en matière de géothermie profonde (+/- 2.000 m) ?

3) Le Ministère a-t-il procédé à une évaluation des avantages/risques de l'exploitation de la géothermie profonde au Luxembourg ?

4) Quelles sont le cas échéant les conclusions de ces analyses ?

5) Quelle suite sera réservée aux forages à Neischmelz ?

Réponse commune (28.06.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) La géothermie fait partie des ressources identifiées visant à décarboner le secteur de la chaleur d'ici 2050. Ceci est parfaitement aligné avec la politique de décarbonation du Gouvernement en général décrite dans le Plan national intégré sur l'énergie et le climat (ci-après « PNEC »). Le PNEC estime un potentiel réalisable de l'utilisation de géothermie peu profonde en combinaison avec des pompes à chaleur à environ 180 GWh/a, par rapport à une demande totale en énergie dans le secteur de la chaleur au Luxembourg de 12.873 GWh/a en 2019 (selon l'outil d'évaluation européen SHARES).

Tout d'abord, il importe de noter que pour des profondeurs inférieures à 400 m (donc la géothermie peu profonde), la température est typiquement insuffisante (< 20 °C) pour une utilisation directe à des fins de chauffage, de sorte que des pompes à chaleur alimentées en électricité sont utilisées.

En 2019, la puissance installée des pompes à chaleur géothermiq ues était de 6,07 MW et la production estimée s'élevait à 11,13 GWh. En termes de pourcentages par rapport à la consommation totale du secteur de chauffage/refroidissement, il s'agit effectivement d'un taux très réduit mais qui correspond néanmoins à l'alimentation de quelque 1.000 ménages en chaleur renouvelable. Cela montre que, dans le secteur de la chaleur/du froid, toutes les technologies auront leur rôle à jouer dans la décarbonation, comme la géothermie à moyenne profondeur et profonde, la biomasse, le biogaz, ainsi que l'hydrogène renouvelable dans un avenir plus lointain.

En moyenne entre 2015 et 2020, 125 autorisations pour réaliser des forages en vue de l'utilisation de la géothermie peu profonde ont été accordées par année conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau (nombre cumulé d'autorisations entre 2015 et 2020 : 747 autorisations). En 2019, le nombre d'autorisations a été en légère augmentation par rapport aux années précédentes.

ad 2) Il faut différencier entre trois cas de figure en géothermie ayant recours à des techniques différentes : (i) peu profonde (< 400 m), (ii) géothermie à moyenne profondeur (400-2.000 m) et (iii) géothermie profonde (> 2.000 m).

Au Luxembourg, un potentiel intéressant en géothermie de moyenne profondeur est probablement localisé dans le sud du pays, surtout dans un triangle Esch-sur-Alzette–Bettembourg–Dudelange. Selon les dernières informations disponibles, les projets pour lesquels les analyses de faisabilité sont en cours et pour lesquels l'utilisation de la géothermie de moyenne profondeur au Luxembourg est actuellement considérée comme une option, se situent dans ce bassin minier et en particulier à Dudelange (« Neischmelz »), à Esch-sur-Alzette (« Rout Lëns », « Quartier Alzette ») et à Mondorf-les-Bains (« Vélodrome »). Ces trois sites font l'objet d'une analyse de faisabilité en vue de l'utilisation de la géothermie à moyenne profondeur tout comme des projets en discussion à Roeser, Kayl ou encore à Esch-sur-Alzette.

Pour la géothermie peu profonde, les projets sont plus nombreux étant donné qu'elle est applicable aux maisons unifamiliales, aux bâtiments fonctionnels ou encore aux petits lotissements. Un aperçu global de ces projets n'existe pas.

ad 3) + 4) Actuellement, des études sont menées qui visent l'identification et la promotion du potentiel des différents types de géothermie au Luxembourg. Les projets d'une certaine envergure sont en principe soumis à une analyse préliminaire au cas par cas en vue de déterminer la nécessité d'une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE).

Le programme gouvernemental prévoit le développement massif des énergies renouvelables et compte accélérer la transition vers les 100 % d'énergies renouvelables. Ce développement peut également avoir des incidences positives sur les ressources en eau. À titre d'exemple, le remplacement des réservoirs de mazout (« Mazoutersatzprogramm ») permettra de réduire significativement les risques de pollution des eaux de surface et des eaux souterraines par les hydrocarbures.

Les risques de la géothermie profonde par rapport aux ressources d'eau sont évalués par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et l'Administration de la gestion de l'eau. La préservation des ressources en eau destinée à la consommation humaine et des aquifères profonds exploitables sont indispensables pour le développement social et économique de notre pays. C'est pour cette raison que la réalisation de forages géothermiques est interdite dans les zones de protection autour de captages destinés à la consommation humaine, et que la profondeur de ces forages est limitée dans certaines régions du pays.). Dans le sud du pays (axe Dudelange–Esch/Alzette), région dans laquelle l'exploitabilité des aquifères profonds est limitée, des projets pilotes encadrés par l'Administration de la gestion de l'eau et le Service géologique de l'Administration des ponts et chaussées sont envisageables. Ceci notamment en vue d'évaluer les risques géotechniques.

Les potentiels avantages de la réalisation de projets de géothermie sont la réduction du nombre de forages et par conséquent les risques de pollution des eaux émanant de chaque forage individuel. Ceci vaut particulièrement pour des projets d'envergure prévus par exemple dans le développement de nouveaux quartiers respectivement dans le cadre de plans d'aménagement particulier du type « nouveau quartier » (PAP NQ).

ad 5) La suite du forage géothermique à Neischmelz sera liée au résultat de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) qui est en cours. Comme il s'agit avec le Fonds du logement d'un acteur public qui mène ce projet pilote, les échanges étroits avec les différents ministères impliqués et le soutien au niveau politique sont assurés.

Question 4207 (04.05.2021) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant l'**utilisation du langage facile :**

De Bildungsministère huet am aktuellen an am vergaangene Schouljoer vill méi op direktem Wee mat den Eltere vun de scolariséierte Kanner kommunizéiert, ewéi dat soss de Fall ass. Dëst virun allem, fir déi aussergewéinlech Moossnamen ze erklären, déi hu misse geholl ginn am Kader vun der Lutte géint eng Verbreedung vum Coronavirus. Leider hunn awer hautdesdaags net all d'Elteren d'Méiglechkeet, fir déi offiziell Texter a Kommunikatiounen ëmmer richteg ze verstoen. Dëst huet sproochlech Ursaachen, awer net nëmmen. Dobäi kënnt, datt d'Thematik ronderëm d'Pandemie eng komplex Matière ass. Entspriechend si verschidden Texter heiansdo relativ komplizéiert verfaasst. Et gëtt allerdéngs Méiglechkeeten, op eng sougenannt „leichte Sprache" zeréckzegräifen, déi ënner anerem méi bildlech ass an dofir och méi verständlech ass. Eng Hëllef bei der Realiséierung an dem Ausschaffe vu sou Texter a „leichter Sprache" kann do de Service „Klaro" vun der APEMH (Association des parents d'enfants mentalement handicapés) sinn.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Educatioun a Fuerschung dës Froe stellen:

- Kann de Minister mir erklären, wéi d'Richtlinne vum Ministère sinn, fir eng beschtméiglech Kommunikatioun un d'Elteren ze garantéieren?

- Gesäit den Här Minister e Besoin, fir dës Kommunikatioun nach méi verständlech ze maachen? Kéint de Minister sech an deem Zesummenhang virstellen, datt säi Ministère fir verschidde Kommunikatioune géif op d'Konzept vun der „leichte Sprache" zeréckzegräifen?

Réponse (29.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale*, de *l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Eltere spigelen déi gesellschaftlech, sproochlech a kulturell Villfalt erëm, déi eist Land auszeechent, a sinn domat e ganz heterogeent Zilpublikum, wat d'Kommunikatioun betrëfft. Et ass ganz kloer en Uleies vum Ministère, dëser Heterogenitéit Rechnung ze droen an d'Informatioun a Kommunikatioun un déi ënnerschiddlech Besoine vun der Populatioun unzepassen, esouwuel vum Inhalt hier wéi och vun de Supporten. Fir där Exigenz gerecht ze ginn, setze mir an der Elterekommunikatioun net nëmmen op Méisproochegkeet, mee och op Medievillfalt. Dofir ginn d'Kommunikatiounsaktioune systematesch op verschidden Achsen deklinéiert, déi an hirer Komplexitéit (vu Käraussoe bis hin zu detailléierter Dokumentatioun), de Kommunikatiounskanäl (Printbroschüren a Flyeren, Web, Social Media, Newsletteren, Videomessagen asw.) an de Sproochen ënnerschiddlech ausgeriicht sinn an et esou erlaben, ënnerschiddlech Zilgruppe vun Elteren op ënnerschiddlech Manéier ze erreechen.

Esou ginn z. B. d'Publikatiounen, déi sech un Eltere riichten, jee no Sujet a bis zu fënnef Sproochen erstallt. Och déi meescht Websäite fir Eltere si méisproocheg. Doriwwer eraus gëtt um redaktionellen Niveau versicht, en adressategerechte Stil unzewenden a vu Fachterminologie an onnéidege komplexe Sachverhalter méiglechst ofzegesinn.

Et kann een ni genuch Efforte maachen, fir d'Kommunikatioun an d'Informatioun méiglechst effikass ze gestalten an un déi ënnerschiddlech Besoinen unzepassen. D'„leichte Sprache" ass an där Hisiicht ouni Zweifel eng Approche, déi et erméiglecht, d'Kommunikatioune vum Ministère fir nach méi e breede Public, an notamment fir Leit mat Liesschwieregkeeten, zougänglech ze maachen. E systematesche Gebrauch vun der „leichten Sprache" bedeit allerdéngs e Méiopwand un Zäit a forméierte Ressourcen, zumools wou och an der „leichten Sprache" d'Informatioune musse simultan an e puer Sproochen ugebuede ginn, wat besonnesch bei méi urgenten, kuerzfristege Kommunikatiounen (wéi z. B. am Kontext vun der Covidkris) eng immens Erausfuerderung ass. De Ministère steet awer kloer an der Verantwortung, all Eltere mat senger Informatiounspolitik ze viséieren an ass amgaang, d'Iwwerleeungen iwwer d'„leichte Sprache" am Kader vu senger Kommunikatiounsstrategie ze verdéiwen.

Question 4225 (05.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **respect environnemental du secteur de la construction au Luxembourg :**

Lëtzebuerg befënnt sech an enger Penurie un erschwénglechem Wunnraum. Fir dëse Manktem u Wunnenge laangfristeg an de Grëff ze kréien, ass eng vun de Léisungen, d'Offer vu Wunnengen an d'Luucht ze setzen. D'Baue vu Wunnunitéite stellt awer gläichzäiteg ee massiven Agréff an d'Ëmwelt duer: Tonnen u Buedem mussen deplacéiert ginn, Fläche gi versigelt an d'Biodiversitéit op den Terrainen zerstéiert. An den ekologeschen Desaster hält net hei am Land op: De massive Verbrauch u Baumaterialien, wéi zum Beispill dem Bëton, bréngt gravéierend Konsequenzen op d'Ëmwelt an d'Biodiversitéit an anere Regioune mat sech.

Den „ZDF Magazin Royale" vum 9. Abrëll 2021 bericht, dass fir d'Produktioun vu Bëton op Sand aus dem Mier zeréckgegraff gëtt. D'massiv Extraktioun vu Sand huet als Konsequenz, dass verschidde Küsteregiounen op der ganzer Welt rücksichtslos ausgebaggert ginn, wat fatal Konsequenzen op d'Flora a Fauna zur Folleg huet. Koralleriffer ginn zerstéiert, Miereslliewewiese verléieren hire Liewensraum an d'ekologescht Gläichgewiicht gëtt futti gemaach.

Verschidde Länner schaffen deels mat mafiéisen Organisatiounen zesummen, fir de Sand ze extradéieren. Ronderëm d'Ressourcen huet sech eng mächteg a milliardeschwéier Industrie entwéckelt, déi net dovunner zeréckschreckt, Opponenten a Journalisten aus dem Wee ze raumen, wann dës iwwert hir illegal Aktivitéiten ze berichte versichen. Deelweis gëtt Sand illegal an, wéi uewe beschriwwen, ouni Rücksicht op d'Ëmwelt ofgebuddelt.

Dësen illegal geschëpfte Sand gelaangt dann iwwer Ëmweeër a Bedruchsmaschen op de fräie Maart, wou en da mat legalem Sand vermëscht gëtt. Den Traçage gëtt onméiglech gemaach an et ass der Bauindustrie schlussendlech och oft egal, wou de Réistoff hierkënnt.

Wann ee sech dësem Hannergrond bewosst ass, da stellt sech eng ethesch Responsabilitéit. Eng illegal Offer muss jo schliisslech ëmmer nach eng Demande fannen. Et kënnt deemno och op den Importateur vu Bauressourcen un, deen d'moralesch Flicht huet, sécherzestellen, dass de Produit aus ethescher Hierkonft staamt.

Virun allem am sozialen an nohaltege Wunnengsbau stellt sech dann d'Fro, ob een nach vu sozialen an nohaltege Baute schwätze kann, wann ee weess, dass fir d'Mauere vum Logement ganz Naturgebidder an anere Länner zerstéiert goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Am Koalitiounsaccord vun der Regierung fënnt een zum Theema nohaltegt Bauen d'Iddi vum Passeport des matériaux erëm:

« Le processus de la TIR a permis de développer une vision plus holistique des bâtiments en y intégrant à côté des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, des aspects supplémentaires tels que la durabilité, l'économie circulaire et la santé. Afin de pouvoir appliquer cette philosophie plus holistique dans le secteur luxembourgeois de la construction, et plus particulièrement y mettre en place les principes de l'économie circulaire, une plateforme nationale de matériaux sera mise en œuvre qui permettra de répertorier, enregistrer et stocker les informations sur les matières premières, ainsi que l'introduction d'un système de "passeports de matériaux". » (Säit 191)

1.1. Wéi wäit ass d'Regierung mat der Ëmsetzung vun dëser Iddi?

1.2. Ginn d'Donnéeë vun dësem Pass zentraliséiert zesummegedroen, fir esou eng Modelléierung

iwwert de genauen Ëmweltimpakt vum Bausecteur hei am Land kënnen ze erstellen?

1.3. Gëtt heibäi och den Impakt vun der Gewënnung vun de Ressourcë mataberechent?

2. Ka bei aktuelle Bauprojeten hei am Land ausgeschloss ginn, dass Sand aus illegalem Ofbau a Bauprojete verwäert gëtt, a wéi gëtt séchergestallt, dass Baumaterialien, wéi Sand, hei am Land aus nohaltegem Ursprong stamen?

3. Wéi vill CO_2 gëtt beim Bau vun neie Wunnunitéiten am Duerchschnëtt hei am Land ausgestouss

- pro Quadratmeter Wunnfläch?
- pro Wunnunitéit?

Wat sinn d'gesamt Co_2-Emissiounen, déi all Joer hei am Land duerch de Bau vun neie Wunnunitéiten entstinn?

Besëtzt d'Regierung iwwerdeems konkreet Miessungen, wéi vill CO_2-Emissiounen d'Produktioun vu Bëton pro Joer zu Lëtzebuerg beusprocht?

4. Et existéieren Alternativen zum Bëton, bei deenen een d'Hierkonft an d'Wäertkette besser kontrolléiere kéint. Op myenergy.lu steet geschriwwen, dass ee bei der Wiel vu Baumaterialie liicht Konstruktioune virzéie sollt, virun allem aus Holz.

4.1. Wéi eng Alternativen existéieren aktuell hei am Land zu Bëtonsbauten?

4.2. Wéi ginn dës vun der Regierung ënnerstëtzt?

4.3. A wéi vill Wunnengen hei am Land sinn an de leschten zéng Joer ganz ouni den Asaz vu Bëton gebaut ginn?

5. De Klima- an Energieplang (PNEC) widmet ee groussen Deel vu senger Analys der Energieeffizienz vu Wunnengen a kuckt och, wéi Ressourcen am Beräich vun der Energie kënnen agespuert ginn. Wéi eng Sektioune vum PNEC gi konkreet op de Problem vun net nohaltege Ressourcen am Bauwiesen an, a wéi eng Léisungsvirschléi proposéiert d'Regierung, fir ze verhënneren, dass eis Logementer op Käschte vun der Ëmwelt an anere Länner gebaut ginn?

6. Gi bei staatleche Bauten (Fonds du logement, Gemengen etc.) Baukrittäre festgeluecht, bei deenen d'Liwwerketten noverfollegt kënne ginn?

7. A Frankräich gouf de 6. Abrëll den Amendement Nr. 7012 gestëmmt, dee virgesäit, datt ab dem Joer 2028 mindestens 25 % biosourcéiert Materialie bei ëffentleche Bauprojeten a Renovatioune musse benotzt ginn. Bewäert d'Ministesch dës Pist och fir Lëtzebuerg als interessant a wäert d'Regierung een änleche Wee aschloen ewéi Frankräich?

Réponse commune (06.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1.1. De Projet vun der „plateforme nationale de matériaux" ass ambitionéiert a gëtt an e puer Etappe realiséiert, fir verschiddenen Aspekter Rechnung ze droen. Déi grouss Linne wäerten an enger Neioplo a Moderniséierung vum „Guide de la construction et de la rénovation durables" festgeluecht ginn. D'Aarbechte fir den neie Guide hunn ugefaangen a gi vum CRTI-B pilotéiert, dee Vertrieder vun ëffentlechen a privaten Acteuren implizéiert. Eng éischt Versioun vun dem neie Guide wäert am éischte Semester 2022 presentéiert ginn.

D'Usätz fir de „passeport de matériaux" fir grouss Gebaier sinn ab 2025 am neien Offall- a Ressourcëgesetz virgesinn, an deem en Inventaire vun de Baumaterialie virgesinn ass, d'Modalitéiten duerfir wäerten an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn. Virbereedungsaarbechten dozou lafen a Kollaboratioun mam LIST.

An deem Kontext sinn och d'Aarbechten zu der Dekonstruktioun vu Gebaier unzeféieren, heizou gouf schonn e „Guide pour la déconstruction" realiséiert, fir dem Secteur d'Ëmsetze vum Offallgesetz vun 2012 ze vereinfachen. Dëse Guide soll och elo eng méi standardiséiert Ëmsetzbarkeet kréien, andeems een en ënnert der Koordinatioun vum CRTI-B an a Concertatioun mam Secteur „clauses techniques générales" opstellt.

Fir de Wunnengsbau gëtt d'Reform vum LENOZ/PRIMeHouse-System de Moment ausgeschafft. Fir d'PRIMe House wäert en neie Regimm am Joer 2022 a Kraaft trieden a fir LENOZ dann eng Versioun 2.0 am Laf vun 2023. Hei gëtt de Moment un enger ëffentlech zougänglecher Materialplattform fir gesond Baumaterialie geschafft, déi nach am Laf vun dësem Joer wäert mam Secteur zesummen an d'Testphas goen. No der Energie spillen domadder d'Gesondheet an och d'Nohaltegkeet vu Baumaterialien an Zukunft méi eng grouss Roll an de staatlechen Ënnerstëtzungsinstrumenter.

Schliisslech sollt nach gesot ginn, dass et net duergeet, just Produkter ze bewäerten an ze repertoriéieren, mee dass et och wichteg ass, der Industrie déi néideg Instrumenter an d'Hand ze ginn, fir am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft d'Informatiounen iwwert d'Zesummesetzung an d'Notzung vun de Baumaterialien a Produkter iwwer déi ganz Veraarbechtungskette weiderzeginn an esou eng Traçabilitéit sécherzestellen. Hei soll déi lëtzebuergesch Initiativ vum PCDS („product circularity data sheet", www.pcds.lu) ee wichtege Bäitrag leeschten. De PCDS ass dëst Fréijoer zeréckbehale ginn, fir eng ISO-Norm auszeschaffen.

1.2. All déi uewen erwäänten Initiative si wichteg Bausteng fir méi transparent Wäertschëpfungsketten am Bausecteur. Fir déi Donnéeën effektiv kënnen ze notzen, wäerte se fir grouss Gebaier zentral zesummegedroe ginn, änlech wéi bei engem Energiepass. Fir kleng Gebaier gëllt et fir d'éischt, den administrativen Opwand ofzeschätzen, fir deen a Grenzen ze halen.

1.3. Fir ee korrekt Bild vun den Impakter vun der Notzung vu Baumaterialien a Produkter ze ginn, ass et effektiv wichteg, déi ganz Wäertschëpfungsketten (och Liewenszyklus genannt oder Notzungszyklus) vun de Komponenten ofzebilden. Hei schafft de Statec momentan u sougenannte „Footprint"-Methoden, déi kënnen op verschidde Secteuren erofgebrach ginn. Als Beispill kann hei déi gro Energie vu Baumaterialien a -produkter erwäänt ginn, also déi Energie, déi et braucht, fir d'Produkter hierzestellen, vun der Gewënnung vun de Réimaterialien un bis zur Produktioun, inklusiv Transport. Genausou wichteg ass et dann awer och, fir de weidere Wee nom primären Asaz an engem Gebai ze charakteriséieren, idealerweis eng zweet Benotzung oder een effiziente Recyclage.

ad 2. Mir hunn aktuell keng Méiglechkeet vun engem Traçage an deem Kontext.

ad 3. Weeder d'Quantitéit vun CO_2, déi duerch de Bau vun neie Wunnunitéite pro Meterkaree Wunnfläch oder pro Wunnunitéit fräigesat gëtt, nach d'Gesamt-CO_2-Emissiounen, déi all Joer hei am Land duerch de Bau vun neie Wunnunitéiten entstinn, sinn direkt aus der Lëtzebuerger Zäregasemissiounsbilanz ofzeleeden. Dëst huet domat ze dinn, datt, laut de Richtlinne vum Weltklimarot, d'Emissioune vun de Baumaterialien deem Land zougeuerdent ginn, an deem se produzéiert ginn.

ad 4.1. Am Lëtzebuerger Bausecteur gëtt traditionell vill mat Steen, Bëton oder Stol gebaut. Déi Materialie verbrauche bei der Hierstellung vill Energie, och wa Stol zu Lëtzebuerg bspw. elo schonn zu 100 % aus recyceltem Material hiergestallt gëtt.

Fir d'Ëmweltimpakter ze reduzéieren, kënnen hei Prinzippie vun der „économie circulaire" zum Asaz kommen. Lëtzebuerger Betriber schaffen drun, a Kollaboratioun mat Luxinnovation an der Universitéit Lëtzebuerg, fir den Undeel vum recycléierte Bëton an neiem Material ze erhéijen an domadder och de Besoin fir Sand an anere Granulat ze reduzéieren. Och den Undeel vum Zement kann da reduzéiert ginn, wat manner gro Energie bedeit.

Stolgebaier kënnen och esou konzipéiert ginn, dass Träger an aner Elementer erëm ausgebaut an eng zweete Kéier benotzt kënne ginn. Dat reduzéiert natierlech och erhieflech déi gro Energie, well de Schrott net nach eng Kéier muss ageschmolz ginn, fir nei Träger hierzestellen. Um „Mobility Innovation Campus" zu Biissen wäert ee Parkhaus mat deene Prinzippie gebaut ginn.

Doriwwer eraus gëtt et natierlech och alternativ Baumaterialien, déi manner gro Energie bei der Notzung brauchen, wéi zum Beispill Holz. De grousse Virdeel vum Holz ass hei, dass bei der „Hierstellung", déi d'Natur eis gratis liwwert (also beim Wuesse vum Bam), CO_2 gespäichert gëtt. Holz ass domadder een nowuessende Réistoff, awer et muss séchergestallt ginn, dass d'regenerativ Kapazitéite vum Bësch net iwwerschratt ginn duerch Iwwerexploitatioun. Domadder sinn dem Holz als Réistoff also Limitte gesat, genausou wéi dem Sand. E weidere wichtegen Aspekt bei der Holznotzung sinn d'Transportweeër. Hei gëtt et konkreet Bestriewungen, fir déi Emissiounen, déi duerch den Transport entstinn, ze reduzéieren. Aner Alternative si bspw. biobaséiert Isolatiounsmaterialie wéi Stréi oder Woll, mat awer änleche Contrainten.

ad 4.2. Fir eng nohalteg Notzung vum regionalen Holz ze ënnerstëtzen, huet d'Regierung d'Initiativ „Eist Holz" lancéiert, mat ënner anerem dem Volet Holzhaff, deen eng digital Maartplaz duerstellt, fir lokal Holzressourcen ze promouvéieren, awer och d'Initiativ vum Label „Holz von Hier", dee regional Wäertschëpfungskette valoriséiert. Dee Label soll am Kader vun ëffentlechen Ausschreiwungen zesumme mam Secteur getest ginn. Fir d'Zesummenaarbecht an der Groussregioun an domadder och déi industriell Wäertschëpfungskette vum Holz ze förderen, wëll d'Regierung FEDER-Strukturfongen asetzen, opbauend op de gudde Resultater vum GREATER GREEN Interreg Projet.

Méi spezifesch am Wunnengsbau wäerte bei der Reform vum Subsidescheema PRIMe House biobaséiert a gesond Baumaterialie speziell gefërdert ginn. Doriwwer eraus schafft d'Regierung mam Bausecteur zesummen, fir och déi néideg Kaderbedéngungen ze schafen, bspw. Formatioune fir d'Handwierker.

ad 4.3. De Wunnengsbau gëtt a groussem Ëmfang vum Privatsecteur realiséiert an et gëtt de Moment keng sou spezifesch national Statistiken zu de Baumaterialien. Ganz ouni Asaz vu Bëton gëtt awer seele gebaut, well och z. B. an Holzbaute verschidden Elementer aus Bëton gemaach ginn, wéi bspw. Trapenhaiser oder Dallen, dat och aus Grënn vum Brandschutz.

Et gëtt awer eng Rei vu groussen Entwécklungsprojeten, déi vun den ëffentleche Bauträger Fonds du logement a SNHBM gebaut ginn, wou verstäerkt Holzbau zum Asaz komm ass oder kënnt, wéi z. B. de Projet „Les Terrasses" vum Fonds du logement zu Déifferdeng oder de Projet Elmen vun der SNHBM. Zu Elmen solle bal 400 Haiser aus Holz entstoen, soudass de Staat hei och eng Virbildfunktioun iwwerhëlt an d'Acteure vum Marché ënnerstëtzt, fir entspriechend Offeren opzebauen. Des Weidere realiséiert d'Administration des bâtiments publics och ëmmer méi Projeten am Holz.

Iwwer déi national Statistike vun de „Passeports de matériaux" wäerten esou Donnéeën awer an Zukunft besser kënne gesammelt ginn.

ad 5. D'Kapitel 3 vum PNEC („Strategien und Maßnahmen"), ënner der Dimensioun „Dekarboniséierung", geet am Detail op d'Mossnamen an, déi den nohaltegen an zirkulären Neibau an d'nohaltegt Renovéiere vu bestoende Gebaier betreffen. Déi weesentlech Initiativen, Moossnamen a Léisungsvirschléi fir alternativ Baumaterialien a Bauformen ze promouvéieren, déi am Detail ënner anerem am Punkt 4 vun dëser Äntwert erläutert sinn, sinn am PNEC verankert.

ad 6. Am Kader vun de Realiséierunge vun den ëffentleche Bauträger ka virun allem d'Liwwerkette bei libelliséiertem Holz noverfollegt ginn, wat am Kader vum Holzbau och e Krittär ass. Et gëtt verschidden aner Materialien, bei deenen een an deem Kontext vereenzelt Informatiounen erauszéie kann. Dës sinn awer ni esou fiabel a vollstänneg wéi beim Holz mat z. B. dem FSC-Label.

ad 7. Et ass wichteg, sou Ziler ze setzen am Kontext vum nohaltege Bauen an der „économie circulaire". Allerdéngs muss en duerfir Informatiounen zur Ausgangssituatioun hunn an och sécherstellen, dass de Secteur déi Ressourcen a Produkter liwwere kann (cf. Punkt 4 - Nohaltegkeet vun de Materialien) a prett ass, se anzebauen. Déi Informatiounen hu mer de Moment awer nach net. Am Kader vun der Strategie „économie circulaire" sollen a konkreeten Ëmsetzungsprojeten déi Donnéeën zesummegedroe ginn, fir realistesch Ziler festzeleeën. Et mussen awer och Indicateuren entwéckelt ginn, fir de Fortschrëtt ze moossen, dat och erëm an Zesummenaarbecht mam Statec.

Question 4245 (11.05.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**impact de la taxe CO_2 sur le prix du mazout :**

Am Wanter ze hëtzen a Raimlechkeeten am Summer ze kille gehéiert zu deene wichtegste Grondbedierfnesser vun de Leit. Mat der Zounam vum Teletravail wäert de konkreete Besoin staark klammen, vu datt d'Leit sech nun eebe mol méi doheem ophalen. Déi meescht Stéit zu Lëtzebuerg hëtzen aktuell mat Mazout, deen opgrond vun der politescher Fixéierung op d'Theese vum mënschegemaachte Klimawandel allerdéngs och ënnert der Regierung hir Politik géint den Asaz vu fossille Brennstoffer an deementspriechend ënnert de Regimm vun der Zäregassteier fält. Wéi den Här Energieminister dozou am Artikel „Tout, tout, tout sur la taxe CO_2", deen den 1. Dezember 2020 am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, zitéiert gëtt: « Maintenir les énergies fossiles à bas prix n'encouragerait pas à changer nos - mauvaises - habitudes. » D'Heizung vun engem Haus an nach méi vun Appartementsgebaier mat Zentralheizung léisst sech awer net esou einfach austauschen. Et kascht deier, et muss eng qualifizéiert Firma disponibel sinn, et musse méiglecherweis vill Partien domat averstane sinn a vill Leit wëlle sech d'Maintenance vun hiren eegene véier Maueren och net bis an de leschten Detail vum Staat diktéiere loossen. Wien op den Datum vum 7. Mee 2021 zu Lëtzebuerg géif Mazout bestellen, musst duerfir TTC e Literpräis vu ronn 0,63 Euro bezuelen. Falls de Klimawandel géif esou antrieden, wéi vun der Regierung virausgesot, da wäert de Bedarf u Mazout fir ze hëtzen an deenen nächste Joren zousätzlech staark an d'Luucht goen, well d'Leit opgrond vu Wiederextreemer jee no Saison entweeder nach vill méi killen oder nach vill méi hëtze mussen. Bei de Betriber stellt sech den nämmlechte Problem an et ass dovun auszegoen, datt déi entspriechend héich Onkäschte sech negativ op hir Kompetitivitéit géifen auswierken.

Duerfir géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung op Basis vun engem hypotheetesche Maartpräis, deen un der aktueller Situatioun orientéiert ass, eng Modellrechnung presentéieren, wéi de Steierundeel um Mazout fir ze hëtze sech déi nächst Jore soll entwéckelen? Kéint d'Regierung dobäi wgl. separat op d'Entwécklung vum spezifeschen Zäregassteierundeel agoen?

2. Wéi vill Zäregase sollen nom Kenntnisstand vun der Regierung duerch déi national Zäregassteier op Mazout fir ze hëtze fir d'Joren 2021, 2022, 2023, 2024 an 2025 agespuert ginn? Wéi héich ass dësen Undeel un de mënschegemaachten Zäregaser, déi an deene genannte Referenzperioden zu Lëtzebuerg sollen ausgestouss ginn? Kéint d'Regierung den nämmlechte Chiffer wgl. och fir Europa a fir de globalen Undeel presentéieren, fir eng méiglechst objektiv Käschten-Notze-Rechnung ze erméiglechen?

3. Kéint d'Regierung sech virstellen, bis op eng superreduzéiert TVA vun dräi Prozent sämtlech Steieren an Accisë vum Mazout fir ze hëtzen erofzehuelen, fir d'Follge vun deem vun hir selwer prognostizéierte Klimawandel sozial ofzefiederen?

Réponse commune (11.06.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Laangfristeg ass nach net definéiert, wéi sech d'Steieren um Mazout entwéckele sollen. D'Regierung huet awer festgehalen, datt CO_2-Emissioune vun 2022 u mat 25 Euro pro Tonn CO_2 a vun 2023 u mat 30 Euro pro Tonn CO_2 besteiert wäerte ginn. Aktuell ass deen Taux bei 20 Euro pro Tonn CO_2. Dat bedeit konkreet, datt de Mazoutspräis doweinst 2022 an 2023 all Joer ëm +/- 1,5 cts/l an d'Luucht goe géif. Deementspriechend géif sech de Steierundeel beim Mazout an den nächste Jore wéi follegt entwéckelen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Valeure vum CO_2-Präis an dësem Tableau sinn nëmmen indikativ a musse virun hirer Applikatioun mat de jeeweileg aktuellste Wäerter vun den Emmissiounsfacteuren adaptéiert ginn.

ad 2. Laut Informatioune vum Statec (Source : Analyses 8-2020 : Évaluation de l'impact de la taxe CO_2) ginn duerch den Zäregaspräis op de Mazout tëscht 2021 an 2023 ronn dräi Prozent Zäregasen an 90.000 Tonnen Equivalent-CO_2-Präis agespuert.

De Mazout mécht néng Prozent vun den nationalen Zäregasen (hors-ETS) aus (Stand 2019).

E Verglach op Welt- an EU-Niveau ass net méiglech, well et europa- a weltwäit keng kloer Kategoriséierung vum Mazout fir den Haushaltsberäich gëtt.

ad 3. Fir d'Objektiver vum Klima-Accord vu Paräis erfëllen ze kënnen an déi global Temperaturhausse op 1,5 °C ze begrenzen, besteet een allgemenge Konsens doriwwer, datt d'Consommatioun vu fossillen Energien erofgoe muss.

D'Gesetz vum 15. Dezember 2020 hält d'laangfristegt Zil vun der Klimaneutralitéit bis allerspéitstens 2050 fest. Mëttelfristeg, dat heescht bis 2030, mussen d'Zäregasemissiounen ëm 55 % par rapport zum Niveau vun 2005 reduzéiert ginn. An deem Kontext ass et net zilféierend, fir d'Besteierung vu fossillen Energien erofzesetzen.

Bei der Aféierung vum CO_2-Präis ass awer ee besonnesche Wäert drop geluecht ginn, datt den Impakt vum CO_2-Präis sozial ofgefiedert gëtt an ee groussen Deel vun de Recetten, déi duerch den CO_2-Präis generéiert ginn, gëtt duerfir gebraucht, fir den Impakt vum CO_2-Präis op d'Menagë mat engem méi klenge Revenu ze kompenséieren.

De Statec huet a senger Publikatioun „Évaluation de l'impact de la taxe CO_2" vum November 2020 opgewisen, datt déi sozial benodeelegt Haushalter hire Surcoût, deen duerch d'CO_2-Steier entsteet, duerch de Steierkreditt, dee mat der Steier agefouert gouf, voll kompenséiert kréien:

« Les ménages des deux quintiles inférieurs bénéficieraient ainsi d'un crédit d'impôt de près de 140 EUR/an, ce qui engendrerait une compensation quasi intégrale du surcoût pour les ménages moyens de ces deux quintiles. » Den Impakt vum CO_2-Präis ass also laut Statec duerch de Steierkreditt fir déi kleng Revenuen ofgefiedert. Dëse Steierkreditt ass degressiv, wat d'Revenue vun de Leit méi héich ginn.

Question 4246 (10.05.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **construction d'une éolienne entre Burden et Warken :**

Dat geplangt Wandrad tëscht Bierden a Waarken, um Territoire vun der Gemeng Ettelbréck, huet an de leschte Méint ëmmer nees fir Diskussioune gesuergt an ass op deels grousse Widderstand vu Bierger aus de concernéierte Gemenge gestouss.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Gouf et mëttlerweil en Austausch tëscht de Ministere mat de betraffene Bierger an hirer Vertriedung?

2. Wa jo, wat fir Konklusioune goufe bei där Geleeënheet gezunn? Gouf et och schonn eng Entrevue mat dem Schäfferot vun Ierpeldeng-Sauer?

3. Wou ass d'Geneemegungsprozedur vum geplangte Wandrad drun? Fir wéini gëtt dermat gerechent, dass mat de Bauaarbechten ugefaange ka ginn?

Réponse commune (11.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. + 2. Fir d'éischt sollt een nach eng Kéier drun erënneren, dass dëse Projet kee staatleche Projet ass. Et ass ee Projet vun enger Privatgesellschaft (Wandpark Nordenergie SA) mat den Aktionäre Soler, Nordenergie an de Gemengen Ettelbréck an Dikrech. Dowéinst ass dem Staat seng Roll an dësem Dossier, ze garantéieren, dass wärend der Geneemegungsprozedur, beim Bau a beim Bedreiwe vun der Wandturbinn all d'Gesetzer agehale ginn, souwuel wat d'Consultatioun vun de Bierger betrëfft, wat den Naturschutz betrëfft, awer och a virun allem wat d'Ëmwelt an domat de Mënsch betrëfft.

Wéi och schonns an der Äntwert op d'Fro N° 2590 vum 27. Juli 2020 vun den honorabelen Deputéierten Här André Bauler an Här Gusty Graas gesot, war den Dossier wéinst engem Formfeeler vun der Gemeng bei der éischter Kéier nach eng Kéier an d'Enquête publique (Kommodosgesetz) gaangen. Dat heescht d'Bierger haten nach eemol d'Méiglechkeet, sech an d'Detailer vun der Demande anzeliesen an hir Observatiounen ofzeginn. Selbstverständlech bleiwen awer d'Observatiounen, déi am Kader vun der éischter Enquête publique gemaach goufen, weiderhi valabel. Déi Observatioune ginn all consideréiert, ier eng Kommodosdecisioun geholl gëtt.

ad 3. Um Niveau vun der Geneemegung am Naturschutzberäich ass de Projet an der Prozedur. Et feelen awer nach Elementer, fir dozou kënnen eng Decisioun ze huelen. Wann déi Elementer nogeliwwert ginn, kéint eng Naturschutzgeneemegung mat enger Rei vu Konditiounen ausgestallt ginn.

Op Gemengenniveau muss natierlech och eng Baugeneemegung ausgestallt ginn. D'Regierung huet keng weider Informatiounen zum Stand vun dëser Prozedur.

Betreffend d'Kommodosgesetz (Loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés), esou ass et am Moment - wou déi nei Enquête publique ofgeschloss ass - um fir d'Ëmwelt zoustännege Minister an um fir d'Aarbecht zoustännege Minister, hir jeeweileg Decisioun ze huelen. Dës Decisioune betreffe souwuel de Bau vun der Wandturbinn wéi och d'Exploitatioun dovun.

Wat den Ufank vun den eventuelle Bauaarbechte betrëfft, ka vu staatlecher Säit keng Ausso gemaach ginn. D'Regierung ass net Bauhär vun deem Projet. Mat de Bauaarbechte kann natierlech réischt ugefaange ginn, wann all néideg Geneemegunge virleien.

Question 4253 (10.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **fermeture des toilettes dans les gares :**

Mir gouf vun enger Rei Persounen, déi méi dacks mam Zuch fueren, zougedroen, datt op ville Garen och zu deenen Zäiten, wou den Zuchverkéier normal leeft, d'Toiletten zougespaart sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Kann den Här Minister déi uewe genannten Informatioun confirméieren?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn, datt op verschiddene Garen d'Toiletten och zu deem Ament, wou den Zuchverkéier normal fonctionéiert, zougespaart sinn? Hunn d'CFL Problemer mat der Gestioun vum Personal, dat sech ëm den Ënnerhalt vun dësen Toilette këmmert? Kann den Här Minister zousätzlech opschlësselen, ëm wéi eng Garen et sech heibäi handelt?

3. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir dëse Problem elo zäitno ze léisen?

Réponse (11.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Et ass den CFL net bekannt, dass op verschiddene Garen d'Toiletten, déi vun den CFL bedriwwe ginn, zu den Zäiten, wou den Zuchverkéier normal leeft, onbegrënnt fir d'Clienten onzougänglech wieren.

D'Ouverture an d'Fermeture vun den Toiletten op dëse Gare gi wéi follgend gereegelt:

- D'Toiletten op de Gare Clierf, Waasserbëlleg, Péiteng a Rodange gi vun den Opsiichtsbeamte bei hirem Déngschtufank bzw. hirem Déngschtenn opan zougespaart;

- op den net besate Garen an Halte Giewelsmillen, Kautebaach, Méchela, Ëlwen, Wëlwerwolz a Rëmeleng maachen d'Kontrollere beim Passage vum éischten Zuch moies d'Toiletten op an owes beim Passage vum leschten Zuch nees zou.

Et ass awer net auszeschléissen, dass et a vereenzelte Fäll ka virkommen, dass de Kontroller moies vergiess huet, fir d'Toiletten op enger Gare opzespären, esou dass dës dann den Dag iwwer net fir d'Clienten zougänglech waren.

Och sinn d'CFL op verschiddene Garen ëfters mat Vandalismusakten op den Toilette konfrontéiert, esou dass dës zwecks Reparaturaarbechten temporär fir de Public zougemaach ginn.

Aus dësem Grond hunn d'CFL och decidéiert, fir d'Toiletten op der Gare Rodange och wärend dem Zuchverkéier zougespaart ze loossen. Dës Toilette ginn awer op Demande vum Client beim Opsiichtsbeamten op- an erëm zougespaart.

D'Toiletten op der Gare vun Ëlwe ware wärend dem leschte Schantjen op der Linn 10 tëschent Ettelbréck an Ëlwen zou.

Hei sinn d'CFL amgaangen, no enger Léisung ze siche fir sécherzestellen, dass dës Toiletten zukünfteg och wärend engem Schantjen op dësem Streckendeel fir d'Clienten accessibel sinn.

Op de Gare vun Esch/Uelzecht, Belval-Universitéit, Klengbetten, Pafendall-Kierchbierg a Beetebuerg stinn de Clienten automatesch Toiletten zur Verfügung, déi géint Bezuelung opginn.

D'Toiletten op de Garen Ettelbréck, Dikrech, Wolz, Diddeleng-Ville an Diddeleng-Usines gi vun de jeeweilege Gemenge bedriwwen an an der Gare Lëtzebuerg vun der externer Firma ONET, woubäi dës och am Prinzip zu den Zäite vum normalen Zuchverkéier fir d'CFL-Clienten accessibel sinn.

Question 4257 (10.05.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **propreté des circuits auto-pédestres :**

D'Auto-pedestre-Wanderweeër erfreeë sech zu Lëtzebuerg enger grousser Beléiftheet. Leider héiert een awer och dacks, datt ronderëm dës Weeër vill Offall ewechgeheit gëtt, deen dann einfach an der Natur leie bleift.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wier et an den Ae vun der Regierung sënnvoll, beim Ausgangspunkt vun den Auto-pedestre-Wanderweeër Offalltuten an och Händschen zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Leit hiren Offall op eng praktesch Manéier kéinten asammelen?

2. Kéinten op deene Plazen och Container opgestallt ginn, fir datt d'Leit déi Dreckstuten do kéinten um Schluss vun hirem Tour entsuergen? Kéinten d'Gemengen dofir suergen, datt déi Container reegelméisseg eidel gemaach ginn?

3.Wa jo, wéini gedenkt d'Regierung, dës Moossname konkreet ëmzesetzen?

Réponse commune (10.06.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. De Problem vum „Littering", also Offall an d'Natur geheien, ass net nei, mee huet sech zënter dem leschte Joer wéinst der Pandemie verstäerkt, well vill méi Leit dobaussen ënnerwee sinn.

D'Regierung huet iwwert den Ëmweltministère scho Sensibiliséierungscampagnë lancéiert, fir op de „Littering" opmierksam ze maachen. Et gëtt och ee Katalog vu Mesuren a Strofen, wann esou illegalen Offall festgestallt gëtt.

D'Gestioun vun de Poubellen an der Natur, op Parkingen oder aneren ëffentleche Plazen ass an den Hänn vu méi Instanzen: der Administration de la nature et des forêts, der Administration des ponts et chaussées, der Eisebunn, de Gemengen, awer och de Syndicats d'initiative, déi sech alleguer dëser Problematik bewosst sinn an deementspriechend reagéieren.

D'Regierung huet awer festgestallt, datt de Problem sech nach ëmmer op d'Startpunkten (Parkingen) vun de Wanderweeër konzentréiert a vill manner bis guer net ënnerwee op de Weeër. Mir gesinn aus deem Grond kee Besoin, fir spezifescht Material zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Wanderer selwer solle Knascht asammelen. Mir verbidden allerdéngs och kengem, et ze maachen.

ad 2. Aus den uewe genannte Grënn sollten och keng Container opgestallt ginn. Zudeem kéinten esou Container dozou féieren, datt all méiglech aner Offäll dohinner bruecht ginn, amplaz dës doheem an d'Poubelle ze geheien oder an d'Recyclingszenteren ze bréngen.

ad 3. Et si keng Moossnamen an deem Sënn virgesinn.

Question 4263 (11.05.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **mineurs sans abri :**

Unter den Obdachlosen hier im Land befinden sich auch zunehmend Jugendliche. Sie sind von Zuhause abgewiesen worden, haben das Elternhaus auf eigene Initiative verlassen oder sind von Pflegefamilien oder Jugendhilfeeinrichtungen abgängig. Während die meisten Ausreißer nach sehr kurzer Zeit wieder zurückkehren oder gefunden werden, finden einige keinen Anschluss (mehr) an gängige Hilfesysteme (Jugendhilfe, Jobcenter, …).

Durch die Coronapandemie sind Obdachlose besonders gefährdet. In den schwierigen Verhältnissen auf der Straße ist die Ansteckungsgefahr deutlich größer. Zudem riskiert die lang andauernde Situation die Anzahl von jugendlichen Obdachlosen zu erhöhen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich der Frau Familienministerin folgende Fragen stellen:

- Wie viele obdachlose Jugendliche gibt es momentan in Luxemburg? Wie viele von ihnen sind Jungen, wie viele sind Mädchen?

- Verfügt das Ministerium über Zahlen von jugendlichen Obdachlosen? Wenn nein, was sind die Gründe?

- Wie wird versucht, diesen Jugendlichen weg von der Straße und wieder zurück in die Schule/Ausbildung zu verhelfen?

Réponse commune (28.06.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

In Luxemburg existieren zurzeit keine offiziellen Zahlen bezüglich obdachloser Personen, da diese nicht statistisch erfasst werden.

Im Rahmen der interministeriellen Arbeitsgruppe „Jeunes et Logement" führt das Ministerium für Bildung, Kinder und Jugend eine jährliche Datenerhebung im Oktober zu den Anfragen für Wohnmöglichkeiten für Jugendliche zwischen 18 und 24 Jahren durch, die sich in einer prekären Lebenslage befinden, um auf diese Weise den Bedarf besser identifizieren zu können. So haben beispielsweise zwischen dem 1. und dem 31. Oktober 2020 54 Jugendliche eine Anfrage bei den betroffenen Strukturen eingereicht.

Zudem haben 2020 69 Jugendliche zwischen 18 und 27 Jahren vom „bon d'hébergement d'urgence" Gebrauch gemacht, wenn sie eine kurzfristige Notunterkunft benötigt haben. Dieser „bon d'hébergement d'urgence" kann in allen Jugendherbergen des Landes für eine Dauer von 30 Tagen eingelöst werden.

Generell kann man allerdings bei diesen Jugendlichen nicht von jugendlichen Obdachlosen sprechen. Es handelt sich hierbei oft um junge Menschen, die aufgrund einer angespannten Lebens- oder Familiensituation einen zeitweiligen Bedarf an einer Unterkunft haben, der nicht unbedingt mit einer strukturellen Obdachlosigkeit dieser Jugendlichen einhergehen muss.

Das Ministerium für Bildung, Kinder und Jugend unterstützt Jugendliche, die sich in einer prekären Lebenssituation befinden, durch das Projekt „Jugendwunnen". Das Projekt richtet sich an junge Erwachsene im Alter von 18 bis 30 Jahren, die nicht mehr in ihren Familien leben können, da sie von einem Schulabbruch oder einer sozialen Ausgrenzung bedroht sind, und bietet ihnen kostengünstige Zimmer oder Studios an. Ziel dabei ist es, die Betroffen auf ihrem Weg zu einer selbständigen Lebensführung zu begleiten, sowohl durch das Leben in einer Gemeinschaft wie auch durch eine individuelle Begleitung, in Zusammenarbeit mit dem Office national de l'enfance (ONE).

Auch können erwachsene Schüler, die sich in einer psychosozialen Notlage befinden und gezwungen sind, allein zu wohnen, einen Schulunterhaltszuschuss erhalten. Die „subvention du maintien scolaire" ist eine monatliche Zulage, die sich nach der Einkommenssituation richtet, die Lebenshaltungskosten sowie die Miete abdeckt und zusätzlich eine Pauschale für Schulmaterial beinhaltet.

248 Schüler werden derzeit durch die „subvention du maintien scolaire" unterstützt.

Question 4264 (11.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans les écoles :**

Säit der Rentrée no der Ouschtervakanz sollen an de Schoulen all Dag flächendeckend Antigenschnelltester duerchgefouert ginn. D'Kanner sollen dës Tester selwer ënnert der Observatioun vum Léierpersonal virhuelen.

Vum Terrain gouf mir d'Packungsbäilag vun engem vun dëse Schnelltester iwwerreecht. Beim Duerchliese stéisst een an der Kategorie „Einschränkung des Verfahrens" op follgende Punkt: 2) „Das Produkt wird verwendet, um das SARS-CoV-2-Antigen der klinischen Probe zu testen". Ënnert der Kategorie „Vorbeugemaßnahmen" fënnt een ënnert dem Punkt 1) da follgend Instruktioun: „Der Test ist nur von Fachleuten für eine In-Vitro Hilfsdiagnose anzuwenden." Am Punkt 5 vun der nämmlechter Kategorie fënnt sech schliisslech nach dës Uweisung: „Tragen Sie bitte beim Testen Schutzkleidung, klinische Maske, Handschuhe und Schutzbrille."

Am Artikel „Die Test Illusion", deen an der Editioun Nummer 16 2021 vun der däitscher Wochenzäitschréft „Der Spiegel" publizéiert ginn ass, heescht et ausserdeem: „Dabei taugen die Antigentests gar nicht für das Screening in Schulen, Betrieben oder gar der ganzen Bevölkerung. Denn das, was wir uns von ihnen erhoffen, können sie ziemlich schlecht. Sie erkennen gerade einmal durchschnittlich 58 Prozent der symptomlos Infizierten, ergab eine Übersichtsstudie der unabhängigen, internationalen Cochrane Collaboration, die Studien zu gängigen Schnelltests analysiert hat. Und das nur bei professionellen Probeentnahmen. Und: bei Erwachsenen." Weider féiert de „Spiegel" aus, datt bei Schoulkanner bis 14 Joer, laut enger Etüd vum Mikrobiolog Michael Wagner vun der Uni Wien, bis zu dräi Véierel vun den Infektioune kéinten iwwersi ginn. Dat däitscht Robert Koch-Institut huet bei separaten Ënnersichunge schliisslech festgestallt, datt déi Tester beim Asaz an der Urgence vun engem Spidol just 39 Prozent vun den asymptomatesch Infizéierten identifizéiert hätten, sou de „Spiegel". D'Tester hätten deemno zum engen eng héich Falsch-negativ-Rate.

Zousätzlech soll awer och d'Zuel vun de falsch-positive Resultater bei den Antigenschnelltester nom Rapport vun der Cochrane Collaboration änlech héich sinn. Bis zu dräi Véierel vun den Tester, wou eng Infektioun festgestallt gëtt, kënnen deemno falsch-positiv sinn.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Schoulminister:

1. Wéi eng Schnelltester komme konkreet an de Schoulen zum Asaz a wéi ass séchergestallt, datt dës och ouni Gefor vun de Schoulkanner kënne benotzt ginn? Wien haft duerfir, falls e Kand sech opgrond vun enger mësslongener Uwendung vun engem Test géif verletzen?

2. Wéi fléisst déi potenziell Donkelziffer an d'„Covidstrategie" vun der Regierung an de Schoule mat an?

3. E positiven Test bedeit fir de betraffene Schüler, fir seng Elteren, fir d'Léierpersonal an och fir d'Direktioun vum Gebai ëmmer eng zäitlech a psychologesch Zousazbelaaschtung. D'Kanner gi kuerzfristeg aus hirem Ëmfeld gerappt, d'Eltere mussen hir Aarbechtsplaz méiglecherweis kuerzfristeg verloossen an et ka kee soen, wéi schwéier de Krankheetsverlaf wäert ausfalen. Wéi veräntwert d'Regierung de Fait, datt d'Leit an de Schoulen a besonnesch d'Kanner deem Stress lo och nach potenziell duerch e falsch-positiven Test kënnen ausgesat ginn? Gouf hei eng Ofwägung vum medezinneschen Notzen an der psychologescher Belaaschtung virgeholl?

4. Gëtt déi offiziell Statistik vun den Inzidenzen nodréiglech redresséiert, wann e Fall an de Schoule sech als falsch-positiv erausstellt? Gëtt dës Korrektur ëffentlech kommunizéiert?

Réponse commune (28.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. An de Schoule kommen Tester vun der Firma Beijing Lepu Medical Technology Co., Ltd. an den Asaz, ee SARS-CoV-2-Antigenschnelltest, deen iwwert een Ofstréch „nasal", vir an der Nues realiséiert gëtt. Dës Tester si vu verschiddenen Institutiounen evaluéiert ginn a fir gutt befonnt ginn, fir dass „Laien" an also och Kanner dësen Test ouni Weideres duerchféiere kënnen. Et gëtt och drop verwisen, dass dësen och breetflächeg an den éisträichesche Schoulen agesat gëtt.

Virum Asaz vun de Schnellselbsttester um nationalen Niveau an de Lëtzebuerger ëffentleche Schoule gouf vum 24. Mäerz bis den 2. Abrëll 2021 eng Pilotphas vum Asaz vun de Schnellselbsttester a véier Grondschoulen an zwee Lycéeën organiséiert. Nodeems dës Testphas mat engem positive Fazit konnt ofgeschloss ginn, goufen déi fräiwëlleg Schnellselbsttester an allen ëffentleche Grondschoulen agefouert.

Fir de Kanner d'Angscht ze huelen an och den Eltere kloer opzeweisen, wéi esou ee Schnellselbsttest ofleeft, hunn d'Schüler, déi un de Schnellselbsttester deelhuelen, hiren éischten Test doheem mat hiren Elteren ëmgesat. No dësem éischten Test maache Schüler aus dem Cycle 1 hiren Test weiderhin doheem, wärend d'Schüler ab dem Cycle 2 hiren Test an der Schoul ënnert der Supervisioun an der mëndlecher Begleedung vun engem Enseignant duerchféieren.

Fir d'Schüler beschtméiglech kënnen ze ënnerstëtzen, gouf d'Léierpersonal op d'Duerchféierung vun den Tester an de Klasse virbereet a mat den néidegen Informatiounen heifir versuergt. Zousätzlech gouf e kuerzen, kannergerechte Video erstallt, deen de Schüler an einfache Wierder d'Ëmsetzung vum Test erkläert. Dës zousätzlech Informatioune souwéi d'Surveillance vun de Schüler duerch en En-

seignant wärend der Duerchféierung vun den Tester minimiséieren de Risiko vun enger mësslongener Uwendung.

Sollt e Kand sech opgrond vun enger mësslongener Uwendung vun engem Test verletzen, géif d'Responsabilitéit vum Staat invoquéiert ginn.

ad 2. D'Technologie vun de Schnelltester bedéngt, dass déi Tester net genau sou effikass si wéi PCR-Tester, also eng manner gutt Sensitivitéit a Spezifizitéit hu wéi PCR-Tester. Déi einfach Uwendung an dat schnellt Resultat maachen dës Tester awer zu enger gudder komplementarer Léisung zu de PCR-Tester, well een hei op Plazen teste kann, wou een dat mat de PCR-Tester méi schwéier oder guer net maache konnt. En complément zu de PCR-Tester hëlleft eis dat, fir d'Donkelziffer nach méi kleng ze kréien a méi Infektiounen ze identifizéieren, och wann net ausgeschloss ka ginn, dass dës Tester positiv Infektioune kënnen iwwersinn.

ad 3. Kanner a Léierpersonal, genau wéi vill aner Leit, si säit Ufank vun der Pandemie enger Zousazbelaaschtung ausgesat. Tester an de Schoule sollen zum engen nei Infektiounen identifizéieren an zum aneren och zu méi Sécherheet a Sécherheetsgefill bäidroen. Am Groussen a Ganze si Kanner ganz positiv vis-à-vis vun den Tester agestallt, huelen dat gutt un a schéngen net besonnesch ënner Stress ze stoen. Dës Tester hunn een Notzen, well dës zousätzlech Moossnam eis weider hëlleft, dës Pandemie besser ënner Kontroll ze kréien an ze halen. D'Regierung gëtt sech extra Moossnamen an dëser Pandemie, fir sou gutt wéi méiglech doduerch ze kommen, ouni weider Restriktiounen, wéi z. B. Schoulen zoumaachen, mussen ze etabléieren.

Fir de Schüler wichteg Informatiounen iwwert de Virus an déi richteg Verhalensweise méi no ze bréngen, gouf de Covid-19 wärend de leschte Méint och am schoulesche Kontext ëmmer erëm thematiséiert. An dësem Kontext hunn déi pedagogesch Ekippe beispillsweis am Kader vum Cours „Vie et société" eventuell Erfarunge mam Virus thematiséiert. De Schüler gouf erkläert, dass de Krankheetsverlaf bei Kanner oft asymptomatesch ass an d'Aféierung vun de Schnellselbsttester an dësem Sënn haaptsächlech e preventiven Interêt huet a si soll schützen.

Am Laf vum Joer goufe weider Agente rekrutéiert, fir de Kanner am Kader vun der aktueller sanitärer Kris eng zousätzlech Ënnerstëtzung ze bidden an d'Enseignantë bei der Ëmsetzung vun Differenzéierungsmesuren ze hëllefen. An dësem Zesummenhang erlaabt de schoulesche Kontext de Kanner, de Schnellselbsttest an engem fir si gewinnten Ëmfeld ze maachen a gläichzäiteg, am Fall vun engem positive Resultat, vun enger individualiséierter Prise en charge ze profitéieren, bis ee vun den Elteren d'Kand ka siche kommen.

Am Fall vun engem positive Schnelltest kritt een eng Ordonnance fir ee PCR-Test ze maachen. Sollt dëse PCR-Test dann negativ sinn, gëtt den Isolement vun der Gesondheetsdirektioun erëm opgehuewen.

ad 4. Et ginn zwou Aarte vu Resultater. Laborbestätegt Resultater (PCR-Tester) an Antigentester, déi entweeder vun engem Professionnel de santé oder vun enger Persoun selwer (Autotest) deklaréiert ginn. Falls een Antigentest positiv ass an de PCR-Test dono negativ a falls d'Gesondheetsdirektioun den Isolement zeréckhëlt, da gëtt och de positiven Test aus der Statistik erausgeholl. Des Weidere gëtt ee positiven Antigentest an ee positive PCR-Test vun der selwechter Persoun just eemol gezielt.

Question 4269 (12.05.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **test « Dry Blood Spot » :**

Rezent war gewuer ze ginn, datt 139 Patiente positiv op Covid-19 getest goufen, nodeems si awer scho mindestens 14 Deeg virdrun hir zweet Impfung kritt hunn.

Et ass bekannt, datt bei Leit, deenen hiren Immunsystem staark geschwächt ass, sief dat duerch eng Chemotherapie oder duerch Organtransplantatioun, keng richteg Immunitéit opgebaut gëtt. Hei besteet natierlech de Risiko, datt vulnerabel Leit sech no der Impfung a Sécherheet spieren, obwuel si keng Antikierper no der Impfung opgebaut hunn.

An de Large-Scale-Testzentere kënnen d'Leit gratis serologesch Tester maachen, sougenannte „Dry Blood Spot"-Tester (DBS), fir no Antikierper ze kucke respektiv fir ze kucken, ob bei geimpfte Persounen eng Immunreaktioun ausgeléist gouf oder net.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Unhand vu wéi enge Krittäre ginn Invitatioune fir DBS-Tester verschéckt?

2. Wier et net sënnvoll, datt vulnerabel Leit, déi geimpft sinn, systematesch an DBS-Tester geruff gi fir ze kontrolléieren, ob si eng Immunitéit opgebaut hunn, respektiv datt si sech kéinte fräiwëlleg melle fir esou en Test?

Réponse (11.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Zil vun den Antikierpertester am Kader vum Large-Scale-Testing ass, fir eng Iwwersiicht vu Seropositivitéit vun der Lëtzebuerger Populatioun ze kréien. Dëst ass eng Indikatioun, déi interessant ass, fir weider Mesuren zeréckfueren ze kënnen. All Woch gëtt een Echantillon vu Leit agelueden (3.000), fir eng 1.000 Tester ze maachen. Den Echantillon baséiert, wéi bei de PCR-Tester, op der Geografie/Regioun vum Land, dem Alter an dem Haushalt (just eng Persoun aus dem Haushalt gëtt pro Woch agelueden). All Woch gëtt een neien Echantillon erausgesicht an agelueden op Basis vun deene Krittären.

ad 2. Säit dem 1. Mee gëtt am Kader vum LST och een Echantillon vun Altersheimer an CIPA op Antikierper getest, fir och do eng Iwwersiicht vun dëser méi vulnerabeler Populatioun ze kréien. D'Direction de la santé huet mam LNS ee Monitoringprogramm opgesat, deen all Altersheimer an och CIPA op Antikierper test, an dat a reegelméissegen Ofstänn iwwert déi nächst 18 bis 24 Méint.

Hei geet et och dorëm, fir eng Iwwersiicht ze schafen. Fir deen Eenzele seet esou een Test net vill aus, well et nach keng Informatioune ginn, wéi vill Antikierper néideg si fir immun ze sinn.

Question 4272 (12.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **langage épicène :**

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3227 vum 30. November 2020 hat den Här Minister Meisch geschriwwen, datt déi vu gewëssene Kreesser benotzten neimoudesch Gendersprooch net als orthografesche Feeler ze bewäerte wier, a weider huet den Här Minister och geschriwwen, datt den Zentrum fir d'Lëtzebuerger Sprooch an de Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch u Recommandatioune géife schaffe fir déi Leit, déi gendere wëllen.

A Frankräich huet de Bildungsministère elo d'Verbreedung vun der Gendersprooch (écriture inclusive) an de Schoule gestoppt a verbueden. De Grond ass, datt d'Gendersprooch ze komplex ass an d'Liesen an d'Léiere vun der franséischer Sprooch behënnert. Si wier elitär, well virun allem Schüler mat Lies- a Rechtschreifschwieregkeeten, also méi schwaach Schüler, sech domat schwéierdinn.

An deem Kontext wëll ech dem Här Schoulminister gär dës Froe stellen:

1. Besonnesch am Hibléck, dass Franséisch eng Friemsprooch ass fir déi grouss Majoritéit vun eise Schüler–an och esou vill Schüler sech schwéierdi mam Schreiwe vum Franséischen:

- Deelt den Här Minister déi Iwwerleeungen, dass d'Gendersprooch am Franséischen ze komplex ass an d'Liesen an d'Léiere vun der franséischer Sprooch behënnert?

- Deelt den Här Minister déi Iwwerleeungen, dass d'Gendersprooch am Franséischen elitär ass an déi méi schwaach Schüler benodeelegt?

- Gesäit de Minister vir, fir Frankräich op dësem Wee ze begleeden an och an de Lëtzebuerger Schoulen d'Gendersprooch (Écriture inclusive) am Franséischen ze verbidden?

2. Wéi gesäit den Här Minister déi uewen zitéiert Schwieregkeeten am Kontext vum „Gendere" bei den anere Sproochen am Unterrecht?

Réponse (29.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. A senger parlamentarescher Fro resuméiert den honorabelen Deputéierten eng Circulaire vum 6. Mee 2021 vum franséischen Educatiounsminister Jean-Michel Blanquer a reduzéiert dobäi de Message op een Argument fir e Verbuet vun enger bestëmmter Form vun inklusiver Sprooch.

D'Circulaire „Règles de féminisation dans les actes administratifs du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et les pratiques d'enseignement" ass nozeliesen op https://www.education.gouv.fr/bo/21/Hebdo18/MENB2114203C.htm a weist e méi nuancéiert Bild: « L'égalité entre les filles et les garçons, prélude de l'égalité entre les femmes et les hommes, doit être construite, promue et garantie par l'École de la République. Constitutive d'une réelle égalité des chances, elle est en effet indissociable de la promesse républicaine d'émancipation de chaque individu. »

An offiziellen Akten an administrativen Texter vum franséischen Educatiounsministère soll séchergestallt ginn, datt Diskriminatiounen evitéiert ginn. An der Schoul soll d'Gläichstellung vu Fra a Mann op allen Niveaue gefërdert ginn.

Dës Zilsetzunge solle mat alle sproochlechen an anere Mëttelen ëmgesat ginn, just net op dem Wee vun enger inklusiver Sproochapproche, déi typografesch oder grammatikalesch agräift: « En premier lieu, il convient de proscrire le recours à l'écriture dite "inclusive", qui utilise notamment le point médian pour faire apparaître simultanément les formes féminines et masculines d'un mot employé au masculin lorsque celui-ci est utilisé dans un sens générique. L'adoption de certaines règles relevant de l'écriture inclusive modifie en effet le respect des règles d'accords usuels attendues dans le cadre des programmes d'enseignement. En outre, cette écriture, qui se traduit par la fragmentation des mots et des accords, constitue un obstacle à la lecture et à la compréhension de l'écrit. L'impossibilité de transcrire à l'oral les textes recourant à ce type de graphie gêne la lecture à voix haute comme la prononciation, et par conséquent les apprentissages, notamment des plus jeunes. Enfin, contrairement à ce que pourrait suggérer l'adjectif "inclusive", une telle écriture constitue un obstacle pour l'accès à la langue d'enfants confrontés à certains handicaps ou troubles des apprentissages.

En second lieu, l'usage de la féminisation des métiers et des fonctions doit être recherché. De même, le choix des exemples ou des énoncés en situation d'enseignement doit respecter l'égalité entre les filles et les garçons, tant par la féminisation des termes que par la lutte contre les représentations stéréotypées. »

An edukative Kontexter stëmmt d'Positioun vum franséische Ministère grondsätzlech mat där vun der lëtzebuergescher Regierung iwwerteneen: Inklusiv Sprooch dierf keen ausschléissen. Iwwerall do, wou d'Léieren am Vierdergrond steet, also a sougenannten didaktesche Materialien, gëtt op Elementer, déi d'Receptioun erschwéiere kéinten, verzicht.

An de Schoulbicher benotze mer - an dat gëllt fir all Sproochen - prinzipiell keng typografesch Variante mat /, * oder I., well dës d'Léieren erschwéiere kënnen. Och grammatesch Reegelen, déi staark vum gewinnte Standard ofwäichen, sinn ze evitéieren. Dat bedeit awer net, datt Artikelen aus Zeitungen oder literaresch Texter musse systematesch ëmgeschriwwe ginn, a se sinn och net verbueden, virun allem och op méi héije Klassen.

Och an der Kommunikatioun vum Enseignant mat der Klass oder den Eltere gëtt op Sonnerzeechen an alternativ Grammatikreegele verzicht. Wat Ëmschreiwunge betrëfft, ass an der jeeweileger Situatioun vum Professionellen ze beurteelen, wat dem Apprenant zouzemudden ass. Sproochenenseignantë ginn encouragéiert, all Zorte vun inklusive Sproochvarianten am Unterrecht ze thematiséieren an et gëtt net nëmmen am Fach „Vie et société" Projeten, wou geziilt Virurteeler a Geschlechtergerechtegkeet ugeschwat ginn.

Wann e Schüler allerdéngs systematesch a korrekt inklusiv schreift, eventuell och mat Sonnerzeechen, soll et net zu Sanktioune féieren. De Schüler beweist domat eng héich Sproochkompetenz, vu datt en inklusiivt Schreiwen tendenziell méi kompliziéiert ass.

ad 2. D'Sproochesituatioun ass weesentlech méi komplex zu Lëtzebuerg mat dräi Landessproochen an op d'mannst véier Unterrechtssproochen. Hei verfollege mer d'Diskussiounen an eisen Nopeschlänner an den entspriechenden Institutiounen an Autoritéite wéi der Académie française. Den Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch (ZLS) mécht sech och lwwerleeungen zum Sujet. Dobäi kënnt, datt Sprooche sech nëmmen zu engem klengen Deel iwwer Dekreeter entwéckelen; se si lieweg an de Sproochgebrauch am Alldag verännert se. Deem muss och d'Schoul Rechnung droen.

Question 4292 (17.05.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **moulin de Surré :**

Aus engem rezenten Artikel aus dem „Luxemburger Wort" „Mühen mit der Mühle" geet ervir, dass d'Besëtzer vun der denkmalgeschützter Waassermille vu Sir dës wëlle restauréieren, fir esou d'Funktiounsweis den zukünftege Generatiounen ze demonstréieren an dermat e Stéck Lëtzebuerger Kultur ze erhalen. Laut dem Artikel ginn hinnen awer vun der Säit vum Waasserwirtschaftsamt an och dem Ëmweltministère Steng an de Wee geluecht.

Säit dem 15. Joerhonnert gëtt dës historesch Waassermille mat Hëllef vun der Bëtlerbaach ugedriwwen. 2016 huet d'Waasserwirtschaftsamt festgehalen, dass d'Mille vu Sir e Querbauwierk duerstellt an domadder en Hindernis fir d'Wanderung vun de Fësch an der Bëtlerbaach duerstellt. Fir de Problem ze léisen, hunn d'Besëtzer vun der Millen eng Fëschtrap bei der Mille virgeschloen. Esou kéint engersäits de geschützte Waasserzoufloss erhalen an och déi historesch Waasserinstallatioune bedriwwe ginn an anerersäits d'Wanderung vun de Fësch erméiglecht ginn. Deemno kéint an dësem Fall eng Fëschtrap e gudde Kompromëss duerstellen, fir souwuel dem kulturellen ewéi och dem natierleche Patrimoine Rechnung ze droen. Obwuel esou eng Fëschtrap am aktuelle Plan de gestion vum Waasserwirtschaftsamt virgesinn ass, vertrëtt dës Administratioun elo de Standpunkt, dass dës Fëschtrap net geneemegungsfäeg wier a berifft sech dobäi op e Waasserlaf, deen et net gëtt.

Des Weidere gëtt d'EU-Waasserramerichtlinn de jeeweilegen nationale Staaten d'Meiglechkeet, fir Bauwierker mat besonnescher kultureller Bedeitung Ausname wéi zum Beispill bei der biologescher Duerchgängegkeet kënnen ze ginn. Hei wéilt ech op eng Äntwert vun der Europäescher Kommissioun zu enger parlamentarescher Ufro aus dem Europaparlament hiweisen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéisou gëtt de Stellewäert vun der Natur iwwert de kulturelle Patrimoine gestallt?

2. Gedenkt d'Ministesch, als Mediateur ze agéieren, fir dass eise kulturellen an natierleche Patrimoine besser kënne koexistéieren? Wa jo, wéi?

3. An dem uewe beschriwwene Fall kéint d'Fëschtrap eng gutt Léisung duerstellen. Déi gesamt Regierung huet 2007 d'Millen an 2020 de Millegruef als nationaalt Denkmal ënner Protektioun gestallt. Den aktuell gültege Plan de gestion vun der Waasserverwaltung gesäit d'Erhale vun dësem Patrimoine vir; och den historesche Verlaf vun der Bëtlerbaach gëtt dora respektéiert. Leider ass an der Propositioun fir den zukünftege Plan de gestion vun der Waasserverwaltung dësem nationale Patrimoine net méi Rechnung gedroe ginn, soudass den historesche Millegruef zerstéiert gëtt. Wat sinn d'Grënn fir dës Ännerungen am Moossnameprogramm? Aus wéi engen Ursaachen ass de Waasserlaf vun der Bëtlerbaach op der offizieller Waasserkaart geännert ginn?

4. D'Waasserschutzgesetz vun 2008 huet 2012 déi bestoend Autorisatiounen auslafe gelooss. Richteg ass awer och, dass déi historesch Waassernotzungsrechter (droit d'eau fondé en titre) net duerch d'Waasserschutzgesetz vun 2008 ofgeschaaft goufen. Dës Waassernotzungsrechter sinn ëmmer nach gülteg. Firwat respektéiert d'Waasserverwaltung dës Waassernotzungsrechter vun den historesche Millen net? Aus wéi enge Grënn fuerdert d'Waasserwirtschaftsamt am uewe genannte Fall eng Demande d'autorisation fir eng Prise d'eau, déi elo schonn iwwer 500 Joer existéiert?

5. Gedenkt d'Ministesch, de Millebesëtzer zu Lëtzebuerg an Zukunft ze hëllefen, fir hir Waassermillen ze restauréieren an ze bedreiwen an domadder de Lëtzebuerger Patrimoine ze erhalen? Wa jo, wéi eng Hëllefe wieren dat?

6. Aus Siicht vum Waasserreseau befënnt sech déi historesch Mille vu Sir hannert der Staumauer vun Esch-Sauer. Dass de Saumon enges Daags bis erop an d'Bëtlerbaach geschwomme kënnt, ass domadder relativ onprobabel. D'Waasserramerichtlinn iwwerléisst den nationale Staaten d'Méiglechkeet, fir Bauwierker vu besonnescher kultureller Bedeitung Ausnamen ze erlaben. Zu Lëtzebuerg gëtt dëst iwwer en entspriechenden RGD vun 2016 gereegelt. Goufen hei zu Lëtzebuerg schonns Derogatioune fir Bauwierker vu besonnescher kultureller Bedeitung ugewannt? Wa jo, wéi oft a wou?

Réponse commune (29.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Am erwäänten Artikel geet iwwert ee Renaturéierungsprojet rieds, deen am Joer 2017 vum Naturpark Öewersauer ausgeschafft ginn ass an deen als Zil hat, den Ëmweltschutz an de Kulturschutz ënnert een Hutt ze bréngen. De Projet vum Naturpark Öewersauer sollt et op der enger Säit erméiglechen, fir d'Bëtlerbaach nees un d'Syrbaach unzeschléissen, an op der anerer Säit sollt weiderhi Waasser an de Millekanal fléissen, fir kënne vun der Sirer Millen (och nach Kinniksmillen oder Lannersmille genannt) benotzt ze ginn. Bei dësem Projet gouf also souwuel nom Gewässerschutz wéi och nom Denkmalschutz gekuckt.

Nodeems de Projet mat den zoustännege Verwaltungen ofgeschwat ginn ass (Waasserverwaltung (AGE), Naturverwaltung (ANF) an dem Service des sites et monuments nationaux (SSMN)) an och een Accord mam deemolege Proprietär fonnt ginn ass, gouf eng Geneemegung am Kader vum Waassergesetz ugefrot, déi 2018 accordéiert ginn ass.

Kuerz iert d'Aarbechte sollten ufänken, ass d'Mille verkaaft ginn an den neie Besëtzer huet sech géint dem Naturpark säi Projet ausgeschwat. Finalement ass d'Renaturéierung net ëmgesat ginn.

D'Ausso, datt de Stellewäert vun der Natur iwwert de kulturelle Patrimoine gestallt gëtt, ass deemno falsch. Dem Naturpark Öewersauer säi Projet sollt nämlech béid Aspekter betruechten.

ad 2. Am September 2020 huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) eng Versammlung organiséiert, wou Vertrieder vum Naturpark Öewersauer, der Gemeng Bauschelt, der

AGE, der ANF, dem SSMN an de Besëtzer vun der Millen zesummekomm sinn, fir iwwert de Projet ze diskutéieren.

Wärend dëser Versammlung ass nach eemol den initiale Projet vum Naturpark Öewersauer virgestallt ginn, wou wéi beschriwwen een Deel vum Waasser nees zeréck an dat natierlecht Baachbett sollt fléissen, fir een Uschloss vun der Bëtlerbaach un d'Syrbaach ze erméiglechen, an een Deel vum Waasser an de Millekanal sollt fléissen. De Besëtzer vun der Millen huet een Alternativvirschlag gemaach, wou d'Waasser integral sollt duerch de Millekanal fléissen an direkt nieft der Mille sollt een technescht Bauwierk installéiert ginn, fir de Millekanal un d'Syrbaach unzeschléissen (Rundbeckenfischpass).

Fir eng Alternativ ze fannen, huet de MECDD proposéiert, een Aarbechtsgrupp ze schafen, fir no enger Kompromëssléisung ze sichen. Dësen Aarbechtsgrupp gouf vum Naturpark Öewersauer als lokalen a regionalen Acteur presidéiert. No dëser Sëtzung hu weider Versammlunge stattfonnt an et goufen och Visitten um Terrain organiséiert. Ee spezialiséierte Büro fir Gewässerbiologie an Ëmweltplanung huet ausserdeem een Optrag kritt, fir eng Stellungnam zu de proposéierte Projeten ze schreiwen.

Nodeems alternativ Léisungen debattéiert goufen an ee sech praktesch eens war iwwert eng Kompromëssléisung, huet wärend enger Sëtzung am Februar 2021 de Besëtzer vun der Millen ugekënnegt, datt dës Kompromëssléisung awer net kéint akzeptéiert ginn. De Besëtzer vun der Millen ass erëm op seng Propos zeréckkomm, fir een technescht Bauwierk nieft der Millen ze installéieren.

De Naturpark Öewersauer huet doropshin dem MECDD am Mäerz 2021 matgedeelt, datt leider kee Kompromëss fonnt konnt ginn an dofir d'Mediatiounsaarbecht gescheitert wier.

ad 3. Déi beschriwwe Fëschtrap ass an dësem Fall keng gutt Léisung, fir den ekologeschen a rechtlechen Ufuerderunge gerecht ze ginn, deemno stellt se keng gutt Kompromëssléisung duer.

Dëst gëtt och vum spezialiséierte Büro fir Gewässerbiologie an Ëmweltplanung bestätegt. An der Stellungnam gëtt geschriwwen: „Dies würde bedeuten, dass ein Ausleitungskraftwerk ohne Mindestwasserabgabe ins Mutterbett betrieben wird und der ursprüngliche Bachverlauf durch einen künstlich geschaffenen Mühlkanal ersetzt wird. Rein rechtlich stellt dies einen heutzutage nicht bzw. kaum zu genehmigenden Zustand dar. Auch wenn der Mühlkanal in seiner heutigen Ausprägung verhältnismäßig naturnah erscheint, steht insbesondere das geringe Gefälle der standorttypischen Entwicklung von funktionsfähigen Lebensraumstrukturen entgegen. Um die Abflussleistung des Mühlgrabens beizubehalten, sind zudem wiederkehrend Sohlräumungen erforderlich, denen grundsätzlich ein hohes ökologisches Schädigungspotenzial beizumessen ist."

Als Fazit gëtt och festgehalen, datt de proposéierte Projet vum Naturpark Öewersauer eng besser Kompromëssléisung duerstelle géif: „Im Hinblick auf die gewässerökologische Gesamtsituation im Projektgebiet stellen beide hier betrachtete Lösungsvarianten lediglich eine Kompromisslösung dar, wobei dem ‚Projekt Naturpark' ein deutlich höheres Aufwertungspotenzial beizumessen ist und daher als ökologische Vorzugsvariante betrachtet werden sollte."

Et ass och drop hinzeweisen, dass all „cours d'eau" am Kader vum Naturschutzgesetz an am entspriechende Règlement grand-ducal vum 1. August 2018 als Biotop (BK 12) klasséiert ass an hei d'Hierstellung vum natierleche Baachlaf och laut dëser Gesetzgeebung erfuerderlech ass. E Fëschpass, wéi e vum Proprietär proposéiert gëtt, kann deemno dësen ekologeschen a rechtlechen Ufuerderungen net nokommen a kann net als Equivalent zu enger naturnoer Baach betruecht ginn.

D'Ausso vun der éierwäerter Deputéierter, datt den zukünftege Gestiounsplang de Millegruef zerstéiere géif, ass net richteg. Änlech wéi am zweete Bewirtschaftungsplang, deen och vun der gesamter Regierung ugeholl ginn ass a wou Duerchgängegkeetsmoossname virgesi sinn, gesäit de Projet vum Gestiounsplang fir d'Period 2021-2027 op der Syrbaach weiderhi Moossname fir d'Verbesserung vun der Gewässerstruktur an Duerchgängegkeet vir. Wéi an den Äntwerten 1 an 2 erkläert, kann een duerchaus Moossnamen ëmsetzen, déi souwuel fir d'Gewässerekologie eng Verbesserung duerstelle wéi och Waasser an dem Millekanal zouloossen.

De Waasserbewirtschaftungsplang an de Moossnameprogramm ginn all sechs Joer konform zur Kaderdirektiv iwwert d'Waasser (directive 2000/60/CE) an zum Waassergesetz aktualiséiert an iwwerschafft. Den zweete Bewirtschaftungsplang fir d'Period 2015-2021 wäert duerch den drëtte Bewirtschaftungsplang fir d'Period 2021-2027 ersat ginn. D'Zil vum Bewirtschaftungsplang ass et, fir de gudden ekologeschen Zoustand vun eise Gewässer bis 2015 (verlängerten Delai bis 2027) ze erreechen.

Déi offiziell Waasserkaart kann een zu all Moment um nationale Geoportail nosichen ënnert dem Katalog „Wasser – Oberflächengewässer – Gewässernetz – Gewässer". De Waasserlaf vun der Bëtlerbaach ass net geännert ginn. Op den historeschen topografesche Kaarten aus de Joren 1907, 1927, 1950, 1954, 1964, 1966, 1979, 1989, 1990, 1993 an 2000, déi een och um nationale Geoportail nokucke kann, erkennt een ausserdeem, datt d'Bëtlerbaach allkéiers op der Héicht vum geplangte Renaturéierungsprojet un d'Syrbaach ugeschloss ass.

ad 4. D'Ausso vun der éierewäerter Deputéierter kann esou net bestätegt ginn. Duerch d'Waassergesetz vun 2008 sinn all Autorisatiounen/Droit acquis (moulin fondé en titre) ofgeschaaft ginn.

Deemno respektéiert d'AGE déi aktuell Gesetzgeebung, déi seet, datt d'Notze vu Waasser aus enger Baach dem Autorisatiounsregimm vum Artikel 23 vum Waassergesetz ënnerläit: « (1) Sont soumis à autorisation par le ministre : a) le prélèvement d'eau dans les eaux de surface et souterraines. »

All nei Projeten, also och een neie Projet vum Besëtzer vun der genannter Millen, mussen haitegen Ufuerderunge souwuel vun der Lëtzebuerger wéi vun der europäescher Waassergesetzgeebung entspriechen.

ad 5. Wann eng Millen als Denkmal geschützt ass, da kann de Proprietär finanziell Hëllefe fir d'Restauratioun kréien an de Service des sites et monuments nationaux begleet d'Aarbechten.

Wa bei engem Projet eng Duerchgängegkeet erëm hiergestallt gëtt, wat, wéi aus der Äntwert op déi viregt Fro ervirgeet, eng Viraussetzung ass, fir eng Autorisatioun nom Waassergesetz ze kréien, esou ass dee Volet iwwert de Waasserfong mat bis zu 100 % subsidiabel. Et ass deemno ee klore Wëllen do, fir de Millebesëtzer ze hëllefen, hire Site konform zur Gesetzgeebung ze setzen an dëst och am Respekt vum Erhalt vum Patrimoine.

ad 6. Et ass virop wichteg ze bemierken, datt de Saumon net deen eenzege Fësch ass, deen an d'Flëss a Baachen opsteigt.

Am Kader vun der Duerchgängegkeet an internationale Programmer (z. B. „Rhein-Lachs 2040" vun der Internationaler Rhäinschutzkommissioun) huet de Saumon de Status vun enger „flag species", dat heescht, déi stellvertriedend fir eng ganz Aartegemeinschaft steet, déi änlech Ufuerderungen un den aquatesche Liewensraum hunn. Duerchgängegkeetsmoossname ginn deemno net nëmme wéinst dem Saumon ëmgesat. Doniewent ass drop hinzeweisen, dass de Saumon als Zilaart op der Bëtlerbaach ni erwäänt gouf, well dëst net den typesche Liewensraum vun engem Fësch wéi dem Saumon ass.

Nieft de Laangdistanz-Wanderfësch, wéi dem Aal an dem Saumon z. B., beweege sech déi aner heemesch Fëschaarten och an de Gewässer, well se op verschidde Liewensraim fir hir Fortplanzung, d'Opwuessen oder/an hir Ernärung am Laf vun hirem Liewenszyklus ugewise sinn. Wann d'Fësch sech net fräi an de Gewässer kënne beweegen, geet hir Unzuel staark zeréck a se kéinten och komplett verschwannen, wéi dëst och bei aneren Aarten de Fall ass, wou d'Liewensraim duerch mënschlech Aktivitéite verdrängt ginn an hir Vernetzung net méi garantéiert ass. Dës Entwécklung spigelt sech jo aktuell ganz staark duerch de Réckgang vun der Biodiversitéit zeréck.

Déi ekologesch Duerchgängegkeet spillt awer net nëmme fir d'Fësch eng wichteg Roll, mee och fir all aner Waasserliewewiese souwéi fir de Sedimenttransport an déi natierlech Gewässerdynamik an de Baachen (z. B. Feinsedimenter oder Kisel). Wann déi ekologesch Duerchgängegkeet, also d'Verbindung mat dem Ëmland, d'Vernetzung vun de Liewensraim am Uewer- an Ënnerlaf ënnerbrach ass, da funktionéieren déi liewenswichteg Prozesser an dësem Ökosystem net méi.

Et wier also falsch ze soen, datt ee keng Duerchgängegkeetsmoossnam brauch ëmzesetzen, well et onprobabel schéngt, datt de Saumon nees zeréck an eis Gewässer kënnt.

Wéi schonn ënner Punkt 3 erwäänt, ass all Gewässer als Biotop (BK 12) agestuuft. Am Artikel 17 (1) vum entspriechenden RGD steet:

« (1) Il est interdit de réduire, de détruire ou de détériorer les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire ainsi que les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation des espèces a été évalué non favorable. »

Och aus dësem Grond wier et net richteg, de ganzen Offloss vun der Bëtlerbaach via de Millekanal (a Form vun enger Fëschtrap) an d'Syrbaach ze leeden, well domat den natierleche Baachlaf deelweis zerstéiert gëtt. Dës Konditioun vum Mindestwaasser an der Baach ass ee vun den Haaptkrittären, déi am Kader vun all Geneemegungsufro fir d'Exploitatioun vu Waasserkraaft ze betruechten an anzehale sinn.

Doriwwer eraus ass et wichteg drop hinzeweisen, wéi déi éierewäert Deputéiert schonn erwäänt huet, dass d'Kaderdirektiv hei eng Ausnamereegelung virgesäit (Art. 4 (7)), falls d'Zilerreechung vun der Kaderdirektiv vum Waasser, nämlech de gudden ekologeschen Zoustand ze erreeche bis 2015, duerch en neie Projet/Geneemegung riskéiert, net erfëllt ze ginn. Deemno muss, änlech der Prozedur vun der EIE am Kader vum Naturschutzgesetz, eng ganz Prozedur duerchlaf ginn an eng Rei Krittäre simultan erfëllt sinn, fir sou e Projet ze geneemegen. Den Ënnerscheed zu der Prozedur vun den EIE besteet doran, dass et laut der Kaderdirektiv keng sougenannt „Bagatellgrenz" gëtt, mee fir all Projet ze iwwerpréiwen ass, wou en Zweifel besteet, dass Ziler net kënnen erreecht ginn. Dës Prozedur beinhalt ënner anerem d'Iwwerpréiwe vun alternative Varianten, ee vertrietbaart Käschten-Notze-Verhältnis, ëffentlecht Interessi, Kompenséierungsmoossnamen um Site selwer etc.

Dës legal Ufuerderungen a rechtlech verankert Prozedur sinn 2018 dem deemools zukünftegen an elo aktuelle Proprietär vun der Kinniksmillen och an enger Reunioun mat der AGE virum Kaf vun der Mille sou matgedeelt ginn. Wéi sech erausstellt, sinn dës Prozedure leider net vum Proprietär akzeptéiert ginn.

Bis ewell konnt all anere Projet op anere Gewässer am Respekt vun de Krittäre souwuel vum Gewässerschutz wéi och vum Erhale vum Patrimoine realiséiert ginn.

Question 4294 (19.05.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**impact de la crise sanitaire sur les jeunes :**

D'Gesondheetskris hätt staark Auswierkungen op d'psychesch Gesondheet vun de Kanner a Jugendlechen. Laut der Madamm Diane Dhur, Directrice vum Kompetenzzentrum fir sozioemotional Entwécklung, wier eng vun de Follgen, datt Kanner ëmmer manner gär an d'Schoul géife goen opgrond vu Middegkeet wéi och schoulesche Schwieregkeeten. D'Feelen an der Schoul hätt an deem Kontext och zougeholl.

Mengen Informatiounen no wier och den aktuellen Taux d'occupation am Hôpital Kirchberg vu jonke Patienten, déi un Angschtzoustänn an Depressioune leiden, eropgaangen. D'Auslaaschtung an der Dagesklinik wier ëm 150 % bei de Patienten tëschent 13 an 18 Joer eropgaangen ewéi och d'Zuel vun den occupéierte Plazen am Hôpital Kirchberg vun 12 op 17.

Et hätt ee beim Kompetenzzentrum och eng Hausse vun den Therapieufroe festgestallt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt déi sanitär Kris e groussen Afloss op d'psychesch Gesondheet vun de Kanner a Jugendlechen huet, datt et notamment säit dem Ufank vun der Pandemie bei dëse Persoune méi Fäll vun Depressiounen an Angschtzoustänn gëtt? Wa jo, ëm wéi vill Prozent sinn d'Depressiounen an d'Angschtzoustänn bei Kanner a Jugendlecher eropgaange säit der Pandemie?

2. Ass et richteg, datt d'Auslaaschtungen an den Dagesklinicken zu Lëtzebuerg bei de Patienten tëschent 13 an 18 Joer eropgaange sinn?

3. Konnt d'Regierung feststellen, datt d'Kanner an d'Jugendlecher méi oft feelen an der Schoul an datt d'schoulesch Leeschtunge gelidden hunn/leide par rapport zur Precovidzäit?

4. Wéi eng Altersklass ass am meeschte betraff vun de Konsequenze vun der sanitärer Kris?

5. Wéi eng Léisungen/Konzepter huet d'Regierung? (dem Alter entspriechend)

6. Plangt d'Regierung Mesuren, fir d'psychesch Gesondheet vun de Kanner a Jugendlechen op laang Siicht ze stäerken? Wa jo, wéi gesinn dës Mesuren aus?
- Wéi kréien d'Kanner, déi duerch Homeschooling méi Retarden hunn/manner Hëllef kruten, elo geholl ef, fir dass se hir Chance behalen?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale*, *de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'sanitär Kris huet een Impakt op d'mental Gesondheet vun der ganzer Gesellschaft a soumat och op d'Kanner an déi Jonk. Esou gouf et am Joer 2020 am Centre de consultation pour Jeunes et Familles (CCJF) aus dem Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) eng Hausse an de Prises en charge ronderëm d'Problematik vun den Ängschte vu Jugendlechen. Wann een iwwert d'Zäit kuckt, kann een awer och gesinn, dass de Pourcentage vun de Suivien opgrond vun dëser Problematik och scho virun der Pandemie an d'Luucht gaangen ass vu 14 % (2018) op 22 % (2020). Heibäi ass et wichteg, drun ze erënneren, dass dat ganzt lescht Joer (bis zum aktuellen Zäitpunkt) och oder grad fir déi Jonk mat ganz vill Onsécherheet verbonne war, an dëst a verschiddene Beräicher: Schoul, Gesondheet fir sech an d'Famill an d'Frënn, d'Aarbecht vun den Eltere bis hin zu existenzielle Froen. D'Onsécherheet an déi doduerch entstanen oder méi visibel Ängschte kënne kloer a Relatioun mat der Kris gesi ginn. D'sozial Kontakter tëschent deene Jonke si méi schwéier ze fleegen an et ass méi schwéier, aktiv ze sinn.

Laut Pedopsychiatere leiden déi Jugendlech a Kanner psychesch ënnert der Limitatioun vun de soziale Kontakter an de Kontakter ënnerteneen. Mir kënnen net soen, ob dës Jugendlecher scho psychesch Problemer virdrun haten. Et ass onméiglech, et a Prozenter auszedrécken, well et keng spezifesch Nomenclature bei der CNS dofir gëtt.

Eng YAC-Studie gouf tëscht dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an der uni.lu mat der Kollaboratioun vun der Gesondheetsdirektioun iwwert d'Wuelbefanne vu jonke Leit a Relatioun mam-Covid-19 gemaach (https://www.jugend-in-luxemburg.lu/yac-plus/).

Dës Etüd huet gewisen, datt jonk Leit sech hirer Verantwortung bewosst sinn, fir d'Propagatioun vum Virus ze ënnerbannen. Si hunn deementspriechend déi néideg Informatiounen an doriwwer eraus och d'Méiglechkeet, sech a Funktioun vun esou enger Verantwortung ze behuelen.

ad 2. D'Auslaaschtung an der Dagesklinick vum Service national de psychiatrie juvénile (SNPJ) zu Esch-Uelzecht bei de Patienten tëschent 13 an 18 Joer ass an d'Luucht gaangen, an déi Dagesklinick huet momentan eng laang Waardelëscht. Den SNPJ huet eng +/- 100 % Beleeung vun de Better am stationäre Beräich (23 Better) an eng +/- 150 % Occupatioun an der Dagesklinick zu Esch-Uelzecht (17 amplaz 12 Plazen).

ad 3. Enseignement fondamental

Wéi am Artikel 16 vun der Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire festgehalen, mussen d'Elteren den Titulaire de classe direkt iwwert d'Feele vun hirem Kand an d'Begrënnung heifir informéieren. Et ass net virgesinn, dass dës Donnéeën an enger zentraliséierter Datebank festgehale ginn, an dowéinst léisst sech keng Statistik erstellen, unhand vun där sech d'Evolutioun vun den Absencë vun de Schüler mat Bezuch op de Motif d'absence géif empiresch analyséiere loossen.

Am Kader vun der aktueller Pandemie gëtt a gouf et ënnerschiddlech Grënn, firwat Schüler vereenzelt net um Presenzunterrecht konnten deelhuelen. D'Feele vun de Schüler kann an dësem Zesummenhang beispillsweis duerch eng Mise en quarantaine oder e Krankheetsfall ausgeléist ginn. Aus dësem Grond gouf a gëtt et sécherlech säit Ufank vun der Pandemie méi Schüler, déi an der Schoul feele respektiv gefeelt hunn, awéiwäit dëst allerdéngs op eng ze staark psychesch Belaaschtung zeréckzeféieren ass, ass net ze identifizéieren. Et bleift ze bemierken, datt d'Kanner, wa si a Quarantaine waren, vun engem Enseignement à distance profitéiere konnten an deemno hirer Schoulflicht vun doheem nokomm sinn.

Am Laf vun de leschte Méint hunn d'Infektiounszuele vum Covid-19 ëmmer erëm evoluéiert a waren emol méi, emol manner héich. Dës Evolutioun huet sech och an der Schoulpopulatioun erëmgespigelt, wat sech ënner anerem doduerch bemierkbar mécht, dass och d'Unzuel vu feelende Schüler sécher fluktuéiert huet.

D'Covid-19-Gesondheetskris huet d'Schoulsystemer ronderëm d'Welt erausgefuerdert. Vill international Experten an Institutiounen haten an dësem Zesummenhang bedeitend Auswierkungen op de Fortschrëtt an de pedagogesche Wee vun de Schüler virausgesot. Lëtzebuerg huet an dësem Kontext, mat den Epreuves standardisées, e performanten Outil, deen et erméiglecht, d'Kompetenzentwécklung vun de Schüler ze suivéieren an op nationalem Niveau iwwert d'Joren ewech ze vergläichen.

Dës Epreuven hu fir d'lescht am November 2020 stattfonnt an en Total vu ronn 25.000 Schüler aus de Cyclen 2.1, 3.1 a 4.1 aus dem Enseignement fondamental souwéi aus de 7es- a 5es-Klasse vum Enseignement secondaire hunn heirun deelgeholl.

D'Analys vum Luxembourg Centre for Educational Testing (LUCET) vun der Uni Lëtzebuerg weist an dësem Kontext kloer, datt d'Resultater vun de Schüler generell op allen Niveaue stabill bliwwe sinn. Nëmmen d'Leeschtung am mëndleche Verständnes vum Däitsche vu Schüler am Cycle 3 weist e weesentleche Réckgang. Fir dëser Entwécklung entgéintzesteieren, goufen d'Enseignanten ugewisen, besonnesch op d'Kompetenz vum mëndleche Verständnes vun hire Schüler opzepassen an d'Stäerkung vun dëser Kompetenz esou gutt wéi méiglech ze förderen. An dësem Kontext huet de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) eng Lizenz vu www.onilo.de kaf, fir d'Enseignanten esou gutt ewéi méiglech ze ënnerstëtzen. Dësen Editeur proposéiert eng Honnerten Exercicer, fir dat mëndlecht Verständnes vum Däitschen, mee och vum Franséischen ze entwéckelen.

Festzehale bleift, datt et wéineg bedeitend Ënnerscheeder bei der Kompetenzentwécklung vun de Schüler am Verglach mat de Jore virdru gëtt, an dëst trotz eventuelle Quarantainen an obwuel zum

Deel op en Enseignement à distance huet missen zeréckgegraff ginn, wéi e Cours en présentiel duerch déi aktuell sanitär Situatioun net méiglech war.

D'Stabilitéit vun de Resultater aus den Epreuves standardisées ass d'Resultat vun engem kollektiven Effort vun allen Acteuren am Lëtzebuerger Educatiounssystem a bestätegt, datt de gewielte Wee, fir de Presenzunterrecht ze favoriséieren a gläichzäiteg de beschtméigleche Kader fir den Enseignement à distance ze schafen, de richtege Wee war an ass.

Enseignement secondaire

An deene meeschte Lycéeë goufe keng gréisser Ënnerscheeder festgestallt, wat déi allgemeng Absencen ubelaangt. D'Covidinfektiounen an d'Quarantainen hu wuel eng liicht Hausse vun den Absencë mat sech bruecht, woubäi een awer muss ervirsträichen, datt Schüler, déi a Quarantaine gesat goufen, zwar an der Klass gefeelt hunn, mee iwwert den Enseignement à distance d'Méiglechkeet haten, weider un de Coursen deelzehuelen. An eenzele Gebaier sinn d'Absencë méi staark an d'Luucht gaang; vereenzelt Schüler hu méi dacks an och méi laang gefeelt.

Bei den Absencen hunn d'Precautiounsmesuren an d'Angscht virun Infektioune wuel och eng Roll gespillt: Schüler an Eltere waren dacks ganz virsiichteg am Fall vu Symptomer. Et gouf sech un d'Consignë vun der Regierung gehal, bei Unzeeche vun enger Infektioun doheemzebleiwen. Sou sinn eng Rei Schüler mat liichten Erkältungen, déi an engem „normale" Joer an d'Schoul komm wieren, doheembliwwen an hunn d'Coursen iwwer Homeschooling suivéiert.

Wat d'schoulesch Leeschtungen ubelaangt, ass et nach ze fréi, fir eng generell Ausso ze maachen. A ville Gebaier gi keng signifikativ Ënnerscheeder an de Leeschtunge festgestallt, dëst och bedéngt duerch d'Adaptatioun vum Enseignement, wéi zum Beispill d'Reduzéierung op déi weesentlech Contenuen, an d'Remise à niveau an de Schoulen. Verschidde Schüler hunn exzellent Resultater, anerer méi schlechter. Et schéngt awer och eng Tendenz ze ginn, datt Schüler aus engem sozial defavoriséierte Milieu éischter riskéieren, am Homeschooling ze decrochéieren. Si kënnen net am gewinnte Rhythmus léieren an d'Matière net d'selwecht assimiléiere wéi an der Schoul, wou den Enseignant méi geziilt op hir Problemer agoe kann.

ad 4. Am Verglach mat de Schouljoren 2019/2020 an 2020/2021 gesäit ee bei de Prises en charge vum Centre de développement socio-émotionnel, dass, obwuel d'Schouljoer 2020/2021 nach net ofgeschloss ass, schonn 277 Kanner a Jugendlecher eng Interventioun am CDSE dëst Schouljoer kruten. Am ganze leschte Schouljoer 2019/2020 waren et der 137.

Wann een dann den Enseignement fondamental mam Enseignement secondaire vergläicht, gesäit een, dass eng Verschibung stattfonnt huet. Dëst Schouljoer krut de CDSE méi wéi duebel sou vill Ufroe vu Jugendlechen ewéi dat Schouljoer virdrun, vun 33 Schüler erop op 75 Schüler. Et kann een deemno kloer an deenen Zuele feststellen, dass am Schouljoer 2020/2021 vill méi Jugendlecher vum CDSE eng Hëllefsstellung krute wéi dat Joer virdrun. Wat d'Gravitéit vun de Fäll ugeet, ass och eng däitlech Steigerung bei de Jonke festzestellen.

ad 5.

- Am Kader vun der Suicidepreventioun goufen d'Éischthëllefscoursë fir d'mental Gesondheet op de Kanner-Jugendberäich erweidert. Donieft ass d'Equipe mobile psychiatrique juvénile CHNP-Unisec verstäerkt ginn. Des Weidere sinn d'Beräicher vun der kanner-jugendpsychiatrescher Diagnos an d'Prise en charge an de Kompetenzzentren an dem Centre de rééducation précoce renforcéiert ginn.

- Den zoukënftegen Aktiounsplang „Santé mentale" wäert och de Kanner- a Jugendberäich ofdecken.

- Eng Reuniouun mat de Vertrieder aus dem Secteur vun de Kanner- a Jugendpsychiatrien ass virgesinn, fir ze kucken, wéi een d'Preventioun an d'Prise en charge kohärent am Kader vum Spidolssystem, mee och am Extrahospitalier kéint erweideren a besser vernetzen.

- Engagéiert am Kader vum europäesche Pakt fir d'Wuelbefannen an d'mental Gesondheet axéiert de MENJE sech op d'„whole school approach". Dëst englobéiert déi gemeinsam Verantwortung vun der Communauté scolaire zesumme mat de Schüler an den Elteren. Fir op d'Wuelbefanne vum Jonken an der Schoul anzegoen, muss een d'Ressourcë vun deene Jonke stäerke souwéi och d'Ressourcen aus hirem sozialen a familiären Ëmfeld. All Lycée huet eng multidisziplinär Ekipp mat Psychologen, Sozialaarbechter an Erzéier an de SePAS (Services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires) an den SSE (Services socio-éducatifs), déi zesumme mat den Enseignanten am Interêt vum Jonke kollaboréieren an deem Jonken Ënnerstëtzung a Begleedung ubidden. Zanter 2018 gëtt et e gemeinsame Referenzkader fir d'psychosozial an d'edukativ Begleedung vun de Schüler an de periscolairen Aktivitéiten, deen de pedagogesche Kader fir dës Ekippe setzt.

- De Centre de ressources vum CePAS, deen dës Servicer an de Lycéeën an hirer Praxis ënnerstëtzt, schafft mat hinnen zesummen a begleet d'Praxisentwécklung mam Fokus op fënnef Achsen, déi relevant fir d'Wuelbefanne vum Jonke sinn. Heibäi handelt et sech ëm d'Thematik vun der Suchtpreventioun, de soziale Medien, der sexueller an affektiver Gesondheet, der Gewaltpreventioun an der mentaler Gesondheet. D'Ëmsetzung vu dëser Strategie Bien-être gëtt mat engem Joresweiderbildungsprogramm ënnerstëtzt. Beispiller vun esou Formatiounsinhalter sinn: Suicidepreventioun, Mobbing a Cybermobbing souwéi och „Éischt Hëllef an der mentaler Gesondheet".

- D'Zesummenaarbecht an d'Vernetzung tëschent de Prestatairë vum Office national de l'enfance, der Jugendpsychiatrie an der Schoul gi weiderentwéckelt a strukturéiert, esou datt dem Jugendleche schnellstméiglech déi entspriechend Hëllefsstellung kann ugebuede ginn. An deem Kontext gëtt d'Weiderorientéierung vu Schüler an Nout vun de SePASen un extern Servicer optimiséiert a formaliséiert.

- D'Jugendhaiser an d'Jugendservicer si wärend der Pandemie eng wichteg Ulafstell fir déi Jonk tëscht 12 a 26 Joer. Si bidden deene Jonken eng Stäip a sti fir hir Froen a Problemer zur Verfügung. Des Weidere kënnen esou an enger fréier Phas eventuell Problematiken detektéiert a fréizäiteg Hëllef ugebuede ginn.

- De MENJE huet an Zesummenaarbecht mat Schüler- a Jugendvertrieder wärend der Pandemie eng Campagne #act4support an d'Liewe geruff, fir déi Jonk op d'Wichtegkeet vun hirer mentaler Gesondheet opmierksam ze maachen an hinnen déi néideg Ulafstellen ze nennen, déi si kënnen ënnerstëtzen. Follgend konkreet Aktioune sinn am Kontext vun dëser Campagne ëmgesat ginn:

- D'Helpline 8002 9393 fir Jonker an Elteren an Nout ass an Zesummenaarbecht mam ONE a CePAS en place gesat ginn.

- E Guide fir Enseignantë vum Enseignement secondaire ass ausgeschafft ginn, fir op déi beobachtend Haltung opmierksam ze maachen an déi Jonk an Nout bei Bedarf weiderzeleeden.

- E Guide fir d'Eltere mat spezialiséierte Berodungsstellen ass ausgeschafft ginn.

- Eng Inspiration Box mat „best practices" fir dat psycho-sozio-edukatiivt Personal an de Schoulen an an der nonformaler Bildung ass ausgeschafft ginn, fir op innovativ Projeten opmierksam ze maachen, déi wärend der Pandemie entstane sinn an déi d'Zil haten, trotz de kontextuelle Schwieregkeete mat de Jonken a Kontakt ze bleiwen.

- D'Method vun den Espaces de parole régulés ass breet an der Formation continue vun den Enseignanten an dem psycho-sozio-edukative Personal ugebuede gi mam Zil, fir d'Gespréich an d'Gestioun vun de Gefiller an der Klass ze promouvéieren.

- Positiv Aktioune vu Jonke fir Jonker sinn iwwer eng Instagram-Campagne an d'Attributioun vun engem „Well Done Award" promouvéiert ginn.

- Eng Boomerangkaart, déi zesumme mat Schüler- a Jugendvertrieder entwéckelt gouf, ass mat 75.000 Exemplairen an alle Bildungsstrukturen an ëffentleche Gebaier verdeelt ginn an huet zum Zil, iwwer déi verschidden Hëllefsstrukturen ze informéieren an déi Jonk ze motivéieren, net eleng ze bleiwen a sech Hëllef sichen ze goen.

- Am selwechte Kontext ass e Youtube-Video mat Jonken entstanen, axéiert op d'Wichtegkeet, fir sech Hëllef sichen ze goen: „You are stronger than you think."

ad 6. D'Ziler am Beräich vun der mentaler Gesondheet, déi och scho virun der Pandemie verfollegt goufen, ginn am Kontext vun der Pandemie ausgedeent a weiderentwéckelt. Et handelt sech dobäi ëm den Ausbau an d'Spezialiséierung vu Ressourcen a Servicer, déi Hëllef ubidden am Kontext vun der Aide à l'enfance et à la famille duerch d'Prestatioune vum Office national de l'enfance, d'Vernetzung tëschent de Servicer ausserhalb vun der Schoul an de Servicer innerhalb vun der Schoul, eng verbessert Accessibilitéit vun de SePAS an den SSE an de Lycéeën, eng Enttabuiséierung a Sensibiliséierung iwwert déi mental Gesondheet an de formalen an nonformale Bildungsstrukturen a systemateschen edukative Preventiounsprogrammer am Kontext vum Wuelbefannen an de Schoulen.

Fir ënner anerem d'Kanner mat spezifeschem Färderbedarf beim Opschaffe vun eventuelle Lacunnen ze ënnerstëtzen, gesäit d'Tâche vum brevetéierten Enseignant, deen am Enseignement fondamental intervenéiert, 54 Stonnen Appui pédagogique pro Schouljoer vir, déi nieft der Tâche d'enseignement zousätzlech am Déngscht vum Kand geleescht ginn. D'Relevanz vun dësem Appui pédagogique, dee fir Ënnerstëtzungs- an Differenzéierungsmoossnamen agesat gëtt, gouf ënner anerem an der Circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée 2021-2022 op en Neits ënnerstrach : « Un enfant qui a besoin d'un soutien spécifique dans une matière particulière ou qui présente un retard dans le développement de certaines compétences doit pouvoir compter sur le soutien de l'équipe pédagogique ; des mesures spécifiques doivent être organisées dans le cadre de l'appui pédagogique et être prévues, le cas échéant, dans le plan de développement de l'établissement scolaire. Il n'est ni du devoir des parents, ni du devoir de l'équipe socio-éducative de la structure d'éducation et d'accueil de prendre des mesures de remédiation, celles-ci relèvent du domaine de l'école. »

Zanter Februar 2021 goufen déi pedagogesch Ekippen an de Lëtzebuerger Grondschoulen duerch 428 Agente verstäerkt, déi ënnert der Leedung vum Titulaire de classe Differenzéierungsmesuren an de Klassen ëmsetzen. Esou gëtt eng nach méi cibléiert Prise en charge vu Schüler assuréiert, bei deene bedéngt duerch d'Suspensioun vun de Presenzcoursen an de Grondschoule respektiv eventuelle Quarantainen ee Renforcement vum Developpement vun hire Kompetenzen néideg ass.

Zousätzlech ass d'Summerschool eng Initiativ, déi d'Schüler dobäi ënnerstëtzt, eventuell Lacunnen opzeschaffen. Dës Initiativ, déi am Summer 2020 eng éischte Kéier ëmgesat gouf, hat ee grousse Succès a wäert och an Zukunft an der Summervakanz ugebuede ginn.

Am Enseignement secondaire wäerten d'Coursë vun der Summerschool dëst Joer an alle Lycéeë stattfannen. Grad wéi d'lescht Joer sinn déi Schüler viséiert, déi en Travail de vacances oder en Travail de révision fir d'Rentrée mussen ofginn, awer och all déi aner, déi eventuell Retarden hunn, an deenen e Cours de remise à niveau ugebuede gëtt. D'Conseils de classe proposéieren de betraffene Schüler dës Mesuren. Déi sougenannt Remise à niveau gëtt mat Hëllef vun Dossiere realiséiert, déi vum SCRIPT zesummegestallt goufen.

Question 4296 (18.05.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **saisie de comptes bancaires par l'État :**

Vill Betriber waren an der Pandemie mat niddregen Ëmsätz a weiderlafende Käschte konfrontéiert. Si sinn dofir deelweis mam Bezuele vun hire Rechnungen a Verzuch geroden, och vis-à-vis vum Staat. An esou Fäll kann de Staat eng Saisie vum Bankkont decidéieren. Duerch d'europäescht Reglement vum Mee 2014 kann ee Staat souguer eng Saisie op auslännesche Bankkonten ufroen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bankkonte vu Personnes morales si säit Mäerz 2020 vum Staat wéinst net bezuelte Creancë saiséiert ginn (opgeschlësselt no Mount)? Wéi eng Verwaltunge respektiv Etablissements publics hunn dës Saisie lancéiert? Wat war den héchste saiséierte Montant? Wat war den niddregsten? Wéi héich waren d'Montanten an der Moyenne?

2. Wéi vill Bankkonte vu Personnes physiques si säit Mäerz 2020 vum Staat wéinst net bezuelte Creancë saiséiert ginn (opgeschlësselt no Mount)? Wéi eng Verwaltunge respektiv Etablissements publics hunn dës Saisie lancéiert? Wat war den héchste saiséierte Montant? Wat war den niddregsten? Wéi héich waren d'Montanten an der Moyenne?

Réponse (18.06.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Déi éierbar Deputéiert froen Informatiounen iwwert d'Saisie vu Bankkonten.

Dës Date ginn net an enger zentraler Datei gesammelt a sinn aus deem Grond och net a statistescher Form verfügbar.

Question 4313 (19.05.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant le **recyclage des batteries des véhicules électriques :**

D'Regierung wëll ëmmer méi op Elektrogefierer setzen. Batterië vun esou Gefierer hu laut Hiersteller eng Liewensdauer vu ronn aacht bis zéng Joer. De Bau vun dëse Batterië verbraucht vill seelen Äerden ewéi Graphit, Lithium, Kobalt asw., déi aktuell haaptsächlech aus China importéiert ginn. Des Weidere ginn déi genannt Rostoffer och an anere Schlësselberäicher wéi der Elektronik (Computeren, Handyen ...) staark nogefrot. Nom Oflaf vun deenen aacht bis zéng Joer mussen d'Batterien, mat hire ville seelenen Äerden an ëmweltbelaaschtende Stoffer, entsuergt ginn. Als Léisung fir dës Problemer gëtt vun den Unhänger vun der E-Mobilitéit de Recycling vun de seelenen Äerde genannt, wann d'Batterië fir den Auto net méi ze gebrauche sinn. Sou e Konzept setzt awer selwer och eng Rei Begeebenheete viraus. Et brauch een Terrain fir de Site, qualifizéiert Personal, techneschen Ekipement asw. Wéi zum Beispill am Artikel „Keine Pläne für Recycling-Anlage für E-Auto-Batterien", deen de 16. Mee 2021 um Site vum Saarländischen Rundunk publizéiert gouf, ze liese war, feelt et eisem saarlännesche Partner an der Groussregioun aktuell un engem Konzept, fir mat deene séier steigende Quantitéite vun ofgelafene Batterië vun Elektroautoen ëmzegoen. Wéi Eurotransport schreift, gëtt de Problem nach zousätzlech doduerch komplizéiert, datt d'Produktioun vun Autosbatterien technologesch net standardiséiert ass an déi ënnerschiddlech Modeller doduerch och ënnerschiddlech Recyclingsprozedure viraussetzen. Wéi d'„Süddeutsche Zeitung" schlussendlech schreift, sinn nom Stand vun 2018 25 bis 30 Prozent vun den Elektronikoffäll an der EU illegal an d'Ausland exportéiert ginn, dorënner och all Zort vu Batteriëschrott (Hausbatterien, Autosbatterien ...).

An dësem Zesummenhang wéilte mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Verfüügt Lëtzebuerg aktuell iwwer eege Capacitéite fir de Recycling vu Batterien aus Elektroautoen? Wa jo, wéi eng sinn dës? Wann net, ass d'Kreatioun vu sou Capacitéiten an noer Zukunft virgesinn? Huet d'Regierung eventuell eng international Exportkonventioun fir d'Entsuergung respektiv de Recycling vun deene genannte Batterien ënnerschriwwen?

2. Kann d'Regierung um hypotheetesche Beispill vun enger 100-Kilo-Batterie preziséieren, wou an op wéi eng Manéier déi net méi verwendbar Rostoffer entsuergt ginn?

3. Wie kënnt fir d'Entsuergungs- respektiv Recyclingkäschte vun de Batterië vun Elektroautoen op? Falls d'Äntwert op dës Fro ganz oder deelweis de Staatshaushalt betrëfft, kéint d'Regierung da wannechgelift konkreet Zuele fir d'Budgetsjoren 2018, 2019 an 2020 nennen?

4. Wéi eng Entsuergungs- a Recyclingskäschte sinn zënter 2013 fir d'Batterië vun elektresch bedriwwene Gefierer am ëffentlechen Déngscht entstanen?

5. Huet d'Regierung Informatiounen iwwer méiglech illegal Exportpraktike vun Offall aus Batterië vun Elektroautoen hei am Land? Wa jo, wéi gedenkt si, géint dee Problem virzegoen?

Réponse commune (28.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Lëtzebuerg verfüügt iwwert keng eege Recyclingscapacitéite fir Batterien, sief et fir Traktiounsbatterien oder aner Zorte vu Batterien. Et handelt sech hei ëm speziell Technologien, déi maachen, datt eng gewëss Quantitéit vun ale Batterië muss verfügbar sinn, fir esou eng Anlag rentabel ze bedreiwen. Dëst gëllt am ganz Besonnesche fir d'Lithiumbatterien. Dofir ginn et an Europa och nëmme ganz wéineg Betriber, déi esou Batterië recycléieren. Et gëtt aktuell och kee Projet, fir esou eng Anlag hei am Land opzebauen.

Fir d'Batterië fir hire Recycling am Ausland ze féieren, mussen d'Produzenten, respektiv hiren Organisme agréé, Ecobatterien ASBL, d'Dispositioune vum Artikel 13 vum Batteriesgesetz[1] anhalen. Dëse verweist op d'EU-Reglement 1013/2006. Laut deem Reglement kann ee Memberstaat keen Export/Import vun Offäll, déi an d'Verwäertung ginn, refuséieren. Deemno gëtt et och keng Noutwendegkeet, eng extra Exportkonventioun ze ënnerschreiwen. Fir sécherzestellen, datt déi ganz Offallschinn d'Gesetzgeebung respektéiert, huet Ecobatterien ASBL eng Prozedur festgeluecht, déi eng Konventioun mat deene jeeweilege Betriber virgesäit.

ad 2. Den europäesche Projet ABattReLife[2] iwwert de Recycling an d'Veralterung vun Autosbatterien huet follgend Resultater ergi fir d'Zesummestellung vu Batterien aus dräi verschiddenen elektreschen Autoen:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Kader vun där Studie konnten duerch d'Kombinatioun vu verschiddene Recyclingstechnologien iwwer 50 % vun deene Matièren zeréckgewonne ginn, dovunner Aluminium, Koffer, Kobalt, Néckel, Black Carbon, Plastik, Stol ...

Dobäi muss awer preziséiert ginn, datt d'Traktiounsbatterien aus den elektreschen Autoen oft erëm weiderbenotzt ginn, iert se als Offall ufalen. Wann esou eng Autosbatterie no aacht bis zéng Joer net méi genuch Leeschtung fir den Auto kann

[1] Loi modifiée du 19 décembre 2008

a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

[2] D'Synthees zu deem Projet: https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/synthese_rapport_final_abattrelife_octobre_2015.pdf

opbréngen an op 80 % Leeschtung eroffält, gëtt se ëmmer méi oft vum Autosproduzent zeréckgeholl a kann da fir aner Zwecker agesat ginn, fir déi 80 % Leeschtung nach vollkommen duerginn. Dës Batterië ginn zum Beispill oft als Späicherbatterie benotzt fir onofhängegen Energiekonsum an enger Wunneng. Esou evitéiert een, datt déi Batterien no der Zäit vun hirer Notzung an engem Auto als Offall ufalen; dëst entsprécht och ganz dem Sënn vun der Offallhierarchie. Autosproduzente wéi Renault zum Beispill si scho säit Joren organiséiert, fir hiren eegene Batterien een zweet Liewen ze ginn, a praktesch all Produzent vun elektreschen oder hybriden Autoe stellt aktuell esou eng Organisatioun op d'Been, wa se net schonn existéiert.

ad 3. Laut dem Paragraf 1 vum Artikel 14 vum Batteriesgesetz a konform zum Produzenteverantwortungssystem sinn d'Produzente vun de Batterien déi, déi fir déi Käschten opkommen - ausser wann déi Produzente mam Konsument aner Dispositioune getraff hunn, sou wéi dat duerch de Paragraf 5 vum selwechten Artikel méiglech ass.

ad 4. Mir verweisen op d'Äntwert vum Abrëll 2021 op d'parlamentaresch Fro N° 3939 vun den honorabelen Deputéierten.

ad 5. Wéi schonn erkläert ginn déi Batterië meeschtens zeréck bei den Autosproduzent, iwwert de Reseau vun de Concessionnairen a Garagisten. Déi meescht Batterië kréien nach een zweet Liewen als Energiespäicher. Mir hu keng Informatiounen zu illegalen Exportpraktiken.

Question 4315 (19.05.2021) de **MM. Marc Spautz**, **Paul Galles** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant l'**apprentissage :**

Dans une récente note, la Chambre des Salariés (CSL) a analysé la situation de l'apprentissage suite à la pandémie du coronavirus dont voici quelques constats :

- le nombre de contrats d'apprentissage conclus en 2020 était légèrement en retrait par rapport à la moyenne des années 2014 à 2018,

- les contrats d'apprentissage de niveau DAP n'ont pratiquement pas souffert de la crise

- les contrats d'apprentissage transfrontalier ont continué leur ascension (+250 % depuis 2018),

- les contrats d'apprentissage de niveau DT restent en déclin (diminution de leur nombre de plus de la moitié depuis 2018),

- le nombre de contrats d'apprentissage de niveau CCP n'a pas été aussi bas depuis dix ans.

La CSL a constaté qu'il y a eu au cours de l'année 2020 un net recul d'élèves à la recherche d'un poste d'apprentissage. Il s'agit d'une diminution de 152 unités par rapport à la moyenne 2014-2018 et un recul de 11,9 % par rapport à l'année 2019.

D'après la CSL, il se pourrait que ce recul soit lié au fait que les élèves auraient en quelque sorte anticipé d'éventuelles difficultés pour trouver une entreprise d'apprentissage et que ceux-ci auraient dès lors décidé de continuer leur cursus scolaire. Des interrogations persistent toutefois en ce qui concerne les élèves du niveau CCP, i. e. les élèves les moins chevronnés.

La CSL a également passé en revue diverses œuvres législatives et réglementaires créées au cours de la pandémie auxquelles nous reviendrons dans le cadre de nos interrogations.

Nous voudrions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Comment Messieurs les Ministres jugent-ils le recul des élèves à la recherche d'une place d'apprentissage du niveau CCP ? Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que ces élèves ont effectivement prolongé leur cursus purement scolaire ou faut-il au contraire conclure qu'ils ont tout simplement quitté l'école (décrochage scolaire) ? Messieurs les Ministres disposent-ils de chiffres en matière de décrochage scolaire pour l'année scolaire 2019-2020 et éventuellement de chiffres provisoires pour l'année en cours ?

2) Partagent-ils l'avis de la CSL que nombre d'élèves qui auraient en temps normal brigué un poste d'apprentissage auraient en quelque sorte anticipé des difficultés pour décrocher un tel poste ?

3) Comment Messieurs les Ministres s'expliquent-ils le succès relatif de l'apprentissage transfrontalier au cours des deux dernières années ?

4) Alors que, selon la CSL, le système des primes introduites en faveur de l'apprentissage ne profiterait plus aux entreprises ayant conclu un contrat après le 15 avril 2021, Messieurs les Ministres envisagent-ils d'initier une modification législative ?

- Le système des primes sera-t-il reconduit pour l'année scolaire 2021-2022 ?

- Est-il également prévu de lancer une campagne de sensibilisation dans les secteurs économiques concernés ?

5) Est-il prévu de prolonger l'échéance pour la conclusion d'un contrat d'apprentissage du 1er novembre au 31 décembre d'une année en question ?

6) Est-il prévu d'offrir à l'avenir aux élèves n'ayant réussi à trouver une place d'apprentissage endéans les délais de profiter des cours proposés par les CNFPC et d'une prise en charge poussée par le SNJ ?

7) Est-il envisagé de donner aux apprentis dont le contrat a été résilié plus de temps pour trouver une solution de rechange ?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale*, de l'*Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) + 2) Il apparaît que le nombre d'élèves redoublant la classe de 5G a légèrement augmenté en 2019-2020, ce qui peut expliquer que le nombre de contrats d'apprentissage conclus en 2020 était légèrement en retrait ; par contre, une augmentation des chiffres en matière de décrochage scolaire n'a pas été constatée ; pour l'année scolaire en cours, les chiffres ne sont pas encore disponibles.

Partant, l'avis de la Chambre des Salariés (CSL) selon lequel les élèves qui, en temps normal, auraient brigué un poste d'apprentissage, auraient anticipé des difficultés pour décrocher un tel poste, n'est pas étayé par les chiffres.

ad 3) L'apprentissage transfrontalier est un dispositif qui permet à des jeunes sous contrat d'apprentissage luxembourgeois d'effectuer la partie en milieu professionnel dans un organisme de formation situé au Luxembourg et la partie scolaire de la formation dans un pays limitrophe à condition que cette dernière ne soit pas offerte au Luxembourg et que le diplôme visé se trouve sur la liste des métiers et professions (Annexe A du Règlement grand-ducal modifié du 4 septembre 2020 1. déterminant les professions et métiers dans le cadre de la formation professionnelle ; 2. fixant les indemnités d'apprentissage dans les secteurs de l'artisanat, du commerce, de l'Horeca, de l'industrie, de l'agriculture et du secteur de santé et social).

Pour la France, nous comptons au total 100 demandes sur les trois dernières années (34 en 2018, 33 en 2019 et 33 en 2020). Pour l'Allemagne, il s'agit au total de 204 demandes sur les trois dernières années (65 en 2018, 73 en 2019 et 66 en 2020). Pour la Belgique, un total 17 demandes ont été recensées sur les trois dernières années (6 en 2018, 2 en 2019 et 9 en 2020).

Il ressort de ces chiffres que le nombre de demandes pour un apprentissage transfrontalier reste plutôt stable. De plus, la liste des métiers et professions est adaptée chaque année en fonction des demandes en profils exprimées par les entreprises.

Il est correct que la loi du 15 décembre 2020 portant introduction d'une prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle prévoit une limite d'introduction de la demande de la prime pour le 15 juillet 2021. Cela implique qu'une entreprise concernée par la reprise d'un contrat d'apprentissage (la conclusion de nouveaux contrats n'étant pas permise entre le 1er janvier 2021 et le 15 juillet 2021) entre le 15 avril 2021 et le 15 juillet 2021 ne pourrait en principe pas remplir la condition de l'accomplissement de la période d'essai par l'apprenti avant la date limite d'introduction de la demande. Conscients de cela, les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ont d'ores et déjà élaboré un avant-projet de loi visant à y remédier.

La reconduction à l'identique de cette mesure n'est pas prévue. Pourtant, les services du MENJE observent de près, ensemble avec les chambres professionnelles, les évolutions de la situation économique et ses retombées possibles sur l'apprentissage. L'introduction d'une nouvelle aide financière pour les entreprises accueillant de nouveaux apprentis a été analysée et un avant-projet de loi est en élaboration afin d'être introduit rapidement dans la procédure législative lorsque la situation l'exige.

En ce qui concerne une éventuelle campagne de sensibilisation, cela tombe sous la responsabilité des chambres professionnelles respectives, étant donné leur proximité avec les entreprises concernées. Lors de chaque réunion du groupe de pilotage de la formation professionnelle, un rapport sur le nombre de demandes introduites et accordées ainsi que le budget alloué est réalisé. Les représentants des chambres professionnelles ont été sensibilisés à plusieurs reprises par les services du MENJE afin de promouvoir le dispositif auprès des entreprises qu'elles représentent et surtout celles dont le secteur est le plus impacté par les conséquences de la crise sanitaire.

ad 5) Une analyse approfondie des effets de la prolongation du délai de conclusion de contrats d'apprentissage au 31 décembre 2020 a été réalisée par les services du MENJE. Tout comme la CSL, ceux-ci ne peuvent que prôner les bénéfices de cette modification législative limitée à l'année 2020 qui s'est soldée par un nombre de contrats d'apprentissage au même niveau qu'en 2018-2019 (l'année 2019-2020 ayant été exceptionnelle). À l'image d'une éventuelle prolongation/adaptation de la prime unique, les services du MENJE suivent de près l'évolution économique afin de pouvoir intervenir si la situation l'exige.

ad 6) Les mesures mises en place (p. ex. : Fit fir d'Léier) dans les CNFPC et la prise en charge poussée de la part du Service national de la jeunesse (SNJ), notamment par ses antennes locales et ses offres comme par exemple le service volontaire, ont permis de prendre en charge les jeunes en risque de décrochage scolaire. Ces mesures seront évidemment prolongées.

ad 7) Le projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L.111-3, paragraphe 4, du Code du travail (dossier parlementaire 7816) voté le 9 juin 2021 et qui permet des reprises de contrats d'apprentissage au-delà du délai de six semaines prévu par le Code du travail donne aux personnes concernées par une résiliation la possibilité de trouver une nouvelle entreprise formatrice jusqu'à la fin de l'année scolaire. En même temps, les services du MENJE, ensemble avec le groupe de travail « formation professionnelle » du collège des directeurs, se sont mis d'accord de manière informelle qu'aucun apprenti ne soit exclu d'un lycée faute de contrat d'apprentissage, et cela jusqu'au début de l'année scolaire 2021-2022.

Question 4316 (19.05.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **section sciences sociales de l'enseignement secondaire général :**

Wéi d'Ëffentlechkeet den 18. Mee duerch zwee Pressecommuniquéë vum „Comité de la conférence" vum „Lycée technique pour professions éducatives et sociales" (LTPES) respektiv vun der „Association luxembourgeoise des éducateurs et éducatrices" (ALEE) gewuer ginn ass, solle vun der Rentrée 2021/2022 u Schülerinnen a Schüler, déi op der Sektioun „sciences sociales" (GSO) am „enseignement secondaire général" hire Premièresdiplom kruten, d'Méiglechkeet hunn, a just engem Schouljoer de Beruff vum Erzéier ze léieren. Hire spéideren „diplôme d'État d'éducateur" entsprécht deem, deen och déi Schüler kréien, déi am Kader vun enger Ausbildung iwwer dräi Joer am LTPES hiren Ofschloss als Educateur maachen.

Ee vun de groussen Ënnerscheeder vun de sougenannten SO-Schüler, déi an engem Joer den Educateursberuff léieren, besteet doran, dass si nëmmen eelef Woche praktesche Stage maachen, wärend fir d'Schüler aus dem LTPES am Ganze 26 Woche Stage virgesi sinn. Doriwwer eraus gëtt et natierlech och Ënnerscheeder beim theoreetesche Wëssen, dat op deene respektiven Ausbildungsweeër vermëttelt gëtt.

Den Här Educatiounsminister gesäit an dësem neien Ausbildungswee och eng zousätzlech Méiglechkeet fir d'SO-Schüler mat engem Premièresdiplom. Sou kéinte si sech an Zukunft entweeder zum Educateur ausbilde loossen oder sech fir en Héichschoul- oder Universitéitsstudium aschreiwen.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Huet den Här Minister eng qualitativ Evaluatioun vun der Formatioun op der Sektioun „sciences sociales" am „enseignement secondaire général" maache gelooss? Wa jo, wien huet déi Evaluatioun duerchgefouert an ausgewäert a wat ass dobäi erauskomm?

2. Kann den Här Minister mech iwwert d'Resultater vun der Analys vun de Contenue vun der SO-Sektioun respektiv dem Ausbildungswee am LTPES informéieren, déi hien an der Chamberssitzung vum 18. Mee ugeschwat hat, a mir déi komplett Dokumenter vun där Etüd vum SCRIPT zoukomme loossen?

3. Wat d'Admissioun vun den SO-Schüler fir d'Ausbildung zum Educateur ugeet, sot den Här Minister den 18. Mee an der Chamber, dass géif gepréift ginn, ob d'Kandidaten Aktivitéiten an deene Beräicher haten, an deenen d'Schüler vum LTPES Stagë gemaach hunn. Wat bedeit dat konkreet fir d'Admissioun respektiv d'Netadmissioun vun deene jonke Leit?

4. Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, wéi vill Schüler mat engem SO-Premièresdiplom sech pro Joergang op enger Uni aschreiwen?

5. A wéi engem Mooss hunn SO-Primaner Schwieregkeeten, fir mat hirem Premièresdiplom op der Uni Lëtzebuerg ugeholl ze ginn? Wat ass de Grond fir d'Retizenz vun der Uni Lëtzebuerg bei der Admissioun vun SO-Primaner?

Réponse (29.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. - 3. An den Zoustännegkeetsberäich vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) fält souwuel d'Qualitéitskontroll an -entwécklung vun de sozialpedagogesche Servicer fir Kanner a Jugendlecher wéi och d'Ausbildung vun dem sozialpedagogesche Personal (ë. a. Educateuren).

De konstante Wuesstem vun eiser Populatioun an de staarken Ausbau vu Kannerservicer (Crèchen, Maison-relaisen) hunn an dësem Beräich vun der nonformaler Bildung fir Kanner zu engem Mangel un héich qualifizéiertem sozialpedagogeschem Personal gefouert. Sou waren am Januar vum Joer 2010 26.038 Plazen a Crèchen a Maison-relaise fir Kanner vum Staat agreéiert. Am Januar 2020 waren et 51.476 Plazen; also praktesch eng Verdueblung vun dëser Offer bannent zéng Joer. Den Ausbau vu Strukturen nëmmen an dësem Beräich féiert laut interne Berechnunge vum MENJE zu der Schafung vun ongefeier 250 neie Vollzäitplaze fir Educateure pro Joer. De Praxisbüro vun der Universitéit (uni.lu) geet vun 801 fräien Aarbechtsplaze fir Educateuren am ganze Sozialberäich fir d'Joer 2019 aus.

Am Schouljoer 2018/2019 hunn 139 Studenten am Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) hiert Ausbildungsjoer GED+ mat Erfolleg gepackt an hunn de staatlechen Diplom vum Educateur kritt.

Den Interessi bei de jonke Leit fir de soziale Beräich a sozial Beruffer ass grouss. D'Sektioun vun de „sciences sociales" (GSO) ass déi Sektioun mat de meeschte Schüler am Regimm vum Enseignement secondaire général. Am Schouljoer 2020/2021 waren 28 % (2.253 Schüler) vun der gesamter Schülerpopulatioun vun den ieweschte Klasse 4e-1re (8.154 Schüler) op der GSO-Sektioun ageschriwwen. Am Schouljoer 2018/2019 hunn 339 Schüler hiren „Diplôme de fin d'études secondaires" (Bac 1GSO), also hir „Hochschulreife", kritt.

Ufank 2019 gouf en Aarbechtsgrupp am MENJE beoptraagt, Analysen iwwert d'Zesummespill vun der sozialpedagogescher Offer a vun de Schülerzuelen ze maachen an der Fro nozegoen, wéi den Ausbau vun enger qualitativ héichwäerteger Ausbildung fir de sozialpedagogesche Beräich kéint ausgesinn. De Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) gouf mat der Analys vun den Ausbildungsprogrammer vun der Sektioun „sciences sociales de l'enseignement secondaire général" GED (LTPES), GSO a GEA (École nationale pour adultes - ENAD) beoptraagt.

Et gëtt eng gewësse Proximitéit tëscht de Programmer an den Thematiken, déi an de Sektioune GED, GSO a GEA behandelt ginn. Beim Verglach vun den Ausbildungsprogrammer ass awer net nëmme gekuckt ginn, wéi identesch déi jeeweileg Inhalter sinn, mee och wéi eng Methoden an Approchen de Schüler sech konnt wärend senger Ausbildung uneegnen. Den Diplôme de fin d'études secondaires beleet, datt de Schüler gutt ekipéiert ass, fir weider Studie maachen ze kënnen.

Virun dësem Hannergrond a mam Usproch, fir duerchlässeg Ausbildungsverleef am Sënn vum liewenslaange Léieren ze erméiglechen, ass de Pilotprojet entstan, fir de Studente mat „GSO-Bac" den Zougang an dat weiderféierend Studiejoer GED+ (LTPES) oder GEA+ (ENAD) ze erméiglechen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dëse Pilotprojet ass fir d'Schouljoer 2021/2022 virgesinn. Et gi maximal 46 Studenten opgeholl: 23 bei dem LTPES an 23 bei der ENAD. Eng prozessbegleedend Evaluatioun vum Pilotprojet fänkt mam Ufank vum Pilotprojet un. Déi jeeweileg Konklusioune souwéi och weider Dokumentatiounen zum Pilotprojet gi public gemaach.

Un dem Evaluatiounsprozess wäerten déi concernéiert Acteuren aus de Schoulen, awer och Vertrieder vu Gewerkschaften a Wëssenschaftler deelhuelen. Dëse Prozess ass oppen, wat d'Konklusiounen ubelaangt. D'Evaluatioun soll weisen, ënner wéi enge Bedéngungen e Schüler vun enger GSO mat zousätzlechen Erfarungen am edukative Beräich de Sprong op eng GED+ packe kann.

De MENJE verschléisst sech net, fir an Zukunft eventuell Adaptatiounen un der GSO virzehuelen oder zousätzlech Modullen unzebidde fir Schüler, déi consideréieren, fir op eng GED+ wëllen ze wiesselen.

Dës an aner Piste sollen am Kader vun dem Pilotprojet evaluéiert ginn an an en definitiven Dispositif matafléissen.

Wat d'Analysen an d'Evaluatioun vum SCRIPT ubelaangt, steet de MENJE bereet, fir dës der Chamberskommissioun ze ënnerbreeden a virzestellen.

De MENJE ass dobäi, online Materialien entwéckelen ze loossen an och eng Offer vu Stageplazen ze

etabléieren, unhand vun deenen d'Schüler sech kënne beschtméiglech virbereeden, fir hire Studium op der GED+ oder GEA+ unzegoen. Bei der Opnam an de Pilotprojet, déi vun den Direktiounen an de jeeweilege Schoulen (LTPES, ENAD) gemaach gëtt, ginn déi Schüler mat praktescher Erfarung prioritär geholl.

ad 4. Dës Informatioun kann ech der honorabeler Deputéierter leider net zoukomme loossen, well d'Base de données vun de Studiebäihëllefen net opschlësselt, vu wéi enger Sektioun d'Studente kommen, déi sech op enger Universitéit aschreiwen.

ad 5. D'Admissioun vun de Studente fält ënnert d'Autonomie vun der Universitéit. Fir vill Studiegäng ass d'Unzuel vun de Studenten, déi ugeholl ginn, limitéiert. An deene Fäll ass eng kloer Admissiounsprozedur definéiert, sou wéi den Artikel 34 vum Unisgesetz et virgesäit (loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg). Et ass net esou, datt d'Universitéit „retizent" wier, Leit vun enger bestëmmter Sektioun, wéi zum Beispill der SO-Sektioun, unzehuelen. Natierlech gëtt et awer Programmer, besonnesch am Beräich vun de Sciences naturelles oder der Medezinn, wou et vu Virdeel ass, gewësse Sektiounen am Lycée absolvéiert ze hunn, a wou d'Kandidate vun deene Sektiounen déi beschte Chancen hunn, sech „en rang utile" ze klasséieren.

Question 4332 (21.05.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**indice des prix :**

- Considérant la flambée des prix dans le secteur immobilier, nous voudrions savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie comment cette évolution se répercute sur l'indice des prix au Luxembourg.

- Quelle est la pondération du logement dans ce même indice et quelle en a été l'évolution au courant des dernières 20 années ?

- L'indice luxembourgeois tient-il compte de l'évolution du coût pour les futurs propriétaires ou ne tient-il compte que de l'évolution des loyers ?

- Quel serait l'impact de cette prise en compte, à l'instar des indices nationaux comme par exemple de l'Allemagne et de la Suisse sur notre indice des prix ?

Réponse (28.06.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Un indice des prix à la consommation est un indicateur économique élaboré pour mesurer les variations, dans le temps, des prix des biens de consommation et des services acquis, utilisés ou payés par les ménages. L'inflation au Luxembourg est mesurée par le Statec par le biais de l'Indice des prix à la consommation national (IPCN).

Le Statec précise qu'au Luxembourg, les loyers d'habitation sont intégrés dans la mesure de l'inflation depuis la fin des années 1980, tandis que les coûts d'acquisition liés aux logements occupés par leur propriétaire n'y sont pas intégrés, parce que l'acquisition d'un logement est considérée comme un investissement et non comme une consommation.

L'IPCN agrège les milliers de prix à la consommation observés tous les mois. Cette agrégation est basée sur une classification harmonisée appelée COICOP (« Classification of individual consumption by purpose »). La nomenclature COICOP partage notamment la consommation en douze divisions principales, dont entre autres la division « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles », qui comprend les prix des loyers d'habitation réels, des travaux courants d'entretien et de réparation des logements, l'alimentation en eau et services divers liés au logement, l'électricité, le gaz et autres combustibles. Dans le schéma de pondération de l'année 2021, la pondération de cette division s'élève à 17,4 % de l'IPCN. En 2000, la pondération de cette division était de 13,6 % et elle a augmenté au fil des dernières années.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Suivant l'article 3 (7) du règlement (UE) n° 2016/792, la Commission européenne avait préparé, pour fin 2018, un rapport sur l'adéquation d'inclure la composante des coûts des logements occupés par leur propriétaire dans la couverture de l'indice des prix à la consommation harmonisé au niveau européen (IPCH). Cet IPCH est l'indice utilisé par la Banque centrale européenne pour définir la politique monétaire de la zone euro. La méthodologie de l'indice luxembourgeois mentionné plus haut (IPCN) est calquée sur la méthode harmonisée au niveau européen.

Dans son rapport, la Commission conclut que les indices de prix OOH (pour « Owner Occupied Housing »), qui sont des indices de prix des logements occupés par leur propriétaire qu'Eurostat publie depuis 2016 et remontant jusqu'à 2010 et disponibles aussi pour le Luxembourg, ne se prêtent actuellement pas à une inclusion dans la couverture de l'IPCH[3]. Deux principaux facteurs empêchent cette intégration, le premier est de nature conceptuelle, le second de nature pratique :

- D'un point de vue conceptuel, l'IPCH mesure l'évolution des prix des dépenses monétaires de consommation des ménages. Dans les indices OOH, le coût du terrain qui fait partie du prix d'achat global d'un immeuble, est inclus et il est considéré comme une dépense d'investissement. Inclure les indices OOH dans la couverture IPCH reviendrait à y introduire un élément d'actif, incompatible avec le cadre conceptuel initial de l'IPCH.

- D'un point de vue pratique, l'indice OOH est produit à une fréquence trimestrielle avec un retard de 100 jours. Or, pour répondre aux exigences méthodologiques de l'IPCH, celui-ci devrait être produit mensuellement et avec un retard de 15 jours. Il apparaît donc que l'indice des prix OOH ne peut actuellement pas être produit conformément aux normes de fréquence et d'actualité de l'IPCH. Or, il est essentiel, notamment pour la Banque centrale européenne (BCE), que l'inclusion de l'indice des prix OOH ne détériore ni la fréquence ni l'actualité de l'IPCH.

Le Statec a néanmoins réalisé une estimation sur base d'une intégration expérimentale dans l'IPCN des coûts d'acquisition liés aux logements occupés en se basant sur l'indice OOH. Cette analyse et les résultats expérimentaux, figurent dans la publication « Le logement en chiffres » du mois d'avril 2021 et sont librement accessibles sur le site du Statec : https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/logement-en-chiffres/2021/logement-en-chiffres-final.pdf.

Question 4333 (21.05.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **fermeture du bureau des douanes à Grevenmacher :**

Mengen Informatiounen no soll de Centre douanier Est zu Gréiwemaacher zougemaach ginn. Nieft der Recette, de Brigadë Contrôle Transport a Contrôle Santé ass dësen Douanesbüro deen eenzegen, deen zoustänneg ass fir d'Kontrolle vun alle Brennereien am Land, vun deenen déi meescht tëscht Schengen an lechternach sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatioune confirméieren?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Decisioun?

- Wéi e Centre douanier soll déi Aufgaben dann elo iwwerhuelen?

Réponse (29.06.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

No Récksprooch mat der Direktioun vun der Douanesverwaltung kann d'Regierung dem éierbaren Deputéierte Gloden follgend Informatiounen iwwert de Centre douanier Est zu Gréiwemaacher matdeelen:

D'Douane huet iwwert déi lescht Joren eng Rei Restrukturatiounen ënnerholl, fir d'Verwaltung an hir Servicer weider ze moderniséieren a méi effikass opzestellen. An deem Sënn koum et zu enger Rei Regruppementer vun den Ekippen an Zentraliséierunge vu verschiddene Servicer.

Entgéint den Informatioune vum éierbaren Deputéierte gëtt et zënter e puer Joer kee Receveur méi um Douanesbureau zu Gréiwemaacher. Des Tâche ass vum Receveur vum Bureau de recette Luxembourg um Centre douanier Houwald iwwerholl ginn, deem och de Büro vun Dikrech ënnersteet.

D'Beamte vun de Brigaden Transport a Santé, déi zu Gréiwemaacher stationéiert waren, goufen um Centre douanier Nord a Centre douanier Houwald affektéiert. Domat bleift haut just nach eng ganz limitéiert Zuel vu Beamten, déi zu Gréiwemaacher schaffen an déi notamment Kontrolle vun de Brennereie maachen.

Vu dass d'Gebai zu Gréiwemaacher net méi de Besoinen a Standarde vun haut gerecht gëtt, gëtt driwwer nogeduecht, dëse Site zouzemaachen. Am Fall, wou dat déi sënnvollste Léisung wär, géife seng Aufgaben un de Centre douanier um Houwald iwwerdroe ginn.

Question 4342 (21.05.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **composition du cannabidiol (CBD) :**

Den Industriehanf ass eng Notzplanz, aus där een ënnerschiddlech Produite kann hierstellen. Zënter méi wéi 25 Joer gëtt den Hanf och zu Lëtzebuerg ugebaut. Et gëtt och Cannabidiol - CBD - aus de Bléie vum Hanf produzéiert, deem ënner anerem eng entzündungshemmend Wierkung nogesot gëtt. Den CBD gëtt vill an Drëpseform genotzt. Wat den CBD méi konzentréiert ass, wat och den THC-Gehalt am Produit méi eropgeet. Sou duerf den erlaabten THC-Gehalt an engem CBD-Produkt just 0,3 % duerstellen, an anere Länner wéi der Schwäiz läit dëse Wäert bei 1 %. Duerch dësen niddrege Grenzwäert kënne verschidde Produite bei eis am Land net produzéiert ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

1. Ass virgesinn, de gesetzlech virgeschriwwenen CBD-Gehalt an engem Produit an d'Luucht ze setzen? Wann nee, firwat net?

Um Niveau vum medezinnesche Cannabis, wou de Staat 2018 e Pilotprojet lancéiert huet, gëtt de Cannabis a Kanada akaaft. Laut mengen Informatioune wier et awer méiglech, de Cannabis fir medezinnesch Zwecker och zu Lëtzebuerg unzebauen an hierzestellen. Gutt gëeegent fir den Ubau wieren ënner anerem och Waasserschutzzonen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

2. Ass d'Regierung gewëllt, den Ubau vu Cannabis fir medezinnesch Zwecker hei am Land zouzeloossen an d'Produktioun ze ënnerstëtzen?

3. Wéi steet d'Regierung dem Ubau vu medezinneschem Cannabis a Waasserschutzzone géigeniwwer?

Réponse commune (29.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Vu dass keng Limitt um CBD-Gehalt gesetzlech festgeluecht ass, kann déi och net gehuewe ginn.

ad 2. Am Moment sinn d'Iwwerleeungen zu dësem Sujet nach ëmmer amgaangen an et ass nach keng endgülteg Positioun festgehale ginn.

ad 3. Vu datt am Moment nach d'Iwwerleeungen zum Ubau vum medezinnesche Cannabis nach ëmmer amgaange sinn an nach keng endgülteg Positioun festgehale ginn ass, kann d'Regierung och nach keng definitiv Ausso zum Ubau vum medizinnesche Cannabis an de Waasserschutzzone maachen.

Question 4345 (21.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **accidents de bus à énergie électrique :**

D'Elektroautoen hunn ee Voltage vu ronn 80 Volt a bei Busser, jee nodeem, geet de Voltage erop op ronn 800 Volt. Bei de Busser leien dës Batterien ënnert dem Daach an déi eenzel Kabele si giel gezeechent. Am Fall vun engem Accident mat esou Gefierer ergi sech grouss Geforequellen, jee no Accident; well ee Mënsch a Kontakt mat ronn 50 Volt kann déidlech Follgen hunn.

An dësem Kontext géif ech der Madamm Bannenminister an dem Här Transportminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng allgemeng Sécherheetsvirschrëften a Prozedure musse fir de Fall vun engem Accident mat engem Elektrobus agehale ginn?

2. Kréien déi eenzel Chaufferen a Secouriste vun den ëffentlechen (CFL, AVL, TICE) a private Busentreprisen eng standardiséiert Formatioun fir sou eng Situatioun ugebueden?

3. An der Äntwert op d'Fro Nummer 1774 vum honorabelen Deputéierten Här Fernand Kartheiser vum 24. Januar 2020 hat d'Regierung zum Theema Accidenter mat engem Elektroauto ënner anerem Folgendes geschriwwen: „Speziell fir Elektroautoe mussen alleguerten déi elektresch Komponenten ‚eegesécher' ausgeluecht ginn, dat heescht, dass de Stroumfloss vum Akku direkt muss ënnerbonne ginn, esoubal een Defekt optrëtt. Am Fall vun engem Accident gëtt den Akku direkt an automatesch vun allen Héichvoltkomponente getrennt." Gëllt dës Prozedur och fir Elektrobussen? Falls jo, ass séchergestallt, datt aner wichteg Funktioune vun engem Bus, déi onofhängeg vun der Aart vum Motor standardméisseg um Elektreschen hänken, wéi zum Beispill d'Dieren, weider funktionéieren, fir d'Leit kënnen ze evakuéieren?

4. Missten d'Passagéier net och doriwwer opgeklärt ginn, wéi si sech am Fall vun engem Accident mat engem Elektrobus ze verhalen hätten?

5. Wéi oft hunn Elektrobusse vun den CFL am Joer 2020 missen depanéiert ginn? Wéi presentéiert dëse Chiffer sech fir Busse mat Verbrennungsmotor?

Réponse commune (06.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi vum Deputéierte genannte Spannung vun 800 Volt bei Elektrobusse stellt fir de Rettungsdéngscht bei der Virgoensweis kee groussen Ënnerscheed zu den Elektroautoen duer. Bei Elektroautoe leien d'Spannungen och deelweis tëscht 400 an 800 Volt, also däitlech méi héich wéi 80 Volt. Dës Spannunge falen alleguer an de Beräich vun der Niddregspannung, soudatt d'Sécherheetsmoossnamen (z. B. den Ofstand beim Läschen), déi berücksichtegt musse ginn, déi nämmlecht sinn.

Den Ëmgang mat Busaccidenter gëtt och an der Grondausbildung vun all Pompjee behandelt (Cours „Formation incendie-sauvetage niveau II"). An dëser Formatioun gëtt et e speziellt Kapitel iwwer alternativ Undriwwer bei Bussen an déi néideg Moossname fir d'Pompjeeën. Nieft dem Elektroundriff ginn hei och d'Gefore vum Äerdgas a Waasserstoff souwéi d'Schnellluedstatiounen op de Busarrêten thematiséiert.

Bei elektresche Busse sinn alleguer d'Héichvoltkomponenten (HV-Komponenten) ausserhalb vun de Beräicher ënnerbruecht, bei deenen d'Warscheinlechkeet méi héich ass, dass se bei engem Accident beschiedegt ginn. Zousätzlech dozou ginn d'HV-Komponenten trotzdeem nach géint Impakter vu bausse geschützt. Dës zwou Mesurë sollen de Risiko vun enger Beschiedegung vun den HV-Komponente minimiséieren. Genau wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1774 fir d'Elektroautoe beschriwwen, gëtt och bei den Elektrobusse beim Iwwerschreide vu sécherheetskritesche Grenzwäerter (z. B. am Fall vun engem Accident) de Batteriesystem automatesch ofgeschalt.

D'HV-Komponenten an de Busse kënnen ausserdeem duerch zwee Nout-Aus-Schalteren ofgeschalt ginn. Ee Schalter befënnt sech am Chauffersberäich, en zweeten ass ausserhalb vum Bus ubruecht, deen et beispillsweis de Rettungskräft géif erméiglechen, bei Bedarf den Héichvoltsystem (HV-System) auszeschalten. Iwwer eng Miessbéchs ass et och méiglech fir ze iwwerpréiwen, ob den HV-System och effektiv ausgeschalt ass.

Den HV-System ass onofhängeg vum normale 24V-Stroumsystem, soudass déi normal Stroumversuergung net duerch d'Ofschalte vum HV-System betraff ass.

Fir d'Diere gëtt et verschidde Funktiounsweisen (z. B. elektresch oder pneumatesch Systemer). Onofhängeg vum System kënnen d'Dieren ëmmer manuell entrigelt ginn, soudass se sech manuell opmaache loossen.

Aus dësen Erklärunge geet ervir, datt et keng aner spezifesch Sécherheetsmoossnamen oder Prozedure fir d'Buschaufferen an d'Passagéier am Fall vun engem Accident mat engem Elektrobus gëtt, wéi déi Mesuren a Prozeduren, déi bei engem Accident applizéiert ginn, an deen e klassesche Bus (Diesel, Hybrid) implizéiert ass. Deemno ginn an deem Kader keng speziell Formatioune fir d'Buschaufferen organiséiert, an d'Passagéier mussen net iwwer spezifesch Verhalensreegelen informéiert ginn.

Déi aktuell Busflott vun den CFL ëmfaasst 79 Gefierer, dovun zwee Elektrobusse vum Hiersteller Irizar.

Am Joer 2020 hunn d'CFL-Bussen eng Gesamtstreck vu 6.670.579 km zeréckgeluecht. Dee Kilometrage beinhalt haaptsächlech déi regulär Prestatiounen op den CFL-Linnen, awer och Ersatzdéngschter. Déi 77 konventionell Bussen (Diesel, Hybrid) hunn eng Distanz vu 6.602.544 km zeréckgeluecht an déi zwee Elektrogefierer 68.035 km.

Am Joer 2020 koum et eelefmol zum Depannage, zéngmol ass bei Diesel/Hybrid-Bussen intervenéiert ginn an eemol bei engem Elektrobus. Et huet sech heibäi ëm gréisser technesch Panne gehandelt, bei deenen d'Bussen op den Haaptsitten hu missen ofgeschleeft ginn.

Et kann een ofleeden, dass an der aktueller Kompositioun vun der Busflott d'Diesel/Hybrid-Bussen am Duerchschnëtt all 660.254 km ofgeschleeft ginn, am Géigesaz zu 68.035 km bei den Elektrobussen.

Question 4346 (21.05.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**énergie nucléaire :**

Am Koalitiounsvertrag vun 2018 steet: « Les centrales nucléaires vieillissantes de Cattenom, de Tihange et de Doel représentent une menace importante pour la sécurité nationale. Le Gouvernement s'engagera auprès des autorités françaises et belges pour la fermeture immédiate de ces centrales nucléaires à risque, se donnera les moyens juridiques nécessaires et soutiendra toute initiative dans ce sens. En contrepartie de la fermeture de Cattenom, un projet commun de promotion des énergies renouvelables dans la région frontalière sera soutenu. » Dobäi leeft eng spannungsräich Linn queesch duerch d'EU-Memberstaaten, wat d'Astellung zur Atomenergie ugeet. Vun den 13 EU-Memberstaaten, déi am Moment nach Atomzentrale bedreiwen, plangen der just zwee (nämlech Däitschland an d'Belsch) konkreet een Ausstig aus der Atomenergie, woubäi déi Belsch awer ëmmerhin nach 47,56 % vun hirem Stroum aus der Atomenergie gewannen.

[3] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018DC0768

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Energieminister:

1. Gëtt et am Moment schonns ee konkreete „projet commun de promotion des énergies renouvelables dans la région frontalière"?

2. Wéi gesäit Lëtzebuerg d'Zukunft vun der ziviller Atomenergie an der Europäescher Unioun, souwuel wat d'Zuel vun de Staaten ugeet, déi d'Atomenergie benotzen, wéi och d'Zuel an den Typ vun de Reakteren, déi absolutt Produktiounscapacitéiten am Beräich vun der Atomenergie an hire prozentualen Undeel un den totalen Energiebesoinen an der Unioun?

3. An hirem Spezialbericht zur Klimakris „Global warming of 1.5 °C. An IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5 °C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty" huet de Weltklimarot 2018 Zenarien ausgerechent, fir ze ermëttelen, wéi bei sénkenden CO_2-Emissiounen de weltwäiten Energiebedarf trotzdeem gedeckt kéint ginn. An de meeschte vun den 89 Zenarien, déi vum Weltklimarot kalkuléiert goufen, hëlt den Undeel vun Nuklearenergie a fossille Brennstoffer bis 2050 zou. De Weltklimarot schreift am Hibléck op d'Nuklearenergie: „comparative risk assessment shows health risks are low per unit of electricity production". Wéi steet den Här Minister zu dëse Konklusioune vum Weltklimarot?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Iwwert déi direkt Grenzregioun eraus kann een zwee Voleten ënnerscheeden:

- Ee Volet Infrastruktur:

Wat elo déi onmëttelbar regional Kooperatioun ubelaangt, gëtt et am Beräich Waasserstoff z. B. de Projet MosaHYc vu Creos Däitschland a GRTgaz, bei deem ENCEVO och eng eventuell Verlängerung vun enger Waasserstoffleitung op lëtzebuergeschen Territoire analyséiert. Weider Detailer zu dësem Projet befanne sech an de jeeweilegen Äntwerten op d'Question parlementaire 2486 vum 6. Juli 2020 an d'Question parlementaire 2851 vum 18. September 2020.

Och ginn am Beräich Waasserstoff Gespréicher gefouert an der Groussregioun, an der Benelux-Unioun a mat de Memberstaate vum Pentalateralen Energieforum (Benelux, Däitschland, Frankräich, Éisträich a Schwäiz), fir niewent engem verstäerkten interconnectéierte Stroumnetz och eng grenziwwergräifend Waasserstoffinfrastruktur opzestellen. Lëtzebuerg hëlt hei aktiv un den Diskussiounen an dem Ausschaffe vu gemeinsame Positiounen a Studien deel.

- Ee Beräich vun der Produktioun vun erneierbaren Energien:

Am europäesche Kader huet Lëtzebuerg an deene leschte Jore verschidde Kooperatioune mat Länner (Estland a Litauen) gehat, fir gemeinsam den Ausbau vun den erneierbaren Energien an Europa weiderzedreiwen. Lëtzebuerg setzt weiderhin op dës Kooperatiounen, sou lafen elo och Diskussioune mat méi noe Länner wéi z. B. mat Dänemark. Dänemark plangt ënner anerem eng Energieinsel a mëttelfristeg kéint och Lëtzebuerg duerch dat westeuropäescht Stroumnetz dovunner profitéieren.

Ausserdeem gëtt et Méiglechkeeten, iwwer deen nei geschaafte sougenannten „EU financing mechanism" fir erneierbar Energië länneriwwergräifend Projeten ze finanzéieren. Och do hëlt Lëtzebuerg deel, an déi éischt Projete solle sech bis Enn des Joers respektiv Ufank nächst Joer konkretiséieren. Wéi eng Länner an ob dat regional Projete sinn, ass am Moment nach oppen, well et dovunner ofhänkt, ob genuch Länner mat erneierbare Capacitéite matmaachen an ob genuch Kontributioune kënne gesammelt ginn.

Et sief nach ofschléissend ugemierkt, datt am Kontext vun der regionaler Kooperatioun (an a Form vun engem sougenannte „statisteschen Transfert") ee sécherstelle muss, datt d'Nopeschland en Iwwerschoss un erneierbaren Energië bereetstellt an dësen zu engem akzeptabele Präis op Lëtzebuerg transferéiere wëll, wat am Moment net de Fall ass.

ad 2. Eis Nopeschlänner, Däitschland an d'Belsch, klammen aus der Atomkraaft eraus, och Spuenien huet dëse Schrëtt annoncéiert. Frankräich plangt, den Undeel vun Atomkraaft u senger nationaler Produktioun däitlech ze reduzéieren a wäert bis 2035 14 Reakteren zoumaachen. Dowéinst wäert den Undeel vun Atomkraaft an der europäescher Stroumversuergung an den nächsten 10-15 Joer däitlech erofgoen. Et ass och ervirzehiewen, datt geplangten Atomkraaftwierker oft an der Realisatioun däitlech méi deier ginn an och oft enorm Retarden op den offiziellen Zäitplang hunn.

Wat d'Versuergungssécherheet ugeet, huet Lëtzebuerg selwer an enger gemeinsamer Etüd mat den däitsche Bundeslänner Rheinland-Pfalz a Saarland nogewisen, datt eis Versuergung och ouni de Betrib vum Atomkraaftwierk Cattenom assuréiert ass.

ad 3. Wichteg ass ervirzesträichen, datt de Weltklimarot d'Mesuren am Beräich vun der Energieeffizienz, de méi staarke Remplacement vun de fossillen duerch d'erneierbar Energien a Mesuren am Beräich vun der Landwirtschaft als wichtegste Levier am Beräich Klimaschutz gesäit. Ausserdeem ginn d'Zuel vun de Projeten an Techniken am Beräich vun den erneierbaren Energien ëmmer méi erop an d'Käschten ëmmer méi erof. Laut „Bloomberg New Energy Finance" läit de Präis vun Atomstroum mëttlerweil bis zu véiermol esou héich wéi deen, deen duerch erneierbar Energië produzéiert gëtt.

D'Atomkraaft ass net néideg, fir eis Klimaschutzziler ze erreechen, mee eng deier a geféierlech Technik, déi eng ganz Rei nei Problemer am Beräich vum Traitement vun den nuklearen Offäll schaaft. Lëtzebuerg schwätzt sech dowéinst a sengem nationalen Energie- a Klimaplang an a sengem Klimaschutzgesetz kloer géint Atomkraaft aus a setzt op cibléiert Aktiounen an alle Secteuren an d'Promotioun vun Energieeffizienz a vun den erneierbaren Energien, déi eng reell Alternativ zur Atomkraaft sinn.

Question 4347 (21.05.2021) de **M. Serge Wilmes** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **vols de courtes distances :**

Den EU-Klimakommissär Frans Timmermans huet sech dëser Deeg géint Kuerzstreckeflich ausgeschwat. Bei Strecke vun ënner 600 a bis 800 km soll et net méi sënnvoll sinn, de Fliger ze huelen, well et méi laang géif daueren. D'Kuerzstreckeflich sollen awer net duerch e Verbuet ofgeschaaft ginn, sou de Vizepresident vun der EU-Kommissioun weider, mee d'Attraktivitéit vun der Eisebunn als Laangstreckeverkéiersmëttel soll verbessert ginn. Doriwwer eraus fënnt den Här Timmermans, dass de Kerosinn sou soll besteiert ginn, wéi déi aner Carburanten och.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Sinn déi europäesch Transportministere respektiv déi eenzel national Ministere vum EU-Klimakommissär zu dësem Theema consultéiert ginn?

- Wa jo, wéi eng alternativ Ubannunge proposéiert den Här Timmermans op de sougenannte Fligerkuerzstrecke fir Lëtzebuerg - wëssend, dass d'Verbindunge mat Däitschland a mat der Belsch net zefriddestellend sinn an dass et keen Nuetszuch gëtt, deen iwwer Lëtzebuerg verleeft?

- Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung par rapport zu enger signifikanter Reduktioun vun der Offer vu Kuerzstreckeflich?

- Wéi eng Initiative gedenkt d'Regierung ze huelen, fir Lëtzebuerg als Zwëschestopp fir international Nuetszich interessant ze maachen? An dësem Kontext sief un e Projet fir en Nuetszuch vu Bréissel a Richtung Südfrankräich mat Perpignan als Terminus erënnert, dee vum Fréijoer 2022 u soll fueren - allerdéngs laanscht Lëtzebuerg.

- Wéi wëll den Här Mobilitéitsminister generell d'Attraktivitéit vun der Eisebunn als Alternativ zum Fliger oder zum Auto op gréissere Strecken an d'Luucht setzen?

- Wéi eng Auswierkungen hätte manner Kuerzstreckeflich fir de Lëtzebuerger Flughafen am Allgemengen a fir d'Luxair am Besonneschen? Wéi staark wier de finanziellen Impakt vun enger Kerosinnbesteierung op hir Viabilitéit?

Réponse (29.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

À ce stade gëtt et nach keng Initiative vun der Europäescher Kommissioun iwwert Kuerzstreckeflich an och keng Consultatioun vun de Memberstaaten zu dësem Theema.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4204 vum 3. Mee 2021 geschriwwen, envisagéiert d'Regierung keng konkreet Aschränkung vun der Offer vun de Flich vum Findel aus.

D'Regierung engagéiert sech awer op europäeschem Niveau, fir datt d'Eisebunn insgesamt méi attraktiv gemaach gëtt, dëst fir à moyen terme och Ubannungen u grouss Fluchhäfe fir Passagéier méi interessant ze maachen.

D'Regierung analyséiert déi verschidden Optiounen, fir vu Lëtzebuerg aus op eng attraktiv Offer vu Nuetszich kënnen zeréckzegräifen, ob direkt vu Lëtzebuerg aus oder vum noen Ausland.

Op ville gréissere Strecken a wäiten Destinatioune gëtt et momentan keng realistesch Alternativ zum Fléien. Par contre analyséiert d'Regierung fir verschidden Destinatiounen, wéi eng verbessert Ubannung un d'Zuchverbindungsnetz an eisen Nopeschlänner kéint viabel Alternativen offréieren zum Fléien.

Luxair flitt quasi just op kuerzen a mëttellaange Strecken a wat d'Passagéierflich ugeet ass dëst och de Genre vu Flich, déi um Lëtzebuerger Fluchhafen ukommen a fortfléien. Eng Reduktioun vu Kuerzstreckeflich op dem Lëtzebuerger Fluchhafen hätt souwuel Konsequenzen direkt fir Luxair wéi och fir de Lëtzebuerger Fluchhafen.

D'Regierung huet keng konkreet Donnéeën iwwert d'Ausmooss vun engem eventuellen Impakt op d'Viabilitéit vum Lëtzebuerger Fluchhafen oder Luxair vun enger Kerosinnbesteierung.

Question 4348 (21.05.2021) de **M. Marc Hansen** et **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **vaccination de personnes en situation précaire :**

Dans sa réponse à la question parlementaire urgente n° 3749, Madame la Ministre de la Santé avait affirmé la volonté du Gouvernement de donner accès à la vaccination à toutes les personnes vivant en situation de précarité (parmi lesquelles figurent les sans-abris, toxicomanes, prostitué-e-s, immigré-e-s clandestin-e-s, demandeurs de protection internationale, ainsi que les résidentes dans les maisons pour femmes en détresse).

Dans ce contexte, il a été créé un groupe de travail comprenant notamment des représentant-e-s du Ministère de la Famille, du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de l'Office national de l'accueil ainsi que de plusieurs associations actives sur le terrain, afin de développer les solutions de vaccination pour les personnes vivant en situation précaire.

Lors d'une conférence de presse le 19 mai 2021, Madame la Ministre a annoncé qu'une campagne de vaccination pour les sans-abris aura lieu les 1er et 2 juin 2021 dans les locaux de la « Wanteraktioun ». Dans un récent article sur le site web reporter.lu, un représentant de l'organisation « Médecins du Monde » note que beaucoup de personnes sont exclues de cette campagne, étant donné que la présentation d'une carte d'identité ou d'un passeport est une condition d'accès au vaccin.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Combien de réunions ont eu lieu dans le cadre du groupe de travail précité ? Quelles solutions ont été développées au sein de ce groupe pour garantir un accès effectif à la vaccination pour les différents groupes de personnes vivant en situation de précarité ?

2) Quelle est la stratégie du Gouvernement pour sensibiliser les personnes vivant en précarité à l'importance de la vaccination ?

3) Quelle est la stratégie du Gouvernement pour permettre un accès effectif à la vaccination aux personnes qui ne peuvent pas présenter une carte d'identité ou un passeport ?

4) À quels critères les personnes en situation de précarité doivent-elles répondre afin d'avoir accès à une vaccination ? Est-ce qu'il existe d'autres critères d'exclusion ?

5) Combien d'équipes de vaccination mobiles sont actuellement actives ? Comment ces équipes fonctionnent-elles ? Quel rôle les équipes mobiles peuvent-elles jouer dans le déploiement de la campagne de vaccination des personnes vivant en situation précaire ?

6) Quel sera le rôle accordé aux associations travaillant avec les personnes vivant en précarité dans la mise en œuvre de la campagne de vaccination, ainsi que dans le travail de sensibilisation y relatif ?

7) Madame la Ministre ne jugerait-elle pas judicieux d'offrir aux personnes vivant en situation précaire une vaccination avec le vaccin de Johnson & Johnson, ce dernier ayant l'avantage opérationnel de ne nécessiter qu'une seule injection ?

Réponse commune (29.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) Le groupe de travail social (GT social), qui comprend des représentants de différents ministères et établissements publics (Ministère de la Santé, Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Office national de l'accueil, etc.), du Syvicol, de l'Entente des offices sociaux ainsi que du monde associatif, s'est réuni neuf fois afin de se pencher sur des questions touchant le secteur social (large scale testing, tests antigéniques, vaccination, etc.).

Afin d'organiser la vaccination de personnes sans-abri dans les structures de la Wanteraktioun le 1er et 2 juin, plusieurs réunions ont eu lieu en mai entre le Ministère de la Santé (MiSa), le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MiFa) et des représentants du monde associatif. Dans le cadre de cette première campagne vaccinale, 63 personnes sans-abri ont pu être vaccinées.

Afin de donner la possibilité au plus grand nombre de personnes en très grande précarité de se faire vacciner, le MiFa et le MiSa ont adressé une nouvelle demande de mandat au Gouvernement en conseil le 16 juin 2021 pour continuer la campagne vaccinale des personnes sans-abri par des équipes mobiles.

ad 2) En complément des campagnes de sensibilisation générales du Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus du Covid-19, une « Toolbox » a été mise en place qui est accessible via le lien : toolbox-covid.gouvernement.lu

Cette « Toolbox » regroupe les différents supports de communication (dépliants, affiches, vidéos, pictogrammes) qui accompagnent les mesures et recommandations du Gouvernement. Les acteurs de terrain peuvent les utiliser lors de leurs activités professionnelles ou bénévoles pour maximiser la diffusion et l'application des mesures.

Dans le cadre de la campagne de vaccination et afin d'atteindre un maximum de personnes, les informations autour de la vaccination (invitation, questionnaire pré-vaccination, mesures importantes après vaccination, etc.) ont été traduites en plusieurs langues, dont albanais, turque, tigrigna, serbo-croate, russe, et l'espagnol.

ad 3) La seule condition est la nécessité de bénéficier d'une matricule auprès du RNPP afin de pouvoir être enregistré dans l'applicatif de vaccination MSVAC.

En effet, cet enregistrement permet une traçabilité et un suivi de pharmacovigilance qui permet d'identifier les personnes et de les recontacter en cas de données nouvelles concernant la tolérance ou les précautions d'emploi liées à un vaccin.

Par ailleurs, cet enregistrement est le seul moyen à ce jour d'assurer la délivrance d'un certificat vaccinal interopérable au niveau européen. Sans données d'identification, il risque d'y avoir un obstacle à délivrer un tel certificat, ce qui risque de limiter les possibilités de passage transfrontalier.

Dans le cadre de la campagne de vaccination à la Wanteraktioun, une démarche accélérée a été présentée aux associations du secteur social afin de demander l'attribution d'une matricule auprès du CTIE ou de demander à se faire communiquer une matricule pour une personne qui ne s'en souviendrait plus.

ad 4) À ce jour, les critères définis par le comité de pilotage de vaccination sont les suivants :

- bénéficier d'une matricule auprès du RNPP (qui existait déjà ou créée via la démarche accélérée auprès du CTIE) ;

- ne pas bénéficier d'une adresse de référence étant donné que les personnes ayant une adresse de référence reçoivent une invitation par voie postale ;

- être recensé comme souhaitant se faire vacciner. Ce recensement a été effectué par les différentes associations conventionnées avec le MiFa et le MiSa.

ad 5) Le nombre d'équipes mobiles est variable en fonction des besoins. Lors de la vaccination des résidents des structures d'hébergement pour personnes âgées et des structures d'hébergement pour personnes en situation de handicap, jusqu'à quatre équipes mobiles ont été déployées chaque jour.

Actuellement les équipes mobiles sont déployées chaque semaine pour plusieurs types de missions différentes (vaccinations à domicile en collaboration avec les réseaux d'aide et de soin, vaccinations individuelles en structures d'hébergement pour personnes âgées, vaccinations hospitalières, vaccinations des nouveaux résidents des structures d'hébergement, etc.).

ad 6) Dans le cadre de la vaccination des personnes sans-abri à la Wanteraktioun, il a été défini que la Dräieck ASBL, qui gère la Wanteraktioun, soit responsable de la coordination de la mission de vaccination qui s'est déroulée le 1er et le 2 juin 2021.

Cette association avait été chargée :

- de collecter auprès des associations conventionnées œuvrant dans le domaine du sans-abrisme les identités des personnes sans-abri souhaitant se faire vacciner ;

- de récupérer auprès de ces associations les identités et coordonnées des personnes participant à la mission de vaccination (accompagnants, accueil des personnes, médecins, infirmiers, etc.) ;

- de préparer les locaux au sein de la Wanteraktioun ;

- de transmettre à la cellule de coordination des équipes mobiles le nombre de personnes souhaitant se faire vacciner ainsi que les identités des vaccinateurs (médecins ou infirmiers).

Les associations jouent un rôle important dans le travail de sensibilisation étant donné que leurs collaborateurs sont quotidiennement en contact avec les bénéficiaires et qu'ils font souvent office de personnes de référence des personnes sans-abri.

Dans ce sens, les associations resteront impliquées dans l'organisation des campagnes de vaccination à venir.

ad 7) Pour les raisons suscitées, le vaccin Johnson & Johnson avait été prévu pour la mission de vaccination du 1er et 2 juin pour toutes les personnes sans-abri âgées de plus de 30 ans, en respect des recommandations du CSMI du 30 avril 2021 concernant ce vaccin.

Le vaccin Johnson & Johnson continuera à être utilisé prioritairement pour les prochaines campagnes de vaccination des personnes sans-abri.

Question 4350 (25.05.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **situation sanitaire au « Sportlycée » :**

D'Schüler aus dem Sportlycée kruten an engem Schreiwes matgedeelt, datt säit der Ouschtervakanz 17 Schüler an 1 Enseignant positiv op de Covid-19 getest gi sinn. 5 Klasse wieren an den Zenario 1 gesat ginn, 1 an den Zenario 2 an nach eng aner an den Zenario 3.

Esou wéi et weider aus dem Bréif ervirgeet, wier d'Originn vun dëser rezenter Hausse vun Ustiechunge mam Covid-19 am Sportlycée e puer positiv Fäll an enger Sportsdisziplin gewiescht.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, ëm wéi eng Sportsdisziplin an ëm wéi vill Fäll et sech heibäi handelt?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Am Sënn vun der gréisstméiglecher Transparenz informéiert d'Direktioun vum Sportlycée d'Eltere reegelméisseg souwuel iwwert déi sanitär Situatioun an der Schoul wéi och iwwert d'Moossnamen, déi vum Educatiounsministère am Kader vun der Covidkris geholl gi sinn.

Am Sportlycée goufen tëscht der Ouschtervakanz an der Päischtvakanz 17 Schüler positiv op de Coronavirus getest, dovun eelef an der Period vum 14. op den 21. Mee. Am Courrier un d'Eltere vum 21. Mee 2021, op deen d'Fro vun der honorabeler Deputéierter sech bezitt, ass dës Hausse op eng Rei vu positive Fäll an enger bestëmmter Sportsdisziplin zeréckgefouert ginn.

Et huet sech heibai ëm de Basketball gehandelt. Hei goufen et souwuel an der Federatioun wéi och an e puer Veräiner positiv Fäll ënner Trainer a Spiller. Dëst ass net ouni Auswierkungen op de Sportlycée bliwwen, wou et zu follgender Situatioun komm ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dës Zuele bezéie sech op d'Period tëscht dem 14. an dem 21. Mee 2021. Ausser engem Schüler op der 4e classique an enger Schülerin op der 6e classique huet et sech exklusiv ëm Basketballspiller gehandelt. Insgesamt waren et also néng Basketballspiller, déi tëscht dem 14. Mee an dem 21. Mee positiv getest goufen.

An dësem Kontext sief nach op déi gutt Zesummenaarbecht tëscht der Direktioun vum Sportlycée mat der Cellule de coordination vum Educatiounsministère engersäits an, anererséits, mat der Basketballfederatioun (FLBB) higewisen. Och mat den Eltere gouf et eng effikass an transparent Kommunikatioun.

Question 4352 (25.05.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **création d'un parking-relais au Hareler Poteau :**

Et ass mer zu Ouere komm, dass et aktuell Diskussiounen iwwert d'Schafe vun engem P&R um Hareler Poteau tëscht dem Ministère an de Gemengeresponsabele gëtt. Zesumme mat enger Expressbuslinn géif dëst de Beruffspendler aus der Regioun et erlaben, an enger Stonn an der Stad ze sinn.

Donieft wier sou e Parking och fir den Tourismus ronderëm de Stauséi intressant.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Kann den Här Minister weider Informatiounen zu deenen Diskussioune ginn?

- Ass an deem Kader virgesinn, dee P&R mat enger Expressbuslinn bis an d'Stad ze verbannen?

- Gëtt och nach iwwer änlech Projeten an anere Landesdeeler nogeduecht ? Wa jo, wou wieren dës Standuerter? Wéi gesäit hei d'Zesummenaarbecht mat de respektive Gemengen aus?

Réponse (29.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Analyse vun den Aarbechtsdeplacementer vun den Awunner aus der Stauséiregioun (Gemeng Bauschelt a Stauséigemeng) hunn erginn, dass dës Deplacementer sech ganz diffus op verschidden Destinatioune verdeelen. Just 15 % vun den Awunner schaffen aktuell an der Stad Lëtzebuerg, dëst entsprécht engem maximale Potenzial vu ronn 200 Leit. Wëssend, dass och bei optimale Busverbindungen nëmmen een Deel vun de Leit de Bus huelen, an dass Busexpresslinne vu 5.00 Auer moies bis 23.00 Auer owes am Stonnentakt fueren, justifiéiert eng realistesch Demande ënner 100 Leit pro Dag néierens am Land eng Busexpresslinn an d'Stad mat 18 Busse pro Richtung. Ab Dezember 2021 gëtt fir dës Usagers d'Verbindung an d'Stad awer weider verbessert. Da kritt een aus der Stauséiregioun zu Rammerech de ganzen Dag eng am Fuerplang programméiert Korrespondenz mat der Busexpresslinn 902 op d'Stäreplaz. Esou gëtt d'Fuerzäit verkierzt an d'Fiabilitéit vun der Verbindung tëscht der Stauséiregioun an engem Pôle d'échange an der Stad ofgeséchert.

Sollt d'Gemeng e P&R mat engem Busarrêt um Hareler Poteau amenagéieren, bleiwen d'RGTR-Linnen, déi do souwisou fueren, op dësem Arrêt stoen.

D'Stroossebauverwaltung ass aktuell mam Ausschaffe vum Ausschreiwungsdossier vun der Ëmgestaltung vum Kräizungsberäich tëscht dem CR309 an dem CR315 um Hareler Poteau amgaangen. Obwuel déi zwee Projete sech prinzipiell net am Wee stinn, ass eng Zesummenaarbecht tëschent der Gemeng Bauschelt an der Administration des ponts et chaussées ab den éischte Planungen néideg.

Doriwwer eraus gëtt zu Schweebech en neie P&R amenagéiert, wou verschidde Buscouloiren a Richtung Haaptstad, notamment och deen aus der Stauséiregioun, gebündelt ginn. Soubal dëse P&R a Betrib geet, wäert ech analyséiere loossen, wéi sech de Besetzungsgrad vun de Bussen do entwéckelt an ob eng zousätzlech Offer néideg ass.

Question 4353 (25.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **chantier à la gare d'Ettelbruck :**

Wéinst dem Chantier zu Ettelbréck op der Gare si provisoresch Busarrêten installéiert ginn. Och wann op där Plaz zu Ettelbréck momentan geschafft gëtt, sollt awer ee Minimum u Sécherheet fir d'Passagéier garantéiert ginn. Dës provisoresch Arrête stellen en Nodeel duer fir all déi Leit, déi de Bus benotzen an notamment fir eis eeler Matbierger a Leit, déi op de Rollstull ugewise sinn, awer och Leit mat enger Kannerkutsch. Virun de provisoresche Busarrête sammelen sech grad zu de Spëtzestonnen eng Onmass vu Leit an et ass da fir déi leschtgenannte Persounegruppe schwéier, laanscht dës Leit ze manövréieren, fir nach mat Zäiten hire Bus ze kréien. Et kënnt dann heefeg vir, datt dës Leit hire Bus verpassen a bis zu eng Stonn op déi nächst Verbindung waarde mussen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister riichten:

1. Wier et méiglech, déi provisoresch Busarrêten e Stéck wäit no hannen ze réckelen, soudatt de Raum vum Passage automatesch méi grouss géif ginn?

2. Fir vun der Ettelbrécker Gare bis bei d'Busarrêten ze kommen, muss een e gutt Stéck Wee zeréckleeën. Wier et an deem Kontext méiglech, d'Horairë vun de Busser an den Zich esou openeen ofzestëmmen, datt an alle Fäll genuch Zäit bleift, fir déi weider Verkéiersverbindung nach ze erreechen? Och am Kader vum Schoultrafick kënnt et vir, datt Schüler hir Verbindung net méi mat Zäiten erreechen. Wier et an deem Kontext och méiglech, d'Horairë vun de Busser an den Zich esou openeen ofzestëmmen, datt och d'Schüler an alle Fäll hir weider Verkéiersverbindung erreeche kënnen?

Réponse (08.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den aktuelle Chantier zu Ettelbréck, fir eng vun deenen am meeschte benotzte Garen am Land ze moderniséieren an ze reorganiséieren, bréngt natierlech déi eng oder aner Ännerunge mat sech, déi net ze evitéiere sinn. Aktuell sinn ënnert der Zesummenaarbecht vun der Stroossebauverwaltung an der nationaler Eisebunnsgesellschaft CFL déi beschtméiglech Moossname geholl ginn, fir et de Leit ze erméiglechen, trotz den Aarbechten a mat der néideger Sécherheet op där Plaz weiderhin den Zuch a Bus kënnen ze huelen.

De Quai bei deene provisoresche Busarrêten huet eng Breet vun 3,00 Meter an eng Längt vun 135 Meter. Laut de Richtlinnen „Empfehlungen für Anlagen des öffentlichen Personnenahverkehrs" (EAÖ) soll d'Breet ee Minimum vun 2,50 Meter hunn. Déi aktuell Breet vun 3,00 Meter entsprécht also der genannter Richtlinn. Ausserdeem wier et ons net méiglech, de Quai méi breet ze bauen, respektiv no hannen ze réckelen, ouni de Parking vun den CFL, deen direkt hannendru läit, ze verklengeren.

Et ass des Weideren ze bemierken, dass d'Längt vum Quai eng net manner wichteg Roll spillt. Op enger Längt vun 135 Meter hunn nämlech sechs Busser Plaz, fir sech hannerteneen ze stellen. Am Idealfall sollt deen éischte Bus, dee kënnt, méi uewen halen, soudass kee Réckstau entsteet a fir dass déi nächst Busser, déi an engem kuerzen Zäitraum nokommen, hannendrun déi néideg Plaz hunn, fir och do ze halen. Da kéinten nämlech och d'Leit, déi do wëllen an de Bus klammen, sech méi um Quai verdeelen. D'Agente vun der Stroossebauverwaltung hunn déi Responsabel vum RGTR schonn heirop opmierksam gemaach.

Laut aktuellem Planning bleift déi bestoend Situatioun esou bis Enn 2022, Ufank 2023. Duerno kënnt d'Busgare nees op hir al Plaz zeréck, dat heescht südlech vun der Gare, bis dann déi nei Busgare fäerdeg ass.

Question 4355 (26.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans le secteur Horeca :**

Säit dem 16. Mee 2021 dierf d'Horesca hir Clienten och nees an hire Raimlechkeeten zerwéieren. Dëst allerdéngs nëmmen, wann d'Leit virdrun en negative Schnelltest op Covid-19 virweise kënnen. Dës Tester erzeegen zum enge vill medezinnesch Zousazoffäll. Parallell ass awer och all Gastronom verflicht, senge Clienten Zougang zu sanitären Anlagen ze garantéieren. Des Weidere koum et an de Méint vum Mee/Juni bis zum 26. November 2020, also der Zäit wou d'Restaurateuren ënner Anhale vun de Sécherheetsvirschrëften nach normal hunn dierfe schaffen, ëmmer mol rëm vir, datt Clienten nach e Patt gedronk hunn, wa si virdru bestallten Iesse siche komm sinn an dëst nach net ganz prett war. Zum enge well „een drénken" nun eebe mol ëmmer e feste Bestanddeel vum gesellschaftleche Mateneen zu Lëtzebuerg duergestallt huet, zum aneren och aus engem Akt vu privater Solidaritéit vis-à-vis vun de Restaurateuren, déi vun dëser Kris ekonomesch jo besonnesch staark betraff sinn.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi deckt sech d'Verflichtung vun de Wiertsleit, fir just Leit mat engem negative Schnelltest eranzeloossen, mat hirer Obligatioun, fir sämtleche Clienten den Zougang zu den Toiletten ze erméiglechen, wann dës explizitt just op der Terrass konsuméieren, well si de Schnelltest ofleenen? Kënne si weiderhin op d'Toilette goen, ouni datt si an och déi betraffe Wiertsleit rechtlech Konsequenze musse fäerten? Wéi presentéiert sech d'Situatioun fir Leit, déi eng Commande siche kommen? Ass d'Kontrollpersonal (Santé, Police ...) entspriechend sensibiliséiert fir de Fall, datt si Leit ouni gültege Schnelltest bannen an engem Restaurant untreffen?

2. Wéi bewäert d'Regierung de Fall, wann e Client, deen op seng Commande waart, sech, wouméiglech aus aler Gewunnecht, eppes ze drénke bestellt, rechtlech awer och en vue vun der psychologescher Gesondheet am Kader vum gesellschaftleche Mateneen? Falls dëst ënnert de bestoende Modalitéiten eng verstoppt Illegalitéit géif duerstellen, kéint d'Regierung sech virstellen, hiert Kontrollpersonal (Santé, Police ...) entspriechend ze sensibiliséieren, fir souwuel vis-à-vis vun de Cliente wéi dem Wiert/Restaurateur op e formelle Procès-verbal ze verzichten a se just mëndlech op d'Gesetzeslag hinzeweisen?

3. Iwwer wéi eng Méiglechkeete verfügen d'Restaurateure fir déi medezinnesch Offäll, déi duerch d'Schnelltester zwangsleefeg entstinn, aartgerecht ze entsuergen? Kënne si déi entspriechend Zousazkäschte steierlech ofsetzen?

4. Wéi beurteelt d'Regierung de Gesamt-Käschten-Notze vun dëse Schnelltester an der Gastronomie en vue vum finanzielle souwéi dem logisteschen Zousaz an och der psychologescher Gesondheet vum gesellschaftleche Mateneen engersäits an den eventuell entdeckte Covidinfektiounen anererséits? Dëst wuel wëssend, datt deen uewe genannten Zousazopwand kleng Cafetieren iwwerproportional belaascht, an dat nämmlecht och fir Leit mat engem klenge Revenu gëllt, wann déi Schnelltester iergendwann eng Kéier net méi vum Staat bezuelt ginn. Kann d'Regierung hei d'Etüd oder déi entspriechend Modellrechnung presentéieren, op där dës Decisioun berout?

Réponse (28.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et sief bemierkt, datt dem honorabelen Deputéierten seng Fro sech op dat viregt Covidsgesetz bezitt, dat bis den 12. Juni 2021 a Kraaft war. An deem Text huet den Artikel 2 Paragraf 1 nëmmen e Covid-19-Test fir d'Consommatioun „à l'intérieur de l'établissement de restauration (…)" virgesinn. Dëst schléisst domat d'Obligatioun vum Test aus fir d'Benotze vun den Toilettë souwéi fir d'Ofhuele vun enger Commande (take-out). Dëst gouf och an de Recommandatioune vum Direkter vun der Santé un den Horeca vum 14. Mee, déi dem honorabelen Deputéierten och iwwermëttelt goufen, nach emol kloer erkläert.

D'Gesetz beseet also kloer, dass d'Consommatioun dobannen net ouni Test méiglech ass. Deemno ass de Client, deen op eng Commande waart an dobäi eppes drénkt, an Infraktioun mam Gesetz, wann en net getest ass, ausser hie géif dat Gedrénks dobaussen op der Terrasse consomméieren.

D'Offäll, déi duerch d'Coviddtester entstinn, kënnen an dem normalen Hausmüll (Restmüll) entsuergt ginn. Dëst ass och an de Recommandatioune vum Direkter vun der Santé explizéiert a gouf och vum Ëmweltministère bestätegt. Et entstinn also keng Zousazkäschten.

Et ass am Moment nach ze fréi, fir eng Käschten-Notzen-Evaluatioun ze maache vum Asaz vun de Schnelltester am Horeca-Beräich. D'Horeca-Betriber kruten am Laf vum Mount Mee eng ronn 1,1 Millioun Schnelltester vun der Regierung zur Verfügung gestallt, déi si fir den Testing vun hire Clienten asetzen. D'Regierung huet sech op änlech Demarchen am Ausland, z. B. a verschiddenen däitsche Bundesländer, baséiert, fir den Testsystem am Horeca zu Lëtzebuerg anzeféieren.

Question 4358 (26.05.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**achat de biens sur Internet :**

Le consommateur qui achète un bien d'une valeur de moins de 22 € sur un site web en dehors de l'Union européenne le paiera plus cher à partir du 1er juillet 2021. Actuellement, ces biens sont exonérés de TVA, alors que les vendeurs de l'UE ne disposent pas de cet avantage.

À partir du 1er juillet, la TVA sera calculée sur tous les achats effectués sur des sites hors UE et les vendeurs devront introduire une déclaration de douane électronique.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances comment les consommateurs luxembourgeois seront informés de ces changements.

- À quoi devront faire attention les consommateurs après ce changement et quelles en sont les conséquences pour nos administrations concernées ?

- Quelle était jusqu'ici l'étendue de la fraude par le biais de fausses déclarations de la valeur des achats ?

Réponse (29.06.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

À partir du 1er juillet 2021, l'exonération de la TVA pour l'importation de biens dont la valeur n'excède pas 22 euros sera supprimée. L'abolition de cette franchise TVA sur l'importation de biens résulte de la transposition en droit national de la directive européenne 2017/2455 par la loi du 15 décembre 2020 modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

Cela signifie que les biens importés depuis un pays situé en dehors de l'Union européenne (UE) d'une valeur de moins de 22 euros ne feront plus l'objet d'un traitement préférentiel en matière de TVA par rapport aux biens achetés au sein de l'UE.

Afin de faciliter la déclaration et la collecte de la TVA sur les biens importés d'une valeur inférieure à 150 euros, la directive a prévu la mise en place d'un nouveau guichet unique pour les importations. Pour les biens importés dont la valeur dépasse 150 euros, il n'y a pas de changement par rapport à la procédure actuellement en place. La TVA et des droits de douanes sont dus lors du dédouanement à l'entrée de la marchandise sur le territoire luxembourgeois.

Le guichet unique à l'importation est opéré par l'Administration des douanes et accises en collaboration avec l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA. Le contrôle des biens importés ainsi que la collecte des droits d'importation, de la TVA et le cas échéant des droits d'accises demeure de la compétence de l'Administration des douanes et accises.

Il y a lieu de noter que tous les achats en ligne en provenance d'un pays tiers, peu importe leur valeur, sont soumis à une déclaration en douane. Pour effectuer les formalités de déclaration en douane d'un colis, la société privée en charge de la livraison, c'est-à-dire le transporteur ou l'opérateur postal peut facturer des frais supplémentaires dits « frais de présentation en douane », « frais douane », « frais de dédouanement », « frais d'agence en douane » ou « autres frais ». Il faut souligner que les transporteurs fixent leurs prix librement et que

ces frais ne sont aucunement reversés à l'Administration des douanes et accises.

La Commission européenne a publié dès le début de l'année des informations concernant les changements en matière de nouvelles règles de TVA pour le commerce électronique et en particulier pour tous les biens importés dans l'UE sur son site Internet destiné aux consommateurs[4].

L'Administration des douanes et accises luxembourgeoise vient également de publier sur son site Internet des informations relatives aux changements qui interviendront le 1er juillet 2021, et la rubrique Commerce international/colis-envois sera également mise à jour en temps utile.

Une étude quant à l'étendue de la fraude par le biais d'éventuelles fausses déclarations de la valeur des achats n'a pas été effectuée.

Question 4359 (26.05.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant l'**enseignement musical :**

Tout enfant ou adolescent a droit à la pleine intégration à l'éducation et au développement optimal de ses compétences et de ses aspirations dans le respect de la protection de sa santé. C'est dans ce contexte que fut initié en 2015 le projet d'accueil individualisé (PAI) afin d'améliorer l'accompagnement et l'intégration des enfants à besoins de santé spécifiques dans les infrastructures d'enseignement (fondamental et secondaire) ou d'accueil. Cependant, un tel projet d'accueil fait défaut au niveau de l'enseignement musical organisé par les communes. Les cours peuvent être dispensés dans les conservatoires, les écoles de musique et les cours de musique. D'après le site du ministère, l'enseignement musical organisé au niveau communal compte quelque 17.000 élèves inscrits à partir de l'âge de quatre ans.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la raison pour laquelle l'enseignement musical organisé au niveau communal ne dispose pas d'un projet d'accueil individualisé (PAI) ?

2) De quelle façon sont actuellement pris en charge les enfants à besoins de santé spécifiques qui fréquentent l'enseignement musical ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en place un projet d'accueil individualisé (PAI) pour l'enseignement musical organisé au niveau communal ? Dans l'affirmative, dans quel délai et sous quelle forme ?

Réponse commune (29.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le projet d'accueil Individualisé ou PAI a été initié en 2015 dans le but d'améliorer l'accompagnement et l'intégration des enfants à besoins de santé spécifiques dans les infrastructures d'enseignement ou d'accueil. Il a pu être mis en place de manière progressive tant au niveau de l'enseignement fondamental qu'au niveau de l'enseignement secondaire.

C'est une instruction de service élaborée dans le cadre d'une collaboration entre le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dans le but d'une inclusion totale des enfants leur permettant de participer au mieux à l'enseignement et aux activités pédagogiques, sportives et culturelles durant les horaires scolaires.

ad 2) Étant donné que l'enseignement musical ne dépend pas directement de la structure scolaire, il n'a pas été intégré dans les PAI. Ce sont les parents qui informent directement les personnes en charge de l'enseignement musical d'un quelconque problème de santé de l'enfant qui pourrait se manifester lors de l'enseignement musical.

ad 3) Après avoir été informé par la direction d'un établissement d'enseignement musical, laquelle a été sollicitée par des parents d'un élève concerné, les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont entamé de suite des pourparlers avec la Division de la médecine scolaire et de la santé des enfants et adolescents du Ministère de la Santé pour déterminer la forme sous laquelle l'enseignement musical au niveau communal pourrait être intégré au mieux dans le PAI en place, et ce dans les meilleurs délais possibles.

La mise en place d'un PAI au niveau de l'enseignement musical nécessitera une organisation bien orchestrée autour de l'enfant que ce soit au niveau de la délégation des soins des parents ou que ce soit au niveau de l'identification du problème de santé possible.

[4] https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/vat/eu-consumers_fr

Question 4363 (27.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **bénévoles du CGDIS :**

Et ass evident, datt de CGDIS op déi vill Benevollen ugewisen ass, déi Dag fir Dag eng wäertvoll Aarbecht am Déngscht vum Land maachen. An deem Kontext bestinn awer eng Rei Dispositiounen, déi et de Benevollen an eenzele Fäll onméiglech maachen, hirer Aarbecht nozekommen. Besonnesch beim medezinneschen Test, ob eng Persoun déngschttauglech ass oder net, bestinn eng Rei Reegelen, déi méi wéi problematesch sinn. Et ass z. B. esou, datt, wann e Benevollen e Body-Mass-Index (BMI) iwwer 40 huet, dës Persoun fir sechs Méint komplett vum gesamte Pompjeesdéngscht gespaart gëtt. Och an de soziale Medie gouf et rezent vill Opreegung ëm dës Dispositioun. Datt eng iwwergewiichteg Persoun eventuell net tauglech ass, sech beschtméiglech un engem Asaz ze bedeelegen, ass ze verstoen. Wat sech par konter net erschléisst, ass, datt dës Persoun och vun alle weideren Aktivitéiten, ewéi z. B. Weiderbildungen, Übungsasätz, Waardungsaarbechten un den Déngschtween etc., ausgeschloss gëtt. Och däerf sech dës Persoun dann net méi als Jugendleeder oder „Pompjee de support" engagéieren. Dëst ass grad och bedenklech, well d'Jugendaarbecht evidenterweis immens wichteg ass an och eng Persoun mat engem BMI iwwer 40 dës Aarbecht ouni Problemer ausféiere kann. Am schlëmmste Fall kann dëst dozou féieren, datt sech méintelaang net ëm den Nowuess vum CGDIS gekëmmert ka ginn. Iwwerdeems ass et och esou, datt esou eng laang Spär vu sechs Méint och der Qualitéit vun der Aus- a Weiderbildung schuet an et riskéiert een - sou wéi dat schonn a ville Fäll agetrueden ass -, datt déi betraffe Leit sech ganz aus dem Benevolat zeréckzéien an de CGDIS domat ee vu senge wichtegste Standbee verléiert.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wou sinn déi gesetzlech Reegelungen, ob eng Persoun vum CGDIS déngschttauglech ass oder net, festgehalen? Gëtt et hei eng gesetzlech Basis oder sinn dës Dispositiounen an engem interne Reglement festgehalen?

2. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt eng Persoun mat engem BMI iwwer 40, déi sech am Benevolat engagéiert, komplett vun allen Aktivitéite gespaart gëtt, also och vun deenen Aktivitéiten - z. B. Weiderbildungen, Übungsasätz, Waardungsaarbechten un den Déngschtween, Jugendleeder etc. -, déi si ouni Problem bewältegt kritt?

3. Ass sech d'Regierung bewosst, datt esou onsënneg Dispositiounen dozou bäidroen, datt vill Benevollen hir wäertvoll Aarbecht am CGDIS opginn?

4. Sinn dës Dispositiounen an den Ae vun der Regierung net och eng Diskriminatioun vun de betraffene Leit?

5. Gedenkt d'Regierung an deem Kontext, d'Dispositiounen, ob eng Persoun déngschttauglech ass oder net, ze iwwerschaffen, fir esou där onglécklecher Situatioun entgéintzewierken?

6. Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader kann ee konkreet mat der Ëmsetzung vun engem neie Reegelkonzept rechnen?

Réponse (25.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Artikel 28 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet seet:

« Un règlement grand-ducal détermine la nature et la périodicité du contrôle médical des pompiers volontaires et professionnels […]. »

Den Artikel 34 vun deem nämmlechte Gesetz preziséiert:

« Les pompiers volontaires sont soumis aux mêmes règles d'hygiène et de sécurité que les pompiers professionnels, telles que définies dans le règlement intérieur du CGDIS. »

« Les pompiers volontaires qui ne remplissent pas ou plus les conditions d'engagement peuvent être affectés à des tâches autres que des interventions effectuées par leurs unités. »

D'Ausféierungsbestëmmunge sinn am groussherzogleche Reglement vum 27. Juni 2018 betreffend de Contrôle médical vun de Pompjeeë vum CGDIS definéiert. Den Artikel 6 vun deem Reglement seet, datt:

- de Risikoprofill vun all Emploi an Aktivitéit,

- déi verschidde klinesch Ënnersichungen a medezinnesch Akten,

- d'Periodizitéit vun den Ënnersichungen an

- d'Krittäre vun den Inaptituden

am Règlement intérieur vum CGDIS festgehale sinn. De Règlement intérieur vum CGDIS ass um Internetsite www.112.lu publizéiert.

Et gëtt keng explizitt Virschrëft, déi seet, datt e fräiwëllege Member vum CGDIS, deen temporär inapte geschriwwe gouf, komplett fir all Aktivitéit gespaart ass. Allerdéngs däerf een u kengen Aktivitéiten deelhuelen, déi opgrond vun der temporärer Inaptitude e Risiko duerstellen. Fir Mëssverständnesser an divergent Interpretatiounen an Zukunft ze verhënneren, huet de Generaldirekter vum CGDIS eng intern Nott erausginn.

D'Dispositioune vum Contrôle médical dénge generell der Sécherheet vun de fräiwëllegen an haaptamtleche Fraen a Männer Pompjeeën an de Leit, deene si hëllefe ginn.

Vu datt et keng Dispositioun gëtt, déi seet, datt e fräiwëllege Member vum CGDIS, deen temporär inapte geschriwwe gouf, komplett vun allen Aktivitéite gespaart ass, gëtt et och keng Diskriminatioun.

D'Krittäre vun der Inaptitude sinn am Règlement intérieur duerch de Verwaltungsrot vum CGDIS festgeluecht ginn. De CGDIS huet d'Reegelwierk an de leschten dräi Joer schonn e puermol ugepasst a schafft am Moment och un enger kompletter Refonte vun de Krittäre vun der medezinnescher Ënnersichung opgrond vun enger spezifescher Risikoanalys vun allen Emploien, déi am Referentiel „Emplois et activités" definéiert sinn.

Question 4364 (27.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **dégâts causés par le gibier :**

Am Juegdgesetz ass festgehalen, datt am Fall, wou e Grondstécksbesëtzer oder e Piechter op sengem Terrain e Wëldschued ze verzeechnen huet, dësen iwwert de „Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier" entschiedegt gëtt. Dat genannt Organ iwwerhëlt an deem Fall néng Zéngtel vum Schued.

An dësem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Op wéi eng Gesamtzomm beleeft sech déi finanziell Entschiedegung, déi vum genannten Organ un de Grondstécksbesëtzer oder Piechter ausbezuelt gouf? Kann d'Regierung dës Kompensatioun opschlësselen no Hektar Land, no Joer - am Hibléck op déi lescht fënnef Joer - an no der jeeweileger Ubaukultur, déi beschiedegt gouf?

2. De „Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier" iwwerhëlt jo e Maximum vu véier Euro pro Hektar, de Rescht muss vum Juegdpiechter bezuelt ginn. Kann d'Regierung och hei d'Zuele virleeën, wéi héich de finanziellen Opwand war, deen de Juegdpiechter huet missen aus senger eegener Täsch bezuelen, och hei opgeschlësselt no Hektar Land, no Joer - am Hibléck op déi lescht fënnef Joer - an no der jeeweileger Ubaukultur, déi beschiedegt gouf?

3. Et kënnt och vir, datt de Staat direkt de Wëldschued iwwerhëlt, well et verbueden ass, eng bestëmmte Wëldzort, ewéi z. B. den Dachs, ze bejoen. Kann d'Regierung d'Zomm vun dëser direkter Entschiedegung vum Staat opschlësselen no Hektar Land, no Joer - am Hibléck op déi lescht fënnef Joer - an no der jeeweileger Ubaukultur, déi beschiedegt gouf?

Réponse (29.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Am Kader vum Remboursement gi keng Suen u Grondstécksproprietären ausbezuelt, mee just un d'Juegdpiechter, déi de Schued bezuelt (virgestreckt) hunn. Follgend Montante goufen an de leschte Joren ausbezuelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Analys no Kultur ass net gemaach ginn, well dat enorm opwendeg ass, mee aus vergaangenen Analysen iwwer zéng Joer geet ervir, dass de Schued am Grengland (60 %) an am Mais (30 %) d'Majoritéit vum Schued duerch d'Wëllschwäin ausmaachen[5].

ad 2. Nee. D'ANF gëtt just duerch d'Demandes de remboursement iwwert de Wëldschued informéiert. Wann d'Juegdpiechter also aus diverse Grënn keng Demande stellen, gëtt d'ANF net iwwert de reelle Wëldschued informéiert. Dëst ass ee grousse Problem, well aktuell vollstänneg a korrekt Donnéeën immens wichteg wiere fir de Wëldmanagement. Et gëtt no enger Léisung gesicht, wéi all d'Donnéeën zum Wëldschued kënnen opgeholl ginn.

ad 3. De Staat iwwerhëlt aktuell kee Schued vun enger Wëldaart. Et sief drun erënnert, dass als Wëld nëmmen déi Déierenaarte klasséiert sinn, déi op der Annex vum Juegdgesetz vun 2011 drop stinn. Do steet den Dachs net drop an ass deemno net als Wëld klasséiert.

[5] Schley, L., Dufrêne, M., Krier, A. & Frantz, A. C. (2008) Patterns of crop damage by wild boar (Sus scrofa) in Luxembourg over a 10-year period. European Journal of Wildlife Research 54: 589-599.

Question 4365 (27.05.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réforme fiscale :**

Den Här Finanzminister sot an engem Interview de 24. Mee 2021, datt am Kader vun der neier Steierreform d'Viraarbecht vun der Grondsteier bal fäerdeg wier, se misst elo just nach mat de Plans d'aménagement généraux verbonne ginn an op den Taux misst ee sech elo nach eenegen.

Den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft huet virun zwou Wochen an engem Interview mam „d'Lëtzebuerger Land" annoncéiert, datt d'Grondsteier d'Logementskris net géif léisen. De Gedanken, datt d'Grondsteier d'Zeréckhale vu Bauland géif vermeiden, wier eng „logique totalement folle". D'Besteierung misst dann net nëmmen zéngmol, mee honnertmol méi héich si wéi se haut ass.

An dësem Kontext wëlle mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Virum Hannergrond vun dëse Meenungsdivergenzen, wat d'Grondsteier betrëfft, kann den Här Premierminister eis informéieren, wat elo am steierpolitesche Beräich geschitt?

2. Vu datt d'Viraarbecht betreffend d'Grondsteier laut dem Här Finanzminister bal fäerdeg ass, wéini soll d'Grondsteier kommen a wat kéint den Taux sinn?

3. Vu datt d'Grondsteier och d'Gemenge betrëfft, sinn dës och consultéiert gi respektiv an d'Diskussioune matagebonne ginn?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. De Koalitiounsaccord vun 2018-2023 gesäit vir, datt d'Grondsteier reforméiert gëtt an datt den neie Berechnungsmodell sech op d'Flächennotzungspläng (PAG) vun de Gemenge wäert baséieren. Fir dëst ze bewierken, ass et noutwendeg, informatesch Instrumenter ze entwéckelen. Effektiv sollen dës Instrumenter et erlaben, méiglechst automatiséiert Informatiounen aus de PAGen ze sammelen, fir eng Bewäertung vun all eenzel Parzell ze maachen. Dës Bewäertung soll an Zukunft als Basis déngen, fir d'Grondsteier ze berechnen.

ad 2. D'Viraarbechte betreffend d'Grondsteier si fortgeschratt. Allerdéngs kënnen d'Diskussiounen, notamment déi iwwert d'Héicht vun den Tauxen, eréischt entaméiert ginn, wann déi virdru genannten Instrumenter zur Verfügung stinn. Dës sinn noutwendeg, fir Simulatioune kënnen ze maachen, déi et erlaben, och kohärent Entscheedungen ze treffen. Eent vun den Ziler vun der Reform vun der Grondsteier besteet doran, eng méi transparent, awer virun allem méi gerecht Grondsteier ze entwéckelen, a Parzellen, déi an enger Gemeng e vergläichbare Wäert hunn, och d'selwecht ze besteieren. Ouni konkreet Fäll kënnen duerchzespillen, ass et schwéier, dësem Objektiv gerecht ze ginn.

Zur Fro, wéini d'Grondsteier soll kommen, muss ee betounen, datt dës Grondsteier ofhängeg ass net nëmme vun den Aarbechten zur Entwécklung vum neie Modell an den noutwendegen informateschen Instrumenter, mee och, wéi schonn ufanks erwäänt, vun den neie PAGen. Haut sinn nach ronn 45 Gemengen, déi d'Prozedur vun hirem neie PAG net ofgeschloss hunn. Et wäert awer onméiglech sinn, eng Grondsteier opgrond vu PAGen ze erhiewen, déi ënnert der Legislatioun vun 1937 erstallt gi sinn, well do d'Erfaassung vun den Donnéeë manuell misst gemaach ginn, wat en exzessiven Opwand géif mat sech bréngen.

Vu datt awer nach just néng Gemengen d'Geneemegungsprozedur vun der Refonte vun hirem PAG net ugefaangen hunn, ass awer dovun auszegoen, datt an den nächste Joren all Gemeng e PAG vun der neier Generatioun wäert hunn an dee Moment och d'Grondsteier no engem neie Modell kann erhuewe ginn.

ad 3. Et ass kloer, datt d'Grondsteier eng kommunal Steier soll bleiwen. Dofir ass et och evident, datt d'Gemengen, respektiv de Syvicol, wäerte consultéiert ginn. Wéi scho virdrun ugedeit, befanne mir eis aktuell an enger méi technescher Entwécklungsphas vun der Reform vun der Grondsteier, wou eent vun den Ziler ass, eng effikass Basis ze schafen, fir an enger nächster Phas déi politesch Diskussioune kënne mat Zuelen, Analysen a Simulatiounen ze begleeden.

Question 4366 (27.05.2021) de **MM. Claude Wiseler**, **Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **groupe palestinien islamique Hamas :**

Les derniers jours, l'organisation palestinienne islamique Hamas a tiré à plusieurs reprises des roquettes sur l'Israël depuis les zones résidentielles, et gère des postes de commandement dans

des immeubles. Dans ce contexte, l'armée israélienne a signalé que le 14 mai 2021 plus de 1.800 roquettes avaient été lancées depuis l'enclave côtière palestinienne.

Vendredi, le 21 mai 2021, un cessez-le-feu entre le Hamas et l'Israël est entré en vigueur après onze jours de combats et plus de 240 morts.

Entre autres, l'Union européenne (UE) et les États-Unis ont qualifié le Hamas de groupe terroriste.

Alors que des gouvernements occidentaux comme l'Allemagne considèrent les branches militaire et politique du Hamas comme une organisation unifiée, dont les activités humanitaires ne peuvent être séparées des activités politiques et terroristes, d'autres pays ont seulement classé sa branche militaire d'organisation terroriste.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Le Ministre peut-il nous informer si le Luxembourg considère le groupe palestinien islamique Hamas, dans sa globalité (branche politique et militaire) comme organisation terroriste tel que l'Union européenne, l'Allemagne, l'Autriche et les États-Unis ?

-Si tel n'est pas le cas, le Ministre peut-il nous en expliquer la raison ?

Réponse (03.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le Hamas, y compris les brigades « Izz al-Din al-Qassam » (branche armée du Hamas), est inscrit sur la liste de l'Union européenne des personnes, groupes et entités impliqués dans des actes de terrorisme et faisant l'objet de mesures restrictives. Cette liste figure dans la position commune du Conseil du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme (2001/931/PESC) et est régulièrement mise à jour. La liste a été mise à jour dernièrement par la décision (PESC) 2021/142 du Conseil du 5 février 2021.

Conformément à l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001, la liste de personnes, de groupes et d'entités impliqués dans des actes terroristes est établie, révisée et modifiée par le Conseil, statuant à l'unanimité. L'inscription du Hamas dans sa globalité sur cette liste reflète donc la position du Gouvernement.

Question 4367 (27.05.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**arrestation d'un blogger biélorusse :**

Den 23. Mee 2021 huet Wäissrussland de Ryanair-Fluch FR4978, dee vun Athen op Vilnius sollt fléien, zu enger Ëmleedung gezwongen, fir zu Minsk ze landen. Dëst, fir de Journalist a Blogger Roman Protasevich, Grënner vun engem Messaging-App-Kanal, deen e wichtegen Informatiounskanal fir Géigner vum Alexander Lukaschenko, dem autoritäre President vu Belarus, duerstellt, festzehuelen. Eng Dot, déi ënner anerem vun der Europäescher Unioun, den USA a Groussbritannien verurteelt gëtt. An deem Kontext huet d'EU sech wärend engem Sommet fir Sanktioune géint Wäissrussland ausgesprach. Konte vu Persounen an Entreprisë sinn doropshi blockéiert ginn, en EU-Areesverbuet géint verschidde Persounen, ënner aneren den Alexander Lukaschenko, gouf verhaangen an e Fluch- a Landeverbuet géint wäissrussesch Fluchgesellschafte gouf decidéiert.

An dësem Kontext wëlle mir follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Wëssend datt d'EU Sanktioune géint Belarus verhaangen huet, fir dësen inakzeptabelen Akt ze contréieren, wat gëtt genau ënnerholl fir d'Liberatioun vum Roman Protasevich?

Réponse (24.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Niewent de ganz substanzielle Sanktiounen, déi den 21. Juni 2021 zu Lëtzebuerg vum Rot vun den EU-Ausseministeren ugeholl gi sinn, gëtt op diplomateschem Plang Drock ausgeüübt, fir dass de Regimm vum Lukaschenko de Journalist a Blogger Raman Pratasevich a seng Frëndin Sofia Sapega fräiléisst.

D'EU-Memberstaaten an hirer nationaler Capacitéit a sämtlech Vertrieder vun den EU-Institutiounen hunn de Virfall vum 23. Mee 2021 mat klore Wierder verurteelt an d'Fräiloossung vum Här Pratasevich gefuerdert. Vill Länner hunn doriwwer eraus déi jeeweileg Ambassadeure vum Belarus convoquéiert, fir dëse Message kloer eriwwerzebréngen. Lëtzebuerg huet dëst direkt de 24. Mee gemaach, den Dag nom Incident, am Kader vun engem Telefonsgespréich tëschent dem Directeur politique vum Ausseministère an dem Ambassadeur vum Belarus.

Dee selwechten Dag, de 24. Mee, hunn d'EU-Staats- a Regierungscheffen am Conseil européen Konklusiounen ugeholl, déi ënner anerem och d'Fräiloossung vum Raman Pratasevich fuerderen.

De 26. Mee huet den UNO-Sécherheetsrot op Demande vu sengen dräi EU-Memberstaate Frankräich, Estland an Irland den Incident vum 23. Mee 2021 diskutéiert. An hiren Interventiounen hunn d'Vertrieder vun den EU-Memberstaaten esouwéi vun de Vereenegte Staaten, vum Vereenegte Kinnekräich a vun Norwegen op d'Liberatioun vum Raman Pratasevich gepocht. Den NATO-Rot huet dee selwechten Dag eng Deklaratioun ugeholl, an där e fuerdert, dass den Här Pratasevich direkt a bedéngungslos fräigelooss gëtt.

An aneren internationale Fore wéi dem Europarot an der OSZE huet d'EU mat Deklaratiounen de Regimm vum Lukaschenko dozou opgeruff, de Journalist fräizeloossen.

Question 4369 (28.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **transition environnementale dans le secteur de la logistique :**

De 25. Mee huet den Direkter vum Cluster for logistics en Interview um Radio 100,7 ginn. An der entspriechender Emissioun ass hien ënner anerem op der Regierung hir Klimaziler fir den nationale Logistiksecteur agaangen. Dës ginn deelweis iwwer d'Ziler vun eisen Nopeschlänner eraus an déi verantwortlech Acteure wëssen net, wéi se déi Reduktioun vun den Zäregasemissioune bis 2030 solle bewierkstellegen. Des Weidere fillt de Secteur sech vun der Regierung bei dem Asaz vu scho bestoenden Technologien, wéi zum Beispill méi grousse Camionen, de sougenannte „Gigaliner", net ënnerstëtzt. Obwuel dës Gefierer a villen europäesche Länner zougelooss sinn, hu se bis elo zu Lëtzebuerg emol net dierfe getest ginn. Des Weideren ass d'Laascht pro Achs no Ausso vum Direkter vum Cluster for logistics net méi héich wéi bei aktuelle Camionen, wouduerch dës och keng zousätzlech Schied fir eise Stroossebelag kënne verursaachen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Op wéi enge Prognosen zum technesche Fortschrëtt berout dat Zil vun der Reduktioun vun den Zäregasemissiounen am Logistiksecteur ëm 48 % bis 2030?

2. Op wéi engen demografesche Prognose berout dat uewen zitéiert Zil, wuel wëssend, datt méi Awunner och méi Logistik géife viraussetzen?

3. Wéi begrënnt d'Regierung hir Entscheedung, fir déi sougenannt Gigaliner net emol an enger Testphas zouzeloossen, obwuel dës keng zousätzlech Belaaschtung fir eis Stroossen duerstellen?

4. Am Persounentransport probéiert d'Regierung, d'Zäregasemissiounen duerch eng Ëmstellung vu ville klenge Gefierer op méi grouss Eenzelgefierer (zum Beispill vun de Privatautoen op de Bus) ze reduzéieren, well eenzel grouss Gefierer proportional manner Zäregaser ausstousse wéi vill klenger. An deem Sënn sinn och Busser mat 25 Meter Längt fir den Transport an der Stad Lëtzebuerg zougelooss. Wéi eng Ursaache schwätzen dogéint, fir dës Konzeptioun op de Giddertransport ze iwwerdroen?

Réponse commune (30.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Den integréierten nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) kann a senger Envergure de genauen Detail vun all Secteur net ofbilden. Insgesamt geet de PNEC dovun aus, dass de Verbrauch vu fossille Kraaftstoffer an den nächste Jore wäert ofhuelen. Den Detail fir déi eenzel Secteure gëtt elo vun de Ministèren ausgeschafft. Sou gouf tëschent dem Ministère fir Energie a Landesplanung, dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, dem Finanzministère, dem Wirtschaftsministère an dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung en interministeriellen Aarbechtsgrupp zum Theema Logistik gegrënnt, deen elo zesumme mam Secteur wäert konkreet Léisungsusätz proposéieren.

Wat de méiglechen Asaz vu Gigaliner ubelaangt, esou ass an der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Ufro Nr. 4356 detailléiert erkläert, firwat net geplangt ass, den Asaz vun dëse laange Gefierer ze autoriséieren. Et stëmmt awer, datt iwwert déi lescht Jore Busser am RGTR ënnerwee waren, déi och eng Gesamtlängt vu 25 Meter haten. Dës Duebelgelenkbusser goufen op Buslinnen agesat mat enger héijer Unzuel u Passagéier. Änlech wéi bei de Gigaliner huet sech awer erausgestallt, datt dës laang Busser sech schlecht eegnen, fir am aktuelle Reseau agesat ze ginn. Zum Beispill waren déi bestoend Busabuchtungen net ëmmer technesch dëse Busser ugepasst. Ab 2022 ass et am neien RGTR-Reseau dohier och net méi geplangt, dës Busser vu 25 Meter anzesetzen, mee nëmmen nach Gelenkbusser mat enger maximaler Längt vun 18 Meter ze benotzen.

Question 4370 (28.05.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant l'**exportation de déchets :**

Les pays membres de l'Union européenne sont de gros exportateurs de déchets vers des pays tiers. Le volume exporté en 2020 a atteint quelque 32,7 millions de tonnes. Étaient concernés surtout des déchets métalliques, de papier et de plastique.

1) Nous aimerions savoir de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement si le Luxembourg est parmi ces exportateurs.

2) Quelles sont les matières concernées et quelles en sont les quantités ?

3) Quels sont les pays destinataires ?

4) Madame la Ministre est-t-elle au courant que des déchets provenant du Luxembourg ont été renvoyés à l'expéditeur et le cas échéant lesquels et pour quelles raisons ?

Réponse (28.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Conformément aux principes d'autosuffisance et de proximité inscrits à l'article 16 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les transferts de déchets municipaux en mélange vers des opérations de valorisation ou d'élimination et des déchets inertes vers des opérations d'élimination situées hors du Luxembourg sont interdits, à l'exception de quelques cas dûment approuvés respectivement constatés par le ministre.

Les déchets autres que ceux mentionnés auparavant peuvent être transportés en dehors du Luxembourg. Selon le cas, une procédure de notification préalable établie en application du règlement (UE) 1013/2006 concernant les transferts de déchets doit être accomplie. Cette procédure joue notamment dans le cas de l'exportation vers des États membres de l'UE lorsque les déchets sont destinés à une opération d'élimination ou lorsque les déchets sont destinés à une opération de valorisation pour autant qu'ils ne figurent pas sur la liste verte du règlement.

Pour les déchets destinés à une opération de valorisation ou d'élimination dans un État non membre de l'UE une procédure de notification préalable est requise en fonction des exigences spécifiques du pays de destination.

L'administration compétente peut néanmoins, en tenant compte de certaines conditions, refuser son consentement dans le cadre de la procédure de notification et s'opposer au transfert de déchets. Ceci peut aussi être le cas lorsqu'il existe pour ces déchets des installations d'élimination au Luxembourg.

Selon ce même article 16, les détenteurs de déchets sont tenus de réduire dans toute la mesure du possible les mouvements de déchets vers des installations de traitement de déchets situées à l'étranger.

Outre la procédure de notification, le système de rapportage annuel mis en place au Luxembourg permet de retracer les flux de déchets générés au Luxembourg, au moins jusqu'au premier destinataire à l'étranger. Il convient de préciser que, dès lors que ce déchet est arrivé à la destination prévue dans le dossier de notification, la responsabilité d'un éventuel transfert ultérieur de ce déchet à partir du pays destinataire n'incombe plus aux autorités luxembourgeoises.

D'une façon générale, l'exportation de déchets d'origine luxembourgeoise se fait quasiment uniquement vers des pays de l'UE (la majorité vers la Belgique, la France ainsi que l'Allemagne). Les quantités de déchets exportés directement vers des pays tiers non membres de l'UE sont très faibles (voir tableau ci-dessous).

ad 2) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3) Selon le système de rapportage annuel, les pays destinataires sont essentiellement la Suisse et le Royaume-Uni.

ad 4) Il arrive que des déchets collectés au Luxembourg soient retournés à l'expéditeur, en l'occurrence le notifiant, pour cause de non-conformité physique (présence d'indésirables en quantités trop élevées) ou chimique. Il s'agit de déchets variés exportés vers un pays voisin qui, lorsqu'ils sont refusés par l'installation de traitement, retournent vers le site du notifiant avant d'être expédiés vers une filière adéquate de valorisation ou d'élimination.

L'on peut citer comme exemple les déchets de graphite (CED2 161102 : revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques), l'amiante-ciment (CED2 170605* : matériaux de construction contenant de l'amiante) ou le roofing (CED2 170303* : goudron et produits goudronnés), qui sont parfois sujets à des retours soit partiels soit complets. Il ne s'agit en aucun cas de retours pour cause de transfert illicite.

Question 4371 (28.05.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant le **règlement grand-ducal déterminant les allocations d'émissions de gaz à effet de serre annuelles par secteur :**

La loi du 15 décembre 2020 sur le climat introduit des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour cinq secteurs de l'économie. Ces objectifs devraient permettre de définir les efforts à contribuer par les différents secteurs à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40 %, voire de 55 % d'ici 2030 par rapport à 2005. La loi en question renvoie à un règlement grand-ducal pour déterminer les allocations d'émissions annuelles des cinq secteurs. Or, ce règlement grand-ducal n'a pas encore été publié à ce jour.

Vu l'urgence du défi du réchauffement climatique et les niveaux de réduction annuels importants à réaliser d'ici 2030, tout retard pris dans la mise en œuvre des mesures concrètes risque de compromettre les objectifs climatiques du Luxembourg et de reporter des efforts de plus en plus incisifs à l'avenir.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Pour quand la publication du règlement grand-ducal déterminant les allocations d'émissions annuelles des cinq secteurs est-elle prévue ? Madame la Ministre peut-elle m'assurer que le règlement grand-ducal verra bien le jour avant 2022 ?

2) Quelles sont les raisons pour la publication tardive du règlement grand-ducal en question ?

3) Comment Madame la Ministre s'explique-t-elle les difficultés dans l'élaboration dudit règlement tout en sachant que la loi sur le climat ne prévoit ni d'obligation pour les secteurs visés, ni de mesures supplémentaires contraignantes dans le cas d'un dépassement des émissions annuelles allouées à un secteur ?

4) Le retard pris dans la publication signifiant une année 2021 de facto perdue en vue des objectifs en matière de climat d'ici 2030, Madame la Ministre prévoit-elle par conséquent une augmentation des objectifs sectoriels pour les années subséquents afin de combler le retard pris en 2021 ?

5) Madame la Ministre n'est elle pas d'avis que tout retard pris par rapport à la mise en œuvre de la loi sur le climat et notamment des objectifs sectoriels représente un déni de l'urgence climatique affirmée par les scientifiques ?

Réponse (28.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

L'avant-projet de règlement grand-ducal déterminant les allocations d'émissions de gaz à effet de serre annuelles pour les cinq secteurs visés par la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat sera soumis au Conseil de Gouvernement pour approbation au cours des prochaines semaines. Sa publication interviendra à la suite de la procédure réglementaire habituelle, au cours de laquelle les chambres professionnelles ainsi que le Conseil d'État seront amenés à fournir leurs avis.

Les travaux préparatoires au projet de règlement précité ont été menés au cours des derniers mois par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, ensemble avec les autres ministères réunis au sein du comité interministériel pour l'action climat.

Quant au caractère contraignant des objectifs sectoriels, il y a d'abord lieu de rappeler que, lorsque les émissions dans un secteur dépassent la quantité d'émissions disponible sur une période d'un an, la différence est reportée sur la quantité d'émissions disponible du même secteur pour l'année suivante, conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat. Aussi, le comité interministériel pour l'action climat est amené à analyser le bilan annuel de la mise en œuvre des objectifs climatiques afin d'évaluer les progrès accomplis au niveau national et par secteur. Le Conseil de Gouvernement a conféré à ce même comité interministériel la mission de proposer de nouvelles mesures nécessaires pour la réalisation des objectifs climatiques nationaux et par secteur endéans les trois mois du bilan annuel qui est dressé. Les autres organes créés par la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat, à savoir la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique et l'observatoire de la politique climatique, participeront également à l'évaluation de la politique nationale climatique.

Le projet de règlement grand-ducal déterminant les allocations d'émissions de gaz à effet de serre annuelles sectorielles, lequel porte sur une période de

dix ans couvrant les années 2021 à 2030 incluse, traduit les objectifs ambitieux auxquels le Luxembourg a souscrit dans le cadre de la loi climat. Il prépare le terrain pour atteindre la neutralité climatique au plus tard en 2050, répondant ainsi à l'urgence climatique soulignée maintes fois par la communauté scientifique.

Question 4372 (28.05.2021) de **Mmes Nathalie Oberweis** et **Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**assainissement du site du nouveau quartier « Neischmelz » à Dudelange :**

L'ancien site industriel exploité par ArcelorMittal jusqu'à sa fermeture en 2005 est actuellement reconverti en « éco-quartier ». Le Fonds du logement a été désigné comme développeur du site qui devrait héberger autour de mille logements et de nombreux espaces réservés à des activités économiques, administratives et culturelles.

Pourtant, sur toute friche industrielle se pose la question de l'envergure de la pollution des sols, des eaux et de la végétation, engendrée par les activités industrielles antérieures et par conséquent de l'envergure des travaux de dépollution nécessaires et de la prise en charge de leurs coûts.

Il est dans ce contexte que nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Comment la responsabilité pour la dépollution du site a-t-elle été répartie dans l'acte d'aliénation des terrains signé par l'État et ArcelorMittal ? Le principe du pollueur-payeur a-t-il été respecté signifiant que ArcelorMittal a pris en charge l'intégralité des coûts de la dépollution du site ?

2) Quel est le montant total respectivement le budget envisagé pour réaliser les travaux de dépollution jugés nécessaires sur le site en question ?

3) Qui prendra en charge les coûts supplémentaires engendrés par la dépollution de résidus toxiques découverts au cours des travaux d'excavation, de démolition et de construction sur le site ?

4) Est-il prévu de recouvrir les sols pollués à l'aide d'une planche de scellement en béton ou en asphalte pour supprimer l'accès aux terres polluées et l'envol de poussières au lieu de procéder à une dépollution intégrale du site ? En quoi consistent exactement les travaux d'assainissement ?

5) Dans l'affirmative, ce scellement permettra-t-il encore une utilisation du sol à des fins récréatives et de cultivation de la terre ?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le Fonds du logement a acheté le terrain en date du 13 juillet 2016 au prix d'un euro symbolique. Le vendeur a assaini partiellement les lieux, a procédé au retrait de « hotspots » et au retrait de l'amiante dans les réseaux et galeries. ArcelorMittal n'a pas pris en charge l'intégralité des assainissements.

ad 2) Les travaux évalués portent tant sur le désamiantage des immeubles à démolir, le remaniement des terres polluées (respectivement leur évacuation et réemploi partiel) que sur le confinement de la pollution du dallage resp. du sol du laminoir. Le budget porte sur 47,5 M € avec le dernier indice appliqué.

ad 3) Le développeur/aménageur du site, à savoir le Fonds du logement, prendra en charge ces coûts. Ces coûts seront subventionnés par le biais du Fonds spécial et sur base de la future loi de financement en cours de finalisation.

ad 4) Différents niveaux d'information du plan « concept d'utilisation » ont été repris dans le concept urbanistique et appliqués aux différentes parties du futur quartier, selon les informations obtenues et d'après les anciennes utilisations connues :

- degré de contamination,
- utilisations futures,
- degré/type de restriction.

L'arrêté du 22 août 2016 délivré par l'Administration de l'environnement reprend les principes du plan d'assainissement suivants et le concept concernant le traitement des résidus est récapitulé comme suit :

Mesures spécifiques d'assainissement pour surfaces vertes et revêtues aux alentours de rues et bâtiments existants :

- Dans l'emprise des rues, une couche de protection de l'ordre de 40 cm pourra être atteinte avec la mise en place des nouvelles couches de couverture.

- Au niveau des raccords des rues et bâtiments avoisinants, n'autorisant pas de recouvrement, le revêtement ou le remblai existant doit être enlevé respectivement éliminé pour permettre la mise en place des nouvelles couches de terre/de scellement.

- Pour les couches existantes (zone des bâtiments historiques, tracées de rails) qui ne peuvent pas être couvertes, il reste à être vérifié en détail de quelle manière elles peuvent être nettoyées respectivement réparées pour répondre aux exigences techniques d'assainissement.

- Pour les surfaces vertes existantes, une approche similaire sera poursuivie. Dépendant de l'usage des parcelles un échange de terre, la mise en place d'une faible couche de recouvrement ou simplement le développement d'une couche de végétation couvrante sera à effectuer.

- Surtout dans les surfaces vertes publiques, des fragments de végétation doivent être préservés. Le recouvrement doit rester minimal ou même être inexistant pour les parties où la végétation garantit une fixation suffisante afin d'éviter une prise de contact directe des poussières.

- Une plantation d'arbres fruitiers et d'autres plantes comestibles serait à interdire dans ces zones pour éviter le contact avec des résidus toxiques par l'alimentation.

- Pour les aires de jeux, le revêtement ou le remblai existant doit être échangé ou bien scellé par une nouvelle couche étanche rapportée.

- Excavations : outre que dans la zone de l'ancien du crassier (sans contamination) le long de la route de Thionville, des excavations sont planifiées entre les quartiers « Neischmelz » centre et « Schmelz » dans la zone de l'ancienne fonderie. Les déblais seront à évacuer conformément au concept d'assainissement et les scellements de surface au nouveau niveau sont prévus.

- Au droit des tranchées pour réseaux, une sur-largeur et sur-profondeur est prévue afin de pouvoir réaliser un échange de sol de façon à obtenir une couche d'enrobage des réseaux propre évitant toute contamination lors d'une intervention ultérieure dans la tranchée.

Les jardins et cour intérieures des îlots d'habitation projetés se situent en fonction de leur degré de contamination de 1,00-1,5 m au-dessus du terrain actuel et ont de ce fait une couche tampon, qui exclut par sa composition l'accès au sol contaminé éventuel. Les eaux de pluie seront retenues dans des creux de rétention étanches vers le bas.

Au Laminoir, l'espace ouvert au public, industrie, artisanat et logements, une couche étanche et scellée par une plaque en béton ou asphalte sur la dalle contaminée existante est prévue.

Une recherche de traitement circulaire des matériaux souillés pour un réemploi sans évacuation est encore en voie d'optimisation via par exemple phytoremédiation.

ad 5) Un tel usage est permis sous la condition suivante reprise dans l'arrêté du 22 août 2016 délivré par l'Administration de l'environnement :

b. « concernant les espaces verts : interdiction d'aménager des jardins potagers ; toutefois des potagers surélevés peuvent être aménagés ;

c. concernant les plantations : interdiction des plantations à enracinement profond ; par dérogation à la condition précédente, des arbres non fruitiers peuvent être plantés au niveau des zones telles que prévues par le concept d'utilisation. »

Question 4373 (28.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **contrôle de l'immunisation contre la Covid-19 :**

An de leschte Wochen a Méint goufen Honnertdausende vu Persounen zu Lëtzebuerg mat Vaccine géint de Sars-CoV-2 geimpft. Wärend d'Impfcampagne méi Fortschrëtter mécht, ass festzestellen, dass d'Indicateuren, déi ee Bild iwwert de Verlaf vun der Pandemie ofginn, sech veränneren. Effektiv si vill manner Leit an de geimpften Altersgruppen a -kategorië krank, d'Zuele vun de beluechte Better an de Spideeler sinn och signifikant erofgaangen.

Trotz dëse gudden Noriichte bleift Virsiicht ugesot, well nach net empiresch beluecht ass, wéi gutt a wéi laang d'Impfung virum Covid-19 schützt an ob se géint weider Mutatioune vum Virus ugepasst ass.

Elo ass et awer esou, dass net nëmme geimpfte Persounen eng Immunitéit géint de Sars-CoV-2 opgebaut hunn. Och déi Zéngdausende Covidinfizéiert hu wärend hirer Krankheet Antikierper opgebaut.

Wéi uewe beschriwwen, ass awer leider net gewosst, wéi laang d'Antikierperen - ob duerch d'Impfung oder duerch ee Krankheetsverlaf - am Blutt erhale bleiwen. D'serologesch Tester fir d'Fanne vun Antikierpere wier eng Pist, fir erauszefannen, wéi sech d'Quantitéiten un Antikierperen am Blutt entwéckelen, andeems een a reegelméissegen Ofstänn Bluttprouwe vu geheelten a geimpfte Persoune géif huelen, fir d'Evolutioun vun den Antikierperen empiresch ze moossen.

Esouwäit eis bewosst ass, mécht d'Santé aktuell keen esou Suivi. Wéi op der Websäit covid19.lu ze liesen ass, ginn d'Blutttester ausschliisslech genotzt, fir d'Evolutioun vun der Pandemie ze erfaassen:

« Un taux élevé ou faible d'anticorps ne signifie pas nécessairement que l'on est immunisé, car les anticorps ne représentent qu'une fraction de la réponse immunitaire globale de l'organisme. Un échantillon représentatif de la population du Luxembourg, sélectionné sur base du lieu de résidence, de l'âge et du ménage, est invité chaque semaine dans le cadre du large scale testing afin de permettre un suivi continu de l'évolution de la pandémie. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Realiséiert d'Regierung serologesch Tester fir erauszefannen, wéi d'Unzuel vun den Antikierperen am Blutt sech mat der Zäit entwéckelt? Bei wéi vill Persounen, déi an den Isolement gesat gi sinn, ass ee Suivi gemaach ginn, fir d'Unzuel vun hiren Antikierperen ze moossen?

1.1. Falls jo, wéi ginn dës Donnéeën erhuewen, wéi sinn Echantillonen opgebaut ginn a wéi ginn dës Donnéeën ausgewäert? Wat ass d'Zil vun dëser Erhiewung?

1.2. Falls nee a falls d'Ministesch sech op d'Informatioune beruffe sollt, dass d'Antikierpere kee komplett Bild vun der Immunitéit erëmginn: Ass et wëssenschaftlech richteg, dës Donnéeën a priori vun enger Erhiewung auszeschléissen, wann net gewosst ass, ob se a posteriori kéinten dozou déngen, de Covid-19 besser ze verstoen?

2. Wéi eng aner Moossunge ginn aktuell vun der Regierung duerchgefouert, fir erauszefannen, wéi laang d'Immunitéit no enger Covid-19-Krankheet erhale bleift?

3. Wéi eng aner Moossunge ginn aktuell vun der Regierung duerchgefouert, fir erauszefannen, wéi laang d'Immunitéit no enger Impfung erhale bleift?

4. Mécht d'Santé een Ënnerscheed tëscht de Persounen, déi positiv a „positif faible" (> 33CT) getest goufen?

5. Am fir Juni viséierte Covidzertifikat soll eng Persoun och kënnen eng iwwerstanen Infektioun uginn. Wäert hei een Ënnerscheed gemaach ginn tëscht Persounen, déi positiv getest goufen, a Persounen, déi „positif faible" getest goufen?

Réponse (25.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung realiséiert am Kader vum Large-Scale-Testing säit November 2020 Antikierpertester. All Woch gëtt ee representativen Echantillon vun 3.500 Leit agelueden, fir 1.000 Tester ze realiséieren. Dësen Echantillon baséiert wéi den Echantillon vun de PCR-Tester op follgende Krittären: geografesch Verdeelung, Altersverdeelung a pro Haushalt. 3.500 Leit kréien all Woch eng Aluedung, fir sou een Test ze maachen, dee vun November bis Mee vum LNS gemaach ginn ass, a säit Mee vum LST-Partner Laboratoires Réunis gemaach gëtt. Säit Mee ginn net nëmme qualitativ, mee och quantitativ Tester gemaach, fir e bessert Bild vun der Propagatioun vun der Epidemie an eiser Populatioun ze kréien. D'Resultater kommen an der Direction de la santé zesummen, wou se statistesch ausgewäert ginn, fir ee wëchentlechen Dashboard vun der Seropositivitéit ze erstellen, op Basis vun anonymmen Donnéeën.

Zil vun dëser Erhiewung ass, fir en „temps réel" eng Vue vun der Seropositivitéit vun der Populatioun ze hunn, fir besser ofweien ze kënnen, wéi vill Leit vun der Populatioun potenziell immun sinn. Dëst hëlleft ënner anerem, fir de richtege Moment ze fannen, fir verschidde Mesuren zeréckzeschrauwen. Vu dass Antikierper just een Deel vun der Immunäntwert sinn, sinn dës Zuele just als Indikatioun ze verstoen.

ad 2. Am Kader vum LST ginn och mobill Ekippen an Altersheemer, fir een Echantillon ze testen an ze evaluéieren, wéi vill Prozent vun de Leit Antikierper hunn, wat eng Indikatioun op eng Immunitéit ass. Heimat kann een dann ofschätzen, ob een zousätzlech Mesuren opsetze muss, falls wéineg Leit eng Immunäntwert géifen opweisen.

ad 3. De Ministère de la Santé ass mat dem LIH an der Research Luxembourg Taskforce amgaangen, fir ee Projet de recherche opzesetzen, fir méi eng genau Vue op d'Immunitéit ze kréien an zousätzlech Tester ze maachen, wéi zum Beispill eng Analys vun der zellulärer Immunäntwert.

ad 4. Jo, d'Santé huet viru Méint Consignen un d'Laboen erausginn, fir keng „faiblement positif" Resultater méi erauszeginn, mee fir d'Leit e puer Deeg méi spéit nach eng Kéier ze testen. CT-Wäerter iwwer 33 kënnen dorop hindeiten, dass een am Ufank oder zum Schluss vun enger Infektioun ass.

ad 5. All Persoun, déi positiv getest ginn ass, wäert no dem Isolement ee Zertifikat kréien. Bei „positif faible" ass d'Consigne vun der Direction de la santé, fir e puer Deeg méi spéit een neie PCR-Test ze maachen, fir een eendeitegt Resultat ze kréien.

Question 4374 (28.05.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**extension du programme Ecobox :**

D'SuperDrecksKëscht bitt säit Kuerzem EcoBoxen un, weiderverwäertbar Iessbehälter, déi virun allem am Horecasecteur sollen hëllefen, Iessensverschwendung ze vermeiden a Verpackungsmüll ze produzéieren (veuillez lire: reduzéieren). An der Ramenvereinbarung mat der SuperDrecksKëscht ass ze liesen, dass ee Betrib respektiv „eine Einrichtung" dierfe bei der Aktioun matmaachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Dierfen och Veräiner op Ecoboxe fir hir Memberen zeréckgräifen, och wann et sech dee Moment net ëm eng Firma handelt, a se net onbedéngt eng professionell Spullmaschinn fir d'Wäsche vun den Ecoboxen hunn?

Falls nee, denkt de Ministère drun, dës Aktioun och op Veräiner an Associatiounen auszewäiten?

2. Wéi vill Ecoboxe sinn aktuell am Ëmlaf?

3. Kann d'Ministesch Informatiounen zu de Käschte vun der Aktioun ginn? Wat fir ee Käschtepunkt ass fir dat éischt Joer vun der Aktioun virgesinn?

Réponse (29.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Ecobox kann och vu Veräiner genotzt ginn. Hei gëtt et verschidde Méiglechkeeten:

- D'Gemeng huet eng gewëssen Zuel vun Ecoboxen a stellt se hire Veräiner zur Verfügung (hei läit d'Responsabilitéit vum Stockage an Handling bei der Gemeng).

- De Veräin huet selwer eng gewëssen Unzuel vun Ecoboxen op Stock.

Virum an nom Gebrauch mussen d'Ecoboxe professionell gespullt ginn (z. B. Spullweenchen oder eng stationär professionell Spullmaschinn, z. B. an de Gemengegebaier, Centre culturel, Kichen, an der Schoul, …).

Déi drëtt Méiglechkeet ass, iwwert een externen Déngschtleeschter, no senge Konditiounen, d'Ecoboxen ze lounen. Hei ass eng professionell Spullmaschinn sur place net néideg, well se einfach ofgespullt kënne bei den Déngschtleeschter zeréckgoen, deen iwwert déi néideg Spullmaschinn verfüügt. Hei huet d'SuperDrecksKëscht (SDK) Kontakt mat verschiddene Firmen opgeholl, fir datt déi déi Servicer ubidden. Et gëtt éischt positiv Retoure vun Entreprisen, déi préiwen, fir an Zukunft op der Ecobox esou ee Service opzebauen.

ad 2. Op Stand 4. Juni 2021 si 84.310 Ecoboxen ausgeliwwert ginn.

ad 3. D'Associatioune kënnen elo schonn d'Ecobox notze via eng vun den dräi Méiglechkeeten, wéi uewe beschriwwen.

Déi lafend Käschte vun der Aktioun Ecobox zanter dem Joer 2018 waren:

2018: 258.541,60 Euro
2019: 141.373,84 Euro
2020: 157.687,65 Euro

Question 4375 (28.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **voitures blindées :**

Verschidde Leit mussen och am Kader vun der Mobilitéit op verstäerkt Sécherheetsmesuren oppassen. Dëst gëllt notamment fir politesch Mandatsträger mat ganz héijer Verantwortung wéi zum Beispill d'Ministeren, mee dës Feststellung ass jee no de politeschen Ëmstänn net zwangsleefeg op si begrenzt. Fir deene Leit hir Sécherheet am Stroosseverkéier ze garantéieren, gëtt normalerweis op gepanzert Limousinnen zeréckgegraff.

An deem Kontext géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill där gepanzert Limousinne sinn aktuell zu Lëtzebuerg immatrikuléiert? Wéi vill dovunner entfalen der op de Staat Lëtzebuerg a wéi vill op auslännesch Partnerinstitutiounen?

2. Op wéi eng Manéier ginn dës Limousinnen entsuergt, wa se aus dem offizielle Fuerpark ausgemustert ginn?

3. Kënnen déi ausgemustert Gefierer nach anerweiteg verwent ginn, zum Beispill als Test- an Trainingsobjete fir Extremsituatiounen?

Réponse (29.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte freet Prezisiounen iwwert gepanzert Limousinnen.

Aus der Datebank vun der Société nationale de circulation automobile (SNCA) geet ervir, datt momen-

tan 58 Stroossegefierer zu Lëtzebuerg immatrikuléiert sinn, déi ee méi oder manner staarke Blindage virweisen. Heivunner sinn 32 Gefierer op Firmen ugemellt an dëst gréisstendeels op privat Sécherheetsfirmen.

De Rescht vun dëse gepanzerte Gefierer sinn op staatlech Instanzen ugemellt; dovunner zwou Limousinne fir de Service de protection du Gouvernement.

Aus dem offizielle Fuerpark vun der Regierung goufe bis elo nach keng esou eng gepanzert Limousinnen ausgemustert an dowéinst huet sech d'Fro nach net gestallt, ob a wéi dës Gefierer dono kéinte fir Übungszwecker benotzt ginn. Am Fall wou dës Gefierer entsuergt ginn, wäert dëst no den Dispositioune vum « règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage » geschéien.

Question 4377 (28.05.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant l'**infrastructure sportive de l'Université du Luxembourg :**

Virun zéng Joer gouf decidéiert, dass e Sportszenter fir d'Universitéit um Belval sollt gebaut ginn. Laut dem deemolegen Zäitplang sollten d'sportlech Raimlechkeeten 2013 fäerdeggestallt sinn. Leider steet d'Sportshal an d'Piscine bis haut nach net, obwuel d'Personal an d'Studente vun der Uni sou en Zenter fuerderen. D'Uni ass an deene lëschte Jore staark gewuess an dëst wäert an Zukunft och nach de Fall sinn. Zum Beispill soll laut dem Educatiounsminister dräimol méi Léierpersonal an deenen nächste Joren agestallt ginn. Fir dëst Léierpersonal auszebilden, brauch een awer och déi noutwendeg Sportsinfrastrukturen. Sou ass de Sportszenter e kloert Bedürfnis vun der Uni. Des Weidere géif de Campus mat engem Sportszenter weider un Attraktivitéit gewannen an d'Lycéeën aus der Ëmgéigend kéinten eventuell och vun den nei geschaafte Méiglechkeete profitéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Minister fir Educatioun an Héichschoul stellen:

1. Erkennt de Minister d'Néidegkeet vun engem Sportszenter fir d'Uni um Belval un, fir esou den (zukünftegen) Bedürfnisser vun der Uni gerecht ze ginn?

2. Konnten an der Tëschenzäit Fortschrëtter um beschriwwene Projet vum Sportszenter fir d'Uni gemaach ginn?

3. Wéi gesinn déi aktuell Pläng zu de genaue Sportsinfrastrukturen aus?

4. Gëtt et en Zäithorizont, bis wéini d'Planung an de Bau sollen ofgeschloss sinn?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1. Den Héichschoulminister erkennt absolutt d'Noutwendegkeet vun engem Sportszenter zu Belval un, fir esou den aktuelle Bedierfnesser vun der Universitéit Lëtzebuerg a vu verschiddene Lycéeën aus der Südregioun gerecht ze ginn. Fir d'Universitéit Lëtzebuerg sinn d'Bedierfnesser op der Eebene vun de pedagogesche Sportsaktivitéiten am Kader vum Bachelor en sciences de l'éducation a vun de Fräizäitaktivitéiten ugesidelt.

Wat d'Lycéeën aus der Ëmgéigend betrëfft, ass ze bemierken, datt och hei eng Noutwendegkeet fir dee Sportszenter besteet, well bei der Planung och hir Besoine consideréiert goufen.

ad 2. En Architekturconcours gouf 2013 organiséiert an huet deemools zwou Bauphase fir de Sportszenter zu Esch-Belval virgesinn. No der Ufro, fir de Bau op eng Phas ze reduzéieren, hunn 2015 den Educatiounsministère, de Ministère fir Héichschoul a Fuerschung an de Sportsministère de Bauprogramm nei bewäert an d'Surfacë souwéi d'Käschte vum Projet reduzéiert. Den neie Programm ass domat 2016 festgehale ginn.

No der Selektioun vun der Maîtrise d'œuvre hunn d'Etüde vum Projet am Laf vum Joer 2018 ugefaang. D'Evolutioun vun de Besoinen, déi d'Schoulen u Sportsinfrastrukturen haten, hunn am September 2019 dozou gefouert, zousätzlech Unitéite fir d'Sportshal a fir d'Schwämm anzeplangen. De revidéierte Programm gouf an der Sëtzung vum 23. Oktober 2019 vum Regierungsrot approuvéiert. De Projet gouf deementspriechend iwwerschafft an ass elo an der leschter Phas vum detailléierten Avant-projet.

ad 3. Den aktuelle Programm vum neie Sportszenter gesäit eng Structure d'accueil an en administrative Beräich vir, e Schwammzenter mat dräi Becke vu 25x15 m an engem Sprangbecke souwéi e Multisportszentrum mat enger grousser Sportshal, déi a sechs Unitéite vu 27x15 m kann opgedeelt ginn, enger Kloterzon, engem Fitnessraum, engem Raum fir Kampfsport a Kierperausdrock an zwou Squashhalen. Dës Raimlechkeete si virun allem fir d'Sportsaktivitéite vun de Schoule virgesinn a kënnen de Rescht vun der Zäit de Sportsveräiner, der Universitéit fir Fräizäitaktivitéiten an der Ëffentlechkeet zougänglech sinn.

Ausserdeem ass e Centre pédagogique virgesi fir d'Besoine vun der Universitéit Lëtzebuerg am Kader vun der Formatioun vun de Studenten, déi fir de Bachelor en sciences de l'éducation an de Bachelor en sciences sociales et éducatives ageschriwwe sinn. Dee besteet aus enger Sportshal, déi an zwee gedeelt ka ginn, an doniewent engem polyvalente Léiersall.

Am Bausseberäich soll et och e Sportsberäich gi mat engem grousse Sportsterrain vun 100x60 m, zwee Multisportsterrainen, engem Beachvolleyballsterrain an engem Fitnessparcours.

ad 4. De Projet vum neie Sportszenter zu Esch-Belval ass den Ament an der finaler Phas vum definitiven Avant-projet. Den entspriechende Gesetzesprojet soll spéitstens ufangs 2022 agereecht ginn. D'Bauaarbechte sollten 2026 ofgeschloss sinn an da gëtt d'Gebai och a Betrib geholl.

Question 4378 (28.05.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **projet « Alles gurgelt » :**

Mam Projet „Alles gurgelt" (https://allesgurgelt.at), kritt jiddereen, deen zu Wien wunnt a schafft, d'Méiglechkeet, sech doheem via e PCR-Guergeltest gratis op de Covid-19 ze testen. Unhand vun engem Barcode kënnen dës Persoune sech véier där Test-Sette siche goen, d'Tester doheem duerchféieren a se da bei enger bestëmmter Liewensmëttel- an Drogeriefilial ofginn. D'Resultat erhält een ënnerhalb vu 24 Stonne per E-Mail. Dës gratis Initiativ erméiglecht de Leit, Strukturen ze betrieden, fir déi ee momentan nach en negatiivt Testresultat brauch.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat hält d'Regierung vum éisträichesche Projet „Alles gurgelt", mat deem jiddereen, deen zu Wien wunnt a schafft, d'Méiglechkeet kritt, sech doheem via e PCR-Guergeltest gratis op de Covid-19 ze testen?

- Huet d'Regierung vir, dës Initiativ och zu Lëtzebuerg ëmzesetzen? Wa jo, wéi kéint dëse Projet ausgesinn? Wann nee, aus wéi engem Grond?

Réponse (29.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Éisträich huet mat dem „Alles gurgelt" een interessante Wee gesicht a fonnt, fir ee gewëssene „Large-Scale-Testing" ze organiséieren. Lëtzebuerg huet schonns länger säi „Large-Scale-Testing". D'Strategie vu Lëtzebuerg war säit Mee 2020, fir d'Leit (Residenten a Frontalieren) gezielt anzelueden, fir ze testen an eng gutt Qualitéit bei de Prelèvementer ze garantéieren. De Frottis „nasopharyngé" oder „oropharyngé" bleift nach ëmmer de „golden Standard" fir d'Prelèvementer bei der Diagnos vum Covid-19. Dës Strategie gëtt elo komplementéiert duerch Schnelltester (Tests antigéniques rapides, TAR), déi schnell an einfach ze handhabe sinn. Heimat huet Lëtzebuerg eng duebel Approche fir ze testen. Mat dem Lëtzebuerger Modell kann d'Regierung méi flexibel a spezifesch reagéieren, andeem si de Fokus op verschidde Gruppe setze kann, jee nodeem wéi d'Situatioun grad ass a wéi d'Inzidenz vun Infektiounen a Populatiounsdeeler sech verännert.

Am Moment ass net virgesinn, dës Approche opzeginn, well de genannte Modell aus Éisträich kee reelle Virdeel géif brénge par rapport zu deem, wat schonns existéiert. Lëtzebuerg erlaabt jo och entretemps, nieft den Invitatiounen, sech spontan e Rendez-vous ze huele fir e gratis PCR-Test, deen dann och verschidde Fräiheete bréngt am Kader vum CovidCheck.

De Prelèvement duerch Guergele gëtt och net vu jidderengem als agreabel oder einfach ze realiséieren empfonnt. Lëtzebuerg wäert awer och an enger Pilotphas a sengem Large-Scale-Testing elo salivär Prelèvementer austesten, ouni awer dobäi op Guergelen zeréckzegräifen.

Question 4379 (31.05.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **chômage partiel pour les entreprises de construction :**

Comme il a largement été relayé par la presse, les entreprises actives dans le bâtiment et la construction font actuellement face à une pénurie importante d'approvisionnement de matières premières, ce qui entraîne non seulement d'importantes hausses de prix mais aussi des retards conséquents sur les chantiers. Par ailleurs, il semble que les entreprises actives dans le bâtiment et la construction doivent faire face à d'importants retards de livraison, les chaînes d'approvisionnement étant dérangées à travers le monde.

Pour aider ces entreprises en difficulté, les entreprises actives dans le bâtiment et la construction ont pu accéder au chômage partiel pour la deuxième moitié du mois de mai et pour le mois de juin.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

- Il a été annoncé que la mesure du chômage partiel ne sera pas prolongée au-delà du mois de juin. D'après les experts, la situation va cependant perdurer, bien au-delà du mois de juin. Monsieur le Ministre peut-il donc m'expliquer les raisons de cette décision ?

- La situation est particulièrement dramatique pour le bois. Les entreprises qui ont besoin de bois pour travailler se retrouvent ainsi dans l'incapacité d'effectuer leurs tâches. Comment Monsieur le Ministre entend-il aider ces entreprises en difficulté ?

Réponse commune (06.07.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

En effet, il a été décidé lors de la session du Comité de conjoncture en date du 22 juin 2021 que la possibilité d'introduire des demandes de chômage partiel pour « pénurie importante de matières premières » ne sera pas maintenue.

Le secrétariat du Comité de conjoncture n'a reçu pour le mois de juillet 2021 que quatre demandes de chômage partiel inhérentes à ce secteur.

Le Comité de conjoncture a décidé pour le mois de juillet 2021 d'accorder exceptionnellement aux entreprises du secteur de la construction et du bâtiment l'accès automatique au chômage partiel plafonné à 10 %.

De manière générale, les entreprises de tous les secteurs ont toujours la possibilité d'introduire une demande de chômage partiel pour cas de force majeure. Toute demande de chômage partiel en lien avec une pénurie importante de matières premières avérée et dûment documentée sera avisée par le Comité de conjoncture.

Question 4380 (31.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **troisième dose de vaccin contre la Covid-19 :**

Am Artikel „La Belgique envisage une troisième dose de vaccin", deen den 20. Mee am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt déi belsch Autoritéite sech entre-temps mat der Méiglechkeet vun enger drëtter Impfung géint de Covid-19 beschäftegen. Doriwwer eraus befaasse si sech och mat der Méiglechkeet, datt d'Impfung méiglecherweis alljoers misst erneiert ginn, well d'Immunitéit méiglecherweis nëmmen zwielef Méint unhält. No der Aschätzung vun de belschen Autoritéite besteet déi hypotheetesch Méiglechkeet, datt d'Modalitéite vun der Impfung géint de Covid-19 sech laangfristeg deene géint déi saisonal Gripp ugläichen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung dës Iwwerleeunge vun de belschen Autoritéite bekannt a wéi steet si dozou?

2. Falls déi Aschätzung vun de belschen Autoritéiten sech géif konkretiséieren, wéi eng zousätzlech Schrëtt wieren dann an der nationaler Impfcampagne virgesinn? Verfüügt d'Regierung fir sou e Fall schonn iwwert e Plan d'action, deen déi wichtegst Modalitéite vun enger Erweiderung vun der Impfcampagne (Budget, Zouliwwerer, Zuel vun den Dosen, Datum ...) ëmfaasst?

3. Gëtt et sou e Plang och mat de wichtegste Modalitéite fir d'Koordinatioun vun enger erweiderter Impfcampagne (Kontakt vun de Leit, zousätzlecht Personal, eventuell Priorisiérung ...)?

4. Wéi eng politesch Konklusioune géif d'Regierung am Kader vun der Aschränkung vun eise Grondrechter zéien, wann d'Aschätzung vun de belschen Autoritéite géif confirméiert ginn?

Réponse (29.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Iwwerleeung iwwert eng drëtt Dosis ass net nei, a kënnt initial aus England. D'Decisioun, ob eng drëtt Dosis awer néideg ass, hänkt vun enger Rei Faktoren of. Éischtens vun der Virusvariant, déi zirkuléiert. Esou ass et méiglech, dass nei Varianten net vun den aktuellen Impfungen ofgedeckt wären. Zweetens spillt de Vaccin u sech mat: Wéi laang gëtt en eng Immunitéit? Dëst ass eng Fro, déi nach net gekläert ass. Kann ee mam selwechten Impfstoff eng drëtte Kéier impfen oder muss een den Impfstoff changéieren? Och dës Fro ass net kloer, ausser fir vektoral Impfstoffer, wou ee wiessele muss, fir Reaktioune géint de Vektor ze vermeiden. A schlussendlech hänkt et vill vun der geimpfter Populatioun of. Eeler Leit oder Leit mat enger staarker Immunschwächt reagéiere manner gutt op den Impfstoff a brauchen eventuell méi schnell e Rappel. All dës Saache sinn am Moment net gekläert an dofir bleift et momentan bei Spekulatiounen.

D'Regierung huet awer genuch Optiounen op weider Impfstoffliwwerunge geholl, fir déi nächst Méint a Joer, falls néideg, weider Impfunge kënnen ze maachen. Wann dëst dann eng limitéiert Populatiounsgrupp (z. B. eeler Leit) betrëfft, ka sécher iwwert d'Hausdoktere geimpft ginn. Falls et awer néideg wär, schnell a massiv déi ganz Populatioun ze impfen, misst een op d'Impfzenteren no dem selwechte Modell wéi bis elo zréckgräifen. D'Aschränkung vu Grondrechter (z. B. Versammlungsfräiheet ...) hänkt méi vun der Evolutioun vun der Pandemie per se of wéi elo vum direkte Besoin, e Rappel ze maachen. Et ass och nach ëmmer net virgesinn, zu Lëtzebuerg eng Impfflicht anzeféieren.

Question 4381 (31.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **cours « Digital sciences » :**

De Coding gouf am September 2020 am véierten Zyklus vum Enseignement fondamental agefouert.

Fir d'Rentrée am September dëst Joer gëtt dat neit Fach op déi aner Zykle vum Fondamental ausgedeent.

Den 18. Mee 2021 huet de Schoulminister dat neit Unterrechtsfach „Digital Sciences" virgestallt, dat an den ënneschte Klasse vum Secondaire classique a général agefouert wäert ginn. 18 Lycéeë gi mam „gudde Beispill" vir an enseignéieren dëst Fach op 7e vun der nächster Rentrée am September un. Bis 2024/2025 soll dëst Fach an alle Lycéeë vum Land op 7e 6e, 5e an op de Virbereedungsklassen enseignéiert ginn.

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wann een neit Fach an der Schoul agefouert gëtt, da geet dat zwangsleefeg op Käschte vun engem anere Fach an/oder aneren Inhalter, well d'Unterrechtsstonne jo begrenzt sinn. Op Käschte vu wéi enge Fächer an/oder Inhalter geet an der Primärschoul d'Aféiere vum Coding?

2. Op Käschte vu wéi enge Fächer an/oder Inhalter geet an de Lycéeën d'Aféiere vum Fach Digital Sciences?

3. Ginn d'Lycéeë vum Ministère gezwongen, fir vun 2024 un den Digital-Sciences- Unterrecht anzeféieren?

4. De Ministère deelt mat: « Afin de lutter contre les inégalités qui persistent en matière d'accès au digital, le même cours sera dispensé dans les deux ordres d'enseignement classique et général. » Et ginn deelweis ganz grouss Leeschtungsënnerscheeder tëscht Classique a Général. Wëll de Ministère sech an dësem Zesummenhank, wat den Niveau ugeet, éischter a Richtung Classique oder Général beweegen?

5. Ass den Här Minister der Meenung, dass een „Ongläichheeten" domat bekämpfe kann a soll, dass een den Niveau vun deene méi performante Schüler erofschrauft?

Réponse (06.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Enseignement fondamental gouf effektiv d'Kodéieren am Cycle 4 bei der Rentrée 2020/21 agefouert. Well d'Kodéieren hei am Kader vum Mathematiksunterrecht gemaach gëtt, fält näischt ewech, mee et handelt sech éischter ëm eng alternativ Approche, fir probleemléisend Denken ze förderen, ëmsou méi well déi mathematesch Kompetenze sech staark mat deene vum informateschen Denken, dem Computational Thinking, iwwerschneiden.

An de Cyclen 1 bis 3 wäert d'Kodéiere vun der Rentrée 2021/2022 un transversal agebaut ginn. D'Kodéiere geet dobäi net op Käschte vun anere Fächer, mee gëtt innerhalb vun den anere Fächer als eng Method genotzt, fir Kompetenzen ze vermëttelen an ze stäerken. Déi Method fördert eng Denkweis, fir u Problemer erunzegoen a se ze analyséieren: eng Denkweis, déi iwwer all Fächer ewech an och am Liewensalldag hir Wichtegkeet huet.

Op www.educoding.lu fënnt ee méi Detailer zum Konzept an och eng kleng Dokumentatioun, déi weist, wéi Kodéiere ka sënnvoll agesat ginn, ouni datt aner Fächer méi kuerz géife kommen.

ad 2. Am Enseignement secondaire ass d'Situatioun eng aner, hei gëtt en neit Fach Digital Sciences agefouert. Dëst Fach huet eng Stonn d'Woch; d'Schoule kréien awer d'Fräiheet, selwer ze entscheeden, wéi se dëst an de Stonneplang abauen, souwuel wat d'Rhythmiséierung ugeet (also ob d'Schüler all Woch eng Stonn hunn oder zum Beispill all zweet Woch eng Duebelstonn), wéi och wat d'Plaz am Stonneplang ugeet (also wat

amplaz vun Digital Sciences ewechfält). Am Laf vun de Virbereedungsaarbechten a virun allem och wärend de Gespréicher mat den 18 Lycéesdirektiounen, déi sech bereeterkläert hunn, an der Pilotphas matzemaachen, gouf kloer, datt d'Lycéeën haut scho ganz staark Gebrauch maache vun hirer Autonomie an d'Grilles horaires schonn op déi jeeweileg Schülerpopulatioun zougeschnidden sinn, esou datt et kontraproduktiv gewiescht wier, ee bestëmmt Fach virzeginn, wat eng Stonn manner hätt. An der Praxis hu verschidde Schoulen am Enseignement secondaire classique (ESC) sech dozou decidéiert, d'Lëtzebuergeschstonn, déi jo op 4e transferéiert gëtt, dofir ze huelen, aner Schoulen hunn haut schonn e Cours zur Digitaliséierung a passen dee just un déi nei Bedéngungen un, anerer huele jeeweils eng hallef Stonn vun zwee Fächer.

ad 3. Dat neit Fach gëtt vun der Rentrée 2021/2022 un als Pilotprojet op der 7e an 18 Lycéeën agefouert. Dat Joer duerno gëtt et landeswäit op alle Klasse vu 7e agefouert, wärend déi 18 Pilotlycéeën dann op 6e weiderfueren. Bis 2024/2025 wäerten dann an alle Lycéeën op de Klasse vu 7e bis 5e Digital-Sciences-Coursë lafen.

ad 4. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend huet fir dat Fach Unterrechtsmaterial virgesinn, dat esouwuel de Schülerinnen a Schüler am Enseignement secondaire général (ESG) wéi och deenen am ESC entsprécht; dëst Material gouf vun Enseignanten ausgeschafft, déi an deenen zwee Ordren enseignéieren. Dat néidegt Differenzéierungsmaterial ass virgesinn, esou datt de Bou wäert kënne geschloe gi vum ESC an den ESG. Et geet drëm, all Jonker fit ze maache fir eng digital Welt, an där se souwuel Consommateur wéi och Auteur an Acteur wäerte sinn. An et gëllt, se all an der Entwécklung vun enger digitaler Identitéit ze ënnerstëtzen, fir datt se d'Chancë vun der Digitaliséierung kënnen notzen an d'Geforen erkennen a wëssen, domat ëmzegoen.

ad 5. Neen, ech sinn net där Meenung.

Question 4382 (31.05.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **« body cams » :**

Säit 2019 gëtt et e Pilotprojet bei der Police, fir e méiglechen Asaz vu sougenannte Bodycams am Grand-Duché ze préiwen. Den deemolege Minister Étienne Schneider hat dëse Projet an d'Weeër geleet. Esou Kameraen, déi d'Beamten um Kierper droen, hunn en duebelen Avantage: si stäerken engersäits de Schutz vun de Polizisten an anererséits hëllefen se, d'Fakten ze klären an ze sécheren.

An engem Presseartikel vun haut war gewuer ze ginn, datt momentan awer nach guer keng Bodycams am Asaz sinn, well de Pilotprojet nach net esouwäit fortgeschratt wier.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann de Minister fir bannenzeg Sécherheet d'Informatioune vun der Press bestätegen?

- Wa jo, wou ass de Pilotprojet elo no zwee Joer drun? Wat gouf konkreet bis elo um Pilotprojet geschafft?

- Wier d'Uschafe vun enger Rei Test-Bodycams net en alleréischte sënnvolle Schrëtt an esou engem Projet?

Réponse (21.06.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Fir de Moment huet de Ministère eng Rei Analysen a Consultatiounen iwwert d'Benotze vun de Bodycams virgesinn. De Pilotprojet besteet aus engem ganze Konzept, fir deen ee legale Kader muss definéiert ginn. Hei gëllt et zum Beispill ze iwwerpréiwen, ob d'Benotze vun de Bodycams am Aklang mat dem Dateschutz ka stattfannen. Et muss ënner anerem gekuckt ginn, wat d'Finalitéit vun de Kameraen ass, wéi de Bierger muss informéiert ginn, wéi d'Donnéeën, déi opgeholl gi stockéiert, traitéiert an och rëm geläscht musse ginn, wien Accès op déi Donnéeën dierf hunn, wéi d'Personal am Ëmgang mat deem neie Moyen muss forméiert ginn, asw. Wann d'Resultater vun dësen Analyse virleien, kann de Ministère déi néideg legal Basis finaliséieren, fir de Pilotprojet an der Praxis ze lancéieren.

D'Bodycams ginn eréischt ugeschaaft, wann déi legal Basis besteet, fir datt de Pilotprojet och an der Praxis kann duerchgefouert ginn. Éischter mécht et kee Sënn, scho Material ze kafen.

Question 4383 (31.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **langues véhiculaires dans l'enseignement secondaire :**

Den 18. Mee 2021 huet de Schoulminister dat neit Unterrechtsfach Digital Sciences virgestallt, dat an den ënneschte Klasse vum Secondaire classique an technique agefouert wäert ginn. De Ministère deelt am Hibléck op dës Neierung mat: « Les digital sciences seront enseignées dans les trois langues véhiculaires pour mieux respecter les compétences linguistiques des élèves et des enseignants. »

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wat sinn déi dräi Unterrechtssproochen („langues véhiculaires")? Ass hei gemengt, dass am neien Unterrechtsfach ofgewiesselt gëtt tëschent dräi Sproochen, oder gëtt eng Sprooch bestëmmt, an där dann den Unterrecht wärend engem Joer stattfënnt?

Wien entscheet iwwer d'Sprooch, déi benotzt gëtt?

2. De Ministère schreift, dass domat d'Sproochkompetenze vun de Schüler besser respektéiert géife ginn. Heescht dat, dass de Ministère eng Unterrechtsprooch favoriséiert, an där d'Schüler méi kompetent sinn, fir dass si esou besser verstinn?

Oder heescht dat, dass de Ministère eng Unterrechtssprooch favoriséiert, an där d'Schüler manner kompetent sinn, fir dass si déi Sprooch da besser léieren?

3. Kann de Ministère sech esou eng Approche och virstellen an anere Fächer?

Beispillsweis, fir am klassesche Lycée, vu Quatrième un, an de sougenannten Niewefächer de fräie Choix vun der Unterrechtssprooch zouzeloossen, dëst also och am Hibléck op d'Kompetenze vun de Schüler?

4. Gesäit den Här Minister an der aktueller Situatioun, an där de Schüler eng Sprooch, nämlech Franséisch, an enger ganzer Rei Fächer vu Quatrième un opgezwonge kritt, een „non-respect des compétences linguistiques des élèves"?

Réponse (06.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am neie Fach Digital Sciences gëtt an den dräi Landessproochen enseignéiert. D'Texter, déi genotzt ginn, wäerten och an däitscher, franséischer oder och lëtzebuergescher Sprooch virleien. D'Sujete stinn hei am Vierdergrond an net d'Sproochkompetenze vum Schüler. Den Enseignant ass fräi ze entscheeden, jee no Situatioun, Klass a Sujet, wéi eng Sprooch sech jeeweils am beschten eegent, fir de Schüler e Sujet méi nozebréngen.

Donieft wäert am Fach och e Glossaire mat engleschen Ausdréck entstoen, well Englesch weltwäit d'Sprooch vun der Digitaliséierung ass.

ad 2. Den Enseignant ass fräi ze entscheeden, opgrond vun de Sproochkompetenze vun de Schülerinnen a Schüler, jeeweils déi Sprooch ze benotzen, déi am beschten dozou bäidréit, datt de Sujet vun de Schülerinnen a Schüler beschtméiglech verstane ka ginn. D'Unterrechtsmaterialien, déi vum SCRIPT zesumme mat Enseignanten aus de Schoulen ausgeschafft goufen, wäerten och dräisproocheg sinn. Esou soll séchergestallt ginn, datt de Facteur Sprooch keen Hindernis duerstellt beim Verstoe vum Cours.

ad 3. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ka sech duerchaus eng Approche virstellen, wou e flexibelen Ëmgang mat der Langue véhiculaire gefleegt gëtt. Am Fach Digital Sciences wéi och am Fach Vie et Société ginn heizou wäertvoll Erfarunge gesammelt. Et ass awer am Moment net geplangt, dës Approche op aner Fächer auszedeenen.

ad 4. De System vun de sougenannte Langues véhiculaires ass e System, dee sech bewäert huet. Allerdéngs ass et wichteg, d'Unterrechtsmethoden, déi didaktesch Materialien an d'Evaluatiounsmethode permanent weiderzeentwéckelen an un d'Realitéiten vum Terrain unzepassen.

D'Entscheedung, fir am neie Fach Digital Sciences flexibel mat der Unterrechtssprooch ëmzegoen, ass dann och net esou ze interpretéieren, datt doduerch de System vun de Langues véhiculaires an anere Fächer a Fro gestallt géif ginn.

Question 4384 (31.05.2021) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **législation sur les espèces envahissantes :**

Déi europäesch Naturschutzpolitik promouvéiert d'Bekämpfe vun invasiven Déierenaarten an de jeeweilegen Nationalstaaten, dëst och am Hibléck op de Schutz vun der Ëmwelt virun diverse Seuchen. Zu Lëtzebuerg sinn notamment d'Bisamrat an de Wäschbier als invasiv Aarte klasséiert ginn. Deemno ass an zwee groussherzogleche Reglementer (règlement grand-ducal du 21 janvier 1980 concernant les mesures à prendre en vue de prévenir l'introduction et la propagation du raton laveur / règlement grand-ducal du 27 juillet 1971 concernant les mesures à prendre en vue de prévenir l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles) festgehale ginn, datt d'Grondstécksbesëtzer an hir Piechter dës Déieren no humanen Norme befalen däerfen. Op Ufro un d'Naturverwaltung gouf enger Privatpersoun awer rezent eng géigendeeleg Informatioun zougestallt, d. h., et wär deemno sou, datt een déi genannten Déierenaarten awer net no humanen Norme befalen däerf. Et wär an deem Kontext sécher mol sënnvoll, déi betraffe ländlech Acteure mat enger koherenter Informatiounspolitik opzeklären, wat dann elo verbueden ass a wat net.

An deem Kontext wéilte mir der Madamm Ëmweltminister an dem Här Landwirtschaftsminister gär follgend Froe stellen:

1. Sinn déi uewe genannte groussherzoglech Reglementer nach ëmmer gülteg, esou datt d'Haus-, d'Haff- an d'Landbesëtzer de Wäschbier an d'Bisamrat - ouni Sanktiounen ze fäerten - befalen däerfen?

2. Wann nee, gouf et vu Säite vun der Regierung eng offiziell Kommunikatioun, datt déi genannte Reglementer net méi gülteg sinn? Wéi ass an deem Sënn den Informatiounsaustausch tëscht der Naturverwaltung engersäits, an der Veterinärsverwaltung anersäits, gereegelt?

3. Am Fall, wou déi genannte Reglementer net méi gülteg sinn, wéi solle sech déi betraffe ländlech Acteuren, a wéi soll sech Lëtzebuerg an Zukunft virun invasiven Déierenaarte schützen?

4. Firwat sinn déi genannt ländlech Acteuren an den Aktiounspläng betreffend déi invasiv Aarten net méi berécksiichtegt ginn?

5. Och wann déi nuetsaktiv invasiv Neibierger dem Juegdrecht ënnerstinn, ass et net awer duerch d'Nuetsjuegdverbuet och de Jeeër quasi onméiglech, déi Déieren effizient ze reguléieren?

Réponse (01.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Nee. Well den Artikel 2 vum „règlement grand-ducal du 21 janvier 1980 concernant les mesures à prendre en vue de prévenir l'introduction et la propagation du raton laveur" an den Artikel 65 vum „règlement grand-ducal du 27 juillet 1971 concernant les mesures à prendre en vue de prévenir l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles" net méi applikabel sinn.

Den Artikel 65 vum Reglement vun 1971 gouf duerch dat groussherzoglecht Reglement vum 9. Januar 2006 „fixant les mesures de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux" abrogéiert.

Dat groussherzoglecht Reglement vum 21. Januar 1980 ass nach net abrogéiert ginn. Seng legal Basis, d. h. d'Gesetz vum 14. Juli 1971 „concernant la protection des végétaux et produits végétaux contre les organismes nuisibles", existéiert nach ëmmer. Mee vu dass säin Artikel 2 sech op den „Arrête grand-ducal du 10 mars 1959 ayant pour objet la destruction des animaux malfaisants et nuisibles" bezitt, deen abrogéiert ginn ass, kann dësen Artikel net méi applizéiert ginn. Den Arrêté vun 1959 ass abrogéiert ginn, well seng legal Basis, d. h. dat aalt Juegdgesetz vun 1885, d'Artikelen III, IV et VII vun der „loi du 24 août 1956 ayant pour objet de modifier et de compléter la législation sur la chasse" an d'Gesetz vum 24. Februar 1928 „concernant la protection des oiseaux" abrogéiert gi sinn.

Dat neit Juegdgesetz vun 2011 schwätzt net méi vun „animaux nuisibles".

ad 2. D'Juegdgesetz vun 2011 ass vun der deemoleger CSV-LSAP-Regierung gestëmmt a publizéiert ginn. Firwat iwwert dat besoten Theema net kommunizéiert gouf, entzitt sech menger Kenntnis.

D'Naturverwaltung an d'Veterinärsverwaltung sinn a ganz guddem Informatiounsaustausch.

ad 3. Fir punktuell Problemer ze léisen, kënnen déi betraffe Bierger eng Autorisatioun beim Ministère fir Ëmwelt, Klima a nohalteg Entwécklung ufroen.

ad 4. Bei der Ausaarbechtung vun all Aktiounsplang gouf et eng „phase de consultatioun publique". Wärend där Phas konnt all Acteur, souwéi all aner Persoun, iwwer zwee Méint de Projet vum jeeweilegen Aktiounsplang consultéieren, an och Verbesserungsvirschléi eraginn. All Verbesserungsvirschlag, dee fachlech sënnvoll a mat den aktuelle gesetzlechen Dispositioune vereenbar war, gouf ugeholl.

ad 5. Generell ass et schwéier bis quasi onméiglech, mat normale juegdleche Methoden eng Déierenaart ze „reguléieren".

Question 4387 (01.06.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **coûts additionnels liés au logement :**

Niewent de Präisser fir d'Terrainen a fir d'Baue klammen och d'Niewekäschte vum Wunne permanent. Vill Gemengen hunn an de leschte Jore missen hir Offall- a Waassertaxen upassen, fir käschtendeckend ze ginn an sech esou konform mat den EU-Bestëmmungen ze setzen. Trotzdeem ginn et hei am Land nach ëmmer grouss Divergenzen tëschent de Gemenge bei den Niewekäschte vum Wunnen. Och bei der Grondsteier soll et an Zukunft duerch eng Reform zu Upassunge kommen.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

- Ginn et Statistiken zu den Niewekäschten (Waasser, Ofwaasser, Offall) vum Wunne pro Gemeng?

- Wa jo, sinn déi ëffentlech? Wann nee, firwat net?

- Wéi gedenken d'Madamme Minister dofir ze suergen, dass dës Käschten net nach weider an d'Luucht ginn?

- Wéi soll d'Reform vun der Grondsteier dofir suergen, dass dës sozial Ongerechtegkeeten net nach méi grouss ginn?

Réponse commune (01.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Et ginn zu dësem Moment keng Statistiken zu de Käschte vum Waasser, Ofwaasser oder Offall.

Déi respektiv Käschte vum Waasser, Ofwaasser an Haushaltsoffall ginn opgrond vun de Reegele vum modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 a vum modifizéierten Offallgesetz vum 12. Mäerz 2021 vun de Gemenge fixéiert.

D'Taxen an d'Tariffer, déi de Gemengerot decidéiert, betreffen den Uschloss un d'Reseauen, d'Locatioun vu Compteuren, d'Fourniture vun Drénkwaasser souwéi d'Evakuatioun an d'Kläre vum Ofwaasser engersäits an d'Kollekt an den Traitement vum Haushaltsoffall anerersäits. D'Fixéiere vun den Taxen an Tariffer berout op follgende Prinzippien: pollueur-payeur, utilisateur-payeur a Recuperatioun vun de Käschten.

Duerch de bestoende legale Kader an d'Zoustännegkeet vun de Gemengen hunn d'Ministesche keen Afloss op d'Tarifikatioun.

D'Gemengen hunn awer d'Méiglechkeet, e Reglement ze huelen, fir verschiddene Stéit eng „Allocation de vie chère" zoukommen ze loossen, déi hinne soll hëllefen, d'Drénkwaasser- an Offallkäschten an engem gewësse Mooss opzefänken.

Doriwwer eraus garantéiert dat modifizéiert Sozialhëllefgesetz vum 18. Dezember 2009 all Persoun, déi eligibel ass fir Sozialhëllef ze kréien, en Accès op Drénkwaasser an op eng minimal Stroumversuergung, wann se net an der Lag ass, fir hir Waasser- an Energiekäschte selwer ze droen.

Question 4389 (01.06.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **lutte contre le tabagisme :**

Selon un sondage sur le tabagisme commandité par la Fondation Cancer et publié en mai 2021, plus d'un quart de la population luxembourgeoise a consommé du tabac en 2020 alors que 17 % de la population en consomme tous les jours. Les chiffres restent stables par rapport à l'année précédente après avoir connu une augmentation importante en 2019 par rapport à 2018. En effet, la Fondation Cancer note que le nombre de fumeurs en 2020 se situe largement au-dessus de la moyenne de la dernière décennie. Un autre enseignement du sondage est que les jeunes restent les plus affectés par le tabagisme alors qu'environ un tiers des personnes entre 18 et 34 ans ont consommé du tabac en 2020.

Afin de lutter contre le tabagisme, la Fondation Cancer revendique entre autres une augmentation des prix des tabacs, un élargissement du travail de prévention auprès des jeunes, l'interdiction de la publicité pour les produits de tabac aux points de vente ainsi que l'introduction du paquet de cigarettes neutre.

Le Gouvernement quant à lui avait élaboré le Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT) couvrant la période 2016-2020 et venant donc à échéance fin 2020. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2710 du 21 août 2020, Madame la Ministre de la Santé avait précisé que, dans le cadre du PNLT 2016-2020, une évaluation finale devrait être effectuée afin de « faire le point sur les objectifs atteints et les objectifs restés en souffrance, ainsi que sur les points critiques à intégrer dans un prochain plan ».

Notons aussi que l'accord de coalition 2018-2023 stipule que « la lutte contre le tabagisme sera poursuivie ».

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre des Finances :

1) L'évaluation finale du PNLT 2016-2020 a-t-elle été effectuée ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions émanant de cette évaluation ? Dans la négative, quand est-ce que cette évaluation sera effectuée ?

2) Tenant en compte l'augmentation de la consommation du tabac au cours des dernières années, dans quelle mesure Madame la Ministre estime-t-elle que le PNLT a atteint ses objectifs ?

3) Quel est l'état d'avancement des travaux concernant l'élaboration du prochain PNLT ? Quels en seront les points saillants ?

4) Madame la Ministre approuve-t-elle une ou plusieurs des revendications précitées, dont notamment l'interdiction de la publicité pour les produits de tabac aux points de vente ou encore l'introduction du paquet de cigarettes neutre ?

5) Comme le reconnaissent de nombreux experts, un des leviers les plus efficaces pour réduire la consommation de tabac est l'augmentation du prix d'achat. Or, le prix du tabac au Luxembourg reste considérablement bas par rapport aux pays européens où les ménages ont un pouvoir d'achat comparable. Par conséquent, afin de lutter contre le tabagisme et ses conséquences pour la santé, Madame et Monsieur les Ministres considèrent-ils qu'il conviendrait d'adapter à la hausse l'imposition des tabacs au Luxembourg ? Est-ce qu'une augmentation des droits d'accises sur les tabacs sera intégrée dans le nouveau PNLT ?

Réponse commune (06.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) En 2020, les activités du Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT) ont dû être réduites suite à la crise sanitaire qui a eu un impact sur la disponibilité des ressources nécessaires à la coordination et/ou à la réalisation de certaines actions. Les ressources nécessaires ont dû être temporairement réallouées vers les activités de gestion de la crise sanitaire. Néanmoins, certaines activités jugées prioritaires ont été menées en 2020.

Par conséquent, l'évaluation finale du PNLT par un expert externe a subi un retard par rapport au calendrier initialement planifié, mais sera réalisée dès que possible. Un bilan final des réalisations du PNLT a été cependant conduit en interne à la Direction de la santé et un rapport est en cours de rédaction.

ad 2) Le PNLT 2016-2020 est construit autour de cinq axes principaux, proposant chacun des mesures comportant des actions concrètes et des objectifs à atteindre, notamment :

- d'offrir à la population un environnement favorable pour prévenir le tabagisme et d'obtenir un sevrage tabagique durable ;

- de protéger les jeunes et de prévenir leur entrée dans le tabagisme ;

- d'aider et de soutenir les personnes souhaitant arrêter de fumer à se sevrer du tabac durablement ;

- d'acquérir de meilleures connaissances, à la fois fondamentales et appliquées.

Parmi ces cinq axes incluant 14 mesures et 53 actions, près de 70 % des actions ont été réalisées et/ou sont actuellement en cours de réalisation.

Un grand nombre d'actions ont pu être mises en œuvre dans le cadre de la loi tabac du 13 juin 2017 modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 et transposant la directive européenne 2014/40/UE[6]. Cette loi vise entre autres à protéger la population, notamment les plus jeunes, du tabagisme passif, grâce aux mesures telles que :

- l'interdiction de fumer dans tout véhicule en présence d'enfants de moins de douze ans,

- l'interdiction de fumer dans les enceintes sportives ouvertes, si des enfants de moins de 16 ans y font du sport,

- l'interdiction de fumer sur les aires de jeux.

La mise en place du portail « Tabac-Stop »[7] permet de mettre à disposition les informations et les méthodes afin d'aider et soutenir les personnes souhaitant arrêter de fumer.

Le programme d'aide au sevrage tabagique mis en place par le Ministère de la Santé et la Caisse nationale de santé a pour but de fournir une prise en charge adaptée à toutes les personnes désirant arrêter de fumer et à se sevrer du tabac de manière durable. En quelques chiffres pour 2020, 146 personnes ont envoyé leur dossier de première consultation de sevrage tabagique à la Direction de la santé, et 50 personnes se sont présentées à la consultation finale, huit mois après leur début de sevrage. 2020 enregistre un taux moins élevé de participants que les années précédentes. Ceci peut s'expliquer par la crise sanitaire et la diminution afférente des consultations médicales. En revanche, la part d'abstinents au bout des huit mois monte en 2020 à 36 personnes contre 14 en 2019.

ad 3) Plusieurs actions et mesures du PNLT devront être poursuivies ou développées. La lutte contre le tabagisme est et reste un combat quotidien.

[6] http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2017/06/13/a560/jo

[7] https://sante.public.lu/fr/prevention/tabac/arreter-fumer/index.html

L'évaluation finale de ce PNLT 2016-2020 permettra d'analyser l'ensemble des mesures et actions, afin de développer ultérieurement les volets qui le nécessitent.

La stratégie adoptée par la Direction de la santé est de poursuivre le PNLT sous forme d'un programme de lutte contre le tabac. Celui-ci rassemblera les actions récurrentes développées dans le cadre du plan national, de manière durable.

Les points saillants seront les mêmes que ceux initialement définis par le PNLT, c'est-à-dire :

- le développement de mesures législatives,
- la prévention et la recherche,
- le programme de sevrage tabagique.

ad 4) Il s'agit là de questions qui sont pour l'instant en cours de discussion, mais qui n'ont pas encore été tranchées au niveau politique. Notons que ces deux actions impliqueront nécessairement une modification de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

ad 5) D'après le rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur l'épidémie mondiale de tabagisme en 2015, l'augmentation des taxes sur le tabac est « l'une des interventions de lutte antitabac les plus efficaces et les plus rentables ».

Actuellement au Grand-Duché, la taxation sur les cigarettes représente 69,4 % du prix de vente moyen pondéré[8]. Pour ce qui est du tabac à rouler fine coupe et autres tabacs, la taxation représente 65 % du prix de vente moyen pondéré, et depuis l'entrée en vigueur du dernier PNLT en 2016, l'accise minimale sur ce type de tabac a été augmentée de 43,95 euros/kg à 55,80 euros/kg, soit une hausse de 27 %. Comme prévu dans le plan PNLT 2016-2020, le règlement grand-ducal portant fixation du droit d'accise autonome etdispositions diverses sur les tabacs manufacturés a été adapté chaque année pour augmenter les accises.

Question 4390 (02.06.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **réorganisation de la circulation à Diekirch à cause d'un chantier :**

Le 31 mai dernier a commencé le chantier dans la rue du Pont à Diekirch si bien que la circulation au sein de la ville ait dû être réorganisée de fond en comble. Le chantier durera plus que probablement jusqu'à la fin de l'année en cours.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-il prévu de continuer le chantier en question durant le congé collectif qui a lieu traditionnellement durant la période estivale afin que les travaux puissent mieux avancer en ce lieu stratégique et être finalisés dans les meilleurs délais ?

2) Le ministère est-il disposé à faire observer les flux de trafic au fil des semaines suivantes au sein de la ville afin d'opérer, si besoin en était, des corrections de tir en matière d'organisation de la circulation et, partant, de signalisation ?

3) Par quelles mesures ciblées le trafic de transit est-il sensibilisé à contourner la ville, en particulier à éviter les rues et ruelles des différents quartiers d'habitation ?

Réponse (13.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le chantier dans la rue du Pont est réalisé sous la régie de la Ville de Diekirch, qui procède au renouvellement des infrastructures souterraines. L'Administration des ponts et chaussées profite de l'occasion pour remplacer les bordures et de renouveler la chaussée à la fin du chantier. Il n'est pas possible de continuer le chantier durant le congé collectif, vu que les travaux ne tombent pas sous les dérogations prévues par la convention collective. Ainsi, tous les travaux devront être achevés à la fin de l'année 2021.

En ce qui concerne l'évolution des flux de trafic durant le déroulement du chantier, les responsables de la Ville de Diekirch et de l'Administration des ponts et chaussées y prêtent tous les jours un regard attentif. Tout est mis en œuvre pour assurer le meilleur flux de trafic possible durant les différentes phases du chantier. Des adaptations susceptibles d'être apportées aux déviations et aux feux tricolores en place en fonction de l'évolution du trafic, sont constamment étudiées.

Quant au trafic de transit, ce dernier est déjà sensibilisé depuis un certain temps à éviter les rues et ruelles des différents quartiers d'habitation de la ville. Une signalisation a été mise en place sur les routes desservant la ville de Diekirch afin de sensibiliser les usagers de contourner la ville. Hormis les camions qui doivent toujours se rendre au chantier, il y a évidemment un certain nombre de bus qui doivent passer par le centre de Diekirch.

[8] Excise duty tables de la Commission européenne au 1er mars 2021

Question 4391 (02.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **qualité du vaccin Vaxzevira :**

Fuerscher vun der Universitéit Ulm hu Veronrengegungen am Impfstoff vun AstraZeneca respektiv „Vaxzevira" fonnt. D'Fuerscher hunn hei dräi Chargë vum Impfstoff mat biocheemesche Methoden a Proteomanalysen ënnersicht. Nieft de Proteinne vum Vaccin selwer konnte si eng substanziell Unzuel vu mënschleche Proteinnen an och vu regulatoresche virale Proteinne fannen, déi net an den Impfstoff gehéieren.

D'Resultat vun dëser Ënnersichung huet erginn, datt ënnert deene fonnte Proteinne vu mënschlechem Ursprong virun allem sougenannten „Hitzeschockproteinne" wieren. Extrazellulär Hitzeschockproteinne solle bekannt sinn dofir, datt si ugebueren an ugëeegent Immunäntwerte moduléieren a bestoend Entzündungsreaktioune verstäerke kënnen. Si goufen och scho mat Autoimmunreaktiounen a Verbindung bruecht. De Responsabele vun der Geentherapie op der Universitéit Ulm huet betount, et wier néideg, den Hierstellungsprozess an d'Qualitéitskontroll vum Impfstoff ze iwwerschaffen. Datt e pharmazeutescht Produkt méiglechst wäit fräi ass vun esou Veronrengegungen, gëllt ëmmerhin als wichtege Qualitéitskrittär an der Pharmaindustrie.

(Dës Aussoen an Informatioune sinn ënner anerem op www.uni-ulm.de zougänglech.)

An der Fuerschung gëtt elo kontrovers diskutéiert, iwwert den Afloss vun deene Veronrengegungen op d'Wierksamkeet vum Impfstoff, a méiglecherweis esouguer op d'Ausmooss vun den Niewewierkungen an d'Entstoe vun de liewensgeféierleche Bluttgerinnsel.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung a Kenntnis vun dëse Fuerschungsresultater an den domat verbonnene kontroversen Diskussiounen?

2. Wéi steet d'Regierung zu dëse Fuerschungsresultater?

3. Wat heescht dat fir Lëtzebuerg? Ass d'Madamm Gesondheetsminister der Meenung, datt een d'Impfe mam AstraZeneca respektiv „Vaxzevira" aus Sécherheetsgrënn stoppe sollt, bis dës wichteg Froen, déi d'Fuerschungsresultater vun der Universitéit Ulm opgeworf hunn, gekläert gi sinn? Wann nee, firwat net?

Réponse (01.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung huet Kenntnis vun dëse Fuerschungsresultater, déi den Ament an engem Preprint op der Internetsäit vu „Research Square" beschriwwe sinn. D'Regierung huet keng Kenntnis vu kontroversen Diskussiounen am Zesummenhang mat dëse Resultater.

ad 2. Preprint Versioune vun engem Artikel si preliminär Fuerschungsberichter, déi nach net vun anere, renomméierten an erfuerene Fuerscher kontrolléiert goufen. Donnéeën, déi an esou provisoresche Versioune beschriwwe ginn, dierften net als Fakt oder konklusiv Informatioun interpretéiert ginn. „Research Square" mécht op dës Situatioun selwer opmierksam:

"Preprints are preliminary reports that have not undergone peer Review. They should not be considered conclusive, used to inform clinical practice, or referenced by the media as validated information."

D'Regierung weist drop hin, dass déi europäesch Medikamentenagence all disponibel Informatiounen zu de Vaccine kontinuéierlech analyséiert an een dofir kann dovunner ausgoen, dass hir Experten iwwert dës Fuerschungsresultater Kenntnis hunn. Soubal duerch e Medikament eng Gefor fir d'Gesondheet besteet, zitt d'EMA direkt déi néideg Konsequenzen. Et kann een sech also sécher sinn, dass den Ament keng Evidenz virläit, déi géing beleeën, dass déi beschriwwe potenziell Veronrengegungen an engem Zesummenhang mat de Fäll vun Thrombosen a Kombinatioun mat Thrombozytopenie stinn.

Et ass och wichteg ze wëssen, dass Vaxzevria e biologesche Produit ass. Bei biologesche Produiten ass prozessbedéngt ëmmer mat Veronrengegungen ze rechnen. Fir d'Patientesécherheet ass et kruzial, dës an engem Kader ze behalen, dee fir déi mënschlech Gesondheet onbedenklech ass. Aus dësem Grond leeën Experten aus de Beräicher Qualitéit, Chimie a Pharmacie dëse Kader nach virun der Zouloossung vun all Medikament fest. Heifir gëtt och de Rot vu Klinicken erbäigezunn. D'Anhale vun dëse Wäerter gëtt no der Zouloossung bei all Charge, nach éier dës fir de Patient um Marché dierf verfügbar sinn, kontrolléiert. Den Ament gëtt et keen Hiweis dorop, dass Chargë vu Vaxzevria eng manner wäerteg Qualitéit opweisen.

Question 4392 (02.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **conventions télétravail avec les pays voisins :**

Enn des Mounts leeft den aktuellen Accord mat eisen Nopeschlänner iwwert de grenziwwerschreidenden Teletravail aus. Heivu sinn notamment d'Fiskalitéit an d'Cotisatioune vun deene Leit betraff.

Duerfir géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ass un eng Verlängerung vun deene bestoenden Accorde geduecht? Wann net, firwat net?

2. Wéi eng Verhandlunge lafen aktuell mat eise Partner an der Groussregioun, fir en disruptiivt Auslafe vun dësem Accord ze verhënneren?

3. D'Reduktioun vum Trafick zu Spëtzenzäiten huet och Upassungen am ëffentlechen Transport mat sech bruecht. Sou fiert zum Beispill d'Buslinn 17 vun der AVL, déi de Park & Ride Bouillon mam Stadzentrum (Monterey) verbënnt, säit dem 13. Februar 2021 no 09.16 Auer nëmmen nach am reduzéierten 20-Minutten-Takt. Ginn déi eenzel Upassungen am ëffentlechen Transport automatesch zeréckgeholl, wa bis zum 30. Juni keen neien Accord zum grenziwwerschreidenden Teletravail fonnt gëtt, fir deen „neien alen" Zousaztrafick ze kanaliséieren? Wa jo, ginn d'Leit am Viraus iwwert dës Changementer informéiert, fir Duercherneen ze vermeiden?

Réponse commune (06.07.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den Teletravail huet zënter dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie zur Bekämpfung vun der Ausbreedung vum Virus bäigedroen.

Wat de Volet Fiskalitéit ugeet, erwäänt den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro déi bilateral Accorde mat eisen dräi Nopeschlänner, déi et de jeeweilege Frontalieren erméiglechen, am Kader vun der Lutte géint d'Covid-19-Pandemie vun doheem aus ze schaffen, ouni steierlech Konsequenzen ze droen.

Wat d'Accorde mat der Belsch a mat Frankräich betrëfft, sou sinn dës op Demande vun der Lëtzebuerger Regierung hi bis zum 30. September 2021 verlängert ginn.

Den Accord mat Däitschland gëtt vu Mount zu Mount automatesch verlängert, bis eent vu béide Länner den Accord denoncéiert. Dowéinst muss den Accord mat Däitschland also net formell verlängert ginn.

Betreffend de Volet vun der sozialer Sécherheet, huet de Ministère vun der sozialer Sécherheet direkt mat den zoustännegen Autoritéiten an der Belsch, Frankräich an Däitschland Kontakt opgeholl, fir déi üblech Reegelen net ze applizéieren, fir d'Pendler, déi zu Lëtzebuerg schaffen, mee am noen Ausland wunnen, net ze benodeelegen, well si dann am Land vun hirem Wunnsëtz missten an der sozialer Sécherheet affiliéiert ginn.

Dëst gouf och elo gemaach, laang éier déi aktuell Accorden op en Enn komm sinn. An der sozialer Sécherheet konnten esou d'Accorde mat Däitschland an der Belsch bis den 31. Dezember 2021 verlängert ginn, mat Frankräich bis den 30. September 2021, och wa Lëtzebuerg gefrot huet, bis Enn vum Joer ze verlängeren, well op deem Datum a Frankräich eng Partie Covid-19-Dispositiounen auslafen.

Konkreet bedeiten dës Accorden, datt d'Persounen, déi zu Lëtzebuerg affiliéiert sinn, och iwwert déi 25 %-Grenz eraus, déi an der europäescher Reglementatioun definéiert ass, am Land vun hirem Wunnsëtz kënne schaffen (Teletravail), ouni mussen an deem Land affiliéiert ze ginn.

Vu datt also déi verschidden Accorde mat eisen Nopeschlänner verlängert goufen, ass d'Fro vum honorabelen Deputéierte betreffend d'Upassungen am ëffentlechen Transport an dësem Kontext net relevant.

Question 4393 (02.06.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **secteur hospitalier :**

Lëtzebuerg zeechent sech duerch ee regionale Klinickesystem aus, deen aus dem CHdN am Norden,

dem CHEM am Süden an dem CHL an dem HRS am Zentrum besteet. Mee net all Klinick bitt all Service un. D'Ostregioun ass momentan keen Deel vun dësem Reseau. Esou ass zum Beispill am HRS, am CHEM zu Nidderkuer an zu Diddeleng an am ChdN zu Wolz tëscht owes 21.00 Auer a moies 7.00 Auer kee Service d'urgence virgesinn. D'Urgence zu Nidderkuer war wärend e puer Woche souguer ganz zou. Bis 2024 solle méi Urgencen am Dag an nuets opgoen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Better stinn de Patienten am Süden zur Verfügung? Wéi vill Better sinn dat op 10.000 Awunner gekuckt?

Wéi vill Better stinn de Patienten am Norden zu Verfügung? Wéi vill Better sinn dat op 10.000 Awunner gekuckt?

Wéi vill Better stinn de Patienten am Zentrum zu Verfügung? Wéi vill Better sinn dat op 10.000 Awunner gekuckt?

Wéi vill Better stinn de Patienten am Osten zu Verfügung? Wéi vill Better sinn dat op 10.000 Awunner gekuckt?

2. Wéi vill Infirmièrë schaffe jeeweils an de Spideeler aus dem Norden, dem Süden an dem Zentrum (an absoluten Zuelen a pro 10.000 Awunner gekuckt)?

3. Laut dem Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 ass all Spidol dozou verflicht, e Service ze hunn, bei deem sech e Patient schréftlech oder mëndlech bekloe kann, iwwert e Behuelen, eng Prise en charge oder allgemeng en Netrespektéiere vu senge Patienterechter.

Wéi vill schréftlech Reklamatioune goufe säit dem 1. Januar 2019 an deene verschiddene Servicer vun de Spideeler agereecht?

4. Wéi zefridde respektiv onzefridde sinn d'Patienten am Generelle mat de medezinnesche Servicer hei am Land?

Sinn hei Ënnerscheeder jee no Regioun festgestallt ginn? Falls jo, wat fir Grënn kéint dat hunn?

5. Duerch wéi eng aner Indicateure gëtt d'Qualitéit vun de medezinnesche Servicer hei am Land erfaasst a bewäert? Wat sinn d'Seuils tolérables?

6. An der Äntwert op d'Fro Nr. 106 huet den deemolege Gesondheetsminister erkläert:

„Den Audit vun den Urgencen 2017 huet gewisen, datt d'Dauer tëschent dem Triage an der Fleeg tëschent 40 an 90 Minutte fir all Spideeler ass."

- Wéi hunn dës Zäite säit 2017 evoluéiert (opgeschlësselt no Klinick)?

- Wéi laang dauert d'Fleeg vun engem Patient an de Services d'urgence am Schnëtt (opgeschlësselt no Klinik)?

- Ass d'Ministesch zefridde mat dësen Zuelen? Wann net, wat fir Schrëtt wäerte geholl ginn, fir d'Waardezäite weider ze verréngeren?

7. Falls d'Regierung zu enger oder méi vun dëse Froe keng Ugabe ka maachen, well d'Donnéeë feelen, wéi gedenkt d'Regierung, dës Lächer an der Datebank ze fëllen?

Réponse (06.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Säit dem Akraafttriede vum Spidolsgesetz am Joer 2018 gëtt et keng Verdeelung méi vun de Better a Funktioun vun de Regiounen.

D'Verdeelung vun de Better a Funktioun vun den Etablissementer gesäit aktuell follgendermoossen aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 erkläert, ass et net méiglech, dës Zuelen an Funktioun vun de Regioune vum Land ze ginn, mee just a Funktioun vun de verschiddenen Etablissementer.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dës Zuele refletéieren d'Posten, sou wéi se vun der CNS budgetiséiert goufen a wéi d'Etablissementer se zegutt hunn. Dëst heescht net, datt dës Posten och effektiv alleguerte besat sinn.

ad 3. All Spidol huet effektiv säit dem Spidolsgesetz vun 2018 e Service en place gesat, dee mat der Gestioun vun eventuelle Plaintë vun der Patientèle chargéiert ass. Parallell dozou huet de Gesondheetsministère och eng Cellule plaintes en place gesat, well vill Leit hir Plaintë betreffend d'Spideeler direkt un de Gesondheetsministère riichten. An deem Fall hëlt de Gesondheetsministère direkt Kontakt mam concernéierte Spidol op. Et ass deemno schwéier, eng genau Unzuel vu Plainten ze nennen, well déi iwwer verschidde Weeër gestallt kënne ginn. Dobäi kënnt, datt et sougenannte méi kleng Doleancë gëtt, déi schnell kënne geléist ginn, bis hin zu Doleancë mat enger méi grousser Envergure.

Opgrond vun den Donnéeën, déi de Gesondheetsministère vun de véier Hôpitaux aigus zougestallt krut, kann een dovun ausgoen, datt ee mat ronn 300 Plaintë pro Spidol pro Joer rechne kann.

ad 4. D'Spideeler féiere reegelméisseg sougenannt Enquêtes de satisfaction bei hire Patienten duerch. D'Resultater fléissen an e Plan d'action vun de jeeweilege Spideeler mat Verbesserungsvirschléi an.

ad 5. D'Qualitéit vun de medezinnesche Servicer gëtt un Études de satisfaction gemooss, déi souwuel national duerchgefouert gi wéi och um Niveau vun de Spideeler. Ausserdeem gëtt d'Qualitéit och duerch en Incitant qualité vun der FHL gemooss. Et existéiert effektiv e Qualitéitsprogramm, dee follgend Indicateure beinhalt: EFQM, identitovigilance, codification médicale.

ad 6. Zurzäit ass et schwéier, d'Evolutioun vun dësen Zuelen ze kommentéieren, vu datt duerch d'Covidkris d'Zuele vun de Passagen an den Urgencen net kënne gläichgesat gi mat den Zuelen ausserhalb vun der Covidkris. De Gesondheetsministère ass der Meenung, datt et eréischt Sënn mécht, dës Zuelen ze evaluéieren, wann d'Services d'urgence nees an engem normale Rhythmus fonctionéieren an net méi an déi sougenannte Zone rouge a Zone verte agedeelt sinn.

ad 7. Mir verweisen op d'Äntwerten op déi viregt Froen.

Question 4394 (02.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact de l'agriculture sur la disparition des espèces :**

An engem rezenten Artikel aus der Zeitung „De Lëtzebuerger Bauer" gouf sech driwwer beschwéiert, datt op enger Pressekonferenz vum „Observatoire de l'environnement" den Image vum Bauer ugegraff gouf am Hibléck op d'Diskussioun ëm den Aarteschwund. D'Vertrieder vun der Landwirtschaft waren iwwerdeems net op déi Pressekonferenz agelueden a konnten domat och net op déi virbruecht Kritick reagéieren. De President vum „Observatoire de l'environnement" ass iwwerdeems Deputéierten an och Vizepresident vun der Agrarkommissioun - e Punkt, deen am genannten Artikel iwwerdeems kritiséiert gouf am Hibléck op e méiglechen Interessekonflikt.

Grond fir den Aarteschwund ass ë. a. och d'Bebauung vu Gréngflächen. An deem Kontext, esou „De Lëtzebuerger Bauer", wär am leschten Nohaltegkeetspabeier och d'Iddi vun enger Uewergrenz fir d'Versigele vum Buedem ugefouert ginn. Am aktuellen Nohaltegkeetspabeier géif doriwwer awer näischt méi drastoen. Dem „Lëtzebuerger Bauer" no besteet d'Gefor, datt d'Vertrieder vun der Landwirtschaft de Schwaarze Péiter zougeschoustert kréien, ouni datt op déi eigentlech Ursaachen agaange géif, déi iwwerdeems regierungspolitesch mat beaflosst géife ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Analys, datt d'Baueren eng vun den Ursaache vum Aarteschwund sinn, an den Ae vun der Regierung net ze eesäiteg? Wéi ass hei d'Positioun vun der Regierung?

2. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt bei der Diskussioun ëm den Aarteschwund d'Haaptacteuren, ewéi d'Baueren, déi Dag fir Dag op deem Terrain schaffen, net matabezu goufen?

3. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt iwwert eng Regierungsorganisatioun en negativen Image vum Bauer mat opgebaut gëtt, ouni datt op déi sëllegen aner Ursaachen, ewéi z. B. déi wuessend Zoubetonéierung vum Land, agaange gëtt?

4. Besteet an den Ae vun der Regierung net och en Interessekonflikt, wann de President vum „Observatoire de l'environnement" zugläich och Deputéierten a Vizepresident vun der Agrarkommissioun ass? Gesäit d'Regierung hei keng Gefor, datt parteipolitesch Interessie beim Ausübe vum Amt vum President vum „Observatoire de l'environnement" matspillen?

5. Gedenkt d'Regierung an Zukunft, Vertrieder aus dem landwirtschaftleche Beräich, notamment och Baueren, verstäerkt an d'Aktivitéiten an Analyse vum „Observatoire de l'environnement" matanzebezéien?

Réponse (06.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Analys vun den Ursaache vum Aarteschwond ass am Kader vun dem obligatoresche Reporting laut den Naturschutz-Direktiven a laut de Virgabe vun der Europäescher Kommissioun ausgeschafft ginn, zesumme mat respektiven nationalen Experten a Fuerschungsinstitutiounen. De Reporting samt senge Konklusiounen ass vun der Europäescher Kommissioun validéiert ginn. D'Resultater vun där Analys sinn am September 2020 vum Observatoire de l'environnement naturel presentéiert ginn, woubäi och aner Ursaache fir den Aarteréckgang mat opgezielt gi sinn: https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/observatoire_environnement_naturel/pressekonferenz-oden.html.

D'Analys, déi am Mee 2021 presentéiert ginn ass, an op déi sech dës parlamentaresch Fro bezitt, huet als Zil, Propose fir d'Gestaltung vun der Agrarpolitik, an dëst besonnesch am Kader vun der aktueller Reform vun der GAP, ze maachen. Deemno ass et normal, datt dës Presentatioun sech eleng op d'Landwirtschaft bezitt, an net op aner Ursaache vum Aarteschwond. An der Presentatioun goufen aner Ursaachen, déi awer bei Wäitem net sou een Impakt hu wéi d'Intensivéierung vun der Landwirtschaft, och erwäänt.

Et ass awer allgemeng bekannt, dass d'Intensivéierung vun der Landwirtschaft, mat notamment massiver Düngung, dem Asaz vu Pestiziden, dem Drainéiere vu fiichte Plazen a Flächen, an d'Flurbereinigung ee ganz negativen Impakt op d'Biodiversitéit hunn, well doduerch op grousse Flächen natierlech Liewensraim zerstéiert, reduzéiert, degradéiert a fragmentéiert ginn. Zeg wëssenschaftlech Studie weisen dat; dat steet an all Buch iwwert Ekologie an Naturschutz. Zu Lëtzebuerg ass ronn d'Hallschent vun der Fläch vun eisem Land landwirtschaftlech genotzt, a just ee klenge Prozentsaz gëtt hautdesdaags net méi intensiv, mee extensiv genotzt. Datt déi intensiv Landwirtschaft eng vun den Ursaache vum Aarteschwond ass, ass also net eesäiteg, mee Fakt. Eesäiteg virun allem net, well jo och kloer gesot gëtt, dass et eng vun den Ursaachen ass, et also och nach aner Ursaache gëtt, déi allerdéngs bei Wäitem net sou een Impakt hunn.

ad 2. Fir dës spezifesch Analys ze maachen, ass och mat Vertrieder aus der Landwirtschaft geschwat ginn, an hiren Input ass mat verschafft ginn. Am Alldag an um Terrain si souwuel d'Mataarbechter vun de Verwaltungen, déi fir Natur- a Waasserschutz zoustänneg sinn, wéi och déi vun de Gemengen-Naturschutzsyndikater, permanent am Austausch mat de Baueren an hire Vertrieder.

ad 3. Den Observatoire de l'environnement naturel ass keng Regierungsorganisatioun, mee ee berodend Organ, wat aus verschiddene staatlechen an netstaatlechen Acteuren aus de Beräicher Natur-, Ëmwelt- a Waasserschutz an der Fuerschung zesummegestallt ass.

Wéi schonn an der Äntwert op déi éischt Fro geschriwwe gouf, ass et hei ëm d'Propos fir eng nohalteg Landwirtschaftspolitik gaangen. Et gouf keen negativen Image vum Bauer opgebaut, mee et gouf festgestallt, datt mat den aktuelle landwirtschaftleche Subsiden de Biodiversitéitsverloscht an der Agrarlandschaft net konnt opgehale ginn an datt dës Subside missten esou adaptéiert ginn, datt se souwuel der Natur an dem Waasser wéi och dem Bauer zeguttkommen.

Et sief drun erënnert, dass d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg Impakter op ronn 1.250 km² huet, also domadder op wäitaus méi grouss Flächen, wéi der „zoubetonéiert" ginn, och wann et där natierlech och nach ze vill sinn a sech och d'Zoubetonéiere vu Flächen negativ op d'Biodiversitéit auswierkt.

ad 4. Nee. Den Observatoire de l'environnement naturel ass ee berodend Organ, deem seng Dokumenter a Konklusiounen op reng wëssenschaftlecher Basis publizéiert ginn, a besteet, wéi uewendriwwer schonn erwäänt, aus enger Villzuel vu Vertrieder aus verschiddene staatlechen an netstaatlechen Institutiounen aus de Beräicher Natur-, Ëmwelt- a Waasserschutz an der Fuerschung.

ad 5. D'Zesummestellung vum Observatoire de l'environnement naturel ass ganz diversifiéiert. Verschidde Vertrieder schaffen enk mat landwirtschaftlechen Acteuren zesummen a kënnen d'Zesummespill vu Landwirtschaft an Natur ganz gutt aschätzen. Falls relevant am Kontext vun den Aarbechten, déi den Observatoire de l'environnement naturel ënnerhëlt, gi Vertrieder aus dem landwirtschaftleche Beräich matagebonnen, sou wéi dat och fir d'Analys de Fall war, déi am Mee virgestallt gouf.

Question 4395 (02.06.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant les **exclusions scolaires :**

1.670 SchülerInnen hu wärend dem Schouljoer 2019/2020 hire Schoulparcours ofgebrach. Aus dem Joresrapport vum Service de médiation scolaire (SMS) geet ervir, dass e Schoulofbroch dacks a Verbindung mat engem Schoulverweis steet. Vun esou engem Renvoi gëtt dem SMS no ze séier an ze oft Gebrauch gemaach.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schoulverweiser gi pro Joer zu Lëtzebuerg ausgeschwat?

2. Kennt de Minister Zuelen, no wéi vill Schoulverweiser et zu engem Schoulofbroch komm ass?

3. Am Gesetz iwwert d'Lycéesorganisatioun ass eng prezis Prozedur fir en eventuelle Schoulverweis virgesinn. Sinn dem Minister Fäll bekannt, wou sech net un dës Prozedur, notamment wat d'Informatiounsflicht un d'Elteren an den Delai fir e Recours ugeet, gehale ginn ass?

Wa jo, wéi gouf hei vusäite vum Ministère reagéiert?

4. Aus dem Rapport vum SMS geet ervir, dass de Minister als Reaktioun op d'Recommandatioun 25/2020 e Courrier un d'Lycéeë geschéckt huet, an deem hien d'Prozedur fir e „renvoi disciplinaire" nach eemol preziséiert. Gouf et no dësem Courrier nach weider Problemer mat Schoulverweiser? Ass d'Zuel vun esou Renvoien zanterhier erofgaangen?

5. Wéi oft kënnt et no engem Renvoi zu engem Recours?

6. Wéi eng aner Sanktiounen, nieft oder virun dem Renvoi, wiere méiglech? Wéi oft ginn dës agesat?

7. Wéi reagéiert de Minister op d'Kritik vum SMS, et wier eng onnéideg duebel Bestrofung, dass e Jonken sech no engem Schoulverweis nëmmen ënner Oploen an eng nei Schoul kann aschreiwen?

Réponse (05.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Schouljoer 2019/2020 goufen an de Lycéeën 161 Conseil-de-disciplinnen aberuff, an 112 Fäll gouf e Schoulverweis gesprach.

ad 2. De Rapport „Jeunes décrocheurs et jeunes inactifs au Luxembourg", deen dëst Joer vu mengem Ministère publizéiert gouf, beschäftegt sech ënner anerem mat de Motiver, déi zu engem Schoulofbroch gefouert hunn.

Vun 1.670 Decrocheuren hunn der 483 e Motiv uginn; a 15 Fäll (3,1 %) huet e Schoulverweis zu engem Decrochage gefouert.

Laut Artikel 43 ter vum Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Lycéesorganisatioun (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) ass den Direkter no engem Schoulverweis verflicht, de Schüler iwwert déi verschidde Méiglechkeeten ze informéieren, déi sech him bidden, fir d'Kontinuitéit vu sengem Schoulparcours ze garantéieren.

Fir Schüler, déi nach schoulflichteg sinn, assuréiert den Direkter, datt de Schüler nach an der Woch nom Schoulverweis an engem anere Lycée ageschriwwe gëtt.

Fir déi Schüler, déi net méi ënnert d'Obligation scolaire falen, fixéiert den Direkter e Rendez-vous mam Schüler, sengen Elteren (wann et sech ëm e mannerjäreg Schüler handelt) a mam Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires (CePAS), wou de Schüler iwwer seng schoulesch a professionell Perspektive berode gëtt. Déi ganz grouss Majoritéit vun de Schüler ginn an enger neier Schoul ageschriwwen.

ad 3. E Schoulverweis ass un eng prezis Prozedur mat genaue Virgabe gebonnen.

Dës Prozedur, déi am Gesetz iwwert d'Lycéesorganisatioun verankert ass, an och reegelméisseg de Lycéesdirektioune rappeléiert gëtt, respektéiert d'Prinzippien an d'Garantië vun der Procédure administrative non contentieuse (PANC). Si stellt virun allem sécher, datt d'Droits de la défense vum Schüler assuréiert sinn an hie seng Interête ka verdeedegen. Dës Prozedur gesäit ënner anerem d'Kompositioun vum Conseil de discipline vir, d'Recht, datt de Schüler ka seng Elteren, mee och en externe Conseil (wéi zum Beispill en Affekot) matbréngen, an de Fait, datt Zeien oder aner Persoune kënne gehéiert ginn, déi de Conseil iwwert d'Situatioun vum Schüler kënnen eclairéieren. Schliisslech muss de Schüler d'Méiglechkeet hunn, seng Versioun an Erklärungen dem Conseil virzeleeën.

D'Gesetz gesäit och eng Informatiounsflicht un d'Eltere vir, wann et sech ëm mannerjäreg Schüler handelt, a fixéiert d'Reegelen, wat d'Delaien ubelaangt, déi mussen agehale ginn, fir e Recours géint d'Decisioun vum Conseil de discipline anzereechen.

Ee sougenannte „vice de forme" kann awer virkommen: a vereenzelte Fäll goufen déi gesetzlech Virgabe wuel net agehalen, an dofir goufen op en neits Richtlinnen un d'Lycéeë geschéckt, fir d'Prozedur vum Renvoi nach besser ze erklären an op déi wichteg Punkten opmierksam ze maachen.

ad 4. Et ass am Moment nach ze fréi, fir eng richteg Analys kënnen ze maachen an op d'Fro ze äntweren, ob d'Zuel vun esou Renvoien erofgaangen ass. Fir eng kloer Schlussfollgerung kënnen ze zéien, muss een sech d'Zuelen nom Schluss vum Schouljoer nach eng Kéier ukucken.

ad 5. Dëst sinn d'Zuele vun de Recourse virun der Commission de recours en matière disciplinaire a mengem Ministère iwwer déi lescht fënnef Joer:

2020/2021	4
2019/2020	6
2018/2019	3
2017/2018	8
2016/2017	11

ad 6. Den Artikel 42 aus dem Gesetz iwwert d'Lycéesorganisatioun gesäit sougenannte „mesures éducatives" vir, déi applizéiert ginn, falls e Schüler géint d'Disziplinnsreegele verstéisst.

Dës Mesurë solle verschiddene Krittäre Rechnung droen, wéi zum Beispill dem Alter an der Maturitéit vum Schüler, der Gravitéit vum Feelverhalen asw. Et ginn zwou Kategorië vu Mesuren; déi éischt kënne vun engem Enseignant, engem Direktiounsmember oder engem Surveillant geholl ginn, déi zweet, méi streng Kategorie vu Mesuren, kënne just vun der Direktioun geholl ginn, nodeems de Conseil de classe säin Avis dozou ofginn huet.

Zur éischter Kategorie gehéiere follgend Mesuren:

1° le rappel à l'ordre ou le blâme ;

2° le travail d'intérêt pédagogique ;

3° l'exclusion temporaire de la leçon avec une surveillance adéquate ;

4° la retenue en dehors des heures de classe, sous surveillance, et avec l'obligation de faire un devoir imposé par l'enseignant ou le surveillant ;

5° la confiscation temporaire d'un objet qui est interdit dans l'enceinte du lycée ou au cours.

(...)

Déi zweet Kategorie beinhalt:

1° une activité dans l'intérêt de la communauté scolaire, en relation avec le manquement ;

2° le transfert temporaire ou définitif à une autre classe du même établissement ;

3° l'exclusion de tous les cours pendant une durée de un jour à deux semaines. Pour l'élève mineur, elle est accompagnée, pendant l'horaire normal de classe de l'élève sanctionné, de mesures destinées à garantir la poursuite de la scolarité de l'élève.

Dës Mesurë kënne fir follgend Verhale geholl ginn:

Art. 42 : (4) Les mesures éducatives sont prises suite aux manquements suivants :

1° les actes d'incivilité et d'impertinence commis à l'égard des membres de la communauté scolaire ;

2° le refus d'obéissance ;

3° le refus d'assister aux cours ou de composer ;

4° l'absence injustifiée des cours durant au plus soixante leçons au cours d'une même année scolaire, ou au plus trente leçons pour les élèves des classes concomitantes, et les retards réitérés ainsi que l'absence injustifiée à l'appui auquel l'élève s'est inscrit ou la non-réalisation des travaux qui lui sont indiqués ;

5° la présence au lycée en état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants prohibés ;

6° la détention ou la consommation d'alcool dans l'enceinte du lycée ;

7° la consommation de tabac à l'intérieur du lycée et dans son enceinte ;

8° la fraude ;

9° l'incitation au désordre ou à un manquement ;

10° l'organisation, dans l'enceinte du lycée, de manifestations non autorisées par le directeur ;

11° les infractions visées à l'article 43 qui ne justifient pas le renvoi.

(5) Le directeur peut fixer un rendez-vous pour l'élève avec le service psycho-social et d'accompagnement scolaires du lycée ou avec un service extérieur compétent. L'élève majeur ou les parents de l'élève mineur en sont informés par écrit.

L'élève et les parents de l'élève mineur sont tenus de s'y présenter.

ad 7. Wat d'Recommandatioun vum Service de médiation scolaire ugeet, mussen zwee Fäll ënnerscheet ginn:

1. De Fall vum Schüler, deen an enger sougenannter „Formation unique" ageschriwwen ass, déi an engem eenzege Lycée am Land ugebuede gëtt: Wann esou e Schüler aus dem Lycée verwise gëtt, schéngt d'Sanktioun exzessiv staark, well him dann d'Méiglechkeet geholl géif ginn, dës Formatioun am Land fäerdeg ze maachen. Dëst war och, ënner anerem, d'Iddi vum Legislateur hannert dem Artikel 43 ter, fir et dem Schüler ze erméiglechen, trotz Schoulverweis seng Formatioun kënne fäerdeg ze maachen. De Schüler soll dann ënner Oplagen erëm opgeholl ginn; e weidert Feelverhale soll esou kënnen evitéiert ginn.

2. Den zweete Fall ass dee vun de Schüler, déi keng „Formation unique" suivéieren an aus hirem Lycée verwise ginn. D'Kritik, datt et eng duebel Bestrofung wier, wann de Schüler sech dann nëmmen ënner Oploen an engem neie Lycée aschreiwe kann, ass berechtegt. Ech wäert am Kader vun der nächster Ännerung vum Lycéesgesetz dem Legislateur proposéieren, dësen Artikel unzepassen. An der Tëschenzäit wäert ech de Schouldirektiounen noleeën, dës Praxis net méi unzewenden.

Question 4396 (02.06.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **expulsions en matière de bail à usage d'habitation :**

Après avoir été suspendus à deux reprises en 2020 et 2021, les déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation et à usage commercial ont à nouveau repris le 1er avril 2021.

Les interdictions des déguerpissements décidées en mars respectivement en décembre 2020 ont été justifiées par le nombre important d'infections avec le coronavirus et par les mesures sanitaires mises en place pour lutter contre la propagation du virus.

Ces décisions n'ont pas uniquement été utiles au vu de la pandémie du coronavirus, mais avaient également comme effet de protéger des ménages-locataires dans le contexte d'une augmentation de plus en plus nette des prix et des loyers sur le marché immobilier privé et d'une pénurie de logements abordables.

La reprise des déguerpissements depuis deux mois s'inscrit dans une situation du logement de plus en plus difficile pour les ménages-locataires pour lesquels tous les chiffres disponibles recueillis indiquent des loyers de plus en plus insupportables.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de procédures pour obtenir une autorisation d'expulsion en matière de bail à usage d'habitation sont actuellement en cours devant les justices de paix suite à une résiliation du contrat de bail ou suite à la vente de l'objet loué ?

2) Combien de procédures d'autorisation d'expulsion sont traitées annuellement par les justices de paix et comment ce nombre a-t-il évolué depuis l'entrée en vigueur en 2006 de la loi concernant le bail à usage d'habitation ?

3) Combien de condamnations à déguerpir prononcées par les justices de paix en amont du 23 décembre 2020 n'ont pas été exécutées avant la prise d'effet de l'interdiction ?

Combien de ces condamnations ont entre-temps été exécutées ?

4) Combien de condamnations à déguerpir ont été prononcées par les justices de paix entre le 23 décembre 2020 - date marquant le début de l'interdiction des déguerpissements - et le 31 mars 2021 - date à laquelle l'interdiction a pris fin ?

Combien de condamnations prononcées pendant cette période ont été exécutées depuis le 1er avril ?

5) Combien de procédures pour obtenir une autorisation d'expulsion en matière de bail à usage d'habitation ont été entamées depuis le 1er avril 2021 ? Combien de procédures ont déjà été clôturées ? Dans combien de cas le locataire a-t-il été condamné à déguerpir des lieux ?

6) Quelle est la part des cas dans lesquels le juge de paix accorde un sursis à l'exécution de la décision de déguerpissement ? Comment cette part a-t-elle évolué depuis l'entrée en vigueur en 2006 de la loi concernant le bail à usage d'habitation ?

Réponse commune (06.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Dans le cadre de la pandémie, le Gouvernement avait décidé de suspendre l'exécution des décisions judiciaires de déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation. Cette mesure de suspension avait été prolongée et a cessé ses effets au 31 mars 2021.

Bien que l'exécution des mesures de déguerpissement ordonnées par le tribunal de paix durant ces périodes ait été suspendue, les tribunaux ont continué à traiter les demandes en résiliation et en déguerpissement. Par contre, ces décisions ayant ordonné un déguerpissement n'ont pas pu être exécutées.

De manière générale, il importe de relever que certains locataires quittent les lieux à l'amiable, tandis que d'autres font l'objet d'une expulsion forcée. Le juge de paix n'est informé de l'exécution ou de l'inexécution d'une condamnation en déguerpissement que dans l'hypothèse où il est saisi d'une procédure relative à des difficultés d'exécution.

Dans un nombre important d'affaires, une solution est trouvée entre parties. Ces affaires sont alors rayées ou arrangées.

ad 1) Au total, 278 procédures en résiliation et en déguerpissement sont actuellement en cours.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les statistiques ne renseignent pas le motif de la réalisation du contrat de bail.

ad 2) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Les statistiques ne renseignent pas le pourcentage des demandes introduites en matière de bail contenant une demande en déguerpissement des lieux loués.

ad 3) Sur le total des 66 condamnations à déguerpir prononcées par les justices de paix en amont du 23 décembre 2020 qui n'ont pas été exécutées avant la prise d'effet de l'interdiction, 40 de ces condamnations ont entre-temps été exécutées.

ad 4) 181 déguerpissements ont été prononcés entre le 23 décembre 2020 et le 31 mars 2021, et 38 condamnations prononcées pendant cette période ont été exécutées depuis le 1er avril.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) 220 demandes en déguerpissement ont été déposées depuis le 1er avril 2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nombre de procédures introduites après le 1er avril 2021 et déjà clôturées :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

6) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Il n'existe pas de statistiques avant 2018. Depuis cette date, les chiffres renseignés sont des chiffres absolus (nombre de cas de sursis à l'exécution d'une décision de déguerpissement).

Question 4397 (02.06.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**utilisation de canons à son par les gardes-frontières européennes :**

DW News huet den 2. Juni ee Video publizéiert, dee weist, wéi griichesch Grenzpatrulle Schallwaffen (LRAD) géint Migranten asetzen. Schallwaffen (eng. "Sound Cannon") ginn a Länner wéi den USA schonn zënter iwwert zéng Joer benotzt, notamment fir Protester opzeléisen. Am Fall vu Griicheland schéngen dës "Sound Cannons" u Gefierer vun der Police montéiert ginn ze sinn. Laut engem Vertrieder vun der griichescher Police ass d'Haaptzil vun dëse Waffen, „ze verhënneren, dass Migranten illegal an d'Land kommen".

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa an Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Kann de Minister ausschléissen, dass EU-Organisatioune wéi Frontex dës Schallwaffe benotzen?

2. Huet de Minister Kenntnis driwwer, ob fir den Akaf vun dëse Waffen EU-Gelder genotzt goufen?

3. Ass d'Notze vun esou Schallwaffe géint Persounen, déi an d'Land wëllen areesen, kompatibel mat EU-Recht?

4. Laut AP sinn op der griichescher Grenz méi wéi eng Dose Projete fir Grenzkontrollen an Iwwerwaachung vu Chercheuren a private Firmen aus ganz Europa getest ginn:

"Palm scanners record the unique vein pattern in a person's hand to use as a biometric identifier, and the makers of live camera reconstruction technology promise to erase foliage virtually, exposing people hiding near border areas. Testing has also been conducted in Hungary, Latvia and elsewhere along the eastern EU perimeter."

Huet de Minister Kenntnis vun dëse Projeten? Wéi steet d'lëtzebuergesch Regierung zu dëse Projeten?

Réponse (29.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. + 2. Mengen Informatiounen no ginn déi sougenannte Schallwaffen (Long Range Acoustic Device - LRAD) ausschliisslech vun de griicheschen Autoritéite benotzt. Par rapport zu Frontex ass ze soen, dass am Kader vun der Opstockung vum Effectif op 10.000 Beamte bis 2027 vum Verwaltungsrot d'Reegele fir d'Uschafen, d'Lagerung an den Transport vu Waffen, Munitioun an anerer Ausrëschtung festgeluecht ginn. Schallwaffe gehéieren heibäi net zu deene geplangten Uschafungen.

ad 3. + 4. D'Kontrolle vu Migratioun un de Baussegrenze muss am volle Respekt vum Prinzip vum nonrefoulement an der mënschlecher Dignitéit duerchgefouert ginn. Ech verurteelen all Zort vu Gewalt souwéi Violatioun vum internationale Recht a Mënscherechtskonventiounen. D'Recht fir Asyl kënnen ze froen, dat an der universeller Deklaratioun vun de Mënscherechter souwéi der EU-Charta vun de Grondrechter verankert ass, muss respektéiert ginn.

Fir sengen Obligatiounen um europäeschen Niveau nozekommen, hëlt Lëtzebuerg aktiv un der Ëmsetzung vun zwee Informatiounssystemer fir Sécherheet, Grenzen a Migratiounsmanagement, dem EES an dem ETIAS, op nationalem an europäeschem Niveau deel. Lëtzebuerg suivéiert verschidde Pilotprojeten um europäeschen Niveau, ouni allerdéngs direkt involvéiert ze sinn. De Grand-Duché ass net forcement iwwert all nationale Pilotprojet oder Testphas au courant.

Wat d'Uwendung vun artifizieller Intelligenz am Beräich Migratiounsmanagement a Sécherheet betrëfft, ass et wichteg ze betounen, dass d'Europäesch Kommissioun un engem neie Reglement fir d'Uwendung vun artifizieller Intelligenz schafft, wat et erlabe soll, e strikt reglementéierte Kader ze etabléieren an d'Risiken, déi mat der Uwendung vu bestëmmte Systemer zesummenhänken, ze limitéieren.

Question 4398 (03.06.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **distribution des tests rapides Covid-19 dans le domaine sportif :**

Milliounen u Schnelltester sinn déi lescht Méint iwwert d'Europäesch Unioun bestallt ginn. Wéi ugekënnegt, géif eng grouss Proportioun dovun un d'Entreprisen, d'Spideeler, d'Alters- an d'Fleegeheemer, den Horeca- ewéi och de Sports- a Kulturberäich goen.

Am Kader vun där vum Sports- a Gesondheetsministère ugekënnegter Testcampagne ginn d'Schnelltester un d'Federatiounen ewéi och un d'Veräiner, déi Leeschtungssport bedreiwen, verdeelt. D'Federatioune géifen d'Schnelltester dann un déi eenzel Sportsveräiner verdeelen.

Laut mengen Informatioune géifen et Divergenze ginn, wat d'Verdeele vun de Schnelltester un déi eenzel Sportsveräiner betrëfft. An deem Sënn géifen e puer Veräiner der méi kréien ewéi anerer.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, ob et Krittäre ginn, wat d'Distributioun vun de Schnelltester un d'Sportsveräiner ubelaangt?

- Wa jo, kann d'Regierung dës Krittären opzielen?

- Wann nee, wéi kontrolléiert d'Regierung, datt dës Verdeelung equitabel ofleeft?

Réponse (05.07.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Mat der Circulaire 02/2021 vum 29. Januar 2021 un déi agreéiert Federatioune sinn dës, an iwwer si dann och hir affiliéiert Sportsveräiner, informéiert ginn, datt de Gesondheetsministère an de Sportsministère hinne gratis Schnelltester zur Verfügung stellt. Annexéiert dozou waren d'Richtlinnen an d'Consignen, wéi dëst gehandhaabt sollt ginn.

Zanter dem 22. Februar 2021 ass d'Virweise vun engem negative Schnelltest dunn obligatoresch ginn, fir un enger sportlecher Kompetitioun deelzehuelen. Och heiriwwer, wéi iwwregens bei allen Ännerunge vun der Covidgesetzgeebung, déi een Impakt op d'Sportswelt zu Lëtzebuerg haten, ass eng Informatioun un d'Federatiounen, sprëch d'Sportsveräiner, gaangen.

Säit dem 13. Juni 2021, dem Aféiere vum sougenannte CovidCheck, bleift och weiderhin d'Virweise vun engem negative Schnelltest een zousätzleche Moyen, fir un enger Sportskompetitioun deelzehuelen.

Säit dem 29. Januar 2021 kréien also déi concernéiert Sportsveräiner, respektiv dann och d'Federatiounen, gratis Schnelltester zur Verfügung gestallt, fir hinnen ze erlaben, am gesetzleche Kader a geméiss de respektive Bestëmmunge Kompetitiounen ze organiséieren an de Sportler d'Deelhuelen u Kompetitiounen an engem gesécherte Kader ze erméiglechen.

Verschidde Federatiounen hunn d'Verdeele vun den Tester de Veräiner iwwerlooss, aner Federatiounen hunn dëst zentral organiséiert. Geméiss dem Prinzip vun der Autonomie vum Fonctionnement vum sougenannte „mouvement sportif", deen am Sportsgesetz verankert ass, huet d'Regierung d'Verdeele vun de

Schnelltester, dat vun de Federatioune selwer organiséiert ginn ass, de Federatiounen iwwerlooss.

Question 4402 (03.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **cannabis médical :**

A menge parlamentaresche Froen Nr. 0895 an Nr. 4282 hat ech de Gesondheetsministère op Ruptures de stock vu medezinneschem Cannabis opmierksam gemaach. Deemools gouf wéinst dem Manktem u Cannabis um Maart deelweis entscheet, fir kengen neie Patiente méi ee Cannabis-Traitement ze verschreiwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ginn d'Dokteren an d'Apdikten am Viraus informéiert, wann sech eng Penurie u Cannabis undeit?

Ginn d'Patienten am Viraus iwwert eng méiglech Penurie informéiert?

Falls net, ass geplangt dës Acteuren an Zukunft méi fréi iwwert Ruptures de stock ze informéieren?

2. Sinn d'Apdikten an d'Doktere schonn iwwert d'Resultater an d'Konklusioune vun der Pilotphas informéiert ginn?

3. Laut DPM (Division de la pharmacie et des médicaments) ginn d'Cannabisproduiten op hir Qualitéit a Sécherheet vun de Santésautoritéite kontrolléiert.

Wie féiert dës Kontrollen duerch?

No wéi enge Krittäre ginn dës Produite kontrolléiert?

Mat wat fir enger Frequenz ginn dës Kontrolle gemaach a wéi vill Kontrolle si bis elo duerchgefouert ginn?

Wat waren d'Resultater vun dëse Kontrollen?

Ginn d'Dokteren an d'Apdikten iwwert d'Resultater vun dëse Kontrollen informéiert?

Réponse (02.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Dokteren an Apdikter ginn am Viraus iwwert eng méiglech Penurie informéiert. Patiente ginn net direkt informéiert, well et un de Prescripteuren ass, dëst ze maachen an eng Evaluatioun opzestellen, fir ze kucken, ob aner therapeutesch Alternativen a Fro kommen.

ad 2. D'Analys vun der Pilotphas ass en Cours. Soubal d'Konklusiounen disponibel sinn, wäerten déi en temps utile och kommunizéiert ginn.

ad 3. D'Produite gi vun den Hiersteller kontrolléiert. Dobäi gi just d'Loten erausgeschéckt, déi och konform si mat den europäesche Standarden. All Lot kritt deementspriechend ee Certificat de conformité. Déi wou d'Bedéngungen net erfëllen, ginn net erausbruecht a ginn dann och net u Lëtzebuerg verschéckt.

Weider aleatoire Kontrolle gi vum LNS duerchgefouert, dës sinn awer net obligatoresch an d'Resultater ginn och net public gemaach. Wann do ee Problem wier bei der Qualitéit vun de Produiten, gëtt den Terrain direkt informéiert. Dëst war bis haut nach net de Fall.

Question 4403 (03.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **fermeture de commissariats de police :**

Am Kader vun der Policereform gouf déi lescht Joren och d'Zesummeleeën an domat d'Schléisse vu Kommissariater intensiv debattéiert. Aktuell sollen anscheinend eng Rei Kommissariater an den nächste Méint fir ëmmer zougemaach ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Fro stellen:

- Ass an den nächste Méint mat weidere Fermeturë vu Policekommissariater ze rechnen? Wa jo, wéi eng sinn dat a wéi presentéieren sech déi geplangt Delaien?

Réponse (25.06.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Am Suivi vun der leschter Policereform vun 2018 koum et bekanntlech Mëtt Mee 2020 an der Chamber zu engem Débat de consultation, wou d'Inhalter vun där Reform als solch mat ganz grousser Majoritéit approuvéiert goufen. Heizou gehéiert ënner anerem en Zesummeleeë vu Kommissariater, wat 2018 ugefaangen huet an nach ëmmer amgaangen ass. Dëst Fonctionnement erméiglecht et der Police, och an éischter ländleche Géigende vu 7.00-21.00 Auer kënne present ze sinn an en adaptéierten an effikasse Service um Bierger ze leeschten, wat virun 2018 net sou méiglech war. Dëst ass och a lokalen a regionale Comités de prévention a Comités de concertation rezent ëmmer nees ervirgestrach a begréisst ginn.

Déi Sitten, wou kee Polizist an Uniform méi schafft a wou och keen Accueil vum Bierger méi stattfënnt, ginn intern säitens der Police/dem Staat zu neien Zwecker affektéiert (z. B. Logementer), respektiv ginn de Gemengen oder de Proprietären zeréckginn, wann de Contrat de bail bis ausleeft. En detailléierten Echeancier betreffend déi nei Benotzung vun deenen eidele Gebaier ass ofhängeg vun deene vir zitéierte Facteuren.

Question 4405 (04.06.2021) de **MM. Claude Lamberty** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **délinquance juvénile :**

La délinquance juvénile a pris depuis le début de l'année une nouvelle dimension au vu des faits récents qui ont eu lieu à travers le pays. Ces derniers mois, un certain nombre de cas très malencontreux de délinquance juvénile ont d'ailleurs été fortement médiatisés et discutés.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il dresser l'évolution récente du nombre de délits, voire de crimes en relation directe avec la délinquance juvénile ? De quel genre de délits ou de crimes s'agit-il ?

2) La qualité de la délinquance juvénile a-t-elle changé de manière tangible durant la pandémie ?

3) Dans quelle mesure les réseaux sociaux contribuent-ils à renforcer le phénomène de la délinquance juvénile ?

4) Quels programmes de prévention ont été récemment organisés en la matière ? Ces programmes seront-ils adaptés dans un futur proche afin de tenir compte des réalités nouvelles ?

5) De quelle manière les victimes de ces délits et crimes sont-elles prises en charge du point de vue psychologique ?

Réponse commune (06.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) En ce qui concerne le genre de délits ou de crimes, la police constate qu'il s'agit principalement de destructions ou de dégradations volontaires, de coups et blessures volontaires, de vols commis à l'aide de violences ou de menaces, d'harcèlements et de stupéfiants.

Entre 2011 et 2020, il n'y a eu qu'une seule inscription au registre spécial jeunesse en matière d'homicide volontaire.

Pour de plus amples informations concernant les personnes condamnées inscrites au registre spécial jeunesse pour les années 2011-2020 en matière d'homicide volontaire (articles 393ss. du Code pénal), de coups et blessures volontaires (articles 398 et 399 du Code pénal) et/ou de vol et extorsion à l'aide de violences (articles 468 ss. du Code pénal) nous renvoyons à notre réponse à la question parlementaire n° 3588.

ad 2) La police n'a pas pu constater que la qualité de la délinquance juvénile a changé d'une manière tangible durant la pandémie.

ad 3) Un grand nombre d'enfants possède aujourd'hui un smartphone dès le jeune âge avec un accès à Internet et aux réseaux sociaux. Ceci peut constituer un outil supplémentaire à la perpétration de certaines infractions comme par exemple le harcèlement, les menaces ou même la radicalisation et les affaires du type « sexting ». La circulation de photos et vidéos du type « selfie/nude » entre les jeunes est également facilitée.

Faute de statistiques, il est pourtant impossible de confirmer que les réseaux sociaux contribuent à renforcer le phénomène de la délinquance juvénile au Luxembourg et de préciser le cas échéant, dans quelle mesure.

Or, l'expérience de Bee Secure montre que les infractions à la loi pénale commises par des mineurs en relation avec les réseaux sociaux concernent surtout le cybermobbing et le sexting.

ad 4) Depuis plusieurs années, la police offre des cours de prévention en matière de violence. Ces programmes sont prioritairement destinés aux cycles 4.2 du fondamental et 7e de l'enseignement supérieur. La police organise environ 500 cours par an en moyenne à travers tout le pays.

Le contenu peut être ajusté en fonction des demandes et du groupe cible. Les programmes sont constamment adaptés aux nouveaux phénomènes et récemment le thème du « sexting » y a été inclus. Parallèlement, une campagne relative à ce sujet a été créée en collaboration avec le Service national de la jeunesse (SNJ), le Kanner-Jugendtelefon (KJT), le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et le parquet, dans le cadre de l'initiative Bee Secure.

Il convient de souligner que dans le domaine de la prévention en matière de violence, la police traite surtout l'aspect légal (p. ex. comment porter plainte) ainsi que les conséquences en termes de poursuites qu'un acte de violence peut engendrer. Le volet psychosocial est couvert par des collaborations essentielles et indispensables (SePAS, SSE, SNJ, etc.).

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'engage dans la prévention de la délinquance juvénile à trois niveaux.

Un premier niveau cible tous les mineurs au Luxembourg et concerne la prévention initiale de mal-être et de souffrances qui sont souvent à l'origine d'un comportement délinquant des jeunes. Les mesures de l'Aide à l'enfance et à la famille mises en place par l'Office national de l'enfance servent à accomplir ce but. De nouvelles mesures d'aides plus spécifiques sont toujours en développement. Elles sont basées sur des projets de recherche tels que l'étude HBSC qui vient d'être publiée.

En addition aux mesures d'AEF, le Ministère offre à travers le SNJ, le SCRIPT et le CePAS des projets pilotes comme Les nuits d'Aurore qui vise à combattre le harcèlement scolaire en créant des espaces de parole régulée dans des écoles à travers le théâtre. Le projet sensibilise aux risques du harcèlement scolaire et invite à la mobilisation, l'action et le suivi. Un autre projet dans les écoles est le projet S-Team qui vise à prévenir la violence entre les jeunes en renforçant leur estime de soi.

Comme indiqué ci-dessus, l'interaction entre la délinquance juvénile et les réseaux sociaux est thématisée par l'équipe de Bee Secure.

Un deuxième niveau de prévention cible les jeunes qui courent un risque de devenir délinquants. Ils bénéficient des mêmes types de mesures, or d'une façon plus intensive.

Un dernier niveau de prévention est la prévention de la récidive. Ce travail se fait à travers des mesures d'aides très intensives, notamment au sein du Centre socio-éducatif de l'État.

La création d'un nouveau cadre légal, séparant le traitement de la délinquance juvénile et la protection de la jeunesse, est en développement.

ad 5) Comme pour tout autre crime ou délit, les victimes de délinquance juvénile se voient remettre une fiche Infodroit, afin de leur permettre de faire valoir leurs droits et de transmettre des informations de base concernant l'accès à une aide psychologique (article 3-7 du Code de procédure pénale). Chaque victime a droit à une assistance administrative et judiciaire et à un support psychologique gratuit auprès du Service d'aide aux victimes (SAV).

Question 4406 (04.06.2021) de **Mme Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **syndicats intercommunaux pour la gestion des déchets :**

D'Offallsyndikater am Land musse finanziell Récklagen an Amortissementer maachen, och wann d'Anlagen net mussen erneiert ginn. Doriwwer eraus mussen all eenzel Gebaier, Gefierer etc. och amortiséiert ginn. Grad a Krisenzäiten, wéi mir se aktuell hunn, bedeiten dës Dispositioune grouss finanziell Laaschte fir déi jeeweileg Syndikater, an domat och fir hir Member-Gemengen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch eis Informatioune confirméieren?

- Sinn d'Amortissementer a Récklagen an den Offallsyndikater nach zäitgeméiss? Wa jo, firwat?

- Gedenkt d'Madamm Ministesch, dës Dispositioune fir Gemengesyndikater ze änneren?

Mussen och an Zukunft weider Récklagen an Amortissementer an den Offallsyndikater geschaaft ginn?

Réponse (05.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Offallsyndikater féieren hir Comptabilitéit nom Prinzip vun der Comptabilité générale, fir dem Käschtendeckungsprinzip kënne Rechnung ze droen. Domat sinn si obligéiert, all hir Immobilien, mat Ausnam vun den Terrainen, ze amortiséieren.

D'Offallsyndikater sinn, op Basis vum ofgeännerten Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012, wéinst Ëmweltoplagen obligéiert, finanziell Récklagen ze bilden, beispillsweis fir de Fall, wou en Offallsyndikat mat senger Aktivitéit ophält an den Terrain misst saméiert ginn. Esou gesi leet en Offallsyndikat haut Reserven un, déi sech op seng aktuell Aktivitéit bezéien a fir déi seng Member-Gemengen opkommen, amplaz dës Käschten einfach un déi nächst Generatioun virunzeginn.

Et ass net ugeduecht, dës Obligatiounen ze änneren.

Question 4407 (04.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **propos de la directrice de l'École des parents Janusz Korczak :**

An engem rezenten Interview am „Tageblatt" (21. Mee 2021) mat der Directrice vun der „Eltereschoul Janusz Korczak" gëtt d'Fro gestallt: „Wäre es Ihrer Meinung nach sinnvoll, dass Eltern einen Elternführerschein machen sollen, bevor sie auf Kinder losgelassen werden?", wourop d'Directrice vun der Eltereschoul äntwert: „Ich finde, dass man so was auf jeden Fall machen sollte." Am selwechten Interview heescht et am Hibléck op d'Mataarbechterinne vun der Eltereschoul: „Auf manchen Spielplätzen im Land kann man Mitarbeiter von euch in gelben Westen antreffen..." A weider seet d'Directrice vun der Eltereschoul: „Wir stehen abends vor verschiedenen « maisons relais » und sprechen die Eltern an, die ihre Kinder dort abholen."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zur Ausso vun der Directrice vun der Eltereschoul, datt d'Elteren op alle Fall een Elterefürerschäin maache sollten, ier se op d'Kanner „lassgelooss ginn"?

2. Ass geplangt, den Elteren iergendwann d'Méiglechkeet ze ginn, esou een Elterefürerschäin ze maachen? Wa jo, wéi soll dat an der Praxis ausgesinn?

3. Wéi steet d'Madamm Minister zur Tatsaach, datt Mataarbechterinne vun der Eltereschoul op Spillplaze ginn a virun de Maisons-relaise waarden, fir do Gespréicher mat den Elteren unzefänken? Kann een hei net vun enger staatlech toleréierter oder souguer ënnerstëtzter Amëschung an d'Privatsphär vun den Eltere schwätzen? Wat fir ee Message versichen d'Mataarbechterinne vun der Eltereschoul den Elteren op dësem Wee ze vermëttelen?

Réponse (01.07.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Eltereschoul Janusz Korczak bitt den Eltere verschidden Typpe vun Ënnerstëtzung un. D'Eltereschoul organiséiert an Zesummenaarbecht mat de Maternitéen, mat verschiddene Gemengen, mat Elterenassociatiounen oder Crèchen, Informatiounsowenter, Konferenzen, Formatiounen, déi sech un Eltere riichten. Niewent den Informatiounen iwwer Kannererzéiung bidden dës Manifestatiounen och eng Méiglechkeet, fir en Austausch mat aneren Elteren ze hunn. Op Demande, kënnen Elteren och an Eenzelgespréicher mat den Experte vun der Eltereschoul iwwert spezifesch Erzéiungsfroe schwätzen.

Wat d'Ausso vun der Direktesch vun der Eltereschoul Janusk Korzcak an déi Demarchë vun de Mataarbechter bei de Spillplazen a bei de Maisonrelaisen ugeet, esou ass dat an der Responsabilitéit vun der Eltereschoul. D'Regierung plangt och net, en „Elterefürerschäin" anzeféieren.

Question 4408 (04.06.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**aide pour les anciens employés afghans :**

Den Trupperéckzuch aus Afghanistan stellt d'Afghane virun eng immens ongewëss Zukunft. Vill vun hinnen hunn am Kader vun de Militärmissiounen am Land de westleche Länner (zum Beispill als Iwwersetzer) zur Säit gestanen. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4093 huet de Bausseminister erkläert, dass:

D'Sécherheet vun den Afghanen an hire Familljen, déi um Terrain an der „Resolute Support"-Missioun matgehollef hunn, ass fir d'international Communautéit vu grousser Wichtegkeet. Diskussiounen, wéi een deene Leit am beschte kann hëllefen, sinn nach amgaangen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Sinn am Kader vun deene vum Minister ugeschwaten Diskussioune schonn Entscheedunge getraff ginn?

2. Kann eng Persoun, déi beweise kann, fir europäesch oder amerikanesch Zaldoten am Afghanistan geschafft ze hunn, zu Lëtzebuerg Asyl accordéiert kréien? Falls jo, kritt och d'Famill, déi der Gefor vu Vergeltungsschlési am Afghanistan ausgesat ass, d'Recht op Asyl zu Lëtzebuerg unerkannt?

Réponse (05.07.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. Am Kontext vun deem ugeschwate Sujet ass nach keng Entscheedung geholl. Lëtzebuerg ass bereet, sech enger europäescher Léisung unzeschléissen a wäert sech senger Responsabilitéit net entzéien.

ad 2. All Asyldemande, déi zu Lëtzebuerg gestallt gëtt, gëtt individuell analyséiert. Eng Persoun, déi fir europäesch oder amerikanesch Zaldoten am Afghanistan geschafft huet, kann ënner verschiddene Konditiounen internationale Schutz unerkannt kréien - dëst ass awer keen Automatismus. Eng Persoun, déi internationale Schutz unerkannt krut, kann, ënnert dem Respekt vum Immigratiounsgesetz vun 2008, eng Familljenzesummeféierung op Lëtzebuerg ufroen.

Question 4410 (04.06.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture :**

76 communes luxembourgeoises sont qualifiées de « communes en milieu rural ». Elles représentent quelque 82 % du territoire national. Des aides étatiques et communautaires contribuent à accompagner le développement de ces communes campagnardes dans le but d'accroître la qualité de vie de leurs habitants et la diversité de leur tissu économique.

Ainsi, le Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture (FOESA) disposait d'une enveloppe budgétaire d'aide nationale de 16.120.000 euros pour la période 2014-2020. À côté de ce régime d'aide, le programme LEADER disposait d'un budget public de 11.410.000 euros pour cette même période. Tandis que 1.093.682,26 euros ont été dépensés en date du 1er mars 2019 dans le cadre du régime d'aide FOESA, l'engagement financier pour des projets LEADER s'élevait le 31 décembre 2018 à 8.576.998,25 euros.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quel est le total des dépenses dans le cadre du FOESA effectuées jusqu'à cette date ?

2) Quelles sont, selon Monsieur le Ministre, les raisons pour lesquelles le budget du FOESA n'a pas été sollicité davantage lors de la période 2014-2020 ?

3) Par quels moyens les concernés sont-ils informés sur la possibilité d'un cofinancement par le FOESA ? Vu que presque 15 millions d'euros, destinés à améliorer la qualité de vie en milieu rural et à diversifier l'économie rurale, n'ont pas été utilisés, ne devrait-on pas sensibiliser davantage le public cible aux moyens disponibles pour des projets poursuivant les objectifs visés ?

4) Est-ce que le Ministère de l'Intérieur, les communes ou le Syvicol pourraient tout particulièrement aider à sensibiliser davantage en ce qui concerne le recours aux moyens proposés par le FOESA ?

5) Les points de contact des entreprises (guichet PME, House of Entrepreneurship) sont-ils au courant des possibilités du FOESA et promeuvent-ils leur utilisation ?

6) Le FOESA existera-t-il sous sa forme actuelle durant la période suivante ?

7) Dans l'affirmative, par quels moyens Monsieur le Ministre veillera-t-il à assurer que davantage de moyens financiers de ce Fonds soient utilisés ?

8) Dans la négative, par quel nouveau régime d'aide le milieu rural domestique sera-t-il soutenu ?

9) Quel est l'engagement financier étatique relatif au programme LEADER réalisé jusqu'à ce jour ?

10) Vu que 77 % du budget disponible pour des projets LEADER avaient été alloués jusqu'à la fin de l'année 2018, comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il que l'intérêt pour des projets LEADER soit considérablement plus grand que pour les projets pouvant être cofinancés grâce au FOESA ?

11) Quels sont les projets qui seront encore cofinancés avant la fin de la législature actuelle ?

12) Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant la création d'un Observatoire du développement rural tel que celui instauré en France ?

Réponse (29.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le total des dépenses effectuées jusqu'au 15 juin 2021 dans le cadre du FOESA s'élève à 2.428.357,83 euros.

Or, afin de dresser un bilan fiable et représentatif sur les projets du Titre III de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, il y a lieu de considérer non seulement le total des dépenses effectuées, mais aussi le total des engagements réalisés. Ainsi, le total des engagements atteint un montant de 7.447.131,47 euros au 15 juin 2021 avec actuellement 77 projets engagés, soit un taux d'engagement de 46,20 %.

ad 2) En référence à l'argument avancé sub 1), il y a lieu de relever que tant le taux d'engagement total du programme de 46,20 % que la diversité de 77 projets de développement soumis reflètent beaucoup mieux la situation réelle de programmation que les seuls montants d'aides dépensés dans le cadre du régime d'aide FOESA.

Comme pour les périodes de programmation antérieures, une sensibilisation prononcée des porteurs de projets potentiels a été engagée dès la publication de la législation pour le programme 2014-2020.

En plus, un seuil d'investissement(s) éligible(s) a été accordé à chacune des 76 communes en milieu rural, ceci en fonction de leur population communale (2016) ainsi que de la centralité de la commune concernée.

Alors qu'au stade actuel une douzaine de communes ont déjà épuisé leur seuil d'investissement par un ou par plusieurs projets engagés, d'autres communes n'ont même pas encore entamé leur seuil d'investissement accordé jusqu'à maintenant et prolongé pour les exercices 2021-2022.

Plusieurs appels à projets ainsi qu'une concertation étroite auprès des communes en milieu rural, tout comme auprès des porteurs de projets privés ont été menés par les agents du département Développement rural, ceci dès le début de la période de programmation 2014-2020.

Toutefois, les mesures du Titre III ne sont sollicitées que graduellement et de façon hésitante en début du programme de développement rural. Cette expérience s'est également confirmée au courant des programmes antérieurs.

En plus, on ne peut point négliger que, pour le secteur public comme pour le secteur privé, l'esprit d'initiative et l'allure des processus de planification ou de mise en œuvre ont sensiblement été freinés au vu de la crise pandémique Covid-19 à partir de mars 2020.

ad 3) Le taux d'engagement de 46,20 % avec un total de 77 projets montre assez bien que les moyens de sensibilisation choisis et pratiqués contribuent à l'accomplissement des objectifs visés de l'axe thématique « amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale ».

Au vu du contact régulier avec les responsables dans des communes en milieu rural, les acteurs ruraux ont été informés dès le début sur les mesures programmées de développement rural et le régime d'aide concernant l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural et à la diversification de l'économie rurale. Cette sensibilisation est souvent opérée en étroite concertation avec les cinq GAL LEADER.

Ainsi, le récapitulatif des campagnes d'information et de sensibilisation sur les mesures du Titre III du régime d'aide FOESA se présente comme suit :

Septembre 2016 :

- 1er appel à projets aux 76 communes en milieu rural après publication de la législation concernant le soutien au développement durable des zones rurales

- Edition et envoi des brochures de sensibilisation « Lebensqualität im ländlichen Raum » aux responsables communaux et aux services concernés, tout comme aux acteurs engagés dans les domaines du développement rural

Février 2018 :

- Rappel aux projets relatifs aux mesures du Titre III aux 76 communes en milieu rural, ceci suite à une recomposition des conseils communaux après les élections communales d'octobre 2017

Mars 2018 :

- Invitation de tous les acteurs du milieu rural à deux réunions d'information régionales à Mertzig et à Osweiler avec présentation des mesures et de projets du Titre III respectivement de l'initiative communautaire LEADER ainsi que des procédures administratives des régimes d'aides y relatifs

Octobre 2019 :

- Présentation des divers programmes de développement rural ainsi que de l'initiative LEADER au Luxembourg dans le contexte de la séance académique « 30 Joer Ländlech Entwécklung 1989-2019 » au Cube 521 à Marnach

Septembre 2020 :

- Lettres de rappel aux communes et aux acteurs en milieu rural afin d'informer sur le prolongement des mesures Titre III au-delà de l'exercice 2020 jusqu'à l'entrée en vigueur du prochain Plan stratégique national 2023-2027

À noter qu'une consultation régulière des communes se fait sur place dans le cadre de projets de développement finalisés et qu'une présentation succincte des mesures d'aides, tout comme des procédures administratives y relatives (PDF des fiches mesures + demandes d'aide + brochure d'information « Lebensqualität im ländlichen Raum ») peuvent être téléchargées sur le site Internet www.agriculture.public.lu du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

ad 4) Au vu de la composition interministérielle et interdisciplinaire de la Commission des zones rurales consultative, tous les départements ministériels concernés (au-delà du Ministère de l'Intérieur) sont saisis régulièrement pour aviser l'éligibilité des projets soumis sous les mesures du Titre III. Les différents départements ministériels se concertent au sujet des projets soumis, afin de garantir une attribution optimale des aides aux différents acteurs ruraux.

Aussi, une séance de présentation et d'échange sur les mesures et initiatives de développement rural ainsi que sur le régime d'aide FOESA a été organisée avec les responsables du Syvicol en automne 2016.

Un large éventail de démarches adaptées auprès de tous les acteurs ruraux (communes, syndicats intercommunaux, parcs naturels, syndicats d'initiative, associations du monde rural, société civile, etc.) est mis en œuvre afin de garantir une sensibilisation ouverte du public concerné sur les mesures d'aides proposées par le FOESA.

ad 5) Il y a lieu de relever que notamment le Guichet unique PME régional a été mis en place dans le cadre d'un partenariat LEADER - SICLER - Chambre de Commerce et Chambre des Métiers. Par la suite le projet « Conseil à la création et au développement des PME » a été cofinancé jusqu'en 2018 sous une mesure 2 du Titre III afin de garantir la promotion et l'utilisation des mesures d'aides auprès des entreprises de la région. Depuis lors, la Chambre de Commerce poursuit et assure la pérennité de ce projet important dans le domaine du développement endogène de l'entreprenariat régional, ceci en partenariat avec les autres chambres et institutions professionnelles.

ad 6) Après une analyse SWOT du milieu rural national, une synthèse des besoins et des mesures spécifiques de développement rural, un nouveau régime d'aides adapté est actuellement en cours d'élaboration dans le cadre du nouveau Plan stratégique national (PSN) 2023-2027.

ad 7) En vue d'une promotion optimale des mesures et initiatives du nouveau Plan stratégique national 2023-2027, le Ministère de l'Agriculture tâchera de mettre en œuvre une sensibilisation rapprochée et participative auprès des divers acteurs ruraux ainsi que de la société civile intéressée. Les moyens de sensibilisation prévus seront e. a. brochures et présence sur les sites Internet publics, séances d'information et de présentation du programme au grand public, consultation personnelle sur place auprès des communes respectivement des associations ou acteurs du milieu rural.

ad 8) + 9) L'engagement financier public relatif au programme LEADER réalisé jusqu'au 15 juin 2021 s'élève à 12.615.823.20 euros, soit 98,34 % du budget disponible.

ad 10) LEADER est une approche « bottom-up » qui vise surtout des investissements de type « software ». Le taux de cofinancement des projets se situe entre 71 % et 80 %. Avec les bureaux LEADER régionaux, les points de contact pour la mise en œuvre de projets se situent directement dans les régions rurales. Ils associent les acteurs locaux autour d'idées de projets à réaliser en commun, les conseillent et les accompagnent.

Les mesures du Titre III sont considérées comme mesures « hardware », qui visent la mise en œuvre concrète des projets de développement sur le terrain. Bien que le taux de cofinancement de 40 % pour les projets Titre III s'avère comme attractif, il y a lieu de noter que la part communale ou privée de 60 % de l'investissement total du projet réalisé doit néanmoins être assurée par le porteur de projet lui-même.

ad 11) Il y a lieu de noter que le ministère n'est ni initiateur de projets LEADER ni initiateur de projets réalisés dans le cadre du Titre III de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales. Tous les projets actuellement déjà engagés seront cofinancés, or il est impossible de faire une prévision des nouveaux projets encore à cofinancer.

ad 12) Vu la modestie du territoire national, aucune création d'un Observatoire du développement rural n'est actuellement prévue.

Question 4412 (04.06.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant le **directeur de l'observatoire européen de la fiscalité :**

Laut dem Artikel „Ideen gegen Tricksereien", deen den 2. Juni am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, huet d'EU-Kommissioun elo en accord mam EU-Parlament d'Ariichtung vun engem EU-Steierobservatiounsrot decidéiert. Dee genannte Gremium soll sech mat Froe ronderëm „Steuervermeidung, Steuerhinterziehung und aggressive Steuerplanung" beschäftegen an déi politesch Verantwortlech entspriechend beroden. Als Chef vun deem Gremium gouf de Fransous Gabriel Zucman designéiert, deen an der Vergaangenheet mat ganz provokativen Aussoe vis-à-vis vun eisem Land opgefall ass. An deem uewe genannten Artikel aus dem „Lëtzebuerger Wort", gëtt den Här Zucman follgendermoossen zitéiert: „Luxemburg hilft multinationalen Konzernen bei der Steuervermeidung und so manchem Reichen bei der Steuerhinterziehung. Ausserdem sind in Luxemburg zahlreiche Fonds angesiedelt, in denen schmutziges Geld, versteckt vor den Behörden, investiert und damit gewaschen wird". Am éischten Deel vun senger Ausso bezitt hien sech just op déi legal Steierpolitik vun der Lëtzebuerger Regierung. Am zweeten Deel ënnerstellt hie „Lëtzebuerg" allgemeng, also warscheinlech souwuel de privaten Acteuren op der Finanzplaz wéi op d'mannst och indirekt dem Staat, kriminell a strofbar Aktivitéiten, déi hei quasi gläichgestallt ginn.

Domat awer net genuch. 2015 huet den Här Zucman laut der „Luxembourg Times" souwuel den Ausschloss vu Lëtzebuerg aus der europäescher Unioun wéi och d'Aschränkung vun eisem Stëmmrecht gefuerdert: „If Luxembourg is no longer a nation, it has no longer a place in the European Union". A weider: „Nothing in the treaties, in the spirit of European construction or in democratic reasoning, justifies allowing an offshore platform for the global financial industry to have a voice equal to that of other countries."

An deem Kader géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Positioun bezitt d'Lëtzebuerger Regierung vis-à-vis vun der Ariichtung vun dësem Gremium? Gesäit d'Regierung an dëser Decisioun, notamment an der Definitioun vum Aufgabeberäich, eng bewosst politesch Gläichsetzung vu Steieroptimiséierung a Steierhannerzéiung? Wéi ass séchergestallt, datt dës zwee Voleten an der Aarbecht a virun allem och an der ëffentlecher Kommunikatioun vun dësem Gremium propper getrennt ginn?

2. Wéi positionéiert d'Regierung sech zu der Personaldecisioun am Fall vum Här Zucman? Wéi gedenkt si vis-à-vis vun der EU-Kommissioun dorop ze reagéieren?

Gesäit si an senger Ernennung doriwwer eraus eng Vermëschung vun engem u sech zur Neutralitéit ugehalene Recherchegremium a politeschem Aktivismus?

3. Iwwer wéi ee Matsproocherecht verfügen d'Staatsa Regierungscheffe bei der Aarbecht vun dësem Gremium? Iwwer wéi eng Widdersprochsméiglechkeete verfügen d'Memberstaaten, wann hir Politik an/oder hir Legislatioun an der Aarbecht vun dësem Gremium falsch duergestallt gëtt?

4. Wéi wëll d'Regierung sécherstellen, datt eis steierlech Interessien an engem politesch ëmmer méi polariséierten Ëmfeld zukünfteg nach kënne geschützt ginn? Insistéiert si z. B. weider op d'Eestëmmegkeet a Steierdecisiounen?

Réponse commune (29.06.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

An hirer parlamentarescher Ufro werfen déi éierbar Deputéiert eng Rei Froen op iwwert den neien „Observatoire européen de la fiscalité".

Et handelt sech hei ëm en akademesche Gremium, deen am Mäerz 2021 gegrënnt ginn ass, an op der Paris School of Economics ugesidelt ass. Dësen Observatoire wëll duerch eng innovativ Fuerschung iwwert d'Besteierung säin Deel zu enger méi demokratescher an inklusiver Debatt iwwert d'Zukunft vum Steierëmfeld bäidroen. Dëst soll des Weideren den Dialog tëschent der wëssenschaftlecher Communautéit, der Zivilgesellschaft an der Politik an Europa förderen. Et ass an deem Kader net virgesinn, datt d'EU-Memberstaaten ee „Matsproocherecht" bei den Aarbechte vun dësem Gremium hunn. Deementspriechend ass et och net un der Lëtzebuerger Regierung, fir de Choix vun de Mataarbechter vun dësem Gremium ze kommentéieren.

Den Observatoire huet keng decisionnel Kompetenzen am Beräich vun der EU-Steierpolitik. D'Ariichtung vun dësem Gremium huet also weeder een Impakt op d'Kompetenze vun den EU-Memberstaaten an dësem Beräich, nach op d'Decisiounsprozeduren.

Question 4413 (04.06.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant la **transparence fiscale des entreprises :**

Den 1. Juni huet d'EU-Kommissioun sech op nei Steierreegele fir Entreprisë mat engem Joresëmsaz iwwer 750 Milliounen Euro gëeenegt. Si mussen hiren Ëmsaz, hir Beneficer, d'Zuele vun hire Mataarbechter an déi ofgefouert Steiermontanten zukünfteg opgeschlësselt no EU-Land publizéieren. Vill ONGe gesinn heira laut dem Artikel „Es werde Licht", deen den 2. Juni am „Lëtzebuerger Wort"

publizéiert gouf, eng Méiglechkeet, fir déi legal Steieroptiméierung vun esou Firmaen ze „bekämpfen“. Obwuel et sech hei ëm ganz legal betriblech Mesuren handelt, ass effektiv säit Joren a wäiten Deeler vun der nationaler an internationaler Press, an och bei villen europäesche Parteien, eng Tendenz ze beobachten, fir dës Praxis moralesch unzeprangeren an enger lllegalitéit gläichzestellen. Et sief duerfir drun erënnert, datt privat Firmaen nom Aktionärsrecht dozou verpflicht sinn, fir déi legal Méiglechkeete vun der Steieroptiméierung souwäit wéi méiglech ze notzen, fir am beschte Sënn vun hiren Aktionären ze handelen.

Weider heescht et an deem uewen zitéierten Artikel aus dem „Lëtzebuerger Wort“, datt déi Lëtzebuerger Widderstänn géint dës Reform doduerch ëmgaange goufen, andeems de Sujet net dem Stëmmrèglement zu Steier-, mee Comptabilitéitsfroen ënnerstallt gouf, soudatt dës Decisioun just eng qualifizéiert Majoritéit, awer keng Unanimitéit virausgesat huet.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Appreciatioun huet d'Regierung iwwer dës nei Reegelung? Ass et korrekt, datt dëst als Comptabilitéitsmoossnam duergestallt gouf, fir d'Eestëmmegkeet ze ëmgoen? Wa jo, huet d'Regierung probéiert, den Ordre du jour änneren ze loossen?

Wéi huet si ofgestëmmt?

2. Wéi gedenkt d'Regierung, den Interessi vun der Finanzplaz Lëtzebuerg an Zukunft op EU-Niveau ze verdeedegen, wa si duerch fragwürdeg juristesch Interpretatioune sou liicht iwwerstëmmt ka ginn, wéi am aktuelle Fall?

3. Steet d'Regierung am Austausch mat aneren EU-Partner wéi Holland an Irland, deenen hir Interesse vun dëser Decisioun och potenziell negativ betraff sinn?

Réponse commune (06.07.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

An hirer parlamentarescher Fro bezéien sech déi éierbar Deputéiert op en Artikel aus dem „Lëtzebuerger Wort“, an deem déi nei Steierreegele fir Entreprisë mat engem Joresëmsaz vun iwwer 750 Milliounen Euro diskutéiert ginn, nodeems de Conseil an d'Europaparlament sech den 1. Juni 2021 op ee finalen Text virleefeg gëeenegt haten. Dësen Text baséiert op enger Direktivpropos vun der Europäescher Kommissioun (COM/2016/0198 final) vum 12. Abrëll 2016 an ass allgemeng als „CbCR (Country-by-Country Reporting) public“ bekannt.

Et ass op dëser Plaz wichteg ze bemierken, datt dës Reegele fir déi betraffen Entreprisen net komplett nei sinn, well dës Entreprisen zanter 2016 op der Basis vun der Direktiv (UE) 2016/881 vum Conseil vum 25. Mee 2016 (déi sougenannten Direktiv „DAC4“) de Steierverwaltunge steierrelevant Donnéeën zur Verfügung stellen, déi doropshi mat de Steierverwaltunge vun den anere Memberstaaten ausgetosch ginn. Wat awer nei ass, ass d'Publikatioun vun dëse steierrelevanten Donnéeën. Obwuel de CbCR public sech ganz staark um Inhalt vun der Direktiv DAC4 inspiréiert, soll am Géigesaz zu der Direktiv DAC4, déi eng reng steierlech Finalitéit huet, mat der Publikatioun vun de steierrelevanten Donnéeën eng erhéicht Transparenz fir d'Ëffentlechkeet erreecht ginn. D'Europaparlament an eng Majoritéit vu Memberstaaten hunn d'Direktiv vum CbCR public als eng Comptabilitéitsmoossnam ugesinn (Artikel 50 TFEU - Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne).

D'Lëtzebuerger Regierung war vun Ufank un net mam Choix vum Artikel 50 TFEU als juristesch Grondlag fir dës nei Reegelung averstanen. D'Regierung huet wärend den Negociatiounen, um technesche wéi och um politeschen Niveau, d'Stellung vertrueden, datt déi korrekt juristesch Grondlag eng steierlech Grondlag misst sinn. Dowéinst huet se och d'Meenung vertrueden, datt dësen Dossier, wéi dat och de Fall bei der Direktiv DAC4 war, an enger anerer Formatioun vum Conseil, der ECOFIN-Filière, diskutéiert an, op Basis vun der spezieller legislativer Prozedur (Unanimitéit), ofgestëmmt sollt ginn. An dësem Sënn huet d'Regierung sech, mat der Ënnerstëtzung vun anere Memberstaaten, aktiv agesat, fir den Dossier an d'Filière vum ECOFIN, déi d'Kompetenz a Steiersaachen huet, ze bréngen. Dës Beméiungen hunn zu engem Austausch um Niveau vun de Finanzministèrë wärend dem Conseil ECOFIN vum Dezember 2019 gefouert. Dës Diskussiounen am Conseil ECOFIN hunn et weeder erlaabt, d'juristesch Grondlag ze änneren, nach déi qualifizéiert Majoritéit ze erreechen, fir d'Negociatioune mam Europaparlament ze lancéieren. Am Februar 2021 huet de Conseil dunn awer déi néideg qualifizéiert Majoritéit fonnt a gréng Luucht ginn, fir d'Negociatioune mam Europaparlament unzefänken.

D'Regierung huet sech bei der rezenter Ofstëmmung vum finalen Accord, deen den 1. Juni 2021 tëschent dem Conseil an dem Europaparlament fonnt gouf, enthalen. Dëst net mat Bléck op de Fong vum Dossier, mee well Lëtzebuerg mat der Prozedur net averstanen ass, an der Meenung ass, dass dësen Dossier an den Zoustännegkeetsberäich vum ECOFIN-Conseil gehéiert hätt.

Um Fong ënnerstëtzt Lëtzebuerg dës Direktiv, déi méi Steiertransparenz viséiert, wat de Leitmotiv vun der nationaler Steierpolitik zanter 2014 ass. De Grand-Duché ass haut konform mat allen Normen an Direktive vun der OCDE a vun der EU, wann et ëm Steiertransparenz geet. Déi lescht Joren hu gewisen, dass déi Lëtzebuerger Finanzplaz näischt vun hirer Attraktivitéit verluer huet a souguer de Contraire de Fall ass. D'Lëtzebuerger Regierung wäert och an der Zukunft esou gutt wéi méiglech d'Interête vun der Lëtzebuerger Wirtschaft a Finanzplaz um EU-Niveau, wéi och um internationalen Niveau, verdeedegen.

Question 4414 (04.06.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **tests rapides Covid-19 pour les sociétés musicales :**

Milliounen u Schnelltester sinn déi lescht Méint iwwert d'Europäesch Unioun bestallt ginn. Wéi ugekënnegt, géif eng grouss Proportioun dovun un d'Entreprisen, d'Spideeler, d'Alters- an d'Fleegeheemer, den Horesca- ewéi och de Sports- a Kulturberäich goen.

Laut mengen Informatiounen hätten e puer Museksveräiner Schnelltester kritt, wärend anerer keng erhalen hätten.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung mech informéieren, ob all d'Museksveräiner an d'Choralle Schnelltester kréien?

- Wann nee, aus wéi engem Grond, vu datt d'Sportveräiner zum Beispill Schnelltester iwwert d'Federatiounen erhalen?

- Wa jo, ginn et Konditioune respektiv Krittären, wat d'Distributioun vun de Schnelltester un d'Museksveräiner an d'Choralle betrëfft?

• Kann d'Regierung dës Konditioune respektiv Krittären opzielen?

• Am Fall wou et keng Krittäre ginn, wéi kontrolléiert d'Regierung, datt dës Verdeelung equitabel ofleeft?

Réponse commune (28.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Am Kader vun den Efforte fir d'Reprise vu kulturellen Aktivitéiten ze encouragéieren, konnt de Kulturministère dem Kultursecteur 302.400 Covid-19-Schnelltester zur Verfügung stellen, déi tëschent dem 26. Mee an dem 3. Juni 2021 op dräi verschiddene Plazen am Land noeneen ausgedeelt goufen.

An Zesummenaarbecht mat der Union Grand-Duc Adolphe (UGDA) goufe sämtlech Museksveräiner a Chorallen, déi hei Member sinn, invitéiert, fir Schnelltester sichen ze kommen. 90 % vun hinne sinn dëser Invitatioun och nokomm. D'Stéckzuel, déi all Veräin zegutt hat, gouf vun der UGDA festgeluecht, dëst a Funktioun vun der Unzuel vu Membere vum jeeweilege Veräin. Och de Piusverband krut 9.000 Schnelltester fir seng Memberen zur Verfügung gestallt.

Déi iwwereg Schnelltester goufen un déijéineg konventionéiert Partner vum Kulturministère verdeelt, déi eegent Personal hunn, respektiv déi kulturell Aktivitéiten hunn, wou méi Leit zesummekommen. Heibäi gouf d'Unzuel vun de verdeelte Schnelltester natierlech de Besoinen ugepasst, sou datt z. B. Orchesteren oder déi professionell kulturell Haiser proportional méi Tester krute wéi aner Acteuren.

De Kulturministère huet och nach eng kleng Reserv u Schnelltester, déi punktuell verdeelt ka ginn, wann nach en zousätzleche Besoin heifir wier.

Question 4415 (04.06.2021) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant les **cookies informatiques :**

Depuis l'entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données (RGPD) en mai 2018, les internautes doivent avoir le choix d'accepter ou de refuser l'installation de cookies informatiques lorsqu'ils surfent sur Internet. Le plus souvent, une fenêtre s'ouvre en même temps que le site visité pour que l'internaute puisse donner son accord, voire son désaccord, à l'installation de cookies. Cependant, différents sites n'hésitent pas à profiter d'une certaine impatience de la part des internautes et rendent bien visible le bouton permettant d'accepter les cookies, alors que pour les refuser, il faut ouvrir différentes fenêtres et cliquer à différents endroits avant de pouvoir consulter le site en question.

C'est une stratégie que dénonce l'association de protection des données « noyb », basée en Autriche, et qui a annoncé vouloir contacter à ce sujet 560 gérants de sites en Europe et aux USA. Ces derniers utiliseraient délibérément cette tactique consistant à rendre plus compliqué le refus que l'acceptation de cookies, ce qui est contraire à l'esprit du règlement général sur la protection des données (RGPD). Si les gérants de sites en question ne réagissent pas endéans un mois, l'association « noyb » a annoncé vouloir les dénoncer devant les autorités pour la protection des données compétentes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si cette pratique de rendre plus accessible l'acceptation que le refus de cookies est aussi observée au Luxembourg ?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il faire respecter l'esprit du RGPD en la matière ? Y a-t-il déjà eu, à échelle européenne, des concertations en vue d'une action coordonnée ?

- Est-ce que la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a déjà été saisie à ce sujet par le Gouvernement luxembourgeois ?

- Des plaintes concernant cette pratique ont-elles déjà été déposées au Luxembourg ?

- Quelles solutions peuvent être envisageables afin de lutter contre ce phénomène ?

Réponse (05.07.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le cadre juridique des « cookies informatiques » s'articule autour d'une loi spéciale, la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques[9] qui transpose la directive 2002/58/CE « vie privée et communications électroniques », et le cadre général de la protection des données personnelles, le règlement général sur la protection des données (« RGPD »)[10]. La Commission européenne a proposé un règlement européen « vie privée et communications électroniques » pour notamment renforcer l'harmonisation et la cohérence au niveau européen. Le Conseil européen a arrêté sa position sur cette proposition de règlement en février 2021 et les négociations se poursuivent actuellement.

Concernant le contrôle de l'application de ce cadre juridique, il convient de rappeler que cette mission appartient, au Luxembourg, à la CNPD qui, selon la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, est une autorité indépendante.

La CNPD a indiqué suivre activement le sujet des cookies informatiques, de concert avec ses homologues au sein du Comité européen de la protection des données. Elle ne dispose pas de statistiques spécifiques quant à la pratique de rendre plus accessible l'acceptation que le refus des cookies au Luxembourg, mais elle estime que la situation est susceptible d'être très comparable à celle des autres pays européens. Elle a, par ailleurs, informé avoir reçu onze réclamations concernant les cookies informatiques entre l'entrée en application du RGPD, le 25 mai 2018, et le 15 juin 2021.

La CNPD a encore précisé qu'elle est susceptible d'apporter un certain accompagnement des acteurs publics et privés luxembourgeois et, par ailleurs, elle a formulé les informations en annexe.

Annexe : Informations de la CNPD concernant les « cookies informatiques »

Plusieurs principes doivent être respectés par les opérateurs de site lors de l'utilisation (dépôt ou lecture) de cookies et autres traceurs de connexion sur le terminal d'un utilisateur :

- En cas d'utilisation de cookies exemptés de consentement (c'est-à-dire des cookies essentiels, par exemple : cookie requis pour l'authentification, cookie destiné à retenir les articles placés dans le panier d'achat sur un site de vente, etc.), il est recommandé de fournir à l'utilisateur une information sur l'utilisation de cookies par le site Internet ou l'application (par exemple via un bandeau cookies). Si l'utilisation des cookies implique un traitement de données à caractère personnel, une information conforme à l'article 13 du RGPD doit être fournie.

- En cas d'utilisation de cookies non exemptés de consentement (c'est-à-dire cookies non essentiels comme par exemple cookie utilisé pour suivre le comportement d'un utilisateur et lui servir ensuite de la publicité comportementale), il y a lieu de recueillir le consentement préalable de l'utilisateur.

Ce consentement doit répondre à la définition et aux exigences du RGPD. Il doit être libre, spécifique, éclairé et univoque. Il doit consister en un acte positif clair. Une case pré-cochée, ou le simple fait de continuer la navigation ne constituent pas un consentement valable.

Par ailleurs, les utilisateurs doivent pouvoir retirer leur consentement facilement et à tout moment, et il doit leur être aussi facile de refuser l'utilisation de cookies non exemptés que de les accepter. L'exploitant du site doit pouvoir apporter la preuve qu'une personne a valablement donné son consentement pour l'utilisation de cookies sur son équipement terminal et aucun cookie non exempté ne peut être déposé sur le terminal de l'utilisateur tant qu'il n'a pas donné son consentement.

Finalement, l'utilisateur doit être informé sur l'utilisation des cookies, par exemple via un bandeau de cookies. Cette information doit être conforme à l'article 13 du RGPD et doit notamment comprendre la finalité poursuivie par les cookies, leur durée de fonctionnement ainsi que la possibilité ou non pour des tiers d'avoir accès à ces cookies.

Pour ce qui est de la pratique de rendre plus accessible l'acceptation que le refus de cookies :

Comme indiqué ci-dessus, le RGPD implique notamment que le consentement doit être donné librement, et que la personne concernée doit être en mesure de retirer son consentement à tout moment et aussi facilement qu'elle a pu le donner. Afin de respecter cet esprit, la CNPD recommande d'offrir des possibilités identiques pour donner son consentement que pour le refuser, afin qu'il soit aussi facile de donner son consentement que de le refuser.

Concernant les cookies, ceci implique notamment que s'il est possible pour l'utilisateur de donner son consentement en un seul clic, il doit également être possible de refuser son consentement en un seul clic. Par défaut le site ne pourra pas déposer des cookies non essentiels sans avoir obtenu le consentement de l'utilisateur. De la même façon, si plusieurs actions de l'utilisateur sont nécessaires (clics successifs ou autres actions) pour accepter l'utilisation de cookies pour une finalité particulière, il ne faut pas que plus de clics soient nécessaires pour la refuser.

En outre, une absence d'action de l'utilisateur doit être considérée comme un refus de consentement. Pour ne pas induire en erreur les utilisateurs, la CNPD recommande aux opérateurs de sites de présenter de façon identique (forme, police, écriture, couleur, taille, etc.) les différents choix dont dispose l'utilisateur. Le fait d'utiliser des formats et couleurs différents pour présenter les choix offerts à l'utilisateur (par exemple, un bouton « j'accepte » en grand et en vert, et un bouton « je refuse » en petit et en noir) peut être qualifié de « dark pattern », et constitue une pratique à éviter.

Question 4416 (04.06.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**évolution du dispositif REVIS :**

Dans la continuité des questions parlementaires n° 1589 et n° 2421 relatives au dispositif REVIS, j'aimerais obtenir des informations supplémentaires sur l'évolution des données propres à la distribution du REVIS parmi la population et son système de sanctions. Étant donné l'évolution de la situation sanitaire sur un an et la sortie de crise sanitaire imminente, il m'importe de prendre à nouveau la mesure de l'impact de la pandémie sur la gestion du dispositif REVIS ainsi que sur la situation sociale et économique de ses bénéficiaires. Dans la mesure où certaines données et chiffres n'étaient pas encore disponibles pour l'année 2019, comme l'indique votre réponse à la question parlementaire n° 1589, et considérant que ces données devront entre-temps être disponibles en vue de la présentation prochaine du bilan d'évaluation du dispositif REVIS, je vous prie par conséquent, Madame la Ministre de la Famille, à bien vouloir répondre aux questions suivantes concernant l'évolution des données propres aux demandes et sanctions relatives au dispositif REVIS pour la période compris entre 2019 et l'heure actuelle de manière absolue et plus particulièrement de façon comparative entre le début de l'état de crise et la période d'après l'état de crise :

1) Combien de ménages sont actuellement bénéficiaires du REVIS ? Comment ce chiffre a-t-il évolué sur la période indiquée ?

2) Quelle est la part des demandes de REVIS refusées ainsi que les motifs du refus ?

3) Combien de bénéficiaires ont été sanctionnés par l'ONIS ?

---

[9] En particulier, l'article 4, paragraphe 3, lettre e, de cette loi réglemente le dépôt ou la lecture de cookies sur l'équipement terminal d'un utilisateur. Il s'agit d'obtenir le consentement préalable de l'utilisateur, sauf pour certains cookies.

[10] En effet, le RGPD redéfinit les normes en matière de consentement. La Cour de justice de l'Union Européenne a confirmé, dans un arrêt du 1er octobre 2018 « Planet 49 », que les exigences relatives au consentement énoncées à l'article 4, point 11, et à l'article 7 du RGPD s'appliquent en matière de consentement aux cookies et elle a apporté quelques clarifications quant aux informations à fournir aux utilisateurs au préalable.

4) Combien de sanctions concernant une amputation de 25 % du montant de REVIS perçu ont été prononcées par le FNS ?

5) Combien de suspensions ont été prononcées par le FNS ? Quels en ont été les motifs ?

6) Combien de recours ont été introduits par les bénéficiaires du REVIS contre les décisions de sanctions ? Combien de demandes de recours ont obtenu gain de cause ?

7) Pendant la situation particulière tenant à l'état de crise et au confinement, combien de sanctions ont été prononcées ? De quelles sanctions s'agissait-il ? De même, combien de droits ont été rétablis avant l'échéance de la suspension des droits ?

8) Pendant toute la période de la pandémie, incluant la période actuelle, combien de sanctions ont été prononcées et pour quels motifs ? De quelles sanctions s'agit-il ?

Concernant les sanctions appliquées en cas de non-respect du plan d'activation, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

9) Ce plan étant élaboré par l'agent régional d'inclusion sociale et la personne bénéficiaire, puis validé par l'Office national d'inclusion sociale, Madame la Ministre peut-elle me dire si la personne bénéficiaire a une mainmise sur le contenu de ce plan ?

10) Les documents constituant le plan sont-ils soumis à la signature de la personne bénéficiaire en guise d'accord et d'engagement formel ?

11) Dans la négative, quelles en sont les conséquences juridiques en cas de non-respect des dispositions du plan d'activation ? Le bénéficiaire est-il sanctionnable pour une dérogation à un accord qu'il n'a pas signé ?

Comme l'indique Madame la Ministre dans sa réponse à la question parlementaire n° 2421, « Les ARIS ayant essentiellement pu maintenir leur activité sous forme de télétravail, les échanges avec les bénéficiaires ont pu se faire par la voie écrite ou par téléphone. […] Dans le cadre du déconfinement progressif, pendant la durée de l'état de crise, […] l'obligation de se présenter physiquement chez les ARIS a été rétablie […] ». Étant donné l'évolution des restrictions sanitaires en vigueur, l'organisation administrative de prise en charge des demandeurs et bénéficiaires a donc dû être réadaptée. Partant, je voudrais poser des questions à Madame la Ministre concernant le déroulement actuel des rendez-vous à l'ONIS où sont convoqués les demandeurs et bénéficiaires du REVIS :

12) Combien de temps est actuellement réservé à la prise en charge du demandeur/bénéficiaire et comment ce temps de consultation a-t-il évolué, voire a été adapté au cours de la pandémie ?

13) Si le temps de consultation a été diminué, quelles sont les raisons d'une telle limitation ?

Réponse (01.07.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Dans la mesure où il a été demandé de retracer l'évolution des données propres aux demandes et sanctions relatives au dispositif REVIS pour la période comprise entre 2019 et l'heure actuelle et plus particulièrement de façon comparative entre le début de l'état de crise et la période d'après l'état de crise, les données ont été recensées suivant trois périodes différentes, à savoir :

avant l'état de crise (P1) : 01/01/2019 au 31/03/2020
pendant l'état de crise (P2) : 01/04/2020 au 30/06/2020
après l'état de crise (P3) : 01/07/2020 au 31/05/2021

Il est toutefois précisé qu'il a été considéré que la période de l'état de crise proprement dit a été comprise entre le début du mois d'avril et la fin du mois de juin ; ladite période couvre plus ou moins fidèlement la période réelle de l'état de crise proprement dit.

ad 1) Au 31 mai 2021 le nombre de ménages bénéficiant de l'allocation d'inclusion du REVIS s'élève à 10.486 ménages. S'y ajoutent les ménages bénéficiant uniquement de l'allocation d'activation.

L'évolution pendant les trois périodes prédéfinies est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Le nombre de demandes pendant les trois périodes répertoriées est le suivant (total des demandes pour la période concernée) :

Période P1 : 5.473 demandes
Période P2 :1.095 demandes
Période P3 : 4.361 demandes

Les motifs de refus sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) La répartition des sanctions prévues à l'article 24 de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale prononcées pour les comportements fautifs constatés par l'ONIS visés au même article est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il est précisé que les sanctions visées par l'article 24, paragraphes 2, 3 et 4, sont prononcées matériellement par le FNS sur avis de l'ONIS pour le mois courant et les trois mois subséquents.

ad 4) Il est renvoyé à la réponse à question 3 et aux chiffres en relation avec la sanction prononcée en vertu de l'article 24(2).

ad 5) Il est renvoyé à la réponse à la question 3 et aux chiffres en relation avec la sanction prononcée en vertu de l'article 24(3).

Les motifs de ces sanctions, par période, sont repris dans le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il convient de préciser que plusieurs motifs peuvent être à la base d'une sanction de sorte que le total des motifs dépasse le nombre de sanctions notifiées.

ad 6) En ce qui concerne le nombre de recours contre les sanctions initiées par l'ONIS pendant les trois périodes concernées (P1, P2 et P3), il y a lieu de relever que 16 recours ont été formés au total. Parmi ces recours, deux recours ont été déclarés fondés tandis que deux recours n'ont pas encore été tranchés.

ad 7) Il est renvoyé à la réponse à la question 3 et aux chiffres en relation avec les sanctions prononcées en vertu de l'article 24, paragraphes 1er, 2, 3 et 4.

Dans la mesure où la loi prévoit une durée déterminée pendant laquelle la sanction s'applique et non une durée maximale qui permettrait de prévoir une période plus courte dans certains cas pendant laquelle la sanction s'applique, il n'est pas possible de rétablir les droits des intéressés avant l'échéance de la sanction.

ad 8) Le nombre des sanctions prononcées pendant la pandémie (période du 01.04.2020 au 31.05.2021) est le suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 9) En application de l'article 15 de la loi, le plan d'activation est élaboré entre le bénéficiaire et l'agent régional d'inclusion sociale compétent. Pour l'établissement de ce document à l'appui du projet visant l'activation du bénéficiaire, son expérience, ses compétences et ses aspirations personnelles sont prises en compte, tout comme les obstacles et restrictions éventuelles. L'agent en charge veille évidemment à ne pas reprendre dans ce plan des démarches irréalisables et reste disponible pour clarifier les problèmes de compréhension qui pourraient surgir à propos des éléments retenus au document émis.

ad 10) Le plan d'activation ne constitue pas un contrat au sens propre du terme, ce que le Conseil d'État avait également relevé dans son avis relatif au projet de loi n° 7113 (la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale).

ad 11) Le bénéficiaire est engagé de par la loi à respecter les éléments du plan d'activation. Le non-respect de ce plan d'activation, transmis par courrier au bénéficiaire, est également passible de sanctions aux termes de cette même loi.

ad 12) En application de l'article 5 du règlement grand-ducal fixant les modalités d'application de la loi REVIS, l'ONIS convoque les bénéficiaires à une réunion d'information. Avant l'état de crise, de telles réunions ont été organisées pour des groupes d'environ 20 personnes, pour une durée de trois heures. Pendant cette réunion, qui avait comme objectif de procurer une information générale sur les droits et obligations des bénéficiaires du REVIS dans la compétence de l'ONIS, les agents ont également procédé à la gestion administrative des dossiers ensemble avec les participants, qui ont été amenés à signer une déclaration de collaboration, en application de l'article 13 (1) de la loi du 28 juillet 2018 précitée. À cette occasion, les agents de l'ONIS ont également veillé à donner toutes les explications concernant les éléments individuels y repris.

Pendant l'état de crise, de telles réunions n'ont pas pu avoir lieu pour des raisons sanitaires. La reprise de ces convocations a été organisée à partir de juin 2020 avec l'objectif de protéger au mieux les participants et les agents publics. Ainsi les réunions en groupe ont été remplacées par des séances d'information individuelles. Outre cette protection par diminution des contacts, les rendez-vous en individuel ont permis de mieux cibler l'information fournie, d'adapter la langue ou le registre de langue utilisé ou de faire plus facilement appel à un interprète, et de répondre plus librement aux questions individuelles du bénéficiaire. 45 minutes sont actuellement réservées par bénéficiaire pour ce rendez-vous individuel et il s'ensuit que, pour le même nombre de participants, la durée de prise en charge a plus que quadruplé. L'unité en charge de cette mission a également été renforcée temporairement par des agents d'autres unités de l'ONIS, afin de pouvoir accueillir les bénéficiaires en attente et se conformer aux délais prévus par la loi.

ad 13) Le temps de consultation en question n'a pas diminué.

Question 4417 (04.06.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **pollution du Drosbach :**

Le 3 juin 2021, les agents de l'Administration de la gestion de l'eau ont constaté la pollution du ruisseau Drosbach, la pollution provenant d'un blocage de la canalisation et du déversement d'eaux usées dans le ruisseau, suite à un incident lors de travaux de forage sur un chantier de l'Administration des ponts et chaussées.

Le Drosbach a subi plusieurs pollutions au fil des dernières années, ces pollutions étant liées à plusieurs reprises à des travaux de construction.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la quantité d'eaux usées qui s'est déversée dans le Drosbach ? Quelle est l'envergure de la pollution ? Quel est l'impact sur les écosystèmes ?

2) Quelles mesures seront nécessaires pour remettre en état le ruisseau ? Qui financera et mettra en œuvre ces mesures ?

3) Est-ce que des mesures administratives ont été prises en lien avec les pollutions passées du Drosbach ? Est-ce que des poursuites en justice ont eu lieu ?

4) Étant donné que les travaux de construction sont régulièrement à l'origine de pollutions de cours d'eau, quelles précautions doivent être prises par les responsables de chantier voire les entreprises de construction afin de prévenir de telles pollutions ?

5) Dans ce contexte, les éventuelles précautions à cet égard sont-elles contrôlées par l'Administration de la gestion de l'eau ou d'autres administrations étatiques ? Comment ces contrôles se déroulent-ils ?

6) Est-ce que le Gouvernement a pris des mesures spécifiques pour prévenir que les travaux de construction aient des répercussions négatives sur les cours d'eau, notamment au niveau de la formation pour le personnel d'entreprises de construction, ou encore l'intensification des contrôles sur les chantiers ?

Réponse (06.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les agents de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ont détecté en date du 1er juin 2021 une pollution du cours d'eau « Drosbach ». Suite à ce constat et à l'identification de l'origine de la pollution (obstruction de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de travaux de construction menant à un déversement dans le ruisseau), il a été demandé aux sociétés impliquées de mettre en place des mesures afin d'arrêter la pollution. Ces mesures, dont notamment le pompage en continu des eaux usées dans des camions citernes, le déversement des eaux usées dans de cours d'eau a finalement été complètement stoppé au cours de la matinée du 2 juin 2021.

Suite aux investigations menées, il s'est avéré que l'incident ayant conduit à l'obstruction de la canalisation d'eaux usées s'était produit le 27 mai 2021. Le déversement accidentel vers le « Drosbach » a donc eu lieu pendant six jours avant l'intervention de l'AGE. L'AGE ne dispose pas de chiffres en ce qui concerne les quantités déversées.

Ce déversement accidentel a mené à une augmentation des concentrations en matières organiques et des composés azotés dans le cours d'eau « Drosbach » et par conséquent, comme l'ont démontré des analyses réalisées le 2 juin 2021, à un manque d'oxygène dans les eaux du « Drosbach ». Ce manque a causé le décès de poissons jusqu'à l'embouchure du cours d'eau dans l'Alzette à Hesperange. Dans ce contexte, il faut préciser qu'au vu de la fréquence importante de tels incidents, les communautés aquatiques ne retrouvent guère les conditions favorables pour un rétablissement complet. La répétition de ces incidents a mené à un appauvrissement de la biodiversité du « Drosbach ».

ad 2) À part une élimination de la source de la pollution par un pompage en continu des eaux usées vers de camions citernes en attendant des mesures constructives au niveau des conduites d'eaux usées, aucune mesure n'a été définie à l'heure actuelle pour remettre en état le cours d'eau. En effet, une remise en état « ad hoc » ne s'avère techniquement pas faisable en cas d'une pollution causée par un déversement accidentel de ce type. En effet, le décolmatage du lit du cours d'eau, provoqué par l'excès de matière organique en suspension, se fait de manière efficace uniquement par une augmentation naturelle du débit lors d'une crue. À terme, il s'agit d'augmenter les capacités d'autoépuration du cours d'eau pour faire face à des pressions multiples d'origine anthropique qui caractérisent son bassin d'alimentation. Cette capacité est renforcée par des mesures structurelles qui ont été définies dans le programme de mesures qui fait partie intégrante du plan de gestion de la partie luxembourgeoise du district hydrographique du Rhin qui est établi conformément à la directive-cadre sur l'eau. Actuellement, le projet du 3e plan de gestion est en phase de consultation du public.

Pour le « Drosbach », différentes mesures telles la reconnexion du cours d'eau «Drosbach » au cours d'eau « Alzette » à Hesperange ainsi que la renaturation du « Drosbach » au niveau du ban de Gasperich sont envisagées respectivement en cours de réalisation. Des renaturations de moindre envergure ont d'ores et déjà été réalisées au niveau du cours d'eau « Weiherbach », qui est un affluent du « Drosbach ». Ces mesures de renaturation contribuent à long terme à une amélioration d'un cours d'eau en termes de qualité d'habitats aquatiques et engendrent des populations aquatiques durables, favorisant un écosystème fonctionnel, plus robuste pour faire face aux pressions telles que des pollutions accidentelles. Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, ces mesures sont cofinancées via le Fonds pour la gestion de l'eau.

Il est à noter que le pompage en continu des eaux usées et la remise en état de la canalisation suite à l'incident survenu en date du 27 mai 2021 sont à charge du pollueur.

ad 3) Comme mentionné ci-dessus, le cours d'eau « Drosbach » est soumis à une très grande pression anthropique et a subi au cours des dernières années plusieurs pollutions. Ces pollutions ont souvent été causées par des travaux de construction réalisées dans le cadre de l'urbanisation du quartier « Cloche d'Or », mais également de travaux réalisés dans les quartiers Gasperich et Howald.

Lors du constat d'une pollution par un rejet direct ou indirect non conforme, l'Administration de la gestion de l'eau demande l'arrêt immédiat de ce rejet et une mise en conformité par rapport à l'autorisation ministérielle. L'absence d'une autorisation ministérielle peut entraîner une mise en suspens des travaux qui sont à l'origine du rejet et une transmission du dossier au Parquet, le cas échéant.

Dans le cas de plusieurs pollutions antérieures, des mesures d'urgence ont été prises conformément aux articles 60 et 23, §5, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. Le Parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg a également été averti.

ad 4) Il semble en effet qu'à l'heure actuelle, la gestion des eaux générées au niveau des chantiers de construction soit traitée de manière plutôt accessoire. Ceci aussi bien dans la phase planification et exécution du chantier.

La loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau définit les cas de figure dans lesquels les entreprises de construction doivent introduire une demande d'autorisation auprès de l'AGE. L'autorisation ministérielle établie par la suite définit les conditions qu'un déversement d'eaux doit respecter en vue d'empêcher une pollution.

Or, force est de constater que durant la phase chantier les eaux sont souvent évacuées par le réseau d'eaux pluviales. Ceci malheureusement sans prévoir en amont des bassins de décantation. Étant donné que ces eaux sont souvent chargées d'un surplus de béton et d'eaux de rinçage en provenance de matériel de fabrication de béton, la probabilité d'un rejet d'une eau riche en matières en suspension engendrant des perturbations pour des cours d'eau récepteurs devient plus grande, respectivement a eu lieu.

Au vu de la situation actuelle qui se caractérise par un manque de planification de la gestion des eaux de manière préventive lors de l'élaboration du projet de construction, l'Administration de la gestion de l'eau a prévu d'établir un document guide en vue de sensibiliser les maîtres d'ouvrage, les bureaux d'études et les entreprises de construction de la problématique afin d'essayer d'éviter plus en amont

ces pollutions des eaux de surface au lieu de chercher à remédier après coup à ce genre d'impacts.

ad 5) À ce jour, un contrôle systématique de tous les chantiers en cours par le Service inspection, contrôle et gestion de pollutions (SICoPol) de l'AGE n'est pas possible. Reste comme seul mode opératoire des contrôles ponctuels ainsi que des contrôles suite au signalement d'un problème sur un chantier. Dans ce cas, un ou des agents se rendent sur place afin de constater les éventuelles infractions par rapport à l'autorisation ministérielle et/ou par rapport à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et prennent les mesures nécessaires pour arrêter ces infractions.

ad 6) Les autorisations ministérielles délivrées en application de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau fixent les conditions à respecter en vue d'éviter des répercussions négatives sur les cours d'eau.

Question 4419 (04.06.2021) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **relations diplomatiques entre les pays de l'UE et le régime syrien :**

Depuis le début de la guerre civile en Syrie en 2011, la plupart des pays européens, les États-Unis et les pays du monde arabe ont rompu les relations diplomatiques avec Damas et ont imposé des sanctions contre le régime du président el-Assad. Fermées dès l'éclatement du conflit, les ambassades des pays membres de l'Union européenne sont restées closes à l'exception de celles de la République tchèque et de la Roumanie. Or, le boycott diplomatique a commencé à s'écrouler. Selon la presse internationale, la réouverture des ambassades grecque et chypriote en Syrie est imminente. Quelques pays du monde arabe ont déjà repris les relations diplomatiques.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il donner son appréciation de cette reprise des relations diplomatiques avec la Syrie ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les pays membres de l'UE devraient adopter une approche uniforme en ce qui concerne les relations avec Damas ?

3) Dans le cas d'une normalisation des relations avec le régime el-Assad, la communauté internationale ne devrait-elle pas coordonner cette normalisation afin de parler d'une seule voix ?

4) Quelle est la position du Luxembourg concernant la normalisation des relations diplomatiques avec la Syrie ?

Réponse (02.07.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

J'ai pris note de la décision des autorités grecques et chypriotes de rouvrir leurs ambassades à Damas.

Si une approche uniforme de l'Union européenne aurait en effet été préférable, cette décision s'explique en partie par la proximité géographique de ces deux États membres de l'UE avec la Syrie.

La communauté internationale doit continuer d'utiliser les moyens de pression dont elle dispose sur le régime d'Assad pour le pousser vers une solution politique du conflit.

La position du Luxembourg est claire : tant qu'une transition politique n'a pas commencé en Syrie, sur la base de la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies de 2015 et du communiqué de Genève de 2012, la normalisation des relations avec le régime est prématurée.

Question 4420 (07.06.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**imposition de certains avantages en nature :**

Nombreux sont les employés de banque et d'autres établissements financiers qui profitent de taux préférentiels sur les prêts contractés auprès de leurs employeurs.

Aux termes de l'article 95 L.I.R., ces avantages contractuels obtenus dans le cadre d'une occupation salariée sont à soumettre à la retenue d'impôt à la source sur les salaires.

Un règlement grand-ducal du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (fixation des recettes provenant de l'économie et de la bonification d'intérêts) modifié pour la dernière fois en décembre 2014 et applicable à partir de l'année d'imposition 2015 a fixé le taux d'intérêt de référence à partir duquel l'avantage en nature est apprécié à 1,5 %.

La taxation de l'avantage en nature ne s'applique bien évidemment uniquement si le taux préférentiel est accordé par l'employeur, de sorte que des employés d'instituts financiers se tournent vers d'autres établissements même situés à l'étranger pour « échapper » à la taxation.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget :

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de ces mêmes informations ?

- Monsieur le Ministre constate-t-il une baisse des recettes fiscales perçues via la taxation de cet avantage en nature ? Monsieur le Ministre peut-il nous chiffrer ces recettes sur les dix dernières années ?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faille adapter le cadre réglementaire ?

Réponse (08.07.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les salariés peuvent obtenir de la part de leur employeur une aide financière sous forme d'économie ou de bonification d'intérêts pour des prêts contractés. Le terme « économie d'intérêts » est utilisé dans le cas où l'employeur accorde à son salarié un prêt à un taux d'intérêt plus favorable que le taux de référence qui est actuellement fixé à 1,5 %. Le terme « bonification d'intérêts » est utilisé dans le cas où l'employeur rembourse une partie ou l'intégralité des intérêts payés par le salarié pour le compte du prêt souscrit par ce dernier en son nom.

L'économie ou la bonification d'intérêts est considérée comme un revenu provenant d'une activité salariée et constitue un avantage en nature imposable.

Néanmoins, la loi sur l'impôt sur le revenu prévoit l'exemption de l'impôt sur le revenu d'une partie des recettes provenant de l'économie ou de la bonification d'intérêts. Ainsi, lorsque les conditions sont remplies, le salarié obtient l'exemption de l'impôt sur le revenu d'une tranche de 3.000 euros par année des recettes de l'économie ou de bonification d'intérêts, tranche qui est doublée en cas d'imposition collective ou en cas de contribuable salarié monoparental.

Une estimation précise de l'impact fiscal de cette exemption s'avère difficile, de sorte qu'uniquement une estimation approximative est possible.

Selon une estimation en se focalisant sur les établissements bancaires de 2014 à 2020, le déchet fiscal annuel varie entre 3,1 millions d'euros et 4,6 millions d'euros.

Il ne s'avère pas approprié d'adapter le cadre réglementaire.

Question 4421 (07.06.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **canicules :**

Les canicules sont de plus en plus fréquentes et mettent également en danger les vies humaines. Les personnes atteintes de maladies chroniques, en particulier, courent le risque de succomber à la mort par la chaleur.

Chaque année depuis 2003, le Gouvernement luxembourgeois attire l'attention sur le « Plan canicule ». Un dépliant, disponible en plusieurs langues, informe sur les règles de conduite importantes, dont il faut tenir compte en cas de forte chaleur.

Néanmoins, le changement climatique contribue de manière significative à l'aggravation des canicules, comme l'a récemment démontré une étude de « The Lancet ». Ainsi, la mortalité liée à la chaleur chez les personnes âgées de plus de 65 ans a augmenté de 53,7 % dans le monde entre 2000 et 2018. Et 37 % de tous les décès dus à la chaleur au cours des trois dernières décennies n'auraient pas eu lieu sans le changement climatique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien de décès dus à la chaleur y a-t-il eu au Luxembourg chaque année depuis 2003, ventilés par catégorie d'âge ?

2) Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations sur les lieux où les décès dus à la chaleur se sont produits, par exemple à la maison, dans la voiture, à l'extérieur, etc. ?

3) Combien de cas de déshydratation ont été enregistrés au Luxembourg depuis 2003 ?

Réponse (05.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le registre des causes des décès n'est pas une source suffisamment discriminante pour identifier de manière univoque et exhaustive les décès dus à la chaleur. Cependant, y sont documentés les décès suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Sur base de la réponse à la question 1, l'on recense :

- 3 décès à domicile,
- 2 décès à l'hôpital,
- 1 décès en établissement collectif,
- 1 décès sur la voie publique,
- 1 décès en un autre lieu.

ad 3) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de données permettant de répondre à cette question.

Question 4422 (07.06.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**utilisation de canons à son par les gardes-frontières européennes :**

La crise du Covid-19 ayant fait chuter l'afflux migratoire en Europe durant un certain temps, il est très probable que le nombre de réfugiés reverra un développement vers la hausse.

Selon des reportages récents (DW, Tagesschau), l'Union européenne se serait dotée de moyens digitaux pour mieux assurer la protection de ses frontières. Ainsi, en Grèce, la police à la frontière gréco-turque déploierait des canons sonores afin de repousser les vagues de migrants et réfugiés irréguliers qui tentent de franchir la frontière. D'autres moyens technologiques prévus seraient des caméras et des drones pour observer la frontière et l'exploitation d'intelligence artificielle pour procéder à des interrogatoires. Selon DW, l'Union européenne aurait planifié d'investir un montant important entre 2021 et 2027 dans ces infrastructures que certaines publications de presse qualifient de « forteresse digitale ».

D'après les informations, les canons sonores, nommés « LRAD - Long Range Acoustic Device » concentrent des faisceaux à haut décibel, pouvant atteindre jusqu'à 162 dB en volume. Étant donné que la santé d'une personne peut souffrir des troubles auditifs dès 85 dB voire moins, le volume maximal des canons sonores pourrait, selon les rapports afférents, créer des bruits douloureux, désorienter les personnes et causer une multitude de sévères problèmes de santé et lésions corporelles aux victimes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Est-il vrai que de tels canons sonores sont utilisés à la frontière gréco-turque ?

2) Dans l'affirmative, comment ces moyens ont-ils été financés ?

3) Encore dans l'affirmative, qui contrôle l'exploitation de ces moyens ?

4) Quels investissements sont prévus au niveau de l'Union européenne afin de surveiller les mouvements migratoires jusqu'à 2030 ?

5) Monsieur le Ministre est-il favorable à un financement de telles mesures répressives ?

6) Considérant les conséquences que peuvent avoir les canons sonores sur la santé des victimes - qui en assume la responsabilité ?

Réponse (29.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) + 2) Il est renvoyé à la réponse de la question parlementaire n° 4397 du 2 juin 2021.

ad 3) + 6) Le contrôle de l'exploitation ainsi que la responsabilité incombent aux autorités grecques qui, d'après nos informations, sont les seules à utiliser des canons à son.

ad 4) Dans le contexte du cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'UE, les dépenses dans le domaine de la gestion des frontières s'élèveront en total à 12,7 milliards d'euros. De ce montant, 7,2 milliards d'euros seront alloués aux agences décentralisées, y compris l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (eu-LISA), et 5,5 milliards d'euros seront alloués au nouveau Fonds pour la gestion intégrée des frontières qui soutiendra les États membres entre autres dans leurs efforts de gestion et sécurisation des frontières extérieures, y compris à travers les systèmes informatiques à grande échelle.

Notons que les dépenses allouées à Frontex couvrent entre autres l'acquisition d'équipements dans le contexte des opérations conjointes que Frontex coordonne et organise pour aider les États membres aux frontières extérieures, y compris dans les situations d'urgence humanitaire et de sauvetage en mer.

ad 5) Le ministre est clairement opposé à l'utilisation de moyens pouvant remettre en cause le principe de non refoulement ainsi que le droit à demander une protection internationale au sein de l'Union européenne.

Question 4423 (07.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **propos d'un membre du Gouvernement concernant l'obligation scolaire :**

Den Här Schoulminister huet viru Kuerzem op Twitter geschriwwen: „Mäi Message un iech Jonk ass: Gitt op d'Strooss freides, a vu méindes bis freides brauche mer iech awer och an den Handwierksbetriber, fir Solaranlagen ze montéieren, elektresch Bornen opzeriichten, fir Elektroautoen. Fir Fassaden ze isoléieren."

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Fro un den Här Schoulminister:

- Wéi ass dem Här Minister säin Opruff, déi Jonk sollte freides op d'Strooss goen a vu méindes bis freides op de Baustellen hëllefen, mat der allgemenger Schoulflicht hei zu Lëtzebuerg vereenbar? Wier et net besser, d'Schüler géifen op hirem schoulfräie Samschdeg op d'Stroosse goen?

Réponse (13.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den honorabelen Här Deputéierte verweist a senger Äntwert op eng Twitternoriicht, vun där ech net den Auteur sinn. Well den Déngscht um Bierger, deen Dir als Deputéierte vertrëtt, eis awer um Häerz läit, hu meng Servicer sech d'Méi gemaach, fir ze recherchéieren, wien den honorabelen Deputéierte mat senger Fro viséiert hat, an erausfonnt, datt wuel eng Twitternoriicht vum Här Energieminister gemengt war.

Den honorabelen Här Deputéierten huet ouni Zweifel Verständnis dofir, datt ech mer net umoossen, de Message vum Här Energieminister ze interpretéieren.

Ofschléissend wëll ech festhalen, dass d'Obligatioun fir an d'Schoul ze goen an d'Ausübe vu gesellschaftleche Rechter, wéi d'Demonstratiounsrecht, net per se inkompatibel sinn. An engems ass et awer och esou, datt d'Demonstratiounsrecht d'Schoulflicht net automatesch dierf a kann aushielegen.

Question 4424 (07.06.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **avis demandés aux communes :**

Récemment, les communes du pays ont été sollicitées pour la rédaction de deux avis. Il s'agit d'une part d'un avis concernant le Plan national de la qualité de l'air, qui vient d'être approuvé par le Conseil de Gouvernement. D'autre part, un avis a été demandé aux communes au sujet des quatre plans d'actions contre le bruit. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3587, la Ministre de l'Environnement a expliqué la procédure suivie dans ce dernier cas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Concernant le Plan national de qualité de l'air, l'Administration de l'environnement a communiqué avoir obtenu neuf avis issus de communes. Madame la Ministre peut-elle me dire s'il a été tenu compte de ces avis ? Dans l'affirmative, de quelle manière ont-ils été intégrés dans le Plan national de la qualité de l'air ? Les communes concernées seront-elles informées des suites données à leur avis ?

- Les communes ont également été invitées à formuler un avis concernant les quatre plans d'actions antibruit qui ont été à la disposition du public dans les différents établissements communaux du pays. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me dire combien d'avis ont ainsi été réceptionnés ? De quelle manière est-ce que le Gouvernement entend tenir compte de ces différents avis ? Les communes seront-elles informées des suites données à leur contribution ?

Réponse commune (07.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- La consultation du public par rapport au Plan national de la qualité de l'air a été menée entre le 13 janvier et le 13 mars 2021, au cours de laquelle chaque citoyen ou organisation a eu l'opportunité de donner son avis sur le projet[11]. Au total, 20 avis

[11] Ceci a été effectué conformément aux dispositions de l'article 26 du règlement grand-ducal modifié du 29 avril 2011 portant application de la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

ont été recueillis par l'Administration de l'environnement. Parmi ceux-ci, neuf avis émanent de communes ou de municipalités, notamment Clervaux, Dippach, Dudelange, Grevenmacher, Luxembourg, Roeser, Schuttrange, Walferdange et Wiltz. L'Administration de l'environnement prend en compte toutes les observations, bien que toutes ne conduisent pas nécessairement à une modification du plan. Certains avis expriment leur accord ou désaccord avec certains éléments du plan. En outre, certaines suggestions ne peuvent être réalisées immédiatement car elles dépassent le cadre du plan. Dans la mesure du possible, les suggestions sont reprises dans le plan ou analysées en vue de leur éventuelle prise en compte dans le prochain cycle du plan. Après l'approbation finale du plan par le Conseil de Gouvernement, toutes les communes qui ont soumis leurs avis dans les délais recevront des réponses individuelles par l'Administration de l'environnement.

En particulier, plusieurs demandes ont été formulées dans les avis pour que des mesurages soient effectués sur des tronçons de route spécifiques qui seraient particulièrement touchés par la question de la qualité de l'air. L'Administration de l'environnement examine régulièrement l'efficacité du réseau de mesurage, notamment au moment de la réalisation de ce plan. Les indications provenant des avis seront prises en compte à cet égard. Par ailleurs, l'Administration de l'environnement organise des campagnes de mesurage du NO_2 dans le cadre du pacte climatique 2.0 auquel toute commune peut participer.

En outre, il a été demandé si l'Administration de l'environnement pouvait préparer un guide pour une meilleure qualité de l'air dans les communes. La stratégie MoDu 2.0 contient déjà de nombreux éléments permettant d'améliorer la qualité de l'air au niveau local. Outre la mise en œuvre de la stratégie MoDu 2.0, un support spécifique sur la qualité de l'air à l'adresse des communes est une approche intéressante qui a été reprise dans le plan.

Les avis expriment également à plusieurs reprises leur soutien à certaines mesures incluses dans le plan. Une mention particulière a été faite au sujet de la promotion de la mobilité active et de l'électromobilité. Les mesures qui améliorent la qualité de vie dans les villages ont été accueillies positivement. Les zones de 30 km/h, les « shared spaces » et la promotion de pistes cyclables ont été accueillis favorablement. D'autre part, l'impact sur les groupes financièrement faibles en raison de leur dépendance de la voiture, la situation difficile du trafic transfrontalier, la situation du logement ainsi que la croissance économique ont été remis en question. Nombre de ces mesures sont mises en œuvre soit au niveau local, soit dans le cadre d'autres plans stratégiques nationaux. Dans ce domaine, l'Administration de l'environnement joue un rôle consultatif.

Enfin, un graphique a été mis à jour dans le plan d'après une suggestion d'une commune.

- La procédure d'élaboration des plans d'action contre le bruit (route, rail, aéroportuaire et agglomération) comprend une enquête publique qui est exigée par la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit. Pour le dernier cycle des plans d'action, cette enquête publique a été lancée le 30 septembre 2020, accompagnée de deux webinaires d'information. Dans ce contexte, les collèges du bourgmestre et des échevins de toutes les communes ont été invités à rendre leur avis quant aux plans d'action après que le projet ait été déposé pendant 60 jours dans la maison communale où le public a pu en prendre connaissance et soumettre ses observations et suggestions par écrit. Les plans ont également pu être consultés en ligne sur le site de l'Administration de l'environnement. Par la suite, ces observations ainsi que l'avis du conseil communal ont dû être transmis aux autorités au plus tard 60 jours après la fin de la période d'affichage, à savoir le 14 février 2021 au plus tard.

L'Administration de l'environnement a reçu 45 avis communaux, dont 23 avis étaient favorables et sans commentaires particuliers. Parmi les autres avis, la plupart fait référence à des commentaires et doléances spécifiques. 26 communes indiquent explicitement qu'elles n'avaient reçu aucune observation du public. L'enquête a aussi donné lieu à des observations de la part de certaines ASBL et personnes privées, qui ont été annexées aux avis communaux ou directement envoyées aux services de l'Administration de l'environnement.

Les avis ont tous été analysés en détail et un nombre d'observations sur les mesures présentées dans les plans, de même que des remarques demandant des clarifications, ont pu être directement adressées dans les plans respectifs.

Les mesures supplémentaires proposées lors de l'enquête publique ont été recueillies et seront renvoyées pour discussion dans les différents groupes de travail bruit afin d'analyser leur éventuelle prise en compte dans le prochain cycle des plans d'action ou pour leur donner une autre suite. D'autres commentaires qui portent sur des projets individuels plutôt que les plans d'action en tant que documents de politique nationale, sont transmis directement aux instances compétentes pour attribution. Il convient de noter que la reprise de certaines suggestions dépend d'un nombre de facteurs, tels que, entre autres, la faisabilité, les résultats de la priorisation et le rapport coût-efficacité. Une grande partie des mesures supplémentaires proposées concernent d'éventuels projets d'infrastructure. Au total, 90 propositions de nouvelles mesures d'infrastructure ont été recueillies.

Après l'approbation finale des quatre plans d'action par le Conseil de Gouvernement, un résumé de l'enquête publique, des observations reçues ainsi que des actions prises et envisagées sera envoyé aux communes qui ont participé à l'enquête publique.

Question 4425 (07.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**intégration :**

Enn Januar gouf an der Chamber iwwer dat neit Integratiounsgesetz debattéiert. Bei där Debatt hat d'Madamm Integratiounsminister gesot, et sollt een als Lëtzebuerger net vun de Mënschen, déi bei eis an d'Land kommen, verlaangen, sech unzepassen. D'Madamm Minister hat an deem Zesummenhank d'Fro opgeworf, ob de Begréff „Integratioun" iwwerhaapt nach zäitgemäiss wier, ob et net éischter misst drëm goen, sech „géigesäiteg kennenzeléieren a gemeinsam ee Lëtzebuerg ze schafen".

De Konzept „Integratioun" sollt also duerch de Konzept vum „vivre-ensemble" ersat ginn. Dobäi steet am Koalitiounsaccord vun 2018 ganz kloer: « L'intégration et l'inclusion socioculturelle seront au cœur de l'action gouvernementale. » An och: « Afin d'améliorer l'intégration de tous les non-Luxembourgeois résidant sur le territoire national, les moyens nécessaires seront mis à disposition du Ministère ayant l'intégration dans ses attributions pour mettre en œuvre le Plan d'action national d'intégration (PAN). »

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Integratioun:

1. Kënnt Dir preziséieren, ob de Begréff „Integratioun" och weiderhin am politeschen Diskurs vun der Regierung bestoe bleift? Wann dat net de Fall sollt sinn: Ginn et Iwwerleeungen an der Regierung, fir de „Ministère de l'Intégration" an Zukunft ëmzebenennen?

2. Wéi gesäit d'Madamm Minister an Zukunft d'Roll, d'Aufgaben an d'Ziler vum Integratiounsministère?

3. Ugesiichts vun der A-Fro-Stellung vum Begréff „Integratioun": Wéi wëll d'Madamm Minister sécherstellen, datt an Zukunft déi zentrifugal Elementer an eiser Gesellschaft net Iwwerhand huelen iwwer déi zentripetal Elementer, also déi Elementer, déi eng Gesellschaft zesummenhalen?

Réponse (01.07.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. + 2. Am Moment ass d'Phas vun der Consultatioun amgaangen, fir dat modifizéiert Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwer d'Integratioun vun den Auslänner zu Lëtzebuerg ze iwwerschaffen. Aus enger Rei vun Avisen, déi op Demande vum Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun vun den Acteuren um Terrain geschriwwe gi sinn, an déi och um Internetsite vum Ministère verëffentlecht sinn, geet ervir, datt de Begréff „Integratioun" ëfters a Fro gestallt gëtt. De Begréff vum „Zesummeliewen" spigelt, villen Acteuren no, d'Situatioun besser erëm vum géigesäitegen Engagement vun alle Matbierger, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a schaffen. Soulaang de Prozess vum Iwwerschaffe vum Gesetz awer nach net ofgeschloss ass, leet d'Regierung sech net fest, wéi e Begréff an Zukunft am politeschen Diskurs soll benotzt ginn. Och d'Froen no enger eventueller neier Bezeechnung a vun eventuellen neien Aufgaben a Ziler vum zoustännege Ministère stellen sech am Moment nach net.

ad 3. D'Uleies vum Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun ass, datt d'Leit hei zu Lëtzebuerg, ob si hei wunnen oder nëmmen hei schaffen, gutt kënnen zesummeliewen. D'Programmer, d'Projeten an d'Initiativë vum Ministère, am Zesummespill mat anere Ministèren, de Gemengen, de Veräiner, den Entreprisen an all aneren engagéierten Acteure wäerten ëmmer sécherstellen, datt d'Leit zesummegefouert ginn an net ausernee gedréckt ginn. D'Consultatioun fir dat neit Gesetz spillt an deem Kontext och eng wichteg Roll.

Question 4426 (07.06.2021) de **Mme Cécile Hemmen** et **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **soumission publique européenne concernant le RGTR :**

Étant donné que les contrats de concessions du réseau RGTR expirent fin 2021, une soumission publique européenne a été lancée pour l'attribution des différentes lignes du réseau RGTR. Cette soumission était annoncée dans le programme gouvernemental.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il nous dire à quelle étape de la procédure se situe actuellement cette soumission publique européenne ? Quand est-ce que les résultats seront communiqués au public ?

- Combien d'entreprises, luxembourgeoises et étrangères, ont participé à cette soumission ? En combien de lots était subdivisée la soumission ? Combien d'entreprises ont été retenues ?

- Quelles mesures ont été prises dans le cadre de cette soumission pour protéger les entreprises de transport nationales par rapport à de grands groupes étrangers ?

Réponse (18.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

35 entreprises, dont 30 entreprises luxembourgeoises et 5 entreprises étrangères ont participé à la soumission pour l'exploitation des services de transports publics RGTR, qui a été divisée en 32 lots.

Y sont compris tous les participants, donc également les sous-traitants d'un soumissionnaire principal ou un groupement d'opérateurs économiques dans le cas d'une offre collective.

Les étapes clés de la soumission « RGTR » ont été les suivantes :

- Après un examen approfondi des offres reçues, l'adjudication pour les 32 lots composant ce marché a été déclarée en date du 31 mars 2021.

- Ces décisions ont été transmises le 1er avril 2021 aux adjudicataires ainsi qu'à tous les soumissionnaires non retenus soit parce qu'ils n'avaient pas remis l'offre économiquement la plus avantageuse soit parce qu'ils ont dû être écartés pour ayant remis une offre jugée irrégulière.

S'ouvre alors le délai de dix jours appelé « standstill » prévu par la législation relative aux marchés publics et permettant aux soumissionnaires non retenus ou écartés de déposer au Tribunal administratif un recours en référé pour demander le sursis à exécution des décisions d'attribution ainsi qu'un recours au fond demandant l'annulation de la décision de rejet de leurs offres et des décisions d'attribution. Quatre entreprises ont déposé un recours et deux requêtes ont abouti au sursis à exécution des décisions d'attribution par ordonnance du premier vice-président du Tribunal administratif en date du 26 mai 2021. À noter que dans ces affaires, le recours au fond est toujours pendant devant la juridiction administrative. Cette décision vise 10 des 32 lots. Je ne peux donc à ce stade pas encore me prononcer sur un résultat définitif concernant l'attribution de ces lots.

- L'exploitation des lignes de bus des 22 lots restants va être assurée finalement par 18 entreprises luxembourgeoises ; la signature des contrats de service public y afférents pourra être faite après la promulgation de la loi spéciale relative au financement de l'exploitation des services publics d'autobus.

Étant donné que cette soumission est une procédure de mise en concurrence publique européenne relevant du Livre III de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, il est de mon obligation de traiter tous les soumissionnaires de manière égalitaire, quel que soit le lieu de leur établissement.

Question 4427 (07.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **voie supplémentaire sur l'autoroute A6 :**

Op der belscher Autobunn E411 gouf virun zwee Joer eng véiert Fuerspuer fir Busser, Taxien an Autoe mat dräi oder méi Leit a Betrib geholl. Dës Mesure hat zum Zweck, Covoituragen ze ënnerstëtzen an domat de Verkéier op der Autobunn laangfristeg ze reduzéieren. An engem Interview mam „Luxemburger Wort" huet den Här Minister ugekënnegt, dës zousätzlech Fuerspuer och op der Lëtzebuerger A6 a Richtung belsch Grenz anzeféieren, woubäi déi nei Spuer op déi lénks Säit vun der Autobunn komme misst (Source: Morgan Kuntzmann: „In die Länge gezogen", LW vum 4.6.2021)

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Wéi soll dës Mesure konkreet ëmgesat ginn? Hu mer et dono bei der A6 nach mat enger Autobunn am internationale Sënn ze dinn?

2. Wéi eng Implikatioune wäert dës zousätzlech Fuerspuer fir Autoe mat manner wéi dräi Leit, besonnesch awer fir Police, CGDIS an Ambulanzen hunn? Sinn Auswäichméiglechkeete virgesinn?

3. Ass virgesinn, dëse Modell och op aneren Autobunnen hei am Land anzeféieren?

4. Ginn et Studien, déi beleeën, datt duerch esou eng zousätzlech Fuerspuer den Trafick op den Autobunnen effektiv ofhëlt?

Réponse (13.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. All infrastrukturell Mesure gëtt konform zu den applizéierbaren technesche Reegelwierker ëmgesat, woubäi all Ännerungen den Ufuerderunge vun enger Autobunn entsprieche mussen. Et sief an deem Zesummenhang op d'Pressekonferenz vum 6. Mee 2019 verwisen, wou d'Detailer vun dem Konzept mat den technesche Contrainten duergestallt sinn.

ad 2. Duerch eng Verbreedung vun der Standspuer, gëtt de Säiteraum vergréissert, deen et da weiderhin erméiglecht, eng Rettungsgaass ze bilden an den Interventiounsgefierer erlaabt am Fall vu Stau, déi accidentéiert Gefierer ze erreechen. D'Reegele vun der Rettungsgaass aus dem Code de la route bleiwen applikabel a musse vun den Usagere respektéiert ginn.

ad 3. Am Hibléck op d'Strategie vun enger nohalteger Mobilitéit Modu 2.0, mat hiren Objektiver vun engem optimiséierte Benotzungsgrad vun de Gefierer op de lëtzebuergesche Stroossen, vill Persounen amplaz vu ville Gefierer ze transportéieren, soll de Covoiturage-Prinzip a Kombinatioun mat dem optimiséierte Buskonzept op den Autobunnen och op weideren Autobunnsstrecken ëmgesat ginn. Mat Hëllef vun der nächster Generatioun vun der dynamescher Beschëlderung, wäert eng flexibel Spueregestioun duerch de CITA méiglech sinn. Duerch eng dann „dynamesch Spueraffektatioun", kann d'Affektatioun vun den eenzele Spueren dann un déi jeeweileg Verkéierssituatioun ugepasst ginn. Deementspriechend ka bei héijer Taktfrequenz a bei ville Buslinnen op enger Autobunn eng Spuer exklusiv fir den ëffentlechen Transport reservéiert ginn, respektiv zu aneren Zäiten oder op anere Strecken nëmme fir de Covoiturage oder fir Camionen (am Wanter).

ad 4. Säit iwwer zéng Joer huet den Autobunnsreseau zu Lëtzebuerg, bedéngt duerch de Pendler-, Transit-, Vakanzen- a Lokalverkéier zu de Spëtzestonnen d'Saturatioun erreecht. All Mesure, déi zu enger Verflëssegung vum Verkéier féiert, sief dat d'Pilotprojete vun der Zoufaartsdoséierung op der Areler Autobunn, d'Modulatioun vun der Vitess op der Areler Autobunn an eeben och en Covoiturage hëlleft, fir d'Stausituatioun op de lëtzebuergeschen Autobunnen anzedämmen. Et ginn effektiv och Studien zu dësem Theema, déi all Facettë vun dem Konzept beliichten. Duerch déi komplett ënnerschiddlech Approchë vun den eenzele Länner, mat Standspuernotzung, Normal- oder Iwwerhuelspuernotzung, komplett separate Spueren, net zu 100 % iwwerwaachte Sektiounen, statescher oder dynamescher Signalisatioun a Reglementatioun, ganz verschiddene Kategorië vun Notzer (2+, 3+, Taxi, Moto, Bus, etc.), ass et awer schwéier e Verglach ze zéien. Et kann een awer haut soen, dass sech duerch d'Schafe vun esou Spuere längerfristeg eng Verhalensännerung nëmmen dann astellt, wann d'Konzept um Terrain konsequent iwwerwaacht gëtt.

Question 4428 (07.06.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **demandeurs de protection internationale afghans :**

Den Här Bausseminister gouf an zwee rezenten Interviewen, dovun ee mam Radiosender 100,7 an ee mat der Emissioun „Invité vun der Redaktioun" op der Antenn vun RTL, dorop ugeschwat, datt no Ausso vun der ONG „Passerell" 2020 61 % vun den DPIen aus Afghanistan en negativen Avis fir en Openthalt zu Lëtzebuerg ausgestallt kritt hätten. Den Här Bausseminister huet doropshin ausgefouert, datt et sech ëm Leit handelt, déi tëschent 2015 an 2020 hir Demande gestallt hätten, also zu enger Zäit, wou d'Lëtzebuerger Arméi sech am Kader vun der „Resolute Support"-Missioun selwer nach am Afghanistan opgehalen huet, fir zur allgemenger Sécherheet bäizedroen. Op der Antenn vun RTL huet den Här Bausseminister ausgefouert, datt Lëtzebuerg säit 2015 keen ofgeleenten DPI méi an den Afghanistan zeréckgefouert hätt. Am Interview mam Radiosender 100,7 huet den Här Bausseminister eng änlech Ausso virgeholl, mee hei huet hie betount, datt hien dës Politik scho säit sengem Untrëtt als Minister am Joer 2004 praktizéiert.

Den Här Bausseminister huet (a béiden Emissiounen) weider zu Protokoll ginn, datt all déi Leit, deenen hir Demandë fir en Asylstatut ofgeleent gi sinn, net kënnen als DPIe consideréiert ginn, mee datt si dës Decisioun an zwou Instanze vun de Verwaltungsgeriichter kéinten iwwerpréiwe loossen. Zousätzlech verweist den Här Bausseminister drop, datt och Leit, deenen hir Demande rechtsstaatlech ofgewise gouf, sech hei am Land kënnen ophalen, mee datt si selwer fir hire Liewensënnerhalt verantwortlech sinn. Um Schluss vum Interview mam Ra-

diosender 100,7 betount den Här Bausseminister schlussendlech, datt hie selbstverständlech d'Urteeler vun de Geriichter an esou Froe géif akzeptéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen :

1. Wéi vill vun deene Leit aus dem Afghanistan, déi säit 2004 zu Lëtzebuerg Asyl gefrot hunn, hunn sech scho virdrun an engem EU-Staat oder engem aneren, sécheren Drëttstaat opgehalen? Kann d'Regierung eng tabellaresch Opschlësselung vun deenen eenzele Länner presentéieren?

2. Wéi vill vun deenen DPIen aus dem Afghanistan, fir déi am Kader vum Dublin-III-Vertrag en aneren EU-Staat zoustänneg ass, goufen un déi zoustänneg Autoritéiten zeréck iwwerstallt? Kann d'Regierung eng tabellaresch Opschlësselung vun deenen eenzele Länner presentéieren? Kann d'Regierung elaboréieren, wat d'Ursaache wieren, falls sech verschiddener vun deene Leit weiderhin zu Lëtzebuerg ophalen?

3. Ginn et DPIen aus dem Afghanistan, fir déi nom Dublin-III-Vertrag en aneren EU-Staat zoustänneg wier, déi sech nach hei am Land ophalen a weiderhi Leeschtunge vum Staat Lëtzebuerg bezéien, souwuel ënner Form vu Geldzouwendungen, wéi och materiellen Zouwendungen, zum Beispill den Openthalt an engem Foyer?

4. Kann d'Regierung preziséieren, ob säit 2004 oder säit 2015 keen ofgeleenten DPI méi an den Afghanistan zeréckgefouert gouf? Wann d'Äntwert op dës Fro „säit 2004" ass, kann d'Regierung da betounen, wat d'Ursaache fir dës Politik sinn? Falls d'Äntwert op dës Fro „säit 2015" ass, kann d'Regierung dann d'Ursaache fir dës Zäsur elaboréieren an d'Zuele vun de Réckféierunge vun 2004 bis 2014 presentéieren?

5. Wéi ass et méiglech, datt säit 2004 respektiv 2015 keen DPI méi an den Afghanistan zeréckgefouert gouf, obwuel ënner anerem och d'Lëtzebuerger Arméi, am Kader vun enger multinationaler Sécherheetsforce, all déi Joren do stationéiert war, fir d'ëffentlech Sécherheet ze garantéieren? An der Äntwert op meng Fro Nummer 4093 huet den Här Bausseminister de Succès vun dëser Missioun follgendermoosse beschriwwen: „Donieft huet den Engagement vun der NATO a vun der Europäescher Unioun am Afghanistan dozou bäigedroen, gesellschaftlech Fortschrëtter ze erreechen, besonnesch wat d'Rechter vun de Fraen, vun de Kanner a vun de Minoritéiten ugeet. Déi politesch Ziler am Beräich vun der Demokratie, der Rechtsstaatlechkeet oder de Rechter vun de Fraen, vun de Kanner a vun de Minoritéiten, gi weiderhi verfollegt, notamment am Kader vun der gemeinsamer Baussen- a Sécherheetspolitik vun der EU."

6. Den Här Bausseminister huet sech an deenen uewen zitéierten Interviewen zur Rechtsstaatlechkeet bekannt an d'Decisioune vu senge Fonctionnairen an deem Dossier kloer verdeedegt. Weider betount hien, wéi uewen ausgefouert, d'Urteeler vun de Geriichter ze akzeptéieren. Wéi passt dës Ausso mam Fait zesummen, datt säit 2004 respektiv 2015 keen DPI méi an den Afghanistan zeréckgefouert gouf? Gesäit d'Regierung hei net en däitleche Widdersproch an deenen zwou Aussoe vum Här Bausseminister?

7. Wéi steet d'Regierung dozou, datt aner EU-Staate Leit an den Afghanistan zeréckféieren?

8. Gesäit d'Regierung et als eng human Approche, fir Leit och dann net zeréckzeféieren, wann si keng Aussicht hunn, fir hei kënnen eng endgülteg Openthaltsgeneemegung ze kréien? Wier et net méi am Sënn vun deene betraffene Leit, fir si zeréckzeféieren, fir hinnen nees eng kloer Perspektiv a Plangbarkeet an hirem Liewen ze erméiglechen, ëmsou méi, well si an hirem Land gebraucht ginn?

9. Iwwer wéi eng gesetzlech Méiglechkeete verfüge Leit, deenen hiren Asylstatus souwuel vun den zoustännegen Autoritéiten am Bausseministère wéi och de Verwaltungsgeriichter ofgeleent gouf, fir zu Lëtzebuerg legal enger cotisatiounsflichteger Aarbecht nozegoen? Kréien si nach op direktem oder indirektem Wee Leeschtunge vum Staat vu finanzieller oder materieller Natur? Gëtt et Leit, déi eigentlech hätten d'Land misse verloossen, well si hei keen Openthaltsrecht kruten, déi nach a Foyeren oder Sozialwunnenge liewen?

10. Kann d'Regierung opschlësselen, wéi vill Leit sech aktuell zu Lëtzebuerg ophalen, déi säit dem Joer 2004 eng Demande fir en Asylstatus gestallt hunn, déi awer d'office net ausgewise ginn. Dëst souwuel fir den Afghanistan wéi och déi aner Länner? Wéi vill vun deene Leit ginn, am Sënn vun der Fro virdrun, enger bezuelter Aarbecht no? Wéi vill vun deene Leit befannen sech an enger Beschäftegungsinitiativ vum Staat oder de Gemengen?

11. Wéi vill vun deene Leit, deenen hir Demande fir en Asylstatus endgülteg refuséiert gouf, déi awer d'office net ausgewise ginn, dëst souwuel fir den Afghanistan wéi och fir déi aner entspriechend Länner, si säit 2004 mam Gesetz a Konflikt geroden?

Réponse commune (08.07.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Signalementer (Hits) am Eurodac-System ginn eréischt säit Mäerz 2017 informatesch an der Datebank vum Ausseministère erfaasst. Persoune mat engem Hit hunn entweeder eng Demande an engem anere Memberstaat gemaach oder sinn do bei enger illegaler Grenziwwerschreidung kontrolléiert ginn. An deem Sënn ware vu 491 Afghanen, déi zu Lëtzebuerg tëschent Mäerz 2017 a Mee 2021 internationale Schutz ugefrot hunn, der 221 am Eurodac-System erfaasst.

ad 2. Säit 2013, wou d'Dublin-III-Reglement a Kraaft getrueden ass, si 45 afghanesch Persounen, déi internationale Schutz am Grand-Duché ugefrot hunn, an een anere Memberstaat transferéiert ginn. D'Grënn, wisou aner Persounen eventuell net transferéiert gi sinn, si ganz villfälteg, wéi zum Beispill, dass Lëtzebuerg sech fir d'Analys vun enger Demande responsabel erkläert huet oder den Delai vum Transfert ofgelaf ass. Aner Persoune sinn awer och vum selwen an de concernéierte Memberstaat zeréckgaangen.

ad 3. Soulaang eng Persoun, déi an der Asylprozedur ass, nach net an de concernéierte Memberstaat iwwerstallt gouf, fält si ënnert d'Accueilsgesetz vun 2015 an huet domat divers Hëllefe vum Staat zegutt. Dat selwecht gëllt och fir Persounen, fir déi Lëtzebuerg zoustänneg ginn ass, fir d'Demande op internationale Schutz ze analyséieren.

ad 4. Souwäit d'Zuele réckbléckend disponibel sinn, ass säit 2007 eng Persoun an den Afghanistan zeréckgefouert ginn. Parallell sinn zwielef Persoune fräiwëlleg an den Afghanistan zeréckgaangen.

ad 5. - 7. Am Asylgesetz vun 2015 ass en Automatismus virgesinn, dass all Demande op internationale Schutz, déi ofgewise gëtt, mat enger „décision de retour" verbonnen ass. Allerdéngs gëtt doropshin eng Analys gemaach, ob d'Persoun trotz dem Refus an hiert Heemechtsland kann a soll zeréckgefouert ginn oder net. Dobäi kënnt, datt verschidde Persounen, deenen hir Demande op internationale Schutz refuséiert gouf, legal am Land sinn, zum Beispill, well si iwwert de Wee vun der Familljenzesummeféierung op Lëtzebuerg komm sinn, an sech no enger ofgewisener Asyldemande op hiert Openthaltsrecht als Familljemember beruffe kënnen. Sou eng differenzéiert Approche gëtt och an anere Memberstaaten applizéiert, wou virun allem Persounen zeréck an den Afghanistan gefouert ginn, déi eng Gefor fir déi ëffentlech Sécherheet duerstellen

ad 8. De Minister kann dës Opfaassung net deelen.

ad 9. Eng Persoun, déi keen internationale Schutz zu Lëtzebuerg kritt, ass net direkt an enger irregulärer Situatioun. Des Weidere verweisen d'Ministeren op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroen 1042 an 2897 vum respektiv 8. August 2019 a 24. September 2020.

ad 10. D'Ministere verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 2897 vum 24. September 2020.

ad 11. Säitens de Justizautoritéite geet aus de Statistiken net ervir, ob eng Persoun, déi mam Gesetz a Konflikt geroden ass, eng Persoun ass, déi eng Demande op internationale Schutz gestallt huet oder net.

Question 4429 (07.06.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **aides étatiques pour l'ONG « Passerelle » :**

D'ONG „Passerell" ass an de leschten Deeg mat enger Rei vun Aussoen zu der Asylpolitik vun der Regierung vis-à-vis vun DPIen aus Afghanistan opgefall. Den Här Bausseminister huet d'Aarbecht vu sengen zoustännege Beamten an deem Dossier doropshin an zwee Interviewen ëffentlech verdeedegt an der genannter ONG virgeworf, „Oppositioun ëm all Präis" wëllen ze maachen.

Duerfir géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

- Erhält déi genannten ONG aktuell Ënnerstëtzung a Form vu Suen oder materiellen Zouwennungen duerch de Staat? Wa jo, vu wéi enger Administratioun an a wéi engem Zesummenhang? Ënnert wéi engem Budgetsartikel fléissen déi Suen, respektiv ëm wéi eng Form vu materiellen Zouwennungen handelt et sech?

Réponse (30.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

D'ASBL „Passerell" kritt aktuell e Subsid vu 5.000 Euro vum Justizministère, iwwert den Artikel 07.0.33.010 „Subsides aux barreaux et autres associations juridiques nationales".

Question 4430 (08.06.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**efficacité du vaccin contre la Covid-19 chez les personnes prenant des immunosuppresseurs :**

Ewéi et aus diverse Berichter vun amerikanesche Medien ervirgeet, géife Leit, déi Immunosuppresseuren huelen, oft net déi néideg Antikierper entwéckelen no hirer Impfung mat engem Impfstoff géint de Covid-19. Ausserdeem hätt ee festgestallt, datt d'Pharmaentreprisen, wéi se hir Impfstoffer getest hunn, Leit, déi immunsuppressiv Medikamenter huelen, als Testpersounen ausgeschloss hunn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung vun dëse Berichter Kenntnis geholl a wat ass hir Positioun dozou?

- Ginn et Etüden an Europa, wou een analyséiert, wéi héich d'Wierkung vun de Covid-19-Impfstoffer bei Persounen, déi Immunosuppresseuren huelen, ass, respektiv wéi vill Antikierper dës Persounen no der vollstänneger Impfung opweisen?

- Wéi vill Prozent vun de lëtzebuergesche Bierger huelen Immunosuppresseuren?

- Wéi vill Immunosuppresseure gi verschriwwen hei zu Lëtzebuerg?

- Am Fall wou sech erausstellt, datt d'Wierkung vun den Impfstoffer bei de Leit, déi Immunosuppresseuren huelen, reduzéiert ass, wat géif dat bedeite fir eis Impfstrategie oder de Green Certificate/Covid-Check-Zertifikat?

- Am Fall wou sech erausstellt, datt d'Wierkung vun den Impfstoffer bei de Leit, déi Immunosuppresseuren huelen, limitéiert ass, wat géif dat fir d'Herdenimmunitéit bedeiten, wëssend datt d'Kanner och bis elo net geimpft ginn?

Réponse (08.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass net ongewéinlech an domat net onerwaart, dass Leit, déi ënnert immunsuppressive Medikamenter sinn, manner gutt op Vaccine reagéieren a manner Antikierper bilden. Et gëtt entre-temps eng Rei klinesch Etüde bei Leit mat immunsuppressiven Traitementer, déi drop hiweisen, dass dës Leit eng drëtt Dosis vum Impfstoff brauchen, an dono awer besser Tauxe vun Antikierper hunn. De Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) huet sech der Thematik ugeholl an den 2. Juli 2021 een Avis erausgi fir dës zousätzlech Impfung. Dësen Avis mécht och Referenz op déi uewe genannten Etüden. D'Regierung wäert sech an deenen nächsten Deeg dozou positionéieren.

D'Tabell 1 weist d'Evolutioun vun de Patienten, déi an de Joren 2018 bis 2020 e Remboursement vun engem Immunsuppressiva kritt hunn. Dës Zuele beinhalte just déi Medikamenter, déi an enger ëffentlecher Apdikt verkaf gi sinn. D'Medikamenter, déi direkt an de Spideeler un d'Patiente verdeelt gi si wärend hirem Spidolsopenthalt, sinn net an dësen Zuelen dran. Et ass och wichteg ze soen, dass de Verkaf net ka gläichgesat gi mam Verbrauch.

Tabell 1: Evolutioun vun de Patienten, déi an de Joren 2018 bis 2020 e Remboursement vun engem Immunsuppressiva kritt hunn[12]

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Quell: Administrativ Date vun der Gesondheetskeess, Rechnung IGSS.

D'Zuel vun de Patienten, déi déi lescht dräi Joer en Immunsuppressiva kaaft hunn, ass relativ staark geklommen: + 8,0 % vun 2018 op 2019 a + 4,1 % vun 2019 op 2020. Wann een dës Patientenzuel mat der Gesamtbevëlkerung vergläicht, da stellt ee fest, datt am Joer 2020 zum Beispill 0,76 % vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung Immunsuppressiva kaaft hunn. Dëse Prozentsaz ass relativ stabel iwwert déi lescht Jore gekuckt.

De Gesondheetsministère huet keng Statistiken iwwert d'Zuel vun de Leit, déi esou Medikamenter huelen, nach iwwert de genauen Typ vu Medikamenter oder d'Dosis, déi verschriwwe gëtt, an déi och eng grouss Influenz op d'eventuell Immunsuppressioun huet. Dofir muss d'Identifikatioun vun dëse Patienten iwwert hir jeeweileg Doktere geschéien, wéi dat jo och schonns bei de vulnerabele Patiente wärend de Phasen 2-5 vun der Impfstrategie de Fall war. D'Doktere kréien elo kuerzfristeg matgedeelt, wéi si déi betraffe Leit kënne fir déi drëtt Dosis Vaccin aschreiwen.

Dëst huet elo awer keen direkten Impakt op den EU-Digital Covid-Certificate, dee just een administratiivt Dokument ass an ee kompletten Impfscheema (d. h. typescherweis zwou Injektiounen) zertifizéiert. En EU-Digital Covid-Certificate ass bei kenger Persoun eng perfekt Garantie vun engem absolutten Immunschutz, och net bei Leit ouni Immunsuppressiva.

Well d'Zuel vu Leit, déi kee gudden Immunschutz opbauen, schlussendlech awer kleng wäert bleiwe par rapport zur ganzer Zuel vu Leit déi geimpft oder geheelt sinn, wäert dëst wéineg Impakt op d'Herdenimmunitéit hunn.

[12] Dës Zuele sinn op Basis vum Verkafsdatum vum Medikament opgestallt ginn.

Question 4431 (08.06.2021) de **M. Claude Lamberty** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **combinaison de différents vaccins contre la Covid-19 :**

Des scientifiques de l'Université de la Sarre ont rassemblé des preuves préliminaires dans une étude suggérant qu'une combinaison des vaccins AstraZeneca et BioNTech/Pfizer suscite une meilleure réponse immunitaire de l'organisme au Sars-CoV-2 qu'une double immunisation avec le vaccin AstraZeneca.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Sur les 415.048 doses du vaccin AstraZeneca, commandées auprès de la Commission européenne, combien le Luxembourg a-t-il reçu à ce jour et combien de personnes ont été vaccinées avec ce vaccin à ce jour ?

- Le Gouvernement a-t-il l'intention de commander des doses supplémentaires du vaccin AstraZeneca ?

- Madame la Ministre, si les résultats scientifiques mentionnés ci-dessus sont confirmés, auront-ils un impact sur la stratégie de vaccination du Gouvernement et, dans l'affirmative, de quelle manière ?

Réponse (08.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Sur les 415.048 doses Vaxzevria commandées, le Luxembourg a eu 153.500 doses, dont 107.398 ont été utilisées, soit 57.384 pour une première injection et 50.014 pour une deuxième injection. Comme les autres pays européens, le Luxembourg n'a donc eu qu'une partie des doses initialement commandées, suite à un défaut de livraison de la firme AstraZeneca.

Le Gouvernement n'a pas fait de nouvelles commandes supplémentaires.

Plusieurs études (Espagne, Allemagne, Royaume-Uni) ont montré des taux d'anticorps supérieurs en cas d'un rappel par vaccin mRNA après une dose initiale de Vaxzevria (« mix & match »). Le Conseil supérieur des maladies infectieuses s'est exprimé en faveur d'un tel schéma et le Gouvernement suivra cet avis.

Question 4432 (08.06.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **lutte contre le sexisme au quotidien :**

Säit 2017 ginn ënnert dem Hashtag MeToo weltwäit sexuell Iwwergrëffer op Fraen ugeprangert. Dës Debatt huet mëttlerweil och zu Lëtzebuerg eng gewësse Resonanz kritt. Dobäi gëtt oft iwwersinn, datt och vill Männer Affer vun Alldagssexismus ginn. Fir déi eng ass MeToo eng positiv Entwécklung, vill Leit kritiséieren awer, datt ënner deem Stéchwuert strofrechtlech Handlunge wéi Vergewaltegung mat verbalen Entgleisungen oder anere méi liichte Forme vun enger eventueller sexueller Belästegung gläichgesat ginn an datt d'Männer allgemeng ënner Generalverdacht gestallt ginn.

Datt fraerechtlech Revendicatiounen a leschter Zäit op d'mannst u verbaler Radikaliséierung a Virulenz gewonnen hunn, dat bezeien Aussoen ewéi „Kee Gott, kee Staat, kee Patriarchat!", déi op ëffentleche Plazen ze liese sinn, mee och z. B. den Instagram-Account @catcallsofluxembourg, wou all Dag zu enger Penaliséierung vum sougenannte „Catcalling" opgeruff gëtt.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir d'Gläichberechtegung tëscht Mann a Fra, un d'Madamm Gesondheetsminister an un d'Madamm Justizminister:

1. Wéi ee Männerbild vertrëtt d'Regierung? Ass d'Regierung der Meenung, datt déi radikaliséiert Ausdrocksweis, déi een a feministesche Kreesser ëmmer méi fënnt, de Relatiounen tëschent Fraen a Männer déngt?

2. Wéi steet d'Madamm Minister zu där Tatsaach, datt och Männer kënnen Affer vu sexuellen Iwwergrëffer sinn? Gëtt et bei der Regierung Iwwerleeungen, an Zukunft och den Alldagssexismus géint Männer méi staark ze thematiséieren an unzeprangeren?

3. Gëtt et bei der Regierung Iwwerleeungen, fir dee sougenannte „Catcalling" hei am Land ze penaliséieren?

4. Leien der Regierung Donnéeë vir, wat Männer betrëfft, déi am Kontext vu sexuellen Uschëllegungen onschëlleg ugeklot oder diffaméiert goufen oder déi sech souguer suicidéiert hunn, wéi dat an anere Länner de Fall war?

Réponse commune (30.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Fir d'Regierung ass eng modern Gläichstellungspolitik tëschent de Geschlechter d'Viraussetzung fir eng participativ Gesellschaft, déi op dem Respekt vun de Mënscherechter fousst a jidderengem erlaabt, säi perséinlecht Potenzial auszeschëpfen an zwar onofhängeg vu sengem Geschlecht.

Zil ass et, an alle Beräicher eng gerecht Opdeelung vun de Responsabilitéiten tëschent de Geschlechter ze erreechen an der Gewalt en Enn ze setzen. Zu Lëtzebuerg ass de legale Kontext neutral formuléiert: Esou hu mer z. B. bei der Ratifikatioun vun der Istanbul-Konventioun géint all Forme vu Gewalt u Fraen de Champ d'application op all Mënsch ausgedeent, onofhängeg vu sengem Geschlecht.

Och wann een net däerf aus den Ae verléieren, dass haaptsächlech Meedercher a Fraen Affer vu sexualiséierter a sexueller Gewalt sinn, huele mir, genausou wéi d'Gestionnairen aus dem soziale Secteur, mat deene mir konventionéiert sinn, och männlech Affer eescht a bidden hinnen Hëllef un.

Eis Opklärungsaarbecht, sief et am Beräich vun der affektiver a sexueller Erzéiung, sief et, wat de Kampf géint d'Geschlechterstereotyppen ugeet, riicht sech genausou u Meedercher a Jongen an u Fraen a Männer. Grad am Beräich vun der sexueller a sexualiséierter Gewalt ass d'Preventiounsaarbecht de wichtegste Pilier.

Am MEGA passe mir z. B ëmmer drop op, a Mediecampagnen, op Affichen oder am Kader vun neie Projeten, wéi z. B. dem Preventiounstheater géint Gewalt, esouwuel Frae wéi Männer an der Affer-respektiv an der Täterroll ze weisen.

D'Regierung suivéiert déi auslännesch Legislatiounen, déi de „Catcalling" penaliséiert hunn (z. B. Frankräich an d'Belsch), an d'Effikassitéit vun de jeeweilegen Dispositiver, déi awer momentan net beluecht ass.

Effektiv ginn allgemeng wéineg Infraktiounen enregistréiert oder bestrooft, wärenddeems, de Sondagen no, e grousse Prozentsaz vun de gefrote Persounen nach ëmmer Affer vu Catcalling sinn, trotz der Penaliséierung vun dësem Akt.

A Frankräich huet eng Etüd vu Juli 2020 vun der Ëmfroenagence Ipsos an der „Fondation des Femmes" rapportéiert, dass 81 % vun de Franséisinne schonn Affer vu Catcalling waren, dovunner 26 % an de viregen zwielef Méint.

An der Belsch waren, engem Rapport vun 2016 vun der ASBL JUMP no, néng vun zéng Frae scho mat sexisteschem Behuelen an der Ëffentlechkeet konfrontéiert. Eng Ëmfro vun 2019 vun der ONG „Plan international Belgique" huet rapportéiert, dass 91 % vun de gefrote Fraen an 28 % vun de gefrote Männer schonn Affer vu Catcalling waren.

D'Justiz féiert keng Lëschten iwwer d'Hannergrënn vu Plainten. Et gi wuel Statistiken iwwer d'Zuele vu Condamnatiounen, Acquittementer, Non-Lieuen a Klassementer ouni Suitten no Infraktioune vun „attentats à la pudeur" oder vun anere sexuellen Delikter a Crimmen an och vun „diffamation, calomnie an injure" opgestallt.

Fir allerdéngs gewuer ze ginn, ob am Ufank vun deenen Affäre Plaintë stounge géintiwwer vu Männer, déi sech am Endeffekt als onschëlleg erwisen haten, missten all d'Decisiounen, déi an deenen Affäre geholl goufen, duerchgekuckt ginn, wat net méiglech ass.

D'Justiz gëtt net automatesch vu Suicidë gewuer vu Persounen, déi iergendwann eng Kéier an eng Sëtzung zitéiert waren. D'Hannergrënn vu Suicidë ginn net an der Justiz hirem System agedroen.

Question 4433 (08.06.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **aides financières pour les éditeurs de publications dans le cadre de la crise sanitaire :**

La pandémie de Covid-19 a frappé de nombreux éditeurs de publications au Luxembourg, qui ont vu leurs recettes publicitaires baisser. Pour contrer les effets de la crise, une indemnité « visant à soutenir les éditeurs qui remplissent des critères de qualité, de professionnalisme et de régularité de parution » a été mise en place par le Gouvernement l'année dernière.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre peut-il faire le point sur l'ensemble des aides dont les éditeurs de publications ont pu profiter depuis le début de la pandémie de Covid-19 en dehors de l'aide à la presse traditionnelle ? Quels montants ont été déboursés ? Quels éditeurs ont pu en profiter ?

- Est-ce que ces aides supplémentaires étaient liées à certaines conditions, notamment la sauvegarde des emplois ?

- Compte tenu du fait que certains éditeurs de publications ont procédé à des licenciements au courant de l'année dernière, est-ce que ces éditeurs risquent de devoir rembourser une partie de ces aides ? Dans l'affirmative, quels montants doivent-ils rembourser ?

Réponse (30.06.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les montants déboursés sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les conditions sont énumérées dans le règlement grand-ducal du 6 mai 2020 ayant pour objet la mise en place d'une indemnité en faveur des éditeurs de publications dans le cadre de la pandémie Covid-19. Une publication éligible devait entre autres disposer d'une équipe rédactionnelle composée d'un nombre de journalistes professionnels équivalent à au moins deux emplois à temps plein. Le ministre allouait une indemnité d'un montant de 5.000 euros par équivalent temps plein de journaliste professionnel. N'étaient pas comptabilisés dans ce calcul l'équivalent temps plein de journalistes pour lesquels l'éditeur a recours durant la période comprise entre le 15 mars 2020 et le 15 mai 2020 au régime du chômage partiel ou au congé pour soutien familial.

Par ailleurs, l'article 12 du règlement prévoit qu'un éditeur doit restituer l'indemnité lorsqu'après son octroi, une incompatibilité avec le règlement est constatée. Aucune incompatibilité n'a jusqu'à présent pu être constatée.

Question 4434 (08.06.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **technologie de stockage et de transmission d'informations blockchain :**

La blockchain est une technologie de stockage et de transmission d'informations qui est généralement associée aux cryptomonnaies. Son application dépasse cependant ce cadre-là et la technologie est désormais considérée comme une véritable opportunité pour de nombreux domaines. Au niveau européen, une stratégie « blockchain » a déjà vu le jour ; le Luxembourg s'est également doté d'un certain cadre législatif. Il est généralement admis que le développement et la diffusion des réseaux de blockchain seraient favorisés par un ensemble cohérent de lois qui définiraient les modalités de déploiement de la technologie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- La loi du 22 janvier 2021 portant modification (1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; (2) de la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés traite notamment de l'impact de la blockchain dans l'émission et le transfert d'actifs financiers. Est-ce que le cadre législatif actuel du Luxembourg en ce qui concerne la blockchain est suffisant pour assurer le déploiement de cette technologie ?

- Quels aspects du cadre législatif actuel devraient être améliorés ?

- En 2019, le Gouvernement annonçait une blockchain du secteur public. Deux ans après, quel bilan peut être tiré de cette expérience ? Quelles applications blockchain réservées au public ont pu être élaborées ?

Réponse commune (07.07.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les nouvelles technologies telles que la blockchain et celle des registres électroniques distribués ont le potentiel d'impacter des pans entiers du secteur financier. Le Gouvernement accompagne sur le plan législatif et réglementaire l'industrie financière dans l'incorporation de ces nouvelles technologies à son modèle d'affaires et soutient les nouveaux acteurs qui sont à la pointe des avancées technologiques.

La loi du 22 janvier 2021 à laquelle l'honorable Député fait référence a apporté, dans un souci de modernisation du cadre légal existant, des modifications ciblées à des lois sectorielles du secteur financier en vue de favoriser, tout en veillant au respect du principe de la neutralité technologique, le déploiement de la technologie blockchain en matière de l'émission de titres financiers. La prédite loi s'inscrit dans la continuité de la loi du 1er mars 2019 ayant modifié la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres pour reconnaître expressément la faculté d'utiliser la technologie des registres électroniques distribués à des fins de circulation de tels titres.

L'approche progressive adoptée vise à apporter des clarifications limitées et nécessaires au cadre légal existant dans le but de promouvoir l'innovation et de permettre aux acteurs de la place de saisir, en toute sécurité juridique, les opportunités offertes par les nouvelles technologies. Force est de constater que le Luxembourg compte parmi les premiers pays de l'Union européenne ayant légiféré en matière de l'utilisation des nouvelles technologies basées sur la blockchain et a dès lors confirmé son esprit innovateur.

Le Gouvernement continuera à examiner les possibilités de préciser encore le cadre législatif applicable dans le plein respect des initiatives prises à l'échelle européenne pour renforcer l'attractivité du Luxembourg en tant que juridiction moderne et ouverte aux innovations technologiques, et pour continuer à soutenir les acteurs dans la transition digitale.

La blockchain pour le secteur public a été mise en place à travers une collaboration entre le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) et le Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI). Plusieurs nœuds sont opérés par les deux acteurs et des projets pilotes sont constamment en cours de développement. Jusqu'à présent, deux applications ont été validées et lancées. La première application note les « hashes » de fichiers log d'accès sur la blockchain afin de servir comme preuve que les fichiers n'ont pas été manipulés. La deuxième application utilise la blockchain pour garder une trace non manipulable des permis de constructions émis.

Question 4435 (08.06.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**enquête concernant les réinfections à la Covid-19 :**

D'Madamm Gesondheetsministesch huet de 14. Mee 2021 an der Plenière annoncéiert, datt d'Regierung eng Enquête mat deelweis och auslänneschen Experte lafen hätt betreffend d'Reinfektioune mam Covid-19 no der Impfung. An deem Kontext huet d'Regierung matgedeelt, datt se weider Oplockerungen envisagéieren a soumat och e gréngen Zertifikat/Geneesungzertifikat ausstelle géif, soubal se d'Resultater vun dëser Enquête hätt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung eis matdeelen, ob dës Enquête ofgeschloss ass?

- Huet d'Regierung d'Resultater vun dëser Enquête mat an d'Decisioune betreffend déi nei Oplockerungen afléisse gelooss?

- Kann d'Regierung eis d'Konklusioune vun dëser Enquête matdeelen?

Réponse (09.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et handelt sech heibäi ëm d'Enquête, déi d'Regierung am Kader vun de Clusteren an den Altersheemer an Optrag ginn hat. Am Kader vun dëser Enquête goufen och auslännesch Experten domat beoptraagt, iwwert d'Situatioun am Ausland zu dësem Theema ze renseignéieren ([…] „comparaison avec des études similaires et mesures appliquées au niveau international").

Et ass nach net gewosst, wat dozou spezifesch an der Etüd steet, vu dass dës Etüd der Chamber an der Regierung eréischt den 12. Juli zäitgläich virgestallt gëtt. D'Regierung ass deemno och net an der Lag, fir d'Resultater vun der Enquête mat an d'Decisiounen iwwer weider Oplockerungen afléissen ze loossen.

Dëst gesot huet d'Gesetz iwwert de Kampf géint d'Pandemie, wat den 13. Juni a Kraaft getrueden ass, d'Grondlag geschafe fir de gréngen Zertifikat respektiv Geneesungszertifikat, dëst op Basis vum Reglement (UE) 2021/953 iwwer interoperabel Impf-, Test- a Geneesungszertifikater.

Question 4436 (08.06.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **législation sur les espèces envahissantes :**

An deene leschte Joren hunn sech zu Lëtzebuerg net eenheemesch Déiere wéi ënner anerem de Wäschbier an d'Bisamrat zum Deel staark verbreet, wat fir déi heemesch Flora a Fauna eng Gefor duerstellt.

An deem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Regierung statistesch Donnéeën iwwert d'Ausbreedung vu Wäschbier a Bisamrat? Wa jo, wéi gesinn déi aus? Wann nee, firwat ass d'Ausbreedung statistesch net erfaasst a wéilt een dat an Zukunft änneren?

2. Sinn déi iwwert de Règlement grand-ducal vun 1980 (concernant les mesures à prendre en vue de prévenir l'introduction et la propagation du raton laveur) an 1971 (concernant les mesures à prendre en vue de prévenir l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles) virgesinne Mesuren adequat, fir der Verbreedung vun den net eenheemeschen Déieren entgéintzewierken? Wann nee, wéi eng legislativ Upassunge gesäit d'Ministesch vir?

Réponse (08.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Déi vun der Madamm Deputéiert zitéiert Aarte Wäschbier a Bisam si scho ganz laang zu Lëtzebuerg verbreet: de Wäschbier säit den 1970er Joren an de Bisam säit den 1950er Joren. De Bisam ass säit Joerzéngten am ganze Land verbreet; de Wäschbier huet wuel säi Schwéierpunkt am Éislek, mee ass och am Guttland verbreet, wann och méi sporadesch. Säit dem Juegdgesetz vun 2011 dierf de Wäschbier vun de Jeeër geschoss ginn.

De Suivi vun invasiven Aarten, wéi dem Wäschbier an dem Bisam, gëtt gemaach duerch:

- de wëssenschaftleche Monitoring vun den exoteschen invasiven Aarten op der EU-Lëscht;

- punktuell Observatiounen, déi an der Databank Recorder-Lux encodéiert ginn;

- Donnéeë vun der Gestioun vun dësen exoteschen invasiven Aarten (notamment duerch d'Juegd).

Mat all deenen Donnéeën ass et méiglech, d'Verbreedung vun den Aarten ze kennen. An deem Kontext verweisen ech och op den „Technischer Bericht der Naturverwaltung betreffend Wildmanagement und Jagd" op www.emwelt.lu.

ad 2. Den Artikel 2 vum „règlement grand-ducal du 21 janvier 1980 concernant les mesures à prendre en vue de prévenir l'introduction et la propagation du raton laveur" an den Artikel 65 vum „règlement grand-ducal du 27 juillet 1971 concernant les mesures à prendre en vue de prévenir l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles" (Bisam) sinn net méi applikabel.

De legislative Kader fir den Ëmgang mat net eenheemeschen Aarte setzen op europäeschem Niveau de „règlement n° 1143/2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes" an op nationalem Niveau d'„loi du 2 juillet 2018 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes", souwéi d'Naturschutzgesetz („loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles"). Béid Aarte stinn och op der EU-Lëscht vun den exoteschen invasiven Aarte vu Bedeitung fir d'Memberstaaten.

Am Kader vun der Ëmsetzung vum europäesche Reglement Nr. 1143/2014 huet Lëtzebuerg Aktiounspläng fir eng ganz Rei vun exoteschen invasiven Aarten ausgeschafft, dorënner och d'Bisamrat an de Wäschbier, déi Mesuren enthalen, fir den Impakter vun dësen net eenheemeschen Aarten entgéintzewierken (www.emwelt.lu). Et handelt sech dobäi ëm Mesuren am Beräich vun der Regulatioun, der Sensibilisatioun an dem Monitoring, fir d'Populatioun vun de Wäschbiere respektiv de Bisamraten ze kontrolléieren.

Questions 4437 (08.06.2021) et **4460** (11.06.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange :**

An der ëffentlecher Diskussioun ëm d'Diddelenger Stolwierk gëtt ëmmer erëm d'Méiglechkeet vun enger Verstaatlechung an d'Spill bruecht, zulescht am Artikel „Warum Liberty Steel nationalisisiert werden sollte", deen de 5. Mee an der Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek publizéiert gouf. Nodeems d'Wierk fir d'éischt duerch eng Entscheedung vun der EU-Kommissioun an ekonomesch Schwieregkeete bruecht gouf, gëtt elo driwwer diskutéiert, d'Wierk iwwer national Mëttelen ze retten. Idealerweis géif elo en Investor dëst u sech gesond Wierk iwwerhuelen, mee och hei steet de Risiko vun engem Desaccord aus Bréissel am Raum. Dee wichtegste Verméigenswäert vun enger moderner Ekonomie, nämlech Vertrauen, kënnt sou ëmmer méi ënnert d'Rieder. Dat ëmsou méi, well aktuell keen zu Bréissel fir sou eng wäitreechend Feelentscheedung kann haftbar gemaach ginn. A menger parlamentarescher Fro Nummer 4121 hunn ech d'Regierung duerfir gefrot, wéi si sech zu enger zukünfteger Haftbarkeet vun der EU-Kommissioun analog zu enger „Responsabilité de l'État", also enger zivilrechtlecher Haftbarkeet vun der EU-Kom-

missioun, positionéiert, mee d'Regierung ass an hirer Äntwert op dee wichtege Punkt net agaangen.

Duerfir géif ech der Regierung nach gär dës Nofro stellen:

1. Ass d'Regierung wëlles, besonnesch am Dossier vum Diddelenger Stolwierk, och nach zukünfteg Entscheedunge vun der EU-Kommissioun matzedroen, och wa si selwer déi Decisiounen als Feeler empfënnt an och mat dem Risiko vun engem weidere grousse Schued fir déi Lëtzebuerger Ekonomie?

2. Wéi eng EU-politesch Léier zitt d'Regierung aus dëser Affär? Ass d'Regierung wëlles, an der Konsequenz eng international Initiativ zesumme mat anere Staaten ze huelen, fir d'Traitéen an deem Sënn ze änneren, datt d'EU zivilrechtlech haftbar fir hir Decisioune ka gemaach ginn?

3. Kéint d'Regierung sech virstellen, d'Diddelenger Stolwierk schlëmmstefalls provisoresch ze verstaatlechen, bis e privaten Investor et mat der néideger Rechtssécherheet kann iwwerhuelen?

Réponse (30.06.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Kommissioun huet am Kader vun hire legalen Attributioune gehandelt, déi keen ausdrécklecht „Matdroen" vun esou enger Decisioun duerch d'Regierung virgesinn.

Zanter dem Ufank vun den Diskussiounen ëm d'Reprise vum italienesche Stolproduzent ILVA duerch ArcelorMittal hat d'Lëtzebuerger Regierung derfir plädéiert, déi Transaktioun als kompatibel mat den existéierende Konkurrenzreegelen ze gesinn, well doduerch keng Konzentratioun um EU-Stolmarché géif entstoen. Dat huet den deemolege Wirtschaftsminister och an engem Bréifwiessel mat der EU-Kommissärin vun der Konkurrenz Margarethe Vestager ënnerstrach. Eng Rei bilateral Reunioune mat der EU-Kommissioun hunn deemools op allen Niveaue stattfonnt. D'Kommissioun huet trotzdeem insistéiert, dass ArcelorMittal sech vun enger Rei Stolwierker trenne muss, fir d'Transaktioun kënnen duerchzeféieren.

De Sujet gouf och eng Rei Kéiere vum Wirtschaftsminister op de Reunioune vum Conseil „Compétitivité" opgeworf an ass vum Wirtschaftsminister a sengem Gespréich mam Kommissär Thierry Breton de 27. Mee 2021 thematiséiert ginn.

Der Regierung hir Prioritéiten am Dossier Liberty Steel Diddeleng sinn de Moment fir kuerz-, mëttel- a laangfristeg d'Perennitéit vun den industriellen Aktivitéiten um Site ze erhalen, an doduerch och d'Aarbechtsplaze vun deene betraffene Leit.

Fir op déi lescht Fro vum Deputéierten ze äntweren, déi national Gesetzgeebung gesäit keng Verstaatlechung vu private Betriber an dësem Kontext vir.

Question 4438 (08.06.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **préparation de la COP26 :**

La 26e Conférence des Parties (« COP26 ») aura lieu du 1er au 12 novembre 2021 à Glasgow, après qu'elle devait être reportée à cause de la pandémie. En préparation de la COP26, des négociations importantes se déroulent entre le 31 mai et le 17 juin afin d'aboutir sur un accord qui pourrait être adopté lors de la COP26.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre peut-elle informer sur les sujets qui sont actuellement négociés en amont de la COP26 ?

- Quel est l'état d'avancement des négociations ? Le cas échéant, quels sont les résultats de ces négociations ?

- Quelle est la position défendue par le Luxembourg dans ces négociations ?

Réponse (08.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Les résultats attendus de la COP26, premier rendez-vous à haut niveau sous la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) depuis la conférence de Madrid fin 2019, se situent à plusieurs niveaux. D'un côté, il s'agit de finaliser le « Paris rulebook », l'ensemble des dispositions de mise en œuvre de l'Accord de Paris conclu en 2015. Les principaux éléments qui restent en discussion portent sur les mécanismes de marché ainsi que sur certains aspects techniques en matière de transparence. Ensuite, face au constat incontesté du monde scientifique que les efforts en matière de réduction des émissions affichés jusqu'à présent sont, au niveau mondial, largement insuffisants pour contenir le réchauffement planétaire à 1,5° C, objectif pourtant fermement ancré dans l'Accord de Paris, les parties sont appelées à revoir à la hausse leurs contributions déterminées au niveau national. Le Luxembourg, avec son objectif de réduction de 55 % à l'horizon 2030 inscrit dans la loi climat et appuyé par son plan intégré en matière d'énergie et de climat, de même que l'Union européenne dans son ensemble, a pris les devants. Des annonces politiques similaires des autres grands émetteurs, en sus de celles faites lors du sommet sur le climat organisé en avril 2021 par le Président américain Biden, devraient suivre d'ici au plus tard la COP26. Finalement, à côté du renforcement de l'ambition et de la finalisation de l'article 6 (mécanismes de marché), les discussions portant sur le nouvel objectif collectif chiffré post-2025 en matière de financement des actions climat des pays en développement devront être lancées à Glasgow.

Les travaux techniques préparatoires à la COP26 se sont tenus exclusivement au format virtuel, ce qui explique que les progrès accomplis sont qualifiés de modestes. Il s'agit désormais de faire usage au maximum des différents processus informels parallèles à la CCNUCC pour aborder la conférence de Glasgow dans les meilleures conditions possibles. L'Union européenne, comme de coutume, prépare sa position commune au sein de la filière environnement du Conseil. Il est attendu que les Ministres en charge du climat arrêtent leur position début octobre lors du Conseil environnement qui se tiendra à Luxembourg.

Question 4439 (08.06.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **problèmes techniques à l'Aéroport de Luxembourg :**

Wéi aus den Dokumenter vun der „AIP Belgium and Luxembourg" ze liesen ass, gouf den Instrument Landing System (ILS) um Findel fir Fligeren, déi vu Westen hier landen, vun der Kategorie 3 op d'Kategorie 1 erofgestuuft. Duerch Recherche hu mir erausfonnt, dass d'Direction de l'aviation civile (DAC) den ILS degradéiert huet.

Doriwwer eraus ass eis bekannt, dass de lëtzebuergesche Fligerradar aktuell technesch Problemer huet. De Radar funktionéiert eigentlech zesummen an engem Netzwierk mat dräi anere Radaren aus eisen Nopeschlänner. Wéinst enger Maintenance um Radar zu St. Hubert an der Belsch misst eise Radar u sech ofgekapselt vum Netzwierk funktionéieren. Et gouf allerdéngs festgestallt, dass de lëtzebuergesche Radar verschidde Fligere guer net uweist.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Aus wéi enge Grënn gouf den ILS vun der DAC an d'Kategorie 1 erofgestuuft? Zënter wéini ass dat de Fall a wéi laang wäert dës Degradéierung undaueren?

2. Kann de Minister bestätegen, dass och de Radar technesch Problemer opgewisen huet? Falls jo, wéi eng Problemer waren dat, wéi laang hu se gedauert a si se an der Tëschenzäit behuewe ginn?

3. Gëtt et aktuell soss nach technesch Problemer, déi een Impakt op d'Sécherheet vum Fluchverkéier kéinten hunn?

Réponse (18.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den ILS (Instrument Landing System) ass e System, deen als Hëllef fir d'Fluchnavigatioun bei der Landung agesat gëtt an dem Pilot erlaabt, sech no allgemenge Referenzen (Radioausriichtung vun der Pist) an der Héicht an der Distanz ze positionéiere bis op d'Schwell vun der Landepist, onofhängeg vun de Wiederkonditiounen.

Et gëtt dräi Typpe vun ILS-Kategorien, méi oder manner performant:

- Kategorie I ILS (CAT I): ILS, deen d'Guidéiere vun der ILS-Couverture bis zu enger Héicht bis 60 m (200 ft) leet;

- Kategorie II ILS (CAT II); ILS, deen d'Guidéiere vun der ILS-Couverture bis zu enger Héicht vu 15 m (50 ft) oder manner ugëtt ;

- Kategorie III ILS (CAT III): ILS, deen d'Guidéiere vun der Limitt vun der Couverture vun der Installatioun bis op d'Uewerfläch vun der Pist ugëtt. En erlaabt, besonnesch déi schlecht Wiederkonditiounen ze iwwerwannen (Héicht a Visibilitéit). Wéinst senger Kritizitéit (Guidéiere bis op d'Uewerfläch vun der Pist) ass et vun héchster Wichtegkeet, fir den héchste Grad vun Integritéit a Kontinuitéit vum Service vun der Buedemausrüstung (Infrastruktur) ze erreechen.

Well déi al Systemer vum ILS um Enn vun hirem Liewenszyklus waren, goufe se am Laf vun de leschten zwee Joer komplett erneiert. Vum technesche Volet hier kënnen dës Systemer am Cat III funktionéieren. Wärend dem Audit am Mäerz 2021, dee bei der Administration de la navigation aérienne (ANA) iwwert „CNS and Surveillance Implementing Rules" duerchgefouert gouf, huet d'DAC festgestallt, datt d'Operatioun an d'Gestioun vum ILS-System fir d'Pist 24 weeder konform mat de Bestëmmunge vum Punkt 2.5 vun der Annex VIII zum Reglement (EU) Nr. 2018/1139 war nach zu der Annex VIII (Deel-CNS) vum Reglement (EU) 2017/373 respektiv de Standarden aus der Annex 10 zu der Conventioun vun der ICAO fir CAT-III-Operatiounen.

Déi vun der DAC identifizéiert Netkonformitéite bezéie sech op déi follgend Aspekter:

- D'ANA konnt net déi néideg Beweiser virleeën, datt se performant genuch ass, wat d'Prezisioun, d'Kontinuitéit, d'Integritéit an d'Legitimitéit vun der Quell vum Service NAV (Navigation) ugeet.

- D'Buedemtester vu Radionavigatiounshëllefe ginn net esou systematesch duerchgefouert, wéi et am internen Handbuch beschriwwen a vun den uewe genannte reglementaresche Bestëmmunge gefuerdert gëtt.

Am Hibléck op déi uewe genannten Aspekter huet d'DAC den 23. Abrëll 2021 der ANA d'Deklassifikatioun vun der ILS CAT III op der Pist 24 matgedeelt, mat direktem Effekt op d'Operatiounen. Dës Deklassifikatioun leeft viraussiichtlech bis den 30. September 2021.

ad 2. Zënter hirer Aktivéierung am Juni 2019 huet déi nei Iwwerwaachungsketten effektiv verschidden technesch Problemer gehat, dëst um Niveau vun der Detektioun, um Niveau vun der korrekter Identifikatioun vu Fliger an um Niveau vun der Prezisioun.

D'ANA schafft am Moment nach un enger Léisung fir dës Problemer.

ad 3. D'ANA huet ee System fir d'Gestioun vu Risiken entwéckelt, fir potenziell Problemer ze detektéieren an ze anticipéieren. Et gëtt keng Kenntnis vun anere bekannte Schwieregkeeten. Am Fall wou technesch Problemer en Impakt op d'Sécherheet vum Fluchverkéier zu Lëtzebuerg hunn, wäert d'DAC an hirer Roll als Opsiichtsautoritéit wann néideg all direkt an entspriechend Moossnamen huelen, fir sécher ze sinn, datt d'Fluchsécherheet op alle Fall garantéiert ass.

Question 4441 (09.06.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **classement d'objets d'art empruntés par le MNHA :**

De Kultusministère wëll fënnef Konschtobjeten, déi der Congrégation Notre-Dame (Sainte-Sophie) gehéieren an zum Deel nach am MNHA ausgestallt bzw. gelagert sinn, als Monument national klasséiere loossen. Et handelt sech dobäi ëm follgend Artefakten: den Diptyque „Christ de douleur" vum Albrecht Bouts (MNHA); den Diptyque „Vierge de douleur" vum selwechte Kënschtler (MNHA); ee Reliquiekräiz (Staurothéik) (MNHA); eng Monstranz (Kathedral) an déi sougenannt „Münstermadonna" (CIPA Ste-Elisabeth). Déi zwee Diptyquë goufen 2016 an enger Ausstellung am MNHA gewisen a ware laut „Le Quotidien" (06.10.2016) scho säit 2009 am Besëtz vum MNHA. D'Staurothéik ass 2004 restauréiert ginn a gouf 2016 an enger Expo am MNHA gewisen.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Kultusminister:

1. Goufen déi zwee Diptyquen dem MNHA vun der Congrégation Notre-Dame als Leihgabe iwwerlooss? Wa jo, fir wéi laang?

2. Wien huet déi deier Restauratioun vun der Staurothéik finanzéiert? Op Basis vu wéi enger Decisioun gouf dës Restauratioun realiséiert?

3. Ginn et nach aner Beispiller vu Konschtobjeten, déi de MNHA temporär iwwerlooss krut an déi de Musée selwer restauréiert huet?

4. Firwat gi Konschtobjeten, déi zum Deel scho säit eelef Joer am Besëtz vum MNHA sinn, eréischt no sou ville Jore vum Kultusministère als Monument national proposéiert?

Réponse (06.07.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Den honorabelen Deputéierte saiséiert mech mat enger Fro iwwer fënnef Konschtobjeten, déi der Congrégation Notre-Dame gehéieren. Et sief am Virfeld ze vermierken, datt et sech wuel ëm fënnef Konschtobjeten handelt, awer net ëm zwee, mee nëmmen ëm een Diptyque. Tatsächlech sinn déi zwee ernimmte Biller vum Albrecht Bouts (1452/1460-1549) mat den Titele „Christ de douleur" a „Vierge de douleur" Bestanddeeler vun engem an deem selwechten Diptyque.

Dësen Diptyque ass dem MNHA vun der Congrégation Notre-Dame den 30. Mäerz 2009 als „prêt à durée indéterminée" iwwerlooss ginn an zanterhier an der Obhut vum Nationalmusée. Dëst an der Lëtzebuerger Konscht- a Sammlungsgeschicht eenzegaartegt Wierk ass an der Dauerausstellung vum Musée permanent ze gesinn. Den Diptyque stoung och am Mëttelpunkt vun enger grousser Ausstellung zum Moler, „Blood and Tears. Albrecht Bouts and the image of the Passion", mat Leihgaben ë. a. aus dem Louvre, dem Metropolitan Museum an dem Prado, déi vum 07. Oktober 2016 bis 12. Februar 2017 am MNHA ze gesi war, an duerno vum 08. Mäerz bis 11. Juni 2017 am Suermondt-Ludwig-Museum zu Oochen, mat deem dës Ausstellung konzipéiert an organiséiert gi war. Et gëtt zu dëser Ausstellung och eng Publikatioun, déi an der Tëschenzäit zu engem Referenzwierk zum Moler ginn ass[13]. Hei ass den Diptyque op de Säiten 108-111 detailléiert beschriwwen.

ad 2. D'Staurothéik ass schonn zanter dem 03. Mäerz 2004 als „prêt à durée indéterminée" an der Obhut vum MNHA an ass do an der Dauerausstellung permanent ze gesinn. Si ass ouni Zweiwel een, wann net dat wichtegst Wierk reliéiser Konscht aus dem 13. Joerhonnert zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus an der Groussregioun. Och d'Staurothéik stoung am Mëttelpunkt vun enger grousser Ausstellung mam Titel „Trésors insoupçonnés. Orfèvrerie ancienne au Luxembourg", déi awer net 2016, mee scho vum 01. Oktober bis 28. November 2004 am MNHA gewise ginn ass. Och am Kader vun dëser Ausstellung ass e Buch publizéiert ginn, wat an der Tëschenzäit e Referenzwierk ginn ass[14]. Hei ass d'Staurothéik op de Säiten 21-37 detailléiert beschriwwen.

D'Staurothéik ass am Virfeld vun der Ausstellung am Februar 2004 vum däitsche Restaurateur Peter Bolg konservatoresch stabiliséiert ginn, fir se ëffentlech presentéieren ze kënnen. D'Käschte vun dëser Interventioun hunn sech op 2.010 Euro belaf a si vum MNHA gedroe ginn. D'Reeskäschten an de Sejour vum Restaurateur zu Lëtzebuerg si vun der Congrégation Notre-Dame iwwerholl ginn.

ad 3. Et ass eng international gängeg Praxis, dass e Musée d'Käschte vun enger Restauratioun vun engem Konschtwierk iwwerhëlt, wann dëse Musée dat Wierk wëll am Kader vun enger Ausstellung oder senger Dauerausstellung weisen an d'Wierk net an engem presentatiounsfäegen Zoustand ass. Dat gëllt och fir de Prêt temporaire vu Wierker ënnert Muséeën. Esou huet de MNHA am Laf vun der Zäit ëmmer emol nees d'Käschte vun eenzele Restauratiounen iwwerholl an ëmgekéiert och Wierker aus senge Bestänn op Käschte vun anere Muséeë restauréiert kritt, wann dës Muséeën se wollten am Kader vun Ausstellunge weisen.

ad 4. Déi fënnef Konschtwierker sinn ouni Zweifel ganz wichteg Bestanddeeler vum Lëtzebuerger Patrimoine, souwuel aus konschthistorescher wéi aus historescher Perspektiv. Se sinn 2004 bzw. 2009 op Initiativ vun der Congrégation Notre-Dame an d'Obhut vum MNHA komm. An deem Zesummenhang hunn d'Schwësteren och de Wonsch geäussert, dass de konschtgeschichtleche Patrimoine vun hirem Uerden onbedéngt fir Lëtzebuerg sollt erhale bleiwen an dass se dowéinst wéilten e Legs un de MNHA/Staat nom Dout vun der leschter Schwëster an d'Weeër leeden.

Well d'Objeten an der Obhut vum MNHA waren, huet keng Urgence bestanen, fir e Klassement ze envisagéieren. De Kontakt tëschent de Schwëstere vun der Congrégation Notre-Dame an dem MNHA war och all déi Joren zanter 2004 vu géigesäitegem Vertrauen a Respekt geprägt an ass dat bis haut. D'Schwëstere si frou doriwwer, dass hire Patrimoine am MNHA net nëmme gutt versuergt gëtt, mee och fir den allgemenge Public zougänglech ass, an dass domadder eng Erënnerung un déi bal véierhonnertjäreg Traditioun vun hirem Uerden zu Lëtzebuerg wäert siichtbar bleiwen.

A leschter Zäit hunn sech awer nei Elementer erginn, déi e Klassement vun den Objeten als zousätzlech Protektioun nëtzlech an néideg erschénge loossen:

- E Legs vun der Congregatioun un de Staat erweist sech kiercherechtlech als komplizéiert. Hei missten am Virfeld och déi réimesch Autoritéiten an indirekt och den Äerzbistum hiert Averständnis ginn.

- D'Monstranz an d'Münstermadonna sinn op Wonsch vun de Schwësteren an Tëschenzäit an aner Institutiounen iwwerstallt ginn an domadder net méi ënnert der direkter Obhut vum MNHA.

Aus dëse Grënn huet de MNHA mam Averständnis vun de Schwësteren d'Initiativ ergraff, beim Kulturministère de Klassement unzefroen. Dëse Klassement stellt sécher, dass wien och ëmmer spéideihin den neie Proprietär vun dëse Wierker wäert ginn, dës Wierker dem Lëtzebuerger Patrimoine net wäerte verluer goen an zu Lëtzebuerg wäerte bleiwen.

Question 4442 (09.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**impact des conditions météorologiques sur le tram :**

E Freideg, de 4. Juni 2021 gouf eist Land vu schwéieren Donnerwieder iwwerrascht, wat op ville

[13] Peter van den Brink, Dagmar Preising, Michel Polfer, Blut und Tränen. Albrecht Bouts und das Antlitz der Passion, Regensburg (Schnell & Steiner), 2016.

[14] Eva Toepfer, Alte Goldschmiedekunst in Luxemburg, Luxemburg (Publications du MNHA), 2004.

Plazen zu Problemer gefouert huet, sou och an der Stat Lëtzebuerg, wou den Tram komplett ausgefall ass a kuerzfristeg duerch Bussen huet missen ersat ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Transportminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Pannen hunn déi meteorologesch Konditiounen um Reseau vum Tram verursaacht? Wéi eng technesch Konsequenze ginn aus dësem Zwëschefall gezunn, fir sou Situatiounen zukünfteg ze vermeiden?

2. Gëtt eng Opstockung vun de Reservebusser envisagéiert? Wann net, firwat net?

3. Ass am Fall vu Wiederturbulenze generell mat Problemer beim Tram ze rechnen? Wa jo, wier de Leit net ze roden, an deem Fall preventiv sou wäit wéi méiglech op d'individuell Mobilitéit zeréckzegräifen?

4. D'Regierung setzt an der Verkéierspolitik ëmmer méi staark op elektresch Mobilitéit. Wéi awer a verschiddenen Artikelen zum Theema E-Mobilitéit an Donnerwiederen ze liesen ass, sou zum Beispill „Drei weitere mehr oder weniger bizarre Fragen rund um die E-Mobilität", deen um däitsche Site elektroauto-news.de publizéiert gouf, ass déi entspriechend Infrastruktur duerchaus ufälleg fir Blëtzaschlói. Wéi gedenkt d'Regierung sécherzestellen, datt zukünfteg net en eenzelt Donnerwieder net nëmmen den Tram, mee och doriwwer raus wäit Deeler vun eiser ëffentlecher a privater Verkéiersinfrastruktur blockéiere kann?

Réponse (29.06.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Freiden, de 4. Juni ab 16.30 Auer sinn iwwert der Tramslinn grouss Waasserquantitéiten erofgaangen. Duerch d'Topografie vum Tracé tëschent Theater a Stäreplaz sinn d'Statioune Faïencerie a Stäreplaz mat Buedem, Sand an anerem Knascht iwwerschwemmt ginn a waren net zougänglech. Ausserdeem ass géint 16.49 Auer d'elektresch Versuergung ausgefall. Och si Problemer mat den Dieren opgetrueden.

Duerch dës Virfäll war de Betrib vum Tram wärend zéng Minutte vollstänneg op der ganzer Linn ënnerbrach.

Bis 17.30 Auer sinn d'Trammen dunn op zwee Deelberäicher gefuer, an zwar Rout Bréck–Luxexpo a Gare centrale–Hamilius; ab 17.30 Auer ass den Tram dann erëm op senger ganzer Längt gefuer. Déi geplangte Frequenz gouf dunn awer vu véier op zéng Minutten erofgefuer, fir sech de Wiederkonditiounen unzepassen.

Bei dem Ausfall vum Tram si vill eenzel technesch Problemer zesummegefall. Dobäi war awer kee Problem, dee fir sech eleng de Betrib vum Tramsreseau bei schwéieren Donnerwiederen a Fro stellt. Eng detailléiert Analys vun de Problemer wäert Luxtram hëllefen, mat sou engem Wiederphenomeen an Zukunft nach besser ëmzegoen.

Luxtram huet keng eege Bussen a gräift, wann erfuerdert, op Busse vun den AVL zeréck. En Zeréckgräifen op Busse mécht awer eréischt Sënn, wann eng Stéierung gréisser eng Stonn virläit an et keng Alternative mat de reguläre Linne ginn.

De Betrib vum Tram ass bis haut net grondsätzlech duerch d'Wieder beaflosst ginn. Ee gutt Beispill ass d'Aweiung vum 17. Dezember 2017, déi am Schnéistuerm stattfonnt huet.

Den Tram ass éischter een zouverlässegt Transportmëttel, well en op sengem eegenen Tracé fiert a manner duerch Problemer vun deenen anere Verkéiersmëttele beaflosst gëtt. Et gëtt eng zënter Joerzéngten erprouften Technik agesat, déi all néideg technesch Mëttel asetzt. Och fir sécher an zouverlässeg op Blëtzschlói ze reagéieren.

Question 4444 (09.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **ligne ferroviaire Bruxelles–Luxembourg :**

Den 3. Juni hat den Här Transportminister zesumme mat sengem belschen Amtskolleeg Georges Gilkinet eng Pressekonferenz iwwert d'Moderniséierung vun der Zuchstreck Lëtzebuerg–Bréissel ginn. Aktuell dauert sou eng Faart ronn 3 Stonnen an 12 Minutten. Am Artikel „In die Länge gezogen" zu deem Sujet, deen de 4. Juni am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, gëtt den Här Transportminister ënner anerem mat follgende Wierder zitéiert: „Während es Ende der 1970er Jahre möglich war, die beiden Hauptstädte in zwei Stunden und 15 Minuten zu erreichen, ist man mehr als 40 Jahre später weit davon entfernt." Des Weideren erënnert d'„Lëtzebuerger Wort" drun, datt den Här Staatsminister schonn 2016 versprach hat, datt d'Fuerzäit op dëser Streck bis 2023 op 2 Stonnen a 7 Minutte géif reduzéiert ginn. Mëttlerweil gëtt 2028 als Zildatum fir eng Reduktioun vun der Gesamtfuerzäit envisagéiert, mee och da soll et sech just nach ëm eng hallef Stonn handelen. Den Här Transportminister verdeedegt sech awer, datt déi néideg Investissementer vu Lëtzebuerger Säit virgeholl gi wieren an datt Lëtzebuerg net wëlles wier, den Ausbau vun der Streck op belscher Säit ze kofinanzéieren. Allerdéngs sinn aus der Vergaangenheet och Prezedenzfäll bekannt, wou Lëtzebuerg den ëmgekéierte Wee gaangen ass. Sou hu mir eis notamment mat knapp 120 Milliounen Euro um Ausbau vum TGV-EST bedeelegt an 8 Milliounen Euro zum Ausbau vun der Streck Waasserbëlleg–Tréier bäigesteiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Transportminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng technesch a politesch Decisiounen op Lëtzebuerger an/oder Belscher Säit respektiv bilateral Accorden hunn dozou gefouert, datt d'Reesvitess op der Streck Lëtzebuerg–Bréissel, trotz dem immensen technologesche Fortschrëtt am Beräich vun der Eisebunn, säit den 1970er Jore sou dramatesch zeréckgaangen ass?

2. Wéi eng Schwieregkeeten hunn dozou gefouert, datt dee vum Här Staatsminister 2016 an Aussiicht gestallten Zäitplang iwwert den Ausbau vun der genannter Streck sech sou staark verzögert?

3. Gëtt et e festen, technesche Krittärekatalog, op deem senger Basis d'Regierung iwwert hir finanziell Bedeelegung um Ausbau vun auslännesche Schinnennetzer decidéiert, oder handelt et sech hei ëm reng politesch Decisiounen? Wéi eng konkreet Argumenter schwätzen an dësem Fall géint eng lëtzebuergesch Kofinanzéierung vun den Aarbechten op Belscher Säit? Wéi ënnerscheet dëse Fall sech vun deenen uewen zitéierte Bedeelegunge vis-à-vis vun Däitschland a Frankräich?

4. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 4203, déi ech zesumme mam honorabelen Deputéierten Här Fernand Kartheiser gestallt hat, schreift den Här Transportminister ënner anerem Follgendes: „D'Regierung engagéiert sech op europäeschem Niveau, fir datt d'Eisebunn méi attraktiv gemaach gëtt, dëst fir à moyen terme och Ubannungen u grouss Flughäfen a Stied fir Passagéier méi interessant ze maachen, esou datt d'Offer vun diversen Zuchverbindunge vu Lëtzebuerg an d'Ausland et de Passagéier erlaabt, déi grouss Flughäfen a Stied och mat der Bunn ze erreechen." Gesäit d'Regierung hei e Widdersproch zu der allgemenger Gestioun vum Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg–Bréissel?

5. Wéi passen déi immens Schwieregkeete beim Ausbau vun dëser Zuchstreck mat der Klimapolitik vun der Regierung an hire selwer definéierten Ziler vun der Reduktioun vun den Zäregasemissiounen zesummen? Hält d'Regierung et wierklech fir opportun, notamment Leit mat engem klenge Revenu duerch Moossname wéi d'Zäregassteier ëmmer méi vun der individueller Mobilitéit ofzeschneiden, wann de Staat beim Ausbau vun deene propagéierten Alternative selwer sou schlecht Resultater opweist?

6. Wéi eng Chancen oder Schwieregkeete gesäit d'Regierung an deem Zesummenhang an der Liberaliséierung vun deene wirtschaftlech rentabelen Eisebunnsverbindungen tëschent der Stad Lëtzebuerg an anere groussen europäesche Stied?

Réponse (08.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Achs 3 (Linnen 161 an 162 an der Belsch) verbënnt déi zwou europäesch Haaptstied Bréissel a Lëtzebuerg an ass eng wichteg Achs fir den internationale Verkéier. D'Zil ass, fir d'Referenzvitess vun 130 km/h op 160 km/h ze erhéijen.

D'Aarbechten op der Streck an der Belsch hunn am Joer 2007 ugefaangen. Op der lëtzebuergescher Säit ass d'Streck tëschent Lëtzebuerg bis op déi belsch Grenz moderniséiert ginn. An enger éischter Phas sinn d'Postes directeurs an d'Signalisatiounsinstallatiounen erneiert ginn. An der zweeter Phas ass d'Streck mat Wiesselstroum 25 kV 50 Hz reelektrifizéiert ginn. Déi zweet Phas ass wärend der Summervakanz 2018 realiséiert ginn an d'Aarbechten haten ee finanziellen Impakt vu +/- 100 Milliounen Euro.

D'Visioun vun der Referenzvitess op der belscher Säit, no Ofschloss vun den Aarbechten, ass kompetitiv am Verglach mat der Strooss:

2 Stonnen a 5 Minutte fir d'ICen, déi een Arrêt zu Arel, Libramont an Namur hunn (moies hin an owes zeréck) an 2 Stonnen an 30 Minutte fir d'ICen, déi dertëschent zirkuléieren an déi méi kommerziell Arrêten ubidden. De Schnellzuch (IC+) mat Depart vu Lëtzebuerg um 06.50 Auer ass leider zanter Dezember 2017 wéinst Aarbechten um Infrabel-Reseau suppriméiert an ass och net méi, wéi ufangs geplangt, opgrond vu Retarde vum Infrastrukturbedreiwer Infrabel, reaktivéiert ginn, souwéi all d'Schnellzich, déi déi zwou Haaptstied matenee verbannen.

Dësen Zuch ass allerdéngs vun enger zentraler europäescher Bedeitung, fir sech kënne kompetitiv zu der Strooss ze deplacéieren a fir zu Bréissel un de Reunioune vun den europäeschen Institutiounen am Quartier européen kënnen deelzehuelen.

Opgrond vun Aarbechten, déi vum Infrastrukturbedreiwer Infrabel op der Linn 162 realiséiert ginn, a well keng performant Sillone méi konnten ugebuede ginn, sinn déi sechs Zich IC+ suppriméiert ginn. De Fonctionnement wärend den Aarbechte vu just engem Gleis erlaabt et laut Infrabel net, zousätzlech zu der Basisoffer Bruxelles–Luxembourg a Libramont–Arlon, weider Schnellzich passéieren ze loossen.

Aktuell huet den Här Minister Georges Gilkinet kierzlech d'Enn vun de Moderniséierungsaarbechten op der Linn 162 fir 2028 annoncéiert. Et ass fir d'SNCB schwiereg, fir virun 2028 d'Zirkulatioun vun de Schnellzich op laang Siicht zu prezisen Zäite festzeleeën, well d'SNCB net a Besëtz vu prezisen Informatiounen zu den disponibelen Infrastrukturen (Zones de croisement, Vitess ...) vusäite vun Infrabel ass, déi iwwer den Zäitraum vun zwielef Méint erausgoe géifen.

De séieren Ofschloss vun den Aarbechten tëschent Bréissel an der belsch-lëtzebuergescher Grenz ass eng conditio sine qua non, fir Schnellzich tëschent Bréissel a Lëtzebuerg, mat Verlängerung op Stroossbuerg a Weiderfaart Richtung Schwäiz an Italien am Kontext vun der Initiativ TEE 2.0., zirkuléieren ze loossen.

An engem gemeinsame Schreiwes vum 14. Januar 2021, an op Initiativ vu Lëtzebuerg, hunn ech zesumme mam Här Georges Gilkinet, belsche Vizepremier a Mobilitéitsminister, een dréngenden Appell un den Här Frans Timmermanns, EU-Kommissiounsvizepresident an zoustänneg fir de Green Deal fir Europa, lancéiert, fir europäesch Finanzéierungsquelle fir d'Streck Bréissel–Lëtzebuerg am Kader vum Investitiounsplang fir en nohaltegt Europa ze mobiliséieren. D'Fuerderung ass kloer: mir wëllen dringend europäesch Finanzéierungsquelle fir d'Achs Bréissel–Lëtzebuerg mobiliséieren.

An engem Courrier vum 10. Mäerz 2021 huet d'europäesch Kommissioun eis e Soutien de principe fir dee Projet assuréiert. An dem Schreiwes annoncéiert den europäesche Koordinator och, dass en Aarbechtsgrupp wäert organiséiert ginn, fir en État des lieux vun der Situatioun ze zéien a fir Froe puncto Infrastruktur, aktuell Begrenzungen an Arrêten ze abordéieren. Dëst ënner Abannung vun de franséischen Autoritéite fir de Volet Lëtzebuerg–Stroossbuerg an doriwwer eraus.

Question 4445 (09.06.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **véhicules bruyants :**

Den 3. Juni hunn ech mat Interessi e Commentaire vum Marie Gales op RTL gelauschtert an deem d'Problematik vum Kaméidi vu manipuléierte Gefierer beklot gëtt. Der Journalistin fale virun allem Gefierer op, bei deenen den Auspuff manipuléiert gouf. Quatten, déi nach versichen am Stau duerch d'Mëtt ze fueren, an Autoen, bei deene serieméisseg e Knäppchen agebaut ass, fir Kaméidi ze maachen! „Deslescht erlieft am Mierscher Tunnel, wou ech duecht, ech wier an enger Formel 1 Course", esou d'Commentatrice.

Dat wat am Commentaire vun RTL beschriwwe gëtt, dat erlieft ee queesch duerch d'Land. Ëmmer méi Leit bekloen sech: an de Wunnquartiere vun de Stied, an den touristesche Regiounen, op den Haaptstroossen duerch eis Uertschaften, bei Spideeler an Altersheemer, op grousse Parkingen, etc. Dacks sinn et auslännesch Biker, déi eist Land zum Motorradsparadäis deklaréiert hunn - awer eeben net nëmmen. Et däerf ee beileiwen net all Motorrads- an Autosfuerer an dat selwecht Dëppe geheien. Do gëtt et eeben déi eng Leit, déi ganz récksiichtsvoll fueren, a leider eeben och déi aner. Esou ee Verhalen ass einfach respektlos. Mee déi Situatioune sinn och oft ganz gefäierlech. Déi Chauffere brénge schliisslech net nëmme sech selwer a Gefor, mee och aner Leit, déi ënnerwee sinn, sief et an anere Gefierer, mam Vëlo oder zu Fouss.

Virun dësem Hannergrond wollt ech dem Här Policeminister follgend Froe stellen:

1. Wéi systematesch ginn d'Kontrollen a puncto Bekämpfung vum Kaméidi vun esou Gefierer organiséiert?

2. Muss d'Police de la route an deem Kontext eventuell nei opgestallt a personell opgestockt ginn - well et gëtt ëmmer gesot, datt et carrement u Leit feelt; datt dat de Problem par excellence wier?

3. Ass d'Police mat adequatem Material ausstafféiert, fir de Kaméidi genee kënnen ze moossen, sou wéi dat z. B. an der Belsch de Fall ass?

4. Wéi vill Strofe goufen an dësem Zesummenhank zanter 2018 ausgeschwat?

Réponse (02.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Aleedend muss bemierkt ginn, dass „Sonometrie" ee komplexe Sujet ass a Kaméidi net esou einfach gemooss ka ginn, fir eng d'Beweislaascht ze erbréngen, wéi dat z. B. beim Alkoholgehalt an den Ausootmungen oder bei der Vitess de Fall ass.

D'Commission de circulation de l'État huet sech intensiv mat deem Sujet beschäftegt an ass zur Konklusioun komm, datt eng korrekt Miessung vum Kaméidi op der Voie publique mat engem Resultat, dat och viru Geriicht Bestand huet, fir d'Police momentan nëmme schwéier méiglech ass. Erschwéierend kënnt derbäi, datt et eng Partie Gefierer, besonnesch Motorrieder, um Marché ginn, déi mat engem homologéierten Auspuff ekipéiert sinn, deen also all Normen erfëllt, mee trotzdeem gréissere Kaméidi verursaacht.

Fir dem Problem trotzdeem entgéintzewierken, mécht d'Police reegelméisseg Verkéierskontrollen, wou ënner anerem d'Konformitéit vu verschiddenen techneschen Elementer iwwerpréift gëtt. Esou Kontrolle setzen eng gewësse Kompetenz um techneschen Niveau viraus. Auspuffen, déi vu bausse konform ausgesinn, kënne manipuléiert sinn a ginn net systematesch bei Kontrollen op der Voie publique detektéiert. Esou spezifesch Kontrolle gi speziell am Norde vum Land am Kader vu Motoscampagnë vun Ouschtere bis den Hierscht duerchgeféiert, awer net nëmmen.

ad 2. Am Kader vun de geplangten Effektivserhéijunge soll och d'Police de la route verstäerkt ginn, fir Kontrolle betreffend d'Sécurité routière duerchzeféieren. Wéi am Punkt 1 erkläert, kann de Rekrutement vu Police-Agenten eleng dëse Problem net léisen.

ad 3. Et ass momentan net virgesinn, Moossungsgeräter unzeschafen, mee éischter sech op d'Opstellung an déi néideg Kompetenze vu Police-Agenten ze konzentréieren. D'Gesetzgeebung erlaabt der Police aktuell net, weider Mesuren ze ergräifen wéi déi Kontrollen, déi scho punktuell duerchgefouert ginn.

ad 4. Am Kader vun de Verkéierskontrollen huet d'Police säit 2018 bis den Datum vum 17. Juni 2021 follgend Kontraventioune festgestallt an entspriechend Avertissement-taxéen ausgestallt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4446 (09.06.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **pension de vieillesse anticipée :**

Dès que les conditions d'âge et de stage sont remplies, toute personne ayant accompli la 57e année d'âge respectivement la 60e année d'âge peut demander de bénéficier de la pension de vieillesse anticipée.

Concernant le retrait de celle-ci, le site cnap.lu indique que :

« La pension de vieillesse anticipée est retirée, si le titulaire

- exerce une activité professionnelle non salariée rapportant un revenu qui dépasse un tiers du salaire social minimum brut par an ;

- exerce une activité salariée rapportant un revenu qui dépasse la moyenne des cinq revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance. »

Il nous revient à cet égard que le retrait s'opère de plein droit, sans qu'il ne soit tenu compte du niveau du dépassement.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer cette différence de traitement entre activité salariée et activité non salariée ?

- D'après Monsieur le Ministre, cette différence de traitement est-elle justifiée par rapport au principe de l'égalité devant la loi consacré constitutionnellement ? Monsieur le Ministre serait-il enclin de procéder à une adaptation législative du Code de la sécurité sociale ?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que la sanction du retrait, même après un dépassement très léger du seuil légal, ne soit sans aucune proportion ? Ne considère-t-il pas qu'il faille incorporer dans le texte de loi différents paliers ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de dépassements des limites susmentionnées ont été constatés par activité et par année sur les dix dernières années ? Quelles sommes ont dans ce contexte dû être remboursées à la CNAP ?

Réponse (07.07.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

- L'activité professionnelle non salariée et l'activité professionnelle salariée se distinguent par leur nature et par leurs caractéristiques et sont de ce fait régies dans beaucoup de domaines par des dispositions légales spécifiques adaptées. Tel est le cas notamment en droit de la sécurité sociale mais

aussi par exemple en droit du travail ou en droit fiscal.

Le cumul encadré d'une pension de vieillesse anticipée avec des revenus d'une activité professionnelle permet un passage progressif de la vie active à la vie inactive et permet à certains assurés, auxquels cette faculté est offerte, de continuer à travailler à revenus et à temps réduits.

La réduction du temps de travail des assurés salariés au moment du début de leur pension de vieillesse entraîne une réduction parallèle de leurs revenus professionnels.

Ce parallélisme n'existe pas pour les assurés non salariés pour lesquels le niveau des revenus professionnels n'évolue pas forcément en fonction de leur temps de travail.

Cette différence entre les caractéristiques des activités salariées et des activités non salariées justifie une différence de traitement au niveau légal.

La matière du cumul des revenus professionnels avec une pension de vieillesse anticipée est réglée par l'article 184, alinéas 3 à 5, du Code de la sécurité sociale.

- Le principe constitutionnel de l'égalité des citoyens devant la loi n'est pas violé par les dispositions en vigueur alors que les assurés exerçant une activité non salariée et les assurées exerçant une activité salariée ne se trouvent pas dans la même situation. Il est de jurisprudence constante que le principe d'égalité de traitement est compris comme interdisant le traitement de manière différente des situations similaires, or l'assuré non salarié et l'assuré salarié ne sont pas dans de telles situations similaires, tel que précisé dans la réponse à la première question.

Partant, aucune adaptation législative du Code de la sécurité sociale n'est actuellement prévue en la matière.

- Tout bénéficiaire d'une pension de vieillesse anticipée est informé des conséquences possibles de l'exercice d'une activité professionnelle sur sa pension et est expressément éclairé de son obligation d'informer l'institution de sécurité sociale compétente en cas de changement de sa situation personnelle pouvant modifier le droit à pension.

L'introduction de paliers n'est pas prévue dans l'accord de coalition 2018-2023.

- Les bénéficiaires de pensions de vieillesse anticipées ayant exercé une activité professionnelle non salariée rapportant un revenu qui dépasse un tiers du salaire social minimum n'ont pas été relevés statistiquement dans le passé. Il n'est par conséquent pas possible de donner le nombre exact de ces cas sur les dix dernières années. Ce nombre peut être estimé à une cinquantaine de cas.

Les montants remboursés dans ce contexte n'ont pas été comptabilisés séparément de sorte que leur total sur les dix dernières années ne peut également pas être déterminé.

Question 4448 (09.06.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**exposition « The Bitter Years » :**

En septembre 2012, l'exposition « The Bitter Years » qu'Edward Steichen a réalisée en tant que directeur du département de la photographie du MoMa a été installée dans l'ancien château d'eau à Dudelange construit en 1928.

Le « Waassertuerm » a été entièrement rénové et réhabilité en tant qu'espace d'exposition. Il constitue un repère dans le paysage de la Ville de Dudelange et représente un lieu insolite notamment par la mise en valeur du patrimoine industriel.

Depuis 2012, les deux expositions « The Family of Man » à Clervaux et « The Bitter Years » ont été conjointement promus par le Centre national de l'audiovisuel (CNA) en charge de la gestion de ces deux lieux d'exposition.

En décembre 2020, l'exposition « The Bitter Years » a été fermée au public. Elle sera expertisée, restaurée et ensuite archivée au CNA en attente de connaître de nouvelles aventures. Ainsi la tour d'eau hébergera d'autres expositions également contemporaines et modernes. Il va sans dire que l'exposition en tant que telle pour la qualité de sa thématique et de sa documentation et son installation à Dudelange ont constitué un attrait culturel et touristique majeur.

- Dès lors, nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Culture si l'exposition « The Bitter Years » pourra à nouveau être montrée à Dudelange. Dans l'affirmative, à partir de quelle date ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (06.07.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

La collection patrimoniale « The Bitter Years » a été présentée par le Centre national de l'audiovisuel (CNA) au Waassertuerm en deux rotations entre 2012 et 2020. Elle est composée de tirages originaux et fragiles de 1962. Conséquemment, dans une approche et une démarche à la fois de conservation et d'exposition du patrimoine, un monitorage régulier des œuvres a eu lieu pendant les périodes d'exposition. Les résultats ont amené le CNA à engager une expertise de conservation et de restauration pour évaluer l'état des œuvres et de leur imposer une « pause » - chose familière pour des expositions de photographie et pour favoriser la conservation des œuvres.

Alors que le Waassertuerm est certainement un espace hors du commun pour la présentation de la collection, force est de constater qu'il ne permet pas d'exposer la collection dans son entièreté. Aussi, les statistiques du CNA permettent-elles d'observer un intérêt public en déclin constant depuis l'ouverture de l'exposition en 2012. Pour ces raisons, il est examiné à l'heure actuelle dans quelle mesure l'exposition « The Bitter Years » pourrait retrouver sa forme originale d'exposition dans le cadre d'une collaboration européenne ou internationale, et par là susciter un intérêt international renouvelé et renforcé pour ce joyau du patrimoine luxembourgeois.

Retenons que le Waassertuerm jouit par ailleurs d'une réelle popularité auprès des artistes nationaux et internationaux qui font régulièrement part de leur désir d'exposer dans ce cadre hors du commun. De ce fait est née l'idée de profiter de la pause imposée par les mesures de conservation pour accueillir des artistes contemporains tels que l'artiste actuellement en résidence, Eline Benjaminsen, avec son exposition « Collapsed Mythologies ».

Par la suite, l'un des plus grands projets du CNA dans le cadre de Esch2022, Capitale européenne de la culture, y sera hébergé : en ce lieu faisant écho à l'histoire du site et de sa région, l'exposition « D'Stëmme vun der Schmelz » retracera l'histoire de l'ancien site industriel et de ses ouvriers.

Le site Waassertuerm + Pomhouse continuera donc à rester un point fixe dans la face publique du CNA et de sa programmation, les événements et expositions temporaires y prévus présentant un attrait pour de nouveaux publics multiples et diversifiés, tout en continuant à mettre en valeur le site patrimonial.

Question 4450 (10.06.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant les **taxes sur les biocarburants :**

Erneierbar Kraaftstoffer oder Biokraaftstoffer, déi aus Planzen- oder Liewensmëttelreschter produzéiert ginn, spillen eng wichteg Roll bei der Transitioun fir eng méi ekologesch Mobilitéit an e méi ekologeschen Transportsecteur. Bis alternativ Undriwwer am Schwéierverkéier oder am Fluchtransport zur Verfügung stinn, kënnen esou nohalteg Kraaftstoffer den Ausstouss vun CO_2 an aneren Zäregase staark reduzéieren a bestoend Gefierer nohalteg bis zum Enn vun hirem Liewenszyklus genotzt ginn. Leider ginn dës biologesch Kraaftstoffer genausou besteiert wéi konventionell Kraaftstoffer op Basis vu Mineralueleg.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Firwat ginn erneierbar Kraaftstoffer aus Planzen- oder Liewensmëttelreschter genausou besteiert wéi konventionell Kraaftstoffer aus Mineralueleg?

2. Gesäit d'Regierung vir, an Zukunft eppes un dësem Modell ze änneren?

Réponse commune (12.07.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Aktuell erlaabt de legislative Kader zu Lëtzebuerg et net, bei der Besteierung tëscht Kraaftstoffer, déi aus Planzen- oder Liewensmëttelreschter hiergestallt ginn, an de konventionelle Kraaftstoffer aus Mineralueleg ze ënnerscheeden.

Dozou sief gesot, datt bei der Bestëmmung vun der Héicht vun der CO_2-Tax pro Liter, déi ugangs 2021 agefouert gouf, just de fossillen Undeel vun de Kraaftstoffer a Betruecht gezu gouf.

ad 2. Am Kader vum Green Deal, an dem Programm „Fit for 55" huet d'europäesch Kommissioun ugekënnegt, de 14. Juli 2021 eng nei Direktiv fir d'Besteierung vun den Energieprodukter ze presentéieren, déi och fiskalesch Ureizer fir méi ëmweltfrëndlech Produkter soll enthalen. De Moment wou déi nei europäesch Gesetzgeebung a Kraaft trëtt, kënnen esou Mesurë consideréiert an ëmgesat ginn.

Question 4451 (10.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **recettes du projet « Ecobox » :**

An engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum 7. Juni 2021 goufen Zuelen iwwert d'Recettë vum Projet Ecobox vun der SuperDrecksKëscht veröffentlecht.

D'SuperDrecksKëscht gëtt bekannterweis vun enger privatrechtlecher Firma exploitéiert. D'Recetten, déi an deem Artikel genannt ginn, decken sech awer weeder mat der genannter Unzuel vun Ecoboxen am Ëmlaf, nach mat engem realisteschen Taux vu sougenanntem „Pfandschlupf". Falls 76.011 Behälter am Ëmlaf wieren, missten 380.055 Euro Pfand ageholl gi sinn. Den Artikel schwätzt awer vu Recettë vun 337.554,47 Euro.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Aus wat setzen sech déi genannte Recetten zesummen?

2. Wie profitéiert vun dëse Recetten?

3. Wéi een Taux vu „Pfandschlupf" gëtt beim System „Ecobox" ugeholl?

4. Op wéi enge Konte ginn d'Suen, déi aus dem Pfand entstinn, blockéiert? Sinn dat déi vum Tresor oder vun enger privater Firma?

5. Ass garantéiert, datt d'Suen aus dem Pfand just fir d'Unhuelen an d'Ausbezuele vum Pfand benotzt ginn an net an déi normal Tresorerie vun der SuperDrecksKëscht fléissen?

Réponse (13.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Recettë bestinn aus dem Pfand, dee fir d'Ecoboxen erhuewe gëtt, an aus dem Verkaf vu Méiweebesteck.

ad 2. D'Recettë kommen dem Staat zegutt, andeems se vun de Käschte vun der Aktioun SDK ofgehale ginn.

ad 3. Et kann een insgesamt dovun ausgoen, datt d'Zuel vun Ecoboxen, déi zeréck bei d'SDK kommen, ganz niddereg ass. Stand Mee 2021 sinn zanter dem Ufank vum Projet 84.310 Boxen ausgeliwwert ginn, 1.012 sinn der nees zeréckkomm. Dat sinn 1,2 %. Vun deene Boxen, déi zeréckkommen, ass d'Majoritéit nach gutt a kann dann nees zeréck an de Kreeslaf goen. Nëmmen e Brochdeel muss entsuergt ginn, well d'Box entweeder futti ass oder an engem Zoustand ass, datt se net méi ka verdeelt ginn.

ad 4. Doduerch, datt déi Recetten aus dem Pfand direkt vun de Gesamtkäschte vun der Aktioun SDK ofgehale ginn, ginn se och op kengem Kont blockéiert.

ad 5. Wéi scho gesot, ginn d'Recetten aus dem Pfand vun de Käschte vun der Aktioun SDK ofgehalen a kommen deemno dem Staat zegutt. Am Fall wou Ecoboxen zeréckkommen, déi net op en Neits kënnen un aner Betriber weidergi ginn an et doduerch zu engem definitive Remboursement vun dem Pfand vun dësen Ecoboxe kënnt, gëtt dëse Remboursement dem Staat nees a Rechnung gestallt.

Question 4452 (10.06.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **emprunts contractés par le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique :**

La loi du 13 février 2018 portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique prévoit dans son article 6, paragraphe 2, la possibilité pour le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique (ci-après « le Fonds ») de contracter un emprunt, cela dans un délai de trois ans à partir de sa création. Cet emprunt bénéficie de la garantie de l'État tant pour le remboursement du capital que pour le paiement des intérêts. Les modalités de cette garantie, limitée à 15 millions d'euros, sont fixées par le Gouvernement en conseil.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes :

- Le Fonds a-t-il contracté un ou plusieurs emprunts au cours des trois premières années après sa création ? Dans l'affirmative, quels ont-été les montants empruntés par le Fonds et quelles ont été les garanties fixées pour les montants empruntés par le Gouvernement en conseil ?

Réponse commune (08.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

La loi du 13 février 2018 portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique dispose à son article 6, paragraphe 2, que le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique (ci-après « Fonds ») a la faculté de contracter un emprunt dans un délai de trois ans à partir de sa création.

Cet emprunt bénéficie de la garantie de l'État tant pour le remboursement du capital que pour le paiement des intérêts. Cette garantie est limitée à 15 millions d'euros.

Le fonds a bénéficié en 2018 de garanties financières à hauteur de cinq millions d'euros.

Bien que, selon information reçue du fonds, ce dernier n'ait pas contracté de prêts bancaires au cours des trois premières années après sa création, il a en revanche souscrit une ligne de crédit d'un million d'euros ainsi que trois garanties bancaires à hauteur de 167.200 euros.

Depuis le 31 décembre 2020, il n'existe plus aucun engagement financier couvert par la garantie de l'État, telle que prévue par la loi précitée du 13 février 2018.

Question 4453 (10.06.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **chartes de lutte contre les nuisances sonores :**

An der Äntwert op eng vu menge parlamentaresche Froen (Nr. 4194) zum Klimabilan vun der Cargolux hunn d'Ëmweltministesch an de Mobilitéitsminister erkläert:

„Cargolux huet sech mat der ANA engagéiert, fir déi bescht Uwendung vun den Ausnamen zum Nuetsfluchverbuet festzeleeën. Am Kader vum Aktiounsplang géint de Kaméidi hunn d'ANA an d'Cargolux 2018 eng ‚Charte de lutte contre les nuisances sonores' ënnerschriwwen. D'Zil vun dëser Charte ass et, d'Nuetsflich an d'Motostester ze limitéieren an déi bescht Methoden a Verhalensweise fir eng Reduktioun vum Kaméidi unzewenden."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ginn an dëser Charte konkreet Ziler festgehalen, wat d'Unzuel vun den Nuetsflich an de Geräischpeegel ugeet?

2. Hunn nach weider Fluchgesellschaften esou Charten ënnerschriwwen?

3. Falls an der Charte vun 2018 keng konkreet Ziler festgehale sinn, gedenkt de Mobilitéitsminister, esou Ziler mat der Cargolux an den anere Fluchgesellschaften opzestellen?

4. Ass een Datum virgesinn, ab deem keng Nuetsflich méi vum Findel aus geflu ginn?

Réponse (19.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. No enger Analys vum Mobilitéitsministère an den zoustännege Servicer vun der ANA am Joer 2017 war festgehale ginn, datt d'Unzuel vun den Departen no Mëtternuecht op 95 Flich pro Joer limitéiert soll ginn, an dëst fir alleguerten d'Fluchgesellschaften zesummen. Do dernieft sollen no 01.00 Auer nuets keng Flich méi vun der ANA erlaabt ginn, et sief dann, si hätten eng permanent Derogatioun op Basis vum Artikel 13 vum „règlement grand-ducal modifié du 24 Mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'aéroport de Luxembourg".

An deem Kontext reegelt d'Charte d'Departe vun der Cargolux, déi tëschent Mëtternuecht an 01.00 Auer sollen erausgoen an déi eng speziell Autorisatioun vun der ANA brauchen. D'Charte accordéiert der Cargolux e gewëssenen Undeel un deene 95 Flich, wourop d'Cargolux sech an der Charte engagéiert, dës järlech Quot net ze iwwerschreiden.

Ëm de Geräischpeegel geet et an dëser Charte net.

ad 2. Bis elo goufe keng weider Chartë mat anere Fluchgesellschaften ënnerschriwwen.

ad 3. Dës Charte ass net de richtege Kader, fir Geräischpeegele festzeleeën. Wat dës Geräischpeegelen ugeet, brauch all ziville Fliger, deen an der EU fléie wëllt, en „EASA Certificat de navigabilité". Fir dësen ze kréien, muss de Fliger ë. a. en obligatoreschen an EASA-konforme „Certificat acoustique" besëtzen, deen noweist, datt de Fliger déi akustesch Ufuerderungen an der EU erfëllt.

ad 4. Mir hunn am Prinzip en Nuetsfluchverbuet tëscht 23.00 a 6.00 Auer. An där Period kënnen nëmme Flich zu Lëtzebuerg landen, déi Verspéidung hunn oder mat enger Sondergeneemegung, wéi z. B. fir d'Cargolux.

Am Moment ginn et wuel duerch de Pistechantier keng Nuetsflich um Findel. Dëst bedeit awer e grousse logisteschen Opwand, besonnesch fir Cargoflich a verspéite Passagéierflich, déi da mussen op alternativ Fluchhäfen auswäichen. De weideren Transport bis op Lëtzebuerg vun de Passagéier oder dem Cargo muss dann nach séchergestallt ginn.

Question 4454 (10.06.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **maltraitance physique :**

Unicef Däitschland an de Kinderschutzverbund hunn 2020 eng Etüd iwwert Gewalt am Erzéiungs-

beräich an Optrag ginn. 2.500 Persoune goufe befrot, ob si fannen, dass et akzeptabel ass, dat eegent Kand op den Hënner oder an d'Gesiicht ze schloen. All Sechsten huet uginn, dass eng op de Bak an der Rei wier, d'Hallschent huet fonnt, dass et akzeptabel ass, d'Kand op den Hënner ze schloen. An Däitschland gouf am Joer 2000 duerch ee Gesetz festgehalen, dass all Kand d'Recht op eng gewaltfräi Erzéiung huet.

Laut enger Etüd vun 2016 vun der University of Texas „Spanking and child outcomes: Old controversies and new meta-analyses", steigt mat all kierperlecher Form vun Züchtegung de Risiko, fir psychologesch Problemer ze entwéckelen a steigert ausserdem d'Agressivitéitspotenzial.

Zu Lëtzebuerg gëtt d'Maltraitance physique vun engem Kand follgendermoossen definéiert:

« Il s'agit de tout traumatisme physique intentionnellement infligé à un enfant comme les coups, les secousses, les morsures, les égratignures, les brûlures, etc. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung dës Problematik?

2. Goufen och zu Lëtzebuerg schonn esou Etüde realiséiert?

3. Wéi ginn d'Elteren hei sensibiliséiert?

4. Wéi ginn d'Kanner an deem Kontext iwwert hir Rechter opgekläert?

Réponse (13.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Als Signataire vun der Kannerrechtskonventioun, déi ee Recht op eng gewaltfräi Erzéiung garantéiert, schwätzt sech d'Regierung kloer géint Gewalt an der Erzéiung aus.

Am Moment verbitt de Code pénal Art. 401 nëmme Gewalt géint Kanner vu 14 Joer a méi, bezéiungsweis vu Gewalt géint Kanner ënner 14 Joer, déi iwwert „violences légères" erausgeet. D'Gesetz vun der Aide à l'enfance et à la famille vun 2008 geet allerdéngs scho méi wäit a verbitt all kierperlech Gewalt an der Famill.

Donieft huet d'Parlament den 3. Juli 2018 d'Ëmsetzung vun der „Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique" ugeholl an domat e konsequente Programm géint Gewalt lancéiert.

Ausserdeem hu verschidde Ministèren zesummen eng Prozedur ausgeschafft, wéi sech Fachpersonal verhale soll, wann si gewuer ginn, dass ee Kand doheem mësshandelt gëtt.

ad 2. Eng speziell Etüd zu dësem spezifesche Sujet zu Lëtzebuerg ass dem Ministère net bekannt. Allerdéngs ginn an enger Rei vun Etüden, déi zesumme mam Educatiounsministère realiséiert goufen, d'Sujete vum Wuelbefannen an der Gesondheet vu Jonken traitéiert. Sou kann een zum Beispill de Jugendbericht 2020 oder d'HBSC-Studie vun 2018 nennen.

ad 3. D'Elteren zu Lëtzebuerg ginn duerch eng Rei vu Campagnen dofir sensibiliséiert, dass kierperlech Gewalt, souguer a klenge Moossen, schiedlech ass fir Kanner a souwuel zu psychesche Problemer wéi och zu Verhalensopfällegkeete féiere kann, wéi Studië weisen. Am Kader vun 30 Joer Kannerrechtskonventioun, huet de Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse 2019 d'Campagne „Stop aux punitions corporelles!" lancéiert, déi souwuel duerch Plakater, wéi och duerch eng Konferenz iwwer d'Alternativen zu physescher Gewalt an der Erzéiung Eltere sensibiliséiert huet.

Och d'Eltereschoul vun der Fondation Kannerschlass, als konventionéierte Partner vum Lëtzebuerger Staat, engagéiert sech an deem Domän a bitt Coursen a „positiver Erzéiung" un, fir Elteren Erzéiungsmethoden, déi op edukative Konzepter berouen, méi nozebréngen.

ad 4. De Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse organiséiert reegelméisseg Opklärungsdeeg, zum Beispill am Beetebuerger Park, déi sech u Kanner, Jugendlecher an hir Eltere riichten, fir iwwer Kannerrechter, inclus dem Recht op eng gewaltfräi Erzéiung, opzeklären. Op dësen Deeg gëtt d'Konzept vun de Kannerrechter mat Hëllef vu Plakater, Filmer, Animatiounen, Aktivitéiten an Infostänn spilleresch erkläert.

Am Kader vum Zuch vun der Demokratie gëtt et och Informatiounsmaterial fir Enseignanten, fir dass si besser mat de Kanner iwwer Kannerrechter schwätze kënnen.

Zudeem hëlleft de Projet ChiCo (Children's Conference), deen zënter 2019 reegelméisseg stattfënnt, dobäi, Kanner iwwert hir Rechter ze informéieren an hinnen eng Stëmm an de Mutt ze ginn, sech auszedrécken an hir Meenung zu deenen Theemen, déi si betreffen, bekanntzemaachen. Dëst Joer war d'Theema vum ChiCo „Du hues Recht (?)!"

Och am Schoulfach „Vie et société" gëtt et ee Modüll iwwer Kanner- a Mënscherechter.

Question 4455 (10.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **mise à disposition de tests rapides Covid-19 :**

Ab dem 14. Mee goufe Bonge fir Covidschnelltester fir Persounen, déi de Chômage, de REVIS oder eng Pensioun bezéien, un d'Stéit verdeelt. Fir all Haushalt ass dee Moment eng Këscht mat Tester virgesinn. Elo ass et esou, dass Persounen an dëse Fäll keng Këscht zegutt hunn, falls si Personal beschäftegen (z. B. eng Botzfra) oder wann nach weider Persounen zu hirem Stot gehéieren, déi schaffen oder an d'Schoul ginn. Wärend also eng Persoun op der Schaff oder an der Schoul getest gëtt, kéinten déi aner Persounen am Stot sech net testen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung d'Iwwerleeung hannert dëser Entscheedung nach eemol erklären?

2. Firwat gouf net entscheet, fir all Stot, an deem op d'mannst eng Persoun, déi ënnert déi dräi uewe genannte Krittäre fält, eng Këscht Schnelltester zur Verfügung ze stellen, fir hinnen esou den Accès zu de Schnelltester ze garantéieren?

Réponse (07.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. + 2. All Employeur, dee Leit bei sech ugestallt huet, krut fir seng Salariéen och eng Këscht Schnelltester zur Verfügung gestallt. Dëst gëllt och fir Privatleit, déi bei sech Personal ugestallt hunn (Aide ménagère e. a.) an dës och offiziell beim Centre commun de la sécurité sociale deklaréiert hunn.

Question 4456 (10.06.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**école internationale Mersch Anne-Beffort :**

Pour faire face à l'accroissement de l'hétérogénéité scolaire, un certain nombre d'écoles internationales ont été mises en place sur le territoire du Grand-Duché :

- l'École internationale de Differdange & Esch-sur-Alzette (EIDE), inaugurée en 2016 ;

- l'École internationale Edward Steichen-Clervaux, inaugurée en 2018 ;

- l'École internationale de Mondorf-les-Bains, inaugurée en 2018 ;

- le Lënster Lycée International School, inauguré en 2018.

Une implantation à Mersch viendra compléter ce réseau des écoles internationales. Il est prévu que les premières classes commencent à fonctionner dès la rentrée 2021. L'école internationale Mersch Anne-Beffort (EIMAB) offrira trois ordres d'enseignement : une école européenne primaire, une école européenne secondaire et une voie préparatoire à l'école européenne.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien d'élèves sont actuellement inscrits aux écoles internationales précitées - par lycée et au grand total ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la composition de la communauté scolaire des établissements susmentionnés en établissant un tableau qui reprend les nationalités des élèves inscrits par lycée ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les communes de résidence des élèves par lycée ?

Réponse (13.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Les chiffres repris dans les deux tableaux ci-dessous comprennent les élèves de l'enseignement fondamental et ceux de l'enseignement secondaire inscrits dans une des écoles internationales suivantes :

LESC : Lycée Edward Steichen Clervaux
LLIS : Lënster Lycée International School
EIMLB : École internationale de Mondorf-les-Bains
EIDE : École internationale de Differdange & Esch-sur-Alzette

ad 1) + 2)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4458 (11.06.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **vaccination des participants aux jeux olympiques :**

De Sportsminister hat op meng rezent dréngend parlamentaresch Ufro Nr. 3822 geäntwert, dat eng Prioriséierung beim Impfe fir eis Sportler „net ubruecht" wier.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend dréngend Fro un d'Regierung stellen:

1. Huet de Sportsminister seng Meenung zu dëser Thematik geännert?

2. Sinn dann awer schonn Athleete prioritär geimpft ginn, déi bis elo altersbedéngt net dru gewiescht wieren?

3. Goufen och schonn Athleete geimpft, déi bis elo nach net qualifizéiert sinn, sech awer nach realistesch Hoffnungen op eng Startplaz kënne maachen?

Réponse (13.07.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

A menger Äntwert vum 11. Mäerz 2021 op der honorabeler Madame Nancy Arendt ép. Kemp hir deemoleg dréngend parlamentaresch Ufro Nr. 3822 hat ech geschriwwen, datt et zu deem Moment, wou den Impfstoff nach rar war, net ubruecht war fir Prioriséierunge fir eis Sportler, a scho guer net fir hir Encadranten, ze maachen. Wann een déi deemoleg Diskussioun ëm Impfdrängler zu Lëtzebuerg verfollege géif, hätt een, och eise Sportler, mat esou enger Decisioun kee Gefale gemaach.

ad 1. Nee, huet en net.

ad 2. Nee, d'Athleeten, déi dëst wollten, si gemäss der Impfstrategie vun der Regierung, an der Phas 6, geimpft ginn.

ad 3. Jo, woubäi elo jo bekanntlech d'Qualifikatiounsphas fir déi olympesch Spiller eriwwer ass.

Question 4461 (11.06.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **réalisation de mesures compensatoires sur des terrains à haute valeur agricole :**

An deene leschten Deeg huet d'Bauerenzentral drop higewisen (ënnert anerem an engem RTL-Reportage oder an engem Artikel am „Luxemburger Wort"), dass ëmmer méi landwirtschaftlech wäertvoll Fläche vum Staat opkaaft ginn, fir se dann als Kompensatiounsflächen ze benotzen. Am Naturschutzgesetz, wat am Juni 2018 an der Chamber gestëmmt gouf, ass awer explizitt drop higewisen, dass de Minister oppasst, fir ze evitéieren, dass sou landwirtschaftlech wäertvoll Fläche geholl géifen, fir ze kompenséieren (« Le ministre veille (...) à éviter la réalisation de mesures compensatoires sur des terrains à haute valeur agricole ... »). D'Propositioun, fir et kloer an d'Gesetz ze schreiwen, fir op landwirtschaftlech wäertvolle Flächen net ze kompenséieren, ass deemools net ugeholl ginn, mat der Begrënnung, dass doduerch d'Flexibilitéit géif verluer goen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi interpretéiert d'Ministesch de Gesetzestext? Wéi oft huet d'Ministesch vun dëser Reegel Gebrauch gemaach an sech fir den Erhalt vu landwirtschaftlech wäertvolle Flächen agesat?

- Wéi schafft de Comité de gérance op dësem Theema, dee jo ënner anerem och als Missioun huet opzepassen, datt Kompensatiounsmesuren net op landwirtschaftlech wäertvolle Fläche realiséiert goufen? Ginn et hei konkreet Zilsetzungen, bzw, gëtt eng Evaluatioun gemaach?

Réponse (13.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- D'Decisioun vun der Ministesch an dëser Saach baséiert sech op d'Avise vum Observatoire de l'environnement naturel an dem Comité de gérance (Kommitee) vun de Kompensatiounsmesuren. Dëst sinn zwee Gremien, wou sech Vertrieder aus der Landwirtschaft an dem Naturschutz iwwer potenziell Kompensatiounsprojeten austauschen.

Dës Avise sinn explizitt am Naturschutzgesetz vun 2018 virgesinn. D'Decisioun vun der Ministesch baséiert sech weiderhin op déi strateegesch Iwwerleeunge vun de Flächepool-Bedreiwer selwer, sief dat d'Natur- a Bëschverwaltung oder biologesch Statiounen, déi sech bei der Auswiel vun de potenzielle Projeten och mat der Fro vun der landwirtschaftlecher Wäertegkeet vun de Biedem auserneesetzen.

Ee Beispill, wéi mat dëser Fro ëmgaange gëtt, ass ee Projet an der Gemeng Wëntger, wou de Staat viru fënnef Joer ronn 40 ha landwirtschaftlech Fläche fir de Kompensatiounspool kaaft huet. Well dës Flächen zum groussen Deel op Plateaue leien, déi vun intensive landwirtschaftleche Betriber exploitéiert ginn, ass decidéiert ginn, dës Flächen net fir ekologesch Kompensatioun ze benotzen. Iwwer ee Remembrement ginn dës Fläche getosch an an Drénkwaasserschutzgebidder verluecht, wou se dann net nëmmen der Natur zeguttkommen, mee och dem Drénkwaasser. Hei gëtt also am Virfeld vun der Ëmsetzung vun engem Kompensatiounsprojet gekuckt, eventuelle Konflikter mat der Landwirtschaft aus dem Wee ze goen a Win-win-Situatioune fir Naturschutz, Drénkwaasserversuergung a Landwirtschaft ze schafen.

Wichteg ass et, ze ënnersträichen, datt et nach keng eenheetlech Kaart vun der „aptitude agricole" vun de Biedem zu Lëtzebuerg gëtt. Dofir bleift d'Appreciatioun, ob ee Buedem „d'une haute valeur agricole" ass oder net, eng Fro, déi au cas par cas muss analyséiert ginn. D'Buedemqualitéit um Niveau vum ganzen Territoire vu Lëtzebuerg gëtt iwweregens am Kader vum aktuelle „Programme de développement rural" als insgesamt schlecht ageschat. Dësen designéiert effektiv insgesamt 83 vun 105 Gemengen als benodeelegt Gebidder fir d'Ausübe vu landwirtschaftlechen Aktivitéiten, a baséiert sech dobäi op Krittären, déi praktesch exklusiv mat der Qualitéit vun de Biedem ze dinn hunn. Dëst beweist, datt d'Buedemqualitéit ganz verschidde ka bewäert ginn, ofhängeg dovun, aus wat fir enger Perspektiv een un d'Problematik erugeet.

Ee weidert wichtegt Element an der Diskussioun iwwer Kompensatioun a Landwirtschaft ass, datt bei deene meeschte Kompensatiounsprojeten ënnert dem Stréch keng oder ganz wéineg landwirtschaftlech Fläch u sech verluer geet. Dëst ass meeschtens nëmmen de Fall, wa Bësch muss ugeplanzt ginn. Bei all anere Projete gëtt déi landwirtschaftlech Bewirtschaftung an enker Zesummenaarbecht mat de lokale Baueren extensivéiert an den Usprëch vun den nei geschafene Biotopen a Liewensraim ugepasst. Duerch méi naturno Bewirtschaftungsformen, ouni Asaz vu Planzeschutzmëttel a kënschtlechem Dünger, gëtt sech iwweregens erwaart, datt sech d'Buedemqualitéit, notamment wat seng Porositéit, d'Unzuel an d'Diversitéit vu Buedemorganismen wéi z. B. Reewierm an den Humusgehalt ugeet, allgemeng verbessert.

D'Presseaktioun vun der Gewerkschaft „Bauerenzentral" ronderëm den Terrain zu Éilereng huet als Ausléiser eng naturschützeresch Moossnam, déi hëllefe soll, de Liewensraum vun der Bëschléierchen (de: Heidelerche; fr: alouette lulu) ze erhalen. D'Bëschléierchen ass eng staark menacéiert Vullenaart, déi op kargen, sandegen a wéineg frequentéierte Broochen a Moerwise virkënnt. Zu Lëtzebuerg ziele mir aktuell nëmmen nach 20-25 Brutkoppelen.

Et geet am Éilerenger Fall also net ëm eng klassesch Kompensatioun vun engem Biotop, deen een zerstéiert hätt, a wéi dat am Artikel 17 vum Naturschutzgesetz gereegelt ass. Et geet villméi ëm eng sougenannte „mesure d'atténuation" (Artikel 27 vum Naturschutzgesetz), déi et soll méiglech maachen, datt den ale Schlakentipp an Zukunft zu enger neier Industriezon ka ginn. D'Zil vun der ekologescher Gestaltung vum Terrain ass deemno, neie Liewensraum ze schafen, fir datt dono den ale Liewensraum vun der Bëschléierchen duerch de Mënsch genotzt ka ginn.

Am konkreete Fall ass de Wirtschaftsministère, deem all déi Terrainen affektéiert sinn, zum Schluss komm, datt déi industriell Notzung op dem ale Crassier méi wäertvoll ass wéi d'landwirtschaftlech Bedeitung vun der Ersatzfläch. De President vun der Bauerenzentral, deen dësen Terrain bis ewell konnt bewirtschaften, gesäit dat subjektiv sécherlech e bëssen anescht.

- De Comité de gérance (Kommitee) gëtt mat all Kompensationsprojet, deen am Kader vum nationalen oder engem regionale Flächepool soll realiséiert ginn, befaasst. Dee Kommitee ass zesummegesat aus Vertrieder vu staatleche Verwaltungen a Ministèren, Naturschutzorganisatiounen an der Landwirtschaftskummer. D'Projete ginn un d'Membere verschéckt an an de Sëtzunge vum Kommitee vun de jeeweilegen Träger virgestallt, sief dat d'Natur- a Bëschverwaltung oder eng biologesch Statioun. Eng vun den Aufgabe vum Kommitee ass d'Analys vun der landwirtschaftlecher Wäertegkeet vum Buedem vun zukünftege Kompensatiounsprojeten. Hei gëtt sech baséiert op bestoend Donnéeën, notamment déi verschidde Buedemkaarte vun der ASTA. No dëser Analys gëtt de Kommitee een Avis of, deen zu eventuellen Upassunge vun de Projete ka féieren. Bis dato ass nach kee Projet negativ vum Kommitee aviséiert ginn.

Bei all neiem Kompenséierungsprojet, deen an den nationale Flächepool opgeholl gi soll, kuckt de Kommitee am Virfeld och nom landwirtschaftleche Wäert - am nationale Kontext - vun de betraffene landwirtschaftlechen Terrainen.

Question 4462 (11.06.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**exploitation des aires de services :**

Zu Lëtzebuerg gëtt et - wéi a villen anere Länner och - laanscht d'Autobunne Raststätten a Form vun Aires de repos an Aires de service. De Staat ënnerhält dës Plazen a bitt den Tankstellen oder Restauranten, déi do wëllen ee Service ubidden, Verträg un.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Verträg mat Firme fir d'Exploitatioun vun enger Aire de service lafen am Moment?

2. Mat wéi vill Einname pro Joer sinn dës Verträg verbonnen (opgeschlësselt op déi lescht fënnef Joer)?

3. Wéi vill huet d'Konstruktioun vun den eenzelen Airen, déi no 2005 fäerdeggestallt goufen, kascht?

4. Wéi héich waren d'Entretienskäschten an deene leschte fënnef Joer (opgeschlësselt no Joer) fir d'Aires de service am Land?

Réponse (16.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Am Moment si siwen „aires de service" an der Exploitatioun, déi duerch een deementspriechende Vertrag mam Konzessionär ofgedeckt sinn.

Fir déi zukünfteg Aire zu Steebrécken a Richtung Esch huet de Staat de Vertrag mam zeréckbehalene Konzessionär ausgehandelt.

ad 2. Déi verschidde Verträg gesinn eng Konzessiounsofgab op den affektéierte Surfacen (Carburant, Shop a Restaurant) vir, déi opgeschlësselt op déi lescht fënnef Joer follgend Einname fir de Staat erginn hunn:

- 2016: 69.910.667,92 Euro,
- 2017: 70.318.327,18 Euro,
- 2018: 71.169.636,34 Euro,
- 2019: 71.668.102,87 Euro,
- 2020: 64.517.571,15 Euro.

Vun den insgesamt 347.584.305,46 Euro un Einname maachen d'Ofgaben op de Carburant 83,6 %, op de Shop 15,2 % an op de Restaurant 1,3 % aus. Dës Zuele bezéie sech op déi siwen „aires de service", déi dat lescht Joer an der Exploitatioun waren, déi zukünfteg Aire zu Steebrécken ass also net matabegraff. D'Moyenne vun den Einname pro Raschtplaz belafen sech also op ronn 10 Milliounen Euro pro Joer.

Wéi den honorabelen Deputéierte gesäit, handelt et sech bei dësen Einnamen net ëm Klengegkeeten an op alle Fall iwertreffe se largement d'Ausgabe vun der Konstruktioun an den Ënnerhaltskäschten.

D'Einname fir de Staat duerch d'Ofgaben iwwert d'Konzessiounsverträg op den Autobunnsraschtplaze sinn deemno substanziell, zousätzlech derbäi kommen awer nach déi allgemeng Einnamen duerch Accisen a Steieren.

ad 3. Nom Joer 2005 ass nëmmen eng Aire fäerdeg gestallt ginn, an zwar d'Aire zu Steebrécken a Richtung Esch-Lëtzebuerg. Den Decompte vun dem Projet „Aménagement d'une nouvelle plate-forme pour aire de service à Pontpierre avec réaménagement de l'accès N4-A4" huet sech op 2.252.753,18 Euro belaf. Am Projet war nieft der Raschtplaz och eng nei Autobunnsbrëtell an eng laang Beschleunegungsspuer matabegraff.

Nach net fäerdeggestallt ass d'Aire zu Steebrécken a Richtung Lëtzebuerg-Esch. Hei wäert den Decompte viraussiichtlech bei ronn 8.100.000 Euro leien. An dësem Betrag ass awer och d'Verbreedung vun der Autobunn op enger Längt vu ronn 1.300 Meter matabegraff, soudass den Amenagement vun der Plattform selwer eng ronn fënnef Milliounen Euro wäert kaschten.

Den Amenagement vu de Raschtplaze begräift awer net nëmmen déi affektéiert Surface fir de Konzessionär, mee och déi ëffentlech Flächen, déi d'Fuerspueren, d'Parkingen a d'Grénsträife matabegräifen. Op dëse sougenannten net affektéierte Flächen ass de Staat zum Beispill amgaang, Schnellluetstatioune fir d'Elektromobilitéit ze amenagéieren.

ad 4. Déi insgesamt Entretienskäschten iwwert déi lescht fënnef Joer op allen Autobunnsraschtplaze maache follgend Ausgabe fir de Staat aus:

- 2016: 1.051.803,09 Euro,
- 2017: 472.263,64 Euro,
- 2018: 509.533,32 Euro,
- 2019: 586.252,55 Euro,
- 2020: 554.995,99 Euro.

Fir 2016 erkläert sech d'Differenz vu ronn 500.000 Euro duerch eng Astandsetzung vun engem Réckhaltebecken. Dës Ausgab gouf deemools separat gefouert, ass awer um Budget vum „Fonds des routes" als Ënnerhaltsaarbechten op den Autobunnsraschtplaze gebucht ginn.

Question 4463 (11.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **validité des tests rapides Covid-19 fournis par une pharmacie condamnée pour fraude :**

Reporter.lu bericht am Artikel „Les ventes au noir des pharmacies" (11.6.2021) dovunner, dass sech eng Rëtsch Apdikten hei am Land am grousse Stil dem Steierbedruch schëlleg gemaach hunn an dat ënner anerem duerch Venten um Schwaarzmaart.

Des Weidere stellt d'Journalisteplattform fest:

« Les jugements seront en revanche transmis au Ministère de la Santé pour une inscription dans le registre professionnel que tiennent les services de la Ministre Paulette Lenert. »

D'Apdikten hei am Land sinn ee Service public, wat bedeit, dass si eng Konzessioun vum Staat zougesprach kruten. Am Règlement grand-ducal vum 27. Mee 1997 steet am Artikel 10 geschriwwen:

« La concession pourra encore être retirée dans les cas suivants : […]

3. si le concessionnaire n'offre plus les garanties matérielles ou morales nécessaires à la bonne gestion de la pharmacie. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

- Am Kontext vun der aktueller Pandemie: Dierfen déi vun der Justiz schëlleg geschwaten Apdikter(innen) nach zertifiéiert Covidtester ausstellen?

Réponse (09.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsministère huet op Nofro bestätegt kritt, datt en, aus dateschutzrechtleche Grënn, keen Accès zu deene verschiddene Jugementer sur accord huet a soumat keng Kenntnis weeder iwwert d'Identitéit vun de Verurteelten, nach iwwert den Inhalt vun deenen eenzele Condamnatiounen huet. Aus deem Grond kann ee keng Analys maachen iwwert den eventuell weideren Impakt vun deenen Urteeler, domat eeben och net, wat Covidtester ugeet.

Question 4464 (11.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **pharmacies condamnées pour fraude :**

Reporter.lu bericht am Artikel „Les ventes au noir des pharmacies" (11.6.2021) dovunner, dass sech eng Rëtsch Apdikten hei am Land am grousse Stil dem Steierbedruch schëlleg gemaach hunn an dat ënnert anerem duerch Venten um Schwaarzmaart.

Des Weidere stellt d'Journalisteplattform fest:

« Les jugements seront en revanche transmis au Ministère de la Santé pour une inscription dans le registre professionnel que tiennent les services de la Ministre Paulette Lenert. »

D'Apdikten hei am Land sinn ee Service public, wat bedeit, dass si eng Konzessioun vum Staat zougesprach kruten. Am Règlement grand-ducal vum 27. Mee 1997 steet am Artikel 10 geschriwwen:

« La concession pourra encore être retirée dans les cas suivants: […] 3. si le concessionnaire n'offre plus les garanties matérielles ou morales nécessaires à la bonne gestion de la pharmacie. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, Gesondheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Déi genannte Gesetzesverstéiss werfen d'Fro op, ob déi Betraffen nach déi néideg „garanties morales" fir eng Konzessioun presentéieren. Kruten déi vun der Justiz schëlleg geschwaten Apdikter(innen) hir Konzessioun vun der Santé entzunn? Falls nee, firwat net?

2. Wéi eng Konsequenzen huet d'Regierung aus dëse Bedruchsmasche gezunn? Wat fir eng Moossnamen huet d'Regierung geholl, fir d'Kontrollen am Secteur ze verbesseren? Wéi gouf mat de concernéierten Acteuren ëmgaangen?

Réponse commune (12.07.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass als éischt ze bemierken, datt d'Opdecken an d'Poursuivéiere vun deem Steierbedruch nëmme méiglech war duerch déi gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Enregistrement an der Steierverwaltung, souwéi déi gesetzlech verankert Zesummenaarbecht mat de relevante Justizautoritéiten.

D'Konsequenzen, déi heiraus à ce stade ze zéie sinn, leien haaptsächlech am Bëndele souwéi an der Auswäertung vu sämtlechen Erfarungswäerter, déi bei der Opdeckung vun dësem Steierbedruch gesammelt konnte ginn. Et wäert elo drëms goen, fir dës gesammelt Erkenntnisser bei nächste Kontrollen anzesetzen.

Wéinst den Dispositiounen iwwert d'Steiergeheimnis ass et op dëser Platz net méiglech, méi ausféierlech Detailer aus de verschiddenen Dossiere bekannt ze maachen.

De Gesondheetsministère huet bis dato nach kengem Apdikter eng Konzessioun entzunn, well een aus dateschutzrechtleche Grënn keen Accès zu deene verschiddene Jugements sur accord huet, a soumat keng Kenntnis, weeder iwwert d'Identitéit vun de Verurteelten, nach iwwert den Inhalt vun deenen eenzele Condamnatiounen huet.

Question 4465 (11.06.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **négociations de l'Union européenne avec des pays tiers concernant le Certificat numérique européen Covid :**

Mam Aféiere vum gréngen EU-Covid-Certificat stellt sech d'Fro, wéi eng Reegelen an Zukunft mat Drëttstaate wéi Groussbritannien, den USA oder Kanada gëllen. Heivu concernéiert sinn nieft Leit, déi wéinst eise wirtschaftleche Relatioune mat Drëttstaaten an de Grand-Duché areese fir hei ze schaffen, och eng ganz Rei Studenten. Am Kader vun der Finanzplaz ass et och esou, datt eng ganz Rei Leit e puermol an der Woch Aller-Retour tëscht London a Lëtzebuerg fléien. Eisen Informatiounen no lafen Demarchen op EU-Niveau, fir bilateral Accorde mat enger Rei Länner auszehandelen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung um Lafenden iwwer d'Demarchë vun der EU-Kommissioun? Wa jo, ginn et eventuell éischt Resultater?

2. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et absolutt noutwendeg ass, datt Accorden ausgehandelt ginn, och fir d'Arees vun EU-Awunner an Drëttlänner ze erméiglechen unhand vum EU-Certificat?

Réponse commune (08.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Regierung ass um Lafende vun dëser Demarche vun der EU-Kommissioun. Bis ewell leien nach keng Resultater vir.

ad 2. Jo, d'Lëtzebuerger Regierung setzt sech dofir reegelméisseg op EU- an internationalem Niveau an, fir datt esou Accorde mat Drëttlänner méiglechst séier ofgeschloss ginn.

Question 4466 (11.06.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **protection des animaux :**

Lëtzebuerg ass e Land mat villen Hausdéieren, haaptsächlech Hënn a Kaze si ganz beléift. Leider kënnt et awer ëmmer nees vir, dass Déiere verschwannen, well se z. B. fortgelaf sinn an de Wee net zeréckfannen, verletzt goufen oder souguer geklaut gi sinn. Leschteres ka besonnesch bei Déiere vu bestëmmte Rassen, déi besonnesch wäertvoll sinn, e Problem duerstellen, well d'Déieren um Schwaarzmaart vill Geld abrénge kënnen. Mee och aner Déiere kënnen Affer vun engem Vol ginn, wa Persounen si bspw. besonnesch an d'Häerz schléissen, obwuel dës net de Proprietär sinn.

An engem konkreete Fall, wou et ëm e presuméierte Vol vun enger Kaz gaangen ass, huet de Parquet viru Kuerzem decidéiert, dass « le préjudice ou le trouble causé par l'infraction est trop peu important pour justifier que le parquet déclenche l'action publique ».

Am Kontext vum Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018, wat festgehalen huet, dass en Déier keng Saach ass, eng Dignitéit huet a muss geschützt ginn, werft dës Decisioun eng Rei Froen op, déi dat aktuellt Gesetz betreffen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Dignitéit vun engem Déier sech vun der Dignitéit vun engem Mënsch ënnerscheet?

Falls jo: Awéifern muss hei ënnerscheet ginn? Wéi ass dës Ënnerscheedung gesetzlech festgehalen? Hätten an dësem Fall net verschidde Begréffer misse gewielt ginn, fir kloerzestellen, dass de Begréff vun der Dignitéit am Kontext vum Déiereschutz net déi selwecht Envergure huet wéi beim Mënsch?

Falls nee: Misst eis Gesetzgeebung dann net eng méi streng Strofverfollgung virgesinn am Fall vun Infraktiounen, an déi Déieren involvéiert sinn? Misst den „trouble causé" vun enger Infraktioun, an déi en Déier verwéckelt ass, dann net identesch si mat engem Fall, wou e Mënsch betraff ass, well et sech zweemol ëm Wiese mat enger ze respektéierender Dignitéit handelt?

2. Sinn de Ministere Fäll zu Lëtzebuerg bekannt, wou Déiere geziilt vu Privatleit entféiert oder geklaut goufen an et zu enger Feststellung vun enger Infraktioun an engem Opdecke vum Täter koum? Falls jo, ëm wéi vill Fäll handelt et sech?

3. Sinn de Ministere Fäll aus eisem Land bekannt, wou Déiere geziilt vun organiséierte Gruppen entféiert oder geklaut goufen, fir se weider ze verkafen, a wou et zu enger Feststellung vun enger Infraktioun an engem Opdecke vum/vun den Täter koum? Falls jo, ëm wéi vill Fäll handelt et sech?

4. Ass en Déier zu Lëtzebuerg elo wierklech e Liewewiese mat Gefiller oder gëtt et ëmmer nach als eng Saach betruecht, wéi dat virum Vott vum Déiereschutzgesetz de Fall war?

5. Wéi kann d'Exekutiv dofir suergen, datt de Grondsaz „en Déier ass e Liewewiese mat Gefiller" net nëmmen um Pabeier, mee och an der Realitéit gëllt an ëmgesat gëtt?

Réponse commune (12.07.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 definéiert een Déier als „een netmënschlecht Liewewiesen, dat eng Sensibilitéit an deem Sënn huet, datt et een Nervesystem huet, deen et him erméiglecht, Péng ze verspieren".

D'Gesetz verbitt een Déier ouni Ursaach dout ze maachen oder dout maachen ze loossen, ëm Péng zouzeféieren, et an Angscht ze versetzen an ëm Schued oder Sequellen zouzefügen. Dëse Verbuet ass allerdéngs net onuntaaschtbar am Sënn, dass den Text esou Demarchen nëmme verbitt am Fall wou kee Besoin dofir besteet.

Ausserdeem exerzéiert ee Mënsch aner Aktivitéite bezüglech zu Déieren aus, déi erginn, dass d'Dignitéit vun engem Déier net gläichzesetzen ass mat der Dignitéit vun engem Mënsch.

Follgend Aktivitéite fale beispillsweis do drënner:

- Den Déierentransport, dee gréisstendeels am Zesummenhang mat kommerziellen Aktivitéite steet.
- D'Schluechte vun Déieren, wou de mënschleche Konsum am Vierdergrond steet.
- D'Notzung vun den Déieren am Kader vu wëssenschaftlechen Zwecker.

Et ergëtt sech aus dëse Beispiller, datt een Déier net um selwechten Niveau ewéi ee Mënsch anzestufen ass, wat seng Dignitéit ubelaangt.

Allerdéngs si scho grouss Efforte gemaach ginn, fir d'Dignitéit vum Déier, seng Sécherheet a säi Wuelbefannen ze verbesseren.

Als Beispill kann een den Artikel 18 vum Déiereschutzgesetz zitéieren, dee souwuel administrativ ewéi och penal Strofe virgesäit, fir de Respekt vun der Dignitéit vum Déier ze garantéieren.

Aktuell sinn och nach weider Gesetzestexter dobäi, ausgeschafft ze ginn, déi zum Zil hunn, d'Dignitéit vum Déier ze verbesseren.

ad 2. Eisen Autoritéiten ass ee Fall bekannt, deen am Oktober vum Geriicht jugéiert wäert ginn.

ad 3. Nee.

ad 4. D'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 definéiert een Déier effektiv als „een netmënschlecht Liewewiesen, dat eng Sensibilitéit an deem Sënn huet, datt et een Nervesystem huet, deen et him erméiglecht, Péng ze verspieren".

Obwuel d'Strofrecht an d'Zivilrecht just en Ënnerscheed tëschent Mënschen a Saache maachen, ass ze bemierken, dass mam Déiereschutzgesetz d'Déieren net méi als eng Saach betruecht ginn, wéi et virdrun de Fall war, mee als en „netmënschlecht Liewewiesen" mat Gefiller. Mat dësem Gesetz sinn d'Wuelbefannen, d'Dignitéit an d'Sécherheet vun Déiere garantéiert.

ad 5. Säit d'Déiereschutzgesetz a Kraaft getrueden ass, gëtt en Déier tatsächlech als Liewewiese mat Gefiller betruecht. Esou huet d'Déiereschutzgesetz d'Obligatioune vun de Persounen, déi en Déier besëtzen oder versuergen, preziséiert an ënnerschiddlech Sanktioune par rapport zu der Gravitéit vun enger Dot agefouert.

D'Déiereschutzgesetz gëtt an der Praxis tatsächlech vun den Autoritéiten ugewannt (et gëtt op d'Fro Nr. 2 verwisen).

Dozou kann een nach soen, dass de Landwirtschaftsministère d'Anhale vun deene betreffende Gesetzer kontrolléiert. Dëst och am Kader vun der Ëmsetzung vun der europäescher Agrarpolitik, wou reegelméisseg Kontrollen am Beräich vum Déiereschutz gemaach ginn.

Question 4467 (11.06.2021) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**impact de l'assouplissement des restrictions de voyage en Europe sur l'Aéroport de Luxembourg :**

Avec la reprise du trafic aérien, liée à l'assouplissement des restrictions de voyage en Europe, les aé-

roports européens ont mis en garde contre un chaos estival éventuel, résultant de la multiplication des contrôles des voyageurs dans le cadre des mesures de lutte contre la propagation du virus Covid-19. Sans adaptation de l'organisation au niveau des flux des voyageurs, ces derniers seraient dans l'obligation de patienter plus longtemps aux points de passage.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

- Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il l'évolution de la situation à l'Aéroport de Luxembourg durant la période des vacances d'été suite à la levée d'une grande partie des restrictions ?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il mettre en place ensemble avec les responsables de lux-Airport afin d'éviter des rassemblements de voyageurs importants voire une situation chaotique dans la zone « check-in » pour ce qui est des départs et dans la zone « baggage claim » pour ce qui est des arrivées ?

Réponse (19.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Après un volume de trafic mensuel en juin 2021 de 30 % par rapport au mois comparable de l'année de référence 2019, lux-Airport prévoit un volume de passagers mensuel d'environ 50 % pour les mois de vacances de juillet et août par rapport à l'été 2019. En raison d'une forte proportion de voyageurs privés et de vacances, ce volume se concentre principalement sur les week-ends. Les jours et heures de pointe de cet été seront probablement à peu près comparables à ceux de l'été 2019.

Les équipes du terminal qui gèrent le flux des passagers ont été renforcées et sont plus nombreuses qu'avant pour faire face à des délais d'attente plus longs des passagers. Ceux-ci sont dus aux mesures applicables en milieu aéroportuaire pour prévenir la propagation transfrontalière du Covid et aux contraintes sanitaires imposées par les pays destinataires.

Les processus de traitement des passagers ont été soigneusement alignés avec les partenaires de lux-Airport, notamment avec l'assistant en escale qui gère les check-ins, les bagages, les portes et les embarquements. La société lux-Airport conseille à tous les passagers de se présenter à l'aéroport au minimum deux heures à l'avance de leurs vols. Lux-Airport a également lancé une campagne d'information pour les passagers dont le message consiste à se renseigner au préalable sur leurs vols et de prévoir plus de temps pour partir en voyage.

Question 4468 (11.06.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **décision de la Commission nationale pour la protection des données dans la suite de l'affaire dite du « casier judiciaire bis » :**

Il nous revient que dans la suite de l'affaire ayant trait au recrutement d'un référendaire par les autorités judiciaires,

la CNPD aurait récemment prononcé à l'égard du Parquet général de Luxembourg

- un rappel à l'ordre pour avoir violé diverses dispositions du règlement européen de la protection des données,

- une interdiction de consulter la banque de données JU-CHA dans le cadre du recrutement d'un employé de l'État.

Elle aurait par ailleurs enjoint audit Parquet général d'effacer les données issues de la base de données JU-CHA et reproduites dans ses fichiers de recrutement.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Madame le Ministre a-t-elle connaissance de ladite décision de la CNPD ?

- Quel jugement Madame le Ministre porte-t-elle sur le fait que contrairement aux affirmations vigoureuses de Madame la Procureure générale d'État lors d'une conférence de presse tenue le 28 juin 2019, la CNPD constate une violation des dispositions européennes en matière de protection des données ?

- Est-il envisagé d'intenter un recours contre ladite décision de la CNPD conformément à l'article 55 de la loi du 1er août 2018 portant organisation de la CNPD ? Alors que la décision vise le Parquet général de Luxembourg, Madame le Ministre peut-elle nous indiquer qui introduira ledit recours ?

- Alors que la décision de la CNPD n'est autre que le constat d'un fonctionnement défectueux des services judiciaires, Madame le Ministre ne considère-t-elle pas que la responsabilité de l'État puisse être engagée sur base de la loi du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques ?

Réponse (08.07.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

En réponse à la première question posée par les honorables Députés, je tiens à préciser qu'en date du 31 janvier 2020, le Parquet général m'a transmis le rapport d'enquête dressé par la CNPD relatif à l'utilisation de JU-CHA dans le cadre de la vérification de l'honorabilité ou de la moralité d'un candidat à un poste de référendaire-bibliothécaire. Le rapport d'enquête de la CNPD donnait d'ores et déjà un premier aperçu concret des manquements constatés par celle-ci. Par la suite, j'ai pris connaissance de la décision finale de la CNPD, à savoir la décision numéro 1FR/2021 du 5 mars 2021, la veille de sa publication sur le site Internet de la CNPD en date du 14 juin 2021.

Dans ce contexte, il faut souligner que la publication de la décision, par ailleurs notifiée à Madame le Procureur général d'État en date du 8 mars 2021, a été faite conformément aux délais prescrits par la CNPD elle-même, à savoir à l'épuisement des voies de recours. Je rappelle que les décisions de la CNPD peuvent faire l'objet d'un recours en réformation devant le tribunal administratif dans les trois mois qui suivent leur notification. Il revient au responsable du traitement des données auquel se rapporte la décision d'introduire ou non un recours.

Il me revient par ailleurs que Madame le Procureur général d'État, responsable du traitement des données au sens de la présente décision, a renoncé à son droit de recours et a accepté les conclusions d'enquête antérieures à la décision de la CNPD.

Ainsi, l'« interdiction de consulter la banque de données JU-CHA dans le cadre du recrutement d'un employé de l'État », prononcé à l'encontre du Parquet général, a été suivie d'effet dès l'introduction de la réclamation au fondement de la décision de la CNPD, suivant les informations reçues par le Parquet général.

En outre, dans son courrier du 28 janvier 2020 adressé à la CNPD accusant la réception du rapport d'enquête, Madame le Procureur général d'État affirmait d'ores et déjà que les avis émis par les autorités judiciaires quant à l'honorabilité et la moralité de citoyens n'étaient plus basés sur le traitement du JU-CHA. Le 31 janvier 2020, le Parquet général a également informé des manquements constatés de la CNPD et a transmis le rapport d'enquête par courrier à Monsieur le Procureur d'État au Parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et Monsieur le Procureur d'État au Parquet du tribunal d'arrondissement de Diekirch.

En plus de l'ensemble de la mise en conformité et des mesures précédemment citées, une instruction de service du 11 mars 2021 émanant du Parquet général a également enjoint le personnel de purger, conformément à la décision de la CNPD, les dossiers d'embauche, de toute donnée qui aurait son origine dans une consultation de l'application JU-CHA faite en raison de ou en lien avec un acte de candidature et qui s'y trouverait encore. Cette mesure vise tant les dossiers ayant abouti à une embauche que ceux n'ayant pas mené à une telle issue.

J'ai par ailleurs déposé le projet de loi 7691 dont l'objectif est d'introduire un cadre légal pour les « vérifications d'antécédents » dans un certain nombre de matières relevant de ma compétence, notamment pour le recrutement des attachés de justice et du personnel des administrations judiciaires.

Par ailleurs, un deuxième projet de loi portant introduction d'un cadre légal pour le traitement des données effectué dans l'application JU-CHA est sur le point d'être déposé.

Concernant la dernière question des honorables Députés, il ne me revient pas d'anticiper une éventuelle décision du juge quant à la responsabilité de l'État dans cette affaire.

Question 4469 (14.06.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **vaccination des personnes rétablies de la Covid-19 :**

Les autorités viennent d'annoncer que la démarche vaccinale va être modifiée pour les personnes ayant déjà contracté la Covid-19 au cours des six derniers mois. En effet, elles n'auront besoin que d'une seule dose de vaccin pour être considérées comme totalement protégées et pour recevoir leur certificat de vaccination. Cette modification va permettre d'économiser un nombre de doses considérable et accélérer le rythme de la campagne de vaccination qui dépend toujours du nombre de doses livrées.

Dans son avis du 31 mai 2021, la Haute autorité de santé (HAS) française émet une recommandation qui permettrait d'optimiser davantage la campagne de vaccination. En effet, en France, on estime que 23 % de la population a été infectée alors que 8 % des cas seulement ont été dépistés. La HAS recommande ainsi d'avoir recours à des TROD sur prélèvement sanguin (test rapide d'orientation diagnostique) afin de dépister des formes asymptomatiques de Covid-19 lors de l'administration de la première dose de vaccin et de n'injecter qu'une seule dose lorsque ce test s'avère positif. Cette démarche permettrait d'économiser des doses sans pour autant perturber l'organisation de la campagne de vaccination.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le nombre de personnes ayant contracté la Covid-19 au cours des six derniers mois ? Combien de ces personnes se sont déjà fait administrer la première dose de vaccin, respectivement ont complété leur schéma vaccinal et combien de personnes n'ont pas encore été vaccinées ?

2) Ne serait-il pas judicieux, dans un souci d'optimisation, de ne vacciner les personnes rétablies qu'au cours du dernier des six mois afin de garantir à ces personnes une plus longue période de conformité au CovidCheck d'une part, et d'autre part de permettre l'utilisation des doses ainsi libérées pour des personnes qui n'étaient pas en contact avec le Sars-CoV-2 ?

3) Étant donné que l'économie de doses n'est donnée que pour les vaccins nécessitant deux doses, le vaccin unidose Johnson & Johnson est-il réservé pour les personnes n'ayant pas eu d'infection Covid-19 au cours des six derniers mois ?

4) La décision d'administrer seulement une dose aux personnes ayant contracté la Covid-19 au cours des six derniers mois s'applique-t-elle déjà aux personnes qui attendent actuellement l'administration de leur seconde dose ? Dans l'affirmative, ces personnes seront-elles averties en temps utile ?

5) Madame la Ministre envisage-t-elle de suivre la recommandation de la HAS et dépister par TROD sérologiques les personnes ayant été infectées à leur insu dans le but d'optimiser l'utilisation des doses vaccinales ? À combien de personnes peut-on estimer le nombre de personnes ayant été infectées à leur insu au Luxembourg ?

Réponse (23.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Au cours des six derniers mois, pour la période du 1er janvier au 22 juillet 2021, 26.210 nouvelles infections ont été déclarées. Parmi ces infections, 765 personnes avaient déjà bénéficié d'un schéma vaccinal complet (2,92 %), 815 personnes avaient reçu une première dose de vaccin (3,11 %) et 24.630 personnes n'avaient pas encore été vaccinées, ce qui correspond à 93,97 %.

ad 2) La meilleure protection contre une infection Covid-19 est un schéma vaccinal complet. Le Luxembourg suit en cela le Conseil supérieur des maladies infectieuses qui, dans sa recommandation du 10 juin, corrigée le 16 juin, recommande de respecter un intervalle de quatre semaines entre le diagnostic de l'infection à Sars-CoV-2 par test PCR et la vaccination, les symptômes de la phase aiguë de l'infection devant être résolus.

ad 3) Le vaccin unidose Johnson & Johnson n'est pas réservé aux personnes n'ayant pas eu d'infection Covid-19 au cours des six derniers mois. Les personnes éligibles à la vaccination peuvent choisir entre les quatre types de vaccins autorisés par l'Agence européenne des médicaments en s'inscrivant sur les listes d'attente respectives et ouvertes depuis le 5 juillet. Cette démarche s'inscrit dans l'objectif de la campagne vaccinale visant à encourager une adhésion maximale à la vaccination.

ad 4) Pour les personnes ayant déjà bénéficié d'une première dose de vaccin et ayant contracté la Covid-19, deux possibilités s'offrent quant à l'administration de la seconde dose de vaccin depuis la recommandation du CSMI du 10 juin 2021 concernant la vaccination après une infection Covid-19 :

- Soit ces personnes peuvent contacter la helpline et leur faire parvenir une copie de leur test positif PCR. La helpline prend alors contact avec l'Inspection sanitaire qui modifie les données de la personne concernée dans le système MS.VACC en vue de lui faire parvenir un certificat de vaccination renseignant un schéma vaccinal complet ;

- Soit ces personnes peuvent se rendre au centre de vaccination pour leur second rendez-vous en vue de l'administration de la seconde dose. Le médecin-chef du centre peut alors effectuer la modification dans le MS-VACC en vue d'établir pour la personne concernée un certificat de vaccination renseignant un schéma vaccinal complet.

ad 5) À ce jour, en l'absence d'une recommandation internationale ou de la part du CSMI, similaire à celle émise par la HAS, une telle démarche n'est actuellement pas envisagée au Luxembourg. Par ailleurs, les TROD sérologiques ne constituent pas à eux seuls des marqueurs suffisamment efficaces pour déterminer si une seule dose de vaccin suffit ou non. En effet, le taux d'anticorps est certes une aide potentielle, mais ne peut être utilisé seul dans la pratique courante pour décider du nombre de doses nécessaires. S'ajoute finalement à cela que le Luxembourg ne se trouve actuellement plus en situation de pénurie de vaccins et que suffisamment de doses de vaccins sont actuellement disponibles afin que ces personnes puissent bénéficier des deux doses requises.

Question 4470 (14.06.2021) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **situation de conflit dans certains pays partenaires de la coopération luxembourgeoise :**

La coopération luxembourgeoise au développement se met résolument au service de l'éradication de la pauvreté, surtout dans les pays ayant les besoins les plus importants. Le Luxembourg a signé des accords généraux de coopération avec sept pays partenaires dont trois pays du Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Concernant ces derniers, force est de constater que la situation sécuritaire au Sahel devient de plus en plus préoccupante. Un deuxième coup d'État au Mali endéans neuf mois ainsi qu'une attaque terroriste au Burkina Faso ne sont que deux exemples à citer dans ce contexte.

La situation sécuritaire dans ces pays complique les missions de coopération et met en danger les personnes qui y travaillent sur le terrain. En même temps, c'est justement dans ces pays que l'aide au développement est indispensable car une grande partie de la population s'appuie sur elle pour sa survie, ce qui constitue l'un des critères fondamentaux dans la sélection de pays partenaires de la coopération luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) En ce moment, quel est l'impact de la situation sécuritaire précaire dans la région du Sahel sur le travail de terrain dans le cadre des missions luxembourgeoises de coopération dans ces pays ?

2) Dans quelle mesure le fait que trois de ces sept pays partenaires se trouvent dans une situation sécuritaire précaire, impacte-t-il l'orientation et la mise en œuvre de projets et programmes dans ces pays ?

3) Combien de personnes ont été rapatriées pendant les dernières cinq années dans le cadre des missions de coopération luxembourgeoises ? De quelles régions ces personnes ont-elles été rapatriées ? Quel impact ces rapatriements ont-ils sur le travail de terrain de nos missions ?

4) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une modification des plans d'action en cas d'une détérioration de la situation sécuritaire dans ces pays s'avère nécessaire, ceci dans le but de mieux protéger les personnes sur le terrain et d'assurer la continuité des efforts d'aide à la coopération, même en situation de conflit ?

5) Au cas où la mission de coopération dans un pays deviendrait difficile voire impossible pour une durée prolongée à cause de la situation sécuritaire, comment les fonds en question sont-ils réalloués ? Un programme indicatif de coopération (PIC) peut-il être prolongé ?

6) Le PIC Mali étant arrivé à échéance en 2019, Monsieur le Ministre envisage-t-il de continuer l'engagement au Mali sans nouvel accord ?

Réponse (12.07.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) La dégradation sécuritaire au Sahel exige une veille et analyse constante des risques y associés et le cas échéant une adaptation des modalités d'intervention des activités de coopération au développement ainsi que des ajustements sur le plan des zones géographiques d'intervention. Sur le plan des modalités, ceci implique notamment une concentration des équipes de suivi de la mise en œuvre des projets et programmes dans les capitales avec des missions ponctuelles sur les sites d'intervention ainsi qu'un recours accru à l'exécution nationale lorsque les acteurs concernés disposent des capacités suffisantes. Le contexte sécuritaire peut par ailleurs engendrer des retards dans la mise en œuvre de certaines activités, y compris la reprogrammation d'activités prévues en raison de l'impossibilité de se déplacer dans certaines zones.

ad 2) Tandis que la situation sécuritaire précaire dans ces pays rend la continuité de notre appui aux populations vulnérables encore plus pertinente, nos interventions se situent de plus en plus dans le continuum du nexus « humanitaire, développement et paix ». Dans cette logique, le contexte et les besoins actuels impliquent un recours accru à des acteurs humanitaires et organisations non gouvernementales qui disposent d'un réseau et d'une assise dans des zones difficiles d'accès. La coopération luxembourgeoise a également renforcé ses appuis

directs aux autorités nationales et locales afin de mettre ces dernières en capacité de répondre de manière flexible à des besoins immédiats des populations, notamment en termes d'accès à des services sociaux de base de première nécessité.

ad 3) Au cours des cinq dernières années, quatre retours anticipés ont eu lieu dans le cadre de missions effectuées dans le contexte de la coopération luxembourgeoise en raison de la dégradation du contexte sécuritaire. Deux retours ont eu lieu en provenance du Nicaragua, en 2018, tandis que deux autres ont été faits à partir du Myanmar, au premier trimestre de 2021. Ces retours anticipés ont notamment entraîné un remaniement des tâches de travail avec la reprise en main des missions essentielles par le personnel sur place afin d'assurer la continuité de la mise en œuvre et du suivi des projets et programmes en cours.

ad 4) Le Luxembourg a investi, ces dernières années, de manière conséquente dans la sécurité des personnes déployées dans le cadre de la mise en œuvre des interventions de la coopération luxembourgeoise, ainsi que dans la protection de ses ambassades. Les mesures de sécurité sont ainsi revues et adaptées de manière régulière afin de réduire les risques à un strict minimum. Par ailleurs, le Ministère des Affaires étrangères et européennes est en contact régulier avec les organisations non gouvernementales et agences d'exécution et des moyens budgétaires supplémentaires leur ont été mis à disposition en vue d'assurer la sécurité de leur personnel sur place. En outre, le Luxembourg est en contact avec les autres partenaires sur place sur les questions de sécurité.

ad 5) En cas d'une détérioration aggravée de la situation sécuritaire ou politique, les fonds de la coopération dont ceux dirigés vers des autorités étatiques pourraient par exemple être réalloués vers des acteurs de mise en œuvre multilatéraux (développement et humanitaire) ou issus de la société civile, tel qu'il a été le cas au Nicaragua après la crise politique en 2018. Un PIC peut non seulement être prolongé pour des raisons sécuritaires et politiques, mais aussi en cas de retards avérés dans la mise en œuvre ou à des fins de consolidation des acquis.

ad 6) Le troisième Programme indicatif de coopération au Mali, initialement prévu de couvrir la période 2015-2019, avait été prolongé jusqu'à la fin de 2020 selon les recommandations de la revue à mi-parcours du programme, menée en 2018. Faisant suite au coup d'État en août 2020 au Mali, il a été décidé de reporter la signature du quatrième PIC et de mettre en place une stratégie de transition visant à encadrer les relations de coopération avec le Mali jusqu'à la fin de 2022, dans l'attente de la conduite d'élections transparentes, crédibles et apaisées et d'un retour à l'ordre constitutionnel.

Question 4471 (14.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **protection des yeux des élèves :**

Computer, Smartphone, Tablet - digital Medie gehéieren zum Alldag vu Kanner a Jugendlechen. An de Schoule ginn dës Medien ëmmer méi heefeg agesat. Et kann ee souguer vun enger progressiver „Bildschirmiséierung" vum Unterrecht schwätzen. Onofhängeg vun de kognitiven Implikatioune vun dëser Entwécklung, déi a bildungspolitesche Kreesser kontrovers diskutéiert ginn, ass dësen Trend och mat gesondheetleche Risike fir d'Schüler verbonnen, z. B. fir hir Aen. Wärend sech normalerweis d'Aelid ongeféier 25-mol pro Minutt op an of beweegt an doduerch d'A mat enger schützender Tréineflëssegkeet iwwerzitt, geschitt dat bei der Aarbecht um Schierm just siwemol pro Minutt. Dës „Monotonie vum Bléck" huet desagreabel Konsequenzen: rout Aen, Juckreiz, d'Ae „brennen", d'Vue gëtt beanträchtegt.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Ginn et am Schoulministère Iwwerleeungen, fir d'Schüler, déi ëmmer méi Zäit um Schierm verbréngen (souwuel a wéi och ausserhalb vun der Schoul), iwwer Methoden ze informéieren, wéi se hir Ae schütze kënnen (z. B. „20-20-20-Reegel", reegelméissegt Blënzelen, Vergréisserung vun der Schréft um Schierm, genuch Ofstand zum Schierm)?

2. Ginn d'Schüler dozou encouragéiert, hir Ae reegelméisseg vun engem Aendokter kontrolléieren ze loossen? Hu Schüler, déi Problemer mat den Aen hunn, well se wärend dem Unterrecht ze laang op de Bildschierm hu misse kucken, d'Méiglechkeet, aner Supporten ze wielen, oder sinn se gezwongen, bis zum Enn vum Unterrecht „duerchzehalen"?

3. Ginn et am Ministère Iwwerleeungen, fir den Asaz vun digitale Medien am Unterrecht op eng bestëmmt Unzuel vu Stonne pro Woch ze limitéieren, fir d'Ae vun de Schüler net onnëtz ze strapazéieren?

Réponse (13.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Ech kann d'Ausso, datt et zu enger progressiver Bildschiermiséierung vum Unterrecht kënnt, wéi den honorabelen Deputéierten sech ausdréckt, net deelen. Bildschiermer op Tabletten oder um PC ginn an der Schoul genotzt, engersäits fir den Unterrecht ze ënnerstëtzen, anerersäits fir d'Kanner an déi Jonk op eng Welt virzebereeden, an där d'Digitaliséierung zum private wéi och zum berufflechen Alldag gehéieren. Den Unterrecht gëtt dobäi weiderhi vu qualifzéiertem Léierpersonal assuréiert, net vu Bildschiermer.

An de Schoule ginn d'gesondheetlech Risike vun engem iwwerméissegen oder problematesche Gebrauch vu Bildschiermer selbstverständlech thematiséiert, z. B. dann, wann d'Schülerinnen an d'Schüler op Tablet-Klassen hiren Apparat kréien.

Donieft ass et dem Ministère awer wichteg, datt och d'Eltere sensibiliséiert ginn, op de Mediegebrauch vun hire Kanner opzepassen. Aus deem Grond huet de Ministère 2020 den „Elternratgeber: Bildschirme in der Familie" erausginn.

ad 2. D'Kanner - a mat hinnen hir Elteren - gi vu Klengem un, ë. a. duerch de Bilan 30, awer och duerch d'Interventioune vum Schouldokter oder der Schouldoktesch, sensibiliséiert, sech reegelméisseg ënnersichen ze loossen an esou preventiv ze handelen.

Am Unterrecht passen d'Enseignanten drop op, datt de Mediegebrauch ausgeglach bleift. Et gëllt dobäi, d'Kanner an déi Jonk staark ze maachen, datt se hir digital Apparater ausserhalb vun de Course méiglechst bewosst notzen. Déi franséisch Psychologin Sabine Duflo schléit vir, follgend véier Reegelen ze beuechten:

- Moies fréi kee Bildschierm
- Kee Bildschierm beim Iessen
- Kee Bildschierm virum Schlofegoen
- Kee Bildschierm am Kannerzëmmer

ad 3. Et ass net besonnesch sënnvoll, sech just op Zäitbegrenzungen ze konzentréieren oder souguer, wéi den honorabelen Deputéierte suggeréiert, nei Verbueter anzeféieren, virun allem an enger Zäit, wou d'digital Apparater net just an der Schoul genotzt ginn, mee an all d'Beräicher vum Liewen anzéien.[15] De Problem sinn net d'digital Medien u sech, mee d'Aart a Weis, wéi mer mat hinnen ëmginn. Dobäi spillt d'Schoul eng wichteg Roll, fir ze weisen, wéi een digital Apparater sënnvoll notzt, nämlech dann, wa se e Méiwäert hu par rapport zu anere Medien.

Question 4476 (14.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **dépistage du cancer :**

Dem rezentste Bilan vum Santésminstère no war de Kriibs am Joer 2019 fir d'éischte Kéier déi heefegst Doudesursaach am Land. Nach méi oft wéi Persounen u kardiovaskulären Erkrankungen oder Accidenter verstuerwe sinn hu Mënschen de Kampf géint de Kriibs verluer.

Well gewosst ass, dass de Kriibs eng schwéier Erkrankung ass, déi vill Persounen net iwwerliewen, wann d'Tumeuren eréischt spéit entdeckt ginn, si Vorsorgeanalysen an eng séier medezinnesch Prise en charge beim Optauche vun den éischte Symptomer extreem wichteg.

Leider kënnt et zu Lëtzebuerg awer ëmmer nees zu Situatiounen, an deene Persounen trotz engem Verdacht op eng Kriibserkrankung e puer Woche waarde mussen, bis si bei engem Spezialist ënnersicht kënne ginn. Virum Hannergrond, dass bei besonnesch aggressive Kriibsformen d'Tumeure sech no e puer Woche Waardezäit schonns staark vergréissert oder souguer am Kierper gestreet kënnen hunn, rode verschidde Generalisten hire Patienten ze probéieren, e Rendez-vous am Ausland ze kréien. Fir déi Concernéiert ass esou ee Rendez-vous am Ausland awer oft mat héije Käschte verbonnen, well d'CNS d'Fraisen net ëmmer iwwerhëlt.

Rezent soll et esou z. B. zu Refuse vun der CNS komm sinn a Fäll, wou Persoune sech am Ausland wollten ënnersiche loosse wéinst Mo-Daarm-Bluddungen (Code ICD10/CIM10: K92-2) an domat verbonnen dem Verdacht op eng Kriibserkrankung. Wärend d'Waardezäit an Däitschland just bei e puer Deeg louch, hätt et zu Lëtzebuerg iwwer zwou Woche gedauert, fir déi entspriechend Analyse gemaach ze kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi laang musse Patienten aktuell an der Moyenne waarden, bis si eng Koloskopie/Gastroskopie gemaach kënne kréien, wa se d'Symptomer vum ICD10/CIM10: K92-2 presentéieren?

Wéi eng Waardezäit ass an esou Fäll der Regierung hirer Aschätzung no medezinnesch vertrietbar?

2. A wéi enge Fäll (Waardezäit zu Lëtzebuerg, Krankheetsbild etc.) iwwerhëlt d'CNS Koloskopien/Gastroskopien och am Ausland?

3. Wat gëtt gemaach, fir d'Waardezäite bei Analysen, déi fir eng Fréierkennung vun enger Kriibserkrankung wichteg kënne sinn, ze verkierzen?

Réponse commune (15.07.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Fir Patienten, déi Symptomer opweisen, gëtt de Rendez-vous no de Beschwéiere vum Patient festgeluecht. Dëst gëtt mam behandelenden Dokter a mam Spezialist gekuckt. Am Fall vun enger Urgence kritt de Patient innerhalb vun e puer Deeg e Rendez-vous. Den Delai, bannent deem ee Patient en charge geholl gëtt, kann also vun e puer Deeg bis zu e puer Woche variéieren, ofhängeg vun der Gravitéit vun de Symptomer.

ad 2. Am Kader vun den Ufroe fir en Transfert an d'Ausland mussen Doktere wuel de Code ICD-10 uginn, net awer, ob et sech ëm eng Gastroskopie/Koloskopieënnersichung handelt. Dozou kënnt, datt mat der Villzuel vu méiglechen Diagnosen, déi eventuell eng Gastroskopie/Koloskopie erfuerderen, net kann e pertinente Lien zum Code vum Akt am Fall vu engem Transfert an d'Ausland gemaach ginn.

Bei der Prozedur fir en Transfert an d'Ausland ass et esou, datt de Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet (CMSS) all medezinneschen Dossier eenzel aviséiert. Et goufe bei der medezinnescher Analys e puer Dossieren negativ aviséiert an doropshin huet d'Gesondheetskeess e Refus ausgestallt. Bei dëse Refuse kann et sech awer ëm aner medezinnesch Ursaachen handelen, fir déi eng Gastroskopie/Koloskopie ugefrot gouf.

Well d'Gastroskopie/Koloskopie net op der Lëscht vun de Behandlunge steet, fir déi eng Autorisatioun am Virfeld muss obligatoresch ugefrot ginn, kann den Assuré fräi an d'Ausland reesen, fir eng Gastroskopie/Koloskopie ze maachen. An deem Fall misst den Assuré awer de Montant vun der Ënnersichung virstrecken, fir duerno e Remboursement no de Lëtzebuerger Tariffer unzefroen. Dëst ass awer net méiglech am Fall vun enger stationärer Behandlung, fir déi eng Autorisatioun am Virfeld erfuerderlech ass.

ad 3. Am Kader vum „Programme organisé de dépistage du cancer colorectal" (PDOCCR), gëtt et ëmmer méi schwéier, den Delai vun 30 Deeg tëschent dem Rendez-vous an der Koloskopie ze respektéieren. Dëst ass dorop zeréckzeféieren, datt et am Moment net genuch agreéiert Spezialiste ginn.

An de kommende Woche wäerten eng Rei Spezialisten déi aktuell Ekipp renforcéieren, soudatt d'Zuel vun den agreéierten Dokteren eropgeet. Dës Lëscht wäert och um Site vum Gesondheetsministère ze fanne sinn (www.sante.lu).

Ausserhalb vum PDOCCR ginn d'Koloskopië vu Fall zu Fall anescht gehandhaabt. Dëst hänkt vum Kontext of. Bei engem individuellen Depistage, dee vun der Persoun selwer ugefrot gëtt, muss ee mat e puer Méint Waardezäit rechnen.

Falls bei esou engem Depistage ee groussen Daarmkriibsrisiko besteet, ginn d'Exame vum Spezialist selwer programméiert. Dëst gëllt och bei engem Suivi vun enger chronescher Krankheet (z. B. Maladie de Crohn) souwuel wéi bei Kriibsfäll, déi a Behandlung sinn.

Question 4478 (14.06.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **violences obstétricales :**

Le phénomène des violences obstétricales est malheureusement un phénomène très répandu. Le Ministre de la Sécurité sociale, Romain Schneider, en est bien conscient, comme en témoigne sa réponse à la question parlementaire n° 1292 du 7 octobre 2019 du député Gusty Graas : « Aucun pays n'échappe à cette problématique. »

Dans sa réponse, le Ministre dit par ailleurs qu'il « n'y a pas d'enregistrement spécifique des violences en tant que telles ni d'enquête réalisée auprès des femmes ».

L'initiative The Roses Revolution veut mettre la lumière sur ce phénomène. Tous les ans, lors de la journée mondiale d'action du 25 novembre mais aussi tout au long de l'année, ce mouvement essaie d'informer sur cette problématique. À défaut d'être entendues, des femmes en témoignent. Voir la vidéo faite lors de la journée d'action de 2020. https://www.facebook.com/1101609286516795/videos/202077674848969.

Beaucoup de femmes qui accouchent vivent des violences obstétricales. Ces violences ne sont souvent pas la conséquence nécessaire ni le résultat secondaire d'un accouchement. Trop souvent ce sont des pratiques bien ancrées et systématiques qui font fi des droits des femmes qui accouchent et qui ne mettent pas la femme au centre de l'accouchement.

Je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que vous estimez qu'il faut se donner les moyens nécessaires pour lutter contre le phénomène des violences obstétricales ?

2) Si oui, est-ce que vous n'estimez pas qu'un enregistrement des cas de violences obstétricales serait utile et nécessaire afin de lutter contre ce phénomène ?

3) Si oui, est-ce que vous prévoyez le cas échéant de mettre en place un mécanisme de recensement de cas de violences obstétricales ?

4) Si oui, est-ce que vous prévoyez de systématiquement enquêter auprès des jeunes mamans/parents comment ils ont vécu l'accouchement et s'il y a eu des violences ?

Réponse (21.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Selon les informations dont dispose le Ministère de la Santé, le Conseil scientifique du domaine de la santé devrait publier prochainement des recommandations concernant les violences obstétricales et concernant les indications de césarienne programmées.

À l'heure actuelle, il n'existe pas de définition unique de ce que sont les violences obstétricales, ce qui rend l'enregistrement systématique d'éventuelles violences obstétricales difficile. Cependant, certains indicateurs, dont les données issues de la Documentation et classification des séjours hospitaliers, permettront de mieux évaluer l'ampleur de cette réalité au Luxembourg, comme par exemple la fréquence des épisiotomies.

Il n'est actuellement pas prévu d'enquêter auprès des jeunes mamans/parents quant à des violences obstétricales qui auraient pu se produire durant l'accouchement. À noter que les établissements hospitaliers ont mis en place dans le cadre de leur programme qualité des enquêtes de satisfaction à travers lesquelles les patients peuvent exprimer leur vécu. Les patients concernés peuvent en outre déposer des plaintes auprès du service dédié de chaque établissement hospitalier. Les établissements ont par ailleurs obligation de disposer d'un système de recueil des événements indésirables.

Question 4479 (14.06.2021) de **M. Marc Spautz** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **décrochages scolaires :**

L'année scolaire 2020-2021, affectée considérablement par la crise dite Covid-19, touche à sa fin. Selon la dernière édition de l'étude « Épreuves standardisées » menée par le « Luxembourg Center for Educational Testing » de l'Université du Luxembourg, le fossé éducatif entre enfants issus de familles socialement défavorisées et leurs camarades issus de familles mieux situées se creuse davantage suite aux répercussions de la pandémie sur l'enseignement.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de décrochages scolaires par niveau et au grand total durant l'année scolaire 2020-2021 ?

2) Est-ce que ces élèves ont été pris en charge par le Ministère de l'Éducation nationale suite à l'abandon de leur parcours scolaire ?

3) Dans l'affirmative, quelles pistes alternatives leur ont été proposées ?

4) Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la raison pour laquelle ces jeunes gens se voient abandonnés par le ministère suite à l'abandon de leur parcours scolaire ?

Réponse (08.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) L'année scolaire 2020-2021 n'étant pas encore clôturée, les chiffres repris dans le tableau ci-dessous reflètent la situation de septembre 2020 à mai 2021. Certains élèves pouvant avoir décroché de l'école plus d'une fois pendant une année scolaire, il faut départager le nombre de décrocheurs du nombre de décrochages. Entre septembre 2020 et mai 2021, le nombre total de décrocheurs était de 1.623, alors que le nombre de décrochages s'élevait à 1.661.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la

[15] "Focusing only on limits is hardly a realistic proposition in an age when digital media are fast becoming the infrastructure for work, leisure, learning, relationships and community life." LIVINGSTONE, S. et BYRNE, "J. Parenting in the Digital Age. The Challenges of Parental Responsibility in Comparative Perspective". In: MASCHERONI G et al. Digital Parenting. The Challenges for Families in the Digital Age. Göteborg: Nordicom, 2018, S. 181

Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Le Service national de la jeunesse (SNJ), particulièrement sa division « Soutien à la transition vers la vie active », a pour mission de mettre en place un réseau d'antennes locales dont une des tâches est d'assurer le suivi des décrocheurs scolaires. Sur base des données fournies mensuellement par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), le SNJ contacte tous les jeunes ayant quitté le système scolaire luxembourgeois sans avoir obtenu un diplôme et qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire. Tous ces jeunes, respectivement leurs parents lorsqu'il s'agit de mineurs, reçoivent une lettre les invitant à prendre contact avec un agent d'une antenne locale du SNJ en vue d'un accompagnement individuel. En cas d'absence de réaction, le SNJ tente de contacter activement les jeunes à au moins cinq reprises, à des heures et jours de la semaine différents et en utilisant des moyens de communication divers.

La prise en charge par un agent du SNJ se fait sur base volontaire en respectant le besoin individuel du jeune.

ad 3) Le SNJ propose différentes offres aux jeunes inactifs leur permettant de renouer avec une activité et à long terme avec leur scolarité ou le cas échéant un emploi. On peut distinguer entre trois types d'offres : offres d'information et de conseil individuel visant à guider le jeune ; offres d'alternatives à l'inactivité et constituant un tremplin vers la vie active ou une réintégration scolaire, et des offres de formations visant le développement de compétences clés.

Les alternatives à l'inactivité s'adressent surtout aux jeunes qui ne peuvent ni retourner à l'école ni intégrer le marché du travail dans l'immédiat. Il s'agit des services volontaires, des ateliers et des stages d'orientation conférant une expérience pratique et une orientation concrète. Chaque jeune inscrit dans une offre du SNJ est accompagné par un agent éducatif d'une antenne locale. L'accompagnement du SNJ est fortement individualisé et axé sur la situation particulière du jeune. Ainsi, l'agent éducatif élabore un projet personnalisé avec le jeune, incluant non seulement les offres du SNJ, mais aussi des mesures proposées par d'autres services ou institutions.

ad 4) Selon la définition adoptée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), un décrocheur est un élève à plein temps, non soumis à l'obligation scolaire, ayant quitté le système scolaire luxembourgeois sans diplôme ou certification finale avant ses 24 ans à la date de départ. Ces jeunes, pour autant qu'ils soient inscrits dans un établissement scolaire public, sont contactés de manière systématique par le SNJ selon les modalités décrites sous ad 2). Les jeunes en question ne sont plus suivis s'ils ne réagissent ni aux lettres qui leurs sont envoyées ni aux tentatives de prise de contact. À noter que certains jeunes ont pu trouver une solution par leurs propres moyens ou refusent tout simplement l'aide proposée.

Les jeunes n'ayant pas été inscrits à un établissement scolaire public ne peuvent être suivis par le MENJE vu que ce dernier ne dispose pas d'informations sur ces élèves.

Question 4481 (14.06.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact du retrait de l'armée française sur la mission militaire luxembourgeoise au Mali :**

Frankräich huet rezent bekannt ginn, seng militäresch Kooperatioun mam Mali ze stoppen - e Land, wat sech iwwerdeems ëmmer méi a Richtung vun engem totalitäre Staat entwéckelt a wou och d'Korruptioun ëmmer méi zouhëlt.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Wéi eng Auswierkungen huet de Beschloss vu Frankräich, net méi militäresch mam Mali ze kooperéieren, op d'Relatioun tëscht Lëtzebuerg an dem Mali?

2. Wéi bewäert d'Regierung déi rezent negativ Entwécklungen am Mali a gedenkt Lëtzebuerg och, säin Engagement am Beräich vun der Entwécklungshëllef mam Mali ze iwwerdenken?

Réponse commune (13.07.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. Nodeems Frankräich beschloss hat, seng militäresch Kooperatioun mam Mali temporär ze stoppen, koum den 2. Juli d'Nouvelle, datt Paräis dës Kooperatioun rëm géif fortsetzen. Wéi d'Regioun vum Sahel insgesamt, befënnt de Mali sech weiderhin an enger fragiller a komplexer politescher, sozialer a securitärer Situatioun. Et ass also wichteg, datt déi international Partner um Terrain bleiwen a mathëllefen, eng Verschlechterung vun der Situatioun ze verhënneren. Lëtzebuerg bleift weiderhin en engagéierte Partner, am Beräich vun der Sécherheet duerch ons Presenz an der EUTM Mali an der MINUSMA, souwéi am Beräich vun der inklusiver Gouvernance an Entwécklungszesummenaarbecht.

ad 2. Eise leschte „Programme indicatif de coopération" (PIC) mam Mali, deen eis Bezéiungen an der Entwécklungszesummenaarbecht encadréiert huet, ass am Dezember 2020 ausgelaf. Nom Coup d'État am August 2020 ass d'Ënnerschrëft vun engem neie PIC ausgesat ginn, a mir hunn eng Transitiounsstrategie en place gesat, déi eis Interventiounen am Mali bis Enn 2022 encadréiert, fir och weiderhin der Bevëlkerung zur Säit ze stoen. D'Ofschléisse vun engem eventuellen nächste PIC ass a bleift ofhängeg vun der Entwécklung vum institutionelle Kontext am Mali a vum Ofhale vun transparenten an demokratesche Walen, souwéi der Ëmsetzung vum Accord d'Alger fir Fridden a Reconciliatioun. An deem Kontext verfollege mir d'Evolutioun vun der politescher Situatioun am Mali zesumme mat eisen internationale Partner.

Question 4482 (14.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **santé au travail sans le secteur agricole :**

D'Zeitung „De Lëtzebuerger Bauer" huet rezent eng franséisch Etüd zitéiert, no där sech a Frankräich am Schnëtt all zweeten Dag e Bauer d'Liewen hëlt. Als Grënn fir dës dramatesch Entwécklung ginn ë. a. déi ongewëss Zukunftsperspektiven ugefouert.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Huet d'Regierung Donnéeë virleien, déi Réckschlëss op beruffsbedéngte Krankheeten - sief dat psychescher oder physescher Natur - an de landwirtschaftleche Beruffer erméiglechen? Wa jo, wat fir eng Erkenntnisser zitt d'Regierung an deem Kontext? Gëtt et eng Opfällegkeet, datt et grad an de landwirtschaftleche Beruffer besonnesch dacks zu beruffsbedéngte Krankheete kënnt?

2. Huet d'Regierung méi allgemeng Donnéeë virleien, déi Réckschlëss dorop erméiglechen, wéi eng Beruffsgruppe besonnesch dacks grad och vu psychesche Krankheeten oder Depressioune betraff sinn?

3. Am Fall, wou nach keng esou Donnéeë virleien, wär d'Regierung bereet, eng Etüd an Optrag ze ginn, wéi eng Beruffsgruppe besonnesch dacks grad och vu psychesche Krankheeten oder Depressioune betraff sinn an, am Hibléck op d'Situatioun am Ausland, dobäi och d'Landwirtschaft besonnesch ze berücksichtegen?

Réponse commune (12.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De leschte Recensement vum Statec betreffend d'Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, staamt aus dem Joer 2019.

Doraus geet ervir, datt insgesamt 3.636 Familljememberen an engem landwirtschaftleche Betrib schaffen. Vu datt grad am landwiertschaftleche Secteur vill Leit nieweberufflech schaffen, entsprécht dat 2.278 Vollzäit Aarbechtsplazen.

Dës Persoune sinn als selbstänneg ze considéréieren an ënnerleien domadder net enger Obligatioun, fir vun den Aarbechtsdoktere gekuckt ze ginn. Et gëtt fir déi Persounen domadder och keng Statistik, déi iwwer déi spezifesch psychesch a physesch Contraintë kéint informéieren.

Et sinn awer virun allem si als Proprietär, déi déi gréisst Verantwortung droen, an déi gréisst Aarbechtsbelaaschtung hunn, net nëmmen an der Hisiicht vun hirer spezifescher Aarbecht als Bauer, awer och, wann et dorëms geet, fir déi administrativ Aufgaben ze bewältegen a fir sech stänneg um Lafenden ze halen.

Des Weidere sinn 1.035 Persounen an der Landwirtschaft ugestallt, wat 794 Vollzäit Aarbechtsplazen entsprécht. Déi Persounen hunn eng Obligatioun, fir reegelméisseg vum Aarbechtsdokter gekuckt ze ginn. Et ginn awer hei keng spezifesch Statistiken, déi sech mat de psycheschen oder physesche Belaaschtunge vun deene Leit befaassen.

Zu gudder Lescht gëtt et dann nach eng Rei Leit, déi onreegelméisseg an de landwirtschaftleche Betriber schaffen, wat awer ënnert dem Stréch just 234 Vollzäit Aarbechtsplazen entsprécht.

Ganz allgemeng sinn et awer virun allem physesch Belaaschtungen duerch Kaméidi, Vibratiounen, cheemesch Substanze wéi Pestiziden, Antibiotiquen, de Fait, dacks an der Sonn ze schaffen an domadder der UV-Stralung ausgesat ze sinn, fir just déi Wichtegst ze nennen, déi physesch Geforen duerstellen.

Zousätzlech Gefore mat engem Verletzungsrisiko entstinn natierlech och duerch déi Abberzuel vu Maschinnen, déi agesat ginn, sief dat elo op engem „normale" Bauerenhaff oder an engem Wéngert oder am Bësch.

ad 2. D'Newsletter vun der Chambre des salariés vum 20. Januar 2020[16] befaasst sech ënnert dem Titel „Quality of work index - Dépressions au travail au Luxembourg: un champ d'action" méi ausféierlech mat dem Theema Depressioun.

An der europäescher Statistik betreffend dem Risiko vun enger Depressioun op der Aarbecht leie mir mat engem Taux vun 21,4 % u siwenter Plaz. Serbien läit op der éischter Plaz mat 23,8 %, Frankräich affichéiert een Taux vun 22,2 %, d'Belsch läit mat 16,5 % op der fofzegster Plaz, Däitschland huet mat 10,9 % den drëttniddregsten Taux vu 35 Länner.

De globale Risk, un enger Depressioun ze erkranken, louch deemno am Joer 2019 bei 26,7 %, wat enger Augmentatioun vun 1,8 % par rapport zu 2018 entsprécht.

D'„professions élémentaires", wourënner Leit, déi am Stot schaffen, déi Autoe wäschen, Handlaanger, etc. ze verstoe sinn, hunn deemno e Risk vun 51,1 %, fir un enger Depressioun zu erkranken. „Professions des services directs", wourënner Leit ze verstoe si wéi Verkeefer, Leit, déi un enger Keess schaffen, Coiffeuren, Mataarbechter an der Restauratioun, fir der just e puer ze nennen, hunn ee Risk vun 32,5 %, duerno komme Manager mat 30,1 %, „professions intermédiaires" wéi z. B. Techniker, Infirmièren, Bürosassistentinnen, mat 27,5 %, Leit, déi an Administratioune schaffe mat 26,8 %, Handwierksleit mat 25 %, akademesch Beruffer mat 24,3 %. Leit, déi Maschinnen, déi zu engem gudden Deel voll automatesch funktionéiere betreien, hu mat 15,9 % de geréngste Risk.

Der Statistik no, ass de Risk, fir an eng Depressioun ze falen, an de private Betriber mat 28,3 % am Héchsten.

An deem Kontext ass natierlech och dorops hinzeweisen, datt d'Regierung, an hei am Speziellen de Gesondheetsministère, sech dëser Problematik bewosst ass, a mat dem „Plan national de prévention du suicide" beméit ass, der Problematik Depressioun nohalteg an dauerhaft entgéintzewierken.

Fir pertinent Donnéeën aus dem Joer 2020, dem Ufank vun der Pandemie, virleeën ze kënnen, wat Depressiounen ugeet, ass et am Ament nach ze fréi. D'Regierung wäert déi Evolutioun awer am A behalen.

ad 3. D'Regierung ass sech der Problematik an der Landwirtschaft duerchaus bewosst an et ass duerchaus iwwerleeënswäert, fir sech mat dem Sujet physesch a psychesch Belaaschtungen an der Landwirtschaft ze befaassen. D'Regierung wäert entspriechend Iwwerleeungen ustellen, op wéi eng Manéier een dat effizient kéint ugoen. Dëst an Ofsprooch mat deene respektiven Acteure vum Secteur.

Nieft de Servicer, déi Hëllef a verschiddene Liewenslage fir d'Leit hei zu Lëtzebuerg ubidden, huet de Landwirtschaftsministère viru Joren de Service „Een oppent Ouer" an d'Liewe geruff, deen nach méi speziell un d'Liewenssituatioun vun de Baueren, Wënzer a Gäertner ugepasst ass. De Service ass gratis, vertraulech an anonym an ass vun de concernéierte Leit op der Telefonsnummer 8002 7171 ze erreechen.

Question 4483 (14.06.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **fourrière dans le sud du pays :**

De 14. August 2020 ass d'Fourrière vun der Police an der Gebléishal zu Esch-Belval aus Sécherheetsgrënn zougemaach ginn. Bis eng laangfristeg Léisung am Beräich vum Rond-point Raemerech zu Esch-Belval kann amenagéiert ginn, sollt eng Iwwergangsléisung gesicht ginn. De Minister fir bannescht Sécherheet huet, ouni Erfolleg, all d'Südgemenge kontaktéiert, fir en Terrain ze fannen. Obwuel dëst keng Aufgab vun de Gemengen ass, sinn d'Südgemenge mam Problem befaasst, well déi immobiliséiert Autoen elo op der Voie publique stinn an net nëmmen am Stadbild stéieren, mee och beschiedegt ginn.

An dësem Kontext géif ech gären der Regierung follgend Froe stellen:

1. Firwat ginn déi concernéiert Autoen net an d'Fourrière um Findel gefouert, déi dem Staat gehéiert a vun der Police verwalt gëtt?

2. Wier d'Regierung bereet, dëst als Tëscheléisung virzegesinn, éier déi laangfristeg Léisung beim Rond-point Raemerech en place ass?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

[16] https://www.csl.lu/fr/bibliotheque/newsletters/

Réponse (12.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Fourrière um Findel ass d'Fourrière Centre-Est. Dës Fourrière ass ze kleng, fir déi aktuell Besoine vu béide Regiounen ze erfëllen. De Besoin un Emplacementer vun der Regionaldirektioun Sud-Ouest iwwerschreit zum groussen Deel déi disponibel Capacitéiten.

ad 2. + 3. Dëst ass leider net méiglech, well eng kuerzfristeg Vergréisserung vun der Fourrière net realisabel ass. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte beméit sech, fir eng provisoresch Léisung um Site Raemerech ëmzesetzen.

Question 4490 (14.06.2021) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant l'**évolution des effectifs de la Police grand-ducale :**

Depuis le 1er janvier 2000, la police d'État et la gendarmerie grand-ducale sont réunies en une seule institution, la Police grand-ducale. Depuis sa création, la Police grand-ducale assume une panoplie de missions dans des contextes d'intervention complexes et variés. Ceci dans un pays qui a connu un essor démographique fulgurant, avec une population résidente qui a augmenté de 44 % entre 2001 et 2021. Pour remplir ses missions, la Police grand-ducale dépend des ressources matérielles et humaines mises à sa disposition ainsi que d'une organisation efficace de ses effectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Comment le corps policier a-t-il évolué depuis la fusion de la police d'État et de la gendarmerie grand-ducale ?

2) Quels étaient les objectifs de recrutement pour les cadres policiers et civils depuis 2000 ? Dans quelle mesure ces objectifs ont-ils été atteints ?

3) Quels sont les défis actuels en termes de recrutement ? Quelles sont les perspectives de recrutement à moyen terme ?

Réponse (12.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) En 2000, après la fusion de la police et de la gendarmerie, la Police grand-ducale comptait un effectif global de 1.335 personnes, dont 139 personnes du cadre civil et 1.196 personnes du cadre policier. En date du 1er janvier 2021, la Police grand-ducale disposait d'un effectif global de 2.542 personnes, dont 504 personnes du cadre civil et 2.038 du cadre policier.

Il convient d'analyser ces chiffres à la lumière de l'évolution de la population résidente et de la présence réelle quotidienne de personnes sur le territoire luxembourgeois. Il convient par ailleurs de noter que les missions confiées à la police au fil des années sont devenues de plus en plus nombreuses et complexes.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) + 3) La loi organique du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une inspection générale de la police (abrogée entretemps) plafonnait les effectifs des différentes carrières du cadre policier et du cadre civil. Ainsi, l'objectif du recrutement visait à atteindre ces maximas autorisés et une augmentation de l'effectif des différentes carrières requérait une modification législative.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, ce plafonnement de l'effectif a été levé et un plan de recrutement extraordinaire ambitieux a été décidé par le Gouvernement en 2019 prévoyant un renforcement net sur trois à quatre années de 607 personnes dans le cadre policier et de 240 personnes dans les carrières civiles. Le recrutement renforcé de personnel civil a débuté en 2020. Pour le recrutement extraordinaire des carrières policières, la campagne de recrutement a eu lieu en fin 2020/début 2021 et la première vague de stagiaires a commencé sa formation professionnelle en mai 2021. Ce plan ambitieux détermine les objectifs de recrutement et les perspectives à moyen terme.

Les défis actuels en termes de recrutement sont de maintenir la qualité de la formation professionnelle pour ce nombre élevé de fonctionnaires-stagiaires et de réussir leur intégration dans la police pendant leur temps de stage.

Question 4491 (14.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **taxonomie concernant le gaz naturel :**

An der Äntwert op meng erweidert parlamentaresch Fro Nummer 93 huet den Här Energieminister

den 19. Mee geäntwert, datt mir déi nächst zéng bis 15 Joer an Europa Äerdgas als Réckversécherung fir déi volatill, ëmwandelbar Energië brauchen an datt dat europäescht Gaskraaftwierknetz entspriechend ausgebaut ass. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 4219 vum honorabelen Deputéierten Här Mars Di Bartolomeo schreiwen den Här Energieminister, den Här Finanzminister an d'Madamm Ëmweltminister iwwert den Äerdgas an der europäescher Taxonomie awer Folgendes: « Tout au long des négociations, le Ministère des Finances, en bonne coopération avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et le Ministère de l'Énergie et de Aménagement du territoire, s'est engagé pour une taxonomie ambitieuse et crédible […] Pour garantir la crédibilité de la taxonomie, le Luxembourg a plaidé pour que des sources d'énergie telles que le gaz naturel et l'énergie nucléaire et les activités y liées, ne puissent en aucun cas être qualifiées de "durables" au sens de la taxonomie. »

Am nämmlechte Sënn schreiwen déi dräi Ministeren och an der Äntwert op d'Fro Nummer 4140 vum honorabelen Deputéierten Här François Benoy: « Quant à l'inclusion du gaz naturel et du nucléaire dans la taxonomie, le Gouvernement a communiqué à de multiples reprises à la Commission européenne son opposition à une telle inclusion, aussi bien oralement lors de nombreuses réunions de consultations que par écrit. »

An der nämmlechter Fro mécht d'Regierung allerdéngs och op en aneren, ganz wichtege Problem, nämlech d'Sécherheet fir Investoren opmierksam: « Le cadre général de la taxonomie a, quant à lui, été défini dans le règlement de la taxonomie du 18 juin 2020 (Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088). Les fonds d'investissement peuvent ainsi d'ores et déjà intégrer ces critères dans leur stratégie d'investissement. »

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Regierung e Widdersproch doran, fir engersäits nach 15 Joer op Äerdgas als Energiequell ze setzen, wann si en haut schonn aus der Taxonomie wëll sträichen?

2. Gesäit d'Regierung an dëser Politik d'Gefor, datt den Ureiz fir déi néideg Investissementer an d'Äerdgasinfrastruktur ewechgeholl gëtt? Falls net, firwat net?

Réponse (09.07.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Taxonomie soll reservéiert si fir déi Energiequellen, déi mer besonnesch wëlle förderen, wéi d'erneierbar Energien, an net fir d'fossill Energië wéi Gas. Dës wäert et wuel an Zukunft nach am Energiemix ginn, esou wéi ech dat an der mëndlecher Äntwert op d'Fro Nr. 0093 och gesot hunn. Als Regierung wëlle mir dës Energieform awer net méi direkt subventionéieren oder hir e Virdeel ginn iwwert d'Taxonomie.

ad 2. Etüde weisen, datt et an der EU eng sécher a resilient Äerdgasversuergung gëtt an datt et keng Noutwendegkeet gëtt, den Ausbau dovu weider finanziell ze ënnerstëtzen.

Dës Positioun ass iwweregens rezent vun de 27 EU-Ministeren am Dossier TEN-E (Finanzéierung vun transnationalen Energieinfrastrukturen) esou festgehale ginn. All Suen aus dem EU-Fong sollen elo op den Ausbau vun de Stroumnetzer, beispillsweis och am Nordmier, fir grouss Offshore-Wandparken unzeschléissen, genotzt ginn.

Question 4492 (14.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **transition écologique :**

Am Artikel „G7 wrestles with its climate limitations", deen den 11. Juni um Site vu „Politico" publizéiert gouf, heescht et, datt China, Indien, Brasilien, Nigeria, Südafrika an Indonesie méi Zäregasemissiounen erzeege wéi sämtlech G7-Staaten. Laut deem genannte Bericht deelen dës Länner dat selwer definéiert Zil vun der EU a verschiddenen anere Staate vun der Klimaneutralitéit bis 2050 allerdéngs net. An engem rezent publizéierte Communiqué vun der Internationaler Energieagentur (IEA) heescht et doriwwer eraus, datt d'Entwécklungs- a Schwellelänner hir Klimainvestissementer vun haut 150 Milliarden Dollar bis 2030 op eng 1 Billioun Dollar pro Joer misste steigeren, fir net genau déi Zäregaser fräizesetzen, déi d'G7-Länner mat hirer Politik vun der Klimaneutralitéit bis 2050 wëllen aspueren. Et versteet sech vum selwen, datt een all Frang nëmmen eemol kann ausginn. All déi Suen, déi dës Länner an d'Preventioun vum Zenario vum anthropogeene Klimawandel géifen investéieren, misste si also op enger anerer Plaz, wéi zum Beispill dem Ausbau vum Gesondheetssecteur, aspueren. Wéi et jo och schonn aus deem zitéierten Artikel ervirgeet, ass domat ze rechnen, datt vill Länner dëse Wee aus politesche Grënn net wäerte matgoen. Mee och déi Länner, déi eng vermeintlech änlech Klimapolitik verfollege wéi Lëtzebuerg, setzen an éischter Linn ëmmer nach op konventionell Energieformen. Bei eisen däitschen Nopere koum déi meeschten Energie am drëtte Quartal 2020 aus Kuelekraaftwierker, am éischte Quartal 2021 aus Kuelen- a Gaskraaftwierker.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung d'Méiglechkeet, fir Länner baussent dem G7, besonnesch déi grouss Schwellen- an Entwécklungslänner, vun enger Klimapolitik, wéi d'EU se mécht, ze iwwerzeegen?

2. Wéi bewäert d'Regierung d'Käschten an den Notze vun der nationaler an europäescher Klimapolitik, wann dës Reduktioun vun Zäregaser duerch en erhéichten Ausstouss an anere Länner nees annuléiert, respektiv vun dëse souguer bei Wäitem iwwertraff gëtt?

3. Gesäit d'Regierung et als eng sënnvoll Strategie, fir d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Ekonomie duerch eng eesäiteg Klimapolitik anzeschränken, déi vu grousse Länner international net matgedroe gëtt?

4. Wéi steet d'Regierung an deem Zesummenhang zu der envisagéierter Politik vun den EU-Zäregaszoller? Wéi eng Retorsioune si vun anere Länner géint esou Taxen ze erwaarden?

Réponse commune (14.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Et ass kloer, datt momentan déi global Beméiungen, fir dem Klimawandel entgéintzewierken, nach net wäit genuch ginn. Esou hunn ënner anerem eng Rei vun de G20-Staaten hiren Ambitiounsniveau nach net oder net genuch eropgesat. Dobäi hunn déi rezent Berichter vum Weltklimarot (IPCC), déi vun alle Länner gedeelt ginn, nach eemol ënnerstrach, datt mat katastrophalen Auswierkungen ze rechnen ass, wann de Klimawandel net gestoppt gëtt. Et sief dowéinst nach emol ënnerstrach, datt et keng Alternativ zu enger ambitiéiser Klimapolitik gëtt.

Am Kader vum Paräisser Accord hunn och déi grouss Schwellen- an Entwécklungslänner sech dozou verflicht, hire Bäitrag zur Klimaneutralitéit ze leeschten. Et ass dowéinst vu grousser Wichtegkeet, dës Länner ze encouragéieren, se an hiren Efforten ze ënnerstëtzen, a mam gudde Beispill virzegoen. Klimadiplomatie a strategesch Koalitioune mat dëse Länner spillen an dësem Kontext eng grouss Roll.

Mat dem „Fit for 55 Package", deen déi Europäesch Kommissioun de 14. Juli 2021 virstellt, wäert d'EU weise kënnen, wéi déi ambitiéis Klimaziler ëmgesat ginn, an dat op eng Aart a Weis, déi d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger an der europäescher Ekonomie stäerke wäert.

Konsens besteet och doran, datt eng ambitiéis Klimapolitik net zu enger Schwächung vun der nationaler Industrie oder zu enger Deindustrialiséierung féieren däerf. Fir ze verhënneren, datt energieintensiv Industrië wéi zum Beispill d'Stol-, d'Zement- oder d'Chimieindustrie a Länner mat manner strenge Reegelen auswanderen, wäert déi Europäesch Kommissioun e Virschlag vun engem „Grenzausgläichsmechansimus" virleeën. D'Propositioun vun der Kommissioun wäert op alle Fall kompatibel mat den Dispositioune vun der Welthandelsorganisatioun sinn. Wéi all déi aner Memberstaate waart och Lëtzebuerg op dëse Virschlag, fir sech kënne méi prezis ze informéieren an domat och ze positionéieren.

Bezüglech EU-Zäregaszoller ass d'Europäesch Kommissioun derbäi, dës Fro, hir technesch Ëmsetzung an déi méiglech Effekter dovun ze analyséieren. Och dës Etüd muss een ofwaarden, fir sech weider ze positionéieren.

Question 4494 (15.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **études financées par la commune dans le cadre de la construction d'un parc éolien :**

Am Déifferdenger Gemengerot vum 29. Abrëll 2021 (https://differdange.lu/conseil/conseil-communal-du-28-avril-2021/) gouf vun der Oppositioun d'Fro opgeworf, wéi wäit d'Gemeng beim Finanzement vun diverse Studien zu engem geplangte Wandpark bedeelegt war. Als Äntwert koum dunn, datt d'Gemeng Déifferdeng bis ewell wäit iwwert eng hallef Millioun Euro zu allen Etüde vun engem private Promoteur bäigesteiert huet, dëst ouni Garantien, datt de Projet iwwerhaapt realiséiert ka ginn, an och ouni Garantie, datt am Negativen dës ëffentlech Gelder un d'Gemeng mussen zeréckbezuelt ginn. Dat Ganzt gëtt motivéiert duerch Informatiounen aus dëse Studien, déi fir d'Gemeng vun Interessi kënne sinn. Dëst ka sécherlech de Fall si fir faunistesch Etüden, beim Gros vun den Etüde geet et ëm Wandstudien, Foragen zum Ënnergrond oder soss Ënnersichunge wéi Kaméidissimulatiounen oder Schattenwurf, déi bei esou engem Projet am Kader vu Betribsgeneemegungen néideg sinn, allerdéngs fir eng Gemeng an hir Bierger ausserhalb vun esou engem konkreete Projet irrelevant sinn.

Weiderhin ass et esou, datt am Code civil beim Planze vun Héichstämmbeem en Ofstand vun zwee Meter zum Noper muss respektéiert ginn (Art. 671), fir Nuisancë bei Drëttpersounen ze vermeiden. Wéi ass d'Situatioun beim Opriichte vu Wandmille vu méi wéi 200 Meter Héicht par rapport zu der Voie publique respektiv zur Proprietéit vun Drëttpersounen, ëmsou méi bei esou engem kontroverse Projet wéi dee genannten zu Déifferdeng, wou dës Wandmille sollen uewerhalb vun alen ënnerierdesche Galerien opgeriicht ginn?

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Banneminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi beurteelt d'Madamm Minister hei de Fait, datt d'Gemeng e groussen Deel vun den Etüde fir e Privatpromoteur finanzéiert?

2. Kënne Gemengen Etüden zu Projete vu Privatpromoteure matfinanzéieren, wou se a priori net Deel vum Projet sinn a wou en Deel vun dësen Etüde keen direkten Notze fir eng Gemeng an hir Bierger huet?

3. Wat sinn d'Mindestofstänn vun esou Wandmille par rapport zum ëffentleche Raum respektiv par rapport zu de Proprietéite vun Drëttpersounen, fir kënnen all Nuisancen a Risiken auszeschléissen?

Réponse (15.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Grondsätzlech spillt d'Wandkraaft zu Lëtzebuerg eng wichteg Roll an d'Gemenge kënnen dozou bäidroen, dës Form vun Energie ze promouvéieren.

Den Déifferdenger Gemengerot huet a senger Sëtzung vum 26. Mäerz 2014 eestëmmeg eng Konventioun ugeholl, fir de Projet vun der Installatioun vu Wandmillen zesumme mat enger Societéit ze realiséieren.

Déi Konventioun hält fest, dass um Territoire vun der Gemeng Déifferdeng Terrainen als Standuert fir d'Produktioun vun elektrescher Energie analyséiert ginn en vue vun der Implantatioun vu Wandrieder, déi d'Gemeng zesumme mat besoter Societéit soll realiséieren.

D'Käschte fir d'Etüde ginn zu jeeweils 50 % vun der Gemeng an der Societéit gedroen. Am Fall wou de Projet rentabel ass an all noutwendeg Autorisatioune kritt, fir Wandrieder ze installéieren, gëtt zesumme mat der Societéit eng Bedreiwergesellschaft gegrënnt, déi der Gemeng déi bis dohin engagéiert Käschten zeréckbezilt oder dës als Apport vun der Gemeng an d'Gesellschaft consideréiert.

Falls et net zu der Realisatioun vum Projet kënnt, ginn d'Etüden alleguerten an de Besëtz vun der Gemeng, ouni dass d'Societéit e Recht op e Remboursement vun de bis dohin engagéierte Fraisen huet.

Et kann een ënnert dëse Konditiounen net vun engem Finanzement vun der Gemeng zu Gonschte vun engem Privatpromoteur schwätzen.

ad 2. Sou eng Operatioun ass a priori net am kommunalen Interessi an domat fir eng Gemeng net denkbar.

ad 3. Lëtzebuerg huet um nationalen Niveau keng spezifesch Reglementatioun fir d'Autorisatioun vu Wandrieder a reegelt déi Thematik iwwert déi allgemeng gülteg Texter, notamment:

- Loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

- Loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

- Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement ;

- Règlement grand-ducal modifié du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement ;

- Loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Um lokalen Niveau ginn natierlech och déi urbanistesch Reglementatioune vun de Gemengen ugewannt. Allerdéngs gi Wandrieder bal ëmmer an der Zone verte opgeriicht, wou et keng Bestëmmungen zu den Distanze gëtt.

Dëst bedeit awer net, dass d'Opriichte vun engem Wandrad guer net encadréiert ass. Am Kontext vun de Studien a Consultatiounen, déi am Virfeld musse gemaach ginn (Ëmweltimpaktetüd, Kommodo/inkommodo asw.), gëtt gekläert, wéi en Impakt de jeeweilege Projet op d'Ëmwelt an d'Bevëlkerung kann hunn.

Question urgente 5411 (20.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **vaccination obligatoire auprès de l'armée :**

Mam aktuelle Covidgesetz kommen op d'Gesellschaft eng Hellewull u Reegelen zou, déi an de verschiddene Liewenssituatiounen ze respektéiere sinn. An deene meeschte Fäll gëllt den 2G oder den 2G plus. Bei der Arméi schéngt een allerdéngs scho méi wäit ze sinn, an nëmmen nach op den 1G ze setzen. Kandidate ginn ab dem 1. Januar 2022 nëmmen an d'Arméi inkorporéiert, wann se ee vollstännegen Impfzyklus virweise kënnen. Persounen, déi net geimpft sinn, ginn deemno vollstänneg aus der Arméi ausgeschloss.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Kann de Verdeedegungsminister dës Prozedur bestätegen?

2. Mussen all Zaldoten ab dem 1. Januar komplett geimpft sinn?

3. Op wéi enger legaler Basis fousst dës Entscheedung?

4. Wat ass mat deene Persounen, déi den Impfzyklus nach net ganz ofgeschloss hunn?

5. Wäert dës Mossnam och an anere Ministèren agefouert ginn? Falls jo, a wéi engen?

6. Wat geschitt mat geneesene Kandidaten, déi sech fir den Datum vun der Inkorporatioun guer net kënnen impfe loossen?

Réponse commune (23.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Virbemierkung:

D'Lëtzebuerger Arméi muss kuerzfristeg ënner verschiddenaartegen, schwieregen Ëmstänn asazfäeg sinn, sief dat national bei Naturkatastrophen oder wéi aktuell en Appui vun der Santé an dem HCPN bei der Gestioun vun der Covidkris, oder bei internationale Missiounen an Exercicen.

Dobäi ass d'Sécherheet, y compris um sanitären Niveau, souwuel vum Personal vun der Arméi wéi vun der Bevëlkerung déi héchste Prioritéit. Um Niveau vun der Participatioun un internationale Missiounen an Exercicen ass d'Impfung meeschtens eng Konditioun, fir a verschidde Länner a Regiounen ze goen.

Aus deene Grënn gouf d'Impfung géint Covid-19 de 25. Oktober 2021 zu den Opnamebedingunge fir an de Fräiwëllegendéngscht an an d'militäresch Karriäre vun der Arméi bäigefüügt.

Des Weidere gouf d'Impfflicht, wéi d'Gesetz iwwert d'Disziplinn an der Force publique et virgesäit, och fir d'Personal vun de militäresche Karriären, dat en operationelle Poste besetzt, a fir d'fräiwëlleg Zaldoten, déi Member vun enger „unité de disponibilité opérationnelle" sinn, agefouert.

Dës Mesurë betreffen net dat zivillt Personal vun der Arméi.

D'Arméie vun eisen Nopeschlänner hunn änlech, voire méi streng Mesurë fir hiert militäresch Personal ergraff.

ad 1. Ech confirméieren, dass d'Kandidate fir Zaldot oder Militaire de carrière ze ginn, ab dem 1. Januar 2022 nëmmen ugeholl ginn, wann se ee vollstännegen Impfzyklus géint Covid-19 virweise kënnen.

ad 2. Nee, just d'Zaldoten, déi vun deem Datum un an d'Arméi incorporéiert ginn, an Zaldoten, déi aktuell scho Member vun enger „unité de disponibilité opérationnelle" sinn, musse komplett geimpft sinn.

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

ad 3. D'„loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique" ass d'legal Basis fir dës Entscheedung.

ad 4. + 6. E Kandidat, deen um Dag vu sengem Anzéie säin Impfzyklus géint Covid-19 nach net ofgeschloss huet, oder dee „geneesen" awer net geimpft ass, wäert viraussiichtlech net vum Militärdokter als medezinnesch apte fir de Militärdéngscht befonnt ginn. D'Kandidate sinn awer scho wärend der Musterung vum Militärdokter informéiert ginn, respektiv goufen an hirem Opnamebréif nach eng Kéier op d'Impfflicht higewisen, esou dass se an alle Fäll bis zum Datum vum Anzéien den 3. Januar 2022 déi néideg Zäit haten, sech komplett impfen ze loossen.

ad 5. Et ass aktuell net geplangt, dës Moossnam bei anere Ministèren anzeféieren.

Question urgente 5412 (20.12.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **manifestation contre les mesures sanitaires du 18 décembre 2021 :**

Leschte Weekend waren op en Neits Manifestatioune géint déi aktuell sanitär Moossnamen an der Stad Lëtzebuerg. Dobäi huet sech ee Rassemblement vu ronn 400 bis 500 Leit op der Gare zesummefonnt, deen sech an der Suite iwwert d'Passerelle Richtung Gëlle Fra beweegt huet. Eisen Informatiounen no koum et och nees zu Stroossebloackaden um Boulevard Royal a verschidde Persoune sinn och an d'Groussgaass agedrongen. Dobäi gouf den 9. Dezember 2021 ee prezise „Manifestatiounsperimeter" ausgewisen, dat a Presenz notamment vum Policeminister, un dee sech besote Manifestanten net gehalen hunn. Dëst gesot, begréisse mir den Asaz vun der Police déi lescht Weekender.

Opgrond vu virgenannten Informatioune wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Wéi bewäert den Här Minister d'Virfäll vu leschtem Samschden?

2. Wat ënnerhëlt den Här Minister, fir dass et déi nächst Zäit net nach eng Kéier zu änleche Virfäll kënnt? Gëtt de Sécherheetsdispositif nach eng Kéier verschäerft? Ass virgesinn, dass an Zukunft sämtlech illegal Manifestatiounen, i. e. ausserhalb vum festgeluechte Perimeter, kuerzerhand opgeléist ginn? Wien decidéiert, ob eng Manifestatioun opgeléist gëtt oder net?

Réponse (23.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Den Här Minister ass frou, datt d'Manifestatioun vu leschtem Samschdeg ouni gréisseren Tëschefall iwwert d'Bün gaangen ass an datt keng Persoun zu Schued komm ass. Et war erëm eng aussergewéinlech Situatioun, mat villen Inconnuen. D'Police war gutt preparéiert an huet och leschte Samschdeg erëm eng exzellent Aarbecht geleescht.

Just en Deel vun den Manifestanten hunn sech net un d'Reegele gehalen. Den Här Minister verurteelt natierlech d'Virgehensweis vun deene Manifestanten, déi sech net un d'Virschréften (net ugemellte Manifestatioun an net am ausgewisenen Zoning) halen an doduerch d'ëffentlech Uerdnung gefäerden a stéieren an Drëttpersounen souguer a Gefor bréngen. Si setzen domat hir presuméiert Rechter virun d'Rechter vun all deenen anere Bierger an d'Rechter vun der Allgemengheet. Dëst ass ze verurteelen a gëtt och net toleréiert. D'Police huet dowéinst déi néideg Rapporten un d'Justizautoritéite weidergeleet.

ad 2. De Sécherheetsdispositif gëtt opgrond vun den Informatiounen, déi am Virfeld vu gemellten oder net gemellte Manifestatioune bekannt sinn, vun der Police evaluéiert an decidéiert. Den Oflaf vun enger Manifestatioun gëtt dann tëscht der Police an den entspriechende Gemengeresponsabele beschwat.

Den Encadrement vun de Manifestatiounen ass deemno eng gedeelte Kompetenz, déi an enker Zesummenaarbecht mat den Gemengenautoritéite koordinéiert an ëmgesat gëtt.

Aus den Erfarunge vun der Demonstratioun vum Samschdeg den 11. Dezember gouf decidéiert, de selwechte Manifestatiounszoning auszeweisen, well fir deen Dag erëm vill Leit an der Stad erwaart goufen an eventuell Stéierungen ze erwaarde waren.

D'Madamm Buergermeeschter requisitionéiert d'Police (mat der Méiglechkeet vum Usage de la force jee no Situatioun) an de Policeminister huet der Police souwuel d'Ënnerstëtzung zougesot, fir belsch Polizisten unzefroen, wéi och den Artikel 5 vum Policegesetz a Kraaft ze setzen, fir der Police d'Identitéitskontrollen ze erlaben. D'Benotze vun der Gewalt wéi och vun der Identitéitskontroll am Kader vun de Limitte vum rechtleche Kader ënnerläit der Aschätzung vun der Police.

Leider huelen d'Organisateure kee Kontakt mat der Gemeng Lëtzebuerg oder der Police op, fir am Virfeld de Kader vun der Manifestatioun ofzeschwätzen an e geuerdneten Oflaf ze garantéieren. Am Géigendeel, oft gëtt souguer probéiert, fir keng Informatioune präiszeginn a sech an der Anonymitéit vun der Mass ze verstoppen, fir d'ëffentlech Uerdnung bewosst kennen ze stéieren. Wann et also zu enger onugemelltener spontaner Manifestatioun ausserhalb vun dem festgeluechten Zoning kënnt an zu spontane Regruppéierungen, kann d'Police dëst eréischt erkennen, wann dës Gruppéierung sech scho forméiert huet. D'Police muss dann ofweien, op wéi eng Aart a Weis mat der Situatioun ëmgaange gëtt, ënnert der Optik fir d'ëffentlech Uerdnung ze garantéieren an am mannsten ze perturbéieren. Déi politesch Responsabel hunn dofir am Virfeld der Police, wéi uewe beschriwwen, déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt, d'Madamm Buergermeeschter duerch d'Requisitioun mam Usage de la force an den Här Minister duerch d'Akraaftsetze vum Artikel 5, fir Identitéitskontrollen duerchzeféieren.

Gläichzäiteg gëtt ëmmer versicht, datt keng Persoun oder Material zu Schued kommen.

Et gëtt keng gesetzlech Basis, fir een Demonstratiounsverbuet auszeschwätzen. Grondsätzlech dierf um ganzen Territoire vun der Stad Lëtzebuerg manifestéiert ginn, soulaang sech un de „règlement général de police du 26 mars 2001 tel que modifié le 23 novembre 2015" gehale gëtt.

D'Aktioun vun der Police ass ëmmer a Proportioun zu den Handlunge vun de Manifestanten. Deemno gouf bei der Manifestatioun leschte Samschdeg vun der Police decidéiert, datt et am Beschte wier, d'Manifestante bei de Manifestatiounszoning ze begleeden, fir keng zousätzlech Konflikter ze riskéieren oder Drëtter zu Schued kommen ze loossen.

Et ass deemno onméiglech, sech am Virfeld esou opzestellen, datt ka garantéiert ginn, datt all Tëschefall verhënnert ka ginn. Wann opgrond vun enger Geforenofschätzung et fir neideg befonnt gëtt, gëtt de Sécherheetsdispositif fir déi nächst Manifestatiounen ugepasst.

An Ofsprooch mat all den Acteure gouf e vergläichbaren Dispositif fir dëse Freideg festgeluecht (Zoning, Artikel 5, Requisitioun mam Usage de la force).

Question urgente 5417 (21.12.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **vaccins à protéine recombinante :**

An der EU si mëttlerweil fennëf Covid-19-Impfstoffer zougelooss: Pfizer, Moderna, AstraZeneca, Johnson an Novavax (Nuvaxovid), den éischten „Totimpfstoff", fir deen d'EMA gréng Luucht ginn huet.

Fir dräi aner „Totimpfstoffer", dem Vidprevtyn (SP0253) vun Sanofi-GSK, dem VLA2001 vu Valneva, ewéi dem CoronaVac vun Sinovac, goufe schonns zum Deel bei der EMA Zouloossungsënnerlagen agereecht, respektiv Analysen an d'Liewe geruff.

Laut engem Communiqué de presse vum 4. August 2021 vun der EU-Kommissioun hätt een och schonns 100 Milliounen Dosen Nuvaxovid vun Novavax bestallt.

Wat den Impfstoff VLA2001 vu Valneva ubelaangt, hätt d'EU och schonns e Vertrag mam Hiersteller ofgeschloss betreffend enger Liwwerung vu bis zu 60 Milliounen Impfdose fir d'Joren 2022 an 2023. D'Madamm Minister fir Gesondheet huet an deem Kontext an hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 5119 matgedeelt, datt ronn 27 Milliounen Dose Valneva sollen am Joer 2022 un d'EU geliwwert ginn. Lëtzebuerg hätt sech an enger éischter Phas 10.000 Dose vum Valneva-Impfstoff geséchert.

An dësem Kontext wéilte mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. D'Madamm Ministesch huet an hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 5119 annoncéiert, datt Lëtzebuerg sech an enger éischter Phas 10.000 Dose vum Valneva-Impfstoff geséchert huet. Wéi vill Dose wäert de Grand-Duché vun deenen aneren „Totimpfstoffer" kréien, wéi z. B. vun Nuvaxovid (Novavax), dee vun der EMA jo mëttlerweil zougelooss ginn ass a vun deem d'EU jo schonns 100 Milliounen Dose bestallt huet?

2. Kann d'Regierung eis méi Detailer ginn, wou ee mat der Zouloossungsprozedur vun deenen aneren Impfstoffer drun ass, wéi de VLA2001, de Vidprevtyn an de CoronaVac?

3. Hu mir och schonns Liwwerunge mat Vidprevtyn a CoronaVac an Aussiicht?

4. Den „Totimpfstoff" ass bekanntlech op Basis vun der Alpha-Variant entwéckelt ginn. Wéi ass d'Effikassitéit bei neie Varianten (Delta, Omikron)?

Réponse (24.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Virop gëllt et ze ënnersträichen, datt d'Affirmatioun, déi déi honorabel Deputéierte maachen, datt den Impfstoff vun Novavax den éischten „Totimpfstoff" ass, dee vun der EMA gréng Luucht kritt huet, wëssenschaftlech net ganz korrekt ass.

Et gi generell zwou grouss Kategorien un Impfstoffer: déi lieweg ofgeschwächten Impfstoffer („vaccins vivants atténués") an déi inaktivéiert Impfstoffer, déi oft och als „Totimpsfstoff" bezeechent ginn.

E liewegen ofgeschwächten Impfstoff enthält eng lieweg Versioun, mee staark ofgeschwächte Versioun vum Virus, oder eng ganz änlech Versioun. Dëst ass z. B. de Fall vun dem ROR-Impfstoff („rougeole-oreillons-rubéole"), dem Impfstoff géint Waasserpouken an dem Impfstoff géint Zona. Dës Impfstoffer eegenen sech net fir Leit mat engem ofgeschwächten Immunsystem.

Déi inaktivéiert Impfstoffer beinhalten iwwerdeems entweeder:

- en Undeel un infektuösem Agent: Dëst ass de Fall vun den Impfstoffer géint Hepatite B, Tetanos an dem Impfstoff vun Nuvaxovid vun Novavax;

- entweeder de ganzen infektuösen Agent, deen inaktivéiert ginn ass: Dëst ass de Fall vum Impfstoff géint de bloen Houscht oder den Impfstoff VLA2001 vu Valneva;

- e ganz klengen Undeel vum Virus ënnert der Form vu Protein oder Nukleinsaier: Dëst ass de Fall vun dem Impfstoffer vu BioNTech/Pfizer, Moderna, Vaxzevria an Janssen. Dës Impfstoffer géint de Covid-19 enthalen also kee Virus, deen sech reproduzéiere kéint, a kënnen soumat alleguerten als „Totimpfstoffer" consideréiert ginn.

ad 1. Lëtzebuerg huet an enger éischter Phas 30.000 Dose vum Impfstoff Nuvaxovid vun Novavax fir 2022 bestallt. Aktuell gëtt gekuckt, fir datt Lëtzebuerg sech eng zousätzlech 69.000 Dosen als Optioun kéint sécheren.

ad 2. D'Europäesch Medikamentenagence (EMA) evaluéiert aktuell souwuel den Impfstoff VLA2001 vu Valneva souwéi den Impfstoff Vidprevtyn vun Sanofi Pasteur an de CoronaVac-Impfstoff vun der chineesescher Firma Sinovac [ënnert dem Numm Covid-19-Vaccine (Vero Cell)] a kritt reegelméisseg nei klinesch Donnéeë vun de Produzenten zur Verfügung gestallt („rolling review"-Prozedur).

ad 3. Esou laang wéi den Impfstoff Vidprevtyn nach net vun der EMA zougelooss ass, hunn d'EU-Staate keng Visibilitéit wat d'Liwwerunge betrëfft, déi vun der Agence HERA koordinéiert ginn. De CoronaVac-Impfstoff ass nach net an Europa zougelooss a gehéiert net zu den Impstoffer, fir déi d'Europäesch Kommissioun Dose verhandelt huet.

ad 4. Zu dësem Zäitpunkt ass net bekannt, ob Omicron en Impakt op d'Efficacitéit vun den Impfstoffer géint schwéier Krankheetsverleef huet, mee op Basis vun deem wat bei de fréiere Varianten observéiert ginn ass, ass sech ze erwaarden, datt en adequate Schutz géint schwéier Krankheetsverleef ginn ass. Dëst kann op den Immunitéitsniveau vun den T-Zellen (der zellulärer Immunitéit) zeréckgefouert ginn, déi bei de Varianten, dorënner och Omicron, héich ze bleiwe schéngen.

D'EMA iwwerpréift all nei Donnéeën a beréit sech mat de Produzente vun den Impfstoffer fir ze bestëmmen, ob en adaptéierten Impfstoff mat enger anerer Zesummesetzung néideg ass, fir géint déi nei Variant unzekommen. All Produzent ass gebieden ze analyséieren, ob dee vun him entwéckelten Impfstoff e Schutz géint Omicron ka bidden an der EMA déi néideg Donnéeën zoukommen ze loossen.

Ier festgestallt ka ginn, ob eng Adaptatioun vun den Impfstoffer néideg ass, si weider Donnéeën néideg iwwert d'Omicron-Variant selwer (Iwwerdroung, Erkrankung, Krankheetsverlaaf etc.) wéi och iwwert den Impakt vum Omicron op d'Efficacitéit vun den zougeloossenen Impfstoffer.

Question urgente 5427 (23.12.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**impact des mesures sanitaires pour les évènements organisés par les cercles d'étudiants :**

Wéi gëschter annoncéiert vun der Regierung, mussen d'Studentebaler dëst Joer kuerzfristeg opgrond vun den neie Covidrestriktiounen ofgesot ginn.

Ewéi et aus engem Artikel am „Tageblatt" vum 23. Dezember 2021 heescht, hätt dës kuerzfristeg Entscheedung vun der Regierung d'Studentenorganisatiounen, déi dës Baler all Joers organiséieren, an eng finanziell Kris gestierzt.

D'Studentenorganisatioune wieren net géint „Pandemie" verséchert a missten deemno kucken, wéi se hir investéiert Suen elo erëm hierkréien.

Wëssend, dass d'Studentenorganisatiounen sech gréisstendeels duerch organiséiert Baler finanzéieren, wéilte mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung sech mat de Studentenorganisatiounen a Verbindung gesat, fir iwwert dëse Problem ze schwätzen?

- Wa jo, kann d'Regierung eis iwwert d'Resultat vun dëser Interaktioun informéieren? Ass et zu engem Accord komm tëschent der Regierung an de Studentenorganisatioune betreffend der finanzieller Kris, an déi dës eragerutscht sinn opgrond vun den neie Restriktiounen?

- Wann nee, aus wéi engem Grond? Gesäit d'Regierung vir, sech mat de Studentenorganisatiounen a Verbindung ze setzen?

Réponse commune (23.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet d'Studentenorganisatiounen, genau wéi déi aner betraffe Secteuren, leider net kënnen am Virfeld vun der Annonce vun den neie Covidmesuren, déi de Premierminister an d'Gesondheetsministesch den 22. Dezember 2021 gemaach hunn, iwwert déi geplangte Mesuren informéieren.

Datt verschidde laang geplangten Aktivitéite bedauerlecherweis wéinst den neie Restriktioune kuerzfristeg net wéi geplangt stattfanne kënnen, ass de Corollaire vun den Inconnuen, déi aktuell bestinn ëm déi nei Omicron-Variant, bei där wéinst dem ganz héijen Ustiechungsrisiko d'Projektiounen op eng considerabel Hausse vun den Infektiounen an den nächsten Deeg a Wochen hindeiten.

Dowéinst huet d'Regierung, fir déi kommend Infektiounszuelen esou gutt et geet ze drosselen, missen an der Urgence nei Mesuren huelen, an ënnert anerem mat der Spärstonn um 23 Auer, hu missen d'Rassemblementer, wourënner ënnert anerem och d'Studentebaler falen, staark limitéiert respektiv ofgesot ginn.

D'Regierung ass awer bereet, sech an den nächste Woche mat de betraffene Studentenorganisatiounen zesummenzesetzen, fir mat hinnen ze kucken, wéi wäit d'Ofsoe vun de Studentebaler assuréiert waren an ob an ënner wéi enger Form de betraffenen Organisatioune muss gehollef ginn.

Question urgente 5429 (23.12.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **plan stratégique national concernant l'agriculture :**

Den nationale Strategieplang fir d'Landwirtschaft fir d'Period 2023-2027 soll bis den 31. Dezember 2021 der Europäescher Kommissioun ënnerbreet ginn. Mir haten duerfir och scho Mëtt November 2021 d'Zesummekomme vun enger Landwirtschaftskommissioun gefrot. Zu där Sitzung koum et awer net.

Well den Datum vum 31. Dezember 2021 ëmmer méi no kënnt, an et, eisen Informatiounen no, nach keen definitive Strategiepabeier gëtt, wéilte mir follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Gëtt et mëttlerweil eng definitiv Versioun vum nationale Strategieplang fir d'Landwirtschaft?

2. Ass dëse ggf. schonn un d'EU-Kommissioun iwwermëttelt ginn?

- Sollt dat de Fall sinn, wier et méiglech eng Kopie vun deem Plang ze kréien?

- Sollt dat net de Fall sinn, firwat läit nach kee fäerdege Plang vir?

- Wäert d'Regierung d'Frist vum 31. Dezember 2021 kënnen anhalen? Sollt dat net de Fall sinn, wat sinn d'Ursaachen heifir? Ass den Här Minister nach amgaange Remarken, Observatiounen a Suggestiounen, déi aus de Consultatiounen ervirgaange sinn, ze verschaffen? A wéi eng Richtung gi méiglech zousätzlech Adaptatioune vum Strategieplang?

Réponse (23.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Den nationale Strategieplang fir d'Landwirtschaft ass souwäit fäerdeggestallt.

Meng Servicer sinn awer effektiv nach dobäi, déi lescht Avisen, déi am Kader vun der Consultation publique eréischt ugangs Dezember erakomm sinn, ze analyséieren an ze verschaffen. Entspriechend Adaptatioune sinn dobäi gemaach ze ginn, an och deen neie Landwirtschaftsminister soll d'Méiglechkeet kréien, sech nach een Iwwerbléck ze verschafen. Schlussendlech wäert de Regierungsrot iwwert de Plang befannen.

De Plang wäert réischt ufangs 2022 offiziell bei d'EU-Kommissioun geschéckt ginn. Dëst ass mat der Kommissioun ofgekläert.

www.chd.lu

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°20
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 20 | Session ordinaire 2020-2021

Mesures de lutte contre la pandémie	p. 673	Sommaire des séances publiques nos 46 à 48	p. 705	46e séance	Vendredi 23 avril 2021
Présentation du PSC, du PNR et du PRR	p. 689	Sommaire des questions parlementaires	p. Q489	47e séance	Mardi 27 avril 2021
Plan national d'organisation des secours	p. 697			48e séance	Mercredi 28 avril 2021

Neijoerschried vum Chamberspresident a vum Generalsekretär

D'Defie fir d'Demokratie an der Zäit vun der sanitärer Kris



De Chamberspresident, den Här Fernand Etgen, an de Generalsekretär, den Här Laurent Scheeck bei der Opnam vun hirer Neijoerschusprooch

„All Guddes am neie Joer! Passt een op deen aneren op, bleift solidaresch a gesond!" Dat sinn d'Neijoerschwënsch vum Chamberspresident, dem Här Fernand Etgen, a vum Generalsekretär, dem Här Laurent Scheeck. Ausnamsweis hu si hir Usprooch iwwer Video gehalen, vu dass déi traditionell Receptioun opgrond vun der sanitärer Situatioun net konnt stattfannen.

A sengem Message huet den Här Fernand Etgen déi sanitär Kris als Prouf fir d'Demokratie bezeechent an ass op d'Virfäll um Rand vun de Manifestatioune géint déi sanitär Mesuren agaangen: „Jo: Onzefriddenheet kann a soll een zum Ausdrock bréngen. D'Chamber ass déi Plaz, wou een däerf virdrun demonstréiere kommen. Nee: D'Parlament probéieren ze stiermen a probéieren, d'Diere vun der Chamber anzedrécken, d'Gëlle Fra besetzen, sech mat Juddestäre victimiséieren, Politiker a Journaliste bedreeën, domat verletzt een eis déifste Wäerter."

Den Här Fernand Etgen huet ënner anerem d'Verbreede vu falschen Informatiounen am Kader vun der Pandemie beklot. „Demonstratioun, Kritik a Protest gehéieren zu enger gesonder Demokratie. Leit, déi falsch Fakten, Angscht, Onsécherheeten an Inegalitéiten instrumentaliséieren, dat ass eppes aneres", huet hie gesot.

D'Chamber entwéckelt sech weider

„2021 war d'Joer, wou mer lues a lues geléiert hunn, mam Virus ze liewen, ouni dat wierklech ze wëllen. 2021 war awer och d'Joer vun enger neier Normalitéit, och fir d'Chamber", huet de President festgestallt. Nodeem d'Sitzunge wärend 18 Méint an engem méi grousse Sall am Cercle muncipal waren, gi se zënter dem Oktober erëm um Krautmaart ofgehalen.

„An dësen onsécheren Zäite si mer eis an der Verwaltung bewosst, wéi wichteg et ass, derzou bäizedroen, dass eis Institutioune stabill sinn, dass d'Chamber eng stabill Plattform duerstellt, wou politesch Debate sech kënnen op eng pluralistesch Aart a Weis entfalen a wou politesch Decisioune kënnen a Gesetzer gegoss ginn", huet de Generalsekretär, den Här Laurent Scheeck, ergänzt.

Wärend hire Rieden hunn de President an de Generalsekretär iwwert déi aktuell Prioritéiten a Projete geschwat, déi weisen, dass d'Parlament a seng Verwaltung amgaange sinn, sech weiderzeentwéckelen.

E puer Beispiller illustréieren dës Veränneerungen: Wann 2021 eng Cellule scientifique geschaaft gouf, esou wäert d'Chamber 2022 hir Servicer weider ausbauen a Kollaboratioune kreéieren. Den 1. Oktober 2022 ginn en neien Internetsite an eng nei Versioun vum Chambersblietche lancéiert. Eng nei pedagogesch Formule fir d'Visitte vum Parlament, déi an Zesummenaarbecht mam Zentrum fir politesch Bildung entstanen ass, gëtt säit dem Ufank vum Joer ugebueden.

Un registre de transparence pour la Chambre des Députés

Qui est en contact avec les députés et pourrait avoir une influence sur le travail législatif ou sur le processus de décision de la Chambre des Députés ? Afin de garantir une meilleure transparence des contacts entre les députés et des organes ou personnes extérieures au Parlement, la Chambre des Députés s'est donné un registre de transparence.

Les concernés

À partir du 14 décembre 2021, « [t]oute personne morale ou physique représentant une tierce personne ou mandatée par une tierce personne et agissant pour le compte de cette dernière ou pour elle-même » doit s'inscrire dans ce registre qui sera publié sur le site de la Chambre des Députés.

Sans cette inscription, ces personnes n'ont pas le droit de contacter les députés. Ceux-ci sont même tenus de refuser tout contact organisé avec des acteurs non inscrits.

Les exceptions

Il existe des exceptions : les députés européens, les représentants des institutions étatiques ou organisations représentant des autorités locales, communales et intercommunales, ainsi que les chambres professionnelles ne doivent pas s'inscrire.

Si un député sollicite un conseil juridique ou professionnel, technique ou scientifique, ces conseillers ne sont pas non plus obligés de s'inscrire. Il en est de même pour les citoyens qui rendent compte de leur situation personnelle ou de leurs intérêts privés. L'inscription au registre se fait par courrier électronique à l'Administration parlementaire.

Suivre les recommandations du GRECO

Avec l'introduction d'un registre de transparence, la Chambre des Députés suit les recommandations formulées par le Groupe d'États contre la corruption (GRECO) qui vise à donner plus de transparence à l'activité parlementaire.

Les députés ont entériné le registre de transparence lors de la séance publique du 9 décembre 2021 : tous les députés ont voté pour le registre de transparence. La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés avait été déposée par M. le Député Sven Clement (Piraten) le 20 novembre 2019. Elle a été adaptée à plusieurs reprises par les membres de la Commission du Règlement. Dans la version initiale du texte, il était encore question d'un « registre des lobbies ».



Esch2022 - Visitt vun der Kulturkommissioun

Sechs Woche virum Lancement vun der Europäescher Kulturhaaptstad Esch2022 ware sech d'Deputéiert aus der Kulturkommissioun de Site um Belval ukucken. Si hu sech op der Plaz iwwert déi verschidde Projeten informéiert.

No enger Presentatioun vu verschiddene Volete vun der Ausstellungsprogrammatioun konnten d'Deputéiert sech e Bild maache vun de Gebaier um Site. Sou goufe si vun de Responsable vun Esch2022 duerch d'Mëllerei gefouert, déi nach deels am Chantier ass. Déi fréier industriell Hal soll no kompletter Renovatioun, niewent enger Rëtsch anere Plazen, zu engem zentrale Site (Bâtiment phare) vun Esch2022 ginn, wou déi éischt Ausstellung de 27. Februar 2022 wäert opgoen.

Weider Informatiounen zu dem Programm vun Esch2022 an der grousser Ouverture vun dem Kulturhaaptstadprojet de 26. Februar 2022 fënnt een ënner www.esch2022.lu.



143e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) à Madrid

Un soutien parlementaire mondial en faveur de l'égalité vaccinale

« Un acte de solidarité exceptionnel », ainsi fut qualifié le vote unanime des parlementaires présents à la 143e Assemblée de l'Union interparlementaire qui a entériné la proposition du groupe africain d'inscrire comme point d'urgence à l'ordre du jour une résolution pour « une mobilisation parlementaire mondiale en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 ».

Dans sa résolution l'UIP prie la communauté internationale et l'OMS de poursuivre leurs efforts conjoints pour garantir un accès rapide, équitable et universel à des vaccins sûrs, abordables, de qualité et efficaces, en tenant particulièrement compte des besoins des pays à revenu faible ou intermédiaire et des régions les plus touchées. Elle reconnaît par ailleurs que « le rôle de l'immunisation à grande échelle contre la Covid-19 constitue un bien public mondial ». Finalement, elle souligne l'importance de l'équité vaccinale et appelle à ce que chaque pays puisse avoir accès aux vaccins essentiels en fonction des risques et des besoins.

La démocratie en danger

« Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie », tel était le thème central de la 143e Assemblée de l'UIP à Madrid. Face à l'érosion de la confiance des citoyens dans la politique, à la polarisation croissante et à la propagation de la désinformation sur les réseaux sociaux, les membres de l'UIP se sont penchés sur les possibilités offertes aux parlements pour affronter ces problèmes.

Alors que de plus en plus de parlements sont attaqués, dissouts ou inopérants, les discussions autour du thème général de l'Assemblée ont permis de mettre en lumière le recul de la démocratie dans le monde. Les parlementaires présents ont plaidé en faveur de la sauvegarde du pluralisme, de l'ouverture et de la coopération entre les parlements du monde entier.

Une nouvelle stratégie

Les membres de l'UIP ont également adopté une nouvelle stratégie pour la période 2022-2026 qui s'articule autour de cinq grandes priorités : la lutte contre les changements climatiques, la démocratie, les droits de l'homme et l'égalité des sexes, la paix et la sécurité, et le développement durable.

Le parlementaire de l'année

Les parlements membres ont également convenu de créer le Prix Cremer-Passy de l'UIP, qui sera décerné chaque année à un parlementaire ou à un groupe de parlementaires ayant apporté une contribution exceptionnelle à la réalisation de la mission de l'UIP et à l'édification d'un monde plus uni, plus juste, plus sûr, plus durable et plus équitable.



Mme la Députée Lydia Mutsch (à droite) a assisté à la 143e Assemblée de l'UIP à Madrid.

Le prix porte le nom des deux parlementaires visionnaires qui ont fondé l'UIP en 1889 lors de sa toute première Assemblée à Paris : William Randal Cremer (Grande-Bretagne) et Frédéric Passy (France).

L'UIP, appelée aussi « le parlement mondial », se réunit deux fois par an en assemblée. Des centaines de parlementaires de 117 pays, dont 44 présidents de parlement, ont assisté à la première Assemblée de l'UIP organisée en présentiel depuis 2019 et qui s'est tenue à Madrid du 26 au 30 novembre 2021. La Chambre des Députés y était représentée par Mme la Députée Lydia Mutsch.

Licences dans le domaine de la navigation aérienne

7344 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne

Le présent projet de loi intervient dans le cadre des licences des contrôleurs de la circulation aérienne et des prestataires de services de navigation aérienne. Cette matière est régie au niveau européen par le règlement (UE) n° 2015/340 de la Commission du 20 février 2015 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux licences et certificats de contrôleur de la circulation aérienne conformément au règlement (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil, modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 923/2012 de la Commission et abrogeant le règlement (UE) n° 805/2011 de la Commission.

Un règlement européen étant d'application directe dans la législation luxembourgeoise, il ne reste qu'à fixer au niveau national les dispositions résiduelles relevant de la compétence nationale ou nécessitant des mesures d'exécution au niveau national. Le présent texte est donc nécessaire afin de permettre l'application entière au niveau national du règlement (UE) n° 2015/340.

Le présent projet de loi comprend des dispositions relatives à la désignation de l'autorité nationale compétente en matière de certification et de supervision des personnes et organismes visés par le règlement (UE) n° 2015/340 susmentionné, à la possibilité d'un recours en réformation, à certaines infractions et aux sanctions administratives y afférentes - avec des amendes se situant entre 1.250 et 10.000 euros - prévues à l'encontre des prestataires de services de navigation aérienne en cas de non-respect des obligations européennes relatives à la sécurité aérienne.

Le projet de loi désigne la Direction de l'aviation civile, ci-après « DAC », comme étant l'autorité nationale compétente au sens du règlement (UE) n° 2015/340. De ce fait, la DAC se voit investie des responsabilités de certification et de supervision résultant du règlement (UE) n° 2015/340, et notamment du pouvoir de délivrer des licences aux contrôleurs aériens, mais également du pouvoir de retirer et de suspendre ces licences.

La loi modifiée du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne étant devenue sans objet suite à l'abrogation de la directive 2006/23/CE, elle est également abrogée par le présent projet de loi.

Enfin, en guise de volet purement national, le projet de loi contient également des dispositions concernant l'introduction de primes applicables aux contrôleurs aériens. En effet, l'article 4, dans sa version amendée, introduit deux primes en faveur des contrôleurs aériens. Il s'agit d'une prime pensionnable, dite « prime aéronautique » et d'une prime non pensionnable, dite « prime d'examinateur ». Le libellé initial de cet article fut modifié par amendement pour tenir compte des négociations avec les représentations des contrôleurs aériens afin de revaloriser leur carrière.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.07.2018
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :
18.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État

01.04.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021
Loi du 31 mai 2021
Mémorial A : 2021, n° 412, page 1

Sûreté dans l'aviation civile

7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010

Le projet de loi fait partie des efforts de rénovation du cadre juridique international en matière de sûreté aérienne, engagés après les attentats du 11 septembre 2001. L'objet du présent projet de loi à article unique est l'approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010.

Le projet de loi intervient dans le cadre des travaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale (ci-après « OACI ») visant à adapter les régimes pénaux nationaux aux nouvelles obligations et exigences de sûreté relevées au niveau international.

La Convention de Beijing se compose de 25 articles et a comme objectif la création de nouvelles incriminations dans le droit interne des États parties. Elle a été adoptée lors de la Conférence diplomatique sur la sûreté de l'aviation tenue sous les auspices de l'OACI du 30 août au 10 septembre 2010 à Beijing et vise à moderniser les deux accords multilatéraux susmentionnés - auxquels le Luxembourg est État partie -, à savoir la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal, le 23 septembre 1971, et le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal, le 23 septembre 1971, signé à Montréal, le 24 février 1988.

La Convention de Beijing criminalise l'utilisation d'aéronefs civils pour provoquer la mort ou causer des dommages corporels ou des dégâts graves, pour libérer ou décharger une arme biologique, chimique ou nucléaire, ou des substances semblables afin de provoquer la mort ou de causer des dommages corporels ou des dégâts graves ainsi que les cyber-attaques contre des installations de navigation aérienne.

De plus, la Convention prévoit entre autres la responsabilité pénale des commanditaires et des organisateurs d'une infraction, ainsi que la responsabilité des personnes qui, sciemment, aident l'auteur d'une infraction à se soustraire à une enquête, à des poursuites ou à une peine. Elle élargit également les chefs de compétence prévus par les instruments précédents en exigeant que chaque État partie établisse sa compétence aux fins de connaître l'auteur d'une infraction lorsqu'elle est commise par un de ses ressortissants, et en permettant à chaque État partie d'établir sa compétence aux fins de connaître l'auteur d'une infraction lorsque l'un de ses ressortissants en est la victime.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 14.04.2020
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :
04.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021
Loi du 31 mai 2021
Mémorial A : 2021, n° 405, page 1

Sécurité aérienne

7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963

Le présent projet de loi, tout comme les projets de loi n° 7560 et n° 7562, s'inscrit dans le contexte des efforts de rénovation du cadre juridique international en matière de sûreté aérienne, engagés après les attentats du 11 septembre 2001.

Avec la survenue des attentats du 11 septembre 2001 et cette nouvelle forme de terrorisme, il est vite apparu un besoin de renforcement des différents cadres juridiques nationaux et internationaux concernés et notamment des conventions mentionnées.

Le Protocole porte amendement à la Convention de Tokyo de 1963 et vise à offrir un cadre plus solide et une plus grande sécurité juridique en donnant aux États les moyens nécessaires pour agir de façon appropriée contre les auteurs des infractions et autres actes portant atteinte à la sécurité survenant à bord des aéronefs. Il marque une avancée dans le traitement du phénomène des passagers indisciplinés ou perturbateurs sur plusieurs points :

La Convention de Tokyo de 1963 prévoyait la compétence générale de l'État d'immatriculation de l'aéronef. Le Protocole renforce ces règles de compétence puisqu'il prévoit l'extension de la compétence juridictionnelle à l'État de l'exploitant et, de façon plus limitée, à l'État d'atterrissage.

Ensuite, les États seront encouragés à engager les procédures contre les actes considérés comme les plus graves, c'est-à-dire ceux où une personne à bord commet ou menace de commettre un acte de violence contre un membre d'équipage ou refuse d'obéir à une instruction du commandant de bord.

Ce Protocole accorde également une reconnaissance juridique et certaines protections aux agents de sûreté en vol. De plus, il contient des dispositions portant sur des questions telles que la coordination inter-États, l'application régulière de la loi, le traitement équitable et le droit de chercher à recouvrer conformément au droit national.

En ce qui concerne les agents de sûreté en vol, le Protocole prévoit que le commandant d'aéronef pourra demander ou autoriser l'assistance des agents de sûreté en vol en vue d'appliquer des mesures de contrainte contre les passagers indisciplinés ou perturbateurs. Les agents de sécurité en vol pourront également prendre de leur propre initiative des mesures préventives raisonnables pour assurer la sécurité de l'aéronef ou des personnes à bord en cas d'intervention illicite. En cas de perpétration d'un acte constitutif d'une action grave, le commandant d'aéronef pourra remettre le responsable aux autorités compétentes de tout État contractant sur le territoire duquel atterrit l'aéronef.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15.04.2020
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :
04.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021
Loi du 31 mai 2021
Mémorial A : 2021, n° 406, page 1

Menaces contre l'aviation civile

7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970

L'objet du présent projet de loi à article unique est l'approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, faite à La Haye, le 16 décembre 1970. L'approbation de la Convention de Beijing de 2010 est l'objet du projet de loi n° 7560.

Le Protocole de Beijing compte vingt-cinq articles et vient, entre autres, élargir la portée de la Convention de La Haye afin d'englober différentes formes de détournement d'aéronefs, y compris les détournements effectués au moyen de technologies modernes.

De plus, le Protocole prévoit également la responsabilité pénale des commanditaires et des organisateurs d'une infraction, ainsi que la responsabilité des personnes qui, sciemment, aident l'auteur d'une infraction à se soustraire à une enquête, à des poursuites ou à une peine. Toute personne qui menace de commettre une infraction peut être tenue pénalement responsable quand les circonstances indiquent que la menace est crédible. Dans certaines conditions, consentir à contribuer ou contribuer à une infraction, qu'elle soit effectivement commise ou non, peut être punissable. Une personne morale peut être tenue pénalement responsable si le droit interne applicable le prévoit.

Le Protocole vient en outre élargir les chefs de compétence en exigeant que chaque État partie établisse sa compétence aux fins de connaître l'auteur d'une infraction lorsqu'elle est commise par un de ses ressortissants, et en permettant à chaque État partie d'établir sa compétence aux fins de connaître l'auteur d'une infraction lorsque l'un de ses ressortissants en est la victime. Il affirme aussi les principes d'équité de traitement et de non-discrimination. Par ailleurs, le Protocole contient une clause selon laquelle un État ne peut pas refuser d'extrader l'auteur d'une infraction au seul motif que celle-ci serait de nature politique.

Le Protocole de Beijing modernise le cadre juridique de la sûreté de l'aviation. En criminalisant des actes constituant des menaces contre l'aviation civile et en élargissant la gamme des infractions de manière à englober différentes formes de détournement d'aéronefs, y compris certains actes accomplis dans le cadre de la préparation des infractions en question, cet instrument renforcera la capacité des États d'empêcher la réalisation de ces infractions ainsi que de poursuivre et de punir ceux qui les commettent. Par ailleurs cet instrument contribue également à la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies adoptée le 8 septembre 2006 en renforçant le régime conventionnel mondial sur le contre-terrorisme.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15.04.2020

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :

04.03.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.03.2021	Présentation et approbation d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021
Loi du 31 mai 2021
Mémorial A : 2021, n° 408, page 1

Transposition de directives dans le domaine des finances

7638 - Projet de loi portant :
1. transposition :

a) de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ; et

b) de la directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE ;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication, et le règlement (UE) n° 648/2012 ; et

3. modification :

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;

c) de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ;

d) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

e) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

f) de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres ; et

g) de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Le présent projet de loi a pour but principal de transposer en droit luxembourgeois deux directives :

1. La directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres (CRD V).

2. La directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE (BRRD II).

À cet effet, le projet de loi vise principalement à modifier la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (LSF) et la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement (loi du 18 décembre 2015).

De manière plus ponctuelle, le présent projet de loi entend notamment modifier la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier et la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, dans un souci de faciliter, le cas échéant, la mise en œuvre des mécanismes de gestion de crise prévus par les directives européennes.

La directive CRD V introduit dans la législation européenne les standards dits de Bâle III élaborés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. De surcroît, ladite directive ajoute des nouvelles dispositions relevant d'une initiative européenne, notamment en ce qui concerne l'approbation des compagnies financières holding et compagnies financières holding mixtes, ainsi que des pouvoirs de surveillance directs sur ces compagnies.

Un apport supplémentaire de la directive CRD V concerne l'introduction de l'exigence pour un groupe bancaire originaire d'un pays tiers, lorsqu'il contrôle deux ou plusieurs établissements de crédit au sein de l'Union européenne, d'établir une entreprise mère intermédiaire sur le territoire de l'Union européenne. Cette disposition s'applique aux groupes bancaires en question uniquement lorsque la somme du bilan cumulée dépasse les 40 milliards d'euros. Cette mesure a pour objectif de faciliter la surveillance d'un tel groupe au sein de l'Union européenne ainsi que d'améliorer la résolvabilité des entreprises concernées.

De par la transposition de la directive CRD V, il est également visé de réformer le régime des exigences de fonds propres supplémentaires, dit « pilier 2 ».

En ce qui concerne les coussins de risque systémique, qui visent à atténuer les risques macroéconomiques de nature systémique, la directive CRD V a pour but de rendre leur utilisation plus flexible et ciblée.

En dernier lieu, la directive CRD V ajuste certaines dispositions relatives à l'encadrement des rémunérations dans le secteur bancaire européen.

La directive BRRD II vise à renforcer l'efficacité de la résolution des banques en crise en apportant des amendements ciblés aux dispositions introduites par la première directive BRRD.

L'instrument connu sous le nom d'instrument de renflouement interne (ou « bail-in » en anglais) a été introduit par la première directive BRRD en 2014 et a été transposé en droit luxembourgeois par la loi du 18 décembre 2015. Le renforcement de l'instrument de renflouement interne, visé par le présent projet de loi, permet de garantir que la restructuration d'établissements défaillants soit moins onéreuse pour le fonds de résolution et qu'elle protège les déposants et les autres créanciers non subordonnés des banques.

En outre, la directive susmentionnée introduit les notions d'« entité de résolution » et de « groupe de résolution » afin d'identifier clairement les entités devant faire l'objet d'une résolution et de permettre aux autorités de résolution de mieux calibrer et cerner les mesures de résolution qui sont susceptibles d'être appliquées.

Le présent projet de loi intègre également toutes les dispositions relatives au processus de surveillance et d'évaluation prudentiels figurant dans le règlement CSSF n° 15-02 relatif au processus de contrôle et d'évaluation prudentiels s'appliquant aux établissements CRR, dans la LSF. L'intégration dudit règlement dans le présent projet de loi se fait en se calquant le plus possible sur le règlement existant. Toutefois, les groupements d'articles ont été ajustés afin de rendre les dispositions cohérentes avec le projet de loi n° 7723 qui introduit des dispositions relatives au processus de contrôle et d'évaluation prudentiels s'appliquant à certaines entreprises d'investissement.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.07.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président : M. André Bauler) :

05.10.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
15.03.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux
02.04.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27.04.2021
Loi du 20 mai 2021
Mémorial A : 2021, n° 384, page 1

Maintien des restrictions liées à la Covid-19

7802 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

Au vu de l'évolution des différents indicateurs utilisés pour suivre l'évolution de la pandémie Covid-19 et eu égard au fait qu'on ne peut exclure une augmentation des interactions sociales et du nombre des nouvelles infections après la fin des congés de Pâques, il est nécessaire de garder en place les mesures sanitaires. Celles-ci visent à interrompre la circulation diffuse du virus au sein de la population et à éviter une propagation exponentielle de la pandémie risquant de provoquer une augmentation des hospitalisations et des décès liés à la Covid-19. Le projet de loi sous rubrique prévoit dès lors de maintenir les restrictions actuellement en place, et ce jusqu'au 15 mai 2021 inclus.

Le projet de loi se propose d'apporter aux dispositions en vigueur un certain nombre d'adaptations, à savoir :

- une définition de la notion de « terrasse », précisant qu'il s'agit d'un espace à l'extérieur et à l'air libre, ouvert sur trois surfaces au minimum, afin de permettre la libre circulation de l'air et la ventilation naturelle de l'espace ;

- la levée du plafonnement à dix personnes pouvant se rassembler au maximum pour exercer simultanément une activité sportive ou de culture physique et la réduction à dix mètres carrés de la superficie minimale requise par personne exerçant une telle activité. Par ailleurs, en ce qui concerne l'interdiction des rassemblements au-delà de cent personnes, il est précisé que les seuls sportifs professionnels et leurs encadrants ne sont pas pris en considération pour le comptage ;

- la définition des conditions dans lesquelles un nombre limité de personnes peut se rassembler pour pratiquer simultanément une activité musicale. Ainsi, la pratique d'activités musicales est autorisée sans restriction si elle est exercée individuellement ou dans un groupe ne dépassant pas le nombre de deux personnes. Dix personnes peuvent pratiquer ensemble une activité musicale à condition que la distanciation physique de deux mètres soit respectée entre les différents acteurs musicaux et qu'ils occupent une place assise pendant la pratique d'une telle activité lorsque celle-ci a lieu dans un établissement accueillant des ensembles de musique ;

- l'inscription de médicaments destinés aux soins urgents à la liste des médicaments autorisés pour les dépôts de médicaments au sein des établissements et structures pour personnes âgées ainsi que des établissements relevant du domaine social, familial et thérapeutique.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 16.04.2021

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

20.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
21.04.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État et d'une série d'amendements gouvernementaux
22.04.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.04.2021
Loi du 23 avril 2021
Mémorial A : 2021, n° 320, page 1

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS
d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Hommage à la mémoire de M. Paul Helminger, Député honoraire**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
5. **Dépôt d'une motion par M. David Wagner**
   - Exposé : M. David Wagner
6. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter**
   - M. Michel Wolter
7. **7802 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) (dépôt des motions 1 et 2) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de Mme Martine Hansen, M. le Ministre Dan Kersch, Mme Martine Hansen pour fait personnel et M. Gilles Roth) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Georges Engel, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. André Bauler et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Jeff Engelen (dépôt des motions 3 à 5) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. Marc Baum (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. **7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins**
   - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
9. **7802 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments (suite)
   - Motion 1 : M. Gilles Baum
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Sven Clement - M. Jeff Engelen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Sven Clement - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - Mme Martine Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - M. Sven Clement (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motions 3, 4 et 5 : M. Georges Engel - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement (parole pour fait personnel) - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement)
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
10. **Motion de M. David Wagner relative au soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle**
    - Discussion générale : M. Yves Cruchten - M. David Wagner
    - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, Mme Paulette Lenert et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projets de loi a vun de Propositions de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 23 avril 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7798** - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz »*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 02.04.2021

***7799** - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Wooltz »*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 02.04.2021

***7800** - Projet de loi portant création d'un lycée à Mersch et modification*

1° de la loi du 13 juillet 2018 portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains ;

2° de la loi modifiée du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster ;

3° de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux ;

4° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;

5° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

6° de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 02.04.2021

***7801** - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.04.2021

***7802** - Projet de loi modifiant :*

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 16.04.2021

***7803** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 20.04.2021

***7804** - Projet de loi portant modification :*

1. de la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

3. de la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 ;

4. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 20.04.2021

***7805** - Projet de loi portant création d'une carte de stationnement pour personnes handicapées*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22.04.2021

***7806** - Projet de loi portant*

1° suppression du Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall ;

2° modification de la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement » ;

3° abrogation de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall »

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 22.04.2021

***7807** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 22.04.2021

3) La proposition de loi suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7797** - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 01.04.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1759** - Demande de pétition ordinaire : Vereinfachung des Rückerstattungsverfahrens der CNS durch digitale Einreichung*

Dépôt : Volker Mayer, le 31.03.2021

***1751** - Demande de pétition ordinaire : Fir e strikt Verbuet vu Sedéierung (Rouegstellung, fréiert Ugurten) a méi e mënschleche Gesondheetssystem fir vulnerabel Persounen an den Institutiounen zu Lëtzebuerg - Pour une interdiction stricte de sédation (immobilisation, autrefois fixation) et un système de santé plus humain pour les personnes vulnérables dans les institutions au Luxembourg - Für ein striktes Verbot von Sedierung (Ruhigstellung, früheres Angurten) und ein menschlicheres Gesundheitssystem für schutzbedürftige Personen in den Institutionen in Luxemburg*

Dépôt : Françoise Seyler, le 31.03.2021

***1755** - Demande de pétition ordinaire : Lëtzebuerger Sprooch muss erëm virrangeg behandelt ginn. Lëtzebuerger Sprooch am Geschriwwenen a Geschwaten als Haaptsprooch unerkennen*

Dépôt : Alain Gales, le 31.03.2021

***1714** - Demande de pétition ordinaire : Extension de l'utilisation du bon d'hébergement de 50 euros à la restauration*

Dépôt : Jerry Paul Antoine Le Vaillant, le 31.03.2021

***1852** - Demande de pétition publique : Vignettes de stationnement pour les travailleurs*

Dépôt : Julien Drye, le 31.03.2021

***1853** - Demande de pétition publique : Ouverture des écoles de danse privées*

Dépôt : Cathy Moes au nom de Écoles de danse privées du Luxembourg, le 01.04.2021

***1854** - Demande de pétition publique : Frais de logement et prix d'achat des immobiliers*

Dépôt : Tom Weniger, le 03.04.2021

***1860** - Demande de pétition publique : Ouverture des écoles de danse privées du Luxembourg*

Dépôt : Cathy Moes au nom de Écoles de danses privées du Luxembourg, le 06.04.2021

***1855** - Demande de pétition publique : Uschafung oder Baue vun enger éischter Wunneng. Applicatioun vum TVA-Taux „super réduit" vun 3 %. De Maximum vun der „faveur fiscale" vu 50.000 Euro fir en 1. Logement misst un déi enorm Präisentwécklung am Immobiliensecteur ugepasst ginn. Den entspriechende Règlement grand-ducal vum 30.07.2002 misst emol reviséiert ginn*

Dépôt : Alice Majerus, le 06.04.2021

***1856** - Demande de pétition publique : Convention collective pour l'ensemble du commerce*

Dépôt : Marina Isabel Oliveira Ferreira, le 06.04.2021

***1857** - Demande de pétition publique : Remboursement au prorata de la « taxe de circulation pour véhicules » pendant la période du couvre-feu*

Dépôt : Alain Schockmel, le 07.04.2021

***1858** - Demande de pétition publique : Promotion de l'Ivermectine dans la prophylaxie et le soin de la Covid. Förderung von Ivermectin in der Prophylaxe und Pflege von Covid*

Dépôt : Michel Premont, le 08.04.2021

***1859** - Demande de pétition publique : Eng Hëllef bei den Dokterrechnunge fir Déieren (eng Aart CNS fir Déieren)*

Dépôt : Joseph Bintz, le 12.04.2021

***1861** - Demande de pétition publique : Masques transparents pour les élèves et les enseignants du cycle 1 à 4 (mise à disposition par les ministères santé/éducation)*

Dépôt : Adrian Halimi, le 19.04.2021

***1862** - Demande de pétition publique : Limiter la vitesse à 30 km/h dans les rues partagées entre véhicules motorisés et autres usagers, plus vulnérables.*

Dépôt : Jeannot Mersch, le 20.04.2021

***1789** - Demande de pétition ordinaire : Aufnahme des DAB+ Regelbetriebs*

Dépôt : Yves Tychon, le 21.04.2021

***1729** - Demande de pétition ordinaire : Fir eis Demokratie an eis Constitutioun op fest Féiss ze stelle brauche mir eng 2/3 Majoritéit an der Chamber fir all Gesetz, wat Aschränkunge vun eise constitutionnelle Rechter virgesäit, grad wéi och fir d'Ausruffe vum nationalen Noutstand*

Dépôt : Jean-Paul Rischard, le 21.04.2021

***1753** - Demande de pétition ordinaire : Interdiction d'éclairage clignotant sur les vélos / Verbot blitzender Beleuchtung an Fahrrädern*

Dépôt : Yves Tychon, le 21.04.2021

***1793** - Demande de pétition ordinaire : De Papp ass de Papp, an net den Autre Parent de naissance!*

Dépôt : Alain Gales, le 23.04.2021

***1863** - Demande de pétition ordinaire : Pour une parfaite connaissance des procédures mises en œuvre en cas d'incident dans la centrale nucléaire de Cattenom*

Dépôt : Claude Eich, le 23.04.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Hommage à la mémoire de M. Paul Helminger, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Famill vum Paul Helminger, dee leschte Samschdeg ass eise fréiere Kolleeg, den Éierendeputéierte Paul Helminger, am Alter vun 80 Joer onerwaart verstuerwen. Hie war 23 Joer laang Member vun der Chamber a war och Staatssekretär a Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg.

Säi Liewen huet sech tëschent Diplomatie, Politik an Ekonomie ofgespillt. Dee gebiertegen Escher, dee seng Kandheet an der Stad verbruecht huet, huet no sengen Droits- a Sciences-politiques-Studien eng diplomatesch Karriär zu London, Helsinki a Genève ugefaangen, bis den deemolege Staatsminister Gaston Thorn hien als Chef de cabinet engagéiert an 1979 an d'Regierung Werner-Thorn-Flesch geholl huet. Als Staatssekretär war de Paul Helminger deemools mat responsabel fir d'Aussepolitik, den Aussenhandel, d'Kooperatioun, d'Ekonomie, de Mëttelstand an d'Justiz. Hie war derbäi, wéi de Lëtzebuerger Modell entworf an ëmgesat gouf. Den DP-Politiker huet mat dru geschafft, fir d'Lëtzebuerger Ekonomie ze diversifiéieren an nei Weeër ze gestalten.

1984 ass de Paul Helminger an d'Chamber gewielt ginn, wou hie bis 1989 an dunn erëm vun 1994 bis 2012 Member war. Wéi ech 2007 fir d'éischte Kéier

an d'Chamber koum, war de Paul Helminger mäin Noper. Hien huet mer net dacks ee Rot ginn, mee alles, wat e mer mat op de Wee ginn huet, war zu 100 % richteg. Seng Erfarungen als Staatssekretär, mee och an der Privatwirtschaft waren a ville Beräicher vun der legislativer Aarbecht nëtzlech.

Besonnesch geschat gouf de Paul Helminger wéinst senge wirtschaftlechen a fiskale Kompetenzen. Dowéinst war hien och e Politiker, op deen déi ganz Chamber gelauschtert huet. Besonnesch seng Rieden iwwert d'Diversifikatioun vun der Wirtschaft oder iwwert déi grouss Zukunftstheeme bleiwen eis an Erënnerung, mee och d'Aussen- an d'Europapolitik, d'Landesplanung an de Gemengesecteur louchen him um Häerz. Hien huet sech och fir d'Gestalte vun engem gemeinsamen Europa staark gemaach a war 2002 Member vun der Konventioun iwwert d'Zukunft vun Europa.

Dem Paul Helminger säi politesche Parcours ass atypesch. Hien ass net vun der Kommunalpolitik an d'Landespolitik gaangen, mee et war ëmgedréit. Hien ass vun der nationaler Politik an déi Stater Märei komm. Wärend sengem Mandat als Deputéierten huet den DP-Politiker sech an der Gemengepolitik engagéiert an ass 1987 direkt an de Gemengerot gewielt ginn, duerno Schäffe ginn an 1999 Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg. Hie war wärend zwielef Joer een exzellente Gemengepapp mat Leif a Séil a war ganz beléift. Hie war ee Kommunalpolitiker vun enger neier Generatioun an huet duerch seng Wäitsiicht vill innovéiert.

2012 huet de Paul Helminger sech definitiv aus der Politik zréckgezunn. Hien ass dunn awer nach an der Wirtschaft aktiv bliwwen, mat Responsabilitéiten un der Spëtzt vun ënner anerem der Luxair an der Cargolux.

Frëndlechkeet, Kompetenz, Wäitsiicht a Weltoppenheet sinn déi Wierder, déi een an deenen éischte Reaktiounen dobaussen no sengem Doud héieren a gelies huet. De Paul Helminger huet ëmmer frëndlech gelaacht an hat och all Grond dofir. Well alles, wat hien ugepaakt huet, ass positiv weidergaangen. Vill Leit hunn op hien eropgekuckt. Hien hat eng ganz pragmatesch Manéier, fir un Dossieren erunzegoen an doduerch och konkreet Léisungen ze fannen. Hie war fir vill Leit ee Virbild, och iwwert d'DP eraus. D'Zesummeschaffe mam Paul Helminger bleift eis all a gudder Erënnerung.

Mam Paul Helminger verléiert d'DP ee vun hire groussen, ee vun hire brillantste Käpp, mee och e Kolleeg, dee sech vu jeehier fir seng liberal Iddien a seng Iwwerzeegungen agesat huet a wäit iwwert d'Parteigrenze respektéiert a beléift war. De Paul Helminger huet souwuel seng Partei wéi och d'Land an d'Stad Lëtzebuerg gepräägt. Privat war de Paul Helminger och e Familljemënsch an en interessante Gespréichspartner, deen och gär a Gesellschaft war. Hie war begeeschtert vum Tennis, fir d'éischt selwer als Spiller, dunn als President vun der Lëtzebuerger Tennisfederatioun. Der Famill vum Paul Helminger gëllt eist oprichtegt Bäileed. Mir wäerten dee Verstuerwenen a beschter Erënnerung behalen. Ech bieden Iech opzestoen, fir dem Paul Helminger eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Ech géif dann d'Wuert un de Premier a Staatsminister Xavier Bettel ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, haut hunn ech déi schwéier Tâche als Regierungschef, engem fréiere Regierungsmember Äddi ze soen. De Paul gehéiert zu deene Leit, wou ee gemengt huet, d'Zäit wier stoe bliwwen. En huet ëmmer d'selwecht ausgesinn. Et huet ee gemengt: De Paul, dee bleift éiweg esou, wéi en ass. De Paul ass net méi do!

Ech hat d'Chance, 1999 fir d'éischt am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg zesumme mat em ze schaffen an duerno 2005 och am Schäfferot. Ech kennen de Paul als e Mënsch, deen d'Vergaangenheet, d'Geschicht gären hat, de Present, mee fir dee virun allem d'Zukunft ëmmer e Projet war, virun allem och d'Zukunft mat senger Famill. An ech weess, Karin, léif Kanner, wéi schwéier et ass. Well esou wéi ech de Paul kennen, hat en esou vill geplangt, fir nach mat Iech ze maachen.

D'Zukunft wor eppes, wat de Paul direkt beschriwwen huet: zukunftsorientéiert, Visiounen hunn. D'Stad haut gesäit aneschters aus wéi virum Mandat vum Paul Helminger - d'Cloche d'Or, Ban de Gasperich, Hamilius; Projeten, wou een ee gesinn huet, dee keng Politik gemaach huet, fir populär ze sinn, mee fir effikass ze sinn. En hat keng Angscht, fir op d'Gare ze goe viru 500 Leit, déi rose waren, a mat hinnen eng Diskussioun ze féieren. De Paul war een, deen d'Technologië gären hat, deen d'Zukunft - wann ech vun Zukunft schwätzen -, och d'Technologien ëmmer bei sech hat. Ech ka mech erënneren, de BlackBerry, e war mat deem - pardon, Karin - mee bal och bestuet. En huet op deem Handy geklimpert. Wéi mir nach mat engem Fanger geklimpert hunn, war de Paul scho mat all de Fangeren amgaangen ze äntwerten, ze organiséieren, seng Agendaen ..., an deemools wousste mir nach net, wat et wier.

Ech weess, dass en HOTCITY ..., dass de Paul dee war, dee vun all deem, wat deemools nach an de Kannerschong war, gesot huet: „Mir mussen do zesummeschaffen! Mir mussen am Fong d'Jalone setzen, d'Schinne setzen, fir dass muer och den Zuch op där richteger Plaz ukënnt."

Mee och d'Famill war em ganz wichteg, d'Momenter mat der Famill, an ech ka mech erënneren, wéi oft e mer vu Wissant geschwat huet a gesot huet: „O, do ass do eppes net gaangen an hei net gaangen", an et wor seng Passioun, einfach zesumme mat Iech Zäit ze verbréngen. An e wor och ganz houfreg iwwert dat, wat Der alleguerten eenzel gemaach hutt.

En hat seng Stad gären, en huet fir seng Stad gelieft. En huet an all Quartier, vun deem enge bis deen aneren, vum Aarbechter bis den Direkter ..., en hat seng Gemeng immens gären. En hat seng Gemeng gären, mee et war awer och en iwwerzeegten Europäer. Et war deen, dee fir Europa plädéiert huet, mee et war och deen, deen iwwert d'Grenze vu senger Stad gekuckt huet, wéi ee kéint mat den Nopere méi staark sinn - Tonicités, QuattroPole, wou en d'Gemengen zesummegesat huet, fir ze kucke weiderzekommen. An et wor hien, wou ech d'Chance hat, an enger Majoritéit eng Kéier mat der CSV ze sinn an dunn an enger Majoritéit mat deene Gréngen ze sinn, a mer awer ëmmer gekuckt hunn, wéi mer d'Stad och kéinte weiderbréngen.

Ech muss Iech soen, dass ech e laange Wee mam Paul gemaach hunn, vun 1999 bis 2011. An ech géif haut net virun Iech stoen als Staatsminister, wann de Paul mer 2011 net d'Chance ginn hätt, Buergermeeschter vun dëser Stad ze ginn. Ech wäert dat och ni vergiessen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Premier- a Staatsminister.

5. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

Ier mer elo zum Projet de loi 7802 kommen, géif ech nach dem Här David Wagner d'Wuert ginn, fir den Depot vun enger Motioun. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Ier ech zu menger Motioun kommen, wollt ech awer och nach ganz kuerz dem Paul Helminger ..., deen ech ni am Gemengerot erlieft hunn, mee deen ech awer als Stater Bierger iwwer zéng Joer laang erlieft hunn an deen - dat ass dat mannst, wat ee ka soen - d'Stad gepräägt huet. An dat huet een och gemierkt, dat war eng beweegten Zäit. An och senger Famill, senge Frënn a senge Parteifrënn wëlle mer natierlech vun eiser Säit och eist Gedenke schenken.

Här President, hei ass eng Motioun, déi mer als déi Lénk wëllen deposéieren, haut, wou mer och iwwert déi 15. Oplag, mengen ech, vum Covidgesetz wäerten diskutéieren. Et ass eng Motioun, déi och mam Covid ze dinn huet.

De Kampf géint de Covid ass keng reng national, europäesch oder regional Affär. Et ass e Kampf, deen déi ganz Mënschheet muss zesumme féieren. De Covid, dee kennt keng Grenzen, e ka sech veränneren an e kann ëmmer méi fest aschloen.

Dat passéiert elo och grad leider an Indien, engem Land, dat aleng méi Awunner huet wéi d'USA an d'Europäesch Unioun zesummen. Et gëtt vill Ursaachen, mee eng vun den Ursaachen ass, datt Indien nëmmen zum Beispill all zéngt Dosis vun AstraZeneca kritt, déi et versprach krut.

Dës Woch gouf och leider aktéiert, datt de COVAX-System en Echec ass. Dat ass eng katastrophal Noriicht, déi leider net zum Optimismus leet. Dofir ass et jo och kee Wonner, datt ongeféier eng 120 Länner weltwäit, ugefëiert vun Indien a vu Südafrika, also déi ganz grouss Majoritéit vun der Mënschheet, sech dofir asetzen, d'Lizenzen op Impfstoffer an och op all anerem Material, wat wichteg ass am Kampf géint de Covid, wéi zum Beispill Beootmungsmaterial oder och Testmaterial temporär opzehiewen. Dat ass eng Mesure, déi laut dem internationale Recht och iwwer Verträg vun der Propriété intellectuelle méiglech ass an déi och an der Welthandelsorganisatioun zurzäit debattéiert gëtt.

Dës Méiglechkeet gëtt a Wierklechkeet vu bal jidderengem ënnerstëtzt, dem Direkter vun der Weltgesondheetsorganisatioun, de Médecins sans frontières, ganz villen Nobelpräisträger a souguer dem ehemolege franséische President François Hollande oder dem ehemolege brittesche Premier Gordon Brown.

Et kéint ee bal mengen, datt jiddereen dofir wier. Mee leider verspäre sech e puer Länner, eng Minoritéit vu Länner u sech, dergéint. A leider sinn dat d'USA an d'Europäesch Unioun, also räich Länner. Ouni de Blocage vun den USA a vun der Europäescher Unioun géif de Kampf géint de Covid op der Welt eendeiteg besser virugoen. D'Liewe vun enger Onzuel vu Mënsche géif gerett ginn an de sozialen, demokrateschen an ekonomesche Schued, deen d'Mesure provozéiert, staark reduzéiert ginn.

Ech hat, Här President, den 2. Mäerz dem Jean Asselborn d'Fro gestallt, ob Lëtzebuerg op EU-Niveau och derfir kéint antrieden, fir dës Mesure ze ënnerstëtzen. Als Äntwert krut ech d'Positioun vun der Europäescher Unioun, awer net déi vu Lëtzebuerg. Mee op jiddwer Fall war et natierlech déi Positioun, wou d'Europäesch Unioun sech hanner fadescheinegen Argumenter verstoppt, déi och scho längstens innerhalb vu Positiounspabeiere vun der Welthandelsorganisatioun, wou dat elo beschwat gëtt, widderluecht goufen. D'EU behaapt zum Beispill, et misst een op d'Fräiwëllegkeet setzen an drop waarden, datt déi Konzerner, déi Breveten hunn, vum selwen op déi Iddi kéimen, fir se auszesetzen. Dat ass bis elo net geschitt an dat wäert och nimools geschéien.

Ech krut och geäntwert, dat wier jo net de Problem. De Problem wieren d'Produktiounscapacitéiten. Mee dat ass och e falscht Argument. Et gëtt Länner, déi elo schonn iwwer gewësse Produktiounscapacitéite verfügen, mee si kënne se wéinst de Breveten net benotzen. Wiere se fräi, kéinte se se benotzen a si kéinte se och fir aner Länner matproduzéieren. An aner Länner, déi nach net iwwer gewësse Produktiounscapacitéite verfügen, kéinte se dann och esou opbauen.

De Problem läit also primär net bei der Produktiounscapacitéit, mee beim Recht ze produzéieren, wat d'Lizenzen zurzäit verbidden. An da kënnt nach dat lescht Argument: Déi Konzerner kéinte jo net fir näischt produzéieren. An entgéint deem, wat der vill mengen, sinn et jo net déi Konzerner, déi d'Invester gemaach hunn, fir d'Technologien ze entwéckelen, mee d'éffentlech Hand. Ech zitéieren och do aus engem Communiqué vun AstraZeneca, wou se hir eege Leit oder Aktionäre berouegen: « Les dépenses engagées pour développer le vaccin devraient être compensées par le financement offert par des gouvernements et des organisations internationales ». Méi konkreet och nach: Pfizer/BioNTech krute 546 Milliounen Dollar ëffentlech Gelder plus 6 Milliarden US-Dollar fir Beschafungskontrakter.

An anere Wierder: Et sinn d'Steierzueler, déi fir d'Entwécklung vun den Impfstoffer an aner technescht Material opkomm sinn. Wie mécht d'Gewënner? Majo déi dräi grouss Konzerner, déi mer kennen. A wéi et nach gëschter an engem Artikel vun der brittescher Zeitung „The Guardian" geheescht huet, hunn déi grouss Konzerner elo 26 Milliarden Dividenden ausgeschott - 26 Milliarden Dividenden ausgeschott! - fir eng Leeschtung, déi sech zurzäit, dat wësse mir och hei zu Lëtzebuerg, net weise léisst.

Mir hu bezuelt, si beräichere sech a verweigere ville Länner déi Technologië fir de Covid ze bekämpfen. Mir kënnen net éiweg nokucken. Dofir ruffe mer mat dëser Motioun d'Lëtzebuerger Regierung op, éischtens déi Propos vun deenen 120 Länner fir déi temporär Befreiung vun de Lizenzen ze ënnerstëtzen a sech och innerhalb vun der Europäescher Unioun derfir staark ze maachen.

Ech mengen, mir kéinten do en Zeeche setzen. A mir kéinte vläicht souguer eppes an d'Rulle bréngen um europäeschen Niveau an, mengen ech, och virun der Mënschheet a virun der Geschicht propper dostoen.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que la maladie liée au coronavirus 2019 (Covid-19) était une pandémie mondiale ;

- qu'une réponse efficace à la pandémie de Covid-19 exige un accès rapide à des produits médicaux abordables, y compris des kits de diagnostic, des masques médicaux, d'autres équipements de protection individuelle et des ventilateurs, ainsi qu'à des vaccins et des médicaments pour la prévention et le traitement de patients dans une situation d'extrême nécessité ;

- que l'expansion rapide de la fabrication à l'échelle mondiale est une solution cruciale évidente pour faire en sorte que les produits médicaux soient disponibles en temps utile et soient abordables pour tous les pays dans le besoin ;

- qu'au niveau international, la lutte contre la pandémie exige un important effort de solidarité mondiale et un partage mondial sans entrave de technologies et de savoir-faire ;

- que l'Inde et l'Afrique du Sud ont introduit le 2 octobre 2020 une proposition à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui produirait l'effet que les obligations de ses membres découlant de certaines dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (APDIC) fassent l'objet d'une dérogation temporaire en ce qui concerne la prévention, l'endiguement ou le traitement de la Covid-19 ;

- que la demande de l'Inde et de l'Afrique du Sud est entre-temps soutenue par une très large majorité des États du monde, alors qu'une minorité d'États, dont les pays membres de l'Union européenne, s'y oppose ;

- que 13 mois après le début de la pandémie, les approches basées sur des licences volontaires préconisées par certains pays se sont révélées insuffisantes à l'échelle mondiale pour permettre un approvisionnement suffisant et rapide en ce qui concerne les produits en faveur de la prévention, de l'endiguement ou du traitement de la Covid-19 ;

- que les flexibilités prévues par l'accord de l'APDIC n'ont jamais été conçues pour faire face à une crise sanitaire de cette ampleur, sans compter que de nombreux pays ne disposent pas des capacités institutionnelles nécessaires pour utiliser ces flexibilités ;

- que notamment les licences obligatoires, délivrées pays par pays, au cas par cas et produit par produit, sont inadaptées de par la lourdeur de leurs procédures à faire face à la crise mondiale actuelle ;

- que l'initiative COVAX est certes utile et importante, mais malheureusement insuffisante, étant donné qu'en date du 21 avril 2021 seulement 40,2 millions de vaccins ont pu être distribués à travers l'initiative COVAX pour une population cible estimée à 4 milliards de personnes ;

- que les gouvernements et les organismes de financement public du monde entier ont investi des sommes colossales en argent public pour soutenir la recherche-développement sur la Covid-19, en particulier en ce qui concerne les médicaments et les vaccins, et qu'au vu de la gravité de la crise mondiale, ces produits devraient être considérés comme un bien public mondial ;

- que la proposition de dérogation décrite ci-dessus représente une solution mondiale rapide, ouverte et automatique, qui permettrait une collaboration ininterrompue pour ce qui est de développer et d'intensifier la production et la fourniture des produits, et qui apporterait une réponse collective au défi mondial auquel tous les pays sont confrontés,

invite le Gouvernement

- à soutenir la proposition de dérogation temporaire introduite le 2 octobre 2020 par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce ;

- à entreprendre, au sein de l'Union européenne, toutes les initiatives possibles susceptibles à entraîner le soutien de l'Union européenne à la proposition de dérogation temporaire introduite le 2 octobre 2020 par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7802, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung ...

Une voix.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wolter freet d'Wuert. Fir?

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter

M. Michel Wolter *(CSV).*- Fir en Depot ze maache vun enger Proposition de loi, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech wollt den Depot maache vun enger Proposition de loi. Och déi steet am Zesummenhang mam Virus Covid-19 a mat virun allem domat, wéi mer an der Aart a Weis, fir en ze bekämpfen, mat vulnerabele Leit an den Alters- an Handicapéiertestrukturen ëmginn.

Dir Dammen an Dir Häre, nach ëmmer stelle sech och dräi Wochen no der Diskussioun vum 1. Abrëll eng Rei Froen, wat an deene leschte Méint an den Altersstrukturen hei zu Lëtzebuerg viru sech gaangen ass. An deem Sënn begréisse mir als CSV et ausdrécklech, dass an der zoustänneger Chamberskommissioun elo e Rapport spécial an Optrag ginn ass, fir Äntwerten ze fannen - néideg Äntwerten, déi och vun de Famille gefrot ginn - op all déi Froen, déi an där Debatt gestallt si ginn.

Mir hunn eng Rei vu Punkte kritiséiert virun dräi Wochen. Ech géif nëmmen ee wëllen eraushuelen „pour les besoins de ma proposition de loi", dat ass, dass mer der Meenung sinn, dass eng falsch Prioriséierung vum Cordon sanitaire an den Altersstrukture virgeholl ginn ass an dass och keng Zukunftsperspektiven do virgestallt goufen.

D'Press huet sech där Saach an engem breede Mooss ugeholl an et huet ee gesinn, dass an deene leschten Deeg e puer zaghaft Ännerungen dann och virgeholl gi sinn. Zum Beispill zielt de Logement en-

cadré dann elo zu den Altersstrukturen, wat virdru wärend Méint net de Fall war. D'Leit, déi net zum Fleegepersonal gehéieren an den Altersstrukturen, déi kënne sech elo impfe loossen. Et ass och schwéier, dat aneschters ze maachen an engem Moment, wou een 30- bis 54-Järegen d'Méiglechkeet gëtt, fir dat ze maachen. An et ass eng Ordonnance geholl ginn, déi en negativen Test préalable fir Leit konditionéiert, déi op Besuch bei hir Famill wëlle goen.

Déi puer zaghaft Mesuren entspriechen awer net deem, wat mir der Meenung sinn, wat misst geschéien. De Sven Clement huet den 1. Abrëll eng Proposition de loi deposéiert iwwer en Evaluatiounssystem, wou entre-temps och den Avis vum Staatsrot virläit. An ech wollt haut eng aner Proposition de loi deposéiere mam Zil, fir e maximale Schutz fir vulnerabel Matbierger an eng Strategie dovunner ze entwéckelen.

Ech gehéieren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net zu deenen, déi der Meenung sinn, dass mer eis relativ séier net méi brauche mat deem Virus ausernanerzesetzen, au contraire! Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass et Mutatioune wäerte ginn, dass dee Virus sech wäert weiderschaffen an dass dat Weiderschaffe wäert derzou féieren, dass nei Impfungen, nei Cordone mussen a wäerte geschafe ginn, wa mer un tant soit peu an eng „normal" Situatioun - normal ënner Guillemeten -, wéi mer se fréier kannt hunn, nees zréck wëlle kommen.

Mir mussen also, Dir Dammen an Dir Hären, léieren, mam Virus ze liewen. Déi technesch Viraussetzungen, déi sinn elo ginn. An eigentlech misst een elo eng breet Debatt driwwer féieren, wéi een sech elo opgrond vun de rezenten Entwécklungen an dem relativen Impfschutz, esou nennen ech en emol, deen an deenen nächste Méint wäert kommen, op déi nächst Wochen, Méint a Jore wëllt preparéieren. Mir mussen erauskommen aus engem Kader, wou dat just e puer Leit sinn, déi dat debattéieren, hin zu enger gesellschaftspolitescher Debatt.

Prioritär bleift fir eis awer, dass déi vulnerabel Leit geschützt musse ginn. Mir wëllen also méi wäit goen, däitlech méi wäit, wéi d'Regierung dat haut mécht. Mir wëllen, dass jiddwereen, dee mat Leit a Kontakt kënnt, esou wéi se an der Ordonnance vum 12. Abrëll definéiert gi sinn, den Noweis vun engem negativen Test brénge muss, ouni deen en net an de Kontakt mat deene betraffene Leit kéint trieden. Dës Obligatioun ass net nëmmen, also an eisen Aen, fir d'Famille vun de Bewunner vun den Altersstrukturen, mee fir jiddwereen, deen a Kontakt mat vulnerabele Leit trëtt.

Mir leenen eis dobäi un e Gesetz aus Baden-Württemberg un, wat dës Obligatioun fir Leit, déi a Strukture schaffen, op dräimol d'Woch festleet, a fir Leit, déi bei Leit heemginn, op zweemol d'Woch fixéiert. Dëser Obligatioun ënnerleien net Leit, déi geimpft sinn respektiv noweise kënnen, dass se Anticorpsen hunn. D'Resultater sinn dem Patron op simple demande virzeleeën.

An enger kohärenter Demarche hu mir eis an dëser Proposition de loi net un den Univers hospitalier erugewot. Mir entzéien eis awer net enger Diskussioun, fir déi Dispositiounen hei auszedeenen op den Univers hospitalier. Mir verweigeren eis och net enger méi breeder Diskussioun, wa Verbesserungen zu dësem Text proposéiert géife ginn. Mir wëllen duerch dës Proposition de loi e Steen an d'Rulle bréngen. Mir mussen ewechkomme vun enger zaghafter Politik hin zu enger Politik, déi et mat sech bréngt, dass mer déi vulnerabelst Leit an eiser Gesellschaft schützen. A wa mer déi vulnerabelst Leit an eiser Gesellschaft wëlle schützen, dann ass et och dofir, dass déi aner Leit an der Gesellschaft iergendwann eng Kéier nees d'Méiglechkeet musse kréien, ënner normale Konditioune kënnen ze liewen an ze schaffen.

An deem Sënn, Här President, géif ech Iech gären déi Proposition de loi hei hannerleeën. Merci.

***7808** - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins*

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter.

7. 7802 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

Da komme mer elo zum Projet de loi 7802, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an en Abonnement fir Rapporteur fir d'Covidgesetzer huet den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt ee Wuert, wou ech, mengen ech, dat erëmginn, wat d'Kolleegen heibannen denken a spieren: Léift Paulette, mir si frou, dass de erëm an en pleine forme bei eis bass an d'Steier vum Kampf géint de Virus erëm iwwerholl hues. An déi Solidaritéit, déi der entgéintkomm ass an deene leschte Wochen, déi hues de méi wéi verdéngt! Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci awer och dem Romain Schneider, deen agesprongen ass an deen, wéi vun him gewinnt, gutt Aarbecht geleescht huet.

Här President, de Projet de loi 7802, deen ech fir d'Gesondheets-, Sports- a Kulturkommissioune virdroe wäert, knëppt u säi Virgänger un a wot weider kleng, awer räsonabel Schrëtt a Richtung e bëssi méi Normalitéit, an dat an de Beräicher Sport a Kultur.

Haaptzil vum Projet ass awer d'Verlängerung vun dem Arsenal vu Moossnamen, déi mer eis am Kampf géint de Virus ginn hunn. An dass dat noutwendeg ass, gesi mer, wa mer iwwer eis eege Grenzen eriwwerkucken, wou dat eent Land an nächster Zukunft d'Noutbrems wäert zéien an en anert d'Noutbrems scho gezunn huet.

D'Ëffnung vun den Terrassen, déi virun dräi Woche méiglech gouf, ass allgemeng gutt ugeholl ginn an d'Reegele goufe wäitgeeënd agehalen an dat ass och gutt esou, well fir Halligalli ass d'Zäit nach laang net komm. Dofir gëtt et kee Grond!

A genee dofir verlängere mer mat dësem Gesetz - an dat bis de 15. Mee - déi aktuell Restriktiounen. Am private Beräich: maximal zwou Persounen aus deem selwechte Stot, déi op Besuch däerfe kommen, de Couvre-feu vun eelef Auer bis sechs Auer mat deene bekannten Exceptiounen, Kultur, Sport a Commerce bleiwen op mat deene selwechte Limitatiounen a Sécherheetsmoossnamen, d'Interdictioun fir Alkohol op der Voie publique bleift bestoe mat där eenzeger Ausnam, wann et beim Iessen op den Terrasse geschitt. Dann, d'Limitatioun vun de Rassemblementer gëllt virun: véier bis zéng Persoune mat Mask an Distanz vun zwee Meter, bei eelef bis honnert Mask, Distanz vun zwee Meter plus Sëtzplazen. Ech wollt dat just nach eng Kéier an Erënnerung bréngen.

Dat sinn also déi Moossnamen, déi weiderhi gëllen, well d'Situatioun weider komplex an duerchwuess bleift mat héijen, mee awer op där anerer Säit relativ stabillen Infektiounszuelen. Déi Lawin, déi op anere Plaze gerullt ass, konnte mer bis elo evitéieren, mee mer sinn nach op dënnem Äis. An dofir mussen déi Schrëtt, déi mer maachen a Richtung méi Fräiheeten, gutt iwwerluecht sinn. Well Dir wësst, wat Goen-op-dënnem-Äis ka bedeiten!

Mir hu manner Neiinfektiounen a manner schwéier Krankheetsverleef bei den eeleren a méi vulnerabele Persounen, zu engem groussen Deel, well d'Impfung awer elo gräift, mee mir hunn awer méi Infektiounen, méi Hospitalisatiounen a méi schwéier Krankheetsverleef bei méi jonke Leit. Derbäi kënnt d'Ongewëssheet am Zesummenhang mat de Variante vum Virus. Nieft deene scho bekannten - der brittescher, der südafrikanescher an der brasilianescher Variant - tauchen uechtert d'Welt ëmmer nei Varianten op, vun deenen och net gewosst ass, wéi ustiechend a virulent se sinn a virun allem, awéiwäit d'Impfstoffer och Protektioun oder voll Protektioun géint déi Variante ginn. Dofir also: „Vorsicht ist die Mutter der Porzellankiste" bleift och elo nach wie vor ubruecht!

Elo zum Projet selwer: De Projet de loi definéiert fir unzefänken dat, wat mer virun dräi Wochen opgemaach hunn - d'Terrassen - méi kloer. Et gëtt also definéiert, wat ënner „Terrassen" ze verstoen ass. Bei eis doheem wësse mer, wat eng „Terrass" ass, mee dobausse gëtt et eng ganz Rei vu Variante vu sougenannten „Terrassen" an do muss een awer e Minimum un Definitioun kréien, fir den Duerchbléck ze behalen an och fir deenen, déi dervu betraff sinn - de Clienten, awer och deenen, déi Terrassen opmaachen -, eng gewësse Sécherheet ze ginn, wou ëmmer nach eng gewëssen Appreciatioun bleift, well déi honnertprozenteg Definitioun wäerte mer net fannen.

Mee wichteg ass, dass an Zukunft als „Terrass" gëllt: en Espace, deen zu dräi Säiten op ass, wou d'Loftzirkulatioun fräi ka geschéien. No deenen Diskussiounen, déi mer och am Zesummenhang mam Avis vum Conseil d'État haten: Bannenhäff, wa se net esou kleng si wéi eng Telefonskabinn, fir dat emol esou bildlech ze soen. Och do sinn „Terrasse" méiglech. An den Erklärungen, déi am Exposé des motifs vum Projet de loi sinn, ass och festgehalen, dass minimal Protektiounen, soufern se d'Loftzirkulatioun net beanträchtegen, méiglech sinn.

An Zweifelsfäll ass et sécher kee Mumpitz, wann een nofreet, ier ee sech an déi Fraisen, déi dat awer bedéngt, erastierzt. Do gëtt et e puer Adressen, ënner anerem d'Inspection sanitaire. Mir waren och an der Kommissioun der Meenung, dass et wichteg ass, dass déi Leit, déi herno mussen um Terrain intervenéieren, fir géint flagrant Verstéiss virzegoen, optimal gebrieft sinn, fir genee ze wëssen, wéini et e Grenzfall ass a wou ee mat Fangerspëtzegefill ka virgoen.

Bon, ech hu gesot, dass de Staatsrot net esou detailléiert an d'Erklärunge wollt eragoen. Ech mengen, et mécht der Kaz awer kee Bockel, dass mer e bësse méi erklären. Dat gëtt de Leit, déi et ze applizéieren hunn, och e bësse méi Sécherheet.

D'Installatioune sinn eng Saach. Ech mengen, d'Verhale vun de Clienten an och d'Reaktioune vun deenen, déi d'Terrasse bedreiwen, op d'Verhale vun de Clienten ass awer och ee wichtegt Element. Et kann net sinn, dass op deenen Terrassen, wou et awer eng Reegelung gëtt - eng kloer Reegelung -, op eemol erëm Drauwe vu Leit optauchen, wou een iwwert deen anere fält.

Also do, wannechgelift - wannechgelift! - fir déi Responsabel fir d'Terrassen, awer och fir d'Clienten, déi sech freeën iwwert déi dote Fräiheet: Déi dote Fräiheet verdéngt ee sech mat Responsabilitéit fir sech, awer och fir déi aner, also e wichtegt Element awer, fir déi dote Restriktiounen ze befollegen! Wann een duerch d'Géigend geet, da gesäit een, wat ech mengen!

Dann eng Neierung, déi elo net de Grand public betrëfft, mee déi awer wichteg ass, dat ass, dass an de Structures d'hébergement - do, wou Leit sech ophalen oder gefleet ginn, do, wou Leit wunnen an deene bekannte Strukturen, dat ass am Altersberäich, mee dat kann och am Beräich vum Handicap sinn, dat kann awer och am Beräich vun anere Strukture sinn - Depote vun deene wichtegsten urgente Medikamenter kënnen ageriicht ginn.

Am Beräich vum Sport an den Activités de culture physique - Fitness, Danzen, Yoga - gëtt déi Grenz, dee Plaffong vu maximal zéng Persounen, déi däerfe gläichzäiteg zesumme Sport maachen, opgehuewen an déi minimal Surface pro Persoun vu 15 Meterkaree - an et waren der och, jee nodeem wéi vill Leit do waren, méi - erofgesat op zéng Meterkaree pro Persoun.

Ab dem nächste Méindeg gëllen also fir de Sport follgend Reegelen: Sport kann een eleng oder zu zwee praktizéieren ouni Distanz an ouni Mask. Ab dräi Persounen, déi zesummen oder zäitgläich Sport maachen, muss zu all Moment eng Distanz vun zwee Meter tëscht den eenzelne Persounen agehale ginn. Pro Persoun muss eng Mindestsurface vun zéng Meterkaree zur Verfügung stoen.

Och beim Sport si Rassemblementer vun iwwer 100 Leit verbueden. Net matgezielt sinn dobäi déi professionell Sportler an hir Betreier. Dat gëtt och dës Kéier nach eemol preziséiert.

Am Kloertext a well dat och e Sujet an der Kommissioun a bei de Sportsfederatiounen ass: Kompetitioune sinn erlaabt a kënnen ënner follgende Konditioune stattfannen: Ab dräi Persoune muss zu all Moment d'Distanz vun zwee Meter agehale ginn. Et brauch een eng minimal Surface vun zéng Meterkaree pro Persoun. All d'Sportler an och hir Betreier mussen en negativen Test, sief dat e Schnelltest oder sief dat e PCR-Test, virweisen.

Och bis elo waren an der Theorie, an do si mer e bëssen an d'Schwanke komm, fir dat emol esou auszedrécken ... Och bis elo ware Kompetitiounen zwar theoreetesch méiglech, mee mat deenen Oplagen, déi bestanen hunn, war et awer kaum eng Optioun, well d'Limitt bei zéng louch. Dat wär e bësse méi problematesch gewiescht.

Ben, wann een elo kuckt, wat fir eng Kompetitioune méiglech ginn - ech huelen d'Beispill vun der Liichtathleetik -, sinn ouni Weideres Werfermeetinge méiglech, ouni Weideres si Sprongmeetingen erlaabt, sief dat Wäitsprong, sief dat Héichsprong, well dat si jo eigentlech bal Individualsportaarten, well se do net zu aacht ulafen an an d'Luucht sprangen oder wäit sprangen. Dat ass also méiglech. Et liicht engem an, dass zum Beispill en 800-Meter-Laf net dran ass, well et kann ee sech jo net virstellen, dass do ëmmer mussen déi zwee Meter agehale ginn. Jo, wéi kéint een dat maachen? Also: Et gëtt och Erliichterunge bei de Kompetitiounen doduerch, dass déi Grenz vun zéng fält.

Dann, wichteg ze preziséieren: Occasionell oder accessoire Restauratiounsaktivitéite ronderëm de Sport sinn, wéi och am Allgemengen, laut Gesetz net méiglech. Méiglech ass et awer, wann zum Beispill bei engem Sportsterrain e Café ass, deen eng Terrass huet, deen awer ëmmer fonctionéiert, dass dat och als Terrass fonctionéiert. Dat ass och preziséiert ginn.

Bon, beim Sport gëtt et déi bekannt Ausnamen, déi Der alleguer kennt.

Erliichterunge gëtt et och beim Schoulschwammen, wat méi wäit opgeet.

Zu Ouverturë kënnt et da bei Musek, bei Gesang, wou d'Restriktioune manner contraignant sinn. Eleng oder zu zwee ass Musizéieren ouni Restriktioune méiglech. Ab dräi bis zéng Persoune muss permanent eng Distanz vun zwee Meter agehale ginn. An d'Museker musse wärend der Museksaktivitéit sëtzen, wann dëst an engem Etablissement stattfënnt, wat dofir adaptéiert ass. Dat ass relativ wäit op, mee et muss adaptéiert sinn.

Am ursprüngleche Projet war virgesinn, dass bei deenen zéng Leit véier Leit missten eng Mask droen. Mir hu gemengt, dass dat awer iwwert d'Zil geschoss wär. A mir hunn dofir derfir plädéiert, zesumme mat der Regierung, dass déi Leit zwar, wa se net méi musizéieren an deem Grupp vun zéng, da sollen d'Mask undoen an, wa se dann erëm zu zéng musizéieren, dass déi Obligatioun vun deene véier Maskendréier ewechfält.

Chorallen däerfen, wéi bis elo, och weiderhi prouwen. Wann et der méi si wéi zéng, dann, selbstverständlech, fält dat ënner déi allgemeng Reegele vu Sëtzen, Mask, Distanz.

Dann, Här President, wann Der mer nach annerhallef Minutt gitt, d'Prozedur. Depot vum Projet: de 16.04., virun enger Woch also. Éischt Reunioun vun der Kommissioun: den 20.04. D'Amendementen, déi zesumme vu Kommissiounen a Regierungsmemberen ausgeschafft goufen: den 20.04. Den Avis vum Conseil d'État: den 21. De Rapport: gëschter. An et wäert Iech net wonneren, dass ech op déi exzellent Zesummenaarbecht an deene verschiddene Kommissiounen insistéieren.

Ech mengen, mir kënnen och houfreg sinn op eis Ekippen an der Chambersadministratioun, an de Ministèren; dës Kéier dräi Ministèren, wou d'Ministeren och alleguer hei sinn, deenen ech och ee ganz grousse Merci soen, mat hiren Ekippen, fir deen oppene Geescht, mat deem mer un déi Diskussiounen hei erugaange sinn. Selbstverständlech geet dee Merci och un all d'Membere vun der Kommissioun.

E klenge Bemoll muss ech awer lassginn. Dëse Rapport ass och erëm nëmme mat 31 zu 29 Stëmmen ugeholl ginn. Ma Dir wësst, dass dat kengem Rapporter eng grouss Freed mécht. Mee dat Resultat, wëll ech awer hei soen, täuscht driwwer ewech, dass mer eis eens sinn, dass et richteg war, d'Chamber voll a ganz an de Krisemanagement matanzebezéien, d'Projeten ze adaptéieren, ze preziséieren an och zum Deel ze verbesseren.

Iwwer laang Strecken ass et an deene Kommissiounen net zu enger Ausenanersetzung Majoritéit géint Oppositioun - an ëmgedréit - komm, mee mateneen, fir dat Bescht doraus ze maachen. An eens bleiwe mer eis alleguer, och wann et Nuancë gëtt, iwwert de Wéi, dass et eist gemeinsaamt Zil ass, fir eis Leit esou gutt wéi méiglech ze schützen an déi Schrëtt ze woen, fir no an no Stéckercher Fräiheet erëmzekréien.

Dir kënnt Iech virstellen, dass kee sech ..., oder bal jiddwereen, insbesondere awer ech, well ech ëmmer hei virun Iech stinn, sech méi géif doriwwer freeën, wa mer nom 15. Mee déi Schrëtt e bësse méi grouss kéinte maachen oder souguer, wa mer bei der Liichtathleetik sinn, en Dräisprong kéinte woen.

An deem Sënn: villmools merci alleguer deenen, déi ugepaakt hunn. An dem President merci fir seng Gedold mat mir. Här President: merci!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'alleréischt soen ech och, datt mer extreem frou sinn, datt d'Madamm Minister erëm hei ass an datt se erëm a Form ass. Da sinn ech awer och frou - elo ass en net heibannen -, datt de Claude Wiseler och erëm a Form ass. Also, ech sti jo hei elo just als Ersatz, well de Claude ass dann elo e gutt Beispill oder vläicht kee gutt Beispill vu Covid. Déi Krankheet ass net ze ënnerschätzen! A well e wierklech am Ufank vun der Woch nach net a Form war, hunn ech en do ersat.

An natierlech e grousse Merci un de Rapporter, deen dat wéi ëmmer exzellent gemaach huet. Ech wëll ëm soen: Och wann ech net dacks hei stinn, fir zu deem Gesetz ze schwätzen, esou wär ech awer frou, wa mer net méi missten driwwer schwätzen. Ech denken, jiddwereen.

Ier ech zum Gesetz kommen, wëll ech ewer nach eng Kéier kuerz op d'Situatioun agoen. D'Zuele sinn u sech nach ëmmer héich. Si bleiwen héich. D'Kläranlageresultater ginn esou lues erëm eng Kéier liicht an d'Luucht; wat e bësse beonrouegend ass. D'Unzuel vun de beluechten Intensivbetter geet och liicht an d'Luucht, wat natierlech kee gutt Zeechen ass.

Ben, den Inzidenzwäert ass liicht erofgaangen, awer just vun 202 op 201. Dat ass net onbedéngt nennenswäert. Den R-Wäert ass och liicht gefall. A Gott sei Dank ass d'Unzuel vun den Doudege pro

Woch och liicht gefall. Mee et sinn der natierlech nach ëmmer ze vill - mat ville Schicksaler verbonnen.

Op där anerer Säit komme mer mat den Impfunge lues a lues weider. Ben, eiser Meenung no ze lues, net zefriddestellend! Ech mengen, am Rapport steet, dat wär zefriddestellend. Do hu mer net direkt déi selwecht Meenung. 165.000 Impfunge si gemaach ginn, an dat a 16 Wochen. Do soen ech: Dat ass net onbedéngt e Formel-1-Tempo!

Här President, de Michel Wolter huet et scho gesot: De Virus, dee wäert nach eng Zäitche present sinn. Et komme Mutatiounen. Duerfir soen ech, ech hunn dat schonn e puermol gesot, musse mer wierklech alleguerten d'Moyenen asetzen, fir eist Liewen esou sécher wéi méiglech ze maachen, awer och gläichzäiteg, fir eist Liewen net komplett ze lämen.

Dank der Impfung, dank den Tester, och de Schnelltester, muss d'Regierung de Leit Perspektiven opweisen. Dat ass vun eiser Säit keng nei Fuerderung. Mir haten eng Interpellatioun gefrot. Déi hate mer esou net geneemegt kritt. Dunn hate mer eng Aktualitéitsstonn derzou gefrot fir eng Exitstrategie. De Claude Wiseler huet dat u sech nach an all Ried gesot. Mee d'Regierung weist awer leider Gottes keng Perspektiven op, kee Wee fir aus dëser Kris eraus, kee Wee fir erëm zréck an d'Normalitéit, fir d'Leit a fir d'Betriber.

An da wëll ech ewer och soen: D'Leit heiheem verdénge wierklech e grousse Luef; zumindest déi meescht vun hinnen, well si hunn elo scho méi wéi ee Joer laang wierklech ganz disziplinéiert gelieft, op d'Zänn gebass a wierklech och op villes verzicht. D'Leit halen och duer, mee d'Leit brauchen awer iergendwéi Perspektiven! An ech soen et nach eng Kéier: Hei ass d'Regierung an der Flicht, fir all Moyen ze notzen, fir dës Perspektiven opzeweisen, fir, wéi gesot, d'Liewen esou sécher wéi méiglech ze maachen, mee fir de Leit awer d'Liewen och erëm esou séier wéi méiglech zréckzeginn.

An dann, muss ech awer soen: D'Leit brauche kee Premier, dee sech wëllt mediewierksam op TikTok mat Corona an Zeen setzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech hunn dat net gesi gehat. Ech war heem bei meng Elteren, du sot mäi Papp - 85 Joer -: „Hues de scho gesinn, wat de Premier do op TikTok gemaach huet?" Dunn hunn ech gesot: „Ech hu bis elo eréischt eemol a mengem Liewen TikTok gekuckt, dat war, well ech en Hond kaaft hunn a well déi Ziichterin mer e Film iwwer TikTok do gewisen hat." Dunn hunn ech mer dat ugekuckt.

An ech fanne wierklech, et ass awer scho bal eng Frechheet! Et gëtt natierlech do vun de Reegele geschwat, dogéint hunn ech nach näischt. Da kënnt op eemol esou eng Stëmm: „Was? Was? Ich hör ..." An dann héiert een oder et gesäit een e Premier, dee laacht. Also, ech fannen definitiv: Covid-19 ass ze vill seriö, fir doriwwer ze tiktoken, zumindest als Premier. Als Komiker kann een dat vläicht nach, mee als Premier passt dat sech sécherlech net!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Da kommen ech bei d'Gesetz u sech. Hei steet net vill dran. Fir eis ass et och kloer: Mir kënne mat deenen Zuelen, esou wéi mer se elo hunn, net einfach esou alles opmaachen. Et ginn elo zwou Upassunge gemaach, déi mer déi leschte Kéier schonns gefrot haten.

Dat eent ass d'Definitioun: Wat ass eng „Terrass"? Ben, do hu mer déi leschte Kéier gesot kritt, dat wär superfetatoire, do géifen et jo Terrassereglementer ginn. Abee, d'Regierung huet elo erkannt, datt dat net superfetatoire war, net iwwerflësseg war, an huet d'Gesetz ugepasst.

Ech ka just soen: D'Cafetieren an d'Restaurateure wäre frou gewiescht, vun Ufank u Kloerheet hei ze hunn. Et ass jo schéin, de Leit emol eng Kéier esou ee Liichtbléck ze ginn, mee ech mengen, da kann een d'Leit awer och net hannert d'Liicht féieren! Hei hunn elo ganz vill Restaurateuren, Cafetieren investéiert, wat am Prinzip elo onnëtz ass, just, well d'Regierung u sech kee kloert Gesetz ofstëmme gelooss huet!

D'Chambre des Salariés weist an hirem Avis och dorop hin. Si soe ganz kloer, datt ganz vill Betriber heiduerch finanziellen, awer och moralesche Schued erlidden hunn. Stellt Iech just déi Betriber vir! Deene geet et richteg schlecht! Déi hu sech drop gefreet, d'Terrassen opzemaachen. Si hunn Allméigleches gemaach, fir esou vill wéi méiglech - natierlech esou vill wéi méiglech! - Clientë kënnen ze zerwéieren. An elo musse se erëm villes réckgängeg maachen, just well eeben hei dat Gesetz déi leschte Kéier net kloer war.

Si fuerdere souguer, datt d'Regierung soll deene Betriber déi finanziell Ausgaben zréckerstatten. Ech fannen esou eng Fuerderung u sech verständlech. An och elo ass et nach net onbedéngt kloer, wat eng „Terrass" ass, zum Beispill am Bannenhaff, zum Beispill: Als wat gëtt eng „Heck" ugesinn?, an esou weider.

Déi zweet Upassung, déi kënnt, dat ass den Depot vun de Medikamenter, deen elo soll méiglech sinn an den Altersheimer, an de Maison-de-soinen. Ma ech mengen, de Claude Wiseler huet dat déi leschte Kéier hei op der Tribün gefrot gehat. An da si mer natierlech mat där doter Upassung averstanen.

Da kommen e puer zousätzlech Ouverturen. Do wëll ech awer och erëm eng Kéier soen: Gott sei Dank hu mer an der Kommissioun awer e puer Saachen ugepasst, well soss hätte bei de Museker - ech mengen den Här Di Bartolomeo war kuerz drop agaangen, en hat awer net grad déi ganz Wourecht gesot -, wa se zu dräi gewiescht wären, der missen op d'mannst véier eng Mask unhunn. Also, méiglech wär dat definitiv net gewiescht! Beim Sport hätte se sech missen, soubal se zu méi wéi zéng gewiescht wären, sëtzen. Och dat wär net méiglech gewiescht. Wéi gesot: Gott sei Dank hu mer an der Kommissioun konstruktiv geschafft an déi Saache sinn erausgeholl ginn.

Allgemeng zu dësen Ouverturë soen ech: Mir hu keng Problemer domadder, mee et ass keng Logik erkennbar a virun allem sinn nach ëmmer keng Perspektiven erkennbar. Et ass näischt geplangt. Et ass u sech, esou wéi et elo do ass, Gepiddels!

Firwat elo grad dës Ouverturen? Firwat net anerer? Déi Fro bleift am Raum stoen, u sech vum Ufank vu Covid un. Et ass ëmmer eng Lotterie, wat kënnt. Et ass u sech eng Virwëtztut bei all Gesetz, wat kënnt.

Bei de Sportsaktivitéite gëtt also elo esou munches ... Bon, e puer Lockerunge gi gemaach. Déi Beschränkung vun zéng Leit gëtt opgehuewen. Dat ass och gutt. Elo kënnen d'Netkadersportler, well déi si fir eis genausou wichteg wéi d'Kadersportler, och e bësse méi Méiglechkeete kréien. Souguer kéinte se Kompetitioune maachen. Verschiddener kënnen och Kompetitioune maachen, mee si mussen nach ëmmer zwee Meter Ofstand anhalen. Do ass dann awer villes och net méiglech.

An, wéi gesot, wéi oniwwersiichtlech d'Bestëmmunge sinn, dat huet sech gewisen, wéi souguer de Minister op eemol duerjernee war, wat dann elo erlaabt ass a wat net. An ech mengen, do ware jo och falsch Circulairen erausgaangen un d'Federatiounen.

Ben, mir begréissen dës Ouverturen, well mer wierklech iwwerzeegt sinn, datt de Sport, virun allem och a Covidzäiten, extreem wichteg ass, mee et stelle sech vill Froen: Op wéi engen Erkenntnisser baséiert sech dës Decisioun? Firwat gëtt keen Ënnerscheed gemaach tëschent dobaussen an dobannen? Firwat ass nach ëmmer dee groussen Ënnerscheed tëschent dem Elittesport, wou een am Prinzip alles kann, deem normale Sport, wou ee relativ vill Restriktiounen huet, an op där anerer Säit dem Schoulsport an dem periscolairë Sport, wou een och erëm eng Kéier zimmlech alles ka maachen?

Wësst Der, ech spillen elo kee Fussball, mee wann ech Fussball géif spillen, da misst et dach egal sinn, ob ech an der Nationalekipp géif spillen oder an der Nationaldivisioun géif spillen, wou ech jo kéint Matcher spillen, ob ech an der drëtter Divisioun géif spillen, wou ech dann erëm eng Kéier net kéint spillen, oder ob ech bei d'LASEP ginn - do kann ech erëm eng Kéier spillen.

Wéi gesot, dem Virus ass dat zimmlech egal! Et geet hei ganz einfach drëm, fir e séchert Konzept ze erstellen. A wann ech dat séchert Konzept hunn, da muss dat jiddwerengem déi selwecht Chancë ginn an ech muss de Leit, de Betriber, de Jugendleche Perspektiven opweisen: Wat ass hei geplangt? Firwat geschitt dat net?

Wësst Der, ob e Kaderleefer un enger Kompetitioun deelhëlt oder en Netkaderleefer, ech mengen, och dat ass dem Virus egal. D'Madamm Empain ass jo Presidentin vun der Liichtathleetik an d'Madamm Lorsché ass och als Leeferin gelaf. Wa si zwee elo nach ëmmer, loosse mer soen, am Kader wären a si géifen un enger Course deelhuelen, dann däerfte si dat maachen. Si géifen en Test maachen a si kéinte lafen.

Wann ech als normale Mënsch elo géif un esou enger Course deelhuelen, dann däerft ech dat och maachen. Ech misst och en Test maachen, mee ech misst ëmmer zwee Meter Ofstand halen. Dat heescht, dat geet jo net! Mir wär et zwar warscheinlech och nach egal, ech iwwerhuele keen, mee déi hannendru wäre warscheinlech zimmlech genervt!

Ech weess awer net, wou do d'Logik ass. Ech erkennen déi Logik beim beschte Wëllen net! Dofir nach eng Kéier d'Fro: Ass eng konkreet Evaluatioun gemaach gi vun de sanitäre Konzepter bei de Kadersportler? Wann déi net gemaach ginn ass, dann ass dat net ze verstoen. A wa se gemaach ginn ass, da missten déi Konzepter jo och op den normale Sportler iwwerdrobar sinn.

Wéi gesot: De Virus mécht keen Ënnerscheed tëschent de Sportler. E mécht och keen Ënnerscheed tëschent Kompetitioun oder Netkompetitioun. Fir de Virus ass et ënner anerem wichteg, datt kee Covidpositive matmécht. Dofir missten iwwerall Schnelltester agesat ginn.

Et ass zum Beispill och net verständlech - zumindest ech verstinn et net, ech kréien et jo vläicht erkläert -: E Concert kënnen d'Leit lauschtere goen, mat Ofstand, Mask, am Sëtzen. Firwat gëllt dat dann net beim Sport dobaussen? Do wär et jo och méiglech! Wéinst menger kann een och nach Schnelltester maachen! Wann een een e Fussballmatch kucke geet an et géif ee sëtzen, zwee Meter Ofstand, Mask, Schnelltest, da misst dat dach genausou sécher sinn! Och do: Ech verstinn einfach déi Logik net hannendrun! Mee vläicht kréien ech se jo erkläert.

Dem Här Kersch wëll ech just soen, datt et keng Entschëllegung ass, elo emol ze waarden, wat d'Schnelltester an de Schoule bréngen. Well do war déi Testphas virun der Ouschtervakanz, an d'Ouschtervakanz ass eriwwer. Dofir, déi entscheedend Fro ass erëm emol: Firwat gëtt et keng konkreet Strategie fir den Asaz vu Schnelltester och beim Sport?

De Premier sot virun dräi bis véier Wochen, d'Regierung wär schonns vill méi wäit wéi dat, wat mir gefrot hunn, an déi ganz Majoritéit huet eis Motioun dofir net ugeholl. Also, ech mengen, si si vläicht vill méi wäit, mee si si vill méi wäit hannendran. Well ech erkennen definitiv do näischt!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Da kommen ech bei d'Kultur - déi musikalesch Aktivitéiten. Och hei kommen e puer Oplackerungen. Bis zu zéng Leit, mat Ofstand, kann een elo Musek maachen dobannen an engem spezifesche Raum. Do waren nach eng Partie Froen op. Am Sëtzen dobannen oder eeben dobaussen - do muss een net sëtzen.

Ben, wéi gesot, déi véier mat enger Mask hu mer gestrach. Dat ass gutt. Mir begréissen och, datt an dësem Beräich Ouverturë kommen. Mee och hei stelle sech awer eng Partie Froen. Firwat muss elo op eemol kee méi eng Mask unhunn? Ech weess et net!

Et ass virun allem awer och hei extreem bedauerlech, datt net méi geziilt mat de Schnelltester geschafft gëtt. Ech hu gëschter e längert Gespréich mat engem Dirigent vun engem Museksveräin gefiert - net vun engem professionellen, mee et gëtt och där anerer an och déi aner si wichteg. Hie sot zu mir: „Vill Museksveräiner riskéiere wierklech lues, mee sécher motivéiert Memberen ze verléieren." Wann Der ëmmer nëmmen an enger klenger Grupp kënnt üben, wann Der näischt virun Aen hutt, keng Perspektiv - an déi hu keng Perspektiv! -, fir emol eng Kéier vläicht ee Concert ze maachen, dobaussen, zu méi, da verléiere se d'Motivatioun! Virun allem bei deene Jugendlechen ass dat ze erkennen.

Dat ass bal esou, ech weess et net, wéi wann een e Marathon géif lafen respektiv et géif een trainéieren an et géif ee sech ploen an et wéisst een, datt een ni e Marathon kéint lafen. Also, mäi Charakter wär da warscheinlech net esou, datt ech dat da géif duerchzéien. Da bräicht een zumindest ee ganz staarke Charakter! Wéi gesot, hei verléiere vill Jugendlecher, vill motivéiert Memberen eeben hir Motivatioun. An dat ass schlecht!

Firwat mussen d'Leit do sëtzen, nnet stoen? Ech denken, dem Virus ass d'Positioun egal. D'Distanz wäert sécher dat sinn, wat entscheedend ass. Firwat zéng, net 12, net 14? Mir hunn et net erkläert kritt!

Firwat maacht Der net en zousätzlechen Ënnerscheed, ausser dem Sëtzen, tëschent bannen a baussen? Firwat si keng konkreet Schlussfollgerungen aus de sanitäre Konzepter vun de professionelle Museksveräiner gezu ginn? Mir haten dat schonn eng Kéier gefrot.

Firwat net mat Schnelltester fueren, och hei? Wéi gesot, da missten natierlech erëm eng Kéier Schnelltester do sinn an et misst eng Logistik do sinn, fir déi Schnelltester ze erfaassen. Ech wéisst wierklech gär, wou do Är Strategie drun ass, well d'Madamm Minister sot, dat hei wär elo en Testballon. Ech hoffe wierklech, datt net all Covidgesetz einfach emol en Testballon ass!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass vill aneres nach onkloer. Ech ginn Iech awer elo just ee Beispill, well elo grad - hei gesäit een zwar net eraus - dobaussen d'Wieder relativ gutt ass a well vill Leit spadséiere ginn. An da froen ech Iech: Wat ass Spadséieren? Ass et e Rassemblement oder ass et Sport?

Wann ech nämlech zu fënnef spadséiere ginn an et wär Sport, da kéint ech spadséiere goe mat zwee Meter Ofstand. Wann ech awer zu fënnef spadséiere ginn an et ass net Sport - an, ech mengen, et ass net Sport -, da muss ech zwee Meter Ofstand halen an eng Mask unhunn. Ass dat logesch? Ech mengen net!

Wann ech zu eelef spadséiere ginn, da kann ech net méi spadséiere goen, well da muss ech e Stull mathuelen. Da geet et nämlech net méi duer. Da muss ech d'Mask unhunn, zwee Meter Ofstand halen an ech muss sëtzen. Wann ech awer zu eelef lafe ginn, da gesäit et schonn erëm anescht aus. Da brauch ech just zwee Meter Ofstand.

Also, et deet mer leed, ech verstinn déi Logik net! An ech weess net, ob een, dee spadséiert, méi ustiechend ass wéi een, dee leeft. Also, wannechgelift: Kohärenz an dësem Gesetz wär eppes, wat absolutt noutwendeg ass!

An da sinn ech déi lescht Woch ugeschwat ginn: „Wat sinn iwwerhaapt d'Bestëmmungen, wann d'Regierung op Visitte geet?" Ech krut nämlech e puer Fotoe geschéckt an ech hu mer déi Fotoen ugekuckt. A wéi ech mir déi Fotoen ugekuckt hunn, dunn hunn ech mer geduecht: „Ben, et gëtt jo keng extra Reegele fir d'Regierung. Dat wäert jo e Rassemblement sinn." E Rassemblement - méi wéi véier - ass: zwee Meter Ofstand a Mask.

Ech hunn awer Fotoe gesinn, do war definitiv zwar d'Mask derbäi, do war awer keen Ofstand. Da verstinn ech wierklech d'Leit, déi soen: „Mir wësse jo net méi, wat mer solle maachen! Wann d'Regierung et esou mécht, firwat musse mir et anescht maachen?"

(Interruption)

Ech wëll elo net soen, datt déi Visitten net sécher waren, mee wann dat bei der Regierung sécher ass, da misst et och bei deenen normale Mënsche sécher sinn!

Ech wëll ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... d'Supermarchéen zoumaachen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, mee Här Premier, da musst Der mer erklären: Wat ass dat do? Ass dat do da kee Rassemblement? Da kann ech jo och spadséiere goen! Wann Dir sot: „Soss muss ech de Cactus zoumaachen", also, dat ass fir mech keng Erklärung!

Här President, mat dësem Gesetz ginn also e puer noutwendeg Upassunge gemaach, déi déi leschte Kéier verpasst gi waren. De Sport an d'Musek gi plazeweis méi opgemaach, awer ouni Erklärung, ouni Konzept, ouni Logik, ouni Perspektiven. A genau dës Perspektiven, déi laangfristeg Strategien, déi feelen eis! De Claude Wiseler ass nach bei all Gesetz drop agaangen a leider muss ech et och nach ëmmer maachen, well et ass nach ëmmer keng do!

Ech fänken u bei den Altersheimer a bei de Fleegeheimer: 50 % vun de Coronadoudege kommen aus de Strukturen. An, wéi gesot, et wär wierklech interessant och ze wëssen, wéi d'Positioun vun der Regierung wär zu der Proposition de loi vun de Piraten.

Ech widderhuele mech hei nach eemol: Et ass extreem traureg - ech muss wierklech soen, traureg -, datt d'Majoritéit d'Motioun, eisen Opruff no enger nationaler Strategie, fir déi eeler a fir déi vulnerabel Leit ze schützen, ouni si gläichzäiteg anzespären, déi mer d'lescht Joer am Oktober hei deposéiert hunn, datt se do dergéint gestëmmt hunn!

De Professer Dokter Muller huet de leschte Samschdeg nach an engem Artikel geschriwwe gehat, datt d'Fuerderungen no Schnelltester, no Temperaturmiessungen am Agang, no FFP2-Masken einfach fadescheineg ofgeleent gi sinn. Dir Dammen an Hären, dat ass net verantwortungsvoll!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Lies, Madamm Adehm, vläicht e bësse méi roueg.

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Den Här Wolter ass schonn op d'Analys agaangen, wou mer frou sinn a wou mer begréissen, datt se elo endlech kënnt. A mir wäre wierklech ...

(Interruption)

... frou, wa mer déi Resultater séier kéinte kréien a wann aus dëser Analys déi néideg Schlussfollgerunge géife gezu ginn, och fir d'Zukunft vun de Strukture méi sécher ze maachen, ouni d'Leit anzespären.

Och d'Impfstrategie an den Altersheimer ass net optimal verlaf. Ben, d'Madamm Minister huet elo eng Kéier geholl, well et war e Feeler, datt dat externt Personal net geimpft ginn ass. Ben, d'Kéier ass elo geholl ginn, ze spéit an eisen Aen. De Marc Spautz an ech, mir haten den 2. Februar schonn eng Question parlementaire derzou gestallt. Mee wéi gesot, besser spéit wéi ni.

Fir eis ass et kloer: Fir déi vulnerabel Leit ze schützen, ass et wichteg, datt just ech nennen et elo mol einfach „sécher" Leit bei deene vulnerabele Leit schaffen. An an deem Sënn huet de Michel Wolter jo d'Proposition de loi hei deposéiert. Mir fuerdere keng Impfflicht, mee mir fuerderen eng Noweisflicht, eng Noweisflicht, datt een entweeder geimpft ass, en negativen Test huet oder Anticorpsen huet. Dat wär dat, wat mer brauchen, fir eng Sécherheet an dëse Strukturen ze kréien an eeben och an de Klinicken.

Ech kommen dann zweetens bei d'Impfstrategie am Allgemengen an hei musse mer einfach virukommen. Et soll keen Impfstoff ewechgehäit ginn, sot de Premier. Domadder sinn ech komplett averstanen. Mee et sinn awer vill Onsécherheete bei de

Leit an hei brauche mer eng kloer an eng transparent Kommunikatioun. Déi ass extreem wichteg an dofir begréissen ech och, datt - ech weess net méi genau, wéini, virun zwee, dräi Deeg - eng Pressekonferenz war, wou heiriwwer kommunizéiert ginn ass. Mir wären natierlech och gären als Chamber informéiert ginn, mee mir hunn d'Pressekonferenz dann esou gelauschtert.

Dës Regierung setzt elo, am Géigendeel zu villen anere Länner, voll op AstraZeneca. D'Veronsécherung bei de Leit ass grouss, well et eeben net kloer ass, well eeben op där enger Säit de Conseil supérieur des maladies infectieuses seet: „Wannechgelift net ënner 50!"; d'Regierung mécht en Appell fir déi ënner 54. An dofir soen ech et nach eng Kéier: Et ass extreem wichteg, hei kloer ze kommunizéieren! An et wär awer fir eis wichteg an och fir d'Leit dobaussen, déi konkreet Strategie ze wësse vun der Regierung. Wëllt d'Regierung zum Beispill elo, vu datt verschidde Länner en net wëllen, dësen Impfstoff, es esou vill wéi méiglech kafen, fir datt mer sou séier wéi méiglech virukommen? Oder waart d'Regierung vläicht, ier se dat decidéiert, vläicht opzekafen an Dänemark, ech weess et net, oder d'EU huet es jo zousätzlech bestallt, dee se och elo net wëllt, wéi den Erfolleg ass vun dësem Opruff? Also mir hätten hei wierklech gären Transparenz!

An et stelle sech nach aner Froen. An allkéiers wa sech Froe stellen a wann ee keng kloer Äntwert kritt, da gëtt et erëm eng Kéier, wéi gesot, eng Veronsécherung. Zum Beispill: Ass et virdeelhaft, als zweet Dosis bei AstraZeneca vläicht en aneren Impfstoff ze huelen, sougenannte Mëschimpfungen, fir datt se méi sécher ginn, fir e besseren Impfschutz? Sollen d'Leit, déi covidpositiv sinn oder waren, sech impfe loossen? Do kréien d'Leit ënnerschiddlech Aussoen. Et wär wichteg, hei kloer Aussoen ze maachen.

An dann eng Iddi, déi ech am Ausland gesinn hunn: Schwanger Frae solle sech net impfe loossen. Dat ass och richteg a wichteg esou. Ech hunn awer am Ausland op Plaze gesinn, datt do e Cordon sanitaire ronderëm déi schwanger Frae gemaach gëtt, fir déi eeben och als vulnerabel Persounen ofzesécheren. Wär dat net eppes, wat een eventuell och hei kéint undenken?

Är Reiefolleg: Ech weess elo net méi genau, wéi déi lescht Upassunge sinn, ech mengen, do sinn d'Prisonéier derbäikomm, d'Personal bei de Prisonéier. Do stelle sech am Moment jo nach aner Froen: Wéi ass et zum Beispill bei der Police, déi awer och direkt um Terrain ass an net onbedéngt ëmmer déi néideg Schutzmesuren huet, oder och bei den Enseignanten, den Educateuren? Wéi ass déi konkreet Positioun?

Wéi gesot, et sinn nach vill Froen. A mir brauchen hei bei der Impfstrategie eng kloer an transparent Kommunikatioun.

Da kommen ech bei deen drëtte Punkt: d'Schnelltester. Dat ass a mengen Aen en absolutt Trauerspill! Fënnef Milliounen sinn der bestallt - fënnef Milliounen! -, mir hu 630.000 Awunner. Mir froen als CSV zwee Tester d'Woch fir all Mënsch, ma da kéime mer ganz genau véier Wochen an dat geet net duer! Dat geet beim beschte Wëllen net duer!

Här President, ech wëll der Regierung hei wierklech ganz kloer soen, datt si et verpasst huet, fir matzäit genuch Schnelltester ze bestellen a fir domadder eis Gesellschaft, eis Aktivitéite besser ofzesécheren, eis Gesellschaft besser ze schützen a fir parallell derzou ee méi séchere Wee zréck an d'Normalitéit opzeweisen. Eng Strategie, et deet mer leed, ass net erkennbar. Ech hunn no eiser Aktualitéitsstonn, no dem Vott vum leschte Gesetz, wou mer d'Motioun nach eng Kéier hei abruecht hunn, wou mer erkläert kritt hunn, datt d'Regierung eeben hir Strategie scho prett hätt, déi wär scho vill méi wäit wéi mir, probéiert, véier Question-urgenten ze stellen, fir endlech Kloerheet ze kréien. D'Urgence ass dräimol refuséiert ginn. Här Chamberspresident, ech verstinn dat wierklech net an ech fannen et och net akzeptabel!

D'Regierung seet, hir Strategie wär prett. Mee da misst se et jo och fäerdegbréngen ze äntwerten. D'Regierung muss handelen! Et geet drëm, déi gesellschaftlech Aktivitéite méi sécher ze maachen. Dat ass urgent! Et geet drëm, de Bierger erëm lues a lues hir Fräiheeten zréckzeginn. Och dat ass urgent!

Wéi gesot, leider Gottes krute mer do d'Äntwerten nach net. An dofir wëll ech och wierklech gäre wëssen: Wivill Schnelltester wëllt Der de Leit zur Verfügung stellen? Ech krut eng Äntwert op een Deel vun der Strategie, krut ech erkläert. An do steet dran, an der Äntwert, Selbsttester kéinten elo déi klassesch Schnelltester ersetzen. Ben, dat ass fir mech keng Strategie. Da steet nach dran, dat géif dann elo méi einfach ginn, fir dat an de Klinicken, Dokteschpraxissen, Altersheimer an esou virun-ze maachen. Dat ass och nach keng Strategie, dat ass eng Ausso. An da solle se elo méi an den Altersheimer agesat ginn, och an de Schoulen, okay. An da steet an der Äntwert, am Sport an an der Kultur wäre se schonns limitéiert am Asaz - och dat ass keng Strategie - an d'Regierung géif d'Benotze vun de Schnell- a Selbsttester encouragéieren - och dat ass keng Strategie, et deet mer leed, kee schlëssegt Konzept!

Also: Wivill Schnelltester, Selbsttester stellt d'Regierung de Leit zur Verfügung? Mir fuerderen der zwee pro Woch. Wou kënnen d'Leit dës Schnelltester an Zukunft maachen, wa si e Certificat brauchen? Apdikten? Dat geet, mengen ech, net duer. Wou ass d'Logistik? Ass déi Logistik schonn do? Hei ass wäertvoll Zäit verluer gaangen. Wéi ginn d'Resultater erfaasst? Wéi vill Tester stellt d'Regierung de Strukture fir eeler Leit zur Verfügung? Well d'Madamm Cahen huet annoncéiert, dat géif elo lafen. „Dat géif elo lafen" ass gutt, et hätt awer och scho kënnen éischter lafen.

Schnelltester an de Schoulen: No der Testphas kritt elo all Schüler an all Enseignant een Test pro Woch zur Verfügung gestallt. All Expert seet, et missten der mindestens zwee sinn. Et ass wichteg, wierklech wichteg, elo all Moyenen ze notzen, fir d'Schoule sécher ze maachen. Dir wësst, d'Schüler, déi Jugendlech, déi ginn zum Schluss geimpft. Also musse mer alles drusetzen, datt mer do elo u sech eng Sécherheet erabréngen. An dofir widderhuelen ech hei meng Fuerderung, datt mer och an de Schoulen zwee Tester pro Woch asetzen, fir d'Enseignanten, fir d'Educateuren, fir déi Jugendlech.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie COVID-19 domine toujours notre vie quotidienne et que les douze derniers mois, avec les énormes restrictions sur nos libertés quotidiennes et notre vie sociale, ont eu et ont toujours un impact considérable sur différents secteurs économiques ainsi que sur le bien-être mental de notre population ;

- constatant que les experts sont d'avis que pour l'instant le seul moyen qui permettrait d'envisager des assouplissements progressifs serait une stratégie combinant aussi bien les vaccinations, les tests (PCR, tests rapides et tests à faire soi-même) ainsi que l'observation des règles sanitaires ;

- constatant que les enfants et adolescents seront les derniers à être vaccinés mais risquent d'être exposés au virus dans les écoles et lycées ;

- constatant que les tests rapides sont utilisés dans les écoles de manière systématique depuis cette semaine,

invite le Gouvernement

- à mettre à disposition 2 tests rapides par semaine à toutes les personnes présentes dans les infrastructures scolaires et d'accueil (enfants et personnel d'éducation et d'accueil) sur le territoire du Grand-Duché afin de garantir la meilleure protection possible.

(s.) Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- D'Regierung muss also endlech eng kloer an transparent Strategie fir den Asaz vu Schnelltester op den Dësch leeën, fir éischtens d'besteeënd Ëffnunge méi sécher ze maachen, zum Beispill d'Schoul, a fir zweetens de Bierger erëm méi vun hirem Liewen zréckzeginn. Mir wäerten elo sécherlech dës Kéier net nach eng Motioun abréngen, si ass schonn zweemol ofgeleent ginn. Dat ass traureg. Hei ass wäertvoll Zäit verluer gaangen!

Da kommen ech bei dee véierte Punkt: Green Pass. Och do hu mer schonn eng Kéier driwwer geschwat. Am Mäerz huet d'Europäesch Kommissioun de Green Pass annoncéiert - „safe and free movement". Hei geet et drëm, datt d'Leit, déi geimpft sinn, déi en negativt Testresultat hunn respektiv déi Anticorpsen hunn, dëst kënnen op eng digital Aart a Weis erfaasst kréien an noweisen, eeben eng digital Aart a Weis, déi wa méiglech fälschungssécher ass.

Frankräich huet seng Tracingapp schonn entspriechend ugepasst, fir dës Daten ze erfaassen. Däitschland ass och dobäi. An ech hunn iergendwéi d'Gefill, wéi wa mir hei absolutt net virbereet wären. Mir hunn dat gefrot gehat an eiser Aktualitéitsstonn viru méi wéi engem Mount. Et kann nämlech net sinn, wann eenzel Länner hir Reesbestëmmungen oder och soss Fräiheeten un esou e Green Pass bannen, datt mer dann hei zu Lëtzebuerg net prett sinn, datt eis Bierger dann en Nodeel hätten! An der Kommissioun hu mer gefrot, du krute mer gesot, d'Regierung géif um Droit de libre circulation festhalen. Majo, ech wëll dat och, mee ech ka mer awer elo nach näischt dovunner kafen.

Dofir, an deem Sënn deposéieren ech och hei eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, en techneschen Dispositif en place ze setzen, fir datt mer déi, soubal de Green Pass prett ass, hei zu Lëtzebuerg kënnen ëmsetzen, fir datt mer eng national Certificatioun en place setzen, déi als Basis fir dee grénge Pass kéint gëllen, sou änlech wéi a Frankräich oder wéi an Däitschland, an dat natierlech ënner Berécksiichtegung vum Dateschutz.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- sachant que la Commission européenne a annoncé, il y a trois semaines, son projet de « passeport vert » qui attestera que son titulaire soit a été vacciné contre le Covid-19, soit a passé un test PCR négatif, soit est immunisé suite à une infection ;

- considérant que dans le cadre de la pandémie du Covid-19 plusieurs pays européens sont en train d'élaborer un « pass sanitaire » prévoyant un dispositif de certification des tests et de la vaccination pour les voyageurs ;

- constatant que via un code QR le gouvernement français va expérimenter, pendant un mois, une certification des tests et de la vaccination contre le Covid pour les voyageurs à destination de la Corse, l'outre-mer et les autres pays membres de l'Union européenne ;

- constatant que cette nouvelle fonctionnalité de certification vient d'être ajoutée à l'application française de traçage des malades du Covid-19, qui permettra de stocker les résultats des tests et à terme une attestation certifiée de vaccination ;

- constatant que le gouvernement allemand entend instaurer un système similaire à l'aide de leur application mobile de traçage ;

- estimant que pour le stockage de données tellement sensibles la protection de ces données doit être primordiale,

invite le Gouvernement

- à mettre en place dans les meilleurs délais tous les dispositifs techniques nécessaires afin que les résidents du Grand-Duché puissent adhérer à un tel passeport vert européen dès qu'il sera disponible ;

- dans un même ordre d'idées, à mettre en place immédiatement un dispositif de certification national qui puisse par après servir de base pour le passeport vert européen ;

- à œuvrer à tous les niveaux pour garantir au mieux la protection de ces données sensibles.

(s.) Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech maache vläicht hei just eng kleng Kammer op: Ech hunn héieren, wann ee sech impfe geet - ech sinn nach net geruff ginn, ech hoffen, datt ech da geschwënn eng Kéier geruff ginn -, datt een dat do mol net direkt kann a säin Impfpass androe loossen, datt een einfach e Certificat kritt. Do kritt een da gesot, et misst ee bei den Dokter goen. Ech verstinn dat och net, well wann een da bei den Dokter geet, muss een erëm eng Kéier eng Ordonnance bezuelen. Och dat fannen ech net ganz sënnvoll.

Fënneftens: d'Ausgangsspär. Ass déi nach gerechtfertegt? Et ass eng vun deene schwéiersten Aschränkungen, déi kënne gemaach ginn. Déi kënnt u sech aus Krichszäiten. Et kann engem scho bal Angscht maachen, datt dat schonns normal ass. Si mécht an eisen Aen - an och dat huet de Claude Wiseler a leschter Zäit ëmmer erëm widderholl - am Moment kee Sënn. D'Terrassen däerfe just bis sechs Auer opmaachen, et däerf keen Alkohol dobaussen op der Place publique gedronk ginn, firwat elo nach do déi Ausgangsspär? Et muss een hei wierklech d'Necessitéit an d'Proportionalitéit kontrolléieren.

Da kommen ech bei e sechste Punkt, deen nach net esou dacks ugeschwat ginn ass, deen awer extreem wichteg ass a mengen Aen an an eisen Aen, dat ass d'Preparatioun, d'Adaptatioun vun eisem Gesondheetssystem. Op dës Problematik hu mer scho méi dacks higewisen, et ass awer elo erëm eng Kéier däitlech ginn, datt néideg Upassunge wärend där ganzer Zäit net gemaach gi sinn. Och d'Chambre des Salariés weist an hirem Avis hei explizitt drop hin. An der Press hu mer nämlech gelies, datt a leschter Zäit Covidpatienten hu missen an d'Ausland transportéiert ginn. Also mir maache jo ëmmer déck Reklamm, wa mir ee Patient aus dem Ausland heihinnerhuelen. An ech hunn net gewosst, datt mir der och géifen an d'Ausland transportéieren, well mer net genuch Häerz-Lonqe-Maschinnen hunn. Ass dat no engem Joer Covid nach normal?

Da wëll ech awer och nach emol op d'Preventioun an op eventuell Laangzäitfollge vun dëser Covidkris zréckkommen an do op de „Kloertext" vu virun enger Woch. D'Doktere si sech eens, ass do gesot ginn, datt duerch Corona manner Leit mat Kriibs, der Doudesursaach Nummer eent zu Lëtzebuerg, diagnostizéiert goufen - 10 % manner Diagnosen - an datt de Patient, zum Deel och aus Angscht vum Virus, ze laang gewaart huet, bis e sech medezinnesch Hëllef gesicht huet. Dat ass schlecht! Dat ass extreem schlecht! Do sinn awer Froen, déi sech hätte misse gestallt ginn: Wat kënne mer maachen, fir d'Klinicke méi sécher ze maachen, fir de Leit d'Angscht ze huelen? Mir hu separat Covidstrukturen ugeschwat gehat. Et ass einfach ni doriwwer diskutéiert ginn an et gëtt et och nach ëmmer net! A mir hunn de Virus awer nach an de Virus wäert nach bleiwen, also muss déi Diskussioun do geféiert ginn!

An ech kann och u sech aus eegener Erfarung soen, datt et net onbedéngt d'Angscht ass, déi een do nach ofbremst, fir dohinner ze goen. Ech hunn am September e Bréif kritt, fir an eng Mammographie ze goen. Ech hunn am September probéiert, e Rendez-vous ze kréien. Du krut ech gesot, dat wär eréischt d'nächst Joer méiglech a si hätten nach net de Kalenner vum nächste Joer. Ech hunn net verstanen, wéi dat soll goen, op jidde Fall krut ech do kee Rendez-vous. Du krut ech ee fir de Mäerz an du krut ech erëm telefonéiert; ech hunn elo ee fir Enn Abrëll. Ech fannen, dat ass extreem schlecht! D'Preventivmedezinn ass extreem wichteg a mir mussen all Moyen drusetzen, fir datt mer eis Klinicken, eise Gesondheetssystem um Lafe behalen.

Et ginn och zum Deel erëm eng Kéier Operatioune verréckelt, och do krut ech a leschter Zäit erëm eng Kéier Telefonsuriff. Also déi Preparatiounen, fir eise Gesondheetssystem, och wa mer e Virus hunn, parallell kënne virulafen ze loossen, déi hätte scho misse gemaach ginn, mee déi mussen dann elo virugeféiert ginn.

Zum Schluss, Här President: Dëst Gesetz passt zwou Saachen un, déi mam leschte Gesetz, wéi gesot, verpasst gi sinn. Mat dësem Gesetz ginn e puer Ouverturë beim Sport a bei der Musek gemaach, mee weiderhin ouni Konzept, ouni Kohärenz a virun allem gëtt et nach ëmmer keng Perspektive fir d'Leit a fir d'Betriber. Et gëtt kee Wee opgewisen, fir aus der Kris erauszekommen. De Premier seet zwar, d'Impfe géif et erlaben, a klenge Schrëtt ze lackeren. Mee da weist eis déi Schrëtt! Weist de Leit déi Schrëtt! An net all dräi Wochen eng Virwëztut!

Mir brauche wierklech eng previsibel, novollzéibar an transparent Politik, an dat ass dëst Gesetz definitiv net. An dofir wäerte mir als CSV géint dëst Gesetz stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, fir d'Wuert, Här President. Ufangs der Woch hu mer d'Zuel vun 3 Milliounen Affer weltwäit iwwerschratt, wann een den Zuele vun der Johns-Hopkins-Universitéit vu Baltimore gleewe kann Wann d'Zuele vun den Doudesfäll an den USA an och an der Europäescher Unioun net méi esou rasant klamme wéi nach viru Wochen a Méint, sou ass d'Situatioun a Mëttel- an a Südamerika alles anescht wéi ënner Kontroll. Brasilien huet bal 400.000 Affer, Mexiko iwwer 200.000 an och an Asie klammen d'Zuele rasant, ganz besonnesch an Indien. An den afrikanesche Kontinent ass och net vum Virus verschount, virop virun allem d'Land Südafrika. An deene genannte Länner däerft awer, mengen ech, d'Donkelziffer, opgrond vu feelenden Infrastrukturen an och opgrond vun anere medezinnesche Méiglechkeeten, weesentlech méi héich leien.

Ech menge kënnen ze soen, dass mer als Weltgemeinschaft nach laang net um Enn vun dëser Pandemie ukomm sinn. Wann een d'Situatioun hei am Land analyséiert, kuckt, gesäit een e puer kleng Liichtblécker, awer och fir mech e ganz grousse Grond nach ëmmer zur Suerg: Eisen Taux d'incidence huet sech erëm ëm déi 200 agependelt, wëssend awer och, dass mer déi lescht zwou Woche manner getest hu wéi virdrun. Den Taux de positivité dréit ronderëm 2 %, bei Tester op Ordonnance läit e bei 5 %, an dat scho laang Méint. Als positiv däerf ee bewäerten, dass de Reproduktiounstaux déi lescht Woche konstant ënner eent louch, déi lescht Woch bei 0,9.

An de Spideeler gëtt et eng ganz, ganz liicht Entspanung. Bei de Soins normaux, do si mer vun 111 erof op 84. Leider klëmmt awer konstant de Besoin un Intensivbetter, an dat besonnesch bei méi jonke Matbierger. Dat mécht mer Suergen a weist, dass dëse Virus net nëmmen - an dat wësse mer schonn eng länger Zäit - eis eeler Matbierger betraff huet, mee elo och massiv déi berufflech aktiv Populatioun. Duerch d'Impfungen hëlt de Risiko an der Alterskategorie vun den eelere Matbierger staark of.

De 7. Abrëll hu mer e ganz klengen an e ganz virsiichtege Schrëtt no vir gemaach. Et war e Schrëtt, deen awer, mengen ech, vu grousser Bedeitung war. Mir hunn hei am Land nees d'Terrasse vun de Caféen a Restauranten opgemaach. An obwuel d'Wieder sech net vun der beschter Säit gewisen huet, huet et awer vill Leit net dovunner ofgehalen, sech direkt eng Plaz ze reservéieren an nees e Glieschen drénken ze goen oder e Maufel iessen ze goen. An dobäi ass et, mengen ech, net primär ëm d'Gliesche gaangen oder ëm de Maufel, mee vill méi ëm dat klengt Stéck Normalitéit an ëm d'Gewëssheet, dass et lues a lues an déi richteg Richtung geet.

Natierlech hu vill Leit gehofft, dass dës Woch nach weider Ouverturë géife kommen an d'Ausgangsspär zum Beispill kéint opgehuewe ginn. Déi aktuell Zuele sinn, fir esou eng Decisioun, am Moment lei-

der net gutt genuch: Vill Leit leien op den Intensivstatiounen, vill Leit musse beotemt ginn an och bei deene Jonke kënnt et zu ëmmer méi schwéiere Krankheetsverleef. Wann e Patient bis op der Intensivstatioun ass, da bleift en am Duerchschnëtt zwou bis dräi Wochen do. D'Better sinn also eng relativ laang Zäit beluecht a wann d'Infektiounen nees ze séier klammen an ze vill Leit mat Komplikatiounen optauchen, da kann et also erëm zu enger Iwwerlaaschtung vun eise Soins intensifs kommen.

Sou laang sech d'Situatioun op den Intensivstatiounen also net eendeiteg verbessert, musse mir mat klengen a virsiichtege Schrëtt weiderkommen. D'Ausgangsspär a just zwee Leit doheem op Besuch am Stot bleiwen also bis op Weideres bestoen.

Mir mussen nämlech bedenken, dass och d'Virusvarianten de Verlaf vun der Pandemie beaflossen. Déi brittesch Variant mécht mëttlerweil iwwer 80 % vun den Neiinfektiounen hei am Land aus a si ass och bedeitend méi ustiechend. Och déi brasilianesch Variant gouf detektéiert. Ob dës Souche sech och séier wäert verbreeden, ass am Moment nach reng Spekulatioun. Mee dës Ongewëssheet ass ee Grond méi, fir d'Aschränkungen nëmmen a klenge Schrëtt opzehiewen.

Wa mer d'Situatioun awer betruechten, steet Lëtzebuerg e gutt Stéck besser do wéi sou munch aner Länner. An Däitschland ginn d'Mesuren nämlech elo erëm vum Inzidenzwäert ofhängeg gemaach. Déi sougenannten Noutbrems, déi gräift, wann den Inzidenzwäert op iwwer 100 pro 100.000 Awunner klëmmt - de Méindeg louch den Inzidenzwäert an Däitschland bei 165. Kultur, Sport a Gastronomie hunn an Däitschland scho ganz, ganz laang hir Dieren zou.

Bis de 15. Mee ginn also déi aktuell Mesurë bäibehalen. An et freet mech awer ze gesinn, dass d'Regierung Ouverturen am Beräich vum Sport a vun der Musek ausgeschafft huet. Well och d'Veräinsliewen - an et ass virdru schonn ugeklongen - huet massiv ënnert dëser Kris gelidden. Mee déi nei Reegelungen, fir elo kënnen zu bis zu zéng Persounen, ënner Oplagen, sengem Hobby nozegoen, ass awer ganz wichteg. Och dat ass e wichtege Schrëtt zréck an d'Normalitéit, deen och der physescher a mentaler Gesondheet vun de Leit a virun allem deene Jonken zeguttkënnt.

Ech wëll hei net méi an den Detail goen, well den Här Rapporter, den Här Mars Di Bartolomeo, huet dat virdru gemaach an ech soen him och nach eng Kéier Merci fir seng exzellent Aarbecht.

Nach ëmmer hu mer dës Kris net ganz iwwerstanen, mee mat Hëllef vun de sanitäre Reegelen, de Schnelltester an den Impfunge léiere mer awer lues a lues, mam Virus ze liewen. Ab dëser Woch hunn d'Schüler, d'Enseignanten an d'Educateuren d'Méiglechkeet kritt, sech eemol pro Woch mat engem Schnelltest ze testen. Esou garantéiere mir eise Kanner de Presenzunterrecht an déi sozial Kontakter ënner méiglechst séchere Konditiounen.

D'Demokratesch Partei begréisst och d'Decisioun vun der Regierung, dass d'Leit tëschent 30 a 54 sech op fräiwëlleger Basis fir eng Impfung mam AstraZeneca aschreiwe kënnen. Den Uklang an d'Bereetschaft, fir sech impfen ze loossen, waren, mengen ech, an den éischten zwee Deeg risegrouss. Wann ech richteg informéiert sinn, ass d'Hallschent vun deenen oppene Plazen ugefrot ginn.

Et ass, wéi de Premier gesot huet: Mir hunn den Impfstoff an en elo net ze benotzen, dat wär eng ongenotzte Chance, och well Liwwerunge vun aneren Impfstoffer op sech waarde loossen. An och wann de Moment eng gewësse Veronsécherung iwwert den AstraZeneca besteet, well et zu vereenzelte Fäll vun Thrombose koum, ass dës Optioun vun der fräiwëlleger Registréierung trotzdeem eng gutt Alternativ.

De weidere Verlaf vun der Pandemie ass ongewëss. Virun allem déi vill Varianten, déi ëmmer nees detektéiert ginn, stellen e Risiko duer. Eis Infektiounszuele sinn zwar net niddreg, awer relativ stabill, och wann de LIST an de Kläranlagen d'lescht Woch erëm eng ganz, ganz kleng Trendwend no uewe festgestallt huet.

D'Normalitéit huele mer eis, alleguerten zesummen, mat klenge Schréck zréck. Lëtzebuerg beweist, dass et fonctionéiere kann: Oppe Kinoen, Theateren an Terrasse si maachbar, soulaang mer eis un déi sanitär Mesuren halen. Wéi et weidergeet, läit u jiddwer Eenzelnem vun eis.

Ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetz a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An da wier et um honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, merci un de Rapporter, fir deen x-te Rapport hei zu dësem Gesetz an och zu deene villen aneren. Hien huet wierklech eng grouss Experience an deem Domän hei gesammelt. Ech sinn awer sécher, en hätt och gären drop verzicht, fir dat heite fir d'16. Kéier ze presentéieren.

201 Neiinfektiounen op 100.000 Awunner an der leschter Woch, 202 Neiinfektiounen op 100.000 Awunner déi Woch virdrun, 247 virun der Ouschtervakanz. Jo, dat si leider nach ëmmer ze vill Neiinfektiounen! Mir musse weider dru schaffen, déi Zuel erofzekréien. Mir musse weider streng bleiwen a sanitär Moossnamen oprechterhalen. Mee d'Tendenz stëmmt awer, well mir gi lues a lues erof an hunn, bis elo mol, keng exponentiell Evolutioun vun den Ustiechungen, trotz klengen Erliichterungen, déi mer maache konnten an déi mer haut och nach eng Kéier wëlle maachen. Mir kënnen duerfir lues a lues, ënner strenge Reegelen, de Wee zréck an d'Normalitéit virugoen an dësem Gesetz, virun allem, wat de gesellschaftlechen, kulturellen a sportlechen Deel vum Liewen ugeet.

Déi lescht Wocheréckblécker a Saache Covid-19 sinn éischter gutt, mussen awer relativéiert ginn, well duerch d'Ouschtervakanz manner Tester gemaach goufen. Och déi lescht Analyse vum Ofwaasser an de Kläranlagen am Kader vun der Coronastep-Etüd deiten drop hin, dass dës Accalmie, „die Ruhe vor dem Sturm", warscheinlech effektiv duerch d'Vakanz bedéngt war. D'Indicateure loossen drop schléissen, dass mer elo nees op den Niveau vu virun der Vakanz zréckkommen. Mir mussen d'Evolutioun gutt am A behalen, fir dass mer keng exponentiell Entwécklung kréien, eeben duerch dës Vakanz.

Suerge maachen eis och déi verschidde Varianten - déi brasilianesch, déi südafrikanesch, déi indesch -, wou et gutt ka sinn, Etüde lafen nach, dass verschidden Impfunge guer net méi richteg wierken, wou sech trotz Impfung Varianten ausbreeden an d'Epidemiologen Alarm schloen, dass mer déi, wa se sech ausbreeden, net méi richteg an de Gréff kréien. An ech si fir eemol mat dem éischte Riedner vun der CSV op dësem haitegen Dag d'accord: Mir wäerte mat dësem Virus nach laang befaasst sinn a mir musse mat em liewen.

Suerge maachen eis och déi ëmmer méi jonk Leit op der Intensivstatioun an an de Spideeler. Deen Trend ass net gutt. An och wa mer vill Leit duerch d'Impfunge virun engem fatale Verlaf vun der Krankheet rette konnten, sou muss ee sech och déifgräifend mat de Konsequenze vun engem schwéieren oder och vun engem liichte Verlaf vun der Krankheet auserneesetzen. An déi vill Reportagen an Temoignagen iwwert d'Follge vun der Infektioun, déi een ëmmer erëm gesäit - et gëtt och vill vum Long-Covid geschwat -, soll een op alle Fall net ënnerschätzen an déi maachen eis och wierklech Suergen.

An duerfir ass et wichteg, dass mer net liichtfankeg mat den Infektiounen ëmginn an ëmmer erëm drop hiweisen, dass et sech ëm eng ganz eescht ze huelend Krankheet handelt, wou mer nach vill Inconnuen hunn a wou mer nach laang net alles wëssen, an dass et iwwerhaapt net egal ass, wann ee sech domadder ustécht, wann een da seet: „Ben, ech si jonk, mir ass et egal, wann ech et kréien." Déi, déi et haten, an déi vill Experienzen, déi ee ka liesen, déi weise genau de Géigendeel!

An dach kann een eiser Situatioun zu Lëtzebuerg och positiv Säiten ofgesinn. Eis Infektiounszuele si wuel héich a bleiwen et leider och, mee si bleiwe weider stabill. Och am Verglach mat eisen Nopeschlänner - wann een deen da wëllt maachen, dee Verglach - leie mer nach ëmmer gutt, souguer wann een net berécksiichtegt, dass mir wäit méi teste wéi aner Länner: siwemol méi wéi Däitschland, véiermol méi wéi d'Belsch an dräimol méi wéi Frankräich. Et sinn awer och elo Länner an Europa, déi eis iwwerholl hunn am Testen. Dänemark, wann ech mech net ieren, ass op deem Wee, wou se elo och erkannt hunn, dass dat awer eppes bréngt.

A fir et emol nach eng Kéier ze preziséieren: Dat wäit méi Testen, dat bezitt sech net nëmmen op den LST, mee och dorobber, dass et hei zu Lëtzebuerg selbstverständlech ass, dass ee bei deem klengste Verdacht praktesch direkt an onkomplizéiert Zougang zu engem Test huet. Dat ass ganz sécher an deene meeschten aneren europäesche Länner, an och an eisen Nopeschlänner, net ëmmer de Fall. An duerfir kann een eis Inzidenzzuelen, objektiverweis, och net eent zu eent mat den Nopeschlänner vergläichen.

Eis weiderhi stabill Zuele weisen op alle Fall, dass eis Strategie, fir ëmmer nees d'Situatioun opgrond vu ville verschiddenen Indicateuren ze evaluéieren an opgrond vun deenen Indicateuren déi nächst kleng Schrëtt ze plangen, fir esou also lues a lues kleng a virsiichteg Ouverturen ze maachen an allkéiers ofzewaarden an ze kucken, wéi sech dat dann op eis Zuelen auswierkt, dass dës Strategie d'Strooss hält.

Mir hunn hei am Haus ëmmer erëm Fuerderungen héieren, och elo nach viru Kuerzem, fir e Plang, fir eng Strategie, e klore Scheema, kloer Schwellewäerter a wat wéini geschitt, opgeet an zougeet, zu wéi engem Dag, zu wéi enger Auerzäit quasi. Effektiv hate munch aner Länner probéiert, esou no engem kloren a festgeluechte Plang virzegoen. Haut, no méi wéi engem Joer Pandemie, gesi mer, dass d'Situatioun zu all Moment ännere kann, dass en Inzidenzwäert oder en R-Wäert net duerginn, fir d'Situatioun anzeschätzen a fir déi richteg Decisiounen a Mesuren ze huelen.

An enger richteger Aschätzung, do spille vill verschidden Elementer eran: Niewent Inzidenz- an R-Wäert sinn natierlech d'Situatioun an de Spideeler wichteg, de Profill vun de Persounen, déi sech ustiechen, mee och soss nei Erkenntnisser iwwert d'Evolutioun vun der sanitärer Situatioun, iwwert d'Entwécklung vun der Pandemie, iwwert de Virus a seng Mutanten, iwwert d'Impfstoffer, hir Disponibilitéit, hir Wierksamkeet an nach ganz vill aneres, an och de Fait, wéi d'Leit an d'Vakanz fueren, zum Beispill.

Dëse Constat, deen och ëmmer méi Länner gemaach hunn, déi sech e fest definéierte Plang wollte ginn, dee se awer net anhale konnten - an ech si frou, dass mir dat hei net gemaach hunn, obwuel et hei ëmmer erëm an ëmmer erëm gebietsmillenenaarteg gefuerdert gëtt, ouni selwer awer genau ze soen, op wat ee sech soll beruffen -, wäert och eng vun deene Schwieregkeete vun engem neie Pandemiegesetz duerstellen: Wéi kréie mer kloer Krittäre festgeluecht, ouni eis awer déi absolutt néideg Flexibilitéit ze huelen, déi mer a sou enger spezifescher Situatioun och brauchen? Wéi bleiwe mer bei enger konstant wiesselnder Situatioun handlungsfäeg? Dat wäert e ganz schwieregen Exercice ginn, wa mer op deenen elo getréppelte Weeër wëlle weidergoen, wa mer eis net wëlle weider aner Strategien, aner Méiglechkeete ginn, fir da Gesetzer op Pabeier ze bréngen.

Déi virsiichteg Ouverturen, déi mer virun dräi Wochen decidéiert hunn - d'Terrassen zum Beispill -, déi hu keng nei Flambée provozéiert. Déi Ouverturen, déi si gutt ukomm am Secteur, och wann ee muss mat ugezunnener Handbrems fueren. Si ass gutt fir d'Populatioun, si ass fir eis all gutt, well mer erëm gewësse convivial Momenter kënnen hunn, trotz strengen Oploen a Limitatiounen. An ech wëll hei nach eng Kéier den Opruff maachen, sech och un déi Reegelen ze halen, fir ze verhënneren, dass mer mussen zréckrudderen. A bis elo hunn d'Leit dat och ganz gutt dobausse gemaach an ech wéilt hinnen och dofir nach eng Kéier felicitéieren.

Elo kënne mer weider kleng Ouverturë maachen am Sport an an der Kultur. An och dat ass positiv fir d'Gesellschaft, dat ass positiv fir d'Moral vun de Leit, fir déi mental, psychesch a physesch Gesondheet vun de Mënschen. Et ass och gutt, dass déi Reegelung an der Kultur vun zéng Leit, déi Musek maachen, mat véier Leit mat enger Mask un erausgeholl ginn ass. Dat wär wierklech schwéier ëmsetzbar gewiescht. Och wann d'Iddi hannendrun eng ganz louabel war, ass et awer gutt, dass dat elo geännert gouf. Dat mécht d'Veräinsliewen erëm zum Deel méiglech. An d'Veräinsliewen ass en enorm wichtege Bestanddeel vun eiser Gesellschaft. Déi Valeuren, déi een an engem Veräin léiert, déi Frëndschaften, déi si fir vill Leit op d'mannst grad esou wichteg wéi dat, wat se an der Schoul emol eng Kéier geléiert hunn.

A mir maache lues a lues erëm op. A mat lues a lues ass och kloer gesot, dass een net alles ka mateneen erëm opmaachen an dass ee sech Prioritéite gesat huet. A wann ee sech d'Prioritéit gesat huet, dass et gewësse Méiglechkeeten am Sport erëm gëtt, da kritt een, wéi ech hei virdru vun der Riednerin vun der CSV, gesot: „Dat ass onverständlech! Dat ass net kohärent!" Ech hunn emol eng Kéier déi Wierder alleguer opgeschriwwen, déi d'Madamm Hansen gesot huet: Et wär guer näischt geschitt, et wär Gepiddels, et wär keng Logik, et wär keng Strategie, et wär villes onkloer, et wär keng Kohärenz, et wär net virbereet. Et wär also ganz, ganz schlëmm, wat hei zu Lëtzebuerg geschitt, wann een dat doten alles fir wouer hélt.

Bon, ech si wierklech fest iwwerzeegt, dass d'CSV hei absolutt falsch läit, wéi a sou villem, wat se an der leschter Zäit gemaach huet, an dass et ganz richteg ass, wat d'Regierung hei gemaach huet, dass se Prioritéite gesat huet an dass se gesot huet: „Jo, an der Schoul an am Schoulsport, dat sinn zoue Gruppen. Do kann ee Sport maachen, well do kloer definéiert ass, wien do zesummen ass", an dass een dofir net, wann een dat op där enger Säit opgemaach huet, iwwerall kann opmaachen an dee ganze Sport erëm méiglech mécht. Oder wëllt d'CSV dat? Ass et dat, wat d'CSV wëllt, dass et iwwerall erëm ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- D'LASEP ass, mengen ech, eppes anescht wéi de Schoulsport.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... méiglech ass, Sport ze maachen, an all de Veräiner erëm alles, alles opzemaachen? Ass et dat, wat d'CSV wëllt?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir hätt sollen nolauschtere virdrun!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- O, ech hu ganz gutt nogelauschtert, Madamm Hansen. Ech hu ganz, ganz gutt nogelauschtert! An Dir hutt, wéi alt erëm eng Kéier, wéi esou oft, 100.000 Froe gestallt, mee null, awer och null Äntwerte ginn! Dir gitt einfach keng Äntwerten. Dir stellt alles a Fro, mee Dir gitt keng Äntwerten!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir hunn awer schonn zumindest zwou konkreet Motiounen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir hutt och, Dir hutt och hei, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Da stëmmt déi!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... wéi d'Impfstrategie virgestallt gouf, Madamm Hansen, wéi hei iwwert de Cordon sanitaire geschwat ginn ass, deen d'Regierung ageféiert huet bei de Spideeler ..., do hunn ech keen héieren, dee gesot huet: „Ma mir hätten och gäre Cordon-sanitairen an de Fleegeheimer an an den Altersheimer." Dat hutt Der net gesot! Elo, am Nachhinein, sot Dir: ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir hunn nach de Februar, ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... „O, mir hätten och do missen e Cordon sanitaire maachen!"

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... den 2. Februar, eng Question parlementaire dozou gestallt.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ma dat ass einfach!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Heiansdo ass d'CSV duerno méi schlau.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Hannenno weess jiddwereen alles besser, Madamm Hansen.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Net ëmmer, awer heiansdo!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Esou ass et ...

(Coups de cloche de la présidence)

... einfach, herno ze soen: „Mir hätten et besser gemaach a mir hätten et besser gewosst." Nee, esou ass et awer net an der Realitéit. Esou ass et awer net an der Realitéit, Madamm Hansen a léif CSV! An Dir gesitt dat jo och, Dir hutt jo och international Kontakter an Är Schwësterpartei an Däitschland oder och aner Schwësterparteien, déi fuere jo och elo net ee Kurs, wou se ni mussen zréckrudderen, soss géift Der dat jo hei net kënnen esou soen. An hei zu Lëtzebuerg hu mer bis elo lues a lues opgemaach. A mir hunn et bis elo evitéiert, fir mussen zréckzerudderen. Also war déi Strategie, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass, guer net esou schlecht. Et ass kee Gepiddels! Et ass keen Zickzackkurs! Mir fueren eise Kurs. Mir fueren eisen eegene Wee, fir d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg anzeschätzen an d'Mesuren ze huelen, a klengen novollzéibare Schrëtt, déi allkéiers evaluéiert ginn. A mir hale gläichzäiteg och e Bléck op d'Entwécklung an deenen anere Länner, souwuel wat déi sanitär Situatioun an d'Entwécklung vun de Mutanten ugeet wéi och a Bezuch op d'Mesuren, déi an anere Länner geholl ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et geet virun a Richtung vu méi Fräiheeten, mee et geet noutgedronge lues virun. Mir mussen, wéi gesot, ëmmer nees kucken, wéi sech d'Situatioun entwéckelt. Am Moment musse mir speziell d'Situatioun an de Spideeler am A behalen, an dat virun allem, wat d'Leit ënner 60 Joer ugeet, déi ëmmer méi betraff si vu méi schwéiere Krankheetsverleef, ech hunn et virdru gesot. Dat mécht eis Suergen!

D'Zuel an den Undeel vun de Covidpatienten an de Spideeler an op den Intensivstatioune geet erop, den Altersduerchschnëtt geet erof an dat ass net gutt. Dës Entwécklung musse mer, wéi gesot, viru suivéieren an am Noutfall och dorobber reagéieren. A mir mussen och kucken, wat den Afloss an d'Verbreedung vun deenen neie Mutanten ugeet, vun deenen nach laang net alles gewosst ass.

A positiv stëmmt eis awer déi gutt Progressioun bei den Impfungen. Jo, eng Woch maache mer der 6.000 den Dag an déi aner Woch maache mer der manner. Dat kënnt vir. Mee am Allgemengen hu mer eis gutt rattrapéiert par rapport zum EU-Duerchschnëtt. Och do leie mer relativ gutt. A mir hunn et hei mat den Impfungen awer fäerdegbruecht, schwéier Krankheetsverleef, Hospitalisatiounen an Hospitalisatiounen op der Intensivstatioun bei eeleren a méi vulnerabele Leit erofzekréien. A lues a lues komme mer jo och ëmmer méi wäit mat den Impfungen. A lues a lues kënne mer eis dann och Gedanke maachen, wéi mer op déi dote Situatioun wäerte weider reagéieren.

An ech sinn nach eng Kéier iwwerrascht, dass elo vun der CSV hei gesot gëtt: „Jo, dee Cordon sanitaire, deen hätte mer och misse maachen. A mir hätten elo gäre quasi eng Impfflicht" - wann ech dat awer richteg deiten, eng Impfflicht am Fleegeberäich-Secteur. Gëllt dann déi Impfflicht do och fir d'Schoul? Mussen dann elo d'Kanner och virweisen, dass se en negativen Test hunn, wa se an d'Schoul kommen, well soss dierfe se net méi an d'Schoul kommen? Mussen dann och d'Schoulmeeschteren en Impfpass hunn, wa se an d'Schoul ginn, ...

(Brouhaha)

... soss dierfe se keng Schoul méi halen? Oder wéi wäit ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir musst mir net grad hei all d'Wierder am Mond verdréien.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wëllt Der dat da féieren? An deem enge Beräich, do hätt Der et gären, an deem anere Beräich hätt Der et net gären. A wat maacht Der dann, wa kee Personal méi do ass, fir d'Leit ze soignéieren? Wat maacht Der dann, wann eng ganz Rei op hiert Recht pochen ze soen: „Mir wëllen net geimpft ginn"?

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Engel, d'Madamm Hansen wëllt lech eng Fro stellen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Oder hätt Der gären, dass eng Impfflicht kënnt?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Fait personnel. Ech wëll mer einfach net d'Wierder am Mond verdréie loossen.

Ech hunn net vun enger Impfflicht, weeder bei den Enseignanten nach bei de Kanner, geschwat. Well d'Kanner kënne jo nach net geimpft ginn. Ech hu gesot: „D'Kanner kënnen net geimpft ginn, déi Jugendlech kënnen nach net esou séier geimpft ginn, also musse mer d'Schoul esou sécher wéi méiglech maachen." An all Expert seet et, an ech mengen, souguer och den Här Lauterbach, an ech mengen, dee steet lech jo e bësse méi no, seet: „mindestens zweemol d'Woch." An dat ass dat, wat mer gefrot hunn. Mir hu vu soss näischt geschwat.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo. Mee Dir frot d'Impfflicht bei deem engen, ...

(Brouhaha)

... an der logescher Konsequenz misst se jo dann och éierens anescht, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma well dat vulnerabel Leit sinn!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... misst se jo och op där anerer Säit sinn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An der Klinik an an den Altersheimer si vulnerabel Leit.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Dat heescht also, Dir hätt net gären déi nämmlecht Bedéngungen an de Schoulen? Do ass et also anscheinend net esou wichteg wéi an engem anere Beräich?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, dem Här Kersch wëll ech soen: An der Schoul sinn net onbedéngt vulnerabel Leit!

Une voix.- Voilà!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An de Klinicke si vulnerabel Leit, an den Altersheimer si vulnerabel Leit an do brauche mer en dichte Cordon sanitaire, e Cordon sanitaire, dee keng Seibecken ass, mee en dichte Cordon sanitaire. An duerfir hu mer déi Proposition de loi gemaach.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech wëll just soen, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An de Schoule wëlle mer gär sou sécher wéi méiglech sinn. A mir fuerdere Schnelltester.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... ech wëll just soen ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Engel, den Här Roth wëllt och nach eng Fro stellen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Natierlech kann den Här Roth mir och eng Fro stellen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ganz éierlech, Här Engel, mee mat allem Respekt, ech fannen et awer éierlech gesot net normal, dass Leit, déi an engem Fleegereseau schaffen, net geimpft sinn a covidpositiv ...

(Brouhaha)

... bei Leit ginn, déi se solle betreien, wat an der Reegel - well soss hutt Der jo keng Fleegeversécherung zegutt - vulnerabel Leit sinn. Ech fannen dat net normal! An ech fannen, dass de Principe de précaution dat do net sollt erlaben.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. An elo kritt den Här Engel d'Wuert zréck.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dee selwechte Principe de précaution misst jo dann och fir d'Schoule gëllen.

(Brouhaha)

A majo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Nee. Mee et ass awer en Ënnerscheed. Do sinn ...

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Gutt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo, jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech wëll just soen ...

(Brouhaha)

Ech wëll just soen: Wa virdrun d'CSV vu „guer näischt", „Gepiddels", „keng Logik", „keng Strategie", „villes onkloer" a „keng Kohärenz" geschwat huet, dann, mengen ech, hu se vu sech selwer geschwat.

Une voix .- A!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wann alles esou geet, wéi mer dat hei de Moment geplangt hunn an iwwerluecht an ugeduecht hunn, da wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint gutt an ëmmer méi bei den Impfunge virukommen an esou och ëmmer méi Fräiheete kréien, déi Fräiheeten, op déi mer alleguerte gammsen an déi mer alleguerte gären hätten.

A wa mer alleguerten zesummen, a virun allem hei op menger rietser Säit, an ech wëll net den Här Marc Baum nach eng Kéier an dee Strudel hei materanzéien, mee wa mer alleguer zesummen och an eiser Kommunikatioun e bësse méi positiv wären, mengen ech, géife mer och an der Meenung dobaussen als Politiker vill besser dostoen. Ech ginn heimat den Accord vun der LSAP.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wann ech hei esou op meng riets Säit kucken, hunn ech d'Gefill, datt den Här Engel d'CSV verscheucht huet.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et waren der virdru schonn e puer net do.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et sinn der awer nach e puer heibannen an dat freet mech ganz besonnesch.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Si sinn zu fënnef.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Si sinn zu fënnef. Ëmmerhin!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Lies geet den Appell maachen. A, lo si se zu sechs ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- A wéi mäi Virriedner virdru gesot huet: Jo, et ass richteg, am Nachhinein ass een ëmmer méi schlau. A virun allem d'CSV. Ech hunn elo mat engem Reim ugefaangen, fir et e bësse poeetesch ze maachen.

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi fänke mer am Fong do un, wou mer mam leschte Projet de loi opgehalen hunn, an zwar bei virsiichtege Schrëtt a Richtung Normalitéit.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- D'Schrëtt sinn nach ëmmer kleng. An d'Ausriichtung vum Projet de loi ass restriktiv, ganz kloer. Entscheedend ass fir eis awer, datt mir eis kontinuéierlech an eng richteg Richtung, an eng positiv Richtung beweegen a keng Sprangpressessioun mat dräi Schrëtt no vir an zwee no hanne veranstalten, esou wéi aner Länner mat hirem Hickhack tëscht Op- an Zoumaachen.

D'Strategie vun eiser Regierung besteet notamment doran, op grouss Spréng ze verzichten an esou ze verhënneren, datt onvirsiichteg Lackerungen no kuerzer Zäit nees réckgängeg musse gemaach ginn.

Mat den Impfungen, Dir Dammen an Dir Hären, ass Lëtzebuerg mëttlerweil gutt ënnerwee. An ech wéilt och emol e positiivt Wuert un all déi Leit riichten, déi an den Impfzentere schaffen ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... an eng ganz gutt Aarbecht leeschten. Ech muss soen, déi Impfzentere fonctionéieren à la perfection!

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Op der leschter Ligne droite vun der Immuniséierung duerch Impfung si mer allerdéngs nach net ukomm. An donieft wësse mer och mëttlerweil, datt de Virus ëmmer op en Neits fir béis Iwwerraschunge suergt, net zulescht bei deene Jonken, wou en ëmmer méi oft zu schwéiere Krankheetsverleef féiert, vun all de Varianten, déi en esou mat sech bréngt, emol ofgesinn.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Et gëtt also gutt Grënn, fir virsiichteg ze bleiwen. An als Gréng ënnerstëtze mer dës Virsiicht vun der Regierung, awer och net just aus sanitäre Grënn. Mir ënnerstëtze se och aus psychologesche Grënn. Eng Politik, déi souzesoen nom „Zuckerbrot-und-Peitsche"-Prinzip fonctionéiert, ass eiser Gesellschaft nämlech och psychologesch net zouzemudden. A mir sinn och der Meenung, datt eng Method wéi dës d'Mënschen infantiliséiert. Am Fong ass e stännegt Hin an Hier tëscht Opmaachen an Zoumaachen näischt anescht wéi dat, wat d'Kanner beim Kleeschen a beim Houseker erliewen, nämlech Belounung a Strof am selwechte System. Op laang Dauer féiert esou eng Hin-an-Hier-Method zu Onverständnis bei de Mënschen a gëtt mat der Zäit kontraproduktiv, well kee weess, wou en drun ass. An da gehäit een d'Reegele fréier oder spéider iwwer Bord.

Zu Lëtzebuerg, an dat weisen d'Sondagen, ass d'Akzeptanz vun de Reegelen nach ëmmer grouss, quitte datt ee sech awer munchmol muss froen, wivill Stéit sech effektiv un d'Zweeërreegel halen am Privatberäich. Et ass verständlech a mënschlech, datt sech net ëmmer dru gehale gëtt, mee et ass onverantwortlech an eigentlech entsprécht et jo awer och net dem Gesetz.

Egal wéi woen ech haut awer ze behaapten, datt d'Kontinuitéit vun de Moossnamen, déi mer mat de leschte Covidgesetzer - et sinn der schonn eng Rei - erreecht hunn, eis haut vu Virdeel ass. Dat gesäit ee ganz genee un den Infektiounszuelen an um Infektiounsgeschéien, wou ech e bëssen d'Vergläicher gekuckt hunn um internationalen Niveau. An do muss ee wierklech soen, datt mer als Lëtzebuerg dach awer besser dosti wéi vill aner Länner. Dat léisst d'Hoffnung op méi Fräiheeten natierlech wuessen. Ech wëll domat awer net soen, datt een all déi Zuele soll verharmlosen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Moossnamen, déi mir dann haut mat dësem Projet de loi decidéieren, huet de Rapporter Mars Di Bartolomeo gutt erklärt virdrun. An dofir him eng weider Kéier e grousse Merci, och wann en elo kuerz bis eraus ass. Si sinn an e puer Sätz resuméiert.

(Interruption)

A, en ass op der rietser Säit.

M. André Bauler *(DP).*- En ass matzen ënner eis.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Awer net ze wäit.

(Interruption)

Ech hat en net erkannt. En huet eng Mask un. An en ass e bëssen, ...

(Interruption)

... en ass net op senger Plaz. Mee ech hunn en entdeckt.

Ech waarden dann, bis Är Gespréicher fäerdeg sinn, an da fueren ech virun.

M. André Bauler *(DP).*- Loosst lech net ophalen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- D'Reegelen, déi den Här Rapporter erklärt huet, sinn an e puer Sätz resuméiert. Fir eng ganz Rei Mënsche bedeite se awer ganz vill, ugefaange bei deene ville Membere vun de Musek- a Gesangveräiner, déi gréisstendeels an der UGDA regruppéiert sinn an déi eng laang Geschicht hunn, déi Veräiner. Si geet am Fong zréck op d'Joer 1863.

Am Ganze sinn et, laut dem Stand vu virgëschter - ech hunn nogefrot - genee 12.911 Memberen, déi op 281 Veräiner an der UGDA verdeelt sinn an déi e groussen Deel vun hiren Aktivitéite scho virun engem Joer praktesch un den Nol hu missen hänken, natierlech aus sanitären Ursaachen.

Datt d'Reegelen, trotz dem Konsens, deen d'Regierung mat der UGDA erausgeschloen hat, um Terrain zu gréisserer Onzefriddenheet, Demotivatioun an Enttäuschung geféiert hunn, ass mënschlech a verständlech. An ech denken och hei un e Blosmuseker vun der LSAP, dee sech och schonn dozou geäussert huet.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dobäi muss ee jo wëssen, datt dës Amateurmusekveräiner net just eng kulturell Vocatioun hunn an e wichtege Pilier vum kulturelle Liewen zu Lëtzebuerg duerstellen, si suergen och fir sozialen Zesummenhalt, bestëmmt och zu Suessem bei lech.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- A si droe massiv zum gesellschaftleche Liewen an de Gemenge bäi, an dat generatiounsiwwergräifend.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Richteg.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Mat dësem Projet de loi kënnen d'Fanfaren, d'Harmonien, d'Brassbands, d'Bigbands a wéi se all heeschen, also all d'Blosensembelen, ënner méi realisteschen an adäquate Bedéngunge prouwen a Concerte spillen, quitte datt gewëssen Aschränkungen, déi schonn erkläert gi sinn, sech natierlech nach ëmmer opdrängen.

Ech kommen dann zum Sport. En zweete grousse Secteur, dee vun dësem Projet de loi profitéiert, ass eebe grad dee vum Sport, mee och vun den Aktivitéiten, déi ënnert de klasseschen, vläicht liicht vereelzte Begréff vu „culture physique" falen. Hautdesdaags schwätze mer éischter vu Fitnesszenteren, Danzschoulen, Yogazenteren an esou weider. Och hei féiert de Projet de loi zu engem Fortschrëtt an deem Sënn, datt nees ënner méi attraktive Bedéngungen trainéiert, gedanzt a sech beweegt ka ginn, ouni datt de Schutz virum Virus ze kuerz kënnt. Dovu profitéieren net nëmmen d'Veräiner an déi aktiv Sportler, mee och d'Danzschoulen an d'Fitnesszenteren, déi ënnert den aktuelle Konditiounen zum Deel riskéiert hunn, carrement an d'Faillite ze falen.

Dobäi kënnt dann och, an do kommen ech bei d'Kompetitiounen, datt bis zu 100 Leit fir all Leeschtungsklass an Alterskategorie nees erlaabt ginn, wann zwee Meter Distanz zueneen agehale ginn. An et ass souguer méiglech, Här Rapporter, datt een 100-Meter-Courssen, 200-Meter-Courssen a 400-Meter-Coursse ka lafen, am Fall wou zwee Couloiren zwëschent den Athleeten ausgelooss ginn. An dat ass wierklech e ganz grousse Fortschrëtt, op alle Fall fir déi Sportaart, vun där Dir geschwat hutt, nämlech d'Liichtathleetik.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- An 110-Meter-Hürden.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Geet och. Dës Lackerung féiert zu enger grousser Erliichterung, awer net nëmmen an där doter Federatioun, mee a ville Sportfederatiounen, wou ee muss wëssen, datt de Sportsecteur e Secteur ass, an deem Dausende vu Kanner, Jugendlechen an Erwuessenen aktiv sinn. Vill vun hinnen erliewen de Veräi wéi eng zweet Famill, mat ville Frënn a Bezuchspersounen. Donieft bitt de federéierte Sport natierlech och d'Chance, sech op eng fair Manéier ënnereneen ze moossen, Teamgeescht, Frëndschaft a Fairplay ze entwéckelen, wichteg Wäerter an eiser Gesellschaft, ouni Héichleeschtunge mussen ze erbréngen. Kréien d'Sportler dës Chance wärend laanger Zäit net, gëtt d'Motivatioun fir ze trainéieren natierlech ëmmer méi kleng oder se geet carrement verluer, mam Resultat, datt kierperlech aktiv Mënschen zu Beweegungsmuffele ginn, mat alle gesondheetlechen a mentale Problemer, déi doraus entstinn.

An deem Sënn ënnerstëtze mir och, datt d'Schoulschwammen nees fir ganz Klassen am Baseng méiglech gëtt, wat elo net méi méiglech war. Ënnert dem Stréch féiert dës op den éischte Bléck kleng Lackerung derzou, datt vill Klassen iwwerhaapt nees schwamme ginn amplaz op eng Alternativ mussen auszewäichen, déi net onbedéngt aus Beweegung besteet an déi de Kanner d'Freed un der Beweegung jo dann och net ka vermëttelen.

Net manner wichteg ass déi gesellschaftlech, sozial an integrativ Fonctioun vum Sport a vun de Sportveräiner. An dowéinst ass et no laangen Zäite vu Kontaktaarmut onëmgänglech, de Maximum vum Méiglechen erauszeschloen. An ech sinn iwwerzeegt, datt dat mat dësem Projet de loi gemaach gëtt, mat der néideger Virsiicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vun de Veräiner schwätzen, déi jo haut am Mëttelpunkt stinn, féiert awer och kee Wee derlaanscht, fir e puer Wierder iwwert de Benevolat als wichtegt Standbeen zum Veräinsliewen ze verléieren.

Eigentlech huet d'Pandemie eis de gesellschaftleche Wäert vum Benevolat méi wéi jee bewosst gemaach. Et huet sech erausgestallt, datt en eng wichteg Stütz vum Staat ass, wann de Staat iwwerfuerdert ass, well wie war deen Éischten, deen isoléiert vulnerabel Mënschen am Ufank vun der Pandemie mat lesswuere versuergt huet? A wie war deen Éischten, dee Maske gebitzt huet? Dat war net de Staat, dat waren d'Scouten an eng ganz Rei Benevoller aus anere Veräiner a souguer Privatpersounen, déi zousätzlech zu hirem normale Beruffsalldag ganz kreativ gi sinn an Initiativen op d'Bee gestallt hunn, fir vulnerabele Mënschen ze hëllefen.

Doriwwer eraus leeschte vill Benevoller och eng wäertvoll Aarbecht um Niveau vun der nonformaler Bildung, vun der Erzéiung, déi sech net op professionell Strukture wéi zum Beispill de Service d'éducation et d'accueil an anerer däerfe limitéieren. Domat stellen ech déi Aarbecht net a Fro. Ech denken awer, datt déi informell Erzéiungs- a Sozialaarbecht, déi Honnerte vu Benevoller hei zu Lëtzebuerg am Alldag leeschten, eng wichteg Ergänzung zum professionelle Secteur duerstellt an déi Unerkennung muss kréien, déi se verdéngt, och a virun allem an der Pandemie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Politik beschäftegt sech scho méi laang mam Benevolat an dat net eréischt zanter dem Ausbroch vun der Pandemie. Ech schwätze vun der dréngend néideger Ënnerstëtzung vun de Benevollen, déi am Koalitiounsaccord festgehalen ass. An ech denken, et ass esou lues de Moment, dovun ze schwätzen.

An deem Kapitel steet, datt de fräien an net remuneréierten Engagement vu Persounen d'Häerz vum sozio-associative Secteur duerstellt an eng wichteg Roll an eiser Gesellschaft spillt. Leider huet d'Entwécklung awer scho virun der Pandemie gewisen, datt de Benevolat a villen Organisatioune réckleefeg ass. Dat huet seng Grënn. De Benevolat huet mat ville Problemer ze kämpfen, och well d'Beruffsliewen ëmmer méi belaaschtend gëtt zum groussen Deel.

Duerfir huet d'Koalitioun sech drop gëeenegt, eng Strategie ze entwéckelen, fir de Benevolat méi geziilt ze férderen an ze ënnerstëtzen, dëst an Zesummenaarbecht mat der Agence du bénévolat an am Dialog mat de Veräiner. Eis Suerg ass allerdéngs déi, datt d'Agence du bénévolat mat just 2,5 Tâchen ausgestatt ass a mat deem Optrag dach awer virun enger grousser Erausfuerderung wäert stoen. An ech denken och un de Conseil supérieur du bénévolat, dee laut mengen Informatiounen net

méi fonctionéiert oder net méi esou, wéi e soll, wat natierlech och bedenklech ass. Mee vläicht liwwert grad d'Pandemie den Declic, fir dëse Gremium nees ze reaktivéieren, wuel wëssend, datt d'Pandemie d'Problemer vum Benevolat nach verstäerkt huet.

Vill Benevoller hunn den Uschloss un hire Veräin an der Pandemie verluer a riskéieren, de Wee zréck net méi ze fannen. Eng vun den Ursaachen ass déi, datt dës Persoune sech selwer oder anerer wollte schützen an net méi un deenen Aktivitéiten deelgeholl hunn, déi eigentlech nach am direkte Kontakt méiglech waren. En anere Grond ass deen, datt d'Benevoller digital ënnerversuergt sinn an de Kontakt zu hiren Associatiounen och doduerch verluer hunn, emol ofgesinn dovun, datt och net all Veräin digital iwwerbegaabt ass.

Am sougenannten digitalen Zäitalter ass et duerfir eiser Meenung no wichteg, där Entwécklung mat geziilten Offeren an d'Aen ze kucken, esou wéi dat och an anere Länner um Niveau vum Benevolat gemaach gëtt. An an der Lescht sinn eng ganz Rei Artikelen doriwwer ze liesen.

Elo, wou de Radius vun den Aktivitéiten nees ufänkt, virun allem ënner fräiem Himmel, méi grouss ze ginn, ass et awer och un der Zäit, alles drunzesetzen, fir den Terrain nees mat Liewen ze fëllen an opzepassen, datt d'Kanner an déi Jonk den Associatiounen net verluer ginn. An do kommen ech eebe grad bei d'Schnell- a bei d'Selbsttester, wou mer mengen, datt et schonn domat ufänkt, datt déi zimmlech einfach duerchféierbar Schnelltester oder, besser gesot, Selbsttester net just an de Schoule sollen agesat ginn, fir de Presenzunterrecht berechtegterweis ofzesécheren. Schnelltester a Selbsttester sollten an alle relevante Lieuen, op alle relevante Plazen agesat ginn, wou d'Mënsche sech zesummefannen, ugefaange beispillsweis bei de Scoutscampe fir d'Kanner a Jonker, an de Jugendhaiser bis hin zu de Seniorevereenegungen, dem Club Senior, a villen anere méi.

Aus deem Grond begréisse mir et ganz kloer, datt d'Regierung Milliounen, wierklech Millioune vu Schnell- a Selbsttester bestallt huet, fir se an de relevante Secteuren anzesetzen. Den Detail vun der Verdeelung ass nach net bekannt, mee ech ginn dervun aus, datt de Premierminister oder d'Madamm Gesondheetsminister herno e puer Wierder wäerten doriwwer verléieren. Ëmmerhi kënne sou Tester wéi dës verhënneren, datt wichteg edukativ, gesellschaftlech, kulturell a sportlech Aktivitéite verbuede ginn an datt ganz Secteure mussen zougemaach ginn. A si sinn och e wichtegen Hiewel, fir de Wee an d'Fräiheet eigentlech ze beschleunegen.

Meng Gedanke sinn elo scho beim nächste Projet de loi, op dee vill Leit souzesoe gedëlleg-ongedëlleg waarden an der Hoffnung, datt mer an der Kontinuitéit zu de Fräiheete fannen, virun allem wat d'Fräiheeten am Bausseberäich ugeet, vu datt et jo ëmmer méi kloer gëtt, datt d'Ustiechungsgefor dobaussen extreem niddreg ass a laut de leschten Erkenntnisser bei just engem Prozent läit. Dat ass wierklech net vill.

Am Hibléck op d'Zukunft, Dir Dammen an Dir Hären, wéilt ech ofschléissend awer nach en anere Punkt uschwätzen, deen zäitlech vill méi wäit reecht - iwwert déi nächst Joren eraus - wéi dëse Projet de loi an deen nächsten. Et handelt sech ëm de sougenannte Long-Covid, deen och scho vum Georges Engel ernimmt ginn ass, deen zu Lëtzebuerg awer nach net weider thematiséiert ginn ass.

Am Ausland steet dëse Phänomeen schonn am Mëttelpunkt vu villen Diskussiounen. Mir sinn eis awer bewosst: Ee Joer geet net duer, fir déifgräifend Etüden ze maachen an Datebanken unzeleeën. Dat ass evident. Dowéinst hu mer och iwwer ee Joer nom Ufank vun der Pandemie warscheinlech nach keen Iwwerbléck, wivill oder wéi eng Mënschen zu Lëtzebuerg un de Spéit- a Laangzäitfollge vum Virus leiden.

Um internationalen Niveau konnt allerdéngs scho beluecht ginn, datt déi laangwiereg Konsequenze vun enger Infektioun sech an Erschëpfungszoustänn weisen oder carrement an der sougenannter Fatigue, déi och Erschëpfungssyndrom genannt gëtt. D'Konsequenze weise sech awer och a Symptomer wéi Kappwéi, Konzentratiounsstéierungen, Kuerzootmegkeet an neurologesche Stéierungen, déi sech meeschtens cumuléieren, änlech wéi bei Patienten, déi e Schlag erlidden hunn.

D'Weltgesondheetsorganisatioun schätzt, datt all zéngte Coviderkrankten, virun allem Fraen, vu Laangzäitfollge betraff wäert sinn an datt et sech heibäi virun allem ëm jonk Mënschen handelt, déi e liichte Krankheetsverlaf haten. D'WHO huet sech dann och zum Zil gesat, sech konsequent op d'Spéit- an d'Laangzäitfollge vum Covid ze konzentréieren. An dat ass eng gutt Saach. Zu deem Zweck wëllt d'Organisatioun e Konzept ausschaffen, dat de Long-Covid systematesch erfaasst.

Ech kommen awer dann zu Lëtzebuerg. Wat Lëtzebuerg betrëfft, stellt sech zum engen natierlech d'Fro, ob mir net awer misste systematesch ufänken, en eegene Regëster op d'Been ze stellen, fir déi néideg Donnéeën ze erfaassen elo mat der Zäit an eis e Bild ze maachen iwwert dës Entwécklung an eisem Land. Zum anere stellt sech d'Fro, vu wéi enger therapeutescher Prise en charge déi Betraffen an Zukunft kënne profitéieren, wuel wëssend, datt och schwaach Patienten un änleche Symptomer leiden an nach keen Nosuergezentrum zur Verfügung hunn, net nëmmen, wat hir kierperlech Symptomer ugeet, mee och déi mental Problemer, déi mat esou schleefende Krankheeten a Symptomer verbonne sinn an Zukunft.

A schlussendlech stellt sech och d'Fro, wéi en Impakt d'Effete vum Long-Covid op d'Sécurité sociale wäerten hunn an ob net och wéi an anere Länner schonn iwwer eng entspriechend Nomenclature misst nogeduecht ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech si mir bewosst, datt d'Theema vum Long-Covid net Objet vun dësem Projet de loi ass. Ech wollt se awer onbedéngt opwerfen, dës Thematik, eebe grad, well et mëttlerweil a ville Länner zur Sprooch kënnt. Lëtzebuerg däerf den Zuch net verpassen a mir sinn och iwwerzeegt an hoffen, datt sech op deem Gebitt wäert eppes doen, sief et op der Uni Lëtzebuerg, sief et an de Centres de recherche oder am LIH, déi jo alleguer awer gutt opgestallt sinn, fir sech där wichteger Aufgab an enger éischter Etapp unzehuelen, a jo generell och gutt mam Santésministère zesummeschaffen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, leider, dat muss een ëmmer erëm feststellen, ass d'Pandemie permanent mat neien Erausfuerderunge verbonnen. Wa mir awer solidaresch a konsequent domat ëmginn an dat an Ugréff huelen, wat mer mussen, da wäerte mer déi Erausfuerderungen och meeschteren. An och dovu sinn ech iwwerzeegt.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen deenen, déi heibanne waren, Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Villmools merci, Madamm Lorsché. An als nächsten agedroene Riedner ass et um Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir si frou, och erëm eis Gesondheetsministesch an eise Reien ze hunn, wat mer dann och häerzlechst begréissen.

Eemol méi huet den Här Mars Di Bartolomeo ons mat vill Begeeschterung duerch den Text vun dësem neie Covidgesetz gefouert, duerfir soe mer him en häerzleche Merci. Awer d'Koalitioun an d'ADR bleiwen a ville Punkten enger fundamental anerer Meenung. Vun Ufank un an der Kris huet d'ADR sech géint all Aschränkung vun de verfassungsméisseg garantéierte Grondrechter ausgeschwat. An och haut soe mer nees kloer an däitlech: Mir wëllen, datt déi individuell Rechter vun der Beweegungsfräiheet a vum Schutz vum Privatliewen nees voll retabléiert ginn.

Et muss Schluss si mat der Ausgangsspär a Schluss och mat den Aschnëtter an d'Privatliewe vun de Leit. Mir hunn als ADR eng Opfaassung vun eiser Gesellschaft, déi vun der Fräiheet vum Eenzelnen ausgeet an net vun der Allmuecht vun engem Staat. Fir eis dréit de Bierger eng Eegeverantwortung a ka wichteg Decisioune fir sech selwer huelen, ouni Gängelung duerch d'Regierung. A well mer an eiser Haltung konsequent sinn, verlaange mer op en Neits dee volle Retablissement vun de Grondrechter.

Fir eis Fuerderung e bëssen ze ënnermaueren an ze dokumentéieren, wëll ech lech hei, Madamm Presidentin, eng éischt Motioun iwwerreechen.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten:

stellt fest:

- datt zënter iwwer engem Joer eng Rei vu gravéierende Restriktiounen a verschidde verfassungsméisseg geschützte Grondrechter a Fräiheeten iwwer e reglementareschen oder legislative Wee am Kader vun der Covidkris imposéiert goufen, dorënner d'Versammlungsfräiheet, d'Handelsfräiheet, d'Beweegungsfräiheet an de Schutz vum Privatliewen;

- datt d'Begrënnung, d'Legitimitéit, d'Proportionalitéit an d'Effikassitéit vun de Moossnamen ëmstridde sinn,

ass iwwerzeegt:

- datt an engem demokratesche Rechtsstaat Restriktioune vu Grondrechter mussen eng absolutt Ausnam sinn an datt esou Restriktiounen esou séier wéi méiglech nees mussen integral opgehuewe ginn;

- datt eng Weiderféierung vun deenen aktuelle Restriktioune vun de Grondrechter, wann iwwerhaapt, sech all Dag manner justifiéiere léisst, ënner anerem och duerch d'Progrèsen an der Impfcampagne,

fuerdert d'Regierung op:

- spéitstens bei der nächster Ofännerung vum Covidgesetz an hirem Projet de loi all Restriktioune vun de Grondrechter, besonnesch och d'Ausgangsspär, an all Agréffer an d'Privatliewe vun de Leit opzehiewen.

(s.) Jeff Engelen.

Mir wëllen och, datt d'Handelsfräiheet, d'Liberté de commerce, fir jidderee voll retabléiert gëtt. Wann dat och scho bei ville Geschäfter de Fall ass, da bleift den Horeca-Secteur nach ëmmer heivun ausgeschloss a kann net normal fonctionéieren. Mir bleiwen als ADR bei eiser Fuerderung, datt den Horeca-Secteur nees muss kënne ganz opmaachen, selbstverständlech am Respekt vun deene virgeschriwwene Sécherheetsmoossnamen. An deem Sënn wëll ech lech dann och, Madamm Presidentin, eng zweet Motioun hei iwwerreechen.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten:

stellt fest, datt:

- den Horeca-Secteur nach ëmmer net ouni Aschränkungen am Respekt vun de perséinleche Schutzmoossname fonctionéieren däerf;

- all Beweis vun engem méi héijen Ustiechungsrisiko hei am Verglach mat anere Commercen, déi schaffen däerfen, feelt;

- d'Fonctionéiere vum Secteur, grad wann d'Wieder den Openthalt am Fräien agreabel mécht, positiv Auswierkungen op de Gemittszoustand huet,

ass sech bewosst, datt:

- vill Betriber déi ouni hir Schold a vun der Regierung verursaachte Manner-Recetten net méi laang wirtschaftlech verkraafte kënnen;

- vill Betriber investéiert hunn, fir esou gutt wéi méiglech ënnert de Restriktioune kënnen ze schaffen, och zum Beispill duerch d'Opstelle vu Wiederschutz op den Terrassen,

fuerdert d'Regierung op, am Fall, wou d'onageschränkt Opmaache vun den Hoteller, Restauranten a Caféen net decidéiert gëtt:

- d'Autorisatioun fir Terrasse vu 6 Auer mueres bis 10 Auer owes ze decidéieren;

- den Entreprisen ouni Aschränkung ze erlaben, hire Clienten op den Terrasse Wiederschutz ze bidden, och a Form vun Zelter.

(s.) Jeff Engelen.

Net nëmmen, Madamm Presidentin, hënnert dës Regierung leider mat der Ënnerstëtzung vun der CSV den Horeca-Secteur um Opmaachen, nee, si geet och nach hin a gëtt verschiddenen Terrassen eng nei Definitioun a mécht domadder de Geck mat all deene Patronen, déi extra investéiert hunn, fir hir Clienten nees kënnen ze zerwéieren. Mir kënnen deen Duerjerneen net novollzéien.

Déi dote Gedanken hätt d'Regierung sech och scho kënne virun engem Mount maachen. Mir verlaangen an hätten et och gäre gesinn, wann d'Terrasse wéinstens owes bis zéng Auer hätte kënnen opmaachen. Ech mengen, et gëtt jo elo bessert Wieder, an ech mengen, et deet der Kaz kee Bockel an d'Leit sinn och erëm fir eelef Auer, wann d'Spärstonn ass, doheem.

Madamm Presidentin, mir begréissen, datt e puer kleng Erliichterungen an dësem Gesetz stinn, speziell am Beräich vum Sport an der Kultur. Awer eis geet dat deels net wäit genuch. Et bleift eis e Rätsel, firwat kee Publikum am Sport däerf sinn. De Risiko, fir sech an engem Stadion unzestiechen, ass ganz sécher net méi grouss wéi an engem Kino oder an engem Theater.

Mir verlaangen, datt och eis Sportler an deem Sënn kënnen op hir Supporter zielen. An an deem Sënn iwwerreechen ech lech dann déi drëtt Motioun.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierten:

stellt fest, datt:

- wëssenschaftlech Etüde wéi aus engem Mond vun enger Verschlechterung vun der geeschteger Gesondheet vun der Bevëlkerung als Konsequenz vun de Covidrestriktioune schwätzen;

- d'Gesellegkeet, och am Kader vu sportleche Manifestatiounen, e wichtege Bäitrag fir dës Gesondheet ass;

- d'Regierung net bewisen huet, datt den Ustiechungsrisiko bei enger Sportveranstaltung am Fräie méi grouss ass wéi de Risiko fir de Publikum, sech am Theater, am Concert oder am Kino unzestiechen;

- d'Publikumszuele bei esou Sportveranstaltungen hei am Land net esou grouss sinn, datt ee si misst begrenzen, fir e Mindestofstand tëscht de Leit kënnen am Stadion ze garantéieren,

fuerdert d'Regierung op:

- fir all Sportaarten, déi am Fräie praktizéiert ginn, an alle Kategorien nees Publikum zouzeloossen, an zwar ouni Restriktiounen.

(s.) Jeff Engelen.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci.

(Interruption par M. Claude Haagen)

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Madamm Presidentin, mat hire Fuerderungen ass d'ADR ëmmer manner isoléiert. Am Ufank vun der Kris war meng Partei nach ganz eleng mat hirer Positioun fir de Respekt vun de Grondrechter, mee am Laf vun der Zäit sinn och aner Parteie lues a lues op eis Linn komm an doriwwer eraus och aner Organisatiounen. Doriwwer freeë mer eis.

Héich interessant ass an deem Kontext net nëmmen d'Diskussioun iwwert d'Fräiheet, mee och iwwert déi Krittären, déi als Argumenter beméit ginn, fir eis Fräiheeten anzeschränken. E gutt Beispill ass déi kontrovers Debatt iwwert déi sougenannten Inzidenzwäerter. Mir haten als ADR méi wéi eemol iwwer Sënn an Onsënn vun deem terribel deiere Large-Scale-Testing geschwat a mir haten och eis Iwwerleeungen zu der Aussokraaft an der Interpretatioun vun de PCR-Tester hei méi wéi eemol virbruecht. Mir bleiwe bei eiser Fuerderung, datt d'Cour des comptes soll e Spezialrapport zu dësem Theema schreiwen.

Madamm Presidentin, virun e puer Deeg hate mer an dësem Haus eng animéiert Debatt iwwert d'Situatioun an de CIPAen. An deem Kontext hu mer viru Kuerzem och déi interessant Observatioune vun der nationaler Mënscherechtskommissioun notéiert. Sou wéi d'ADR kritiséiert si d'Situatioun an den Alters- a Fleegeheimer. Vill eeler Leit ware massiv vun der Isolatioun betraff an déi hat e katastrophalen Effekt op hir Psych, soudatt vill vun deene betraffene Leit sech souguer d'Liewe wollten huelen.

Och d'ADR gëtt net midd ze betounen, datt d'Regierung hei endlech misst méi aktiv ginn, nodeems datt déi zoustänneg Ministesch versot huet. Vun der Mënscherechtskommissioun gëtt et dann och vill Kritik, datt dës Mënsche vun hire Relatiounen einfach ofgeschnidde goufen, agespaart an datt hiert Besuchsrecht massiv ageschränkt gouf.

Mir sinn elo gespaant op den Experterapport a verlaangen, datt dee seng Aarbecht op eng wierklech onofhängeg Manéier ka maachen. Mir als ADR fannen och déi Iddi ganz interessant, fir an Zukunft enger externer Instanz d'Iwwerwaachung vun der Mënscherechtssituatioun an den Haiser fir eeler Leit unzevertrauen. Dat kéint iwwert den Ombudsman gereegelt ginn, deen duerfir misst déi néideg Kompetenze kréien an dat néidegt Personal. De Conseil supérieur des personnes âgées hat och schonn esou Iddien entwéckelt.

Madamm Presidentin, mir gesinn och mat vill Freed, datt och am Ausland vill iwwert d'Grondrechter an der Covidkris diskutéiert gëtt. Ëmmer méi Geriichtsurteeler verdeedegen d'Grondrechter vun de Leit géint déi dacks ze vill restriktiv Politik vun de Regierungen. Mir haten Urteeler an deem Sënn aus Portugal, der Schwäiz, der Belsch, e puer däitsche Bundeslänner a mir si gespaant, wéi en aktuell lafende Prozess virum Bundesverfassungsgeriicht ausgeet.

Wéi hei zu Lëtzebuerg d'ADR et scho laang festgestallt hat, gëtt elo an Däitschland doriwwer verhandelt, ob d'Kontaktbeschränkungen an der Famill grad ewéi och d'Ausgangsspär géint d'Grondrechter vun de Bierger géife verstoussen an domadder net verfassungskonform wären. Zemools de Couvrefeu ass eng drakonesch Moossnam, déi an der Bekämpfung vun der Pandemie kaum eppes bréngt a méi e massiven disproportionéierten Agréff duerstellt.

Madamm Presidentin, d'ADR begréisst, datt d'Impfcampagne virugeet, déi fir eis natierlech muss op enger 100%eg fräiwëlleger Basis berouen. Mir begréissen och, datt d'Regierung elo méi Transparenz an der Thematik vun den Niewewierkunge weist. Mir fuerderen d'Regierung op, eis komplett ze informéieren, zu wat fir engen Zorten Niewewierkungen an Doudesfäll et bei deene jeeweilegen Impfstoffer kënnt. Wann d'Leit solle Vertraue kréien, dat geet dat nëmmen iwwert de Wee vun enger Éierlechkeet.

Madamm Presidentin, mir stellen eis och Froen iwwert d'Schnelltester an de Schoulen. D'Kanner sollen dës Tester jo selwer ënnert der Observatioun vum Léierpersonal virhuelen. Dës Tester schéngen offiziellen Donnéeën no däitlech manner fiabel ze si wéi d'PCR-Tester. Falsch Testresultater kënnen awer, besonnesch an engem schoulesche Kontext, ganz problematesch Konsequenzen hunn.

A wann een d'Packungsbeilag vun dëse Schnelltester duerchliest, da stéisst een op follgenden Hiwäis: „Die Testergebnisse dieses Produkts sollten vom Arzt zusammen mit anderen klinischen Informationen umfassend beurteilt werden und sollten nicht als einziges Kriterium angewandt werden." Weider ass nach ze liesen: „Tragen Sie bitte beim Testen Schutzkleidung, klinische Maske, Handschuhe und Schutzbrille." Hei misst d'Regierung nach e realistescht Konzept entwéckelen, wéi esou Tester iwwerhaapt kënne sënnvoll an zouverlässeg agesat ginn.

Madamm Presidentin, och wann an dësem Gesetz e puer Erliichterunge stinn, déi mer och ausdrécklech begréissen, ass et awer dann esou, datt eenzel Grondfräiheeten, déi an der Verfassung verankert sinn, nach ëmmer ageschränkt ginn. An opgrond vun dëser Basis stëmmt d'ADR dëst Gesetz net mat.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Här Engelen. An als nächsten agedroene Riedner ass et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Als Alleréischt wéilt ech dann och soen, datt och mir als Lénk frou driwwer sinn, datt d'Madamm Gesondheetsministesch nees hei ass. Mir haten an hir, och wa mer net ëmmer enger Meenung waren, awer bis elo ëmmer e ganz sträitbaart an intelligent Géigeniwwer. An ech si gradesou frou och, datt de Claude Wiseler erëm op de Been ass, well fir hie gëllt op jidde Fall dat selwecht.

Mir sinn elo bei der x-ter, jee no Zielaart a -weis der 12., 14., 15. oder 16., Ofännerung vum Covidgesetz.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

A fir dat anzeschätzen, muss ee wéi ëmmer ufänke mat der Bewäertung vun der aktueller Situatioun. D'Neiinfektioune si relativ stabill iwwert déi lescht Wochen a Méint. An och am Large-Scale-Testing gesi mer, datt d'Prevalenz an der Populatioun och relativ stabill ass ënner 1 %, wat gutt ass, wat e wichtegen Indice ass, fir datt ee kann aschätzen, datt d'Propagatioun vum Virus aktuell op jidde Fall am Grëff ass.

Méi besuergniserreegend ass awer d'Situatioun an de Spideeler, déi een definitiv als ugespaant ka betruechten, op jidde Fall dee Volet, wat d'intensivmedezinnesch Betreiung ugeet, a virun allem och, well den Undeel vun deene Leit, déi méi jonk sinn oder déi manner eeler sinn, konsequent an d'Luucht geet.

D'Varianten, d'Mutatioune musse mer och weiderhin am A behalen an d'Impfe geet virun, méi lues, wéi mer eis warscheinlech alleguer wënschen, mee et geet awer weiderhi virun. 20 % vun der Populatioun, dat heescht bal jiddwer Fënneften, hunn entre-temps eng éischt Impfung kritt, 7 % vun der Populatioun si ganz geimpft.

Duerfir hu mer et elo hei mat engem Gesetz ze dinn, dat am grousse Ganze keng groussaarteg Neierung mat sech bréngt, mee d'Weiderféiere vun deem Bestoende mat liichten Adaptatiounen. Op där enger Säit hu mer liicht Lockerungen am Sport an am Kulturberäich, Lockerungen am Sport, wou et och an der Vergaangenheet ëmmer erëm zu Mëssverständnisser oder falschen Interpretatioune komm ass: Wéi kënnen ënner wéi enge Konditioune Kompetitiounen ënner wéi enge Leit stattfannen? An och elo hu mer am Beräich vun de Museken ënner bestëmmten Oplagen eng Erliichterung.

A mir sinn och prinzipiell averstane mat deenen zwou bescheidenen Ouverturen. Mir hunn awer e bëssen e Problem mat deem ganze Werdegang. Net nëmmen, datt zënter dem Depot, dee virun enger Woch geschitt ass, dräi weider Amendementer vun der Regierung agefloss sinn, mee et ass d'Beispill vun den Terrassen, dat fir eis symptomatesch ass, wéi effektiv legistesch hei virgaange gëtt. An dat huet leider Gottes traureg Kohärenz.

Virun dräi Wochen also sinn d'Terrassen opgemaach ginn an elo, dräi Wochen drop, maache mer Ännerungen um Gesetz, andeem mer dann definéieren, wat eng Terrass ass. Ech mengen, datt dat awer eng onméiglech Situatioun ass fir jiddwereen, souwuel fir déi Leit, déi direkt betraff sinn, also fir d'Exploitanten, d'Restaurateuren, Bistrotiere wéi awer och fir déi Leit, déi déi Reegele kontrolléiere sollen, dat heescht, och fir d'Police, déi a Situatioune kommen, wou se sech ganz vill Froe stellen an och net richteg wëssen, wéi se virgoe sollen.

An dat, wat mech dobäi awer fochst, ass, datt ech mech bei där Fro vun den Terrassen op jidde Fall erënnere kann, datt mer schonn am Juni d'lescht Joer eepesch Diskussiounen iwwert d'Definitiounen hate vun enger Terrass, also viru knapp zéng Méint! Mir hu stonnelaang, gefillt stonnelaang, a Kommissiounen doriwwer diskutéiert. An dann, zéng Méint drop, gëtt e Gesetz presentéiert, bei deem dann erëm dräi Wochen drop genau op deem dote Punkt, dee mer scho virun zéng Méint undiskutéiert haten, weider gefréckelt gëtt. An et ass dee legisteschen Hickhack, deen een awer lues a lues midd mécht a wou een d'Gefill kritt, datt d'Regierung op deem dote legistesche Plang ëmmer weider aus der Hëft schéisst.

An duerfir proposéiere mir zënter Juni d'lescht Joer, wéi mer déi éischt grouss Debatt haten, wou et ëm Ouverturë gaangen ass, datt alleguer d'Optiounen, déi mer hunn, souwuel, fir Saache méi opzemaachen, weider opzemaachen, wéi awer och am Fall, dee jo kee wënscht an deen awer agetratt ass am leschten Hierscht, wou d'Infektiounen an d'Luucht ginn an d'Spidolsbesetzung erëm méi grouss gëtt, och wa mer mussen zoumaachen, all déi Optiounen, datt déi op den Dësch kommen an datt mer déi kënnen an der Kommissioun diskutéieren, datt mer dat kënnen zesumme mam Staatsrot maachen, zesumme mat den Avise vun de Beruffskummeren, vun der CNPD, vun der Mënscherechtskommissioun et cetera, et cetera, zumindest datt, wann d'Regierung zesumme mat der Chamber dann op de Wee geet, fir eng bestëmmten Optioun ze huelen, se legistesch virdrun ofgekläert ass, duerchdiskutéiert ass a verschidde Froe sech net méi stelle mussen.

Well eng Praxis, an do huet de Rapporteur Mars Di Bartolomeo Recht: Och wann e Groussdeel vun der oder déi gesamt Oppositioun déi lescht Kéieren d'Gesetz net matgestëmmt hunn, mir hunn awer an der Kommissioun matgeschafft, fir souguer déi Saachen, wou mer net domadder averstane sinn, awer besser oder méi kloer ze maachen. An ech mengen, datt dat och de Wee misst sinn!

D'Madamm Lorsché huet dovunner geschwat, datt jiddwereen op deen nächste Projet de loi gammst, wou dann hoffentlech nei Ouverturen dra sinn. Och dat géif elo schonn erëm bedeiten, wann dat dann esou wier, datt mer déi Optiounen awer zumindest um Dësch missten hunn. Domat hätt d'Regierung sech net verbindlech ausgeschwat, datt se déi Optiounen och géif zéien. Mee zumindest hätte mer déi verschidde Varianten um Dësch leien a kéinte se diskutéieren a mir kéinten, mengen ech, ganz villen Onkloerheeten am Virfeld aus de Féiss goen.

Well ech mengen, dorëms muss et awer goen, nämlech, dat ass den allgemengen Interessi, datt Reegelen, déi instauréiert ginn - ob ee se elo opportun oder net opportun fënnt, dat ass nach eng politesch Diskussioun - zumindest kloer sinn. Wann ee vu Leit verlaangt, datt se sech u Reegelen halen, da mussen déi Reegelen och kloer sinn.

Här President, wann ech virdru gesot hunn, datt et gréisstendeels d'Weiderféierung vun aktuelle Bestëmmungen ass, da muss ech natierlech och soen, datt mer mat deem Mix vu Bestëmmungen, wéi en am Moment besteet, eis Schwieregkeeten hunn, firwat mer och an der Vergaangenheet ëmmer géint dëst Gesetz gestëmmt hunn. Och dëst ännert sech net fundamental.

Ech komme just op ee Punkt zréck, well e mer wichteg ass, dat ass d'Fro vum Couvre-feu, e Couvre-feu, deen elo geschwënn en halleft Joer - en halleft Joer! - existéiert, deen extreem liberticide ass. En ass extreem liberticide, well een net méi zu enger bestëmmter Auerzäit ka virun d'Dier goen, ouni ze riskéieren, ugehalen ze ginn a protokolléiert ze ginn. Dat ass eng wierklech extreem wäitgoend Aschränkung vun der perséinlecher Fräiheet. An nach ëmmer ass d'Effikassitéit dovunner net bewisen a scho guer net d'Mouture luxembourgeoise!

An et kann ee sech froen, Här Premierminister, firwat se net bewisen ass, firwat et keng national Etüde ginn iwwert de Couvre-feu oder firwat net an internationalen Etüden déi lëtzebuergesch Mouture matgekuckt gëtt, mat deene Fallzuelen, déi mer zu Lëtzebuerg haten. Zumindest dat hätt een awer misse virgesinn! A wann ee weess, datt mer entretemps en halleft Joer Couvre-feu hunn, mengen ech, wier dat ubruecht gewiescht. Well déi Selbstverständlechkeet, mat där déi Mesuren hei entretemps einfach esou weidergeféiert ginn, ouni datt se gerechtfertegt ginn, ouni sech emol d'Méi ze maachen, se wierklech ze justifiéieren no hirer Effikassitéit an hirer Onauswäichlechkeet, well dat ass jo en Element vu Proportionalitéit, dat mécht mer éierlech gesot awer Suergen.

Ech mengen, et misst ëmgekéiert sinn. Et muss allkéiers déi fundamental Aschränkung vun der Grondfräiheet argumentéiert a gerechtfertegt ginn. Béides ass bis elo net geschitt an et geschitt och dës Kéier net. An ech ginn net op all déi Diskussiounen an, déi et a ganz villen europäesche Länner iwwert de Couvre-feu gëtt, wat seng rechtsstaatlech Proportionalitéit ugeet, vun engem Avis vum däitsche wëssenschaftlechen Déngscht vum Bundestag iwwer Reegelungen an Holland respektiv an der Belsch. Nach a ganz villen anere Länner stelle sech déi dote Froen.

Dir wësst, an ech widderhuelen et net, déi Varianten ..., dat, wat mir proposéiert hunn, wéi een hätt misse virgoen, mat kloren a verbindleche Reegelen a mat Sensibiliséierung a Preventiounsmoossnamen an do natierlech och mat deene Partner, déi wierklech virbäi hätte misse sinn, nämlech d'Gemengen, déi nach ëmmer déi zweet Gei an der ganzer Pandemiebekämpfung spillen. A grad si missten am Beräich Sensibiliséierung a Preventioun déi alleréischt Gei spillen!

Ech ginn awer och, an domat halen ech bal op, op een Aspekt an, wou ech awer och éierlech gesot e bësse schockéiert war - d'Martine Hansen huet et virdrun ugeschwat -, wéi ech dat op RTL gelies hunn, duerno an den Zeitunge gelies hunn, an ech zitéieren: „Et kënnt ëmmer méi dacks vir, datt Patienten, déi zu Lëtzebuerg wéinst Covid-19 hospitaliséiert sinn, an d'Ausland an e Spidol mussen." Dat stoung op RTL, dat selwecht stoung och am „Tageblatt". An do stellen ech mer dann awer Froen.

Wa mir hei awer domadder ugi wéi eng Tut plakeg Mécken, well mer ee Patient aus dem Grand Est an eise Spideeler ophuelen, stellen ech dann awer d'Fro: Opgrond vu wat mussen da Residenten, déi zu Lëtzebuerg hospitaliséiert ginn, an d'Ausland gefuer ginn, well et anscheinend u Material, un Häerzlongemaschinne géif feelen? Wann dat esou ass, da fannen ech dat relativ skandaléis, datt et och e Joer duerno nach ëmmer esou ass, datt mer zu Lëtzebuerg e Materialproblem hunn. Datt mer e Personalproblem hunn, dat wësse mer scho laang, mee datt mer e Materialproblem hunn, dat wier awer nei an dat géif mer awer och weesentlech ze denke ginn.

(Interruption)

Eng allerlescht Remark, an domadder halen ech op, dat ass, wat d'Impfen ugeet: Et kann ee just hoffen, datt et ganz séier virugeet an datt ganz grouss Deeler vun der Populatioun an notamment déi Gefäerdetst kënne geimpft ginn a sech och impfe loossen.

(Interruption par la présidence)

Déi Pandemie kréie mer awer eréischt dann an de Grëff, wa weltwäit déi Capacitéiten zur Verfügung stinn. Well och wann zu Lëtzebuerg, an Europa jiddweree geimpft wier, an an Indien, an Afrika oder a Südamerika geet de Virus weider, entwéckelt e Mutanten, da war alles dat, wat mer bis elo gemaach hunn, fir näischt! Duerfir musse mer d'Produktiounscapacitéite weesentlech an d'Luucht setzen, multiplizéieren. An duerfir musse mer Patenter ophiewen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech si frou, datt d'Madamm Lenert erëm do ass, datt se eng verdéngte Paus awer hat. Et wär schéi gewiescht, wann et net zwangsméisseg dozou komm wär, mee wann een déi hätt kënne fräiwëlleg huelen. Ech mengen, dat hu mer eis alleguerte gewënscht.

Merci och dem Rapporteur fir déi x-te Variant vun engem Rapport iwwer e Covidgesetz. Ech fänken elo net un opzezielen, wéi oft mer schonn hei stoungen. Et fänkt esou lues un, wierklech zur Gewunnecht ze ginn. An deem Joer oder an deem wéineg méi wéi ee Joer, wou mer déi Pandemie elo hei hunn, huet Lëtzebuerg Stand gëschter Owend 790 Persoune verluer, déi sech mam Covid infizéiert haten - 790 Leit!

Mir héieren oft, datt Lëtzebuerg sech glécklech schätze kéint, bis elo gutt duerch dës Pandemie erduerchkomm ze sinn. An dach hate mer esou vill Doudeger ze verzeechnen, wéi wann an engem Joer 10 Lëtzebuerger Probellerfligeren erofgefall wären, oder, fir déi, déi léiwer de Bus huelen, 15 Reesbussen esou schwéier accidentéiert gewiescht wären, datt keen iwwerlieft hätt; 10 Fligeren oder 15 Bussen!

Ech erënnere mech nach, wéi d'Fokker 50 erofgefall ass, wéi grouss den Opschrei war, wéi grouss d'Trauer war, wéi grouss d'Emotiounen do waren. Haut si mer bei 10 Fligeren an engem Joer, 15 Reesbussen an engem Joer! Ech fannen, dat meritéiert en Debat, e méi breeden Debat wéi nëmmen „mir verlängeren e Gesetz". Wat d'Pandemie méi laang nämlech unhält, wat mer méi riskéieren, vis-à-vis vun dëse Statistiken ofzestompen.

A jo, wann een d'Unzuel u Persounen, déi hiert Liewe wéinst dem Virus verluer hunn, mat der Unzuel un deene vergläicht, déi de Virus erfollegräich bekämpft hunn, an och heibannen ass jo deen een oder aneren, deen en hat an e glécklecherweis iwwerlieft huet - an do dann och nach eng weider gutt Besserung un de Claude Wiseler, dee jo dat rezentst Affer war -, kann ech just soen: Et ass awer katastrophal, datt bal 800 Mënschen net ze rette waren! A wann dat u Materialmangel louch oder läit, da musse mer dergéint eppes ënnerhuelen!

Datt et trotz dëser schrecklecher Tatsaach ëmmer nach Leit dobausse gëtt, déi mengen, datt de Covid nëmmen en Hirngespinst ass, ass eng aner Katastroph. De Covid-19-Virus mat all sengen aktuell zirkuléierende Varianten ass geféierlech! A wa mer net wëllen, datt mer zu engem gewëssen Zäitpunkt kranke Mënsche keng Hëllef méi ubidde kënnen, well ze vill Persoune gläichzäiteg an d'Spidol mussen a keng Better méi fräi sinn, da brauche mer Mesuren, fir d'Infektiounen niddreg ze halen.

Impfen ass eng vun dëse Mesuren. An dofir sinn ech och frou, datt mer et zesummen tatsächlech iergendwann e Mëttwoch den Owend fäerdegbruecht haten, souwuel de Marc Goergen wéi och ech, eis op d'Lëscht anzeschreiwen, fir eis fräiwëlleg mam AstraZeneca impfen ze loossen. Ech hoffen, jiddwereen heibannen, deen zu där Alterstranche gehéiert, wat jo awer e gudden Deel ass, huet et änlech gemaach.

D'Fro, déi sech awer hei stellt, ass déi, ob déi aner Mesuren, déi mer aktuell hunn an déi d'Regierung an d'Majoritéitsparteie mam virleienden Text verlängere wëllen, wierklech déi richteg sinn.

Mir hunn hei e Gesetz, bei deem d'Auteuren der Meenung sinn, datt d'Situatioun engersäits gutt genuch ass, fir zu zéng Persounen aus zéng Stéit an engem zouene Raum zesummen Trompett ze spillen, mee net gutt genuch, fir datt dräi Leit bei eng aner Famill heemginn. Et ass gutt genuch, fir zu méi wéi zéng Leit zesumme Sport ze maachen, wann een zwee Meter Distanz hält, mee net gutt genuch, fir d'Ausgangsspär ofzeschafen.

Do stellt ee sech awer Froen. Ech zumindest kann dat net novollzéien, well wéi déi rezent Debatten an Däitschland weisen, ass eng Ausgangsspär en Agréff an d'Grondrechter, deen nëmmen an absoluten Ausnamesituatiounen, an deenen et keng - an ech betounen: keng! - aner Optioune gëtt, envisagéiert dierft ginn. Awéifern d'Ausgangsspär, esou wéi se an dësem Text ëmmer nach festgehalen ass, dozou bäidroe soll, Infektiounen ze senken, konnt d'Regierung bis zum haitegen Dag nach ëmmer net konkreet erklären. An de Kolleeg Marc Baum ass am Detail drop agaangen.

Wat bréngt d'Ausgangsspär un zousätzlechem Schutz, wann et scho Restriktioune ginn, déi festleeën, wéi vill Persoune sech wou a wéi dierfen treffen? D'Ausgangsspär kann d'Leit guer net méi schütze wéi déi konkreet Mesuren, déi d'Kontakter limitéieren a Geste-barrièrë festsetzen.

Dat Eenzegt, dat d'Ausgangsspär besser ka wéi all déi aner konkreet Mesuren aus dësem Gesetz, ass et, Kontrollen zouzeloossen. Amplaz datt d'Police owes un d'Dier schelle kënnt, fir ze kucken, wéi vill Invitéen dobanne sinn, gëtt d'Police an d'Strooss gestallt, fir ze kucken, datt iwwerhaapt keen Invité méi owes an d'Haus erakënnt.

(Interruption)

Domat ass dës Ausgangsspär näischt anescht wéi eng Policemesure. Well d'Leit et méi gewinnt sinn, d'Police op der Strooss ze gesinn, wéi virun hirer Dier, ass eng Ausgangsspär de Bierger méi einfach ze verkafe wéi eng Policekontroll doheem. Mee eigentlech ass et genee dat selwecht: Et geet ëm Kontroll.

Mir hunn an dësem Gesetz kloer Reegelen, déi d'Kontakter limitéieren an dofir wichteg sinn, fir d'Ausbreedung vun dësem Virus anzedämmen. Mee d'Ausgangsspär ass keng dovunner! D'Ausgangsspär ass just eng Mesure, déi et der Regierung erlaabt, d'Biergerinnen an d'Bierger duerch d'Police kontrolléieren ze loossen. De Virus kennt keng Auerzäiten, dem Virus ass et egal, ëm wéi eng Auerzäit d'Leit sech net un aner Mesuren halen. Et geet drëms, sech un déi aner Mesuren am Gesetz ze halen! D'Ausgangsspär erlaabt et just méi einfach, déi ze kontrolléieren. Et ass eng Kontrollmesure a keng Andämmungsmesure.

Mir Piraten bleiwen dofir derbäi, datt dat heiten, déi Ausgangsspär, engem schwéiere Verstouss géint d'Grondrechter entsprécht an datt de Krittär vun der Proportionalitéit hei net ginn ass a scho guer net virum Hannergrond, datt mam haitege Gesetz sollen aner weider Lackerunge gemaach ginn. Dat soll net heeschen, datt mer gewësse Lackerungen net à la base begréissen, mee et geet ëm d'Reiefolleg. Un éischter Stell muss nämlech ëmmer de Respekt vun de Grondrechter stoen.

Dat gesot wëll ech awer och nach ganz kuerz op déi konkreet Lackerungen agoen, déi hei proposéiert ginn.

Déi nei Dispositiounen, déi d'Reegele fir de Sport méi iwwersiichtlech an eenheetlech maachen, onofhängeg dovun, ob zwou, dräi oder fënnef Persoune gemeinsam Sport maachen, sinn definitiv begréissenswäert. Si vereinfache ganz einfach den Alldag.

Mir freeën eis och doriwwer, datt bei der Dispositioun iwwert d'gemeinsaamt Musizéieren entscheet gouf, datt déi komesch Reegel, déi awer e bëssen eng Neiegkeet gewiescht wär, datt véier vun zéng Leit missten eng Mask unhunn, wärend déi aner sechs keng missten unhunn, fale gelooss gouf. Ech mengen, dat vereinfacht d'Verstoe vum Gesetz.

Wat an der Kommissiounssëtzung och schonns erreecht konnt ginn a wat eis Piraten och ganz frou mécht, ass, datt, wéi mer an eiser Motioun, déi an d'Kommissioun verwise gouf, jo gefuerdert haten, elo och nach e System kënnt, fir déi Rescht bleiwend Impfdosen u Fräiwëlleger ze verdeelen, amplaz datt do e bësse fräihänneg agéiert gëtt. Mir si schliisslech hei net an enger Situatioun, an där mer eis et leeschte kéinten, och nëmmen eng eenzeg Dosis ze verschwenden!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Ofschloss wéilt ech dann awer nach op déi vulnerabel Persounen aus de Wunnstrukture fir eeler Leit ze schwätze kommen. Ech bedaueren, datt eis Proposition de loi fir d'Protocoles sanitaires an den Altersheemer a Logements encadrés nach net an der Kommissioun behandelt konnt ginn, datt nach net konnt e Rapporteur genannt ginn, datt se nach net weider... konnt ginn, well …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Um Ordre du jour vun där nächster Sëtzung!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci. Ech wollt grad dorobber kommen. Mee et ass awer e bësse schued, datt de Staatsrot hei méi séier konnt schaffe wéi d'Chamber.

(Hilarité)

Politik muss hir Responsabilitéite vis-à-vis vum Drëtten Alter huelen. An dat soen ech och un d'Adress vun der Regierung, déi dréngend d'Reglement iwwert d'Medikamentendepote muss fäerdeg ausschaffen, fir datt et esou och am Gesetz kann applizéiert ginn. Well d'Gesetz ass schéin a gutt, mir brauchen awer och de Règlement d'exécution, soss geschitt nämlech guer näischt. Ech mengen, datt mer eis hei alleguerten eens sinn, datt een esou Saachen op wichtege Punkten net schleefe kann an däerf loossen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat allem, wat ech gesot hunn, wäert Der verstoen, datt mir Piraten dëse Projet haut net matstëmmen. Ech sot et schonns: De Schutz vun de Grondrechter muss ëmmer un éischter Plaz stoen. An e Gesetz, wat géint dëse Grondsaz verstéisst, dierft an eisen Ae keng Majoritéit fannen. Soulaang et hei an dësem Gesetz eng Ausgangsspär wäert ginn, wäerte mir eisen Accord net kënne ginn. Dat hält eis awer net dovunner of, um Rescht vum Gesetz matzeschaffen a konstruktiv Proposen ze maachen. Heiansdo gi se akzeptéiert, wat mer ganz begréissen, heiansdo net. Dat ass Demokratie.

Ech mengen, et ass nach kee Gesetz esou aus der Kommissioun erausgaangen, wéi et erakoum. An de Mars Di Bartolomeo huet virdrun eppes gesot, wat mech awer e bëssen interpelléiert huet, wéi e gesot huet: „Et ass schued, dass mer déi Gesetzer hei ëmmer 31 zu 29 ofstëmmen." Ech fannen et och schued a wann Der bei der nächster Interventioun zwou Stëmme méi wëllt hunn, da schaaft d'Ausgangsspär of an definéiert nei Reegele fir d'Zesummekommen doheem. Da kënnt Der op eise Support zielen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Gitt mer dat schréftlech!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Erlaabt mer, Iech fir d'éischt och meng Freed hei virzebréngen, dass d'Madamm Lenert nees en forme ass an ech och d'ganz Woch scho mat hir ganz vill geschafft hunn. Ech muss Iech soen, dass ech mech doriwwer ganz vill freeën. A selbstverständlech wëll ech och direkt dem Här Di Bartolomeo Merci soe fir säin - ech soen „x-ten", da sinn ech sécher, dass ech net falschleien - Rapport iwwert d'Covidtexter.

Här President, wann een elo den Text kuckt, déi eng soen, „jo, et si kleng Ännerungen", „et si grouss Ännerungen". Um Text sinn et vläicht kleng Ännerungen. Ech kann Iech just soen: Fir déi Leit, déi et concernéiert, déi Leit, déi Sport maachen, fir d'Leit, déi Prouwe brauche bei der UGDA, bei der Musek, sinn dat heite Riseschrëtt, fir d'Danzen, fir de Yoga, fir d'Communautéit, fir d'Veräinsliewen, fir nees e gewëssen Deel Normalitéit ze kréien! Fir si an och fir d'Exploitantë vun deenen Zenteren ass et och ganz, ganz wichteg, well mat deene Restriktiounen hu se selbstverständlech och ganz, ganz vill Leit verluer. Dat muss ee just wëssen.

Erlaabt mer awer, ech kommen net derlaanscht, e Resümmee ze maachen. D'Madamm Hansen huet eis haut fir d'CSV ..., ech hu wéineg konkreet Proposen héieren, mee virun allem de Resümmee vun engem Joer. An et ass dat, wat mech stéiert, well je me propose de rebondir op dat, wat den Här Di Bartolomeo gesot huet an elo just den Här Clement vun den 31 zu 29. Ech hunn déi lescht zwielef Méint bal ëmmer als Refrain héieren: „Et ass ze spéit", „et ass ze fréi", „et ass ze spéit", „et ass ze fréi", „et ass ze vill", „et ass net genuch", dat net bei verschiddene Sujeten, mee souguer heiansdo an där selwechter Partei beim selwechte Sujet!

Ech huele Chrëschtdag: Fir deen een huet ee missen opmaachen, fir deen aneren huet ee missen zoumaachen. D'Altersheemer hu missen opmaachen, well een d'Leit net sollt aspären, fir anerer hu se missen zoumaachen. Mee konkreet Propositiounen hunn ech vermësst déi lescht Méint! Vill Kritik hu mer eis mussen unhéieren, ganz vill Kritik!

(Interruption)

A wann ech hei elo vum Här Clement gesot kréien: „Wann Der gären zwou Stëmme méi hätt, da sollt Der de Couvre-feu eraushuelen", dat war och den Argumentaire vum Här Wiseler déi lescht Méint, fir ëmmer géint de Covidtext ze stëmmen. D'Etüd vun der Oxford University seet, dass de Couvre-feu méi bréngt wéi d'Schoul zouzemaachen! Här President, ech hu léiwer 31 zu 29 an d'Schoulen, déi op sinn, wéi e Couvre-feu wëllen onbedéngt mussen ewechzehuelen an de Risk ze hunn, dass d'Schoulen zouginn! Dat dote seet eng Etüd, dass et méi effikass ass.

Duerfir, Här President, insistéieren ech op deem Punkt. Vläicht ass déi Majoritéit knapp mat 31 an ech hätt léiwer, mir hätten et fäerdegbruecht, 60 Stëmmen ze kréien, well elo ass dee Moment, wou d'Leit dobaussen och gären hätten, dass mer zesummenhalen, dass mer keng Politique politicienne maachen! Mee ech mengen, deen Zuch ass verpasst gi vu ganz ville Parteien. Amplaz sachlech ze probéieren, de Leit dobaussen ze weisen, dass mer zesummenhalen, fir aus där Kris ze kommen, hu verschidde Leit probéiert, hei e politesche Benefiss ze maachen, an ech fannen dat schued!

Une voix.- Bravo!

Une autre voix.- Wat seet dann den Här Juncker?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wa mer vun der Ouverture vun den Terrasse schwätzen, dat war déi gréissten Zoustëmmung, déi mer bis elo haten nom État de crise - 58 vu 60. Jo, et war och an där Logik, déi mer depuis le début hunn, vun Equiliber tëschent Restriktiounen a Fräiheeten, wou mer nees nächst Schrëtt kënne maachen.

Kuckt eng Kéier dobaussen! D'Leit hunn et gebraucht. D'Leit, den Exploitant hunn et gebraucht. Mir hunn Iech erkläert, et wier eng „bouffée d'air", eng „bouffée d'oxygène" fir d'Leit, an d'Leit hunn et gebraucht, mee och deen, dee geschafft huet. A selbstverständlech, d'Meteo, den éischten Dag war net déi bescht Meteo. Mir si fir villes responsabel, mee wannechgelift, gitt eis net och nach d'Responsabilitéit fir d'Meteo! Mee mir hu gesinn, dass d'Leit et gebraucht hunn. An depuis le début probéiere mer justement, deen Equiliber ze fannen. A wann e Couvre-feu do ass, ass et vläicht, well mer aner ... Hei zu Lëtzebuerg gëtt et och e Couvre-feu, mee zu Lëtzebuerg ass d'Kultur zum Beispill op, zu Lëtzebuerg ass de Sport op, zu Lëtzebuerg ass de Commerce op, zu Lëtzebuerg sinn d'Schoulen op! Zu Lëtzebuerg kann een ee besiche goen! Et kann een zu zwee bei ee goen, wou a verschiddene Länner d'Bulle méi kleng ass.

Jo, mir kënnen, mir hunn déi Rechter, dat kënnen ze maachen, wou an anere Länner déi Rechter net do sinn. An dat ass eeben deen Equiliber, wou ee vläicht op dat eent e bësse verzicht, fir aner Saachen awer kënnen opzemaachen, well een net just dat eent sollt kucken, mee dat Gesamtbild och hei muss analyséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, et si bal 100 Froe gestallt ginn. Also duerfir, mir hunn nëmmen 20 Minutten. Duerfir hunn ech schonn der Madamm Tanson an dem Här Vizepremier Kersch gesot, si bräichten net ze intervenéieren, well mir hätten net genuch Zäit. Mee ech hunn Iech virdru gesot, wéi wichteg et ass. An duerfir wëll ech och de Ministere Merci soen da fir hir Presenz, fir dee Schrëtt, dee mer gemaach hunn.

Zum CSMI: Den AstraZeneca, Här President, mir hunn en Avis vum CSMI kritt. Hei gëtt gesot: „Et ass net ganz kloer." Mir hunn en Avis vun der EMA kritt a mir hunn en Avis vum CSMI kritt. An haut ass eng Question parlementaire urgente vum honorabelen Här Spautz och beäntwert ginn, wou mer ganz genau erklären, wéi de Prozedere ass. An et wier irresponsabel gewiescht, Här President, e Vaccin, vun deem bewise gëtt, dass en awer eng Protektioun vis-à-vis vum Covid bréngt, einfach an der Déifkilltru fir déi nächst Wochen a Méint vläicht kënnen ze halen. A mir hunn an dësem Moment tëschent 24.000 a 25.000 Leit, déi sech schonn ageschriwwen hunn, fir volontaire mam AstraZeneca och geimpft ze ginn. An dat weist selbstverständlech och, dass d'Bereetschaft vun de Lëtzebuerger, fir geimpft ze ginn, och eng grouss ass.

Beim Johnson & Johnson wëll ech Iech soen, dass och d'EMA seet: „kee Problem!", mee mir wëssen, dass den CSMI sech autosaiséiert huet. Dofir, mir hätten haut kënnen Invitatioune verschécke fir den Johnson, mir wëllen awer léiwer waarde bis muer oder iwwermuer oder bis e Méinden, wa mer den Avis vum CSMI hunn. Well wann deen déi selwecht Restriktiounen huet, kann ech haut, Här President, net ausschléissen, dass mer d'nächst Woch mussen d'Decisioun huelen, dass den Johnson och an déi File vum Volontariat kënnt. Dat kann een haut net ausschléissen! Mee elo och en aneren Impfstoff an de Frigidaire wëllen ze stellen, mengen ech, wier och irresponsabel.

An da gëtt gesot: „Ass mat Dänemark geschwat ginn?". Dänemark huet kommunikéiert, dass se en am Moment géifen halen, well se eng Situatioun hätten, déi hinnen et géif erméiglechen, dass se en net géife benotzen, mee si géifen en awer halen. Mee mir hunn iwwert den Ausseministère an iwwert d'Santé Kontakt opgeholl mat den Interlocuteuren, fir ze soen, wann iergendeen seng Vaccinen net méi kéint oder net méi wéilt, dass mir op jidde Fall interesséiert wieren, fir se ze huelen, ze kafen, ze tauschen, dat heescht elo ze kréien, fir duerno eng Kéier kënnen zréckzeginn.

Iwwert d'Schnelltester: Mir hunn och iwwer 14 Milliioune Schnelltester bestallt. De But vun eis ass, dass mer och eng large Distributioun maachen. Et si schonn 150.000 Schnelltester - Autoschnelltester, déi, déi ee selwer mécht -, déi och schonn iwwerall an de Grande-surfacë verkaaft ginn, déi si säit e puer Wochen och an de grousse Supermarchésketten ze fannen. Do gesäit een, dass och d'Bierger se schonn an hire Quotidien geholl hunn, mee d'Regierung ass, wéi gesot, mat där Commande vun iwwer 14 Milliounen Tester och amgaangen, ganz genau ze kucken, wéi ee mat der Aarbecht soll kucken, wéi ee mat verschiddene Projete ka kucken. A mir sollen dat och esou breet wéi méiglech an de Grand public kënne kréien.

Här President, ech wollt direkt ophalen, elo hunn ech d'Hallschent vun der Zäit ..., mee ech wollt just nach ee Punkt maachen, well deen ass vu kengem hei erwäänt ginn: D'lescht Woch ass och en SOS komm aus der Psychiatrie, dass d'Psychiatrie iwwerlaascht ass. Et gëtt aner Ursaachen, och vläicht net genuch Plazen, vläicht net genuch Dokteren. Mee deen Appell solle mer net vergiessen.

A wéi mer mat der Madamm Lenert d'Spideeler besiche gaange si virun e puer Méint, stoung ech hei an dunn hunn ech Iech gesot, dass en Equiliber tëscht Restriktiounen a Libertéiten dee richtege Wee ass. De Mënsch brauch och Fräiheeten. De Mënsch brauch Sécherheet, mee de Mënsch brauch och Fräiheeten. An dat ass dee Wee, dee mer déi lescht Méint gemaach hunn. A mir mussen alles weiderféieren, fir dass d'Psychiatrie net och op eng Kéier ... oder d'Konsequenzen à moyen terme méi laang daueren, wéi de Virus eis iwwerhaapt duerno och hei concernéiert.

Ech weess, mat de Varianten, « on n'est pas sorti de l'auberge ». Et gëtt jo souguer vun enger drëtter Impfung geschwat. Ech wëll elo net hei Panik maachen, mee et ass alles méiglech, dass mer nach Enn des Joers nei Informatioune kréien, wou - bon, d'Varianten ... - mir mussen e Rappell oder e Booster maachen. Mee mir sollen einfach net ënnerschätzen, wéi eng psychologesch, psychiatresch, mental Repercussiounen eng Kris och huet. Doweinster, déi Leit, déi gemengt hunn depuis le départ, et soll een eng Cloche iwwert d'Land maachen an et soll een de Leit iwwerhaapt keng Fräiheete ginn a mir wieren, an ech zitéieren, „irresponsabel", et wier vill ze fréi, et wier geféierlech, wéi dës Regierung schafft ... Ech mengen, mir hu bis elo probéiert, den Equiliber tëschent deem engen an deem aneren ze fannen.

Et ass keen einfache Wee, mee ech hätt léiwer gehat, mir hätten deen zesumme gemaach wéi allkéiers 31 zu 29. Et ass net dat schéinste Bild vun enger Chamber, Här President, fir net zesummen - zesummen! - hei ze weisen an deene schwéiersten Zäiten, déi ech an deene leschten aacht Joer och hat, dass een zesummenhält, wann d'Land et brauch.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premierminister a Staatsminister Xavier Bettel. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech si frou, erëm hei ze sinn an effektiv kee vun deene ville Momenter verpasst ze hu bis elo am Endeffekt. E grousse Merci och un de Rapporter fir deen ausféierleche Rapport.

Wat maache mer hei - ech kucken, mech kuerzzefaassen -, ma mir spillen op Zäit. Et ass ganz kloer, d'Situatioun ass wuel stabel, dat ass positiv. Am Verglach mam Ausland sti mer relativ gutt do. Ech wier och frou, wa mer vun den Doudege schwätzen, wat en tragesche Kontext ass, wann ee sech géif op d'Surmortalitéit referéieren. Dat wier e bësselche manner populistesch an et géif d'Leit vläicht net esou opdréien, wéi wann ee just mat deene blanken Zuele spillt.

Wat bedeit „Spillen op Zäit"? Et bedeit, eppes an d'Längt ze zéien. Mir sinn an engem kritesche Moment an dëser Pandemie, wou mer ganz vill Progrèse gesinn iwwert d'Impfen. Mir si keng Formel 1, dat mag sinn. Dat wäerte mer awer eréischt richteg gesinn, wa mer ganz doduerch sinn. Mir huele ganz gutt op am Moment. An ech hunn och net d'Wonnerrezept héieren, wéi mer wierklech kéinten acceleréieren zu dësem Zäitpunkt, vu dass mer ofhängeg si vun de Liwwerungen.

Allerdéngs ass dat Positiivt, dass mer e ganz genauen Effet gesi vun den Impfungen. Et gëtt gesot, d'Leit wëssen net: Wat ass den Impakt, wat geschitt? Et gesäit ee ganz gutt, wann een eis Rapporte kuckt all Woch, dass sech dat um Niveau vun den Neiinfektioune bemierkbar mécht. Mir gesinn, dass eeler Leit sech vill manner infizéieren. Et ass e Réckgang, et ass bal d'Hallschent nach vun der Inzidenz bei den iwwer 75-Järegen. An där Kategorie just drënner hu mer e Minus vu 17 %, wou sech Leit nëmmen op eng Woch decaléiert manner ustiechen. Dat ass e ganz positiven Trend. Dat soll eis optimistesch stëmmen. Dat soll eis dat berüümt Liicht um Enn vum Tunnel virun Aen halen. Mir sinn amgaangen ze impfen an dat wäert de Schlëssel sinn, fir lues a lues hei erauszekommen.

„Spillen op Zäit", dat bedeit, eppes ze sécheren, wat mer hunn: Mir hunn eng gewësse Stabilitéit. Mir haten d'Chance, an där drëtter Well hei net esou krass getraff ze ginn, wéi aner Länner dat hu misse matmaachen. Dat heescht, mir hunn eng gewësse Stabilitéit an déi wëlle mer eis sécheren, déi wëlle mer halen duerch dat Spill op Zäit. Dat ass eng kloer Taktik an dat ass och eng Strategie, well mir wëllen net hin- an hierfueren. Duerfir si mer am Moment ganz virsiichteg, fir net iwwerstierzt elo opgrond vun enger relativer Stabilitéit hei am Land e Schrëtt ze vill ze huelen an erëm nach eng Kéier mussen zwee Schrëtt zréckzegoen.

„Spillen op Zäit", dat heescht also, net ze wëssen, wou ee wëllt higoen. Dat ass eppes, wat ee ganz bewosst mécht a ganz kloer mécht op eng gewëssen Zäit mat engem gewëssenen Zil. Eis Strategie bleift nach wie vor déi selwecht: Mir hu ganz fréi drop gesat, den ausféierleche Monitoring en place ze setzen, net mat engem Indicateur ze schaffen, mee mat villen Indicateuren, an dann eebe Schrëtt fir Schrëtt ze kucken, wat méiglech ass, ëmmer en Fonctioun vun den neisten Erkenntnisser, déi mer hunn, vun den Erfarungen, déi mer gemaach hunn. An dat bedeit, dass mer eebe flexibel sinn an zäitno kucken, dat Bescht aus der Situatioun erauszezéien, wat mer kënnen erauszéien.

Mir hu vun Ufank un, et ass gesot ginn, Dir frot et scho säit Méint, effektiv kee feste Plang an de Stee gemeesselt - wat geschitt, wann ...? -, well ganz vill Inconnuen ëmmer erëm ..., et gëtt een ëmmer erëm iwwerrascht mat neie Varianten, mat neien Effeten. An da muss ee sech upassen. Mir hunn dat ganz bewosst net gemaach. Ganz fréi hu mer als Land déi Optioun geholl. Et ass komplizéiert ze erklären, wann ee mat verschiddenen Indicateure schafft, ouni genau Inzidenz. Ech muss awer soen, ech sinn haut berouegt ze gesinn oder frou ze gesinn, dass vill Länner elo och op dee Wee ginn. Vill Länner hunn et probéiert mat engem Plang, ech kennen der net vill, déi nach dobäi sinn. Dir hutt mer virun enger Zäit hei gesot: „Kuckt emol Irland, déi hunn e klore Plang, et ass einfach fir d'Leit ze verstoen!"

Ben, ech stellen d'Fro, kann ee vun Iech mir erklären: Wéi wier et dann elo an Irland? Wa mer d'Krittären hätte vum Plang vun Irland, wat wier dann elo hei mat eiser Inzidenz hei am Land? Wann dat esou einfach ass, wier et jo och einfach, dat ze veranschaulechen. Et ass awer net esou einfach!

Ech hu gekuckt gehat an der Press virun e puer Deeg: An Irland ass grouss Onrou, d'Onzefriddenheet ass op hirem Pic ukomm säit Ufank vun der Kris. De Plang kann net agehale ginn. Et si keng kloer Zuele méi, déi do stinn. Et gëtt geschwat vun eventuellen Oplockerungen, vun engem Monitoring, dee muss gemaach ginn iwwer all Chessmove, wou se soen ... Dat heescht, si kommen op déi Strategie, déi mir scho laang en place hunn, déi mer scho beim éischten Deconfinement haten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- All eenzelne Schachzuch, all eenzelnen Chessmove muss gemonitored gi mat engem Ensembel vun Indicateuren. Genau dohinner kënnt och Irland elo zréck. D'Leit verstinn et net, si haten un dee Plang gegleeft, mee si krute Sand an d'Ae gestreet. An et ass dat, wat ech Iech ëmmer gesot hunn: Mir maachen dat net, mir gaukelen de Leit näischt vir, eng Kloerheet, déi mer ganz einfach net hunn, eng Gewëssheet, déi mer net hunn.

Dann Italien: Ech krut de Moie gesot, an der Lombardie huet de Plang, dee se haten, elo mëttlerweil scho 17-mol geännert. Ass dat d'Léisung? Ech weess net, ob dat d'Léisung ass. D'Leit gleewe jo net méi drun.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An dann an der Schwäiz, hunn ech och nogekuckt: An der Schwäiz hu se ganz délibérément drop renoncéiert, sech op een Indicateur festzeleeën, dat steet klipp a kloer an hirer Strategie. Och si soen, dass ee muss dem Kontext Rechnung droen, dass ee muss flexibel sinn an dass ee muss der Dynamik Rechnung droen. Wann ee seet, „der Dynamik Rechnung droen", dann heescht dat, dass eng selwecht Zuel jee no Kontext eppes anescht seet. Si mer grad amgaangen eropzegoen, si mer stabel oder si mer amgaangen erofzegoen? Dofir kucke mer jo den R-Facteur, den Taux de positivité a vill aner Saachen eebe parallell - dat heescht Monitoring mat enger gewësser Navigation à vue. Dat ass och de Schwäizer hir Erkenntnis mëttlerweil.

Dann an Däitschland: Däitschland ass vill zitéiert ginn. Ganz oft huet den Här Wiseler mech drop verwisen - „dat ass jo sou e klore Plang“, hei an do. D'RKI, hunn ech gelies, hiert Dokument „Control-COVID“ vum Mäerz elo, do schreiwen se och: Eng automatesch Koppelung un een Indicateur ass net dat, wat duergeet. Dat steet ganz kloer do dran. Et steet och do, dass keng „belastbare Evidenz für scharfe Grenzwerte“ virläit, Stand haut.

Duerfir, wann Der frot no wëssenschaftlecher Basis: Ben, dat gëtt et einfach zu dësem Zäitpunkt net. Et gëtt keng belaaschtbar Beweiser, dass eng gewësse Mesure gräift oder net. Et schafft ee mat Päck, mat Ensembelen an et muss een hoffen, dass dat Ganzt gräift. Mee mir hunn nach net déi Erkenntnisser, déi ee sech vläicht géif wënschen. Keen huet se virleien.

Da Frankräich: Och Frankräich huet e „conseil scientifique Covid-19“. Deen huet elo am Mäerz och fir eng Strategie plädéiert, dat nenne si „précoce“. Wat ass dat, déi „stratégie précoce“, fir déi do plädéiert gëtt? Ma genau dat, wat mir säit Laangem en place hunn: alt erëm en Ensembel vun Indicateuren, net een. An, dat ass vläicht berouegend, mir wousste vun Ufank un, dass et net einfach ass ze erklären - ben, si schreiwen dat. Si schreiwen, dass deen dote Choix oder déi dote Strategie « difficile à faire comprendre » ass an och « à faire accepter », well se „contre-intuitive“ ass. Jo, et ass net esou einfach ze erklären, wéi wann ee seet: „200 ass d'Zuel, 50 ass d'Zuel an da kënnt dat, dat, dat.“ Et ass méi komplizéiert, et ass awer méi fair an et ass méi richteg.

De Virus, dee wierkt global. Et gëtt vill vum Eenzelne geschwat. Den Eenzelnen huet nëmmen en Impakt, well en en Deel vum Ganzen ass. D'Proximitéit, dat ass de gréisste Frënd vum Virus. An et deet mer leed, et ass dem Virus ganz sécher net egal, ob de Weekend 1.500 Leit Fussball spillen oder just 300. Dat mécht e ganz groussen Ënnerscheed, well all Proximitéit ass e Risiko. Et kann ee se esou gutt ofdecken a schütze wéi ee wëllt, et bleift ëmmer e Reschtrisiko.

A wa mer an enger kritescher Situatioun si wéi am Moment nach, da gëtt et keen anere Wee wéi alt eeben déi Proximitéit iergendwou ze drossele quantitativ do, wou ee kann. An och dat ass Sënn an Zweck vun engem Couvre-feu, well wa mer dobanne sinn, hu mer par définition halt einfach keng Interaktioune méi. Et ass net den Eenzelnen, deen do vläicht e Problem hätt, oder ech mengen, effektiv, den Eenzelnen, deen owes spadséiere geet, ass keng Gefor. Mee den Effet, dee mer sichen, ass e globalen Effet, fir ab enger gewësser Auerzäit halt einfach eng Quantitéit un Interaktiounen iergendwou evitéiert ze kréien. An deem Sënn huet dat Ganzt schonn eng Logik.

Ech wollt nach kuerz agoen op e puer Froen, déi opgeworf gi sinn. Dat ass jo dat, firwat mer hei un d'Pult kommen als Regierung. „Mëschimpfung?“, ass gefrot ginn. Ech géif drop verweisen, dass dat am Moment nach net recommandéiert ass. Och no schwangere Fraen ass gefrot ginn. Dir wësst, eisen CSMI, dat ass e Gremium, deen dës Chamber agesat huet, dat ass iwwert d'Gesetz virgesi mat enger bestëmmter Besetzung. Déi Leit äussere sech hei ganz oft am Kader vun där Kris. Si hunn en Avis gi ronderëm schwanger Fraen.

Mir als Regierung halen eis dorunner. Ech gesinn dat och esou, dass dat dat ass, wat vun eis erwaart ass vun der Chamber, soss wier dat jo net esou am Gesetz virgesinn, dass mer dee Gremium hätte mat där Besetzung, deen en huet. Dat ass eise Conseil scientifique, wéi et der och parallell am Ausland gëtt. An do hale mer eis un dat, wat d'Experten nun eeben emol virginn zu deenen eenzelnen Theeme mat allen Evolutiounen, déi kommen. Déi Leit suivéieren dat jo och. Mir hunn eis eegen Experten, déi och déi auslännesch Avise suivéieren. A si autosaiséiere sech jo och ganz oft, wéi Der wësst, dat ass alles ëffentlech.

Dann zu de Schnelltester: Do ass et net richteg, dass de Pilotprojet of… Mir haten e Pilotprojet virun der Ouschtervakanz, jo, an deen huet eis erlaabt, elo an déi nächst Etapp ze goen, wou mer ufänke mat eemol d'Woch. Mee d'Zil ass selbstverständlech, iwwert déi nächst Wochen eropzefueren. Mir fänken u mat engem, mir wäerten och zwee Tester d'Woch lues a lues maachen an der Schoul. Dat ass esou geplangt. Ech hat schonn d'Geleeënheet, dat och ze erklären. A mir wäerten och da kënne vergläichen, ob mer mat engem d'Woch d'selwecht Resultater hu wéi zweemol d'Woch. Dat ass alles geplangt.

Schnelltester hu mer. Ech hat nogekuckt, ech hunn et entre-temps zwielefmol erkläert: Eis Strategie ass vun Oktober un. Ech ginn net méi an den Detail an, mee mir hunn am Oktober effektiv eng hallef Millioun Roche-Schnelltester kaf gehat. Ech hat héieren iwwert déi lescht Wochen, dass gesot ginn ass, dat wiere keng, dat wiere guer keng Schnelltester. Ben, Roche-Schnelltester, dat sinn déi bescht Schnelltester gewiescht, déi am Oktober um Maart waren. Dat si séier wuel Schnelltester an déi hate mer am Asaz zu engem groussen Deel mat enger Strategie, déi Der kennt. Wéi gesot, ech hu se schonn zwielefmol erkläert, deels hei, deels an der Chamberskommissioun.

Do doniewent hu mer natierlech ganz vill Bestellungen lafen. Och do hutt Der schonn heiansdo en Tëschebilan gefrot. Ben, ech kann lech soen: Stand de Moien hu mer iwwer eng 14 Milliounen an der Bestellung. Et war zu kengem Zäitpunkt e Problem, fir déi ze kréien. Dat hunn ech lech och erkläert gehat op Nofro. Mir sinn hei net an enger Situatioun, wou ee mat engem Produkt ze dinn hätt, wat een net kritt. Asoufern kafe mer selbstverständlech an. Mir halen am An, wat Neies kënnt, a schaffen och drun, dat an enger nächster Phas, wa mer déi Stabilitéit hei kënnen halen, wierklech massiv an den Asaz ze kréien. Dat ass Sënn an Zweck vun deene Projeten, déi elo lafen, déi mer auswäerten.

Mir suivéieren och ganz genau, wat déi éischt wëssenschaftlech Erkenntnisser si ronderëm Pilotprojeten, déi an Däitschland zum Deel gelaf si mat Tagespass. Do sinn éischt Etüden, déi elo public gi sinn déi lescht Deeg. Dat sinn alles Saachen, déi mer genaustens kucken, fir dann och do erëm eng Kéier fir eis dat Bescht draus ze maachen an dann hoffentlech ganz geschwë kënnen an eng nächst Etapp iwwerzegoen.

(Intervention de la présidence)

Dir hutt d'Fro och opgeworf: „Wéi ass et mam Reporting? Wou gëtt dat gemellt bei engem Schnelltest?“ Ech géif lech invitéieren, d'Santé mécht säit Méint e weekly Report - dat ass online, gëtt der Press virgestallt -, do hutt Der eng Rubrik dran, extra eng separat Rubrik, wou déi positiv Resultater vun de Schnelltester och drastinn. Dat kann ee ganz kloer also liesen, wann een dat am Detail wëllt wëssen.

Da géif ech gären op d'Spideeler agoen. Dir hutt gesot, et wier keen drop agaangen, et wier keng Diskussioun gewiescht fir separat Strukturen. Och doriwwer hate mer oft hei rieds. Natierlech hu mer doriwwer diskutéiert. Ech hat lech gesot: Mir si Visitte maache gaangen an Däitschland.

(Intervention de la présidence)

Mir hunn dat mat eise Spideeler duerchdiskutéiert mat eisen Experten, a mir sinn alleguerten zur Konklusioun komm, dass eise System eis u sech méi iwwerzeegt. Mir hunn och hei e Rapport gemaach an der Plenière, souguer hei an der Chamberskommissioun hu mer doriwwer geschwat. Et ass also net esou, wéi et hei duergestallt gëtt, dass dat zu kengem Moment opgegraff ginn ass, dass do kee sech Gedanke gemaach hätt, a scho guer net, dass mer lech net au courant gehal haten, quitte dass ee weess, dass et an engem Joer vill Informatioune sinn an dass ee vläicht Verschiddenes net verhält.

Mir sinn an enger Phas 3 an de Spideeler. Duerfir ass et och net erstaunlech, dass Der déi eng oder aner Noriichte kritt vu Saachen, déi ausgesat ginn. Eist Zil ass, an enger Phas 2 ze bleiwen. Am Moment si mer net do, mir sinn an der Phas 3.

Dann, Patienten an d'Ausland, gutt. Wat war do als Fro komm? Ech hat eng Kéier vum Här Wiseler gesot kritt: „negativ Propaganda“. Hei war et elo: „ugi wéi eng Tut plakeg Mécken“. Ech weess net, wéi déi dat maachen. Ech kann lech just soen, dass mer hei vu verschiddene Saache schwätzen. Wourëms geet et? Déi Leit, déi an d'Ausland ginn, dat huet näischt domadder ze dinn, dass mer keng Respirateuren hunn, dat ass keng Beootmungsmaschinn. Dat, wouvu mir hei schwätzen, ass en ECMO, dat ass eng kënschtlech Long, eng kënschtlech Häerzlongemaschinn, déi am INCCI … Där hu mer der eng véier Stéck am Asaz, mir kënnen dat op sechs eropfueren, e ganz héijen techneschen Equipement, wou mer als Land ganz gutt gestallt sinn a wou mer mat der Groussregioun zesummeschaffen, scho säit Laangem. Dat ass u sech an der Häerzchirurgie, wou dat agesat gëtt.

Wann elo e Covidpatient eng Longefibros mécht, da kënnt en och un esou en Apparat. A mir hunn d'Chance, där ze hunn. Mir hunn der souguer dräi déi ganzen Zäit reservéiert just fir Covidpatienten. Et kënnt awer vir, dass mer effektiv saturéiert sinn, da ginn d'Leit an d'Ausland. Dat ass vice versa, huet awer strictement näischt mat Covidmaterial ze dinn, mat Respirateuren - ech huelen un, dass Der dorop Allusioun gemaach hutt.

An ech mengen, esou en ECMO, dat keeft een net einfach esou vun haut op muer. Do si mer wierklech an enger Planification hospitalière. An ech hu mer elo soe gelooss vu menge Leit, dass mer am Verglach do gutt dostinn als Lëtzebuerg mat deenen Equipementer, déi mer hunn. Ech weess op alle Fall, wou ech elo kierzlech d'Visitt am INCC hat, dass dat mat ganz groussem Stolz och esou presentéiert ginn ass. Mee, wéi gesot, dat ass eng kënschtlech Long, …

(Intervention de la présidence)

… ça n'a rien à voir mat engem Respirateur, wéi d'Leit en op der Intensivstatioun am Covidsecteur hunn, wou se drun hänken. Dat sinn zwou ganz verschidde Saachen.

Voilà, dann ofschléissend: E Geheimrezept hu mir och elo nach net. Mir kucken, esou schnell weiderzekommen, wéi et geet, mam Impfen. Den Impakt gesi mer. Et geet drëms, auszehalen an e bëssen duerzehalen. Et huet e Grond, optimistesch ze sinn. Mat e bësselche Chance packe mer de Bierg dës Kéier ouni ze vill Kollateralschued.

Ech si fir mäin Deel jiddefalls optimistesch an ech hoffen, dass mer bei eisem nächste Rendez-vous an der Capacitéit sinn, wierklech gréisser Schrëtt ze huele mat engem groussen Asaz vu Schnelltester. Dat gouf ni a Fro gestallt, zu kengem Zäitpunkt. Op déi sëllege Froen, déi do scho gestallt gi sinn, hu mer ëmmer d'Schnelltester als complementaire zu de PCR-Tester duergestallt a mir hunn och do eng ganz Rei Iddien, wéi een dat da vill méi flächendeckend an den Ëmlaf kréie kann, wëssend, dass déi éischt Erkenntnisser, déi éischt Evaluatiounen och do elo eréischt virleien. An och do gëllt et, sech net falsch Illusiounen ze maachen. Et ass net, well op eemol Schnelltester do sinn, dass mer de Covid lasssinn. Dat ass en Trugschluss.

Voilà, ech géif lech Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. An dann direkt Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech hunn u sech just zwou Froen. D'Madamm Minister huet gesot, bei deene schwangere Fraen, do wär en Avis do. Dat, wat ech gefrot hunn, war jo, ob et net sënnvoll wär, e Cordon sanitaire ronderëm déi schwanger Fraen ze maachen, well déi jo net geimpft ginn. An ech weess net, wat do den Avis ass. Duerfir ass meng Fro: Wat ass do den Avis?

An déi zweet Fro, dat war u sech: Ech hu gefrot, wéi eng Logistik …, wéi ee kann d'Schnelltester erfaassen. Ech wollt awer net déi positiv Schnelltester hunn, well wann ech jo eng Fräiheet domadder gäre wëll beweisen, da misst ech jo deen negative kënnen erfaassen. An ech mengen, souwäit wéi ech weess, ass do nach keng Logistik do, wéi een e Schnelltest, e Selbsttest, kéint erfaassen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un d'Regierung. Den Här Marc Baum vläicht nach fir d'éischt.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech wollt awer elo zwou Remarke maachen, Saachen, déi mer awer esou lues ufänken e bëssen op d'Strëmp ze goen.

Dat Éischt ass déi Saga, déi elo hei fir d'x-te Kéier gemaach gëtt, datt d'Regierung keng Zäit hätt fir ze schwätzen. Also, et ass esou, datt an der Presidentekonferenz e Regierungsvertrieder sëtzt. A wann d'Regierung mat véier Ministeren untriede wëllt, dann, mengen ech, kéint een dem Regierungsvertrieder soen, datt en dat wannechgelift an der Presidentekonferenz umierkt, an da maache mer e Riedemodell, dee jiddwerengem gerecht gëtt an natierlech och der Regierung gerecht gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech mengen, datt dat awer wichteg ass ze soen. An an déi selwecht Richtung … A wat mech wierklech rose mécht, ass wierklech dee leschte Saz, deen de Premierminister gesot huet, wou et drëms gaangen ass, datt dat Gesetz hei mat 31 zu 29 Stëmmen ofgestëmmt gëtt. Dat ass eng demagogesch Remark iwwert d'parlamentaresch Demokratie! Et gëtt hei verschidde Parteien an déi hu verschidden Usiichten, déi lech eventuell passen oder net passen. Dat ass esou, dat ass an enger Demokratie esou! Awer dorauser ze schléissen, datt déi, déi dat hei net matstëmmen, net um Wuel vum Land interesséiert wieren, dat ass demagogesch!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Just fir Informatioun datt Dir Är Riedezäit ëm 25 % iwwerschratt hat.

(Brouhaha)

Elo ginn ech dann d'Wuert un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Une voix.- Jo, et ass awer esou!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- D'Regierung huet fënnef Minutten ze laang …, wäit iwwer fënnef Minutten!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Bon, Här President, ech hunn elo …

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Gesondheetsministesch huet d'Wuert!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech muss mech formell entschëllegen. Et war mer net bewosst, dass ech esou vill iwwerzunn hunn. Allerdéngs hunn ech probéiert, op mengem Ziedel, tant soit peu, op déi Froen anzegoen, déi mer gestallt gi sinn; ech hu se nach net all beäntwert. Dat deet mer leed, wann ech dann iwwerzunn hunn. Ech wäert mer d'nächste Kéier d'Auer vir op d'Pult leeën, da wäert dat net méi virkommen.

Zu der Fro vun der Madamm Hansen: Den CSMI ass elo an eiser Impfstrategie. Do hate mer jo eng Rei Avisen, do ass de Cordon sanitaire ronderëm Schwangerer net zréckbehale ginn. Mir hunn e rezenten Avis fir d'Vaccinatioun vu Schwangeren. Ech kann lech deen awer och elo net auswenneg zitéieren, dat steet alles online.

An en Enregistrement vun de Schnelltester - Dir sot ëmmer an engem Otemzuch „Selbsttest“ a „Schnelltest“ -: Déi formell Schnelltester si séier wuel enregistréiert. Do ass och eng Verflichtung, do hu mer eis jo eng Basis ginn am Gesetz, dass dat muss rapportéiert ginn. An dat ass obligatoresch, fir de Reporting ze maachen. Dat fléisst an. Bei Selbsttester ass dat eng aner Saach an deene kann een natierlech och net déi selwecht Valeur ginn, dat gëtt et och d'ailleurs néierens am Ausland zu dësem Zäitpunkt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7802. Den Text steet am Document parlementaire 7802[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7802 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins

Déclaration de recevabilité

D'Presidentekonferenz huet sech den 23. Abrëll fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7808 iwwert d'Teststrategie an den Alters- a Fleegeheimer, déi haut de Mëtteg vum Här Michel Wolter deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, fir d'Proposition de loi 7808 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7802 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments (suite)

Motions

Da kéime mer zu deene Motiounen, déi zum Projet de loi 7802 deposéiert gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der CSV-Fraktioun deposéiert ginn ass a wou et ëm zwee

gratis Tester geet fir an de Schoulen. Wëllt nach een zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

Une voix.- A!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President. Wéi Der wësst, ass dës Woch ugefaange ginn, dass se sech alleguerten, souwuel d'Kanner, d'Studenten, d'Léierpersonal, d'Educateuren an de Strukturen, selwer konnten testen. Ech hunn dat doheem bei menge Kanner och matkritt. Dat huet och ganz gutt fonctionéiert. Dat ass awer net de Punkt hei vun der Motioun.

D'lescht Woch en Donneschdeg hate mer op Initiativ vun de Kolleege vun der LSAP eng Chamberskommissioun eebe grad, fir d'Teststrategie an de Schoulen erkläert ze kréien. Et ass jo elo esou, dass mer eemol an der Woch eist Personal an och eis Kanner teste kënnen. Do ass eis gesot ginn, dass mer effektiv 120.000 Tester d'Woch hätten an dass och garantéiert wär, dass mer bis d'grouss Vakanz souwuel d'Kanner wéi och d'Léierpersonal eemol d'Woch kéinten testen.

Ech stellen elo d'Fro heibannen: Ausser Éisträich hunn ech elo nach vu kengem Land héieren, wat esou konsequent eng Teststrategie an de Schoule weiderféiert. D'Situatioun vun den Infektiounen an de Schoule war virun der Vakanz stabill mat enger liichter Tendenz no ënnen. Duerfir géif ech soen: Kommt, mir ginn där Saach elo mol eng Chance. Mir hunn elo en Dispositif do stoen, fir dat eemol d'Woch ze maachen. Kommt, mir ginn där Saach elo mol eng Chance! A wann ech mech richteg erënneren …, ech hunn awer nach kee PV vun där Sëtzung, mee déi Leit, déi an där Sëtzung waren, kënne sech vläicht drun erënneren, dass den Här Minister gesot hat, wann et néideg wär, wann et sech géif als néideg erweisen, dass een da kéint deen Dispositif eropschrauwen, fir zweemol d'Woch ze testen.

Duerfir, wéi gesot: Ech géif da soen, kommt, mir ginn där Saach emol eng Chance, an duerfir proposéieren ech, déi heite Motioun net unzehuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. Ech gesi keng weider Wuertmeldung méi. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 24 Jo-Stëmmen, 34 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 31 voix contre, 27 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der CSV-Fraktioun deposéiert gouf a wou et ëm de Passeport vert européen geet. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Hei!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Sven Clement.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ech sëtzen op där falscher Säit. Merci, Här President. Ech muss soen, datt et mer ganz sympathesch ass, wat d'CSV fuerdert, datt d'Lëtzebuerger solle kënnen adheréieren.

Ech hunn awer eng Rëtsch technesch Froen a vläicht kann d'Regierung eis do als Éischt opklären, well no mengem Kenntnisstand soll dee Passeport vert souwuel PCR-Tester wéi Impfresultater ofdecken - elo weess ech, datt ee bei engem Impfresultat, wann ee voll duerchgeimpft ass, jo e QR-Code kritt vum GouvCheck, fir dat ze testen -, ob dat kompatibel ass herno, ob dat einfach kompatibel ass, mee virun allem, wéi mer et mat de PCR-Tester maachen, well mäi Kenntnisstand ass, datt och reegelméisseg am Ausland Diskussiounen driwwer ugefaangen hunn, datt et och gefälschten oder manipuléiert PCR-Testresultater gëtt, engersäits, fir Quarantänen ze ëmgoen, anerersäits, fir kënnen ze reesen, obwuel ee keen Test gemaach huet. Deementspriechend, éier ech esou eng Motioun wéi déi heite ka stëmmen, déi ech prinzipiell sympathesch fannen, wéilt ech awer gäre wëssen, wéi dat virun allem och bei de PCR-Tester soll ausgesinn.

Well fir eis ass et ganz kloer: Esou e grénge Pass kann nëmme fonctionéieren, wann en net diskriminéiert zwëschent Geimpften an Netgeimpften an och d'Méiglechkeet gëtt, mat engem negativen Test déi nämmlecht Méiglechkeeten ze hu wéi eng geimpfte Persoun, wat d'EU jo virgesäit. Mee Stand haut hunn ech nach kee PCR-Test zu Lëtzebuerg gesinn, kee Resultat, wou e QR-Code drop ass, deen een dann och kann attestéiere loossen. An duerfir: Ass dat ugeduecht? Ass dat méiglech? Wéi wäit sinn do d'Preparative vun der Regierung? Dat muss ech wëssen, ier ech heiriwwer kann ofstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Dann hat den Här Jeff Engelen d'Wuert gefrot.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen. Mir hunn nämlech do eng Partie Froen, déi nach opstinn. Doriwwer hu mer och deelweis QPe gemaach an et stinn e puer Froen op, zum Beispill iwwert d'Durée vum Schutz vun den Impfungen - wéi laang soll d'Gültegkeet vum Pass sinn? - den Dateschutz, de Schutz vun de Perséinlechkeetsrechter, e Prezedenzfall fir aner Krankheeten. Doriwwer hu mer QPe gestallt.

An opgrond vun deene Froen: Mir wëllen déi Äntwerten ofwaarden, ier mer hei eng Meenung hunn. A mir wëllen eis duerfir hei enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Da freet den Här Premierminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech weess, d'Madamm Hansen héiert dat net gären, mee nach eng Kéier huet d'Regierung net gewaart, bis d'CSV eis eng Motioun deposéiert huet, fir un deem doten Dossier ze schaffen.

Déi éischt Saach ass: Mir gehéieren zu deenen, ech mengen, et sinn der aacht, Länner am Projet pilote, deen d'Kommissioun am Moment mécht eeben iwwert dee „Grénge Certificat". An duerfir géif ech och just d'CSV drun erënneren, dass se sollt mat hire Wierder oppassen, well si schwätzen allkéiers vu „Pass". Et gëtt och extra vun der Kommissioun insistéiert, dass et net e „grénge Pass" ass, well e „Pass" heescht, dass ee Saachen dierf ... - also ausser, si hätten eng aner Positioun wéi eis a si wéilten déi hei demarquéieren.

Mir sinn der Meenung, dass de „Grénge Certificat" soll eng Alternativ sinn zu engem PCR-Test oder och zu anere Méiglechkeeten. Et soll een d'Leit net obligéieren, e „Grénge Certificat" ze hunn. Et ginn aner Méiglechkeeten och, wou een zum Beispill en Test huet an e Pabeier huet. Et soll een ophalen, engem d'Gefill ze ginn, dass een e Pass huet ...; mam Pass dierf een, a soss ass een e „sans-papiers" an et huet ee keng Rechter - éischt Saach! Dowéinster, iwwert de Wording, deen hei benotzt gëtt, duerfir e „Grénge Certificat".

Mir schaffen, wéi ech elo just gesot hunn, un deem Projet. Ech hat net méi spéit wéi virgëschter de franséische Staatssekretär, dee fir d'Digitalisatioun zoustänneg ass, well ech zitéieren och hei Frankräich, de Cédric O, mat deem ech en Echange hat, dee mech gefrot huet, ob mir bereet wieren, fir mat hinnen elo an enger Teststrategie och iwwert de QR-Code kënnen ze schaffen.

Ech hunn dunn, well mer e gudde Kontakt hunn och mam Kommissär Breton, gefrot, ob dat mat an deem Programm wier, wou déi Testphas ass vun deenen aacht Länner, déi se hunn, oder net. Den Här Breton gesäit, ech schwätzen hei zwar als aus dem Nähkästchen, mee den Här Breton gesäit den Här O och e Méindeg. An e Méindeg den Owend hunn ech och en Telefonsgespréich mam Här Breton, fir ze kucken, wéi eng Initiativen hei wierklech och nach eppes bréngen oder näischt bréngen.

Mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass mer en europäesche System fannen. Esou wéi den Här Clement scho gesot huet, hu mer haut schonn de QR-GouvCheck-Prinzip, dee mer hunn. Et gëtt en anere QR-Code. Et soll een net mengen, dass et dee selwechte QR-Code gëtt. Et gëtt en neie fir deen europäeschen, well deen och aner Donnéeë freet a well deen heiten och muss duerch ganz Europa goen. Et wier schrecklech, wa 27 Länner elo och hiren eegene System géife maachen, deen duerno net kompatibel wier mat deenen anere Länner. Dat ass och eeben d'Iddi vun der Koordinatioun um Niveau vun der Kommissioun.

Déi Motioun ass vläicht gutt gemengt, Här President, mee si ass superfetatoire, falsch, wann ee vu „passeport" schwätzt, an, wéi gesot, entsprécht net der Realitéit. Duerfir géif ech wierklech d'Chamber invitéieren, se net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Premierminister, fir déi Prezisiounen. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech hu just eng Fro, well entweeder hunn ech de Premier elo falsch verstanen oder ech sinn an engem anere Film. Dofir stellen ech d'Fro nach eng Kéier. En huet elo grad gesot: de „Grénge Certificat" als Alternativ zu engem PCR-Test. Mäi Versteesdemech vum „Grénge Certificat" war, datt en d'Donnéeë vu PCR-Tester an den Impfstatus, an/oder den Impfstatus, géif ofdecken. Dat heescht, an dat ass, mengen ech, och dat, wat d'CSV fuerdert am Invite zwee: « dans un même ordre d'idées, à mettre en place immédiatement un dispositif de certification national qui puisse par après servir de base pour le passeport » - bon, „certificat" - « vert européen. »

D'Fro, déi ech mer stellen, éier ech heiriwwer kann ofstëmmen, well soss musse mer eis enthalen, ass wierklech d'Fro: Sidd Der gewëllt, an eng Richtung ze goen, fir déi PCR-Tester, déi am Moment iwwerall sinn, déi vun den onofhängege Laboen emettéiert ginn, mat engem Certificat, mat engem Dispositif de certification national auszestatten? Well ech mengen, dat ass déi kruzial Fro, wouriwwer mer haut einfach iergendwou awer Sécherheet brauchen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann hat den Auteur vun der Motioun och nach d'Wuert gefrot, d'Madamm Hansen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mee just fir ze preziséieren, Här President, wann Der erlaabt, well just fir ze preziséieren, wat den Här Clement elo just gemengt huet: An deem „Green Certificate", net „Passport", an deem „Green Certificate" soll d'Impfung dra sinn, et soll den Test dra sinn, de PCR-Test, an och een, deen ...

An dat ass eng Diskussioun awer, wou ech lech muss soen, wou haut nach ëmmer keng Garantie do ass, dass een, dee fréier positiv war, awer … Dowéinster, et muss ee wierklech oppassen! De PCR-Test ass am Fong hautdesdaags déi bescht Garantie, fir ze wëssen, ob ee Porteur vum Virus ass oder net, well souguer ee Geimpften ... Dat wësst Der och, ech wëll elo net hei Panik maachen, mee een, dee krank war, mir wëssen net, wéi laang seng Anticorpsen halen, een, dee geimpft ass, mir wëssen net, ob en awer net nach kann ... An haut ass eng nei Etüd erauskomm, wou gesot gëtt, dass en awer nach Leit kann ustiechen. A mir hunn et selwer ... Et ass an engem amerikaneschen Altersheim, wou et geschitt ass. Dir braucht net esou wäit ze goen, Dir kënnt hei an de Park goen, wou mer am Altersheim an der Pescatore déi selwecht Situatioun gehat hunn.

Dowéinster, mir si virsiichteg! Mir schaffen drun. Mir gehéieren zu deenen aacht Länner, déi hei un deem Projet och matschaffen. Dora sollen déi dräi Saache sinn.

Dat, wat ech mengen, ass: Hei gëtt gesot, et hätt een e QR-Code um Handy. Mir promouvéieren dat do, mee de QR-Code soll einfach ausgeschafft ginn, dass een en och kann op Pabeier hunn an dass een deen och kann eebe presentéiere bei deene verschiddene Méiglechkeeten. Nee, ech soen, et gëtt ganz vill vu QR-Code op Handy geschwat. Ech gesinn, Dir rëselt de Kapp, wann ech hei vu QR-Code schwätzen. Et soll e QR-Code sinn, deen och ka „version papier" sinn. Dat ass fir eis och wichteg, well et huet och net jiddwereen en Handy. Dat sollt een och net vergiessen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech hunn alles nogelauschtert, wat den Här Premier eis gesot huet, an dat beweist mer u sech, datt eis Motioun net superfetatoire ass, well et ass nach keen Outil do, wou mer PCR-Tester kënnen erfaassen, wou mer kënne gläichzäiteg - gläichzäiteg! - d'Anticorpsen erfaassen. Dat heescht, mir hunn deen Outil nach net prett.

Also, mir fuerderen d'Regierung op a mir änneren de „passeport vert" an e „certificat vert", fir datt déi Konfusioun u sech verschwënnt, a mir bleiwe bei eiser Motioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen. Dann huet nach den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools merci, Här President, an och merci all menge Virriedner an dem Här Premierminister fir seng Erklärungen. Et gëtt en englescht Sprachwuert, dat heescht: "the road to hell is paved with good intentions" - „De Wee an d'Häll, deen ass gemaach mat gudde Virsätz". An et ass e bësse vläicht och dat, wat eis hei kann erwaarden nämlech mat der Digitaliséierung an där Manéier, wéi d'Leit eigentlech nach Zougréff op hir eegen Date kënnen hunn.

Den Här Premierminister seet hei, de QR-Code an esou weider, dat ass alles schéin a gutt, an et gëtt och eng relativ grouss Proportioun vun der Bevëlkerung, déi domadder kann eens ginn. Et gëtt awer och e groussen Deel vun eiser Populatioun, deen domadder net eens gëtt an dee sech dann d'Fro stellt: Wat ass dat eigentlech hei, wat ofgelies gëtt? Wat steet vun Daten dodran? Et ass jo esou, datt elo privat Fluchgesellschaften och Appen entwéckelen, och op Basis vu Coden oder anere Saachen, wou dann herno d'Leit u sech konfrontéiert gi mat elektroneschen Datenträger vu verschiddene Manéieren, wou se eigentlech net méi kënnen erausliesen an net méi verstinn, wéi eng Informatiounen iwwert si do ofgelies oder kommunikéiert ginn.

Ech mengen, mat allem Respekt fir déi Efforten, déi gemaach ginn, fir d'Reesen an der Europäescher Unioun ze erliichteren, an ech mengen, dat ass jo eng vun den Haaptintentiounen, déi hannert där Iddi vun deem „Grénge Certificat" ass, muss et awer esou sinn, datt mer net op engem anere Gebitt, nämlech dem Schutz vun der Privatsphär vun de Leit an och engem gewëssene Schutz virun enger Iwwerdigitalisiéierung, vläicht op e Wee ginn, deen eis och an der perséinlecher Fräiheet kéint aschränken, vläicht nach op eng méi dramatesch Manéier.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Just, Här President, fir ze preziséieren: Also, hei gëtt gesot, mir sollen en Dispositif maachen. En Dispositif national gëtt et schonn als Vaccinatiounscertificat. D'Leit kënnen deen op de GouvCheck-QR-Code ... an e kann à tout moment och op seng Echtheet kontrolléiert ginn, wat wichteg ass.

An all Client, all Vaccinéierte kritt e Certificat als PDF a kann och op MyGuichet ..., Client en och siche goen. Dat heescht, dat ass schonn do! Ech probéieren ze erklären: „C'est moutarde après dîner", wat se hei froen.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Dann nach eng Kéier den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Pardon, ech widderhuele mech. Ech hunn déi ganzen Zäit hei gesot: Jo, den Impfcertificat gëtt et um Pabeier, digital. Dat gëtt guer net contestéiert. Ech mengen, datt op dëser Säit vum Sall jiddweree sech bewosst ass, datt et deen Impfcertificat um Pabeier gëtt. Dee Moment, wou een am Impfzenter war fir déi zweete Kéier, kritt een deen Impfcertificat um Pabeier mat engem QR-Code vu GouvCheck drop. All déi Donnéeë stinn um Pabeier.

Si sinn, fir op dem Här Kartheiser seng Interventioun ze äntwerten, liesbar. Also mir sollten och hei ophalen, de Leit Angscht ze maachen, an deem QR-Code wier iergendeppes verstoppt, well dee QR-Code op eisem Impfcertificat zu Lëtzebuerg seet näischt anescht aus wéi: En ass authentesch. Dat ass eng mathematesch Prozedur, fir dat ze attestéieren. Ech ginn net an den Detail.

Meng Fro ass: Plangt d'Regierung eppes Änleches fir d'PCR-Tester?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci. Jo. Ech hu just op déi Äntwert gewaart. Merci, Madamm Lenert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo! Mir plangen dat selwecht. Dat Eenzegt, wat ass, et ass en Ënnerscheed tëschent enger Impfung an engem PCR-Test, well mat engem PCR-Test hutt Der eng Garantie fir eng Durée limitée, dass Der bis elo net positiv waart. Bei enger Impfung hutt Der awer eng Durée, déi net fir zwee oder dräi Deeg ass. Deen Ënnerscheed muss een dann och maachen, well de QR-Code muss genau dat dote preziséieren. Et kann net eng Garantie sinn, well ech e PCR-Test maache gelooss hu virun engem Mount, dass ech an engem Mount nach ëmmer negativ sinn. Ech wëll just dorun och nach eng Kéier erënneren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, elo misst bal alles kloer sinn a mir kënnen zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 23 Jo-Stëmmen, 34 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 23 voix pour, 33 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Motions 3, 4 et 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der ADR-Sensibilitéit ofgi ginn ass a wou et drëms geet, datt bei den zukünftege Covidprojeten all Restriktiounen, wat d'Grondrechter ubelaangt, sollen opgehuewe ginn.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun froen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech erlabe mer - elo ass meng Mask mer futti gaangen! -, direkt zu deenen nächsten zwou Motiounen och matzeschwätzen, da brauch ech nëmmen eemol heihinnerzekommen. Zu der Motioun 3 ass et esou, dass mer eis bis elo ëmmer dru gehalen hunn, dass mer dräi Woche laang eng Analys maache vun deene Mesuren, déi mer geholl hunn. Ech wëll net ausschléissen, dass et zu enger Oplockerung kënnt vun den Agrëffer am Privatliewen an och zu engem Ophiewe vun der Ausgangsspär. Dat muss ee gesi bei dem nächste Gesetz. Mee et ass haut op alle Fall ze fréi, fir dat ze decidéieren. An duerfir géif ech proposéieren, déi Motioun Nummer 3 net ze stëmmen.

D'Motioun Nummer 4, do geet et drëm, d'Terrasse vu 6.00 Auer moies bis 22.00 Auer owes opzemaachen: Mir hunn elo grad virun enger hallwer Stonn e Gesetz gestëmmt, wou mer dat net wëlle maachen. Natierlech wäerte mer dës Motioun duerfir och hei net matstëmmen.

An d'Motioun Nummer 5 fir bei Sportaarten, déi am Fräie praktizéiert ginn, nees Publikum zouzeloossen, an zwar ouni Restriktiounen: Déi Motioun, déi war schonn eng Kéier hei an och dunn hate mer eis dergéint ausgeschwat. Mir hu virdru wärend den Diskussiounen zum Gesetzesprojet gesot, dass mer lues a lues géifen opmaachen. Och hei maache mer eng Analys an dräi Wochen an net elo. An duerfir géife mer och proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech kucken dann och déi dräi an engem Pak duerch. Bei der Motioun Nummer 3, wou gefrot gëtt, fir all Restriktioune vun de Grondrechter u sech opzehiewen a virun allem all Agrëffer an d'Privatliewe vun de Leit opzehiewen, do kënne mer net averstane sinn. Ech mengen, et kann net sinn, datt se doheem awer kënne Party mat 100, 200 Leit feieren. Dat geet net am Moment. Also soe mer bei där Motioun Nee.

Bei der Motioun 4 hu mer änlech Problemer - d'Terrassen och a Form vun Zelter. En Zelt ass awer eppes Zouenes, da géif ech jo do eppes Zouenes erlaben, wat ech soss net erlaben. Also och do hu mer e Problem a soen Nee.

A mir hu bei der Motioun 5, wéi gesot, och absolutt keng Restriktioune beim Nokucke vum Sport. Dat geet och net. Also kënne mer déi och net stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech ginn dann och iwwert déi dräi Motiounen an engem Rëtsch. Bei der Motioun Nummer 3 hunn ech och den änleche Problem wéi d'Madamm Hansen. Hei gëtt vun „all" de Restriktioune vun de Grondrechter an „all" den Agrëffer geschwat. Ech fannen esou absolutistesch Fuerderungen ëmmer ganz geféierlech, well ech hu virdrun a menger Ried hei kloer duergeluecht, firwat bestëmmte Restriktiounen definitiv sënnvoll sinn.

Ech hunn awer och duergeluecht, datt mer net mat der aktueller Form vun deene Restriktiounen averstane sinn. An dat ass wichteg, deen Ënnerscheed ze maachen. Et kann ee schonn eng nuancéiert Positioun zu deene Restriktiounen hunn, ouni direkt wëllen hei alles ofzeschafen, wat am Moment gemaach gëtt. Dat ass de Volet Nummer 1.

Dann, an der Motioun Nummer 4: Bon, iwwert d'Ëffnungszäiten, dat wär mer à la base nach sympathesch, well ech och gäre géif méi spéit nach op der Terrass e Patt drénken. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wa mer eis fläissen, da packe mer et nach.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, Dir hutt nach eng hallef Stonn, awer nëmmen zu zwee um Dësch, wannechgelift!

D'Terrassen och a Form vun Zelter: Ech mengen, mir hate laang Diskussiounen an der Kommissioun, wou et ëm déi Fro gaangen ass, firwat mer d'Terrassen op hunn an net bannen op sinn. Wa mer elo de Leit erëm soen: „Ma Dir kënnt en Zelt maachen" … En Zelt ka komplett zou sinn. Ass et en Hartmann-Zelt? Ass et en Zelt, dat awer nach Lächer huet? Bref, fir mech ass dat doten, och wann ech et ganz sympathesch fannen, do wëllen erëm méi op ze maachen ..., dat dote geet ze wäit!

An dann d'Motioun Nummer 5: Éischtens emol fannen ech et ganz schued, datt den Auteur vun der Motioun hei der Meenung ass, datt d'Publikumszuele bei eise Sportsveranstaltungen hei am Land net esou grouss sinn, datt ee se misst begrenzen. Mir hunn hei eng Reegel, datt ee maximal zu 100 däerf zesummekommen, Rassemblementer mat Places assises. Dat heescht, den Auteur ass der Meenung, datt eise Sport hei zu Lëtzebuerg manner wéi 100 Leit unzitt, oder en ass der Meenung, datt just fir de Sport méi wéi 100 Leit dierften zesummekommen. Ech fannen, dat wär eng Ongläichbehandlung. Ech si Sportler, ech maache gäre Sport, mee trotzdeem fannen ech, datt mer eis do mussen alignéieren op allen anere Moossnamen.

An dann, pardon, dat Wuert, „an zwar ouni Restriktiounen" … „Ouni Restriktiounen", soll dat heeschen …? Mir maachen d'Buvetten zou. Mir maachen d'Buvetten zou, well mer eebe grad do nach Restriktiounen hunn. An da soe mer, a, grad dobaussen - a mir wëssen, datt et grad dobausse schwéier ass ze kontrolléieren -, do däerfe se dann zesummekommen ouni Restriktiounen, keng zwee Meter, keng Place assise, a se däerfen nach dobäi Alkohol konsuméieren. Ma ech weess dann awer schonn, wou déi nächst Clustere sinn! Dofir wäerte mer och do dergéint stëmmen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech schloen an déi selwecht Kerb wéi meng zwee Virriedner. Zur Motioun 3 wësst Der jo, datt mir fervent derfir sinn, datt de Couvre-feu opgehuewe gëtt.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mee awer, wann Dir schreift, datt all Agrëffer an d'Privatliewe vun de Leit missten opgehuewe ginn, stelle sech awer d'Froen: Wou fänkt dat un a wou hält dat op? Ass de Port du masque en Agrëff an d'Privatliewen? Wëllt een dat dann ophiewen? Ech mengen, datt dat net sënnvoll an net zilféierend ass.

Dat selwecht gëllt fir déi véiert Motioun, wou, Dir wësst, et mir och ganz sympathesch kéint sinn, datt ee méi laang op enger Terrass sëtzt, mee awer net an Zelter. Dat schéngt mer och evident ze sinn.

An dann, wéi gesot, datt Sportaarten ouni Restriktioune kënne Publikum ophuelen: Mee dat wier da beim Sport wierklech déi eenzeg coronafräi Zon, déi et apparemment géif ginn. Dat mécht, mengen ech, kee Sënn. Mir sollen dat hei net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An dann ass de Mikro fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech wonnere mech, fir unzefänken: D'Regierung schéngt de Sall wëllen ze verloossen, wa mer iwwer Motioune schwätzen, déi un d'Regierung adresséiert sinn! Dat schéngt mer e bëssen aussergewéinlech ze sinn.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Mee jiddweree mécht seng Aarbecht eebe wéi e mengt, datt e se gutt mécht, gelldiert, Här Staatsminister?

(Brouhaha général, huées et coups de cloche de la présidence)

Ech wëll hei éischtens emol de Virriedner Merci soen, déi sech hei iwwert d'ADR-Motiounen ausgelooss hunn. Dat war nämlech eng ganz interessant Diskussioun. An ech soen, wat dat Frappantst war un dëser Diskussioun, dat ass déi offensichtlech Gewinnung vu politesche Parteien un en Ausnamezoustand, deen net soll sinn.

Kuckt, mir fuerdere jo hei an där éischter Motioun, déi hei diskutéiert gëtt, datt d'Grondfräiheeten, wéi se an der Verfassung sinn, wéi se geschützt sinn, wat eigentlech d'Essenz vun eiser demokratescher Gesellschaft ausmécht, solle retabléiert ginn no praktesch engem Joer Ausnamezoustand.

An da kënnt eng Partei ... Ech versti jo nach, datt d'Regierungskoalitioun sech do refuséiert, well se eeben do an enger Logik ass, déi eng gewëssen Disziplinn verlaangt, dat kann ech nach verstoen - wat hir Taktik ugeet, net wat de Fong ugeet. Mee da kommen och d'Oppositiounsparteien heihinner an eng no där anerer, nodeem se awer an hire Riede vun de Grondrechter geschwat hunn, a refuséieren dat hei.

Am frappantste fir mech war d'Interventioun vum Vertrieder vun de Piraten. Dee kënnt heihinner an e seet, esou enger „absolutistescher Fuerderung" kéint hien net zoustëmmen. Déi „absolutistesch Fuerderung" besteet doranner, datt mer eis Rechter wëlle retabléieren. „Absolutistesch" ass d'Aschränkung vun de Rechter! Wéi kann et sinn, datt eis Politik hei sech anscheinend dru gewinnt an dat och nach gutt fënnt, datt Rechter ageschränkt ginn?

Wësst Der, et gëtt och eng Saach, an dat ass eppes, wat bei der CSV-Interventioun erakënnt, dat ass: Wéi ee Mënschebild hu mer? Wéi e Vertrauen hu mer an eis Bierger? Wa mir soen, mir wëllen, datt déi Aschränkungen am Privatliewen opgehuewe ginn, wéi d'Verfassung et virgesäit - d'Protection de la vie privée -, steet d'Vertriederin vun der CSV op a seet: „Mir wëllen net, datt Partye gefeiert gi mat 100 oder 200 Leit doheem."

Mee de Grondprinzip vun der Gesellschaft ass d'Vertrauen an d'Eegeverantwortung vum Bierger, an d'Souveränitéit vum Bierger! An et ass d'Regierung, déi muss ... Duerch d'Garantië vun de Grondrechter ass et esou, datt d'Regierung soll an der Gidd gehale ginn, fir datt deen Eenzelne ka seng Fräiheet behalen! Musse mir dann hei jiddwereen drun erënneren, datt dat de Prinzip ass vun eiser Gesellschaft, datt déi Grondrechter an der Verfassung stinn, fir deen Eenzelne virun der Willkür vun der Regierung ze schützen, fir d'Privatsphär ze schützen? Déi Rechter, déi sinn net Rechter, déi d'Regierung eis schenkt. Dat si Rechter, déi d'Leit hunn an déi d'Regierung eis net däerf ewechhuelen!

Ech ka mech nëmme wonneren iwwert déi Gewinnung un Absolutismus, déi hei am Land schéngt ze sinn. Mir als ADR, mir stinn zu de Grondrechter. An déi Fuerderungen, déi mir hei erhiewen, dat ass einfach dat, wat d'Basis vun eiser Gesellschaft ausmécht.

Zu där zweeter Motioun ass eigentlech elo net vill ze soen. Mir sinn eeben och do der Meenung, datt d'Liberté de commerce muss retabléiert ginn an datt den Horeca-Secteur genuch gelidden huet.

Mee ech wëll nach eng drëtt Bemierkung maachen an dat ass déi iwwert de Sport. Wësst Der, wann een an engem Theater ass oder an engem Kino, dann ass een an engem zouene Raum. A mir freeën eis, datt eng gewëssen Aktivitéit vun der Kultur an dësem Land awer erëm méiglech ass. Dat ass eng ganz gutt Saach. Mee hei schwätze mer iwwert de Sport am Fräien! A wéi kann do dann de Risiko, fir sech unzestiechen, op eemol méi grouss si wéi an engem zouene Sall? Och déi Interventiounen, déi hei gemaach gi sinn, sinn einfach net logesch.

Ech kann lech soen: Et gëtt hei vill Geleeënheeten an der Politik, wou ech extreem houfreg op d'ADR sinn. An haut sinn ech et nees, well mir déi eenzeg Partei heibanne sinn, déi deen onbedéngte Jo seet zum Fundament vun eiser Gesellschaft, zum Fundament vun der Fräiheet, zum Schutz vun eise Rechter, dem Schutz vun de Rechter vun de Mënschen, och géintiwwer enger Regierung, déi einfach ze wäit geet!

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Sven Clement wéinst Fait personnel.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Et ass eng interessant Interventioun. Ech hunn eng ganz konkreet Fro un den Här Kartheiser - an dann huet en och e Fait personnel zegutt -: Ass an Ären Aen, Här Kartheiser, d'Maskeflicht eng Restriktioun? An zweetens: Ass an Ären Aen d'Maskeflicht en Agrëff an Är Grondrechter?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... et gëtt vläicht e puer Basiskonzepter, déi een hei vun Zäit zu Zäit sollt erklären. Dat eent ass: Wat ass de private Raum? An dat anert ass, wat den ëffentleche Raum ugeet.

De Staat, d'Regierung huet eng Aufgab an eng Flicht, an dat ass, fir d'Sécherheet am ëffentleche Raum ze garantéieren. Wann de Staat oder d'Regierung mat iwwerzeegenden Argumenter kann erklären, datt am ëffentleche Raum - zum Beispill, fir de Schutz vun de Leit ze garantéieren; Salubritéit, Santé an esou weider - op Staat- oder Gemengenniveau musse Moossname geholl ginn, dann ass de Staat a sengem Recht, dat ze maachen.

Wat awer bei mir doheem geshitt, dat ass d'Protection de la vie privée, e verfassungsméisseg garantéierte Prinzip. An do huet de Staat prinzipiell näischt verluer! Et ass de Schutz vun der Privatsphär, de Verfassungsprinzip.

Dat heescht, wann den Här Clement mech hei freet - Dir hutt mech genannt, Här Clement, ech nennen lech och -: „Ass dat en Agrëff an d'Privatsphär?" Da soen ech deem Här Clement: wou? A vu wat?

M. Sven Clement *(Piraten).*- „An Är Grondrechter", hunn ech gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ass dat am ëffentleche Raum? Da soen ech: Jo, déi ëffentlech Instanze kënnen e Recht an en Interessi hunn, fir do Aschränkungen ze decidéieren.

Ass et awer, wéi et am Ableck ass, am private Raum doheem, dann ass et kloer: Nee, dat Recht, do Aschränkungen ze hunn, dat ass net richteg!

Eng Mask ass natierlech eng Aschränkung vun der perséinlecher Fräiheet, awer si ka justifiéiert sinn, wa se proportionéiert ass an esou weider. Do gëtt et jo genuch Krittären, déi Moossnamen am ëffentleche Raum kënne justifiéieren.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An awer wëllt Der se heimadder ofschafen! An awer wëllt Der se ofschafen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Awer mir schwätzen hei vum Retablissement vun de Grondrechter vun der Protection de la sphère privée.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

An de Staat geet hei hin a seet: „Dir kënnt bei lech doheem zwou Persounen empfänken." Dat geet ze wäit! Mir hu jo hei säit Méint diskutéiert, datt et net emol logesch ass, datt déi eng kënnen zu zwee oder zu dräi optrieden an esou weider. Ech ginn net méi op déi Beispiller an, déi hei ëmmer an der Lescht gesot goufen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Well Der net op d'Fro äntwert!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Clement, hutt dach wéinstens déi Héiflechkeet nozelauschteren!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Bon, hutt Dir d'Héiflechkeet, op d'Fro ze äntweren, da lauschteren ech lech och no!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Gutt! Also, wéi gesot, fir dat ze resuméieren ... Ech mengen, mir hunn déi Diskussioun hei schonn dacks geféiert.

Mee et ass wichteg, datt mer ee Message haut hei ganz kloer maachen, ee Message, an ech hoffen, datt e wierklech bei de Leit ukënnt, dat ass, datt se e Recht hunn, sech ze froen, ob de Staat nach net ze wäit geet, fir an hir Privatsphär anzegräifen. Eis Äntwert ass einfach dorobber: jo!

Et kann net sinn - et kann net sinn! -, datt mer elo iwwer e Joer de facto an engem Ausnamezoustand liewen, fir d'éischt an engem État de crise, da vu Gesetz zu Gesetz automatesch Aschränkungen an d'Privatsphär asw. weider toleréieren oder hei stëmmen, an datt et net méi e grousse Protest an der Lëtzebuerger Politik gëtt wéi dee vun enger Partei, dat ass dee vun der ADR! An ech hunn lech jo elo gesot, wéi houfreg ech dorobber sinn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An 30 Schwurbler op der Strooss!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir mussen iwwerpréiwen, ob eis Mentalitéit no engem Joer Ausnamezoustand net schonn esou gelidden huet, datt mer dee Fräiheetsreflex, deen eis awer wierklech am Blutt läit, schonn ze wäit no hanne stellen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun deenen dräi Motioune kommen.

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un.

Plusieurs voix.- Dräimol nee!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen, 53 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun - ech mengen, do huet ee sech geiert; jo, genau - ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 56 voix contre et 4 voix pour.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zum Vott vun der Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 5.

Vote sur la motion 5

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun och bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;-

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

10. Motion de M. David Wagner relative au soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 672 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zur Motioun, déi am Ufank vun der Sitzung vun der Sensibilité politique déi Lénk deposéiert ginn ass, wou et ëm eng Dérogation temporaire geet. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

Discussion générale

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Ganz kuerz. Fir d'alleréischt géif ech gär de Kolleege vun déi Lénk Merci soe fir déi Motioun, well et ass e wichtege Sujet an et betrëfft eis all. Et geet eis och alleguerten zu Häerz, well eigentlech: Ëm wat geet et do? Et geet drëms: Wéi stelle mer sécher, dass iwwerall an der Welt genuch Impfstoffer, séier Impfstoffer zur Verfügung gestallt ginn?

Ech wéilt awer just rappeléieren, dass quasi eng identesch Motioun vum Kolleeg Sven Clement vun de Piraten schonn deposéiert gouf hei. A wéi den Här Clement se deposéiert huet, huet en och direkt gesot - an ech war och do mat em averstanen -: „Déi Fro ass e bësse méi komplex wéi just iwwert d'Breveten ze schwätzen." An do hate mer ofgemaach, mir géifen an der aussepolitescher Kommissioun doriwwer schwätzen. Ech wëll och soen, dass dat gemaach gouf. Dat hu mer Mëtt Mäerz gemaach.

Mir hunn do als Konklusioun gezunn, dass mer géife probéieren, eng gemeinsam Motioun ze maachen, déi e bësse méi breet ass, wéi just eleng iwwert d'Breveten ze schwätzen. Dofir hunn ech och d'Wuert elo hei ergraff, well ech de Leit wollt soen: De Rapport, de Procès-verbal vun där Sitzung ass gëschter online gaangen op eisem Portail. Dir kënnt lech deen ukucken. Ech wäert an deenen nächsten zwee, dräi Deeg deenen eenzelne Sensibilitéiten eng Propos vun enger neier Motioun maachen.

Da géif ech proposéieren, an, ech mengen, den David Wagner war virdrun emol domat d'accord, wéi ech mat em geschwat hunn, dass mer d'nächst Woch an enger vun deene Sitzungen dann nach eng Kéier géifen drop zréckkommen an dann déi zwou Motioune beieneenhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Très bien, Här Cruchten! Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Auteur, ob hie mat där doter Propositioun d'accord ass.

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur*.- Jo, jo. Ech mengen, mir kënnen domadder d'accord sinn, ...

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur*.- ... datt déi Motioun diskutéiert gëtt.

(Hilarité)

Ech wollt just pour info soen, well et kann ee soen, datt et eng komplizéiert Affär ass; si ass och komplex, komplizéiert net onbedéngt: D'Motioun vun de Piraten hat sech u sech beschränkt op d'obligatoresch Lizenzen.

Mir haten déi och ënnerstëtzt, also dat ass kee Problem, mee et ass eppes aneschters a warscheinlech och vläicht net esou effikass. Mee doriwwer kann een diskutéieren. Dat heescht, et ass schonn eng aner Saach. Mee mir menge schonn, datt een iwwert déi Motioun misst diskutéieren. Mir wieren trotzdeem frou, wann et iergendwéi zu engem positive Resultat kéint kommen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wie mat där Propositioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dat esou decidéiert. Da waarde mer op eng Motion commune.

(La motion est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm.

Déi nächst Sitzunge si fir de 27., 28. an 29. Abrëll virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.43 heures.)

SÉANCE 47

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mardi 27 avril 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 206 du 27 avril 2021 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge de coûts supplémentaires liés à la rénovation de bâtiments publics, respectivement scolaires en cours de classification comme patrimoine national, adressée à Mme la Ministre de la Culture et à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - M. Marc Spautz - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

   Question n° 207 du 26 avril 2021 de M. André Bauler relative à l'intervention de kinésithérapeutes et d'infirmières et d'infirmiers retraités dans la campagne de vaccination, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. André Bauler - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 208 du 27 avril 2021 de M. Sven Clement relative à la participation des jeunes au système démocratique, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - M. Sven Clement - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 209 du 26 avril 2021 de M. Dan Biancalana relative à l'avenir de l'usine LIBERTY Steel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie
   - M. Dan Biancalana - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

   Question n° 210 du 27 avril 2021 de M. Léon Gloden relative à l'irresponsabilité pénale d'une personne atteinte d'un trouble psychique ou neuropsychique, adressée à Mme la Ministre de la Justice
   - M. Léon Gloden - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

   Question n° 211 du 27 avril 2021 de Mme Stéphanie Empain relative au bilan du Plan d'action national 2017-2020 pour la gestion des risques à long terme dus à l'exposition au radon, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - Mme Stéphanie Empain - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 212 du 27 avril 2021 de Mme Octavie Modert relative aux projets de trains de nuit en Europe, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Mme Octavie Modert - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 213 du 26 avril 2021 de M. Gusty Graas relative à la destruction chimique des chenilles processionnaires du chêne, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. Gusty Graas - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 214 du 27 avril 2021 de M. Serge Wilmes relative à l'effet de la gratuité des transports publics sur le nombre d'utilisateurs depuis son introduction, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - M. Serge Wilmes - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 215 du 27 avril 2021 de M. Claude Lamberty relative au bilan des aides à la digitalisation « Fit 4 Digital Packages », adressée à M. le Ministre des Classes moyennes
   - M. Claude Lamberty - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes
5. **Désignation d'un membre de la commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Fernand Kartheiser - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Etgen, Président
   - Vote secret sur la candidature unique (interventions de M. Fernand Kartheiser)
   - La séance publique est suspendue de 16.00 à 16.05 heures.
6. **Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC), du programme national de réforme (PNR) et du plan pour la reprise et la résilience (PRR)**
   - Présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du plan pour la reprise et la résilience (PRR) : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. André Bauler)
   - Présentation du programme national de réforme (PNR) : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
7. **Changements de composition de commissions parlementaires**
   - M. Fernand Etgen, Président
8. **Changement de composition du Bureau**
   - M. Fernand Etgen, Président
9. **7638 - Projet de loi portant :**

   1. transposition :

   a) de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ; et

   b) de la directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE ;

   2. mise en œuvre du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication, et le règlement (UE) n° 648/2012 ; et

   3. modification :

   a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

   b) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;

   c) de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ;

   d) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

e) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
f) de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres ; et
g) de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
- Discussion générale : M. Laurent Mosar (intervention de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance) - M. Claude Haagen - Mme Josée Lorsché (intervention de Mme Octavie Modert) - M. Roy Reding - M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler)
- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. André Bauler) - M. Laurent Mosar (parole après ministre) (intervention de M. Roy Reding) - Mme Josée Lorsché (parole pour fait personnel) - M. le Ministre Pierre Gramegna
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. Changement de la composition du Bureau (suite)
- M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen: ...

Une voix.- Sch!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun de Propositions de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 27 avril 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7809** - Projet de loi portant modification*

1° de la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant :

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État ;

4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ;

5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ;

6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration ; et portant création d'un Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 23.04.2021

***7810** - Projet de loi portant introduction d'un nouvel article 7quater dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 26.04.2021

3) La proposition de loi suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7808** - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins et portant modification de la loi du 17 juillet 2020*

Dépôt : M. Michel Wolter, Député, le 23.04.2021

4) La demande de pétition suivante a été déposée :

***1865** - Demande de pétition publique : LU: 2 Deeg Aarbechtsdispens pro Mount fir Fraen, déi hir Deeg kréien. FR : 2 jours de dispense de travail par mois pour les femmes qui ont leurs menstruations.*

Dépôt : Ornella Romito, le 23.04.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

- Question n° 206 du 27 avril 2021 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge de coûts supplémentaires liés à la rénovation de bâtiments publics, respectivement scolaires en cours de classification comme patrimoine national, adressée à Mme la Ministre de la Culture et à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 206 vum Här Marc Spautz un d'Kulturministesch an un de Minister fir Educatioun iwwert d'Prise en charge vun den Zousazkäschte vun de Renovatiounsaarbechte vun ëffentleche Gebaier, déi als kulturellt lerwe solle kënne klassifizéiert ginn. Ech mengen, domadder huet awer den Unterrechtsminister näischt ze dinn. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Meng Fro geet do drëm - an ech mengen, d'Madamm Minister kennt den Dossier, den Här Minister kennt e sécherlech och -: Et si Gemengen, ëmmer méi Gemengen amgaang, Schoulgebaier ëmzebauen, ze vergréisseren, an da leien d'Projeten um Dësch, sinn och vun der Educatioun scho begutacht ginn als positiv, an op eemol kënnt dann d'Demande, fir ee Gebai ze klasséieren, de Sites et Monuments gëtt ageschalt, an da komme Surplussen eraus an deem Budget.

An dofir ass meng Fro: Wéi gedenkt d'Regierung, dorun erunzegoen? Ass dat de Kulturministère, deen dat iwwerhëlt? Ass et den Educatiounsministère, deen de Surplus iwwerhëlt? Oder bleift et bei de Gemengen? Do däerf een och déi generell Fro stellen. Fréier - et ass nach net allze laang hier -, mee do hunn d'Gemengen nach eppes ze soe gehat an de Schoulen: D'Léierpersonal, d'Nominatioune vum Léierpersonal. Dat ass alles verschwonn.

Mee d'Gemenge sinn nach ëmmer zoustänneg fir d'Schoulgebaier. An dofir kann ee sech d'Fro stellen, ob et do net och un der Zäit wier, dass alleguerten déi Fraise vun de Schoulgebaier net méi bei de Gemenge wieren, mee dass den Educatiounsministère dat géif maachen - zesumme mat engem anere Ministère, wou de Minister haut zoufälleg och heibannen ass, awer an enger anerer Qualitéit, wann ech d'Question-parlementairë gelies hunn, den Här Bausch -, dass de Staat d'Schoulgebaier all géif iwwerhuelen. Da wier déi Diskussioun vun de Fraisen an den Zousazfraise vun de Gemengen, wann ee Gebai klasséiert gëtt, och aus der Welt geschaf. Dat war elo eng Ajoute zu menger Fro, dat war vläicht eng kleng Boutade, mee et soll een dat awer och iwwerleeën. Well da géife vill Gemengebudgete besser ausgesinn, wann déi Diskussioun eriwwer wier.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Madamm Kulturministesch, Madamm Sam Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här Deputéierten, fir Är Fro. Ech erlabe mer, Abstraktioun vun där Boutade ze maachen a wäert da ganz eleng just op d'Fro äntwerten, well se ënnert den Zoustännegkeetsberäich vum Kulturministère fält an net vum Educatiounsministère, dee mat de Klassementer an och de Fraisen, déi domat verbonne sinn, näischt ze dinn huet.

Mir hunn en Denkmalschutzgesetz, un deem mer amgaange sinn ze schaffen, en neit Denkmalschutzgesetz. Mee dat aktuellt, genau wéi och dat zukünftegt, gesäit natierlech Dispositioune vir, wat am Kader vun engem Klassement geschitt a wat de Proprietär vun engem klasséierte Gebai ka vun Demandë maachen u Sites et Monuments, déi dann hëllefe bei der Instandsetzung vun deem Gebai - natierlech just déi Elementer, déi och mat der Protektioun en tant que tel ze dinn hunn. Wann Der elo eppes maacht, wat näischt domadder ze dinn huet, fält dat natierlech net ënnert dat hei Reglement.

Ech hunn Iech d'Reglement matbruecht. Et ass dat vum 19. Dezember 2014, wou dat och an deem zukünftegen Text esou wäert integréiert sinn. An do ass virgesinn, dass déi Gebaier - souwuel déi, déi kommunal wéi och déi, déi national geschützt sinn - kënne subventionéiert gi vu Sites et monuments. Do kënne bis zu 25 % vun de Fraise subventionéiert ginn, wann et e kommunal geschütztent Gebai ass. Bis zu 50 % vun de Fraise kënne matiwwerholl ginn, wann et en national geschütztent Gebai ass, sief et Monument national oder Inventaire, esou wéi mer dat haut nach kennen, wat awer an Zukunft jo wäert aneschters sinn. An et ka souguer iwwer 50 % subventionéiert ginn, wann dann d'Commission des sites et monuments dozou e positiven Avis ofgëtt. Ech hunn dat och schonn dem Schëfflenger Buergermeeschter erkläert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Kulturministesch.

- Question n° 207 du 26 avril 2021 de M. André Bauler relative à l'intervention de kinésithérapeutes et d'infirmières et d'infirmiers retraités dans la campagne de vaccination, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Déi nächst Fro wier un d'Madamm Gesondheetsministesch geriicht. Déi ass awer net hei. Dann iwwersprange mer déi Fro.

(Interruption)

O si ass do, pardon, entschëllegt, entschëllegt!

(Brouhaha)

Mir kommen dann zur Fro Nummer 207 vum Här André Bauler un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert den Asaz vu pensionéierte Kinéen a Krankefleeger an der Impfcampagne. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt dann effektiv eng Fro stellen un d'Madamm Gesondheetsminister, well mer aus seriöer Quell zu Ouere komm ass, datt pensionéiert Infirmièren an Infirmierë bis ewell net gefrot goufen, fir an der Impfcampagne matzeschaffen. Dogéint soll awer op Kinéen zréckgegraff ginn, déi sech bereeterkläert hu fir ze hëllefen an déi eng extra Ausbildung kritt hunn, fir Sprëtzen ze maachen, soudatt si och am Impfdéngscht kënne sinn.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Gesondheetsminister follgend Froe stellen: Éischtens: Weess si doriwwer Bescheed? Wa jo, firwat gëtt net zousätzlech op pensionéiert Infirmièren an Infirmieren zréckgegraff, zemools, wann déi nach iwwer eng sougenannt Autorisation d'exercer verfügen?

Zweetens wollt ech d'Madamm Ministesch froen, ob et stëmmt, datt d'Impfe bei de Kinéen anescht bezuelt gëtt wéi bei den Infirmièren an den Infirmieren. Wann deem esou wier, wat wier do d'Ursaach?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Madamm Gesondheetsministesch huet d'Wuert. Madamm Paulette Lenert, wannechgelift.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech hat effektiv net meng gewinnte Plaz wéi soss. Jo, Dir hutt d'Fro gestallt zu de pensionéierten Infirmieren an Infirmièren. Do ass et esou, dass béid am Asaz sinn. Ech kann dat och perséinlech confirméieren, well ech zoufälleg och deen een oder deen anere Pensionéierten aus där Beruffsspart kennen, deen am Asaz ass. Dat muss also eng Informatioun sinn, déi net komplett ass, déi do virlouch.

Wat d'Formatiounen ugeet, ass et esou, dass souwuel d'Infirmiere wéi och d'Kinéen eng speziell Formatioun kréien, ier se an den Impfzentrum ginn, fir eeben déi Akten do ze maachen, déi ufalen. D'Formatioun ass fir béid Gruppen.

Zu der Differenz an der Remuneratioun: Dat ass effektiv gutt, wann een dozou kann Erklärunge ginn. Dat ass op den éischte Bléck vläicht net onbedéngt esou verständlech, mee bei den Infirmiere sinn déi meescht als Salarié bei eis aktiv, dat heescht, déi sinn an engem CDD mam Staat an hunn natierlech eng Remuneratioun, déi do dem normale Barème fir den Infirmier entsprécht, wärend d'Kinéen, déi mer am Asaz hunn, haaptsächlech fräischaffend Kinéë sinn. An déi Remuneratioun, déi ass iwwert de Wee vun enger Konventioun gereegelt mat der representativer Associatioun vun de Kinéen, dat ass d'ALK. Déi ass ënnerschriwwe ginn an do ass en Tariff verhandelt ginn - dat ass en Tariff vun 115 Euro d'Stonn, deen do festgehale gouf. Dat gëtt déi néideg Flexibilitéit, fir dass ee Fräischaffenden eeben och ka stonneweis oder hallef Deeg oder wéi och ëmmer am Centre de vaccination aktiv sinn. An dat ass eeben, wéi gesot, net elo ee festen Aarbechtskontrakt, wéi mer en hei an der Reegel mat Infirmieren hunn. Dat ass eng aner Relation de travail.

Mir mussen och soen: Firwat huele mer ganz vill Kinéen hei mat eran, nieft den Infirmieren? Ma well mer sécherlech net genuch Infirmiere wäerten hunn, zemools, wa mer bis dee sechsten Impfzentrum opmaachen an der Luxexpo. Do brauche mer wierklech Mann a Maus.

An ech hat och gefrot, fir genau Zuelen ze kréien, wivill Leit, also wivill Pensionéierter am Asaz wären am Verglach zu deenen aneren. Ech hunn déi awer net kënne kréien. Mir hunn dat net esou opgelëscht. Déi sinn all ageschriwwen an der Réserve sanitaire. Mee wéi gesot, et si sécherlech och Pensionéierter am Asaz, an ech kennen der och selwer souguer perséinlech. Dofir kann ech wierklech hei en âme et conscience soen, dass déi Informatioun net ganz komplett ass, wéi Dir sot. Voilà.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

- Question n° 208 du 27 avril 2021 de M. Sven Clement relative à la participation des jeunes au système démocratique, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mir kommen elo zur Fro Nummer 208 vum Här Sven Clement un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Participatioun vu Jugendlecher um demokratesche Prozess. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo. Merci, Här President. Et ass esou, datt ee jo alles soll maachen, fir datt ee Kanner a Jugendlechen eeben net d'Gefill gëtt, datt se an den demokrateschen Institutioune kee Gehéier fannen. Et soll een hinnen, tout au contraire, Weeër opweisen, wéi se Gehéier kënne fannen. Et soll een hinne Participatiounsméiglechkeeten opweisen, fir hinnen esou d'Gefill ze ginn, Här a Meeschter iwwer hir eegen Zukunft ze sinn.

Fir bei Kanner a Jugendlecher also eebe grad dat Gefill vun der Politikverdrossenheet guer net eréischt opkommen ze loossen, gëtt am Ausland, ënner anerem an Däitschland, reegelméisseg déi grouss Shell Jugendstudie gemaach, wou eebe grad erhuewe gëtt, wéi d'Kanner an d'Jugendlecher - an do och den Ënnerscheed vun deenen ënner 15-järegen an den iwwer 15-järegen - sech an der Gesellschaft erëmfannen.

Well d'Vertrauen an d'Demokratie als Staatsform an d'Iwwerzeegung, an enger Demokratie als Eenzelnen Afloss op säin eegent Liewen, mee och op d'Gesellschaft am Ganzen huelen ze kënnen, fousen - an dat ass, mengen ech, kloer - op d'Wëssen iwwert d'Institutiounen an déi reell Participatiounsméiglechkeeten, déi all Eenzelne vun eis huet. Fir antidemokrateschen a rietspopulisteschen a leider och ëmmer méi heefeg rietsextreeme Gruppéierungen net weider Waasser op d'Millen ze ginn, ass et wichteg, datt mer de Jonken net d'Gefill ginn, datt se net gehéiert ginn, datt se eebe wëssen, wou se participéiere kënnen, wéi se participéiere kënnen.

An deem Kontext dann och d'Froen: Huet d'Regierung esou änlech Studie wéi d'Shell Jugendstudie, déi ech ugeschwat hunn, oder Ëmfro-Resultater virleien, déi duerleeën, wéi sech d'Demokratieakzeptanz an/oder d'Vertrauen an d'demokratesch Strukture bei Kanner a Jugendlechen an de leschte Joren zu Lëtzebuerg entwéckelt hunn? A gouf et Initiativen oder Mesuren an deene leschte fënnef Joer, déi bei Kanner a Jugendlechen, also ënner 15 Joer an iwwer 15 Joer, ugebuede goufen, fir hinnen eng Plattform ze bidden, fir esou kënnen d'Demokratieakzeptanz héichzehalen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. De Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ee grousse Merci un de Sven Clement fir déi interessant Fro, well ech denken, datt et fir Participatioun an Demokratie wichteg ass, dat virzeliewen, deene Jonken an de Kanner awer och d'Méiglechkeet ze ginn, et selwer ze erliewen.

An dat gëllt natierlech och an deene groussen institutionelle Strukture wéi der Schoul, der Kannerbetreiung. Dat gëllt, denken ech, awer och doheem, am Veräin. Am Alldag vun de Kanner ass dat wichteg, well éier mer de Schratt maachen, fir ze erklären, wéi eis Institutioune fonctionéieren, wéi mer um kommunale Plang, um nationale Plang, um internationale Plang probéieren, mateneen eens ze ginn, Konflikter ze reegelen, ass et vläicht wichteg, datt een am Alldag et och selwer erfiert an natierlech och de Wäert vum Engagement, de Wäert vun der Participatioun och selwer spiert, an datt een net nëmmen d'Gefill huet, mee och ganz konkreet Resultater gesäit, datt den eegenen Engagement och zu eppes ka féieren, gläichzäiteg awer och erfiert, datt déi eege Meenung net ëmmer déi eenzeg ass, an datt et drëms geet, sech eebe mat aneren och do an der Konkurrenz dann ausenanerzesetzen an ze kucken, zesumme Meenungen a Positiounen ze fannen, déi vläicht breet gedroe ginn, an heiansdo och emol ze akzeptéieren, datt eng aner Decisioun derbäi erauskënnt. An dat ass en Optrag, denken ech, deen d'Schoulen haut hunn an dee mer och an der nonformaler Bildung ganz, ganz grousschreiwen.

Dir frot ganz konkreet, ob mer Etüden hunn. Dir hutt d'Shell Jugendstudie zitéiert. Mer hunn eng, déi d'Shell Jugendstudie eigentlech als Virbild huet an déi awer hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass vun der uni.lu am Optrag vum Ministère de l'Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse: Dat ass de Youth Survey, wou de Volet Participatioun ganz besonnesch groussgeschriwwe gëtt, wou gekuckt gëtt, wou a wéi déi Jonk an der Gesellschaft kënne participéieren.

Mir hunn awer och de Jugendbericht - dee leschten zum Beispill 2015 -, deen och staark um Theema Participatioun geschafft huet an do ganz vill interessant Donnéeën an Iwwerleeunge produzéiert huet. Also och hei an der Chamber: Wie sech fir deen dote Sujet méi wëllt interesséieren an dat méi dacks wëllt zur Diskussioun stellen, dee fënnt sécherlech do nach eng ganz Rei vun interessanten Informatiounen.

2022 kënnt awer och e Rapport eraus iwwert d'Situatioun vun de Kanner hei zu Lëtzebuerg. Do geet et ëm d'Wuelbefannen. A beim Wuelbefannen ass een Element jo och: Awéiwäit fillen ech mech eescht geholl? Awéiwäit kann ech participéieren? Awéiwäit kann ech meng eege Situatioun och duerch mäin eegenen Engagement verbesseren? An do wäerte mer sécherlech och déi doten Thematik erëmfannen.

Mir probéieren am Bildungs-, Kanner- a Jugendministère ëmmer nees, ganz kloerzemaachen, datt déi Meenung vun de Kanner an deene Jonken eis wichteg ass. Fänke mer u mat Prozesser wéi Bildung am Dialog, wou ech net nëmme mat de Representante vun den Erwuessenen, vun den Elteren a vun den Enseignanten an den Educateuren zesummekommen, mee wou ech och ëmmer nees mat Schülervertrieder zesummekommen, heiansdo och mat Schüler, mat Jonken, déi do och ganz flott a ganz aktiv participéieren. An ech denken, datt dat wichteg ass, net nëmme vun der Symbolik hier, mee awer och, fir en Ableck an d'Gedankewelt an an d'Perceptioun vun deene Jonken ze kréien.

Mir hunn awer eng ganz Rei vun Initiativen, déi souwuel fir Kanner wéi och fir Jonker gëllen, déi dacks um kommunale Plang, um lokale Plang, och emol a Lycéeën, awer och an de Strukture vun der nonformaler Bildung, geschafe goufen. An ech kéint Iech elo eng ganz Lëscht opzielen, se wär sécherlech net komplett an duerfir zécken ech e bëssen. Ech kann Iech se awer gären duerno nach ginn, fir wierklech awer ze dokumentéieren, wéi breet dee Sujet do present ass a ganz konkreeten Initiativen.

Et gëtt ganz vill Schoulen, wou Klasseréit sinn, och schonn an der Grondschoul. An der nonformaler Bildung, och an de Maison-relaisen, gëtt d'Participatioun als ee vun den Ziler och vun der pedagogescher Aarbecht groussgeschriwwen, fir do natierlech deene Jonken erëm eng Kéier net nëmmen d'Gefill ze ginn, mee se wierklech kënne participéieren ze dinn.

Mir hunn och do ganz dacks mat der Zesummenaarbecht an Hëllef vum Zentrum fir politesch Bildung eng ganz Rei vu pedagogesch ausgeriichten Dokumentatiounen erschafft, déi mer un alleguerten déi Institutiounen, un d'Schoulen, un d'Bildungsstrukture ginn. Ech denken do zum Beispill un d'Publikatiounsrei „mateneen" vum ZpB, wou et ëm d'Praxisheft „Demokratiepädagogische Schulentwicklung" geet. Do gëtt et eng Editioun, déi heescht: „Vers une école démocratique", et gëtt eng: „Le conseil de coopération", et gëtt eng: „Participation en classe", an esou weider, wou wierklech probéiert gëtt, d'Participatioun an d'Engagement vun deene Jonken ze förderen. A virun allem riichten déi Publikatioune sech jo un déi Erwuessen, well déi natierlech mussen e Kader schafen, wou Participatioun ganz konkreet méiglech ass.

Am Nonformalen ass et virun allem de Service national de la jeunesse, deen déi doten Thematik a senge pedagogeschen Handreichungen och ëmmer nees opgräift an ëmmer nees däitlech mécht, datt dat och eng vun den Haaptzilsetzunge vun der pedagogescher Aarbecht an de Betreiungsstrukturen ass.

Also, fir nach eng Kéier resüméiert ze äntwerten: Mir sinn eis der Bedeitung vun der Participatioun vun de Kanner an deene Jonke wierklech bewosst. A mer mussen natierlech och ëmmer erëm kucken, datt dat seng Plaz fënnt, well ech mengen, dat ass kee politesche Problem, mee dat ass ee Problem vun eis Erwuessenen, datt mer heiansdo d'Gefill hunn, et awer vill besser ze wësse wéi déi Jonk. A mir mussen eis ëmmer erëm selwer zréckhuelen - och déi professionell Acteuren an der pedagogescher Aarbecht -, fir der Participatioun vun deene Jonken an den Institutiounen hir Plaz kënnen ze loossen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

- Question n° 209 du 26 avril 2021 de M. Dan Biancalana relative à l'avenir de l'usine LIBERTY Steel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie

Mir kommen elo zur Fro Nummer 209 vum Här Dan Biancalana un de Wirtschaftsminister iwwert d'Zukunft vu LIBERTY Steel zu Diddeleng. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Zënter enger Rei Woche gëtt an der nationaler an internationaler Press, an de Medien d'Situatioun vu LIBERTY Steel vill kommentéiert an iwwert d'Zukunft vun dësem Industriesite vu LIBERTY Steel zu Diddeleng mat hiren 250 Salariéé vill spekuléiert.

Et ass wichteg, schéngt et mer, dass mer iwwerall am Land eng wirtschaftlech an industriell Aktivitéit mat Substanz oprechterhale kënnen.

Viru gutt dräi Joer hat ech - zesumme mam deemolege Wirtschaftsminister - an diverse Courrieren, Bréiwer un d'EU-Kommissioun meng Bedenken iwwert de virgezunnen, gezwongene Verkaf vum Wierk vun ArcelorMittal geäussert. Effektiv ass et jo esou gewiescht, dass ArcelorMittal huet missen zwee Sitten, dorënner deen zu Diddeleng, verkafen, fir den italieenesche Stolproduzent ILVA S.p.A. dierfen opzekafen, fir esou dann eng Position dominante ze verhënneren.

Haut riskéiere mer, ënnert dëser Decisioun am Numm vun der Libre concurrence am europäesche Bannemaart ze leiden. Dobäi ass d'Demande no Stol an der leschter Zäit duerch d'Reprise an den USA an a China eigentlech erëm um Klammen.

Dofir follgend Froen un de Wirtschaftsminister: Wou ass den Dossier vu LIBERTY Steel haut drun? Wéi kéint den Approvisionnement duerch ArcelorMittal gehuewen a weider gewärleescht ginn, fir dass weider däerf zu Diddeleng produzéiert ginn? Gëtt et vu Regierungssäit scho konkreet Pisten, wéi de Site vu LIBERTY Steel zu Diddeleng kann erhale ginn? A wat ass schlussendlech d'Marge de manœuvre vum Wirtschaftsministère, vun der Regierung, fir an dësem Dossier zugonschte vum Erhalt vun den Aarbechtsplaze kënnen ze intervenéieren?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci dem Dan Biancalana fir déi Fro. Ech deele ganz kloer d'Besuergnis vum Députémaire vun Diddeleng iwwert d'Zukunft vun der fréierer Galvalange mat sengen iwwer 200 Salariéen.

Aus menger Siicht ass d'Situatioun am Wierk zu Diddeleng seriö an ugespaant, esou wéi ech et och schonn de leschten Donneschdeg an der Chamberskommissioun enger Partie Deputéierten hanner zouenen Diere soe konnt.

Zanterhier sinn nees véier Deeg vergaang, an et ass eng Situatioun, déi quasi am Dagesrhythmus evoluéiert. Déi lescht Deeg sinn déi intensiv Beméiunge vun der Regierung, a speziell vum Wirtschaftsministère, weidergaangen. All dës Efforten, déi mer maachen, baséieren op dräi grousse Prioritéiten, op déi ech kuerz wëll agoen.

Éischtens sollen natierlech déi Leit, déi do schaffen, kuerzfristeg hir Paie weider ausbezuelt kréien. Zweetens solle kuerz- bis mëttelfristeg d'Aktivitéite vum Site zu Diddeleng erhale bleiwen, och wann d'Wierk den Ament net voll ausgelaascht ass. Drëttens soll laangfristeg eng Léisung fonnt ginn, fir datt dat Wierk a seng Mataarbechter e feste Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Stolindustrie bleiwen, well d'Wierk ass gutt, et ass fiabel an et ass och rentabel.

Zanter ugangs Mäerz gi mer als Regierung dësen Dossier mat enger duebeler Approche un. Éischtens intervenéiere mer um Niveau vu GFG Alliance, dee via Liberty House de Proprietär vum Site zu Diddeleng ass. Dir wësst, dass d'GFG Alliance an de Sanjeev Gupta Problemer hu wéinst der Faillite vu Greensill, wat jo deen eenzege Financier war vun deem Grupp.

Mir wëssen alleguerten, wéi komplizéiert schonn eng reng lëtzebuergesch Faillite ass. Mee hei muss ee gesinn, dass déi heite Situatioun, déi vu Greensill, nach international Ramifikatiounen derbäihuet, an de Stolsecteur eran, awer och an déi ganz global Finanzindustrie eran. Déi Leit vun lech, déi déi international Press liesen a besonnesch d'Finanzpress, wëssen, dass do all gudde Broutdag op d'mannst een Artikel iwwer Greensill an iwwert de Gupta drastinn. Dat erkläert, firwat den Dossier esou komplex ass a bis ewell och zimmlech onduerchsiichteg ass, bis an d'Wierk Diddeleng eran.

Duerch déi direkt an intensiv Kontakter mat GFG wësse mer, datt de Sanjeev Gupta bis haut gewëllt ass, datt all déi Fabricken, déi zu sengem Grupp gehéieren, weider funktionéieren an och an deem Grupp do drableiwen.

Trotz der Faillite vu Greensill ass de Sanjeev Gupta rechtlech gesinn haut nach ëmmer de Proprietär vun deene verschiddene Sitten an deemno och nach ëmmer vum Wierk vun Diddeleng. Dofir ass dem Här Gupta säi Management och haut nach ëmmer deen éischten an natierlechen Uspriechpartner fir eis am Wirtschaftsministère, wann et ëm d'Zukunft vum Wierk zu Diddeleng geet.

Deen aneren Niveau, op deem mer als Wirtschaftsministère zanter Wochen intervenéieren, spillt sech um Niveau vun de Sitten Diddeleng a Léck of, déi am Binôme fonctionéieren a wou ee vun deem aneren operationell ofhängeg ass. Dofir si mer och a Kontakt mat der wallounescher Regierung respektiv mat der Direktioun vum Wierk zu Léck. Bei all eisen Interventiounen an Aktioune schaffe mer an enker Concertatioun mat de Gewerkschaften zesummen, déi um Terrain sinn, déi nach bal ee bessert Gefill hu fir d'Situatioun sur place. Bei der Rettungsaktioun fir de Site zu Diddeleng huet de Sozialdialog fir eis alleréischt Prioritéit.

Trotz der Komplexitéit vum Dossier, trotz de Repercussioune vun all deem an x verschiddene Länner, bleift et bei der Volontéit vun der Regierung, fir d'Salariéen an de Site vun Diddeleng ze erhalen, am Interêt vu Lëtzebuerg als Industriestanduert. Mir hëllefen hei, wou mer kënnen, a mir intervenéiere mat deenen Instrumenter, déi Sënn maachen. A mir schaffe ganz kloer op dat doten Zil hin.

De Finanzminister an ech hunn och, fir déi Aarbecht ze maachen, d'SNCI beoptraagt, fir déi komplex Situatioun fir d'éischt emol am Detail ze analyséieren a fir den Dossier mat eis au jour le jour ze suivéieren. Als staatlech Investitiounsbank huet d'SNCI och den Optrag vun der Regierung kritt, fir méiglech Pisten, déi mer identifizéiert hunn, op hir Machbarkeet hin ze iwwerpréiwen, fir dat Wierk weider funktionéieren ze doen. Dir wësst, dass d'SNCI hei déi néideg Expertis, Erfarung an och d'Instrumenter huet, fir als verlängerten Aarm vun der Regierung um Terrain aktiv ze ginn.

Ech verstinn natierlech, dass jiddwereen ongedëlleg ass hei am Plenum, an ech verstinn, dass jiddwereen hei gär esou séier wéi méiglech eng Léisung hätt. Mee ech soen lech, dass mer hei nach net esou wäit sinn, dass dat am Géigendeel nach wäert Deeg an och warscheinlech Wochen daueren, bis d'Parameteren all esou konkretiséiert sinn, dass mer hei en connaissance de cause eng Decisioun kënnen huelen.

Wat mer sécher net wäerte maachen, dat ass, hei eppes iwwert de Knéi briechen. Hei wäerte mer gegeebenefalls musse Steiersuen engagéieren. An dofir muss et ganz kloer sinn, dass, egal wat mer maachen, dat Kapp a Fouss huet, dass hei en industrielle Plang virläit, dee Sënn mécht, an dass mer hei en connaissance de cause eng Decisioun huelen.

(Intervention de la présidence)

Ech kommen zum Schluss, Här President. Just nach ee Wuert zum europäesche Volet, well den Dan Biancalana deen ugeschwat huet.

Et ass ganz kloer, dass hei och d'Europäesch Kommissioun eng Roll ze spillen huet an deem Dossier. Dir wësst, dass Diddeleng deemools verkaaft ginn ass wéinst där Transaktioun mat ILVA S.p.A.. Dat ass an eisen Aen - an dat huet mäi Virgänger och schonn e puermol gesot - op eng depasséiert europäesch Konkurrenzpolitik zréckzefëieren, e Contrôle des concentrations, deen net méi adaptéiert ass. Wa mer vun europäeschen industrielle Champione schwätzen, da musse mer ganz kloer eppes dorunner änneren. An ech wäert dat och dem Thierry Breton soen, wann en deemnächst op Lëtzebuerg wäert kommen.

Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

- Question n° 210 du 27 avril 2021 de M. Léon Gloden relative à l'irresponsabilité pénale d'une personne atteinte d'un trouble psychique ou neuropsychique, adressée à Mme la Ministre de la Justice

Mir kommen elo zur Fro Nummer 210 vum Här Léon Gloden un d'Justizministesch iwwert d'penal Irresponsabilitéit vun enger Persoun mat psycheschen oder neuropsychiatresche Stéierungen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Déi lescht Deeg war eng hefteg Poleemik a Frankräich wéinst dem Mord un enger jiddescher Matbiergerin, dem Sarah Halimi, ausgebrach. Wat ass geschitt? D'Sarah Halimi ass ëmbruecht gi vun engem Mäerder, deen ënner ganz groussem Afloss vun Droge stoung.

D'franséisch Cour de cassation huet de 14. Abrëll en Urteel geschwat, wou zréckbehale ginn ass, datt et en antisemiteschen Akt war, mee opgrond vu sengem ganz staarken Drogenafloss ass en als onzourechnungsfäeg erkläert ginn, also net penal condamnéiert ginn.

Et ware grouss Demonstratiounen a Frankräich an et huet eng Debatt am franséische Parlament stattfonnt, wouropshin och de franséische Justizminister gesot huet, datt se d'Legislatioun géifen iwwerschaffen.

Jo, mir hunn eng änlech Legislatioun wéi d'Fransousen. Och mir hunn en Artikel am Code pénal, dee seet: „Wann een net zourechnungsfäeg ass, au moment de l'acte, da kann een net condamnéiert ginn, kann een net penal haftbar gemaach ginn."

Elo ass et awer esou, dass, wann ech selwer à l'origine vun där Onzourechnungsfäegkeet sinn - a wann een déi Jurisprudenz liest an der Affär Sarah Halimi, stellt sech eraus, datt dee Mäerder all Dag op d'mannst 15 Jointe Cannabis an Droge gefëmmt huet -, do sinn ech perséinlech der Meenung, datt een do eppes muss änneren.

Duerfir meng Froen un d'Madamm Ministesch: Denkt d'Madamm Ministesch, datt esou eng änlech Jurisprudenz opgrond vun der Lëtzebuerger Legislatioun hei zu Lëtzebuerg géif geschwat ginn? Ech fäerten, d'Äntwert ass Jo.

Wa jo, ass d'Madamm Ministesch bereet, sech a Kontakt ze setze mat dem franséische Justizminister a säi Projet ze kucken, fir dann och esou e Changement hei zu Lëtzebuerg an dem Code pénal anzeféieren?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gloden. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci, Här Gloden, fir déi Fro. Et ass effektiv en Theema, wat am Moment a Frankräich ganz hëtzeg diskutéiert gëtt, wat och absolutt verständlech ass.

E Mord ass eppes, wat fir déi betraffe Famill dramatesch ass. An en antisemitesche Mord ass net just fir eng Famill dramatesch, mee fir eng ganz Communautéit. Vun dohier ass déi Emotioun, déi do ronderëm ass, absolutt ze verstoen.

Virop bemierkt: Ech sinn ni der Meenung, dass een an der Urgence soll legiferéieren an och net op Faitdiverse baséiert soll legiferéieren, mee dass ee soll mat der néideger Distanz Fakten analyséieren an och d'Rechtsspriechung kucken an och d'Urteeler kucken an d'Dispositiounen an de Codë kucken an dann en fonction dovunner eng Evaluatioun vun eppes maachen.

„Wéi ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg?", hutt Der mech an der schréftlecher Versioun gefrot. Elo hutt Der lech e bëssen aneschters ausgedréckt. Dir hutt gesot: „Ass dat doten och zu Lëtzebuerg méiglech?" Also, ech kann net eng zukünfteg Décision de justice kommentéieren. Ech kann lech just soen, wat, Stand haut, meeschtens an esou Fäll wéi deem doten decidéiert gëtt.

Ech hunn zum Beispill eng Decisioun matbruecht. Dat ass d'Decisioun 15/19 Cour d'appel, wou da gesot gëtt: « La diminution des mécanismes de contrôle, suite à la consommation excessive d'alcool, est dès lors le résultat d'une faute dans le chef de A, excluant de ce fait l'application de l'article 71-1 du Code pénal. Donc, même si, à jeun, il n'avait jamais eu l'intention de commettre une infraction quelconque qu'il commettra par après en état ivresse, il devait connaître, quitte à ce que sa réaction démesurée a été certes favorisée par l'effet désinhibiteur de l'alcool, parfaitement les conséquences auxquelles il risquait de s'exposer en s'enivrant. »

Dat heescht, et ass eng geleefeg Jurisprudenz fir ze soen, dass e Feeler gemaach ginn ass, wann een

esou exzessiv Droge consomméiert, dass een herno eng Dot begeet.

Ech wollt just eng Klammer maachen. Ech wëll elo net hei Jurisprudenze kommentéieren, a scho guer keng auslännesch. Et ass e bëssen aneschters an de Faiten, wéi dat, wat Der elo gesot hutt, deen Dossier, wou déi Decisioun vun der franséischer Cour de cassation koum. Deen Täter hat Psychosen, déi ausgeléist goufen duerch säi Cannabiskonsum. Do gëtt et och ganz vill Literatur driwwer. Mee op alle Fall, et ass net just de Konsum en tant que tel, mee et ass och de Fait ... de Konsum iwwer eng laang Dauer, deen dat dote kann ausgeléist hunn; awer net onbedéngt muss.

Elo zur Fro: Wéi geet een domadder ëm? Mir haten déi Diskussioun och schonn hei zu Lëtzebuerg. Déi aktuell Dispositioun aus eisem Code pénal geet zréck op e Gesetz vun 2000, wat 1998 vum deemolege Justizminister Luc Frieden deposéiert gouf. Do kann een noliesen am Exposé des motifs, dass sech d'Fro gestallt gouf: Wéi gi mer domadder ëm, wann déi Infraktiounen ënnert dem Empire vun der Ivresse begaange goufen?

Hei schreiwen d'Auteure vum Text: « Afin de clarifier la situation de l'ivresse volontaire, il a été initialement envisagé [...] de retenir expressément le principe de la responsabilité pénale d'une personne dont le discernement était altéré au moment des faits ou qui avait perdu le contrôle de ses actes par suite de consommation de boissons alcooliques, de stupéfiants ou de substances médicamenteuses ou autres pouvant entraîner une altération du discernement. Ce principe n'a [cependant] pas été retenu et il a été jugé plus approprié de laisser au juge le soin de juger de cas en cas s'il y a lieu de considérer le prévenu comme étant pénalement responsable ou non. »

Dat heescht, viru knapp 20 Joer ass decidéiert ginn, déi Fro net an engem Text ze beäntwerten; wat ech och kann novollzéien dans la mesure, wou den Discernement eigentlech den Élément essentiel an och e Fundament ass vun eisem modernen Droit pénal. Ech wäert natierlech awer ganz opmierksam suivéieren, wéi déi Diskussioun elo a Frankräich weidergeet. Ech wëll och drop opmierksam maachen, dass e Rapport gefrot gouf vun de franséischen aktuellen a virege Justizministeren. Dee Rapport kënnt zur Konklusioun, dass den Text net soll geännert ginn.

Ech kucken elo natierlech, wat d'Fransouse wäerte maachen. En fonction dovunner maache mir dann eng Evaluatioun vun der Situatioun, ob esou eppes hei néideg ass oder net. Mee op alle Fall, et ass näischt, wat een „d'une main tremblante" elo hei sollt modifizéieren.

Merci awer fir Är Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

- Question n° 211 du 27 avril 2021 de Mme Stéphanie Empain relative au bilan du Plan d'action national 2017-2020 pour la gestion des risques à long terme dus à l'exposition au radon, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mir kommen elo zur Fro Nummer 211 vun der Madamm Stéphanie Empain un d'Gesondheetsministesch iwwert de Bilan vum nationalen Aktiounsplang 2017-2020 iwwert d'Risike vum Radon. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Madamm Minister, gëschter war den Tschernobyl-Gedenkdag. Domadder stoungen, wéi all Joer, déi radioaktiv Gefore vun der Atomenergie erëm am mediale Fokus.

Mir sollten awer net vergiessen, datt et och natierlech Radioaktivitéit gëtt an datt och dës ënner Ëmstänn zu Gesondheetsimpakter féiere kann - esou zum Beispill de Radon. De Radon ass e radioaktiven Edelgas, deen an der Natur virkënnt an aus dem Zerfall vun natierlechen Uran-Elementer entsteet.

Jee no Geologie ass d'Konzentratioun vum Radon awer ganz variabel, also net iwwerall d'selwecht héich. An Däitschland geet d'Strahlenschutzbehörde dervun aus, datt de Radon fir ongeféier 5 % vun de Longekriibsfäll an der Bevëlkerung responsabel ass. An och zu Lëtzebuerg kann een op der Websäit vun der Santé noliesen, datt de Radon eng Roll bei 5 % bis 10 % vun de Longekriibsfäll kéint spillen.

D'Gefor vum Radon entsteet bei der Kombinatioun vun der passender Geologie mat schlecht belëfte Gebailechkeeten. Zu Lëtzebuerg betrëfft dat prioritär d'Géigende mat Schiferbuedem, also haaptsächlech d'Éislek. An déi fënnef Kantonen aus dem Norden - also Clierf, Dikrech, Réiden, Veianen a Wolz - sinn 2019 par règlement grand-ducal als Radonzon agestuuft ginn, well hei schätzungsweis 5 % vun de Gebailechkeeten iwwert dem Referenzseuil leien.

An dësem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Minister stellen:

Deen éischte Plan d'action radon ass 2020 ausgelaf. Gëtt do nach e Bilan gezunn oder ass do e Bilan gezu ginn?

Déi zweet Fro wär, wéi wäit d'Preparative fir d'Opstelle vum nächste Radonplang sinn, deen dat neit Radioprotektiounsgesetz vun 2019 virgesäit?

Déi drëtt Fro wier: Vu dass et laut deem neie Gesetz elo och eng Obligatioun gëtt fir Radonmiessunge fir d'Employeuren fir d'Aarbechtsplazen an de betraffene Gebidder, genee wéi och fir Schoulen, Maisonrelaisen, Crèchen, Internater an eng Rëtsch aner Gebailechkeeten, wou e Public sech länger kann ophalen, wéi gesäit et also do mam Ëmsetze vun dëse Miessungen aus am Éislek respektiv am Norde vum Land? Goufen déi betraffen Employeuren an aner Entitéite scho vum Ministère iwwert dës Obligatiounen informéiert? Wéi vill Gebailechkeete sinn hei an där Regioun betraff respektiv wéi vill Miessunge missten hei an deenen nächste Jore gemaach ginn? An ass heizou eventuell och eng Informatiounscampagne geplangt?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Eis Divisioun vun der Radioprotection ass effektiv ee vun deene Servicer, déi extreem intensiv agebonne waren an der Gestioun vun der Kris, an dat vun der éischter Stonn un. Si gehéieren zu deene Leit, déi net nëmme siwen Deeg op siwen, mee déi Zäit och ganz oft an der Nuecht ënnerwee waren an der Cellule logistique. Dofir hu mer mat deem heiten Dossier e liichte Retard, awer zum Gléck just e liichten, soudatt ech Iech eng ganz Rei Äntwerte ka ginn.

D'Fro vum Radon ass eng ganz wichteg Fro, well d'Expositioun ronn een Drëttel ausmécht vun alle Stralenexpositiounen hei am Land, dat nieft engem aneren Drëttel, wat déi sougenannt natierlech Strale sinn, an dann nach eng Kéier en Drëttel fir medezinnesch Expositiounen.

Wat ass Radon? Dat ass effektiv een natierlech radioaktive Gas, deen aus dem Buedem an d'Haiser gelaangt, dee mer dann anootmen, wat dann och eventuell mat engem Risiko fir Longekriibs verbonnen ass.

Eis Divisioun - dat heescht, déi Leit, déi dorobber schaffen -, déi mécht hir Miessungen, wéi Der vläicht wësst, iwwert d'Wanterméint. Net am Summer, well do d'Radonkonzentratioun an der Reegel méi niddreg ass. Aus deem Grond probéiere mer och all Joer, eréischt um Enn vum Summer mat der Sensibilisatioun unzefänken, fir da wierklech fir de Wanter preparéiert ze sinn. Deemno preparéiere mer och d'Presentatioun eeben am Kontext vun enger Campagne fir dësen Hierscht.

Dat heescht, deen éischten Aktiounsplang ass souwäit ofgeschloss, de Bilan läit vir. Ech muss soen, mir haten et nach net caséiert kritt, dass ech e gesinn hunn. Mee de Plang ass effektiv, dat da mat där dësjäreger Campagne ze verbannen, déi am Hierscht wäert kommen.

Ech krut gesot, déi meescht Saachen/Aktiounen, déi virgesi sinn, wären ëmgesat a géifen och zum groussen Deel weidergefouert ginn. Deen neie Radonplang, dee fir 2021-2028, ass och an der Fortsetzung ugeduecht a wäert och deementspriechend erweidert ginn ëm Mesurë ronderëm d'Aarbechtsplazen, déi effektiv ganz wichteg sinn.

Zu den Aarbechtsplazen am Norde vum Land, wou da bis 2028 och weider Miessunge mussen duerchgefouert ginn, kann ech elo scho Follgendes soen: Fënnef privat Laboratoirë goufen nieft dem Laboratoire aus der Radioprotektioun selwer, dee bei eis ass, elo autoriséiert, fir dës Miessungen ze maachen.

Mir hunn och elo den Depliant an e Guide publizéiert fir d'Betriber, wou ganz genau erkläert gëtt, wéi gemooss muss ginn a wéi och d'Resultater ze interpretéiere sinn a wéi ee muss virgoen, wann d'Resultater dann erhéicht si par rapport zu deem, wat normal ass. Do sinn am Norden 3.300 Betriber concernéiert. Ech hu mech ee Moment gefrot, ob dat en Tippfeeler ass, mee mir schéngen der effektiv esou vill ze hunn.

Weider Detailer zu den Aarbechtsplaze gëtt et dann am nämmlechte Kontext. Mir wäerten dat verbannen: Wa mer de Bilan maache vum éischten, da wäerte mer och den nächsten, den zweete Radonplang presentéieren, mat deenen néidegen Detailer dann.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

- Question n° 212 du 27 avril 2021 de Mme Octavie Modert relative aux projets de trains de nuit en Europe, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi nächst Fro, d'Fro Nummer 212, ass vun der Madamm Octavie Modert un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten. Do geet et iwwert de Projet vun den Nuetszich an Europa. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- « Notre objectif est de relier Barcelone à Berlin en passant par Bruxelles », esou huet dëser Deeg ee belschen Entrepreneur gesot, deen als ee vun zwee beim Bedreiwer vum belschen Eisebunnsreseau eng Demande d'exploitation agereecht huet fir e Sillon, fir vum Fréijoer d'nächst Joer un Nuetszich fueren ze loossen.

Déi eng Linn soll vu Bréissel iwwer Léck op Berlin lafen, an déi aner vu Bréissel a Richtung Südfrankräich bis op Perpignan. Mee si fueren net iwwer Lëtzebuerg. Spéiderhi soll et souguer nach vu Perpignan weidergoe bis op Barcelona. Duerfir schwätzt dann deen Entrepreneur och vun enger „Croisière mam Zuch", falls de Projet Realitéit géif ginn. Esou géifen dann d'Passagéier owes zu Berlin an den Zuch eraklammen, den Dag duerno géife se zu Bréissel verbréngen an owes den Nuetszuch huelen, fir weiderzefueren op Barcelona.

Wann een dann elo de Green Deal vun der EU-Kommissioun bedenkt, wann een d'Gedanken oder Pläng am Ausland bedenkt - se sinn och schonn hei am Land thematiséiert gi vu Regierungsmemberen -, fir Kuerzstreckeflich mam Fliger ofzeschafen, a virum Hannergrond vun der laanger Traditioun vun Nuetszich iwwer Lëtzebuerg op Ventimiglia, esou wär meng Fro, Här Minister, wéi d'Strategie géif ausgesinn a puncto Nuetszich a Verbindungen an d'Ausland.

Et geet jo drëm, datt Lëtzebuerg als eng vun dräi Europahaaptstied net lénks leie gelooss gëtt an datt mer net herno eng Exklav wären op der internationaler Eisebunnspassagéierstreckekaart. An duerfir: Am Detail, Här Minister, hutt Dir vun deem Projet do gewosst oder war eng Méiglechkeet fir ze kucken, wéi dann den Tracé iwwer Lëtzebuerg als eng EU-Haaptstad géif kënne weiderverlafen?

Wéi ass am Allgemengen d'Zesummenaarbecht vun der Lëtzebuerger Regierung mat den Nopeschlänner am Kontext vun transnationalen Eisebunnslinnen organiséiert? Wat plangt d'Regierung fir ze verhënneren, datt Lëtzebuerg eeben op esou zukünftegen transeuropäeschen Eisebunnslinne lénks leie gelooss géif ginn? A wéi wëllt d'Regierung sech fir déi laang Traditioun vun Nuetszich vun oder iwwer Lëtzebuerg, déi mer hunn, asetzen, fir déi och erëm opliewen ze loossen?

Mir hunn deemools mat Beetebuerg e Pôle d'échange am Fret gemaach an den 2000er Joren hei zu Lëtzebuerg, fir datt de Frachttransport mam Zuch net laanscht, mee duerch Lëtzebuerg fiert. An ech denken, et wär eng Iwwerleeung wäert, wann een an den 2020er Joren iwwer esou ee Pôle am Beräich Voyageur/Passagéier nodenke géif, fir d'Attraktivitéit a besonnesch d'Accessibilitéit vu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbecht, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, an och merci der Madamm Modert fir déi sécherlech interessant Froen, déi de Moment ganz vill europäesch diskutéiert ginn, d'autant plus, wou mer jo an Europa eng grouss Diskussioun driwwer hunn, de Fluchverkéier op méi kuerzen Distanzen ze reduzéieren - dat heescht, de Fluchverkéier éischter eeben ze gesinn als e wichtege Verkéiersträger iwwert den Atlantik ewech op laange Strecken, an op innereuropäesche Strecken éischter natierlech den Zuch ze notzen.

Dat setzt natierlech viraus, datt den Zuchreseau an Europa och deementspriechend an der Qualitéit an an der Offer muss esou sinn, datt een éischtens net éiweg laang brauch, well soss hëlt sécherlech keen dat, an zweetens géife mer dat dann net als Ersatz kënnen ubidde géint de Fliger, well, ech mengen, et wär net ganz korrekt par rapport zu eise Matbierger an Europa, fir hinnen ze soen: „Amplaz vum Fliger, wou s de vläicht an zwou Stonnen do bass oder an enger Stonn, brauchs de elo zéng bis 15 Stonne mam Zuch." Dat kann net sinn.

An dat Zweet ass dann natierlech d'Qualitéit, dat ass ganz kloer. Dat heescht, wann ech nuets fueren, muss ech uerdentlech Zich hunn, wou ech Schlofween hunn, déi och eng gewësse Qualitéit hunn.

Et ass awer esou: Fir d'Nuetszich huet d'Situatioun sech e bësse geännert par rapport zu deem, wéi et vläicht fréier war. Wann Der Iech emol drun erënnert, mir hate jo eng Zäit Nuetszich a Richtung Italien. Mir haten der och a Richtung Südfrankräich. Wat et déi Zäit net ginn ass, wat et haut awer gëtt, dat sinn natierlech d'TGVen. Duerfir muss een natierlech un alleréischter Stell kucken, datt ee Strecken eraussicht, wou ech net a Konkurrenz si mat engem TGV, well soss gëtt et net vill Sënn, soss huelen d'Leit natierlech éischter den TGV, well deen, duerch déi héich Vitess natierlech, vill manner laang Zäit brauch. Et muss een och soen: Och am TGV, wann Der méi spéit owes fuert, dat ass awer bequeem, wéi een do ka sëtzen. Dat heescht, do ass kloer den Trend dozou.

Dat heescht, wann ech elo vu Lëtzebuerg aus kucken, Richtung Frankräich: Mir hunn entre-temps gutt Verbindungen op Paräis. Vu Paräis aus kënnt een natierlech och gutt weider. Mir hu souguer gutt Verbindungen a Südfrankräich, iwwer Stroossbuerg, mam TGV. Déi wäerte sécherlech och nach ausgebaut ginn.

Wann ech da gesinn, wéi d'Situatioun ass a Richtung Däitschland, do verkomplizéiert se sech de Moment fir Lëtzebuerg, well mer natierlech nach ëmmer net déi allerbeschten Ubannungen hunn un déi eenzel Knuetpunkten, wou dann zum Beispill Nuetszich fortfueren. Dat ass dann éischter Richtung Norde gesinn. Wann ech elo op Köln deen Eck kucken, oder am Süden, do wär et dann éischter Saarbrécken-München, deen Deel.

Dat heescht, do musse mer, mengen ech, virun allem derfir suergen, datt mer d'Verbindungen op de Knuetpunkte vill verbessert kréien. Dat läit natierlech net un eis, dat läit méi un der däitscher Säit. Do hu mer awer vill Gespréicher. Ech mengen och, datt mer do iergendwann eng Kéier wäerte weiderkommen, soudatt sech fir eis een Akt sécherlech gutt ubitt - an dat ass eeben och deen zweete Punkt, deen ee muss berücksichtegen -, dat ass: Et muss een en Nuetszuch ubidde vun enger grousser Agglomeratioun duerch grouss Agglomeratiounen op een anere Punkt, wou och vill Potenzial ass.

Et huet kee Wäert, datt mer en Nuetszuch ubidden an eng Regioun, wou mer wëssen, datt d'Leit weeder touristesch nach soss hifueren. Dat heescht, am beschten ass et natierlech zwësche groussen Haaptstied oder Regiounen, wou touristesch vill Potenzial ass. Dat heescht, wann ech elo fir Lëtzebuerg kucken - an Dir hutt et och ugeschwat -, ass sécherlech Bréissel, Lëtzebuerg, Richtung Schwäiz an Italien interessant, wou mir musse kucken, datt mer ugebonne ginn.

Ech hunn och selwer eng Initiativ geholl am Kader, wéi Däitschland d'Presidence hat an der Europäescher Unioun viru sechs Méint. Do war jo, duerch den däitsche Minister, déi ganz Diskussioune ronderëm den TEE 2.0 (ndlr: TransEuropExpress 2.0) opgeworf ginn, dat heescht: Wéi verbannen ech d'europäesch Haaptstied erëm mateneen?

Do hat ech och e Bréif geschriwwen un d'däitsch Presidence an och un d'Kommissioun, wou ech gesot hunn, et wär vläicht noutwendeg oder sënnvoll, datt mer Eurocap-Rail - de Projet, dee bestanen huet; dat war eeben deen tëschent Bréissel, Lëtzebuerg, Stroossbuerg an der Schwäiz -, erëm géifen ophuelen an deem dote Sënn. Dat ass och op positive Buedem gefall, well meng Iddi ass du matiwwerholl ginn an deen ofschléissenden Text vun engem Conseil informel an der däitscher Presidence.

Natierlech ass bei eis de Schwaachpunkt am Moment elo d'Streck Bréissel–Lëtzebuerg. Ech hu mat mengem neie belschen Homolog, mam Georges Gilkinet, och e Bréif un d'Europäesch Kommissioun geschriwwen, well am Kader vum Green New Deal solle jo vill Suen investéiert ginn an d'europäescht Schinnennetz, de Schinnereseau, soudatt mer gesot hunn: „Hei, lauschtert emol, da gëtt et awer eng Streck, déi sech absolutt eegent, dat ass Bréissel–Lëtzebuerg, zwou europäesch Haaptstied!", datt do déi Streck endlech uerdentlech gëtt an datt dat virgezu gëtt. Well de Moment ass, laut dem belsche Plang, den Zäitpunkt, den Horizont 2030! Dat ass verréckt, wann ee bedenkt, wéi laang dat schonn ... wivill Ministere viru mir sech schonn do hu musse ploen! Duerfir hu mer och elo déi Initiativ geholl.

Deen neie Minister ass och bereet, elo zesumme mat mer ze kucken, datt mer deen Zäitpunkt kënne ganz staark virzéien. Et geet natierlech do haaptsächlech ëm de Finanzement, well bis elo ass déi belsch Streck Bréissel–Lëtzebuerg ëmmer erëm gescheitert um Finanzement, fir datt et méi séier géif goen. Ech sinn awer gudder Déng, datt mer elo méi séier wäerte weiderkommen.

Ech hunn elo nach virum Summer eng Entrevue mam belsche Minister fir ze kucken, wéi mer eis do strateegesch opstellen. A wann déi Streck natierlech bis endlech géif uerdentlech ekipéiert ginn a fir eng uerdentlech Vitesse commerciale ausgestatt ginn, dann hätte mer net nëmmen e Grondstee geluecht, fir Bréissel–Lëtzebuerg ze verbesseren, wou mer alleguer opootmen, mee och natierlech fir d'Nuetszich, déi vu Bréissel iwwer Lëtzebuerg dann a Richtung Italie géife fueren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mobililtéitsminister François Bausch.

- Question n° 213 du 26 avril 2021 de M. Gusty Graas relative à la destruction chimique des chenilles processionnaires du chêne, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Mir kommen dann un d'Fro Nummer 213 vum Här Gusty Graas un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt,

Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Vernichtung vu Prozessiounsraupen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Effektiv hu mer an deene leschte Joren eng massiv Verbreedung vum Eichenprozessionsspinner - e ganz komplizéiert Wuert, ech sinn elo frou, dass ech et eenegermoosse richteg erauskritt hunn -, deen awer mat ganz ville Problemer verbonnen ass, aus deem ganz einfach Grond, well et sech hei ëm eng Raup handelt, déi da sougenannt „Brennhoer" huet. A wann een a Kontakt mat där Raup kënnt, da kann dat awer negativ Konsequenzen hunn, bis zu schwéierer Otemnout, och Ausschlag. Dat sinn net nëmmen negativ Konsequenze fir de Mënsch, mee och souguer fir Hausdéieren. Et gëtt duerfir och gewarnt bei Hënn, Kazen, Päerd, Kéi an esou weider.

Jiddefalls ass et esou: Schonn op ville Plazen am Land - an ech mengen, d'Gemengevertrieder hei wëssen dat och - hu musse Parkanlage gespaart ginn, Deeler vu Bëscher hu souguer musse gespaart gi wéinst där ganz grousser Problematik.

Den 20. Abrëll ass elo en neien nationale Plang, kann ee soen, virgestallt ginn, wou dann eng ganz Rei Moossnamen opgelëscht sinn. Ech muss och soen, ech hunn dee Plang elo duerchgekuckt, deen ass ganz detailléiert, wierklech gutt gemaach; dat muss ech hei ënnersträichen. Do ass souguer ënner anerem virgesinn, datt am schlëmmste Fall och kënne cheemesch Produiten agesat ginn. Dat dierfen awer nëmme Biozidprodukter sinn.

Du koum awer allerdéngs dräi Deeg méi spéit och e Communiqué vun natur&ëmwelt a vun der Gesellschaft „Ouni Pestiziden". Déi weise sech awer iwwerrascht, datt och kënne Chemikalien agesat ginn. Eng Rei Gemengen hätten dat scho gemaach, och op Urode vu Fierschteren, vu Vertrieder vum Ëmweltministère.

Ech wollt duerfir an där ganzer Problematik e puer Froen un d'Madamm Ministesch stellen.

Insgesamt, wéi ass dee ganze Problem de Moment hei zu Lëtzebuerg anzestufen? Ass ze fäerten, datt déi Plo nach méi grouss gëtt? Mir wësse jo och, datt et eng Konsequenz ass vun der Klimaveränneerung.

Eng zweet Fro geet dann natierlech elo a Richtung vum Notze vu cheemesche Mëttelen, déi kënnen agesat ginn. Et steet am Rapport: „Wann déi mënschlech Gesondheet direkt a Gefor ass". D'Fro ass: Wéini ass déi dann a Gefor?

An dann: Wou ginn déi cheemesch Mëttelen agesat? Nëmmen u Beem, déi direkt befall sinn, oder och nach an engem gréisseren anere Rayon? Sinn och do Kollateralschied ze erwaarden? An hunn och schonn éischt Asätz Resultater gewisen?

Da wëll ech awer och drop hiweisen, datt et jo haut awer och mechanesch an dann och thermesch Moyene gëtt, fir dee Fleau do, esou kann een dat jo roueg soen, ze bekämpfen - inwiefern datt déi duergi respektiv net duerginn, vläicht, soudatt een awer muss op Chemie zréckgräifen.

An dann ass nach eng lescht Fro och déi: Wat heescht dat do elo fir den Eechebestand insgesamt hei zu Lëtzebuerg, an éischter Linn natierlech Eechebestänn an de Bëscher, mee virun allem awer och am urbane Raum respektiv an de Parkanlagen? Heescht dat elo, datt mer do an Zukunft keng Eeche méi uplanze sollen? Wat natierlech ganz schued wär - ech mengen, et ass e schéinen, majestätesche Bam, dee Joerhonnerte kann al ginn. Mee bréngt dat do mat sech, datt mer, wéi gesot, och do an Zukunft leider musse manner Eechen uplanzen?

Ech soen Iech Merci, Madamm Minister, fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Jo. Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, ech mengen, dass dat doten eng ganz wichteg Fro ass, op déi mer all Joer quasi erëm zréckkommen. Duerfir sinn ech och frou, dass dee Plang elo zesumme mat ganz villen Acteuren - mat der Santé, awer eeben och mat Bâtiments publics, Ponts et chaussées a mat de Verwaltunge vun der Ëmwelt an och vum Naturschutz - konnt ausgeschafft ginn. Dee Plang ass do, en ass publizéiert. Dee seet eigentlech ganz genau, wéi mer kënnen agéieren, wa mer deen Eichenprozessionsspinner ...

An dann zum Här Graas a senger éischter Fro: Jo, dee gëtt begënschtegt duerch d'Klimakris, déi mer hunn. Dat heescht, mir hunn et vermehrt, dass mer en hei zu Lëtzebuerg fannen. A wa mer dee fannen, da musse mer eis Reegele ginn, wéi mer dermat ëmginn.

Déi éischt Optioun ass ëmmer, dass ee kuckt, dee ganze Problem mechanesch an ouni Asaz vu Biozïden ze léisen. Dofir gëtt et och Krittären.

Deen éischte Krittär ass: Wou sinn déi Beem, déi da vum Eichenprozessionsspinner befall sinn? Sinn et eenzelner? Sinn et der an engem Grupp?

An dann: Wou sinn déi? Ass et do, wou ee vill Mënschen huet, wou ee vill Déieren huet, wou am Alldag Leit passéieren? Da kann een natierlech d'Gefor och aschätzen an da muss een deementspriechend reagéieren.

Am Normalfall gëtt eebe geroden, déi mechanesch esou ofzesaugen oder d'Plazen ze spären. Et huet een awer Plazen - an Dir hat schonn eng genannt -, zum Beispill zu Beetebuerg am Märchepark oder awer och ganz rezent zu Mondorf bei där Statioun, wou eebe sollten d'Leit geimpft ginn, wou een esou ee Befall huet, wou Urgence ass, wou ee muss schnell handelen.

An dat sinn déi Krittären, déi mer dee Moment applizéieren, fir dat eenzeg zougeloossent Biozid. Dat ass e Biozid, e Preparat, deen iwwert d'Ëmweltverwaltung zougelooss ass, an dësem Fall e Wierkstoff mat engem Buedembakterium. Dat heescht, et ass een, deen och soss am Beräich vum Bio kéint zougelooss ginn, mee bei de Biozide maache mer déi Kategoriséierung manner.

Duerfir ass ee Wierkstoff zougelooss, an dee kann och nëmmen - an dat ass ganz wichteg - vun Experten, also net fir den Ottonormalgebrauch, mee wierklech vun Experten a ganz cibléiert op deene Plazen ugewant ginn, wou et extreem wichteg ass a wou keen anere Moyen do ass. Well et ass awer ëmmer nach ganz wichteg, dass mer herno net Mënschen an hir Déieren hunn, déi dann dee Moment hei betraff wären an déi géife riskéieren, verletzt ze ginn.

Da wëll ech Iech och ganz kuerz soen: Am ganze Land hate mer bis ewell sechs esou Ufroen. Et ass kloer, datt esou e Preparat och en Effekt op aner Päiperlekszorten huet; och wann et relativ selektiv ass. Duerfir verstinn ech och op där anerer Säit d'Kritik.

Mir musse ganz genee oppassen, dass dat doten Ausname sinn an dass mer am Generellen do, wou et méiglech ass, aner Alternativen ze hunn, dass mer déi do applizéieren. Ech mengen, an de Bëscher ass et kee Problem, och emol en Deel vun enger Streck net ze notzen. Wa mer awer hei bei enger Schoul sinn oder an engem Park oder no do, wou d'Leit elo higinn, fir sech impfen ze loossen, ech mengen, da justifizéiert dat op alle Fall déi doten Aktioun, wou an der Reegel och d'Gemenge gefrot hunn, op dee Wee ze goen.

Dann, mengen ech, ass et fir d'Zukunft duerchaus … Esou, wéi mer am gesamte Bësch kucken, wou wéi ee Standuert fir wéi eng Beem gutt ass, wäerte mer och dat dote musse mat an eis Gedanken huelen, wa mer d'Konzeptioun vun ëffentleche Plaze maachen. Dat heescht jo net, dass mer keng Eeche méi planzen, mee vläicht ass eebe grad den Emplacement an engem Park op Plazen, déi manner frequentéiert sinn, eppes, wat een an Zukunft muss a Betruecht zéien.

Domat soen ech Iech Merci fir dës Fro.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Ministesch Carole Dieschbourg.

- Question n° 214 du 27 avril 2021 de M. Serge Wilmes relative à l'effet de la gratuité des transports publics sur le nombre d'utilisateurs depuis son introduction, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi nächst Fro, d'Fro Nummer 214, kënnt vum Serge Wilmes un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Wierkunge vum gratis ëffentlechen Transport op d'Unzuel vun de Passagéier säit senger Aféierung. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Merci, Här President. Den 23. Abrëll huet de Statec e „Regards" erausbruecht. Hei huet en Donnéeë verschafft aus enger Ëmfro iwwert d'Forces de travail vun 2020. Et ass och e Volet gewiescht iwwert d'Moyens de transport, iwwert d'Transportmëttelen, a besonnesch iwwert de Wee vun doheem bis op d'Aarbecht. Do sinn e puer Erkenntnisser derbäi erauskomm.

Déi éischt ass, datt déi Medianzäit, déi esou en Trajet brauch vun doheem bis op d'Aarbecht, am éischten Trimester 2020 25 Minutte war; am zweeten Trimester ass se op 15 Minutten erofgaangen; am drëtten Trimester si mer op 20 Minutten eropgaangen.

Déi zweet Konklusioun war: sechs Residente vun zéng - ben, et geet hei nëmmen ëm d'Residenten, net ëm d'Frontalieren - huelen all Dag hiren Auto oder hire Moto, fir op d'Aarbecht ze fueren; zwou Persoune vun zéng huelen den ëffentlechen Transport; dräi Persoune vun zéng ginn ze Fouss; an dann, déi duuss Mobilitéit, wéi Vëlo, E-Scooter, ass relativ kleng. Et muss ee soen, hei ware méi Méiglechkeete fir unzeginn, well soss geet d'Rechnung net op, op zéng gerechent, dat heescht, et ware méi Méiglechkeeten, déi ee konnt uginn, wéi ee sech eebe beweegt.

Dann ass eeben eng aner Konklusioun, datt d'Pandemie elo net u sech wierklech derzou bäigedroen huet, datt d'Gewunnechte groussaarteg op d'Kopp gehäit gi sinn. Vläicht ass den ëffentlech Transport dat zweet Trimester e bësse manner benotzt ginn, an och bis elo.

Natierlech muss ee soen, et ass eréischt ee Joer, datt et den ëffentleche gratis Transport gëtt. Dat heescht, et ass do jo nach net ganz vill Zäit vergaangen, fir grouss Konklusiounen ze zéien. Mee op jidde Fall: Iwwert dat Joer gesinn, mat deem spezielle Joer natierlech vun der Pandemie, seet elo hei déi Ëmfro vum Statec, datt d'Introduktioun vun der Gratuitéit am ëffentlechen Transport elo net onbedéngt derzou gefouert huet, datt méi Leit den ëffentlechen Transport géifen huelen; op jidde Fall net am zweeten, drëtten Trimester vum Joer 2020.

An déi véiert Konklusioun ass u sech, datt 50 % vun de Leit, déi op d'Aarbecht ginn, eeben - wéi gesot, déi dat all Dag benotzen - de Moto an den Auto benotzen. Déi maachen den Trajet an 20 Minutten. Dann déi Leit, déi mam Vëlo fueren, mam E-Bike, och an 20 Minutten. An déi, déi ze Fouss ginn oder mam ëffentlechen Transport, a 25 Minutten.

Meng Froe wären u sech un Iech:

Wat sot Der zu deenen dote Resultater? Dir hutt bestëmmt jo och selwer Zuelen, kënnt Der eis déi nennen? Passen déi iwwereneen oder si se vläicht grondverschidden?

A wat sinn u sech elo à court terme déi nächst Etappe vun der Regierung, och vun Ärer Mobilitéitsstrategie, fir déi Gewunnechten da lues a lues unzepasse respektiv ze änneren?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Serge Wilmes. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci dem Här Wilmes fir déi Froen. Dat si Froen, mat deene mer eis an deenen nächste Méint bis Enn des Joers, a virun allem Enn des Joers, intensiv beschäftege wäerten, well mir schaffe jo de Moment a mengem Ministère um Plan national de mobilité 2035, wéi mer dee genannt hunn.

Firwat „2035"? Mee well mer jo am MoDu (ndlr: Stratégie globale pour une mobilité durable) gesot hunn: Mir wëllen eng Verkéiersstrategie zu Lëtzebuerg entwéckelen, fir datt mer endlech an de Modus kommen, datt mer de Problemer net méi hannendrulafen, mee datt mer se anticipéiert kréien. Dat heescht, datt mer net méi mat de Schantercher de Verkéiersproblemer nolafen, mee datt mer kucken: Wéi entwéckelt Lëtzebuerg sech? Wou sinn d'Perspektiven? Wou gëtt gewunnt? Wou gëtt geschafft? Wivill Awunner wäerte mer hunn am Joer 2035? Wivill Frontaliere riskéieren nach bäizekommen?

En Fonctioun dovunner decidéiere mer schonn haut - also, loosse mer soen dëst oder d'nächst Joer - zesummen: Wat muss alles geschéie bis 2035, fir datt mer definitiv aus där defensiver Situatioun, an där mer elo schonn awer zu Lëtzebuerg e puer Joerzéngten, géif ech soen, sinn, erauskommen?

Well, villes, wat mer elo investéieren, dat ass am Fong en Ophuele vun, ech wëll net soe Versäumnisser, mee vu Saachen, déi awer hätten, mengen ech, misse vill méi fréi geschéien. Mee dat ass awer elo keng Scholdzouweisung, et ass einfach eng Feststellung.

Duerfir, déi Zuelen, déi ee beim Statec konnt liesen, muss een natierlech och ëmmer an de Kontext setze vu Lëtzebuerg, wéi mer eis entwéckelen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg, an ech wëll dat nach eng Kéier rappelléieren, déi héchste Croissance vun Awunner an der ganzer Europäescher Unioun. Kuckt Iech emol eng Kéier d'Grafiken un, déi kënnt Der och beim Statec nokucken, wéi eis Wuesstumsrat ass vun den Awunner par rapport zum Rescht vun Europa! Mir si jenseits vum ganze Rescht vun Europa!

Dat nämmlecht gëllt fir d'Aarbechtsplazen. Mir hunn e Wuesstum vun Aarbechtsplazen, deen a kengem Verhältnis ass zum Rescht vun Europa. An donc, wann een déi Zuele kuckt, déi Der elo selwer zitéiert hutt, déi natierlech richteg sinn, da muss een déi an dee Kontext setzen. Da muss ee sech soen: Jo, gutt, wann dat doten esou ass, an dat fënnt statt zu engem Zäitpunkt, wou jo erëm eng Kéier d'Croissance esou vill méi héich war, da sinn déi Zuele guer net esou schlecht, wéi dat vläicht duergestallt gëtt.

Ech wëll och iwwregens soen: Dee Verglach „20 Minutte mam Auto - 25 Minutte mam ëffentlechen Transport", och deen ass relativ, well dat ass jo éischtens eng Moyenne, déi gemooss ass, mee, zweetens, ech soen ëmmer: Wann ech fënnef Minutte méi laang brauch mam ëffentlechen Transport oder ze Fouss oder mam Vëlo, wéi wann ech mam Auto fueren, da maachen ech ee gutt Geschäft.

Well éischtens ass et vill méi bëlleg, wann ech dat maachen. Zweetens ass et a puncto Liewensqualitéit vill méi ee grousse Gewënn, well déi Zäit, wou deen aneren am Auto hannert dem Steier sëtzt, kann ech gemittlech op mengem iPad d'Zeitung liesen. Ech kann iergendeppes maachen, op dat ech Loscht hunn, wat ech grad wëll maachen.

Dat heescht, ech hu Méiglechkeete vun enger Qualitéit, déi ech eleng am Auto, wann ech hannert dem Steier sëtzen, guer net hunn. Also, wann den Ënnerscheed an der Moyenne - entre guillemets - „nëmme" fënnef Minutte si fir en Trajet, da muss ech soen, dann ass dat éischter eng Bonnott, wéi dat Ganzt schonn organiséiert ass. Obschonn, do si mer eis eens, ganz sécher: Et ass nach net esou optimal, wéi ech et gären hätt a wéi d'Regierung et gären hätt. Duerfir investéiere mer jo och ganz vill.

Et ass natierlech ganz schwéier, d'Joer 2020 als Referenz ze huelen, well et war jo keen einfacht Joer, et war jo e besonnescht Joer: Mir haten eng Pandemie, mir hunn e Lockdown gehat, e ganz haarden am Fréijoer, dee koum en plus nach just, nodeem mer zum Beispill de gratis ëffentlechen Transport agefouert haten. Ech ginn Iech awer och nach e puer Zuelen dozou, déi sinn awer net oninteressant.

An da muss een natierlech soen: Iwwert d'Joer ewech gesinn, ass et extreem schwéier, iwwerhaapt e Verglach ze maachen. Duerfir mengen ech, datt een, realistesch gesinn, eréischt kann e Joer huelen, wa mer erëm eng Kéier wierklech e ganzt Joer an engem normale Joer sinn. Ech hoffe jo oder mir hoffe jo alleguer, datt dat warscheinlech dann 2022 wäert de Fall sinn. An dann Enn 2022, mengen ech, kënne mer wierklech ee ganz seriöe Bilan zéien, wou mer wierklech stinn.

Ech wëll Iech awer soen, just un e puer Zuelen, datt mer awer an engem positiven Trend sinn. Mir haten, wéi mer de gratis ëffentlechen Transport agefouert hunn, dat war jo dann den 1. Mäerz ... Mir ware virdru bei Utilisatioune mam Tram, déi louchen esou ëm déi 25.000 den Dag. Mir si relativ séier, bannent zwou Wochen, gesprongen op 32.000-33.000. Dunn ass et natierlech erofgaang op an der Moyenne 15.000, wéinst Homeoffice, Lockdown an esou weider.

Awer zënter dem Dezember, wou mer d'Schinnen elo bis op d'Gare ropgemaach hunn, si mer direkt erëm gesprongen op 35.000, an duerno direkt op 42.000 an der Moyenne. A mir hu Peaken entretemps vu 45.000-46.000. A LuxTram ass ganz optimistesch, datt wann erëm alles bis normal dréit an der zweeter Hallschent vum Joer, datt mer rapid am Tram op 80.000 Reesender den Dag wäerte komme fir den Tronçon Luxexpo-Gare. Et ass schonn eenorm, wat mer do vu Spréng maachen.

Mee déi nämmlecht Zuelen hu mer och beim Bus. Mir hunn am RGTR an deenen éischten ... Mir hate jo eigentlech nëmmen 29 Deeg richteg Referenzperiod, wou mer konnte kucken. Do hu mer eng Steigerung gehat vun 20 %! Dat heescht, wéi mer de gratis ëffentlechen Transport agefouert hunn. Do gesäit een awer schonn, datt dat natierlech en Impakt hat. Virwëtz, d'Leit hunn et probéiert. D'nämmlecht och bei der CFL: Déi si vun 2 Milliioune Passagéier dee Mount virdrun op 2,1 eropgaangen. Also och do en Trend am positive Sënn.

An dann dee leschte Punkt, deen, ech mengen, awer och net ze ënnerschätzen ass: Mir hu jo och villes ... Well et war jo och e bëssen d'Objektiv, de gratis ëffentlechen Transport als Hiewel ze benotze fir ze sensibiliséieren, fir d'Leit emol zum Nodenken ze bréngen.

Dat ass awer vill geschitt. Et si ganz grouss Diskussiounen ënnert de Leit entstan. Déi sinn och nach haut amgaangen, national, an ech kann Iech och soen international. Et ass onmoosseg, wivill Interviewen ech hu misse ginn international. A ganz oft konnte mer do net nëmmen eeben de gratis ëffentlechen Transport erklären, mee och eeben eist gesamt Mobilitéitskonzept an datt dat nëmmen, wéi ech ëmmer soen, „d'Kiischt um Kuch" ass an net dat Ganzt.

Mee, wéi gesot, et ass derwäert, datt mer dat weider beobachten.

(Interruption par la présidence)

Ech kann Iech och nach als leschte Saz soen, Här President, an da sinn ech fäerdeg: Mir sinn amgaangen, un deem Observatoire national de mobilité ze schaffen. Do si mer ganz wäit fortgeschratt an do gi mer och e ganz neie Wee. Dee wäert ganz digital ginn. Ech wäert Iech deen och nach iergendwann eng Kéier virstelle bis de Summer. An da wäert déi nächst Etapp kommen Enn des Joers, bei der Virstellung vum Plan national de mobilité 2035.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

- Question n° 215 du 27 avril 2021 de M. Claude Lamberty relative au bilan des aides à la digitalisation « Fit 4 Digital Packages », adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

Déi lescht Fro, d'Fro Nummer 215, ass fir den Här Claude Lamberty un de Mëttelstandsminister iwwert de Bilan vun de Bäihëllefen am Kader vum „Fit 4 Digital Packages". Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Maja merci, Här President. Wann d'Covidkris eis eppes geléiert huet, dann ass et jo, dass mer d'Gewunnechte ganz staark geännert hunn am leschte Joer. Esou ass et dann och ganz villen dobausse gaang. Et ass villes an d'Digitaalt eriwwergaangen: digitalen Homeof-

fice, digital Videokonferenzen, digital Schoul, digital Medezinn, digital Fortbildung. Jo, villes ass einfach digital am leschte Joer an och elo nach gemeeschtert ginn.

Ech mengen, datt och d'Betriber, déi bis zum leschte Joer vläicht méi retizent ware vis-à-vis vun digitalen Technologien oder neien Technologien, erkannt hunn, wéi wichteg et ass, einfach fit ze sinn a fit ze bleiwen, an och wärend deem Joer vill méi verstäerkt an nei Technologien, an dat Digitaalt investéiert hunn. Duerfir sinn ech och frou, dass et Initiative gëtt vu staatlecher Säit.

„Fit 4 Digital Packages" gëtt dat Ganzt genannt, entre autres. Hei kréie kleng Entreprisen, déi manner wéi 50 Salariéen hunn, vum Mëttelstandsministère eng Subventioun vu 5.000 Euro, wa se sech fir ee vun den digitale Packagen entscheeden. Et muss een och wëssen, dass esou digital Packagen natierlech och eppes kaschten - bis zu 10.000 Euro. An ech mengen, dofir ass et wichteg, dass et déi Subventioune gëtt.

Et gëtt am Ganzen dräi där Packages: dat eent ass e „Marketing digital" fir sozial Medien, Homepages; deen zweeten ass „Gestion de la relation client"; an deen drëtten „Gestion de l'organisation".

An deem Kontext wollt ech de Mëttelstandsminister Lex Delles da froen, wéi déi Initiativ insgesamt um Terrain ukomm ass bei de Betriber, a follgend Froe stellen: Wéi gesäit de Bilan aus vun de „Fit 4 Digital Packages"? Vläicht och interessant: Wéi e Package huet dee meeschte Succès, also wou ass déi gréissten Demande? An och: Aus wéi engem Domän kommen d'Entreprisen, déi ganz besonnesch op déi digital Packagen do zréckgräifen?

Ech soe Merci.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lamberty. Den Här Mëttelstandsminister, den Här Lex Delles, huet d'Wuert.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Loosst mech dem honorabelen Deputéierten och Merci soe fir dës Fro, well et ass e ganz wichtege Volet vun der Aarbecht, fir d'Betriber an der Digitaliséierung ze begleeden. Dat maache mer op zwee verschiddenen Niveauen. Dir hat et ugeschwat: d'„Fit 4 Digital Packages", déi ganz nei sinn, säit Oktober 2019, an op där anerer Säit den normale Fit 4 Digital, deen eng 360°-Analys vun der Entreprise weist fir ze gesinn: Wou sinn ech iwwerhaapt digital opgestallt a wou net?

An eebe grad eng Erfarung, déi mer konnten aus dem Fit 4 Digital erauszéien, war, dass ganz vill ganz kleng Betriber ënner 50 Salariéen a souguer Mikroentreprisen ënner zéng Salariéë sech net derfir interesséiert hunn, fir de Fit 4 Digital ze maachen, well se eebe selwer esou de Kapp am Guidon haten, dass se net och nach Zäit haten, fir en Expert kënne kommen ze loossen, deen dann eng Analys mécht, deen ze suivéieren an duerno eng Analys ze huelen an déi dann ëmzesetzen.

Dofir ass de „Fit 4 Digital Packages" dohigestallt ginn, wou et direkt gräifbar fir d'Entreprise eng digital Solutioun gëtt. Wann ech géif haut hei eng Ëmfro maachen: Wat ass Digitaliséieren an engem Betrib?, da géife mer vun der Dron, déi iergendwou iwwer engem Daach flitt fir den Daachdecker, bis zu engem Stockmanagement an engem Commerce ganz vill verschidden Aart a Weise gesinn, wat Digitaliséierung kann an engem Betrib sinn.

Mee dat Wichtegst ass et eebe grad bei „Fit 4 Digital Packages", dass mer an d'Betriber kommen a se do ofhuelen, wou se grad stinn, fir hinnen och à la carte eppes unzebidden, wat direkt implementéiert gëtt. Dat heescht, bei „Fit 4 Digital Packages" kënnt een dohinner a seet: „Hei, dat do an dat do hues de nach net. Komm, ech weisen der direkt, wéi et geet, fir et ëmzesetzen." A wann dee Consultant geet, dann ass dat och ëmgesat.

Dat geet iwwer verschidde Programmer am Fit 4 Digital. Dir hutt déi dräi ugeschwat. Mee et ass do ganz wichteg, dass mer mam House of Entrepreneurship, a mat Luxinnovation natierlech, zesummen déi Packagen do op där enger Säit ëmsetzen, awer op där anerer Säit och kënnen d'Orientatioun maachen.

An do wëll ech op dëser Plaz d'House of Entrepreneurship och nach eng Kéier als One-Stop-Shop ervirhiewen, well d'Entreprise sech direkt do mellt, do gesot kritt: „Hei, dat do ass ee Programm, deen s de kanns suivéieren." An da kënnt och déi Persoun an däi Betrib a weist der ganz genau, wat s de kanns ëmsetzen.

Eebe grad déi Ëmsetzung ass e ganz wichtege Volet. Zënter der Aféierung vum „Fit 4 Digital Packages", also säit Oktober 2019, si just an dësem Programm eng ronn 280 Entreprisë fir d'Digitaliséierung begleet ginn an hunn déi och dann esou ëmgesat.

Wat een och gesäit - an et ass och an der Froestellung ugeschwat ginn -, dat ass, dass et eeben och grad an der Pandemie ganz wichteg ass, fir sech ze digitaliséieren. Ech mengen, do huet jiddweree gesinn, wéi wichteg d'Digitaliséierung selwer ass. Mir gesinn also, dass do just am Joer 2020 264 Betriber bei deem Programm „Fit 4 Digital Packages" matgemaach hunn.

Aus deene verschiddene Beräicher ass eng Fro: 29 % vun de Betriber, déi beim „Fit 4 Digital Packages" matgemaach hunn, kommen aus dem Commerce; 22 % aus dem Artisanat; 15 % Servicer; 17 % Horeca; 9 % Architekten; an 8 % E-Commerce.

Déi Programmer, déi besonnesch gutt ukomm sinn, dat ass de „Marketing digital" - dat heescht, alles, wat digital Vermaartung ass, sief et Social Media, sief et Mass Mailing, sief et all déi Saachen, déi da wierklech an der Entreprise implementéiert ginn -, d'nämmlecht wéi awer och d'Gestion de l'organisation, och e ganz wichtege Volet.

Ech mengen, d'Zil vum „Fit 4 Digital Packages" ass jo, dass een den Outil direkt an der Entreprise ëmgesat huet, an op där anerer Säit awer och konkreet gesäit: Wat bréngt et mer? Wa mer zum Beispill vu Mass Mailing schwätzen: Ech brauch net méi all eenzel Mail ze schécken, mee ech kréien e Programm dohinnergesat, wou ech direkt op ee Knäppchen hin do kann e Mailing maachen. Sief et Social-Media-Presenz, sief et Internetsäiten. Jo, och haut ass et nach wichteg, dass een eng Internetsäit huet an eng Presenz huet op deene verschiddene Plazen. Dofir sinn eeben, wéi gesot, d'House of Entrepreneurship a Luxinnovatioun déi richteg Ulafstelle fir d'Entreprisen, fir deen heite Package kënnen ze maachen.

Wéi gesot, et kritt een, wann ee mat deem Programm matmécht, e Bong vu 5.000 Euro, fir déi Implementatiounen do kënnen ze bezuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

5. Désignation d'un membre de la commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision

Mir kommen dann elo zur Designatioun vun engem Member fir d'Commission de suivi vun der Konventioun tëschent dem Staat an dem RTL Group.

Laut Artikel 166 vum Chambersreglement gëtt de Member vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Presidentekonferenz proposéiert d'Madamm Djuna Bernard als Kandidat. Well mir ee Kandidat fir ee Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéiert ginn.

Mee den Här Fernand Kartheiser freet direkt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Här President et elo erkläert huet, geet et hei ëm d'Konventioun tëschent dem Staat an RTL, wou eeben e Kapitel dran ass iwwert d'Qualité du service public luxembourgeois de télévision, also eng ganz wichteg Saach. Fir dat ze assuréieren, gëtt eng Commission de suivi aberuff.

Mir haten als ADR och eng Kandidatur fir dee Posten, an et goufen eng Rei Iwwerleeungen an Argumenter, déi eis derzou bruecht haten, déi Kandidatur ze presentéieren.

Déi éischt ass, datt et eng Traditioun an der Chamber ass - an ech mengen, eng ganz gutt -, datt verschidde Kontrollfunktioune vun der Oppositioun sollen ausgefouert ginn. Mir hunn dat zum Beispill bei der Geheimdéngschtkontrollkommissioun, déi vun der Oppositioun presidéiert gëtt. Mir hunn et bei der Commission de l'exécution budgétaire. Och d'Reglementskommissioun ass normalerweis eng, déi vun der Oppositioun presidéiert gëtt.

Alles dat si gutt demokratesch Gewunnechten, well et eeben awer e gewëssent Gläichgewiicht an der Muechtverdeelung an der Chamber garantéiert. Och dat heiten ass eng ganz wichteg Kontrollfunktioun, déi d'Chamber soll besetzen an déi e bëssen och de Bléck huet op déi politesch Neutralitéit vun eigentlech där gréisster nationaler oder där eenzeger nationaler Televisiounschaîne, déi an deem Domän dann aktiv ass.

De Kandidat, dat war den Här Roy Reding. Dat ass e Jurist, wat natierlech och an dësem Kontext e ganz interessante Fait ass. Dat ass keng indispensabel a keng virgeschriwwe Konditioun, awer et ass ganz sécher trotzdeem e Virdeel.

An et huet och ze di mat der politescher Perceptioun an där ganzer Saach. Mir hu geduecht, datt déi Kandidatur vun der grénger Partei politesch net ganz delikat wier. Et ass esou, datt déi liberal-demokratesch Partei an d'sozialistesch Partei jo schonn e Member am Verwaltungsrot hunn. An elo gëtt eng Kontrollfunktioun där drëtter Regierungskoalitiounspartei zougestanen, nämlech deene Grénger.

Dat ass jo, wéi gesot, och eng Partei aus der Regierungskoalitioun, soudatt eng Kontrollfunktioun iwwert déi gréissten national Chaîne vun enger vun deenen dräi Parteien, déi an der Regierung sëtzen, soll ausgefouert ginn. Dat ass wierklech net delikat! Et ass net esou, wéi mir et gesinn hunn, an et stäerkt net d'Vertrauen an RTL, an d'Neutralitéit vun RTL; wat net gutt ass, mengen ech, fir déi politesch Kultur am Land.

Duerfir, Här President, froe mir e Vott iwwert d'Kandidatur vun der Madamm Bernard. Mir kënnen hei elo kee Géigekandidat proposéieren, well d'Commission des Présidents huet jo schonn eng Decisioun geholl. D'ADR ass do iwwerstëmmt ginn. Awer mir froen e Vott. Mir froen e Vott, well dee fir eis eng héich symbolesch Bedeitung huet. Et kann net sinn, datt mir einfach hei, zemools och als Oppositiounspartei, nokucken, wéi d'Regierungskoalitioun sech esou eng wichteg Funktioun zoueegent. Dofir wëlle mir hei duerch dee Vott eisen Desaccord och ganz kloer zum Ausdrock bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Madamm Josée Lorsché freet d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun an, ech mengen, déi ganz Chamber hëlt natierlech zur Kenntnis, wat den Här Kartheiser hei gesot huet. Mir hunn him gutt nogelauschtert a mir hunn och festgestallt, datt en dann onzefridden ass. Am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech awer kloerstellen - an dat wëll ech wierklech betounen! -, datt souwuel d'Kandidatur wéi och d'Prozedur an de Vott fir dëse Posten en demokratesche Prozess duerstellt.

Dëse Prozess ass kloer an eisem Chambersreglement festgehale ginn. E geet zréck op de 16. Mäerz vun dësem Joer, also viru sechs Wochen, wéi mer d'Prozedure fir d'Designatioun vun enger oder engem Deputéierten an der Commission de suivi zesummen definéiert hunn - mat Betounung op „zesummen".

D'Roll vun där designéierter Persoun besteet doran, dat wësst Der, d'Chamber an der Commission de suivi ze vertrieden. An de Projet de règlement gouf deemools unanime hei am Plenum gestëmmt - also och mat Ärer Zoustëmmung, Här Kartheiser.

Zousätzlech wëll ech drun erënneren, datt de schréftleche Rapport vum Här Roy Reding, dee jo President ass vun der Reglementskommissioun, eng Rei Recommandatiounen enthält. Dëse Rapport gouf den 8. Mäerz - och unanime - an der Reglementskommissioun ugeholl. An doran ass Follgendes festgehalen - ech zitéieren: « Certains députés sont des membres du conseil d'administration du contractant de l'État. Ils n'y représentent cependant pas la Chambre des Députés. » Woumat RTL gemengt ass. « Il serait dès lors souhaitable que le futur membre de la commission de suivi ne soit pas issu d'un parti politique dont un membre siège dans ce conseil d'administration. Le contrôle parlementaire devrait en l'occurrence être exercé par un député » - „une députée" kann een och soen - « appartenant à un autre groupe ou une autre sensibilité politique. »

Här President, ech stelle fest, der d'Djuna Bernard hir Kandidatur entsprécht dëse Recommandatiounen aus dem Rapport. déi gréng waren nach ni a se sinn och nach net haut am Verwaltungsrot vun RTL vertrueden, an déi Konditioun ass deemno erfëllt. An ech wëll och behaapten, dass de Contrôle parlementaire sengersäits net par défaut just d'Aufgab vun der Oppositioun ass, mee vun der ganzer Chamber, vun eis alleguer, vun eis 60.

(Brouhaha)

Der d'Djuna Bernard hir Kandidatur, fir dës Deputéiert ze vertrieden, respektéiert deemno souwuel d'Chambersreglement wéi och d'Recommandatiounen, déi am Rapport vun der Kommissioun festgehale gi sinn a mat deene 60 Deputéiert perséinlech averstane waren.

Onofhängeg dovu sinn ech selbstverständlech der Meenung, datt d'Djuna Bernard eng verantwortungsbewosst a kompetent Kandidatin fir dëse Posten ass. Si ass Member vun der Mediekommissioun an huet sech an d'Matière ageschafft.

Doriwwer eraus si mer och der Meenung, datt si hiert Mandat no guddem Wëssen a Gewëssen an am Respekt vun eisem Code de déontologie wäert ausféieren. An dofir sinn ech och iwwerzeegt, Här President, datt si d'Oppositioun an där Kontrollfunktioun gradesou gutt wäert vertriede wéi d'Majoritéit.

(Interruption)

Och wann Dir dat net fir méiglech haalt op der rietser Säit oder wann Dir Iech et net virstelle kënnt.

Merci.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché.

Ech stelle fest, datt fir d'Kandidatur fir de Poste vum Member fir d'Commission de suivi vun der Konventioun tëscht dem Staat an dem RTL Group e Vott gefrot gëtt. Am Artikel 166 vum Chambersreglement steet, datt an dësem Fall e geheime Vott gemaach gëtt an datt Procuratiounen net erlaabt sinn. De Kandidat muss eng absolutt Majoritéit erreechen. Déi blank an ongëlteg Walziedelen zielen och net fir d'Berechne vun dëser Majoritéit.

Vote secret sur la candidature unique

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert d'Kandidatur vun der Madamm Djuna Bernard. An d'Stëmmziedele sinn amgaang, ausgedeelt ze ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech hu just eng Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Ech hunn eng Fro pour ordre: Et ass eng ... Entschëllegt, ech hätt se jo och kënne virdru stellen, mee si ass mer deen Ableck net agefall. Mee ech wollt just froen, ob déi Memberen, déi am Verwaltungsrot vun RTL sinn, ob Dir der Meenung sidd, datt do en Interessekonflikt besteet an dësem Fall oder net, wéinst der Ofstëmmung.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Wiseler, ech gesinn ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... ech wëll lech soen, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech gesinn, den Här Wiseler ass eraus.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... datt den Här Georges Engel, den Här Gilles Baum an den Här Claude Wiseler, wéi mer ugefaangen hunn, iwwert deen heite Punkt ze befannen, virun d'Dier gaange sinn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fein. Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmzidelen anzesammelen.

(Appel nominal)

D'Sëtzung ass kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 16.00 heures.)

***

(La séance publique est reprise à 16.05 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmme si follgendermoossen opgedeelt: Total vun de Stëmmziedelen: 56. Gëlteg Stëmmziedelen: 56. D'Resultat fir d'Madamm Djuna Bernard ass: 28 Jo-Stëmmen, 6 Nee-Stëmmen, 22 Enthalungen. D'absolutt Majoritéit läit also bei 17 (veuillez lire: 18). Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vun 28 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Djuna Bernard Member fir d'Commission de suivi vun der Konventioun tëschent dem Staat an dem RTL Group gëtt.

(Brouhaha)

6. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC), du programme national de réforme (PNR) et du plan pour la reprise et la résilience (PRR)

Mir héiere lo den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC souwéi de Relanceplang PRR. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

(Brouhaha)

Présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du plan pour la reprise et la résilience (PRR)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Regierungskolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, de Programme de stabilité et de croissance, deen ech lech d'lescht Joer hei de 5. Mee presentéiert hunn, stoung am Zeeche vun der Reaktioun op d'Pandemie Covid-19.

Et wor e spezielle Programm fir speziell Zäiten. An ech soen lech schonns haut am Ufank vun der Ried, well et ass sënnlos, fir hei wëlle Spannung ze tätegen, ech soen lech schonn am Ufank: Dëse Programm huet gegraff. An duerfir steet eis Ekonomie haut vill besser do an duerfir ass och d'Finanzsituatioun haut staark verbessert.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz richteg!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- D'Regierung huet schnell a prezis gehandelt, fir d'Gesondheet vun de Leit ze garantéieren, fir d'Ekonomie ze stabiliséieren an domat Vertrauen ze schafen.

Dës Efforten hunn deier kascht a waren och nëmme méiglech, well d'Europäesch Unioun déi néideg Flexibilitéit ginn huet. An deem enge Joer ass ganz

vill geschitt, an ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer déi gréisste Mesuren, déi geholl gi sinn, nach eng Kéier hei opzielen.

Déi wichtegst waren: D'Ausdeenung vum Chômage partiel op alleguerten déi Betriber, déi betraff waren. An dat war wichteg, fir d'Existenz vu ville Leit ze sécheren, fir Aarbechtsplazen ze retten, fir Entreprisen um Liewen ze halen.

Dës Mesuren hu brutto méi wéi eng Milliard Euro kascht an netto iwwer 600 Milliounen Euro.

Eng zweet Mesure, déi ganz wichteg ass, ass de Congé pour raisons familiales an de Congé pour soutien familial, deen et de Famillen erlaabt huet, hiert Liewen ze organiséieren, wéi d'Ekonomie partiell zougemaach ginn ass. An dës Mesuren hunn iwwer 260 Milliounen Euro kascht.

Mir hunn eng ganz Panoplie vu Mesurë geholl, fir de Betriber an hire Salariéen ënnert d'Äerm ze gräifen: Dat waren direkt Aiden; dat waren Aides remboursables; dat war de Stabiliséierungspak; den „Neistart Lëtzebuerg"; d'Schafe vum Fonds de relance et de solidarité; d'Aféierung, nach méi spéit, vun den Aides non couverts, haaptsächlech fir déi Secteuren, déi och nach de Moment an engem partiellen oder ganze Lockdown sinn.

Zesummegeholl hunn all déi Mesurë fir d'Entreprisen e Montant vun 348 Milliounen Euro kascht.

Da wëll ech awer och op d'Reporten insistéieren, déi gemaach gi sinn. Déi Reporten, sief et fir d'Cotisatioun vun der Sécurité sociale wéi och bei de Steieren, belafe sech op 618 Milliounen. Mir hunn den Abattement pour abandon de loyer 2020 gemaach a mir hunn deen 2021 verlängert. Dat beneficiéiert deene Leit, déi e Bail commercial hunn, wou dann de Proprietär en duebelen Abattement kritt.

An dann hu mer natierlech ganz vill an de Santéssystem investéiert an der Héicht vun 231 Milliounen. Erlaabt mer och hei nach, all deenen, déi an deem Secteur geschafft hunn, e grousse Merci ze soen.

Wann ech all déi Mesuren, déi ech elo opgezielt hunn, an der nach ganz vill méi, déi ech nach net opgezielt hunn, zesumme kucken, hu mer do eng Zomm vun 11 Milliarden Euro mobiliséiert, an dat entsprécht 18,6 % vun eisem PIB. Dat ass ee vun deene gréisste Programmer a ganz Europa gewiescht.

Dir fannt och op engem Diagramm, deen elo misst affichéiert ginn, d'Opdeelung vun deenen Hëllefen an dräi Kategorien am Joer 2020 an am Joer 2021, wou Der gesitt, dass am Joer 2020 73 % vun den Aiden un d'Leit gaange sinn, 16 % un d'Entreprisen an 11 % fir d'Transition écologique. Dir gesitt, dass do och vum Joer 2020 op 2021 eng Verschibung komm ass. Ech wëll och insistéieren, dass a mengen Aen de Chômage partiel eng Mesure ass, déi net nëmme gutt ass fir d'Salariéen, dat ass eng Mesure, déi ass gutt fir d'Entreprisen an d'Salariéen. Et ass also e bëssen eng artificiell Opdeelung. Mee bon, déi gëtt och um europäeschen Niveau esou gemaach.

Lo kéint een déi Zuelen, déi Ausgaben, déi ech elo hei opgezielt hunn, als wierklech Ausgaben ugesinn. Ech gesi se un als Investissementer fir eis gemeinsam Gesondheet an d'Resilienz vun eiser Wirtschaft. Hätte mer dat net gemaach, hätt d'Pandemie nach méi Victimme produzéiert. Hätte mer dat net gemaach, wär de Chômage méi héich. Hätte mer dat net gemaach, wäre vill Existenzen op d'Spill gesat ginn, vill Aarbechtsplaze verluer gaangen an d'Entreprisen, verschidden Entreprisë wären ënnergaangen.

Bref, d'Luucht um Enn vum Tunnel ass duerch all dës Mesurë méi no komm. Och d'EU begréisst all dës Mesuren ausdrécklech, déi jo och an änlecher Form, vläicht net mat där selwechter Intensitéit, an aneren europäesche Länner gemaach gi sinn.

Ech wäert haut mäi Virtrag an dräi Deeler maachen: Zum Éischten de makroekonomesche Kontext erklären; zum Zweete beschreiwen, wéi mer der Luucht um Enn vum Tunnel ëmmer méi no kommen, sief et op lëtzebuergeschem Niveau, wéi och um europäeschen Niveau, wou jo och eng grouss Solidaritéit geherrscht huet; an dann drëttens, d'Eckwäerter vum Plan de stabilité et de croissance.

De makroekonomesche Kontext: Ongeféier virun engem Joer ëm dës Zäit haten de Statec an och d'Europäesch Kommissioun de Pronostic gemaach, dass mer zu Lëtzebuerg eng Rezessioun wäerten hu fir d'Joer 2020 vu minus 6 %. D'Resultat, wat mer haut kennen, ass, dass déi Rezessioun nëmme minus 1,3 % ass. Dat gëtt ons Hoffnung.

Wat erkläert dann, dass eis negativ Croissance en fait vill méi kleng ginn ass, wéi virgesinn? Ech gesinn do dräi Grënn.

Ech hu schonn de Pak vu Mesuren opgezielt, deen 18,6 % vun eisem PIB ausmécht. Ech wëll och ënnersträichen, dass d'Hëllefe pro Kapp sech zu Lëtzebuerg op 4.928 Euro belafen. Domat si mer un der Spëtzt an Europa.

Zweetens huet eis Wirtschaft gewisen, dass se relativ gutt resistéiert huet an dëser ganz spezieller a komplizéierter Period vun der Pandemie. An dat ass ganz besonnesch wouer fir de Servicesecteur an am Servicesecteur och ganz speziell fir de Finanzsecteur.

De Fait, dass mer konnten den Teletravail esou gutt hei ëmsetzen zu Lëtzebuerg, ass natierlech de Meritt vun den Entreprisë selwer, déi dat gutt organiséiert hunn, mee awer och de Meritt vun eisem Land, vu sengen Infrastrukturen, déi säit Joerzéngte moderniséiert gi sinn an déi derfir gesuergt hunn, dass den Teletravail hei am Land esou effikass konnt gemaach ginn.

Mir hunn do awer och, an dat ass och an der Argumentatioun dran, konnte feststellen, dass, well déi Resistenz vun deene Secteuren, déi Resilience vun deene Secteuren esou gutt war, eis Steierrecetten net esou agebrach sinn, wéi mer dat gefaart haten. Ech wäert duerno nach dorop zréckkommen. An doduerch, dass ee gesäit, dass déi Steierrecetten elo besser evoluéiert hunn, wéi mer geduecht haten, ass dat jo de Beweis, dass déi Rezessioun vu minus 1,3 % jo wierklech méi schwaach ass wéi dat, wat mer am Ufank geduecht hunn.

Am Géigesaz zu der Kris vun 2008/2009 ass de Fait, dass Lëtzebuerg eng Finanzplaz ass, eng international gutt opgestallte Finanzplaz ass, eng ganz gutt Noriicht gewiescht an en Atout gewiescht. Well d'Finanzplaz, d'Acteure vun der Finanzplaz, un éischter Stell d'Banken, waren an dëser Kris en Deel vun der Léisung an net en Deel vum Problem. Och well Europa an der Bankenunioun alles gemaach huet, fir dass d'Banke sech sollte stäerken. Mir wäerten och haut de Mëtten no dëser Presentatioun e Gesetzestext diskutéieren, dee justement nach weider an déi Richtung geet, fir d'Banken ze stäerken.

D'Banken hunn och selwer en Deel vun der Responsabilitéit iwwerholl, andeem se Moratoiren un d'Entreprisë ginn hunn, an zwar an der Héicht vun 3,7 Milliarden Euro, déi d'Banken an hire Bicher stoen haten am Juni vum leschte Joer.

Nach haut hunn d'Banke 430 Millioune Moratoirë bei verschiddenen Entreprisen.

De Staat huet natierlech och seng Roll gespillt, dat hu mer am Garantie-Gesetz kënne sécherstellen, dat Dir gestëmmt hutt am Mee vum leschte Joer. An esou konnten dann och Prêts remboursables garantéiert ginn an der Héicht vun 175 Milliounen.

Deen drëtte Grond, firwat, a mengen Aen, d'Wirtschaft sou gutt resistéiert huet, an eis Entreprisen domadder och, ass de Large-Scale-Testing. Ech muss Iech soen, wéi ech am Juni d'lescht Joer fir d'éischt dat Wuert héieren hunn an erkläert krut am Regierungsrot, dat wär eng gutt Saach, war ech e bëssen iwwerrascht. Ech hunn nogelauschtert. Mee do, wou ech nach méi iwwerrascht war, dat war, wéi ech de Käschtepunkt héieren hunn. An do hu se mer am Ufank, muss ech ganz éierlech hei soen, gesot: „Pierre, maach der keng Suergen, et bleift ënner 40 Milliounen. Mir brauche kee Gesetz ze maachen." Do sot ech: Mee ënner 40 Milliounen, dat ass nach ëmmer ganz vill Geld. Versetzt Iech a meng Plaz.

(Hilarité)

An dunn hu mer gesot: „Jo, da maache mer dat!" An dunn ass ganz séier festgestallt ginn: Jo, mee domat geet et net duer! Also huet ee mussen e Gesetz maachen. Et ass also nach méi deier ginn. Lo soen ech Iech, wivill mer bis elo fir de Large-Scale-Testing ausginn hunn: 87,5 Milliounen.

Elo kéint een hei och soen: Ass dat da verstänneg gewiescht? Ma ech soen Iech: Dat ass eng vun deenen intelligentste Saachen, déi mer an der Kris gemaach hunn. Well doduerch, dass mer dat gemaach hunn, konnte mir am zweete Lockdown an dann an der drëtter Well vill méi geziilt an nuancéiert handelen. An do hu mer ganz vill Sue gespuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An do hunn eis Entreprisë kënne weiderfonctionéieren, wéi se an anere Länner zou waren. Dat ass nach haut wouer.

Ech hunn elo héieren - ech ginn elo d'Nimm vun de Länner net, ech hunn och net d'Zäit gehat, d'Statistiken nozekucken -, dass mer, wéi et schéngt, elo net méi d'Weltmeeschtere vum Large-Scale-Testing sinn, well aner Länner bei eis geknäipt hunn an elo iwwerall gesot gëtt: „Dat ass déi richteg Strategie, fir natierlech ze evitéieren, dass d'Pandemie exponentiell wiisst." Ech géif soen: De Large-Scale-Testing steet hei stellvertriedend fir all d'Mesurë vu Santé, déi mer geholl hunn. Ech muss och do ganz kloer ënnersträichen, dass ech als Finanzminister bei all Decisioun, déi an deem Domän geholl ginn ass, ëmmer gesot hunn: „D'Gesondheet geet vir!"

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- De Réckgang vun der Ekonomie war am zweeten Trimester vum leschte Joer minus 7,3 %. Am drëtten Trimester hate mer schonn eng Croissance vu plus 9,3 %. Am véierten Trimester eng Croissance vun 1,6 %. Mat minus 1,3 % Rezessioun si mir ënnert den dräi beschte Länner an Europa.

Fir d'Eurozon ... Elo kann ee soen: Majo, all Mënsch hat warscheinlech d'Déift vun der Kris iwwerschat a Lëtzebuerg ass am Trend bliwwen. Nee, mir si guer net am Trend: Fir d'Eurozon war virgesi ginn, dass d'Rezessioun minus 5,1 % sollt sinn, an haut wësse mer, dass se minus 7,1 % war. Dat heescht, an der ganzer Eurozon ass d'Kris méi déif gewiescht. Bei eis ass se e gudde Strapp manner gewiescht.

Wat sinn dann elo d'Previsioune vum Statec fir d'Joer 2021? Ech mengen, och do kënne mer e bësse méi optimistesch an d'Zukunft kucken. Zum Éischten natierlech, well d'Impfcampagne ëmmer méi Vitess kritt. Mir impfe sou séier, wéi mer Dosisse kréien.

An ech géif och hei gären de Rôle vun den Impfzentren ervirsträichen, och fir ze soen, dass dat déi gutt Decisioun war, iwwer Impfzentren ze fueren. Kuckt an anere Länner, do ass jo och eng Hesitatioun gewiescht, ob een net soll aner Acteuren implizéieren a wat fir eng Schwieregkeeten dat gestallt huet. Mir haten do eng gutt Nues, géif ech soen, dass mer dat gemaach hunn an déi fënnef Impfzentre funktionéiere ganz gutt. Ech hu selwer meng éischt Dosis kritt, konnt dat selwer gesinn an hunn och mat Freed festgestallt, dass d'Administration des douanes och do eng Hand mat upeekt. Ech ginn och dofir muer verschidden Impfzentre besichen. A vun hei aus géif ech gär der Douanesadministratioun fir hiren Asaz hei felicitéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Eng aner wichteg Entwécklung fir 2021 - ech stelle se op de selwechten Niveau praktesch wéi de Large-Scale-Testing - sinn d'Schnelltester. Elo wëll ech lech soen, dass d'Regierung decidéiert huet, 15 Milioune Schnelltester ze kafen oder ze bestellen, an dass mer domadder vill méi akafe wéi all déi aner Länner, déi mer esou ronderëm eis hunn.

An ech gleewen och drun, dass mer doduerch, dass mer ganz vill Schnelltester wäerten ënnert d'Modalitéiten ..., déi an dëser Woch wäerte preziséiert ginn, doduerch dass mer dat maachen, méi séier en normaalt Liewe wäerten erëmfannen, sou, wéi mer eis et all wënschen.

Dat alles wäert mat sech bréngen, dass mer eng Croissance wäerten hunn zu Lëtzebuerg vu ronn 4 % am Joer 2021. An domadder wäerte mir et fäerdegbréngen, am éischte Semester vum Joer 2021 erëm de Räichtum erëmzefannen, dee mer virun der Pandemie haten, dat heescht d'Situatioun vun Enn 2019.

M. André Bauler *(DP)*.- Excellent!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dat gesitt Der och um Diagramm, deen elo ageblennt gëtt. An och dat solle mer net wéi eng Selbstverständlechkeet huelen, well et gëtt ganz wéineg Länner, déi esou séier erëm op den Niveau vun 2019 zréckkommen. De Gros vun de Länner wäert dat zum Schluss vum Joer 2021 maachen a verschiddener wäerte musse bis 2022 waarden. An dat ass eng laang Zäit - dann ass et zwee, zwee an en halleft Joer -, bei eis: vill méi rapid!

Doduerch dass d'Wirtschaft natierlech besser geet, ass et och remarkabel gewiescht, dass eisen Aarbechtsmaart nach dynamesch bliwwen ass. Mir hunn 2 % nei Aarbechtsplazen d'lescht Joer netto bäigesat an eiser Wirtschaft. Just Malta huet an Europa esou eng positiv Zuel geschriwwen. An dat huet natierlech och en Impakt op de Chômage gehat, also e positiven.

Ech ka mech nach gutt erënneren, déi éischt Deeg am Mäerz, Abrëll vum leschte Joer hu mer mam Dan Kersch iwwert de Chômage geschwat a mir hunn all gefaart, dass dee vun ongeféier 6 % op wäit iwwer 7 % géif eropgoen. Den Dan Kersch huet an enger Pressekonferenz virun e puer Deeg annoncéiert, dass de Chômagetaux vum Mäerz 2021 bei 6,1 % léich. Dat ass dee selwechten Taux, wéi deen, dee mer am Mäerz 2020 haten.

Och do ass et vill besser gaangen, wéi mer geduecht haten. An dat ass alles d'Illustratioun - wat ech ganz am Ufank vu menger Ried gesot hunn, dat war net Wonschdenken, ech kommen hei mat de Faiten -, dass déi Mesuren, déi mer geholl hunn, gegraff hunn.

An och erëm vläicht, fir d'Saachen an de Kontext ze setzen: Mir hunn d'Tendenz an Europa, de Chômage partiel wéi eng ganz normal Saach ze gesinn. Ech kann Iech soen: Am Süde vun Europa gouf et dat virun dëser Kris guer net. An op verschiddene Plazen op der Welt gëtt et dat nach ëmmer net, ënner anerem an de Vereenegte Staate vun Amerika. An do ass de Chômage an e puer Wochen, an e puer Méint d'lescht Joer vu 4,4 % op 14,2 %.

Ech mengen, mir sollen eis bewosst sinn, wéi gutt eist soziaalt Netz ass, wéi gutt eis Moossname sinn a wéi wäertvoll se sinn, fir de Leit hir Existenz ze sécheren an hinnen och Confiance ze ginn an d'Zukunft. Déi lescht Indicateuren, déi ech gelies hunn iwwert d'Vertrauen an der Industrie an am Bausecteur stëmme mech och dofir ganz positiv. D'Consommation privée soll d'nächst Joer, pardon, dëst Joer ëm 8,4 % klammen, an dat ass menger Meenung no och keen Zoufall. Dat ass och d'Resultat vum Fait, dass d'Regierung jo villes gemaach huet, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze ënnerstëtzen.

Ech erënneren do u véier grouss Mesuren: d'Allocation de vie chère, déi 2020 an 2021 verduebelt ginn ass, d'Eropschrauwe vum Crédit d'impôt pour salariés, d'Prise en charge vun 100 % vum Mindestloun am Fall vu Chômage partiel an d'Erhéijung vun 2,8 % vum Mindestloun op den 1. Januar, dat och zum Deel och nach ofgefiedert ginn ass fir d'Entreprisë fir déi éischt sechs Méint. Dir gesitt, dass mer et mat all deene Mesurë fäerdegbruecht hunn, d'Situatioun zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Ech kommen elo op den zweeten Deel vu menger Presentatioun, an zwar deen, deen ech genannt hunn „d'Luucht um Enn vum Tunnel zesumme mat Europa". A wa mer elo zréckkucken, wat geschitt ass am leschte Joer an Europa, da muss ee soen, dass entgéint ville Kassandraen Europa en fait d'lescht Joer ganz solidaresch gehandelt huet vis-à-vis vun enger Kris, déi symmeetresch war, déi, wéi een haut gesäit, relativ ënnerschiddlech Konsequenzen op d'Ekonomien huet. Europa huet et fäerdegbruecht, sech ze eenegen an eng Rëtsch Mesuren ze huelen, déi et nach ni an der Vergaangenheet ginn huet.

Ech denken do un déi Nuecht vum 9. Abrëll, wou mer bis fënnef Auer verhandelt hunn als Finanzministeren, wou mer den Europäesche Stabiliséierungspak decidéiert hunn an der Héicht vu 540 Milliarden Euro mat dräi Sécherheetsnetzer. Dat éischt, dat ech wëll nennen, dat ass de SURE-Programm. Dat ass justement deen, deen et an deene Länner, déi dat nach net haten, erlaabt huet, de Chômage partiel anzeféieren an zum Deel vun Europa finanzéiert ze kréien. An da sinn dat d'Programmer vun der Europäescher Investitiounsbank a vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus, den ESM, zwou Institutiounen, déi hei zu Lëtzebuerg hire Siège hunn. Zesumme sinn dat, wéi gesot, 540 Milliarden Euro. An dann huet natierlech d'Europäesch Zentralbank eng weesentlech Roll gespillt mat hire ganz niddregen an negativen Zënsen zum engen, awer och mat hire Programme vu Rachate vun Obligatiounen an der Héicht vun 1.850 Milliarden Euro, wou d'Bank seet, dass se capabel ass opzekafen.

Den éischte Schrëtt vu Stabiliséierung ass komplettéiert ginn duerch d'Decisioun vum Conseil européen vum Juli 2020, fir de Finanzkader vun den nächste siwe Joer fir Europa op 1.074 Milliarden ze setzen, an dat ass de Cadre financier fir 2021-2027 an de Fonds de relance et de résilience européen ze schafen am Kontext vum Next-Generation-EU. Do si 750 Milliarde mobiliséiert, wou e groussen Deel an dee Fonds de relance européen geet.

Ech erënneren drun, dass d'Lëtzebuerger Regierung am Mäerz vum leschte Joer, zesumme mat enger klenger Dose vu Länner, dem President vum Conseil européen a vun der Kommissioun geschriwwen hat fir ze soen: Mir brauche méi Solidaritéit. Lëtzebuerg war dat eenzegt Triple-A-Land, wat dee Bréif do ënnerschriwwen huet. A mir kënnen houfreg sinn, dass mir bei deene waren, déi sech agesat hunn, fir dass déi Solidaritéit sollt spillen, déi wéi gesot keng Precedanten hat.

Ech wëll mech och freeën, zesumme mat Iech hei an der Chamber, dass mir all déi Mesuren als Lëtzebuerg ..., dass Dir dat hei an der Chamber virun e puer Wochen hei konnt unhuelen, an zwar mat 54 Stëmmen derfir. Ech wëll dat hei ënnersträichen, dass mer hei an dësem Land e Konsens hu fir déi europäesch Solidaritéit, déi eis jo indirekt dann och hëlleft.

Déi Relance setzt Europa ënnert déi zwee grousse Piliere vun der Nohaltegkeet a vun der Digitaliséierung. An déi duebel Transitioun, déi am Klimaschutz néideg ass an déi an der Digitaliséierung néideg ass, déi fanne mer justement eraus, fir ze bestëmmen, wat fir eng Investissementer kënnen en fait vum Fonds de relance profitéieren.

D'EU huet virgesinn, dass an all nationalem Programm, dee soll gemaach ginn, 37 % sollen Nohaltegkeetsinvestissementer sinn an 20 % am digitale Beräich. Nu sinn dat zwou Prioritéiten, déi mir zu Lëtzebuerg scho laang hunn. Dat sinn och zwou Prioritéiten, déi ech am Finanzsecteur pousséiert hu mat der Finance soutenable. Dofir, fir eis waren déi zwou Prioritéiten do keng Iwwerraschung, well mir sinn an deem Domän, géif ech bal soen, e Virreider.

Am Joer 2021 wäert Lëtzebuerg 2,9 Milliarden investéieren, dat si 4,5 % vun eisem PIB. A mir hunn an der ganzer Period 2015 bis 2019 ëmmer op d'mannst 4 % investéiert. Mir sinn do, wa mer elo e bëssen zréckkucken, e bëssen eng Ausnam an Europa. Well anescht, wéi dat elo an dëser Kris geschitt, huet Europa an der Kris vun 2008/2009 et vermësst, den Accent genuch op d'Innovatioun ze setzen an op den Investissement, mat der Konsequenz, dass mer en Ënnerinvestissement haten an Europa.

Dës Lektioun ass geléiert ginn an dofir dréckt jo net nëmmen d'Europäesch Unioun an d'Kommissioun, mee och déi international Organisatiounen, dass mer an déi Richtung solle goen.

Ech presentéieren Iech dann haut - an dat ass jo dann eng Première, well et dee Plang jo nach ni gouf - de Lëtzebuerger Plan pour la reprise et la résilience. Deen huet e kohärenten Ensembel an dee respektéiert alleguerten d'Prioritéiten, déi d'Europäesch Kommissioun gesat huet, ënner anerem déi zwou Transitiounen, awer och d'Recommandatioune vum Semestre européen.

Ech wäert net vill an den Detail goe vun de Recommandatiounen, well dat wäert de Minister Franz Fayot maachen, well mer hei en fait zwee Domänen hunn, déi sech iwwerschneiden. De Programme national de réforme ass justement do, fir d'Recommandatiounen ëmzesetzen. An de Plan national pour la reprise et la résilience ass am Fong geholl en Deel vun der Saach. Dofir sinn ech do relativ kuerz. Mee et ass an där Hisiicht esou, dass mir, wéi all déi aner Länner, an der Verhandlung elo mat der Kommissioun dofir gesuergt hunn, dass déi Recommandatiounen alleguerte mussen entweeder agehale ginn oder zum Deel agehale ginn an op d'mannst komplett duerchdiskutéiert gi sinn.

Lëtzebuerg huet an deem Plan national de relance et de résilience 93,5 Milliounen zegutt. Dat ass eng relativ kleng Zomm, souguer och fir eis Verhältnisser. Dir wësst, dass e Land wéi Italien iwwer 200 Milliarde wäert kréien.

Mir hunn am éischte Stadium 333 Milliounen Euro Wäert vun Investissementer reperéiert, déi mer der Kommissioun presentéiert hunn. Duerno ... déi 333 Milliounen, dat ass natierlech eng Zomm, déi vill méi héich ass, well natierlech d'Kommissioun nëmme kofinanzéiert an net komplett finanzéiert. A mir hunn och vill Projeten erausgesicht, déi mer scho kannt hunn, déi schonn eng gewësse Maturitéit haten, fir dass se och kënnen zäitno ëmgesat ginn.

An der Diskussioun mat der Kommissioun hu mer da festgesat, dass mer fir Lëtzebuerg dräi grouss Piliere wäerten hunn an dësem Plang: sozial Kohäsioun a Resilienz, nohalteg Transitioun an Digitaliséierung, Innovatioun a Gouvernance.

Mir hunn 20 Projeten zréckbehalen, wouvun ech der dräi gär géif nennen, déi dann de Gros vun den Zommen wäerte kréien. Dat ass am Kontext vum Transport: dekarbonéieren, d'Installatioun vu Bornen, déi vun der Europäescher Unioun mat bis zu 30 Millioune wäert ënnerstëtzt ginn. An den ëffentleche Servicer: d'Digitalisatioun förderen - gëtt och vun Europa ënnerstëtzt -, an haaptsächlech alles, wat mat Connectivitéit ze dinn huet, an och ultrasecuriséiert Kommunikatioune fir de Staat - do kréie mer vun Europa ronn 10 Milliounen. An da bezuelbaren an nohaltege Wunnraum an nei renouvelabel Energiesourcen am Projet NeiSchmelz zu Diddeleng, wou mer bis 24 Millioune vun der EU wäerte finanzéiert kréien.

Mir hunn also hei nach eng ganz Rëtsch aner Saachen, déi ech elo net opzielen, déi Der an der Dokumentatioun erausfannt. Et stinn och Projeten dran, déi iwwerhaapt net vun der Kommissioun finanzéiert ginn, mee déi awer an de Plang stoe komm sinn, well se kohärent si mat de Recommandatiounen - ech denken do ënner anerem un all déi, déi mat „digital skills" a „future skills" ze dinn hunn, fir den Aarbechtsmarché ze dynamiséieren. Ech denken och un d'Mesuren, déi mer ugeschwat hu mat der Kommissioun am Beräich vun der Fiskalitéit an der Lutte géint de Blanchiment.

E Wuert nach vläicht iwwert d'Prozedur: Mir hunn also elo mat der Kommissioun Projeten am Wäert vun 182,6 Millioune reperéiert, dat sinn 20 Reformen. Dee Plang schécke mer bis Enn der Woch op Bréissel. D'Kommissioun schafft wärend zwee Méint drop a gëtt dann hiren Avis of, vun deem mer ausginn, dass dee positiv gëtt, well mir hunn dee Plang hei mat der Kommissioun ausgeschafft. A wéi gesot, en hält alleguerten d'Konditiounen an. Do, wou een dat am spektakuläerste gesäit, ass, dass mer bei eise Projeten - deenen 20 Reformen a Projeten, déi mer individualiséiert hunn - 61 % Investissementer hunn, déi fir de Klimaschutz déngen; 61 %, a 37 % waren d'Virgab. A fir dat Digitaalt, fir d'digital Transformatioun erreeche mer 32 %; do war d'Virgab 20 %. Mir hunn also, mengen ech, eis Aarbecht do richteg gemaach.

Ech géif gären den Ekippen, déi Dag an Nuecht elo do drop geschafft hunn, an zéng Ministèren dofir villmools Merci soen. Déi Koordinatiounsaarbecht war wierklech ganz schwiereg, net well d'Leit bei eis net wollte schaffen, mee well d'Kommissioun extreem vill Exigencen hat, a si hunn dat super gemaach.

Da kommen ech elo op d'Eckwäerter vum Programme de stabilité et de croissance. Fir d'éischt, wéi ëmmer, den Zentralstaat: Mir haten d'lescht Joer geduecht, mir géifen am Joer 2020 en Defizit hu beim Zentralstaat bei der Administration centrale vu 5,1 Milliarden. Mee mir schléissen of mat engem Defizit vun 3,3 Milliarden, wéi Der dat och um Diagramm gesitt.

Anescht wéi an der Finanzkris vun 2008 stelle mer hei fest, dass mer et hei mat enger Kris ze dinn hunn, déi extreem séier an extreem déif ass. An 3,3 Milliarden, jo, dat ass nach ëmmer ganz vill Geld an et ass den héchsten Defizit, dee mir säit dem Zweete Weltkrich hei zu Lëtzebuerg enregistréieren. Mee wéi ech virdrun erkläert hunn, hu mer awer domat fäerdegbruecht, eis Wirtschaft gutt ze begleeden an - an dat ass, mengen ech, dat Weesentlecht, wat Der och um Diagramm gesitt - séier aus der Kris erauszekommen.

Fir den Exercice 2021 war en Defizit vun der Administration centrale vun 2,7 Milliarde virgesinn, mee befligelt vun de gudde Previsioune vum Wirtschaftswuesstum an der gudder Entwécklung vun de Recetten am éischten Trimester vun dësem Joer pronostiquéiere mer, dass den Defizit am Zentralstaat dëst Joer nëmmen 2,1 Milliarden wäert sinn.

An normalen Zäite wären esou Defiziter natierlech nach méi eng grouss Suerg. Mee Dir wësst, dass d'Europäesch Kommissioun d'„general escape clause" getätegt huet, déi also de Programme de stabilité et de croissance a Klammere setzt fir d'Joer 2020 an 2021.

Wéi gesäit et dann aus an der Sécurité sociale? Och do hate mer gefaart, dass den Aschnëtt ganz grouss wär, dass en fait den Excedant vun 1,1 Milliarde vun 2019 géif reduzéiert ginn op 281 Milliounen. D'Endresultat ass awer e Plus vun 840 Milliounen, also eng gutt Resistenz vun eisem Système de sécurité sociale. A gutt Noriicht och bei der Administration locale fir d'Gemengen: Do hate mer fir dëst Joer gefaart, mir hätten en Defizit vun 213 Milliounen; deen ass bal halbéiert, dee schmëlzt op 122 Milliounen.

Wann ech elo déi dräi zesummenzielen, dat gesitt Der och op dem Diagramm, ergëtt dat Folgendes: Mir haten am leschte Fréijoer geduecht, mir hätten am Gesamtstaat en Defizit vu 5 Milliarden; am Dezember d'lescht Joer hate mer eng Virausschau gemaach vu 4,4 Milliarden; an haut kann ech Iech soen, dass mir wäerten ofschléisse mat engem Defizit vun 2,6 Milliarden amplaz 5. Also mir hunn den Defizit halbéiert am Gesamtstaat.

M. André Bauler *(DP)*.- Ee Gléck!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- A wann een dann e bësse méi wäit kuckt, gesäit een, dass deen Defizit iwwert d'Joren ëmmer méi kleng gëtt, bis mer 2025 erëm e Pluszeechen do gesinn.

Wa mer elo de Sold vum Gesamtstaat fir d'Joer 2021 kucken, wéi en de Moment virausgesinn ass - 1.359.000.000 -, dann ass dat 2 % vum PIB. A wa mir also dëst Joer en Defizit vun 2 % vum PIB maachen, da géife mir de Pacte de stabilité et de croissance op den erlaabten Defizit anhalen, well do däerf ee jo bis 3 goen. Dat heescht, mir géifen dee schonn dëst Joer anhalen.

Ech géif och gären e puer Wuert soen iwwert d'Steieren, déi an den dräi éischte Méint erakomm sinn, wat ech och gëschter an der Commission des Finances et du Budget virgestallt hunn.

Mir gesinn, dass mer bei den direkte Steieren e Plus vu 7,6 % hu par rapport zu den éischten dräi Méint vum Joer virdrun. Bei den indirekte Steieren, bei der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, hu mer e Plus vu 14,2 % par rapport zu den dräi Méint vum Joer virdrun.

Bei der Douane hu mer e klengen Defizit vu minus 4 %. Mee dat erkläert sech doduerch, dass éischtens natierlech mam Teletravail vill manner getankt gëtt an zweetens natierlech duerch d'Introduktioun vun der CO_2-Steier. Mee do ass natierlech dann déi gutt Noriicht: Doduerch dass mer manner verkafen, dat ass zwar budgetär net esou gutt, mee domat erreeche mer eis ambitiéis Klimaziler.

Wéi ass et dann elo mam Anhale vum Volet préventif vum Pacte de stabilité et de croissance? Do stellt sech d'Fro, ob déi Clause échappatoire och nach d'nächst Joer spille wäert. Do ass d'Decisioun vun der Kommissioun a vun de Memberstaaten nach net gefall. Et weist villes drop hin, dass d'Kommissioun dat wäert recommandéieren, an da géif de Pacte de stabilité et de croissance och nach d'nächst Joer a Klammere gesat ginn. Dat wären dann dräi Joer hannereneen.

Et ass also esou, dass mer musse kucken, wéi dann eise Solde structurel muss evoluéieren. Eise Solde structurel, dee wäert am Joer 2021 bei minus 0,7 % leien, an eisen Objectif de moyen terme fir Lëtzebuerg ass jo plus 0,5 %. Fir d'Joer 2022 gëtt de Solde structurel minus 0,3 % an am Joer 2023 - dat éischt Joer, wou jo dann eventuell, wann alles esou geet, wéi een et haut ka virausgesinn, de Pakt erëm géif spillen - hätte mer e Resultat vu plus 0,3 % fir de Solde structurel. Dat heescht, mir wäre ganz no un den Obligatiounen, déi eis de Pakt gëtt. Ech mengen, ganz wéineg Länner wäerten dat kënnen esou fäerdegbréngen.

Nun däerf een awer och net iwweroptimistesch sinn. Mir wëssen all, wivill Incertituden et nach gëtt, souwuel an der Wirtschaft wéi mat der Evolutioun vun der Pandemie a mat de Varianten. Mee et ass awer berouegend ze gesinn, dass mir 2023 eisen Objectif de moyen terme bal erreechen.

Ech kommen dann elo zur Staatsschold. Fir 2020 läit d'Staatsschold bei 24,9 % vum PIB, an dat ass eng Verschlechterung vun 2,9 %. Op engem Diagramm, deen elo ageblent gëtt, wäert Der gesinn, dass déi Augmentatioun vun der relativer Verschëldung zu Lëtzebuerg bei Wäitem déi klengsten an der ganzer Europäescher Unioun ass. Dat ass jo eng gutt Noriicht. Wéi erkläert dat sech? Majo zum Deel, well mir 2018 an 2019 en Iwwerschoss oder en Equiliber am Staatsbudget haten an dofir natierlech méi Marge de manœuvre wéi déi aner Länner.

Wann ech elo e bësse méi wäit kucken, geet deen Defizit (veuillez lire: d'Schold) och reegelméisseg a Prozenter erop. E wäert am héchste sinn am Joer 2021 (veuillez lire: 2023), dat ass also dëst Joer, wou en op 28,7 % (veuillez lire: 28,4 %) wäert eropgoen a wäert an deene Paragë bleiwen. Mir wäerten also an der ganzer Period ënnert den 30 % bleiwen, déi d'Regierung sech als Limitt ginn huet.

Ech insistéieren elo net ze vill op d'Zuelen, déi mer nach virun e puer Méint ausgerechent haten - do wär eis Staatsschold méi héich gewiescht. Wat hei natierlech och matspillt, ass, dass eise Räichtum och méi séier wiisst wéi virgesinn.

Zum Schluss géif ech soen, dass een och opsäite vun der Staatsschold gesäit, dass mer eng Croissance hunn, déi ënner 30 % bleift an dann herno lues a lues erëm zréckgeet.

Ech wëll an dësem Kontext drun erënneren, dass alleguerten d'Agenturen, d'Ratingsagencen den Triple-A vu Lëtzebuerg confirméiert hunn, ouni Hesitatioun, an och ënnersträichen, dass d'Scholdzënsen, déi mer bezuelen, ëmmer manner ginn dank dem Fait, dass déi Emprunten, déi mer elo gemaach hunn, alleguerten zu engem negativen Zëns konnte gemaach ginn: Mir hunn 2013 nach 245 Milliounen Zënse bezuelt, 2020 nach just 149. An déi niddreg Zënsen, déi musse mer ausnotzen, grad an dëser Zäit. Dofir ass dat jo gemaach ginn, fir weider ze investéieren. Dat seet eis d'OCDE, dat seet eis de Fonds monétaire international, dat seet eis d'Kommissioun. A mir halen eis dodrun. Mir halen eis dodrun, well mer alleguerten an Europa och vun 2008 geléiert hunn.

A wat muss ee sech da fir d'Zukunft wënschen? Ma, et muss ee sech fir d'Zukunft wënschen, dass mer weiderhin eng nohalteg Croissance kënne behalen. Well et ass déi nohalteg gesond Croissance, déi eis erlaabt, d'Schold erofzedrécken. An dat géif een net fäerdegbréngen, wann ee géif eng Austeritéitspolitik maachen. An dat géif een och net fäerdegbréngen, wann een elo géif d'Steieren an d'Luucht setzen.

Et ass also mam qualitative Wuesstum, wou ee kann dozou bäidroen, d'Schold ze reduzéieren. Dat ass dat, wat dës Regierung gemaach huet, an dat ass dat, wat d'Regierung och an der Zukunft wäert maachen. Mir gesinn d'Enn vum Tunnel. Mir gesinn d'Luucht um Enn vum Tunnel, an zesumme komme mir gestäerkt aus dëser Kris eraus.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Finanzminister villmools Merci fir säin Exposé. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister.

A mir héieren elo den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot fir d'Presentatioun vum nationale Reformprogramm, dem PNR. Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Présentation du programme national de réforme (PNR)

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Merci och dem Finanzminister Pierre Gramegna, dee scho ganz vill gesot huet, och zu der wirtschaftlecher Lag, an deen och déi makroekonomesch Zuele gutt duergestallt huet, wat mir erlaabt, mech e bësse méi kuerzzefaassen, wat jo ëmmer traditionellement och e bëssen de Fall ass beim PNR.

De Programme national de réforme war jo och schonn d'lescht Joer e bëssen e spezielle PNR, well en och schonn an den Ufanksstadium vun der Kris intervenéiert ass a well och do schonn eng Rei Saachen drastoungen, déi éischt Mesuren nom Lockdown, déi d'Regierung geholl huet.

Elo si mer e Joer duerno. Et sinn eng ganz Rei Saache geschitt, et sinn eng ganz Rei Mesurë geholl ginn am Kader vum Kampf géint de Covid-19 - de Pierre Gramegna huet dat gutt duergestallt. An ech mengen, et ass schonn impressionnant ze gesinn, och wann de PNR natierlech ni e Bestseller bei eis hei ass, ass et awer en Dokument, wat sech, mengen ech, ganz gutt eng Kéier liest, well et einfach op eng gutt Aart a Weis dee ganzen Ensembel vu Mesuren zesummefaasst, souwuel d'sanitär Mesuren, d'wirtschaftlech Mesuren, d'finanziell Mesuren, awer och Mesuren, fir den Emploi ze ënnerstëtzen, déi geholl gi sinn an ouni déi mer ganz sécher net esou gutt duerch dës Kris komm wären, wéi dat sech schlussendlech erausgestallt huet.

Mir haten d'lescht Joer ëm dës Zäit - an dat war am Ufank vu menger Fonctioun als neie Wirtschaftsminister, wéi ech heiansdo emol vum zwielefte Stack um Boulevard Royal erofgekuckt hunn op eng Geeschterstad - ganz schwaarz Zenarien, déi mer gemoolt hunn. An och de Statec huet mat enger Rezessioun vu 7 %, 8 % an deene verschiddenen Zenarie gerechent. Dir kënnt Iech erënneren, et ass geschwat gi vun enger Reprise en v, an enger Reprise en w, duerno eng Reprise no der Form vun engem Nike-Zeechen - mee egal wéi waren déi Zenarie vill méi schlëmm wéi déi, déi mer elo am Endeffekt hunn an déi mer haut gesinn, mat enger Rezessioun fir 2020 vu minus 1,3 %. An och beim Emploi - an ech mengen, dat muss een och ënnersträichen -, wou mer als Land eent vun deenen zwee eenzegen europäesche Länner sinn, wat 2020 iwwerhaapt nach eng Croissance hat, trotz dëser eenzegaarteger Wirtschaftskris an där Pandemie.

Ech mengen, dat sinn alles Saachen, an ech verséieren net zur Autocongratulatioun, mee effektiv ass et esou, dass all déi Mesuren, déi mer geholl hunn, déi mer adoptéiert hunn, déi vill Sue kascht hunn - an de Finanzminister huet dat elo just gutt duergestallt -, effektiv gegraff hunn a wierklech déi Kris ofgefiedert hunn op eng dach impressionnant Aart a Weis.

Ech géif gären e puer Wuert soen zur Prozedur vum PNR, well do sinn eng ganz Rei Changementer komm par rapport zum Virjoer, par rapport zu deem viregte PNR, wéi mer e soss alt emol déi Jore kannt hunn.

Dir wësst, dass dat Europäescht Semester 2021 ugaangen ass d'lescht Joer am September 2020 mat der Stratégie annuelle pour une croissance durable. Dat ass u sech d'Fortféierung vum initiale Programm vun der Europäescher Kommissioun mat deene véier grousse Prioritéiten: der ekologescher Transitioun, der numeerescher, der digitaler Transitioun, dem Gerechtegkeetsprinzip an och der Stabilité macroéconomique. An dat ass ..., sans surprise fannt Der do déi grouss Prioritéiten och zréck, déi Der am PRR hutt, am Plan de relance et de résilience, déi de Pierre Gramegna elo just beschriwwen huet. Dat ass kloer, well déi zwee musse kohärent matenee sinn, well de Semestre européen sech och elo eebe ganz staark op de PRR referéiert.

Mee wéi gesot, déi grouss Prioritéite bleiwen déi ekologesch Transitioun, déi digital Transitioun, d'Gerechtegkeetsfro. Alles Froen, déi scho virdru ganz uewen op der Agenda stoungen an déi sech, mengen ech, mat där Pandemie wierklech nach op méi eng kloer Aart a Weis ausgezeechent hunn, dass et wierklech do ass, wou mer mussen de Levier usetzen, um europäeschen Niveau, awer och um nationalen Niveau. An esou mengen ech, dass eis Strategie do vun deem Point de vue komplett kohärent ass och mat deenen europäesche Prioritéiten.

Wat d'Stratégie « Europe 2020 » ugeet, esou ass se - comme son nom l'indique - 2020 ausgelaf a säithier hu mer och eng nei Approche do fir de PNR, dat am Beräich vun där Strategie. Mir referéieren eis elo net méi op quantifizéiert Ziler. Dir kënnt Iech erënneren, dass mer zum Beispill an deem viregte PNR ëmmer en Objektiv hate vun 2,3 % an den Depensë fir Recherche et développement. Mir haten och en Taux d'emploi, deen uviséiert war vun iwwer 73 %. An dat ass natierlech alles elo ..., dat si Saachen, déi elo net méi drastinn am PNR. Amplaz dovunner referéiere mer eis elo op Objectifs du développement durable.

Dat sinn ODDen, déi an der Agenda 2030 vun der UNO stinn an do hu mer eis an enker Zesummenaarbecht och mam Ëmweltministère eng Rei ODDe ginn, déi mer elo prioritär wëllen hei zu Lëtzebuerg erfëllen. Dat sinn der zéng un der Zuel. Ech ginn elo net an den Detail dovun, Dir kënnt dat am Dokument noliesen. An do ass och e ganzt Kapitel am PNR, wat beschreift, wéi déi verschidde Politicken, déi mer geholl hunn, drop viséieren, fir déi ODDen dann och bei eis ze erreechen.

Dat ass och eng Aarbecht, wou de Wirtschaftsministère eng Koordinatioun gemaach huet vun de Kontributiounen aus all den Haiser, aus all deene verschiddene Ministèren. An ech géif och do wierklech gäre menge Leit Merci soen, awer och deene verschiddene Ministèren, déi alleguerten hei matgeschafft hunn.

Nach eng Kéier: De PNR ass en Dokument, wat vläicht bei eis heiheem net vill gelies gëtt, mee wat awer ganz vill an internationale Gremie gelies gëtt, fir eeben ze kucken, wéi Lëtzebuerg sech positionéiert par rapport zu all deenen internationalen Objektiven. An dowéinst ass et e wichtegt Dokument.

Ech géif elo gäre kuerz op déi verschidde Recommandatiounen agoen - de Pierre Gramegna hat dat jo annoncéiert, dass ech dat géif maachen -: Do si véier Recommandatiounen, déi aus deene leschte Recommandatioune vun 2020 erausginn. Dat sinn alles Recommandatiounen, déi ganz staark mam Kampf géint de Covid-19 zesummenhänken.

Déi éischt Recommandatioun betrëfft dann och d'Lutte géint d'Pandemie an alle Beräicher: d'Ënnerstëtzung vun der Ekonomie, d'Reprise, d'budgetär Politik an de Gesondheetssystem.

Ech brauch elo do net an den Detail ze goen, dat ass scho gemaach ginn; mee ech géif awer nach

eng Kéier gäre wierklech och insistéieren op d'Effikassitéit vum Stabiliséierungsprogramm, dee mer ganz schnell Enn Mäerz adoptéiert hunn, de Pak „Neistart Lëtzebuerg" mat senge séllege Mesuren, och fir de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen am Kader vum Kampf géint de Covid-19. An och am Beräich vun der Santé gouf vill gemaach: De Finanzminister huet de Large-Scale-Testing genannt, mee awer och d'Aféierung vun neien Études universitaires an der Medezinn, fir d'Resilienz vun eise Gesondheetssystemer an och d'Formatioun vu Leit am Beräich vun der Santé ze encouragéieren.

Déi zweet Recommandatioun, bei där geet et dorëm, d'Repercussioune vun der Kris op den Emploi ze bekämpfen, an och deene Persounen, déi an enger schwiereger Situatioun sinn, ënnert d'Äerm ze gräifen. Do ass natierlech d'Mesure phare de Chômage partiel, deen extreem gutt gegraff huet mat där Flexibiliséierung, déi mer agefouert hu ganz schnell d'lescht Joer mat deem System vun den Avancen, wou mer de Betriber et erlaabt hunn, ganz schnell u Liquiditéiten ze kommen an och iwwert dee Wee hir Employéen, hir Salariéë kënnen ze halen. Dat war eng wichteg Mesure.

Donieft hu mer natierlech och Mesurë geholl, fir deene Schwächsten an eiser Gesellschaft ënnert d'Äerm ze gräifen, zum Beispill mat der Allocation de vie chère, déi 2020 verduebelt gouf.

Déi drëtt Recommandatioun bezitt sech ënner anerem op d'Tresorerie vun den Entreprisen an op déi gréng an digital Transitioun an op d'Innovatioun. Dat sinn alles Prioritéiten, déi mer souwisou hunn, och an normalen Zäiten. Mee an der Pandemie ass dat nach eng Kéier méi wichteg ginn.

Mir hunn eng ganz Rei Saache gemaach. Nach eng Kéier, ech ginn net méi op den Detail an. Et kann een de Régime de garantie étatique nennen, awer och déi verschiddeen Neistarthëllefen, fir d'Entreprisen ze encouragéieren, fir ze investéieren an nohalteg Prozesser a méi ëmweltfrëndlech Produktioun an Digitalisatioun an esou weider.

A mir hunn natierlech och relativ rezent eng Strategie fir d'Économie circulaire presentéiert. Och dat gräift an déi gréng Relance eran. A mir hunn am Beräich vun der Elektromobilitéit déi Mesuren ugepasst an och verlängert.

Déi véiert Recommandatioun bezitt sech op d'Lutte géint de Blanchiment, d'Wäisswäsche vu knaschtege Suen, an och op eise Steiersystem. Och do huet d'Regierung eng Rei Mesurë geholl. Si huet am Kader vun der d'Lutte géint de Blanchiment de ganze Prozess duerch d'Gesetzer vum 25. Mäerz an 10. Juli d'lescht Joer moderniséiert a verstäerkt. Och am Beräich vun eisem Steiersystem hu mer 2019 zum Beispill eng multilateral Konventioun fir d'Preventioun vun dem Base Erosion and Profit Shifting ratifizéiert. Alles dat reit sech an an eng Politik vu méi steierlecher Transparenz, vu Bekämpfung vu Steieroptimiséierung, vu Steierfraude, an dat ass eng Politik, wéi gesot, déi säit ongefeier sechs Joer, säit dem Untrëtt vun der éischter Dräierkoalitioun, resolutt gemaach gëtt, a wou mer, mengen ech, eis och alleguer eens sinn, dass se esou muss weidergefeiert ginn.

Ech géif dann nach gären agoen op eng Partie Recommandatiounen, déi scho méi al sinn, déi aus dem Joer 2019 kommen, déi méi struktureller Natur sinn. Et kéint ee bal soen, dass dat Klassiker sinn. Do geet et engersäits ëm eise Pensiounssystem, awer och ëm de Beschäftegungstaux vun eelere Leit, ëm d'Bildung an ëm de Logement. Dat bleiwen nach wie vor natierlech och Prioritéiten, woumat mer eis mussen ausernanersetzen. Beim Pensiounssystem kann een zum Beispill soen, dass d'IGSS Enn vun dësem Joer hiren neie Bilan actuariel vum Régime général d'assurance pension maache wäert an datt dann dorobberhin natierlech wäerte Reflexioune musse gemaach ginn iwwer weider Reformen.

E weidere wichtege Pilier ass den Dispositif de lutte contre le chômage de longue durée, deen d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen, déi de Besoine gerecht ginn, ënnerstëtzt.

Am Kontext vun den Obstacles à la concurrence: Dir wësst, dass och dat eng Preoccupatioun ass vun der Kommissioun, déi ëmmer erëmkënnt, dass mer ze vill Schranken hunn a reglementéierte Beruffer. Och an deem Beräich hu mer e Projet de loi, deen elo geschwënn eng Kéier hei an der Chamber gestëmmt gëtt, iwwert de Contrôle de proportionnalité, deen elo och schonn e puermol an der Chamberskommissioun, an der Ekonomieskommissioun diskutéiert gouf. Mir hunn och en Depot gemaach vun engem Projet de loi, deen den Droit d'établissement reforméiert an dee fir dëse Summer virgesinn ass an deem Beräich.

Wat d'Weiderbildung betrëfft, wat natierlech och en extreem wichtege Pilier ass am Kontext vun eisem Beschäftegungstaux vun Eeleren, esou hu mer en neien Zentrum fir d'Weiderbildung, d'Université populaire, geschaaft. An doriwwer eraus gouf och eng Roadmap gemaach fir Talent attraction, well dat ass och eppes, wat fir eist Land wichteg ass, fir och nei Talenter heihinner ze bréngen, déi méi am Beräich vum Digitalen, am Beräich vun der Ingenierie ..., all déi Saachen, déi mer brauchen, fir justement déi digital an déi ekologesch Transitioun och an eiser Wirtschaft fäerdegzebréngen.

Am Beräich vum Logement gouf den neie Pacte Logement 2.0 en place gesat, deen d'Gemenge bei der Entwécklung vu bezuelbarem Logement ënnerstëtzt, an eng Refonte vum Gesetz iwwert d'Aides au logement, déi och envisagéiert ass.

Ech hunn dat scho gesot, mir hunn d'Stratégie « Europe 2020 » remplacéiert duerch eng Referenz op ODDen, op eng Partie ODDen. An ech géif do gär dräi Beispiller soe vun ODDen, mee Dir kënnt dat alles en détail noliesen am Dokument. Do gëtt et zum Beispill den ODD 1 „pas de pauvreté", wou mer kënnen déi Mesure am Beräich vun der Allocation de vie chère nennen, déi 2021 ëm 10 % erhéicht gëtt, weidergefouert gëtt; och d'Erhéijung vum Mindestloun, vum REVIS an och vum RPGH, deen den 1. Januar adaptéiert gouf.

Beim ODD 9 „industrie, innovation et infrastructure", wësst Der, dass mer 2017 dat neit Gesetz iwwer R&D-Hëllefe gestëmmt hunn, wat de Betriber erlaabt, nei Outilen ze kréien, fir hir R&D-Demarchen ze ënnerstëtzen. Mir hunn och Enn 2019 eng Stratégie nationale de la recherche et de l'innovation approuvéiert. An nach eng Kéier, och déi Neistart-Aiden am Beräich vum Investissement an R&D haten e ganz grousse Succès an hunn och wierklech d'Land weiderbruecht, d'Betriber weiderbruecht am Beräich vun der Digitalisatioun an am Beräich vun ëmweltfrëndlechen Technologien.

Dann ass den ODD 13, „mesure relative à la lutte contre les changements climatique": Do kann een entre autres de Pacte 2.0 mat de Gemengen nennen, dee weidergefeiert gouf. An am Dezember 2020 ass d'Gesetz iwwert de Klima a Kraaft getrueden, wat jo virgesäit, entre autres, dass d'Treibgasemissioune bis 2030 ëm 55 % solle verréngert ginn an d'Klimaneutralitéit bis spéitstens 2050 soll erreecht ginn.

Här President, zum Schluss géif ech och nach gären d'Chamber drop hiweisen, dass mer am Preambule, an der Introduktioun vum PNR eng nei Approche geholl hunn, a mir hunn an deem Preambule en fait de PIBien-être thematiséiert. Dir wësst, dass dat eppes ass - a mir haten en Debat hei an der Chamber -, wat mer wierklech ganz spezifesch um Häerz läit, ganz speziell um Häerz läit, net nëmme mir. Ech mengen, ech kann do am Numm vun der ganzer Regierung schwätzen an och besonnesch vum Finanzminister. Wa mer gären e Paradigmewiessel hätten an der Aart a Weis, wéi mer iwwer eise Räichtum an iwwer eise Wuesstum nodenken, dann ass de PIBien-être do e ganz wichtegt Instrument. An ech mengen, och dat ass kloer ginn am Kontext vun dëser Pandemie, dass et net duergeet, fir eng staark Croissance am PIB ze hunn, mee dass och d'Wuelbefanne vun de Leit e ganz wichtegen Deel ass vun där ganzer Equatioun, vun der Aart a Weis, wéi e Land seng Performance muss moossen.

An dofir hu mer an dësem PNR eng Rei Theemen opgeworf, wou mer u sech weisen, wéi eis Aktiounen a Mesuren, eis Reformen aus dem PNR also kohärent sinn an deene Beräicher, déi de PIBien-être ofdeckt. Dat ass eng éischte Kéier, wou dat och an esou engem Dokument, an engem offiziellen Dokument vum Semestre européen de Fall ass. Dat ass natierlech eng reng qualitativ Approche. Do sinn nach keng Chifferen dran, déi kënne mer fir de Moment nach net moossen. Do schaffe mer drun, natierlech zesumme mam Finanzministère. Dat ass eng Aarbecht, eng zolidd Aarbecht, fir dat kënnen en place ze setzen. Mee mir sinn dobäi, dat op de Leescht ze huelen. Mee ech mengen, dat hei ass en éischte Schrëtt, wou mer weisen, wéi et eng Kohärenz gëtt zwëschent eise Reformen an all deene Beräicher an dem PIBien-être.

Voilà, villmools merci fir Är Attentioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Wirtschaftsminister villmools Merci fir säin Exposé. Ech ginn Akt vum Wirtschaftsminister senger Deklaratioun a soen deenen zwee Ministeren am Numm vun eis alleguer Merci fir déi prezis an detailléiert Dokumentatioun, déi mer ausgedeelt kruten.

D'Diskussioun iwwert de PSC an de PNR féiere mer dann den nächsten Donneschdeg.

7. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech de Mëtten nach follgend Ofännerunge vun der CSV-Fraktioun matgedeelt kritt:

An der Commission de l'Économie et de la Protection des consommateurs et de l'Espace ersetzt den Här Marc Spautz den Här Claude Wiseler.

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ersetzt d'Madamm Diane Adehm den Här Claude Wiseler fir de Volet „Éducation nationale, Enfance et Jeunesse" an d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch ersetzt den Här Wiseler fir de Volet „Enseignement supérieur et Recherche".

An der Commission de la Fonction publique ersetzt den Här Marc Spautz den Här Claude Wiseler.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt d'Madamm Martine Hansen den Här Claude Wiseler.

An der Commission de la Culture ersetzt d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp den Här Claude Wiseler.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen.

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Changement de composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, den Här Claude Wiseler gëtt säi Posten als Vizepresident vun der Chamber of. Et gëtt proposéiert, datt den Här Marc Spautz Vizepresident vum Bureau gëtt. Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Vizepresident ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass, soudatt den Här Marc Spautz den Här Claude Wiseler um Poste vum Vizepresident an der Chamber ersetzt.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Conformément à l'article 7 (5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Chambre décide de proclamer M. Marc Spautz Vice-Président du Bureau.

Conformément à l'article 10 du Règlement de la Chambre, le Président informera le Grand-Duc de la nouvelle composition du Bureau.)

9. 7638 - Projet de loi portant :

1. transposition :

a) de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ; et

b) de la directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE ;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication, et le règlement (UE) n° 648/2012 ; et

3. modification :

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;

c) de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ;

d) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

e) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

f) de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres ; et

g) de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7638, eng Transpositioun vun enger europäescher Direktiv am Finanzberäich. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Claude Haagen, d'Madamm Josée Lorsché an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, fir dëse Projet de loi e bëssen auszehuelen, éier ech bei de Contenu selwer vun dem Gesetzesprojet 7638 kommen. Et ass e wichtege Projet, e ganz komplizéierten, mee awer enorm wichteg fir eis Ekonomie.

Une voix.- Dat sot Der richteg!

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Et handelt sech nämlech ëm e ganz wichtege Projet fir d'Finanzplaz. An duerfir sinn d'Erklärungen zum Kontext an zum Inhalt méi komplex.

Déi lescht Finanzkris huet gewisen, wéi wichteg e gudde reglementareschen Encadrement vun de Banken ass, fir d'Stabilitéit vum Bankesystem, vum Finanzsystem am méi breede Sënn, an awer och generell vun eiser Realwirtschaft ze garantéieren.

An der leschter Finanzkris huet ee gesinn, dass eng ze grouss Interdependenz zwëschent de Banken an de Staaten zu engem Däiwelskrees féiere kann. Dir kënnt lech bestëmmt dorun nach erënneren, wéi d'Bomm vu Lehman Brothers explodéiert ass an d'Kris duerno duerch de globaliséierte Bankesystem iwwert den Atlantik gaangen ass, mat der Konsequenz, dass och den europäesche Bankesystem an Nout geroden ass.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Staaten, an natierlech och Lëtzebuerg, hu mussen intervenéieren. Et ass zu sougenannte „bail-outs" komm: D'Banken hu musse mat Steiersue gestäipt ginn, wat zu grousse Lächer an de Staatsbudgete geféiert huet. Vill Länner sinn an d'Laberente geroden an et ass eng zweet Kris, d'Scholden- an d'Eurokris, ausgebrach.

Zanter deemools si mir zu Lëtzebuerg Hand an Hand mat der EU e wäite Wee gaangen, fir eng sougenannte Bankenunioun opzebauen. Mir brauchen eng responsabel Politik, fir d'Banken d'office besser ze encadréieren a fir esou Schwieregkeeten direkt ze vermeiden. A wann esou Problemer nawell optrieden, da kënne se besser geréiert ginn, ënner anerem duerch eng Rekapitalisatioun vun der Bank duerch d'Creancieren an net méi vum Staat, dem sougenannte „bail-in". Fir der „new impossible trinity" - dat heescht, der neier onméiglecher Dräifaltegkeet -, wéi de Jean Pisani-Ferry se genannt huet, en Enn ze setzen, sinn ënner anerem eng séllege legislativ Texter um europäeschen an um nationalen Niveau en place gesat ginn, fir d'Schwaachstelle vun eiser Reguléierung aus dem Wee ze raumen.

D'Bankenunioun, déi aus dräi Piliere besteet, ass schrëttweis ëmgesat ginn, respektiv et gëtt nach dorunner geschafft. Déi Unioun besteet aus dräi Deeler: dem Supervisiounsmechanismus vun den europäesche Banken, dem Resolutiounsmechanismus vun de Banken an dem europäesche Versécherungssystem vun den Depoten.

Dëse Gesetzesprojet soll sech an der Stäerkung vun der Bankenunioun areien. An dat ass genee dee richtege Wee an dee wichtege Wee, fir d'Kredibilitéit an de Ruff vun eiser Finanzplaz.

Ech kéim dann elo zum Fong vum Gesetzesprojet.: Mam Projet de loi 7638 transposéiere mer verschidden Dispositioune vum sougenannte Banking Package vun 2019 an dat nationaalt Recht. Méi genee setze mir d'Capital Requirements Directive V, kuerz CRD V an d'Bank Recovery and Resolution Directive II, kuerz BRRD II ëm.

Et kënnt duerfir zu spezifeschen Upassunge vun eiser nationaler Gesetzgeebung. Esou gëtt zum Beispill dat ofgeännert Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert den Accès zu de Bankenaktivitéiten an iwwert d'Surveillance vun de Banken ugepasst. An engems gëtt dat ofgeännert Gesetz vum 18. Dezember 2015 ugepasst, dat Mechanisme vun der Bankenofwéckelung reegelt. Doriwwer eraus kënnt et och zu enger Rei Ännerunge vun aneren Texter, wéi Dir a mengem schréftleche Rapport noliese kënnt.

Mat der Direktiv CRD V ginn déi sougenannte Basel-III-Standarde vum Comité de Bâle sur le contrôle bancaire ëmgesat an awer och verschidden Dispositiounen, déi op enger europäescher Initiativ berouen. Et handelt sech do ëm d'Approbatioun vun de Compagnies financières holding an de Compagnies financières holding mixtes, grad eméi ëm d'Iwwerwaachung vun dëse Gesellschaften.

E weidere Bäitrag vun der CRD-V-Direktiv betrëfft d'Afféierung vun der Verflichtung fir Bankegruppen aus Drëttstaaten, fir eng sougenannten Entreprise mère intermédiaire um Gebitt vun der Europäescher Unioun ze hunn, wann dëse Grupp zwou Konditiounen erfëllt: engersäits zwee oder méi Kredittetablissementer bannent der EU kontrolléiert an d'Bilanszomm iwwer 40 Milliarden Euro läit.

Dës Moossnam soll d'Iwwerwaachung vun esou engem Grupp an der Europäescher Unioun erliichteren an och d'Resolvabilitéit vun de betraffenen Entitéite verbesseren. Duerch d'Transpositioun vun der CRD-V-Direktiv ass och ugeduecht, fir de Regimm vun den zousätzleche Kapitalufuerderungen ze reforméieren - am Jargon och als den zweete Pilier vun den Exigences de fonds propres bekannt.

Bei dësem zweete Pilier vun der Bankesurveillance kann de Regulateur, an eisem Fall d'CSSF respektiv déi Europäesch Zentralbank, engem CRR-Etablissement zousätzlech Kapitalufuerderunge recommandéieren oder souguer ofverlaangen; dat awer nëmmen, wann de Regulateur justifizéiere kann, dass déi Moossnamen duerch Risike gerechtfäerdegt

sinn, déi iwwert de Wee vun der Mindestkapitalufuerderung entweeder ënnerschat oder net ofgedeckt gi sinn.

Dës nei Bestëmmunge sollen et de kompetenten Autoritéiten erméiglechen, verschidde Risike besser ze berécksiichtegen, déi d'Aktivitéiten a spezifesche Geschäftsmodeller betreffen. Doduerch soll d'Laascht u Fonds propres, déi den CRR-Etablissementer operluecht ginn, verbessert ginn.

D'CRD V gesäit och vir, dass déi systeemesch Risikopuffere solle méi flexibel a geziilt agesat ginn. Mat der Transpositioun vun der sougenannter Direktiv kann de systeemesche Risikopuffer elo ënner Ëmstänn och op en Ënnergrupp vu Bankenexpositioune respektiv op een oder méi Sousensembele vu CRR-Etablissementer ugewannt ginn.

Zousätzlech gëtt duerch d'Transpositioun vun der CRD-V-Direktiv an nationaalt Recht de Koordinatiounsmechanismus tëschent den nationalen an den europäeschen Autoritéite verbessert.

E leschte Volet vun der Direktiv ajustéiert verschidden Dispositiounen, déi de Kader vun der Remuneratiounspolitik vun de genannten Acteure reegelt. Hei kann ee sech d'Fro stellen, firwat dat vum Legislateur encadréiert gëtt. Ma heimat soll nämlech séchergestallt ginn, dass d'Entitéiten aus dem Secteur eng gesond Gouvernance hunn a virun allem soll domat verhënnert ginn, dass d'Remuneratiounspolitik excessiv Prise-de-risquë vun den Employéë favoriséiert.

Engersäits soll esou de Proportionalitéitsprinzip duerch d'Reegelung vum variabele Salaire gestäerkt ginn an anerersäits gëtt och ervirgestrach, dass d'Remuneratiounspraktike geschlechtsneutral musse sinn.

Elo zu der zweeter Direktiv, déi mir mat dësem Gesetzesprojet ëmsetzen, also der Bank Recovery and Resolution Directive II, kuerz, wéi gesot, BRRD II. Wéi virdrun ugeschwat, geet et bei de BRRD-Direktiven ëm d'Resolutioun vu Banken, déi a Schwieregkeete sinn. Mat der BRRD II soll d'Effikassitéit vun der Resolutioun gestäerkt ginn.

D'Bail-in-Instrument - also dat Instrument, wat am Fall, wou eng Bank a Schwieregkeete kënnt, derfir suergt, dass d'Creancieren hir Creancë reduzéiert kréien, fir esou d'Kapital vun der Bank erëm hierzestellen, amplaz dass d'Banke musse mat Steiersuen ënnerstëtzt ginn -, gëtt mat der Transpositioun vun dëser Direktiv nach eemol gestäerkt. Dat ass och gutt esou.

De Renforcement vum Bail-in duerch déi Direktiv an eeben och duerch dëse Gesetzesprojet wäert derfir suergen, dass d'Restrukturéierung vu Banken de Fonds de résolution manner kascht. Doduerjer ginn déi sougenannte kleng Spuerer an déi aner ënnergeuerdnet Creanciere vun de Banke besser geschützt.

Ech erspueren lech déi ganz technesch Detailer, mee d'Transpositioun vun der BRRD II verstäerkt d'Reegelung a puncto Absorbtiounscapacitéit vun de Verloschter vun de Banken. D'Zil ass et, fir d'Mindestufuederung un Eegekapital vun de Banken an den eligibelen Instrumenter unzepassen. Dat bréngt eng däitlech besser Ofstëmmung mam Risikoniveau vun all eenzelner Bank.

Zousätzlech féiert déi Direktiv och verschidden - an net onwichteg - Notiounen an, wéi zum Beispill déi vun „entité de résolution" a „groupe de résolution". Dat mécht et an Zukunft méi einfach erauszefannen, wien Deel vun esou enger Resolutioun soll sinn a wien net, an och, wéi eng Mesuren da mussen eeben applizéiert ginn.

No dem éischten Avis vum Staatsrot ass och nach decidéiert ginn, fir all d'Dispositioune vun engem Reglement vun der CSSF, méi genee d'Reglement mat der Nummer 15-02, an de Gesetzesprojet anzebauen an domadder d'Gesetz iwwert de Finanzsecteur vun 1993 ofzeänneren.

D'Reglement iwwert de Kontrollprozess an iwwert déi prudenziell Evaluatioun vun de CRR-Etablissementer ass hei esou gutt wéi méiglech mat agebaut ginn. Et hunn awer misse liicht Adaptatioune gemaach ginn, fir eng Kohärenz tëschent dësem Projet an dem Projet de loi 7723 ze garantéieren. Um leschtgenannte Projet gëtt den Ament nach fläisseg an der Finanzkommissioun geschafft. Et geet dobäi och ëm de Kontrollprozess an déi prudenziell Evaluatioun, déi Kéier awer vun den Investmententreprisen.

Här President, Kolleegen a Kolleeginnen, erlaabt mer, nach kuerz déi verschidden Avisen unzeschwätzen, déi Der am Detail a mengem schréftleche Rapport noliese kënnt.

De Staatsrot huet zwou generell Consideratioune formuléiert. Déi éischt geet ëm d'Recoursméiglechkeet, déi d'Finanzinstituter hunn, fir op Decisioune vun der CSSF oder der Europäescher Zentralbank ze reagéieren. D'Gesetz vun 2015 huet effektiv eng generell Prozedur, d'Gesetz vun 1993 awer net.

An der zweeter Considération générale geet et ëm d'Reglement Nummer 15-02, vun deem mer jo scho geschwat hunn, dat jo an de Projet de loi agebaut ginn ass, vu dass dëse Punkt zu enger Opposition formelle geféiert hat.

Et goufe weider dräi Opposition-formellë vum Staatsrot. Zwou hunn de Pouvoir réglementaire vum Conseil de résolution concernéiert, an do verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Mee zu der leschter Opposition formelle wéilt ech e puer Bemierkunge maachen: Et geet ëm d'Artikelen 93 a 94 vum initiale Gesetzesprojet. Do sollt e sougenannte Filet de sécurité zugonschte vum Fonds de garantie des dépôts Luxembourg en place gesat ginn. Zur Erënnerung: Dëse Fong erméiglecht a garantéiert am Fall vun enger Bankefaillite, dass all d'Spuerer bis zu 100.000 Euro pro Kont a pro Bank remboursériert kréien oder kënne kréien.

De Projet de loi initial hat virgesinn, datt d'Regierung kéint eng Staatsgarantie decidéieren, fir déi eventuell Kredittlinnen ze garantéieren, déi dee Fong, den FGDL, géif ophuelen.

De Staatsrot huet awer gemengt, datt esou een Dispositif iwwer eng Loi spéciale misst ofgedeckt ginn, déi als Objet unique hätt, fir esou eng Fourniture de garanties ze erlaben, an net iwwer méi en allgemengt Gesetz, wéi dat an dem initiale Projet de loi eeben de Fall war. Dës Dispositioune stinn elo net méi an dem amendéierte Gesetzesprojet.

A sengem Avis complémentaire vum 23. Mäerz 2021 huet de Staatsrot sech mat de Regierungsamendementer vum 18. Februar d'accord erkläert, soudass déi Opposition-formellë konnten opgehuewe ginn.

Mir kruten och nach en Avis complémentaire souwuel vun der Europäescher Zentralbank wéi och vun der Chambre de Commerce eran. Am grousse Ganze sinn dës Avise positiv ausgefall. Fir d'Detailer verweisen ech nach emol op mäi schréftleche Rapport .

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech kommen zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet. Loosst mech just nach kuerz e puer Saachen ënnersträichen.

D'Bankereglementatioun, déi an de leschte Jorzéngten entwéckelt ginn ass, huet bewisen, datt se net ëmsoss ass. Se huet de Bankesekteur fit fir méi stiermesch Zäite gemaach. D'Covidkris huet gewisen, datt d'Banken haut besser mat engem Schock kënnen eens ginn a souguer e wichtege Partner an enger Kris kënne sinn.

Dëse Gesetzesprojet wäert d'Widderstandsfäegkeet vun de Banke weider stäerken an d'Stabilitéit vum Finanzsecteur a vun eiser Wirtschaft als Ganzt erhéijen. D'Matière vun de Mëtteg ass sonder Zweifel keng ganz digest, mee se ass besonnesch wichteg fir Lëtzebuerg. Mir wëssen all, wéi liewenswichteg dëse Secteur fir eis Wirtschaft, eisen Aarbechtsmaart an eis Staatsfinanzen ass. Eist Land kann nëmme gewannen, wa mer an der Europäescher Unioun e stabille Finanzsystem hunn. Dowéinst kann een dëse Gesetzesprojet nëmme begréissen.

An ofschléissend géif ech nach wëllen dem Finanzminister a senge Mataarbechter am Ministère, de Membere vun der Cofibu an de Fraktiounsmataarbechter Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, an ech ginn heimadder den Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci dem Här Rapporter.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ufänke wéilt ech mat deem traditionelle Merci un de Rapporter. An ech mengen, dës Kéier huet e sech et wierklech verdéngt, well ech hu seelen, an ech kommen och nach eng Kéier drop zréck, mat esou engem komplizéierte Projet ze dinn, a mir gesinn der jo genuch - ech schwätzen hei och ënnert dem strenge Kontroll vum President vun der Cofibu -, mir hunn der jo genuch, mee ech mengen, dëse war extra komplizéiert.

An ech muss duerfir soen, ech bewonneren d'Gedold, d'Kompetenz an den Engagement, deen de Rapporter hat. Dat war net einfach. Mir haten zum Deel laang Sitzungen. An duerfir, wéi gesot, e ganz, ganz grousse Merci! Den Här Arendt, deen huet sech wierklech déi Kéier de Luef vun eis alleguerte verdéngt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech wëll och direkt hei, fir all Spannung erauszehuelen, soen, datt d'Fraktioun vun der CSV wäert hir Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Et ass e wichtege Projet. Och doduerch, datt de Rapporter esou kloer an extensiv a sengen Explikatioune war, brauch ech net méi an den Detail anzegoen. Ech wäert mech duerfir, Här President, limitéieren op eng Fro, awer och op e puer méi generell Remarken.

An eng éischt Remark huet e bësselche mat der Aarbechtsweis vun eisem Haus ze dinn, huet also net direkt elo eppes mat der Regierung ze dinn. Ech mengen, mir hu gesinn, wéi mer iwwert dëse Projet diskutéiert hunn, datt mir selwer vläicht an dësem Haus net outilléiert sinn, fir esou komplex Projeten am Detail ze diskutéieren. An ech hat - ech mengen, ech war do à l'initiative, wéi mer dee Projet kritt hunn -, gefrot, ob mer net kéinten eng Nott kréien. Mir hunn déi och kritt vun der Regierung. Ech sot och Merci. Ech bleiwen awer do bei menger Iwwerzeegung, datt eigentlech déi Nott misst vun der Chamber kommen.

An duerfir géif ech och wierklech nach eng Kéier plädéieren, an ech adresséiere mech hei un de President, well et ass wierklech wichteg, datt mer eis och als Haus, als Chamber, déi néideg Kompetenze ginn, fir och a komplizéierten Dossieren - a mir hunn där leider Gottes ëmmer méi an der Finanzkommissioun - mat eisen eegene Mëttelen, ouni mussen op d'Regierung zréckzegräifen, déi Informatioune kënnen ze kréien, déi eis et erlaben, op eng neutral an objektiv Aart a Weis déi Projeten ze kucken.

Wéi gesot, dat ass absolument kee Virworf un d'Regierung, et ass éischter en Appell un eis selwer. Well ech muss lech trotzdeem soen - an Dir wësst, ech si jo awer een, deen an der Finanzkommissioun déi Saache relativ genau kuckt -: Ech hat wierklech dës Kéier kee ganz gutt Gefill, well ech d'Impressioun hunn, datt mer hei iwwer Saachen decidéieren an och diskutéieren, wou déi meescht, an ech huele mech och do gär mat eran, awer net de vollen Duerchbléck hunn.

An dat soll eigentlech net esou sinn! E Parlament, wat sech wierklech eescht hëlt, soll sech och selwer d'Moyene ginn - ouni mussen op d'Hëllef vun der Regierung zréckzegräifen -, fir kënne seng Aarbecht ze maachen. An duerfir wierklech en Appell! Dëse Projet huet mer do e bëssen den Ulass ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Här Mosar, wann Der erlaabt. Dir hutt ganz Recht. A mir sinn och gutt engagéiert op deem dote Wee, well déi éischt Mataarbechter fir déi Cellule d'expertise sinn ausgeschriwwen a sinn och gehéiert ginn, soudass mer an deenen nächste Joren déi Cellule d'expertise esouwuel sur le plan juridique wéi och fir ekonomesch Zesummenhäng wäerten ausbauen, net ze vergiessen dee soziale Volet. Mee mir sinn op deem dote Wee engagéiert. An Dir grad ewéi ech, mengen ech, mir hunn déi éischt Weichen an déi dote Richtung gestallt. An eise jëtzege President mécht de Sak zou.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech weess dat, ech soen och hei stellvertriedend dem Generalsekretär Laurent Scheeck Merci fir déi grouss Efforten, déi geschitt sinn an déi och nach wäerte geschéien. Mee nach eng Kéier, dëse Projet de loi, mengen ech, huet och wierklech d'Noutwendegkeet dovu gewisen.

Ech wëll dann elo awer nach eng Kéier ufänke mat enger Fro. An duerno wollt ech just e puer Remarke maachen zum Projet. Eng Fro, et ass vläicht elo net déi wichtegst, si ass awer net onwichteg, well och de Rapporter dorop higewisen huet. A mir hunn eigentlech och am Kader vun den Diskussioune mat deene Fonctionnairen - deenen ech iwwregens e ganz grousse Merci wëll soen, well se eis wierklech 100%eg zur Dispositioun stoungen - eng Fro, déi awer net onwichteg ass, net beäntwert kritt - iwwregens steet se och am Rapport vum Guy Arendt ënnert den Avisen -, dat ass: Mir schafe jo elo dee sougenanntene Conseil de résolution, an dee Conseil de résolution, deen huet jo de Pouvoir de suspension. D'Fro, déi sech allerdéngs stellt, ass: Wa mir hei zu Lëtzebuerg elo eng Société-mère hunn - ech huelen zum Beispill eng Société-mère am Bankesecteur, déi eng Rei vu Filialen huet an Drëttlänner, also a Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun -, do stellt sech einfach d'Fro, wéi esou eng Mesure oder esou Mesuren an Drëttlänner kënnen ëmgesat ginn, dat heescht, d'Responsabilitéit ass jo bei der Société-mère, bei eis, an déi musse jo dann theoreetesch och ëmgesat ginn. Mir wëssen awer och: Deemno, wou déi Société-mërë Filialen hunn, an dat kann heiansdo och emol op méi exotesche Plaze sinn, gëtt et ganz schwéier, fir dat an der Praxis ëmzesetzen.

Notamment huet och d'Chambre de Commerce déi dote Fro opgeworf. Ech wollt se de Mëtten nach eng Kéier opwerfen a wier eigentlech och frou, wa mer dozou vläicht och eng Äntwert vum Finanzminister géife kréien.

Meng éischt generell Remark ass, fir nach eng Kéier ze ënnersträichen, wéi wichteg datt déi zwou Direktiven CRD 5 a BRRD 2 sinn, fir d'alleréischt, wat d'finanziell Ofsécherung vun de Banke betrëfft. Ech mengen, dat ass en extreem wichtege Punkt. No der Bankekris - an et ass alles hei schonn de Mëtten ënnerstrach ginn - hunn d'Banke sech misse vill méi zolidd opstellen. Hei ass, mengen ech, eng weider Etapp, déi extrêmement wichteg ass.

Et geet awer op där anerer Säit och ëm d'Protektioun vun den Investisseuren, och dat ass e wichtegt Element. Een, deen an d'Europäesch Unioun kënnt, deen notamment bei eng Bank kënnt oder och bei aner Etablissementer, muss wëssen, datt seng Investissementer garantéiert sinn, datt et do e klore legale Kader gëtt. An ech mengen, dee gëtt an dësen zwee Gesetzestexter nach eng Kéier renforcéiert.

Do, wou ech awer e bësselche wollt drop ze schwätze kommen - an ech mengen, datt dat iwwregens och eng Suerg ass, déi d'Regierung an och de Finanzminister deelt -, dat ass awer, datt mer musse wëssen - an ech hu mat Interêt och elo déi Pressekonferenz vun der ABBL do héieren -, datt et fir d'Banken am Moment net ganz einfach ass.

D'Banken, an dat ass virdrun och ënnerstrach ginn, sinn d'Léisung oder en Deel vun der Léisung och an der Pandemie gewiescht. Mir sinn alleguerte frou, datt mer se haten. Et muss een allerdéngs wëssen, datt déi traditionell Bankgeschäfter ëmmer méi schwéier ginn. An do kënnt dann e Volet derbäi, an et ass eigentlech och op deen, wou ech wollt agoen, dat ass dee ganze Volet vun der Compliance, vum Audit.

Also, d'Kontroll vun de Banken hëlt ëmmer méi zou. Duerch déi Mesuren, déi mer hei huelen, wäerten erëm zousätzlech Moossnamen op d'Banken zoukommen, déi an deenen nächste Méint a Jore mussen ëmgesat ginn. Dat heescht emol fir d'alleréischt, datt d'Banke sech um Niveau vun den Effektiven nach weesentlech musse verstäerken. Si mussen och d'Kompetenz kréien. Dat ass och net ëmmer einfach, fir déi Leit hei bei eis am Land ze fannen.

An do stellt sech awer eng Kéier trotzdeem d'Fro, ganz besonnesch och elo am Kontext vum Brexit, wou haut den Handelsaccord am Europaparlament diskutéiert an dann, huelen ech och un, approuvéiert gëtt: Mir mussen awer oppassen, datt mer d'Banken net doutreglementéiere ginn an enger Zäit, wou mer, wéi gesot, awer eng grouss Konkurrenz kréien um Niveau vun der City of London, och vun anere Banken, Finanzplazen ausserhalb vun der EU. Duerfir wëll ech dat wierklech soen. An ech schwätzen emol hei net nëmmen am Numm vun de Banke selwer, mee och am Numm vun deenen Dausende vu Bankemployéen, déi sech jo all Dag mat deenen neie Reegelen, déi mir hei stëmmen, mussen auserneesetzen. An ech gesinn der all Dag an Dir kennt Der och, déi mir zum Beispill soen: „Wa mir moies opstinn a mir ginn op d'Bank, dann hu mer schonn heiansdo d'Gefill, mir wiere mat engem Fouss am Prisong, well mer esou vill Reegelen, nei Reegelen hunn, wou mir och perséinlech duerfir haftbar sinn an déi och mussen ëmsetzen."

Duerfir wierklech eng Suerg - an ech wär och frou, well ech weess, datt de Finanzminister déi selwecht Sensibilitéit huet, wa mer eis awer do vläicht e bësselche géife Gedanke maachen och um Niveau vun der EU -: Et wär net gutt, wa mir de ganze Bankesecteur wierklech géifen doutreglementéieren.

Eng zweet Remark, déi ech wollt maachen, an dat ass e bësselche ee vu mengen Dadaen, dat ass dee ganze Secteur vu Blockchain an och vun deenen digitale Wärungen. Do maachen ech mer Suergen.

Fir d'éischt wëll ech awer mat deem positiven Element ufänken. Ech mengen, d'Blockchain-Technologien an och déi doten Zorte vu Wärungen, dat wäert d'Zukunft sinn oder en Deel zumindest vun der Zukunft. Dat muss ee perséinlech vläicht elo net formidabel fannen, mee ech mengen, et geet an déi Richtung. Wann Der haut mat ville jonke Leit schwätzt, déi gi praktesch nëmme méi iwwert deen dote Wee. An duerfir si mir och gutt beroden als grouss Finanzplaz, wa mer awer déi Chancen, déi déi Blockchain-Technologie mat sech bréngt, och notzen.

Ech weess, datt eng Rei vu Projeten, och wat d'FinTech betrëfft, do um Lafe sinn. Mee ech géif nach eng Kéier haut dervu profitéieren, wierklech do en Appell ze maachen. Mir mussen onbedéngt och an där doter Technologie virukommen.

Ech soen awer och direkt, wat déi zwou ganz grouss Gefore si bei der Blockchain-Technologie. Déi éischt ganz grouss Gefor ass, datt dat natierlech och en Instrument ass, wat ka fir de Blanchiment benotzt ginn a wat warscheinlech och scho fir de Blanchiment benotzt gëtt. Dat heescht, déi Blanchisseuren, déi Kriminell, déi ginn haut net méi déi traditionell Weeër iwwert déi normal Banken, mee déi gi méi iwwert deen dote Wee. An duerfir, mengen ech, ass et awer wichteg, Här Finanzminister, datt mer eis do e Minimum u Reegele ginn. Well et wär net gutt, wa wierklech déi doten Technologien, déi doten Zort vu Finanzoperatiounen, herno géifen derzou déngen, fir Wäisswäsche vu Suen ze maachen. Dat ass dat eent.

An dat zweet ass, datt et och muss ganz kloer sinn - an ech weess, datt mer eigentlech do där selwechter Meenung sinn, ech menge just, datt dat an der Praxis net klappt -, datt déi Leit, déi iwwert deen dote Wee Geld verdéngen - an do gëtt ganz vill Geld verdéngt, vläicht nach méi wéi an den traditionelle Bankegeschäfter -, awer grad esou wéi all déi aner hir Steieren dorobber bezuelen. Well et ka jo net sinn, datt mer herno zwou Zorte vu Bankenaktivitéiten hunn: Déi traditionell, wou jiddweree muss seng Steiere bis op de leschten Euro bezuelen, an déi aner, wou dat awer alles net esou kloer ass.

Ech weess, datt Dir eng Kéier op Är Initiativ eng Circulaire erausgeschéckt huet. Ech froe mech zwar - an dat ass och gewosst, datt dat vläicht net ëmmer ganz einfach ass -, ob déi dote Bankoperatiounen och wierklech genausou vun de Steierverwaltungen erfaasst gi wéi déi traditionell.

Et wär op jidde Fall, mengen ech, och de Wonsch vun der CSV-Fraktioun, datt mer déi Blockchain-Technologien, déi, wéi gesot, ganz vill Chancen opmaachen, awer och géife reglementéieren. An duerfir géif ech nach eng Kéier den Appell maachen, datt Der lech wierklech iwwerleet, wéi een awer deene ganzen Operatiounen do kann e Minimum vu legalem Kader ginn.

Dann en nächste Punkt, deen och wichteg ass, deen och erëm mat der Ëmsetzung vun deenen Direktiven ze dinn huet, dat ass dee vun eise Regulateuren. Eis Regulateuren, natierlech an éischter Linn d'CSSF, mee och zum Deel d'Zentralbank, kréien ëmmer méi Kompetenzen. Dat ass gutt! Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, datt ech eigentlech fannen, datt eis Regulateuren eng super Aarbecht maachen, ganz besonnesch d'CSSF. Mir hunn do extreem vill Kompetenz an deenen Institutiounen, an do gëtt mat ganz vill Engagement am Interêt vun der Finanzplaz geschafft.

Allerdéngs, dat wësst Der, hu mer nach ëmmer dee Problem, datt mer elo och deenen Institutiounen d'Méiglechkeet ginn, fir Sanktiounen ze huelen. Mir ginn elo souguer d'Méiglechkeet, a mir kréien do de Projet de loi och nach eng Kéier fir d'Diskussioun an de Plenum, datt souguer kënnen Enquêtë gemaach ginn. Dat ass alles okay, bleift awer juristesch schwiereg. An ech géif duerfir nach eng Kéier derfir plädéieren, fir datt mer mat deem Projet de loi, vun deem Dir jo och schonn e puermol geschwat hutt, wierklech virukommen - ech mengen, mir hunn do och rechtsstaatlech Obligatiounen -, datt mer dee ganze Volet Agreement vum Volet Sanktiounen trennen. An duerfir géif ech wierklech haut nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, e ganz groussen Appell ze maachen, datt mer am Interêt vun der Ëmsetzung vun deenen dote Projete virukommen.

Voilà, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn déi puer Remarken, déi ech awer wollt zu dësem Projet, zu der genereller Thematik, maachen. Ech soe Merci, datt Der mer esou laang nogelauschtert hutt a ginn nach eng Kéier hei den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Mosar. An nächste Riedner ass den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Fir d'éischt och deen traditionelle Merci un de Rapporter, deen awer hei net traditionell ass, ech mengen, de Virriedner huet dat gesot. An dëser komplexer technescher Matière ass et exzellent erkläert, souwuel mëndlech wéi schréftlech, och wann et net ëmmer einfach ze verstoen ass.

Ech gi gären direkt dorobber an, wat de Virriedner vun der CSV, den Här Mosar, gesot huet. Mir sinn eis, denken ech, an där Approche do eens. Mee mir gesinn awer och, an ech hunn lech ganz gutt nogelauschtert, datt et net evident ass mat der Regulatioun an och mat der Reglementatioun.

Dir hutt d'Blockchain-Technologien ugeschwat. Do musse mer reglementéieren. Do solle mer och reglementéieren, do sinn ech och bei lech. Op där anerer Plaz musse mer oppassen, datt mer deen traditionelle Business, esou nennen ech dat emol einfach, net iwwerreglementéieren. Mir gesinn awer och, datt d'Faite vun 2008 dozou gefouert hunn, datt mer musse reglementéieren. An dofir ass et ëmmer schwiereg, fir do e Mëttelwee ze fannen, well d'Finanzwelt an d'Bankewelt jo och an engem Wandel sinn. An dann ass et kloer, datt Reglementer bäikommen oder verschäerft ginn, dëst am Interêt souwuel vun de Banke wéi awer och am Interêt schlussendlech vun de Clienten, souwuel de private wéi och den Entreprisen.

Bon, Här President, mat dësem Projet de loi droe mer einfach der Entwécklung vun der Opsiicht vun de Finanzinstituter Rechnung. Wéi scho gesot ginn ass, ass et d'Ëmsetzung, iwwert de Wee vun CRD 5, vun de Krittäre vu Basel 3 an eis national Gesetzgeebung, d'Gesetz iwwert de Secteur financier vum 5. Abrëll 1993, fir dat ze iwwerhuelen.

D'Krittäre vu Basel 3 sollen derzou déngen, d'Widderstandsfäegkeet an d'Stabilitéit vun de Finanzinstituter weider ze stäerken. Dës Krittäre goufen ausgeschafft um Niveau vun der Bank fir internationalen Zuelungsausgläich, déi oft „Bank vun den Zentralbanke" genannt gëtt an déi am Fong eng vun den eelsten internationalen Organisatiounen am Finanzberäich ass.

Vereinfacht gesot geet et hei ëm verschäerfte Krittären, ech mengen, dat ass ugeklongen, fir d'Kredittinstituter ze zwéngen, méi Fonds propres op d'Säit ze leeën, fir datt mer net nach eng Kéier, an ech si virdrun drop agaangen, Zeie gi vun enger fataler Spiral, wéi mer se 2008 ganz einfach erlieft hunn.

Als Beispill kann een nennen, datt de Solvabilitéitsratio vun 8 % op 10,5 % gehuewe gëtt. Domadder soll séchergestallt ginn, datt d'Kredittinstituter hir Engagementer, also Prêten u Privatleit an Entreprisen, och an turbulenten Zäiten honoréiere kënnen. Hei ass et ausdrécklech ze begréissen, an dat maache mir, datt de Ratio vun de Fonds propres dûrs, also d'Engagementer par rapport vu wierklechem Eegekapital, vum Kredittinstitut vun 2 % op 4,5 % eropgesat ginn ass.

Här President, d'Kredittinstituter sti virun engem einfache Choix - dat mengt ee vu baussen -: Entweeder setze se hir Fonds propres erop, andeems se zum Beispill hir Benefisser méi an déi eege Keess investéieren, oder si vergi manner Kreditter, fir hire Bilan manner opzeblosen. Dat schéngt einfach ze sinn, mee och eng Partie vu Ratioe gi mat Basel 3 verschäerft, notamment de Ratio de liquidité à court terme, fir deen nëmmen ze nennen. Dëse Ratio soll verhënneren, datt mer erëm eng Kéier an d'Situatioun vun 2008 zréckkommen, wou Cliente beim Bankautomat keng Sue méi kritt hunn, well d'Banke ganz einfach keng Liquiditéite méi haten an net méi flësseg genuch waren.

Als LSAP ass et eis besonnesch wichteg, dass Feeler an Initiativen an Entscheedungen, déi um Niveau vun de Responsabelen an Decideure vun de Banken an der Finanzwelt gemaach ginn, op der Sich no Gewënn ganz einfach, herno net um Bockel vun der ganzer Gesellschaft musse gedroe ginn. Dofir mussen déi international Reguléierunge vun de Kredittinstituter kontinuéierlech mat alle Konsequenze virugedriwwe ginn, fir eeben dat ze adaptéieren, well d'Finanzwelt ganz einfach evoluéiert. Dëst ass ëmsou méi wichteg, well mer an engem Kontext liewen, deen de Banke Loscht mécht op Spekulatiounen: Vill Liquiditéiten um Marché duerch d'Opkafprogrammer vun den Zentralbanken, an nëmme wéineg sécher Méiglechkeeten, fir Sue wierklech esou ze investéieren.

Sou ass ganz rezent, an da kommen ech op e Beispill, am Mäerz vun dësem Joer de Skandal ronderëm Archegos Capital Management un d'Dagesliicht komm. Hei handelt et sech ëm eng Struktur, déi d'Verméige vun engem Geschäftsmann verwalt huet, andeems se op de Cours vun Aktie spekuléiert huet, déi si awer guer net selwer am Besëtz hat. Au contraire, et si grouss international Banken, déi dës Aktie géint eng Kommissioun vun dëser Struktur kaaft haten. Wéi de Cours vun dësen Aktien an de Keller gaang ass, haten dunn och déi bedeelegt Banke grouss Verloschter. An esou eng Bank wéi de Crédit Suisse eleng huet bei dëser Affär iwwer 4 Milliarden Dollar verluer. Dëst Beispill weist, datt mer als Legislateur musse vigilent bleiwen, wa mer wëlle fir Stabilitéit am Finanzsecteur suergen.

Gläichzäiteg muss een awer och am A behalen, datt ëmmer méi Privatleit, déi eng gewëssen Épargne forcée eeben duerch d'Ëmstänn bei den Zënsen an den Investissementer hunn - wa se iwwerhaapt d'Méiglechkeet hunn, mat dëser Épargne forcée, déi se iwwert déi lescht Joren ugespuert hunn -, sech op der Bourse als klengen Investisseur probéieren an dobäi de Risiken an och de Lächer an der Reglementatioun vun der Finanzplaz ausgesat sinn.

Si ginn oft onbewosst grouss Risiken an, well se sech vu virtuelle Wärunge grouss Gewënner erwaart hunn. Kryptowärungen, Blockchain-Technologie, ech mengen, et ass ugeschwat ginn, d'Beispill Bitcoin ass nach net genannt ginn, mee mir hate jo och Diskussiounen iwwert déi grouss Volatilitéit, déi do ass an domadder och dee grousse Risiko vun deenen Investissementer an Engagementer, déi op Bitcoins oder an d'Blockchain-Technologië gemaach ginn, déi fir den Investisseur ee Risiko duerstellen. An awer och zum Beispill d'Presenz vun neien Tradingplattformen, a mir hunn alleguerten Handyen, iPhonen an esou weider, wou een op eemol iwwert den iPhone kann Aktie kafen a verkafen. Als Beispill vun esou enger Tradingplattform wëll ech Trade Republic nennen, wat eng digital Finanzplattform an Däitschland ass, fir just déi ze zitéieren.

Ufank des Joers hunn eng ganz Rei Privatleit Aktie kaaft vun der Chaîne GameStop, well professionell Investisseuren op eng Baisse vun de Valeure vu GameStop spekuléiert hunn. An dunn hu Privatleit massenhaft Aktie vu GameStop kaaft, an doduerch ass de Cours vun der Aktie eropgaang amplaz erof. Trade Republic war iwwerrascht iwwert déi Situatioun, an dofir hate se wärend e puer Stonnen de Kaf vun Aktien iwwer hir Plattform ausgesat. Dat huet zum Beispill an Däitschland, well do och ganz einfach déi Operatioune gelaf sinn, zu 4.000 Plaintë vu Privatleit gefouert, an dës sinn och adresséiert ginn un d'BaFin, den Equivalent vun der CSSF.

Dir gesitt also, wéi séier et ka goen. Dir gesitt och, wann et vu bausse wéi eng nei Demokratiséierung vun der Finanzplaz ausgesäit an ee sech dofir ausschwätzt, kann et sech fir dës nei, ech betounen, net professionell Investisseure séier als Gefor erausstellen, Manktum vun aneren Investissementer.

Här President, mir passen eis Legislatioun mat dësem Gesetzestext, wéi gesot, och besser un d'Konstrukter ronderëm d'Mammefinanzholdinggesellschaften an un déi gemëschte Finanzholdinggesellschaften un. Et ass jo net seelen esou, datt Instituter just Duechtergesellschafte vun enger Mammefinanzholdinggesellschaft sinn. An esou eng Duechtergesellschaft kann natierlech net d'Supervisioun vum ganze consolidéierte Grupp garantéieren. Aus deem Grond ass et an eisen Aen ouni Zweifel och e Schrack no vir, wa mer bei der Zouloossung vun engem Institut verlaangen, datt och d'Mammefinanzholdinggesellschaft muss deklaréiert ginn.

Mat der CRD 5 ginn awer och d'Reegele vun der Remuneratioun vun de Manager iwwerschafft. Dëst betrëfft virun allem d'Eropsetze vum Zäitraum, an deem de variabelen Deel vun der Remuneratioun dierf zréckbehale ginn.

En anere Prinzip, dee vun der Neutralitéit vun der Remuneratioun par rapport zum Geschlecht, ass an den Ae vun eiser Partei e fundamentale Schrëtt no vir, och well mir hei e Secteur reglementéieren, deen nach ëmmer d'Tendenz huet, net ganz gendergerecht ze sinn. Mir suergen also mat dësem Gesetzestext fir eng ganz Rei Fortschrëtter. Gläichzäiteg hunn ech och probéiert, dat e bëssen ze erklären an op déi Geforen hinzeweisen, déi dat och an Zukunft wäert mat sech bréngen.

Ech ginn natierlech zu dësem Projet och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Haagen. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech mengen, wann den Här Mosar scho seet, e Projet de loi am Beräich vun de Finanze wär komplizéiert, dann ass eppes drun. Ech si gewinnt, datt hien déi Projeten ëmmer exzellent versteet, mee ech mengen, déi do Ausso, déi wëllt eppes heeschen.

Op alle Fall gëtt engem seng Wichtegkeet awer och bewosst, wann een net Spezialist ass, virun allem, wann ee sech zréckberifft op d'Kris vun 2008, déi net nëmmen d'Finanzspezialisten erlieft hunn, mee all Mënsch, deen an eiser Gesellschaft lieft a schafft. D'Joer 2008 war e Joer, wat an d'Geschicht ageet, eigentlech och, well et verheerend Konsequenzen hat op d'ganz Gesellschaft an op d'Politik. An et ass och dorop, wou ech just kuerz wéilt agoen.

Dir wësst, datt d'Kris ugefaangen huet mat engem sougenannten Tornado am Bankesecteur, deen zu enger staarker Rezessioun an den USA gefouert huet. Dës huet sech dann natierlech och op Europa ausgedeent a schliisslech huet se zu enger massiver Staatsscholdekris an der Eurozon gefouert. Dat ass jiddwerengem bekannt an et weess och jiddwereen, datt d'Resultat dora bestanen huet, datt Griicheland, Irland an eng ganz Rei aner Länner mat engem Rettungsschierm a Milliardenhéicht ënnert d'Äerm gegraff hu misse kréien.

Parallell dozou gouf an Europa och eng Austeritéitspolitik duerchgesat, där hir Auswierkunge vill EU-Bierger haut nach spieren. An och déi europäesch Wirtschaft huet sech nach ëmmer net ganz vun der Finanzkris erholl.

Betraff war awer och d'Politik, well och um politesche Plang huet d'Kris hir Spueren hannerlooss: Op där enger Säit huet se d'EU derzou motivéiert, méi no uneneenzeréckelen, wat jo gutt war, an d'Wirtschaftsunioun mat neie Mechanismen ze festegen - se sinn erkläert gi virdrun -, op där anerer Säit hunn d'Eurokris an d'Autoritéitspolitik, mee och d'Aart a Weis, wéi dës Politik verschiddene Länner opgezwonge gouf, antieuropäesch Ressentimenter nei entfacht an den nationalen Egoismen an der EU e gewëssenen Opschwong ginn. Dat ass déi negativ Säit.Nieft dem verstäerkten Optriede vun éischter populistesche Parteien an der EU, déi den Euro am Fong ofschafe wollten an d'EU verloosse wollten, ass och de Brexit en indirekt Resultat vun där Kris.

Wat Lëtzebuerg ugeet, esou stoung virun allem d'BGL am Fokus, déi souzesoen iwwer Nuecht mat engem staatlechen Invest vun 2,5 Milliarden Euro gerett ginn ass. D'Resultat vun där Rettungsaktioun war, datt de Bankdirekter vun där Bank nees roueg schlofe konnt - esou wéi deen Här sech deen Dag drop ausgedréckt huet.

Ech géif awer mengen, méi wichteg wéi dem Bankdirekter säi Schlof war deemools, datt vill Mënschen hir Aarbechtsplaz konnte behalen, wuelwëssend, datt d'Banke kee Sozialplang opgestallt haten. Woubäi et net oninteressant ass, an engem Reportage vum „Tageblatt" ze liesen - en heescht „Banken im Sturm" -, datt d'Fusioun vun der BGL mat der BNP Paribas per Handschlag tëscht dem deemolege Finanzminister Luc Frieden a sengem Verhandlungspartner Alain Papiasse vun der BNP Paribas bei engem Spadséiergang duerch de Stater Park ofgemaach ginn ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, en Deal a Milliardenhéicht per Handschlag am Park misst den Här Gramegna sech emol erlaben! Ech mengen, Verschiddener géifen op d'Barrikade klammen.

Egal wéi, d'Fro, déi sech awer prinzipiell stellt, ass déi, ob et am Fall vun engem finanziellen Tornado um Staat ass, …

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Hörensagen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … fir de Banke Finanzsprëtzen a Milliardenhéicht zoukommen ze loossen, fir se virum Ënnergang ze retten - souzesoen nom Motto „too big to fail" -, oder ob de Staat d'Banke sech selwer iwwerloosse soll a se behandele soll wéi all klenge Schungbuttek, dee riskéiert, an d'Faillite ze falen a selwer muss eens ginn.

Béides, Dir Dammen an Dir Hären, ass an eisen Ae keng Léisung, well béides huet en negativen Impakt, souwuel sozial wéi ekonomesch. Am éischte Fall doduerch, datt d'Staatsschold weider wiisst an d'Steierzueler fir d'Rettung vun de Banke mussen opkommen, wat net hir Aufgab ass. Am zweete Fall doduerch, datt d'Banken effektiv kollabéiere gelooss ginn, wat e wirtschaftleche Chaos mat sech bréngt an domat och de Verloscht vun Aarbechtsplazen.

Besser ass et, et gëtt alles drugesat, fir esou Krise vu vireran ze verhënneren, an dozou dréit dëse Projet de loi dann och bäi. An da wéilt ech an deem Kontext och dem Här Guy Arendt Merci soe fir seng Gedold, als Rapporter un dësem Projet ze schaffen. Dir hutt d'Komplexitéit gutt erkläert. An ech ginn awer och dem Här Mosar Recht, wann e seet: „Mer brauchen eng Expertis an der Chamber!" A mir si frou, datt mer amgaange sinn, déi Expertis opzebauen, esou wéi mer dat och an enger Resolutioun virun engem gudde Joer oder scho bal zwee Joer all zesummen decidéiert hunn.

Einfach ausgedréckt geet et bei dësem Projet jo drëms, de Finanzsystem besser ze reguléieren a méi robust ze maachen, d'Risken ze miniméieren an esou och d'Biergerinnen an d'Bierger virun de sozialen an ekonomesche Konsequenze vu Krisen ze schützen. Well och nach haut vill Banke souzesoen „too big to fail" sinn, goufen an den USA, mee och an der EU schonn eng Rei Léieren aus der Finanzkris gezunn. An deem Sënn sinn dës zwou Direktiven, ëm déi et haut geet, en Deel vun den europäeschen Initiativen, fir de Bankesecteur méi stabill a resilient ze maachen.

Den Haaptenjeu ass deen, d'Risken ze reduzéieren a gläichzäiteg derfir ze suergen, datt, falls verschidde Banken nees a Schwieregkeete geroden, de Steierzueler net méi dofir opkomme muss.

An deem Sënn begréisse mir, datt d'Obligatioune fir d'Banke verstäerkt ginn, ënner anerem och um Niveau vun de Fonds propres an den Dettes subordonnées, esou wéi d'BRRD II-Direktiv et virgesäit. Ech mengen, ech erspueren lech hei nach méi Detailer dozou, well se schonn erkläert gi sinn an d'Zäit leeft.

Bei der zweeter Direktiv, der CRD V, ass de Bilan an eisen Aen méi mitigéiert: D'Reegelen um Niveau vun de Liquiditéiten, déi d'Banken assuréiere mussen, ginn zwar verstäerkt, mee et muss een awer och wëssen, datt et esou ass, datt déi meescht Banke schonn haut konform mat där Direktiv sinn. Formal gesi ginn d'Reegelen allerdéngs méi ambitiéis, wat jiddefalls näischt ka schueden.

Da kënnt d'Aféierung vun enger besserer Proportionalitéit, déi prinzipiell begréissenswäert ass, well se den administrativen Opwand vun de Banken, virun allem vun deene klengen, wäert reduzéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss a wéilt e Lien zu der Pandemie hierstellen, vu datt dës Covidkris de Finanz- a Bankesecteur dach awer zolitt ënner Drock gesat huet. Duerfir menge mir, datt déi europäesch Bankenunioun weiderhi gestäerkt a komplettéiert muss ginn, esou zum Beispill doduerch, datt d'Erspuernisser vun de Biergerinnen a Bierger duerch eng europawäit mutualiséiert Approche nach besser viru Krise geschützt ginn. Ech schwätze vum Système européen d'assurance des dépôts, dee schonn 2015 vun der Europäescher Kommissioun virgeschloe ginn ass. Et ass ze hoffen, Dir Dammen an Dir Hären, datt deen Dossier an den nächste Méint virubruecht gëtt an datt dann och en Accord wäert fonnt ginn.

Jiddefalls kann nëmmen eng staark europäesch Bankenunioun verhënneren, datt d'Steierzueler d'Rechnung vun enger Kris musse bezuelen. Dozou gehéiert déi rezent decidéiert Reform vum Mécanisme européen de stabilité, deen déi néideg Finanzmëttelen noutfalls bereetstelle kann, wann eng Bank a Schwieregkeete geréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir enger Finanzkris virzebeugen, musse mer awer och a virun allem e Finanzsystem schafen, deen der Realwirtschaft an dem Allgemengwuel déngt, an net ofgekapselt dovu fonctionéiert. Domat mengen ech e Finanzsystem, deen net eleng no sengen eegenen Interesse fonctionéiert, mee e positive Bäitrag zu enger nohalteger wirtschaftlecher Entwécklung leescht an d'Wirtschaft bei hirer Transitioun zur Klimaneutralitéit ënnerstëtzt.

Déi nei Cheffin vun der Lëtzebuerger Bourse huet deslescht en Interview op RTL ginn - et ass d'Madamm Julie Becker. Si huet et eigentlech op de Punkt bruecht. Si sot, ech zitéieren: „D'Finanz muss zu deem zréckfannen, woufir se geduecht ass, an zwar d'Finanzéierung vun der realer Ekonomie an dem Wuelsi vun de Leit."

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An da si mer beim PIBien-être, deen och de Franz Fayot virdru genannt huet, wéi en de PNR virgestallt huet. A mir kënnen déi Iddi nëmmen ënnerstëtzen. Där Ausso kann ech am Numm vun der grénger Fraktioun och zoustëmmen an deem Sënn eebe grad, datt mer all Investissement, deen am Aklang mat eise Klimaziler ass, musse verduebelen an am beschten nach méi multiplizéieren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et sinn der elo schonn net wéineg; et sinn der éischter ganz vill.

Well wat mer méi déi nohalteg Investissementer verduebelen, wat mer d'Klimafinanzrisike méi reduzéieren, an dat bedeit och manner Risike fir de Finanzsystem generell. De Risiko vun de gestrandete Verméigenswäerter, de „stranded assets", ass jiddefalls eng Realitéit, déi mer mussen eescht huelen, och zu Lëtzebuerg. An ech sinn iwwerzeegt, datt d'Regierung dat net anescht gesäit.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding ageschriwwen. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun der ADR-Säit fir d'éischt emol e ganz häerzleche Merci un de Guy Arendt, deen et wierklech op eng magistral Aart a Weis fäerdegbruecht huet, en extreem komplexen Text ze resuméieren, soudatt all Bierger e ka verstoen.

De Guy Arendt sot: „D'Bankereglementatioun ass net ëmsoss." Dat ass richteg. Mir mussen awer oppassen, et ass schonn ugeklongen, datt d'Banken hir Rentabilitéit net verléieren. An do hu mer a leschter Zäit alarméierend Noriichte kritt aus Lëtzebuerger Bankekreesser.

Wann den „know your client" an d'Reglementatioun an ëmmer nei Texter en Opwand mat sech bréngen, deen net méi ka gedeckt gi vun de Revenue vun de Banken, dann hu mer iergendwann eng Kéier hei zu Lëtzebuerg keng Bankeplaz méi. An ech wëll e Beispill ginn, e ganz einfacht Beispill:

Eng Gesellschaft huet entre autres an hirem Objet social - entre autres! - e klengen Deel, Agent de joueurs de football ze sinn. Déi Gesellschaft kann zu Lëtzebuerg bei kenger Bank méi e Kont opmaachen. „Agent de joueurs!" Rout Luuchten! „Nee, maache mer net, maache mer net!" Wat mécht se? Se muss op Onlinebanken auswäichen, op auslännesch Banken. Dat ass keng gesond Situatioun.

Ech hunn en anert Beispill: Elo, en prévision vu GRECO- (ndlr: Groupe d'États contre la corruption) a GAFI- (ndlr: Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux) Visitten an esou weider, ginn Nottären hei zu Lëtzebuerg strofrechtlech poursuivéiert, well se Vente en l'état futur d'achèvement vun Appartementer gemaach hunn u Leit, déi aserbaidjanescher Nationalitéit sinn - déi hei liewen, déi hei hir Firma hunn, déi hei hir Autorisatiounen hunn -, just well et Aserbaidjaner sinn. Dat ass eng Häresie! Dat ass Rassismus, dat ass Rassismus op d'Nationalitéit hin!

Déi Leit, déi Bénéficiaire-économiquë sinn zu kengem Moment poursuivéiert ginn, zu kengem Moment gouf hinne virgehäit, datt se Blanchiment géife maachen, an déi Nottären, déi ganz simpel Vente en l'état future d'achèvement gemaach hunn, gi strofrechtlech poursuivéiert. Esou kënne mer net virufueren!

De Claude Haagen huet mat Recht higewisen op d'Risike vun Tradingplattformen, vu Börseplattformen an esou weider. Deen eenzege Problem ass, dat ass net den Objet vun dësem Text.

(Interruption)

Mee et war awer gutt mentionéiert.

Dann zum Josée Lorsché. Ech hätt ni geduecht, datt ech mech hei op der Tribün eng Kéier misst zum Affekot maache vum Luc Frieden. Mee wéi de Luc Frieden 2008 déi Kris gemanaged huet, op Handschlag oder net op Handschlag, huet en Aarbechtsplaze gerett an en huet virun allem och d'Erspuernisser vun de Cliente vun der BGL a vun der BIL gerett. Ech wëll net wëssen, wou mer haut wieren, wa mer de Luc Frieden deemools net gehat hätten a wann deen déi Kris net esou magistral - magistral! - gemeeschtert hätt! Dat muss een einfach soen.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Wéi gesot, et goung net nëmmen ëm Aarbechtsplazen, et goung och ëm d'Epargne vun de Leit. A wéi vill Leit, déi eis elo nokucken, haten deemools e Verméigen op der BGL oder op der BIL stoen a se kruten dat duerfir gerett?

Op Gender a gréng ginn ech net an, dorëmmer geet et net. Mir wëllen alleguerte stabill Banken, mee, wéi gesot, Här Minister, ech weess, et ass och ganz oft europäeschen Drock, mee d'Grenze sinn erreecht fir d'Banken.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stëmme mer iwwer en extreem techneschen Dossier of. An ech wäert Iech hoffentlech net ze vill langweilen, wann ech all déi Buschtawen an all déi Akronymmen do nach eng Kéier benotzen. Et geet hei jo nämlech ëm déi fënneft CRD-Direktiv an déi zweet BRRD-Direktiv, déi sollen ëmgesat ginn.

Do si scho vill „R"en dran. Et sinn och vill „D"en dran, wann een dat esou kuckt. Also u sech hu mer nëmmen den Ufank vum Alphabet gekuckt. Mee dozou komme mer méi spéit dann nach eng Kéier.

Do dernieft ginn et awer och nach punktuell Ännerungen, déi fir d'Ëmsetzung vun engem Reglement, an dat ass dann d'CRR-Reglement, néideg sinn - erëm ganz vill „R"en a mir hunn och nach en „C" erëm ënnerbruecht. Bon, dat si vill Buschtawen, dat seet de Leit dobaussen häerzlech wéineg, an awer si se fir de Finanzsecteur immens wichteg a gi vu ganz villen Acteuren um Terrain scho laang erwaart.

An ech erënnere mech, datt ech, wéi ech op der Uni war, e Cours hat iwwer Bankenaufsicht, wou et deemools nach ëm d'Ausschaffe vun de Basel III-Recommandatioune goung. Elo haut mam CRD V gi mer da Basel III an nationaalt Recht ëmsetzen. Datt Basel mëttlerweil schonn erëm méi wäit ass an un deenen nächsten Iteratiounen net nëmme geschafft huet, mee se och schonn zum Deel arrêtéiert huet, dovu wëlle mer guer net schwätzen. Do wäerte mer dann iergendwann warscheinlech CRD VI, VII, VIII an ech weess net wéi vill gesinn, fir datt mer dann nei Reegelen, nach méi streng Reegele wäerten an d'Gesetzer festschreiwen.

D'Festleeë vum Verhältnis vun Eegekapital vis-à-vis vu Risiko-Uléien war u sech schonn, an do komme mer dann erëm op d'Zäit, fir 2018 virgesinn. D'Capital Requirements Directive hätt u sech scho sollen den 31. Dezember 2020 ëmgesat ginn. D'EU huet sech als Éischt Zäit gelooss a Lëtzebuerg dunn och. Mee ech sot, et ass en techneschen Dossier, dee klengen Delai kann een hei definitiv verzeien. Also et ass net …

M. André Bauler *(DP).*- Dir sidd wierklech generéis.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech si ganz generéis haut, Här Bauler. Et ass awer och en Dossier, wou engem de Kapp e bëssen dämpt, wann ee probéiert, en am Detail ze zerplécken.

Et ass wichteg, déi Virschréften hei festzehalen. An ouni si si vill riskant, ze riskant Businessmodeller am Finanzsecteur ze laang méiglech gewiescht - an deelweis besti se nach ëmmer. Beispillsweis musse verschidden Acteuren am Finanzsecteur jo net no deene selwechte Reegele spillen, sou wéi déi systeemrelevant „too big to fail". Dëst ass engersäits ze verstoen, well duerch den CRD IV deelweis ze vill vun deene klengen Instituter gefrot gouf - dat heescht, hei maache mer deelweis och Marche arrière a mir soen: Wann een e bësse méi kleng ass, da gëlle méi allegéiert Reegelen - a well se deelweis awer net kënnen déi Sécherheetsvirkéierungen treffe wéi déi grouss Boîten. Och dat ass ze begréissen.

An awer muss hei en An dropgehale ginn, well just well en Institut all Krittär vum Artikel 4 vum CRR II erfëllt an duerfir nëmmen e Minimum u Sécherheetsmesurë muss treffen, heescht et net, datt et egal wier, sollt dës Boîte musse Faillite umellen. Esou eng Faillite kéint nämlech trotzdeem déi kleng Uleeër treffen, déi aktuell wéinst den niddregen Zënsen hir Suen net méi einfach esou um Spuerkont stoe loossen, mee op der Sich sinn no méi rentabele Finanzproduiten. An do kënnt da mat der Tangente och e bëssen dat an d'Spill, wat virdrun hei schonn ugeschwat gouf.

Da komme Kryptowärungen, wou ech ganz kloer wëll soen: Dat ass kee Spuerproduit, dat ass en héich spekulative Produit. An däers muss sech och jiddweree bewosst sinn. Dat heescht awer net, datt mer eppes solle verbidden, just well et héich spekulativ ass, mir sollte just de Leit wierklech ganz bewosst maachen, ëm wat et hei geet. Dat si Spekulatiounsproduiten, an däers muss ee sech bewosst sinn.

Et soll een also net Suen, déi ee muer brauch, fir säi Prêt zréckzebezuelen, a Bitcoins investéieren. Et soll een net Suen, déi een iwwermuer brauch, fir seng Pensioun ze garantéieren, an Ether uleeën. An all déi aner Coins, vun Dogecoins bis hin zu Altcoins, soll een do dann nëmme benotzen, wann een och d'Suen op der Säit huet, fir déi Perten ze verkraaften.

E weidere Schrëtt, dee mat dëser Direktiv geholl gëtt an deen ech gär géif uschwätzen, ass d'Opstelle vu Mammegesellschaften, sollten zwee oder méi Finanzinstituter an der EU ugesidelt sinn. Oft huet d'EU nëmme begrenzte Kontrollméiglechkeeten, well d'Mammegesellschaften einfach net um EU-Territoire sinn. Dat ass e Problem, dee mer net nëmmen an der Finanzwelt gesinn, dee mer am Moment och reegelméisseg am Big Tech gesinn, wou dann d'GDPR ëmgaange gëtt einfach doduerjer, well mer keen hei an Europa ze gräife kréien. Duerfir ass et gutt, datt d'Global Players, déi iwwer 40 Milliarden Euro Assets, also Verméigen, hunn an déi op d'mannst zwou Duechtergesellschaften an der EU hunn, elo mussen eng EU-Mammegesellschaft grënnen, déi d'Hand iwwer hir Geschäfter hei an der EU hält. Och do gëtt et erëm e ganz pregnanten Akronym, erëm dräi Buschtawen: den IPU, den „intermediate EU parent undertaking".

Et ass ze begréissen an et wär ze hoffen, datt dat an Zukunft - ech hunn d'GDPR ugeschwat - vläicht och op aner Firmekonstrukter kéint ugewannt ginn, fir esou eng gewësse Kontroll och ënnert dem europäesche Gesetz ze garantéieren.

Här President, ech wéilt awer nach op e weidere Punkt an dësem Gesetz agoen, dee mech dann awer e bëssen iwwerrascht huet. Et handelt sech dobäi ëm de Saz: « Les politiques et pratiques de rémunérations visées sont neutres du point de vue du genre. »

Elo hat ech a menger Naivitéit dach tatsächlech gemengt, datt mer esou eppes schonn am Code de travail stoen hätten; an effektiv, am Artikel 225-1 vum Code de travail steet et. Duerfir verstinn ech net - an do war de Staatsrot a sengem éischten Avis der selwechter Meenung -, firwat een esou eppes nach eng Kéier extra misst fir de Finanzsecteur festhalen. Fanne mer, datt de Finanzsecteur nach eemol extra misst drop higewise ginn, datt se sech missten un d'Gesetz, nämlech de Code de travail, halen an datt Männer a Fraen déi selwecht Pai a Boni misste kréien? A wa jo, firwat?

Mir gesi jo, datt den Gender Pay Gap trotz legalem Kader nach ëmmer eng Realitéit ass. Duerfir sollte mer net probéieren, de Problem mat weidere Gesetzesartikelen ze reegelen, mee kucken, datt och de leschte Patron sech endlech dorun hält. Mir mussen d'Leit dobausse weiderhi fir dëst Theema sensibiliséieren an d'Patronen an d'Aarbechter genausou wéi d'Aarbechterinnen an d'Patronnen iwwer hir Rechter a Flichten informéieren. Well eleng mat engem Saz an engem Gesetzestext ass et leider net gedoen. Hei ass e kontinuéierlecht Engagement vun allen Acteuren an Actricë gefrot.

D'Piraten sti fir Gläichberechtegung tëscht de Geschlechter, an dat heescht och, datt den Gender Pay Gap eng Saach vun der Vergaangenheet muss sinn. Alles anescht ass eng ongerecht an ongerechtfertegt Diskriminatioun op Basis vum Geschlecht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat der sougenannter Barnier-Reform vun 2014 hat d'EU schonn e wichtege Schrëtt gemaach, fir Sécherheetsstandarden, wat d'Finanzinstituter ugeet, opzestellen. Och mat dësem Text geet Lëtzebuerg mat op de Wee vun nach méi eenheetleche Reegelungen an der EU.

Mir Piraten ënnerstëtzen all Schrëtt a Richtung méi Sécherheet am Finanzsecteur. Mir hu spéitstens 2008 gesinn, datt de Marché eeben net alles eleng ka reegelen an datt de Staat muss punktuell Virgabe maachen, fir esou ze evitéieren, datt herno eis ganz Wirtschaft ënnert den Entscheedunge vun Eenzelne leide muss. Mat dësen EU-wäite Spillreegele suerge mer fir méi Sécherheet fir d'Verbraucher, mee och fir méi Sécherheet fir d'Finanzinstituter, well jidderee muss sech un déi selwecht Reegelen halen, muss Eegekapital op d'Säit leeën a muss eng Mammegesellschaft grënnen, falls d'Aktivitéiten an der EU iwwert de genannte 40 Milliarde leien. An aus all dëse Grënn stëmmen d'Piraten dëse Projet haut mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, merci fir dës gutt Diskussioun. Ech mengen, hei si ganz vill Aspekter zum Virschäi komm. Ech wäert verschiddener kënnen opgräifen, net alleguerten, well soss misst ech ze laang schwätzen. Ech géif natierlech gären och ufänken, andeem ech dem Guy Arendt villmools Merci soe fir de mëndlechen a schréftleche Bericht, fir seng exzellent Introduktioun iwwert d'Kris vun 2008, déi dat Ganzt an dee richtege Kontext gesat huet, an och fir d'Prezisioun, mat där en e Resümmee fäerdegbruecht huet iwwert dës komplizéiert Legislatioun.

Ech sinn, fir et elo mol esou e bësse pauschal ze soen, absolutt net domat d'accord ze soen, dass dat doten en technesche Projet ass. Wann eppes esou vill Impakt huet op eist Liewe wéi de Fonctionnement vun de Banken, da kann een dat net en technesche Projet nennen. En technesche Projet ass een, dee komplex Saachen a sech huet, mee dee keng riseg Konsequenzen huet. Dat heiten ass een, deen exigéiert, dass ee sech mat Notioune familiariséiert, mee fir eppes ze erreechen, wat fundamental ass fir d'Fonctionnement vum Finanzsystem. Et ass also ganz bestëmmt keen technesche Projet - op jidde Fall esou, wéi ech dat Wuert verstinn.

(Interruption par M. André Bauler)

An dat hunn Är Interventiounen alleguerte bewisen.

Ech wëll da fir d'éischt e puer Wuert soen iwwert d'Union bancaire a wéi Europa op d'Finanzkris vun 2008 reagéiert huet. Do ass sech effektiv virgeholl ginn, eng europäesch Léisung zu där Problematik ze fannen. An ech muss Iech soen, ech sinn do dragesprongen, wéi mer dat zu Lëtzebuerg ëmmer maachen, an d'kaalt Waasser gehäit ze ginn. Mäin éischte Conseil ECOFIN, deen ech hat, dee war am Dezember 2013, also e puer Deeg, nodeems ech Finanzminister gi sinn. An dat ass deen, wou d'Bankenunioun adoptéiert ginn ass.

Et war och um zwielef Auer Mëtternuecht fäerdeg an do hu mer och Schampes gedronk. Do hunn ech bei mir geduecht a mengem klenge Kapp: Mee dat ass wierklech eppes Fäines, deen ECOFIN hei. Kaum bass de eng Kéier dobäi a schonn ass alles geléist, scho gëtt Schampes gedronk.

(Hilarité)

A säitdeem sinn ech beschäftegt mat där Bankenunioun. An ech kann Iech soen, dat heiten ass erëm eng Kéier nëmmen eng Etapp. Et ass eng komplex Matière an déi evoluéiert ganz séier. An ech sinn iwwerzeegt, dass ech an deenen nächste Méint erëm wäert hei virun Iech stoen, fir iwwer eng Evolutioun vun där ganzer Matière ze schwätzen.

Wa mir elo keen esou ee grousse Finanzzenter bei eis doheem hätten, wa mer net 125 Banken hei usässeg hätten, wa mer net eng Fongenindustrie hätten, wéi mer eng hunn, an esou weider an esou fort, kéint een dat heiten och e bësse beschmunzelen. Mee dat hei ass fir eis Wirtschaft extreem wichteg. Mee et ass och extreem wichteg - an dat ass vu ville vun Iech gesot ginn - fir den Deposant, fir d'Clienten, déi jo gären hätten, dass hir Depoten, hir Placementer assuréiert sinn an dass keng Fraudë geschéien, dass keng massiv Schemaen opgesat ginn, wéi mer der vill an der Vergaangenheet gesinn hunn.

De leschte positiven Developpement, deen an der Bankenunioun komm ass - an, ech mengen, et ass ee vun Iech, deen dat och gesot huet -, dat ass, dass am November vum leschte Joer decidéiert ginn ass, dass den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, den ESM, elo déi lescht Garantie ass hannert de Bankegarantië selwer.

Et ass esou, dass mer an der Bankenunioun dräi Pilieren hunn. Ee vun de Pilieren ass, dass d'Banken dann elo iwwer eng Period vun aacht Joer selwer e Fonds de résolution speisen an dass da mat deem Fonds de résolution soll derfir gesuergt ginn, dass justement net de Contribuabel, net den Deposant soll blechen, wann eng Bank faillite geet, mee dee Fonds de résolution, dee nëmme vu Banke gespeist gëtt. An am November vum leschte Joer hu mer e Kompromëss fonnt no jorelaangen Diskussiounen, dass den ESM hannert deem Fonds de résolution nach eng additionell Garantie duerstellt. An den ESM, wéi mer all wëssen, fonctionéiert ganz gutt, soudass d'Deposantë vun der ganzer Unioun elo en duebele Schutz hunn, dee vum Fonds de résolution an dee vum ESM.

Dat illustréiert dann och dat, wat mer an der Diskussioun virdrun haten, wéi ech de Plan de stabilité et de relance virgestallt hunn, dass d'Banken en Deel vun der Léisung sinn, fir dass eis Wirtschafte gutt dréinen. Nun hunn ech héieren, an ech kann dat och novollzéien, dass d'Banken an den Ae vu Verschiddenen nëmmen do sinn oder nëmmen do sollte sinn, fir Projeten ze finanzéieren a fir déi reell Wirtschaft ze ënnerstëtzen. Dat mécht d'Bankewelt, jo. Dat mécht och d'Fongenindustrie. Mee mir mussen eis jo awer grad zu Lëtzebuerg bewosst sinn, dass d'Finanzwelt haut méi wéi dat ass, vill méi wéi dat. An et ass op där Basis, wou ganz vill Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg fonctionéieren.

Wann d'Banke just nëmme géifen Emprunten, Prêten ausdeele fir d'reell Wirtschaft, majo da wär de Stellewäert vun deem Secteur zu Lëtzebuerg an der ganzer Welt vill méi kleng. Lo kann een dat bedaueren oder gutt fannen, mee et muss een et ëmräissen, et muss een et reglementéieren. An duerfir ass d'Reglementéierung vun der Bankewelt esou komplizéiert.

An deem Projet, deen hei ass, ass de Conseil d'État vill intervenéiert. Et ass natierlech senge véier Opposition-formellë Rechnung gedroe ginn. En hat och déi eng oder déi aner méi generell Remark, wouvun eng zréckbehale ginn ass, wéi och de Rapporteur eis erkläert huet. Mir bréngen et heimat fäerdeg, dass eng Rëtsch vu Saachen, déi bei eis méi a Circulairë waren oder a Praktike vun der CSSF, elo an d'Gesetz geschriwwe ginn. Dat ass gutt fir d'Transparenz, dat ass gutt fir d'Sécurité juridique.

Mir konnten déi Loi de garantie vum Fonds de garantie des dépôts Luxembourg, vum FGDL, hei dann net maachen, well de Conseil d'État exigéiert, dass eng Loi spéciale soll gemaach ginn. Mee da wäerte mer dat maachen.

Wann ech versichen, all déi Dispositiounen ze resuméieren, géif ech soen, dass mer hei zwou Kategorië vu Moossnamen am Gesetzestext hunn: Mir hu Moossnamen, déi d'Stabilité financière souwuel op EU-Eebene wéi zu Lëtzebuerg stäerken, a mir hunn - an dat ass och vun deem engen oder deem aneren ënnerstrach ginn - Mesuren, déi méi Flexibilitéit a Proportionalitéit erabréngen. Nu kann een doranner eng Contradictioun liesen. Ech mengen, dat ass awer net de Fall.

Do, wou d'Stabilité financière gestäerkt gëtt, dat ass ënner anerem an der Interaktioun zwësche Mammenhaiser a Filialen. Dat ass fir Lëtzebuerg e fundamentale Punkt, fir deen ech mech all Dag an all Mount zu Bréissel schloen, well do en Drang besteet, fir en fait de Mammenhaiser esou vill Flexibilitéit wéi méiglech ze ginn. A mir hunn drënner gelidden 2008/2009. Et kann een iwwert d'Circonstancen, wéi d'Regierung deemools d'Banke gerett huet, epilogéieren, mee Gott sei Dank sinn déi Banke gerett ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Gott sei Dank sinn déi Banke gerett ginn! An deemools hu mer geléiert, dass ee muss ganz gutt oppassen, wat an de Filiale geschitt. Well wann een net gutt oppasst, dann decidéiert d'Mammenhaus eleng, wat geschitt. An dat kann et dach net sinn!

An dofir schloen ech mech, kann ech Iech soen, a Lëtzebuerg schléit sech a koordinéiert och d'Positioun vun alle Länner, déi wéi mir vill Filialen op EU-Niveau hunn. An dat ass en Theema, wat nach haut ganz aktuell ass. Et gëtt meeschtens mat deem engleschen Numm „home/host" zitéiert, eeben déi Länner, wou d'Maison-mère ass, an déi Länner, wou d'Filialen dra sinn.

An hei an deem heite Gesetz gëtt schonn zum Deel derfir gesuergt, dass, wann eng Bank Schwieregkeeten huet, dat besser geléist gëtt, wéi d'Filial dann och muss gerett ginn oder wéi d'Maison-mère der Filial muss hëllefen, et vice versa.

Dat sinn also guer keng theoreetesch Saachen, déi hei diskutéiert ginn. Well wann eng Bank Schwieregkeeten huet oder wann eng Filial Schwieregkeeten huet, da sinn dat ganz konkreet Saachen.

Et sinn och Flexibilitéiten a Proportionalitéiten dran. Dat ass, mengen ech, fir Lëtzebuerg och eng gutt Saach, dass Banken, déi méi kleng sinn, jo dann awer net mussen eng Laascht droen, eng bürokratesch Laascht, wéi eng Bank, déi all Aktivitéiten huet, déi universell ass. D'Flexibilitéit kënnt, mengen ech, dem Secteur zegutt.

Zum Schluss géif ech dann nach op déi eng ..., also bevir ech op déi eng oder aner Remarken ze schwätze kommen, déi Dir gemaach hutt, fir och méi komplett ze sinn op der Union bancaire: Do hu mer nach een Deel vun den dräi Piliere vun der Union bancaire, deen net genuch fortgeschratt ass, an dat ass d'Garantie des dépôts au niveau européen. An deenen dräi Piliere vun der Union bancaire: De Fonds de résolution, dee steet, do hu mer jo elo d'Garantie additionnelle vum ESM; dann hu mer de Système de supervision commun, dat ass d'Supervisioun, déi d'Europäesch Zentralbank mécht vun de systeemesche Banken; an dann dat drëtt ass d'Garantie des dépôts, dat ass de Moment nach nëmmen um Niveau national organiséiert an do feelt also den europäesche Prabbeli. Verschidde Länner striewe sech dergéint an dofir si mer eis nach ëmmer net eens iwwert deen drëtte Pilier.

Dat ass also dat Urgenst, wat misst geléist ginn. Wann d'Garantie des dépôts dann eng Kéier an den Asaz kënnt op europäeschem Niveau, dann hätte mer, mengen ech, gutt geschafft an eng Union bancaire, déi vill méi komplett wär. Dat ass op jidde Fall d'Positioun, déi Lëtzebuerg verteidegt.

Op déi Fro vum Här Mosar: Conseil de résolution, dee gëtt et schonn. An duerch déi heiten Direktiv geschéien eng Rëtsch Saachen, ënner anerem effektiv, dass, wann ee méi wéi eng Filial huet, een déi muss an eng IPU setzen, dat ass richteg. An hei ass och virgesinn, dass, wann een da Filiale baussent der EU huet, am Fall vu Resolutiounen ass elo e Mechanismus en place gesat ginn, dass d'Decisiounen, déi dann an der EU geholl ginn, kënnen an État-tiersen ëmgesat ginn.

Dat ass awer eng ganz komplex Matière. Wann do en Interêt besteet, steet de Ministère och zur Verfügung, fir dat ze erklären oder auszediskutéieren. Ech mengen och net, dass do elo de Moment e konkreete Problem dran ass. Mee ech mengen, et ass e Sujet, dee muss suivéiert ginn.

Zur Problematik FinTech, Blockchain, Cryptomonnaien, do kann ee vun deene ville Saachen, déi hei gesot gi sinn, an entgéigegesate Richtunge goen. Wou ass den Dénominateur commun? Ech stëmmen deenen zou, déi soen: Mir kommen net laanscht déi Cryptomonnaien an déi Blockchain, déi gëtt et. Blockchain oder Distributed Ledger Technology, wat méi generell ass, dat ass eeben eng Technologie iwwert ..., déi gëtt et, déi kann een am Bankesecteur gebrauchen, déi kann ee fir vill aner Saache gebrauchen. Déi ass einfach do. Dat ass e Reseau, deen eng Distributioun organiséiert vun den Informatiounen, déi iwwregens ganz kloer noverfollegt kënne ginn, déi also traçabel sinn.

Dofir ass ... Op där enger Hand si Leit, déi soen, dat facilitéiert de Blanchiment. Anerer soen awer, dass déi Technologie et grad erlaabt, en Traçage ze maachen, dass se also justement de Blanchiment ka konteren. Sou einfach ass, mengen ech, déi Distinctioun net. An da musse mir als Lëtzebuerg dat ëmmer kucken als eng Opportunitéit fir d'Entwécklung vun eiser Finanzplaz. Dofir hu mir jo schonn zwee Gesetzestexter gemaach, wat d'Unerkennung an eisem Gesetz, an eiser Gesetzgeebung ass vun Transaktiounen, déi iwwer Blockchain gemaach ginn, haaptsächlech wann Obligatiounen erausgi ginn oder verdeelt ginn.

Dat ass en Ufank. Do muss an do wäert och nach méi geschéien an och do kënne mer nëmme Schrëtt fir Schrëtt dat maachen, well dee ganzen Domän immens evoluéiert.

Ech mengen, et muss ee versichen, an deem Domän un der Spëtzt ze sinn. Dat maache mir och. Als Finanzministère suivéiere mer dat ganz no. Mir hu jo och d'Luxembourg House of Financial Technology, d'LHoFT, virun dräi, véier Joer an d'Liewe geruff. Dat fonctionéiert ganz gutt. Do si 75 Entreprisen dran ugesidelt. Verschiddener vun deene si schonn erëm eraus a si méi grouss an hu vill Succès an hunn eis op d'Weltkaart gesat an deem Domän. Mir mussen däers méi maachen. Mee et ass kloer, et ass ëmmer en Defi vun der Reglementatioun, deen dat matbegleet. An dat kann och nëmmen um europäeschen Niveau geléist ginn. Lëtzebuerg kann do schwéier eppes eleng maachen.

Dat bréngt mech awer dozou ze soen, dass d'Europäesch Zentralbank amgaangen ass, op engem Euro digital ze schaffen, an eis seet an eis all sechs Méint dorobber brieft am ECOFIN, dass dat extreem komplex ass an dass se sech do e puer Joer ginn, fir dat ze reegelen. Do ass et wichteg, dass ee weess, dass China do d'Course un der Spëtzt mécht, dass si dat scho säit véier, fënnef Joer maachen, studéiert hunn an dass se dëst Joer Pilotprojete wäerte maachen, fir en elektronesche Yuan ze gebrauchen.

Dir gesitt also, dass hei um Weltniveau vill driwwer nogeduecht gëtt. Verschiddener ... En avance sinn interessanterweis an deem heiten Domän d'Chineesen, aus engem Grond, deen een och ganz novollzéie kann: Si wëllen natierlech iwwert deen dote Wee aus hirer Devise eng méi wichteg maache wéi anerer.

Ech schléissen dann of mat der Finance soutenable. Ech si ganz averstanen, dass mer dat sollen zu Lëtzebuerg pushen an ënnerstëtzen, eis de richtege Kader ginn. Mir hunn eis jo am September e Sustainability Bond Framework ginn. Dat ass eng Weltpremière. Mir hunn dee Kader opgebaut op d'Taxonomie vun Europa, op d'Prinzipper vun der International Capital Market Association. Déi hält och alleguerten déi 17 Ziler vum Développement durable an. Mir hunn also hei e Kader geschaaft, deen en fait och fir aner Länner e Standard kéint sinn, fir sech dorunner ze inspiréieren. Mir sinn och eng vun den Topfinanzplazen am Financement soutenable. Mir wäerten dat och weider pousséieren.

An ech sinn eens mat Iech, de Financement soutenable ass inevitabel an ass indispensabel, wa mer wëllen eis Klimaziler erreechen, net nëmme mir als Lëtzebuerg, alleguerten d'Länner. Déi eenzeg Aart a Weis, fir Klimaziler ze erreechen, ass, andeem de Bankesekteur an d'Fongenindustrie an d'Assurancen eis hëllefen, de Staaten, déi dat jo wëlle maachen, déi néideg Trilliounen ze fannen, fir d'Investissementer ze tätegen, fir dass mer kënnen d'Klimaziler erreechen.

Ech freeë mech, dass mer hei esou eng grouss Zoustëmmung hunn zu dësem Gesetz, dat alles anescht wéi technesch ass.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. An da Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Och merci dem Finanzminister. Ech géif soen, ech ka bal alles ënnerschreiwen, wat e gesot huet. Et ass just eng Fro, op déi e mer nach net geäntwert huet, déi, mengen ech, awer och wichteg ass, dat ass déi iwwert d'Iwwerreglementatioun, wou ee muss oppassen, notamment op EU-Niveau. An do huet e mer net drop geäntwert. Do wär ech awer frou, wann ech vläicht och op dee Volet nach eng Äntwert géif kréien.

An dann erlaabt mer awer, Här President, nach eng Kéier op d'Ausso vun der Madamm Lorsché ze reagéieren. Ech muss Iech soen, ech souz hei, ech hu bal gemengt, ech kéint mengen Oueren net méi richteg trauen, wéi ech do verschidden Aussoen héieren hunn, an ech sinn duerfir och ëmsou méi frou, datt den Här Finanzminister do direkt reagéiert huet par rapport zu der reeller Wirtschaft. Ech weess net, wat déi gréng Kolleege wëllen, ob déi just nach wëllen eng Finanz- a Bankewelt, déi just fir eng reell Wirtschaft do ass, dann hu se eppes net verstanen, wat déi Finanzplaz ubetrëfft. Duerfir sinn ech ganz frou, Här Finanzminister, datt Dir do kloer an däitlech geäntwert hutt.

An da wëll ech och nach eng Kéier der Madamm Lorsché soen, déi hei op e bëssen esou eng ironesch Aart a Weis iwwert d'Bankerettung geschwat huet: Ech sinn haut a mäi Grupp ass haut nach stolz, datt déi deemoleg CSV/LSAP-Regierung schnell reagéiert huet ënner engem Finanzminister Luc Frieden!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Am Accord mat allen Deputéierten.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Well, Madamm Lorsché, mir wären haut net an där Situatioun, an där mer sinn, wann dat deemools net geschitt wär!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. An da ginn ech d'Wuert direkt un d'Madamm Lorsché fir Fait personnel.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Also merci, Här President. Ech stellen ëmmer erëm fest, dass den Här Mosar en aussergewéinlecht Talent huet, fir engem d'Wierder am Mond ze verdréien.

(Brouhaha)

Dat ass eng vu senge Spezialitéiten.

Ech hunn a menger Ried en Artikel zitéiert aus dem „Tageblatt", wou déi ganz Episod e bëssen ironesch duergestallt ginn ass. Meng Haaptaussoe waren déi, datt mer frou waren, datt Aarbechtsplazen erhale gi sinn, datt den ekonomesche Chaos verhënnert ginn ass. An ech hunn an deem Sënn den Här Frieden net fir eng Minutt a Fro gestallt. Et ass ëm d'Manéier gaangen, wéi deemools en Deal per Handschlag an engem Park zustane koum, deen an deem Artikel e bëssen echt beschriwwe ginn ass. An ech mengen, wa mer hei kee Sënn méi hu fir Ironie an e bësselche méi Humor, ...

(Exclamations)

... wann een zréckkuckt, da si mer eng aarm Gesellschaft.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Finanzminister fir eng oppe Fro.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, Här President. Ech konnt net op all d'Saachen agoen, wéi gesot, et ass esou e vaste Sujet. Et ass awer ganz richteg, wat den Deputéierte Mosar seet, wann en ënnersträicht, dass mer an der Bankewelt, net nëmmen an Europa - ech mengen, an Amerika ass et net vill besser - eng Reglementatioun kréien, déi de Banken, an awer net nëmmen de Banken, a villen Acteuren d'Liewe schwéier mécht.

Och hei si mer an enger Gradwanderung. Ech hunn oft d'Bild gebraucht, wann ech iwwert dee Sujet schwätzen, dass ech soen, d'Kris vun 2008 ass ausgeléist ginn, well mer dereglementéiert hunn an de Secteur financier ënnerreglementéiert war par rapport zu de séieren Transformatiounen, déi an deem Secteur geschitt sinn. An dat huet zur Kris vu Lehman Brothers gefouert an dat huet zu enger Finanzkris gefouert, déi eng Wirtschaftskris ginn ass.

Dorauser musse mer léieren! Dat hu mer och gemaach an Europa, an Amerika. D'Reegele sinn erëm méi schaarf gemaach ginn, se sinn och moderniséiert ginn. An et ass wéi de Pendel, déi Saach vun der Reglementatioun ass eng Saach vum Pendel. 2008 ware mer ënnerreglementéiert, do war de Pendel ze vill op där enger Säit. An elo ass en amgaangen, op déi aner Säit ze kommen. An et ass keen, deen eis ka soen, wéini dee Pendel ophält auszeschweifen, fir dass en endlech erëm an d'Mëtt kënnt, do wou e misst sinn.

An dat ass och de Lien, deen ech gesi mat deem, wat gesot ginn ass iwwer Cryptomonnaien a Blockchain an esou: Wa mer net oppassen a wann dee Pendel nach weider ausschwänkt - an dat Beispill vum KYC (ndlr: Know your customer) ass ganz richteg -, majo da maache mir d'Liewe vun den traditionellen Acteuren esou schwéier, dass se jo nëmme kënne verléieren. Mir setzen d'Lat esou héich, dass se nach just kënnen drënner lafen. A mir maachen e Boulevard op fir déi nei Acteuren, déi iwwert d'IT, iwwert d'Reseaue Produiten ubidden, déi dann zum Deel och net reguléiert sinn. Dat heescht, et muss een dat alles, wéi een haut modernerweis zu Bréissel seet, „holistesch" kucken. Mee ech sinn och ganz beonrouegt iwwert déi Iwwerreglementatioun. Et sinn haut hei jo och Beispiller genannt gi vu Clienten, déi net méi geholl ginn. Ech héieren där Geschichten ëmmer méi.

Ech hu scho viru Joren héiere vun Auslänner, déi aus verschiddene Länner komm sinn, déi mer net esou gutt kennen, mee déi awer souguer nach an der EU sinn, déi keng Konte méi konnten opmaachen, scho virun dräi, véier, fënnef Joer. An dat gëtt ëmmer méi schlëmm. An dat ass wierklech eng Suerg, déi mer mussen hunn. Mee dat léise mir natierlech net als Lëtzebuerg eleng. Mir kënnen eis Stëmm do ofginn op europäeschem Niveau. Maache mer dann och. Mer mussen et awer ëmmer op eng geschéckerlech Aart a Weis maachen, well net dass mer do duergestallt ginn, wéi wa mir wéilten dereglementéieren, fir egal wat ze maachen. Et ass jo guer net dat de But.

A wann ech dann och kucken, wat effektiv ënnerholl gëtt, fir géint de Blanchiment virzegoen, dat ass ganz spektakulär, wat een elo alles muss anhalen. An trotzdeem hu mer an deene leschten zwee, dräi Joer ganz vill Affären och an Europa gesinn, wou mer gesinn, wat fir een Ausmooss d'Fuddelen an de Blanchiment also kënnen anhuelen.

Also, fir dat alles ënner een Nenner ze bréngen, dat ass natierlech eng grouss Aarbecht. An ech si frou, dass dat alles evoquéiert ginn ass. An ech fannen Iech bestëmmt gläich erëm op dëser Plaz zréck, fir iwwert dee Sujet ze schwätzen an erëm additionell Moossnamen ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7638.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7638 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Changement de la composition du Bureau (suite)

Dir Dammen an Dir Häre, andeems den Här Marc Spautz de Mëtteg zum Vizepresident vun der Chamber gewielt ginn ass, ass säi Posten als Member vum Bureau fräi ginn. Et gëtt proposéiert, datt den Här Claude Wiseler Member vum Bureau gëtt.

(Interruptions)

Gëtt et soss nach eng Propos fir de Poste vum Bureausmember?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren a kee Vott iwwert dës Kandidatur ze maachen?

(Assentiment)

Den Här Wiseler ass domadder zum Member vum Bureau proklaméiert.

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert déi verännert Zesummesetzung vum Bureau informéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um néng Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.37 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du Plan national d'organisation des secours (PNOS)**
   - Exposé : M. Marc Lies
   - Débat : M. Max Hahn - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - Mme Lydie Polfer (parole après ministre) - M. Marc Lies (parole après ministre) - M. Michel Wolter (parole après ministre) - Mme la Ministre Taina Bofferding - M. Michel Wolter (parole après ministre) (intervention de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire) - Mme Lydie Polfer - Mme la Ministre Taina Bofferding (intervention de M. Michel Wolter)
3. **Question élargie n° 89 de M. François Benoy au sujet de la stratégie de réponse à un accident nucléaire majeur dans le voisinage du Luxembourg**
   - M. François Benoy - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
4. **Question élargie n° 85 de Mme Carole Hartmann au sujet de l'organisation des compétitions sportives dans le contexte actuel de la crise sanitaire**
   - Mme Carole Hartmann - M. Dan Kersch, Ministre des Sports
5. **Question élargie n° 91 de M. Charles Margue au sujet de l'économie des plateformes collaboratives**
   - M. Charles Margue - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
6. **7344 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne**
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
   - Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Jeff Engelen
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010**

   7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963

   7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970
   - Rapports de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
   - Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Jeff Engelen
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Votes sur l'ensemble des projets de loi 7560, 7561 et 7562 et dispenses du second vote constitutionnel concernant les projets de loi 7560 et 7562

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; Mme Taina Bofferding, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du Plan national d'organisation des secours (PNOS)

D'Chamber féiert haut de Moien eng Aktualitéitsstonn iwwert den nationale Plang fir d'Organisatioun vum Rettungswiesen, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, den Här Marc Hansen, den Här Jeff Engelen an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Lies als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Land huet sech an de vergaangene Joerzéngten extreem entwéckelt. Eng dynamesch Finanzplaz an ee favorabelt wirtschaftlecht Ëmfeld hu Lëtzebuerg zu engem Pôle d'attraction par excellence gemaach.

D'Zuelen, wat de wirtschaftleche Wuesstum an awer och de Populatiounswuesstum ugeet, si scho beandrockend. Dëse Wuesstum huet, wéi mir alleguer wëssen, awer och säi Präis! Zanter Jore lafe mir all Zort vun Infrastruktur ëmmer nees hannendrun. Déi projezéiert Entwécklungszuele gi vun der Realitéit ëmmer nees ageholl. An all Secteur muss ëmmer nees nogebessert ginn, respektiv mir gi vun der Wuesstumswell carrement matgerappt.

Mat dësem Wuesstum huet natierlech och dee ganze Sécherheetsapparat nei mussen opgestallt ginn. Op Basis vun engem Rapport vun engem Collège vun Experten ass am Oktober 2010 deen éischt PNOS, Plan national d'organisation des secours, am Juli 2012 entstan. All dës Viraarbechte si schliisslech an d'Gesetz Nummer 6861 agefloss, wat d'Schafung vum CGDIS mat sech bruecht huet.

Wéi mir alleguer wëssen, huet de CGDIS den 1. Juli 2018 seng Aarbecht opgeholl. Eng néideg Reform vum Rettungswiesen ass domat a Kraaft getrueden a funktionéiert a véier Sécherheetszone mat am Ganzen 100 CIS, also 100 Asazzenteren.

De Fonctionnement vun dësen Asazzentere gëtt vu Professionellen an awer och vu Fräiwëllegen assuréiert. Et gëtt ee Ratio vun 1.500 Haaptberufflechen a vu 4.000 Fräiwëllegen ugestrieft, esou wéi d'Madamm Minister et an der Presentatioun vum PNOS ugekënnegt huet. De Rekrutement muss um Niveau vum Management, awer och am operationelle Beräich virugedriwwe ginn. Dëst huet natierlech och mat zousätzleche Käschten ze dinn. Déi graff Schätzung vum Käschtepunkt vum CGDIS gëtt an Zukunft op 100 bis 150 Euro pro Awunner chiffréiert.

Am Gesetz steet, datt de Ratio beim Finanzement vun de Käschte bei 50 % fir de Staat a bei 50 % fir d'Gemenge soll leien. An der Realitéit gesäit de Finanzement definitiv awer e bëssen anescht aus. De Syvicol huet sech virun e puer Deeg och zu dëser Situatioun am Beräich vum Rettungswiesen artikuléiert a fënnt, datt d'Gemenge finanziell ëmmer méi gebeidelt ginn. De CGDIS ass en Établissement public a fält domat ënnert d'Gestioun vum Staat. Verschidde Gemengevertrieder siegéieren awer och am Verwaltungsrot.

An dësem Kontext wéilt ech d'Madamm Minister froen, ob si sech an Zukunft kéint eng aner Reparatioun vun den Onkäschte virstellen, fir eis Gemengen eppes ze entlaaschten. Déi ablécklech Kris huet nees eng Kéier kloergemaach, wéi fragill datt déi finanziell Situatioun an de Gemenge ka ginn.

Ech wéilt nieft den Haaptberufflechen awer ee besonneschen Akzent op déi Fräiwëlleg leeën. Méi wéi zwee Drëttel vun den Asätz gi vu Fräiwëllege gefuer. Et ass dofir extreem wichteg, datt de Benevolat viru promouvéiert gëtt, respektiv nach méi Efforten iwwer eng Sensibiliséierung gemaach ginn, fir Kanner a Jugendlecher fir d'Rettungswiesen ze begeeschteren, a Verschiddener vun hinne fir dës nobel Cause ze gewannen.

Et sollt oder et misst een awer och ee Schratt méi wäit kënne goen. Wa Leit sech an hirer Fräizäit fir d'Allgemengwuel asetzen, dann ass deen een Euro Entschiedegung eng minimal Entschiedegung. D'Asetze vun de Professionellen an de Fräiwëllege muss vum Chef vum Asazzenter natierlech och esou geplangt ginn, datt déi Fräiwëlleg herno net als „Lückebüsser" däerfen dostoen. Eng komerodschaftlech a loyal Zesummenaarbecht ass absolutt erstriewenswäert, net datt herno de Kitt zwëschent deenen engen an deenen aneren op d'Spill gesat gëtt.

Ech wollt awer nach eng Kéier op déi Fräiwëlleg zréckkommen, déi am ëffentlechen oder private Secteur schaffen. Den Temps mort tëscht 7.00 a 16.00 Auer, do ass et fir all Asazzenter déi grouss Erausfuerderung, fir Leit ze fannen, déi wärend dësen Zäiten de Schichtplang kënnen assuréieren.

Bei eise Gemenge läit hei sécherlech och eng grouss Erausfuerderung, fir jonke Pompjeeën eng berufflech Zukunft kënnen unzebidden. Beim Rekrutement an de Gemenge spillt natierlech virop de Leit hir berufflech Qualifikatioun. Wann awer d'Qualifikatioun an och nach dee fräiwëllegen Asaz an engem CIS stëmmen, da sollt dëse Kandidat oder Kandidatin respektiv déi jeeweileg Gemeng fir dësen Effort och entschiedegt ginn.

Ech betounen: Eist Land an eis Gemenge brauchen all Fräiwëllegen, fir datt och an Zukunft eist Rettungswiese viru funktionéiert. Ass d'Inneministesch gewëllt, de Wee anzeschloen, fir eventuell eng Upassung vun de Karriäre vun dëse Leit an d'A ze faassen, wat een zousätzlechen Ureiz kéint schafen, fir sech an engem CIS ze engagéieren?

Ass d'Inneministesch dernieft gewëllt, de Gemenge bei der Ofrechnung vum Fonctionnement vum CGDIS, jee no Asazzäit wärend dem Temps mort vu 7.00 bis 16.00 Auer vu Leit, déi op enger Gemeng schaffen, finanziell entgéintzekommen?

D'Asätz um Terrain ginn ëmmer méi komplex a komplizéiert opgrond vun enger innerstättescher Verdichtung, opgrond vu klimateschen a wiederbedéngte Phenomeener wéi Iwwerschwemmunge respektiv wéi virun zwee Joer mam Tornado zu Käerjeng an zu Péiteng gesinn.

De Populatiounswuesstum geet monter weider an awer och d'Beschäftegung ass net am Ralenti. Nieft der Populatioun kommen all Dag knapps 200.000 Frontalieren zousätzlech an d'Land - Tendenz weider steigend. D'Kärstéck vum PNOS ass, datt d'Asazzäiten op manner wéi 15 Minutte sollen erofgoen. Momentan sti mir bei 78 % vun den Asätz, déi innerhalb vu 15 Minutte bei de Leit, déi an Nout sinn, ukommen. 68 % vun der Gesamtpopulatioun sinn domat ofgedeckt. De First Responder huet natierlech dobäi gehollef, datt d'Hëllef nach méi schnell op der Plaz ka sinn. Ech wéilt hei gär eng Lanz brieche fir de CIS Hesper, deen deen héchsten Taux vun Asätz vum First Responder am ganze Land huet!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV).*- D'Zil ass et, dës Asätz vun aktuell 78 % mat enger Ausréckzäit vu 15 Minutten an de kommende fënnef Joer op 94 % ze bréngen.

Wéi gedenkt d'Ministesch, dëst ëmzesetzen? A wéi oft gëtt d'Zuelematerial zu dëse Statistiken à jour gesat? Well zurzäit foussen dës Zuele jo op statisteschem Material vun 2017 an deelweis 2018.

Mat dem CNIS geet an e puer Méint deen neie Rettungszentrum um Rond-point Gluck an der Stad a Betrib. Mam CNIS sollt dee ganze Corps vun de Beruffspompjeeë vun der Areler Strooss an de Ban de Gasperich plënneren. Mengen Informatiounen no, an dat huet och gëschter de Generaldirekter, de Paul Schroeder, confirméiert, sollen elo awer e puer Asazween op der Areler Strooss bleiwen, fir dee ganze Rayon an der Stad kënnen ofzedecken. Hei stellt sech natierlech d'Fro, firwat datt dat net direkt am Kader vun der Reform mat a Betruecht gezu ginn ass.

Eng weider Fro stellt sech natierlech mat der Entwécklung vun eisem Land: Ob haut net schonn an alle Beräicher muss nogebessert ginn? Op der Beschafung vum Material läit natierlech ee besonnesch groussen Akzent, fir den Asazekippen déi beschtméiglech Konditiounen um Terrain kënnen ze assuréieren. Kann d'Madamm Minister mir soen, ob elo am Kader vun der Kris Aspuerungen am Beräich vum Material gemaach gi sinn?

Virun e puer Wochen hat ech eng Question parlementaire un d'Madamm Minister gestallt, an där ech si gefrot hunn, wéi et mam SAMU Lëtzebuerg 2 soll weidergoen. Dëse SAMU ass zurzäit am CIS Hesper stationéiert a fonctionéiert elo zanter dem 1. Juli 2019 tadellos.

An der Äntwert op meng Fro huet d'Madamm Minister mir geäntwert, datt dëse SAMU iwwert déi lescht zwee Joer am Ganzen 21 % vun alle SAMU-Asätz gefuer ass an duerchschnëttlech bannent 12,5 Minutten op der Asazplaz wor, wat genee eng Minutt méi séier ass wéi deen nationalen Duerchschnëtt beim Ausrécke vun engem SAMU. D'Asätz gi majoritär an a ronderëm d'Stad gefuer. D'Ofdeckung beinhalt mat 45 % awer och de Süden an den Oste vum Land.

Weider schreift d'Madamm Minister an hirer Äntwert, datt d'Ziler vun der Couverture opérationnelle am PNOS definéiert ginn. D'Asazmëttele sollen esou placéiert ginn, datt se operationell, logistesch an organisatoresch an awer och geografesch am Effikasste sollen zum Asaz kommen. D'Asazzäite vum SAMU Lëtzebuerg 2 sinn déi bescht am ganze Land. Déi geografesch Lag am CIS Hesper ass opgrond vun enger Analys, déi vum CGDIS duerchgefouert ginn ass, als extreem favorabel betruecht ginn. D'Zesummenaarbecht tëscht all den Acteure funktionéiert opgrond vun der Äntwert an awer och opgrond vun engem Courrier, dee vum Chef de base un d'Ministesch geriicht ginn ass, exzellent am CIS Hesper.

Et ass dofir scho verwonnerlech, datt opgrond vun dësen extreem gudde Viraussetzungen d'Madamm Minister trotzdeem gedenkt, de SAMU Lëtzebuerg 2 an de CNIS ze verleeën. Ze wëssen ass, datt an de kommende Joren extreem vill Chantiere ronderëm de Rond-point Gluck wäerte sinn. Den Depart op d'Asätz an awer och de Retour vun den Asätz kéint opgrond vun der geografescher Lag vum CNIS mat groussem Staupotenzial verbonne sinn.

De Chef de base, den Dokter Khamran Rabi vum SAMU Lëtzebuerg 2, schreift a sengem Courrier un de Ministère an awer och un d'Direktioun vum CGDIS: „Ein hervorzuhebender Vorteil des CIS Hesper sind die gut angelegten und sehr kurz gehaltenen Wege, was der schnellen Ausrückzeit des SAMU Luxemburg 2 dienlich ist. Diese Ausrückzeit beträgt im Durchschnitt eine Minute und 30 Sekunden ab Alarmierung und dürfte von allen bodengebundenen SAMU-Vektoren die kürzeste hier im Land sein. Nach nun eineinhalb Jahren SAMU Luxemburg 2 auf dem Stützpunkt CIS Hesper kann ich erfreulicherweise behaupten, dass die SAMU-Equipe sich gänzlich an die neue Basis assimiliert hat und auch zwischenmenschlich mit der Equipe vom CIS Hesper sehr harmonisiert. Nach ausreichender Rücksprache mit meinen SAMU-Kollegen (sowohl ärztlich als auch pflegerisch) ist schon bemerkenswert, wie stark die Bindung und auch die Identifizierung jedes Einzelnen mit dem CIS Hesper ist."

Madamm Minister, mam PNOS schaaft Dir een neien nationale Plang, deen d'Asazzäiten an Zukunft soll verbesseren, fir schnellstméiglech eng Hëllef um Terrain ze assuréieren. Wann aktuell Déngschter wéi de SAMU Lëtzebuerg 2, wat d'Asazzäiten ugeet, schonn haut den Ziler vu muer entspriechen, da soll een dës Funktiounsweis och esou erhalen, fräi nom Prinzip: „Never change a winning team!"

Madamm Minister, ech bieden Iech, Är Decisioun vum Standuert vum SAMU Lëtzebuerg 2 nach eng Kéier ze iwwerdenken an d'Hëllef an d'Funktiounsweis um Terrain virun e politesche Choix ze stellen. Duerfir meng konkreet Fro: Gedenkt Dir, dës Decisioun am Interessi vun eise Matbierger nach eng Kéier ze iwwerdenken?

Zum Schluss wéilt ech all deenen Dammen an Hären an alle Beräicher vum Rettungswiesen ee grousse Merci soe fir hiren onermiddlechen Asaz, fir Liewen ze retten, an der Hoffnung, datt si all gesond a monter vun hirem Asaz zréckkommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Viru gutt zwee Joer hu mer d'Reform vum Rettungswiesen unanime gestëmmt, fir esou d'Rettungswiesen endlech erëm fit fir d'Zukunft ze maachen. An dat war och batter néideg. Ech erënnere mech nach ganz gutt, dass ech besonnesch houfreg war, hei an der Chamber eng nei Ära an der Geschicht vum Lëtzebuerger Rettungswiese matagelaut ze hunn, fir esou e modernen, zukunftsorientéierte Rettungsdéngscht vu muer ze garantéieren.

D'Situatioun um Terrain war kritesch. D'Politik huet mussen handelen, net aus Loscht ze reforméieren, mee aus enger absolutter Necessitéit eraus. Et war an ass nämlech eng vun de wichtegsten Aufgabe vun der Politik, fir fir d'Sécherheet vun de Bierger ze suergen an de Leit Hëllef zoukommen ze loossen, wa si Hëllef brauchen. Schonn deemools hunn ech a menger Ried drop higewisen, dass mer nieft enger Schëpp Gedold och déi néideg finanziell Mëttele wäerte mussen opbréngen, fir landeswäit dëse performante Rettungsservice kënnen ze garantéieren.

Et war vun Ufank u kloer: D'Reform vum Rettungsdéngscht wäert eppes kaschten. A mir waren eis och alleguerten eens, dass mer eise Bierger dat schëlleg sinn. An der zoustänneger Chamberskommissioun gouf méi wéi eng Kéier drop higewisen, dass d'Montante fir d'Finanzéierung vum CGDIS iwwert déi nächst Joren nach kontinuéierlech wäerten an d'Luucht goen. Et war deemools scho kloer, dass et eng Professionaliséierung net zum Nulltariff géif ginn.

Här President, an de leschten Deeg konnt een an der Press eng gewësse Kritik géintiwwer der zukünfteger personeller Opstellung vun de CGDIS-Servicer feststellen, déi fir d'Ëmsetzung vum PNOS, also dem Plan national d'organisation des secours, virgesinn ass. Natierlech muss ee festhalen, dass een 2018 net mat enger Pandemie konnt rechnen.

D'Finanze vu ville Gemenge sinn de Moment a Covidzäiten ugeschloen a ginn elo duerch d'Ëmsetzung vum PNOS nach eng Kéier méi beusprocht.

Jo, et geet ëm vill Geld fir eis Gemengen. Fakt ass awer och, dass mer beim PNOS vun enger Verbesserung vum Rettungswiese schwätzen, fir de Mënschen an Noutfallsituatiounen adequat, méi séier an och besser kënnen ze hëllefen. Och a schwieregen Zäite muss ee sech Prioritéite setzen. Et geet schliisslech ëm d'Sécherheet vun eise Bierger.

Mat den diverse Moossnamen, déi am PNOS virgesi sinn, solle mëttelfristeg flächendeckend uechtert d'ganzt Land d'Pompjeeën an d'Rettungsdéngschter bannent 15 Minutten all Plaz am ganze Land erreechen. Dat wier ganzer fënnef Minutte méi séier, wéi dat am Moment de Fall ass. Fënnef Minutten, déi a ganz ville Fäll iwwer Liewen an Doud entscheeden.

Fir dës Zilsetzung realistesch ze erreechen, brauch een e Plang, e Gerüst vu Beruffspompjeeën an e weidert Färdere vun de Fräiwëllegen. Hei heescht d'Devis och an Zukunft: Kee Rettungsdéngscht ouni fräiwëlleg Pompjeeën!

Här President, mir schwätze vun engem ambitiéise Projet, dee sech usprochsvoll Ziler setzt an deementspriechend eng Hausse vun 10 % bei den ordinären Depensë vun de Gemengen iwwert déi nächst fënnef Joer bedéngt. An deem Kontext kommen ech kuerz op d'Rekrutéierungspolitik ze schwätzen. Kuerz- a mëttelfristeg gi souwuel um administrativen, um techneschen, awer och um operationelle Plang nei kompetent an engagéiert Leit gesicht.

Et sief nach eng Kéier drun erënnert, dass d'Reform vum Rettungsdéngscht haaptsächlech wéinst dem Manktem u Fräiwëllegen an eeben hirer limitéierter Disponibilitéit a Flexibilitéit beschloss gouf. Dëst war d'Ausgangspositioun bei der Grënnung vum CGDIS. Dat sollt deemools an och elo awer net heeschen, dass déi Fräiwëlleg net méi géife gebraucht ginn. Ganz am Géigendeel. Si waren, sinn a wäerten och an Zukunft d'Häerz vun eisem Rettungswiese bleiwen. An deem Kontext hunn ech mer rezent soe gelooss, dass sech d'lescht Joer ronn 500 nei Fräiwëlleger gemellt hunn, fir aktiv matzeschaffen. Dëst ass luewenswäert an ënnerstëtze mir als DP ganz kloer.

Eleng mat Fräiwëllegen, déi an anere Beruffer schaffen, kënnen d'Zilsetzunge vum PNOS awer net garantéiert ginn. Flexibilitéit, Disponibilitéit an eng konstant Presenz an de Kasären sinn indispensabel, fir séier an Noutfallsituatiounen ausrécken ze kënnen an deementspriechend bannent 15 Minutte sur place ze sinn. Genau wéi bei de Fräiwëllege muss awer och op operationellem Plang an och an der Verwaltung rekrutéiert ginn.

Wat d'Verwaltung vum CGDIS ugeet, gëtt et gesetzlech gereegelt Entwécklungspläng, déi verhënnere sollen, dass d'Unzuel u Verwaltungspersonal net aus dem Rudder leeft. Beispillsweis sinn nëmmen 20 % vun de Poste fir mëttel an héich Karriäre virgesinn. Dëse Verdeelungsschlëssel soll kloer verhënneren, dass mer ee Waasserkapp schafen.

Et däerf net sinn, dass mer Plazen, déi gebraucht ginn, net besetzen, well de politesche Wëlle feelt, fir déi finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen. Anerersäits däerfen natierlech och keng Leit agestallt ginn, déi net gebraucht ginn.

Här President, wat den optimalen zukünftege Standuert vum SAMU Lëtzebuerg 2 ugeet, deen de Moment jo zu Hesper stationéiert ass, kann een natierlech diskutéieren. Ech géif op dëser Plaz gären der ganzer Ekipp vum CIS Hesper an der SAMUs-Ekipp 2 Merci soen - ech mengen, et ass virdrun zitéiert ginn - fir hir exzellent Ausréckzäiten an Asazzäiten. D'selwecht awer jidderengem Merci soen, dee sech am Rettungsdéngscht hei zu Lëtzebuerg staark mécht.

Als Demokratesch Partei hu mer eis iwwert déi lescht Jore konsequent agesat, fir d'Unzuel vun de SAMUen ze erhéijen an esou e performante Service unzebidden, an dat besonnesch och am ländleche Raum. Deementspriechend hu mer mat Zefriddenheet d'Aféierung vun den neie SAMUen, SAMU Lëtzebuerg 2 a SAMU Findel, a rezenter Vergaangenheet zur Kenntnis geholl.

Här President, fir ofzeschléisse wëll ech op dëser Plaz all deene Merci soen, déi alldeeglech an eisem Rettungswiesen aktiv sinn, fir de Leit schnellstméiglech a beschtméiglech ze hëllefen. Eis als DP ass et wichteg, dass d'Gemengen an och d'Personal an deenen nächste Wochen a Méint an d'Ëmsetzung vum PNOS matagebonne ginn, mam Zil, fir schnellstméiglech e Rettungsdéngscht ze garantéieren, deen an Noutfallsituatioune landeswäit bannent 15 Minutte sur place ass.

Fakt ass: Méi Sécherheet huet säi Präis.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, virun eppes méi wéi engem Mount huet d'Inneministesch Taina Bofferding de Plan national d'organisation des secours, kuerz PNOS genannt, virgestallt. De 25. Mäerz war e Webinar, wou Gemengevertrieder de PNOS am Detail virgestallt kruten, dee se och zënter dem 1. Mäerz virleien haten. Wärend der Veranstaltung konnte si Froen dozou stellen, virun allem en vue vun deem Avis, deen d'Gemengen dann elo bis Enn Mee zum PNOS sollen ofginn.

Nieft organisatoresche Froe gëtt eis haut dës Heure d'actualité d'Geleeënheet, nach eemol ëffentlech drun ze erënneren, firwat mer déi grouss Reform vun de Rettungsdéngschter maachen, vun där de PNOS een Deel ass.

Et ass wichteg, dass een net nëmmen d'Gesetz vun 2018 kuckt, an deem d'Erstellung vum PNOS jo virgesinn ass, mee och op déi vill Jore virdrun, wou un der Reform geschafft gouf.

Scho virun iwwer zwanzeg Joer hu mer festgestallt, dass d'Zuel vun den Asätz opgrond vun der demografescher Entwécklung vu Lëtzebuerg staark an d'Luucht geet, wärend d'Disponibilitéit vun de Fräiwëllegen erofgaangen ass. Hei an der Chamber gouf et an där Zäit eng grouss Besuergnis doriwwer, dass et an engem räiche Land wéi Lëtzebuerg méiglech wier, dass een eng Ambulanz géif ruffen a ganz einfach kee kéint kommen.

D'Verännerunge betreffen awer net nëmmen de SAMU. Och d'Pompjeeë musse sech ëmmer erëm neien Erausfuerderunge stellen. Als Beispill wéilt ech just d'Bëschbränn nennen, déi u sech hei zu Lëtzebuerg bis elo ni eng grouss Roll gespillt hunn, wat awer an Zukunft och kéint aneschters ginn.

Dass eng grondleeënd Reform néideg wier, dat war also laang gewosst. An der Praxis war dat awer schwiereg ëmzesetzen, well ganz vill Acteuren hu musse matagebonne ginn, mat zum Deel ënnerschiddleche Vuen an och ënnerschiddlechen Interessien. Dat ass schlussendlech awer dunn 2018 gelongen. Zanterhier ass ganz vill geschitt an d'Situatioun huet sech däitlech verbessert.

Et war beim Vott vum Gesetz, dee jo eestëmmeg war, ganz kloer, dass dës Reform richteg Geld géif kaschten, an dass dee Retard, deen an de Joerzéngte virdrun entstane war, net op ee Coup kéint opgeholl ginn. Et ass ee laangwierege Prozess, zu deem de PNOS ee wichtege Baustee liwwert. De PNOS ass nämlech dat Dokument, wat d'Zilsetzungen definéiert, op déi de CGDIS hischaffe soll. Et ass quasi also eng Roadmap fir déi nächst Joren.

Dat wichtegst Zil, dat, mengen ech, vu jiddwerengem hei ënnerschriwwe ka ginn, ass dat, dass de CGDIS iwwerall am Land innerhalb vu 15 Minutten am Noutfall op der Plaz soll sinn. An da geet et dann ëm d'Fro, wa mer dat Zil erreeche wëllen, wat dat dann och finanziell bedeit.

De Präis fir dës Reform léist am Moment, zemools bei verschiddene Gemengemammen a Gemengepappen, eng Diskussioun aus. Dobäi muss ee soen, dass ouni Reform d'Gemengen hätte missen déif an d'Täsch gräifen, fir d'Rettungsdéngschter un déi demografesch Entwécklung unzepassen. Ëmsou méi, well de Staat an deem Fall net d'Hallschent vun de Käschten iwwerholl hätt.

D'Fro steet am Raum, ob déi progressiv Budgetserhéijungen, déi de PNOS virgesäit, wierklech noutwendeg sinn. D'Äntwert vun der LSAP ass ee klore Jo.

Et geet dorëms, fir iwwert d'Joren dës Servicer endlech esou opzestellen, dass zu jidder Zäit schnell an adequat op déi ënnerschiddlechst Situatioune ka reagéiert ginn, wou Mënscheliewen a Gefor sinn. Dat ass kee Luxus! Wien denkt, et wier bis elo och mat manner Sue gaangen, dee muss drun erënnert ginn, wéi prekär eenzel Situatiounen an der Vergaangenheet waren, well net genuch Leit do waren.

Déi Fräiwëlleg bei de Rettungsdéngschter sinn ëmmer nach immens wichteg fir d'Oprechterhale vun eisem System. Als Staat oder als Gemeng elo ze soen: „Dee Service gëtt eis ze deier. Kommt, mir kucken emol, ob mer ee fannen, dee bereet ass, dat a senger Fräizäit ze maache fir eng kleng Unerkennung, dat gëtt méi bëlleg!", dat kann et awer net sinn. Respekt an Unerkennung fir Fräiwëlleger bedeit och, dass si net iwwerlaascht ginn, dass net déi ganz Responsabilitéit op hire Schëllere läit, an dass si déi néideg Ënnerstëtzung hunn, fir hire wichtegen Engagement no hire Bedierfnisser kënnen ze organiséieren.

Déi zweet grouss Fro, déi am Raum steet, ass déi, ob mer eis déi steigend Ausgabe fir d'Rettungsdéngschter leeschte kënnen. Och hei ass d'Äntwert vun der LSAP ee klore Jo.

Et ass richteg, dass no engem Joer Pandemie d'Froe ronderëm de Budget sech fir d'Gemengen anescht stelle wéi virdrun. Mee et ass wéi ëmmer eng Fro vun de Prioritéiten. A fir eis däerf dat net zulaaschte vun de Rettungsdéngschter goen, déi fir d'Sécherheet vun eisen Awunner suergen. D'LSAP mécht léiwer eng Politik, déi Sue kascht, wéi eng, déi Mënscheliewe kascht.

Grad an der Pandemie si mer drun erënnert ginn, wat wierklech wichteg am Liewen ass. Eenzel Beruffsgruppe sinn zu Helden ernannt ginn, well eis bewosst ginn ass, dass et Leit gëtt, déi ëmmer am Asaz sinn, wann et ëm Liewen an Doud geet. D'Rettungsdéngschter gehéieren hei ganz kloer dozou.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil beim Opbau vun effikasse Rettungsservicer muss et sinn, net just a Bëton, Technik a Material ze investéieren, mee virun allem och an d'Mënschen, déi am Kär vun den Iwwerleeunge musse stoen. Dës Ambitioun kann een och am nationale Plang fir d'Organisatioun vun de Rettungsservicer, dem PNOS, erëmfannen.

D'Approche vum PNOS ass ze begréissen. Op Basis vun enger ëmfaassender Analys vun den Erausfuerderunge si kloer a prezis national Ziler definéiert ginn am Sënn vun enger virausschauender Planung. Domat soll ee méiglechst koordinéierten a reiwungslosen Op- an Ausbau vun eise Rettungsdéngschter erméiglecht ginn.

Ech ginn elo net am Detail op d'Zilsetzungen an, meng Virriedner hu scho villes gesot. Et ass awer wichteg, datt all d'Elementer zesumme geduecht a geplangt ginn. Et ass och gutt, datt de PNOS och op nei Tendenzen an zukünfteg Erausfuerderunge wéi de Risikofacteur Klimawandel ageet.

Här President, ech wéilt op dëser Plaz profitéieren, fir op dräi Beräicher méi am Detail anzegoen. Do wären exzeptionell Naturkatastrophe wéi den Tornado zu Péiteng a Käerjeng oder d'Iwwerschwemmungen am Mëllerdall, déi innerhalb vu Minutten oder Stonnen an enger Regioun d'Leit an Noutsituatioune bréngen an d'Infrastrukture laamleeë kënnen. Déi exzeptionell Katastrophe brauche vill Capacitéiten a Kompetenze vun de Rettungsservicer, fir schnell, flexibel an effikass kënnen ze intervenéieren, awer och fir op der Plaz ze koordinéieren tëschent de verschiddenen zoustännege Ministèren, de Rettungsdéngschter, de Gemengen an all deene Benevollen, déi an esou Situatiounen extreem hëllefsbereet sinn.

Och d'Covid-19-Pandemie konfrontéiert d'Rettungsdéngschter mat Missiounen, déi se soss am Alldag net kennen. Ee Beispill ass hiren deeglechen Asaz an den Impfzenteren, dëst natierlech zousätzlech zu den alldeegleche Missiounen. Grad eléi bei deenen erwäänten Naturkatastrophe gëllt et, aus deene véierzéng Méint Pandemie Léieren ze zéien an déi och an de PNOS afléissen ze loossen.

D'Madamm Ministesch kann eis vläicht soen, wéi eng Erkenntnisser a puncto Asätz a Gestioun aus der Pandemie kënne gezu ginn, och wat de Schutz vum Personal ugeet zum Beispill a puncto Priorisiéierung vun den Impfunge bei de Rettungsdéngschter.

Deen drëtte Beräich sinn déi reegelméisseg Verschmotzunge vun eise Baachen a Flëss. Verschiddener, wéi d'Kor, gi souguer reegelméisseg vun deene selwechte Verursaacher verknascht. Gëschter gouf et och nees en Accident mat uschléissender Verknaschtung duerch Piff a Sprit vun der Schwaarzer lernz. Och hei brauche mer effikass Rettungsdéngschter an eng reiwungslos Zesummenaarbecht tëschent alle Servicer an de Leit um Terrain.

Mir brauchen awer och gutt ausgeschaffte Preventiouns- an Interventiounspläng, fir esou Evenementer ze evitéieren oder ze minimiséieren. Am PNOS steet, datt een Euro, deen an d'Preventioun investéiert gëtt, der fënnef bis siwe bei den Interventiounen aspuert. Hei mussen an Zukunft och nach weesentlech méi Efforte gemaach ginn. Do sti mer laut PNOS eréischt ganz am Ufank.

Et ass wéi beim Klimawandel: Wat ee méi fréi handelt an de Risiko minimiséiert, wat et och ekonomesch méi bëlleg gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, momentan sinn d'Rettungsdéngschter allgemeng un hire Limitten ukomm, och duerch d'Pandemie. Fir am Beräich vum First Responder besser opgestallt ze sinn, musse méi Professioneller rekrutéiert ginn, ouni déi Benevoll ze vernoléissegen. Et gëllt, een Equiliber ze fannen tëschent Effikassitéit, Schnellegkeet, Beruffspompjeeën a fräiwëllege Pompjeeën. En Challenge ass, datt et net zu enger Zwouklassegesellschaft kënnt, mat enger wuessender Kluft tëscht de Beruffspompjeeën an de Benevollen. Hei muss organisatoresch am CGDIS selwer immens drop opgepasst ginn an et musse geziilt Efforte gemaach ginn. Well et kënnt net just op d'Unzuel vu Personal an op hir Formatioun un, mee virun allem och op d'Motivatioun, d'Aarbechtsklima an eng optimal a respektvoll Zesummenaarbecht tëscht Professionellen a Benevollen.

Fir eis Gréng ass dat och een zentrale Punkt, wann et heescht, net just a Bëton an a Material ze investéieren, mee prioritär a Mënschen. Et geet ëm Zesummenhalt. Här President, eng Verbesserung vum Délai d'arrivé, fir op d'Interventiounsplaz ze kommen, nei Infrastrukturen, neit Material, dat néidegt Personal an d'Upassung un d'Entwécklung vu Lëtzebuerg brénge forcement méi Käschte mat sech. Käschten, déi, wéi et am Gesetz virgesinn ass, zu gläichen Deeler vum Staat an de Gemenge musse geschëllert ginn.

De Syvicol ass mat den Ziler, déi definéiert sinn, averstanen, kann awer net richteg novollzéien, firwat esou vill Professioneller an administrativt Personal muss rekrutéiert ginn an huet deemno och e Problem mat de finanzielle Konsequenzen. déi gréng begréissen duerfir, datt d'Inneministesch dem Syvicol e klärend Gespréich ugebueden huet. Mir begréissen och, datt d'Gemengen an hirem Avis zum PNOS gefrot gi sinn, fir nach Punkten afléissen ze loossen. Si sinn ee wichtege Partner fir ee gutt fonctionéierende Rettungsdéngscht. Net nëmmen, well si e matfinanzéieren, mee well si och Benevoller astellen, fir se flexibel fräizestellen a well si oft een direkten Uspriechpartner op der Plaz sinn.

Grondsätzlech sinn déi gréng mam PNOS averstanen. Wann awer nach pertinent Punkten an den Avisen optauchen, sollen déi natierlech och nach dran afléissen. Merci fir d'Nolauschteren. Besonnesch awer och un all déi, déi an de Rettungsdéngschter aktiv sinn am Déngscht vun der Allgemengheet: Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Hansen. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken ee Merci der CSV an dem Här Lies fir dës Aktualitéitsstonn. D'ADR ënnerstëtzt d'Zilsetzunge vum CGDIS ganz normal, awer och vum PNOS, dat ass am Fong geholl de Plan national d'organisation des secours, am Hibléck ganz speziell op d'Reaktiounszäit - wat ee wichtege Facteur ass an deem Ganzen - vun de Rettungsdéngschter, déi op 15 Minutte fir all Asaz reduzéiert soll ginn, wat am ländleche Raum eng Erausfuerderung ass, an an déi wäert nach plazeweis zousätzlech mussen investéiert ginn. Hei geet et dacks ëm Liewen an Doud an duerfir ass eng Opstockung vun de finanzielle Mëttele fir de CGDIS sënnvoll an och noutwendeg. Ech mengen, mir mussen dat jo alles garantéieren an der haiteger Zäit, mir musse mat der Zäit goen.

Allerdéngs ass ofgemaach, datt dës zousätzlech Käschten zu gläichen Deeler vum Staat a vun de Gemenge solle gedroe ginn. Et muss ee sech d'Fro stellen: Soll d'Finanzéierung net vum Staat ausgoen amplaz vun de Gemengen, oder wéinstens eng aner Opschlësselung tëschent Staat a Gemengen? Eng ronn 30 Gemenge koume jo bei der Neiopdeelung vun de Gemengefinanze viru Jore schlechter ewech wéi virdrun. De Gemengen hire Spillraum gëtt ëmmer méi kleng, och duerch nei oder aner Obligatiounen, déi vum Staat aus ëmmer un d'Gemengen erugedroe ginn. Mir kréie jo elo bei de Kläranlage manner Subsid, mussen um Logement elo emol dat eent oder dat anert investéieren. An där Beräicher ginn et eng ganz Rëtsch an de Gemengen, wou mer ëmmer vum Staat gesot kréien, hei misste mer investéieren an do. De finanzielle Spillraum fir d'Gemengepappe gëtt ëmmer méi kleng. An ech mengen, dat hei ass jo och eng national Responsabilitéit. Och doriwwer sollt een emol nodenken.

An erlaabt mer nach e puer zousätzlech Iwwerleeungen. D'Rekrutéierung vun zousätzlechem haaptberuffleche Personal souwuel an den Aussendéngschter wéi och an der Verwaltung oder der Technik ass noutwendeg. Mee sollt dës personell Opstockung net koordinéiert gi mat zum Beispill der Arméi, der Police oder aneren Déngschter, déi och aktiv sinn hei an deem Beräich?

Et ginn an de kommende Jore méi Professioneller gebraucht bei deene ronn 4.000 Benevollen, déi mer elo ewell hunn, fir datt de CGDIS seng Flichten erfëlle kann. Et ass wichteg, bei der Rekrutéierung vun all deene Leit net op d'Sproochenexigenz ze verzichten. Wien hei am Land am Zivillschutz hëllefe wëllt, sollt Lëtzebuergesch schwätzen. Och natierlech déi aner zwou Sproochen. Wat bis elo ëmmer esou war. A mir leeën och Wäert drop, datt dëst esou soll bleiwen, well grad an dësem Beräich ass et wichteg, datt ee sech op deen anere verloosse kann. An do spillt d'Sprooch leider Gottes nun emol eng essenziell Roll. An ech mengen, ech war jo och eng Rei Joren aktiv an deem Beräich, wéi ech nach net an der Pensioun war, an duerfir weess ech aus Erfarung, datt een do muss immens gutt zesummeschaffen.

An eng lescht Bemierkung, Suerg oder Iwwerleeung wëll ech Iech mat op de Wee ginn: Aus eegener Erfarung, an zwar an anere Beräicher, weess ech, datt ee muss oppassen, datt een net ze vill Friktioune kritt tëschent Beruffspersonal a Benevollen. Dat ass ee Volet, deen een net däerf vernoléissegen. Domadder fält a steet de CGDIS an dee Service, dee mer fir all eis Bierger bluttnoutwendeg brauchen, an dat ass ee Punkt, deen ech Iech wëll mat op de Wee ginn.

An da wëll ech zum Schluss allen Acteuren aus dem CGDIS Merci soe fir hiren Asaz. 24 Stonnen op 24, siwen Deeg op siwen Deeg an 365 Deeg am Joer sti si fir all eis Bierger zur Verfügung. An duerfir, mengen ech, misste mer hinnen en häerzleche Merci soen. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. 2018 ass effektiv hei an der Chamber mat enger Unanimitéit d'Gesetz ugeholl ginn iwwert de CGDIS, deen och domadder geschafe ginn ass. An deem virausgaange si ganz Legislaturperiode vun Inneministeren, déi sech zwar alleguer zum Virsaz geholl haten, dës Reform unzegoen, mee wou entweeder d'Zäit nach net räif war respektiv d'Widderstänn um Terrain zu deem Moment och nach immens grouss waren.

Ech ka mech drun erënneren, datt éischt Reflexiounen och vun engem Inneminister Michel Wolter an déi Richtung geféiert hunn, awer dee Moment wéi gesot d'Zäit eventuell nach net räif war oder d'Widderstänn ze grouss.

20 Joer méi spéit war et dunn awer esou, datt d'Situatioun sech zu Lëtzebuerg komplett geännert hat an de Réckgang vun de Fräiwëllegen an de Services de secours esou grouss ginn ass, datt a verschiddene Situatiounen ee sech hätt kënne virstellen, datt ouni Reform an ouni Professionaliséierung et hätt kënne kommen, datt déi Service-de-secoursen net méi esou funktionéiert hätten, wéi dat fir ee Land awer néideg gewiescht wier.

Also, mat deem Constat vum Réckgang vun de Fräiwëllegen ass och de Besoin u Professionaliséierung gewuess. A mer wëssen och haut, datt d'Erausfuerderungen, virun deenen d'Service-de-secourse stinn, amgaang sinn, permanent ze wuessen, duerch natierlech engersäits eisen demografesche Wuesstum, anerersäits awer och nei Phenomeener, déi duerch de Klimawandel provozéiert ginn, wéi zum Beispill Bëschbränn oder Tornadoen, mat deene mer et hei ze dinn haten. An awer natierlech och Phenomeener, déi méi staark gi sinn an der Lescht, wéi industriell Verschmotzung, Waasserverschmotzung, wéi mer se och an deene leschten Deeg a virun allem Méint a Joren hu musse feststellen.

Duerfir elo, zwee an en halleft Joer méi spéit, d'Presentatioun vum Plan national d'organisation des secours. A wann een Ziler erreeche wëllt - an dat ass, mengen ech, eppes ganz Positives -, ass dat éischt, wat ee maache soll, sech Ziler ze setzen. An dat mécht dëse Plan national d'organisation des secours mat dem Häerzstéck, der Ambitioun, fir a manner wéi 15 Minutten um Asazuert ze sinn, an dat an 90 bis 95 % vun de Fäll.

Och dat ass net komplett nei. Och déi Iddie si scho virun zéng Joer entwéckelt ginn. Mee wann ee se wierklech als Zil, als eppes definéiere wëllt, wat een erreeche wëllt, da muss ee sech och déi Moyenen dofir ginn. Ech mengen, datt dee Plang dat hei mécht. An déi Moyenen, dat bedeit natierlech och méi Käschten.

An duerfir ass an de leschte Wochen eng Poleemik entstane ronderëm de Finanzement vun deene Méikäschten. An déi verschidden Acteuren ..., dat ass op jidde Fall dat, wat ech matkritt hunn, do huet keen d'Ziler a Fro gestallt, mee d'Aart a Weis, wéi een zu deem Zil kënnt. An et waren do besonnesch d'Gemengen, also de Syvicol, deen intervenéiert ass an deen déi Hausse vu Käschten awer a Fro gestallt huet an dat a Relatioun gesat huet mat manner Recetten, déi se hunn duerch coronabedéngten Ausfäll.

An ech mengen, da sollt een eng Diskussioun, eng generell Diskussioun, iwwert d'Gemengefinanze féieren amplaz dee Modell vu Finanzement, deen 2018 entwéckelt ginn ass, a Fro ze stellen. Dat ass op jidde Fall eis Haltung.

A mir mengen duerchaus, datt eng Diskussioun iwwert d'Aufgabe vun de Gemenge batter noutwendeg ass, datt déi Diskussiounen och musse geféiert ginn an datt domadder och d'Diskussioun soll ronderëm d'Finanze gemaach ginn.

Dat, wat hei envisagéiert gëtt, déi Investissementer, dat si virun allem Investissementer a Mënschen. Déi Professionaliséierung bedeit nämlech genau dat: a Mënschen ze investéieren! An d'Professionaliséierung muss natierlech de pair goe mat der weiderer Ënnerstëtzung vun de Fräiwëllegen, déi esou eng zentral Roll an eisem System spillen, datt ouni si dee ganze System ganz einfach kollabéiere géif. Duerfir brauche se eng Unerkennung, sief dat elo finanzieller Natur oder, wéi anerer suggeréieren, éischter gesellschaftlecher Natur.

An ech fannen och déi Efforten, déi gemaach gi sinn an der Vergaangenheet beim Rekrutement, duerchaus luewenswäert, dat heescht, datt och versicht ginn ass, nei Profiller vu Fräiwëllegen ze erreechen, Jonker, awer och Fraen an Netlëtzebuerger. Déi, mengen ech, ganz wichteg sinn, déi virun allem och eis Gesellschaft representéieren. A bei de Fräiwëllegen, beim Phenomeen vun de Fräiwëllegen, geet et jo virun allem och drëm, datt mer eng Gesellschaft sinn, déi sech selwer solidaresch hëlleft, accompagnéiert vun enger professioneller Ënnerstëtzung.

An ee leschte Gedanke vläicht, deen net direkt mam PNOS ze dinn huet, awer dorunner ugeleent ass: Nämlech dee Gedanken, datt an enger Gesellschaft, wou mir eis alleguer selwer hëllefe mussen a sollen, do fannen ech et nach ëmmer onméiglech, datt een zu Lëtzebuerg de Schoulsystem verléisst, ouni eng obligatoresch Éischt-Hëllef-Ausbildung gemaach ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Marc Lies fir déi wichteg Aktualitéitsstonn. Awer och merci alleguer de Leit, déi sech fir de CGDIS all Dag engagéieren. A wéi mer et vun all de Kolleege wëssen, déi am CGDIS aktiv sinn: Et geet vill Zäit drop, et geet vill Energie drop - dofir e grousse Merci.

D'CSV huet virdrun an hirer Ried ugeschwat, dass et eng interessant Iddi ass - wou mir als Piraten bis elo nach net esou wäit iwwerluecht haten, mee et awer mat op de Wee wäerten huelen -, dass d'Gemenge musse méi ënnerstëtzt ginn, wa se Fräiwëlleger vun dem CGDIS huelen. Dat ass eng Iddi, eng Pist, op déi ee wierklech sollt weider agoen. An ech géif do nach ergänzen, dass een dat och kéint op aner Firmen ausbauen, dass d'Patronen och verschidden Ënnerstëtzunge kréien, wann ee beim CGDIS aktiv ass a wann deen eeben d'Aarbecht wärend deene Stonne muss verloossen, fir Mënscheliewen ze retten.

Allgemeng ass awer unzemierken an der Reform, an dat kritt een heiansdo um Terrain esou beim Patt herno mat, dass mer mussen oppassen, dass déi Fräiwëlleg sech net verstinn, dass se heiansdo benodeelegt wären oder zweet Wiel. Well et heiansdo esou beim Patt nach erauskënnt, dass do awer e bëssen Diskussiounen entstinn tëschent de Professionellen.

Dofir géife mir Piraten virschloen, dass d'Inneministesch géif en interne Feedback-System op de Wee bréngen. Dat heescht, dass ee kéint eng Kéier am Groussen dee ganze CGDIS ëm seng Meenung froen, dass een do eng Kéier géif higoen an en digitale Feedback-System opbaue fir ze soen: „Wat sinn Är Problemer? Wat ass gutt gelaf?" Well et muss ee jo och soen: Bei deem Patt gëtt een och villes gewuer, wat elo besser leeft zënter der Reform wéi virdrun. Ech wëll elo net hei en negatiivt Bild molen, ganz am Contraire. Et si vill Saachen, déi besser gelaf sinn.

Richteg ass déi Entscheedung, fir op déi 15 Minutten ze kommen. Mir Piraten wäerten och do d'Regierung ënnerstëtzen. De Wee iwwert de Gemengebudget ass vläicht net dee richtegen. Do muss ee ganz kloer soen, dass d'Gemengen am Moment struewelen. Déi eng Gemengen komme besser duerch. Et sinn anerer, déi wëssen net méi, wéi se herno hire Budget sollen opstellen. Do ass et schwiereg, wa se elo herno och nach Méikäschte bei engem CGDIS ...

Woubäi, déi Méikäschten, dat wëlle mer als Piraten ganz kloer soen, déi si richteg! Mir mussen op déi 15 Minutte kommen, an dat iwwerall am Land! Et ass vläicht heiansdo ... Ech kommen aus enger grousser Gemeng. Bei eis ass et scho bal selbstverständlech, op 15 Minutten ze sinn. Mir hunn e ganz performante CGDIS-Zenter. Mee et sinn awer och Kolleegen duerch d'Land, wou dat leider net de Fall ass.

Dofir musse mer, jo, an d'Täsch gräifen an do e bësse Geld aus dem Budget huelen. Mee mir sinn awer do och éischter der Meenung, dass de Staat misst higoen an dat bäileeën, an net zwéngend d'Gemengen, déi jo schonn hir Problemer hunn.

Déi aner Geschicht ass: De CGDIS brauch och nei Leit. Ech weess, mir hunn déi selwecht Diskussioun an der Kommissioun, wann et ëm d'Arméi geet, wann et ëm d'Police geet, wéi iwwerall. De Problem ass: Mir missten eng Kéier higoen a soen: „Kommt, mir schafen eng Karriär, dass mer eis net iwwerall a Konkurrenz stellen zu deenen eenzelne Beruffer vun Arméi, Police, CGDIS, mee dass mer do zesummen eng Kéier eng Karriär schafen. Zesummen op eng Filière higinn, fir dass mer net méi an der Konkurrenz stinn."

Well et ass ëmmer - dat soll elo net béis si géint d'Ministeren -: Eee Minister stellt eng besser Campagne, eng Werbecampagne, Kino, d'Zeitung an alles vir fir säi Ressort. Jo, mee herno geet et awer iwwerall ëm d'Sécherheet vun de Leit. Dat heescht, dass mer do awer eng Kéier als Politik, Dir als Regierung, zesummen op e Wee ginn, dass mer higinn an eng gemeinsam Filière schafen. Well a sech ergänzt et sech jo.

Deen ee ka seng Arméi maachen. Herno kann e bei de CGDIS. E kann dertëscht nach bei d'Police. Dat ergänzt sech alles. Et ass elo net, dass deen een - ech wëll elo kee Supermarché nennen, mee mir wësse jo, an de Supermarchéé fänke se Schüler - dann do steet an zwou Wochen drop steet een aneren do. Do musse mer op een anere Wee goen, wa mer deen nationale Plang wëlle konsequent ëmsetzen.

Ech gesinn, meng Zäit war net nei gestart. Ech hoffen, Här President, ech sinn nach dran.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, dat do ass elo net ganz richteg gewiescht, esou wéi d'Auer gelaf war.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Nee.

(Hilarité)

Et ass awer net schlëmm. Ech wollt just nach zum Schluss ... A mengen Notizen hat ech opgeschriwwen, dass mer d'Regierung wäerten ënnerstëtze bei hire Pläng zum PNOS, wa mer dee klenge Budgetshic do nach e bëssen hikréien. Mee ech sinn do ganz zouversiichtlech, dass d'Inneministesch, déi jo awer och d'Budgete vun de Gemengen exzellent kennt, do wäert mat op de Wee goen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. An och merci un den Deputéierte Marc Lies, dass mer haut kënnen iwwert de PNOS schwätzen, wat jo awer e ganz wichtege Sujet ass.

Bon, de Kader - d'Erausfuerderungen -, deen ass elo scho vu ganz ville Spriecher hei gesat ginn. Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, dass grad d'Covidkris eis elo gewisen huet, wéi wichteg et ass, dass mer eis Gesellschaft eeben, jo, esou gutt wéi méiglech virbereeden, wann dann eng Gefor, eng Kris, e Schock kënnt, deen esou séier wéi méiglech kënnen ze absorbéieren, d'Effete vun deenen negative Konsequenzen, esou kleng wéi méiglech kënnen ze halen, esou séier wéi méiglech kënnen ze verschaffen an eis eeben och fir d'Zukunft besser kënnen opzestellen a virzebereeden.

D'Stéchwuert ass hei d'Resilienz; u sech d'Widderstandsfäegkeet, déi mer hei ustriewen.

Ech gesinn et och elo net nëmmen als eng grouss politesch Prioritéit, dass mer d'Rettungswiesen esou opstellen, dass mer alleguerten déi Erausfuerderungen, déi och eebe scho grad genannt goufen, sief dat och Naturkatastrophen, sief dat och déi demografesch Entwécklung, déi mer hei am Land hunn, wat jo och nei Erausfuerderunge bréngt ... Ech gesinn et eeben net nëmmen als Prioritéit, d'Rettungswiesen esou opzestellen, dass mer dës alleguerte kënne meeschteren, mee ech gesinn et carrement als eis Flicht.

A vergiesse mer och net, firwat de CGDIS kreéiert ginn ass, firwat mer eng Reform am Rettungswiesen haten. Et ass och scho vun enger Rëtsch Spriecher hei ugeschwat ginn, dass et deemools e ganz kloert d'Bekenntnis war, dass een net esou wëllt weiderfueren, wéi et bis deemools war, dass ee gär eng Reform am Rettungswiese wëllt, ass ee sech wëllt verbesseren an dass een eeben deenen Erausfuerderunge wëllt Meeschter ginn. An de CGDIS ass eebe ganz kloer hei ee vun den Haaptacteuren am Beräich vun der Resilienz.

Wat mer och net dierfe vergiessen: De CGDIS kritt elo knapps dräi Joer. Dat ass laang, an och net. Dräi Joer ass et hier, wou e gegrënnt gouf. An en ass nach am Opbau. Ech mengen, dat dierfe mer och net vergiessen. Et ass eng Reform - och dat ass scho gesot ginn -, déi eng Zäit brauch, bis se ganz ëmgesat ass.

De PNOS ass jo elo de Plang fir d'Organisatioun vum Rettungswiesen, dee sech och Ziler gëtt. Dofir hunn ech et ganz interessant fonnt, wéi den Deputéierte Marc Baum et grad gesot huet: „Et ass wichteg, dass ee sech iwwerhaapt emol Ziler gëtt!" Och dat sinn nei Diskussiounen, déi et esou an der Vergaangenheet net gi sinn, déi awer wichteg sinn, wa mer eis, wéi gesot, den Erausfuerderungen hei wëlle stellen a wa mer wëllen de Leit an Nout hëllefen.

Dat grousst Zil, wat mer mam PNOS verfollegen, ass jo, dass innerhalb vu 15 Minutten, ab deem Moment, wou een den 112 kontaktéiert, d'Rettung op d'Plaz ka kommen, fir esou de Leit an der Nout kënne séier an adequat ze hëllefen.

Et ass gesot ginn: „De PNOS ass eng Roadmap." Ech soen ëmmer: „Et ass de Kompass, deen d'Richtung ugëtt, an déi de CGDIS sech soll entwéckelen." Oder aneschters ausgedréckt: De PNOS soll eeben Äntwerten op d'Froe ginn, wat de CGDIS ganz konkreet brauch, fir eeben an den Noutfäll adequat kënnen ze reagéieren, an iwwerall am Land. A wann ech soen „iwwerall am Land", dann heescht dat flächendeckend an allen Ecker, a ganz besonnesch och am ländleche Raum, also a maximum 15 Minutten op der Plaz kënnen ze intervenéieren.

Fir dat ze erreechen, brauch een natierlech Mëttelen. Mir brauchen engersäits Personal. Mir brauchen d'Leit. Mir brauchen d'Infrastrukturen, wou mer dann och d'Leit drasetzen. An natierlech brauche mer och déi finanziell Moyenen. Ouni Sue geet et net.

Ech si mer och ganz bewosst, dass ech elo zu engem Zäitpunkt kommen, dee bei de Gemengen natierlech Froen opwerft, well jo och den Impakt vun der Kris op d'Gemengefinanze scho sichtbar ass. Dat ass richteg. Ech verstinn och, wann et zu Méikäschte kënnt, dass ee sech doriwwer Froe stellt an doriwwer diskutéiert. Dofir hunn ech duerchaus scho Verständnis.

Ech wëll awer nach eng Kéier ganz kloer betounen, respektiv ass et jo och scho vun anere gesot ginn, dass mer hei awer eng Diskussioun féieren, wou et elo net ëm en „Nice-to-have" geet. Nach eng Kéier: Mir schwätzen hei iwwert d'Rettungswiesen! Mir schwätzen hei driwwer, wéi eng Moyene mer eis wëlle ginn, fir eeben d'Leit, déi an Nout sinn, wou wierklech all Minutt spillt! Jo, et sinn och Situatiounen, wou et heiansdo ëm Liewen an Doud geet. Ech mengen, déi Diskussioun dierfe mer net nëmmen eleng aus der Siicht vun de Finanze féieren.

An nach eng Kéier: De CGDIS ass am Opbau a brauch elo nach eng Rëtsch Investissementer. Et ass wichteg, dass mer déi elo maachen, dass mer dat net verschleefen, mee dass mer elo an deen Opbau weiderhin investéieren!

Am PNOS hu mer ausgerechent, dass de Budget elo fir all Joer ëm ongeféier 8 % wäert klammen. Fir d'Zil vun där Interventiounszäit vun deene 15 Minutte maximum kënnen ze erreechen, awer och - ee ganz wichtege Punkt respektiv eng wichteg Missioun -, fir kënnen an der Preventioun nach méi aktiv ze ginn.

Ech mengen, och dat ass ee Punkt, deen d'Gemenge ganz gären héieren, well et och hei an der Vergaangenheet emol zu gewëssene Schwieregkeete komm ass, respektiv et ass oft vun de Gemenge bemängelt ginn, dass et do net séier genuch geet. A grad hei ass et wichteg, och weider Investissementer ze maachen, eebe fir dass d'Avisen zu de Bauprojeten, déi gefrot ginn, dann och matzäite kommen. Dofir ass et och wichteg, hei nach weider Expertisen am CGDIS opzebauen, fir eeben och an dee ganze Beräich an der Brandpreventioun, déi jo och de Gemenge wichteg ass, hei kënne weider ze investéieren.

Mir mussen eis mat där Dynamik, wou mer hei am Land amgaange sinn, eis weider ze developpéieren, amgaange sinn ze wuessen, wéi gesot, deenen Erausfuerderunge stellen, fir eeben an engem Noutfall séier an esou gutt wéi méiglech kënnen ze hëllefen.

Wat elo konkreet de Verdeelungsschlëssel betrëfft ... Et ass jo elo d'Fro u mech gestallt ginn, ob ech bereet wär, do och eppes drun ze änneren. Ech soe ganz kloer: Nee! Ech hunn net wëlles, de Verdeelungsschlëssel, deen am Gesetz festgehale ginn ass, elo ëmänneren ze goen. Well un deem grousse Prinzip, dass de Staat an d'Gemenge sech een Deel vum Budget deelen, halen ech weiderhi fest.

Et ass och net esou, dass alles fifty-fifty gedeelt gëtt. Et ass jo och dono: De Beräich vun de SAMUen, Flughafen an och déi international Missiounen, déi gi reng vum Staat gedroen. D'Kontributioune vun de Gemenge maachen am Endeffekt ee Véierel vum Gesamtbudget aus.

De Bedeelegungsschlëssel, also wat d'Gemengen elo ganz genau contribuéieren, gëtt jo zur Hallschent gerechent, zur Hallschent un der Unzuel vun den Awunnerinnen an Awunner an zu där anerer Hallschent eeben un de Recettes non affectées, déi d'Gemenge vum Staat kréien.

Och hei ass dee Solidaritéitsprinzip verankert. Dat dierfe mer net vergiessen. Et war och deemools bei der Reform ganz wichteg, dass een eeben derfir suergt, dass déi Gemengen, déi finanziell besser opgestallt ginn, am Endeffekt och méi heizou contribuéieren.

Et war och deemools e Wonsch vum Syvicol, eng Aart Brems anzesetzen, dass eeben d'Ausgabe vum CGDIS ab 2023 pro Joer net méi héich klammen dierfe wéi d'Recetten, déi d'Gemengen all Joer vum Staat kréien. Dat heescht, och hei ass virgesuergt ginn, dass eeben d'Gemengen net herno an eng Situatioun kommen, wou et méi brenzeleg gëtt.

Dovunner ofgesinn huet och de CGDIS awer am Kader elo vun der Covidkris e bëssen agespuert. Ech hat dat nach eng Kéier nogekuckt: Dat sinn ongeféier 4 %. Dat heescht, dat si 5 %, déi de CGDIS och elo an dësen Zäiten agespuert huet. Dat dann nach d'Äntwert op déi Fro, ob de CGDIS géif hei Spuermesuren huelen.

Dann de Punkt vum Personal; wéi ech scho gesot hunn, och ee vun deene Moyenen, déi mer brauchen, fir déi Ziler hei vum PNOS ëmzesetzen.

De Plang gesäit vir um Horizont 2025, dass fir all Joer weider 50 Beruffspompjeeën am Cadre de base agestallt solle ginn an aacht Offizéier am Cadre supérieur.

Hei nach d'Fro vun de Karriären, déi gestallt gouf. Ben, och do hunn ech elo net wëlles, Adaptatiounen ze maachen. Vläicht fir just nëmmen drop hinzeweisen, wéi awer och hei de System opgebaut ass: De Cadre moyen gëtt integral iwwert d'Changements de carrière aus dem Cadre de base gefëllt. Dat heescht, e gëtt intern mat de Leit gefëllt. Et ginn elo net B1 nei ausgeschriwwen, mee déi ginn intern rekrutéiert.

Dann hunn ech mer kierzlech missen unhéieren, de CGDIS géif sech zu engem Waasserkapp entwéckelen. Och hei wëll ech dat ganz kloer ofwénken a soen, dass dat absolutt falsch ass, well och hei ass eng Brems virgesinn.

Et ass och vläicht interessant, hei d'Chifferen ze nennen. Et ass virgesinn, dass et beim Rekrutement am Cadre supérieur 8 % sinn, am Cadre moyen 12 %, an am Cadre de base 80 %. Ech mengen, ech kenne keng aner Administratioun hei am Land, déi sech esou eng Reegel ginn huet; eebe justement fir dorobber opzepassen, dass e gewëssenen Equiliber do ass an dass mer och do d'Entwécklunge weider am A behalen.

Wat elo geziilt d'Rekrutéierung betrëfft, do ass de CGDIS amgaangen, eng national Rekrutéierungsstrategie ... Also, en huet eng Strategie opgebaut an elo wëllt en nach eng Campagne lancéieren. D'Zil muss sinn, natierlech ganz vill Leit fir dëse Beruff ze begeeschteren, ganz besonnesch och Fraen. Klammer op: De CGDIS wäert elo mam „Mega" (ndlr: Ministère de l'Égalité des chances) eng Konventioun ënnerschreiwen, fir eng Action positive ze maachen, fir eeben och méi divers ze ginn. Klammer zou.

A ganz wichteg - dat ass och virdrun ugeschwat ginn -, dass mer och kucken, Leit, déi net d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, an där sinn der eng Rëtsch, déi sech och mellen, déi wierklech motivéiert sinn, sech och beim CGDIS ze engagéieren, dass mer déi dee Moment och an de Beruff erakréien.

Hei vläicht nach e leschte Chiffer, deen ech wëll nennen, deen awer och ganz weesentlech ass, wa mer iwwert d'Personal schwätzen: Am PNOS steet, dass 80 % vum POJ, dem Potentiel opérationnel journalier, an de grousse Kaserne mat Volontairë besat gëtt, an da logescherweis dann déi 20 %, déi iwwregbleiwen, mat Haaptamtlechen.

Och hei gesäit ee ganz kloer d'Bekenntnis zu de Fräiwëllegen am CGDIS. Och déi, wa mer iwwert d'Finanzen erëm schwätzen, hunn et verdéngt, en adequate Kader virzefannen, Material, wat se brauchen, Formatiounen. Ech mengen, och dat si wichteg Investissementer, déi mer net dierfe vergiessen, och fir eis Fräiwëlleg.

Fräiwëlleg, mengen ech, ass ee gutt Stéchwuert, fir dann och op déi nächst Fro nach anzegoen, déi gestallt gouf: Wat nach weider fir d'Volontariat gemaach gëtt.

Ben, als Éischt wëll ech soen, dass ech ganz frou sinn, hei ze héieren, queesch duerch d'politesch Parteien, duerch d'Fraktiounen, dass jiddereen d'Volontariat esou héichhält. Ech mengen, ech schwätzen do fir eis alleguerten, dass mer wierklech verdammt frou kënnen driwwer sinn, dass esou vill Fraen a Männer sech all Dag an den Déngscht vun hire Matbiergerinnen a Matbierger setzen.

Dat soll och weiderhin d'Zukunft sinn. D'Rettungswiese soll och weiderhin op déi Fräiwëlleg kënnen zielen, déi sech eeben an den Asaz ginn, déi och net ëmmer eng einfach Aufgab hunn, natierlech och elo an der sanitärer Pandemie. Och doriwwer eraus si se oft mat Situatioune konfrontéiert, ronderëm d'Auer, déi net evident sinn.

Ech mengen, och hei solle mer stolz, wéi gesot, op dëst Engagement sinn a sollen och alles drusetzen, dass mer déi Fräiwëlleg, wéi een esou schéi seet, weiderhi bei der Staang halen an hinnen och ee Kader ginn, dass si hiert Engagement esou kënnen ausféieren.

Do huet jo och d'Gesetz eng ganz Rëtsch vu Mesurë virgesinn, fir hei d'Volontariat nach weider kënnen ze ënnerstëtzen. Ech zielen hei zum Beispill op déi zousätzlech Deeg fir de Congé spécial, fir kënne Formatiounen ze maachen, awer och d'Allocation de reconnaissance fir laangjäreg Memberen oder en Deelremboursement bei den Zousazversécherungen, bei der Maladie a bei der Pensioun. Wéi gesot, grondsätzlech geet et drëm, dass déi Fräiwëlleg eebe Konditioune virfannen, dass si kënnen am beschte Kader hiert Engagement esou ausüben.

Zu der Fro vum Remboursement, wann eng Gemeng elo Fräiwëlleger dee Moment fräistellt: Et ass esou, dass d'Gemengen haut effektiv näischt remboursséiert kréien. Mee ech denken, dass een duerchaus doriwwer kann nodenken, dass een och hei eng Reegelung fënnt. Dass dee Moment, wéi eeben och bei de Privatbetriber, och d'Gemenge kéinte vläicht esou e Congé „sapeurs" remboursséiert kréien. Op alle Fall, wann dat de Wonsch vun de Gemengen ass, sinn ech bereet, doriwwer ze diskutéieren. Da wäerte mer och hei sécherlech eng Eenegkeet fannen.

SAMU Lëtzebuerg 2: Dat war jo och elo nach ee grousse Punkt, deen den Här Lies opgeworf huet, a wou e mech och invitéiert huet, dass ech d'Decisioun soll iwwerdenken, fir de SAMU zu Hesper - bon, Dir hutt et scho richteg op de Punkt bruecht -, dee ganz gutt fonctionéiert, dass deen net soll an de CNIS integréiert ginn.

Et ass keng politesch Decisioun - dat wëll ech direkt soen -, déi hei hannendru stécht. Et ass esou, dass de SAMU Lëtzebuerg 2 an de CNIS soll integréiert ginn, wou jo och d'Ambulanze vum CIS Lëtzebuerg dorënner sollen ënnerbruecht ginn, d'Stocken, d'Apdikte vum CGDIS, dann déi verschidden Direktiounen, an och den 112, déi fir déi operativ a logistesch Ofleef zoustänneg sinn.

Hei gëtt eebe séchergestallt, dass de SAMU Lëtzebuerg 2 an dee gudden Oflaf hei matagebonne gëtt an eeben och d'Weeër tëschent deenen eenzelnen Acteure méi kuerz wäerte ginn. Dofir deelen ech och net déi Aschätzung. Mir sinn elo keng faktuell Argumenter bekannt, dass de CNIS elo e manner gudde Standuert wär, au contraire. Och dat ass alles gekuckt ginn. Och dee läit geografesch gutt, soudass ech net denken, dass hei elo e Problem mat den Ausréckzäite wäert kommen. Virun allem deelen ech net Är Aschätzung, dass mer elo manner gutt Ausréckzäiten hei géife kréien.

Dovun ofgesi wäert och dee Beräich weiderhin natierlech iwwerwaacht ginn, esou wéi permanent d'Prozesser am Rettungswiesen iwwerwaacht ginn, fir ëmmer erëm ze kucken, wou een och kann emol spontan a séier reagéieren.

Dofir och zu där Fro mat den Donnéeën a mat de Kaarten: Also, et ass net, dass de PNOS elo an de Schaf gestallt gëtt an dass mer net méi do wäerten driwwer kucken. Au contraire, déi Kaarte sollen och reegelméisseg à jour gehale ginn, fir och ëmmer esou kënnen eng Evaluatioun ze maachen.

Mee déi grouss Evaluatioun ass souwisou virgesinn, well de PNOS ass jo op fënnef Joer ausgeriicht. Soudass mer souwisou mussen herno de Bilan zéien an nach weider eeben Adaptatioune ... respektiv kucken, ob Adaptatiounen ze maache sinn.

Dem Syvicol hunn ech elo ugebueden, dass mer eis nach eng Kéier zesummen un den Dësch kënne setzen, zesumme mam CGDIS, a mer dann all hir Froe kënne beäntwerten. Ech wëll awer och soen, dass ech dat ni ausgeschloss hunn, ganz am Géigendeel. D'Gemengen hunn eng Circulaire kritt, wéi mer an de Consultatiounsprozess gaange sinn a wou och ganz kloer ee Kontakt affichéiert ass, wou mer gesot hunn: Wann d'Gemenge Froen zum PNOS hunn - well et ass jo keen einfacht Dokument, do stelle sech jo och Froen -, wann eeben do nach weider Informatioune feelen, kënne si sech zu all Moment eeben un där Kontaktstell bei mir am Interieur mellen. Meng Leit sinn do, fir mat hinnen doriwwer ze diskutéieren. Mee selbstverständlech komme mer elo nach zesummen, esou wéi och de Syvicol dat vu mir gewinnt ass. Wa Klärungsbedarf ass, da fanne mer schonn de Wee zesummen.

Am Resümmee just vläicht nach eng Kéier ganz kuerz déi wichtegst Argumenter, déi et awer elo hei an der Diskussioun gëtt, respektiv déi wichtegst Argumenter, fir am PNOS ervirzesträichen: éischtens, d'Zil bis 2025, egal wou am Land bannent 15 Minutten Hëllef kënnen ze kréien, wann een an engem Noutfall ass; zweetens musse mer eis dofir d'Moyene ginn - ech hunn et gesot -: Personal, also Persounenopstockung, d'Infrastrukturen an natierlech och d'Suen, fir kënnen dëst Zil esou ze erreechen.

A wa mer iwwert d'Sue schwätzen, da bedeit dat net, wa mer elo eng Méiausgab maachen, dass mer bei deem wëlle stoebleiwen, wou mer haut sinn. Nee, am Géigendeel. Mir wëllen eis verbesseren. Mir wëlle gären d'Rettungswiesen esou opstellen, dass mer flächendeckend séier kënne reagéieren, wéi gesot, mam Zil vu 15 Minutten.

Ech mengen, dat muss et eis einfach wäert sinn. Et ass déi Geschicht, wéi ëmmer, mat de politesche Prioritéiten, wou ee wëllt investéieren. Ech mengen, mir sinn et de Leit dobausse schëlleg, dass mer d'Rettungswiesen esou opsetzen, dass se sech kënnen drop verloossen, wa se an Nout sinn, dass d'Ambulanz dann net allze laang brauch, mee egal, wou d'Leit wunnen, wou se schaffen, dass se dee Moment an Nout gehollef kréien.

Dofir sinn ech frou, dass ech awer och hei héieren, dass awer eng grouss Majoritéit de PNOS wäert ënnerstëtzen.

Da wäerte mer och elo nach d'Avise vun de Gemenge sammelen. Dat ass dann elo nach d'Äntwert op déi lescht Fro, déi komm ass: Wéi geet et weider? Mir sammelen elo déi Avise vun de Gemengen a wäerten dann nach eng Kéier iwwert de PNOS goen. Da wäert ech dëse mat an de Regierungsrot huelen. Mäin Timing ass, dat virum Summer ze maachen. Da kann deen neie PNOS a Kraaft trieden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. An direkt da Parole après ministre fir d'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Merci, Här President, ech dinn elo d'Kap un als Presidentin vum CGDIS, well mir Gemenge si jo eeben och wierklech e wichtege Partner am Kader vum CGDIS. Ech hunn eeben elo déi Éier, ons Gemengen an dem CGDIS ze vertrieden.

Ech wéilt der Madamm Minister wierklech Merci soe fir dat, wat se elo just hei gesot huet, all déi Prezisiounen. Dat ass wichteg, well mir haten och am Kader vum CGDIS mat de Gemengevertrieder Diskussiounen iwwer eeben eng Rei Punkten.

Ech wéilt just hei, an dofir hunn ech och d'Wuert ergraff, ganz kloer soen, datt och an dem Avis vum Syvicol d'Gemengen, déi och do eeben zesummeschaffen, a kengem Moment - a kengem Moment! - dat Zil, dat mer eis effektiv 2018 gesat hunn, datt a 15 Minutten iwwerall, egal wou am Land ..., dat sollt a Fro gestallt sinn.

Et sinn e puer Froen opkomm: Wou komme mer un déi Leit? Gëtt et der genuch? Mee dat kënne mer jo an där Diskussioun, déi Dir eis ugebueden hutt, um Niveau vum Syvicol gäre maachen. Mee ech géif lech soen, an dat wollt ech just derbäi soen: Et wier gutt, wann an där Reunioun och d'Gemengevertrieder am CGDIS derbäi wieren. Well do, mengen ech, wier et wichteg, datt een op dat, wat Der elo hei gesot hutt, kann an engem méi klenge Krees a méi däitlech nach eng Kéier agoen.

Iech e grousse Merci. Mir hunn elo schonn an deene Joren, an dat kann ech och soen, e grousse Wee no vir gemaach, vill positiv Schrëtt no vir. A mir wäerten dat och zesummen nach weider maachen.

Merci a bis geschwënn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Polfer. An da Parole après ministre fir den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll och der Madamm Minister Merci soe fir hir Erklärungen.

Ech mengen, ech wëll nach eng Kéier drop zréckkommen, datt dës Heure d'actualité haut de Muere ganz kloer drëm gaangen ass ... Ech mengen, och d'CSV steet honnertprozenteg hannert der Reform vun eeben de Rettungsdéngschter. An datt d'Mise en place vum CGDIS ganz sécherlech eng wichteg Saach war, déi zanter 2018 - also Juli 2018 - funktionéiert.

Wéi gesot, dës Heure d'actualité sollt konstruktiv sinn an dee Moment och Piste mat op de Wee ginn. Wéi gesot, et si verschidde Saachen, wou d'Madamm Minister favorabel drop reagéiert huet respektiv an Aussiicht gestallt huet, fir dat eent oder dat anert kënnen unzepassen. Ech hunn awer nach e puer Froen dozou.

Ben, ech mengen, an deene leschten Deeg war et vill iwwert d'Repartitioun vun de Fraise gaangen. Duerfir eng Fro un d'Madamm Minister: Sollt sech awer elo erausstellen, datt d'Repartitioun vun de Fraisen net 50/50 wär, wär d'Madamm Minister da bereet déi Repartitioun, sollt dat deem net entspriechen, dat dann och esou auszegläichen, wéi et da sollt sinn? 50 % Staat a 50 % Gemengen. Wann een do eng Kéier géif all déi eenzel Komponenten iwwert déi lescht Joren zesummerechnen. Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro, wat d'Beschafung vun neiem Material ugeet elo a Krisenzäiten. Ech mengen, et ass wichteg, datt d'Rettungsdéngschter dat beschtméiglecht Material à disposition hunn. Ob do effektiv elo am Kader vum leschte Joer Aspuerungen um Material gemaach gi sinn, jo oder nee - ech mengen, dat wär eng wichteg Äntwert, déi mer awer och dorop gären hätten.

Wat mech natierlech besonnesch enttäuscht, dat ass de Standuert vum SAMU Lëtzebuerg 2. Ech hunn developpéiert gehat, datt eeben de SAMU Lëtzebuerg 2 bei Wäitem déi beschten Asazzäiten huet. Och dat ganzt Team ronderëm den Dokter Rabi huet sech derfir ausgeschwat, fir op deem Standuert kënnen ze bleiwen, vu datt ronn 40 % vun hiren Asätz awer och an den Osten an an de Süde vum Land ginn an dat natierlech geografesch a strateegesch vusäite vun Hesper aus ganz séier do kann erreecht ginn.

Ech hunn et virdrun ugeschwat: De CNIS, ganz sécherlech, mengen ech, ee flotte Standuert fir alleguerten d'Rettungsdéngschter an deenen nächste Joren, wann en a Betrib geet, mee beim CNIS wäerten - ech mengen, dat wëssen och d'Vertrieder vun der Stad Lëtzebuerg - an deenen nächste Joren do extreem Infrastrukturchantiere ronderëm sinn. Ech hunn do effektiv, éierlech gesot, e bëssen Angscht, datt doduerch eeben d'Asazzäite kéinten hypothekéiert ginn.

Duerfir wéilt ech dat nach eng Kéier kloer en évidence setzen, mat deenen Infrastrukturaarbechten, déi an deenen nächste Jore ronderëm sinn, ob dat elo de Rond-point Gluck ass respektiv all déi Stroosse ronderëm, mat engem Échangeur de Hesperange, deen och eng Kéier wäert nach gebaut ginn. Dat gëtt ganz kriddelech an deenen nächste Joren. Duerfir dat nach eng Kéier als Remark gemaach.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Lies. Da Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, och ech wollt der Madamm Minister Merci soe fir déi interessant Ausféierungen, déi si gemaach huet. Ech hunn eng ganz prezis Fro u se: Si seet, d'Contribution vun de Gemenge géif e Véierel vum Budget ausmaachen, an hiren Expositiounen, déi se elo just gemaach huet. Or, et ass mir net méiglech, fir dat nozevollzéien.

Ech wollt se also froen, ob se eis kéint erklären, wéi se op déi Participatioun vun engem Véirel kënnt. D'autant plus, dass d'Konte vum CGDIS net publizéiert sinn, se op jidde Fall net um Site vum CGDIS erëmzefanne sinn, weeder déi vun 2018 nach déi vun 2019 nach déi vun 2020, wat et engem géif erlaben, fir de Chiffre d'affaire an d'Participatioun vun deenen eenzelnen nozekucken. Dat Eenzegt, wat publizéiert ass, ass de Rapport d'activité. An de Rapport d'activité geet net am Detail op de Bilan an op de Kont an.

Dofir, well ech aner Chifferen am Kapp hunn, wollt ech d'Madamm Ministesch froen, ob se eis wierklech kéint erklären, wéi se drop kënnt, fir ze soen, dass d'Contributioun vun de Gemenge sech op ronn e Véierel vum Budget vum CGDIS géif belafen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter. An da ginn ech d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, ech fänke mat där leschter Fro vum Här Wolter un. Ben, ech mengen, ech weess net, ob de Budget elo um Site ze fannen ass, op alle Fall hunn d'Gemenge jo hir Vertrieder am Verwaltungsrot vum CGDIS. An de Verwaltungsrot ass jo awer dee Gremium, deen de Budget unhëlt. Dat heescht, och do, mengen ech, kann een nofroen, fir dee Moment de Budget ze kréien.

Et ass esou, wann een all d'Recetten dee Moment kuckt vum Budget vum CGDIS, mécht d'Contributioun vun de Gemengen eeben e Véierel aus. Dat waren elo, fir de Budget 2021, 26 Milliounen. A mir schwätzen hei vun engem Gesamtbudget vun 133 Milliounen. Doduerch eeben dëse Chiffer.

Zur Fro vum Deputéierte Marc Lies: Fifty-fifty, ech si mer net ganz sécher, wat Der elo genau gemengt hutt, well déi Fifty-fifty-Opdeelung ass do. Mee och nach eng Kéier hei, et ass net alles, wat an de Budget vum CGDIS fält, fifty-fifty opgedeelt. Do ass et, wéi ech virdru gesot hunn, esou: Den Deel, elo wat de SAMU betrëfft, gëtt integral an och vum Staat bezuelt, wéi och déi international Missiounen. Dat ass eppes, wat eeben net vun de Gemenge contribuéiert gëtt.

Also de Budget vum CGDIS ass net ganz einfach, muss een och soen. Mee wat een net dierf vergiessen, ass, dass virdrun nach eng ganz Rëtsch vu Recetten erakommen, eeben déi direkt Dotatioun nach vum Staat, wéi ech elo grad gesot hunn. Da komme jo nach Recetten iwwert d'Autossteier, iwwert d'TVA, dann d'Prestatiounen, déi Rechnungen, déi de CGDIS dee Moment ausstellt. A genau dës Elementer komposéieren dee Moment de ganze Budget.

Mee nach eng Kéier: Ech gesinn net an, fir elo dee Verdeelungsschlëssel ëmänneren ze goen. Et ass e Prinzip, op dee sech deemools beim Gesetz 2018 gëeenegt ginn ass, mat där Brems, déi dran ass, wéi ech virdru gesot hunn, wou och eng gewësse Garantie da fir d'Gemengen ass, wa se manner Dotatioun kréien, dass dee Moment de Budget vum CGDIS net esou ka wuessen. Dat hunn ech virdrun erkläert.

An insgesamt och, wat d'Gemengefinanze betrëfft, do war ech virdrun net drop agaangen, mee do wäerte mer och an nächster Zukunft nach eng Kéier zesummekommen, well jo nach de Rapport vun der BCL iwwert d'Reform vun de Gemengefinanzen, deen ech elo all Ablack misst kréien ... Et ass souwisou virgesinn, dass mer eng Kéier an der Chamber hei nach eng Ronn zesummen dréien, wou mer da kënnen op déi Analys do agoen. An da wäerte mer eis och nach eng Kéier Zäit huelen, fir iwwert d'Gemengefinanzen ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci un d'Madamm Ministesch. An nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, Här President, ech wollt nach eng Kéier drop zréckkommen, wat d'Madamm Ministesch elo just gesot huet. Wann ech si richteg verstanen hunn, wär et un de Vertrieder vun de Gemengen am CGDIS, fir de Gemengen d'Konten

zoukommen ze loosse vum CGDIS. Ech géif mer also erlaben, der Madamm Polfer als Presidentin vum CGDIS d'Fro ze stellen, ob si deenen 102 Gemengen da géif de Rapport annuel vun de Konte vum CGDIS zoukomme loossen.

Eng Alternativ, wat ech eng besser Solutioun géif fannen, wär, dass ech d'Madamm Polfer géif froen, dass se am CGDIS géif drop awierken, dass d'Konte vun 2018, 2019 an 2020 um Site vum CGDIS géife publizéiert ginn, fir dass jiddwereen, dee se wëllt ofruffen an dee se wëllt liesen, d'Méiglechkeet kritt, fir dat ze maachen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, dass d'Madamm Minister an hirer éischter Ried hei gesot huet, dass d'Contributioun vun de Gemengen ee Véierel vum Budget vum CGDIS wär. Ech hu se du gefrot, wéi dee Véierel, wéi deen zustane géif kommen. A si huet dorobber geäntwert, dass dat 26 Millioune wäre vun 133 Milliounen, déi de CGDIS als Budget hätt. Or, wann ech 26 Milliounen duerch 133 Milliounen deelen, da wär d'Contributioun vun de Gemengen 19,54 %, also net ee Véierel vum CGDIS, mee ...

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Dir hätt sollte Mathematiksprofesser ginn. Do hätt Der méi kënne bewierke wéi hei.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ... mee ee Fënneftel vum CGDIS.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Et ass also eng vun deenen zwou Riede vun der Madamm Minister, déi net klappt. Entweeder et ass ee Véierel oder et ass ee Fënneftel oder et ass eppes aneres. Mee 26 Millioune vun 133 - et ass einfach no Adam Riese - ergëtt net 25 %, mee exakt 19,54 %.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wolter. An da wëll ech d'Madamm Polfer froen, ob si wëllt dorobber äntwerten.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Jo, Här President, ganz gären. Ech kann dem Här Wolter nëmme recommandéieren, den Avis vum Syvicol zum PNOS ze liesen, well do steet alles am Detail, ganz am Detail, wéi mer eeben, fir elo 2021, op déi 106.886.000 kommen an dovu kommen der 26.042.000 vun de Gemengen a genau dat nämmlecht vum Staat. An dat sinn eeben déi 50 % fir de Staat a 50 % fir d'Gemengen. Mee da kommen eeben déi aner Dotatiounen dobäi. An déi Dotatioune sinn, zum Beispill, dat ass déi déckst, d'Reaffektatioun eeben un de CGDIS vun der Hausse vun der TVA zënter 2015. Eleng dat mécht 43.997.000. Ech liesen elo net weider. Mee den Avis vum Syvicol seet dat ganz kloer.

An ech mengen Dir kënnt .. Är Vertrieder - also, ech mengen ons Vertrieder, net Är, mee ons, well mir operéieren do net no Parteien, mir versichen do, den Interêt vun de Gemengen eeben a vun der Allgemengheet ze vertrieden -, déi si jo och do dran. A wann eppes ons ganz um Häerz läit, dann ass et d'Transparenz. An all d'Konten, sief et déi vun deem leschte Joer, deem Joer virdrun, de Budget, an déi kommend, sinn transparent. An ech wäert derfir suergen, Här Wolter, datt Dir déi och vun Äre Kolleegen a vun ons kritt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Polfer. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Inneministesch.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Jo, am Fong geholl wollt ech dozou net méi vill soen. Ech soen dem Här Wolter da Merci, fir dës Explikatiounen an dëse kuerze Briefing an der Mathematik. Mee ech mengen, wa mer eis elo wierklech doriwwer hei sollen d'Käpp zerbriechen ... Ech mengen, mir hu ganz aner Diskussiounen, déi mer solle féieren, anstatt elo doriwwer ze diskutéieren, ob et elo 20 %, 23 % oder 25 % sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch. Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Et geet fir haut duer.

3. Question élargie n° 89 de M. François Benoy au sujet de la stratégie de réponse à un accident nucléaire majeur dans le voisinage du Luxembourg

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien ass déi erweidert Fro Nummer 89 vum Här François Benoy un d'Inneministesch iwwert d'Strategie am Fall vun engem nuklearen Accident an der Noperschaft vu Lëtzebuerg. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, Madamm Inneministesch, de 26. Abrëll 1986, also viru 35 Joer, ass am Atomkraaftwierk Tschernobyl ee Reakter ausser Kontroll geroden an explodéiert. D'Regioun ass ëmmer nach verseucht. A jee no Schätzunge si bis zu 100.000 Leit un de Suitte vun deem Accident gestuerwen.

Den 11. Mäerz 2011, also virun zéng Joer, koum et no engem Tsunami och zu engem Supergau an der Atomzentral zu Fukushima. D'Opraumaarbechte ginn nach op 40 Joer geschat. 160.000 Leit goufen ëmgesidelt an de Kriibsrisiko an der Regioun ass bei de Jonken 30-mol méi héich wéi soss a Japan. Dësen Accident ass am Héichtechnologieland Japan geschitt, wat, genau wéi Frankräich, iwwerzeegt war, dass seng Reakteren déi sécherst vun der Welt wären.

Duerno huet och de Chef vun der franséischer Atomopsiicht, misse fir d'éischt zouginn, dass och a Frankräich e schlëmmen Accident net kéint ausgeschloss ginn, ni kéint ausgeschloss ginn. An Däitschland huet den Atomausstig bis Enn 2022 decidéiert.

Dofir sinn haut, glécklecherweis, manner Atomreaktere ronderëm Lëtzebuerg wéi nach virun zéng Joer. Déi zwee eelste franséisch bei Stroossbuerg goufen endlech ofgeschaaft an déi lescht däitsch Reaktere ginn iwwert déi nächst 20 Méint alleguerten ofgeschaaft.

An och an der Belsch huet déi nei Regierung gesot, hir Atomzentralen zu Tihange an zu Doel wëllen Enn 2025 zouzemaachen. Zu Cattenom an zu Chooz a Frankräich ass dat awer leider net de Fall. A Cattenom läit just 9 km vun onser Grenz ewech. A mir heibanne sëtzen op knapps 23 km vun där Atomzentral.

Zanter kuerzem leeft d'Doku-Fiktioun „An zéro" am Kino an op Arte, wou et ëm d'Verschwanne vu Lëtzebuerg no enger Atomkatastroph zu Cattenom geet. An och wann et eng Fiktioun ass, esou verdäitlecht de Film, wat do direkt virun onser Hausdier steet: eng Anlag, déi am Katastrophefall Lëtzebuerg kéint a senger Existenz bedroen.

An dofir ass et immens wichteg, dass mir ons engersäits als Land konsequent géint Atomkraaft a fir d'Zoumaache vun de Reakteren asetzen an anersäits kucken, soulaang déi Anlage weiderlafen, ons méiglechst gutt op den Eeschtfall preparéieren.

An e wichtege Schrëtt heiranner war dat neit Atomhaftungsgesetz vum leschte Joer, wat et erméiglecht, dass Lëtzebuerger Affer bei Schuedensersazkloen net eidel ausginn. An e weidere Schrëtt war den aktualiséierte Katastropheschutzplang vun Oktober 2014, deen och am nationale Rettungsdéngschtplang PNOS berücksichtegt gëtt, iwwert dee mer elo de Moien och schonn diskutéiert hunn.

An an deem Kontext wëll ech d'Inneministesch froen: Wéi gutt si mir preparéiert am Fall vun engem schlëmmen nuklearen Accident? Virun e puer Woche gouf de Chef vun der Radioprotektioun am „Lëtzebuerger Land" zitéiert, dass et quasi onméiglech wär, e Plang ze maachen, fir am Fall vun engem schlëmmen Accident ze reagéieren. An och am Film „An zéro" erzielt ee Pompjee, dass se wuel net adequat preparéiert wären.

Sinn no bal siwe Joer keng Upassungen am Plan d'urgence vun 2014 néideg, grad och mam Bléck op déi nei Rettungsdéngschtorganisatiounen, nei Kompetenzopdeelungen, nei Kommandostrukturen an och Asazzentrenopdeelung?

Wéi gutt ass d'Populatioun elo schonn informéiert, fir am Eeschtfall richteg ze reagéieren, respektiv wéi kann ee sécherstellen, dass d'Leit, d'Gemengen, d'Betriber an esou weider déi néideg Consignen alleguerte kennen, wann et zu engem Eeschtfall kënnt? Missten hei keng Übungen iwwert d'Rettungsdéngschter eraus gemaach ginn?

Wéi gëtt d'Populatioun am Eeschtfall informéiert? A wat ass heibäi och de Rôle vun de Gemengen?

Wéi géif eng Evakuatioun oflafen? A wouhi géifen d'Leit dann iwwerhaapt evakuéiert ginn? Wéi kann ee Chaos vermeiden, wëssend dass schonn am normalen Alldagsverkéier, no engem oder zwee Accidenter, et iwwerall op den Autobunne staut?

A wéi ass d'Strategie post-accidentelle? Gëtt et e Plang fir eng méi längerfristeg Gestioun vum Land, speziell och vun de kontaminéierte Regiounen?

An deem Sënn soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren. An ech soen och elo schonn der Inneministesch Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Der Regierung stinn, am Kader vun enger erweiderter Fro, zéng Minutten zou. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President an och merci un den Deputéierte François Benoy, dass hien dëst Theema op den Ordre du jour gesat huet.

Als Inneministesch äntwerten ech Iech elo stellvertriedend fir de Premierminister, fir d'Gesondheetsministesch, bon, ech mengen, am Endeffekt fir d'ganz Regierung, well déi grouss Fro „Wéi hu mer eis ze verhalen, wann et zu engem nuklearen Accident kënnt?" d'ganzt Land betrëfft.

E Film, „An zéro - Comment le Luxembourg a disparu", deen Der jo grad ugeschwat hutt, dee weist, wat dee Moment geschéie kéint. Tschernobyl, Fukushima hunn zwar aner Ursaachen, déi zu den Accidenter geféiert hunn, trotzdeem hu se eppes gewisen: dass et keng honnertprozenteg Sécherheet an der Atomkraaft gëtt. A si hunn och gewisen, wéi gravéierend Konsequenze vun dësen Accidenter kënne sinn.

Dofir ass et fundamental, dass Lëtzebuerg esou gutt wéi méiglech preparéiert ass op e sougenannten Worst-case-Zenario. An duerfir hu mer de Plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire, ëmgangssproochlech de „Plan Cattenom".

Éier ech elo vläicht am Detail dorobber aginn awer eng grondsätzlech Remark: Dat Sécherst fir Lëtzebuerg an eis Bevëlkerung ass den EU-wäiten Ausstig aus der Atomenergie. An dat Zweetsécherst ass, dass déi Atomkraaftwierker, an deenen hirem Radius Lëtzebuerg läit, vum Netz geholl ginn. An dofir musse mer och weiderhi mat allen diplomatesche Mëttele bei eisen Nopeschlänner intervenéieren an eis dofir staark maachen.

Konkreet awer elo zu deene Punkten, déi den Deputéierte François Benoy ugeschwat huet. Ech fänken hei u mam PNOS, well et och elo dee Punkt war, dee mer grad an der Diskussioun haten.

De PNOS selwer, dee mécht Referenz op bestoend Strategien a Pläng am Fall eebe vun engem nuklearen Accident, mee den Detail ass an aneren Dokumenter definéiert respektiv erkläert, awer elo net am PNOS selwer.

Et ass awer kloer, wann et zu engem Accident kënnt, dass dann och hei de CGDIS enorm gefuerdert ass, fir kënnen ze agéieren. A fir deem kënne gerecht ze ginn, brauche se natierlech och Moyenen. Och do si mer dann erëm ganz séier beim Punkt vu virdrun, dass mer natierlech musse kucken, dass de CGDIS déi entspriechend Moyenen huet, fir dee Moment kënne seng Missioun ze erfëllen. Dat sinn an dësem Fall ënner anerem den Ausbau vun der Expertis fir d'Planifikatioun am Beräich vun der Sûreté nucléaire an d'Radioprotektioun, awer och genuch Material a personell Ressourcë brauch de CGDIS dee Moment, fir eng Kris vun dëser Envergure kënnen op Dauer ze geréieren.

D'Stratégie nationale d'intervention d'urgence - e weidere Punkt, deen Der opwerft -: Ben, do ass et esou, dass déi national Strategie baséiert op dem Gesetz vum 28. Mee 2019 iwwert d'Radioprotektioun, e Gesetz, wat virun zwee Joer hei an der Chamber gestëmmt gouf a wou d'Responsabilitéiten, déi allgemeng Prinzippien an och de Contenu vum Interventiounsplang dra fixéiert sinn.

D'Haaptzil vun deem Plang ass et, de Risiko vu méiglechen Effeten, Schied bei der Bevëlkerung kënnen ze reduzéieren, dat heescht, no engem Accident den zousätzleche Kriibsrisiko méiglechst kleng ze halen.

Weiderhin hieft d'Gesetz d'Wichtegkeet vun enger enker Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschlänner ervir, well eng kohärent Krisegestioun nëmmen iwwert d'Grenzen ewech ze erreechen ass.

De „Plan Cattenom" deklinéiert déi allgemeng Strategie a konkreet Mesuren. An Dir wësst, dass dëse Plang 2014 komplett iwwerschafft ginn ass an déi aktuell Versioun dann 2019 am Regierungsrot de 15. Mee approuvéiert ginn ass.

Vläicht hei och ganz kuerz véier Haaptmesuren aus dësem Plang, well déi och elo hei an d'Diskussioun passen an Der jo och gefrot hutt, inwiefern een och do den Eenzelen aus der Bevëlkerung nach matabezitt.

Bon, ugefaange mat de Jodpëllen: Ech mengen, déi dierften nach jidderengem bekannt sinn. Dës Pëllen hëllefen, d'Schilddrüs mat stabillem Jod ze siedegen, fir dass kee radioaktive Jod sech kann an der Schilddrüs festsetzen. Fir dass dës wierken, ass et wichteg, dës dann zum richtege Moment ze huelen. An dofir gëtt d'Regierung dee Moment den Uerder, op Recommandatioun vun der Krisenzell, wa mer dann an där Situatioun do wären. Ech erënneren och drun, dass dës Pëllen 2014 un all Stot verdeelt gi sinn an dass dës sech nach halen, wa se da richteg gelagert sinn. An dofir ginn och op spezifesche Plazen, ënner anerem an de Schoulen, dës Jodpëlle gelagert.

Dann eng wichteg Fro, déi awer vläicht oft ënnerschat gëtt: Wéi verhalen ech mech dee Moment? Ben, hei, kuerz gesot, ass u sech déi richteg Mesure eng Mesure, déi mer eigentlech elo allze gutt kennen: bleift doheem, virun allem wärend deene Stonnen, an deenen déi radioaktiv Wollek eventuell nach géif iwwer Deeler vum Land zéien! Bannen am Haus kënne sech keng radioaktiv Partikelen direkt op d'Haut setzen. Bei enger zouener Belëftung otemt een och keng Radioaktivitéit an. An d'Bëtonsmaueren, déi schiermen en Deel vun der Stralung of. Et kann een also soen, dass een am Haus fënnefmol manner exposéiert ass, wéi wann ee sech elo géif am Fräien ophalen.

(Interruption)

Et berouegt.

D'Evakuatioun: Dës gëtt bei engem ganz schwéieren Accident decidéiert, wann d'Stralungswäerter riskéieren, ganz héich ze ginn.

Allerdéngs gëtt net wärend enger radioaktiver Fräisetzung evakuéiert, well da wär jo d'Populatioun awer ongeschützt dobaussen, wann da grad d'Stralungen am héchste sinn. An dofir ass eeben hei geplangt, dass eng Evakuatioun an der éischter Phas an engem Ëmkrees vu bis zu 15 km soll gemaach ginn.

Do ass allerdéngs virstellbar, dass een duerno vereenzelt zousätzlech Persounen awer kéint evakuéieren. Och dat ass virgesinn. Wann dee Moment de Stralungsniveau an deenen eenzelen Uertschaften ze héich wär, dass een net méi do kéint wunnen, da géifen dee Moment och déi Leit eenzel evakuéiert ginn.

Dann nach e leschte Punkt: Bei deene Mesuren aus dem Plang, déi ech wëll opzielen, sinn d'Liewensmëttel. Bei der Produktioun vun de Liewensmëttel ass et esou, dass déi och iwwer eng gréisser Distanz ganz héich kéinte belaascht ginn an dee Moment fir d'Consommatioun net méi zougelooss wären. An der Phase urgente geet et haaptsächlech dann drëms, d'Liewens- an d'Fuddermëttel kënnen ze schützen.

Dann nach dee leschte Punkt, deen Der opgeworf hutt, deen och ganz wichteg ass: Wa mer dann en nuklearen Accident hunn, wéi geet et konkreet nom Accident virun, also an der Phase post-accidentelle, der Phas direkt no der radioaktiver Fräisetzung. Hei gesäit de Plang ganz konkreet dräi Zone vir.

Déi éischt ass d'Ariichte vun enger Spärzon. Dës Zon, déi ka méi grouss oder méi kleng si wéi de Perimeter, dee virdrunner evakuéiert gouf.

An da gesäit de Plang nach eng Zone de surveillance renforcée du territoire vir. An dëser Zon musse Programmer opgestallt ginn, fir d'Liewensmëttel, déi produzéiert ginn, systematesch ze iwwerpréiwen. An dës Zon kann am Fall vun engem schwéieren Accident zu Cattenom effektiv dann och d'ganzt Land betreffen.

An dann déi lescht Zon, déi drëtt, dat ass d'Zone de protection de la population. An dëser Zon kann een zwar wunnen, allerdéngs gëtt et da Restriktiounen, beispillsweis, dass d'Liewensmëttel aus där Zon net kënne consomméiert ginn. An dës Zon kann dann och am allerschlëmmste Fall d'ganzt Land dee Moment betreffen.

Et ass virgesinn, an domadder kommen ech zum Schluss vu mengen Ausféierungen, dës Strategie nach weider auszebauen an nach verschidden Zenarien ze definéieren, fir en nuklearen Accident méiglechst gutt ze antizipéieren. Och hei erëm d'Stéchwuert, wat mer och virdrun haten: Mir mussen och hei „resilient" sinn respektiv eis preparéieren an antizipéieren.

Schlussendlech - an domadder kommen ech dann och op déi Ausso zréck, déi ech ganz am Ufank gemaach hunn - ass dee beschte Schutz awer nach ëmmer deen, dass mer eis dem Risiko eigentlech iwwerhaapt net aussetzen respektiv net dem Risiko ausgesat sinn. An dofir engagéiere mer eis jo och weiderhin als Regierung, dass mer da schlussendlech och en Ausstig aus der Atomenergie kréien, well dat ass nach ëmmer déi beschte Preventioun an nach ëmmer dat beschte Mëttel, fir dass mer iwwerhaapt net an déi Situatioun kënne kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

4. Question élargie n° 85 de Mme Carole Hartmann au sujet de l'organisation des compétitions sportives dans le contexte actuel de la crise sanitaire

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 85 vun der Madamm Carole Hartmann iwwert d'Organisatioun vu sportleche Kompetitiounen am aktuelle Covidkontext. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten zou, fir seng Fro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen, an d'Regierung huet zéng Minutten. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kompetitioune gehéieren zum Sport wéi den Amen zum Gebiet. Et ass op de Kompetitiounen, wou ee sech ka mat anere moossen, et sinn d'Kompetitiounen, wou ee ka weisen, wat ee kann.

Et geet awer ëm vill méi wéi déi sportlech Ausenanersetzung. Et geet och ëm d'Vermëttlung vu Wäerter wéi Respekt virum Géigner, Toleranz, Teamgeescht oder Fairplay. Dat alles si Wäerter, déi ee besonnesch am Kader vu Kompetitioune léiert a virlieft.

Wéi ech dës Question élargie den 9. Mäerz eragereecht hunn, waren d'Kompetitioune just dem Elittesport an deenen ieweschten Divisioune virbehalen. Mam Akraafttriede vum neie Covidgesetz

dëse Méindeg koum et zu Lackerungen. Sportsaktivitéite bis 100 Leit sinn nees erlaabt, allerdéngs ënnert der Konditioun, dass e permanenten Ofstand tëschent de Persoune vun op d'mannst zwee Meter besteet an d'Geste-barrièren agehale ginn. Dozou zielen och negativ PCR- oder Schnelltester, op déi ech nach méi spéit ze schwätze kommen.

D'Tennisfederatioun huet schonn um Freideg matgedeelt, dass Simple-Kompetitiounen nees kéinte stattfannen. Esou soll dann de Weekend vum 1. Mee déi éischt Phas vun engem Spezialinterclub starten. Och am Dëschtennis wäert, mat den neie Reegelen, e Jugendchampionnat kënnen organiséiert ginn. Kompetitioune vum Kollektivsport, vu Kontaktsport an och Sportaarten, wou d'Ofstandsreegelen net permanent kënnen agehale ginn, sinn awer weiderhin net méiglech, weeder bei de Senioren nach am Jugendberäich.

Dat huet Auswierkungen, virun allem op d'Kanner an hir Entwécklung. Eng séllegen Etüden hu gewisen, dass Kanner, déi e Kompetitiounssport maachen, méi Selbstwäertgefill hunn, besser mat Erfolleg a Mësserfolleg kënnen ëmgoen. Vun de Wäerter, déi de Sport vehikuléiert, hunn ech virdru scho geschwat. Et ass duerfir extreem wichteg, notamment fir déi physesch a psychesch Gesondheet vun eise Kanner, dass och de Kompetitiounssport nees méi breet opgeet.

Ech hunn an deem Kader follgend Froen un de Sportminister: Elo, wou nees Kompetitiounen am Breedesport méiglech sinn an de Sportministère e Stock u Schnelltester huet, stellt sech d'Fro, ob mir genuch Capacitéit hunn, fir de Méi u Kompetitiounen ze decken. Wéi vill Schnelltester sinn nach disponibel? Sinn dës nach ëmmer gratis fir d'Federatiounen respektiv d'Clibb?

(Brouhaha)

Wéi ass et mat der finanzieller Hëllef fir medezinnescht Personal, geet déi och weider? Mussen dës Tester vu medezinneschem Personal gemaach ginn oder och vu Persounen, déi eng spezifesch Formatioun dofir gemaach hunn?

Vun de Schnelltester kommen ech op d'Selbsttester. Gëtt am Sportministère envisagéiert, d'Schnelltester duerch Selbsttester ze ersetzen? Kënnen d'Veräiner sech selwer Selbsttester besuergen, fir Kompetitiounen ze organiséieren? Oder huet de Sportsministère och där Selbsttester, fir un d'Federatiounen, d'Veräiner ze verdeelen? Wa jo, wieren dës Selbsttester och gratis?

Dësen Typ vun Tester géif virun allem bei de Kompetitioune vu Jonken hëllefen. Et kéint een och dat medezinnescht Personal aspueren. An engem rezenten Dokument vun der Santé steet iwwregens: « Avec l'arrivée des autotests une extension de leur usage dans le cadre du sport est envisagée dès que la situation épidémiologique le permettra. » Dozou nach d'Fro, ob dat heescht, dass och méi Sportaarte mat der Hëllef vu Selbsttester deemnächst Kompetitioune kënnen organiséieren.

Da stellt sech och d'Fro, ob negativ Testresultater aus de Schoulen net och fir Sportskompetitioune benotzt kënne ginn. Dës Méiglechkeet géif eis vill Tester erspueren. Zum Beispill wann de Schüler donneschdes oder freides an der Schoul getest gëtt, kéint en negatiivt Resultat jo och nach fir seng Kompetitioun de Weekend genotzt ginn, wann den Test net méi al wéi 72 Stonnen ass.

Generell, a méi spezifesch fir déi Sportaarten, déi aktuell nach keng Kompetitioune maachen däerfen, wëll ech nach de Rôle vun de Federatiounen uschwätzen. Schonn d'lescht Joer hu si alleguerte spezifesch Konzepter entwéckelt a vum Ministère validéiere gelooss, fir ënner bestëmmte sanitäre Bedéngunge kënne Kompetitiounen ze organiséieren. Esou wéi de President vun der Triathlonfederatioun et gëschter an engem Interview betount huet, kéinten d'Federatiounen als eng Zort Kontrollinstanz déngen, fir dass d'Reegelen agehale géife ginn. D'Sécherheet vun de Sportler kann nämlech besser assuréiert ginn, wa Kompetitiounen iwwert d'Federatiounen oder Associatiounen organiséiert ginn wéi am Privaten, wou déi sanitär Mesuren net onbedéngt agehale ginn. D'Federatioune wieren och Demandeur, fir selwer nees an d'Responsabilitéit ze kommen an hir sportspezifesch Konzepter ëmzesetzen.

Dohier nach ofschléissend d'Fro, ob zäitno envisagéiert gëtt, de Federatiounen d'Responsabilitéit fir hir eege Sportaart, déi si gutt kennen a fir déi si sech en eegent Konzept ausgeduecht hunn a vun der Santé och validéiert kruten, ...

(Brouhaha)

... nees zréckzeginn.

Ech soen am Viraus scho Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Sportsminister Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Merci och der Madamm Hartmann fir d'Froestellung. Dir hutt richteg gesot, u sech ass d'Fro schonn den 9.03. gestallt ginn, an et ass haut, iwwer e Mount méi spéit, wou mer dann hei kënnen driwwer schwätzen. An an der Tëschenzäit ass d'Zäit jo net stoe bliwwen.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Chamber e Freideg en neit Gesetz gestëmmt huet, wou natierlech eng Rei vun neie Mesuren och mat dra sinn, déi och eng Rei vun neien Ouverturen am Sport wäerte méiglech maachen.

Villes vun deem, wat virdrun nëmmen theoreetesch méiglech war, gëtt elo och an der praktescher Ëmsetzung méiglech. An doriwwer si mer alleguerte frou. Ech kommen duerno nach méi op den Detail dovunner zréck.

Ech probéieren dann och, eng gewësse Flexibilitéit an och eng Aktualitéit a meng Äntwerte materanzepaken, souwäit wéi dat mer méiglech ass. Et ass mer net méiglech, haut e Gesamtkonzept iwwer Selbsttester ze presentéieren, well dat am Gesamtkonzept vun der Regierung nach dës Woch wäert am Detail diskutéiert ginn, mee ech wäert awer probéieren, eenzel Iddien zumindest och elo schonn hei ze presentéieren.

Ech wëll awer nach eng Kéier op d'Campagne vun de Schnelltester selwer am Sport zréckkommen. Mir waren eent vun deenen éischte Länner, wat déi Schnelltester am net professionelle Sport agesat huet. A well mer dat gemaach hunn, waren eng Rei Saachen hei zu Lëtzebuerg méiglech, déi am Ausland tout simplement verbuede waren. Ech ginn net midd, dat ëmmer erëm ze widderhuelen. Dat war en onheemleche Privileeg, dee mer hei zu Lëtzebuerg vis-à-vis vum Ausland haten. An dat, wat ech bericht kréien, wat all Samschdeg op verschiddenen Terrainen hei am Land lass ass - an ech betounen: op verschiddenen Terrainen, well et ass eng absolutt Minoritéit -, dat weist, dass net jiddweree verstanen huet, dass dat, wat mer hei gemaach hunn, u sech en immense Privileeg ass, mat deem ee sollt ganz virsiichteg ëmgoen.

Ech schwätzen hei ganz konkreet un, dass et offensichtlech ass, dass eng Rei vu Veräiner sech net un d'Reegel halen, dass keng Zuschauer erlaabt sinn, a Leit op d'Terraine eraloossen, déi u sech näischt do verluer hunn. An ech bedaueren dat ganz, ganz staark!

Ech wëll awer trotzdeem soen, dass déi Schnelltestaktioun a mengen Aen e groussen Erfolleg war. Insgesamt hunn déi véier grouss Federatiounen 22.235 Tester gemaach. An et sinn och 53 positiv Fäll op déi doten Aart a Weis entdeckt ginn. Dat ass op den éischte Bléck e klenge Chiffer, mee wann ee weess, dass een an deene Schnelltester haaptsächlech déi sougenannt Superspreader erausdetektéiert, da weess een, wat geschitt wär, wa mer déi Tester net gemaach hätten: Da wär d'Infizéiertenzuel am Sportsberäich spronghaft an d'Luucht gaangen. An dofir mengen ech, dass déi heiten Aktioun, déi mer zesumme mat de Federatiounen ëmgesat hunn, e ganz, ganz grousse Succès war.

D'FLF huet aleng 12.639 Tester gemaach. Dovu waren der 34 positiv. Elo weess ech net, ob déi 7 nei, déi mer gëschter gemellt kritt hu vun engem Fussballsveräin, ob déi elo schonn do matagerechent sinn. Mee op jidde Fall: Dat war de Stand vum 26.04., wat ech elo hei virliesen. D'FLH: 4.542 Tester an 12 Positiver. De Basket: 3.126 Tester, 3 Positiver. An dann de Volleyball mat 1.928 Tester a 4 Positiven. Also, nach eng Kéier gesot: Déi Aktioun do war e ganz, ganz groussen Erfolleg! An ech si frou, dass mer dat konnten zesumme mat de Federatioune maachen.

Doriwwer eraus sinn natierlech och eng ganz Rei vun anere Federatiounen, déi schonn Tester bei eis ugefrot hunn, fir am Rame vun de gesetzleche Méiglechkeete Kompetitiounen ëmzesetzen, net zulescht d'Tennisfederatioun, déi virdrun hei ugeschwat ginn ass, si huet am Ganzen 2.500 Tester bestallt an huet der och schonn 1.000 kritt, esou wéi dat bis elo u mech erugedroe ginn ass.

De Fait, dass mer elo opgrond vum Gesetz vum leschte Freideg de Plaffong vun zéng Leit, déi maximal kéinte Sport maachen, ewechgeholl hunn an dass et am Prinzip elo 100 Leit sinn, déi kënnen zesumme Sport maachen, a virun allem och, dass mer déi Quadratmeterzuel reduzéiert hunn, mécht natierlech elo grouss Ouverturë méiglech. An ech ginn dovun aus, dass eng ganz Rei vu weidere Federatioune sech wäerten un eis wenden, fir déi Schnelltester da kënnen zur Verfügung gestallt ze kréien.

Dann ass et nach fir mech kloer, dass mer an deem Konzept sollte bleiwen, wat mer bis elo hunn a wat mer jo och zesumme mat de Federatiounen opgebaut hunn. Kompetitioune solle weiderhin nëmme méiglech si mat engem Schnelltest, deen dann och vun enger qualifizéierter Persoun, déi dann och dee berüümte Cours do matgemaach huet, kann gemaach ginn.

Do geet et jo och drëms, dass mer d'Transmissioun vun den Donnéeë bei d'Santé herno garantéieren. Dat ass, mengen ech, ee wichtegen Aspekt, dee mer a mengen Aen op jidde Fall nach mussen an och solle weider oprechterhalen, dass deen, deen d'Resultatiwwermëttlung weider un d'Santé an un de Sportsministère mécht, dass deen och weess, dass en och seng perséinlech Responsabilitéit engagéiert, wann en dat mécht, an dass dat och mat deem néidege Seriö wäert gemaach ginn. Dat ass fir mech op jidde Fall een Element, wat nach ganz, ganz wichteg ass, wa mer an eng weider Phas komme vu weideren Ouverturen, wéi mer net nëmmen de Sport, mee insgesamt d'Gesellschaft wëlle weider organiséieren, selbstverständlech, duerch d'Aféieren oder d'Opkomme vun de sougenanntenen Selbsttester, wou d'Situatioun jo eng aner ass.

Ech mengen, bei de Schnelltester ass et esou, dass se nëmme kënne vun enger qualifizéierter Persoun gemaach ginn, déi effektiv dann och e Cours gemaach huet. Bei de Selbsttester ass et eng ganz aner Logik. Déi kann u sech all Mënsch selwer u sech virhuelen.

An de Schoule maachen d'Kanner et, ënner enger gewësser Uleedung. Dat wësse mer. An ech mengen, dass virun allem duerch déi Aktiounen, déi mer an de Schoulen do ëmsetzen, a virun allem, wa mer et wäerte fäerdegbrénger, och do d'Quantitéit vun den Tester an d'Luucht ze setzen - am Moment ass et een Test an der Woch, dee virgesinn ass, mee mir hu schonn an der Regierung driwwer geschwat an och den Educatiounsminister steet där Iddi ganz offe géintiwwer, fir och do d'Kadenz an d'Luucht ze setzen an eventuell nach op zwee Schnelltester an der Woch ze kommen -, dann hu mer natierlech eng aner Situatioun, wat dee ganze Jugendberäich am Sport ugeet, wéi dat, wat mer haten, éier mer déi Schnelltester an de Schoulen haten.

Ech sinn also schonn der Meenung, dass dat eng Übung ass, wat do an de Schoule gemaach ginn ass, déi och villes méiglech mécht am Sport, wat haut zu dësem Moment nach net méiglech ass.

Dann, selbstverständlech, déi finanziell Ënnerstëtzungen, déi mer ginn, déi probéiere mer esou laang oprechtzeerhale wéi eeben déi Bedéngung vun deene Schnelltester, un déi d'Kompetitioune gebonne sinn; mir probéieren déi och esou laang weiderzemaachen, am Rame vun eise budgetäre Méiglechkeete selbstverständlech.

Da frot Der, ob mer wéilten de Federatioune Responsabilitéit zréckginn. Ech wéilt vläicht dozou soen, dass d'Federatioune vun Ufank un ëmmer voll an der Responsabilitéit stoungen. An ech géif och behaapten, dass 99,9 % vun de Federatiounen déi Responsabilitéit och iwwerholl hunn. Eng ganz Rei vu Konzepter sinn an Zesummenaarbecht mam Sportministère a mam Santésministère ausgeschafft ginn, dat ass richteg. Si sinn natierlech net tel quel ëmsetzbar, soulaang déi gesetzlech Bestëmmungen dat net erméiglechen. An d'Konscht besteet herno doranner, fir déi Konzepter un déi jeeweileg gesetzlech Situatioun unzepassen. Ech mengen, dat ass dat fir jiddwer Eenzelnen, dat weess ech, a jiddwer eenzelne Federatiounspresident huet fir säi Sport déi richteg Methoden an och déi richteg Iwwerleeunge getraff. Dat woen ech zu kengem Moment ze bezweifelen!

Mee d'Konscht besteet doranner, aus all deene Konzepter herno Reegele festzeleeën, déi fir jiddwereen zielen, an zwar fir jiddwereen, deen am Kompetitiounssport ass, mee awer och fir déi Leit, déi ausserhalb vum Kompetitiounssport Sport wëlle bedreiwen. A fir mech perséinlech ass dee Beräich genausou wichteg wéi de Kompetitiounssport.

Dofir, fir mech ganz kloer: ganz gären ee weidert Abanne vun de Federatiounen an all déi Konzepter, déi mer an Zukunft wäerten ausschaffen. Mee d'Reegelen, déi allgemeng Reegelen, déi hei d'Chamber festhält, déi mussen op alle Fall respektéiert ginn. An da komme mer mat Sécherheet virun. An ech sinn och perséinlech dervun iwwerzeegt, dass och déi Selbsttester bei weideren Ouverturen eng ganz grouss Roll wäerte spillen. Ob se elo vun eis bezuelt ginn oder zur Verfügung gestallt ginn oder ob aner Moyenen do wäerte geholl ginn, dat bleift nach ze diskutéieren.

Mir sinn op jidde Fall op, fir de Federatiounen ze hëllefen, de Sport esou séier wéi méiglech esou wäit wéi méiglech opzemaachen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, dem Här Sportsminister Dan Kersch.

5. Question élargie n° 91 de M. Charles Margue au sujet de l'économie des plateformes collaboratives

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien ass déi erweidert Fro Nummer 91 vum Här Charles Margue iwwert d'Ekonomie vu kollaborative Plattformen. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten zou, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an d'Regierung huet zéng Minutten. Här Charles Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Elo sinn ech op der Aarbecht an ech hu mäi Mëttegiessen doheem vergiess. Kee Problem, da loossen ech mer eppes liwweren!" „Tiens, den Owend, wéi wier et dann, wa mer eis haut géifen e gemittlechen Owend maachen?' ‚Gutt Iddi. Mir kënnen eis jo eppes liwwere loossen'". Dës si jo geleefeg Situatiounen, besonnesch an dësen Zäiten. Mee wien ass déi Persoun dann, déi op eng Kéier op der Dier steet, fir eis an dësem Fall eppes Guddes fir z'iessen ze bréngen? Dës Persoun ass Deel vun der sougenannter Plattform-Ekonomie. Mee wat hire Statut ass, wësse mer net - ausser wann de Restaurant selwer liwwert.

Déi sougenannte Plattform-Ekonomie spillt scho méi laang eng Roll am internationalen Debat. Och wa si schonns zënter munche Joren aktiv sinn, kruten awer elo notamment d'Liwwerdéngschter mat der Fermeture vun der Restauratioun neien Opdriff. Wat fir eiser een als Konsument an de Restaurant eng gutt Affär ass, gehäit awer eng Partie Froen op, wat eise Sozialmodell ugeet. Dofir hunn ech haut dës Question élargie gefrot.

„Plattform-Ekonomie" ass e groussen a villsäitege Begréff. Dofir wëll ech mech haut och ausdrécklech op d'Problematik vu Plattformen, déi Aarbecht vermëttelen, limitéieren, zu Lëtzebuerg also zum Beispill déi scho genannte Liwwerdéngschter. Ech hunn hei jo keng Zäit, fir op d'Froe vum Konsumenteschutz, dem Konkurrenzrecht oder der Besteierung anzegoen. All déi Felder si sécher och wichteg an dësem Kontext, mee ech limitéiere mech haut op déi aarbechtsrechtlech a sozial Aspekter.

Wéi gesinn déi Plattformen an der Praxis aus? Déi digital Plattformen zeechne sech doduerch aus, dass si quasi en temps réel Offer an Demande fir e kuerzen a beschränkten Optrag, wéi zum Beispill den Transport vu Persounen, lessen oder Courrier, zesummebréngen. Oft versti sech dës Plattformen als rengen Intermediaire tëschent béide Säiten a weisen domat e groussen Deel vun der Verantwortung, déi ee klassesche Patron géif iwwerhuelen, einfach vu sech.

Gereegelt Aarbechtszäiten, Krankeversécherung, Assurance accident, Pensiounsrechter, eng korrekt Remuneratioun, wéi steet et domadder? Et stellt sech nämlech d'Fro, aweifern et sech bei Leit, déi hir Servicer op der Plattform ubidden, och tatsächlech ëm Independanten handelt oder ob et hei net eng Form vu Schäiselbstännegkeet virläit.

Effektiv gi verschiddener vun de Plattforme relativ wäit an deem, wéi se Afloss op d'Organisatioun an d'Aarbecht vun de Leit, déi hir Servicer ubidden, huelen. Eng Ofhängegkeet baut sech nämlech op. De User brauch déi Aarbecht awer a rechent domat an Zukunft, fir eppes a sengem Portmonni ze hunn. De Bedreiwer vun der Plattform ännert awer, deemno wéi, eesäiteg d'Konditiounen am Laf vun der Zäit, notamment d'Kommissioun, déi bezuelt gëtt, oder d'Leeschtung, déi erwaart gëtt. An deem Fall ass et dann oft un de Geriichter ze klären, wann et zu enger Plainte kënnt, ob hei e Lien de subordination tëschent der Plattform an dem User besteet oder net.

Genau wéi am Ausland operéieren och zu Lëtzebuerg Plattformen an dëser gewëssener Grozon. Zënter 2018 stinn effektiv Virwërf géint zumindest eng vun de Liwwerplattformen am Raum. De Prozess huet dann och dëst Joer ugefaangen. E rezenten Artikel am „Lëtzebuerger Land" huet d'Problematik esou resuméiert: „Das Vertragsverhältnis zwischen Plattform und Mitarbeitern befindet sich in einer rechtlichen Grauzone. Scheinselbständigkeit ist in Luxemburg bislang nicht gesetzlich geregelt. Wie die Staatsanwaltschaft bestätigte, wurde der Vorwurf, es bestünde ein Lien de subordination zwischen Plattform und Fahrer, in der Anklage vorerst nicht zurückbehalten."

Eise Sozialmodell baséiert op klore Reegelen an dem Dialog tëschent de Sozialpartner. Bei alle Virdeeler, déi d'Plattform-Ekonomie huet, musse mir awer och drop oppassen, dass si kompatibel mat eisem Sozialmodell ass - respektiv gëtt, wa se et net elo ass.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froe stellen un den Här Minister: De Koalitiounsaccord gesäit vir, e klore gesetzleche Kader vun der Plattform-Ekonomie ze schafen an och d'Fro vun der Schäiselbstännegkeet ze reegelen. Wou sinn dës Aarbechten zu dësem Theema drun? A wéi positionéiert sech den Aarbechtsministère an dësem Kontext?

D'Salariatskummer huet och eng Proposition de loi virgestallt, fir d'Plattformen ze encadréieren. Gouf dës Propos scho vum Aarbechtsministère analyséiert a stellt se eventuell eng Grondlag fir déi weider Aarbechten duer?

Wéi schätzt den Aarbechtsministère spezifesch d'Problematik vum Lien de subordination tëschent Plattform a User an? Wéi eng Erkenntnisser liwweren d'Aarbecht an d'Enquêten aktuell vun der ITM an dësem Kontext?

Wéi gesäit et aktuell mat Plaintë géint Plattformen aus?

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Ech soen dem Här Minister elo scho Merci fir seng Äntwerten an Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, vläicht och e ganz grousse Merci un den Här Margue, deen, mengen ech, mat senger Fro eng ganz aktuell Thematik ugeschwat huet.

Déi sougenannt Plattforme si virun allem bekannt hei zu Lëtzebuerg duerch Airbnb an Uber, mee wat Lëtzebuerg ubelaangt, an dat huet den Här Margue elo grad gesot, haaptsächlech och duerch een Iessliwwerdéngscht, deen zu Recht a mengen Aen a Kritik geroden ass.

Mee ëm wat geet et hei? En onsiichtbaren, praktesch ontransparenten Algorithmus bréngt d'Leit, déi e Service offréieren, mat Persounen, déi e Service sichen, a Kontakt. Den Offreur vum Service kritt dofir eng duebel, eng finanziell Entschiedegung an de Receveur brauch just eng Rechnung ze bezuelen. Op den éischte Bléck kann ee sech soen: super! Et gëtt eng Offer an eng Demande an d'Plattform bréngt béides zesummen. Esou einfach ass dat allerdéngs net!

D'Bedreiwer vun de Plattforme verdénge massiv Suen, an dëst, ouni d'sozial Standarde mussen ze respektéieren. Déi Leit, déi fir d'Plattforme schaffen, kennen oft emol hire Patron net perséinlech. Si interagéieren deemno just iwwer e Computerprogramm. Dës Aarbechtsrelatioun ass fräi vu Mënschlechkeet a just op Profitt ausgeriicht.

D'Bedreiwer vun de Plattforme respektéieren hir Pflichten, fir zum Beispill d'Soziallaaschten ze bezuelen, net. Oft garantéiere si och net, dass Mindeststandarden, wat d'Santé, d'Securité au travail ugeet, respektéiert ginn. Esou stellt d'Taxi-Plattform zum Beispill keen Auto zur Verfügung, bezilt keng Assurance, keng Formatioun a kënnt net op bei engem Accident. Oft bleift d'Persoun, déi fir d'Plattform schafft, aleng op de Fraise sëtzen. Et ass dofir och gutt, dass de Mobilitéitsminister am Kader vu senger Reform vum Taxisreglement hei Reegelunge virgesäit.

A munche Fäll kann ee soen, dass d'Plattform d'finanziell Nout, an där verschidde Leit sinn, ausnotzt, fir richteg „Goss" ze maachen. Derbäi kënnt nach, dass d'Plattformen duerch den Netrespekt vun de Sozialstandarden en Avantage kréie par rapport zu deene Betriber, déi sech un d'Spillreegelen halen. Dat ass fir mech net akzeptabel!

A fir mech gëtt et, nieft dem Salarié an dem Independant, och keen drëtten, en Statut dotëschent, kee sougenannte Plattformmataarbechter mat engem eegene Statut. An ech sinn och frou, dass mer dat an enger rezenter Reunioun vum Conseil vun den Aarbechtsministeren nach eng Kéier kloergestallt hunn. Et waren nach laang net all 27 Aarbechtsministeren där Opfaassung. Ech wëll awer soen, dass den zoustännege Kommissär, dee mer hei zu Lëtzebuerg jo alleguerte gutt kennen, frou war, vun eenzele Ministere genau dat dote Bekenntnis ze héieren. Entweeder et ass een Independant oder et ass ee Salarié an et gëtt kee Statut dotëschent geschafen!

Ëmsou méi wichteg wäert et also ginn, fir an Zukunft kloer ze reglementéieren, ënner wéi engem Statut dass ee schafft, an dass ee jeeweils och déi Rechter a Flichte kritt, déi mat deem Staut verbonne sinn. Entweeder - an do geet et dann drëms, ob ee Salarié ass, ob een Independant ass - et besteet ee Lien de subordination oder et besteet keen.

Un de Geriichter ass et leider am Moment relativ oft, fir dat ze klären. Ech wëll drop hiweisen, dass konkreet an deem dote Fall, deen den Här Margue elo ugeschwat huet ..., dee Fall ass jo net einfach esou um Geriicht gelant, mee en ass um Geriicht gelant, well mer engersäits mat enger anonymer Plainte konfrontéiert waren, déi op der ITM agaangen ass, a well d'ITM hei op eng wierklech remarkabel Aart a Weis hir Aarbecht gemaach huet.

Si huet déi Firma kontaktéiert. Si huet, opgrond vun deenen Informatiounen, déi se kritt huet respektiv net kritt huet, zweemol eng Injonctioun gemaach, fir dass dann och déi Donnéeën géifen eragi ginn, déi gesi gi sinn. Si huet selwer eng ganz Rei vun deene Livreure gehéiert a si huet réckwierkend op d'Joren 2017, 2018 an 2019 insgesamt 200 Dossiere vu Livreuren, also 198 ganz genau, nogekuckt, fir dann deen Dossier och tel quel un de Parquet kënne weiderzeliwweren, fir dass déi iwwerhaapt emol hei eng Kéier an de Prozess kënnen eragoen.

Et ass also extreemst wichteg, wann esou Fäll bekannt gemaach ginn, dass och d'ITM informéiert gëtt, fir dass se kënnen en Dossier opstellen, deen dann dem Parquet kann transferéiert ginn, fir dass d'Justiz kann hir Aarbecht maachen.

En attendant, ech mengen, et sinn eng ganz Rei vu méi konkreete Froe gestallt ginn.

De Problem vun de Plattforme werft natierlech de Problem vun der Schäiselbstännegkeet op. Mee de Problem vun der Schäiselbstännegkeet eleng ass net gebonnen un d'Plattform-Ekonomie. Et gëtt och an där sougenannter normal fonctionéierender Ekonomie eng ganz Rei vu Schäiselbstänneger.

Ech denken zum Beispill un eng ganz grouss Bank, déi um Escher Belval situéiert ass, fir se net mam Numm ze nennen, wou d'Gewerkschaftsvertrieder mer gesot hunn ... Ech wëll mech elo net hei op Prozentzuele festleeën, soss ginn ech erëm vum Här Wolter hei zesummegeschass, ...

(Interruption)

... mee ech wëll awer soen, dass e ganz héije Prozentsaz vun deene Leit, déi do an deem Betrib geschafft hunn, an enger Independantssituatioun waren, déi a mengen Aen net gerechtfertegt ass.

Et ass also menger Meenung no méi wéi iwwerfälleg, dass mer eis eng Reegelung ginn, wivill Leit an engem Betrib maximal kënnen am Independantsstatut schaffen. Ech mengen, et ass och an deem Beräich, wou mer amgaange sinn, um Koalitiounsniveau mateneen ze diskutéieren. Dat ass och eppes, wat ech schonn am CPTE (ndlr: Comité permanent du travail et de l'emploi) eng Kéier ugeschwat hat, fir och mat de Sozialpartner do op dee Wee ze goen.

Ech sinn och ganz optimistesch, dass et eis zumindest an deem dote Beräich geléngt, Eenegungen ze fannen. Well duerch de Fait, dass eng ganz Rei vu Betriber Independante schaffe loossen, beschafe se sech ee Konkurrenzvirdeel vis-à-vis vun anere Betriber, déi sech un d'Reegelen halen. Dat kann et wierklech net sinn: dass déi, déi fuddelen, besser ewechkomme wéi déi aner!

Dofir sinn ech och ganz optimistesch, dass et zumindest an deem heite Punkt méiglech wäert sinn, en Accord tëschent de Sozialpartner ze fannen. Wann dat net méiglech ass, ech mengen, dann ass et wéi ëmmer: Da muss d'Regierung ee Projet ausschaffen an da muss d'Chamber herno tranchéieren.

Op jidde Fall kann et net esou bleiwen, wéi et am Moment ass, well dat op där enger Säit fir déi Salariéen oder fir déi Leit, déi dovunner betraff sinn an am Independantsstatut schaffen, eng onméiglech Situatioun ass, an op där anerer Säit déi Betriber, déi dat net maachen, e Wettbewerbsnodeel kréie vis-à-vis vun deenen aneren. Do musse mer also aktiv ginn.

Dir hutt de Gesetzesprojet vun der CSL iwwert d'Plattform-Ekonomie ugeschwat. Jo, ech hunn dee selbstverständlech analyséiert. A mengen Ae geet en e bësse wäit, well e probéiert, erëm ganz vill Problemer mateneen ze léisen.

Ech wär scho frou, wa mer e Gesetzesprojet iwwert d'Plattform-Ekonomie géife maachen, dass mer ganz kloer feststellen, wat de Lien de subordination ass, a virun allem feststellen, dass et entweeder deen ee Statut ass oder deen aneren - keen drëtten, wéi gesot, an deem se am Moment praktesch an enger onklorer juristescher Situatioun sinn. Also, dat musse mer op jidde Fall preziséieren.

Wa mer dat géife realiséieren an en plus garantéieren, dass déi Firmen, déi dann och hei mat deene Leit schaffen, och Sozialofgaben op déi eng oder aner Aart a Weis musse bezuelen, dann hätte mer scho ganz villes gereegelt.

An da kënnt selbstverständlech an engem anere Projet de loi déi Diskussioun op iwwert d'Begrenzung vun den Independantsverträg an de Betriber. Mee, ech mengen, dat ass eng aner Diskussioun, wéi ech et virdrun hei ugeschwat hunn.

Esou wëll ech also ganz konkreet un déi dote Froen erugoen. Ech wär frou natierlech ... oder ech freeë mech op d'Ënnerstëtzung och vun der Chamber, vun der zoustänneger Kommissioun. Mee, ech mengen, och do hu mer schonn e puermol iwwert déi Problematik geschwat. An ech hu kënne feststellen, dass mer awer, mengen ech, iwwerparteilech do ee Konsens hunn. Et ass dat, wat am Moment amgaangen ass ze geschéien, dass mer do mussen Hürden opsetze respektiv ganz kloer Saachen decidéieren, déi dat doten an Zukunft onméiglech maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Aarbechtsminister Dan Kersch.

6. 7344 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi 7344 iwwert d'Lizenze vun de Kontrollere vum Loftverkéier an d'Leeschtungen an deem Beräich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, dëse Projet de loi handelt ëm d'Lizenze fir de Beruff Contrôleurs de la navigation aérienne, also Fluglotsen. Aner Prestataires de services am Domän vun der Navigation aérienne sinn och vun dësem Reglement betraff.

En europäescht Reglement mat der Nummer 2015/340 aus dem Joer 2015 leet hei déi technesch Exigenzen an och administrativ Prozedure fest iwwert d'Lizenzen an d'Zertifikater vun de Fluglotsen.

Dëst EU-Reglement behandelt follgend Theemen: d'Konditioune vun der Ausstellung, der Suspensioun an dem Retrait vun de Lizenze vun de Fluglotsen, souwéi och déi associéiert Qualifikatiounen a Mentiounen; Ausstellen, Restriktiounen, Suspensioun an Zréckzéie vu medezinneschen Attestatioune fir déi selwecht Fluglotsen; Zertifikatioun vum medezinnesche Personal an hiren Zentren, dat d'Fluglotse soll medezinnesch iwwerwaachen; dann d'Zertifikatioun vun Institutiounen déi d'Fluglotsen ausbilden; Konditiounen, déi erfëllt musse gi fir d'Validatioun, d'Verlängerung, d'Erneierung an d'Benotzung vun dëse Lizenzen, Qualifikatiounen, Mentiounen an Zertifikater.

Vu datt et hei ëm en EU-Reglement geet, brauch dat net national ëmgesat ze ginn, mee ass direkt an allen EU-Memberstaaten applikabel. Nëmmen déi puer wéineg Dispositiounen oder Ausféierungsbestëmmungen, déi ënner eng national Kompetenz falen, mussen hei nach national per Gesetz oder Règlement grand-ducal definéiert ginn.

An dësem Fall vun de Fluglotse geschitt dat engersäits iwwert dëst Gesetz an anerersäits iwwer e Règlement grand-ducal.

Zum Beispill: Dëse Projet de loi ass engersäits noutwendeg, fir d'Direction de l'aviation civile - ënner Ofkierzung DAC - offiziell als national kompetent Autoritéit an dëser Matière ze designéieren. Doduerch gëtt d'DAC dann och responsabel fir d'Zertifikatioun an d'Supervisioun vum erwäänten EU-Reglement, an notamment fir Lizenze fir d'Fluglotsen auszestellen, mee och zréckzezéien oder ze suspendéieren.

Anerersäits ass dëse Projet de loi och néideg, fir eist aktuellt Gesetz vum 16. August 2010 iwwert d'Lizenze vun de Fluglotsen ze abrogéieren, well dat Gesetz d'Ëmsetzung vun enger diesbezüglecher EU-Direktiv vun 2006 war, déi selwer och op EU-Niveau abrogéiert gouf.

An zu gudder Lescht kënnt dann nach e reng nationale Volet derbäi, deen näischt mat der EU-Legislatioun ze dinn huet.

Et geet heibäi ëm d'Aféierung vu Primme fir d'Fluglotsen. Den Artikel 4 vun eisem Projet de loi gesäit elo zwou Zorte vu Primme fir d'Fluglotse vir: eng Prime aéronautique, déi pensionabel ass; eng Prime d'examinateur, déi net pensionabel ass.

An dësem Kontext gouf den initial deposéierte Libellé vun dësem Artikel duerch Amendement gouvernemental modifizéiert, fir de Verhandlunge mat de Vertrieder vun de Fluglotse Rechnung ze droen, a wou et och ëm d'Opwäertung vun hirer Karriär goung.

De Conseil d'État hat a sengem éischten Avis eng Rei Opposition-formellë gemaach. Duerch Amendements gouvernementaux konnten dës Oppositions formelles opgehuewe ginn, ausser déi iwwert d'Primme vun de Beamten, déi eng Fonctioun als Evaluateur oder Examinateur hunn. Mat Hëllef vun engem zweeten Amendement gouvernemental konnt dann och dës Opposition formelle opgehuewe ginn.

De Projet de loi ass de 16. Juli 2018 an der Chamber deposéiert ginn duerch de Minister François Bausch. Et goufen, wéi gesot, e puer Navetten tëschent der Regierung an dem Conseil d'État wéinst Oppositions formelles. Mee, wéi gesot, déi konnten all opgeléist ginn.

De Projet de loi ass an eiser Kommissioun vun der Mobilitéit den 1. Abrëll 2021 guttgeheescht ginn. Méi Detailer zu dësem Projet de loi kënnt Der a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Ech ginn domat och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Rapporteur Carlo Back villmools Merci a ginn d'Wuert un deen éischten ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorabelen Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Merci wëll ech och dem Rapporteur soe fir déi explizitt Erklärungen. Deem ass a sech net vill bäizefügen.

Ech mengen, mir sinn alleguerten d'accord, datt d'Fluglotsen e ganz wichtegt Element an der Navigatioun, am Fluchverkéier duerstellen. Duerfir ass et wichteg, datt all d'Detailer esou gutt wéi méiglech gereegelt sinn. An deem Sënn nach eng Kéier merci un de Rapporteur. Ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Jo, well de Rapporteur esou komplett war, bleift mir just nach den Accord ze gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, an natierlech géif ech dem Rapporteur op dëser Plaz och gär Merci soe fir seng zwee ganz gutt Rapporten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. De Mikro ass elo fräi fir déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo. Merci, Här President. Och vu mir ee grousse Merci un de Rapporteur. Eigentlech wollt ech nach an e puer Wuert agoen op d'Wichtegkeet och vun de Primmen an och, dass mer eis et jo net einfach gemaach hu just mat esou enger Transpositioun vun enger Direktiv, mee mir hunn eis wierklech nach un déi Primme geklemmt. Mee och dat huet de Rapporteur ganz am Detail erkläert, wéi et sech an der Kommissioun och domadder verhalen huet. Duerfir merci. An natierlech och den Accord vu menger Partei. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur, dem Här Carlo Back, een häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot ginn. Et geet hei am Fong geholl ëm den Detail vu Fluglotsen, wéi dat gereegelt ass. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer dat hunn zur Sécherheet vum Flughafen. Et ass och vill méi kloergestallt. An ech géif domadder d'Zoustëmmunge brénge vun der ADR zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Mobililtéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, ech ka mech nëmmen deene ville Mercien un den Här Back uschléissen a si frou iwwert déi unanime Decisioun vun der Chamber, fir dësem Gesetzesprojet zouzestëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7344. Den Text steet am Document parlementaire 7344[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7344 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Michel Wolter), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Gilles Roth), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010

7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963

7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970

Mir kommen elo zu dem Projet de loi 7560, dem Projet de loi 7561 an dem Projet de loi 7562 iwwert d'Adoptioun vun enger Konventioun an enger Rei Protokoller iwwert d'Sécherheet am Loftverkéier, déi mer gemeinsam an enger Diskussioun wäerte behandelen. Ech géif d'Wuert un de Rapporter vun deenen dräi Projets de loi ginn, den honorabelen Här Carlo Back, deen dann déi dräi Projeten zesumme virstellt. Här Carlo Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, ech alt nach eng Kéier. Hei sinn dräi Projets de loi, déi ech am mëndleche Rapport presentéieren, mat den Nummere 7560, 7561 an 7562, déi all ëm d'Aviation civile ginn.

Méi prezis geet et ëm d'Zoustëmmung oder d'Ratifikatioun zu dräi Konventioune respektiv Protokoller, déi op den Aktivitéite vun der OACI - dat ass d'Organisation de l'aviation civile internationale oder d'international zivill Loftorganisatioun - am Beräich Sécherheet baséieren an eng gemeinsam, dat heescht global koordinéiert Reaktioun op d'Attentater vum 11. September 2001 duerstellen. All dës Konventiounen oder Protokoller sollen derzou bäidroen, fir d'Sécherheet vun der ziviller Fligerei ze verbesseren.

Ech presentéieren déi dräi Projets de loi, wéi gesot, mateneen. Den Här President huet dat erkläert. Mee d'Votten zu deenen dräi Projets de loi wäerten natierlech separat sinn.

De Projet de loi 7560: Hei geet et drëms, d'Konventioun vu Beijing vun 2010 ëmzesetzen. Dës Konventioun huet 25 Artikelen an huet als Zil, nei Inkriminatiounen an déi national penal Dispositiounen ze integréieren.

Wat sinn elo déi Inkriminatiounen? Dës Konventioun klasséiert d'Benotze vun ziville Fligeren, also Aeroneffen nach, fir den Doud vu Persounen erbäizeféieren oder och kierperlechen a materielle Schued unzeriichten, an d'Kategorie vu kriminellen Akten. Och d'Fräisetze vu biologeschen, cheemeschen, nukleare Substanzen oder Änlechem, mat Hëllef vun engem ziville Fliger sinn eebefalls hei viséiert. Des Weideren och Cyberattacke géint Installatiounen, déi Deel vun der Navigation aérienne sinn.

Des Weidere kënnen och déi Persoune penal belaangt ginn, déi Optraggeeber oder Organisateure vun esou Aktioune sinn. Déijéineg Persounen, déi bewosst den Auteur vun esou enger Infraktioun ënnerstëtzen a sech enger Enquête entzéie wëllen, kënnen och strofrechtlech verfollegt ginn.

Et geet deemno mat der Konventioun vu Beijing drëms, dës nei Uklopunkten an dat nationaalt Recht vun deene Länner, déi dës Konventiounen ënnerschriwwen hunn, ze integréieren. Dat heescht, datt eis national Gesetzgeebung gegeebenefalls nach muss un déi international Obligatiounen an Exigenzen a puncto Sécherheet ugepasst ginn.

De Conseil d'État huet a sengen Avisen zu dësen dräi internationalen Accorden op dësen Aspekt higewisen: Bei der nationaler Ëmsetzung vun dësen internationalen Dispositiounen, a speziell senge penalen Dispositiounen, fir all déi erwäänten Akten ze couvréieren, muss eis national Gesetzgeebung nach eventuell ugepasst ginn. An datt dëst net onbedéngt elo direkt schonns haut zesumme mat der Ratifikatioun muss geschéien, mee och a Konformitéit zum Artikel 37 vun eiser Constitutioun, an engem noe spéideren zäitleche Moment kann nogeholl ginn.

Da géif ech fir d'éischt zum Projet de loi 7562 kommen, éier ech da meng Presentatioun mam 7561 ofschléissen.

Beim Projet de loi 7562 geet et ëm de Protocole additionnel vu Beijing vun 2010. Dëse Protokoll gouf zesumme mat där elo grad erwäänter Convention de Beijing ausgehandelt an ënnerschriwwen - dohier de Numm -, mee huet formal gesinn awer e ganz anere Bezuch.

Den Zousazprotokoll bezitt sech net op d'Convention de Beijing, mee op d'Konventioun vu La Haye aus dem Joer 1970 a soll där hir Portée vergréisseren. Dës Konventioun vu La Haye dréit sech haaptsächlech ëm d'Repressioun vu Fligerentféierungen.

Am Zousazprotokoll vu Beijing geet et elo drëms, verschidden nei Forme vu Fligerentféierungen notamment mat Hëllef vu modernen Technologien an déi besteeënd Konventioun vu La Haye anzebauen.

Des Weidere kënnen och déi Persoune penal belaangt ginn, déi Optraggeeber oder Organisateure vun esou Aktioune sinn, genee wéi och déijéineg, déi bewosst den Auteur vun esou enger Infraktioun ënnerstëtzen, sech enger Enquête ze entzéien.

D'Zil ass also och hei, fir d'international koordinéiert Ausweitung vun de viséierten Zenarien, déi kënnen zu enger penaler Uklo féieren, zu der Sécherheet vun der ziviller Fligerei bäizedroen.

Dann den drëtte Projet, de 7561: Hei geet et ëm d'Ëmsetze vum Protokoll vu Montreal vun 2014, dëst am Kontext vun der Konventioun vun Tokio vun 1963.

Ëm wat geet et hei? Och u Bord vun ziville Fligere kënnt et ëmmer méi zu Akten oder Infraktiounen, déi vu Passagéier ausginn an déi d'Sécherheet vun de Passagéier an dem Personal u Bord a Gefor setzen. Hei geet et drëms, de Staate méi Rechtssécherheet ze ginn, fir esou Akten ze poursuivéieren.

Fir dës Strofdoten ze verfollegen, gesäit d'Konventioun vun Tokio d'allgemeng Kompetenz vun de Staate vir, wou de Fliger immatrikuléiert ass. De Protokoll, dee mir hei stëmmen, baut dës Kompetenz elo aus a gesäit eng Extensioun vun dëse juristesche Kompetenze vir op Staaten, wou den Exploitant vu Fligeren hebergéiert ass, an, méi limitéiert, och op déi Staaten, wou de Fliger lant.

Dës dräi Projet-de-loie sinn de 14. Abrëll 2020 an der Chamber vum Minister Jean Asselborn deposéiert ginn. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Salariés hunn een Avis zu dëse Projets de loi ginn an hunn dës Projets de loi allgemeng begréisst. D'Chambre des Salariés huet och déi selwecht Remark wéi de Staatsrot gemaach. De Staatsrot huet säin Avis de 16. Juni 2020 ofginn. Dës Projet-de-loie sinn an der Kommissioun vun der Mobilitéit an den Travaux publics de 4. Mäerz 2021 presentéiert ginn. De Rapport vun eiser Kommissioun ass den 18. Mäerz ugeholl ginn.

Ech ginn domat och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech nach eng Kéier Merci fir Äert Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Rapporter Carlo Back Merci fir déi dräi Rapporten, déi mer och elo zesummen diskutéieren, a ginn duerfir direkt deem éischten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Kaes, d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, merci, Här President, nach eng Kéier. Merci och dem Här Back fir d'Explikatiounen. Ech mengen, deem ass net vill bäizefügen. Duerfir géif ech den Accord zu deenen dräi Projete vun der CSV-Fraktioun ginn. Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. Da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif et maache wéi mäi Virriedner, den Aly Kaes, an ech géif et dobäi beloossen, dem Rapporter Merci ze soe fir seng Rapporten, souwuel déi schréftlech wéi och dee mëndlechen. Ech géif heimat dann och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Da wier et un där honorabeler Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo, och vu mir nach eng Kéier merci fir déi gutt detailléiert Aarbecht. Et kéint ee vläicht nach rappelléieren, dass dës dräi Projet-de-loien eigentlech och am Kontext sti vun den Ustrengungen, déi gemaach goufen, fir dee ganzen internationale juristesche Kader erëm e bëssen ze renovéieren, wat déi Loftsécherheet ubelaangt, an dat opgrond vun den Attentater vum 11. September 2001, also deem berüümtberüchtegten Nine-Eleven, dee jo jiddwerengem nach an Erënnerung ass. Och dat war en Ulass, fir eeben un dëse Gesetzer ze schaffen.

Duerfir ee grousse Merci nach eng Kéier. An ech ginn den Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen scho prett.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Ech géif dann dem Här Carlo Back en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot ginn. Et geet hei am Fong geholl ëm punktuell juristesch Kloerstellungen am Interessi vun der Loftfaart. Ech brénge heimat d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Vizepremier a Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. An och hei nach eng Kéier dat nämmlecht: Merci un de Rapporter a virun allem och un déi unanime Zoustëmmung vun der Chamber.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7560. Den Text steet am Document parlementaire 7560[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7560 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique, fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Michel Wolter), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Semiray Ahmedova), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7561. Den Text steet am Document parlementaire 7561[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7561

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass och dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Michel Wolter), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7562. Den Text steet am Document parlementaire 7562[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7562 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass och dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Michel Wolter), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Schluss vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtte Punkt zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.30 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 46, 47 et 48

46e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 671
Communications ..... p. 671
Ordre du jour ..... p. 671
Hommage à la mémoire de M. Paul Helminger, Député honoraire ..... p. 671-672
Dépôt d'une motion par M. David Wagner ..... p. 672
Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter ..... p. 672-673
7802 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ..... p. 673-681
7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins (Déclaration de recevabilité) ..... p. 681
7802 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments (suite) ..... p. 681-684
Motion de M. David Wagner relative au soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle ..... p. 684

47e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 685
Communications ..... p. 685
Ordre du jour ..... p. 685
Heure de questions au Gouvernement ..... p. 685-689
- Question n° 206 du 27 avril 2021 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge de coûts supplémentaires liés à la rénovation de bâtiments publics, respectivement scolaires en cours de classification comme patrimoine national, adressée à Mme la Ministre de la Culture et à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 685
- Question n° 207 du 26 avril 2021 de M. André Bauler relative à l'intervention de kinésithérapeutes et d'infirmières et d'infirmiers retraités dans la campagne de vaccination, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 685
- Question n° 208 du 27 avril 2021 de M. Sven Clement relative à la participation des jeunes au système démocratique, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 685-686
- Question n° 209 du 26 avril 2021 de M. Dan Biancalana relative à l'avenir de l'usine LIBERTY Steel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie ..... p. 686
- Question n° 210 du 27 avril 2021 de M. Léon Gloden relative à l'irresponsabilité pénale d'une personne atteinte d'un trouble psychique ou neuropsychique, adressée à Mme la Ministre de la Justice ..... p. 686-687
- Question n° 211 du 27 avril 2021 de Mme Stéphanie Empain relative au bilan du Plan d'action national 2017-2020 pour la gestion des risques à long terme dus à l'exposition au radon, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 687
- Question n° 212 du 27 avril 2021 de Mme Octavie Modert relative aux projets de trains de nuit en Europe, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ..... p. 687
- Question n° 213 du 26 avril 2021 de M. Gusty Graas relative à la destruction chimique des chenilles processionnaires du chêne, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ..... p. 687-688
- Question n° 214 du 27 avril 2021 de M. Serge Wilmes relative à l'effet de la gratuité des transports publics sur le nombre d'utilisateurs depuis son introduction, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ..... p. 688
- Question n° 215 du 27 avril 2021 de M. Claude Lamberty relative au bilan des aides à la digitalisation « Fit 4 Digital Packages », adressée à M. le Ministre des Classes moyennes ..... p. 688-689
Désignation d'un membre de la commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision ..... p. 689
Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC), du programme national de réforme (PNR) et du plan pour la reprise et la résilience (PRR) ..... p. 689-692
Changements de composition de commissions parlementaires ..... p. 692
Changement de composition du Bureau ..... p. 692
7638 - Projet de loi portant :
1. transposition :
a) de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ; et
b) de la directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE ;
2. mise en œuvre du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositionssur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication, et le règlement (UE) n° 648/2012 ; et
3. modification :
a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
b) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;
c) de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ;
d) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
e) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
f) de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres ; et
g) de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ..... p. 692-696
Changement de la composition du Bureau (suite) ..... p. 696

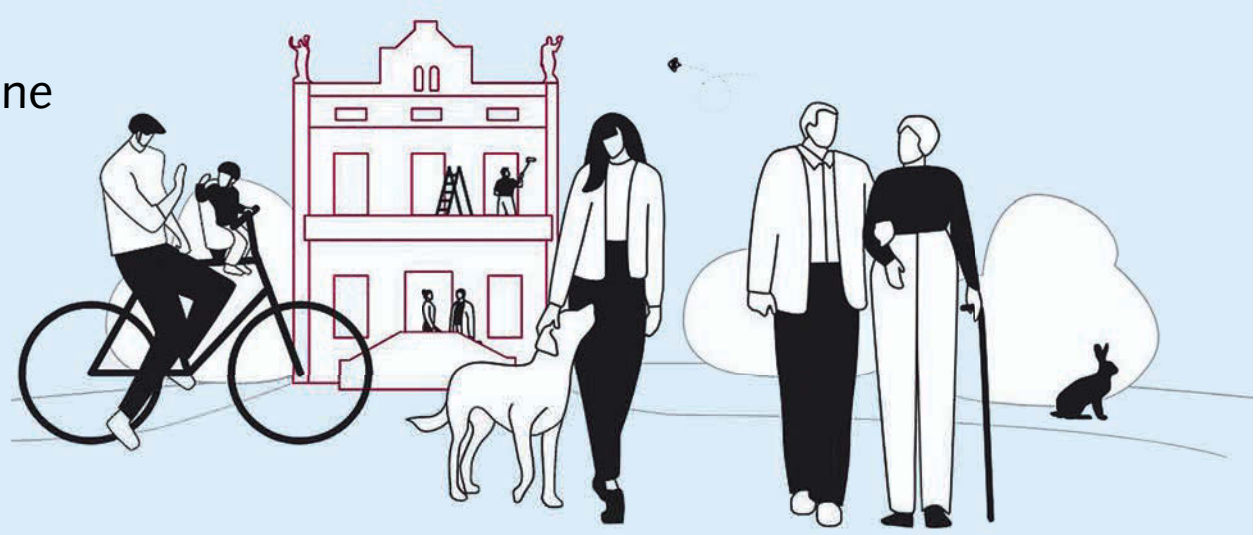
48e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 697
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du Plan national d'organisation des secours (PNOS) ..... p. 697-701
Question élargie n° 89 de M. François Benoy au sujet de la stratégie de réponse à un accident nucléaire majeur dans le voisinage du Luxembourg ..... p. 701
Question élargie n° 85 de Mme Carole Hartmann au sujet de l'organisation des compétitions sportives dans le contexte actuel de la crise sanitaire ..... p. 701-702
Question élargie n° 91 de M. Charles Margue au sujet de l'économie des plateformes collaboratives ..... p. 702-703
7344 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne ..... p. 703-704
7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010
7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963
et
7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970 ..... p. 704

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3861	Laurent Mosar, Diane Adehm	Participations de RTL Group
3920	Semiray Ahmedova	Demandes d'aides individuelles au logement
4050	Fernand Kartheiser	Torture des prisonniers de guerre arméniens
4118	Fred Keup	Promotion de la mobilité électrique
4271	Stéphanie Empain, Semiray Ahmedova	Impact des tensions en Cisjordanie sur la mission EUPOL COPPS
4275	Martine Hansen	Tests rapides Covid-19
4277	Carole Hartmann	Possibilité d'introduction d'un troisième sexe dans le registre de l'état civil
4283	Sven Clement, Marc Goergen	Surveillance de la communication
4297	André Bauler	Terre agricole
4300	Jean-Paul Schaaf	Mises à jour du Registre national des personnes physiques
4310	Marc Goergen	Demandeurs de protection internationale mineurs disparus
4411	Martine Hansen	Piste cyclable 22 entre Bettel et Fouhren
4440	Marc Goergen	Bénévoles du CGDIS
4443	Jeff Engelen	Impact des conditions météorologiques sur l'électromobilité
4447	Georges Engel, Mars Di Bartolomeo	Base légale relative à l'exploitation d'IRM dans les cabinets médicaux privés
4449	Fred Keup	Appel d'offre pour le projet « Ecobox »
4457	Gilles Roth, Laurent Mosar	Gestion des plaintes pénales par le ministère public
4472	Martine Hansen, Léon Gloden	Logements encadrés pour les personnes âgées
4473	André Bauler	Masques utilisés dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
4474	Roy Reding	Finances communales
4475	François Benoy	Carnets de santé
4477	Nathalie Oberweis	Options d'accouchement
4480	Fernand Kartheiser	Remplacement de certains métiers du secteur des bas salaires par des machines
4485	Carole Hartmann, Gilles Baum	Don du sang
4486	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Participation luxembourgeoise à l'opération « Trojan Shield »
4488	Jean-Paul Schaaf	Publication de demandes et autorisations par les communes
4492	Fred Keup	Transition écologique
4493	Martine Hansen	Choix de la langue dans certaines matières des classes GSO
4495	Martine Hansen	Prise en charge des frais d'un transport en ambulance
4496	Sven Clement	Reprise d'emballages
4497	Roy Reding, Fernand Kartheiser	Amendes introduites dans le cadre de l'état de crise
4498	Fernand Kartheiser	Application de l'article 5 du traité fondateur de l'OTAN dans l'espace
4499	Marc Spautz	Réorientation du large scale testing
4500	Jeff Engelen	Situation dans les hôpitaux dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
4501	Fernand Kartheiser	Abus du régime d'asile européen commun
4502	Fred Keup	Conflit d'intérêts dans le cadre du système de reprise d'emballages
4503	Marc Hansen	Visibilité des formations et professions de la santé à la Foire de l'étudiant 2021
4504	Fred Keup	Participation à la construction d'une île éolienne
4505	Sven Clement	Obligation de test négatif avant certains traitements à l'hôpital
4506	Fred Keup	Sécurité d'approvisionnement en électricité
4507	Martine Hansen, Claude Wiseler	Tests anticorps dans les maisons de retraite et de soins
4508	Mars Di Bartolomeo, Tess Burton	Chiffre d'affaires des supermarchés et des hypermarchés pendant la crise sanitaire
4509	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Législation contre les personnes LGBTIQ en Hongrie
4511	Martine Hansen	Distribution des tests rapides Covid-19
4513	Marc Hansen	Infections de percée
4514	André Bauler, Max Hahn	Matériel roulant au service des CFL
4515	Gusty Graas	Test « Dry Blood Spot »
4517	Françoise Hetto-Gaasch	Soins palliatifs à domicile
4519	Martine Hansen, Claude Wiseler	Vaccination mixte
4520	Cécile Hemmen, Simone Asselborn-Bintz	Tiers payant social
4522	Fernand Kartheiser	Divorce de ressortissants érythréens
4524	Nancy Arendt épouse Kemp	Ouverture des frontières entre l'Europe et les États-Unis
4526	Sven Clement	Situation des maternités
4527	Sven Clement	Demande d'une licence par une chaîne de télévision publique russe
4528	Josée Lorsché	Prise en charge de la douleur chronique
4529	Stéphanie Empain	Projet d'acquisition de véhicules pour l'Armée luxembourgeoise
4531	Marc Lies	Taux de TVA super-réduit de 3 %
4532	Laurent Mosar, Diane Adehm, Viviane Reding	Demande d'une licence par une chaîne d'informations internationale
4535	Sven Clement	Ransomware attack
4537	Myriam Cecchetti	Déclaration de Lisbonne sur la lutte contre le sans-abrisme en Union européenne
4540	Fernand Kartheiser	Matériel militaire
4541	Laurent Mosar, Léon Gloden	Agressions contre la police
4542	Sven Clement	Supplément d'honoraire pour convenance personnelle
4545	Nathalie Oberweis	Centre thérapeutique « Syrdall Schlass »
4547	Francine Closener, Mars Di Bartolomeo	Long Covid
4549	Sven Clement	Rupture de stock du cannabis médical
4550	Nathalie Oberweis	Statistiques de la criminalité liée aux drogues
4552	Nathalie Oberweis	Personnes en séjour irrégulier
4553	Fred Keup	Installation des drapeaux lors de la Fête nationale
4555	Fred Keup	Participation à la construction d'une île éolienne
4556	Martine Hansen	Rupture de stock du cannabis médical
4560	Fernand Kartheiser	Interview du Ministre des Affaires étrangères et européennes
4563	Jeff Engelen	Compétences du Contrôle médical de la sécurité sociale
4565	Fred Keup	Oxyde d'éthylène
4566	Fred Keup	Fermeture de commissariats de police
4573	Roy Reding	Traitement des données par POST Finance
4574	Roy Reding	Taxe mondiale sur les multinationales
4581	Marc Goergen	Matchs de football dans le cadre de la pandémie Covid-19
4586	Sven Clement	Numéro d'identification national
4587	Jeff Engelen, Roy Reding	Impact des mesures Covid-19 sur les activités sportives
4592	Martine Hansen	Augmentation de la part de THC dans le chanvre
4593	Léon Gloden	Bâtiment de la douane à Grevenmacher
4595	Fred Keup	Apprentissage de la langue luxembourgeoise déconseillé par l'ADEM
4598	Sven Clement, Marc Goergen	Saisie de comptes bancaires par l'État
4603	Marc Goergen	Publicités pour des campagnes gouvernementales dans le magazine « Gudd! »
4616	Martine Hansen, Gilles Roth	Application du régime « CovidCheck »
4617	Françoise Hetto-Gaasch	Aliments contenant de l'alcool
4620	Sven Clement	Vaccination mixte
4625	Mars Di Bartolomeo, Simone Asselborn-Bintz	Lits de vacances dans des structures pour personnes âgées
4626	Léon Gloden	Infections à la Covid-19 à l'École de police
4628	Marc Hansen	Tests PCR et TAR
4633	Fred Keup, Jeff Engelen	Intervention chirurgicale du lipœdème
4635	Fred Keup	Livres scolaires sur l'histoire du Luxembourg
4639	Nathalie Oberweis	Contrôle médical
4643	Marc Hansen	Problèmes avec le portail « MyGuichet »
4665	Roy Reding	Construction de logements par le patronat
4677	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Sécurité alimentaire
		Session ordinaire 2021-2022
5440 cf. 5441 urgente, 5442 urgente	Sven Clement	Vaccination contre la Covid-19 chez les jeunes de moins de 18 ans
5441 urgente cf. 5440, 5442 urgente	Josée Lorsché, Marc Hansen	Vaccination de rappel « booster » des adolescents de douze à 17 ans
5442 urgente cf. 5440, 5441 urgente	Martine Hansen	Tests rapides pour les jeunes de moins de 18 ans
5452 urgente	Sven Clement	Ordonnances pour des tests PCR
5458 urgente	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Vaccination des femmes enceintes
5464 urgente	Georges Mischo	Centres de dépistage Covid-19
5484 urgente	Claude Lamberty, Carole Hartmann	Les manifestations contre les mesures anti-Covid prévues devant l'Hôpital Robert Schuman

d'Chamber online op **www.chd.lu**

Question 3861 (16.03.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **participations de RTL Group :**

Vendredi dernier, lors de la présentation des résultats de RTL Group, le CEO du groupe audiovisuel luxembourgeois, Monsieur Thomas Rabe, a confirmé étudier « les options possibles pour (sa) participation dans le groupe français M6 » et a ainsi affiché ses intentions de se retirer du marché français. Parallèlement, le groupe explore les possibilités de rapprochement avec des acteurs du secteur des médias dans les pays dans lesquels il est actif, notamment en Allemagne. Selon Monsieur Thomas Rabe, il existe en effet « de solides arguments en faveur d'une consolidation du secteur de la diffusion » pour tout le marché européen.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé de la volonté de RTL Group d'étudier la cession du groupe français M6 ? Quelle est son appréciation globale ?

- Quel impact cette vente des participations aura-t-elle sur les activités de RTL Group au Luxembourg ?

Réponse (09.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le Gouvernement a été informé sur l'intention du groupe RTL d'étudier plusieurs pistes de consolidation dans le secteur audiovisuel et que le marché francophone en fait partie. Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur la stratégie commerciale d'un groupe privé.

Le Gouvernement ne se prononce pas sur le futur des activités d'une entreprise privée. Néanmoins, le groupe RTL nous a confirmé que les réflexions en matière de consolidation de certaines de leurs activités n'auront pas d'impact sur les activités du groupe au Luxembourg.

Question 3920 (24.03.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant les **demandes d'aides individuelles au logement :**

Dans le contexte de la pandémie du Covid-19, la loi du 25 février 2021 portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise accorde aux personnes physiques un délai supplémentaire jusqu'au 30 juin 2021 pour déposer certaines déclarations d'impôt de l'année 2020.

Néanmoins, il a été porté à notre connaissance que le Service des aides au logement du Ministère du Logement demande aux bénéficiaires d'aides au logement les décomptes fiscaux notamment de l'année 2020 (voire même notifie des rappels de remise de ces documents).

Or, considérant que le législateur autorise le dépôt de la déclaration d'impôt jusqu'à fin juin 2021, il paraît que de telles demandes de documents vont à l'encontre de la prédite loi du 25 février 2021.

Les personnes concernées sont à l'heure actuelle, le cas échéant, dans l'impossibilité de donner une suite à la demande du Service des aides au logement du fait qu'ils n'ont pas encore déposé leur déclaration d'impôt vu les délais accordés en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant des demandes de documents et rappels émis par le Service des aides au logement ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il intervenir dans la mesure d'accorder les mêmes délais au niveau du traitement des demandes d'aides au logement que ceux accordés par la loi du 25 février 2021 précitée ?

3) Le cas échéant, est-ce que des mesures supplémentaires ont été mises en place au Service des aides au logement suite à l'entrée en vigueur de la prédite loi du 25 février 2021 ?

Réponse (29.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

L'honorable Députée Semiray Ahmedova soulève à juste titre un problème résultant du délai supplémentaire accordé aux contribuables pour la remise de leur déclaration d'impôts lorsque ces contribuables sont en même temps bénéficiaires ou demandeurs d'aides individuelles d'accès au logement.

Dans ce contexte, je me permets de rappeler en premier lieu que ces aides individuelles au logement sont fixées de manière générale en fonction du revenu imposable des demandeurs, au sens de l'article 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu[1]. En outre, la règlementation en matière d'aides individuelles au logement prévoit que les dossiers - par exemple de la subvention d'intérêt - sont soumis à une révision tous les deux ans lors de laquelle il est vérifié si les bénéficiaires d'aides respectent toujours les conditions d'octroi pour pouvoir continuer à en bénéficier.

Ainsi, le Service des aides au logement nécessite notamment les pièces renseignant sur le revenu des bénéficiaires, dont aussi un certificat émis par l'Administration des contributions directes attestant le revenu imposable. Dès lors, malgré la situation particulière due au Covid-19, les pièces en question sont ainsi indispensables pour déterminer, en conformité avec les dispositions légales et règlementaires, le droit aux aides respectivement leur montant.

Le Service des aides au logement se voit dès lors obligé d'informer les bénéficiaires - dont le dossier est suspendu jusqu'à finalisation de la révision - des documents à fournir pour déterminer si la continuation des aides peut être accordée.

Je tiens toutefois à informer l'honorable Députée que suite à l'entrée en vigueur de la loi du 25 février 2021 portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise, instruction a été donnée aux agents du Service de suspendre les derniers rappels de pièces relatifs aux certificats d'impositions émis par l'Administration des contributions directes (respectivement rappel de ces pièces) jusqu'au 30 juin au moins. Bien qu'un premier rappel ait été notifié aux bénéficiaires concernés, les dossiers respectifs ne seront pas refusés pour cause d'absence dudit certificat.

Quant à la troisième question de l'honorable Députée, il importe de noter que la Chambre des Députés a approuvé à l'unanimité, lors de sa séance publique du 11 mars 2021, le projet de loi numéro 7639 modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement.

Ce projet de loi facilitera - et ceci non seulement dans le contexte de la pandémie du Covid-19 - les démarches administratives à effectuer par les bénéficiaires d'aides individuelles au logement dans la mesure qu'il sera désormais possible d'échanger certaines informations entre administrations, notamment entre l'Administration des contributions directes et le Service des aides au logement.

Ainsi, les informations nécessaires dans ce contexte et disponibles auprès de l'Administration des contributions directes devraient pouvoir être échangées avec le Ministère du Logement pour chaque dossier dans lequel le demandeur a expressément marqué son accord - par une déclaration spéciale - pour que le gestionnaire du dossier puisse accéder aux données à caractère personnel limitativement énumérées dans la loi, afin de décharger le demandeur de devoir se déplacer auprès de plusieurs administrations publiques pour obtenir certains renseignements et documents légalement requis par la législation, et ainsi réaliser une simplification administrative, qui est dans l'intérêt de toutes les parties concernées.

Question 4050 (08.04.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **torture des prisonniers de guerre arméniens :**

Scho virum Waffestëllstand vum 9./10. November 2020 tëscht Aserbaidjan an Armenien am Bergkarabachkonflikt si grujeleg Videoen an de soziale Medien opgedaucht, op deenen ee gesäit, wéi aserbaidjanesch Zaldoten armeenesch Krichsgefaangener mësshandelen. No dem Waffestëllstand huet Armenien déi aserbaidjanesch Krichsgefaangener un den Aserbaidjan iwwerginn, wat ëmgekéiert net am selwechte Mooss geschitt ass. Et gëtt geschat, datt den Aserbaidjan nach eng 200 Persounen, dorënner och Zivilisten a Persoune vun net armeenescher Nationalitéit gefaangen hält.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Huet déi Lëtzebuerger Regierung Informatiounen doriwwer, wéi vill Zivilisten a Militär mat armeeneschen Originnen am Moment nach, ronn fënnef Méint nom Waffestëllstand, vum aserbaidjanesche Regimm festgehale ginn? Wéi vill Persounen dovu sinn Zivilisten, wéi vill Militär? Wéi eng Nationalitéit hunn déi Persounen (ënnert hinne soll sech och eng Damm mat libaneesescher Nationalitéit befannen)?

2. Leien der Lëtzebuerger Regierung Informatiounen doriwwer vir, ob armeenesch (respektiv Persoune mat enger anerer Nationalitéit) Zivilisten oder Militär an aserbaidjanescher Gefaangenschaft mësshandelt ginn?

3. Wat ënnerhëlt déi Lëtzebuerger Regierung op diplomateschem Niveau konkreet:

- fir datt den Aserbaidjan eng komplett Lëscht vun deene gefaangene Persoune publizéiert,

- fir datt den Aserbaidjan seng Verflichtungen aus dem Waffestëllstandsofkommes an deene subsequenten Erklärunge vum November 2020 erfëllt, besonnesch och am Hibléck op déi humanitär Froen,

- fir drop ze bestoen, datt den Aserbaidjan seng Verflichtungen ënnert de Genfer Protokoller, besonnesch dem Drëtte Protokoll, an dem Vëlkergewunnheetsrecht anhält a gefaange Persounen nom Enn vun den Hostilitéite fräiléisst,

- fir ze verhënneren, datt un d'Fräiloossung vun dëse Persoune Konditioune gebonne ginn an datt si domat zu Geisele ginn,

- fir dozou bäizedroen, datt gefaange Persounen net mësshandelt ginn,

- fir dat internationaalt Rout Kräiz bei senge Beméiungen an dëser Konfliktsituatioun ze ënnerstëtzen,

- fir ze erméiglechen, datt international Hëllefsorganisatioune respektiv national diplomatesch a konsularesch Vertrieder een ongehënnerten Zougank zu alle vum Aserbaidjan kontrolléierte Gebitter wéi och Ariichtunge kréien, an deene Persounen zënter deene leschten arméierten Evenementer gefaange gehale ginn,

- fir d'Membere vum Minsk-Grupp fir de Bergkarabach, d'USA, Frankräich a Russland op déi Problematik mat opmierksam ze maachen a si ze encouragéieren, fir hir Beméiungen an deenen humanitäre Froe weider ze verstäerken,

- fir an internationalen Organisatioune wéi der UNO, der OSZE, der EU an dem Europarot op déi humanitär Problemer am Kontext vum Bergkarabachkonflikt opmierksam ze maachen an déi respektiv Organisatiounen dozou opzeruffen, fir sech fir d'Fräiloossung vun deene concernéierte Persoune weider a verstäerkt anzesetzen,

- fir am Fall vun enger weiderer Obstruktioun duerch den Aserbaidjan fir cibléiert Sanktiounen anzetrieden?

Réponse (04.05.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg verfüügt iwwer keng onofhängeg iwwerpréifbar Informatiounen zur Fro vun der Zuel an der Nationalitéit vun Zivilisten a Militär mat armeeneschen Originnen, déi am Moment nach vum Aserbaidjan festgehale ginn. Den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet säit Oktober 2020 op Grondlag vum Artikel 39 vu sengem Reglement eng Rei provisoresch Mesuren decidéiert am Kontext vum rezente Konflikt tëschent Armenien an Aserbaidjan. Aktuell betreffen dës Mesuren 188 Armenier, déi sech der armeenescher Regierung oder de betraffene Familljen no nach ëmmer an aserbaidjanescher Gefaangenschaft befannen. Déi armeenesch Regierung geet vun iwwer 200 Zaldoten an Zivilisten aus, déi zur Zäit nach gefaange gehale géife ginn, ouni awer eng präzis Zuel unzeginn.

ad 2. Lëtzebuerg verfüügt iwwer keng onofhängeg iwwerpréifbar Informatiounen zu dëser Fro. Berichter, no deenen et zu Mësshandlungen an aserbaidjanescher Gefaangenschaft komm wär, sinn awer am Ëmlaf a ginn zum Beispill vun Human Rights Watch bestätegt op Grondlag vun der Auswäertung vu Videoen an de sozialen Netzwierker souwéi vun Temoignagë vu Persounen, déi mëttlerweil aus der Gefaangenschaft entlooss gi sinn.

ad 3. Lëtzebuerg setzt sech an allen zoustännege Foren duerfir an, dass d'Verflichtungen, déi sech aus dem Waffestëllstandsofkommes vun November 2020 souwéi generell dem internationalen humanitäre Recht erginn, vun alle Parteien, also och vum Aserbaidjan erfëllt ginn. Lëtzebuerg mécht dëst zesumme mat sengen EU-Partner. Sou huet d'EU zum Beispill den 28. Abrëll 2021 am Kader vum Kommitee vun de Ministere vum Europarot zu Stroossbuerg eng Deklaratioun matgedroen, déi explizitt op de Retour vun de Krichsgefaangenen an aneren Detenuen ageet. En anert rezent Beispill ass déi Deklaratioun, déi d'EU de 15. Abrëll 2021 am permanente Rot vun der OSZE zu Wien virgedroen huet, an déi besonnesch déi humanitär Situatioun an d'Lag vun de Gefaangenen ervirhieft an och d'Roll vun de Copresidente vum Minsk-Grupp ënnersträicht. Donieft ënnerstëtzt Lëtzebuerg déi vital Aarbecht vum internationale Kommitee vum Roude Kräiz op der Plaz.

Question 4118 (20.04.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **promotion de la mobilité électrique :**

D'Pläng vun der Regierung gesi vir, datt bis 2030 hei am Land 49 % vun den Autoen Elektroautoe solle sinn, eng Quot, déi implizéiert, datt (bei 435.000 Autoen zurzäit, dovu 4.900 elektrescher) an den nächsten néng Joer 260.000 Autoen duerch E-Autoen ersat misste ginn. Dat implizéiert och, datt bis 2030 insgesamt 26.000 Luetstatiounen hei am Land missten installéiert ginn (Source: „Die Elektroinsel Luxemburg" vum Marco Meng, LW vum 13. Abrëll 2021).

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Energieminister:

1. Wat fir Mesurë plangt d'Regierung, bei am Moment knapp 500 Luetstatiounen hei am Land, fir bis 2030 26.000 Luetstatiounen hei am Land ze installéieren?

2. Denkt d'Regierung drun, fir am Kader vun hiren ambitiéise Pläng, wat d'Zuel vun den Elektroautoen hei am Land bis 2030 ugeet, och mat deenen ze schwätzen, déi direkt vun dëser Ëmstellung betraff wäerte sinn, an éischter Linn dem ACL, der FESS (Fédération des exploitants de stations-service du Luxembourg) an dem Garagisteverband FEDAMO?

3. D'Regierung huet viru Kuerzem signaléiert, datt si am Gespréich ass mat der EU, fir datt de Staat den Entreprisë finanziell bei der Installatioun vu Luetstatiounen hëllefe kann. Ginn et an deem Kontext scho Resultater?

4. Wéi gedenkt d'Regierung, an deenen nächste Joren d'Leit dozou ze beweegen, E-Autoen ze kafen, wann een a Betruecht zitt, datt dës Technologie sech sou rasant entwéckelt, datt den Elektroauto vun haut an zwee Joer vun der Entwécklung scho sou depasséiert wäert sinn, datt d'Notzer hiren Auto dann net méi verkafe kënnen?

5. Wat fir Pläng huet d'Regierung fir sécherzestellen, datt an Zukunft net nëmme genuch Stroum fir d'E-Autoen zur Verfügung steet, mee virun allem genuch „grénge Stroum"?

6. Wéi wëll d'Regierung verhënneren, datt an Zukunft den Undeel vun de Grenzgänger, déi all Dag mat Autoe mat Verbrennungsmotor an d'Land kommen, däitlech iwwert der Norm (49 % E-Autoen) läit?

7. Wat fir Konsequenze gedenkt d'Regierung ze zéien a wat fir Moossnamen ze huelen, wann den Undeel un Elektroautoe wäit ewech vun de Regierungsziler bleift, z. B. wann am Joer 2028 nëmmen 20 % vun de Gefierer Elektroautoe wieren?

Réponse commune (20.05.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Eng Ratio „Elektroauto pro Luetborn" ass ee wichtegen Indicateur, fir ze kontrolléieren, ob d'Luetinfrastruktur mat den ugemellten elektresche Gefierer Schrëtt hält. Well iwwert déi lescht Joren ëmmer méi Elektroautoen ugemellt goufen an eleng an den éischte véier Méint vun 2021 17,7 % vun den Neiumeldungen 100 %-Elektroautoen oder Plug-in-Hybride waren, ass et wichteg, iwwert esou Indicateuren ze suivéieren, datt et genuch adequat Luetméiglechkeete fir all dës Gefierer gëtt.

Déi europäesch Direktiv 2014/94/UE iwwer Infrastrukture fir alternativ Kraaftstoffer gesäit am Considerant n° 23 zum Beispill vir, datt:

« […] À titre indicatif, le nombre moyen approprié de points de recharge devrait correspondre à au moins un point de recharge pour dix voitures, en prenant également en considération le type de voitures, les technologies de recharge et les points de recharge privés disponibles. […] »

Aus dësem Considerant geet ervir, dass et sech heibäi an éischter Linn ëm eng Recommandatioun handelt. Do dernieft muss och a Betruecht gezu ginn, wéi séier een op den ëffentleche Borne ka lueden an och wéi vill net ëffentlech Luetbornen et ginn. Esou sollen zum Beispill och déi privat Luetstatioune mat consideréiert gi fir ze kucken, ob de Fuerpark un elektresche Gefierer adequat ka geluede ginn. Wéi an der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Ufro N° 3769 präziséiert, goufe bis Abrëll 2021 schonn ca. 2.100 Ufroe vu Privatpersoune bei de Stroumnetzbedreiwer gestallt, fir mat 11 kW kënnen doheem een Elektroauto nozelueden.

Wat elo eleng d'Ratio vun Elektroautoe pro ëffentlech accessibel Luetpunkten ubelaangt, esou ginn et momentan ca. 12.000 ugemellten Elektroautoen zu Lëtzebuerg an ca. 500 „Chargy"-Luetstatiounen. Well dës Bornen alleguerten zwee Elektroautoe kënne gläichzäiteg oplueden, handelt et sech heibäi ëm ca. 1.000 Luetpunkten. Heirauser ergëtt sech aktuell e Verhältnis vun ca. 12 Autoe pro ëffentleche Luetpunkt. A Länner mat méi engem héije Flottenundeel un Elektroauto, wéi zum Beispill Norwegen oder Holland, louch dëst Verhältnis Enn 2020 bei 24 Autoe pro ëffentleche Luetpunkt[2].

Do dernieft huet sech säit 2014, wou déi uewe genannte Recommandatioun publizéiert gouf, d'Technologie souwuel op der Säit vun den Autoen wéi vun der Luetinfrastruktur staark weiderentwéckelt. Zum Beispill hunn déi nei Generatioun vun Autoen däitlech méi eng héich Batteriekapazitéit an deemno och méi eng héich Autonomie an doriwwer eraus ginn et haut och schonn Autoen a Borne mat enger méi héijer Opluetleeschtung, soudass weesentlech méi Autoen op enger eenzeler Statioun geluede kënne ginn. Deementspriechend kënnen insgesamt manner esou Héichleeschtungsstatiounen opgeriicht ginn, fir déi selwecht Demande ze decken. Den „Chargy"-System gouf dofir an déi Richtung weiderentwéckelt a bitt op den neie „SuperChargy"-Statiounen d'Méiglechkeet, fir weesentlech méi séier am ëffentleche

[1] Article 3 du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

[2] European Alternative Fuels Observatory, www.eafo.eu

Raum oplueden ze kënnen. Net vergiesse sollt een och, dass e ganz groussen Deel vun den Elektroautoen zu Lëtzebuerg doheem oder op der Aarbecht opgeluede ginn, soudass een dës Opluetpunkten och mat berécksiichtege sollt, wann een d'Densitéit vun den Opluetméiglechkeeten am Land ermëttelt.

Aus dësen Erklärunge geet ervir, datt déi uewe genannte Recommandatioun vun zéng Elektroautoe pro Luetpunkt net esou pauschal ka consideréiert ginn a Lëtzebuerg domadder net zwangsleefeg 26.000 ëffentlech Luetpunkte fir 2030 brauch.

D'Regierung ass sech awer och dem Besoin fir zousätzlech Bornen am ëffentleche Raum bewosst, dee mam Zouwuess vun der Elektromobilitéit entsteet. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3959 beschriwwen, gëtt aktuell un engem Subventiounssystem geschafft, fir zousätzlech Borne komplementar zum „Chargy"-System ze ënnerstëtzen. Zesumme mam Subventiounssystem „Clever Lueden" fir d'Borne fir Privatleit soll doduerch séchergestallt ginn, dass sech zu Lëtzebuerg e kohärente Luetökosystem entwéckelt, dee mam Ausbau vun der Elektromobilitéit evoluéiert an et de verschiddenen Typpe vun Utilisateuren erlaabt, zouverlässeg opzelueden.

ad 2. Echangë mat Associatiounen a Federatioune sinn e wichtegt Element fir d'Virbereedung an Ëmsetzung vu Politicken am Beräich Elektromobilitéit. D'Regierung ass dowéinst a reegelméissegem Kontakt mat dësen Acteuren. Och mat hirer rezenter Initiativ „Stroum beweegt - Elektresch an d'Zukunft" viséiert d'Regierung e reegelméissegen Echange mat an tëscht den Acteuren am Beräich Elektromobilitéit.

ad 3. D'Diskussioune mat der Europäescher Kommissioun iwwert d'Méiglechkeet vu Staatshëllefen am Beräich Opluetinfrastruktur sinn aktuell nach net ofgeschloss.

ad 4. D'Technologie vun Elektroautoen huet sech an de leschte Jore staark entwéckelt, soudatt d'Gefierer, déi haut op de Marché kommen, generell eng grouss Autonomie hunn a séier kënnen nogeluede ginn. Domadder kënne fir déi alldeeglech Trajeten awer och gréisser Distanzen zréckgeluecht ginn. Dee méi héijen Acquisitiounspräis vun engem Elektroauto am Verglach zu engem Auto mat Verbrennungsmotor gëtt haut zum Deel mat de bestoende Primmen ausgeglach.

Bis ewell ginn et awer nach ganz wéineg Etuden, déi analyséieren, wéi een Impakt Elektroautoen op den Occasiounsmarché hunn; dat heescht wéi dës Gefierer am Verglach zu engem vergläichbaren Auto mat Verbrennungsmotor ofschneiden. Dëst läit notamment dorunner, datt den Occassiounsmarché vun Elektroautoen nach relativ kleng ass.

ad 5. Der Regierung hir Politik setzt sech konsequent fir en Ausbau vun erneierbaren Energien souwuel um nationale wéi och um europäesche Plang an. Op nationalem Niveau gesäit den nationale Klima- an Energieplang vir, dass am Verglach zu 11,9 % haut bis 2030 33,8 % vum nationale Stroumverbrauch soll duerch Stroum aus erneierbare Quelle gedeckt ginn. Och op internationalem Niveau huet den „European Green Deal" d'Efforten an dës Richtung verstäerkt. Insgesamt wäert doduerch den Ausbau vun erneierbaren Energien de Méiverbrauch u gréngem Stroum duerch Elektroautoen an den nächste Jore méi wéi kompenséieren.

Déi geplangte Förderung fir Luetinfrastruktur wäert och sécherstellen, dass déi gefërdert Borne mat Stroum aus erneierbare Quelle gespeist ginn.

ad 6. D'Ziler vun der Regierung bezéie sech op Autoen, déi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, an een Deel vun dëse Gefierer gëtt och vu Frontaliere benotzt. Zousätzlech wäert e konsequenten Ausbau vun Infrastruktur fir elektresch Mobilitéit et och fir Grenzgänger, déi mam Auto op Lëtzebuerg kommen, méi interessant maachen, fir en Elektroauto ze notzen.

Doriwwer eraus setzt d'Regierung sech souwuel um Niveau vun der Groussregioun wéi och am Pentalateralen Energieforum[3] fir eng ofgestëmmte Förderung vun der Elektromobilitéit a speziell fir de grenziwwergräifende Verkéier an.

ad 7. D'Regierung verfollegt eng konsequent Politik, fir d'Ziler aus dem nationalen Energie- a Klimaplang ze erreechen, a wäert e kontinuéierleche Monitoring vum Fortschrëtt maachen, fir déi noutwenneg Moossname fréizäiteg huelen ze kënnen. Et schéngt haut net ubruecht, iwwer politesch Moossnamen am Joer 2028 ze spekuléieren.

Question 4271 (12.05.2021) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant l'**impact des tensions en Cisjordanie sur la mission EUPOL COPPS :**

Dans le cadre de la mission EUPOL COPPS, le Luxembourg a décidé de déployer jusqu'à deux membres de la Police grand-ducale en Cisjordanie. Cette mission répond à deux priorités fixées par le Gouvernement luxembourgeois, à savoir la promotion de l'état de droit dans le monde par des missions civiles et le renforcement des institutions dans les territoires palestiniens en vue de la création d'un État palestinien apte à assurer la sécurité de ses habitants. Lors de la réunion jointe du 1er février 2021 de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, nous avons été informés qu'une candidature de participation à cette mission a été introduite et retenue.

Vu les tensions actuelles à Jérusalem, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Est-ce que l'agente de police sélectionnée a déjà commencé sa mission en Cisjordanie ?

2) Est-ce qu'un-e deuxième agent-e a déjà été sélectionné-e en vue de la participation à cette mission ? Dans l'affirmative, cette personne a-t-elle déjà commencé sa mission sur place ?

3) Les tensions israélo-palestiniennes actuelles ont-elles un impact sur les activités des agent-e-s luxembourgeois-es ainsi que sur la mission EUPOL COPPS ?

4) Face à l'escalade actuelle des tensions, l'UE a-t-elle lancé un processus de réévaluation de la mission en cours ?

Réponse commune (11.06.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) La fonctionnaire de la Police grand-ducale a commencé sa mission le 6 avril 2021 en télétravail avant d'être déployée sur le lieu de sa mission en Cisjordanie le 22 mai 2021.

ad 2) À l'heure actuelle, le déploiement d'un-e deuxième agent-e n'est pas envisagé.

ad 3) La direction de la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS) évalue si le déploiement du personnel peut être autorisé en fonction de la situation sécuritaire dans la région. Dans le cas présent, la direction de la mission EUPOL COPPS a évalué que la situation était suffisamment sûre pour permettre le déploiement de la fonctionnaire de la Police grand-ducale conformément au règlement grand-ducal du 29 mars 2021 relatif à la participation du Luxembourg à la mission EUPOL COPPS.

Les activités quotidiennes de la mission EUPOL COPPS en Cisjordanie n'ont pas été affectées par les tensions israélo-palestiniennes récentes. Pour assurer la sécurité sur place, le bureau de sécurité de la mission reste en contact permanent avec les agents sous sa responsabilité. Ainsi, les agents sont informés en temps réel sur les mesures à prendre pour leur sécurité et en particulier sur les zones à éviter. Dans ce contexte, le travail d'encadrement et de soutien effectué depuis Bruxelles par les équipes de la Planification civile et capacité de conduite (CPCC) du Service européen pour l'action extérieure est à saluer.

ad 4) La direction de la mission EUPOL COPPS réévalue en permanence la situation en matière de sécurité. En ce qui concerne l'évaluation plus générale, le Comité politique et de sécurité (COPS) de l'Union européenne, assisté par le Comité chargé des aspects civils de la gestion des crises (Civcom), se penche régulièrement sur les activités de la mission. Ainsi, après avoir pris en compte tous les éléments essentiels au bon fonctionnement de la mission, le COPS a proposé le 1er juin dernier une prorogation d'une année du mandat de la mission, jusqu'au 30 juin 2022. Le Conseil de l'UE prendra prochainement une décision en la matière.

Question 4275 (12.05.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **tests rapides Covid-19 :**

Den 1. Abrëll 2021 huet den Här Premierminister d'Chamber opgefuerdert, eng CSV-Motioun zu enger Strategie vun de Schnelltester als Deel vun der Sortie aus de Covidrestriktiounen net unzehuelen, well se superfetatoire wier, „... well mir scho méi wäit si wéi d'Oppositioun dat freet".

Op meng parlamentaresch Fro mat der N° 4061 huet den Här Premierminister ewéi och d'Madamm Gesondheetsministesch op meng Fro, ob d'Regierung d'Meenung deelt, datt et sënnvoll wier, datt dat gesamt Personal (ob fest agestallt oder vun engem Prestataire de services) zweemol an der Woch selwer e Schnelltest mécht, Follgendes geäntwert:

„Dës Tester ginn eeben och zum Zweck vun engem systemateschen Testing vum Personal bereetgestallt."

An der Opfaassung, dass dëst keng konkreet Äntwert op meng Fro duerstellt, géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt et sënnvoll wier, datt dat gesamt Personal an de Strukturen (ob fest agestallt oder vun engem Prestataire de services) zweemol an der Woch selwer e Schnelltest mécht?

2. Kann d'Regierung matdeelen, wat mat „engem systemateschen Testing vum Personal" genau gemengt ass? Wat ass der Regierung hire System respektiv hir Strategie an deem Fall?

Réponse commune (11.06.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung stellt all Mëttel bereet, fir d'Personal zweemol d'Woch kënnen ze testen an domat ee systematesche Monitoring ze garantéieren a Covid-19-positiv Fäll esou schnell wéi méiglech ze identifizéieren.

ad 2. D'Regierung stellt Schnelltester bereet, fir dass ee systematescht Testen, also e reegelméissegt Teste vun zweemol pro Woch, méiglech ass. Mam Akraafttriede vum Gesetzesprojet N° 7836 gëtt eng Testflicht agefouert fir d'Personal aus de Strukturen, an deenen eeler a vulnerabel Leit ënnerbruecht sinn. De Gesetzesprojet gesäit a senger aktueller Form vir, dass d'Personal, dat an esou Strukturen ugestallt ass, souwéi anert Personal, dat an dëse Strukturen an enkem Kontakt mat de Pensionnairen ass, dräimol pro Woch een negativen Autotest muss virweisen, fir op d'Aarbecht ze kommen. Fir déi extern Prestatairen, déi mat de Pensionnairen a Kontakt kommen an déi an dëse Strukturen intervenéieren, gëllt eng Testflicht, wa si an d'Strukturen eraginn. Fir all dës Leit gëllt, dass, wa si ee gültegen Impf-, Test- oder Geneesungszertifikat kënne virweisen, si da vun dëser Testflicht entbonne sinn.

Question 4277 (12.05.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **possibilité d'introduction d'un troisième sexe dans le registre de l'état civil :**

Le projet de loi visant à établir un droit pour toute personne majeure à connaître ses origines a récemment été source de vives discussions, notamment pour cause de la substitution des termes « père » et « mère » dans le texte législatif, au profit d'une terminologie non genrée. Aux termes des explications fournies par les auteurs du projet de loi, la nouvelle appellation des parents respectifs poursuit le but d'une meilleure inclusion des parents transgenres en créant un cadre plus inclusif pour les différents cas de figure de parentalité possibles. Le recours à une terminologie neutre dans les textes de loi respectifs assurera, en plus, leur applicabilité à toute personne, nonobstant leur sexe désigné ou non désigné.

En matière de sexe « non désigné », l'accord de coalition 2018-2023 prévoit également que « la possibilité d'inscrire une troisième option dans le registre de l'état civil sera examinée ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quel est l'état d'avancement des travaux ayant pour objet d'examiner la possibilité d'inscrire une troisième option dans le registre de l'état civil ?

2) Sur quelles informations le ministère se base-t-il afin d'effectuer ses analyses ?

3) Quelles seront les conditions à remplir afin de pouvoir procéder à un changement de l'état civil ?

4) Quand Madame la Ministre envisage-t-elle de déposer un projet de loi en la matière ?

Réponse (11.06.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) L'analyse quant à la possibilité d'inscrire une troisième option dans le registre de l'état civil est toujours en cours. Cette analyse est faite conformément aux termes de l'accord de coalition 2018-2023 et tel qu'il est également inscrit au Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes (Chapitre 8 - Assurer l'égalité des droits des personnes intersexes, 3e objectif) dans le cadre d'un groupe de travail interministériel.

ad 2) Dans un premier temps, le Ministère de la Justice a procédé à une étude de droit comparé européen et international, y compris les Principes de Jogjakarta plus 10, les résolutions du Conseil d'Europe, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, etc.

En ce qui concerne le contexte luxembourgeois, le Plan d'action précité a servi de référentiel. Des contacts avec la société civile ont eu lieu, par exemple avec « Rosa Lëtzebuerg ASBL » et « ITGL Intersex & Transgender Luxembourg ASBL ». Sont encore envisagés des échanges bilatéraux avec les pays dont la législation en la matière est progressiste, voire favorable à l'introduction du troisième sexe tels que l'Allemagne et Malte.

Étant donné que les travaux préparatoires sont en cours, il est prématuré de prendre position par rapport aux questions n° 3 et n° 4.

Question 4283 (14.05.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **surveillance de la communication :**

Wéi Recherchë vum WDR a vum BR erginn hunn, huet dat däitscht Bundeskriminalamt (BKA) scho säit enger Rei Joren d'Mëttelen, fir WhatsApp-Chatverleef matzeliesen, an dëst ganz ouni den Asaz vu Staatstrojaner.

D'Resultater vun der Recherche, zu deenen och en internt Dokument vum BKA soll gehéieren, wat um Site netzpolitik.org publizéiert gouf, loossen drop schléissen, dass eng Kommunikatioun iwwer WhatsApp méi einfach iwwerwaacht ka ginn, wéi dat an der breeder Bevëlkerung oft ugeholl gëtt.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister, a Minister fir Digitalisatioun, dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung dat genannten Dokument an d'Recherchë vum WDR a BR bekannt?

2. Ass et enger staatlecher Entitéit aus Lëtzebuerg aktuell méiglech, Chatverleef vu Privatpersounen iwwer WhatsApp oder aner Applikatiounen ouni hiert Wëssen ze iwwerwaachen?

Falls jo, ëm wéi eng Applikatiounen handelt et sech?

3. Kann d'Regierung ausschléissen, dass eng staatlech Entitéit aus dem Ausland oder Privatleit d'WhatsApp-Chatverleef vun Deputéierten a Regierungsmemberen iwwerwaache kéinten?

Falls nee, firwat gräift d'Regierung trotzdeem op dëse Messengerdéngscht zeréck fir Kommunikatiounen, déi en rapport mat der Regierungsaarbecht stinn?

Réponse (11.06.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation :*

ad 1. D'Recherchë vum WDR a BR sinn der Regierung bekannt.

ad 2. D'Police an den SRE däerfen a verschiddene Fäll an ënner verschiddene Konditiounen op kryptéiert Messagen zougräifen. De Code de procédure pénale gesäit d'Reegelen an d'Prozedure vir betreffend d'Moyenen, déi d'Enquêteuren hunn an déi se kënne benotzen am Kader vun enger Enquête (Artikelen 33-38, 47, 65 ss. an 88-1). Weesentlech ass ze preziséieren, dass sech déi selwecht Reegelen ewéi fir d'Perquisitioun uwenden.

Betreffend den SRE befanne sech d'Moyenen, déi däerfen agesat ginn, an d'Prozeduren, déi mussen agehale ginn, an den Artikele 5-8 vum ofgeännerte Gesetz vum Service de renseignement vum 5. Juli 2016.

Dës Moyene ginn agesat am Kader vun de Missioune vum SRE, also am Fall vun enger potenzieller Bedroung duerch Spionage, gewaltbereeten Extremismus, Terrorismus, Verbreedung vu Massevernichtungswaffen oder verteidegungsrelevante Gidder zesumme mat den entspriechenden Technologien an organiséiert Kriminalitéit oder Cyberbedroung, souwäit dës mat deene virgenannten Aktivitéiten zesummenhänken.

Den Asaz vun de Moyene muss déi dräi weesentlech Prinzippie vu Legitimitéit, Proportionalitéit a Subsidiaritéit respektéieren.

Iwwert technesch Detailer kann aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn net kommunizéiert ginn.

ad 3. Déi professionell informatesch Kommunikatiounsoutile vun de Regierungsmembere gi vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) geréiert a kréien an deem Kontext déi héchstméiglech informatesch Protektioun géint eventuell Intrusioune vun Drëtten. Doriwwer eraus kann d'Regierung keng Spekulatiounen opstellen a sech och net iwwert d'Aktivitéit vun Deputéierten äusseren.

Question 4297 (18.05.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **terre agricole :**

La terre est un facteur de production crucial en agriculture, tant pour la production végétale que pour la production animale. À l'étranger comme au Luxembourg, la terre agricole à proprement parler devient de plus en plus un facteur de spéculation attirant les investisseurs les plus divers.

[3] De Pentalateralen Energieforum ass eng regional Kooperatioun am Beräich Energie, bei där d'Belsch, Däitschland, Éisträich, Frankräich, Holland, Lëtzebuerg an d'Schwäiz zesummeschaffen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Les services du ministère ont-ils pu suivre l'évolution récente des prix immobiliers concernant tout particulièrement les secteurs agricole, viticole et horticole ? Une étude en la matière aurait-elle déjà été effectuée ? Dans l'affirmative, quelles en seraient les conclusions ? Dans la négative, le ministère envisage-t-il de faire élaborer une analyse détaillée en ce domaine précis ?

2) Comment les surfaces d'exploitation réservées aux entreprises agricoles, viticoles et horticoles ont-elles évolué durant les dernières années ? Et quelles sont les prévisions en la matière tout en sachant que les besoins de construction du secteur immobilier vont croissant ? Une étude prospective a-t-elle été réalisée à cet effet afin de préparer le secteur aux mutations du futur ?

Réponse (11.06.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le Service d'économie rurale (SER) suit systématiquement et de près l'évolution des prix d'acquisition des terres agricoles des secteurs agricole, viticole et horticole, ceci grâce aux données comptables de leur division de la gestion, de la comptabilité et de l'entraide agricole.

Les prix d'acquisition des surfaces agricoles payés par les agriculteurs, viticulteurs et horticulteurs du SER sont comptabilisés dans les comptabilités respectives des exploitations en question et comportent les prix des surfaces, les frais de notaire ainsi que les frais d'enregistrement respectifs. Une extraction anonymisée de ces données est transmise ensuite à la division des statistiques agricoles, des relations extérieures et des marchés agricoles pour l'élaboration et l'évaluation de ces informations.

Pour interpréter l'évaluation des prix d'acquisition des terres agricoles, il faut absolument considérer que ces prix ne reflètent que les acquisitions des exploitations agricoles du réseau comptable du SER et que toutes acquisitions de surfaces agricoles, réalisées par tous autres acteurs comme l'État, les communes, les agences immobilières ou toute autre personne privée ne sont pas prises en compte dans les chiffres du SER. Entre 2003 et 2019, une moyenne par année de 393 ha de surfaces agricoles achetées a été répertoriée par le SER. En 2019, 467 ha de surfaces agricoles furent pris en compte par le SER.

Entre 2003 et 2019, les coûts d'acquisition pour des surfaces agricoles ont connu une croissance de 125 %. En 2003, le prix médian d'un hectare de surface agricole était de 15.355 €, alors qu'en 2019, il s'éleva à 34.550 €. Entre 2015 et 2019, le prix d'un hectare de surface agricole a connu une croissance de 25 %. En 2015, le prix s'éleva à 27.764 €.

Le graphique ci-dessous trace de façon détaillée l'évolution du prix des surfaces agricoles, exprimé en €/ha, depuis 2003.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il est toutefois à considérer que le prix médian ne reste qu'un indicateur calculé et théorique. Selon les circonstances de l'acquisition, les prix effectifs de certaines transactions peuvent connaître une importante marge de fluctuation et s'éloigner fortement du prix médian.

Le graphique ci-dessous trace cette variation en affichant la fréquence des achats pour différentes tranches de prix pour un hectare de surface agricole.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Finalement, il reste à préciser que 60 % des acquisitions effectuées en 2019 concernaient des surfaces agricoles entre 0 et 1 hectare. Pourtant elles ne constituaient que 9,8 % de l'intégralité des surfaces agricoles achetées en 2019. Seulement sept transactions étaient au sujet de surfaces de plus de 10 hectares. Elles représentaient toutefois 42,3 % de l'intégralité des surfaces agricoles achetées en 2019.

Le graphique ci-dessous reprend les tranches de prix par hectare par rapport à la taille des surfaces achetées en hectares en 2019.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Une régression constante des surfaces d'exploitation est perceptible depuis 2010. En 2010, encore 125.777,62 hectares servaient comme surfaces d'exploitation réservées aux entreprises agricoles, viticoles et horticoles. En 2020, la somme des surfaces s'élevait encore à 122.994,43 hectares. Il s'agit d'une régression de 2,2 %.

Le graphique ci-dessous reprend la surface agricole utilisée en hectares pour la période de 2010 à 2020.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Service d'économie rurale (SER) ne détient toutefois pas de données sur la conversion de surfaces.

Faisant défaut de données vérifiables, le SER est dans l'impossibilité de dresser des prévisions réalistes à court, à moyen ou à long terme.

Question 4300 (18.05.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant les **mises à jour du Registre national des personnes physiques :**

Par la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au Registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux Registres communaux des personnes physiques fut créé le Registre national des personnes physiques. Ce dernier renseigne, entre autres, sur le nombre des personnes résidant aux Grand-Duché et dans les communes respectives.

En réponse à la question parlementaire n° 4015 du 2 avril 2021, Monsieur le Ministre du Logement a précisé que « [d]ans les faits, les communes disposent d'un outil informatique leur permettant d'inscrire leurs ressortissants non seulement de façon générale au Registre des personnes physiques, mais également de façon plus précise au niveau d'un logement spécifique. De cette façon, la combinaison du Registre communal des personnes physiques et du Registre des bâtiments pourrait grandement faciliter l'identification des logements inoccupés.

Un Registre national des logements devrait dès lors être alimenté et tenu à jour systématiquement par l'inscription de nouveaux logements réalisés sur base de permis de constructions émis par les communes et par la suppression de logements détruits sur base d'une autorisation de destruction. [...] »

Au vu de l'importance de disposer d'un nombre précis des logements, de leur occupation et du nombre correct de résidents au pays, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Est-ce que toutes les communes du pays ont mis à jour la partie communale du Registre national en inscrivant les citoyens non seulement à une localité, nom de rue et numéro de l'immeuble (art. 5 de la loi du 19 juin 2013), mais également à une identification claire de chaque unité de logement spécifique (appartement) au sein d'un logement collectif ? Le cas échéant, combien de communes n'ont pas complété leur Registre communal ?

2) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une inscription à un logement spécifique complétant le numéro et le nom de rue s'avère indispensable et que la loi du 19 juin 2013 devrait être complétée ?

3) Madame la Ministre partage-t-elle l'utilité de compléter le Registre national des personnes physiques par un Registre national des logements ?

4) Au cas où des personnes quittent le territoire national sans procéder à la déclaration de départ, comment les communes peuvent-elles en être informées au cas où elles ne disposent pas d'une inscription par identification de l'unité de logement ? En effet, si un nouvel arrivant se déclare uniquement à un immeuble et non pas à un logement spécifique au sein de ce dernier, la commune ne détectera pas nécessairement la nécessité de rayer d'office un ancien résident qui a quitté le territoire et qui restera donc inscrit sur le Registre communal voire national.

5) L'article 31 de la loi du 19 juin 2013 précise qu'« [e]n cas d'absence de déclaration de départ, la radiation a lieu sur base d'une information provenant du Centre dans le cadre de sa mission de gestion du Registre national des personnes physiques. » Cette disposition est-elle souvent d'application ? Comment le Centre est-il informé du départ des personnes physiques qui n'ont pas déclaré leur départ du territoire national ?

6) Le recensement de la population prévu pour novembre 2021 mettra-t-il à jour le RNPP voire le nombre de personnes résidentes au pays ? Si tel n'est pas le cas, quels chiffres seront utilisés pour les statistiques nationales et internationales ?

Réponse commune (26.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) + 2) Les questions de l'honorable Député concernent les inscriptions et mises à jour dans le Registre national des personnes physiques (RNPP) et le Registre communal des personnes physiques (RCPP) des particuliers résidant au Grand-Duché dans un immeuble en copropriété (logement de type collectif).

Depuis le 1er avril 2016, les données figurant dans le RNPP et le RCPP sont identiques (synchronisation des données). L'inscription sur les registres se fait par le biais d'une déclaration d'arrivée des particuliers à effectuer auprès de la commune concernée, respectivement à travers la plateforme MyGuichet pour les communes qui offrent cette possibilité.

La loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques dispose à l'art. 5-2 c) (RNPP) et à l'art. 33-1 c) (RCPP) que l'adresse est inscrite de la façon suivante :

« c) - la résidence habituelle, mentionnant la localité, la rue et le numéro d'immeuble, figurant ou à communiquer au Registre national des localités et des rues, prévu par l'article 2, lettre g) de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie, et le code postal ;

- le cas échéant, le numéro d'ordre établi en exécution de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété ;

- toute précision supplémentaire quant à l'immeuble dans lequel se situe le logement et toute modification intervenue dans la situation de résidence […] ».

La loi précitée du 19 juin 2013 permet donc d'individualiser les occupants de chaque unité de logement à l'heure actuelle, de sorte qu'une modification législative sur ce point n'est pas nécessaire.

Les administrations communales utilisent largement cette possibilité.

ad 3) Il y a lieu de se référer à la réponse à la question parlementaire n° 4015.

ad 4) La loi précitée du 19 juin 2013 prévoit à l'art. 21-1 que « [t]oute personne qui transfère sa résidence habituelle à l'étranger est tenue de faire une déclaration de départ auprès de la commune où elle est inscrite avant son départ » et l'art. 21-2 ajoute que « […] la déclaration de départ doit être effectuée au plus tard la veille du départ. »

L'honorable Député s'interroge sur les conséquences d'un départ à l'étranger à défaut de déclaration de départ auprès du bureau de la population de la commune qu'elle a quittée.

Il y a lieu de préciser que l'article 43 de la loi précitée du 19 juin 2013 dispose que l'omission d'effectuer une déclaration de départ est punie d'une amende de 25 à 250 euros.

Par ailleurs, les communes peuvent recourir à une enquête administrative de la Police grand-ducale en cas de doute sur la réalité d'une résidence (p. ex. si des courriers de la commune pour des services communaux divers restent sans réponse ou sont retournés par la poste).

ad 5) Le CTIE (Centre des technologies de l'information de l'État) reçoit régulièrement et continuellement des informations concernant des adresses de personnes résidant à l'étranger. Ces informations peuvent émaner directement des personnes concernées ou bien provenir d'administrations diverses à qui un changement d'adresse a été signalé. Si les personnes concernées sont à ce moment inscrites à une adresse luxembourgeoise dans les registres national et communal, le CTIE en informe la commune luxembourgeoise concernée qui procédera le cas échéant à la radiation de l'adresse luxembourgeoise.

ad 6) Le Statec précise que les données récoltées par lui lors du recensement de la population ne peuvent être utilisées que dans un but purement statistique et ne sont pas divulguées. Par conséquent, ces données ne peuvent pas être utilisées pour mettre à jour le RCPP, voire le RNPP.

Les finalités du recensement de la population sont celles de recueillir des données entrant dans les trois catégories suivantes :

- données socio-économiques sur les personnes ;

- données sur les ménages ;

- données sur les logements.

Le traitement des données du recensement de la population par le Statec est licite au sens du Règlement général sur la protection des données (UE) n° 2016/679, parce qu'il est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement, le Statec en l'occurrence, est soumis. Cette obligation légale découle du règlement (CE) n° 763/2008 concernant les recensements de la population et du logement.

Cette disposition est également prévue à l'article 17 de la loi modifiée du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques : « Les renseignements recueillis ne pourront être utilisés qu'à des fins statistiques, à savoir exclusivement pour l'établissement de statistiques ou l'élaboration d'analyses et d'études statistiques, économiques et sociales. Ils ne peuvent donner lieu à une utilisation administrative, judiciaire, fiscale ou de contrôle des répondants, à moins que ces derniers n'aient sans équivoque donné leur consentement à ce que les données soient utilisées à ces fins. »

Le Statec utilisera également pour la production des statistiques nationales et internationales les données démographiques de la population ayant sa résidence habituelle au Grand-Duché à la date du 8 novembre 2021 que fournira le CTIE.

Question 4310 (19.05.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **demandeurs de protection internationale mineurs disparus :**

An der parlamentarescher Fro N° 4107 hat ech opgrond vu Recherchen duerch ë. a. déi brittesch Zeitung „The Guardian" nogefrot, wéi vill mannerjäreg Flüchtlingen zu Lëtzebuerg aus der Obhut vum Staat verschwonne sinn. D'Ministeren hunn erkläert, dass 75 Mannerjäreger verschwonne sinn, éier d'Asylprozedur lancéiert war, an dass zwielef Mannerjäreger verschwonne sinn, nodeems si hir Demande fir Asyl agereecht haten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mannerjäreger, déi wéinst enger Asyldemande virstelleg goufen oder dës schonn agereecht haten, goufe säit 2016 als vermësst gemellt, mee konnten duerno erëmfonnt ginn? Wéi vill vun dëse Kanner sinn eng zweet Kéier verschwonnen?

2. Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir d'Situatioun ze verbesseren?

Réponse commune (11.06.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 4107 uginn, si bei de Mannerjäregen, déi wärend der Prozedur verschwonne sinn, also nodeems si een Administrateur ad hoc designéiert kruten an hir Demande agereecht hunn, dräi Demanden 2016 clôturéiert ginn. 2017 waren dëst der fënnef, 2018 dräi an 2019 nëmmen eng. 2020 ass keng Demande an deem Sënn zougemaach ginn.

D'Police sammelt d'Chiffere vun de vermësste Mineuren, wa se signaléiert goufen. Dofir ginn d'Unitéiten um Terrain d'Informatiounen un d'Direction des relations internationales vun der Police grand-ducale weider, déi hirersäits en charge ass fir d'Gestioun vun de Signalementer an de betreffenden Datebanken. Dat beinhalt och allgemeng d'Signalementer vu Mineuren, déi op Lëtzebuerger Territoire verschwonne sinn. Et gëtt awer net agedroen, ob et sech dobäi ëm en Demandeur de protection internationale handelt.

ad 2. De Reglement Dublin lll applizéiert den Intérêt supérieur de l'enfant an erlaabt et engem Mannerjäregen, successiv an e puer Memberstaaten eng Demande op internationale Schutz ze maachen. Dës Staate mussen d'Demande traitéieren, ouni de Mannerjäregen an een anert Land zeréckzetransferéieren. Doduerch ass et schwéier, prozedural Mooss-namen ze huelen an déi Mannerjäreg dovun ofzehalen, an aner Memberstaaten ze goen, ausser déi Persounen ze sensibiliséieren, fir d'Land net ze verloossen an ee gudden Encadrement ze bidden. Säit 2019 kritt all Mannerjäregen, dee fir eng Demande op internationale Schutz virstelleg gëtt, eng Informatiounsbroschür mat op de Wee, wou dës Consignen och drastinn.

Géint d'Grënn, wéisou verschidde Persoune verschwannen, déi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 2078 vum 23. Abrëll 2020 duergeluecht gi sinn, ass et dowéinst schwéier, eppes ze ënnerhuelen, well déi meeschte Persoune Lëtzebuerg éischter als Transitland gesinn a sech als Mannerjäreger ausginn an dann engem Transfert laut dem Reglement Dublin lll an deem Sënn kënnen entgoen.

Question 4411 (04.06.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **piste cyclable 22 entre Bettel et Fouhren :**

2005 gouf den éischten Deel (Bëttel-Furen) vum nationale Vëloswee 22 fäerdeg. Obwuel d'Realisatioun vun dëser Vëlospist als duerchgoend Streck aus Grënn vun der Sécherheet dréngend noutwendeg ass, ass zanterhier net allze vill geschitt, well de Staat no 16 Joer Verhandlunge mat de Proprietären d'Terrainen nach ëmmer net all huet.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Mobilitéits- a Bauteminister stellen:

- Wéi vill vun den noutwendegen Terraine befannen sech aktuell am Besëtz vum Staat?

- Wou leien dës Terrainen?

- Ass geplangt, op dësen Terraine scho mat den Aarbechte fir d'Vëlospist unzefänken?

- Wa jo, wéini sollen d'Aarbechten ulafen?

- Wann net, firwat gëtt d'Zäit net genotzt, fir schonn un der Vëlospist ze schaffen?

Réponse (03.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 4025 vum 6. Abrëll 2021 zu dësem Sujet preziséiert, sinn d'Verhandlunge mat de Besëtzer vun de Grondstécker am Kompetenzberäich vum Comité d'acquisition ënnert dem Finanzministère.

De virleienden Informatiounen no si vun deenen am Ganze ronn 30 noutwendege Grondstécker fënnef am Besëtz vum Staat a fir 14 Terraine besteet eng Eenegung mat de Besëtzer, fir déi dann och ee Virvertrag ofgeschloss gouf. Déi Grondstécker erginn awer keng zesummenhängend Fläch, soudatt et net méiglech ass, mat den Aarbechten op enger gewësser Plaz unzefänken. Dozou ass ze soen, dass op d'mannst d'Grondstécker vun engem ganze Streckendeel am Besëtz vum Staat misste sinn, fir mam Chantier kënnen zum Deel unzefänken.

D'Verhandlunge mat de private Grondstécksbesëtzer iwwert de Rescht vun den Terrainen erweisen sech als schwiereg, de Staat wäert déi Besëtzer iwwert de Summer awer nach eng Kéier kontaktéieren. Verständlecherweis ass et net méiglech, wärend deene lafende Verhandlunge weider Prezisiounen iwwert déi genee Situatioun vum Staatseegentum ze ginn.

Betreffend d'Aarbechten um Vëloswee PC22 huet d'Stroossebauverwaltung all d'Viraarbechten, déi am Virfeld konnte gemaach ginn, vum Plange bis hin zu den néidege Geneemegungsufroen, realiséiert. Et gëtt also aktiv um Projet geschafft, woubäi déi nächst Etapp d'Ausschaffe vum Ausschreiwungsdossier ass.

D'Stroossebauverwaltung ass also bereet, mam Chantier unzefänken, wann déi néideg Grondstécker bis am Besëtz vum Staat sinn.

Question 4440 (09.06.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **bénévoles du CGDIS :**

A senger parlamentarescher Fro N° 1505 iwwer d'Uwennung vum Body-Mass-Index beim CGDIS hat de Sven Clement Äntwerte vun der Ministesch krut, déi kloer maachen, dass de Body-Mass-Index een entscheedende Krittär fir d'Suspendéiere vu CGDIS-Fräiwëllegen ass. Op de sozialen Netzwierker zirkuléieren eng Rëtsch Bäiträg vu CGDIS-Memberen, an deene kritiséiert gëtt, dass Fräiwëlleger mat engem ze héije Body-Mass-Index (BMI) pauschal vun allen Aktivitéite beim CGDIS suspendéiert goufen.

A fréiere parlamentaresche Froen hat ech mech mat der Situatioun vun de Fräiwëllege beim CGDIS efaasst, woubäi ech a menger leschter Fro N° 2723 Informatiounen doriwwer wollt hunn, wéi d'Kommunikatioun tëschent de verschiddenen hierarcheschen Niveaue beim CGDIS ausgesäit. Mäi Virschlag vun engem anonymme Feedbacksystem beim CGDIS gouf vun der Ministesch net zeréckbehalen, mam Argument, dass d'Ministesch déi oppen Dialogkultur vum CGDIS ënnerstëtzt:

„En anonymme Feedbacksystem existéiert net. Et ass och net geplangt, esou e System anzeféieren. De CGDIS leet Wäert op eng oppen Dialogkultur, wou jiddereen d'Méiglechkeet kritt, sech fräi a kritesch auszedrécken. Doriwwer eraus huet all fräiwëllege Member d'Méiglechkeet, fir sech un de gewieltene Vertrieder vun de fräiwëllege Pompjeeën am Verwaltungsrot ze riichten.

Als Inneministesch ënnerstëtzen ech déi konsequent an oppe Kommunikatiounspolitik vum CGDIS."

Wéi genee dës „Dialogkultur" ausgesäit, gouf an der Fro allerdéngs net präziséiert. Kloer ass, dass zum Dialog ëmmer mindestens zwee Partner gehéieren. Oft ass et och esou, dass den Dialog extern gesicht gëtt, wann en intern net erreecht ka ginn. D'Messagen op de sozialen Netzwierker loossen dorobber schléissen, dass déi sougenannten Dialogkultur nach verbessert ka ginn.

An den Debatte ronderëm den nationale Plang zum Rettungswiesen an der Chamber (PNOS) hat d'Ministesch nach ënnerstrach, dass d'Fräiwëlleger weiderhin ee Pilier vum Rettungswiese wäerte bleiwen, och wann d'Proportioun vu professionelle CGDIS-Memberen an den nächste Joren däitlech wäert gesteigert ginn. Wichteg dobäi ass, dass et beim CGDIS net zu enger Zwou-Klasse-Gesellschaft dierf kommen. D'Benevolle musse mat de professionelle gläichgestallt bleiwen.

Grad, wann et dorëm geet, intern Dysfonctionnementer ze identifizéieren an ze behiewen, kënne Fräiwëlleger immens wäertvoll sinn, well si duerch hiert Éierenamt eng finanziell Onofhängegkeet vis-à-vis vum CGDIS hunn. Dëst erlaabt et hinnen, a verschiddene Situatiounen och d'Hierarchie am CGDIS méi kritesch ze hannerfroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi definéiert sech d'Dialogkultur, déi d'Ministesch ugeschnidden hat?

Wéi eng Méiglechkeete stinn de CGDIS-Memberen zur Verfügung, fir gehéiert ze ginn?

Wéi oft melle Membere sech am Duerchschnëtt bei der Direktioun vum CGDIS?

Wat sinn d'Haaptuleiesse vun de Leit um Terrain a wéi reaktiv sinn d'Responsabel?

Wéi oft gi Reuniounen tëscht de Responsabelen an de Leit um Terrain duerchgefouert?

2. Mat wéi engen Indicateure gëtt d'Zefriddenheet vun de CGDIS-Memberen (Fräiwëlleger a Personal) gemooss?

3. Wéi héich war den Taux d'absentéisme beim CGDIS an de Joren 2019 an 2020?

4. Schléisst d'Ministesch aus, dass et beim CGDIS jeemools wäerten intern Feedbacksystemer ginn, déi d'vertikal Kommunikatioun an der Hierarchie vereinfachen? Wéi kann d'Kommunikatiounskultur alternativ nach verbessert ginn?

5. Zur Fro vum Body-Mass-Index: Wäert de CGDIS d'Linn bäibehalen, dass een ze héije BMI automatesch zu enger Suspendéierung aus allen Aktivitéite féiert an och deenen, déi primär net mat Asätz verbonne sinn?

Oder wäert een op de Wee goen, deene concernéierte Fräiwëllegen aner Responsabilitéiten am CGDIS ze iwwerdroen, bei deenen een ze héije BMI keng Problemer duerstellt? Falls Zweeteres antrëfft, wéi eng Aktivitéite kënnen dës Fräiwëlleger nach ausüben?

Réponse (13.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Fir all Member vum CGDIS ass déi éischt Ulafplaz ëmmer den direkte Supérieur hiérarchique. Fir déi fräiwëlleg Fraen a Männer Pompjeeën ass dat an der Reegel den Zenter- oder Gruppechef, oder och nach den Zonechef. Doriwwer eraus melle sech all Dag Fräiwëlleger bei deene verschiddenen Direktioune vum CGDIS, fir Saachen nozefroen oder hir Doléancë matzedeelen. Et sinn oft administrativ oder technesch Froen, op déi déi concernéiert Direktioun ëmmer séier a pragmatesch versicht ze äntweren. Opgrond vum modifizéierte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet ass de Service du volontariat et de la promotion des jeunes pompiers de privilegéierten Uspriechpartner fir déi fräiwëlleg Pompjeeën. Schlussendlech huet och all Member vum CGDIS d'Méiglechkeet sech u seng Vertrieder am Verwaltungsrot ze riichten, wouvun och reegelméisseg Gebrauch gemaach gëtt.

Um Niveau vun den Zenteren (CIS) a Gruppen (GIS) fanne reegelméisseg Membersversammlunge statt. Des Weidere ginn et Concertatiounen tëscht den Zonen- an Zentercheffen. Och d'Direktere fleegen den Austausch mat den Zonen-, Zenter- a Gruppecheffen. D'Covid-19-Pandemie huet dësen Austausch allerdéngs erschwéiert.

De CGDIS huet nach keen Outil, fir d'Zefriddenheet vu senge Memberen ze moossen. De Service Santé de travail des pompiers (STP) huet awer d'lescht Joer eng Enquête organiséiert, bei där 624 anonym Froebéi ausgewäert gi sinn. 66 % vun de Befrote ware „ganz zefridden" an 30 % „zefridde" mat der Aarbecht vum STP.

Déi Fräiwëlleg üben hir Aktivitéit an hirer Fräizäit aus a stinn a kengem Aarbechtsverhältnis mam CGDIS. Aus deem Grond ka fir si keen Taux d'absentéisme gerechent ginn.

Ech sinn iwwerzeegt, dass de CGDIS sech déi néideg Instrumenter gëtt an déi richteg Reflexer uneegent, fir déi beschtméiglechst Kommunikatioun mat senge Memberen ze fleegen.

Fir d'Äntwert op d'Fro 5 verweisen ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4363.

Question 4443 (09.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**impact des conditions météorologiques sur l'électromobilité :**

D'Regierung setzt ëmmer méi staark op Elektromobilitéit. Déi entspriechend Luetinfrastruktur ass allerdéngs net a vollem Ëmfang géint Blëtzaschléi geschützt, wat och zu Schied um Auto, notamment der Batterie, féiere kann, wann dësen am falsche Moment un der Borne hänkt.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Transportminister gär dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung déi ugeschwate Problematik bekannt? Wa jo, zu wéi enger Bewäertung kënnt si an der Fro?

2. Ass et scho virkomm, datt elektresch Gefierer am ëffentlechen Déngscht duerch Blëtzaschléi betraff waren? Wa jo, wéi eng?

3. No wéi enge Modalitéiten ass de Schued duerch Blëtzaschléi bei Elektroautoen am Lëtzebuerger Versécherungsrecht gereegelt? Op wéi eng Manéier gëtt de Schued festgestallt? A wéi engem Fall muss de Proprietär de Schued selwer begläichen an a wéi engem Fall muss d'Assurance iwwerhuelen?

Réponse commune (13.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

En Elektroauto stellt genausou wéi en Auto mat Verbrennungsmotor e faradaysche Käfeg duer, soudass de Stroum sech iwwert d'Uewerfläch vum Gefier entluet an duerch d'Leetfäegkeet vun der metallener Karosserie an de Buedem ofgebaut gëtt.

Konform zu den internationale Bestëmmunge sinn elektresch Gefierer iwwert de Luetkabel mat der Äerdung vun der Luetborne verbonnen. Esou ass wärend dem gesamte Luetvirgang eng galvanesch Verbindung tëschent der elektrescher Mass vum Gefier mat der Äerd séchergestallt.

Zousätzlech sinn an den Elektrobornë Blëtz- an Iwwerspannungsvirriichtunge verbaut, déi déi ënnerschiddlech elektresch Komponente vun der Borne an och vum Gefier am Fall vun engem Blëtzschlag schützen. An der Broschür „Elektromobilität: Planungsgrundlagen der Ladeinfrastruktur für Mehrfamilienhäuser und Zweckgebäude", déi vu myenergy an Zesummenaarbecht mam OAI an de Stroumnetzbedreiwer ausgeschafft gouf, sinn am Kapitel 3.4.5. déi eenzel ze respektéierend Normen opgelëscht[4].

Wéi aus dem Artikel aus der parlamentarescher Ufro N° 4442[5] vum honorabelen Deputéierten ervirgeet, ass e Blëtzschlag an en Elektroauto grondsätzlech net gefäierlech. Am Fall wou de Bëtzschlag wärend dem Luede passéiert, ass an der Majoritéit vun de Fäll net mat laangfristege Schied ze rechnen. („Wir können festhalten, ein Blitzeinschlag für das E-Auto ist nicht gefährlich, wenn es nicht gerade an der Ladestation hängt. Und selbst dann müssen keine langfristigen Schäden zustande kommen.")

Sou ass dem Staat och kee Fall bekannt, wou e Blëtz an en elektrescht Gefier vum ëffentlechen Déngscht ageschloe wier, wouduerch et zu engem Schued komm wier.

Am Lëtzebuerger Versécherungsrecht gëtt et keng Dispositiounen explizitt iwwert Schied un Elektroautoen, déi duerch e Blëtzschlag ervirgeruff ginn. Et ass allerdéngs och net Sënn an Zweck vun der Legislatioun, fir esou déif an den Detail ze goen. Wat genee vun enger Assurance ofgedeckt ass a wat net, ass an de Conditions générales vum jeeweilegen Assurancëkontrakt definéiert.

Déi genee Modalitéite vun de Conditions générales kënne jee no Assurancëgesellschafte ganz ënnerschiddlech sinn. Sou ka beispillsweis de Schued un enger Batterie vun engem Elektroauto, wéi an der parlamentarescher Ufro beschriwwen, duerch eng Assurance „ casco" (Couverture vun de Materialschied um Gefier, wou am Prinzip eng Feierversécherung an eng Garantie géint d'Naturgewalten abegraff ass) ofgedeckt sinn. Hei muss een dann natierlech genee op d'Detailer vun de Conditions générales a sengem Assurancëkontrakt oppassen (beispillsweis eng eventuell Selbstbedeelegung um Schued, eventuell si Schied un der Batterie net abegraff etc.).

Momentan existéieren och scho vereenzelt Assurancë speziell fir Elektrogefierer. Wat méi Elektroautoe verkaaft ginn, wat een dervun ausgoe kann, dass méi esou Assurancë speziell fir elektresch ugedriwwe Gefierer ugebuede wäerte ginn.

Genau wéi bei allen anere Gefierer och gëtt de Schued un engem Elektrogefier duerch en agreéierten Expert festgehalen. Wann ee festgestallte Schued no de Modalitéiten, wéi se an de Conditions générales vum Assurancëkontrakt stinn, net gedeckt ass, muss de Client selwer fir de Schued opkommen.

Question 4447 (09.06.2021) de **MM. Georges Engel** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **base légale relative à l'exploitation d'IRM dans les cabinets médicaux privés :**

Dans sa réponse à la question orale n° 0232 du 8 juin 2021, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a souligné qu'il n'existe pas de base légale relative au fonctionnement de centres de diagnostic respectivement d'appareils d'imagerie par résonnance magnétique (IRM) dans les cabinets médicaux privés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Pourriez-vous nous informer s'il existe une autorisation pour des cabinets médicaux privés en vue de l'exploitation d'équipements tels que les IRM ? Dans la négative, quelles formalités ont déjà été entamées hors autorisation d'exploitation ? Le cas échéant, qu'en est-il du financement et du fonctionnement de tels équipements ainsi que de la prise en charge d'actes prestés sur de tels équipements ?

- La commission de nomenclature est-elle officiellement saisie d'une demande de tarification pour les actes IRM hors hôpitaux ?

Réponse commune (13.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Par un arrêt de la Cour constitutionnelle du 5 juillet 2019, la base légale du règlement grand-ducal du 17 juin 1993 relatif aux équipements interdits dans les cabinets médicaux a été déclarée non conforme à la Constitution, de sorte que les dispositions réglementaires en question ne sont plus opposables aux médecins. Concernant le régime des autorisations applicables pour le surplus, il y a lieu de faire une distinction entre les différentes bases légales qui concernent l'utilisation d'équipements lourds dans les établissements hospitaliers, la radioprotection et les établissements classés.

Le Ministère de la Santé a émis en date du 23 décembre 2020 une autorisation en matière de radioprotection à l'attention du radiologue visé pour la mise en œuvre des pratiques visant l'utilisation de générateurs de rayons X, l'exposition à des fins médicales suivant les spécifications et finalités décrites dans la liste des générateurs de rayons X autorisés. Cette autorisation du Ministère de la Santé ne porte donc que sur les appareils qui émettent des rayons X. Or, une IRM n'est pas émettrice de rayonnements ionisants, de sorte que cette autorisation ne porte pas sur l'utilisation d'une IRM, tel que cela fût précisé par Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale en réponse à la question orale de l'honorable Député Jeff Engelen qui n'a fait mention que de l'IRM.

En effet, le Ministère de la Santé n'est pas en mesure d'autoriser l'utilisation d'une IRM en-dehors du milieu hospitalier puisque la base légale pour une telle autorisation fait défaut, ce qui est à la base même de l'annulation du règlement grand-ducal en question. De même, une IRM ne tombe pas sous la législation en matière de radioprotection, car la technologie à la base de l'IRM n'utilise pas source de rayonnements ionisants. Toutefois, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a émis, dans le cadre des dispositions en matière d'établissements classés pour la partie qui relève de ses compétences et de celles de l'Inspection du travail et des mines, une autorisation commodo pour l'IRM puisqu'il s'agit d'une installation émettrice d'ondes électromagnétiques.

Faute de base légale pour l'exploitation d'une IRM hors milieu hospitalier, une tarification dédiée moyennant la nomenclature, respectivement par un autre moyen, n'existe pas. Dans ce cadre, il y a lieu de souligner que, suite à l'annulation du règlement grand-ducal en question, le Gouvernement aurait pu envoyer un projet de loi dans la procédure législative pour redresser les points manquants à la base du règlement.

Or, il fut décidé de ne pas procéder de cette sorte, mais d'entamer le dialogue avec toutes les parties prenantes pour convenir d'une approche cohérente partagée par tous. Ces échanges ont lieu dans le cadre du Gesondheetsdësch. Dans cette logique, il aurait été inapproprié que le Gouvernement eût entamé des démarches parallèles en dehors de cette voie. Concernant la question portant sur une saisine de la Commission de nomenclature en la matière, et tel qu'expliqué par Monsieur le Ministre en réponse à la question orale de l'honorable Député Jeff Engelen, le secrétariat a reçu début juin 2021 une saisine de la part de l'Association des médecins et médecins-dentistes pour introduire de nouveaux actes spécifiques pour l'utilisation des équipements qui ont fait l'objet du litige et en conséquence du jugement mentionné. Cette demande, comme pour toute saisine, fait actuellement l'objet d'une analyse par le service compétent.

Question 4449 (10.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**appel d'offre pour le projet « Ecobox » :**

Wéi et am Artikel „Das staatliche Mehrwegsystem", deen de 7. Juni 2021 am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht, gouf de System vun der „Ecobox", dee säit dräi Joer vum Ëmweltministère bedriwwe gëtt, weeder ausgeschriwwe gouf, nach enger reegelméisseger Evaluatioun vum Käschten-Notzen ënnerzu gëtt, obwuel en all Joer mat ëffentleche Gelder subventionéiert gëtt.

Duerfir géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

[4] https://gd.lu/6vsCX8
[5] https://gd.lu/b5hbtd

1. Op Basis vu wéi enger gesetzlecher Grondlag gouf déi Decisioun geholl, fir de Projet „Ecobox" net auszeschreiwen? Wéi war dës Decisioun technesch a politesch motivéiert?

2. Firwat gëtt d'Ecobox bis dato kenger Käschten-Notzen-Evaluatioun ënnerzunn? Ass d'Regierung wëlles, dat ze änneren an der Chamber den entspriechende Rapport virzeleeën? Wann net, firwat net?

3. Ënnert wéi engem Budgetsartikel fléissen d'Subside fir d'Ecobox?

4. Wéi steet d'Regierung zu der Propos vun der Handelskonfederatioun, fir de System vum staatleche Monopol bei der Ecobox duerch en allgemenge Label ze ersetzen, ënnert deem och privat Acteuren eege bedarfsorientéiert Boxe kënnen ubidden?

Réponse (14.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Iddi fir de Projet Ecobox ass entstanen an engem Aarbechtsgrupp zum Theema Liewensmëttelverschwendung. Dësen Aarbechtsgrupp ass 2016 an d'Liewe geruff ginn, wéi d'Problematik vun der Liewensmëttelverschwendung ëmmer méi wichteg ginn ass. En hat sech zum Zil gesat, Strategië fir déi verschidde Secteuren ze entwéckelen a gemeinsam d'Ursaache vum Liewensmëtteloffall ze bekämpfen. Ënner anerem waren heira vertruede Leit aus dem Ëmweltministère, dem Landwirtschaftsministère, dem Gesondheetsministère, der Ëmweltverwaltung, der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce, der Confédération luxembourgeoise du commerce, der Horesca an der SuperDrecksKëscht.

Fir ze verhënneren, dass een zousätzlechen Eeweebehälter agesat gëtt, a fir kënnen eng national Léisung unzebidden, ass zesumme mat der Horesca, dem Gesondheetsministère an der SuperDrecksKëscht um Konzept vun der heiteger Ecobox geschafft ginn. Fir dat Konzept ze realiséieren, hunn eng ganz Rei Viraarbechte misse gemaach ginn.

Fir de Projet vun der Ecobox opzebauen, ass doweinst decidéiert ginn, dësen am Kader vun der Aktioun SuperDrecksKëscht lafen ze loossen, déi op dem Finanzéierungsgesetz vun der SDK baséiert (loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht).

ad 2. Den Erfolleg vun dem Projet Ecobox gëtt permanent duerch d'Entwécklung vun der Zuel vun de Betriber, déi matmaachen, an der Zuel vun de Boxen, déi am Ëmlaf sinn, evaluéiert.

Wann de Projet 2018 mat sechs Restauranten, déi matgemaach hunn, ugefaangen huet, sinn et haut (Stand Mee 2021) 298 Restauranten, Kantinnen, Gemengen an aner Verdeeler, déi matmaachen. Stand Mee 2021 si 84.310 Ecoboxen un dës Betriber ausgeliwwert ginn. Dës Entwécklunge weisen, dass et eng grouss Demande fir esou ee System gëtt.

Eng genau Evaluatioun vun den Eeweeverpakungen, déi duerch d'Ecobox agespuert ginn, ass allerdéngs schwéier ze realiséieren. Dëst ass ofhängeg vun der Zuel, wéi oft an deene jeeweilege Betriber eng Ecobox zeréckkënnt, wat fir Eeweeverpakungen dee jeeweilege Betrib duerch d'Ecobox ersat huet a wat fir e Gewiicht dës Eeweeverpakungen haten.

Am Virfeld vun der Aktioun war och gekuckt ginn, wat de finanziellen Impakt vun der Ecobox op d'Restauranten an d'Kantinne ka sinn. Bei engem duerchschnëttleche Präis vun 0,2 € fir eng Eeweeverpakung an engem Käschtepunkt vu 5 € fir eng Ecobox ass d'Ecobox no 25 Notzunge rentabiliséiert. Heibäi ass och unzemierken, dass fir d'Entreprise, déi Ecoboxen ubitt, just déi eege Gestiounskäschten (Spullen, Stockage) ze droe sinn a keng weider Käschten entstinn.

ad 3. De Projet Ecobox leeft am Kader vun dem Kontrakt iwwer d'Ausféierung vun der SuperDrecksKëscht a gëtt och an deem Kader finanzéiert. D'Käschte vun der Aktioun SuperDrecksKëscht ginn iwwert den Ëmweltfong bezuelt. Et handelt sech hei nët ëm Subsiden.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert 1 erwäänt, ass d'Iddi vun der Ecobox an engem Aarbechtsgrupp entstanen zum Theema Liewensmëttelverschwendung. An deem Aarbechtsgrupp waren och Vertrieder vun der Confédération luxembourgeoise du commerce mat derbäi.

D'Tatsaach, dass et sech bei der Ecobox ëm een nationalen eenheetleche System handelt, kënnt engersäits aus der Iwwerleeung, e System ze hunn, an deem de Bierger seng Box bei egal wat fir engem Restaurant oder Kantin, déi matmaachen, nees kann ofginn an net nëmmen do, vu wou en se hier huet, anerersäits huet een awer och misse feststellen, dass bis dato kee privaten Acteur esou e Konzept zu Lëtzebuerg ugebueden huet. Een anere wichtege Punkt ass, dass d'Hygiènesaspekter duerch d'Konzept vun der Ecobox respektéiert ginn.

Säitdeem et d'Ecobox gëtt, sinn d'Demandë fir aner Formen, déi méi speziellen Uwennunge besser ugepasst sinn, ëmmer méi heefeg ginn. Hei gouf et och éischt Gespréicher, fir d'Ecobox deene Besoinen unzepassen an och weider Servicer vun Entreprisen domat ze koppelen.

Wann also an der Tëschenzäit privat Acteure sech beruff fillen, aner bedarfsorientéiert Boxen unzebidden, kann dëst nëmme begréisst ginn.

Et ass och esou, dass déi Gesetzesprojeten, déi um Instanzewee sinn, virgesinn, dass déi betraffen Acteure solle bis den Enn 2023 eng Feuille de route opstellen, fir ënner anerem Méiweebehälter am Take-away-Beräich unzebidden. Dëst ënnersträicht also nach eemol, dass een u kreative Léisunge mat allen Acteuren interesséiert ass, fir dem Konsommateur et sou einfach wéi méiglech ze maachen.

Question 4457 (10.06.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **gestion des plaintes pénales par le ministère public :**

Si depuis la loi du 6 octobre 2009, la victime d'une infraction pénale ayant déposé une plainte est d'office informée du classement sans suite de l'affaire et de son motif, et sur demande, de la mise à l'instruction, la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale est venue renforcer, de manière considérable, les droits des victimes d'infractions pénales en disposant que :

« La victime reçoit également sur demande :

- des informations sur l'état de la procédure pénale sauf si cette notification est de nature à nuire au bon déroulement de l'affaire ;

- des informations sur toute décision définitive sur l'action publique. »

À cela s'ajoute que depuis 2009, le procureur d'État est tenu, en application de l'article 23 (4) du Code de procédure pénale, d'aviser la victime dans les dix-huit mois de la réception de la plainte, des suites données à l'affaire, y compris, le cas échéant, du classement de l'affaire et du motif sous-jacent.

Or, il nous revient que dans le cadre de certaines procédures pénales, et cela même en présence d'un « auteur connu », le ministère public omet, sans justification quelconque, de diligenter des mesures d'instruction et d'en informer le plaignant ou son avocat pendant de longues années, ce qui amène abusivement à la prescription de l'action publique, alors qu'aucun acte interruptif de celle-ci n'a pu être entamé par le plaignant ou son avocat pendant cette période.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quel a été le nombre de plaintes pénales déposées auprès du Parquet de Luxembourg et de Diekirch sur la période 2010 à 2020 ?

2) Les victimes ayant déposé plainte ont-elles toutes été informées, éventuellement via leur avocat, des suites réservées à leur déposition conformément à l'article 23 (4) du Code de procédure pénale ?

- À défaut, dans combien d'affaires cette information n'a pas eu lieu ?

- Madame le Ministre est-elle d'avis que l'État puisse engager sa responsabilité pour fonctionnement défectueux du service judiciaire en l'absence de cette information, sachant que la victime n'a pas pu faire les diligences nécessaires (i. e. déposer plainte avec constitution de partie civile voire d'agir via citation directe) pour empêcher la prescription de l'action publique ?

- Pour quelles raisons cette information ne se fait pas de manière automatique, i. e. 18 mois après le dépôt de la plainte, voire même avant, si l'affaire a été classée entre-temps ? Ne faudrait-il pas instituer en pratique une sorte d'automatisme pour éviter le non-respect du texte de loi ?

3) Sur le total des plaintes, pour combien les victimes ont-elles demandé à obtenir des informations sur la mise à l'instruction, sur l'état de la procédure, sur la décision définitive de l'action publique ?

- Madame le Ministre estime-t-elle que les victimes sont suffisamment informées de leurs droits ? À défaut, comment Madame le Ministre entend-elle davantage sensibiliser le public, toutes les victimes n'ayant pas mandaté un avocat pour les assister dans leurs démarches ?

- Quel est le degré de précision des informations communiquées à la victime ? La victime est-elle par exemple informée des mesures d'instruction déjà diligentées par les autorités de poursuite ?

4) Madame le Ministre est-elle à même de nous indiquer le délai moyen d'instruction d'une affaire pénale ? Comment ce délai moyen d'instruction a-t-il évolué au cours des dix dernières années ? Madame le Ministre juge-t-elle ledit délai comme étant excessif ? Comment, Madame le Ministre, ces délais pourront-ils être raccourcis à l'avenir ?

5) Quelle appréciation Madame le Ministre porte-t-elle sur la qualité et la performance du système judiciaire ? Sur quels instruments Madame le Ministre s'appuie-t-elle pour fonder son appréciation ?

Réponse (13.07.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

À titre liminaire, il convient de relever que le système informatique de gestion de dossiers JuCHA, qui n'a pas été créé en vue de pouvoir fournir des analyses criminalistiques ou statistiques, n'est pas à même de fournir tous les chiffres demandés, notamment au sujet du nombre d'informations adressées aux victimes et du nombre de plaignants ayant demandé d'obtenir des informations sur la procédure, alors que ledit système ne garde pas de traces des informations envoyées en la matière.

ad 1) Selon l'application JuCHA de la Justice, le nombre de plaintes déposées par des particuliers, soit en personne soit par l'intermédiaire de leur avocat, en matière de droit commun pour crimes et délits auprès des parquets de Diekirch et de Luxembourg (donc à l'exclusion des affaires de circulation, de contraventions de police et de protection de la jeunesse) s'établit comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Avant la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale, les victimes étaient systématiquement informées des fixations de leur affaire devant une juridiction afin qu'elles puissent entreprendre les démarches nécessaires en vue de la sauvegarde de leurs droits.

Depuis la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale, les parquets envoient systématiquement au plaignant ou à son mandataire s'étant adressé au procureur un accusé de réception de la plainte qui indique outre le numéro de dossier, les mesures d'enquête ou d'instruction déjà engagées, le cas échéant. À cet accusé de réception est joint une fiche « info droit » (articles 3-7[6] et 4-1[7] du Code de procédure pénale). Les parquets informent de même systématiquement les victimes en cas de citation à l'audience de l'affaire (article 4-1 précité) et lors du classement provisoire sans suites d'une affaire en joignant l'avis prévu à l'article 23 (5) du Code de procédure pénale qui renseigne les conditions dans lesquelles la victime peut engager des poursuites par voie de citation directe ou de plainte avec constitution de partie civile. Lorsque les peines encourues de par la loi, au titre des faits, sont des peines criminelles ou des peines correctionnelles, l'avis comporte l'information que la victime peut s'adresser au procureur général d'État qui a le droit d'enjoindre au procureur d'État d'engager des poursuites.

Les parquets veillent à informer sur leur demande les victimes et leurs mandataires des mesures diligentées et de l'avancement du dossier, respectivement de la date de parution du dossier à l'audience.

En principe, compte tenu des délais de traitement des dossiers, les victimes seront informées des suites dans les 18 mois de la plainte. Néanmoins, lorsqu'une instruction préparatoire a été ouverte, le ministère public n'a plus la maîtrise du dossier et ne peut utilement informer la victime ou son mandataire des suites données au dossier d'instruction. Cependant, les juges d'instruction procèdent de leur propre chef à des informations analogues à l'attention des victimes.

Une automatisation de ces informations adressées aux victimes n'est pas prévue, étant donné que l'information ouvre des droits dans le chef de la victime, de telle sorte que, pour éviter des réponses erronées qui seraient dues à une telle automatisation, un contrôle par un magistrat avant envoi s'impose.

Des statistiques sur ces courriers d'information ne sont pas disponibles, ni pour la période postérieure à la loi précité, ni pour celle antérieure. En effet, bien que ces courriers d'information soient générés directement dans le JuCHA, ils ne sont pas un élément faisant l'objet d'un traitement en vue de l'établissement de statistiques. De même, le JuCHA qui n'est pas un système de gestion électronique comportant une copie digitale du dossier, ne contient pas de copies de ces courriers, qui sont conservées dans le dossier papier.

Pour la même raison, les réponses à des courriers d'interrogation intermédiaires, qui sont donc généralement des courriers individualisés, ne sont pas reprises dans les statistiques, car elles ne figurent pas du tout dans le JuCHA, voire tout au plus en tant que mention passim.

- La question de la responsabilité civile de l'État pour fonctionnement défectueux de ses services judiciaires relève de l'appréciation souveraine des faits au cas par cas par le pouvoir judiciaire, de sorte que cette question ne relève pas de la compétence du pouvoir exécutif.

ad 3) Les articles du Code de procédure pénale précités permettent une information poussée à l'attention de la victime. Néanmoins, afin que la victime puisse avoir connaissance de ses droits même en amont de toute plainte ou démarche auprès de la police ou du parquet, il est essentiel que les victimes aient connaissance de la possibilité d'être informées de leurs droits par des campagnes de sensibilisation et par les associations d'aide aux victimes compétentes en la matière.

À cet effet, les fiches « info droit »[8], à destination de toutes les victimes de criminalité, qui sont par ailleurs obligatoirement distribuées aux victimes lors de leur premier contact avec une autorité compétente, sont publiées depuis peu sur le site Internet de la Police et ceci en plusieurs langues. Ce site par ailleurs fait actuellement l'objet d'une refonte afin de le rendre plus « victim-friendly ». D'autres sites Internet hébergent également des informations sur les droits des victimes, dont notamment le site des autorités judiciaires, du Ministère de la Justice et le portail e-justice. Finalement, la fiche « info droit » même sera également revue afin de faciliter l'accès aux informations.

Des campagnes de sensibilisation plus spécifiques ont déjà eu lieu, notamment dans le domaine de la traite des êtres humains. Ainsi, une campagne d'affichage a rendu attentif sur le fait que les victimes de la traite disposent de droits spécifiques.

- Tel qu'énoncé précédemment, les parquets envoient systématiquement au plaignant ou à son mandataire s'étant adressé au procureur un accusé de réception de la plainte qui indique outre le numéro de dossier, les mesures d'enquête ou d'instruction déjà engagées, le cas échéant. À cet accusé de réception est joint la fiche « info droit » précitée (articles 3-7 et 4-1 du Code de procédure pénale).

Cette information ne comporte pas de renseignement détaillé sur le contenu précis du dossier, étant donné que le Code de procédure pénale organise un accès au dossier pour la victime, ce qui la mettra en mesure de faire valoir, le cas échéant, ses droits.

En outre, les parquets veillent à informer sur leur demande les victimes et leurs mandataires des me-

---

[6] Art. 3-7 : « (1) La victime est informée sans délai dans une langue qu'elle comprend sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatée et afin de lui permettre de faire valoir ses droits :

1. du type de soutien qu'elle peut obtenir et auprès de qui elle peut l'obtenir, y compris le cas échéant, des informations de base concernant l'accès à une aide médicale, à toute aide spécialisée, notamment une aide psychologique, et à une solution en matière de logement ;

2. des procédures de dépôt d'une plainte concernant une infraction pénale et le rôle de la victime dans ces procédures ;

3. des modalités et des conditions d'obtention d'une protection;

4. des modalités et des conditions d'accès à des avocats, et à l'assistance judiciaire aux conditions prévues par la loi et toute autre forme de conseil ;

5. des modalités et des conditions d'obtention d'une indemnisation ;

6. des modalités et des conditions d'exercice du droit à l'interprétation et à la traduction ;

7. des modalités pour exercer ses droits lorsqu'elle réside dans un autre État membre de l'Union ;

8. des procédures disponibles pour faire une réclamation au cas où ses droits ne seraient pas respectés ;

9. des coordonnées utiles pour l'envoi de communications relatives à son dossier ;

10. des possibilités de médiation et de justice restaurative ;

11. des modalités et des conditions dans lesquelles les frais supportés en raison de sa participation à la procédure pénale peuvent être remboursés ;

12. de son droit à une appréciation individuelle auprès du Service d'aide aux victimes afin de vérifier la nécessité d'un traitement spécifique pour prévenir la victimisation secondaire.

En fonction des besoins de la victime, des informations supplémentaires lui seront le cas échéant fournies à chaque stade de la procédure. »

[7] Art. 4-1 (2) : « […] En cas de plainte auprès d'un service de police, la plainte est soit rédigée dans une langue comprise par la victime soit il est fait recours à un interprète. Si la plainte a été rédigée avec l'assistance d'un interprète, son nom et sa qualité sont mentionnés dans la plainte. La victime reçoit gratuitement une copie de sa plainte.

La victime reçoit un récépissé dans une langue comprise par la victime précisant le numéro de dossier et la date et le lieu de la dénonciation.

En cas de plainte adressée au procureur d'État, la victime reçoit un accusé de réception.

(3) La victime a le droit d'être assistée ou représentée par un avocat. Elle peut faire joindre au dossier tout document qu'elle estime utile.

Elle est informée d'office du classement sans suite et de son motif, et, sur demande, de la mise à l'instruction, ainsi que des actes de fixation devant les juridictions de jugement.

La victime reçoit également sur demande :

- des informations sur l'état de la procédure pénale sauf si cette notification est de nature à nuire au bon déroulement de l'affaire ;

- des informations sur toute décision définitive sur l'action publique.

(4) La victime peut modifier à tout moment sa demande.

[8] https://police.public.lu/fr/publications/2021/infodroit-justice-victimes-article-3-7-du-code-de-procedure-penale.html

sures diligentées et de l'avancement du dossier, respectivement de la date de parution du dossier à l'audience.

En cas de citation de l'affaire à l'audience, les victimes en sont systématiquement informées par les parquets qui les cite également en tant que témoin le cas échéant et les informe de la possibilité de demander l'indemnisation de leur préjudice par constitution de partie civile à l'audience.

Si l'affaire est classée sans suites, la victime en est informée et est également informée des autres possibilités pour elle d'engager des poursuites ou d'intenter un recours auprès du procureur général d'État contre la décision de classement sans suites (article 23 (5) du Code de procédure pénale).

ad 4) Concernant les délais moyens d'instruction des affaires par les juges d'instruction, les cabinets d'instruction ne disposent pas de statistiques fiables des dix dernières années. Néanmoins, sur base des expériences faites en pratique par les cabinets d'instruction, les délais moyens d'instruction se présentent comme suit :

- Affaire de flagrance classique : délai d'instruction entre 1-3 mois,

- Affaire de petite envergure : délai d'instruction entre 3-6 mois,

- Affaire d'envergure moyenne : délai d'instruction entre 6-12 mois,

- Affaire de grande envergure : délai d'instruction de 18 mois ou plus.

Toujours sur base des mêmes expériences, il est constaté que les délais moyens d'enquête et d'instruction ont augmenté. Néanmoins, la longueur d'une instruction ou d'une enquête dépend de plusieurs facteurs, dont certains échappent au contrôle du ministère public et des cabinets d'instruction.

Ainsi, il ne faut pas perdre de vue que le nombre d'affaires a également augmenté et que plus une affaire est complexe, plus l'enquête ou l'instruction seront longs. À titre d'exemple, les affaires de criminalité économique sont relativement nombreuses notamment auprès du cabinet des juges d'instruction de Luxembourg.

En outre, la rapidité d'une enquête ou d'une instruction est tributaire de la collaboration et de la réactivité de tous les acteurs concourant à la procédure pénale (juges d'instruction, services de police judiciaire, avocats, parquets, etc.).

Enfin, un autre facteur est celui de l'entraide judiciaire internationale dans le cadre d'instructions complexes au Luxembourg, alors que la communication avec certains pays requis pour procéder à des actes d'instruction sur leur territoire peut s'avérer lente.

ad 5) Tandis qu'une amélioration du système judiciaire, notamment au niveau des délais d'instruction et d'enquête, est ce à quoi nous déployons nos efforts communs, au vu des articles du Code de procédure pénale précités et leur application par le ministère public, le système judiciaire est performant en ce qui concerne la possibilité pour les victimes d'être informées de manière extensive sur leurs droits ainsi que sur l'état d'avancement d'une affaire, que ce soit de manière automatique ou sur leur demande.

Question 4472 (14.06.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **logements encadrés pour les personnes âgées :**

La construction d'une résidence senior au cœur de Diekirch a été invalidée par le tribunal administratif parce qu'« un projet immobilier offrant avant toute chose 37 appartements privatifs comportant un service de conciergerie optimisé pour personnes âgées […] ne saurait s'analyser comme des logements situés dans une structure paramédicale ». Le projet ne saurait donc pas être assimilé à une maison de retraite. En plus, la procédure a permis de clarifier le concept de logements encadrés pour les personnes âgées et de déterminer s'ils répondraient ou non à des besoins collectifs à but d'utilité publique et seraient ainsi autorisables dans une zone réservée aux constructions et aménagements d'utilité publique (zone BEP).

Le permis de construire annulé, il nous revient encore que lors de la vente du bien, les procédures d'adjudication prévues par la loi du 8 avril 2018 n'auraient jamais été respectées. Il semble que le contrat aurait été signé avant que le nouveau propriétaire ait acheté le bien. Aussi, un cahier des charges aurait fait défaut. En plus, selon nos informations, Madame la Ministre aurait été saisie dans l'affaire susmentionnée sans jamais se prononcer à cet égard.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Vu les divergences d'interprétations si les logements encadrés pour les personnes âgées répondent ou non à des besoins collectifs à but d'utilité publique, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas nécessaire de revoir ces définitions afin de clarifier la matière ?

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer nos informations concernant l'adjudication ? Dans l'affirmative, est-ce que des sanctions sont prévues pour cette non-conformité ?

- Madame la Ministre a-t-elle été saisie dans cette affaire ? Dans l'affirmative, quelle a été la réponse ?

Réponse (13.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

La question parlementaire se situe dans le contexte d'un jugement prononcé par le tribunal administratif en date du 19 mai 2021 (rôle 43425). Cette affaire porte sur une autorisation de construire concernant un projet destiné à accueillir des logements encadrés au sens du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées. Les juges administratifs étant parvenus à la conclusion qu'un tel projet n'était pas compatible avec la zone de bâtiments et d'équipements publics [BEP] qui était censée accueillir la construction au niveau du plan d'aménagement général, l'autorisation délivrée par le bourgmestre a été annulée.

Il y a tout d'abord lieu de rappeler que le jugement évoqué remonte seulement au 19 mai 2021 et que tant le bénéficiaire de l'autorisation de construire que la commune se sont entre-temps pourvus en appel devant la Cour administrative, de manière à ce qu'il n'existe actuellement pas encore de décision ayant acquis force de chose jugée. Une adaptation des textes légaux dans ces conditions semble dès lors pour le moins prématurée.

Par ailleurs, de toute manière, la question de savoir si le logement encadré est ou non admissible en zone de bâtiments et d'équipements publics [BEP] sera nécessairement résorbée avec la décision finale des juges administratifs. Partant, au vu des précisions apportées par la jurisprudence, une intervention par voie législative ou réglementaire afin de clarifier la matière soulevée ne sera très vraisemblablement plus utile.

Ainsi, à supposer que le jugement de première instance soit confirmé en appel, le logement encadré ne fait pas partie des constructions admissibles en zone de bâtiments et d'équipements publics [BEP] et les projets proposant un tel service devront se limiter aux zones d'habitation [HAB] et aux zones mixtes [MIX].

À cet égard, il convient d'emblée de rappeler que les dispositions sur le pouvoir de tutelle sur les communes sont réparties sur plusieurs textes de loi. En raison de l'autonomie communale consacrée par la Constitution, aucune intervention tutélaire n'est concevable hormis les cas de figure limitativement énoncés par la législation. Or, force est de constater que les faits à la base du jugement évoqué dans la question parlementaire ne se situent pas dans un domaine soumis au contrôle de l'autorité de tutelle, de manière à ce que celle-ci ne saurait confirmer ou infirmer les informations avancées par les députés.

Ainsi, les autorisations de construire, régies par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, sont délivrées par le bourgmestre sans aucune intervention ministérielle.

Pour ce qui concerne les ventes immobilières et les marchés publics, il convient de faire plusieurs remarques.

Il est par ailleurs à noter à cet égard qu'il semble ressortir du jugement évoqué par les députés que le projet de logement encadré a été initié par une société privée et non pas par la commune, de manière à ce que rien ne porte à croire que la législation sur les marchés publics aurait eu vocation à s'appliquer à ce projet. Il est encore précisé à ce sujet que la loi précitée du 8 avril 2018 ne prévoit pas de sanctions pénales, les répercussions éventuelles d'une violation de ce texte étant partant de nature administrative et civile.

Ensuite, en ce qui concerne les transactions immobilières, il est exact que le pouvoir de tutelle est appelé à intervenir, en application de l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, au-delà de certains seuils. Cependant, en l'espèce, aucune saisine n'a eu lieu et il ne ressort d'aucun élément du dossier qu'une transaction immobilière impliquant la commune aurait été effectuée, celle-ci n'apparaissant ni en tant qu'acquéreur ni en tant que vendeur.

Question 4473 (14.06.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **masques utilisés dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Am Ufank vun der Pandemie goufen et kaum Masken ze kafen. Lues a lues hunn Apdikten a Geschäfter der dunn offréiert, zousätzlech zur Offer vun der ëffentlecher Hand. Déi eng hu Masken am Pak verkaaft, déi aner eenzel. Datt et fir de Konsument problematesch war, fir d'Präisser an d'Qualitéit ze vergläichen, läit op der Hand.

An deem Kader wollt ech dem Här Wirtschaftsminister an der Madamm Konsumenteschutzministesch follgend Froe stellen:

- Wat fir Typpe vu Maske sinn hei zu Lëtzebuerg um fräie Maart zanter Juni 2020 verkaaft ginn?

- Goufen dës Masken alleguer enger Kontroll ënnerworf, iert se an den Handel konnte kommen?

- Wéi vill Maske goufe generell am Kader vu staatleche Kontrolle fonnt, déi net konform mat den nationale respektiv den europäesche Standarde fir Sécherheet, Gesondheet an Ëmweltschutz waren? Wat gouf an deem Fall mat dëse Maske gemaach?

- Huet den Här Minister an huet d'Madamm Ministesch Informatiounen iwwert d'Präisser, déi an Apdikten a soss am Commerce fir dës Maske gefrot goufen?

- Si Stéchprouwe gemaach ginn, fir de Präis vun Eenzelmasken ze kontrolléieren an ze suivéieren?

- Huet den Här Minister Informatiounen iwwer d'Gewënnmargen an deem Kontext? Wa jo, gouf et Fäll, wou noweislech iwwerdriwwe Präisser gefrot goufen?

Réponse commune (15.07.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé :*

Um fräie Maart si Schutzmasken (z. B. FFP2-Masken), Stoffmasken a chirurgesch Masken ze fannen.

Ier d'Masken op de Marché kommen, muss den Hiersteller respektiv den Importateur sécherstellen, datt dës Masken all konform sinn an d'Legislatioun respektéieren.

Den ILNAS huet als zoustänneg Autoritéit fir d'Maartiwwerwaachung vu Schutzmasken a Stoffmasken:

- stëchprouwenaarteg Kontrolle vu Masken an de Geschäfter an Apdikten duerchgefouert;

- an enker Zesummenaarbecht mat der Douane Stéchprouwe vu Maske beim Import kontrolléiert;

- Maske vun zweiwelhafter Qualitéit, op déi den ILNAS opmierksam gemaach gouf, kontrolléiert;

- iwwerpréift, ob Masken, déi op der Lëscht vum europäesche Schnellwarnsystem „SAFETY Gate" vun anere Memberstaaten notifiéiert goufen, och zu Lëtzebuerg verkaf goufen. Wa jo, da goufen déi néideg Mesurë geholl, fir dës Masken aus dem Marché ze zéien.

Beim Import huet den ILNAS, an Zesummenaarbecht mat der Douane, ongeféier 685.000 net konform Masken detektéiert. Bei de Kontrollen an de Geschäfter an Apdikten huet den ILNAS Verkafsverbueter fir 47 verschidde Maskemodeller ausgestallt. Dat ware ronn 450.000 Masken.

Fir net konform Maske gouf allkéiers een nationale Verkafsverbuet ordonéiert. Déi Masken, déi e seriöe Risiko duergestallt hunn an och zu Lëtzebuerg am Ëmlaf waren, goufe vum Marché zeréckgezu respektiv beim Endverbraucher zeréckgeruff. Beim Import goufen net konform Masken zeréckgeschéckt respektiv am Fall vun engem seriöe Risiko zerstéiert.

Den ILNAS huet déi aner europäesch Maartiwwerwaachungsautoritéite souwéi och d'Europäesch Kommissioun iwwert dës net konform Masken informéiert.

D'Cellule logistique vum Gesondheetsministère huet, no de villen internationale Meldunge vu Masken, déi net déi néideg Filtratioun hätten, decidéiert, d'Masken aus dem Stock national dem belschen ATP-Test ze ënnerzéien. Dës Tester si vum belschen SPF Economie ausgeschafft gi fir ze assuréieren, datt d'Masken déi néideg Schutzmesuren erfëllen, woubäi haaptsächlech d'Filtratioun vum Mask getest gëtt. Bei dësen Tester huet sech erginn, datt Maske vun zwee verschiddenen Hiersteller, déi als KN95 gezeechent waren, net déi néideg Filtratioun vu 94 % erreecht hunn. Am Ganzen handelt et sech dobäi ëm 850.000 Masken, déi net den néidegen Normen entsprach hunn. Dës Maske goufe vun der Cellule logistique zeréckgeruff.

De Ministère fir Konsumenteschutz këmmert sech ëm d'Kontrollen, ob d'Präisser richteg ugewise ginn. Esou muss de Präis op d'mannst op dem Pak, dem Mask oder um Regal affichéiert ginn. Am Abrëll 2020 ass de Polizist, deen dem Ministère fir Konsumenteschutz fir esou Kontrollen zur Verfügung steet, op den Terrain kucke gaangen. Hien huet eng Dosen Apdikte kontrolléiert. D'Präisser waren ëmmer esou affichéiert, wéi dat och vum Code de la consommation verlaangt ass.

De Verglach vun de Präisser kéint fir de Konsument weider vereinfacht ginn, wann de Präis net nëmme fir de ganze Pak ugewise wier, ma och fir den eenzele Mask, oder an anere Wierder fir eng Unitéit. Et ass awer esou, datt déi aktuell Gesetzgeebung net virgesäit, fir bei Masken nieft dem Präis vum Pak och obligatoresch de Präis vun dem eenzele Mask unzeginn.

Wat d'Präisser vun de Masken ugeet, huet de Conseil de la concurrence op Ufro vum Wirtschaftsministère hin a sengem Avis N° 2020-AV-02 vu Juni 2020 eng Analys vum Maart fir Masken a Gels hydroalcooliques duerchgefouert.

D'Analys vum Conseil de la concurrence ass an zwou Phasen erfollegt. Als éischt huet de Conseil festgestallt, datt de plëtzlechen Opschwong vun der Nofro bedeit, datt d'Produktioun an déi verfügbar Stocken net duergoungen, wat zu Rupturen an doduerch zu enger logescher Erhéijung vun de Präisser gefouert huet. Händler a Grossisten hu sech dunn temporär neie Versuergungsquellen zougewannt. An enger zweeter Phas gouf du festgestallt, datt d'global Produktioun vun Desinfektiounsmëttel a Masken eropgaangen ass, wat d'Versuergungssituatioun verbessert huet. Zur selwechter Zäit huet d'Gratisverdeelung vu chirurgesche Masken duerch d'Regierung an d'Entrée vun neie Fournisseuren um Marché - besonnesch Supermarchéen - zur Diversifikatioun vun der Offer bäigedroen an huet zu enger Senkung vun de Präisser gefouert.

Sou wéi och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3506 erklärt, konnt als Conclusioun vun dëser Analys vum Conseil de la concurrence festgehale ginn, datt dat ufänglecht Ongläichgewiicht tëschent der Offer an der Demande, ausgeléist duerch d'Covidkris, erëm zeréckgaangen ass. An engem Ofstand vun engem Mount goufen am Abrëll an am Mee 2020 d'Präisser fir déi verschidde Masken analyséiert. D'Resultat war eng Baisse am Präis fir bal all analyséiert Masken. Déi gesteigert weltwäit Produktioun vu Masken an d'Verdeele vu Gratismasken hunn ënnert anerem dozou bäigedroen, datt de Maart erëm séier zu enger konkurrenzieller Situatioun zeréckfonnt huet. Et konnt och kee Verdacht op anticoncurrentiel Praktiken tëschent de Betriber festgestallt ginn.

Question 4474 (14.06.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **finances communales :**

De 4. Juni huet d'Madamm Banneminister d'Zuelen zu der Entwécklung vun de Gemengefinanze wärend dem Covidjoer 2020 presentéiert. D'Gemengen hu fir dat lescht Joer ronn 210 Milliounen Euro manner ageholl wéi am Oktober 2019 geschätzt. Wärend den Defizit vun de Gemengen an de Joren 2018 an 2019 staark réckleefeg war, ass en dann 2020 och nees zolidd an d'Luucht gaangen. 145 Milliounen Euro am Joer 2017, 94 Milliounen Euro am Joer 2018 an 52 Milliounen Euro am Joer 2019. 2020 huet dëse Chiffer sech dunn nees op 128 Milliounen Euro belaf, sou d'Zuele vun der Madamm Banneminister. Dës nei Scholde bedeite fir déi eenzel Gemengen an den nächste Joren natierlech och eng zousätzlech Zënslaascht.

Duerfir géif ech der Madamm Banneminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech de Gesamtscholdestand vun de Gemenge säit dem Joer 2002 entwéckelt? Kann d'Regierung dës Zuelen och opgeschlësselt no deenen eenzele Gemenge presentéieren?

2. Wéi ee Montant hunn d'Gemengen an de Joren 2002 bis 2020 jeeweils insgesamt fir Zënsen ausginn? Kann d'Regierung dës Zuelen och opgeschlësselt pro Joer a Gemeng presentéieren?

3. Wéi héich war de Prozentsaz vun Zënsausgaben um jeeweilege Gesamtbudget vun de Gemengen an de Joren 2002 bis 2020? Kann d'Regierung dës Zuelen och opgeschlësselt pro Joer a Gemeng presentéieren?

Réponse (13.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De Gesamtscholdestand vun de Gemengen ass tëschent de Joren 2002 an 2020 am Duerchschnëtt ëm 3,4 % pro Joer an d'Luucht gaangen (448 Mio EUR am Joer 2002 an 824 Mio EUR am Joer 2020). An där selwechter Zäit sinn déi ordinär Recettë vun de Gemengen awer och duerchschnëttlech ëm 4,1 % gewuess (1,4 Mrd EUR am Joer 2002 an 3,0 Mrd EUR am Joer 2020).

En Tableau iwwert d'absolutt Zuele vun der Verscholdung vun den eenzele Gemenge säit dem Joer 2002 ass un dës Äntwert annexéiert.

D'Zënsausgabe vun de Gemenge sinn am Duerchschnëtt ëm 7,9 % pro Joer erofgaangen. Am Joer 2002 hunn d'Gemengen nach 15,0 Mio EUR un Zënse bezuelt, am Joer 2020 just nach 3,4 Mio EUR. Well d'Zënsausgabe staark vun der Evolutioun vum Zënssaz ofhänken, déi déi lescht Joren immens niddereg waren, konnten d'Gemengen natierlech, grad wéi de Staat, dovunner profitéieren.

Wat de Prozentsaz vun Zënsausgaben um jeeweilege Gesamtbudget vun de Gemengen tëscht de Joren 2002 an 2020 ugeet, mécht et hei Sënn, d'Zënsausgabe mat den ordinären Depensë vun de Gemengen ze vergläichen. Den Taux vun den Zënsausgabe par rapport zu den ordinären Depensen

ass tëscht de Joren 2002 an 2020 am Duerchschnëtt ëm 10,4 % pro Joer erofgaang. Dat heescht, dass d'Gemenge méi Marge de manœuvre an hirem ordinäre Budget hunn an domat am Allgemengen d'Méiglechkeet hunn, wichteg Infrastrukturprojeten och iwwer en Emprunt finanzéieren ze kënnen.

Ech gi generell ze bedenken, dass all dës Zuelen net isoléiert sollte betruecht ginn, mee sech an e Gesamtkontext afügen. Sou erkennt een opgrond vun dem uewe genannte Wuesstem un ordinäre Recetten, dass dës méi séier gewuess si wéi d'Schold vun de Gemengen. Zousätzlech ass d'Zënslaascht erofgaang, soudass d'Gesamtlaascht vun der Schold haut méi niddereg ass wéi dëst 2002 de Fall war.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4475 (14.06.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **carnets de santé :**

Lors de la naissance d'un bébé, un carnet de santé est distribué aux parents dans les maternités. Les médecins y inscrivent divers renseignements (vaccinations, les courbes de poids et de taille etc.). Il se trouve qu'au Luxembourg, ce document est traditionnellement délivré en deux couleurs, à savoir en rose pour un bébé de sexe féminin et en bleu pour un bébé de sexe masculin. Cette coutume reflète et reproduit des stéréotypes sexistes qui persistent encore trop souvent dans nos sociétés. Il s'ajoute que cette pratique ne tient pas compte de la réalité des bébés intersexes pour lesquels notre système classification binaire du sexe ne convient pas.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et Madame la Ministre de l'Égalité entre femmes et hommes :

1) Mesdames les Ministres partagent-elles mon avis que la distinction de couleur par sexe utilisée lors de la délivrance des carnets de santé reproduit des stéréotypes sexistes que notre Gouvernement essaie de combattre par une politique d'égalité entre femmes et hommes ?

2) Mesdames les Ministres peuvent-elles nous renseigner quelle couleur de carnet est actuellement choisie à la naissance d'un bébé intersexe ?

3) Compte tenu des considérations ci-dessus, Mesdames les Ministres envisagent-elles d'introduire un modèle de carnet de santé unique ?

4) Mesdames les Ministres envisagent-elles de numériser les informations inscrites dans le carnet de santé dans le cadre du dossier de soins partagé ?

Réponse commune (14.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1) Au Luxembourg, la Constitution et le cadre légal et réglementaire garantissent l'égalité de droit entre femmes et hommes. L'ambition principale des politiques actuelles du Gouvernement est de transposer cette égalité de droit dans la vie de tous les jours où de nombreuses inégalités continuent à exister dans de nombreux domaines comme la prise de décision, les choix professionnels ou la violence sexiste et sexuelle.

La plupart de ces déséquilibres se basant sur la reproduction d'attitudes, de valeurs et de normes enracinées et vétustes, favorisant les discriminations fondées sur le genre, souvent au détriment des femmes, il est essentiel de remettre en question ces stéréotypes de genre et de lutter contre le sexisme et ce depuis le plus jeune âge. Dans ce contexte, le message principal est celui que tous les enfants doivent être en mesure de développer leurs talents respectifs et leurs capacités naturelles dans leurs choix scolaires, professionnels et de vie en général, indépendamment de leur sexe.

Dans cet ordre d'idées, la naissance d'un enfant constitue un moment propice pour sensibiliser les parents à la thématique de l'égalité.

ad 2) Le choix de la couleur du carnet du nouveau-né est laissé à l'appréciation des personnes concernées, notamment de la personne qui délivre le carnet de santé, à savoir le personnel de la maternité en cas d'accouchement en maternité ou l'officier de l'état civil en cas d'accouchement à domicile. Il n'existe pas de règle établie à ce sujet.

ad 3) Il est rappelé que le carnet de santé a été introduit dans le sillage de la loi du 20 juin 1977 ayant pour objet d'instituer un contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge et de modifier la législation existante en matière d'allocation de naissance. Entre-temps, cette loi a été abrogée, mais le carnet de santé continue à exister et les dispositions relatives aux examens que les futures mères et les enfants en bas âge se trouvent désormais ancrées dans le code de la sécurité sociale. L'objet du carnet de santé n'a pas changé depuis la loi de 1977 précitée. Il s'agit pour le médecin de consigner les résultats des examens effectués et qui permettent de suivre l'évolution de l'enfant tout au long de son enfance en tenant compte d'un certain nombre de paramètres permettant de détecter d'éventuelles anomalies au niveau p. ex. de la croissance.

L'introduction d'un modèle de carnet de santé unique imposerait des modifications qui n'ont pas seulement trait à la couleur du carnet, mais impliquerait aussi d'en modifier le contenu. Il est rappelé que le carnet de santé comporte des indications relatives à la croissance de l'enfant et de l'adolescent en fonction du genre ainsi qu'au développement pubertaire de l'adolescent. Les courbes et les informations qui y figurent sont importantes pour le suivi du développement de l'enfant et de l'adolescent. Or, le développement d'une fille est différent de celui d'un garçon. Il est dès lors difficile de prévoir des critères homogènes qui respecteraient les différences de genre et permettraient un suivi médical adéquat.

Toutefois, il est possible d'envisager l'introduction d'un carnet de même couleur pour tous les enfants quel que soit leur genre.

ad 4) Il est rappelé que le dossier de soins partagé (« DSP ») représente un outil de base important dont le but est de favoriser la sécurité, la continuité et la coordination des soins en vue de faciliter le suivi du patient et partant d'améliorer sa prise en charge. Un fonctionnement efficace du DSP permettra un meilleur pilotage des activités de santé et une collecte de données efficiente. Le carnet de santé, bien qu'ayant un autre objectif que le DSP, contient des informations importantes concernant les enfants et les adolescents, de sorte qu'il peut être opportun de reprendre ces informations dans le DSP des enfants et des adolescents.

Question 4477 (14.06.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **options d'accouchement :**

De plus en plus de femmes sont conscientes de leurs droits et souhaitent les faire valoir. Elles sont plus nombreuses également à être conscientes que l'accouchement d'un enfant est une expérience unique et personnelle et qu'elles peuvent créer les circonstances propices à une expérience positive de l'accouchement. Le droit de choisir des circonstances dans lesquelles une femme veut accoucher a en effet été bafoué pendant longtemps.

Selon l'OMS, les interventions inutiles pendant le travail sont très répandues dans tous les pays. Le Luxembourg est un des pays européens avec le taux le plus élevé de césariennes et d'autres interventions. Nous présentons un taux de 30 % de césariennes. Le processus d'accouchement y est particulièrement médicalisé. Les césariennes rendent les accouchements plus coûteux et ont souvent des répercussions négatives sur l'expérience personnelle de l'accouchement de la maman. Il est largement su également que les accouchements par voie naturelle ont des effets bénéfiques sur la santé du bébé.

Dans une interview avec RTL, Nadine Barthel, présidente de l'association des sages-femmes, a déploré qu'au Luxembourg, les futures mamans manquent d'options pour l'accouchement. Ainsi, au Luxembourg il n'y a pas de maison d'accouchement comme elles existent à l'étranger. Les femmes n'ont guère de choix que d'accoucher dans une structure médicale et il n'y a qu'une seule sage-femme qui fait des accouchements à domicile. (https://www.rtl.lu/radio/invite-vun-der-redaktioun/a/1581390.html)

Considérant que

- la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient stipule que la maman peut être assistée par une tierce personne,

- l'article 8 de la convention de l'UE des droits humains consacre le droit au respect de la vie privée et familiale qui inclut les circonstances de l'accouchement et requiert que les États soutiennent les choix des mamans concernant l'accouchement,

- il y a eu des cas où des hôpitaux ont refusé une accompagnatrice à la maman et au papa.

Considérant encore que

- une doula est une accompagnatrice choisie de la future mère qui accouche, mais ne fait pas partie du personnel médical et est donc nullement en concurrence avec le personnel médical.

Considérant que l'accompagnement par une doula

- décroit le risque d'une césarienne de 28 %,

- décroit le risque d'une expérience négative de l'accouchement de 34 %,

- décroit l'utilisation de l'hormone artificiel pitocin de 31 %,

- augmente de 12 % la possibilité d'un accouchement vaginal spontané.

Je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que vous êtes d'accord que la future mère a le droit de choisir les circonstances dans lesquelles une femme veut accoucher (aussi longtemps que la vie du bébé et de la maman ne sont pas en danger) ?

2) Pouvez-vous clarifier la notion de tierce personne dans la loi du 24 juillet 2014 ? S'agit-il bien d'une troisième personne que la future mère et le futur père peuvent librement choisir afin de se faire accompagner ?

3) Êtes-vous au courant des cas où des hôpitaux ont refusé une accompagnatrice/tierce personne aux parents ?

4) Dans le cas affirmatif, pouvez-vous statuer quelles seront vos lignes directrices aux hôpitaux concernant le choix de la future mère de vouloir être accompagnée par une tierce personne ?

Réponse (14.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Lors de l'accouchement, quand cela est possible sans mettre en danger la vie du bébé et ou de la maman, il y a lieu de respecter le processus physiologique.[9]

L'accouchement reste un temps particulier qui n'est hélas parfois pas sans risque. Les complications peuvent être graves et doivent être prises en charge sans délai (par exemple hémorragie de la délivrance, éclampsie, détresse respiratoire chez le nouveau-né). La prise en charge par des équipes médico-soignantes organisées et formées aux procédures à suivre en cas d'apparition de complications lors de l'accouchement et disposant de plateaux techniques adéquats a permis l'amélioration de la sécurité et la diminution des taux de mortalité maternelle et néonatale. Mais cette médicalisation doit respecter le plus possible ce temps spécifique.

C'est dans ce contexte qu'un groupe de travail a été institué au Conseil scientifique afin d'élaborer des recommandations en matière de stratégies de prévention des violences obstétricales et de permettre un juste équilibre entre intervention et physiologie dans le respect de la patiente et de ses souhaits de prise en charge.

ad 2) Ce point est défini par l'article 7 de la loi précitée qui en précise le principe (cf. texte ci-dessous). Il y est bien précisé que l'accompagnateur est « autant que possible » intégré dans la prise en charge du patient.

Art. 7. Droit à l'assistance (1) Le patient est en droit de se faire assister dans ses démarches et décisions de santé par une tierce personne, professionnel de santé ou non, qu'il choisit librement. La personne ainsi choisie par le patient pour le soutenir et l'aider est appelée « accompagnateur du patient ». (2) Dans la mesure souhaitée par le patient, l'accompagnateur est, pour autant que possible, intégré dans la prise en charge du patient. Dans la mesure où le patient majeur le demande, le secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal est levé à l'égard de l'accompagnateur. L'identité de l'accompagnateur est notée dans le dossier. Le professionnel de santé peut cependant à tout moment décider librement de s'échanger en dehors de la présence de l'accompagnateur.

ad 3) Le ministère ne dispose pas de données spécifiques sur ce point.

ad 4) cf. réponse ci-dessus.

Question 4480 (14.06.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **remplacement de certains métiers du secteur des bas salaires par des machines :**

Och zu Lëtzebuerg besteet d'Tendenz, datt grad an de Supermarchéen ëmmer méi Caissiersplazen duerch elektronesch Maschinnen ersat ginn, fir kënnen d'Bezuelen ofzewéckelen. Et ass evident, datt vill Leit, déi manner qualifizéiert sinn, grad och am Niddreglounsecteur no Aarbecht sichen, fir esou hir Existenz ofzesécheren. Iwwerdeems sollt och, wat de Confort vum Keefer ugeet, e gewëssent Mooss u Service um Client erhale bleiwen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Wéi bewäert den Här Minister d'Entwécklung, datt grad am Niddreglounsecteur ëmmer méi Persounen duerch elektronesch Geräter ersat ginn?

2. Denkt d'Regierung eventuell drun, ze legiferéiere respektiv e Minimalseuil festzeleeën, dee garantéiert, datt d'Salariéen am Niddreglounsecteur an Zukunft net progressiv duerch elektronesch Geräter sollen ersat ginn an datt domat och an Zukunft nach garantéiert bleift, datt iwwerall Mënschen d'Clientë beroden an zerwéieren?

Réponse (13.07.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Rezent Etüde weisen effektiv, datt d'Digitalisatioun ewéi och d'Robotisatioun vu verschiddenen Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, mee awer och international, lues a lues zouhëlt. Dëst betrëfft allerdéngs net nëmmen de Niddreglounsecteur, mee och aner besser bezuelte Secteuren ewéi beispillsweis de Bankesecteur.

Dës onëmgänglech Entwécklung bréngt net nëmme Virdeeler mat sech, mee och Nodeeler, notamment iwwerall do, wou Aarbechtsplazen duerch de Prozess vun der Digitalisatioun oder Robotisatioun ofgebaut ginn.

E Minimalseuil, sou wéi den honorabelen Deputéierten et virschléit, fir festzeleeën, datt d'Salariéen am Niddreglounsecteur an Zukunft net progressiv duerch elektronesch Geräter sollen ersat ginn an datt domat och an Zukunft nach garantéiert bleift, datt iwwerall Mënschen d'Clientë beroden an zerwéieren, ass am Koalitiounsaccord 2018-2023 net virgesinn.

Sou eng Mesure misst am Virfeld fir d'éischt eemol mat de Sozialpartner diskutéiert ginn, sou datt d'Regierung den Ament keng Stellungnam zu dem Virschlag vum honorabelen Deputéierte bezéie kann. Wichteg ass et awer, Léisungen ze fannen, déi souwuel de Salariéen hëllefen ewéi och den Entreprisen et erméiglechen, weiderhin ze fonctionnéieren a kompetitiv ze bleiwen.

E ganz wichtegen Aspekt ass awer notamment d'Formatioun vun de Salariéen (den up-skilling oder de re-skilling) an de Secteuren, wou eng Menace vum Aarbechtsplazenofbau besteet, fir dass déi Leit, deenen hir Aarbechtsplazen duerch de Prozess vun der Digitalisatioun an der Robotisatioun a Gefor sinn, déi néideg Kompetenze kréien, fir eng aner Plaz an der selwechter Entreprise ze kréie respektiv wou anescht direkt nees um Aarbechtsmaart Fouss faassen ze kënnen an net an de Chômage ze falen.

Dowéinst engagéiert sech d'Regierung, d'Offer vun de Formatiounen un d'Salariéë weiderhin auszewäiten an ze verbesseren, fir datt d'Kompetenzen un d'Besoine vum Aarbechtsmaart ugepasst sinn.

Question 4485 (14.06.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **don du sang :**

Depuis le 1er janvier 2021, les hommes homosexuels doivent respecter une abstinence sexuelle de douze mois pour pouvoir donner leur sang au Luxembourg. En Belgique, la même réglementation est actuellement en vigueur, mais un débat a récemment eu lieu sur la discrimination sous-jacente qui existe toujours avec cette réglementation et sur l'ambition de mettre fin à cette discrimination.

Même si certains pays, comme la France et l'Autriche, ont réduit la durée de l'abstinence sexuelle de douze à quatre mois, il existe dans ces pays encore toujours une discrimination à l'encontre des hommes homosexuels vivant dans une relation monogame.

D'autres pays encore, dont la Grande-Bretagne et l'Italie, suivent le principe du risque individuel. Il s'agit d'une appréciation individuelle du comportement sexuel qui détermine si l'on est exclu du don de sang, et non l'appartenance à un groupe social, en l'occurrence la communauté gaie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Quand la révision des critères relatifs au don de sang par le groupe de travail qui en est chargé sera-t-elle achevée ?

- La discrimination actuelle à l'encontre des personnes homosexuelles et bisexuelles sera-t-elle levée ? Dans la négative, pour quels motifs ?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que le modèle britannique pourrait servir d'exemple ?

Réponse (15.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Il s'agit tout d'abord de préciser qu'il revient aux centres de transfusion de fixer les critères de sélection des donneurs, et non pas au Ministère de la Santé.

L'approche en la matière, prise par les centres de transfusion, est en train d'évoluer en Europe et bon nombre de centres ont revu leurs critères de sélection des donneurs. Tel est également le cas du centre de transfusion de la Croix-Rouge au Luxembourg qui a adapté ses critères de sélection des donneurs vers la mi-2020.

Avant cette date, le donneur potentiel était interrogé sur son orientation sexuelle et même une seule relation homosexuelle au cours de la vie constituait un critère d'exclusion. Actuellement, le donneur n'est plus interrogé sur son orientation sexuelle en général, mais sur le fait d'avoir eu ou non au moins une relation homosexuelle pendant les douze derniers

[9] cf. recommandation du Conseil scientifique du domaine de la santé, file:///C:/Users/blh626/AppData/Local/Temp/cesariennes-version-longue.pdf recommandations de l'OMS https://www.who.int/reproductivehealth/publications/intrapartum-care-guidelines/fr/).

mois. Si tel est le cas, il est exclu du don de sang, mais il est par contre accepté comme donneur de plasma.

Tous les donneurs potentiels sont également interrogés sur les éventuelles relations hétérosexuelles. Si une personne a eu une relation hétérosexuelle avec un(e) nouveau/nouvelle partenaire au cours des quatre derniers mois, elle sera également exclue du don de sang total. L'exclusion du don de sang au Luxembourg ne se fait donc plus par rapport à l'appartenance à un groupe social (homo- ou hétérosexuel), mais sur base d'une appréciation du risque d'infection réellement encouru par le donneur potentiel.

La différence entre les relations hétérosexuelles et homosexuelles (p. ex. quatre mois versus douze mois) est justifiée par le fait que le risque de transmission homosexuelle reste plus important que le risque de transmission hétérosexuelle, sur base des dernières statistiques du comité de surveillance de l'infection HIV et des hépatites virales.

Question 4486 (14.06.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** concernant la **participation luxembourgeoise à l'opération « Trojan Shield » :**

Le mardi 8 juin, les forces de police de 16 pays différents ont mené une opération conjointe contre le crime organisé. Dirigée par le FBI et la police fédérale australienne, en collaboration étroite avec Europol, l'opération appelée « Trojan Shield » a conduit grâce à l'infiltration d'une messagerie à 800 arrestations.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure si la Police luxembourgeoise a participé à cette opération d'une envergure exceptionnelle.

2) Est-ce que des ramifications de criminalité ont pu être établies avec le Luxembourg ?

Y a-t-il eu des arrestations au Luxembourg ?

3) Est-ce que notre police a participé récemment à d'autres opérations internationales contre le crime organisé ou en matière de la lutte contre le trafic international de drogue ? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats ?

Réponse (02.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) La Police luxembourgeoise n'a pas participé à l'opération appelée « Trojan Shield ».

ad 2) Aucune ramification de criminalité n'a pu être établie avec le Luxembourg. Il n'y a pas eu d'arrestation au Luxembourg dans le cadre de ladite opération.

ad 3) La Police grand-ducale participe à des opérations internationales de façon ponctuelle, sur demande d'un autre pays, d'Europol ou d'Interpol, ou de façon plus systématique, comme dans le cas de la coopération Hazeldonk.

La dernière opération de grande envergure à laquelle à participé le Luxembourg date du 27 mai 2021. En effet, conjointement avec la Belgique, les Pays-Bas et la France, la Police luxembourgeoise et l'Administration des douanes et accises ont participé à l'opération internationale dite « Étoile » (Hazeldonk). Il s'agit d'opérations communes récurrentes dans la lutte contre la criminalité organisée liée à la drogue ainsi que contre le trafic à petite échelle (tourisme de la drogue).

31 personnes de la police et de la douane y ont participé. Des stupéfiants ont pu être saisis.

Question 4488 (14.06.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **publication de demandes et autorisations par les communes :**

Conformément à l'article 9, point 2 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, toutes les demandes et autorisations de monte-charges, d'appareils de levage et autres doivent être portées au public des communes et ainsi être publiées dans les différents tableaux d'affichage. Il s'agit même des demandes privées, tels que les monte-escaliers dans le cadre de l'assurance dépendance, qui n'ont aucun ou peu d'impact sur les autres habitants d'une commune et représentent une surcharge administrative considérable pour les administrations communales.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Travail :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous confirmer nos informations ? Dans l'affirmative, des modifications concernant ces dispositions sont prévues ?

- Madame et Monsieur les Ministres estiment-ils que ces publications d'installations privées soient conformes au droit à la vie privée ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous renseigner combien de recours contre ces autorisations sont introduites par année ?

- Madame et Monsieur les Ministres songent-ils à modifier les dispositions légales afin de réduire la surcharge administrative pour les communes ?

Réponse commune (13.07.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'article 9, paragraphe 2 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés prévoit que les administrations en charge du traitement, à savoir l'Administration de l'environnement et l'Inspection du travail et des mines, envoient les demandes en fonction de leurs classes soit aux fins d'enquête publique, soit aux fins d'information et affichage à la ou aux communes concernées.

Conformément à l'article 10 de la loi précitée du 10 juin 1999, un avis de publication indiquant l'objet de la demande d'autorisation doit être affiché dans la ou les communes d'implantation pendant quinze jours, de la façon usuelle, par les autorités communales. L'affichage doit avoir lieu simultanément à la maison communale et, de manière bien apparente, à l'emplacement où l'établissement est projeté. À dater du jour de l'affichage, le dossier complet est déposé à la maison communale de la commune où l'établissement est projeté et pourra y être consulté pendant ce délai par tous les intéressés.

Par ailleurs, l'article 16, alinéa 2 de la loi précitée du 10 juin 1999 prévoit que les décisions portant autorisation, actualisation, refus ou retrait d'autorisation pour les établissements des classes 1, 1A, 1B, 1, 3, 3A et 3B doivent être notifiées par l'Administration de l'environnement et l'Inspection du travail et des mines, chacune en ce qui la concerne, aux demandeurs en autorisation ou aux exploitants et, pour affichage, aux autorités communales sur le territoire desquelles est situé l'établissement et, le cas échéant, pour affichage aux autorités communales dont le territoire se trouve dans un rayon inférieur à 200 mètres des limites de l'établissement.

Un avant-projet de modification de la loi relative aux établissements classés est actuellement en cours d'élaboration. Celui-ci prévoit de modifier, entre autres, les dispositions relatives à la publication des demandes d'autorisations et des autorisations.

Depuis le début de l'année 2021, un site Internet dénommé « Portail national des enquêtes publiques » a été mis en ligne. L'avant-projet de modification de la loi relative aux établissements classés prévoit l'utilisation exclusive de ce portail aux fins d'affichage et de publication. Cette nouvelle méthode de publication permettrait de réduire de manière considérable la surcharge administrative des administrations communales.

En ce qui concerne les appareils de levage tels que les monte-escaliers, ceux-ci n'impactent effectivement que très peu le voisinage, respectivement le public. Dans cet ordre d'idées, une modification du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés est en cours d'élaboration afin de reclasser ces appareils de levage de la classe 3A en classe 4. Ceux-ci seront par conséquent soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal. Du fait qu'une publication ne sera dès lors plus nécessaire, cette adaptation impliquera une diminution substantielle de la charge administrative pour les administrations communales. De même, les informations d'ordre privées concernant ces installations, tels que les monte-escaliers dans le cadre de l'assurance dépendance, ne seront plus rendues publiques.

Pour ce qui est de la conformité au droit à la vie privée, il n'y a à l'heure actuelle aucune raison de remettre en cause les dispositions relatives à la publication et l'affichage approuvées au cours de la procédure législative, tant par la Chambre des Députés, que par le Conseil d'État.

Depuis 2019, 8 recours auprès des juridictions administratives ont été introduits contre les décisions du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire en matière d'établissements classés. Aucun de ces recours ne concernait des autorisations d'appareils de levage.

Les 8 recours concernaient les établissements suivants :

- 1 station d'épuration (installation de traitement d'eaux résiduaires déversant les eaux épurées dans le réseau d'égouttage public ou un cours d'eau) ;

- 3 crèches (structure d'éducation et d'accueil des enfants en bas âge et des enfants scolarisés) ;

- 1 camping ;

- 1 installation destinée à l'exploitation de l'énergie éolienne ;

- 1 centrale de trigénération biomasse (installation de cogénération électricité-chaleur) ;

- 1 zone d'activité.

Question 4492 (14.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **transition écologique :**

Am Artikel „G7 wrestles with its climate limitations", deen den 11. Juni um Site vu „Politico" publizéiert gouf, heescht et, datt China, Indien, Brasilien, Nigeria, Südafrika an Indonesien méi Zäregasemissiounen erzeege wéi sämtlech G7-Staaten. Laut deem genannte Bericht deelen dës Länner dat selwer definéiert Zil vun der EU a verschiddenen anere Staate vun der Klimaneutralitéit bis 2050 allerdéngs net. An engem rezent publizéierte Communiqué vun der Internationaler Energieagentur (IEA) heescht et doriwwer raus, datt d'Entwécklungs- a Schwellenänner hir Klimainvestissementer vun haut 150 Milliarden Dollar bis 2030 op eng 1 Billioun Dollar pro Joer misste steigeren, fir net genau déi Zäregaser fräizesetzen, déi d'G7-Länner mat hirer Politik vun der Klimaneutralitéit bis 2050 wëllen aspueren. Et versteet sech vum selwen, datt een all Frang nëmmen eemol kann ausginn. All déi Suen, déi dës Länner an d'Preventioun vum Zenario vum anthroprophogene Klimawandel géifen investéieren, misste si also op enger anerer Plaz, wéi zum Beispill dem Ausbau vum Gesondheetssecteur, aspueren. Wéi et jo och schonn aus deem zitéierten Artikel ervirgeet, ass domat ze rechnen, datt vill Länner dëse Wee aus politesche Grënn net wäerte matgoen. Mee och déi Länner, déi eng vermeintlech änlech Klimapolitik verfollegen, wéi Lëtzebuerg, setzen an éischter Linn ëmmer nach op konventionell Energieformen. Bei eisen däitschen Nopere koum déi meeschten Energie am drëtte Quartal 2020 aus Kuelekraaftwierker, am éischte Quartal 2021 aus Kuelen- a Gaskraaftwierker.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung d'Méiglechkeet, fir Länner baussent dem G7, besonnesch déi grouss Schwellen- an Entwécklungslänner, vun enger Klimapolitik, wéi d'EU se mécht, ze iwwerzeegen?

2. Wéi bewäert d'Regierung d'Käschten an de Notze vun der nationaler an europäescher Klimapolitik, wann dës Reduktioun vun Zäregaser duerch en erhéichten Ausstouss an anere Länner nees annuléiert respektiv vun dëse souguer bei Wäitem iwwertraff gëtt?

3. Gesäit d'Regierung et als eng sënnvoll Strategie, fir d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Ekonomie duerch eng eesäiteg Klimapolitik anzeschränken, déi vu grousse Länner international net matgedroe gëtt?

4. Wéi steet d'Regierung an deem Zesummenhang zu der envisagéierter Politik vun den EU-Zäregaszoller? Wéi eng Retorsioune si vun anere Länner géint esou Taxen ze erwaarden?

Réponse commune (14.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Et ass kloer, datt momentan déi global Beméiungen, fir dem Klimawandel entgéintzewierken, nach net wäit genuch ginn. Esou hunn ënnert anerem eng Rei vun de G20-Staaten hiren Ambitiounsniveau nach net oder net genuch eropgesat. Dobäi hunn déi rezent Berichter vum Weltklimarot (IPCC), déi vun alle Länner gedeelt ginn, nach eemol ënnerstrach, datt mat katastrophalen Auswierkungen ze rechnen ass, wann de Klimawandel net gestoppt gëtt. Et sief dowéinst nach emol ënnerstrach, datt et keng Alternativ zu enger ambitiéiser Klimapolitik gëtt.

Am Kader vum Paräisser Accord hunn och déi grouss Schwellen- an Entwécklungslänner sech dozou verflicht, hire Bäitrag zur Klimaneutralitéit ze leeschten. Et ass dowéinst vu grousser Wichtegkeet, dës Länner ze encouragéieren, se an hiren Efforten ze ënnerstëtzen a mam gudde Beispill virzegoen. Klimadiplomatie a strategesch Koalitioune mat dëse Länner spillen an dësem Kontext eng grouss Roll.

Mat dem „Fit for 55 Package", deen déi europäesch Kommissioun de 14. Juli 2021 virstellt, wäert d'EU weise kënnen, wéi déi ambitiéis Klimaziler ëmgesat ginn, an dat op eng Aart a Weis, déi d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger an der europäescher Ekonomie stäerke wäert.

Konsens besteet och doran, datt eng ambitiéis Klimapolitik net zu enger Schwächung vun der nationaler Industrie oder zu enger Deindustrialiséierung féieren däerf. Fir ze verhënneren, datt energieintensiv Industrië wéi zum Beispill d'Stol-, d'Zement- oder d'Chimieindustrie a Länner mat manner strenge Reegelen auswanderen, wäert déi Europäesch Kommissioun e Virschlag vun engem „Grenzausgläichsmechansimus" virleeën. D'Propositioun vun der Kommissioun wäert op alle Fall kompatibel mat den Dispositioune vun der Welthandelsorganisatioun sinn. Wéi all déi aner Memberstaate waart och Lëtzebuerg op dëse Virschlag, fir sech kënne méi präzis ze informéieren an domat och ze positionéieren.

Bezüglech EU-Zäregaszoller ass d'Europäesch Kommissioun derbäi, dës Fro, hir technesch Ëmsetzung an déi méiglech Effekter dovun ze analyséieren. Och dës Etüd muss een ofwaarden, fir sech weider ze positionéieren.

Question 4493 (14.06.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **choix de la langue dans certaines matières des classes GSO :**

An engem Avis wonnert sech d'„Conférence nationale des élèves du Luxembourg" (CNEL) driwwer, dass een an de GSO-Klassen an den Haaptfächer „Connaissance du monde contemporain" a „Psychologie-Communication" an Zukunft net méi op Däitsch oder op Franséisch an de Prüfungen äntweren dierf. Dat wier awer bis elo vu Quatrième u fir d'Schüler üblech gewiescht, heescht et weider. Dëse Choix soll vun der Rentrée 2021/2022 un ewechfalen. D'Schüler dierfen da just nach op Franséisch äntweren.

Virum Hannergrond vun dësem Changement wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Kann den Här Minister confirméieren, dass déi concernéiert Schüler an Zukunft net méi op Däitsch oder op Franséisch an de Prüfungen äntweren dierfen? Op Basis vu wéi engem Reglement war dat bis elo méiglech?

- Wa jo, op Basis vu wéi engen Argumenter ass d'Decisioun geholl ginn, fir wärend engem lafenden Ausbildungszyklus de Schüler de fräie Choix tëscht Däitsch a Franséisch ze huelen an hinne Franséisch fir d'Prüfungen ze imposéieren?

- Mat wéi engen Instanzen ass sech am Kader vum Decisiounsprozess concertéiert ginn?

- Wéi eng Mesuren gedenkt den Här Minister en place ze setze fir de Fall, wou Schüler duerch d'Imposéiere vu just nach enger Sprooch fir d'Prüfunge benodeelegt wieren?

- Wéi reagéiert den Här Minister op d'Kriticken an d'Fuerderunge vun der CNEL?

Réponse (13.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Déi éischt Schüler vun der Sektioun Sciences sociales (GSO) kruten 2016 hiren Diplom. D'Programmkommissioun (Commission nationale de l'enseignement secondaire) fir d'Sektioun GSO huet ab Oktober 2019 de Bilan vun der Sektioun gezunn; et hat ee sech als Zil ginn, d'Programmer vun den eenzelen Disziplinnen ze analyséieren an eventuell ze adaptéieren, fir d'Schüler beschtméiglech op spéider Erausfuerderunge virzebereeden an hinne souwuel den Accès op den Aarbechtsmaart wéi och op d'Uni ze garantéieren.

Ënner anerem gouf d'Unterrechtssprooch ënnersicht. An der Connaissance du monde contemporain (CONMO) an an der Psychologie-Communication (PSYCO) gëtt, no de Virgabe vum offizielle Programm, op Franséisch ënnerriicht. Bis 2020 haten d'Schüler awer d'Méiglechkeet, an de Prüfungen entweeder op Franséisch oder op Däitsch ze äntweren.

Laut Compte rendu vun der Commission nationale war eng Majoritéit vun Titulairë sech eens, datt déi Léisung net hëllefräich wär an datt dës Praxis éischter ënnerduerchschnëttlech Resultater generéiert huet. Den erfuerderlechen Denkprozess beim Schüler wär vill méi komplex: souguer wann den Titulaire de Schüler e Glossaire géif ginn, deen déi wichtegst Termen als Iwwersetzung beinhalt, wär et schwéier fir e Schüler, op der Basis vun engem franséischsproochege Cours eng Äntwert op Däitsch ze formuléieren. Op Urode vun der Commission nationale vun der GSO gouf duerfir dës Méiglechkeet fir d'Fächer Connaissance du Monde contemporain (CONMO) a Psychologie et Communication (PSYCO) gestrach.

Dës Sproochereegelung ass ab dem Schouljoer 2020/2021 a Kraaft getrueden. Ausnam war d'Fach CONMO op Première, wou dëst Schouljoer nach d'Méiglechkeet bestanen huet, fir souwuel op Däitsch wéi op Franséisch ze äntweren. Dëst erklärt sech doduerch, datt d'Schüler, déi elo op Première waren, op 4e an 3e nach d'Sektioun Professions de santé (PS) besicht hunn, op där Däitsch déi dominant Sprooch ass.

D'Conférence nationale des élèves (CNEL) huet eng Rei vu Kriticken un der neier Sproochereegelung geäussert, dëst an den Entrevuen, déi ech mat hire Vertrieder hat, wéi och an engem rezenten Avis. Gären droen ech dëse Kriticke Rechnung, sou datt ech meng Servicer ugewisen hunn, follgend Léisung ëmzesetzen:

Schouljoer 2021/2022

An der CONMO hunn d'Schüler vun 3e, 2e a 1re GSO d'Méiglechkeet, hir Äntwerten op Franséisch oder op Däitsch ze formuléieren; an der PSYCO déi vun 2e a 1re.

Schouljoer 2022/2023

D'Méiglechkeet, op Däitsch oder op Franséisch ze äntweren, gëtt op d'Schüler vun 2e a 1re beschränkt.

Schouljoer 2023/2024

D'Méiglechkeet, op Däitsch oder op Franséisch ze äntweren, gëllt nëmme méi fir d'Schüler vu 1re.

Esou gëtt also bei der Aféierung vun der Sproochereegelung eng Progressivitéit assuréiert.

Question 4495 (15.06.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **prise en charge des frais d'un transport en ambulance :**

Duerch déi aktuell Pandemie war et jo laang net méiglech, datt Leit, déi net Patient an engem Spidol waren, Zoutrëtt an d'Spidol kritt hunn. Dëst huet och mat sech bruecht, datt Patienten, déi aus engem Spidol entlooss goufen an awer selwer net konnte fueren oder op den ëffentlechen Transport zeréckgräifen, net konnte vun hirer Famill ofgeholl ginn, mee mat der Ambulanz transportéiert gi sinn, mat der Zousécherung vun de Spidolsresponsabelen, datt d'Gesondheetskeess CNS dës Käschte géif iwwerhuelen.

Mengen Informatiounen no ass et an de leschte Wochen a Méint awer dës Ëftere virkomm, datt d'CNS dës Ambulanzkäschte just zum Deel iwwerholl huet, an datt d'Patienten e substanziellen Deel hu misse selwer bäisteieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, firwat iwwerhëlt d'CNS dës Käschten net integral?

3. Wéi eng Uweisung haten d'Santé an d'CNS de Spideeler ginn?

4. Ass et hei eventuell zu Mëssverständnesser komm?

5. Missten déi concernéiert Patienten an deem Fall net integral rembourséiert ginn?

Réponse commune (01.07.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Weeder de Ministère fir d'sozial Sécherheet nach de Gesondheetsministère hunn eng Informatioun un d'Spideeler erausginn, datt d'Transportkäschte ganz vun der Krankeversécherung géifen en charge geholl ginn.

Ewéi et schonn a fréieren Äntwerte preziséiert gouf, ginn d'Ambulanzdéngschter wou keng Urgence ass, zu 70 % vun der Gesondheetskeess rembourséiert.

Den Artikel 136, 3. Paragraf, 3. Alinea, vun de Statute vun der Gesondheetskeess, gesäit vir:

« Les transports en ambulance simples visés à l'article 132, paragraphe 4, sous b) et c) sont pris en charge à raison de soixante-dix pour cent (70 %) des factures établies soit sur la base d'un minimum de trente-huit euros (38,00 euros) par déplacement, soit sur la base d'un montant d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 euro) par kilomètre, à l'exclusion de tous autres éléments pouvant être légalement mis en compte par le transporteur, à moins que la prise en charge de ces éléments ne résulte de dispositions statutaires expresses. »

De Forfait vun 38 Euro ass unzegesinn als e minimale Forfait fir d'Deplacementer fir kuerz Strecken. D'Finalitéit vun dem Forfait ass et, de Patienten an dëser Situatioun en Transport an enger Ambulanz ze garantéieren.

Falls de Patient e méi gréissere Montant muss bäileeën, huet dat domat ze dinn, datt d'Gesondheetskeess keng Handhabung op d'Beträg huet, déi vun den Transportfirmen a Rechnung gestallt ginn. Eng Erhéijung vum Remboursement vun der Gesondheetskeess bedeit also net, datt d'Käschte vum Patient erofginn.

D'Dispositioune vum Remboursement wäerten awer analyséiert ginn, wann de legale Kader mat den Norme bis steet. De Gesondheetsministère ass, wéi schonn an der Vergaangenheet preziséiert gouf, amgaangen, den néidege gesetzleche Kader auszeschaffen, fir déi net urgent Transporter ze reglementéieren. Nodeems de gesetzleche Kader bis steet, kann d'Gesondheetskeess eng Konventioun mat de Vertrieder vun dem Secteur verhandelen an d'Tariffer negociéieren.

Question 4496 (15.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **reprise d'emballages :**

Den 1. Mäerz hunn ech eng parlamentaresch Fro N° 3735 zur Reprise vu Verpakungsoffall gestallt. Dee Moment hat den Ëmweltministère erkläert, dass si Kenntnis vu Betriber hunn, déi sech net un d'Gesetz vum 21. Mäerz 2017 gehalen, also keen eegene Réckgabesystem opgebaut hunn an och net bei der Valorlux registréiert sinn. Laut Artikel vum 14. Juni vum „Wort" handelt et sech ëm 99 + 1 Betriber (dorënner och d'Moulin Dieschbourg).

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Laut „Wort" si 24 vun deenen 99 vum Ministère ugeschriwwene Betriber mëttlerweil gesetzeskonform.

Wéi laang Zäit hunn déi verbleiwend Betriber nach, fir sech ze regulariséieren, ier Sanktiounen ausgeschwat wäerte ginn?

2. Vu datt d'Gesetz scho säit iwwer véier Joer a Kraaft ass, wéi erkläert den Ëmweltministère, dass et esou laang gedauert huet, fir déi net konform Betriber ze identifizéieren an op hire Feeler opmierksam ze maachen?

3. Den eemolege Valorlux-President erkläert am „Wort"-Artikel, dass hien direkt nom Untrëtt vun der Ministesch dës drop opmierksam gemaach huet, dass verschidde Betriber d'Gesetz vun 2017 net respektéieren.

Kann d'Ministesch dëst bestätegen?

Huet Valorlux den Ëmweltministère scho viru menger parlamentarescher Fro drop opmierksam gemaach, dass verschidde Betriber sech net un d'Gesetz halen?

4. Fir wéi vill Tonne Verpackungsmüll sinn dës 99 + 1 Betriber schätzungsweis responsabel?

5. Wéi vill hätten déi concernéiert 99 + 1 Betriber misse pro Joer u Valorlux a Form vu Membersbeiträg bezuelen?

Wat fir ee finanzielle Schued ass Valorlux doduerch entstanen?

Réponse (15.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Et ass kee festen Delai fixéiert ginn, bis wéini déi Betriber konform musse sinn. Vun deene Betriber, déi ugeschriwwe gi sinn, sinn eng Rei an der Prozedur, fir sech bei Valorlux ze enregistréieren. Wéi laang dës Prozedur dauert, hänkt vun der Valorlux of.

ad 2. Et ass ee kontinuéierleche Prozess, fir d'Betriber konform ze setzen.

ad 3. D'Valorlux huet an deene leschte Jore reegelméisseg der Ëmweltverwaltung Betriber gemellt, déi net par rapport zum Verpakungsgesetz konform sinn. Dës Betriber sinn dann och entspriechend kontaktéiert gi fir sech konform ze setzen.

Den aktuell thematiséierte Betrib taucht eng éischte Kéier an der Annex vun engem Courrier vum Januar 2021 op. Dee Courrier ass eigentlech eng Äntwert vu Valorlux op Froe vun der Ëmweltverwaltung zu hirem Rapport annuel vun 2019. Den Auteur vun deem Courrier verweist heiran op eng Annex zu de „Freeriders": « Dans ce cadre, veuillez trouver en annexe la liste non exhaustive des entreprises concernées que nous vous avions déjà fait parvenir. » Bei der Iwwerpréiwung vun der Lëscht, ass festgestallt ginn, dass déi Ausso esou net konnt bestätegt ginn.

ad 4. Et ass net méiglech, heizou eng Ausso ze maachen, well net bekannt ass, wat fir Verpakungen dës Betriber op de Marché setzen a wéi schwéier déi jeeweileg Verpakunge sinn.

ad 5. Heizou kann och keng Ausso gemaach ginn. De Membersbäitrag, deen e Betrib u Valorlux ze bezuelen huet, gëtt gerechent op Basis vun dem Material, aus deem d'Verpakunge bestinn, déi de Betrib op de Marché setzt, an dem Gewiicht vun deem jeeweilege Material.

Question 4497 (15.06.2021) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **amendes introduites dans le cadre de l'état de crise :**

Am Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz 2020 „portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19", dee bis zum 25. Juni 2020 a Kraaft war, ginn am 5. Kapitel eng Rei vu Sanktiounen opgelëscht géint Personnes physiques a géint Betriber, déi géint d'Bestëmmunge vum RGD verstoussen. Sou heescht et am Artikel 6: « Lorsque les officiers de police judiciaire ou les agents de police judiciaire de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises constatent que des personnes physiques ne respectent pas les interdictions prévues aux articles 1 à 4 du présent règlement grand-ducal, ils émettent un avertissement taxé de 145 euros, conformément aux dispositions du présent article. » Am Artikel 7 heescht et: « Les infractions aux fermetures de commerce et à l'interdiction de l'accueil du public prévues aux articles 1 à 4 du présent règlement grand-ducal commises par les commerçants, artisans, gérants ou autres personnes responsables des activités y visées sont punies d'une amende administrative d'un montant maximum de 4.000 euros. En cas de nouvelle commission d'une infraction pendant l'état de crise, le montant maximum est porté au double. »

D'Fro, déi sech hei stellt, ass déi heiten: Kann ee Règlement grand-ducal an engem État de crise eng nei Infraktioun schafen? Wéi e Gesetz ass dofir déi legal Basis?

Och d'Chambre des fonctionnaires publics huet an engem Avis zur Verfassungsreform („avis du 26 mars 2021 sur la proposition de révision des chapitres Ier, III, V, VII, IX, X,XI et XII de la Constitution") drop higewisen, datt dee mentionéierten RGD effektiv eng Infraktioun kreéiert huet. Den Artikel 14 vun eiser Verfassung leet awer fest, datt keng Strof verhaang ka ginn, ausser op Basis vun engem Gesetz: « nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi ». Dëse Grondsaz ass och wärend engem État de crise applikabel. Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung bestëmmt nämlech, datt all Mesure, déi vum Grand-Duc oder vun der Regierung wärend engem État de crise geholl gëtt, zwar géint bestoend Gesetzer verstousse kann (« peuvent déroger à des lois existantes »), awer net géint d'Verfassung a géint international Verträg (« être conformes à la Constitution et aux traités internationaux »): D'Fro stellt sech also, ob Amenden, déi an engem État de crise ageféiert ginn, der Definitioun an dem Sënn vun enger „peine" no der Verfassung kënnen entspriechen an ob dann hir Festleeung iwwert een RGD an engem „état de crise" legal ka sinn.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Wéi eng Strofe kënnen, der Meenung vun der Regierung no, an engem État de crise iwwert de Wee vun engem RGD ageféiert ginn a wéi eng net?

2. Missten d'Leit an engem État de crise net een erhéichte Rechtsschutz viru méigleche Willkürakte vun der Regierung hunn, och am Hibléck op d'Festleeë vun neie Strofen iwwer een RGD?

3. Wéi justifiéiert d'Regierung d'Festleeung vu Geldboussen duerch een RGD wärend dem État de crise am Hibléck op eis Verfassung, a speziell am Hibléck op déi mentionéiert béid Artikele vun der Verfassung? Sinn déi ageféiert Geldboussen (amendes administratives) an engem État de crise als „peine" am Sënn vun der Verfassung ze consideréieren?

Réponse commune (28.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Particularitéit vun de reglementaresche Mesuren, déi d'Exekutiv am exzeptionelle verfassungsrechtleche Kader vum „état de crise" kann huelen, besteet justement doran, dass dës Mesuren all Matière kënne concernéieren, dat heescht och Matièren, déi laut der Verfassung am Normalfall eleng dem Gesetzgeeber reservéiert sinn, wéi zum Beispill d'Schafe vun neien Infraktiounen a Strofen.

Opgrond vun der Urgence, déi sech laut dem Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung doduerch definéiert, dass et dem Parlament net méiglech ass, an engem ugemoossenen Zäitraum ze legiferéieren, ass d'Exekutiv wärend der Zäit vum „état de crise" explizitt vun der Verfassung autoriséiert ze handelen. D'Exekutiv handelt amplaz vun der legislativer Gewalt an déi betraffe groussherzoglech Reglementer sinn engem Gesetz gläichzesetzen.

Et sinn d'Mesurë selwer, déi wärend dem „état de crise" unhand vu sou engem groussherzogleche Reglement geholl ginn, déi net géint d'Verfassung an international Traitéen däerfe verstoussen. Obschonn d'Regierung also nei Strofe kann definéieren, kënne Strofen, déi géint d'Verfassung verstoussen, net agefouert ginn.

Question 4498 (15.06.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**application de l'article 5 du traité fondateur de l'OTAN dans l'espace :**

Wéi rezent op verschiddene Plazen an der däitscher Press ze liese war, sou zum Beispill am Artikel „NATO-Chef will Bündnisfall auch im Weltraum", deen den 11. Juni um Site vun NTV publizéiert gouf, hat den Här Jens Stoltenberg, Generalsekretär vun der NATO, ugekënnegt, sech um Sommet vum 14. Juni zu Bréissel duerfir anzesetzen, datt den Artikel 5 iwwert d'„défense collective" och op de Beräich vum Weltraum erweidert gëtt, sou datt dësen zum Beispill am Fall vun engem Akt vu Sabotage u Satellitte vun engem NATO-Staat kéint aktivéiert ginn. Am Communiqué, deen d'NATO am Uschloss un de Sommet publizéiert hat, war an deem Sënn ënnert dem Punkt 33 dëst ze liesen:

"We recognise the growing importance of space for the security and prosperity of our nations and for NATO's deterrence and defence. Secure access to space services, products, and capabilities is essential for the conduct of the Alliance's operations, missions and activities. We will accelerate our work to deepen and expand our use of space as an operational domain, including through the NATO Space Centre in Germany and the upcoming establishment of the Space Centre of Excellence in France, which we welcome. We will strengthen NATO's space domain awareness and better integrate space in our activities, including training and exercises, resilience, and innovation efforts. Consistent with the Overarching Space Policy, NATO's approach to space will remain fully in line with international law. We support the international efforts to promote responsible behaviour in space. We consider that attacks to, from, or within space present a clear challenge to the security of the Alliance, the impact of which could threaten national and Euro-Atlantic prosperity, security, and stability, and could be as harmful to modern societies as a conventional attack. Such attacks could lead to the invocation of Article 5. A decision as to when such attacks would lead to the invocation of Article 5 would be taken by the North Atlantic Council on a case-by-case basis."

An ënnert dem Punkt 38 dëst:

"The greatest responsibility of the Alliance is to protect and defend our territory and our populations against attack, as set out in Article 5 of the Washington Treaty. No one should doubt NATO's resolve if the security of any of its members were to be threatened. Faced with a highly diverse, complex, and demanding international security environment, NATO is determined to maintain the full range of capabilities necessary to deter and defend against any threat to the safety and security of our populations, wherever it should arise."

Bei dëser Approche ass et op där enger Säit wichteg, op d'Restriktiounen am Bezuch op déi militäresch Notzung vum Weltraum, besonnesch am „Outer Space Treaty" vun 1967, opzepassen. Op där anerer Säit huet Lëtzebuerg am Kader vun der Bedreiwung vun zivillen oder militäresche Satellitten, vum Weltraumbiergbau („Space Mining") oder, méi allgemeng, den Ambitiounen am Beräich vu „Space Resources", souwéi och den Artemis-Accorden eng Rei vun eegenen nationale weltraumpoliteschen Interessen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir allgemeng Positioun zu där uewen zitéierter, interpretativer Erweiderung vum Artikel 5 vum NATO-Vertrag elaboréieren? Wéi beurteelt si d'Fro vun der Kompatibilitéit mam „Outer Space Treaty" vun 1967?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi si d'Kompatibilitéit vun dëser geplangter Erweiderung mat eisen nationalen ekonomesche Weltrauminteressen am Kader vun den Artemis-Accorde beurteelt? Gesäit si an der Formulatioun vun der NATO-Erklärung vum 14. Juni och d'Gefor vun enger Militariséierung vum Mound?

3. An der Äntwert op meng erweidert parlamentaresch Fro Nummer 53 huet den Här Wirtschaftsminister den 18. November 2020 an der Chamber ausgefouert, datt Lëtzebuerg nieft den Artemis-Accorden iwwer eng Rei weider bilateral Kooperatiounen am Kader vun der Weltraumpolitik verfüügt. Kann d'Regierung elaboréieren, ëm wéi eng Accorden et sech hei handelt a wéi dës mat der zitéierter interpretativer Erweiderung vum NATO-Vertrag kompatibel sinn?

4. Russland a China plange laangfristeg e Projet, fir eng international Fuerschungsstatioun um Südpol vum Mound („International Lunar Research Station" ILRS) ze lancéieren. En entspriechende „Memorandum of Understanding" gouf den 9. Mäerz dëst Joer ënnerschriwwen an den 23. Abrëll gouf d'Bedeelegungsméiglechkeet fir aner Staaten annoncéiert. Lëtzebuerg schafft un technesche Méiglechkeeten, fir speziell bei der Sich no Waasser och an dëser Regioun aktiv ze sinn. Envisagéiert d'Regierung an Zukunft eng potenziell Lëtzebuerger Bedeelegung um Projet vun der ILRS? Kënnen déi aktuell Entwécklungen am Beräich vun der NATO eng Brems fir déi international wëssenschaftlech oder ekonomesch Zesummenaarbecht, och am Weltraum, mat China a Russland duerstellen?

5. Gëtt et en Avis juridique vun der NATO oder huet d'Lëtzebuerger Regierung eng juristesch Analys iwwert d'Kompatibilitéit vun der NATO-Erklärung vum 14. Juni mat dem Weltraumrecht ugefrot, sou wéi et am Abléck gëllt?

Réponse commune (16.07.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Bei der zitéierter interpretativer „Erweiderung" vum Artikel 5 vum NATO-Vertrag handelt et sech ëm e wichtegt an zäitgerecht Zeechen - am Aklang mat der Ausweidung vun den operationellen Domainer op „Cyber" a „Space" - dat am Sënn vun der Käraufgab vun der NATO als Verdeedegungspakt ze verstoen an ze begréissen ass. Dës Deklaratioun ass e wichtegen éischte Schrëtt fir der NATO an den Alliéierten d'Mëttelen ze ginn, fir hirer Missioun gerecht ze ginn, an dat am Aklang mat applikabelem internationale Recht. Wichteg ass, datt hei a priori kee Konflikt mam „Outer Space Treaty (OST)" als Deel vum internationale Recht ginn ass, speziell, well all Decisioun,

eng kollektiv Äntwert ënnert dem Artikel 5 vum NATO-Vertrag ze ginn, jo ëmmer eng kollektiv politesch Entscheedung duerch den nordatlantesche Conseil bleift, ënner Consideratioun vun den applikabelen internationale Reegelen, also och dem OST.

ad 2. Déi Lëtzebuerger Participatioun am Kader vun den Artemis-Accorde mat den USA ass domadder net a Fro gestallt. D'Motivatioun, fir bei dëser Initiativ matzemaachen ass nämlech an der Haaptsaach wëssenschaftlecher Natur.

D'NATO als Verdeedegungsbündnis setzt sech dofir an, dass Weltraumaktivitéiten op eng responsabel an nohalteg Manéier gemaach ginn. Eng Militarisëierung vum Weltraum soll deemno verhënnert ginn. Gläichzäiteg behält sech d'NATO natierlech hiert Recht vir, hir eegen Infrastruktur géint Ugréff am an aus dem Weltraum ze schützen, am Aklang mat de Prinzippien, déi an der Äntwert op déi éischt Fro ausgefouert sinn.

ad 3. Lëtzebuerg huet an de leschte Jore mat enger limitéierter Zuel vun Drëttlänner spezifesch bilateral Accorden oder administrativ Arrangementer ënnerschriwwen, fir eng méiglech Kooperatioun vun Aktivitéiten am Weltraum ze förderen. Déi ugestriefte Zesummenaarbecht bezitt sech ëmmer ausdrécklech op déi friddlech Notzung, esou datt et kee Lien mat militäreschen Aktivitéite gëtt. Dës verschidden administrativ Accorden a „Memoranda of Understanding" schreiwe sech an de Kontext vun der bekannter Initiativ spaceresources.lu an. Fir déi international Kooperatioun ronderëm d'Exploratioun an d'Notze vu Ressourcen am Weltraum weider ze promouvéieren, goufen zum Beispill mat Australien, der Belsch, China, Japan, Polen, Portugal, Tschechien oder de Vereenegten Arabeschen Emirater esou bilateral Kooperatiounen an Arrangementer ënnerschriwwen.

ad 4. Den ambitiéise Projet vu Russland a vu China, fir um Mound eng Fuerschungsstatioun opzebauen, ass eng Initiativ, déi ënner Ëmstänn kéint eng Opportunitéit fir verschidden Acteuren aus dem Secteur vun de Weltraumaktivitéiten duerstellen. D'Luxembourg Space Agency suivéiert dëse Projet dofir ganz genee, mee et ass, an dësem fréie Stadium vun der Initiativ, nach keng Decisioun geholl ginn, ob et iwwerhaapt opportun ass, fir sech vläicht eemol un dëser Initiativ ze bedeelegen.

ad 5. Et ginn am Kader vun der NATO (wéi och an aneren internationale Foren) reegelméisseg Consultatiounen ënnert den Alliéierten zu de verschiddensten Theeme vu strateegescher an operationeller Relevanz, sou natierlech och zu de Froen, déi de Weltall als fënneften „operational Domain" betreffen. An dësem Kontext ginn och spezifesch juristesch Analysen ausgefouert an ënnert Alliéierte beschwat, wou Lëtzebuerg natierlech och bedeelegt ass. Hei sief gesot, wéi och am Kontext vum „Cyber", datt d'NATO an d'Alliéiert sech un internationaalt Recht halen a sech och dofir engagéieren. Déi ugeschwate Substanz vun der NATO-Erklärung steet deemno net am Widdersproch zum applikabele Weltraumrecht, dat jo als Deel vum internationale Recht ugesi gëtt.

Question 4499 (15.06.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réorientation du large scale testing :**

D'Regierung huet d'lescht Woch annoncéiert, datt, am Kader vun der aktueller Pandemie, de System vum Large-Scale-Testing géif ëmgeännert ginn an datt deemnächst jiddereen sech kéint e Rendez-vous fir e gratis PCR-Test huelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wäerten och am neie System all d'Testzenteren erhale bleiwen?

2. Wann nee, no wéi enge Krittären a Prioritéite gëtt decidéiert, wéi eng Zenteren opbleiwen? Deelt d'Regierung d'Meenung, datt den Awunnerschlëssel an d'Distanz als Krittäre musse gëllen?

3. Wat wieren d'Grënn fir eventuell Fermeturë vun Testzenteren?

Réponse (07.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Och mat der neier Approche bleiwen all déi aacht Drive-in-Statioune souwéi d'Teststatioun um Findel op, fir de Leit e beschtméiglechen Accès zu den Tester ze erlaben.

ad 2. Verschidde Krittäre mussen effektiv berücksichtegt ginn, fir datt de Site, wou en Testzenter opgeriicht soll ginn, zeréckbehale ka ginn. Den Awunnerschlëssel ass sécher wichteg, mee déi regional Verdeelung ass natierlech och wichteg. Et kommen awer och oft aner Contrainten dobäi, déi de Choix limitéieren, virun allem wat d'Disponibilitéit vun de gëeegente Sitten ubelaangt.

ad 3. Eventuelle Grond fir d'Fermeture vun engem Testzenter wier, wann d'Gesamtzuel vun den Tester, déi am LST duerchgefouert ginn, drastesch erofgoe géif. An deem Fall wier et schwéier ze rechtfertegen, dass een nach ëmmer sou vill Ressourcen asetzt, wa vill manner Tester pro Dag duerchgefouert ginn.

Question 4500 (15.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **situation dans les hôpitaux dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

D'Ausbreedung vun neie Coronafäll huet zu Lëtzebuerg däitlech ofgeholl. Leschten Dënschdeg (8. Juni) ware „just" nach 16 Persoune wéinst dem Covidvirus hospitaliséiert, zwou dovunner op der Intensivstatioun. Trotzdeem hu sech d'Spideeler am Land zu deem Zäitpunkt nach ëmmer op der „Stuf dräi" vum nationale Kriseplang situéiert, dee jo am Ganze véier Stufen zielt.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, firwat sech trotz de staark réckleefegen Neiinfektioune mam Coronavirus d'Spideeler ëmmer nach op der drëtter Stuf vum aktuellen nationale Kriseplang befonnt hunn oder nach ëmmer befannen?

2. Op wéi enger Basis a vu wiem gëtt d'Decisioun geholl, op wéi enger jeeweileger Stuf vum nationale Kriseplang d'Spideeler sech befanne sollen? Kann d'Madamm Minister och méi allgemeng Preziséioune ginn, wéi eng Bedéngungen an Ëmstänn erfëllt musse sinn, fir déi jeeweileg Stuf - opgeschlësselt no deene véier Stufen - ze declenchéieren?

3. Kann d'Madamm Minister eng Tabell opstelle loossen, déi weist, wéi déi eenzel Spideeler zënter Mäerz 2020 mat Covidpatiente beluecht waren a wéi vill dovun op der Intensivstatioun waren? Kann d'Madamm Minister parallell zu deenen Informatioune weisen, wéi eng Stuf - no dem nationale Kriseplang - wéini a fir wéi laang fir d'Spideeler a Kraaft war? Wéi war d'Korrelatioun tëschent deene statisteschen Elementer?

Réponse (15.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Säit Mëtt Abrëll respektiv säit Mëtt Mee befanne sech d'Spideeler fir d'Soins normaux respektiv fir d'Soins intensifs net méi an der Phas 3 vum Kriseplang. Säit Juni sinn d'Spideeler an der Phas 0, sou wéi en am Kriseplang vun de Spideeler definéiert ass.

Hei drënner fënnt den honorabelen Deputéierten de Verlaf vun de verschiddene Phase vum Kriseplang fir d'Spideeler säit dem Ufank vun der Kris.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. D'Krisecellule diskutéiert an hire wéchentleche Reuniounen iwwer d'Situatioun an de Spideeler an ob d'Phas vum Kriseplang eventuell adaptéiert misst ginn.

D'Montée en charge vun de verschiddene Phasen ass definéiert gi par rapport zu der Unzuel vun de beluechte Better an de Soins intensifs an an de Soins normaux.

Déi verschidde Phase gëlle fir d'Gesamtheet vun de Spideeler, d. h. wann eng nei Phas vum Kriseplang ausgeruff gëtt, gëllt dëst fir all Spideeler an net just fir vereenzelt Spideeler.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Vum 30. Mäerz bis zum 30. Juni 2021 si 4.104 nei Admissiounen an de Spideeler zu Lëtzebuerg comptabiliséiert ginn, dovunner 3.516 an de Soins normaux a 588 direkt an de Soins intensifs. Den CHL an de CHEM sinn déi Spideeler, déi déi meeschten Admissiounen hate vu Covid-19-Patienten, mat am Ganzen e bësse méi wéi 60 % vun all den Admissiounen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4501 (15.06.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**abus du régime d'asile européen commun :**

Am Magasinn „Politico" konnt ee rezent liesen, datt d'Ministeren aus de Benelux-Länner sech iwwert de Fait beschwéiert hunn, datt vill DPIen (Demandeurs de protection internationale), déi a Griicheland registréiert sinn, nees an hir Heemechtslänner zeréckreesen, fir dann op en Neits eng Demande op Asyl ze maachen an der Hoffnung, an engem anere Land ewéi Griicheland eng Openthaltsgeneemegung ze kréien. Zäitgläich huet den RTL mam Datum vum 8. Juni den Här Minister Asselborn zitéiert mat follgende Wierder: „Wa mir keng intern Solidaritéit hunn, dass mer d'Chargen deelen, da fanne mer selbstverständlech och kee Wee, fir eens ze gi mat de Partnerlänner."

Eng weider rezent Entwécklung ass iwwerdeems, datt Griicheland d'Tierkei elo als sécheren Drëttstaat erkläre wëll, fir esou och géint déi massiv illegal Migratiounsstréim virzegoen an ze verhënneren, datt irregulär Migranten, déi iwwert d'Tierkei kommen, weiderhi kënnen eng Asyldemande a Griicheland maachen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Immigatiouns- an Asylminister:

1. Vu datt den Här Minister sech jo der Ausso vun de Benelux-Länner ugeschloss huet, wéi bewäert hien d'Situatioun, datt vill DPIen, déi a Griicheland registréiert sinn, nees an hir Heemechtslänner zeréckreesen an dann op en Neits eng Demande op Asyl maachen? Gesäit den Här Minister hei net e Mëssbrauch vum Asylrecht?

2. Wéi ass dat uewe genannt Zitat vum Här Minister iwwert d'Solidaritéit vun den europäesche Staaten an Aklang ze brénge mat der Tatsaach, datt iwwert genee dëse Wee e Mëssbrauch vum Asylrecht stattfënnt?

3. Wéi positionéiert sech den Här Bausseminister am Hibléck op d'Bestriewunge vu Griicheland, d'Tierkei als sécheren Drëttstaat ze erklären? Solidariséiert sech den Här Minister eventuell mat de genannte Bestriewunge vun der griichescher Republik?

4. Wann nee, wéi soll Griicheland an den Ae vum Här Minister an Zukunft virgoen, fir déi massiv illegal Migratiounsstréim, déi iwwert d'Tierkei a Griicheland kommen, ze ënnerbannen?

Réponse (13.07.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. + 2. Persounen, déi an enger Asylprozedur sinn, steet et fräi, wärend dëser Prozedur op hir Demande ze renoncéieren an zeréck an hiert Heemechtsland ze goen. Wa si doropshin decidéieren, awer nees hiert Land ze verloossen, dann hu si d'Recht, eng nei Ufro op internationale Schutz ze stellen.

Wa méi oft Persounen hir Demande an engem bestëmmte Memberstaat zeréckzéien, da weist dat ëmsou méi de Besoin fir eng méi solidaresch Approche tëscht de Memberstaaten. All Memberstaat muss kënnen déi néideg „conditions d'accueil" assuréieren, déi et him erlaben, d'Persounen, déi internationale Schutz ufroen, mënschewierdeg ënnerzebréngen. Hei huet all Memberstaat säin Deel vu Responsabilitéit ze droen. Gläichzäiteg mussen innerhalb vun der EU awer och d'Viraussetzunge geschaf sinn, fir de Memberstaaten, déi Problemer hunn an/oder déi méi DPI ophuelen, ënnert d'Äerm ze gräifen. Dëst setzt och viraus, datt d'Persounen, déi internationale Schutz ufroen, op all d'EU-Länner verdeelt ginn. Am Fall vu Griicheland besteet d'Solidaritéit och doran, um europäeschen Niveau d'Ëmsetzung vun der Deklaratioun EU-Tierkei ze ënnerstëtzen.

ad 3. Dat ass eng Entscheedung vun der griichescher Regierung, déi Lëtzebuerg net bënnt.

ad 4. Déi bilateral Kooperatioun tëscht Griicheland an der Tierkei steet am Zentrum vun de Bestriewungen, fir d'Migratiounsstréim tëscht den zwee Länner ze reduzéieren. Dëst erlaabt et de griichesche Autoritéiten, de Backlog vun Demanden opzeschaffen an e méi geuerdente System en place ze hunn. De Moment constatéiert een iwwregens ee signifikative Réckgang vun den Arrivéeën op d'griichesch Inselen, sou datt een net vu massive Migratiounsstréim schwätze kann. Et ass awer och wichteg, dass d'Tierkei hiren Deel vun der Deklaratioun respektéiert a rëm Retoure vun den Inselen unhëlt.

D'Situatioun a Griicheland mécht awer däitlech, datt d'EU - wa se an Zukunft änlech Problemer op de Baussegrenze verhënnere wëll - sech muss op e fairen, pragmatesche System eenegen, wou ganz Europa Solidaritéit weist.

Question 4502 (15.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **conflit d'intérêts dans le cadre du système de reprise d'emballages :**

Wéi am Artikel „Rücknahme von Verpackungen", deen de 15. Juni am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht, si säit den 1990er-Jore sämtlech Betriber hei am Land, déi Verpackungen hierstellen oder verdreiwen, fir d'Récknam an d'Verwäertung vun dëse Verpackunge selwer verantwortlech. Weider zitéiert d'„Lëtzebuerger Wort" aus der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum parlamentaresche Grupp vun de Piraten, datt zum Zäitpunkt vun der Fro Nr. 0099 Betriber duerch d'Ëmweltverwaltung ugeschriwwe gi wieren, datt si sech hei net gesetzeskonform verhalen. Ee betraffene Betrib, dee laut dem „Lëtzebuerger Wort" net an dëser Lëscht enthale war, war „Moulin Dieschbourg" vun Iechternach, deem d'Madamm Minister selwer bis zu hirem Amtsuntrëtt als Minister a leedender Funktioun ugehéiert huet.

Weider heescht an deem uewen zitéierten Artikel vum „Lëtzebuerger Wort", datt de Ministère de Feeler op Nofro bei der Valorlux géif gesinn, obwuel d'Kompetenz, fir d'Betriber schrëftlech zur gesetzlech definéierter Uerdnung ze ruffen, bei der Ëmweltverwaltung läit. Domat awer net genuch. D'„Lëtzebuerger Wort" schreift weider, datt de fréiere President vun der Valorlux der Ausso vum Ministère formell widdersprécht, well hien d'Madamm Minister zweemol perséinlech op dëse Problem opmierksam gemaach hätt, ouni, datt dorop reagéiert gi wier.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Virgäng, sou wéi se am „Lëtzebuerger Wort" beschriwwe ginn, confirméieren? Wann net, firwat net?

2. Wéi ass et méiglech, datt d'Madamm Minister souwuel an hirer fréierer Funktioun als Chef vun der betraffener Entreprise wéi als Minister iwwer Jore vun all dëse Virgäng näischt wosst, obwuel si widderhuelt drop higewise gouf?

3. Musse Betriber, déi sech net gesetzeskonform bei der Valorlux ugemellt hunn, d'Membersbäiträg vun där Zäit réckwierkend nobezuelen?

4. Betriber, déi bei deenen uewen zitéierte Gesetzer net am Aklang mam Gesetz sinn, riskéieren eng Geldstrof vun 251 bis 10.000 Euro? Wéi beurteelt d'Madamm Minister d'Effizienz vun dësem Gesetz a vu senger Ëmsetzung?

Réponse (15.07.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Nee. D'Aussoe kënnen esou net bestätegt ginn. Zanter 2013 gouf et eng kloer Trennung mam Betrib.

ad 2. Säit mengem Depart aus dem Betrib hunn ech eng kloer Trennung virgeholl a mech deementspriechend net méi mat den internen Ofleef vun der Firma beschäftegt. 2013 gouf et wuel een Echange tëscht der Valorlux an dem Betrib, mee dëse war zum Zäitpunkt vu mengem Depart nach net ofgeschloss. Et war also 2013 nach net kloer, datt de Betrib net konform wier. Ech ka mech och absolutt net un Hiweiser vum fréiere Valorlux-President op d'Nonkonformitéit vum Betrib erënneren. Esou Hiweiser wieren och net novollzéibar, well soss géif hei ee Betrib anescht behandelt gi wéi all déi aner. Nonkonformitéite ginn an der Reegel um Verwaltungsniveau gemellt an net um politeschen Niveau.

ad 3. Wann een net gesetzeskonforme Betrib laut dem Verpakungsgesetz vum 21. Mäerz 2017 iwwert Verpakungen a Verpakungsoffäll sech konform setze wëll, däerf en dat iwwert zwee Weeër maachen.

Déi éischt Méiglechkeet ass, datt en een individuelle System opbaut, fir senge gesetzleche Verflichtungen nozekommen. An dësem Fall gi keng Bäiträg un een Organisme agréé bezuelt, well de Betrib all d'Käschte selwer iwwerhuele muss.

Déi zweet Méiglechkeet ass, datt e sech engem Organisme agréé uschléisst, an dësem Fall der Valorlux. Et gëtt keng legislativ Dispositioun, déi festleet, ob a wéi an dësem Fall déi Bäiträg musse réckwierkend bezuelt ginn. Dëst ass eenzeg an eleng dem Organisme agréé seng Decisioun.

ad 4. Fir d'éischt sief drun erënnert, datt nëmmen duerch eng Kontroll ka festgestallt ginn, ob ee Betrib effektiv konform zum Gesetz ass oder net, well net all Betrib vum Gesetz betraff ass. Dës Kontrolle kënne ganz opwenneg sinn, well net nëmme gekuckt muss ginn, wat de Betrib op de Marché setzt, mee och vu wou e seng Wuere kritt an ob seng Fournisseuren eventuell scho fir d'Mise sur le marché vu Verpakungen enregistréiert sinn. Et ass jo bekanntlech esou, datt d'Responsabilitéit, fir konform zum Verpakungsgesetz ze sinn, bei deem läit, deen de verpaakte Produit fir d'éischt op de Lëtzebuerger Marché setzt, wat net onbedéngt deen ass, deen de Produit un den Endverbraucher verkeeft.

Et gëtt bei der Ëmweltverwaltung eng Prozedur, déi virgëtt, wéi d'Dossiere vun deene Betriber traitéiert ginn, vun deene gemengt gëtt, se wären net konform, déi sougenannte „Freerider".

Wa vun engem Betrib geduecht gëtt, datt en net konform ass, da soll dësem Betrib eng Chance gelooss ginn, sech iwwerhaapt konform ze setzen. Den direkte Kontakt, deen d'Ëmweltverwaltung mat deene Betriber huet, weist nämlech, datt a ville Fäll de Betrib einfach net Bescheed wosst vun där Verflichtung, oder datt en d'Informatioun vläicht dozou kritt hat, zum Beispill iwwert seng Chambre professionelle, awer vergiess huet, oder net als prioritär fir säi Betrib gesinn huet. Bei dësem direkten Austausch mat de Betriber, fir hinnen an hiren Demarchen ze hëllefen, ginn déi meescht dann och eng staark Intentioun un, sech ze konformëieren.

Déi uewen erwäänte Prozedur gesäit dofir vir, datt an enger éischter Instanz en Informatiounsbréif un

de Betrib erausgeet. No dësem Bréif gëtt e Rappell verschéckt am Fall wou keng Äntwert vum Betrib zum éischte Bréif komm ass.

Wann no deene Bréiwer keng Konformitéit vum Betrib festgestallt gëtt, da gëtt deen Dossier un d'Kontrollunitéit vun der Ëmweltverwaltung weidergeleet.

Question 4503 (15.06.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **visibilité des formations et professions de la santé à la Foire de l'étudiant 2021 :**

Par communiqué du 8 juin 2021, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a annoncé que l'édition 2021 de la Foire de l'étudiant aura lieu sous un format hybride, combinant les environnements présentiel et numérique. En passant en revue les listes d'exposants des éditions passées de la foire, force est de constater que lors de l'édition entièrement numérique de 2020, les études et professions de la santé ont fait l'objet d'un seul webinaire, alors qu'en 2019 et dans le format présentiel, cette filière était couverte par un nombre beaucoup plus élevé d'exposants. Comme la majeure partie de l'édition 2021 aura de nouveau lieu dans l'environnement numérique, il se pose la question comment la visibilité des professions de la santé pourra être assurée.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé :

1) Monsieur et Madame les Ministres n'estiment-ils pas que dans un contexte de pandémie ayant mis en exergue l'importance et le bon fonctionnement de notre système de santé, la visibilité des professions de la santé relève d'une importance toute particulière ?

2) Dans l'affirmative, quelles associations ou organismes ont déjà été contactés, respectivement seront encore contactés afin d'assurer cette visibilité et afin de procurer aux élèves et étudiant-e-s intéressé-e-s l'intégralité des informations dont ils ou elles pourraient avoir besoin ?

3) Le Ministère de la Santé respectivement la Direction de la santé feront-ils partie des exposants, comme c'était le cas en 2019 ?

Réponse commune (14.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Marc Hansen au sujet de la visibilité des formations et professions de la santé à la Foire de l'étudiant 2021 et sur base du constat que la crise sanitaire actuelle due à la pandémie Covid-19 a mis en exergue le rôle clé des professionnels de santé dans notre système de santé, nous estimons en effet qu'il s'avère plus que jamais primordial d'assurer l'attrait pour ces professions et donc d'informer au mieux les élèves et étudiants sur les multiples possibilités d'études et de formation dans ce domaine au niveau de l'enseignement supérieur ainsi que sur les débouchés professionnels et les perspectives de carrière.

Dans cette optique, vingt-quatre acteurs du secteur de la santé ont été d'ores et déjà invités à l'édition 2021 de la Foire de l'étudiant, organisée annuellement par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Parmi eux se trouvent aussi bien de nombreuses associations professionnelles et l'Association luxembourgeoise des étudiants en médecine (ALEM) que des acteurs publics, tels que le Ministère de la Santé, la Direction de la santé et le Conseil supérieur pour certaines professions de santé.

Les participants auront l'occasion de se présenter gratuitement sur leur stand virtuel, notamment via des documents d'information et des vidéos préenregistrées, et d'interagir par différents moyens (chats, visioconférences) avec les visiteurs dans l'espace virtuel. Ils pourront en outre proposer d'organiser en direct un webinaire sur la plateforme virtuelle, ce qui est susceptible de leur assurer une visibilité maximale. En ce sens, il leur est évidemment loisible de soumettre des propositions de sujets en relation avec les formations et les professions de santé.

À préciser encore que, dès avant la crise sanitaire actuelle, l'objectif de la promotion des formations et professions de santé a été déjà poursuivi en permanence dans le cadre de la Foire de l'étudiant. Ainsi, bon nombre d'associations professionnelles et d'autres acteurs et organismes du secteur de la santé avaient été invités chaque année à cet événement et l'édition 2014 avait même été placée plus particulièrement sous le thème des professions de santé. Enfin, il convient de noter qu'en 2020, les mêmes acteurs que par le passé avaient été invités à participer à l'édition virtuelle de la foire et certains d'entre eux ont bel et bien répondu à l'appel malgré le contexte particulièrement éprouvant pour le secteur. L'ALEM a en outre animé avec succès un webinaire.

Il est évident qu'en matière de participation, l'organisateur de la Foire de l'étudiant est toujours tributaire de la disponibilité des différents acteurs. Le service compétent du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche se tient volontiers à leur disposition pour les accompagner au mieux dans la préparation de leur présence (virtuelle) lors de cet événement majeur en matière d'information sur les études supérieures.

Question 4504 (16.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **participation à la construction d'une île éolienne :**

Am Artikel „Lëtzebuerg bedeelegt sech u Projet fir éischt energeetesch Inselen", deen den 11. Juni um Site vun rtl.lu publizéiert gouf, heescht et, datt Lëtzebuerg sech un engem Bauprojet vun der dänescher Regierung fir e groussen Offshore-Wandpark bedeelegt. Dëse Projet soll zum Zil vun der sougenannter „Klimaneutralitéit" bis 2050 bäidroen.

Duerfir géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. No wéi enge Modalitéite gëtt den Energieverbrauch erfaasst, dee fir d'Konstruktioun vun dësem Projet néideg ass? Gëtt hei just den direkten Energieverbrauch wéi zum Beispill dee vun de Baumaschinne gemooss oder och deen, deen am Virfeld bei deenen diverse Liwwerketten, zum Beispill fir den Ofbau an den Transport vun deene benéidegte Rostoffer, entsteet?

2. Gëtt e Bilan gemaach, ab wéini dëse Projet zu enger Nettoreduzéierung vun Zäregasemissioune féiert, dat heescht, datt der méi agespuert gi si wéi der duerch de Bau vum Projet fräigesat goufen? No wéi enge Modalitéite ginn dës Zäregasemissiounen erfaasst? Fléisse just déi mat an, déi direkt beim Bau entstinn oder och déi, déi am Virfeld an deenen diverse Liwwerkette fräigesat ginn? Falls vun Ufank un op sou eng Bilanzéierung vun den Zäregaser sollt verzicht ginn, kann d'Regierung dann elaboréieren, wéi dës Decisioun motivéiert ass?

3. Gëtt et eng Etüd iwwert den Ëmweltimpakt vun dësem Projet, déi sech net op de klimatologeschen Aspekt, mee déi klassesch Ëmweltschutzfroe wéi zum Beispill d'Auswierkungen op d'Liewe vun de Fësch an de Mieresvigel bezitt?

4. Gi fir de Bau vun dësem Projet rar Äerde benéidegt? Wa jo, wéi eng an a wéi enge Quantitéiten?

5. Wéi héich ass de finanzielle Montant vun der Lëtzebuerger Bedeelegung? Iwwer wéi een Zäitraum fléissen déi Suen an ënnert wéi engem Budgetsartikel?

Réponse (06.07.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Fir d'éischt sief erwäänt, datt dëse Projet nach ganz am Ufank steet. Dänemark besëtzt Wandenergiepotenzialer, déi iwwert hiren eegene Bedarf un Energie erausginn. Si hu mat den „Energieinselen" elo ee Projet ausgeschafft, fir Exporteur vun erneierbaren Energien ze ginn. Dofir begréisst Dänemark et, wann aner Länner bei dem Projet kooperéiere wëllen. Lëtzebuerg, am Géigesaz zu Dänemark, verfüügt net iwwer déi néideg Potenzialer vun erneierbaren Energien, fir onofhängeg mat Energie ze wirtschaften. Dofir brauch Lëtzebuerg Kooperatiounen, fir d'Zil vun der Klimaneutralitéit bis 2050 erreechen ze kënnen. Mir mussen an Europa no gemeinsamen energieeffizienten a käschteneffiziente Léisunge sichen, fir eis Energieversuergung op Basis vun erneierbaren Energië méi nohalteg opstellen ze kënnen.

D'Parameteren, fir de gesamten Energieverbrauch ze moossen, déi och déi sougenannte „gro Energie" beinhalten, sinn nach net all erfaasst, hänken z. B. dovunner of, wéi vill a wéi eng Länner sech dem Projet vun den Energieinselen uschléissen. Wéi ass den Energiemix an deene Länner, wéi héich ass d'Kapazitéit vun der Insel, wéi ass d'Reglementatioun zu deem Zäitpunkt fir de Stroumhandel, d'Kompetitivitéit vum Power to-X asw.? Éischt Aschätzungen op Basis vu méi detailléierte Liewenszyklusanalyse kann een da ginn, wat déi Facteure besser duergestallt kënne ginn. Déi dänesch Regierung ass sech dëser Froe bewosst. Generell kann een awer soen, datt déi gro Energie, déi beim Bau vu Wandanlage gebraucht gëtt, an engem ganz kuerzen Zäitraum vun der Wandmille ka generéiert a kompenséiert ginn.

Déi éischt Energieinsel an der Nordséi ass u sech een Deel vum gesamte Projet a wäert nieft de Wandmillen an déi Berechnung matafléissen.

ad 2. Wéi bei der éischter Fro erkläert, ass et nach ze fréi, fir ee Bilan ze zeechnen, mee de Bilan vun deem Projet wäert natierlech een däitlech positive Gesamtimpakt op d'Klima hunn. Beim Bau vun der Insel an dem Wandpark gëtt natierlech Energie an och „gro Energie" verbraucht, duerno wäert de Wandpark 20 Joer oder méi laang quasi emissiounsfräi erneierbar Energië produzéieren an ass domadder guer net vergläichbar mat Kuel- oder Gaskraaftwierker, déi wärend dem jorelaange Betrib schiedlech CO_2-Emissiounen emittéieren.

Et gëtt wéi ueweΩ ugedeit generell Zuelen, déi aus Liewenszyklusanalyse fir Offshore-Wandenergie resultéieren (dobäi ginn Zement fir Fundamenter, Kabelen etc. berücksichtegt). International Studie schätze beispillsweis d'CO_2-Emissioune pro kWh Offshore-Wandstroum iwwer ee Liewenszyklus vu bis zu 25 Joer op 10-15 g(CO_2)/kWh. Domat kënnt een op ee sougenannte „carbon payback" - dee Moment wou d'Produktioun vum Offshore-Wandpark souvill CO_2-intensive Stroum vum Marché verdrängt huet wéi CO_2-Emissioune bei der Konstruktioun vum Park entstane sinn - vun Zäitraim vun ongeféier fënnef bis zéng Méint.

ad 3. Et gëtt natierlech fir ee Projet mat sou enger Envergure eng Ëmweltimpaktetüd gemaach, déi all d'Aspekter vun Natur an Ëmwelt a Betruecht zitt. Doriwwer eraus ass et der dänescher Regierung wichteg, eng friddlech Koexistenz vun allen Notzer (z. B. Fësch a Biodiversitéit, Schëfffaart, Marinn, militäresch Loftraumnotzung an eeben Energieproduktioun) vun der Nordséi souwéi eng optimal gemeinsam Exploitatioun vun der Nordséi ze garantéieren. Dofir ass „Maritime Spatial Planning", also maritimm Landesplanung, een zentraalt Element, wat bei der Entwécklung vun dësem Projet berücksichtegt gëtt.

ad 4. Dozou kann een nach keng Ausso maachen, well dat Ganzt sech nach an der Projetsphas befënnt. Bei der Exekutioun vum Projet wäert den Typ vu Wandrieder, deen opgeriicht gëtt, deen Impakt gréisstendeels bestëmmen. Et ass awer ze soen, datt d'Wandkraaftindustrie an de leschte Joren Efforte gemaach huet, fir den Asaz vu rar Äerden ze reduzéieren bzw. duerch Alternativen ze ersetzen.

ad 5. Och fir eppes zu der zukünfteger finanzieller Ënnerstëtzung ze soen ass et am Moment nach ze fréi. Déi konkreet Beräicher, an deenen een zesummeschaffe wëll, souwéi de finanziellen Impakt wäerten elo a Gespréicher verdéift ginn.

Question 4505 (16.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**obligation de test négatif avant certains traitements à l'hôpital :**

Laut u mech erugedroen Informatioune musse Kriibspatiente virun hirem Traitement an der Onkologie een negative PCR-Test virleeën - an dat och, wa si eng vollstänneg Impfung oder de Beweis vun enger iwwerstanener Erkrankung virweise kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch confirméieren, dass ee Patient am Fall vum enger Chemotherapie ëmmer muss een negative PCR-Test viru sengem Traitement an der Klinick virleeën?

Falls jo, firwat ass dësen Test och néideg, wann eng Persoun ee vun den aneren „3G-Krittäre" vum CovidCheck erfëllt?

2. Fir wéi eng aner medezinnesch Traitementer am Spidol mussen d'Patienten och een negative PCR-Test virleeën? Firwat ass dat esou?

3. Kënnen d'Klinicke selwer decidéieren, ob si de Regimm CovidCheck applizéieren (oder eeben och net applizéieren) oder läit d'Entscheedungsgewalt hei bei der Regierung?

Réponse (25.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dat aktuellt Covidgesetz, esou wéi et den 13. Juni a Kraaft getrueden ass, reegelt den Zougang vun de Gesondheetsberuffer an de Visiteuren an de Spideeler no den „3G"-Krittären. Et reegelt awer net den Ëmgang mat de Patienten. D'Gesondheetsdirektioun huet och keng weider nei Recommandatioune fir d'Prise en charge vun de Patienten erausginn, och net wat d'Precautioune fir geimpfte Patienten ugeet. Dëst ënnerläit de Spideeler selwer.

Am Moment gëllt an de Spideeler nach ëmmer de Prinzip vun enger maximaler Protektioun an engem Milieu vun héijem Risiko (fragill Patienten, aerosolexposéiert Personal ofhängeg vum gewielten Traitement). Dëst bedeit, datt all Spidol weiderhin déi intern Reegelen uwende soll, déi wärend der Covidpandemie adaptéiert goufen. Dës Reegele kënne vu Spidol zu Spidol verschidde sinn.

Spideeler kënnen de Regimm CovidCheck net uwennen, well engersäits d'Patienten net dem „3G-Screening" ënnerzu ginn an anerersäits well et geféierlech wier, op Hygiènesmoossnaamen ewéi Masken, Distanzéieren etc. am Spidol ze verzichten, well do vill vulnerabel Leit sinn.

Question 4506 (16.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **sécurité d'approvisionnement en électricité :**

Dat schwäizer Bundesamt für Bevölkerungsschutz huet a senger Etude „Bericht zur nationalen Risikoanalyse - Katastrophen und Notlagen Schweiz 2020" 44 bevëlkerungsschutzrelevant Gefärdungen am Hibléck op hiert Schuedpotenzial wéi och op hir Antrëttswarscheinlechkeet bzw. Plausibilitéit analyséiert. Dës Etude identifizéiert ee gravéierende Stroummanktem am Wanter, eng Influenzapandemie an e Blackout am Mobilfunknetz als déi dräi gréisst Geforen. Déi wirtschaftlech Konsequenze vun engem Stroumausfall besonnesch am Wanter ginn als besonnesch héich agestuuft. Am Hibléck op dës wëssenschaftlech Etude, awer och op d'Tatsaach, datt eis dräi Nopeschlänner, vun deene mir energiepolitesch ofhängeg sinn, an deenen nächste Jore grouss Deeler vun hirer Atom- a Kuelekraaftwierkskapazitéit ofbauen, stellt sech d'Fro no der zukünfteger Versuergungssécherheet fir eist Land.

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Energieminister:

1. Wéi gesäit den Här Minister d'Antrëttsplausibilitéit vun engem laang undauernde Stroumausfall fir eist Land? Geet de Minister dervun aus, datt eng Energiepolitik, déi ëmmer méi op wiederofhängeg Wand- a Solarenergie setzt, an der Lag ass, dës dräi Risike fir eist Land op ee Minimum ze reduzéieren?

2. Ginn et an der Regierung Iwwerleeungen, een Haftungsgesetz am Hibléck op potenziell Versuergungsdefiziter vum Land auszeschaffen? Gëtt et een Noutfallplang fir de Fall, wou et zu engem längere Blackout kënnt? Wann net, wat fir Argumenter schwätzen dergéint?

Réponse (14.07.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Wand- a Solarenergie an Heizungssystemer, déi op Äerdwäermt setzen, sinn eng wichteg Viraussetzung, fir aus de fossillen Energien, déi eist Klima verschmotzen, erauszeklammen. Si bréngen a ville Beräicher Virdeeler, well se eis net nëmme manner ofhängeg vun de Präisschwankungen op den internationalen Uelegmäert maachen, mee och nach dozou féieren, datt mer aktiv eist Klima schützen, eis Loftqualitéit verbesseren an d'Energieversuergung erëm an eis eegen Hänn huelen.

D'Versuergungsqualitéit zu Lëtzebuerg ass aktuell mat duerchschnëttlech 17 Minutten Ausfall pro Client pro Joer op engem ganz héijen Niveau an d'Nummer 3 an der EU[10]. Gläichzäiteg kënne Versuergungsënnerbriechungen ni komplett ausgeschloss ginn.

Duerch d'Energietransitioun ännert sech de Stroummix an et ginn ëmmer méi erneierbar Energië genotzt, déi och zu engem Deel wiederofhängeg sinn. Duerch déi richteg Weiderentwécklung a Kombinatioun vu Produktiounsanlagen, enger méi dynamescher Steierung vun der Consommatioun um Stroummarché an en entspriechenden institutionelle Kader kann och mat dëse Changementer an der Zukunft weiderhin e ganz héijen Niveau vun eiser Versuergungssécherheet assuréiert ginn.

Zum Beispill gëtt haut an Dänemark a Portugal de gréissten Deel vum Stroum op der Basis vu wiederofhängeg erneierbaren Energië produzéiert, woubäi bis viru Kuerzem majoritär fossil Energië genotzt goufen. Gläichzäiteg schneiden dës Länner am europäesche Resource Adequacy Assessment vun ENTSO-E, deen d'Versuergungssécherheet an den nächste Joren op Basis vun detailléierte probabilisteschen Analyse bewäert, mat enger Erwaardung fir Stroummanktem vu manner wéi 0,1 Stonne pro Joer souwuel kuerz- wéi och mëttel- a laangfristeg extreem gutt of.

Och fir Lëtzebuerg gëtt déi zukünfteg Versuergungssécherheet an dësem europäesche Rapport mat manner wéi 0,1 Stonne pro Joer Erwaardung fir Stroummanktem extreem positiv bewäert. Eng regional Anlays iwwer d'Versuergungssécherheet am Kader vum Pentalateralen Energieforum vun 2020 confirméiert dës Resultater, déi niewent de Wiederkonditiounen och déi erwaart Ännerungen am Produktiounspark a ganz Europa, inklusiv Kuel- an Atomenergieausstieg an Däitschland an an der Belsch consideréieren.

Grënn fir déi positiv Resultater fir Lëtzebuerg si virun allem e staarke Stroumreseau, eng méi héich Produktiounskapazitéit vu PV a Wand an eng gutt Integratioun an den europäesche Stroummarché, deen iwwer regional Koordinatiounszentere ronderëm d'Auer koordinéiert an iwwerwaacht gëtt. Bei Schwieregkeeten hëllefe sech déi national Transportstroumnetzbedreiwer géigesäiteg am Kader vu sougenannten „Network Codes", déi ënner anerem

[10] CEER Benchmarking Report 6.1 - Continuity of Electricity and Gas supply

am Beräich vu Bedreiwen, Equilibrage a Versuergungssécherheet ugewannt ginn.

Dobäi ginn all Ressourcen am System consideréiert, inklusiv wiederofhängeg erneierbar Energien, wéi eis Wandkraaft- a PV-Anlagen, déi eng wichteg Contributioun zur nationaler Versuergungssécherheet leeschten, woubäi dës Contributioun duerch Ausgläichseffekter op dem europäeschen Niveau an e koordinéiert Zesummespill mat Späicher an aner Technologien nach verstäerkt gëtt.

Zudeem entwéckelt sech de Stroumsystem och am Beräich vun intelligente Léisungen ëmmer weider a verbessert esou den Equilibrage vu Produktioun a Verbrauch, z. B. duerch besser Prediktioune fir erneierbar Energien, intelligent Ziler, dynamesch Präisser, Energiecommunautéiten an enger méi aktiver Participatioun a Koordinatioun vu Consommateuren an dezentrale Produktiounsanlagen. Doduerch ass et dann och méiglech, datt sech de Verbrauch méi dynamesch un d'Produktioun upasse kann a méi verbraucht gëtt, wa vill Produktioun am Netz ass (respektiv manner am Fall vu wéineg Produktioun).

Esou eng Virgoensweis ass iwweregens och net grondsätzlech nei an entsprécht am Prinzip sougenanntenen Nuetstariffer, déi virun allem fir Stroumheizungen d'Leit beweege sollten, fir éischter an der Nuecht ze verbrauchen, well do historesch manner Verbrauch an en Iwwerschoss vu Stroum am System war.

An Zukunft sinn esou Virgoensweisen denkbar fir allméiglech Applikatiounen (wéi z. B. den Elektroauto oplueden, Wärmepompelen, Killanlagen etc.), déi dann och sënnvoll mat dezentrale Produktiounsanlagen a Batterië kombinéiert kënne ginn, fir de System um Niveau vun Haiser oder Quartieren auszegläichen.

ad 2. D'Haftung am Fall vun eventuelle Stroumofschaltungen ass duerch d'Gesetz iwwer d'Organisatioun vum Stroummarché gereegelt[11]. Aus dësem Gronn gesäit d'Regierung aktuell keng Noutwennegkeet fir Iwwerleeungen zu engem spezifeschen Haftungsgesetz.

Eng Ënnerbriechung vun der Stroumversuergung gehéiert zu deenen Zenarien, fir déi d'Regierung opgrond vun der besonnescher Wichtegkeet fir d'Land en Noutfallplang ausgeschafft huet. Déi ëffentlech Versioun vum Noutfallplang Energie ass op dem Site „Infocrise" disponibel: https://infocrise.public.lu/fr/rupture-energie.html.

Question 4507 (16.06.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **tests anticorps dans les maisons de retraite et de soins :**

An hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 4269 huet d'Regierung matgedeelt, datt säit dem 1. Mee 2021 am Kader vum LST een Echantillon vun Altersheimer an CIPA op Antikierper getest gëtt. An deem Kontext hätt d'Direction de la santé mam LNS ee Monitoringprogramm opgesat, deen all Altersheim an och CIPA op Antikierper test, an dëst iwwert 18 bis 24 Méint.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung eis matdeelen, wat d'Resultater bis dato vun dësem Monitoringprogramm sinn?

Réponse (15.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Kader vum Large-Scale-Testing (LST) gëtt säit dem Mee 2021 an engem Echantillon vun Altersheimer an CIPAen op Antikierper géint de Sars-CoV-2 getest, fir eng besser Iwwersiicht betreffend eng méiglech Immunitéit géint de Virus ze kréien.

Dëst ass ëmsou méi wichteg bei dëser héich vulnerabeler Populatioun. Dësen Echantillon gëtt vun dem genannte Programm vum LNS komplettéiert an iwwert déi nächst 18-24 Méint gëtt ëmmer erëm gekuckt, wéi vill Antikierper déi Leit aus dëse Strukturen hunn.

Eng éischt virleefeg Analys huet erginn, dass an den éischten aacht Woche vun dësem Programm am Duerchschnëtt 337 Leit pro Woch getest goufen (am Ganzen also 2.696 Persounen).

Fir eng einfach Iwwersiicht ze kréien a fir d'Resultater besser ze verstoen, goufen d'Resultater an dräi Kategorien agedeelt: negativ Resultater (keng Antikierper), positiv Resultater (normalen Niveau vun Antikierper), an héich positiv Resultater (en héijen Taux vun Antikierper).

De Prozentsaz vu Persoune mat engem negative Resultat, also wou keng Antikierper fonnt goufen, variéiert zwëschent de Strukturen a läit tëscht 6 % an 19 %.

D'Zuel vu Persounen, déi Antikierper hunn, läit tëscht 13 % a 36 % an d'Zuel vu Leit, déi ganz vill Antikierper hunn, ass tëscht 47 % an 80 %, jee no Institutioun.

Dës Resultater deiten dorop hin, dass d'Impfunge ganz gutt ugeschloen hunn, well eng grouss Majoritéit vu Leit zwee bis véier Méint no der Impfung Antikierper noweise kann.

Weider Analyse sinn awer noutwendeg fir ze gesinn, wéisou verschidde Leit keng Antikierper hunn, wat doru leie kann, dass dës Leit weeder infizéiert waren nach geimpft gi sinn oder keng Antikierper produzéieren.

Question 4508 (16.06.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant le **chiffre d'affaires des supermarchés et des hypermarchés pendant la crise sanitaire :**

Dans nos pays voisins, la grande distribution (supermarchés et hypermarchés) affiche une progression spectaculaire de son chiffre d'affaires pendant la crise du Covid-19 au courant des années 2020 et 2021.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Classes moyennes si une évolution similaire a pu être observée au Luxembourg.

- Quels sont, le cas échéant, les produits qui ont contribué à cette évolution qui est nettement à contre-courant par rapport à d'autres secteurs économiques ?

- En l'absence de données correspondantes au Luxembourg, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'établir le bilan des pertes et profits dus à la crise dans le secteur commerce ?

Réponse (19.07.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Il est vrai que le chiffre d'affaires de la grande distribution[12] a eu tendance à augmenter plus fortement en 2020 qu'en 2019 dans la plupart des pays européens. Cela n'a cependant pas été le cas pour certains d'entre eux, comme la France[13], l'Espagne ou le Portugal (cf. tableau A).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Concernant le Luxembourg, les données disponibles confirment en effet une progression soutenue du chiffre d'affaires des enseignes généralistes du commerce de détail en 2020 (+ 9,2 % en valeur, contre + 2,0 % en 2019) et au début de 2021 (+ 7,8 %). De fait, parmi tous les acteurs du commerce de détail, c'est la catégorie qui a connu la plus forte progression en 2020, notamment lors de la période dite du « 1er confinement » qui se tenait à cheval sur le 1er et le 2e trimestre 2020 (cf. tableau B). Il faut se rappeler que lors de ce 1er confinement, les commerces de détail jugés non essentiels ont dû fermer leurs portes (du 16 mars au 11 mai[14]). Ceci a pesé notamment sur le chiffre d'affaires des commerces de détail d'équipement audiovisuel et informatique et d'autres équipements du foyer, même si un net rattrapage s'est produit au cours du 2e semestre 2020 pour ces enseignes (qui au final ont enregistré une progression du chiffre d'affaires sur l'ensemble de 2020 supérieure à celle de l'année précédente). L'une des catégories les plus impactées lors de la crise sanitaire a été celle du commerce de détail de carburants, notamment à cause de la forte baisse de la mobilité engendrée par les mesures de restrictions (nationales et internationales) et le développement du télétravail.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il n'est pas possible d'étaler les contributions des différents produits aux évolutions constatées ci-avant pour le chiffre d'affaires de la grande distribution. Dans une publication « Regards sur le comportement des consommateurs pendant la crise du Covid-19 »[15], le Statec recourt aux données de passage en caisse (« scanner data ») pour exposer des évolutions marquées sur certains produits à partir de mars 2020. Ces données sont collectées auprès d'un échantillon limité de supermarchés pour être intégrées dans le calcul de l'indice des prix à la consommation.

Selon ces données, le volume des ventes de produits alimentaires aurait progressé en mars 2020 de 35 % sur un an et aurait continué à afficher des progressions annuelles - quoique moins nettes - sur les mois suivants. Cette hausse devrait découler du transfert de la consommation vers le domicile induit par la fermeture temporaire des restaurants et cantines ainsi que par le recours renforcé au télétravail. Les évolutions diffèrent cependant fortement entre les types d'aliments. Les produits de base et aliments stockables (au début du confinement) ont été favorisés, au détriment des plats préparés et de la pâtisserie (essor du « fait-maison »). En avril et mai 2020, le volume des ventes de boissons alcoolisées dans les supermarchés de l'échantillon s'est inscrit en baisse par rapport à 2019, mais il a été supérieur en juin.

Par ailleurs, le Statec a encore relevé des ventes accrues de papier toilette (en mars), de nettoyant ménager, de thermomètres et de jeux éducatifs. La part de ces produits dans le chiffre d'affaires des supermarchés devrait pourtant être marginal. En général, les ventes de certains produits non alimentaires devraient avoir été temporairement soutenues par un report de la consommation suite à la fermeture des enseignes qui vendent des biens jugés non essentiels. Certains rayons, comme les produits de beauté, devraient pourtant avoir été affectés par la baisse globale de la demande de ces produits, constatée également à l'échelle internationale[16].

Question 4509 (16.06.2021) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **législation contre les personnes LGBTIQ en Hongrie :**

Ce mardi 15 juin, le parlement hongrois a voté un amendement, porté par le parti Fidesz, qui durcit encore la législation contre les personnes LGBTIQ en Hongrie. « La pornographie et les contenus qui représentent la sexualité ou promeuvent la déviation de l'identité de genre, le changement de sexe et l'homosexualité ne doivent pas être accessibles aux moins de 18 ans », le texte entend ainsi « protéger les droits des enfants ».

Dans la pratique, les programmes éducatifs ou les campagnes de grands groupes solidaires des minorités sexuelles et de genre ne seront plus autorisés. Il en sera de même pour des livres, tels que des recueils de contes et légendes « dédramatisant » l'homosexualité. Des séries ou des films dans lesquels l'homosexualité est évoquée pourraient également être interdits aux mineurs, s'alarment les ONG. L'amendement viole le droit à la liberté d'expression et le droit à l'éducation pour tous les Hongrois et constitue une attaque contre les droits de l'homme et les libertés fondamentales des personnes LGBTIQ en Hongrie.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir du Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes les renseignements suivants :

1) Monsieur le Ministre peut-il donner son appréciation sur cette démarche anti-LGBTIQ en Hongrie ?

2) Dans sa mission de veiller à la protection des droits de l'homme, le Conseil de l'Europe envisage-t-il de thématiser cette évolution ? Le Conseil de l'Europe pourrait-il interpeller, voire sanctionner, même symboliquement, la Hongrie ?

3) Étant donné qu'une procédure sur la violation des valeurs européennes par la Hongrie a été déjà lancée en 2018 et que la Hongrie est en train de contester le règlement sur la conditionnalité liée à l'État de droit (entré en vigueur le 1er janvier 2021), Monsieur le Ministre considère-t-il que cette législation anti-LGBTIQ pourrait faire avancer le cas contre la Hongrie ?

Réponse (09.07.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La loi en question vise clairement à stigmatiser les personnes LGBTIQ sur base de leur orientation sexuelle, ce qui est une entrave inacceptable aux valeurs de l'Union et aux droits fondamentaux des personnes concernées. Le Luxembourg a exprimé ses graves préoccupations à ce sujet et cette position a été reprise dans une déclaration commune lancée par les pays du Benelux, soutenue in fine par 18 États membres, et présentée par la présidence belge du Benelux lors du Conseil affaires générales du 22 juin 2021. Les États membres signataires demandent notamment à la Commission européenne d'utiliser tous les outils à sa disposition en tant que gardienne des Traités, y compris le renvoi à la Cour de justice de l'UE, pour faire respecter le droit européen.

ad 2) Différentes instances du Conseil de l'Europe, dont notamment la Commissaire aux droits de l'homme ou encore la plateforme pour la protection du journalisme et la sécurité des journalistes, formulent régulièrement des recommandations critiques à l'égard de la Hongrie dans des domaines liés à l'État de droit, y inclus les droits des personnes LGBTIQ. Il est à noter que la Cour européenne des droits de l'homme joue également un rôle important en ce qui concerne le respect de l'État de droit et que les États membres se sont engagés à se conformer à ses arrêts. Or, force est de constater que les outils dont le Conseil de l'Europe dispose, en tant qu'organisation internationale reposant sur une prise de décision par consensus, se basent surtout sur des mesures juridiques non contraignantes. Les rapports et recommandations émanant de l'organisation permettent toutefois de mieux comprendre l'ampleur de la situation et de prendre des mesures ciblées, notamment en termes de financement de programmes. Le Luxembourg est ainsi actuellement le principal bailleur de fonds de la plateforme pour la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et du nouveau programme de protection des droits LGBTIQ de l'organisation strasbourgeoise. Nos contributions volontaires permettent ainsi d'avancer la cause des droits humains et de la lutte contre les discriminations dans les États membres de l'organisation, dont la Hongrie. Notre Représentation permanente suit de près les discussions au sein des instances du Conseil de l'Europe, surtout sous la présidence hongroise du Comité des ministres, et se coordonne en la matière avec d'autres délégations, dont celles du Benelux. Notre délégation a aussi invité la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe à faire le point en la matière avec les autorités hongroises et, le cas échéant, à en faire rapport au Comité des Ministres.

ad 3) La procédure de l'article 7, paragraphe 1, du traité UE suit son cours au Conseil. Le 22 juin 2021 a eu lieu la troisième audition de la Hongrie dans ce contexte, lors de laquelle la délégation hongroise a mis en question le bien-fondé de la procédure, refusant l'offre d'un dialogue avec les autres États membres. Le Luxembourg est d'avis que le Conseil doit rester saisi de la problématique aussi longtemps que persistent des doutes en matière du respect des valeurs visées à l'article 2 du traité UE. Le Luxembourg a aussi appelé la Commission à mettre en œuvre sans tarder le règlement 2020/2092 relatif à un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union, et intervient en soutien du Parlement européen et du Conseil de l'UE dans l'affaire C-156/21 lancée par la Hongrie ayant pour objet l'annulation de ce règlement.

Question 4511 (17.06.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **distribution des tests rapides Covid-19 :**

De 14. Mee gouf eng Strategie vu Verdeelung vun Antigeen-Selbsttester am Kader vun der Covid-19-Pandemie lancéiert. Dës Strategie gesäit vir, datt Schlësselsecteure wéi Spideeler a Fleegestrukture reegelméisseg mat dëse Schnelltester beliwwert ginn. Donieft kritt déi berufflech aktiv Populatioun e Starterkit zur Verfügung gestallt. Schlussendlech sollen och Privatstéit Schnelltester-Bonge fir Schnelltester geschéckt kritt hunn, notamment Pensionnairen, déi se dann an der Apdikt aléise kënnen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi wäit ass d'Verdeelung vun den Antigeen-Schnelltester respektiv de Bonge mëttlerweil fortgeschratt?

2. Mengen Informatiounen no hunn eng Rei Pensionnairen nach keng Bonge geschéckt kritt. Kann d'Regierung confirméieren, datt dës Phas vum Verschécke vun de Bongen nach net ofgeschloss ass?

3. Wéi vill Professioneller a wéi vill Privatleit hunn hir Bonge bis elo ageléist? Wéi héich ass den Taux de participation?

Réponse (08.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Bis Mëtt Juni si fir déi verschidde Verdeelungen eng 14,3 Milliounen Autotester zur Verfügung gestallt ginn. 1,35 Millioune vun dësen Tester sinn an d'Apdikte geliwwert ginn, fir un déi Leit ze verdeelen, déi e Bong kruten.

ad 2. D'Bonge fir d'Pensionnairen an net aktiv Leit sinn alleguer verschéckt ginn. Hei ass et awer sou, datt net all Persoun ee Bong krut, mee et dovun ofhoung, ob schonn eng aner Persoun aus dem selwechten Haushalt eligibel war oder net. Am Fall wou een Haushalt kee Bong kritt hätt, kann een iwwert d'Hotline nofroen, fir dann nodréiglech e Bong ze kréien, ënnert der Konditioun, dass déi Persoun eligibel ass.

ad 3. Professioneller kruten d'Schnelltester am Fall vu méi grousse Betriber direkt op d'Aarbechtsplaz geliwwert. Am Fall vun de méi klenge Betriber konnten si Tester an ee Centre de distribution siche

[11] Loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

[12] La rubrique statistique correspondante est dénommée « commerce de détail en magasin non spécialisé ».

[13] En France, bien que les supermarchés soient restés ouverts, ils ne pouvaient pas proposer à la vente les produits qui n'étaient pas classifiés comme « essentiels », d'où un certain manque à gagner.

[14] Durant cette période étaient également fermés les établissements de restauration (sauf take-out), les cafés/bars, ainsi que les services aux personnes (coiffeurs, salons de beauté, salles de fitness, …). Les enseignes de bricolage/jardinerie ont pu rouvrir dès le 20 avril.

[15] Regards N° 18/2021, Comportement des consommateurs - COVID-19 : des répercussions inédites sur les habitudes de consommation des résidents, Novembre 2021, Statec.

[16] cf. notamment l'étude de FranceAgriMer sur l'impact de la crise de la Covid-19 sur la consommation alimentaire en France et la note de JP Morgan sur les changements de modes de consommation lors de cette crise.

goen. Ouni d'Spideeler, d'Altersheemer an d'Schoulen dozou gezielt, sinn an dësem Kontext iwwer 6,5 Milliounen Tester verdeelt ginn.

Privatleit kënnen hir Bonge bis Enn September aléisen. Eréischt duerno mécht et Sënn, e Bilan ze zéien. De Moment leien d'Donnéeën net fir, wéi vill Persounen hir Schnelltester scho siche waren.

Question 4513 (17.06.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **infections de percée :**

Tenant compte du fait que la vaccination contre la Covid-19 ne prévient pas à 100 % la réinfection par le virus, il est intéressant de se pencher sur l'apparition d'infections chez des personnes totalement immunisées, c'est-à-dire des personnes entièrement vaccinées depuis 14 jours ou plus. On parle d'infections de percée pour désigner les infections contractées malgré un schéma complet de vaccination et la plus grande immunité possible à ce jour acquise.

En Belgique, l'Institut de santé publique Sciensano a publié le 11 juin 2021 une analyse sur l'apparition des infections chez les personnes ayant reçu deux doses de vaccin : « Les infections COVID-19 post-vaccination sont peu nombreuses et souvent asymptomatiques ». Cette analyse a permis d'établir que sur un échantillon de personnes totalement immunisées seulement 0,32 % des personnes ont été testées positives à la Covid-19 et que sur un échantillon de nouvelles infections Covid-19 les cas de percée ne représentent que 2,33 % de l'ensemble des infections. 68,1 % de ces infections de percée étaient asymptomatiques et étaient découvertes de façon fortuite (voyage, contact à haut risque, dépistage).

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle m'informer sur le pourcentage de personnes totalement immunisées qui ont été infectées, sur un échantillon de personnes totalement immunisées ?

2) Combien de personnes totalement immunisées, sur un échantillon de personnes qui ont été testées positives au Covid-19, ont été infectées au Luxembourg ? Quel est le pourcentage des cas de percées asymptomatiques ayant été détectés ?

Réponse (15.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Depuis le début de la campagne de vaccination fin 2020/début 2021 et jusqu'à la date du 6 juillet, 341.754 résidents ont reçu au moins une dose des vaccins Pfizer-BioNTech, AstraZeneca, Moderna ou Janssen contre la Covid-19 au Luxembourg. Au 6 juillet 2021, parmi les 185.827 résidents luxembourgeois totalement immunisés (14 jours après un schéma vaccinal complet), 265 cas d'infections de percée ont pu être identifiés, ce qui signifie que seulement 0,15 % des personnes considérées comme totalement immunisées ont été infectées.

ad 2) Depuis le début de la campagne de vaccination et jusqu'au 6 juillet 2021, un total de 265 cas de percée ont été détectés parmi un total de 28.405 nouvelles infections et les cas de percée ne représentent que 0,9 % de l'ensemble des infections enregistrées durant cette période. Depuis le mois de mars, il y a eu 258 (1,5 %) cas de percée sur un total de 17.099 nouveaux cas.

En comparant le taux des infections de cas de percée luxembourgeois pour le mois de mai 2021 de 1,7 % au taux belge, où durant les deux dernières semaines de mai 2021 les cas de percée (soit 652 cas) représentaient 2,33 % de l'ensemble des infections enregistrées, le taux luxembourgeois est beaucoup plus bas. Ceci pourrait être dû à un effet de l'âge, la population du Luxembourg étant plus jeune que celle de la Belgique (6,5 % des habitants luxembourgeois ont plus de 75 ans, contre 9 % en Belgique) et que les infections de percée sont généralement plus élevées dans les groupes d'âge plus avancés.

Au total, 69,4 % (n = 184) des cas de percée ne présentaient pas de symptômes compatibles avec la Covid-19 au moment de l'appel par le contact tracing.

Question 4514 (17.06.2021) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **matériel roulant au service des CFL :**

Dans le but de moderniser une partie du matériel roulant au service des CFL et en réaction à la croissance considérable des passagers au fil des dernières années, le Gouvernement a décidé en 2018 d'acheter 34 nouveaux wagons pour voyageurs « Coradia » du constructeur Alstom.

Le calendrier de livraison initial prévoyait que les premiers wagons devraient être livrés entre décembre 2021 et décembre 2024.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) La pandémie aura-t-elle un impact sur le calendrier de livraison initial ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails concernant la programmation des différentes étapes de livraison ?

3) Monsieur le Ministre peut-il informer sur quels tronçons du réseau ferroviaire luxembourgeois il est prévu de mettre à disposition ce nouveau matériel roulant, sachant que celui-ci contribuera à accroître la qualité des transports publics ?

Réponse (16.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) La pandémie a effectivement pour effet de retarder le calendrier de livraison initial. Les nouvelles automotrices des séries CFL 2400 (automotrices à trois caisses) et 2450 (automotrices à six caisses) étant construites à l'usine Alstom de Santa Perpètu de Mogoda près de Barcelone, les mesures sanitaires très strictes du Gouvernement espagnol au début de la pandémie ont impacté les opérations de construction des engins en question. Ainsi, les prestataires de firmes étrangères devant réaliser des tâches d'assemblage et de soudure aux usines Alstom étaient bloqués par des limitations de voyage et le site Alstom de Santa Perpètu de Mogoda a temporairement dû être fermé.

Outre ceci, un cluster d'infections à la Covid-19 au site Alstom de Santa Perpètu de Mogoda avec une augmentation subséquente du taux d'absentéisme a influé négativement sur la progression des travaux de construction des nouvelles automotrices des séries CFL 2400 et 2450.

ad 2) Selon le planning actuel, les livraisons des automotrices 2400 et 2450 sont prévues entre février 2023 et avril 2025. Ainsi, au cours des années 2023 à 2025, le constructeur Alstom prévoit de livrer aux CFL les automotrices suivantes :

- en 2023 : 16 automotrices de la série 2400,

- en 2024 : 4 automotrices de la série 2400 et 9 automotrices de la série 2450,

- en 2025 : 2 automotrices de la série 2400 et 3 automotrices de la série 2450.

ad 3) La mise en service des nouvelles automotrices des séries CFL 2400 et 2450 entraînera la mise hors service des automotrices de la série CFL 2000 qui atteindront leur fin de vie dans les années à venir. À noter que celles-ci constituent le matériel roulant le plus vétuste et le moins confortable de la flotte des CFL.

Les nouvelles automotrices seront homologuées sur les réseaux luxembourgeois, belge et français et seront donc aptes à circuler sur toutes les lignes du réseau ferroviaire luxembourgeois, à l'exception des trains à destination de l'Allemagne.

Actuellement, il est planifié d'utiliser les nouvelles automotrices des séries CFL 2400 et 2450 primairement sur les lignes 10, 60 et 70. En vue d'une optimisation de l'ensemble des opérations, il est possible que les roulements soient adaptés d'année en année, ce qui peut donc influer l'affectation du matériel roulant sur les différentes lignes du réseau.

Question 4515 (17.06.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **test « Dry Blood Spot » :**

Le Gouvernement luxembourgeois invite les résidents ainsi que les travailleurs frontaliers à participer volontairement et gratuitement au test de dépistage sérologique de la Covid-19 dans le cadre du large scale testing.

Le « test DBS » (Dry Blood Spot) permet de détecter des anticorps dans le sang de la personne testée, et donc de savoir, entre autres, si elle a été exposée au virus Sars-CoV-2 dans le passé.

Cependant, il a été constaté que chez quelques individus précédemment testés positifs avec un test PCR moins de trois mois auparavant, aucun anticorps n'a été détecté après un test sérologique. Cela peut amener ces personnes à conclure que leur test PCR était faussement positif et qu'elles ont donc été inutilement placées en isolement ou en quarantaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Combien de tests sérologiques ont été réalisés au Luxembourg jusqu'à ce jour ?

- Dans combien de cas des anticorps ont-ils pu être détectés ? Est-ce qu'on peut déceler dans ces tests le délai endéans lequel l'infection par Covid-19 a eu lieu ?

- Madame la Ministre, dispose-t-elle d'informations concernant de tests PCR faussement positifs ?

- D'autres tests sérologiques sont-ils effectués dans notre pays à part le test DBS ? Dans l'affirmative, lesquels et en quoi diffèrent-ils les uns des autres ?

Réponse (12.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dans le cadre du large scale testing (LST), le nombre total de tests sérologiques s'élève à 27.781 tests réalisés entre le 16 novembre 2020 et le 29 juin 2021. Le Ministère de la Santé n'a pas connaissance du nombre de tests sérologiques demandés directement par les médecins traitants auprès des laboratoires d'analyses médicales. Les kits d'analyse et les techniques de prélèvement (sang, dried blood spots) peuvent varier d'un laboratoire à l'autre, rendant la comparaison des résultats parfois difficile.

Le nombre total de tests sérologiques positifs dans le cadre du LST s'élève à 8.762. Par contre ce chiffre absolu est à mettre en relation avec la progression de la pandémie et la situation vaccinale entre novembre 2020 et juin 2021. L'analyse de cet échantillon représentatif et l'échantillon des maisons des soins (prélevé surtout après vaccination) aide à mieux comprendre la réponse immunitaire au niveau de la population. La tendance de l'échantillon représentatif montre une augmentation du taux de positivité de 14 % à 43 % entre mai et fin juin (notamment dû à la campagne de vaccination).

Ni le Ministère de la Santé, ni la Direction de santé ne disposent d'informations sur le nombre de tests PCR éventuellement faussement positifs. La réalisation et le contrôle de qualité est sous la responsabilité des laboratoires d'analyses biologiques.

Parfois, il ne s'agit pas d'un test PCR faussement positif, mais légèrement positif. Ceci peut être le cas tout au début de l'infection ou à la fin d'une infection. Dans certains patients, le test PCR peut rester positif encore quelques semaines après une infection.

Dans ces cas, les valeurs CT sont élevées (c.-à-d. indiquent une charge virale faible) et après analyse du spécifique du cas, la Direction de la santé peut décider de lever l'isolement des personnes.

Question 4517 (17.06.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **soins palliatifs à domicile :**

E groussherzoglecht Reglement vum 9. Februar 2019 reegelt d'Formatioun an de Beräicher vun de Soins palliatifs an der Begleedung um Liewensenn fir d'Dokteren, d'Gesondheetsberuffer an d'Personal vun de Reseauen.

Et ass gewosst, datt et hei am Land eng grouss Demande fir Soins palliatifs a Begleedung um Liewensenn gëtt. Déi aktuell Rechtslag gesäit dëst awer am Moment just an de Spideeler vir.

Mengen Informatiounen no gouf am Kader vum Gesondheetsdësch iwwert d'Méiglechkeet vun enger Hospitalisatioun mat Soins palliatifs à domicile geschwat an et gouf festgehalen, datt e Gesetzestext sollt ausgeschafft ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, wéi wäit sinn d'Aarbechten un dësem Text?

3. Wie schafft mat un dësem Text? Sinn all déi concernéiert Acteure vum Terrain matagebonnen?

4. Wëssend, datt et momentan net einfach ass, jonk Dokteren ze motivéieren, sech am Beräich vun der Palliativmedezinn ze spezialiséieren, ass virgesinn, datt den neien Text och nach emol op d'Formatioun ageet?

5. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et sënnvoll wier, dësen Text schonn emol am Virfeld an den zoustännege Chamberskommissiounen ze beschwätzen?

Réponse commune (20.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. De Volet „hospitalisation à domicile" ass effektiv en Theema, deen och am Kader vum Gesondheetsdësch diskutéiert gëtt. Konkreet ass dëse Sujet zanter engem gudde Joer ronderëm sechs thematesch Aarbechtsgruppe mat enger ganzer Rei Froe befaasst, vum „virage ambulatoire" (vers une meilleure complémentarité entre le secteur hospitalier et extrahospitalier) iwwert d'Démographie médico-soignante, d'Preventioun, bis hin zu der „médecine du futur".

De But vum Gesondheetsdësch ass, dass no deenen Aarbechten e „Plan national santé" soll stoen, deen eise Gesondheetssystem soll esou opstellen, dass en deenen aktuellen an zukünftegen Defie soll gerecht ginn. D'„complémentarité entre le secteur hospitalier et extrahospitalier" respektiv d'Fro vum „virage ambulatoire" ass eng ganz komplex, si dréit ronderëm de Parcours de soins vun de Patienten am Gesondheetssystem, vun de „soins primaires" iwwert d'Prise en charge an de „soins secondaires", „soins de suite" an natierlech och d'„soins palliatifs". Am Aarbechtsgrupp vum GT 1 (Vers une meilleure complémentarité entre le secteur hospitalier et extrahospitalier) ass och d'Fro vun der „hospitalisation à domicile" en Theema an dat net just am Beräich vun de „soins palliatifs", mee awer och an deem Beräich.

Dowéinst ass decidéiert ginn, dass en dediéierte Projet déi Froe ronderëm d'„hospitalisation à domicile" soll méi am Detail beliichten a Konzepter ausschaffen, a wéi enge Beräicher eng „hospitalisation à domicile" kéint gemaach ginn a wéi dës kéint gemaach ginn.

ad 2. Leider konnt een opgrond vun der Pandemie net sou séier weiderkomme wéi dat geplangt war. Eng ganz wichteg Aufgab an deem Beräich läit bei der Direction de la santé, déi am Beräich vun der strateegescher Planung vun de Gesondheetsservicer eng wichteg Roll spillt an am Moment sinn déi Ressourcen nach ëmmer primär mat der Bekämpfung vun der Pandemie aktiv.

Fir sech e Bild ze maachen, wat um Terrain u Konzepter besteet, respektiv vun deene Leit, déi all Dag mat kranke Leit schaffen, ugeduecht ginn ass, hunn de Minister vun der sozialer Sécherheet an d'Gesondheetsministesch am Comité de pilotage vum Gesondheetsdësch decidéiert, dass fir d'éischt en État des lieux soll gemaach ginn. Dee soll erlaben ze kucken, wat hei zu Lëtzebuerg scho besteet, wéi eng Iddien um Dësch leien a wéi déi verschidden Acteuren d'„hospitalisation à domicile" gesinn.

ad 3. Am Moment gëtt den État des lieux gemaach. Dowéinst ass mat ganz villen Acteure geschwat ginn, respektiv sinn déi Acteuren un d'Ministèren erugetrueden, fir hir Vuen ze presentéieren (wéi zum Beispill d'COPAS, de Conseil supérieur des professions de santé, d'Spideeler, de Collège médical). Déi zwee direkt concernéiert Ministere kréien dat presentéiert a wäerten da mat all den Acteuren zesummen decidéieren, wéi et weidergeet. Natierlech sinn do och all déi concernéiert Parteie matagebonnen.

ad 4. Wann den État des lieux bis gemaach ass, wäerte verschidde Pisten am Detail diskutéiert ginn, inklusiv d'Fro ronderëm d'Formatioun vun de Professionels de la santé. Et ass dofir nach verfréit, fir elo schonn an den Detail ze goen.

ad 5. Vu dass et e Projet vum Gesondheetsdësch ass, ginn déi jeeweileg Chamberskommissiounen op alle Fall iwwert d'Aarbechten informéiert a ginn och agebonnen. En éischten Debriefing war den 23. Februar 2021, deen zweeten ass am Juli virgesinn. Dat wäert och de Fall sinn, wann de Projet bis méi konkreet gëtt.

Question 4519 (17.06.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **vaccination mixte :**

Laut den Informatioune vum Site reporter.lu réit de Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) bei AstraZeneca eng Zweetimpfung mat engem mRNA-Impfstoff. Déi Responsabel vum CSMI beruffe sech op déi neiste wëssenschaftlech Erkenntnisser fir dësen Avis, dee si och schonn un de Gesondheetsministère weiderginn hunn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu dësem Avis vum CSMI?

2. Wier genuch Impfstoff do fir esou eng Kräizimpfung?

3. A wéi engem Delai no der 1. Impfung misst déi 2. Impfung virgeholl ginn?

Réponse (14.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet duerch Beschloss vum 8. Juli 2021 dem Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses Rechnung gedroen an d'Kräizimpfungen autoriséiert. Et ass och genuch Impfstoff disponibel, fir dëst praktesch ëmzesetzen. Déi zweet Impfung soll 4-12 Wochen no der éischter gemaach ginn.

Question 4520 (18.06.2021) de **Mmes Cécile Hemmen** et **Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant le **Tiers payant social :**

Depuis 2013, les personnes à faible revenu ont la possibilité de demander l'application du Tiers payant social (TPS) auprès de leur office social. Ce système permet au bénéficiaire de ne plus devoir avancer ses dépenses de santé courantes. Si le TPS est accordé par l'office social, le bénéficiaire recevra une attestation ainsi qu'un carnet d'étiquettes qu'il devra prendre avec lui lors de ses consultations médicales. Le médecin envoie sa facture, menue d'une telle étiquette, directement à

la CNS. Cette dernière paie le médecin et s'adresse ensuite à l'office social en question afin de récupérer la partie des frais qui sont habituellement pris en charge par le patient. L'office social règle la CNS et, s'il estime qu'une partie des frais peut être supportée par le patient, peut demander un remboursement partiel à ce dernier. Ensuite l'office social s'adresse au Ministère de la Santé qui prend en charge le solde restant.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Combien de personnes ont bénéficié, lors de ces trois dernières années, du Tiers payant social ? De manière générale, quelle est la tendance concernant les demandes de Tiers payant social depuis son introduction en 2013 ?

- L'introduction du Tiers payant généralisé a été annoncée pour 2023. Cette introduction aura-t-elle une influence sur le Tiers payant social et les offices sociaux ? Si oui, laquelle ?

Réponse commune (23.07.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

En matière de données relatives au Tiers payant social (TPS), il y a lieu de distinguer entre deux types de données, à savoir d'une part le nombre de personnes qui se voient autoriser le recours à la procédure du TPS par leur office social (tableau 1 - chiffres extraits de la base de données des offices sociaux) et, d'autre part, le nombre de patients qui ont effectivement bénéficié de soins médicaux et dentaires pris en charge par le TPS (tableau 2 - base de données de la Sécurité sociale).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, quelque 3.969 ménages représentant 8.062 personnes, ont eu droit à la prestation du Tiers payant social. En fonction de la situation du ménage, l'Office social décide de la durée d'attribution de la prestation qui peut varier entre un et six mois. Au total, les Offices sociaux ont ainsi alloué 8.977 fois une prestation « Tiers payant social » et la durée moyenne d'attribution de la prestation par ménage était de 5,27 mois sur l'année considérée.

Il convient de noter que les offices sociaux disposent de deux procédures pour assurer la prise en charge des soins de santé :

- soit à travers la procédure du Tiers payant social où le bénéficiaire se voit attribuer, par l'intermédiaire d'un carnet d'étiquettes particulières, la possibilité de pouvoir consulter des médecins sans devoir payer dans l'immédiat les frais encourus. Les médecins adressent leurs notes d'honoraires à la Caisse nationale de maladie (CNS) qui se charge du paiement et qui refacture la « part patient » à l'Office social compétent. En fonction de la situation financière du ménage, l'Office social se fait rembourser la « part patient » par le ménage concerné ou par le Ministère de la Santé.

- soit à travers la procédure de remboursement, où le bénéficiaire transmet la facture non payée à l'Office social qui se charge de payer le médecin et de réclamer le remboursement statutaire à la CNS avec une prise en charge de la « part patient » par la personne concernée ou par l'Office social, en fonction de la situation financière du ménage.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, 5.367 patients ont bénéficié du Tiers payant social, dont 5.159 pour couvrir les frais des soins médicaux et 2.222 pour des soins dentaires. Les chiffres montrent que le nombre de patients reste stable de 2019 à 2020 (+0,3 %), alors qu'une augmentation de 11,5 % a pu être observée de 2018 à 2019. L'IGSS ne dispose pas de données concernant les demandes de Tiers payant social.

L'introduction du Tiers payant social généralisé ne changera pas les principes des différents niveaux de prises en charge financière mais aura probablement un impact sur les procédures en place. Les parties concernées en discuteront dans les mois à venir.

Question 4522 (18.06.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **divorce de ressortissants érythréens :**

A leschter Zäit mierkt ee beim Liese vun der Lëtzebuerger Press, datt hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi Scheedunge vu Leit aus Eritrea agereecht ginn. Dacks liest een dobäi den Zousaz „sur fondement de l'article 600 du code civil érythréen". Et fält beim Liese vun dësen „avis de divorce" och op, datt bei ville Koppelen de Wunnuert vun der Fra oder vum Mann net bekannt ass.

An dësem Kontext hätte mir dës Froen un d'Regierung:

1. Ginn et genau Donnéeën doriwwer, wéi vill Mënschen aus Eritrea an deene leschte Joren eng Scheedung zu Lëtzebuerg agereecht hunn?

2. Kann d'Regierung Grënn nennen, firwat esou vill Mënschen, déi aus Eritrea kommen, zu Lëtzebuerg eng Scheedung areechen?

3. Leien der Regierung Donnéeë vir, wat d'Finanzéierung vun dëse Scheedunge betrëfft? Sinn zum Zweck vun esou Scheedungen Affekoten iwwer d'Assistance judiciaire bezuelt ginn? Wa jo, wéi héich war de Käschtepunkt am Ganzen?

4. Huet d'Regierung Informatiounen doriwwer, wéi vill vun dëse Mënschen zu Lëtzebuerg enger regulärer Aarbecht noginn?

5. Wéi vill vun dëse Leit kréien, am Moment, wou si sech scheede loossen, hei zu Lëtzebuerg de REVIS (Revenu d'inclusion sociale)? Ginn et Fäll vu Persounen, déi hei am Land de REVIS kréien, obschonns se mat enger Persoun bestuet sinn, déi an Eritrea lieft oder där hiren Openthaltsuert onbekannt ass?

6. Leien der Regierung Informatioune vir, a wéi ville Fäll sech de legale Status vun dëse Leit no der Scheedung verännert huet? Wa jo, a wéi enger Form huet sech an dëse bestëmmte Fäll de legale Status duerch d'Scheedung verännert?

7. An Eritrea schéngt de Prozentsaz vu Fraen, déi d'Affer vu Genitalverstümmelung ginn, héich ze sinn. Kann d'Regierung erklären, ob et hei zu Lëtzebuerg een Zesummenhank gëtt tëscht der héijer Scheedungszuel vu Mënschen aus Eritrea an der héijer Zuel vu Fraen, déi an hirem Heemechtsland dës Tortur iwwer sech hu missen ergoe loossen?

8. Kann d'Regierung erklären, ob et ganz allgemeng een Zesummenhank tëscht der relativ héijer Zuel vu Bénéficiaires de protection internationale aus Eritrea hei am Land (laut worlddata.info goufen 2019 180 Mënschen aus Eritrea als BPI vu Lëtzebuerg unerkannt, Source: https://www.worlddata.info/europe/luxembourg/asylum.php) an de Modalitéite vun de Scheedungen hei am Land gëtt? Gëtt et eng Zort vu „Scheedungstourismus" bei der Auswiel vu Lëtzebuerg als méiglecht Asylland?

Réponse commune (16.07.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Tëscht 2018 an 2021 sinn insgesamt 62 Scheedunge vun eritreeësche Staatsbierger vu Lëtzebuerger Geriichter gesprach ginn. 2018 gouf keng Scheedung gesprach. 2019 goufen eng Scheedung a géigesäiteger Zoustëmmung a siwe Scheedunge wéinst dem Scheitere vum Zesummeliewe gesprach. 2020 sinn insgesamt 38 Scheedunge gesprach ginn, wouvunner eng Scheedung a géigesäiteger Zoustëmmung war a 37 Scheedunge wéinst dem Scheitere vum Zesummeliewen. Dëst Joer goufe bis ewell 16 Scheedunge wéinst dem Scheitere vum Zesummeliewe gesprach.

ad 2. Eritreeësch Staatsbierger reechen aus de selwechte Grënn Scheedungen a wéi Staatsbierger vun aneren Natiounen. D'Scheedunge sinn awer och op déi méi speziell Situatioun vun eritreeësche Staatsbierger zeréckzeféieren.

An de meeschte Fäll sinn d'eritreeësch Staatsbierger virun e puer Joer ouni hire jeeweilege Partner op Lëtzebuerg komm. Nodeems hinnen de Statut vum Refugié accordéiert gouf, hu verschiddener d'Demarchen ënnerholl, fir de Regroupement familial unzefroen. Vu dass tëscht dem Depart, fir op Lëtzebuerg ze kommen, an der Demande fir de Regroupement familial e puer Joer vergaange sinn, befanne sech d'eritreeësch Staatsbierger oft an der Situatioun, dass hire Partner entre-temps een neit Liewen ouni si ugefaangen huet an net op Lëtzebuerg nokomme wëll. Sou ee Refus vum Partner gëtt oft als Scheedungsgrond bei eritreeësche Staatsbierger festgestallt.

ad 3. Der Regierung leie keng Donnéeë vir, wat d'Finanzéierung vun dëse Scheedunge betrëfft.

D'Servicer vun der Assistance judiciaire vum Stater a vum Dikrecher Barreau féiere keng Statistik iwwert d'Nationalitéit vun den Demandeure vun enger Prozesshëllef. Et ass dohier net méiglech, de Käschtepunkt vun de Prozesshëllefe betreffend Scheedunge vun eritreeësche Staatsbierger ze ermëttelen.

ad 4. Aus den Zuele vun der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) geet ervir, datt Enn Mäerz 2021 vun 243 eritreeësche Staatsbierger, déi hei am Land wunnen a schaffen, 15 Leit mat engem État civil als „gescheet" agedroe sinn.

ad 5. Op Nofro hi beim Familljeministère, deen d'Tutelle iwwert de Fonds national de solidarité (FNS) huet, ass ze preziséieren, datt den FNS grondsätzlech keng Statistiken iwwert Leit, déi an enger Scheedungsprozedur sinn, féiert. Dat selwecht gëllt fir Statistiken, déi op der Basis vun der Nationalitéit vun de REVIS-Bezéier opgestallt géife ginn.

Fir de REVIS ze kréien, muss den Demandeur en Droit de séjour hunn an och effektiv zu Lëtzebuerg wunnen. Et ass méiglech, datt bei enger Koppel ee Conjoint hei am Land wunnt an de REVIS kritt an deen anere Conjoint am Ausland wunnt oder och guer kee Wunnuert bekannt ass. Allerdéngs spillen an deene Situatiounen d'Dispositioune vum Artikel 11 vun der Loi modifiée vum 28. Juli 2018 iwwert de Revenu d'inclusion sociale, laut deem den Demandeur seng Alimenterechter geltend muss maachen.

ad 6. Eng Scheedung kann een Impakt op de legale Status vun enger Persoun zu Lëtzebuerg hunn, wann dës Persoun eng Openthaltsgeneemegung als Familljemember vun enger anerer Persoun hei zu Lëtzebuerg hat. Et léien der Regierung keng Informatioune vir, a wéi ville Fäll eng Scheedung eng Ännerung vum legale Status mat sech bruecht hätt.

ad 7. Der Regierung leie keng Erkenntnisser vir iwwert méiglech Zesummenhäng tëscht Genitalverstümmlungen an der Unzuel vu Scheedunge vun eritreeësche Staatsbierger zu Lëtzebuerg.

ad 8. Den Artikel 3 vum Lëtzebuerger Code civil gesäit vir, dass den Zivilstand an d'Kapazitéit vu Lëtzebuerger eleng duerch d'Lëtzebuerger Gesetz gereegelt sinn. Am eritreeëschen Droit gëtt et keng equivalent Reegel fir Eritreeër.

Den Artikel 254 vum Lëtzebuerger Code civil gesäit vir, wéi e Conflit de loi am Kader vu Scheedungen ze reegelen ass. Falls béid Partner déi selwecht Nationalitéit hunn, da gëtt d'Gesetz vun dësem Land ugewannt. Fall si verschidden Nationalitéiten hunn, da gëtt d'Gesetz vun deem Land ugewannt, an deem si gemeinsam wunnen. Falls si net an deem nämmlechte Land wunnen, da gëtt d'Gesetz vun deem Land ugewannt, wou d'Scheedung agereecht gouf.

An der Majoritéit vun de Fäll bedeit dëst fir eritreeësch Staatsbierger zu Lëtzebuerg, dass dat eritreeëscht Gesetz op d'Scheedung ugewannt gëtt. Dëst Gesetz ass konform zu eisem Ordre public a kennt notamment och d'Scheedung wéinst dem Scheitere vum Zesummeliewen. Nëmme wann de Partner net d'eritreeësch Nationalitéit huet, kann et zur Uwendung vum Lëtzebuerger Gesetz kommen. Aus dëse Grënn bitt sech d'Lëtzebuerger Scheedungsgesetz net fir ee „Scheedungstourismus" fir eritreeësch Staatsbierger un.

Et gëtt och keen Zesummenhank tëscht der Zuel vun den unerkannte Flüchtlingen an de Modalitéite vun de Scheedungen, well d'Leit, fir als Flüchtling unerkannt ze ginn, eng Demande musse stellen, déi dann op Basis vun de gesetzleche Konditiounen iwwerpréift gëtt.

Question 4524 (18.06.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**ouverture des frontières entre l'Europe et les États-Unis :**

Déi 27 Memberstaaten vun der Europäescher Unioun plangen d'Areesbeschränkunge fir Touristen aus aacht Stied a Gebitter, dorënner d'USA, opzehiewen, dëst huet déi portugisesch Presidence vum Conseil de l'Union européenne bestätegt. Och Persounen ouni Impfung solle méi liicht an d'Europäesch Unioun areese kënnen. E puer EU-Länner hätten hir Grenzen elo scho fir amerikanesch Touristen opgemaach.

Den amerikanesche President Joe Biden huet um G7-Sommet zu Cornwall (England) annoncéiert, datt der amerikanescher Regierung hir Taskforce den Ament géif analyséieren, wéini an ënnert wéi engen Ëmstänn d'US-amerikanesch Grenze fir d'Europäesch Unioun op géife goen.

Verschiddene Medien no kéinten d'US-amerikanesch Grenze fir de 4. Juli 2021, den amerikaneschen Dag vun der Onofhängegkeet, opgoen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wann d'EU-Recommandatiounen ëmgesat ginn an d'Touristen aus den USA erëm an d'EU-Länner areesen dierfen, kann ee mat enger Reciprocitéit rechnen, respektiv kann d'Regierung matdeelen, ob a wéini d'Verhandlunge betreffend d'Opgoe vun den US-amerikanesche Grenze fir Persounen aus der Europäescher Unioun lancéiert ginn?

2. Kennt d'Regierung den USA hir Krittären, no deene se entscheeden, hir Grenzen, fir e Land opzemaachen?

3. Huet d'Regierung méi Detailer iwwert d'Analys, déi d'Taskforce vun der amerikanescher Regierung momentan duerchféiert? Wat sinn d'Resultater bis elo? Kéinten d'Grenzen den 1. Juli 2021 mam Green Certifcate respektiv de 4. Juli 2021, wéi vun de Medie spekuléiert, opgoen?

Réponse (16.07.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg setzt d'Recommandatioun vum Rot vun der Europäescher Unioun mat der Lëscht vun Drëttlänner, deenen hir Residenten net de Restriktioune vun netessentielle Reesen an d'EU ënnerleien, integral ëm. Dohier dierfen zanter dem 28. Juni 2021 Persounen, déi hire Wunnsëtz an den USA hunn, och fir Tourismus, nees op Lëtzebuerg reesen. D'EU an d'USA hunn um Sommet vum 15. Juni 2021 eng Aarbechtsgrupp opgestallt fir ze ënnersichen, ënnert wéi enge Bedéngungen d'Reesrestriktioune kéinten opgehuewe ginn.

ad 2. Den amerikanesche Center for Disease Control and Prevention (CDC) preparéiert opgrond vun der Pandemieentwécklung an deenen eenzele Länner en Avis (CDC Health Notice), deen da vum State Department benotzt gëtt, fir d'Reesrecommandatiounen ze maachen. Deen Avis gëtt och vun der Administratioun am Wäissen Haus gebraucht, fir d'Areesrestriktiounen (via Presidential Proclamations) festzehalen. Den Avis vum CDC gëtt opgrond vun enger ganzer Rei vu medezinnesche Critèrë geholl, déi um Internetsite vum CDC ze fanne sinn. D'Basis fir déi Critèrë sinn Donnéeë vun der Weltgesondheetsorganisatioun a vun aneren offizielle Quellen.

ad 3. D'Regierung huet keen Zougang zu den internen Analysen, déi vun der amerikanescher Administratioun duerchgefouert ginn. Des Weidere gëtt op d'Äntwert op d'Fro 1 verwisen.

Question 4526 (21.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **situation des maternités :**

Et ginn hei am Land véier Maternitéen, déi Gebuerten organiséieren an duerchféiere kënnen. Déi „nei" Maternité Grande-Duchesse Charlotte war am Juni 2015 geplënnert, fir - ënner anerem - eng besser Zesummenaarbecht mat der Kannerklinik ze garantéieren. An d'Zuele weisen effektiv Verbesserungen: esou hunn sech méi zukünfteg Mamme wéinst Consultations prénatales mat Hiewannen zesummegesat an d'Unzuel vu Keeserschnëtt ass erofgaangen. Falls ee Kand fréizäiteg muss op d'Welt kommen, da bitt d'Frühchenstatioun deen néidegen Encadrement fir déi Klengst ënnert eis.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1.1 Wéi vill Better stinn de Bëbeeën an der Frühchenstatioun an der Maternité Grande-Duchesse Charlotte zur Verfügung?

1.2. Wéi vill Better stinn de „Frühchen" an der Klinik Bohler zur Verfügung?

1.3. Wéi vill Better stinn de „Frühchen" an der Maternité vum Centre Hospitalier Émile Mayrisch zur Verfügung?

1.4. Wéi vill Better stinn de „Frühchen" an der Maternité vum CHdN zu Ettelbréck zur Verfügung?

2. Wéi vill Better stinn de Mammen an der Unité de soins MIC an der Maternité Grande-Duchesse Charlotte zur Verfügung?

3. Wat ass virgesinn, am Fall wou d'Better an enger Maternité all besat sinn? Wouhi ginn dës Kanner an hir Elteren dann transferéiert?

4. Wéi oft huet an deene leschte fënnef Joer missen eng Famill an d'Ausland verwise ginn, well an enger Maternité keng fräi Plaz méi war (opgeschlësselt pro Joer)?

5. Wéi oft huet an deene leschte fënnef Joer eng Famill missen an d'Ausland verwise ginn, well an der Unité de soins MIC keng Plaz méi fräi war (opgeschlësselt pro Joer)?

6. Wéi oft huet an deene leschte fënnef Joer eng Famill missen an d'Ausland verwise ginn, well keng Plaz op der Frühchenstatioun fräi war (opgeschlësselt pro Joer)?

7. Ass eng Maternité am Projet „Südspidol" virgesinn? Wa jo, wéi vill Better sinn an dësem Service virgesinn? Wann nee, firwat net?

8. Sinn dës Zuelen an den Ae vun der Ministesch zefriddestellend oder gesäit si Handlungsbedarf? Falls Handlungsbedarf besteet, wat fir Verbesserunge gesäit d'Regierung konkreet vir?

Réponse (23.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1.1. Am Service vun der Neonatologie sti momentan 16 Better zur Verfügung. Et ass virgesinn, dass nach sechs zousätzlech Better nokomme sollen. De Projet wäert an enger vun de kommende Sëtzunge vun der Commission permanente du secteur hospitalier (CPH) presentéiert ginn.

ad 1.2. An der Clinique Bohler sti siwe Better zur Verfügung.

ad 1.3. De CHEM huet keng neonatal Better. De CHEM schafft an Zesummenaarbecht mam Service national de néonatologie vum CHL.

ad 1.4. De CHdN huet keng neonatal Better. De CHdN schafft och an Zesummenaarbecht mam Service national de néonatologie vum CHL.

ad 2. D'Zuel vun de Maternal-Intensive-Care (MIC)-Better ass net fix. D'Better gi gedeelt mat den 52 Better vum Postpartum vun den zwou Unitéite vun der Obstétrique. D'Besetzung ass variabel a kann

tëschent zéng an zwielef Better leien. An der Moyenne si pro Dag fënnef Better besat mat MIC-Patientinnen.

ad 3. Am Fall wou den Transfert fir e MIC net méiglech ass, well d'Better alleguerte beluecht sinn, gëtt de Gynekolog un den Néonatologue de garde verwisen. Dëse setzt de Gynekolog mat de Partenariatsspideeler a Kontakt, mat deenen dann en Transfert organiséiert gëtt. Dobäi gi verschidde Krittäre berücksichtegt, wéi z. B. den Term vum Accouchement, eventuell klinesch Problematik etc. D'Patientinne kënnen an d'Clinique Bohler oder an den CHL transferéiert ginn. Wann et op nationalem Niveau keng Méiglechkeete méi ginn, kënnen si op Léck, Tréier, Thionville, Nanzeg oder Bréissel transferéiert ginn. Wann en Transfert an d'Ausland muss gemaach ginn, gëtt an deene meeschte Fäll probéiert, d'Patientin an e Spidol vun engem Nopeschland ze verweisen, vun deem si och d'Sprooch beherrscht.

Déi selwecht Prozedur gëllt am Fall vun enger Iwwerbeleeung vun der Unité de néonatologie (NICU). Déi meeschten Transferten, wou eng Prise en charge vum Niveau 3 néideg ass, ginn op Léck, Tréier, Nanzeg oder Bréissel gemaach.

ad 4. Landeswäit gëtt et dozou keng eenheetlech Statistiken, aus follgende Grënn:

- Et gëtt keng Obligatioun, en Transfert am Ausland ze deklaréieren.

- D'CNS kennt zwar d'Zuel vun hiren Affiliéierten a ka kucken, wéi vill Leit an d'Ausland fir en Accouchement transferéiert ginn. Vill Leit, déi beim Régime commun d'assurance maladie des institutions de l'Union européenne (RCAM) affiliéiert sinn, ginn awer och fir en Accouchement an d'Ausland verwisen. D'Gesondheetskeess huet keen Abléck op dës Zuelen.

- Verschidden Accouchementer vu lëtzebuergesche Residente fannen och am Ausland statt, ouni datt et sech dobäi ëm eng Grossesse pathologique gehandelt huet.

- Verschidden Transferte gi wéinst schlëmmen oder rare Pathologië gemaach, well dës net zu Lëtzebuerg kënnen en charge geholl ginn (z. B. malformations cardiaques). An deem Fall handelt et sech ëmmer ëm Transferten, déi net wéinst enger Iwwerbeleeung vu Maternitésbetter gemaach ginn.

ad 5. Wat d'Transferts in utero ubelaangt, rezenséiert de CHL follgend Unzuel un Transferten:

- 2017: 13

- 2018: 35

- 2019: 32

- 2020: 7

- Januar 2021-Juni 2021: 17

Den HRS rezenséiert fir d'Joren 2019-Juni 2021 follgend Transferten:

- 2019: 10

- 2020: 1

- Januar-Juni 2021: 3

ad 6. Unzuel vu Patientinnen, déi um Maternal Intensive Care (MIC) vum CHL hospitaliséiert waren an hu misse soit un d'Clinique Bohler oder un d'Ausland transferéiert ginn:

- 2016: 4

- 2017: 10

- 2018: 6

- 2019: 3

- 2020: 4

ad 7. Am Südspidol ass eng Statioun fir Gebuertshëllef mat 22 Better an 22 Eenzelzëmmer virgesinn. D'Spidol kritt véier Salles d'accouchement an een OP-Sall (fir Cesariennen).

ad 8. Et mécht Sënn, d'Donnéeën, déi am Kader vun der Documentation hospitalière gesammelt ginn, ofzewaarden, fir sech e bessert Bild iwwert d'Situatioun ze verschafen, iert een eventuell Punkten, fir déi Handlungsbedarf besteet, ugeet.

Question 4527 (21.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **demande d'une licence par une chaîne de télévision publique russe :**

Laut dem Artikel „Kalter Krieg am Himmel" vun der „Süddeutsche Zeitung" huet ee russesche Staatssender, genannt RT, eng Lizenz fir hiert däitscht Departement RT DE zu Lëtzebuerg ugefrot. Doduerch kéint den RT dann a ganz Europa senden. De russesche Sender wëllt ab Dezember an Däitschland senden.

RT konnt an Däitschland keng Lizenz kréien, well laut däitschem Gesetz ee Sender net dierf direkt vun enger auslännescher Regierung finanzéiert ginn.

Laut der „Süddeutsche" hunn sech lëtzebuergesch Beamten, SRE-Mataarbechter, Diplomaten an d'ALIA mat hiren Homologe getraff, fir iwwert de Sender an d'Demande no enger Lizenz zu Lëtzebuerg ze beroden.

Laut dem President Putin geet et beim RT drëms, „das Monopol der angelsächsischen Medien zu brechen". De Sender fält awer virun allem duerch fragwürdeg Aussoe géigeniwwer Russlandkritiker op. Am Fall vun der Verhaftung vum Raman Pratasevič am Belarus duerch eng forcéiert Landung vun enger Ryanair-Maschinn huet d'Chefredactrice vun RT DE zum Beispill erkläert, dass dës Aktioun „schön ausgeführt" war.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass et zu enger Entrevue mat den uewe genannten Acteure koum? Falls jo, kann de Minister erklären, zu wat fir Schlussfollgerungen een duerch dës Entrevue komm ass?

2. Goufen et weider Entrevuen, fir iwwert d'Lizenzvergab u staatlech Senderen ze beroden?

3. Kann de Minister bestätegen, dass eng Demande fir eng Lizenz vun RT DE Productions GmbH virläit?

4. Am Fall, wou RT DE géif decidéieren, net nëmmen hir Duechtergesellschaft zu Lëtzebuerg ze etabléieren, mee de ganze Sender op Lëtzebuerg wéilt kommen, kéint et dann zu enger Lizenzvergab kommen?

Kéint RT dann - am Fall wou hir Journalisten am Presserot géifen ugeholl ginn - vun enger Pressehëllef zu Lëtzebuerg profitéieren?

5. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zum Sender RT?

Réponse (19.07.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. Den Austausch tëschent kompetenten nationalen Autoritéite gëtt generell vun der europäescher „AVMS"-Direktiv encouragéiert. An dësem spezifesche Fall stinn déi däitsch a Lëtzebuerger Autoritéiten op Beamtenniveau a Kontakt, fir sech iwwert d'Applikatioun vun de Krittäre vun der Direktiv auszetauschen.

ad 2. De SMC, dee fir dësen Dossier kompetent ass, steet a reegelméissegem Kontakt mat den zoustännegen däitschen Autoritéiten.

ad 3. Et läit keng Demande vun der däitscher RT DE Productions GmbH fir eng Lëtzebuerger Lizenz, oder „Konzessioun", vir. Dëst géif notamment e Siège zu Lëtzebuerg viraussetzen. Déi Lëtzebuerger Autoritéite goufe vun der ANO „TV Novosti", mat Sëtz zu Moskau, kontaktéiert, fir sech op Basis vun de sougenannten „technesche" Krittäre vun der AVMS-Direktiv zu Lëtzebuerg ze notifiéieren. Dës Krittären definéieren d'regulatoresch Kompetenz iwwer en audiovisuelle Service, deen aus Drëttlänner an d'EU eragesent gëtt, op Basis vum Uplink oder der Satellittekapazitéit, déi engem Land gehéiert.

ad 4. Fir de Moment ass keng Duechtergesellschaft vun RT zu Lëtzebuerg etabléiert. Am Fall wou RT géif decidéieren, eng Duechtergesellschaft oder hire ganze Siège op Lëtzebuerg ze verleeën, fir hei eng Konzessioun unzefroen, géif déi Demande, wéi all aner Demande, genee ënnert d'Lupp geholl an no den europäesche Reegelen analyséiert ginn.

ad 5. Der Regierung steet et net zou, de Contenu vun engem TV-Sender ze kommentéieren. Ob Lëtzebuerg kompetent ass fir déi däitschsproocheg Versioun vum RT-Reseau, gëtt momentan no den europäesche Reegelen analyséiert. Ab dem Moment wou feststeet, wéi ee Land kompetent ass, ass et d'Aufgab vum Medieregulateur, de Service ze iwwerwaachen an ze reagéieren, wann d'Reegelen net agehale ginn.

Question 4528 (21.06.2021) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **prise en charge de la douleur chronique :**

Une amélioration de la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques a été retenue dans l'accord de coalition pour la législature 2018-2023. D'une part, il y est prévu d'étoffer l'offre des services de douleur en adaptant la nomenclature des actes médicaux et en dotant les services du personnel nécessaire. D'autre part, la volonté y est exprimée de créer un réseau de compétences « douleur chronique » qui met en œuvre le concept national de prise en charge de la douleur, tel que validé par la Plateforme nationale cancer le 30 novembre 2016 (Plan Cancer 2014-2018).

Dans la réponse à la question parlementaire n° 1084 du 20 août 2019, l'ancien Ministre de la Santé a fourni plus de détails quant à la réalisation du projet d'un réseau de compétences ainsi que sur la construction d'une nouvelle infrastructure au Centre hospitalier qui devrait permettre d'augmenter sensiblement les capacités de prise en charge des patients de douleur chronique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Comment les patients présentant un syndrome douloureux chronique sont-ils identifiés au Luxembourg et quel est actuellement leur nombre ?

2) De quelles structures spécialisées d'évaluation et de traitement de la douleur chronique le Luxembourg dispose-t-il déjà à l'heure actuelle ?

3) Quelles sont le cas échéant les capacités d'accueil de ces structures, voire leur dotation en médecins et autres professionnels de la santé ? La dotation en personnel s'avère-t-elle actuellement suffisante pour garantir la prise en charge et le suivi régulier de tous les patients dits « douloureux chroniques » ?

4) Dans la négative, quels sont les services dont peuvent bénéficier les patients qui ne peuvent pas être pris en charge à court terme dans une structure spécialisée ?

5) Quel est l'état d'avancement des travaux sur la révision de la nomenclature médicale des traitements de la douleur chronique et du projet portant création d'un réseau de compétences « douleur chronique » ?

6) Dans quel délai la nouvelle infrastructure pour patients douloureux chroniques prévue au CHL sera-t-elle prévisiblement fonctionnelle ?

Réponse commune (21.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Actuellement, au Grand-Duché de Luxembourg, les patients souffrant de douleur chronique sont identifiés par les médecins généralistes qui assurent les prises en charge de soins primaires et sont en compétence d'identifier la maladie chronique ainsi que par les médecins hospitaliers exerçant au sein des différents services et plus particulièrement dans les services d'oncologie et de rééducation fonctionnelle. Il n'existe pas de registre permettant de connaître le nombre de patients souffrant de douleurs chroniques.

ad 2) + 3) La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière précise dans son annexe 2 que les services hospitaliers d'oncologie et de rééducation fonctionnelle doivent posséder un « […] accès direct à une unité hospitalière de diagnostic, de traitement et de soins médicaux prenant en charge des patients présentant un état de douleur chronique par une approche multidisciplinaire […] ». Les projets de service déposés par les différents établissements et autorisés par le Ministère de la Santé font état de ce lien et de l'organisation de ces unités au sein des établissements hospitaliers.

Comme les différents services sont en cours de mise en œuvre, respectivement de l'organisation et en cours de formalisation, il n'est pas encore possible de fournir des données quant aux dotations en personnel œuvrant spécifiquement dans ces services.

ad 4) Dans la mesure du possible et en application des principes utilisés pour prioriser les prises en charge en médecine et en lien avec les médecins traitants, tout patient présentant des douleurs chroniques est pris en charge dans un délai le plus court possible en tenant compte de son tableau clinique et de sa pathologie sous-jacente. À noter que des patients peuvent être référés vers des structures à l'étranger spécialisées dans des domaines spécifiques (par exemple la migraine) ou dans le cadre des réseaux pour des maladies rares.

ad 5) Un projet de réseau de compétences douleur chronique a été déposé auprès du Ministère de la Santé signé par les directeurs généraux des quatre centres hospitaliers et du Rehazenter en mars 2021. Ce projet sera analysé par le Comité de gestion hospitalière tel que prévu par l'article 28 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière lors de la reprise des sessions de travail de cette commission.

Dans le cadre des travaux de révision de la nomenclature des actes et services des médecins, la CNS a engagé en 2021 les travaux sur le sujet de l'algologie avec les praticiens concernés. Les travaux y afférents sont à un stade avancé mais il n'est pas encore possible d'indiquer un délai quant à l'issue de ces travaux.

Concernant la nomenclature médicale, un acte de consultation majorée (C77) pour les médecins agréés collaborant dans le réseau de compétence douleur chronique a déjà été introduit.

ad 6) Ce délai sera fonction de l'avancement de la construction du Nouveau Bâtiment Centre (NBC) dont la mise en fonction est envisagée pour 2028.

Question 4529 (21.06.2021) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **projet d'acquisition de véhicules pour l'Armée luxembourgeoise :**

Afin de moderniser la flotte de véhicules de l'Armée luxembourgeoise, le Gouvernement a décidé d'acquérir 80 véhicules blindés de commandement, de liaison et de reconnaissance (CLRV). Face à un contexte sécuritaire en évolution, ce projet s'inscrit dans le cadre des contributions à haute valeur ajoutée que le Luxembourg continue à fournir dans le contexte de l'OTAN, de l'UE ainsi que de l'ONU, à la défense collective, aux opérations pour le maintien de la paix (OMP), de prévention et de gestion de crise.

Les deux véhicules actuellement en service n'étant plus adaptés (la plateforme des Hummer étant vétuste et l'électronique des Dingo étant obsolète), ceux-ci seront remplacés par un seul type de véhicule. Misant sur l'interopérabilité, il a été décidé de recourir aux véhicules compatibles avec le programme français SCORPION. Le projet est réalisé avec l'appui de l'agence NSPA de l'OTAN.

Selon les lignes directrices de la défense luxembourgeoise « [..] les contributions du Luxembourg ne peuvent en toutes circonstances faire la différence par la force du nombre. C'est en investissant dans des domaines spécialisés et à haute valeur ajoutée que le Luxembourg honorera ses engagements » et plus loin : « Ces Lignes directrices seront complétées par un Plan directeur de mise en œuvre et un plan d'investissement qui permettra le planifier en détail l'effort de défense. »

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Est-ce que les Lignes directrices de la défense ont été complétées par un Plan directeur de mise en œuvre ? Comment cette acquisition s'inscrit-elle concrètement dans l'orientation stratégique de l'Armée luxembourgeoise et dans son plan d'investissement ?

2) Dans quelle mesure la décision de miser sur le système électronique SCORPION impacte-t-elle le choix des véhicules pouvant être acquis ? Combien de véhicules, compatibles avec le programme français SCORPION, pourront potentiellement être sélectionnés ?

3) En quoi la décision de recourir à des équipements issus du programme français SCORPION lie-t-elle la politique de la défense luxembourgeoise à celle de son voisin ? Est-ce que cette acquisition pourrait s'inscrire dans le cadre d'un partenariat stratégique avec la France ?

Réponse (19.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) Les Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà publiées en 2017 ont été complétées en 2018 par un Plan directeur. Ce plan est cependant classifié et n'est donc pas accessible au grand public.

L'acquisition des véhicules CLRV s'inscrit dans la continuation du développement des capacités ISR (intelligence-surveillance-reconnaissance) de l'Armée luxembourgeoise esquissé dans les Lignes directrices de 2017.

ad 2) + 3) SCORPION (Synergie du contact renforcée par la polyvalence et l'infovalorisation) est le nom du programme français qui vise à créer un système de combat tactique évolutif et flexible en interconnectant tous les systèmes d'armes, en facilitant l'échange d'informations et en rendant possible une collaboration accrue entre les différents acteurs sur le terrain.

Ce programme donnera lieu à la modernisation et au renouvellement de capacités de combat existantes de l'armée de terre française, à l'arrivée de nouveaux véhicules blindés et à la mise en place d'un nouveau système d'information. Il doit permettre à un groupe présent sur le champ de bataille d'être relié non seulement entre soldats, mais aussi avec l'ensemble des forces engagées, à l'image des véhicules blindés, des drones, des hélicoptères, …

En théorie, tout véhicule peut être « scorpionisé » en l'équipant avec le système d'information décrit ci-avant. L'offre d'un véhicule « scorpionisé » est fonction des considérations économiques des différents constructeurs.

rapprochement de l'Armée luxembourgeoise au programme SCORPION se réalisera par le biais de l'intégration dans le nouveau système d'information français et constitue le seul lien avec la politique de défense française dans ce contexte.

Question 4531 (21.06.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **taux de TVA super-réduit de 3 % :**

En 2015, le Gouvernement a relevé de 3 à 17 % le taux de la TVA sur l'acquisition d'un logement destiné à la location. Les logements mis à la disposition de tiers ne bénéficient plus de la faveur fiscale depuis cette date. Le taux super-réduit de 3 % est toutefois maintenu pour l'acquisition d'un logement affecté à des fins d'habitation principale dans le chef du propriétaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances.

- Quelles ont été les recettes de la TVA logement en 2013 et 2014 respectivement le déchet fiscal dû à

l'application du taux super-réduit de 3 % pour la construction, la création et la rénovation d'un logement ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les recettes budgétaires supplémentaires générées annuellement par la hausse de la TVA de 14 % sur l'acquisition d'un logement destiné à la location depuis 2015 ?

- Quelles ont été les recettes de la TVA logement de 2015 à 2020 respectivement le déchet fiscal dû à l'application du taux super-réduit de 3 % pour la construction, la création et la rénovation d'un logement ?

Réponse (29.07.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Il y a tout d'abord lieu de préciser que des données statistiques sur les recettes TVA en relation avec les travaux de création et de rénovation de logements ne sont pas disponibles, puisque lesdits travaux ne font pas l'objet de déclarations spécifiques, ni de la part des entreprises, ni de la part des propriétaires.

Concernant la question relative au déchet fiscal dû à l'application du taux de TVA super-réduit de 3 % ou au remboursement du différentiel de taxe, entre le taux normal de 17 % et le taux super-réduit de 3 %, la moins-value de TVA perçue pour la période entre 2013 et 2020 varie entre 193 et 320,6 millions d'euros par an. Le détail est repris dans le tableau ci-dessous.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4532 (22.06.2021) de **M. Laurent Mosar**, **Mmes Diane Adehm** et **Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **demande d'une licence par une chaîne d'informations internationale :**

D'après un communiqué de presse de RT DE, le site d'informations allemand se prépare à lancer une chaîne de télévision en langue allemande. Pour ce faire, RT DE a demandé la semaine dernière une licence de diffusion européenne au Luxembourg. D'après le communiqué de presse, « la filiale allemande de RT, RT DE Productions GmbH, a l'intention de diffuser à l'avenir des segments de programmes tels que des reportages, des talk-shows et des interviews exclusives directement de Berlin à Moscou ».

Pour rappel, RT est une chaîne d'informations internationale, financée par la Russie, qui diffuse ses programmes en plusieurs langues, dont l'anglais, l'espagnol et l'arabe. La chaîne d'informations est considérée par beaucoup comme un média de propagande, relayant des théories complotistes.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette demande d'une licence de diffusion européenne ? Alors que l'opposante biélorusse Svetlana Tikhanovskaïa était de visite il y a peu au Luxembourg, quelle est son appréciation de la situation ?

- Un article de presse, paru dans la « Süddeutsche Zeitung » du 19 juin 2021, « Kalter Krieg am Himmel », fait état d'une réunion qui aurait eu lieu fin mai entre des responsables luxembourgeois et des responsables allemands pour discuter des plans de RT DE. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la tenue de cette réunion ? Dans l'affirmative, qu'en est-il ressorti ? Est-ce que les autorités luxembourgeoises ont également eu des contacts avec les responsables de RT DE ?

- La raison pour laquelle une licence n'a pas été demandée directement en Allemagne semble être le fait que l'une des conditions pour obtenir une licence en Allemagne relève de l'indépendance des médias par rapport au pouvoir étatique, notamment quand il s'agit du financement. L'article explique que le Luxembourg ne connaît pas ce critère d'indépendance. Est-ce que Monsieur le Ministre partage cet avis ?

- Il est par ailleurs expliqué que l'Union européenne n'a pas de position commune quand il s'agit de traiter avec des entreprises publiques de diffusion venant de pays autoritaires ou de dictatures. Est-ce que Monsieur le Ministre partage cet avis ? Dans l'affirmative, est-ce que des travaux sont en cours au niveau européen pour trouver une position commune ?

Réponse (19.07.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

- L'organisation non lucrative russe ANO « TV Novosti », dont le siège se trouve à Moscou, a envoyé une notification au Service des médias et des communications (SMC) en se basant sur les critères dits « techniques » de la directive européenne sur les services de médias audiovisuels « SMA ». La directive détermine un certain nombre de critères définissant la compétence territoriale sur un service de médias audiovisuels, dont la liaison montante d'un programme vers un satellite ou la capacité satellitaire appartenant à un État membre de l'UE si ce service audiovisuel est diffusé au sein de l'UE depuis un État tiers.

Au Luxembourg, ces critères sont transposés par la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, et notamment les articles 2bis et 23quater. La notification envoyée par TV Novosti se base sur l'article 23quater. Une « licence » ou « concession » luxembourgeoise n'est accordée uniquement pour les services audiovisuels remplissant les critères de l'article 2bis.

La notification ainsi envoyée est en cours d'analyse au sein du ministère compétent selon les règles de juridiction définies au niveau européen.

- De manière générale, la directive SMA encourage l'échange entre les autorités nationales concernées par un service de médias audiovisuels. Pour ce cas spécifique, les autorités allemandes et luxembourgeoises sont en effet entrées en contact afin de s'échanger sur l'application des critères de la directive. En ce qui concerne les contacts avec les responsables de RT DE, « TV Novosti » a contacté le SMC par courriel dans le cadre de la notification envoyée.

- La loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ne comprend pas de critère équivalent à la « Staatsferne ».

- La directive SMA définit des critères communs afin de déterminer le pouvoir réglementaire d'un État membre de l'UE sur un service de médias audiovisuels, y compris pour les services diffusés depuis des pays tiers. Alors que le pouvoir d'accorder des licences ou concessions pour services ayant un siège au sein de l'UE relève de la compétence nationale, les services en provenance de pays tiers tombent sous compétence d'un État membre si les critères dits « techniques » sont remplis et si une présence européenne sur base d'un établissement ne peut être déterminée. La directive ne fait pas de distinction entre différents pays, le but étant de soumettre tout service audiovisuel diffusé au sein de l'UE à un set de règles communes.

Question 4535 (22.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **ransomware attack :**

Am Fall vun enger Ransomware-Attack ginn d'Daten op engem Gerät verschlësselt an et gëtt eng Noriicht un d'Affer geschéckt, an där eng gewëssen Zomm Sue verlaangt gëtt als Echange, fir erëm Accès op seng Daten ze kréien. D'Affer ginn also mat hire perséinlechen Daten erpresst.

Dës Aart vu Cyberattack gëtt ëmmer méi geleefeg. D'CISA, d'US Cybersecurity Agency huet am Januar 2021 d'Campagne „Reduce the Risk of Ransomware Campaign" an d'Weeër geleet, fir besonnesch d'Firmen op dës Gefor opmierksam ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vu Ransomware-Attacke goufen an deene leschte fënnef Joer zu Lëtzebuerg gemellt?

2. Huet d'Regierung Donnéeën dozou, wéi vill Ransomware-Attacken an deene leschte fënnef Joer op EU-Niveau festgestallt goufen?

3. Wat réit d'Lëtzebuerger Regierung Persounen, déi vun esou Attacke betraff sinn?

4. An engem Artikel vum Sender Fox Detroit gëtt iwwert d'Méiglechkeet vun engem Ofsetze vun de Steiere vum Schued, dee bei Privatpersounen oder Firme kann duerch esou eng Attack entstoen, geschwat. Den FBI warnt virun esou enger Steierpolitik, well d'Täter doduerch éischter vun den Affer bezuelt ginn, an esou geneigt sinn, nach méi Attacken ze starten.

Gouf et zu Lëtzebuerg scho Fäll, bei deenen de Schued, deen duerch eng Ransomware-Attack vun de Steieren ofgesat gouf?

Falls nee, wéi steet de Minister zu esou enger Steiererliichterung? Wier dës zu Lëtzebuerg méiglech?

Réponse commune (28.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. De prezise Fall vun der Ransomware-Attack gëtt net eenzel statistesch erfaasst. D'Police kann do keng fiabel Zuele liwweren. Laut den Enquêteure vun der Police judiciaire ginn zurzäit an der Matière ongeféier fënnef bis zéng Fäll pro Joer enquêtéiert.

ad 2. D'Police kann dozou keng Donnéeë liwweren.

ad 3. De beschte Rot ass, niewent opmierksame Mataarbechter, eng effikass Cybersécherheet ze hunn a reegelméisseg Backuppen ze maachen, déi géint esou Attacke schützen.

Wann een awer sollt vun esou enger Attack betraff sinn, soll een:

- als éischt den „nationale CERT" (NCERT.LU) kontaktéieren. Eventuell ass scho bekannt, wéi d'Donnéeën entschlësselt/recuperéiert kënne ginn;

- op dem Site nomoreransom.org, enger Kooperatioun tëschent Europol an Acteuren aus dem ëffentlechen a private Secteur, iwwerpréiwen, ob et schonns eng Méiglechkeet gëtt, fir déi verschlësselt Donnéeën ze entschlësselen.

Kontakt mat den „Erpresser" ophuelen ass net recommandéiert, well et keng Garantie gëtt, dass d'Entschlësselung vun den Donnéeën nom Bezuelen och funktionéiert.

ad 4. Betreffend dem honorabelen Deputéierte seng lescht Fro ass fir d'alleréischt ze bemierken, dass dem Finanzministère d'Informatioune vum lokale Sender aus den USA weeder bekannt nach iwwerpréifbar sinn.

Dee bei enger Persoun an hirem private Beräich duerch eng Ransomware-Attack entstanene Schued kann net vun de Steieren ofgesat ginn.

Falls eng Entreprise vun esou enger Attack viséiert ass, muss tëschent verschiddene Situatiounen distinguéiert ginn. Fraisen (z. B. Reparaturkäschten, Remplacementer, etc.), déi esou entstane sinn a net duerch den Ofschloss vun enger Versécherung gedeckt sinn, kënnen als betriblech Ausgabe steierlech ofgezu ginn, souwäit d'Gesetz et an deene jeeweilege Fäll erlaabt.

Eventuellt Léisegeld ass steierlech net ofsetzbar, well déi gesetzlech Bedéngung dofir, notamment datt déi exakt Identitéit vum Léisegeldempfänger bekannt a matgedeelt muss ginn, bei enger Ransomware-Attack net erfëllt ass.

Wéinst dem Steiergeheimnis kann an dësem Kontext net iwwert eventuell konkreet Fäll kommunizéiert ginn an et existéiert och keng Statistik zu dësem Sujet.

Question 4537 (22.06.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant la **déclaration de Lisbonne sur la lutte contre le sans-abrisme en Union européenne :**

Dans le cadre du lancement de la plateforme européenne de combat contre le sans-abrisme à Lisbonne le 21 juin 2021, les représentant.e.s politiques des pays membres de l'UE ont signé une déclaration ayant pour objectif l'éradication du sans-abrisme jusqu'en 2030. Ainsi, les États membres et leurs délégué.e.s concerné.e.s s'engagent à ce que plus personne dans leurs pays respectifs ne soit obligé de dormir dans la rue d'ici neuf ans en promouvant des politiques adéquates pour lutter contre le sans-abrisme. Dans le cadre de cette déclaration, il est acté que les États, régions et localités pourront également recourir à des aides de l'Union européenne pour engager leurs politiques de lutte contre le sans-abrisme. Sachant que Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration s'est engagée pour le Luxembourg à poursuivre l'objectif indiqué par la déclaration de Lisbonne, j'aimerais l'interroger sur la situation actuelle des sans-abris au Luxembourg et les démarches engagées ou envisagées dans le cadre de la lutte contre le sans-abrisme :

1) Existe-t-il des données et/ou estimations concernant le nombre de personnes concernées par le sans-abrisme au Luxembourg ? Dans l'affirmative, combien de personnes sont actuellement considérées sans domicile fixe ?

2) Dans la négative à ma première question, Madame la Ministre peut-elle m'indiquer si des enquêtes seront ou sont sur le point d'être réalisées à ce sujet afin de cerner le phénomène du sans-abrisme au Luxembourg ? Le cas échéant, de quelles enquêtes s'agit-il ?

3) Dans l'affirmative à ma première question, Madame la Ministre peut-elle me dire comment le nombre de sans-abris a évolué depuis 2008, année marquée par la crise financière internationale et plus particulièrement dans le contexte de la pandémie actuelle ?

4) Quels ont été jusqu'à présent les moyens et dispositifs de lutte contre le sans-abrisme employés par le Ministère de la Famille et de l'intégration ? Combien de structures, services et organisations subventionnés et/ou agréés par votre ministère sont actuellement actifs dans le domaine d'accueil et de soutien des sans-abris ?

5) Comme le sans-abrisme se définit en substance par le fait de ne pas disposer d'un logement, Madame la Ministre envisage-t-elle des collaborations avec le Ministère du Logement afin de trouver des solutions d'urgence ?

6) Le logement temporaire des personnes sans-abris dans les habitations ou bâtiments vacants est-il envisagé comme mesure possible de mise à l'abri de personnes ?

7) Quelles sont en définitive les démarches et mesures envisagées par Madame la Ministre pour atteindre l'objectif visé par la déclaration de Lisbonne du 21 juin 2021 ?

Réponse (22.07.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) - 3) À l'heure actuelle, le Luxembourg ne dispose pas de données exactes sur l'ampleur du sans-abrisme étant donné que les personnes sans-abri ne sont pas recensées statistiquement.

Afin de dresser un état des lieux permettant au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région de mieux déterminer les besoins en matière de lutte contre le sans-abrisme, un dénombrement physique régulier des personnes sans-abri sur le territoire du Luxembourg est nécessaire. Il est envisagé de débuter les travaux de préparation du recensement en automne.

ad 4) La stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement fournit le cadre aux actions menées par le Gouvernement pour lutter contre toutes les formes de sans-abrisme et d'exclusion liée au logement. La stratégie préconise une approche globale qui prend en compte les besoins sociaux, psychologiques et médicaux de la personne sans-abri et elle favorise l'application du principe du « Housing First ».

Le ministère a des conventions avec 13 organismes qui offrent les services suivants dans le domaine d'accueil et de soutien des personnes sans-abri :

- trois haltes de nuit de la Croix-Rouge et de Caritas Accueil et Solidarité. Les haltes de nuit sont des structures à bas seuil et permettent aux personnes de se reposer pendant la nuit, de se réchauffer, de se laver, de laver les vêtements et de prendre une collation et un petit-déjeuner. Une des trois haltes de nuit a ouvert ses portes en mai 2021 et est réservée exclusivement aux femmes ;

- deux foyers d'urgence de nuit, notamment le Foyer Abrisud de la Ville d'Esch/Alzette et le Centre Ulysse de Caritas Accueil et Solidarité. Les foyers d'urgence de nuit sont ouverts toutes les nuits de l'année et mettent temporairement à disposition une possibilité d'hébergement à des adultes sans-abri ou menacés de sans-abrisme ;

- l'Action Hiver, qui commence en général le 1er décembre et se termine le 30 mars, est une action humanitaire mise en place par le Gouvernement depuis 2001 dans le but d'éviter que des personnes sans-abri ne soient victimes d'hypothermie par période de grand froid. En 2019, le nouveau bâtiment pour l'Action Hiver a ouvert ses portes avec une capacité d'accueil plus élevée (250 lits). Depuis janvier 2021, la gestion de l'Action Hiver a été confiée à une nouvelle association, la Dräieck ASBL, constituée par la Caritas, la Croix Rouge et Inter-Actions ;

- le Service Para-Chute de Caritas Accueil et Solidarité qui est une structure de jour à bas seuil s'adressant à des personnes errantes autour de la Gare de Luxembourg. Les bénéficiaires y sont soutenus et orientés par un travailleur social ;

- le Service Premier Appel d'Inter-Actions va à la rencontre de personnes en détresse dans la rue en-dehors des heures d'ouverture normales de la majorité des autres structures. Il soutient les personnes en couvrant leurs besoins de base (p. ex. froid, alimentation, abri, …) et, le cas échéant, en les accompagnant vers des services spécialisés. Le service s'adresse prioritairement aux sans-abris et professionnels qui sont en contact avec cette population cible ;

- en ce qui concerne les services Streetwork de Caritas Accueil et Solidarité et Inter-Actions, le ministère conventionne une partie du personnel ;

- la Vollekskichen du Comité national de défense sociale (CNDS) qui offre des repas à prix modérés ;

- plusieurs structures d'hébergement pour adultes qui proposent diverses formes de logements tels que des foyers, des chambres individuelles, communauté de vie ou studio/appartement et œuvrent en faveur des personnes sans-abri ou menacées d'exclusion sociale par le biais du logement.

Les organismes gestionnaires sont :

- Comité national de la défense sociale (CNDS)
- Caritas Accueil et Solidarité (CAS)
- Wunnengshëllef
- Ënnerdaach ASBL
- Agence immobilière sociale (AIS)
- Co-labor
- Jongenheem LSE-Adultes
- Maison Michels (Ville d'Esch/Alzette)
- AIS Kordall
- LogIS (Fondation Caritas)
- Coup de Pouce (Inter-Actions)

Le parc locatif des structures d'hébergement a permis de loger 4.278 personnes en 2020.

Le nombre de personnes accueillies dans les structures d'hébergement pour adultes a connu une forte augmentation au cours des neuf dernières an-

nées. En effet, ce nombre a plus que quadruplé entre 2012 et 2020. Cette hausse s'explique par la mise en place de nouveaux projets et l'augmentation des capacités au niveau des structures existantes.

ad 5) + 6) Le phénomène du sans-abrisme va souvent de pair avec d'autres problématiques. Les personnes touchées par le sans-abrisme peuvent présenter des problèmes psychiques, des troubles psychiatriques, des problèmes d'addiction, voire des multi-/polymorbidités.

Ainsi, la prise en charge des personnes sans-abri ne requiert non seulement la mise à disposition d'un logement mais aussi la prise en considération des besoins sociaux, psychologiques et médicaux des personnes concernées.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région continuera donc de collaborer et de soutenir les associations œuvrant dans le domaine du sans-abrisme afin de pouvoir garantir une prise en charge globale des personnes sans-abri. Dans cette optique, des projets stables et à long terme sont privilégiés par rapport à des solutions temporaires.

ad 7) Les politiques de l'exclusion liée au logement et du sans-abrisme sont transversales et nécessitent, pour être efficaces, un engagement de tous les acteurs concernés au niveau gouvernemental, aux niveaux régional et communal ainsi qu'au niveau de la société civile.

Le programme gouvernemental prévoit une évaluation externe finale de la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement 2013-2020. À cette fin, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a chargé le LISER, institut de recherche public, de l'évaluation finale de la stratégie dont les travaux sont actuellement en cours. L'évaluation vérifiera la mise en œuvre des actions préconisées dans la stratégie ainsi que l'atteinte des objectifs définis, elle analysera les effets de cette mise en œuvre, en tirera des conclusions et formulera des recommandations permettant au ministère de continuer sa lutte contre le phénomène du sans-abrisme de manière cohérente.

Par ailleurs, le ministère continuera d'augmenter et de diversifier ses offres pour les personnes sans-abri, en coopération avec les organisations non gouvernementales. Ainsi par exemple, un concept de maison de soins pour personnes sans-abri vieillissantes est en cours de planification. L'accent sera également mis sur des projets innovants comme le modèle « Housing First », qui sera davantage développé.

Question 4540 (24.06.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **matériel militaire :**

D'militäresch Fuerschung an Entwécklung sinn amgaangen, ëmmer méi modern Apparater ze entwéckelen, déi de Mënsch a Mënscheliewe schoune sollen. Onbemannte Gefierer a Fligeren, awer och Roboteren a Ganzkierperschutz, ginn ëmmer weiderentwéckelt. Fir Lëtzebuerg ass dat Feld am Kontext vun eise versprachene budgetären Ustrengunge fir d'NATO an d'Verdeedegung, awer och um Gebitt vun der Fuerschung an der Wirtschaft intressant.

An Däitschland ass d'„Bundesamt für Ausrüstung, Informationstechnik und Nutzung der Bundeswehr" aktuell derbäi, Robotere fir d'Militär ze testen. Dat selwecht gëllt och an den USA an a villen anere Länner. Am Kontext vun den deieren Uschafungen, déi nach op eis Arméi zoukommen, wollt ech dës Froen un den Här Verdeedegungsminister stellen:

1. Wann een d'Wichtegkeet vun deenen neie Robotertechnologien a ville Länner gesäit, wéi z. B. an Däitschland, wär dann eng Lëtzebuerger Kooperatioun an dësem Beräich mat anere Länner net ugeroden?

2. Ass en Deel vum Lëtzebuerger Knowhow net grad och fir déi nei Militärtechnologie relevant - denke mer u Materialfuerschung, Informatik a Kommunikatioun - a gesäit den Här Minister Méiglechkeeten, eis Kompetenzen do verstäerkt anzebréngen?

3. Huet de Verdeedegungsministère Roboteren an Dronen, déi grad enger klenger Arméi vill Méiglechkeeten offréieren, als eventuell Uschafungen am A? Ass en Ausbau vun deenen Technologien och am Beräich vum Deminage virgesinn?

Réponse (19.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Och wann d'Potenzial vu Robotertechnologien erkannt ass, brauche mer awer ganz kloer an onmëssverständlech international verbindlech eethesch an deontologesch Reegelen, baséierend op dem humanitäre Vëlkerrecht an den internationale Mënscherechtsofkommessen, fir kënschtlech Intelligenz an autonom Waffesystemer am militäresche Beräich anzesetzen. D'Regierung ass strikt géint eng Verselbstständegung vun autonome Waffesystemer a setzt sech dofir an de relevanten UNO-Gremien an.

Eis prinzipiell Positioun ass, dass de Mënsch ëmmer muss d'Kontroll behalen an a leschter Instanz iwwert den Asaz vun alle Waffen, also och vun dëse Waffen, entscheeden.

Zu dësem Zäitpunkt existéiert nach keen operationellt Konzept bei eise Referenzpartner, wéi Robotertechnologië sollen agesat ginn. Wann sech awer e klore Wee zeechent, dee kompatibel ass mat eisen eetheschen an deontologesche Wäerter, wäerte mer dëse Sujet weiderentwéckelen.

ad 2. Lëtzebuerger Knowhow kann an dësem Beräich iwwert europäesch Programmer afléissen, déi vun der Europäescher Kommissioun geréiert ginn. D'Lëtzebuerger Defense plangt awer zu dësem Zäitpunkt net, hir Kompetenzen do verstäerkt anzebréngen.

ad 3. Eis Arméi huet Dronen an ass amgaangen, sech an dësem Beräich weiderzëentwéckelen. Et ass ze ënnersträichen, dass dës Drone weeder arméiert nach autonom sinn, mee der renger Observatioun déngen.

De Service de déminage vun der Arméi huet zu dësem Zäitpunkt fënnef ferngesteiert Maschinne fir d'Asätz. Des Weideren ass geplangt, dëse Service mat Mikrodronen auszerëschten. Dës Mikrodrone gi gebraucht, fir d'Iwwerwaachung vun engem Zerstéierungssite ze maachen, fir sécherzestellen, dass keng Leit sech onerlaabterweis Zougang zu enger gespaarter an evakuéierter Zon verschaaft hunn.

Question 4541 (24.06.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **agressions contre la police :**

Um Virowend vun Nationalfeierdag ass et an der Stad zu e puer Kläppereie komm, bei deenen e puer Persounen an och dräi Poliziste blesséiert goufen. Et ass net déi éischte Kéier dëst Joer, datt Beamten am Déngscht blesséiert goufen.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Virfäll goufen et an de leschten zwee Joer, bei deene Poliziste blesséiert goufen?

2. Wéi laang konnten déi jeeweileg concernéiert Beamten no hire Blessuren net am Déngscht sinn?

3. Wat fir Mesurë gi geholl, fir d'Police de manière générale besser viru Gewalt ze schützen?

4. Virum Hannergrond vun dëse rezente Virfäll, gedenkt d'Regierung eventuell, hir Positioun par rapport zu de Bodycams ze iwwerdenken?

Réponse (19.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. De follgenden Tablo enthält d'Zuel vun de Virfäll insgesamt, d'Zuel vun de blesséierte Beamten souwéi d'Unzuel vun den Deeg, wärend deenen déi concernéiert Beamte krankgeschriwwe waren, iwwer déi lescht zwee Joer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Aktuell ginn d'Polizisten, wann se Affer vun enger Rebellioun goufen, an all hiren Demarchen ënnerstëtzt säitens der Policedirektioun: souwuel um aarbechtsrechtleche Plang säitens der Direction des ressources humaines, wéi um psychologesche Plang säitens dem Service psychologique, wann se dat wëllen, wéi awer och um prozedurale Plang säitens dem Service juridique, wann se wëlle geriichtlech géint d'Täter vu Rebellioune virgoen.

Fir datt et awer am beschte Fall iwwerhaapt net zu Gewalttätegkeete soll kommen, ass e weesentlechen Aspekt an der Formation de base den Deseskalatiounstraining respektiv Rollespiller, individuell wéi an der Ekipp, déi dem Polizist sollen hëllefen, fir dass hien esou Situatioune korrekt aschätzen a se falls méiglech entschäerfe kann, an och, wéi en sech taktesch optimal verhale sollt respektiv op seng Eegesécherung oppassen.

D'IGP ass den 2. Dezember 2020 mat enger Analys „sur l'usage de la force" beoptraagt ginn, déi dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet fir de September soll virleien. Den Objektiv vun dëser Analys ass et ze kucken, ob jonk Polizisten no hirer Ausbildung adequat op Situatioune preparéiert gi sinn, déi eventuell den Asaz vu Gewalt (recours à la force) benéidegen.

Zousätzlech Ekippen, eventuell an der Reserv bei gréissere Versammlungen/Evenementer, déi an den nächste Joren dank dem gréissere Renfort bäikommen, wäerten och hëllefen, dass sech Situatiounen net héichschaukelen, wa bis genuch Ekippen op der Plaz sinn.

An der Chamberskommissioun vum 25. Mäerz vun dësem Joer si follgend Méiglechkeeten opgezielt ginn, ouni dass eng Positioun heizou geholl gouf:

- eventuellen Asaz vu Bodycams;

- méi streng/héich Strofen um penale Plang am Fall vun „outrages ou violences envers les agents de la force publique";

- eng Analys vun der aktueller strofrechtlecher Qualifikatioun vun der Rebellioun an dem „état mental altéré" duerch Drogen oder Alkohol an de respektive Sanktiounen.

ad 4. Et sinn Analysen amgaangen, fir den eventuellen Asaz vu Bodycams kënne besser ze evaluéieren an eng méiglech Notzung am lëtzebuergesche legale Kader ëmzesetzen.

Question 4542 (24.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **supplément d'honoraire pour convenance personnelle :**

Dokteren an Zänndokteren däerfe fir verschidde Leeschtungen, déi iwwert d'Basisbehandlung erausginn, sougenannte „suppléments d'honoraires pour convenance personnelle" bzw. „Sonderhonorare für persönliche Ansprüche" verrechnen. Dës ginn net vun der CNS iwwerholl a musse vum Patient selwer gedroe ginn.

Wéi héich dës zousätzlech Käschten däerfe sinn, gouf net gesetzlech festgehalen. Konkreet heescht et op der Websäit vun der CNS dozou:

Es ist anzumerken, dass die Tarife für persönliche Ansprüche nicht festgelegt sind.

Die Ärzte und Zahnärzte sind jedoch gebeten, gegebenenfalls, die Sonderhonorare mit „Takt und Maß" zu verrechnen.

Fir e Supplement verrechnen ze kënnen, misst den Dokter de geltende Reegelen no säi Patient am Viraus iwwert déi zousätzlech Käschten informéieren an de Patient misst dësen zousätzleche Leeschtungen och am Virfeld zoustëmmen. Leider kënnt et um Terrain awer ëmmer nees zu Situatiounen, wou Supplementen op Rechnungen optauchen, déi net vum Dokter ugekënnegt goufen. Well vill Persounen hir Dokteschrechnungen einfach bezuelen, ouni ze iwwerpréiwen, ob Supplementen notéiert goufen, déi net ugekënnegt waren, fält déi falsch Facturatioun oft net op. Fir Persounen, déi op e Remboursement vun der CNS ugewise sinn, fir finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen, kann dat awer zu schlëmmen Iwwerraschunge féieren, wann eréischt nodréiglech festgestallt gëtt, dass d'Krankekeess net alles iwwerhëlt an si onerwaart op engem Deel vun de Käschte sëtzebleiwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung, Konsumenteschutz a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi oft a wéi gëtt kontrolléiert, ob d'Zänndokteren an d'Dokteren hir Rechnunge konform ausstellen a keng Supplemente fir Convenances personnelles berechnen, wann dës net am Virfeld mam Patient ofgeschwat gi sinn?

2. Falls en Dokter oder Zänndokter engem Patient op deem säi Wonsch hin e feste Rendez-vous gëtt an dësen Termin och anhält, kann e Supplement „CP1" berechent ginn.

- Däerf esou een CP-Supplement och verrechent ginn, wann e Rendez-vous iwwert en Onlineportal gemaach gëtt? Wéi gëtt de Patient dann iwwert déi zousätzlech Käschten informéiert?

- Wéi ass et, wann den Dokter dem Patient e feste Rendez-vous proposéiert, ouni dass de Patient explizitt gefrot huet?

- Wat geschitt am Fall, wou den Dokter de Rendez-vous net anhält? Ab wéi vill Minutte Retard ka kee Supplement méi gefrot ginn?

3. Plangt d'Regierung Plaffongen anzeféieren, wat d'Suppléments d'honoraires pour convenance personnelle ugeet, fir d'Verbraucher besser virun iwwerdeierten Tariffer ze schützen?

Réponse commune (07.07.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Applikatioun vun der „convenance personnelle" (CP) ass an der modifizéierter Konventioun vum 13. Dezember 1993 tëschent der Gesondheetskeess (CNS) an der Associatioun vun den Dokteren an Zänndokteren (AMMD) definéiert.

Den Artikel 48 vun där Konventioun gesäit vir, datt « [l]a mise en compte de suppléments d'honoraires pour convenance personnelle présuppose une information préalable en ce sens de la personne protégée. Le traitement en question ne peut être commencé que lorsque la personne protégée a donné son accord pour prendre le supplément d'honoraires à sa charge. »

Den Artikel 50 vun där Konventioun gesäit och vir, datt eng CP just mat „tact et mesure" dierf facturéiert ginn.

D'CPe mussen och op der selwechter Rechnung stoen (Mémoire d'honoraires) ewéi d'Leeschtungen, déi erbruecht gi sinn an dierfen net op enger separater Rechnung stoen. D'Kontroll vun der Konditioun, datt d'Persoun am Virfeld an adequat iwwert de CP informéiert gouf, kann net vun der CNS direkt kontrolléiert ginn, well d'CNS déi Info guer net huet, mee nëmme wann en Assuré dat bei der CNS mellt. Wann awer de Patient eng CP a Fro stellt, beispillsweis net virdrun informéiert gouf, muss d'Persoun déi Rechnung direkt beim Dokter oder Zänndokter contestéieren.

ad 2. D'CPe fir e Rendez-vous sinn an der uewe genannter Konventioun tëschent der CNS an der AMMD festgehalen.

Am Artikel 50 1. Alinea steet, datt: « Les indemnités pour non-respect de rendez-vous ne peuvent être mises en compte que si le médecin a préalablement averti la personne protégée sur l'obligation et les modalités qu'elle doit suivre en cas d'annulation du rendez-vous. Constitue une convenance personnelle de la personne protégée conférant au médecin le droit à la perception d'un supplément d'honoraires, facturé avec tact et mesure : 1) un rendez-vous fixé à la demande expresse de la personne protégée à un jour et une heure précis à condition que le rendez-vous ait été respecté par le médecin (code CP1 […]). »

D'Artikele vun der Konventioun si ganz kloer, wéini en Dokter dierf zousätzlech Käschte froen an d'Doktere sinn och gebieden, sech un dës Dispositiounen ze halen.

Bei engem „CP1" muss de Patient explizitt e Rendez-vous op engem bestëmmten Dag an ëm eng bestëmmten Auerzäit froen. An der Konventioun ass net preziséiert, ob dës Demande vum Assuré muss iwwer Telefon oder iwwer en Onlineportal sinn.

Falls awer en Dokter nëmmen op Rendez-vous schafft, oder selwer dem Assuré e Rendez-vous proposéiert, däerf laut den Dispositiounen an der Konventioun kee CP1 verrechent ginn.

An der Konventioun ass net explizitt virgesinn, ab wéi vill Minutte Retard den Dokter de „CP1" net méi ka verrechnen, esou datt et am Ermiesse vum Assuré läit, ob hien de CP1 kontestéiert oder net, wann den Dokter net déi genee Auerzäit respektéiert huet.

ad 3. D'Dispositioune vun de CPe sinn an der Konventioun CNS-AMMD definéiert. D'Verhandlung vun dëser Konventioun fält an d'Autonomie vun der CNS an der AMMD. Dobäi ass och ze preziséieren, datt de Verwaltungsrot vun der CNS eng Tripartite-Kompositioun huet.

D'CNS ka wuel de Remboursement fir all Akt iwwer hir Statuten definéieren, net awer e Plaffong fir de Präis, dee fir e CP applizéiert gëtt. D'Regierung kéint also nëmmen iwwer eng Gesetzespropositioun e Plaffong proposéieren, mee esou eng Propos géif d'Autonomie vun der CNS an de Prestataire, notamment fir eng Konventioun ze verhandelen, op direktem Wee a Fro stellen, wat och wäitreechend Follge géif mat sech bréngen.

Falls den Assuré de CP oder de Montant vum CP a Fro stellt, huet dësen d'Méiglechkeet, och schonn nodeems e bezuelt huet, e Recours bei der Commission de surveillance ze maachen. Eng vun de Kompetenze vun der Commission de surveillance ass eebe grad, fir falsch Berechnunge vun de CPen ze analyséieren. Den Artikel 47 3. Alinea vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« Tout litige au sujet d'un tarif en application des nomenclatures ou des conventions ou au sujet d'un dépassement des tarifs visés à l'article 66, alinéa 3 fait l'objet d'une décision du président du conseil d'administration ou de son délégué. Cette décision est notifiée à l'assuré et au prestataire de soins en cause. L'assuré ou le prestataire de soins peuvent porter le litige dans les quarante jours de la notification devant la Commission de surveillance prévue à l'article 72. »

Den Artikel 66 3. Alinea, gesäit vir:

« Toutefois, les conventions pour les médecins et pour les médecins-dentistes prévoient obligatoirement les modalités du dépassement, à charge des assurés, des tarifs fixés conformément à l'alinéa qui précède :

pour les convenances personnelles sollicitées par les personnes protégées en milieu hospitalier et ambulatoire ;

2) après devis préalable pour les prothèses et autres prestations dentaires dépassant l'utile et le nécessaire. »

De Patient huet also haut schonn d'Méiglechkeet dogéint virzegoen, falls en esou e CP fälschlecherweis verrechent krut.

Question 4545 (24.06.2021) de **Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant le **centre thérapeutique « Syrdall Schlass » :**

Le centre thérapeutique spécialisé dans la réhabilitation de personnes présentant une dépendance à des substances toxiques illégales, Syrdall Schlass à Manternach, offre des services spécialisés uniques au Luxembourg. Le Syrdall Schlass dépend du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettel-

bruck, mais suit un programme psychothérapeutique à part qui vise la resocialisation des personnes en thérapie, via notamment des projets de thérapie de groupe, d'éducation à la structuration de la vie quotidienne (cuisine collective et participative, nettoyage commun) et de pratiques favorisant l'apprentissage et la créativité (entretien d'animaux, jardinage, ateliers de menuiserie et d'expression artistique, etc.).

Selon des informations internes dont nous disposons, les capacités d'accueil de la structure seraient continuellement utilisées au maximum et des listes d'attente existeraient également. De même, nous avons été informés que la très grande majorité des personnes en thérapie au château du Syrdall sont très fortement précarisées. Il s'agirait d'une population fragilisée à plusieurs égards, par la toxicomanie mais aussi par le sans-abrisme. En règle générale, le parcours thérapeutique s'étale sur un an. Les avis professionnels dont nous disposons indiquent que plus longtemps les personnes restent en thérapie dans la structure, mieux ils s'en sortent.

Maintenant, toujours selon nos informations, des changements au niveau du modèle thérapeutique du Syrdall Schlass seraient promus par la direction du CHNP.

Ainsi, il serait prévu de réorienter l'offre thérapeutique. Le nouveau modèle prévoirait un séjour plus court, limité à trois à six mois maximum. De même, l'offre thérapeutique axée sur la resocialisation serait effacée au profit d'une thérapie davantage médicalisée.

Selon l'avis des professionnels travaillant dans la structure, cette réforme du modèle thérapeutique ne serait plus adaptée aux besoins d'une population fortement fragilisée, car certes touchée par la toxicomanie, mais aussi par des problématiques sociales les exposant à la précarité. L'on pourrait donc craindre que ce changement de modèle aura comme conséquence l'exclusion d'une « clientèle » fortement marginalisée et donc demandeuse de davantage d'encadrement et de services sociaux en plus de leur traitement médical.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que Madame la Ministre est au courant de ces changements annoncés par la direction du CHNP ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre se positionne-t-elle en faveur de ces changements ?

3) Dans l'affirmative à ma question précédente, comment Madame la Ministre justifie-t-elle un tel revirement du modèle thérapeutique ? Quels en sont les fondements scientifiques et les nouveaux objectifs visés ?

4) Madame la Ministre prévoit-elle de mettre en place de nouvelles structures thérapeutiques répondant aux besoins d'une population toxicomane fortement précarisée dont le nombre va croissant ?

Réponse (28.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Madame la Ministre est au courant des projets de réforme par le biais de son représentant au Conseil d'administration du CHNP.

ad 2) La Ministre a pris note des projets de changements et de réorientation de l'offre thérapeutique mis en avant par le Centre thérapeutique. Les services compétents du ministère et de la Direction de la santé sont en train d'analyser le contenu en détail, à la lumière des objectifs et priorités du Plan d'action national en matière de drogues et d'addictions associées 2020-2024.

ad 3) Afin de pouvoir offrir le meilleur traitement possible, le Centre thérapeutique spécialisé dans la réhabilitation de personnes présentant une dépendance à des substances toxiques illégales vérifie en permanence si l'offre des différents domaines de compétence correspond aux nouvelles connaissances scientifiques en matière de prise en charge thérapeutique. Le Centre s'assure aussi que la démarche du personnel de soin correspond à une philosophie thérapeutique horizontale axée sur les compétences et que cette démarche est concrétisée de manière tangible dans les faits.

Selon les informations dont dispose le ministère, la Direction du CHNP, dont dépend le Centre thérapeutique, a constaté que, face aux pratiques déployées dans les centres similaires reconnus au niveau international dans d'autres pays et eu égard à la littérature scientifique, il existe un besoin d'optimisations au sein du Centre dans plusieurs domaines, à savoir les diagnostics qui devraient être étendus et complétés, avec, entre autres, un accent accru sur les comorbidités communes telles que les troubles du déficit de l'attention (TDAH), certains psychotraumatismes, etc. L'offre thérapeutique devrait également être adaptée de manière plus spécifique par rapport aux différents troubles (par exemple par l'organisation de groupes structurés spécifiques aux troubles et de mise en place de thérapies cognitivo-comportementales).

Le style actuel, plutôt « éducatif », des professionnels devrait, selon le Centre, également être progressivement transformé vers une attitude davantage thérapeutique et individualisée en fonction des profils et besoins des patients qui devraient être en mesure de façonner sensiblement leur propre thérapie.

Le Centre s'appuie sur l'expérience internationale de la thérapie de la dépendance développée par d'autres centres reconnus selon lesquels, en règle générale, une thérapie de plus de six mois n'est proposée que dans de rares cas. L'objectif est de réintégrer le plus rapidement possible le patient dans son milieu de vie normal afin d'éviter la dépendance à l'égard de l'institution et le découplage de la société. L'expérience a montré que le traitement stationnaire peut être raccourci s'il existe une offre ambulatoire suffisamment complète comme par exemple l'offre de séances de rappel, de prise en charge de jour intensive, de polyclinique, etc. Des ouvrages publiés dans la littérature médicale (AWMF, Directives de Nice) plaident en faveur des propositions thérapeutiques en question.

ad 4) Quant à la question de savoir s'il était prévu de créer d'éventuelles structures thérapeutiques complémentaires, en effet, le Plan d'action national en matière de drogues et d'addictions associées 2020-2024 prévoit entre autres la création d'un nouveau centre thérapeutique résidentiel pour jeunes usagers de drogues souffrant de problèmes d'addiction.

Question 4547 (05.07.2021) de **Mme Francine Closener** et **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **Long Covid :**

En août 2020, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé à la reconnaissance des patients « Covid persistants » ou « Long Covid ».

L'OMS a demandé aux pays de mener des études pour mieux comprendre les séquelles dont continuent à souffrir les personnes plus ou moins longtemps après leur « guérison » officielle du Covid-19. Parmi les symptômes « Long Covid » cités le plus fréquemment figurent notamment la fatigue majeure, les troubles de la concentration et de mémoire, la dyspnée, la toux et les douleurs thoraciques, les troubles de l'odorat et du goût, les douleurs musculaires, tendineuses ou articulaires ainsi que les douleurs abdominales, les nausées, la diarrhée, la baisse ou perte d'appétit.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Madame la Ministre de la Santé la question suivante :

- Madame la Ministre peut-elle nous dire si le Luxembourg a entamé des travaux pour élaborer un concept de prise en charge intégrée des personnes concernées ? Dans l'affirmative, quels sont les éléments-clefs de ce concept ? Dans quels délais peut-on s'attendre à la mise en œuvre d'un tel concept et des différentes mesures prévues ?

Réponse (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

À la demande du Ministère de la Santé, le Rehazenter Luxembourg (CNRFR), le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) et le Domaine thermal Mondorf (MDT) ont élaboré, en collaboration avec tous les acteurs de santé luxembourgeois, un concept pour un réseau de prise en charge pluridisciplinaire du « Long Covid », approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 2 juillet 2021 et mis en œuvre à partir du 1er août 2021. Les patients souffrant d'un problème de santé mentale lié au « Long Covid » pourront bénéficier d'une prise en charge par le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP).

Après une orientation du patient vers la consultation « Long Covid » par le biais du médecin généraliste, une prise en charge pluridisciplinaire couvrant la phase aigüe est assurée par le service national des maladies infectieuses du CHL, suivie le cas échéant d'une phase de rééducation garantie par les spécialistes du CNRFR respectivement de MDT.

En collaboration avec le Luxembourg Institute of Health, un suivi scientifique des patients a été mis en place notamment afin d'évaluer en continu les besoins réels des patients pour assurer une prise en charge adéquate des « Long Covid ».

Question 4549 (25.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **rupture de stock du cannabis médical :**

Säit Mäerz 2021 gëtt et fir blo, giel a rout markéierte medezinnesche Cannabis eng national Rupture de stock.

Vill Leit si gezwongen, hiert Cannabis-Traitement ze ënnerbriechen an nees op klassesch Schmäerzmëttel (mat all de bekannten Niewewierkungen) ëmzesteigen oder hunn sech missen um Schwaarzmaart ëmkucken, wou et keng Garantie gëtt, ob den ugebuedene Produit net mat ongesonden Zousätz gestreckt gouf. Esou huet déi aktuell Rupture de stock een direkten Afloss op d'Gesondheet vun de betraffene Patienten.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1.1. Wat hätt kënne gemaach ginn, fir sou eng Situatioun ze vermeiden?

1.2. Plangt d'Regierung, an Zukunft méi Kontrakter mat zousätzleche Fournisseuren ze ënnerzeechnen, fir esou Rupturen an Zukunft besser ze vermeiden?

2.1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4282 huet d'Ministesch erkläert, dass:

„Fir e Liwwerenkpass ze verhënneren, gouf Enn 2020 eng nei Ausschreiwung publizéiert, fir nei Liwweranten ze fannen. Ënnert den agetraffenen Offere waren der e puer net zoulässeg a vun deenen zoulässegen Offeren huet keng mat de Krittäre vum Cahier des charges iwwerteneegestëmmt. Doropshi gouf eng nei Offer ausgeschriwwen, déi zur Zäit awer nach ausgewäert gëtt. D'Méiglechkeet, fir Produiten ausserhalb vun den Ausschreiwungen ze bestellen, sinn a Bezuch op de Budget an d'Disponibilitéit begrenzt."

Wéi vill Offere waren der Regierung am Kader vun dëser Ausschreiwung gemaach ginn?

2.2. A wéi enge Punkten hunn déi zoulässeg Offeren net mat de Krittäre vum Cahier des charges iwwerteneegestëmmt?

3. D'Ministesch huet och 2020 erkläert, dass eng nei Offer ausgeschriwwe gouf.

Wéini gëtt dës Ausschreiwung clôturéiert, falls se et nach net ass?

Wéi vill Offere si bis elo am Kader vun dëser Ausschreiwung agaangen?

4. Kann de Gesondheetsministère een Zäitkader ginn, an deem dës nei Ausschreiwung clôturéiert an een neie Fournisseur engagéiert ka ginn?

Réponse (28.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1.1. Virop ass ze ënnersträichen, datt de medezinnesche Cannabis e „stupéfiant" ass, wat bedeit, datt d'Importatioun strenge Reegelen ënnerläit an doduerch oft méi laang Delaien a souguer Retarde bei de Bestellungen optriede kënnen. Fir Situatioune vu Penurien ze vermeiden, war am Cahier des charges vum éischte Prestataire eng Dispositioun virgesi ginn, datt am Fall vun enger Rupture de stock et och méiglech ass, un aner Fournisseuren erunzetrieden. Dëst ass och geschitt, mee och dës Fournisseuren hunn eis just mat limitéierte Stocke kënne beliwweren, déi d'Besoinen net all ofdecken.

ad 1.2. D'Bestellung vum medezinnesche Cannabis gëtt via eng europäesch Ausschreiwung gemaach. Den ausgewielte Prestataire däerf just ee vun deene Prestataire sinn, déi och un der Ausschreiwung deelgeholl hunn. Den aktuelle Cahier des charges gesäit allerdéngs fir, dass wann eng Rupture de stock observéiert gëtt, de Ministère och bei aner Fournisseure ka goen, fir de medezinnesche Cannabis ze bestellen. Dëst ass wéi gesot och geschitt an déi disponibel Stocke wäerten an deenen nächsten Deeg och un d'Spidolsapdikte kënne geliwwert ginn. Mee wéi schonn erwäänt, erlaben dës Stocken et net, d'Besoinen alleguerten ofzedecken. D'Besoine wäerten eréischt kënnen integral ofgedeckt ginn, wa viraussiichtlech Enn September d'Liwwerunge vun der Ausschreiwung, fir déi dës Woch de Marché gemaach ginn ass, ukomme wäerten.

ad 2.1. D'Ausschreiwung, déi Enn 2020 publizéiert gouf, war an dräi Loten agedeelt:

- Lot 1 (fournitures de sommités fleuries séchées): dofir sinn dräi Offeren erakomm, wouvunner der zwou net zoulässeg waren;

- Lot 2 (fourniture d'extraits huileux): dofir sinn dräi Offeren erakomm, wouvunner der zwou net zoulässeg waren;

- Lot 3 (distribution aux lieux précisés par l'adjudicataire): dofir ass keng Offer erakomm.

ad 2.2. D'Conditions de participation technique, wéi se am Cahier des charges definéiert goufen, sinn zum Deel net erfëllt gewiescht a verschidden Dokumenter, déi laut dem Cahier des charges exigéiert waren, waren net un der Offer ugehaangen.

ad 3. Eng nei Ausschreiwung gouf den 28. Abrëll 2021 publizéiert. Et war eng „procédure européenne ouverte accélérée". Den Datum vun der Remise war den 12. Mee 2021. Et ass eng eenzeg Offer erakomm. No der Analys vun dëser Offer gouf parallell de respektive Budget beim Finanzministère ugefrot.

ad 4. D'Attributioun vum Marché ass dës Woch gemaach ginn. Vu datt just eng Offer erakomm ass, brauch ee keen Délai de recours ofzewaarden an d'Bestellunge kënnen direkt gemaach ginn.

Le saviez-vous ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député au Gouvernement pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.

Question 4550 (25.06.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **statistiques de la criminalité liée aux drogues :**

La criminalité liée aux drogues fait actuellement l'objet de débats controversés. Or, en l'absence de statistiques objectives, un débat raisonnable et raisonné n'est pas possible. Selon nos informations, la police aurait reçu la consigne de procéder à plus d'interpellations pour des faits liés au trafic ou à la consommation de drogues. Cette approche risque toutefois de « gonfler » les statistiques. Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des statistiques exhaustives et détaillées sur les interpellations liées au trafic de stupéfiants par année depuis 2016 ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous donner des informations sur les ressources humaines employées par la police dans la lutte contre la criminalité liée aux drogues par année depuis 2016 ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir de plus amples informations sur l'approche de la Police grand-ducale pour combattre le trafic de drogues ?

4) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que la police a reçu la consigne de multiplier les interpellations ?

5) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il s'agit là d'une politique efficace pour lutter contre le trafic de stupéfiants ?

6) Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la police devrait se concentrer sur un travail d'enquête plus sérieux qui permettrait de remonter aux sources du trafic de drogues puisqu'une une grande partie des interpellations ne constatent que des petits délits ?

7) Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la multiplication des interpellations pour des faits mineurs suscite un débat public faussé et qui manque de sérénité ?

Réponse (21.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) La police ne relève pas de statistiques concernant des faits qualifiés par l'honorable Députée d'interpellations liées au trafic de stupéfiants. La police dispose cependant de statistiques détaillées des constatations effectuées en la matière. Il s'agit en l'occurrence des chiffres officiellement relevés de manière automatisée et publiés par la Police grand-ducale dans ce contexte :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Tout agent et officier de police judiciaire (APJ et OPJ) de la Police grand-ducale est habilité à œuvrer dans la lutte contre la criminalité liée aux drogues telle que prévue par la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie. Tout policier est en outre légalement tenu, dans l'exercice de ses missions de police judiciaire, de rechercher les crimes, les délits et les contraventions, de les constater, d'en rassembler les preuves, d'en donner connaissance aux autorités judiciaires, de rechercher, saisir, interpeller et mettre à la disposition de l'autorité judiciaire les auteurs, dans les formes déterminées par la loi, tel que spécifié à l'article 18 de la loi de 2018 relative à la Police grand-ducale.

Ce sont prioritairement, mais pas exclusivement, tous les policiers en uniforme affectés aux commissariats ainsi que certains agents travaillant en civil dans la section « stupéfiants » du Service de police judiciaire qui besognent dans la lutte précitée, sans pour autant pouvoir déterminer individuellement la quote-part de leur travail dédiée à cette tâche.

ad 3) Quant à l'approche générale de la Police grand-ducale pour combattre la criminalité liée aux stupéfiants, elle s'articule autour de trois axes :

- prévention : au niveau des cours dispensés dans les établissements scolaires resp. grâce aux collaborations avec des associations œuvrant dans ce domaine (établissement de grilles d'intervention pour des maisons de jeunes avec Impuls, etc.) ;

- présence visible et contrôles : missions effectuées majoritairement par les personnels policiers en uniforme, soit lors de patrouilles mobiles, soit lors de contrôles de véhicules, ayant à la fois un aspect préventif et répressif en cas de constatation effective d'une infraction dans le cadre de la lutte contre la toxicomanie. Ces infractions sont constatées souvent sous forme de flagrant délit, soit lors de contrôles inopinés, soit lors d'actions ciblées planifiées ayant pour finalité des contrôles d'une certaine envergure (café, train, etc.) ;

- enquêtes approfondies de longue haleine : ces missions répressives sont essentiellement effectuées par les enquêteurs du Service de police judiciaire et durent plusieurs mois, voire années, et visent surtout des revendeurs plus « importants » dans la chaîne de distribution des substances illicites. Cet axe est très efficace en cas de milieu « fermé » avec des ramifications géographiques importantes au Grand-Duché, mais l'est très peu en cas de milieu quasi-ouvert avec des revendeurs au niveau du socle de la pyramide et quasiment pas d'autres imbrications importantes au Grand-Duché à part la vente, tel que c'est le cas au niveau du quartier de la Gare.

ad 4) Tout policier a statutairement, déontologiquement et légalement entre autres l'obligation, dans l'exercice de sa fonction primaire, de rechercher les infractions, de les constater et de rechercher, saisir, interpeller et mettre à la disposition de l'autorité judiciaire les auteurs. Une consigne de multiplier les interpellations, qui ne peuvent être opérées que dans un cadre légal précis, ne m'a pas été donnée.

Toutefois, dans le cadre de la situation sécuritaire générale dans les quartiers de la Gare et de Bonnevoie (souvent discutée), la police a renforcé sa présence sur le terrain. Il importe néanmoins de souligner encore une fois que la police ne peut pas résoudre le problème à elle seule.

ad 5) Sans objet vu la réponse sub 4)

ad 6) Sans objet vu la réponse sub 4). Toutefois, tel que stipulé sous ad 3), le travail d'enquête constitue un des trois axes de l'approche policière dans la lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants.

ad 7) Sans objet vu la réponse sub 4)

Question 4552 (25.06.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **personnes en séjour irrégulier :**

Récemment, plusieurs organisations de la société civile ont communiqué sur le cas d'une personne en séjour irrégulier qui a saisi la police pour se défendre contre un employeur violent et exploiteur. Cette personne aurait été victime d'attouchements, de harcèlement sexuel ainsi que de violence verbale et physique.

Après environ cinq heures d'entretien avec la police et après que la Direction de l'immigration a été informée, son passeport lui aurait été confisqué et un ordre de quitter le territoire endéans 30 jours lui aurait été transmis. Selon les organisations qui ont relaté les faits, elle devra se présenter à la Direction de l'immigration début juillet pour organiser son retour volontaire.

Si ces faits sont confirmés, j'en déduis que les personnes en situation irrégulière au Luxembourg n'ont pas accès à la justice sans devoir craindre des conséquences liées à leur statut de résidence. Il me semble évident que dans ces circonstances, la plupart des personnes confrontées à une telle situation éviteront de contacter les autorités, ce qui confère une certaine impunité à leurs agresseurs.

Dans ce contexte, je rends attentif à un communiqué de presse publié le 24 juin 2021 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. Dans cette communication, l'agence recommande notamment aux États membres de délivrer des titres de séjour temporaires à des personnes en situation irrégulière qui sont victimes de formes graves d'exploitation. Selon l'agence, un tiers des États membres n'auraient pas eu recours à cette pratique durant les dernières années.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration :

1) Est-ce que la législation luxembourgeoise prévoit la possibilité de délivrer des titres de séjour temporaires à des personnes en situation irrégulière qui sont victimes de formes graves d'exploitation ?

2) Dans l'affirmative de la première question, combien de titres de séjour temporaires ont été délivrés sous ces conditions durant les cinq dernières années ? Dans la négative, ne jugez-vous pas nécessaire d'introduire une telle pratique ?

J'aimerais également poser la question suivante à Madame la Ministre de la Justice :

3) Ne jugez-vous pas nécessaire de garantir aux migrants en situation irrégulière le plein accès à la justice sans que ces personnes ne soient exposées à des poursuites liées à leur statut de résidence ?

Réponse commune (12.07.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) + 2) L'article 98 bis de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration prévoit la possibilité de délivrer un titre de séjour aux ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier lorsqu'ils sont victimes d'une infraction de l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier commise dans les circonstances aggravantes prévues par l'article L.572-5, paragraphe 1, points 3 et 5 du Code du travail, à savoir en cas de conditions de travail particulièrement abusives ou en cas d'emploi illégal d'un mineur ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier.

Cette disposition a été insérée dans le dispositif législatif national en 2012, dans le cadre de la transposition de la directive dite « sanctions employeurs » (directive 2009/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 prévoyant des normes minimales concernant les sanctions et les mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier).

Depuis 2012, aucune demande de titre de séjour en application de l'article 98 bis n'a été introduite.

ad 3) Chaque personne a plein accès à la justice pour y déposer plainte.

L'article 9-2 du Code de procédure pénale prévoit ainsi que la police judiciaire informe toute victime, dans une langue que cette personne comprend, sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatée, de son droit de porter plainte et de son droit de recevoir gratuitement une copie de la plainte, de son droit de demander réparation du préjudice subi, ainsi que de la possibilité d'être aidée ou assistée gratuitement par les services d'aide aux victimes.

Toute victime a également droit au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite d'un avocat si elle remplit les conditions légales afférentes.

Les règles en matière d'entrée et de séjour des étrangers sont également applicables. La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration prévoit la possibilité de suspendre une décision de retour prise à l'encontre d'une personne en séjour irrégulier, voire d'accorder un titre de séjour, notamment au cas où il s'agit d'une victime de la traite des êtres humains (articles 92-98) ou d'une victime d'une infraction de l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier commise dans les circonstances aggravantes (article 98 bis).

Question 4553 (25.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**installation des drapeaux lors de la Fête nationale :**

Op Nationalfeierdag hänken d'Lëtzebuerger an och déi staatlech Verwaltungen traditionell de Lëtzebuerger Fändel eraus. Vill Gemenge ruffen all Joer d'Vollek dozou op, fir de Fändel erauszehänken. Dëst Joer ass awer opgefall, dass esou wéineg Fändelen ze gesi ware wéi wuel zënter dem 2. Weltkrich net méi. Besonnesch opgefall ass och, dass staatlech Verwaltungen, ëffentlech Ariichtungen, Lycéeën, Schoulen asw. kee Fändel méi erausgehaangen hunn.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Staatsminister:

1. Gëtt et Uweisunge säitens der Regierung, fir op Nationalfeierdag de Fändel erauszehänken?

2. Kann d'Regierung erklären, firwat dat op ville Plazen net méi gemaach gëtt?

3. Wéi eng Méiglechkeete gesäit d'Regierung, fir dës Traditioun an den nächste Joren erëm méi staark ze fërderen?

Réponse (19.07.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Sou Uweisunge ginn et keng.

D'Fändele goufen dëst Joer d'selwecht wéi déi Jore virdrun un de staatleche Gebaier an der Stad, déi déi néideg Virriichtung hunn, ubruecht.

En Deel vun de Fändele gëtt vun enger externer Firma am Optrag vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten opgehaangen an een aneren Deel vun den eegene Mataarbechter.

Fir d'Fändele bei de Lycéeë sinn déi jeeweileg Direktioune selwer zoustänneg.

D'Fändele virun der Chamber gi vun der Gemeng Lëtzebuerg opgezunn an de Fändel un der „Maison Wiltheim" vun der Chamber selwer.

Et gëtt och keng Uweisungen un d'Gemengen, déi selwer decidéieren, ob si Fändele wëllen op hire Gebaier aushänken oder net. D'Gebaier vun der Grondschoul falen och ënnert d'Responsabilitéit vun der zoustänneger Gemeng.

ad 2. + 3. D'Regierung huet keng Elementer, déi beleeë géifen, dass déi Traditioun manner Uklang géif fannen, ewéi den honorabelen Deputéierten et beschreift.

Question 4555 (25.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **participation à la construction d'une île éolienne :**

D'Regierung plangt, an een dänesche Wandpark um Mier ze investéieren. Laut rtl.lu vum 24. Juni 2021 huet den Här Minister Turmes behaapt, dass zéng Millioune Stéit mam Stroum aus deem Wandpark solle versuergt ginn. Weider huet hie behaapt, dass vun 2027 un eng Insel, sou grouss wéi 60 Futtballfelder, mat iwwer 200 Wandkraaftwierker entstoe soll. Schliisslech ënnersträicht den Här Minister am selwechten Artikel: „De Wandpark soll kënnen 10.000 bis 12.000 Megawatt Stroum produzéieren. Dat heescht, annerhallwe bis zwee Cattenomen."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Energieminister :

1. Wéi vill MWh Stroum verbraucht ee Stot am Duerchschnëtt pro Joer zu Lëtzebuerg an an Europa?

2. Wéi vill MWh Stroum sollen an dësem neie Wandpark an Dänemark pro Joer produzéiert ginn?

3. Wéi vill MWh Stroum huet d'Atomkraaftwierk zu Kättenuewen an de leschte Jore pro Joer produzéiert?

4. Wann d'Rechnung vum Här Minister stëmmt, da ginn hei all Rekorder ëm Längte gebrach, wann ee Wandrad dann tatsächlech géif 12.000 : 200 = 60 MW liwweren. Aktuell liwweren déi gréisst Wandkraaftwierker nämlech däitlech manner, maximal 10 MW. Wéi vill MW wäert dann een eenzelt Wandkraaftwierk vun deem neie Wandpark liwweren?

Réponse (06.07.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Zu Lëtzebuerg louch 2019 den duerchschnëttleche Joresstroumverbrauch pro Stot bei ongeféier 3,9 MWh (Statec). An der Europäescher Unioun kann ee laut Eurostat vun engem duerchschnëttleche Verbrauch vun 3,1 MWh pro Stot a Joer ausgoen.

ad 2. De Projet vun der dänescher Regierung befënnt sech nach an der Entwécklung, wéi et och an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 4504 nozeliesen ass. Laut eisen Informatiounen ass et geplangt, an enger éischter Phas dräi Wandparke vu jee 1 GW, also eng Kapazitéit vun 3 GW opzeriichten. Éischten Etüde vun der dänescher Energieagence (Energistyrelsen) no kann ee vun enger Stroumproduktioun an der Gréisstenuerdnung vu ronn 13.000.000 MWh pro Joer ausgoen. An enger spéiderer Phas, soll eng Gesamtkapazitéit vun 10 GW erreecht ginn, wat enger Stroumproduktioun vu schätzungsweis 47.000.000 MWh pro Joer entsprécht.

ad 3. D'Atomkraaftwierk zu Kättenuewen huet eng elektresch Gesamtkapazitéit vu 5,2 GW. Am Joer 2020 huet d'Atomkraaftwierk laut EDF 31.200. 000 MWh Stroum produzéiert. Et kann een also soen, dass de geplangte Wandpark an Dänemark ronn 1,5-mol sou vill Stroum wéi d'Atomkraaftwierk zu Kättenuewe wäert kënne produzéieren.

ad 4. Déi 200 Wandkraaftanlage bezéie sech op déi éischt Phas vum Projet vun 3 GW. An enger weiderer Phas kéinte bis zu 600 Wandkraaftanlagen installéiert ginn. Laut Informatioune vun der dänescher Energieagence soll d'Kapazitéit pro Wandkraaftanlag bei 15 MW leien.

Question 4556 (25.06.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **rupture de stock du cannabis médical :**

D'Madamm Minister huet rezent matgedeelt, datt et momentan Enkpäss beim medezinnesche Cannabis ginn. D'Stocke sinn opgebraucht an och eng Ausschreiwung Enn 2020 huet et net erlaabt, Fournisseuren ze fannen, déi de Krittäre vum Cahier des charges entspriechen.

Dëst huet als Konsequenz, datt vill Patienten elo rëm mussen op schwéier Medikamenter ëmklammen, fir hir Leiden ze therapéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Wéi vill Fournisseure goufen ab Enn 2020 ugeschriwwen?

2. A wéi enge Punkten hunn d'Offeren net mat de Krittäre vum Cahier des charges iwwerteneegestëmmt?

3. Wéi vill Offere sinn zanterhier ugefrot ginn a wéi vill vun deene Fournisseuren hunn hir Offer ofginn?

4. Si scho verschidden Offeren erakomm? Wa jo, wéini?

5. Wéi laang brauch de Gesondheetsministère, fir déi aktuell Offeren auszewäerten?

Kéier Offeren dobäi, déi mat de Krittäre vum Cahier des charges iwwereneestëmmen?

7. Ass ofzegesinn, wéini d'Penurie op een Enn kënnt a wéini déi nächst Liwwerung ukënnt?

8. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir elo kuerzfristeg de concernéierte Patienten ze hëllefen a fir an Zukunft esou Situatiounen ze vermeiden?

Réponse (28.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Enn 2020 gouf eng nei Ausschreiwung publizéiert, fir nei Liwwerante vu medezinneschem Cannabis ze fannen. Ënnert den Offeren, déi de Gesondheetsministère zougestallt krut, waren der e puer net zoulässeg a vun deenen zoulässegen Offeren huet keng mat de Krittäre vum Cahier des charges iwwerteneegestëmmt. Doropshi gouf eng nei Offer ausgeschriwwen.

Am Kader vun enger Procédure ouverte européenne gi keng Fournisseuren direkt ugeschriwwen. Et gëtt en Appel d'offre (iwwert e Cahier des charges) publizéiert, op deen sech d'Fournisseuren da melle kënnen.

ad 2. D'Conditions de participation technique, wéi se am Cahier des charges definéiert goufen, sinn zum Deel net erfëllt gewiescht a verschidden Dokumenter, déi laut dem Cahier des charges exigéiert waren, waren net mat un der Offer ugehaangen.

ad 3. Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 1 erkläert, ginn am Kader vun enger Procédure ouverte européenne keng Fournisseuren direkt ugeschriwwen. Et gëtt en Appel d'offre (via e Cahier des charges) publizéiert, op deen sech d'Fournisseure melle kënnen. Bei der Ausschreiwung, déi den 28. Abrëll publizéiert gouf, huet een eenzege Fournisseur eng Offer ofginn.

ad 4. Eng nei Ausschreiwung gouf den 28. Abrëll 2021 publizéiert. Et war eng „procédure européenne ouverte accélérée". Den Datum vun der Remise vun den Offere war den 12. Mee 2021. Et ass eng eenzeg Offer erakomm. No der Analys vun dëser Offer gouf parallell den néidege Budget beim Finanzministère ugefrot.

ad 5. D'Attributioun vum Marché ass dës Woch gemaach ginn. Vu datt just eng Offer erakomm ass, brauch ee keen Délai de recours ofzewaarden an d'Bestellungen kënnen direkt gemaach ginn.

ad 6. Mir verweisen op d'Äntwert vun der Fro 4.

ad 7. Déi éischt Liwwerunge vum Marché, deen dës Woch attribuéiert gouf, misste viraussiichtlech Enn September ukommen.

ad 8. D'Commande vum medezinneschem Cannabis gëtt via eng europäesch Ausschreiwung gemaach. De Prestataire, deen zeréckbehale gëtt, däerf just ee vun deene Prestatairë sinn, déi och un der Ausschreiwung deelgeholl hunn. Den aktuelle Cahier des charges gesäit allerdéngs vir, dass wann et zu enger Rupture de stock kënnt, de Ministère sech och un aner Fournisseure wende kann, fir medezinnesche Cannabis ze bestellen. Dëst ass och geschitt, soudatt zousätzlech Stocken an deenen nächsten Deeg och un d'Spidolsapdikte wäerte geliwwert kënne ginn. Allerdéngs erlaben dës Stocken et net, d'Besoinen alleguerten u medezinneschem Cannabis ofzedecken. D'Besoine wäerten eréischt kënnen integral ofgedeckt ginn, wann, viraussiichtlech Enn September, déi nächst Liwwerungen ukomme wäerten.

Schlussendlech kann een nach erwänen, datt mat dësem neie Marché, deen elo attribuéiert gouf, et och fir déi éischt Kéier méiglech wäert sinn, konforme Cannabisueleg ze sécheren. Dësen Ueleg stellt virun allem eng Plus-value duer, well dëse méi einfach an der Therapie agesat ka ginn an dofir och vill méi einfach ze handhaben ass.

Question 4560 (25.06.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**interview du Ministre des Affaires étrangères et européennes :**

E ganz rezente Virfall verlaangt dréngend eng Opklärung, well d'Glafwierdegkeet vun RTL a vun der Regierung hirer Kommunikatioun an hirem Handelen a Fro stoe kéint. Den 22. Juni 2021 war de Lëtzebuerger Bausseminister nämlech op RTL Télé Lëtzebuerg zu Gaascht am Journal. Hei huet hien, ënner anerem, op dat neit ungaresch Gesetz reagéiert, dat am ungaresche Parlament mat enger Zweedrëttelmajoritéit ugeholl gouf. Dëst Gesetz gesäit vir, datt d'Opklärungsaarbecht iwwer sexuell Orientéierung eleng den Eltere virbehale bleift, bis d'Kand 18 Joer al ass.

An deem Kontext huet d'Moderatorin vum RTL Journal d'rezent Affär mat der Münchener Allianz Arena ugeschwat. D'Stad München wollt dës de selwechten Owend fir de Fussball-EM-Match Däitschland-Ungarn an de Reeboufaarwe liichte loossen. D'UEFA huet sech awer dogéint entscheet, mat der Begrënnung, datt Politik a Sport net solle vermëscht ginn. Dofir wéilte si dee politesche Statement mat der Beliichtung an de Reeboufaarwen net ënnerstëtzen, heescht et vun hirer Säit.

De Lëtzebuerger Bausseminister ass der Meenung, datt d'UEFA dat hätt sollen erlaben an huet dëst, op Nofro vun der Moderatorin, follgendermoossen ausgedréckt:

„Jo, d'UEFA ass héchstwarscheinlech e Veräin vun alen, wäisse Männer, dat sinn déi nämmlecht, déi fir de Brexit gestëmmt hunn an déi fir den Här Trump gestëmmt hunn ..."

D'Emissioun vum RTL Journal ass de besoten Dag esou a senger Vollstännegkeet ausgestraalt ginn. Wann een d'Emissioun elo um Internetsite vun RTL am Replay oprifft, ass deen Deel vum Interview, wou de Bausseminister op déi lescht Fro vun der Moderatorin äntwert a sech dobäi, wéi uewen zitéiert, äussert, einfach aus dem Interview erausgeschnidde ginn, souwéi wann d'Fro ni gestallt gi wier an den Här Bausseminister och net mat deene Wierder geäntwert hätt.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung hei intervenéiert, fir datt dësen Deel aus dem Interview bei RTL soll erausgeschnidde ginn? Wa jo, firwat a mat wat fir engem Recht?

2. Wéi beurteelt d'Regierung dem Här Bausseminister seng Wuertwiel hei?

3. Ass d'Regierung solidaresch mat den Aussoe vum Lëtzebuerger Bausseminister? Consideréiert d'Regierung d'UEFA och als „Veräin vun alen, wäisse Männer", wat fir eng déi nämmlecht sinn ewéi déi, „déi fir de Brexit gestëmmt hunn an déi fir den Här Trump gestëmmt hunn"?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi uewen zitéiert Ausso vum Här Bausseminister diskriminéierend a rassistesch ass - diskriminéierend géintiwwer eelere Matmënschen, diskriminéierend géintiwwer Männer a rassistesch géintiwwer Matmënsche mat wäisser Hautfaarf? Wann nee, firwat net? Wa jo, wéi kann d'Lëtzebuerger Regierung dës Wierder vum Här Bausseminister akzeptéieren a misst dës Äusserung net awer Konsequenze fir den Här Bausseminister hunn?

5. Ass d'Regierung der Meenung, datt et opportun ass, datt e Regierungsmember d'Leit, déi fir de Brexit gestëmmt hunn an och d'Leit, déi fir den Här Trump gestëmmt hunn, an dësem Kontext erwäänt an domat eng Stigmatiséierung vun Associatiounen an eng Vermëschung vun ënnerschiddleche Sujete provozéiert?

6. Ass d'Regierung der Meenung, datt et opportun ass, wann e Regierungsmember déi genannte Leit kritiséiert a stigmatiséiert fir hir politesch Ausriichtung a Meenung, déi si, no hirem Recht, an enger demokratescher Ofstëmmung a Presidentschaftswal zum Ausdrock bruecht hunn? Beurteelt d'Regierung dës Haltung vum Lëtzebuerger Bausseminister als demokratesch? Wa jo, mat wat fir enger Begrënnung?

Réponse commune (13.07.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Nee.

ad 2. - 6. D'Grondwäerter vun der Europäescher Unioun sinn am Artikel 2 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun festgehalen: « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'état de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. »

D'Lëtzebuerger Regierung steet ouni Ofstrécher zu deene Wäerter a setzt sech fir hir Verdeedegung an, ganz onofhängeg dovun, ob si duerch eng Organisatioun oder eng aner Regierung ënner Drock geroden.

Dem Aussen- an Europaminister seng Aussoen an deem ugeschwaten Interview sinn Ausdrock vun dëser Positioun.

Question 4563 (28.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **compétences du Contrôle médical de la sécurité sociale :**

A leschter Zäit heefen sech d'Reklamatioune vu Patienten, déi net zefridde mam Contrôle médical vun der Sécurité sociale sinn. Vill Patiente wëssen och net, wat fir Decisioune bindend sinn: déi vum Dokter vum Contrôle médical oder déi vun hirem Aarbechtsdokter, well et kënnt effektiv zu Fäll, wou sech déi betreffend Attributioune kräizen an sech déi entspriechend Decisioune widderspriechen.

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Sozialminister, den Här Aarbechtsminister an un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Kann d'Regierung preziséieren, wat fir eng Entscheedung bindend ass, wann et zu Kontradiktiounen an den Evaluatioune vu Contrôle médical a Médecine du travail kënnt, wann also beispillsweis ee Patient vu sengem Aarbechtsdokter als „inapte au travail", mee vum Dokter vum Contrôle médical als „apte au travail" erkläert gëtt?

2. Um Site vum Sozialministère ass am Hibléck op d'Attributioune vum Contrôle médical ze liesen: « Les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale à caractère médical et à portée individuelle s'imposent aux institutions concernées. Toutefois, si l'avis du Contrôle médical de la sécurité sociale a été contredit par expertise médicale devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale, l'institution concernée juge elle-même de l'opportunité de l'appel. » Wat fir eng Institutioun jugéiert iwwer d'„opportunité de l'appel": de Conseil arbitral oder de Contrôle médical?

3. Fir de Fall, wou de Contrôle médical dës Attributioun huet: Wou läit den Zweck vun enger medezinnescher Expertis, déi vum Conseil arbitral validéiert gëtt?

Réponse commune (28.07.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Grondsätzlech decken d'Decisioune vum medezinnesche Kontrolldéngscht vun der sozialer Sécherheet (Contrôle médical de la sécurité sociale - CMSS) an déi vun der Aarbechtsmedezinn zwou verschidde Saachen of, déi an déi jeeweileg Kompetenze falen: de CMSS analyséiert, ob eng Persoun medezinnesch „kapabel" ass oder net, an den Aarbechtsdokter, ob d'Persoun „apte" ass, fir säi beruffleche Posten oder net. Et ass also net esou, datt déi selwecht Fro vun zwou verschiddenen Instanzen analyséiert a beäntwert gëtt, mee et sinn zwou verschidde Froen, déi jeeweils an de Kompetenzberäich vun de jeeweilegen Organisme falen.

Deementspriechend muss hei den Ënnerscheed gemaach ginn tëschent, op der enger Säit, „incapabel" a „kapabel" fir ze schaffen an, op der anerer Säit, tëschent enger „Aptitude" an „Inaptitude" op de leschten Aarbechtsposten.

Am éischte Fall ass et esou, datt wann den Assuré zum Beispill Krankegeld kritt an de Kontrolldokter no der medezinnescher Ënnersichung zur Konklusioun kënnt, datt hien erëm kapabel ass fir ze schaffen, dann heescht dat, datt den Assuré keng „incapacité totale de travail" méi huet. D'Krankegeld ass soumat net méi justifizéiert.

Dee Moment muss den Assuré also bei de Patron goen, deen d'Persoun ka bei den Aarbechtsdokter schécken, fir ze kucken, ob den Assuré op sengem leschte Poste ka schaffen oder net (Analys vun der „aptitude au poste"). Dee Moment kann et awer sinn, datt den Assuré wuel erëm kapabel ass fir ze schaffen, mee eng „Inaptitude" huet op säi leschten Aarbechtsposten. Dee Moment misst de Patron d'Persoun op en anere Posten asetzen, dee senger Aptitude Rechnung dréit.

Wann awer am Virfeld de Kontrolldokter mengt, datt dëst kéint de Fall sinn, saiséiert hien d'Commission mixte fir en eventuelle professionelle Reklassement vum Assuré. An dësem Fall ass den Assuré an der Prozedur fir de professionelle Reklassement.

Et ginn natierlech och Fäll, wou de Kontrolldokter seet, datt en Assuré erëm kapabel ass fir schaffen ze goen, ouni d'Prozedur vum Reklassement ze lancéieren. Da geet den Assuré kuerz drop bei den Aarbechtsdokter, deen dann d'Aptitude analyséiert op säi leschten Aarbechtsposten. Den Aarbechtsdokter huet dann och d'Méiglechkeet, ënner verschiddene Konditiounen eng Saisine vun der Commission mixte ze maachen. Prinzipiell awer muss de Patron der Persoun en anere Poste proposéieren, déi der Aptitude (déi och zäitlech begrenzt ka sinn) Rechnung dréit.

Fir awer dës Situatiounen an der Zukunft besser ze reegelen, gouf en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff mat Vertrieder vum Aarbechtsministère a vum Ministère vun der sozialer Sécherheet, fir déi bestoend Legislatioun am professionelle Reklassement ze iwwerschaffen.

ad 2. + 3. D'Institutioun, déi d'Gestioun vun der Krankeversécherung assuréiert, ass d'Gesondheetskeess (CNS). De Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) ass eng Juridiktioun. Wann eng Persoun Krankegeld bezitt, dann ass et un der CNS, déi entspriechend Decisioun ze huelen, op Basis vum Avis vum CMSS. Déi medezinnesch Avise vum CMSS sinn och bindend fir d'CNS, grad ewéi fir déi aner Keesen. Dës Decisioun vun der CNS kann da vum Assuré virum CASS ugefecht ginn.

Wann de CASS op Basis vu weideren Expertisen, déi vum Riichter ordonéiert goufen, den Avis vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet net suivéiert an d'Decisioun vun der Institutioun kippt, ass et un der concernéierter Institutioun (an dësem Fall d'CNS) ze decidéieren, ob se wëll an Appell goen, dat heescht virun de Conseil supérieur de la sécurité sociale goen, oder net. Dëst kann net de CMSS decidéieren, mee just déi zoustänneg Institutioun vun der sozialer Sécherheet.

Question 4565 (29.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**oxyde d'éthylène :**

Ethylenoxid ass e gëftege Stoff, dee méiglecherweis kriibserreegend ass. An der EU ass Ethylenoxid a Liewensmëttel zënter 30 Joer verbueden. Elo ass et awer esou, datt bei der Produktioun vu verschiddene Covid-Schnelltester, grad wéi och PCR-Tester, Teststäbercher mat Ethylenoxid traitéiert ginn.

Duerfir géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass hei zu Lëtzebuerg den Undeel vun Tester, déi mat Ethylenoxid traitéiert goufen?

2. Aus wéi enge Länner kommen dës Tester, déi hei zu Lëtzebuerg benotzt ginn?

3. Ginn dës Tester op Spuere vun Ethylenoxid ënnersicht?

4. Gëtt et zu där Problematik en Avis vun der Santé?

Réponse (12.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Tester an Teststäbercher si Medezinnsprodukter, déi CE markéiert sinn a si kënne fräi an der EU kommerzialiséiert ginn. Teststäbercher, déi mat Ethylenoxid steriliséiert goufen, sinn entspriechend de rechtleche Bestëmmungen op der Verpackung/Etui gekennzeechent.

D'Tester, déi zu Lëtzebuerg kommerzialiséiert sinn, mussen den europäesche Reglementatiounen an den europäeschen Normen entspriechen. Hiersteller, déi kee Sëtz an der Europäescher Unioun hunn, mussen e Representant an der EU designéieren. Bei steriliséierte Produiten ass d'Interventioun vun enger designéierter benannter Stell (Organisme notifié/Notified body) fir d'Konformitéitsevaluationsprozedur vum Medezinnsprodukt néideg.

All Hiersteller muss sécherstellen, datt d'Medezinnsprodukt sécher ass, datt d'Gesondheet vum Patient net gefäerdet ass. Hie muss fir Produkter, déi mat Ethylenoxid steriliséiert ginn, sécherstellen, datt ISO-Normen 11135 an 10993 agehale ginn. De Sterilisationsprozess muss validéiert sinn an den Organisme notifié préift a stellt en Zertifikat aus.

D'Ethylenoxid Sterilisatioun ass eng Sterilisatiounsmethod, déi bei Medezinnsprodukter an och bei Teststäbercher zum Asaz kënnt. Bei der Sterilisatioun mat Ethylenoxid muss séchergestallt ginn, datt Normen a Grenzwäerter agehale ginn, esou datt d'Sterilisatioun d'Gesondheet vum Patient net beaträchtegt. CE markéiert Produiten, déi enger Konformitéitsprozedur ënnerluecht goufen, kënne sécher ugewannt ginn.

Question 4566 (29.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **fermeture de commissariats de police :**

A menger parlamentarescher Fro Nr. 4403 hat ech den Här Policeminister ënner anerem no de geplangte Schléissunge vu Policekommissariater (sites de police) am Kader vun der Policereform gefrot. Leider ass den Här Minister a senger Äntwert net op dëse konkreete Punkt agaangen.

Duerfir géif ech dem Här Policeminister nach gär dës Nofroe stellen:

1. Sinn dëst Joer scho Policekommissariater zougemaach ginn? Wa jo, wéi eng?

2. Ass et virgesinn, fir bis Enn des Joers weider Policekommissariater zouzemaachen?

Wa jo, wéi eng sinn dat a wéi presentéieren sech déi geplangt Delaien?

Réponse (22.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Sou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4403 scho matgedeelt, geet d'Zesummeleeë vu Kommissariater weider, sou wéi dat vun der Chamber Mëtt Mee 2020 an engem Débat de consultation zur Policereform vun 2018 guttgeheescht gouf.

Dëst Fonctionnement erméiglecht et der Police, och an éischter ländleche Géigende vu 07.00-21.00 Auer kënne present ze sinn an e gudde Service um Bierger ze leeschten, wat virun 2018 net sou méiglech war. Sitten also, wou kee Polizist an Uniform méi schafft a wou och keen Accueil vum Bierger méi stattfënnt, ginn intern säitens der Police/dem Staat zu neien Zwecker affektéiert (z. B. Logementer) respektiv ginn se de Gemengen oder de Proprietären zeréckginn, wann de Contrat de bail bis ausleeft.

An dësem Joer si bis elo déi eidel Gebaier um Zens, zu Rammerech, zu Nidderaanwen an zu Groussbus reaffektéiert ginn.

ad 2. Sou wéi an der QP Nr. 4403 matgedeelt, ass en detailléierten Echeancier ofhängeg vun deene vir zitéierte Facteuren (neien Usage vum Gebai vum Staat, Oflafe vum Contrat de bail etc.). Dowéinst ass et net méiglech, ee genauen Zäitplang betreffend déi nei Benotzung vun deene Sitten ze ginn. D'Gespréicher mat de concernéierten Acteure sinn amgaang respektiv ergi sech am opportune Moment.

Question 4573 (29.06.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **traitement des données par POST Finance :**

An der Äntwert op d'Fro Nummer 4314 vun den honorabelen Deputéierten Octavie Modert a Laurent Mosar, no potenziellen Negativzënsen op de CCP-Konten, schreift den Här Minister fir Ekonomie ënner anerem Follgendes: « POST Finance précise qu'elle est parfaitement consciente et fière de son rôle social et de l'importance de faciliter un accès aux services financiers à tous, indépendamment de leur situation personnelle, financière ou sociale. En témoignent les quelque 30 % de ses clients qui ne disposent d'aucun autre compte bancaire. POST Finance a été créée en 1911 avec exactement cette mission d'inclusion sociale et continuera d'assumer celle-ci dans le futur. »

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Minister fir Ekonomie gär dës Nofroe stellen:

1. Op wéi enger legaler Basis erhieft POST d'Donnéeën iwwer weider Konte vun hire Clienten?

2. Wéi ënnerscheeden sech déi legal an/oder sozial Mindestdispositiounen, fir e Kont bei POST dierfen opzemaachen, vun deene vun anere Banken, sou wéi d'Äntwert vum Här Minister et suggeréiert?

Réponse (22.07.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

POST Finance hat am Oktober 2020 eng Ëmfro bei engem Institut fir Maartfuerschung an Optrag ginn iwwer hire Positionnement am Bankemarché. Déi Ëmfro huet sech u POST-Cliente geriicht. Dobäi koum eraus, dass 30 % vun deene Clienten, déi gefrot goufen, ausschliisslech e Kont bei POST Finance hunn. Op dës Donnéeë gouf sech an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4314 beruff. POST Finance confirméiert, dass se d'Donnéeë vun hire Clienten a Konformitéit mat der Gesetzgeebung traitéiert an och keng Donnéeën iwwer zousätzlech Konte vun hire Clienten erhiewt.

POST Finance ass keng Bank, se huet awer de Statut als PSF (Professionnel du secteur financier) an ënnerläit domadder de reglementareschen Obligatioune vum Finanzsecteur. Wat d'Konditiounen ugeet fir e Kont opzemaachen, preziséiert POST Finance, dass den Ënnerscheed mat de Banke reng kommerzieller Natur ass. Jiddereen, deen eng signifikant Relatioun mat Lëtzebuerg oder mat der Groussregioun huet, well en zum Beispill hei am Land wunnt oder hei e fest Akommes huet, kann, wann hien déi gesetzlech Konditiounen erfëllt, bei POST Finance e Kont opmaachen.

Zanter dass d'Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwert d'Konten (Loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement et portant : 1) transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base ; et 2) modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux) d'Gesetz vum 15. Dezember 2000 iwwert d'Postfinanzservicer (Loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux) ofgeännert huet, muss POST Finance net méi en Universalservice am Beräich vun de Finanzservicer ubidden oder d'Recht op e Kont garantéieren.

Question 4574 (29.06.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **taxe mondiale sur les multinationales :**

Wéi et am Artikel „Luxemburg als Reformverlierer", deen den 18. Juni am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, en vue vun deem vun der amerikanescher Regierung gefuerderte weltwäite Mindeststeiersaz vu 15 % fir grouss Entreprisen heescht, géif Lëtzebuerg no enger Etüd vun „Oxford Economics" an Europa, nieft Holland an Irland, zu de grousse Verléierer vun dëser Reform gehéieren. No dëser Etüd gi 26 % vun eisem Bruttoinlandprodukt duerch multinational Konzerner erreecht a 15 % vun eise Steierrecettë komme vun den Entreprisen. Déi zitéiert Etüd gesäit an der geplangter Reform fir eist Land duerfir besonnesch eng Gefor fir d'Stabilitéit vun de Staatsfinanzen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi beurteelt d'Regierung d'Resultater vun dëser Etüd?

2. Steet d'Regierung am Austausch mat eisen hollänneschen an iresche Partner, déi eng änlech Steierpolitik verfollege wéi mir an duerfir méiglecherweis änlech Interesse verdeedegen?

3. Wéi et ausserdeem am Artikel „Switzerland plans subsidies to offset G7 corporate tax plan", deen den 11. Juni an der „Luxembourg Times" publizéiert gouf, heescht, préift d'Schwäiz am Moment d'Méiglechkeet, dëse Mindeststeiersaz ënner anerem duerch besonnesch Ofschreiwungsméiglechkeeten ze ëmgoen. Gesäit d'Regierung heiran och e potenziell gangbare Wee fir Lëtzebuerg?

Réponse (29.07.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Prinzippie vun der Reform vum weltwäite Mindeststeiersaz vu 15 % sinn am Kader vun der G20-Reunioun vun de Finanzministeren den 10. Juli approuvéiert ginn. Lëtzebuerg begréisst dësen Accord, well en zu méi Steiergerechtegkeet féiert.

Den honorabelen Deputéierten erwäänt a senger parlamentarescher Fro d'Etüd vun „Oxford Economics", no där Lëtzebuerg zu de Verléierer vun dëser Reform gehéiere kéint.

Dozou sief gesot, wéi d'Auteure vun der Etüd et och selwer schreiwen, datt et momentan schwiereg ass, eng prezis chiffréiert Estimatioun vum Impakt vun dëser Reform ze maachen.

Éischtens ass d'Negociatioun vun der Reform nach net komplett ofgeschloss an e gewëssenen Deel vun den technesche Parametere bleift nach ze determinéieren a wäert eréischt an den nächste Wochen a Méint diskutéiert ginn.

Zweetens hänkt den Impakt vun esou enger Reform och vum dynameschen Effekt of, also wéi d'Entreprisen an d'Länner op esou eng strukturell Reform wäerte reagéieren.

Wat déi drëtt Fro ugeet, sief bemierkt, datt eng Subventiounspolitik, déi d'Zil hätt, den internationalen Accord „ze ëmgoen", wuel schwéier mat de Bäihëllefsreegele vun der EU an der Welthandelsorganisatioun ze vereenege wier.

Question 4581 (30.06.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **matchs de football dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

An deene leschten Deeg huet ee Facebook-Post fir Opreegung gesuergt, an deem ee Fussballtrainer op d'Situatioun an der Éiserepromotioun opmierksam gemaach huet.

Konkreet gëtt beklot, dass duerch dat aktuellt Covidgesetz nëmme Matcher an der BGL Ligue dierfe gespillt ginn an d'Spille vu Matcher a méi niddregen Divisioune verbuede bleift, wärend gläichzäiteg awer aner Rassemblementer vu bis zu 300 Persounen duerch de CovidCheck méiglech sinn. Wéi d'„Tageblatt" bericht, huet d'FLF sech Mëtt Juni an engem Schreiwes un de Sportminister gewannt, fir nozefroen, ob et mam néidegen Hygièneskonzept net méiglech wier, Matcher an den ënneschten Divisiounen ze organiséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Huet de Minister esou ee Schreiwes kritt? Wa jo, wat war d'Äntwert, déi de Minister un d'Vertrieder vun der FLF weidergeleet huet?

2. Hält de Minister ee Saisonsstart dëse Summer fir realistesch ugesiichts der Tatsaach, dass bis mindestens Mëtt Juli keng Matcher dierfen organiséiert ginn? Falls jo, wat fir Léisunge kann de Sportminister de Veräiner proposéieren, fir dass si prett si fir de Saisonsstart Mëtt August?

Réponse (06.08.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Déi gesetzlech Bestëmmungen, déi vum 13. Juni 2021 bis de 15. Juli 2021 a Kraaft waren, hunn, wat elo spezifesch de Fussball ubelaangt, niewent de Jugendekippen, den Nationalkaderen an de Centres de formation, just den Ekippen aus der ieweschter Divisioun erlaabt, Matcher ze spillen an och normal ze trainéieren.

Ewéi och an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 4587 geschriwwen, huet d'FLF an hirem Bréif vum 18. Juni 2021, fënnef Deeg also nom Akraafttriede vun den deemools gültege Bestëmmungen, hir Hoffnung ausgedréckt, dass, wuel wëssend, dass déi deemools bestoend Gesetzgeebung net direkt konnt geännert ginn, ab dem 16. Juli 2021 erëm Fussballsmatcher an allen Divisioune méiglech kéinte sinn. De Sportsministère, deen am permanente Kontakt mat ville Federatiounen ass, an absënns dann och mat der FLF, huet dem Generalsekretär vun der FLF deemools geäntwert, dass en dëst mat op de Wee hëlt, fir gegeebenefalls an eng zukünfteg Gesetzesvirlag vun der Regierung matafléissen ze loossen. Am Projet de loi N° 7857, deen d'Regierung den 8. Juli 2021 deposéiert huet, ass deem dunn och Rechnung gedroe ginn, allerdéngs fir all d'Ekippesportaarten. Déi nei Bestëmmunge sinn dann elo säit dem 16. Juli 2021 a Kraaft. Geméiss dem Prinzip vun der Autonomie vum Lëtzebuerger Sport ass de Sportminister allerdéngs net fir d'Organisatioun vum Saisonsstart Mëtt August zoustänneg.

Question 4586 (30.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **numéro d'identification national :**

Ëmmer méi Mënschen zu Lëtzebuerg hu mëttlerweil schonn eng éischt Impfung géint de Covid-19 erhalen an all Dag kommen der derbäi. D'Impfbereetschaft zu Lëtzebuerg ass héich an dat weist sech och an der héijer Unzuel u Persounen, déi sech op deene verschiddene fräiwëllege Lëschten aschreiwen, fir eng Reschtdosis ze kréien, déi anescht owes am Impfzenter géif ewechgeheit ginn, oder fir eng Impfung mam Vaccin vun AstraZeneca oder Johnson & Johnson ze kréien. Viraussetzung, fir sech op esou eng Lëscht androen ze kënnen, ass d'Ausfëlle vun engem Online-Formulaire, bei deem een seng Matricule muss aginn.

Mat der Matricule ka kontrolléiert ginn, ob eng Persoun och wierklech zu Lëtzebuerg wunnt an ob si och al genuch ass, fir dierfe geimpft ze ginn. Falls de Krittär vum Alter oder vu Lieu de résidence net erfëllt ass, kann een sech net op der Lëscht androen.

Grad bei jonke Persounen, déi eréischt säit Kuerzem d'Volljäregkeet erreecht hunn, soll et aktuell zu Problemer kommen, well hir Matricullen um Site net akzeptéiert ginn, obwuel si eigentlech all d'Krittären erfëllen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Ginn all Dag nei Matriculle fräigeschalt, fir sämtleche Persounen, déi un deem Dag d'Volljäregkeet erreecht hunn, Zougang zum System ze erméiglechen?

- Falls nee, all wéi vill Deeg/Woche ginn nei Matricullen am System fräigeschalt?

- Firwat gouf sech fir dësen Intervallsystem entscheet?

2. U wéi eng Administratioun kann sech eng Persoun wenden, falls si Problemer huet, sech op enger Lëscht unzemellen, well d'Matricule refuséiert gëtt, obwuel se all d'Krittäre fir eng Inscriptioun erfëllt?

- Kann sech dës Persoun op engem anere Wee umellen oder muss si waarden, bis den informatesche Problem geléist gëtt?

3. Wéi laang dauert et an der Moyenne, fir eng Matricule fräizeschalten, wann eng Persoun volljäreg gëtt?

Réponse commune (27.07.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wat d'Aschreiwen op déi verschidde fräiwëlleg Impflëschte betrëfft, ginn d'Lëschte vun de fräigeschaltene Matricullen an engem reegelméissegen Ofstand vun ongeféier 14 Deeg aktualiséiert.

Am Fall wou e Problem beim Aschreiwen op eng Waardelëscht sollt optauchen, obwuel den Interessëierten all Krittäre betreffend den Alter oder seng aktuell Wunnadress erfëllt, kann hien op d'Helpline ënnert der Nummer 247-65533 uruffen.

Question 4587 (30.06.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**impact des mesures Covid-19 sur les activités sportives :**

An engem Interview, deen den 29. Juni ënnert dem Titel „Uns hat man vergessen" am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, schwätzt e Fussballstrainer iwwert déi aktuell Probleemer am Sport am Kader vun de Covidrestriktiounen. Deen zitéierten Trainer weist ënner anerem drop hin, datt besonnesch d'Senioreverbänn nach ëmmer keng Testspiller kënnen ofhalen, wat d'Plangbarkeet fir déi nei Sportssaison bal onméiglech mécht. Des Weidere beklot hie sech besonnesch iwwert déi schlecht Kommunikatioun duerch de Sportminister, deen op wichteg Bréiwer och vum Verband vun der FLF guer net reagéiert.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Sportminister gar dës Froe stellen:

1. Ass am neie Covidgesetz, wat de 15. Juli an der Chamber soll gestëmmt ginn, eng Lackerung vun de Restriktioune fir de Sport allgemeng an en vue vum Start vun der nächster Saison fir Testspiller am Besonnesche virgesinn?

2. Kann de Minister elaboréieren, aus wéi engen Ursaachen d'Veräiner nach keng Méiglechkeet kruten, fir mat der Presentatioun vun engem entsprieche-den Hygièneskonzept Testspiller ofzehalen?

3. Kann de Minister elaboréieren, aus wéi engen Ursaachen hir en op wichteg Kommunikatioune vusäite vun der FLF guer net reagéiert huet?

Réponse (06.08.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Dat aktuellt Covidgesetz, wat de 15. Juli 2021 an der Chamber gestëmmt ginn ass, wou allerdéngs déi zwee Froesteller dogéint gestëmmt hunn, ass de 16. Juli 2021 a Kraaft getrueden an huet och weider Lackerungen am Sportsberäich agefouert an absënns da fir déi lizenzéiert Ekippesportler. Säit dem 16. Juli 2021 sinn also, am Respekt vun de gesetzleche Bestëmmungen, Trainingen a Kompetitioune fir sämtlech lizenzéiert Sportler erëm erlaabt an esou dann och fir all Ekippesportaarten aus sämtlechen Divisiounen.

Déi viregt gesetzlech Bestëmmungen, déi vum 13. Juni 2021 bis de 15. Juli 2021 gezielt hunn, hunn dëst nach net erlaabt.

Esou ewéi dëst mat villen anere Federatiounen de Fall ass, esou war an ass de Sportsministère weiderhin och permanent mat der FLF a Kontakt. An hirem Bréif vum 18. Juni 2021, fënnef Deeg also nom Akraafttrieden vun den deemools gültege Bestëmmungen, huet d'FLF hir Hoffnung ausgedréckt, dass, wuel wëssend, dass déi deemools bestoend Gesetzgeebung net direkt konnt geännert ginn, ab dem 16. Juli 2021 erëm Fussballsmatcher an Trainingen an allen Divisioune méiglech kéinte sinn. Am Projet de loi N° 7857, deen d'Regierung den 8. Juli 2021 deposéiert huet, ass deem dann och Rechnung gedroe ginn, allerdéngs fir all d'Ekippesportaarten. Ewéi uewe geschriwwen ass dëst dann elo säit dem 16. Juli 2021 a Kraaft.

Question 4592 (01.07.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**augmentation de la part de THC dans le chanvre :**

Den Industriehanf ass eng Notzplanz, aus där een ënnerschiddlech Produite kann hierstellen. Zënter méi wéi 25 Joer gëtt den Hanf och zu Lëtzebuerg ugebaut. Et gëtt och Cannabidiol - CBD - aus de Bléie vum Hanf produzéiert, deem ënner anerem eng entzündungshemmend Wierkung nogesot gëtt. Den CBD gëtt vill an Drëpseform genotzt. Wat den CBD méi konzentréiert ass, wat och den THC-Gehalt am Produit méi eropgeet. Sou duerf den erlaabten THC-Gehalt an engem CBD-Produit just 0,3 Prozent duerstellen, an anere Länner wéi der Schwäiz läit dëse Wäert bei engem Prozent. Duerch dësen niddrege Grenzwäert kenne verschidde Produite bei eis am Land net produzéiert ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

1. Ass virgesinn, aus den uewe genannte Grënn de gesetzlech virgeschriwwenen THC-Gehalt an engem Produit eropzesetzen, esou wéi z. B. an der Schwäiz?

2. Wann nee, firwat net?

Réponse commune (06.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. Den THC-Gehalt vun 0,3 % bezitt sech just op d'Planz vum autoriséierten Industriehanf als solch, fir déi vum Cannabis ze ënnerscheeden.

Wat d'Kontroll vun de Liewensmëttel betrëfft, gëtt den THC-Gehalt op Basis vun der toxikologescher Referenzvaleur bestëmmt an duerch d'EFSA (europäesch Liewensmëttelautoritéit) évaluéiert. Dat heescht, datt e Produit, wou d'Consommatioun vun THC méi héich ass wéi déi akut toxikologesch Referenzdosis (ARfD = 1 µg THC/kg Persounegewiicht a pro Dag), e Risiko fir déi mënschlech Gesondheet duerstellt (EFSA, 2015 et avis BfR, 2021).

Enn des Joers wäert och en europäescht Reglement publizéiert ginn, wou den THC als Contaminant mat maximal Wäerter an zougeloossene Liewensmëttel gelëscht gëtt.

Dofir ass et elo net virgesinn, de gesetzlech virgeschriwwenen THC-Gehalt an engem Produit eropzesetzen.

Question 4593 (01.07.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **bâtiment de la douane à Grevenmacher :**

Den Här Finanzminister huet mech an enger rezenter Äntwert op eng parlamentaresch Fro driwwer informéiert, datt d'Gebai vum Centre douanier Est zu Gréiwemaacher net méi de Besoinen a Standarde vun haut gerecht géif ginn an dowéinst driwwer nogeduecht gëtt, de Site zouzemaachen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten an dës Diskussioune matagebonnen?

2. Wa jo, a wéi enger Hisiicht ass d'Gebai net méi „up-to-date"?

3. Besteet d'Méiglechkeet, Transformatioune virzehuelen, déi e Verbleiwe vun der Douane an deem Gebai erméigleche géifen?

4. Wann nee, wat soll mat deem Gebai geschéien?

Réponse (29.07.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Et gëtt aktuell nach keng Decisioun, fir d'Büroe vun der Douane zu Gréiwemaacher zouzemaachen, well nach kee prezise Projet sprochräif ass. D'Gebai kann aktuell nach weider benotzt ginn.

Falls et an nächster Zäit zu esou enger Decisioun sollt kommen, da géif de Staat an deem Moment kucken, wat fir aner Servicer an dëst Gebai komme kéinten an ob eventuell Ëmbau- oder Renovatiounsaarbechten néideg wieren.

Question 4595 (01.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**apprentissage de la langue luxembourgeoise déconseillé par l'ADEM :**

Et gëtt ëmmer manner Lëtzebuergesch an der Lëtzebuerger Aarbechtswelt geschwat. Esou ass tëscht 2011 an 2018 den Undeel vun Awunner, deen op der Aarbecht Lëtzebuergesch schwätzt, dramatesch gefall vu 60,5 % op 48 %. Et huet sech doriwwer eraus erëmgeschwat, dass Auslänner, déi sech un d'Aarbechtsamt ADEM wenden an dann am Rendez-vous nofroen, wéi a wou si Lëtzebuergesch kéinte léieren, gesot kréien, dat wier „verlueren Zäit" oder „onnéideg" respektiv „iwwerflësseg".

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt auslännesch Aarbechtssichender um Aarbechtsamt dës Äntwerte kréien, wann se froen, wou si Lëtzebuergesch léiere kéinten? Ass dës Zort vun Äntwert mat de Verantwortleche vun der ADEM ofgeschwat? Wier et net besser, déi auslännesch Interessenten ze encouragéieren, fir Lëtzebuergesch ze léieren?

3. Ginn et trotzdeem op Säite vun der ADEM Beméiungen, fir dës Leit ze encouragéieren, sech a Course fir Lëtzebuergesch anzeschreiwen? Gesäit d'ADEM do extra Course fir? Mat wéi engem Acteur gëtt zesummegeschafft?

4. Deelt den Här Minister d'Meenung, dass d'Léiere vun eiser Sprooch um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, ausserhalb vum ëffentlechen Déngscht, mëttlerweil deelweis iwwerflësseg ass?

Réponse (28.07.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. D'Ausso vum honorabelen Deputéierten ass esou net richteg. Eng vun den Haaptmissioune vun der ADEM ass et, de Leit ze hëllefen, déi Kompetenzen ze kréien, déi um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart gefrot ginn.

Dofir ginn d'Sproochekenntnisser ausdrécklech am Formulaire vun der Déclaration de poste vacant gefrot, deen d'Betriber ausfëllen, wann si eng fräi Plaz bei der ADEM mellen. A 35 % vun den Offere gi Kenntnisser am Lëtzebuergesche gefrot an dofir ënnerstëtzt d'ADEM d'Kandidaten, déi Lëtzebuergesch wëlle léieren. Esou goufen an de leschten dräi Schouljoer 7.000 sougenannte Bonge fir Sproochecoursen am Lëtzebuergesche vun der ADEM erausginn, d. h. dass déi Aarbechtssichender d'Sproochecoursen zu engem Tarif réduit maache kënnen.

Et ass awer och eng Realitéit, dass och aner Sproochekenntnisser, virun allem am Franséischen, ganz wichteg sinn, fir um lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart Fouss ze faassen an d'ADEM dowéinst och geziilt Franséischcoursen ubitt. An dësem Kontext kann een op zwou interessant Etüden hiweisen:

- Le luxembourgeois reste la langue la plus utilisée à domicile (20.05.2019/Statec) ; le français est la langue la plus utilisée au travail ;

- Le français est la langue la plus demandée dans les offres d'emploi au Luxembourg (Uni.lu 2010).

ad 2. Wat d'Acteuren ugeet, esou sinn dat nieft dem INL ë. a. verschidde Gemengen, d'ASBL MOIEN, verschidde Lycéeën oder de Mouvement Égalité des chances.

ad 3. D'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch ass ganz sécher net iwwerflësseg um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. Am éischte Semester vun 2021 goufen eng ronn 20.000 oppe Plaze bei der ADEM gemellt. A 35 % vun de Fäll si Kenntnisser vun der Lëtzebuerger Sprooch gefrot ginn. Dëse Prozentsaz ass iwwert d'Zäit relativ konstant bliwwen, wéi een an der Tabell ënnendrënner gesäit.

Et gëtt awer grouss Ënnerscheeder tëscht den eenzele Beruffsgruppen. Am Joer 2021 gëtt an de Gesondheetsberuffer d'Lëtzebuergesch an 90 % vun de Fäll gefrot, am Handel an 59 % vun de Fäll.

Op der anerer Säit spillt d'Lëtzebuerger Sprooch am Finanzsecteur (16 %) an an der Industrie (21 %) eng manner wichteg Roll.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Och innerhalb vun dëse Gruppe kann et deelweis nach grouss Ënnerscheeder ginn. Als Beispill kann een hei de Beräich vun den Déngschtleeschtunge fir d'Betriber (Support à l'entreprise) nennen. Am Beräich vum Sekretariat a vun der Personalverwaltung (Ressources humaines) gëtt an 61 %, respektiv 48 % vun de Fäll Kenntnisser vun der Lëtzebuerger Sprooch verlaangt. An der Informatik sinn et just 17 %. Am Beräich vun den Déngschtleeschtunge fir Persounen an d'Allgemengheet (Services à la personne et à la collectivité) fënnt ee Beruffer wéi den Educateur oder den Assistant social, wou d'Lëtzebuerger Sprooch quasi onëmgänglech ass (96 % vun de Plazen). Op der anerer Säit spillt d'Lëtzebuergesch eng manner wichteg Roll am Botzsecteur (33 %), an der Fuerschung (26 %) oder an der Juristerei (17 %).

Question 4598 (01.07.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **saisie de comptes bancaires par l'État :**

An der parlamentarescher Fro Nr. 4296 hu mir de Finanzminister ëm Erklärunge ronderëm d'Saisië vum Staat gebieden. Laut Minister ginn dës Daten net zentral gesammelt.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Huet de Ministère wëlles, dës Daten an Zukunft ze sammelen? Falls nee, firwat net?

2. Kéint dëst zu Fäll féieren, an deene verschidden Administratioune gläichzäiteg Saisien op d'Bankkonte vun der selwechter Persoun oder dem selwechte Betrib maachen, ouni sech dësem bewosst ze sinn, an dës Persounen oder Betriber doduerch schwéier finanziell belaaschten? Wéi kéint/kann dëst kontrolléiert ginn?

Réponse (26.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wat déi éischt Fro vum honorabelen Deputéierten ugeet, ass drop hinzeweisen, datt et zu dësem Zäitpunkt net virgesinn ass, déi entspriechend Daten ze sammelen.

Betreffend dem honorabelen Deputéierte seng zweet Fro, ass fir d'alleréischt ze bemierken, dass de Receveur gesetzlech d'Obligatioun huet, mat allen him zur Verfügung stoende Moyene Suen, déi dem Staat geschëlt an échus sinn, anzedreiwen. Ee vun de Moyenen ass eng Saisie op engem Bankkonto.

Fir de Risk vun enger Saisie um Bankkonto ze evitéieren, huet de Betrib, wéi all aner Contribuabel och, d'Méiglechkeet:

- mat enger motivéierter Demande de Steierbüro ze froen, datt d'Avancen erofgesat ginn,

- no enger Besteierung, a virun der Echeance vun dëser Besteierung, een Delai de Paiement ouni Zënsen (4 Méint) oder mat reduzéierten Zënsen (5 Méint bis 12 Méint: 0,1 % oder 13 Méint bis 3 Joer: 0,2 %) beim Steierbüro unzefroen.

All Contribuabel weess zu all Moment iwwer seng Situatioun Bescheed an dat doduerch, datt him den Decompte, Extrait de compte, Avertissement an d'Contrainte an dem Commandement zougestallt ginn.

Deemno huet de Contribuabel genuch Zäit, sech ze regulariséieren, ier de Receveur eng Saisie lancéiert.

Wann ee Contribuabel bei méi wéi enger Administratioun Scholden huet, déi échues sinn, kann et sinn, datt zäitgläich Saisien op sengem Bankkonto gemaach ginn, vu datt all Administratioun a Receveur déi selwecht Moyenen huet an déi och notze muss.

Question 4603 (02.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **publicités pour des campagnes gouvernementales dans le magazine « Gudd! » :**

An der aktueller Nummer 9 vum Magasinn „Gudd!", dee jo vum Landwirtschaftsministère erausginn an zum gréissten Deel och finanzéiert gëtt, sinn eng ganz Rei Annoncen, déi direkt oder indirekt vum Staat inseréiert ginn. Hei e puer Beispiller: d'Antigaspi-Campagne (S. 9), d'Large-Scale-Testing-Annonce vun der Santé (S. 47), d'Annonce LUGA fir „Luxembourg Urban Garden" (S. 51), d'Annonce „Sou schmaacht Lëtzebuerg" (S. 63) a schliisslech d'Brout-Annonce ganz zum Schluss.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Fro stellen:

- Ginn all dës Annoncen iwwert den Editeur gebucht a falen do och Provisioune fir d'Publicitéitsagence drënner?

Réponse (08.07.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

De Magasinn „Gudd!", dee vum Landwirtschaftsministère publizéiert gëtt, gesäit zéng Säite fir Publicitéitsregie vir. Vun deenen zéng Säite kann de Landwirtschaftsministère der véier fir staatlech oder parastaatlech Zwecker benotzen. Déi aner sechs Säite gi vum Editeur verbucht an droen dozou bäi, de globale Präis vum Magasinn fir de Landwirtschaftsministère ze senken.

Question 4616 (08.07.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**application du régime « CovidCheck » :**

Déi lescht Mouture vum Covidgesetz huet mat Effekt op den 13. Juni 2021 de System vum „CovidCheck" agefouert. Dësen ass follgendermoossen am Text definéiert: « régime CovidCheck : régime applicable à des établissements accueillant un public, manifestations ou événements dont l'entrée est exclusivement réservée aux personnes pouvant se prévaloir soit d'un certificat de vaccination tel que visé à l'article 3bis muni d'un code QR, soit d'un certificat de rétablissement tel que visé à l'article 3ter muni d'un code QR, soit d'un certificat de test Covid-19, tel que visé à l'article 3quater, indiquant un résultat négatif et soit muni d'un code QR, soit certifié par l'une des personnes visées à l'article 3quater autorisées à exercer au Luxembourg ou aux personnes qui présentent un test autodiagnostique servant au dépistage du virus Sars-CoV-2 réalisé sur place et dont le résultat est négatif. […] »

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass de Regimm vum CovidCheck, esou wéi en am Gesetz festgehalen ass, och fir Reunioune vun Institutiounen an Administratioune respektiv am Privatsecteur applikabel?

2. Wa jo, ass de Regimm vum CovidCheck och op déi ëffentlech Chamberssëtzungen am Cercle municipal applikabel?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (23.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Regimm vum CovidCheck, esou wéi en am Gesetz festgehalen ass, ass dee selwechten, souwuel fir Etablissementer, déi fir de Public accessibel sinn, wéi och generell fir all aner Typ vu Manifestatiounen oder Evenementer, onofhängeg dovun, ob et Institutiounen, Administratiounen oder Privatleit sinn.

ad 2. Jo.

Question 4617 (06.07.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **aliments contenant de l'alcool :**

Leit, déi Alkoholprobleemer haten, dierfen no engem Entzuch guer keen Alkohol méi konsuméieren, well si dann direkt erëm riskéieren, réckfälleg ze ginn. Dëst gëllt och fir Alkohol a Liewensmëttel wéi Zoossen, Glacen, Desserten etc.

Et muss een awer feststellen, datt, am Géigesaz zu enger ganzer Rei Allergenen, den Alkohol als Ingredient vu Liewensmëttel net esou däitlech gekennzeechent muss ginn. Dëst betrëfft net nëmmen alkoholkrank Leit, mee och Kanner.

Aus dësem Grond wollt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et noutwendeg wier, fir den Alkohol an de Liewensmëttel méi däitlech ze kennzeechnen?

2. Wa jo, wat gedenkt d'Regierung op nationalem an europäeschem Plang ze ënnerhuelen, fir dës Iddi an d'Weeër ze leeden?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. D'Reglement (UE) N° 1169/2011 betreffend d'Informatioune vum Konsument iwwert d'Liewensmëttel enthält d'Grondlage fir e Schutzniveau vum Konsument bezüglech den Informatiounen iwwert d'Liewensmëttel (Artikel 1 vum Reglement (UE) N° 1169/2011).

Geméiss dem Artikel 9 vun deem Reglement muss d'Gedrénks, wat méi wéi 1,2 Volumenprozent Alkohol enthält, den Alkoholgehalt a Volumenprozent um Etiquetage uginn. D'Reglement präziséiert, dass den Alkoholgehalt mat enger Ziffer mat maximal enger Kommastell muss ugi sinn. D'Symbol „% vol" muss dem Alkoholgehalt follgen a virum Alkoholgehalt kann d'Wuert „Alkohol" oder d'Ofkierzung „Alk." benotzt ginn. Fir d'Gedrénks, wat méi wéi 1,2 Volumenprozent un Alkohol enthält, muss also den Alkoholgehalt a Volumenprozent präziséiert a kloer identifizéiert sinn.

Déi europäesch Reglementatioun gesäit d'Indikatioun vum Alkoholgehalt a Liewensmëttel, déi kee Gedrénks sinn, net vir.

Allerdéngs besteet, geméiss dem Artikel 18, d'Zutatelëscht aus enger Opzielung vun all den Zutate vum Liewensmëttel an ofsteigender Reiefolleg vum Gewiichtsundeel zum Zäitpunkt vun hirer Verwendung bei der Hierstellung vum Liewensmëttel. D'Zutatelëscht ass bei verpaakte Liewensmëttel obligatoresch. Wann e Liewensmëttel also Alkohol als Zutat enthält, muss den Alkohol an der Zutatelëscht opgezielt sinn. Den Alkohol, deen als Zutat agesat gëtt, muss mat sengem spezifeschen Numm an der Zutatelëscht stoen. Eng Ervirhiewung vum Alkohol an der Zutatelëscht ass net virgesinn. Den Alkohol kann och a klenge Quantitéiten a verschidden Zutaten present sinn, wéi zum Beispill bei Aromaen. An deem Fall ass d'Indikatioun vun der Präsenz vun Alkohol vun der Reglementatioun net virgesinn.

D'Indikatioun vun der Präsenz vun Alkohol a Liewensmëttel, déi net verpaakt sinn, ass vun der europäescher Reglementatioun och net virgesinn.

ad 2. Fir Liewensmëttel, déi verpaakt sinn, gëtt et fir den Etiquetage eng europäesch harmoniséiert Legislatioun. Fir de gudde Fonctionnement vum fräie Verkéier vu Wueren am Bannemaart ze garantéieren, ass et net virgesinn, datt national Mesurë fir déi Liewensmëttel kënne geholl ginn. Allerdéngs hëlt Lëtzebuerg un den europäeschen Aarbechtsgruppen deel, fir aktiv un der Verbesserung vun der europäescher Gesetzgeebung deelzehuelen.

Fir Liewensmëttel, déi net verpaakt sinn, kënnen national Mesurë geholl ginn. Et gëtt analyséiert, ob et sënnvoll wier, an Zukunft verschidde Punkten, déi vun der europäescher Reglementatioun virgesi sinn, an der nationaler Gesetzgeebung festzeleeën, fir de Konsument besser ze informéieren.

Question 4620 (06.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination mixte :**

D'Impfcampagne géint de Covid-19 kënnt virun an eng ganz Rei Persounen hu schonn eng éischt, wann net souguer schonn eng zweet Impfung erhalen. Déi meescht Leit verdroen hir Impfung ganz gutt a leiden net ënner schlëmmen Niewewierkungen. An eenzele Fäll kënnt et awer vir, dass eng Persoun en Impfstoff net gutt verdréit an et dofir medezinnesch net vertrietbar wier, dës Persoun eng zweete Kéier mam selwechte Vaccin ze impfen. An esou Fäll kéint e sougenannte „Mix and Match" envisagéiert ginn, wou ee fir déi zweet Impfung en anere Vaccin verwennt ewéi fir déi éischt. Bis elo war Lëtzebuerg hei awer zeréckhalend a wollt e Mix-and-Match-Impfscheema net uwennen, soulaang d'EMA heizou net kloer Positioun bezunn huet.

Säit Kuerzem sollen d'Dokteren elo awer d'Méiglechkeet hunn, fir hir Patienten e Formulaire auszefëllen, wou si d'Niewewierkungen, déi opgetaucht sinn, notéieren an de Patient fir eng Impfung mat engem anere Vaccin umellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass Mix-and-Match-Impfscheemaen elo zu Lëtzebuerg erlaabt sinn?

2. Ass et richteg, dass Dokteren hir Patienten elo fir e Mix-and-Match-Impfscheema umelle kënnen?

3. Ass eng Persoun, déi mat zwee verschiddene Vaccine geimpft gouf, gläichgestallt mat enger Persoun, déi zweemol dee selwechte Vaccin kritt huet, wat de CovidCheck ugeet?

Réponse (08.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Heterolog Impfunge gi scho méi laang punktuell ugewannt, wann aus medezinnesche Grënn (z. B. ganz staark Niewewierkunge bei der éischter Impfung) net méi de selwechte Vaccin ka benotzt gi fir de Rappel. Dës Leit mussen awer fäerdeg geimpft ginn an dofir muss dann een anere Vaccin ugewannt ginn.

Dëst huet näischt mat engem systematesche Scheema „Mix and Match" ze dinn, dee jo an der Iddi ugewannt gëtt, fir eng méi staark Immunäntwert ze kréien an doduerch eventuell e bessere Schutz, a net primär, fir Niewewierkungen ze vermeiden.

D'Doktere kruten eng Prozedur matgedeelt, wéi si Patiente mat schwéieren Niewewierkunge bei der éischter Impfung fir ee Rappell mat engem anere Vaccin umelle kënnen. D'Konditioun dofir ass awer och, dass eng formell „notification des effets indésirables" un eis Pharmacovigilance gemaach gouf. Natierlech hunn dës Persounen dono eng komplett Impfung, wat dann och an engem offiziellen Dokument (EU Digital Covid Certificate mat valabelem QR-Code) festgehale gëtt.

Question 4625 (07.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant les **lits de vacances dans des structures pour personnes âgées :**

Beaucoup d'aidants, des personnes assurant l'encadrement de leurs proches dépendants, sont périodiquement à la recherche de lits de vacances pour les personnes dont ils s'occupent pour pouvoir profiter eux-mêmes de courts temps de repos bien mérités.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Nous aimerions savoir de Madame la Ministre de combien de lits de vacances disposent actuellement les centres intégrés pour personnes âgées, les maisons de soins et le cas échéant d'autres structures.

2) Quelle est l'étendue de la demande de la part des aidants ?

3) Existe-t-il une liste nationale des lits de vacances ?

4) Quels sont, le cas échéant, les projets en vue de rapprocher cette offre de la demande ?

Réponse (23.07.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) Le rapport d'activité 2020 du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région présente la situation au 31. décembre 2020[17] comme suit :

« […] Les 30 centres intégrés pour personnes âgées sont gérés par 16 gestionnaires et disposent d'une capacité d'accueil totale de 3.936 lits, dont 28 lits court séjour.

Les 22 maisons de soins sont gérées par 14 gestionnaires et disposent d'une capacité d'accueil totale de 2.486 lits, dont 11 lits court séjour.

Les 12 logements encadrés sont gérés par 9 gestionnaires et disposent d'une capacité d'accueil totale de 789 lits, dont 20 lits court séjour. »

ad 2) Il a été constaté qu'en 2020, en raison de la pandémie de la Covid-19, la plupart des lits court séjour n'ont pas été occupés. Cependant, en temps normal, les demandes d'admissions pour des lits court séjour sont importantes et varient en fonction de la période de l'année.

Le concept de prise en charge court séjour permet d'offrir un encadrement adapté à différents types de situations avec lesquelles soit les personnes âgées, soit leur entourage familial peuvent être confrontés, à savoir :

- préparation du retour au domicile après une hospitalisation ;

- séjour de vacances pour supporter l'aidant informel ;

- séjour temporaire en tant que phase test pour le long séjour.

ad 3) Le relevé des services pour personnes âgées, téléchargeable via www.luxsenior.lu, indique le nombre de lits court séjour par structure d'hébergement et présente un tableau récapitulatif des structures d'hébergement pour personnes âgées. D'ailleurs, dans le cadre du projet de loi n° 7524 et du registre des services pour personnes âgées, il est prévu d'afficher le nombre de lits court séjour par structure d'hébergement.

ad 4) Des structures d'hébergement incluant des lits court séjour sont actuellement en cours de planification.

Question 4626 (07.07.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **infections à la Covid-19 à l'École de police :**

Laut engem aktuelle Presseartikel sinn am Moment ronn 200 Policeschüler, de kompletten éischte Joergang, a Quarantän, nodeems an de leschten Deeg zwielef Rekrutte positiv op Covid-19 getest goufen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Waren déi concernéiert Policeschüler schonn aktiv mat op Patrullen?

2. Wa jo, waren si eventuell bei de Patrullen dobäi, déi um Virowend vum Nationalfeierdag op enger Rei Plazen am Nuetsliewe Kontrolle gemaach hunn a wou een dovun ausgeet, datt do Clusteren entstane sinn?

[17] https://mfamigr.gouvernement.lu/de/publications

3. Wa jo, wat fir Mesurë gi geholl, fir d'Beamten an esou Situatioune beschtméiglech virum Virus ze schützen?

4. Wann nee, ass gewosst, wou déi zwielef Policeschüler sech ugestach hunn?

Réponse commune (28.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. - 3. Nee, déi concernéiert Schüler waren nach net mat op Patrullen.

ad 4. Bei zwee Schüler ass gewosst, dass se sech ausserhalb vun der Schoul ugestach hunn. Trotz de virgeschriwwene Mesurë kann allerdéngs net ausgeschloss ginn, dass et och Infektiounen innerhalb vun der Schoul gi sinn.

Question 4628 (07.07.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **tests PCR et TAR :**

Pour continuer à surveiller la propagation du virus, un échantillon représentatif de la population continue à recevoir des invitations permettant de participer à un test Covid-19 PCR. Parallèlement, tout résident disposant d'un numéro d'identification national et vivant actuellement au Luxembourg peut prendre rendez-vous pour un test PCR gratuit à sa convenance dans la station drive-in du LST de son choix. À partir du 7 juillet 2021, le LST lance son équipe mobile qui permet à toute personne disposant d'un numéro d'identification national de se faire tester sur des lieux de grande affluence et ce sans rendez-vous.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Depuis son introduction le 20 juin 2021, combien de personnes, au total ainsi que ventilé par station, ont profité de la possibilité de prendre gratuitement rendez-vous au LST ?

2) Les tests réalisés au sein du LST comptent pour quel pourcentage de l'ensemble des tests PCR réalisés ?

3) Quel est le taux de positivité des tests réalisés suite à l'initiative propre des citoyens ? À quel pourcentage de l'ensemble des tests PCR positifs ce taux correspond-il ?

Les tests antigéniques rapides (TARs) sont certifiés CovidCheck dans les pharmacies, chez les médecins et les autres professions de santé. Les TARs réalisés à l'école, dans la plupart des centres de dépistage communaux ainsi que dans la gastronomie et l'événementiel ne sont soit pas certifiés du tout, soit certifiés sans le code QR CovidCheck, ce qui ne garantit pas leur reconnaissance à l'étranger. Ceci peut entraîner des tests superflus, car les tests non certifiés ou certifiés sans code QR ne peuvent être utilisés en toutes circonstances pendant leur validité de 48 heures.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-il techniquement réalisable de certifier les TARs réalisés à l'école avec le code QR du certificat européen CovidCheck ?

2) Combien de centres de dépistage TAR ont été mis en place par les communes ?

3) Est-il techniquement réalisable de certifier les TARs réalisés dans ces centres communaux avec le code QR du certificat européen CovidCheck ?

Réponse (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Entre le 20 juin 2021 et le 31 juillet 2021 un total de 188.226 tests PCR ont été réalisés.

ad 2) Le pourcentage des tests réalisés dans le cadre du LST varie chaque jour et se situe les dernières semaines entre 69 % et 84 % du total des tests réalisés.

ad 3) Le taux de positivité des tests réalisés dans le cadre du LST (donc sans ordonnance) varie selon l'évolution de la pandémie et se situe actuellement entre 0,8 % et 0,5 %.

ad 1) La réalisation des tests TAR dans les écoles et la génération d'un code QR est techniquement faisable mais demande des développements du côté du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du CTIE.

ad 2) Le nombre de communes qui ont mis en place des centres de test TAR s'élève actuellement à 51.

ad 3) Chaque TAR réalisé par un professionnel de santé peut bénéficier d'une certification par code QR. Le professionnel de santé peut générer une version numérique d'un certificat CovidCheck de TAR négatif en ligne via un formulaire disponible dans son espace professionnel sur myguichet.lu. Cette procédure est gratuite pour le professionnel de santé.

Question 4633 (08.07.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**intervention chirurgicale du lipœdème :**

An hirer gemeinsamer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3404 vun den Häre Deputéierte Jeff Engelen a Fred Keup iwwert de Lipödem schreiwen den Här Sozialminister an d'Madamm Gesondheetsminister: „Zënter 2018 hëlt d'Krankeversécherung d'Käschte fir d'Operatioun vum Lipödem ab dem Stadium 3 en charge op Basis vum Artikel 19 Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheet." Si schreiwen och: „D'Krankekeess huet an de leschten dräi Joer (2018-2020) 18 Autorisatiounen erausginn, fir d'Käschte vun enger Operatioun vun engem Lipödem ab Stadium 3 a Lëtzebuerg ze iwwerhuelen. Dovu goufen néng Demandë fir e Remboursement erageschéckt an déi ugefale Käschte goufen zu 100 % iwwerholl."

An deem Kontext hu mir nach e puer weider Froen un den Här Sozialminister an un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi gesäit déi aktuell Situatioun betreffend de Remboursement vun der Krankekeess aus fir Fraen, déi sech bei engem Spezialist am Ausland operéiere loossen?

2. An hirer Äntwert schreiwen d'Ministeren, dass d'Operatioune vun engem Lipödem am Stadium 3 a mam Accord préalable vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet (APCM) ganz vun der Krankekeess remboursëiert ginn. Allerdéngs sinn an der Nomenclature, Versioun vum 1. Juni 2021, d'Tariffer fir eng Operatioun vun den Äerm op 588,80 Euro a fir d'Been op 1.058,10 Euro festgeluecht. Eng Operatioun kascht awer an der Reegel e puer Dausend Euro. Missten deemno déi Tariffer net erhéicht ginn?

3. Kritt de Patient no senger Operatioun eng Lymphdrainage-Behandlung bezuelt respektiv remboursëiert, dëst esouwuel bei enger Operatioun, déi remboursëiert gëtt, wéi och bei enger, déi net remboursëiert gëtt? Ginn hei 100 % vun de Käschten iwwerholl an ass de Remboursement hei ofhängeg zum Stadium?

4. Si weider Therapië virgesi fir d'Behandlung géint ee Lipödem?

Réponse commune (06.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Am Fall vun enger stationärer Behandlung an engem Memberland vun der Europäescher Unioun, an Island, Liechtenstein, Norwegen oder an der Schwäiz, muss am Viraus eng Autorisatioun vun der lëtzebuergescher Gesondheetskeess ugefrot ginn op Basis vun engem Avis vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet. Dat selwecht gëllt och, wa bei der Behandlung am Ausland en héich spezialiséierte medezinneschen Apparat erfuerdert ass. An dësem Kontext gräifen d'Dokteren op de Formular S2 - „Demande de transfert à l'étranger" - zeréck.

D'Behandlungskäschte gi bei Iwwerweisungen an d'Ausland vun der Krankekeess vum zoustännege Land zu den do ufalenden Tauxen an Tariffer fir d'Behandlung ofgedeckt. An der Praxis gëtt d'Ofdeckung meeschtens duerch eng „tiers payant"-Bezuelung gemaach, wat méi genau heescht, dass d'Krankekeess vum behandelende Land d'Betreiung ofdeckt an den Assuré doduerch nëmme säi perséinleche Beitrag an eventuell zousätzlech Fraise muss iwwerhuelen (dozou geheiert zum Beispill, wann den Assuré an enger privater Klinik behandelt gëtt).

ad 2. Zënter dem 1. Juni 2021 si follgend Akten an d'Nomenclature vun den Akten a Servicer vun den Doktere bäigesat ginn:

1. 2G39 - Liposuccion des deux membres supérieurs d'un lipoedème à partir du stade 3, avec anesthésie tumescente - APCM au tarif de 588,80 euros,

2. 2G40 - Liposuccion des deux membres inférieurs d'un lipoedème à partir du stade 3, avec anesthésie tumescente - APCM au tarif de 1.058,10 euros.

Et sollt bemierkt ginn, dass et sech dobäi ëm déi jeeweileg Beträg handelt, déi den Dokter ka facturéieren, onofhängeg vun de Spidolskäschten, déi kënnen derbäikommen.

ad 3. D'Nomenclature vun den Akten a Servicer vun de Masseuren a Kinéé gesäit zum aktuellen Zäitpunkt follgend Positioune fir Lymphdrainage-Behandlunge vir:

1. ZK16 - Drainage lymphatique manuel d'un membre,

2. ZK17 - Drainage lymphatique manuel de plusieurs membres.

Am Fall vun enger Pathologie courante ginn d'Akten ZK16 an ZK17 zu 70 % mat engem Maximum vu 24 Sessioune pro Ordonnance vun der Gesondheetskeess iwwerholl. Am Fall vun enger Behandlung no enger Operatioun gëtt d'Unzuel vun de Sessioune pro Ordonnance op 32 erhéicht.

Am Fall vun enger ganz schlëmmer Pathologie hunn d'Patienten en Urecht op maximal 64 Sessioune pro Ordonnance. Geméiss der Annexe G vun de Statute vun der Gesondheetskeess gëtt eng Pathologie just als méi schwéierfälleg ugesinn, wa se no enger Kriibsoperatioun optrëtt. An deem Fall sinn déi domat verbonne Käschten zu 100 % ofgedeckt.

Wat déi perséinlech Participatioun un de Kinéskäschten ugeet, kënne Leit, déi mat bedeitende Käschte konfrontéiert sinn, eng zousätzlech Bezuelung op Basis vum Artikel 154bis vun de Statute bei der Gesondheetskeess ufroen.

ad 4. Am Moment si keng weider Therapië géint ee Lipödem virgesinn.

Question 4635 (08.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **livres scolaires sur l'histoire du Luxembourg :**

Am Artikel „ALEH organisiert Gesprächsrunde", deen de 24. Juni am „Tageblatt" publizéiert gouf, gëtt eng Diskussiounveranstaltung vun der „ALEH" (Association luxembourgeoise des enseignants d'histoire) dokumentéiert. Zu dëser Veranstaltung schreift d'„Tageblatt" ënner anerem, datt et am Moment am Enseignement secondaire classique u Bicher feelt, déi sech verdéift mat der Lëtzebuerger Geschicht befaassen.

Duerfir géif ech dem Här Schoulminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet den Här Minister zu dëser Ausso?

2. Kéint den Här Minister sech virstellen, vun der Programmkommissioun en entspriechend Schoulbuch ausschaffen ze loossen, dat sech méi mat der Lëtzebuerger Geschicht beschäftegt?

Réponse (06.08.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Am Enseignement secondaire zu Lëtzebuerg si mer traditionell op Léierbicher aus den auslänneschen Editiounshaiser ugewisen. Zanter 2016 ginn awer ëmmer méi Léiermaterialie vun Aarbechtsgruppen erstallt, déi spezifesch op de Lëtzebuerger Kontext gemënzt sinn. Vill vun den Ufroen, fir esou Léiermaterial ze erstellen, kommen dobäi vun de concernéierte Programmkommissiounen an dowéinst wier ech net ofgeneigt, e Projet fir d'Elaboratioun vu Léiermaterial zur Lëtzebuerger Geschicht ze ënnerstëtzen.

An deem Kontext sief awer och drop verwisen, datt et och haut schonn exzellent Material gëtt, fir de Jonken an de Schoulen d'Lëtzebuerger Geschicht a Kultur méi no ze bréngen. Dobäi denken ech z. B. un d'Materialien op kulturgeschicht.lu, editéiert vum SCRIPT, d'Brochure „La 2e Guerre mondiale au Luxembourg" mat sengem pedagogesche Begleetheft, dat vum ZPB ausgeschafft gouf, oder och nach d'Material, déi vum C²DH vun der Uni Lëtzebuerg erausgi ginn.

Question 4639 (08.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant le **contrôle médical :**

Il n'est pas rare de devoir courir d'un médecin vers l'autre pour avoir un diagnostic. Aussi, nombreux sont celles et ceux qui se plaignent de recevoir des diagnostics contradictoires. Or, un mauvais diagnostic peut mener à la prescription de mauvais soins, à des opérations qui risquent d'aggraver la situation d'un.e patient.e et/ou à des traitements qui échouent parce que mal choisis - souvent avec des effets secondaires indésirables. Si l'erreur est humaine, il me semble pourtant important de poser quelques questions concernant le phénomène de l'erreur de diagnostic.

Par conséquent, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce que vous disposez de données chiffrées sur les erreurs de diagnostics ?

- Si oui, quelle suite et quel traitement réservez-vous à cette problématique ? Quelles sont les conséquences que vous tirez de ces données ?

- Si non, ne jugez-vous pas utile de savoir mesurer cette problématique ?

- Est-ce que Madame la Ministre est d'avis qu'un contrôle qualitatif des prestations médicales est utile ?

- Est-ce qu'il existe une instance de contrôle des prestations médicales ?

- Si oui, quelle est cette instance et quelles sont ses missions, ses activités et ses moyens ?

- Si non, Madame la Ministre juge-t-elle utile une telle instance ?

- Existe-t-il des données sur un contrôle qualitatif des prestations médicales ?

- Est-ce que les médecins en tant que prestataires de santé sont évalués ? Y a-t-il un processus de suivi-contrôle des prestations médicales ? Si non, Madame la Ministre juge-t-elle utile d'instaurer un tel système ?

Réponse (14.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- Il n'existe pas de base de données permettant de répondre à cette question.

- Une mesure de cette problématique serait une donnée intéressante, mais soulève de nombreux problèmes techniques, à commencer par la définition précise de ce qu'est une erreur de diagnostic. Ceci explique qu'aucun pays n'est capable de fournir cette donnée autrement que par des extrapolations consécutives à des enquêtes ou des études scientifiques.

- Pour information, le Ministère de la Santé serait favorable à un tel contrôle dans un cadre et une dynamique d'amélioration qualité des prestations.

- Concernant les prestations réalisées à l'hôpital, le Comité de gestion interhospitalière est chargé d'établir les objectifs et les orientations stratégiques en matière de qualité et de sécurité des prestations hospitalières[18]. Ses missions sont plus larges que le contrôle des prestations médicales, car les préjudices pouvant être subis par un patient peuvent apparaître dans les différents aspects de la prise en charge et pas uniquement dans ses aspects médicaux.

- Concernant le secteur extrahospitalier, une telle instance serait à instaurer.

- Les missions du Comité de gestion interhospitalière sont indiquées dans la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, article 28, et dans le règlement grand-ducal du 11 septembre 2018 déterminant :

1° la coordination de la politique de promotion de la qualité des prestations et des structures mises en place dans les établissements hospitaliers ;

2° les indemnités des membres du Comité de gestion interhospitalière.

- Le Comité de gestion interhospitalière travaillera à la mise en place d'un système d'analyse qualitative des soins délivrés à l'hôpital ayant une comparabilité nationale dans un objectif d'harmonisation nationale. En effet, chaque hôpital dispose actuellement de son propre système d'évaluation de la qualité des soins, mais une harmonisation nationale est nécessaire.

- Il n'y a pas d'évaluation individuelle des prestataires de santé. La mise en place d'un tel système est complexe et nécessite une quantité de données importante afin de disposer d'éléments de comparabilité pertinents. Compte tenu de la taille du pays, le volume critique nécessaire de données ne sera peut-être pas atteint et d'autres modalités que celles utilisées dans d'autres pays seront alors à imaginer.

Question 4643 (09.07.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **problèmes avec le portail « MyGuichet » :**

Depuis l'après-midi du 8 juillet, nombre de professionnels de la santé ont constaté des perturbations dans le fonctionnement de la plateforme « MyGuichet ». Ainsi, l'accès à la plateforme est excessivement lent et la fonctionnalité permettant de générer les certificats « CovidCheck » n'est pas opérationnelle. Les professionnels utilisent entre-temps les anciens certificats sans code QR, dont la reconnaissance à l'étranger n'est pas garantie.

En outre, avec l'entrée en vigueur au plus tard au 15 juillet 2021 de la nouvelle loi relative aux mesures de lutte contre la Covid-19, les autotests rapides à l'entrée des restaurants, bars et discothèques ne seront plus autorisés après minuit et la demande de tests rapides certifiés va augmenter.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à la digitalisation :

1) Les problèmes à l'origine de ces perturbations ont-ils pu être identifiés ?

2) Endéans quel délai la plateforme sera-t-elle à nouveau pleinement opérationnelle ?

Réponse (15.07.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Depuis le lancement de la plateforme myguichet.lu, le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) déploie des efforts constants pour élargir son offre de démarches pouvant être accomplies électroniquement. Ainsi, plus de 47 nouveaux assistants en ligne ont pu être mis à disposition des citoyens et entreprises au courant de l'année 2021. Au total, plus de 2.177.000 démarches ont été

[18] Règlement grand-ducal du 11 septembre 2018

transmises via la plateforme au cours des six premiers mois de l'année 2021, soit presque le volume total des démarches transmises durant toute l'année 2020 (2.255.000), ce qui équivaut à une augmentation de 335 % par rapport aux transmissions réalisées via myguichet.lu en 2019.

Suite à la mise en ligne d'une nouvelle version d'une démarche dans le cadre du large scale testing par les équipes du CTIE, la plateforme myguichet.lu a effectivement connu des problèmes techniques internes y relatifs entre les après-midis du 8 et du 9 juillet 2021.

Les instabilités impactaient notamment, comme relevé par l'honorable Député dans sa question, la démarche « générer un CovidCheck Certificat de test antigénique rapide (TAR) négatif (déclaration de test rapide Covid-19) » à destination des professionnels de santé.

Les raisons des instabilités constatées ont pu être détectées et corrigées. Les services impactés étaient rétablis à partir du 9 juillet 2021 à 14.10 heures.

Question 4665 (15.07.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **construction de logements par le patronat :**

An engem rezenten Interview, deen den 12. Juli ënnert dem Titel „Mêmes droits et mêmes obligations pour tout le monde" am Tageblatt publizéiert gouf, sot de Generalsekretär vun der „Fédération des artisans", datt verschidden Handwierksbetriber d'Iddi an d'Gespréich bruecht hätten, fir opgrond vun der ugespaanter Situatioun um Wunnengsmaart eege Logementer fir hir Mataarbechter bereetzestellen, mee datt si doropshi „Paternalismus" virgehäit kruten an hinnen ënnerstallt gouf, „Aarbechterstied" wëllen ze erriichten. Dobäi handelt et sech hei ëm e Modell, fir dee mir zu Lëtzebuerg notamment de Prezedenzfall vun der ARBED kennen, déi am Minett groussflächeg Logementer fir hir Mataarbechter bereetgestallt hat. Den uewen zitéierten Interviewgaascht kéint sech duerfir virstellen, fir eng Konventioun mam Logementsministère ze ënnerschreiwen, fir dëse schlechten ëffentlechen Image ze verbesseren.

Duerfir géif ech dem Här Logementsminister gär dës Froe stellen:

1. Sinn dem Här Logementsminister dës Iwwerleeunge bekannt? Wa jo, kann hien d'Positioun vun der Regierung an der Saach elaboréieren?

2. Kéint den Här Logementsminister sech virstellen, eng privat-staatlech Initiativ ze lancéieren, fir de privaten Acteuren hei notamment en einfachen administrative Kader an eng entspriechend ëffentlech Opklärungsaarbecht ze erméiglechen?

Réponse (19.07.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Et goufen iwwert déi lescht Joren eng Rei Reuniounen tëscht Patronatsvertrieder an dem Wunnengsbauministère, wou dëse Sujet ugeschnidde gouf. De gesetzleche Kader fir esou Wunnengsbauinitiativen existéiert.

Am Artikel 20 vum Wunnengsbaugesetz vun 1979 ass virgesinn, datt de Bau vu „foyers d'hébergement pour travailleurs étrangers ou demandeurs d'asile" staatlech ënnerstëtzt ka ginn. De Bau vun Aarbechterfoyeren ass awer bis elo ni ugefrot ginn. Et gëtt sécherlech zu Lëtzebuerg zënter dem Ufank vum 20. Joerhonnert d'Traditioun, fir statt Aarbechterfoyeren éischter Wunnengen ze bauen, wou déi ganz Famill vum Aarbechter en Ënnerdaach fënnt. Well u rengen „Aarbechterfoyeren" bis haut awer keen Interessi besteet, ass net virgesinn, dës Pist auszebauen.

Donieft gëtt et awer och d'Méiglechkeet, datt Betriber sech zesummendinn a gemeinsam Organisme schafen, déi no den Dispositioune vum Artikel 30ter vum uewe genannte Wunnengsbaugesetz Locatiounswunnenge schafen a verlounen. Fir d'Regierung ass awer dobäi wichteg, datt dës Wunnengen dann och no novollzéibare Krittären attribuéiert ginn an d'Locatairen no de Reegele vum Mietgesetz e Mietvertrag kréien, deen net un en Aarbechtsvertrag bei engem bestëmmte Patron gekoppelt ass. Et wier effektiv weeder den Handwierksbetriber nach de Leit gehollef, wa bei all Wiessel vun enger Aarbechtsplaz och e Wiessel vun der Wunneng fir déi ganz Famill géif ustoen.

Question 4677 (19.07.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **sécurité alimentaire :**

Selon le rapport « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde », publié récemment par plusieurs organisations onusiennes, environ une personne sur dix dans le monde a été confrontée à la faim en 2020, une nette augmentation par rapport à l'année précédente. Le constat est donc consternant : la faim dans le monde augmente. Les raisons pour cette tendance préoccupante sont d'ailleurs connues : les conflits, la variabilité du climat et les phénomènes climatiques extrêmes, ainsi que des fléchissements économiques contribuent à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. La crise de la Covid-19 a encore aggravé la situation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

- Le Gouvernement entend-il augmenter ses crédits et allocations aux programmes pour combattre la faim dans le monde ?

- Quelles initiatives le Gouvernement entend-il entreprendre aux niveaux européen et international pour rapidement contribuer au soulagement de la situation ?

- Quelles sont les régions les plus touchées au monde et quel est l'impact des évolutions en matière de sécurité alimentaire et de malnutrition sur les pays partenaires prioritaires de la Coopération luxembourgeoise ?

Réponse (06.08.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Parmi les causes liées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, la pauvreté occupe une place prépondérante. Les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire et à la malnutrition sont dès lors également, globalement, les plus pauvres et le plus souvent celles touchées par des conflits. Tout en tenant compte des aspects multidimensionnels sous-jacents à la pauvreté, la Coopération luxembourgeoise s'est donné comme objectif principal de contribuer à la réduction et, à terme, à l'éradication de la pauvreté extrême à travers le soutien au développement durable sur le plan économique, social et environnemental. Afin d'atteindre cet objectif, les interventions de la Coopération luxembourgeoise adoptent une réponse holistique et intégrée tout en se concentrant sur quatre thématiques prioritaires - améliorer l'accès à des services sociaux de base de qualité, renforcer l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes, promouvoir une gouvernance inclusive ainsi qu'une croissance durable et inclusive - auxquelles s'ajoutent trois priorités transversales : le respect et la promotion des droits humains, l'égalité entre les genres et la durabilité environnementale.

Dans ce contexte et guidé par la conviction qu'une population disposant d'une alimentation en quantité suffisante et d'une qualité adéquate est en meilleure santé, plus active et est davantage susceptible de suivre un enseignement scolaire, la Coopération luxembourgeoise vise plus particulièrement à assurer un niveau de subsistance minimal pour tous. Elle considère également que le développement d'une agriculture durable est essentiel pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout comme pour le renforcement de la résilience des populations, notamment pour faire face à des crises futures, y compris celles induites par le changement climatique. C'est dans cet esprit que le Luxembourg a soutenu, le 17 novembre 2019, la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

La Coopération luxembourgeoise tient également compte de la vulnérabilité plus significative des femmes, en raison de leur contribution importante aux secteurs de l'agriculture d'une part et, d'autre part, de leur résilience entravée du fait d'une situation initiale structurellement inégalitaire en termes de droits, d'accès aux ressources ainsi qu'à l'éducation, au marché du travail, à l'information et à la prise de décision.

Au niveau de la coopération au développement bilatérale ces ambitions se reflètent dans les objectifs stratégiques retenus dans les Programmes indicatifs de coopération (PIC) avec ses pays partenaires et plus concrètement dans les programmes et projets qui en découlent. Ce sont en effet ces pays, généralement parmi les plus pauvres au monde, qui sont affectés le plus par l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Ainsi, au Mali, où la situation alimentaire et nutritionnelle est gravement impactée par la situation sécuritaire et les conséquences du changement climatique, le programme de développement rural a comme objectif principal de contribuer à la diversification des sources de revenus agricoles et au renforcement de la sécurité alimentaire des ménages ruraux de manière durable, en favorisant les soutiens à l'agriculture familiale et les techniques agro-écologiques. Adoptant une approche volontairement holistique, le programme inclut également des activités liées à la formation professionnelle et vise à favoriser l'accès aux financements.

Au Niger, pays partenaire avec lequel un nouveau PIC vient d'être signé le 19 mai 2021, la Coopération luxembourgeoise poursuivra ses appuis au développement rural durable ainsi qu'au secteur de l'eau et de l'assainissement en soutenant une approche de gestion intégrale des ressources en eau.

Concrètement, les appuis luxembourgeois viseront à favoriser l'accès à l'eau potable, mais également à usage agricole ou encore pour l'élevage. Plus spécifiquement en termes de sécurité alimentaire, le Luxembourg contribue financièrement depuis 2006 au Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires, instrument multi bailleurs mis en place par les autorités nigériennes qui a pour objectif de s'adresser aux besoins urgents en termes de sécurité alimentaire et de nutrition.

Au Burkina Faso, et tenant compte des effets néfastes liés au changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la Coopération luxembourgeoise soutient des programmes de récupération des terres dégradées et de gestion des ressources forestières. Les objectifs de ces programmes consistent à favoriser l'accès au foncier, contribuer à la sécurité alimentaire, diversifier les sources de revenus et augmenter la résilience des populations bénéficiaires face au changement climatique.

Au Laos, malgré un contexte particulièrement difficile suite à l'éruption de la pandémie liée au Covid-19, les projets de développement en cours ont su s'adapter pour répondre aux besoins critiques en matière de santé et de sécurité alimentaire, tant au niveau central que provincial, avec la mise à disposition d'un budget additionnel à hauteur de quatre millions d'euros. Le nouveau PIC qui vient d'être signé récemment, établit la sécurité alimentaire et la nutrition comme domaines clés de son futur programme de développement local.

Dans le même ordre d'idées, la Coopération luxembourgeoise soutient des programmes dans les pays dits « à projets ». Ainsi, le Luxembourg finance depuis 2005 des programmes d'amélioration de la sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté dans les Territoires palestiniens occupés (TPO). Ces appuis dans les TPO se traduisent par la mise en œuvre de projets novateurs au sein des communautés rurales palestiniennes en promouvant notamment une agriculture durable, en encourageant la création de PME agroalimentaires en partenariat avec le secteur privé en vue de création d'emplois et en renforçant les capacités et la résilience des femmes par l'encouragement de création de PME dirigées par des femmes.

L'attachement continu du Luxembourg au multilatéralisme se traduit par son soutien actif aux réformes dans le domaine de la coopération internationale et de la promotion des efforts globaux en matière d'éradication de la pauvreté, de la durabilité environnementale et des droits humains. Plus spécifiquement dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, la Coopération luxembourgeoise soutient au Mali un programme d'ONU Femmes qui vise à augmenter la résilience de la production agricole au changement climatique tout en renforçant le rôle des femmes dans cette production, tandis qu'au Niger, le Luxembourg appuie le programme d'Unicef qui a pour objectif d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition respectivement des mères et des nouveau-nés pendant les 1.000 premiers jours de vie. En Afghanistan, le Luxembourg finance un projet de développement agricole, mis en œuvre par la FAO et au Nicaragua, le Luxembourg finance le programme de cantines scolaires mis en œuvre par le PAM.

À l'initiative de la Coopération luxembourgeoise, et en coopération avec les responsables du Fonds international de développement agricole (FIDA), le Luxembourg a mis en place le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC). Ce fonds d'impact innovant vise à catalyser une assistance financière et technique aux petits exploitants agricoles avec l'objectif principal de contribuer à la réduction de la pauvreté et à assurer la sécurité alimentaire à travers l'accès à des moyens de subsistance plus justes, plus sains et plus inclusifs.

Le Smallholder Safety Net Upscaling Programme (SSNUP) a pour sa part l'ambition de participer au renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles et de leurs familles face aux chocs naturels ou climatiques, comme les sécheresses, les inondations ou les maladies des plantes, par le recours à des pratiques agricoles plus durables et conformes aux principes agro-écologiques.

En outre, le projet « Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Burkina Faso et au Mali (Agri+) » mis en œuvre par l'ONG SOS Faim vise à transformer et à moderniser les exploitations agricoles familiales au Burkina Faso et au Mali à travers la facilitation de l'accès au financement à moyen et à long terme. De nombreuses autres actions de diverses ONGs dans le domaine agricole et rural sont cofinancées par la Coopération luxembourgeoise.

Au niveau de l'action humanitaire, l'insécurité alimentaire des populations vulnérables dans les contextes de crises, souvent touchées par des conflits, exacerbés par l'impact du climat, reste une des préoccupations du Luxembourg. Par conséquent, le Luxembourg entretient un partenariat important et de longue date avec le Programme alimentaire mondial (PAM), lauréat du Prix Nobel de la paix en 2020. À part le soutien aux opérations humanitaires du PAM dans différents contextes de crises, dont la région du Sahel central, l'Éthiopie, le Yémen et la Syrie, le Luxembourg contribue aux activités de nutrition du PAM ainsi qu'aux programmes de repas scolaires dans plusieurs pays. Par ailleurs, le soutien au « WFP Innovation Accelerator » visant notamment à trouver des solutions innovantes afin d'atteindre l'objectif « Zero Hunger » de l'Agenda 2030, est un pilier important du partenariat entre le Luxembourg et le PAM.

À travers des fonds flexibles alloués inter alia au « Immediate Response Account » du PAM ainsi qu'au « Central Emergency Response Fund (CERF) » et à un nombre de « Country-Based Pooled Funds » gérés par l'ONU, le Luxembourg continuera par ailleurs à soutenir le renforcement de la sécurité alimentaire des populations touchées par des crises humanitaires dans le monde entier. De plus, à travers ses partenariats humanitaires importants avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), entre autres, notamment par le biais des contributions flexibles allouées à ces acteurs, le Luxembourg contribue encore à renforcer la sécurité alimentaire auprès des populations les plus vulnérables.

En ce qui concerne les ONG humanitaires, le Luxembourg a cofinancé en 2020 de nombreux projets d'aide alimentaire, surtout dans la région du Sahel et au Soudan du Sud, avec un montant total de 1,34 millions euros. Pour 2021, le Luxembourg a déjà, à ce stade, surpassé son engagement de 2020 avec un montant total de 1,65 millions euros dédiés à des projets d'aide alimentaire.

Pour conclure, la Coopération luxembourgeoise continuera à appuyer des programmes et initiatives pour combattre la faim dans le monde, en promouvant des systèmes alimentaires plus sains, plus viables et plus équitables.

Dans ce contexte, le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui se tiendra en septembre à New York, sera l'occasion pour la communauté internationale d'adopter de nouvelles mesures, solutions et stratégies pour transformer les modes de production, de consommation et de pensée dans le domaine alimentaire. Cinq pistes d'action ont été identifiées à cet effet :

- garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs,

- passer à des modes de consommation durables,

- stimuler une production respectueuse de la nature,

- promouvoir des moyens de subsistance équitables,

- renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et au stress.

Question 5440 (28.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination contre la Covid-19 chez les jeunes de moins de 18 ans :**

Mat der Aféierung vum 2G+ duerch dat aktuellt Covidgesetz muss jiddereen, ob geimpft oder geheelt, ee Schnelltest maachen, fir u verschiddenen Aktivitéite kënnen deelzehuelen, zum Beispill fir an de Restaurant oder an de Kino kënnen eranzekommen. Persounen, déi hir Opfrëschungsimpfung (Booster) kruten, sinn dovunner ausgeholl.

Bei Jonken ënner 18 Joer ass awer elo de Problem, dass si nach kee Booster kënne maachen, well am Moment zu Lëtzebuerg keng medezinesch Indikatioun besteet, fir Mannerjäregen eng drëtt Dosis ze ginn. Dat bedeit, dass déi Jonk déi „gelackmeiert" bei der Saach sinn, well souguer wann si zënter Méint komplett geimpft sinn, kënnen si nach net geboostert ginn.

Dës Situatioun féiert a verschiddene Liewenssituatiounen zu enger Diskriminéierunge vu ville Jonken, well si verschidde Plaze guer net méi dierfe besichen. Wéi een op verschiddene Posts op de soziale Medie liest, géifen zum Beispill verschidde Kinoe keng Schnelltester op der Plaz ubidden an och keen Test vu baussen akzeptéieren an dowéinst Jugendlecher, trotz dass si geimpft sinn, guer net méi eraloossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

- Wäert d'Regierung der aktueller Situatioun entgéintwierken, fir dass déi Jonk, déi komplett geimpft sinn an nach kee Booster an Usproch kënnen huelen, net weider duerch den 2G+ um Deelhuelen u verschiddenen Aktivitéiten ausgeschloss ginn? Falls jo, wéi gedenkt d'Regierung hei ze agéieren a wéi schnell wäert dëst passéieren?

Question urgente 5441 (29.12.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **vaccination de rappel « booster » des adolescents de douze à 17 ans :**

Jusqu'à présent, la vaccination de rappel n'est autorisée au Luxembourg que pour les personnes de plus de 18 ans. Comme la plupart des jeunes n'ont été vaccinés qu'à partir du mois de juillet et que la dose de rappel ne pouvait initialement être administrée qu'après un délai de six mois, la question concernant le boosting des mineurs ne se posait pas jusqu'à présent. Or, à partir de janvier la durée minimale après laquelle la dose de rappel pourra être administrée, sera réduite à quatre mois pour BioNTech et Moderna. En conséquence, la question se pose dorénavant si à partir de janvier la dose de rappel ne devait pas être ouverte aux jeunes de moins de 18 ans.

Pendant les fêtes de Noël, il s'est par ailleurs avéré que le système 2G+ n'est pas encore partout installé de façon à répondre aux dispositions législatives. Ainsi, plusieurs cinémas n'ont pas pu proposer à leurs clients des tests rapides à effectuer sur place. Les clients dont beaucoup de jeunes qui n'ont pas encore pu profiter de leur dose de rappel et qui de surcroît n'étaient pas en possession d'un test certifié réalisé en amont, n'étaient donc pas autorisés à entrer dans les salles cinématographiques.

Quant à la France, la Haute autorité de la santé a recommandé en date du 24 décembre 2021 la vaccination de rappel pour les jeunes entre douze et 17 ans présentant des antécédents médicaux. Selon nos informations, cette autorité publique indépendante se prononcera prochainement également pour l'ouverture générale de la vaccination de rappel aux adolescents, cette recommandation poursuivant un double but : il s'agira de limiter au maximum le nombre de nouveaux cas d'infection et de formes graves d'une part et d'éviter d'autre part la saturation des établissements de santé. Ensuite, il y a surtout lieu de tenir compte de la chute de l'efficacité du vaccin par rapport au variant Omicron. À partir de quatre mois après la primovaccination, l'efficacité baisse en effet à 34 %. Une remontée de l'efficacité à 75 % est cependant à constater deux semaines après la dose de rappel.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre prévoit-elle de s'aligner à la recommandation susmentionnée en rendant accessible la vaccination de rappel aux jeunes de douze à 17 ans, l'objectif étant de réduire le risque d'infections et d'évolutions graves de la maladie, voire d'éviter la surcharge des établissements de santé et de leur personnel ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle le cas échéant de prendre une décision relative à l'ouverture de la vaccination de rappel aux mineurs dans les plus brefs délais afin de leur permettre de participer à la vie sociale et culturelle sur un pied d'égalité avec les adultes ou estime-t-elle que le vaccin de rappel devrait uniquement être ouvert aux jeunes de douze à 17 ans qui présentent des antécédents médicaux ?

3) Vu qu'à défaut de la vaccination de rappel pour des raisons d'âge ou de délai, les personnes concernées devront à chaque fois effectuer des tests rapides sur place ou présenter des certificats de tests partout où le système 2G+ est obligatoire, est-il prévu que tous les lieux culturels dont notamment les cinémas et théâtres seront dotés de tests rapides à effectuer sur place ?

Question urgente 5442 (29.12.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **tests rapides pour les jeunes de moins de 18 ans :**

Nom Akraafttriede vum neie Covidgesetz gëllt den 2G+ a ville Fräizäitberäicher fir déi Leit, déi nach kee „Booster" kritt hunn. Dëst ass ënner anerem de Fall fir Jugendlech ënner 18 Joer, well dës hei zu Lëtzebuerg nach net kënne „geboostert" ginn.

An der Chambersplenière vum 24. Dezember sot de Premierminister sënngeméiss, datt et kee Sënn géif maachen, de Jugendleche gratis Schnelltester zur Verfügung ze stellen, well déi Etablissementer, an deenen den 2G+ erfuerderlech ass, dëser Tester zur Verfügung gestallt kriten.

An de leschten Deeg huet sech allerdéngs erausgestallt, datt dëst op ville Plazen net klappt, mat der Konsequenz, datt déi Jugendlech u verschiddenen Aktivitéiten net kënnen deelhuelen oder datt si musse selwer bezuele fir de Schnelltest, obwuel si nach keng Méiglechkeet haten, sech boosten ze loossen.

An deem Kontext wëll ech der Madamm Ministesch fir Gesondheet follgend Froe stellen:

- Wéini gedenkt d'Madamm Ministesch, d'„Boosterimpfungen" fir déi Jugendlech zouzeloossen?

- Ass d'Madamm Ministesch bereet, de Jugendleche Bonge fir gratis Tester zur Verfügung ze stellen, soulaang wéi net all Etablissementer, wou den 2G+ erfuerderlech ass, Tester kritt hunn?

Réponse commune (07.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Dat aktuellt Covidsgesetz gesäit effektiv vir, datt déi Leit, déi hir Boosterimpfung nach net kritt hunn, e Schnelltest sur place maache mussen, oder e valabelen Testcertificat virweise musse fir un Aktivitéiten, déi ënnert dem 2G+-Regime lafen, deelzehuelen. De 5. Januar ass allerdéngs e Gesetzesentworf (PL7943) an der Chamber deposéiert ginn, deen Ännerunge vum Regime 2G+ virgesäit a verschidde Cas de figure vun der Obligatioun vun engem zousätzleche Schnelltest sur place entbënnt. Soumat bräichte Leit, deenen hire kompletten Impfschema manner wéi 180 Deeg zeréckläit an déi duerchaus nach iwwert e genügende Schutz verfügen, keen zousätzleche Schnelltest méi op der Plaz ze maachen, fir u kulturell, sportlech oder Aktivitéiten am Horeca-Beräich deelzehuelen. Soumat wieren och Jonker vu manner wéi 18 Joer, deenen hiren Impfschema manner wéi sechs Méint zerécklläit (wat bis elo de facto fir all Jonken ënner 18 Joer de Fall ass, vu datt d'Impfung réischt säit Mëtt Juni 2021 fir si méiglech ass), vun der Obligatioun, e Schnelltest sur place ze maachen, entbonnen.

A Frankräich ass et am Moment schonns erlaabt fir de Jugendleche vun zwielef Joer un eng Boosterimpfung ze administréieren, allerdéngs ënnert der Konditioun, datt si selwer vulnerabel sinn. Eng allgemeng Recommandatioun, fir e Booster an dëser Alterskategorie ze administréieren, gëtt et aktuell a Frankräich awer nach net. An Däitschland huet de Gesondheetsminister sech elo kierzlech fir e generelle Booster vun zwielef Joer un ausgeschwat. D'STIKO (Ständige Impfkommission) huet awer nach keen Avis dozou erausginn. An den USA gëtt et säit dem 3. Januar eng Recommandatioun, fir eng Boosterimpfung bei alle Leit iwwert zwielef Joer ze maachen.

Parallell dozou huet de Regierungsrot vum 7. Januar awer och decidéiert, datt Jonker zwëschent zwielef a 17 Joer och eligibel si fir eng Boosterimpfung, an dëst fréistens dräi Méint no hirer leschter Impfung.

Vu datt d'Boosterimpfung deemno elo och fir Jonker ab zwielef Joer méiglech ass, ënnerleien och si der Obligatioun, sechs Méint no hirer leschter Impfung, e Schnelltest sur place fir verschidden Aktivitéiten duerchzeféieren, just wann si hir Boosterimpfung nach net kritt hunn.

Question urgente 5452 (04.01.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **ordonnances pour des tests PCR :**

Wann eng Persoun selwer ee Schnelltest mécht, wou d'Resultat positiv ass, kann si dëst Resultat op covidtracing.public.lu mellen a kritt, laut Facebook-Post vum Ministère de la Santé vum 31. Dezember 2021, no e puer Stonne per E-Mail eng Ordonnance fir ee Schnelltest. Am Fall wou eng Persoun anzwousch geet, fir een zertifizéierte Schnelltest ze maachen, ass et um Professionellen, fir d'positiivt Resultat ze deklaréieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

- Kréien déi concernéiert Persoune bei engem positive Schnelltest vun engem Professionellen och eng Ordonnance vun der Santé fir ee PCR-Test geschéckt?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass richteg, dass wann een e positiivt Resultat vun engem Selbsttest iwwert de Site covidtracing.public.lu mellt, een automatesch eng Ordonnance fir e PCR-Test geschéckt kritt.

Bei Leit, déi e certifiéierte Schnelltest maachen, gëtt d'positiivt Resultat duerch de Gesondheetsberuffler, deen den Test gemaach huet, bei der Direction de la Santé gemellt. Duerno gëtt déi positiv Persoun vum Contacttracing ugeruff, a falls d'Persoun wëllt hiren Diagnostic duerch e PCR-Test validéieren, da kritt si selbstverständlech eng Ordonnance geschéckt, fir e PCR-Test ze maachen. Déi meescht Leit froen och esou eng Ordonnance. Et ass ze bemierken, dass e certifiéierte Schnelltest awer duergeet, fir eng Ordonnance d'isolement auszestellen. Wann d'Persoun allerdéngs gären e Certificat de rétablissement no hirer Infektioun hätt, ass d'Diagnos duerch e PCR-Test noutwendeg wëll e Certificat de rétablissement net alleng op Basis vun engem certifiéierte Schnelltest ausgestallt kann ginn.

Question urgente 5458 (04.01.2022) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **vaccination des femmes enceintes :**

En date du 29 mars 2021, le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CMSI) s'est prononcé la première fois sur la situation des femmes enceintes en ce qui concerne la vaccination contre la Covid-19. Dans sa prise de position, le CMSI a recommandé la vaccination des femmes enceintes par un vaccin à ARNm à partir de la 10e semaine d'aménorrhée. Depuis, le CMSI n'a ni retiré sa recommandation concernant la vaccination des femmes enceintes ni prononcé une autre recommandation.

Il nous revient maintenant que plusieurs femmes se sont vu refuser la vaccination de rappel au centre de vaccination alors qu'elles avaient reçu une invitation à se faire vacciner.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre est-elle au courant de la situation susmentionnée ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle nous fournir des chiffres de femmes enceintes refusées aux centres de vaccination ?

- Pour quelles raisons les femmes enceintes se sont-elles vu refuser la vaccination de rappel contre la Covid-19 ?

- Madame la Ministre, que compte-elle faire à ce sujet pour que les femmes enceintes puissent se faire vacciner ?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) s'est effectivement prononcé en mars 2021 en faveur de la vaccination des femmes enceintes. L'opportunité de compléter cette vaccination de base par une vaccination de rappel n'avait cependant pas été abordée, puisque la nécessité de vaccinations de rappel n'était pas encore envisagée à ce moment de la campagne de vaccination.

Ceci explique que certains médecins dans les centres de vaccination ont maintenant été hésitants pour administrer un vaccin de rappel aux femmes enceintes. Entre-temps, le CSMI s'est cependant clairement exprimé en faveur de l'administration d'un vaccin rappel aux femmes enceintes (en-dehors du premier trimestre de grossesse) en complément de la vaccination de base initiale et une information dans ce sens a été communiquée à tous les centres de vaccination et aux médecins qui vaccinent dans leurs cabinets.

Les femmes enceintes qui auraient été refusées peuvent reprendre un rendez-vous dans un centre de vaccination ou chez leur médecin afin d'obtenir le vaccin rappel dans les meilleurs délais.

Question urgente 5464 (10.01.2022) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **centres de dépistage Covid-19 :**

Den Ament sinn eis Covid-19-Testzentre wéi och d'Laboratoirë fir d'PCR-Tester iwwerlaf. Deemno mussen d'Leit stonnelaang waarden, bis se un hiren Tour kommen.

Vu datt de Pic vun de Covidinfektiounen, laut de Virologen, fir Enn Januar virgesinn ass, mat engem „worst case" u 5.000 - 7.000 Neiinfektioune pro Dag, wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung mech informéieren, ob genuch Teststatiounen duerch d'ganzt Land verdeelt ginn? Wouhi kommen dës Statiounen?

- Si genuch PCR-Tester disponibel, am Fall wou mer 5.000 - 7.000 Neiinfektioune pro Dag registréieren?

Réponse (10.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Zu Lëtzebuerg gëtt d'Offer u PCR-Tester fir Covid-19 duerch déi dräi Privatlaboratoiren, d'Spidolslaboratoiren an den Nationale Gesondheetslaboratoire assuréiert. De Gros vun den Tester gëtt awer bei Wäitem an de Privatlaboratoirë gemaach.

De „facteur limitatif" ass dobäi net d'Unzuel un Testzentren, mee, wéi d'Regierung schonn éfters matgedeelt huet, d'Unzuel u Leit, déi de Prelèvement kënne realiséieren. Aktuell sinn dat dem Gesetz no eng Rei Gesondheetsberuffer, déi jeenodeem nach eng kuerz Zousazausbildung vu véier Stonne musse maachen [cf. Règlement grand-ducal du 14 mai 2021 fixant les conditions de réalisation et de certification des tests de dépistage et diagnostic (…)]. Fir dem Manktem beim Personal entgéintzekommen, huet d'Regierung kuerzfristeg an en urgence de 7. Januar 2022 e Règlement grand-ducal geholl, mat deem dës Kompetenz och op den „Arzthelfer(in)" mat engem däitschen, dem „Medizinische(r) Praxisassistent(in)" mat schwäizer oder dem „Ordinationsassistent(in)" mat engem éisträicheschen Diplom erweidert gëtt. Dës Kompetenzerweiderung wäert den 11. Januar 2022 a Kraaft trieden. Et schaffen eng Rei Leit mat deenen Diplomer schonns hei zu Lëtzebuerg an et sinn och weider Leit an der Groussregioun disponibel fir dat ze maachen.

Et ginn aktuell weider Iwwerleeunge gefouert, fir eventuell anere Beruffer och dës Kompetenz fir Prelèvementer ze ginn, respektiv fir si an aner Aktivitéite vun der Labosaarbecht kënne wärend der Pandemie anzesetzen.

Et schéngen am Moment keng weider Contrainten ze existéiere bei der Liwwerung vum Testmaterial an Equipementer, wéi dat am Ufank vun der Pandemie de Fall wor.

Aktuell ka Lëtzebuerg eng 7.000 PCR-Tester pro Dag realiséieren, wat ëmgerechent eng eelef Tester pro 1.000 Awunner am Dag ass. Den däitsche Bundesgesondheetsminister huet virun e puer Deeg annoncéiert, dass déi maximal Testkapazitéit an sengem Land bei 2,4 Milliounen Tester pro Woch läit, wat ongefeier véier Tester pro 1.000 Awunner am Dag entsprécht. Lëtzebuerg steet also am europäesche Vergläich net onbedéngt esou schlecht do. Bei dëse Vergläicher muss een och oppassen, well verschidde Länner am Reporting keen Ënnerscheed maachen zwëschent PCR-Test an Antigeen-Schnelltester, an et doduerch ausgesäit, wéi wann si vill méi grouss Testkapazitéiten hätten. Zu Lëtzebuerg wäert och an der Zukunft méi op Schnelltester gesat ginn (z. B. fir d'Konfirmatioun vun Infektiounen an de Schoulen, oder fir eng fréizäiteg Sortie aus dem Isolement …). Dëst wäert hëllefen, de Besoin u PCR-Tester ze limitéierten an déi bestehend PCR-Kapazitéiten dohin ze orientéieren, wou si wierklech prioritär gebraucht ginn.

Lëtzebuerg plangt seng PCR-Testkapazitéiten och weider eropzesetzen, mat op mannst schonns 1.000 supplementairen Tester pro Dag an dëser Woch.

Question urgente 5484 (10.01.2022) de **M. Claude Lamberty** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **manifestations contre les mesures anti-Covid prévues devant l'Hôpital Robert Schuman :**

Et ass eis zu Ouere komm, datt op verschiddene soziale Medien een Opruff gemaach gëtt, fir d'nächst Woch un enger Coviddemonstratioun virum Spidol Robert Schuman um Kierchberg deelzehuelen.

Ofgesinn dovunner, datt dëst inakzeptabel vis-à-vis vun dem ganze Gesondheets- a Fleegepersonal ass, dat zanter bal zwee Joer un éischter Front am Kampf géint d'Pandemie steet, wéilte mir an deem Kader dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister scho vun dësem Opruff op de soziale Medien héieren?

2. Gouf dës Manifestatioun schonn iwwert den offizielle Wee bei den zoustännegen Autoritéiten ugemellt?

3. Wéi reagéiert den Här Minister vis-à-vis vum Opruff virun enger Klinik ze demonstréieren, besonnesch mam Wëssen, wéi d'Manifestatiounen an de leschte Wochen ofgelaf sinn?

4. Ass den Här Minister och der Meenung, dass zu all Moment am Land d'Accèsen an d'Zoufaartsweeër zu de Klinicken, mee och zu anere wichtege Rettungsdéngschter an Unitéiten net duerch Manifestatiounen dierfe perturbéiert ginn?

5. Wäert an deem Kader also séchergestallt ginn, datt den Accès zum Spidol fir d'Patienten an d'Rettungsdéngschter zu all Moment garantéiert bleift?

Réponse (11.01.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Police assuréiert ee Monitoring vun de soziale Medien, fir sech am Kontext vun de rezente Manifestatiounen an der Entwécklung vun der Situatioun adequat kënnen opzestellen. De Minister steet a reegelméissegem Kontakt mat der Direktioun vun der Police an de Regionaldirektiounen.

ad 2. Zum Zäitpunkt wou dës parlamentaresch Fro erakomm ass, ass säitens der Stad Lëtzebuerg dem MSI konfirméiert ginn, dass dës Manifestatioun net ugefrot ginn ass.

ad 3. All net ugemellte Manifestatiounen a Manifestatiounen, déi ausserhalb dem Zoning stattfannen, dee virgesi ginn ass fir d'Sécherheet vun de Bierger an de Polizisten, verstéisst géint d'Gemengereglement dat virschreift, datt all Manifestatioun muss am Virfeld ugemellt ginn.

ad 4. Jo. Accèsen an Zoufaartsweeër zu de Klinicke mussen iwwerall an ënner allen Ëmstänn fräibleiwen.

ad 5. Déi éischt Prioritéit vum Dispositif vun der Police ass, dass keng Persoun zu Schued kënnt.

N°21
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 21 | Session ordinaire 2020-2021

Gouvernance des hôpitaux	p. 706	Sommaire des séances publiques nos 49 et 50	p. 736	49e séance	Mercredi 28 avril 2021
Débat sur le PSC, le PNR et le PRR	p. 721	Sommaire des questions parlementaires	p. Q515	50e séance	Jeudi 29 avril 2021

Quatre nouveaux députés assermentés au mois de janvier

La Chambre des Députés compte quatre nouveaux membres. Trois d'entre eux ont prêté serment le 11 janvier 2022 : M. Max Hengel a succédé à Mme Françoise Hetto-Gaasch, tandis que M. Carlo Weber et M. Dan Kersch ont repris deux sièges devenus vacants suite à un remaniement au sein du Gouvernement. Une autre députée, Mme Jessie Thill, vient d'être assermentée en date du 19 janvier 2022.

L'ancien bourgmestre et actuel échevin de la commune de Wormeldange, M. Max Hengel, a fait des études en histoire et en sciences politiques.

Il remplace Mme Françoise Hetto-Gaasch à la Chambre des Députés qui s'est retirée pour des motifs personnels. M. Max Hengel était collaborateur parlementaire du CSV depuis 2006. Il est désormais membre entre autres de la Commission de la Santé et des Sports, de la Commission du Logement et de la Commission des Pétitions.



M. Max Hengel (CSV)



M. Dan Kersch (LSAP)

Un ministre devient député : M. Dan Kersch a quitté ses fonctions de Ministre du Travail et des Sports pour rejoindre les rangs des députés socialistes au Marché-aux-Herbes. En 2013, il a fait son entrée au Gouvernement en tant que Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. Ce mois, il vient d'être remplacé par le député M. Georges Engel à son poste de ministre. M. Dan Kersch siégera entre autres à la Commission des Finances et du Budget et à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

M. Carlo Weber, qui siège au conseil communal de Wincrange, succède à M. Claude Haagen qui a quitté ses fonctions de député pour remplacer M. Romain Schneider au sein du Gouvernement.

M. Weber a travaillé dans l'Administration des ponts et chaussées pendant 27 ans.

Passionné de cyclisme, il est depuis plus de dix ans Président du « 24 Stonne Vëlo Wëntger ».

Il siégera entre autres à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace, à la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.



M. Carlo Weber (LSAP)



Mme Jessie Thill (déi gréng)

La quatrième députée nouvellement assermentée est Mme Jessie Thill du groupe déi gréng. Elle effectue actuellement un mandat de seconde échevine dans la commune de Walferdange.

Mme Jessie Thill détient un master en physique de l'environnement. À 25 ans, elle est la plus jeune députée au Parlement. Elle succède à M. Carlo Back qui y siégeait depuis le 6 décembre 2018. Son assermentation porte le nombre de femmes parmi les députés à 21 sur 60.

Mme Thill fait partie entre autres de la Commission du Logement, de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics et de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

Conférence sur l'avenir de l'Europe

Audition sur le changement climatique à la Chambre des Députés

Le changement climatique a été au cœur des échanges d'un panel composé de représentants de la société civile et des membres de la sous-commission « Avenir de l'Europe » le 10 janvier 2022.

Cette entrevue était organisée dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, qui a pour objectif d'écouter les attentes des citoyens européens sur leur avenir commun. Les députés ont discuté avec des représentants du « Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050 » ainsi que de l'association « Votum Klima ».

L'échange du 10 janvier s'est inscrit dans une série d'entrevues avec différents panels d'experts. Les sujets abordés sont le fruit des discussions avec des citoyens au sein de différents groupes de travail qui ont eu lieu avant l'été. Outre les flux migratoires, les sujets des inégalités et de la compétitivité économique de l'Union européenne avaient été retenus et fait l'objet de deux panels.

Favoriser le dialogue sur l'avenir de l'UE

La Conférence sur l'avenir de l'Europe est organisée par la Commission européenne, le Conseil et le Parlement européen. L'idée principale consiste à impliquer des citoyens de toutes origines, des représentants de la société civile et des parties prenantes aux niveaux européen, national, régional et local dans l'établissement des priorités de l'UE via une approche ascendante, ouverte, transparente, inclusive, participative et équilibrée.

La Chambre des Députés en tant que Parlement national joue un rôle de fédérateur et tente de promouvoir le dialogue avec le citoyen. Une série d'événements est organisée pour faciliter le dialogue entre députés et citoyens.



Les membres de la sous-commission « Avenir de l'Europe » ont discuté avec des représentants de la société civile sur le changement climatique.



De Chamberspresident Fernand Etgen an de Generalsekretär Laurent Scheeck hu sech de 14. Januar 2022 an d'Kondolenzbuch fir de verstuerwene President vum Europaparlament David Sassoli agedroen an domadder hiert Bäileed ausgedréckt.

L'Administration parlementaire recrute :

2 CHERCHEURS pour la Cellule scientifique (m/f) (réf. CHD78S)

disposant d'une expertise avérée dans l'un des domaines suivants : sciences économiques et/ou financières, sciences sociales et humaines

CDI à tâche complète - groupe de traitement A1

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://bit.ly/3nqbcYj

Révisions de la Constitution

Campagne d'information à destination de tous les ménages



De gauche à droite : M. Charles Margue, M. Léon Gloden, M. Fernand Etgen, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Laurent Scheeck

Les rapporteurs des quatre propositions de révision de la Constitution, Mme Simone Beissel (DP), M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), M. Léon Gloden (CSV) et M. Charles Margue (déi gréng) ont fait le point, le 14 janvier 2022, sur les travaux relatifs aux révisions de la Constitution ainsi que sur les différentes étapes de la campagne d'information. Par la suite, une publication a été envoyée à tous les ménages au Luxembourg pour informer le grand public sur les différents éléments qui sont prévus par les propositions de révision. Lors de la conférence de presse, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a regretté qu'un amalgame ait été fait entre les discussions sur les mesures sanitaires et les débats sur la révision de la Constitution. « Aus der sanitärer Kris däerf awer keng demokratesch Kris ginn », a-t-il insisté. Les rapporteurs des propositions de révision sont revenus sur les nouveautés par rapport à la Constitution actuelle - des changements concernant entre autres la fonction du Grand-Duc et les symboles de l'État. Jusqu'à présent les symboles ne figurent pas dans la Constitution, « mais ils ont un haut degré de reconnaissance », a souligné le rapporteur du chapitre « Organisation de l'État », le Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, M. Mars Di Bartolomeo.

Les rapports des propositions de révision numéros 7700 sur « l'Organisation de l'État » et 7755 sur les « Droits et Libertés » ont été approuvés en commission à la fin de l'année dernière. Tandis que pour la proposition 7700, le débat et le vote en séance plénière vont avoir lieu le 25 janvier 2022, une date précise pour le numéro 7755 n'est pas encore retenue. En ce qui concerne la proposition 7575 sur la Justice, le rapporteur, M. Léon Gloden, a expliqué que le deuxième vote constitutionnel n'aura lieu que quand les lois sur le statut des magistrats et le Conseil national de la justice seront prêtes. Actuellement, le Conseil d'État est saisi des amendements.

Visite du spécialiste financier M. Pascal Saint-Amans

Échange autour de la fiscalité internationale et luxembourgeoise

M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, a été reçu le 11 janvier 2022 à la Chambre des Députés. L'expert financier est connu au niveau international pour avoir lancé le projet BEPS (érosion de l'assiette fiscale et transfert des bénéfices) de l'OCDE en 2012, dont l'objectif est de lutter contre l'évasion fiscale. Une des mesures phares du projet est la mise en place d'un taux d'imposition minimum commun de 15 % pour les grandes entreprises. Une proposition de directive européenne récemment déposée reprend les principes du BEPS.

Le Luxembourg a, selon M. Pascal Saint-Amans, parfaitement joué son rôle dans la lutte contre l'évasion fiscale ces dernières années. Le pays aurait changé profondément et soutenu tous les travaux de l'OCDE. Cela inclut le soutien au plan BEPS, dont le Luxembourg aurait appliqué dans le détail toutes les mesures. Pour le haut-fonctionnaire, la réputation du Luxembourg aurait ainsi été « rétablie » en matière de fiscalité. Cependant, le fait que la financiarisation de l'économie reste importante (la place financière représente plus de 30 % du PIB - produit intérieur brut - au Luxembourg), mènerait inéluctablement à ce que le Luxembourg reste sous un regard critique, notamment des ONG. Celles-ci utiliseraient parfois des mots « blessants » à l'égard du pays, ce qui serait « assez injuste ».

Les députés ont souhaité savoir comment l'introduction des deux piliers sur lesquels repose le plan de l'OCDE allait influencer la place financière luxembourgeoise. Ils ont également demandé s'il y avait un risque de délocalisation d'entreprises.

C'est le second pilier qui doit introduire un taux d'imposition minimal international de 15 %. Il concerne toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 millions d'euros, donc également beaucoup d'acteurs opérant au Luxembourg. Il a le potentiel d'avoir un effet sur l'économie luxembourgeoise. M. Pascal Saint-Amans a cependant rappelé que l'industrie des fonds restera neutre fiscalement. La concrétisation de l'impôt minimum de 15 % signifierait vraisemblablement que le Luxembourg pourra taxer plus d'acteurs économiques, et donc obtenir des revenus supplémentaires. Cependant, s'il s'avérait que certaines entreprises sont installées au Luxembourg uniquement pour le taux d'imposition, elles risqueraient en effet de partir.

Les députés ont poursuivi le débat en interrogeant M. Pascal Saint-Amans sur son analyse de la fiscalité au Luxembourg. Ce dernier a promis de leur fournir une série de rapports de l'OCDE pour les aider à préparer le débat de consultation sur « la modernisation et les défis de notre système fiscal », qui est prévu à la Chambre des Députés.



M. Pascal Saint-Amans (5e de gauche) a été reçu par les membres de la Commission des Finances et du Budget.

Convention Benelux : chasse et protection des oiseaux

7569 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970

Le projet de loi vise à approuver le Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, qui modifie la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles, le 10 juin 1970.

La Convention a fait l'objet d'un premier Protocole fait à Luxembourg, le 20 juin 1977.

De manière générale, la Convention a pour but la suppression des contrôles et des formalités aux frontières intérieures du Benelux et l'harmonisation des dispositions légales en matière de chasse et de protection des oiseaux dans les trois pays.

La Convention couvre tout acte de prélèvement opéré sur une espèce de gibier visée par cette Convention, que cet acte ait lieu dans le cadre de l'exercice habituel de la chasse ou dans le cadre d'une destruction qui vise spécifiquement à prévenir des dommages importants aux cultures, à l'élevage et aux forêts, ou à préserver l'intérêt de la protection de la faune et de la flore, l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou encore celui de la sécurité aérienne. Les partenaires Benelux sont confrontés à des cas dans lesquels ils doivent lutter contre des surdensités de population de certaines espèces de gibier parce qu'elles occasionnent des dommages économiques et sanitaires à l'agriculture et aux forêts, ou parce qu'elles provoquent des problèmes de sécurité aux abords des routes et des aéroports.

Par la suite, les parties contractantes ont décidé de modifier la Convention par le Protocole, afin de clairement limiter la portée de la Convention au seul exercice de la chasse proprement dite, et ce afin de permettre aux parties contractantes d'autoriser dans certaines circonstances une destruction d'espèces de gibier dans des conditions de temps et de lieu plus larges que celles qui s'imposent à l'exercice de la chasse, et avec des moyens plus appropriés que ceux qui sont autorisés pour la chasse.

En effet, les parties contractantes considèrent que l'intention commune des partenaires Benelux a toujours été que chaque Gouvernement puisse continuer à prendre les mesures nécessaires afin de pratiquer la destruction des animaux classés ou non gibier au sens de la Convention, notamment lorsque celle-ci vise la lutte contre certains dommages occasionnés par ces animaux. Il peut s'agir de dommages causés à d'autres espèces animales ou végétales en raison d'une population très nombreuse, mais également de la prévention de nuisances importantes et de dommages occasionnés à des véhicules, des terrains industriels, des terrains de sport ou des cimetières.

La destruction d'animaux classés ou non gibier au sens de la Convention peut également s'avérer nécessaire pour d'autres raisons, comme la protection de la santé et de la sécurité publiques, la prévention d'une souffrance animale inutile et la sécurité de la navigation aérienne, qui peuvent être menacées par ces animaux.

Le Protocole modifie la Convention également afin de tenir compte de la structure fédérale du Royaume de Belgique et du fait que la Convention concerne des matières relevant de la compétence exclusive des régions.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28.04.2020

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

09.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
31.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021
Loi du 31 mai 2021
Mémorial A : 2021, n° 407, page 1

Obligations en matière d'efficacité énergétique

7649 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;

2° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Le projet de loi relative au mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique introduit des modifications dans la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ainsi que dans la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel. Il met en place un cadre légal pour la 2e période du mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique allant de 2021 à 2030, suite à la première période de 2015 à 2020.

La 1re période du mécanisme d'obligations a été établie par la directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique. Elle a été transposée au Luxembourg par la loi du 19 juin 2015 modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, ainsi que la loi du 19 juin 2015 modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel.

En 2018, la directive 2018/2002/UE du 11 décembre 2018 a modifié la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique.

La directive 2018/2002/UE a imposé aux États membres un nouvel objectif cumulé d'économies d'énergie au stade de l'utilisation finale pour l'ensemble de la période d'obligation 2021 à 2030. L'objectif est équivalent à de nouvelles économies annuelles d'au moins 0,8 pour cent de la consommation d'énergie finale.

Le Luxembourg s'est donné l'objectif d'économie d'énergie finale entre 1,2 % et 1,5 % par an pour tous les secteurs dans le cadre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021 à 2030.

Afin d'atteindre l'objectif d'économies d'énergie, la directive 2018/2002/UE donne la possibilité aux États membres de faire usage soit du mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique ou de mesures alternatives de politique publique, soit d'un mélange des deux.

Le Luxembourg a choisi cette dernière approche et le présent projet de loi vise donc la mise en œuvre du cadre légal pour la deuxième période du mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique (2021-2030).

De manière générale, le mécanisme d'obligations oblige les fournisseurs de gaz et d'électricité à atteindre un objectif cumulé d'économies d'énergie au niveau de l'utilisation finale, en incitant leurs clients, c'est-à-dire les consommateurs finaux, à réaliser des économies d'énergie. Il s'agit donc d'un outil important dans le cadre de la réalisation de l'objectif en matière d'efficacité énergétique défini dans le PNEC (amélioration de 40 à 44 % jusqu'en 2030).

Pour y parvenir, les fournisseurs mettent en place des incitatifs financiers (primes versées aux consommateurs pour des économies réalisées) ou non financiers (études et assistance aux consommateurs), et accompagnent ou soutiennent les consommateurs lors de la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique au Luxembourg. Le mécanisme vise tous les consommateurs d'énergie au Luxembourg, notamment les particuliers, les entreprises et les communes. Notons que les fournisseurs sont libres d'adresser tout consommateur d'énergie au Luxembourg ; ils ne sont pas limités à leurs propres clients.

Les économies réalisées par les consommateurs sont comptabilisées par les fournisseurs et sont notifiées chaque année au Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

Les modifications principales par rapport à la première période du mécanisme d'obligation visent à développer davantage le système existant et concernent la révision des objectifs d'économies, la création d'une pénalité libératoire et l'introduction d'une possibilité de rachat.

Tout d'abord, le projet de loi révise les objectifs d'économies d'énergie. La deuxième période prévoit un objectif global cumulé de 13.750 GWh de consommation d'énergie finale, ainsi que des nouvelles économies à hauteur de 250 GWh par année.

Par ailleurs, le projet de loi introduit la possibilité de rachat (« buy-out ») par un fournisseur d'une partie ou de la totalité de ses obligations. Cette option est accessible à tous les fournisseurs de façon non discriminatoire. Néanmoins, notons qu'un plafond maximal de rachat de 1,5 GWh par an et par fournisseur est mis en place. L'objectif de cette option est de permettre aux petits fournisseurs (donc ceux qui n'ont qu'un faible volume de vente) de s'acquitter de leurs obligations par une contribution au Fonds climat et énergie. L'option a également pour objectif de simplifier l'accès au marché luxembourgeois aux nouveaux fournisseurs d'électricité et/ou de gaz naturel, surtout en phase de démarrage de leurs activités.

En outre, les pénalités en cas de non-atteinte des résultats sont revues à la hausse. Durant la première période, l'amende était limitée à un montant maximal de 2 € par MWh. Les résultats de la première période du mécanisme d'obligations ont montré que les sanctions mises en place en cas de manquement aux obligations d'économies d'énergie n'étaient pas dissuasives, vu le faible montant plafond. Le projet de loi prévoit qu'une pénalité sera infligée au fournisseur en cas de non-atteinte du volume d'économies d'énergie. La nouvelle pénalité libère le fournisseur de la réalisation des volumes annuels d'économies d'énergie obligatoires non atteintes. Elle est définie sur base du montant de l'option de rachat augmentée de 25 % et sera fixée annuellement. Le montant plafond de la pénalité est fixé à 100 € par MWh.

Grâce à l'option de rachat et les possibilités offertes aux fournisseurs quant à la comptabilisation des économies d'énergie réalisées et la gestion des déficits et excédents, les fournisseurs profitent d'une certaine flexibilité leur permettant d'éviter des éventuelles pénalités.

Le mécanisme d'obligations montre ses avantages par rapport aux systèmes d'aides étatiques, surtout dans la sensibilisation, l'accompagnement et l'assistance des consommateurs en général et des petites et moyennes entreprises et des entreprises industrielles. Les fournisseurs sont proches, voire en contact direct avec les consommateurs et sont ainsi en mesure de conseiller et d'assister les consommateurs individuellement et de manière adaptée à leurs besoins.

L'expérience de la première phase du mécanisme d'obligations démontre que beaucoup d'entreprises (notamment industrielles) acceptent volontiers l'assistance des fournisseurs et réalisent des projets d'économies d'énergie qui n'auraient pas été réalisés sans ces incitatifs. En effet, la mise en œuvre de projets d'efficacité énergétique permet de réduire la consommation et par conséquent les coûts d'énergie et a donc un impact direct sur la compétitivité des entreprises.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 13.08.2020
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
08.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
31.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021
Loi du 3 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 418, page 1

Protection internationale et protection temporaire

7681 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

D'une part, le projet de loi a pour objet de reformer la voie de recours contre une décision de transfert dans le cadre des règlements « Dublin » telle que prévue dans l'accord de coalition du Gouvernement. Le recours en annulation est substitué par un recours en réformation. Le tribunal ne jugera ainsi pas uniquement sur la légalité de la mesure, mais aussi sur son opportunité et pourra introduire sa propre appréciation. Ainsi, des nouveaux éléments peuvent être pris en considération. Par ailleurs, le tribunal ne disposera plus de deux mois, mais d'un mois pour statuer. Le recours a un effet suspensif, de sorte que le demandeur de protection internationale puisse rester sur le territoire du Grand-Duché jusqu'à ce que le tribunal ait statué.

D'autre part, le projet de loi introduit deux nouvelles voies de recours spécifiques dans la loi du 18 décembre 2015 : une voie de recours contre une décision de clôture définitive et une voie de recours contre le retrait du statut de protection internationale.

Le recours contre la décision de clôture définitive vise l'article 23 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire introduisant une présomption que le demandeur de protection internationale ait implicitement retiré sa demande s'il ne se manifeste plus et ne répond plus aux invitations à se présenter. Dans ce cas, une décision de clôture ou de rejet est prononcée. Actuellement, le recours contre la décision de clôture peut être introduit dans un délai d'un mois suivant la notification de la décision. Or, vu que le demandeur peut demander la réouverture de son dossier ou présenter une nouvelle demande endéans un délai inférieur à neuf mois suivant la décision de clôture, un recours contre une décision non définitive semble peu opportun. Passé ce délai de neuf mois, sans que le demandeur n'ait demandé la réouverture de son dossier ou présenté une nouvelle demande, la décision est définitive et il n'y a plus de voie de recours. La nouvelle disposition a pour but d'introduire un recours spécifique contre la décision définitive, substituant le premier recours.

Le recours en réformation contre le retrait du statut de protection internationale substitue le recours en droit commun appliqué jusqu'ici (loi du 7 novembre 1997 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif).

À des fins de cohérence avec l'article 100 (3) tel que modifié de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et en vue de répondre à la réalité sur le terrain, le projet de loi vise par ailleurs à apporter une modification à la disposition de l'article 6 (3) afin de conférer à l'ensemble du cadre policier dûment autorisé à cet effet la faculté de procéder, dans le cadre de l'application du règlement (UE) n° 603/2013 relatif à la création d'Eurodac pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace du règlement dit Dublin III, à la prise des empreintes digitales et de photographies du demandeur de protection internationale ainsi qu'à l'élaboration d'un rapport. Dans le cadre de l'introduction d'une demande de protection internationale, le membre de la Police grand-ducale concerné peut, par ailleurs, entreprendre toute vérification nécessaire à l'établissement de l'identité et de l'itinéraire de voyage du demandeur de protection internationale.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 16.10.2020
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
08.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20.04.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021
Loi du 16 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 489, page 1

Libre circulation des personnes et immigration

7682 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

D'une part, le projet de loi vise à adapter la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration aux exigences du règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation.

D'autre part, le projet de loi a pour objet de transposer plusieurs parties de l'accord de coalition gouvernementale pour la période 2018 à 2023, dont des mesures de simplification administrative et la prolongation du délai dont les bénéficiaires d'une protection internationale disposent pour introduire une demande de regroupement familial après l'octroi d'une protection internationale de trois à six mois.

Finalement, le projet de loi introduit certaines adaptations prévues dans la législation européenne dans la loi modifiée du 29 août 2008.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 16.10.2020
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
08.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
20.04.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021
Loi du 16 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 490, page 1

Incidences de certains projets sur l'environnement

7724 - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant :

1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le projet de loi a pour objet de remédier aux incompatibilités de certaines dispositions législatives nationales avec la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Ces incompatibilités ont été relevées par la Commission européenne dans sa lettre de mise en demeure du 11 octobre 2019. Il en est également profité pour adapter la loi du 15 mai 2018 en ce sens que l'enquête publique pourrait également se faire sur la future « plateforme enquête publique » qui sera mise en place par le Ministère de la Digitalisation.

Finalement, le projet de loi redresse quelques erreurs matérielles qui sont apparues lors de l'application pratique de la loi précitée du 15 mai 2018.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27.11.2020
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
09.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
21.04.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021
Loi du 31 mai 2021
Mémorial A : 2021, n° 409, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010**
   7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963
   7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970 (suite)
   - Dispense du second vote constitutionnel concernant le projet de loi 7561
3. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter**
   - M. Michel Wolter
4. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la gouvernance des établissements hospitaliers**
   - Exposé : M. Marc Baum
   - Débat : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Claude Wiseler) - Mme Josée Lorsché (interventions de Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Léon Gloden et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Jeff Engelen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 1) - M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Motion 1 : Mme Martine Hansen - M. Mars Di Bartolomeo
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
5. **7569 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970**
   - Rapport de la Commisson de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy
   - Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fred Keup - M. David Wagner - M. Marc Goergen (interventions de M. Sven Clement et M. Guy Arendt) (dépôt de la motion 1)
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. François Benoy - M. Aly Kaes - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (intervention de M. Marc Baum) - M. Marc Goergen (interventions de M. Guy Arendt, M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler)
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
6. **7724 - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant :**
   1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
   2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
   3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy
   - Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fred Keup
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **7649 - Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;
   2° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. Carlo Back
   - Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fred Keup - M. David Wagner - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. Paul Galles (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Turmes
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Carlo Back - M. Marc Goergen
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
8. **7681 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire**
   - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
   - Discussion générale : M. Paul Galles - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. David Wagner, M. le Ministre Jean Asselborn, M. Georges Engel et M. Sven Clement) - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Georges Engel et M. Sven Clement)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7682 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration**
   - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
   - Discussion générale : M. Paul Galles - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. David Wagner) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. 7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010
7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963
7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970 (suite)

Dispense du second vote constitutionnel concernant le projet de loi 7561

Ech hat de Moien eppes Onverzeileches gemaach, ech hat vergiess, beim Projet de loi 7561 ze froen, ob d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott gëtt.

(Assentiment)

Ech spieren, datt d'Chamber domadder d'accord ass.

Da kënne mer zum Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen. D'Chamber huet de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Verwaltung vun de Spideeler, déi déi politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. An ech géif dann dem Här Marc Baum als Auteur d'Wuert ginn.

(Interruption)

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter

Fir d'éischt awer ginn ech dem Här Michel Wolter d'Wuert fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, de Moien hate mer eng interessant Debatt iwwert de PNOS, also d'Fro, wéi sech eis Rettungsdéngschter inhaltlech an den nächste Joren op d'Erausfuerderungen an där Matière solle virbereeden a wat fir eng Moyenen dass se zur Verfügung gestallt kréien, fir dat ze maachen.

Dat ass eng Diskussioun, déi lassgeléist ass vun der Fro, wien dann deen Asaz bezilt, op wat fir eng Aart a Weis. De Moien, an nodeem d'Innenministesch zu deem Sujet Stellung geholl huet a gemengt huet, d'Gemengen, déi géifen zu engem Véierel de CGDIS finanzéieren, hat ech d'Fro gestallt, wéi se zu esou enger Ausso géif kommen. Si huet du gemengt, et wär e Fënneftel, wat awer nees rektifizéiert ginn ass op e Véierel.

Ech wëll déi Aussoe vun der Madamm Minister de Moien, déi d'ailleurs och scho vun hirem Virgänger gemaach gi sinn, a Fro stellen. Den Artikel 62 vum Gesetz iwwert de CGDIS, dee behandelt nämlech de Prinzip, dass de CGDIS zu 50 % vum Staat an zu 50 % vun de Gemenge finanzéiert gëtt. Den Artikel 60 vun deem selwechte Gesetz, dee gesäit ënnert de Recettë vum CGDIS d'TVA-Recettë vir, déi de Gemenge virenthale gi sinn, wéi d'TVA vu 15 % op 17 % eropgaangen ass.

Dës Sue si Suen, déi exklusiv vun de Gemengen erabruecht ginn. Am CGDIS gëtt a mengen Aen eng falsch Interpretatioun gemaach. D'Recettë vun der TVA ginn net als Gemengekontributioun ugerechent an dat ass a mengen Ae souwuel am Geescht wéi och am Buschtaf vum Gesetz net richteg. Dem generelle Gesetz no stinn nämlech 10 % vun den TVA-Recetten, niewent anere Recetten, de Gemengen zur Verfügung, fir hir Politik kënnen ze bedreiwen.

Säit 2015 gëtt elo all Joer am Budgetsgesetz decidéiert, dass deen Deel, déi 2 % Augmentatioun, dass déi dem CGDIS zougefouert ginn. Déi ginn awer - an dat ass dee grousse Punkt - net direkt dem CGDIS zougefouert, mee si gi fir d'éischt de Gemengen zougefouert an dann iwwert de Fonds de compensation an de CGDIS agespeist. Domadder, duerch déi Technik, ass et kloer an däitlech, dass déi 2 % TVA nach wie vor Recettë si vun de Gemengen an dass déi 2 % geholl ginn, fir de CGDIS ze finanzéieren - mat geholl ginn, fir de CGDIS ze finanzéieren.

Wär dat aneschters gewiescht, dann hätt ee missen dat globaalt Gesetz deementspriechend änneren, dass een d'Recettë vun der TVA, déi de Gemengen zoustinn, erofgesat hätt. Esou bleiwe mer an enger Situatioun, dass hei Sue sinn, déi de Gemengen zougesprach ginn all Joer, och nees am Budget vum Joer 2021, dann dem CGDIS zougefouert ginn, an awer an der Kontabilitéit vum CGDIS net als Gemengenapport berechent ginn.

An dat ännert dann natierlech alles. Well wann ech d'Rechnung fir d'Joer 2020 huelen an ech huelen déi entre-temps dach awer 45 Milliounen, déi dat ausmécht am Gemengebudget, eraus, da kommen ech op eng Kontributioun vum Staat vun 23 Millioune bei 91 Milliounen, déi anzebezuele sinn. An ech komme fir d'Gemengen an der Realitéit op eng Kontributioun vun 23 - wat dann zweemol déi 50 % soi-disant sinn - plus 45: 68 Milliounen.

Dat heescht, Dir Dammen an Dir Hären, an der Realitéit finanzéieren d'Gemengen de CGDIS am Joer 2020 an der Héicht vu 74,78 % an de Staat finanzéiert de CGDIS an der Héicht vu 25,22 %. Dat ass déi reng Realitéit, déi souwuel juristesch, wéi budgetstechnesch, wéi kontabel enger korrekter Affektatioun vu Gemengesuen an de CGDIS entsprécht.

Ech wëll also kloer an däitlech soen, dass mäi Begier net doranner besteet, fir ze soen, dass déi Kontributioune vun de Gemengen net méi soll geleescht ginn. Mee mäi Begier ass ganz kloer deen, dass déi Kontributioune vun de Gemengen, déi aus Suen, déi exklusiv de Gemengen zoustinn, och op der Gemengesäit eigentlech ugewannt ginn, an dass déi dann net erausgeholl ginn, fir duerno eréischt den Dekont ze maachen.

Mir schwätze fir d'Joer 2020 dann awer iwwert déi net onbeträchtlech Zomm vun 22.592.000 Euro. Ech wëll dat maachen, doduerch dass ech a menger Proposition de loi eng Modifikatioun vum Artikel 62 vum Gesetz iwwert de CGDIS proposéieren, andeem ech zum engen am éischten Alinea kloer an däitlech de Punkt a) - dee jo anscheinend deen ass ..., also deen deen ass, wou Dissonanze sinn an der Interpretatioun - ernimmen als een, deen net virum Calcul vu 50:50 däerft geholl ginn, an am zweeten Abschnitt vun deem selwechten Artikel derbäischreiwen: « Les recettes générées à la lettre a) de l'article 60 sont comprises dans la participation obligatoire communale. » Do, wou se dem Gesetz no eigentlech och missten hikommen.

Wann ech säit dem Ufank - an dat ass net Deel vun dëser Proposition de loi, dat wëll ech kloer an däitlech soen, et ass awer interessant, dass Gemengevertrieder hei am Haus dat gewuer ginn -, wann ech säit dem Ufank d'Rechnung also maachen, säitdeem de CGDIS geschafe ginn ass, vun 2018 un, komme mer entre-temps duerch de Fait, dass déi TVA-Recetten de Gemengerecetten net bäigeschriwwe ginn, mee fir d'éischt ofgehale ginn an dass dann eréischt de Prinzip fifty-fifty au profit de l'État applizéiert gëtt, op déi kokett Zomm vun insgesamt 53.990.500 Euro, déi an deene leschten zwee an engem hallwe Joer a mengen Aen en violation de la loi de Gemenge virenthale gi sinn, au profit de l'État.

Ech wëll zum Schluss nach eng Kéier soen, dass dat näischt domadder ze dinn huet, wéi den Asaz ze maachen ass, dass dat näischt mat der Fro ze dinn huet, ob een 10 Minutte brauch, 15 Minutte brauch, dass dat näischt domadder ze dinn huet, ob een eng zweet oder drëtt Infrastruktur kritt oder wat fir ee Camion an Zukunft gebraucht gëtt. Mee et geet eigentlech ëm d'Applikatioun vun deem, wat virun zwee an engem hallwe Joer an engem Gesetz festgehale ginn ass, nämlech dass den CGDIS zu 50 % vun de Gemenge finanzéiert gëtt an zu 50 % vum Staat.

Dës Proposition de loi beréiert och net nach eng aner Fro, op déi ech méi spéit wäert an dësem Joer zréckkommen. Et ass nämlech déi, dass ech der Meenung sinn, dass och beim Abezuele vum Kapital an de CGDIS dat net esou gemaach ginn ass, wéi dat eigentlech an enger partnerschaftlecher Verantwortung hätt misse sinn, mee dass dat ganzt Kapital an déi ganz Reserven, déi bis elo geschafe gi sinn, an zwar 119 Milliounen Euro, exklusiv vun de Gemenge finanzéiert gi sinn an dass de Staat bis haut ausser der Participatioun vun engem hallwe Joer 2018, 2019 ganz an 2020 ganz keen Cent an de CGDIS bis elo gestach huet an dass sech domadder de Ratio tëschent deene Suen, déi d'Gemengen abezuelt hunn, an deenen, déi de Staat bis elo an de CGDIS abezuelt huet, nach eng Kéier au détriment vun de Gemenge verschlechtert.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir Är wäert Opmierksamkeet.

***7813** - Proposition de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours*

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter.

(La proposition de loi est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

4. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la gouvernance des établissements hospitaliers

Da kéime mer elo zur Aktualitéitsstonn vun haut de Mëtteg iwwert d'Verwaltung vun de Spideeler. An d'Wuert huet den Auteur vun dëser Aktualitéitsstonn, den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. „Black Box HRS", „Mobbing auf höchster Ebene", „Missstände im HRS", „Wir wollen unser Krankenhaus zurück", „Wie ein Feudalfürst", „Filz und Klüngel", „Selbstzweck Macht" ...

Här President, dëst ware just e puer Iwwerschréften, déi een an de leschte Wochen an der Lëtzebuerger Press liese konnt a Bezuch op ee Spidolsgrupp, d'Hôpitaux Robert Schuman. Lassgetrëppelt gouf dës Lawin vun Artikelen duerch d'Diskussioun, datt sech Membere vum Verwaltungsrot vun den HRS entgéint de Virgabe vum Santésministère fréizäiteg impfe gelooss hunn, zu engem Zäitpunkt, wéi Impfstoffer souguer fir déi ganz Vulnerabel nach kaum zougänglech waren.

Weidergaangen ass et du mat der Rumeur, datt dee Grupp sech anscheinend hätt wëllen op eege Fauscht Impfstoffer beschafen. Dunn huet op eemol d'Personalkarussell an deem Spidol ugefaange mat dréinen, Mobbingvirwërf koumen un d'Liicht, vun apparenten demokrateschen Defiziter goung rieds, bis hin zum virleefeg leschten Akt, engem evidenten In-

teressekonflikt vum President vum CA, deem seng Affekotenetüd selwer ganz lukrativ Opträg vum Grupp krut.

An en passant huet dee Grupp och nach e Memorandum of Understanding mat enger Gemeng ënnerschriwwen, fir e pluridisziplinäre medezinneschen a radiologeschen Zenter opzebauen, vun deem de Santésministère aus der Press gewuer gouf. Esou op jidde Fall war d'Äntwert op eng Question parlementaire vum Kolleeg Mars Di Bartolomeo.

Här President, dat ass scho ganz staarken Tubak, fir elo emol e ganz onmedezinnescht Bild ze benotzen. An nieft den Äntwerten op all déi Virwërf stellt sech fir eis als Lénk awer och déi méi prinzipiell Fro vun der genereller Gouvernance vun de Spideeler.

Duerfir wëll ech hei véier Aspekter beliichten, déi menger Meenung no zentral sinn an där Froestellung: éischtens, de Finanzement vun de Spideeler, zweetens, d'Rechtsform vun de Spideeler, an där sech déi Gouvernance dann natierlech ofspillt, drëttens, d'Zesummesetzung vun de Verwaltungsréit, a véiertens, déi demokratesch Kontroll doriwwer, wat an de Spideeler geschitt.

Wat de Finanzement vun de Spideeler ubetrëfft, esou zeechent sech de Lëtzebuerger Modell doduerjer aus, datt en éischtens universell ass an zweetens solidaresch finanzéiert. Universell ass en, well en zumindest als regulativ Iddi huet, den Accès fir jiddwereen zu deene Servicer an der Santé ze garantéieren. Och wann et do nach ëmmer Sputt no uewe gëtt, esou ass et zumindest awer déi Iddi, dee Gedanken, dee fiederféierend dobäi ass.

Zweetens ass e solidaresch, well en entweeder direkt iwwer Subventioune vum Staat bei Bau oder Renovéierung vu Spideeler respektiv beim Kaf vu groussen Ekipementer finanzéiert gëtt oder awer iwwert d'Cotisatioune finanzéiert gëtt, dat heescht, déi Dotatioun, déi d'Gesondheetskeess an der Enveloppe budgétaire globale de Spideeler zur Verfügung stellt.

Déi medezinnesch Betreiung an de Spideeler, ugefaange bei de Gebaier iwwert den Ekipement bis hin zum administrativen a medezinnesche Personal, gëtt vun der ëffentlecher Hand, der Allgemengheet bezuelt, also vun eis alleguer, sief et iwwer eis Steieren, sief et iwwer eis Cotisatiounen.

Zu Lëtzebuerg ginn d'Spideeler ëffentlech finanzéiert, an dat ass och gutt esou. De Käschtepunkt pro Joer läit bei wäit iwwer enger Milliard Euro. Ech insistéieren dorobber, well an deene leschte Jore weltwäit, awer och zu Lëtzebuerg déi geféierlech Ideologie iwwerhand geholl huet, datt d'Santé am Allgemengen an d'Spideeler am Speziellen en enormen a profitabelen Zukunftsmarché wieren. A wie „Marché" seet, deen denkt automatesch „Benefisser". Et geet also ëm Suen, ëm ganz vill Suen, ëffentlech Suen.

Dëst ass och den Haaptgrond, firwat verschidde privat Acteuren elo versichen, sech Filetsstécker vun deem fir si profitabele Maart ënnert den Nol ze räissen. Näischt anescht ass d'Diskussioun iwwert d'Auslagerung vun der Imagerie médicale, nämlech déi lukratiivsten Deeler aus de Spideeler erauszehuelen an domadder säfteg Benefisser anzesäckelen op Käschte vun der Allgemengheet.

Dëst féiert mëttelfristeg entweeder zu enger struktureller Ënnerfinanzéierung vun de Spideeler respektiv zu vill méi héije Käschte fir d'Gesondheetskeess, also fir d'Allgemengheet, oder awer et ass den Ufank vum Enn vun eisem universalen a solidaresche System an den Astig an eng privat finanzéiert Zwouklassemedezinn.

Duerfir ass d'Fro vun der Rechtsform vun de Spideeler esou wichteg fir eis: Sinn d'Spideeler ëffentlech Betriber an agéiere se am Sënn vun der Santé publique oder awer ass hiert éischt Zil, Benefisser ze generéiere mat der ëffentlecher Gesondheet?

Zu Lëtzebuerg gëtt et ënnerschiddlech Rechtsformen, déi d'Spideeler unhuelen. Et gëtt Établissement-publicke wéi den CHL, Fondatioune wéi de CHEM, deen awer a senger Funktiounsaart a -weis ganz no bei engem Gemengesyndikat ass. An et gëtt awer och eng Kapitalgesellschaft, also eng Société anonyme, an dat ass dee Grupp HRS, iwwert dee mer an der Lescht sou vill hu misse liesen.

Eng Société anonyme, där hiren eenzegen Aktionär eng Fondatioun ass, déi selwer verschidden Aktivitéiten a Firme bedreift, déi alt erëm ënner anerem fir d'SA schaffen, also an anere Wierder, eng Schachtelkonstruktioun, wéi eis et och nach eng Kéier kierzlech dat Personalkarussell virun Ae geféiert huet.

Eng Société anonyme ass eng Gesellschaft, där hire But et ass, hirem Aktionär Gewënner auszeschëdden. Duerfir fanne mer dës Rechtsform fir en ëffentlech finanzéiert Spidol ganz problematesch an inappropriéiert. Eng SA ka Faillite maachen, eng SA kann awer och verkaaft ginn, eventuell un déi meeschtbiddend Multinationale, déi sech och en Deel vun deem Santésmaart ënnert den Nol räisse wëllt.

E modernt Spidol vum 21. Joerhonnert ass e grousse Betrib, deen natierlech funktionéiere muss. Mee d'Santé publique däerf net profittorientéiert sinn, mee muss dem Intérêt général ënnerleien. An et ass schonns erstaunlech, datt d'Spideeler, déi quasi komplett vum Staat finanzéiert ginn, net och de rechtleche Statut vun engem Établissement public hunn. Et gëtt ganz dacks argumentéiert, datt déi haiteg HRS an de CHEM historesch gewuess sinn an domadder och hir Geschicht aus dem 19. respektiv 20. Joerhonnert mat sech droen, sief et a Form vun de Kongregatiounsschwësteren oder de Schmelzhären.

Mee mir sinn der fester Iwwerzeegung, datt eis Spideeler resolutt op d'21. Joerhonnert orientéiert musse ginn an datt d'Spideeler alleguerte missten Établissements publics sinn, well se gi jo och alleguerte vun eise Steieren a Cotisatioune bezuelt.

An da si mer bei der Zesummesetzung vun deenen Decisiounsgremien an de Spideeler. Et ass fir mech ëmmer schonns e graven Anachronismus gewiescht, wann zum Beispill an engem Spidol wéi dem CHEM nach ëmmer véier Vertrieder vun ArcelorMittal sëtzen. ArcelorMittal huet haut näischt, awer strictement näischt mat Santé publique um Hutt. Hir Vertrieder decidéieren a lenken awer d'Orientéierung mat vum neie Südspidol.

D'Spidolsgesetz vun 2018 seet just, datt am Conseil d'administration vun engem Spidol och mussen zwee Vertrieder vum Collège médical sëtzen an zwee Vertrieder vun deenen anere Gesondheetsberuffer, déi an deem Etablissement schaffen. Dat ass och gutt esou. Mee den Haaptfinancier awer, d'Santé an d'Gesondheetskeess sinn net doranner vertrueden. De Vertrieder vun der Regierung ass just als Observateur zougelooss. Eng onméiglech Situatioun fir eis, well d'Gestioun an déi strateegesch Entwécklung vun engem Spidol misst sech dach an eisen Aen, éischtens, afügen an eng vum Parlament matdecidéiert national Spidolsplanung an, zweetens, e staarke Poids vun der ëffentlecher Hand viraussetzen.

Dat géif dann och bedeiten, datt déi Verwaltungsréit Expertis an der Santé publique matbréngen. D'Affär HRS huet awer och gewisen, datt d'Verwaltungsréit kloer Reegelen an en Deontologiekodex brauchen, fir Interessekonflikter auszeschléissen. Alles dëst gëtt et zu dësem Moment net.

Zu enger gudder Gouvernance gehéiert awer och déi demokratesch Kontroll iwwert déi Suen, déi engagéiert sinn. An do ass d'Situatioun och äusserst onzefriddestellend. 2019 gouf e Rapport vun der Cour des comptes publizéiert, deen op eng ganz Rëtsch méi oder manner gravéierend Mängel an der Gestioun vu Bau- oder Renovatiounsprojeten opmierksam gemaach huet. Dee Rapport huet sech deemools stéchprouwenaarteg op en Zäitraum beschränkt, dee schonns eng Zäitchen hier ass, a verschidde Saachen hu sech entre-temps och geännert, mee vun enger systematescher Kontroll si mer nach ëmmer wäit ewech.

2018 huet d'Spidolsgesetz d'Roll vun der eenzeger ëffentlecher Kontrollinstanz an de Verwaltungsréit, dem Commissaire aux hôpitaux, nei definéiert. Hien huet zwar elo e suspensive Veto an de Verwaltungsréit vun de Spideeler, awer och just dann, wann eng Decisioun vun deene Verwaltungsréit géif geholl ginn, déi géint d'Gesetzer géif verstoussen, déi also carrement illegal wier. De grâce huet en dann e Veto, fir de Rescht ass e just „stiller Beobachter", méi net.

Wat awer bis elo komplett feelt, ass d'Kontroll vun der Enveloppe budgétaire globale, déi d'Spideeler vun der CNS kréien. Wat geschitt mat deenen ëffentleche Suen? Gi se benotzt fir déi ëffentlech Gesondheet oder fléisse se iwwer Schachtelkonstruktiounen un d'Aktionäre respektiv un Affekotenetüde vu Membre vum Verwaltungsrot? Dëst ass en enorm décke Batz ëffentlech Suen, wéi gesot, méi wéi eng Milliard Euro pro Joer. Hei gëtt et fir d'Chamber keng konsequent an novollzéibar Kontroll. Dëst muss sech dréngend änneren!

Här President, d'Spidolsplanung muss sech an eisen Aen aschreiwen an d'Entwécklung vun enger Gesamtvisioun vum Gesondheetssystem zu Lëtzebuerg. Eng Visioun, déi fir eis als Lénk kloer eng ëffentlech muss sinn, orientéiert un de sanitäre Besoine vun der Populatioun a lassgeléist vu Profitinteresse vun Eenzelnen, déi sech schonn d'Sabbeldicher ugedoen hunn, fir de grousse Kuch ënner sech opzedeelen.

Dëst gëllt och fir d'Gouvernance vun de Spideeler.

Dës Pandemie huet gewisen, wéi wichteg d'Spideeler als Deel vun engem funktionéierende Gesondheetssystem sinn. Mir hunn awer och an deene leschte Woche missen erfueren, wéi fragill dee ganze System ka sinn, wann eenzel Acteuren d'Eegeninteressi virun d'Allgemenginteressi stellen. Dorobber musse mer reagéieren, och als Chamber!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Baum villmools Merci soe fir dës Ufro. Et ass e spannend Theema, wat awer net nëmmen en Theema ass, wat mer déi lescht Woche kannt hunn, mee wat eis schonn iwwer Joren am Fong begleet.

Mee dës Diskussioun ass, wéi den Här Baum gesot huet, mat Recht declenchéiert ginn duerch déi Schlagzeilen, déi an deene leschte Wochen iwwert d'HRS an der Press waren. An dofir wëll ech, éier ech op de Fong vum Sujet aginn, och kloer Positioun heizou huelen, fir datt d'Saachen och evident sinn.

Éischte Punkt, dat ass déi Geschicht mat den Impfungen: Fir eis ass et evident, datt en Tour net ofzewaarde fir geimpft ze ginn, fir eis inakzeptabel ass, well een domat sech aus der nationaler Solidaritéit eraussetzt, an dat an engem Moment, wou den Zesummenhalt an d'Solidaritéit vun enger Gesellschaft an der Impfcampagne weesentlech sinn.

Den zweete Punkt, dat ass deen ëm déi Vaccinen, déi sollten da kaaft ginn, privat kaaft ginn. Mir hunn a priori näischt dogéint, wann een Efforte mécht, fir zousätzlech Vaccinen ze kafen an enger Zäit, wou d'Vaccinen eis feelen. Mee dann ass et awer gradesou kloer an eisen Aen, datt déi Vaccinen, déi esou kaaft sinn, mussen an de Circuit eragoe vun der ëffentlecher Distributioun, a mat deene Prioritéiten, déi déi vun der ëffentlecher Distributioun sinn. Wann esou Vaccine kéinte gebraucht gi fir de Privatzweck oder fir Privatclientë vun deem engen oder deem aneren Dokter, dann ass dat natierlech fir eis total inakzeptabel. Well et elo net kloer ass, firwat déi ganz Geschicht da gemaach ginn ass a wat do richteg a wat falsch ass, kënne mer eis net en definitiivt Jugement driwwer erlaben, mee d'Prinzippie si fir eis kloer an däitlech.

A mäin drëtte Punkt ass, wat de Conflit d'intérêts ugeet. Där kënnen entstoen, wann e Member oder e President vun engem Conseil d'administration en eventuelle Conflit d'intérêt huet tëschent sengem Amt als Member vum Conseil d'administration engersäits a senge privaten Aktivitéiten anerersäits. Do misst et fir eis ganz kloer sinn, datt de Conseil d'administration, wou jo och e Regierungskommissär dran ass, kloer an däitlech decidéiert, wat geet a wat net geet, mat kloer an däitlech fixéierte Reegelen, déi och solle public sinn an déi och sollen transparent sinn a wou jiddweree muss wëssen, wat lass ass a wat net lass ass.

Also déi dräi grouss Punkte si fir eis absolutt evident!

Mee da kommen ech zu där richteger Fro, wat am Fong d'Fro ass vun der Gouvernance vun de Spideeler. An déi geet jo wäit iwwert déi Fro eraus, concernéiert d'ailleurs och all Spideeler. Mee d'Äntwerten dorop sinn natierlech differenter, well d'Fonctioun an d'Gouvernance vun den eenzelne Spideeler different sinn. Wärend verschiddener, de CHL, de CHEM oder d'Nordspidol, deelweis Gemengespideeler sinn, den HRS e Privatspidol, den CHL Salariésmedezinn huet, den HRS dat eenzegt Spidol ass, wat d'Aktivitéiten aus dem Extrahospitalier kloer getrennt huet vun den Activité-hospitalièren, do ass et schwéier, alles iwwert dee selwechte Leescht ze zéien.

Mee e puer Saache sinn an eisen Ae kloer. Wat fir eis als Chamber muss zielen, dat ass éischtens, datt d'Qualitéit vun der Medezinn do ass, wou mer se wëllen, an och verifiabel do ass. An deen zweete Punkt: Dat ass an engem Secteur, wou, egal wat de Statut vun de Spideeler ass, 90 % oder quasiment 90 % vum Finanzement en ëffentleche Finanzement sinn, ob dat elo iwwert de Staatsbudget ass oder ob dat iwwert d'Gesondheetskeess ass, dat ass egal. Mee do ass d'Fro, ob d'Kontroll, déi de Stat iwwert dës Gouvernance vun de Spideeler mécht, och effikass ass, och fonctionéiert an och transparent genuch ass, fir alles opzeweisen, wat dann net kéint fonctionéieren.

An deem Sënn hu mer jo och gemeinsam an deene leschte Wochen, an de leschte Méint e Rapport vun der Cour des comptes analyséiert, wou eng Rei erschreckend Saachen awer opgewise gi sinn. Just e puer Beispiller: e feelende Suivi vum Budget vu verschiddenen Investissementer duerch de Gesondheetsministère an deene verschiddensten Instanzen; Prozeduren, déi net agehale ginn; keng Konventiounen, wou se gesetzlech obligatoresch waren; Aarbechten, déi net autoriséiert waren, déi awer subventionéiert goufen; net systematesch do en Expert externe, wou ee misst sinn, fir de Suivi vu Bau- a Moderniséierungsprojeten ze maachen; keng Rapporten iwwert Depensen an Avancementer vu Projeten; Depassementer vu Budgeten, déi net an der Chamber autoriséiert waren.

Dee Rapport vun der Comexbu ass nach net hei definitiv vun der Chamber ugeholl ginn, mee den Här Colabianchi huet eis awer schonn an der Kommissioun eng ganz Rei vu senge Propositiounen a Konklusioune presentéiert. An déi si ganz kloer, mat deene si mer och d'accord: De Ministère soll sech d'Moyene ginn, fir déi Kontroll effikass ze maachen. Déi Reglementer, déi ze huele sinn, déi d'Gesetz virgesäit, déi solle schnellstens geholl ginn. Déi noutwendeg Expertis muss erageholl ginn. En eegene Kontrollservice soll ausgebaut ginn, fir d'Kontroll effikass ze maachen. Eng Method, fir déi Kontroll iwwerall d'selwecht ze maachen, muss developpéiert ginn. Reegele sinn ze preziséieren, och fir déi Subventiounen, déi erausginn. Dekonte vu Bau- a Moderniséierungsprojete sinn ze maachen an der Cour des comptes zurzäit virzeleeën. An derbäi kënnt, datt d'Roll vum Commissaire du Gouvernement, deen an deenen eenzelne Conseil-d'administrationen ass, och nach eng Kéier muss iwwerkuckt ginn, fir datt se effikass oder méi effikass ka gemaach ginn.

An do ass och kloer - dat läit scho säit iwwer engem Joer vir - d'Fro: Wéi wäit ass d'Regierung schonn an deene Modifikatiounen, an deenen Ëmännerungen do gaangen? Wat ass scho gemaach ginn? A wat steet an deenen nächste Wochen un?

Wat op jidde Fall awer aus der Analys vun der Cour des comptes och erauskënnt, dat ass, datt de Porteur vum Spidol egal ass. Ob et elo e Privaten ass, eng privat Entitéit ass, oder ob et eng ëffentlech Entitéit ass, genau déi selwecht Problemer stelle sech. An och eng privat Entitéit ass à même, fir e Spidol ze geréieren, just d'Reegele musse kloer an däitlech sinn. Dee selwechte Prinzip hu mer d'ailleurs och am Sozialsecteur, wou am ASFT-Gesetz (ndlr: ASFT - activités sociales, familiales et thérapeutiques) d'Kontributioun vum Privatsecteur zu am Fong ëffentlechen Aufgabe kloer fixéiert ass.

Ech hu sechs Konklusiounen, déi ech emol an dësem Moment op Basis vun deem, wat mer elo wëssen, wéilt draus zéien.

Déi éischt Konklusioun ass, datt den Asaz vun de Sue mat der Bestëmmung vun de Sue muss iwwerpréift ginn. D'Spideeler däerfe keng Blackbox sinn an dofir muss kloer déi Kontrollmethodik esou sinn, datt se an all Spidol d'selwecht ass, datt se effikass ass an transparent ass.

Mäin zweete Punkt ass, datt d'Spideeler och en Aspekt vu Mënschlechkeet mussen erabréngen, datt keng Zwouklassemedezinn däerf do sinn, datt och Wäerter an der Medezinn musse kënnen an engem Spidol gelieft sinn. An dofir ass meng Fro och, ob net iergendzwousch an de Spideeler zu engem gewëssene Moment en Effizienzaudit noutwendeg wär, deen och fir déi Aspekter vun der Effikassitéit, mee awer och vun deem, wat als aner Aspekter - Wäerteaspekter, Mënschlechkeetsaspekter - an d'Spidol erakënnt, misst an Zukunft gemaach ginn.

Mäin drëtte Punkt, dat ass, datt et fir mech kloer ass, datt eng Klarifikatioun noutwendeg ass vun der Separatioun vun den Activités hospitalières op där enger Säit an den Activités non hospitalières op där anerer Säit, déi an de Spideeler stattfannen; och do, fir datt Transparenz an deem ganzen Dossier ass.

Mäi véierte Punkt, dat ass, datt ee selbstverständlech och eng Reflexioun - den Här Baum huet et ugeschwat - muss maachen iwwert d'Besetzung vun de Conseil-d'administrationen. Wou vill Leit sëtzen, déi hir Aarbecht gutt maachen, déi se och mat vill guddem Wëlle maachen, dat wëll ech och net kontestéieren! Nach misste mer eis als ëffentlech Hand awer eng Kéier d'Fro stellen, ob deen Typ vu Besetzung, deen an de Conseil-d'administrationen - zumindest an ëffentlecher Hand - gemaach gëtt, sënnvoll ass an ob dat richteg ass, wéi dat momentan gemaach gëtt.

Mäi fënnefte Punkt, dat ass, datt mer evidenterweis en Exame vun de Reegelen en matière de conflits d'intérêts brauche fir sécherzestellen, datt se sech och op all Intervenanten an deem selwechte Mooss applizéieren. Transparent Reegelen, wat Conflit-d'intérêten ugeet, sinn hei, esou wéi iwwerall, absolutt noutwendeg.

A mäi sechste Punkt, dat ass eng Reflexioun iwwert d'Augmentatioun vun der Autonomie, déi awer Spideeler kënnen hunn, notamment en matière d'innovation vum „médical", wann nei Saache sollen am Spidol agefouert ginn, datt se méi Flexibilitéit hunn. Mee et soll och de Moyen gi sinn, fir déi Flexibilitéit dann ze kontrolléieren, fir sécherzestellen, datt se och an deem Sënn, wéi et geduecht ass, gebraucht ginn.

Dat sinn déi Punkten, déi fir mech sécher sinn. Mir kënnen als CSV alles ënnerstëtzen, wat méi Transparenz an der Gestioun erabréngt. Et sinn ëffentlech Suen, d'Regierung huet d'Responsabilitéit. A mir hunn natierlech och als Kontrollorgan eng Responsabilitéit, fir d'Regierung an hirer Kontroll ze kontrolléieren.

Dofir sinn ech frou, datt och d'Regierung sech engagéiert huet, an där nächster Zäit an der Comexbu all déi Dossieren, zumindest déi Baudossieren ofzeginn, datt mer déi, gradesou wéi an aneren Departementer, do kënne kontrolléieren. Mir sinn, mengen ech, och Demandeur, fir och nach kënnen de Rescht vun der Gestion financière, souwäit et méiglech ass a souwäit et och eise Rôle ass, do kënne matzekucken. Dat ass evident an eisen Aen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Déi rezent Evenementer an den HRS hunn natierlech dozou gefèiert, datt eng Rei Diskussioune lassgetrëppelt gi sinn, ënner anerem och iwwert d'Gouvernance vun de Spideeler. Ech wëll och duerfir de Kolleege vun deene Lénke Merci soen, datt se dat als Ursaach geholl hunn, fir déi Diskussioun hei ze féieren. Iwwregens eng Diskussioun, déi ee vläicht sollt reegelméisseg féieren, well wann ee Volet wierklech evolutiv an eiser Gesellschaft ass, dann ass et virun allem awer och d'Gesondheetspolitik.

Ganz kuerz iwwert déi Evenementer, déi ech hei net wëll weider kommentéieren, déi um Niveau vun den HRS virkomm sinn: Och d'Demokratesch Partei wäert sech ganz kloer distanzéiere vu Leit, déi mengen, datt se sech vläicht gewësse Rechter kéinten huelen, wat d'Impfen ubelaangt. Ech mengen, d'Circulaire oder de Bréif vun der Santé war do ganz kloer, datt eng Hierarchie opgestallt ginn ass vun deene Leit, déi Prioritéit hunn, fir sech impfen ze loossen. A mat Sécherheet hunn dozou net onbedéngt déi gehéiert, déi an engem Verwaltungsrot sinn.

Ech wëll awer och ganz kloer hei ënnersträichen, datt mer elo awer och solle virsiichteg si bei der Bewäertung vun engem Fonctionnement vun engem Spidol. Et wier awer och onfair, datt een elo bei engem Spidol, well eeben do d'féierend Leit vläicht net onbedéngt déi Krittären, déi Norme respektéiert hunn, déi se normalerweis misste respektéieren, dovunner sollt ofleeden, datt d'Spidol u Renommee verluer hätt. Nee, ech mengen, et schaffen 2.300 Leit an den HRS, an och dat sollt ee respektéieren an och déi Leit maache mat Sécherheet eng ganz gutt Aarbecht. An duerfir kann een awer net, wéi gesot, elo ufänken, e bëssen de Staf iwwer e Spidol ze briechen, ëmsou méi engem awer och muss bewosst sinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer an där gudder, an där glécklecher Situatioun sinn, datt mer net nëmmen eng gutt Spidolsinfrastruktur hunn, mee datt mer awer doriwwer eraus och e gutt fonctionéierende Gesondheetssystem hunn - dee selbstverständlech ëmmer nach ka verbessert ginn.

Ech mengen, fir eis als Demokratesch Partei ass et ganz kloer, datt mir nach wie vor zum Prinzip stinn, datt eise Gesondheetssystem muss universal sinn, datt all Mënsch muss Zougang zu dem Gesondheetssystem hunn, zu den elementare Soinen, wat natierlech net ausschléisst, datt doriwwer eraus och kënne Soinen ugebuede ginn, déi net direkt vun enger Krankekeess kënne rembourséiert ginn.

Mir hunn e Spidolsgesetz, wat mer de 7. Februar 2018 hei respektiv vis-à-vis gestëmmt hunn. Dat war keng einfach Aufgab. An ech ka mech dorunner nach ganz gutt erënneren. An ech mengen, grad zwee Vertrieder vu menger Partei, eis Frënn Dokteren, den Alexandre Krieps an den Edy Mertens, hu ganz vill Input do ginn, fir datt eeben do e Gesetz erauskomm ass, wat awer wierklech enger moderner Gesondheetspolitik soll entspriechen. Do sinn eng Rei Pisten opgezeechent ginn, awer och eng Rei Krittäre festgehale ginn, wéi d'Gouvernance, eng beschtméiglech Gouvernance vun de Spideeler soll ausgesinn - ech weisen drop hin -, wat zum Beispill d'Kompetenze vum Commissaire du Gouvernement aux hôpitaux ubelaangt respektiv wat de Conseil médical ubelaangt.

Ee Wuert och zum Commissaire du Gouvernement aux hôpitaux: Effektiv, dee Rôle ass hei schonn ugeschnidde ginn, et ass e ganz wichtege Rôle. Mir stellen haut fest, obwuel, wéi gesot, déi Fonctioun nach verstäerkt ginn ass, datt awer vläicht do nach Nohuelbedarf besteet. A mir mengen och als Demokratesch Partei, datt et wichteg ass, datt een do och reegelméisseg Rapporte virleet, datt ee gesäit, inwiefern datt de Vertrieder vum Staat awer och kann an deenen eenzelne Verwaltungsréit, wou e jo d'Méiglechkeet huet, ëmmer ze assistéieren, och kann intervenéieren.

Mir sinn eis ganz kloer bewosst: Eis Spideeler kënnen net fonctionéieren ouni ëffentlech Subventioun. Dat ass evident. Virdrun ass geschwat gi vun enger Milliard hei. Meng lescht Informatioun läit bei plus ou moins 1,3 Milliarden ëffentlech Gelder, déi, wéi gesot, an de Gesondheetssystem insgesamt investéiert ginn. Dat ass och richteg esou. Mir kënnen nëmmen en effikasse Gesondheetssystem hunn, wann och d'ëffentlech Hand do massiv dran investéiert. Dat heescht awer gläichzäiteg, datt d'ëffentlech Hand awer och muss e Matsproocherecht hunn a virun allem och e Kontrollrecht muss hunn.

Mir hunn iwwert déi Verwaltungsréit natierlech och als Politik d'Méiglechkeet ... Mir hunn och souguer Leit heibanne sëtzen, déi souguer President vun engem Spidol sinn. Also d'Politik huet schonn eng gewëssen Asiicht, awer op där anerer Säit muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Verwaltungsréit net sollen nach méi mat Fachleit kënne besat ginn. Jiddefalls fir eis ass et ganz kloer, et ass en allgemenge Prinzip: Wa bis ëffentlech Gelder investéiert ginn, da muss eng optimal Transparenz och kënne garantéiert sinn.

Jiddefalls gehéieren d'Spideeler ouni Zweifel zu deem wichtegste Pilier vun eisem Gesondheetssystem. A mir mussen eis natierlech och Gedanke maachen: Wéi kënne mer am Fong dee Pilier do nach verbesseren, nach méi effikass asetzen? Jiddefalls ass eppes kloer: D'Gestioun vun de Spideeler u sech ass eng ganz komplex Saach. An dowéinst muss een eeben och d'Diskussioun féieren iwwer zum Beispill den Extrahospitalier. Dat ass eng separat Diskussioun, déi mer och wäerten an deenen nächste Wochen a Méint hei méi verdéiwen.

Wéi gesäit dann elo u sech eng modern Gouvernance vun eise Spideeler aus? Fir eis als Demokratesch Partei ginn et do zwou Haaptpisten. Dat Éischt ass am Fong, datt een eng verbessert Qualitéits- an och Käschteneffizienz kann erreechen, andeems zum Beispill bestëmmte Servicer vun de Spideeler och vläicht kënne méi zentral an Zukunft organiséiert ginn. Ech denken do zum Beispill un d'Informatik, Hygiènes- a Sterilisatiounsservicer, Qualitéitskontroll, Aus- a Weiderbildung, d'Laboratoiren an esou weider.

Da si mer awer och zweetens virun allem der Meenung, datt déi Enveloppe budgétaire, déi jo och hei zu Recht oft kritesch analyséiert gëtt, och vläicht méi leeschtungsbezu sollt gesi ginn. Wat heescht dat am Kloertext? Mee datt am Fong elo, amplaz datt einfach nëmmen e globale Budget de Spideeler offréiert gëtt, awer och gekuckt gëtt: Wat ass u sech de Retour, wat leescht e Spidol fir déi Enveloppe, déi et vum Staat zur Verfügung gestallt kritt? Dat heescht, datt een am Fong geholl méi eng käschteneffizient medezinnesch Qualitéit kann erreechen. Mir sinn och der Meenung, datt eng gewësse Standardiséierung vun de medezinnesche Prozedure soll kënnen erreecht ginn, dat natierlech virun allem no internationale Krittären.

Et ass och evident, datt net all Spidol ka sämtlech méiglech Operatiounen an Therapien ubidden. Jiddefalls fir eis als Demokratesch Partei ass et ganz kloer: Mir mussen an Zukunft e gudden Equiliber fannen. Wat heescht dat? En Equiliber zwëschent engersäits deem, datt e Spidol awer och eng gewëssen Autonomie muss kënne behalen. Och e Spidol muss souguer no gewëssene wirtschaftleche Krittäre kënne fonctionéieren, dat ass evident. Natierlech däerf dat net op d'Käschte vun de Soine vum Patient goen. Mee op där anerer Säit kann et awer och net esou sinn, datt e Spidol net kann awer, wéi gesot, no räsonabelen Iwwerleeungen, seng Moyenen asetzen. Op där anerer Säit ass et awer ganz kloer fir eis, wann d'ëffentlech Hand esou massiv investéiert, datt se och muss en Droit de regard hunn.

An deem Sënn, wéi gesot, si mir als Demokratesch Partei jiddefalls der Meenung, datt de Moment eise Spidolssystem insgesamt gutt fonctionéiert, wat awer net soll verhënneren, datt mer munch Saache mussen hannerfroen. Ech kéint och elo nach iwwert d'CNS hei schwätzen, maachen ech awer haut net. Awer et ass e Prozess, dee permanent muss iwwerwaacht ginn a permanent muss hannerfrot ginn.

An deem Sënn soen ech eisem Kolleeg vun deene Lénken nach eng Kéier Merci fir déi wichteg Heure d'actualité hei. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e Merci dem Här Baum. An dann e puer No-Goen: No-Go fir Impfdrängler; No-Go, fir Impfstoff, deen en Allgemenggutt soll sinn, fir kommerziell Zwecker ze mëssbrauchen; an No-Go fir Interessekonflikter an de Spideeler. An dat gëllt selbstverständlech fir all Verwaltungsrotsmemberen, och fir Verwaltungsrotsmemberen, déi aus der Politik kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Déi aktuell Viruskris huet eis gewisen, wéi wichteg a richteg dee staarken Engagement vum Staat a vun der Gesondheetskeess fir eis Spideeler ass. Allgemeng hu mer eng gutt Zesummenaarbecht wärend der Kris zwëschent de Spideeler. An eis Spideeler an hiert Personal hu beispillhaft geschafft a verdéngen e grousse Merci duerfir!

Doriwwer eraus ass a bleift eise solidaresch finanzéierte Spidols- a Gesondheetssystem e wichtege Pilier, fir den universellen Zougang zu qualitativ gudde Gesondheetsleeschtunge fir jiddwereen ze garantéieren, dat bei eenheetlechen Tariffer a wéineg Eegebedeelegung, wat net an alle Länner de Fall ass, och net ronderëm eis.

Et wär also e graffe Feeler, wann een dëse Secteur géif schwächen. Am Géigendeel muss eise Spidolssecteur, wéi de Gesondheetssystem insgesamt, weider gestäerkt ginn. An déi Wäerter, op déi se opbauen, musse respektéiert ginn. Dat heescht net, dass et kee Verbesserungspotenzial gëtt. A well mer eis an der Rumm vun enger Aktualitéitsstonn beweegen, kann ech dat nëmmen am Telegrammstil opzeechnen. Mir kréien an nächster Zukunft eng ganz Rei vu Rendez-vousen - sief dat ronderëm de Gesondheetsdësch, sief dat ronderëm eng Rei vun Orientéierungsdebatten -, fir dee ganze Sujet ze verdéiwen, deen extreem wichteg ass a wou och elo Fënsteren opgaange sinn, Dieren opgaange sinn am Zesummenhang mat der Kris, fir weider un eisem Gesondheetssystem am Sënn vu Verbesserungen ze schaffen.

D'Spideeler ginn also hei zu Lëtzebuerg bal vollstänneg iwwer Steiergelder oder Cotisatiounen, also vun eis all finanzéiert. An dat gëllt fir d'Infrastrukturen, dat gëllt fir den Ekipement, dat gëllt fir de Fonctionnement. Duerfir ass et fir eis kloer, dass den allgemengen Interêt, den ëffentlechen Optrag, den Interêt vum Patient, awer och vum medezinnesche Fleegepersonal musse priméieren, an net Partikularinteressen. Si sinn d'utilité publique an do hu Machtpolitik, Geschäftermaacherei, Spekulatioun, juristesch Spillereien a Verschachtelungen an iwwerméissegen Ego näischt verluer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Verschidden Organisatiounsformen, dat ass gesot ginn: Établissements publics, Fondatiounen, SAen, SAe plus Fondatiounen - soudass den Duerchbléck net ëmmer einfach ass. Déi rezent Vergaangenheet huet gewisen, dass Verschachtelungen, wéi mer se zum Beispill um Kierchbierg erlieft hunn, op d'Käschte vun der Transparenz ginn. Doniewent tauchen nei Acteuren an deem Secteur op, déi näischt mat Gesondheet ze dinn hunn, mee éischter mat Immobilien, mam Holzbau. An, nodeem d'Gemenge sech awer e bëssen aus dem Spidolssecteur zréckgezunn haten, sinn elo och erëm Gemengen, déi kleng Klinicke wëlle matopbauen, awer - an dat ass wichteg ze wëssen - net ëmmer onbedéngt déi Kompetenz hu matzehalen, wann et drëm geet, mat cleveren Entrepreneure kënne matzehalen.

Wat mir gär hätten an dem Spidolssecteur - ech probéieren, dat esou kuerz wéi méiglech opzezielen: méi Mateneen amplaz Géinteneen, eng besser Zesummenaarbecht mat deenen anere Beräicher, Basisversuergung an alle Beräicher vun der Medezinn, mat den Hausdokteren, mat de Maisons médicales. Mir hätte gären eng gemeinsam Trägerschaft - wéi wäit se geet bleift à discuter -, mee eng gemeinsam Trägerschaft mat engem staarke Verwaltungsrot, mat staarken Direktiounen, déi kënnen zesumme Strategien a Konzepter entwéckelen, jo, fir d'éischt vläicht mat deenen ëffentleche Spideeler, mee och fir déi aner.

An dat ass e bëssen de Problem. Mir hunn hei e gewëssene Géinteneen: ëffentlech vis-à-vis vu méi privatorientéierte Spideeler mat verschiddene Vergaangenheeten. An dat ass net gutt. Matabannen och vun deene spezialiséierten Zentren, sief dat de Rehazenter, sief dat de Baclesse-Radiotherapiezentrum, sief dat den Häerzzentrum, sief dat aner spezialiséiert Zentren, déi kënne mat an déi Konzepter, déi Strategie agebonne ginn.

Méi Transparenz a besser Kontrollméiglechkeete fir de Staat an d'CNS iwwert de gudde Gebrauch vun ëffentleche Gelder. De Kolleeg Wiseler huet vun den Infrastrukture geschwat - et ass do, wou am mannste Schmu ka gemaach ginn. Do, wou Gelder wandere vun enger Struktur zur anerer, vun enger SA zu enger Fondatioun, vun enger Fondatioun dann a Projeten, déi net onbedéngt ëmmer eppes mat der Gesondheet ze dinn hunn, oder Gesondheetsberäicher decken an awer op eemol Immobiliegeschäfter domat verbannen: Dat kann net sinn! Dat kann net sinn, well do sinn ëffentlech Gelder am Spill, eis Gelder, wou mer och e Recht op Kontroll hunn.

An do géif ech derfir plädéieren, dass mer aus dem Commissaire aux hôpitaux e reegelrechte „Commissariat" aux hôpitaux maachen a wann et muss sinn, net nëmmen d'Cour des comptes aschalte bei den Infrastrukturen, mee och bei der Wanderung vun de Gelder an deenen eenzelne Spideeler. An de Kolleeg Wiseler huet haaptsächlech vun ëffentleche Spideeler geschwat, ech schwätzen och vun deenen aneren, well do ass et vläicht gradesou wichteg, dass ee weess, wou déi Gelder hiwanderen, an déi Transparenz ze schafen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech si jo d'accord mat Iech, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Eng Adaptatioun vun de Planungsinstrumenter, besonnesch wichteg no deenen Urteeler, déi gefall sinn a Saache schwéier Ekipementer, IRM a Scanner, géint de Wildwuchs, well dat ass Gëft fir deen dote Secteur. A wa mer d'Fënster opmaachen, wa mer d'Dier opmaache fir profittorientéiert Acteuren hei zu Lëtzebuerg, da maache mer d'Dieren och grouss op fir d'Haifësch, déi vun déisäit der Grenz kommen. Dat hunn an der Zwëschenzäit och eis Vertrieder vun der AMMD agesinn, dass jee nodeem, wat geschitt, deen, dee mengt, e géif deen éischte Match wannen, d'Finall verléiert. An dat ass eng reell Gefor.

Dann - ech si schonn esou gutt wéi fäerdeg, Här President -, den Observatoire de la santé an déi nei Carte sanitaire ginn eis eng ganz gutt Basis fir déi weider Entwécklungen an der Gesondheet, awer och am Spidolssecteur, no ganz klore Krittären, déi da sinn: de medezinnesche Fortschrëtt suivéieren, déi demografesch Entwécklung suivéieren, Waardezäiten esou geréng wéi méiglech halen, regional Verdeelung berücksichtege mat Dezentraliséierung. Wou mer awer sollen op dat zréckkommen, wat ech virdru gesot hunn: Den Agenda B däerf net Geschäftermaacherei sinn, mee muss d'Verbesserung si vun den Déngschtleeschtungen am Rame vun deene Wäerter, déi eis sinn, an net ausserhalb dovun.

Dann des Weideren: d'Continuité des soins garantéieren, beschtméiglech Utilisatioun vun de personelle Moyenen, Dokteren a Fleegepersonal, mat deene Statuten, déi se hunn, well mir kënnen eis wierklech eng Verzettelung hei net erlaben. Hei zaubert ee keng zousätzlech Leit erbäi. Déi, déi een enzwousch ewechhëlt, fir op eng aner Plaz ze setzen, déi feelen do an de Spideeler, wou d'Continuité des soins muss garantéiert ginn.

Also opgepasst: Duerfir ass et enorm wichteg, dass mer esou schnell wéi méiglech deen aktuelle Vide, dee mer hunn an der Planungscapacitéit no den Urteeler, déi gefall sinn, dass mer deen zoumaachen - onofhängeg elo vun deenen Diskussiounen, déi mer um Gesondheetsdësch hunn -, zoumaachen opgrond vun deene Krittären, déi ech nëmme konnt uräissen. A mir mussen dat am beschten zesumme maachen! Mee wann et Blocagë gëtt, da muss deen, dee bezilt, seng Responsabilitéit iwwerhuelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Di Bartolomeo. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an den Diskussioune ronderëm de Spidolssecteur misst et jo eigentlech ëm d'Qualitéit vun de Servicer, ëm Problemer an den Urgencen, ëm d'Penurie vun de Spezialisten a vum Santéspersonal goen, mee och ëm d'Aarbechtskonditiounen an deem Secteur a vill aner Theemen, déi eis och an der Pandemie ganz bewosst gi sinn.

Noutgedronge beschäftege mer eis awer haut mat der bedenklecher Gouvernance vun engem Spidol a mat de Konklusiounen, déi mir doraus mussen zéien. Dat ass ganz sécher net vu Muttwëll an duerfir soen ech dem Kolleeg Marc Baum och villmools Merci fir dës Initiativ.

Méi speziell geet et jo ëm e Spidol, wat schonn zënter Februar fir negativ Schlagzeile gesuergt huet. De Marc Baum huet se virdru virgelies, eng ganz Rei, déi mer all an der Press och selwer konnte verfollegen. An Dir wësst jo och, ëm wéi e Spidol et geet: Et ass d'Spidol um Kierchbierg vum Grupp Robert Schuman. Negativ Schlagzeilen, net well d'Soinen um Kierchbierg ze wënschen iwwreg loossen oder medezinnesch Feeler géife passéieren, dat sécher net. An et ass och net d'Beleegschaft, déi fir déi bekannt Mëssstänn verantwortlech ass.

Kuerz gesot, an dat wësst Der och, geet et ëm dräi Fäll vun Impfschmarotzertum an Egomanie an der Chefetage, ëm d'Vergëftung vum Aarbechtsklima a grav Accusatiounen an Erniddregungen an ëm méiglech Interessenskonflikter, déi engem Spidol net wierdeg sinn an déi mat kengem, awer wierklech kengem Argument ze rechtfertege sinn. Ech ginn net méi am Detail drop an, well mer hu jo net eng hallef Stonn Zäit an et géif vill Minutte fëllen.

Ech kommen dann zu der Fro vun der Gouvernance, déi awer och soll haut diskutéiert ginn, an dat ass wichteg.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann de Gouvernance- a Managerdiscours ufänkt, sech am Spidolssecteur duerchzesetzen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an anere Länner, esou beweege mer eis hei awer net an der Privatwirtschaft, wou vill vu Management a Gouvernance geschwat gëtt. Mir beweegen eis am ëffentleche Spidolssecteur, dee Joer fir Joer mat Steiergelder a Milliounen-, a Milliardenhéicht finanzéiert gëtt. D'Hallschent vum Santésbudget fléisst an d'Spideeler zu Lëtzebuerg. D'Moyenne vun der EU läit bei 30 %, mir leie bei 50 %, an dat ouni d'Personalkäschten an ouni d'Infrastrukturkäschten derbäizerechnen, déi och iwwert de Staat finanzéiert ginn.

An Euro ausgedréckt, sinn dat 2,3 Milliarde plus ou moins an zwee Joer, déi an d'Spidolsaktivitéiten eleng fléissen. Domat kann ee soen, datt Lëtzebuerg eigentlech ee vun den deierste Spidolssecteure vun der Welt huet. A mir hu Spideeler, déi schonn zanter den 80er, 90er Joren alleguer d'selwecht vum Staat behandelt ginn, onofhängeg dovun, ob et sech ëm privat oder ëffentlech Spideeler handelt, onofhängeg dovun, ob se e laizisteschen oder e reliéisen Hannergrond hunn, onofhängeg dovun, wien den Träger

ass. Woubäi d'Fro, ob e Spidol net en Établissement public soll ginn, ëmmer méi pertinent gëtt. De Marc Baum huet et och virdru gesot.

Wann de Staat an domat de Steierzueler budgetär Enveloppen a Milliardenhéicht un d'Spideeler ausbezilt, da muss och natierlech séchergestallt ginn, datt déi Gelder effektiv do ukommen, wou se gebraucht ginn, a benotzt gi fir dat, woufir se geduecht sinn, an net fir aner Zwecker - an zwar ukomme beim Patient, ouni Ënnerscheed vu senger finanzieller Situatioun a senger sozialer Hierkonft.

An et läit an eisem universelle Solidarsystem och op der Hand, datt déi direkt an indirekt erwirtschaft Gelder vun engem Spidol zugonschte vum Patient reinvestéiert musse ginn, an dat an enger koordinéierter Approche op Basis vum Spidolsplang an anere Gesetzer, amplaz datt se a Reserven, Fongen an Immobilie fléissen, déi mat Allgemenginteressen an Allgemengwuel näischt ze dinn hunn, mee mat Beräicherung a Spekulatioun, oder awer a Strukturen an Apparater, déi et erlaben, eng Zwouklassemedezinn zu Lëtzebuerg opzebauen. Do kommen ech nach eng Kéier herno drop zréck.

A wa Gelder fléissen, Dir Dammen an Dir Hären, da muss hir Affektatioun och kontrolléierbar sinn an demokratesch kontrolléiert ginn. Duerfir brauche mer onbedéngt Transparenz, well nëmme wat een transparent gesäit, kann een och kontrolléieren.

Fir déi néideg Transparenz ze schafen, brauche mer eng detailléiert an asiichtbar Dokumentatioun vun der Activité médicale an den eenzelne Servicer. Mir brauchen eng Comptabilité analytique an eng sougenannt „Full-cost-Rechnung" vun den Aktivitéite vum Spidol, verbonne mat enger zäitgeméisser Nomenclature. Eréischt dann ass et méiglech, déi global Enveloppe budgétaire, vun där och den Här Graas virdru geschwat huet, duerch Tarification par l'activité ze ersetzen. Alles befënnt sech schonn zanter Joren a Joren am Chantier a mir hoffen, datt dee Chantier gläich dann ofgeschloss ka ginn.

Sollt et sech awer elo schonn erausstellen, datt et u Kontrollinstanzen a Kontrollmechanisme feelt, Dir Dammen an Dir Hären, da mussen déi onbedéngt verstäerkt ginn, wuel wëssend, datt de Commissaire aux hôpitaux an der Realitéit éischter en einsame Rufer an der Wüst ass wéi e Mann mat vill Gewiicht, wann et ëm d'Kärtheeme vum Fonctionnement, ëm d'Qualitéit vun de Servicer geet. Do huet en einfach net vill matzeschwätzen an en huet scho guer näischt ze decidéieren.

A sollt sech dann erausstellen, datt d'Spidolsgesetz vun 2018 muss nogebessert ginn, da musse mer och dat Gesetz nach eemol op de Leescht huelen.

Eng aner Pist ass och scho genannt ginn. Et ass d'Pist, déi d'Cour des comptes an hirem Rapport iwwert d'Spidolsinfrastrukture geliwwert huet. Quitte datt de Rapport vum Rechnungshaff sech eenzeg an eleng op d'Infrastrukture limitéiert an dee laang erwaarte finanzielle Suivi dann och recommandéiert, esou wéi dat och an aneren Domäner gemaach gëtt, notamment do, wou et ëm ëffentlech Baute geet, wou de Minister all sechs Méint muss an d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire kommen an de Suivi muss presentéieren, esou geschitt dat dann och elo gläich mat de Spideeler, mat den Infrastrukturen awer just. Vu datt awer hei méi Problemer hannendrustinn, muss een iwwerleeën, ob de Rechnungshaff sech net och mat der Affektatioun vun den ëffentleche Gelder am Spidolssecteur generell befaasse soll an dat soll kontrolléieren, wat zu dësem Moment scho kontrolléierbar ass.

Net manner wichteg ass och d'Kontroll vun der Qualitéit, wéi an all Domän vun der ëffentlecher Politik, quitte datt déi net an d'Kompetenz vun der Cour des comptes fält. Mee ech denken, et gi Gremie genuch, déi och d'Qualitéit kënne méi kontrolléieren.

Dir Dammen an Dir Hären, eis prinzipiell Fro bleift awer och déi, wéi wäit mir et kënnen zouloossen, datt eenzel Spideeler eng kohärent Entwécklung vun de Spidolsstrukture court-circuitéieren, souzesoen ëmfueren, fir sech d'Kiischte vum Kuch eroffzeplécken, an e Wildwuchs kënnen zouloossen, fir d'Haifësch aus dem Ausland unzezéien. Dat ass net an eisem Sënn.

Dir Dammen an Dir Hären, ganz sécher brauch den Osten eng gutt medezinnesch Versuergung. Dat stellt kee Mënsch a Fro. Déi geplangt multidisziplinär Poliklinick vum Grupp HRS geet awer kloer an d'Richtung vun enger profittorientéierter Privatmedezinn, fir net ze soen an d'Richtung vun enger Zwouklassemedezinn, déi ech am Ufank ernimmt hunn. Esou Entwécklunge kënne mir als Gréng weeder vum politeschen nach vum soziale Standpunkt hier ënnerstëtzen. Dat hu mer schonn ëfters betount.

Éischtens ass eist Land ze kleng, fir déi historesch Konkurrenzkämpf tëscht de Spideeler an d'Glawenskricher nees opflamen ze loossen. Besser mir schafe Synergien a suerge fir Kohärenz. Dat ass am Sënn vum Patient a vun all de Biergerinnen a Bierger.

Zweetens waren, sinn a bleiwen déi gréng Verfechter vun engem solidareschen ëffentleche Gesondheetssystem, deen eist Land schonn zanter ville Joerzéngten auszeechent, an deen däerf net a Gefor geroden.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Hetto, wannechgelift.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Ech wollt froen, ob ech d'Madamm Lorsché däerf kuerz ënnerbriechen, well se elo den Oste mat deem Projet do …

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech si fäerdeg.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- A, dat hat ech net matkritt, pardon! Ech wollt just e Wuert dozou soen, Madamm Lorsché. Ech géif Iech proposéieren, mat Äre Leit aus der grénger Fraktioun vun der Gemeng Jonglënster ze schwätzen. Mir haten déi lescht Woch eng ganz gutt Reunioun mat deene Responsabele vun der Fondatioun vun den HRS. An da kënnt Der Iech richteg informéieren, da setzt Der net Onwourechten hei an der Chamber an d'Welt! Ech géif Iech dat proposéieren.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Also ech war elo net dat Éischt, wat dat do elo ugedeit huet. Et ass d'Suerg, déi fir eis hannendrusteet, déi mer wëllen ausdrécken ...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Dann informéiert Iech wannechgelift, well et ass alles kloergestallt ginn. An Är Leit ware ganz zefridden no där Reunioun. Ech fannen dat ganz gefäierlech, hei esou Saachen ze soen, wann ee sech net informéiert huet!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et ass eng Richtung, déi mir wëlle verhënneren. An dozou sti mir, Madamm Hetto!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Madamm Lorsché, de ländleche Raum huet och e Recht op eng anstänneg medezinnesch Versuergung.

(Interruptions)

Jo! Et ass inakzeptabel!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass net den Här Gloden, mee den Här Jeff Engelen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ganz richteg!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Awer net egal wat.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Eng anstänneg medezinnesch Versuergung.

(Interruptions diverses et brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Jeff Engelen, Dir hutt elo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- En Immobilieprojet, ...

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

... wou d'Gemeng iwwert den Dësch gezu gëtt!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Awer net zu Jonglënster!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol wëll ech de Kolleege vun de Lénke Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn, déi jo bluttnéideg ass, besonnesch no deene Virkommnisser, déi an eenzele Verwaltungsréit zu Dag komm sinn oder an der Press breetgetrëppelt goufen.

Ech wëll mech awer haut net mam Covid befaassen, mee ech wëll am Fong geholl d'Spidolsgouvernance e bësse bekucken aus der Siicht vum Patient a vum Personal.

Fakt ass: Eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi al an domat brauche mer och ëmmer méi Leit, fir adequat Moossnamen ze hunn an der Fleeg. Bevir ech an den Detail ginn, wollt ech eng méi allgemeng Remark formuléieren. Mir sinn eis, denken ech, heibannen eens, datt d'Wuel an d'Dignitéit vun de schwaachen, eisen eeleren a kranke Matbierger eng zudéifst mënschlech Verflichtung ass. An als Politik si mir ugewisen, déi richteg Bedingungen ze schafen, fir datt déi Leit, déi Dag fir Dag eng onverzichtbar Aarbecht maachen, ënnert de beschtméigleche Konditioune schaffe kënnen.

Wéi ass an deem Kontext ze verstoen, datt bestoend Leeschtunge sollen ofgebaut ginn? Ech erënneren un den Engagement vun der ADR, fir datt zum Beispill d'Soins palliatifs am Ettelbrécker Spidol erhale solle bleiwen. Hei hu mer et mat engem Service ze dinn, dee virbildlech fonctionéiert. An awer sollten hei Leeschtungen ofgebaut ginn. Soll ee wierklech Leeschtungen ofbauen zum Nodeel vu stierweskranke Leit? Als ADR soe mir dozou kloer Nee!

Wéi ass et ze verstoen, datt mer ënner Joren a Joerzéngten, wou d'Sozialisten de Gesondheetsminister stellen, higinn a bei engem héijen demografesche Wuesstum Better ofbauen? Dat si keng Saachen, déi d'ADR erfonnt huet. D'Sozialisten hunn et souguer selwer zouginn. Ech zitéieren hei den Här Nicolas Schmit. Ech mengen, dat ass jo net grad dee Wéinegsten an der Partei vun der LSAP. Deen huet net méi spéit wéi dës Woch an der Zeitung „Delano" am Interview, deen e ginn huet, gesot, an hei zitéieren ech - follgend Zitat war op Englesch, mee mir hunn et iwwersat op Lëtzebuergesch -: „An enger ganz budgetärer Logik [...] goufe vill Aschnëtter am Gesondheetssystem virgeholl. Mir hunn d'Zuel vun de Spidolsbetter reduzéiert, mir hunn d'Spideeler net adequat ausgestatt. Dat bedeit, datt d'Leit, déi haut an de Spideeler schaffen, konfrontéiert si mat enger absolutter Iwwerbelaaschtung un Aarbecht." Ech mengen, wann een dat vun engem Här Schmit héiert, dat muss engem ze denke ginn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- An Europa.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Rationaliséierung an Effizienzsteigerung am Gesondheetssecteur däerfen nëmmen da geschéien, wa se net zulaaschte vum Patient ginn.

(Interruption)

An deem Sënn kucke mer beonrouegt op all Privatiséierungstendenz, esou wéi iwwregens och d'Gewerkschaften.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engelen huet d'Wuert a soss keen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Gelift?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Här Schmit huet vun Europa geschwat.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo, awer och iwwer Lëtzebuerg. Ech kommen herno nach drop zréck.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Engelen, loosst lech net stéieren!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Ech sinn net esou séier aus der Rou ze bréngen. Sécher sollen eis Klinicken effizient schaffen an et däerf een ni higoen an ëmbauen an e profittorientéiert Unternehmen, wou d'Wuel vun de Patienten an dat vum Fleegepersonal an der zweeter Rei stinn.

Mir wäerten an deem Sënn och de Gesetzesprojet 7753 genee verfollegen, wou laut de Gewerkschaften d'Leeschtungen aus Profittgrënn sollen geoutsourced ginn. Dat ass net déi Politik, déi mir wëllen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Grondsätzlech ass ze soen: Wann d'Personal, d'Fleegepersonal sech wuelfillt, fillt och de Patient sech wuel. Leider héiert ee vum Auxiliaire de vie iwwert den Aidesoignant bis hin zum Infirmier wéineg Erfreeleches aus dem Klinickalldag. Ze wéineg Zäit fir de Patient ze hunn an eng héich Aarbechtsbelaaschtung sinn zum alldeegleche Standard ginn. An dobäi huet all Beruff am Klinickalldag seng Berechtegung a si musse wéi Bausteng zesumme fonctionéieren.

Weider problematesch sinn nach ëmmer d'Waardezäiten an den Urgencen. Dës sinn zum Deel fir de Patient onzoumuttbar. Et héiert een, an dat ass mer x-mol zougedroe ginn, vun enger Stonn bis siwe Stonne Waardezäit. Ech mengen, dat ka jo net sinn. An duerfir wollt ech emol hei eng Motioun deponéieren, fir déi Saach genee ze analyséieren. An ech géif Iech bieden, Här President, dës Motioun unzehuelen. Wannechgelift!

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt d'Waardezäiten an den Urgencen am ganze Land dacks ganz laang sinn;

- datt et an der Praxis virkënnt, datt ganz vill Stonne vergoe kënnen tëscht der Umeldung an der Entloossung vum Patient,

ass sech bewosst,

- datt dësen zäitlechen Oflaf dem Patient, dee jo generell an enger schlechter Verfassung ass, a ville Fäll net zoumuttbar ass,

fuerdert d'Regierung op,

- den zäitlechen Oflaf vun der Umeldung bis zu der Entloossung vum Patient an allen Urgencen am Land ze ënnersichen;

- an allen Urgencen am Land eng Analys duerchzeféieren, wat d'Grënn an d'Ursaache fir déi dacks onzoumuttbar Waardezäite sinn;

- opgrond vun de Resultater vun där Analys all néideg Moossnamen ze treffen, fir d'Waardezäiten an den Urgencen fir de Patient op e Minimum ze reduzéieren.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Duerfir ass och an de Poliklinicken iwwerfuerdert Personal, an onzefridde Patiente sinn d'Resultat. An ech mengen, deem musse mer an eiser aller Interessi entgéintwierken.

De Weltverbond vun den Infirmieren an dem Fleegepersonal ass an enger groussugeluechter Studie zum Resultat komm, datt déi bedenklech Entwécklungen, déi mir hei zu Lëtzebuerg feststellen, weltwäit optrieden. Personalmangel an Zäitdrock an de Spideeler sinn traureg Phenomeener, op déi mer musse reagéieren.

An da wëll ech elo zum Schluss kommen. Mir mussen och den Hiewel beim Rekrutement vum Gesondheetspersonal usetzen. D'Gesondheetsberuffer mussen nees méi attraktiv ginn. Dëst erreeche mer awer nëmmen, wa mer am Hibléck op d'Spidolsféierung grondsätzlech ëmdenken. D'Politik muss d'Jalonen esou setzen, datt d'Personal an de Klinicken déi Zäit huet, déi et wierklech brauch, fir d'Wuel vun dem Patient ze garantéieren.

Mir mussen dobäi ewechkomme vum Profittdenken an erëm hikommen zur Käraufgab vun de Spideeler: d'Wuel an d'Gesondheet vum Patient erëm op de Sockel setzen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt och vu menger Säit e ganz grousse Merci un d'Kolleege vun déi Lénk a ganz speziell dem Marc Baum, fir dëse wichtege Punkt op den Ordre du jour gesat ze hunn. Ech mengen, et ass net nëmme wéinst der Covid-19-Pandemie, wou ee sech d'Spideeler eng Kéier méi genau muss ukucken, mee et ass generell eppes, wat déi lescht Joren e bëssen ze kuerz koum.

Zweetens wollt ech awer och e ganz, ganz grousse Merci un dat ganzt Personal am Spidolswiese riichten, well bei all Visitt - an trotz alle Mëssstänn, iwwert déi een eventuell schwätze kann, et ass ganz seelen d'Personal um Terrain -, well bei all Visitt, déi ech zumindest erlieft hunn, huet dat sech wierklech duerch Professionalitéit a Frëndlechkeet, trotz Stress, ausgezeechent!

Dat heescht, wa mer iwwer Mëssstänn schwätzen, muss een hei leider dat Spréchwuert beméien: „De Fësch sténkt vum Kapp." An ech mengen, wéi mer all wëssen, sinn an deene leschte Wochen a Méint leider eng ganz Rei Mëssstänn um Kapp vun de Spideeler oder vun enger Rëtsch vu Strukturen opgedeckt ginn, déi mat der Gestioun vun de Covidimpfungen, mee och mat dem alldeegleche Geschäft vun ënner anerem den Hôpitaux Robert Schuman ze dinn haten.

D'Virwërf vun Impfdrängelen, Interessekonflikter, Favoritismus an Harcèlementer vun Employéë respektiv Independanten hu kee gutt Liicht op d'Verwaltungsstrukture geworf an och d'Fro vun der politescher Responsabilitéit huet sech gestallt.

Misst de Staat net méi genee kontrolléieren, wéi mat den ëffentleche Gelder, déi jo am Spidolssecteur stiechen, ëmgaange gëtt? Misst d'Politik net vill méi kloer Reegele formuléieren, fir Interessekonflikter auszeschléissen an d'Personal an d'Patienten aus de Spideeler ze schützen?

Eise Spidolssecteur ass par rapport zu der Gréisst vun eisem Land immens fraktionéiert. Firwat? Firwat ginn et esou vill verschidden Entitéiten, déi onofhängeg vunenee sinn a wou de Staat kee richtegen Duerchbléck a virun allem kee richtegen Duerchgréff huet, wat an deenen eenzele Verwaltungsréit geschitt? Am Contraire schaffe verschidde Strukturen - an do muss ech dann d'HRS erëm nennen - dach nach aktiv drun, fir dee bësse Contrôle, de mer mam Commissaire aux hôpitaux hunn, nach ze court-circuitéieren, andeem se nach Ënnerstrukture grënnen, déi dann erëm aner Rechtsstänn hunn an domadder en effikasse Contrôle vum Staat vun ëffentleche Gelder quasi onméiglech maachen.

Firwat ass et méiglech, als Member vun engem Verwaltungsrot vun engem Spidol nach esou vill Mandater ze cumuléieren, datt ee sech froe muss, ob all d'Tâchen, déi mat de Mandater verbonne sinn, iwwerhaapt nach assuréiert kënne ginn, oder ob et just nach ëm de perséinleche Prestige oder d'Beräicherung geet?

Ech denken, mir sinn eis all eens, datt mer aus der Covidkris mussen eis Léieren zéien an net einfach esou weidermaache kënne wéi bis elo. De Staat finanzéiert d'Infrastrukture vun de Spideeler an d'CNS bezilt d'Prestatiounen. Firwat soll de Staat dann net och méi Kontroll hunn? Wär et net besser, den aktuellen a fraktionéierte System opzeginn zugonschte vun engem System mat engem Établissement public mat verschiddene Sitten a lokalen Direkteren?

Et ass wichteg, e Gesondheetssystem ze hunn, deen no un de Leit ass, e System, deen aus Spideeler a Praxisse besteet, déi dezentral iwwert d'Land verdeelt sinn, awer net mam éischten Zil, fir Profitt aus de kranke Leit ze maachen. Dat heescht nämlech och net, datt een aus enger Struktur net eng dezentral Gouvernance kéint schafen, awer eng, wou

de Staat d'Kontroll hält, eng, wou de Staat den Iwwerbléck iwwer e Secteur, an dee ganz héich Zommen u Steiergelder fléissen, iergendwou awer nach hält.

Dat, wat mer haut hunn, ass eng Situatioun, wou de Staat vill gëtt, wou mir alleguerten, all d'Biergerinnen a Bierger indirekt Aktionär sinn, well mer u sech d'Suen op den Dësch duerfir leeën, mee wou mir alleguerten um Enn vum Dag ganz wéineg Contrôle hunn. An dat ass, mengen ech, de gréisste Mëssstand, wa mer iwwert d'Gouvernance vum Spidolswiese schwätzen.

D'Covidkris huet eis awer och gewisen, wou am Spidolswiesen de Schong dréckt, an dat net nëmmen, wann et ëm d'Gouvernance geet, iwwert déi mer haut haaptsächlech schwätzen, mee natierlech och, wann et ëm d'Aarbechtskonditioune vum Gesondheets- a Fleegepersonal geet. A mir war virdrun e bëssen de Mond opstoe bliwwen, wéi ech hei vun nationalisteschen „tropes" héieren hunn, datt et Haifësch op där anerer Säit vun der Grenz géif ginn, déi just wéilte mam Lëtzebuerger Gesondheetswiese Profitt schloen. Well si mir dann net d'Haifësch, déi Personal aus den Nopeschlänner ofzéien, andeem mer hinne besser Paien offréieren?

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Musse mir eis dann net vläicht éischter de Virworf gefale loossen, datt mir d'Haifësch sinn, déi d'Gesondheetswiesen an eisen Nopeschlänner méi schlecht dostoe loossen, wéi et kéint sinn? Ech denken, datt mer ganz, ganz virsiichteg musse sinn, hei Scholdzouweisungen iwwert d'Grenz ewech ze maachen. A virun allem sollte mer hei net an e Scheema vum Schwaarzwäissdenke kommen!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- ... hei geet et ëm Organisatiounsformen. Et deet mer leed!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här Di Bartolomeo, ech mengen, datt et och ganz, ganz vill Strukturen hei zu Lëtzebuerg gëtt, déi mat ganz oneethesche ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... Weeër Sue maachen, an dat och, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... wéi Dir Minister waart!

Ech denken, aus de Riede vum haitegen Dag - an, Här President, ech kommen zum Schluss - eraushéieren ze hunn, datt e Konsens doriwwer besteet, datt een net esou weider ka maache wéi bis elo an datt d'Politik méi Responsabilitéit muss iwwerhuelen. Ech hoffen, datt dës Heure d'actualité duerfir just en éischten Ufank vun engem weideren a längerfristege Moderniséierungsprozess ass, deen esou séier wéi méiglech op d'Schinne gesat muss ginn. D'Problemer um Terrain si multipel an d'Regierung kann net einfach ewechkucken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Et ass richteg: „De Fësch, dee sténkt vum Kapp." A firwat? Well do d'Gehier ass an dat verweest, mengen ech, ganz schnell. Firwat gëtt dat Spréchwuert benotzt? Ben, d'Gehier ass dat, wat steiert, a wann d'Steierung net méi stëmmt, dann ass e Problem an deem, wat ronderëm geschitt. Asoufern sinn ech der Meenung, dass d'Theema vun der Gouvernance en extreem wichtegt Theema ass. Et ass net ze negligéieren, ob et am Ëffentlechen oder am Privaten ass. Wann d'Gouvernance net stëmmt, da kann hannen näischt Anstänneges dobäi erauskommen.

Ech wollt och e grousse Merci soe fir dës Heure d'actualité. Et ass en Theema, wat ganz villschichteg ass, an et huet mer zumindest erlaabt, dann a kuerzer Zäit - ech hat net déi Zäit, déi ech mer gewënscht hätt dofir - eng Kéier e Réckbléck ze huelen op den Historique vum leschte Spidolsgesetz; extreem interessant, wann een d'Debate kuckt. Do war ganz villes am Gespréich. Et ass hei ganz laang geschafft ginn an intensiv. An ech mengen, do ass och villes, wat ee kann noliesen, fir erëm an d'Theema eranzekommen.

Mir schwätzen oft dovunner, dass mer en ëffentleche Gesondheetssystem hunn. Dat stëmmt, wann een d'Finanzéierung kuckt. D'Universalitéit, de solidaresche Prinzip um Niveau vun der Finanzéierung stinn ausser Fro. An ech sinn och frou, dass dat hei breet gedeelt ass a begréisst gëtt, dass mer op deem Wee bleiwen.

De Secteur selwer ass awer net dat, wat een ënner engem nationale Gesondheetssystem versteet. D'Acteure sinn net ofgefierft duerch déi Finanzéierung, déi se kréien. Et ass wuel eng ëffentlech Finanzéierung, mee d'Acteure si wäitgeeënd Privatacteuren. Vun deenen zwielef Établissements hospitaliers, déi mer hunn, laut Gesetz, bei deene véier Spideeler, si just - also zwielef sinn et der insgesamt, dovunner déi véier grouss Spideeler - zwee Stéck en Établissement public, d'Beleegschaft ass awer privat. Dat sinn entweeder liberal Dokteren oder Employé-privéen a si hu keng Beamten, déi do schaffen an deene Statuten, mee Privatbeamten.

HRS ass eng ganz normal Société anonyme, eng kommerziell Gesellschaft. An de Centre hospitalier Emile Mayrisch ass eng Stëftung, eng ganz normal Stëftung ënnert dem 1928er-Gesetz, also eng privat Stëftung.

Da bei den Établissements hospitaliers spécialisés - vläicht just, fir eng Kéier ze rappeléieren -, do hu mer den nationale Radiotherapiezentrum François Baclesse. Dat ass e Veräin am Fong, eng ASBL, mam selwechte Statut wéi elo „Fraen a Mammen" oder e Fëscherveräin, nom Gesetz vun 1928.

INCCI ass eng privat Stëftung, d'Gesetz och vun 1928, mat deenen entspriechende Ramebedingungen, wat d'Gouvernance ugeet. Déi ginn net méi wäit, ob dat elo e klenge Veräin ass op lokalem Plang oder e Spidol. Et sinn déi selwecht Grondreegelen, wat d'Gouvernance betrëfft, déi do virgesi sinn, och d'ailleurs, wat d'Kontabilitéit an esou weider betrëfft.

Dann hu mer bei deene sechs Établissement-spécialiséen zwee Établissement-publicken, dat ass de Rehazenter um Kierchbierg an et ass de Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique; dat sinn Établissement-publicken. Dann hu mer en Hôpital Intercommunal vu Stengefort, dat ass e Syndikat, e Syndicat intercommunal, also nach eng aner Form. A mir hunn de Rehazenter vu Kolpech, wat erëm eng Kéier eng Stëftung ass laut dem Gesetz vun 1928.

Da fält och nach ënnert déi Établissements hospitaliers d'Haus Omega zu Hamm - dat ass erëm eng Kéier e Veräin, eng ASBL -, an dann och nach de Centre diagnostique an der Humangenetik an an der Anatomopathologie. Deen huet guer keng eege Structure juridique, dat ass am Fong e Service vum LNS.

Mee wéi Der gesitt, do gëtt et „von ... bis", a wa mer eis wëlle mat der Gouvernance auserneesetzen, hu mer engersäits natierlech d'Spidolsgesetz, wat Zousazbestëmmunge bréngt, mee à la base hu mer hei schonn eng ganz grouss Villfalt mat ënnerschiddlechen Exigencen.

Et ass virdrun ugeschwat ginn, de Conflit d'intérêts zum Beispill, deen huet ausschliisslech am Gesellschaftsrecht, am Gesetz vun de Société-commerciallen, e Kapitel fir sech am Gesetz vun 1915. Iwwert de Conflit d'intérêts fannt Der am 1928er-Gesetz iwwert d'Stëftungen an d'Veräiner net ganz vill a beim Syndicat intercommunal warscheinlech och net, soudass et do effektiv u Ramebedingungen happert, wann een dat wëllt verdéiwen.

D'Kontroll ronderëm d'Finanzéierung ass och villschichteg, well et duebel Finanze gëtt. Dir hutt engersäits d'Enveloppe globale, déi iwwert d'CNS ausbezuelt gëtt. Do huet elo de Kommissär vun der Santé keen Droit de regard drop. An Dir hutt anerersäits Subventiounen, déi erausginn. Dat geet dann an de Beräich vun der Kontroll vum Kommissär, an ech betounen: effektiv vum Kommissär fir déi zwielef Établissements hospitaliers, wou mer net e Service, e Kommissariat hunn, wéi et invoquéiert ginn ass vum Mars fir d'Zukunft eventuell, mee eeben eng Persoun, déi déi Missioun huet, present ze sinn an deene Gremien, déi do tagen. Déi huet och Ableck an alles, ka verschidde Saachen ausbremsen, mee huet awer e relativ limitéierte Champ d'action.

De Kommissär huet am Fong derfir ze suergen, dass d'Spidolsgesetz respektéiert ass, an en huet e gewëssenen Droit de regard op d'Utilisatioun vun de Subventioune vusäite vun der Santé, awer net iwwert déi Enveloppe globale, déi elo zum Beispill iwwert d'CNS eebe fléisst. Dat muss ee wëssen, wann dat gewënscht ass.

Ech mengen, et ass sécherlech derwäert, dass ee sech d'Fro stellt, ob dat duergeet, ob een sech do net effektiv muss anescht rüsten, wann een déi Milliounen a Milliounen a Millioune kuckt, déi awer all Joer an dee ganze Secteur erafléissen, also quasi exklusiv ëffentlech Gelder mat dach am Géigenzuch relativ wéineg Droit de regard drop.

Ech géif och betounen, dass um Niveau vun den Organismes gestionnaires vun de Spideeler keng speziell Kompetenzprofiller virgesi sinn. Dat ass och eppes, wou een natierlech kann driwwer diskutéieren: Wéi soll e Spidol gefëiert sinn? Wat brauch et do u Kompetenzen? Do kann ee sécherlech driwwer nodenken, ob een dat kann ausbauen, méi spezifesch maachen. An et kann ee sech sécherlech och d'Fro stellen, ob déi villfälteg Landschaft, déi mer hunn, wierklech zu enger Optimiséierung vun der Aktivitéit um Terrain bäidréit.

Fir mech ass et e Fragezeichen. Ech hu keng definitiv Meenung dozou. Dofir sinn ech nach net laang genuch am Secteur dran. Et ass awer eppes, wat mech beschäftegt. Wann een aner Systemer kuckt am Ausland, wou ee wierklech vun engem nationale Gesondheetssystem schwätzt an deen och virfënnt, do ass dat ganz anescht strukturéiert, wat net onbedéngt wëllt soen, dass dat eent gutt oder schlecht ass.

Zu verschiddene Projeten, déi ugeschwat gi sinn, wäert ech mech haut net äusseren. Ech hunn déi nach net virgestallt kritt an dofir kennen ech se och nach net am Detail an erlabe mer och elo nach keen Urteel dozou. Ech weess, dass dat Verzuch kritt huet. Dat war ageplangt virun e puer Wochen. Mee ech huelen dat no. Dat heescht, fir Projeten, déi en cours sinn, wäerte mer sécherlech nach d'Geleeënheet hunn an nächster Zäit, eis driwwer ze echangéieren. Mee ech ka Stand haut do keng Stellung dozou huelen.

Voilà, dat war et vu menger Säit. Vläicht nach just e Wuert zu der Motioun, wann Der erlaabt. Ass dat esou geplangt?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, jo.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Bei den Urgencen ass en Audit gemaach ginn. Ech weess, dass deen ënnert dem Étienne Schneider och an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn ass an dass mer e Groupe de travail hunn, dee sech opgrond eebe vun deem Audit reegelméisseg mat deem Theema befaasst. Ech war och selwer schonn an der Chamberskommissioun, fir doriwwer ze schwätzen, soudass ech a priori net gesinn, wat de Meerwäert ass, fir dat elo nach eng Kéier ze maachen.

Mengem Verständnis no si mer am Suivi eebe vun deem Audit ënnerwee, wou mer dee Grupp hunn, deen dat suivéiert an och reegelméisseg Rapport mécht un d'Chamberskommissioun. Mir kënnen do gären eng Kéier en Update maachen. Mee ech gesinn à ce stade net onbedéngt d'Opportunitéit, fir elo nach eng Kéier deen Exercice ze maachen, well deen eeben eréischt rezent gemaach ginn ass mat enger Rei Recommandatiounen, déi do erauskomm sinn an déi mer elo eeben ëmsetzen an enkstens suivéieren a wou mer och reegelméisseg Rapporte maachen, wat de Suivi dovunner ass.

Ech géif Iech Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

Motion 1

Fir d'éischt wäerte mer awer dann zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun kommen. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt ergräifen zur Motioun? Madamm Martine Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Also déi Motioun, déi kënnt eis ganz gutt vir, well ech denken, datt eng Evaluatioun soll lafend geschéien. A wa jo éischt Upassunge gemaach sinn, da kann een dat och lafend eng Kéier analyséieren. Also wäerte mer där Motioun zoustëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An da freet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir plädéieren derfir, dass d'Motioun ofgeleent gëtt, aus engem einfache Grond: well mer dat do scho gemaach hunn a virun allem - virun allem! - well mer eis dat Instrument ginn hu mam Observatoire de la santé a mat der neier Charte sanitaire, fir dat do genee ze moossen. Also gi mat där heiter Motioun oppen Dieren agerannt an dofir brauche mer se net.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Da sinn et 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

5. 7569 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7569, d'Adoptioun vun engem Protokoll iwwert d'Juegd an de Vulleschutz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commisson de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, am Gesetzesprojet 7569 geet et drëms, fir de Protokoll ze approuvéieren, deen d'Modifikatiounen un der Benelux-Konventioun iwwert d'Juegd an de Vulleschutz mécht. Doduerch kënnen déi dräi Länner sech méi Flexibilitéit ginn, fir d'Wëld ze reguléieren, well d'Konventioun sech explizitt just nach op d'Juegd bezitt.

D'Konventioun huet zwee Ziler: éischtens, fir keng Kontrollen a Formalitéiten op de Bannegrenze vun der Benelux ze hunn um Niveau vun de Juegdgesetzer an dem Vulleschutz, zweetens, d'Dispositiounen a puncto Juegd a Vulleschutz tëscht den dräi Länner ze harmoniséieren.

D'Konventioun huet bis ewell souwuel den Ëmgang mam Wëld bei der Juegd couvréiert wéi och Fäll, wann d'Déieren hu missen dout gemaach gi wéinst Schied an de Kulturen an an der Zuucht, fir d'Natur ze schützen oder aus Grënn vun der Gesondheet oder ëffentlecher Sécherheet. Dat huet d'Cour de justice Benelux souwuel 2008 wéi och 2013 festgehalen.

D'Benelux-Staaten hunn decidéiert, dës Konventioun mat engem Protokoll ze änneren, deen d'Portée vun der Konventioun limitéiert. Dëse Protokoll, dee mer mat dësem Gesetzesprojet approuvéieren, bréngt en neien Artikel 12bis an d'Konventioun an, dee beseet, dass d'Konventioun sech nëmmen op d'Chasse applizéiert an net méi op d'„destruction d'espèces de gibier".

Et gi bekanntlech ëmmer méi Problemer wéinst der Iwwerpopulatioun vu verschiddenen Zorte vu Wëld, wat zu Schued an de Bëscher, an de Stécker vun de Bauere féiert oder och e Risk fir d'Zuucht oder fir d'Sécherheet op de Stroosse ka sinn. An e rezent Beispill ass natierlech och d'Schwéngspescht.

E klenge Rappel, wat d'Iwwerpopulatioun vum Wëld ugeet: Dëst ass natierlech eng Konsequenz vum mënschlechen Handelen, dat ëmmer méi an d'Natur agräift, vun de Predateuren, déi feelen, vu waarme Wanteren duerch de Klimawandel, wat zu méi Fudder féiert an enger Hausse vun de Populatiounen.

D'Benelux-Länner hunn decidéiert, d'Konventioun iwwer e Protokoll ze änneren, fir ze preziséieren, dass et an der Konventioun just ëm déi klassesch Juegd geet. Domadder kënnen d'Benelux-Staate sech selwer méi Méiglechkeete ginn, wann d'Wëld misst dout gemaach ginn, also ausserhalb vum Kontext vun der Juegd, well d'Zuel vun den Déiere misst reduzéiert ginn, zum Beispill aus sanitäre Grënn.

Bei dëse sougenannten „actes de destruction" sinn déi concernéiert Länner dann net un d'Konditiounen, déi d'Konventioun fir d'Juegd setzt, gebonnen, zum Beispill, wat wou däerf geschoss ginn zu wéi engen Zäiten an op wéi eng Aart a Weis, d'Obligatioun vun Ofschlossplän et cetera, a si kënne sech déi néideg Moyene ginn, fir d'Situatioun ze meeschteren.

Eng weider Modifikatioun concernéiert déi federal Struktur vun der Belsch an hire Kompetenzen. De Protokoll gouf de 17. Februar 2016 zu Bréissel gemaach. D'Konventioun, déi modifizéiert gëtt, ass vum 10. Juni 1970.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet gouf den 28. Abrëll 2020, also genee virun engem Joer, vum Ausseminister deposéiert. Et ass en Article unique: dass d'Chamber de Protokoll approuvéiert.

Mir kruten den Avis vun der Handelskummer den 13. Juli, dem Staatsrot säin den 19. Dezember zejoert. Déi Avise maache keng Observatioune respektiv Remarken an de Projet hu mer dofir den 9. Mäerz an der Ëmweltkommissioun duerchgeholl an den 31. Mäerz gouf de Rapport ugeholl.

De Gesetzesprojet 7569, fir de Protokoll ze approuvéieren, deen d'Modifikatiounen un der Benelux-Konventioun iwwert d'Juegd an de Vulleschutz mécht: Et geet, wéi gesot, hei drëms, doranner eng Ännerung ze maachen, dass d'Konventioun sech elo just nach op d'Juegd bezitt. An domat kënne sech déi concernéiert Länner méi Méiglechkeete ginn, wat d'Regulatioun vum Wëld ugeet.

An ech profitéieren och direkt dovun, fir den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn, a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Rapporter François Benoy villmools Merci.

Ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Merci, Här President, merci fir d'Wuert. Merci och dem honorabelen Här Benoy fir déi Presentatioun, sougutt mëndlech wéi schréftlech. A sech gëtt et net allze vill dozou ze soen. Ech wëll awer ganz kloer soen: Wann elo d'Länner méi Fräiheet kréien, fir ausser der Juegd eng Rei Decisiounen ze huelen, wann, wéi den Här Benoy dat scho presentéiert huet, Problemer bestinn a wa Schued gemaach gëtt oder wann och Securitéitsrisikoe bestinn, Gesondheetsrisikoe bestinn, da soll awer och alles gemaach ginn, fir datt dat och responsabel geschitt an déi Decisiounen och responsabel geholl ginn an net à la légère a sech Déieren onnëtz zerstéiert ginn. Ech mengen, dat ass ganz kloer.

Ech wëll och vun dëser Geleeënheet profitéieren, och wann dat elo näischt direkt mat der Konventioun ze dinn huet, fir ze soen, datt mer an deene leschte Méint, an deene leschte Joren awer ëmmer méi Diskussiounen ëm déi sougenannten ..., oder ëm d'Fliedermais, fir et net aneschters ze soen, hunn. Ech wëll elo kee laangen Exposé halen. Ech hätt och déi Zäit net. Ech wëll awer ganz kloer soen: Mir sollen oppassen, datt mer net genau doduerch, datt mer iwwerdreiwen an där Protektioun ...

(Interruption)

Also Dir rennt bei mir, dat wëll ech och ganz kloer soen, oppen Dieren a fir d'Erhalen an de Schutz vu Fliedermais, vun deene verschiddenen Aarten.

(Brouhaha)

Mee wa mer virufueren, disproportionéiert heiansdo ze handelen, dat féiert dozou, datt mer bei de Leit en Haass op dat Déier - an dat Déier ka jo a sech net dofir -, mee en Haass op dat Déier provozéieren, wat eis ënnert dem Stréch a wat dem Déier an dem Schutz vum Déier näischt bréngt. Duerfir solle mer wierklech driwwer nodenken, och wann dat eng europäesch Direktiv ass, dee Schutz méi adequat ze garantéieren.

An deem Sënn ginn ech awer hei zu deem Projet de loi den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci. An ech kann et nach vill méi kuerz maache wéi mäi Virriedner. Mir bleift just nach ze soen, dass ech dem Rapporter, dem François Benoy, géif Merci soe fir seng zwee Rapporten, säi schréftlechen a säi mëndlechen. An ech géif dann heimat och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. An de Mikro ass elo op fir d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Jo, bei mir ass et d'selwecht, Här President. Ech hunn och näischt bäizefügen. D'Rapporte waren exzellent an deemno ginn ech dann och den Accord vun eiser Partei. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech ginn d'Wuert weider, net ouni der Madamm Hemmen Merci ze soen, un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech soen och dem Här Benoy Merci fir déi gutt Erklärungen, déi en hei geliwwert huet, an ech ginn heimat dann den Accord vun der ADR.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Da wier et um honorabelen Här David Wagner.

(Brouhaha et interruptions)

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech notzen all Geleeënheet aus.

(Hilarité)

Mee et ginn e puer ... Här President, merci. Ech faasse mech net allze laang, mee ech wollt awer eis Enthalung begrënnen. Bon. Op den éischte Bléck sinn d'Grënn fir d'Ofännerung vun dëser Konventioun schlësseg: Et lafe Wëllschwäin um Findel op der Landebunn, wat maachen? Mee mam zweete Bléck stellt een awer séier fest, dass d'Saach vläicht e bësse méi problematesch ass. An dofir gesi mir zwee Problemer bei dëser Ännerung vun der Konventioun.

Deen éischten huet eppes mat den Ursaachen a Konsequenzen ze dinn. Hei geet et jo ëm den Ofschoss vu Wëld, wat wirtschaftlech Aktivitéite respektiv Transportweeër wéi Stroossen oder de Loftverkéier duerch seng Presenz behënnert. Engersäits ass et problematesch, well dat, wat hei als Grond fir d'Ofännerung vun der Konventioun ugeféiert gëtt, jo zum Deel och Ursaach vun der grousser Iwwerpopulatioun an der Presenz vum Wëld ass.

De wirtschaftleche Wuesstem mat ëmmer méi Aktivitéiten a Versigelung vu Biedem, den Ausbau vum Stroossennetz et cetera engen d'Natur an d'Déierewelt ëmmer méi an, wouduerch d'Déiere sech och méi no bei de Mënsch verieren. Déi selwecht Facteure verstäerken och d'Äerderwiermung, déi zu engem Uwuesse vun de Wëldpopulatioune féiert.

Anerersäits ass et awer och esou, dass d'Juegd, déi vun dëser Konventioun couvréiert bleift, d'Iwwerpopulatioun bei bestëmmte Wëldzorten net reduzéiert, bei sougenannte „Schadentieren". Dat ass e Problem, well den Zoustand vun eise scho staark belaaschte Bëscher dorënner leit. Mir hunn et also mat enger Symptombekämpfung ze dinn.

An zweete Punkt: Fir dat Symptom ze bekämpfen, gëtt elo eng Aart Juegd ageféiert, mat där d'Wëld net geschoss, mee „zerstéiert" gëtt, wéi et och esou am Text steet, a wou dann déi geltend Bestëmmunge vun der Juegd net méi gëllen, also wat d'saisonal Agrenzung ugeet, d'Munitioun, déi dierf benotzt ginn, oder nach, a wéi engem Perimeter och dierf geschoss ginn. Dat kléngt brachial an do kann ee sech och froen, ob de Respekt an de Schutz vum Déier nach garantéiert sinn.

Aus deenen zwou Iwwerleeungen eraus wollte mir eis bei dësem Gesetzesprojet dann éischter enthalen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech wäert e bësse méi ausféierlech op d'Theema agoen, bekanntlech ass d'Juegd en Häerzenstheema vun eiser Partei an och vu mir perséinlech.

Mir Piraten sti fir den Déiereschutz. An heizou ziele fir eis selbstverständlech och d'Wëlldéieren an eise Bëscher. Mir fannen, dass och dës Déiere Liewewiese sinn, déi eise ganze Respekt verdéngen. Aus deem Grond hu mir Piraten och eng ganz kritesch Positioun, wat d'Juegd ugeet. Nee, mir sinn net ganz géint eng Juegd, mee mir si fir eng Juegd, déi am Respekt vum Déier ofgehale gëtt.

A sech hätte mir eis haut erwaart, vun der grénger Partei eng kritesch Positioun zur Juegd ze héieren. Waren et fréier déi gréng Deputéiert, déi hei an der Chamber - huele mer d'Juegd am Bambësch - och kritesch waren, sinn et haut déi gréng, déi duerch eng aner Meenung a Politik geprägt sinn, a si stelle sech net op d'Säit vum Déiereschutz. Dat ass wierklech schued!

A mir Piraten sti fir en Discours zum Theema Juegd. Et kann net sinn, dass dat eenzegt Argument, dat een zënter Joren an Dauerschläif vu Jeeërverbänn a Juegdfrënn ze héiere kritt, ëmmer dat selwecht ass: dass muss méi geschoss ginn!

Mir Piraten, jo, mir schützen och d'Muffelen, mir schützen all Déier. All Déier ass eis wichteg. „Méi schéissen", „Haaptsaach méi schéissen", schéngt heiansdo de Motto ze sinn. An eisen Aen geet de Problem vun eiser Juegdpraxis vill méi déif. Mir fannen et besuergneserreegend, wann d'Diskussiounen ëm d'Juegd ëmmer nëmmen drop eraus sinn, dass d'Wëlldéieren eis stéieren oder Schued uriichten an dofir erëm musse massiv dout gemaach ginn, esou och am Kontext vun dësem Gesetz, an deem et ëm d'Benelux-Konventioun zur Juegd geet.

U sech ass d'Ännerung hei op den éischte Bléck marginal. Et gëtt eng Ënnerscheedung gemaach tëscht puerer Juegd an der massiver Ausrottung vun Déierebestänn an anere Fäll. Béid zile fir eis awer op dat selwecht Zil of, bezéie sech op déi selwecht Déieren a benotzen déi selwecht Mëttelen, fir Déieren ëmzebréngen.

A mir Piraten hu kloer eng Positioun dozou. Mir wëlle keng Spaassjuegte méi, mir wëllen eng Juegd, déi zentraliséiert a professionaliséiert gëtt. Mir wëllen eng eenheetlech territorial a moralesch Approche a keng Approche, wou dee mam meeschte Geld sech Juegdlouse kafe kann, fir da seng Spaassjuegten ofhalen ze kënnen!

Op där anerer Säit wëlle mir och net de stännegen Discours unheize vun ëmmer méi schéissen. Fir d'lescht - an den Här Arendt huet schonn e puermol dertëschtgeruff -, hunn ech nach an enger parlamentarescher Fro vun der DP gelies, firwat een hei am Land, an elo haalt Iech un, net mat semiautomatesche Waffe kéint op d'Juegd goen. Also dat ass awer mat dat Schlëmmst, wat een elo a leschter Zäit am Kader vum Déiereschutz héieren huet, an dat vun enger Regierungspartei!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Et feelt just nach d'Kalaschnikow!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Jo, wat kënnt als nächst? D'Bazooka?

(Interruption par M. Gusty Graas et coups de cloche de la présidence)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ech sot: „Et ‚feelt' just nach d'Kalaschnikow!"!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Goergen, fuert roueg weider, loosst lech net duerch den Här Clement duerjerneebréngen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Mech stéiert dat an ech fannen et ganz interessant, wéi hei d'DP semiautomatesch Waffe verteidegt. Also ech léieren awer gären nach, Här Graas, wann Dir sot, ech géif mech domat net auskennen.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Kuckt emol, wat eng semiautomatesch Waff ass!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här Arendt, erkläert eis Piraten gären - Dir kënnt mer och herno déi Fro stellen -, wat eng semiautomatesch Waff soll sinn op der Juegd. Wann dat den Déiereschutz ass, deen eng DP wëllt a vun deem se an hire Bréiwer schreiwen, déi se ëmmer virun de Wale schécken, da froen ech mech, wéi déif dass et domadden ass. Mir Piraten wëllen dofir och d'Ëmweltministesch opfuerderen, keng weider Waffen op der Juegd ze erméiglechen, éischter deen anere Wee ze goen.

Et ass scho schlëmm genuch, dass een net bei seng Famill dierf an der Ausgangsspär, mee et dierf een awer op d'Juegd; a sech e weidere Punkt, deen ee vun enger grénger Ministesch einfach net verstoe kann. Wéisou alt nees e Privileeg fir d'Jeeër? Zesummefaassung vun der grénger Politik: Leit mat Waffen dierfen also trotz Ausgangsspär eraus, anerer, Friddlecher bleiwen doheem. Si hu jo och keng Waffen dobäi!

Wat elo d'Juegd an d'Reduktioun vu Wëldbestänn ugeet, do muss ech soen, dass mer et net akzeptéiere kënnen, dass do weider op Klappjuegte gesat gëtt! Dir kënnt averstane mat eis sinn oder och net, mee mir Piraten bleiwe jiddefalls géint d'Praxis vun de Klappjuegten an ech proposéieren dofir och haut eng Motioun, fir dass mer endlech op de Punkt kommen, Klappjuegten ze verbidden an doduerch méi respektvoll a schounend Moossnamen ëmzesetzen.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

- d'Déiereschutzorganisatloun PETA entkräft op hirer Website eng ganz Partie vun Argumenter, déi ëmmer erëm vu Juegdënnerstëtzer virbruecht ginn, fir d'Bäibehale vun der Klappjuegd ze legitiméieren (Source: https://www.peta.de/themen/jagdirrtuemer). D'Diskussioune rondërem d'Theema Juegd weisen, dass et net nëmmen eng eenzeg Léisung fir d'Bestandreguléierung gëtt, mee verschiddener;

- de Bestand u Wëllschwäi wär net esou héich, wéi en aktuell ass, wa méi professionaliséiert Jeeër a reegelméissegen Ofstänn géifen eenzel op d'Juegd goen. Wann ee wochen- oder och méintlaang net nom Wëllschwäibestand kuckt a sech drop verléisst, dass ee bei enger Klappjuegd scho genuch Schwäi wäert fannen a schéisse kënnen, dann huet een e Problem, wann d'Resultat vun där Juegd um Enn méi kleng ausfält ewéi geplangt;

- engagéiert Jeeër, déi hir Juegd eescht huelen an oft dobausse sinn, sinn net op Klappjuegten ugewisen, fir genuch Déieren ze schéissen. Si beweege sech roueg duerch de Bësch, huele Récksiicht op Planzen an Déieren, déi net geschoss ginn, a verléieren a kengem Moment de Respekt virun deem Déier, wat se joen. D'Klappjuegd ass deemno net déi effektiivste Juegdform, fir d'Wëldbestänn ze reguléieren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. d'Praxis vun der Klappjuegd am Juegdgesetz ze verbidden.

(s.) Marc Goergen.

Kommt, mir iwwerleeën eis, wéi een eng Juegd besser kéint gestalten, amplaz ëmmer erëm wëllen ze probéieren, mat den nämmlechten ale Léisungen de Problem unzegoen. An et ass natierlech kloer, ...

(Brouhaha)

... dass mir Piraten haut wäerte géint dës Konventioun stëmmen. Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Guy Arendt *(DP)*.- Schwätzt emol mat de Baueren!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, ...

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Mee Här Arendt, da kommt eis et erklären, wann Der esou fir d'Jeeër stitt!

M. Guy Arendt *(DP)*.- Schwätzt mat de Baueren! Déi soen lech, wat dat ass, de Wëldschued!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- An duerfir mat méi grousse Waffen!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, als Éischt emol loosst mech dem François Benoy nach e ganz häerzleche Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer hei am Sujet vun dëser Debatt bleiwen, wou et ëm eng Ënnerscheedung geet a méi eng kloer Trennlinn tëschent der klassescher Juegd an deem, wou mer zesummeschaffen am Kader vum Benelux, an deem, wat an deene leschte Joren och opgrond vun enger Schwéngspescht oder enger Surpopulatioun vu Wëllschwäin duerchaus awer méi oft diskutéiert ginn ass.

An do schwätze mer dann éischter vun enger „Destruktioun" am Kader vun éischter sanitäre Mesuren, wou mer eis Bauere schützen, wou mer eis Populatioun schützen, oder am Beräich vun der Securitéit. An dat ass de Kader, wou dës Konventioun, déi et schonn zanter ganz laanger Zäit gëtt, modifizéiert gëtt, dat ass de Kader, vun deem mer haut schwätzen. An ech freeë mech iwwer eng relativ breet Zoustëmmung.

Natierlech bitt dat dann och ëmmer d'Méiglechkeet, iwwert d'Juegd als Ganzt ze schwätzen a Saachen esou duerzestellen, wéi ee gären hätt, dass se wären. Här Goergen, et ass ganz kloer: D'Jeeër krute keng Ausnam, mee am Kader vun dësen aktuelle sanitäre Mesuren - an och keng Autorisatioun vu menger Säit, wëll ech lech just eng Kéier soen! -, am Kader vun de sanitäre Mesuren an am Kader vun deem, wat machbar ass, do kënne se dat maachen, wat erlaabt ass. An d'ailleurs, en cohérence hu mer am Dezember gesot, dass keng Rassemblementer sinn, soudass also och keng Ausnam an där Hisiicht war. Et ass also eng Kohärenz, an där mer hei schaffen, kee Privileeg.

Dann hutt Der natierlech erëm aner Theeme mat op d'Bildfläch bruecht, zu deenen ech ganz kloer Äntwerte ginn hunn. An ech mengen, mir haten och am Kader vun deenen SDRen Debatten doriwwer, wéi eng Forme vu Juegten hei zu Lëtzebuerg gutt sinn. An do hu mer eis ëmmer positionéiert, dass mer eeben awer och eng modern Dreifjuegd, oder „Klappjuegd" op Lëtzebuergesch genannt, wëllen, dass mer déi moderniséieren, dass mer se verbesseren am Sënn vun dem Schutz vun eiser Natur - an eisen Ekosystem ass nun emol duerch de Mënsch awer beaflosst -, dass mer se moderniséieren, och am Sënn vum Déiereschutz. Well, Här Goergen, et ginn och net nëmmen - an ech mengen, d'Juegd ass awer trotzdeem eppes, wat eng wichteg Roll spillt fir d'Reguléierung -, dofir, et ginn och net nëmmen déi eng oder déi aner Déieren, schwaarz oder wäiss.

Ech mengen, dass déi Debatt soll mat där néideger Serenitéit a mat allen Acteure geféiert ginn, an dofir mengen ech och, dass ee se net soll elo hei vermësche mat dëser Debatt, wou mer eng Konventioun vun Zesummenaarbecht mam Benelux-Raum wëllen op de leschte Stand bréngen a moderniséieren, dass mer se elo net sollten hei vermëschen, well et ass eng wichteg Debatt an déi soll an aller Souveränitéit mat allen Acteure geféiert ginn.

A si muss och en permanence geféiert ginn, fir dass mer eng modern an eng sécher Juegd hunn an dass déi Juegd sech och kann en cohérence mat deem, wat d'Gesellschaft erwaart, ... An dat sinn den Naturschutz, d'Sécherheet an och den Déiereschutz, wou jo och mussen Déieren, déi blesséiert waren, recherchéiert ginn, all déi Saachen - d'ailleurs, dat ass och e Grond, firwat d'Jeeër däerfe méi laang do sinn, wann en Déier ugeschoss wär -, an all déi Saachen, déi sollte mer elo hei net vermëschen.

An domadder soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7569. Den Text steet am Document parlementaire 7569[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7569 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Ofstëmme vun der Motioun. Wie wëllt zu dëser Motioun nach e Wuert soen? Den Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir haten an de leschte Joren eigentlech an der Ëmweltkommissioun an doriwwer eraus scho relativ vill Diskussiounen iwwert d'Theema vun der Juegd an notamment och d'Klappjuegd. A mir hunn eis an der Ëmweltkommissioun och ganz detailléiert domat beschäftegt.

Dat Ganzt hat eigentlech ugefaange mat enger Petitioun, déi mer haten, wou et ëm d'Verbidde vun der Klappjuegd gaangen ass. Doropshin hu mer festgehalen, dass mer géifen an der Ëmweltkommissioun verschidden Acteuren héieren, fir eeben ze schwätzen iwwert de Positionnement vun der Juegd, iwwert d'Problemer, déi et géif ginn, a wéi mer eis géifen domat auserneesetzen. Dunn hu mer Ëmweltschutzorganisatiounen, awer och d'Jeeër gehéiert a mat hinnen driwwer diskutéiert.

A mir sinn dunn och zur Konklusioun komm an der Ëmweltkommissioun an dat hu mer och festgehalen an engem Rapport, dee mer de Petitionären duerno weiderginn hunn - ech hunn deen zwar elo net hei viru mer leien, ech kann lech dee Saz net virliesen, mee et war sënngeméiss awer dat -, dass mer zu Lëtzebuerg einfach eng Iwwerpopulatioun hu vu gewëssenem Wëld, wat zu deene bekannte Problemer féiert, déi ech och genannt hunn: Problemer an der Natur, an de Bëscher, Problemer fir d'Baueren, a wou mer awer och gesot hunn, dass dat kënnt duerch d'Awierken eebe vun dem Mënsch, deen d'Natur aus dem Gläichgewiicht bruecht huet, wéi ech et och virdrun a mengem Rapport gesot hunn.

An an der Kommissioun hu mer och festgehalen, dass mer eis natierlech mussen déi beschtméiglech Juegdpraxisse ginn, dass déi wierklech mussen ëmmer op deem beschte Standard sinn, wat Déiereschutz ugeet, am Respekt mam Naturschutz an esou weider, an dass mer d'Praxissen an deem Sënn och wëlle weiderentwéckelen, wéi dat och gemaach gëtt.

An deem Sënn wäert meng Fraktioun - an dat ass och meng Propos un d'Chamber - déi Motioun dofir esou, wéi se hei proposéiert ginn ass, net kënne stëmmen, well se einfach deenen Erausfuerderungen an de Problemer esou, wéi se hei steet, net gerecht gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Da freet nach den Här Aly Kaes d'Wuert.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll et ganz kuerz maachen, well den Här Benoy huet eng ganz Rei Saache gesot. Et wier fatal, wa mer géifen eng Klappjuegd ofschafen an deem Land hei, engersäits, an et ass och ganz kloer, wa Problemer entstinn, well eng Surpopulatioun do ass, da musse mer kënne reagéieren. Da musse mer kënne reagéieren! An dat ass net géint d'Déier, mee niewent dem Déier gëtt et jo awer och nach Mënschen, déi Produktiounen hunn, déi Betriber hunn, an et muss een also en Equiliber hunn. A wann deen Equiliber net méi do ass, da muss ee reagéieren.

Duerfir ass et och wichteg, datt d'Juegd an där Form bestoe bleift mat enger Klappjuegd. Mat enger Responsabilitéit natierlech, mee et ass ganz wichteg, datt déi Klappjuegd bestoe bleift! Ech kommen aus enger Regioun, wou et extreem vill Bësch gëtt, Gott sei Dank vill Bësch gëtt, mat Dickungen. An et deet mer leed, wann een do ouni Klappjuegd wëllt iergendeppes beweegen a puncto Schwäin - déi laache sech kapott! Ech muss et esou soen, ...

(Hilarité)

... déi laache sech kapott, awer beweegt kritt een näischt.

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Also et gëtt verschidde Methoden, fir heiriwwer ze schwätzen. Et gëtt déi, wéi d'Piraten iwwert d'Juegd geschwat hunn, an et gëtt eng seriö Method, fir iwwert d'Juegd ze schwätzen.

Déi seriö Method, fir iwwert d'Juegd ze schwätzen, mengen ech, ass déi, …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … an do si mer eis och eens heibannen, datt mer musse kucken, fir déi Juegd op esou eng Method ze maachen, déi esou schounend wéi méiglech ass. A mir haten déi Diskussioun, den Här Benoy huet dat jo och elo rappeléiert, an ech mengen, et war och de Mouvement écologique, deen eng Rei Propositioune gemaach huet. An ech mengen, et gëtt keen, deen net der Meenung ass, datt mer déi Juegten, déi néideg sinn, sollten esou organiséieren, datt fir d'Déieren esou mann wéi méiglech Stress entsteet, an dat eeben esou professionell wéi méiglech maachen an deem Sënn, datt d'Zil erreecht gëtt, awer esou op eng human Manéier. Ech mengen, dat ass evident.

Wat awer net geet, mengen ech, wann een iwwert d'Juegd schwätzt, dat ass déi Geréngschätzung vun der Begrënnung, nämlech de Schued, deen d'Baueren erleiden an aner Leit, deen an de Bëscher entsteet, wat och erëm zulaaschte vun aneren Déieren ass. Et muss een déi Problematik am ganzen Zesummenhang kucken. Et sinn engersäits d'Schwäin, et sinn awer och aner Déieren, déi leiden, wann zum Beispill d'Beem Schued erleiden. Also muss ee kucken, datt een de Kontext och ëmmer interpretéiert an net nëmmen eesäiteg just den Akt vum Doutmaache gesäit ouni de breede Kontext.

A schlussendlech, wat och net geet, dat ass déi Karikatur vum Jeeër. De Jeeër ass e Mënsch, deen u sech e wäertvollen ëffentlechen Optrag erfëllt mat där Aarbecht, déi e mécht.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass dat! Et kann een natierlech soen, et wier elo fir Party ze feieren an esou weider, mee dat ass e Bild vun der Juegd. Dat ass eng Karikatur! Well d'Juegd ass wichteg fir d'Gläichgewiicht an der Natur. An ech mengen, natierlech ass eis dru geleeën, datt d'Jeeër gutt ausgebilt sinn, datt se sécher schéissen, datt et seriö gemaach gëtt. Mee et kann een dach net hei déi Leit erofmaachen a wierklech un hirer Éier hei réieren! Well si maachen en Optrag an eisem Interessi, am Interessi vun der Gesellschaft, an dat muss een och gesinn!

Also mir schwätze gär iwwert d'Juegd. Mir kucken, datt mer dat esou mënschlech wéi méiglech organiséieren, datt mer déi bescht Forme vun der Juegd fannen. Alles dat ass an der Rei. Awer dat, wat d'Piraten hei maachen, déi Karikatur vum Jeeër an deen Dedain fir de Wëldschued fir d'Baueren an déi aner Leit, déi ënnert deene Situatioune leiden, ass absolutt inakzeptabel. Mir stëmmen déi hei Motioun dowéinst och net mat.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

An dann ass d'Wuert fir den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also ech kommen aus der Haaptstad, mee trotzdeem ass de Bësch mer net onbekannt. Béis Zonge géife behaapten, ech wier oft dran. Mee ech wunnen …

(Interruption)

A, gesitt Der!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Géi op d'Pult!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Da ginn ech op d'Pult.

(M. David Wagner rejoint le pupitre.)

Esou, elo sinn ech genuch gelaf.

(Hilarité)

Här President, och an der Haaptstad hu mer Bëscher an och Leit, déi a Stied wunnen, wëssen, wat e Bësch ass. Ech wunne beim, mäin Noper ass de Bambësch. Ech brauch just déi aner Säit vun der Strooss ze goen, da sinn ech am Bambësch. An deslescht hate mer tatsächlech och an der Stad ..., eisen Noper hat e Réi am Gaart. Dat ass zwar ganz léif, mee normalerweis heescht dat, datt esou en Déier huet missen iwwert d'Haaptstrooss goen. Ech mierken och, vu datt ech do grouss gi sinn an där Géigend, datt mer vill méi Déieren och héieren an ze gesi kréie wéi deemools. An dat huet warscheinlech eng ganz Partie Ursaachen an ech konnt déi och virdrun a menger Interventioun awer e bëssen opzielen.

Déi Ursaachen, déi hunn awer och eppes domadder ze di justement, datt d'Biodiversitéit gestéiert gëtt duerch Versigelung, duerch d'Äerderwiermung, duerch de Fait, datt den natierleche Raum vun den Déieren ageschränkt gëtt duerch mënschlech a wirtschaftlech Aktivitéiten. Dat bewierkt dann och, datt Déieren net op där Plaz sinn, wou se higehéieren, mee dat huet awer och eppes domadder ze dinn, datt vläicht de Mënsch Aktivitéiten huet, déi net onbedéngt esou geféiert ginn, wéi et sech gehéiert.

Mir soen och elo net als Lénk, datt mer prinzipiell géint d'Juegd sinn. Dorëms geet et net! Et muss awer ganz kloer ageenkt ginn. Mee wann een ëmmer erëm an déi Logik kënnt, datt een u sech e Symptom wëllt bekämpfen a seet: „Voilà, mir hunn e Problem mam Wëld" ... Et ass d'Wuert gefall vum „Schued", vum „Wëldschued", wourënner wirtschaftlech Aktivitéite respektiv och Baueren ze leiden hätten. Do misst ee sech vläicht och d'Fro vum „Mënscheschued" stellen, well et ass oft esou, datt mir als Mënschen eng gewëssen Arroganz hunn an ëmmer „Schädlinge" bezeechnen. Ech weess awer och net, ob et d'Déiere sinn, déi fir d'Klimaerwärmung zoustänneg sinn, fir d'Pollutioun op dëser Welt zoustänneg sinn. Ech wëll elo hei keng Romantik bedreiwen, dorëms geet et net. Mir liewen an engem ekonomesche System, deen d'Welt futti mécht, an domadder huet de Mënsch eeben - oder gewësse Mënschen, déi och Muecht hunn - eppes ze dinn.

Einfach ze soen, mir kéimen net derlaanscht, fir alles ofzeknallen, ass vläicht e bëssen ze vill einfach. An et verhënnert, datt mer eis gewëssen essenziell Froe stellen, wéi mer mat der Natur ëmginn. Dat ass kengem iergende Virworf gemaach. Wéi gesot, Juegd an engem gewëssene Rame brauch een och. Ob elo gewësse Leit Spaass dobäi fannen, bei deem Sport, deen awer iergendeppes mam Doud ze dinn huet, dat ass eng philosophesch Fro, mee déi ech och net wëll hei ugoen. Mee op jidde Fall menge mer schonn, datt mer eis déi richteg Froe solle stellen.

A mir mengen och schonn, datt d'Piraten mat hirer Motioun awer och e Jalon setzen, an deementspriechend wäerte mer se matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An da geet d'Wuert nach eng Kéier un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also et ass ganz richteg, wéi den David Wagner gesot huet. Et ass ëmmer einfach, den Déieren d'Schold ze ginn. Heiansdo kann een awer och emol de Mënsch a Fro stellen, op wéi engen Terrainen dass de Mënsch virgeet.

Fir dem François Benoy vun deene Gréngen ze äntweren: Jo, ech hat lech jo e puer Argumenter uginn, firwat dass déi Klappjuegd awer net deen Effekt huet. Mir schwätzen och schonn éiweg iwwer Klappjuegten. Si ginn éiweg ofgehalen, de Bestand ass trotzdeem héich. Statistesch géif ee gesinn: Et huet net geklappt. Et misst een eng aner Léisung sichen.

Dir gleeft vläicht Verschiddenen, déi mer hei zitéiert hunn, wéi PETA, deene gleeft Der net méi. Ech hunn awer hei e Mann fonnt, ech hoffen, dass Der deem awer gleeft. Dat ass nämlech vum 17. Januar 2002, du war e François Bausch nämlech Conseiller an der Stad. An do ass et ëm de Bambësch gaangen. Ech mengen, Dir kennt alleguerten d'Diskussiounen, déi duerno geféiert gi sinn ëm de Bambësch. An do schreift en Här Bausch, deen ech an dësem Fall ganz schätzen: „Experten sind sich einig, dass eine Treibjagd ein wenig geeignetes Mittel ist, um Wildschweinschäden unter Kontrolle zu halten." Do ginn ech dem Här Bausch an deene Grénge komplett Recht; dat kënnt och vir. Ech mengen, wann Der Recht hutt, muss ech lech jo och Recht ginn. Dann: „Der betriebene Aufwand - teilweise Sperrung der Straßen, Mobilisierung von Gemeindediensten - steht in keinem Verhältnis zum angepeilten, zweifelhaften Resultat." Do huet den Här Bausch nach eng Kéier komplett Recht an eisen Aen.

Une voix.- Wat ass d'Léisung?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Wat d'Léisung ass? Professionell Jeeër, déi op hir Juegd ginn, an net nëmmen de Weekend, fir Party ze maachen, ...

(Brouhaha et exclamations)

M. Guy Arendt *(DP).*- Haalt dach nëmmen op!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här Arendt, streit Dir hei of, dass et do z'iessen an ze drénke gëtt?

(Protestations)

M. Guy Arendt *(DP).*- Wat jo total falsch ass!

Une voix.- Eng Insulte fir d'Jeeër, dat do!

M. Guy Arendt *(DP).*- Gitt emol eng Kéier mat op eng Juegd!

(Brouhaha, interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech huelen zur Notiz, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat maacht Dir all Dag, ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- ... dass d'DP zimmlech pro Juegd ass, zimmlech pro Juegd!

M. André Bauler *(DP).*- D'Piraten sollen op de Schëffer bleiwen!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo, d'DP ka sech opreegen! Also mir sti fir den Déiereschutz. Ech weess net, firwat dass Dir stitt.

(Exclamations)

A weider huet den Här Bausch gesot: „Wir rufen deshalb" - dofir iwwerrascht et mech och net - „den CSV/DP-Schöffenrat auf, die für den 22. Januar geplante sinnlose Treibjagd sofort abzublasen." An ech kann dem Här Bausch just Recht ginn an ech hätt mer gewënscht, dass wéinstens déi gréng sou wéi déi Lénk haut géint d'Klappjuegd gestëmmt hätten, well ech mengen, am déiwen Häerz wësse se, wat mer wëllen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun där Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Dann ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

6. 7724 - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant :

1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Mir kommen elo zum Projet de loi 7724 iwwert den Impakt vun ëffentlechen a private Projeten op d'Ëmwelt. D'Riedezäit ass nach eng Kéier nom Basismodell festgeluecht a Rapporter ass och dës Kéier den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, ech presentéieren Iech de Gesetzesprojet 7724 iwwert d'Ëmweltimpaktevaluatiounen. Mir maachen hei kleng, awer wichteg Upassungen am Beräich vun der Ëmweltimpaktevaluatioun, virun allem am Beräich vun der Informatioun an der Consultatioun vum Public.

Mir änneren haaptsächlech d'Gesetz iwwert d'Ëmweltimpaktevaluatioun, mee och d'Gesetzer vum Naturschutz, dem Waasser an dem Établissement classé, also dem Kommodo.

D'Gesetz iwwert d'Ëmweltimpaktevaluatioun vun 2018 transposéiert d'europäesch Direktiv iwwert d'Evaluatioun vun den Ëmweltimpakter vu verschiddenen ëffentlechen a private Projeten. Bei dësem Gesetz geet et drëms, fir direkt am Virfeld vun engem gréissere Projet d'Auswierkungen op de Mënsch, d'Ëmwelt an de Klima ze analyséieren an och déi néideg Precautioune virzegesinn.

D'Europäesch Kommissioun huet Lëtzebuerg an enger Lettre de mise en demeure den 11. Oktober 2019 drop opmierksam gemaach, dass d'Direktiv op verschiddene Punkten awer net korrekt transposéiert wär, an dofir passe mer d'Gesetz elo un.

Nëmmen zwee Méint nodeems mir dee Bréif vu Bréissel kruten, huet d'Regierung der Europäescher Kommissioun eng Rei Amendementer proposéiert, déi en Avis motivé vun der Kommissioun verhënnert hunn. Déi Responsabel vun der Kommissioun hunn der Regierung an engem informellen Echange confirméiert, dass déi proposéiert Adaptatiounen hire Kriticke géife gerecht ginn.

D'Haaptchangementer bei der Ëmweltimpaktevaluatioun, déi mat dësem Gesetz kommen, sinn éischter technesch. Den Artikel iwwert d'Informatioun an d'Consultatioun vun de Bierger an der Ëmweltimpakt-Evaluatiounsprozedur gouf nei geschriwwen, fir méi kloer ze sinn. Déi kompetent Autoritéit kritt d'Méiglechkeet, fir op extern Experten zréckzegräifen, fir de Rapport iwwert d'Ëmweltimpaktevaluatioun ze iwwerpréiwen.

Och den Artikel iwwert d'Informatioun an d'Consultatioun vun de Bierger an der Prozedur vun der Ëmweltimpaktevaluatioun, ganz spezifesch bei Transportinfrastrukturen, gouf nei strukturéiert an un d'Prozedur ugepasst: Den Avis muss elo an zwou Zeitunge publizéiert ginn an e prezisen Delai gëtt ageféiert, bis wéini d'Observatioune kënne gemaach ginn, nämlech bannent 30 Deeg. Heimadder äntwert de Gesetzesprojet op d'Kriticke vun der Kommissioun am Bezuch op eng inkomplett Transpositioun vun der Direktiv op dësem Punkt.

Bei engem Transportinfrastrukturprojet kritt de Minister en Delai, fir d'Decisioun ze huelen iwwert d'Konditioune vum Amenagement respektiv der Exploitatioun a puncto Ëmweltimpakter, also Loft-, Waasser-, Naturschutz an esou weider, nämlech 180 Deeg ab deem Moment, wou den Avant-projet détaillé erakomm ass.

De Prozess vun der Consultatioun war bis elo anescht, nämlech huet de Maître d'ouvrage missen en Dossier bei der Gemeng ofginn an da gouf e vun der Gemeng affichéiert an d'Bierger hunn hir Avise bei der Gemeng eraginn.

Am Beräich vum Naturschutz ginn d'Konklusioune vun der Ëmweltimpaktevaluatioun an d'Konditioune vun der Autorisatioun iwwerholl.

Nieft den Ännerungen opgrond vun der Mise en demeure vun der Kommissioun gëtt awer och dovu profitéiert, fir e puer weider Verbesserungen ze maachen. D'Gesetz gëtt ugepasst fir ze erméiglechen, fir d'Enquête publique iwwert déi nei elektronesch Plattform ze maachen, un där den Digitalisatiounsministère grad schafft. Da gëtt awer och d'Méiglechkeet geschaaft, fir verschidden Informatioune kënnen ausserhalb vun der ëffentlecher Prozedur ze behandelen, wa Fabrikatiounsgeheimnisser, international Relatiounen, déi national Sécherheet, d'Verdeedegung oder d'ëffentlech Uerdnung duerch d'Offeleeë beanträchtegt kéinte ginn.

De Gesetzesprojet definéiert awer och, wat net als Fabrikatiounsgeheimnis ka gëllen: nämlech Emissiounswäerter, den Impakt op d'Ëmwelt oder d'Notze vun natierleche Ressourcen, déi duerch d'Produktiouns- oder d'Betribsofleef entstinn, oder och Informatiounen zu der Gesondheet an der Sécherheet vum Personal oder zum Naturschutz.

Schliisslech ginn och e puer materiell Feeler an den Texter verbessert.

Här President, Dir Dammen an Hären, a sengem Avis mécht de Staatsrot keng formell Oppositioun, mee awer e puer Remarken. E verweist zum Beispill op säin Avis zum leschte Gesetzesprojet zur Ëmweltimkpaktevaluatioun, ënner anerem zur Fro, wat d'Informatioun vum Public an d'Moyenen dofir ugeet. Och de Syvicol traitéiert a sengem Avis dës Punkten.

De Staatsrot bemierkt och, dass d'Direktiv Sanktioune virgesäit fir de Verstouss géint d'legal Obligatiounen, virun allem vun allen Etappe vun der Ëmweltimpakt-Evaluatiounsprozedur. Hei gouf een Artikel vergiess an dofir gouf den Text ugepasst, wéi de Staatsrot dat gefrot huet.

De Staatsrot versteet, wéisou den Text d'Méiglechkeet gëtt, fir verschidden Informatiounen am Fall vu Fabrikatiounsgeheimnisser ausserhalb vun der ëffentlecher Prozedur ze behandelen. En huet awer Bedenken a puncto Defense oder international Relatiounen.

Mir kruten an der Kommissioun erkläert, dass ee sech limitéiert Fäll ka virstellen, an deenen et Projete gëtt, déi ënnert d'Impaktevaluatioun falen, mee déi och eng gewësse Wichtegkeet fir d'national Sécherheet hunn, zum Beispill de Reamenagement vum Härebierg.

Et geet drëms, d'Méiglechkeet ze schafen, dass de Maître d'ouvrage kann ufroen, dass verschidden Deeler vun esou enger Anlag geheim gehale ginn. Informatiounen zu den Emissiounen, Impakter op d'Natur an d'Gesondheet ginn natierlech public gemaach, sou wéi ech dat schonn erkläert hunn.

Souwuel d'Handelskummer wéi och de Syvicol hunn an hiren Avisen och Froen zu dësem Punkt opgeworf. D'Handelskummer begréisst dann an hirem Avis, dass d'Enquête publique elo iwwer eng nei elektronesch Plattform soll gemaach ginn.

Wéinst dem Bréif vun der Kommissioun gouf et an dësem Gesetz eng gewëssen Urgence. Sou wéi de Staatsrot et och a sengem zweeten Avis ënnerstrach huet, huet d'Ëmweltkommissioun d'Majoritéit vu sengen Observatioune consideréiert a just nach e klengen Amendement gemaach, nämlech dass den Avis amplaz a véier just an zwou Dageszeitunge muss veröffentlecht ginn, sou wéi mer et och am Projet de loi zum Naturschutzgesetz virgesinn hunn.

Den Avis vum Syvicol koum iwwregens an der Chamber eran, nodeems mir de Gesetzesprojet schonn an der Kommissioun duerchgeholl haten an d'Amendementer an de Staatsrot geschéckt haten. Fir weider Detailer verweisen ech dann op mäi schréftleche Rapport.

De Gesetzesprojet 7724 iwwert d'Impaktevaluatioun gouf de 27. November zejoert vun der Ëmweltministesch an der Chamber deposéiert. Mir kruten Avise vum Staatsrot, der Handwierker- an der Handelskummer an dem Syvicol. Den 9. Mäerz huet d'Ëmweltkommissioun de Projet duerchgeholl an en Amendement gemaach. An nodeems mir dem Staatsrot säin Avis complémentaire kruten, huet d'Ëmweltkommissioun mäi schréftleche Rapport de leschte Mëttwoch ugeholl.

Wéi gesot, an dësem Gesetzesprojet maache mer Upassungen am Beräich vun der Ëmweltimpaktevaluatioun, virun allem am Beräich vun der Informatioun an der Consultatioun vum Public, an der Digitalisatioun vun de Prozeduren.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der gréng-er Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter François Benoy Merci.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, dat ass den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Merci, Här President. Ech maachen dat kuerz, ech maachen dat vun dëser Plaz aus. Ech wëll hei virun allem dem Rapporter a President vun der Chamberskommissioun François Benoy e grousse Merci soen. Hien huet dat hei exemplaresch an allen Detailer - an en huet näischt ausgelooss, ech kann Iech dat versécheren! - gutt erëmbruecht.

Mir sinn eigentlech um Schluss vun engem laange Prozess, wann een et esou kuckt: 2011 ass déi EU-Direktiv publizéiert ginn, 2018 dat éischt Gesetz dozou gestëmmt ginn, 2019 huet dunn d'Kommissioun mat enger Mise en demeure eis zur Kenntnis bruecht, dass een nobessere muss, an 2021 kënne mer dann elo dat doten ofschléissen, also zéng Joer no der Direktiv. Dat kéint een elo kritesch kucken, mee et ass e Prozess, an deem een dran ass. Mir sollen et konstruktiv kucken, mee mir kënnen awer och gläichzäiteg soen, dass mer keng Zäit verléieren a séier ofstëmmen.

Ech wëll awer just nach ee Saz soen: Also positiv heirunner ass, dass een hei konnt net nëmme redresséieren, mee awer eng Rëtsch vun Erliichterungen duerch d'Digitalisatioun abauen. An ech begréissen dat explizitt op dëser Plaz. Et erlaabt och de Gemengen, méi einfach mat deem Prozess vun Informatioun an Transparenz vis-à-vis vun den interesséierte Gruppementer an de Bierger ëmzegoen. Dat ass extreem positiv, mengen ech, fir jiddereen heibannen.

An ech wëll do eng Fro just nach drunhänken, an dat ass déi, déi och d'Chambre de Commerce opgeworf huet, déi d'Fro dann einfach gestallt huet, wou dann déi Plateforme d'enquêtes publiques dru wier an a wat fir engem Delai een domadder kéint rechnen. Well de François Benoy huet et ernimmt, dass déi amgaangen ass ausgeschafft ze ginn. An et wier flott, wann d'Madamm Minister eis kéint soen, a wat fir engem Delai mer do d'Enn vum Tunnel géife gesinn an där doter Saach.

Domadder ginn ech awer den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schaaf. An de Mikro ass elo „on" fir den honorabelen Här Max Hahn.

Plusieurs voix.- A!

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporter Merci fir säi wéi gewinnt ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Hien ass schonn op d'Detailer vum Gesetzesprojet agaangen, déi eenzel Punkten, wou mer vu Bréissel gesot kruten, mir missten nobesseren, a wéi mir dat da géife maachen.

Ech wëll mech dowéinst drop beschränken ze soen, dass et fir eis als Demokratesch Partei immens wichteg ass, bei groussen Infrastrukturprojeten d'Éffentlechkeet ze informéieren a puncto Impakt op d'Ëmwelt an och op d'Leit, déi an der Géigend wunnen, an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, hiren Avis auszedrécken. D'Leit anzebannen a si zu Wuert kommen ze loossen, ass, mengen ech, dee richtege Wee an et hëlleft natierlech och, d'Akzeptanz fir verschidde Projeten ze verbesseren.

An deem Kader gesäit de Gesetzesprojet jo och vir, dass dëst iwwer eng digital Plattform geschéie kann. Domadder gi mer iwwert dat eraus, wat mer hätte misse maachen. Mir begréissen dat natierlech voll a ganz, well mer mengen, dass et am Joer 2021 net ze fréi ass, d'Potenzial vun digitalen Technologien och am Beräich vun der Biergerbedeelegung an der Transparenz esou gutt et geet ze mobiliséieren.

Dowéinst begréisse mer ausdrécklech d'Schafe vun der Plattform enquetes.publiques.lu, déi den delegéierte Minister fir Digitaliséierung Marc Hansen uganks vun dësem Joer virgestallt huet. Dat ass de wichtege Wee, well een hei alt nees ka ganz gutt gesinn, wéi ee Potenzial déi Technologien hunn, fir vill Facettë vun eisem Liewen eebe positiv ze beaflossen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Och ech wëll d'Aarbecht vum Rapporter luewen, souwuel wat de schréftleche wéi och de mëndleche Volet ubelaangt. Et geet hei ëm gutt an ëm noutwendeg Upassungen, mat deene sech eis Partei natierlech absolutt kann ufrënnen. An dofir ginn ech och ouni weider an den Detail ze goen den Accord vu menger Partei. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. Da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. An och merci dem Här Benoy fir déi wichteg Informatiounen. Mir wäerten als ADR dat heiten och matstëmmen. Ech wollt awer nach eppes Klenges bäifügen, wat mer elo agefall ass, wéi den Här Hahn geschwat huet, deen dovu geschwat huet, dass hei elo duerch déi Digitaliséierung d'Leit méi einfach agebonne ginn, dass een dann am Dialog mat de Bierger d'Saache ka maachen, zesumme mat de Leit kann decidéieren, op d'Leit lauschteren.

Ech géif an deem Kontext drun erënneren, dass een dat bei ville Projete ka maachen, zum Beispill och bei der Verfassung, andeems een e Referendum organiséiert. An da wiere mer bei engem anere Punkt nach, wa mer vun Digitaliséierung schwätzen: Mir hunn nämlech nach eng ganz Partie vu Prozedure bei de Gemengen, wou keng Digitaliséierung virgesinn ass. An dat ass zum Beispill, fir zwëschent deenen zwee Votten am Kontext vun enger Verfassungsännerung e Referendum unzefroen, wou d'Leit nach ëmmer musse sur place goen, amplaz dat digital vun doheem aus kënnen ze maachen. Déi Méiglechkeeten hu mer a sollte mer dann och an anere Beräicher uwennen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci, Här President. Merci och nach eng Kéier dem Rapporter fir dee flotte mëndlechen a schréftleche Rapport a fir déi grouss Zoustëmmung, déi mer hei am Raum hu fir dës Upassung, dës Ännerung, déi awer wierklech eng wichteg ass, well d'Transparenz an den Dossiere bewierkt tatsächlech méi Akzeptanz bei grousse Projeten, wou et wichteg ass, den Ëmweltimpakt am Virfeld ze kennen an dass d'Bierger matagebonne ginn.

Firwat sinn ech op de Pupitre komm? Majo, well den Här Schaaf eng Fro gestallt huet an ech mengen, dass et awer ganz wichteg ass, den Deputéierten och matzedeelen: Déi Plattform gëtt et. Well aktuell, mengen ech, si scho 14 Enquêten am Beräich Environnement, mee awer och ganz vill anerer an anere Beräicher. Do gëtt et eng Statistik, déi Der kënnt kucke goen op där Plattform, déi, mengen ech, mëttlerweil flott Faart ophëlt, wou et net nëmme méi einfach, mee awer och fir vill Leit méi einfach gëtt, un déi Informatiounen ze kommen. Dofir, déi ass elo fonctionnell an do kënne well Saachen driwwer lafen. Dëst, fir just Bescheed ze ginn.

An dann, am Ëmweltberäich si mer natierlech immens drop gefaasst, dass mer wierklech déi Digitaliséierung zesumme mam Digitaliséierungsministère no vir dreiwen. An dofir ass et och flott kënnen ze soen: Mir hu virun e puer Wochen deen éischte ganz digitalen Autorisatiounsdossier gehat am Kader vum Waasser. An d'Fëscherpermisen zum Beispill, déi waren och déi éischt Permisen, déi a sech digital online waren.

Mir sinn elo och un anere Projeten do ëmmer erëm konstant um Schaffen. Dir wësst et, d'Digitaliséierung mécht eis an dësem Fall d'Liewe méi einfach an eisen Administréen hei och méi einfach, fir Dossieren anzekucken, an dat an engem fréie Stadium, dann, wann den Ëmweltimpakt gekuckt gëtt.

An domat soen ech Iech e grousse Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7724. Den Text steet am Document parlementaire 7724[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7724 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

7. 7649 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;

2° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Mir kommen elo zum Projet de loi 7649 iwwert d'Organisatioun vum Stroum- a Gasmaart. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg solle mer hei e Projet de loi stëmmen iwwert d'Energieeffizienz haaptsächlech. Ëm wat geet et?

D'Energieeffizienz ass niewent der Produktioun vun erneierbaren Energien dat zweet Standbeen, fir d'energeetesch Transitioun ze meeschteren. Domadder dréit d'Energieeffizienz och dozou bäi, Zäregasemissiounen ze reduzéieren, wat hëlleft, d'Klimakris ze meeschteren an d'Qualitéit vun eiser Loft ze verbesseren.

Energie, déi mir net brauchen a consomméieren, brauch och net produzéiert ze ginn. Op der Websäit vun der Internationaler Energieagence kann ee liesen: "Energy efficiency is the first fuel." D'Aspuerung ass déi beschten Energie.

Bei dësem Projet de loi geet et ëm de Mécanisme d'obligation, ee Mechanismus, dee Gas- a Stroumfournisseuren obligéiert, fir energieeffizient Moossnamen unzestoussen. D'Iddi dofir kënnt aus enger Direktiv vun 2012 an d'éischt Phas vun dësem Mechanismus ass mat de Stroum- a Gasgesetzer vum 19. Juni 2015 ëmgesat ginn an huet sech erstreckt vun 2015 bis Enn 2020.

D'Direktiv vun 2012 ass 2018 reviséiert ginn. D'Direktiv 2018/2002/UE gesäit vir, datt vun 2021 bis 2030 nei järlech Aspuerungen an der Héicht vu mindestens 0,8 % vum Endenergieverbrauch gemaach ginn.

Lëtzebuerg huet sech d'Zil vun 1,2 % bis 1,5 % Aspuerunge pro Joer ginn. Dir gesitt, Lëtzebuerg ass hei also duerchaus ambitiéis. Fir dëst ze realiséieren, kann eist Land laut der Direktiv ënner anerem op de Mécanisme d'obligation an der Energieeffizienz zréckgräifen, ëm deen et an dësem Gesetzesprojet geet, an dat wëll ech och elo erklären.

Dëse Projet de loi setzt also de legale Kader fir déi zweet Period vum Mechanismus ëm, déi sech vun 2021 bis 2030 erstreckt, esou wéi et an der Direktiv 2018/2002 virgesinn ass. D'Experienzen an d'Lektioune vun der éischter Period vum Mechanismus sinn natierlech an dëse Projet de loi matagefloss.

Wivill sollen elo déi national Aspuernisser an der Period vun 2021 bis 2030 sinn? Wéi Dir wësst, huet d'Regierung sech am Nationalen Energie- a Klimaplang, dem PNEC, als Zil gesat, bis 2030 d'Energieeffizienz zwësche 40 % a 44 % ze verbesseren. De Mécanisme d'obligation ass eng wichteg Komponent, fir dëst Zil ze erreechen.

An absolutten Zuele wëlle mir iwwert déi zéng Joer vun dëser zweeter Phas vum Mécanisme d'obligation eng kumuléiert Aspuerung vun 13.750 Gigawattstonne maachen. An der Moyenne heescht dat Neiaspuerunge vun 250 Gigawattstonnen alljoers.

Ech versichen, dat och elo ze illustréieren. Wann ee bedenkt, datt mir hei zu Lëtzebuerg am Joer 2019 281 Gigawattstonne Stroum mat Wandenergie produzéiert hunn, also grosso modo genausou vill wéi mir am Mechanismus alljoers bis 2030 wëllen nei aspueren, weist dat d'Envergure vun der Obligatioun fir d'Fournisseuren. Et illustréiert och ganz gutt d'Potenzial vun der Energieeffizienz a puncto Klimaschutz, wisou se mindestens gradesou wichteg ass wéi den Ausbau vun den erneierbaren Energien. Dofir mussen d'Energieeffizienzmoossnamen eng absolutt Prioritéit sinn op eisem Wee a Richtung Klimaneutralitéit fir Lëtzebuerg.

Wéi fonctionéiert de Mécanisme d'obligation? Duerch de Mécanisme d'obligation mussen all national Elektresch- a Gasliwweranten, déi also hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, gewëssen Effizienzziler erreechen, andeems se Energieeffizienzmoossnamen huelen. Si dierfen d'Mesuren huelen an alle Secteuren a fir all Zort vun Energie, mat e puer Ausnamen, déi am Règlement grand-ducal festgehale ginn. D'Fournisseure musse sech also net op Gas oder Stroum limitéieren. Wéi vill all Fournisseur muss aspueren, gëtt op Basis vu senger Part de marché berechent.

D'Stroum- a Gasliwwerante setzen dës Ziler dann zesumme mat den Endkonsumenten ëm - Privathaushalter, kleng, mëttel a grouss Betriber an och Gemengen -, andeems se dës Konsumenten encouragéieren, Energie ze spueren. Ee Fournisseur kann iwwregens all Konsument viséieren an net just seng eege Clienten.

Wéi ginn dës Aspuernisser erreecht? Energieliwwerante kënnen d'Konsumenten engersäits mat Knowhow ënnerstëtzen: Zum Beispill kënnen Energieeffizienzspezialiste vum Fournisseur zesumme mat engem Betrib, nodeems zum Beispill en Energieaudit am Betrib duerchgefouert gouf, ee Projet ausschaffen, fir dës Betriber méi spuersam opzestellen.

Mir kruten an der Kommissioun e puer Beispiller genannt: Dat geet iwwer méi effizient Heizsystemer, iwwert d'Optimisatioun vum Drock an de Pneue vun der Flott vu Camionen am Logistikberäich. Fournisseuren hunn do dat néidegt qualifizéiert Personal, fir de Client an dëser wichteger Aarbecht ze ënnerstëtzen. De Fournisseur kann awer och finanziell beim Endclient intervenéieren, andeems en zum Beispill Primme gëtt fir gewëssen Effizienzmoossnamen. D'Aspuerunge ginn da kontabiliséiert an dem Fournisseur no festgehalene Reegelen guttgeschriwwen.

Virun allem an der Industrie ass d'Zesummenaarbecht mat de Fournisseure ganz gutt, och well d'Liwwerante ganz no bei hire Clientë sinn an hiren Energieverbrauch an hir Besoinen och ganz gutt kennen.

Wat sinn d'Ännerunge par rapport zu där leschter Phas, also zu der Phas 2015 bis 2020? Ech ginn elo op de Fonctionnement vum Mécanisme d'obligation an. Mat dësem Projet de loi geet een awer net just an eng zweet Phas, mee et ginn och e puer wichteg Ännerungen ënnerholl, ënner anerem, fir de Fonctionnement vum Mechanismus ze verbesseren.

Déi éischt Ännerung ass d'Zilsetzung. Op déi sinn ech jo elo virdrun hei agaangen. Déi zweet ass, datt an där neier Phas de Fournisseur een Deel oder d'Totalitéit vu sengen Obligatiounen duerch de Buy-out kann erreechen. Dat heescht, hie ka sech fir en Deel vu sengen Obligatioune fräikafen. Hei gëtt et awer e Plaffong vun 1.500 Megawattstonnen. De Präis pro Megawattstonn vun dëser Option de rachat gëtt vum Ministère fixéiert a baséiert sech op Fraisen, déi ee muss engagéieren, fir eng Megawattstonn anzespueren.

D'Estimatioune vun de Fraisen, fir eng Megawattstonn anzespueren, leien de Moment an der Moyenne bei ongeféier 40 Euro. Ee Megawatt Elektresch - an een normale Stot verbraucht ongeféier véier Megawattstonnen d'Joer -, also eng Megawattstonn elektresch Energie kascht de Moment ongeféier 150 Euro fir en Haushalt hei zu Lëtzebuerg. Dëst illustréiert, wéi interessant et ass, Energie anzespueren, d'autant plus, wann dës Aspuerunge sech iwwer méi Joren erstrecken.

De Buy-out viséiert virun allem déi kleng Fournisseuren, well fir si den Opwand, notamment a puncto Personal, proportional méi grouss ass. An och soll et doduerjer fir nei Fournisseure méi einfach ginn, op dem lëtzebuergesche Marché aktiv ze ginn.

Déi drëtt Ännerung concernéiert d'Penalitéit, déi d'Fournisseure bezuele mussen, wa se hir Obligatiounen net anhale kënnen. De Montant vun dëser Penalitéit bedréit d'Käschte vum Buy-out mat zousätzlech 25 % uewendrop, mat engem Plaffong vun 100 Euro pro Megawattstonn. An där leschter Period, also 2015-2020, war d'Penalitéit just zwee Euro pro Megawattstonn. Et gëtt de Fournisseur ënnert dem neien Dispositif also vill méi deier, seng Engagementer net anzehalen. Dës Penalitéit ass libératoire, dat heescht, datt d'Fournisseure mam Bezuele vun dëser Strof hir Ziler net nach nodréiglech erreeche mussen.

D'Suen, déi iwwert de Buy-out oder d'Penalitéit erakommen, ginn an de Klimafong abezuelt, deen dann duerch geziilt Mesuren zu der Energieeffizienz ka bäidroen.

Elo zu den Avise vun de Chambres professionnelles: D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers sinn der Meenung, datt dës Moossname fir Energieeffizienz vun der zweeter Period ganz ambitiéis sinn. D'Chambre de Commerce stellt och fest, datt eng Rei Fournisseuren et net gepackt hunn, hir Ziler an der éischter Period ze erreechen. Si bedauert och, datt deen neien Dispositif Energieaspuerungen net berücksichtegt, déi duerch d'Aféierung vu méi energeetesch performante Masuttheizsystemer erziilt ginn.

Déi zwou Chambere maache sech Suergen, datt duerch d'Modifikatioun den Energiepräis kéint eropgoen. Allenzwou menge se och, datt d'Aféierung vu Penalitéite mat Caractère libératoire eng gutt Saach ass.

D'Chambre des Métiers begréisst d'Volontéit vun der Regierung, fir méi schnell mat der Dekarbonisatioun vun eisem Energiesecteur virunzekommen. Si fäert awer, datt vill Fournisseuren d'Option de rachat géife benotzen, ouni a Richtung vun Effikasitéitsmoossnamen ze goen.

De Conseil d'État hat keng Opposition formelle zu dësem Projet de loi gemaach, just eng Rei Formulatioune sollte geännert ginn. Dëse Remarken hu mir och Rechnung gedroen.

De Projet de loi ass den 13. August 2020 an der Chamber vum Energieminister deposéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis den 19. Dezember erausginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi setze mir, wéi gesot, de legale Kader fir déi zweet Phas vum Mécanisme d'obligation, dee Stroum- a Gasverkeefer obligéiert, fir an der Energieeffizienz aktiv ze ginn, dat andeems se mat Privatpersounen, Gemengen, Betriber an der Industrie un Aspuerungsmoossname schaffen.

D'Energieeffizienz ass niewent dem Ausbau vun den erneierbaren Energien dat wichtegst Standbee vun der energeetescher Transitioun. Mir mussen an alle Beräicher méi effizient ginn: an der Industrie, bei de Gebaier an och am Verkéier. De Mécanisme d'obligation ass hei eng wichteg Komponent, fir eis Ambitiounen a puncto Energieeffizienz bis 2030 ze erreechen.

Méi Informatiounen zu dësem ganz erausfuerdernde Projet de loi fannt Dir a mengem schréftleche Rapport. Ech ginn domat och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir Ären Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Carlo Back villmools Merci.

An ech ginn d'Wuert un den Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen dem Carlo Back Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir haten an der Kommissioun extra ausgemaach, dass e gutt Zäit géif dofir kréien. En huet dat och elo ganz systematesch an och, obwuel dee Projet ganz vast ass, trotzdeem ganz prezis gemaach. A merci dofir, dass en dee vaste Projet esou kloer duergestallt huet.

Et ass jo net nëmmen e vaste Projet, et ass och e ganz wichtege Projet. Mir reguléiere mat dësem Projet den Energiemarché, an dat an enger Zäit, an där mer probéieren, eng Energietransitioun insgesamt hinzekréien, ënner anerem, wéi de Carlo Back et och erkläert huet, iwwert dëse Mechanismus vun der Energieeffizienz. A mir als CSV ënnerstëtzen alles, wat hëlleft, oder all Beméiungen, déi hëllefen, fir eng realistesch an eng real Transitioun hinzekréien, déi Schrëtt fir Schrëtt jo déi Konditioune soll schafen, fir esou séier wéi méiglech zu enger Klimaneutralitéit hei zu Lëtzebuerg ze kommen.

An et ass jo och esou iwwregens, dass d'Energietransitioun jo och eng Method ass, fir schonn eng Kéier dat duerchzeexercéieren, wat mer eigentlech nach méi wëllen, iwwert d'Energietransitioun eraus, nämlech eng ganz Transitioun vun der ganzer Gesellschaft, och e Liewensmodus, e Liewensstil, dee mer hei zu Lëtzebuerg wëllen implementéieren, wou mer insgesamt effizient an och ressourcëschounend liewen. Dofir ass et eeben och interessant ze kucken, wéi bei dëser Energietransitioun de ganze Mechanismus ugepaakt gëtt.

Mee deen heite Projet hält sech elo net op mat grousse philosophesche Gedanken, mee u sech geet et ëm eng knallhaart Reguléierung vum Energiemarché, an dat opgrond vun enger europäescher Direktiv, wéi et och elo just nach eng Kéier erkläert ginn ass. Et ass en interessante Projet, dee grondsätzlech natierlech eis Ënnerstëtzung fënnt. A well en esou vast ass, hate mer och an der Kommissioun deemools eng ganz Hellewull vu Froe gestallt an ech wëll och nach e puer Froen hei elo wärend dësem Moment lassginn.Mir beweegen eis jo am Kader vum EEOS, dem European Efficiency Obligation Scheme (veuillez lire: Energy Efficiency Obligation Scheme), an zugläich beweege mer eis iergendwéi awer och ausserhalb, well Lëtzebuerg net nëmmen déi 0,8 % järlech aspuere wëllt, mee 1,2 % bis 1,5 %. An d'Fedil huet souguer nogerechent an ass op 1,85 % komm. Ech weess net, Här Minister, ob Der eng Kéier mat hinnen do e Gespréich hat, wéi déi Differenz vu Pourcentagen do zustane kënnt.

Et geet ëm d'Parties obligées, dat sinn d'Gas- an d'Stroumentreprisen. An deen Effekt, ëm deen et jo geet, ass virun allem, dat hu mer alleguerten och an de Kommissioune verstanen, deen, deen dëst Gesetz op d'Entreprisen huet, op d'Industrie, an nëmme ganz indirekt op d'Bierger an d'Biergerinnen am Eenzelnen.

An ech weess, Här Minister, et ass jo ëmmer esou eng Gratwanderung. Et wëllt ee jo alles esou gutt wéi méiglech maachen, am beschten nach besser wéi déi aner, mee et leeft een da jo awer Gefor, dass een och ëmmer e bëssen ze séier kéint lafe fir déi, déi méi laang Zäit brauche fir ëmzestellen.

An d'Chambre de Commerce nennt de Projet ze ambitiéis. An d'Chambre des Métiers schwätzt souguer vu méiglechen „effets pervers", dass eng Rei vu Parties obligées, also Gas- a Stroumentreprisen, vu virera keng Efforte maachen, mee sech op de Buy-out-System verloossen, ee System, dee jo eigentlech geduecht ass, fir dass nei Energieverkeefer sech kënnen zu Lëtzebuerg installéieren oder fir dass och déi kleng net esou vill belaascht ginn.

Ech kann et am Moment selwer net aschätzen, wéi real oder wéi grouss dee Risiko ass, dass iergendeen esou verfiert. Mee ech wëll einfach déi Fro emol eng Kéier un Iech, Här Minister, weiderginn: Wéi grouss ass dee Risiko, dass eng Rei Entreprisë genau deen dote Wee wäerte wielen? Dat ass meng éischt Fro, déi ech hei dozou hunn.

Déi zweet hänken ech direkt hannendrun: Hutt Der schonn eng Tendenz elo bei de Parties obligées gemierkt? Se si jo amgaange sech virzebereeden. Wat mengt Der, wéi d'Parties obligées insgesamt elo mat dësem Projet ëmginn?

Well dat, wat d'Chambre des Métiers jo dat méiglecherweis Perverst nennt, ass jo dat, wat awer dat Paradoxaalt un der Situatioun ass. Et ass wéi an enger Vëloscourse: Wa mer wëlle versichen, de Peloton zesummenzehalen, da fuere mer e bësse méi lues a mir vermeiden, déi ganzen Zäit Echappéen ze versichen, fir de Peloton ausenanerzeräissen. Oder mir wëllen eebe méi Gas ginn a riskéieren, dass da scho virun der éischter Montée déi Éischt ewechfueren. A fir deem entgéintzewierken, freet d'Chambre des Métiers jo e „Pacte Climat PME", wat ech och eng ganz gutt Iddi fannen, wat mir eng ganz gutt Iddi fannen. An ech wollt Iech froen, Här Minister, ob Der virhutt, op dës Propos anzegoen.

An domat kommen ech och schonn zu der nächster Fro. Ee vun de méigleche Programmer, deen duerch dëst Gesetz kéint geschafe ginn, ass e Programm géint d'Précarité énergétique. Ech wëll betounen, dass d'Energieaarmut eng vun deenen am meeschten ënnerschate Forme vun Aarmut ass an och leider eng vun deene komplexsten. Dofir meng Fro: Wéi wëllt Der dee Programm genau upaken? Sinn do scho Gespréicher mat den Acteure geféiert ginn? Dir hat dat an der Kommissioun esou an Aussiicht gestallt.

An dann nach déi lescht Fro, déi ech wëll stellen, déi an der Kommissioun och scho gestallt gi war, dat ass déi vum Réseau d'experts. Eigentlech ass dat jo e bëssen esou d'Réckgrat vun deem Gesetzesprojet, well dee soll jo déi Audite féieren, déi sollen den Entreprisen hëllefen ze gesinn, wou se stinn, bezéiungsweis net den Entreprisen, mee de Parties obligées. Ech wëll Iech froen, wéi dee Réseau d'experts soll ausgebaut ginn.

Mir ginn op alle Fall als CSV eisen Accord zu dësem Projet a géifen eis och natierlech dann iwwer hëllefräich Äntwerten op eis Froe freeën. Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Als DP sti mir natierlech voll a ganz hannert dësem Projet, deen an eisen Aen en zentrale Punkt am Klimaschutz betrëfft. D'Energieeffizienz ze verbesseren, heescht, méi mat manner ze maachen. Dat heescht, Ressourcen ze schounen a manner Energie ze verbrauchen, fir dat selwecht Zil ze erreechen. Gläichzäiteg di sech immens Opportunitéiten op fir Innovatioun, fir wirtschaftlechen an technologesche Fortschrëtt an domadder och fir d'Schafen an d'Erhale vun Aarbechtsplazen.

De sprangende Punkt heibäi ass virun allem deen hei: Klimaschutz bedeit net forcement Verzicht. Mir hëtze weider eis Haiser, mir benotze weider all déi verschidden elektronesch Apparater, déi mer am Alldag brauchen, an och d'Luuchte ginn net aus dowéinst. Mir maachen et eebe just besser respektiv op eng aner Aart a Weis. An dat ass net just am Sënn vum Klima. Och de Verbraucher profitéiert schliisslech dovun, wann hie manner Energie brauch an d'Stroumrechnung méi kleng gëtt. Et ass also eng klassesch Win-win-Situatioun. Et kënnt am Fong alle Bedeelegten zegutt.

Et ass dowéinst och net fir näischt eent vun eisen zentrale Klimaziler, an den nächste Jore bis 2030 wierklech nach grouss Spréng an deem Beräich ze maachen an den Endenergieverbrauch bis dohin ëm 40 % bis 44 % ze reduzéieren. Dat ass e ganz ambitiéist Zil, dat steet ausser Fro. An dofir musse mer och all d'Hiewelen a Beweegung setzen, fir dëst Zil ze erreechen.

Mee mir brauchen ambitiéis Ziler beim Klimaschutz, dat ass ganz evident. Well dass mir eis Ziler erreeche mussen, dat ass keng Fro vum Wëllen. Et ass kloer eng Saach vun der Noutwendegkeet. Den Obligatiounsmechanismus fir d'Fournisseure vu Stroum a Gas, ëm deen et an deem heite Projet geet, ass e wichtegt Puzzlesteck an där ganzer energeetescher Transitioun.

Zousätzlech zu den Efforten, déi mer um Niveau vum Staat maachen, wéi eeben dee ganze Katalog fir d'energeetesch Sanéierung vu PRIMe House, an zousätzlech zu den Ënnerstëtzungen, déi déi verschidde Gemengen hiren Awunner bidden, hu mer mat dësem Mechanismus en drëtte Pilier, fir de Leit, mee och de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, fir hiren Energieverbrauch ze optimiséieren a méi klimafrëndlech ze ginn. A grad d'Fournisseure si jo

gutt placéiert, fir mat hire Clienten ze kucken, wat ee besser ka maachen. Dat ass eng Approche, déi hu mer gutt fonnt, wéi mer de System 2015 agefëiert hunn. A jo, mir fannen déi och haut nach ëmmer gutt.

Mir begréissen awer och, dass elo, sechs Joer nodeems d'Gesetz gestëmmt gouf, verschidden Adaptatioune virgeholl gi sinn, fir dëse Mechanismus nach besser ze maachen. Leider war de Succès iwwert déi lescht Joren net deen, wéi mir eis dat virgestallt haten, mat ville Partie-obligéeën, déi hir Ziler net erreecht hunn, wat och d'Chambre de Commerce an hirem Avis festgestallt huet.

D'Afëierung vun engem Buy-out fir méi kleng Acteuren ergëtt dofir an eisen Aen och vollkomme Sënn, vu dass et natierlech vill méi schwéier ass, wann ee souwisou nëmmen eng kleng Part de marché huet, fir Energiespuerprogrammer ëmzesetzen, par rapport zu vill méi groussen Acteuren, déi jo och aner Méiglechkeeten hunn.

Och wat d'Sanktiounen ugeet, wann ee senge Verflichtungen net nokënnt, si mer der Meenung, dass déi nei Dispositiounen an déi richteg Richtung ginn.

Ech hat a menger Ried viru sechs Joer schonn drop higewisen, dass ee vläicht un där enger oder där anerer Stellschrauf nodréie misst, wann ee gesäit, dass d'Energieversuerger hire Verflichtungen net nokommen, voire dass déi eng et maachen a mam gudde Beispill virginn an anerer léiwer hir Penalitéite bezuelen, wéi an Energiespuermoossnamen ze investéieren.

Tatsächlech hu mer misse feststellen, dass d'Strofe bis elo net dissuasiv genuch waren. Dat gëtt heimat verbessert, dat begréisse mir natierlech, grad wéi d'Tatsaach, dass d'Penalitéite liberatoire ginn. Dat heescht, wann de Fournisseur se bezilt, brauch en duerno seng Ziler fir dat Joer net ze erreechen.

Alles an allem steet d'Demokratesch Partei hannert dësem Projet. Mir si fir ambitiéise Klimaschutz mat kloren Ziler. An dofir ginn ech hei och den Accord zu dësem Projet de loi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, net awer, ier ech dem Rapporteur, dem Carlo Back géif villmools Merci soe fir säin explizitte mëndlechen, awer och säi schréftleche Rapport. An Iech, léif Kolleegen, géif ech villmools Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Och d'LSAP deelt natierlech d'Ziler an och d'Objektiver vun dësem Gesetz. Ech wäert och net op d'Erklärungen agoen, déi de Rapporter hei schonn am Detail presentéiert huet, mee ech wéilt awer just ënnersträichen, dass et jo hei souwuel ëm international Obligatioune wéi awer och ëm d'Erreeche vun Ziler geet, déi mir eis am PNEC gestallt hunn.

Mat dësem Projet de loi gëtt den Drock op d'Fournisseuren ënner anerem verstäerkt, fir hire Bäitrag ze leeschten. An als LSAP fanne mir et och ganz richteg, dass mat der Méiglechkeet, fir sech an engem gewëssene Mooss vun dëser Obligatioun fräizekafen, de begrenzte Moyene vu klenge Fournisseuren och Rechnung gedroe gëtt. Allerdéngs soll dat awer och d'Ausnam bleiwen. Falls et sech dann awer sollt erausstellen, dass d'Fournisseure systematesch vun dëser Optioun géife Gebrauch maachen oder ëmmer nach léiwer d'Sanktioune géifen akzeptéieren wéi hir eege Verantwortung ze iwwerhuelen, da misst op deem Punkt awer nach eng Kéier nogebessert ginn.

Dëse Projet de loi gesi mir och ganz kloer am Interessi vun de Konsumenten. An dofir kritt dee Projet de loi och den Accord vu menger Partei. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann direkt soen, dass mer dëse Projet hei net matstëmmen.

Une voix.- Nu hal awer op!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Deen heite Projet weist alt erëm déi typesch Elementer vun der Energiepolitik vun dëser Regierung: irrealistesch, ideologesch, onsozial, schlecht fir d'Betriber, schlecht fir d'Wirtschaft, opbauend op Verbueter an op Zwäng. Dir nennt se „Obligatiounen", dat kléngt besser. Wann ee seet „Zwang", dat kléngt vläicht net esou gutt, mee et ass dat selwecht.

Milliarden a Milliarde vun Euro wëllt d'Regierung déi nächst Jore vergeuden, fir irrealistesch Ziler ze erreechen, ...

Une voix.- O mei!

(Brouhaha)

M. Fred Keup *(ADR)*.- ... déi absolutt keen Afloss op d'Klima hätten, allerhéchstens eppes am Mikrogradberäich.

Ech weisen och ëmmer erëm op d'Bevëlkerungsexplosioun hin, op den onkontrolléierte Wuesstum, dee mer hei am Land hunn. Déi lescht zéng Joer sinn hei am Land 220.000 Leit agewandert. Mir steigeren eis Populatioun pro Joer ëm 12.000 Persounen, soudass mer 2030 warscheinlech un deenen 800.000 Awunner kraze wäerten.

All déi Leit brauche Luuchten, si brauchen Autoen a si wäerten och Autoen hunn. Si brauche Computeren, si hu Kachmaschinnen, si hu Frigoen, si hunn Heizungen, si hu Staubsauger an esou weider an esou fort, Handyen, elektresch Zännbiischten, Dir hutt déi jo och.

(Interruptions)

Ma leet eis emol e Konzept ...

(Exclamations)

... iwwert dëse Bevëlkerungswuesstem op den Dësch!

(Coups de cloche de la présidence)

Dat ass jo awer den Haaptpunkt, deen hei d'Land sollt interesséieren: Wou wëlle mer an deem Punkt sinn am Joer 2030?

(Brouhaha)

Well dat wäert e Risenafloss hunn op eise Stroum an Energieverbrauch!

Irrealistesch ass et och ganz einfach, well mer erëm eng Kéier vergiessen, dass mir ganz laang brauche fir Saachen. Ech erënneren drun, de Moien ass nach grad iwwert de Stadion geschwat ginn: Zéng Joer hu mer gebraucht warscheinlech, fir en ze bauen, ze plangen an ze bauen. Elo wëlle mer an Zäit vun e puer Joer 55 % vun eisen Zäregaser aspueren. Dat ass vëlleg onméiglech! Hei maachen all d'Parteien déi gréng Politik, déi hei gepriedegt gëtt, mat.

(Brouhaha)

Mir maachen déi net mat als ADR! Mir sinn do net där Meenung an Dir wäert gesinn, dass d'Zukunft eis wäert Recht ginn!

Déi ugeschwaten Acteuren, wou hei gesot ginn ass ..., wou dat an den Himmel gelueft ginn ass, déi hei am Gesetz genannt ginn, déi kréien hei eppes opgezwongen, wat se net kënnen erfëllen. Dat seet jo och d'Handelskummer. Am Endeffekt ass et fir si eng weider Tax, eng Steiererhéijung, orchestréiert vun der Steiererhéijungs- a Verbuetspartei vun de Gréngen.

De Stroumpräis wäert doduerch an d'Luucht goen. E wäert net erofgoen! A mir wäerten et jo gesinn, mir kënnen eis hei a fënnef Joer nach eng Kéier gesinn, do iergendwann driwwer schwätzen, an da kënne mer kucken: De Stroumpräis wäert déi nächst Joren an d'Luucht goen, ënner anerem wéinst esou Saache wéi där heiter! Dir wäert Är Ziler ni erreechen, déi souwisou näischt bréngen!

(Brouhaha)

Mee Är Politik verschlechtert d'Liewe vun de Leit an d'Kompetitivitéit vun de Betriber. Dir forcéiert Är gréng Ideologie um Réck vun der Wirtschaft a vum Sozialen. 12 % Aspuerung Zäregas hate mer dëst Joer, also d'lescht Joer, 2020. Dat war d'Covidjoer. An dofir hate mer och déi 12 % Aspuerung. An dat beweist et: Déi Ziler vun der Regierung kënne just erreecht ginn, wa mer déi nächst néng Joer Kris hunn!

Ma kommt, mir halen op mat där ganzer Katastrophenhysterie! Amplaz Steieren, Regulatiounen, Zwäng, Verbueter solle mer opbauen op d'Fuerschung, op déi Technologien, déi do sinn an déi gutt sinn, op de gesonde Mënscheverstand, an dat zesumme mat deenen, déi betraff sinn. Dat sinn d'Leit, dat sinn d'Stéit, dat sinn d'Bierger, dat sinn d'Konsumenten an dat ass d'Industrie.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- „Une voix" ...

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Am nationale Klima- an Energieplang huet d'Regierung eng Verbesserung vun der Energieeffikassitéit vu bis zu 44 % bis 2030 als Zilsetzung ausginn. Dat entsprécht 1,2 % bis 1,5 %, déi all Joer musse verbucht kënne ginn. D'EU-Zil ass méi déif a gesäit just eng Verbesserung all Joer ëm 0,8 % vir. D'Regierung geet also hei gär méi wäit, zumindest ass dat den aktuelle Stand, well mir eng Steigerung vum Zil op EU-Niveau en phase mam neie Klimazil ofwaarde mussen.

De Gesetzesprojet hei iwwert d'Energieeffizienz muss also eng zentral Roll spille beim Erreeche vun deem Zil. Dorunner moosse mir och dat heiten, dee Projet. Am Projet sträicht d'Regierung zwou Neierungen u sech besonnesch ervir: de Rachat vun Obligatiounen an déi neigereegelt Strofe bei Netereeche vun Ziler. Béid Mesurë gesi mir awer kritesch an erschéngen eis éischter als kontraproduktiv virum Hannergrond vun der méi ambitiéiser Zilsetzung.

Bei de Strofe bei Netanhalung vun den Obligatioune vun engem Fournisseur gouf dëse bis elo net befreit vu senger Flicht, fir awer déi néideg Reduktiounen ze maachen. Dat ännert elo: D'Strofe gi liberatoire. Dat heescht, d'Strof befreit also vun der Flicht, d'Obligatioun ze erfëllen.

Mir wëssen net, wéi héich déi Strofen ausfalen, mee si misste jo méi héich si wéi de finanziellen Effort, deen de Fournisseur leeschte muss, fir säin Zil ze erreechen. Mee souguer wa se dat sinn, kéinten d'Strofen interessant sinn, och well se finanziell previsibel si fir e Betrib, wärend d'Klimamesuren dat finanziell net onbedéngt sinn.

Beim Rachat, also beim Erauskafen aus den Obligatiounen, stellt sech déi Fro och. Et ass plafonéiert, fir dass nëmme méi kleng Fournisseure méi ëmfänglech kënnen dovu profitéieren. Mee och hei stellt sech d'Fro vum Präis fir de Rachat a wéi e berechent gëtt. An dat ass fir eis onkloer.

Bei béide Mesurë wéi och insgesamt bei dësem Gesetz spillt de Präis vun engem Invest déi zentral Roll. Doweinst si Konzepter wéi d'Opkafe vu Leeschtungen oder d'Setze vu finanziellen Ureizer och esou wichteg an dëser Approche.

Si entsprangen awer enger Maartlogik. Do muss een d'ADR e bëssen enttäuschen. Et gëtt guer net esou gebrach, also Ökosozialismus gëtt hei „leider" net bedriwwen. Also keng Panik, Dir sidd nach an der Welt, déi Der kennt, déi vu fréier, an déi net weidergeet! Mee si entsprangen also enger Maartlogik, déi grouss Deeler vun der Realitéit ausblent an och der Urgence vum Klima net Rechnung dréit, déi d'Industrie och net léise wäert - ça se saurait.

Et geet ëm drastesch a séier Reduktiounen, net ëm Kontabelexercicer, fir just en Uschäin ze ginn. An dat bréngt mech bei déi méi fundamental Kritik un dëser Approche, eng Approche, déi sech awer duerch déi komplett Klimapolitik zitt. Bei klimapolitesche Moossname geet et, konform mam maartliberalen Dogma, ëmmer dorëm, fir déi effizient ..., oder Vermeidungsmesuren ze maachen, déi am bëllegste sinn, also déi de klengste finanzielle Präis hunn.

Et ginn net onbedéngt déi sënnvollst Mesuren ergraff, neen, och net déi soziaalsten, déi gerechtsten, och dat spillt u sech net eng Roll. Dës Zilsetzunge léisst een hannert sech, wann ee Klimapolitik mat betribswirtschaftleche Prinzippie mécht, wann een de Marché decidéiere léisst. An do kommen dann esou politesch Programmer eraus wéi eng Primm mat der Strenz fir Elektromobilitéit oder energeetesch Renovatioune vu Wunnengen.

Mat Primme gi Leit incitéiert, déi sech esou Uschafunge leeschte kënnen an déi bei enger Primm ..., och wa se vläicht deelweis schonn zouschloe kënnen. Stéit mat klengem Akommes brauche vill méi finanziell Hëllef, mee déi gëtt net ugebueden. Mee dës Hëllef géif awer vill méi bréngen, wat CO_2-Vermeidung an Energieeffizienz ugeet, guer net ze schwätze vun der sozialer Dimensioun, där Rechnung gedroe kéint ginn.

Well bei dësem Gesetz d'Obligatioune fir Fournisseuren an Incitatioune fir Clienten ëmgewandelt ginn, si mer a genee deem selwechte Regëster wéi bei de staatleche Primmen, mat de selwechte Problemer.

De Fournisseur muss Incitatioune schafen, fir dass de Client Aspuerunge mécht. Enovos huet schonn esou Ekoprimmen, déi ginn dann och onofhängeg vum Revenu u Clientë vun Enovos bezuelt, gréisstendeels dann och erëm u bessergestallte Stéit, mee finanzéiert gi se iwwer Fixkäschten op der Energierechnung, bei deene Klengverbraucher verhältnisméisseg méi déif an d'Täsch gräife mussen, wéi och beim Stroum oder beim Waasser. Mir sinn also bei enger duebeler Ongerechtegkeet.

Ech wollt och nach drun erënneren, dass mir eng Motioun eraginn hunn - et ass scho laang hier -, fir eng Renovatiounsoffensiv fir Wunnengen ze starten, déi staark op sozial Krittären an och ëffentlech Finanzéierung setzt an och d'Gemengen als wichteg Acteure matabezitt. Déi Motioun, déi läit nach ëmmer an der Kommissioun. Ech wäert et an dëser Legislatur jo net méi selwer erliewen. Meng Nofollgerin wäert awer nach um Ball bleiwen, well si bekëmmert sech och ganz staark ëm déi Sujeten, a bestëmmt souguer méi wéi ech.

An nach e klengen Tipp: Et wier jo interessant, et gëtt jo ëmmer vun enger gewëssener Säit gesot, et kéint een alles mat Technologie léisen an d'Industrie géif dat maachen. Dat kléngt gutt. Et ass awer e bësse méi komplizéiert wéi dat. D'Chamber misst vläicht eng Kéier esou eng Debatt mat Spezialisten och organiséieren an da gesi mer, dass dat vill méi schwéier ass, wéi ee mengt - also dass een alles einfach esou der fräier Maartwirtschaft kéint iwwerloossen, dass si schonn Technologien entwéckele wäert, fir d'Klima ze retten innerhalb vu kierzter Zäit. Dat funktionéiert leider net esou. Wier et esou, wiere mir och dofir. Mee et ass net esou.

Et wier bestëmmt eng spannend Debatt. An et wier och bestëmmt interessant fir d'Allgemengheet, wat fir eng Argumenter d'ADR och géif bréngen, well déi si bestëmmt och technologesch topp an där Matière fir ze soen, wéi een dat alles léise kéint.

Ech soen Iech Merci. Mir wäerten eis awer enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här David Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, als Éischt merci dem Rapporter Carlo Back fir säi gudde Rapport. Energie a Ressourcë spueren, fir esou d'Ëmwelt an de Klima ze schützen, dat ass d'Zil vun dësem Gesetzesprojet. An deem Zil kënne mir Piraten eis nëmmen uschléissen. Och dat ass en Deel vun eiser mofer Ëmweltpolitik.

Wéi oft hu mer als Kanner fréier de Saz héieren: „Looss d'Luuchten net brennen!" oder „Looss de Krunn net lafen!"? Ma genee dës Lektioun, déi mer als Kanner kruten, gëllt et u sech, an eiser Gesellschaft ëmzesetzen. Energie ass net einfach esou do, si muss produzéiert ginn. An d'Produktioun kascht, si kascht Ressourcen. D'Ressourcen op eiser Welt sinn awer nun emol begrenzt. Glécklecherweis sinn ëmmer méi Länner op der Welt sech däers bewosst. Mee mat der Erkenntnis eleng geet et net duer. Mir mussen handelen!

A virun allem zu Lëtzebuerg musse mer nach ganz vill Ustrengungen ënnerhuelen, fir vum Nettoverbraucher zur Energiespuerluucht ze ginn. Joer fir Joer ass eist Land ënnert deene Länner, déi am meeschte Ressourcen op eiser Welt verbrauchen. D'Nouvelle ass net nei. Mee grad dofir ass et ëmsou méi wichteg, de Leit dobaussen esou oft et nëmme geet kloerzemaachen: Mir mussen als Land méi nohalteg ginn!

De Rapporter hat et hei schonns erkläert: Mat deem Gesetz soll all Joer Stroum agespuert ginn. An et ginn och verschidde Kritikpunkten zu dësem Gesetz, op déi ech dann elo nach aginn.

Wéi d'Chambre de Commerce an hirem Avis geschriwwen huet, stellt sech d'Fro, ob net de Client zum Schluss d'Rechnung vun dësem Gesetz muss bezuelen; well och elo scho liewe Familljen an enger Energieaarmut hei am Land.

D'Chambre de Commerce fäert, dass virun allem grouss Stroumubidder déi héich Energieeffizienzziler net erreechen, de Montant vun hire Strofen dann einfach op hir Margen droprechnen an esou dem Client d'Endrechnung weiderginn. Hei rechent d'Chambre de Commerce vir, dass d'Stroum- an d'Gaspräisser bis zu 25 Millioune pro Joer kéinten an d'Luucht goen. Wann dëst sollt wouer ginn an d'Präisser an den nächste Jore sollte klammen, musse mer derfir suergen, dass déi méi schwaach Stéit entlaascht ginn an och déi kleng Firmen. Mir dierfen net nëmme blann Klimapolitik maachen, mee mir musse séchergoen, dass d'Leit matmaache kënnen a wëllen!

Schonn d'lescht Joer gouf et Präishaussë beim Stroum. Wéi den ILR schreift, ass de Stroum vun 2019 op 2020 ëm 10 % méi deier ginn. Jo, Energie huet hire Präis. Mee mir musse virun allem kucken, dass mer méi finanziell schwaach Bierger net mat deem Präis erwiergen. Op kee Fall dierf d'Gesetz dozou féieren, dass mer an e puer Joer nach méi Leit an d'Aarmut drécken.

Trotz éiergäizege Klimaziler dierfe mer net vergiessen, dass hannert dësem Projet och Mënsche stinn, ouni déi mer et net packe wäerten. Jidderee muss motivéiert ginn, beim Spuere vu Ressourcë matzeschaffen.

Dofir fanne mir Piraten, dass een d'Ambitiounen an deem Beräich héichhale muss an d'Käschte vun de Moossname mat enger besserer Ëmverdeelungspolitik kompenséiere muss.

Ech hunn dann nach eng lescht Umierkung, wou et ëm déi konkreet Fro geet: Wou kënnt eise Stroum hier? Jo, engersäits ass et gutt ze soen, et soll méi Energie gespuert ginn. Mee mir sollte virun allem kucken, dass de Stroum, dee mir benotzen, dann och zu 100 % ëmweltfrëndlech hiergestallt gëtt.

Aktuell befënnt sech am Stroummix vun Enovos ëmmer nach en Undeel un Atomstroum. Hei géife mer eis och ënnert engem grénge Minister endlech erwaarden, dass den Atomstroumprozentsaz endlech op null erofgeet! Wéi aus der parlamentarescher Fro vum honorabele Kolleeg Sven Clement ervirgeet: 10,4 % sinn Atomstroum am Mix hei am Land. D'Majoritéit huet sech schonn e puermol kloer géint Nuklearenergie positionéiert, nach de Moien hei an der Chamber. Ma mir fannen, et sollt een Neel mat Käpp maachen an derfir suergen, dass keen Atomstroum méi an eisem Stroummix ass.

Dofir deposéiere mir haut eng Motioun, déi d'Regierung dozou oprifft, e konkreete Plang auszeschaffen, fir bis 2030 aus dem Atomstroum erauszeklammen, an dee bis Enn des Joers virzestellen.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- D'Ministere fir Wirtschaft an Energie hunn an hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1358 vum 18ten Oktober 2019 Follgendes geäntwert: „Ouni

dass e Fournisseur [...] spezifesch Atomstroum oder Stroum aus fossillen Energien akeeft, kritt hien automatesch fir den net identifizéierte Stroum dëse ‚mix résiduel' a sengem Stroummix agerechent. De Stroumfournisseur kann awer, wann hien dat wëllt, fir dës Quantitéiten och Zertifikater (GO) nokafen, fir och dësem Stroum eng Hierkonft zouzedeelen. Sou erkläert sech, dass den nationale Stroummix 2018 nach zu 10,4 % aus Atomstroum an zu 34,0 % aus fossiller Energie bestanen huet, och wann dës Zuelen net onbedéngt komplett d'Realitéit ofbilden."

- D'Majoritéitsparteien an der Chamber an an der Regierung schwätze sech a villen Occasioune géint d'Produktioun an d'Benotze vun Atomstroum aus.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. bis Enn vun dësem Joer e konkrete Plang virzeleeën, fir den Atomstroum aus dem „mix résiduel" auszeschléissen, an dëse bis 2030 ëmzesetzen.

(s.) Marc Goergen.

Dëst gesot, wäerte mir Piraten den Accord zu dësem Gesetz ginn. Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Här President, léif Deputéiert, ech wollt fir d'éischt dem Carlo Back villmools Merci soe fir säin detailléierte Bericht. Ech mengen, hien huet an einfache Wierder a mat flotte Beispiller eppes erkläert, wat relativ komplex ass, wat awer néideg ass.

An ech mengen, den David Wagner huet gesot, mir wieren an enger komplett fräier, warscheinlech zügelloser Maartwirtschaft. Dat hei ass e Beispill, dass mer eeben net an enger fräier Maartwirtschaft sinn, mee an enger reguléierter Maartwirtschaft, wou mer Reegelen anzéien, zum Beispill d'Reegel, dass de zu Lëtzebuerg nëmmen däerfs Stroum a Gas verkafen, wann s de gläichzäiteg eng gewësse Quantitéit vun Energieeffizienzinvestitiounen noweis.

An ech mengen, dat ass einfach e Beweis, dass mer engersäits déi positiv Dynamik, déi privat Acteure kënnen hunn, notzen, awer se notzen an eng Richtung, déi eis och beim Klimaschutz hëlleft.

D'Energieeffizienz ass déi beschten Energie, well se jo guer net hiergestallt gi muss, also och kaum oder guer keen Ëmweltschued mécht. Et ass och déi éischt Energie op der Welt, „first fuel", dat heescht, wann Der Iech d'Energieeffizienzmoossnamen an d'Resultater ukuckt, wéi vill dass déi ewechgespuert hunn, ass dat méi wéi bei Pëtrol oder Stroum. Dat heescht, an der ganzer Welt komme mer virun, well mer extreem vill maache bei der Energieeffizienz. An et ass kloer: Beim Klimaschutz kann een nëmme gewannen, an där Course géint d'Klimaveränneerung, wa mer do nach besser ginn!

A wichteg ze verstoen, an ech mengen, de Carlo Back huet dat gutt erkläert: Energieeffizienzmoossname si bal ëmmer méi gënschteg wéi déi zweet Sail, déi ech brauch fir de Klimaschutz, wéi d'erneierbar Energien, bei bal alle Moossnamen. An duerfir ass dat hei och en Instrument, fir beim Klimaschutz eigentlech och käschtegënschteg virunzekommen.

Ech mengen, d'Zil insgesamt vun eiser Effizienzpolitik ass, 40 % bis 44 % relativ besser ze gi bis 2030. Wéi mécht een Energieeffizienzpolitik? Dat Éischt, wat wichteg ass, dat sinn Normen, Standarden. Zum Beispill muss all Frigo, all Tifküler, all Fernsee, deen an Europa verkaf gëtt, eng Mindestnorm hunn an et gëtt Labelen. Mir hunn och extra Normen, national Normen, zum Beispill fir nei Gebaier. Normen a Standarde sinn en extreem wichtege Pilier vun der Energieeffizienzpolitik.

An duerno geet et natierlech drëm, dass ech zousätzlech aner Moossname lasstrëppelen. An ech mengen, de Max Hahn huet dat gutt op de Punkt bruecht: Wie bréngt déi aner Moossnamen, wien trëppelt déi lass? Mir hunn do dräi Pilieren. Mir hunn de Staat iwwer eis Subsiden, iwwer „myenergy", déi d'Berodung mécht. Mir hunn d'Gemengen, déi jo eng ganz wichteg Roll spillen, well se no um Bierger sinn, well se iwwert de Klimapakt eeben och e richtegen Driver hu fir a Richtung Klimaschutz. An, an duerfir ass dat heite Gesetz esou wichteg, deen drëtte Pilier, dat sinn d'privat Acteuren.

Bei de grousse Stroum- a Gasentreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg um Marché sinn, schaffe vill Leit och haut schonn op Energieeffizienz, well se iwwert dat heite Gesetz gezwonge sinn, eeben an Energieeffizienz ze investéieren. A wéi hëllefe se eis? Si hëllefe bei de private Leit: Wann déi zum Beispill eng Masuttsheizung ersetzen, gëtt et net nëmmen eng Primm vun der Regierung, et gëtt och eng Primm vu ganz ville Stroum- a Gasversuerger, fir eeben dann ewechzegoe vun enger Masuttsheizung a Richtung erneierbar Energien oder eventuell Gas. Déi privat Acteuren hëllefen och de Gemengen an hire Gebaier, dat heescht, fir bei der Beliichtung méi effikass ze sinn, eventuell och esouguer, fir d'ganzt Gebai besser ze dämmen. Dat heescht, och eng Rei vun deenen Aspuernisser, déi hei erschafft ginn, ginn an Zesummenaarbecht mat Gemenge gemaach.

An da sinn awer e ganz groussen Deel vun de Resultater vun där heiter Direktiv Verbesserungen, an zwar weesentlech Verbesserungen, bei eise groussen Industriellen: D'Goodyear, d'ArcelorMittal, eng DuPont an anerer, Guardian, déi hunn alleguerten iwwert déi lescht Joren zesummegeschafft mat Energie a Gas - parties obligées. D'Audite si gekuckt ginn - wou ass hei eppes ze huelen? - an dann ass eeben oft mat der Expertis vun de Gas- a Stroumentreprisen duerno an déi Industrieprozesser investéiert ginn. An dat ass natierlech e Risebeitrag och, fir d'Käschten ze senken an der Industrie.

Dat heescht, et ass net richteg, wat vum Deputéierte vun der ADR behaapt ginn ass, dass dat hei e wirtschaftsfeindlecht Instrument wär. Dat hei ass eent vun den Instrumenter, fir eis industriell Prozesser hei zu Lëtzebuerg weesentlech ze verbesseren. An dat, wat mer elo an deenen nächste Joren nach musse besser maachen, ass: Mir musse kucken, dass méi Investitiounen och an de Kleng- an de Mëttelbetriber gemaach ginn. An ech kommen herno nach eng Kéier kuerz zréck op dem Här Galles seng Fro mat dem Pacte Climat.

Mir hunn zum Beispill grouss Camionsentreprisen, also Spediteuren, déi hunn net nëmmen hir ganz Beliichtung an hiren Halen ersat mat deem heite Programm, mee si hunn och extra Efforte gemaach, dass op all hire Camionen, an dat sinn der heiansdo 150 bis 200, d'Pneuen ëmmer 100%eg topp an der Rei sinn an opgeblose sinn an doduerch manner Widderstand hunn an doduerch manner Diesel verbrauchen an esou weider, also an der Logistik an, wéi gesot, och an der Industrie.

Mir hunn op Basis vun deene Resultater vun de leschte fënnef Joer dräi, géif ech mengen, gréisser Ännerunge virgeholl. Dat eent ass: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg virun allem am Beräich vum Stroum och eng Rei ganz kleng Ubidder. A fir déi ass et effektiv heiansdo schwéier, fir dann nach zwee, dräi, véier Leit ze hunn, fir och an d'Energieeffizienz ze goen. Verschiddener maachen et. Et war eng Demande vun hinnen, fir hinnen e bëssen entgéintzekommen. Duerfir hu mer dee Buy-out do méiglech gemaach.

An deen zweete Grond, firwat mer de Buy-out hunn, ass, dass d'Fedil gesot huet: „Mir wëllen och, wa Firmae vu bausse kommen, fir eis e gutt Angebot ze maache fir eis Industriell fir Gas a Stroum, dass déi net schonn direkt mussen och dräi, véier Leit matbréngen, fir hir Energieeffizienz zu Lëtzebuerg ze maachen." An iwwert dee Buy-out kënne mer déi zwou Mécken do eigentlech mat engem Schlag huelen.

Dat Zweet sinn d'Strofen. Zwee Euro war esou bëlleg, dass et effektiv, wann ech haart op haart gerechent hunn, méi bëlleg war, fir d'Strof ze bezuelen, wéi d'Moossnamen. A vun dohier hu mer misse mat de Strofen eropgoen. Gutt.

Da war nach bei de Froen nieft dem Buy-out déi vun der Précarité énergétique. Et ass esou, am Detail gëtt et hannert dem Reegelwierk selwer d'Fiches techniques. Et gëtt zum Beispill eng Fiche technique: Wéi kriss de guttgeschriwwen, wann s de Masuttsheizungen ersetz duerch Gas, wou kriss de guttgeschriwwen d'Ersetze vu Masuttsheizung duerch Wärmepompel, wat kriss de guttgeschriwwen? A mir wäerte mat den Entreprisen aus dem Gas- a Stroumberäich eng extra Fiche och maachen, déi dann a Richtung Energieaarmut geet, wou si dann och eigentlech en extrae Bonus kréien, wa se sech geziilt ëm déi Leit këmmeren, déi et besonnesch néideg hunn, dass mer hinnen hëllefen.

An doriwwer eraus, David Wagner, wäerte mer och geschwënn op Är Motioun kënnen äntwerten. Mir sinn do amgaangen, eng Rei Saachen ze tässelen, a mir kommen drop zréck. Deemno wéi ass et ..., also ech weess net, ob s du selwer dann nach do bass. Dir nach eng Kéier merci, dass de eis och gehollef hues, dat zu engem wichtegen Theema ze maachen.

Pacte Climat: Wéi gesot, et ass wichteg, dass mer net iergenden abstrakt Instrument maache fir d'Handwierk, mee dass mer esou prezis wéi méiglech sinn, dass Aktiounen direkt um Terrain geschéien. An duerfir ass d'Verbindung mam EEO wichteg, well mer do direkt och Investitioune lasstrëppele kënnen. A mir mussen da kucken, wat mer nach do derzoumaachen, nach méi maachen. Mir sinn do drun a mir wäerten Iech och an nächster Zäit do méi Detailer ginn.

Vu mir aus nach eng Kéier e grousse Merci fir déi ganz breet Ënnerstëtzung hei. Dat hei ass vun der Quantitéit vun deem, wat mer brauche fir de Klimaschutz zu Lëtzebuerg, eent vun de ganz groussen Instrumenter. An ech si frou, dass mer esou e grousse Konsens eigentlech hei hunn, fir an déi Richtung ze goen.

Vläicht nach ganz zum Schluss zum Här Goergen senger Fro zum Atomstroum. Et ass net richteg, dass bei Enovos nach Atomstroum dran ass. Mir hunn dat nach eng Kéier nogefrot dës Woch. Wat richteg ass: Mir hunn eng Rei Industrien, déi kafe Kontrakter, wou Atomstroum dran ass. Et ass eng relativ komplex Matière, och juristesch.

Éisträich huet probéiert virun dräi, véier Joer, dat an Éisträich ze änneren, an ass gescheitert, well s de juristesch kee Konstrukt kanns maachen, fir dat verflichtend ze maachen an engem europäesche Bannemarché. Do gëtt et eng ganz Jurisprudenz driwwer. Also mir hunn eis dat ganz am Detail ugekuckt. Duerfir musse mer éischter op de Wee goen a Richtung: Wat fir eng Angeboter kënne mer maachen? An dat Gutt ass, dass d'erneierbar Energien, virun allem ganz grouss Anlagen, zum Beispill Offshore-Wandanlagen, déi am Mier stinn, do ginn d'Präisser elo ëmmer méi gënschteg. Ech ginn Iech e Beispill: Déi lescht grouss Ausschreiwung a Frankräich war 44 Euro pro Megawattstonn fir eng nei grouss Offshore-Wandanlag. An en neit Atomkraaftwierk kascht 110, 120. Also sinn erneierbar Energien zwee- bis dräimol méi gënschteg wéi nei Atomkraaftwierker!

An duerfir gëtt elo probéiert, eng gewësse Standardiséierung ze maache vun deem, wat een technesch nennt: „long-term renewable Power Purchase Agreement". Dat si laangfristeg Verträg vu 5, 8, 10, 12, 15 Joer mat engem, dee Wandenergie oder Solarenergie oder Waasserkraaft mécht. A mir sinn amgaang do drun ze schaffen. A wat ech géif virschloen, well dat net just esou eng Null-oder-eent-Äntwert oder Schwaarz-oder-wäiss-Äntwert ass, dass ech eng Kéier géif zréckkommen an nächster Zäit an d'Kommissioun vun der Chamber, fir Iech do méi Detailer ze ginn, wéi mer zesumme kënnen dohinnerkommen, dass mer ënnert déi 10 % kommen.

Wéi gesot, ech kann dat mam beschte Wëllen net iwwer e Gesetz reegelen. Dat hunn anerer probéiert a sinn dorunner gescheitert, an Éisträich. Mee mir hunn eis Gedanke gemaach, wéi mer dat kënnen an déi richteg Richtung steieren. Duerfir géif ech Iech gär d'Angebot maachen, haut elo net driwwer ofzestëmmen, mee dass ech eng Kéier zréckkommen an d'Kommissioun, fir Iech do weider Detailer ze ginn.

Ech soen Iech alleguerte villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Energieminister Claude Turmes villmools Merci. Parole après ministre fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President, a merci, Här Minister, fir déi vill Erklärungen, déi ganz interessant sinn a bei deenen ech ganz opmierksam nogelauschtert hunn. Ech hu just nach eng vu menge Froen, wou ech nach eng Kéier wollt nofroen, dat ass nämlech déi: Gesitt Dir Tendenze bei enger Rei vun de Parties obligées, déi eigentlech kéinten d'Energieeffizienz elo ëmsetzen, trotzdeem an de System vum Buy-out ze goen, obwuel et eigentlech och anescht géif goen? Ech denke jo, dass dat der am Laf vun de Joren - et ass jo virgesi bis 2030 - ëmmer manner misste ginn, well eeben dann déi verschidde Parties obligées ufänken, hir Energieeffizienzmoossnamen ëmzesetzen. Trotzdeem elo fir den Ufank: Hutt Dir do en Androck, wéi et elo am Ufank ongeféier ausgesäit?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Also ech war an der Lescht och bei enger Rei vun deene méi klengen Acteuren. Si soen eigentlech alleguerten: „Mir wëllen dat maachen!" Si soen dann och: „Heiansdo ass et nach e bëssen ze bürokratesch, dee ganze System." Mir probéieren et eeben iwwert déi Fiche-techniquë méi einfach ze maachen. An duerno musst Der natierlech verstoen: Soulaang wéi et 2 Euro kascht huet, ware mer an engem anere Film, wéi wann et bis zu 100 Euro ka kaschten, soudass ech … Also et muss een elo e bëssen ofwaarden.

An nach eng Kéier: Wat mir och maachen a meng Ekippen, mäin Direkter bei mir am Ministère, de Pascal Worré, ass, dass mer ganz vill Gespréicher hu mat den Entreprisë selwer fir ze verstoen: „Okay, hutt Dir nach eng Iddi, wou mer kënnen aspueren? Ass an där doter Fiche technique nach eppes ze komplizéiert? Kënne mer dat méi einfach maachen?" An doduerch, well mer an deem permanenten Austausch sinn, sinn ech eigentlech éischter optimistesch, dass mer déi meescht mat op de Wee kréien an déi Energieeffizienzoffensiv, déi mer wëllen och mat deem heite Gesetz lasstrëppelen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7649. Den Text steet am Document parlementaire 7649[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7649 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ostëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 54 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv dem Vott vun der Motioun. An do war et d'Propositioun vum Minister, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen. An ech géif direkt emol d'Wuert ginn un den Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, de Minister huet schonn eng Rei Erklärunge ginn. Ech mengen déi zum Bannemaart. Mir liewen an Europa, mir sollen dat elo net vergiessen. Mee dat soll awer elo net entschëllegen (veuillez lire: dat soll eis awer elo net entschëllegen an dovun ofhalen), eis Ambitiounen héichzehalen. An d'Motioun freet jo och, bon, schwätzt op d'mannst zwee Sujeten un: Dat ass deen emol vum Nuklearstroum, mee awer och dee vum Stroum, dee mat fossillen Energien hiergestallt gëtt. An ech wëll elo kee géint deen aneren ausspillen, mee ech hunn awer Problemer mat béidem.

A wéi gesot, et ass e komplexen Theema. Ech mengen, mir sollten och versichen, dat ze verstoen. Mir kréien dat net ronn hei an zwou Minutten. An da kéinte mer dat, géif ech soen, proposéieren an et an d'Kommissioun huelen, wou mer dat kënnen duerchschwätzen an eis dann och do, wéi mer et elo an der Effizienz gemaach hunn, ambitiéis Ziler setzen. Also, eis Propositioun ass, dat an d'Kommissioun eranzehuelen an do dann och eng Kéier an aller Déift duerchzediskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Back. An ech géif d'Wuert zréckginn un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech soen dem Här Minister an dem Här Back Merci fir dee Virschlag. Mir wäerten deen och unhuelen. Mir hunn dofir jo och geschriwwen, e „Plang" emol fir d'éischt, dat heescht, eng Diskussiounsbasis, an 2030 als Resultat. Ech ginn dem Här Turmes vollkomme Recht, et geet net iwwert de Verbuet eleng. Et muss een Alternativen ubidden!

Ech wollt just nach den Här Turmes a vläicht d'Chamber froen, ob et dann awer méiglech wär, wa mer déi Kommissiounssëtzung hunn, vläicht schonn e Jurist matzebréngen (veuillez lire: vläicht schonn e Jurist matzebréngen, fir ze klären), wéi dat mam europäesche Marché ass, well do ginn d'Meenunge jo och auserneen, ob Länner scho kéinte soen, si wéilte keen Atomstroum. Et ass jo och an Europa eng gréisser Diskussioun gewiescht. Vläicht, dass een do direkt eng Expertis matbréngt, ob dat iwwerhaapt esou machbar ass, well, wéi gesot, déi eng soe Jo, déi aner Nee. Et wär natierlech flott, wa mer einfach kéinte soen: „Mir importéiere keen Atom- a kee fossille Stroum méi!"

Mee Dir hutt Recht, et muss ee jo och Alternativen ubidden. An dofir hu mer och bewosst geschriwwen, fir emol e Plang auszeschaffen, dass een emol iwwerhaapt driwwer diskutéiert, well de Wonsch ass, an ech denken, d'ganz Chamber ass jo awer där Meenung, dass mer vun deem Atomstroum lasskomme wëllen. Mir kënnen net ëmmer nëmme soen: „Mir wëllen net Cattenom!", awer selwer 10 % Atomstroum notzen. Dat geet einfach net! Do solle mer einfach zesumme kucken als Chamber, wéi mer dovunner lasskommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Den Här Minister hat „Jo" gewénkt.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder muss d'Kommissioun sech iwwert dës Motioun ënnerhalen.

(La motion n° 1 de M. Marc Goergen est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.)

8. 7681 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

Als nächst hu mer de Projet de loi 7681 iwwert den internationale Schutz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech entschëllege mech och direkt bei deene Leit, déi nolauschteren, well fir deen heite Punkt iwwert d'Asylgesetz an och deen nächsten iwwert d'Immigratiounsgesetz, do muss ee schonn e bëssen an der Matière sinn. Ech probéieren nawell a menger Ried, esou einfach a kloer wéi méiglech ze sinn. Ech weess net, ob et mer geléngt, mee probéiere wäert ech et op alle Fall!

De Projet, iwwert dee mer elo als Éischt befannen, ännert d'Asylgesetz vun 2015 op enger Rëtsch Punkten. Et geet haaptsächlech ëm verschidde Recoursméiglechkeeten, déi geännert oder och nei agefouert ginn.

Loosst mech fir d'éischt kuerz op d'Aarbechten an eiser Kommissioun agoen. Den 8. Mäerz hu mer de Projet an den Avis vum Staatsrot analyséiert. Och ze notéieren ass, dass mer en Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics den 9. Dezember an och ee vun der Mënscherechtskommissioun den 18. Mäerz kritt hunn. De leschten Dënschden hu mer de Rapport dann an der Kommissioun ugeholl.

Als Éischt setzt d'Gesetz e Punkt aus dem Koalitiounsaccord ëm, wou et drëms geet, d'Recoursméiglechkeete géint eng Décision de transfert am Kader vun den Dublin-Reglementer ze iwwerschaffen. Hei gouf et bis elo e Recours en annulation, deen elo duerch e Recours en réformation ersat gëtt. Dat huet zwou wichteg Konsequenzen: Engersäits statuéiert den Tribunal elo net méi just iwwert d'Legalitéit vum Transfert, mee och zur Opportunitéit, wat also heescht, dass e seng eegen Appreciatioun zur Situatioun matafléisse loosse kann a sech och iwwert dem Minister seng Decisioun ewechsetze kann.

An deem Kontext kann d'Geriicht och nei Elementer an d'A faassen, déi zum Beispill zanter der Décision de transfert opgetruede sinn, zum Beispill eng Verschlechterung vun der aktueller Situatioun um Terrain an deem Land, wouhin den Transfert soll gemaach ginn.

Dës Zort Recours huet en Effet suspensif, heescht also, dass den Demandeur vun der Protection internationale hei zu Lëtzebuerg bleiwe kann, bis den Tribunal statuéiert huet. Bis elo war et effektiv esou, dass den Transfert och scho virun der Decisioun vum Geriicht ausgeféiert konnt ginn, ausser wann e Référé gemaach gouf. Doriwwer eraus huet den Tribunal elo net méi zwee, mee just nach ee Mount Zäit, fir seng Decisioun ze huelen.

Zweetens féiert dëse Projet zwou nei Recoursméiglechkeeten an. Bei der éischter geet et ëm e Recours géint eng Décision de clôture définitive. Am Moment gesäit den Artikel 23 vum Asylgesetz vir, dass de Minister a verschiddene Fäll dovun ausgoe kann, dass en Demandeur de protection internationale seng Demande implizitt zréckgezunn huet, dat zum Beispill, wann e sech net méi mellt oder och net méi op seng Convocatioune reagéiert. An deem Fall huet de Minister dann zwou Méiglechkeeten: E kann entweeder eng Décision de clôture froen oder d'Demande einfach rejetéieren, wann et genuch Elementer ginn, déi esou eng Decisioun géife rechtfertegen.

Am Fall vun enger Décision de clôture gesäit d'Gesetz aktuell vir, dass een e Recours géint dës Decisioun aleeë kann, wat awer net onbedéngt sënnvoll ass. Wann eng Persoun néng Méint laang net reagéiert huet, verwandelt sech déi Decisioun an eng Décision de clôture définitive. Bannent dësen néng Méint huet den Demandeur de protection internationale d'Méiglechkeet, d'Erëmopmaache vu sengem Dossier unzefroen.

Mat dësem Gesetz gëtt elo e Recours géint d'Décision de clôture définitive ageféiert an deen ersetzt de Recours géint d'Décision de clôture. De Recours muss bannent engem Mount gemaach ginn, gerechent vum Dag un, wou et d'Décision de clôture définitive gëtt. Do virdru kann een, wéi gesot, d'Demande nei maachen.

Zweetens gëtt e Recours en réformation géint de Retrait vum Statut ageféiert, wou et am Moment nach keng spezifesch Recoursméiglechkeet gouf. Dat huet ee bis elo ënnert dem Droit commun misse maachen.

Als Lescht gesäit de Projet och vir, dass elo alleguer d'Membere vum Kader vun der Police d'Fangerofdréck vun enger Persoun huele kënnen, déi irregulär zu Lëtzebuerg ass, dat am Kader vun der Prozedur, déi am Dublin-III-Reglement virgesinn ass.

Just als Background: Bis elo ass dat am Artikel 103 vum Immigratiounsgesetz gereegelt an dësen Artikel seet, dass d'Police judiciaire dës Aufgab iwwerhëlt. Am Moment ass et generell d'Friemepolice, déi dat mécht, an déi ass jo en Deel vun der Police judiciaire.

Praktesch gesäit et esou aus, dass, wann d'Police op eng Persoun am irregulären Openthalt trëfft, bei där se wësse wëllt, ob se schonn eng Demande de protection internationale an engem aneren EU-Memberstaat gemaach huet, dann hëlt se déi Persoun mat op de Findel, fir dat an deem sougenannten Eurodac-System nozekucken an hire Wee do ze iwwerpréiwen.

Dës Ofdréck däerf am Moment eebe just d'Police judiciaire maachen, wat awer net wierklech de Besoine vun haut gerecht gëtt an och net der Realitéit entsprécht. D'Agente vun der Police judiciaire si weekends, awer och zum Beispill owes, net ëmmer direkt disponibel, wat heescht, dass d'Policeagenten dës Persounen deels dann an de Centre de rétention setzen, wat wierklech alles anescht wéi optimal ass.

Mat dësem Changement adaptéiert ee sech also gär un d'Realitéite vum Terrain. Op Propos vum Staatsrot hu mer als Kommissioun dann d'Terminologie „membre du cadre de la Police grand-ducale" festgehalen.

Insgesamt ass et keng grouss Reform vum Asylgesetz, mee ech mengen, dass dës Veränneruge kleng, awer duerchaus sënnvoll sinn an e Schrëtt an déi richteg Richtung an et erlaben, d'Prozeduren ze vereinfachen, méi séier ze maachen, awer virun allem d'Rechter vun den Demandeurs de protection internationale ze stäerken. An duerfir kann ech och den Accord gi vun der LSAP. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Ech soen dem Här Rapporter Yves Cruchten Merci fir säi fir mech verständleche Rapport.

An ech ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, merci dem Yves Cruchten fir säi Rapport. En huet dat ganz verständlech gemaach an en hat am Virfeld versprach, esou exhaustiv wéi méiglech ze sinn, soudass ech näischt méi bräicht ze soen. Dofir gräifen ech mer just zwou Saachen eraus.

Et ass e Gesetz, wat an enger duerchaus ganz kriddeleger Matière soll méi Kloerheet bréngen, méi Rechter an hoffentlech och méi Sensibilitéit, well eeben d'Matière esou kriddeleg ass.

Zwou Saachen, déi ech wëll erausgräifen: Déi éischt ass d'Vérification d'identité, vun där den Yves Cruchten elo zum Schluss geschwat huet, wou d'Membere vun der Police implizéiert sinn.

Mir fannen et ganz wichteg, dass an esou engem Kader, wou et jo awer drëms geet, d'Identitéit vun engem Mënsch ze verifizéieren, dee selwer iergendwéi an enger prekärer Situatioun ass, mat ganz vill Souplesse a Sensibilitéit virgaange gëtt. Dofir hate mer gefrot, wéi déi Leit da forméiert wären. An dat war net eng Fro no der Formatioun, ob se wéissten, wéi ee géif Fangerofdréck ofhuelen - ech mengen, ech war do an der Kommissioun e bësse falsch verstane ginn. Et ass drëms gaangen, ob déi Mënschen och forméiert sinn, fir einfach ze wëssen, wéi ee mat engem Mënsch, deen an där doter Situatioun ass, an deem Moment ëmgeet, well dat ass nämlech ee vun de wichtege Punkten.

„Toute vérification nécessaire", déi an deem Moment muss gemaach ginn, bezitt sech jo normalerweis op d'Fouillen. An do ass et och zum Beispill dem Lëtzebuerger Flüchtlingsrot wichteg gewiescht, an ech mengen, och der Mënscherechtskommissioun, fir ze soen, dass ee genau déi Fouillë muss gutt definéieren, dass et eeben dorëms geet, d'Identitéit festzestellen, an net nach privat Objete wéi zum Beispill den Handy duerchzekucken.

Ganz besonnesch ass dat e wichtegen Theema bei de Mineurs non accompagnés, well déi Mineurs non accompagnés hunn nämlech e Recht op en Administrateur ad hoc. An déi Prozedur muss och esou agehale ginn, dass deen Administrateur ad hoc och derbäi ass an deem Moment, wou e Mineur non accompagné dann déi dote Vérification d'identité gemaach kritt.

Do war zum Beispill och déi Fro opkomm, déi huet de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot och thematiséiert, dass sech jo déi Fro heiansdo stellt, dass d'Mineurs non accompagnés hire Gebuertsdatum net kënnen uginn an dat da ganz séier interpretéiert gëtt als de Versuch vun enger Ligen oder fir eppes ze verstoppen. Dat ass awer a Wierklechkeet vill méi komplex, well vill Jonker an hirem Kader hire Gebuertsdatum guer net kennen, well deen zum Beispill an hirer Kultur net gefeiert gëtt oder well se e Gebuertsdag hunn an engem anere Kalenner a guer net wëssen, wéini dee Gebuertsdag an eisem Kalenner ass. Genau déi dote Souplesse an déi dote Sensibilitéit, déi muss eeben och deene Leit, déi déi Vérification d'identité maachen, bekannt sinn.

An dat Zweet, wat ech nach wollt kuerz soen, an den Yves Cruchten ass och schonn drop agaangen, dat sinn d'Voies de recours, wou mer ausdrécklech begréissen, dass do elo aus engem Recours en annulation e Recours en réformation gemaach gëtt, wat natierlech och dann d'Rechter erweidert. An och, dass d'Jugen, wann et ëm eng Dublin-Affär geet, elo sollen innerhalb vun engem Mount tranchéieren, net innerhalb vun zwee Méint.

Gutt, de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot huet ze bedenke ginn, dass dat op kee Fall däerf op d'Käschte vun der Qualitéit vun esou engem Jugement goen. Dat, mengen ech, misst eigentlech selbstverständlech sinn, mee et ass richteg, dat nach eng Kéier ze soen.

An deem Sënn fënnt natierlech dëse Gesetzesprojet, well en esou wichteg Verännerungen a Verbesserungen an enger ganz kriddeleger Matière bréngt, eis voll Ënnerstëtzung. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Paul Galles. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Et ass hei schonn, wéi den Yves Cruchten gesot huet, e Gesetz, wat vläicht relativ schwéier no baussen ze erklären ass, mee ech muss awer soen, datt den Här Cruchten dat exzellent gemaach huet. Ech soen him och Merci fir seng verschidde Rapporten.

E weesentlecht Element, wat een hei awer muss eraussträichen, dat ass effektiv déi Ännerung, wat eeben de Recours ubelaangt. Mir gi vun engem Recours en annulation zu engem Recours en réformation. Dat ass awer e weesentlecht Element. Dat heescht, mir ginn a sech an eng nach méi digne Behandlung vun den DPIen. Mir ginn den Tribunaler natierlech hei och eng zousätzlech wichteg Aufgab, ëmsou méi, datt och hiren Delai, fir d'Decisioun kënnen ze huelen, ëm e Mount verkierzt gëtt. Mir ginn also enger zousätzlecher wichteger Instanz an eisem ganzen demokratesche Gebilde eng zousätzlech wichteg Missioun.

An dat beweist jo awer, wéi mir als Lëtzebuerg grad eeben zu den DPIe stinn. Ech mengen, dat kann een awer da roueg soen, datt Lëtzebuerg do u sech e gudde Modell ass, well mer awer d'Dignitéit, d'Würd vun deene Leit voll unerkennen duerch eeben déi Moossnam hei.

Déi zweet, wat eeben och elo déi Empreinten ubelaangt, ass u sech och, wéi den Här Cruchten dat richteg gesot huet, eng Konsequenz vun deem, wat um Terrain vir sech geet. Ënnert dem Stréch ass dat heite reng vun dem Text hier gekuckt vläicht méi e modest Gesetz, mee awer eent mat enger trotzdeem grousser Dimensioun.

An deem Sënn wäerte mir dann och eis Zoustëmmung als DP ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Effektiv, et ass en Dossier, deen, wéi den Här Rapporter gesot huet, e bësse méi komplex an der Matière ass. Et muss ee sech, wann een e gutt wëllt verstoen, vläicht och e bësselche mat der ganzer Reglementatioun hannendru schonn auskennen, fir déi Begréffer och ze kennen. Mee ech mengen, Här Cruchten, Dir hutt lech vill Méi ginn, fir eis dat awer esou gutt verständlech wéi méiglech hei ze rapportéieren an ze erklären. Dofir och e Merci fir Äre Rapport.

Ech ka mech menge Virriedner nëmmen uschléissen, wat de Volet betrëfft, dass mer eis natierlech och freeën, dass mer hei zu enger ganzer Partie Verbesserunge bäidroen, och wa se méi klenger Natur sinn, an dass mer eis notamment eeben och doriwwer freeën, wat de Recours ubelaangt. Well wa mer hei dervunner schwätzen, dass mer eng Änderung aféieren, d'Méiglechkeet, fir iwwert d'Opportunitéit ze statuéieren, an net just iwwert d'Legalitéit vun der Demande ze schwätzen, da brénge mer eeben och de Volet eran, dass mer hei iwwer Mënsche schwätzen, dass dat Mënsche sinn, déi alleguerten e spezielle Cas de figure hunn a wou mer och mussen op hir Doleancen, op hir Besoinen an hir Rechter als Mënsch an dëser Gesellschaft agoen.

Wéi gesot, et si kleng, awer sënnvoll Ännerungen, déi d'Rechter vun den Demandeuren definitiv stäerken a wou, wéi gesot, fir eis besonnesch ervirstécht, dass mer ervirhiewe wëllen, dass de mënschleche Volet an deem ganze Kader awer hei e bësselche méi erauskënnt. An deem Sënn gi mer natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun fir dëse Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech soen och dem Här Cruchten Merci. Hien huet dat wonnerbar presentéiert, mat vill perséinlechem Engagement, an en huet och vill Häerz an dësen Dossier geluecht, wéi mer e kennen. Dat ass alles ganz gutt esou an dofir soe mer him Merci.

Et geet eigentlech drëm, datt ëmmer méi Prozeduren hei ageféiert ginn. Dat gesäit am Ufank aus wéi Rechtsstaatlechkeet. An d'Virriedner hunn och gesot: „Mir stäerken d'Recht vun deene Leit, déi Asyl froen", an esou weider. Dat kléngt gutt, mee et ass ganz eesäiteg, well net nëmmen déi Leit hu Rechter, mee och eist Land huet Rechter an dëser Diskussioun. Mir musse kucken, datt d'Interessien, déi mir als Staat hunn, als Communautéit, datt déi och gerechtfertegt sinn a bewaart sinn an enger Diskussioun ëm Asyl.

An dozou gehéiert och, de Mëssbrauch vum Asyl ze verhënneren. Dat ass einfach eng Tatsaach, well mir hunn hei eng grouss Migratioun. Et geet eigentlech éischter ëm eng Migratioun wéi Asyl, well déi Leit, déi wierklech verfollegt sinn, déi sinn eng Minoritéit an där Zuel, där grousser Zuel vu Leit, déi zënter 2015 an Europa ukomm sinn.

Déi eenzel Dispositiounen, déi hei proposéiert ginn, dat ass beim Dublin-Vertrag, do muss ee soen: „Pacta sunt servanda." Dat ass dat Alleréischt. Dat heescht, wa mir eng Obligatioun hunn ënner Dublin, fir een zréckzeféieren an e Land, dat zoustänneg ass, da solle mer dat maachen. Fir elo d'Opportunitéit dovunner ze préiwen, dat kéint och um Verwaltungswee gemaach ginn, well ech si sécher, datt d'Verwaltungsbeamten och keen zréckféieren an e Land, wou d'Zoustänn et net géifen erlaben. Fir dat elo ze justiciéieren, dat féiert zu onheemlechen Delaien.

D'Clôture définitive, dat ass eppes, wat d'Leit derzou verleet - an dat hu mer ganz dacks -, fir an e puer Länner gläichzäiteg Asylprozeduren ze lancéieren a grad do, wou se ofgeschloss gëtt, dann erëm e Recours ze maachen. Dat ass eng Méiglechkeet vu Mëssbrauch, dat heiten. Mir sinn net domat d'accord.

Dat Drëtt ass de Retrait vum Statut. Gutt, datt een do e Recours aféiert, do kann een dermat d'accord sinn, mee dat muss eng kuerz Prozedur sinn.

Wat een awer muss wëssen, ass, datt Lëtzebuerg hei wäit iwwert dat erausgeet, wat d'europäesch Direktiv ënnert dem Asylrecht eis géif virschreiwen, an och wäit iwwert dat erausgeet, wat an aneren EU-Länner gemaach gëtt. An dat ass eng wichteg Consideratioun, well mir gesinn an der EU a ganz ville Länner - an net nëmmen, wéi da gesot gëtt, an Osteuropa, mee mir gesinn et an Éisträich, mir gesinn et an Dänemark, mir gesinn et a ganz ville Länner -, datt do eng ganz Rei vun Decisioune geholl ginn, politeschen Decisiounen, fir eigentlech de Mëssbrauch vum Asylrecht anzeschränken. Dat ass eng ganz kloer Tendenz an Europa.

Lëtzebuerg ass eigentlech déi Ausnam, déi an déi aner Richtung geet. An et muss een awer ganz kloer kucken, wat d'Effekter sinn hei vun esou Dispositiounen, wou mer, wéi gesot, eppes maachen, wat soss néierens an Europa an deem Mooss gemaach gëtt. Et gëtt eng Rei Effekter:

Dat Éischt ass eng weider Belaaschtung vun eise Verwaltungsgeriichter, déi elo scho ganz vill mat Asylfroe beschäftegt sinn. Elo kommen dräi zousätzlech Recoursméiglechkeeten derbäi. Et ass

eng Saach, déi praktesch komplett vum Steierbezueler finanzéiert gëtt, well dat gëtt jo alles iwwer eng Assistance judiciaire finanzéiert, an ech mengen, dat ass och en Aspekt dozou. An ech géif soen, et ass och e Recht vun engem Staat fir ze kucken, datt awer eng proportionell Consideratioun gemaach gëtt tëschent der Valeur ajoutée an dem Räsonement hannert esou zousätzleche Recoursméiglechkeeten an deem, wat et awer fir eise Staat als Belaaschtung duerstellt.

Extern favoriséiert dat heiten den „asylum shopping" a verschiddene Staaten, well et ass jo kloer, datt dat gutt organiséiert ass. Ech mengen, déi Migrante gi beroden, si kënne vun engem Land an dat anert goen - et ass zwar net legal -, fir Asylprozeduren unzefroen. An natierlech, e Land wéi Lëtzebuerg, wat esou vill Recoursen offréiert an dobäi och natierlech aner Virdeeler, déi aner Länner net méi offréieren, dat ass natierlech eppes, wat dee sougenannte „pull factor" a Richtung Lëtzebuerg nach verstäerkt, nämlech d'Dispositioun, déi d'Leit op Lëtzebuerg zitt éischter wéi an en anert EU-Land, fir hei d'Prozeduren ze maachen.

Ech kann déi Leit verstoen. Déi meescht vun hinne kommen net, well se verfollegt sinn, mee well se hoffen, fir sech selwer a spéider fir hir Famill hir Liewenskonditiounen ze verbesseren. Mënschlech kann een dat verstoen. Mee ass et am Interessi vun eisem Land? Dat ass déi aner Fro. Mir stellen déi Fro als ADR. Mir kucken net nëmmen d'Interessie vun deene Leit, déi dat eebe wëllen, a wat ee ka verstoen, mee mir kucken och: Ass dat fir eis Gesellschaft sënnvoll? Kënnen déi Leit integréiert gi laangfristeg? Wat brénge se eiser Gesellschaft? Well mir schwätze jo hei iwwer eng ekonomesch Migratioun un éischter Plaz, loosse mer dat net vergiessen!

Dann hu mer net nëmmen déi Saachen no baussen. Mee mir mussen eis och emol froen, wat gesot gëtt. Wa mer déi Migratioun wëlle bekämpfen, ass jo eng vun deene Floskelen, déi een am Ableck ganz vill héiert: „Mir mussen d'Fluchtursaache bekämpfen!" Dat gëtt gesot. Mee mir musse wëssen an dëser Migratiounskris, datt jo déi meescht net kommen, well se politesch verfollegt sinn oder anescht verfollegt. Do ass guer keng Diskussioun, déi géife mer direkt ophuelen. An ech mengen, do weess all Verwaltung ouni Geriicht: Wa wierklech e Fall ass vu Verfollgung aus Reliounsgrënn, aus rassesche Grënn, aus politesche Grënn, wat och ëmmer, dann ass dat guer keng Diskussioun. D'Asylrecht steet net zur Disposition a muss voll a ganz respektéiert ginn.

Mir schwätzen hei iwwert dee grousse Problemberäich vun der ekonomescher Migratioun. A wann een do seet „Fluchtursaache bekämpfen", da muss ee wëssen: Et sinn net déi Äermst a Subsahara, Afrika oder esou, déi sech op de Wee maachen. Et si Leit, déi genuch Suen hunn, fir Schlepper ze bezuelen, d'Rees ze bezuelen, an der Hoffnung, hir Famill kënnen nozehuelen. Et si Leit, déi schonn eng gewësse Réussite économique hunn an déi eigentlech an hire Länner feelen, fir hir Länner mat opzebauen. Et sinn déi prioritär, déi sech op de Wee maachen an Europa, fir dann hei hir Liewenskonditiounen ze verbesseren. Wéi gesot, dat kann een novollzéien. Mee amplaz d'Fluchtursaachen ze bekämpfen, si mir amgaang, Fluchtursaachen an deem Sënn hei mat esou Gesetzer opzebauen, well mir et attraktiv maache fir déi Leit, fir an Europa ze kommen, amplaz derfir ze suergen, datt se an hire Länner, am Interessi vun hire Gesellschaften, kënnen eng Karriär opbauen, mat hirem Wëssen, wat se deen Ableck hunn - well et si, wéi gesot, Leit, déi schonn heiansdo e bësse méi wäit an der sozialer Hierarchie no vir komm sinn -, fir kënne sënnvoll fir hir Gesellschafte matzewierken.

Mir verstäerke mat esou Gesetzer de „pull factor". Et ass net sënnvoll. Wéi gesot, alles, an dat muss een ëmmer erëm kloer soen, alles, wat Asyl ass, alles, wou Leit verfollegt ginn, do ass et eng moralesch Flicht an eng juristesch Flicht ënner internationalem Recht, deene Leit ze hëllefen. Dat stellt d'ADR a kenger Weis a Fro. Wat mir a Fro stellen, dat ass déi ekonomesch Migratioun, déi mer massiv an Europa hunn. Déi wëlle mir bekämpfen, an dat heiten ass e Schrëtt an déi falsch Richtung an dofir wäerte mir dat hei och net matstëmmen.

Hei ass eng Ëmsetzung, wéi den Här Cruchten et gesot huet, vum Gambia-Koalitiounsprogramm. Et ass selbstverständlech d'Recht vun deene Parteien, hir Flicht och ënner sech, fir dozou ze stoen. Mir wonneren eis awer, datt d'CSV och mat Begeeschterung dës Dispositiounen aus dem Gambia-Koalitiounsprogramm matstëmmt. Mir sinn net an där Koalitioun. Mir wëllen net dozou gehéieren. Mir maache vernënfteg Politik.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An d'Riednerpult ass elo fräi fir den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Et ass ëmmer ustrengend. Et ass net einfach.

(Brouhaha)

Et ass net einfach, d'autant plus, datt mer e puer Schwieregkeeten hu mat deem Projet de loi, mat deenen zwee Projets de loi, well engersäits gi se an eng gutt Richtung, notamment, dat ass jo schonn e puermol gesot ginn, datt mer endlech och dee Recours en réformation hunn. Et ass e Fortschrëtt, well wann do eng Decisioun contestéiert gëtt, da gëtt de Réckfluch, also d'Exekutioun vun der Decisioun, suspendéiert. Dat wäert schonn immens vill Misär erspueren. A mir mengen, datt dat e richtege Fortschrëtt ass.

Duerno déi Saach, bon, vun der Verkierzung vun zwee op ee Mount, fir datt duerno de Riichter oder d'Riichterin muss eng Decisioun justifizéieren. Dat ass och scho gesot gi vum Här Galles, datt do och de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot sech gefrot huet, ob dat opportun wier an ob dat net och kéint zulaaschte vun de Refugiéen oder vun den Demandeure sinn.

Et ass schwéier fir mech, dat anzeschätzen, mee ech huelen déi Remark vum Lëtzebuerger Flüchtlingsrot awer eescht, well mir wëssen, datt si jo ganz vill esou Fäll betreien an och ganz genau wëssen, wat do leeft, entgéint deem, wat mäi Virriedner gesot huet. Dat heescht, do stellt sech awer eng Fro.

Well bis elo war et awer esou, also et ginn tatsächlech ... D'ADR behaapt - ech muss awer vun der ADR schwätzen, et ass mer egal! -, d'ADR behaapt, et wier esou en, wéi nenne se dat: „Asylmëssbrauch"? Et ass e Wuert, wat erfonnt ass, d'autant plus, datt et Asylmëssbrauch hei zu Lëtzebuerg net gëtt. Dat gëtt et net! A wien dat behaapt, dee litt ganz kloer. Mee dat ass de Fonds de commerce vun der ADR, d'Ligen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- D'Leit mussen dat ganz kloer wëssen, well jiddwereen, deen eppes domadder ze dinn huet, jiddwereen, dee mat Refugiéen ze dinn hat, an där ginn et der vill hei am Raum - ausser der ADR, well dat interesséiert si net -, jiddwereen, dee versicht huet, deene Mënschen ze hëllefen, dee weess, wéi schwéier et ka sinn!

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Stellt lech emol eng syresch Fra hei zu Lëtzebuerg vir - well dat ass zum Beispill e Fall -, déi fir d'éischt a Griicheland war. An da kritt se gesot - ech mengen, hire Mann war och derbäi -, si misst zréckgoen a Griicheland, an e Camp da warscheinlech. Mee si seet: „Jo, mee ech si vergewaltegt gi vu Polizisten a Griicheland." Dat ka jo virkommen. Si huet et gesot, jo, mee dat musst Der kënne beweisen! Wësst Der, wat fir en Trauma dat ass!? Dat ass keen Asylmëssbrauch. An där Geschichte ginn et der esou vill. An datt d'ADR esou kalbliddeg, onmënschlech Politpropaganda mécht, fir e puer Wielerstëmmen ze fänken, degoûtéiert mech!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass net honorabel. Et soll ee keng Politik maachen um Bockel vun deene Schwächsten. Ech weess, déi Propaganda vun der ADR a vu Rietsen a vu Rietsextreemen ass einfach. Et ass eppes ganz Ales, ëmmer iergendee Sündenbock ze huelen. Där ginn et der vill a si kënne sech och meeschtens net verteidegen. An dat wierkt vläicht heiansdo bei gewëssene Leit, déi dat och net onbedéngt wëssen, déi eng Roserei hunn a sech soen: „Okay, jo. Mee kuckt hei, d'Refugiéen, déi kréien!"

Also, ech krut schonn esou virgeworf, also net virgeworf, ech hu scho mat Leit geschwat, déi soen: „Fënns du dat an der Rei, David, datt d'Refugiéen 2.000 Euro de Mount vun der Regierung kréien?" Ech sot: „Ma wouhier dann!" Dann hu se dat iergendwou op Facebook gelies. An da kanns de hinnen dat och vläicht heiansdo erklären, mee da soe se, dass si mir dat net gleewen. An ech soen: „Mee hei, ech verteidegen déi Regierung jo net, ëm Gottes Wëllen!"

(Hilarité)

Nee, mee da muss een dat awer erklären. Et gëtt ëmmer alles esou vermëscht mateneen. Bon.

Duerno ginn et awer och nach aner Problemer - erëm zréck zum Gesetz -, ech hat jo och eng Question parlementaire gestallt, well et gi jo awer och Problemer, an de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot seet dat och, zum Beispill, wat d'Presence vun engem Affekot ugeet, net nëmme bei Mineuren. Also, beim Lëtzebuerger Flüchtlingsrot soe se: „Wann e Mineur derbäi ass an dee gëtt gefrot, do misst jo awer och en Affekot kënnen derbäi sinn. Prinzipiell misst och beim Depot vun der Demande kënnen en Affekot derbäi sinn."

Ech hat do eng Question parlementaire gestallt. Do krut ech als Äntwert: „Ma nee, mee dee gëtt opgekläert neutral vun engem Beamten." Ech ënnerstellen dem Beamten net, egal wat ze erzielen. Mee rechtsstaatlech gesi muss awer kënnen eng Persoun d'Recht hunn, hiren Affekot matzebréngen, well den Droit ass awer eppes Komplizéiertes, an et muss ee scho Jurist sinn. D'Juriste si sech selwer ënnerenee jo ni eens. Dat heescht, dat muss e Recht sinn, wat verankert ass.

(Interruption)

Ma nee, dat ass normal, well soss géif et jo keen Droit ginn. Mee dat misst e Recht sinn, wat verankert gëtt.

(Interruption)

Voilà. An ech mengen, dat ass problematesch.

An duerno nach, wat d'Fouillen ugeet, dat gëtt elo elargéiert, also wat d'Verifikatioun ugeet, dat gëtt elargéiert. Et ka jo och bis zu Fouille-corporellë kommen. An da kann et och esou wäit kommen, datt den Handy geholl gëtt. Dat huet jo och d'Commission consultative des droits de l'homme beanstant. Ech hunn och dozou eng Question parlementaire gestallt, virun zwou Wochen, mengen ech, fir ze froen: „Wéi wäit geet dat? Wat geschitt mam Handy? Wéi gëtt dat analyséiert? Wat geschitt mat den Daten?", an esou weider. Bon, ech wäert eng Réponse écrite kréien. Wann den Här Ausseminister och nach wëllt elo e bëssen dorobber agoen, kann en dat roueg maachen. Mee dat sinn alles awer Problematiken, déi keng Lappalie sinn. An et sinn awer mënschlech Schicksaler, déi dohannert stinn.

Bon, mir wäerten eis dowéinst enthalen. Mir hätten am léifste gären derfir gestëmmt, mee trotzdeem hu mer e puer Schwieregkeete bei gewëssene Punkten, déi e bësse flou sinn.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz solle punktuell Ännerungen am Gesetz zu de Prozeduren, déi d'Demandeurs de protection internationale betreffen, gemaach ginn.

An enger éischter Linn wier dëst absolutt ze begréissen, entsprécht dach d'Gesetz vun 2015 net ëmmer de Gegeebenheeten um Terrain a bräicht e klenge Refresh.

D'Tatsaach, datt d'DPIen elo kënnen och nach no de festgeluechten néng Méint Recours géint d'Zoumaache vun hirem Dossier aleeën, begréisse mer.

Och déi méi kuerz Delaien, an deenen d'Geriicht muss tranchéieren, well et de Betraffene méi séier Auskunft iwwer hire Status hei am Land muss ginn, sinn absolutt ze begréissen. D'Persounen, déi op Lëtzebuerg kommen, hänke ganz heefeg vill ze laang an de Seeler, wëssen net, ob se dann elo dierfe bleiwen an ob se sech zu Lëtzebuerg e Liewe kënnen opbauen oder net. Dës Prozedure mussen am Allgemenge méi kuerz ginn.

Wëssenschaftlech Studie beleeën, dass d'Integratioun am beschte geléngt, wann d'Leit séier no hirer Arrivée an engem Land encadréiert ginn an eng Zukunftsperspektiv opgewise kréien. Mir Piraten hunn dofir schonn heefeg derfir plädéiert, datt keng Prozedur méi wéi ee Joer dierf daueren. Woubäi ee Joer nach ëmmer eng Éiwegkeet ass fir déi Betraffen, déi aus hiren Heemechtslänner op Lëtzebuerg flüchten, well se dohannen einfach net méi bleiwe kënnen. Déi Leit hu vill ze heefeg ganz Traumatesches erlieft an een zousätzleche Stress duerch dës laangwiereg Prozedure kann derzou féieren, datt sech hire mentale Gesondheetszoustand weider verschlechtert.

Wat déi verkierzten Delaie fir d'DPIe selwer ugeet, si mer skeptesch. Et dierf nämlech net esou sinn, datt d'Leit ze spéit gewuer ginn, datt se hätte kënne Recours aleeën. Dës méi kuerz Delaie sinn also nëmme gerechtfertegt, wann den Encadrement vun den DPIe verbessert gëtt a se esou zu all Moment kënnen op d'Fachwësse vu Betreier oder Affekoten zréckgräifen, déi se duerch déi Prozedure begleeden. Dëst ass am Moment net de Fall, an dofir kënne mer dëse Schrëtt net mat ënnerstëtzen.

Donieft wëll ech op dëser Plaz awer nach op een anere Punkt ze schwätze kommen, deen och de Kolleeg David Wagner virdrun a senger ganz pertinenter Interventioun ugeschwat huet, an dat ass, datt et bei der Arrivée zu Lëtzebuerg zu Situatioune kënnt, wou d'Handyen an d'Computere vun DPIen duerchsicht ginn, dëst mat der Begrënnung, datt ee wéilt d'Identitéit vun de Betraffene feststellen.

Dowéinst ginn dann elo hir Fotoen an hir Textmessagen duerchgekuckt. Et gëtt sech duerch dat Intiimst, wat en DPI nach derbäihuet, wann en hei ukënnt, derduerchgeklickt. Et handelt sech heibäi ëm ganz perséinlech Donnéeën, déi engem scho ganz vill iwwer eng Persoun virun engem kënne verroden, wéi zum Beispill hir sexuell Orientéierung, hir Relioun a Weideres. Wat se ganz heefeg awer net maachen, ass, datt se e legalen Numm mat sech bréngen. Dat huet nämlech och an Däitschland eng Enquête gewisen. Dëst ass en Zoustand, deen de Flüchtlingsrot an d'Mënscherechtskommissioun zu Recht kritiséieren.

An an deem Kontext hunn ech, änlech wéi den David Wagner, och eng Question parlementaire un den Här Ausseminister gestallt, fir gewuer ze ginn, bei wéi ville Persounen d'Handyen duerchsicht goufen. Falls sech hei nämlech wéi an Däitschland sollt erausstellen, datt dës Mesure absolutt net proportionell zu hirem Notzen ass, wouvun ech ausginn, misst d'Gesetz op deem Punkt dréngend nogebessert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wéilt ech awer dann och nach op d'Festhale vu biometreschen Donnéeën ze schwätze kommen. Mir Piraten si generell géint d'onnëtzt Späichere vun Donnéeën. An nom Prinzip vun der Datespuersamkeet missten d'Donnéeën nom Ausstelle vun enger Carte d'identité oder dem Pass, oder an dësem Fall nom Opstelle vun engem Dossier, geläscht ginn, wa se dann net méi fir eng international Datebank gebraucht ginn. Dat heescht, wa mer am Kader vun Dublin d'Persoun ofgeglach hunn, wa mer wëssen, datt se hir Demande hei däerf stellen a wa mer sécher sinn, datt mer eng Identitéit festgestallt hunn, da musse mer keng biometresch Donnéeë méi vun enger Persoun späicheren, well mir wësse jo, wien et ass. A wann do keen Doute méi besteet, da sollte mer se och net behandelen, wéi wa mer et net wéissten. Dofir hu mer och mat deem Punkt nach e klenge Problem.

Insgesamt ass dat heiten e Gesetz, wou ech ganz gäre géif mat vollem Häerz Jo soen, well et wichteg Verännerungen, wichteg Verbesserunge bréngt. Et ass awer leider esou, datt nach e puer Couacken dra sinn, soudatt mer eis d'nämmlecht wéi d'Kolleege vun déi Lénk hei wäerten enthalen, wat awer net heescht, datt d'Gesetz ganz schlecht ass. Et sinn awer Punkten dran, déi ech elo ugeschwat hunn, déi eis dozou beweegen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aussen- an Immigratiounsminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Merci, Här President. Merci och fir déi lieweg Analys, déi gemaach ginn ass hei vun alle Säiten.

Ech wëll emol ufänke mat deem, wat mer hei ze decidéieren hunn. Dat Éischt, dat ass: Mir si jo hei am Asylgesetz, an dat ass vum Rapporter, dem Yves Cruchten, absolutt korrekt an och verständlech duergeluecht ginn. Ech widderhuelen dat net ganz, mee mir waren dacks - an ech si jo och Deel do dervunner - a Situatiounen, wou an allerleschter Minutt e Referé komm ass. D'Leit hunn d'Recht, fir e Referé anzebréngen. An dann ass Nervositéit gewiescht, bei deene Leit, déi betraff ware selbstverständlech, mee och bei deem ganzen Environnement, an duerfir hu mer dorop higeschafft. Mir hunn dat am Koalitiounsprogramm och festgehalen.

Dat huet net all Land, dat stëmmt, wat den Här Kartheiser gesot huet. Mee mir hunn et, well mir mengen, dat wier eppes, wat géif passen zu enger mënschlecher Asylpolitik, dass d'Leit, och wa se am Kader vun dem Dublin-Verfare sinn, dat heescht, an engem anere Land schonn an der Prozedur sinn oder ofgewise sinn an engem anere Land, dass se, ier se transféiert ginn, awer trotzdeem d'Recht hunn, nach e Recours ze maachen an dann nach ee Recours en réformation. Dat heescht, dass et dee Moment och fir deen, dee Minister ass, vill méi einfach ass, dass dann d'Geriicht déi lescht Decisioun hëlt an dass de Minister sech dann natierlech dorunner kann halen. Duerfir, mengen ech, ass dat schonn e Fortschrëtt am Interêt vun de Leit, déi concernéiert sinn. An duerfir gesinn ech do och elo keen Hannergedanken derbäi.

Zwou aner kleng Saachen: Dat eent ass, wann eng Persoun de Refugiésstatut oferkannt kritt huet. An et war een Deputéierten hei, deen op menger rietser Säit hei sëtzt, deen dat, mengen ech, total duerjenanergehäit huet. Wéini gëtt de Statut oferkannt? Wann zum Beispill een, deen an der Prozedur ass an natierlech schonn dee Moment de Statut kritt huet, sech penal strofbar mécht, oder wann en d'Land verléisst, da kann de Statut oferkannt ginn. Dat ass eng Decisioun, déi da geholl gëtt opgrond vu Faiten, déi virleien.

Oder: en Dossier definitiv clôturéieren; den Här Cruchten huet dat och kloer explizéiert. Fir lech déi Chifferen ze ginn, wann dat lech interesséiert: Am Joer 2020 hate mer 102 Persounen, wou den Dossier clôturéiert ginn ass. Mir haten der 2019 nach 308. An der Moyenne kann ee soen, dass bei ongefeier 200 Persounen, dat heescht 10 % vun deenen, déi eng Demande stellen, den Dossier clôturéiert gëtt.

Virun allem sinn dat Leit - ech wëll dat hei och soen - aus dem Maghreb. An do ass et dann esou, dass do och no néng Méint d'Leit eng Méiglechkeet hunn, fir nach e Recours ze maachen. Gutt! Ech mengen, mir sinn an engem Land, wou ee géint eng Decisioun vun enger Verwaltung, vun engem Ministère kann e Recours maachen. An dat ass domadder dann och ofgedeckt.

Dat wat d'Police ugeet, ech mengen, do komme mer elo wäit. Ech sinn net Polizist, mee ech mengen awer, mir sollen och deene Leit eist Vertrauen ausspriechen. Et si Beamte vun der Police judiciaire. A wann d'Leit am Eurodac dra sinn, da brauchen net méi vill Recherchë gemaach ze ginn, da sinn déi ganz séier do duerch d'Fangerofdréck. A wann een elo seet, dass och d'Polizisten, déi net an der Police judiciaire sinn, kënne kucken, wien dee Mënsch ass, deen hei Asyl freet, ech mengen, dass déi dat jo dauernd maachen, op jidde Fall déi vun der Police judiciaire, an och déi richteg Informatiounen un hir Kolleege weiderginn.

Dat ass sensibel, do sinn ech mat jidderengem d'accord, deen dat hei evoquéiert huet. Ech äntweren och op déi Froen, déi ech gestallt kritt hu vun de Kolleegen hei aus der Chamber dozou. Mee wannechgelift, dat ass keen einfachen Job a verschiddene ganz schwéiere Situatiounen, déi ech och selwer schonn erlieft hunn. Mir kënnen hei am Land jo net virukommen am Asyl, wa mer net wëssen, wien déi Persoun ass a wéi déi Persoun sech dann ausweist. An dass dat do ëmmer glat iwwert d'Bün géif goen, ech mengen, esou naiv däerf een net sinn, dat ass net esou!

Ech wëll och net all Kéier, wa mer hei nëmmen de près ou de loin iwwert den Asyl schwätzen, erëm op déi Riede mussen äntwere vun der ADR. Ech wëll just vläicht zwou Saache soen. Dat eent, dat ass dee Pullfaktor. Ech héieren dat elo zënter 2015, zu Bréissel oder zu Lëtzebuerg, wa Conseil ass, all Mount, all Mount, all Mount, an ëmmer vun deenen nämmlechte Länner! Mir kennen déi. Dat ass Polen, dat ass Ungarn a leider och elo zënter enger gewëssener Zäit Éisträich an nach e puer anerer. Dat ass einfach gesot: „Wat Dir de Leit méi hëlleft, wat der méi kommen. Also loosst d'Fangeren ewech! Maacht Är Hëllef op e Minimum, da kommen der net vill heihinner." An no där Logik fiert Ungarn. No där Logik fiert Polen. No där Logik fueren och aner Länner an Europa.

Mee wëlle mir als Lëtzebuerger op esou enger Säit sinn?! Mir däerfen dach net vum Prinzip ausgoe beim Asyl, dass de Mëssbrauch eigentlech d'Reegel ass an dass, wéi den Här Kartheiser dat seet fir d'ADR, den Asyl fir Leit, déi wierklech hu misse fortgoen aus hirem Land a Schutz kréien, d'Exceptioun ass, dass dat d'Ausnam ass!

Wann een esou eng Philosophie huet, dann ass een net nëmme mat Gambia, mee ech mengen, mat Gambia plus hei an dësem Sall, hei an dëser Chamber an ënnert der Populatioun vun de Lëtzebuerger an der Minoritéit. An do soll een och bleiwen!

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Ech soen Iech ganz genee ... An ech kucken net, ob ee Mëssbrauch hei mécht. Selbstverständlech ass dat e Fait an et ass och eppes, wat virkënnt. An do musse mer eis och dergéint wieren, wann d'Leit vun där Situatioun profitéieren, an dat maache mer och. Ech kucken d'Ae vun deene jonke Leit, vun deene Kanner, déi mer zum Beispill vu Mória opgeholl hunn, déi an e puer Méint Franséisch geléiert hunn a Franséisch kënne schreiwen an déi all Dag wëssen, dass se sech mussen druginn an dass se net do sinn, fir engem Minister Merci ze soen, mee fir deem Land, dat se opgeholl huet, Merci ze soen a sech anzesetze fir dat Land. Doduerch si mer méi räich ginn, Här Kartheiser! An Dir gitt mat Ärem Tralala, deen Der allkéiers hei doriwwer opféiert, ëmmer méi aarm!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Aussen- an Immigratiounsminister Jean Asselborn. An direkt Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech ka mech vläicht net esou elegant ausdrécke wéi den Här Asselborn. Mee ech gi mer awer Méi, op seng Argumenter ze äntwerten.

Dat Éischt ass: Mir si vläicht hei zu Lëtzebuerg politesch an der Minoritéit, ech weess awer net, ob mer bei der Populatioun an der Minoritéit sinn.

(Brouhaha et exclamations)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dach, dat sidd Der och!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass eng Plaz ...

Une voix.- Bretzt Iech net!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Am rietsen Eck.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass eng Plaz, wou mer garantéiert an der Majoritéit sinn, ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Am rietsen Eck!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... an dat ass Europa. Well et ass net nëmme Polen an Ungarn. Nee, et sinn der ëmmer méi. Frankräich huet der ganz wéineg geholl. An nach vill anerer och. Et ass esou, datt mer eigentlech an enger Situatioun sinn - wann ech mech elo net ieren, mee dat kënne mer jo mathematesch nopréiwen -, datt Lëtzebuerg dat Land an Europa ass, wat proportional am meeschte Migranten opgeholl huet, nach méi wéi Däitschland a Schweden.

(Brouhaha et interruptions)

Do si mer! An déi allermeeschte Länner an Europa, déi grouss Majoritéit huet entweeder keng geholl oder ganz wéineg oder gëtt ëmmer méi restriktiv.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Här President, däerf ech just froen: Ass dat eng Fro oder wat gëtt elo hei gemaach?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, Parole après ministre. Dat ass eng Prozedur hei an der Chamber ...

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Dat ass eng Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... an ech hu fënnef Minutten, fir no Iech ze schwätzen.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Dat ass eng Fro!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, ech brauch Iech keng Fro ze stellen, et ass Parole après ministre. Voilà. Dat ass d'Prozedur hei am Parlament, Här Minister.

Mee Demokratie, wësst Der, dat ass jo eng Saach, do si mer och vläicht ...

Une voix.- Elo geet et duer!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gutt.

Also, dann déi aner Saachen, déi Der gesot hutt, ausser datt Der behaapt hutt, mir wären an der Minoritéit - ech behaapten, mir sinn an der Majoritéit -, ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Fakenews!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... dat betrëfft déi Fouille électronique.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Da beweist et!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Do ass ganz kloer, datt mir als Land en Interessi drun hunn. An do sinn ech bei Iech, Här Asselborn, do sinn ech bei Iech. Mir musse wëssen, wat d'Identitéit vun deene Leit ass. An ech soen Iech, déi Leit, déi wierklech verfollegt ginn, déi hu guer kee Problem fir ze soen: Ech sinn deen an deen. Ech sinn aus deem Grond verfollegt. Déi Leit, déi dat net wëlle soen, déi hunn eppes ze verstoppen!

An natierlech ass et eist Recht, et muss eist Recht sinn, alles ze huelen, fir d'Identitéit festzestellen. Hu mer dann net och e Sécherheetsinteressi dobäi? Hu mer net och e legalen Interessi dobäi, fir d'Asylgrënn kënne festzestellen?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Hu mer dat dann net gemaach?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Hu mer ... Hei si vill Parteien heibannen, déi elo dergéint plädéiert hunn, Här Engel. An dann, hu mer net e Recht drop, den Alter festzestellen, well et eng aner Prozedur gëtt fir Mannerjäreger wéi fir Groussjäreger? An do muss ee jo awer och sécher sinn, datt do déi richteg Prozedur applizéiert gëtt. Hu mer net e Recht drop, fir dann all déi aner Facteuren ze kucken, déi herno gekuckt gi bei der Familljenzesummeféierung an esou weider? Hu mer net e Recht drop fir erauszefannen, wat de Migratiounswee war, wou mer wëssen, datt et dacks mat kriminelle Schlepperbande geschitt, oder wien do géint d'Gesetz verstéisst, fir verschiddene Leit déi illegal Arees an Europa kënnen ze erlaben? Well dat ass et jo. Et ass jo an deene meeschte Fäll eng illegal Arees. Hu mer dann net e Recht als Staat, fir dogéint virzegoen? Wéi naiv si mer dann?! Oder wéi naiv sinn heibanne sechs vun deene siwe Parteien?

(Interruption)

Et ass ganz kloer, datt mer mussen och d'Fouille électronique kënne maachen, egal ob de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot oder d'Commission consultative des droits de l'homme sech do anescht ausschwätzt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- All Mënscherechter sinn egal!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech mengen, mir respektéieren d'Mënscherechter. Mir respektéieren d'Rechter vun deene Leit, déi Asyl froen, awer ouni all Naivitéit a mat vollem Realismus.

Et ass nach eng lescht Saach: Wa mir d'Identitéit vun deene Leit kennen a wa mer wëssen, firwat se hei sinn, wéi se heihinnerkomm sinn, dann ass et och wichteg, datt mer dee Wee vun der konsularescher Zesummenaarbecht mat deene konsularesche Vertriedungen hunn aus deem Land, vu wou se sinn, fir se kënnen zréckzeféieren.

Wisou kënnen ...

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Ma dat maache mer dach, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma ech erklären Äre Parteikolleegen, firwat mer mussen d'Identitéit feststellen.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Ma wat huet dat do mat menger Ried ze dinn?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An et ass esou, Här Minister, datt politesch ... Et gëtt jo Länner, déi hir Leit net wëllen zréckhuelen. Et gëtt Länner, wéi verschidden nordafrikanesch Länner, déi hir Leit bewosst net wëllen zréckhuelen. Dann ass et un lech an Ärem Ressort, fir do deen néidegen Drock ze maachen, bei deenen nordafrikaneschen iwwer eis Handelspolitik an der Europäescher Unioun, bei aneren iwwert d'Entwécklungshëllefpolitik. Mee et muss ee Message kloer sinn: Mir kënnen net toleréieren, datt verschidde Staaten net mat eis zesummeschaffen, fir hir Ressortissanten zréckzehuelen, a se da gläichzäiteg nach massiv finanziell ënnerstëtzen. Dee Wee ass fir eis net akzeptabel. Et ass eng Politik, déi an eng Sakgaass féiert. Dir maacht se, mir refuséiere se!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Nee, mee Här President, ech verstinn net alles hei an der Chamber. Mee ech muss jo net alles verstoen. Wat haten déi Äntwerten do oder déi Froen oder déi Commentairen, déi den Här Kartheiser gemaach huet, mat deem ze dinn, wat ech hei gesot hunn zum Gesetz?

(Interruption)

E geheit eis hei eppes un de Kapp, wat d'Regierung net géif maachen. Selbstverständlech kontrolléiere mir! Selbstverständlech setzen ech mech an! Ech si scho selwer eng Kéier an de Maroc an an Algerie gefuer, fir dass se déi Leit, déi illegal hei am Land waren an déi hei deboutéiert sinn, zréckhuelen. Dat maache mer als Europa. Dat maache mer och als Lëtzebuerg. Dat maachen all d'Länner.

Mee et schéngt esou hei eriwwerzekommen, wéi wann den Här Kartheiser deen Eenzege wier, deen do der Regierung elo mol géif soen, wat se ze dinn hätt. Ma dat ass absolutt falsch. Dat ass total falsch. An déi Parteien, déi heibanne vertruede sinn, déi wëssen dat och. Fäerdeg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Asselborn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech wollt just, éischtens, dem Här Minister soen, datt ech op e puer Saache reagéiert hunn, déi e gesot huet, notamment - vu datt e mech och perséinlech genannt hat, iwwregens -, datt mir an enger Minoritéit wären. Ech hunn em erklärt: Mir sinn an enger Majoritéit, souwuel hei am Land wéi an Europa.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass net wouer!

Une voix.- Ma nee!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat Zweet ass: Ech hunn …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir sidd eng absolutt Minoritéit, eng ganz kleng!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Fakenews!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn dem Här Asselborn erklärt, wat e soll maache fir d'Zréckféierung vun deene Leit ze favoriséieren, eppes wat d'Regierung (...) mécht. An zur Prozedur, déi fannt Der am Reglement vun der Chamber, Här Minister: Parole après ministre. Et ass gutt, dass een hei vum Parlament dat lescht Recht huet. Et ass éischtens (...) an net d'Regierung. Mir sinn do, fir Iech ze kontrolléieren. Dir sidd net do, fir d'Parlament ze kontrolléieren. Wann Der an Europa vun Demokratie schwätzt, da respektéiert se och hei am Land!

(Micro non allumé)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7681. Den Text steet am Document parlementaire 7681[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7681 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 52 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7682 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7682 iwwert d'Beweegungsfräiheet vu Persounen an iwwert d'Immigratioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Rebelote, elo schwätze mer net méi iwwert d'Asylgesetz, mee iwwert d'Immigratiounsgesetz, an zwar maache mer do Ännerungen am Immigratiounsgesetz vun 2008, an déi kann ee graff an dräi Kategorien andeelen.

Eng Kéier gëtt d'Gesetz adaptéiert, fir den Exigenzen ze entsprieche vum EU-Reglement 2019/1157 vum 20. Juni 2019 zur Verstäerkung vun der Sécherheet vun de Carte-d'identitéen an den Documents de séjour.

Zweetens setze mer mat dësem Gesetz e puer weider Punkten aus dem Koalitiounsaccord ëm. Virun allem geet et ëm verschidde Mesuren, déi zu enger administrativer Erliichterung bäidroen an den Delai fir d'Bénéficiaires de protection internationale vun dräi op sechs Méint eropsetzen, fir eng Demande de regroupement familial eranzeginn.

Zum Schluss ginn nach e puer Punkten ëmgesat, déi am EU-Recht virgesi sinn. Ech wäert och op e puer Haaptpunkten agoen. D'Detailer fannt Der jo da wéi gewinnt an deem schrëftleche Rapport.

Am éischten Artikel geet et ëm d'Prise en charge vun engem Drëttstaatler, also d'Méiglechkeet, d'Frais de séjour ze iwwerhuele vun enger Persoun aus engem Drëttstaat, déi sech zu Lëtzebuerg ophalen däerf. Mat dësem Gesetz gëtt elo preziséiert, dass eng Persoun, déi esou eng Responsabilitéit fir een aneren iwwerhëlt, och hei zu Lëtzebuerg wunne muss. Deen, deen d'Garantie stellt, muss och genuch Suen op der Säit hunn a selwer net op Sozialhëllefen zréckgräifen, fir dës Prise en charge kënnen ze finanzéieren.

Am Artikel 2 geet et ëm d'Attestation d'enregistrement. Wéi Der wësst: All EU-Bierger, deen op Lëtzebuerg kënnt, muss sech bei der Gemeng umellen. De modifizéierte Règlement grand-ducal vum 5. September 2008 gesäit haut vir, dass do just den Numm, d'Adress an den Datum op deem Dokument stoe mussen. Dat gëtt am neie Reglement awer e bësse méi komplett. Do mussen elo nach aner Mentiounen derbäikommen. Duerfir gëtt de Règlement grand-ducal deenen neien Ufuerderungen ugepasst.

Beim Artikel 4 geet et ëm bal dat selwecht. Do dréit et sech dann ëm d'Modalitéite vun der Carte de séjour vun de Familljememberen, déi am Kader vun engem Regroupement kommen a méi laang wéi dräi Méint zu Lëtzebuerg bleiwe wëllen. Och hei ginn dann d'Format an d'Mentiounen dem EU-Reglement ugepasst.

Am Artikel 5 kënnt et zu enger administrativer Erliichterung, no där en Drëttstaatler elo net méi eng Kopie vu senger Autorisation de séjour unhefte muss. Effektiv muss en déi Carte de séjour jo am Dossier leien hunn, duerfir mécht dat net ganz vill Sënn.

Eng aner Simplification administrative preziséiert, dass et net méi noutwendeg ass, Copie-conformë vun de Reesdokumenter bäizeleeën. All d'Gemengebeamten dorëmmer am Land op de Gemengen, déi freeë sech, dass dat elo net méi muss gemaach ginn, well och dat ass eng Prozedur, déi bescheiden vun hirem Sënn hier ass.

Weiderhi gëtt et eng Ännerung a Saachen Transfert intragroupe, also wann eng Persoun aus engem Grupp vun Entreprisen zum Beispill, wou och eng Firma zu Lëtzebuerg present ass, heihi soll transferéiert ginn. Déi Persoun muss da gewësse Konditiounen erfëllen, zum Beispill a Saachen Anciennetéit an der Firma. Dës Konditioun zur Anciennetéit gëtt elo op dräi Méint festgeluecht, dat souwuel fir d'Kadere wéi awer och zum Beispill fir d'Stagiairë vun der Entreprise. Dat ass d'ailleurs dee kierzten Delai, dee vun der entspriechender EU-Direktiv virgesinn ass, an en ass sécherlech och positiv fir d'Kompetitivitéit vun eise Lëtzebuerger Entreprisen.

E wichtege Punkt gëtt am Artikel 9 geännert, wou en Engagement aus dem Koalitiounsaccord ëmgesat gëtt, dee virgesäit, den Delai fir e Bénéficiaire de protection internationale, fir déi néideg Demarchen an Dokumenter am Kader vun engem Regroupement familial eranzereechen, vun dräi op sechs Méint ze verlängeren.

D'Mënscherechtskommissioun huet heizou e puer Remarke gemaach. Engersäits seet se, dësen Delai hätt nach méi generéis kënne si respektiv ganz ofgeschaaft kënne ginn, wéi dat d'ailleurs a verschiddenen EU-Memberstaaten, ënner anerem Frankräich, Irland, an ech mengen, och Slowenien, de Fall schonn ass.

Am Artikel 11 gëtt festgehalen, dass den Titre de séjour vun engem Affer vu Mënschenhandel ëmmer erëm ëm sechs Méint verlängert ka ginn, soulaang d'Enquête oder d'Prozedur nach leeft. Dat war eigentlech och scho virdrun de Fall, mee heimadder gëtt preziséiert, dass dat net just eemol méiglech ass, mee direkt méi dacks.

Den 8. Mäerz hu mer de Projet zesumme mam Avis vum Staatsrot gekuckt. Mir hunn och Avise kritt vum Syvicol, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, wéi gesot, och vun der Mënscherechtskommissioun a vun der Chambre de Commerce. De leschten Donneschden hu mer de Rapport an der Kommissioun ugeholl.

An heimat ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten.

An d'Wuert geet direkt un den honorabelen Här Paul Galles weider.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech probéieren, séier ze maachen, well ech weess, dass et dee leschte Projet ass fir haut den Nomëtteg. Merci nach eng Kéier dem Yves Cruchten fir säi Rapport, deen e Gesetzesprojet beschriwwen huet, dee jo ganz villes enthält, an en huet dat och elo alles am Detail beschriwwen.

Ech mengen, dass d'Haaptsaach vun dësem Projet de loi awer trotzdeem déi Fro vum Regroupement familial ass, well et eng Fro ass, déi awer op ganz ville verschiddene Plazen ëmmer erëm virkënnt. D'Mënscherechtskommissioun huet ëmmer erëm un déi Fro vum Regroupement familial erënnert. Och am Rapport vum Ombudsman kënnt dat Theema ëmmer erëm vir. Souguer beim Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ass dat Theema iwwert de Regroupement familial ëmmer erëm ganz zentral, dofir wëll ech ganz kuerz e Wuert dozou soen.

Den Delai, dat huet den Yves Cruchten beschriwwen, geet vun dräi op sechs Méint an d'Luucht. Et ass wouer, d'Mënscherechtskommissioun huet d'Fro gestallt, ob een et net ganz kéint ofschafen. Den Yves Cruchten huet e puer vun de Länner genannt - et ginn der nach eng ganz Rei méi, déi stinn och bei hinnen am Rapport dra bezéiungsweis an hirem Avis dran -, et sinn eng ganz Rei Länner, déi einfach do guer keen Delai méi hunn. Oder d'Belsch huet et op ee Joer gesat. Gutt, sechs Méint si sechs Méint. Mir verlängeren et. Et hätt ee kënnen driwwer diskutéieren. Mee nach eng Kéier, och hei geet et drëms, deene Mënschen, déi souwisou e Recht hunn, déi Méiglechkeet ze ginn, dat Recht esou gutt wéi méiglech an Usproch ze huelen. Dat ass jo hannen um Enn d'Philosophie vun dëser Ännerung.

D'Fro, déi och nach gestallt ginn ass, ass eeben déi: Wéini gëtt en Dossier iwwerhaapt als komplett betruecht? Well en Dossier d'ailleurs oft an den Delaien ugefaange gëtt, awer net an den Delaie kann ofgeschloss ginn, zumindest besonnesch dann, wann Traductiounen, Iwwersetzunge mussen ageholl gi vu Sproochen, déi net communement iwwersat ginn. Dat heescht, déi Fro steet och nach e bëssen op oder et ass zumindest eng Fro, déi eng gewëssen Onsécherheet bréngt.

Nach zwee aner Punkten och aus dësem Projet de loi, awer den Yves Cruchten huet deen ee schonn erwäänt: Dat ass dee vun den Affer vun der Traite humaine, dass deen Titre de séjour erneiert gëtt ëmmer erëm, sechs Méint an ëmmer erëm weider. Mir haten an der Kommissioun d'Fro gestallt, ob dat en Automatismus wär. Dat ass et zwar net, mee déi Leit gi begleet a mir fannen, dass dat wichteg ass, dass déi Leit eebe grad begleet ginn, well mir schwätze vun Affer vun der Traite humaine. Et ass net egal wien an net egal wat, et si Leit, déi ganz vill matgemaach hunn an déi an enger ganz quokeleger Situatioun sinn.

An zum Schluss wëll ech just nach eng Kéier op den Avis vum Syvicol hiweisen, déi awer trotzdeem ze bedenke ginn hunn, dass d'Gemenge mussen zäitno informéiert ginn. Déi Simplification administrative, déi virgeholl gëtt, ass zwar schéin a gutt, mee si heescht fir d'Gemengen eng Ëmstellung. An dat ass eeben eng Informatioun, déi och elo séier an d'Gemenge muss fléissen, fir dass déi Simplification administrative um Terrain ukënnt.

An deem Sënn, och vun eis vun der CSV natierlech d'Approbatioun, den Accord fir dëse Projet de loi. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt u sech zu dësem Projet net vill soen, mee et sinn awer e puer Aussoen hei de Mëtteg gemaach ginn, ech mengen, déi een einfach net kann esou am Raum stoe loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- An ech fannen et ëmmer erëm ganz geféierlech, wa mer hei iwwer Asyl an iwwer Immigratioun schwätzen, wann dann op eemol pauschaliséiert gëtt.

Ech wëll just drop hiweisen: Wat wier dat Land hei, wann et net scho virun iwwer 100 Joer e groussen Esprit d'ouverture gewisen hätt? Wann et net schonn Enn 19. Joerhonnert eng Dier opgemaach hätt fir Leit, déi zënterhier e Wunnsëtz hei zu Lëtzebuerg hunn, déi net déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn? Wann net am Ufank Däitscher, duerno Italieener, duerno Fransousen, Belsch, Portugisen an esou weider, wann déi net op Lëtzebuerg komm wieren?

Sécher huet d'Immigratiounspolitik eng nei Dimensioun haaptsächlech an deene leschten zwee Joerzéngte kritt. Dat ass d'Resultat vu ganz ville Konflikter op der Welt. Dat ass d'Resultat och vu méi reliéisen, philosopheschen Ausernanersetzungen. Mee Lëtzebuerg huet do am Fong elo ëmmer déi richteg Positioun ageholl. Lëtzebuerg, e klengt Land, mee mat engem groussen Esprit. A mir hunn eis ni verschloss, fir Leit op Lëtzebuerg kommen ze loossen. A mir hunn net u sech dann emol Abusen ..., där natierlech ëmmer gemaach ginn, där och elo nach gemaach ginn. Sécher, et profitéieren ëmmer Leit vum System. Mee dann dierfte mer praktesch kee Gesetz méi stëmmen, well et si bal keng Gesetzer, wou net Leit higinn an Abuse maachen.

An dowéinst ass et ganz geféierlech, wa mer an dëser Diskussioun grad dat an de Vierdergrond stellen, wat vläicht emol kann negativ sinn. Et ass falsch ze pauschaliséieren, ze pauschaliséieren, a wann e Land wéi eist Land - ech si wierklech stolz drop, datt ech an esou engem Land liewen - wierklech e groussen Esprit weist an do mol e klenge Prozentsaz profitéiert vum System, fir dann als Konklusioun, als Equatioun ofzeleeden: Also ass de System net gutt, also dierfe mir net déi Ouverture weisen. A just do dergéint musse mer eis wieren, wa vu verschiddene Säiten ëmmer erëm versicht gëtt, dat a Fro ze stellen.

Well et ass grad d'Stäerkt vun dësem Land, datt mer déi Approche do hunn. Wat wier da Lëtzebuerg haut, wa mer net 180, 190 Nationalitéiten hätten? Wou géife mer dann och ekonomesch dostoen? Wou géife mer kulturell dostoen? An dowéinst ass et wierklech verwerflech. An ech muss den Ausseminister eemol méi och erëm luewe fir säin Engagement, och deen, deen en hei gewisen huet, mat Wierder, wou ech net fäeg sinn, dat vläicht esou emotional eriwwerzebréngen, wou ech awer ganz op senger Säit sinn. A mir musse wierklech, mengen ech, och heibanne verschiddene Leit klipp a kloer ëmmer ze verstoe ginn: Dat geet net! Dat ass eng falsch Approche hei zu Lëtzebuerg.

Well nach eng Kéier: Mir sollen houfreg sinn op dat, wat mer bis elo erreecht hunn!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Vläicht nach dat eent oder anert Wuert dann och zu dem Gesetz, wat mer elo hei stëmmen. Och do sinn eng Rei wichteg Moossnamen dran. De Regroupement familial: Mee setzt lech dach emol an d'Situatioun vu Leit, déi aus Krisegebidder kommen, déi alles hannert sech loossen, déi eleng hei sinn, déi awer nach am Heemechtsland de Partner sëtzen hunn, Kanner sëtzen hunn, déi hei drop waarden, datt déi kënnen nokommen, déi dann awer elo zumindest emol nach eng Méiglechkeet vun dräi Méint zousätzlech kréien, fir awer d'Hoffnung ze hunn, datt déi Leit och kënne bei se kommen.

Setzt lech dach emol ee Moment an d'Situatioun vun deem! Et ass bal keen heibannen - ausser vläicht den Ausseminister, deen dat méi um Terrain nach materlieft, och een oder deen aneren, dee méi engagéiert ass -, deen dat kann novollzéien! An da solle mir dat op eemol nach a Fro stellen? Mee dat ass dach eng ganz normal mënschlech Approche, en normale Reflex, deen ee muss entwéckelen, wann ee sech dach emol nëmme fir e puer Minutten an d'Situatioun vun deene Leit setzt.

Dowéinst fannen ech jiddefalls déi Decisioun, déi mer hei elo huelen, ganz gerechtfertegt. Nach eemol méi weise mer och Dignitéit. Et geet schlussendlech hei ëm Mënschen. Et geet net ëm déi puer Prozent, déi vum System abuséieren. Nee, et geet ëm déi Leit, déi wierklech wëllen eng nei Existenz opbauen an déi hei eng Méiglechkeet gesinn. A mir sollen dat och ze respektéiere wëssen a mir sollen och an Zukunft deen Esprit no bausse weisen. Gleeft mer es, dat éiert eist Land mat Sécherheet!

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ech soen lech Merci, Här President. Ech soen och menge Virriedner Merci an dem Rapporter fir säi Rapport, deen e gemaach huet. Et geet mir änlech wéi dem Här Graas. Ech hat eigentlech wëlles, net allze vill zu dësem Projet de loi ze schwätzen. Mee ech fille mech och obligéiert, no vir ze kommen an e puer Wuert ze soen. E puer méi Wuert ze soen!

Mir schwätzen hei iwwert d'Immigratiounsgesetz, dat heescht vu Migratioun am méi breede Sënn, net just iwwer Flüchtlingen. An ech kann natierlech och direkt am Ufank vu menger Ried soen, dass mir de Projet de loi natierlech wäerte matdroen.

Ech wollt hei awer effektiv och op de Volet vum Regroupement familial agoen, well ech esou eng kleng Viranung hunn, dass dee Riedner, deen no mer kënnt, grad just dee Volet wäert erauspicken, fir d'Diskussioun och erëm op de Volet vun de Flüchtlingen zréckzeféieren, och wann dat net den eenzege Punkt ass, deen an dësem Gesetzestext behandelt gëtt.

An hei wéilt ech op dat Konzept vun der illegaler Arees agoen, wat ëmmer erëm an de Raum gehäit gëtt. Mir hunn haut an Europa keng weider legal Areesméiglechkeete fir Leit, déi op der Flucht sinn. Stéchwuert: Festung Europa. A mir sti jo hei an dësem Parlament, an dësem Land hannert engem anere Modell. Mir verstoppen eis net hannert der Festung Europa, fir kënnen Hëllef ze leeschten.

An ech mengen, et ass immens einfach, sech hannert deem Konzept ze verstoppen an d'Aen zouzemaache virun deem ganze mënschleche Leed. Ech sinn awer frou, an enger parlamentarescher Demokratie ze liewen an och engem Parlament kënnen ze déngen, wat grad just de Géigendeel ustrieft. Eist Parlament, wat aus 60 gewielte Membere besteet, wouvunner der véier eng aner Meenung vertrieden - fair enough. 4 vu 60, dat ass eng Minoritéit, och wann dës Minoritéit sech elo grad d'Fro gestallt huet, ob se dobaussen net awer eng Majoritéit vertrëtt. Et ass en interessanten Exercice, deen een esou ka maachen.

Ech mengen, dass déi Ausso, déi Fro, déi sech gestallt ginn ass, vläicht ganz vill op Bauchgefill berout. Baugefill ass eppes, wat net allze vill mat Argumenter ze dinn huet. An ech, fir mäin Deel, sinn dovun iwwerzeegt, dass Bauchgefill näischt an der Politik verluer huet. Voilà.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, d'Auer leeft schonn hei. Et wier vläicht gutt, se op null ze stellen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech passen op. Dir hutt fënnef Minutten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Gutt, Här President, villmools merci. Ech mengen, hei sinn eng ganz Rei Sujete vu menge Virriedner opgeworf ginn. Ech wëll vläicht soen: Jo, natierlech, Lëtzebuerg war eng Zäit laang aus Aarmut en Emigratiounsland. Do si vill Leit an Amerika gaangen, an d'USA, Brasilien. Voilà. Ech mengen, mir kennen eis Geschicht, datt hei aus Aarmut och vill Leit gaange sinn. Si si gaangen op engem legale Wee, well déi Länner, déi hunn Immigrante legal gesicht a legal opgeholl.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Nee, net ëmmer!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Gelift?

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Nee, net ëmmer!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Also ...

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Dir musst ophalen, d'Leit ze beléien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wagner, den Här Kartheiser huet elo d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Also, ech mengen …

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Nee, et ass just wéinst dem Video op Facebook, dann …

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Gutt. Ech wëll ... Et deet mir perséinlech leed, Här Wagner, u sech, datt Der d'Chamber verloosst. Dir sidd en ausgezeechenten Deputéierten, och déi kleng Ausnam vun elo grad deet där Saach keen Ofbroch. Et ass awer schued, datt Der gitt, well Dir hutt Iwwerzeegungen, Dir vertriet se och gär, mee dat do war elo net esou groussaarteg.

Op jidde Fall, wat ech elo wollt soen, dat ass hei, datt déi Lëtzebuerger, déi an d'Ausland gaange sinn, op legalem Wee hire Wee an d'Ausland gesicht hunn. An et ass och esou, datt mir selbstverständlech am Laf vun der Geschicht, wou mir Leit vu bausse gebraucht hunn, och legal Leit gesicht hunn. Mir hunn hei effektiv Leit mat gewëssene Qualifikatioune gesicht, wat eng absolutt normal Demarche ass vun engem Staat. An der Stolindustrie, fir aner Saachen, mir kennen déi Geschicht, d'Italieener, d'Portugisen, dat ass hei genannt ginn. Dat war am grousse Ganzen och eng Reussite. Mee et war legal. An d'Land hei huet d'Qualifikatiounen erausgesicht, Krittäre gesat, a mir hunn och Decisioune geholl. Iergendwéini eng Kéier ass decidéiert ginn: Solle mer Portugisen oder Tuneesier huelen? Dat ass eng Diskussioun, déi hei gefouert gouf. A mir hunn eis fir Portugisen …

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Gelift? Jo, majo mir hunn eis fir d'Portugisen decidéiert. Och dat ware bewosst staatlech Decisiounen, fir eng gewësse legal Immigratioun ze erméiglechen.

Haut si mer confrontéiert mat u sech enger Immigratioun, déi mer net no Qualifikatioun eraussichen. Ganz vill Leit sinn net iergendwéi qualifizéiert, hu kee Schoulofschloss, vun deenen, déi kommen. Dat ass eeben esou. Et ass also net, datt mer déi Leit géifen eraussichen, weeder no Nationalitéit, well mir gi confrontéiert mat enger massiver illegaler Immigratioun aus enger grousser Unzuel vu verschiddene Staaten, Eritrea an esou weider an esou virun. Mir kennen dat. An et ass also esou, datt mer an enger ganz anerer Situatioun haut sinn, wéi dat fréier war.

Zu der Familljenzesummeféierung: Mir kéinte mat deem Gesetz hei liewen, mee natierlech, mat der Familljenzesummeféierung hu mer Problemer. Mir hunn do - an dat soen ech ganz kloer, dat ass och eng Decisioun, déi mir geholl hunn als ADR -, mir hunn eng restriktiv Approche zu der Familljenzesummeféierung. Och dat ass e politesche Choix. A mir sinn net d'accord, datt deen Delai ausgebaut gëtt.

Mir denken och, datt mer d'Familljenzesummeféierung sollen anescht denken. Hei an eise Verwaltungen, wann ee mat de Leit schwätzt, ass de Reflex allgemeng zu Lëtzebuerg, datt probéiert gëtt, d'Leit zu Lëtzebuerg zesummenzeféieren. Dat geet och anescht. Wa mer gesinn, datt hei zum Beispill een ass vun enger Famill an aner Familljememberen an engem aneren EU-Staat, kann een och an deen anere Wee denken.

Zemools ass et jo esou, datt mer wëssen, datt a verschiddene Länner ganz bewosst gekuckt gëtt, fir Mineuren op de Wee ze schécken, fir datt déi herno kënnen hir Famill nohuelen. Dat ass awer eng Demarche, déi, fannen ech, net akzeptabel ass, datt d'Mineure virgeschéckt ginn, mat alle Gefore vun der Rees an esou weider, fir datt d'Famill herno kann nokommen. Och dovun, mengen ech, sollte mer ofschrecken, vun esou Verhalensweisen, déi irresponsabel sinn, doduerch datt gesot gëtt: Majo, entweeder d'Famill kann net kommen, wa mer et gesinn, oder mer schécken en zréck, jee nodeem eeben, ob e legale Grond virläit oder net. Oder mir maachen eng Familljenzesummeféierung an engem anere Staat. Mee all déi Optioune sinn op an natierlech kucke mer, wéi eeben déi human Consideratiounen, den Intérêt supérieur an esou weider musse gekuckt ginn. Awer mir brauche keng Automatismen a mir hunn och dat Recht, d'Interessie vun eisem Land do ze vertrieden.

D'Madamm Monti hat effektiv e puer Fäll, wann ech mech gutt erënneren, hei erkläert, an déi si ganz interessant, fir fir den Ausbau vum Delai ze argumentéieren. Dat eent war: Si huet e bëssen argumentéiert, den Intérêt supérieur de l'enfant soll ëmmer priméieren. Mee do muss een oppassen: Den „Intérêt supérieur de l'enfant" ass eng schéin Notioun, si ass awer net prezis am Droit. Et weess een net genau, wat domadder ëmmer gemengt ass. Et ass eng Notioun, déi wichteg ass, déi och ëmmer erëm invoquéiert gëtt, mee déi e gewëssene Flou huet.

Et geet awer net, fir mat där Notioun, déi eeben net definéiert ass, déi eis awer all um Häerz läit, fir domadder eng besteeënd Rechtsuerdnung oder Jurisprudenzen auszehiewelen. Dat geet net! Mir hunn eng Rechtsstaatlechkeet hei. Mir hu kloer Normen. An et kann een net dann invoquéieren: „Den Intérêt supérieur de l'enfant priméiert ëmmer", well soss hu mer keng Delaien, keng Prozeduren, keng Rechtsvirschréfte méi, wann dat Argument dann duergeet, fir

alles auszehiewelen, wat eise Rechtsstaat opgebaut huet.

Dat zweet Argument, wat d'Madamm Monti bruecht hat, wann ech mech gutt erënneren, dat war de Faktum, datt een heiansdo Pabeieren nach brauch, datt d'Leit mussen zréck an hiert Land, fir do Demarchen ze maache fir ze beweisen, datt aner Leit à charge sinn, an datt se da mussen déi Pabeieren hei produzéieren.

Mee do ass jo awer evident: Wann ee muss a säi Land zréckgoen, do op eng Verwaltung geet, fir d'Pabeiere sichen ze goen, fir do ze beweisen, datt hei Leit nach à charge sinn, dann ass ee jo an deem Land net verfollegt! Well soss geet een net zréck an d'Verwaltung vun deem Land, op d'Gemeng, op d'Police, fir administrativ Demarchen ze maachen!

Leit, déi zréckginn an hiert Land, fir esou Demarchen ze maachen, hu kee Recht op Asyl. An dat ass en allgemeng consacréierte Prinzip. An do komme mer zréck op dee Punkt, wou mir soen: „Humanitéit: Jo, Asyl: Jo. Awer keng illegal Immigratioun, kee Mëssbrauch vum Asylrecht!" A wa Leit zréckginn an hiert Land, vun deem se soen, si wieren op der „Flucht", fir den Ausdrock ze gebrauchen, deen hei benotzt ginn ass, dann ass dat einfach net méi kredibel! Mir mussen oppassen, wa mer dee Begréff „Flucht" benotzen!

(Interruption par la présidence)

Et gëtt international Reegelen, déi am Krichsrecht do kloer Garantië virgesinn, awer hei sinn déi meescht Leit net op der „Flucht". Et handelt sech ëm eng Migratioun hei ouni kloer legal Basis.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An dann ass d'Riednerpult fir den honorabelen Här David Wagner.

(Interruption)

Ma dann ass et nach um Ieschten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dëst Gesetz gesäit punktuell Ännerunge vir, wat den Ëmgang mat Mënschen ugeet, déi an eist Land wunnen a liewe kommen.

Ech kéint u sech déi nämmlecht Ried hale wéi de Rapporter, deen hei natierlech ganz exzellent dat opgefouert huet, wat sech ännert. Ech kommen awer op e puer Saachen zréck, well ech mengen, datt et wichteg ass, dat och nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen, engersäits, an anersäits, well et tatsächlech praktesch Ännerunge sinn, déi d'Liewen net nëmme fir déi Leit, déi dovun direkt betraff sinn, mee och fir déi Leit, déi indirekt dovunner betraff sinn, vereinfachen.

Lëtzebuerg geet mat dësem Gesetz dann op de Wee, op deem och vill aner EU-Staaten, wéi zum Beispill d'Belsch, scho sinn, wat d'Documents de séjour ugeet. Sou wäerte Kaarten am Kreditkaarteformat déi onhandlech Pabeierdokumenter lues a lues ersetzen.

Ech mengen, mir alleguerte kennen dat an déi meescht vun eis waren, mengen ech, frou, wéi dee rosae Wësch vu Fürerschäin, deen a keen eenzege Portmonni eragepasst huet, duerch d'Kreditkaarteformat ersat gouf, well et eis alleguerten de Problem awer e gutt Stéck méi einfach gemaach huet, wéi mer dee sollten dobäi hunn, ouni datt d'Foto futti gaangen ass, ouni datt en hallef auserneegefall ass. Dat ass och gutt hei fir d'Polizisten, déi da bei enger Identitéitskontroll dee Pabeier och, an dann an Zukunft déi Kaart, méi einfach kënne kontrolléieren an dat net als éischt emol mussen auserneefalen, zesummepechen an domadder quasi Puzzle spillen, éier iwwerhaapt e Contrôle ka stattfannen.

Wat eis Piraten bei dësem Projet awer virun allem um Häerz läit, ass d'Tatsaach, datt den Delai fir d'Familljenzesummeféierungen ënner erliichterte Konditioune vun dräi op sechs Méint verlängert gëtt. Mir freeën eis wierklech iwwert dëse Schrëtt, well et ass e wichtege Schrëtt, well an der Vergaangenheet awer heiansdo déi Frist vun dräi Méint ëm e puer Deeg, a wierklech ëm een Dag, zwee Deeg, ze kuerz war. An et war nach rezent e Fall, wou et jee nodeem, wéi een Delai ee gekuckt huet ... Deen Dag, wou d'Persoun selwer den Dossier krut, huet se den Delai ëm en Dag verpasst, deen Dag, wou hir Affekotin den Dossier hat, wär den Delai gutt gewiescht. Dat si mënschlech Schicksaler. Dat si wierklech traureg Geschichten, wann ee weess, datt et op een Dag ..., a jee nodeem, wien dann den Dossier krut a wéini den Delai gestart ass ... Dat dauert einfach.

A mir wëssen, et si jo net Leit, déi aus Däitschland kommen, wou een um Bürgeramt urifft an innerhalb vun e puer Minutten eng Copie certifiée conforme huet an enger Sprooch, déi zu Lëtzebuerg unerkannt ass fir all déi Certificaten, déi ee brauch. Hei geet et drëm, fir deelweis aus Länner, wou dach ganz penibel Situatioune sinn, wou d'Verwaltungen net méi onbedéngt fonctionéieren, dann déi richteg Pièces ënner ganz héijem Zäitdrock zesummenzekréien.

Do derbäi kënnt, datt Persounen, déi aus Syrien oder Eritrea geflücht sinn, de Kontakt mat hirer Famill kënne verluer hunn. Déi Leit kënnen och nach anzwousch anescht um Wee op der Flucht sinn, soudatt een als Éischt emol déi Leit muss erëmfannen, mat hinnen a Kontakt trieden an déi Pièçë kréien. Alles dat vereinfacht d'Situatioun net.

Esou ass et ganz gutt, datt mer deen Delai hei verlängeren. Mir wäre souguer derbäi gewiescht, fir deen Delai nach weider ze verlängeren. Ech mengen, datt dat eppes ass, wou een definitiv misst driwwer schwätzen.

Wat awer fir eis vläicht e mënschlechen Appell ass un de Minister: Aktuell geet et duer, datt een Dokument aus dem ganzen Dossier verspéit ass, fir datt dee ganzen Dossier ofgeleent gëtt, och wann de Rescht vun der Demande fristgerecht agereecht ginn ass an d'Piècen dann nokommen. Och do huet a mengen Aen zu Recht d'Mënscherechtskommissioun an hirem Avis gesot: „Dat ass e Problem!" Am Gesetz steet, datt d'Demande soll an engem bestëmmten Delai gemaach ginn, mee net, datt den Dossier an där Zäit och schonn analyséiert a komplett muss sinn. Mir géifen eis duerfir wënschen, datt de Ministère hei déi néideg Flexibilitéit, Mënschlechkeet weist, esou wéi dat jo och bei aneren Demanden, bei anere Ministèren deelweis de Fall ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och bei dësem Gesetz wëll ech nach eemol kloerstellen, datt d'Piraten et problematesch fannen, fir biometresch Date wéi Fangerofdréck op staatleche Serveren ze späicheren, wa se net méi direkt benotzt musse ginn. Firwat, hunn ech virdru schonn eng Kéier kuerz erkläert.

Zesummefaassend kann ech awer soen, datt mir Piraten mat de grousse Linne vun deem heite Gesetz ganz d'accord sinn. Sechs Méint Zäit, fir eng Demande ze stellen, ass kuerz, mee ëmmer besser wéi dräi Méint. Dëst Gesetz geet eis net wäit genuch, mee et ass eng Verbesserung zu der aktueller Situatioun a mir wëllen dat Gesetz duerfir haut och explizitt ënnerstëtzen. Natierlech net ouni d'Hoffnung, datt an Zukunft nach weider Verbesserungen um Gesetz vun 2008 geholl kënne ginn!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aussen- an Immigratiounsminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Merci, Här President. An ech mengen, ech kann och hei ganz séier derduerchgoen. Also fir d'alleréischt - an den Här Cruchten huet dat jo och ganz gutt erëm duergeluecht -, mir haten heiansdo Problemer, an ech mengen, ech ginn och dem Sven Clement Recht, dass an deenen dräi Méint, déi d'Leit haten ... Obscho se direkt scho kënnen ufänken - wann een an der Prozedur ass, kann ugefaange ginn, d'Dokumenter fir de Regroupement familial zesummenzesichen. Et ass net, dass ee muss de Statut hunn, ier een eréischt ufänkt. Mee mir hunn elo sechs Méint. Ech mengen, domadder kënne mer anstänneg schaffen, an dat ass och eng Erliichterung fir eis Verwaltung, dass d'Dossieren och méi komplett sinn.

Ech wëll hei vläicht eppes soen, wat wichteg ass a wat mer och mussen de Leit, déi de Regroupement familial froen an en och kréien, soen: dass si keen automatescht Recht hunn op e Statut, wa se hei sinn. Si kréien eng Autorisation de séjour, ausser d'Kanner elo natierlech. Mee si kréie keen automatescht Recht, wa se kommen. Zum Beispill de Partner - Dir wësst, mir si bei der Famille nucléaire -: Et sinn entweeder d'Kanner oder d'Partner. Dat ass alles, wat dran ass. Oder bei Kanner, natierlech déi Mineure sinn, sinn et d'Elteren, déi kënne froen.

Ech kann Iech soen, dass ech a ville Situatiounen do muss tranchéieren, dass zum Beispill Eltere kënne kommen, an déi hunn dann nach e Kand vu 16 Joer an Afghanistan. Dass een dann net kann Nee soen, wéi d'Situatioun dann dee Moment sech presentéiert, dat ass eeben dann d'Gefill. Do ginn ech och ëmmer gefrot, fir dass een do dann dat Richtegt mécht.

Ech wëll bei deem Regroupement familial awer och eppes soen hei, wat heiansdo vläicht vergiess gëtt. Ech hunn dat och schonn an der Kommissioun gemierkt bei eise Kolleegen. Regroupement familial ass net eng Affär fir Refugiéen. Beim Regroupement familial, do sinn zu maximal 20 % Refugiéé concernéiert. Déi, déi am meeschte concernéiert sinn, sinn d'Activités rémunérées. A wann ech Iech soen, vun 2020, wat déi éischt Natioun ass: Déi éischt sinn d'Inder, wäit vir mat 266 Leit, dann d'Amerikaner: 99, d'Chineesen: 81. An da kommen anerer. Et ass also net, wann ee Regroupement familial seet, dass een dann eeben direkt u Famillje vun de Flüchtlingen denkt. Hei ass et effektiv, wéi ech gesot hunn: Dat sinn ongeféier 20 %.

Bon, dat anert ass d'Carte de séjour. De Sven Clement huet dat gutt gesot: wéi mer fréier jo dee roude Fürerschäin do haten, deen ass ausenanergefall! Hei ass et och elo esou: Et ass e Stéck Pabeier mat enger Foto drop, wat absolutt net sécher ass. An do si mer elo gefuerdert. Et ass e Reglement, do hu mir guer näischt drun ze radetten. Dat musse mer maachen, a mir mussen et maache bis den August 2023. Mir hunn ongeféier 17.000 där Kaarten hei auszestellen am Land. D'Leit solle sech net mellen, mee mir als Ministère convoquéieren d'Leit, fir dass dat esou séier wéi méiglech virugeet. Mir wëllen an dësem Summer ufänken domadder an da wäert dat och virugoen.

Sou, Här President, ech wëll awer hei nach ausdrécklech dem Gusty Graas Merci soe fir déi Ried, déi en hei gehalen huet, déi mer och voll aus dem Häerz komm ass.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister Jean Asselborn. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7682. Den Text steet am Document parlementaire 7682[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7682 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7682 est adopté par 55 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par M. Léon Gloden) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir sinn um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 8.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.34 heures.)

SÉANCE 50

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

Jeudi 29 avril 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC), le programme national de réforme (PNR) et le plan pour la reprise et la résilience (PRR)**
   - Débat : M. Gilles Roth - M. André Bauler - M. Claude Haagen (interventions de M. André Bauler et M. Gilles Roth) - M. François Benoy - M. Roy Reding (intervention de M. Gilles Roth) - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. Laurent Mosar - M. Marc Spautz (intervention de M. André Bauler)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. André Bauler) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Pierre Gramegna) - M. Gilles Roth (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Pierre Gramegna) - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Nee, Här President. Merci.

2. Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC), le programme national de réforme (PNR) et le plan pour la reprise et la résilience (PRR)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber féiert haut de Moien d'Debatt iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, de PSC, iwwert den Nationale Reformprogramm PNR souwéi iwwert de Relanceplang PRR. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här François Benoy, den Här Roy Reding, den Här Sven Clement, den Här Laurent Mosar an den Här Marc Spautz. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke meng Ried un, andeem ech soen, dass ech eigentlech dräi Bedaueren hunn: Dat éischt Bedaueren ass dat, dass mer haut de Moien um aacht Auer eng Debatt féieren iwwer Dokumenter, déi mer e Méindeg de Mëtteg, am spéiden Nomëtteg, kritt hunn, 400 Säiten, zudeem nach kleng geschriwwen; 400 Säiten, wou mer en Dënschdeg Plenière haten, wou mer gëschter dee ganzen Dag Plenarsitzung haten, an haut de Moien um aacht Auer, wéi gesot, doriwwer den Debat hunn, deen, mengen ech, an dësen Zäiten awer eng scho gewësse Wichtegkeet huet.

En zweete Punkt ass deen, dass hei ëmmer den Appell gemaach gëtt fir Transparenz an Dialog an Alternativen - abee, ech muss Iech soen, dass ech och besonnesch doriwwer enttäuscht sinn, dass mer elo schonns fir d'drëtt hannereneen am Mee keen État de la nation hunn! 2019 ass dat argumentéiert ginn: „Jo, dat ass ze kuerz hannert de Walen." D'lescht Joer ass et argumentéiert ginn: „Mir kënnen dat net maachen, well mir hunn elo Pandemie."

Dëst Joer ass et esou decidéiert ginn an der Conférence des Présidents, fir deen dann op e spéideren Datum - ouni dass eng kloer Zäitrumm do festgeluecht ginn ass - ze reportéieren. Dat war net de Choix direkt vun der Regierung, mee dat ass geschitt an der Conférence des Présidents, well d'Chambersreglement, an dat wësst Der, ganz kloer virgesäit, dass deen Débat sur l'état de la nation am Mee stattfënnt, et sief dann, d'Conférence des Présidents decidéiert, an dësem Fall da majoritär géint d'Stëmme vun der Madamm Hansen an der Oppositioun, dass dee soll reportéiert ginn.

An do kënnt dat mer awer e bësse befriemlech vir, wat d'Madamm Lorsché hei virun zwee Deeg gesot huet, nodeem se da fir d'éischt emol op eng relativ onfläteg Aart a Weis iwwert dem fréiere Finanzminister Luc Frieden seng Roll an der Rettung vun der Fortis an der BGL BNP Parisbas hiergefall ass, wou se gesot huet - ech hu mer dat gutt notéiert -, dass d'Oppositioun net eleng do wier fir d'Kontroll vun der Regierung.

(Brouhaha)

Jo, dat hutt Der gesot, Madamm Lorsché. Ma wann Der Iech déi Roll ..., an déi Der jo och richteg sollt spillen, well ech gi jo dovun aus, dass et net ëmmer no enger 31:29-Logik kann hei fonctionéieren, mee dann hätt ech mer eigentlech och vun Iech gewënscht, dass Der gesot hätt, am Sënn vun dem Dialog an der Transparenz an der Offenheet an ech weess net Gott wat, dass deen Debat iwwert d'Lag vun der Natioun dann och, wéi dat fréier ëmmer traditionell de Fall war, am Mee stattfanne sollt.

Mäin drëtt Bedaueren, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass awer den Inhalt vun deem sougenannte Stabilitéitspakt an dem nationale Reformpakt wéi och vun dem Pakt vun der Relance. Ech hunn dat gutt notéiert an ech hunn och gesinn, dass et esou an dem Text ofgedréckt ass, dee mer vum Här Gramegna ausgedeelt kruten, nämlech seet hien, dass am Ganzen fir dëse Stabilitéitspakt a fir déi Pandemiekris ze bewältegen 11 Milliarden Euro, am Total, mobiliséiert si ginn. An e preziséiert dat och nach eng Kéier: „18,6 % vun dem nationale Bruttoinlandsprodukt." Ech liesen et och nach eng Kéier vir: „Méi wéi 11 Milliarden Euro goufe mobiliséiert, dat sinn 18,6 % vun eisem PIB fir d'Land ze ënnerstëtzen an um Wee aus der Kris ze begleeden."

Dat selwecht ass och ganz kloer esou vun der Press erëmgeholl ginn. Ech liesen hei op rtl.lu: „Hei iwwer 11 Milliarden Euro an de Chômage partiel, de Congé pour raison familiale, Hëllefe fir Betriber, an Investitiounen an de Santéssecteur investéiert. [sic]" Et ass och an der geschriwwener Press esou iwwerholl ginn. Do steet zum Beispill op tageblatt.lu ze liesen: „Das finanzielle Volumen sämtlicher Maßnahmen bezifferte Gramegna auf 11 Milliarden Euro, etwa 18,6 Prozent der Wirtschaftsleistung des Landes."

Mee, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, dass ech dat do net deelen! Hei ass eng Presentatioun gemaach ginn, wou Chifferen avancéiert gi sinn, wou ech soen, dass déi faktuell falsch sinn! Et sief dann, Här Gramegna, dass Der - Dir kritt jo nach eng Kéier 40 Minutten d'Wuert - der Chamber a voller Transparenz da sot, wou déi 11,6 Milliarden, vun deenen Dir behaapt, dass d'Regierung se investéiert hätt an dëser Pandemie, wou déi hier géife kommen. A mir verlaangen - ech soen dat och elo haut, et sinn nach véier Stonnen Zäit -, dass Dir virum Enn vun dësem Debat der Chamber schréftlech, dat brauch kee Schmöker ze sinn, op enger DIN A4-Säit, genau beschreift, wéi Der op déi 11 Milliarde kommt.

(Interruption)

Well déi 11 Milliarden, vun deenen Der schwätzt ... Aus deenen Dokumenter, déi mir virleien hunn, do komme mir op 2,6 Milliarden Euro! An déi 2,6 Milliarden Euro, dobäi sinn nach 600 Milliounen Euro - 600 Milliounen Euro! -, wat Reporte si vu Steieren a vu Sozialleeschtungen, déi jo iergendwéi awer eng Kéier erakommen. Wann e Report do ass, dann ass dat reportéiert, mee déi kommen dann dëst Joer eran. An da muss ee vun deenen 2,6 Milliarden - minus déi 600 Milliounen - nach eng Kéier iwwer 350 Milliounen ewechzéien, ...

(Interruption)

... nämlech déi, déi rembourséiert goufen um Niveau vun dem Chômage partiel. An ech mengen, wann een iwwer e Stabilitéitspakt diskutéiert, da muss een awer déi Diskrepanzen do am Sënn vun der Transparenz aus dem Wee raumen.

Dat geet eigentlech och nach virun, well och um Niveau vun der sougenannter Staatsschold kënnt awer ... Et muss ee sech schonn dréien a kéieren, fir hannen an den Detailer vun den Tabloe kucken ze goen, wat fir eng Chifferen dann esou richteg sinn. An Ärem Text sot Dir, dass am Joer 2020 eng Staatsschold do gewiescht wier vu 15,94 Milliounen (veuillez lire: 15,94 Milliarden) Euro, dat heescht 24,9 %.

Mee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren iwwert de Stabilitéitspakt net vun 2020, mee mir diskutéieren iwwert de Stabilitéitspakt vun 2021. An dat ass eigentlech awer ënnerschloen, dass am Mäerz dëst Joer zwou an eng hallef Milliarden Euro Emprunt opgeholl goufen. An ech hu mer dann d'Méi gemaach, fir emol ze kucken, wat esou iwwert dat lescht Joer, also vum Abrëll 2020 bis Abrëll 2021, vu Scholde vum Staat gemaach gouf. Dat sinn zesumme 7 Milliarden Euro Staatsscholden. Ech soen Iech och, wéini dass se gezu goufen: am Abrëll 2020 2,5 Milliarden Emprunt, am Juni 2020 - do hate mer Diskussiounen, well dat hat Der der Chamber och net direkt matgedeelt -, dat waren déi sougenannt Certificats d'investissement, fir 350 Milliounen Euro, am September koum dunn en Emprunt vun 1,5 Milliarden Euro an am Mäerz dëst Joer en Emprunt vun 2,5 Milliarden Euro.

Ech halen Iech awer zegutt, dass vun deene 7 Milliarden der ronn 1,85 Milliarden do waren, fir fréier Emprunten, déi ausgelaf sinn, zréckzebezuelen. Nichtsdestotrotz, Dir Dammen an Dir Hären, musse mer awer da feststellen, dass iwwert dat lescht Joer méi wéi fënnef Milliarden Euro netto Schold gemaach gi sinn.

An dat wier eigentlech ee Punkt, wou een hätt missen driwwer diskutéieren a wou et och gutt gewiescht wier, wa mer am Virfeld eng Rei vun Explikatioune vun Iech doriwwer hätte kënne kréien. Well wéi ass et dann ze erklären, Dir Dammen an Dir Hären, dass hei gesot gëtt praktesch: „Mir hunn 2,5 Milliarden Euro Emprunt opgeholl an domat hu mer déi ganz Kris duerchfinanzéiert"? Mir hätten eigentlech gäre gehat, dass Der dem Land erkläert hätt, Här Finanzminister, wisou dass mer mat 5 Milliarden Euro netto Schold trotzdeem nach e Solde an der Administration centrale hu vun 3,3 Milliarden Euro fir 2020 a fir 2021 nach eng Kéier eng Schold vun 2 Milliarden Euro, sachant bien dass, wéi ech dat virdrun ausgeféiert hunn, déi Pandemie de Staat bis elo eigentlech netto 1,65 Milliarden Euro kascht huet.

Ech mengen och, dass d'Äntwert dorobber relativ einfach ass. Et ass verpasst ginn, och wann Der dat net gären héiert, Här Finanzminister, dass an deene Joren, wou d'Steierkeess wierklech nëmmen esou gespruddelt huet, nämlech 2017, 2018 an 2019, besonnesch um Niveau vun der Betribssteier ... Dat war awer keen ekonomesche Phenomeen. Dat war ganz einfach e Phenomeen, dass do d'Entreprisen hir Steieren op Base vun Déclaration-électroniquë gemaach hunn an dass dunn e ganze Punkt vu Solden, déi sech accumuléiert hate vun deene Jore virdrun, beieneen erakomm sinn; eng Einnam, déi awer net rekurrent ass, dat heescht, op gutt Lëtzebuergesch, déi sech iwwert déi nächst Joren net wäert widderhuelen. Et ass een awer vun deene gudden Einnamen ausgaangen, fir dann eng ganz Rei vun Ausgaben ze tätegen. An dann: „Dir kritt eppes, gratis Transport ...", et gëtt gratis hei a gratis do! Jo, a wann et dann eng Kéier net méi esou richteg dréit an der Ekonomie, dann ass d'Lach am Kapp do!

An, Dir Dammen an Dir Hären, dat bréngt och mat sech, dass een eigentlech op weesentleche Politikfelder, déi ganz néideg sinn, fir d'Kohäsioun bei eis am Land ze halen ... An d'Kohäsioun, géif ech soen, bei deene 650.000 Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi hei wunnen, ass eng vun deene gréissten, wann net déi gréisst Stäerkt, déi mer zu Lëtzebuerg brauchen. Ech mengen, do si mer eis parteiiwwergräifend an och majoritéits- an oppositiounsiwwergräifend driwwer eens. Virun allem ass verpasst ginn, an dat wëll ech ganz kloer och haut ausféieren, fir an déi sozial Gerechtegkeet ze investéieren. Wann et engem Land gutt geet, da muss een och als Staat déi Regulatioun huelen an et muss een deenen, deenen et manner gutt geet, deene Schwaache bei eis aus der Gesellschaft, hëllefen, dass déi Diskrepanz, déi Inegalitéit, déi besteet zwëschent hinnen an deenen, déi vill hunn, erofgeet.

An eppes, wou ech Iech wierklech muss kritiséieren, an dat ass awer frappant: Mir haten 2008/2009 ... Et gëtt jo oft de Verglach gemaach zwëschent dëser Kris an der Finanzkris vun 2008 an 2009, wat zwou Krise sinn, duerch déi d'Land gaangen ass, déi awer eng total aner Ursaach hunn an déi ënnerschiddlech och op d'Leit am Land gewierkt hunn. Mir haten 2008/2009 72.000 Leit - dat waren der deemools och ze vill -, déi ënnert der Aarmutsgrenz gelieft hunn. Abee, 2019, no deene fette Joren 2017, 2018, 2019, hate mer der net nëmmen 72.000, mee do hate mer 122.000 Leit, déi ënnert der Aarmutsgrenz gelieft hunn. Dat ass eng Progressioun vun 69 %. Mee d'Bevëlkerung an deem selwechten Zäitraum, déi ass nëmmen ëm 24 % an d'Luucht gaangen.

A wa mer da kucken, wéi deen Aarmutsrisiko sech nach verdeelt: Dee verdeelt sech haaptsächlech nach op déi Leit, déi elengerzéiend sinn, well bei den Elengerzéienden, do hu mer mëttlerweil en Aarmutstaux, dee geet iwwer 42 %! Dat heescht, praktesch ee vun zwee Elengerzéienden zu Lëtzebuerg mat Kanner, dee lieft ënnert der Aarmutsgrenz - ënnert der Aarmutsgrenz! Dat musst Der Iech virstellen an deem räiche Lëtzebuerg!

An duerfir soen ech Iech och, dass Der total inakzeptabel, onzoulänglech Ënnerstëtzunge geholl hutt, fir déi Inegalitéit um Niveau vum Verdeele vun dem Räichtum am Land zwëschent den eenzelne Bevëlkerungsgruppen auszegläichen. A mir kënnen duerfir och net novollzéien, dass Är Partei, d'Partei vun dem Staatsminister, sech schwéiergedoen huet am Dezember d'lescht Joer, fir der Augmentatioun vum Mindestloun vun 2,8 % zouzestëmmen. Dir hutt dat gemaach, mee Dir hutt et gemaach ..., an ech hunn nach d'Wierder vum DP-Spriecher vun deemools am Kapp: „Mir sinn d'accord mat der Erhéijung vum Mindestloun vun 2,8 %, sous condition dass och déi sougenannt Prime unique ausbezuelt gëtt un d'Betriber, wann déi Salariéë wärend der Pandemie bis den 30. Juni 2021 an der Beschäftegung halen."

Här President, dat ass genau den Ënnerscheed zwëschent der CSV als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei vun der Mëtt an enger liberaler Partei, der DP! Fir eis ass et ganz kloer, dass eng Mindestlounerhéijung, wann déi iwwert de Mindestlounmechanismus ufält, dass déi auszebezuelen ass ohne Wenn und Aber. An et kann net sinn, dass déi Leit, déi souwisou schonns all Mount mussen de Rimm enk schnallen, dass déi musse „conditionéiert" sinn, bis dass och déi aner, déi an der Reegel vill méi hunn, och da vum Staat ënnerstëtzt ginn. Fir d'CSV war et ëmmer ganz kloer, dass d'Mindestlounerhéijung muss ausbezuelt ginn, wann de Mechanismus et ausweist, an dat a gudde wéi a schlechten Zäiten. Dozou stounge mir an dozou wäerte mir och an Zukunft stoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, Dir kënnt elo laachen, Här Fayot! Mee Weises zielt! Mir hunn dat ëmmer gemaach. Jo, jo, jo, jo!

Ech kann awer nach weiderfueren. Mir kënnen och net novollzéien, dass grad Är Partei - wou Der elo laacht -, dass Är Partei net mat op de Wee gaangen ass, ...

(Interruption)

... fir d'Sozialleeschtungen a besonnesch d'Kannergeld, fir dat un den Index unzepassen. Well wann Der de „Panorama social" - ech ginn dervun aus, dass Der deen als Wirtschaftsminister och gekuckt hutt, deen iwwregens ganz gutt gemaach ass vun der Chambre des Salariés, vun der Salariatskummer -, wann Der dee liest, dee geet ausféierlech op déi Problematik hei an an dee seet ganz kloer, dass eigentlech déi Ëmverdeelung net zur Genüge gemaach gouf. An do zielt och nun emol derbäi, dass d'Kannergeld net indexéiert ass. Well wa mer esou vill Elengerzéiender hunn, besonnesch mat Kanner, wann déi ënnert dem Aarmutsrisiko liewen, jo, dann zielt och eng Netindexéierung vun de Sozialleeschtungen a vun dem Kannergeld do derbäi.

Da muss ech Iech och soen, dass ganz kloer festgehalen ass vun der Salariatskummer, dass déi Transfertleeschtungen, déi gemaach ginn an all Land, dass déi zu Lëtzebuerg, contrairement dozou, wéi dat ëmmer an der Vergaangenheet de Fall war, net derzou bäigedroen hunn, fir déi Ëmverdeelung méi sozial gerecht ze gestalten. Dat ass manner grouss ausgefall wéi zum Beispill an Éisträich a wéi och a Frankräich.

Dann, eppes Leschtes an deem Punkt wëll ech Iech awer och soen: Hei gëtt zënter 2013 bei Untrëtt vun dëser Regierung behaapt, an dat kënnt da reegelméisseg virun erëm, dass gesot gëtt: „Ob bestuet, gepacst, gekummert, elengerzéiend, jiddweree soll no där selwechter Steierklass besteiert ginn." An et gëtt ëmmer dann dat Beispill geholl vun den Elengerzéienden. Mee wat ass dann iwwert déi lescht aacht Joer op deem Punkt geschitt? Null, nada! Guer näischt. Guer näischt! Et ass näischt op deem Punkt geschitt. Dir kënnt zwar soen: „Mir hunn e Steierkreditt ageféiert." Mee dat, wat Der virginn hutt, nach bei där leschter Regierungserklärung, dass Der gesot hutt, Dir géift jiddwereen iwwer eng Steierklass besteieren: Mir hu mol nach keng Viraarbecht gesinn! Op déi Fro, déi mer Iech gestallt hunn, wat dat da géif kaschten insgesamt, hu mer bis haut nach keng Äntwert.

A wann Der op déi Propositioun ..., déi d'CSV 2016 bei der Steierreform gemaach huet, nämlech, dass een zumindest emol den Iwwergangsdelai, wou ee vun der Steierklass 2 (veuillez lire: wou ee vun der Steierklass 2 op d'Klass 1 oder 1A eriwwergeet), wann ee verwitwet ass oder wann ee gescheet ass oder getrennt ass, vun dräi op fënnef Joer verlängert hätt, da wier een zumindest op deem Punkt schonn deene Leit eppes entgéintkomm.

An dann e leschte Punkt am Sënn vun de sozialen Ausgläichmechanismen. Mir hunn am Dezember d'lescht Joer eng CO_2-Steier hei gestëmmt. De Punkt ass deen: D'CSV steet zu enger CO_2-Steier, mee mir sinn der Meenung, dass dee sozialen Ausgläich vun der CO_2-Steier hätt missen iwwert den Index geschéien.

(Interruptions)

Well et ass ... Jo, jo, Dir kënnt elo laachen, mee et ass genau Är Partei, Här Fayot, déi ëmmer op de Kongresser gejaut huet: „Fanger ewech vun dem Index!" Dass déi dat do stomm matgedroen huet, dat ass fir eis eigentlech net novollzéibar. An et si sämtlech Gewerkschaften, vun der CGFP iwwert den OGB-L, iwwert den LCGB, iwwert d'Salariatskummer a vill anerer méi, déi dat do ëmmer gefuerdert hunn.

Well et ass net nëmmen domadder gedoen, dass ee seet: „O, dat sinn déi puer Cent op dem Bensinn, déi dann derbäikommen iwwert déi Hausse vum Bensinn, déi souwisou zënter dem Dezember ufält", mee wou et virun allem weesentlech zu Buch schléit, dat ass an den Energiekäschte beim Hëtze vun den Haiser. Well do geet et mat deene Leit, déi mat Mazout heizen ... An dat geet och aus de Piècen ervir, dat sinn Erhéijunge vu 16 % pro Joer. 16 % pro Joer gëtt d'Heizrechnung fir déi meescht Leit méi deier! Well et ass net jiddwereen, deen un e Gasreseau ugeschloss ass. An et ass och net jiddwereen, deen e voll isoléiert Haus huet. An et ass och net jiddwereen, deen op Elektresch kann zréckgräifen, fir säin Haus gehëtzt ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gëschter Moien den David Wagner héieren um zéng op aacht (ndlr: op RTL Radio Lëtzebuerg) an do ass et ëm déi jonk Leit gaangen an en huet do sënngeméiss gesot, wat richteg ass, wat riichteraus war, wou en op dat soziaalt Gefüge bei eis am Land agaangen ass, an do huet e gesot: „Do braut sech eppes zesumme bei där jonker Generatioun." A mir sinn eis net ëmmer eens, Här Wagner, politesch, dat ass och normal an enger Demokratie, mee ech ginn Iech do vollkomme Recht!

An am Sënn vun der sozialer Kohäsioun an och am Numm vun enger Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei wëll ech drop hiweisen, dass een dee Phenomeen, deen den Här Wagner ugeschwat huet, net sollt ënnerschätzen. Mir hu vill jonk Leit bei eis an dem Land. An iwwert dat lescht Joer ass eigentlech an der Inzidenz vun der Pandemie iwwert déi jonk Leit net vill geschwat ginn, an ech soen: ze wéineg geschwat ginn. Et ass mat Recht gekuckt ginn, dass een déi Vulnerabel schützt. Mee huet ee genuch dem Sort vun där jonker Generatioun Rechnung gedroen? Ech mengen net. Ech mengen dat ganz éierlech net! Et si jo eng ganz Rei vun Elteren och heibanne vun den Deputéierten: Déi jonk Leit, ech soen, jonk Erwuessener, déi sëtzen zënter iwwer engem Joer do hir Studien ze maachen, hir Ausbildung ze maachen hannert de Computeren - hannert de Computeren! Si hu keng sozial Kontakter, well se, natierlech pandemiebedéngt, ageschränkt sinn. An dat ass eppes, wat deene jonke Leit, besonnesch an deem Alter, feelt.

Elo stellt sech och d'Fro: Hunn déi jonk Leit genuch Perspektiven? Ech mengen net. Well et sinn der vill, déi maache sech, an dat gesitt Der an alle Statistiken, Iwwerleeungen an Ängschten iwwer hir Ausbildung, iwwer hir Léierplazen - kréie se Stageplazen? -, iwwert dat, wat geschitt no hire Studien - „Fannen ech do eng Aarbechtsplaz?" A wann Der emol eng Kéier deen Taux vun deene Leit kuckt, wou de Chômage am meeschten an d'Luucht geet, dat ass dee bei där Kategorie vun 18 bis 25 Joer. Dee geet explosiounsaarteg iwwert déi lescht Joren an d'Luucht! Dat fannt Der an den eegenen Dokumenter, déi d'Regierung virgeluecht huet.

An den Här Wagner, an do kommen ech nach eng Kéier op hien zréck, mengen ech, huet dee Sujet zu Recht ugeschwat, well wa Leit onzefridde sinn, wa se keng Perspektiven hunn, da brummt sech a braut sech iergendeppes zesummen, an da muss een oppassen, dass een net Sozialkonflikter, déi mer net kannt hunn zu Lëtzebuerg, déi wäit gefächert awer kënne sinn, déi intergenerationell kënne sinn, dass een déi net domadder lasstrëppelt.

An dee gréisste Fleau, an et ass net aneschters ze bezeechnen, dee mer op deem Punkt kennen, dat ass d'Perspektivlosegkeet vun deene Jonken um Niveau vun de Wunnengen. Wéi wëllt Dir enger jonker Persoun erklären, ouni dass se elo e Réckhalt huet, sief et vun de Grousselteren, vun den Elteren, wéi déi zu enger Wunneng kënnt? Dat ass ee reelle Problem!

Mir hu Präisser, jiddweree kennt déi: eng Millioun Euro en Appartement vun 100 m^2 a wäitsten Deeler vun dem Land. An der Stad an nach méi no zur Stad geet dat emol net méi duer. Dat geet emol net méi duer! A mat 100 m^2, Dir Dammen an Dir Hären: Dat ass kee Gewan! Wann een zwee Jonker ass, da geet dat nach, mee wann déi Jonk emol Kanner kréien an déi Kanner, déi gi jonk Erwuessener, 12, 13 Joer ... Zu véier an engem Appartement vun 100 m^2, wou nach Homeoffice ass, wou d'Kanner léieren a si trëppele sech do op d'Féiss, ob een dat wëllt oder net, dat ass eng Realitéit!

Dir musst awer wëssen: Fir en Appartement vun enger Millioun Euro, dat si 40 Milliounen där aler Lëtzebuerger Frang, ze finanzéieren - well et ass jo kaum een, deen elo einfach aus der Portokeess do 300.000, 400.000 Euro op den Dësch ka bliederen -, dat sinn, an der Reegel, mat alle Renovatiounen, mat all deem, wat nach vu Supplementen ufält, 20 Joer 50.000 Euro Schold d'Joer zréckzebezuelen. 50.000 Euro Schold, dat sinn iwwer 4.000 Euro de Mount - an elo sinn d'Zënsen niddreg! Dat ass en Deel vun der Perspektivlosegkeet vun deene jonke Leit.

An ech muss awer do ganz éierlech soen: De Jean-Claude Juncker, an ech kommen erëm do op den Debat iwwert d'Lag vun der Natioun a firwat dee grad dëst Joer esou néideg gewiescht wier, am Mee 2005 huet den deemolege Premier erkläert: „Dat ass ee vun deene gréissten Echecke vu menger Politik. Ech sinn de Problem vun dem Wunnengsbau, vun dem Logement net Meeschter ginn." Ech hu fonnt, dass dat eng éierlech Ausso war. Et war eng intellektuell Éierlechkeet, fir ze soen: „Ech hunn do versot", d'autant plus wou dräi Joer virdrun, dat wësst Der, Här Finanzminister, eng ganz Rei vu steierleche Moossnamen an anere soziale wunnengsbauleche Moossname gemaach goufen - et war d'Gesetz vum Juli 2002 iwwert d'„mesures favorisant l'accès au logement". Déi hunn net richteg gegraff, jo, an duerfir ass och déi Ausso deemools komm.

Ech hätt mer awer erwaart, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass grad och de Staatsminister Bettel sech an där selwechter Éierlechkeet deem Problem gestallt hätt! Well mir mussen awer soen: Ass dann iergendeppes besser ginn zënter 2005, 2007 bis elo? Neen!

De Staatsminister Bettel huet gesot 2018 an engem Neijoerschinterview, oder 2019: „Ech kann lech haut soen, dass ech alles wäert maachen, dass mir a fënnef Joer e Land hunn, wou de Stau net den Alldag ass vun all Bierger, wou d'Wunnengsproblematik net d'Suerg ass vun all jonke Stot, wou d'Schéier tëschent Aarm a Räich net méi grouss ginn ass" - dixit Xavier Bettel no deemools geschloe sechs Joer blo-rout-grénger Regierung! Mee wat ass dann ënnert där blo-rout-grénger Regierung a puncto Logement geschitt? Sinn dann do d'Präisser manner staark geklomme wéi virdrun? Au contraire!

Zënter 2013 bis 2020/2021 elo sinn d'Präisser am Wunnengsbau ëm sage und schreibe 57 % an d'Luucht gaangen, eleng 16 % iwwert dat lescht Joer! Wann Der dat vergläicht, da sinn déi Wierder, déi ech lech hei virgelies hunn, da sinn dat „leere Worte". Jo, dat kann een net aneschters soen! Sinn da méi Wunnenge gebaut ginn? Ech gesinn nach d'Madamm Nagel, wéi déi gesot huet: „Elo maache mir hei emol Neel mat Käpp." Ben, hire Kapp ass gerullt. Si hu se an d'Wüst geschéckt, im wahrsten Sinne des Wortes. Mee ass dann do eppes iergendwéi weider geschitt?

Kuckt emol eng Kéier déi Logementer, déi realiséiert goufen zënter 2007 an 2020. 2007 si genau 5.000 Logementer geschaaft ginn - am Joer 2007! Wësst Der, wéi vill dass der am Joer 2020 geschaaft goufen? Genau déi selwecht Zuel: 5.000 Logementer. Dat heescht, mat all deem ville Getuuts an alles, „Mir paken et elo un" ënner Blo-Rout-Gréng: Iwwert déi lescht siwen, aacht Joer ass d'Zuel vun de Wunnenge kee Millimeter an d'Luucht gaangen an d'Bevëlkerung ass permanent gewuess, wat iwwregens och eng vun den Ursaachen ass, firwat déi Präisser esou an d'Luucht ginn.

An ech fannen et eigentlech an deem Punkt och ganz bedauerlech, dass, wéi dat oft vun der DP gesot gëtt: „D'Offer um Wunnengsbaumaart muss méi grouss ginn", „D'Spiral muss gestoppt ginn", „Mir maache Baulandverträg", „simplification administrative", an ech weess net, Gott wat alles komm ass ... Ech fannen et absolutt bedauerlech, dass net profitéiert gouf, grad an dëser Kris, fir en oppenen Debat doriwwer ze hunn! Den Här Lies, de wunnengsbaupolitesche Spriecher vun der CSV, huet dës Éfteren, ënner verschiddene Reprisen, 23 Moossnamen iwwert de Wunnengsbau presentéiert.

Ben, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hätt ëmmer gären, dass sollten Alternativen ... Et gëtt jo ëmmer hei gejaut: „Wou sinn d'Alternative vun der CSV?" Ma ech soen lech der véier, fënnef, fir bei deenen ze bleiwen. A mir hätten dann och gären Är Meenung zu deenen Alternativen!

Ech soe ganz kloer, och wann dat net jiddwerengem gefält, dass d'CSV, éischtens, derfir ass, dass et zu Perimetererweiderunge kënnt am Kontext vun der Landesplanung. Ech weess, dass dat net jiddwerengem gefält. Dat kënnt och bei jiddwerengem, eenzelne Lobbysgruppen, net ganz gutt un. Ech weess awer, dass et muss gemaach ginn. Well Dir kënnt natierlech drop verweisen, wivill Dausenden Ar nach disponibel sinn an dem aktuelle Bauperimeter, mee wa se net mobiliséiert ginn, Här Benoy, wann een net verkeeft, jo, da verkeeft en net! Da kënnt Der net als Gemeng oder als Staat dohinnergoen a soen: „An elo bauen ech eppes op däin Terrain!", well d'Eegentum nach ëmmer Eegentum ass!

En zweete Punkt ass deen, och wann dat net ëmmer gär gesi gëtt, et ass awer noutwendeg, dat ass eng Noverdichtung. Mir sinn als CSV der Meenung, dass innerorts - „innerorts", dat muss een natierlech deklinéieren; ech mengen, déi Gemengen, déi am Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg sinn, do ass „innerorts" eppes aneres, wéi wann ee kuckt „innerorts" an enger méi klenger, ländlecher Gemeng -, mee do muss noverdicht kënne ginn. Do muss noverdicht kënne ginn! Dat heescht, et muss méi dicht do kënne gebaut ginn.

An da soe mir och, drëttens, dass et fir eis ganz kloer ass, dass d'An-d'Luucht-Baue keen Tabu däerf sinn. Well firwat? Mee an d'Luucht bauen: Dat, wat deier ass, dat ass den Terrain. A wann Der an d'Luucht baut, kritt Der forcement méi Meterkaree Logement op dee selwechte Bauterrain.

Da soen ech och ganz kloer, dass mir als CSV der Meenung sinn, dass ee lokal, dat heescht um Niveau vun de Gemengen, mee och landeswäit géint d'Buedemspekulatioun méi incisif muss virgoen. Mir stinn do derzou!

An e fënnefte Punkt ass deen, dass mir och ganz kloer soen, dass een sech un der Präisentwécklung vun den Terrainen net och nach däerf eng gëllen Nues verdéngen, ouni dass d'Allgemengheet domadder hir appropriéiert Contributioun kritt. An ech erkläre mech: Wann Dir, ...

(Interruption)

... wann Dir haut ...

Jo, mat de Steieren.

Wann Dir haut eng Immobilie hutt, ob dat en Terrain ass, ob dat en Appartement ass oder ob dat en Haus ass, wann Dir dat méi wéi zwee Joer an Ärem Besëtz hutt an Dir verkaaft dat, da bezuelt Dir op där Plus-value, dat heescht op deem Méiwäert, deen domadder geschafe gëtt, a forcement, wann d'Präisser esou an d'Luucht ginn, hutt Der deen, an der Reegel vun de Fäll, 20 % Steieren - 20 %, d'Hallschent vun Ärem normalen Taux.

Abee, mir sinn der Meenung, an ech soen dat och ganz kloer, dass ee vun där Faveur do net eréischt no zwee Joer ka profitéieren (veuillez lire: net schonn no zwee Joer sollt kënne profitéieren), mee dass een deen Delai op fënnef oder méi Jore sollt ausweiden. Well mir fannen et net normal, wann Dir en Appartement haut kaaft, nach op Schold, wann Der nach aner Immobilien hutt, an Dir verkaaft dat no zwee Joer an Dir maacht do eng Plus-value, dass Der manner wéi d'Hallschent bezuelt vun deem, wéi wann déi Suen duerch e Salaire oder duerch soss eng Lountätegkeet géifen erworbe ginn.

An e sechste Punkt - mir kënnen awer nach ëmmer weiderfueren -, vun deem mir och der Meenung sinn, dass en diskutéierenswäert ass: Ass et ubruecht, dass een iwwert de Wee vun engem Amortissement accéléré, deen zwar vu 6 % op 5 % erofgeféiert ginn ass, d'Ofsetze vu Scholden, dass een domat negativ Revenue ka generéieren, woumat een dann all déi aner positiv Revenuen, déi ee generéiert, zum Beispill Loun oder Pensioun, ka verminderen? Well et ka jo och net de Sport sinn, wann ech praktesch iwwerschëllt war, wann ech e puer Immobilien hunn, da kréien ech bei der Bank dat relativ einfach geléint, dass ech dann, loosse mer soe bei engem Appartement vun enger Millioun Euro, fir bei deem ze bleiwen, 50.000 Euro iwwert den Amortissement accéléré ofsetzen, an dass ech dann nach eng Kéier, an der Reegel, loosse mer soen, fir dat einfach ze maachen, 15.000 Euro pro Joer Scholdzënsen ofsetzen. Dat heescht: Ech setze 65.000 Euro vun der Schold op engem Appartement pro Joer vun de Steieren of, déi sech da kompenséiert mat anere positiven Akommesaarten.

Ech mengen, dat ass eppes, wou een och muss driwwer diskutéieren. Dass dee System net sollt ofgeschaaft ginn, dat stelle mer net a Fro, mee dass een awer driwwer no kann denken, dass een dat bis op ee gewëssene Punkt ka plafonéieren. Ech mengen, dat ass eppes, wou een, och am Sënn vun enger sozialer Gerechtegkeet a Steiergerechtegkeet, muss kënnen offen driwwer diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bedaueren duerfir, dass an dësem Pacte de stabilité eng Rei vu klenge Moossnamen, och besonnesch an deem Pacte de relance, opgeworf goufen, mee dass virun allem déi Haaptpunkten, déi d'Land beschäftegen, nämlech sozial Ongerechtegkeet, d'sozial Ongläichheeten, Aarmutsrisiko, Logement, dass do keng richteg Moossname virgeluecht ginn. Well mat allem Respekt, a wat ech och gutt fannen, mir kënnen awer net soen, dass mer d'Logementskris léise mat engem Projet NeiSchmelz zu Diddeleng a mat engem Projet „Wunne mat der Wooltz" zu Wolz, wou déi souwisou nach, zumindest deen zu Wolz, absolutt an de Fousstapfe stinn, an ech mengen, wou bis 2027/2028 nach keng eng Wunneng wäert realiséiert ginn. Ech mengen, dass dat net duergeet, fir de Problem vun de Logementer an de Problem vum Wunnengsbau insgesamt ze reegelen.

D'DP huet op hirem Kongress gesot: „Mir hu Verantwortung iwwerholl." Ech hätt léiwer gehat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann de Staatsminister gesot hätt: „Ech ginn an d'Chamber an ech stelle mech menger Verantwortung. Ech diskutéiere mat der Chamber."

Wéi gesinn déi grouss Linne vun enger Steierreform aus? Kënnt eng? Mir sinn als CSV do der Meenung, dass et net de Moment ass, fir d'Leit nach weider fiskalesch ze belaaschten. Mir sinn der Meenung, dass et grad elo drëms geet, fir de Leit méi Kafkraaft ze ginn. Iwwregens huet de Jean-Claude Juncker mat der deemoleger CSV/LSAP-Regierung dat do fir d'Privatleit gemaach 2009, well et ass ageféiert ginn - ech weess, dass dat vill kascht huet, mee jiddwereen hat eppes - dee sougenannte „Kannerbonus". Et ass net deen Décken, dass dee konnt méi ofzéien an doduerch méi dru verdéngt huet, mee jiddweree krut dee selwechte Kannerbonus, ob e Mindestlounbezéier war oder ob e Bankdirekter, Affekot oder Nottär war.

Da si mer der Meenung, dass een och hätt misse kucken, wéi een d'Betriber weider ënnerstëtzt. Do hu mer keng kloer Indicatiounen.

Mir hu keng Indicatioun, wat um Niveau vun der Mobilitéit geschitt. Ech weess, dass dat vläicht an der Koalitioun vun der Majoritéit zu ënnerschiddleche Meenunge féiert. Ech soen och do kloer d'Meenung vun der CSV: Jo, mir sinn d'accord a mir fannen dat gutt, dass an den Tram investéiert gëtt. Mir fannen et gutt, dass an d'Bunn, den Zuch investéiert gëtt. Mee mir soen awer gradesou däitlech, dass do, wou et néideg ass, och eng Strooss ze bauen, do, wou et néideg ass, eng Autobunn ze verbreeden, dass een do net kann dat Spill do iwwer Jore maachen: „Mir mussen nach hei eng Etüd maachen, mir mussen nach do eng Etüd maachen", „Mir kréie keen Terrain!" an hei oder weider. Och do mussen dann, fir bei der Madamm Nagel ze bleiwen, „Neel mat Käpp" gemaach ginn.

Mir ënnerstëtzen, ech wëll dat ausdrécklech soen, all Efforten, déi vun der Regierung gemaach goufen um Niveau vun der Fit°4°Digital, alles dat, wat dat Digitaalt ubelaangt. Ech soen awer och do: Eng vun deene wichtegste Saachen, dat ass déi, dass mer um Niveau vun dem Digitalen derfir suergen, dass och all Deel vun den 2.600 Quadratkilometer vum Lëtzebuerger Land, an dat däerft jo awer net esou komplizéiert sinn, déi selwecht Reseauscapacitéit huet. An dat huet sech besonnesch erwisen dëst Joer, dass eenzel, souguer eenzel Deputéierten, deemno, a wat fir engen Deeler vum Land se wunnen, net déi néideg Reseauscapacitéit hunn.

Op d'Aarmut, d'Ëmwelt a Logement sinn ech agaangen.

An eng lescht Saach: Ëmwelt, Energie a Klima. Also do muss ech lech soen, ech ka mer jo bal net virstellen, dass do déi eenzeg Léisung sollt dora bestoen, dass mer elo d'Chargy-Bornen do opriichten. An och do soen ech ganz kloer: D'CSV steet och zu Ëmwelt, Energie a Klima. Mee mir sti fir eng realistesch Approche zu Ëmwelt, Energie a Klima, eng Approche zu Ëmwelt, Energie a Klima, déi zesummegeet mam Wuelstand, déi keng Verbuetspolitik ass, mee déi eng Politik ass vun Hand an Hand tëschent Ëmwelt, Energie a Klima an, déi aner Säit, Liewensqualitéit.

Aus all deene Grënn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fanne mer, dass dat hei en onzoulängleche PSC, dat heescht Stabilitéitspakt, ass, en onzoulängleche Programme national de réforme, a mir hätte léiwer gehat, dass d'Regierung sech an hirer Gesamtheet der Chamber gestallt hätt an dass mer hätte kënnen en offenen Debat féieren iwwert déi weesentlech Erausfuerderungen, deenen eist Land sech muss an deenen nächste Méint a Woche stellen. An dat hätte mer kënne maachen an engem Debat iwwert d'Lag vun der Natioun. Ech gesinn, dass dee Wëlle vun der Majoritéit net besteet. Dat ass bedauerlech. An ech hoffen, dass deen dann deemnächst, a spéitstens no der grousser Vakanz, nogeholl gëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Voilà, léif alleguer, ech hat mech e bëssen op eng stiermesch Ried beim Gilles Roth agestëmmt. Ech sinn awer frou, datt hien dat op eng ganz gedige Manéier gemaach huet, trotz alle méi oder manner berechtegten an onberechtegte Kriticken. An ech fannen, dat ass och gutt, datt mer dee Stil hei bäibehalen.

Léif alleguer, 2019 hat ech d'Chance an d'Éier, Budgetsrapporteur ze sinn. Mir hunn dat Joer, grad ewéi 2018, een Iwwerschoss verzeechent am Staatsbudget. Dat war sécherlech net mäi Meritt, ma et war de Meritt vu ville schaffende Leit a vun enger dynamescher, innovéierender, gesonder Wirtschaft, déi wéi en elegant Seegelschëff iwwer e rouegen Ozean gefuer ass.

Ufank 2020 huet sech dës positiv Entwécklung weider ofgezeechent - bis op eemol e Blëtz aus bloem Himmel op eist Schëff ageschloen huet an e Stuerm ausgeléist huet, bis also eng Viruskris, also een externe Schock, eis batter getraff huet.

Kommt, mir geheien emol e Bléck an déi rezent Vergaangenheet! Wéi stoung et also ëm eis Ekonomie d'lescht Joer ëm dës Zäit? Wat ass 2020 genee geschitt? Wou sti mer haut, nodeems mer vun enger sanitärer Kris kal erwëscht gi sinn? A wou steiert eis Ekonomie hin?

Wéi ech d'lescht Joer op dëser Plaz Stellung geholl hunn, ware mer nach ganz am Ufank vum Stuerm. Eis Wirtschaft war gréisstendeels wéi e Schëff, deem seng Mannschaft virbereet war, fir de Säitewand an déi héich Wellen, déi d'Viruskris ausgeléist huet, ze affrontéieren. Och wann d'Ekipp u Bord am Ufank net richteg wousst, wéi een Ausmooss dës Naturgewalt géif unhuelen, huet d'Regierung, dacks mat der breeder Ënnerstëtzung och hei vun der Chamber, d'Steierrad net lassgelooss.

Ech erënnere mech nach ganz gutt, datt ech heiansdo awer mat ängschtlechen Aen op déi verschidden Evolutioune gekuckt hunn, déi ekonomesch, déi finanziell, d'Evolutioune vun de Boursse, national an international, an et huet ee geduecht: „Et kënnt nach no der Viruskris an no enger Wirtschaftskris eng Finanzkris, eng Bankekris, eng Kris, déi mer nach net kennen." Kee wousst, wou d'Rees eigentlech géif hi goen.

Mir haten et mat engem onbekannte Feind ze dinn, engem Feind, deen net ze gesinn ass an deen en Asaz vun aussergewéinleche Moossname verlaangt huet. An zu dëse Moossnamen huet natierlech e Lockdown, eppes wat mer virdrun nach net kannt hunn, gehéiert. Der Regierung ass et net einfach gefall, fir zäitweis schwéierwiegend Moossnamen ze huelen, mee dës Moossname waren awer néideg, fir eis all a besonnesch fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze schützen.

Matzen an deem Stuerm kënne mer eis all un d'Zuelen erënneren, déi mir d'lescht Joer am Kader vun der Presentatioun vum Stabilisatiouns- a Wuesstemspakt an dem Programme national de réforme presentéiert kruten. Do kann ee roueg soen, datt eist Schëff staark um Schaukele war. Mir all heibanne waren erféiert an Eenzelne stoung de Schweess op der Stier, wéi mer d'Previsioune fir 2020 virgestallt kruten. Jo, bei der Diskussioun iwwert de PSC an de PNR d'lescht Joer hat ech meng Ried ugefaangen, andeems ech sot, datt mir an der déifster Wirtschaftskris zanter den 1930er-Jore stieche géifen. Mir hunn déi Zäit vun enger Decroissance, engem Réckgang vum PIB also, tëscht 6 % a souguer 12 % geschwat. Dat waren Zuelen, déi eis, wa mer éierlech sinn, fäerte gelooss hunn, datt mer an enger net nëmme schwéierer Wirtschaftskris wieren, mee datt mer an eng schwéier Depressioun géife rëtsche mat enger potenziell grousser Zuel un Aarbechtslosen an alle méiglechen negative soziale Konsequenzen.

Aussergewéinlech war awer och de Krisemanagement vun der Regierung mat der Ënnerstëtzung vun der Chamber. Mat engem Stabiliséierungs- a Relancepak, wéi et der an der Europäescher Unioun nëmme wéineg gi sinn, si considerabel Mëttel mobiliséiert ginn, fir de Leit, de Betriber an deene Selbstännegen ënnert d'Äerm ze gräifen an och schonn éischt Impulser am Après-Corona oder fir den Après-Corona ze setzen.

D'Moossname vun der Regierung an d'Widderstandsfäegkeet vun eiser Ekonomie, virun allem och Dank der Fernaarbecht - dem „Teletravail", wéi dat esou schéin op Franséisch heescht -, hunn hir Friichte gedroen, souwéi och all Ustrengungen, déi d'Leit hei am Land op diverse Plaze geleescht hunn.

Loosst mech an deem Kontext awer nach eemol drun erënneren, datt d'Regierung dës Mesuren nëmmen dowéinst huele konnt, well an deene Jore virun der Kris deen néidege Sputt opgebaut gi war. Wier d'Viruskris net komm, wier d'Staatsverscholdung am Verglach zum PIB ënner 20 % gefall. Et kann ee soen „hätten an haten", jo, dat ass richteg, mee et ass awer och eng Tatsaach, datt mer a puncto Staatsverschëldung gutt ënnerwee waren an datt mer ënner 20 % Staatsverschëldung par rapport zum PIB gefall wieren.

Déi zukunftsorientéiert Finanzpolitik an dësem Land huet eis, am Géigesaz zu deene meeschte Länner an der Europäescher Unioun, d'Méiglechkeet ginn, fir mam néidege Spillraum an dës schwéier Kris eranzegoen; e Sputt, deen et méiglech gemaach huet, datt mer séier Moossnamen op d'Bee stelle konnten, fir dës Kris ze meeschteren, ouni eis längerfristeg Ziler aus den Aen ze verléieren. De Sputt war do, well mer 2018 an 2019 nees zënter Laangem budgetär Iwwerschëss verzeechne konnten, dat och a besonnesch am Zentralstaat.

Weider huet d'Struktur vun eiser Ekonomie gewisen, datt se awer vill méi widderstandsfäeg ass, wéi dat an anere Länner de Fall ass. De Finanzsecteur, dee geleeëntlech vun enger Rei Leit ugesi gëtt, wéi wann et der Däiwel selwer wier, an den Déngschtleeschtungssecteur am méi breede Sënn, déi hunn dofir gesuergt, datt eis Wirtschaft och wärend dem Lockdown - och Dank dem Teletravail, deen ech beileiwen net glorifizéiere wëll, well et net ëmmer méiglech ass -, net total zum Stëllstand komm ass.

Aus dëse Grënn gëtt fir d'Joer 2020 net mat engem Réckgang vu 6 % a souguer schlëmmstefalls 12 % vun eiser Ekonomie gerechent, mee mat engem Minus vun 1,3 %, fir dat Joer, wéi eis och vum FMI rezent bestätegt gouf. An de Staatsdefizit wäert, esou wéi den Här Finanzminister et elo virun zwee Deeg bestätegt huet, nëmmen hallef esou héich si wéi gefaart: net 5 Milliarden Euro, mee just 2,6 Milliarden - och wa mer eis déi hätte gutt kënnen erspueren!

Dat ass, den Ëmstänn entspriechend, eng relativ gutt Leeschtung. No Irland a Litaue si mer deen EU-Memberstaat mat der beschter wirtschaftlecher Performance fir 2020, virun allem, wann ee bedenkt, datt den ekonomesche Réckgang an der Eurozon fir d'Joer 2020 bei 7,1 % läit an de PSC 2020 nach e Minus vu 5,1 % fir Lëtzebuerg virgesinn hat.

Lëtzebuerg ass also besser wéi erwaart duerch d'Kris komm. Ee Gléck! Oder besser gesot: Gléck am Ongléck. Nennt et, wéi Der wëllt. Mir sinn also mat engem bloen A, wann ech dat esou däerf soen, derduerchkomm, mat enger Schrumm, mat enger décker Téitsch.

Déi rezent ekonomesch Indicateure kënnen optimistesch stëmmen, och wann dat keen Zweckoptimismus soll sinn. Mir sollen awer och näischt klengrieden, wat sech gutt entwéckelt. Eis Budgetszuelen entwéckele sech den Ament an déi richteg Richtung. Notamment stelle mer zanter Januar eng positiv Entwécklung bei de Staatsrecettë fest. Mir maache jo déi Analys Mount fir Mount. An et ass och wichteg, datt mer dat, änlech wéi mer dat an der Zäit vun der Finanz- a Budgetskris 2008/2009 gemaach hunn, och Mount fir Mount maachen. D'Oppositioun hat dat ugereegt a mir hunn dat och direkt esou an d'Praxis ëmgesat.

E Méindeg krute mer an enger Jointe vun der Budgetskontrollkommissioun an der Finanzkommissioun déi rezent Zuelen op den 31. Mäerz vun dësem Joer presentéiert. Interessant ass, datt dës Zuelen et erméiglechen, fir e Verglach mat den Zuele vu virun engem Joer ze maachen, also vum Mäerz 2020, wou d'Coronakris sech lues a lues bei eis installéiert huet. Mir gesinn, datt de positiven Trend vun den éischten zwee Méint vun dësem Joer sech weider bestätegt an datt eise Wee a Richtung Erhuelung vun eise Staatsfinanze weidergeet.

Och wann d'Resultater sech vu Mount zu Mount verbesseren, ass dat hei awer nëmmen eng Momentopnam. Et ass, wéi de Finanzminister sot, eng Foto. An ech wier dee leschten, dee wéilt jubiléieren, triumphéieren a soen: „A, elo ass alles nees an der Rei. Elo ass alles nees gutt." An awer, ech sinn dankbar derfir, datt d'Recettë vu Mount zu Mount steigen an datt mer eng positiv Entwécklung kënne verzeechnen.

Et geet den Ament biergop, mee mir mussen ouni Zweifel den néidege Recul zur Situatioun kréien. D'Tendenz ass berouegend, mee fir letztendlech ze wëssen, wou d'Rees higeet, wäerte mer méi Sécherheet eréischt um Enn vum Joer hunn.

Op den 31. Mäerz 2021 steet awer emol fest, datt d'Staatseinnamen, d'Recetten, bei 5,4 Milliarden Euro fir dat éischt Trimester dëst Joer leien. Dat ass eng Progressioun vu ganzer 466 Milliounen, also engem Plus vun 9,5 % am Verglach mam éischten Trimester 2020. Besonnesch ervirzehiewen ass och déi ganz positiv Entwécklung bei der Akommessteier.

Eng remarkabel Progressioun gouf och beim Enregistrement als ganz Administratioun verzeechent. D'Recettë sinn hei ëm méi wéi 14 % par rapport zum selwechten Zäitraum am Joer 2020 geklommen.

Ee klenge Réckgang vu 4 % ass bei der Administration des douanes et accises ze verzeechnen. Mir kennen d'Ursaachen: D'Aféierung oder, jo, d'Zréckgräifen op den Teletravail wärend der Kris wärend dem Lockdown virun allem an d'Aféierung vun der CO_2-Steier am Januar vun dësem Joer hu sech negativ, dat ass ganz kloer, op de Verkaf vun zum Beispill Bensinn an Diesel ausgewierkt.

Deem géintiwwer stinn ëffentlech Depensen, déi am Verglach mam éischten Trimester d'lescht Joer stabel bliwwe sinn. D'Croissance vun den Depensë steet a kengem Verhältnis zu där vun de Recetten. Déi kleng Hausse vun 0,6 % beweist, datt d'Ausgabe fir de Moment weider ënner Kontroll sinn, dat trotz undauerender Viruskris.

Mir kommen also op e Solde tëscht de Recetten an den Depensë beim Zentralstaat, deen de Moment positiv ass, mir schreiwen also en Iwwerschoss vu 56 Milliounen Euro fir dat éischt Trimester vun dësem Joer. Eigentlech muss ee sech froen: Wien hätt dat nach viru Méint geduecht? Wéi gesot, dat ass awer nëmmen eng Foto, et ass nëmmen eng Momentopnam an et ass Virsiicht gebueden.

De PSC 2021 gesäit fir de Gesamtstaat eng weider Verbesserung vir, soudatt mer den Defizit fir 2021 ëm bal d'Hallschent, wéi ech éinescht gesot hat, gekierzt kréien am Verglach zu den Dezember-Previsiounen.

An de Joren 2024 an 2025 wier och erëm mat engem liichten Iwwerschoss am Gesamtstaat ze rechnen, liese mer aus den Dokumenter. Dës Verbesserunge wiere besonnesch der Dynamik an dem positive Schéiereffekt tëscht de Recetten an den Depensen um Niveau vum Zentralstaat ze verdanken. Virgëschter krute mer nach eemol vum Finanzminister preziséiert, datt d'„general escape clause" aus dem PSC dëst Joer weider an Europa, an der Unioun d'Application bleift an et och weider méiglech bleift, datt et zu enger Verlängerung bis Enn 2022 komme kéint.

Wa mer op d'Trajectoire vum Solde structurel kucken, da seet déi eis am Joer 2023 e Plus vun 0,3 % viraus. Dat wier ouni Zweifel ganz positiv, well da géife mer nees no un den OMT, den Objectif à moyen terme, vu plus 0,5 %, deen eis gesat ginn ass, erukommen, wann d'Reegele vum PSC bis dohin erëm operativ wieren.

Wat d'Staatsschold betrëfft, wäert sech dës am Joer 2020 op 24,9 % vum PIB belafen. Ouni d'Antreffe vun der Kris wiere mer hei souguer bei enger Schold vu just 21 % vum PIB gewiescht.

Ewéi mer dat schonn am Budget 2021 gesot hunn, ass Lëtzebuerg dat Land an der Europäescher Unioun, wou d'Schold wärend der Kris am mannste geklommen ass. Dës Ëmstänn hunn et eis erméiglecht, fir eisen Triple-A vun all de grousse Ratingsagencë wärend der Kris bestätegt ze kréien. Dat grousst Vertrauen an eist Land huet d'Méiglechkeet ginn, fir - mir hunn dat och an der Finanzkommissioun reegelméisseg diskutéiert an och festgestallt - kënnen zu negativen Zënse Suen ze léinen an och eis Zënslaascht op eng spierbar Manéier no ënnen ze drécken.

Datt eis privilegéiert Situatioun, verglach mam Rescht vun Europa, och e positiven Impakt op eis Situatioun vun de Staatsscholden an Zukunft huet, schéngt mer evident ze sinn. Amplaz dëst Joer op 29,6 % vum PIB ze klammen, wäert d'Schold op manner wéi 27 % par rapport zum PIB eropgoen, soudatt mer domadder rechne kënnen, datt se bis 2023 ënnert dem Plaffong vun 30 % bleiwe wäert, deem Plaffong, deen d'Regierung sech bekanntlech gesat huet, eng Grenz, déi sech d'Regierung operluecht hat, dat schonn am Koalitiounsprogramm.

Och wann et op eisem Seegelschëff dacks stiermesch war a komplizéiert Decisiounen hu misse getraff ginn, huet d'Regierung, wéi bal a kengem anere Land vun der Europäescher Unioun, et fäerdegbruecht, ausgeglachen Entscheedungen an der Lutte géint dës Pandemie ze huelen. Dovunner hunn eis Ekonomie a soumat och eist Land als Ganzt a virun allem d'Leit, déi hei liewen a schaffen, profitéiert. Genau dëst erlaabt et eis, fir, denken ech, erëm zimmlech séier op d'Been ze kommen, trotz alle Kollateralschied, déi ech bestëmmt hei net klengriede wäert, an et wäert eis erlaben, Lëtzebuerg op d'Zukunft virzebereeden.

Datt d'Regierung sech weiderhin am Sënn vun enger qualitativ orientéierter Entwécklung konsequent zu Investissementer a puncto Solidaritéit, sprech sozial Sécherheet, Logement, Nohaltegkeet an infrastrukturell Attraktivitéit engagéiert, dat kann eigentlech nëmme begréisst ginn. Mat ganzen 2,9 Milliarden Euro, also 4,5 % vum PIB, ginn d'Investissementer dëst Joer héichgehalen. Et ass ee vun den héchsten Niveaue vun Investissementer vun deene leschte Joren. Déi sinn also net ofgebrach gi wärend der Kris, mee den Niveau ass bäibehale ginn. Dat entsprécht engem eigentlech nach méi héije Montant wéi déi ordinär Investissementer fir d'Joer 2019 - wäit iwwert dem EU-Duerchschnëtt. An dat ass déi richteg Entscheedung, esou wéi dat den Ament vun all deene groussen Organisatiounen an Institutiounen, wéi zum Beispill dem FMI, och gerode gëtt.

Fir dës Investitiounspolitik a Musek ëmzesetzen, wäerten eis och d'Fongen aus der Facilité pour la reprise et la résilience um Niveau vun der Europäescher Unioun ënnerstëtzen, fir eisen nationale Relanceplang ëmzesetzen.

Wéi mir et elo scho virgëschter vum Finanzminister a sengem Exposé erkläert kruten, hunn d'Memberstaaten an dëser exzeptioneller Kris en aussergewéinlechen Elan vu Solidaritéit bewisen, wéi een en nach ni kannt huet, dat natierlech gekoppelt un d'Ustrengunge vun der Europäescher Zentralbank, fir genuch Liquiditéit am System ze halen. An dat, wat ech virdrun ugeschwat hat, wou mir perséinlech och de Wapp gaangen ass - net well ech Aktien oder Obligatiounen hätt, mee well ech mer Suerge gemaach hunn ëm dat, wat hannendrukënnt, nämlech eng sozial, eng déif sozial Kris -, ass eis gelongen ze vermeiden, nämlech eng Finanzkris mat all hire Konsequenzen.

Mam europäesche Plan de relance „Next-Generation-EU" - fir op Englesch ze bleiwen - ass en neie Meilestee gesat ginn. Ganzer 750 Milliarden Euro soll déi Europäesch Kommissioun iwwert déi nächst sechs Joer op de Finanzmäert léine goen an a Form vu Prêten an der Héicht vun 360 Milliarden Euro, awer och vu Subside fir e Montant vun 390 Milliarden de Memberstaaten zoukomme loossen, fir esou der Covidkris an de Memberstaaten entgéintzewierken.

Grad de Volet vun de Subsiden ass, denken ech, vu grousser Wichtegkeet, fir an der ganzer EU - a mir wësse jo, wivill Staate schwéier eprouvéiert sinn, denkt emol un d'Staaten aus dem Süde vun Europa: Spuenien, Portugal, och Italien, Griicheland - aus der Kris ze kommen.

Iwwert d'Facilité pour la reprise et la résilience, déi mat bal 673 Milliarden Euro d'Pièce maîtresse vum europäesche Relanceplang ass, wäert Lëtzebuerg aus dem europäesche Fong ronn 93 Milliounen Euro fir Projeten zougesprach kréien. Jo, dat muss ee soen, Lëtzebuerg ass net ee vun deene gréissten direkte Beneficiairë vum europäesche Relanceplang, ma mir kënnen eigentlech frou sinn, dankbar sinn, datt dat esou ass, well dat heescht, datt mer am Verglach zu anere Memberstaate relativ gutt duerch dës Kris komm sinn.

A kommt, mir vergiessen awer och net, datt grad eis kleng a séier oppen Ekonomie dovunner profitéiert, jo, drop ugewisen ass, datt eis Partner an Europa déi néideg Ënnerstëtzung kréien, fir erëm op d'Been ze kommen. Et gëtt ëmmer esou schéi vun de Politiker gesot, mir wiere keng Insel. Da ass esou eng Floskel. Jo, mir si wierklech keng Insel, well mir hänke vun eise Partner of, a wann et deene schlecht geet, kann et eis net gutt goen. Well vergiesse mer, jo, vergiesse mer net, datt mer alleguer vuneneen ofhängeg sinn, datt mer alleguer, fir op d'Schëff nees zréckzekommen, an deem selwechte Boot sëtzen. Jo, wann et de Memberstaate gutt geet, da geet et och Lëtzebuerg gutt.

De Lëtzebuerger Plan pour la reprise et la résilience beinhalt eng kloer Roadmap, fir eis Wirtschaft op d'Erausfuerderunge virzebereeden - et sinn der e sëllegen! -, déi eis och a grad no der Coronakris bevirstinn. Mir als DP-Fraktioun begréissen, datt d'Regierung dës Kris als - wann een dat esou soen däerf - Chance gesäit. Et muss ee se och als Chance gesinn, esou schlëmm dat och kléngt, an esou schlëmm dës Kris och fir vill Mënschen an etlech Betriber a selbstänneg schaffend Leit ass, well et heescht elo, fir mat engem nach méi grousse Schub, engem méi groussen Elan déi Zilsetzungen unzegoen, déi mer eis hei zu Lëtzebuerg selwer gesat hunn an déi awer och um europäesche Plang festgehale gi sinn.

De PRR wäert dofir eng Rei Projete virundreiwen. De Plang, dee Lëtzebuerg presentéiert, bleift awer net bei deenen 93,5 Milliounen Euro stoen. D'Regierung huet decidéiert, fir e Package ze proposéieren, deen e Gesamtwäert vun iwwer 180 Milliounen Euro wäert hunn a soumat zur Hallschent iwwert den europäesche Plan de relance wäert finanzéiert ginn.

Déi dräi Piliere vum Plang, ech wëll se just kuerz nach eng Kéier uräissen, si follgend: éischtens déi sozial Kohäsioun a Resilienz, zweetens déi gréng oder, loosse mer soen, déi nohalteg Transitioun an als drëtte Punkt dräi Schlësselwierder: „Digitaliséierung", „Innovatioun" a „Gouvernance".

Wat d'Distributioun vun de Fongen op déi dräi Piliere betrëfft, begréisse mer ausdrécklech, datt de Lëtzebuerger Plang d'Bréisseler Virgaben iwwertrëfft, andeems 61 % vun den Investissementer dem Klimaschutz déngen, also wäit méi wéi déi gefrote 37 %, an 32 % der digitaler Transformatioun, wou de minimale Seuil bei 20 % läit.

Déi momentan Kris huet ouni Zweifel fir vill Schued gesuergt, besonnesch a puncto sozial Kohäsioun. Och mäi Virriedner huet dat evoquéiert. D'Repercussiounen op eis Ekonomie an eis Bevëlkerung hu sech alles anescht ewéi gläichméisseg verdeelt. Et stellt sech eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet, jo. Mir gesinn, datt de Gruef tëscht Aarm a Räich weider tendéiert eropzegoen, heiheem a besonnesch am Ausland. Dat kann een net einfach ignoréieren, et kann een et scho guer net verdrängen, denke mer nëmmen, ënner anerem, un déi bedenklech Entwécklung a verschiddene Beräicher, jo, och um Wunnengsmaart.

Déi lescht Zuelen iwwert d'Entwécklung vun de Logementspräisser weisen, datt fir ëmmer méi Leit, dacks Jonker, a grad fir déi Jonk den Dram vum Eegenheem zu enger riseger a villfach net ze bewältegender Erausfuerderung gëtt. Datt de PRR drop ofziilt, fir d'Eropsetze vun der Offer vun abordabele Wunnengen ze begleeden, ass dofir onëmgänglech.

Méi wéi jee hu mir an de leschte Méint gemierkt, wéi wichteg et och ass, en zolitte Gesondheetssystem ze hunn. Iwwerall an Europa sinn déi méi oder manner grouss Schwaachstelle vun de Gesondheetssystemer zum Virschäi komm, och bei eis heiheem. Mir hunn eis zu Lëtzebuerg vill Froe gestallt a mir hu festgestallt, datt mer och eng Penurie u qualifizéiertem Personal am Gesondheetssecteur hunn. Dat musse mer eis agestoen! D'Verstäerkung vun der Widderstandsfäegkeet vum Gesondheetssystem, esou wéi de PRR et iwwer verschidde Reformen an och Investissementer virgesäit, ass eng wichteg Entscheedung, fir eist Land beschtméiglech op d'Erausfuerderunge vun enger demografescher Croissance an enger ëmmer méi aler Populatioun virzebereeden.

Mir hu gesinn, datt an deene leschte Méint verschidde strukturell Veränneruнge beschleunegt goufen, virun allem d'Digitaliséierung an hiren Impakt op eist Privatliewen, eist eegent Liewen, awer och a grad op d'Aarbechtswelt. D'Uneegne vun neie Kompetenzen, besonnesch am digitale Beräich, gëtt ëmmer méi zu enger onemgänglecher Kompetenz. Hei sti Stéchwierder, dat kléngt ëmmer e bësse moudesch, mee ech géif se awer kuerz erwänen, evoquéieren: „skilling", „reskilling", „upskilling". Jo, déi Stéchwierder stinn am Mëttelpunkt a si si vu grousser Wichtegkeet. Datt mam PRR d'Initiativ vu „Future Skills" an „Digital Skills" verstäerkt ënnerstëtzt gëtt, ass eng ganz wichteg Neiegkeet fir vill Leit, virun allem déi, déi op der Sich no enger Aarbechtsplaz sinn oder an der Kuerzaarbecht sinn.

Mat 40 Milliounen Euro huet déi nohalteg Transitioun déi gréissten Enveloppe vum PRR. Dat ass och noutwendeg, well och wann duerch d'Covidsituatioun d'Erausfuerderungen am Beräich Klima an Ëmwelt net am Mëttelpunkt stoungen, sinn et awer grad dës Erausfuerderungen, déi weider akut sinn an déi mer mussen ugoen, well se eis haut an an Zukunft wäerten erwaarden an interpelléieren.

Als Basis, fir d'Projeten erauszesichen, gouf eisen nationalen Energie- a Klimaplang, de PNEC, geholl. D'Dekarboniséierung vum Transport ass eng vun de Prioritéitsachsen an dësem Kontext. An d'Moossnamen, déi de PRR virgesäit, hunn als Zil, d'Energieeffizienz an dësem Beräich ze verbesseren. Eng weider Komponent - an do ass et gutt, datt de Staat mam gudde Beispill virgeet - ass d'Renovatioun vun ëffentleche Gebaier, fir d'Energieeffizienz vun dëse Bauten an d'Luucht ze setzen a méi breet wéi bis ewell op erneierbar Energien zréckzegräifen.

Wärend der Pandemie sinn der vill vun eis nees méi an d'Natur gaangen a konnte sech emol erëm bewosst ginn, wéi wichteg de Schutz vun der Biodiversitéit ass. Ech hunn et och ganz sympathesch fonnt, gëschter sot eng Deputéiert vun der Oppositioun mer: „Ech wäert mer neierdéngs Hénger zouleeën, e Grappvoll Hénger", einfach nëmmen, fir sech selwer an deem Beräich ze approvisionéieren. A firwat och net, oder de Gaart nei ze gestalten, fir en einfach méi biodivers ze maachen, Päiperleken an Insekten a Beien nees unzezéien, firwat och net? Jiddweree kann op seng Manéier e klengen Effort maachen. D'Deputéiert ass leider net heibannen, soss hätt ech hir nach eemol perséinlech felicitéiert.

Une voix.- Da sot eis, wien et war. Wie war dat dann?

M. André Bauler *(DP)*.- Eng, ...

(Brouhaha)

... loosse mer soen, eng Deputéiert, déi net wäit vun eisem Fraktiounschef ewech wunnt.

De PRR wäert an dësem Kontext den Naturpakt ënnerstëtzen, fir zesumme mat de Gemengen an dësem Beräich weiderzekommen.

Mir als DP-Fraktioun freeën eis och iwwert d'Initiativen, déi de PRR am Beräich vun der Digitaliséierung - ech hunn et gesot - virgesäit. Eis Ekonomie, déi eng international orientéiert an äusserst oppe Wirtschaft ass, déi zu engem groussen Deel op Déngschtleeschtunge baséiert ass, dierf am Beräich vun der Digitaliséierung net op d'Brems trëppelen, soss riskéiere mer an der weltwäiter Innovatiounscourse - ech géif déi Course emol esou nennen, fir et positiv ze formuléieren -, d'Pedallen ze verléieren. Mir brauche jo nëmme Richtung Osten ze kucken, also net den Ostbezierk, mee Richtung Osten, Richtung Asien, fir ze gesinn, a wat fir enger fulguranter Course mer eis do befannen. An do wäert keen eis schounen!

Datt d'Digitaliséierung e wichtege Pilier vun der Widderstandsfäegkeet vun engem Land ass, dat wäert och haut, denken ech, kee méi unzweifelen. Mir brauchen also zäitgeméiss an optimal Virausetzungen, fir dat komplett Potenzial vun der Digitaliséierung vun eiser Wirtschaft an awer och dat vun den ëffentleche Verwaltungen ze notzen. Eng Rei Initiative si jo an deem Beräich virgesinn. De PRR wäert eis hëllefen, fir déi ultra sécher Kommunikatiounsinfrastruktur op d'Been ze stellen, déi op der Quantentechnologie opgebaut ass. Domadder solle mer jo eng Stäerkung vum vertraulechen Informatiounsaustausch tëscht dem ëffentlechen an dem private Secteur férderen.

Weider wäert de PRR eis ënnerstëtzen, fir den ëmmer méi komplexe Strukturen an der aggressiver Steierplanung an awer och am Blanchiment an dem Finanzement vum Terrorismus entgéintzewierken a mat Hëllef vun digitalen Instrumenter besser ze monitoren. An ech denken, d'Kolleegen aus der Finanz- a Budgetskommissioun, mee och all d'Kolleegen heibanne wësse jo, datt mer an deene leschte Joren enorm Efforten an deem Beräich, mat diverse Gesetzesprojeten, déi mer hei ëmgesat hunn, gemaach hunn.

Léif alleguer, trotz allen Onsécherheeten, trotz alle Réckschléi, jo, trotz alle Kollateralschied, déi d'Seegelschëff Lëtzebuerg dat lescht Joer op oppenem stiermesche Mier erlieft huet, gesi mer dach awer elo lues a lues ... De Politiker seet ëmmer: „Mir gesinn d'Enn vum Tunnel". Ech soen: Mir gesi lues a lues dee laang erwaarte Liichttuerm um Horizont, deen eis an ee sécheren Hafe féiere soll. Jo, mir sinn nach net an dësem Hafen ukomm, mee d'Impfcampagne, och wa se net esou leeft, wéi mer se all am Dezember emol direkt projezéiert kruten, an déi dach encourageant Zuelen, déi ech virdru genannt hunn, suergen dofir, datt de Wellegang manner hefteg ass.

Et soll een natierlech net ze fréi jubiléieren a keen Zweckoptimismus verbreeden, mee dës Regierung huet bis elo alles drugesat, wat an hiren Hänn läit, fir d'Situatioun ze stabiliséieren an d'Schëff zumin-

dest an déi richteg Richtung ze steieren, wuel wëssend, datt dës Kris grouss Schied hannerléisst um Aarbechtsmaart an, wéi och de Gilles Roth dat betount hat, bei Deeler vun eiser Jugend, fir nëmmen déi ze nennen. Vill Leit, besonnesch an de Betriber, sinn zousätzlech a psychesch Nout geroden, wa mer vum PIB du bien-être schwätzen, a mir hate jo nach just virun der Kris en Debat hei am Parlament zu där Thematik, da solle mer dat och net aus dem Bléckfeld verléieren. An hei bleift vill ze dinn, fir de Mënschen ze hëllefen. Och wann et nach international Onsécherheete gëtt, d'Regierung, denken ech, verléiert keng Zäit, fir d'Sortie de crise ze preparéieren an och schonn deelweis ëmzesetzen.

Jo, dës Viruskris huet hir Spueren hannerlooss, mee si huet och gewisen, datt mer all zesumme grouss Erausfuerderunge séier an decidéiert ugoen a packe kënnen. Mat de séllegen Initiativen, déi um europäeschen an nationale Plang lafen, begéine mer dësen Defien, déi, nieft der Lutte géint d'Coronakris, d'Leit dobausse beschäftegen. Dat sinn de Klimawandel, d'Digitalisatioun, awer och d'Situatioun um Wunnengsmaart, fir nëmmen déi ze nennen.

Mir kënnen houfreg sinn op dat, wat geleescht ginn ass, op dat, wat d'Regierung u Mëttelen deployéiert huet, a mir kënnen houfreg sinn op deen Asaz, dee geleescht ginn ass, och a grad hei an der Chamber, vun alle Säiten. Mir kënnen all, wa mer wëllen, derzou bäidroen, dës Welt e Stéck méi sécher, méi innovativ, méi soutenabel a méi gerecht ze maachen. Do läit nach effektiv en décke Batz Aarbecht virun eis all. An deem wéilt ech eigentlech och näischt méi bäifügen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här André Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Nieft dem Debat iwwert de PSC, PNR ass dëst Joer, an et ass schonn ugeklongen, och de PRR, de Plan pour la reprise et la résilience, um Programm, dëst natierlech am Kader vum Semestre européen souwéi och a Betruecht vun der Pandemie.

Wéi d'Virriedner dat och schonn ugeschwat hunn: Ech ka mech och nach ganz gutt erënneren, virun engem Joer, wéi mer hei stoungen an diskutéiert hunn, wéi am Fong d'Ekonomie d'nächst Joer géif ausgesinn, wat fir eng Méiglechkeete mer hätten, wat fir eng Relance, wat d'Tendenze wiere fir deen Defizit oder déi Rezessioun, déi méiglech Rezessioun. An déi Botschaften, déi komm sinn iwwer Statec, iwwer Pronosticken, tëschent 6 % bis 12 % - Här Bauler, Dir hat se schonn ugeschwat -, ech denken, do si mer alleguerte frou, datt se sech net esou an d'Realitéit ëmgesat hunn.

Wat am Virfeld awer stoung, denken ech, dat ganzt Joer, an dat kënnt mer heiansdo - an dat ass kee Reproche un iergendeen - ze kuerz, dat sinn déi Hëllefen, déi awer trotzdeem ugebuede gi si vun der Regierung, vun der Chamber, mam Accord vun der Chamber natierlech, fir eis Populatioun, fir d'Leit dobaussen. A wa mer hei en Debat féieren iwwert déi dräi Dokumenter, da solle mer net vergiessen, datt mer eng Pandemie hunn, datt mer se nach ëmmer hunn, datt se net eriwwer ass - ech paken Holz un, datt se geschwënn eriwwer ass -, mee datt se nach ëmmer net eriwwer ass, datt mer d'Mëttelen hunn, fir dat ze bekämpfen, wann déi Mëttele weiderhi gutt sinn, an datt mer am Land vill krank Leit hunn an och Doudeger haten. An dat solle mer bei all deenen Iwwerleeunge wierklech net vergiessen!

Ech weess, datt mer heiansdo d'Tendenz hunn, fir ze kucken: „Wéi kréie mer dat finanziell hin?" „Wéi kréie mer dat ekonomesch hin?" „Wéi ass eise Gesondheetssystem?" Mee hei hannendru stinn iwwerall Mënschen, déi direkt - wéi mir alleguerten och - betraff sinn. Dofir kann ech och direkt soen, datt mir als LSAP weider wäerten Investissementer an eis Gesondheetsversuergung ënnerstëtzen souwéi och Investissementer an de Finanzement vun der Resilience vun der Finanzwelt an och vun der Ekonomie.

Natierlech lafen ech Gefor hei, wann ech iwwert d'ëffentlech Finanze schwätzen, am Fong dat ze soen, wat de Virriedner gesot huet an och aner Leit nach wäerte soen. Et ass awer wichteg, an do gesi mer jo och, datt et wichteg ass, datt mer dat ëmräissen: D'Staatsfinanzen - an dat solle mer awer och soen - sinn, trotz der Pandemie an de ville Restriktiounen, gutt fir d'Joer 2020. Mir sinn, et ass ugeklongen, mat engem bloen A - et ass vläicht, well mer no beienee wunnen, Här Bauler, mee ech hat dat och am Kapp, fir ze soe „mat engem bloen A", et ass awer elo keng Uspillung op de Finanzminister - gutt derduerchkomm.

(Hilarité)

Mat engem Minus vu grad emol 1,3 % um Niveau vum PIB si mir no Irland a Litauen dat Land an der EU, wat am beschten duerch d'Krisejoer 2020 komm ass. Ob dat elo de Leit dobausse vill hëlleft, dat ass eng aner Saach. Mee op jidde Fall hëlleft et, fir d'Ekonomie an och d'Finanze vu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Am véierten Trimester 2020, wéi iwwerall an der EU an och zu Lëtzebuerg hu missen déi sanitär Restriktioune verschäerft ginn, ass zu Lëtzebuerg d'Aktivitéit souguer nach gewuess, dat weisen d'Zuelen, souwuel par rapport zum Trimester virdru wéi och am Verglach mam véierten Trimester vum leschte Joer, also 2019.

Déi effektiv ausbezuelten Hëllefen am Kader vun der Covidkris belafe sech Stand Mäerz 2021 op 4,2 % vum PIB. Eleng fir d'Joer 2020 sinn d'Hëllefen an der Héicht vun 3,2 % vum PIB gewiescht, also iwwer 2 Milliarden Euro. Trotzdeem stelle mer fest, datt fir 2020 den Defizit vum Gesamtstaat mat 2,6 Milliarden nëmmen e bësse méi wéi hallef, an de Virriedner huet dat och gesot, esou déif gewiescht ass, wéi en am PSC 2020 virausgesot gi war.

Fir dëst Joer wäert sech den Defizit am Gesamtstaat mat 1,36 Milliarde respektiv engem Minus vun 2 % vum PIB op engem Niveau beweegen, datt Lëtzebuerg erëm ouni Problem kéint d'Maastricht-Krittären erfëllen, och wann déi berüümtberüchtegt Clause dérogatoire net vun der EU-Kommissioun gezu gi wier.

Gezunn duerch déi besser Entwécklung, notamment beim Zentralstaat, wäert de Projektiounen no am Joer 2024 schonn erëm en Excedent um Niveau vum Gesamtstaat ze erreeche sinn.

De PIB réell wäert an dësem Joer grad wéi am nächste Joer mat 4 % nawell anstänneg wuessen. Dëst weist, datt eis Ekonomie an hire Fundamenter resilient a gesond ass - an dat ass och d'Haaptsaach!

D'Enquête de conjoncture weist, datt an der Industrie grad ewéi am Secteur vum Bau d'Vertraue vun den Acteuren an déi wirtschaftlech Perspektiven héich bleift. D'Croissance vum PIB réel vu plus 4 % wäert eis erlaben, am Joer 2023 erëm den OMT, den Objectif budgétaire à moyen terme, bal ze erreechen. Ech mengen, et ass ëm plus 3,5 %.

(Interruption)

0,3 %, pardon, jo, jo. Jo, et ass 0,5, plus 0,5, dat ass richteg. Also mee mir haten awer och schonn eng Kéier en OMT mat minus 0,5. Dofir muss een ëmmer kucken, vu wat fir enge Joren datt ee schwätzt.

Domadder wäert Lëtzebuerg also trotz der Covidkris d'Krittäre vum preventiven Deel vum PSC anhale kënnen, wann d'Clause dérogatoire générale viraussiichtlech net méi spille wäert.

Den OMT dierf awer - an dat denken ech, ass eng Iwwerleeung wäert, dat ass op jidde Fall d'Meenung vun der LSAP - och zu Lëtzebuerg net zu engem Instrument ginn, wat eis onnéideg aschränkt an eiser Investitiounspolitik. Ech denken, datt déi Iwwerleeungen net nëmmen hei a Lëtzebuerg geféiert ginn, mee och um europäesche Plang a villen europäesche Länner.

Innovatioun an Investissementer an d'Zukunft vun eisem Land mussen iwwerweie par rapport zum Festleeë vu budgetären, ech soen emol, „Restriktiounen". D'Aussetze vun der „general escape clause" huet an allen europäesche Länner gehollef, sech déi finanziell Moyenen iwwerhaapt ze ginn, fir géint de Virus an dëser Pandemie virzegoen.

D'Clause dérogatoire, also domadder och d'Aussetzen vun de Maastricht-Krittären, wäert also nach dëst Joer an - Här Finanzminister, Dir hutt dat och gesot - warscheinlech 2022 spillen. D'Festsetze vum neien OMT fir d'Joren 2023-2025 wäert also dat nächst Joer bestëmmt ginn. Eis gesond Ekonomie wäert et eis awer och erméiglechen, eis ëffentlech Schold relativ niddreg ze halen. Zwar ass eis Schold par rapport zur Wirtschaftskraaft Enn 2020 op ee Joer gekuckt ëm 2,8 % geklommen. Allerdéngs, wann ee sech un d'Projektioune vum PSC 2020 erënnert, ass et emol net hallef esou vill wéi virun engem Joer virausgesot.

Deemno wäert d'Lëtzebuerger Regierung hiert Engagement aus dem Koalitiounsprogramm anhalen, d'ëffentlech Verschëldung bei ënner 30 % vum PIB ze halen, trotz dëser graver Kris, déi kee Mënsch konnt virausgesinn. De Käschtepunkt vum Service de la dette - an dofir hunn ech d'Blat och ëmgedréit, well ech déi Zuelen awer net alleguerten am Kapp hunn - ass deementspriechend historesch niddreg. 2013 louch de Service de la dette bei 245 Milliounen, 2020 nach bei 149 Milliounen. An d'Emprunte sinn zum Beispill mat engem negativen Zënssaz ofgeschloss ginn. Estland ass dat eenzegt Land an der EU, deem säi Service de la dette par rapport zu sengem PIB nach e bësse manner héich ass wéi dee vu Lëtzebuerg.

Ech hunn d'EU schonn ugeschwat, eis aner europäesch Länner, eis Partner. Lëtzebuerg ass 2020, dat hunn ech scho gesot, relativ a finanziell gutt dervukomm. Mir mussen eis awer bewosst sinn, datt dat nach net laang iwwerall bei den europäeschen Noperen de Fall ass. Déi Memberstaaten, déi vun der Finanzkris vun 2008 scho staark getraff gi sinn a grad erëm ugefaangen haten, sech ze erkrabbelen, leiden och dës Kéier erëm eng Kéier am meeschten ënnert der wirtschaftlecher Rezessioun. Dat läit engersäits dorun, datt bei Länner wéi zum Beispill Griicheland, Italien, Spuenien, deelweis och Portugal, Secteure vun der Ekonomie ganz staark vum Tourismus ofhänken, dee vun de sanitäre Restriktiounen a besonneschem Mooss getraff ginn ass.

Anerersäits ass et eeben och an dëse Länner gewiescht, wou d'Sozialsystemer no der Finanzkris vun 2008 enger drakonescher Austeritéit zum Affer gefall sinn an dofir elo net méi d'Leit esou kënnen opfänken. Virun allem um Aarbechtsmaart spiert een dat, wann een d'Zuele kuckt um Niveau européen, ganz gutt. D'Opweeche vum Aarbechtsrecht a villen EU-Staaten huet seng Konsequenzen. Eurostat huet d'lescht Joer scho bekannt ginn, datt an Italien zum Beispill 22,2 % vun deene Jonken tëschent 15 an 29 Joer weeder studéieren nach an enger Formatioun sinn oder eng Aarbecht hunn. A Griicheland sinn et 17,7 %. Generell ass ze observéieren iwwerall, datt den Aarbechtsmarché an der EU eng Dualitéit opweist. An dat, muss ech soen, mécht eis besonnesch Suergen. Op där enger Säit den CDI an op där anerer Säit flexibel, ëmmer méi flexibel Aarbechtskontrakter. Déi éischt Variable d'ajustement, bon, déi Éischt, déi betraff sinn, si Jonker a Fraen, déi da riskéieren, ëmmer méi an d'Prekaritéit ze rutschen.

Dëst soll eis alleguerten interpelléieren. Et interpelléiert op jidde Fall d'LSAP. Et ass net am Interêt vun engem Land wéi Lëtzebuerg, wat eng kleng an oppen Ekonomie huet, wa ronderëm eis verschidde Memberstaaten a Schwieregkeete kommen. Aus deem Grond muss grad elo Lëtzebuerg d'Beméiungen ënnerstëtzen, fir d'Maastricht-Krittäre méi flexibel an, dat ass eis Meenung, manner uniform ze maachen.

Wa mir 2023 vun de Memberstaaten alleguerte verlaangen, sech erëm séier op eng budgetär Trajectoire ze beweegen, déi eenzeg derfir do ass, de Staatsdefizit ënner 3 % ze drécken, da wësse mer, datt dëst wäert drastesch Aschnëtter iwwerall an der EU an den ëffentlechen Investissementer mat sech zéien. Déi néideg Investissementer an d'Zukunft um Altor vun der Rigueur budgétaire ze afferen, huet ee ganz héije Präis um soziale Plang, well dat einfach net méi kompatibel ass an net méi ze bezuelen ass, well d'Moyene feelen, awer och um ekonomesche Plang.

De franséische President huet Recht, wann en d'Maastricht-Krittären als „débat d'un autre siècle" beschreift. Net méi spéit wéi am Februar hunn dräi Ekonomisten, dorënner déi fréier Chefekonomiste vum FMI, an déi Häre Blanchard an Zettelmeyer, notamment och den Här Zettelmeyer vum Bundeswirtschaftsministère, méi differenzéiert Reegele gefuerdert, déi der wirtschaftlecher Situatioun vum jeeweilegen EU-Land Rechnung droen. D'LSAP deelt op jidde Fall dës Meenung.

An dofir ass och meng Fro un de Finanzminister, wéi hien d'Approche vum Festleeë vum OMT, vun de Krittären, de Maastricht-Krittären, gesäit am Zäitraum 2023 bis 2025, elo net nëmmen an der Optik vu Lëtzebuerg, well mir jo déi Krittäre scho bal erfëllen, wann ech Abstraktioun maache vun 2022, wou mer et bal hunn, a wéi seng Approche och dozou ass.

Et muss ee sech jo och als Land déi néideg Mëttele ginn, fir eng dynamesch, eng motivéiert Finanzpolitik ze maachen, net datt mer eis esou aschränken, datt mer op eemol an e System verfalen, wou mer iwwer EU-Contrainten - an do wäert Lëtzebuerg warscheinlech am mannste betraff sinn, mee aner EU-Länner doudsécher - manner Investitiounspoliticke maachen an erëm an déi Austeritéitspolitik wäerten zréckfalen. Wann Der do kéint vläicht eng kleng Stellungnam herno bei Ärer Ried soen.

Här President, mat där neier Administratioun am Wäissen Haus ass op bestëmmte Punkten eng Kooperatioun méi einfach ginn. Ee gutt Beispill ass d'Minimalsteier op de Benefisser vu multilaterale Firmen. De 7. Abrëll konnte sech d'Finanzministere vum G20 prinzipiell eenegen op d'Zil, eng Minimalsteier op internationalem Niveau anzeféieren. Dësen Accord ass an eisen Aen deen eenzeg méigleche Wee, fir déi fatal Spiral no ënne beim Steiertaux ze ënnerbannen. Well se sech op sämtlech Multinationalle bezitt an deemno net exklusiv d'Big Player vun der digitaler Welt am Viséier huet, wäert dës Minimalsteier, éischten Estimatiounen no, ronn bis zu 84 Milliarden Euro erëm an d'ëffentlech Keesen zréckféieren.

Dëst ass och néideg, denken ech, fir den Impakt op d'Staatsfinanzen duerch d'Covidkris iwwerall an der Welt ofzefiederen. Den FMI, de Fonds monétaire international, geet dervun aus, datt an den developpéierte Staaten d'ëffentlech Schold an dësem Joer en moyenne iwwer 100 % vum PIB wäert leien oder kéint klammen. Et ass also och besuergniserreegend. Dat ass an den Ae vun der LSAP e Gebot vun Anstand an och vu Gerechtegkeet, datt d'Multinationallen, déi an der Vergaangenheet net seelen déi ënnerschiddlech Steierlandschafte vu Länner ausgenotzt hunn, fir hir eege Steierlaascht no ënnen ze drécken, och mussen e Bäitrag leeschten zum Finanzement vun den Hëllefen, déi d'Regierunge ronderëm d'Welt beschléissen.

Déi zwee Finanzministere vu Frankräich an Däitschland hunn en Dënschdeg iwwert de Wee vun engem Interview an der „Zeit" annoncéiert, datt béid Länner d'Suggestioune vun der Biden-Administratioun vun engem universelle Mindesttaux, Mindeststeiertaux, vun 21 % ënnerstëtzen. Ech denken, mir als Lëtzebuerg brauchen eis och do net ze verstoppen. Mir brauchen och keng Angscht ze hunn, fir mat op dee Wee ze goen, am Géigendeel! Bei méi Transparenz a méi Fairplay tëschent den developpéierte Länner a Steierfroen hu mir alleguerten - an ech betounen: alleguerten - ze gewannen.

Här President, de PNR huet eis nach eng Kéier virun Ae gehalen, wéi turbulent déi lescht zwielef Méint gewiescht sinn, an dat op allen Niveauen. Et sinn onwarscheinlech vill punktuell Moossnamen an alle Beräicher geholl ginn, fir datt méiglechst vill individuell Schicksaler, mënschlech Schicksaler konnte verhënnert ginn. Ech denken do nëmmen un eng kleng, déi oft net thematiséiert gëtt, déi awer wichteg ass, dat ass d'Suspensioun - als Beispill - vum Deguerpissement, fir datt d'Leit net op d'Strooss gehäit ginn.

Haaptsächlech ass awer de Stabilitéitsprogramm vum 25. Mäerz vum leschte Joer ze nennen, bei deem d'Regierung déi gréissten eminent Repercussioune vun der Covidkris op d'Ekonomie offiedere konnt. De Programm „Neistart Lëtzebuerg" huet doriwwer eraus am Mee 2020 nei politesch Akzenter gesat, fir d'Ekonomie aus der Kris eraus op méi eng resilient an durabel Aart a Weis erëm opzebauen. Als LSAP begréisse mir hei notamment d'Initiativ Fit 4 Resilience vum Wirtschaftsministère, deen d'Hallschent vun de Käschte vun enger professioneller Consultance a Charge hëlt, fir datt déi betreffend Entreprisen aus der Kris eraus méi digital, méi regional an och méi nom Modell vun der Kreeslafwirtschaft schaffen.

Do wollt ech de Wirtschaftsminister froen, ob e vläicht kéint zu deem Programm Fit 4 Resilience, ech weess, datt e schonn erkläert ginn ass, mee eis soen: Wat ass d'Evolutioun an deem Dossier, d'Akzeptanz vun den Entreprisen? Wéi gesäit dat och regional aus? Hu mer do eng gesond Dynamik dran, fir eis do och weider um Niveau vun den Entreprisë fit ze maachen?

Här President, am Juli d'lescht Joer ass de Fonds de relance et de solidarité an der Chamber hei am Haus ugeholl ginn, fir deene besonnesch vulnerabele Secteure weider kënnen eng Perspektiv ze ginn. Virun allem awer de Chômage partiel pour cas de force majeure respektiv de Chômage partiel structurel hunn hei am Land iwwert déi lescht zwielef Méint vill mënschlech Schicksaler erspuert a souwuel den Entreprisë wéi och de Salariéen, dat heescht deenen zwee Secteuren oder deenen zwee Partner villméi, deenen zwee Agent-économiquen, déi néideg Loft ginn. Eleng déi éischt dräi Méint vun dësem Joer, wann ech kucken, sinn net manner wéi 45 Milliounen Euro debourséiert gi fir de Chômage partiel structurel.

Ënnert dem Strëch léisst sech festhalen, datt all déi Mesurë gutt gegraff hunn. De Chômage ass net explodéiert, wat gefaart ginn ass, an d'Ekonomie ass wäit manner zréckgaangen, wéi et am Ufank vum leschte Joer projezéiert ginn ass.

Am PNR droe mer dëst Joer der neier Wuesstumsstrategie „le pacte vert pour l'Europe" Rechnung. Dës Wuesstumsstrategie konzentréiert sech an éischter Linn op déi 17 ODDen, also Objectifs de développement durable. An et ass keng quantitativ zuelesch Approche méi, mee mir ginn hei an déi Richtung, fir wierklech iwwert déi Objektiver dat ze determinéieren, wat mir och als Partei ganz staark begréissen. Déi 17 Ziler sinn 2017 (veuillez lire: 2016) a Kraaft getrueden a sollen eis bis um Horizont 2030 eng politesch Richtung ginn, fir eng nohalteg wirtschaftlech, sozial an ekologesch Entwécklung ze bréngen.

Eng nohalteg a resilient Entwécklung vum Land brauch um nationalen Niveau natierlech déi néideg ëffentlech Investissementer. Do besteet och glécklecherweis meeschtens ee politesche Konsens hei am Land. Nach ass et esou, datt een net nëmme vun den Investissementer däerf schwätzen, mee déi Investissementer och wierklech maache muss. An dat gesi mer jo och, datt déi realiséiert ginn. Do ass dës Regierung vun Ufank u mat ganz vill Determinatioun virgaangen.

En moyenne war d'Progressioun vun den direkten an indirekten Investissementer duerch d'ëffentlech Hand all Joer ëm 5,6 % an d'Luucht gaangen um Niveau vum Zentralstaat. Tëschent 2019 an 2024 wäert déi Progressioun en moyenne op 7,6 % d'Joer nach eng Kéier däitlech zouhuelen. Esou kënnt et, datt mir an der Momentopnam fir 2021 Investissementer an Héicht vu 4,3 % vum PIB hunn. Fir 2022 belafe sech d'Investissementer op 4,7 % vum PIB oder, aneschters ausgedréckt, op bal 3,2 Milliarden Euro. An dëst ass an den Ae vun der LSAP dee richtege Wee, fir en inklusive Wuesstum ze garantéie-

ren an derfir ze suergen, datt eist Land net stoe bleift.

Dir Dammen an Dir Häre, de PSC an de PNR sinn Instrumenter, déi, dat hunn ech scho gesot am Ufank, traditionell hei an der Chamber diskutéiert ginn. De PRR ass allerdéngs nei. Mee d'Erausfuerderungen, déi sech am Moment stellen, sinn et och.

No laangem Hin an Hier konnt den 21. Juli d'lescht Joer den europäesche Fonds de relance „Next-Generation-EU" dach nach am Conseil ugeholl ginn. D'Enveloppe, an dat ass bekannt, vu 750 Milliarden Euro ass natierlech net wierklech op der Héicht vun den Aufgaben, déi scho virun eis als EU stinn. Dëst mierkt een och schonn, wann een dat vergläicht, d'Enveloppe, déi d'Next-Generation-EU hei duerstellt mat hire 750 Milliarden, par rapport zu de Vereenegte Staate vun Amerika, wou et 1.600 Milliarden Euro sinn, déi d'Administratioun Biden dechargéiert huet. Mee et ass nun emol leider esou, dat war am Conseil vun de Staats- a Regierungscheffen dat Eenzegt, wat am Konsens machbar gewiescht ass.

D'Facilité pour la reprise et la résilience ass den Dréi- an den Aangelpunkt vum europäesche Fonds de relance. A Musek ëmgesat gëtt d'Facilité duerch de Plan pour la reprise et la résilience. Déi Finanzsprëtzen, déi virgesi sinn, kënne bis 2026 ausbezuelt ginn. Si wäerten derzou bäidroen, d'Kohäsioun um wirtschaftleche Plang a soziale Plang an der Europäescher Unioun ze stäerken. An dat, denken ech, ass och e weesentleche Punkt, well mer wëssen, datt besonnesch d'Ekonomie vu manner räiche Memberstaaten an der EU haart getraff ginn ass, notamment well se op Secteure berout, déi besonnesch staark duerch d'Covidrestriktioune betraff gi sinn. Ech hunn d'Beispiller vun deene verschiddene Länner gesot, déi a puncto Tourismus ekonomesch ofhängeg sinn.

Mir dierfen als Europäer natierlech, an dat war ëmmer eise Standpunkt, net zouloossen, datt de Gruef tëschent de Memberstaaten um wirtschaftlechen a soziale Plang méi déif gëtt. Do musse mer Solidaritéit um europäesche Plang hunn! An deem Sënn begréisse mir als LSAP, datt d'EU-Kommissioun och kloer Leitlinne virgëtt. Déi Enveloppe muss dozou déngen, Investitiounen ze erméiglechen, an zwar a Richtung vun enger méi nohalteger a resilienter Ekonomie. D'ganz EU muss kënnen zesummen un engem Strang zéien, wann et ëm déi mëttel- a laangfristeg Ausriichtung vun eiser Wirtschaftspolitik geet.

D'LSAP steet ganz kloer hannert dëse Leitlinnen. Besonnesch (veuillez lire: Besonnesch d'ekologesch Transitioun) an d'Numerisatioun sinn Erausfuerderungen, déi weeder d'EU als gréisste Bannemaart vun der Welt nach de Grand-Duché als kleng, mee héich entwéckelt Ekonomie däerfe verfeelen.

De Plan de reprise et de résilience gliddert sech - an dat ass och schonn ugesot, dofir ginn ech net weider an den Detail - an déi dräi Pilieren, déi wichteg sinn: d'Kohäsioun a sozial Resilienz, eng ekologesch Transitioun grad ewéi d'Innovatioun, d'Gouvernance an d'Digitalisatioun.

Här President, d'Äerderwäermung an och déi ganz Emissioune vun CO_2 ass een Diskussiounspunkt, dee mir als Partei natierlech begréissen. Ech denken, wéi jiddwereen hei am Raum, datt d'Amerikaner mat op dee Wee gaange sinn, fir hir Klimaziler fir den Horizont 2030 nei ze presentéieren. Gläichzäiteg, an dat däerfe mer och net vergiessen, huet England, also Groussbritannien, seng Ambitiounen zur Reduzéierung vun de klimaschiedlechen Emissiounen drastesch eropgeschrauft. Bis 2035 wëllt d'United Kingdom seng Emissiounen ëm 78 % reduzéiere par rapport zu 1990.

Et ass also ze begréissen, datt déi éischt Wirtschaftsmuecht, Amerika, erëm d'Erausfuerderunge ronderëm d'Äerderwäermung eescht hëlt. Et bedeit awer, datt d'EU muss Schratt halen. Dofir musse mir derfir suergen, datt déi Investitioune vun Next-Generation-EU och effektiv bei nohaltegen Transitiounen a Richtung Klimaneutralitéit, datt déi dat mat sech bréngen.

Eng rezent Etüd vun der University of Oxford huet an Zesummenaarbecht mat der EU gesinn, datt just 18 % vun den Investissementer, déi weltwäit zur Relance geplangt sinn, en nohaltege Charakter hunn. Hei ass et also ze begréissen, datt d'EU dat versicht besser ze maachen.

An deem ganze Kontext begréisse mer natierlech och d'Schaffe vun der Regierung, wat déi Facilité pour la reprise et la résilience ugeet, fir d'Akzenter dorobber ze setzen. Ech wëll awer do op ee Punkt agoen. Et ass awer och éischter esou, datt mir hei a Lëtzebuerg schonn déi Leitlinne vun der EU bei eis ageschriwwen hunn an datt mer déi Strategie schonn an dëser Regierung haten, ier dee PRR komm ass. Dat ass natierlech ganz gutt, well dat et natierlech vereinfacht, och um europäesche Plang déi verschidde Leitlinnen ze respektéieren. Ee Beispill ass de PNEC, dee jo och nach zur Diskussioun steet, fir a Richtung vun enger ekologescher Transitioun ze goe mat eiser Ekonomie an eiser Gesellschaft. Natierlech gehéiert och d'Rifkin-Etüd derzou, fir eis Ekonomie méi laang an deem Sënn och weider fit ze halen.

Ech kommen, Dir Dammen an Dir Hären, op en Theema, wat och den Här Bauler schonn ugeschwat huet: d'Dekarboniséierung vum Transport. Bon, als Gesellschaft musse mer eng kloer Dekarboniséierung vum Transport an domadder och vum private Fuerpark ustriewen. De PRR rappeléiert nach eng Kéier d'Ambitioune vum PNEC, fir um Horizont 2030 49 % elektresch Autoen am Fuerpark zu Lëtzebuerg ze hunn. Ech weess, datt dat ëmmer zu Diskussioune féiert, ob een dat erreecht, ob een et net erreecht. Mee et ass emol gutt, datt ee sech Ziler gëtt, fir an déi Richtung ze goen. An da musse mer och alles drusetzen, fir dat ze erreechen!

D'Eropsetze vun der Primm fir d'Acquisitioun vun engem Elektroauto op 8.000 Euro bréngt hei nei Impulser, ganz kloer. D'Inklusioun vu soziale Krittäre bréngt eis och weider, well se d'Verständnis vun de Bierger fir d'Subventioun vun engem elektresche Fuerpark erhéicht. Am Januar dëst Joer ass de Pourcentage u rengen Elektroautoe bei 5 % gewiescht. D'Leit schéngen am Moment nach éischter op de Modell Plug-in-Hybrid ze vertrauen. Mee mam Ausbau vun de Bornen hei am Land - och wann dat deelweis vläicht kritiséiert gëtt, datt dat am PRR steet; mee bon, et ass awer dee richtege Moyen - an dem Montant vu 40 Milliounen, fir hei den Entreprisen ze hëllefen, Bornen ze installéieren, wäert den Elektroauto sécherlech un Attraktivitéit gewannen.

Et ass awer och an eisen Ae vläicht sënnvoll, déi Primmen an zwee Voleten opzedeelen, woubäi een effektiv deen éischten Deel vun der Primm just kritt, wann een een ale konventionellen Auto duerch en Elektroauto ersetzt. Dat ass déi éischt Remark. An a Frankräich, d'Fransousen hunn eis et an deem Domän schonn deelweis virgemaach. D'Subventionéierung vun der Acquisitioun vun engem Elektroauto als zweeten oder drëtten Auto fir kleng Distanzen ass weeder ënner ëmweltpoliteschen nach ënner soziale Consideratioune wierklech sënnvoll.

Och d'Fro vum Recyclage vun de Batterië muss ee sech stellen, déi en moyenne e Gewiicht vun 300 kg hunn, déi muss an eisen Aen och geléist ginn. Hei gëtt et en Ekosystem vun e puer Firmen, déi sech op de Recyclage vun deene Batterië spezialiséieren. Mee all Constructeur, an dat wäert Der mierken, wann Der Elektroautoen hutt, kacht am Moment seng eegen Zopp.

Mir kommen am Fong op dat zréck, wat mer fréier oder virun zéng - „fréier" ass gutt gesot -, virun zéng, zwielef Joer mam iPhone hate mat de Kabelen. A mir mussen oppassen, datt mer net déi selwecht Tendenz, iwwerspëtzt formuléiert, bei den Elektroautoe kréien. Dat heescht, d'Batterien, wou se entsuergt ginn, wéi geet et, wann ech mer en aneren Auto kafen? Wie bezilt d'Entsuergung? Wat ass, wann ech eng aner Mark kafen, gëtt déi do mat entsuergt?

Dat heescht, mir mussen e System aféieren, an eisen Aen op jidde Fall, ech wëll net op d'Abfallprämie oder Abwrackprämie an Däitschland zréckkommen, mee e System, wou dat scho garantéiert ass, fir eeben do dat gerecht ze maachen, an och am Sënn vum Consommateur an, ech denken, schlussendlech och am Sënn vun de Producteuren, déi een hei muss an d'Verantwortung huelen.

M. André Bauler *(DP)*.- Eng treffend ...

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Mir sinn ...

M. André Bauler *(DP)*.- ... Bemierkung, ...

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Watgelift?

M. André Bauler *(DP)*.- ... Här Hagen! Ech sot: „eng pertinent Bemierkung!"

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här Bauler!

Une voix.- Jo.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Als LSAP si mer der Meenung, datt een eventuell Primme fir Elektroautoen och kéint fir jonk, also „jonk" fir „nach nei", Occasiounen, soen ech emol, an d'A faassen. Hei mussen natierlech d'Modalitéiten esou determinéiert ginn, datt net op eemol an den Entreprisen deen een Auto bei deen anere verkaaft gëtt. Mee bon. Dat soll ee sech awer eng Kéier am Kapp iwwerleeën, wéi een dat mécht, fir, besonnesch bei deem Fuerpark, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, och nei, jonk Occasiounen iwwert dee Wee ze subventionéieren, fir datt et fir den normale Bierger oder den „Otto Normalverbraucher" - e Wuert, wat ech net gären héieren, mee bon - och ze bezuelen ass.

Bon, als LSAP si mer besonnesch frou, datt mer mam PRR och vill an d'Mënschen investéieren - et ass ugeschwat ginn: d'„Future Skills", d'„Digital Skills", d'Kompetenzen entwéckelen, déi d'Leit op der Sich no enger Aarbecht oder Leit, déi am Chômage partiel sinn, begleeden. Dës Initiativ ass an eisen Aen immens wichteg, well eppes kloer ass: d'Profiller vun de Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, méi un d'Besoine vum Aarbechtsmarché erunzeféieren, dat heescht, se ze adaptéieren, se och fit derfir ze maachen. An dofir musse mer op de Wee matgoe vum Verdéiwe vu Kompetenzen, déi scho bei Beneficiairen do sinn, Upskilling, wéi och vun der Rekonversioun op d'Zukunftsberuffsbiller mat Reskilling. Mat dëser Mesure stäerke mer nämlech d'Employabilitéit an doduerch och d'Mobilitéit vun de Beneficiairen um Aarbechtsmarché. An anere Wierder: Mir stäerken also d'Resilienz vun eisen zukünftege Salariéen.

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Ervirzehiewen ass och d'Initiativ „Digital Skills", déi e Bon à la formation mam Schwéierpunkt Digitalisatioun an Héicht vu bis zu 500 Euro virgesäit en faveur vun all Salarié, deen an deenen éischten dräi Méint vum Joer am Chômage partiel gewiescht ass.

Déi zwou Initiativen zesumme bedeiten Direktinvestissementer vun 33 Milliounen an d'Leit. Ganz niewebäi gëtt dës Composante och eng Äntwert op d'Recommandatioune pro Land, déi Lëtzebuerg am Kader vum Europäesche Semester kritt huet. De Conseil huet Lëtzebuerg nämlech 2020 an enger zweeter Recommandatioun un d'Häerz geluecht, ganz besonnesch fir d'Leit, déi et um Aarbechtsmaart schwéier hunn, d'Repercussioune vun der Covidkris op hir Astellungsmanéier oder Astellungscapacitéit ze miniméieren.

D'Santé ass ugeschwat ginn: Mir sinn natierlech, an dat hunn ech ganz am Ufank gesot, ganz staark drun interesséiert, fir Investissementer an och d'Ofséchere vun eisem Gesondheetssystem ze maachen. Mir hate glécklecherweis d'Chance, datt et hei am Land net huet missen zu engem Triage vu Patiente kommen, wéi dat an anere Länner de Fall ass. Dofir ass et och wichteg, datt mer an deem Sënn weider Investissementer maachen, fir datt mer net un d'Limitte vun eisem Gesondheetssystem kommen.

Bal 20 % vum Budget vum PRR soll an d'Composantë vun der Santé fléissen, an déi immens Aarbechtsbelaaschtung an deem Secteur, wou herno och iwwer e Registre, wou d'Professions de santé enregistréiert ginn, fir direkt ze hëllefen, eng Aart Radiografie vun de Professionnels de la santé gemaach gëtt, fir eeben ze kucken, fir de Corps médical esou opzestellen, datt en och zukunftsorientéiert ass, wat e bis elo war. Mee mir gesinn natierlech opgrond vun dëser Kris, wou mer verschidde Faillen hunn, an deene musse mer entgéintwierken. Do ass de Käschtepunkt am PRR och ofgedeckt. D'Telemedezinn ass natierlech an deem selwechte Sënn ze developpéieren.

Logement: De Logement ass ugeschwat ginn, notamment vum Här Roth. An ech muss lech soen: Als LSAP kann ech déi Approche, déi d'CSV hei deelweis mat deene fënnef, sechs Punkte gesot huet, Här Roth, ech hu kee Problem, fir déi Punkten ze deelen. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt mer e Problem am Logement hunn. Mir musse just d'Aart a Weis kucken, wéi mer dohinnerkommen. A wa mer schwätzen, fir d'PAGe méi opzemaachen, esou geet dat a verschiddene Gemengen, jo, an anere Gemenge geet dat net, aus verschiddenen Ursaachen, vläicht och aus ökologesche Conceptiounen. Mee all Gemeng, denken ech, kuckt dat op hir Aart a Weis. A wat mer méi wichteg ze si schéngt, dat ass d'Vernetzung tëschent deene PAGen vun deene verschiddene Gemengen.

Dat anert, fir ze soen: „D'CSV ass géint eng", ech mengen, Dir hat et genannt „Buedemspekulatioun" - d'LSAP ass och dergéint! Natierlech! D'Fro ass just: Wat maache mer dergéint? An ech muss lech soen: Ech sinn awer e bësse perplex. Da muss een och soen, wéi een dat ugeet mat der Buedemspekulatioun, wat dat bedeit generell. Ass dat, wa Leit Terraine kafen, fir drop ze spekuléieren, just finanziell, oder well se kucken, datt se an dräi Joer wëlle bauen? Dat heescht, mir mussen och do Léisunge fannen!

A wat mir als Buergermeeschter, an da schwätzen ech elo emol eng Kéier als Buergermeeschter vun der Stad Dikrech, am meeschte Suerge mécht, dat ass: Dir wësst, datt Dikrech den Impôt foncier B6 op 5.000 % gesat huet. Elo kann een dat gutt fannen oder schlecht fannen. Ech mierken awer, datt schlussendlech net d'Politik do wäert d'Decisioun huelen, mee datt d'Decisioun, ob deen Taux ugewannt gëtt, herno iwwert den Tribunal administratif oder d'Cour administrative, iwwert d'Égalité devant l'impôt oder iwwert d'Verhältnismëissegkeet fir deen Impôt wäert determinéiert ginn. A bei all deene Consideratiounen ...

(Interruption)

Nee, nee!

Bei all deene Consideratiounen - dat ass elo keng, et ass eng Erklärung, déi ech wëll ginn - ginn ech mat op de Wee, datt mer och bei de Mesuren, déi mer sollen huelen am Logement, op déi juristesch Konsequenze mussen oppassen.

Här Roth!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci. Also, mir sinn eis do eens, mee ech ...

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Dir schwätzt e bësse lues.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Pardon. Mir sinn eis do eens. Mee grad de Punkt vun de Recourse beim Verwaltungsgeriicht, firwat kommen déi? Mee well et de Moment, wéi Der richteg sot, iwwer eng kommunal Grondsteier gereegelt gëtt. Wa mer awer géifen déi Geschicht vun dem B6, d'Problematik vum B6 - dat heescht, dat si jo Terrainen, déi eigentlech bebaubar sinn, mee de facto net bebaut sinn - iwwer e Gesetz reegelen, da stellt sech déi Fro net méi vun de Recourse bei dem Verwaltungsgeriicht!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Do ginn ech lech vollkomme Recht. Do komme mer awer an d'Diskussioun vun der Autonomie communale, dat wësst Der och. Domadder hu mer och kee Problem! Mee och do wäert sech - wéi soll ech soen? - déi juristesch Fro stellen: Staatsrot; wéi mer dat Ganzt uginn. Och e Gesetz kënnt Der ufechten.

Ech wëll just soen, datt mer verschidde Méiglechkeeten an alleguerten d'Méiglechkeete mussen analyséieren. An dat heiten ass am Fong eng Aart a Weis, fir dohinnerzekommen. Ob et herno nëtzt oder net nëtzt, dat ass punktuell elo fir eng Stad wéi Dikrech, an dësem Fall, ze kucken. Ob dat um Landesniveau géif nëtzen, kann ech lech net soen, dat hunn ech och net gekuckt, ech kennen och net d'Problemer vun deenen anere Gemengen. Mee wa mer net innovativ an aggressiv déi Problematik uginn, wäerte mer se ni kënne léisen. An datt do Feeler wäerte geschéien, dofir ass och an eisen Aen de Pacte Logement 2.0 déi richteg Aart a Weis, well do méi Terrainen an d'ëffentlech Hand kommen. Datt et deem engen net séier genuch geet an deen anere seet: „Et missten der méi sinn" oder „manner sinn", ass eng aner Diskussioun. Mee ech fannen, mir sollten et emol ugoen.

Bon, dat gesot, steet jo och am PRR, datt pro Joer, mengen ech, an engem Rhythmus 2.000 Wunnengen op de Marché kéimen iwwert d'Convention des aides à la pierre, wat jo och an dësem Fall an déi richteg Richtung geet.

Ech kommen zum Schluss nach op de Bien-être selwer ze schwätzen. Fir eis ass de PIB du bien-être och wichteg. Mir haten déi Diskussioun, dat ass richteg, Här Bauler, virun e bësse méi wéi engem Joer, virun der Pandemie, hei an der Chamber. An ech fannen ..., mir begréissen et och ganz staark, datt am PRR iwwert de Bien-être ..., datt et thematiséiert gëtt a gekuckt gëtt. Mir haten an der Wirtschaftskommissioun Analysen dovunner mam Statec zesummen, wéi de PIB du bien-être kéint ...

An et muss eng normal Reaktioun sinn, déi mer eis alleguerte ginn, fir och de PIB du bien-être an de Mëttelpunkt vun eise politesche Mesuren ze stellen, sief dat Chômage partiel oder d'Revalorisatioun vun der Allocation de vie chère - Mesuren, déi an deem Sënn hëllefen ... -, Congé pour raisons familiales ... Ech mengen, de PIB du bien-être iwwersetzt am Fong d'Wuelbefanne vun de Bierger, souguer och vun den Entreprisen. Dofir ass d'Wuelbefanne vum Mënsch den A an O vum politeschen Handelen.

Well de Wuesstum u sech ass kee Selbstzweck. Eng performant Ekonomie brauche mer, och performant Moossinstrumenter, déi net nëmmen d'Produktioun erfaassen, mee och dem Mënsch als wichtegstem Acteur vun all Ekonomie eng Plaz ginn. Ech mengen, den Yves Cruchten ass a sengem Budgetsrapport schonn dorobber agaangen - een Häerzstéck vun deem Budgetsrapport war notamment de PIB du bien-être.

Am November huet de Statec en ëmfaassende Rapport erausginn, dee mer och an der Wirtschaftskommissioun analyséiert hunn, e Rapport Bien-être. Dëse Rapport huet elo vun deenen urspréngleche 63 Indicateuren der 27 zréckbehalen, vun deene 24 Indicateuren all Joer aktualiséiert ginn. Déi Aarbecht vum Statec ass an eisen Aen immens wäertvoll!

An ech kommen zum Schluss. Déi sanitär Restriktiounen hunn natierlech, trotz de ville Mesurë vun der Regierung, déi de Leit ënnert d'Äerm gegraff hunn, e gewëssen Impakt op d'Wuelbefanne gehat. Et kann een aus deem Rapport erausliesen, datt grad déi Leit an eiser Gesellschaft, déi ekonomesch a sozial gesinn am vulnerabelste sinn - Fraen, Jonker, Monoparentallen, Leit mat niddregem Akommes -, d'Kris am meeschte gespuert hunn. Dofir ass et richteg, ech hunn dat selwer gesot: Mir mussen oppassen, datt déi Pandemie net eng wirtschaftlech, finanziell Kris gëtt mat duerno enger sozialer Kris. Mir hunn déi sozial Kris e bëssen ofgefiedert. Ech wëll awer soen, datt mer se awer trotzdeem spieren, dat wësse mer alleguerten. Mir sollen net esou maachen, wéi wann et keng géif ginn. Fir mech si mer och do schonn op engem Punkt, wa mer net oppassen, wou mer an eng sozial Kris kommen.

Mam PRR a PNR stelle mer och a ville Beräicher d'Jalonen, fir d'Wuelbefannen ze verbesseren - de Pacte Logement hunn ech opgezielt, de Pacte Logement 2.0, alleguerten déi Pläng, déi d'Regierung erausginn huet an och engagéiert huet. Mir hunn effektiv nach vill Erausfuerderunge virun eis, mee, Dir

Dammen an Dir Hären, als LSAP hate mir nach ni Angscht virun der Zukunft. Mir gestalte se léiwer - an dat wäerte mer och weiderhi maachen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, mir féieren haut eng immens wichteg Diskussioun, wou et eeben drëms geet, wéi mer d'Weiche fir d'Zukunft stellen - Wéi gesäit d'Relance no der Kris aus? -, fir duerno eebe méi staark dozestoen, méi gerecht a méi klimafrëndlech wéi virdrun, dat zu Lëtzebuerg an an Europa, an dat geet och just zesummen, well mir léisen d'Coronakris oder och nach d'Klimakris just zesummen!

A menger Ried wëll ech mer d'Fro stellen, wou mer elo stinn, ekonomesch, awer och gesamtgesellschaftlech als Land. Ech wëll dat Ganzt an en europäesche Kontext setzen, well dat eigentlech jo och d'Basis vun der Diskussioun vun de Pläng ass, déi mer haut féieren. Ech mengen awer och, dass den internationale Kontext wichteg ass - mir hunn do en neie Moment, notamment mat deem neie President an Amerika. Da wëll ech iwwert d'Relance zu Lëtzebuerg schwätzen, woufir mer eng zilorientéiert Investitiouns-, awer och Steierpolitik brauchen, fir ze steieren an natierlech och d'Staatsfinanzen fir d'Zukunft opzestellen. An ech wëll de Fokus dobäi op déi zwou gréissten Erausfuerderungen a mengen Ae leeën - engersäits d'Nohaltegkeet an de Klimaschutz an op där anerer Säit de Logement -, fir dann zum Schluss iwwert de Finanzsecteur, also d'Finanzplaz, ze schwätzen, wat nämlech de kruziale Secteur ass, wann et ëm d'Resilienz vu Lëtzebuerg geet. En Drëttel vun onsem PIB geet op d'Finanzplaz zréck an och en Drëttel vun de Staatsrecetten.

Wou sti mer also elo, ee Joer nom Ufank vun der Kris? Et gouf schonn e puermol gesot: Wirtschaftlech a budgetär hu mer ons verhältnisméisseg gutt aus der Affär gezunn. Den Defizit ass manner wéi am Ufank gemengt a bis 2025 hu mer en, de Pläng no, déi mer presentéiert kruten, och erëm am Equiliber. D'Staatsschold bleift iwwert déi nächst Jore stabel bei ongefeier 25 % vum PIB.

An duerch den Encadrement an d'Agräife vum Staat hu mer massiv negativ Konsequenzen an deem Krisejoer kënne vermeiden, dat duerch eebe konsequent Mesuren, fir d'Verbreedung vun der Pandemie anzeschränken, well soss hätt déi heite Pandemie vill, vill méi Mënscheliewe kascht!

De Chômage partiel, Hëllefe fir d'Entreprisen an d'Independanten, Hëllefe fir de Konschtsecteur, d'Verduebelung vun der Allocation de vie chère, d'Loyere goufen agefruer a sou weider - ouni déi Hëllefe wär d'Ekonomie haut um Buedem, d'Chômagezuele wären explodéiert a vill Leit wären an d'Aarmut gerutscht.

E staarke Staat, dee Prioritéite setzt an d'Weiche stellt; e staarke Staat, deen d'Erausfuerderunge vun eiser Zäit ugeet - dat gëllt fir d'Pandemie, et gëllt och fir de Klimaschutz a fir méi sozial Gerechtegkeet. Dat hu mir an deene leschte Méint a Jore gemaach, speziell awer am leschte Joer, wou et drëms gaangen ass, géint d'Kris virzegoen an eng Relance ze maachen. A genau dat maache mer och mat dem Relanceplang, dee mer haut hei diskutéieren.

Nieft deene gudden Noriichten - also wat d'wirtschaftlech Entwécklung an d'Staatsfinanzen ugeet respektiv den Emploi, deen eigentlech net esou schlecht do steet, dee souguer d'lescht Joer gewuess ass - däerfe mer hei awer net vergiessen, dass verschidde Secteure staark ënnert där Kris hei leiden: d'Restauratioun, den Evenementiel, den Tourismus, just fir e puer Beispiller ze nennen. An et ass wichteg ze ënnersträichen, dass sech vill vun de Konsequenze vun där heiter Kris net an dem PIB zréckfannen, ech soen: déi sozial an déi gesellschaftlech an déi mental Gesondheet.

D'Wuelbefanne vun onser Populatioun ass säit dem leschte Joer, also an dem Krisejoer an am Moment, amgaangen zréckzegoen. An och scho virun der Kris hate mer d'Phenomeen, dass d'Entwécklung vum Wuelbefannen a vun dem PIB net Hand an Hand gaange sinn. De PIB ass tëscht 2010 an 2019 staark geklommen, mee de PIB du bien-être ass zu Lëtzebuerg stagnéiert.

Firwat? Et gëtt e puer Grënn derfir an ech wëll e puer Grënn nennen. Den Aarmutsrisiko, zum Beispill, ass zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore geklommen. Virun allem dovu betraff: Auslänner, wéineg Qualifizéierter, Jonker tëscht 18 a 24 Joer, Chômeuren a Monoparentallen.

An och d'Ongläichheet verstäerkt sech hei am Land, souwuel, wat de Revenu ugeet, wéi och, wat de Patrimoine ugeet, wou se am däitlechsten ass. Mir leie mëttlerweil iwwert dem europäeschen Duerchschnëtt, wat d'ongläich Verdeelung vum Revenu ugeet.

En anert Beispill: d'Ökologie. Lëtzebuerg huet en immens héijen ökologesche Foussofdrock. D'Ressourcen, déi ons fir ee ganzt Joer zur Verfügung stinn, hu mer scho Mëtt Februar opgebraucht. A wa jidderee géif esou liewe wéi mir zu Lëtzebuerg, bräichte mer am Ganzen aacht Planéiten.

Och onser Natur geet et net gutt! Zwee Drëttel vun onsen Habitater sinn an engem schlechten Zoustand an doduerch sinn ons Aarte massiv a Gefor. An ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, wat mer wierklech net däerfe vergiessen: dass de Coronavirus op eng Zoonos zréckgeet, déi also eng Suite ass vun dem Mënsch a sengem Andréngen an d'Natur. A mir mussen ons Politik also och un anere Facteuren orientéieren a moosse wéi just dem PIB - och grad an der Wirtschafts- an an der Finanzpolitik.

An dofir ass et gutt, dass de Reformprogramm verschidden SDGen an och de Bien-être thematiséiert. Eng änlech Approche solle mer och weider an de Budget, an déi Diskussioun materanhuelen, sou wéi och eng Rei Budgetsrapporteren dat scho proposéiert hunn, grad wéi eng Weiderentwécklung vun dem Green budgeting. Mir hunn dat och scho gemaach beim leschte Budget, wou mer ganz konkreet gesot hunn: Sou vill Ausgabe sinn un de PNEC geknëppt. Mee dat sollt ee weiderdenken, zum Beispill, andeems een den Impakt vun de Steiermesuren op d'Ëmwelt an de Klima evaluéiert respektiv, änlech, wéi et a Frankräich gemaach gëtt, vläicht en nach méi konsistente Rapport dozou mécht, deen de Budgetsprojet op d'Klima- an d'Ëmweltziler hin analyséiert.

D'Covidpandemie - mat all hiren net wirtschaftleche Konsequenzen - weist eis op en Neits, dass d'Wuelbefannen net just wirtschaftlech ze definéieren ass. E Relanceplang, deen also just drop aus wär, den nationale PIB-Wuesstum erëm séier no uewen ze drécken, wär dee falsche Wee. Mir brauchen eng Relance, déi alleguerten d'Facettë vum Bien-être matabezitt an dee virun allem déi, déi aus dëser Kris als Verléierer erausgaange sinn, nees staark mécht. Héicht Wuelbefannen an nohaltegt Wirtschaften, dat mécht am Postcovidzäitalter d'Kompetitivitéit vun engem Land aus. A wirtschaftlech nohalteg kann och just sinn, wat sozial an ökologesch ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Relancepak, dee mer haut diskutéieren, weist, dass op europäeschem Niveau d'Zeeche vun der Zäit erkannt goufen. En ass sécherlech net perfekt, mee en ass awer exceptionell a souguer historesch wéinst sengem Montant - am Ganzen huet d'EU 750 Milliarden Euro mobiliséiert, wouvun de Gros iwwert déi national Relancepläng un d'Länner verdeelt ginn -; exceptionell wéinst senger solidarescher Approche - déi Memberstaaten, déi méi ënnert der Kris gelidden hunn, kréien och méi aus dem Dëppen eraus -; exceptionell och wéinst senger Aart a Weis vum Finanzement - d'EU-Memberstaaten notzen hir gemeinsam Stäerkt, fir dass all Land seng Relance finanzéiere kann, an och dat ass en Zeeche vu Solidaritéit -; exceptionell och wéinst de Projeten, déi e finanzéiert - e substanziellen Deel, nämlech mindestens 37 %, gëtt a klimarelevant Beräicher investéiert an nieft Lëtzebuerg hunn och aner Länner méi wéi dee vun der Europäescher Unioun virgeschriwwene Minimum, fir an de Klima ze investéieren, festgeluecht, zum Beispill Éisträich, eng Regierung mat grénger Bedeelegung.

An och wann dat natierlech nëmmen en Ufank ka sinn, ass et awer e wichtege Schratt, e wichtege Schratt, dee mer musse weidergoen, e wichtege Schratt fir d'Relance, ma och e Beweis, dass d'Europäesch Unioun sënnvoll Kompromisser fënnt an handlungsfäeg bleift, wann et drëms geet, Krisen ze bewältegen. An dat ass net ëmmer an och net an all Politikfeld de Fall. Ech wëll do d'Flüchtlingskris nennen, wou d'Europäesch Unioun a mengen Aen kee gutt Bild ofgëtt.

Mam Budget 2021 bis 2027 a mam Relancepak huet d'Europäesch Unioun eng kloer budgetär a fiskalpolitesch Äntwert op d'Kris ginn, déi op der Héicht vun der Zäit ass an déi complementaire zur Geldpolitik vun der EZB ass.

An eng weider gutt Noriicht: De Risiko vun enger neier Spuerpolitik ass domat, fir de Moment emol, vum Dësch, och wa mer weiderhin oppasse mussen. Mee och an deenen nächste Joren däerfe mer net an eng blann Austeritéitspolitik zréckfalen, dat wär fatal!

Duerch den europäesche Relanceplang kréie mer alleguerten eng méi staark Unioun. Besonnesch als kleng an als oppen Ekonomie si mir zu Lëtzebuerg hei drop ugewisen, dass et der ganzer Europäescher Unioun gutt geet, well nëmmen eng staark Unioun huet Bestand, souwuel intern tëscht de Staaten, wéi och op der internationaler Bün. An och do brauche mer se, nämlech, wann et drëms geet, global Léisungen ze fannen, déi mer dréngend brauchen, grad wann et ëm de Kampf géint de Klimawandel geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme bei déi nohalteg Relance zu Lëtzebuerg respektiv d'Prioritéite vun dem Relanceplang. An ech hunn et scho gesot: Mir brauchen en Neistart, deen Nohaltegkeet a Gerechtegkeet verbënnt an eis laangfristeg besser fir d'Zukunft opstellt. Géint d'Klimakris, géint d'Biodiversitéitskris, géint steigend Ongläichheete gëtt et nämlech keen Impfstoff, mee just proaktiivt a preventiivt Handele vusäite vun der Politik. E staarke Staat, deen investéiert, der Ekonomie kloer Limitte virgëtt, d'Betriber an d'Stéit sënnvoll bei dëser Transitioun ënnerstëtzt, dat ass dee richtege Wee!

A genau dofir brauche mer elo e staarke staatlechen Impuls a Form vun enger nohalteger Relance, wou et souwuel ëm Investissementer wéi och ëm Steierung geet. A genau esou eng nohalteg Relance huet d'Regierung iwwert dat lescht Joer schonn ugestouss an si huet déi richteg Akzenter gesat. Net manner, mee grad elo méi staatlech Investissementer an Infrastrukture goufe mat dem Budget 2021 gemaach: iwwer eng Milliard d'Joer fir d'Ëmsetzung vum nationalen Energie- a Klimaplang. Mam „Neistart"-Pak goufen d'Primme fir d'nohalteg Transitioun massiv erhéicht, sief et fir de Vëlo, den Elektroauto, energeetesch Renovatioun oder erneierbar Energien. Am Logement ginn d'Zomme Joer fir Joer an d'Luucht, fir bis 2024 bei enger knapper Milliard ze sinn, déi an deem neie Spezialfong fir ëffentleche Wunnraum ass. An och steierlech Mesurë fir d'Transitioun hu mer ageféiert, nämlech eng sozial gerecht CO_2-Steier.

Mam Relance- a Reformpak maache mer elo genau do weider mam nohaltegen Neistart. Et ass net just eng Relance vun der Ekonomie, mee mir maachen eng Relance fir de Mënsch a fir de Klima. Mir investéiere massiv an de Bau vun ëffentlechen abordabelen a klimafrëndleche Wunnengen; 51 Milliounë sinn an deem heite Pak dofir virgesinn. Mir ënnerstëtzen d'Betriber bei der Transitioun a Richtung Elektromobilitéit, dat mat 40 Milliounë Subside fir d'Elektroborne fir d'Entreprisen. An zesumme mat de Gemenge schütze mer eis Biodiversitéit a stoppen d'Aartestierwe mat 13,6 Milliounë fir de Klimapakt. 61 % vun eisem Relancepak si Klimaausgaben an ech kann et just nach eng Kéier däitlech soen: Dat ass bedeitend méi wéi de Minimum vu 37 %, dee vun der Europäescher Unioun virgesinn ass! An dat ass e kloert Zeeche fir eisen Engagement fir d'Klimatransitioun!

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Nieft dem Klima setzt dëse Reformplang nach weider wichteg Prioritéiten, ënner anerem, fir eise Gesondheetssystem méi staark opzestellen, fir d'Transitioun um Aarbechtsmarché ze encadréieren, notamment d'Digitalisatioun, a fir d'Administratiounen an de Staat ze moderniséieren, och um Niveau vun der Digitalisatioun.

Ma esou gutt alleguerten déi Pläng sinn, si se natierlech just e weidere Schratt an déi richteg Richtung an et bleift nach vill ze maachen. An deen Appell krute mir alleguerten an och d'Regierung dës Woch nach eng Kéier däitlech vu Youth for Climate an engem Bréif mat op de Wee. D'Klimakris musse mer mat där selwechter Determinatioun ugoe wéi d'Covidkris. D'Regierung hätt an der Covidkris gewisen, dass se séier an effikass kann handelen, a mat genee sou drastesche Mesurë misste mer och d'Klimakris ugoen. An dat musse mer! Well och an der Klimakris geet et ëm Mënscheliewen. Déi europäesch Regierunge géife Milliarden ausginn, fir d'Ekonomie erëm unzekuerbelen, an och de Klimaschutz bräicht grad sou vill Milliarden, fir aus der fossiller Energie erauszeklammen. An effektiv: Mir musse weider investéieren!

Déi budgetär Aussiichten fir déi nächst Jore sinn an aller Hisiicht méi positiv wéi nach beim Budgetsdepot am Oktober, wéi et am Stabilitéitsprogramm steet, an déi rezent Zuele vun der Évolution budgétaire, déi de Finanzminister dës Woch an der Chamberskommissioun presentéiert huet, ënnersträichen, dass d'Staatsfinanze sech vun der Kris erhuelen. Sollt sech dësen Trend fortféieren, kréie mer méi finanzielle Spillraum fir an deenen nächste Joren - an dat bedeit och: méi Spillraum fir wichteg Investissementer, déi onst Land och weiderhin dréngend brauch. Well wa mer eis Ekonomie an d'Gesellschaft fit fir d'Zukunft maache wëllen, da muss de Staat weider massiv investéieren, sief dat an de Gesondheetssecteur, fir dee méi resilient ze maachen, fir Zuch, Bus, Vëlo, Tram auszebauen oder nohaltegen a bezuelbare Wunnraum ze schafen, dee längerfristeg an ëffentlecher Hand bleift an domat och deenen nächste Generatiounen zur Verfügung steet.

A mat zwee Drëttel vun onsen CO_2-Emissioune bleift d'Mobilitéit dee wichtegsten Hiewel, wa mer wëlle géint d'Klimakris ugoen. Bei den Investissementer an Investitiounen an d'Mobilitéit gesi mer mëttlerweil, dass se gräifen. Den Tram fiert bis op d'Gare, mir hunn eng gutt nei Vëlospist op der Neier Avenue, fir just zwee Beispiller ze nennen. Mee déi Efforte musse konsequent weidergoen, eng kloer Prioritéit fir den ëffentlechen Transport - Zuch, Bus, Tram -, de Vëlo an d'Elektromobilitéit!

An an deene leschte Joren hu mer vill Retarden an deem dote Beräich opgeholl, mee mir musse weider anticipéieren - mir däerfen net do stoe bleiwen -, also längerfristeg plangen, wat fir eng Investissementer an Infrastruktur onst Land brauch. Ech denken un den Ausbau vum Tram, ronderëm d'Stad an op Esch; e performante Bus- a Vëlosreseau, och iwwer Land. A virun e puer Wochen hu mer d'Reform vun de Primme jo ugepasst, mir hu se méi ökologesch a méi sozial gemaach, wat och eng Fuerderung war aus mengem Budgetsrapport. Dat war e wichtege Schratt, mee mir mussen dee weidergoen an do nach méi cibléiert ginn.

An och déi sougenannte gréng Infrastrukturen däerfe mer net vergiessen. Dat kënne Renaturatioune sinn, nei Habitater oder Gréngflächen am urbane Raum. Sou kënne mer d'Natur stäerken, eis méi resilient op d'Effekter vum Klimawandel preparéieren an d'Wuelbefanne vun der Populatioun verbesseren. An dat maache mer an deem heite Plang jo och, andeems mer Suen an den Naturpakt mat de Gemenge stiechen.

An deene leschte fënnef Joer ass d'Produktioun vun erneierbarem Stroum am Land verduebelt ginn. Ma och déi Efforte musse weidergoen an och grad, wat d'Energieeffizienz ugeet, e Sujet, dee mer gëschter Mëtten hei laang thematiséiert hunn.

Och beim Aarbechtsmaart, dee jo e wichtegen Deel vun der Relance ass, musse mer weider investéieren, hei virun allem an d'Kompetenze vu muer. Wéinst dem Chômage partiel konnt an där heiter Kris dat Schlëmmst verhënnert ginn. Mee elo geet et drëms, séier aus der Kris erauszekommen an, virun allem, de Laangzäitchômage ze verhënneren a sécherzestellen, dass de Jugendchômage net nees klëmmt. An dofir brauche mer Investissementer an d'Kompetenze vu muer. Natierlech geet et heibäi ëm d'Digitalisatioun, mee net nëmmen. Mir brauche besonnesch och Handwierksberuffer fir déi gréng Transitioun, fir dass mer am Beräich vun der Isolatioun weiderkommen, de Fotovoltaikanlagen, de Bornen an esou weider. Do brauche mer Fachpersonal, dat wierklech zu Lëtzebuerg feelt.

A firwat net och nei Iddien duerchspillen, zum Beispill, dass mer mat de Sozialpartner zesumme géife kucken, fir kuerzfristeg bei Neiastellungen ze pushen, andeems mer verschidden Aidë vun der ADEM fir d'Patronë fir eng befristen Zäit géifen erhéijen oder ausweiden?

Ech kommen da bei de Logement, ee vun den Haaptfacteuren, deen eis Gesellschaft zu Lëtzebuerg am Moment dividéiert an déi, déi dat néidegt Kapital opbréngen, an déi, déi keen Accès hunn. An dat ass eng ongesond Situatioun. Mat 37 % vun den Ausgabe vun den Haushalter ass de Logement op der éischter Plaz vun hiren Depensen. A bei de Locatairë klëmmt deen Taux souguer op 41,7 %. An net just déi Äermst an onser Gesellschaft sinn dovunner concernéiert, mee d'Mëtt vun der Gesellschaft. Wa mir awer wëssen, dass am Moment zu Lëtzebuerg just manner wéi 2 % ëffentlech Wunnengen zur Verfügung stinn, da gesi mer, wéi däitlech den Nachholbedarf hei ass. Grad d'Investéiere vum Staat an ëffentleche Wunnraum ass sënnvoll, well esou kënnen déi Schwächst an der Gesellschaft gehollef kréien, fir eng Wunneng ze kréien, a virun allem kënne mer längerfristeg garantéieren, dass och déi nächst Generatiounen heivu profitéieren.

An et sinn am Moment wierklech vill Projeten hei ënnerwee: Elmen, „Wunne mat der Wooltz" oder och nach „NeiSchmelz" - eeben een Deel, deen an deem heite Relanceplang mat dran ass -, hei iwwerall solle ganz nei Quartieren entstoen. Och de Gesetzesprojet vun dem Pacte Logement 2.0 gesäit fir säin Deel do vir, dass hei en fonction vun der Gréisst vum PAP bis zu 20 % vun der Fläch fir bezuelbare Wunnraum reservéiert soll ginn an an der ëffentlecher Hand soll bleiwen. „An der ëffentlecher Hand soll bleiwen", dat ass en entscheedende Punkt, well mir maachen eng Logementspolitik hei, wou längerfristeg a fir déi nächst Generatiounen dee Logement, dee mer schafen, deen ëffentleche Wunnraum, dee mer schafen, an der ëffentlecher Hand bleift. An do muss een einfach kloer soen, wann dat déi lescht Joerzéngte scho gemaach gi wär, da wär d'Situatioun net esou grav, wéi se haut ass.

Et ass elo wichteg, dass de Budget an deenen nächste Joren och zur Verfügung gestallt gëtt, fir dass de Staat dat ganzt Potenzial vum ëffentleche Wunnraum kann notzen, wat de Pacte Logement 2.0 zur Verfügung stellt, an dass mer déi wichteg a grouss Projeten och kënnen ëmsetzen.

Dacks kënne Leit mat manner héije Revenuen iwwregens net vun de Primmen am Beräich vun der energeetescher Renovatioun profitéieren, well se d'Suen zum Beispill net virstrecke kënnen. An och hei musse mer eebe kucken, dass och déi Leit vun de Primme kënne profitéieren, andeems d'Sue vläicht virgestreckt ginn, oder dass mer deene Schwaachen en extrae Bonus ginn.

Klimaschutz a sozial Gerechtegkeet si Froen, déi Hand an Hand ginn an déi grad och d'ëffentlech Finanze vun der Zukunft concernéieren. Mir mussen elo do massiv investéieren, well soss gëtt et fir déi nächst Generatiounen a fir d'Staatsfinanzen an Zukunft nach vill méi deier.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Hären, d'europäesch Memberstaate hu mat hirem 750 Mil-

liarde schwéiere Relancepak virgeluecht an domat e wichtege Schratt gemaach, fir d'Ekonomie mat Investissementer ze relancéieren. D'USA huet mam neie President Joe Biden nogeluecht, mat engem Plang, deen och massiv Investitiounen an d'Infrastrukture virgesäit. Dëse Plang weist, dass och d'Amerikaner op de Wee ginn, dee Lëtzebuerg an dëser Kris gewielt huet, nämlech, an d'Zukunft ze investéieren an net op d'Käschte vun den nächste Generatiounen ze spueren.

Zesumme mam Retour vun den USA an de Paräisser Accord ass dat eng gutt Noriicht fir de Fortschrëtt beim globale Klimaschutz. An nieft dësem Investplang huet de President Biden och eng Propos fir eng Steierreform gemaach, fir d'Ausgaben no der Pandemie kënnen ze finanzéieren, mat deels ganz progressiven Iddien. Eng dovun ass eng global Mindestbesteierung vun 21 % fir Betriber mam Zil, der sougenannter „race to the bottom" a puncto international Betribsbesteierung entgéintzewierken.

Wärend déi duerchschnëttlech Besteierung vun Entreprisen an der OCDE am Joer 2000 nach bei 32 % louch, louch se 2020 bei knapp 23 %. Lëtzebuerg wär vun dëser Minimalbesteierung net direkt betraff, well mir leie bei knapp 25 %. Allerdéngs däerf een net vergiessen, dass déi international Besteierung vu Societéiten eng komplex Matière ass, wou net just de generellen Taux, mee och d'Besteierungsgrondlag an aner steierlech Reegelunge matspillen. De Wee bei esou en Accord ass also och wuel nach wäit.

Ma et ass op alle Fall ze begréissen, dass no enger jorelaanger Blockad endlech vun den USA eng nei Dynamik opkënnt, och an dëser Fro, déi op OCDE-Niveau jo scho laang diskutéiert gëtt. Eng Mindestbesteierung géif den Trend vun enger ëmmer méi déiwer Besteierung vu Societéiten endlech stoppen. Fir Entreprisen unzeéien, missten d'Länner dann an Zukunft nach méi wéi elo op aner Atoute setzen an déi an de Mëttelpunkt stellen. Et wär ee wichtege Schratt a Richtung vun enger méi gesonder Kompetitioun. An och dem Finanzminister Pierre Gramegna seng positiv Reaktioun par rapport zu dëse Propose kënne mir Gréng just begréissen.

Mat sengem Taxplan proposéiert de President Biden och, den Taux vun der Kierperschaftssteier no uewen unzepassen, de Spëtzesteiersaz ze héijen an de Facteur Aarbecht steierlech net méi ze penaliséieren, andeems och Kapitalrevenue méi staark besteiert solle ginn.

A grad dëse leschte Punkt wëll ech betounen, well mer och zu Lëtzebuerg an der Situatioun sinn, dass Revenuen aus Kapital oft manner staark besteiert gi wéi d'Aarbecht, sief dat am Fall vun den Dividenden, bei der Locatioun vu Wunnengen oder nach bei dem Verkaf vun Aktien.

An dem Joe Biden seng Propose sinn e positiivt Beispill dofir, a wéi eng Richtung eng Postcovidsteierreform kann a sollt goen. Well och, wa mer a puncto Steieren näischt wëllen iwwert de Knéi briechen, solle mer verschidden Upassungen an eisem Steiersystem bedenken an och driwwer diskutéieren.

An ee fir mech zentrale Punkt ass hei Steiergerechtegkeet, déi mer och hei zu Lëtzebuerg an den Zentrum vun der Debatt solle stellen. An eng Rei wichteg Fortschrëtter goufen, an ech wëll dat nach eng Kéier betounen, mam Budget 2021 gemaach, dorënner d'CO_2-Bepräisung an d'Reform vun der Besteierung vun de FIS-Immobilieren an dem Amortissement accéléré.

DCO_2-Bepräisung war e wichtegt Signal an ass e wichtegt Instrument: D'Klimaverschmotzung krut e Präis, d'Käschte vun der Klimaverschmotzung ginn net méi op d'Allgemengheet ofgewälzt. Mir hunn e sozialen Ausgläich gemaach duerch e gestaffelte Steierkreditt an d'Hausse vun der Allocation de vie chère. An de Statec huet ons dee sozialen Ausgläich och däitlech confirméiert. An et ass wichteg, dass mer dëse Präis kruten, ma fir säi kompletten Effekt kënnen auszenotzen, musse mer och elo schonn driwwer nodenken, wéi mer deen 2023 weiderentwéckelen an no uewen upassen, zesummen natierlech mat engem sozialen Ausgläich.

An déi Diskussioun solle mer net bis dee leschte Moment komme loossen, eebe fir de Leit an den Entreprisë Previsibilitéit ze ginn a fir eebe grad déi Ziler ze erreechen, déi mer eis gesat hunn. Well d'Zil vun der CO_2-Bepräisung ass jo dat, dass mer déi klimaschiedlech fossill Energien net favoriséieren an d'Leit dohinner drécken an d'Entreprisen dohinner drécken, dass se a Richtung Klimaneutralitéit ginn.

Mee et gëtt och nach aner Steierungsinstrumenter. Ech nennen hei d'Autossteier als Beispill. Si ass zwar haut gestaffelt no Emissiounen, mee well se zimmlech déif ass, ass de Lenkungseffekt och dovunner geréng. Am OCDE-Verglach leie mer mat bei deenen niddregsten. E positiivt Beispill dofir wär e Budget „mobilité durable", also en Avantage, deen een deene gëtt, déi kee Betribsauto hunn.

Am Beräich vum Logement ginn d'FIS-Immobilieren elo besteiert. Den Amortissement accéléré gouf reforméiert. Domat hu mer eppes géint d'Immobiliespekulatioun gemaach. Ma d'Panoplie vun de Steierbegënschtegungen am Logementsberäich bleift breet an dëst riskéiert, zur Präisentwécklung um Immobiliemarché bäizedroen, well et zesumme mat de momentan immens déiwen Zënsen en Incentive ass, fir an Immobilien ze investéieren.

D'OCDE bemierkt jo, dass Leit mat méi héije Revenuen och déi Leit sinn, déi vun de Steierbegënschtegungen am Beräich vum Logement profitéieren, grad wéi och vun der niddreger Grondsteier. Am Interêt vun hirem Impakt op de Logementsmarché, d'Steiergerechtegkeet an natierlech och d'Staatsfinanze wär et interessant, d'Dépense fiscale am Beräich vum Logement méi genau ze analyséieren an unzepassen.

Da kommen ech bei d'Mobiliséierung vum bebaubare Wunnraum. An do sinn ech enger anerer Meenung wéi den Här Roth.

Dem Observatoire de l'habitat no stinn am Perimeter eng 2.900 Hektar Bauland disponibel, wat ëmgerechent Wunnraum fir 300.000 Leit géif bedeiten. Derbäi kënnt, dass dës Besëtzverhältnisser ganz ongerecht verdeelt sinn, well 20 % vun dëse Proprietären d'Hallschent vum disponibele Bauland besëtzen.

Mir kënnen net einfach soen, dass mer do näischt maache kënnen, mee mir mussen ons d'Moyene ginn, fir déi disponibel Terrainen eeben ze mobiliséieren: d'Grondsteierreform - d'Ministesch seet, si géif ganz äerdeg dorunner schaffen -, awer och eng spezifesch Tax. Doriwwer eraus brauche mer och en änlecht Instrument fir eidel stoend Wunnengen, fir och déi zousätzlech ze mobiliséieren.

Esou wéi d'CO_2-Steier ons hëlleft, d'Emissiounen ze drécken an doduerch och zousätzlech Recettë fir de Klimaschutz ze maachen, kënne mer mat esou Instrumenter Wunnraum mobiliséieren a gläichzäiteg Suen erakréien, fir op där anerer Säit erëm an den abordabele Wunnraum ze investéieren.

An d'Iddi vun enger Coronasteier fir Krisegewënner ass an deem Kontext vun de Steieren och pertinent, well jo, et gouf wéi an all Kris souwuel Verléierer wéi och Gewënner! D'Betriber aus dem Horeca, Bierger mat klengem Akommes, Leit am Chômage partiel, Independanten: Dës sinn, reng finanziell gesinn, déi grouss Verléierer vun der Kris. Op där anerer Säit gëtt et och Gewënner. Wärend déi lokal Commercen ënnert de sanitäre Mesurë gelidden hunn, konnten déi grouss multinational digital Entreprisen enorm profitéieren. Dee gréissten Online-Commerçant konnt säin Nettobenefiss 2020 par rapport zu 2019 bal verduebelen. Gläichzäiteg sinn et oft grad dës Entreprisen, déi am meeschte Steiervermeidung bedreiwen an domat net hire fairen Deel zur Allgemengheet bäidroen.

Och op de Finanzmarchéë gouf et Gewënner. Wärend d'Realekonomie zum groussen Deel staark gelidden huet, gouf et op der internationaler Bourse no dem Abroch am Ufank vun der Pandemie duerno ee Rekord nom aneren. Vill grouss Indexen, dorënner den DAX an Däitschland an och den S&P 500 an den USA, stinn am Moment op engem historesch héijen Niveau - an däitlech iwwert dem Niveau vu virun der Kris.

A schliisslech sinn och d'Immobiliebesëtzer hei am Land Gewënner vun dëser Kris mat enger Progressioun vun de Logementspräisser vu 14,5 % wärend der Pandemie. Ee vun de Grënn heifir ass eng méi grouss Demande an der Locatioun, well duerch den Teletravail den Invest an d'Bürosgebaier un Attraktivitéit verluer huet.

Vill vun deenen, déi virun der Kris scho finanziell bessergestallt waren, hunn et besser duerch d'Kris gepackt wéi déi aner, well se wärend der Pandemie Sue gespuert hunn an hiert Kapital weider fir si schaffe konnt. Wa mer also iwwer eng Coronasteier diskutéieren, solle mer genau op deem dote Punkt usetzen.

Genausou musse mer och eng Diskussioun ëm d'Ausriichtung vun eisem Steiersystem an och déi budgetär Erausfuerderungen am Bléck behalen. Och wann et eise Staatsfinanzen haut besser geet wéi nach virun e puer Méint ugeholl, esou bleiwen d'Defien awer grouss. Nieft dem Impakt vun der Kris op d'Staatsfinanze musse mer derfir suergen, dass de Staat och an den nächste Joren déi massiv Investissementer an d'Klimatransitiounen an an de Logement, déi onbedéngt gebraucht ginn, finanzéiere kann. An och d'Steierharmoniséierung op internationalem Niveau ass en Defi, dee mer mussen eescht huelen.

Mir mussen eis hei iwwerleeën, wéi mer dës Erausfuerderungen uginn a gläichzäiteg eng gerecht Verdeelung vun der Steierlaascht sécherstellen, soudass d'Ongläichheeten an eiser Gesellschaft net nach weider klammen. An ech freeë mech an deem Sënn och op d'Debatt iwwer eise Steiersystem hei an der Chamber, wou mer alleguerten déi doten Aspekter wäerten diskutéiere kënnen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer wirtschaftlech a wat d'Staatsfinanzen ugeet bis elo dach relativ gutt duerch dës Kris komm sinn, dann huet dat och mam Finanzsecteur ze dinn. Wärend aner Betriber hu missen d'Dieren zoumaachen, konnt hei séier op Teletravail ëmgestallt ginn a weidergeschafft ginn. Dës Kéier war de Poids vum Finanzsecteur an eiser Ekonomie ongeféier en Drëttel vum PIB an och bei eise Staatsrecetten eng Chance. Ma genausou gutt kann dës Ofhängegkeet am Fall vun enger anerer Kris, zum Beispill enger an der Finanzwelt, och zum Problem ginn.

D'Zuelen, déi mer rezent vun der Steierverwaltung an der Finanzkommissioun virgestallt kruten, weisen, dass den Undeel vum Finanzsecteur un de gesamte Staatsrecettë vum Staat an de leschte Jore weider geklommen ass. 2019 koumen iwwert d'Hallschent vun der Akommessteier, dem IRC, dem ICC an dem Impôt sur la fortune aus dem Finanzsecteur. De Finanzsecteur mécht am Ganze knapp en Drëttel vun de gesamte Staatsrecetten aus.

Et ass also am Interessi vun onsem Land an onse Staatsfinanzen, d'Finanzplaz beschtméiglech fir d'Zukunft opzestellen, an dozou gehéiert d'Transitioun a Richtung vun enger nohalteger Finanzplaz, op där enger Säit, fir d'Klimatransitioun ze acceleréieren, also do e Motor ze sinn, an op där anerer Säit och, fir Klimafinanzrisiken anzedämmen.

Dës Klimafinanzrisike sinn nämlech e systeemesche Risk fir d'Finanzplaz, déi mer wierklech dofir och eescht sollen huelen, well et do wierklech ëm d'Ekonomie geet, ëm onst Land geet an och ëm ons Staatsfinanzen. Vill Experte weisen op déi finanziell Perten hin, déi duerch de Klimawandel op d'Ekonomie duerkommen, wa mir weider op fossill Energien oder fossill Technologië setzen, déi keng Zukunft méi hunn, amplaz op d'Klimaneutralitéit ze setzen.

Enger Analys vun der „Financial Times" no géif d'Begrenzung vun der Äerderwäermung op 2 °C heeschen, dass 59 % vun den aktuelle Reserven u fossille Brennstoffer net kënne genotzt ginn, also am Buedem bleiwen. Bei engem 1,5 °C-Zil wären et souguer 80 %. Dat wär eng enorm Perte fir d'Pëtrols-, d'Kuel- an d'Gasindustrie an all déi aner Investisseuren, déi an Entreprisen investéiert hunn an deem Beräich.

Och wa mer keng genau Zuelen zu dëse Klimafinanzrisken hunn op der Lëtzebuerger Finanzplaz, esou gëtt et awer Unzeechen, dass déi Risken och bei eis existéieren. Greenpeace huet rezent eng Etüd an Optrag ginn, déi d'Nohaltegkeet vun den honnert gréisste Fongen zu Lëtzebuerg analyséiert. Där Analys no investéieren déi gréisste Fongen zu Lëtzebuerg net Paräis-konform, mee si bei engem 4 °C-Zenario. Den Auteure vum Rapport no hätten déi Fongen domat bis 2027 schonn hire Carbon Budget ausgeschëpft, deen hinnen am Fong bis 2050 zur Verfügung steet. Domadder si mer dann och iwwerduerchschnëttlech staark Klimafinanzrisken ausgesat.

Dës Zuele sinn net rassurant, mee mir kënne se natierlech net einfach esou op de ganze Secteur applizéieren. Si weisen eis awer, dass mer mussen oppassen an dass mer een A mussen dorop halen an dat eescht huele mussen. Mir brauchen hei eng méi genau Analys an e méi effikasse Reporting vun de knapps 5.000 Milliarden, déi op onser Plaz placéiert sinn.

Dat neit EU-Reglement zum Nohaltegkeetsreporting, dat mir och hei an der Chamber wäerten diskutéieren, ass en éischte Schratt, mee geet a mengen Ae warscheinlech net duer. Am Interessi vum Klima, der Zukunftsfäegkeet vun onser Ekonomie an onsem Land musse mer hei méi Transparenz erakréien. D'Europäesch Zentralbank huet iwwregens och drop higewisen, dass een déi Riske soll materialiséieren. Si sinn net nëmme fir d'Klima, mee och reng finanziell a fir onst Land, well d'Finanzplaz bei eis grouss ass, problematesch.

Och wa mer natierlech eréischt am Ufank sinn, ass den Trend a Richtung nohalteg Fonge weltwäit ze observéieren. Et gëtt ëmmer méi nohalteg Placementer a se sinn op d'mannst oder souguer méi performant wéi déi konventionell. Dëst Joer hu mer jo d'Taxe d'abonnement fir nohalteg Fonge reduzéiert. Mat dëser Mesure gëtt d'Gréng-Investéieren och méi attraktiv. Et ass op alle Fall eng Mesure, déi an déi richteg Richtung geet an déi mer weiderentwéckele sollen.

Mee mir mussen awer wierklech oppassen, dass mat dëser Mesure garantéiert gëtt, dass och wierklech just nohalteg Fongen dovunner profitéiere kënnen! Gas an Atom si keng Léisunge fir d'Klima. D'Europäesch Kommissioun denkt driwwer no, se an d'Taxonomie eranzehuelen, also déi Krittären, déi definéieren, ob Projeten nohalteg sinn oder net. Dat riskéiert, ons Klimaziler an d'ökologesch Transitioun a Gefor ze bréngen!

Et ass, wéi de Finanzminister et en Dënschdeg hei an der Chamber sot: „Mir kënnen d'Klimaziler just mat der Finanzplaz erreechen." A gradesou kënne mer Lëtzebuerg just op méi fest Bee stellen, wa mer a puncto ökologesch Transitioun vun onser Finanzplaz absolutt Virreider sinn. Dat heescht och, Klimafinanzrisken ze identifizéieren an ze reduzéieren an natierlech déi richteg gréng respektiv nohalteg Fongen ze ënnerstëtzen.

Wat d'nohalteg Investissementer ugeet, ass et natierlech och wichteg, dass mir als Staat mam gudde Beispill virginn an dem Secteur weisen, wuer d'Rees soll higoen. An och wann de Pensiounsfong sech eng Ligne directrice ginn huet fir nohalteg Investissementer, esou bleiwen trotzdeem nach eng Rei fossill Aktivitéiten am Portfolio vun deem Fong.

Och den Nohaltegkeetsrapport weist, dass d'Investitioune vum Pensiounsfong am Moment net konform si mat den Ziler vum Paräisser Accord, mee éischter mat engem 2 °C- bis 3 °C-Zenario. Dat ass sécher besser wéi den Duerchschnëtt, mee dat geet net duer!

Fir ons Pensioune beschtméiglech ofzesécheren an am Interessi vun ons all an den nächste Generatiounen ze investéieren, musse mer de Wee vun enger nohalteger Transitioun vun de Gelder weidergoen. Wann et néideg ass, sollte mer heifir och de legale Kader upassen an derfir suergen, dass déi Fongen déi néideg Expertis kréien, fir Decisiounen an deem dote Sënn ze huelen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Relanceplang, de Stabilitéitsplang an de Reformprogramm gi wichteg Impulser fir en nohaltegen a gerechten Neistart souwuel heiheem wéi och an der Europäescher Unioun. Ma eis Efforte mussen och doriwwer eraus weidergoen, mat héijen Investissementer am Beräich vun der Mobilitéit, der Biodiversitéit, der Gesondheet an dem Logement, mat enger progressiver Steierpolitik, zum Beispill mat enger CO_2-Bepräisung, déi de Betriber laangfristeg Previsibilitéit gëtt, oder och mat méi Steiergerechtegkeet, mat enger nohalteger Wirtschafts- a Finanzpolitik, zum Beispill um Niveau vun der Finanzplaz, a schliisslech och mat enger Politik, déi sech um Wuelbefanne vun all de Biergerinnen a Bierger orientéiert.

Zesumme kucke mer an eng relativ ongewëss Zäit. Kee ka genau soen, wéi d'Situatioun an e puer Méint wäert ausgesinn, och wann de Fortschrëtt an der Impfcampagne fir e virsiichtegen Optimismus suergt. Och d'Konsequenze vun der Pandemie op d'Ekonomie an d'Gesellschaft wäerten eis nach laang begleeden. A grad doweinst, wéinst dëser Ongewëssheet, brauche mer e staarke Staat, dee Vertraue schaaft, e Staat, deen an d'Klimaneutralitéit investéiert, e Staat, deen den Zesummenhalt an der Gesellschaft garantéiert. Well et ass elo de Moment, fir zesummen eis Zukunft ze preparéieren an esou méi staark no der Kris dozestoe wéi virdrun.

An deem Sënn, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Merci, Här Benoy. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, 357 Säite krute mer en Dënschdeg ausgedeelt a mir sollen dann haut doriwwer debattéieren. Dat war eng zimmlech schwiereg Lektür an där kuerzer Zäit. Mee Gott sei Dank krute mer awer an der Cofibu e Méindeg iwwer Sliden déi wichtegst Punkten duergestallt. Dat war ganz flott gemaach an duerfir villmools merci dem Här Minister.

Ech wäert net paraphraséieren, well dat huet keen Zweck. Et gouf schonn alles gesot, wat zu dësem Projet ze soen ass. Ech hunn e puer Froen ze stellen an e puer fundamental Aussoen am Numm vun der ADR ze maachen.

D'Regierung engagéiert sech, ënner 30 % Staatsverschëldung vum PIB ze bleiwen an dat „à tout moment", stoung am Slide. An dat ass extreem luewenswäert an extreem wichteg, well nëmmen dank där doter Grenz behale mer eisen Triple-A, deen eis erlaabt, zu Negativzënsen ze léinen.

Meng Fro un de Minister wier: Sinn déi 1,4 Milliarden, déi mer an dëse Fong „Facilité pour la reprise et la résilience" verséieren iwwert déi nächst 30 Joer, sinn déi oder ginn déi eréischt an d'Staatsschold matverbucht?

Triumphal gëtt da gesot, dee Fong wier eng „pièce maîtresse". Europa stellt de Länner 672,5 Milliarden zur Verfügung. Eis Positioun ass do ganz kloer: Mir si géint eng Scholdenunioun, géint eng Vergemeinschaftung vu Scholden. An dat heiten ass näischt aneres. Et ass an eisen Aen e Vertragsbroch, eng Dommheet an eng Gefor.

Et ass Vertragsbroch, well dëse Mechanismus an eisen Aen eng Violatioun vum Artikel 311 vum Traité duerstellt. Déi Fro ass och aktuell nach unhängeg beim Bundesverfassungsgeriicht. An do waarde mer dann emol ganz gespaant, wéi deenen hir definitiv Äntwert ausfält.

Mee dovun ofgesinn ass et och ganz einfach falsch, fir Leit ze belounen, déi eppes falsch maachen. Et ass falsch, Länner ze belounen, déi schlecht haushalten, Länner, déi ze vill Scholde maachen, Länner, déi schlecht geréieren! Dat ass an eisen Aen net eng Fro vu Solidaritéit, mee et ass eng Naivitéit.

Mir Lëtzebuerger bezuelen also 1.400 Milliounen iwwer 30 Joer a kafen doduerch d'Recht, fir 93 Millioune Subsiden ze kréien. Dat si 6,6 % vun eiser Mise. Ech perséinlech hunn nach ni esou e schlecht Investment gemaach. A fir dee Kaddo däerfen ze kréien, musse mer elo emol de Plan pour la reprise et la résilience zu Bréissel ofginn. An do kréie mer dann eng Zensur, ob mer gutt geschafft hunn oder net an ob mer däerfen eis 93 Milliounen zréckkréien oder net.

An esou einfach ass et net, et mussen och nach Tonne Konditiounen erfëllt ginn! Adequat Äntwerte musse fonnt ginn op d'Recommandations par pays; ech komme méi spéit nach dorobber zréck. 37 % mussen investéiert ginn an eng gréng Transitioun an 20 % an d'Digitalisatioun.

A well mir jo als Lëtzebuerger, wéi ëmmer, Musterschüler sinn, maache mer nach méi. Mir hunn net e Plang iwwer 93 Milliounen, mir maachen e Plang iwwer 183 Milliounen. Mir maachen net 37 % an déi gréng Transitioun, mee 61 %, an net 20 % an d'Digitalisatioun, mee 32 %. Dee leschte Punkt ass deen eenzegen, deen ech wierklech ka begréissen.

À propos gréng Transitioun: Do gëtt geschwat vun der « décarbonisation du transport » duerch d'Promotioun « de l'acquisition de véhicules à faibles ou à zéro émissions » an d'« mise en place de bornes de recharge ». Ech muss ëmmer laachen, wann ech dat dote liesen, Decarbonisation duerch Elektresch! Kënnt d'Elektresch aus der Steckdous? Oder wou gëtt et produzéiert? Mir hunn erneierbar Energien am eestellege Prozentberäich. Dat ass e Fakt. Dovun ofgesinn, datt dat keng Energie ass, op déi ee sech kann zu all Moment verloossen, wa keng Sonn schéngt, wa kee Wand ass an esou weider. D'Elektresch gëtt produzéiert, léif Kolleegen, a groussen industriellen Anlagen, a Kuelekraaftwierker an an Atomkraaftwierker. Mir verlageren also just d'Emissioun; vum Auto, dee verbrennt, verlagere mer et op eng grouss industriell Installatioun, soss awer och guer näischt!

An dann d'Recommandatiounen, do steet ënner Nummer 3: « à assurer la mise en œuvre efficace des mesures de soutien à la trésorerie des entreprises, en particulier les PME et les travailleurs indépendants ». Fannen ech super! Eng richteg gutt Recommandatioun, déi sollt suivéiert ginn! An da seet d'Regierung ënnen am Slide: „Wéi hu mer dat ëmgesat? Ma mir hunn et ëmgesat duerch d'« introduction d'une taxe CO_2 »." Bravo! Ass dat eppes, fir d'Tresorerie vun de Betriber ze stäerken? « Renforcement des mesures de soutien en faveur de l'électromobilité »: mega! Awéifern hëlleft dat der Tresorerie vun engem Independant oder vun engem Betrib? Dat Eenzegt, wat et bewierkt, ass, datt elo de Gerant vun der SARL, déi Faillite mécht, ka mat senger Elektromobylette op de Greffe fueren, fir säi Bilan ze deposéieren. Dat nennen ech eent zu eent ëmgesat!

D'CO_2-Steieren, e lästegt Theema: Den Här Benoy huet elo grad a senger Ried gemengt, doduerch hätte mer méi Recetten. De Contraire ass wouer! Mir hu manner Recetten, well manner getankt gëtt, well eis Präisser ze héich sinn!

De Gilles Roth huet ganz richteg gesot: Dat ass eng Steier, déi trëfft virun allem déi ganz schwaach Leit. Well wie muss mam Auto fueren? Wie muss méi wäit mam Auto fueren? Dat ass deen, dee ganz wäit ewech wunnt a vläicht op Lëtzebuerg fir de Mindestloun schaffe kënnt. Dat ass deen, dee sech am Zentrum keng Immobilie ka leeschten an am Éislek wunnt. Deen ass ugewisen op säin Auto. Dee brauch Bensinn. An deem zéie mer all Mount esou vill Euro méi aus der Täsch, Euroen, déi ganz oft un enger Hand gezielt si vun deem, wat nach Rescht bleift.

Duerfir si mir als ADR ganz allgemeng, an ech hunn dat schonn eng Kéier gesot an ech soen et och nach eng Kéier, géint all weider Steiererhéijung, Taxenerhéijung a géint all Aféierung vun neie Steieren oder Taxen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Richteg!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Dat géif och géint d'Perspektivlosegkeet vun der Jugend hëllefen, well déi ass reell, déi ass reell fir déi eng, déi talentéiert sinn, e gudden Diplom hunn an déi sech dann hei zu Lëtzebuerg mat hirer gudder Pai, op där se ganz héich Steiere bezuelen, vill ze héich Steiere bezuelen, nach ëmmer keng Immobilie kënne leeschten. Natierlech schafft déi Persoun - an ech si selwer Papp vu véier Kanner an et sinn der dräi vun deene véier an deem Fall - da léiwer zu London, wou d'Immobiliepräisser méi niddreg sinn a wou d'Steiere méi niddreg sinn a wou en Diplom och gutt gewierdegt gëtt. An da gëtt et déi, déi kee gudden Diplom hunn. An do hu mäi Kolleeg Fernand Kartheiser an och mäi Kolleeg Fred Keup schonn ëfters hei gesot: Eis Schoul muss virun allem gutt sinn! Wa Leit mat engem Diplom erauskommen, hu se nach guer näischt. Deen Diplom muss wäerthalteg sinn! Dee muss eppes daachen! A wann dat net de Fall ass, dann ass et Makulatur.

Ech bleiwe beim Gilles Roth. En huet plädéiert fir manner steierlech Belaaschtung - bravo! Mee gläichzäiteg schwätzt en dann awer vu méi enger héijer Besteierung vun de Revenus locatifs, méi enger héijer Besteierung vun der Plus-value beim Immobilieverkaf. Solle wierklech d'Investissementer a Wunnraum méi onattraktiv gemaach ginn? Här Roth, mengt Der wierklech, doduerch, datt mer dat méi onattraktiv maachen, hätte mer da méi Wunnraum? Ech géif soen, éischter de Contraire ass wouer: Et gëtt da manner Wunnraum!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Här Reding, erlaabt Der, dass den Här Roth Iech eng ...

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, nach, ...

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- ... Fro stellt?

M. Roy Reding *(ADR)*.- ... also loosst mech dat hei nach ausféieren, well ech sinn nach net ganz fäerdeg mam Här Roth. En huet, mat Recht, gesot, datt nëmme 5.000 Unitéite pro Joer produzéiert ginn. An en huet, mat Recht, gesot, datt dat net duergeet. Wann awer elo d'Investissementer a Wunnraum erofginn, kréie mer da méi wéi 5.000 Unitéiten doduerch? Ech géif soen: éischter manner!

Dann huet den Här Roth awer eppes Richteges gesot: Soulaang wéi d'Demande méi héich ass wéi d'Offer, kënnen d'Präisser net erofgoen. Dat ass éischt Stonn Ekonomie op der Quatrième. Dat ass esou! Deen eenzeg richtege Wee ass also eng Augmentatioun vun der Offer, also eng Stäerkung vun Investissementer, staatlechersäits oder privatersäits, d'Erschafe vu Wunnraum. Dat ass dee richtege Wee!

An datt elo massiv Wunnraum an d'Hand vum Staat kënnt, vun ëffentlechen Institutiounen, dat ass begréissenswäert, wann an och nëmme wann déi Wunnengen dann och wierklech zu abordabele Loyere verlount ginn! Dat ass d'Konditioun! Mee op där anerer Säit musse mer eis jo awer bewosst sinn, datt doduerch, datt d'ëffentlech Hand elo intervenéiert, de Präis um Marché kee Jota ännert. Dee bleift nach eemol esou dramatesch héich wéi d'anertmol.

An da kommen ech nach op eng aner Recommandatioun. Et gëtt gesot: « quelques défis énoncés dans les recommandations pays par pays 2019-2020 », an do gëtt notamment vun eisem Pensiounssystem geschwat. An Dir verstitt, datt mir als ADR do ganz sensibel sinn op deem Theema. Eise Pensiounssystem ass zolidd, well mer 4,81-mol Reserven hu vun deem, wat mer mussen ausbezuelen. Dat heescht: Wa muer keen eenzege Frang méi erakënnt oder keen eenzegen Euro - soss gëtt nees gesot, ech wier esou en almoudesche Mënsch, deen nach a Frange schwätzt -, och wa muer keen eenzegen Euro méi erakënnt, kënne mer 4,8 Joer laang d'Rente bezuelen. An och ouni Augmentatioune vun de Cotisatiounen ass eise System, am Moment, gesécher.

Mee mir musse mat grousser Virsiicht virgoen, fir datt dat och esou bleift! An do gëtt et, do ass bei Gott keng Gnod, nëmmen dräi Schrauwen: d'Eropsetze vun der Liewensaarbechtszäit, d'Eropsetze vu Cotisatiounen oder d'Erofsetze vu Prestatiounen. Dat sinn déi dräi Schrauwen, un deenen ee kann dréien. An dat muss ee mat gréisster, gréisster Virsiicht maachen.

Et ass logesch, datt ee seet: „Ma wann d'Liewenserwaardung esou vill méi héich gëtt, da muss och d'Aarbechtsleeschtung méi laang ginn, da muss och de Renteneintrittsalter eropgesat ginn." Op där anerer Säit soe mer awer, oder seet och d'Regierung an hirem Dokument, datt d'Liewensqualitéit aus dem Equiliber tëschent Berufflechem a Privatliewe resultéiert. A wie freet sech net op seng wuelverdéngte Pensioun? Muss ee schaffe goe bis zwee Joer viru sengem Doud oder bis fënnef Joer viru sengem Doud? Dat si Froen, déi musse gestallt ginn! Mir wäerte jiddefalls als ADR dat doten Theema mat gréisster Opmierksamkeet verfollegen.

An da kommen ech zum Här Bauler. Aus dem André Bauler senger Ried hunn ech den Opruff zréckbehalen: „D'Leit sollen Hénger halen!"

(Hilarité)

An dat fannen ech richteg. En huet Recht! Ech ënnerschreiwen dat dote mat zwou Hänn. Et geet näischt iwwer Eeër vun den eegenen Hénger. Ausser, datt se biologesch sinn an extreem lecker schmaachen, extreem gutt sinn, muss ee keng TVA drop bezuelen, et kann een domat Tauschgeschäfter maachen, et muss ee keng Steieren drop bezuelen an et finanzéiert een also finalement mat sengen Eeër net dat fault Ee, wat eis Regierung eis hei geluecht huet.

Ech soen Iech Merci.

An elo stinn ech dem Här Roth zur Verfügung.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här Reding. Ech si mat Iech eens, an dat soen ech nach eng Kéier: Mir sinn der Meenung, dass een elo an der Kris an och duerno um Niveau vun dem Steiertariff, dee sech op all Akommesaarte bezitt, dass een do d'Steierschrauf net sollt an d'Luucht setzen, well mir der Meenung sinn, dass grad elo d'Leit méi Kafkraaft brauchen.

Zweete Punkt - da sot Der: „Mee Dir wëllt awer méi d'Immobiliespekulatioun besteieren." Do soen ech Iech och ganz kloer: jo! Ech kommen dozou.

Éischtens si mer mat Iech eens, dass d'Offer muss méi grouss ginn. Dat ass awer de Moment net de Fall.

An do soe mir: Wann d'Offer net méi grouss ass, da kënnen et net déi sinn, déi am meeschte Suen hunn, fir op där Raritéit vun den Immobilien, déi disponibel sinn, dass déi kënnen dropleeën an dass dat och nach steierlech begënschtegt gëtt. Et ass dat, wat mir wëlle soen. Well Dir wësst ganz genee: Wann net vill Appartementer do sinn, wie kritt se? Dat ass och d'Loi vun der Offer an der Demande. Et kritt dee se, deen herno seet: „Ma ech leeën nach eng Kéier 100.000 Euro drop." Da sinn déi Normal, d'Mëttelschicht, da sinn déi domadder erleedegt, well de Promoteur, an dat ass och säi gutt Recht, natierlech un dee verkeeft, deen am meeschte bitt.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- A wann deen och nach doduerch dann un d'Accessioun vun dem Logement kënnt an dat gëtt nach vum Staat iwwerméisseg subventionéiert, an dat ass de Fall - dat ass de Fall! -, da fanne mir dat net richteg, well mir soen: Da muss d'Besteierung vu Loun an d'Besteierung vun den Immobilierevenuen, da muss dat a méi eng Gerechtegkeet iwwergewälzt ginn. An dat ass den Ënnerscheed dann zwëschent eis als CSV an als Vollekspartei an Iech als ADR, als Alternativ Demokratesch Reformpartei.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Deen Ënnerscheed ass guer net esou grouss, well ech kann Äre Gedankegang, ...

(Interruption)

... ech kann Äre Gedankegang duerchaus novollzéien, wa kaaft gëtt en vue de la spéculation. Mee do ass deen éischte Knackpunkt! Wéini kafen ech pour la spéculation a wéini huelen ech einfach eng Decisioun, mech ze desinvestéieren, ass dat da schonn eng Opération de spéculation?

An Dir hutt geschwat vum Eropsetze vun zwee Joer op fënnef Joer. Maacht Der domadder eppes géint d'Speculation, wann dann eebe fënnef Joer gewaart gëtt, fir et da kënne steiervergënschtegt ze verkafen? A wéi maacht Der et da mam Domicile principal, wou am Moment ...? An ech mengen, d'Leit mussen dat wëssen, dat ass e ganz wichtege Punkt: Wann ech mäin Domicile conjugal, mäin Haaptwunnsëtz, verkafen, bezuelen ech aktuell null Steieren op d'Plus-value, egal, wéi héich se ass. Wëllt Der déi dann och ugoen? Wëllt Der de Leit och do nach Suen aus der Täsch huelen?

An dann drëttens, an ech mengen, dat ass den Haaptpunkt: Wann Dir Immobilieninvestissementer penaliséiert, bestrooft, méi onattraktiv maacht, da maacht Der näischt fir d'Offer! An de Problem ass dann net geléist, en ass vläicht an enger Steiergerechtegkeetsfantasie geléist, mee de Logementsproblem gëtt aggravéiert duerch Är Politik.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Villmools merci, Här Reding. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Madamm Presidentin. Ech weess, et ass schonn e puermol gesot ginn, mee ech mengen, et seet een et net genuch, d'autant plus datt et awer relativ exklusiv vun der Oppositioun gesot gouf. E Méindeg um 15.30 Auer, oder um 15.26 Auer, fir prezis ze sinn, mengen ech, krute mer als Deputéiert déi dräi verschidden Dokumenter, de PSC, de PNR an de PRR, gemailt, ongefeier 300 Säiten, fir duerno um 16.00 Auer, wou mer déi Jointe haten, Finanz, Ekonomie an Aarbecht, wou mer déi och presentéiert kritt hu vum Här Finanzminister a vum Här Wirtschaftsminister.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Witzegerweis stoung och an der Mail, déi dräi Dokumenter, déi wieren nach confidentiel oder ënner Embargo. Et sollt een op kee Fall iergendeppes nach domadder maachen, an d'Ëffentlechkeet goen virun der offizieller Presentatioun an der Plenière. Wéi wann do gréisser Saache géife stoen! Ech hat och net wëlles, déi 300 Säiten op Facebook ze setzen. An ech mengen, souwisou, souguer déi Leit, déi sech wierklech e gréissere Worf erwaart haten, hätten net versicht, onbedéngt dat Ganzt ze liesen. Et war e bësse witzeg.

Vu datt ech normalerweis ëmmer op Pabeier schaffen, hunn ech dunn ugefaangen um 15.30 Auer, déi dräi Dokumenter erauszedrécken. Wéi d'Sëtzung um 16.00 Auer ugefaangen huet, ware se nach net fäerdeg ausgedréckt. Et huet relativ laang gedauert. A mir hunn eng gutt Imprimante! Mir hunn eng gutt Imprimante, mee mir haten ze vill Jamen dran. Bon.

Duerno, den Dag drop, dënschdes moies, hu mer Kommissiounen, dënschdes am Nomëtten hu mer Plenière. Do gouf et da presentéiert. Mëttwochs moies hu mer Plenière, mëttwochs mëttes hu mer Plenière. Haut de Moien, säit 8.00 Auer, hu mer Plenière, mir sinn do. An haut de Mëtte wäerte mer och Plenière hunn.

An der Tëschenzäit muss de dann eng Ried halen zu deenen dräi ganz wichtege Saachen, ganz wichtege Sujeten, wou u sech kee Mënsch materiell Zäit hat, dat seriö virzebereeden, y compris d'Mataarbechter. Well et ass jo och net esou, wéi wa mer nëmmen dat ze beschwätzen hätten. An ech schwätzen net nëmme fir déi kleng Sensibilitéiten a Fraktiounen. Ech mengen, souguer déi grouss hate Schwieregkeeten, wierklech do nozekommen.

(Interruption)

Da kann ee soen: „Jo, et ass net eis Schold, dat ass eeben esou. Et ass d'EU, déi Dokumenter kommen a leschter Minutt." Bon, et hätt een zum Beispill kënne gëschter Moie soen: „Mir maache keng Sëtzung." Dat hat ech och an der Presidentekonferenz proposéiert. Dat war schonn erëm ze vill. Dat war ze vill extravagant. Nee, nee, et muss alles derduerch! Allez! Bamm, bamm, bamm, bamm!

Et kann een net seriö schaffen! Mir sinn amgaangen, hei dann e bëssen doriwwer ze poteren. Ech poteren dann och e bësse mat, well vill méi gëtt et net.

Et ass och net fair, well mir hunn zwee Regierungsmemberen, déi awer iwwer e ganze Staff vu Ministerialbeamten ..., déi hir Aarbecht ganz gutt maachen, déi Saache preparéieren, déi dann och en Dënschdeg eng gutt Show konnten hunn, fir eeben hir vermeintlech Succèsen do ze verkafen an der Regierung. A mir mussen nach e bëssen do piddelen. Mat e bësse Chance wäerten d'Regierungsmemberen eis och nach äntwerten: „Jo, do hutt Der net richteg gelies!" oder: „hei do!" oder: „net do!" an: „Mir wëllen dat nach maachen an hei lénks a riets maachen!" an esou weider. Dat ass net seriö!

Här President, d'Chamber ass zu engem muechtlose Kommentator vun de Decisioune verkomm, an, plus précisément, vun den europäeschen Decisioune verkomm. An et ass eng ganz gefeierlech Entwécklung!

Ech bedaueren och ... Ënner anerem wollt ech awer och nach soen, datt de Premierminister seng Ried zu der Lag vun der Natioun vertaagt huet. Ech fannen dat net seriö! E soll heihinner kommen an d'Chamber! Ech fannen et och net seriö, datt dat iergendwéi esou eng Decisioun vun der Regierung ass! Mir ass als Chamber solle soen: „De Premierminister kënnt heihinner an en hält seng Ried a mir debattéieren doriwwer!" Firwat wëllt e sech net virun der Chamber a virun der Oppositioun stellen? Ech fannen dat wierklech net seriö, ...

(Interruption)

... franchement net seriö! Mee bon, ech verstinn dat och, well esou vill hätt en och net ze presentéieren.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Dach, e soll elo kommen! Jo, well viru sechs Méint ... Mir sinn an enger ganz spezieller Zäit. D'Geschicht geet rasant virun. Et ass innerhalb vu sechs Méint villes geschitt. An et gëtt e richtege Besoin, an der Gesellschaft an an der Chamber ze diskutéieren. E soll heihinner kommen a sech virun d'Chamber stellen!

Här President, déi Häre Gramegna a Fayot hunn e ganz optimistescht Bild gezeechent. Ech mengen, ech war net deen Eenzegen, dee sech gefrot huet, ob d'Regierung d'Realitéit vum Land, vun Europa a vun der Welt nach iergendwéi um Radar hätt.

Wiere mir als Lénk an der Regierung - do sinn der e puer, déi kréien en Häerzinfarkt, mee huele mer et un, ech géif och en Häerzinfarkt kréien -, ...

(Interruption)

... da wiere mer och mat enger ganz, ganz schwiereger ekonomescher Situatioun konfrontéiert. Mir si jo natierlech keng Zauberer. Mee da kann een net d'Aen einfach esou zoumaachen a maachen, wéi wann d'Situatioun sech elo lues a lues géif verbesseren. Well si verbessert sech jo och net op der Covidfront!

Ech mengen, doriwwer kéint een nach ... Et ass net d'Diskussioun hei, mee, ech mengen, leider ass déi Geschicht bei Wäitem net eriwwer an et kann ee jo och haut de Mëtten, wa mer iwwert d'Brevete schwätzen, nach e bëssen dorop agoen. Mee ekonomesch gesinn - also, ech sinn zwar bei Wäitem kee groussen Ekonomist, guer keen Ekonomist tout court d'ailleurs, mee ech liese se awer, wéi mir all -, vu lénks no riets soen déi - déi, déi seriö sinn - awer plus ou moins: „Mir steieren an eng Richtung vun enger ekonomescher Rezessioun, déi eng historesch Ampleur wäert hunn." Si hunn zwar net déi selwecht Konklusiounen an esou weider, mee dobäi si se sech eens.

An dann, wa gesot gëtt: „Den Här Finanzminister gesäit Luucht um Enn vum Tunnel", wësst Der, déi eenzeg Leit, déi iergendeng Kéier an hirem Liewe vläicht Luucht um Enn vum Tunnel gesinn hunn, dat sinn déi, déi d'Experienz vum noen Doud gemaach

hunn. Déi hunn op eemol esou eng Luucht. Si erzielen dat dann. Si hunn dann esou en Tunnel gesinn an dann eng Luucht um Enn.

Ech hunn den Androck, datt dat vläicht e bëssen den Zoustand vun der Regierung ass. War dat e Lapsus? Mee ech hoffen awer, datt dat net esou ze verstoe war. Op jidde Fall war déi Metapher vläicht e bësse schlecht gewielt.

Mir hunn et tatsächlech mat enger relativ grousser Realitéitsleugnung ze dinn. Fir d'éischt emol gëtt sech gebretzt mat eiser gudder Croissance, déi u sech net esou schlecht ass an Zuele par rapport zu aneren europäesche Länner, bis op Malta, wat nach manner schlecht ass wéi mir, Malta, wat och deelweis eng Finanzplaz ass.

Do stellt ee sech d'Fro … Jo, natierlech, mir sinn elo bei minus 1,4 %, wat natierlech e risegen Ënnerscheed ass par rapport zu aneren europäesche Länner a par rapport zur europäescher Moyenne, déi ongeféier bei minus 7 % läit. Dat ass schonn e puermol gesot ginn. Mir sinn awer och keng Insel. Dat wäert och eng Konsequenz fir eis hunn.

Mee de Problem ass jo och deen, datt eis Croissance gedoppt ass! Déi entsprécht net onbedéngt den ekonomesche Realitéiten an der Realwirtschaft. Mir hunn eng Finanzplaz. An de Problem ass jo och nach grad deen, datt eis Finanzplaz jo justement vun der Kris profitéiert an datt eis Finanzplaz jo justement ... Well et gëtt jo déi ganz Diskussioun, déi geféiert gëtt ... Et gëtt jo Gewënner - den Här Aarbechtsminister huet jo och dovunner geschwat -, all déi Gewënner, déi grouss Konzerner an esou wieder, vun der Covidkris.

Maja, dat spigelt sech jo och erëm op eiser Finanzplaz. Mee dat seet net onbedéngt eppes aus iwwert déi ekonomesch Realitéiten! Ech verstinn, et kann een natierlech soen: „De Finanzminister kuckt u sech nëmmen déi doten Zuelen an dat sinn déi Zuelen, mat deenen ee muss schaffen." Ech mengen net! E Finanzminister muss och mat aneren Indicateure schaffen. E muss mat der Kafkraaft vun de Leit schaffen. E muss och kucken, wat déi verschidde Liewenskäschte sinn, notamment de Logement, wat d'Zukunftsperspektive si vun der Jugend, déi wierklech guer net gutt ausgesinn - awer net nëmme vun der Jugend!

An da misste mer och iergendeng Kéier, wa mer eng aner Politik wëlle maachen - an ech mengen, et ass esou lues Zäit, an do kommen ech bei de Verglach -, eng staark Ëmverdeelungspolitik ze maachen. Et geet net drëms, elo eng Offerspolitik ze maachen. Do si mer eis wierklech och net eens mat der liberaler Approche vun der ADR. Mee do si mer och éischter der Meenung: Et muss een d'Demande ukuerbelen. Mee dat geet och net ouni gréisser Investitiounen a gréisser Investioune ginn net ouni grouss Ëmverdeelung.

Dat, wat d'Amerikaner maachen, et ass awer elo e bësse penibel, datt d'Amerikaner eis u sech ... Ech soen dat, e Vertrieder vun déi Lénk seet: D'USA si méi fortschrëttlech wéi d'Europäer. Se si vläicht och méi intelligent. Et huet vläicht éischter eppes domadder ze dinn. Déi Räich gi méi taxéiert. Do huet de Biden - dat geet relativ séier - d'Plus-valuë verduebelt, d'Taxatioun.

De Level-Playingfield, Här President, deen ass amgaangen, e bësse méi enk ze ginn. Ech mengen, mir missten déi Diskussioun elo féieren, well dohannert huet sech Lëtzebuerg jo ëmmer verstoppt. Ech mengen, dat ass elo eriwwer. A wann een dann ... Dat hate mer scho bei aneren Diskussiounen. Den EU-Hëllefspak … Jo, et kann ee soen: „Et kann een net ëmmer alles mat den USA vergläichen!" - mee trotzdeem!

Also, d'europäesch Politik gouf elo vun der Regierung och wierklech héich gelueft an esou weider. Et kënnt mer e bësse vir, wësst Der, wéi wann Der Kanner hutt vu véier, fënnef, sechs Joer, déi esou eng Zeechnung molen. Da mole se esou en Haus, wat architektonesch e bësse problematesch ass. Da mole se de Pappa, d'Mamma. Déi si meeschtens méi grouss wéi d'Haus. De Pappa huet véier Hoer. D'Mamma huet esou struwweleg Hoer, déi mof sinn a rosa sinn. D'Sonn laacht, d'Villercher laachen an esou weider. A wat seet een, wann een net grad e Sadist ass? Da seet een: „Mee, et ass ganz schéin", an et ënnerstëtzt ee seng Kanner. Et seet een: „Et ass wierklech eng schéin Zeechnung. Maach esou weider!"

Ech hunn den Androck, datt d'Regierung et hei zu Lëtzebuerg esou e bëssen d'selwecht mécht mat der EU. „O, wéi schéin ass deen Hëllefspak! O, déi 750 Milliarden Hëllefen! O, wéi fantastesch! Wat hues du gutt geschafft!" Mee a Wierklechkeet ass et genau esou wéi eng Kritzelzeechnung vun engem Fënnefjäregen.

750 Milliarde grosso modo, en plus nach net ganz ëmgesat. D'Amerikaner: 2.200 Milliarden an hirem CARES Act, wou et drëms geet, de Leit cash Suen ze ginn, de Chômage ze finanzéieren, kleng Entreprisen direkt ze finanzéieren; 2.300 Milliarden an hirem Consolidated Appropriations Act; 1.900 Milliarden Dollar an hirem American Rescue Plan; 2.650 Milliarden an hirem American Jobs Plan.

Et kann een natierlech net alles vergläichen. Mee den Déngen ass - an de Biden ass och nach net mäi „cup of tea" a Wierklechkeet -, mee d'Amerikaner hu verstanen, datt se souguer hiren eegene Kapitalismus musse retten. Souwäit, op déi Iddi kommen d'Europäer emol net. Se sinn u sech amgaangen, eng ganz komesch Richtung ze fueren.

Et kann een natierlech net d'USA mat Europa vergläichen, ënner anerem och well an den USA d'Parlamenter tatsächlech och eppes ze soen hunn. An déi hunn och nach do mat dru geschafft un all deenen ... Et ass ganz exotesch fir eis Europäer, mee et gëtt Länner, wou d'Parlamenter tatsächlech eppes ze soen hunn.

PRR: Déi grouss Errungenschaften, déi matfinanzéiert gi vun der EU, dat ass de Quartier Diddeleng „NeiSchmelz" - näischt géint dee Quartier, e ganz flotte Projet, et ass zwar net déi leschten Neiegkeet. Et freet ee sech, ob déi Erhéijung vu 16 % erëm eng Kéier um Wunnengsmarché ..., déi vun der ausserparlamentarescher Fraktioun vun der LSAP an Artikelen ëmmer, zu Recht, denoncéiert gëtt. Awer ausserparlamentaresch an aussergouvernemental, do gëtt agéiert. Dat ass ëmmerhi gutt.

Mee do stellt ee sech och d'Fro, ob d'Regierung sech déi 16 %-Erhéijung och als grouss Errungenschaft opschreift, wann ee vum Logement schwätzt. Well jo, déi 16 %-Erhéijung um Wunnengsmaart ass dëser Regierung zouzeschreiwen an net de virege Regierungen! Viru fënnef Joer konnt een nach soen: „Hei, Allaaschte vu virege Regierungen!" Elo ass et ze spéit! Dat huet domadder ze dinn, datt déi heite Regierung strictement näischt ënnerhélt géint d'Deierecht um Logement. An dat wäert katastrophal Auswierkungen hunn!

Bon, et gouf vum Deguerpissement geschwat. Deen ass jo verlängert ginn, well mir Drock gemaach hunn. Merci, datt déi puer kleng Errungenschaften och nach genannt ginn.

Dekarboniséierung, dat sinn d'Borne vun der Elektromobilitéit. Déi ginn do finanzéiert. Mir kënne laang driwwer schwätzen, inwiefern d'Elektromobilitéit wierklech d'Léisung ass, fir d'Klimaziler ze erreechen. Ech mengen, do gitt Der an eng ganz aner Richtung.

D'Regierung, Här President, schafft ganz einfach mat alternative Fakten. Dat ass dat Éischt, wourun ech geduecht hunn. Also loin de moi ze mengen, datt den Här Gramegna mam Här Trump ze vergläiche wier! Villes, villes ënnerscheet den Här Gramegna - glécklecherweis - vum Här Trump, mee an der Warneemung vun der Realitéit an der Lobhudelei vun Errungenschaften, déi inexistent sinn, hunn ech e bëssen dorunner geduecht.

Ech zitéieren d'Chambre des Salariés, de „Panorama social": « Tous les indicateurs pointent vers une progression de la pauvreté des inégalités sociales et économiques et de la précarisation des familles monoparentales et nombreuses et ceci en dépit des transferts sociaux. Et malgré compté parmi les pays les plus développés du monde, le Luxembourg détient le second plus haut taux de pauvreté laborieuse dans la zone euro. Les progressions rompent incessamment depuis vingt ans et ne sont pas palliés par un dynamisme tant à clamer, au contraire. Ça place le pays parmi les très mauvais élèves en matière de rétribution et d'équité économique et sociale. » Ech mengen, do ass relativ gutt resuméiert, wat den ekonomeschen a soziale Bilan vun dëser Regierung ass.

Duerno kéint een nach e klenge Best-of maache vun den Aussoe vum Här Finanzminister. E sot: „Villes ass geschitt." „De Leit konnt vill gehollef ginn an och der Wirtschaft am Allgemengen." „Méi wéi 11 Milliarden Euro goufe mobiliséiert." Dat stëmmt awer guer net esou! Et sollt een awer ... Dofir schwätzen ech vun alternative Fakten.

Déi 11 Milliarde sinn net ausgi ginn. Et sinn éischter 2 Milliarden ausgi ginn: am Chômage partiel, am Congé familial, an den Aiden un d'Betriber, an de Report vun de Cotisatiounen, alles Saachen, déi mir selwer och matënnerstëtzt hunn, genausou wéi quasi all anert EU-Land och! Dat ass elo keng grouss Errungenschaft a keng grouss Leeschtung vun dëser Regierung. Dat war de strikte Minimum, deen dës Regierung iwwerhaapt konnt maachen. Well hätt d'Regierung dat net gemaach, dann hätte mer kënnen de Buttek zoumaachen.

An ech weess, datt d'Regierung awer och net esou weltfriem ass, fir dat och nach ze maachen. Also, keen Applaus! All Regierung hätt dat gemaach! Do brauch se kee Genie ze sinn, fir awer déi Hëllefen do ze deblockéieren.

D'Lëtzebuerger Regierung, natierlech, si ass stabill bliwwen. Ech hunn dovunner geschwat, dem Rôle vun der Finanzplaz, deen u sech de PIB cachéiert an d'Realitéiten och cachéiert, mee och, well d'Finanzmäert ënner anerem och staark subventionéiert gi vun den Zentralbanken. Dat däerf een net vergiessen! Do muss ee sech awer och Froe stellen, wéi dat an Zukunft wäert goen.

Mir hunn och hei e PIB, deen och nach gestäipt gëtt vun engem Immobiliesecteur, deen total ausser Kontroll geroden ass. Dat spillt jo och mat an eisem PIB. De toute façon, déi Croissance an de PIB si keen Indicateur iwwert d'sozial an d'ekonomesch Realitéite vum Land. Dat weess jiddereen an iergendeng Kéier misst een driwwer diskutéieren.

Et kéint een och nach laang iwwert d'Austeritéitspolitik diskutéieren. Den Här Gramegna sot: „Et ass elo net d'Zäit, fir Austeritéitspolitik ze maachen." Dat ënnerschreiwen ech mat zwou Hänn. Mee de Problem ass: Et ass ni Zäit, fir Austeritéitspolitik ze maachen. Och net a gudden Zäiten! Allkéiers, wou dat gemaach ginn ass, dunn ass d'Verschëldung eropgaangen, ënnert dem Reagan, ënnert dem Thatcher, déi hunn hir Länner a Wierklechkeet verschëlt. A Frankräich och, wéi se ugefaangen hunn, ënnert dem Mitterrand geckeg ze ginn, mam Fabius an esou weider - „tournant de la rigueur". Dunn ass d'Verschëldung eropgaangen - an net, wann een de Géigendeel mécht. Dat liicht engem an. Et ass normal.

An de Problem ass deen: D'Stabilitéitskrittären, okay, déi ginn elo net respektéiert, well se a Krisenzäiten net ze respektéiere sinn, mee si sinn och schlecht ausserhalb vun de Krisenzäiten. Mir mussen iergendwéi ewechkomme vun deene Stabilitéitskrittären, och wann dat der Berliner Regierung net gefält.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wagner, Dir misst zum Schluss kommen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Den OMT, den Objectif à moyen terme: Also, datt d'Regierung sech weiderhi freet, datt mer iergendeng Kéier erëm op plus 0,5 % eropkommen, dat ass awer och eng Form vun Austeritéit, muss ech soen. Ech hoffen, datt d'Regierung do wäert dovun erofkommen.

Voilà! Ech si fäerdeg.

Just eng Saach: Mat de Metaphere muss een oppassen, also zemools, wann et ëm Seefahrerei geet. An ech hu Schëffer immens gären a Wierklechkeet. Mee passt op! Well ech denken och un e Schëff, wann ech déi aktuell Situatioun gesinn, mee d'Regierung gesinn ech net onbedéngt beim Kapitän an der Kabinn. Ech denken éischter un d'Titanic. An d'Regierung gesinn ech éischter als Orchester, deen amgaangen ass ze spillen, fir u sech déi batter Realitéit net wëllen ze gesinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mierken, mir hunn et haut mat den nautesche Metapheren. Da probéieren ech haut emol als Pirat, eng Kéier net mat nautesche Metapheren ze hantéieren, well wien op engem Schëff steet, dee muss och heiansdo Angscht virun de Piraten hunn. Mee bref.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert dëse PSC, PRR a PNR - da si mer erëm bei der Buschtawenzopp vu gëschter - schwätze mer erëm ënner e bësse méi speziellen Ëmstänn, well och wann de Finanzminister d'Liicht um Enn vum Tunnel scho gesäit an ech säin Optimismus begréissen, esou si mer awer nach laang net um Enn vum Tunnel ukomm a mir musse wierklech oppassen, datt déi Luucht, déi eis do entgéintkënnt, net en Zuch ass, deen deen anere Wee op eise Gleiser fiert an do eng Frontalkollisioun kéint generéieren. Well, an dat ass kloer, duerch dës sanitär Kris huet Lëtzebuerg, wéi vill aner westlech an och generell Länner am globale Süden, opgewisen, datt et bei eisem Santéssecteur Defiziter gëtt, déi mer einfach ze laang ignoréiert hunn.

Dofir begréissen d'Piraten, datt 231 Milliounen an d'Santé gefloss sinn. Leider muss een dann awer soen, datt, wann ee vun deenen 231 Millioune schwätzt, der schonn e ganze Batz dovunner fort si fir kuerzfristeg Projete wéi de Large-Scale-Testing an d'Kafe vu Schnelltester.

Fir déi méi laangfristeg digital Projeten am Santésberäich sinn am éischte Pilier vum PRR just nach ronn 1,1 Millioune virgesinn. Fir also esou grouss Chifferen ze nennen an ze soen, datt een de Santéssecteur wäert laangfristeg ënnerstëtzen, ass awer e bëssen Aewëscherei! D'Piraten hätte sech do e bësse méi Wäitsiicht, vläicht och iwwert den Tunnel eraus, gewënscht. Zum Beispill hätt ee kënnen nach méi Budget virgesinn, fir d'Kafe vu medezinnesche Geräter wéi zum Beispill Häerz-Longe-Maschinnen, vun deene mer jo elo wëssen, datt mer der hei zu Lëtzebuerg net genuch hunn.

Här President, vum Theema Santé wéilt ech dann awer och op de Sujet vun der sozialer Gerechtegkeet ze schwätze kommen. Do huet de Minister Fayot jo en Dënschdeg erkläert, datt elo d'Ziler net méi an absolutten Zuele gemooss ginn, mee datt d'ODDen an de PIB du bien-être eng méi grouss Roll solle spillen. Wann een deen éischten ODD vun der UN liest, heescht et als zweet Zil - Zitat -: « réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays ».

Wann een hei zu Lëtzebuerg géif dervun ausgoen, datt domadder de Seuil de pauvreté gemengt ass, dann, muss ech soen, si mer awer am Moment genau an déi aner Richtung ënnerwee. Laut de Statistiker an Europa hätt Lëtzebuerg missen 2020 den Aarmutsrisiko vun 85.000 op 79.000 Leit, also ëm 7 %, senken. 2020 hu mer laut Statec awer e grousse Plus, well mir si vu 85.000 Leit op 103.600 eropgaangen amplaz erof op 79.000. D'Zil ODD 1 ass domadder kloer net erreecht a souguer nach méi wäit vun eis ewechgeréckelt.

Wa mer vun Aarmut zu Lëtzebuerg schwätzen, da musse mer och dovunner schwätzen, datt et zu Lëtzebuerg Leit gëtt, déi nach ëmmer keen Accès zu elektronesche Geräter, dem Internet an den néidegen digitale Kompetenzen hunn.

An deenen zwou éischte Woche vum Lockdown d'lescht Joer waren 10 % vun de Schülerinnen a Schüler, laut den Zuele vum Educatiounsministère, net ze erreechen, an dat obwuel de Ministère ronn dausend Schülerinnen a Schüler en Tablet oder e Computer zur Verfügung gestallt huet, deelweis, well d'Kanner an d'Elteren doheem net eens gi sinn, deelweis, well ee mat engem Computer net esou vill ufänke kann, wann ee keen Internetuschloss huet.

D'Piraten hu scho bei de leschte Wale gefuerdert, datt all Stot mat schoulflichtege Kanner e Computer misst accessibel hunn. Wier dat 2018 scho geschitt, hätt een an der Covidkris déi Suerg zumindest manner gehat.

D'Piraten begréissen an deem Kader dann och d'Formatiounen, déi de Staat wëllt mat de Beruffskummeren an der ADEM organiséiere fir Leit am Chômage oder am Chômage partiel. Allerdéngs kann ech elo scho soen, datt et net esou wäert klappen, wéi d'Regierung sech dat virstellt. Beim Programm „Digital Skills" zum Beispill solle Persounen, déi bis den 31. Mäerz am Chômage partiel waren, kënne vun engem 500-Euro-Bong fir Coursë profitéieren.

Dat ass eng exzellent Initiativ! A verstitt mech net falsch, ech fannen dat gutt, datt mer Leit reskillen, upskillen an datt mer hinnen iwwerhaapt Formatiounen offréieren. Mee mir gesinn hei awer e klenge Problem, wa Leit, déi a Coursë sollen un digital Outilen erugeféiert ginn, scho mussen, ier se am Cours matmaachen, de Bong op guichet.lu eroflueden a scho musse capabel sinn - Zitat -, « de suivre de manière autonome une formation à distance ».

Do geet dach eppes net op! Mir soen de Leit: „Mir erklären Iech, wéi den Internet fonctionéiert, mee fir datt mer Iech dat kënnen erklären, musst Der den Internet verstoen!" Iergendwou ass do en Denkfeeler. An ech mengen, dee fält och nach e puer anere Leit heibannen op.

Et erënnert mech e bëssen un d'Geschicht vun den Impfzertifikater, déi een nëmmen dann nach eng Kéier als Kopie krut, wann ee sech mat engem Token op guichet.lu konnt aloggen. Entweeder sollen dës Coursë fir komplett Neiasteiger sinn oder et ass fir déi Leit, déi schonn eppes vu Computeren a Videokonferenze verstinn. Mee béides gläichzäiteg schéngt mer e bësse komplizéiert.

Och solle mer d'Leit net nëmmen, wat d'digital Kompetenzen ugeet, prett fir d'Zukunft maachen. Mir missten zu Lëtzebuerg momentan ongeféier 150.000 Wunnhaiser hunn. Géife mer op d'Hallschent vun deene Gebaier eng Fotovoltaikanlag vun 10-KW-Peak installéieren - dat ass eng normal Anlag, déi een op engem Daach kann hunn, a mir hu jo mëttlerweil e Solarkadaster -, da kéint ee 7,5 Terawattstonne Stroum pro Joer produzéieren. Lëtzebuerg brauch haut zwëschen - do schwanken d'Zuelen - 5,5 a 6,5 Terawattstonnen d'Joer. Dat heescht, mir kéinten, reng rechneresch, mat Solarstroum de mathematesche Bedarf vu Lëtzebuerg decken.

Am Beräich vun Ëmweltenergien ass also vill Potenzial do. An dofir sollte mer probéieren, esou vill wéi méiglech Leit an dësem Beräich aus- a weiderzebilden. Nëmmen esou maache mer eisen Aarbechtsmarché prett fir d'Zukunft a reduzéieren eise strukturelle Chômage.

A wa mer bei de Mënschen am Chômage sinn, wëll ech op dëser Plaz drop opmierksam maachen, datt vill Persoune wéinst der Pandemie nach ëmmer Problemer hunn, eng nei Aarbechtsplaz ze fannen, an tëschenzäitlech schonn hire Chômage verluer hunn an entweeder mussen op hir Reserven zréckgräifen oder an de REVIS gefall sinn.

D'Piraten hätte sech hei gewënscht, datt och d'Méint vun November bis Februar, wou et wéinst dem Wanter traditionell méi schwiereg ass, eng Aarbecht ze fannen - am Horeca-Beräich souguer onméiglech -, net bei der Dauer vum Chômage matgezielt hätten. Well anescht wéi den optimistesche Finanzminister eis et en Dënschdeg erkläert huet, ass de Chômage net op engem gudden Niveau a wäert bis 2025 och nach weider bis op 7 %, schlëmmstefalls 7,5 % klammen.

Mir hunn also gläichzäiteg de Problem vun engem konjunkturelle Chômage wéinst der Kris an dee vum scho bekannte strukturelle Chômage, dee muss duerch reskilling geléist ginn.

Mee kréie mir mat Reskilling-Projete wierklech de Problem vum Chômage geléist? Etüde weisen, datt vun de Formatiounsoffere meeschtens déi Leit profitéieren, déi schonns gutt forméiert sinn. Wie keng Bildung huet, kritt also keng bis wéineg weider, wärend ee mat Bac+5 nach ëmmer méi Chancen um Marché kritt. D'Formatiounen hunn also net ëmmer e qualitativen Usaz.

Dofir si mir Piraten der Meenung, datt et nëmmen ee Wee aus dësem Problem gëtt, an dat ass d'Grondakommes. D'Grondakommes géif grad an deenen Zäiten all deenen d'Méiglechkeete ginn, sech weiderzebilden, déi am Moment aus finanzielle Grënn net kënnen drop verzichten, zu zwee Vollzäit schaffen ze goen.

Et ass och nëmmen, wann ee weess, datt säin Akommes ofgeséchert ass, datt ee sech traut, fir seng eegen Iddien ëmzesetzen a vläicht seng eegen Entreprise ze grënnen. Och wann dëse Projet vu villen heibannen nach ëmmer net als seriö Alternativ zu eisem jëtzege System wouergeholl gëtt, esou wäerte mir Piraten weiderhin un där Fuerderung festhalen, well dat ee vun den zukunftsfäegen a virun allem zukunftsräife Modeller ass.

Här President, wie vu sozialer Gerechtegkeet schwätzt, muss och vum Logement schwätzen. Ech mengen, mir alleguer heibanne waren erféiert, wéi mer déi lescht Zuele vum Statec gesinn hunn: 16 a méi Prozent Croissance an engem Joer. Dat weist, datt mer definitiv eng Penurie hunn. Dat weist, datt mer en akute Problem hu fir d'Abordabilitéit vu Logementer!

D'Piraten begréissen dofir, datt 51 Millioune sollen an de Logement, an de Projet „NeiSchmelz" fléissen. Mir wëllen awer kloer soen, datt dëst net duergeet, fir d'Logementskris ze meeschteren. Mir haten op dëser Plaz hei scho vun enger Lex Koller geschwat. Mir haten d'lescht Joer och eng Motioun deposéiert, fir eng Etüd ze maachen, ob d'Lex Koller och hei am Land géif Sënn maachen.

Dat gouf ofgeleent, obwuel zum Beispill, wéi den David Wagner dat esou treffend formuléiert huet, d'ausserparlamentaresch Fraktioun vun der LSAP, nämlech d'Fondatioun Robert Krieps, der Meenung ass, datt dës Iddi op d'mannst zu Lëtzebuerg sollt getest ginn.

Och kéinte mer eis virstellen, datt mer bei der Besteierung vum Logement - net vum Logement selwer, mee virun allem bei deenen, déi an de Logement investéieren - nach eng Kéier missten Hand uleeën. Ob dat den Amortissement accéléré ass, ob et iwwerhaapt Sënn mécht, steierlech haut engem ze soen, wann en e Gebai keeft, datt dat fiskalesch Valeur ofhëlt, stelle mer a Fro.

Haut hu mer eng pervers Situatioun: Een, deen en Haus keeft fir ze verlounen, dee setzt all Joer eng Perte de valeur, en Amortissement, of. A wann en et da weiderverkeeft, gëtt deen Amortissement, deen en ofgesat huet, dee mer fiskalesch als wouer geholl hunn, net méi an d'Plus-value agerechent. Dat heescht, u sech zerwéiert dee sech zweemol am haitege Steiersystem, dat zousätzlech zu deem, wat de Gilles Roth virdru scho sot doriwwer, wéi eng aner Avantagen et gëtt, wann ee Geld verdéngt, wat een net duerch Schaffen, mee duerch Investitiounen oder duerch eebe Wunnen oder Wunnraum scho verdéngt, soudatt mer haut eng Situatioun hunn, datt een, dee fir 100.000 Euro schaffe geet, an dat ass schonn eng richteg gutt Pai, wann e Celibataire ass, um Spëtzesteiersaz ass; deen, deen awer 100.000 Euro duerch Investitioune verdéngt, nëmmen d'Hallschent u Steieren dovunner bezilt.

Dat ass eng ongerecht Behandlung! An da muss ee sech nach ëmmer soen: Et muss een déi 100.000 Euro emol verdéngen! Déi meescht Leit verdéngen déi jo net, mussen awer op engem Wunnengsmaart, wou esou Incentive sinn, iergendwou Fouss faassen. 51 Milliounen Investitioun fir de Projet „NeiSchmelz" wäerten do net duergoen. Et ass eng Drëps, eng wichteg Drëps, mee et ass nëmmen eng Drëps op e gliddege Steen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech op dëser Plaz och nach iwwert d'gréng Mobilitéit schwätzen. Laut PRR sinn hei 40 Millioune virgesinn, fir Bornen opzeriichten. Déi 40 Millioune sinn och dréngend néideg, well laut dem ACL hu mer eist Zil vun 800 Borne fir 2020 ëm lächerlech 40 %, voire 300 Bornen, verfeelt gehat. D'Zil fir 2030 si jo 26.000 Bornen. Mir kucken dann, ob mer dat Zil erreechen, well ouni Bornen ass d'Elektromobilitéit natierlech manner attraktiv, an dat net nëmme fir d'Privatpersounen, mee och fir d'Betriber.

Hei missten de Staat an och d'Chamber mat guddem Beispill virgoen. Well wann déi 60 Deputéiert heibannen alleguer wéilten elektresch fueren, da misste se sech am Moment eng Born deelen. Da wësse mer, datt et e Problem gëtt! Wéi soll ee mam gudde Beispill virgoen, wann den Outil guer net zur Verfügung steet? Also ech hu schonn eng Plaz, wou ee kéint 59 vun deene 26.000 Bornen installéieren. Dat géif vläicht och heibanne fir eng gewësse Virbildfunktioun suergen.

Fir e ganz rezent Beispill ze zitéieren, wat déi absurd Situatioun weist, kann een dann eng Busfirma zitéieren, déi an der leschter Woch eng mobill Luedstatioun virgestallt huet: e Camion, deen elo op verschiddene Plazen am Land wéi de Rotonden an der Stad Halt mécht, fir Busser opzelueden, e Camion, dee selwer awer net mat Elektresch geluede gëtt, deen et der Firma awer wäert méiglech maachen, fir méi Linne mat den E-Busser ze fueren.

Bis 2025 solle 50 % vun de Kilometeren am Kader vum RGTR mat elektreschbedriwwene Busser a Camionnettë gemaach ginn. D'Busfirme kéinten also elo op d'Iddi kommen, nach méi mat fossille Brennstoffer ugedriwwe Camionen ze kafen, fir esou e Virdeel bei der Linnevergab ze kréien, fir da kënne punktuell am Land d'Busser ze lueden. Dat ass dach absurd! D'Firme géifen investéieren an Dieselcamionen amplaz an E-Busser an dat kann net eist Zil sinn! Hei ass et wichteg, datt mer eng kloer Äntwert op esou Froe ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Piraten begréisse ganz vill vun den Initiative vum PRR a PNR, déi Lëtzebuerg solle fit fir d'digital Zukunft maachen. Mee wéi ech grad erkläert hunn, sinn dës Pläng nach ëmmer net ganz ausgeräift. Mir hoffen dofir, datt d'Regierung an noer Zukunft endlech hire Plan d'action d'inclusion numérique virstellt, fir datt mer endlech kënnen novollzéien, wou d'Rees laut der Regierung da soll higoen. Hoffentlech kënnt eis da keen Zuch entgéint!

Mir begréissen och d'Tatsaach, datt an de Logement investéiert gëtt, och wann nach eemol kloer muss gesot ginn, datt et mat deene puer Suen net gedoen ass.

Mir si gespaant, wéi d'Projete fir eng Guichetsapp an eng E-ADEM um Enn wäerten ausgesinn. A mir hoffen, datt mat deenen 1,3 Millioune fir den LBR genuch Verännerunge kommen, datt Lëtzebuerg net méi viru weideren Openlux-Skandaler steet.

Alles an allem kann ee soen, datt d'Iddien am Grondsaz gutt sinn, datt et awer deelweis un der Ausféierung kéint scheiteren, deelweis awer och um politesche Wëllen, fir nach e puer Schrëtt méi wäit ze goen.

D'Piraten gesinn dofir nach net d'Enn vum Tunnel, wat d'sozial Ongerechtegkeeten an d'Logementskris ugeet, mee mir loossen eis ëmmer gäre vum Géigendeel iwwerraschen.

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Moien ass scho ganz vill an der Diskussioun gesot ginn. A wann een ee vun de leschte Riedner ass, dann ass och scho ganz vill gesot ginn, wat ee vläicht selwer och gesot hätt.

Ech wollt mech kuerz faassen, just op eenzel Punkten agoen. Ech wollt awer nach eng Kéier och op d'Aarbechtsweis vun der Chamber agoen. Verschidde Kolleegen hunn dat scho virdrun, zu Recht, hei ënnerstrach. Ech muss einfach soen, wéi déi Diskussioun iwwert déi bal 400 Säiten hei verlaf ass, do kann een net stolz sinn als Chamber. An ech mengen, et geet hei guer net ëm Regierung vs. Oppositioun, et geet hei drëm, wéi mir eis selwer als Chamber considéréieren a wat fir ee Poids mir eis selwer an der Chamber ginn.

An ech fannen einfach, esou wéi dat hei awer innerhalb vun zwee, dräi Deeg quasiment iwwert de Knéi gebrach ginn ass, dat fannen ech net gutt! An ech schwätzen och do als fréiere Chamberspresident, deem d'Roll vun der Chamber awer um Häerz läit, an ech verstinn natierlech déi Suergen an och déi Delaien, déi d'Regierung huet, mee ech géif awer trotzdeem hei nach eng Kéier de Wonsch äusseren, datt mer eis da fir d'nächst Joer vläicht awer géifen e Mechanismus ginn, deen eis, der Chamber, awer e bësse méi Zäit géif ginn, wéi dat dëst Joer de Fall war.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll kuerz op e puer Punkten agoen, fir d'alleréischt, wat dee ganze PNR a PRR do betrëfft an och all déi Mesuren, déi do proposéiert ginn. Ech fannen, datt et deem Plang oder deene Pläng ganz einfach un Ambitioun feelt!

An ech wollt do trotzdeem awer emol eng Kéier dee Montant vun deenen 93 Milliounen, déi mer elo vun der Europäescher Unioun kréien, e bëssen an de Kontext setzen, och par rapport zu deem, wat aner Länner kréien. Ech mengen, et geet hei ëm e gesamte Pak vu 750 Milliarden, dovu kréie mir 93 Milliounen, dat si ganz genau 0,02 %.

Ech huelen dann, am Verglach dozou, zwee Länner, mat deene mer eis awer e bëssen, vun der Gréisst hier, kënne vergläichen, dat si Malta an Zypern. Malta, déi kréien aus deem Pak hei iwwer 300 Milliounen - 300 Milliounen, also dräimol méi wéi Lëtzebuerg! A wann ech dann Zypern kucken, déi kréie méi wéi 1 Milliard - méi wéi 1 Milliard! Dat sinn Ekonomien a Länner, déi awer iergendwéi mat Lëtzebuerg vergläichbar sinn.

Dofir muss ech einfach soen: Ech fannen, datt et der Regierung hei wierklech un Ambitioun feelt. A wann een dann och nach kuckt, wat fir eng Projeten hei subventionéiert ginn, da sinn dat zu engem groussen Deel Projeten, déi schonn um Lafe sinn, déi net nei sinn, wou mer elo eebe just kucken, fir do nach eng zousätzlech Subventioun ze kréien. A wann ech dat awer e bësse vergläiche mat deene Montanten, déi un aner Länner ginn - an ech wëll elo guer net déi grouss Länner huele wéi Italien, Spuenien, déi haaptsächlech heivu profitéieren -, muss ech dach soen: Ech hätt mer hei e bësse méi Ambitioun vun der Regierung gewënscht!

A wann ech dann och op déi eenzel Recommandatiounen hei aginn an ech kucken dann och, wat do ëmgesat ginn ass, da fänken ech vläicht ganz kuerz mam Ëmweltberäich un. An do wëll ech iwwregens soen: Ech hunn de Moien immens vill flott Propositiounen hei héieren. An ech kéint ganz vill - an ech mengen, och aner Kolleege vu menger Fraktioun -, ganz vill vun deem mat ënnerschreiwen, wat zum Beispill den Här Haagen, den Här Benoy a souwisou och den Här Wagner hei proposéiert hunn. Just, Dir Dammen an Dir Hären: Ech fannen dovunner awer ganz, ganz wéineg an deene Pläng erëm, ganz, ganz wéineg!

An ech wollt do och emol nach eng Kéier soen: Mir komme jo elo aus där Kris hoffentlech dann iergendwéi eng Kéier eraus a mir wëssen och, a wat fir engem Zoustand ganz vill vun eisen Entreprisë sinn, net nëmme grouss Entreprisen, ganz besonnesch och vill kleng Entreprisen, Independanten. An déi kréien da permanent vun der Regierung gepriedegt, si missten och elo natierlech hir Klimapolitik ëmsetzen, d'CO_2-Steier. Wann ech dann awer kucken, wat an deene Päck do konkreet fir Entreprisë virgesinn ass, dann ass dat quasiment näischt!

Här Fayot, Dir schwätzt hei vu Fit 4 Resilience, dat wär e super flotte Projet fir Entreprisen. Wat ass dat? Hei kritt eng Entreprise d'Hallschecht vun de Consultatiounsfraise bezuelt, wa se sech da klimapolitesch an digital wëllt berode loossen. Ech mengen, déi meescht Entreprisen hu ganz aner Suergen. Déi brauchen net eng Consultatioun, déi hätte gär eng konkreet Hëllef, an net Hëllefen iwwer Kreditter, déi se kréien, mee Hëllef iwwer Subventiounen, wa se elo versichen, déi klimapolitesch an och déi digital Ziler ze erreechen.

An ech muss lech wierklech soen, ech fannen do ganz, ganz wéineg erëm, och an deene klimapolitesche Ziler. Wann ech dat alles liesen, sinn do ganz vill Mesuren opgelëscht, och fir Privatpersounen. Wann ech awer kucken, wéi gesot, wat fir Entreprisen an Independanten a schwieregen Zäite virgesinn ass, ass dat quasiment näischt!

Dat selwecht gëllt dann och fir d'Erausfuerderunge vun der Digitaliséierung. Do ass een eenzege Projet virgesinn, wat sécherlech e begréissenswäerte Projet ass - d'Digitaliséierung an der ëffentlecher Fonctioun -, e Projet, dee mir voll ënnerstëtzen. Awer och do soen ech lech, Här President: Dat ass awer net dee Projet, deen eis wierklech op déi nächst Joren a Joerzéngten Digitaliséierung virbereet.

An ech kommen do awer net derlaanscht, nach eng Kéier drop ze insistéieren: 2014, 2015, wéi dës Regierung fir d'éischt ugetruede war, war dat dee grousse Schlager, Digitaliséierung. Hei ware verschidde Kolleegen, déi kënne sech erënneren, wéi mer deemools am Theater souzen, mam Här Rifkin, mir hunn do gesot kritt: „Lëtzebuerg gëtt e Laboratoire vun der Digitaliséierung!", „Et gëtt smart Lëtzebuerg!" Et sollt alles aneschters goen. Wat ass an der Zwëschenzäit passéiert? Säit den Här Schneider fort ass, ass och den Här Rifkin fort. Et huet säitdeem kee méi eppes dovunner héieren. An dat ass schued, well dat ass eng vun deene ganz groussen Erausfuerderungen och vun dësem Land.

(Interruption par M. André Bauler)

An da wollt ech op en drëtte Punkt ze schwätze kommen, dee mer och feelt. Et gëtt vill vu Steiere geschwat. 50 Säite stinn an deene Rapporten iwwer Moossnamen, déi solle géint Blanchiment geholl ginn, lauter gutt Mesuren, déi mir honnertprozenteg ënnerstëtzen. Allerdéngs ass d'Steierpolitik, léif Kolleeginnen a Kolleegen, awer méi wéi nëmme Kampf géint de Blanchiment!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An ech vermëssen awer hei eng ganz Rei vu Propositiounen a mäin exzellente Kolleeg Gilles Roth huet dat jo virdrun a senger ganz gudder Interventioun ënnerstrach. Wat ass hei virgesi vu steierleche Mesuren, fir notamment déi Schéier zwëschent Aarm a Räich ze bekämpfen? Ech gesi quasiment näischt!

An da just e klengt Beispill, Här President, wat awer wichteg ass: Virdrun ass vun engem - deem anere Kolleeg hei - ënnerstrach ginn, datt jo elo Efforte lafen, fir eng minimal Steier weltwäit an och an Europa anzeféieren, en Effort, dee mir ënnerstëtzen. Mir fannen och, datt dat eng ganz gutt Iddi ass, déi mir och sollen - mir, d'Regierung - positiv begleeden.

Allerdéngs soen ech lech: Wann dat esou geet, wéi dat der amerikanescher Administratioun virschwieft, datt do soll eng minimal Steier vun 21 % ageféiert ginn, kréie mir e risege Problem. Ech soen lech och, wat de Problem ass. De Kolleeg Roth an ech hunn lech och dozou schonn eng Question parlementaire gestallt. Mir hu jo hei zu Lëtzebuerg e komplett atypesche System. Mir hunn eng Betribsbesteierung an do derbäi kënnt natierlech d'Gewerbesteier vun de Gemengen. Wa mir elo op 21 % musse kommen, mir si jo am Moment bei 18 %, wat d'Betribsbesteierung ugeet ...

Une voix.- 17!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... - 17 %! -, a mir mussen do op 21 % kommen, plus dann déi 7 % vun de Gemengen, da kréie mer e richtege Problem! An ech hätt mir awer gewënscht, och vun enger Regierung, déi mëttel- a laangfristeg denkt, datt awer do vläicht an den nächsten Deeg a Wochen eng Rei konkreet Propositiounen op den Dësch kommen, an dat och am Dialog natierlech mam Syvicol, mat de Gemengen, well et ass och wichteg, an ech schwätzen och hei als Finanzschäffe vun enger grousser Gemeng, datt d'Autonomie communale natierlech respektéiert gëtt.

Här President, e leschte Punkt, op deen ech och wollt agoen, well et och wichteg ass, wat d'Nohaltegkeet, wat iwwerhaapt d'Finanzen ubelaangt, dat ass d'Fro vun der Transparenz. Abee, ech muss lech soen, dës Regierung ass ugetrueden, fir ze soen: „Et muss gestëbst ginn", „d'Rollluede mussen eropgezu ginn", „et muss gelëft ginn", „mir brauche méi Transparenz" - wann ech kucken, wat an deene leschte Méint, leschte Wochen hei a puncto Transparenz geschitt ass, stellen ech mer Froen!

Ech wëll elo guer net op déi ganz Diskussioun vun de Kolleege vun de Piraten mam CLTs-Vertrag agoen oder och déi ganz Diskussiounen iwwer MoUen, déi mer net esou kréien, wéi mer eis dat gewënscht hunn, ech schwätzen elo dervun, datt mir an deene leschten zwou Wochen zwou Reuniounen haten an der Ekonomieskommissioun respektiv an der Finanzkommissioun, wou iwwer aktuell Sujeten - Liberty Steel a Paul Wurth - e Secret de délibération decidéiert ginn ass. Mir waren am Ufank d'accord, …

(Interruption)

… mee ech muss awer soen, wann ech elo kucken, wat dobäi erauskomm ass, do ass quasiment net méi erauskomm wéi dat, wat ee konnt an den Zeitunge liesen. An ech muss lech och soen, ech verstinn net, datt d'Regierung de Präis vun der Sessioun, vun den Aktie vu Paul Wurth net public mécht. Dat si schlussendlech ëffentlech Gelder! Dat ass eng Participatioun, déi dem Staat, dem Steierzueler gehéiert. A wann ee wëllt transparent sinn, muss een, mengen ech, och esou wäit goen, datt een dat do ëffentlech mécht, cela d'autant plus, datt dat herno aus de Bicher an aus de Bilane vun deene Gesellschafte souwisou wäert erausgoen. Dat fannen ech net gutt an ech géif wierklech hei en Appell maachen, datt och d'Regierung an deenen nächste Wochen a Méint vill méi Wäert op Transparenz leet!

Mee dat gesot, soen ech, datt eigentlech all dës Pläng e Spigelbild vun dëser Regierung sinn, déi, leider, méi reagéiert wéi agéiert, déi guer net esou nohalteg ass, wéi se dat ëmmer behaapt, déi wéineg innovativ ass, well ech gesinn net, wéi mer déi Digitaliséierung solle packen, déi ganz wéineg sozial ass - an de Kolleeg Gilles Roth huet dat ënnerstrach -, déi iwwerhaapt net transparent ass. An ech hunn d'Gefill, datt dës Regierung amgaangen ass, d'Zukunft vun dësem Land, vun eise Kanner a Kandskanner ze verschlofen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo, nodeem ech alleguerten d'Interventiounen héieren hunn, geet et mer e bësse besser. Ech hat am Ufank geduecht an ech hat mat mengem Kolleeg Aly Kaes driwwer rieds: 400 Säiten ze liesen innerhalb vun zwee Deeg an dann eng Ried draus ze maachen, dat ass awer net grad dat, wat mir zwee gewinnt sinn. Ech hunn awer elo matkritt, hei sinn och Leit mat anere Formatiounen, déi haten och Schwieregkeeten, fir déi 400 Säiten, déi mer en Dënschdeg virgestallt kritt hunn, bis an de leschten Detail ze liesen. Dat huet mech awer elo e bësse berouegt, dass ech net deen Eenzege war, deen do Problemer hat mat deene 400 Säiten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no der Pandemie kréie mer eng Wirtschaftskris, kréie mer eng Sozialkris. Dat war eng Diskussioun, déi mer haten, déi mer hei an dësem Sall - jo, dat war

schonn hei an dësem Sall - gefèiert hunn, mat all deenen Erausfuerderungen, déi op eis zoukommen, well jo kee Mënsch mat deem gerechent hat, wat alles an där Pandemie géif kommen, wat wirtschaftlech a sozial géif op eis duerkommen a wéi laang dat Ganzt géif daueren. Et war jo keen, deen d'Glaskugel hat an dee wousst d'lescht Joer am Mäerz, dass dat do eppes ass wier, wat eis een oder zwee Joer géif beschäftegen a wat eis héchstwarscheinlech sozial an och wirtschaftlech méi laang wéi zwee Joer beschäftegt, nämlech net nëmmen déi zwee Joer, wou mer dra sinn, mee och wärend deem, wat nokënnt.

An no den Ausféierunge vu mengen zwee Fraktiounskolleegen, dem Gilles Roth an dem Laurent Mosar, wollt ech mer erlaben, just e puer Remarke bäizefügen, och iwwert dat, wat duerno gesot ginn ass. Mir hunn heibanne geschwat iwwer Index, mir hunn heibanne geschwat iwwer Indexéierung: Mir hu Motiounen abruecht gehat als CSV, dass et fir eis wichteg wier, dass zum Beispill all déi Familljenzoulagen erëm géifen indexéiert ginn. Dat ass alles ëmmer vun der Regierung ofgeleent ginn. Et huet geheescht, et stéing an Ärem Koalitiounsprogramm, mee et géif eréischt den 01.01.2023 kommen.

Ech wëll awer soen: Do ass et jo net nëmmen ëm den Index gaangen, mee do war och ofgemaach mat de Gewerkschaften - an ech huelen un, dass se sech dat e Samschdeg och nach eng Kéier alleguerten an hiren Éischte-Mee-Riede wäerte soen -, do war en Accord 2014, dass d'Kannergeld reegelméisseg géif ugepasst ginn un d'Deierecht. Deemools hu mer net geschwat vum Index, well dat war net Bestanddeel vum Accord. An do huet just de Staatsrot en negativen Avis ofginn, dofir ass et net dozou komm. Mee duerno ass awer näischt méi geschitt.

An haut huet an enger Zeitung - wann ech dat richteg gelies hunn, war et d'kommunistesch Zeitung - och d'Presidentin vum OGB-L genau op deen dote Punkt higewisen, dass 2014 en Accord vun der Regierung do war mat de Sozialpartner oder mat de Gewerkschaften, dass e Projet de loi do war, deen awer, opgrond vun de Remarke vum Conseil d'État, duerno an dem Tirang verschwonnen ass. An et ass ni méi eppes geschitt. An och all dat spillt mat, wann ee vu „sozial" schwätzt a wann ee vun enger „sozialer Kris" schwätzt.

An da kënnt och dat derbäi, wat de Gilles Roth de Moien nach ënnerstrach huet: Wa mer vun CO_2-Taxe schwätzen, da musse mer awer drun denken, wat dat bedeit, de Pëtrol, wat dat bedeit, de Gas, wann dat elo alles mat taxéiert gëtt. An dat ass guer net am Index dran. Den Här Fayot huet virdru gelaacht doriwwer. Ech sinn awer der Meenung, dass dat fir déi Leit, déi allkéiers mussen … - elo de Moment ass de Wanter eriwwer, mir wëssen net wat fir e Wanter op déi Leit zoukënnt, wa se Mazout musse bestellen -, dass si dann do däerfe matbezuelen an taxéieren.

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, kann ech perséinlech déi Fuerderung vun der ULC, dass dat alles misst integral mat un den Index ugepasst ginn, voll a ganz ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech wollt awer och nach eppes soen zum Impôt foncier - zum Impôt foncier, well dat jo och mat Wunnen ze dinn huet. Ech ka mech erënneren, 2014, den Här Gramegna verbessert mech, ass gesot ginn: „Mir fänken u mat enger Reform fir den Impôt foncier". Do ass net nëmme vu B6 geschwat ginn, mee do ass och nach vun anere Saache geschwat ginn, ob mer net eng ganz nei Aart a Weis vu Grondsteier brauchen. Dat ass jo net de Finanzminister, do ass den Interieur gefuerdert. An ech muss lech soen, ech hunn awer säit 2014 näischt méi dovun héieren. Déi eenzeg Remark, déi ech eng Kéier gemaach kritt hunn: „Jo, wann s de den Impôt foncier wëlls maachen an du wëlls nei Krittäre bréngen, da wier et emol un der Zäit, dass mer och iwwerall PAGen hätten, dass mer an all Gemeng PAGen hätten."

Ech muss lech awer soen: Fir d'PAGen ass net d'Oppositioun zoustänneg. Menges Wëssens ass dat d'Majoritéit, ass et d'Regierung, déi zesumme mat de Gemengen do misst d'Decisioun huelen, wéi et weidergeet mat de PAGen. A mir si jo nach ëmmer net amstand, dass an 105 Gemenge PAGe sinn! A mir bräichte jo awer fir d'éischt déi PAGen, fir dass eng aner Grondsteierreform kéint kommen. Duerfir géif mech och do interesséieren, wat de Finanz- oder de Wirtschaftsminister eis kënne soen, wéi wäit mer si mat där Reform vum Impôt foncier.

An da schwätze mer vun der Jugend. Hei si ganz vill Leit … An ech ënnersträichen dat: Eis Jugend huet keng Perspektive méi oder net méi déi selwecht Perspektive wéi virdrun.

Ech hu gëschter mat enger Persoun geschwat - ech hunn och heibanne mat engem driwwer geschwat -, deen huet sech gemellt op enger däitscher Uni. An do huet e geäntwert kritt: „Hast du Coronaabitur"? Du huet de Jong gefrot: „Wat ass dat, Coronaabitur?" Maja, dat sinn alleguerten déi, déi d'Première kritt hu wärend der Pandemie. Dat ass awer net nëmmen esou hei zu Lëtzebuerg, mee dat gëllt och op deenen anere Plazen. „Und da ist das Abitur ..., naja, dann machst du mal ein Aufnahmeexamen, damit du zu dieser Universität oder Hochschule kommen kannst." An dee Stempel wäert alleguerten deene Kolleeginnen a Kolleegen … Et ass awer elo kee Virworf un d'Regierung, wëll ech direkt soen, well fir d'Pandemie si se nach net responsabel.

(Interruption)

Vläicht fir d'Bekämpfung, awer net dofir, dass se komm ass. Mee alleguerten déi Jugendlech hunn e Stempel. An ech muss lech soen, dat gëtt fir déi och net einfach. An dofir mengen ech, dass et och wichteg ass, dass mer do eppes maachen, fir deene Jugendlechen och Perspektiven ze ginn. An do ass jo och ënnerstrach gi vu verschiddene Regierungsmemberen, si géifen elo Hëllef kréien.

Mee mir wëssen och emol: Déi eng kënne sech impfe loossen, fräiwëlleg, wa se wëllen, mee fir eis Jugend, dat wäert nach daueren. Wéini komme se un den Tour? A wat fir eng Méiglechkeete kréie se alles? Mir wësse vum Problem, dee se hunn, fir Stage- a Léierplazen ze fannen. Och do ass et wichteg, wann ee vun engem Plan de relance schwätzt, dass een hinnen do Hëllefe gëtt, fir dass se déi Stagë kënne maachen, dass se eng Perspektiv hunn, well wa se hiren Ofschloss net kënne maachen, gëtt et och schwéier, fir duerno ... - den Här Roth hat de Moien d'Beispill ginn, wat et hei kascht, fir en Appartement oder eng Wunneng ze kafen -, fir do kënnen aktiv ze ginn. An och dat musse mer mat eranhuelen.

A wa mer schwätzen, an ech hat dat gelies, den Educatiounsminister huet gesot, mir missten hinnen och all déi Hëllefe ginn, och psychologesch an esou weider an esou fort, wat ech och alles matënnerstëtzen, da sinn ech dach awer paff, dass, nodeem mer elo wärend Méint gesot kritt hunn, d'Verhandlunge géifen op Toppniveau lafen, fir endlech en Accord ze fannen - d'CNS mat de Psychotherapeuten -, dass elo d'lescht Woch gesot ginn ass: „Et ass elo alles d'Baach erofgaangen, et kënnt iwwerhaapt näischt", zwëschent der CNS an de Psychotherapeute géif näischt lafen. Da muss ech lech awer soen, da gëtt dat awer och nach eng finanziell Belaaschtung fir alleguerten déi Leit, déi sech dann do Hëllef musse siche bei de Psychotherapeuten, wann et nach ëmmer net méiglech ass, do Remboursementer ze kréien, nodeem dat elo wärend dräi Joer awer ëmmer ënnerstrach ginn ass, dass dat alles géif lafen.

An Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wa mer da schwätze vun de Stageplazen, vun der Ausbildung, da wëll ech mech och e bësse mat engem Secteur beschäftegen, deen awer ee vun de Réckgrater ass vun der Lëtzebuerger Ekonomie an eent vun de Réckgrater, wat de Patron ubelaangt, deen Aarbechtsplaze stellt, an dat ass de Mëttelstand. Wann ee kuckt, wivill Leit an de PMEe sinn … An ee vun de Virriedner huet schonn ënnerstrach, wat fir eng Problemer et ginn huet bei der Restauratioun, bei de Profession-liberallen, well déi mat am meeschten dovu betraff waren, och, wat am Handwierk geschitt ass. Et däerf een awer net vergiessen: Déi lescht 30 Joer sinn an deem Secteur net manner wéi 30.000 nei Aarbechtsplazen entstanen, Aarbechtsplazen, déi mer brauchen. An do muss ee sech dann d'Fro stellen: Wat kënnt elo op eis zou?

Mir hu matkritt, ënnert der Presidence vum Här Fayot ass gëschter festgehale ginn am Comité de conjoncture, dass d'Baubetriber Chômage partiel kréie fir d'Méint Mee a Juni, well Schwieregkeeten do sinn, Material erbäizekréien. Schwieregkeeten, Material erbäizekréien, dat bedeit normalerweis och - meng kleng Nues seet mer dat -, dass dann och eppes bei de Präisser wäert geschéien, well wann d'Material méi rar gëtt an d'Nofro méi grouss gëtt, da geet normalerweis och de Präis an d'Luucht, dass dat och nach wäert ...

M. André Bauler *(DP)*.- Ass scho längst amgaang!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ... eng zousätzlech Saach sinn, déi do mat dran ass.

Ech begréissen awer ausdrécklech, dat wëll ech och soen, dass do gesot ginn ass fir dee Secteur, dass de Chômage partiel géif verlängert ginn. Et muss een och ënnersträichen, dass et gutt war, dass mer de Chômage partiel haten, fir souwuel am Mëttelstand wéi och an deenen anere Wirtschaftsberäicher déi Aarbechtsplaze kënnen ofzesécheren, déi do waren.

Mee och de Statec huet gëschter drop higewisen, wéi en d'Zuel vun de Faillittë genannt huet, dass d'Zuel vun de Faillittë plus ou moins op deem selwechten Niveau ass wéi déi Jore virdrun. Mee Dir wäert mech kee Ligner nennen, dass an deenen nächste Méint nach wäerte Faillitten nokommen, deemno wéi et elo weidergeet mat der Pandemie, a wann elo erëm, hoffe mer jo alleguer, normal Zäiten op eis zoukommen, ouni alles mat der Pandemie ze maachen, dass dat awer nach zu wirtschaftleche Schwieregkeeten an domadder zum Ofbau vun Aarbechtsplaze wäert féieren. An dofir wier et wichteg, dem Handwierk nach méi eng grouss Hëllef zoukommen ze loossen, wéi dat de Fall ass.

An da stellen ech mer och Froen - an duerfir geet dat un den Här Finanzminister an och un den Här Sozialminister -, wéi et dann elo virugeet mat deenen Accord-speciallen, déi getraff gi sinn. Ech denken un den Teletravail, wou Der jo Accorde fonnt hutt mat eisen Nopeschlänner, wéi et mat der Besteierung geet. Bei deem enge Land wieren et jo soss 24, bei deem aneren 19 oder 29 Deeg. Do ass jo en Accord fonnt, bis Enn dëses Joers dierft do kee Problem sinn. Mee wéi geet et duerno virun, am Kader vum Teletravail? A wéi geet et och virun am Kader vun der sozialer Versécherung? Well et ass jo net nëmmen de steierlechen Accord, mee et ass och den Accord vun der europäescher Direktiv mat der Sécurité sociale, wou d'Leit duerno hir Soziallaaschte musse bezuelen. Och dat gehéiert fir mech an e Plan de relance an och do ass et wichteg, dass een dat mat berécksiichtegt, wat do alles op eis zoukënnt.

Well mir si jo net méi spéit wéi déi lescht Wochen a Méint ëmmer erëm vun de Gewerkschaften a vun de Betriber drop opmierksam gemaach ginn, wat fir eng Katastroph amgaang ass ze geschéien am Logistiksecteur, wou op eemol déi Camionschaufferen alleguerten net an der Loft hänken, mee net méi hei zu Lëtzebuerg verséchert sinn. An do wier et och wichteg, dass mer do endlech kéinte soen …, well och dat gehéiert fir mech zu engem Plan de relance, dass mer deene Leit soen, wéi et mat hinne virugeet.

An dann nach e Punkt: wa mer vu Plan de relance schwätzen an, den André Bauler huet drop higewisen, vun der Knappheet vum qualifizéierte Personal, dass mer da vläicht mussen déi néideg Akzenter setzen, am Santésberäich, wou d'Leit elo zwar wärend 18 Méint vill, am Ufank vill, geklappt kritt hunn, duerno oft gesot kritt hunn: „Mir maachen eng Reform", mee duerno ass awer an der Tat nach näischt geschitt, dass et och do wichteg wier, dass mer déi néideg Akzenter setzen, fir dass mer och deene Leit Perspektive ginn.

A wa mer dovu schwätzen, vun der Relance, wéi ass et da mat der - Stéchwuert - Selbstversuergung? Mir hunn an dëser Kris jo gemierkt, dass mer net amstand waren, entre guillemets, de Santéssecteur aleng mat deene Leit, déi hei am Land wunnen, oprechtzeerhalen. Mir hu gemierkt bei de Masken a bei der Schutzkleedung, dass mer op d'Ausland ugewise sinn, net nëmmen ausserhalb vu Lëtzebuerg, mee och ausserhalb vun Europa.

Misste mer net och do elo schonn an engem Plan de relance soen: „Mir mussen et fäerdegbréngen, hei zu Lëtzebuerg Selbstversorger ze ginn; Selbstversorger an de Spideeler a fir alleguerten déi Saachen hierzestellen, déi do gebraucht gi sinn"? Musse mer net kucken, wat do am Logistiksecteur geschitt ass, wat am Sécherheetssecteur geschitt ass, bei der Sécherheetsfirma an am Transport, fir dass mer do integral Selbstversorger kënne ginn an net ëmmer mussen op d'Ausland ugewise sinn?

Mir kënnen dat erweideren op de Botzsecteur, op den Handel, déi och ganz grouss do waren. An och wa mer do net déi Leit gehat hätten, déi Grenzgänger an Netlëtzebuerger, déi an deene Secteure schaffen, dann hätte mer alleguerten de Fanger an de Mond gestach, well mir hätten en net gehat.

An dat ass dat, Här Minister; et si ganz vill Iddien, iwwert déi ee kann diskutéieren a streiden, mee dat ass dat, wat mir opgefall ass, wat guer net dran ass. Well dat ass jo awer och e soziale Charakter, fir all deene Leit eng Aarbechtsplaz ze ginn an all deene Leit och eng Perspektiv ze ginn, an eng Perspektiv net nëmmen, fir eng Aarbecht ze hunn an dann ëmmer um Mindestloun sëtzen ze bleiwen, mee och eng Perspektiv ze hu fir eng Karriär vun 20, 30 a 40 Joer.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech kéint nach eng hallef Stonn esou weiderfueren mat Beispiller, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Spautz, Dir musst ...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ... mee de Problem ass, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... awer esou lues zum Schluss kommen.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ... mee de Problem ass, den Här Etgen huet mer déi rout Kaart gewisen. En huet mer gewisen, dass meng Riedezäit ofgelaf ass.

Mee ech kann lech awer verspriechen, ech wäert op all déi Sujeten nach bei aneren Debatten zréckkommen, well et ass wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, déi néideg Konsequenzen aus där Pandemie ze zéien an dass et Lëtzebuerg och geléngt, Selbstversuerger ze ginn, fir dass mer manner vum Ausland a vun eisen europäesche Kolleegen ofhängeg sinn a fir dass mer och d'Méiglechkeet hunn, déi Saachen aleng kënnen ze geréieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léiwe Regierungskolleeg Franz Fayot, ech wäert op fënnef Froen agoen, déi ech mer selwer gestallt hunn, mee déi ech dann als Fro hei formuléieren, fir op déi vill Kommentaren ze reagéieren.

Déi éischt Fro ass: Wéi ass eis Wirtschaftslag reell haut zu Lëtzebuerg? Déi zweet Fro ass: Hu mer ze vill gemaach? Hu mer ze vill ausginn? Déi drëtt Fro ass: Hu mer eng ze vill héich Schold? Déi véiert ass: De Plan pour la reprise et la résilience vu Lëtzebuerg, wéi muss een dee richteg kucken an interpretéieren? Fënneftens: Wéi ass et mat de Krittäre vu Maastricht? Wéi geet dat an Zukunft weider? An dann eng kleng Konklusioun.

Wéi ass eis Wirtschaftslag? Mee ech mengen, déi ass gutt! An dat ass och, mengen ech, bal net a Fro gestallt ginn. Ech mengen, doriwwer kéint sech jo bal jidderee freeën, net nëmmen, well mer déi Drëttbescht an Europa sinn, mee well och alleguerten d'Tendenze weisen, dass dëst Joer schonn e ganz zolitte positiven Impakt wäert kréie vu plus 4 % an dass mir eent vun deene Länner sinn, wat am Laf vun dësem Joer als Éischt erëm den Niveau vum PIB vum Räichtum wäert erëmfannen, dee mer virun der Pandemie haten.

Wiem säi Verdéngscht ass dat, dass et eiser Wirtschaft gutt geet? Ben, als Éischt géif ech gär soen, den Entreprisen hire selwer. Verschiddener haten et natierlech schwéier, méi schwéier wéi anerer, mee wann et eiser Wirtschaft d'lescht Joer net esou schlecht gaangen ass wéi an anere Länner, wa se dëst Joer wäert 4 % wuessen, ass dat de Meritt vun den Entreprisen a vun deene Leit, déi dra schaffen!

Deen Zweeten, deen ee Meritt drun huet, ben, dat sidd Dir, dat sidd Dir, d'Chamber, mat all deene Mesuren, déi mer geholl hunn. Dofir kënne mer all dorop houfreg sinn. An ech wëll ënnersträichen, fir déi, déi fannen, dass dës Regierung net transparent genuch ass: Ech kennen net vill Chamberen, Parlamenter an Europa, wou d'Regierung esou oft virun d'Parlament komm ass, fir Mesuren am Parlament virzestellen. Kuckt emol, wat a Frankräich geschitt. Do soll den État d'urgence nach bis den 31. Oktober verlängert ginn. Do gëtt alles par décret gemaach. Do ass d'Parlament außen vor - net zu Lëtzebuerg!

Ech verstinn, dass d'Oppositioun awer bal ëmmer dergéint stëmmt, well et eeben d'Oppositioun ass. Dat ass esou. Dat kéint ee sech och anescht virstellen, mee dat ass eeben de Choix vun der Oppositioun. Mee mir kommen heihinner. All déi Saachen, déi mer decidéiert hunn, déi hu mer all hei zesummen decidéiert. Also wann dat net Transparenz ass, da weess ech net, wat Transparenz ass.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz richteg.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An dann huet d'Regierung och e klenge Meritt, well mir hu jo déi Virschléi gemaach, mee Dir hutt se adoptéiert. Esou vill zur Wirtschaftslag. Ech mengen, d'Zuele schwätze fir sech selwer.

Hu mer ze vill ausginn? Hu mer ze vill Depensë gehat? Ech mengen, dat huet kee gesot vun lech - keen! An doriwwer freeën ech mech. Et ass keen hei op der Tribün gewiescht, dee gesot huet, mir hätten do Sue verpolvert, mir hätten net hei missen, mir hätten net do missen. Dat huet kee gesot. Très bien! Ech huelen dat zur Kenntnis. Ech fannen dat och ganz gutt. D'Gesondheet geet vir! Verschiddener hunn dat nach ënnerstrach. Dat war de Motto déi ganzen Zäit, och fir mech als Finanzminister: D'Gesondheet geet vir. D'Krittäre vu Maastricht, d'Defizitter kucke mer direkt duerno. Mir versichen natierlech, rationell auszeginn an opzepassen, mee d'Gesondheet geet vir.

An dat Zweet, wat virgaangen ass, war dat Soziaalt, ganz bestëmmt dat Soziaalt. An dofir wäert ech elo awer e bëssen Zäit domat verbréngen, fir lech ze soen, wivill am Soziale gemaach ginn ass. Ech muss soen, wann ech der Oppositioun nolauschteren op deem do Punkt, kann ech dat einfach net net nëmmen net verstoen, mee soen, dass et falsch ass.

Ech erkläre mech: Mir hunn 2,6 Milliarden ausginn als Mesuren, dat steet an den Dokumenter dran, bis elo an dat geet jo nach weider dëst Joer, fir d'sozial Situatioun vun de Leit, d'Existenz vun de Leit, fir den Entreprisen ze hëllefen. Ech hunn dat jo a menger Ried laang erklärt. Vun deenen 2,6 Milliarde sinn 73 % - 73 %, dräi Véierel! - sozial Moossnamen. Fir dann hei ze soen, dass mer hei net ambitiéis genuch wären, mee ech mengen, wat hätt een dann nach méi kënne maachen? Mir sinn dat Land an Europa, dat bal 5.000 Euro pro Kapp ausginn huet - méi wéi all déi aner. Maja déi 2,6 Milliarden, dat sinn zu dräi Véierel elauter sozial Depensen. Déi di mer net leed. Et ass gutt, dass mer dat gemaach hunn. An déi ze verschweigen an ze soen, wéi wann dat dat Normaalst vun der Welt wär, ass falsch. Dofir hu mer och deen Defizit, dee mer hunn.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Wat fir eng sozial Mesuren en plus hu mer nach eholl? Also ech wëll wierklech insistéieren: 73 % vun deenen 2,6 Milliarden, dat si sozial Depensen, dat si bal zwou Milliarden. An dann ass derbäikomm: Mir hunn de Pouvoir d'achat vun de Leit gestäerkt. Ech zielen d'Saachen net nach eng Kéier op, déi ech schonn a menger Ried gesot hat. A mir hunn, ënner anerem, och Saachen am Steierleche gemaach. An et war schonn interessant, dass mer ëmmer erëm op d'Steieren ze schwätze kommen an dass ëmmer erëm de Crédit d'impôt hei a Fro gestallt gëtt. Ech muss lech soen, ech widderhuelen dat ganz gären: De Crédit d'impôt ass dat Gerechtst, wat mer an eiser Steierpolitik säit Joerzéngte gemaach hunn, ...

(Interruption)

... dat Gerechtst! A wann ech dann d'CO_2-Steier als Beispill huelen: Dank dem Fait, dass mer de Crédit d'impôt salarial, Crédit d'impôt pour pensionnés, Crédit d'impôt monoparental hunn, kënne mir geziilt sozial gerecht offiederen.

(Interruption)

An et ass dofir, wou mer dat Instrument elo gebrauchen amplaz den Index fir verschidde geziilt Saachen.

Nu stellen ech fest, dass déi gréissten Oppositiounspartei hei op där selwechter Linn ass wéi déi Lénk. Dat ass Äert gutt Recht, mee ech kann nëmme staunen. Well wann een den Index doduerch an d'Luucht dreift, dass een elauter Augmentatioune vu Präisser, vu Matières premières einfach drastoe léisst an dat dann dreift mat der CO_2-Steier, majo da brénge mer zwou Saache fäerdeg: Mir entschiedege Leit, déi et net brauchen, finanziell, zum engen. An zweetens: Mir maachen d'Klimazil vun der CO_2-Steier nichteg. Also mir maache jo eng CO_2-Steier, fir dass et méi deier gëtt, mam Auto ze fueren, fir ze tanken, zum Beispill.

(Interruption)

Firwat maache mer dat? Majo, fir dass d'Leit sollen zweemol iwwerleeën, ob se solle mam Auto fueren. Si sollen den Transport public huelen, dee mer jo gratis gemaach hunn. Mee wa mer soen: „Mee mir fiederen dat iwwert den Index of", majo dann dreiwe mer just d'Präisser a mir fiederen et erëm of. Dat mécht absolutt kee Sënn. Dofir verstinn ech déi Revendicatioun net. Ech weess, dass och d'Gewerkschaften an anerer dat fuerderen, mee ech verstinn et net. Also ech verstinn et, dass se dat froen, mee ech fannen et net justifiabel.

Ech hunn elo vun den 2,6 Milliarde geschwat. Ech soen och nach e Wuert iwwert den Aarmutsrisiko. Natierlech suivéiere mer dat als Regierung ganz no. A mir stelle fest, dass mer do ganz héich si mat 46 % Aarmutsrisiko. Mee et misst een awer d'Korrektheet hunn, hannendrun ze soen, wat d'Chambre des Salariés iwwregens selwer seet, dass awer all sozial Mesuren an Offiederungen a Leeschtungen, déi Lëtzebuerg huet, den Aarmutsrisiko vu 46 % op 18 %, 17,5 % erofdrécken. Mir sinn dat Land, wou all déi Mesuren, déi Kompensatioun, wann een esou wëllt, sozial Leeschtungen deen Aarmutsrisiko am meeschten erofdrécken. Da si mer nawell op 17,5 %, mir sinn net méi op 46 %, an dat ass nawell eng Suerg. Mee kommt, mir molen eist Land awer net, wéi wa mer dat do net géife seriö huelen! Mir sinn eent vun deene Länner, wat am meeschte sozial offiedert an et ass och gutt esou. A mir sollen eis grad ëm déi 17 %, déi iwwregbleiwe vum Aarmutsrisiko, bekëmmeren - wäerte mer och maachen, maache mer och déi ganzen Zäit, hu mer an der Kris gemaach.

A mir mussen eis en parallèle och ëm déi wirtschaftlech schwaach Secteure bekëmmeren, déi grad an dëser Kris vill gelidden hunn. Ech denken un den Horeca, un d'Kultur, un den Evenementiel an esou weider. Dat alles muss een zesumme kucken.

An dann, wat dann elo de Pak ubelaangt, do hunn ech eng konkreet Fro kritt. Ech komme mer heiansdo vir wéi an der Schoul. Da ginn ech gefrot, ech misst elo séier op enger Säit op eppes äntwerten. An der Primärschoul war dat och esou: „Elo maache mer ...

(Brouhaha)

... eng Reproduction", huet dat geheescht, „eng Zesummefaassung". Dann huet de Schoulmeeschter eppes opgesot an dann huet een dat missen noschreiwen - ganz schwéieren Exercice iwwregens!

(Hilarité)

A wann een do d'Haaptsaach vergiess huet, dann huet een eng Datz kritt.

(Interruption)

Bon, ech muss awer hei soen, dass déi Aufgab hei net ze vill schwéier war, well wéi d'Hëllefe vu Lëtzebuerg presentéiert gi sinn an ausgerechent gi sinn, steet schonn an eisem Budget vun 2021 dran. Dat hunn ech de 14. Oktober hei presentéiert. An zwar op de Säite 15 a 16 kann een dat noliesen. Dat gëtt et also scho säit sechs Méint. An ech mengen, et ass awer wichteg, dass ee sech hei eng Minutt hëlt, fir ze erklären, wou een un déi Zuel kënnt.

Ech muss och direkt virausschécken, dass net de Lëtzebuerger Staat oder d'Lëtzebuerger Regierung déi Methodologie erfonnt huet. Et ass d'EU, déi eis déi virginn huet. A mir hunn eis natierlech do agereit. Ech ginn och gären zou - mee wéi gesot, mir sinn net dofir responsabel -, dass een do heiansdo Äppel mat Bieren zesummenzielt, mee et ass eeben esou, wéi een et huet missen op Bréissel schécken.

Mir hunn also fir Lëtzebuerg Depensë fir 3 Milliarden, déi do virgesi sinn. Ech erklären elo, wat d'Ënnerandeelunge vun deenen 11 Milliarde sinn: 3 Milliarde sinn also virgesi fir Depensen an dann hu mer virgesi fir Perte-de-recetten a Reporten am Ganzen 4,6 Milliarden. Also do gi Perte-de-recetten ugerechent - et ass eng komesch Methodologie - an d'Reporte ginn dann addéiert. Reporten heescht jo net, dass een eppes verléiert, Reporten heescht, dass een eppes méi spéit kritt. Mee d'Kommissioun huet decidéiert: Mir weise gären domat Flexibilitéit vun de Länner. Si verléiere Recetten a si musse Reporte maachen an da gëtt dat zesummegezielt. Voilà. An da gëtt et Garantien an Héicht vun 3,4 Milliarden. Esou kënnt een op déi 11 Milliarden.

Ech hunn och a menger Ried net gesot: „Mir hunn 11 Milliarden ausginn." Ech hu gesot: „Mir hunn 11 Milliarde mobiliséiert." Ech hunn express dat Wuert gebraucht, fir justement ze verhënneren, dass ee kéint mengen, ech géif soen, mir hätten 11 Milliarden ausginn. Wou wär ech déi dann och siche gaangen?

(Hilarité)

Dann hätt ech jo och missen 11 Milliarde léine goen. Voilà.

Dat ass dann zu menger Hausaufgab ..., dat ass mäin drëtte Punkt: Hu mer eng ze vill héich Schold? Dat huet kee gesot. Dat freet mech och. Mir bleiwen och an der ganzer Period, wou mer de Pluriannuel maachen, ënnert den 30 %. Dat ass och doduerch méiglech, well eis Wirtschaft weider wiisst. Well déi 30 % hunn natierlech een Numerateur, dat ass, wivill Schold een huet, an ënnen, de PIB, wivill dee wiisst. Wann dee méi séier wiisst, jo, da geet dee ganze Ratio manner séier an d'Luucht. Dofir ass et jo esou wichteg, dass eis Wirtschaft wiisst. An dofir hunn ech och mat deem Punkt ugefaangen: „Wéi steet et mat eiser Wirtschaft?" Wann et där gutt geet, jo, dann ass alles méi einfach!

Mir hunn also eng Schold vun 28 % maximal iwwert déi ganz Period. Mir kommen elo - d'lescht Joer ware mer op 24,9 %, ronn 25 % - am Laf vun dësem Joer schonn op 28 % (veuillez lire: vum nächste Joer schonn op 28 %). An do bleiwe mer ongeféier. An da fänke mer 2023, 2024 un, erëm erofzegoen.

D'Augmentatioun vun der Dette, déi mer haten - ech insistéieren dorop -, war zu Lëtzebuerg 2,8 % d'lescht Joer. Ech hunn elo d'Zuelen extra nach zesummegeschriwwen. Mir hunn also eng Augmentatioun vu bal 3 %. Däitschland hat 11,6 %. Dat heescht, Däitschland, dat grousst Däitschland mat där gréisster Wirtschaft vun Europa, huet sech dräimol méi verschëlt am Rhythmus wéi mir, Frankräich sechsmol méi an d'Belsch siwemol. A wann Der natierlech déi Länner kuckt, ëmgekéiert, déi déi héchste Scholden hunn, dat sinn déi, déi sech och nach additionell am meeschte verschëlden. Dat ass natierlech eng ganz schlecht Noriicht, mee et ass awer esou. A mir ware schonn de gudde Schüler a mir bleiwen de gudde Schüler.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- En Deputéierten aus der Oppositioun huet d'Fro gestallt, ob déi 1,4 Milliarden, déi mer da musse rembourséieren op iwwer 30 Joer, ob déi schonn an der Schold mat dra sinn. Si sinn op jidde Fall an deenen nächsten dräi, véier Joer nach ëmmer net dran, well mir fänke jo net do un, se ze rembourséieren. Wéi mer se dann an den 30 Joer rembourséieren, muss een da kucken, ob een dat mat de lafende Recettë fäerdegbréngt. Déi Montante sinn och dann, well se op esou eng laang Zäit verdeelt sinn, net esou gravéierend, dass dat eng Suerg soll sinn. Mee ech wollt dat, en toute transparence, awer soen.

An da kommen ech op de Plan pour la reprise et la résilience ze schwätzen. Och hei wëll ech e bëssen aushuelen, fir d'Saach, mengen ech, richteg an de Kontext ze setzen. Verschiddener an der Oppositioun hu gesot: „Mir kréien nëmmen 93 Milliounen a mir wäerten awer vill méi abezuelen." Dat ass richteg. An dozou hu mer scho vill erklärt, dat ass en Zeeche vun der europäescher Solidaritéit. Dat ass ganz richteg.

Mir waren eent vun deenen néng Länner, déi als Regierung der Kommissioun an dem Conseil geschriwwen hunn, dass mir esou eng Solidaritéit géife fuerderen. Mir waren eent vun de Länner, wat dat gefrot huet. Mir waren iwwregens dat eenzegt Triple-A-Land, wat dat gefrot huet. Mir waren eis och bewosst, dass mir grad mat deene wären, déi am meeschten, proportionell, géife bezuelen. Mee dat ass nëmmen déi eng Säit vun der Medail. Déi aner Säit vun der Medail ass follgend: Wien ass an Ären Aen dee gréisste Beneficiaire vum Marché unique a ganz Europa? Ech weess net, ob Der lech déi Fro scho gestallt hutt, mee ech kann lech d'Äntwert op jidde Fall ginn: mir! A well d'Beispill vun den zwee Inselstaate genannt ginn ass, dass déi méi kréie wéi mir: Déi beneficiéieren, muss ech lech soen, vill manner vum Marché unique wéi mir, vill, vill manner. A wann ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Finanzminister, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Duerno. Duerno, duerno.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Duerno.

(Interruption)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Duerno. Ech hunn och schonn op seng Fro geäntwert.

(Hilarité)

Jo, well ech esou gentil sinn. Mee et ass jo richteg. Ech hu jo de Problem ugeschwat.

Also, wou war ech drun? Solidaritéit. Marché unique. An ... Esou, gesitt Der, Här President, elo hutt Der mech duerjerneebruecht!

Plusieurs voix.- Mat deenen zwee Inselstaaten.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- A, déi zwee Inselstaaten, voilà, dass déi zwee Inselstaate manner beneficiéieren. Mee nach vill méi einfach ausgedréckt: Et geet eis gutt, wann et der europäescher Ekonomie gutt geet! Ech mengen, et brauch een net laang Ekonomie studéiert ze hunn. Also ass et eisen Interêt, dass et an Europa méi Wuesstum gëtt, méi qualitative Wuesstum. Wat et do besser dréit, wat et eis besser geet!

An dann, an dat mécht mech e bëssen traureg, well ech mer d'Fro stellen, ob et de mauvaise foi ass oder ob d'Regierung esou schlecht erklärt: Déi, déi eis hei op der Tribün soen, dass den 93-Milliounen-Plang net ambitiéis genuch ass - ma wat wëllt Der da mat 93 Millioune maachen? 93 Milliounen, majo, da kuckt dach laanscht déi 93 Milliounen, déi si gutt investéiert, do hale mer d'Krittären alleguerten an: 61 % gréng, iwwer 30 % digital - ganz fein, hält alles an. Mee mir investéieren 2,9 Milliarden!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dat ass jo net ganz éierlech, fir dann ze soen: „Äre Plang vun 93 Milliounen ass net ambitiéis. Do feelt villes dran." Majo, gitt op déi richteg Plaz kucken!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mir hunn och - richtegerweis ass dat gesot ginn - Recommandatiounen. Op d'Fiskalitéit kommen ech nach ze schwätzen um Schluss a menger Konklusioun an och op den Anti-blanchiment. Ech si frou ze héieren, an der Oppositioun, dass si och ganz dofir sinn, dass mer all déi Saachen am Anti-blanchiment solle maachen, déi mer solle maachen. Mir maachen dat jo och als Regierung säit laanger Zäit. A mir hunn alles ëmgesat. Ben, Dir hutt alles ëmgesat. Et si jo Transpositiounen. D'Chamber huet dat ëmgesat. An d'Regierung dréckt an déi Richtung. Mir mussen impeccabel doranner sinn. A mir wäerten dat och an Zukunft maachen. A mir mussen eis een deem aneren hei hëllefen, andeem mer och séier legiferéieren, well déi Matière evoluéiert ganz séier. A mir musse kucken, dass mer do optimal opgestallt sinn.

Da kommen ech bei d'Krittären. Ech mengen, et ass interessant, dass mer kuerz driwwer schwätzen. Ech huelen de Krittär vun der Dette - dat hunn ech scho gesot -, do bleiwe mer ënner 30 %. Do däerf ee 60 % a mir sinn op 28 % maximal. Mir halen deen also an. Iwwert den Defizit: Dëst Joer wäerte mer en Defizit am Gesamtstaat hunn, deen 1,4 Milliarden ass, 2 % vum PIB. Mir halen dee schonn dëst Joer an! An Dir wësst jo, dass d'Clause échappatoire gëllt fir 2020, 2021 a warscheinlech 2022. Mir halen also déi zwee wichtegst Krittäre schonn an.

Deen drëtten, den OMT, deen hale mer dëst Joer nach net an. Deen hale mer d'nächst Joer och nach net an. Mee dat Joer, wou de Pacte de stabilité et de croissance erëm misst gräifen, wäerte mir den OMT kënnen anhalen. Mir maachen dat net - fir déi, déi dat fäerten - aus Fetischismus. Mir maachen dat net, fir Bréissel Freed ze maachen. Mir maachen dat, well dat eng gesond Finanzpolitik ass. An déi gesond Finanzpolitik huet eis gehollef. Mir stounge besser do am Ufank vun der Kris wéi all déi aner Länner.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An esou solle mer och an Zukunft sinn.

Une voix.- Richteg!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mir sinn e klengt Land. Mir musse virsiichteg sinn.

Den Deputéierten Haagen hat mer do eng Fro gestallt an ech ginn och ganz gäre kuerz drop an: Wéi gesäit Lëtzebuerg d'Zukunft vum Pacte de stabilité et de croissance? Ech kann zwou Saachen dozou soen: Ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, dass deen nächste Pakt net méi „Pacte de stabilité et de croissance" heescht, mee „Pacte de croissance et de stabilité". An domadder, mengen ech, hunn ech scho villes erklärt. An ech soen dat säit Joren am Eurogroup. Mir mussen d'Investitiounsausgaben, haaptsächlech déi qualitativ Investitiounsausgaben, anescht consideréiere wéi lafend Käschten. Dat muss anescht gerechent ginn. An dann hu mer deen Nodeel net méi, dee vill vun lech fäerten, dass de Pacte eis anengt, eis net erlaabt, eis ze entwéckelen, dass deen eis eng Brems asetzt fir d'Kompetitivitéit an d'Innovatioun. Dann ass dat manner. Dat muss dach ze maache sinn! Ech kréie gesot, dass dat komplizéiert ass. Mee da musse mer Krittären entwéckelen, wat fir eng Investissementer dat kënne kréien. An da kréie mer e bessere „Pacte de croissance et de stabilité".

Zur Konklusioun wéilt ech kommen a vläicht, ier ech zur Konklusioun kommen, nach e Wuert iwwert d'Finanzplaz. Den Här Benoy huet driwwer geschwat, den Här Bauler hat richtegerweis och d'Wichtegkeet vum Marché unique ënnerstrach. Eis Finanzplaz kann nëmme fonctionéiere mat oppene Grenzen, kann nëmme fonctionéieren haaptsächlech an engem Marché unique, mee net nëmmen an engem Marché unique. Fir mech ass dat dat Alleréischt, wat mer mussen an d'A faassen.

An dat Zweet ass: Eis Finanzplaz muss nach méi nohalteg ginn. Si ass schonn eng, déi op deem Wee ass, mee do ass e ganz laange Wee virun eis. D'Regierung ass voll mobiliséiert. An ech schaffe jo ganz enk do mat der Madamm Minister Dieschbourg zesummen a mir wäerten dat och an Zukunft nach weider maachen. Mir hu jo och d'Luxembourg Sustainable Finance Initiative dëst Joer lancéiert a mir hunn do ganz vill Projeten am Tüb.

D'Konklusioun, dat sinn zwee Punkten. Deen Éischten ass: Wer soll das bezahlen? An dat Zweet ass de President Biden. Dir gesitt, et sinn interessant Sujeten.

Wer soll das bezahlen? Ech kréien déi Fro déi ganzen Zäite gestallt, elo, wou mer esou vill Schold hunn, additionell Schold, wou mer Defizit hunn. Jo, mir hunn Defizit. Ech sinn traureg driwwer, dass mer en Defizit hunn, mee et ass net anescht gaangen an ech assuméieren et voll. Wéi komme mer dorauser eraus aus deem Defizit, deen nach fir dëst Joer ronderëm 2 Milliarden ass an der Administration centrale? Eh bien: mat Wuesstum - Punkt. Ganz einfach: mat 4 % Wuesstum dëst Joer! Déi nächst Jore kréie mir esou vill Recettë méi, dass mer doduerch lues a lues kënnen den Defizit ofbauen.

Elo kann ee mer soen: „Dat ass awer vill ze vill optimistesch", jo. Et ass net optimistesch, et ass realistesch! An dat ass och den Ënnerscheed mat der Kris vun 2008, 2009. Kuckt zréck, wéi d'Croissance an de Länner war an där ganzer Period. Ech géif soen: Gott sei Dank fir d'Land, Gott sei Dank fir d'Regierung, Gott sei Dank fir d'Chamber ass et esou! Mir hunn hei eng Kris vun enger anerer Natur, an där d'Ekonomie direkt ganz déif gefall ass, mee déi awer elo ganz séier erëmkënnt. Mir gesinn et an Amerika. Mir gesinn et a China. Mir fänken un, et, Gott sei Dank, an Europa ze gesinn. Op jidde Fall zu Lëtzebuerg gesi mer et. Also ass do de Vergläich mat 2008 en aneren. A mir hunn natierlech och nach geléiert vun der Kris vun 2008, dass mer dee Feeler net solle maachen, justement den Invest ze quëtschen, well dat d'Reprise jo wäert bremsen.

Dofir, als Finanzminister setzen ech mech an, dass mer keng nei Steiere sollen aféieren. An ech

mengen, dat huet och kee gefuerdert hei. Grosso modo si mer eis do eens: keng Steiererhéijung, weeder fir d'Leit, mee awer och net fir d'Entreprisen. D'Entreprisë musse jo kënne gutt fonctionéieren, musse jo kënne verlueren Terrainen elo erëm guttmaachen. Also dat gëllt fir déi eng an dat gëllt fir déi aner.

An domadder schafe mer Vertrauen. Dat, wat mer wierklech brauchen, dat ass Vertrauen an d'Zukunft, Vertrauen an ons Ekonomie, Vertrauen an eis diversifizéiert Wirtschaft, Vertrauen an eis Finanzplaz, déi ëmmer méi soutenabel gëtt. An domadder komme mir eraus.

An dann zur Fiskalitéit: Ech woen ze soen - fir deen an der Oppositioun, dee gesot huet, mee mir géifen do net reagéieren -, also ech weess net, ob mir jee eis Fiskalitéit méi moderniséiert hu wéi an deene leschte fënnef, sechs Joer. Dat froen ech mech awer, ob mer et jee méi moderniséiert hu wéi an deene fënnef, sechs Joer!

Zweetens ass esou vill international geschitt. Dat ass natierlech spezifesch fir déi Period. D'Steierlandschaft huet zwëschent 2015 an 2020 méi changéiert wéi an den 80 Joer virdrun. Also musse mer eis upassen. Europa mécht dat, setzt dat ëm. A Lëtzebuerg setzt dat dann och ëm. Mir si proaktiv an deenen Diskussiounen, suergen natierlech dofir, d'Interête vu Lëtzebuerg do ze verteidegen an och ze maachen, dass mer och nach attraktiv bleiwen, attraktiv awer fair.

An dofir ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Iddi vun engem zweete Pilier an der OCDE-Verhandlung. Firwat an der OCDE? Mee, well mer do e Level-Playingfield kréie fir d'ganz Weltekonomie an zweetens wéinst der Fairness. A Lëtzebuerg ass also derfir, dass eng minimal Steier soll kommen. De Montant, d'Modalitéiten, dat ass amgaangen, alles ausdiskutéiert ze ginn. Den amerikanesche President huet do ganz ambitiéis Virschléi gemaach. Ech muss lech soen, d'Diskussioun fir d'Minimalsteier war esou engagéiert, dass ee vun enger Minimalsteier vun 12 % geschwat huet. Elo huet de President Biden déi zwou Zuelen ëmgedréit a schwätzt vun 21 %. Dat ass eng ganz héich Zuel. Mee ech soen lech fir Lëtzebuerg: Wann dat deen neie Minimum gëtt, ma da gëtt dat den neie Minimum. An dann hu mir dat, wat mir am meeschte brauchen: de Level-Playingfield, déi selwecht Spillreegele fir jiddwereen. An dat mécht eist d'Liewe vill méi einfach.

An ech si confiant, dass Lëtzebuerg sech mat deenen neie Reegelen, mat engem Level-Playingfield gutt wäert schloen, well contrairement zu deem, wat vill Auslänner mengen, si mir net gutt, well mir soi-disant méi niddreg Steieren hunn - ech hunn och hei héieren, dass der vill fannen, dass se vill ze héich sinn, loosse mer dat emol op der Säit. Mir si gutt, well mer vill Savoir-faire hunn, well mer oppe sinn a well mer en Dialog mam Secteur hunn, mat alle Secteuren hunn an hinnen nolauschteren, fir dofir ze suergen, dass mer eis gutt kënnen entwéckelen. An dofir sinn ech och zouversiichtlech fir eis Wirtschaft, zouversiichtlech fir eis Finanzen, zouversiichtlech fir eist Land.

Ech soen lech Merci.

M. André Bauler *(DP).*- Exzellent!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. Dann dräimol Parole après ministre. Fir d'éischt den Här Kartheiser, duerno den Här Roth an dann nach den Här Mosar.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Et ass eigentlech éischter eng Fro, déi ech nach un den Här Finanzminister hat. En huet zwar gesot, dem Här Reding seng Fro wär beäntwert. Ech sinn net ganz esou sécher, net ganz optimistesch, net ganz esou zouversiichtlech, datt dat schonn de Fall ass.

Et wär, mengen ech, ganz interessant, eng Kéier iwwert d'Technicitéite vun där gemeinsamer europäescher Schold ze schwätzen. Zum Beispill: Wéi gëtt decidéiert, wou déi Suen hierkommen? Ass dat am Krees vun de Finanzministeren? Ass dat d'Kommissioun? Kann déi dat autonom maachen? Ass d'Lëtzebuerger Finanzplaz interesséiert? Ass se bedeelegt? Also dat ass emol deen éischte Volet. Wéi a wéini ginn déi Suen erhuewen? Op wéi eng Manéier? Wien decidéiert dat?

Dat Zweet ass: Dir wësst, ech mengen, mir hunn eis Positioun kloergemaach. Mir si géint de Prinzip, well mer mengen, net nëmme mengen, mee iwwerzeegt sinn, datt et e Vertragsbroch ass. An ech mengen, datt et schwéier ass, do de Contraire ze behaapten. Dat wësst Dir warscheinlech och, Här Minister.

Dat Drëtt ass: Wa mer déi Scholde mussen zréckbezuelen, Dir hutt jo elo confirméiert, datt dat op eise Budget geet. Mee gi se eis och national zougerechent? Et ass jo eng europäesch Schold. Mir beweegen eis ganz no un der 30 %-Mark. Dir sot: „Mir gi vun 2023, 2024 un erëm liicht erof." Mee mir sinn nach ëmmer net wäit vun 30 %. Mee fir eis ass dat e vitalen Interessi, well d'Cotatioun vum Triple-A ënner anerem och dovunner ofhänkt, datt mer eise Scholdenniveau net iwwer 30 % klamme loossen. Wat ass den Impakt vun der europäescher Schold? Wéini kënnt wéi e Volumen dann op eis duer, wat eis eventuell national ugerechent gëtt? A riskéiere mer net, doduerch iwwert déi 30 % ze kommen? Och dat ass eng Fro, déi eis interesséiert, den Impakt: Wéini muss wat bei eis ugerechent ginn? A wat sinn déi Risiken, déi mer doduerch lafen?

Dir hutt vum Remboursement geschwat. Wéini gëtt dee gemaach? Musse mir dat global ophuelen? Dir hutt gesot: „Mir musse kucken, wa mer dat net aus de Recettes courantes packen." Jo, bon, dat ass awer elo wierklech eng ganz evasiv Ausso fir e Finanzminister. Dir entschëllegt mech, wannechgelift, wann ech dat esou kloer soen. Mee ech mengen, mir mussen nach iergendwéi och kënnen aplangen, wat dat fir eng järlech Belaaschtung fir de Staatsbudget duerstellt. An och do wäre mer frou, wa mer vun lech emol konkreet kéinte gewuer ginn, wat de Remboursement vun der europäescher Schold konkreet fir de Staatsbudget bedeit.

Also, wann Der elo vläicht net op all déi Detailer kënnt äntwerten, wat ech och ka verstoen, well heiansdo verschidde méi komplex Saachen domat verbonne sinn, da menge mer awer, datt mer mussen an der Finanzkommissioun an den Detail dovunner goen, well et ass wierklech eppes ganz Neies, och an deem System, an deem Finanzsystem, an deem mer eebe koexistéieren, a mir mussen einfach, mengen ech, als Deputéiert genau wëssen, wat do geschitt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Da vläicht fir d'éischt nach den Här Roth an de Mosar, datt mer déi dräi Interventioune bündelen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mir sinn nach net fäerdeg

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mir sinn net fäerdeg mat der Presentatioun vun der Regierung.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Mir halen net op d'„Häre", duerfir ass et „Roth a Mosar", dat ass egal.

Ech wollt just soen, Här Finanzminister, ech hunn lech opmierksam nogelauschtert: Dir schreift lech ëmmer gären Dialog an Transparenz op de Fändel, mee wann een lech dann Dialog an Transparenz freet, da sidd Der ganz séier pikéiert. Ech hunn lech de Moien effektiv kuerz no aacht gefrot, wéi Dir op dee Chiffer vun deenen 11 Milliarden Hëllefe komm sidd. Den Här Wagner huet vun „alternative Fakte" geschwat. Ech géif soen, et ass eis Roll, ouni dass Der sollt pikéiert sinn, als Deputéiert, dann och déi vun der Oppositioun ..., dass Der net sot, wéi wann dat wier, wéi wann e Schoulmeeschter d'Schüler géif opfroen, wann een Zuelen hannerfreet.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Da fourvoyéiert Der lech, fir an Ärem diplomatesche Langage ze bleiwen, a sot: „Mir hu Suen, 11 Milliarden, mobiliséiert". Ech soen et dann nach eng Kéier, vu dass de Moie manner Kolleegen awer verständlecherweis hei waren: Dat „mobiliséiert", dat ass awer dobausse beim Grand public ganz aneschters eriwwerkomm. Ech liesen hei rtl.lu an da liesen ech et nach eng Kéier: „Hei iwwer 11 Milliarden Euro an de Chômage partiel, de Congé pour raison familiale, Hëllefe fir Betriber an Investitiounen an de Santéssecteur investéiert. [sic]"

(Interruption)

Jo. Jo, an der geschriwwener Press, Madamm Polfer, ass et och esou eriwwerkomm.

Une voix.- Dat hunn ech awer elo net gär.

M. Gilles Roth *(CSV).*- An der geschriwwener Press: „Das finanzielle Volumen sämtlicher Maßnahmen bezifferte Gramegna auf 11 Milliarden Euro, etwa 18,6 % der Wirtschaftsleistung des Landes." Abee, well Dir dann awer net all d'Zuele genannt hutt, an ech hätt et am Sënn vun dem Dialog an der Transparenz awer utile fonnt, dass Der se genannt hätt, da soen ech lech awer, dass mäi gréisst Erstaunen doriwwer ass, dass Dir an Ären 11 Milliarden Euro 1,3 Milliarden Euro fir Chômage partiel aberechent. Laut deenen Dokumenter, déi Der eis dann an der Finanzkommissioun ausgedeelt hutt, wou een dann nach muss op sechs Plaze kucke goen, huet bis elo de Staat ronn 650 Milliounen Euro ausgi fir d'Moossnam vum Chômage partiel. Ech mengen, d'Transparenz an den Dialog hätte verlaangt, dass een dat der Chamber an dem Land och net eréischt no Nofro - a wou Der gesot hutt, dat wier, wéi wann dann de Schoulmeeschter géif d'Kanner opfroen, wou Der pikéiert waart - hätt wëlle soen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här Roth ... Här Roth, ech maachen dat ganz selten, dass ech een ënnerbriechen, mee Dir hutt elo grad eppes gesot, wat net richteg ass. Ech hunn a menger Ried virun zwee Deeg gesot: Chômage partiel brutto: 1 Milliard, netto: 600 Milliounen. Ech hunn dat en Dënschdeg gesot. Dofir ass et faktuell falsch, elo hei ze soen - et deet mer leed -, dass ech dat nëmmen op Nofro soen. Ech hunn dat selwer gesot.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen. Dir kommt jo mat deene 600 Millioune guer net op Är 11 Milliarden. Well ech fueren dann nach virun, ech kann och do e bëssen an den Detail goen: Dir hutt nach eng aner Moossnam, dat ass déi vun de Reporten. Fir op Är 11 Milliarden ze kommen, musst Der 4,5 Milliarde Reporten hunn. An ech hätt et eigentlech och richteg fonnt, dass Der do gesot hätt, dass déi 4,5 Milliarde Reporte vu Steieren a vu Cotisation-sociallen, dass déi sech de facto, Dir Dammen an Dir Häre, de Moment op 332 Milliounen Euro belafen. Dat heescht, vun deene 4,5 Milliarden Euro sinn et 332 Milliounen Euro.

An deen drëtte Punkt ass deen, et deet mer leed, dass ech lech dat och da muss soen, do hutt Der och net dervu geschwat: dass, fir op Är 11 Milliarden Euro ze kommen, do 2,5 Milliarden Euro Prêts garantis par l'État aberechent sinn. A wësst Der, wivill dass et der gi sinn, Madamm Polfer? 149 Milliounen Euro. An dat hat den Här Mosar lech scho virun engem Joer gesot, wéi e gesot huet, dass zu deene Konditiounen, wou déi Prête vun dem Staat sollte garantéiert sinn, keng Entreprise, wa se net wierklech um Uschlag ass, dovunner Gebrauch géif maachen. Esou vill zu dem Dialog an der Transparenz.

An dann nach e leschte Punkt, wann Der erlaabt, Här President: Mir hunn zur Kenntnis geholl, wat de Finanzminister, ech ginn dann dovun aus, am Numm vun der ganzer Regierung, vu Blo, Rout a Gréng, zu dem Index gesot huet. Hien huet eigentlech sënngeméiss gesot: „Majo, mir ginn dach net deenen, déi et souwisou net brauchen ..., repercutéiere mir Haussen um Niveau vun dem Sprit, vun dem Heizungsmazout a vun anere Präisdeierechten op den Index." Dat ass net eist Verständnis vun dem Ausgläich vun dem Indexmechanismus! Dat, wat Der haut gesot hutt, stellt nämlech de gesamte Prinzip vun dem Indexmechanismus a Fro. Op jidde Fall ass dat net d'Positioun, déi d'CSV vertrëtt. Mir stinn zu der voller Uwendung vun dem Indexmechanismus, wéi en iwwer Joerzéngte fonctionéiert huet. A mir hätten och gären, dass en an deem Sënn an nächster Zukunft fonctionéiert.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An ech géif dem Här Finanzminister Pierre Gramegna d'Wuert zréckginn.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Ech fänke gären un, andeem ech mech entschëllege par rapport zu mengem Regierungskolleeg, deen iwwerhaapt net zu Wuert komm ass, well d'Presentatioun vun der Regierung war emol nach guer net fäerdeg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wirtschaftsminister behält seng zwielef Minutten, déi hien nach zegutt huet.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech weess dat, mee elo gëtt dat komplett hei auserneegerappt an ech fannen dat net gutt. Soit.

Also, ech sinn iwwerhaapt net gepickt gewiescht. Ech hu geduecht, dass een och nach kéint, mat e bëssen Humor, ...

(Brouhaha)

... mat e bëssen Humor soen: ...

(Brouhaha)

... „Ech si mer virkomm wéi an der Schoul!"

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- A fir dann heihinner ze kommen an ze soen, ech wär gepickt, dat beweist, dass Dir keen hutt.

(Hilarité)

Une voix.- Dat ass och richteg!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An da Saachen ze behaapten, déi net richteg sinn ... Dofir hunn ech ..., an ech mengen, et ass fir d'Zweet an aacht Joer, wou ech een ënnerbriechen. Also et geschitt mer net oft. A fir dann hei ze soen ..., Dir hutt hei gesot, dass nëmmen op Nofro kloer gi wär, dass mer net méi wéi 1 Milliard ausginn hunn, mee nëmme 600 Milliounen. Dass dat nëmmen op Nofro ass, dat ass gelunn. Dat ass gelunn! Ech wëll dat hei, ech gebrauchen dat Wuert ..., ech hunn et nach ni heibanne gebraucht, mee da soen ech et elo haut. Ech verdroen dat net! Ech fannen dat esou onéierlech!

(Brouhaha)

Esou onéierlech! Also ech gi mech esou drun, fir transparent ze sinn. Ech sinn e Mënsch vum Dialog. Ech maache soss näischt 24 Stonnen. Wann natierlech dann een heihinner kënnt an dat wëllt verdréien, dat deet mir richteg wéi! Ech wollt dat just hei lassginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gramegna. Dann nach Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Iwwer Humor kann een diskutéieren. Dat wäert ech awer elo net maachen. Ech hu just dem Finanzminister opmierksam nogelauschtert. En huet och ganz vill gesot, wat ech och virdru gesot hunn, wat mir matdroen. En huet mer allerdéngs net ganz op meng Froe geäntwert. An dat geet haaptsächlech nach eng Kéier dorëm, wat de gesamtsteierlechen Aspekt betrëfft, wou ech eigentlech gesot hunn hei, datt et, wann een dat ganzt Dokument kuckt, eng 50 Säiten iwwer Blanchiment ginn. Nach eng Kéier: Mir droen dat mat, mir fannen dat geet an déi gutt Richtung. Et feelt eis awer, datt och eng Rei Äntwerten, steierlecher Natur, op d'Erausfuerderungen, déi mer an Zukunft hunn, géife vun der Regierung kommen.

An ech hat do eng Fro gestallt, wou de Minister zwar elo geäntwert huet, mee net op meng Fro. Meng Fro ass gewiescht: Wann déi Minimalsteier kënnt, mat där mir och d'accord sinn, an ech hunn de Finanzminister esou verstanen, datt, wa se dann 21 % wier, wéi den Här Biden dat elo proposéiert huet - domadder kéint d'Regierung liewen. Och mir, wëll ech soen, kënnen domadder liewen. Déi Fro, déi sech awer stellt, an do hätt ech gär eng Äntwert drop, Här Finanzminister: Am Moment hu mer eng Betribsbesteierung - Dir hutt dat richtegerweis ënnerstrach - vu 17 %. Da kënnt allerdéngs nach d'Gewerbesteier vun de Gemengen derbäi, soudatt mer op ronn, wa mer elo emol d'Stad Lëtzebuerg kucken, 25 % sinn.

Wann et also elo zu där Minimalsteier do géif kommen, géif dat jo heeschen, datt mir misste vu 17 % op 21 % goen. An da kéim bei déi 21 % natierlech och d'Gewerbesteier vu ronn 7 % an da wiere mer op engem Taux, wou mer dann awer weesentlech iwwert där Minimalsteier léichen. An dat huet domadder ze dinn, datt mir eeben hei zu Lëtzebuerg eng ganz speziell Situatioun hunn. A meng Fro - an do wier ech awer frou, wann ech eng Äntwert géif kréien - ass: Wann dat dann an déi Richtung geet, wéi Dir gesitt, datt mer eis do kënnen organiséieren, datt mer bei deenen 21 % bleiwen, datt d'Gemengen awer weider déi Moyene kréien, déi se brauchen, och an enger gewëssener Autonomie communale, wéi mer se hunn. A wéi gesot, do wier ech frou, wann Der dat nach géift preziséieren.

An dann en zweete Punkt: Ech hu ganz opmierksam nogelauschtert, ee vun den Haaptsujete war de Wunnengsbau. Ech mengen, praktesch all Fraktioun huet dovu geschwat. Allerdéngs muss ech lech och do soen: Wat déi steierlech Mesurë betrëfft, déi de Wunnengsbau encadréieren, do ass net ganz vill geschitt. An ech wollt awer nach eng Kéier dorop hiweisen. Wat ass do geschitt, haaptsächlech am Kader vun de leschte Budgetsdebatten?

Do si fir d'éischt déi FIS-immobilieren, déi bezuelen elo normal Steieren. Do wëll ech awer eng Kéier rappeléieren, datt dat eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV war, déi dat ëmmer erëm gefrot huet, déi souguer eng Motioun erabruecht huet. Déi ass ofgeleent ginn - a 14 Deeg duerno ass et gemaach ginn!

Eng zweet Mesure, déi geholl ginn ass, dat ass, datt den Droit d'apport vun Immeublen a Gesellschaften op 3 % gehéicht ginn ass.

An déi Drëtt ass den Amortissement, deen ass vu sechs Joer op fënnef zréckgeféiert ginn. Dat sinn alles Mesuren, déi och eis Zoustëmmung fonnt hunn.

Dat geet allerdéngs largement net duer, Här Finanzminister, fir dee ganze Volet Wunnengsbau an de Gréff ze kréien. An ech wollt do eigentlech op eng Propositioun vum Här Haagen agoen. Den Här Haagen huet vun der Spekulatiounssteier geschwat, iwwregens och eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV. Hien huet gesot, hie wär am Moment virun de Juridictiounen, well en do de B6 esou wäit an d'Luucht gehuewen huet. An en huet eigentlech drop insistéiert, datt do am Moment - an dofir hat zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg dat net gemaach - e Flou juridique ass, well dat Gesetz net kloer ass iwwert déi Spekulatiounssteier. Abee, ech géif awer gär wëssen, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, Parole après ministre ass limitéiert op fënnef Minutten.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, da loosst mech awer, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi sinn iwwerschratt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... loosst mech awer ... Ech géif nawell gär wëssen, Här Finanzminister, ob d'Regierung da gewëllt ass, gesetzlech ze klären, datt déi Spekulatiounssteier an engem Gesetz encadréiert gëtt, datt och d'Gemengen d'Méiglechkeet

hunn, déi opzehiewen, ouni datt se riskéieren, sech herno virun de Juridiction-administrativen erëmzefannen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Ech mengen, ech äntwerten elo op verschidde Froen, wou ech kann äntwerten. Fir d'éischt soen ech dem Deputéierte Kartheiser, dass ech natierlech ganz gäre bereet sinn, oder meng Ekipp, an d'Cofibu ze kommen, fir lech dat am Detail ze soen, wat de Moment scho kloer ass a wat schonn definéiert ass. Vu dass dat op 30 Joer muss ausbezuelt ginn, sinn nach vill Modalitéiten an Diskussioun, menges Wëssens no, an do ass nach net alles tranchéiert. Mee dat, wat tranchéiert ass, presentéiere mer lech ganz gär.

Zu der Fro vum Här Mosar, deen also Stellung gären hätt vun der Regierung, haut, op eppes, wat de President Biden virun enger Woch gesot huet, wou en eng Zuel erabruecht huet fir d'Minimalsteier vun 21 %, do, muss ech lech soen, hunn ech Stellung geholl, andeem ech gesot hunn: „Lëtzebuerg ass fir eng Minimalsteier. Mir si fir Fairness." An ech mengen, domadder hunn ech drop geäntwert. Ech hunn och gesot, dass d'Modalitéite musse gekuckt ginn. An ech mengen, domat hunn ech scho ganz vill gesot.

Déi Fro, déi Dir stellt, wéi mir dat dann intern muer verdaue mussen, jo, mäi Pronostic ass: Do hu mer warscheinlech zwee bis dräi Joer Zäit, fir dat ze maachen, well bis mir eis an der OCDE eens sinn - dat ass jo nach net de Fall! -, bis dat dann als Traité feststeet a bis dat da ratifizéiert ass, ginn zwee bis dräi Joer laanscht. An dofir soen ech lech: Ech freeë mech, mat lech am Dialog déi Diskussioun ze féieren! An dofir hu mer jo deen Debat iwwert d'Fiskalitéit, dee jo hei amgaang ass organiséiert ze ginn. D'Commission des finances et du budget organiséiert reegelméisseg Reuniounen, do kann a soll deen dote Sujet ganz gären och diskutéiert ginn.

Ech hunn och e puer Iddien, wéi een dat géif maachen, mee et wär immens verfréit, dës Iddien hei op den Dësch ze leeën. An ech bleiwen derbäi: Ech sinn e Mënsch vum Dialog an ech géif dat ganz gäre mat lech maachen, well et geet hei ëm d'Land, et geet hei net ëm d'Parteien, wa mer doriwwer schwätzen.

An dann zur Fiskalitéit vun de Logementer en général: Do sinn ech frou, dass Der alles opgezielt hutt, wat mer d'lescht Joer gemaach hunn. De FIS, jo, dat hat Dir gefrot. An dat war och gutt, dass Dir et gefrot hutt, well Dir waart déi, déi et ageféiert hunn.

(Hilarité)

Ech hätt et nämlech ni esou gemaach.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Do waart Dir nach guer net an der ...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech net.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Är Partei.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech net. Nee.

(Brouhaha)

Et ass, mengen ech, menges Wëssens, 2006 oder 2007 ageféiert ginn, also, mengen ech. Mee dat ass awer elo niewesächlech.

Wat ech hei wëll soen: ...

(Brouhaha)

... Hei waren Abusen ...

(Coups de cloche de la présidence)

Hei waren Abusen ... Also dat war elo keng gutt Iddi, deen Datum do elo an d'Spill ze bréngen. Mee dat ass jo net de Sujet. De Sujet ass, dass hei immens Abuse geschitt sinn, wou all Mënsch esou schockéiert war, dass mer et hu missen änneren, an dass mer et ...

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- ... hu missen änneren, ouni d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg international a Fro ze stellen. Also, einfach war et och net. Mir hunn et gemaach.

A mir hunn och zwou aner Saache gemaach. A wann ee mengt, dass et einfach war, fir den Amortissement accéléré ze änneren, soen ech lech: Dat war net einfach! Mir hunn et awer och gemaach. A mir hunn och Mesuren am Comité du risque systémique geholl, fir d'Präisdeierecht ze bremsen. Och dat war net einfach. Also, et ass jo net, wéi wa mer näischt gemaach hätten.

An och dat ass ënnerschwelleg hei gewiescht: An der Fiskalitéit war elo hei näischt am Plang vun den 93 Millioune vun der EU. Mee dat ass jo net do d'Plaz! Mir hate méi wéi 20 Mesuren, déi mat Fiskalitéit ze dinn hunn, am Budgetsgesetz vum leschte Joer. Et kann een awer net maachen, wéi wann dat net geschitt wär. Ech si frou, dass Der mer d'Geleeënheet ginn hutt, dat alles ze rappeléieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister. An dann huet elo d'Wuert awer den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Léif Deputéiert, ech soe jiddwerengem, deen hei geschwat huet, Merci fir seng Contributioun. Ech mengen, et war en interessanten Debat, wou eng ganz Rei Saachen zur Ried komm sinn. Ech mengen, et ass och elo scho ganz vill gesot gi vum Pierre Gramegna am Numm vun der Regierung.

Ech géif awer gären op e puer Orateuren hir Bäiträg kuerz agoen, ugefaange mam Gilles Roth. De Gilles Roth huet vu sozialer Gerechtegkeet geschwat, éischter vu mangelnder sozialer Gerechtegkeet, an deene Pläng, déi mer presentéiert hunn, an en huet dat un dräi Indicateure festgemaach. De Finanzminister ass och schonn drop agaangen. Mee et war mer awer wichteg, fir dat och vu menger Säit nach eng Kéier ze soen.

E sot éischtens, den Aarmutsrisiko wär staark an d'Luucht gaangen, e wär eropgaangen. An ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguerten eens, dass den Aarmutsrisiko, egal, wéi héich en ass, ëmmer nach ze héich ass. Mir mussen alleguerten dru schaffen, fir en erofzekréien. Mir mussen alles maachen, fir besonnesch de Risk vun der Aarmut vun de Monoparentallen an de Grëff ze kréien. An ech hunn dat virgëschter a menger Ried gesot an Dir kënnt dat och am PNR noliesen: Do sinn eng ganz Rei Mesuren, déi geholl gi si vun der Regierung. D'Allocation de vie chère, déi verduebelt ginn ass 2020, ass ee Beispill dovunner. Déi gëtt 2021 verlängert. An et sinn nach eng ganz Rei aner Mesuren, déi geholl gi sinn, fir deen Aarmutsrisiko erofzebréngen.

Et ass och effektiv esou, an ech mengen, et ass wichteg, fir dat ze soen, dass den Aarmutsrisiko e reng monetären Indicateur ass. Wann Der elo higitt an Dir rechent déi ganz Transfert-sociallen an, Dir rechent all déi Prestation-en-naturen an, déi och agesat ginn, fir deen ze bekämpfen, dann ass een effektiv net méi bei 46 % Aarmutsrisiko, mee dann ass ee bei 17,5 %. Dat ass den Aarmutsrisiko, mengen ech, op 2019 berechent. Et muss een effektiv kucken, wéi deen elo 2020 evoluéiert. Do muss ee leider domadder rechnen a fäerten, dass e wäert an d'Luucht goen. An do muss ee vigilant bleiwen an och stänneg do ajustéieren, wann dat da wäert de Fall sinn.

Den zweete Punkt, deen en ausgemaach huet, dat ass de sozialen Ausgläich vun der CO_2-Steier. Ech hu verstanen, dass Der dat am léifste wëllt an den Index drakréien. Mee ech sinn och der Meenung, gradesou wéi de Finanzminister, dass dat Instrument vum Crédit d'impôt, wat mer geholl hunn, méi gerecht ass an dass dat och méi e sozial selektiivt Instrument ass, fir déi CO_2-Steier do ofzefiederen.

De Statec huet dat an enger Etüd vun November 2020 gutt berechent. E rechent de Surcoût vun där CO_2-Steier fir 2021 op ongeféier 150 Euro pro Stot. Do gëtt et natierlech Ënnerscheeder zwëschent deene verschiddene Quintillen. Et ass kloer, dass déi iewescht 40 % méi CO_2-Steier bezuelen, well se héchstwarscheinlech méi en décken Auto hunn, well se méi eng grouss Wunneng hunn, wou se méi mussen hëtzen. Dat schléit jo alles effektiv an d'Geld.

Mee et ass awer effektiv och esou, dass déi 20 % bescheidenst Menagen ongeféier 135 Euro pro Joer bezuelen. Dann ass et esou, dass dee Crédit d'impôt, dee mer elo bezuelen, dee jo eropgesat ginn ass, 2021 bei 140 Euro läit. An de Statec seet ganz kloer a senger Etüd, dass dee Surcoût fir déi ënnescht 40 % vun deene bescheidenste Menagen doduerch effektiv integral kompenséiert gëtt.

An ech mengen, dat ass genau dat, wat mer wollten erreechen, dass mer déi sozial Selektivitéit an déi Mesure do erakréien. An de Crédit d'impôt erlaabt dat. Dat ass eng Mesure, déi d'Regierung geholl huet, hannert där d'LSAP honnertprozenteg steet, well et effektiv am Sënn ass vun deene schwächste Menagen, vun deene sozial schwächsten. An dat ass och gutt esou.

Déi drëtt Mesure, deen drëtte Punkt, deen Der kritiséiert hutt, dat ass de Fait, dass d'Kannergeldindexéierung nach net gemaach wär. Abee, ech kann lech soen, dass dat eng Mesure ass, déi am Koalitiounsvertrag steet an déi och wäert kommen. Dat ass beschlosse Saach. D'Indexéierung vum Kannergeld wäert gemaach ginn. Dat ass decidéiert. An och dat ass eppes, wat meng Partei ganz kloer begréisst.

Dann ass vu verschiddenen Orateure geschwat gi vum Emploi, vum Här Spautz, vun lech, mengen ech, Här Roth, a vun enger Partie aneren Orateuren heibannen. Abee, à tout moment vun där Kris hei war den Emploi déi gréisst Preoccupatioun an der Aktioun vun der Regierung géint d'Bekämpfung vun de wirtschaftleche Follge vun der Kris.

Mir haten d'Instrument vum Chômage partiel. De Pierre Gramegna huet virgëschter de Coût dovunner gesot: Mir hunn 1 Milliard Euro ausbezuelt. Dovu si 400 Milliounen Avancen, déi wäerten zréckkommen, déi sinn och bal all erëm an de Keese vum Staat. Do feelen nach, mengen ech, ëm déi 25 Milliounen. Dat war eng Mesure, déi mer à tout moment ajustéiert hu wärend där Kris. Mir hu relativ schnell ugefaangen, Avancen auszebezuelen. An dat huet et wierklech den Entreprisen erlaabt, fir hir Salariéen, hir Mataarbechter ze halen.

An ech géif gären drun erënneren, dass mer am Ufank vum leschte Joer an enger Situatioun vu Penurie ware vu qualifizéierter Main-d'œuvre. Mir waren a ganz ville Betriber an der Situatioun, dass se keng Leit fonnt hunn. An ech kann lech soen, well ech ganz vill um Terrain war, well ech ganz vill bei Entreprisë war, dass se mer alleguerte gesot hunn, dass déi Mesure vum Chômage partiel hinnen et erlaabt huet, hir Mataarbechter ze halen, hiert wäertvollst Gutt, hiert wäertvollst Kapital an hirer Entreprise. Déi Leit, déi wierklech d'Plus-value an d'Resilienz vun den Entreprisen ausmaachen, konnte se doduerch halen.

An den Här Wagner huet vum Joe Biden geschwäermt a vun der amerikanescher Politik, déi esou wonnerbar progressistesch ass. Ma, Här Wagner, an Amerika, do ware se quasi iwwer Nuecht vu 4 % Chômage op 14 % Chômage, well se eeben dat Instrument vum „furlough", vum Chômage partiel, net hunn, och, well se kee „welfare state" hunn, well se all déi Saachen net hunn.

Jo, elo kann een natierlech soen: „Dat ass genial, wat de Biden elo mécht." Ech fannen dat och flott. Mee wou komme se dann hier? Wou komme se hier? Vu ganz, ganz wäit hanne komme se hier! An ech mengen, dat hutt Der vläicht vergiess ze soen. An de Chômage partiel gehéiert do derzou. An ech mengen, dass et eng vun de Stäerkten ass vun eisem System, vun eisem Land, och vun enger ganzer Rei aneren europäesche Länner, dass mer esou Instrumenter hunn, fir esou Krise wéi déi doten ofzefiederen. A mir setzen dat Instrument och weider nach an fir déi vulnerabel Secteuren. Den Horeca ka weiderhin nach vum Chômage partiel beneficiéieren.

Den Här Spautz huet de Bâtiment genannt: Mir hunn effektiv elo am Comité de conjoncture decidéiert, natierlech preuve à l'appui, mir mussen dat kucken am Sekretariat, dass déi Betriber, déi ënnert engem Enkpass an de Livraisoune leiden - an et weist sech elo, dass effektiv eng Partie Matièren net méi do sinn; Holz ass rar, eng ganz Rei aner Saachen, déi gebraucht ginn an der Konstruktioun, déi feelen elo, an et sinn eng Partie Betriber, déi kënnen elo manner gutt schaffe wéi nach virun enger Partie Méint -, gekuckt ginn. A wa se dann effektiv déi néideg Preuvë kënne bréngen, da gi se och matabezunn an de Chômage partiel. Dat ass eng Stäerkt, dass mer dat Instrument esou flexibel an esou gutt konnten asetzen. An dat huet eis ganz vill gehollef an der Gestioun vun där Kris.

Och eng ganz Rei Mesurë si geholl ginn am Beräich vum Emploi, am Kader vun der Tripartite, déi mer am Juli gemaach hunn. Mir hunn eng Mesure geholl „Future Skills" zwëschent dem Aarbechtsminister an dem Educatiounsminister fir effektiv dee ganzen Upskilling, Reskilling, all déi Leit, déi mussen nei forméiert ginn, fir eeben un d'Aarbechtswelt vu muer adaptéiert ze ginn. Dat hu mer gemaach. Do sinn eng ganz Rei Saachen, déi ënnerwee sinn, „Skills Bridges", fir eebe justement op déi nei Aarbechtswelt do virzebereeden. Mir wëssen, dass mer do vill méi Leit brauchen, déi am Digitale fit sinn.

Och d'Santé ass ee Beräich, deen nach méi muss ausgebaut ginn. Och do maache mer Saachen. De Care, dat Kreatiivt, all déi Saache mussen natierlech ausgebaut ginn. Dat maache mer. An donieft si mer och amgaang un enger Feuille de route ze schaffe fir „talent attraction", well et sinn eng ganz Rei Sparten an der Ekonomie, wou mer mussen Talenter vu baussen unzéien. Déi hu mer fir de Moment nach net hei. An dofir si mer do amgaang un enger Feuille de route ze schaffen, déi och deemnächst wäert an de Regierungsrot kommen, wéi mer do an där „talent attraction" kënne virukommen.

Dat ass keen einfache Problem, d'Bekämpfung vum Chômage. Mir wëssen, dass mer gutt resistéiert hunn am Joer 2020. Den Emploi ass trotz Covid ëm 2 % gewuess. Mir sinn eent vun deenen eenzege Länner, déi dat fäerdegbruecht hunn. Mee nawell besteet de Risiko, dass de Chômage op 7,5 % klëmmt an deenen nächste Joren. A fir do dergéint ze steieren, musse mer effektiv un eisen Jobbe schaffen.

An de Claude Haagen huet et gesot: Et ass och wichteg, dass mer gutt Aarbechtsplaze schafen! Mir wëlle keng Prekaritéit an eiser Aarbechtswelt. Mir wëllen esou wäit wéi méiglech vermeiden, dass mer nei CDDe schafen. Mir hätte gäre CDIen. An och Saache wéi d'Plattform-Ekonomie, déi sécher wäert kommen, och dat mussen Jobbe sinn, déi sozial ofgesécher sinn, wou déi Leit cotiséieren, wou déi Leit eng sozial Ofsécherung hunn an eng uerdentlech Pai bei engem Employeur. Dat ass eis extreem wichteg. An ech mengen, ech kann dat och hei soen am Numm vum Aarbechtsminister.

De Laurent Mosar huet dann e bëssen ironiséiert iwwert de Rifkin an iwwer eis soi-disant feelend Politik an der Digitalisatioun. Ech muss soen, ech sinn extreem verwonnert iwwert déi Ausso. Ech mengen, vum wirtschaftspolitesche Spriecher vun der CSV hätt ech mer do e bëssen eppes aneres erwaart. Mir hu schonn des Ëfteren an der Wirtschaftskommissioun geschwat iwwer all déi Saachen, déi do ënnerwee sinn, och aus mengem Ministère.

Dir wësst, dass mer un enger Strategie fir d'Économie des données schaffen, déi extreem ambitiéis ass. Mir sinn och do Virreider. An ech kann lech soen, dass d'Europäesch Kommissioun och do

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.
Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.
Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.
Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

extreem interesséiert drun ass. Mir kréien deemnächst en High-Performance-Computer, deen och zu där Strategie gehéiert. An dat ass e Facteur vun Attraktivitéit vun eiser Ekonomie.

Dat heescht, et sinn eng ganz Rei Saachen ënnerwee an der Digitalisatioun, déi aus dem Prozess Rifkin kommen, awer net nëmmen. Mir sinn och an europäesche Projeten dobäi wéi zum Beispill beim GAIA-X, wou et ëm déi europäesch Cloud geet. An der Cybersecurity si mer och, mengen ech, eent vun deene Länner, déi do Virreider sinn. A mir hunn duerch eis verschidden Aiden-Instrumenter - an och do kann ech absolutt net mat lech averstane sinn, dass do keng Aidë gemaach gi sinn, fir den Investissement an de Betriber ze stimuléieren, de Contraire ass wouer -, eis „Neistart"-Aiden zum Beispill, dat sinn am Ganzen 61 Milliounen, dat sinn 208 Projeten, déi do finanzéiert goufen, e risege Sprong gemaach an der Digitalisatioun.

Mir ginn dervunner aus am Wirtschaftsministère, dass mer do quasi véier Joer gewonnen hunn an der Digitalisatioun vun eisen Entreprisë mat deem „Neistart"-Aiden-Instrument, wou mer justement an de Betriber nei Prozesser finanzéieren, wou mer Circularitéit finanzéieren, wou mer Digitaliséierung finanzéieren a méi ëmweltfrëndlech Prozesser.

Dat ass en Investissement an d'Innovatioun vun eiser Ekonomie. An do gehéiert natierlech och d'Digitalisatioun derzou. Ech kann absolutt net novollzéien, wéi Der kënnt esou eppes soen, dass dës Regierung keng Mesurë geholl hätt, fir d'Relance elo schonn ze accompagnéieren. Bon.

Bon. Dann ass geschwat ginn, de François Benoy huet geschwat, vun den Efforte fir d'Dekarboniséierung vun der Ekonomie. Dat ass effektiv och eppes, wat mir immens wichteg ass, wou mer mat dem Energieminister, mat der Ëmweltministesch jo viru Kuerzem eng Stratégie économie circulaire op de Wee geschéckt hunn, wou et och a Richtung Dekarboniséierung geet, wou mer um europäeschen Niveau bei engem IPCEI matmaachen iwwer Hydrogène, deen, mengen ech, ganz prometteur ass a wou mer mat enger Entreprise wéi Paul Wurth ..., wou mer viru Kuerzem déi Transaktioun mat SMS annoncéiert hunn, wou mer mat Paul Wurth en Acteur hei zu Lëtzebuerg hunn, dee justement déi Dekarboniséierungsanlagen do baut.

Déi bauen all déi Technologien, déi elo esou lues maarträif sinn, wou ee kann de Carbon capturéieren, wou ee kann de Carbon nei ëmwandelen an eFuels, wou ee kann de Carbon huelen a justement transforméieren an Energie, wou ee ka grénge Stol domat produzéieren, déi Virreider sinn am Hydrogène. Dat ass en extreem spannende Betrib, dee genee déi Technologië baut, déi mer brauchen, fir d'Dekarboniséierung vun eiser Ekonomie effektiv och hinzekréien.

Ee Wuert zum Schluss, Här President, ech weess, dass ech iwwert d'Zäit sinn, ee Wuert zum Schluss zum PIBien-être: De Claude Haagen huet dat gutt gesot. E sot a senger Ried: „Wuesstum ass kee Selbstzweck." An ech sinn honnertprozenteg d'accord mat him. An et ass jo eppes, wouriwwer mer hei oft an der Chamber geschwat hunn: de qualitative Wuesstem - bal eng Pierre philosophale. Wat ass dat, dee faméise qualitative Wuesstem? Abee, de qualitative Wuesstem, dat ass näischt aneres wéi de PIBien-être, dat ass Gläichheet an enger Gesellschaft, dat ass eng gutt Gesondheet, dat ass eng gutt Ëmwelt, dat ass Kultur, eng gutt Bildung a villes méi.

Dat sinn déi heite Saachen, dat sinn déi ODDen, déi ech hei op mengem Pin hunn, deen de Pierre Gramegna och haut unhat u sengem Paltong gespéngelt. Dat sinn alles Konzepter, déi mer ëmmer méi musse seriö huelen, déi mer och an eis Texter mussen abauen, an de PNR, wéi mer dat elo gemaach hunn, wou mer och zesummen amgaange sinn drun ze schaffen, fir se lues a lues an de Budget eranzekréien. Dat ass d'Richtung, an déi mer musse goen an eiser wirtschaftlecher an an eiser gesellschaftlecher Entwécklung. An ech mengen, dass mer um gudde Wee si fir dohinner.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

3. Ordre du jour

Et gëtt gefrot, datt mer de Mëtten d'Sitzung eréischt um 14.30 Auer anstatt um 14.00 Auer géifen ufänken. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir sinn elo um Enn vun der Diskussioun fir de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten nees um 14.30 Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.54 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 49 et 50

49e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 706

7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010
7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963
et
7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970 (suite) ..... p. 706

Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter ..... p. 706

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la gouvernance des établissements hospitaliers ..... p. 706-710

7569 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970 ..... p. 710-712

7724 - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant :
1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ..... p. 712-713

7649 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;
2° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel ..... p. 714-717

7681 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ..... p. 717-719

7682 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ..... p. 719-721

50e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 721

Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC), le programme national de réforme (PNR) et le plan pour la reprise et la résilience (PRR) ..... p. 721-736

Ordre du jour ..... p. 736

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4240	Marc Lies	Hausse des prix dans le secteur de la construction
4252	Yves Cruchten	Confidentialité des documents mis à disposition des membres du conseil communal
4266	Gusty Graas, Max Hahn	Géo-ingénierie
4334	Jeff Engelen	Charte sociale européenne
4489	Claude Wiseler, Michel Wolter	Réorientation du large scale testing
4510	Max Hahn, Gusty Graas	Technologies de captage, d'usage et de stockage de dioxyde de carbone
4512	Nancy Arendt épouse Kemp	Mort subite chez les sportifs
4516	Laurent Mosar, Léon Gloden	Rôle de la douane en vue de la légalisation du cannabis récréatif
4518	André Bauler	Impact des travaux routiers à Diekirch
4521	Nathalie Oberweis	Situation des personnes non binaires et intersexes au Luxembourg
4523	Gusty Graas	Candidature de la Vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco
4525	Jeff Engelen, Fred Keup	Construction d'un centre d'incendie et de secours à Fridhaff
4538	Marc Lies, Léon Gloden, Laurent Mosar	Problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence
4543	Marc Goergen	Commissions consultatives communales
4546	Sven Clement	Travail intérimaire
4548	Claude Lamberty, Carole Hartmann, Max Hahn	Défibrillateurs à disposition publique
4551	Jean-Paul Schaaf, Félix Eischen, Marc Spautz	Aides financières pour les entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
4554	Paul Galles, Jean-Paul Schaaf	Stationnement des trains pendant la nuit
4558 cf. 4646	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Subvention loyer
4564	Françoise Hetto-Gaasch	Violences conjugales
4569	Jeff Engelen, Roy Reding	Modifications de la mention du sexe et des prénoms de mineurs
4570	Semiray Ahmedova, Charles Margue	Aides aux entreprises pour promouvoir la transition écologique
4571	Marc Spautz, Georges Mischo	Temps d'attente en pédiatrie
4572	Martine Hansen, Marc Spautz, Georges Mischo	Temps d'attente pour un rendez-vous en mammographie
4575	Francine Closener, Lydia Mutsch	Déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+
4576	Gusty Graas	Animaux dans les véhicules en stationnement exposés au soleil
4577	Gusty Graas	Institutions et agences européennes au Luxembourg
4578	André Bauler	Agroforesterie
4579	Jeff Engelen	Collier à piques pour chiens
4580	Fred Keup	Langue luxembourgeoise dans les hôpitaux
4582	Dan Biancalana	Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR)
4583	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Situation des forains
4584	Fred Keup, Jeff Engelen	Séneçon de Jacob
4588	Gusty Graas	Fleurs toxiques
4589	Sven Clement	Vente de produits sur les réseaux sociaux
4590	André Bauler, Carole Hartmann	Préparations pour une nouvelle vague d'infections Covid-19
4591	Francine Closener	Organisation scolaire
4596	Sven Clement	Loi relative à l'organisation du marché de l'électricité
4597	Fernand Kartheiser	Liaison aérienne directe entre Luxembourg et Moscou
4599	Jean-Paul Schaaf	Aménagement du pôle multimodal sur le site de la gare d'Ettelbruck
4600	Josée Lorsché, Marc Hansen	Contrôle des mesures sanitaires applicables pour tout déplacement depuis le Royaume-Uni
4601	Diane Adehm, Laurent Mosar	Statistiques relatives à certains types d'infractions
4604	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	Moratoires sur les crédits
4605	Sven Clement	Limite des trajets du service Adapto
4608	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Haut rendement de l'investissement dans la pierre
4609	Mars Di Bartolomeo	Actions coup de poing contre le problème des déchets transfrontaliers déversés illégalement
4610	Mars Di Bartolomeo	Assurance auto
4611	Francine Closener, Claude Haagen	Audit externe concernant l'Administration des contributions directes
4612	Marc Spautz	Taxes communales
4613	Mars Di Bartolomeo	Compensations fiscales versées par le Grand-Duché de Luxembourg aux communes frontalières belges
4614	Jeff Engelen	Interdiction de l'élevage en batterie
4615	Roy Reding	Frais de voyage du Gouvernement
4618	Mars Di Bartolomeo	Prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires de Doel et Tihange
4619	Laurent Mosar, Marc Spautz	Incidents antisémites
4621	Marc Goergen	Vente de viande halal
4623	Marc Goergen	Recrutement de l'Armée luxembourgeoise
4627	Dan Biancalana	Transport public dans le cadre d'« Esch2022 »
4629	Nathalie Oberweis	Immeubles destinés à des fins résidentielles détenus par l'État
4631	André Bauler	Installation de mesures antibruit urbaines le long de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck
4632	Fred Keup, Jeff Engelen	Approbation de PAG
4634	Sven Clement, Marc Goergen	Problèmes techniques à l'Aéroport de Luxembourg
4636	Nathalie Oberweis	Bénéficiaires d'une procédure de regroupement familial
4637	Sven Clement	Registre des titres
4638	Nathalie Oberweis	Liens entre des professionnels de la santé et l'industrie pharmaceutique
4644	Mars Di Bartolomeo	Appareils compteurs de particules
4645	Marc Goergen	Frais de la chasse
4646 cf. 4558	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Garanties locatives
4647	Francine Closener, Cécile Hemmen	Zones de limitation de vitesse à 30 km/h
4648	Mars Di Bartolomeo	Nombre de millionnaires au Luxembourg
4650	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Jeux Olympiques à Tokyo
4651	Sven Clement	Faillite d'un opérateur de paiement en ligne
4652	Paul Galles	Couverture sanitaire universelle
4653	Laurent Mosar, Gilles Roth	Faillite d'un opérateur de paiement en ligne
4654	Jeff Engelen	Centre de dépistage Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg
4656	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Augmentation des inscriptions à l'examen de luxembourgeois de l'Institut national des langues
4657 cf. 4770	Roy Reding	Renouvellement du permis de conduire
4659	Gusty Graas	Développements récents sur l'île de Chypre
4660	Lydia Mutsch	Attractivité du secteur de la recherche au Luxembourg
4661	Sven Clement	Situation en Eswatini
4662	Marc Lies, Serge Wilmes	Piste cyclable 24 entre Cruchten et Medernach
4663	Mars Di Bartolomeo	Assurance dépendance
4664	Roy Reding	Augmentation des matières premières et de matériaux
4666	Mars Di Bartolomeo	Prise en charge de gardes individuelles de nuit par l'assurance dépendance
4668	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Travaux d'intérêt général (TIG)
4669	Mars Di Bartolomeo	Évolution de la formule vélo-train-vélo
4670	Mars Di Bartolomeo	Projet pilote du traitement assisté à la diacétylmorphine
4673	Gusty Graas	Situation en Birmanie
4675	Sven Clement	European Flood Awareness System (EFAS)
4676	Charles Margue	Durabilité des investissements du Fonds de compensation
4679	Jeff Engelen, Fred Keup	Impact des inondations sur les barrages d'Esch-sur-Sûre et de Rosport
4681	André Bauler, Guy Arendt	Syndicats de chasse
4682	Mars Di Bartolomeo	Tiers payant social
4683	Paul Galles	Rapport du Parlement européen sur l'agence Frontex
4684	Fred Keup	Sanctions dans le cadre de la loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages
4686	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Promotion de l'électromobilité
4687	Mars Di Bartolomeo	Programme de prise en charge de maladies chroniques
4689	Fred Keup	Impact des inondations sur les bureaux de la Police grand-ducale
4691	Fred Keup	Retard de paiement des primes pour les cycles à pédalage assisté
4692	Sven Clement, Marc Goergen	Logiciel Pegasus
4695	Fred Keup	Diffusion du rapport dit « Waringo » sur les clusters observés dans certaines structures d'hébergement pour personnes âgées
4697	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen	Améliorations en matière de contraception
4698	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Sirènes d'alerte des communes
4703	Chantal Gary	Marques auriculaires
4705	Jeff Engelen	Augmentation des taxes à l'Aéroport de Luxembourg
4706	Carole Hartmann	Aides pour les entreprises sinistrées par les inondations
4708	Nathalie Oberweis	LuxLetters
4711	Myriam Cecchetti	Santé et sécurité chez ArcelorMittal
4770 cf. 4657	Michel Wolter	Renouvellement du permis de conduire
4773	Fred Keup	Fourrière dans le sud du pays
4774	Marc Lies	Taux de TVA super-réduit de 3 %
4775	Gilles Roth	Imposition individuelle optionnelle
4776	Charles Margue	Garanties optionnelles contre les risques d'inondation proposées par les assurances
4778	Gilles Roth	Interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021
		Session ordinaire 2021-2022
5413 urgente	Josée Lorsché	Enseignement à domicile dans le contexte de la pandémie de la Covid-19

Question 4240 (07.05.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **hausse des prix dans le secteur de la construction :**

Le secteur de la construction est actuellement confronté à une hausse extraordinaire des prix des matériaux (ordre de grandeur de 30-40 %), notamment due à la pandémie de Covid-19. Afin d´y remédier, le secteur de la construction va probablement prévoir des adaptations de prix. Cette évolution aura aussi un impact considérable sur les communes du pays qui sont en train de réaliser ou de prévoir des projets de grande envergure. Alors qu´elles subissent déjà des diminutions de recettes de la part du fonds de dotation globale des communes, ces excédents de dépenses probables risquent de les confronter à une situation financière encore plus précaire.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l´Intérieur :

- Comment Madame la Ministre entend-elle réagir à cette hausse des prix qui perturbe aussi le secteur communal ?

- Madame la Ministre songe-t-elle à prévoir des subsides extraordinaires pour les communes pour faire face à ces excédents des prix dans le décompte du budget extraordinaire des années 2021 et 2022, sous réserve bien évidemment que l´excédent de prix soit effectivement lié à l´évolution des prix due au Covid-19 avec preuve à l'appui d'un bureau d´étude agréé ?

Réponse (08.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Les secteurs de la construction et du génie civil sont actuellement confrontés non seulement à une hausse extraordinaire des prix des matériaux, mais également à une pénurie dans l'approvisionnement de matériaux. Je me permets à cet égard de renvoyer également à la réponse à la question parlementaire n° 4195 du 30 avril 2021 de Messieurs les Députés Laurent Mosar et Marc Spautz.

Je me permets de rappeler que les communes bénéficient d'aides financières pour la réalisation ou l'extension d'un certain nombre d'équipements collectifs notamment la création de salles de classe supplémentaires dans les écoles fondamentales, de nouvelles mairies, de nouveaux bâtiments pour le service régie, de nouveaux cimetières, des places publiques, dont les « Shared Spaces », ainsi que de nouvelles infrastructures locales d'approvisionnement en eau potable.

Outre les subsides octroyés pour les équipements précités, aucun régime d'aides supplémentaires n'est prévu, sachant que je viens d'augmenter les aides financières début 2020. Toutefois, je tiens à rappeler que dans le cadre de la gestion de la pandémie liée à la Covid-19, et dans l'objectif de maintenir les investissements communaux à un niveau permettant de contribuer à la relance économique, les taux des aides financières pour la réalisation ou l'extension des équipements précités ont été augmentés de 5 %.

Finalement je tiens à mentionner que le système de financement des communes via le Fonds de dotation globale des communes se base sur des éléments évolutifs des recettes de l'État en lien étroit avec la conjoncture du pays.

Question 4252 (10.05.2021) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **confidentialité des documents mis à disposition des membres du conseil communal :**

Concernant les réunions du conseil communal, la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 prévoit au niveau de l'article 13 que « Pour chaque point à l'ordre du jour, les documents, actes et pièces afférents peuvent être consultés, sans déplacement, par les membres du conseil à la maison communale durant le délai prévu à l'alinéa 1er du présent article.

Il peut en être pris copie, le cas échéant contre remboursement. »

Les membres du conseil communal qui préparent leurs interventions pour la réunion devraient avoir la possibilité de s'échanger le cas échéant sur l'un ou l'autre projet figurant à l'ordre du jour avec des acteurs concernés.

- Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle me dire si oui ou non les documents mis à disposition des membres du conseil pour consultation peuvent être partagés et discutés avant la séance publique du conseil avec des personnes tierces ?

- Si ces documents étaient à considérer comme confidentiels pour le moins en partie, est-ce qu'il ne faudrait pas adapter le cadre réglementaire afin de permettre aux conseillers de partager les documents dans l'intérêt d'un débat informé lors des réunions du conseil communal ? Est-ce qu'on ne devrait pas limiter de manière explicite les documents à traiter de manière confidentielle au strict minimum nécessaire ?

Réponse (08.06.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'article 13 de la loi communale modifiée dispose à son dernier alinéa que pour chaque point à l'ordre du jour des réunions du conseil communal « les documents, actes et pièces afférents peuvent être consultés, sans déplacement, par les membres du conseil à la maison communale durant le délai prévu à l'alinéa 1er du présent article. Il peut en être pris copie, le cas échéant contre remboursement. » Il en découle que les conseillers communaux disposent d'au moins cinq jours pour consulter toute pièce afférente à un point de l'ordre du jour sur lequel le conseil communal est appelé à délibérer.

Les documents concernés sont à disposition des membres du conseil communal afin de leur donner toutes les informations et éléments nécessaires sur le dossier concerné dans le but de leur permettre de délibérer en toute connaissance de cause. La loi communale établit un droit d'information dans le chef du conseiller communal qui constitue une garantie pour l'exercice de son mandat et qui, en tant que tel, est rattaché à la qualité d'élu.

Étant donné que l'article 13 de la loi communale modifiée précise spécifiquement que la consultation peut être faite par les membres du conseil à la maison communale, il est à admettre que les documents mis à disposition des conseillers communaux bénéficient d'une confidentialité protégée par la loi. L'accès à la documentation établie en préparation des séances du conseil communal est ainsi restreint aux seuls membres du conseil communal.

Toutefois, je conçois que l'article précité est rédigé de manière restrictive, considérant notamment le rôle consultatif des commissions consultatives qui ont entre autres comme mission de préparer les séances du conseil communal ou de l'aviser dans le cadre de dossiers complexes. En effet, une pratique s'est instaurée dans certaines communes qui autorisent les membres des commissions consultatives d'accéder aux mêmes documents que les membres du conseil communal.

Finalement, et tenant compte de ce qui précède, je tiens à soulever que le fonctionnement du conseil communal et des commissions consultatives du conseil communal est analysé dans le cadre de la refonte de la loi communale afin de créer une base légale appropriée permettant aux membres de ces organes de disposer des documents, actes et pièces nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Question 4266 (11.05.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **géo-ingénierie :**

Dans la lutte contre le réchauffement climatique, certains scientifiques estiment que la géo-ingénierie, c.-à-d. les manipulations des systèmes écologiques et météorologiques à grande échelle, comme p. ex. la création de nuages artificiels, deviendra indispensable afin de réduire les effets dévastateurs du changement climatique. Or, les techniques de géo-ingénierie sont très controversées en raison de leurs effets imprévisibles et incontrôlables qui concerneraient l'humanité entière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la position du Gouvernement à ce sujet ?

2) Le cas échéant, quels efforts le Luxembourg entreprend-il pour interdire au niveau mondial l'utilisation des techniques de géo-ingénierie ?

3) Quel est l'état des discussions à ce sujet au niveau international ?

Réponse (10.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le Gouvernement est convaincu que la seule et unique manière de contrecarrer de manière efficace et durable le réchauffement planétaire consiste à réduire de manière conséquente les émissions de gaz à effet de serre de façon à atteindre, au plus tard en 2050, la neutralité climatique. Miser sur des manipulations des systèmes écologiques et météorologiques à grande échelle, en effet assorties d'effets imprévisibles et incontrôlables, risquerait de dévier l'attention du fonds de la problématique, à savoir la sortie des énergies fossiles et la préservation des forêts et autres écosystèmes constituant des stocks importants de carbone.

ad 2) Le Luxembourg exprime ses réticences face à l'utilisation de techniques de géo-ingénierie dans différentes enceintes. Ainsi, lors de l'approbation par les Gouvernements du contenu des rapports du groupe d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), ainsi que pendant les revues gouvernementales des rapports et de l'approbation du rapport pour décideurs, le Luxembourg demande systématiquement à ce que les risques pour l'environnement naturel et humain des techniques de géo-ingénierie ou l'ingénierie climatique soient clairement indiqués. En ce qui concerne les approches technologiques visant à influencer le bilan radiatif global (« Solar Radiation Management - SRM »), le Luxembourg insiste que les rapports du GIEC indiquent que l'objectif de limitation du réchauffement de la planète fixé dans l'accord de Paris peut être atteint sans devoir recourir à ces techniques.

Dans le cadre de l'Organisation internationale de normalisation (« International Organization for Standardization ; ISO »), une proposition d'un nouveau standard (« ISO 14082 ; Radiative Forcing Management ») avait été lancée, laquelle aurait permis à des firmes et des Gouvernements de pouvoir générer des crédits de réduction d'émission pour des projets de SRM. Le Luxembourg s'est engagé activement dans les discussions techniques et a réussi, ensemble avec d'autres partenaires, à éviter la publication du standard en question et l'ISO a décidé de publier une note technique sur la matière.

ad 3) En ce qui concerne la géo-ingénierie ou l'ingénierie climatique, le groupe d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) fait la distinction entre les méthodes visant à éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère (Carbon Dioxide Removal - CDR), notamment le maintien et l'augmentation de puits de carbone naturels ou la séquestration de carbone dans des couches géologiques, et les approches technologiques visant à influencer le bilan radiatif global (Solar Radiation Management - SRM), notamment la création de nuages artificiels, l'injection de dioxyde de soufre dans la stratosphère ou l'installation de miroirs dans l'espace qui réfléchissent les rayons du soleil.

Le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5 degré a indiqué la nécessité d'utiliser les méthodes du CDR afin d'atteindre l'objectif de limitation du réchauffement de la planète fixé dans l'accord de Paris, notamment pour contrebalancer les émissions résiduelles inévitables de gaz à effet de serre d'origine humaine.

Toutefois, le GIEC souligne dans ses trois rapports spéciaux récents (Réchauffement planétaire de 1,5° C, Changement climatique et terres émergées, Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique) que l'utilisation à grande échelle des technologies d'élimination du dioxyde de carbone de l'atmosphère est susceptible d'avoir des effets secondaires négatifs et de poser des risques en termes de durabilité environnementale et sociale, notamment en ce qui concerne l'utilisation des terres pour de tels projets ou des effets environnementaux indésirables lors du déploiement dans les océans.

D'où la nécessité d'augmenter les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine au niveau global afin de limiter le recours aux techniques de CDR, à l'aide des puits naturels, au strict minimum et sans devoir recourir à la séquestration de carbone dans les couches géologiques.

En ce qui concerne les techniques de SRM, les rapports du GIEC montrent que ce type de stratégie n'est pas nécessaire pour atteindre l'objectif de limitation du réchauffement de la planète fixée dans l'accord de Paris.

Bien que le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5 degré note que ce type de technologies peut potentiellement limiter le dépassement temporaire de la température, il met en garde que ces technologies peuvent modifier le régime des pluies et de la circulation météorologique. Certaines technologies perturberaient aussi la chimie de la stratosphère et pourraient entraîner une exposition accrue aux rayons ultraviolets.

Des doutes subsistent également quant à leur efficacité. Les techniques du SRM n'empêcheraient pas l'accumulation de dioxyde de carbone dans l'atmosphère et l'acidification des océans. Le maintien en permanence de ces techniques donne lieu à des inquiétudes car en cas d'interruption le système planétaire pourrait être soudainement frappé par une flambée des températures. Finalement le GIEC soulève des questions quant à la gouvernance et le financement de telles technologies, qui devraient être maintenues en place pendant des centaines d'années.

Le sixième rapport d'évolution du GIEC, dont les trois volumes ainsi que le rapport de synthèse seront publiés entre août 2021 et septembre 2022, contiendra une évaluation des publications scientifiques les plus récentes en relation avec le changement climatique et en particulier sur le CDR et le SRM ainsi que leurs risques potentiels pour l'environnement naturel et humain.

Question 4334 (21.05.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **Charte sociale européenne :**

Am rezente Rapport (Mäerz 2021) vum Comité européen des droits sociaux liest een, datt déi Lëtzebuerger Regierung d'Europäesch Sozialcharta vum 18. Oktober 1961 den 10. Oktober 1991 ratifizéiert, mee just 69 vun den 72 Paragrafen (vun der Partie I vun der ESC) akzeptéiert huet, woubäi Lëtzebuerg bei der Ratifizéierung keng Reserven ugemellt hz revidéiert Europäesch Sozialcharta gouf vu Lëtzebuerg den 11. Februar 1998 signéiert, mee nach net ratifizéiert. Lëtzebuerg huet de Protocole additionnel vun 1988 signéiert, mee nach net ratifizéiert. Och liest een am Rapport, datt Lëtzebuerg de Protocole additionnel vun 1995 „prévoyant un système de réclamations collectives" weeder signéiert nach ratifizéiert huet.

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Firwat huet et bal op den Dag genau 30 Joer gedauert, bis d'Lëtzebuerger Regierung 1991 déi Europäesch Sozialcharta ratifizéiert huet?

2. Wat sinn déi genee Ursaachen, firwat Lëtzebuerg d'Paragrafe 4.4 (« En vue d'assurer l'exercice effectif du droit à une rémunération équitable, les Parties contractantes s'engagent à reconnaître le droit de tous les travailleurs à un délai de préavis raisonnable dans le cas de cessation de l'emploi »), 6.4 (« En vue d'assurer l'exercice effectif du droit de négociation collective, les Parties contractantes reconnaissent le droit des travailleurs et des employeurs à des actions collectives en cas de conflits d'intérêt, y compris le droit de grève, sous réserve des obligations qui pourraient résulter des conventions collectives en vigueur ») an 8.4 (« En vue d'assurer l'exercice effectif du droit des travailleuses à la protection, les Parties contractantes s'engagent (a) à réglementer l'emploi de la main-d'œuvre féminine pour le travail de nuit dans les emplois industriels ; (b) à interdire tout emploi de la main-d'œuvre féminine à des travaux de sous-sol dans les mines, et, s'il y a lieu, à tous travaux ne convenant pas à cette main-d'œuvre en raison de leur caractère dangereux, insalubre ou pénible ») vun der Europäescher Sozialcharta vum 18. Oktober 1961 net akzeptéiert?

3. A senger Äntwert (datéiert op de 27. November 2020) op d'parlamentaresch Fro Nr. 3051 vun den honorabelen Deputéierte Stéphanie Empain a Charles Margue schreift den Här Bausseminister: « La Charte révisée de 1996 réunit en un seul instrument les droits garantis par la Charte de 1961 (ratifiée par le Luxembourg en 1991) et son Protocole additionnel de 1988, signé mais non ratifié par le Luxembourg, ainsi que les nouveaux droits et amendements adoptés par les Parties ; elle revêt une certaine importance, ayant été ratifiée par 33 des 47 États membres, et se substitue progressivement au traité initial de 1961. En date du 9 novembre 2012, le Conseil de Gouvernement a décidé, suite à des consultations au sein d'un groupe de travail interministériel dédié, de ne pas procéder à la ratification de la Charte sociale révisée, car celle-ci ne prend pas en compte les spécificités du Luxembourg et notamment la question des frontaliers. » Kann d'Regierung preziséieren, awéiwäit „les spécificités du Luxembourg et notamment la question des frontaliers" eng Ratifizéierung vun der revidéierter Europäescher Sozialcharta net sënnvoll erschénge loossen?

4. Am selwechten Dokument schreift den Här Minister Jean Asselborn: « Concernant le Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives, celui-ci n'a été ratifié que par 13 des 47 États membres du Conseil de l'Europe. Il est par ailleurs très critiqué par ces derniers car les abus sont fréquents et les recommandations ne sont quasi pas mises en œuvre parmi ceux qui l'ont ratifié. » Kann d'Regierung bestätegen, datt dëse Protokoll just aus deem Grond net vu Lëtzebuerg ratifizéiert gouf, well aner Länner schlecht Erfarunge mat deem Dokument gemaach hunn? Vu wéi enger Natur sinn déi schlecht Erfarungen?

Réponse commune (31.08.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad. 1. Den Delai erkläert sech doduerch, datt fir all Land eng Ratifizéierung vun der Europäescher Sozialcharta och héich administrativ Opwänn mat sech bréngt, well all national Gesetzer mussen ugepasst ginn, fir datt se konform mat der Charta sinn.

ad. 2. Wat d'Artikele vun der Charta ugeet, esou gouf d'Kompatibilitéit mat dem lëtzebuergesche Code du travail gekuckt. Esou sief betreffend dem Artikel 4 Paragraf 4 dorop opmierksam gemaach, datt de Code du travail wuel bei der Resiliatioun vun engem Aarbechtskontrakt raisonnabel „délais de préavis" virgesäit, allerdéngs ginn et Fäll, wou den Aarbechtskontrakt och ouni „délai de préavis" resiliéiert ka ginn, notamment bei engem „licenciement avec effet immédiat pour faute grave", mee awer och am Fall, wou de Salarié beispillsweis keen Urecht méi op Krankegeld huet, wann hie seng Rechter op Krankegeld erschöpft huet (Art. L. 121-6 fin de plein droit du contrat de travail le jour de l'épuisement des droits du salarié à l'indemnité pécuniaire de maladie, soit après 78 semaines de bénéfice de l'indemnité pécuniaire de maladie).

Follglecherweis hätt eng Akzeptatioun vun deem Paragraf vum Artikel 4 als Konsequenz, datt den Artikel am Code ëmgeännert misst ginn. D'Sozialpartner missten sech awer am Virfeld zu esou enger Ännerung positionéieren.

Betreffend dem Artikel 6 Paragraf 4 stellen sech och eng Rei vu Problemer hisiichtlech dem Streikrecht, esou wéi et zu Lëtzebuerg exerzéiert däerf ginn.

D'Streikrecht ass zwar selbstverständlech e fundamentaalt Recht, wat zu Lëtzebuerg duerch d'Konstitutioun an och international Konventioune garantéiert ass, par contre ass a verschiddene Secteuren d'Streikrecht och reglementéiert an et ass och virgesinn, datt gewësse prealabel Prozedure musse respektéiert ginn.

Am Code du travail beispillsweis ass d'Recht fir ze streike strictement encadréiert. Effektiv, ier d'Salariéë vun engem Betrib streiken dierfen, muss fir d'éischt den Office national de conciliation (ONC) saiséiert ginn an et muss eng sougenannte „procédure de conciliation" entaméiert a respektéiert ginn. D'Zil vun dëser Demarche ass et natierlech, eng Schlichtung am Sträit tëscht dem Patron an de Salariéen ze fannen an déi duerch en Accord ze formaliséieren.

Donieft sief och nach erwäänt, datt zu Lëtzebuerg de Lockout, also d'Fermeture vun engem Betrib, déi op Initiativ vum Patron decidéiert gëtt, als Äntwert op e Streik vun senge Salariéen, net reglementéiert ass.

En anere Secteur, wou d'Streikrecht och encadréiert an esouguer limitéiert ass, ass beispillsweis den ëffentlechen Déngscht. Agenten, déi am ëffentlechen Déngscht schaffen, dierfen nëmme streiken, nodeems eng „procédure de conciliation obligatoire" respektéiert gouf. Den Encadrement vun deem Streikrecht ass wichteg, well de bon Fonctionnement vum Staatsapparat zu all Moment bestoe muss. D'Gesetz gesäit och vir, datt d'Regierung de verschiddene Ministeren erlabe kann, dat Ganzt oder just en Deel vum Personal ze requisitionéieren.

ad 3. En interministeriellen Aarbechtsgrupp wäert dës an och aner Froen, déi sech am Kontext vun der Ratifizéierung vun der Charta stellen, traitéieren.

ad 4. Effektiv geet aus dem Austausch mat de 15 Länner, déi dëse Protocole additionnel bis elo ratifizéiert hunn, kloer ervir, datt d'Mise en place vun engem sougenannte „système de réclamations collectives" vill Defauten opweist, et goufe vill Abuse vun deem System festgestallt, de System géif wéineg Flexibilitéit erméiglechen an et gëtt och op d'Schwieregkeet higewisen, fir déi deels exzessiv Recommandatiounen ëmzesetzen. D'Regierung ass der Meenung, datt, ier een de Protokoll ratifizéiert, fir d'éischt emol gemeinsam mat de Sozialpartner e Lëtzebuerger Konzept vun engem „système de réclamations collectives" misst diskutéiert an ausgeschafft ginn.

Question 4489 (14.06.2021) de **MM. Claude Wiseler** et **Michel Wolter** *(CSV)* concernant la **réorientation du large scale testing :**

Le large scale testing connaîtra un changement d'orientation à partir de la mi-juillet. Mis en place initialement comme programme scientifique destiné à accompagner la propagation du virus Covid-19 en invitant la population à se faire tester par échantillons méticuleusement sélectionnés selon des critères démographiques et géographiques, il deviendra désormais un instrument de testing sans limites. Toute personne souhaitant se faire tester afin de se voir remettre un certificat de test négatif d'une validité d'usage de 72 heures pourra dès lors réserver un créneau auprès d'un des sites connus. D'après les propos de Madame la Ministre de la Santé, ce changement s'inscrit parmi les mesures pour accompagner les nouvelles libertés. D'après nos informations, aussi cette nouvelle phase de la stratégie de dépistage à grande échelle se fera au profit d'un seul laboratoire d'analyses médicales.

En saluant explicitement l'initiative du Gouvernement de proposer à la population la réalisation gratuite de tests Covid-19 pour faciliter la circulation des personnes tant au niveau national que dans le cadre de leurs voyages, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur la raison pour laquelle le Gouvernement n'a pas opté pour la possibilité de faire parvenir à la population des bons permettant aux gens de se faire tester gratuitement dans un laboratoire d'analyses médicales de leur choix ?

2) Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas voulu s'appuyer sur les compétences et les forces conjuguées de tous les laboratoires d'analyses médicales du pays afin de profiter de leur réseau de centres de prélèvement étroitement maillé ?

3) Sachant que la réorientation du large scale testing ne correspond pas aux dispositions du cahier de charges initial, comment le Gouvernement défend-il son utilisation pour proposer des tests « gratuits » en accès libre à l'ensemble de la population ?

4) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'avec le changement d'orientation du LST, le Gouvernement s'expose au reproche de concurrence déloyale par rapport aux autres laboratoires régulièrement établis ?

Réponse (26.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le choix de recourir au large scale testing (LST), plutôt qu'à la distribution de bons permettant de se faire tester gratuitement dans un laboratoire d'analyses médicales de leur choix, pour permettre aux citoyens d'effectuer gratuitement des tests PCR, s'explique tout d'abord par la volonté du Gouvernement d'améliorer et d'ajuster l'objectif du dépistage LST parmi la population en général, mais aussi parmi les personnes qui, à l'époque où cette mesure fut décidée, n'avaient pas encore la possibilité de se faire vacciner. Il s'agit surtout des personnes de jeune âge qui de surplus ont un nombre d'interactions sociales élevé, exposant ces-dernières et leurs contacts à un risque d'infection accru. En recourant au dispositif du LST, on permet par ailleurs un accès sans limite à cette offre de dépistage contrairement à un système basé sur la distribution de bons, limités dans leur nombre par la force des choses. En plus, la distribution de bons aurait engendré des frais d'envois, ce qui n'est pas le cas pour le système s'appuyant sur le LST et où une inscription par MyGuichet est d'application. À cela s'ajoute que le prix d'un test PCR réalisé sous l'égide du LST a un coût moins élevé qu'un test PCR effectué par un laboratoire d'analyses médicales. La mesure s'inscrit donc aussi dans une démarche de gestion responsable et efficiente des deniers publics.

ad 2) Depuis que le programme de dépistage à large échelle LST a été repris par le Gouvernement, sans l'implication du LIH, il a fait l'objet d'un marché public. Dans la mesure où une seule candidature valable avait été reçue, un soumissionnaire unique avait été retenu sur base du cahier des charges élaboré pour la procédure de l'appel d'offre. Dans le cadre de la phase actuellement en cours du LST, la demande soumise à la Commission des soumissions pour le recours à la procédure négociée avec ce même soumissionnaire sans publication préalable, dans l'intérêt de la continuité des travaux, a fait l'objet d'un avis favorable de ladite commission, conformément à la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics.

ad 3) Le Programme LST tend à appuyer le Gouvernement dans ses efforts visant à permettre l'accès à un dépistage facile et efficient, dans le but de disposer d'une bonne vue d'ensemble concernant la propagation de l'épidémie, dans le cadre d'un instrument qui peut être facilement adapté en fonction de l'évolution de la pandémie. Cette proposition s'inscrit par ailleurs dans l'appel lancé par la Commission à l'attention des États membres afin de faciliter l'accès à des tests à des prix abordables voire gratuitement. Il ne s'agit donc pas d'un changement d'orientation, mais d'une adaptation qui s'inscrit dans les prévisions du cahier de charge initial.

ad 4) Pour les raisons indiquées ci-dessus, le ministère n'est pas d'avis que cette nouvelle offre sous le régime du LST constitue un changement d'orientation.

Question 4510 (16.06.2021) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **technologies de captage, d'usage et de stockage de dioxyde de carbone :**

Le 21 avril dernier, le Parlement et le Conseil européen se sont mis d'accord sur un texte pour un règlement fixant le cadre pour atteindre la neutralité climatique au niveau de l'UE. Ce règlement, qui doit toutefois encore être validé formellement, permet aux États membres de recourir aux technologies de captage, d'usage et de stockage de dioxyde de carbone (« CCUS ») afin de contribuer à atteindre les objectifs climatiques et de réduire leurs émissions, notamment celles liées aux procédés industriels qui ne peuvent être évitées que difficilement.

À l'heure actuelle déjà, de nombreux projets sont en train d'être développés dans bon nombre d'États membres afin de proposer des solutions aux entreprises pour capter et stocker leurs émissions géologiquement.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quelle est la position du Luxembourg dans ce domaine ?

De quelle manière est-il prévu d'appliquer le règlement susmentionné ?

2) Combien d'États membres de l'UE vont autoriser le recours aux technologies CCUS dans le cadre du règlement précité ?

3) Quel est l'ordre de grandeur des émissions liées aux procédés industriels au Luxembourg ?

4) Le Gouvernement est-il d'avis que le fait de ne pas permettre aux entreprises luxembourgeoises de recourir aux technologies CCUS constitue un désavantage compétitif dans le cadre du marché unique ?

Réponse commune (10.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) La loi du 27 août 2012 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone dispose que : « Sans préjudice des dispositions qui précèdent, tout stockage géologique de CO_2 sur le territoire luxembourgeois est interdit. » La Chambre des Députés a donc décidé d'interdire cette technologie sur tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Selon les travaux parlementaires, la Commission du développement durable était « d'avis que compte tenu de l'inexistence des capacités de stockage géologique de CO_2 sur le territoire luxembourgeois et des risques inhérents à la nouvelle technologie, tout stockage géologique de CO_2 doit être interdit sur le territoire luxembourgeois. Le projet de loi est donc complété par une disposition en ce sens ».

Dans ce contexte il importe aussi de préciser que les caractéristiques géologiques du Luxembourg ne se prêtent de toute façon pas à des activités de stockage de CO_2.

ad 2) La décision d'autoriser le recours aux technologies de captage et de stockage du CO_2 respectivement de captage et d'utilisation du CO_2 sur leur territoire national appartient à chaque État membre individuellement. À ce stade, il s'agit d'une question purement hypothétique.

ad 3) Dans les inventaires de gaz à effet de serre à soumettre à la Commission européenne ainsi qu'au secrétariat de la CCNUCC, les émissions liées aux procédés industriels se retrouvent dans le secteur « Common Reporting Format (CRF) 2 - IPPU (Industrial Processes & Product Use) ». Ce secteur IPPU couvre les procédés industriels à proprement parler, mais aussi de l'usage d'autres produits (tels que solvants et peintures p. ex.) et les gaz fluorés.

Le dernier inventaire soumis couvre les années 1990 à 2019.

En 2019, le secteur IPPU représentait 6,3 % des émissions totales de gaz à effet de serre, à l'exclusion des émissions liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF - LULUCF en anglais), soit 675 kt de CO_2-équivalents (CO_2e). Ce pourcentage s'élevait à 5,4 % en 2005 (703 kt CO_2e), année de base pour l'engagement du Luxembourg à l'horizon 2030.

Toutefois, pour cet engagement, ce sont les émissions hors LULUCF et hors émissions couvertes par le système d'échange de quotas d'émission (SEQE - ETS en anglais) qui sont à considérer. Or, au Luxembourg, les émissions de procédés industriels à proprement parler sont intégralement reprises comme émissions ETS et donc n'influencent pas ce total. Seuls l'usage de produits et les gaz fluorés sont à considérer dans ce contexte : 1,2 % des émissions non-ETS en 2019, soit 110 kt CO_2e (0,7 % en 2005, soit 69 kt CO_2e).

De manière générale, les émissions de procédés industriels à proprement parler représentaient 5,3 % du total des émissions de gaz à effet de serre, hors LULUCF en 2019, soit 565 kt CO_2e (contre 4,9 % en 2005, soit 633 kt CO_2e).

ad 4) À ce stade, il n'existe aucun indice qui permettrait d'affirmer que d'autres États membres recourraient à ces technologies à grande échelle.

Il est également à noter que bien que le stockage de CO_2 géologique soit interdit sur le territoire luxembourgeois, l'utilisation du CO_2 au Luxembourg ou encore la récupération en vue d'une utilisation ou d'un stockage dans un autre pays ne le sont pas. Les entreprises luxembourgeoises pourront donc recourir à ces technologies au même titre que leurs concurrents d'autres pays, évitant ainsi un désavantage compétitif. Ces technologies n'étant pas encore matures, il reste néanmoins à vérifier si elles pourront être compétitives et créer l'impact environnemental positif souhaité.

Question 4512 (17.06.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **mort subite chez les sportifs :**

Rezent huet de Kollaps vun engem bekannte Sportler wärend engem Match vun der Fussball-Europameeschterschaft de Bléck op Häerzerkrankungen am Sport gelenkt. Experten no wieren Doudesfäll opgrond vun engem Häerzstëllstand am Sport zwar seelen, mee et géif se awer ginn. An Däitschland géife registréiert Doudesfäll opgrond vun engem Häerzstëllstand am Sport bei 60 pro Joer leien a Schätzungen no, wann een d'Donkelziffer considéréiert, wiere 50.000 bis 80.000 Sportler dovu betraff. Männer méi oft wéi Fraen. Déi héich Donkelziffer géif et awer schwiereg maachen, d'Ampleur genau ze bezifferen. An Däitschland géif et och néierens eng Obligatioun ginn, fir Doudesfäll opgrond vun engem Häerzstëllstand wärend enger sportlecher Aktivitéit ze mellen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, ob et Statistike ginn zu Lëtzebuerg, wat Doudesfäll bei Profisportler, mee och bei Amateursportler, notamment opgrond vun engem Häerzstëllstand, betreffen?

2. Wéi héich schätzt d'Regierung d'Donkelziffer vun den Doudesfäll wärend enger sportlecher Aktivitéit zu Lëtzebuerg an?

3. An Däitschland gëtt et keng Obligatioun, fir dës Doudesfäll ze mellen. Wéi ass dat zu Lëtzebuerg?

Réponse commune (26.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1. Ënnert dem Impuls vum Luxembourg Institute of Research in Orthopedics, Sports Medicine and Science (LIROMS), ënnerstëtzt duerch d'Fondation Cœur - Daniel Wagner, an an Zesummenaarbecht mat der Sportsklinik am CHL, dem LIH an dem CGDIS, besteet ee Projet, wou eng Statistik iwwert häerzrelevant Evenementer am Lëtzebuerger Sport gefouert gëtt. Dës Zuele ginn och reegelméisseg publizéiert. Detailer doriwwer fënnt een och um Internet ënnert https://cardiac-event-sport.lu.

Am nationale Regëster vun den Doudesursaache ginn et allerdéngs keng Informatiounen, déi et erméiglechen, ee Profisportler oder een Amateursportler auszemaachen.

ad 2. Dës Fro ass aus follgende Grënn schwéier ze beäntweren: Den nationale Regëster vun den Doudesursaache kritt d'Informatioun iwwert d'Ëmstänn vum Doudesfall wärend enger sportlecher Aktivitéit nëmme wann den Doud duerch en externe Grond (Accident, Transportaccident, Fall etc.) verursaacht gouf. Am Fall vun engem natierlechen Doud (z. B. Häerzinfarkt) ass dat net de Fall an et gi keng Informatiounen iwwert d'Ëmstänn matgedeelt.

ad 3. Zu Lëtzebuerg ass dëst och keng Obligatioun.

Question 4516 (17.06.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **rôle de la douane en vue de la légalisation du cannabis récréatif :**

D'Douane spillt zu Lëtzebuerg eng zentral Roll an der Drogebekämpfung. Aus dësem Grond ass et erstaunlech, datt kee Wuert iwwert d'Douane an der „Note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg" steet.

Am Kader vun der geplangter Legaliséierung vum rekreative Cannabis, schafft mëttlerweil säit iwwer zwee Joer en Aarbechtsgrupp vu Leit aus dem Gesondheetsministère an dem Justizministère un de groussen Achse vum Text an awer och um ganze Volet vun der Preventioun, der Sucht an der Educatioun, déi domat anhierginn. Eisen Informatiounen no ass d'Douane awer weeder an dësem Aarbechtsgrupp vertrueden, nach huet si en Avis ginn, obwuel si duerch d'Grenzkontrolle wäert am Alldag vill mam Theema befaasst ginn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Aus wéi engem Grond ass d'Aarbecht vun der Douane an der Drogebekämpfung net mat an d'Note interministérielle agefloss?

2. Firwat ass d'Douane net an dem besoten Aarbechtsgrupp vertrueden?

3. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt d'Douane eng ganz wichteg Roll wäert spille fir de ganze Volet, deen déi direkt Relatioune mat eisen Nopeschlänner betrëfft, wann de Cannabis am Grand-Duché legaliséiert ass?

Réponse commune (30.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De Lead fir den entspriechenden Aarbechtsgrupp läit beim Ministère fir bannenzeg Sécherheet. Deemno ass et och un him, d'Vertrieder, déi an dësem Aarbechtsgrupp matschaffe sollen, ze definéieren.

D'Douane wäert och no enger Reguléierung vum Cannabis fir net medezinnesch Zwecker, geneesou wéi et haut schonns de Fall ass, hirer Missioun nogoen an den illegalen Import an Export vu Wuere kontrolléieren an, de Situatiounen no, och sanktionéieren.

Question 4518 (17.06.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**impact des travaux routiers à Diekirch :**

En raison du chantier actuel au niveau de la rue du Pont à Diekirch, les flux de circulation routière au

sein de la ville ont dû être réorganisés. Ainsi, il est également interdit de traverser la ville de Diekirch par le biais du chemin repris (CR351) qui passe par le « Goldknapp » (« Haemerich »).

En effet, des panneaux de signalisation indiquant cette interdiction ont été mis en place à la bifurcation « route d'Erpeldange »/« rue des Fleurs ». Or, il s'avère que nombre de navetteurs continuent à passer par cette voie et ne respectent pas du tout l'interdiction de circulation. Il me semble que les navetteurs ne sont pas suffisamment informés de cette interdiction par la mise en place d'un panneau approprié au carrefour « Porte des Ardennes »/rue Goldknapp à Erpeldange-sur-Sûre et risquent donc de se voir sanctionnés en cas de contrôles policiers.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut-il informer sur un éventuel renforcement de la signalisation au pied du Goldknapp à Erpeldange-sur-Sûre afin que les navetteurs ne traversent pas inutilement le« Haemerich » (CR351) en direction de Diekirch ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il informer sur d'éventuels contrôles de la part de la Police à l'entrée des quartiers urbains de Diekirch, en particulier à l'endroit « rue des Fleurs »/« route d'Erpeldange »

Réponse commune (26.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

L'interdiction de traverser la ville de Diekirch par le biais du chemin repris (CR351) qui passe par le « Goldknapp » (« Haemerich »), a été dûment réglementée par la Ville de Diekirch.

L'Administration des ponts et chaussées est en cours d'étudier en étroite collaboration avec les responsables communaux les voies et moyens potentiels pour renforcer la signalisation au pied du « Goldknapp » à Erpeldange-sur-Sûre pour sensibiliser les navetteurs à cette interdiction.

En parallèle, dans le cadre de ses missions de contrôle et de surveillance de la circulation routière, la Police grand-ducale veille quotidiennement au respect des dispositions du Code de la route sur le territoire national. Elle porte par ailleurs une attention particulière à tout changement de la règlementation en vigueur, dû à des chantiers par exemple, en raison de l'impact sur le flux du trafic et de la sécurité des usagers de la route.

Concernant la situation décrite dans la présente question parlementaire, la Police grand-ducale a effectué depuis le 1er juin 2021 un total de neuf contrôles sur le tronçon en question.

Question 4521 (18.06.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **situation des personnes non binaires et intersexes au Luxembourg :**

Suite à la question parlementaire n° 4023 des honorables Député.e.s Carole Hartmann et Max Hahn du groupe parlementaire DP, il me semble qu'il y a encore beaucoup d'obstacles pour des personnes non binaires et intersexes au Luxembourg.

Le rapport annuel de l'ILGA-Europe[1] pour l'année 2020 a été publié en février 2021 et montre clairement les omissions toujours présentes au Luxembourg concernant les droits des personnes LGBTQI+. Les négligences les plus protubérantes envers une partie de cette communauté, notamment envers les personnes intersexes et non binaires, sont entre autres le manque d'une loi prohibant les opérations d'assignement de sexe aux enfants intersexes et l'attachement convulsif à la stricte binarité dans le contexte des deux options de sexe dans le registre de l'état civil.

Dans la réponse à la question n° 4023, Madame la Ministre de la Santé a indiqué que trois enfants atteints du syndrome adréno-génital (encore appelé hyperplasie congénitale des surrénales) ont reçu une opération d'assignement de sexe pendant les six dernières années, défendant ces assignations de sexe comme « cas de nécessité vitale ». L'ITGL cependant précise dans son communiqué[2] du 25 mai 2021 que « [l]'urgence vitale ne justifie jamais une chirurgie en cas d'hyperplasie congénitale des surrénales. S'il y a effectivement un risque vital lorsqu'il y a une forme avec perte de sel, c'est un traitement médicamenteux qui permet de sauver la vie de l'enfant, jamais une chirurgie. »

L'accord de coalition prévoit l'interdiction des « interventions chirurgicales ou médicales chez les mineurs incapables de discernement et chez qui le sexe biologique ne peut pas être clairement déterminé […] sauf les cas de nécessité vitale ». Cependant il me semble qu'il y avait des cas qui étaient classés comme « cas de nécessité vitale » à tort, comme ceux des trois enfants atteints d'hyperplasie congénitale des surrénales. C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Madame la Ministre de la Justice :

1) Quels sont les critères actuels d'après lesquels le personnel médical assigne un des deux sexes reconnus au Luxembourg à un enfant intersexe après la naissance ?

2) Madame la Ministre peut-elle donner des informations concrètes sur le classement « cas de nécessité vitale » ? Qui définit les critères pour ces cas de nécessité vitale ?

Le Parlement des Jeunes constate dans sa résolution[3] du 18 mai 2021 que « la non-binarité reste encore un sujet négligé par les autorités politiques et la population luxembourgeoise ». Le fait que la non-binarité n'est pas mentionnée dans le Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes me semble un symptôme de l'invisibilité des identités non binaires au Luxembourg. Même si la non-binarité figure souvent sous le terme générique « transgenre », les défis et obstacles pour des personnes non binaires diffèrent de ceux des personnes transgenres binaires.

3) Madame la Ministre peut-elle me donner des informations sur des mesures prises dans le cadre du Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes concernant les personnes intersexes ? Madame la Ministre peut-elle également donner des informations dans ce contexte sur la situation et les mesures prises concernant les personnes non binaires ?

Quelques personnes non binaires souhaitent faire une transition, sous forme d'une hormonothérapie par exemple. Les règlements actuels ne sont pas adaptés aux personnes non binaires, il n'est pas clair si l'hormonothérapie est disponible pour elles par exemple.

4) Madame la Ministre prévoit-elle des règles permettant aux personnes non binaires souhaitant une transition médicale, par exemple l'hormonothérapie ou des interventions chirurgicales comme la mastectomie, qui pourraient soulager ces personnes de la dysphorie de genre et améliorer leur qualité de vie ?

Considérant que le Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes prévoit d'élargir les termes de l'autodétermination, il est essentiel de souligner que le sexe et le genre ne sont pas des termes équivalents. Le premier concerne les caractéristiques sexuelles, tandis que le deuxième relie aux rôles socialement construits, comportements et caractéristiques individuelles que la société considère comme conformes pour les hommes et femmes. Considérant cette distinction, l'indication des caractéristiques sexuelles dans nos documents officiels n'est plus appropriée. L'ambiguïté médicale ne peut pas être présentée comme argument : chaque médecin doit consulter avec le*la patient.e avant tout traitement, et les répercussions d'un traitement sur des facteurs influencés par le sexe peuvent être clarifiées individuellement.

Les Pays-Bas veulent bannir les indications du sexe sur tous les documents et fichiers officiels et ainsi éviter tout enregistrement du sexe à l'avenir[4]. Cette mesure est importante pour les personnes intersexes et non binaires, mais aussi les personnes transgenres qui n'ont pas encore changé le sexe indiqué sur les documents officiels. Elle pourrait aussi mener à un changement de mentalité de société, en s'éloignant des catégories rigides binaires « homme » et « femme ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Madame la Ministre de la Justice :

5) Comme indiqué dans l'accord de coalition, « la possibilité d'inscrire une troisième option dans le registre de l'état civil sera examinée ». Où en sont ces réflexions ? Quelles personnes ou organisations participent dans le développement de ce troisième sexe ? Pour quelles personnes ce troisième sexe serait-il disponible ?

6) Madame la Ministre peut-elle assurer aux personnes transgenres binaires que le changement de sexe dans le sexe binaire opposé serait toujours possible pour eux après l'introduction du troisième sexe ?

7) Comment Madame la Ministre justifie-t-elle l'indication du sexe sur les documents officiels civils ? Madame la Ministre pense-t-elle que cette indication est encore contemporaine, considérant la situation des personnes intersexes, transgenres et non binaires au Luxembourg ?

8) Madame la Ministre peut-elle donner des informations sur la publication du bilan du Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes ?

Réponse commune (27.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) + 2) Les soussignées se permettent de se référer à la réponse dans le cadre de la question parlementaire n° 4023 des honorables Députés Carole Hartmann et Max Hahn. Les médecins s'appuient sur les recommandations des diverses associations médicales pour déterminer la nécessité ainsi que la façon d'une intervention, en ayant toujours à cœur la santé et le bien-être des patients. Il en est de même en l'espèce lorsqu'il s'agit de prendre des décisions médicales concernant des enfants y compris celles relatives à une éventuelle urgence vitale. Il est rappelé que chaque décision médicale, quelle qu'elle soit d'ailleurs, est une décision strictement individuelle dans la mesure où les médecins doivent tenir compte de l'ensemble de la situation d'un patient partant de nombreux facteurs.

Il est rappelé dans ce contexte qu'un groupe de travail interministériel, composé de représentants des Ministères de la Santé, de la Famille et de l'Intégration, ainsi que de la Justice, a été chargé d'élaborer un avant-projet de loi qui pourrait être soumis au Conseil de Gouvernement d'ici la fin de l'année et qui a pour objet d'interdire les opérations d'assignation de sexe, sauf en cas d'urgence vitale, sans le consentement de la personne concernée.

ad 3) Concernant les personnes intersexes, le Plan d'action national prévoit l'interdiction des « traitements médicaux de "normalisation sexuelle" sans urgence vitale pratiqués sans le consentement libre et éclairé de la personne intersexe (et par conséquent en cesser le remboursement par les caisses de santé publiques) ».

L'accord de coalition pour cette législature (2018-2023) dispose au sujet de la transsexualité et de l'intersexualité que « la possibilité d'inscrire une troisième option dans le registre de l'état civil sera examinée. Les interventions chirurgicales ou médicales chez les mineurs incapables de discernement et chez qui le sexe biologique ne peut pas être clairement déterminé seront interdites par la loi, sauf les cas de nécessité vitale. »

Dans ce contexte, tel que mentionné plus haut, un avant-projet de loi visant à interdire ces interventions chirurgicales et traitements médicaux sans le consentement éclairé de la personne intersexe, hormis en cas d'urgence vitale, élaboré par le Ministère de la Santé, le Ministère de la Famille et de l'Intégration ainsi que le Ministère de la Justice est en cours d'élaboration.

Le premier Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (PAN LGBTI) est le résultat de la concertation entre dix ministères et la société civile. Il a été conçu comme plan pluriannuel et adopté par le Gouvernement en date du 13 juillet 2018. Un chapitre spécifique est dédié à la situation des personnes intersexes et un autre chapitre concerne spécifiquement la situation des personnes transgenres. Un bilan intermédiaire externe est prévu après trois ans, suivi d'une évaluation externe après cinq ans.

Le chapitre 8 prévoit cinq objectifs et dix-huit actions en faveur de l'égalité des droits de personnes intersexes. Les objectifs visent :

- un renforcement de la législation nationale interdisant les discriminations,

- le respect des droits à l'intégrité physique, à l'autodétermination et du principe du consentement libre et éclairé en matière de santé,

- le respect du droit à la vie privée et à l'autodétermination des personnes intersexes au niveau de l'état civil et en matière de reconnaissance juridique,

- le soutien des personnes intersexes,

- une meilleure sensibilisation du grand public.

Les actions prévues pour atteindre ces objectifs comprennent entre autres des analyses juridiques, des initiatives législatives, des actions de sensibilisation et de formation, des mesures de soutien aux personnes intersexes et à leur entourage, l'élaboration de procédures et de protocoles ainsi que l'implication des experts par expérience et des associations les représentant.

Ainsi, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a lancé en 2018 une campagne de sensibilisation à l'attention du grand public, accessible sur le site Internet : www.intersexe.lu et www.intersex.lu. Dans ce cadre, le ministère a également publié un dépliant à l'attention des parents d'enfants nés intersexes. Sur initiative du ministère, le service de consultation Familljen-Center ASBL propose depuis 2018 des consultations aux parents d'enfants intersexes et aux personnes intersexes. En 2020, le ministère a organisé en collaboration avec le Familljen-Center ASBL une formation sur l'intersexuation à l'attention des professionnels des domaines psycho-socio-éducatifs et des sages-femmes. Le ministère a également participé à un débat public avec la société civile et un expert par expérience sur le sujet de l'intersexuation, organisé suite à la projection du film thématique « Being impossible » dans le cadre du LuxFilmFest.

S'il est vrai que le PAN LGBTI ne s'adresse pas explicitement aux personnes non binaires, celles-ci connaissent, en partie, des défis et besoins similaires à ceux des personnes intersexes et/ou des personnes transgenres (p. ex : introduction d'une troisième option à l'état civil, toilettes et vestiaires neutres). Il est prévu que lors du bilan intermédiaire du PAN LGBTI soit analysée l'opportunité de prévoir des mesures spécifiques pour les personnes non binaires.

ad 4) Il est rappelé que l'accord de coalition de 2018 prévoit que la prise en charge des coûts des interventions chirurgicales effectuées dans le contexte de la détermination du sexe biologique des personnes transsexuelles ou intersexuelles sera instaurée.

ad 5) Les réflexions préliminaires sont finalisées. Elles ont été faites conformément à l'accord de coalition actuel et au Plan d'action national mentionné ci-dessus.

Une entrevue et des échanges ont eu lieu avec des représentants de la société civile, par exemple avec « ITGL Intersex & Transgender Luxembourg ASBL » et « Rosa Lëtzebuerg ASBL ».

Un groupe de travail interministériel composé de représentants du Ministère de la Digitalisation, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Ministère des Sports, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Ministère de la Sécurité sociale, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Ministère de la Santé, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Sécurité intérieure mènera les prochaines réflexions quant aux possibilités et modalités d'introduction du troisième sexe dans le registre de l'état civil. Une fois ces réflexions terminées, seront envisagés des échanges supplémentaires avec les représentants de la société civile.

L'option du troisième sexe sera disponible pour toute personne née intersexuée ainsi que toute personne qui ne s'identifie pas dans le système binaire de sexes (homme/femme).

ad 6) Les personnes transgenres, indépendamment de leur sexe, auront toujours la possibilité de faire une demande de changement de sexe dans un des sexes opposés après l'introduction du troisième sexe.

ad 7) L'introduction d'un troisième sexe à l'état civil ainsi que son indication positive et respectueuse sur les documents officiels civils sont importantes, alors qu'elle consacre la reconnaissance légitime par l'État des différentes situations énumérées.

ad 8) Les travaux préparatifs au bilan intermédiaire après trois ans du Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes sont actuellement en cours. Une publication de ce bilan est envisagée au second trimestre de 2022.

Question 4523 (18.06.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **candidature de la Vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco :**

Le 19 mai 2014, l'association « Weltkulturerbe Moseltal e. V. » a été créée dans le but d'inscrire la Vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco. Pour qu'une telle candidature soit retenue, le projet doit, entre autres, présenter un plan de conversation convainquant. Ainsi, il a été proposé que certains vignobles en terrasses devront être cultivés exclusivement selon la procédure ancestrale dite « Einzelpfahlerziehung ». En effet, cette méthode, lors delaquelle les vignes sont dressées sur des piquets en bois individuels, est très intensive en main d'œuvre, mais peu rentable.

Dans un article du 16 juin 2021 intitulé « Dicke Luft in der Kulturlandschaft Mosel », le quotidien « Trierischer Volksfreund » rapporte que plusieurs viticulteurs de la Moselle allemande ne seraient pas d'accord avec l'obligation de cultiver leurs vignobles exclusivement selon cette méthode ancestrale. D'après le même article, le temps presserait, car le délai pour introduire la candidature viendrait à échéance fin du mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à

[1] https://www.ilga-europe.org/

[2] http://itgl.lu/wp-content/uploads/2021/05/CP_25.05.2021_mutilations-genitales-intersexes.pdf

[3] https://www.jugendparlament.lu/resolution-non-binarite/

[4] https://www.woxx.lu/weder-noch-die-niederlande-streichen-geschlechtsangabe-vom-ausweis

Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Madame la Ministre peut-elle m'informer de l'avancée de la candidature de la Vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco ?

2) Est-ce que la partie luxembourgeoise de la Moselle fera intégralement partie du patrimoine ? Dans la négative, quels lieux culturels ou historiques et quels vignobles ont été désignés pour faire partie du patrimoine ?

3) Dans quelle mesure le Ministère de la Culture est-il impliqué dans la procédure de candidature ?

4) Concernant l'obligation de cultiver les vignobles en terrasses exclusivement d'après la méthode appelée « Einzelpfahlerziehung », est-ce que des vignobles luxembourgeois seront concernés par cette contrainte ?

Dans l'affirmative, des pourparlers ont-ils déjà eu lieu avec les propriétaires de ces vignobles ?

Réponse commune (27.07.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) L'initiative de soumettre une candidature à l'inscription de la région de la Moselle sur la liste du patrimoine mondial a été lancée en 2014 par l'association allemande « Weltkulturerbe Moseltal e. V. ». La candidature n'est pas encore déposée. Des réunions d'informations ont eu lieu et les communes allemandes et luxembourgeoises concernées ont été informées.

ad 2) Des visites sur le terrain ont eu lieu dans le vignoble luxembourgeois afin d'identifier les sites intéressants. Il s'agit du Wousselt à Ehnen et de la Koeppchen à Wormeldange.

ad 3) Le Ministère de la Culture, en tant que ministère de tutelle pour les dossiers liés à l'Unesco et la Commission nationale pour la coopération avec l'Unesco sont les premiers interlocuteurs pour les demandes relatives à l'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial. En effet, leur rôle est de conseiller et de guider d'éventuelles candidatures quant à leur opportunité et leur faisabilité. Par la suite, ils pourront encore aider à la préparation d'une éventuelle candidature.

Jusqu'à présent aucune demande en vue d'une inscription éventuelle sur la liste indicative du Luxembourg n'a été entreprise. En effet, seules les propositions d'inscription dont les biens figurent sur la liste indicative des États parties seront examinées par le Comité du patrimoine mondial en vue d'une inscription sur la liste du patrimoine mondial. De fait, il faut en premier lieu que l'Allemagne, la France et le Luxembourg inscrivent le bien sur leur liste indicative des biens prévus à une inscription éventuelle au registre du patrimoine mondial.

ad 4) Dans le cas d'une inscription de ces sites sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, les propriétaires seraient obligés de maintenir la culture de la vigne en échalas.

Les protagonistes de l'initiative n'ont pas demandé l'avis des vignerons concernés. La Fédération des associations viticoles luxembourgeoises a suivi les discussions mais n'a pas contribué financièrement à ce projet et souhaite que les propriétaires et les vignerons concernés soient informés et puissent donner leur accord.

Le mode de culture en échalas (« Mosel- ou Einzelpfahlerziehung ») est certes une méthode de culture ancestrale de la vigne mais ce n'est pas le mode de culture le plus rentable. Afin de ne pas freiner le développement économique du vignoble luxembourgeois, il est important de ne pas restreindre de façon excessive la liberté d'entreprise en rendant une telle culture de la vigne obligatoire. En effet, l'innovation en matière de mécanisation des pentes très raides et des terrasses progresse et nécessite un mode de culture de la vigne en treillis. La culture en échalas est incompatible avec une telle mécanisation.

Question 4525 (18.06.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **construction d'un centre d'incendie et de secours à Fridhaff :**

Am Artikel „Hilfe in der Warteschleife", deen de 17. Juni am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt den Ëmweltministère säi Veto géint e geplangte CGDIS-Zenter um Fridhaff ageluecht hätt. Weider schreift d'„Lëtzebuerger Wort", datt de Staat op deem geplangten Areal scho fënnef Hektar Terrain opkaf hätt, déi lo net méi dem eigentlechen Zweck vun dëser Transaktioun ënnerleien. Fir de geplangte CGDIS-Zenter, dee säit 2009 am Gespréich ass, proposéiert den Ëmweltministère lo en alternative Site, vun deem en awer selwer seet, datt e landschaftlech manner gëeegent wier.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi héich war de Kafpräis fir déi zitéiert fënnef Hektar Terrain? Ënnert wéi engem Budgetsartikel sinn dës Sue gefloss a mat wéi engem Verwendungszweck gouf déi entspriechend Transaktioun begrënnt?

2. Wéi enger Verwendung ginn déi fënnef Hektar Terrain schlussendlech zougefouert?

3. Firwat huet den Ëmweltministère drop verzicht, seng Bedenken ze äusseren, ier dës Transaktioun stattfonnt huet?

4. Op deem geplangten Areal hätt de CGDIS iwwert eng gutt Ubannung un d'N7 verfüügt, wat sech grad am Fall vun Urgencen als entscheedend kann erweisen. Wéi verantwort den Ëmweltministère déi entspriechend Reduktioun vun der Effizienz vum CGDIS an domat vun der Sécherheet vun de Bierger?

5. Et handelt sech net ëm den éischte Fall, wou den Ëmweltministère sech beim Ausbau vum CGDIS queesch stellt. En änleche Fall hate mir jo schonn zu Waasserbëlleg, dee mir an eiser parlamentarescher Fro N° 4111 ugeschwat haten. Wéi weit d'Regierung hei den Ëmweltschutz vis-à-vis vun engem gudde Fonctionnement vun de Rettungsdéngschter of?

Réponse commune (05.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ass am Virfeld vun där vum Deputéierte genannter Transaktioun net consultéiert ginn. Aus deem Grond konnt e virun der Transaktioun och keng Bedenken äusseren.

Fir d'Fro vun engem neie CIS endgülteg ze klären, huet de Minister fir Landesplanung een interministeriellen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, an deem zesumme mam Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Inneministère an dem CGDIS souwéi der Stroossebauverwaltung eng Analys gemaach gëtt, fir de beschtméigleche Site ze fannen, deen all de Krittäre Rechnung dréit, dat heescht souwuel vun der Effizienz hier wéi dem Standuert fir de CGDIS an der Abannung an d'Landschaft.

Et kann een haut soen, dass sech aus der éischter Analys vum Aarbechtsgrupp eng Rei Terrainen erausgeschielt hunn, déi sech fir de Bau vum neie CIS géifen eegnen an déi elo am Detail ënnersicht ginn. Eréischt wann de Site definéiert ass, ka gekuckt ginn, wat mat den Terraine geschitt, déi schonn zu engem fréieren Zäitpunkt kaf goufen.

Question 4538 (24.06.2021) de **MM. Marc Lies, Léon Gloden** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence :**

Eisen Informatiounen no gouf et um Virowend vum Nationalfeierdag e gréissere Problem mat den Noutruffnummeren 112 an 113. Den Einsatzleitsystem RENITA war wuel wärend Stonnen net operationell. Bedéngt duerch een Update vum Informatiksystem vun der Police wier den 113 net erreechbar gewiescht an all Uriff wieren op den 112 deviéiert ginn. Well et hei zu lwwerlaaschtunge koum, sinn anscheinend och Appellen op Funk a Privathandye geleet ginn.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kënnen d'Ministeren dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, war dësen Update geplangt?

3. Wa jo, wéi ass et méiglech, datt esou en Update op engem Virowend vum Nationalfeierdag stattfënnt?

4. Wann nee, wat waren d'Ursaache vum Update?

5. Wéi vill Uriff vum 113 goufen op den 112 deviéiert?

6. Waren d'Responsabel vum 112 informéiert iwwert den Update a goufen am Virfeld Precautioune geholl?

Réponse commune (02.08.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Mir kënnen d'Informatiounen, sou wéi se an der parlamentarescher Fro vun den honorabelen Deputéierten duergestallt sinn, net bestätegen.

Et muss ee fir d'éischt bemierken, dass et sech beim Einsatzleitsystem (ELS), beim RENITA a bei den zwou Noutruffnummeren 112 an 113 ëm verschidde Systemer handelt, déi net sollte verwiesselt ginn. D'Kommunikatioun iwwer Funk, Handy, Festnetz an ELS gehéiert zu der normaler Asazkommunikatioun vun der Police a vun de Rettungsdéngschter a ka bei aussergewéinleche Situatioune komplementar genotzt ginn. Weeder de RENITA, nach den 112 waren zum betreffenden Zäitpunkt vun den technesche Problemer impaktéiert.

Et ass eng informatesch Pann virgefall, déi Repercussiounen op verschidden IT-Systemer hat, dorënner och d'Noutruffnummer 113 an den ELS.

D'Noutruffnummer 112 hat den 22. Juni kee Problem a war zu all Moment ze erreechen. D'Technik vum CSU 112 war funktionell.

ad 2. - 4. Et huet sech beim Virfall net ëm en Update gehandelt, mee ëm eng technesch Pann.

ad 5. + 6. Et gouf keng Deviatioun vun den Noutriff vum 113 op den 112. D'Bierger hunn aus eegener Initiativ d'Noutruffnummer 112 gewielt, wéi den 113 net ze erreeche war.

Question 4543 (24.06.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **commissions consultatives communales :**

D'Gemengegesetz gesäit a sengem Artikel 15 vir, dass all Gemeng zu verschiddene politeschen Theemen een Aarbechtsgrupp opstelle kann, an deem Bierger aus der Gemeng an eventuell och weider Experten zesummen un een Dësch kommen, fir iwwer spezifesch Projete souwéi Problemer an der Gemeng ze diskutéieren a Léisungen dofir ze fannen. Dës Aarbechtsgruppe ginn ëmgangssproochlech consultativ Kommissioune genannt a sollen de Gemengeverantwortlechen duerch onverbindlech Avise bei hire politeschen an administrativen Entscheedungen hëllefen. D'Inhalter, déi an de Kommissiounssëtzunge beschwat ginn, gi meeschtens an engem Rapport oder engem schréftlechen Avis festgehalen an un de Gemengerot weiderginn, deen dann doriwwer befënnt. Dës Rapporte sinn net mat engem Procès-verbal gläichzesetzen, mee spigelen d'Meenung vun der Majoritéit vun de Memberen aus de Kommissiounen erëm, déi - speziell a grousse Gemengen - oft vun de Majoritéitsparteie besat ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Ass et engem Gemengeconseiller, deen net Member an enger Kommissioun ass, explizitt verbueden, am Kader vu sengem Mandat de Kommissiounssëtzungen als Gaascht bäizewunnen?

Falls jo, wat ass d'gesetzlech Basis vun dësem Verbuet?

2. Virausgesat, datt keng Interessekonflikter am Sënn vum Artikel 20 vum Gemengegesetz bestinn, dierf eng Gemeng per Gemengereglement d'Presenz vu Memberen aus dem Gemengerot an de Kommissiounssëtzunge verbidden?

3. Bewäert d'Ministesch esou ee Presenzverbuet vum Gemengeconseiller an de Kommissiounen als een Aschnëtt an d'Kontrollfunktioun vum Gemengeconseiller? Falls nee, firwat net?

Réponse (26.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Artikel 15 vum modifizéierte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit vir, dass de Gemengerot Kommissioune ka schafen an dass d'Kompositioun, de Fonctionnement an d'Attributioune vum Règlement d'ordre intérieur vum Gemengerot gereegelt ginn. D'Gesetz seet ausserdeem, dass an de Gemengen, déi nom System vun der Représentation proportionnelle wielen, d'Representatioun vun de Parteien oder Gruppementer an de fakultative Kommissioune proportional zu hirer Representatioun am Gemengerot muss sinn.

Déi obligatoresch Kommissioune ginn duerch e Gesetz oder e groussherzoglecht Reglement geschaf a sinn doduerch méi oder manner am Detail gereegelt. Dat sinn d'Schoulkommissioun, d'Loyerskommissioun, d'Integratiounskommissioun an déi consultativ Kommissioun fir d'Surveillance vum Museksunterrecht.

ad 1. D'Gemengegesetz verbitt engem Gemengerotsmember net prinzipiell, fir un enger Sëtzung vun enger fakultativer Kommissioun als Gaascht deelzehuelen. Méiglecherweis ginn et awer sou Virschréften an de jeeweilege Règlements d'ordre intérieur, déi dann och net forcement contraire zum Gemengegesetz sinn.

D'Zesummesetzung vun den obligatoresche Kommissiounen ass fix a gëtt duerch e Gesetz oder e groussherzoglecht Reglement bestëmmt, ausser bei der Kommissioun fir d'Surveillance vum Museksunterrecht, wou de Gemengerot d'Zesummesetzung fixéiert, a bei der Integratiounskommissioun, wou de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch an d'Membres suppléants als Observateure mat consultativer Stëmm däerfen deelhuelen.

ad 2. De Gemengerot kann d'Zesummesetzung vun de fakultative Kommissioune bestëmmen. Un de Kommissiounssëtzungen huelen déi Memberen deel, déi vun dem respektive Gesetz oder Reglement duerfir virgesi sinn. Et ass net néideg, fir explizitt Presenzen ze verbidden. Den Artikel 20.1° vum Gemengegesetz gëllt just fir Deliberatioune vum Gemengena Schäfferot.

ad 3. An der Relatioun tëschent de Gemengenautoritéiten huet de Gemengerot eng Kontrollfunktioun iwwert de Schäfferot. Dofir ginn et och spezifesch legal Instrumenter: Consultatioun vun Akten, Pièce an Dokumenter zum Ordre du jour vun der Gemengerotssëtzung wärend dem Delai vun der Convocatioun, d'Recht op d'Consultatioun vum Deliberatiounsregëster vum Schäfferot, wann et ëm d'Exekutioun vun Deliberatioune vum Gemengerot geet, d'Recht, fir dem Schäfferot Froen ze stellen, an d'Motion de censure. Donieft gëtt et Initiativrechter fir d'Membere vum Gemengerot. D'Kontrollfunktioun vum Gemengerot steet net am Zesummenhang mat der Besetzung vun de consultative Kommissiounen.

Question 4546 (25.06.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **travail intérimaire :**

Am Februar 2020 waren iwwert 8.600 Persounen zu Lëtzebuerg duerch Interimskontrakter beschäftegt. Dës Aarbechter, déi sech a priori schonn an enger prekärer sozialer Situatioun befannen, kréien d'Liewen duerch d'Interimskontrakter nach méi schwéier gemaach. Grad a Pandemiezäiten huet sech gewisen, dass dëse Modell d'Aarbechter net ausräichend viru Krankheet an Aarbechtsverloscht schützt. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2452 haten d'Ministere fir Wirtschaft an Aarbecht erkläert, dass Veränneru ngen néideg sinn, fir d'Leit aus dëser Prekaritéit erauszekréien oder dës op d'mannst op ee Minimum ze reduzéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi vill Interimskontrakter goufen insgesamt an de leschten 18 Méint ofgeschloss (1.1.2020 bis den 1.6.2021)? Wéi vill vun dësen Interimskontrakter hu jeeweils eng Dauer ëmfaasst vun:

1) manner wéi enger Woch,

2) 2-4 Wochen,

3) 2-6 Méint,

4) 7-12 Méint,

5) méi wéi 12 Méint?

2. Wéi mir vu Concernéierten zougedroe ginn ass, huet d'Krankekeess Problemer, fir Persoune mat ganz kuerzen Aarbechtsverträg zäitno ëmmer erëm an de System opzehuelen an erauszehuelen. Wéi sinn Interimsaarbechter verséchert, speziell am Fall vu ganz kuerze Verträg vun enger Woch oder manner?

3. An der Äntwert op d'Fro Nr. 2452 hunn d'Ministeren erkläert, « Il reste donc primordial à réfléchir sur une adaptation de la législation applicable afin d'éradiquer sinon au moins de limiter à un strict minimum la précarité existante.

[...] Pour ce qui est de l'idée d'introduire, pour les entreprises de travail intérimaire, la possibilité de conclure des contrats à durée déterminée avec des salariés intérimaires, elle a été discutée avec les partenaires sociaux et un certain nombre de pistes envisageables vont sous peu pouvoir être examinées en interne. »

Huet de Minister sech scho mat all de Sozialpartner zu dësem Sujet zesummegesat?

Wat fir Fortschrëtter goufen an dësem Dossier bis ewell gemaach?

4. An der Äntwert op déi selwecht Fro hunn d'Ministeren och erkläert:

« Cependant, le travail intérimaire, s'il se répète trop souvent et trop longtemps, peut également conduire à enfermer les individus dans un marché secondaire précaire duquel ils ne parviennent plus à sortir. »

Wat fir konkreet Mesurë bitt d'Regierung de Betraffenen un, fir ze verhënneren, dass Interimsbeschäftegter op dësem prekären zweeten Aarbechtsmarché agespaart bleiwen?

Wat fir konkreet Ënnerstëtzungsmesurë bitt d'Regierung de Betraffenen un, fir eng Plaz mat engem CDI ze fannen?

5. Wéi vill Persounen hunn zënter 2018 (opgelëscht pro Joer) de Wee vun engem Interimskontrakt op ee CDI fonnt?

Réponse commune (03.09.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. 406.758 Interimskontrakter goufen tëscht dem 1. Januar 2020 an dem 31. Mäerz 2021 ofgeschloss.

Si gi follgendermoossen opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dës Pourcentagen hunn sech mat der Zäit geännert. Tatsächlech sinn zënter 2018 déi follgend Evolutioune festgestallt ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre

- Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Zënter Mäerz 2018 ass den Undeel u Kontrakter vu siwen Deeg oder manner eropgaangen, wärend den Undeel vu Kontrakter mat enger Dauer tëscht 8 an 30 Deeg erofgaangen ass. Den Undeel u Kontrakter vun iwwer engem Mount ass stabill bliwwen.

ad 2. De Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) huet e spezifesche Computerprogramm fir den Interimsecteur. Dësen erlaabt et him, e ganz grousse Volume vun Entrées- a Sortiesdeklaratiounen ze geréieren (méi wéi 320.000 am Joer 2020), déi aus dësem Secteur elektronesch erakommen. De CCSS beméit sech, d'Affiliatiounen esou séier wéi méiglech ze enregistréieren, déi vu kuerzer Dauer kënne sinn, an dëst fir dem Interimsaarbechter eng komplett sozial Couverture ze garantéieren. Zousätzlech plangt de CCSS, den aktuellen elektroneschen Austausch ze verbesseren, fir den Interimsentreprisen e bessere Bléck op déi effektiv enregistréiert Affiliatiounen ze erméiglechen.

ad 3. + 4. An de leschte Sëtzunge vum Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE) si mat de Sozialpartner legislativ Upassunge vun der Interimsgesetzgeebung diskutéiert ginn. Dës Diskussioune sinn awer nach net ofgeschloss, soudass d'Regierung den Ament och keng Stellungnam zu de Froe vum honorabelen Deputéierten huele kann.

ad 5. Zënter Januar 2018 hunn 8.400 Leit e CDI (Aarbechtskontrakt op onbestëmmt Dauer) fonnt, déi de Mount virdrun an engem Interimskontrakt waren. Dës Gesamtzuel kann eemol méi oder manner staark vun engem Mount zum aneren a vun engem Joer zum anere variéieren an dëst aus zwee Grënn:

- op der enger Säit, wéinst de saisonale Variatiounen, déi mam Interimssecteur verbonne sinn; tatsächlech ass d'Zuel vun de Leit, déi e CDI fannen, de Mount nom Enn vun hirem Interimskontrakt direkt mat der Unzuel vu Leit verbonnen, déi sech an engem Interimskontrakt befannen, dës Zuel ass awer ganz onbestänneg wéinst dem staarke saisonalen Effekt am Interimsecteur;

- op der anerer Säit, wéinst der Dynamik vum Aarbechtsmaart; tatsächlech ass d'Zuel vu Leit, déi e CDI fannen, de Mount nom Enn vun hirem Interimskontrakt direkt mat den Aarbechtsméiglechkeeten um Aarbechtsmaart verbonnen, déi mat der wirtschaftlecher Situatioun schwanken.

Fir de saisonalen Effekt vum Interimsecteur ze neutraliséieren, gëtt d'Zuel vu Leit, déi e CDI fannen, de Mount nom Enn vun hirem Interimskontrakt, verglach mat der Unzuel vun den Interimsaarbechter, déi hir Interimsaarbecht ofgeschloss hunn, fir en Integratiounstaux ze berechnen am CDI am m + 1 fir d'Interimsaarbechter vum Mount.

Am Joer 2018, wéi am Joer 2019, war dësen Taux am Duerchschnëtt 3,2 %; an anere Wierder, 3,2 % vun den Interimsaarbechter vum Mount m hunn e CDI am Mount m + 1 fonnt. Am Bezuch op d'Personalmëttelen, entsprécht dëse Prozentsaz enger Zuel vu Leit, déi tëschent 170 an 350 variéiert, ofhängeg vum Mount. Am Joer 2020 ass dësen Taux op 2,7 % gefall, souguer op 2,5 %, wa mir de Verglach op d'Méint vu Mäerz bis Dezember limitéieren. Also sinn d'Chancë vun engem Interimsaarbechter, fir e CDI ze fannen, ëm 20 % reduzéiert ginn no der Pandemie.

En Deel vun dëser Baisse ka selbstverständlech erkläert ginn duerch de Réckgang vum Rekrutementstaux fir e CDI wéinst der Pandemie. Dëse Réckgang, vu ronn 14 % (et geet vun 1,9 % op 1,6 % tëscht 2019 an 2020), bedeit, datt d'Méiglechkeeten, fir e CDI ze kréien, fir jidderee méi kleng gi sinn. Et schéngt awer, datt d'Méiglechkeete fir d'Interimsaarbechter nach méi zeréckgaange sinn, well hir Méiglechkeeten, en Interimskontrakt op e CDI ëmzewandelen, ëm 20 % gefall sinn, wärend de Rekrutementstaux fir e CDI e méi klenge Réckgang huet vu 14 %.

Et ass wichteg ze bemierken, datt den „taux d'insertion", deen hei analyséiert gëtt, dee vun den Interimsaarbechter um primäre Maart ass. Dës Entwécklung soll net verwiesselt gi mat de Konsequenzen, déi d'Pandemie op d'Risike vum Aarbechtsverloscht a Chômage fir d'Interimsaarbechter huet.

Question 4548 (25.06.2021) de **M. Claude Lamberty, Mme Carole Hartmann** et **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **défibrillateurs à disposition publique :**

Selon une publication de 2012 du Ministère de la Santé et du Luxembourg Resuscitation Council (LRC), il y aurait 400 victimes qui décèdent annuellement des suites d'un arrêt cardiaque et au moins une personne tous les jours qui subit un arrêt cardiaque soudain au Grand-Duché de Luxembourg. Le taux de survie se situerait autour de 2,3 %.

Toujours selon cette publication, 97 % des victimes qui ne sont pas prises en charge meurent des suites de l'arrêt cardiaque, alors que parmi les survivants, quatre sur cinq bénéficient de gestes de secours.

Ceci souligne clairement l'importance des gestes de secours et celle des défibrillateurs. Cette importance fût de nouveau démontrée lors du match de football entre le Danemark et la Finlande dans le cadre de l'Euro 2020, le samedi 12 mai 2021, lors duquel le joueur Christian Eriksen a souffert un arrêt cardiaque. C'est grâce aux gestes de secours auxquels un coéquipier et l'équipe médicale ont procédé et grâce à l'emploi du défibrillateur que Christian Eriksen a pu survivre.

Malgré le caractère crucial des gestes de secours et des défibrillateurs, le document sous-cité indique que parmi les témoins, il n'y aurait que 20 % qui procèdent aux gestes de secours.

C'est ainsi qu'en 2012, le LRC a initié, en coopération avec le Ministère de la Santé, la campagne de sensibilisation « réagis ! », qui a pour objet de sensibiliser le grand public à combattre l'arrêt cardiaque au Luxembourg.

Concrètement il s'agissait de :

- sensibiliser le grand public aux gestes des techniques de secours qui peuvent sauver la vie,

- la mise en place de formations dispensées au grand public,

- l'intégration des données dans un registre national et le lancement d'une application dotée d'un système de géolocalisation.

Concernant la localisation des défibrillateurs mis en place dans les lieux publics, on retrouve sur le site Internet reagis.lu une carte indiquant le nombre de défibrillateurs à disposition publique au Luxembourg. On compterait à l'heure actuelle 636 défibrillateurs à disposition publique au Luxembourg.

Or, le site Internet précise que le manque de précision du système de géolocalisation peut faire varier l'emplacement et qu'aucune mesure contraignante quant au suivi et à la maintenance des appareils n'a été mise en place par les pouvoirs publics, ni par le LRC.

Au vu des développements qui précèdent, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Mesdames les Ministres peuvent-elles informer sur l'évolution des chiffres et statistiques concernant les arrêts cardiaques au Luxembourg depuis 2012 au vu de la campagne « réagis !» (notamment le nombre d'arrêts cardiaques par jour, taux de survie, recours aux gestes de secours et défibrillateurs) ?

2) Est-ce que Mesdames les Ministres peuvent confirmer que le nombre actuel de défibrillateurs à disposition publique est de 636, tel qu'indiqué sur le site reagis.lu ?

3) Est-ce qu'il existe des consignes de la part du Gouvernement quant au nombre et lieu d'installation des défibrillateurs à disposition publique ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

4) Est-ce que Mesdames les Ministres considèrent qu'il s'agit d'un nombre d'appareils suffisants et que la mise à disposition sur le territoire national est proportionnelle aux yeux de divers critères démographiques ?

5) Est-ce qu'une initiative du Ministère de la Santé en vue d'un système de géolocalisation plus fiable et/ou de mesures contraignantes de suivi et maintenance des appareils serait envisageable ?

6) Est-ce qu'il existe, sous quelconque forme, des incitations de la part du Ministère de l'Intérieur à l'égard des communes en ce qui concerne la mise à disposition publique de défibrillateurs ?

7) Est-ce que, selon Madame la Ministre de l'Intérieur, il serait envisageable d'introduire des mesures ou incitations à l'égard des communes relatives au suivi, à la maintenance et à la sécurisation des appareils ?

8) Est-ce qu'une initiative de la part du Gouvernement, rendant obligatoire la mise à disposition publique de défibrillateurs dans les bâtiments publics, serait envisageable ?

Réponse commune (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Bien qu'il n'existe actuellement pas de registre des arrêts cardiaques au Luxembourg, le Central des secours d'urgence (CSU-112) a enregistré 419 arrêts cardiaques, suivant les appels reçus, entre juillet 2020 et mai 2021. Parmi ces derniers, 49 % ont fait l'objet d'un témoignage et dans 37 % des cas, les gestes de réanimation ont pu être administrés. Dans 1,7 % des cas, un défibrillateur public a été utilisé. À noter, à cet égard, qu'au cours des dernières années, avec la réforme des services de secours et la refonte du cours de premiers secours, la formation en la matière a connu un véritable essor. Ainsi, les chiffres de 2019 (avant Covid-19) font état de plus de 1.500 cours de premiers secours organisés par le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) et les 44 organismes formateurs agréés avec plus de seize mille participants. Au vu de ces chiffres encourageants, une utilisation accrue des défibrillateurs est à prévoir dans les années à venir.

ad 2) Le site réagis.lu recense les défibrillateurs externes qui ont été déclarés. Dans la mesure où il n'existe pas de base légale contraignant la déclaration, il y a lieu de relever qu'au moins 636 défibrillateurs sont à la disposition du public. D'après nos informations (source : Luxembourg Resuscitation Council - LRC - en 2019), pas moins de 5.400 défibrillateurs auraient été vendus au Luxembourg.

ad 3) Le Gouvernement n'a pas donné de consignes spécifiques quant au nombre et à l'installation des défibrillateurs. En ce qui concerne les lieux publics, il revient en toute autonomie aux propriétaires et, le cas échéant, aux exploitants de décider de l'opportunité d'une telle installation.

En début de l'année 2021, un échange entre le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur et le LRC a eu lieu lors duquel il a été retenu que des actions ciblées devront être mises en place afin de promouvoir l'installation de défibrillateurs et de sensibiliser la population sur leur utilisation. Ainsi ont été retenus la nécessité de poursuivre le registre « Cardlux », la définition d'un plan d'action avec les acteurs concernés ou encore le besoin d'adapter le règlement grand-ducal du 19 novembre 2008 relatif à l'utilisation des défibrillateurs externes automatiques[5].

ad 4) Il n'existe aucun standard permettant de déterminer si la quantité de défibrillateurs présents est suffisante. Cependant, par comparaison, notons que la France dispose de 44.637 défibrillateurs externes enregistrés[6]. Nous pouvons retenir qu'en France, 666 défibrillateurs sont à disposition de 1.000.000 habitants alors qu'au Luxembourg, il s'agit de 1.025 défibrillateurs par 1.000.000 habitants.

ad 5) Le règlement grand-ducal précité du 19 novembre 2008 impose un entretien régulier à tout possesseur d'un défibrillateur.

ad 6) + 7) Le Ministère de l'Intérieur n'a jusqu'à présent pas formulé d'incitations particulières à l'égard des communes les invitant à mettre des défibrillateurs à disposition des citoyen-ne-s.

Les communes disposent de l'autonomie communale qui leur permet de décider en toute indépendance sur la nécessité et l'opportunité d'installer des défibrillateurs sur leur territoire.

Il va sans dire que le Gouvernement soutient toute action, dont celles du LRC, qui promeuvent l'amélioration des gestes de premiers secours, dont l'installation et l'utilisation de défibrillateurs.

ad 8) Une telle initiative est certes souhaitable, cependant elle devra être accompagnée d'autres mesures (formations à la réanimation cardio-pulmonaire et à l'utilisation de défibrillateurs externes, référents, registres des défibrillateurs et de leur entretien disponible).

Question 4551 (25.06.2021) de **MM. Jean-Paul Schaaf, Félix Eischen** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **aides financières pour les entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

D'après nos informations, certaines entreprises, qui avaient été durement touchées par les inondations du 1er juin 2018 qui avaient déferlé sur le Mullerthal, n'ont pas pu profiter des différentes aides mises en place suite à la pandémie de Covid-19. Les entreprises en question, qui ont été obligées de se reconstruire en 2019 sans pouvoir travailler normalement, ne sont en effet pas en mesure de produire les comptes annuels pour l'année 2019. Il s'agit pourtant là d'une des conditions nécessaires pour l'octroi de certaines aides - que les autorités refusent donc de verser aux entreprises concernées.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette problématique ? Dans l'affirmative, combien d'entreprises se trouvent dans cette situation difficile ?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une catastrophe naturelle constitue une raison suffisante pour expliquer l'impossibilité de produire les documents nécessaires à l'octroi des aides Covid-19 ?

- Est-ce que ces entreprises pourraient tomber sous la catégorie des entreprises qui n'étaient pas encore en activité au cours de l'année fiscale 2019 et dont le montant des aides Covid-19 est calculé en fonction du chiffre d'affaires mensuel moyen réalisé durant la période où elles étaient en activité avant le 15 mars 2020 ?

- Si ce n'est pas possible, est-ce que le Gouvernement entend aider ces entreprises en difficulté ? Dans l'affirmative, est-ce qu'il est possible de les aider rétroactivement pour compenser tous les mois où elles n'ont pas pu être soutenues financièrement ? Quels types d'aides pourraient alors être octroyés ?

Réponse (27.07.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

La Chambre des Députés a voté avec une très large majorité la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et les modifications successives apportées à cette loi.

L'aide mise en place par cette loi est fondée sur la communication de la Commission européenne dénommée « Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 » et doit en respecter les règles. Ces règles ayant été exposées dans le cadre des travaux parlementaires ayant abouti à la loi précitée du 19 décembre 2020 et aux lois modificatives, il ne me semble pas nécessaire d'y revenir en détail.

Il importe toutefois de rappeler que l'octroi de l'aide aux coûts non couverts est subordonné à la condition que l'entreprise requérante ait subi une perte du chiffre d'affaires d'au moins 40 % en comparant le chiffre d'affaires du mois pour lequel l'aide est sollicitée par rapport au même mois de l'année fiscale 2019.

En ce qui concerne une demande éventuelle émanant d'une entreprise touchée par les inondations du 1er juin 2018 dans le Mullerthal, nous n'avons pas connaissance du dépôt d'un dossier dans le cadre de l'aide des coûts non couverts pour lequel l'entreprise demanderesse n'aurait pas réalisé de chiffre d'affaires en 2019.

Finalement, il convient de préciser que le Gouvernement avait mis en place des régimes d'indemnisation pour les dégâts matériels subis par les inondations. Par ailleurs, dans le cadre de la pandémie du Covid-19, il existe bon nombre de régimes d'aides qui assistent les entreprises concernées à faire face aux différents défis et auxquels même les entreprises qui ne sauraient attester d'un chiffre d'affaires en 2019 sauraient prétendre. À titre d'exemple, on peut citer les aides remboursables destinées à remédier aux difficultés financières temporaires liées au Covid-19 ou encore les différentes indemnités d'urgence en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19.

Question 4554 (25.06.2021) de **MM. Paul Galles** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **stationnement des trains pendant la nuit :**

D'après nos informations, les trains qui sont à l'arrêt durant la nuit et le week-end restent branchés à l'électricité et à la ventilation pour que l'illumination, la climatisation ou le chauffage puissent rester en fonction pendant les heures d'arrêt, voire les nuits et même des jours entiers le week-end et les jours fériés.

Même si le confort des usagers exige qu'une rame voyageur soit opérationnelle dès le premier trajet matinal, on peut se poser la question si c'est nécessaire que les trains restent branchés pendant toute la nuit ou le jour férié pour garantir ce confort, tout en sachant qu'un train consomme de l'énergie et produit du bruit ce qui concerne directement les résidents dans le voisinage des stationnements de trains voyageurs.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette pratique ?

- Quelle est la raison pour laquelle les trains restent branchés à l'électricité pendant toute la nuit ?

- Quels sont les stationnements de « Parking » pour les rames de train dans le pays, et y a-t-il d'autres stationnements en planification ?

- Qu'envisage le Ministre pour résoudre le problème du bruit notamment lié aux stationnements pendant la nuit ? Est-ce qu'un « timer » pourrait résoudre ce problème ?

Réponse (03.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Actuellement, les CFL procèdent au remisage de leur matériel roulant sur les sites suivants :

- Centre de remisage et de maintenance à Luxembourg, Gare de Luxembourg, Triage de Luxembourg, « Millewee » à Luxembourg ;

- Gare de Troisvierges, « Biwischer Lach » à Troisvierges ;

- Triage de Bettembourg ;

- Triage de Pétange ;

- Gare d'Ettelbruck ;

- Gare de Diekirch.

[5] https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2008/11/19/n1/jo

[6] https://www.arlod.fr/

Outre les sites de remisage actuels précités, les CFL ont entamé la planification d'un Centre de remisage « Sud ». Une fois ce projet réalisé, le remisage de matériel roulant y sera également pratiqué.

La possibilité d'éteindre le matériel remisé dépend de plusieurs facteurs, dont entre autres la température ambiante, la durée du garage, la disponibilité et l'organisation des ressources en personnel et l'impact des nuisances sonores sur les résidents des alentours du site de remisage. Il en résulte qu'il n'est donc pas possible d'éteindre le matériel remisé dans tous les cas, mais les CFL s'efforcent de réaliser ceci de plus en plus.

Dans cet ordre d'idées, afin de réduire leur empreinte écologique, les CFL ont entamé une démarche au début de l'année en cours pour optimiser d'une manière générale les processus de remisage des différents sites pour pouvoir éteindre davantage le matériel roulant depuis le moment du garage jusqu'à la réalisation des essais journaliers avant le prochain service si les conditions météorologiques le permettent. Cette démarche sera mise en œuvre pour l'intégralité des sites de remisage pour la fin septembre 2021. Le matériel garé à Ettelbruck et Pétange est d'ores et déjà éteint systématiquement lors des garages. Au site de Troisvierges, le remisage a été optimisé depuis mai 2021. Ainsi, depuis lors le matériel y garé est éteint depuis le moment du garage jusqu'à la réalisation des essais journaliers avant le prochain service si la température est au-dessus de 0 °C.

En outre, les nouvelles séries 2300, 2400 et 2450 disposent d'un mode d'économie d'énergie en remisage. Il est également prévu d'installer un tel mode sur la série 2200 lors de la réalisation de leurs révisions mi-vie qui auront lieu à partir de l'année 2022. Ce mode permet de réduire sous certaines conditions la consommation en énergie électrique lors des remisages lorsque les engins ne peuvent pas être éteints.

Question 4558 (25.06.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **subvention loyer :**

Les prix des logements et les coûts de location ne cessent d'augmenter. Un outil destiné à aider les ménages les plus défavorisés à accéder à un logement en location est la subvention loyer. D'ailleurs en août 2020, Monsieur le Ministre a indiqué en réponse à la question parlementaire n° 2500 que le nombre de bénéficiaires de la subvention loyer est très minime par rapport aux bénéficiaires potentiels. Pour répondre à cette situation, Monsieur le Ministre avait annoncé de viser « à améliorer l'information de la population potentiellement bénéficiaire de l'existence de cette aide ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement.

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer de l'évolution de la demande et de l'octroi de la subvention loyer ?

- Comment l'information de la population a-t-elle été améliorée au cours de ces derniers mois ?

- Vu que les prix ne cessent d'augmenter, les montants de la subvention loyer sont-ils encore adaptés ?

Question 4646 (09.07.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **garanties locatives :**

En réponse à une question parlementaire en rapport avec le succès limité des garanties locatives (125 garanties accordées pour la période de 2017 à juin 2020), Monsieur le Ministre avait annoncé un renforcement des campagnes d'information au grand public ainsi que de la communication plus ciblée.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre du Logement quels ont été les résultats de ces efforts.

- Monsieur le Ministre envisage-t-il, le cas échéant, une modification des critères d'attribution de cette aide en faveur des ménages concernés ?

Réponse (04.08.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Depuis le 1er janvier 2016, il existe au Luxembourg une subvention de loyer destinée à aider les ménages à faible revenu à accéder en location à un logement décent. Le montant de cette aide mensuelle est déterminé en fonction du revenu et de la composition du ménage.

Le tableau des seuils de revenu a été adapté une première fois avec effet au 1er janvier 2018 et une deuxième fois par le règlement grand-ducal du 27 mars 2020. En outre, le barème des loyers de référence et les plafonds retenus pour l'aide ont été adaptés par le même règlement grand-ducal du 27 mars 2020 afin d'être adaptés à l'évolution de la situation du marché locatif.

En amont du règlement grand-ducal du 27 mars 2020, il avait été prévu d'adapter les paramètres relatifs à la subvention de loyer pour le 1er janvier 2021. Toutefois, au regard de la situation due à la pandémie du coronavirus et du risque estimé en mars 2020 d'un grand nombre de personnes devant subir une perte de revenu suite aux mesures d'arrêt concernant bon nombre de secteurs économiques dans l'état de crise ayant dû être prises par le Gouvernement et confirmées par la Chambre des Députés, il a été décidé d'avancer la mise en vigueur de ces adaptations au 1er avril 2020 par un règlement grand-ducal prix d'urgence.

Afin d'augmenter le taux de recours à la subvention de loyer et à la garantie locative de la part des bénéficiaires potentiels, le ministère a entrepris une série d'efforts de communication ciblée au cours des deux dernières années.

Ainsi, accompagnant l'adaptation de la subvention de loyer en mars 2020, une campagne de communication a été lancée pour atteindre les personnes éligibles. Différents canaux de transmission ont été utilisés. La publicité est passée sur cinq chaînes de radio en quatre langues (luxembourgeois, français, portugais et anglais) et sur le réseau social Facebook. Des annonces ont été publiées dans deux quotidiens ainsi que sur six sites Internet de média luxembourgeois.

Pour la Semaine nationale du logement en octobre 2020, le Ministère du Logement a publié un nouveau dépliant qui regroupe les deux aides dont peuvent bénéficier les locataires du marché privé : la subvention loyer et la garantie locative. Cette brochure est distribuée par le Guichet unique des aides au logement, elle est accessible sur le site Internet logement.lu et elle a été envoyée aux acteurs du terrain intéressés (offices sociaux, associations…).

En outre, le site Internet du Ministère du Logement a été refait en janvier 2020 afin de le rendre plus lisible pour l'utilisateur. Dès la page d'accueil, le locataire est orienté vers les aides pour lesquelles il est éventuellement éligible.

En 2021, deux campagnes publicitaires ont été lancées pour promouvoir en même temps les deux aides destinées aux locataires. En janvier, la transmission est passée par trois radios en trois langues, l'affichage sur les bus RGTR, des annonces dans trois quotidiens, sur Facebook et sur les sites d'annonces immobilières.

En juin, une version revue de la campagne était relancée à nouveau sur trois radios en trois langues, dans deux quotidiens sur les réseaux sociaux ainsi que dans les abris-bus de la ville de Luxembourg et dans les gares du pays.

Au courant des années 2018 et 2019, cinq campagnes publicitaires ont été lancées pour la promotion de la subvention loyer avec des annonces entre autres diffusées par RTL Télé et TVI International, dans la presse écrite, par Internet et les réseaux sociaux.

En résumé, depuis 2018, la subvention loyer a été sujette de huit campagnes publicitaires, dont deux fois ensemble avec la garantie locative.

Il n'est pas prévu d'apporter dans l'immédiat des modifications supplémentaires au dispositif réglementaire de la subvention de loyer ou de la garantie locative.

Les données relatives à l'évolution du nombre de dossiers peuvent être consultées dans les tableaux en annexe.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4564 (29.06.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **violences conjugales :**

La ministre française chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes a augmenté les efforts pour aider les victimes de violence domestique. En effet, les signalements pour violences au sein du couple ont largement augmenté en France, le confinement ayant vraisemblablement joué un rôle dans cette tension accrue au sein des familles.

Parmi les mesures figurent désormais l'ouverture 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 de la ligne d'écoute 3919 destinée aux victimes de violences conjugales, la généralisation du bracelet antirapprochement et l'augmentation du nombre de places d'hébergement de 60 %. Le Gouvernement français s'est engagé à créer 1.000 places d'hébergement et de logement temporaire pour les victimes de violences en 2020, et renforcer cet effort avec la création de 1.000 nouvelles places en 2021.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à Madame la Ministre de la Justice :

- Vu que les violences domestiques restent aussi une réalité au Luxembourg, Madame la Ministre estime-t-elle suivre les efforts de son homologue français sur les points mentionnés ci-dessus ?

- Selon les propos de Madame la Ministre de la Justice un groupe de travail interministériel planche actuellement sur les possibilités de mettre en place un bracelet électronique pour les auteurs de violences domestiques.

Madame la Ministre peut-elle nous informer sur l'état actuel des discussions sur un déploiement éventuel d'un tel bracelet électronique au Luxembourg pour des faits de violences domestiques ?

Réponse commune (30.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Tout d'abord, il importe de rappeler qu'au Luxembourg, grâce au dispositif de gestion de crise mis en place en mars 2020, à un cadre institutionnel, légal et procédural performant et au réseau de partenaires engagés, une augmentation substantielle de la violence domestique a pu être évitée depuis le début de la crise sanitaire.

Nous suivons de très près l'évolution de la situation dans nos pays voisins. Certaines initiatives nous ont d'ailleurs amené à mettre en place, fin 2019, un groupe de travail interministériel pour analyser et évaluer la performance de la chaîne d'intervention prenant en charge les victimes et les auteurs de violence domestique dans notre pays.

En ce qui concerne la disponibilité de places d'hébergement, une comparaison à la situation de la France doit effectivement attirer notre attention :

Sur une population de +/- 67 millions, la France disposait en 2020 de 6.700 places d'hébergement et de logement temporaire pour femmes, victimes de violences.[7]

Ce nombre correspondant à un ratio de 1 lit pour 10.000 habitant(e)s.

En appliquant ce ratio, le Luxembourg devrait disposer, pour une population de +/- 620.000 habitant(e)s, de 62 places d'hébergement pour femmes victimes de violences.

Or, au 1er janvier 2020, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, a pris en charge 100 % des frais engendrés par la mise à disposition de 161 places d'hébergement pour femmes victimes de violences, gérées par ses partenaires conventionnés du secteur social (ratio de 2,5 lits pour 10.000 habitants).

En 2021, la capacité d'accueil a été augmentée de 17 lits supplémentaires au Luxembourg, ce qui porte le ratio à 2,8 lits pour 10.000.

S'y ajoute la possibilité pour les gestionnaires de loger des victimes dans des chambres d'hôtels en cas de pénurie de lits.

En résumé, le Luxembourg dispose d'au moins 250 % de places d'hébergement de plus que la France.

En ce qui concerne la question du bracelet électronique, un groupe de travail est en train d'analyser la possibilité d'étendre ce dispositif aux faits de violence domestique. Nous accueillons positivement le déploiement d'un tel bracelet électronique.

Question 4569 (29.06.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant les **modifications de la mention du sexe et des prénoms de mineurs :**

Säit dem Gesetz vum 10. August 2018 „relative à la modification du sexe et du/des prénoms à l'état civil" kënne Leit, déi sech als „Transgender" fillen, iwwer eng einfach Demande un de Justizministère hiert Geschlecht zivilrechtlech ännere loossen, ouni dobäi iergendeng medezinnesch oder psychologesch Attestatioun virzeleeën. Vun dësem Gesetz ginn net just groussjäreg Persounen, mee och Kanner a Jugendlecher erfaasst. Bei Kanner, déi zwielef oder méi Joer al sinn, ass souwuel den Accord vum Kand wéi och den Accord vu sengen Elteren/Erzéiungsberechtegten noutwendeg. Bei Kanner tëscht fënnef an zwielef Joer seet d'Gesetz:

« Les titulaires de l'autorité parentale ou le représentant légal du mineur de cinq ans accomplis qui remplit les conditions de l'article 1er peuvent adresser une demande de modification de la mention du sexe et du ou des prénoms du mineur concerné au ministre ayant la Justice dans ses attributions. »

Souguer Kanner vu manner wéi fënnef Joer kënnen zivilrechtlech hiert Geschlecht wiesselen, wann hir Elteren dat wënschen. Am Art. 4 heescht et:

« Les titulaires de l'autorité parentale ou le représentant légal du mineur de moins de cinq ans accomplis peuvent introduire une requête devant le tribunal d'arrondissement compétent afin d'obtenir la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms du mineur. »

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Justizminister an un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi huet sech säit dem Akraafttriede vun dësem Gesetz d'Zuel vun de Mënschen, gestaffelt no Alterskategorien (bis 5 Joer, 5-12 Joer, 12-18 Joer, iwwer 18 Joer), déi beim Justizministère eng zivilrechtlech Ännerung vun hirem Geschlecht ugefrot hunn, entwéckelt?

2. Wéi vill vun den Demanden, déi säit dem 10. August 2018 un de Justizministère gestallt goufen, sinn approuvéiert ginn?

3. Leien der Regierung Donnéeë vir, wat déi weltwäit Zuel vu Länner betrëfft, an deenen (a) Kanner vu manner wéi 5 Joer, (b) Kanner tëscht 5 an 12 Joer an (c) Kanner tëscht 12 an 18 Joer hiert Geschlecht zivilrechtlech wiessele kënnen, ouni eng medezinnesch oder psychologesch Attestatioun virzeweisen?

4. Wéi vill Persounen insgesamt gehéieren hei am Land zivilrechtlech engem Geschlecht un, dat net hirem biologesche Geschlecht entsprécht?

5. Leien der Regierung Fäll vu Persoune vir, déi hei am Land hiert Geschlecht zivilrechtlech zweemol gewiesselt hunn (sougenannt „de-transitioner")?

Réponse (29.07.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Fir Mëssverständnesser ze vermeiden, ass ze ënnersträichen, datt d'Gesetz vum 10. August 2018, dat et erlaabt, d'Geschlecht an de Virnumm zivilrechtlech ënner verschiddene Konditiounen ze änneren, net um „Gefill" vun de betraffenen Leit berout, mee op der „possession d'état". Dat heescht, datt eng Persoun, déi eng Demande an deem Sënn mécht, beweise muss - an zwar ënnert all Form - datt se sech ënner anerem mam Geschlecht, mat deem si sech identifizéiert, och schonn an der Ëffentlechkeet presentéiert an datt si esou bekannt ass an hirem Ëmfeld.

ad 1. Säit dem Akraafttriede vun dem Gesetz vum 10. August 2018 goufen 105 Demanden un de Justizministère gestallt. Dës Demanden hunn sech follgendermoossen den Alterskategorien no gestaffelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et ass hei ze ënnersträichen, datt nach net all Demande fäerdeg traitéiert gouf.

D'Demandë fir Mannerjäreger ënner fënnef Joer musse beim Bezierksgeriicht gestallt ginn. Allerdéngs leien den Autoritéiten do keng Zuele vir, well sech esou Fäll nach net gestallt hunn.

ad 2. All d'Demanden, déi säit dem 10. August 2018 un de Justizminister gestallt goufen, déi komplett waren an d'Konditioune vum Gesetz erfëllt hunn, goufe bis dato approuvéiert.

Op den Datum vum 26. Juli 2021 gouf keng Demande refuséiert, ausser wann d'Demande net ënnert de „champ d'application" vum Gesetz vum 10. August 2018 gefall ass.

ad 3. Et leien der Regierung keng Donnéeë vir, wat déi weltwäit Zuele betrëfft, am Sënn vun der Fro.

ad 4. De Justizministère traitéiert d'Demanden, déi hei am Land, oder vun de Lëtzebuerger Bierger, déi am Ausland liewen, gestallt ginn a kann déi statistesch erfaassen. Allerdéngs kënnt et och vir, datt eng Persoun, déi zum Beispill am Ausland hiert Geschlecht geännert huet, hei zu Lëtzebuerg d'Unerkennung ufreet. Déi Unerkennung kann déi Persoun ënnert verschiddene Konditiounen hei zu Lëtzebuerg duerch eng administrativ (Gemeng) oder geriichtlech (Exequatur) Prozedur ufroen. Déi Zuele leien dem Justizministère allerdéngs aus Kompetenzgrënn net vir.

ad 5. Op Basis vum Artikel 16 vum Gesetz vum 10. August 2018 kann eng volljäreg Persoun, déi hei am Land eng éischte Kéier hiert Geschlecht zivilrechtlech gewiesselt huet, eng zweete Kéier eng Ufro virun dem kompetente Bezierksgeriicht maachen, fir hiert Geschlecht ze wiesselen.

Et ass dem Justizministère kee Fall bekannt, wou eng Persoun dës Prozedur an Usproch geholl hätt.

Question 4570 (29.06.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant les **aides aux entreprises pour promouvoir la transition écologique :**

Afin de promouvoir la transition vers une économie décarbonisée et la protection de l'environnement, l'État accorde diverses aides financières aux entreprises.

Selon les dispositions de la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la

[7] Source : gouvernement.fr

protection de l'environnement, l'État accorde des aides à l'investissement aux entreprises notamment en faveur de l'efficacité énergétique, de la protection de l'environnement, de l'adaptation anticipée aux futures normes européennes, du recyclage et du réemploi des déchets et des énergies renouvelables. Selon les chiffres publiés dans les rapports annuels du Ministère de l'Économie, l'État a déboursé depuis 2018 dans le cadre de ce régime un montant total d'environ 50 millions d'euros.[8] Notons que les montants réellement accordés depuis 2018 sont inférieurs aux montants prévus dans la fiche financière du projet de loi n° 6855 en question qui prévoyait une enveloppe budgétaire d'environ 62 millions d'euros pour les trois premières années et une enveloppe annuelle moyenne de 25 millions d'euros pour les cinq premières années de mise en œuvre de la loi. De plus, contrairement à ce que projetait la fiche financière, les montants annuellement déboursés diminuent depuis 2018.

Dans le contexte de la pandémie du Covid-19, le Gouvernement a mis en place par la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 un nouveau régime d'aides à l'investissement en faveur de l'innovation, de l'efficacité énergétique et de l'économie circulaire. Selon les derniers chiffres présentés par le Ministère des Finances, l'État a jusqu'à présent déboursé deux millions d'euros dans le cadre de cette loi.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Concernant le régime d'aides aux entreprises régi par la loi du 15 décembre 2017 précitée, Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres détaillés sur les demandes reçues et les montants déboursés ventilés par catégorie d'aide (aides en faveur des mesures d'efficacité énergétique, aides aux études environnementales, aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets …) pour chaque année depuis l'entrée en vigueur du régime d'aide en question ? Peut-il aussi fournir des données détaillées quant à la répartition des secteurs d'activité qui ont pu profiter des aides en question ?

2) Quel est selon Monsieur le Ministre le bilan du régime d'aides mis en place par la loi du 15 décembre 2017 ? Comment s'explique-t-il que les montants réellement déboursés soient nettement inférieurs aux montants projetés lors du vote de la loi et qu'ils diminuent depuis 2018 ? Dans ce contexte, comment envisage-t-il rendre ces régimes d'aides aux entreprises plus attractifs ?

3) Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il que pour certaines catégories d'aides, les montants déboursés soient relativement bas par rapport à d'autres (p. ex. : aides en faveur du recyclage et du réemploi des déchets) et que certaines catégories d'aides semblent ne pas avoir été utilisées jusqu'à présent (p. ex. : aides en faveur de l'adaptation anticipée aux futures normes de l'Union) ? Monsieur le Ministre entend-il agir de manière proactive afin de rendre ces catégories d'aides peu sollicitées plus attractives ?

4) Concernant les aides à l'investissement mises en place dans le cadre de la pandémie du Covid-19, Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres actualisés concernant les demandes traitées et les projets pour lesquels une aide a été accordée ainsi que les montants y relatifs ? Comment Monsieur le Ministre entend-il faire évoluer ce régime d'aides au-delà de la pandémie du Covid-19 ?

Réponse (27.07.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

De manière générale, la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement (ci-après « loi relative à la protection de l'environnement ») connaît du succès. Le montant total des investissements soutenus entre 2018 et 2020 s'élève à 277,3 millions d'euros, pour un total d'aides d'État allouées à hauteur de 50,18 millions d'euros.

En 2021, dans le cadre de la loi relative à la protection de l'environnement des investissements à hauteur de quelque 120 millions d'euros ont déjà été soutenus (hors régime d'aides « Neistart ») et plus de 18 millions d'euros d'aide ont déjà été alloués.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée sur la protection de l'environnement, les projets cofinancés correspondent à quelque 1.125 GWh d'énergie renouvelable produite par an, ce qui équivaut à la consommation d'énergie électrique annuelle d'environ 250.000 ménages au Luxembourg et à quelque 630.634 tonnes de CO_2 économisées. Pour les seuls projets en matière d'efficacité énergétique, depuis la publication de la loi et à travers les projets cofinancés, quelque 302,39 GWh d'énergie et quelque 71.200 tonnes de CO_2 peuvent être économisés par année.

Le tableau ci-dessous reprend les chiffres détaillés concernant les demandes reçues dans le cadre de la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Au total, 63 demandes ont été recevables à une aide d'État en matière de protection de l'environnement depuis l'entrée en vigueur du régime. Il n'est toutefois pas judicieux de raisonner uniquement en nombre de demandes, étant donné qu'un seul projet ou programme d'investissement peut couvrir une panoplie de mesures, chacune à évaluer par rapport à ses propres mérites quant à la protection de l'environnement.

Par rapport aux projections prévues dans le cadre du projet de loi, il faut tenir compte du décalage de l'entrée en vigueur de la loi, initialement prévue pour 2016, ainsi que d'un climat d'investissement refroidi durant la pandémie.

Le tableau ci-après présente la répartition sectorielle des demandes d'aides sur base du code NACE de l'entreprise requérante, il en ressort que la plupart des projets sont menés par des entreprises des secteurs de l'énergie et de l'industrie manufacturière.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau ci-après reprend les chiffres détaillés concernant les montants d'aide alloués par type d'aide au cours des trois dernières années. Il faut tenir compte du fait que les projets environnementaux sont d'une complexité variable et que la phase de réalisation d'un projet peut s'étendre sur une durée allant jusqu'à cinq ans. L'ampleur des investissements varie également en fonction de la taille de l'entreprise requérante.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les projets soumis et avisés positivement sont majoritairement des projets de production d'énergie renouvelable et des projets portant sur l'efficacité énergétique. La pratique montre que pour les entreprises et dans le cadre de la préparation de leurs demandes d'aide, il est souvent plus aisé d'invoquer l'efficacité énergétique que l'anticipation aux normes. Concernant l'article sur le recyclage et le réemploi des déchets, la Commission européenne impose certains critères d'éligibilité, notamment l'obligation que le recyclage et le réemploi portent sur des déchets générés par des entreprises tierces et d'aller au-delà de l'état de la technique. Ces exigences ne permettent pas de retenir les projets où les entreprises souhaitant recycler leurs propres déchets en recourant à des technologies peut-être moins innovantes.

À noter que la Commission européenne a lancé une révision de l'ensemble des règles d'aides d'État, y compris les aides en faveur de la protection de l'environnement et du climat. Avec d'autres États membres, le Luxembourg plaide pour une simplification administrative de l'analyse des dossiers ainsi que pour l'ajout de nouveaux types d'aides, notamment en ce qui concerne des projets relatifs à l'économie circulaire et à la mobilité propre.

Toutes les informations et explications relatives au régime d'aide se trouvent sur www.guichet.lu afin de guider les entreprises dans leurs démarches. Un guide du requérant a également été élaboré par le Ministère de l'Économie afin d'orienter et de conseiller les entreprises dans leur démarche. Dans les échanges réguliers du Ministère de l'Économie et de Luxinnovation avec les entreprises et les chambres professionnelles, la panoplie des instruments d'aide dont le Ministère de l'Économie dispose est mise en avant et chaque entreprise peut être aidée individuellement à identifier l'outil d'aide le mieux adapté à son projet.

Au niveau du régime d'aides « Neistart » mis en place dans le contexte de la pandémie du Covid-19, un article spécifique pour les mesures d'efficacité énergétique et de dépassement des normes avait été mis en place. Il convient de souligner qu'il s'agit d'un régime temporaire qui repose sur l'encadrement temporaire en matière d'aides d'État mis en place par la Commission européenne dans le contexte de la pandémie. Depuis son entrée en vigueur, 41 projets ont été soumis, parmi ceux-ci 25 ont déjà été avisés favorablement à l'heure actuelle pour soutenir un investissement total de 13,36 millions d'euros avec 6,24 millions euros d'aides accordés. Huit projets sont encore en cours de traitement et représentent un investissement prévisible de 4,9 millions d'euros et huit autres ont été écartés sur base des critères d'éligibilité. Ces chiffres sont provisoires étant donné que les entreprises peuvent encore soumettre des demandes d'aides « Neistart » jusqu'au 31 octobre 2021.

Durant la pandémie, plusieurs webinaires ont été organisés pour présenter le régime « Neistart ». Une pratique qui s'est avérée efficace, compte tenu des nombreux participants et demandes d'aides soumises par la suite.

Question 4571 (29.06.2021) de **MM. Marc Spautz** et **Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **temps d'attente en pédiatrie :**

D'Waardezäiten an der Kannerklinik si jo schonn zanter enger Rei Joren ëmmer erëm en Theema. Trotz diverser Ukënnegungen ass et, den Aussoe vu ville concernéierten Elteren no, nach net wierklech zu Verbesserunge komm. Eisen Informatiounen no ass awer e weidere Problem, datt, wa Kanner no den Urgencë weider Traitementer brauchen, dann ënner Ëmstänn ganz laang op e Rendez-vous bei engem Spezialist musse waarden.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Wat ass an de leschte Jore konkreet ënnerholl ginn, fir d'Waardezäiten an der Kannerklinik ze reduzéieren?

2. Wëssend, datt et nach net zu enger weesentlecher Verbesserung komm ass, wat fir weider Mesurë si virgesinn?

3. Wéi vill Dokteren hei am Land sinn an hire jeeweilege Fachgebidder zousätzlech an der Pediatrie forméiert an exercéieren och an der Pediatrie vun engem Spidol?

Réponse (30.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Virop gëllt et ze soen, datt säit Abrëll 2021 d'Kannerklinik mat enger Pandemie vum Virus respiratoire syncytial (RSV) bei Puppelcher konfrontéiert ass leider. Doduerch klammen d'Zuelen an den Urgencë bis zu 240 Kanner pro Dag. D'Aktivitéit ass vun 2020 op 2021 signifikativ eropgaangen, soit 120 % am Abrëll, 86 % am Mee an 11 % am Juni.

Am Juni 2021 ass et zu 4.353 Passagen an den Urgencë vun der Kannerklinik komm, woubäi 965 vun der Maison médicale pédiatrique (degré d'urgence : U4/U5) konnten en charge geholl ginn; déi aner 3.390 hu missen an den Urgencë selwer traitéiert ginn.

Am Verglach mam Joer 2019 (virun der Covid-19-Pandemie), koum et zu 3.395 Passagen, dovu goufen 2.500 vun den Urgencen en charge geholl an 895 vun der Maison médicale pédiatrique.

D'Waardezäiten en vue vun enger Prise en charge vun de Kanner ass an der Moyenne ongeféier zéng Minutten erofgaangen.

Fir d'Waardezäit an der Kannerklinik ze verkierzen, gëtt en Triage vun de Patiente gemaach a Funktioun vu verschiddene Krittären, wéi z. B. Patients à haut risque, Pathologie, Heures de pointe, Adaptatioun vun de Schaffzäite vun den Dokteren an Infirmièren un d'Heures de pointe, Verbesserung vum Flux un d'Unités d'hospitalisation avec un bedmanager.

Säit de leschte Woche läit den Taux d'occupation iwwer 100 %, soudass d'Urgencen iwwerfëllt sinn an d'Boxen an den Urgencen net kuerzfristeg fräigemaach kënne ginn. Et gouf decidéiert, Kanner, déi eng programméiert Operatioun am Hôpital du jour haten, op een anere Site ze transferéieren, fir esou Better am Hôpital du jour vun der Kannerklinik fräizehalen a Lits porte fir Kanner doraus ze maachen. Doduerch konnt e bessere Flux assuréiert ginn. Anerersäits gouf weidere Personnel soignant rekrutéiert. Et gouf och ee Conseil scientifique mat engem Expert international op d'Bee gestallt, fir de Service national des urgences.

ad 2. D'Kannerklinik kritt am September nach zwee Médecins urgentistes bäi. Parallell läit der Commission permanente du secteur hospitalier eng Demande vir, fir aacht zousätzlech Better. Et kéint een och eng Adaptatioun vun den Ëffnungszäite vun der Maison médicale pédiatrique virgesinn, fir d'Kannerklinik ze entlaaschten. Ee weidere wichtege Changement wier d'Méiglechkeet, en Transfert un aner Services de pédiatrie de proximité maachen ze kënnen.

ad 3. De Gesondheetsministère huet just Informatiounen iwwert déi Dokteren, déi eng Autorisation d'exercer an der Pediatrie hunn, mee net iwwer Dokteren, déi an engem aneren Domän spezialiséiert sinn a punktuell an der Pediatrie aktiv sinn. Stand haut, si sechs aktiv Médecins-spécialistes an der Chirurgie pédiatrique, 117 aktiv Médecins-spécialistes an der Pediatrie an 23 aktiv Médecins-spécialistes an der Psychiatrie infantile recenséiert.

Question 4572 (29.06.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Marc Spautz** et **Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **temps d'attente pour un rendez-vous en mammographie :**

D'lescht Joer goufen et scho virum Confinement ganz grouss Waardezäiten, fir e Rendez-vous an der Mammographie ze kréien. Duerch d'Pandemie an duerch d'Zréckfuere vun de medezinnesche Basisservicer sinn dës Waardezäiten nach verlängert ginn.

Obwuel d'Madamm Minister schonn am Februar 2020 eng Rei Mesuren ugekënnegt hat an am September nach emol drop higewisen huet, datt fir Enn 2020/Ufank 2021 weider Verbesserungen an d'Weeër geleet ginn duerch Formatioune fir Sekretärinne vu Klinicke respektiv eng Demande d'agrément vun engem Radiolog am CHdN, sinn eisen Informatiounen no d'Waardezäite fir e Rendez-vous an der Mammographie ausserhalb vum „Programme Mammographie" weiderhin immens laang. Et ka wuel bis zu engem Joer zougoen, éier een e Rendez-vous kritt. Dëse Probleem besteet an alle Spideeler am Land.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës weider grouss Waardezäiten?

3. Hunn déi ugekënnegt Mesuren net déi gewënschten Effekter oder konnte se nach net ëmgesat ginn?

4. Wat gedenkt d'Madamm Minister ze ënnerhuelen, fir datt all déi concernéiert Frae kuerzfristeg méi séier e Rendez-vous kréien?

Réponse (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Laut den Informatioune vun de Responsabele vun de concernéierte Servicer beleeft d'Waardezäit fir ee Rendez-vous bei der Mammographie sech op follgend Delaien:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et ass wichteg, dorun ze erënneren, dass d'Services d'imagerie médicale bei urgente Fäll, op Ufro vum behandelenden Dokter, de betraffene Patientinnen innerhalb vun enger Woch e Rendez-vous fixéieren.

ad 2. Engersäits sinn d'Waardezäiten un d'Disponibilitéit vun de Médecins spécialistes en radiologie a vun den Assistants techniques médicaux en radiologie (ATM) gebonnen, déi momentan duerch de Mangel u Personal limitéiert sinn.

Et kënnt ausserdeem ëmmer méi oft zu engem Dépistage individuel (ausserhalb vum Programme de dépistage organisé), associéiert mat enger Échographie mammaire. Dëst verlängert natierlech dann och den Delai vun der Prise en charge vun der Patientin.

An der Alterstranche vu Fraen, déi eligibel si fir de Programme de dépistage organisé (50 bis 69 Joer), kann ee säit 2014 feststellen, dass d'Unzuel vu Mammographien, déi ausserhalb vum Programm stattfannen, konstant an d'Luucht gaangen ass. Bei der Cohorte 2018-2020 beleeft sech dësen Undeel vu Mammographien op 27 %.

ad 3. Et besteet haut nach net den néidege Recul, fir kënnen ze evaluéieren, ob déi agesate Moossnamen de gewënschten Impakt konnten hunn. Sou konnt zum Beispill den Agrement vun engem Radiolog am CHdN, deen dëst Joer stattfonnt huet, nach keen Effekt op d'Waardezäite fir d'Mammographie hunn, well d'Unzuel vun den agreéierten ATM onverännert bliwwen ass.

ad 4. Et sief virop bemierkt, dass déi intern Organisatioun vun de Services d'imagerie médicale net dem Gesondheetsministère ënnerläit. Doriwwer eraus sinn de Gesondheetsministère an d'Direction de la santé weiderhi beméit, den Akzent op eng beschtméiglech Utilisatioun vun de Moyenen, déi virleien, an op d'Moossung wéi och op e Suivi vun den Delaien ze setzen.

An deem Kontext sief rappeléiert, dass de Conseil scientifique du domaine de la santé Follgendes recommandéiert: « Dans le cadre de risque "standard" de cancer du sein, il n'y a pas eu lieu de réaliser un dépistage par imagerie en dehors de la tranche d'âge de 50-69 ans. Une double lecture avec 2 lecteurs indépendants accroît la sensibilité du dépistage du cancer du sein et diminue le taux de rappel[9] ».

Doriwwer eraus geet ënner anerem aus dem Audit[10] vun 2018 ervir, dass d'Prozesser an all den Etablisse-

[8] Selon les rapports annuels du Ministère de l'Économie, l'État a accordé 29,1 millions d'euros en 2018, 11,4 millions d'euros en 2019 et 9,32 millions d'euros en 2020.

[9] https://conseil-scientifique.public.lu/dam-assets/publications/oncologie/referentiel-depistage-cancer-sein-en-fonction-du-risque.pdf

[10] http://sante.public.lu/fr/publications/r/roadmap-sein-audit-cancer-2012-2015-rapport/roadmap-sein-audit-cancer-2012-2015-rapport.pdf

menter enger nationaler Organisatioun ënnerleie sollen, mat engem systematesche Suivi vun den Delaien, déi zu enger Demarche zur Verbesserung vun der Qualitéit bäidréit. Dës Organisatioun gëtt vum Comité de gestion interhospitalière ënnerstëtzt. Dëse Comité ass e. a. en charge vum Système d'assurance qualité vun de Prestations hospitalières souwéi vun der nationaler Koordinatioun vun der Politique de promotion de la qualité des prestations hospitalières an de Spideeler. D'Aarbechte vum Comité de gestion interhospitalière, déi duerch déi aktuell Crise sanitaire ënnerbrach goufen, wäerten am Hierscht erëm weidergefouert ginn.

Zu dësem Zäitpunkt wier et, opgrond vun der limitéierter Disponibilitéit u Personal, net ubruecht, d'Unzuel u Centres d'imagerie mammaire ze erhéijen, ouni virdrun eng Analyse d'impact vum Fonctionnement vun den aktuelle Servicer gemaach ze hunn.

Question 4575 (29.06.2021) de **Mmes Francine Closener** et **Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant le **déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+ :**

Dans un communiqué datant de décembre 2020, le Service des médias et des communications a annoncé le déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+ (Digital Audio Broadcasting) pour l'année 2021. Si cette nouvelle technologie promet de nombreux avantages, notamment pour des radios dites communautaires, le passage à cette technologie représente aussi un coût non négligeable. Cela d'autant plus que la bande FM ne disparaîtra pas immédiatement et que les radios continueront probablement à émettre de différentes manières pendant une période transitoire. Or, de nombreuses radios dites communautaires doivent faire face aujourd'hui à de grandes difficultés suite à la crise sanitaire. En effet, leurs principales rentrées financières habituelles, sponsors et fêtes, se sont taries depuis le printemps 2020. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3023, le Ministre des Communications et des Médias indique que le Service des médias et des communications étudie la possibilité d'un cofinancement public partiel des frais de déploiement et/ou d'exploitation liés au lancement du DAB+ et au simulcast.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous dire où en est le déploiement de la DAB+ au Luxembourg ? Quel est le nombre de radios communautaires qui souhaitent passer au DAB+ ?

2) Quelles sont les conclusions du Service des médias et des communications concernant un possible cofinancement du lancement du DAB+ pour ces radios dites communautaires ? Le Ministre est-il aussi d'avis qu'une aide s'impose au vu de la situation précaire dans laquelle nombre d'entre elles se situent actuellement ?

Réponse (02.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1) À l'heure actuelle, les modalités techniques et financières du déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+ sont étudiées par le Service des médias et des communications (SMC).

Plusieurs questions demeurent ouvertes, notamment relatives à la mise en balance des différentes caractéristiques des radios établies, voire des potentielles nouvelles radios, compte tenu de la grande variété des différentes radios, mais aussi quant au mode de financement, public et/ou privé, au vu des exigences budgétaires et légales à prendre en considération.

Dans le cadre de ces travaux préparatoires du lancement du DAB+, l'avis de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) a également été sollicité, afin d'associer le régulateur qui est en charge des permissions pour les radios régionales (à réseau d'émission) et locales, au processus de conception et de mise en œuvre de ce projet.

Pendant la phase test du DAB+ qui s'est déroulée pendant le dernier trimestre de 2020, toutes les stations ayant déjà une permission pour un service de radio sonore étaient invitées à participer, dans la mesure où l'espace disponible sur le multiplex le permettait. Au total, sept programmes de radio ont participé aux tests de façon permanente, dont une radio dite communautaire. De plus, quatre programmes de radios locales ont participé de façon alternante. Dans le cadre de ces tests, un intérêt général des radios participantes a été retenu. Aucune station n'a marqué un rejet de la technologie, même si pour certaines, un passage à long terme sur le DAB+ semblait plus envisageable ou souhaitable que pour d'autres.

En définitive, le nombre exact de radios souhaitant passer au DAB+ dépendra, en partie, des conditions d'accès au multiplex numérique, à savoir notamment les coûts.

Le nombre exact de radios intéressées pourra être déterminé en fonction du nombre de candidatures reçues suite à l'appel public de candidatures qui est prévu d'être lancé, afin d'accorder les emplacements disponibles sur le ou les multiplex numérique(s) à des services de radio sonore.

ad 2) S'agissant des radios locales et communautaires, les opportunités et les éventuels critères permettant la mise en place d'un système de soutien pour les radios locales sont, avec le concours de l'ALIA, en cours d'évaluation.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que l'objectif général du « projet DAB + » est de mettre en place un régime autour de la diffusion du DAB+ qui accroît le pluralisme, notamment en soutenant les radios locales et les radios dites communautaires, tout en prenant en compte le rôle des radios de plus grande envergure. La radiodiffusion numérique permettra, en effet, à ces radios d'augmenter la couverture territoriale, contribuant ainsi au pluralisme de l'information.

Question 4576 (29.06.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **animaux dans les véhicules en stationnement exposés au soleil :**

C'est dans un contexte de températures élevées que l'Administration des services vétérinaires du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a, dans un communiqué du 15 juin 2021, fait appel aux détenteurs d'animaux de garantir le bien-être animal en préconisant que « les animaux ne doivent pas être abandonnés, même pas pour un court laps de temps, dans les véhicules en stationnement exposés au soleil ».

Il s'avère que selon les différentes possibilités d'interprétation et appréciation de l'article 4, paragraphe 1er, de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux, plusieurs cas de figure de cette loi sont susceptibles de s'appliquer à l'hypothèse d'un animal délaissé dans un véhicule en stationnement exposé au soleil. Or, cela peut provoquer une insécurité juridique auprès des citoyens, puisque les sanctions infligées en vertu de cette loi peuvent varier en fonction des différents cas de figure retenus.

Concernant l'intervention d'un tiers, la loi du 27 juin 2018 a mis en place un devoir de secours, en qualifiant de délit, le fait « de ne pas porter secours, dans la mesure du possible, à un animal souffrant, blessé ou en danger ».

Ainsi, d'un point de vue pratique la loi ne fournit aucune indication quant à la procédure à suivre par un tiers ayant l'intention de secourir un animal délaissé dans un véhicule en stationnement exposé au soleil. Juridiquement, elle n'aborde pas non plus les conséquences d'une telle intervention, notamment la question de responsabilité civile et pénale.

Au vu des développements qui précèdent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement durable ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils informer sur les statistiques concernant le nombre de cas annuels d'animaux délaissés dans une voiture exposée au soleil et sur le nombre d'interventions y relatives de la Police grand-ducale ?

2) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent fournir de plus amples précisions quant aux dispositions de la loi du 27 juin 2018 qui sont applicables au cas de figure d'animaux délaissés dans une voiture exposée au soleil, notamment quand un tiers procède au sauvetage de l'animal et les conséquences juridiques en découlant ?

3) Quant aux amendes, Messieurs les Ministres peuvent-ils informer sur le nombre total d'amendes infligées depuis la mise en vigueur de la loi du 27 juin 2018 pour délaissement d'animal dans un véhicule stationné et exposé au soleil ?

4) Est-ce qu'une campagne de sensibilisation, notamment en collaboration avec les associations agréées, serait envisageable, en vue de rendre les citoyens attentifs sur cette thématique et les informer sur leurs devoirs et sur la procédure à suivre par rapport aux animaux délaissés dans un véhicule en stationnement, exposé au soleil ?

Réponse commune (03.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Les outils informatiques de la Police grand-ducale ne permettent pas d'effectuer une recherche précise dans le sens de cette question, étant donné que ces critères ne sont pas relevés de façon automatisée dans leurs statistiques dites « criminelles ».

Au niveau des demandes d'interventions en relation avec des faits d'animaux délaissés dans une voiture exposée au soleil, la Police grand-ducale peut retracer cinq interventions pour 2019 et à chaque fois une intervention pour 2020 et 2021.

L'Administration des services vétérinaires a connaissance d'un seul cas d'animal délaissé dans une voiture exposée au soleil.

ad 2) Les dispositions de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux applicables dans un tel cas de figure sont de deux ordres. D'une part, les obligations de la personne qui a la garde de l'animal et d'autre part, les obligations d'un tiers de porter secours à l'animal se trouvant dans une situation de danger, comme par exemple l'abandon d'un animal dans une voiture exposée au soleil.

Les dispositions de l'article 4, paragraphe 1er, point 2 et 3 de la loi précitée et de l'article 8 du règlement grand-ducal du 5 décembre 2018 déterminant les conditions de détention des animaux, interdisent de laisser un animal à l'intérieur d'un moyen de transport dans des conditions défavorables à son bien-être.

Les infractions à ces dispositions sont punies d'amendes se situant dans une fourchette de 25 euros à 1.000 euros et pourront faire l'objet d'amendes transactionnelles sous forme d'avertissement taxé.

D'autre part, l'article 12, point 15 de la loi sur la protection des animaux prévoit l'interdiction « de ne pas porter secours, dans la mesure du possible, à un animal souffrant, blessé ou en danger ».

Cette disposition institue donc un devoir de secours, dans la mesure où le secours est possible, qui incombe à toute personne se trouvant en présence d'un animal en danger. La nuance « dans la mesure du possible » s'explique par le fait qu'on ne peut exiger d'un citoyen de mettre sa propre vie en danger pour porter secours à un animal. Il s'agit donc d'une obligation de moyen.

La violation de cette disposition, quant à elle, constitue un délit sanctionné bien plus sévèrement par une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 200.000 euros.

En résumé, il peut être retenu que l'inobservation du devoir de secours à un animal est plus sévèrement sanctionnée que le fait d'abandonner ce dernier dans une voiture. Ce déséquilibre est néanmoins contrebalancé par la possibilité accordée au sauveteur de l'animal de demander l'exonération pour son comportement défectueux causant dommage, mais aussi de demander réparation du préjudice personnellement subi lors de son intervention de secours.

Le cas de figure le plus fréquent est en effet celui du sauveteur qui se blesse en libérant l'animal de la voiture, ou bien le propriétaire qui demande la réparation du préjudice matériel de la vitre brisée dans l'opération de secours.

C'est ainsi que le droit pénal consacre certains faits justificatifs qui font disparaître tant la responsabilité pénale que la responsabilité civile de l'auteur du fait dommageable. On peut citer l'article 70 du Code pénal disposant qu'il n'y a pas d'infraction, lorsque le fait était ordonné par l'ordre de la loi. Un acte dommageable (p. ex le fait de briser une vitre) et a priori fautif est ainsi accompli dans des circonstances que le droit prend en compte pour lui enlever a posteriori son caractère fautif.

Par ailleurs, le sauveteur pourra potentiellement invoquer l'article 2 de la loi du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques. Spécificité luxembourgeoise, cet article confère un droit à indemnisation au collaborateur ayant subi un dommage qui spontanément ou sur réquisition se met au service d'autrui ou de la collectivité en effectuant des prestations qui devraient normalement être assurées par un service public.

Ainsi, selon l'exemple donné, le sauvetage doit se trouver justifié par l'urgence des circonstances et l'impossibilité du recours aux services publics. En principe, il peut être retenu que l'intervention doit bien évidement être proportionnée à la gravité et à la nécessité de la situation à combattre et il s'agit finalement d'une appréciation au cas par cas soumise à l'appréciation souveraine des juges.

ad 3) Depuis la mise en vigueur de la loi du 27 juin 2018, aucune amende n'a été infligée dans ce contexte. Il y a eu un procès en 2018 pour un tel délit survenu en avril 2018, et donc avant l'entrée en vigueur de la loi, aboutissant à une amende.

ad 4) Un communiqué relatif à la bonne conduite à tenir lors des temps de grandes chaleurs envers les animaux a été publié les dernières années et également en 2021. Une campagne de sensibilisation pourrait être un autre moyen pour tenir informés les citoyens à ce sujet.

Question 4577 (29.06.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **institutions et agences européennes au Luxembourg :**

En réponse à la question parlementaire n° 3429 de février 2021, Monsieur le Ministre a affirmé que le Gouvernement poursuivra ses efforts afin de consolider et de renforcer la présence des institutions et agences européennes au Grand-Duché. Également, selon le Statut de la fonction publique européenne, la Commission devra soumettre au Parlement européen et au Conseil un rapport qui évalue l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires de l'Union au plus tard le 31 mars 2022. En 2019, une étude comparative commanditée par la Commission européenne avait déjà constaté un écart du coût de la vie de 10,5 % entre le Luxembourg et Bruxelles.

L'attractivité du Luxembourg pour les institutions européennes en tant que lieu de travail est cruciale. Avec nombre d'institutions européennes installées au Grand-Duché, la plus récente étant le Parquet européen qui a établi son siège au Kirchberg, le Luxembourg est un pôle important dans le développement de la politique européenne. Un manque d'attractivité du pays en tant que lieu de travail, pourrait engendrer des difficultés à trouver et retenir des fonctionnaires. Malheureusement, les prix immobiliers ainsi que le coût de la vie au Luxembourg sont des conditions peu favorables pour les fonctionnaires intéressés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Est-ce que le Gouvernement a poursuivi le dialogue concernant ce sujet avec Monsieur Johannes Hahn, Commissaire européen au Budget et à l'Administration, depuis leur entrevue du 27 octobre 2020 ?

- Dans l'affirmative, quels sont les plus récents développements au sujet de l'attractivité du lieu de travail du Luxembourg ?

- Est-ce que les travaux de rapport de la Commission ont déjà entamé et quelles en sont les premières conclusions ?

- La possibilité d'un coefficient correcteur pour le Luxembourg est-elle toujours discutée ? Quels sont les développements à ce sujet ?

- Quelles initiatives ont été prises jusqu'à présent pour remédier à la situation des fonctionnaires européens au Luxembourg due au taux d'inflation élevé ?

- Combien de fonctionnaires spécialisés ont déjà décliné ou résigné de postes au sein des multiples institutions européennes pour cause de la problématique du coût de la vie pendant les cinq années précédentes ?

Réponse (29.07.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le Gouvernement entretient un contact étroit et continu non seulement avec la Commission européenne, mais aussi avec les autres institutions et agences européennes sises au Luxembourg, et ce à tous les niveaux. Des échanges réguliers ont par ailleurs lieu dans le cadre des réunions des secrétaires généraux et des chefs d'administration des institutions et organes de l'Union européenne installés à Luxembourg (CALux).

Comme l'a indiqué l'honorable Député, le Statut des fonctionnaires de l'Union européenne et le régime applicable aux autres agents de l'Union européenne [règlement n° 31 (C.E.E) 11 (C.E.E.A.)] dispose que le 31 mars 2022 au plus tard, la Commission européenne soumette au Parlement européen et au Conseil un rapport qui évalue si l'évolution du pouvoir d'achat des rémunérations et des pensions des fonctionnaires de l'Union est conforme à celle des rémunérations des fonctionnaires nationaux des administrations centrales.

Le Gouvernement ne dispose pas d'informations quant au stade d'avancement du rapport susmentionné. En revanche, l'étude comparative sur le coût de la vie à Luxembourg et Bruxelles, commanditée par la Commission européenne en 2019, a constaté un écart du coût de la vie de 10,5 % entre Luxembourg et Bruxelles. Du point de vue du Gouvernement, cet écart significatif justifie la poursuite des réflexions relatives à des pistes de solution potentielles, y inclus l'option d'un coefficient correcteur pour le Luxembourg, qui pourraient être adoptées au niveau de l'Union européenne pour compenser cette différence du coût de la vie.

Sur la base de ce rapport et de l'étude comparative, la Commission européenne pourrait présenter une proposition de règlement modifiant le Statut en l'état ; le monopole d'initiative appartenant à la Commission européenne.

De manière générale, il faut préciser que la question du Statut du Grand-Duché en tant que siège d'institutions et d'agences européennes a trait non seulement aux conditions globales de vie et de travail au Grand-Duché, mais aussi à la nature et à la qualité des postes créés par les institutions et agences européennes sises au Luxembourg.

Le Gouvernement ne dispose pas de données relatives aux raisons entraînant une démission volontaire ou un refus d'accepter une offre d'emploi au-

près d'une institution ou d'une agence de l'Union européenne, quel que soit son lieu d'implantation. En effet, l'Office européen de recrutement du personnel (EPSO) ne recueille pas les données concernant les raisons avancées par les lauréats des concours pour ne pas accepter une offre d'emploi auprès d'une institution ou d'une agence de l'Union européenne. En cas de démission volontaire d'un fonctionnaire ou agent européen, le Statut n'impose pas non plus d'obligation de motiver cette décision.

Notons toutefois dans ce contexte que le nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant à Luxembourg a augmenté considérablement ces cinq dernières années, passant d'environ 12.000 fonctionnaires et agents en 2015 à plus de 14.000 fonctionnaires et agents en 2020.

Question 4578 (29.06.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**agroforesterie :**

Déi lescht waarm Summeren haten en negativen Impakt op d'Produktivitéit vun eiser Landwirtschaft. Duerch de Klimawandel riskéiere mer, dass et ëmmer méi oft zu Drécheperiode kënnt, wouduerch och den Ertrag op de Felder erofgeet.

Eng Méiglechkeet, fir d'Situatioun ze verbesseren, kéint de System vun der Agroforstwirtschaft sinn. Forst- a Landwirtschaft ginn heibäi matenee kombinéiert. Beem an Akerkulturen, Wisen oder Weede ginn an engem Gebitt sou kombinéiert, datt et gläich gutt fir d'Landwirtschaft, d'Natur an de Klima ass.

Felder iwwersti länger Dréchente besser, well de Mikroklima um Feld ënnert dem Schutz vun de Beem verbessert gëtt a manner Waasser verdonst. Aner Virdeeler vum Agroforstsystem sinn de Schutz vum Buedem virun Erosioun, de Schutz vum Grondwaasser a vun der lokaler Biodiversitéit.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Gëtt et hei zu Lëtzebuerg e Programm, fir dës Bewirtschaftungsform ze förderen?

2. Wa jo, wou lafe sou Programmer a wéi vill Hektar si betraff?

3. Wat fir Beem ginn haaptsächlech ugeplanzt, fir d'Wise wärend enger Dréchent ze schützen?

4. Soll d'Agroforstwirtschaft am Kader vum nächsten Agrargesetz finanziell ënnerstëtzt ginn?

Réponse commune (03.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg kee Programm, sief dat am Kader vun den Agrarëmweltmoossnamen oder dem Biodiversitéitsreglement, wat spezifesch ausgeriicht ass, fir Agroforstsystemer finanziell ze ënnerstëtzen. Et besteet awer d'Méiglechkeet, sou Projeten iwwer d'Reglement vum 30. September 2019 kofinanzéieren ze loossen. Dëst Reglement gesäit notamment vir, datt de Staat d'Planze vu Beem grad sou wéi de Schutz dovu géigeniwwer dem Verbass ka finanziell ënnerstëtzen. Och den Entretien vun esou Plantatioune kann theoreetesch iwwert dëst Reglement vum Staat gefërdert ginn.

Eng klassesch Bewirtschaftungsform am Agroforstberäich sinn awer och d'Bongerten. Fir den Erhalt vun de Bongerten ze ënnerstëtzen, gëtt et am Kader vun den Agrar-Ëmwelt-Klima-Programmer aus dem zweete Pilier vun der PAC e Programm, wou de Bauer sech ka fir fënnef Joer engagéieren. Pro Hektar ass eng Ënnerstëtzung vu 450 €/ha virgesinn.

ad 2. Agroforesterie ass ee Sammelbegréff fir eng duebel Bewirtschaftungsform vu landwirtschaftleche Flächen, wou déi klassesch landwirtschaftlech Notzung (Wisen, Weeden oder Aker) mat der Plantatioun vu Beem, Hecken an allgemeng méijärege ligneuse Planze kombinéiert gëtt.

Eng bekannt Form vun Agroforesterie hei zu Lëtzebuerg si wéi gesot d'Bongerten, wou Héichstamm-Uebstbeem, gemengerhand mat enger Beweedung vu Grénglan kombinéiert ginn. Am Joer 2020 hu bei dësem Programm 76 Betriber mat 160,88 ha matgemaach. De Bongerteprogramm leeft iwwert d'ganzt Land verdeelt.

Um Akerland schaffen zwee Betriber op insgesamt 33,11 ha nom Agroforstsystem. Hei gi Kären ugebaut an d'Bamreie stinn op 60 m Distanz vuneneen. Dës Bamreie ginn als ekologesch wäertvoll Fläch am Kader vum Greening unerkannt. En änlechen Typ vu Projet leeft zu Giwenech iwwer ronn siwen Hektar. Donieft gëtt um ganzen Territoire vum Land weiderhi proaktiv probéiert, mat Baueren a Proprietäre vun Oppelandflächen Hecken a Bongerten ze planzen an ze ënnerhalen.

ad 3. D'Virdeeler vun Agroforstprojete fir déi landwirtschaftlech Notzung si villsäiteg. Heirënner fale sécher de Schutz vum Buedem virum Ausdréchnen, mee awer och par rapport zur Erosioun. Beem an Hecke sinn och en effikasse Moyen, d'Infiltratioun vum Waasser an de Buedem ze beschleunegen, wat notamment beim Héichwaasserschutz vu grousser Bedeitung ka sinn. Weider Atoute vun Agroforesterie sinn ee verbesserte Stockage vu Kuelestoff am Buedem an eng ënnerstëtzend Funktioun fir d'Aartevillfalt am Oppeland. De Choix vun de Bamaarten, déi geplanzt ginn, gëtt engersäits beaflosst vun der Buedemqualitéit an, op der anerer Säit vu den ekologesche Servicer, déi een duerch een Agroforstprojet wëll förderen. Bei deenen uewen opgezieltene Projete sinn zum Beispill Eechen, Kiischtebeem, Lannen, Spitzahorn, Nësserten, Wëllbieren, Wëlläppel an Elsbeere gesat ginn.

ad 4. D'Naturverwaltung huet rezent ee participative Projet an Zesummenaarbecht mat dem Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung, der Uni Lëtzebuerg an der Landespflege Freiburg - Institut für Naturschutzökologie und Landschaftsmanagement - lancéiert, fir eng national Strategie fir Agroforst zu Lëtzebuerg op d'Been ze setzen. Deel vun dëser Strategie sollt et sinn, och ee Subsideprogramm am Kader vum nächsten Agrargesetz auszeschaffen.

Am Kader vun der Reform vun der gemeinsamer europäescher Agrarpolitik ass des Weideren ugeduecht, den aktuelle Bongerteprogramm als sougenannten „Eco-scheme" am éischte Pilier vun der PAC unzebidden an d'Primm méi attraktiv ze maachen, fir datt méi Betriber bei där Moossnam matmaachen.

Question 4579 (30.06.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **collier à piques pour chiens :**

An Däitschland ass elo d'Déiereschutzgesetz ofgeännert ginn. Zënter dem 25. Juni 2021 si sougenannt „Stachelhalsbänder" bei Hënn verbueden. Do heescht et am betreffende Gesetzesartikel:

Verbot: „Es ist verboten, bei der Ausbildung, bei der Erziehung oder beim Training von Hunden Stachelhalsbänder oder andere für die Hunde schmerzhafte Mittel zu verwenden."

Begründung: „Wissenschaftliche Erkenntnisse zu Erziehungsmethoden von Hunden beurteilen die Anwendung von Strafreizen zur Erziehung von Hunden als nicht tierschutzkonform. Insofern ist die Verwendung von Stachelhalsbändern oder anderen für die Hunde schmerzhaften Mitteln als tierschutzwidrig zu verbieten."

An deem Kontext wéilt ech dem Landwirtschaftsminister dës Fro stellen:

- Wéi ass d'Positioun vun der Regierung zu deene Collieren? Gëtt am Sënn vun engem besseren Déiereschutz un e Verbuet vu „Stachelcollieren" geduecht am Fall, wou dat net scho sollt bestoen?

Réponse (03.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Stachelhalsbänner, déi meeschtens aus Metall oder enger Kombinatioun aus Lieder a Metall bestinn, si prinzipiell laut der nationaler Reglementatioun verbueden.

Eng Ausnam zum Gesetz besteet beim Spadséieregoen un der Léngt vun engem Hond, deen duerch seng Gréisst respektiv seng Vitalitéit schwéier ze bändegen ass. An deem Fall muss d'Stachelhalsband esou konzipéiert sinn a gebraucht ginn, datt weeder den Hond selwer nach aner Hënn oder Déiere sech blesséiere kënnen.

Question 4580 (30.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **langue luxembourgeoise dans les hôpitaux :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4008 schreift d'Madamm Minister ënner anerem Follgendes: „Fir all d'Beruffer aus dem Gesondheetssecteur, déi ënnert d'Kompetenz vum Gesondheetsministère falen, gesinn déi jeeweileg Gesetzer vir, dass déi concernéiert Lëtzebuergesch verstoe mussen." Dorënner falen Dokteren, Zänndokteren, Apdikter a soss Persounen aus dem Gesondheetsberäich. Elo ass et awer esou, datt ee leider ganz dacks feststelle muss, dass dëst Gesetz net agehale gëtt an déi jeeweileg Persounen net déi dräi administrativ Sproochen, Däitsch, Franséisch, Lëtzebuergesch, verstinn. Gesetzer, déi net duerchgesat a kontrolléiert ginn, verléieren awer nun eebe mol hiren eigentleche Wäert.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister nach gär dës Nofroe stellen:

1. Ween dréit d'Verantwortung fir dofir ze suergen, datt déi vun der Madamm Minister an deem Zesummenhang genannte Gesetzer agehale ginn?

2. Wéi eng Moossname gi geholl oder wäerten an Zukunft vum Ministère geholl ginn, fir datt déi Gesetzer kënnen agehale ginn?

3. Vu datt dëst Gesetz eventuell souwuel beim Personal wéi och bei de Patienten onbekannt ass, ass d'Madamm Minister gewëllt, eng Informatiounscampagne ze starten, fir esou d'Personal wéi och d'Patienten iwwert dëst Gesetz opzeklären?

4. Wier et fir d'Madamm Minister an deem Kontext eng Iddi, fir a voller Transparenz op dëst Gesetz op neuralgesche Punkten, wéi z. B. an den Agäng vun de Klinicken, opmierksam ze maachen?

Réponse (02.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De jeeweilege Gesetzer no sinn Dokteren, Apdikter, Psychotherapeuten an all aner Persounen, déi e Gesondheetsberuff exerzéieren, dozou verflicht, esoubal si autoriséiert sinn, de Beruff auszefëieren, sech mat der Gesetzgeebung am Sozial- a Gesondheetsberäich souwéi mat der Deontologie vertraut ze maachen.

Dat zielt also och, wat de Sproochegebrauch fir déi jeeweileg Beruffer am Gesondheetsberäich ubelaangt.

Doriwwer eraus verweisen ech den Här Deputéierten op meng ganz ausféierlech Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroen N° 4008 an N° 4261.

Question 4582 (30.06.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR) :**

L'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR) a été créé en 2007 et œuvre pour la promotion de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Pour ce faire, l'INDR a notamment mis au point un programme d'accompagnement complet à destination des entreprises afin que ces dernières puissent se positionner sur la RSE, voire identifier les actions prioritaires susceptibles de permettre la conciliation de leurs intérêts économiques avec les impératifs sociaux, sociétaux et environnementaux.

Il est de notoriété publique que les jeunes professionnels intégrant le marché du travail tendent de plus en plus à donner du sens à leur travail en choisissant un employeur engagé de manière crédible en faveur de la RSE.

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie les questions suivantes :

- Combien d'entreprises implantées au Luxembourg ont obtenu le label de qualité ESR de l'INDR ?

- Est-ce que le Gouvernement a l'intention de mettre en place des mesures afin d'inciter les entreprises à s'engager dans le processus de labellisation ESR ?

- Est-ce qu'il est prévu de réglementer la profession de consultant en RSE afin de promouvoir la qualité des prestations liées à la RSE ?

Réponse (27.07.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

L'INDR (Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises) indique que 200 entreprises et organismes au Luxembourg sont labellisés ESR. La liste complète des entreprises peut être consultée sous : https://indr.lu/fr/les-services-aux-entreprises/beneficier-du-label-esr/entreprises-labellisees-esr/. À noter que le Ministère de l'Économie est également labellisé ESR depuis le 7 avril 2015. L'INDR a en outre sensibilisé plus de 1.400 entreprises et organismes à la responsabilité sociale à travers son programme national « ESR - Entreprise Responsable ».

Lors d'une conférence de presse le 7 octobre 2020, le Ministre de l'Économie a souligné que la responsabilité sociale des entreprises est l'outil stratégique qui peut aider les entreprises à contribuer activement à une économie durable qui s'inscrit dans le respect des ressources naturelles. À cette même occasion, le directeur et le secrétaire général de l'INDR ont présenté l'édition revue et enrichie du Guide ESR - Entreprise Responsable qui vise à préparer les entreprises à une meilleure résilience et à la gestion des attentes sociétales et environnementales. Le Ministère de l'Économie a soutenu financièrement la mise à disposition d'un exemplaire du Guide ESR aux dirigeants des principales entreprises non encore labellisées ESR.

De plus, l'INDR a initié récemment, en collaboration avec le Groupe AFNOR (France), et Ecoparc (Suisse), le label « Responsibility Europe », au service des entreprises et organisations souhaitant donner à leurs engagements sociaux et environnementaux une reconnaissance internationale. Responsibility Europe réunit des labels RSE de premier plan contribuant aux objectifs de développement durable de l'ONU. L'association Responsibility Europe en charge de ce label a été créée en 2021, notamment avec le soutien du Ministère de l'Économie, et rassemble des organismes tiers de confiance qui partagent les valeurs européennes et la conviction que la RSE constitue un réel enjeu pour les entreprises et autres organisations en termes de compétitivité, de pérennité, d'innovation et de résilience.

L'INDR a également accrédité et formé dix experts agréés en responsabilité sociale des entreprises (RSE) afin de promouvoir la RSE, d'accompagner les entreprises dans la mise en œuvre de la RSE et d'exécuter des missions de vérification pour l'obtention du Label ESR. La liste des experts agréés peut être consultée sous : https://indr.lu/fr/les-services-aux-entreprises/comprendre-la-rse/experts-agrees/.

Question 4583 (30.06.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **situation des forains :**

Compte tenu de la situation sanitaire, la Ville de Luxembourg a décidé d'annuler par précaution une nouvelle fois la Schueberfouer et de proposer comme l'année dernière des « Quartiersfester » - un concept qui permet à des plus petites kermesses de s'inviter dans les quartiers de la capitale. En plus de ces « Quartiersfester », la Ville de Luxembourg permettra à quelques manèges plus importants de s'installer au Glacis pendant quelques semaines à la fin de l'été.

Bien que ces initiatives marquent le retour progressif à une vie normale, cette nouvelle annulation de la Schueberfouer implique d'importantes pertes financières pour les forains ; pour beaucoup, la plus grande foire du pays représente la moitié des revenus annuels. Cette décision intervient par ailleurs suite à l'annulation d'autres kermesses et marchés de Noël depuis début 2020, ce qui signifie que certains forains n'ont pas pu travailler depuis le début de la pandémie de Covid-19 - ou alors de manière sporadique.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Combien de forains ont demandé des aides au Gouvernement dans le contexte de la pandémie de Covid-19 ? Quelles aides ont-ils pu obtenir ?

- Alors que les aides sont actuellement en train d'être progressivement réduites (cf. projet de loi n° 7840), est-ce qu'il est prévu de maintenir les aides actuelles sous leur forme actuelle au moins pour les forains ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que les forains se trouvent dans une situation particulièrement difficile ?

- Est-ce qu'il est prévu d'accorder des aides supplémentaires aux forains ?

Réponse (02.08.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Aucun dossier de forain n'a été déposé en relation avec l'aide de relance. Dans le cadre de l'aide des coûts non couverts, 89 dossiers mensuels émanant de 23 forains différents ont été déposés pour les mois de novembre à juin, ce qui représente 0,29 % du total des demandes de ce régime. Sur ces 89 dossiers,

- 63 dossiers ont été avisés favorablement ;

- huit dossiers ont été refusés (dont sept avec le motif « recettes éligibles supérieures aux dépenses éligibles » et un dossier avec le motif « perte du groupe inférieur à 40 % ») ;

- 18 dossiers sont en cours de traitement.

Conscient de la situation particulaire des forains, vu l'annulation des plus grandes manifestations nationales, je suis en contact régulier avec la Fédération nationale des commerçants forains et mes services ont de nombreuses entrevues individuelles afin de se faire une image fidèle de l'environnement économique du secteur et de trouver les solutions les plus adaptées. À cet égard, plusieurs adaptations ont déjà été réalisées par le passé :

- L'aide du fonds de relance, était en principe accordée sur base des salariés et indépendants en activité durant le mois de la demande. Pour les entreprises saisonnières cependant, le montant de l'aide pouvait être établi sur base du nombre de travailleurs indépendants et du nombre mensuel moyen de salariés occupés au cours de l'année 2019. Cette disposition permettait ainsi aux forains de pouvoir profiter de cette aide, même pour des mois durant lesquels ils n'étaient pas en activité ;

- L'aide des coûts non couverts a également connu une adaptation spécifique pour les forains. Ainsi, une aide peut être octroyée pour les mois de février et mars 2021 aux entreprises qui ont réalisé au moins 75 pour cent du chiffre d'affaires de l'année fiscale 2019 lors de fêtes foraines et qui, en raison des limitations aux rassemblements publics et privés imposées par la loi ont subi, au cours du mois pour lequel l'aide est demandée, une perte du chiffre d'affaires d'au moins 75 % par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen réalisé au cours de l'année fiscale 2019.

Le prolongement de l'aide de relance et de l'aide des coûts non couverts jusqu'en octobre 2021 revêt donc une importance capitale pour les forains concernés et devrait permettre d'amortir ces effets négatifs. Finalement, je tiens à préciser qu'en date du 14 juillet 2021, la Chambre des Députés a voté en faveur de ce prolongement des aides et de leurs conditions d'octroi, ceci avec un total de 58 votes favorables et deux abstentions.

Question 4584 (30.06.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **séneçon de Jacob :**

De Jacobsstaf (Jacobs-Kreuzkraut) ass eng heemesch Planzenaart, déi a ganz Lëtzebuerg virkënnt an déi sech an der Lescht verstäerkt ausbreet. Dës Planz kann zu Vergëftunge féieren. Esou datt d'Bauere sech dowéinst aktuell Suergen ëm hiert Véi maachen, dat well d'Gefor besteet, datt wann dës Planz am Hee mat verfiddert gëtt, et zu Vergëftunge beim Véi féiere kann.

Dofir hu mir follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Ass sech d'Regierung der aktueller Problematik vum „Jacobs-Kreuzkraut" bewosst?

2. Op Säite vun de Baueren heescht et, datt nieft hirer Responsabilitéit och de Staat an d'Gemenge mathëllefe missten, fir eng ze staark Verbreedung vun där Planz ze verhënneren. Wéi reagéiert d'Regierung op dës Fuerderung?

Réponse commune (03.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. + 2. D'Jakobs-Kreuzkraut ass keng nei, mee eng säit Jore bekannten Thematik, där sech d'Regierung bewosst ass. Et sinn der Regierung awer keng wëssenschaftlech Etüde bekannt, no deenen d'Jakobs-Kreuzkraut sech zu Lëtzebuerg géif verstäerkt ausbreeden.

Leider kënnt et opgrond vu mangelnder Aartekenntnis och dacks zu Verwiesslunge mat anere Planze mat giele Bléien, déi dem Jakobs-Kreuzkraut op den éischte Bléck gläichen, awer net gëfteg sinn. Dat féiert dozou, dass déi soi-disant verstäerkte Verbreedung mol kann iwwerschat ginn.

D'Jakobs-Kreuzkraut ass eng eenheemesch Planz, déi zu Lëtzebuerg säit ëmmer wäit verbreet ass. E puer Insektenaarten, wéi z. B. de Päiperlek mam Numm „Jakobskrautbär" (Tyria jacobaeae), sinn esouguer op dës Planz spezialiséiert.

Et ass eventuell méiglech, dass duerch de Réckgang vun der Populatioun vu wëlle Kanéngercher - en natierleche Feind vun der Planz - sech d'Jakobs-Kreuzkraut verstäerkt verbreede konnt (Scherber et al. 2003: "The effects of herbivory and competition on the invasive alien plant Senecio inaequidens (Asteraceae)"). Wëll Kanéngercher sinn nämlech tolerant géint d'Alakaloiden (déi gëfteg Substanzen) am Jakobs-Kreuzkraut (z. B. Pierson et al. 1977: "Resistance of the rabbit to dietary pyrrolizidine (Senecio) alkaloid"). D'Kanéngercherspopulatioun ass awer iwwert déi lescht 30 Joer duerch Infektiounskrankheeten (haaptsächlech Myxomatose an RHD-Virus) zu Lëtzebuerg quasi ganz verschwonnen.

An de leschte Joren ass d'Jakobs-Kreuzkraut awer virun allem verstäerkt an der Ëffentlechkeet thematiséiert a politiséiert ginn. Et goufen och divers parlamentaresch Froen dozou gestallt (N° 1274-2015, N° 2666-2017). D'Bauere sinn a sech verflicht, fir am Kader vun der sougenannter Ekokonditionalitéit innerhalb de Flächeprimmen eng Verbreedung vun dëser heemescher, mee toxescher Planz ze ënnerbannen.

Fir sech där Thematik unzehuelen, déi sech net reng op d'landwirtschaftlech Aktivitéit begrenzt, mee och op d'Gestioun vun de Stroosseränner, gouf 2017 eng interministeriell Taskforce gegrënnt, déi Léisungsusätz an de Beräicher Landwirtschaft, Naturschutz a Stroossebau proposéiert huet. Dësen Aarbechtsgrupp „Jakobs-Kreuzkraut" huet sech aus Vertrieder vun ANF, ASTA, ASV, PCh, SICONA an MNHNL mat der Ënnerstëtzung vu CONVIS, der Landwirtschaftskummer a vun der Akerbauschoul zesummegesat.

Esou gouf e „Guide de bonne gestion" erstallt, fir engersäits d'Baueren, am Speziellen op extensiv bewirtschaftete Gréngландflächen (https://environnement.public.lu/fr/support/recherche.html?q=kreuzkraut), an anerersäits d'Beamten an d'Aarbechter vun der Stroossebauverwaltung („Extensivierung des Unterhaltes der Grünflächen entlang der Straßen") ze sensibiliséieren an ze informéieren.

Nieft dem sougenannte „Guide de bonne gestion" gouf fir d'Mataarbechter vun der Stroossebauverwaltung engersäits e Flyer erstallt, fir e vereinfacht Erkenne vun der Planz ze erméiglechen, an anerersäits d'Moossname festgeluecht, wéi bei erhéichtem Virkomme vu Jacobsstaf laanscht d'Stroosseränner virzegoen ass. Op laanscht d'Stroosse betraffene Fläche vun dëser Planz kann deemno reagéiert ginn a méi grouss Bestänn kënne geziilt ewechgeholl ginn.

Et sief och vermierkt, dass dës Problematik reegelméisseg bei den zoustännege Servicer rappeléiert gëtt.

Question 4588 (01.07.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **fleurs toxiques :**

Les agriculteurs et les propriétaires de chevaux sont inquiets à propos du « séneçon de Jacob » ou « herbe de Saint-Jacques » (« Jakobskreuzkraut »), une plante herbacée qui s'avère très envahissante et qui peut même être mortelle pour les animaux.

Cette fleur jaune sur de longues tiges est actuellement en train de se répandre le long des chemins de terre, pistes cyclables, sur les collines escarpées et à côté des ponts et des routes nouvellement construits.

Même si les animaux ne mangent pas cette fleur lorsqu'elle pousse sur les champs, cette plante toxique se retrouve de plus en plus souvent dans le foin qui nourrit le bétail. Les substances toxiques touchent surtout le foie et le risque qu'un animal meurt est bien réel.

En automne, le même risque pour le bétail émane du colchique d'automne (« Herbstzeitlose »).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Est-ce que l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) contrôle régulièrement le foin ou l'ensilage destiné au bétail sur la présence de substances toxiques, notamment des alcaloïdes, émanant du séneçon de Jacob et du colchique d'automne ?

2) Dans l'affirmative, combien de fois des résidus de ces substances toxiques ont été retrouvés dans les échantillons analysés ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ne juge-t-il pas opportun d'effectuer régulièrement de tels tests ?

4) Est-ce que des animaux sont décédés suite à une intoxication reliée à ses plantes ? Dans l'affirmative, de quels types d'animaux (bovins, vaches à lait, chevaux, chèvres, moutons, etc.) s'agissait-il ?

5) Est-ce que ces substances toxiques peuvent être transmises à l'homme moyennant la consommation de lait ou de viande issus d'animaux intoxiqués ? Dans l'affirmative, existe-t-il un danger pour la santé de l'homme ?

6) Par quelles mesures le Gouvernement pourrait-il éviter que ces plantes se retrouvent dans le foin destiné à nourrir le bétail ? Est-ce que les tontes effectuées par les services étatiques (Ponts et chaussées) ou communales sont planifiées avant la formation de graines qui renforce sa multiplication végétative ? Dans la négative, ne devrait-on pas organiser ces tontes plus tôt afin que la propagation de ces plantes sur des prairies avoisinantes ne soit évitée ?

Réponse commune (18.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Oui, le Service de contrôle des aliments pour animaux, appartenant au Service de la production animale de l'Administration des services techniques de l'agriculture contrôle lors des inspections des établissements agricoles la présence de plantes toxiques et de leurs substances toxiques dans les foins, les ensilages et les autres aliments pour animaux. Il est à remarquer que le danger pour les herbivores vient du fait que les substances amères dans ces plantes, qui empêchent à l'état frais les animaux à les manger, partent lors de la fabrication du foin ou de l'ensilage, alors que les substances toxiques ne sont pas détruites dans le foin et l'ensilage et s'accumulent au foie. Certaines espèces d'animaux, comme le lapin sauvage, sont tolérantes par rapport à ces substances toxiques : il est possible que la régression dramatique de leurs populations lors des dernières décennies (à cause de maladies infectieuses) ait contribué à une expansion du séneçon de Jacob.

Avant 2021, le contrôle par le Service du contrôle des aliments pour animaux se faisait uniquement de manière visuelle ; depuis début 2021, des analyses sont réalisées, d'un côté, par le Service de surveillance alimentaire du Laboratoire national de santé (LNS) quant aux alcaloïdes pyrrolizidiniques (33 substances) qui sont contenues dans le séneçon de Jacob et le colchique d'automne, et d'un autre côté, la composition botanique du foin est analysée au Zentrum für ökologische Gartenkultur de la Fondation Hëllef fir d'Natur de natur & ëmwelt à Schwebsange qui possède la compétence pour déterminer les différentes parties de différentes plantes et ainsi déterminer la composition floristique des échantillons d'aliments pour animaux.

Les inspecteurs contrôlent la présence de plantes autres que les espèces de graminées et d'autres plantes usuelles et non toxiques dans les foins et ensilages. Si un risque de présence de plantes toxiques comme le séneçon de Jacob et le colchique d'automne ne peut être exclu, des échantillons en vue d'analyses sont prélevés. Les échantillons sont envoyés au LNS pour l'analyse de la présence d'alcaloïdes pyrrolizidiniques et si des parties de plantes sont identifiables dans les foins ou ensilages alors les échantillons sont en plus envoyés au Zentrum für ökologische Gartenkultur en vue d'une analyse de la composition floristique.

L'interprétation des résultats des analyses et la détermination si un risque existe pour les animaux est très délicate parce que d'une part, il n'existe pas de limites légales pour les différents alcaloïdes et, d'autre part, les séneçons de Jacob et colchiques d'automne sont distribués de manière très hétérogène dans les prés. Vu que ces plantes se trouvent surtout sur les bords des champs, il se peut qu'un ballot de foin soit très contaminé et tous les autres ne le soient pas du tout. En moyenne, la teneur en alcaloïdes dans le foin du champ entier peut donc être très basse, mais il existe néanmoins un risque pour les animaux mangeant la balle contaminée.

Au cas d'un contrôle positif et l'éventuelle détection de parties de plantes toxiques ou d'alcaloïdes dans les foins et ensilages, l'exploitant en question en est informé qui doit alors prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des aliments pour ses animaux. Les parties contaminées des foins et ensilages doivent être écartées, et la présence du séneçon de Jacob et du colchique d'automne dans leurs prés sont à combattre et/ou à éviter à l'avenir dans les foins et ensilages.

ad 2) + 3) En 2021 ont été analysés jusqu'à présent sept échantillons de foins, un échantillon d'ensilage d'herbe et un échantillon d'un mélange de plantes séchées pour lapins, sur la présence d'alcaloïdes pyrrolizidiniques.

Sur trois échantillons a été fait une analyse de la composition botanique.

Un seul échantillon de foin montrait la présence de traces des trois alcaloïdes pyrrolizidiniques : intermédiane ; intermédiane-N-oxyde+indicine-N-oxyde ; Lycopsamine-N-oxyde).

Un échantillon de foin contenait beaucoup de parties de plantes du colchique d'automne. Cet échantillon a été analysé suite au décès d'un cheval chez une personne privée, non exploitant agricole.

ad 4) Le Service de contrôle des aliments pour animaux de l'ASTA a connaissance d'un cheval qui est décédé suite à la consommation de foin contaminé par du colchique d'automne.

ad 5) Suivant le « Bundesinstitut für Risikobewertung » (BfR), la quantité d'alcaloïdes pyrrolizidiniques transmise par les animaux au lait ou aux œufs est minime. La viande de bêtes nourries avec des aliments contenant des alcaloïdes pyrrolizidiniques ne montrait pas de traces de ces alcaloïdes lors des contrôles. Les thés et le miel contaminés présentent le risque principal d'absorption de cette substance toxique. Cependant, un risque aigu pour la santé humaine n'existe pas.

La plante séneçon de Jacob (Senecio jacobaea) est une plante considérée comme toxique en raison de la présence d'alcaloïdes pyrrolizidiniques hépatotoxiques.

Selon l'avis de l'« European Food Safety Authority » (EFSA) de 2011, le transfert d'alcaloïdes pyrrolizidiniques de type senecio dans le lait semble négligeable ainsi que pour le transfert dans la viande qui semble également faible.

Les animaux les plus sensibles sont les porcs, suivis par les chevaux et les bovins et les chèvres. Le lait de vache ou de chèvre peut être contaminé par ces composés hépatotoxiques. Les lapins ne sont pas sensibles à ces toxines.

Chez l'homme, la consommation régulière d'herbes médicinales contenant ces composés peut être responsable de graves intoxications hépatiques. L'intoxication chronique se traduit par une perte d'appétit, des douleurs, une distension abdominale, une augmentation du volume du foie.

ad 6) Dans le cadre de l'écoconditionnalité de toutes les primes agricoles liées à la surface, les agriculteurs sont obligés de lutter contre la prolifération d'une série de plantes indésirables, dont le séneçon de Jacob. Les agriculteurs ont à disposition une série d'outils chimiques et mécaniques pour freiner l'évolution de cette plante au sein des parcelles agricoles. Comme le cadre des programmes volontaires d'extensification et plus précisément dans le cadre des régimes d'aides en faveur de la biodiversité avec délais de fauche tardifs une lutte chimique n'est pas autorisée, l'agriculteur devra faire recours à des instruments de lutte mécanique. Il est très important de bien pouvoir identifier cette plante et d'agir le plus vite possible pour éviter la prolifération. Afin de sensibiliser les agriculteurs, un guide a été établi et diffusé aux agriculteurs et conseillers agricoles : https://environnement.public.lu/fr/support/recherche.html?q=kreuzkraut

Dans le guide « Extensivierung des Unterhaltes der Grünflächen entlang der Straßen » (extensification de l'entretien des espaces verts le long des routes) élaboré par l'Administration des ponts et chaussées (APC) en coopération avec l'Administration de la nature et des forêts (ANF), un fauchage adapté en cas de présence accrue de séneçons de Jacob a déjà été mentionné.

En 2018, un groupe de travail, traitant le problème du séneçon de Jacob, représenté par l'ANF, l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), l'Administration des services vétérinaires (ASV), l'APC, le Syndicat intercommunal pour la conservation de la nature (SICONA) et le Musée national d'histoire naturelle Luxembourg (MNHNL) a été déterminé.

À la demande du groupe de travail, une analyse SIG a été réalisée, montrant les intersections entre les prairies/pâturages extensifs (contrats de biodiversité ou zones de zéro fertilisation/MAE) et les bords de route (tampon de 55 m, rayon potentiel de dispersion des graines de la plante). La carte montre la superficie des parcelles situées dans cette zone tampon par rapport à la route et donc le risque potentiel de propagation de la plante sur les terres agricoles.

Le réseau routier luxembourgeois compte environ 2.900 km, dont 120 km se situent le long de terres agricoles grevées d'un sous-contrat de protection de la nature, ce qui représente un pourcentage de 4,1 %. Il en résulte que 1.330,20 ha de terres agricoles sont potentiellement à risque. Toutefois, il a été retenu qu'un procédé sélectif en fonction des résultats des cartes s'avère peu utile (vu la dispersion et la faible dimension des tronçons routiers concernés).

Néanmoins, les zones connues et signalées à l'APC sont fauchées de manière ciblée et efficace pour obtenir l'effet souhaité. Afin de faciliter l'identification de la plante par les agents de l'APC, en vue de détecter des peuplements plus importants et d'organiser le fauchage nécessaire, un dépliant autoexplicatif, contenant les informations nécessaires (caractéristiques d'identification, période de floraison, contre-mesures, contact via une adresse e-mail prévue à cet effet, etc.) a été élaboré.

Question 4589 (01.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vente de produits sur les réseaux sociaux :**

Den Handel iwwert d'sozial Medien hëlt ëmmer méi grouss Enverguren un. Duerch Annoncen an och Livestreams gi mëttlerweil grouss Mengen u Wuere verkaaft. Ee klore gesetzleche Kader, wéi een als Privatpersoun dëst Akommes muss deklaréieren, schéngt et awer nach net ze ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen an Aarbecht dës Froe stellen:

1. Muss eng Privatpersoun d'Akommes aus Venten op soziale Medie bei der Steierverwaltung uginn? Falls jo, ab wéi engem Montant?

2. Ab wéi engem Montant brauch eng Privatpersoun eng Autorisation d'établissement?

3. Gesäit de Ministère d'Gefor, dass Betriber ënnert dem Numm vu Privatpersoune Wueren op de soziale Medie kënne verkafen, fir esou eng Besteierung ze ëmgoen?

Réponse (16.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Den honorabelen Deputéierte freet als éischt, wéi eng Privatpersoun d'Akommes aus dem Verkaf vu Wueren op de soziale Medie bei der Steierverwaltung deklaréiere muss.

Fir de Verkaf vu Wueren iwwert déi sozial Reseaue gëllen am Beräich vun den direkte Steieren déi selwecht steierlech Reegele wéi bei anere private Verkeef, déi net iwwert déi sozial Reseaue stattfannen.

De Verkaf vu Wueren, déi sech am Privatverméige vun engem Steierflichtege befannen an am Virfeld vum Verkaf vun him gebraucht gi sinn, féiere reegelméisseg zu Perten, well den Akafspräis generell méi héich ass ewéi de Verkafspräis. Steierlech gëtt an deem Fall och just vun engem steierbare Revenu

geschwat, wann tëscht Kaf a Verkaf sechs Méint oder manner leien. Wann d'Zomm vun deene steierbare Revenuen negativ ass, dann ass eng Kompensatioun mat anere Revenuskategorien ausgeschloss. Wann d'Zomm positiv ass an awer ënnert 500 Euro géif leien, dann ass de Revenu steierfräi.

Wann d'Ventë vun enger natierlecher Persoun an de soziale Medien awer d'Envergure vun engem Gewerbebetrib kréien, also wann déi Aktivitéit d'Critèrë vun der Onofhängegkeet, Gewënnerzilungsabsicht, Nohaltegkeet a Bedeelegung um allgemenge wirtschaftleche Verkéier aus dem Artikel 14 vum Akommessteiergesetz erfëllt, dann applizéiere sech natierlech déi allgemenggülteg Reegelen, déi d'Bestëmme vum „bénéfice commercial" betreffen.

D'Noutwendegkeet vun enger Autorisation d'établissement ass net un d'Héicht vum Akommes, deen duerch eng kommerziell Aktivitéit entsteet, gebonnen. Eng Privatpersoun muss eng Autorisation d'établissement ufroen, wa si op eng repetitiv Aart a Weis enger kommerzieller Aktivitéit nogeet. Eng Privatpersoun, déi reegelméisseg op de soziale Medie Wuere verkeeft, brauch deemno eng Autorisation d'établissement, onofhängeg vun der Héicht vun hirem doduerch generéierten Akommes.

Betreffend dem honorabelen Deputéierte seng lescht Fro gëtt de „bénéfice commercial" vu Betriber, déi vun enger natierlecher Persoun exploitéiert ginn, bestëmmt opgrond vu sämtlechen Operatiounen, déi déi Persoun am Kader vun hirer Aktivitéit mécht. An deem Sënn gehéieren d'Beneficer, déi eng natierlech Persoun duerch de Verkaf vu Wueren an de soziale Medie realiséiert, och zum Benefice vun hirem Betrib.

Question 4590 (01.07.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **préparations pour une nouvelle vague d'infections Covid-19 :**

En raison de sa forte infectiosité, le variant Delta de la Covid-19 est de plus en plus répandue en Europe. Au Luxembourg, cet variant représente déjà un tiers des nouvelles infections.

En France, l'Institut Pasteur met également en garde contre le risque d'une quatrième vague d'infections en automne. L'évolution de la pandémie dépendra des mesures prises et de la campagne de vaccination.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre comment évalue-t-elle le risque que nous devrions à nouveau prendre des mesures plus strictes en automne pour éviter un lockdown ?

2) Madame la Ministre sur quelles données fonde-t-elle son évaluation ?

3) Y a-t-il actuellement des plans en préparation afin d'être en mesure d'agir de manière appropriée en cas d'une nouvelle vague d'infections en automne ?

Réponse commune (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Il est trop tôt pour se prononcer avec certitude sur l'évolution de la situation pendant les mois à venir et sur les restrictions à appliquer en automne à partir des données disponibles aujourd'hui.

L'évolution de la situation épidémiologique fait l'objet d'un monitoring systématique et journalier sur base d'une série d'indicateurs clés précis qui sont repris dans une plateforme dédiée mise en place parmi les premières mesures en début de crise. La Cellule de crise effectue par ailleurs une analyse détaillée de ces différents indicateurs lors de sa réunion hebdomadaire et propose, sur base de cette analyse, des mesures et actions aux décideurs.

ad 2) L'évaluation se fait sur base d'un faisceau d'indicateurs, notamment le nombre de nouvelles infections, le taux d'incidence, le taux de positivité, le taux de reproduction, le taux d'occupation des lits hospitaliers (soins normaux et soins intensifs), l'impact sur la prise en charge extrahospitalière, l'activité du contact tracing, les tranches d'âges des personnes nouvellement infectées et des personnes hospitalisées, les décès, la situation dans les maisons de soins, le taux de vaccination, l'évolution des variants, la présence du virus dans les eaux usées et la situation dans les autres pays, notamment les pays voisins.

ad 3) Comme depuis le début de cette crise sanitaire, l'action du Gouvernement repose sur un système de monitoring et une gouvernance solide, capable de fonctionner en permanence et de rassembler un ensemble de compétences et d'acteurs indispensables pour assurer un cadre clair et précis pour maîtriser la crise dans toutes ses dimensions.

La stratégie de lutte contre la Covid-19 repose sur une évaluation permanente du risque épidémiologique fondée sur une série d'indicateurs de risque tels que repris ci-dessus et qui permettent une réactivité et une flexibilité à tout moment. L'objectif principal de ces indicateurs est de faciliter l'anticipation, voire d'éviter de nouvelles vagues d'infections et, dans l'hypothèse où une nouvelle vague survenait malgré tout, de la contrôler le plus rapidement et le plus efficacement possible.

Le cadre de référence pour l'évaluation des risques se base tant sur les acquis scientifiques les plus récents que sur l'expérience acquise pendant les vagues précédentes, sur les étapes successives de déconfinement et sur la progression de l'épidémie au cours des derniers mois.

Question 4591 (01.07.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**organisation scolaire :**

Direkt nom éischte Lockdown am Fréijoer 2020 gouf decidéiert, d'Schouljoer 2019/2020 net méi an Trimester, mee a Semester ze organiséieren. Dëst sollt den Drock aus der Schoul huelen, ë. a. d'Zuel vu Prüfunge reduzéieren; villméi sollten d'Léierréckstänn opgeschafft ginn, déi wärend dem Homeschooling entstane sinn.

Och d'Schouljoer 2020/2021 ass fir sämtlech Klassen am Enseignement secondaire a Semester organiséiert ginn.

An deem Zesummenhang well ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

- Wéi ee Bilan zitt de Minister vun der Schoulorganisatioun a Semesteren? Wéi ass de Feedback vun de Vertrieder vu Léierpersonal, Schüler an Elteren?

- Gëtt och d'Schouljoer 2021/2022 a Semester ofgehalen? Wa jo, gëllt dat da just fir den Enseignement secondaire oder och fir den Enseignement fondamental? Wat bedeit dat konkreet fir déi concernéiert Acteuren?

- Envisagéiert de Minister, laangfristeg ganz op eng Organisatioun a Semesteren ze wiesselen? Wa jo, wat wieren d'Avantagë fir de Schoulunterrecht?

Réponse (18.08.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Schoulorganisatioun a Semesteren ass am Kader vun der sanitärer Kris agefouert ginn, notamment mam Zil, de Schoulstress ze reduzéieren. Aus deem Grond ass de Semesterrhythmus och vu sämtleche Schoulpartner allgemeng begréisst ginn. Et goufe vereenzelt Réckfroen oder Onsécherheeten zu der Zuel an der Verdeelung vun de Klassenaarbechten, soudatt dëse Punkt nach eng Kéier preziséiert ginn ass.

Och d'Schouljoer 2021/2022 wäert no Semesteren organiséiert ginn, dëst mat Ausnam vun der „voie de préparation", wou d'Schoule selwer kënnen decidéieren, ob si no engem Trimester- oder Semesterrhythmus wëlle funktionéieren. Den Enseignement fondamental allerdéngs wäert och weiderhin no Trimesteren organiséiert ginn.

Op verschiddene Klassen a vereenzelte Schoulen ass d'Organisatioun no Semester elo schonns d'Reegel. Zudeem soll am Laf vum nächste Joer am Kader vun enger breet ugeluechter Consultatioun mat alle Schoulpartner de Sujet vun der Schoulorganisatioun no Trimesteren oder no Semesteren nach eng Kéier thematiséiert ginn; eréischt da fält d'Decisioun, wéi et mat der zukünfteger Schoulorganisatioun allgemeng weidergeet.

Question 4596 (01.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **loi relative à l'organisation du marché de l'électricité :**

Den Artikel 2 (8) vum ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité gesäit follgend Prozedur vir am Fall, wou ee Client seng Rechnunge bei sengem Stroumfournisseur net bezilt,

« (a) En cas de non-paiement dans un délai de 15 jours à partir de la date d'échéance d'une facture, un rappel est envoyé au client par le fournisseur ;

(b) En cas de non-paiement dans un délai de 15 jours à partir de la date d'envoi du rappel visé sous a), le fournisseur informe par écrit le client en défaillance de paiement de son intention de le faire déconnecter après 30 jours et lui fournit au même moment toute information utile dont au moins les coordonnées de l'office social compétent en fonction de sa résidence auquel il peut s'adresser pour pouvoir recevoir l'aide prévue par la législation afférente.

Une copie de l'information par laquelle le fournisseur informe le client défaillant de son intention de le faire déconnecter après 30 jours est communiquée parallèlement par le fournisseur à l'office social compétent en fonction de la résidence du client défaillant. Après le prédit délai, le gestionnaire de réseau concerné déconnecte, sur mandat écrit du fournisseur, le client en défaillance de paiement ; […]. »

Et kann ëmmer mol geschéien, dass een eng Rechnung iwwersäit oder vergësst, se ze bezuelen. Dëst kann aus ganz verschiddene Grënn passéieren. Zum Beispill, wann eng Persoun ee Mount an d'Vakanz fiert a kee Bankmandat un de Fournisseur ausgestallt huet.

Allerdéngs sinn an esou Fäll déi am Gesetz genannten Delaien ze kuerz, fir als Client kënne virum zweete Rappel ze reagéieren. Do kann ee gäre mol als Client erféieren, wann ee bei sengem Retour schonn den zweete Rappel mat der Menace vun der Ofschaltung a senger Bréifkëscht fënnt, ouni mol d'Chance gehat ze hunn, d'Rechnung ze gesinn.

D'Dispositioun, déi nach aus dem Originalgesetz vun 2007 staamt an och mat der leschter Gesetzesännerung onverännert bliwwen ass, gouf als Moossnam festgeluecht, fir vulnerabele Clienten net direkt mussen de Stroum ofzekappen, wéi aus dem Rapport vum Gesetzesprojet 5605 erauszeliesen ass. Zanterhier hunn sech am Beräich vum Dateschutz awer eng Villzuel u Reegele verännert, wat dann d'Fro opwerft, ob dës Dispositioun nach am Aklang mat den neie Prinzippie vum Dateschutz ass. D'Fro dierf gestallt ginn, ob et hautdesdaags net dem Client selwer misst iwwerlooss sinn, sech an Noutsituatiounen u säin Office social ze wenden, amplaz seng Donnéeë vum Stroumfournisseur un eng Drëttpartei weiderzereechen. Et steet heibäi ausser Fro, dass d'Energieaarmut muss verhënnert ginn, allerdéngs däerf een anerersäits d'Prinzippie vum Dateschutz net ausser Uecht loossen.

Am Gesetz ass och net preziséiert, dass d'Rappeller musse per Recommandé verschéckt ginn. Esou kann et ganz gutt sinn, dass den éischte Rappel ni beim Betraffenen ukënnt an dem Client seng Donnéeën zu Onrecht un den Office social weidergeleet ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, Famill an Integratioun an Energie dës Froe stellen:

1. Ass d'Prozedur, wéi se aus dem uewe genannte Gesetz zitéiert ass, konform mat den haitegen Dispositioune vum Dateschutz (GDPR an Dateschutzgesetz)?

2. Wéi oft ginn d'Sozialbüroen am Duerchschnëtt pro Joer a Kopie vun engem zweete Rappel gesat?

3. Wéi oft krute Clienten an der Zäitperiod 2017 bis 2020 de Stroum ofgeschnidden?

4. Existéieren, ausser engem Accord à l'amiable oder enger geriichtlecher Decisioun, nach aner Méiglechkeeten, wou ee Client beweise kann, dass hien d'Rappeller vum Fournisseur ni zougestallt krut? Wier et net opportun, dass d'Fournisseure systematesch géifen den zweete Rappel per Recommandé verschécken?

5. D'Gesetz vun 2007 ass schonn e puer Mol geännert ginn a wierkt duerch déi vill Textännerungen zimmlech oniwwersiichtlech. Eng konsolidéiert Versioun vum Gesetz ass weeder op Legilux nach um Site vum ILR, nach um Site vum Energieministère ze fannen. Wäert den Energieminister eng konsolidéiert Versioun vum Gesetz online setzen?

Réponse commune (09.08.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Dat generellt Dateschutzreglement (RGPD) gesäit - wéi d'Virgängerdirektiv an dat viregt Lëtzebuerger Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 - vir, dass perséinlech Donnéeën dierfe veraarbecht ginn, falls dëst néideg ass fir d'Erfëllung vun enger rechtlecher Verflichtung, där de Responsable du traitement ënnerläit.

An der Optik vum Schutz vun Endverbraucher an enger prekärer Situatioun, dee vun den europäeschen Texter virgeschriwwen ass, gëtt de Fournisseur duerch d'Gesetz vum 1. August 2007 „relative à l'organisation du marché d'électricité" ausdrécklech dozou verflicht, dem zoustännege Sozialbüro eng Kopie vum zweete Rappel zoukommen ze loossen, duerch déi de Client „en défaillance de paiement" iwwert d'Intentioun d'Verbindung zum Stroumreseau ze trennen, a Kenntnis gesat gëtt.

D'Transmissioun vun Informatiounen un den zoustännege Sozialbüro an déi domat verbonnen Dateveraarbechtung duerch de Fournisseur ass deemno néideg, fir d'Erfëllung vun enger rechtlecher Verflichtung, där de Fournisseur ënnerläit (Artikel 6, Paragraf 1, Punkt c) vum RGPD).

ad 2. Aus dem Rapport d'activités 2019 vum „Institut luxembourgeois de régulation" (ILR) geet ervir, dass am Duerchschnëtt vun de Joren 2016-2019 8.000-mol am Joer eng Informatioun iwwert en zweete Rappel un den Office social geschéckt ginn ass. Déi genau Zuele sinn an der Tabell heidrënner zesummegefaasst. Fir d'Joer 2020 sinn nach keng Donnéeë publizéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Aus dem selwechte Rapport vum ILR geet ervir, dass 2017 883-mol de Stroum wéinst Netbezuele vun enger Rechnung ofgeschalt ginn ass, 2018 836-mol, an 2019 923-mol. Bei dësen Zuelen handelt et sech ëm d'Fäll vun Ofschaltungen. Et ass méiglech, datt et fir ee selwechte Client zu méi wéi enger Ofschaltung komm ass.

ad 4. Wéi fir all Clientsreklamatioun am Stroumsecteur gëtt et, am Fall wou am Kader vum Fournisseur senge Reklamatiounsprozedure keng Léisung am Gudde fonnt ginn ass, eng Méiglechkeet, beim ILR eng Mediatiounsprozedur ze entaméieren. An esou enger Prozedur kéinten a Presenz vum Mediateur Froen, wéi déi net erfollegt Zoustellung vun engem Rappel, geléist ginn.

Déi gesetzlech Prozedur gesäit vir, dass de Client fréistens dräi Méint no der éischter Rechnung kann ofgeschalt ginn, a gëtt domat genuch Zäit, fir eventuell Onkloerheeten, zum Beispill iwwert de Wee vun esou enger Mediatioun, ze klären, oder och fir Fäll ofzedecken, wou e Client länger Zäit net do ass.

Effektiv ass et esou, dass an der Reegel den Délai de paiement vun de Rechnungen ee Mount ass. Den éischte Rappel gëtt fréistens zwou Wochen no der Echeance vun dësem Delai geschéckt. Den zweete Rappel gëtt dann zwou Wochen dono geschéckt, an de Client kann eréischt ee Mount no dësem Rappel ofgeschalt ginn.

Et ass de Ministèren net bekannt, dass d'Receptioun vun engem Rappel an der Vergaangenheet zu gréissere Problemer gefouert huet, sou dass et net néideg schéngt, d'Fournisseure gesetzlech ze obligéieren, den zweete Rappel per Recommandé ze verschécken.

ad 5. Eng consolidéiert Versioun vum Stroumgesetz ass um Internetsite vum ILR[11] ze fannen.

Question 4597 (01.07.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **liaison aérienne directe entre Luxembourg et Moscou :**

Déi russesch Fluchgesellschaft S7 Airlines (S7) baut hiert Netz vun Direktverbindunge mat europäeschen Destinatiounen aus. Dofir ass et net ganz verwonnerlech, datt den Dmitry Lobanov an engem rezenten Interview mat Radio Ara duerchblécke gelooss huet, datt et zu engem Accord tëscht Luxair an S7 komm wier, wat eng Direktverbindung tëscht Moskau a Lëtzebuerg ugeet, eng Optioun, iwwer déi schonns säit Joren diskutéiert gëtt.

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un den Här Transportminister an un den Här Bausseminister:

1. Kënnen d'Häre Ministere confirméieren, datt et zu dësem Accord tëscht Luxair an S7 komm ass?

2. Wann dat de Fall ass, kënnen d'Häre Ministere preziséieren, wéini dës Direktverbindung tëscht Moskau a Lëtzebuerg operativ wäert sinn?

3. Wat bedeit dësen Accord fir déi Lëtzebuerger Konsulater a Russland? Ginn déi eventuell personell verstäerkt?

4. Ass scho gewosst, wat fir ee Moskauer Flughafen dës Verbindung ubidde wäert ? Sinn nach aner Destinatiounen a Russland oder an anere Länner vu Lëtzebuerg aus mat S7 geplangt?

5. Wéi steet d'Regierung generell zu engem Ausbau vun den Direktflich tëscht Russland a Lëtzebuerg am Kontext vun der Sanktiounspolitik vun der EU?

Réponse commune (04.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Et gëtt keen Accord tëscht Luxair an S7 iwwert eng Direktverbindung tëscht Lëtzebuerg a Moskau.

Luxair huet mat der russescher Kompanie Kontakt opgeholl, mee eng Analys vum aktuelle Marché an och d'Aussiichte fir d'nächst Joer schéngen ze weisen, dass et am Moment keng Demande gëtt, déi duer géing, fir eng rentabel Verbindung opzebauen.

Fluchverbindunge ginn an éischter Hisiicht aus kommerziellen Iwwerleeungen hiergestallt, wa sech fir eng Fluchkompanie ee rentabele Marché ubitt, fir gewëssen Destinatiounen ze fléien.

Et wier mat der EU-Sanktiounspolitik aktuell net verbueden, mat Russland eventuell esou Verbindungen opzebauen, grad esou wéi aner wirtschaftlech Aktivitéite mat russesche Betriber och am Moment weider funktionéieren.

De Passagéiertransport tëscht béide Länner ass iwwert e bilateralen Accord gereegelt.

[11] https://web.ilr.lu/FR/Professionnels/Electricite/Commun/Legislation

Question 4599 (01.07.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**aménagement du pôle multimodal sur le site de la gare d'Ettelbruck :**

Dans le contexte du programme gouvernemental pour l'aménagement du Pôle multimodal sur le site de la gare d'Ettelbruck, il est prévu de démolir le bâtiment voyageur actuel, datant de 1862 et souvent mis en avant-plan comme symbole de son temps et de l'émergence du transport public assortie du développement économique qui se faisait aux alentours directs des gares du pays.

Le bâtiment voyageur n'est pas protégé et sa démolition fait partie intégrante de la loi du 23 décembre 2014 relative à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck. La question de la protection du bâtiment en son site actuel ne se pose donc plus. Le propriétaire, le Fonds du rail, a demandé l'autorisation pour sa démolition pour septembre/octobre 2021.

Au vu de sa disparition et de sa valeur architecturale et urbaine, plusieurs organisations de protection du patrimoine ont adressé des propositions chiffrées à Madame la Ministre de la Culture pour assurer la conservation de la bâtisse par une reconstruction à un autre endroit.

Le conseil communal de la Ville d'Ettelbruck avait adressé une motion au Gouvernement, adoptée à l'unanimité le 1er juillet 2019 afin que les éléments marquants essentiels soient intégrés dans le projet du nouveau bâtiment voyageur à construire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Culture :

1) Les ministres ont-ils connaissance du coût pour le démontage du bâtiment voyageur, selon les règles de l'art par une entreprise spécialisée, et permettant sa conservation en vue d'une reconstruction ultérieure ? Quel est ce montant ?

2) Les ministres ont-ils des projets pour une conservation durable du matériel ferroviaire existant et mis en valeur par le Service national des sites et monuments nationaux ?

3) Les ministres sont-ils favorables à la création future d'un endroit approprié, ouvert au public, pour la conservation du patrimoine ferroviaire ?

4) Le cas échéant, d'aucuns estiment que la conservation du bâtiment voyageur démonté de la gare d'Ettelbruck constitue une chance unique pour rehausser une future valorisation du patrimoine ferroviaire historique. Les ministres partagent-ils cette vue ?

5) Au cas où les ministres se prononcent contre la conservation de la bâtisse après son démontage, voient-ils une possibilité d'intégrer une partie du bâtiment voyageur actuel dans le gabarit futur du nouveau bâtiment - un défi architectural de symbiose entre le passé et la projection vers le futur ?

6) Le cas échéant, Monsieur le Ministre est-il disposé à imposer aux architectes d'intégrer une partie du bâtiment actuel dans le nouveau bâtiment voyageur ?

Réponse commune (23.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1) En ce qui concerne le volet structurel dans le contexte de la démolition prochaine du Bâtiment Voyageurs (BV) de la gare d'Ettelbruck, il est à noter qu'il n'est pas prévu de démonter le BV de façon à permettre sa conservation en vue d'une reconstruction ultérieure. En effet, il est prévu de déconstruire le bâtiment par type d'éléments (équipements, métaux, bois, pierres, etc.) afin de pouvoir garantir un recyclage par type de matière. Quant au coût pour la démolition et le recyclage par type de matière, celui-ci a été estimé en 2014 au moment de l'élaboration du projet de loi pour le présent projet à 100.000 euros (indexé au coût de la construction). Le montant définitif des travaux n'est actuellement pas encore connu, les appels d'offres étant encore en cours de préparation.

ad 2) + 3) Des réflexions préliminaires quant à la conservation durable et à l'exposition au grand public du matériel ferroviaire roulant historique qui fait partie intégrante de la propriété de l'État ont été menées, mais se trouvent actuellement au stade de pure réflexion.

ad 4) La conservation d'un bâtiment ferroviaire peut, dans des cas précis, effectivement constituer une possibilité de valorisation du patrimoine ferroviaire. Cependant, il y a lieu de souligner que dans le cadre des projets d'infrastructure, la démolition d'un BV p. ex. n'est envisagée que si le maintien de celui-ci empêcherait le développement souhaité de notre mobilité dont le système ferroviaire constitue une partie importante. Tel est notamment le cas pour le BV de la gare d'Ettelbruck pour lequel aucune variante satisfaisante n'a pu être esquissée permettant son maintien compte tenu de la nécessité de la mise en souterrain de la route nationale N7.

ad 5) Il n'est pas prévu de récupérer un élément précis du bâtiment existant si ce n'est la structure portante de la marquise attenant au bâtiment et couvrant une partie du quai I. Ces éléments seront déposés soigneusement et trouveront une nouvelle affectation sur le site du Train 1900 à Pétange.

ad 6) Il n'est pas prévu de maintenir des parties du bâtiment existant. Le nouveau pôle d'échange multimodal devra offrir des locaux modernes et attrayants tout en y intégrant des espaces d'attente ainsi qu'un espace d'accueil pour les clients du transport public. En outre, il est prévu d'y héberger également un commissariat de police adapté aux besoins actuels.

Question 4600 (02.07.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **contrôle des mesures sanitaires applicables pour tout déplacement depuis le Royaume-Uni :**

Vu la propagation du variant appelé delta dont la transmissibilité semble augmentée, des mesures sanitaires plus strictes s'appliquent actuellement à toute personne ayant séjourné au Royaume-Uni dans les 14 jours précédant son arrivée sur le territoire luxembourgeois. En effet, indépendamment de son moyen de transport, elle doit se soumettre dans les plus brefs délais à un test Covid-19 et ensuite se mettre en quarantaine stricte pendant sept jours avec l'obligation de se soumettre à un deuxième test à partir du sixième jour de quarantaine. Elle est dans l'obligation de déclarer sa présence à l'Inspection sanitaire qui assure un suivi et un traçage renforcé. Si la personne arrive par voie aérienne au Luxembourg, le test sera pratiqué, à titre gratuit, au centre de test Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg.

Or, selon un article paru dans la presse luxembourgeoise, peu de voyageurs en provenance du Royaume-Uni se soumettraient au test à leur arrivée à l'Aéroport de Luxembourg ainsi qu'à la quarantaine obligatoire. Les contrôles de la part des autorités sanitaires luxembourgeoises ne seraient que ponctuels. Au Royaume-Uni, en revanche, la surveillance du respect des règles sanitaires des personnes revenant de pays figurant sur la liste Amber par les autorités locales serait beaucoup plus systématique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que seulement peu de voyageurs en provenance du Royaume-Uni se soumettent aux mesures sanitaires plus strictes en raison de la propagation du variant appelé delta ?

2) Madame la Ministre, peut-elle confirmer que le contrôle de ces mesures sanitaires par les autorités luxembourgeoises ne sont pas systématiques ?

3) Dans l'affirmative, Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faudrait renforcer l'application de ces règles par ces voyageurs, afin d'enrayer la propagation du variant delta sur notre territoire ?

4) Dans l'affirmative, ne serait-il pas envisageable que les unités de traçage de l'Inspection sanitaire s'impliquent d'une manière plus proactive dans cette mission ?

Réponse (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Ministère de la Santé ne dispose pas d'un moyen de contrôler si le nombre de ces déclarations est exhaustif, dans la mesure où le système se base sur l'autodéclaration des personnes ayant séjourné au Royaume-Uni au cours des 14 jours précédant leur arrivée sur le territoire luxembourgeois.

Entre le 13 juin et le 31 juillet 2021, 603 personnes ayant séjourné au Royaume-Uni au cours des 14 jours précédant cette période ont déclaré leur présence à l'Inspection sanitaire ; toutes ces personnes ont reçu une ordonnance de quarantaine ainsi qu'une ordonnance de test de détection par amplification de l'ARN viral du Sars-CoV-2 (méthodes PCR, TMA ou LAMP), qui sont à réaliser à partir du sixième jour. Le contrôle du respect de la quarantaine n'a pas été systématique.

La circulation du variant delta au cours des dernières semaines étant devenue majoritaire au sein de la population nationale, le maintien des dispositions sanitaires applicables aux personnes en provenance du Royaume-Uni n'était plus justifié ; en conséquence, les obligations de test à l'arrivée, de déclaration de sa présence à l'Inspection sanitaire, de quarantaine stricte pendant sept jours avec la réalisation d'un test PCR au sixième jour de la quarantaine ne sont plus applicables depuis le 1er août.

Question 4601 (02.07.2021) de **Mme Diane Adehm** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **statistiques relatives à certains types d'infractions :**

Après l'attaque à l'arme blanche à Wurtzbourg en Allemagne ayant fait plusieurs morts et des blessés graves, les autorités ne peuvent exclure que celle-ci ait été motivée par la haine des femmes.

Nous notons dans ce contexte que le groupe politique « Bündnis 90/Die Grünen » a déposé fin 2020 au Parlement allemand une demande aux fins de mieux cerner et de combattre plus efficacement les crimes de haine et autres formes de violence à l'égard des femmes. Les députés demandent à cet égard que les actes de violence à l'égard des femmes soient comptabilisés dans une sous-catégorie d'infractions à connotation politique.

À cet égard, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de matériel statistique en rapport avec des infractions à connotation politique ? Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous fournir les détails par sous-catégorie (i. e. par référence à un article précis du Code pénal) ?

2) Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques en relation avec des infractions commises sur des femmes et qui sont motivées par la haine des femmes ?

2.1) Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous fournir plus de précisions à cet égard ? Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis qu'il faille ranger cette dernière catégorie d'infractions parmi les infractions à connotation politique ?

2.2) À supposer que le gouvernement ne dispose pas des statistiques en question, Madame et Monsieur les Ministres seraient-ils enclins à demander aux autorités policières et judiciaires de répertorier spécifiquement les infractions mues par la haine des femmes? À défaut, quelles en sont les raisons ?

Réponse commune (02.08.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) De manière générale, il est renvoyé à la question parlementaire n° 3912 qui avait adressé la problématique des infractions à caractère antisémite et leur classification à des fins statistiques. À l'instar des infractions à caractère antisémite, les infractions à connotation politique ne sont pas répertoriées en tant que telles, car elles relèvent de l'article 454 du Code pénal qui vise, indistinctement, les différentes manifestations de discrimination qui y sont énumérées, à savoir celles fondées sur l'origine, la couleur de peau, le sexe, l'orientation sexuelle, le changement de sexe, l'identité de genre, la situation de famille, l'âge, l'état de santé, le handicap, les mœurs, les opinions politiques ou philosophiques, les activités syndicales, l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Il s'y ajoute que d'autres délits (par exemple coups et blessures involontaires, blessures, etc.) peuvent également revêtir une motivation politique ou toute autre motivation visée à l'article 454 du Code pénal sans que celle-ci ne soit spécifiquement connue ou classifiée à des fins statistiques.

Ainsi, ni le Parquet ni la Police grand-ducale ne sont en mesure de fournir des statistiques détaillées sur demande sur des sujets spécifiques à connotation politique, tels que visés dans la question des honorables Députés.

ad 2) Il est renvoyé aux développements faits plus en avant au sujet des infractions à caractère politique ou antisémite. Les mêmes explications s'appliquent aux infractions commises en raison d'un mobile haineux à l'égard des femmes.

Ainsi, ni le parquet ni la Police ne détiennent de statistiques en relation avec des infractions commises sur des femmes et qui sont motivées par la haine des femmes.

ad 2.1) Il est rappelé, à ce titre, qu'il appartient au ministère public, en déclenchant les poursuites, de donner la qualification officielle de l'infraction au sujet de laquelle les poursuites sont engagées. Selon le principe constitutionnel de la séparation des trois pouvoirs, cette prérogative relève donc du pouvoir judiciaire et non pas du pouvoir exécutif.

ad 2.2) Il est renvoyé aux développements faits plus en avant à ce titre, à savoir que les infractions mues par la haine, que ce soit en raison du sexe ou de toute autre caractéristique énumérée à l'article 454 du Code pénal ne sont pas répertoriées en tant que telles.

Néanmoins, il y a lieu de relever que l'article III de la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique prévoit l'établissement annuel de statistiques ventilées par sexe et relation entre auteur et victime, sur le nombre de plaintes et condamnations pour les infractions visées aux articles 393 à 396 du Code pénal (homicide/ assassinat/ parricide/infanticide) ainsi qu'aux articles 330-1, 377 et 409 du Code pénal.

Ainsi, ces statistiques sont publiées en partie chaque année dans le rapport au Gouvernement du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence domestique ainsi que cette question a été traitée dans le cadre de la question parlementaire n° 1602 à laquelle il est renvoyé pour le surplus.

Question 4604 (02.07.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **moratoires sur les crédits :**

Lors du premier confinement, les établissements de crédit luxembourgeois ont accordé un moratoire pouvant aller jusqu'à six mois de report d'échéances sur quelque 18.000 crédits. Ces moratoires ont progressivement touché à leur fin au cours du 3e trimestre 2020. Or, la crise sanitaire du Covid-19 continue de provoquer des séquelles aux dépens de nombreux acteurs économiques.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quel est l'impact à l'heure actuelle de la crise du Covid-19 sur les délais de remboursement des crédits bancaires au Luxembourg.

- Comment les établissements de crédit réagissent-ils actuellement à la demande en faveur d'un délai de remboursement de la part de leurs clients ?

- Le cas échéant, le Gouvernement envisage-t-il d'entrer en contact avec le secteur bancaire en vue d'une reconduction des moratoires sur les crédits ?

Réponse (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Sur base des dernières informations disponibles, il apparaît que le ratio des prêts aux particuliers présentant un retard de paiement se situait, à fin mars 2021, pour les banques luxembourgeoises actives sur le marché domestique, à 1,5 % de leur encours. Tout comme pour les prêts présentant un retard de paiement, le niveau des encours de crédits faisant l'objet d'une restructuration est également resté relativement stable depuis septembre 2020, dans un contexte où le volume total des moratoires sur les prêts n'a cessé de décroître.

En ce qui concerne le traitement de demandes en faveur d'un délai de remboursement émanant de la part de leurs clients (« moratoire individuel ») par les banques, celui-ci relève de la politique commerciale de chacune des banques concernées et ne fait pas l'objet d'un traitement statistique consolidé.

Par ailleurs, au regard de l'ampleur de la reprise économique d'une part, et de la reconduction des aides directes pour soutenir les secteurs économiques les plus touchés par la crise sanitaire d'autre part, il ne semble à ce stade pas opportun de poursuivre activement des discussions avec les acteurs bancaires de la place financière luxembourgeoise en vue de la réintroduction d'un « moratoire de place » sur les crédits. Dans ce cadre, il convient également de relever que l'Autorité bancaire européenne ne prévoit dorénavant plus l'application d'un régime prudentiel préférentiel pour les moratoires liés à la crise Covid-19.

Question 4605 (02.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **limite des trajets du service Adapto :**

Säit dem 1. Mäerz 2020 ass den Adaptoservice gratis. Ech hunn de Ministère schonn a verschiddene parlamentaresche Froen op d'Situatioun vu ville Persounen opmierksam gemaach, déi aktuell net méi kënnen op eng Adaptokaart zeréckgräifen, well mat der Gratuitéit och d'Krittären, fir eng Kaart kënnen ze kréien, geännert hunn. Mee och Persounen, déi eng Kaart accordéiert kruten, kënnen dëse Service net onbegrenzt notzen. Laut guichet.lu sinn d'Faarten op 360 Trajete pro Joer limitéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Handelt et sech bei dësen 360 Trajeten ëm eenzel Faarten oder sinn se als Aller-retouren ze verstoen? Falls et sech ëm 360 eenzel Faarten (also 180 Aller-retouren) handelt, kann de Minister d'Grënn fir dës Limitatioun erläuteren?

2. Ginn dës 360 Trajeten pro Joer dem Minister no duer, fir als Persoun mat Handicap esou um gesellschaftleche Liewe kënnen deelzehuele wéi Persounen, déi keen Handicap hunn?

3. Mat wéi engem Käschtepunkt wier eng Hausse vun der maximaler Unzuel u Faarte schätzungsweis verbonnen, wann een all Persoun, déi eng Adaptokaart besëtzt, géif erlaben, eemol pro Dag vun engem Aller-retour profitéieren ze kënnen?

Réponse (10.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Et handelt sech bei deenen 360 Faarten am Adapto ëm eenzel Faarten. Dëst ass erklärt ënnert de „Conditions générales d'utilisation", um Formulaire fir eng Kaart unzefroen, souwéi online pu-

blizéiert. Ech verweisen an dësem Kontext och op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3439. De Grond fir esou e Plaffong ass, dass et sech beim Adapto ëm e geleeëntlechen Transport handelt a kee reegelméissegen. Fir reegelméisseg Deplacementer, wéi fir a spezialiséiert Strukturen, ginn et aner Transportservicer.

Zur Erënnerung: Den Transport ass 2008 gegrënnt ginn als „service occasionnel" ënnert dem Numm Novabus. Bei enger éischter Reform 2015, wou en Adapto genannt gouf, gouf e Plaffong festgeluecht vu 15 Faarten hin an zeréck pro Mount, well den Term „occasionnel" respektiv Geleeënheetstransport net däitlech genuch war. Et war awer net méiglech, Faarten ze cumuléieren oder och ze reportéiere vun engem Mount op deen nächsten. De Plaffong gouf dowéinst mat der Reform 2020 op d'Joer ausgedeent, wat et dem Client erlaabt, fir den Transport méi dacks kënnen ze benotzen.

ad 2. Dës Unzuel vu Faarten dierfte generell duergoen, déi wéinegst Cliente benotzen den Adapto esou vill. Menge Servicer ass just een eenzege konkreete Fall bekannt vun engem Client, deem de Plaffong net duergeet.

ad 3. Um Dag vum 7. Juli 2021 goufen et genee et 5.763 Clienten an der Datebank. Domat kann een zwar Héichrechnunge maachen an alle Varianten, deemno wéi wäit de Client wëll gefouert ginn, oder wéi dacks wéi vill Leit kéinten zesummen transportéiert ginn; mee da wéisst een nach ëmmer net, wéi vill Bussen a Chaufferen néideg wieren an deementspriechend misste bezuelt ginn.

D'Joer 2020 kann een zwar net als Referenzjoer betruechten, mee ech ginn dem honorabelen Deputéierten awer ganz gären e puer Zuele mat op de Wee. Den 31. Dezember 2020 goufen et an der Datebank 5.516 Clienten an den Adapto huet 8.283.159,63 Euro kascht. Leider war duerch d'Pandemie d'Situatioun därmoossen exceptionnell, dass een doraus näischt schléisse kann. An de Méint Juli bis September 2020, déi als eenegermoossen normal ouni ze vill sanitär Restriktioune betruecht kënne ginn, sinn am Duerchschnëtt 428 Leit pro Dag mam Adapto gefuer. Tëschent dem 17. Mäerz an 19. Abrëll waren et der just 36.

Wéi schonn e puermol wëll ech nach emol drop hiweisen, dass et néierens am Ausland e vergläichbaren Transportservice gëtt, deen déi berechtegt Persounen esou dacks vun Dier zu Dier féiert, zu Lëtzebuerg souguer gratis. Och am Ausland ginn et Limitatioune fir d'Benotzung, déi méi niddreg sinn ewéi déi 360 Faarte bei eis.

Question 4608 (05.07.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **haut rendement de l'investissement dans la pierre :**

Le Luxembourg se situe traditionnellement parmi les pays avec le plus important pourcentage de ménages privés étant propriétaires de leurs logements.

Or, ce pourcentage a tendance à évoluer progressivement en faveur d'investisseurs nationaux et internationaux attirés par le haut rendement de l'investissement dans la pierre par rapport à d'autres placements.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre du Logement quelle a été l'évolution du ratio propriétaires/locataires ainsi que du ratio propriétaires privés/investisseurs institutionnels et autres.

- Quels sont les investisseurs institutionnels, quelle est leur nature et origine ?

Réponse commune (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Le Gouvernement ne dispose pas de statistiques pour corroborer les affirmations des honorables Députés qui estiment que la situation a tendance à évoluer progressivement en faveur d'investisseurs nationaux et internationaux attirés par le haut rendement de l'investissement dans la pierre par rapport à d'autres placements. En effet, sachant que les propriétaires des logements occupés par des locataires du marché privé ne sont pas identifiés, il n'est pas possible d'établir l'évolution des « investisseurs institutionnels » parmi l'ensemble des investisseurs privés, propriétaires de logements mis en location.

Il est néanmoins utile de souligner que d'après la note n° 25 portant sur l'évolution du taux d'effort des ménages résidents du Luxembourg selon leur mode d'occupation et leur niveau de vie de l'Observatoire de l'habitat l'évolution du ratio propriétaires/locataires se présentait entre 2010 et 2018 comme suit :

Évolution de la répartition des ménages résidents selon leur mode d'occupation

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4609 (05.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **actions coup de poing contre le problème des déchets transfrontaliers déversés illégalement :**

Les services des douanes et de police français et luxembourgeois ont procédé récemment à des actions coup de poing à la frontière franco-luxembourgeoise pour réagir au problème des déchets transfrontaliers déversés illégalement par tonnes dans les friches sidérurgiques françaises respectivement en pleine nature par des réseaux organisés.

- J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement quel a été le résultat de ces actions coup de poing.

- Quelle est la nature des déchets déposés illégalement et d'où proviennent-ils ?

- Quels sont le cas échéant les auteurs de ces déversements illégaux ?

Réponse commune (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

L'Administration de l'environnement a été contactée en 2018 par le Groupement européen de coopération territoriale (GECT) Alzette Belval afin de créer une collaboration franco-luxembourgeoise pour enrayer les transferts transfrontaliers illicites de déchets et les dépôts sauvages de déchets apparus le long de la frontière franco-luxembourgeoise.

Par après, plusieurs échanges ont eu lieu entre l'Administration de l'environnement, le GECT Alzette Belval, la Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette ainsi que les services compétents des douanes, de la police et de la gendarmerie françaises.

En 2019, dans une première phase, des actions de sensibilisation au travers du rappel des obligations légales et des interdictions en matière de transferts de déchets ont été lancées, ceci notamment par l'intermédiaire de la Chambre des Métiers, mais aussi des réseaux sociaux et du site Internet emwelt.lu.

Début 2020, quatre agents de l'Administration de l'environnement ont participé à une première action coup de poing sur le territoire français. Comme l'Administration de l'environnement n'a pas de compétences en dehors du Grand-Duché de Luxembourg, la présence des agents a été purement représentative et consultative et ce sont uniquement les autorités françaises qui ont pu sanctionner les infractions constatées lors de ce contrôle routier. L'Administration de l'environnement ne dispose donc pas d'une statistique des résultats.

En raison de la crise sanitaire, une deuxième action coup de poing a seulement pu avoir lieu en juin 2021. Cinq agents de l'Administration de l'environnement ont participé à l'action qui s'est déroulée des deux côtés de la frontière. Là encore, concernant les mesures et sanctions formulées par les autorités françaises, l'Administration de l'environnement ne peut pas se prononcer. Le contrôle sur le territoire luxembourgeois, réalisé en collaboration avec la Police grand-ducale, a permis d'intercepter deux camionnettes transportant des déchets provenant de leur propre activité en faibles quantités. Des mesures administratives ont été lancées envers les deux sociétés concernées.

Outre les actions coup de poing organisées dans le cadre de la collaboration franco-luxembourgeoise, l'Administration de l'environnement procède, sur le territoire du Grand-Duché, à des contrôles en matière de transferts de déchets, en collaboration avec la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises.

Jusqu'à maintenant, ces actions coup de poing n'ont pas permis d'identifier ou de surprendre en flagrant délit les réseaux organisés déversant illégalement par tonnes des déchets dans les friches sidérurgiques françaises respectivement en pleine nature.

Au vu des échanges entre les autorités françaises et luxembourgeoises, il faut faire la différence entre deux cas de figure : d'une part il y a les dépôts sauvages dans la nature et, d'autre part, il y a les déchets produits dans le cadre d'une activité professionnelle au Luxembourg, retrouvés dans la collecte en porte à porte ou en déchetterie sur le territoire français.

Selon les informations fournies par les autorités françaises, les déchets déposés dans la nature sont aussi bien des déchets ménagers que des déchets encombrants ou provenant d'une activité artisanale ou commerciale (gaines électriques, gravats, peintures, …). Les auteurs sont souvent difficiles à identifier et la méthode la plus efficace est de les intercepter en flagrant délit.

En ce qui concerne une partie des déchets déversés illégalement par tonnes dans les friches sidérurgiques françaises, l'enquête des autorités concernées a mené à deux sociétés de transport belges qui avaient opéré un trafic illicite de déchets entre la Belgique et la France.

Pour les déchets provenant du Luxembourg et déposés dans une déchetterie en France, les auteurs sont principalement des résidents de communes frontières françaises travaillant au Luxembourg. Par ignorance, commodité ou habitude, ces derniers ramènent des déchets générés par une activité au Luxembourg sur le territoire français et les déposent dans une déchetterie française, ce qui est illégal, notamment parce que d'une manière générale, le transfert de déchets municipaux en mélange hors du Luxembourg est interdit, quelle que soit la quantité.

Question 4610 (05.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**assurance auto :**

Le succès grandissant des voitures électriques et hybrides dû entre autres aux incitants mis en place par l'État n'est pas sans avoir des conséquences pour « l'assurance auto ».

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il y a une démarche commune des compagnies d'assurance en la matière.

- Quel est le cas échéant l'impact sur les primes d'assurance et les franchises ?

- Quels sont le cas échéant les nouveaux risques à assurer ?

Réponse (13.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'offre des produits d'assurance relève de la décision individuelle de chaque assureur en vertu d'une approche basée sur les risques afin de déterminer la prime à demander au client. Il en est de même en ce qui est de l'impact sur les primes d'assurances et les franchises appliquées aux voitures électriques et hybrides.

Des produits d'assurance spécifiques pour les voitures électriques et hybrides permettent notamment de couvrir de manière accessoire la panne d'énergie ou encore les dommages aux câbles de recharge.

Question 4611 (06.07.2021) de **Mme Francine Closener** et **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**audit externe concernant l'Administration des contributions directes :**

Dans le cadre du dernier rapport d'activités du Ministère des Finances, les responsables de l'Administration des contributions directes annonçaient la mise en œuvre d'un audit externe en 2021 afin de dégager des pistes pour améliorer le fonctionnement de l'Administration tant dans le contexte de la digitalisation et des nouveaux défis internationaux qu'au niveau de l'organisation interne.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si l'audit externe a entre-temps eu lieu.

- Dans l'affirmative, le rapport écrit de l'audit a-t-il déjà été remis au Ministère des Finances ? Quelles en sont les principales recommandations ?

- Le cas échéant, le Gouvernement envisage-t-il de tenir compte des recommandations émises dans ledit audit ?

Réponse (29.07.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'Administration des contributions directes (ACD), de concert avec le Ministère des Finances, mène actuellement une analyse poussée de son fonctionnement interne et de ses moyens informatiques, en vue de dégager des pistes pour encore mieux s'adapter aux défis de systèmes légaux et règlementaires toujours plus complexes, ainsi que des attentes des contribuables dans le contexte de la digitalisation. Ces travaux, dans lesquels elle se fait épauler sur certains volets par des experts externes, ne déboucheront pas nécessairement sur un rapport, mais sont avant tout destinés à alimenter la planification budgétaire dans une perspective pluriannuelle, à contribuer à la détermination des besoins prévisionnels en ressources humaines, et à l'élaboration des cahiers de charges relatifs aux projets informatiques. En tout état de cause, la modernisation nécessaire de l'ACD constitue un processus incrémental, qui s'étalera sur plusieurs années.

Question 4612 (06.07.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **taxes communales :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4387 hunn d'Madamm Inneministesch an d'Madamm Ëmweltministesch mir Follgendes geäntwert: „Déi respektiv Käschte vum Waasser, Ofwaasser an Haushaltsoffall ginn opgrond vun de Reegele vum modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 a vum modifizéierten Offallgesetz vum 12. Mäerz 2021 vun de Gemenge fixéiert." Eis ass bewosst, dass dës Reglementer an Taxe vun de Gemenge festgeluecht ginn, an awer denken ech, dass den Inneministère als Ministère de tutelle misst déi verschidden Tariffer kennen, vu dass se an de Budgete vun de Gemengen opgefouert ginn.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Kann d'Madamm Inneminister meng Informatioune confirméieren? Wa jo, firwat ginn dës Zuelen net public gemaach?

- Och wa mir d'Gemengenautonomie schätzen an als wichteg empfannen, missten et awer national Chifferen zu dëse Käschte ginn, fir Vergläicher ze maachen. Wéi gesäit d'Madamm Ministesch dat?

Réponse (18.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Zousätzlech zu menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4387 zum Sujet „Coûts additionnels liés au logement" wëll ech dem éierbaren Deputéierten d'Taxen an d'Tariffer vum Waasser, Ofwaasser an Haushaltsoffall pro Gemeng matdeelen (tableau en annexe).

Dës Taxen an Tariffer gi vun de Gemengen opgrond vun den Dispositioune vum modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 a vum modifizéierten Offallgesetz vum 12. Mäerz 2021 fixéiert an net an de Gemengebudgeten opgefouert. Si sinn dem Inneministère allerdéngs bekannt, vu datt déi respektiv Gemengerotsdeliberatioune vu menge Servicer en vue vun enger Approbatioun traitéiert ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4613 (06.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **compensations fiscales versées par le Grand-Duché de Luxembourg aux communes frontalières belges :**

Le sommet belgo-luxembourgeois « Gaichel » vient d'être reporté à la fin août 2021. Selon la presse belge, figurait à l'ordre du jour de ladite réunion un nouveau système quant aux compensations fiscales versées par le Grand-Duché de Luxembourg aux communes frontalières belges.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si des pourparlers sont effectivement menés à ce sujet entre son Ministère et le Ministère des Finances belge.

- Quel est, le cas échéant, le contenu et le coût de ce nouveau système ?

Réponse (16.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De prime abord, il convient de préciser que, contrairement à ce qui est avancé dans la question de l'honorable Député, le Luxembourg ne verse aucune contribution aux communes frontalières belges. Il est toutefois juste que le Luxembourg a entamé des pourparlers avec la Belgique concernant une révision du système actuel prévu dans le cadre particulier du régime des recettes communes de l'UEBL. Ces discussions sont actuellement en cours.

Question 4614 (06.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**interdiction de l'élevage en batterie :**

Am Artikel „EU-Kommission will Käfighaltung von Nutztieren beenden", deen den 1. Juli am „Tageblatt" publizéiert gouf, war ze liesen, datt d'EU-Kommissioun bis 2023 eng legislativ Initiativ wëll presentéieren, déi déi landwirtschaftlech Käfeghaltung bis 2027 komplett géif verbidden.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu dëser Initiativ?

2. Plangt d'Regierung parallell zu der annoncéierter EU-Etüd zu de Follgekäschten eng entspriechend national Etüd, déi sech spezifesch op eis landwirtschaftlech Struktur bezitt? Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung, déi betraffe Bauere mat anzebannen?

Réponse (03.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Wéi all Initiativ, déi zum Déierewuel bäidréit, ënnerstëtzt d'Regierung och dës Initiativ.

ad 2. Den Ament ginn et keng konkreet Pläng, fir sou eng Etüd duerchzeféieren. D'EU-Etüd kann Hiweiser ginn, awéifern sou eng Etüd op nationa-

lem Terrain Sënn géif maachen an och duerchféierbar ass, fir aussokräfteg respektiv valabel Resultater ze kréien, a wéi d'Baueren dann am beschten agebonne kënne ginn.

Question 4615 (06.07.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **frais de voyage du Gouvernement :**

Am Staatsbudget sinn eng Rei „frais de voyage" virgesinn. Et fält op, datt d'Ministèren hei iwwert eng staark Autonomie beim Choix vun hirem Transportmëttel verfügen.

Duerfir géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Op Basis vu wéi enge finanziellen, ekonomeschen, ekologeschen a pedagogeschen (am Sënn vun der ëffentlecher Virbildfunktioun) Krittäre gëtt iwwert d'Transportmëttel bei Auslandsreese vu Ministeren an héije Beamten entscheet?

2. Kann de Minister en Tableau presentéieren, wéi oft wéi ee Ministère wärend de Joren 2019 an 2020 op follgend Transportmëttelen zeréckgegraff huet: Privatjets, ëffentlech Fluchlinnen, Reesen am Zuch, Reese mat engem Déngschtwon?

3. Wéi ass am Sënn vum Steierzueler an dem sougenannte Klimaschutz séchergestallt, datt eng Rees nëmmen dann ugetruede gëtt, wa guer keng Méiglechkeet besteet, fir online un enger Reunioun deelzehuelen?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, firwat d'Opträg fir Flich vu Regierungsmemberen net ausgeschriwwe ginn?

Réponse (28.07.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

All Ministère a Verwaltung huet Budgetsartikelen („Frais de route et de séjour" & „Frais de route et de séjour à l'étranger"), ënnert déi d'Deplacementer falen, an déi si autonom geréieren. Donnéeën iwwert d'Deplacementer ginn net zentral fir all d'Ministèrë geféiert.

D'Ministèren an d'Verwaltunge mussen sech un de Règlement grand-ducal vum 15. Juni 2015 iwwert „frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État" bei der Buchung vum Transportmëttel halen. All Rees gëtt op Basis vun der Necessitéit, se ze maachen, iwwerpréift an autoriséiert, an de Contrôleur financier muss den Engagement virum Untriede vun der Rees validéieren.

Generell ass ze bemierken, datt d'Ministèren an d'Verwaltungen ëmmer probéieren, esou gënschteg an ëmweltfrëndlech ze reesen, wéi dat am konkreete Fall méiglech ass. Et gëllt hei also de Krittär vum gesonde Mënscheverstand.

Question 4618 (06.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires de Doel et Tihange :**

En 2015, les autorités belges avaient autorisé une prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires de Doel et Tihange jusqu'en 2025 et ceci malgré de nombreuses pannes et vices de construction dans lesdites centrales.

Comme la Belgique n'avait pas procédé à la consultation publique transfrontalière, elle s'est vue condamnée par la Cour européenne de justice et la Cour constitutionnelle belge à lancer cette consultation après coup.

Entre-temps, les Länder allemands Rhénanie-Palatinat et Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont annoncé leur participation à la consultation transfrontalière sur l'impact environnemental de la prolongation de la durée de production des deux centrales et confirmé leur opposition formelle à une prolongation.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de l'Environnement si le Grand-Duché participera à cette consultation et selon quelle procédure.

2) Comme le délai était fixé à la mi-juin, quand le Ministère entend-il introduire les prises de position en la matière ?

3) Hormis le risque environnemental, les risques pour la santé sont-ils inclus dans la procédure de consultation ?

4) Existe-t-il une démarche commune entre le Gouvernement luxembourgeois et les Gouvernements des Länder allemands dans cette procédure de consultation ?

Réponse (09.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

En 2003, le législateur belge a adopté un calendrier d'arrêt progressif de la production nucléaire d'électricité. Aucune nouvelle centrale nucléaire ne devait être construite et les réacteurs en activité devaient être progressivement mis hors service après 40 années d'exploitation, c'est-à-dire entre 2015 et 2025. À ce titre, la centrale de Doel 1, située sur l'Escaut (à proximité d'Anvers et de la frontière néerlandaise, Belgique), a cessé de produire de l'électricité à la mi-février 2015 et la centrale nucléaire de Doel 2, située au même endroit, devait également cesser de produire de l'électricité la même année.

Fin juin 2015, le législateur belge a cependant prolongé l'activité de production industrielle d'électricité de la centrale nucléaire de Doel 1 pour dix années supplémentaires (jusqu'au 15 février 2025) et a également reporté de près de dix ans la date de fin de production industrielle d'électricité de la centrale de Doel 2 (au 1er décembre 2025). Ces mesures étaient assorties de travaux d'envergure sur ces deux centrales, destinés à les moderniser et à garantir le respect des normes de sécurité, pour un montant de 700 millions d'euros.

Deux ONG belges (Inter-Environnement Wallonie et Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen) ont saisi la Cour constitutionnelle belge d'un recours en annulation de cette loi en ce que la prolongation a été adoptée sans évaluation environnementale et sans procédure associant le public. Après consultation de la Cour de justice de l'Union européenne, la Cour constitutionnelle belge a jugé en mars 2020 que la décision de prolongation de la durée de vie ainsi que les travaux nécessaires au bon fonctionnement de Doel 1 et 2 pendant dix ans supplémentaires devaient être soumis à la réalisation d'une évaluation des incidences sur l'environnement, accompagné d'une consultation publique.

Toutefois, la Cour constitutionnelle belge a décidé, « afin d'éviter le risque réel et grave d'interruption de l'approvisionnement en électricité du pays », de maintenir ses effets jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi, précédée de l'évaluation des incidences sur l'environnement requise et d'une évaluation appropriée, y compris la participation du public et la consultation transfrontière, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022.

Par conséquent, l'État belge doit adopter une nouvelle loi d'ici le 31 décembre 2022 pour prolonger l'exploitation des centrales nucléaires de Doel 1 et 2 et, avant l'adoption de cette nouvelle loi, procéder aux évaluations requises, y compris la consultation publique et la consultation transfrontière.

En ce qui concerne le réacteur de Tihange 1, je profite également de la présente pour clarifier que la prolongation de durée de vie du réacteur de « Tihange 1 » n'a pas fait l'objet de recours devant la Cour constitutionnelle belge. Même si sa situation est identique à celle des réacteurs de « Doel 1 » et « Doel 2 », la Belgique ne prévoit à ce stade aucune évaluation des incidences sur l'environnement avec consultation transfrontière ex-post. Ensemble avec la prolongation de la durée de vie des réacteurs de « Doel 1 » et « Doel 2 », le Comité d'application de la Convention d'Espoo est également saisi de la prolongation de la durée de vie de du réacteur de « Tihange 1 ».

ad 1) Après avoir notifié aux autorités belges notre intérêt de participer à cette consultation transfrontière l'été passé, l'évaluation des incidences a été transmise en avril 2021 au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable pour prise de position et information du public luxembourgeois.

Le 28 avril 2021, le public luxembourgeois a été informé et invité à participer à la procédure de consultation du public via quatre annonces dans des hebdomadaires luxembourgeois et le site www.emwelt.lu sur lequel tous les documents étaient mis à disposition du public.

Jusqu'au 31 mai 2021, les intéressés pouvaient émettre leurs observations et suggestions par écrit directement au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. En plus, les intéressés étaient informés de leur possibilité de participer à l'enquête publique organisée par le Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (Belgique) jusqu'au 15 juin 2021, à l'adresse suivante : https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/securite-dapprovisionnement/projet-de-report-de-la.

ad 2) Le délai du 15 juin 2021 ne concernait que la consultation interne belge. Pour les pays concernés le délai pour l'introduction des remarques était fixé au 1er juillet 2021. Le 29 juin 2021 j'ai transmis les avis luxembourgeois à mon homologue belge.

ad 3) La consultation en question se fait dans le cadre des obligations d'évaluation des impacts sur l'environnement et se concentre principalement sur les impacts environnementaux.

Les documents soumis à évaluation traitent également des effets non radiologiques et des effets radiologiques et leur impact sur la santé humaine.

ad 4) Un aspect important de la stratégie anti-nucléaire luxembourgeoise est par ailleurs le renforcement des alliances avec des États membres et des régions voisines dans le domaine de la lutte contre la promotion de l'énergie nucléaire. Dans ce cadre, mes services ont des échanges réguliers avec leurs homologues des Länder allemands concernés. Le même type d'échange a lieu avec leurs homologues autrichiens. L'Autriche partage la position luxembourgeoise en matière d'énergie nucléaire et est particulièrement critique vis-à-vis des prolongations de durée de vie de centrales obsolètes et des risques associés.

Question 4619 (06.07.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **incidents antisémites :**

Laut der Recherche et information sur l'anitsémitisme zu Lëtzebuerg (RIAL) bleift den Antisemitismus am Ausland ewéi och zu Lëtzebuerg weider e grousse Problem. D'lescht Joer wier d'Zuel un Incidenten zu Lëtzebuerg vu 50 op 64 eropgaangen. Wärend der Pandemie wiere verméit rietspopulistesch Verschwierungen opgedaucht an antisemittesch Messagë géifen zudeem zirkuléieren.

Déi lescht Méint wieren och ëmmer erëm extreem lénk pro-palestinensesch Gruppen opgefall. Den israelbezunnenen Antisemitismus wier nees gewuess. Den Här Bernard Gottlieb, President vun der RIAL, huet an engem Interview mat RTL den 28 Juni 2021 vermierkt, datt „ee sech als Minoritéit virun allem eng Volonté politique, fir näischt duerchgoen ze loossen". D'Aktioun vun der Police an der Justiz misst eropgeschrauft ginn am Fall vun „hate speech" géint Minoritéiten. Eng weider Fuerderung vun der RIAL wier, datt och an de Schoulen d'Memoire vun der Shoah a weider sozial problematesch Sujete besser missten opgeschafft ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Konnt d'Regierung och feststellen, datt d'Zuel un antisemitteschen Incidenten notamment d'lescht Joer an d'Luucht gaangen ass, datt verméit rietspopulistesch Verschwierungen opgedaucht si wärend der Pandemie an datt des Weideren och erëm extreem lénk pro-palestinensesch Gruppen opgefall sinn?

- Gesäit d'Regierung vir, d'Minoritéiten zu Lëtzebuerg, wéi déi jiddesch, renforcéiert ze protegéieren an esou d'Aktioun vun der Police an der Justiz eropzeschrauwen am Fall vun „hate speech" géint dës Minoritéiten?

• Falls deem net esou wier, aus wéi engem Grond?

- Deelt d'Regierung der RIAL hir Meenung, datt och an de Schoulen d'Memoire vun der Shoah a weider sozial problematesch Sujete besser missten opgeschafft ginn?

• Falls net, wat ass d'Begrënnung dofir?

Réponse commune (05.08.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Wéi schonn an der parlamentarescher Fro N° 3912 vum 23. Mäerz 2021 beäntwert, sinn déi antisemittesch motivéiert Strofdoten net als solch registréiert, well se net ënnert där Form erfaasst ginn. Op där enger Säit kënne generell ënnert „Discriminatioun a Rassismus" och vill aner Motiver fale wéi just antisemittesch motivéiert Faiten. Op där anerer Säit kënnen och aner Infractiounen (zum Beispill Coups et blessures volontaires, Injures asw.) eng antisemittesch Motivatioun hunn, ouni dass dat bekannt ass respektiv statistesch erfaasst gëtt.

D'Zuele vun de Condamnatiounen am Kader vum Artikel 457-1 vum Strofgesetzbuch ginn nëmmen ënnert dem Gesiichtspunkt vun deenen eenzele verbuedene Critèren erhuewen. Déi antisemittesch Opriff zum Haass an/oder zur Gewalt fanne sech deemno an der Kategorie vun de Commentairë géint Leit oder e Grupp oder eng Communautéit vu Leit opgrond vun hirer reeller oder ugehollener Zougehéieregkeet zu enger bestëmmter Relioun erëm.

Do gouf et, fir déi zwee Arrondissementer zesummen, 2019 eng eenzeg Condamnatioun, an 2020 waren et der dräi. Déi zwee Joren ergoung keen Acquittement an där Matière.

D'Regierung huet sech ëmmer vehement géint d'Zounam vun Haass an Intoleranz engagéiert. Hir Akkumulatioun a Verbreedung op de sozialen Netzwierker, Bloggen a Foren ass eng reegelrecht Haasskultur mat enger globaler Dimensioun, déi muss bekämpft ginn.

D'Regierung bedauert, datt am Kontext vun der Gesondheetskris vulnerabel Leit souwéi Leit, déi enger ethnescher oder reliéiser Minoritéit ugehéieren, am meeschte stigmatiséiert ginn.

D'Regierung ass besonnesch besuergt iwwer d'Publikatioun vun der Europäescher Kommissioun am Abrëll 2021 vum Bericht „The Rise of Antisemitism Online During the Pandemic", aus deem eng siwefach Erhéijung vum antisemitteschen Inhalt online op Franséisch an eng 13-fach Erhéijung vum antisemitteschen Inhalt online op Däitsch ervirgeet. Dësen Trend geet leider och aus der Juli-2020-Etude vun der LIEBE-Commissioun am Europaparlament „Hate Speech and Hate crime in the EU and the Evaluation of Online Content Regulation Approaches" ervir. Vun den traditionell geschützte Gruppen ass d'jiddesch Gemeinschaft déijéineg, déi wärend enger Pandemie am stäerkste betraff ass.

An dësem Kontext ass d'Regierung der Iwwerzeegung, datt d'Mesuren, déi d'Police an d'Justizautoritéiten ergraff hunn am Kampf géint den „hate speech", wéi se am Kader vun der parlamentarescher Fro N° 3918 entwéckelt goufen, efficace sinn, fir déi reliéis Minoritéit mat jiddeschem Glawe géint den „hate speech" ze schützen. D'Regierung ass awer ëmmer oppe fir nei respektiv zousätzlech Weeër an dësem Beräich ze goen, falls déi sech géingen erginn.

An deem Kontext, a wéi och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4161 vum 27. Abrëll 2021 präziséiert, ass d'Regierung amgaang, verschidde Pisten auszeschaffen, fir Donnéeën iwwert antisemittesch Incidente méi breet ze erfaasse wéi eleng strofrechtlech Affairen.

Den Enseignement vun der Shoah an de Schoulen ass e wichtege Pilier vun der Memoirespolitik vun der Regierung. An deem Sënn gëtt den Enseignement vun der Shoah och konstant adaptéiert, fir den Erausfuerderunge vun onser Zäit gerecht ze ginn a virun allem d'Transmissioun vun der Memoire vun der Shoah un déi jonk Generatiounen ze festegen.

An deem Kontext huet den Educatiounsminister de 4. Juni 2019 e Partenariat mat Yad Vashem ënnerschriwwen, fir esou dem Enseignements- an Educatiounspersonal eng Formation continue an deem Domaine kënnen unzebidden.

D'Regierung huet och, am Kader vum Accord vum 27 Januar 2021 mat dem Consistoire israélite, d'Klouschter vu Cinqfontaines kaaft, wou ab 2022, wéi am Kader vun der Zeremonie de 4. Juli 2021 vum Här Educatiounsminister annoncéiert, e „Centre d'éducation à la citoyenneté et de la mémoire des victimes de la Shoah" soll entsoen.

D'Theemen, déi an dësem Zentrum behandelt wäerte ginn, sinn ënner anerem:

- d'Shoah an och méi spezifesch d'Shoah zu Lëtzebuerg;

- Exil a Migratioun;

- Mënscherechter;

- Diversitéit an Toleranz;

- d'Bekämpfung vun Haassrieden; an

- Diskriminéierunge verstoen a bekämpfen.

D'Konzept vum Site ass och zesumme mat der Fondation luxembourgeoise pour la Mémoire de la Shoah ausgeschafft ginn. De Site wäert duerno vum Service national de la jeunesse zesumme mam Zentrum fir politesch Bildung geréiert ginn.

Question 4621 (06.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **vente de viande halal :**

Den europäesche Geriichtshaff hat a sengem Communiqué vum 26. Februar 2019 festgehalen, dass als halall gekennzeechent Fleesch net mam Label vun der biologescher Déierenzuucht vereenbar ass. Halallt Fleesch staamt nämlech vun Déieren, déi ouni Betäubung geschluecht goufen.

Zu Lëtzebuerg sinn Halall-Schluechtungen ënnersot, d'Vente vum Fleesch ass awer erlaabt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Fro stellen:

- Ass de Minister der Meenung, dass de Verkaf vun halallem Fleesch aus eethesche Grënn (am Aklang mam Artikel 36 vum TFUE) sollt verbuede ginn? Falls nee, firwat net?

Réponse (03.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Laut dem nationalen Déiereschutzgesetz ass d'Produktioun vun Halall-Fleesch hei zu Lëtzebuerg verbueden, well den Artikel 9 festhält, dass all Déier, wat geschluecht gëtt, am Virfeld muss betäubt ginn an d'Produktioun vun Halall-Fleesch dës Konditioun net erfëllt.

Ee Verbuet vum Verkaf vun Halall-Fleesch aus eethesche Grënn ass duerchaus eng Méiglechkeet, fir de Stellewäert vum Déierewuel nach eng Kéier ze ënnersträichen, mee esou eng Gesetzgeebung muss och konform zu de Reegele vun der „libre circulation des biens" an der „liberté des cultes" sinn

an dës Viraussetzunge falen net ënnert de Kompetenzberäich vum Landwirtschaftsminister.

Question 4623 (06.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **recrutement de l'Armée luxembourgeoise :**

D'Lëtzebuerger Arméi probéiert reegelméisseg, de jonke Leit de Beruff vum Zaldot ze erklären an si fir eng Karriär an der Arméi ze begeeschteren. Fir de Rekrutement unzekuerbelen, gëtt op Partnerprogrammer mat Lycéeën a mat Videoen op de sozialen Netzwierker an op der Tëlee geschafft.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Am Video, deen am Moment grad um Site d'accueil vun der Arméi ze gesinn ass, soll den Alldag vun dräi Zaldot*innen duergestallt ginn. De Video dauert dräi Minutten an zwou Sekonnen, dovu ginn iwwer 20 Sekonne laang (11 % vum Video) Zaldote mat Waffe gewisen.

Wéi vill Stonne ginn an der Grondausbildung fir den Training mat Waffe genotzt (an absolutten Zuelen an a Prozent)? Ass de Minister der Meenung, dass dës Duerstellung proportionell ass?

2. Am Video gëtt och een Asaz am Mëllerdall ugeschwat, dee mat den Iwwerschwemmungen am Joer 2018 zesummenhänkt. D'Katastrophenhëllef ass ee wichtegen Aspekt vun der Aarbecht vun der Arméi, gëtt awer nëmmen um Rand erwäänt.

Ass de Minister der Meenung, dass dësen Aspekt vun der Aarbecht vun der Arméi proportionell richteg am Video duergestallt gëtt?

3. Dës Videoe gi wéi gesot och op der Tëlee gewisen.

A wat fir engem Kader ass d'Duerstellung vu Waffen op der Tëlee zu Lëtzebuerg erlaabt?

4. Gëtt beim Erstelle vun dëse Videoen op extern Agencë gesat? Falls jo, ëm wéi eng Agencen handelt et sech?

5. Mat wat fir Käschte war d'Ausschaffe vun dëse Videoen an deene leschten dräi Joer verbonnen?

Wéi vill huet d'Publicitéit vun de Videoen an deene leschten dräi Joer kascht?

6. Ass de Minister der Meenung, dass d'Notze vu Waffe muss an de Vierdergrond gestallt ginn, fir jonk Mënschen ze erreechen?

Réponse commune (29.07.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. An der Grondausbildung gi wärend 118 Stonne Waffe genotzt. Dat mécht 12,5 % vun der Grondausbildung aus an entsprécht ongeféier den 11 % vun der Duerstellung am besote Video.

ad 2. Jo.

ad 3. Et gëtt zu Lëtzebuerg kee Gesetz, wat d'Duerstellung vu Waffe per se op der Tëlee verbitt. D'Mediegesetz (Loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques) fixéiert d'Reegelen, déi all Contenu op der Tëlee muss respektéieren. D'ALIA (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel) ass zoustänneg fir d'Iwwerwaache vun dëse Reegelen, an all Bierger kann eng Plainte bei der ALIA maachen.

ad 4. D'Videoe goufe bei der Agence Noosphere realiséiert.

ad 5. Déi mat dem Ausschaffen an der Reklamm verbonne Käschte fir déi dräi lescht Joer belafen sech am Total op ronn 129.000 Euro.

ad 6. Nee, am Géigendeel. Mee zu de villen Aspekter, déi zum Beruff vum Militär gehéieren, gehéiert och den Ëmgang mat Waffen.

Question 4627 (07.07.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **transport public dans le cadre d'« Esch2022 » :**

La date du lancement de la Capitale européenne de la culture « Esch2022 », qui englobe la participation de onze communes de la région Sud, approche à grands pas. Cette manifestation de grande envergure demande aussi la mise en place d'un dispositif de transport public efficace. Or, dans sa réponse à la question parlementaire n° 2941, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics confirme qu'il est prévu d'interrompre la ligne Luxembourg–Bettembourg en été 2022 pendant une durée de deux mois pour cause de travaux. Cela implique l'interruption de la liaison Luxembourg–Esch-sur-Alzette et il est notamment prévu de mettre en place des bus de substitution. Le ministre a aussi indiqué qu'il sera analysé si les travaux en question ne peuvent pas être adaptés de sorte à tout de même permettre aux trains de circuler à un horaire adapté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles ont été les conclusions de cette analyse ? Les trains pourront-ils circuler en été 2022 entre Luxembourg et Bettembourg, respectivement entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette ?

2) De manière plus générale, un renforcement des transports publics est-il prévu durant l'année de la culture ? Est-il prévu de faire circuler des bus et trains à des horaires plus tardifs lors d'évènements qui attireront un plus grand monde et qui se dérouleront en soirée ?

3) D'autres mesures spécifiques et supplémentaires seront-elles mises en place pour mieux desservir les onze communes participantes ? De quelle manière est-ce que les services du TICE sont impliqués dans ce dispositif ?

4) Un dispositif de transport transfrontalier est-il aussi prévu afin de relier les communes françaises participantes aux communes luxembourgeoises du ProSud ?

Réponse (03.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Les résultats de l'analyse faite par le Service de gestion d'infrastructures des CFL confirment l'impossibilité d'ouvrir la ligne Luxembourg–Bettembourg durant la période du 16 juillet au 7 août 2022 inclus. Cependant, à partir du 8 août 2022 et jusqu'à la fin des travaux annoncée pour le 12 septembre 2022, une partie de l'infrastructure pourra être rétablie pour garantir une circulation restreinte sur ce tronçon.

Par conséquent, et afin de répondre au mieux à la demande de la clientèle et dans le but d'utiliser le plus rationnellement possible l'infrastructure existante, il a été retenu que quatre trains circuleront chaque heure dans les deux sens entre Bettembourg et Luxembourg, deux paires de/vers Thionville et deux paires de/vers Bettembourg–Esch/Alzette–Pétange. Dans la mesure du possible ces trains seront formés à la capacité maximale envisageable permettant ainsi une desserte de tous les arrêts en cours de route.

À noter que la circulation des TGV ne pourra pas être garantie pendant toute la durée des travaux.

ad 2) Pour le reste de l'année 2022, aucun renfort systématique ferroviaire n'est envisageable étant donné que l'infrastructure est déjà saturée et que l'ensemble du matériel ferroviaire est quotidiennement en service.

En cas de demande spécifique par l'organisateur, les services des CFL analyseront la mise en marche de trains spéciaux et/ou l'augmentation de l'offre de places dans les trains. Cependant, il faut savoir qu'en semaine, de telles mesures ne peuvent pas être réalisées qu'en fin de journée après les heures de pointe et en dehors des plages chantiers.

À noter qu'en semaine, le dernier train en direction de Thionville quittera la gare de Luxembourg à 22.39 heures, assurera la desserte de Bettembourg-gare à 22.51 heures et arrivera à Thionville à 23.03 heures. Le week-end, le dernier train à destination de Thionville aura son départ à Luxembourg-gare à 22.56 heures avec desserte de Bettembourg-gare à 23.04 heures pour arriver finalement à destination de Thionville à 23.22 heures.

ad 3) La majeure partie de la demande en mobilité dans le cadre de « Esch2022 » est couverte par l'offre existante assurée par les TICE, CFL et RGTR. Si besoin, des augmentations de capacités des bus ou des renforcements ponctuels seront mis en place en coordination avec les organisateurs.

Un grand nombre de communes offrent déjà en temps normaux des services nocturnes, parallèlement à ceux offerts par les CFL ou encore le TICE. Rien ne s'y oppose à ce qu'elles renforcent davantage leurs efforts pour offrir de tels transports. Les TICE ne sont à l'heure actuelle pas impliqués dans un tel dispositif.

ad 4) Des mesures pour renforcer ou mettre en place davantage de transport transfrontalier ne sont pas prévues du côté luxembourgeois.

Question 4629 (07.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **immeubles destinés à des fins résidentielles détenus par l'État :**

Selon des chiffres publiés par le Ministère des Finances et relayés par les médias en juin 2020, l'État serait le propriétaire de plus de 400 immeubles destinés à des fins résidentielles. Au moment de la publication de ces données, une cinquantaine de ces immeubles auraient été sans locataire, dont 30 immeubles utilisés précédemment comme logements de service et 20 maisons d'habitation. Pour la plupart de ces immeubles, l'inoccupation serait motivée par leur mauvais état ou par une réaffectation en attente.

Il est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre exact des immeubles détenus par l'État et destinés à des fins résidentielles ?

2) Combien de ces immeubles sont actuellement utilisés à des fins résidentielles et combien le sont à d'autres fins ?

3) Combien d'immeubles destinés à des fins résidentielles sont actuellement inoccupés ? Parmi ces derniers, combien le sont à cause de leur mauvais état respectivement d'un projet de réaffectation en attente ?

4) Les immeubles se trouvant dans un mauvais état, font-ils ou feront-ils l'objet de projets de rénovation afin de les mettre à disposition à des fins résidentielles ? Y a-t-il des immeubles inoccupés dont la faible envergure des travaux de rénovation nécessaires permettrait leur mobilisation à court terme ?

5) Monsieur le Ministre peut-il me fournir un relevé de tous les immeubles destinés à des fins résidentielles détenus par l'État et actuellement inoccupés en indiquant pour chaque immeuble la surface habitable, la durée de l'inoccupation et l'adresse postale ?

Réponse (29.07.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les immeubles destinés à des fins résidentielles comprennent les logements de service, les anciens logements de service, des immeubles loués à des fins d'habitation à des personnes privées, des immeubles destinés à héberger des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de protection internationale, des immeubles loués à des associations conventionnées avec l'État, des immeubles destinés à héberger des enfants et des auberges.

Le Ministère des Finances ne dispose pas d'un relevé exhaustif du parc immobilier correspondant.

D'une manière générale, certaines unités de logement peuvent être utilisées à d'autres fins, à savoir :

- des parties d'immeubles résidentiels dont une partie est occupée par l'administration en charge de la gestion des logements (p. ex. l'administration d'un foyer),

- des immeubles en relation avec l'exécution d'un chantier où une ou plusieurs unités servent pour la bonne gestion du chantier,

- des logements, imbriqués dans des surfaces de bureau de manière à ce qu'une utilisation autonome n'est pas possible.

En tout, il s'agit d'une vingtaine d'unités de logement.

Une cinquantaine de logements ont été réservés pour l'intégration dans la réalisation de grands projets de construction d'habitations, soit du Fonds du logement, soit de la SNHBM. La majorité de ces logements sont en mauvais état et ne peuvent servir à des fins de logement. Les logements en bon état sont attribués temporairement à l'Agence immobilière sociale en attendant la réalisation du projet en question.

L'État veille à ne pas laisser d'immeubles destinés à des fins résidentielles inoccupés à long terme. Pour cette raison, une partie des immeubles est temporairement mise à disposition d'associations en relation avec le logement de personnes. L'Agence immobilière sociale s'occupe elle-même de travaux de rénovation de faible envergure. Ne sont pas attribués des logements pour lesquels des travaux d'envergure sont prévus dans un futur proche.

Question 4631 (07.07.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**installation de mesures antibruit urbaines le long de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck :**

Suite au réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck, il avait été proposé de mettre en place des mesures antibruit urbaines aux environs de la cité Longchamps afin de protéger les habitants des nuisances sonores dont ils souffrent depuis belle lurette. Or, jusqu'à ce jour, aucune mesure n'a été prise dans ce contexte.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Est-il prévu de mettre en place des mesures antibruit urbaines le long de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck aux endroits où cela s'avère indispensable ?

- Dans l'affirmative, un projet en la matière a-t-il déjà été élaboré ? Si oui, pour quand au plus tard ce projet pourrait-il être mis en place ?

- Dans la négative, quelles seraient les raisons éventuelles qui empêcheraient la mise en place de telles mesures ?

Réponse commune (11.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

En date du 19 mai 2021, le nouveau concept de mobilité dans la Nordstad pour l'horizon 2035 a été présenté par Messieurs les Ministres François Bausch et Claude Turmes en présence des bourgmestres des cinq communes concernées.

Il en résulte qu'un des sept éléments clés du nouveau concept en question est la transformation de « l'axe central » en une trame verte urbaine moyennant le déplacement de la N7 et de la voie ferrée. Comme avec la réalisation de ce nouveau projet, le trafic motorisé individuel entre Diekirch et Ettelbruck disparaîtra, un écran acoustique en ces lieux n'aura plus de raison d'être.

Question 4632 (08.07.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**approbation de PAG :**

An hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 4291 schreift d'Madamm Minister: „De Fall an der Gemeng Schieren ass net vergläichbar mat dem Fall am Urteel 43708C, wou et ëm Fläch goung, déi d'Gemeng wollt selwer fir hir eege Besoinen entwéckelen. En absence zu deem Zäitpunkt vun enger méi genereller Jurisprudenz zu der partieller Approbatioun ass am Fall Schieren, an Ofsprooch mat dem Inneministère - dee jo och net Partie war am Fall 43708C, wou just eng Decisioun vum MECDD viséiert war - déi bestoend Praxis bäibehale ginn."

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wat ass de Grond, firwat ee Gemengenterrain anescht behandelt gëtt wéi dee vun engem Bierger, well de PAG jo per Definitioun integral am Interêt public opgestallt gëtt?

2. An engem Urteel vum 17. September 2019 (Rôle 41567 betr. PAG vun der Gemeng Manternach) ass festgehale ginn, dass « l'article 14 précité de la loi du 19 juillet 2004, lequel ne fait état que d'un seul vote définitif » a « qu'une intervention du ministre de l'Environnement après le vote définitif prévu à l'article 14 précité, […] n'est pas prévue par la loi ». Dëst Urteel widderleet also, datt ee Vote complémentaire, de facto een zweete Vote, an eng Interventioun nom Vote vum Ëmweltminister konform zu der Gesetzgeebung ass. Et widderleet domat och déi gemeinsam Äntwert vun der Madamm Minister op eis parlamentaresch Fro N° 3878: „D'Approche vun engem zousätzlechen zweete Vote ass konform zu der Gesetzgeebung."

D'Travaux parlementaires confirméieren, datt et sech beim definitive Vote gemääss Artikel 14) ëm ee Vote unique handelt: « Procès-verbal de la Commission des Affaires Intérieures, de la Grande-Région et la Police, Articles 8 à 16 et 17bis (modifiant les articles 10 à 18 et 21 de la loi modifiée du 19 juillet 2004) : Le nouveau texte tient compte des observations antérieures de la Commission parlementaire. S'agissant de l'enquête publique à faire avant le vote unique du projet d'aménagement par le conseil communal, l'article 8 du projet de loi (article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004) est amendé dans le sens que le projet d'aménagement, avec tous les documents qui s'y rattachent, est soumis d'abord au conseil communal. Celui-ci en prend acte et et donne son accord au collège des bourgmestre et échevins. » Firwat ass den Ëmweltministère beim PAG Schieren trotzdeem am Februar 2020 intervenéiert?

Réponse (18.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Déi béid an der parlamentarescher Ufro viséiert Fäll sinn d'selwecht behandelt ginn, also béid Gemenge kruten ee Courrier, no Gespréicher am Virfeld, fir ze froen, ee Vote complémentaire ze huelen. Déi eng Gemeng huet dat refuséiert, déi aner huet ee Vote complémentaire geholl.

Bei der Gemeng, déi dat refuséiert huet, huet de Ministère - an dat am Sënn vun der Gemeng - schlussendlech decidéiert, eng partiell Approbatioun ze maachen, wat jo dunn och vun der Cour administrative bestätegt gouf. Dës Approche huet, obwuel ofwäichend vun der Jurisprudenz zu deem Zäitpunkt, dem Ministère zu deem Moment viru Geriicht begrënnbar erschéngt, ë. a. well et Litige zu just enger Zon war an dat och just tëscht Ministère a Gemeng, ouni dass Drëttparteien involvéiert waren.

Am anere Fall ass de PAG nom Vote complémentaire a senger Gesamtheet approuvéiert ginn.

ad 2. Et ass richteg, dass d'Gesetz ee Vote complémentaire net virgesäit. Et verbitt awer och net, dat ze maachen an, wéi schonns an der Question parle-

mentaire n° 3878 beäntwert, ass d'Praxis vun engem Vote complémentaire och vum Geriicht unerkannt ginn. Dëst ass am Sënn vun der Gemeng, fir ee Refus vum PAG ze vermeiden. Eng Gemeng ass och net forcéiert, ee Vote complémentaire ze huelen, a bleift ëmmer autonom an hirer Decisioun.

Well de Fall vu Schieren aktuell um Tribunal administratif ass an do och d'Fro vum Vote complémentaire een Theema ass, wëll de MECDD dat Urteel ofwaarden, éier ee sech weider dozou prononcéiert.

Question 4634 (08.07.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **problèmes techniques à l'Aéroport de Luxembourg :**

Den 9. Juni hate mir dem Transportminister eng Fro zu technesche Problemer beim Instrument Landing System (ILS) gestallt. De Minister huet dann och konfirméiert, dass d'Administration de la navigation aérienne (ANA) net konnt déi néideg Beweiser virleeën, dass den ILS nach performant genuch ass, wat d'Prezisioun, d'Kontinuitéit, d'Integritéit an d'Legitimitéit vun der Quell vum Service NAV (Navigation) ugeet. Och d'Buedemtester gi laut DAC net esou systematesch duerchgefouert, wéi se dat misste ginn. A senger Äntwert huet de Minister erkläert, dass d'ANA u Léisunge géif schaffen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Sinn déi uewe genannte Problemer mëttlerweil behuewen?

2. Bleift d'Pist 24 bis op Weideres deklasséiert?

Réponse (03.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Fir déi verschidden Observatiounen an Nonkonformitéiten ze behiewen, déi den nationale Regulateur, also d'DAC, an hirem Audit festgestallt hat, si verschidden Delaie festgehale ginn, déi der ANA erlabe sollen, un den Dossieren ze schaffen an alle Fuerderunge vun der DAC nozekommen. En Aktiounsplang, deen duerch d'ANA opgesat a vun der DAC guttgeheescht ginn ass, ass amgaang, ëmgesat ze ginn.

Duerch d'Aarbechten un der Erneierung vun der Pist ass de Flughafe bis den Oktober als CAT-I-Flughafen aklasséiert, well d'Konfiguratioun vun der axialer Markéierung an déi duerch d'Aarbechte verkierzte Pist nëmme CAT-I-Landungen erlaben.

D'ANA krut vun der DAC bis den 30. September 2021 Zäit, fir den ILS-Dossier ze regulariséieren. Fir datt ILS-CAT-III-Operatioune vun deem Datum un erëm kënnen duerchgefouert ginn, muss den uewe genannten Aktiounsplang vun der ANA korrekt ëmgesat a vun der DAC guttgeheescht gi sinn.

Question 4636 (08.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **bénéficiaires d'une procédure de regroupement familial :**

Étant donné la pénurie de logements abordables au Luxembourg, il est fréquent que des bénéficiaires de protection internationale (BPI) continuent à résider dans un foyer après avoir reçu le statut de protection internationale. Il m'a été rapporté que lorsque le/la conjoint/e de la personne BPI, qui a lui ou elle-même obtenu le statut de protection internationale dans un autre pays membre de l'UE, arrive au Luxembourg dans le cadre d'un regroupement familial, cette personne se voit refuser l'accès au foyer où réside son/sa conjoint/e. Dans de pareils cas, il serait fréquent que ces personnes se retrouveraient à la rue au Luxembourg, c'est-à-dire sans domicile ou autre possibilité de logement. Il va de soi que ces situations sont particulièrement difficiles à vivre pour les personnes concernées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer ces informations ? Dans l'affirmative, quelle est l'ampleur du phénomène ?

2) Quelles sont les procédures prévues dans de pareils cas ?

3) Ne serait-il pas envisageable d'accepter ces personnes au foyer afin de rendre effectif le regroupement familial ? Dans la négative, quelles solutions à ce problème Madame la Ministre préconise-t-elle ?

Réponse commune (02.08.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) + 2) Le phénomène soulevé dans la question parlementaire résulte du fait que les membres de famille censés rejoindre le bénéficiaire d'une protection internationale (BPI) au Luxembourg dans le cadre d'un regroupement sont eux-mêmes reconnus comme BPI dans un autre État membre de l'Union européenne. De ce fait, et conformément à la législation en vigueur et aux procédures qui en découlent, ces personnes ne peuvent pas être considérées comme demandeurs de protection internationale au Luxembourg et ne peuvent dès lors pas être logées par l'ONA.

En même temps, la législation en vigueur prévoit des conditions allégées applicables aux demandes de regroupement familial introduites endéans les six mois après l'octroi d'une protection internationale, de sorte qu'un logement approprié ne constitue pas de prérequis pour l'obtention d'une autorisation de séjour dans le cadre du regroupement familial des bénéficiaires de protection internationale.

Ainsi, tant que les personnes ayant obtenu une protection internationale au Luxembourg logent dans un foyer de l'ONA, le regroupement familial peut être accordé, mais un hébergement des membres de famille dans des foyers de l'ONA n'est pas possible s'ils sont BPI dans un autre État membre. Il s'en suit que dans ce cas, il n'est pas possible de leur délivrer un titre de séjour en qualité de membre de famille alors que les membres de famille doivent remplir la condition d'une vie conjugale ou familiale effective prévue à l'article 75 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration pour qu'un titre de séjour puisse être émis. Actuellement cette situation concerne une dizaine de dossiers.

ad 3) Comme un logement des membres de famille dans un foyer géré par l'ONA n'est pas possible, une solution serait que le membre de famille autorisé à venir au Luxembourg dans le cadre du regroupement familial , et séjournant légalement dans un autre État membre, rejoigne uniquement le regroupant au Luxembourg une fois qu'ils ont trouvé un logement non géré par l'ONA. Dans ces conditions, le titre de séjour peut également être émis.

Il faudra prendre en compte dans ce contexte que le regroupé qui est en possession d'un titre de séjour valable dans un autre État membre de l'Union européenne y séjourne légalement et y bénéficie des droits et aides attachés à son titre de séjour. Ces personnes ne sont donc pas d'office dépourvues d'une autre possibilité de logement et ont le droit de demander d'être rejointes par leur famille dans cet État membre.

Enfin, il importe de noter également que l'information que le membre de famille est bénéficiaire dans un autre État membre n'est souvent pas connue à l'avance aux autorités luxembourgeoises. On peut même observer que cette information est omise volontairement au moment de l'introduction de la demande de protection internationale au Luxembourg, voire que des personnes qui introduisent une demande de protection internationale au Luxembourg et qui obtiennent par après une protection internationale sont entrées sur le territoire européen dans le cadre d'un regroupement familial avec leur membre de famille résidant dans l'autre État membre, tout en omettant ce fait tout au long de leur procédure de protection internationale.

Question 4637 (08.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **Registre des titres :**

Universitéits- an Héichschouldiplomer, déi een am Ausland erhält, muss een zu Lëtzebuerg an de Registre des titres androe loossen, wann een se hei am Land wëllt unerkenne loossen. An der Reegel ass esou eng Unerkennung net néideg, wann den Diplom vun engem lëtzebuergeschen Ausbildungsinstitut ausgestallt ginn ass, well da gëtt en automatesch enregistréiert. Ausname ginn et awer, wann den Diplom keen Titre de formation national luxembourgeois ass, well eng Ariichtung auslännesch Formatiounen hei am Land ubitt oder Formatiounen, déi net zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn. Da kann am beschte Fall eng zousätzlech Inscriptioun am Registre des titres néideg ginn, am schlëmmste Fall kann et awer och sinn, dass den Diplom guer net unerkannt gëtt an eng Inscriptioun am Registre refuséiert gëtt vum Ministère. Fir déi Concernéiert, déi vill Energie an hir Ausbildung gestach hunn, an deenen net bewosst war, dass hiren Diplom refuséiert géif ginn, kann dat eng tragesch lwwerraschung ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bildungsariichtunge bidden zu Lëtzebuerg mindestens eng Héichschoulformatioun un, déi zu engem Titel/Diplom féiert, deen opgrond vun den nationale Gesetzer iwwerhaapt net kann an de Registre des titres de formation opgeholl ginn?

2. Ëm wéi vill verschidde Formatiounen handelt et sech heibäi?

Wéi ville verschiddene Kategorië vun Titelen/Diplomer entsprécht dat?

3. Kann de Minister d'Nimm vun den Héichschoulausbildungen nennen, déi zwar zu Lëtzebuerg ugebueden, mee wou d'Titelen dono net am Registre des titres de formation enregistréiert kënne ginn?

Kann de Minister och d'Nimm vun den Ariichtungen nennen, an deenen dës Formatiounen ugebuede ginn?

4. Wat mécht de Ministère, fir beschtméiglech ze verhënneren, dass Persoune Formatiounen zu Lëtzebuerg suivéieren am Glawen, domat en Titel/Diplom ze kréien, deen och zu Lëtzebuerg unerkannt ass, obwuel dat net de Fall ass?

Réponse (29.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

D'Aschreiwung an de Registre des titres de formation, Sektioun vum Héichschoulberäich, concernéiert effektiv déi auslännesch Universitéits- oder Héichschouldiplomer a stellt domat d'akademesch Unerkennung vun deenen Titelen duer.

D'Diplomer, déi am Kader vum Lëtzebuerger Héichschoulsystem, wéi en am ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwert d'Héichschoulwiesen definéiert ass, ausgestallt ginn, sinn automatesch unerkannt a sinn domat vun der Aschreiwungsprozedur dispenséiert. Et handelt sech heibäi ëm follgend Diplomer, déi als national oder akkreditéiert Diplomer ugesi ginn:

- d'Diplomer vun der Universitéit Lëtzebuerg;

- d'Diplomer, déi am Kader vun de vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierte Lëtzebuerger BTS (Brevet de technicien supérieur) Programmen ausgestallt ginn;

- d'Diplomer, déi vun enger zu Lëtzebuerg etabléierter a vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierter privater Héichschoul ausgestallt ginn an déi ee vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierte Studiegang sanktionéieren.

Déi offiziell Lëscht vun dësen zu Lëtzebuerg ugebuedenen a vum Héichschoul- a Fuerschungsministère unerkannte Formatiounen ass um Internetsite vum Ministère a franséischer an englescher Sprooch publizéiert, mat geneeën Indikatiounen iwwert d'Dauer vun der Gültegkeet vun der Akkreditatioun. Si kann op dëser Adress consultéiert ginn :

http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/index.html

All postsecondaire Formatiounen, Diplomer oder Certificaten, déi entweeder ausserhalb vun den op dëser Lëscht indiquéierte Gültegkeetsperiode vun der Akkreditatioun ugebueden/ausgestallt ginn oder déi zu Lëtzebuerg ugebueden/ausgestallt ginn an net op dëser Lëscht opgefouert ginn, sinn net unerkannt.

Verschidde Strukture bidden a Kooperatioun mat auslänneschen Héichschoulinstitutioune Studieprogrammer un, déi zu engem auslänneschen Diplom féieren. Deen Diplom kann no de gesetzlech festgeluechte Krittären als auslänneschen akademeschen Titel an de Registre des titres ageschriwwe ginn, falls en an deem Land, dat den Diplom ausstellt, als nationalen oder akkreditéierten akademeschen Titel unerkannt ass.

Déi concernéiert Servicer vum Héichschoul- a Fuerschungsministère si beméit, d'Studenten an d'Studentinne souwéi och all aner interesséiert Persoune beschtméiglech iwwert déi potenziell Unerkennung (oder Netunerkennung) vun engem Studieprogramm, sief dat en nationalen oder een auslänneschen, ze informéieren.

Een Haaptobjektiv besteet doran, déi zukünfteg Studenten a Studentinne schonn am Virfeld dofir ze sensibiliséieren, dass net all postsecondaire Formatioun eligibel ass fir déi staatlech Studiebäihëllefen an dass och net all Diplom, deen um tertiären Niveau ausgestallt gëtt, kann als akademeschen Titel unerkannt ginn. An de verschiddene Publikatioune vum Service Information études supérieures a vum Service Aides financières gëtt op déi Problematik opmierksam gemaach, genee wéi och an den Informatiounsreuniounen, un deenen dës Servicer deelhuelen, an natierlech op der alljärlecher Foire de l'étudiant. Doriwwer eraus ginn d'Mataarbechter an d'Mataarbechterinne vun de concernéierte Servicer och zu all Moment op Nofro déi néideg Renseignementer iwwert de Statut vun enger spezifescher Héichschoulariichtung oder vun engem bestëmmte Studiegang, fir et jidderengem ze erlaben, seng Formatioune bewosst a mat deem néidegen Hannergrondwëssen auszewielen.

Question 4638 (08.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **liens entre des professionnels de la santé et l'industrie pharmaceutique :**

La pandémie a encore une fois souligné la position de force qu'occupent les acteurs de l'industrie pharmaceutique. Mais le pouvoir d'influence de l'industrie pharmaceutique sur les politiques de santé publique ne date pas de la pandémie. Les liens entre les acteurs de cette industrie et les professionnels de la santé, que ce soit au niveau de la formation universitaire, ou encore au niveau des formations continues, ont toujours existé.

Une étude récente en France a montré qu'entre 2013 et 2016, 90 % des médecins auraient reçu au moins un « cadeau » sous forme de conventions, rémunérations, avantages, repas et abonnements provenant de sociétés privées directement impliquées dans la production de médicaments et traitements.

En Allemagne, on estime qu'un médecin sur deux reçoit des dons de la part d'acteurs de l'industrie pharmaceutique.

Dans nos pays voisins, il existe des initiatives pour garantir une plus grande transparence dans ce domaine. En France, un nouveau dispositif anti-cadeaux prévu par des textes de loi vient de voir le jour. En outre, en France, les liens contractuels et financiers entre les entreprises et les professionnels doivent être publiés sur un site public unique. En Allemagne, la publication des données est établie sur une base volontaire. Pour l'instant ces dispositifs légaux s'avèrent encore trop timides et ne parviennent pas encore à faire régner la transparence. Cependant, au Luxembourg, des tentatives mêmes timides de promotion de la transparence en matière de liens entre professionnels de la santé et l'industrie pharmaceutique semblent encore faire défaut.

Par conséquent, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce qu'au Luxembourg, les professionnels de la santé et en particulier les médecins sont-ils contraints de déclarer leurs liens d'intérêts et liens financiers avec les acteurs de l'industrie pharmaceutique et leurs lobbies ?

- Dans l'affirmative, existe-t-il un registre à cet effet qui soit publiquement consultable?

- Dans la négative, Madame la Ministre juge-t-elle utile et/ou intéressante l'idée de créer un tel registre ?

- De même, dans la négative à ma première question, Madame la Ministre envisage-t-elle la création d'un dispositif légal obligeant les professionnels de la santé à déclarer leurs liens financiers et d'intérêts avec les acteurs de l'industrie pharmaceutique tout en prévoyant des seuils de référence pour accuser le conflit d'intérêt et les « cadeaux » s'accompagnant de modes de sanction en cas de dérogation à ces seuils ?

- Dans la négative à ma question précédente, quels sont les arguments de Madame la Ministre en défaveur d'une telle démarche ?

Réponse (11.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Au Luxembourg, les professionnels de santé ne sont pas légalement contraints de déclarer leurs liens d'intérêts et liens financiers avec les acteurs de l'industrie pharmaceutique et leurs lobbies. Cependant, l'article 8 du Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste encadre strictement ces hypothèses en disposant que « [l]e médecin ne peut aliéner son indépendance professionnelle sous quelque forme que ce soit. Le médecin ne peut recevoir, à titre personnel ou par personne interposée, des avantages, en nature ou en espèces, offerts par des fournisseurs ou par des prestataires de soins de santé dont l'activité professionnelle ou commerciale fait l'objet d'une prise en charge directe ou indirecte par les régimes de la sécurité sociale. Par dérogation, et sans préjudice du règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments les deux alinéas qui précèdent ne s'appliquent pas aux avantages, aux hospitalités ou aux rémunérations perçues dans le cadre d'activités et manifestations professionnelles à condition qu'ils ne soient ni excessifs, ni disproportionnés par rapport au service rendu. »

Les services du Ministère de la Santé analysent en détail les récents changements législatifs opérés dans ce cadre à l'étranger, et notamment ceux cités par l'honorable Députée, afin d'évaluer l'opportunité de procéder à des modifications en droit national.

Question 4644 (09.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **appareils compteurs de particules :**

À partir du 1er juillet 2022, tous les centres de contrôle technique belges seront équipés d'appareils compteurs de particules permettant de détecter un filtre à particules défectueux ou absent sur les véhicules diesel plus récents.

Ceci fera de la Belgique une pionnière dans la lutte contre la fraude aux filtres à particules qui peut avoir de graves conséquences sur les émissions polluantes. En effet, ces voitures émettent jusqu'à 10.000 fois plus de particules qu'elles ne devraient. Cette décision de la part des autorités belges crée un fait nouveau par rapport aux réponses de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics à la question parlementaire n° 3003 du 19 octobre 2020.

- J'aimerais, dès lors, savoir de la part de Monsieur le Ministre si nos centres de contrôle technique seront équipés de ces appareils compteurs de particules.

- Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

- À quel contrôle sont soumises les voitures diesel plus anciennes et quel en est le bilan ?

Réponse (12.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 3003, les organismes de contrôle technique agréés au Grand-Duché appliquent, conformément à la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la directive 2009/40/CE, le mesurage de l'opacité de la fumée en accélération libre (moteur débrayé, de la vitesse de ralenti à la vitesse de coupure de l'alimentation) pour le contrôle des émissions des véhicules équipés d'un moteur Diesel.

Dans la réponse à la question parlementaire n° 3003, il est également exposé en détail la raison pour laquelle le Grand-Duché ne prévoit à ce stade pas une introduction immédiate d'une nouvelle technologie pour le mesurage des particules des émissions produites par les véhicules équipés d'un moteur thermique.

Partant, vu la nature obsolète de la mesure de l'opacité de la fumée pour les véhicules modernes, une réforme du contrôle des émissions serait pertinente. Or, pour une telle réforme, une approche harmonisée au niveau européen s'avère judicieuse afin de garantir des conditions homogènes en matière du contrôle des émissions lors du contrôle technique périodique des véhicules à travers l'Union européenne.

Dans le contexte de l'introduction du comptage du nombre de particules lors du contrôle périodique en Belgique pour les véhicules à moteur Diesel, il y a lieu de relever l'importance du fait qu'aujourd'hui non seulement les véhicules à moteur Diesel sont équipés d'un filtre à particules, mais qu'également certains types de moteurs à essence (moteur à essence à injection directe à partir de la norme Euro 6c) disposent d'ores et déjà de tels filtres à particules. Il faudrait ainsi également contrôler les émissions des véhicules à moteur à essence avec filtres à particules afin de détecter une manipulation éventuelle et pour cela définir au niveau européen des seuils maximaux des émissions pour ces types de moteurs.

Toutefois, dans l'attente d'une adaptation du cadre légal européen par une possible introduction d'une nouvelle méthode pour la vérification de l'intégrité du système d'émission des véhicules propulsés par un moteur thermique, le Luxembourg poursuivra de près le projet prometteur applicable à partir du 1er juillet 2022 pour le contrôle technique des véhicules à moteur Diesel en Belgique. À relever également que d'autres pays européens sont actuellement en train d'évaluer la possibilité d'introduire cette nouvelle approche pour le contrôle technique périodique des véhicules à moteur.

En ce qui concerne le bilan du contrôle des émissions des véhicules à moteur Diesel au Grand-Duché lors d'un passage au contrôle technique durant l'année 2020, 1.011 véhicules ont été rejetés pour une non-conformité constatée, en appliquant la méthode du mesurage de l'opacité de la fumée en accélération libre.

Question 4645 (09.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **frais de la chasse :**

An hirer Äntwert op parlamentaresch Fro N° 4364 huet d'Ëmweltministesch Zuelen zum Wëldschued geliwwert a schreift, dass 2020 bal 570.000 € u Wëldschued entstane sinn. Dës Zuele kënnen och am technesche Rapport iwwert d'Juegd méi genee gekuckt ginn, dee vum Ëmweltministère veröffentlecht gouf. Och wann dës Zuelen, wéi d'Ministesch schreift, net komplett sinn, sou si se am Verglach zu anere Posten am Staatsbudget éischter kleng. Eleng d'Käschten, fir d'Juegd am Ëmweltministère ze verwalten, dierfte méi grouss si wéi de Montant, deen all Joer u Wëldschued entsteet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Steiergelder kascht d'Juegd de Staat all Joer, wann een all d'Verwaltungskäschten, wéi zum Beispill d'Gestioun vun de Juegdschäiner, d'Kontrolle vun de Juegten oder de Subsid vu 50.000 € fir d'Jeeërfederatioun (FSHCL), matarechent?

2. Wéi vill Wëllschwäi liewen aktuell an eise Bëscher? Wéi huet sech hire Bestand an de leschte fënnef Joer entwéckelt? Sinn d'Bestänn trotz de steigenden Doudeszuelen (Säit 11 aus dem Rapport) weider geklommen?

3. Bewäert d'Ministesch déi aktuell Juegdmethode bei der Juegd op Wëllschwäin als effikass, wann een d'Bestandszuelen an d'Doudeszuele matenee vergläicht?

4. Mécht déi massiv Juegd op Wëllschwäin ekonomesch gesinn iwwerhaapt Sënn ugesiichts vun den niddrege Montanten u Wëldschued, déi alljoers entstinn?

5. Wéi géifen d'Käschten u Wëldschued sech schätzungsweis entwéckelen, wann zu Lëtzebuerg ganz op Klappjuegte géif verzicht ginn?

6. Wéi d'Ministesch weider an hirer Äntwert präziséiert, géifen d'Analysen aus de leschten zéng Joer weisen, dass de Schued am Grénglan an am Mais de gréissten Deel vum Schued duerch Wëllschwäi géif ausmaachen. Ginn d'Ministeren dovunner aus, dass mam Ëmstelle vun eiser Landwirtschaft op eng Agrikultur, déi d'Biodiversitéit um Feld de Monokulture virzitt, de Wëldschued fir Bauere kéint erofgoen?

Réponse commune (20.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Preliminär Remarque

Fir d'éischt sollt ugemierkt sinn, datt den tatsächleche Schued, deen duerch Wëld entstanen ass, ëm ee Villfacht méi héich ass wéi déi 570.000 €, vun deenen den éierewäerten Deputéierte schwätzt. Bei dësem Montant handelt et sech just ëm deen Deel, deen duerch de Wëldschuedsfong rembourséiert gouf an deen innerhalb dovun erfaasst gouf. Dësen ass allerdéngs op 4 €/ha limitéiert an net all Juegdpiechter huet heivunner Gebrauch gemaach. Weiderhi gëtt heiriwwer just de Schued vum Wëllschwäin an dem Routhirsch rembourséiert. De Schued duerch déi aner Wëldaarten, notamment d'Réi, den Dammhirsch an de Muffel, souwéi all Schued, deen net deklaréiert gouf, z. B. well de Seuil vun de 4 €/ha erreecht war, ass domat also net am besote Montant erfaasst.

ad 1. Et gi Käschten, wéi d'Beispill vun der Konventioun mat der Jeeërfederatioun, déi kloer chiffréiert an am Budget virgesi sinn. Dozou gehéieren déi erwäänte 50.000 € oder och nach de Budget ordinaire „chasse" fir Material a Verschiddenes am Wäert vu 37.700 € op der Naturverwaltung. Dëse beinhalt Ausgabe fir d'Marke fir d'Déieren, déi geschoss ginn, oder och nach didaktescht Material. Op der ANF sinn d'Personalkäschte fir 2020 a Relatioun mat der Juegd op eng knapp hallef Millioun Euro chiffréiert ginn.

Et muss een och erwänen, datt d'Centres de collecte (Käschtepunkt vun iwwer 15.000 €) gréisstendeels fir d'Entsuerge vun de Wëlldéierekadavere vun de Stroosse benotzt ginn, also net primär fir juegdlech Zwecker.

Um Ministère selwer sinn d'Personalkäschten op ronn 60.000 € ze chiffréieren. Dobäi kommen nach Timberen an Enveloppe fir d'Verschécke vun de Juegdschäiner am Wäert vu ronn 2.500 €.

D'Juegd generéiert awer och direkt Recetten iwwert d'Juegdschäiner (21 € pro Schäin, also tëscht 45.000 € a 50.000 € järlech) oder och nach 150 € pro Kandidat, deen un der Formatioun fir de Juegdexamen an dem Juegdexame selwer deelhëlt (fir 2021 sinn dat ronn 15.000 €).

Regierungsservicer oder generell staatlech Servicer exekutéiere Gesetzer, déi d'Deputéiert stëmmen, an och déi deementspriechend groussherzoglech Reglementer. Dës Servicer musse beschtméiglech dem Gesetz no funktionéieren, fir alle Bierger een adequate Service ze bidden. Dat gëllt natierlech fir all Servicer, déi de Staat ubitt, och wa se net ëmmer all Mënsch concernéieren.

ad 2. Et gëtt keng Zuelen dozou, wéi vill Wëld zu Lëtzebuerg lieft. Mee et ass och net d'Zuel vun den Individue vun enger Déierenaart per se, déi de Problem duerstellt. De Problem ass de Schued, dee bei gewëssenen Aarten entsteet. Beim Wëllschwäin ass dee Schued un de landwirtschaftleche Kulturen natierlech immens héich. Doduerch, datt d'Ofschosszuele konstant an d'Luucht ginn, muss dovunner ausgaange ginn, datt och d'Populatioun konstant klëmmt.

ad 3. Studien aus dem Ausland weisen, datt d'Juegd net mat dem Populatiounswuesstem vun dëser Aart mathale kann an de reguléierenden Effekt net wéi erwënscht stattfënnt. Fir dësem rasante Populatiounswuesstem gerecht ze ginn an deenen domat verbonnenen ekologeschen an ekonomesche Problemer entgéintzewierken, musse sech an Zukunft weider Gedanken iwwer méi effikass Methode gemaach ginn, fir d'Wëllschwäi Meeschter ze ginn.

ad 4. Wéi well erwäänt, ass de Montant just ee Brochdeel vum reellen ekonomesche Schued, deen all Joer duerch d'Wëllschwäin entseet. Weiderhin ass den ekologesche Schued och vu grousser Wichtegkeet.

Och wann déi aktuell Juegdmethoden eis net erlaben, d'Populatioun ze deziméieren, sou hëllefen se awer massiv, fir eng Hausse vun dëser, an domadder d'Evolutioun vum Schued, ze bremsen.

ad 5. D'Klappjuegd ass bis dato déi effektiivste Method, fir d'Schwäin ze bejoen. Dobäi kënnt, datt d'Wëllschwäin een immens héicht Reproduktionspotential huet an dës Aart nach laang net un der ekologescher Tragbarkeitsgrenz ukomm ass. Et muss een also domat rechnen, datt sech d'Populatioune weiderhin nach massiv entwéckelen.

Dëst hätt als Konsequenz, datt souwuel den ekologesche wéi och den ekonomesche Schued an och d'Risike fir Kränkten, wéi ASP, géife massiv an d'Luucht goen.

ad 6. Nee.

Question 4647 (12.07.2021) de **Mmes Francine Closener** et **Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **zones de limitation de vitesse à 30 km/h :**

Depuis 2015, les communes peuvent solliciter l'introduction d'une limitation de la vitesse maximale à 30 km/h sur un tronçon d'une route étatique. Toutefois, comme expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1696, réduire la vitesse maximale autorisée ne suffit généralement pas, il faut aussi que celle-ci aille de pair avec un aménagement de la voirie afin que les automobilistes baissent effectivement leur vitesse.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Combien de demandes d'introduction d'une limitation à 30 km/h sur des routes étatiques ont été adressées jusqu'ici au Ministère de la Mobilité par des communes et combien ont été autorisées ?

- Est-ce que le Ministère propose de son propre chef à des communes de procéder à une telle réduction de la vitesse maximale sur des tronçons choisis ou les demandes viennent-elles exclusivement des communes ?

- Quels sont les critères pour qu'une réduction de la vitesse maximale à 30 km/h sur un tronçon étatique soit acceptée ?

- À qui, respectivement à quelle instance, revient la décision finale ?

- Une fois une décision favorable prise, à qui incombent le financement et la mise en place des aménagements nécessaires à une telle zone 30 ?

Réponse (23.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- Depuis 2015, quelque 80 demandes d'apaisement de trafic sur un tronçon étatique pouvant comprendre plusieurs mesures d'apaisement ont été introduites au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

Parmi ces demandes, une quarantaine a été avisée positivement et 16 ont été avisées négativement.

16 dossiers sont actuellement sans suites après qu'une demande pour des informations complémentaires fut adressée aux administrations communales concernées. Neuf demandes sont en cours de traitement.

- Les demandes proviennent en grande partie des communes. Dans le cadre de projets d'aménagements routiers à l'intérieur des agglomérations avec la participation de l'État, les aspects considérés lors de l'établissement du projet peuvent intégrer des éléments d'apaisement routier dont également des tronçons à 30 km/h.

- Le but des mesures est de permettre aux communes de mettre en place un réseau cohérent et sécurisé pour la mobilité active et de créer des espaces urbains plus attractifs. Une analyse préalable de la situation actuelle doit ainsi définir les objectifs à atteindre et identifier les formes d'apaisement les plus adaptées. Les tronçons sont ainsi pris en compte lorsque les activités au bord de la route (établissements publics, commerces, restaurants, etc.) génèrent des flux élevés de piétons/cyclistes et que le projet vise une amélioration de la sécurité routière et un meilleur aménagement urbain ; ou lorsque le tronçon se trouve sur une interconnexion primordiale pour la mobilité active entre les quartiers principaux de l'agglomération ; ou encore lorsque la chaussée constitue un maillon d'un itinéraire cyclable majeur (p. ex. réseau cyclable national) ou se trouve à hauteur d'établissements scolaires.

La réalisation d'un tronçon limité à 30 km/h ne devrait bien sûr pas entraîner une augmentation du trafic dans d'autres quartiers respectivement d'agglomérations.

- Les mesures d'apaisement de trafic combinées à une réduction de la vitesse proposée par les communes sont analysées par un groupe de travail qui soumet son avis au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics pour une décision de principe. En cas d'accord, les communes pourront élaborer un projet détaillé qui devra faire dans la suite l'objet d'une permission de voirie. La réduction de la vitesse maximale à 30 km/h devra également faire l'objet d'un règlement de circulation.

- Le financement et la mise en place des aménagements nécessaires pour un apaisement routier avec une réduction de la vitesse revient aux communes. Dans le cadre de projets communs entre une administration communale et l'État, des synergies sont toutefois indiquées et recherchées.

Question 4648 (09.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **nombre de millionnaires au Luxembourg :**

Selon le « World Wealth Report », établi régulièrement par le cabinet de conseil Capgemini, notre pays aurait compté 42.800 millionnaires en 2020. Endéans 20 ans, ce chiffre se serait multiplié par huit. Rien que pendant l'année 2020, marquée par la pandémie, le chiffre aurait augmenté de 6,5 %.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il peut confirmer ces chiffres.

- Sur quelles bases reposent les estimations du cabinet conseil et quelle est leur fiabilité ?

- Ce chiffre reflète-t-il la fortune des résidents seuls ou englobe-t-il des personnes ne résidant pas au Luxembourg ?

Réponse (29.07.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les chiffres publiés dans le rapport « World Wealth Report » n'engagent que ses auteurs. Le Ministère des Finances n'a aucune connaissance de la méthodologie utilisée et n'est dès lors pas en mesure de commenter les chiffres avancés.

Question 4650 (12.07.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **Jeux Olympiques à Tokyo :**

An engem Artikel am „L'essentiel" vum 12. Juli 2021 war ze liesen, datt den Här Sportminister net op d'Olympesch Spiller vun Tokyo wëll goen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, datt den Här Sportminister net wëll op déi Olympesch Spiller vun Tokyo goen?

2. Ass et bis elo jee virkomm, datt e Sportminister déi Lëtzebuerger Ekipp net op Olympesch Spiller begleet huet?

3. Geet en anere Minister mat op Tokyo, fir SKA de Groussherzog a senger Eegenschaft als Staatschef (also net als Member vum IOC) ze begleeden?

4. Wéi gesäit déi japanesch Regierung dësen iwwerraschende Geste vum Här Sportminister? Ass et, trotz deene ganz schaarfen Anti-Covid-Sécherheetsmoossnamen, déi Japan hëlt, ze vertrieden, datt den Här Minister seet « les grands événements sportifs [...] trompent les gens en leur faisant croire que tout va bien de nouveau » ? Ass dat net en Affront géintiwwer Japan?

5. Gëtt et eng Reaktioun vum Nationalen Olympesche Kommitee zu där Decisioun vum Här Sportminister?

Réponse commune (11.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1. De Sportminister ass net op déi Olympesch Spiller gaangen an huet dat och schonn den 8. Juli 2021 iwwert déi sozial Medie matgedeelt an elo kierzlech nach eng Kéier op der Antenn vun RTL begrënnt. Hien huet d'Spiller mat grousser Begeeschterung op der Tëlee suivéiert a freet sech besonnesch iwwert déi formidabel Leeschtung vum Charel Grethen.

ad 2. Jo, dëst war zum Beispill 2014 bei den Olympesche Wanterspiller vu Sotchi de Fall. Wat déi Olympesch Spiller zu Tokyo ubelaangt, sou sinn déi an eng besonnesch Zäit vu Pandemie a Restriktioune gefall a sinn an deem Sënn net mat fréiere Spiller ze vergläichen.

ad 3. Et ass och keen anere Minister op Tokyo gaangen. De Groussherzog war a senger Qualitéit als Member vum Internationalen Olympesche Kommitee (IOC) an als Member vum Verwaltungsrot vum Lëtzebuerger Olympesche Kommitee (COSL) vum 19. bis de 26. Juli 2021 zu Tokyo. De Groussherzog gouf och op der Plaz vum President vum COSL begleet.

ad 4. Dem Sportminister seng Decisioun, fir net op Tokyo ze goen, gouf der japanescher Ambassade zu Lëtzebuerg matgedeelt. D'Regierung kann net fir auslännesch Regierunge schwätzen.

ad 5. Souwuel de Groussherzog selwer wéi och de President vum COSL goufen am Virfeld informéiert an hu Versteesdemech fir dës Decisioun gewisen.

Question 4651 (13.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **faillite d'un opérateur de paiement en ligne :**

Die Aktivitäten des inzwischen insolventen Zahlungsdienstleisters Cyberservice Europe SA wurden vor knapp zwei Jahren von der CSSF suspendiert. Mit Klik & Pay und Paymill operierte Cyberservice auch auf dem europäischen Markt und bot unter anderem Dienstleistungen im Bereich des Onlinehandels an. Cyberservice vermittelte über Klik & Pay Onlinezahlungen, indem der Dienstleister das Geld von Kunden beim digitalen Kauf annahm und an den Händler weiterleitete.

Durch die Untersuchungen der CSSF und die Insolvenz des Unternehmens haben viele Händler, deren Produkte und Dienstleistungen mit Klik & Pay gekauft wurden, ihr Geld nicht erhalten, obwohl sie die Dienstleistungen erbracht bzw. das Produkt an die Kunden verschickt haben, in der Annahme, wie gewohnt die entsprechende Summe von Klik & Pay zu erhalten.

Für die Betroffenen handelt es sich teilweise um hohe Geldsummen, auf die schon seit Jahren gewartet wird, ohne dass klar ist, ob und wann es zu einer Auszahlung kommen könnte. Dies ist für diese Unternehmen gerade in Krisenzeiten eine große Belastung, vor allem, weil unklar ist, ob die Unternehmen die fehlenden Beträge weiterhin in ihrer Buchhaltung als offenstehende Zahlungen buchen können oder ob sie sich so der Insolvenzverschleppung schuldig machen. Um Insolvenzen bei den Unternehmen zu verhindern, die auf Zahlungen von Cyberservice Europe warten, wäre es wichtig, den Betroffenen klare Angaben über den Verbleib des geschuldeten Geldes zu geben. Vor allem, weil es - anders als bei Banken - für die Kunden von elektronischen Geldinstituten keine staatliche Garantien über die Auszahlung von geschuldeten Geldern gibt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Auf welche Summe belaufen sich die noch nicht ausgezahlten Kundengelder, die durch die Insolvenz und die vorangehende Aktivitätssuspendierung von Cyberservices Europe SA (noch) nicht an die geschädigten Unternehmen ausbezahlt werden konnten?

2. Wie hoch ist die Summe an Kundengeldern, die auf Treuhandkonten in Luxemburg stehen?

Falls es sich nicht um die gesamte Summe aus Frage 1 handelt: Gibt es Informationen über den Verbleib des restlichen Geldes?

3. Können die geschädigten Unternehmen zeitnah mit einer Auszahlung rechnen?

Falls ja: Welche Maßnahmen wurden ergriffen, um eine zeitnahe Auszahlung zu ermöglichen, und wann ist schätzungsweise mit den ersten Überweisungen zu rechnen?

Falls nein: Warum?

Réponse (16.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Im Zusammenhang mit der Insolvenz eines ehemaligen Zahlungsdienstleisters stellt der ehrenwerte Abgeordnete Sven Clement Fragen in Bezug auf die etwaige Summe nicht ausgezahlter Kundengelder durch das Unternehmen sowie in Bezug auf die Kundengelder, die auf Treuhandkonten in Luxemburg liegen.

Der Finanzminister verfügt nicht über die angefragten Informationen.

Im Allgemeinen obliegt es dem Finanzminister aufgrund der Achtung des Prinzips der Gewaltentrennung nicht, Auskunft zu laufenden Gerichtsverfahren zu geben.

Question 4652 (13.07.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **couverture sanitaire universelle :**

D'Initiativ „Ronnen Dësch" huet elo rezent en oppene Bréif un eenzel Ministèrë geschéckt, fir op d'prekär Situatioun vu Leit opmierksam ze maachen. Betraff si Leit, déi duerch d'Pandemie hir Aarbecht verluer hunn, dat dacks bei Interimsposten an der Restauratioun oder um Bau, déi scho länger am Chômage sinn, respektiv Leit, déi aus hirem Land fortgelaf sinn oder et verlooss hunn, mee awer hei am Land keng Aarbecht fannen.

Eng konkreet Hëllef, déi de Ronnen Dësch proposéiert, ass eng „Gesondheetshëllef", also eng Hëllef fir Leit, déi keng Krankekeess oder Suen hunn, fir sech Medikamenter ze kafen. De Fonds national de solidarité soll all eenzelen Dossier individuell analyséieren a kucken, ob eng Persoun Zougang zu der Hëllef kritt. Wann dëst accordéiert ass, streckt d'CNS d'Sue fir déi Leit vir, déi och eng Kaart kréien. D'Sue kënnen dann dono vum Staat iwwerholl ginn.

An dësem Zesummenhang géif ech der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, der Madamm Gesondheetsministesch, dem Här Minister fir sozial Sécherheet an dem Här Minister fir Immigratioun gär follgend Froe stellen:

- Hunn déi eenzel Ministèren d'Propos vum Ronnen Dësch schonn analyséiert?

- Wa jo, wat ass hir konkreet Positioun zu dëser Propos?

Réponse commune (12.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

De System vun der sozialer Sécherheet, a besonnesch d'Krankeversécherung, bidden e Schutz géint déi verschidde Liewensrisiken, deen esou breet ewéi méiglech ass, esouwuel wat d'Leeschtungen ubelaangt, ewéi d'Ofdeckung selwer, am Respekt vun de fundamentale Prinzippie vun enger sozialer Sécherheet. De Lëtzebuerger System vun der Krankeversécherung gesäit dofir och vir - an dat ass bei Wäitem net de Fall an all Land -, datt eng Persoun sech ka fräiwëlleg umellen, falls si net schonn obligatoresch oder iwwer eng Koaffiliatioun krankeversécher ass, fir kënnen all d'Leeschtunge vun der Krankeversécherung an Usproch ze huelen. Dës fräiwëlleg Umeldung kascht ronn 120 Euro pro Mount, woubäi dann och déi ganz Famill krankeversécher ass.

Wat d'Kanner ubelaangt, esou sinn dës bis 18 Joer automatesch krankeversécher, falls si net schonn iwwer eng Koaffiliatioun versécher sinn, woubäi de Staat dann d'Cotisatiounen iwwerhëlt. Den Artikel 1, 1. Alinea, Punkt 13) vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit Follgendes vir: « Sont assurés obligatoirement conformément aux dispositions qui suivent: [...] 13) les enfants âgés de moins de 18 ans résidant au Grand-Duché de Luxembourg qui ne sont pas assurés à un autre titre et qui ne bénéficient pas d'une protection en vertu de l'article 7 ». Hei ass och ervirzehiewen, datt déi meescht Consultatioune fir Kanner integral vun der Krankeversécherung en charge geholl ginn.

Fir Persounen, déi zu Lëtzebuerg liewen, mee net obligatoresch krankeversécher sinn oder et sech net leeschte kënnen, fir sech fräiwëlleg ze versécheren, kënnen d'Offices sociaux d'Cotisatioun iwerhuelen. Dat setzt awer prinzipiell viraus, datt eng Persoun an enger Gemeng ugemellt ass.

An alle Fäll kënne Persounen, déi net krankeversécher sinn, sech fir eng Urgence an e Spidol beginn, fir gesondheetlech Hëllef ze kréien. De Gesondheetsministère huet dofir e spezifesche Budgetsartikel, iwwert deen d'Spidol e Remboursement ka kréien.

Fir deene Persounen, déi soss net krankeversécher sinn, awer kënnen déi néideg Gesondheetsleeschtungen unzebidden, gesäit de Koalitiounsaccord 2018-2023 vir: « Pour assurer l'accès aux soins de santé de base aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, les moyens existants seront utilisés de la manière la plus adaptée. Cette prise en charge médicale sera à charge du budget de l'État. » (Säit 109 vum Koalitiounsaccord).

Fir dëse Punkt ëmzesetzen, hunn déi zoustänneg Ministèren sech zesummegesat, fir eng Léisung auszeschaffen, déi esou einfach an onbürokratesch ewéi méiglech soll sinn an sech gréisstendeels op bestoend legal Mechanisme baséiere soll. Dobäi spillen déi konventionéiert Associatiounen um Terrain natierlech eng wichteg Roll, well déi oft den eenzege Kontakt zu de Persoune sinn, déi soss néierens ugemellt sinn. An dësem Kontext waren och Echangë mam Ronnen Dësch.

D'Zil ass, datt all Persoun, déi am Land lieft, vun all de Leeschtunge vun der Krankeversécherung ka profitéieren, wann se et néideg huet, an zwar esou einfach ewéi nëmme méiglech. Dobäi soll awer kee parallelle System op d'Bee gestallt ginn, schonn eleng, fir d'Persoune selwer net ze stigmatiséieren, an och fir déi administrativ Charge esou kleng ewéi méiglech ze halen. D'Käschte ginn, ewéi am Koalitiounsaccord virgesinn, vum Staat gedroen.

Dëse Projet konnt wéinst der Covid-19-Kris net esou séier ewéi urspréinglech geplangt ausgeschafft ginn. Allerdéngs gouf en am Laf vum 1. Semester 2021 nees an Ugréff geholl.

Aktuell befënnt sech de Projet an der interner Finalisatioun, fir an enger nächster Etapp mat de betraffenen Acteuren, dorënner de Ronnen Dësch, diskutéiert ze ginn.

Question 4653 (13.07.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **faillite d'un opérateur de paiement en ligne :**

An der Affär ëm d'Suspendéierung an eng méiglech Insolvenz vun engem Lëtzebuerger Bezueldéngschteleeschter hunn d'Kläger seriö Reprochen un d'Adress vun der Lëtzebuerger Iwwerwaachungsautoritéit CSSF geäussert.

Ee vun de Reprochen ass, dass d'CSSF - obscho se fir d'éischt d'Aktivitéite vun der Firma suspendéiert an hir duerno den Agrement entzunn huet - net déi néideg Diligencen ënnerholl hätt, fir dass déi Geschiedegt hir Suen nees géifen zréckkréien.

Déi Geschiedegt fuerdere letztlech d'Asetze vun enger Enquêtëkommissioun.

Mir wéilten aus deem Grond follgend Froen un den Här Finanzminister stellen:

- Wéi bewäert den Här Finanzminister d'Aussoe vun de Geschiedegten? Firwat kréien déi Geschiedegt vun offizieller Säit (Finanzministère, CSSF) keng Äntwerten op hir Froen?

- Kann den Här Minister eis d'Chronologie vun dëser „Affär" maachen? War der CSSF schonn am Mee 2019 bekannt, dass méiglecherweis Clientssuen opsäite vum Déngschtleeschter géife feelen? Firwat huet et bis September 2019 gedauert, iert d'CSSF éischt Moossnamen ergraff huet?

- Kann den Här Minister eis kuerz erklären, wéi d'CSSF prozedural mat sou Informatiounen ëmgeet? Ginn och déi auslännesch Iwwerwaachungsautoritéiten iwwer sou ee Virgang informéiert?

- Gesäit den Här Minister Unhaltspunkte vun engem Versoe vun der CSSF?

- Fir de Fall, dass den Déngschtleeschter net iwwert déi néideg Mëttele verfüügt, kéinten d'Clienten an de Genoss vun der „Einlagensécherung" kommen? Op wéi ee Montant ass dës Garantie gedeckelt a wéi eng Konditioune missten d'Clienten erfëllen, fir an de Genoss dovun ze kommen?

- Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Clientssue genuch geschützt sinn? Sollt dat net de Fall sinn, wéi kann an Zukunft dofir gesuergt ginn, dass d'Sue vun de Clientë besser geschützt sinn?

- Kann den Här Minister Informatioune bestätegen, no deenen den Déngschtleeschter duerch de Wirecardskandal a Matleedenschaft gezu gi wier? Rieds geet vum Feele vu ronn 4 Milliounen Euro. Kann den Här Minister déi Informatioune bestätegen?

- Wéi gëtt séchergestallt, dass am Fall vun engem Skandal, wéi deen ëm d'Wirecard, kee Schnéiballeffekt asetzt an aner Finanzdéngschtleeschter an eng onméiglech Lag bruecht ginn?

- Ass den Här Finanzminister net der Meenung, dass sou Affären der Finanzplaz Lëtzebuerg schueden? Wat gedenkt den Här Finanzminister ze ënnerhuelen, fir deem an Zukunft an och méi fréi entgéintzewierken?

Réponse (16.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Am Respekt vun der Gewaltentrennung kommentéiert de Finanzminister grondsätzlech kee lafende Geriichtsprozess.

De Finanzminister verweist an der Affär ëm ee Lëtzebuerger Bezueldéngschteleeschter, op déi déi honorabel Deputéiert an hirer parlamentarescher Ufro hiweisen, op déi offiziell Communiquée vun der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) vum 25. Juli 2019 a 27. September 2019 souwéi op de gemeinsame Communiqué vum 20. November 2020 vun der CSSF, dem Parquet vu Lëtzebuerg an dem Curateur vun der Faillite.

Aus de virgenannte Communiquée geet ervir, dass éischt Moossname géint déi concernéiert Entitéit am Juli 2019 vun der CSSF ergraff goufen. Laut den europäeschen Texter an der nationaler Gesetzgebung besëtzt d'CSSF eng Rei u Pouvoiren, vun deene Gebrauch ka gemaach ginn, fir d'Anhale vun de legalen a reglementaresche Bestëmmungen, déi fir Bezueldéngschtleeschter virgeschriwwe sinn, zeassuréieren. D'Mesuren, déi vun der CSSF geholl kënne ginn, sinn am Artikel 31 (4) vum ofgeännerte Gesetz vum 10. November 2009 iwwert d'Bezuelservicer explizitt festgehalen. Am Fall wou prudenziell Mesurë vun der CSSF géint ee Lëtzebuerger Bezueldéngschtleeschter, dee seng Servicer grenziwwerschreidend prestéiert, ergraff ginn, ginn déi auslännesch Finanziwwerwaachungsautoritéiten iwwert de Virgang informéiert.

Op Basis vun den Informatiounen, déi dem Finanzminister virleien, ginn et keng Unhaltspunkten, déi op ee Versoe vun der CSSF géifen hiweisen.

Suen, déi vun engem Bezueldéngschtleeschter entgéintgeholl ginn, si gemääss den europäeschen Direktiven net vun enger Einlagensécherung couvréiert. Den Artikel 14 vum ofgeännerte Gesetz vum 10. November 2009 schreift de Bezueldéngschtleeschter zum Schutz vun de Clientssuen a fir engem Effet de contagion entgéintzewierke vir, dës Suen op engem separate Bankkonto ze deposéieren oder eng Versécherung ofzeschléissen, déi de Montant vun de Sue couvréieren. Dës Obligatioun entspréngt aus europäeschen Direktiven, déi den EU-Memberstaaten eng maximal Harmonisatioun bei der Ëmsetzung vun de Reegelen an déi national Gesetzgeebung virschreiwen, an dréit soumat zu engem Level playing field an der Europäescher Unioun bäi.

Erfarungen, déi duerch sou Affäre gesammelt ginn, gi beim reegelméissegen Iwwerschaffe vun der Finanzreglementatioun matberücksichtegt.

Question 4654 (13.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **centre de dépistage Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg :**

Duerch d'Coronamoossname musse Leit, déi de Fliger huelen, mat „sanitären" Niewekäschte rechnen, déi schonn emol méi wéi zéng Prozent vum Reespräis kënnen ausmaachen. Lux-Airport, d'Findelsverwaltung, annoncéiert 79 Euro fir e Rapid-Antigeentest, 119 Euro fir e PCR-Test an 169 Euro fir en Express-PCR-Test. Menges Wëssens kascht e Schnelltest an der Apdikt ëm déi 5 Euro, mee wann ee wëll fléien, kënnt een net derlaansicht, der Firma, déi um Findel Tester mécht, ronn 16-mol dee Präis ze bezuelen. Leit, déi aus der Tierkei heemkomm sinn, schwätze vu ganz anere Präisser fir esou Tester, déi sech net mat Personal- a Materialkäschten erkläre loossen. Fir zwee Touriste kascht de séiere PCR-Test am Hotel, also mat Deplacement vum medezinnesche Personal, 30 Euro. Am Verglach chiffréiert dat sech um Findel op 338 Euro fir zwee Leit. Duerfir hätt ech dës Froen un d'Madamm Gesondheetsminister a Konsumenteschutzminister.

1. Wien ass zoustänneg fir d'Präisgestaltung bei de Covidtester um Findel?

2. Sinn d'Präisser vun deem Betrib, deen um Findel zoustänneg ass, transparent berechent ginn, eventuell mat enger raisonnabeler Gewënnmarge, a sinn si vum Gesondheetsministère oder vu lux-Airport ofgeseent ginn?

3. War dee Betrib dee bëllegsten Ubidder oder ass hien ouni Ausschreiwung ausgewielt ginn?

4. Wa keng Ausschreiwung war, wien huet dee Betrib no wat fir enge Krittäre mat de Covidtester um Findel beoptraagt?

5. Handelt et sech ëm e Betrib aus dem Gesondheetsberäich a mat wéi engem Laboratoire schafft hien zesummen?

6. Gëtt et iergendeng Form vu Qualitéitskontroll duerch de Gesondheetsministère, eng aner Verwaltung oder eng aner Struktur?

7. Verschidde Passagéier, déi e Fluch hu missen ofsoen an den Test nach net gemaach, awer scho bezuelt haten, hu bei dem Betrib de Remboursement ugefrot, ouni awer jee e Remboursement ze kréien. Kënnen déi Passagéier sech beim Konsumenteschutzministère beschwéieren?

Dee Betrib kënnt jo och an de Besëtz vu perséinleche gesondheetlechen an och vu finanziellen Donnéeë vun de Passagéier.

8. Ass séchergestallt, datt déi Donnéeë geschützt sinn?

9. Ass et normal, datt e Passagéier sech bei engem him warscheinlech frieme Betrib, dee weeder mam Findel nach mat der Fluchgesellschaft eppes ze dinn huet, muss registréieren, fir kënnen an de Fliger ze klammen, deen hie bezuelt huet?

10. Huet dee Betrib nach aner Aktivitéiten zu Lëtzebuerg?

11. Ass séchergestallt, datt d'registréiert Userdate vum Findel net verknäppt gi mat aneren Aktivitéite vum Fluchpassagéier bei deem Déngschtleeschter, fir e komplette Profill vum Fluchpassagéier ze erstellen?

12. Ass séchergestallt, datt d'medezinnesch Informatiounen iwwert de Fluchpassagéier komplett geläscht ginn, esoubal d'Tester net méi gülteg sinn?

13. Wär et net un der Regierung, am Sënn vum Konsumenten- an Dateschutz de Fluchpassagéier ze roden, hire Konto bei deem Betrib ze läschen, esoubal si hiren negativen Testzertifikat hunn?

Réponse (13.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Lux-Airport huet sech Partner gesicht, fir senge Clienten ee Service unzebidden, fir sech virun engem Fluch um Flughafe selwer kënnen testen ze loossen. Zoustänneg fir d'Präisgestaltung ass lux-Airport mat senge Partner. Et handelt sech hei ëm eng reng kommerziell Aktivitéit, op déi d'Regierung keen Afloss huet.

ad 2. De Gesondheetsministère huet keng Informatiounen iwwert d'Käschten an d'Präisberechnung vu private Firmen. Firme mussen och net ee Präis vum Gesondheetsministère approuvéiere loossen. D'Gesondheetskeess gëtt fir verschidden diagnostesch Tester e Präis an hirer Nomenclature vir, deen dann och zielt fir de Remboursement bei diagnosteschen Tester, déi vun engem Dokter verschriwwe ginn. Dëst betrëfft awer ganz kloer net d'Aktivitéit vum Testzenter um Findel, vu datt déi Leit, déi sech hei teste loossen, dat net op Basis vun enger Ordonnance vun engem Dokter maachen, well si symptomatesch sinn.

ad 3. Well et sech hei net ëm eng Aktivitéit vum Staat handelt, huet de Gesondheetsministère keng Informatiounen, weeder zu der Ausschreiwung nach wat aner Firme betrëfft, déi sech gemellt hunn.

ad 4. De Gesondheetsministère verweist op seng Äntwert op d'Fro uewendriwwer.

ad 5. Souwäit et dem Gesondheetsministère bekannt ass, handelt et sech ëm ee private Laboratoire d'analyses médicales, deen zu Lëtzebuerg eng Geneemegung huet an deen zesumme mat engem Sous-traitant dës Statioun bedreift.

ad 6. Als autoriséierte Laboratoire d'analyses médicales ënnerläit och dëse Laboratoire den übleche Qualitéitskrittären a Kontrollen, déi vum Gesetz virgesi sinn. Als autoriséierte Laboratoire d'analyses médicales kann de Laboratoire natierlech perséinlech Donnéeë kréien an och traitéieren.

ad 7. Natierlech kann all Konsument sech gäre mat senge Froen un de Ministère fir Konsumenteschutz wenden. Entweeder iwwer Telefon oder am beschte per E-mail un info@mpc.etat.lu. De Ministère leet si dorops dohinner weider, wou si am beschte kënne gehollef kréien, d. h. an dësem Fall entweeder un de Médiateur de la consommation, d'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) oder de Centre européen des consommateurs (CEC).

Bis elo huet de Ministère nach keng Reklamatioune vu Passagéier kritt. Och de CEC huet, op Nofro, nach keng Plainte kritt. Bei der ULC war een eenzege Fall, wou de Konsument awer no Reklamatioun rembourséiert gouf.

Am Fall vu Problemer mam Remboursement réit de Ministère de Leit, sech direkt un de CEC ze wenden, wann de Konsument e Kontrakt mat enger ausländnescher Gesellschaft ofschléisst. De CEC begleet d'Leit an hiren Demarchë vis-à-vis vum Prestataire. Mee och d'ULC ka weiderhëllefen.

Parallell huet de Ministère awer och Kontakt mat EcoCare a lux-Airport opgeholl a si drop higewisen, datt wa Leit annuléieren, si opgrond vun den Artikelen L.229-9 an 229-10 vum Code de la consommation d'Recht hunn, hir Suen zréckzekréien.

ad 8. Hei handelt et sech ëm ee Laboratoire, deen zu Lëtzebuerg akkreditéiert ass an deen all Dag mat Gesondheetsdate schafft an dofir och bestëmmt Mesuren a Virkéierunge getraff huet, fir RGDP-konform ze sinn. Donieft ass et jo eng perséinlech Entscheedung vun all Persoun, ob ee sech an dëser Teststatioun teste léisst oder net. Dës Firma kritt keng finanziell Donnéeë vun de Persounen, mee just d'Donnéeën, déi a Relatioun si mam Ausstelle vun engem Testzertifikat.

ad 9. Am Fall vun engem Diagnostiktest muss de Laboratoire natierlech wëssen, wien déi getest Persoun ass, fir net Gefor ze lafen, datt eng falsch Persoun dat Testresultat kritt. Donieft muss och séchergestallt ginn, datt d'Persoun hiert Resultat kritt. Souwäit dem Gesondheetsministère bekannt ass, gëtt an dëser Teststatioun dorop higewisen, wien de Prestataire ass, deen dësen Test duerchféiert, fir datt d'Clientë wëssen, wiem si hir Donnéeën uvertrauen.

ad 10. Laboratoires Réunis ass ee vun de private Laboratoiren zu Lëtzebuerg an huet säit Joerzéngten Aktivitéiten zu Lëtzebuerg. Ecolog ass e Soustraitant vun de Laboratoires Réunis an ass aktiv am Large-Scale-Testing.

ad 11. All Firma, egal wéi eng Aktivitéit déi huet, muss sech un d'Gesetzer an och un de RGDP halen. Falls dat net esou wier, kann dat bei der CNPD gemellt ginn, déi da weider Schrëtt ënnerhëlt. Dem Gesondheetsministère ass kee Verstouss géint de RGDP bekannt a Laboratoires Réunis schaffen am Respekt vun de Qualitéitsnormen, déi fir een Diagnostiklaboratoire virgesi sinn.

ad 12. Hei gëllt, wéi bei all de Laboratoiren, déi hiren Aktivitéiten zu Lëtzebuerg noginn, déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung, un déi sech de Prestataire hale muss.

ad 13. Soulaang de Prestataire sech un d'Gesetzer an de RGDP hält, gëtt et kee Grond fir d'Regierung, sech do anzemëschen. Soss misst ee bei all Déngschtleeschtung dat de Leit uroden. Falls et Problemer mam Dateschutz géife ginn, géif d'Regierung natierlech déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, fir d'Aktivitéite vun dësem Prestataire ze stoppen, bis alles „en règle" ass.

Question 4656 (13.07.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**augmentation des inscriptions à l'examen de luxembourgeois de l'Institut national des langues :**

Eisen Informatiounen no hu sech rezent um INL (Institut national des langues) eng aussergewéinlech grouss Unzuel u Persounen (anscheinend e puer Honnert) presentéiert, fir de Lëtzebuergesch-Examen ze absolvéieren.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Kann den Här Minister deen uewe genannte Fait confirméieren?

2. Wa jo, wéi vill Persoune genee hu sech fir dee Lëtzebuergesch-Examen um INL presentéiert? Wéi ënnerscheet sech déi Zuel vun den Duerchschnëttswäerter?

3. Wéi eng Nationalitéiten haten dës Persounen?

4. Wéi sinn d'Resultater ausgefall vun deenen Examen? Wéi vill vun deene puer Honnert Leit hunn den Examen, opgeschlësselt no Nationalitéit, gepackt?

5. Wéi vill vun deene Persounen hu virdrun u Lëtzebuergesch-Coursen deelgeholl?

Réponse (18.08.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. D'Examen am Lëtzebuergeschen am INL sinn aussergewéinlech populär an esou hunn effektiv an deene leschte Méint vill Leit sech engem vun de verschiddenen Exame gestallt. Ech kann dëst deemno confirméieren.

An deene leschten zwee Méint, méi genee tëschent dem 1. Juni an dem 15. Juli 2021, huet den INL verschidden Examen am Lëtzebuergeschen organiséiert:

- de sougenannte Sproochentest, den Examen, deen ee muss packen, fir déi lëtzebuergesch Nationalitéit ze kréien;

- den Zertifikat Lëtzebuergesch als Friemsprooch (LaF);

- den 1. Diplom LaF an

- den 2. Diplom LaF.

Am Ganzen hunn 1.044 Persoune sech am genannten Zäitraum deenen Exame gestallt:

- 978 Leit hunn de Sproochentest gemaach;

- 26 den LaF-Zertifikat;

- 30 den 1. Diplom an

- 10 den 2. Diplom.

Am ganze Schouljoer 2019/2020 hunn eng 2.700 Leit ee vun dësen Exame gemaach, et kann een deemno soen, datt déi genannten Zuel fir de leschten annerhallwe Mount vum Schouljoer 2020/2021 eng relativ héich war.

Fir d'Waardezäit räsonabel ze halen, huet den INL séier reagéiert, extra Sessioune geplangt an och ouni Tëschefäll duerchgefouert. Doduerch kruten all d'Leit, déi hiren Dossier bis Enn Mee eragereecht haten, och nach d'Geleeënheet, dëst Schouljoer un engem vun de genannten Examen deelzehuelen.

ad 3. D'Leit, déi deelgeholl hunn, haten Nationalitéite vun de follgenden 99 Länner:

(liste à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. + 5. Vun den 1.044 genannte Leit, déi ee vun deenen Exame matgemaach hunn, hunn der 651 e gepackt, dat mécht en Taux de réussite vun ongeféier 57 % aus. Opgeschlësselt op déi verschidden Exame läit den Taux de réussite bei 65,6 % fir de Sproochentest, 27 % fir den LaF-Zertifikat, 60 % fir den LaF-1-Diplom an och 60 % fir den LaF-2-Diplom.

Déi genannten Exame sinn onofhängeg vun de Coursen am INL respektiv generell onofhängeg vu Coursen unzegesinn. Wou d'Kandidate Lëtzebuergesch geléiert hunn, spillt an dësem Kontext keng Roll an duerfir féiert den INL doriwwer och keng Statistiken.

Well verschidden Nationalitéite ganz wéineg respektiv just eemol representéiert sinn, schéngt mir eng Opschlësselung vum Taux de réussite no Nationalitéit aus Grënn vun der Protektioun vun de perséinlechen Donnéeën net ubruecht: Et kéint een nämlech d'Performance vu ganz villen eenzele Persounen erausliesen.

Question 4657 (14.07.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **renouvellement du permis de conduire :**

A leschter Zäit heefe sech d'Fäll vu Leit, déi net verstinn, firwat si mat 75 Joer hire Fürerschäin net verlängert kréien. Sou kritt beispillsweis ee Mann, deen 1945 gebuer gouf, säi Camionsfürerschäin (iwwer 7,5 Tonnen) net méi verlängert wéinst sengem Alter, obwuel hie kärgesond ass an nach ni de Fürerschäi verluer huet. Hien huet bei der entspriechender Verwaltung reklaméiert. Déi huet sech awer hannert „europäesche Reegelen" verschanzt. Et huet sech awer erausgestallt, datt een an Däitschland a Frankräich ouni Problem och an deem Alter säi Fürerschäi verlängere kann.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Transportminister:

1. Ass den Här Minister um Courant vun dëser offensichtlecher Altersdiskriminatioun?

2. Kann den Här Minister preziséieren, wat fir „europäesch Reegelen" eng Verlängerung vun deem genannte Fürerschäi verbidden?

3. Gedenkt den Här Minister, an dëser Fro ze reagéieren, fir datt esou eng Diskriminatioun ophält?

Question 4770 (30.07.2021) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant le **renouvellement du permis de conduire :**

Laut aktueller Gesetzgeebung dierf een nom Erreeche vum Alter vu 75 Joer kee Camion a kee Bus méi op der ëffentlecher Strooss beweegen. Déi entspriechend Fürerschäiner (Kategorië C an D) verléieren op deem Stéchdag hir Gültegkeet - egal, wéi fit a gesond een nach ass. Den Autosfürerschäin (Kategorie B) par contre gëtt op Presentatioun vun engem medezinneschen Attest vun engem Dokter iwwer den Alter vu 75 Joer eraus verlängert.

Dës Reegelung fir d'Fürerschäiner vun de Kategorië C an D ass zum Nodeel vun deenen eelere Leit, déi beispillsweis e gréissere Campingcar hunn, fir deen een e Camionsfürerschäi brauch. Fir dës Leit bedeit dat, dass si hire Campingcar vu 75 Joer un net méi dierfe benotzen. Souguer dann net net, wa si nach valid genuch wieren, fir e gréissert Gefier ze steieren.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Kann den Här Mobilitéitsminister dës Reglementatioun confirméieren?

- Wa jo, a wéi wäit ass den Här Minister der Meenung, dass dës Reegelung nach appropriéiert ass - wëssend, dass d'Leit ëmmer méi al ginn an an der Reegel méi laang fit a gesond bleiwen?

- Wéi steet den Här Minister zu där Zwoulassegesellschaft, déi mam Erreeche vu 75 Joer entsteet? Wann een nach valid genuch ass, dierf een nach Auto fueren, e Camion oder e Bus dierf een awer net méi beweegen, och net zu rekreativen Zwecker.

- Ass den Här Minister net der Meenung, dass och bei de Fürerschäiner fir d'Kategorië C an D (Camion a Bus) e medezinneschen Attest vun engem Dokter misst dat ausschlaggeebend Element sinn, ob een de Fürerschäi behält oder net?

- Wat gedenkt den Här Mobilitéitsminister ze ënnerhuelen, fir eeler Leit duerch dës Reegelung net onnéidegerweis an der Gestaltung vun hiren Aktivitéiten anzeschränken?

Réponse (23.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Fir de Fürerschäi vun der Kategorie C kënnen ze maachen, muss een 21 Joer al sinn, respektiv 18 Joer, wann een d'Ausbildung zum Beruffschauffer gemaach huet, (Code 95) an et muss een den Autosfürerschäin (Kategorie B) scho gemaach hunn. De Fürerschäi vun der Kategorie C erlaabt d'Fuere vu Gefierer, där hiert héchst zoulässegt Gesamtgewiicht iwwer 3,5 Tonne ka sinn.

Wann een de Camionsfürerschäin huet, da sinn do och implizitt d'Fürerschäiner vun de Kategorië C1 a C1E mat dran, mat deenen een e Gefier vu 7,5 Tonne Gesamtgewiicht ka fueren, un dat een och nach eng Remork vu 750 kg drunhänke kann (C1) oder esouguer bis zu engem Gesamtgewiicht vun 12 Tonnen (C1E).

Sou wéi et déi europäesch Direktiv iwwert de Fürerschäi virgesäit, huet de Camionsfürerschäin eng Gültegkeet vu fënnef Joer. Fir eng Verlängerung vum Fürerschäin ass dann och ëmmer eng Visitt beim Dokter virgeschriwwen.

Generell ass ervirzehiewen, datt een de Camionsfürerschäin nëmme fir berufflech Zwecker benotzen däerf, wann een ënnert d'Dispositioune vun der europäescher Direktiv iwwert d'Beruffschauffere fält an een déi obligatoresch Formatioun (Code 95) gemaach huet.

Des Weidere gesäit de Code de la route vir, datt de Camionsfürerschäin am Fënnefjoresrhythmus ëmmer bis 70 Joer ka verlängert ginn. Ab da gëtt de Führerschäi vun dëser Kategorie just nach fir dräi Joer verlängert, ouni awer 75 Joer kënnen ze iwwerschreiden. Fir sécherzestellen, datt déi Persoun, déi esou e Gefier, wat bis zu 44 Tonne ka weien (am Normalfall), och an aller Sécherheet nach am Verkéier beweege kann, ass och dës Verlängerung nëmme mat engem medezinnesche Certificat méiglech.

Ab dem 75. Joer gëtt de Fürerschäi vun der Kategorie C am Moment net méi verlängert. Dës Dispositioun steet scho säit 1992 esou am Code de la route an ass sengerzäit agefouert ginn aus Grënn vun der allgemenger Verkéierssécherheet.

Fir der Entwécklung awer Rechnung ze droen, datt mat der Zäit virun allem am Beräich vun de Roulotten an de sougenannte Mobil-Homen ëmmer méi confortabel an doduerch awer och ëmmer méi grouss a schwéier Modeller op de Marché komm sinn, déi sech bei de Camper grousser Beléiftheet erfreeën, ass 2009 dës Dispositioun schonn deemools an dem Sënn geännert ginn, datt elo, soulaang wéi et de Gesondheetszoustand vun de Persounen nach erlaabt, d'Kategorië C1 a C1E (also mat Remork Gefierer vu bis zu 12 Tonnen) nach kënne weider verlängert ginn.

Well vill Leit, och dank dem medezinnesche Fortschrëtt, mëttlerweil och am héijen Alter nach bei gudder Gesondheet sinn, wäert ech dem Regierungsrot bei der nächster Ännerung vum Code de la route proposéieren, fir dës Altersgrenz opzehiewen, soudatt, soulaang wéi de Gesondheetszoustand vun der betraffener Persoun et zouléisst, d'Fürerschäiner vun de Kategorië C an D nach kënne verlängert ginn.

Question 4659 (14.07.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **développements récents sur l'île de Chypre :**

Les tensions géopolitiques qui durent depuis des décennies sur l'île chypriote ont récemment culminé dans l'occupation de la ville fantôme de Famagouste, abandonnée par les résidents chypriotes grecs suite à l'invasion turque de l'île en 1974, par des forces armées turques. La Turquie prévoit d'inciter les résidents chypriotes grecs légitimes de Famagouste à retourner sous l'administration chypriote turque en les encourageant à réclamer leurs propriétés devant « l'inefficace » Commission des biens immobiliers, où leur propriété sera alors contestée.

À noter que cette occupation enfreint les accords de droit international y relatifs, notamment les décisions de l'UE en la matière ainsi que les résolutions 550 (1984) et 789 (1992) du Conseil de sécurité de l'ONU.

La situation actuelle pose non seulement un danger pour la stabilité politique de la République de Chypre, mais aussi pour la stabilité de la Méditerranée de l'Est entière.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est la position du Luxembourg et de l'Union européenne concernant les développements récents sur l'île de Chypre ?

2) Quelles suites le Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne entend-il réserver aux actions du Gouvernement turc ?

3) Quelle est la position du Luxembourg en ce qui concerne la « solution à deux États » pour la République de Chypre, telle qu'évoquée par le président turc et refusée catégoriquement par la présidente de la Commission von der Leyen ?

Réponse (12.08.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) L'Union européenne a fermement condamné les mesures unilatérales prises par la Turquie et les annonces inacceptables faites par le président turc et le dirigeant de la communauté chypriote turque le 20 juillet 2021 sur la réouverture d'une partie de la zone clôturée de Varosha. L'UE demande que l'on revienne immédiatement sur ces actions et que l'on annule toutes les mesures prises concernant Varosha depuis octobre 2020. Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant Varosha, en particulier les résolutions 550 (1984) et 789 (1992), doivent être intégralement respectées et appliquées.

L'UE insiste sur la nécessité d'éviter toute action unilatérale contraire au droit international et toute nouvelle provocation qui soit susceptible d'accroître les tensions sur l'île et de compromettre les efforts actuellement déployés pour trouver un terrain d'entente entre les parties en vue d'un règlement durable de la question chypriote.

ad 2) Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne discuteront lors de leur prochaine réunion des suites à réserver à un éventuel refus de la part de la Turquie de revenir sur ses actions contraires aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'UE reste déterminée à recourir aux instruments et options dont elle dispose pour défendre ses intérêts et ceux de ses États membres ainsi que pour préserver la stabilité régionale.

ad 3) Le Luxembourg reste pleinement attaché à un règlement global de la question chypriote, fondé sur une fédération bizonale et bicommunautaire, avec égalité politique, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et aux principes sur lesquels l'Union est fondée.

Question 4660 (14.07.2021) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**attractivité du secteur de la recherche au Luxembourg :**

La recherche et l'innovation revêtent une grande importance pour la compétitivité du Luxembourg.

Ainsi, le Grand-Duché doit proposer un cadre attractif pour les chercheurs et scientifiques. D'un article du journal « Die Zeit » ressort qu'en Allemagne 90 % des scientifiques travaillent sous un contrat à durée déterminée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sous quelles formes, voire contrats les scientifiques et les chercheurs sont employés au Luxembourg ?

- Comment le Grand-Duché attire aujourd'hui les talents et les jeunes chercheurs pour des projets au Luxembourg ? Quels sont les arguments qui font que les chercheurs viennent s'installer ici ? Est-ce que la forme du contrat de travail joue un rôle dans cette décision ?

- L'accord de coalition prévoit qu'« une définition large du concept de valorisation de la recherche, de l'impact scientifique, en passant par la mobilité intersectorielle des chercheurs et la valorisation économique et l'impact sur le développement des politiques » sera adoptée. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer dans quelle phase d'élaboration se trouve ce concept ?

Réponse (29.07.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

À titre de remarque liminaire, je tiens à rappeler que le personnel de recherche dans le secteur public, donc à l'Université du Luxembourg et dans les trois centres de recherche publics, c'est-à-dire le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), le Luxembourg Institute of Health (LIH) et le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), est embauché sous forme de contrat à durée indéterminée (CDI) ou à durée déterminée (CDD). Fin 2020, le personnel de recherche comptait un effectif de quelque 3.400 personnes. dont quelque 1.900 sous CDI et 1.500 sous CDD parmi lesquels se trouvent quelque 1.250 doctorants et postdoctorants.

Je tiens à souligner que, selon le classement « European Innovation Scoreboard » de 2021, la Commission européenne mentionne tout particulièrement l'attractivité du système de recherche luxembourgeois, en le qualifiant de leader européen. Ceci est dû au fait que la quasi-totalité des jeunes chercheurs, donc les doctorants et les postdoctorants, bénéficie d'un CDD et donc d'une pleine couverture au niveau de la sécurité sociale, ce qui malheureusement n'est pas le cas dans la plupart des autres pays.

En plus, le FNR a mis au point deux programmes spécifiques qui visent à attirer des chercheurs de renommée internationale au Luxembourg. Parmi ces deux programmes, le programme PEARL vise des chercheurs seniors qui ont déjà atteint un statut d'excellence internationale, alors que le programme ATTRACT vise des chercheurs qui ne sont pas aussi avancés dans leur carrière, mais qui ont le potentiel de créer au Luxembourg une équipe de recherche qui va atteindre une haute visibilité internationale.

En ce qui concerne la troisième question, il convient de préciser que cette conception large de la valorisation de la recherche se trouve d'ores et déjà appliquée à travers le dispositif national de la recherche et de l'innovation et répond à une des recommandations émises par l'analyse-évaluation du système luxembourgeois d'innovation par l'OCDE en 2015.

En effet, les conventions pluriannuelles entre l'État et les centres de recherche publics, d'une part, et l'Université du Luxembourg, d'autre part, reflètent cette conception de valorisation, en fixant des objectifs (avec des indicateurs quantitatifs y relatifs) en termes de qualité de la production scientifique, de nombre de spin-offs créés et de brevets déposés, de nombre de postdoctorants en partenariat public-privé ainsi que de financement tiers contractuel aussi bien public que privé. Le financement tiers contractuel témoigne de l'intérêt que porte un partenaire public ou privé aux activités de recherche et d'innovation.

Question 4661 (14.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **situation en Eswatini :**

Säit e puer Woche protestéieren d'Bierger am afrikaneschen Eswatini (bis 2018 nach Swasiland) géint de Regimm vum Kinnek Mswati. D'Land huet staark mam Covid ze kämpfen. Nëmme ronn 3 % vun der Bevëlkerung krute bis elo eng Impfdosis.

Trotzdeem ginn d'Mënschen am Land momentan op d'Strooss, well si méi ee grousst Matsproocherecht fuerderen a fir ee Méi-Parteie-System antrieden. Säit 1973 si politesch Parteien am Land nämlech verbueden.

Laut der „Frankfurter Allgemeine Zeitung" (FAZ) hunn d'Autoritéite gewaltsam op d'Protester reagéiert a mat Waffen op d'Ziviliste geschoss. Bis zu 60 Ziviliste solle laut „Tagesschau" schonn hiert d'Liewe gelooss hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Awéiwäit ass d'Lëtzebuerger Regierung iwwert d'Situatioun am Land informéiert?

2. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung?

3. Sinn op internationalem Plang scho Moossname geholl ginn, fir d'Gewalt géint d'Bierger am Land ze stoppen? Wa jo, awéiwäit ka Lëtzebuerg sech hei bedeelegen?

Réponse (26.07.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg verfollegt d'Situatioun am Eswatini mat Hëllef vun den Informatioune vun der Europäescher Unioun. Mir hu selwer keng diplomatesch oder konsularesch Presenz am Land.

ad 2. Lëtzebuerg associéiert sech mat der lokaler gemeinsamer Deklaratioun vun der EU, dem Vereenegte Kinnekräich an de Vereenegte Staate vun Amerika vum 1. Juli 2021, an där all d'Acteure vun den Onrouen opgeruff ginn, d'Mënscherechter ze respektéieren an op gewalttäteg Mëttelen ze verzichten. Fir d'Situatioun friddlech an sou séier wéi méiglech ze léisen, mussen d'Rechtsstaatlechkeet weiderhin oprechterhalen, all d'Täter zur Verantwortung gezunn an en inklusiven Dialog gefouert ginn. An dësem Sënn rifft Lëtzebuerg d'Regierung vum Kinnekräich Eswatini op, weiderhi mat der Zivillgesellschaft an der SADC (Southern African Development Community) an der Roll vum Facilitateur zesummenzeschaffen.

ad 3. Fir de Moment sinn nach keng Moossnamen um internationalen Niveau geplangt.

Question 4662 (14.07.2021) de **MM. Marc Lies** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **piste cyclable 24 entre Cruchten et Medernach :**

Zënter Jore setze sech Gemengevertrieder aus der Gemeng Noumer an der Ärenzdallgemeng fir de Bau vun enger Vëlospist an, déi Kruuchten iwwer Schrondweiler mat Miedernach soll verbannen.

Konkreet handelt et sech ëm d'Vëlospist PC24 „de Feelser Jangeli" , sou wéi se am Gesetz vum 20. Dezember 2019 iwwert den nationale Vëlosreseau definéiert ginn ass. Dës Vëlospist soll Kruuchten-Gare mat Miedernach verbannen an ausserdeem den Accès op d'Vëlospiste PC15-Piste cyclable de l'Alzette a PC5-Piste cyclable de l'Ernz Blanche sécherstellen.

De Bau vun der Vëlospist PC24 géif e Plus u Liewensqualitéit fir d'Bierger aus den zwou Gemengen duerstellen, och a puncto Sécherheet, well d'Vëlosfuerer net méi um geféierleche CR115 respektiv der RN14 tëschent Kruuchten a Miedernach missten zirkuléieren. Ausserdeem géif een direkten Accès aus der Ärenzdallgemeng iwwer Schrondweiler op déi Kruuchtener Gare geschafe ginn. Duerch deen direkten Accès op déi Kruuchtener Gare stellt d'PC24 och eng Opportunitéit fir den Tourismus a virun allem de Cyclotourismus duer, well se eng direkt schinnegebonne Verbindung an déi touristesch Regioun vum Mëllerdall respektiv dem Natur- a Geopark Mëllerdall géif erméiglechen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

1. Gëtt et eng Prioriséierung beim Bau vun neie Vëlospisten?

2. Wa jo, gëtt d'PC24 als prioritär ugesinn?

3. Wa jo, wéi wäit sinn d'Planunge vun der PC24 tëschent Kruuchten a Miedernach? Ass schonn een definitiven Tracé tëschent Kruuchten a Schrondweiler respektiv Schrondweiler a Miedernach festgehale ginn a wéini kéint mat den Aarbechten ugefaange ginn?

Wann nee, firwat gëtt d'PC24 net als prioritär ugesinn a wat sinn d'Grënn, dass net un dëser Vëlospist geplangt gëtt?

Laut eisen Informatiounen ass d'ëffentlech Hand Proprietär vun Terrainen, déi de Bau vum Tracé tëschent Schrondweiler a Miedernach géifen erméiglechen, um Tracé Kruuchten-Schrondweiler wieren nach Proprietéitsverhältnisser ze klären.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten riichten:

4. Kann den Här Minister dës Informatioun confirméieren?

5. Wa jo, gëtt ugeduecht, dat Deelsteck, wou d'ëffentlech Hand Proprietär vun den Terrainen ass, kuerzfristeg ze realiséieren?

Wann nee, firwat net?

Réponse (24.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den Ausbau an d'Verbesserung vum nationale Reseau vu Vëlositinerairen sinn eng Prioritéit vun der Regierung. Zousätzlech zu deene Projeten, déi am Bau sinn, lafe fir eng 80 Projeten iwwer 300 km konkreet Planungen.

Et gëtt keng Prioriséierung beim Bau vu Vëlospisten. Soubal fir ee Projet d'Autorisatiounen an d'Terrainen do sinn, gëtt en ausgeschriwwen a gebaut.

Et gëtt ee puer Projeten, déi entweeder fir d'Réckgrat vum nationale Reseau essenziell sinn (ewéi zum Beispill d'Verlängerung vun der „Vennbahn" vun Ëlwen op Klierf), fir ee groussen Deel vum schonn existenten nationale Reseau eng Geforestell entschäerfen (wéi zum Beispill d'PC15 zu Dummeldeng an de „Krommlängten") oder déi aus anere Grënn dem Minister seng Opmierksamkeet brauchen (ewéi zum Beispill déi mangels Emprisë blockéiert PC22 vun der Bleesbréck op Furen). De Fortschrëtt op dëse Projeten esouwéi signifikant aner Informatiounen op anere Projeten gi systematesch all sechs bis aacht Woche mam Minister thematiséiert an et gëtt no Léisunge gesicht.

ad 2. D'PC24 steet am Gesetz vum nationale Vëlosreseau, ass also eng wichteg Verbindung. Hir Planung geet, ewéi ënne beschriwwen, hiren normale Wee. Et gëtt zesumme mat deenen zoustännegen Instanzen een autorisabelen Tracé gesicht, deen et erlaabt, déi néideg Emprisen ze identifizéieren an dann ze kafen.

ad 3. Mëtt 2019 gouf mam Avant-projet sommaire (APS) fir d'Vëlospist PC24 tëschent Kruuchten, Schrondweiler a Miedernach ugefaangen. De Verlaf huet eng Längt vu ronn 8,5 km a gouf ufanks duerch Visitte virun Uert erfaasst, woubäi fir dat Stéck tëschent Kruuchten a Schrondweiler och d'Gemengentechniker vun Noumer mat dobäi waren (28.08.2019). All d'Iddien, wéi de Verlaf vum Feelser Jangeli, si mat opgeholl ginn.

Am APS gouf net nëmmen déi technesch Etüd lancéiert. Fir méiglechst séier virunzekommen, goufe parallell och Ëmweltetüden an Optrag ginn. Uganks 2020 sinn déi éischt technesch Analysen duerchgefouert ginn an op Basis vun deene Verleef huet den Ëmweltbüro seng Etüd lancéiert. Mëtt 2020 huet sech unhand vun de Resultater aus dem FFH-Screening, der aarteschutzrechtlecher Virprüfung an enger Ökobilanz erausgestallt, dass ëmwelttechnesch nach verdéiwend Etüden néideg sinn, fir prezis Aussoen treffen ze kënnen. Ausserdeem ass erauskomm, dass déi bestoend Hecken a Beem op dem fréieren Damm vum Feelser Jangeli net esou einfach ewechgemaach kënne ginn, wat dozou gefouert huet, dass weider Varianten dobäikomm sinn.

Déi néideg verdéiwend Ëmweltetüde mussen um Terrain zu bestëmmten Zäiten am Joer stattfannen, woubäi verschidden Déieren- a Planzenaarten ënnersicht ginn. Dës Aarbechten hunn 2021 ugefaangen a daueren nach un. Soubal d'Resultater vun dësen Etüde virleien, kann den techneschen Dossier finaliséiert ginn.

ad 4. Well fréier de Feelser Jangeli tëschent Kruuchten a Miedernach gefuer ass, waren d'Terrainen op dësem Verlaf an ëffentlecher Hand. Verschidden Emprisen, nodeems de Feelser Jangeli net méi gefuer ass, sinn awer verkaf ginn. Besonnesch betraff vun dësem Verkaf war dat Stéck tëschent Kruuchten a Schrondweiler. Tëschent Schrondweiler a Miedernach ass awer ee groussen Deel an ëffentlecher Hand bliwwen.

Den exakte Verlaf vun den a Fro kommende Variante gëtt an enger Phas APS mat Respekt zu de lafenden Ëmweltetüden ausgeschafft. Uschléissend, nodeems sech fir eng Variant entschloss gouf, ka genau bestëmmt ginn, wéi vill Terraine vu wéi enge Grondstécker genee gebraucht ginn. Dës Pläng ginn an der nächster Phas, dem Avant-projet détaillé (APD), ausgeschafft.

ad 5. Ob ee Stéck virgezu ka ginn, hänkt vu verschiddene Viraussetzungen of. Hei spillen niewent den Emprisë follgend Faktoren eng Roll: Autorisatiounen, Käschten, Ëmfang vun den Aarbechten, Ofschloss vu virgezunnene Moossnamen (Kompensatiounen), Aschränkunge vun der Zäit vum Bau. No dëse Krittären ass et méiglech, den Tracé vun 8,5 km an ënnerschiddlech Louser anzedeelen. Mee dës Ënnerdeelung kann eréischt gemaach ginn, wann ee gesäit, dass et méiglech ass, ee Stéck virzezéien. Besonnesch spillen hei d'Emprisen an d'Ëmweltautorisatiounen eng Roll.

Question 4663 (15.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**assurance dépendance :**

La loi de 2018 portant réforme de l'assurance dépendance a réservé à l'aidant, la personne de l'entourage assumant l'encadrement de la personne dépendante, un rôle plus important. Étaient prévus une évaluation des capacités, des disponibilités, des besoins d'encadrement et de formation ainsi qu'un contrôle qualité.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quelles initiatives ont été prises entre-temps par l'Administration du contrôle et de l'évaluation de l'assurance dépendance et le cas échéant lesquels et combien d'aidants en ont profité.

2) Combien d'aidants sont répertoriés et suivis par l'assurance dépendance ?

3) Quel est le nombre d'aidants qui bénéficient des prestations en espèces respectivement du versement de cotisations à l'assurance pension ?

4) Quel est le bilan de la nouvelle approche à l'encontre des aidants tant en ce qui concerne l'évaluation des capacités et disponibilités, des besoins d'encadrement et de formation ainsi qu'en matière de contrôle qualité ?

Réponse (25.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) L'un des principaux points de la réforme de l'assurance dépendance en 2018, était d'apporter plus de précisions concernant l'aidant, son identification et son rôle. Ainsi, le Livre V du Code de la sécurité sociale, en ce qui concerne l'aidant, fut étoffé en ce sens.

Ainsi, pour chaque demandeur vivant à domicile disposant d'une personne qui intervient dans sa prise en charge, l'identification ainsi que l'évaluation de cette personne sont réalisées par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance au moment de l'évaluation de la situation de dépendance :

- Il faut que cet aidant soit identifié et évalué pour qu'un remplacement des prestations en nature (aide apportée par un réseau d'aides et de soins) par une prestation en espèces soit possible. La présence de l'aidant est dès lors obligatoire au moment de l'évaluation des besoins de la personne dépendante par le référent de l'AEC.

- Les capacités et disponibilités de l'aidant à assumer tout ou partie des aides et soins seront également évaluées. Ainsi, le référent de l'AEC renseigne dans son outil d'évaluation, dans une rubrique dédiée, des informations d'ordre général, pour identifier cette personne participant aux aides et soins mais aussi pour être en mesure de se prononcer sur son intervention dans les aides et soins.

L'évaluation permet d'apprécier les disponibilités de l'aidant compte tenu de sa situation professionnelle, de ses charges familiales, de la proximité géographique de son domicile par rapport à celui du demandeur. Par ailleurs, elle permet d'évaluer ses aptitudes psychiques et physiques, les possibilités de répit dont il dispose en dehors de la prise en charge par l'assurance dépendance.

- Grâce aux constats faits par le référent de l'AEC, celui-ci décide si la personne pourra alors être retenue comme aidant au sens du Code de la sécurité sociale. L'aidant est connu et reconnu pour son intervention, et la synthèse de prise en charge en tiendra compte, en proposant notamment des mesures de répit et de soutien.

- C'est le référent de l'AEC qui détermine si l'aidant est capable de réaliser seul tous les aides et soins ou s'il doit se faire assister par un réseau d'aides et de soins (RAS). Si l'intervention d'un RAS est nécessaire, il incombe au référent de l'AEC de se prononcer sur la répartition des aides et soins requis afin de garantir la meilleure prise en charge possible de la personne dépendante en tenant également compte de la situation de l'aidant.

- Si la personne est retenue comme aidant d'après la loi par le référent de l'AEC, il s'agit d'un engagement officiel. L'aidant doit remplir et signer une fiche de renseignements permettant une identification complète. L'aidant retenu s'engage à assurer les aides et soins prévus dans la synthèse. Sauf changement fondamental des circonstances, la synthèse de prise en charge vaut pour un an au moins. Le nom de l'aidant figure également sur la synthèse qui accompagne la décision officielle envoyée par la CNS au bénéficiaire.

- En principe, l'AEC envoie une fiche d'information pour le demandeur vivant à domicile, en langue française et allemande, avec la convocation de l'évaluation réalisée à domicile. L'information en relation avec l'obligation de la présence de la personne aidante est également communiquée par téléphone lors de la prise de rendez-vous par le service compétent de l'AEC.

ad 2) En ce qui concerne les dossiers de demandes « aides et soins » reçus par l'assurance dépendance du 1er janvier 2018 jusqu'au 2 août 2021, 8.921 synthèses de prises en charge identifiant un aidant ont été transférées à la Caisse nationale de santé. Parmi ces synthèses, 7.550 aidants différents ont été répertoriés par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance.

ad 3) - Prestations en espèces :

Le forfait de prestations en espèces, qui varie selon l'importance de la prise en charge assurée par l'aidant, est alloué à la personne dépendante afin de reconnaître l'aide fournie par l'aidant.

En date du 4 août 2021, l'assurance dépendance compte au total 15.238 bénéficiaires dont 9.980 (65 %) vivent à domicile :

- 1.253 bénéficiaires (13 %) profitent exclusivement de prestations en espèces (aides et soins apportés par un aidant).

- 5.666 bénéficiaires (57 %) profitent aussi bien de prestations en nature (aide apportée par un réseau d'aides et de soins) que de prestations en espèces.

- Au total, 6.919 bénéficiaires (70 %) profitent ainsi d'un payement d'une prestation en espèces et par conséquent de la présence et de l'intervention d'un aidant.

Parmi les 9.980 personnes vivant à domicile figurent également les personnes profitant d'une prestation en espèces forfaitaire dans le cadre des dispositions particulières réservées à certaines pathologies. Il s'agit de 439 personnes (4 %).

- Cotisation à l'assurance pension :

L'assurance dépendance peut prendre en charge, sous certaines conditions, les cotisations pour l'assurance pension de l'aidant. Une personne dépendante peut demander la prise en charge des cotisations pour l'assurance pension de son aidant par l'assurance dépendance si celui-ci « ne bénéficie pas d'une pension personnelle ». La cotisation est calculée sur base du salaire social minimum pour un travailleur non qualifié âgé de 18 ans au moins.

En date du 1er juillet 2021, 2.207 aidants (source : Centre commun de la sécurité sociale) ont une affiliation en cours auprès du Centre commun de la sécurité sociale et profitent du versement de cotisations à l'assurance pension.

ad 4) - Identifier et bien connaître les aidants et leurs interventions

La réforme de l'assurance dépendance a mis un accent particulier sur l'identification et le suivi des aidants. L'aidant, reconnu capable et disponible par l'AEC, s'engage désormais de façon formelle à intervenir dans la prise en charge de la personne dépendante, mais est également mieux soutenu et accompagné dans son rôle, entre autres par des réévaluations régulières.

Grâce à la réforme, des informations systématiques sur cet aidant peuvent dorénavant être collectées et ont permis d'esquisser son profil, pour la première fois, dans le rapport biennal présenté en date 6 mai 2021 pour la période couverte de début 2018 à début 2020.

Dans cet esprit, l'AEC a lancé une étude de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'assurance dépendance vivant à domicile ainsi que de leurs aidants. L'avis de l'aidant est très précieux vu son rôle primordial dans le maintien à domicile. La partie dédiée à l'aidant porte sur sa connaissance des prestations qui sont liées à son répit et la consommation de ces prestations ainsi que sur le ressenti de l'aidant en tant que personne participant activement à la prise en charge.

La réalisation d'une enquête spécifiquement dédiée à sa personne est une première au Luxembourg. Les résultats de l'enquête seront présentés fin 2021/début 2022.

- Suivi rapproché de l'aidant

Dans le cadre de la réforme, le législateur a prévu de renforcer les mesures ou de créer des nouvelles prestations qui visent à encadrer et à soutenir l'autonomie restante de la personne dépendante mais qui contribuent aussi à soutenir l'aidant dans son rôle. L'AEC a donc aussi la mission de s'assurer que la « charge » représentée par l'intervention dans les aides et soins de la personne dépendante n'impacte pas trop négativement sur la santé et le quotidien de l'aidant.

- Réévaluations :

La réforme de l'assurance dépendance a permis de réaliser un meilleur suivi de l'aidant, soutenu de manière générale par une politique de réévaluation renforcée.

Dans le cadre de chaque réévaluation, l'AEC recense un certain nombre de données qui permettent de suivre l'aidant et de savoir pourquoi, le cas échéant, son intervention a évolué.

Lors de chaque réévaluation, l'AEC réévalue la totalité de la synthèse de l'assuré : l'ensemble des aides et soins dans les actes essentiels de la vie, les activités, la répartition de l'exécution des prestations entre l'aidant et le prestataire mais également les capacités et disponibilités de l'aidant. Indépendamment de la variation du requis global d'une évaluation à une autre, la répartition de l'exécution des prestations peut bien entendu également varier lors d'une réévaluation. L'aidant peut continuer à fournir le même niveau d'aide, ou bien il peut augmenter ou diminuer son investissement dans les actes essentiels de la vie.

Dans le cas où l'aidant a présenté des indisponibilités répétées, l'AEC réévaluera de façon prioritaire ses capacités et disponibilités afin de procéder aux adaptations qui s'imposent.

Certaines situations problématiques peuvent aussi être détectées par le biais du système de gestion des plaintes qui existe au niveau de l'AEC. Des doléances concernant la prise en charge par l'aidant peuvent être recueillies par ce moyen et être l'élément déclencheur d'une réévaluation permettant une nouvelle appréciation de la globalité de la situation, y compris en l'occurrence les capacités et disponibilités de l'aidant.

- Déclaration d'indisponibilité de l'aidant :

Depuis le 1er février 2021, un formulaire de déclaration d'indisponibilité de l'aidant doit être signé par la personne dépendante ou son représentant légal. Le but de ce formulaire est d'attester des dates de l'indisponibilité et d'informer la personne dépendante ou son représentant légal de la conséquence de cette indisponibilité.

La transmission de ce formulaire se fait de façon électronique dès signature via voie électronique à la CNS. L'ensemble des formulaires est contrôlé par l'AEC. Outre la concordance des dates, cela permet à l'AEC d'identifier des dossiers qui nécessiteraient directement une réévaluation ou un suivi spécifique par le référent du dossier.

En suivant davantage ces indisponibilités de l'aidant, notamment celles qui se répéteraient, l'AEC est en mesure de détecter, en collaboration avec les prestataires, les aidants qui pourraient se fatiguer ou dont les capacités d'intervention ont évolué.

Ce suivi rapproché, qui complète le suivi lié aux réévaluations planifiées, permet, par exemple, de reprendre contact plus prématurément que prévu et de thématiser des mesures de répit supplémentaires ou de revoir la répartition des aides et soins entre l'aidant et le prestataire.

- Formation de l'aidant

La formation de l'aidant vise à conseiller et à rendre compétent l'aidant pour l'exécution des aides et soins à fournir à la personne dépendante dans les domaines des actes essentiels de la vie en lui transmettant les techniques et le savoir nécessaire. Cette formation peut être prise en charge à raison de maximum six heures par an.

La formation de l'aidant, prestée en individuel ou en groupe, est planifiée et structurée et répond aux besoins spécifiques de l'aidant. Cette disposition de la réforme de 2018 constitue une amélioration incontestable par rapport à l'acte « conseil entourage », qui existait auparavant. Cette prestation était en effet ponctuelle et non renouvelable, alors que depuis 2018, l'aidant peut profiter tous les ans du forfait de six heures de formation.

Du 1er janvier 2018 jusqu'au 4 août 2021, 269 « activités de maintien à domicile - Formation à l'aidant » (AMD-FA) ont été attribuées suite à l'évaluation de la situation de dépendance du demandeur. Ceci représente 3 % des 8.921 synthèses de prises en charge de dossiers « aides et soins » déterminées et transférées à la CNS.

Il est à considérer que la facturation des actes auprès de la CNS est toujours en décalage avec la consommation. Si on prend en compte les années de 2018 à 2020, on peut constater que seuls 14 % ont été facturés à la CNS et consommés par les aidants.

- Formation aux aides techniques

La formation aux aides techniques vise à conseiller et à rendre compétent la personne ou son aidant pour l'utilisation des aides techniques mises à disposition par l'assurance dépendance à domicile, en leur transmettant les techniques et le savoir nécessaire. Cette formation peut être prise en charge à raison de deux heures par an.

Du 1er janvier 2018 jusqu'au 4 août 2021, 55 « activités de maintien à domicile - Formation à l'utilisation des aides techniques » (AMD-FAT) ont été attribuées suite à l'évaluation de la situation de dépendance du demandeur. Ceci représente environ 1 % des synthèses de prises en charge de dossiers « aides et soins » déterminées et transférées à la CNS.

Il est à considérer que la facturation des actes auprès de la CNS est toujours en décalage avec la consommation. Si on prend en compte les années de 2018 à 2020, on peut constater que seuls 25 % ont été facturés à la CNS et consommés par les aidants respectivement les bénéficiaires.

Ces deux prestations, à savoir la formation à l'aidant ou la formation aux aides techniques, sont accordées si le référent constate au moment de l'évaluation par exemple que l'aidant nécessite de renforcer son savoir sur la pathologie présentée par la personne dépendante, les conséquences de celle-ci et la façon de gérer certaines situations liées à la pathologie de la personne dépendante. Ces formations peuvent aussi permettre d'améliorer les capacités de l'aidant à prendre en charge la personne dépendante selon les règles de l'art.

- Suivi de la qualité des prestations fournies - aides techniques et adaptations du logement

Dans le cadre de la réforme de l'assurance dépendance, le suivi de la qualité des prestations fournies a été renforcé et inclut également le volet des aides techniques ainsi que les adaptations du logement. Leur prise en charge par l'assurance dépendance a certes un impact positif sur la vie des bénéficiaires, mais poursuit également l'objectif de faciliter la tâche des personnes qui assurent les aides et soins et de soutenir ainsi les aidants dans leur quotidien.

Le premier rapport biennal détaille les différents outils et moyens de suivi appliqués et réalisés, tels que les enquêtes de satisfaction ou les contrôles de délais de livraison par rapport à certains types d'aides techniques ou des contrôles qualité effectués lors des trois moments-clés d'une adaptation du logement.

Ainsi, à titre d'exemple, l'enquête de satisfaction sur les lève-personnes passifs et actifs a révélé qu'une part importante des transferts sont effectués par des non-professionnels et que les bénéficiaires ne se sentent pas en sécurité. L'AEC a procédé ainsi à une modification de la démarche pour la mise à disposition des lève-personnes afin de garantir la sécurité du bénéficiaire et de soutenir l'aidant dans cette tâche. Un essai en présence du référent de l'AEC et d'un technicien du Service moyens accessoires (SMA) est dorénavant obligatoire avant la mise à disposition d'un lève-personne, lorsqu'une partie ou tous les transferts sont réalisés par un aidant non professionnel.

Question 4664 (15.07.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**augmentation des matières premières et de matériaux :**

An engem rezenten Interview, deen den 12. Juli ënnert dem Titel „Mêmes droits et mêmes obligations pour tout le monde" am Tageblatt publizéiert gouf, huet de Generalsekretär vun der Fédération des artisans seng Bedenke geäussert, datt déi aktuell Hausse vun de Präisser bei Baumaterialien nieft villen aneren Ursaachen, och duerch eng bewosst Baisse vun der Offer duerch grouss Ubidder, déi verfügbar Materialie bewosst zeréckhalen, mat kéint verursaacht sinn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Minister fir Ekonomie gär dës Froe stellen:

1. Sinn dem Minister dës Iwwerleeunge bekannt? Wa jo, kann hien d'Positioun vun der Regierung dozou elaboréieren?

2. Ginn et zoustänneg Verwaltungen, déi hei kéinten eng Enquête lancéieren? Wa jo, wéi eng? Iwwer wéi eng Kompetenze verfügen si fir de Fall, datt d'Ubidder am Ausland sëtzen?

Réponse (30.07.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

An der Aktualitéitsstonn zu der Hausse vun de Präisser an der Penurie vu Baumaterialie vum 6. Juli 2021 an der Chamber huet de Wirtschaftsminister am Detail zu dësem Sujet Stellung geholl. An senger Interventioun huet de Wirtschaftsminister och dorobber higewisen, dass hien ugangs Mee 2021 de Konkurrenzrot (Conseil de la concurrence) saiséiert hat, fir eng Bestandsopnam iwwert dës Problematik zu Lëtzebuerg ze maachen.

D'Hausse vun de Präisser an den Enkpass vu Baumaterialie gëtt et net nëmmen zu Lëtzebuerg; zanter dem 1. Semester vun 2021 ginn et op ville Plazen an der EU änlech Problemer. Aus deene meeschten internationalen Analyse geet ervir, datt et dofir zwee Haaptgrënn ginn: engersäits, well et duerch d'Covidkris zu Behënnerunge bei de Liwwerkette koum, an anerersäits duerch de wirtschaftlechen Opschwong am Bausecteur an den USA an a China. De Lëtzebuerger Konkurrenzrot gesäit déi Situatioun och esou.

Eng kënschtlech Baisse vun der Offer, wéi den éierbaren Deputéierten se an senger Fro beschreift, kann ënnert bestëmmten Ëmstänn géint d'Konkurrenzrecht verstoussen. Dat ass entweeder de Fall, wann eng Firma mat enger dominanter Maartpositioun d'Präisser an d'Luucht dreift oder wa méi Betriber sech ënnerteneen ofschwätzen, fir dat zesummen ze maachen.

Zu Lëtzebuerg ass de Konkurrenzrot dofir zoustänneg, fir d'Anhale vum nationalen an europäesche Konkurrenzrecht ze kontrolléieren. Op europäeschem Niveau gëtt dës Roll vun der Europäescher Kommissioun iwwerholl. Wann eng Entreprise géint d'Konkurrenzrecht verstéisst, dëse Verstouss op de Lëtzebuerger Territoire begrenzt ass, mee de Betrib säi Sëtz am Ausland huet, da kann de Konkurrenzrot bei senger Enquête vun der Konkurrenzautoritéit aus dem jeeweilege Memberstaat ënnerstëtzt ginn, fir zum Beispill Informatiounen ze kréien oder Inspektiounen duerchzeféieren. Bei Fäll, déi iwwert den Territoire vun engem Memberstaat erausginn, ass d'Europäesch Kommissioun zoustänneg.

Wéi gesot huet sech de Konkurrenzrot op Demande vum Wirtschaftsministère schonn Enn Mee vun dësem Joer der Problematik vun den héije Präisser fir Baumaterial ugeholl. A Gespréicher vum Konkurrenzrot mat verschiddenen Acteuren aus dem Secteur vun der Konstruktioun konnten allerdéngs keng Elementer festgestallt ginn, déi op e méigleche Verstouss géint d'Konkurrenzrecht géifen hindeiten. D'Hausse vun de Präisser schéngt der Analys vum Konkurrenzrot no virun allem duerch allgemeng international Entwécklungen ze kommen. Déi weltwäit Produktioun vu Baumaterialien ass erofgaangen, duerch d'Covidkris an/oder meteorologesch Evenementer, a gläichzäiteg ass déi weltwäit Demande fir esou Material geklommen.

Wann eng Firma allerdéngs konkreet Hiweiser zu engem méigleche Verstouss géint d'Konkurrenzrecht huet, kann si zu all Moment eng Plainte beim Konkurrenzrot maachen.

Question 4666 (15.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **prise en charge de gardes individuelles de nuit par l'assurance dépendance :**

La loi du 29 août 2017 portant réforme de l'assurance dépendance a introduit, en faveur des personnes dépendantes soignées à domicile, une offre limitée de gardes individuelles de nuit prises en charge par l'assurance dépendance.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quel a été l'écho à cette offre et combien de personnes ont pu en bénéficier.

2) Est-il envisagé d'élargir cette offre facilitant le maintien à domicile de personnes gravement dépendantes ?

Réponse (25.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) La loi du 29 août 2017 portant réforme de l'assurance dépendance[12] a introduit une prestation supplémentaire dans le référentiel des aides et soins de l'assurance dépendance, dont le besoin est évalué par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance. Il s'agit de l'Activité de maintien à domicile - Gardes de nuit (AMDM-GDN).

Cette nouvelle prestation supplémentaire vise à renforcer les mesures existantes permettant d'assurer la continuité de la prise en charge de la personne dépendante à domicile nécessitant une surveillance constante, et ce, afin de pallier l'absence de son aidant :

- La garde de nuit consiste en une surveillance durant la nuit d'une personne dépendante à son domicile qui nécessite la présence d'une tierce personne 24 heures sur 24.

La garde de nuit permet un remplacement de l'aidant en cas d'absence momentanée, absence due à un besoin de répit, suite à son hospitalisation ou à une indisponibilité définitive.

- Les gardes de nuit peuvent être prises en charge à raison de dix nuits (à huit heures) par an. Elles sont prestées en individuel au lieu de vie habituel de la personne dépendante. La prestation des gardes peut être planifiée soit en une séquence ininterrompue, soit être répartie sur une période de douze mois calculée à partir de la date de la notification de la décision. Il n'est pas possible de transposer des gardes de nuit non consommées d'une année à une autre.

Si des actes essentiels de la vie doivent être effectués pendant la garde de nuit, ceux-ci sont réalisés dans le cadre du forfait attribué aux actes essentiels de la vie.

- Ces gardes sont donc attribuées surtout à des personnes avec des niveaux de dépendance plus élevés, profitant déjà pendant la journée d'un encadrement sous forme de gardes individuelles à domicile ou de gardes en groupe en centres de jour spécialisés.

4,2 % des bénéficiaires à domicile ont eu droit à une garde de nuit à la date du 2 août 2021.

Du 1er janvier 2018 jusqu'au 2 août 2021, 1.247 « Activités de maintien à domicile - Gardes de nuit » ont été attribuées à 1.113 bénéficiaires différents.

---

[12] Loi du 29 août 2017 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale ; 2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale ; 3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Si on prend en compte les années de 2018 à 2020, on peut constater que seuls 95 bénéficiaires ont eu recours à l'activité de « Gardes de nuit », ce qui représente 9,5 % sur le total des bénéficiaires ayant eu droit à l'activité des gardes de nuit.

Ces 95 bénéficiaires ont « consommé » au total 652 gardes de nuit facturées à la CNS.

Si on considère le nombre de gardes de nuit auxquelles les différents bénéficiaires ont eu recours, on constate que la moitié (49 %) ont utilisé la totalité des dix gardes de nuit accordées. 14 % n'ont utilisé qu'une seule garde de nuit tandis que les 37 % restants s'étalent entre deux et neufs gardes de nuit[13].

ad 2) Il n'est actuellement pas prévu d'élargir encore cette offre étant donné que seul un faible pourcentage des bénéficiaires ayant eu droit à l'activité des gardes de nuit profite de ce droit. Il est à noter que le référent de l'AEC informe aussi bien le bénéficiaire que l'aidant sur la possibilité de la prestation des gardes de nuit, le cas échéant.

Le faible recours à cette offre peut s'expliquer par l'existence d'autres mesures, en dehors du cadre de l'assurance dépendance, telles que les lits de vacances ou des projets initiés par certains prestataires ou d'autres ministères.

De plus, les assurés qui ont besoin d'un soutien intensif 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 peuvent avoir recours à la « mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier » en vue de garantir leur maintien à domicile. Il s'agit d'une aide financière étatique destinée aux personnes qui nécessitent un accompagnement et des soins extrahospitaliers en continu, impliquant notamment une présence d'une personne tierce 24h/24 et 7j/7. Le formulaire spécifique pour introduire la demande peut être sollicité au Ministère de la Santé et sera prochainement disponible sur le portail guichet.lu.

Question 4668 (15.07.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **travaux d'intérêt général (TIG) :**

Si dans l'appréciation du tribunal, une infraction ne comporte pas une peine privative de liberté supérieure à six mois, il peut décider, à titre de peine principale, que le condamné doit accomplir des travaux d'intérêt général (TIG).

Ces travaux, non rémunérés, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public, d'une association ou institution hospitalière, respectivement d'une œuvre philanthropique ne peuvent dépasser 240 heures.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de TIG ont été prononcés au cours de ces cinq dernières années par les juridictions pénales ?

2) Quelle était la nature des infractions à la base de ces décisions ?

3) Quels ont été les secteurs qui ont accueilli les personnes concernées ? L'offre pour accueillir les personnes concernées est-elle suffisante ?

4) Combien de TIG ont été menés à terme et combien ont été interrompus voire révoqués ?

Réponse (26.08.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de travaux d'intérêt général prononcés par les juridictions pénales.

Il résulte de ce tableau que le nombre de condamnations à des TIG a augmenté au fil des années, mis à part en 2020, année pendant laquelle ces condamnations ont diminué en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Le tableau ci-dessous, reprenant la classification ICCS (International Classification of Crime for Statistical Purposes) renseigne la nature des différentes infractions à la base de ces décisions.[14]

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Les institutions qui accueillent les personnes condamnées à des travaux d'intérêt général font partie des différents secteurs prévus à l'article 22 du Code pénal, à savoir des collectivités publiques, des établissements publics, des associations ou des institutions hospitalières.

Les services ayant accueilli ces personnes sont par exemple Caritas, la Croix-Rouge, le gestionnaire de centres d'hébergement pour personnes âgées Servior, les différents hôpitaux, l'ASBL Inter-Actions, les Scouts, ou encore différentes administrations communales.

Le Service central d'assistance sociale (SCAS) du Parquet général gère également un atelier pour accueillir des personnes condamnées à accomplir des travaux d'intérêt général. Les équipes de l'atelier accomplissent des travaux notamment pour certaines des institutions susmentionnées.

En général, l'offre est suffisante, alors que de nombreuses institutions peuvent entrer en ligne de compte afin d'accueillir une personne condamnée à l'accomplissement de travaux d'intérêt général.

Néanmoins, les horaires des TIG proposés par les différents services se situent le plus souvent endéans les heures de bureau ordinaires (jusqu'à 17.00 heures) et pendant les jours ouvrables. Ainsi, les offres de TIG pour des horaires après 17.00 heures et pour des jours non ouvrables sont limitées.

En outre, pendant l'année 2020, au vu de la pandémie liée au Covid-19, la recherche d'une institution adéquate s'est souvent avérée difficile. En effet, maints secteurs étaient contraints de réduire l'accès de personnes externes à leurs locaux afin de protéger les habitants, respectivement les usagers, et le personnel contre les risques de la contamination par le virus Sars-CoV-2.

ad 4) Le tableau ci-dessous renseigne les données chiffrées du SCAS concernant les TIG accomplis ainsi que les dossiers relatifs à des TIG retournés au service de l'exécution des peines du Parquet général suite à leur interruption[15]. Cette interruption intervient notamment lorsque la personne condamnée ne se manifeste pas (ou plus) auprès du SCAS pour l'accomplissement de ses heures de TIG, n'est plus joignable, ou n'accomplit pas les heures prescrites endéans les délais légaux.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Néanmoins, le système informatique des autorités judiciaires ne recense pas le nombre de révocations de TIG.

De plus, certains des dossiers retournés au service de l'exécution des peines du Parquet général sont réactivés ultérieurement, soit après une audience devant un tribunal, soit après que la personne condamnée s'est à nouveau adressée au SCAS afin d'accomplir les TIG, respectivement le reliquat des heures de TIG prononcés.

Question 4669 (15.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**évolution de la formule vélo-train-vélo :**

Vu l'engouement de plus en plus grand pour le vélo, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre du Tourisme :

- Comment la formule vélo-train-vélo, surtout en matière de trajets professionnels, scolaires et de loisirs, s'est-elle développée endéans les dernières années ?

- Quelles sont actuellement les capacités de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) en faveur de cette formule ?

- Comment l'offre de transport de bicyclettes s'est-elle ou sera-t-elle développée et promue ?

Réponse commune (27.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

Le nombre de vélos acceptés dans les trains CFL peut varier suivant la composition des trains et ceci dans la limite où la sécurité des clients n'est pas compromise, que les portes d'accès au train ou de séparation intérieures et les passages ne soient en aucun cas encombrés.

Le nombre d'emplacements dédiés aux vélos et aux chaises roulantes par type de matériel est repris dans le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Afin de faciliter le repérage depuis le quai des voitures dédiées aux vélos, celles-ci sont reconnaissables par un pictogramme représentant un vélo blanc sur un fond vert.

D'autre part, 52 M-Box, réparties sur 38 gares, sont à disposition de la clientèle afin d'assurer le stationnement de leur bicyclette. Les M-Box sont installées à des emplacements stratégiques à proximité des gares.

Lors de grands événements, les CFL augmentent, dans la mesure du possible, la composition du matériel afin de permettre à un plus grand nombre de cyclistes d'arriver confortablement à destination. Ceci sera le cas lors de l'action « Vëlosummer » 2021.

Pour faciliter le transport de vélos en période de chantier, une navette exclusivement réservée aux vélos a été introduite en 2020 lors de la période des travaux d'été sur la ligne 10 pour garantir le transport des cyclistes entre Ettelbruck et Troisvierges. La capacité de cette navette permet de transporter huit voyageurs accompagnés de leur vélo. La réservation de ce service n'est pas obligatoire mais reste toutefois conseillée lors de la période estivale. La réservation s'effectue par un module accessible sur le site Internet des CFL.

Ci-après un recensement des vélos sur les lignes CFL.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les statistiques 2020 ne sont pas prises en compte en raison de la pandémie du Covid-19.

Le nouveau matériel en commande (avec livraison au cours de l'année 2023 et 2024) en remplacement de la série 2000 augmentera considérablement la capacité de transport de vélos.

Reste à relever qu'actuellement, différents projets sont en cours de réalisation afin de promouvoir la mobilité douce. À cet effet, un parking couvert pour vélos atteignant une capacité de 300 places sera prochainement accessible à la clientèle au pôle d'échange Howald. Finalement, un parking souterrain pour vélos d'une capacité d'environ 1.500 est en étude pour le site de la gare de Luxembourg.

Question 4670 (16.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **projet pilote du traitement assisté à la diacétylmorphine :**

En 2017, le Ministère de la Santé a lancé le projet pilote du traitement assisté à la diacétylmorphine dit TADIAM.

Ce projet consiste dans la mise à disposition contrôlée d'héroïne à des personnes dépendantes de cette drogue dure.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé combien de personnes ont fait partie de ce projet pilote.

2) Endéans quels délais peut-on compter avec le rapport d'évaluation du projet pilote et le cas échéant avec la pérennisation du projet ?

Réponse (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Depuis son lancement, 61 patients ont pu profiter de l'offre de traitement assisté à la diacétylmorphine (TADIAM).

ad 2) Un bilan de l'offre en question est attendu pour le troisième semestre de l'année en cours. Le cas échéant, la consolidation de l'offre TADIAM sera à mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution du plan d'action national 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires.

Question 4673 (19.07.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **situation en Birmanie :**

En novembre 2020, le parti d'Aung San Suu Kyi, la « Ligue nationale pour la démocratie » avait remporté largement les élections démocratiques en Birmanie. Craignant de perdre définitivement leur influence, les forces militaires ont pris le pouvoir le 1er février 2021 et l'état d'urgence fut proclamé.

Par la suite, de nombreuses personnalités politiques ainsi que des universitaires, des journalistes et des membres de la société civile ont été mis en détention. Le 2 février, les 27 États de l'Union européenne ont publié une déclaration commune, condamnant les événements, suivie par des sanctions prises à l'encontre des principaux responsables du coup d'État. En avril dernier, le Gouvernement d'unité nationale fut créé par les opposants du putsch militaire.

Le 28 mai, le Sénat français a déposé une proposition de résolution portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie. De même, l'Assemblée nationale française a déposé une proposition de résolution portant sur la dénonciation des faits et conséquences du coup d'État militaire du 1er février 2021 en Birmanie.

Depuis le coup d'État, des manifestations pacifiques ont lieu chaque jour, réclamant la libération de nombre de personnes détenues, emprisonnées ou déplacées ainsi que la reconnaissance des résultats de l'élection et du Gouvernement d'unité nationale. Les réactions des forces militaires contre les manifestations s'avèrent cependant de plus en plus violentes. Dans un effort d'étouffer les revendications de la population, la junte militaire birmane n'hésite pas de faire usage de violence. D'après M. Thomas Andrews, rapporteur spécial de l'ONU sur la Birmanie, les forces militaires de la junte ont assassiné environ 900 personnes, déplacé de force des centaines de milliers de personnes, torturé de nombreuses personnes et détenu arbitrairement près de 6.000 personnes.

Selon l'agence de presse Reuters, des ordres confidentiels du département des postes et télécommunications auraient été donnés, interdisant aux cadres supérieurs d'entreprises de télécommunication locaux et étrangers de quitter le pays sans autorisation préalable. D'après les nouvelles, les professionnels du secteur auraient eu des ordres d'installer des technologies permettant aux autorités birmanes d'intercepter toute sorte de communication, d'appels et d'échanges de données.

Lors de la 47e session du Conseil des droits de l'homme, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, s'est prononcée sur la situation en Birmanie. Ayant commencé en tant que crise politique, elle a considéré que la situation est désormais passée à une catastrophe multidimensionnelle en matière des droits de l'homme.

À la situation humanitaire préoccupante s'ajoute maintenant la propagation rapide du Covid-19 menant à une pénurie extrême d'oxygène et de soins accessibles aux personnes affectées due à l'effondrement du système de santé sous la junte.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est l'attitude du Gouvernement face aux appels à la reconnaissance du Gouvernement d'unité nationale ?

2) Est-ce que d'autres sanctions contre la junte, notamment portant sur le secteur du gaz et du pétrole, sont prévues au niveau européen ?

3) Est-ce que des contributions humanitaires sont prévues par le Gouvernement et quelle est la situation d'accès aux populations vulnérables ?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant des experts en télécommunication pris en « otage » afin de soutenir le régime militaire dans l'espionnage des communications ?

Réponse commune (04.08.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) Dans les enceintes multilatérales et dans ses contacts bilatéraux avec les pays de la région, le Luxembourg a souligné à maintes reprises la nécessité de respecter les résultats des élections du 8 novembre 2020 et a appelé la junte militaire à restaurer le Gouvernement civil élu démocratiquement. Le Luxembourg est solidaire de tous ceux qui plaident et œuvrent en faveur d'une démocratie inclusive et du respect des droits humains et des libertés fondamentales. Avec ses partenaires européens, le Luxembourg a exprimé son soutien aux efforts déployés par le Comité représentant le Parlement birman (CRPH), le Gouvernement d'unité nationale (NUG) et d'autres forces pro-démocratiques qui s'engagent pour trouver une solution pacifique à la crise actuelle.

ad 2) Depuis le 22 mars 2021, l'Union européenne a adopté trois séries de sanctions en raison du coup d'État militaire et de la répression qui s'en est suivie. Les mesures restrictives, qui sont conçues de manière à éviter de causer tout préjudice excessif à la population du Myanmar, s'appliquent désormais à un total de 43 personnes, dont le commandant en chef des forces de sécurité, son adjoint et des membres du Gouvernement mis en place par la junte, ainsi que six entités soit détenues par l'État, soit contrôlées par les forces armées du Myanmar, et contribuant directement ou indirectement aux recettes ou aux activités de l'armée. Ces mesures économiques ciblent avant tout les secteurs des pierres précieuses et du bois.

Le régime de sanctions comprend aussi un embargo sur les armes et les équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, une interdiction d'exportation de biens à double usage en vue d'un usage militaire ou par la police des frontières et des restrictions à l'exportation d'équipements destinés à la surveillance des communications pouvant être utilisés à des fins de

[13] Il est à considérer que la facturation des actes auprès de la CNS est toujours en décalage avec la consommation. Il se peut que la facturation pour l'année 2020 ne soit pas encore entièrement complète.

[14] La différence entre le total des condamnations dans le tableau précédent et le total des condamnations par catégorie dans le présent tableau s'explique par un double comptage dans le présent tableau des condamnations dans lesquelles plusieurs des infractions considérées ont été libellées.

[15] Les chiffres du SCAS ne font pas de distinction entre les TIG en tant que peine principale et les commutations, c'est-à-dire les commutations de peines d'amendes ou d'emprisonnement inférieures ou égales à six mois en travaux d'intérêt général après le prononcé de la condamnation à ladite peine d'emprisonnement.

répression interne. Par ailleurs, il interdit la fourniture d'une formation militaire aux forces armées du Myanmar (Tatmadaw), ainsi que la coopération militaire avec celles-ci.

L'Union européenne continue à examiner l'opportunité de sanctions additionnelles sur base de l'évolution de la situation sur le terrain.

ad 3) Les besoins humanitaires des populations locales au Myanmar ont augmenté rapidement en raison des importantes perturbations dans l'approvisionnement ainsi que dans le secteur sanitaire suite au coup d'État de février 2021.

En 2021, le Luxembourg a dès lors contribué par le biais des « Country-based Pooled Funds » du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (UNOCHA) à hauteur de 300.000 euros afin de garantir un financement flexible et direct des opérations d'urgence.

En outre, le Luxembourg soutient les opérations du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en matière d'aide d'urgence et de renforcement du respect du droit international humanitaire au Myanmar à hauteur de 300.000 euros en 2021.

Afin de permettre d'atteindre les populations qui en ont le plus besoin et de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et des fournitures médicales essentielles, le Luxembourg soutient également les vols humanitaires entre le Myanmar et le Laos dans le cadre du « Covid-19 Trust Fund » du Programme alimentaire mondial à hauteur de 100.000 euros en 2021.

Outre les financements des activités humanitaires du CICR et d'agences internationales, le Luxembourg contribue chaque année au financement de projets d'urgence d'organisations non gouvernementales telles que Handicap International. Cette contribution s'élève pour l'année 2021 à environ 350.000 euros.

Aussi, un appui au bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits humains est prévu afin de soutenir les capacités opérationnelles des organisations locales partenaires du HCDH, notamment dans le domaine de la protection de l'espace civique et du renforcement des mécanismes de protection et de prévention.

ad 4) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes suit la situation au Myanmar de près et continue à être informé sur les dernières évolutions dans le pays par son Ambassade à Bangkok, accréditée au Myanmar. L'emprise du régime militaire sur les réseaux privés de télécommunications au Myanmar a également été thématisée lors du débat interactif sur le Myanmar de la 47e session du Conseil des droits de l'homme, les 6 et 7 juillet derniers.

Question 4675 (19.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **European Flood Awareness System (EFAS) :**

Den Europäesche Flutwarnsystem (EFAS) huet d'Regierunge vun Däitschland an der Belsch véier Deeg virun den éischten Unzeeche vun der lwwerschwemmungskatastroph an der Groussregioun gewarnt. Ronn 24 Stonnen am Viraus goufen déi däitsch Autoritéite virgewarnt, wéi eng Quartiere wärend den lwwerschwemmunge wäerte betraff ginn, och an de Géigenden, wou de mënschleche Bilan immens héich war. Zu Lëtzebuerg ass d'Administration de la gestion de l'eau (AGE) de Kontaktpunkt beim EFAS.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéini a wéi gouf d'lëtzebuergesch Regierung virun den lwwerschwemmunge gewarnt?

2. Firwat goufen d'Biergerinnen a Bierger um lokalen Niveau net méi intensiv virun den lwwerschwemmunge gewarnt?

3. Wéi prezis ass d'geografesch d'Opdeelung vum Virwarnsystem vun der EFAS? Léisst sech ee Gebitt um Niveau vum Land, dem Kanton, der Gemeng oder der Uertschaft, respektiv änlechen Opdeelungen, prezis erfaassen?

4. An der Pressekonferenz vun haut de Moie gouf betount, „datt esou Evenementer sech an Zukunft wuel nach wäerten heefen".

Wéi eng Moossname wäert d'Regierung virhuelen, fir esou extreem Evenementer an Zukunft besser ze geréieren?

5. Op der Pressekonferenz koum och d'Ausso, datt GouvAlert wäert iwwerschafft a méi performant soll gemaach ginn.

Wat genee huet d'Regierung mat der GouvAlert-App wëlles?

Wat fir Kommunikatiounsmoossnamen huet d'Regierung fir déi Biergerinnen a Bierger geplangt, déi net mat den neien Technologien eens ginn?

Réponse commune (23.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Am Virfeld vum Héichwaasser vum 14. a 15. Juli 2021 goufe vum EFAS eenzel Warnunge fir aner Gewässer méi oder manner no an eiser Ëmgéigend (Schwäiz, Holland, Belsch, Däitschland) verschéckt. Et huet sech ëm informell Warnunge gehandelt. Dat bedeit, datt dës Warnungen d'Krittäre vun enger formaler Warnung net erfëllen an d'Previsiounen net eendeiteg genuch sinn. Ausserdeem hu se net op e grousse Risiko higewisen an heefeg geännert, wat déi betraffe Regioun ugeet. Just fir de Schwäizer Deel vum Rhäin ass den 12. Juli 2021 eng formell Warnung verschéckt ginn. Déi genee Informatiounen iwwer all Warnunge sinn no 30 Deeg ëffentlech um Site vun der EFAS verfügbar.

Et ass eréischt eng Warnung vun der EFAS fir Lëtzebuerg de 14. Juli 2021 ëm 11.30 Auer fir d'Sauer verschéckt ginn. Bei dëser Warnung huet et sech allerdéngs och nëmmen ëm eng informell Warnung gehandelt. Déi genannte Warnung ass gülteg gewiescht ab dem 14. Juli 2021 um 18.00 Auer an huet éischt Héchststänn fir Mëtternuecht annoncéiert. An dëser Warnung huet d'EFAS d'Erreeche vun engem fënnefjäregen Héichwaasser mat 50 % Probabilitéit uginn, vun engem 20-järege mat nëmme 35 %.

Beim Héichwaasser vum 14. a 15 Juli 2021 sinn allerdéngs Waasserstänn erreecht ginn, wéi se deels nëmmen eemol an honnert Joer oder nach méi seele virkommen, wat weist, datt der EFAS hir manner prezis Warnungen dëst Héichwaasser a senger Dimensioun net virausgesot hunn.

Zum Moment, wou d'EFAS-Meldung fir d'Sauer komm ass, war de Service de prévision des crues vun der Waasserverwaltung scho säit quasi 24 Stonnen (13.07.2021, 14.00 Auer Phase de vigilance) a Bereetschaft an huet de 14. Juli 2021 ëm 12.00 Auer, onofhängeg vun där EFAS-Meldung, d'Phase de préalerte aktivéiert, mat Hiweis op en eventuellt Iwwerschreide vun der 2. Meldestuf.

Am Kader vun der internationaler Kooperatioun am Fall vun Héichwaasser huet d'Waasserverwaltung och Héichwaassermeldunge vum wallouneschen Héichwaassermeldezentrum (Service public de Wallonie) an der Héichwaassermeldezentral aus Rheinland-Pfalz (Landesamt für Umwelt Rheinland-Pfalz) kritt. Mat dësen Zentrale war och en Austausch wärend dem Evenement, well d'Waasser aus hiren Zoustännegkeetsberäicher op Lëtzebuerg leeft an an deem Sënn en Afloss op d'Héichwaassersituatioun hei am Land huet.

Den Austausch vun Héichwaasserdonnéeën tëschent den zoustännegen Autoritéiten am Anzuchsgebitt vun der Musel geet op e Kooperatiounsaccord tëschent Däitschland, Frankräich a Lëtzebuerg vun 1987 zeréck, deen 2007 erneiert gouf.

ad 2. D'Héichwaassermeldungen, mat unhängendem Lagebericht, si laut Prozedur vum Service de prévision des crues per Mail un d'Haaptacteuren (HCPN, CGDIS) an d'Press (print an digital) verschéckt ginn. Den nämmlechte Moment sinn d'Meldungen, samt Lagebericht, um Site www.inondations.lu veröffentlecht ginn an och un d'Abonnente vum Site verschéckt ginn. Meteolux iwwerhëlt d'Meldunge vum Service de prévision des crues op hirem Site www.meteolux.lu an um Site www.meteoalarm.eu. Ausserdeem ginn d'Meldungen iwwert d'App vu Meteolux zesumme mam kinneklechen hollännesche meteorologeschen Institut (KNMI) an dem kinnekleche meteorologeschen Institut aus der Belsch (IRM) verschéckt.

Um 12.39 Auer huet de CGDIS iwwert déi sozial Medie viru Staarkreen mam Risiko vun Héichwaasser gewarnt an déi entspriechend Verhalensmossnamen diffuséiert.

Opgrond vum Ausléise vun der Phase de préalerte vum Service de prévision des crues vun 12.00 Auer de 14. Juli huet de CGDIS um 14.23 Auer eng Info-SMS un d'Buergermeeschteschen a Buergermeeschtere verschéckt, mat der Informatioun, datt ee Risiko vun Iwwerschwemmunge vu Sitte laanscht d'Waasserleef besteet an datt déi lokal Zentercheffen zu hirer Verfügung géife stoen.

Ab deem Moment, wou d'Préalerte crue un déi lokal Asazzenteren erausgaangen ass, sinn um lokale Plang an Zesummenaarbecht tëschent dem CGDIS an de Gemengen, Persounen, déi sech op potenziell concernéierte Plazen opgehalen hunn, och perséinlech gewarnt ginn. Esou huet dës Mesure ënner anerem dozou gefouert, datt d'Campinger laanscht d'Waasserleef mat Zäit konnten evakuéiert ginn, an huet sécherlech dozou bäigedroen, datt et net zu Persouneschied komm ass.

En interministeriellen Aarbechtsgrupp befaasst sech säit Enn vum leschte Joer mat der Reform vun der GouvAlert an der Alertéierung vun der Populatioun, déi an Zukunft iwwer verschidde Kanäl informéiert soll ginn. Hei wëlle mer och op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro Nr. 4672 verweisen.

ad 3. D'Waasserverwaltung ass säit 2019 Partner vun dem EFAS an tauscht an deem Kader hir Donéeë mat dem EFAS aus. Am Géigenzuch kritt d'Waasserverwaltung informell a formell Warnunge vum EFAS-Modell geschéckt.

Eegenen Aussoen no besteet den hydrologesche Modell vun dem EFAS aus Rasterzelle vu jeeweils 5 x 5 km² Opléisung. EFAS-Warnunge gëtt et nëmme fir eis grouss Gewässer (Musel, Sauer an Uelzecht) a fir Sturzfluten am Fall vu Staarkreen. Dem EFAS seng Berechnunge fir d'Gewässer sinn op mëttelfristegen (dräi Deeg) a laangfristegen (bis zu 15 Deeg) Meteoprevisioune baséiert. Am Verglach zu kuerzfristege Previsiounen (1-2 Deeg) sinn dës natierlech mat méi Onsécherheete behaft.

Den hydrologesche Modell vum Service de prévision des crues huet eng Opléisung vun 1 x 1 km² a kann nieft mëttel- a laangfristege Meteoprevisiounen och mat kuerzfristege Previsioune rechnen.

D'EFAS-Warnungen erhiewe selwer keen Usproch drop, datt se komplett wären an all lokal Gegeebenheet ofdecken. Si gesi sech selwer als ergänzend zu den nationale Warn- an Informatiounssystemer.

ad 4. Den Ëmweltministère an d'Waasserverwaltung hunn de 24. Juni 2021 den Entworf vum zweeten Héichwaasserrisikomanagementplang (HWRMP) [konform zu der Héichwaasserrisikomanagement-Richtlinn (2007/60/CE)], deen och elo de Staarkree betruecht, publizéiert. An dësem Plang ass net nëmmen eng detailléiert Analys vun Héichwaasserrisiko vum Land ze fannen, mee och konkreet Ziler fir d'Miniméierung vun zukünftege Schied. Op Basis vun der Risikobewäertung gouf e Katalog mat 243 Moossnamen erstallt, fir déi Ziler ze erreechen. De Katalog ëmfaasst hei Moossnamen, déi all Aspekt vum Héichwaasserrisikomanagement betruechten: Vermeidung, Schutz, Preventioun, Iwwerwaachung. Donieft gouf nach eng Priorisiérung vun de Moossname virgeholl. D'Krisegestioun ass och am HWRMP beschriwwen.

Aktuell leeft d'Consultation du public fir den Entworf vum Plang, an dëst nach bis de 24. September 2021 fir d'Bierger a bis de 24. Oktober 2021 fir d'Gemengen.

ad 5. D'Peegelstänn kënne per Telefon iwwermëttelt ginn. All Peegelstatioun huet eng eegen Telefonsnummer, déi ee kann uruffen, wou een duerch eng automatesch Uso den Niveau matgedeelt kritt. D'Lëscht vun allen Telefonsnummere fënnt een um Site www.inondations.lu ënner Kontakt. Déi generell Nummer, bei där een auswiele kann ass: (+ 352)24556-800.

Am Hierscht 2020 ass en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat ginn, deen opgrond vun enger Decisioun vun der Regierung domat beoptraagt gouf, de System vun der GouvAlert ze reforméieren. Heibäi geet et souwuel ëm d'App en tant que telle, ëm d'Notzer vun der App wéi och ëm Alternativen, déi dozou sollen déngen, d'Bevëlkerung an Noutfäll a Krisesituatiounen ze alertéieren a si iwwert d'Situatioun an d'Bild ze setzen.

Opgrond vun de Konklusioune vun deem Aarbechtsgrupp gouf zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) en éischte konkreete Projet ausgeschafft, dee bis Mëtt 2022 zu enger Reform vum gesamte System vun den Alertë soll féieren.

Zwee wichteg Punkte sinn ervirzehiewen: D'Alerte vun der Populatioun muss éischtens iwwer méi Kanäl gemaach ginn, sou wéi dat och haut schonn de Fall ass. Dëst sinn ënnerschiddlech Internetsitten an Appen, d'Medien (Radio, Tëlee) souwéi d'sozial Medien. Dëst ass besonnesch wichteg, fir méiglechst déi ganz Bevëlkerung kënnen ze warnen, souwuel déi Biergerinnen a Bierger, déi déi nei Technologien net benotzen, wéi déi, déi virun allem iwwer sou Kanäl erreecht kënne ginn.

Zweetens geschitt d'Alerte duerch staatlech Produite wéi d'GouvAlert-App, awer och duerch SMS-Systemer oder de Cell Broadcast. Dës Systemer erlaben et, all Handynotzer (och auslännesch Handyen) an engem definéierte Gebitt duerch Push-Notificatiounen oder SMS ze erreechen. De Cell Broadcast huet de grousse Virdeel, datt d'Biergerinnen a Bierger näischt mussen eroflueden an d'Couverture vill méi grouss ass wéi bei enger App. An déi Richtung soll och de Warnsystem zu Lëtzebuerg evoluéieren, mam Fokus op eng Multikanalwarnung.

Question 4676 (19.07.2021) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant la **durabilité des investissements du Fonds de compensation :**

En décembre 2020, le Fonds de compensation (FDC) a publié pour la première fois un rapport d'investisseur responsable. En ce qui concerne la conformité des investissements du FDC avec les objectifs de l'accord de Paris, à savoir limiter le réchauffement climatique à nettement en dessous de 2 degrés Celsius et mener des efforts pour le limiter à 1,5 degrés Celsius, le rapport conclut que les investissements du Fonds sont actuellement alignés sur une trajectoire entre 2 degrés Celsius et 3 degrés Celsius.

Lors d'un débat à la Chambre des Députés en décembre 2020, une motion a été adoptée par une large majorité parlementaire invitant le Gouvernement à intensifier les efforts en vue de rendre les investissements du FDC conformes aux objectifs climatiques, notamment en analysant une adaptation du cadre légal du Fonds et en effectuant « une analyse plus poussée […] sur les possibilités d'intégrer de façon plus conséquente les critères de durabilité et de responsabilité sociétale et environnementale dans les stratégies d'investissement ».[16]

Le 2 juillet 2021, le FDC a publié son rapport annuel pour l'année 2020. Selon une analyse menée par Greenpeace Luxembourg, il ressort du rapport qu'alors que « les investissements du Fonds dans les Carbon Majors ont diminué, ceux dans les entreprises charbonnières ont augmenté, passant de 257 millions d'euros en 2019 à 289 millions d'euros en 2020 ».[17]

De plus, l'ONG affirme que les performances du Fonds montrent « qu'il n'existe aucun conflit entre le mandat du FDC et les investissements durables » puisque les compartiments axés sur les investissements soutenables affichent des rendements nettement supérieurs aux indices de référence.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quel est l'état d'avancement des efforts en vue de rendre les investissements du FDC conformes à l'objectif climatique de 1,5 degrés Celsius? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'augmentation des investissements par le FDC dans les entreprises charbonnières va à l'encontre de ces efforts ?

2) Selon mes informations, dix des 24 compartiments du FDC intègrent actuellement des critères ESG. Quel est l'échéancier détaillé des mandats émis par le FDC aux gérants des différents compartiments ? Quel sera le cahier de charges pour les prochains mandats ? Dans quelle mesure la considération de critères de durabilité sera-t-elle intégrée dans ces cahiers de charge ? Afin d'aligner les investissements du Fonds aux objectifs climatiques, endéans quel délai tous les compartiments intégreront-ils des critères de durabilité ?

3) La bonne performance des compartiments misant sur des critères de durabilité ne montre-t-elle pas qu'une orientation des investissements du FDC selon les objectifs climatiques est conforme avec le mandat actuel du Fonds qui est de garantir la pérennité du régime général de pension ?

4) Monsieur le Ministre s'engage-t-il en faveur d'un renforcement des capacités d'expertise interne au niveau du FDC en matière d'investissement soutenable ? Dans l'affirmative, comment et endéans quel délai envisage-t-il agir en cette matière ?

5) Le conseil d'administration du FDC est constitué de onze hommes en tant que membres effectifs, alors que parmi les membres suppléants, il y a quatre femmes sur un total de onze membres suppléants. Notons aussi que le comité d'investissement et la commission immobilière du FDC sont composés exclusivement d'hommes. Tenant compte de ces chiffres, dans quelle mesure Monsieur le Ministre s'engage-t-il en faveur d'une meilleure parité entre femmes et hommes au sein des différentes instances du FDC ?

6) Quel est le résultat de l'analyse concernant une éventuelle adaptation du cadre légal du FDC afin de favoriser les investissements durables ? Endéans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il légiférer le cas échéant ?

Réponse (12.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

L'impact social et environnemental des investissements est un des éléments que le Fonds de compensation (FDC) a intégré dans sa stratégie d'investissement pour les rendre plus durables, ceci déjà en 2010 avec la création d'une liste d'exclusion. Depuis lors, la stratégie d'investissement a évolué pour y ancrer encore plus fortement les critères de durabilité (critères de responsabilité écologique, sociale et de bonne gouvernance, tout en respectant sa mission légale. Dans ce cadre, le conseil d'administration du FDC a laissé réaliser son premier rapport d'investisseur responsable qui a été publié en décembre 2020.

[16] Motion n° 3338 du 3 décembre 2020 votée dans le contexte de l'interpellation au sujet des politiques d'investissement du FDC et du FSIL

[17] Greenpeace (08.07.2021) Les investissements sales du FDC dans le charbon continuent de grimper, selon son rapport annuel. Communiqué de presse. https://www.greenpeace.org/luxembourg/fr/communiques-de-presse/11857/les-investissements-sales-du-fdc-dans-le-charbon-continuent-de-grimper-selon-son-rapport-annuel/

Depuis le début de l'année, le FDC ainsi que son comité d'investissement et son conseil d'administration se sont penchés sur l'analyse de ce rapport. Certaines recommandations ont entre-temps été approuvées par le conseil d'administration permettant d'approfondir davantage la durabilité des investissements du FDC tout en maintenant une large diversification de ses investissements afin de ne pas compromettre la mission légale du FDC, à savoir gérer la réserve du régime général de manière prudentielle tout en générant un rendement conforme au marché.

ad 1) Les premières décisions que le conseil d'administration du FDC a prises dans le contexte de son rapport d'investisseur responsable permettront d'augmenter ses efforts dans ce domaine. Sachant qu'en 2022 aura lieu une analyse approfondie de la stratégie d'investissement du FDC qui sera mise en place pour la période quinquennale débutant en 2023, le conseil d'administration a ainsi retenu en juillet 2021 dans une première étape les mesures suivantes :

- de mesurer annuellement l'intensité carbone (exprimée par le « WACI ») au niveau de la SICAV (actions et obligations) avec l'objectif d'avoir une empreinte carbone inférieure à celle de l'indice de référence stratégique ;

- de mesurer au niveau de la SICAV (actions et obligations) par période triennale et pour la prochaine fois en 2024 (i. e. sur base des données en date du 31 décembre 2023) l'alignement par rapport au scénario d'un réchauffement climatique limité à 2 degrés Celsius tel que fixé dans l'accord de Paris. Ladite date de début a été choisie afin d'avoir une analyse se basant sur la stratégie d'investissement revue du FDC entrant en vigueur le 1er janvier 2023 pour une durée de cinq ans ;

- de maintenir en place les critères actuels à la base de la liste d'exclusion du FDC (i. e. screening sur les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies et les armes controversées) ;

- de sélectionner des gérants de portefeuille pratiquant du « engagement » sur le volet « environnement » ;

- au niveau de la gestion active, d'analyser l'intégration de nouveaux critères de durabilité et une augmentation éventuelle de la taille des mandats dédiés à impact positif (i. e. obligations vertes et actions « sustainable impact ») au moment de la procédure usuelle de renouvellement des mandats existants ;

- au niveau de la gestion passive, de créer un nouveau mandat d'une taille approximative de 500 millions d'euros au niveau des actions monde et dont la gestion doit être alignée par rapport au scénario d'un réchauffement climatique limité à 2 degrés Celsius tel que fixé dans l'accord de Paris.

Au sujet des investissements du FDC, via sa SICAV, dans les entreprises charbonnières, il y a lieu de relever que le communiqué de presse de Greenpeace, auquel se réfère l'honorable Député, soulève que les investissements du FDC dans les « Carbon Majors » ont diminué de 30 % par rapport à 2019, soulignant donc bien les efforts déjà entrepris par le FDC et témoignant d'une amélioration considérable de son empreinte climatique. Dans ce même communiqué, Greenpeace signale par contre aussi que les investissements du FDC dans les entreprises charbonnières auraient augmenté de 12 %.

Or, il y a lieu de mettre ces chiffres en relation avec les avoirs totaux de la SICAV, à savoir 289 millions par rapport à 21.600 millions fin 2020 et 257 millions par rapport à 19.983 millions en 2019, montrant que ces investissements ont continué sur les deux années à ne représenter que quelque 1,3 % des avoirs totaux de la SICAV. Ensuite, il importe de rappeler le mode de gestion de la SICAV, à savoir qu'environ 50 % des avoirs investis en actions et obligations sont gérés de manière indexée. Ceci implique que les gérants d'un mandat indexé sont tenus de répliquer au mieux la performance de leur indice de référence respectif engendrant qu'ils doivent prendre exposition au niveau de chaque secteur de l'indice de référence associé à leur mandat.

Finalement, il convient de noter qu'il n'y a pas eu de souscriptions nouvelles au niveau des mandats actions à gestion indexée. La croissance de 259 millions à 289 millions ne semble donc point imputable à un investissement conscient supplémentaire dans ledit secteur mais est plutôt fonction de l'évolution annuelle de la valorisation des actions des sociétés charbonnières en question.

ad 2) Tout d'abord, il y a lieu de mentionner que les sept compartiments à gestion indexée de la SICAV n'ont par définition pas d'objectif durable comme ce dernier se heurterait à leur objectif de répliquer au mieux la performance de leur indice de référence. Le FDC impose donc une approche durable uniquement au niveau des mandats à gestion active.

Néanmoins, un compartiment parmi ceux-ci investit uniquement dans des obligations d'État relatives aux marchés émergents et ainsi un objectif durable ne peut pas y être associé non plus. In fine, les compartiments sans considération de critères durables et/ou ESG se limitent actuellement à quatre sur un total possible de 16. Pour les quatre compartiments actifs qui n'ont pas encore d'approche durable, trois mandats seront renouvelés par un appel d'offre qui sera lancé au 4ème trimestre 2021. Le dernier mandat touchera à ses dix ans (durée maximale prévue par la loi sur les marchés publics) au troisième trimestre 2023 de sorte que l'appel d'offre de renouvellement de mandat sera lancé fin 2022. Au plus tard fin 2023, tous les compartiments actifs de la SICAV du FDC seront donc gérés avec une stratégie d'investissement intégrant une approche durable.

Pour ce nouvel appel d'offre en fin d'année, le cahier de charge mentionnera que chaque soumissionnaire sera tenu de faire preuve d'une approche d'investisseur responsable dans le choix de la constitution de son portefeuille, ceci en conformité avec les articles 8 et 9 de la réglementation SFDR (« Sustainable Finance Disclosure Regulation ») telle que définie par le Parlement et le Conseil européen en 2019.

Afin de mettre davantage l'accent sur les critères de durabilité et de privilégier des soumissionnaires dont le profil leur permet de se différencier de leurs concurrents sur ce plan, il est en plus prévu de doubler la pondération des points relatifs à ce chapitre, une pondération qui passerait de 10 à 20 % dans le total des points attribués.

ad 3) Tout d'abord, le FDC tient à soulever que le monde financier avec sa presse spécialisée et les études scientifiques n'est pas unanime lorsqu'il s'agit de comparer la performance d'investissements durables avec celle d'investissements dits traditionnels.

Surtout l'absence d'une taxonomie claire et précise rend encore variable et moins transparent, voire subjective, la qualification d'un investissement comme étant durable ou non durable. Ceci se voit aussi au niveau des agences de notation qui travaillent selon différentes méthodes et méthodologies. Ainsi, un titre peut avoir une très bonne note ESG chez une agence et une note ESG moins favorable auprès d'une autre. Sans base commune, toute comparaison et appréciation de performance est difficile.

Si certains produits durables ont bien performé ces derniers temps, il importe de soulever que l'offre d'argent en a été un accélérateur. Les investissements durables ont trouvé une certaine demande ces dernières années et cet afflux d'argent, selon certains scientifiques, a donné un coup de pouce aux produits durables. Une partie de l'alpha, c'est à dire le surplus en performance par rapport à l'indice de référence retenu, est donc, selon certaines études, à mettre sur le compte de ce « momentum ».

Finalement, il convient de soulever que l'environnement de la Covid-19 a aussi été bénéfique pour un grand nombre de stratégies durables puisque celles-ci sont souvent surexposées au niveau des secteurs ayant bien résisté à la crise (i. e. télécommunication, secteur financier) au détriment des secteurs ayant été particulièrement touchés par la crise et le ralentissement économique comme par exemple dans le secteur industriel.

En ce qui concerne les résultats du FDC, bien que ne disposant pas encore d'une période d'observation assez représentative, il peut être constaté que les résultats au sein des dix compartiments actifs gérés selon des critères ESG sont assez disparates et que tous les gérants n'arrivent pas à dépasser systématiquement la performance de leur indice de référence (qui n'applique pas de critères de durabilité).

ad 4) Le FDC est d'avis que l'expertise dont il dispose actuellement, complémentée par le recours à des spécialistes et fournisseurs externes, leaders dans les domaines respectifs, et comme en témoigne en toute transparence le rapport d'investisseur responsable, lui permet d'améliorer de manière continue son profil d'investisseur responsable. Rien ne s'oppose néanmoins à renforcer les effectifs et ressources internes du FDC afin d'accompagner cette amélioration continue.

ad 5) Le FDC est une institution de sécurité sociale qui est gérée par un conseil d'administration tripartite. Partant, les douze membres de son conseil d'administration sont désignés paritairement par le Gouvernement en conseil, en ce qui concerne les représentants de l'État, et par les Chambres professionnelles respectives, en ce qui concerne les représentants des partenaires sociaux. À chaque nomination réalisée par le Gouvernement, le critère de la parité hommes/femmes est évidemment un élément faisant partie intégrante de la décision. Toutefois, le Gouvernement n'a pas de mainmise sur les décisions des chambres professionnelles qui sont autonomes.

ad 6) Comme le FDC est géré par un conseil d'administration composé également par les partenaires sociaux, le Ministre de la Sécurité sociale a demandé au président du FDC de soumettre la proposition de loi à l'analyse et l'avis du conseil d'administration. Ceci est par ailleurs prévu dans l'accord de coalition 2018-2023 et plus précisément : « […] un dialogue sera entamé avec les partenaires sociaux et la nécessité d'une modification de la législation sera analysée. » (page 108 de l'accord de coalition).

Sur base de cet avis, le Ministère de la Sécurité sociale élaborera une prise de position à soumettre au Conseil de Gouvernement en réponse à la motion du 3 décembre 2020 de l'honorable Député Mars di Bartolomeo et à la proposition de loi n° 7729 de l'honorable Député Marc Baum.

Question 4679 (19.07.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact des inondations sur les barrages d'Esch-sur-Sûre et de Rosport :**

Am Kader vun de schwéieren Iwwerschwemmungen, déi eist Land déi lescht Deeg getraff hunn, goufen un der Staumauer zu Esch-Sauer d'Schleisen opgemaach, fir Waasser ofzeloossen. Dëst ass geschitt, well verhënnert sollt ginn, datt de Stauséi iwwert d'Mauer iwwerleeft. An deem Kontext stellt sech och d'Fro, awéiwäit d'Staumaueren zu Esch-Sauer a Rouspert deenen enorme Belaaschtunge standhale kënnen.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Goufen am Kader vun de schwéieren Iwwerschwemmunge Rëss an/oder soss Elementer festgestallt, déi op eng Beschiedegung vun de Staumaueren zu Esch-Sauer a Rouspert hiweisen? Wa jo, wéi gesäit dëse Schued konkreet aus?

2. Ginn d'Experten allgemeng dovun aus, datt d'Staumaueren zu Esch-Sauer a Rouspert och deenen extreemen Iwwerschwemmungen, wéi mir se an de leschten Deeg haten, problemlos gewuess sinn?

3. Gëtt am Kader vun de rezenten Iwwerschwemmungen eng speziell Analys respektiv e Bilan gemaach, wat fir en Afloss dës extreem Wiederphenomeener op den Zoustand vun de Staumaueren zu Esch-Sauer a Rouspert hunn?

4. Gëtt den Zoustand vun de Staumaueren zu Esch-Sauer a Rouspert reegelméisseg iwwerpréift? Wéi eng Erkenntnisser erginn sech dorauser?

Réponse (13.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Follgend de schwéieren Iwwerschwemmunge goufe weeder Rëss nach soss Elementer festgestallt, déi op eng Beschiedegung vun de Staumaueren zu Esch-Sauer a Rouspert hiweisen.

ad 2. D'Staumaueren zu Esch-Sauer a Rouspert goufen esou konzipéiert, dass dës deenen Iwwerschwemmungen, wéi mir se an de leschten Deeg an der Ënnersauer haten, standhale kënnen.

ad 3. Déi permanent Analysen, déi un de Staumaueren zu Esch-Sauer a Rouspert gemaach ginn, wäerte mat den Erkenntnisser aus de rezenten Iwwerschwemmungen ergänzt ginn.

ad 4. Op der Staumauer zu Esch-Sauer ginn eng grouss Unzuel vu Kontrollen a verschiddene Frequenzen duerchgefouert:

- Permanenten automateschen an informatesche Suivi.

- Periodesch Kontrollen, déi wéchentlech respektiv méintlech stattfannen, ginn duerch déi zoustänneg Agente vun der Stroossebauverwaltung duerchgefouert an hëllefen dobäi, den automatesche Suivi ze kontrolléieren.

- Nieft der Kontroll vun den Agente vun der Stroossebauverwaltung gëtt eng topografesch Opnam vun der Staumauer duerch e Geometer zweemol pro Joer realiséiert.

- Des Weidere gëtt nach eng järlech Inspektioun zesumme mat Experten duerchgefouert.

- Zousätzlech zu all dëse Kontrollen ass eng ëmfaassend Inspektioun vun der Staumauer an hiren Installatiounen all zéng Joer, eng „inspection décennale", virgesinn. Déi nächst „inspection décennale" ass fir 2022 geplangt.

Op der Staumauer zu Rouspert gëtt all dräi Joer eng Inspektioun vun den Agente vun der Stroossebauverwaltung duerchgefouert. Déi nächst Inspektioun steet dëst Joer um Programm. Bei Bedarf a baséierend op de Resultater vun den Inspektiounen ass et virgesinn, méi spezifesch Analysen ze maachen.

Question 4681 (19.07.2021) de **MM. André Bauler** et **Guy Arendt** *(DP)* concernant les **syndicats de chasse :**

Et ass eis zu Ouere komm, datt d'Sekretäre vun deene fréiere Juegdsyndikater net däerfen d'Kontosnummere vun de Bësch-, Wisen- a Feldbesëtzer un déi nei Sekretäre rausgi wéinst dem Dateschutz.

D'Natur- a Bëschverwaltung huet en neie „rôle de répartition" gemaach, deen op MyGuichet steet. Do stinn d'Proprietairen all drop, wéi vill Terrain si am Juegdlous hunn a wéi vill Sue se ze kréien hunn, mee et ass awer verständlecherweis keng Kontosnummer vun hinne veröffentlecht.

Déi fréier bzw. nei Sekretäre waarden eigentlech drop, datt si schrëftlech gesot kréien, si dierften oder sollten, ënner bestëmmte Bedingungen, d'Kontosnummere viruginn oder/an, datt d'Leit sech eventuell selwer op MyGuichet mat hirer Kontosnummer androen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch scho mat dëser Problematik befaasst ginn?

2. Wéi gedenkt d'Madamm Ministesch, eng Léisung erbäizeféieren, fir datt déi betraffe Leit hire Flichten nokomme kënnen?

3. Wat fir konkreet Schrëtt huet d'Verwaltung bis ewell ënnerholl?

Réponse (18.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Jo, d'Problematik ass mir bekannt. Allerdéngs hu meng Servicer déi Donnéeën net a scho guer net läit et a menger Hand, iwwert déi perséinlech Donnéeë vun de betraffene Persounen ze decidéieren, déi si op anerer Plaz hannerluecht hunn.

ad 2. Erënnere mir als éischt dorun, datt et net un de Sekretären ass, fir d'Kontosnummeren erauszefannen, mee un de Besëtzer, déi ze iwwermëttelen. D'Terrainsbesëtzer hunn ee Recht op Juegdgeld. Wa si awer dem Sekretär keng Kontosnummer uginn, da kënne si keng Suen iwwerwise kréien. D'Terrainsbesëtzer hu jo elo zousätzlech d'Méiglechkeet, hir Kontosnummer iwwert hire perséinlechen Zougang iwwert MyGuichet unzeginn. Sou ass déi dann direkt fir all d'Sekretäre vun de betraffene Juegdlouse siichtbar.

D'Transmissioun vun de Kontosnummeren un d'Sekretären ass in fine eng Aktioun tëschent den Terrainsbesëtzer an dem respektive Juegdsyndikat. D'Naturverwaltung (ANF) a generell de Staat hunn domat net direkt eppes ze dinn, mee hu sech awer agesat, datt dës Donnéeën elo zousätzlech iwwer MyGuichet kënnen iwwermëttelt ginn.

Wann d'Proprietaire vun den Terrainen domat d'accord sinn, kënnen déi „al Sekretären" deenen „neie Sekretären" d'Kontosnummeren natierlech iwwermëttelen. Sollt eng Persoun keen Zougang zum MyGuichet hunn, ka si, wéi bis elo, direkt de Sekretär kontaktéieren.

ad 3. D'ANF huet sech agesat, datt dës Demarche zousätzlech iwwert de MyGuichet ka gemaach ginn. Si informéiert d'Terrainsbesëtzer souwéi d'Membere vum Collège des syndics, déi nofroen, iwwert d'Prozedur bei MyGuichet a guidéiert duerch de Prozess, wann Hëllef gebraucht gëtt. D'Federatioun vun de Juegdsyndikater, mat där d'ANF eng gutt Zesummenaarbecht huet, huet d'Informatioun zur Iwwermëttlung vun de Kontosnummeren un d'Sekretären a cibléierte Publikatioune fir Bëschbesëtzer, Baueren a Jeeër kommunizéiert.

Question 4682 (19.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **tiers payant social :**

Mis en place le 1er janvier 2013, le tiers payant social est un dispositif destiné à faciliter l'accès aux soins médicaux et médicaux-dentaires aux assurés à revenus modestes en leur évitant de faire l'avance des frais. Les offices sociaux assurent la gestion de cette formule.

1) J'aimerais dès lors savoir des membres du Gouvernement combien d'assurés ont pu profiter de cette offre et ceci surtout pendant la crise du Covid-19.

2) Combien de personnes non assurées ont pu bénéficier d'une affiliation par le biais de cette formule ?

3) Quel est le montant pris directement en charge par la Caisse nationale de santé par le biais de cette formule ?

4) Comment s'est développée la formule du « tiers payant volontaire » déclenchée par les médecins ?

Réponse commune (13.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) Concernant le nombre d'assurés qui ont pu profiter du tiers payant social pendant la pandémie de la Covid-19, nous nous permettons de renvoyer l'honorable Député, pour les détails, à la réponse

commune du 2 juillet 2021 de la Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Madame la Ministre de la Santé et du Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 4520 des honorables Députées Cécile Hemmen et Simone Asselborn-Bintz.

Voici un extrait de la susdite réponse commune illustrant combien d'assurés ont eu recours au tiers payant social pour des soins médicaux et des soins dentaires.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, 5.367 patients ont bénéficié du tiers payant social, dont 5.159 pour couvrir les frais des soins médicaux et 2.222 pour des soins dentaires (tableau 1). Les chiffres montrent que le nombre de patients reste stable de 2019 à 2020 (+ 0,3 %), alors qu'une augmentation de 11,5 % a pu être observée de 2018 à 2019.

ad 2) Le dispositif du tiers payant social ne permet pas d'affilier des personnes non assurées. Il s'agit de deux procédures distinctes : l'affiliation des personnes au régime de la sécurité sociale sous forme d'assurance maladie facultative et/ou continuée est gérée par le Centre commun de la sécurité sociale, tandis que la procédure du tiers payant social a été mise en place par une convention-cadre entre l'État et la Caisse nationale de santé (CNS).

ad 3) En 2020, la CNS a payé 3,4 millions d'euros dans le cadre du tiers payant social, dont un montant d'environ 361.000 euros a été refacturé aux offices sociaux (tableau 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Dans ce contexte peut être fait référence aux avenants signés en date du 19 mai 2021 aux conventions existantes avec les médecins et médecins-dentistes et la CNS ouvrant la voie à l'échange numérique d'informations entre les médecins(-dentistes), les assurés et la CNS.

Ainsi, à partir de mai 2021, les systèmes informatiques des médecins(-dentistes) seront progressivement modernisés pour permettre l'échange numérique d'informations entre les médecins(-dentistes), les assurés et la CNS.

Cette modification constitue une première étape vers l'introduction du paiement immédiat direct en 2023 avec lequel l'assuré n'aura plus besoin d'avancer le montant qui lui est remboursé par la CNS.

Question 4683 (20.07.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **rapport du Parlement européen sur l'agence Frontex :**

An deene leschte Méint huet e Verbond aus Investigativjournalisten d'Mëssstänn ronderëm d'EU-Grenzschutzagence Frontex dokumentéiert. Sou konnt zum Beispill bewise ginn, dass d'Beamte vu Frontex bei Pushbacks, dat heescht illegale Réckféierunge vu Flüchtlingen, an der onmëttelbarer Géigend dobäi waren an dës souguer deelweis opgezeechent goufen, ouni awer anzegräifen. Dëst Verhale gouf awer dono vum Frontex-Chef Leggeri dementéiert. Doropshin hat d'Europaparlament e Grupp aberuff, fir d'Beweislaascht ze préiwen. An dësem Bericht, deen d'lescht Woch presentéiert gouf, gëtt festgehalen, dass d'Beamte vu Frontex vun de Pushbacks woussten, awer dergéint näischt ënnerholl a souguer zu engem spéideren Zäitpunkt versicht hunn, d'belaaschtend Material ze vernichten. Domat steet fest, dass Frontex Mënscherechtsverstéiss un de Grenze vun Europa vertuscht an d'illegaalt Verhale vun den nationale Sécherheetsbeamten deckt. Trotzdeem ass bis ewell net bekannt, dass d'politesch Verantwortlech eventuell Konsequenzen aus dësem Bericht gezunn hätten.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Regierung vun dem Bericht Kenntnis geholl?

2. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu dësem Bericht? Erlaabt d'Regierung de permanente Rechtsbroch un den europäesche Grenzen?

3. Wann nee, wéi gedenkt d'Regierung ze intervenéieren? Wëll d'Regierung op europäeschem Niveau eng Initiativ huelen?

4. Wéi kéint sou eng Initiativ ausgesinn (z. B. den Ëmbau vun der Organisatioun fuerderen)?

Réponse (12.08.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Zënter Oktober 2020 gouf d'Europäesch Grenz- a Küstewuechtagence (Frontex) effektiv vu verschiddene Medie beschëllegt, zesumme mat der griichescher Küstewuecht an Tëschefäll vu sougenannte „Pushbacks", dat heescht illegal Réckféierunge vu Persounen, déi potenziell internationale Schutz wollten ufroen, am östleche Mëttelmierraum verwéckelt gewiescht ze sinn.

Nodeems d'Europäescht Parlament e Grupp aberuff hat, fir d'Beweislaascht ze préiwen, goufen d'Resultater vun dëser Enquête Mëtt Juli presentéiert. Wéi dësen Aarbechtsgrupp vum Europäesche Parlament a sengem Bericht festhält, goufe keng direkt Beweiser fir d'Bedeelegung vu Frontex u fundamentale Mënscherechtsverletzunge fonnt. De Bericht weist allerdéngs op Indizien hin, op Basis vun deenen ee kann unhuelen, dass Frontex iwwert verschidde Verstéiss géint d'Mënscherechter vu Säite vun den Autoritéite vu Memberstaate Bescheed wosst, dëst awer net ugaangen ass. Lëtzebuerg huet dës Enquête verfollegt an och vum Bericht vum Europäesche Parlament Kenntnis geholl. D'Informatiounen iwwert eng vermeintlech aktiv an/oder passiv Participatioun vu Frontex u sougenannte „Pushbacks" si besuergneserreegend a géifen, am Fall wou se sech géife bestätegen, eng Verletzung vun de Mënscherechter duerstellen.

Déi europäesch Grenz- a Küstewuechtagence huet duerch hiert Mandat eng kloer Obligatioun, de Schutz vu fundamentale Rechter bei der Ausféierung vu sengen Aufgaben ze garantéieren a besonnesch de Prinzip vum „non-refoulement" ze respektéieren. Mee dës Obligatiounen ze erfëllen ass eng komplex Aufgab: och wa Frontex, a Consultatioun mam deelhuelende Memberstaat, operationell Pläng fir déi verschidde Missiounen unhëlt an d'Frontex-Agenten d'Verflichtung hunn, all potenzielle Verstouss ze mellen, bleiwe schlussendlech ëmmer d'Memberstaate fir d'Gestioun vun hire Sektioune vun de Baussegrenze responsabel. Déi gemeinsam Frontex-Missiounen ënnersti soumat der Autoritéit vum Gaaschtstaat.

Et ass deemno och un de concernéierten nationalen Autoritéiten, déi néideg Enquêten op hirem Territoire duerchzeféieren. Lëtzebuerg wäert weiderhin un de Reuniounen zu dësem Sujet deelhuelen a sech iwwert de weidere Stand vun den Enquêten informéieren. Des Weideren ass et un der Europäescher Kommissioun, dofir ze suergen, dass dat europäescht Recht respektéiert an ugewannt gëtt. Si ass responsabel, fir den Europäesche Geriichtshaff ze saiséieren, fir Memberstaaten, déi géint d'EU-Recht verstoussen, ze sanktionéieren. Heizou bleift och unzemierken, dass den Office européen de lutte antifraude (OLAF) dëse Januar eng Enquête géint Frontex lancéiert huet. OLAF ass eent vun den Instrumenter vun der Kommissioun, fir eventuellen Dysfonctionnementer an den EU-Agencen op de Gronn ze goen - falls déi sech sollte bestätegen, da ginn déi geséchert Faiten un déi zoustänneg Autoritéite weidergeleet. Ausserdeem huet d'Cour des comptes am Juni e Rapport spécial zu Frontex publizéiert. Lëtzebuerg insistéiert, dass d'Recommandatiounen aus dësem Rapport integral ëmgesat ginn.

Den Direkter vu Frontex huet offiziell matgedeelt, dass d'Agence d'Konklusiounen an d'Recommandatioune vum Bericht vum Europäesche Parlament unerkennt. Och betount den Direkter vun der Agence, dass Frontex hautdesdaags eng méi grouss a komplex Organisatioun ass ewéi nach virun e puer Joer an dass dowéinst verschidde Systemer reforméiert musse ginn. De Grand-Duché deelt dës Aschätzung an ënnerstëtzt an deem Kader d'Ëmsetzung vu Säite vu der Agence vun engem Aktiounsplang, deen am Kader vun engem speziell dofir vum Verwaltungsrot ernannten Aarbechtsgrupp opgestallt gouf. Dësen Aktiounsplang gesäit ënner anerem Mesurë fir eng méi einfach an effikass Notzung vum Mechanismus fir d'Opzeechnung vu schwéiere Verstéiss, wéi zum Beispill Mënscherechtsverletzungen, vir. Doriwwer eraus betount den Aktiounsplang d'Noutwendegkeet vun engem schnelle Rekrutement vun de 40 Kontrolleure fir de Respekt vun de Mënscherechter. Aner virgesinne Mesurë concernéieren d'Inklusioun vun engem transparente Berichterstattungsmechanismus an all Operatiounsplang oder e renforcéierte Fokus op Formatiounen am Beräich vum Respekt vun de Mënscherechter. An dësem Kontext bleift unzemierken, dass Frontex viru Kuerzem och en neien a permanente Mënscherechtsbeoptraagte rekrutéiert huet. Lëtzebuerg begréisst dës Entwécklung a wäert den neie Mënscherechtsbeoptraagten an senger Aarbecht ënnerstëtzen.

Question 4684 (20.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **sanctions dans le cadre de la loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4449 schreift d'Madamm Ëmweltminister ënnert dem Punkt 3 op d'Fro, wéi opgelafe Montante vu Betriber, déi a puncto Entsuergung vu Verpakungsoffall net konform mat der Ëmweltlegislatioun sinn, ënner anerem Follgendes: „Et gëtt keng legislativ Dispositioun, déi festleet, ob a wéi an dësem Fall déi Bäiträg musse réckwierkend bezuelt ginn. Dëst ass eenzeg an eleng dem Organisme agréé seng Decisioun.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Madamm Ëmweltminister et als eng glécklech Situatioun, datt Gesetzer keng gereegelt Modalitéite virgesi fir de Fall, datt se net agehale ginn?

2. Gesäit d'Madamm Ëmweltminister hei net de Problem, datt déi mangelnd Strofdispositioune kënnen en Negativureiz setzen, well Betriber, déi sech net konforméieren, eng reell Chance hunn, doduerch Membersbäiträg ze spueren?

3. Wéi bewäert d'Madamm Ëmweltminister d'Auswierkunge vun deem an der uewen zitéierter Question parlementaire behandelte Virfall op de Respekt vum Bierger vis-à-vis vun allgemengen administrativen Dispositiounen? Dëst wuel wëssend, datt d'Madamm Minister an der ëffentlecher Warneemung ëmmer mam Betrib Moulin Dieschbourg wäert associéiert ginn an datt dem Suivi vun dëser Affär an deem Sënn ëmmer eng Virbildfunktioun wäert zoukommen?

Réponse (25.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Esou wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4502 geschriwwen, gëtt et keng legislativ Dispositioun, déi festleet, ob a wéi ee Betrib réckwierkend ee Bäitrag muss un den Organisme agréé bezuelen, wann en sech eréischt no enger gewësser Zäit dësem Organisme uschléisst. Et ass net d'Aufgab vun engem Gesetz, déi intern Gestioun vun engem Organisme agréé ze reegelen.

Sollt réckwierkend ee Membersbäitrag bezuelt musse ginn, ass dat jo och keng Strofdispositioun, déi ausgeschwat gëtt, well ee Gesetz net agehale gouf. Et ass eng finanziell Kompensatioun fir den Organisme agréé, deen awer d'Offäll vum Betrib, deen net konform war, a senge Sammelstrukturen erëmfonnt huet a mat geréiert huet.

D'Gesetzer gesinn d'Modalitéite vir, fir déi Situatioun, wou e Betrib sech net un d'Obligatiounen aus dem Gesetz hält, ze sanktionéieren.

De Gesetzesprojet Nr. 7654, deen d'Gesetz vum 21. Mäerz 2017 iwwert d'Verpakungen an d'Verpakungsoffäll ofännert an deen de Moment an der Chamber diskutéiert gëtt, gesäit eng Verstäerkung vun de penale Sanktioune vir.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4502 ass och drop higewise ginn, datt ier administrativ Mesuren oder penal Sanktiounen ageleet ginn, all d'Betriber, déi net konform sinn, am Virfeld vun der Ëmweltverwaltung no enger festgeluechter Prozedur op hir Obligatiounen higewise ginn. Sollt ee Betrib sech dann nach ëmmer net legaliséiert hunn, gëtt den Dossier un d'Kontrollunitéit vun der Ëmweltverwaltung weidergeleet, déi dann déi néideg Schrëtt aleet.

De Moulin Dieschbourg ass vun der Ëmweltverwaltung esou wéi all aner Betrib behandelt ginn. Nodeems datt d'Verwaltung d'Informatioun hat, datt dee Betrib net konform zum Verpakungsgesetz wier, ass dësen direkt ugeschriwwe ginn, fir datt e sech legaliséiere soll.

An der Tëschenzäit ass de besote Betrib bei der Valorlux enregistréiert an deemno och elo konform zum Verpakungsgesetz.

Question 4686 (20.07.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **promotion de l'électromobilité :**

Zanter e puer Joer gëtt et Primmen, fir esou d'Elektromobilitéit zu Lëtzebuerg ze förderen. Sou kritt een zum Beispill eng Primm vu bis zu 1.000 Euro fir en 100 % elektresch bedriwwene liichten Auto oder Motorrad. Doniewent gëtt et awer och eng Primm vu bis zu 600 Euro fir en (elektresch bedriwwene) Vëlo. Hautdesdaags gëtt et awer och Rollstill, déi mat engem klengen elektreschen Zousazmotor funktionéieren, entweeder als reng Traktiounshëllef, oder ënnert der Form vun engem sougenannten Handbike mat Elektroënnerstëtzung. Dës zousätzlech Hëllefen erlaben et dem Benotzer, sech vill méi einfach kënne virunzebeweegen, méi grouss Strecken zeréckzeleeën, Montéeën ze iwwerwannen, ... Am Fall vum Handbike mat Elektroënnerstëtzung erlabe si och nach de Benotzer, sech sportlech ze betätegen, genee wéi dat bei engem „cycle à assistance électrique" ass. Dës Hëllefsmëttele kënnen domadder e grousse Gewënn u Liewensqualitéit fir hir Benotzer duerstellen an hëllefen och, d'Mobilitéit nohalteg méi propper ze maachen.

Eisen Informatiounen no sinn esou Hëllefsmëttelen allerdéngs vun de Primmen zur Elektromobilitéit ausgeschloss.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Regierung eis Meenung, dass esou Hëllefsmëttelen och een Deel vun der Elektromobilitéit sinn?

2. Gedenkt d'Regierung, an Zukunft d'Primme fir d'Elektromobilitéit och op esou Hëllefsmëttele fir Rollstill ze erweideren?

Réponse commune (24.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. + 2. D'Fleegeversécherung kann technesch Hëllefsmëttelen iwwerhuelen, „fir et der fleegebedierfteger Persoun ze erlaben, hir Liewensautonomie an de Beräicher vun der Kierperhygiène, der Ernierung, dem Kachen, der Mobilitéit bannent a baussent der Wunneng, dem Un- an Ausdoen, dem Haushalt an der mëndlecher oder schréftlecher Kommunikatioun ze behalen oder ze verstäerken".

Bei dësen techneschen Hëllefsmëttele kann et sech am Beräich vun der Mobilitéit och ëm elektresch Rollstill a verschidden Zorte vun Hëllefsmotoren handelen, déi op enger spezifescher Lëscht prezis éiert sinn, déi vun der Berodungskommissioun virgeschloe gëtt an an engem groussherzogleche Reglement festgehalen ass.[18]

D'Fleegeversécherung kann dës Käschten och fir déi Persounen iwwerhuelen, déi net de Mindestbedarf vun 3,5 Stonne bei den Aktivitéite vum alldeegleche Liewen erreechen, mee opgrond vun enger Krankheet oder enger Beanträchtegung, déi méi laang ewéi sechs Méint undauert, op Hëllef an der Mobilitéit ugewise sinn.

Den elektresche Rollstull oder den Hëllefsmotor ginn der betraffener Persoun gratis zur Verfügung gestallt. De Montant vun de Käschten, déi iwwerholl ginn, läit bei maximal 28.000 Euro pro Hëllefsmëttel.[19] Dëse Montant erlaabt, d'Prise en charge vun den elektresche Rollstill oder den Hëllefsmotore vollstänneg ofzedecken.

Follgend Tabell gëtt en Iwwerbléck iwwert all déi elektresch Rollstill an Hëllefsmotoren, déi tëscht dem 1. Januar 2019 an dem 31. Juli 2021 dem Beneficiaire iwwert d'Fleegeversécherung zur Verfügung gestallt gi sinn. Doriwwer eraus gëtt et och Beneficiairen, déi scho virun 2019 vun der gratis Prise en charge vun esou engem techneschen Hëllefsmëttel konnte profitéieren a se nach ëmmer weider notzen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4687 (20.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **programme de prise en charge de maladies chroniques :**

La Caisse nationale de santé se propose de développer un programme de prise en charge des affections de longue durée permettant d'assurer le meilleur accès possible aux soins, une prévention efficace et un rôle renforcé du médecin référent.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quelles sont les maladies chroniques qui sont concernées et quel est le nombre de patients concernés.

- Quel est l'état d'avancement de ce projet et quels en seront les éléments clés ?

- Endéans quels délais ce projet pourra-t-il être réalisé ?

Réponse (25.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

La CNS a présenté un premier programme de prise en charge des affections de longue durée (ALD) lors du GT 4 du « Gesondheetsdësch ».

À terme, il est prévu que toutes les maladies chroniques prévues à l'article 20 du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie seront intégrées dans ce programme de prise en charge.

Dans une première phase, il est proposé de commencer avec les sept pathologies suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre

---

[18] 1) Règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 décembre 2006 déterminant 1. les modalités et les limites de la prise en charge des aides techniques par l'assurance dépendance ; 2. les modalités et les limites de la prise en charge des adaptations du logement par l'assurance dépendance ; 3. les produits nécessaires aux aides et soins.

[19] 2) Extrait de l'article 7 du règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 déterminant : 1. les modalités et les limites de la prise en charge des aides techniques par l'assurance dépendance ; 2. les modalités et les limites de la prise en charge des adaptations du logement par l'assurance dépendance ; 3. les modalités et limites de la prise en charge par l'assurance dépendance des aides techniques pour les personnes bénéficiaires de soins palliatifs : « Les frais résultant de la location ou de l'acquisition des aides techniques sont pris en charge par l'assurance dépendance jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 28.000 euros par aide technique, sans préjudice de l'article 2, alinéa 4. »

- Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Avant de pouvoir démarrer le programme de prise en charge, il sera nécessaire d'adapter le cadre normatif, les nomenclatures respectives et les outils techniques. À ce stade un calendrier ne peut donc pas encore être défini.

Question 4689 (20.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact des inondations sur les bureaux de la Police grand-ducale :**

Wéi op enger Rei, an de Medie veröffentlechte Fotoen ze gesi war, war zu lechternach och de Policebüro vun de rezenten Iwwerschwemmunge betraff. Grad an enger Krisesituatioun ass e gudde Fonctionnement vun der Police awer essenziell.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, ob nach aner Policebüroen am Land vum Héichwaasser betraff waren? Wa jo, wéi eng?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi héich de Montant vum Schued ass? Wa méi Kommissariater betraff sinn, kann d'Regierung dann de Schued no deenen eenzele Büroen opschlësselen?

3. Goufen duerch d'Héichwaasser wichteg Dokumenter an/oder Policearchive beschiedegt? Wa jo, kann d'Regierung, natierlech ënnert dem Respekt vun den Dispositioune vum Dateschutz, elaboréieren, wéi eng?

4. Kann d'Regierung opschlësselen, ob a wéi eng Policegefierer duerch d'Héichwaasser beschiedegt goufen?

5. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng Konsequenzen aus dësem Tëschefall gezu ginn, fir déi betraffe Gebaier grad a Krisesituatioune besser ofzesécheren?

6. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi dësen Tëschefall/dës Tëschefäll sech op d'Koordinatioun vun deenen eenzele Rettungsdéngschter an der betraffener Regioun/an de betraffene Regiounen ausgewierkt huet/hunn?

Réponse commune (25.08.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Et sinn zwee Policekommissariater vum Héichwaasser betraff, deen an der Fiels an deen zu Iechternach. D'Policekommissariat an der Fiels ass allerdéngs net méi operationell an zou.

D'Kellere vun den zwee Gebaier si beschiedegt ginn. Zu Iechternach ass och nach de Rez-de-chaussée iwwerschwemmt ginn.

ad 2. De Schued am Policekommissariat Fiels kann no enger éischter provisorescher Analys op en Total vun 11.000 Euro estiméiert ginn, dee sech follgendermoossen zesummesetzt:

Heizungsaarbechten: 5.000 Euro

Elektroaarbechten: 5.000 Euro

Botzaarbechten: 1.000 Euro

De Schued am Policekommissariat Iechternach kann no enger éischter provisorescher Analys op en Total vun 10.000 Euro estiméiert ginn, dee sech follgendermoossen zesummesetzt:

COV (Kuelewaasserstoff) Analysen: 2.500 Euro

Heizungsaarbechten: 1.500 Euro

Elektroaarbechten: 1.000 Euro

Schräineraarbechten: 3.000 Euro

Botzaarbechten: 2.000 Euro

ad 3. Duerch d'Interventioun vun de Beamten op der Plaz konnt verhënnert ginn, datt wichteg Dokumenter zerstéiert goufen.

ad 4. Et goufe keng Gefierer vun der Police beschiedegt.

ad 5. Et ass geplangt, fir d'Kommissariat vun Iechternach, als Iwwergangsléisung, erëm an d'Rei ze setzen. Opgrond vun der Lag a well et en historescht Gebai ass, ass et onméiglech, eng Garantie géint Schied duerch Héichwaasser ze ginn. Well dëst historescht Gebai net komplett un d'Besoine vun engem Policekommissariat adaptéiert ass, gouf et scho virum Schued duerch d'Héichwaasser Diskussiounen en vue vun engem neie Policekommissariat zu Iechternach. Dofir gesi sech déi zoustänneg Acteuren heiduerch zousätzlech bestäerkt an hiren Demarchen.

ad 6. Der Police hir Kapazitéit, fir operationell ze intervenéieren, ass zu kengem Zäitpunkt impaktéiert gewiescht. Déi lokal Aktivitéite si vun Nopeschunitéiten iwwerholl ginn. Doriwwer eraus war d'Police och am Poste de commandement avancé vum CGDIS am Asazzenter zu Iechternach vertrueden, fir d'Koordinatioun mat de Rettungsdéngschter sécherzestellen.

Question 4691 (20.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **retard de paiement des primes pour les cycles à pédalage assisté :**

No mengen Informatioune ginn d'Subside fir elektresch Vëloen (Cycle à pédalage assisté) mëttlerweil mat iwwer engem Joer Retard ausbezuelt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill entspriechend Demandë goufen op de Stand vum 30. Juni 2021 un den Ëmweltministère gestallt, déi nach net traitéiert goufen?

2. Hypotheetesch ugeholl, datt dës Demanden a chronologescher Reiefolleg traitéiert ginn, wollt ech froen, wéi de Stand vum Traitement sech op den 30. Juni presentéiert huet, d. h. wéi eng Demandë mat wéi engem Datum?

3. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, op wéi eng Ursaachen dës Retarden zeréckzefëiere sinn?

Réponse (18.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. No de leschte Statistike waren op de 5. Juli 2021 10.481 Demandë fir ee Subside fir een elektresche Vëlo nach net traitéiert ginn.

ad 2. Och op de 5. Juli 2021 gekuckt sinn d'Demandë vum 12. August 2020 traitéiert ginn.

ad 3. D'Vëlosprimmen hunn am Kader vun der Pandemie en immense Succès gehat. Eng enorm héich Zuel un Demanden (Vëloen, elektresch Vëloen an Autoen) sinn zanter dem spéide Fréijoer 2020 erakomm, mat enger zweeter Well am Fréijoer 2021.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Ressourcen, iwwert déi d'Ëmweltverwaltung verfüügt, hunn et net erméiglecht, esou een ausserguewéinleche Volume un Ufroen zäitno ze traitéieren. Gläichzäiteg ass et och net ouni Weideres méiglech, fir bei staatlechen Aufgaben, bei deenen et och ëm den Transfert vun ëffentleche Gelder geet, sech duerch extern Ressourcen ënnerstëtzen ze loossen.

Fir d'Situatioun besser an de Gréff ze kréien, huet d'Ëmweltverwaltung verschidde Moossname geholl. Internt Personal aus anere Servicer gouf op d'Saisie vun den Demandë gesat. Esouwäit et méiglech war an hir eegen Dossieren et erlaabt hunn, hunn Agenten aus anere Servicer dem Service vun den Aides financières (SAF) eng Hand beim Traitement vun de Vëloe mat ugepaakt. Och gouf zousätzlecht Personal iwwert de Wee vun der ADEM op Basis vun OTI-Kontrakter agestallt. All dës Moossnamen hunn et erméiglecht, d'Zuel vun den Dossieren, déi ausbezuelt kënne ginn, ze verduebelen.

Leider ass et awer esou, datt d'Zuel vun den Demanden, déi erakommen, nach ëmmer iwwert der Zuel vun den Dossiere läit, déi traitéiert kënne ginn. Dës Situatioun erméiglecht et nach net, den Delai, an deem d'Demandë behandelt kënne ginn, erofzesetzen.

Duerch ee rezent Opstocke vu Personal an der Ëmweltverwaltung iwwert de Wee vun zäitbefristete Kontrakter soll den Delai fir d'Instruktioun vun den Demandë fir eng Vëlosprimm weider erofgesat kënne ginn an nees op en akzeptabelen Niveau erofgeschrauft ginn.

Question 4692 (20.07.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **logiciel Pegasus :**

Laut den Erkenntnisser vun engem internationale Journalistennetzwierk, deem, ënner anerem, Journaliste vun der „Süddeutsche Zeitung" an „The Guardian" ugehéieren, wier d'Trojaner-Software „Pegasus" op Handye vu Journalisten, Mënscherechtsaktivisten an Oppositiounspolitiker erëmfonnt ginn.

D'Software gëtt vun der israelescher Firma NSO ugebueden an ausschliisslech u staatlech Institutioune verkaf, déi an der Terrorismusbekämpfung aktiv sinn. Den ëffentlech zougänglechen Informatiounen no kann dësen Trojaner op Handyen installéiert ginn, ouni dass de Besëtzer dovunner eppes matkritt. Esou kënnen d'Affer effektiv ausspionéiert ginn, ouni dass si eppes dovunner matkréien. Wëssenswäert ass och, dass dës israelesch Firma eng Filial zu Lëtzebuerg huet.

Den däitsche Journalisteverband schwätzt an engem Communiqué vun engem weideren Iwwerwaachungsskandal a fuerdert eng Opklärung an deem Dossier.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa, Verdeedegung, Justiz a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi kënne Journalisten, Aktivisten oder Politiker hei am Land sech géint esou eng staatlech Iwwerwaachung wieren?

Wéi eng Instrumenter stellt d'Regierung hei zur Verfügung?

2. Existéiere Relatiounen tëschent der Firma NSO (inklusiv den Duechter- a Mammegesellschafte vun der NSO) an iergendwelleche lëtzebuergeschen Institutiounen?

Existéiere Relatiounen tëschent de Firmen, déi op follgendem Link zesummegestallt goufen (https://justpaste.it/PegasusProjectLux) an iergendwelleche lëtzebuergeschen Institutiounen?

3. Kann d'Regierung aschätzen, ob d'Iwwerwaachungsattacke mat der Software Pegasus Verbindunge mam Standuert Lëtzebuerg hunn?

Kann eng Bedeelegung vum Standuert Lëtzebuerg ausgeschloss ginn?

4. An der Äntwert op d'Fro N° 0156 haten d'Ministere geschriwwen, se géifen sech op europäeschem Niveau fir eng méi staark Kontroll vum Export vu Cyberiwwerwaachungsinstrumenter asetzen. An engem Interview mat der „Zeit" vum 19. Juli 2021 bewäert den Edward Snowden dës staatlech Initiativen als ineffikass:

„Ganz offensichtlich haben unsere Regulierungsmaßnahmen versagt. Seit zehn Jahren hat sich Europa gedacht: "Vielleicht können wir das ja kontrollieren, vielleicht lässt sich das Problem mit Exportkontrollen lösen?"

Heute jedoch sehen wir, dass die Exportkontrollen voll und ganz an der Aufgabe gescheitert sind, die Auswirkungen zu kontrollieren, die die kommerzielle Malware-Industrie für die Öffentlichkeit hat. Und wenn Ausfuhrkontrollen und leichtere Regulierung nicht funktionieren, dann müssen wir über ernstere Maßnahmen nachdenken. Dieses Problem lässt sich meiner Meinung nach nur lösen, wenn wir den Handel mit dieser Art von Technologie mit einem globalen Moratorium belegen."

Wéi positionéiert sech déi aktuell Regierung zu senger Bewäertung?

Wär d'Regierung Demandeur, fir esou ee globale Moratorium unzefroen?

5. An der nämmlechter Äntwert hat d'Regierung och geschriwwen, dass si, am Kader vum Koalitiounsaccord, d'Suergfaltsflicht vun zu Lëtzebuerg ugemellte Firme „studéiere" wéilt:

« Dans son programme pour les années 2018 à 2023, le [G]ouvernement luxembourgeois s'est en outre engagé à étudier la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg, dans la mesure où un tel devoir de diligence représenterait une mesure complémentaire au Plan d'action national susmentionné. »

Wéi wäit ass d'Regierung mat dësem Studium a wat sinn déi éischt Erkenntnisser?

Awéifern géifen dës ugeduechte Moossnamen d'Aktivitéite vun enger Filial wéi déi vun der NSO affektéieren?

Réponse commune (12.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Den Artikel 3 vum ofgeännerte Geheimdéngschtgesetz vum 5. Juli 2016, deen d'Missioune vum Geheimdéngscht (SRE) virgesäit, schléisst ausdrécklech „toute surveillance politique interne" duerch de SRE aus.

D'Moyene vum SRE ginn agesat am Fall vun enger potenzieller Bedroung duerch Spionage, gewaltbereeten Extremismus, Terrorismus, Verbreedung vu Massevernichtungswaffen oder verdeedegungsrelevante Gidder zesumme mat den entspriechenden Technologien an organiséiert Kriminalitéit oder Cyberbedroung, souwäit dës mat deene virgenannten Aktivitéiten zesummenhänken.

Fir de SRE besteet e Kontrollmechanismus um Niveau vun der Administratioun, der Regierung, dem Parlament an de Geriichtsinstanzen. D'Gesetz gesäit dëse Kontrollmechanismus vir, fir de Bierger déi néideg Rechtssécherheet ze garantéieren.

ad 2. + 3. Zu de Froen 2 an 3 verweist d'Regierung op hir Äntwert op déi dréngend parlamentaresch Fro N° 4685 vum 20. Juli 2021.

ad 4. D'Regierung deelt d'Aschätzung net, dass d'Exportkontrollsystemer ineffikass wieren. Au contraire, esou um europäeschen an internationalen Niveau koordinéiert Exportkontrollregimmer si vun enormer Wichtegkeet. D'Exportkontroll muss natierlech mat technologeschen Innovatiounen a Weiderentwécklunge Schrëtt halen an ass dofir och dynamesch an hirer Opstellung. An deem Kontext ass et wichteg ze wëssen, dass geschwënn en neit EU-Reglement a Kraaft trëtt, d'Reglement EU 2021/821, dat also direkt applikabel zu Lëtzebuerg wäert sinn, an dat EU-wäit wäert zousätzlech Sécherheeten aféieren. An der nationaler Gesetzgeebung, déi 2018 komplett erneiert gouf, couvréiert den Artikel 46 schonn den „transfert intangible de technologie relatif à des biens à double usage". Am neien EU-Reglement steet explizitt dran, dass bei kriddelegen Technologië kënnen Exporter verbuede ginn, wann e Risiko existéiert, dass se fir Mënscherechtsverletzungen oder Verstéiss géint dat internationaalt Recht kéinte benotzt ginn.

Wéi mer aus anere Beräicher wëssen, si Moratoiren nëmmen da vun Notzen, wa jidderee sech dorun hält, an en unilateral erkläerte Moratoire géif seng Wierkung verfeelen. Deementspriechend ass d'Regierung der Meenung, dass d'Approche vun der Exportkontroll dat stäerksten Instrument ass, dat zur Verfügung steet, fir ze verhënneren, dass verschidden Technologien an déi falsch Hänn geroden. Déi international Zesummenaarbecht an deem Beräich soll weider verdéift ginn a Lëtzebuerg wäert och weiderhin an deene pertinente Gremie vertruede sinn.

ad 5. De Koalitiounsaccord 2018-2023 gesäit vir:

« Le Luxembourg soutiendra des initiatives européennes pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales dans la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement et s'engagera au niveau européen pour une législation contraignante et effective. Dans ce contexte, la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg sera étudiée, dans la mesure où ce dernier permettra de garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur et représenterait une mesure complémentaire au Plan d'action national sur les entreprises et les droits humains qui souligne l'importance de la diligence raisonnable pour prévenir des violations des droits humains et des dommages environnementaux engendrés par les activités des entreprises. »

Op nationalem Niveau ass an deem Kontext entscheedend gehandelt ginn. Esou huet d'Dr. Baglayan, Expertin vun der Universitéit Lëtzebuerg, de 14. Abrëll 2021 hir Etüd iwwert eng méiglech gesetzlech Verankerung vun enger Suergfaltsflicht a Saache Mënscherechter fir Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, déi vum Ausseministère an Optrag gi gouf, virgeluecht. De Regierungsrot huet doropshin den 23. Abrëll 2021 e Comité interministériel ënnert der Koordinatioun vum Ausseministère agesat, fir verschidde kruzial Froen, déi vun der Expertin an hirer Etüd identifizéiert goufen, ze analyséieren an der Regierung Recommandatiounen ze maachen. Bis elo ass de Comité interministériel schonns dräimol, den 18. Mee, den 18. Juni an de 14. Juli, zesummekomm. D'Resultat vun dëser Aarbecht soll et erméiglechen, déi grouss Richtlinnen entweeder fir eng national Legislatioun oder fir d'Verhandlunge vun engem europäeschen Text ze definéieren. Eng vun deene Froen, déi et ze beäntwere gëllt, ass déi vum Champ d'application, also déi, wéi eng Entreprisë solle vun enger nationaler Legislatioun betraff sinn.

Gläichzäiteg huet d'Regierung sech och op europäeschem Niveau dofir staark gemaach, datt an dëser Matière agéiert an eng Proposition de directive esou séier wéi méiglech tabléiert gëtt. Den europäesche Justizkommissär Didier Reynders, an enker Zesummenaarbecht mam Kommissär fir de Bannemaart Thierry Breton, huet sech dozou och engagéiert.

Question 4695 (20.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **diffusion du rapport dit « Waringo » sur les clusters observés dans certaines structures d'hébergement pour personnes âgées :**

Den 12. Juli 2021, méindes moies um 8.00 Auer, ass de sougenannte „Waringo-Rapport" an der Chamber virgestallt ginn. Zënterhier gëtt gemunkelt, dass d'Ministeren dee Rapport schonn éischter konnte ganz oder deelweis agesinn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Waren der Madamm Minister scho virum 12. Juli 2021, 8.00 Auer, Elementer oder Deeler aus dem Rapport bekannt?

2. Wéini genee krut d'Madamm Minister dee Rapport oder Deeler vum Rapport?

Réponse (21.07.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Ech hu Kenntnis geholl vum Här Waringo sengem Rapport méindes mueres, den 12. Juli 2021, um 08.00 Auer an der Chamber. Ech hu weeder de ganze Rapport nach Deeler vum Rapport do virdru gesinn.

Question 4697 (20.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **améliorations en matière de contraception :**

Dans son programme pour les années 2018 à 2023, le Gouvernement a annoncé que « l'accès universel aux moyens de contraception ainsi que leur remboursement sur ordonnance médicale serait introduit sans limite d'âge ou de méthodes, en incluant également le remboursement de la contraception d'urgence à condition qu'elles soient sûres et fiables ».

En date du 29 janvier 2020, le conseil d'administration de la Caisse nationale de santé a approuvé le projet de convention élaboré ensemble avec la Ministre de la Santé concernant ce nouveau programme en matière de contraception.

Ce programme doit permettre la prise en charge à 100 % sans limite d'âge

- des médicaments contraceptifs indépendamment de leur forme pharmaceutique ou de leur voie d'administration ainsi que la contraception d'urgence hormonale ;

- des dispositifs intra-utérins (stérilets) ;

- des diaphragmes (spermicides en association) ;

- des capes cervicales (spermicides en association) ;

- des préservatifs masculins ;

- des préservatifs féminins.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Étant donné que certaines de ces modifications nécessitent une modification de la nomenclature des actes médicaux - quel est l'état d'avancement des négociations en la matière ?

2) Quelles sont le cas échéant les difficultés auxquelles se heurte la mise en pratique de ces mesures ?

3) Endéans quels délais ces améliorations en matière de contraception pourront-elles être mises en vigueur ?

Réponse commune (26.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) En raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19, les négociations en vue d'une modification de la nomenclature des actes médicaux n'ont pas pu avancer comme souhaité. En effet, les négociations entre les différentes parties prenantes (CNS, Ministère de la Santé, Direction de la santé, AMMD, SLGO) ont été entamées en décembre 2020 et se sont poursuivies en avril 2021. Parallèlement, des échanges concernant les modalités pratiques pour la prise en charge des dispositifs médicaux et des médicaments ont également eu lieu.

ad 2) Concernant les actes médicaux, les discussions concernant la hauteur des coefficients à associer aux actes sont complexes et doivent prendre en compte les principes de la nomenclature (application de l'article 65, alinéa 2, du Code de la sécurité sociale qui prévoit que « le coefficient […] tient compte de la durée, de la compétence technique et de l'effort intellectuel requis pour dispenser cet acte professionnel ») et les revendications en lien avec les pratiques existantes (liberté de marché). Les modalités pratiques pour les dispositifs médicaux et les médicaments issus de la mise en œuvre de la convention doivent être encore finalisées avec la CNS.

ad 3) Concernant la partie nomenclature, les échanges en cours devraient aboutir en une proposition en automne 2021. Cette proposition devra être approuvée en Commission de nomenclature pour que le règlement grand-ducal puisse être modifié selon les procédures habituelles. Pour les modalités pratiques d'application concernant les médicaments et dispositifs, ce point devra être clarifié avec la CNS.

Question 4698 (21.07.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **sirènes d'alerte des communes :**

E ganz rezente Virfall, bei deem de Reen eis esou elle matgespillt huet, datt offiziell vun enger Naturkatastroph geschwat gëtt, huet fir Chaos an Noutstänn gesuergt. Dee ville Reen huet an enger Héichwaasserkatastroph geendegt an huet mat sëllegen Iwwerschwemmunge fir Evakuéierungen an dramatesch Schied am Land gesuergt.

Ganz vill Leit hunn d'Gefor net komme gesinn an et goufen och keng gréisser Kommunikatioune gemaach, fir d'Leit ze warnen. Wéi een am „Tageblatt" vum 16. Juli noliese kann, wier och vergiess ginn, d'Leit via GouvApp, der Alarm-App vun der Regierung fir Katastrophefäll, ze benoriichtegen. Et heescht do och, d'Madamm Banneminister hätt gesot, si wéilt dofir suergen, datt dëse Programm an Zukunft besser funktionéiert an dës App och vu méi Bierger genotzt gëtt.

Et soll een dobäi awer net vergiessen, datt dëst zwar als zousätzlech Moossnam e Plus duerstelle kann, wann de Programm vun der Regierung funktionéiert an net vergiess gëtt. Allerdéngs ginn et och Leit, déi kee Smartphone hunn oder och kee wëllen. Dës Leit sollte bei esou wichtege Warnungen dann och net vergiess ginn.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Gemengen hunn nach eng Sireen? Firwat huet net all Gemeng eng Sireen?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt esou e Sireenenalarm als Warnsignal fir d'Bevëlkerung trotz digitalen Zäite Sënn mécht? Wann nee, firwat net?

3. A wat fir Fäll gëtt d'Sireen haut nach als Warnsignal genotzt?

4. Gëtt et eng offiziell Lëscht vu Warnsignaler mat Sireen? Wa jo, wou kann een dës consultéieren?

5. Oder gëtt et een eenzegt allgemengt Warnsignal mat Sireen, dat d'Leit drop hiweist, datt si sech iwwer Radio oder Internet informéiere sollen iwwert eng geféierlech Situatioun oder eng méiglech Katastroph oder eng aner reell Gefor?

6. Gouf et en Héichwaasseralarm mat Sireen? Wa jo, a wat fir Gemenge gouf dëse Sireenenalarm ausgeléist an zu wat fir engem Zäitpunkt? Wann nee, soll dat an Zukunft gemaach ginn? Wann nee, firwat net?

Réponse (18.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Zu Lëtzebuerg ass an all Gemeng op d'mannst eng Sireen installéiert.

D'Regierung ass der Meenung, dass e Sireenenalarm als Warnsignal fir d'Bevëlkerung duerchaus Sënn mécht a wäert dëse Moyen an Zukunft och nees méi geziilt asetzen. An deem Fall mussen d'Awunnerinnen an Awunner am Virfeld natierlech iwwert déi richteg Mesuren opgeklärt a sensibiliséiert ginn, déi am Kader vun engem Sireenenalarm ze huele sinn.

D'Sireene ginn haut am Kader vun engem nuklearen Accident agesat. Des Weideren déngen d'Sireenen der Alarméierung vun de Pompjeeën am Fall, wou déi regulär Alarméierungsmethode sollten ausfalen.

D'Lëscht vun de Warnsignaler steet um Internetsite vun Infocrise.lu: https://infocrise.public.lu/fr/accident-nucleaire/plan-gouvernemental/avertissement-population.html. Zousätzlech zur Beschreiwung vun de véier verschiddenen Typpe vun Alarmsignaler kann een den Toun och lauschteren.

En allgemengt Warnsignal souwéi en Héichwaasserwarnsignal ginn et de Moment net. Wéi awer schonn uewe gesot, verschléisst sech d'Regierung der Iddi net, fir d'Sireenen an Zukunft do, wou et Sënn mécht, nees méi geziilt anzesetzen.

Question 4703 (21.07.2021) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant les **marques auriculaires :**

Les détenteurs d'animaux d'élevage sont obligés de marquer leurs animaux avec une marque auriculaire comme moyen d'identification. Cette obligation est prescrite par une série de règlements grand-ducaux concernant l'identification et l'enregistrement des porcs, des bovins ainsi que des caprins et ovins.[20]

Or, chez certains animaux, en particulier ceux avec de petites oreilles tels que les chèvres naines, les marques auriculaires peuvent provoquer des infections douloureuses. Selon le règlement délégué 2019/2035 de la Commission européenne du 28 juin 2019, l'autorité nationale compétente peut accorder des dispenses concernant l'identification des animaux. Les États membres peuvent par exemple autoriser les détenteurs d'ovins et caprins d'identifier leurs animaux individuellement par une bague au paturon classique, si les animaux sont nés avec des oreilles trop petites pour qu'il soit possible d'y attacher une marque auriculaire classique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant les infections, les inflammations et autres problèmes de santé liés au marquage auriculaire auprès des animaux d'élevage au Luxembourg ? Dans l'affirmative, combien d'animaux furent affectés par ces problèmes au cours des dix dernières années, et quelles sont les espèces animales concernées ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'adapter les règlements grand-ducaux relatifs à l'identification et à l'enregistrement de ces animaux afin d'aligner le cadre légal national avec le règlement européen susmentionné et d'autoriser des moyens d'identification alternatifs aux marques auriculaires pour les animaux nés avec des oreilles trop petites ?

Réponse (03.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ne dispose pas de chiffres par rapport aux lésions que peut éventuellement causer le port de marques auriculaires. En cas de blessure, le détenteur de l'animal en question s'adresse plutôt à son vétérinaire praticien qu'aux autorités compétentes en matière d'identification des animaux.

ad 2) Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est actuellement en train d'élaborer une toute nouvelle législation relative à la santé animale dont un règlement grand-ducal qui fixera les conditions d'identification des animaux.

Il est évident que lors de la mise en place de cette nouvelle législation nationale, le bien-être animal sera pris en compte toute en veillant à assurer une traçabilité adéquate des animaux et des denrées alimentaires qui en sont issues.

Question 4705 (21.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**augmentation des taxes à l'Aéroport de Luxembourg :**

Sou wéi et am Artikel „Drei Euro auf 100" heescht, deen de 16. Juli am „Lëtzebuerger Land" publizéiert gouf, gi säit dem 1. Mäerz um Findel nei Gebüren erhuewen, fir eng Rei Renovatiounsaarbechten ze finanzéieren. Weider steet am Artikel, datt als Novum och Start- a Landegebüren erhuewe ginn. D'Héicht vun dëse Gebüre ka laut dem zitéierten Artikel jee no Dageszäit variéieren, notamment wann de Fliger nuets start oder lant. Dat entspriechend Reglement, fir dës Gebüren ze erhiewen, soll sech laut deem nämmlechten Artikel nach um „Instanzewee" befannen, mee et géif provisoresch op Basis vun engem Gesetz vun 1948 operéiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Transportminister gär dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 4308 vum honorabelen Deputéierten Här Fernand Kartheiser huet den Här Transportminister zum Theema vun den Nuetsflich ënner anerem geschriwwen, datt dës nëmmen a gesetzlech genee definéierten Ausnamefäll stattfannen. Wéi eng Auswierkung hunn déi vum Här Transportminister beschriwwen Ausnamereegelungen op d'Erhiewe vun deenen uewen zitéierte Gebüren? Entsteet duerch déi héich Tariffer eng wierklech Plus-value, wann Nuetsflich souwisou nëmmen duerch ganz punktuell Ausnamen zougelooss ginn?

2. Et ass dovun auszegoen, datt et sech bei deem uewen zitéierte Gesetz ëm d'„loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne", speziell den Artikel 7, handelt. Dëse beseet ënnert dem Punkt (3) awer och Follgendes: « Le montant de ces taxes, redevances et droits ainsi que leurs modalités de perception sont fixés par règlement grand-ducal. » Kann den Här Minister preziséieren, wéi et méiglech ass, e feelende RGD duerch e Gesetz ze substituéieren, dat fir seng Ausféierung selwer e separate RGD virgesäit?

Réponse (24.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi erhéicht Lande- a Startgebüre fir Nuetsflich gëlle bei ausnameberechtegte Flich, wat Standard ass op allen europäesche Flughäfen. De Mehrwert ensteet doranner, dass, ofgesi vun de Bedéngungen, déi ausnameberechtegt Flich erfëlle mussen, se zousätzlech ekonomesch oninteressant gemaach gi fir d'Fluchgesellschaften. Dëst huet sech och op deenen aneren europäesche Flughäfe bewäert.

Et geet hei ëm „redevances aéroportuaires", déi vun der Direktiv 2009/12/CE vum 11. Mäerz 2009 definéiert ginn. Dës Direktiv ass mam Gesetz vum 23. Mee 2012 (loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile) an national Gesetzgeebung ëmgesat ginn.

Bis den 1. Mäerz 2021 goufen um Lëtzebuerger Flughafe keng esou Gebüre verrechent. D'Gesetz vun 2012 leet och d'Prozedur fest fir d'Aféieren an d'Festleeë vun dëse Redevancen. De Flughafen muss dobäi eng „consultation du comité des usagers" duerchféieren, bei där d'Fluchgesellschaften déi genee Opstellung vun de Redevancë presentéiert kréien. Fir all déi verschidden Etappe vun der Prozedur gëtt et bestëmmt Delaien. Am Fall vun enger Contestatioun ass den Institut luxembourgeois de la régulation (ILR) zoustänneg, fir dës ze préiwen. Déi nei Gebüre sinn also transparent an textkonform ugeholl ginn a goufen no dëser Prozedur vu lux-Airport publizéiert, esou wéi d'Direktiv an d'Gesetz vun 2012 et virgesinn.

D'Gesetz vun 1948, op dat hei Referenz gemaach gëtt, erlaabt allgemeng d'Aféiere vun Taxen a Redevancen, a gesäit vir, datt ee Règlement grand-ducal d'Modalitéite fixéiert. Well et awer bis dato zu Lëtzebuerg keng Redevances aéroportuaires ginn ass, gouf et och keen entspriechende Règlement grand-ducal. D'Modalitéiten, no deenen d'Redevances aéroportuaires festgehale goufen, si wärend der Prozedur vun der „consultation des usagers" zeréckbehalen a vum ILR confirméiert ginn. Si ginn elo nach duerch ee RGD formaliséiert, esou wéi d'Gesetz dat virgesäit.

Question 4706 (22.07.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **aides pour les entreprises sinistrées par les inondations :**

De nombreux commerces et entreprises du secteur de l'Horeca et des campings (Camprilux) ont subi de grands dommages suite aux inondations du 14 juillet 2021. Maints commerces, hôtels, restaurants, cafés et campings, qui ont déjà été gravement impactés par les fermetures liées à la lutte contre la pandémie du Covid-19, n'ont plus de réserves financières et nécessitent une aide pour faire face aux dégâts subis.

Le Gouvernement y a réagi en débloquant une enveloppe de 50 millions d'euros, destinée, entre autres, à remédier aux dommages causés aux entreprises disposant d'une autorisation d'établissement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Quelles sont les modalités pour demander une aide financière ?

- Est-il prévu de verser des avances pour faire face au manque de trésorerie des entreprises concernées ?

- Dans quel délai les entreprises sinistrées peuvent-elles espérer recevoir l'aide demandée ?

Réponse (26.07.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Suite aux intempéries du 14 et 15 juillet 2021, le Gouvernement a mis à disposition plusieurs aides financières afin de soutenir les personnes, communes et entreprises touchées par les inondations. Toute entreprise disposant d'une autorisation d'établissement octroyée par la Direction générale des Classes moyennes et ayant subi un préjudice comme conséquence directe de la calamité naturelle peut ainsi bénéficier d'une aide financière pour réparer les dégâts subis. Ces dégâts peuvent inclure les dommages matériels causés aux actifs tels que les bâtiments, les équipements, les machines ou les stocks. Il convient de souligner que seuls les frais qui ne sont pas pris en charge par les assurances sont éligibles.

La Direction générale des Classes moyennes a décidé de verser des avances pour faire face au manque de trésorerie des entreprises concernées. Endéans un délai de trois semaines à partir de l'introduction de la demande d'aide, les entreprises sinistrées obtiendront une avance sur leur aide financière, pourvu que le formulaire de demande d'aide soit rempli. Le dossier de demande d'aide doit contenir le nom de l'entreprise, une description des dégâts subis ainsi qu'une estimation des coûts relatifs. Le rapport d'expert indépendant agréé ou de l'expert de l'assurance pourra être déposé ultérieurement. Les demandes d'aides incomplètes seront donc également traitées. Le formulaire relatif est disponible sur le site https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/regime-pme/aides-generales-pme/aide-dommages-calamites-naturelles.html.

La Direction générale des Classes moyennes a mis en place une hotline pour répondre aux questions des entreprises touchées par les inondations : (+352)247-74704. Ces entreprises peuvent également prendre contact par e-mail au info.aide.pme@eco.etat.lu pour tout complément d'information.

---

[20] Règlement grand-ducal du 30 avril 2004 concernant l'identification et l'enregistrement des porcelets et des porcs

Règlement grand-ducal du 6 mai 2004 concernant l'identification et l'enregistrement des ovins et des caprins

Règlement grand-ducal du 30 mai 2018 relatif aux modalités d'application :

1° du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, et abrogeant le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil, tel que modifié ; et

2° du règlement (CE) n° 911/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant dispositions d'exécution du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les marques auriculaires, les passeports et les registres d'exploitation, tel que modifié.

Question 4708 (22.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant **LuxLetters :**

Le vendredi 9 juin, la Commission des finances et du budget s'est réuni pour discuter de l'investigation journalistique dite « LuxLetters » en présence de Monsieur le Ministre des Finances. Malheureusement, cette réunion a dû clore à un horaire fixé d'avance à cause d'une autre réunion de la même commission et, faute de temps, je n'ai pas pu avoir une réponse à toutes mes questions. C'est la raison pourquoi je me permets d'adresser à Monsieur le Ministre mes interrogations restantes par la présente.

Lors de ladite réunion, la difficulté de définir le terme de « lettre d'information » ou de « lettre de notification » a été évoquée. Je précise donc que mon intérêt porte sur les lettres d'information envoyées de manière unilatérale par des contribuables - ou des sociétés de consultance au nom de contribuables - à l'attention de l'Administration des contribuables directes dans le but d'informer l'administration en amont d'une déclaration sur leur interprétation des dispositions fiscales législatives ou administratives. Je précise encore qu'il m'importe dans ce contexte uniquement les lettres d'information qui se rapportent à l'imposition des personnes morales.

Mes questions visent essentiellement à pouvoir évaluer l'adéquation entre les ressources humaines de l'administration du Service d'imposition - Section des sociétés et le volume de travail que représente le traitement de ces lettres d'information en sus des déclarations.

En effet, l'organigramme renseigne que cette section est composée en tout d'environ 125 personnes, un nombre qui peut paraître faible si on le compare au nombre de sociétés installées au Luxembourg que le Statec fixe à près de 40.000 selon les chiffres de 2018.

C'est donc dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1) Combien de déclarations, portant sur l'imposition de personnes morales, ont été adressées à l'Administration des contributions directes durant l'année fiscale écoulée ?

2) Combien de lettres d'information ou de lettres de notification, portant sur l'imposition de personnes morales, ont été adressées à l'Administration des contributions directes durant l'année fiscale écoulée ?

3) Est-ce que les lettres d'information ou lettres de notification sont intégralement et systématiquement analysées par les agents de l'administration ?

4) Est-ce que d'éventuelles objections de l'administration par rapport au contenu de ces lettres sont systématiquement transmises à l'expéditeur ?

5) Est que de manière générale, ces lettres d'information donnent souvent lieu à des objections ou peut-on dire que dans la plupart des cas l'interprétation qui y est étalée correspond à l'interprétation de l'administration ? Pourriez-vous me donner un pourcentage approximatif du nombre de lettres d'information qui ne nécessitent aucune objection ?

6) Sachant que les effectifs de l'Administration des contributions directes ont été augmentés par Monsieur le Ministre durant les dernières années, pouvez-vous m'indiquer les effectifs du Service d'imposition - Section des sociétés pour chaque année de 2010 à 2020 ?

7) Êtes-vous d'avis que les effectifs du Service d'imposition - Section des sociétés sont suffisants pour traiter tous les dossiers avec la diligence nécessaire ? Pouvez-vous me faire part de vos projections ou réflexions par rapport à l'évolution des effectifs pour les années à venir ?

Réponse (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Pour répondre aux questions de l'honorable Députée, il convient de rappeler d'abord un certain nombre d'éléments déjà exposés à l'occasion de la réunion de la Commission des finances et du budget du 9 juillet 2021.

Les règles de la Loi générale des impôts gouvernant la procédure d'imposition tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales offrent toute une panoplie de droits et garanties juridiques aussi bien pour le contribuable que pour le bureau d'imposition afin de permettre la fixation correcte de l'impôt dû par le contribuable. Ainsi, le contribuable, obligé par la loi de déclarer ses revenus, est libre, par exemple, de faire accompagner sa déclaration d'impôt de toute pièce ou explication écrite qu'il juge nécessaire à l'éclaircissement du bureau d'imposition, de contacter le bureau d'imposition par téléphone ou de solliciter un rendez-vous physique à cette même fin. À ce sujet, il convient de souligner que des principes rigoureux s'appliquent aux réunions avec les représentants des personnes morales souhaitant exposer leur situation aux services de l'Administration des contributions directes (ci-après « l'ACD »), qui d'ailleurs ne sont jamais engagés ni par les propos y tenus ni par les documents y présentés.

Dans le cadre de « LuxLetters », il semblerait que certains médias aient présenté, à tort, cette faculté pour le contribuable de fournir des explications écrites - ce qui ne constitue d'ailleurs pas une spécificité luxembourgeoise - comme une forme d'accord fiscal implicite. Or, un tel document n'a aucune valeur spécifique ou juridique, mais constitue tout au plus une forme d'information que le contribuable souhaite apporter à la simple connaissance de son bureau d'imposition soit avant, avec ou après le dépôt de sa déclaration d'impôt, dont elle fait partie intégrante.

Dans ce contexte, il convient également de rappeler que si le contribuable le souhaite, avant de réaliser un projet comportant pour lui des conséquences fiscales, il peut formuler une demande de décision anticipée au sens du §29a de la Loi générale des impôts. En 2015, cette procédure a été fondamentalement réorganisée et a été encore plus strictement encadrée dans le domaine de la fiscalité des entreprises.

Suite au dépôt de la déclaration, le bureau d'imposition dispose de diverses mesures d'instruction légales qu'il est en droit de déployer afin d'en contrôler l'exactitude, notamment solliciter des pièces et informations supplémentaires du contribuable ou le convoquer pour l'entendre en ses explications sur des points insuffisamment exposés dans la déclaration d'impôt.

Pour l'année 2020, le nombre de dossiers fiscaux immatriculés auprès des bureaux d'imposition des sociétés se chiffre à environ 110.000. Durant l'année civile 2020, l'ACD a réceptionné 78.500 déclarations pour l'impôt sur le revenu des collectivités par voie électronique via MyGuichet. L'ACD ne tient pas de statistiques sur les annexes, documents ou pièces justificatives qui peuvent accompagner ces déclarations.

L'honorable Députée s'intéresse ensuite à l'adéquation des ressources humaines des divers bureaux d'imposition des sociétés par rapport à leur charge de travail et souhaite notamment connaître l'évolution des effectifs entre 2010 et 2020.

Or, il convient de souligner que ces chiffres ne doivent pas être vus de manière isolée, mais dans le contexte du fonctionnement plus général de l'ACD dans son ensemble.

Ainsi, les effectifs de l'ACD ont-ils été significativement augmentés depuis 2014, passant de 584 équivalents temps plein (ETP) en 2010 à 884 ETP en 2020, ce qui a permis, entre autres, un renforcement de fonctions horizontales et de support, contribuant également aux travaux des bureaux liés aux personnes morales.

En ce qui concerne plus particulièrement l'imposition des personnes morales, les tâches du personnel des bureaux d'imposition correspondants ont significativement évolué depuis l'introduction de la déclaration électronique des personnes morales en 2015, rendue obligatoire en 2017. La digitalisation accrue dans ce domaine a non seulement permis des gains d'efficience, mais également une réorientation des travaux, concentrés davantage sur des missions de contrôle.

Grâce à ces évolutions, les effectifs des bureaux d'imposition des sociétés ont pu être maintenus à un niveau relativement stable entre 2010 et 2020, oscillant sur la période concernée autour de 110 ETP. Suite aux derniers recrutements de l'année en cours, l'effectif du personnel des bureaux d'imposition des sociétés est en augmentation.

Au regard de la complexité croissante des dossiers dans un contexte international de plus en plus évolutif, des travaux sont actuellement en cours pour renforcer encore davantage l'ACD, tant en termes de moyens informatiques que de ressources humaines.

Question 4711 (22.07.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant la **santé et** la **sécurité chez ArcelorMittal :**

Dans un communiqué de presse publié en date du 21 juillet 2021, le syndicat OGB-L déplore la dégradation des conditions de travail dans les usines d'ArcelorMittal. Ainsi, les investissements insuffisants pour garantir le bon fonctionnement des installations et des déficits au niveau du recrutement du personnel qualifié pour renforcer les équipes dans les usines auraient causé une dégradation de la sécurité et de la santé au travail.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) L'Inspection du travail et des mines a-t-elle récemment effectué des contrôles sur les sites de production d'ArcelorMittal au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, des mesures telles que des injonctions ou des procès-verbaux ont-elles été prononcées suite à ces contrôles ?

3) Dans l'affirmative encore, pour quelles déficiences ou infractions ces mesures ont-elles été prononcées ?

4) Monsieur le Ministre a-t-il eu connaissance des déficiences signalées par les salarié.e.s ArcelorMittal et leurs représentant.e.s syndic.aux.ales ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il intervenu pour renforcer les contrôles de l'ITM sur les sites de production d'ArcelorMittal ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'autres interventions auprès des responsables d'ArcelorMittal pour garantir des conditions de santé et de sécurité adéquates dans les usines de l'entreprise au Luxembourg ?

Réponse (03.09.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) - 3) Un contrôle en matière de conditions de travail, de sécurité et santé au travail ainsi qu'en matière d'établissements classés (commodo/incommodo) a été effectué en date du 29 juillet 2021 par les membres de l'inspectorat du travail de l'ITM et par les agents de la Division de la santé au travail et de l'environnement du Ministère de la Santé dans l'usine de la société ArcelorMittal Belval & Differdange SA sise à 62, rue Emile Mark à L-4620 Differdange.

Lors dudit contrôle, des déficiences en matière de sécurité et santé au travail ainsi qu'en matière d'établissements classés ont pu être constatées. Il s'agissait principalement des appareils de levage de la société ArcelorMittal Belval & Differdange SA qui n'étaient pas conformes par rapport à la législation relative aux établissements classés.

Par injonctions du 29 juillet 2021 et du 5 août 2021, la société ArcelorMittal Belval & Differdange SA a été enjointe de remédier aux déficiences en matière de sécurité et la santé au travail et en matière d'établissements classés et de fournir les documents sociaux en matière de conditions de travail ainsi que les rapports de contrôle des organismes de contrôle agréés en matière d'établissements classés.

Le dossier est encore en cours d'instruction étant donné que l'ensemble des pièces et documents réclamés ne sont pas encore tous parvenus à l'heure actuelle. Ce n'est qu'après la vérification et l'évaluation de ces pièces et documents qu'il pourra être établi si d'autres mesures devront encore être prises à l'égard de la société ArcelorMittal Belval & Differdange SA.

ad 4) + 5) Les contrôles de l'ITM n'ont pas seulement été renforcés sur les sites de production de la société ArcelorMittal Belval & Differdange SA, mais auprès de toutes les entreprises dans tous les secteurs économiques.

En effet, des efforts considérables ont été réalisés depuis 2017 pour augmenter le nombre des inspecteurs du travail opérationnels sur le terrain, ce qui a permis à l'ITM d'augmenter le nombre des contrôles dans les entreprises et sur les chantiers aux fins de veiller au respect du droit du travail et de la protection de la sécurité et de la santé au travail.

L'ITM contribue ainsi à renforcer la sécurité et la santé des salariés, à garantir des conditions de travail décentes pour les salariés et les entreprises, combattre les inégalités salariales entre femmes et hommes, à lutter contre les fraudes et abus et donc contre le dumping social.

Question 4773 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **fourrière dans le sud du pays :**

Am Süde vum Land, besonnesch zu Esch, encombréiere weiderhin Autoen, déi vun der Police konfiszéiert goufen, d'Parkplaze mat hiren typesche giele „Krallen". Schonn Enn Januar hat de Gemengesyndikat ProSud eng Resolutioun un den Här Minister geschéckt, an där hien zu enger schneller Léisung vum Problem opgefuerdert gouf. Den Här Minister hat dunn awer just eng provisoresch Léisung um Site Raemerich ugekënnegt, woubäi dës Fourrière awer fréistens 2023 a Betrib goe kéint. Dës Léisung ass fir déi betraffen Urainer net akzeptabel. Doriwwer eraus huet den Här Minister kloer preziséiert, datt d'Fourrière fir d'Regiounen Osten an Zentrum um Findel ze kleng wier, fir zousätzlech Autoen aus anere Landesdeeler opzehuelen (Source: „Schnelle Lösung in weiter Ferne"; „Tageblatt" vum 28. Juli 2021).

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Bannesécherheet:

1. Schonn am Hierscht 2020 hat d'Gemeng Esch de „Crassier Terres Rouges" als Site fir eng nei Fourrière proposéiert. Dës Propositioun gouf vun der Police awer mat Skepsis opgeholl. Kann den Här Minister preziséieren, firwat dës Léisung fir hien net a Fro kënnt?

2. Ass dru geduecht, fir eng national Fourrière ze kreéieren, wou all konfiszéiert Autoen ofgestallt ginn, onofhängeg vun der Regioun, wou se konfiszéiert goufen?

3. Geet den Här Minister dervun aus, datt sech de „Fourrière"-Problem an deenen nächste Méint verschäerfe wäert?

4. Et ass warscheinlech, datt vill vun deene konfiszéierten Autoen een auslännescht Nummereschëld hunn. Ginn et Accorde mat anere Länner, wat d'Konfiszéierung an den Deplacement vun dësen Autoen ugeet? Ginn et Iwwerleeungen, fir Autoe mat franséischem, däitschem oder belschem Nummereschëld an deene betreffende Länner ofzestellen amplaz hei am Land?

Réponse commune (27.08.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. De Crassier Terres Rouges ass en Terrain vague, deen net befestegt ass, an domadden net gëeegent ass, fir datt do reegelméissege Verkéier mat Depanneusë stattfënnt. Doriwwer eraus ass den Terrain net geséchert an och do wären d'Autoen dem Vandalismus ausgeliwwert.

ad 2. Am Fall vun den Autoen, déi mat „Krallen" am Süde vum Land stinn, schwätze mir vun immobiliséierten Autoen, déi vun der Police séchergestallt ginn. Déi kommen an eng Fourrière administrative a ginn an de meeschte Fäll vun hire Besëtzer no e puer Deeg rëm aus der Fourrière ofgeholl, nodeem se hire Protokoll an d'Fraise fir d'Ofschleefen an d'Versuergen an der Fourrière bezuelt hunn. Wann déi Fourrière op nationalem Plang géif organiséiert ginn, da missten d'Bierger aus dem ganze Land dohin hiren Auto rëm aléise goen. Well dat awer ëmständlech an net biergerfrëndlech ass, prekoniséiert d'Police eng Fourrière administrative pro Regioun.

Déi saiséiert a confisquéiert Autoe kommen an d'Fourrière judiciaire zu Suessem oder op Colmar-Bierg. Fir d'Joer 2020 stounge ronn 555 Autoen an de respektive Fourrièren, woubäi awer och 325 Autoe verkaf gi sinn. Laut dem Gestionnaire sinn och dës Fourrièren op hirer Limitt ukomm.

Aktuell kënne just Autoe verkaf ginn, déi „delaisséiert" goufen an no enger gewëssener Frist net reklaméiert goufen, am Respekt vum Artikel 17§7 vum Code de la route, respektiv déi Autoen, déi duerch e rechtskräftegt Geriichtsurteel confiquéiert goufen. De Projet de loi N° 7452 iwwert d'Schafe vum „Bureau de gestion des avoirs" gesäit zukünfteg vir, dass och saiséiert Objeten, eméi z. B. Autoen, kënne veräussert ginn, wann notamment de Risque vun enger Depreciatioun besteet, wat jo bei Autoe ganz gären de Fall ass. Dës nei Dispositioun misst et dann och erméiglechen, fir d'Fourrièren ze entlaaschten.

ad 3. De Problem gëtt mat der klammender Zuel vu Residenten a Frontalieren an domadder mat der klammender Zuel vun Autoen op der Strooss méi grouss.

ad 4. Och auslännesch Autoe ginn zu Lëtzebuerg séchergestallt, wann e Verstouss géint Lëtzebuerger Reegele virläit. Déi Lëtzebuerger Prozedur, ob administrativ oder judiciaire, ass onofhängeg vun der Nationalitéit vum Proprietär an och onofhängeg vum Land, an deem den Auto ugemellt ass. Dofir kënnen déi net einfach exportéiert ginn.

Question 4774 (30.07.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **taux de TVA super-réduit de 3 % :**

Je fais suite à ma question parlementaire n° 4531 du 21 juin 2021 concernant le taux de TVA super-réduit de 3 %. Monsieur le Ministre des Finances y a répondu le 28 juillet 2021, mais sa réponse me semble incomplète.

Comme précisé dans ma question parlementaire évoquée ci-dessus, le Gouvernement a relevé en 2015 le taux de TVA sur l'acquisition d'un logement destiné à la location de 3 à 17 %. Le taux de TVA super-réduit de 3 % n'est dès lors que maintenu pour l'acquisition d'un logement affecté à des fins d'habitation principale.

Monsieur le Ministre des Finances m'a fait parvenir les chiffres relatifs à la moins-value de la TVA logement perçue pour la période entre 2013 et 2020. Je souhaiterais néanmoins obtenir une réponse à la question suivante :

- Quelles ont été les recettes de la TVA logement pour la période entre 2013 et 2020 perçues sur l'acquisition d'un logement destiné à la location ?

Réponse (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En réponse à la question de l'honorable Député, je réitère ma réponse à la question parlementaire n° 4531, qui précise qu'en ce qui concerne les recettes TVA en relation avec les travaux de création et de rénovation de logements, aucunes données statistiques y relatives ne sont disponibles puisque lesdits travaux ne font pas l'objet de déclarations spécifiques, ni de la part des entreprises, ni de la part des propriétaires.

Question 4775 (02.08.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**imposition individuelle optionnelle :**

À partir du 1er janvier 2018 et pour l'année d'imposition 2018, un nouvel article 3ter LIR introduit l'imposition individuelle sur option notamment pour les contribuables mariés résidents.

À cet égard, plusieurs choix s'offrent à eux :

- une imposition individuelle pure des revenus mondiaux indigènes et étrangers d'un seul conjoint en classe d'impôt 1, conformément à l'article 3ter alinéa 2 LIR,

ou

- une imposition individuelle avec réallocation des revenus entre les conjoints pour déterminer le taux de la classe d'impôt 1, conformément à l'article 3ter alinéa 3 LIR.

Les avantages de cette levée d'option sont vantés comme suit sur le site Internet de l'Administration des contributions directes :

- individualisation sur mesure : libre choix d'opter pour l'imposition individuelle ou non ;

- l'individualisation évite en principe le paiement d'avances supplémentaires en optant pour la classe 1 ou le taux réel sur la fiche de retenue d'impôt pour les contribuables salariés ou pensionnés;

- responsabilité limitée au montant de l'impôt qui aurait été dû individuellement (classe 1).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de contribuables mariés résidents ayant choisi l'imposition individuelle sur option en 2018 ? Combien de contribuables mariés résidents ont choisi le régime pur et combien ont opté pour le modèle avec réallocation ?

2) Quel est le pourcentage de contribuables résidents mariés ayant opté pour l'imposition individuelle en 2018 sur le total de cette même catégorie de contribuables pour l'année en question ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir les informations demandées sub 1) et 2) pour les années 2019, 2020 et 2021 ?

4) Combien de contribuables mariés résidents ont opté pour une imposition individuelle sur la fiche de retenue d'impôt pour l'année 2018 et ont révoqué leur choix au moment voire en vue de la remise de leur déclaration d'impôts pour cette même année ? Comment ces données ont évolué au cours des années 2019 et 2020 ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le nombre de contribuables mariés résidents ayant opté soit pour l'imposition individuelle dite « pure », soit pour l'imposition individuelle dite « avec réallocation », a évolué comme suit depuis l'introduction de l'imposition individuelle optionnelle en 2018 et jusqu'en août 2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Sur l'ensemble de la période visée, le pourcentage de contribuables mariés résidents ayant opté pour un des deux types d'imposition individuelle sur le total de cette même catégorie de contribuables, est donc inférieur à 1 %. Pour autant, on constate une tendance haussière claire.

Le pourcentage de contribuables mariés résidents qui avaient opté pour une imposition individuelle sur la fiche de retenue d'impôt en début d'année, mais qui n'ont pas été immatriculés comme tel par le bureau d'imposition, soit parce qu'ils ont révoqué leur choix ultérieurement, soit parce qu'ils n'ont pas confirmé leur choix initial lors de la remise de la déclaration, est le suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il faut cependant préciser que les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus se basent sur les impositions achevées fin août 2021, de sorte que ces statistiques peuvent encore varier dans le futur.

Question 4776 (30.07.2021) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant les **garanties optionnelles contre les risques d'inondation proposées par les assurances :**

En mars 2017, le Ministère des Finances et l'Association des compagnies d'assurance et de réassurance du Grand-Duché de Luxembourg (ACA) ont présenté une nouvelle garantie de base optionnelle contre les risques d'inondation en complément de l'assurance Habitation privée. Il s'agissait d'une réaction des assureurs aux pluies torrentielles de juillet 2016, qui avaient engendré des inondations d'une ampleur inédite au Luxembourg. Selon les modalités retenues en 2017, les garanties de base optionnelles prévoient une indemnité annuelle minimale de 20.000 euros par an et par sinistre pour les personnes (moins d'1 % de la population) résidant en zone de risque décennal avec une forte exposition au risque d'inondation. Pour les autres 99 % de la population, la couverture de base optionnelle proposée par les assureurs prévoit une indemnité annuelle minimale de 200.000 euros par an et par sinistre.

Suite aux inondations de juillet 2021, les assureurs ont émis un premier bilan chiffré des dégâts. Avec un chiffre provisoire de 120 millions d'euros, il s'agit d'ores et déjà des plus importants dommages causés par un phénomène météorologique au Luxembourg. Lors d'une interview à la radio, l'administrateur-délégué et président du comité de direction de l'ACA n'a pas été en mesure d'indiquer des chiffres exacts sur le niveau de souscription des garanties optionnelles contre les risques d'inondations.[21] Or, vu l'importance des dégâts occasionnés et la fréquence de plus en plus élevée de phénomènes météorologiques extrêmes ces dernières années, il est important de s'interroger sur la couverture de ces événements par les assurances et sur les produits que les assureurs proposent à leurs clients. À cet effet, des données chiffrées s'avèrent indispensables.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle proportion des assurés a opté en faveur des garanties optionnelles contre les risques d'inondations proposées par les assureurs ? Quel est le montant total des primes versées aux assureurs dans ce contexte et quelle est la prime moyenne versée par assuré ?

2) Le total des primes versées depuis 2017 est-il suffisant pour couvrir les sinistres occasionnés par les catastrophes naturelles pendant la même période, y inclus le chiffre provisoire de 120 millions d'euros pour les inondations de juillet 2021 ?

3) Les indemnités minimales couvertes par les garanties optionnelles s'élèvent à 20.000 euros par an et par sinistre dans les zones à haut risque d'inondations, respectivement à 200.000 euros en dehors de ces zones. Quelle est la proportion des garanties souscrites se limitant à ces montants minimaux ? Pour l'ensemble des garanties souscrites, où se situe la moyenne et la médiane des indemnités prévues, endéans respectivement en dehors des zones à haut risque d'inondations ?

4) Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un bilan provisoire des dégâts non couverts par des assurances, occasionnés auprès des ménages et entreprises par les pluies diluviennes et les inondations de juillet 2021 ?

5) Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un bilan provisoire des dommages occasionnés auprès des infrastructures publiques, dont notamment ceux concernant les communes et les syndicats intercommunaux ? Ces dégâts sont-ils entièrement couverts par des contrats d'assurance, où existe-t-il des découverts ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les données collectées par le Commissariat aux assurances auprès des principaux assureurs actifs sur le marché luxembourgeois, font apparaître qu'environ 50 % des ménages ont souscrit à la garantie optionnelle spécifiquement conçue contre les risques d'inondations des habitations privées. À ce titre, en moyenne sept millions d'euros de primes annuelles ont été collectées au cours des cinq dernières années. La prime moyenne par assuré fluctue entre 20 et 30 euros pour 100.000 euros de somme assurée. Étant donné que les assureurs proposent des garanties qui peuvent être supérieures aux garanties de base, il serait peu représentatif de calculer des sommes assurées moyennes ou des indemnités moyennes.

Ces mêmes données montrent que le total des primes collectées depuis 2017, concernant la garantie optionnelle « risque inondation » de l'habitation privée, ne suffisent pas pour couvrir les sinistres occasionnés par les catastrophes naturelles pendant la même période. Il faut cependant ajouter que les assureurs se réassurent afin d'écrêter les impacts sur leurs bilans dus à des pics de sinistralité.

Il est encore trop tôt pour avancer un chiffre consolidé relatif aux dégâts occasionnés auprès des ménages, des entreprises ou des infrastructures publiques.

[21] https://www.100komma7.lu/article/aktualiteit/wiederschied-d-assurance-primme-keinte-klammen

www.chd.lu

Question 4778 (30.07.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021 :**

A verschiddene Regioune vum Land sinn de 14. an de 15. Juli iwwer 100 Liter Reen op de Quadratmeter gefall. D'Konsequenz waren Iwwerschwemmungen an engem enormen Ausmooss. Iwwer 6.000 Telefonsuriff si beim Noutruff 112 agaangen, d'Rettungsdéngschter hu ronn 1.200 Asätz assuréiert an iwwer 400 Leit hunn zäitweileg hire Logement misse verloossen. Dës Iwwerschwemmunge si vun der Association des compagnies d'assurances (ACA) als „catastrophe la plus coûteuse de l'histoire de l'assurance luxembourgeoise" qualifizéiert ginn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Wéi vill Pompjeeën an aner Asazkräfte vum CGDIS waren am Kader vun der Iwwerschwemmungskatastroph am Ganzen am Asaz?

- Kann d'Madamm Inneministesch eng detailléiert Statistik vun allen Asazkräfte virleeën, opgeschlësselt no professionellen a fräiwëllege Rettungsleit, no Affektatioun un de jeeweilegen Zenter an no de Gemengen, wou se de 14. a 15. Juli am Asaz waren?

Réponse (06.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Wärend der Iwwerschwemmungskatastroph vum 14. a 15. Juli 2021 ware vum CGDIS, zu Lëtzebuerg an am Ausland, 94 Unitéiten (Asazzenteren (CIS) a Spezialunitéiten (GIS)) mat engem Gesamteffectif vun ongeféier 1.600 fräiwëllegen an haaptamtleche Fraen- a Männerpompjeeën am Asaz.

Déi gesammelt Donnéeë weisen eng minimal Feelerquot. Niewent de villen Interventioune wéinst den Iwwerschwemmunge waren och parallell vill gewéinlech Asätz, déi keen direkte Lien zum Héichwaasser haten, wat et elo schwiereg mécht, eng prezis, detailléiert Oplëschtung virzeweisen. Well praktesch all d'Unitéite vum CGDIS iwwer méi e laangen Zäitraum am Asaz waren, dëst wéinst dem Ausmooss vun der Katastroph. Déi vill Asätz konnten doduerch statistesch net eenzel erfaasst ginn. De CGDIS kann awer d'Unzuel u Pompjeeën ausrechnen, déi zu engem gewësse Moment an de jeeweilegen Unitéiten am Asaz waren. Et ass allerdéngs net méiglech, anescht wéi dat am gereegelten Alldag de Fall ass, genee ze soen, zu wéi engem Zäitpunkt wéi vill Pompjeeë genee an där enger oder anerer Gemeng respektiv op där enger oder anerer Interventioun aktiv waren.

Vu dass d'Pompjeeën am Asaz all déi nämmlecht Aarbechten ausféieren, gëtt keen Ënnerscheed tëschent fräiwëllegen an haaptamtlechen Agente gemaach.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Jidder lokale CIS war um Territoire vu senger Gemeng am Asaz. D'GISen hunn, par définition, eng national Zoustännegkeet.

Zousätzlech si vill CISen an anere Gemengen intervenéiert, fir hir Kolleeginnen a Kolleegen do ze ënnerstëtzen. De follgenden Tableau resüméiert d'Asazberäicher vun de CISen a GISen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question urgente 5413 (20.12.2021) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**enseignement à domicile dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 :**

L'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'enseignement scolaire dispose que la formation scolaire obligatoire peut être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi.

Ainsi, ladite loi stipule que « [l]es parents qui entendent faire donner à leur enfant l'enseignement à domicile doivent indiquer leurs motifs dans leur demande et solliciter l'autorisation auprès du directeur. Cette autorisation peut être limitée dans le temps.

L'enseignement à domicile doit viser l'acquisition des socles de compétences définis par le plan d'études.

Dans des circonstances dûment justifiées, notamment si les parents entendent faire donner à leur enfant un enseignement à distance, le directeur peut accorder une dispense d'enseignement de l'une ou de l'autre matière prévue à l'article 7.

L'enseignement à domicile est soumis au contrôle du directeur. S'il est constaté que l'enseignement dispensé ne répond pas aux critères définis ci-dessus, l'élève est inscrit d'office à l'école de sa commune de résidence. Il en sera de même en cas de refus opposé au directeur de procéder au contrôle. »

Il s'ensuit que toute demande des parents relative à l'enseignement à domicile de leurs enfants doit être motivée et avoir lieu dans des circonstances dûment justifiées. Une décision unilatérale des parents de soumettre leurs enfants à un enseignement à domicile est en conséquence contraire aux dispositions légales en vigueur.

Dans ce contexte, il semble s'avérer que depuis bien plus d'une année, certains élèves de l'enseignement fondamental ne fréquentent plus leurs classes respectives du fait que leurs parents sont en désaccord avec les règles mises en place aux écoles fondamentales afin d'y prévenir la propagation du Sars-CoV-2, telles le port de masque dans des situations précises, la distanciation sociale et le testing régulier des élèves.

Encore faut-il noter qu'à défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire de leurs enfants, ladite infraction est punie d'une amende de 25 à 250 euros.

Me référant à ces dispositions, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Le refus des parents de voir soumettre leurs enfants aux dispositions qui ont été mises en place dans l'enseignement fondamental pour éviter la propagation du virus en milieu scolaire peut-il être considéré comme circonstance dûment justifiée et comme motif valable pour écarter leurs enfants de leurs classes respectives et de les soumettre à un enseignement à domicile ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant de certains cas tels que mentionnés ci-dessus ?

3) Au cas où une dispense a effectivement été accordée pour cette raison, quelle est sa durée et de quelle façon l'acquisition des socles de compétences est-elle contrôlée ?

Réponse (11.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Comme le dispose l'article 21 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, les parents qui souhaitent instruire leurs enfants à domicile en font la demande auprès de la direction régionale compétente en précisant les motifs de cette demande. Dès introduction de la demande, le directeur de région concerné en examine la recevabilité par une analyse du ou des motifs précisés par les parents. La direction régionale compétente analyse si l'enseignement à domicile permet à l'enfant de bénéficier d'un encadrement et d'un enseignement adaptés à ses besoins. Dans ce contexte, les aspects permettant de développer les compétences définies par le plan d'études pour les différents domaines de développement et d'apprentissage, tout comme le contact régulier de l'enfant avec des jeunes du même âge ou l'exercice d'activités sportives, sont également pris en compte.

Il va sans dire qu'une décision unilatérale des parents, sans accord préalable de la direction régionale, de soumettre leur enfant à un enseignement à domicile est contraire aux dispositions légales en vigueur.

Après consultation des directions de région de l'enseignement fondamental, celles-ci ont confirmé qu'il y a eu quelques cas isolés, dans lesquels une demande d'enseignement à domicile a été introduite pour les seules raisons évoquées par l'honorable Députée. Dans ce contexte, il y a d'un côté des parents qui considèrent le dispositif sanitaire de l'éducation trop contraignant et de l'autre côté des parents qui estiment les règles sanitaires pas assez strictes (p. ex. dans le cas où une personne vulnérable fait partie du ménage de l'élève). Comme le prévoit la loi évoquée ci-dessus, il est vérifié que les parents sont en mesure d'assurer l'enseignement de leur enfant. Des contrôles réguliers ainsi qu'un suivi étroit des familles concernées permettent de soutenir les parents et de garantir que l'enfant est encadré de façon adéquate.

Il convient de rappeler ici que les enfants considérés comme vulnérables profitent d'un enseignement à distance, qui n'est pas à confondre avec l'enseignement à domicile. L'enseignement à distance est assuré par du personnel enseignant y dédié, dont le titulaire de classe soutenu par des enseignants vulnérables, le cas échéant.

Au cas où un élève profite, sous les conditions imposées par les dispositions légales, d'un enseignement à domicile, il incombe au directeur de région concerné d'assurer le contrôle de l'enseignement dispensé, de veiller à ce que les compétences visées à l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental soient progressivement développées et que les socles de compétences, définis par le plan d'études, soient atteints. Si la direction devait constater que l'enseignement à domicile ne répondait pas aux besoins de l'enfant, qu'il ne correspondait pas aux dispositions légales et qu'il s'avérait dans l'intérêt de l'enfant et de son développement scolaire, l'enfant est inscrit d'office à l'école de sa commune de résidence. Ainsi, il est assuré que l'élève bénéficiant d'un enseignement à domicile satisfait à l'obligation scolaire.

N°22
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

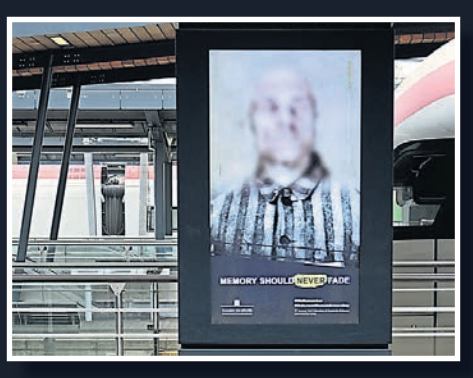
chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 22 | Session ordinaire 2020-2021

Plan de développement culturel « KEP 1.0 »	p. 740	Sommaire des séances publiques nos 51 et 52	p. 773	51e séance	Jeudi 29 avril 2021
Maintien de la paix : procédures et primes	p. 764	Sommaire des questions parlementaires	p. Q545	52e séance	Mercredi 5 mai 2021



MEMORY SHOULD NEVER FADE









#WeRemember
#HolocaustRemembranceDay

27 January 1945 – Liberation of Auschwitz-Birkenau concentration camp

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dës Campagne vun der Chamber war vum 25. bis den 31. Januar 2022 an de gedréckten an digitale Medien ze gesinn.

Le programme de travail de la Commission européenne pour 2022

Ensemble pour une Europe plus forte



La Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, Mme Anne Calteux, a été reçue pour un échange de vues à la Chambre des Députés.

Lors d'une visite à la Chambre des Députés le 17 janvier 2022, Mme Anne Calteux, Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, a donné des explications aux députés sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2022. Elle est revenue sur les ambitions phares pour l'Europe qui ont été identifiées pour la période 2019 à 2024. Il s'agit de lancer un pacte vert pour l'Europe, de s'adapter à l'ère numérique, de placer l'économie au service des personnes, de renforcer l'Europe sur la scène internationale, de promouvoir le mode de vie européen et de donner un nouvel élan à la démarche européenne.

Mme Anne Calteux a présenté les différentes initiatives et projets envisagés, comme par exemple une recommandation relative au revenu minimum, une nouvelle stratégie sur la coopération internationale en matière d'énergie et une révision de la législation pharmaceutique.

Le soutien aux petites et moyennes entreprises devrait se faire par une facilitation de l'accès des PME aux capitaux par exemple.

Le programme de travail élaboré sous la présidence de Mme Ursula von der Leyen est le troisième de ce genre.

Les questions des députés

« 2022 est l'Année européenne de la jeunesse », a souligné Mme Anne Calteux. Dans ce contexte, les députés ont voulu savoir comment cette thématique sera intégrée dans le programme de la Commission européenne. Un député a soulevé la question de la surrèglementation de l'Union européenne.

« 2022 est l'Année européenne de la jeunesse »

Mme Anne Calteux,
Représentante de la Commission européenne à Luxembourg

La Représentante de la Commission a rappelé que beaucoup d'initiatives sont des recommandations ayant pour objectif de guider les États membres.

Les députés sont également revenus sur les évènements en Ukraine, la compétitivité économique européenne et le sujet de la défense. Sur ce dernier point, un député a voulu savoir si l'idée d'une armée européenne était réaliste. Mme Anne Calteux a expliqué qu'il fallait renforcer les capacités de l'Union européenne et l'opérationnalité des forces européennes.

Troisième plénière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Que revendiquent les citoyens européens ?

La Conférence sur l'avenir de l'Europe (COFE) s'est réunie une troisième fois en assemblée plénière dans l'hémicycle du Parlement européen les 21 et 22 janvier 2022. Des représentants des institutions européennes, des parlements nationaux, mais aussi des citoyens se sont déplacés à Strasbourg pour faire part de leurs préoccupations et façonner l'avenir de l'Europe.

Au cours de cette plénière ont été débattues les recommandations émanant de deux panels de citoyens européens, à savoir un premier dédié aux thématiques de « Démocratie européenne, Valeurs et droits, État de droit, Sécurité » et un second touchant aux sujets de « Changement climatique et environnement, Santé ».

Ces dernières ont été exposées lors de quatre séances distinctes qui ont débouché sur des débats respectifs. Différents axes d'attaques ressortent des recommandations.

Les citoyens demandent une meilleure protection de la démocratie et de l'État de droit en améliorant la communication et l'information, en garantissant la pluralité des médias ou encore en incluant des cours d'instruction civique européenne dans les programmes scolaires. La réforme institutionnelle de l'Union européenne est également réclamée pour démocratiser le processus décisionnel et cela en remplaçant l'unanimité requise dans certains domaines par des votes majoritaires. D'autres sont d'avis qu'une dénomination plus intuitive pourrait faciliter la compréhension des différentes institutions. Il est proposé de renommer le Conseil européen en « Sénat » et la Commission européenne en « Gouvernement ».

Les parties prenantes ont également délibéré autour de sujets ayant trait à l'éducation, à l'environnement, à la protection de la santé, en mettant l'accent sur la santé mentale, et à l'incitation à la transition verte pour aboutir à une société durable. Un manque de gouvernance a aussi été déploré pour ce qui est de l'industrie pharmaceutique. Selon les citoyens, des législations plus contraignantes pourraient aider à harmoniser le système de santé européen.

L'échéancier prévoit que les conclusions finales soient transmises sous forme de rapport à la présidence conjointe des trois institutions, qui sont le Parlement européen, le Conseil européen et la Commission européenne. Les travaux de la conférence seront clos le 9 mai 2022.

Le président de la délégation, M. Yves Cruchten, accompagné de M. Claude Wiseler, également membre de la délégation, ont représenté le parlement luxembourgeois lors de cette plénière.



De gauche à droite : M. Yves Cruchten et M. Claude Wiseler, membres de la délégation parlementaire luxembourgeoise, M. Marc Angel et Mme Isabel Wiseler-Lima, députés européens

Maintien de la paix : procédures et primes

7325 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;

2° de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

3° de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

Le projet de loi a pour objet de réformer en profondeur la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales. Il prévoit également de nouvelles modalités pour l'attribution d'une prime de vol en modifiant, d'une part, la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et, d'autre part, le champ d'application du fonds d'équipement militaire prévu par la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires. Concernant la réforme de la loi précitée de 1992, l'intervention des forces de réaction rapide ne se trouve actuellement pas dans le champ d'application. Le projet de loi vise à donner à ces interventions une base légale plus solide en les y intégrant et en mettant en place une procédure réglementaire qui répond à l'exigence des brefs délais de déploiement, tout en garantissant un contrôle parlementaire adéquat.

La nouvelle procédure se distingue par rapport à la procédure de la loi de 1992 en vigueur sur trois points :

1. l'avis du Conseil d'État n'est plus obligatoire afin de permettre l'application de l'urgence ;

2. la saisine de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés est supprimée ;

3. un débat en séance publique de la Chambre des Députés est organisé, endéans les trois jours suivant la convocation, pour les missions de « peace enforcement » et les missions effectuées dans le cadre de groupements multinationaux dont le Luxembourg fait partie et pour lesquelles il existe un mandat international.

Afin d'assurer un suivi plus transparent des missions en cours, une obligation d'information régulière de la commission parlementaire compétente est introduite. La loi précitée du 23 juillet 1952 est complétée pour introduire un système dégressif de paiement d'une prime de vol au personnel navigant de la composante aérienne. Outre le facteur du risque, la prime vise à combler les inconvénients liés à la fonction de personnel navigant (traverser plusieurs fuseaux d'horaires, absences multiples et prolongées du foyer familial, etc.) et à prendre en compte les responsabilités particulières du personnel navigant dans l'exécution des tâches aéronautiques. Aujourd'hui, de telles primes constituent la norme dans les pays membres de l'OTAN.

Une prime de vol permet aussi d'attirer et de fidéliser le personnel pour ces fonctions hautement spécialisées et de maintenir son expertise à l'armée.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de la Défense, le 25.06.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

28.02.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
30.01.2020	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
14.05.2020	Continuation des travaux
	Adoption d'une série d'amendements
25.02.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'amendements supplémentaires
27.04.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05.05.2021

Loi du 2 juin 2021

Mémorial A : 2021, n° 416, page 1

Congé pour soutien familial

7803 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Le projet de loi n° 7803 prolonge l'octroi du congé pour soutien familial jusqu'au 25 novembre 2021 afin de garantir que les salariés, travailleurs indépendants et agents publics concernés peuvent soutenir une personne majeure en situation de handicap ou une personne âgée faisant l'objet d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité, le temps de la non-disponibilité d'une place dans un service agréé en raison de la crise de la Covid-19.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 20.04.2021

Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :

27.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05.05.2021

Loi du 20 mai 2021

Mémorial A : 2021, n° 392, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7813 - Proposition de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours**
   - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
3. **Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par Mme Simone Beissel**
   - Exposé : Mme Simone Beissel
4. **Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes**
   - M. Jean-Paul Schaaf
5. **Dépôt d'une motion par M. Jean-Paul Schaaf**
   - Exposé : M. Jean-Paul Schaaf
6. **Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes (suite)**
   - M. Jean-Paul Schaaf - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
7. **Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique**
   - Mme Martine Hansen
8. **Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
9. **Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique (suite)**
   - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
10. **Question élargie n° 88 de M. Pim Knaff au sujet de la digitalisation et numérisation de la procédure et des dossiers judiciaires**
    - M. Pim Knaff - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
11. **7449 - Débat d'orientation sur le plan de développement culturel « KEP 1.0 »**
    - Rapport de la Commission de la Culture : Mme Djuna Bernard
    - Débat : Mme Octavie Modert (dépôt des motions 1 et 2) - M. André Bauler (interventions de M. Gusty Graas, M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement) - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Josée Lorsché (interventions de M. André Bauler) - M. Fred Keup (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Sven Clement) - M. Marc Baum (interventions de M. Fred Keup pour fait personnel et M. Fernand Kartheiser) - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Pim Knaff (intervention de M. André Bauler) - M. Georges Mischo
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson
    - Motion 1 : Mme Octavie Modert - Mme Djuna Bernard (intervention de Mme Octavie Modert)
    - Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
    - Motion 2 : Mme Djuna Bernard - M. Marc Baum
    - Vote sur la motion 2 (rejetée)
12. **Motion de M. Jean-Paul Schaaf relative à la langue des signes**
    - Discussion générale : M. Max Hahn - M. Sven Clement - M. Jean-Paul Schaaf
    - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
13. **Motion de Mme Martine Hansen relative à la neutralité climatique**
    - Discussion générale : M. François Benoy - M. David Wagner - M. Fred Keup
    - Vote sur la motion (adoptée)
14. **Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten**
    - M. Yves Cruchten
15. **7755 - Proposition de révision du chapitre II de la Constitution**
    - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président - M. Fernand Kartheiser

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région*.- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. 7813 - Proposition de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours

Déclaration de recevabilité

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Presidentekonferenz huet sech den 29. Abrëll 2021, also haut, fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7813, eng Ofännerung vum CGDIS-Gesetz, déi gëschter, den 28. Abrëll 2021, vum Här Michel Wolter deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7813 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par Mme Simone Beissel

Da géif ech d'Wuert ginn un déi honorabel Madamm Simone Beissel fir den Depot vun enger Proposition de révision de la Constitution. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, merci deenen, déi hei am Sall sinn.

(Interruptions)

Eng gutt a modern Verfassung ass déi, déi e stabillen Equiliber engersäits zwëschent der klorer Organisatioun vun de Pouvoiren an den Autoritéite garantéiert, an anerersäits e staarken an andauernde Schutz vun onse Bierger an Awunner.

Fir dat Zil ze erreechen, ...

(Interruption)

... hu mir an der Verfassungskommissioun, ënnert der Presidence vum Mars Di Bartolomeo ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Merci, President.

(Hilarité)

... d'Kapitel 2 iwwert d'Rechter an d'Fräiheete vun onse Bierger reagencéiert, moderniséiert a completéiert.

Mir hunn esou eng Stratifikatioun vun dräi Zorte vu Fräiheeten a Rechter ausgeschafft. An déi hunn den Accord vun de véier grousse Parteien fonnt, déi véier Parteien, déi och déi véier Corapporteuren zu der Verfassungsrevisioun stellen.

Et sinn éischtens d'Grondrechter, d'Droits fondamentaux, déi intouchabel oder betonéiert sinn. Op där anerer Säit, zweetens, sinn et déi ëffentlech Fräiheeten, d'Libertés publiques, déi nëmme kënnen duerch e Gesetz ageschränkt ginn. An drëttens, d'Staatsziler mat constitutionellem Wäert, wat een op Franséisch nennt d'Objectifs de valeur constitutionnelle, déi och nëmme kënnen duerch de Legislateur geännert ginn an déi net vun eise Geriichter aklobar sinn.

Här President, de Schutz vun de Bierger, de Schutz vu senge Fräiheeten a Rechter, an dat am Respekt vun onsem Rechtsstaat, ass eng vun den nobelste Missioune vun all parlamentarescher Demokratie. An deem Sënn hunn ech elo d'Éier an de Pleséier, fir lech dann d'Proposition de révision vun eiser Kommissioun, d'Proposition de révision Nummer 7755, ze iwwerreechen, ënnerschriwwe vun: Mars Di Bartolomeo, Léon Gloden, Charles Margue a mir selwer.

***7755** - Proposition de révision du chapitre II de la Constitution*

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Simone Beissel.

4. Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes

Deen éischte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass déi erweidert Fro Nummer 87 vum Här Jean-Paul Schaaf iwwert d'Gebäerdesprooch. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe Merci, dass ech op dëser Plaz kann déi erweidert Fro zu engem Sujet stellen, fir dee mer alleguerten heibannen eigentlech normalerweis keng direkt Opmierksamkeet hunn, dee fir eis all wäit ewech ass. Eist Héierverméigen an eis Sprooch - d'Sprooch ass och eigentlech dat éischt Handwierksgeschier vun der Politik -, déi sinn eis weesentlech. Si erlaben eis, mateneen ze kommunizéieren, matzedenken, matzeschaffen, ouni dass mer eis eigentlech doriwwer am Alldag Suerge maachen an ouni dass eeben doduerjer och déi Leit, déi Problemer hu mam Gehéier, mat der Sprooch, déi drun hänkt, an eiser Mëtt, an eisem Bléckfeld sinn. Duerfir dës erweidert Fro, fir d'Suerge vun der Gebäerdesproochegemeinschaft vu Lëtzebuerg eng Kéier heihinner ze bréngen.

Déi Gebäerdesprooch huet sech zu Lëtzebuerg ganz lues entwéckelt, dat muss ee soen, op alle Fall dat zur Kenntnis huelen an der ëffentlecher Diskussioun. Vun 2007 bis 2008 gouf et eng Gebäerdendolmetscherin halleftâches am Land. Vun 2008 bis 2011 guer keen. A mam Engagement vun der éischter Gebäerdendolmetscherin am Familljeministère am Joer 2011 ass d'Gebäerdesprooch lues a lues méi bekannt ginn an huet och e reelle Bedarf bedéngt.

D'Chamber huet d'Gebäerdesprooch duerch déi punktuell Iwwersetzunge vu Sitzungen an d'Ëffentlechkeet bruecht, Opmierksamkeet erreecht an zu engem ganz positiven Ëmdenke bäigedroen. Duerfir muss een deenen Acteuren haut unerkennend Merci soen, déi dat agefouert hunn.

Et kann natierlech an deem Kontext awer net anescht sinn, wéi datt ech dat elo bedaueren, Här President, dass et de Mëtteg net méiglech war, dës Véierelstonn och a Gebäerdesprooch ze iwwersetzen.

Am September 2018 ass da mat der gesetzlecher Unerkennung vun der Gebäerdesprooch eng ganz positiv Opbrochstëmmung bei de concernéierte Leit entstanen. Erwaardunge si waakreg ginn. A si sinn och zu engem groussen Deel erfëllt ginn.

Elo stelle mer awer gutt zwee Joer duerno fest, dass net all d'Froe beäntwert sinn. A mir stellen dat fest duerch en oppene Bréif, deen den 11. November 2020 adresséiert ginn ass ënner anerem un d'Familljeministesch, un den Educatiounsminister, un d'Mënscherechtskommissioun, un den Zentrum fir Gläichbehandlung, un de Conseil supérieur des personnes handicapées an och un de Centre de logopédie.

Do gi Suerge formuléiert a sechs Punkten, op déi ech elo hei net aginn, och aus Zäitgrënn, fir dat ze resuméieren, mee si gi gestallt am Numm vun dräi ASBLen: Nëmme Mat Eis!, Daaflux a Solidarität mit Hörgeschädigten.

Meng Interventioun, déi huet och net zum Zil, fir lech, Madamm Ministesch, hei schlecht drun ze maachen oder lech Virwërf ze äusseren. Si huet einfach zum Zil, lech hei d'Chance ze ginn, der Gebäerdesproochegemeinschaft zu Lëtzebuerg an all deene Leit, deenen déi Uleiessen eng Suerg sinn, e puer Erklärungen ze ginn.

Duerfir, no Entrevuen, déi mer haten innerhalb vun der Fraktioun mat de concernéierte Leit, kommen ech dann zu där Question élargie.

Et schätzt een, dass mer haut am Land ongeféier 200 Leit hunn - mee dat ass eng Schätzung -, déi gehéierlos oder -geschiedegt sinn an déi esou agestuuft sinn. Et weess een et awer net genee. Et weess een och net genee, wéi et bei der Zouwanderung ausgesäit, besonnesch, well mer an dësem Land eng Zouwanderung hunn, déi aus villen Ecker vun der Welt kënnt an och zu engem groussen Deel aus engem frankofone Beräich. Mir hunn allerdéngs eng Gebäerdesprooch op däitscher Sprooch, an do ass et wéi bei eise Sproochen, dat passt net openeen, eng franséisch an eng däitsch. Et weess een och net genau, wivill mer der bei Neigebuerenen hunn an esou weider.

5. Dépôt d'une motion par M. Jean-Paul Schaaf

Duerfir, Här President, erlaben ech mer, eng Motioun ze deposéieren. An ech géif lech och bieden, déi Minutten, déi mer zoustinn, elo matanzerechnen.

Motion

Die Abgeordnetenkammer:

- wissend, dass ein Hauptziel unserer Gesellschaft ein gleichberechtigtes Miteinander ist und dies in erster Linie durch eine gemeinsame Kommunikation stattfinden soll;

- wissend, dass die Gebärdensprache mit dem Gesetz vom 24. Juli 2018 als offizielle Sprache in Luxemburg anerkannt wurde;

- wissend, dass eine gleichberechtigte Teilhabe am politischen und öffentlichen Leben für alle eine zentrale Forderung der UN-Behindertenrechtskonvention (UN-BRK) ist;

- wissend, dass hörgeschädigte und gehörlose Menschen erst durch den Einsatz von Gebärdensprachdolmetschern eine barrierefreie Kommunikation am gesellschaftlichen Leben ermöglicht wird;

- wissend, dass sich durch den Mangel an Dolmetscherleistungen alltägliche Bedürfnisse (Arztbesuche, Behördengänge uvm.) für die Betroffenen oft schwierig gestalten;

- wissend, dass wir in Luxemburg kaum über Forschungsliteratur und Daten verfügen, welche uns genauere Erkenntnisse über die Anzahl wie auch über die Lebensweise und Bedürfnisse von hörgeschädigten und gehörlosen Mitbürgern aufzeigen;

- wissend, dass Luxemburg durch seine sprachliche Vielfalt und Diversität für die Hörgeschädigten- und Gehörlosengemeinschaften eine besondere Herausforderung darstellt;

- wissend, dass die Bedürfnisse der Hörgeschädigten- und Gebärdensprachgemeinschaft oft keinen breiten Zugang in der politischen Diskussion zu gesellschaftlichen Fragen haben;

- wissend, dass die Betroffenen für sich und ihre Gemeinschaft sprechen können und auch gehört werden wollen und somit noch immer die besten Experten ihrer Lebenssituation sind und auch als solches regelmäßig konsultiert werden sollten,

lädt die Regierung ein:

- eine detaillierte Analyse über die Hörgeschädigten- und Gehörlosengemeinschaft in Luxemburg durchzuführen, um neben der Anzahl von Betroffenen auch deren sozioökonomischen Lebensumstände in Erfahrung zu bringen;

- die Schlussfolgerungen der Studie zu nutzen, um weitere Fortschritte und Verbesserungen für die Hörgeschädigten- und Gehörlosengemeinschaft zu erzielen;

- die Missionen des Dachverbandes (Solidarität mit Hörgeschädigten a.s.b.l.) zu stärken, indem ihre Expertise und Stellungnahme zu allen Projekten angefordert werden, welche auf die Situation von Hörgeschädigten und Gehörlosen abzielen;

- verstärkte Anforderungen zu unternehmen, um Studierenden den Beruf des Gebärdensprachendolmetschers näher zu bringen, und im In- und Ausland Gebärdensprachdolmetscher zu rekrutieren.

(s.) Jean-Paul Schaaf, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools.

Exposé

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Da kann ech déi an e puer Sätz och materklären.

An där Motioun froen ech d'Regierung, éischtens emol, einfach ëm eng Analys vun der Situatioun am Land, vun de Bedürfnisser, a fir aus deene Bedürfnisser, zweete Punkt, och Konklusioune kënnen ze zéie fir eventuell nei Schrëtt fir déi Betraffen a fir mat hinnen einfach ze kucken: Wou sinn eigentlech Är Besoinen, Är Fuerderungen, Är Suergen, déi Der hutt?

Mir hunn am Land, dat ass deen zweete Punkt, eng relativ komplex Organisatioun och fir d'Gebäerdendolmetscher. Wann een e Rendez-vous bei enger Verwaltung brauch, bei enger staatlecher ëffentlecher Verwaltung, da freet ee beim Familljeministère, deen awer selwer kee Gebäerdendolmetscher huet. Wann een eng Fro zur Schoul huet, da muss een am Centre de logopédie, wéi en an der Ofkierzung heescht, de Centre pour le développement des compétences langagières, auditives et communicatives, froen. Wann een awer elo e privaten Termin huet bei engem Dokter an esou weider, da freet ee beim Daachverband vun der Solidarität mit Hörgeschädigten. Duerfir freet eigentlech den Daachverband Solidarität mit Hörgeschädigten ASBL, ob een net eng Stäerkung vun hirer ASBL an domadder och eng Plaz, een Adressat fir eng Consultatioun fir jidderee kéint afëieren.

De leschte Punkt, dat ass, dass mer an dësem Land dräi Gebäerdendolmetscher hunn, zwee am Centre

de logopédie an ee beim Daachverband, bei der ASBL. Mir kënnen eis et also iwwerhaapt net leeschten, dass ee vun deenen ausfält. Mir kënnen eis et net leeschten, dass een op eemol en anere Beruff wielt, dass een net méi do ass, well da ginn entweeder d'Besoinen net erfëllt oder da ginn, op där anerer Plaz, d'Kanner net méi an hirem schoulesche Parcours begleet, wou ee muss wëssen, datt dat dezentral a Primärschoulen, Lycéeën uechtert d'Land vun deenen zwee Leit assuréiert gëtt.

Duerfir e leschte Punkt, ech froen an där Motioun dann och, dass weider Ustrengunge gemaach ginn iwwert de Beruff, d'Sensibiliséierung a sou weider.

6. Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes (suite)

Do dernieft vläicht dann nach déi Froen, op déi d'Madamm Minister hei kann agoen: Wou si mer drun? Wat fir eng Initiative sinn nach eventuell geplangt? Wéi gesäit et mat enger zentraler Ulafstell aus? Kënnt déi Berodungsstell, déi Dir anscheinend plangt, dann och an déi Daachorganisatioun eran?

An Dir kënnt eis och nach vläicht Informatioune ginn iwwert d'Aschoulung an iwwert d'Kompetenz, den Echange tëschent engersäits den Elteren, de Concernéierten an dem Centre de logopédie am Land. An ech géif lech bieden, wierklech eng Sensibiliséierung ze maachen, fir dass och jonk Leit, déi ënnerwee sinn am Beruff, Schüler, datt déi eeben einfach soen: „Voilà, dat do ass och e Beruff, ech kéint mer dat vläicht am Uschloss u meng pedagogesch Ausbildung beispillsweis och virstellen als Zukunft." Dat wier flott.

An ech mengen, dass déi concernéiert Leit, déi nëmmen e klengen Deel vun eiser Gesellschaft sinn, mee fir déi déi hei Problematik déi wichtegst an hirem ganze Liewen ass, dankbar wieren iwwer zousätzlech Efforten an deem Sënn.

E grousse Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Schaaf. D'Regierung huet d'Wuert. D'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Ech géif fir d'éischt gären dem honorabelen Deputéierte villmools Merci soe fir déi Fro, well ech denken, et kann een net dacks genuch eng Kéier och d'Servicer alleguerten ernimmen, déi et hei am Land gëtt fir Leit, déi net esou gutt héieren oder guer net héieren. An dofir probéieren ech elo och, hei ganz komplett ze äntweren.

Ech verweisen awer mol direkt op d'Äntwert vun der Question parlementaire 3494 vum Här Sven Clement, déi uganks Mäerz eebe beäntwert ginn ass. Déi Question parlementaire, do sti scho relativ vill Äntwerten dran op Froen, déi Der elo grad gestallt hutt.

Et gëtt hei zu Lëtzebuerg eng Gebäerdesproochdolmetscherin an eng Schrëftdolmetscherin bei der HörgeschädigtenBeratung vu Solidarität mit Hörgeschädigten, déi schaffen do. D'Hörgeschädigten-Beratung huet en Agrement als Service d'information et de consulation a beneficiéiert vun enger Finanzéierungskonventioun vum Familljeministère. An da schaffen am Centre de logopédie och zwou Gebäerdesproochdolmetscherinnen.

D'HörgeschädigtenBeratung gräift, bei Bedarf, op Dolmetscher aus Däitschland zréck, meeschtens Tréier oder Saarland. Et ass awer och emol scho virkomm, dass ee vu méi wäit ka kommen, virun allem well d'Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg eeben esou ass, wéi se ass. Et ass am beschten, wann den Dolmetscher selwer Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch versteet. An et ass zum Beispill eng Madamm, déi méi wäit ewech wunnt, déi sech dann iwwer digital Moyene emol ka bäischalten an eppes iwwersetzen. A verschiddene Fäll gëtt och zousätzlech op e Schrëftdolmetscher zréckgegraff, wat vill héiergeschiedegt Leit och als eng grouss Hëllef empfannen.

Wat d'Dolmetscher-Rendez-vouse vun 2020 vu Privatpersoune betrëfft, do gouf et 88 Demandë vu 15 verschiddene Persounen. A vun den Institutioune gouf et 2020 dann 134 Ufroen. Ech muss awer och soen, dass der dobäi ëmmer nees relativ vill ofgesot gi vun den Institutiounen oder vun de Leit selwer, wa se dann awer iergendwéi de Rendez-vous net brauchen.

Et ass ganz rar, dass eng Demande aus Mangel un Dolmetscher eeben net ka gemaach ginn. Dat kënnt nëmme ganz, ganz selte vir. An den Nopeschregiounen ass et och esou, dass eng Regioun selwer net genuch eege Gebäerdesproochdolmetscher huet an dofir dann dee Moment och dacks op aner Regiounen oder en anert Land zréckgräift.

Wéi gesot, wärend der Pandemie goufen natierlech och vill Videokonferenzen organiséiert. An da kann een och emol e Gebäerdesproochdolmetscher huelen, dee méi wäit ewech wunnt. An dat ass natierlech och ganz praktesch.

Ee Wuert zur Logopedie, zum Centre de logopédie. Ech mengen, Dir hutt do e puer Froe gestallt. Do ass et esou, dass Terminer am schoulesche Beräich beim Centre de logopédie an de Klassen an am Ambulatoire ugefrot goufen. Déi konnten alleguerten assuréiert ginn. Do waren zum Beispill 23 Asätz bei Elterenowenter, do goufe Coursen organiséiert, d'Dolmetsche vun engem Theaterprojet. Dat heescht, dat kënne ganz verschidde Saache sinn.

Dir hutt och dovunner geschwat, wéi mer Reklamm maachen, fir dass Leit vläicht Interessi kréien, fir dee Beruff ze léiere vum Gebäerdesproochdolmetscher. Dat leeft iwwert de CEDIES, d'Internetsäit cedies.lu. Do gëtt et eng ganz Rei Publikatiounen. Et gëtt och Informatiounsversammlungen. Et gëtt d'Foire de l'étudiant, déi all Joer organiséiert gëtt. Ech maachen drop opmierksam, dass et déi Broschür gëtt „Interprète-Traducteur" aus der Serie „Études & Métiers". Do gëtt de Beruff vum Interprète en langue des signes virgestallt. An ech mengen, dass dat och ganz interessant ass.

An de Gebäerdesproochdolmetscher gouf iwwregens vum 5. November bis den 2. Februar als Métier du mois um Site vum CEDIES presentéiert. Dat heescht, do huet ee probéiert, nach méi Leit derfir ze interesséieren. A wann dann den 23. September den internationalen Dag ass vun der Gebäerdesprooch, dann hoffen ech, dass mer alleguerten heibannen, an der Regierung, an der Chamber, zesumme mat der Press nees méi drop opmierksam maache kënnen, dass mer sécherlech nach Gebäerdesproochdolmetscher brauchen.

Duerch déi Informatioune melle sech och ganz reegelméisseg Leit, fir zum Beispill Coursen ze maachen, fir d'Gebäerdesprooch ze léieren. Mir hunn och zum Beispill eng Damm, déi am Moment op der Uni zu Köln ënnerwee ass. Déi mécht e Bachelor of Arts Dolmetschen für Deutsche Gebärdensprache. An déi huet och elo e puer Woche Stage gemaach bei der HörgeschädigtenBeratung. An d'Studentin wëllt awer nach véier Semester maachen, fir dann dee Moment de Master ze maachen.

Eng aner Studentin huet och e Stage gemaach als Dolmetscher bei der HörgeschädigtenBeratung, a si wunnt eeben elo zu Berlin. An dat ass déi Madamm, vun där ech elo éinescht geschwat hunn, déi och iwwer Videokonferenz nach eemol eppes iwwersetze kann.

Dir hutt dovunner geschwat: Wou bestellen ech meng Dolmetscher, wann ech ee brauch? Dat ass net grad esou komplizéiert, wéi Dir gesot hutt. Alles, wat d'Schoul betrëfft, do geet ee bei de Centre de logopédie, fir eng Gebäerdesproochdolmetschung ze kréien. An do, wou de Familljeministère an d'Hörberatung zoustänneg sinn, gëtt den Dolmetscher bei der Hörberatung bestallt, déi dann eeben dee Moment en Dolmetscher organiséiert. Wann elo eng Ufro beim falsche Partner ukënnt, da gi mir dat natierlech ..., da geet dat weider un dee richtege Service. Also do hu mer elo nach keng gréisser Problemer gemellt kritt.

Zanter 2004 beneficiéiert den Daachverband Solidarität mit Hörgeschädigten vun engem Agrement als Service d'information, de consultation et de rencontre fir de Service HörgeschädigtenBeratung a vun enger Konventioun mam Familljeministère fir dee selwechte Service, iwwert déi aktuell och eng Dolmetscherin, eng Schrëftdolmetscherin, déi iwwregens och Chargée de direction vun der HörgeschädigtenBeratung ass, finanzéiert gëtt; do fält och eng Assistante sociale drënner an en Educateur, deen och do matfinanzéiert gëtt.

D'HörgeschädigtenBeratung ass u sech eng Anlaufstelle für die Hörgeschädigten- und Gebärdensprachgemeinschaft, wou betraffe Leit an interesséiert Leit eeben Informatioune kréien, Berodung, Hëllef, Dolmetschleeschtungen a sou weider. Dat kënne se all do kréien. Zesumme mat Solidarität mit Hörgeschädigten a senge Membervereenegunge setzt sech d'HörgeschädigtenBeratung fir d'Interessie vun héiergeschiedegte Mënschen an.

Da wäert d'HörgeschädigtenBeratung geschwënn, hoffentlech an deenen nächste Wochen, an dat neit Gebai plënneren, d'Maison Greisch zu Beggen, wou dann an dësem Kommunikatiounszenter fir héiergeschiedegt Persounen den Daachverband Solidarität mit Hörgeschädigten ASBL a seng dräi Member-Associatioune wäerten ënnerbruecht sinn.

Mir hunn natierlech reegelméisseg Plattformen tëschent dem Familljeministère an dem Daachverband Solidarität mit Hörgeschädigten, fir eeben och do ze kucken, wéi mer nach weider a besser hëllefe kënnen.

Wéi schonns an der Äntwert vun der Question parlementaire 3494 gesot, gëtt et aktuell keng geséchert Statistiken zu dësem Theema. An dëser Äntwert hu mer och informéiert, datt et am Questionnaire vum Statec betreffend déi allgemeng Vollekszielung dëst Joer fir d'éischte Kéier ass, datt och Froen zum Theema Behënnerung wäerte gestallt ginn.

An dann excuséieren ech mech, ech hunn Är Motioun elo nach net gelies a weess doraus just dat, wat Dir elo hei um Riednerpult gesot hutt. Mee ech mengen, ech kéint lech awer direkt schonn eng Äntwert dorobber ginn, nämlech: Mir wäerten an deenen nächste Woche vum Familljeministère aus zesumme mam LISER eng Ëmfro lancéieren. An d'Zil ass genau dat, wat Dir elo hei gefrot hutt, fir d'Besoine vu Leit mat enger Behënnerung ze erfaassen, also am Allgemengen, net nëmme vun den Héiergeschiedegten. Mir wëlle Statistiken iwwert d'Situatioun vun de behënnerte Leit zu Lëtzebuerg hunn. Déi wëlle mer eeben domadder erhiewen. An et geet un éischter Plaz natierlech emol drëms, eng Bestandsopnam vun de besteeënden Hëllefen a Mesuren ze maachen, déi et am Moment gëtt a vun deene Leit mat enger Behënnerung aktuell profitéiere kënnen. An da gëtt och eebe gläichzäiteg gekuckt, jo, rezenséiert am Fong, u wat et zu Lëtzebuerg einfach eventuell en vue vun enger méi grousser Chancëgläichheet feelt.

Dat heescht, ech mengen, dat wär schonn d'Äntwert op Är Motioun, wann ech dann de Resümmee richteg gesinn hunn. Mee ech wäert déi natierlech nach mat grousser Opmierksamkeet liesen. Mee da wësst Der, dass dat scho geplangt ass an dass dat an deenen nächste Woche wäert geschéien.

Déi Bestandsopnam misst eis och erlaben erauszefannen, wivill vun de Leit, déi bei der Ëmfro matmaachen, daf sinn, wivill der héiergeschiedegt sinn, wivill e Cochlea-Implantat hunn oder/a Gebäerdesprooch gebrauchen. Dat hoffen ech, dass dat alles dobäi erauskënnt.

Ee Wuert zum Centre de logopédie an de reguläre Schoulen: 101 Schüler beneficiéieren dëst Schouljoer vun enger ambulanter Prise en charge iwwert de Centre de logopédie. Dat sinn am Enseignement fondamental 50 Schüler, déi eng wëchentlech individuell Prise en charge kréien, an zwee Schüler kréie Conseil et guidance. An am Enseignement secondaire sinn et dräi Schüler, déi déi wëchentlech individuell Prise en charge kréien, an 21 Schüler, déi Conseil et guidance kréien.

Dann den ... Ech mengen, Dir hat och nach gefrot, wéi et mam nationale Kommunikatiounszentrum ass. Den Zentrum fir barriärefräi Kommunikatioun soll viraussiichtlech 2022 seng Dieren opmaachen. Dee soll fir jiddereen zougänglech sinn. An deem Zenter soll jidderee kënnen Informatiounen zu alternative Kommunikatiounsforme kréien. An et sollen ënner anerem och Formatiounen, Iwwersetzungen an Dolmetschleeschtungen ugebuede ginn.

An ech géif do just eng Klammer maachen zu de Formatiounen. Well wa mir elo hei an dësem Kader doriwwer schwätzen, menge mer jo ëmmer, et géife Leit Formatioune kréien, fir eebe vläicht e puer Zeechen an der Gebäerdesprooch ze léieren. Mee hei geet et am Fong méi wäit. Mir hätte gären, dass Leit vum Terrain, wéi zum Beispill d'Polizisten, d'Pompjeeën, ech denken un d'Receptionisten an enger Klinik, am Fong d'Informatioune kréien, wéi ee sech ausdréckt, wann ee mat enger behënnert Persoun, déi vläicht net versteet, entweeder well se net héiert oder vläicht well se eng aner Behënnerung huet, wéi ee mat där kann oder soll kommunikéieren. Esou Formatioune sollen och do ugebuede ginn, fir dass mir alleguerten och léieren, mat deene Leit ze kommunikéieren, wa vläicht d'Sprooch oder déi klassesch Sprooch net funktionéiert.

Mee eng vun den Haaptaufgabe vun deem zukünftegen Zenter ass et, fir d'Kommunikatioun mat Mënsche mat Behënnerung eeben ze verbesseren, fir hinnen ze erlaben, sech ze informéieren a sech och ze expriméieren. An dat an enger Form vu Kommunikatioun, déi hinnen dee Moment dann eeben zougänglech ass.

Dësen Zenter soll an Zesummenaarbecht mat enger Rëtsch vun anere Ministèren entstoen, déi och Missiounen an Erfarung am Beräich vun der Kommunikatioun an der Formatioun hunn, an och mat Associatiounen aus dem Beräich Handicap an eeben och Mënsche mat enger Behënnerung.

Déi verschidden Acteure sollen hei d'Méiglechkeet kréien, fir hir verschidde Kompetenzen, hir Fäegkeeten, hir Erfarungen, hir Besoinen och zesummenzeleeën, fir sech auszetauschen, fir d'Offeren auszebauen am Allgemengen, fir och gemeinsam Offeren ze entwéckelen a fir dass den Zenter do uknäppe kann, wou déi eenzel Acteuren eeben da jiddwereen a sengem Eck net méi weiderkommen.

Déi verschidden Acteure goufen och scho kontaktéiert a consultéiert. Elo heescht et, lescht Detailer ze klären. An da kann de Projet hoffentlech ganz geschwënn an de Regierungsrot.

Ech hoffen, dass ech op all d'Froe geäntwert hunn, vläicht souguer op e puer méi. Wéi gesot, ech liesen elo mat groussem Interessi d'Motioun an dann hoffen ech, dass mer doriwwer kënne schwätzen. Da kënne mer lech vläicht nach eng Kéier an enger Kommissiounssëtzung oder esou soen, wat scho geplangt ass, respektiv ech kucken och, wat an der Motioun steet, ob vläicht nach eppes ass, wat mir vergiess hunn. Well mir sollen hei jo wierklech alleguerten am Sënn vun deene Leit schaffen, déi d'Kommunikatioun méi brauchen, well se eebe manner zougänglech fir si ass.

An ech mengen, an deem Krisejoer hei hu mer elo alles probéiert, fir d'Kommunikatioun esou zougänglech wéi méiglech ze maache fir d'Mënschen alleguerten hei am Land. Mee dat geet net duer. Mir mussen och doriwwer eraus kucken, dass mer ëmmer Informatiounen hunn, déi zougänglech si fir jiddwereen.

An ech bedaueren, dass ech héieren, dass Der probéiert hutt, d'Gebäerdesproochiwwersetzung elo fir de Mëtten ze kréien, an dat huet net geklappt, leider. Mee dann, jo, ech hoffen, dass dat dann d'nächste Kéier klappt. Respektiv bei deene groussen Evenementer hei an der Chamber klappt dat jo och ëmmer. An doriwwer sinn ech ganz frou.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun Corinne Cahen.

7. Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique

Mir kéimen dann zur erweiderter Fro Nummer 86 vun der Madamm Martine Hansen iwwert de Klimaschutz an der Fonction publique. An och hei huet den Auteur fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eng eventuell Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech sinn och frou, datt ech déi Fro haut ka stellen, well wann ech richteg an de Medien nogelauschtert hunn, dann ass haut deen éischten nationalen digitalen Ëmweltdag. Dat wousst ech awer net virdrun, mee dat hunn ech elo déi lescht Deeg héieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat däitscht Bundesamt fir Ëmwelt huet e Leitfaden erausginn, eebe fir hir Klimaziler besser ze erreechen, deen de Verwaltunge soll hëllefen, zäregasneutral ze ginn.

Baden-Württemberg zum Beispill huet och schonns 2014 an hirem Klimaschutzgesetz festgehal, datt d'Verwaltunge sollen 2040 klimaneutral sinn.

Hei zu Lëtzebuerg hate mer als CSV am Kader vun den Debatte vum État de la Nation 2019 esou eng änlech Motioun, wou mer u sech dat selwecht gefrot hunn, Klimaneutralitéit vun de Verwaltunge bis 2040, a wou mer d'Regierung opgefuerdert haten, fir eng deementspriechend Strategie op den Dësch ze leeën.

Ben, wéi déi do Motioun eebe wierklech aus, fir mech, onerkläerleche Grënn net gestëmmt ginn ass, hu mer nach eng Kéier ee frësche Versuch gemaach gehat, nämlech bei de Budgetsdebatten 2019. Mee leider Gottes ass se dunn och vun deene Bloen, Rouden an awer virun allem och vun deene Gréngen net gestëmmt ginn, wat ech wierklech schwéier ka verstoen. Dat ass traureg an et ass virun allem traureg fir d'Klima, well klimaneutral gëtt een net vum selwen. Hei ass an eisen Ae wäertvoll Zäit verluer gaang.

Här President, mir sinn als CSV nach wie vor iwwerzeegt, datt de Staat, d'Verwaltungen als en awer wierklech groussen Deel vun eiser Gesellschaft misste mam gudde Beispill virgoen. Mir wëssen, datt d'Erausfuerderung enorm ass beim Klimawandel, eebe virun allem och enorm beim Klimawandel fir d'Bierger. An dofir ass et extreem wichteg, datt de Staat, d'Verwaltungen eng Virbildfunktioun anhuelen. Well wann de Staat dem Bierger verschidde Saache recommandéiert, virschreift, dann, denken ech, muss en dat och selwer virliewen a senge Verwaltungen. Ech soen et nach eemol mat de Wierder vum Marco Schank: „Mir musse wierklech probéieren, d'Leit alleguer an d'Klimaboot ze kréien." An an deem Sënn ass et eebe wichteg, datt de Staat glafwierdeg ass an datt e selwer Virbild ass.

Bei de Verwaltunge genausou wéi bei de Bierger gëtt et villfälteg Beräicher, wou ee kann a muss agéieren, zum Beispill bei de Gebaier, beim Transport, bei de Geräter, bei allem, wat een akeeft, a sou weider.

An an deem Kontext wëll ech der Madamm Minister gäre follgend fënnef Froe stellen:

Ass se, d'Madamm Minister, bereet, sou änlech wéi dat däitscht Bundesamt e Leitfaden erauszeginn als Hëllef fir d'Verwaltungen - well evident ass et net - um Wee a Richtung Klimaneutralitéit?

Zweetens: D'Gebaier. Ben den Hausbesëtzer, deene recommandéiere mer ganz staark, hir Haiser energeetesch ze renovéieren. Wéi gesäit dat do beim Staat aus? Ech denken, hei ass nach ganz vill Potenzial, och fir Energie a Ressourcen anzespueren. Huet d'Regierung genau Chifferen zum Energieverbrauch vun hire Gebaier? An huet se virun allem e konkreete Renovéierungsplang vun hire Gebaier, eebe mam Zil vun der Klimaneutralitéit virun Aen? Dat selwecht gëllt och fir d'erneierbar Energien an hei virun allem fir d'Fotovoltaikanlagen. Och hei hu

mer bei de Staatsgebaier relativ vill Potenzial. Och do: Gëtt et hei e konkreeten Zäitplang, fir dëst Potenzial ze notzen? A wéi gesäit deen aus?

Da kommen ech bei d'Mobilitéit. Op eng Question parlementaire vun de Piraten hat den Här Minister Bausch geäntwert, datt am Moment 2.202 Gefierer zum Fuerpark vum Staat géife gehéieren. Dovunner wären der 2.021 normal Verbrennungsmotoren, 91 wären der elektresch, 23 Hybrid a 67 Plug-in-Hybrid. Och do: Wéi gesäit den Ersatzprogramm aus fir a Richtung Klimaneutralitéit? A virun allem awer och: Firwat ginn nach ëmmer Plug-in-Hybriden ausgeschriwwen, obwuel Der déi u sech an Äre Bäihëllefe gestrach hutt an obwuel Der och sot ..., oder och déi kontradiktoresch Bedeitung vun den Hybridautoe fir eist Klima u sech selwer erausgestrach hutt?

Zur Mobilitéit gehéieren och eis Déngschtreesen. Wann ech a Richtung Klimaneutralitéit denken, da muss ech och déi Fro stellen: Wéi sollen déi an Zukunft ausgesinn? Wéi gi mer do a Richtung Klimaneutralitéit vir? Just nach Visio oder awer nach Flich?

A wann ech dat kucken, Visio, da kommen ech u sech zum véierte Punkt, dat ass d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnik. Och dat verbraucht enorm Energie. Ech denken un den Energieverbrauch vun den Datenzenteren. Do hu mer scho bei Google heiriwwer geschwat. Wéi gesäit do de konkreeten Ëmsetzungsplang vun der Regierung aus a Richtung Klimaneutralitéit?

An déi lescht Fro, dat ass d'Beschafung vu verschiddene Matièrë respektiv de Verkaf an den Akaf vu Materialien. Och: Wou kommen dës Materialien hier? Oder: Wou ginn och Materialie verkaf? Wéi gëtt dat berechent?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV si mer nach wie vor der Meenung, datt de Staat muss mam gudde Beispill virgoen. An hie soll virun allem hei Erfarunge sammelen an déi Erfarungen de Betriber, de Bierger, de Leit alleguer zur Verfügung stellen an hie soll och wirtschaftlech Berechnunge maachen. An da soll e mat Hëllef vun deene wirtschaftleche Berechnungen d'Bäihëllefen zweckorientéiert upassen.

8. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Exposé

An an deem Sënn deposéieren ech hei nach eemol eng Motioun, wou mer haut dann um éischten nationalen digitale Klimadag d'Regierung nach eemol opfuerderen, sech als Zil ze setzen, eis Verwaltunge bis 2040 klimaneutral ze gestalten, fir e konkreeten Ëmsetzungsplang auszeschaffen, fir dës Ziler ze erreechen, fir dësen Ëmsetzungsplang monetär ze chiffréieren a fir e Leitfaden auszeschaffen, deen de Verwaltungen hëlleft, zäregasneutral ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et le réchauffement climatique du 12 décembre 2015 ;

- rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;

- estimant que l'administration publique doit montrer le bon exemple dans la lutte contre le réchauffement climatique ;

- estimant que l'administration publique devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre et montrer comment son fonctionnement pourrait devenir climatiquement neutre ;

- estimant que par conséquent l'administration publique devrait aider les entreprises et les particuliers à devenir climatiquement neutre en se basant sur ses expériences et via un meilleur ciblage de ses subventions,

invite le Gouvernement

- à fixer l'objectif de neutralité climatique au sein de l'administration publique au plus tard à l'horizon 2040 ;

- à élaborer un catalogue de mesures climatiques pour l'administration publique en vue de la neutralité climatique au plus tard pour 2040 dans les domaines de la consommation de chaleur, de la consommation d'électricité, des bâtiments, de la flotte de véhicules, des déplacements en avion etc. ;

- à évaluer les mesures climatiques en vue de la neutralité climatique pour pouvoir répondre spécifiquement aux besoins rencontrés par les entreprises et les particuliers ;

- à définir un calendrier indicatif de mise en œuvre des différentes mesures (à court terme, moyen terme et long terme) ;

- à analyser le coût des différentes mesures et les économies de CO_2 escomptées ;

- à développer un guide pour aider l'administration publique à obtenir la neutralité climatique au plus tard pour 2040.

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Aly Kaes, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

9. Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique (suite)

An dann huet d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech soen der Madamm Hansen e ganz häerzleche Merci op dësem éischten Ëmweltdag, wou d'Theema haut awer éischter Natur a Bëscher an de Mëtte Waasser, Loft, Kaméidi war. Klima wollte mer gesondert am Hierscht maachen. Dat scho mol, da weess d'Chamber Bescheed, dass mer do Klimadeeg wëlle maachen, wou mer all d'Acteure kënnen alueden. À ce stade kënne mer et just digital maachen.

Et war eis awer wichteg, haut eng Kéier esou e Stocktake ze maachen, en Zoustandsbericht, an déi grouss Defien am Ëmweltberäich ze weisen. An dofir haut deen Dag, wou Der och ganz gäre kënnt erakucken, wou mer eng Kéier de Punkt maachen, wou mer virun allem bei eisen natierleche Ressourcen, bei dem Ressourceëmanagement, also dem Offall a Richtung Null-Offall-Strategie, dru sinn, an awer och bei deem, wat eis Liewensqualitéit ass, besser Loftqualitéit an de Kaméidi. An dofir sinn ech ëmsou méi frou, dass mer och nach haut iwwert d'Klima kënne schwätzen, well dat ass jo deen anere groussen Defi.

A vläicht als alleréischt: Hu mir schonn esou ee Leitfaden? Nee, hu mer nach net! Mee mir wäerte sécher een ausschaffen, well et ass immens wichteg, a vläicht erklären ech do eng Kéier den nationale Kader. Am Géigesaz zu Däitschland hu mer eis eeben net am Kader vun engem Gesetz fir e sonnert Zil fir eis Administratiounen decidéiert. Mir hu gesot: „Mir wëlle bis allerspéitstens 2050 klimaneutral sinn a mir wëlle 55 % vun den CO_2-Emissioune reduzéiere bis 2030." Mir hunn eis elo kee gesonnert Zil gi fir d'Administratiounen.

Mir hunn awer - an dat ass jo dee grousse Kader, d'Klimagesetz ass dee grousse Kader, dat, wat mer alleguerte wëllen erreechen - jo de PNEC, eisen nationalen Energie- a Klimaplang. An do hu mer eis duerchaus Mesurë ginn, déi och méi punktuell sinn. An do ënnersträiche mer op méi Plazen d'Virbildfonctioun vum Staat, well ech mengen, dass mer eis eens sinn heibannen, dass de Staat an d'Gemengen, déi ëffentlech Acteuren, e grousse Vecteur si fir méi Klimaschutz, fir méi Richtung Kreeslafwirtschaft, fir ressourcëschounend ze schaffen. An dofir mécht et Sënn, déi net nëmmen do ze erwänen, mee och am Kader vun engem PNEC, wat jo en nationale Plang ass, deen och bindend fir eis ass, dee mer op Bréissel geschéckt hunn, fir geziilt och do Mesuren ze maachen.

En drëtte Volet sinn dann eeben d'Échangë vu gudde Praktiken, d'Leitfäden, Saachen, déi elo manner bindend sinn, déi awer Guidance a Berodung ginn. An et ass vëlleg richteg, an ech mengen, do si mer enger Meenung, dass den ëffentlechen Acteur och ka ganz vill, ech soen elo mol Gebuertshëllef fir flott an nei Startuppe sinn, wa mer Richtung Klimaschutz ginn.

Wat steet dann elo am PNEC, wann ech soen, am PNEC steet awer sou munches vu Virbildfunktioun vum Staat? Majo, zum Beispill huet d'Lëtzebuerger Regierung zesumme mat der Bevëlkerung … - well dat ass en Dokument, wat jo zesummen ausgeschafft ginn ass, och mat der Chamber, well mir haten och hei an dësem Krees jo vill zesumme geschafft -, a mir hunn eis d'Zil ginn, bis 2025 op alle gëeegenten ëffentleche Gebaier, also déi, wou mer et kënne maachen, Fotovoltaikanlagen drop stoen ze hunn. A mir hu jo och net eréischt mam PNEC ugefaangen, mir hunn och virdru schonn all Joer geziilt op ëffentlech Gebaier Fotovoltaikanlage gemaach. D'ailleurs hu mer dat och schonn eng ganz Zäit iwwert de Klimafong geleet.

Lëtzebuerg fokusséiert op ultra Effizienz. Dir wësst, am Kader vun eisem nationalen Energie- a Klimaplang fokusséiere mer ganz vill op gesond an effizient Gebaier. An do si mer jo och net nëmme beim Staat, mee mat de Primmesystemer schonn ëmmer do gewiescht fir ze soen, mir hätte gären eng holistesch Approche. Et ass net nëmmen de Klimaschutzgedanken, et ass net nëmmen d'Effizienz, mir wëllen och iwwert d'Dauer méi gesond Materialien an e gutt Raumklima. Dofir ass och bei den ëffentlechen a bei de private Gebaier e Fokus dorobber.

Een Theemeberäich, dee wichteg ass: Lëtzebuerg schafft zanter Joren un enger konkreeter Ëmrëschtung op LED-Beliichtungen, an d'Gemenge kréien do Hëllef, d'Gemenge si jo och en ëffentlechen Acteur. An da musse mer awer och oppassen, wa mer LED-Beliichtunge maachen an dat geziilt förderen, dass mer eeben och net iwwerbeliichten. An dofir gëtt et och ganz grouss Projeten, an déi net zanter gëschter. 2016 hu mer eng Studie gemaach zur Liichtverschmotzung hei zu Lëtzebuerg. 2018 hu mer ee Leitfade gemaach. An aktuell ass am Naturpark Our e risege Projet, wou vill Gemenge ganz vill Engagementer huelen, fir eeben net nëmme just effizient ze ginn, mee och de Volet vun der Liichtverschmotzung matzehuelen.

An da steet am Koalitiounsaccord an och am PNEC, dass mer eis Gebaier zertifizéiere loossen, EMAS-zertifizéieren (ndlr: EU Eco-Management and Audit Scheme), dat ass eng europäesch Zertifizéierung. Do d'ailleurs e puer konkreet Beispiller, dass mer eis et net nëmme virgeholl hunn: d'ANA, d'Administration de la navigation aérienne, huet schonn eng EMAS-Zertifizéierung, d'SuperDreckskëscht och, d'Ëmweltverwaltung ass amgaangen, drun ze schaffen. Dat heescht, do ass esou munch Beweegung.

Da si mer och amgaangen, zesumme mam Minister Meisch, un engem Ekocheck fir Schoulen ze schaffen. Well wéi mer no deenen éischte grousse Klimademonstratiounen e Klimaechange mat deene jonke Leit haten, dunn ass kloer ginn, dass de Besoin an de Schoulen ass, fir live kënne matzeverfollegen: Wat produzéiere mir un Energie um Daach? Fir kënnen en Ëmschwong ze maachen op Krunnewaasser zum Beispill, wou jo Gourdë verdeelt gi si vum Educatiounsministère. Dass de Besoin an de Schoulen do immens grouss ass. An dofir schaffe mer och am Kader vu Liewensmëtteloffallreduktioun - d'ailleurs och immens wichteg, dee ganzen Agrarberäich fir de Klimaschutz - mat Restopolis mat enger Ecobox. Dat just zwou, dräi konkreet Saachen, wat dat heescht an ëffentleche Gebaier. An do hu mer immens vill Beweegung dran.

An da wëll ech nach kuerz, als Staat, soen: Ech si frou, dass d'lescht Woch déi alleréischt flächegebonne Klimabonusprimm fir d'Bëscher zu Lëtzebuerg publizéiert gouf. Mee natierlech si mer och an der Administratioun ganz vill amgaangen, an der Administration de la nature et des forêts, der Natur- a Bëschverwaltung, un der Resilienz vun eise Bëscher ze schaffen. Et geet net nëmmen duer, dass déi Administratioun an engem Gebai schafft a lieft, wat effizient ass a méi Energie produzéiert, wéi et der brauch, a wat aus Holz gebaut ass. Nee, d'Philosophie an der Gestioun vun de Bëscher muss och stëmmen. An och do hu mer eis an der Lescht ganz vill Gedanke gemaach. Mee iwwerall an deene Felder do ass et ëmmer de Staat, an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, déi e ganz wichtege Vecteur sinn.

D'Lycéeën hat ech erwäänt. Am PNEC stinn och nach sou Initiative wéi den Härebierg, wou mer wëllen en energieautonomen Zero-CO_2-Quartier bauen. Oder, zum Beispill, wëllt de François Bausch e „green airport" maachen. Dat heescht, och Saachen, wou et net esou obvious ass, dass mer direkt de Klimaschutz hikréien, wëlle mer ugoen, an zwar wierklech an alle Beräicher, wou mer aktiv sinn.

Dann hat Der déi drëtt Fro, déi war zur Mobilitéit. Am Beräich vun der Mobilitéit, Dir wësst, dass do 67 % vun eisen Emissiounen hierkommen, do musse mer grouss Schrëtt maachen. An dofir steet och an eisen offizielle Pläng, dass mer a sech en effizienten, flotte Management an en erhéichten Undeel un Elektroautoe beim Staat wëllen hunn. Et gëtt zurzäit en internt Reglement, datt beim Kaf geziilt Elektroautoe musse favoriséiert ginn. Natierlech, wann een et gutt begrënne kann, dann ass dat nach net de Fall, mee do si mer awer amgaangen ze schaffen.

Ma ech kann Iech soen: De François Bausch kuckt och ëmmer ganz genee drop, a mir alleguerten och! Mir maache jo net nëmme just als dat éischt Land gratis ëffentlechen Transport, mee mir kucken och ëmmer, dass mer éischter Richtung Multimodalitéit ginn, an dass mer net nëmme just den Ëmschwong op en E-Auto hikréien, mee och op eng besser Mobilitéit, zum Beispill op Vëloen. Op esou kuerz Distanze wéi hei an dem Ministère, wou mir dra sinn, do kann een zum Beispill mam Vëlo, dat hunn ech elo just och gemaach, vum Kierchbierg bis heihinner fueren, dat ass eigentlech och ganz flott.

Bei de Busser si mer amgaangen ëmzeklammen: Schrëttweis ginn d'RGTR-Busser ersat duerch Elektrobusser. An do muss ee soen, do si mer scho relativ wäit. 7 % vun der totaler Distanz sinn 2020 scho mat Elektrobusser gefuer ginn. Bis 2025 sollen dat der 30 sinn. An dann hu mer natierlech d'Fernzil 2030, dass mer komplett wëllen op Elektrobusser ëmgeklomme sinn. Dat heescht, mir hu schonn héich Ziler, mee mir hu se natierlech net an engem Handbuch zesummegefaasst.

E véierten Theemekomplex, wou ech eppes wollt soen, dat ass déi ëffentlech Beschafung. An do gëtt et natierlech e Gesetzeskader, wéi mer sollen akafen. Mee do gëtt et, an da kommen ech op de Volet vun de Leitfäden, ënner www.nobe.lu, nohalteg Beschafung, kënnt Der dat kucken - d'ailleurs huet d'Bundesumweltamt och e Leitfade fir Veranstaltungen a Beschafung, mir hunn dat och hei zu Lëtzebuerg, dat kënnt Der um Internetsite vun nobe.lu kucken -, en Tool, en Onlinetool souzesoen, fir dass mer elo kee Pabeier verschwenden, deen an Zesummenaarbecht mat der Ëmweltberodung Lëtzebuerg entstanen ass, déi jo eng Berodung ass, déi eeben och vill Gemenge beréit, déi aus deem Beräich komm ass an déi an dësem Fall natierlech vum Ëmweltministère gemaach gëtt.

An Dir hutt gesot: „Mir wëlle vill Leit mathuelen." Jo. A genau dofir hu mer och esou Initiativen, mam Ökozenter Pafendall zum Beispill, fir „green events". Well dat ass jo net nëmme bei eise Veranstaltungen. Mir haten op eiser Veranstaltung de Zero-Waste duerchgezunn. Mee et gëllt och, esou Checklëschten ze maachen a Berodung fir all d'Leit, déi wëllen esou eppes maachen, an do e gudden Echange vu gudde Praxissen ze maachen.

D'ailleurs d'Praxissen Null-Offall-Strategie, Kreeslafwirtschaft-Strategie, och do iwwerhëlt de Staat seng Responsabilitéit a versicht, esou vill wéi méiglech ze lancéieren, fir eebe gutt zesummenzeschaffen, zesummen tëscht de Ministèren, do ass et dann de Wirtschaftsministère zesumme mam Finanzministère, zesumme mat der Landesplanung an eis, déi kucken, dass déi Kreeslafwirtschaft un d'Rulle kënnt.

Ech gesi grad, dass meng Zäit relativ schnell ofleeft. Ech wëll awer nach op ee Kapitel agoen, wat mir besonnesch wichteg ass, an zwar d'ëffentlech Acteuren, do hat ech virdru gesot, dat ass de Staat an d'Gemengen. An do hu mer, mengen ech, een Tool hei zu Lëtzebuerg, dee wierklech ganz gutt ass an dee vill ugeholl gëtt, an dat ass de Klimapakt. An do engagéiere mer eis jo weider mam Klimapakt 2.0. An do hu mer a sechs grousse Beräicher - an et sinn e bëssen änlecher wéi déi, déi Dir och genannt hutt, Madamm Hansen -, a sech e flotten Tool, fir datt jidderee kann e Katalog ofschaffen, fir gemeinsam d'Klimaschutzziler, déi mer eis hei zu Lëtzebuerg zesumme ginn hunn, ze erreechen.

Ech hoffen, datt ech elo konnt op Är Froen äntwerten. Dir gesitt, mir sinn an Aktioun. Wichteg ass et, dass d'Alternative positiv konottéiert sinn an dass all d'Acteure matmaachen. An domadder soen ech lech Merci fir déi flott Froen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch Carole Dieschbourg.

10. Question élargie n° 88 de M. Pim Knaff au sujet de la digitalisation et numérisation de la procédure et des dossiers judiciaires

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass déi erweidert Fro Nummer 88 vum Här Pim Knaff iwwert d'Digitaliséierung vun de Geriichtsdossieren a -prozeduren, an och hei fënnef Minutte fir den Auteur an zéng Minutte fir d'Regierung. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt géif ech der Madamm Justizminister Merci soen, datt si haut komm ass, fir op eis Fro hei ze äntwerten.

Dës Regierung huet sech am Koalitiounsaccord der „paperless justice" verschriwwen. D'Prozedure sollen numeriséiert an dematerialiséiert ginn, fir am Sënn vun enger Simplification administrative besser a méi effizient kënnen ze funktionéieren. Och den Accès zu der Justiz soll fir all d'concernéiert Parteie verbessert ginn.

De Covid huet vill Leed a Misär bruecht. Ben, en huet awer och op anere Plazen Dieren opgemaach an der Justice digitale, wou et soss warscheinlech nach eng Zäit gebraucht hätt, fir se opzestoussen.

D'Pandemie huet eis et erlaabt, nei Prozesser no villen Iwwerleeungen endlech en place ze setzen. Ech denken hei zum Beispill un d'Mises en liberté, déi mëttlerweil iwwer Videokonferenz kënne gemaach ginn, oder awer och un d'Procédures écrites am Zivill, wou ee sech mëttlerweil bei der Mise en état net méi muss deplacéieren.

Alles dat sinn eenzel Changementer, déi et awer jiddwer Bedeelegtem erlaben, säin Dag méi effikass ze gestalten. Mir als DP ënnerstëtzen eng Digitalisatioun am Sënn vun enger Simplification administrative a mir fannen et an deem Sënn och wichteg, et net bei eenzelne Changementer ze beloossen, mee et soll gekuckt ginn, wou een nach aner Prozesser besser a méi effizient an an dem Sënn vun alle Concernéierte gestalte kann.

Esou kéint een och beispillsweis doriwwer nodenken, d'Prevenuen iwwer Videokonferenz ze interrogéieren. Den Ament ass et jo esou, dass dëst sur place gemaach gëtt am Cabinet d'instruction, dann ass och den Affekot derbäi an och de Greffier. Firwat net envisagéieren, dëst och digital ze maachen? Sief dat, dass den Affekot bei sengem Client am Prisong ass oder beim Riichter, sief dat, dass den Affekot selwer och bäigeschalt ka ginn.

Heizou muss dann awer gesot ginn, dass d'Juges d'instruction net déi selwecht Kommunikatiounsmoyenen hu wéi d'Chambre du conseil. Hei stellt sech dann d'Fro, ob kéint virgesi ginn, de Budget fir d'Kommunikatioun opzestocken, fir Material bereetzestellen, soudass Interrogatoiren och iwwer Distanz kéinte gefouert ginn. Grad elo wärend der Pandemie kéint dat extreem hëllefräich sinn. Esou Interrogatoirë vun de Juges d'instruction dauere munchmol zwou bis dräi Stonnen. A grad an dëser Zäit, wou et esou wichteg ass, Distanzen ze halen a wou een net esou laang soll exposéiert sinn, wär dëse Moyen eng gutt Alternativ.

Da gëtt den Dossier pénal entre-temps och numeriséiert, an et kritt een en elo och ënner Forme numérique zougestallt. Den Affekot wéi och de Prevenu hunn d'Recht, den Dossier wärend der Instruktioun kucken ze goen. Och hei soll ee sech d'Digitalisatioun vun den Dossieren am Sënn vun enger Vereinfachung vum Prozess zu Notze maachen.

Als Beispill gëtt et hei de Prisong vun Arel. Zu Arel kënnen d'Prevenuen hiren Dossier pénal am Prisong consultéieren. Hei gëtt et e spezielle Sall, deen dofir virgesinn ass. An deem Sall steet e Computer, an en Agent kann dann, wéi gesot, dem Prevenu säin Dossier eroflueden, an déi kënnen dann op der Plaz den Dossier consultéieren. Wann ee bedenkt, dass de Prevenu hei zu Lëtzebuerg den Ament nach fir d'éischt muss transportéiert ginn, da gëtt e fir d'éischt am Prisong kontrolléiert, en huet e relativ desagreabelen Transport viru sech, e gëtt nach eng Kéier kontrolléiert, wann en an d'Gebai erakënnt, jee, do geet ganz vill Zäit verluer. An ech mengen, do kéint een deen Zäitverloscht effektiv evitéieren, wann d'Leit, d'Prevenuen, am Prisong d'Méiglechkeet hätten, fir den Dossier op eng digital Method ze consultéieren.

Momentan ass deen neie Prisong zu Zolwer nach am Bau. An am Sënn vun enger moderner Justiz, déi iwwert d'Digitalisatioun nach méi zougänglech soll ginn, wier et eiser Meenung no wichteg, iwwert d'Konstruktioun vun esou engem Consultatiounsraum nozedenken.

Allgemeng si mir als DP der Meenung, dass d'Digitalisatioun vill Méiglechkeeten an Alternative bitt, fir d'Prozesser och an der Justiz ze verbesseren a méi einfach ze maachen. An deem Sënn ass et wichteg, dëst no vir ze dreiwen, fir jidderengem d'Demarchen an Zukunft ze erliichteren.

An deem Kontext wollt ech d'Madamm Justizminister Follgendes froen: Wou ass d'„paperless justice" an d'Modernisatioun vun der Justiz de Moment allgemeng drun? Wat ass do den État des choses? Ass virgesinn, eng Méiglechkeet ze schafen, Interrogatoiren an nächster Zukunft iwwer Videokonferenz ze erméiglechen? Falls jo, ass et do virgesinn, deen néidegen Dispositif de communication an de Cabinets d'instructions ze installéieren?

Den Ament dauert d'Numerisatioun vun den Dossieren nach relativ laang, dëst wuel opgrond vun engem Sous-effectif an deem Service. Ass hei virgesinn, den Effectif an dësem Service opzestocken, fir d'Transmissioun vun den Dossieren ze acceleréieren? Gëtt doriwwer nogeduecht, d'Beispill vun Arel ze suivéieren an den Detenuen eng Consultation par voie numérique vun hirem Dossier pénal am Prisong op der Plaz par voie digitale ze erméiglechen?

Finalement: Sinn am neie Prisong zu Zolwer esou Raimlechkeete virgesinn? A falls jo, wivill där Raim sinn ageplangt? Falls nach keng esou Säll ageplangt sinn, sollt een net virum Bau, deen elo jo nach amgaangen ass, profitéieren, fir dës Moyene fir d'Zukunft virzegesinn?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

(Interruption)

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Merci villmools, Här Knaff, dass Der lech där Fro vun der Digitaliséierung an der Justiz ugeholl hutt. Dat ass eppes, wat mer reegelméisseg diskutéieren, sief et am Kader vun der Chamberskommissioun oder am Kader vun anere Question-parlementaires. An et ass eng essenziell Fro, well zu enger moderner Justiz gehéiert den einfachen Accès vun der Justiz derzou. An den einfachen Accès gëtt hautdesdaags nu mol ganz vill méiglech gemaach iwwert déi digital Weeër.

Dat hu mer och an deene leschte Méint ganz gutt kënnen erliewen, wou mer e puer Spréng no vir gemaach hunn op deem dote Point de vue. Elo net par rapport zu dem Projet, wéi en urspréinglech geplangt war, mee einfach, well vill méi op digital Moyenen zréckgegraff gouf, ganz vill Audienzen iwwer E-Mail fixéiert goufen, well Datume festgehale goufe mat engem Echange ouni en direkten Deplacement op d'Geriicht. An dat ass eng ganz gutt Saach.

Do dernieft gëtt et awer eeben de Mammutprojet vun der „paperless justice", mat ganzer 13 individuelle Chantieren. Ech verweise vläicht op d'Question parlementaire Nummer 2966, déi den Här Galles virun engem hallwe Joer gestallt huet. Do kënnt Der nach eng Kéier de ganzen Detail noliesen. Ech ginn elo net dorop an - ech mengen, mir haten dat och schonn eng Kéier an der Chamberskommissioun gesot -, soss ass meng Zäit schonn ëm. Mee do gesitt Der, aus wéi engen eenzelne Bausteng de Projet „paperless justice" besteet.

Vläicht grosso modo eng Kéier: Natierlech ass et dat, wat hei d'Zivillgeriicht ubelaangt, et ass natierlech och dee ganze Volet vum administrativen, vum Verwaltungsgeriicht, an et ass och, an dat ass deen Deel, dee jo scho visibel ass, déi ganz Jurisprudenz, wou elo schonn e groussen Deel um Site justice.lu ze gesinn ass, wou ee ka Jurisprudenze mat Motclée ganz einfach fannen, wat och ee wichtegt Element ass beim Accès vun der Justiz, well een als Justiciabele kann nosichen, wéi änlech gelagert Fäll vläicht schonn eng Kéier jugéiert goufen an enger Situatioun, déi ee kennt, respektiv als Professionelle vum Droit och ganz einfach ka seng Recherche maachen a wëssen, op wéi eng Jurisprudenz ee sech ka baséieren, fir seng Affären ze plädéieren.

Insgesamt gëtt schonn am Hannergrond ganz vill dru geschafft. Dëst Joer si mer nach eng Kéier e puer Schrëtt weiderkomm, mee dat sinn natierlech Bausteng, déi een am Moment net gutt gesäit, well se intern sinn. Fir d'éischt muss de System opgebaut ginn, ier en dann och vu bausse vun de Professionelle ka genotzt ginn. Mir wäerte jo elo hei net méi mat E-Mail-Echangë fueren, mee et geet wierklech ëm den digitalen Dossier, dat heescht, den Dossier, deen op alle Fall och digital existéiert a wou net just den A dem B en E-Mail schéckt, mee wou wierklech alles iwwert den digitale Wee geet. Dat heescht, et ass och eng Fro vu Sécherheet, vun der uerdentlecher Verschlësselung an esou weider.

D'Visibilitéit ass, à ce stade, virun allem sichtbar eeben op dem Punkt vun der Jurisprudenz. Eng éischt gréisser Etapp wäert déi um Verwaltungsgeriicht sinn, wat jo e bëssen als Laboratoire hei gëllt, well dat méi iwwerschaubar ass, wou dat da och kann no baussen utiliséiert ginn.

Ech kommen dann nach op Är eenzel Froen zréck, déi Der mer gestallt hutt, wat d'Interrogatoirë vun de Prevenuen ubelaangt iwwert digital Weeër. Ech mengen, Dir waart jo elo de Centre pénitentiaire um Uerschterhaff am Chantier kucken. Ech ginn och dovunner aus, dass Der dat gewise krut. Do si sechs Lokaler virgesinn, fir Visiokonferenzen ofzehalen. Do si jo exklusiv Prevenuen, déi wäerten an deem Centre sinn, dat heescht Leit, déi nach net definitiv condamnéiert sinn, wou also dann och déi Interrogatoirë kënnen iwwer Visiokonferenzen ofgehale ginn.

Dann ass d'Fro vun dem Ekipement, vum informateschen Ekipement. Och dat ass natierlech ee Prealabel. Wann d'Leit keen uerdentlecht informatescht Ekipement hunn, da kënne se natierlech net vun deene moderne Moyene Gebrauch maachen. An duerfir ass och elo iwwert déi lescht Méint scho relativ vill do gemaach ginn. A parallell dozou sinn awer och am Kader vum „paperless justice" déi néideg Investissementer virgesinn.

Dann hat Der mer nach d'Fro gestallt vun dem Effectif vun dem Service responsable, wou Der lech op d'Digitaliséierung bezitt. Och do ass et esou, dass, Stand haut, d'Digitaliséierung u sech an all Departement ka gemaach gi mat de verfügbaren Outilen. D'Transmissioun iwwer E-Mail oder OTX ass méiglech vun der grousser Majoritéit vun den Aarbechtsstatioune vun de Geriichtsbeamten aus. Zousätzlech gëtt et en zentrale Kopies- an Digitaliséierungsservice - ech huelen un, et ass deen, op deen Der uspillt - bannent der Justizverwaltung, deen zoustänneg ass, fir méi grouss Daten an den Dossieren ze digitaliséieren. Dëst Departement gouf viru Kuerzem mat enger Persoun verstäerkt, setzt sech also elo aus véier Vollzäitmataarbechter an engem CAE (ndlr: Contrat d'accompagnement dans l'emploi) zesummen.

Et ass awer wichteg ze ënnerscheeden tëscht Digitaliséierung am Sënn vu Scanne vun Dossieren, also dat Numeriséieren, an eeben d'Digitaliséiere vu Prozeduren. Wärend d'Digitaliséierung vun Dossieren tatsächlech näischt méi wéi d'Erstellung vun enger digitaler Kopie vun engem physeschen Original ass an zentral mat enger limitéierter Unzuel vu Leit ka gemaach ginn, ass et ganz anescht fir d'Digitaliséierung vun enger ganzer Prozedur. Well d'Digitaliséierung vu Prozeduren implizéiert en detailléiert Wësse vun de betraffene Prozeduren a kann net zur Zefriddenheet vun den Acteuren erreecht ginn duerch en zentrale Service aus véier plus enger Persoun. An dat muss an der Verantwortung si vum Service, deen d'Pièce vum digitalen Dossier erstellt, deen autonom an ouni materielle Support deenen hir Authentizitéit garantéiert. Och do sinn nach Studien amgaange fir ze kucken: Wat ass dee beschte Wee, fir d'Effikassitéit vun där Digitaliséierung ze assuréieren?

Da wollt Der nach wëssen, wat fir d'Consultatioun vum Dossier pénal op der Plaz do virgesinn ass. Dir hat och gefrot, ob eeben d'Beispill vun Arel géif suivéiert ginn. Eng Léisung gëtt den Ament studéiert, fir den digitalen Zougang iwwert d'Plattform vu myguichet.lu ze erméiglech. Dëst erfuerdert allerdéngs als Viraussetzung d'Mise en place vun engem richtegen digitalen Dossier als Deel vun enger Gestion électronique de dossier. An dee Projet gëtt och am Moment nach studéiert. An d'Justiz wäert och eng Etüd maache vun de Léisungen, déi eventuell an den Nopeschlänner opgestallt goufen, fir kënne Schlëss iwwer méiglech Zwëscheléisungen ze zéien.

Wat elo aktuell Schraasseg ugeet, niewent der Méiglechkeet fir den Ugekloten, direkt viru Geriicht ze goen, fir säin Dossier kënne penal ze consultéieren, ka säin Affekot dem CPL en USB-Schlëssel mat dem Dossier pénal vum Beschëllegte bréngen. Den Inhalt gëtt direkt op dem Beschëllegte säi Computer erofgelueden, wann hien een huet. Soss gëtt den Inhalt vum USB-Schlëssel erofgelueden op e Computer, deen dem Beschëllegte vun der Prisongsadministratioun zur Verfügung gestallt gëtt. An an dësem Fall gëtt den Dossier vum Greffe consultéiert.

D'Statistike vum CPL weisen, datt déi grouss Majoritéit vu Beschëllegte léiwer direkt viru Geriicht geet, well d'Consultatioun op der Plaz beim CPL nëmme ganz seele gefrot gouf, insgesamt sechsmol zënter 2017.

De Centre pénitentiaire Uerschterhaff ass prett, fir d'Prozedur, déi am CPL aktuell implementéiert ass, weiderzeféieren.

Dann ass nach d'Fro vun de Salles de consultation des dossiers en numérique, ob déi virgesi sinn um Uerschterhaff. Déi digital Dossiere kënnen iwwer speziell formatéiert Computere consultéiert ginn. Genuch Raimlechkeete gi fir dësen Zweck zur Verfügung gestallt. Et ass nach net ganz genau definéiert, wéi vill et der sinn. Et gëtt geschat, also si ginn dervunner aus, dass op d'mannst sechs bis 20 Raimlechkeete kënnen esou en place gesat ginn. An zousätzlech ginn d'Dossieren op Laptoppe consultéiert, déi all op adequate Plaze kënne placéiert ginn. Voilà.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

11. 7449 - Débat d'orientation sur le plan de développement culturel « KEP 1.0 »

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass eng Orientéierungsdebatt iwwert de Kulturentwécklungsplang, de KEP 1.0. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht.

An ech ginn direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dëser Debatt, déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Djuna Bernard *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Richard von Weizsäcker, eminenten CDU-Politiker, sot 1987 a senger Reflexioun iwwert de Kulturbegréff Follgendes: „Schon im Begriff Kulturpolitik wird deutlich, wie elementar Kultur und Politik einander durchdringen. Kultur ist kein politikfreier Raum. Kultur ist nicht der Paradiesgarten geistiger und künstlerischer Eliten. Kultur ist Lebensweise des Menschen. Sie ist die Substanz, um die es in der Politik zu gehen hat". Hien drénkt domat an de Kär vum Verhältnis tëscht der Kultur an der Politik an.

De Kulturentwécklungsplang 1.0, kuerz KEP oder K-E-P, jee no perséinlechem Gusto, ass de Laangzäitstrategiepabeier, dee mam Kultursecteur wärend ville Joren an a ville Sëtzunge virun 2018 ausgeschafft, diskutéiert a raffinéiert gouf, an deen elo vun 2018 bis 2028 soll ëmgesat ginn.

Déi éischt Iddie vun engem Kulturentwécklungsplang fir Lëtzebuerg ginn zréck an d'90er-Joren. E gouf virun allem vun der Zivillgesellschaft erwaart a gefrot. Am Koalitiounsaccord vun 2013 bis 2018 gouf dunn och op Regierungsniveau d'Fuerderung no engem Kulturentwécklungsplang formell festgehalen. 2016 huet de gesamte Kultursecteur sech dunn zesumme mobiliséiert an am Laf vun de follgende Kulturassisen a sektorielle Reuniounen um Entworf vum spéidere KEP matgeschafft. 2018 war dunn den Ausaarbechtungsprozess fir d'haitegt Dokument mat sengen eelef Kapitelen an 62 Recommandatiounen ofgeschloss. D'Resultat huet sech weise gelooss.

Mam KEP 1.0 läit eis en Dokument vir, dat der Politik d'Besoinen an d'Prioritéite fir déi kommend Joren opweist.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mee et dierf ee sech op kee Fall ieren, dass domadder elo de Kulturentwécklungsplang ofgeschloss wär. De participative Prozess, dee vun Ufank un d'Grondlag vum Kulturentwécklungsplang ausmécht, leeft weider. De KEP ass domat e sougenannte „work in progress", dee kontinuéierlech ëmgesat an evaluéiert gëtt an deen och lafend kommentéiert soll ginn.

Fir dee Prozess ze strukturéieren, fannen a reegelméissegen Ofstänn d'Assises culturelles statt, wou dësen am enken Austausch mat de professionelle Konscht- a Kulturschafenden, mee och de Kulturinstitutiounen an Haiser, mat Uertschaften a Regiounen an natierlech dem Ministère an och eis hei am héijen Haus diskutéiert gëtt.

Um politeschen Niveau gouf de KEP natierlech och diskutéiert. Den 3. Juli huet déi deemoleg Deputéiert Sam Tanson bei enger Heure d'actualité zum Sujet eng Resolutioun deposéiert, an där drastoung, dass all zwee Joer en Debat iwwert de KEP an der Chamber sollt geféiert ginn. Dës gouf vun de Fraktioune vun der CSV, der DP, der LSAP an natierlech deene Grénge matgedroen. Esou soll notamment séchergestallt ginn, dass d'laangfristeg Kontinuitéit vun der Strategie och iwwert déi verschidde Legislaturen eraus geséchert gëtt.

Genau an dëser Optik huet d'Kulturkommissioun, op Wonsch vun der CSV-Fraktioun hin, dësen Debat a ville Sëtzunge preparéiert an op haut higeschafft. Ech wëll heimat ganz gären ausdrécklech der CSV-Fraktioun mat hirer kulturpolitescher Spriecherin Octavie Modert e grousse Merci ausdrécke fir hir Initiativ.

Der gesamter Kommissioun och e grousse Merci fir dee spannenden Austausch an d'Diskussiounen. Dem Kulturministère e grousse Merci fir déi vill Fakten, Zuelen, Statistiken an Informatiounen, déi mer vun hinne kritt hunn, mat virop dem Här Jo Kox, deen de KEP wéi keen zweete kennt a fleegt.

Erlaabt mer awer och op dëser Plaz, wa mer scho bei de Mercie sinn, menge Mataarbechter an der Fraktioun wéi och eiser Kommissiounssekretärin e léiwe Merci auszedrécke fir hir Ënnerstëtzung an hir Fläissaarbecht bei dësem Rapport an dem schréftlechen Dokument.

De Kulturentwécklungsplang besteet aus eelef Kapitelen an 62 Recommandatiounen. Am Format vun den Assises culturelles gëtt jo, wéi gesot, am zwee-Jores-Rhythmus d'Ëmsetzung vum Plang evaluéiert a publizéiert. Fir e méi kuerzfristege Suivi an eng nach méi grouss Transparenz steet awer säit dem Oktober vum leschte Joer mam Site www.kep.lu een Outil zur Verfügung, deen allerdéngs och vill Aarbecht verlaangt, fir dass en aktuell bleift. An net ze vergiessen, erlaabt de Site och all Utilisateur, Feedback an Ureegungen anzereechen. Ech kann dofir all Nolauschterer nëmmen invitéieren, emol e Bléck op dëse Site ze geheien.

Dat gesot, kommen ech zréck op déi parlamentaresch Aarbechten. Well d'Kulturkommissioun op Demande vun der CSV-Fraktioun en Débat d'orientation mat Rapport ausgeschafft huet, hu mir eis Aarbechten am Viraus musse strukturéieren a verschidde Prioritéiten definéieren. An deem Kontext huet d'Kommissioun sech dozou entschloss, e puer Sujete méi am Detail ze beliichten, notamment do, wou sech an dësen éischten dräi Joer vum Prozess am meeschte gedoen hat.

Éier ech elo méi spezifesch op déi verschidde couvréiert Theemen aginn, muss ech awer op dëser Plaz eppes preziséieren: tëscht dem haitegen Dag an der Decisioun, dës Debatt ze féieren, sinn iwwer zwee Joer vergaangen. An deenen zwee Joer krute mer zu verschiddene Momenter de Point vun där momentaner Situatioun gemaach an hu se och diskutéiert. An där Durée ass et awer gutt méiglech, dass sech säit deem Moment erëm vill gedoen huet an och erëm weiderentwéckelt huet. Mäi Rapport huet deemno net den Usproch, eng Momentopnam op den Dag vun haut ze maachen, mee de Resümmee vun eisen Diskussiounen an der Kulturkommissioun erëmzeginn. De KEP ass ee liewegt Dokument, bei deem sech vill deet an de Fortschrëtt ganz kontinuéierlech ass. An net zulescht duerch d'Covid-19-Pandemie war natierlech dee ganze Prozess nach eng Kéier op d'Kopp gehäit ginn.

Mir hu probéiert, d'Aktualitéit an déi verschidden Entwécklungen am Kultursecteur an dëse Prozess mat opzehuelen a se och mat ze verschaffen. D'Pandemie huet verschidde Problematiken am Kultursecteur verschäerft, huet och d'Konschtschafend selwer un d'Nodenke bruecht, wéi se op deene leschte Kulturassisë selwer constatéiert hunn. A well mir dës Reflektioune wollte mat dem Secteur debattéieren, hu mir eis Ufank des Joers a véier Sëtzunge mat séllege Vertrieder vum Kultursecteur getraff an ausgetosch, wourop ech spéider nach wëll méi am Detail agoen.

Domat kommen ech zu deenen eenzelne Kommissiounssëtzungen. Den 3. Oktober, genee wéi de 14. November 2019 hu mer eis mam Theema vum Patrimoine culturel auserneegesat. Dëst war vum Timing hier immens interessant, well zu deem Moment och d'Patrimoinesgesetz deposéiert gouf an natierlech de Sujet vu ganz grousser Aktualitéit war. D'Reform vum Patrimoinesgesetz steet am KEP als Recommandatioun 29 an ass domat zwar nach net komplett erfëllt, mee awer um beschte Wee dohinner, well aktuell waarde mer op deen zweeten Avis vum Staatsrot.

D'Recommandatioun 30 ass am direkte Lien mam Patrimoinesgesetz. Hei war urspréinglech d'Grënnung vun engem nationalen Institut fir den Denkmalschutz virgesinn. Am Kader vun den Aarbechten

um Gesetz an den Diskussiounen an der Kulturkommissioun gouf awer elo amplaz d'Schafung vun engem Institut national du patrimoine architectural zréckbehalen. Esou wäert deen haitege Service des sites et monuments eng Opwäertung erfueren, déi seng erweidert Responsabilitéite soll erëmspigelen.

Nieft dem ganz prominente Beispill vum Denkmalschutzgesetz fanne sech awer och weider Recommandatiounen an dësem Kapitel erëm, déi scho wäit fortgeschratt sinn, notamment d'Recommandatioun 32: en neit Gebai fir d'Nationalarchive. Den 23. Juli d'lescht Joer goung jo, wéi Dir wësst, d'Gesetz dozou duerch dëst héicht Haus, soudass d'Nationalarchive geschwënn déi dréngend benéidegt Plaz a Moyene kënne kréien, fir hirer wichteger Aarbecht nogoen ze kënnen. Geschwënn, dat ass bei esou engem grousse Projet natierlech ëmmer e relative Begréff, mee 2024 wäert dat ganz schéint a modernt Gebai seng Dieren opmaache kënnen.

Vum Belval eriwwer op de Belval geet et bei enger anerer Fuerderung vum KEP, der Kreatioun vum CNCI, dem Centre national de la culture industrielle. Hei huet sech am Juni 2019 eng ASBL forméiert, déi och kuerz drop mam Kulturministère konventionéiert gouf. Si huet den Optrag, als Centre d'expertise fir den Industriepatrimoine ze stoen an ze sensibiliséieren, an och natierlech bestoend Initiative mateneen ze vernetzen an neier ze begleeden.

Dann zur Recommandatioun 31, wou et ëm d'Stad Lëtzebuerg geet. 2019 huet de 25. Gebuertsdag vun der Ernennung vun der Festung Lëtzebuerg als Unesco Heritage Site markéiert. En Heritage Site ass esou definéiert: "[…] works of man or the combined works of nature and of man, and areas including archaeological sites which are of Outstanding Universal Value from the historical, aesthetic, ethnological or anthropological points of view." De KEP freet e Plan de gestion pour le patrimoine mondial de la Ville de Luxembourg. A mat der Nominatioun vum Här Robert Philippart, deen net midd gëtt, sech fir de Site anzesetzen, këmmert sech en héich kompetenten Expert ëm dëse Punkt.

An der Recommandatioun 33 geet et ëm d'Konstruktioun vun engem Dépôt national fir d'Kollektioune vun eise Kulturinstituter, deenen et u Stockage-Méiglechkeete mangelt. Doraus ergëtt sech, dass nëmmen een Deel vun de Objete kann an den Instituter selwer stockéiert ginn an de Staat Honnertdausende vun Euroen an de Loyer vun esou Surfacë stécht. Zum Moment vun der Redaktioun vun dësem Rapport ass eng Étude de faisabilité an Optrag gi ginn, fir de Site vun der Neier Schmelz zu Diddeleng fir dësen Zweck ze préiwen. Hei soll, nieft dem grousse Wunnprojet an dem eventuellen Depot, och e Centre de documentation d'art moderne entstoen, vun deem een Deel als Galerie wäert fungéieren.

Déi zweet thematesch Reunioun vun eiser Kommissioun war déi zu de Konventiounen am Kultursecteur. Déi kommen an direkt e puer Fuerderunge vum KEP an de Recommandatiounen 9, 16 oder och nach 14 erëm. Mee wat ass de konventionéierte Kultursecteur eigentlech? Do fanne sech Institutioune wéi Associatiounen erëm, déi eng kulturell Offer vun nationalem Interêt ubidden an an hirer Organisatiounsform eng national Relevanz hunn. Duerch d'Konventionéierung kréie si eng laangfristeg Organisatioun a Funktiounsweis geséchert, andeems zum Beispill d'Frais de personnel, Büroskäschten an d'Planifikatioun vun Inhalter kënne séchergestallt ginn. De Budget vun de Konventioune gouf 2020 ëm 30 % erhéicht an insgesamt goufe 24 nei Konventiounen ënnerschriwwen. Zousätzlech gouf festgehalen, dass dës Konventiounen indexéiert ginn an esou linear ëm 2,5 % järlech klammen.

Weider Schwéierpunkte goufen an dësem Kontext awer och gesat. Zum enge goufen d'Centres culturels régionaux gestäerkt a kruten hir Dotatiounen eropgesat. Och ginn d'Konventiounen, jee no Secteur, Joer fir Joer reevaluéiert. 2020 loung den Akzent op den Arts de la scène; 2021 ass et un de regionale Muséeën, de Schlässer an den archeologesche Sitten; 2022 un den Arts visuels, der Architektur an dem Design; an 2023 dann um Museksecteur.

An där Kommissiounssëtzung si weider Schrëtt festgehale ginn, notamment d'Evaluatioun vun de sektorielle Konventiounen, d'Analys vun de verschiddene Muséeën an eng Zort Agreement ze préiwen, pluriannuell Konventiounen ofzeschléissen, en neie Konventiounsmodell auszeschaffen an awer och un engem Code de déontologie fir all Konventiounspartner ze schaffen.

De KEP 1.0 hält a senge Recommandatiounen 8 a 60 fest, dass e Fonds pour la création artistique et culturelle soll an d'Liewe geruff ginn. Dee soll déi verschidde Kulturinitiativen, déi et dorëmmer gëtt, koordinéieren. D'Recommandatioune 56 an 58 viséieren d'Kulturaarbecht vu Lëtzebuerg um internationale Plang, wou souwuel d'Vernetzungsaarbecht, d'Promotioun an de Support wichteg Aspecte fir d'Lëtzebuerger Kënschtler am Ausland duerstellen. Hei bidde music:LX oder Reading Luxembourg natierlech och schonn e Virbild fir d'Promotioun vun Artisten an Auteuren am Ausland. An dat sinn déi Aufgaben, fir déi säit ville Joren iwwert de Modell vun engem Arts Council nogeduecht gouf.

Den Aarbechtsoptrag, d'Configuratioun, den Numm an d'Zilsetzung waren och hei erëm ee Sujet am Dialog mam Kultursecteur. Notamment am Mäerz 2019, wou e participativen Atelier zum Sujet vum Arts Council organiséiert gouf. Doraus huet sech een Aarbechtsgrupp kristalliséiert, wou Vertrieder vun deene ganz verschiddenste Secteuren zesumme mam Ministère de sougenannte Feintuning elaboréiert hunn. Den Numm Kultur:LX ass festgehale ginn an d'ASBL, déi am Summer 2020 an d'Liewe geruff gouf, soll an Zukunft an en Établissement public iwwergoen.

Als Missioun gouf festgehalen, dass Kultur:LX Finanz- a Strukturhëllefe soll verdeelen, fir eise Kultursecteur am Inland wéi am Ausland ze promouvéieren an ze vernetzen. Kultur:LX ass zoustänneg fir d'Architektur, den Design, d'Métiers d'arts, fir d'Musek, fir de Spectacle vivant, fir d'Literatur, fir d'Arts visuels an audiovisuels an d'Arts multimédias an numériques. Innerhalb vun den Entscheedungsstrukture vu Kultur:LX sollen d'Decisioune fir déi verschidde sektoriell Aidë vu Comités de sélection geholl ginn, an deenen Experten aus deene ganz verschiddenste Kultursparte sëtzen.

Mir wäerten an der Kulturkommissioun nach méi intensiv iwwert dës Initiativ schwätzen, wa mer de Projet de loi dann och wäerten diskutéieren.

Déi véiert Reunioun vun eiser Kommissioun huet sech ëm de Statut vum Artist gedréit. Dëse stellt sécherlech eng vun de Kärthematike vum KEP duer a fënnt sech deemno och a sëllege Recommandatiounen erëm, notamment am Kapitel Gouvernance, natierlech och bei der Kreatioun an an der Restructuration du soutien au secteur culturel et artistique. Et soll hei erwäänt sinn, dass mer d'Diskussioune ronderëm dëse Sujet matte wärend der Covid-19-Pandemie geféiert hunn a selbstverständlech d'Aktualitéit nach eemol e ganz besonnescht Liicht op d'Aiden an de Statut vum Artist geworf huet a bis haut nach ëmmer wërft.

Am Joer 2020 hunn 93 Artistes professionnels indépendants vun de mensuellen Aidë profitéiert, an 214 Intermittents du spectacle, mat engem Gesamtmontant vu 4.134.287 Euro, wou natierlech d'Aides supplémentaires duerch d'Kris mat ageholl sinn.

D'Gesetz vum 19. Dezember 2014 reegelt de Statut vum Artist a soll reforméiert ginn. An an deem Kader hat de Kulturministère eng Consultatiounsphas iwwert de Summer, wou d'concernéiert Acteuren hir Visioun a Recommandatioune konnten areechen. Mat deem Feedback huet de Ministère en éischten Entworf vum Gesetz preparéiert, deen dann elo soll als Basis fir konkreet Consultatiounsgespréicher mat de Vertrieder vum Secteur déngen. An uschléissend soll natierlech dëse Prozess grad esou wéi d'Reform vum Gesetz selwer op den normale legislativen Instanzewee goen.

Stéchwuert Consultatiounsgespréicher: Am Hierscht vum leschte Joer hate mer dunn déi prioritär Sujeten, déi mer am Virfeld an der Kommissioun behandelt hunn, esou wäit duerch. A wéi Der wësst, hat déi zweet Well vun der Pandemie eis zu deem Moment voll erfaasst an eis Kulturariichtungen hunn zäitweis mussen zoumaachen.

Op Wonsch vun der Oppositioun huet d'Kommissioun decidéiert, och déi verschiddensten Acteuren aus der Kulturwelt virtuell ze begéinen a si no hirer Meenung ronderëm de Progrès vum Kulturentwécklungsplang ze froen, mee natierlech och hiren Tëschebilan vun der Covid-19-Kris ze zéien.

Aus dësem Entschloss eraus, fir deen ech der CSV an deene Lénken wëll Merci soen, hu mer an de Méint Januar bis Mäerz sëllege Konscht- a Kulturschafend souwéi Kulturinstitutioune gesinn a gehéiert. Dëst waren notamment d'Vertrieder vun der ULASC, dem Daachverband vun de Lëtzebuerger Kulturassociatiounen, et waren awer och d'Vertrieder vum Spectacle vivant, also dem Danz an dem Theater. A genau wéi bei hinnen huet och de Secteur vun der Musek natierlech ganz besonnesch ënnert der Kris an den domat verbonnenen Annulatioune vu Kulturevenementer gelidden. Dofir hu mer och Vertrieder vum Museksecteur begéint. An zum Schluss, zu gudder Lescht hate mer natierlech och d'staatlech Kulturinstituter bei eis an der Kommissioun, well et eis och hei wichteg war, mat hinnen an den Dialog iwwer hir jeeweileg Situatioun ze kommen.

A véier Reuniounen iwwer Visiokonferenz hu mir d'Experten aus der Kulturpraxis, wéi gesot, no hirer Analys vum KEP, mee natierlech och no hirem Empfannen, hire Suergen a Besoinen an an no der Kris gefrot. Fir d'Detailer vun hiren Äntwerte verweisen ech ganz gären op mäi schréftleche Rapport, well ech aus Zäitgrënn hei net déi gesamt Diskussioun kann erëmginn.

E puer gréisser Sujete koumen awer a sämtleche Reuniounen ëmmer erëm op an déi wëll ech lech op dëser Plaz natierlech net virenthalen. D'Digitaliséierung ass eng Erausfuerderung, mee bitt grousst Potenzial fir de Kultursecteur. Wéi mir alleguerten, war d'Kulturzeen forcéiert, sech am éischte Lockdown mat digitale Méiglechkeeten auserneenzesetzen. Dëst huet sécherlech den Innovatiounsgeescht ugekuerbelt an huet vill vun eis mat der dréngend benéidegter Portioun Kultur noutversuergt, mee koum ganz sécher zu Momenter och u Grenzen.

Wat awer kloer an eise Gespréicher ervirkomm ass, ass de Besoin, op der Héicht ze sinn, wann et ëm digital Regulatioune geet, wéi notamment beim RGPD, mee awer och beispillsweis bei Froe vun der Propriété intellectuelle. Hei si mer och op d'Transpositioun vun der Copyright-Direktiv ze schwätze komm, wou ganz sécher vusäite vun de Konscht- a Kulturschafenden e Besoin vu Guidance an Expertis an der Matière um Terrain besteet a wou de Kultursecteur sech dëse Froe muss stellen an och vu Ministèressäit op Ënnerstëtzung ugewisen ass.

Sensibilisatioun a kulturell Bildung: Dank bestoenden Initiative wéi dem mimamu an dem makedra - „Mir maache Musek" a „Maach (k)een Drama", fir déi, déi et nach net woussten - besteet eng strukturell Vernetzung tëscht der Schoul an der Kultur. Net all Kand gëtt nämlech vun doheem aus mat an den Theater, de Musée oder de Concert geholl, soudass d'Sensibiliséierung fir Kultur e wichtegen Aspect vun der transversaler Bildung vu Kanner souwuel an der formaler wéi an der non-formaler Bildung ass.

Natierlech ass Covid-19-bedéngt alles ausgefall an esou konnt dëse wichtege Bildungsoptrag an deem leschte Joer ganz sécher net genuch erfëllt ginn. An Tëschenzäit si Klassenausflich erëm erlaabt an esou gëtt dës wichteg kulturell Bildung erëm prinzipiell méiglech gemaach. Leider sinn esou Initiativen nach ëmmer ofhängeg vum Enseignant an huele leider mam Fortschreide vum schoulesche Wee ëmmer méi of. Hei ass et wichteg, dass d'Zesummenaarbecht an d'Sensibiliséierung fir d'Kultur an d'kreativ Aarbecht sech nach méi verbesseren.

E weidere Punkt, dee mer op ville Reuniounen héieren hunn, notamment do wou mer iwwert d'Kulturinstitutiounen a mat de Kulturinstitutioune geschwat hunn, war et, d'Recherchemissioun vun de Kulturinstituter méi konkreet ze definéieren. Eis Kulturinstituter, also eis Archiven, eis Muséeën, Bibliothéiken hunn natierlech den Optrag, d'Visiteure mat Wëssen a mat Ressourcen ze versuergen an dës natierlech och ze kontextualiséieren. Dofir ginn d'Fuerschung an d'Bereetstelle vun den Inhalter fir de Grand public Hand an Hand. An deem Sënn froen d'Kulturinstituter, dass hir Recherchemissioun souwuel gesetzlech unerkannt gëtt, wéi och an der Konsequenz dozou vum Fonds national de recherche als solches erkannt a fir finanziell Aiden eligibel gëtt. Mat dëser Doleance sollte mer eis als Kommissioun an der nächster Zäit auserneesetzen.

Den Deontologiescode fir konventionéiert Strukture war e weidere Sujet, dee mer jo och am Virfeld scho vum Ministère matgedeelt kritt hunn. Wéi eng Lupp huet nämlech d'Pandemie besonnesch am Ufank d'Prekaritéit vu verschiddene Kënschtler a Kulturschafenden ervirgehuewen. Wéi Kulturevenementer kuerzfristeg hu mussen annuléiert ginn, waren et oft d'Kulturschafend, d'Kënschtler an awer och d'Intermittenten, déi op der viller Aarbecht sëtze bliwwe sinn an net konnten optrieden. Dëst war leider oft mat finanzielle Schwieregkeete verbonnen, well se hir Gage net voll ausbezuelt kruten. De Kulturministère schafft zurzäit un engem Code de déontologie, un dee sech sämtlech Acteuren ze halen hunn, déi staatlech Gelder kréien. Dëst begréisst d'Kulturkommissioun ausdrécklech. Et däerf nämlech net sinn, dass d'kulturell Institutiounen engersäits selwer ëffentlech Sue kréien, an awer dann op där anerer Säit de Kulturschafenden Deeler vun hirem Verdéngscht virenthalen.

Zu gudder Lescht e wichtege Punkt: e staarkt Engagement fir d'Kultur. No der weltwäiter Finanzkris am Joer 2008 hu vill Länner musse spueren. An esou munchereen huet notamment un der Kultur gespuert. Zu Lëtzebuerg gouf et deemools kee radikale Spuerprogramm an der Kultur, a Lëtzebuerg huet och an der aktueller Kris säin Engagement a seng Hëllefstellung vis-à-vis vun engem extreem tangéierte Secteur héichgehalen. Substanziell Finanzhëllefe sinn un de Kultursecteur gaangen, mee net nëmmen. Och d'Efforte vun alle Concernéierten, fir hei zu Lëtzebuerg d'Kultur esou wäit wéi méiglech ënner sanitäre Krittären zougänglech ze maachen, waren eng ganz wichteg Hëllef fir de Secteur. Dat gouf a sämtleche Reunioune mam Secteur gelueft an ervirgehuewen. Mee och wann Haiser konnten opbleiwen, esou sinn d'Revenuen duerch de limitéierte Public ganz sécher méi kleng ginn. An esou muss et och fir d'Zukunft eng Prioritéit sinn, d'Kulturhaiser mat der finanzieller Hëllef, de benéidegte Ressources humaines an dem Wëssenstransfert ze stäerken an ze ënnerstëtzen. Nëmmen esou kann eise Kultursecteur sech weiderentwéckelen a sech nach méi vernetzen an u Qualitéit a Renommee am Ausland wéi am Inland gewannen.

Ech wëll zum Schluss kommen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Entschëllegt, Här Kartheiser, wann ech Ärem Empfannen no mäi Rapport ze vill an d'Längt zéien, mee ech si ganz gutt a mengem Riedemodell ënnerwee.

Et ass net evident, déi fënnef Kommissiounssëtzungen a véier Entrevuë mat insgesamt 23 Vertrieder vum Secteur ze resuméieren. Mee Gott sei Dank gëtt mäi Rapport vun den engagéierte Kulturspriecher aus der Kommissioun ergänzt a completéiert. Ech fir mäin Deel kann nëmmen nach eemol Merci soen un alleguerten déi engagéiert Kënschtler, Konschtschafend, Fräiberuffler an Independanten aus dem Secteur, d'Institutiounen an déi lokal a regional Kulturhaiser a Strukture fir hire laangen Otem an der Kris an dat faarwegt an diverst Bild vun eisem Land, dat mer am Lockdown esou vermësst hunn, dem engagéierte Ministère, wou nieft der Ministesch vill Beamte mat Rot an Dot zur Säit stinn, fir fir hire Secteur anzestoen. An natierlech och e grousse Merci un all Mënsch dobaussen, deen als Benevollen, Veräinsmember, Hobbykënschtler, Elterendeel, Enseignant oder Bierger selwer eng wichteg Roll fir d'Promotioun an d'Villfalt vun eisem Kultursecteur spillt.

Merci fir d'Nolauschteren. An ech verweise selbstverständlech fir all weider Detailer op mäi schréftleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* Merci och der Madamm Rapporter.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert mat enger ganz schéiner kënschtlerescher Mask.

Débat

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Jo, heiansdo ass et gutt, wann ee sech verstoppt, Här President, et deet heiansdo ...

Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauche Kultur. Kultur ass kee Luxus. Kultur ass e Grondrecht! An et ass e mënschlecht Grondbedierfnis. De Mënsch huet e fundamentaalt Bedierfnis sech auszedrécken, kreativ ze sinn, ze dialogéieren an duerch Konfrontatioune vun Iddie weiderzekommen, souguer iwwer sech erauszewuessen. An dat mécht de Mënsch och aus. Dat mécht och d'Kultur aus. Dat ass Kultur.

Kultur ass och Villfalt; Villfalt an hiren Ausdrocksformen an Diversitéit ass fundamental zur Kultur.

Kultur ass, géif ech gär soen, bal d'Séil vun enger Natioun, grondleeënd wichteg fir de sozialen Zesummenhalt vun der Gesellschaft. Well si bréngt Mënsche beieneen. An duerch den Austausch wierkt se op d'Gesellschaft, déi da méi harmonesch funktionéiert. An doduerch schaaft Kultur Verständnegung a Versteesdemech, a grad an der Covidzäit ass dat esou wichteg.

Kultur hëlleft eis, déi eege Musteren opzebriechen an esou de Fräiraum ze schafen, fir nei Musteren ze erkennen an ze definéieren. Och dat ass an der Covidzäit sécher net onweesentlech. An dofir ass Kultur och sënnstëftend. Also: Wéi aarm wäre mir ouni Kultur an ouni Kënschtler?

Awer de Kultursecteur ass fragill an de Kënschtler hir Situatioun ass prekär. An dat ass an der Coronakris nach verschäerft ginn, wou näischt méi selbstverständlech ass an d'Zukunft onsécher ass. An do muss d'Politik sech abréngen. Net fir d'Kultur ze bestëmmen, mee fir déi richteg Ramebedéngungen ze schafen. Wéi kënne Kulturschafend liewen, weiderkommen, sech virunentwéckelen? Dat ass déi grouss Erausfuerderung, déi mir elo adresséiere mussen. De Kulturentwécklungsplang reit sech an dësen Ënnerstëtzungswëllen an.

De KEP, deen de Jo Kox opgestallt hat, ass eng wichteg Bestandsopnam vun de Moossnamen, déi existéiert hunn, dee Moment, wou en ofgeschloss ginn ass. En huet Pisten opgezeechent, op deene weidergeschafft gi soll oder muss. En huet keng Prioritéite gesat oder Echeancë virginn. En huet keng Entsteeungsgeschicht vun de besteeënde Moossnamen erëmginn, mee se op de Moment consignéiert, a vun do aus muss d'Kulturpolitik weiderentwéckelt ginn an nei Visiounen entfaalt ginn.

Den „Après-KEP", géif ech gär soen, ass e participative Prozess ginn. An déi virgesinne Recommandatiounen - et waren der 62, elo souguer 64 - si verdéift ginn. Dat huet d'Madamm Rapporterin eis virdrun och ganz flott erkläert. Den Dialog ass besonnesch an der Coronakris ganz staark mam Secteur virugeféiert ginn, vläicht souguer nach méi staark wéi virdrun. An dat, mengen ech, kann een och als déi grouss Stäerkt vum KEP-Prozess ugesinn. Well et huet eng Weiderentwécklung vun den Ufanksiddie vum KEP bruecht an nei Uluechten erkennen gelooss. Domadder strukturéiert de KEP haut no an no vill vun deene besteeënde Moossnamen nei. Natierlech muss e kulturellen Entwécklungsplang méi wéi eng Synthees a Bestandsopnam sinn; hie muss eng Kulturstrategie, e politeschen Aktiounsplang ginn. No de leschte Walen ass e vun der Regierung iwwerholl ginn an domadder elo Bestanddeel vun hirer Kulturpolitik.

D'CSV war der Meenung, datt de KEP och eng parlamentaresch Begleedung bräicht, an huet dës Orientéierungsdebatt ugefrot. Si ass an der Kulturkommissioun virbereet ginn, wou mir a véier Sitzungen,

wéi d'Madamm Rapporterin scho gesot huet, déi véier Schwéierpunkte vun der Madamm Minister virgedroe kritt hunn. Mir als CSV waren der Meenung, datt een d'Aarbechten net ofschléisse kéint, ouni d'Auswierkunge vun der Coronakris op de Kultursecteur ze thematiséieren. Dee Wee huet d'Kulturkommissioun och ageschloen. D'Madamm Minister war ëmmer mat derbäi a mir hunn a véier weidere Sitzungen dann och mat richtegen Hearinge mam Secteur kënne Gespréicher féieren.

Ech hätt ganz gäre gehat, wa mer och nach Vertrieder vum Literatur-Secteur an aus den Arts visuels hätten héiere kënnen, well och do si vill Ausfäll duerch Corona. Dat war awer ofgeleent gi vun der Kommissioun. Mir haten awer jiddefalls dräi Sitzunge mat de Kulturacteuren.

Der Presidentin a Rapporterin Djuna Bernard hire Rapport gëtt och d'Presentatioun an der Kommissioun gutt erëm. An ech wëll hir e grousse Merci soe fir hire schréftleche Rapport an hir besonnesch fir hir exzellent mëndlech Ausféierungen hei eigentlech bal felicitéieren. Et war eng ganz, ganz flott Rees duerch déi Zäit, déi mer mat dësem Theema an der Kommissioun verbruecht hunn. Eng flott Rees, souwéi Der eis et duergestallt hutt - ganz schéi gemaach! Villmools merci dofir un lech. An och merci un lech, net nëmmen als Rapporterin, mee och als Presidentin vun der Kommissioun.

Här President, de Kulturentwécklungsplang konnt de Covid nach net berécksiichtegen. D'Coronakris ass en neien aschneidende Moment fir de Kultursecteur, an deen ass an engem héije Mooss betraff vun de Schléissungen an allen Aschränkungen. D'Prekaritéit vum onofhängege Kënschtler zu normalen Zäite gëtt duerch d'Pandemie nach verstäerkt. Concerten, Liesungen, Opféierunge sinn ofgesot, Ausstellungen zougemaach ginn am Ufank. Elo ass dat zwar nees deels op a méiglech, och Theateropféierungen, an awer mat manner Publikum.

Net just d'Artiste selwer huet dat schlëmm getraff, mee och d'Concertsorganisateuren, d'Galerien, d'Editeuren, déi d'Wierker vun den Artiste bei d'Leit bréngen an dofir och esou wichteg si fir de Kulturschafenden.

Ech wëll ënnersträichen, datt de Kulturministère den Artiste vun Ufank vun der Kris u ganz séier ënnert d'Äerm gegraff huet mat enger ganzer Rei vu Moossnamen, besonnesch och am Beräich vum Kënschtlerstatut an deem vun den Intermittenten. D'CSV begréisst déi séier Hëllef fir de Kultursecteur, dee staark ënnert de wirtschaftleche Konsequenze leit.

Ech hat scho viru mëttlerweil engem Joer an engem Mount hei op der Chamberstribün d'Auswierkunge vu Covid op d'Kultur thematiséiert an eng Motioun mat Virschléi fir dem Secteur ze hëllefen abruecht. Mir haten déi an der Kommissioun diskutéiert. Si ass an e bësse geännerter a vläicht e bësse manner konkreeter Form ugeholl ginn an et si mengen ech mëttlerweil och en Deel Saachen dovunner schonn agefloss an Är besteeënd Aarbechten. Leider ass de Covid trotzdeem nach do an d'Motioun bleift op Punkten nach ëmmer aktuell - leider.

Elo kënnt et dann drop un, de Postcovid virzebereeden. Fir dat gefligelt Wuert „Resilienz" vun der Regierung ze gebrauchen - fir mech stellt sech eng essentiell Fro: Wéi resilient ass de Kultursecteur zu Lëtzebuerg? A wéi kann d'Politik ënnerstëtzend wierken, fir en dauerhaft méi resilient ze maachen, soudatt en dauerhaft alle Krise widderstoe kann? Well mir wäerten ëmmer nees an ëmmer méi mat esou Ereegnesser konfrontéiert ginn, déi d'Resilienz vum Secteur op d'Prouf stellen.

De Secteur laangfristeg an zukunftsorientéiert ze stäerken, dorobber kënnt et elo un. An dat, wou et elo drëm geet, ass: Wat kann d'Politik dofir maachen, iwwert déi aktuell Covidmoossnamen eraus, déi logescherweis kuerzfristeger Natur sinn?

Mir brauche Visioune fir e Kultursecteur vun den 2020er Joren - déi mussen och iwwert de KEP a seng Bestandsopnam erausgoen. De KEP muss weiderentwéckelt ginn, fir eng Weiderentwécklung vum Kultursecteur ze kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir dat hinzekréien, do läit fir mech d'Kärstéck an enger besserer Professionaliséierung vun den Artisten. Do muss d'Politik aktiv ginn, och am Numm vu sozialer Gerechtegkeet, well onofhängeg Kulturschafender sollen net vun der Prekaritéit dann och nach an d'Aarmut rutschen. Et gëtt grouss Ënnerscheeder mat anere Beruffsgruppen a Bevëlkerungsgruppen - ech mengen, dat wësse mer. Obscho ganz, ganz vill Leit, eng dräi Véierel vun de Leit bal, eng Héichschoulausbildung hunn.

An ech brauch och net ze soen, datt mir zu Lëtzebuerg net nëmme ganz engagéiert, passionéiert a motivéiert Kënschtler hunn, mee och immens gutt Kënschtler a Kulturschafend an eng Kreatioun vun immens héijer Qualitéit.

Dofir wëll ech Virschléi maachen am Beräich vun der Professionaliséierung vun de Kënschtler a Kulturschafend follgender Natur. Si ginn zum Deel iwwert de KEP eraus, si ginn iwwert de Rapport vun der Kulturkommissioun eraus. An zu de Schwéierpunkte vun der CSV fir dës Professionaliséierung vun den Artiste wäerte gehéieren - do adresséieren ech no an no -: d'Promotioun vun den Artisten; en Encadrement, dat néideg ass; en zousätzlechen Tirang an der Subventionéierung a speziell Ënnerstëtzung fir jonk Artisten; souwéi, last but not least, virun allem d'Reform vum Kënschtlerstatut, déi jo och zum Deel schonn ugeduecht ass oder an der Maach ass.

Am Beräich vun der Promotioun vun den Artisten, do denke mer natierlech alleguer u Kultur:LX. Déi Struktur ass eng Emanatioun vu music:LX, dat ass eng logesch Folleg. Ech hat deemools gesot, wéi e virun iwwer zéng Joer gegrënnt ginn ass, datt et wichteg wär, en auszedeenen op all aner Kultursparten, no an no, wa music:LX hir éischt Erfarunge maache konnt. Well et war een neie Moment an der Kulturpolitik hei zu Lëtzebuerg, wou een huet musse kucken, wéi eng Erfarungen do gemaach ginn.

Kultur:LX ass eng vun de ganz wichtege Recommandatioune vum KEP an eng vun de ganz wichtege Moossnamen, déi amgaangen ass, ëmgesat ze ginn. An et ass eng vun de Prioritéite vun der Kulturministesch a vun hirer Kulturpolitik, zu Recht natierlech.

Elo kann ee soen: Dat ass d'Moossnam Nummer 8, et steet an de Pabeieren, si wär zu 70 % ëmgesat. Dat ass richteg an deem Sënn, datt d'Prefiguratiouns-ASBL elo steet. Dofir kann een elo nach froen: Wou sinn, mat Stand op haut, d'Aarbechten, fir de Gesetzesprojet an der Chamber ze deposéieren, fir en Établissement public ze maachen, drun?

Et ass kloer, datt Kultur:LX net einfach music:LX kopéieren däerf, mee méi wäit goe muss. music:LX kann och haut net méi bei deem stoebleiwen, wat se an de leschte Jore gemaach hunn. Si mussen och do virugoen.

Mir mussen haut Promotiounsustrengunge méi wäit goen dinn. Mir hu keng Agenten, Labelen, Bookeren an esou weider hei am Land, déi de Kënschtler hir Karriäre virundreiwe géifen. An ech denken, datt mer och misste kucken, ob do op deem Plang Kultur:LX net och Aufgabe géif kënnen iwwerhuelen, fir do op Leit duerzegoen. Si kéinten och Kulturpressereese verstäerkt op Lëtzebuerg maachen, ugefaange mat der iwwerregionaler Press; reegelméisseg international Kuratoren an Agenten op Lëtzebuerg bréngen, fir datt déi déi Lëtzebuerger Konschtzeen kenneléieren an déi nei Kënschtler begéine kënnen. An ech denken, datt Kultur:LX niewent deene besteeënden Aufgaben, fir den Artisten hire Karriäre virunzehëllefen - an dat ass natierlech scho ganz vill -, och crossdisziplinär Synergië fanne muss an Neies opbaue muss.

D'Promotioun vun de Kënschtler leeft awer och iwwer Medien: op Radio, Fernsee, Kultur, och d'Kulturpress. Wann och Quoten am Kulturentwécklungsplang drastinn, esou huet d'Madamm Minister sech éischter fir eng fräiwëlleg Quot an den audiovisuelle Medien ausgeschwat. Dir hutt gesot, Madamm Minister, Dir géift d'Gespréicher hunn oder ophuele mat de Medien zu dësem Zweck. Vläicht kënnt Der eis scho soen, wou Der de Moment domadder dru sidd. Well et muss een natierlech eent soen, an do ass et scho richteg ..., an dat war eng fräiwëlleg Aktioun, enfin Gott sei Dank, vun de Radioen: An der Coronazäit ass vill méi Lëtzebuerger Musek gespillt ginn. An dat ass ënner anerer Form bis haut och elo bliwwen. D'Haaptradioe wäerte sécher op bal 10 % kommen, wou se Lëtzebuerger Musek spillen. Ass 10 % vill? Et ass jiddefalls e bësse méi, wéi et virdru war. Et ass sécher awer och nach steigerungsfäeg, well d'Nofro aus der Gesellschaft besteet. An d'Qualitéit vun der Musek vun hei ass einfach gutt. Wann d'Quot fräiwëlleg soll sinn, da mussen a sollen d'Medien et als Plus-value ugesi fir hire Medium, fir hire Radio an da solle se awer och vläicht nach weidergoen.

Ech wëll vläicht drop opmierksam maachen, datt am Ausland - an dat ass fir Lëtzebuerg jo bekanntlecherweis ganz no - d'Museker an d'Bands dacks gefrot ginn, wa se optrieden oder editéiert wëlle ginn: Jo, wivill gitt Der da bei Iech selwer am Land gespillt? Wat sinn dann Är Nolauschterquoten? An dat, mengen ech, ass och e Facteur, deen ee muss bedenken an net negligéieren, fir um Wee vun der Professionaliséierung vum Secteur a vun enger Karriär kënne virunzekommen.

Wann ech soen, ongeféier 10 % si menger Meenung no haut scho bei den Haaptradioen erreecht, esou ass dat awer nach net bei all Radio. Do ass nach Plaz no uewen a Raum, fir incitativ anzewierken. Mir kréien een neit Pressehëllefgesetz, do wär vläicht elo eng Méiglechkeet. Och wann en ëffentlech-rechtleche Radio vill Lëtzebuerger Musek a Gespréicher iwwer aner Kulturberäicher bréngt, dat läit awer och a senge Missiounen, an dofir kéint en och do nach weidermaachen. Iwwregens hu mer och do e Projet de loi an der Chamber leien iwwert den ëffentlech-rechtleche Radio.

Firwat kënnt net an de Radio oder um Fernsee ..., do kënnt ganz dacks, jee nodeem, wéi een ee lauschtert, all Woch eng Diskussiounsronn zum Beispill iwwert déi nei international Filmer. Mee dat kéint een dach och maache fir nei Bicher, déi erauskomm sinn um Lëtzebuerger Maart; fir nei Theaterstécker, déi op eise Büne bruecht ginn; fir Dëschgespréicher mat Museker vun alle Museksrichtungen zesummen - an dat am beschten zur beschter Sendezäit, wannechgelift. Dann, mengen ech, kéint een och do op eng aner Fassong eppes Zousätzleches maachen.

Elo muss een natierlech soen, paradoxerweis, wa méi Lëtzebuerger Musek gespillt ginn ass an der Coronazäit, esou sinn awer net méi Droit-d'auteuren agespillt ginn, well den Droit d'auteur, d'Autorerechter, eng proportional Remuneratioun ass. An och dofir, mengen ech, bleift nach Sputt mat Méiglechkeeten, fir Lëtzebuerger Kultur flott an de Medien ze thematiséieren.

Eng aner wichteg - fir mech an d'CSV - nei Achs wär, d'Artisten ze encadréieren. Artisten encadréieren heescht, se förderen. Niewent der Promotioun muss drop higeschafft ginn, datt Artiste sech op deen nächsten Niveau hiewe kënnen. An anere Beräicher géif een dat e Karriärssprong nennen, an den Artist muss seng Karriär och weiderentwéckele kënnen, op eng nächst Stuf iwwergoe kënnen. Dofir brauche si méi professionell Strukture wéi zum Beispill Artisteresidencen. Do mécht de KEP eng Rei richteg Aussoen derzou. Si ginn och elo hei am Land entwéckelt an an de Kulturhaiser verstäerkt gefërdert. D'Recommandatioun Nummer 19 huet se op 60 %. gesat. Am Neimënster ginn nei Residenzen ageriicht. An do sinn zum Deel Saachen um Lafen.

Méi Méiglechkeete fir Kënschtlerateliere sinn och wichteg. De Wunnengsbau gëtt nach ëmmer méi deier an de Problem vu Raimlechkeete fir ze schaffe vill méi grouss. Hei kann och d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen hëllefen. Och do huet de KEP Moossnamen ernimmt.

Awer et geet och nach ëm méi. Mir brauchen hei am Land Beruffer ronderëm den Artist. Eng Kulturindustrie, fir datt den Artist sech weiderentwéckele kann, datt e weiderkomme kann - Agenten an esou weider.

E groussen Opdriff kéint hei zum Beispill eng - firwat net? - Artistecité ginn, souwéi e Konscht- oder e Kënschtlervéirel. Dat kéint zum Beispill am Ale Kolléisch, der fréierer Nationalbibliothéik, hei an der Stad de Fall ginn. Oder dat kann de 1535° zu Déifferdeng ginn, d'KUFA zu Esch. Et kéint um Stadion Josy Barthel eppes draus ginn, och do wär eng gutt Plaz derfir. Et kéint een et souguer kombinéiere mat enger Zort Nationalgalerie, déi d'Madamm Minister net méi esou nennt oder net méi esou nenne wëllt, mengen ech, mee éischter en Ausstellungs- an Dokumentatiounszentrum fir Lëtzebuerger Konscht. Dat géif een absolutt do kënne mat derbäi maachen.

Ech gesi se awer nach weidergoen, an aneschters wéi d'Recommandatioun 36. Nämlech, mat esou engem Ausstellungs- an Dokumentatiounszentrum sollen Atelieren a Residencëraim op der Plaz verbonne sinn, wou een zum Beispill jonke Kulturschafenden - well et bleift net op d'bildend Konscht beschränkt, déi Iddi do - wärend hiren éischten zwee bis dräi Joer esou e „Rundumpaket" erméiglecht: Atelieren a Wunneng op der Plaz, mat engem Karriärsencadrement.

An Encadrement heescht heibäi: begleeden mat pluridisziplinäre Beroder, fir Projeten oder artistesch Karriären ze begleeden, fir datt se sech entwéckele kënnen, an de Kënschtlerberuff valoriséieren. Dat heescht och diffuséieren, mat zum Beispill engem Kommunikatiounsservice, d'Organiséiere vun Ausstellungen, Liesungen, Concerten an aneren Aktivitéiten an Aktiounen, och digitaler Natur, fir d'Visibilitéit vun der artistescher Aarbecht.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Am Idealfall wär natierlech do och nach Plaz, fir datt sech déi encadréierend Beruffer usidele kéinten: Agenten, Galerien an esou weider. Well esou eng Plaz, esou en Haus géif ee Spillover-Effekt bréngen: Aner Beruffer géife sech do oder an der Géigend ronderëm usidelen. Eng professionell Begleedung ass einfach kruzial fir d'Professionaliséierung vun de Kënschtler a Kulturschafenden.

An ech mengen, dat ass de Paradigmewiessel, fir de Secteur ze stäerken a prett fir d'Zukunft ze maachen. Well dorëm geet et. En Entwécklungsplang soll jo Weiderentwécklung bréngen, wëllt Weiderentwécklung bréngen. An, wéi gesot, mir kënnen 2020 net do bleiwen, wat 2010 war, esou wéi mir 2010 net konnte bei 2005 stoebleiwen. Dat ass alles duerch de Corona ëmsou méi virdrénglech.

D'Existenz vun esou engem Artistenzentrum géif nei Impulser bréngen fir d'Zesummenaarbecht an nei flott Initiativen, déi der Kultur an der Konscht méi Visibilitéit bréngen géifen. Och dat ass e weesentlechen Aspekt vu Kulturënnerstëtzung.

Esou kéint ee sech zum Beispill e Projet virstellen, wou eng Journée du livre oder eng Bicherfoire sech vun deem Haus, vun deem Zentrum aus iwwer eng ganz Stad oder Uertschaft ausdeene géif, wou vill vun eisen Auteure present wären, mat Liesungen an Opféierungen oder Optrëtter, wou een op d'Leit duergeet a se matabezitt, wou iwwerall an der Stad, an all Strooss, an alle Geschäfter Bicher wären a wou Liesunge wären an de Librairien an de Galerien, den Theateren. Oder op ongewinnte Plazen, wann een zum Beispill Kasematten hätt, wou een och d'Geschicht an de Patrimoine vun där Stad, vun där Uertschaft matabezéie kéint. Wou ee kéint Kulturaktivitéiten, extra op Kanner a Jonker zougeschnidden, matafléisse loossen. Wou een och vläicht e literareschen oder zeenesche Kaffi oder Brunch maache kéint, fir no bei de Leit ze sinn. Well d'Leit matabannen a se iwwerall begéinen, mengen ech, kéint vun esou enger Plaz aus och ganz flott méiglech sinn.

Natierlech kann een dat och op aner Konschtdisziplinnen zouschneiden. Natierlech kann een et och pluridisziplinär konzipéieren. Dat ass nëmmen ee Beispill fir e Projet mat Impakt.

Wa mer virdru vu begleedende Beruffer geschwat hunn, dann ass et natierlech och méiglech, datt déi sech ausserhalb vun engem Artistenhaus néierloossen. Et ass just weesentlech, datt mer der zu Lëtzebuerg kréien! Mir musse se op Lëtzebuerg unzéien, mat deene richtege Konditiounen. Et ass jo net deen éischte Beräich, wou mir Prospektioun maache géifen, fir Betriber unzezéien.

Well, léif Kolleeginnen, mir hunn zu Lëtzebuerg keng Agenten, keng Bookeren, keng Labelen, kee Lektorat, keng Beruffer vun der Kulturindustrie, déi de Kënschtler encadréieren a wichteg fir seng Entwécklung a Promotioun sinn. Esou en Artistenzentrum soll eng Unzéiungskraaft och op esou Beruffer ausüben, fir sech hei zu Lëtzebuerg néierzeloossen, egal ob am Zentrum oder soss enzwousch ronderëm. Et ass just weesentlech, datt mir esou Beruffer heihinner géife kréien. Mir musse se unzéien, mat Konditiounen an Ureizer, déi et, wéi gesot, och schonn an anere Secteure gëtt. Et kéint natierlech och eng Aufgab gi fir Kultur:LX, fir hei Prospektioun ze maachen.

Wa mer keng Musekindustrie hunn - mir bräichten déi dann awer, a mir bräichten niewent den Tounstudioen an de Concertsplazen och Agenten, Produzenten, Editeuren oder Labelen, déi sech hei etabléieren oder en Ofleeër, eng Antenn vun auslänneschen Haiser sinn, fir sech ëm eis Museker ze këmmeren, fir sech fir se ze interesséieren, fir se mat virun ze huelen.

Et muss een och bedenken, datt Corona ganz vill Jonker desillusionéiert huet, fir e kulturelle Beruff unzegoen. Si zécken a sinn ofgeschreckt, fir e Musekstudium oder -beruff anzegoen. Dat sinn Echoen, déi ee kritt. Dat ass konkreet! Esou ginn nees ganz vill Artistes émergents verluer, och déi, déi an deene leschte puer Joer opgebaut hunn a gi sinn.

Covid däerf deen Elan elo net futti maachen. No Covid wäerte Bands net méi do sinn, wann et nees méiglech ass, opzetrieden a Concerten ze spillen. Et wäert vill ewechfale mam Corona. Dofir mussen d'Ramebedéngungen änneren. Ech kéint mer virstellen, datt een och e Musekfong géif asetzen, fir hei an deem ganze Beräich virunzehëllefen op deene Punkten, déi ech virdrun ernimmt hunn.

Änlech ass et fir d'Literatur. Am Covid si keng Liesunge méiglech, keng international Festivallen, Residencë si verluer, d'Vernetzung ass fort, d'Akommes ass fort. Mee et gi Literaturagenten a Kritiker gebraucht, Lektorat, Korrektorat, Mëttele fir Iwwersetzungen. Bref, och hei Encadrement, fir Kompetenzen ze entwéckelen a weiderzeentwéckelen. Dat zielt natierlech net nëmme fir déi Jonk, mee och fir confirméiert Schréftsteller oder aner Kënschtler. Et geet drëm, datt méi Leit méi laang professionell Fouss faasse kënnen an der Kultur.

Ech sinn och ganz frou - an, ech mengen, mir alleguer heibannen -, datt 2021 d'Walfer Bicherdeeg an och Beetebuerg hir grouss Foirë ronderëm d'Buch an den Theater erëm maachen. Ech mengen, dat ass awer eng wichteg Noriicht fir de Secteur, deen domadder erëm e bëssi Loft fir ze ootme kritt. An der nächster Woch sinn déi éischt Mierscher Theaterdeeg mat engem, wéi ech fannen, wierklech ganz interessante Konzept, wou se och ganz Beruffer an de Mëttelpunkt stellen. Ech fannen dat eng ganz flott Initiativ. Dat ass schonn e gutt Zeechen, fir op deem Wee weiderzegoen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ënnerstëtzung an d'Promotioun geet natierlech och mat Bäihëllefen a Subventioune weider. Laut Ëmsetzung vum KEP géif déi Politik redefinéiert ginn, a 50 % dovunner wär realiséiert. Ech hunn an der Fiche technique keng Prezisioune fonnt, wat dat heescht. D'Krittäre ginn ernimmt, datt et neier sinn.

Ech géif dofir gär souzesoen en neien Tirang virschloen, fir an dee Schaf derbäizemaachen. Ech denken, datt et hautdesdaags kruzial gëtt, fir e ganze Projet ze finanzéieren, net nëmmen iwwer Bourssen, net nëmmen e spezifesche Subsid, mee als globale Kreatiounsprojet: Déi ganz Entsteeungsphas, vun der Reflexioun bis zur Produktioun an Diffusioun, consideréieren an ënnerstëtzen. Domadder ass dann och déi ganz Chaîne matabezunn, déi gebraucht gëtt, fir e gudden, jo, e professionelle Projet op d'Been ze stellen.

Domadder gëtt dee ganze Kreativzyklus ënnerstëtzt, mat senge verschiddenen Etappen. E Schrëftsteller brauch zum Beispill eng Begleedung fir säin Text: vun der Reflexiouns- a Konzeptiounsphas, iwwert d'Schreiwen, da Lektorat, Traduktioun eventuell, editéieren, Diffusioun. A wann dee ganze Kreativzyklus matabezu gëtt, déi ganz virgelagert an nogelagert Aarbecht, fir e Buch ze schreiwen an erauszebréngen, wann all d'Phase matgekuckt ginn, vläicht souguer mat spezifesche Resilienzen, da kann een och déi ganz Chaîne du livre matabezéien an esou eng Professionaliséierung ënnerstëtzen. Ech denken, och dat ass en Développement durable. An dat ass laangfristeg orientéiert.

Äre Ministère huet, Madamm Minister, och do am Mäerz vun dësem Joer e puer nei Linnen erausginn. En huet en Appel à candidatures gemaach, zum Beispill am Beräich vun der Literatur, fir d'Relance vun der Activité éditoriale luxembourgeoise ze maachen, déi, wéi et heescht, ganz schwéier - an dat ass richteg - getraff ass vun der sanitärer Kris.

Et steet do: De Ministère gëtt en Appel aux projets eraus un Editiounshaiser hei, déi professionell sinn, déi eng « production éditoriale régulière » hunn an « de qualité et accessible au plus grand nombre » sinn. Ech weess net, ob dës Ënnerstëtzung just fir d'Covidzäit geduecht ass. Se ass jiddefalls ganz interessant. An d'Madamm Minister erkläert eis sécher och herno, wat de Krittär « accessible au plus grand nombre » an dësem Kontext heescht a firwat en Editiounshaus en « équilibre économique » muss hunn, fir dëse Subsid kënnen ze kréien.

Sollt déi Moossnam sech op d'Pandemiezäit beschränken, dann, denken ech, ass et sécher derwäert, fir driwwer nozedenken, se weiderzeféieren an domadder d'Editéiere vu gudder Literatur ze ënnerstëtzen. Domadder ënnerstëtzt ee jo och d'Auteuren.

Ech weess, Dir hutt schonn emol gesot, Madamm Minister, datt een, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, eng Gesetzesännerung géif brauchen. Ech wollt lech froen, ob Äert Haus un esou engem Gesetz schafft an ob et schonn eng Timeline gëtt, fir dat ze finaliséieren.

Dir hutt och en Appel à candidatures gemaach fir eng Orchesterkompositioun, Commanden erausgi fir déi nächst Saison. Ech mengen, do stelle sech d'Froen änlech: Och fir Musekskompositiounen oder fir Releasë vu Bands, vu CDen an aneren Touniwwerdroer gëllt et, dee ganze Schafungsprozess ze ënnerstëtzen. Also e globaalt Konzept. Ech mengen, och dohinner kann een déi Iddi ausdeenen, déi ech virdru gemaach hunn, fir de gesamte Kreativzyklus als ee globale Projet unzegesinn: d'Konzeptioun, d'Prouwen, d'Ophuelen an de Studioe bis hin zur Diffusioun.

Well mir wëssen: Mat wéineg Sue kann een am Kultursecteur vill erreechen an de Secteur mécht vill mat wéineg Suen. Dat ass net an all Secteur esou.

Een aneren Akzent, dee fir eis wichteg ass, sinn déi emergent Artisten. Fir jonk Artisten ze förderen, soll een eng Zort Anschubfinanzéierung, eng Ufanksfinanzéierung aféieren, eng extra Finanzéierung, grad am Ufank vun hirer artistescher Aktivitéit, fir hinnen den Astig an d'Professionalitéit besser ze erméiglechen, ze erliichteren an hir Entwécklung domadder ze förderen. Also eng Zort Aide au démarrage wärend enger gewëssener Zäitdauer an e Fonds d'aides au démarrage aféieren, mat extraen Nowuess- an Emergent-Programmer - egal wéi en Alter déi Leit, dovunner ofgesinn, iwwregens hunn - opstellen.

Ech kommen zum Kënschtlerstatut, deen natierlech e ganz weesentlecht Element vun der Ënnerstëtzung vun der Professionaliséierung ass. Vun 2005 un ass d'Zuel vun den Artisten an den Intermittente, déi am Statut ageschriwwe sinn, bestänneg eropgaangen. Ech stellen iwwert d'Statistike vun haut fest, datt nëmmen zwou Persounen zwëschen 21 an 30 Joer am Kënschtlerstatut ageschriwwe sinn. Hu mir keng jonk professionell Artiste méi? Och wann d'Proportioun aneschters ass bei den Intermittenten, muss ee soen. Mee ass dat déi Konklusioun, déi een doraus misst zéien?

An den Arts visuels ass deen allergréissten Deel vun den Artisten ageschriwwen, an zwar 54. Duerno kënnt eréischt op zweeter Plaz d'Musek mat 14. Dat ass och e ganz groussen Ënnerscheed; och wann d'Musek och nach bei den Intermittenten derbäi ass. Och do denken ech, datt ee muss iwwerleeën, wat dat bedeit. An der Literatur hunn nëmme just dräi Persounen de Statut.

Frae sinn och natierlech déi gréisste Proportioun vun de prekären Emploien an der Kultur. Dat ass leider heibäi wouer.

Dat si wichteg Enseignementer, wann een d'Statistik kuckt. Elo muss ee kucken: Wat mécht een doraus? Do si geziilt Moossnamen ubruecht, iwwert déi muss nogeduecht ginn.

Iwwregens nennen ech dat och nach ëmmer de Statut vum Artist a vum Intermittent, och wann en ënnert der vireger Regierung zu soziale Moossnamen degradéiert ginn ass. Ech mengen, dat ass schonn déi éischt Ännerung, déi am neie Gesetzesprojet, un deem Är Leit, Madamm Minister, jo schaffen, geschéie soll: déi richteg an net déi degradant Denominatioun. Ech hat dat och schonn am Dezember 2014 hei op der Chambertribün gesot.

Meng aner Propose vun deemools kann ech och haut nach ëmmer ënnerschreiwen a schloe vir, d'Stagezäit fir déi Jonk, fir de Statut déi éischte Kéier ze kréien, zum Beispill op aacht Méint erofzesetzen, amplaz vun engem Joer. Ech weess, Madamm Minister, Dir hutt an der Covidzäit meng Propos, fir et op sechs Méint erofzesetzen, amplaz engem Joer, ugeholl. Ech denken, do soen all betraffen Artisten lech en häerzleche Merci, well dat ass warscheinlech elo ganz néideg gewiescht.

Mäi Virschlag ass och, fir d'Mobilitéit ze förderen bei der Condition de résidence, andeem een d'Residenzklausel aneschters gestalt an erlaabt, an der eigentlecher Referenzperiod länger Openthalter am Ausland maachen ze kënnen. Esou géif ech soen: zwee Joer, innerhalb vu fënnef, kann een och en net permanente Sëtz zu Lëtzebuerg gehat hunn.

E Cumul mam Droit d'établissement, mengen ech, wär och ganz gutt ze analyséieren a ganz spezifesche Kontexter, besonnesch an der sougenannter Kreativindustrie wéi dem Design. An dat wär dee Moment par ricochet och méiglech, fir et den Artisten aus anere Sparten dann ze erlaben, eng Kéier eng Autorisation d'établissement ze froen.

Zanter 2014 sinn et aner Zäiten. Fir der Postcovidzäit Rechnung ze droen, géif ech haut nach zousätzlech Virschléi maachen. An zwar:

De Betrag, deen den Artisten ausgeschott ka ginn, vu 50 % vum Mindestloun op 70 % ze hiewen.

De Revenu, dee virzeweisen ass, op 3,5-mol de Mindestloun festzesetzen, amplaz véier - et kann een et och dräimol maachen.

Ënner gewëssene Konditiounen en Top-up auszebezuelen, fir d'Charge patronale oder souguer, an nach méi groussen Ausnamen, déi ganz sozial Laaschten, oder d'Hallschecht dovunner, jee nodeem, vum Fonds social culturel ze iwwerhuelen. Ech hat dat deemools fir déi Jonk am Statut agefouert. Mee ech fannen, et soll een deen Deel kloer identifizéieren, kloer ausweisen an et a schwierege Fäll oder Zäiten, wéi gesot, op aner Kategorie vu Beneficiairë wéi nëmmen op déi Jonk ausdeenen. Jonk heescht: Kënschtler, déi am Ufank vun hirer Karriär stinn.

Et kéint een eng punktuell Moossnam aféieren, fir de Verloscht vun Autorerechter partiell ze kompenséieren. Ech denken, datt och d'Ënnerscheeder am Regimm vum Artist an deem vum Intermittent sollten analyséiert ginn, ob do Unnäerunge méiglech sinn. An et sollt vläicht méiglech sinn, och Reflexiouns- a Schafensperiode matanzebezéien, déi net direkt remuneréiert sinn, mee néideg sinn, fir e Projet op d'Been ze stellen.

Dir hutt, Madamm Minister, zesumme mat Äre Leit, op den Assisen och nach aner Elementer virgestallt gehat, déi administrativer Natur sinn, oder wéi d'Period vu 24 Méint oder de Carnet an och d'Dräijoreszäit, d'Stagezäit ze änneren. Ech mengen, dat mécht och ganz vill Sënn. Dat brauch ech dann net nach eng Kéier hei ze widderhuelen.

Wéi virdru gesot, léif Kolleeginnen, waren dat meng gréisser Virschléi, fir d'Gesetz iwwert de Kënschtlerstatut ze änneren.

Dir schafft un der Ännerung vun deem Statut. Kënnt Der eis, Madamm Minister, vläicht schonn de Stand vun de Saache soen, wéi et virugeet mat der Ausschaffung oder souguer mat dem Depot vun deem Projet de loi an der Chamber?

D'Professionaliséierung vun de Kënschtler, Dir Dammen an Dir Hären, ass e ganz wichtege Punkt. Ech mengen, en zweete wichtegen ass dee vum Zougang zu der Kultur, vum Accès zu der Kultur vum Publikum insgesamt. Do ass Konscht- a Kulturvermëttlung ganz wichteg. D'Mediatioun ass fundamental fir den Accès zu der Kultur. De KEP huet och hei eng Recommandatioun 48 geschriwwen, mat dem Réalisé op 20 %. Vläicht kënnt Der eis dozou méi soen, Madamm Minister?

Och an der Schoul, mengen ech, muss ee systematiséieren, datt d'Kultur en normale Bestanddeel vum Programm gëtt an an de Programm integréiert gëtt. D'Madamm Rapportrice hat schonn eng ganz flott Ausféierung dozou gemaach an hirem Rapport. Ech wëll och do nach e puer Saachen derzou soen.

Éischtens emol ass et immens wichteg, Kultur an der Schoul ze hunn, iwwert de Léierprogramm eraus, fir d'Entwécklung vun de Kanner a Jugendlechen. Et ass och bewisen, datt et e wichtegt an effikasst Instrument ass vum Raccrochage scolaire a bei Jugendleche mat Schwieregkeeten.

Mir hunn an der Zäit, och zu menger Zäit, vill Erfarungen a Projeten dofir gemaach gehat. Deemools hat ech och zesumme mat der Educatiounsministesch Mady Delvaux e Konzept „Réussir l'école grâce à la culture" ausgeschafft. Ech denken, dat ass ëmmer nach richteg, awer ech mengen, datt et haut och nach aner Elementer muss ginn.

Eis zäitgenëssesch Literatur gehéiert an de Schoule komplett an de Programm integréiert. Dofir brauch een natierlech och Lektürhëllef a Rezensiounsliteratur. Do kann een awer och Auteuren, bildend Kënschtler, Theaterschaffender, Museker an esou weider zäitweileg an den normalen Unterrecht an de Klasse matabannen - an natierlech e Cachet dofir ginn. Ëmsou méi, wou et am Lycée schwiereg ass, fir mat der Klass bei d'Kultur ze goen. Wat an der Primärschoul zwar méi einfach ass, awer ëmmer manner trotzdeem, well vill Zäit dofir drop geet, wéi eis d'Léierpersonal aus de Grondschoule seet, an et net iwwerall am Land natierlech gradesou einfach ass, op déi selwecht Plaze vu kulturellem Angebot hinzekommen.

Och an de Maisons relais an dem Cycle 1 soll méi Zesummesi mat Kënschtler a Kultur sinn. Ech denken zum Beispill un déi nei Initiativ, déi de MEGA gemaach huet, fir eng Educatiounsekipp anzeféieren. Ech weess, datt et natierlech eng Kulturekipp am Educatiounsministère gëtt. Dat ass awer och e wichtegt Element, fir dat geziilt anzesetzen. D'Kultur zielt och ganz vill fir d'Altersheimer a gehéiert a Flüchtlingsstrukturen oder an de Centre de rétention.

Fir dat jonkt Publikum nees un d'Kultur erunzeféieren, ass et natierlech wichteg, datt se schonn eng Kéier a Kontakt mat Kultur komm sinn - an dat an der Schoul - an datt se net vun der Kultur ewechdriften. Si mussen en natierleche Reflex fir d'Kultur kréien.

D'Roll vun der Schoul, mengen ech, ass hei evident. Och d'Muséeën, iwwer hir exzellent pedagogesch Aktivitéiten eraus, musse sech iwwerleeën, wéi se déi Jonk, déi Jugendlech unzéien, bei der Staang hale kënnen. Well - wéi soen déi esou dacks? -: „Ma do geet dach souwisou kee méi hin." An dat, mengen ech, soll jo grad just net de Fall sinn. Do spille sécher natierlech och „virtual" an „augmented reality" eng wichteg Roll an der Zukunft.

Do spillt, mengen ech, och de Jugendpass, deen ech deemools agefouert hat, eng Roll. Ech mengen, et gëtt en och nach ëmmer. Dir hutt en, Madamm Minister, an d'Konventioune vun de Kulturhaiser ageschriwwen. Ech froe mech awer, ob en net nees méi bekannt muss gemaach ginn. Bekannt, fir datt seng Existenz nees gewosst ass.

Ech ernimmen am Kontext vun dem Zougang zu der Kultur natierlech och de Kulturpass. Ech ernimmen d'Journées culture pour tous, déi ech 2012 oder 2013 op d'Féiss gesat hat, fir den Zougang zu Konscht a Kultur, zu de Pratiques culturelles et artistiques fir jiddwereen opzemaachen. An ech mengen, ech kann nëmme widderhuelen: D'Kultur ass e Grondrecht.

Och hei weess ech net, wivill nach gewosst ass, datt et de Kulturpass gëtt vun deenen, déi e kéinte gebrauchen. Och hei ass e formell an d'Konventioune mat den Haiser ageschriwwe ginn - wat gutt ass. Awer ech denken, datt een och sécher haut d'Form dovunner iwwerdenke sollt, fir de Mënschen d'Angscht viru Stigmatiséierung ze huelen, déi sech mat der Zäit e bëssi hei ageschlach huet. Natierlech ass an dësem Beräich d'Kulturvermëttlung och e ganz wichtegt Element.

En anert Element - dat läit mer ganz staark um Häerz, och wann ech d'Theema hei net weider entwéckele kann -, dat ass, datt ech fannen, datt e Beoptraagte fir Interkulturalitéit soll geschaaft ginn. Well d'Integratiounskraaft vun der Kultur an déi kulturell Villfalt sinn do en Optrag un d'Kulturpolitik.

Wa mer vum Zougang zu der Kultur schwätzen, da musse mer natierlech och Kultur an de Regiounen hunn. Beim Zougang zu der Kultur spillen déi regional Bibliothéiken eng grouss Roll. D'Gesetz soll op de Leescht geholl ginn; et ass elo iwwer eng Dose Joren al a villes huet sech geännert. Ech mengen awer, datt d'Netzwierk vu regionale Bibliothéike muss ausgebaut ginn. Mir brauchen haut och nees nei regional dezentral Bibliothéiken.

Wa mer vu Regioune schwätzen, dann ass natierlech och d'Fro: Wéi steet et mat der regionaler Kulturanimatioun? Muss een déi Animatioun reaniméieren op der Plaz? Wéi schafft déi Ekipp, déi dofir zoustänneg ass, haut? Well, ech mengen, et ass wichteg, datt déi regional Animateuren op den Terrain ginn, an der Regioun present sinn, fir fir d'Kultur kënnen ze sensibiliséieren a fir ze hëllefen, Kulturprojeten a kulturell Aktivitéiten do ze entwéckelen.

Dat bréngt mech och zu de Gemengen, well d'Gemengen hu fir mech ganz kloer eng kulturell Aufgab ze spillen an ze erfëllen, och wa se hautdesdaags keng obligatoresch Missioun am Kulturberäich hunn. Vläicht kann ee sech dat och eng Kéier iwwerleeën. Esou hunn awer haut d'Gemenge méi Méiglechkeete wéi an den 2000er Joren, fir déi Roll gutt wouerzehuelen. A vill vun hinne maachen dat och schonn.

Si maachen et och mat hire regionale Kulturzentren, déi eng wichteg dezentral Kulturroll iwwerhuelen. Awer, ech mengen, dat hei muss och doriwwer eraus goen. Esou eng Missioun geet doriwwer eraus a muss och ausserhalb vun de Kulturzentre stattfannen.

Wa mer e Klimaberoder fir Gemengen hunn, wann elo ee Conseiller Logement agefouert ginn ass fir Gemengen, dann, mengen ech, sinn dat vläicht flott Beispiller, wéi een och ka mat de Gemengen zousätzlech virugoen an déi regional Kulturanimatioun déi Roll iwwerhuele loossen, déi se huet, a se weider verstäerken.

Ech géif eigentlech nach gär bei de Regiounen dräi Projete séier uschwätzen, déi fir eng Regioun, an awer och wäit doriwwer eraus, wichteg sinn. Ech maachen déi Klammer awer elo net op, och wann do Saache sinn, déi mer wierklech um Häerz leien.

Awer ech mengen, wa mer vu Regioune schwätzen, da musse mer iwwert d'Regioun an och iwwert d'Grenzen eraus kucken. Do hate mir vill kulturell Kontakter a Projete mat der Groussregioun.

Am KEP steet näischt vun der Groussregioun. Mir hunn awer och eng Verantwortung fir Kultur an der Groussregioun, mat eisen Noperen, déi mir jo och soss an anere Beräicher esou vill brauchen. Et ass gutt, datt mat Esch2022 nees grenziwwerschreidend Kulturkontakter a Projete verdéift ginn, zwar nëmmen op enger Säit vun enger Grenz - et gëtt och nach aner Grenzen -, awer dat ass scho ganz wichteg. Et war an de leschte Joren e bëssi verschwonnen. An ech mengen, datt natierlech iwwert d'Kulturhaaptstad Esch eraus och d'Kultur mat der Groussregioun nees en Theema muss ginn an déi kulturell Zesummenaarbecht mat der gesamter Groussregioun nei Impulser kréie soll. Schliisslech war Kultur an de leschte gutt 15 Joer en Aushängeschëld fir eis Groussregiounspolitik.

Eis Artiste mussen och emol fir d'éischt bis an d'Groussregioun komme fir opzetrieden. Op deem Plang solle se ufänken, éier se gläich méi wäit kënnen oder wëlle goen. Dat doten ass e ganz wichtegt Element vun Erfarung, déi se souzesoe virun der Hausdier kënne maachen. Och an deem Kontext also kënnt enger Kulturpolitik mat der Groussregioun eng extreem héich Bedeitung zou.

Last but not least an dësem Kontext kommen ech vum Zougang zur Kultur natierlech och op d'soziokulturell Strukturen an Aktivitéiten, de Benevolat an d'Kulturveräiner.

Vill Musek- a Gesangsensembele si richteg Pepinièrë fir nei Artisten. Déi Jonk kréien esou iwwerhaapt emol Kontakt mat der Kultur a sinn domat sensibiliséiert fir d'Kultur. Esou wiisst dann och dat zukünftegt Publikum fir déi professionell Artisten aus de Veräiner erop. Ech ernimmen hei de Modell vu „coordinateur sportif", deen elo an der Coronazäit vum Sportsministère an Zesummenaarbecht mat de Gemengen agesat ginn ass.

Ech muss natierlech awer an deem Kontext hei och, wéi mir alleguer, leider op de Covid ze schwätze kommen, well och d'Veräiner leiden ënnert de sanitären Aschränkungen. A wéi huet d'Madamm Lorsché dëser Deeg heibanne gesot: „D'Pandemie huet d'Problemer vum Benevolat nach verstäerkt." Zanter dëser Woch ass et elo Gott sei Dank nees méiglech, datt Prouwen an de Museke sinn, zu zéng Leit maximal. Dat ass ganz wichteg, well soss ginn déi Kulturveräiner lues a lues an.

Et freet ee sech awer, ob dat net e bëssen éischter hätt kënne gemaach ginn. Schnelltester hätte jo och vläicht hei kënne benotzt ginn, an hëllefen. Bon, elo ass et jiddefalls esou, datt et elo méiglech ass. An elo ass déi nächst wichteg Fro: Wéi geet et virun? Wat sinn d'Pläng fir déi nächst Etappen, fir de Veräiner a soziokulturellen Aktivitéiten d'Liewen an d'Iwwerliewen nees ze erméiglechen? Well och si sinn e ganz wichtege Vecteur fir de Stellewäert vun der Kultur an der Gesellschaft.

Dat bréngt mech zum Stellewäert vun der Kultur an zur Sensibiliséierung fir d'Kultur - och dat e ganz, ganz wichtegt Element.

Mir hunn eng ganz diversifizéiert Kulturlandschaft an artistesch Kreatioun vu ganz héijem kënschtlereschem Niveau zu Lëtzebuerg. D'Ziffere vum Emploi a vum PIB-Undeel variéieren, jee nodeem, wat materagezielt gëtt, ob mat oder ouni Kreativwirtschaft. Dat ass awer och net de sprangende Punkt. Well all Gesellschaft brauch Kultur, a Kultur kann net wierklech gemooss ginn. Kultur brauch awer Unerkennung. Hire Stellewäert muss nees geschätzt ginn an d'Bewosstsinn dervu generaliséiert ginn.

„E staarkt Engagement fir Kultur" huet d'Rapportrice dat virdrun an hirem Exposé genannt gehat - wat ech nëmmen ënnerschreiwe kann. Mir mussen derfir suergen, datt jiddwereen op senger Plaz a mat sengem Talent un der Kultur deelhuele kann. Et muss een d'Kultur an der Postcovidzäit och nees gesinn, nees spieren. Méi Diskussioune vun der Ëffentlechkeet iwwer Kultur, méi Debatten an der Ëffentlechkeet, am ëffentleche Raum, mam Publikum iwwer Kultur.

Mat nees méi Visibilitéit réckelt d'Kultur och an d'Mëtt vun der Gesellschaft zréck, wou se elo duerch de Covid erausgeholl ginn ass. Si kritt dann dee richtege Stellewäert, dee se genéisse muss. Esou kréien och Artisten a Kulturschafend nees déi richteg Unerkennung, déi hinnen zousteet.

Méi Unerkennung, méi Visibilitéit hëlleft hinnen och, hir Situatioun ze stabiliséieren. Well d'Politik ënnerstëtzt d'Kultur, fir datt se no bausse wierke kann, fir datt se d'Roll vum soziale Kitt wouerhuele kann, fir datt se hëlleft, d'Gesellschaft an der Postcovidzäit mat hire villen Ëmwälzungen ze orientéieren. D'Politik weess, datt dat eng ganz wichteg Roll vun der Kultur ass, an dofir ënnerstëtzt se d'Kultur.

D'Kultur an net d'Konsumkultur soll no der Coronakris an der Gesellschaft bleiwen. D'Leit däerfe sech no Covid net vun der Kultur desengagéieren, well d'Kultur ass eng Valeur fir d'Gesellschaft. An d'Kultur an d'Artisten däerfen no där grousser Covidsolidaritéit - dofir musse se erëm erausgoen an d'Gesellschaft, matzen an d'Gesellschaft - net an engem Cocon bleiwe vum eegene Secteur oder vun engem Ministère, wou esou vill flott a richteg a wichteg Solidaritéit war an deem leschte Joer.

Do muss een natierlech duerno kucken, wéi et virugeet, well Postcovid - wéi ass et elo? Wéi geet et virun? Ech mengen, eent ass ganz kloer: Ech hu virdrun op Elementer higewise mat deene Proposen, déi ech am Numm vun der CSV hei gemaach hunn, fir de Kultursecteur an d'Kulturschafend ze stäerken, fir datt se och no der Covidkris kënne Perspektiven hunn an hir Beruffung weiderhi kënne ausüben.

De Postcovid ass awer och nach op anere Punkte wichteg. Covid wäert ganz massiv a strukturell Nowéie bréngen, natierlech iwwerall, dat ass ganz kloer, awer och an der Kultur. An am Ausland stelle sech d'Muséeë ganz vill Froen iwwert de Corona an drécken dat och kënschtleresch aus. An esou kann de Kulturbetrib och no Corona net dee selwechte si wéi virdrun. E muss wuel säi Programm vu bis elo zimmlech radikal a Fro stellen, mat neien Interaktiounsformen och zum Publikum hin experimentéieren, nei Formater un der Schnëttstell vun analog oder physesch an digital entwéckelen. Egal ob Concert oder Ausstellung, d'Formater wäerten an Zukunft vill méi gemëscht ginn - material an digital gläichzäiteg gemëscht. An esou mussen dann och d'Kommunikatiounsstrategien an d'Kulturkommunikatioun änneren. D'Tournéeë wäerten änneren. Den ekologesche Foussofdrock wäert eng aner Bedeitung an der Kultur oder am Kulturgeschéie kréien.

Zréck zur Normalitéit vu virdrun, dat wäert et net ginn. An do sinn ech och vläicht net ganz averstane mat Aussoen, wéi mer se an der Kommissioun héieren hu vun de Kulturinstituter. Ech denken, datt awer villes ännere wäert, och an hirer Aart a Weis fir ze schaffen, wann de Corona bis esou wäit eis Gesellschaft nees verléisst, well d'Gesellschaft wäert sech änneren. A mir wëllen eng ongebrache Relevanz vum Kulturschafen an dëser geännerter Gesellschaft. Et geet sécher net zréck an eng Kultursécherung, mee et muss eng Beschleunegung vun der Kulturentwécklung kommen, well nom Corona bleift alles anescht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, dat sinn d'Prioritéiten an d'Gedanke vun der CSV, fir d'Kultur, d'Artisten an déi Kulturschafend ze stäerken an nei Perspektiven ze ginn. Si ginn iwwert de Kulturentwécklungsplang eraus - et ass jo och en Entwécklungsplang -, an d'CSV wëllt domat Impulser gi fir d'Weiderentwécklung vum Kultursecteur an den 2020er-Joren.

Et gëtt natierlech nach ganz villes ze soen. De KEP huet och ganz villes ugeschwat. Am Ministère si ganz vill Aarbechten dorunner amgaangen. Ech mengen awer, datt ech hei Haaptakzenter wollt ernimmen an zum Beispill de Patrimoine net ugeschwat hunn, dee wuel eng vu véier Kéieren an eisen Hearinge war an der Kulturkommissioun, mee do ass e Projet de loi amgaangen. Ech mengen, do hu mer Geleeënheet, fir eis doriwwer auszetauschen. Ech hunn och net d'national Infrastrukturen ugeschwat; do kéint ee villes derzou soen, och vun der Entsteeungsgeschicht.

Ech wëll vläicht just nach eng Remark maachen, déi virdrun opgeworf ginn ass vum FNR an de Fuerschungsgelder. Souwäit ech weess, ass dat méiglech, wann et de Critères de performance vum Fong gerecht gëtt. Dofir muss een eng Kéier mat dem Fong kucken, wéi dat méiglech ass. Mee ech menge virun allem, datt si eng nei Fuerschungsachs dora mussen erabréngen, fir datt dat iwwerhaapt ka gemaach ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu vill Zäit kritt gehat, fir hei ze schwätzen. Ech hunn lech der och vill opgedroen. Dir verdankt dat mir an dem Kolleeg Marc Baum. Hien huet net esou vill Zäit zur Verfügung, a fir hien ass et awer, mengen ech, haut e ganz wichtege Moment, fir géint Ofschloss vu senger Karriär hei iwwert d'Kultur kënnen ze schwätzen.

(Brouhaha)

Ech mengen, dat ass ganz wichteg. E kann och nach ëmmer erëmkommen, vu senger Karriär vum Moment, entschëllegt, dat ass natierlech ganz richteg.

Ech wëll konkluéieren, léif Kolleegen, datt ech mengen, datt en Débat d'orientation och Orientatioune soll ginn. An ech denken, esou eng Debatt soll net ouni Motiounen ofschléissen.

Dofir, Här President, wollt ech hei zwou Motiounen hannerleeën, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi sech ofleede vun deem, wat ech haut a menger Ried gesot hunn an déi och een Deel vun de Konklusiounen aus dem Rapport erëmginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Modert.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- sachant que la culture joue un rôle essentiel pour la société ;

- notant que la culture représente un besoin vital en temps de crise ;

- considérant l'importance du soutien aux acteurs et créateurs culturels, afin de leur permettre d'exercer leur vocation et leur travail et d'améliorer leurs conditions sociales ;

- considérant la nécessité de développer le soutien et de stimuler la création culturelle au Luxembourg ;

invite le Gouvernement à

- veiller à l'expansion du développement culturel en association étroite avec Kultur:LX et ses acteurs (music:LX, Reading Luxembourg, Focuna, etc.), et à informer périodiquement la Commission de la Culture sur l'état d'avancement de ses missions ;

- créer davantage d'infrastructures (ateliers, lieux favorisant les répétitions et de manière générale l'expression et la créativité), ceci notamment en intensifiant la collaboration avec les communes ;

- élargir l'offre de résidences d'artistes financées ou soutenues par l'État afin de soutenir et faciliter le travail de recherche ou de création culturel ;

- combler la pénurie d'ateliers d'artistes constatée au Luxembourg en proposant des locaux adaptés aux besoins de ces derniers, et à veiller à la mise en place d'outils d'analyses permettant le suivi des besoins éventuels d'ateliers supplémentaires ;

- élargir la capacité de dépôts de musée et espace de stockage, et de mettre à disposition des salles de travail et « start-up » pour les métiers de la culture et les industries créatives ;

- mettre en place une aide au démarrage pour les jeunes créateurs professionnels, les nouvelles compagnies professionnelles ;

- renforcer les aides ponctuelles telles l'aide à la diffusion et l'aide à la mobilité des professionnels de la scène culturelle ;

- améliorer la coordination de l'action culturelle internationale, mission du Kulturentwécklungsplang (KEP), notamment en établissant un inventaire de compétences provenant des divers acteurs impliqués tel que constaté dans le Rapport de la Commission de la Culture (22.04.2021) afin d'améliorer la visibilité pour les artistes et partenaires ;

- envisager la mise en place d'une Cité des Artistes, faisant office notamment de pépinière d'artistes, avec les services de conseil et d'encadrement pour accompagner projets et carrières professionnelles ;

- favoriser la professionnalisation et le développement des compétences et des carrières des artistes et des intermittents du spectacle en introduisant une nouvelle forme de subvention couvrant un projet intégralement du début de sa phase de conception à la réalisation et diffusion ;

- encourager l'établissement au Luxembourg de professionnels de l'industrie culturelle et de la chaîne culturelle complète, pour soutenir la professionnalisation des acteurs culturels au Luxembourg.

(s.) Octavie Modert, Georges Mischo, Viviane Reding, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- le besoin de soutenir la professionnalisation du secteur de la culture et des acteurs culturels ;

- que les mesures résultant du statut de l'artiste et des intermittents du spectacle constituent une mesure importante pour soutenir la professionnalisation des acteurs culturels ;

- que la loi de 2014 portant sur les mesures sociales doit être adaptée pour que ce but puisse mieux être atteint ;

- que le « Kulturentwécklungsplang » - « KEP » - préconise une telle réforme ;

- que les travaux afférents sont en cours au Ministère de la Culture ;

- qu'il s'agit désormais de préparer le secteur, durement atteint par les conséquences notamment économiques de la crise sanitaire, aux incidences de la crise ;

- considérant la nécessité de renforcer le secteur culturel postcrise ;

invite le Gouvernement à

- considérer de nouvelles mesures réformant le système d'obtention du statut de l'artiste professionnel indépendant et de l'intermittent du spectacle en place, afin de l'adapter à la réalité du secteur ;

- réduire la période de stage pour jeunes artistes professionnels demandant pour la première fois le statut de l'artiste professionnel indépendant et de l'intermittent du spectacle, de douze à huit mois, avec pour but de pouvoir en bénéficier plus tôt dans la carrière ;

- revoir l'une des conditions générales permettant l'admission au bénéfice des aides à caractère social, requérant actuellement que l'activité artistique doit avoir généré un revenu d'au moins quatre fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés au cours de l'année précédant la demande, et de la réduire à 3,5 fois le salaire social minimum ;

- augmenter le montant des aides que peuvent toucher les artistes professionnels indépendant à 70 % du salaire social minimum pour personnes qualifiées, au lieu de 50 % actuellement, afin de consolider le secteur postcrise ;

- analyser les différences entre le régime de l'artiste et celui de l'intermittent pour en tirer les conséquences appropriées et, le cas échéant, de les rapprocher ;

- autoriser, dans certaines limites et sous certaines conditions, de cumuler le droit d'établissement, notamment pour l'industrie créative ;

- introduire une nouvelle mesure permettant de faire couvrir les charges patronales par le Fonds social culturel, sous certaines conditions, notamment pour les bénéficiaires se trouvant en situation non permanente de détresse, et lors de crises économiques avérées telle la crise sanitaire actuelle ;

- couvrir l'entièreté ou 50 % des charges sociales dans des conditions très précises par le Fonds social culturel pour les jeunes possédant le statut de l'artiste professionnel indépendant et de l'intermittent du spectacle, et dans des cas exceptionnels bien définis également pour d'autres catégories bénéficiaires ;

- promouvoir davantage la mobilité en révisant la clause de résidence afin d'autoriser l'artiste professionnel indépendant à ne pas avoir un siège de résidence permanent pendant deux ans sur cinq ans ;

- compenser du moins partiellement la perte de revenu de droits d'auteur ;

- analyser des mesures permettant un revenu suffisant pendant les phases de conception d'un projet artistique ;

- procéder à des analyses sectorielles au moyen des statistiques du nombre des bénéficiaires par domaine culturel, pour tirer des conclusions propres à chacun de ces domaines.

(s.) Octavie Modert, Georges Mischo, Viviane Reding, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Voilà. An dat bréngt mech als Ofschloss derzou, der Ulrike Bail als där rezentster Laureatin hei am Land fir hire Servais-Präis ze gratuléieren. Den Titel vun hirem Wierk: „wie viele faden tief" ass e bësse symptomatesch fir eis Debatt. Déi vill artistesch Fiedem vun eiser Kultur ginn ee schéine Kulturgobelin, e wonnerbaart Bild vun eiser exzellenter, lieweger, villfälteger a räicher Kulturzeen hei zu Lëtzebuerg, déi eis Gesellschaft méi räich, méi déifgrënneg, méi wäertbewosst, méi liewenswäert mécht. „No culture - no future."

Ech soen Iech villmools Merci fir Är laang Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Octavie Modert. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Grad wéi d'Madamm Modert wéilt ech mat engem Zitat ufänken - si huet mat engem Zitat ofgeschloss -: „Kultur fält eis net wéi eng zeideg Fruucht an de Schouss. De Bam muss gewëssenhaft gefleegt ginn, wann e Fruucht droe soll."

Mat dësem Zitat vum Albert Schweitzer, ënner anerem och Museker a Kulturphilosoph, wéilt ech dësen Debat iwwert de Kulturentwécklungsprogramm ufänken. Dëse soll jo ee wichtegt Instrument sinn, fir dat Kulturellt virunzebréngen, ze promouvéieren, eeben, fir mam Albert Schweitzer ze schwätzen, ze fleegen.

Léif alleguer, Madamm Minister, de Kulturentwécklungsprogramm begleet eis schonn e puer Joer an ech sinn zefridden, fir haut nach eng Kéier mat Iech zesummen iwwert dëse wichtege Plang, vläicht elo net esou detailléiert wéi meng Virriednerin, ze schwätzen. E Plang, deen haut, a mengen Aen, nach eng ganz aner Bedeitung huet wéi am Summer 2018, wéi e virgestallt gouf. Deemools hat nach kee mat enger Pandemie an hire Konsequenze fir Land a Leit gerechent. A scho guer net domat, datt e groussen Deel vun der Kultur iwwer Méint komplett op Äis géif geluecht ginn -sief et Events, déi net konnte stattfannen, oder Muséeën an Institutiounen, déi hir Dieren hu mussen zouhalen. Vill Kulturschafend koume vun engem Dag op deen aneren an eng ganz, fir net ze soen äusserst schwiereg prekär Situatioun an haten oder hunn nach ëmmer mat Existenzängscht ze kämpfen.

Mee mir däerfen eppes net vergiessen: Hanner all Kënschtler stécht e Mënsch an domat een eenzelt Schicksal. Mir verzichten op Kultur an op déi domat verbonnen Oflenkung vum Alldeeglechen, vun deem Banalen. Mee ganz vill Artisten hunn deelweis hir Liewensinhalter an hir gewinnte Praxis zu engem gudden Deel verluer - wuelgemierkt wärend der Pandemie!

Zum Gléck hunn déi eng oder aner „Concerten", jo, éischter tëschent Gänseféisercher, a soziale Medie stattfonnt. Dat war en Zeechen, eng Invitatioun, fir a Kontakt ze bleiwen an drun ze erënneren, datt mer dach déi dacks verzweifelt Situatioun vu ville Kënschtler an der Kris net einfach sollen aus den Ae verléieren.

Wa mer elo iwwer Kulturpolitik schwätzen, da steet déi geziilt Förderung vun eise Kënschtler, vun der kultureller Participatioun fir all d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, am Mëttelpunkt. Dat louch eis als Demokratesch Partei och ëmmer um Häerz. Et wonnert also net, datt fir eis d'Förderung vun der kultureller Villfalt an d'Wäertschätzung vun de Lëtzebuerger Kulturschafenden an hire Wierker en zentrale Pilier vun der Kulturpolitik muss sinn.

Fir dësem Usproch gerecht ze ginn, gouf emol fir d'éischt de Budget vun deem ënnert dem Staatssekretär Guy Arendt gefouerte Kulturministère an der leschter Legislaturperiod op knapp 1 % vum Staatsbudget erhéicht. Nieft dem Lancement vun de kulturellen Assisen an dem Ausschaffe vun dem éischte Kulturentwécklungsplang sinn ënnert dem Guy Arendt zentral Projete wéi d'Archivgesetz an d'Ausschaffe vun engem neien Denkmalschutzgesetz virugedriwwe ginn.

D'Madamm Kulturministesch Sam Tanson huet, engagéiert wéi si ass, dorop opgebaut an et ass hir ënner anerem gelongen, zesumme mat der Chamber - déi an de leschte Méint iwwregens nach ganz vill Input zum Denkmalschutzprojet geliwwert huet -, en zäitgeméisse Kader ze schafen, fir am Beräich vum Patrimoine ze retten, wat nach ze retten ass, fir ze erhalen, wat erhalenswäert ass. Och dat ass e grousst Uleies an der leschter Legislaturperiod gewiescht.

Da wollt ech awer nach virun allem der Rapportrice, der Madamm Djuna Bernard, an de Leit, déi hir gehollef hunn, e grousse Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndlechen, jo, ganz detailléierte Rapport.

Eis Debatt huet jo musse wéinst der Pandemie no hanne verréckelt ginn. Dat huet eis awer an der Kommissioun wierklech net dervunner ofgehalen, mat den Aarbechte weiderzefueren an de Kontakt mat de Kulturschafenden iwwer Visiokonferenzen ze sichen.

D'DP begréisst also, datt wärend der Pandemie och weider mat den Acteuren aus der Zeen geschwat ginn ass. Mir hunn hiert Uleies an deene sëlleche Kommissiounssitzungen héieren. A mir si frou, datt dëse léierräichen Austausch iwwert den digitale Wee stattfanne konnt.

Och déi kulturell Assisen hu stattfonnt, wann och e bësse méi spéit wéi geplangt an anescht wéi gewinnt. Dat ass e wichtege Punkt, well datt reegelméisseg kulturell Assisë stattfannen, fir den Dialog mat der Kulturzeen ze garantéieren, ass och eng laangjäreg Fuerderung vu menger Fraktioun.

Am Summer 2018, direkt no der Presentatioun vum Kulturentwécklungsplang, hate mir eng Aktualitéitsstonn zum Theema an der Chamber. Ech géif nach eng Kéier gären op e puer Punkten agoen, déi menger Fraktioun deemools wéi haut nach ëmmer wichteg sinn.

Éischtens muss de Kulturentwécklungsplang laangfristeg vum Secteur a vun der Zivillgesellschaft gedroe ginn an e muss op engem parteiiwwergräifende Konsens berouen. Dofir féiere mer jo och haut hei zesummen dës Orientéierungsdebatt.

Zweetens ass et relevant, datt d'Kultur och als Invest gesi gëtt, en Invest am nobele Sënn vum Wuert. Wien an d'Kultur investéiert, deen investéiert an de Mënsch, an de gesellschaftlechen Zesummenhalt, en investéiert an déi kulturell Bildung an an d'Stäerkung vum Standuert Lëtzebuerg a senger ganzer kultureller Diversitéit. Kulturelles a Kultur sinn nun eemol, géif ech gäre soen, an ech hunn et och schonn eemol geschriwwen, kee Luxus, mee eng Noutwendegkeet, fir datt sech eng Gesellschaft an der Oppenheet an an enger kreativer, innovéierender Dynamik weiderentwéckele kann. Ouni ze vergiessen, datt mer musse schützen, wat schützenswäert ass, nämlech eise kulturelle Patrimoine, deen eppes Eenzegaarteges duerstellt.

Ech wéilt nach profitéiere vun der Presenz vun der Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg, der Madamm Lydie Polfer, wann ech grad dat hei gesot hunn. Ech denken ëmmer nees, wa mer iwwert de kulturelle Patrimoine schwätzen, un ee vun eise Fleuronen, wat eeben d'Alstad ass, d'Corniche mat

hire fréiere Festungswierker, déi Unesco-geschützt sinn an déi och haut op eng ganz kompetent Manéier, ënner anerem och vum Här Philippart, promoted, virgestallt ginn. Net nëmme fir auslännesch Touristen, mee och fir d'Lëtzebuerger selwer, déi ëmmer nees op en Neits eis Stad an doriwwer eraus all déi kulturell Schätz vum Land entdecke kënnen.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Drëttens: ...

(Interruption et hilarité)

D'Politik soll op kulturellem Plang den institutionelle Kader setzen. Ma et soll awer keng Politik mat der Kultur gemaach ginn. D'Regierunge sollen eng Politik fir d'Kultur maachen an dofir déi néideg Instrumenter schafen a Budgeten - natierlech och Budgeten - zur Verfügung stellen, ouni sech awer an de Secteur a sengem Schaffen an a senger Kreativitéit anzemëschen. D'Politik soll nolauschteren, jo, och bäiléieren, Proposen analyséieren an duerno Infrastrukturen an eng Finanzéierung erméiglechen.

Véiertens: Fir d'DP-Fraktioun ass et weesentlech, datt mer duerch déi kulturell Assisen de Secteur matagebonnen hunn. Déi participativ Demarche huet och wärend der Pandemie net mussen ënnerbrach ginn. Esou konnte grad an dëser schwéierer Zäit déi kulturschafend Leit hir Suergen an hir Bedierfnisser zum Ausdrock bréngen. Dëse Meenungsaustausch war d'Basis fir d'Ausschaffe vum éischte Lëtzebuerger Kulturentwécklungsplang. Plang - an de Guy Arendt soll mer net ze vill béis sinn -, dat kléngt heiansdo e bësse planwirtschaftlech, ma et ass net béis gemengt, wéi gesot, ma et gouf bis ewell kee bessert Wuert fonnt an ech hunn nach keen heibannen e bessert Wuert héiere soen, ma mir kënnen nach ëmmer doriwwer nodenken.

D'Ausschaffe vun dësem Plang - ëmmerhi gëtt et hei e Plang! -, d'Ausschaffen ...

(Brouhaha)

... vun dësem Plang an der vergaangener an an dëser Legislaturperiod huet e wichtegt Fundament fir d'Kulturförderung an de kommende Jore geluecht. Duerch eng seriö Analys vun de Stäerkten, awer och de Schwächte vun eiser nationaler Kulturzeen an d'Abanne vun all de Kulturschafenden ass versicht ginn, fir eng Strategie auszeschaffen, déi op d'Suerge vum Kulturberäich ageet a seng Weiderentwécklung begleet.

Wann een eng koordinéiert Kulturpolitik upeilt, dann ass dee Plang e weesentlecht, loosse mer et esou nennen, Aarbechtsdokument, eng Referenz, ouni awer eng Aart Bibel ze sinn, déi fir ëmmer an éiweg a Stee gemeesselt ass, wéi dat nach d'lescht Woch an der Kommissiounssitzung treffend betount gouf, och a grad vun der Madamm Ministesch.

An dofir ass et och richteg, datt d'Assises culturelles an Zukunft reegelméisseg widderholl ginn an datt och de Kulturentwécklungsplang reegelméisseg den Ufuerderunge vun der Zäit ugepasst gëtt. Grad dat fannen ech perséinlech eng pertinent Approche, well eeben näischt a Bëton gegoss soll sinn, ee fir allemol, wéi wann et verbuede wier, drun ze fréckelen. De Géigendeel ass de Fall. An dofir ass et och gutt, datt d'Chamber weider an dësem Upassungsprozess agebonne bleift.

Léif alleguer, erlaabt mer, wéi och meng Virriedner, vläicht op e bësse méi eng kuerz Manéier - well villes, wat wäertvoll ass, hei gesot ginn ass - op de Statut de l'artiste anzegoen. Ech hat scho virdrun erwäänt: Hanner all Kënschtler stécht ee Mënsch. An dëse mënschlechen Aspekt läit mir perséinlech, awer och a grad menger Fraktioun, um Häerz. Grad duerch d'Pandemie sollt jidderengem vun eis kloer sinn, datt déi Kulturschafend sech souwisou dacks an enger prekärer Situatioun kënne befannen an datt sech dës onsécher Situatioun an der Pandemie villfach drastesch verstäerkt huet. Et war en haarde Schlag fir vill Acteuren am Secteur.

Am Laf vum Jor 2020 kruten 93 selbstständeg Beruffskënschtler eng Hëllef. Dobäi koumen nach 214 Intermittenten, déi eng Entschiedegung fir onfräiwëlleg Inaktivitéit kruten.

Menger Fraktioun ass et wichteg, d'Professionaliséierung vun der Kulturzeen weider ze ënnerstëtzen a sech fir eng besser finanziell Situatioun vun de Kulturschafenden anzesetzen. Dofir musse mer de Statut vun den Artisten an den Intermittentë vun Zäit zu Zäit op de Leescht huelen an eis froen, ob en nach den Ufuerderunge vun der Zäit gerecht gëtt. Meng Fraktioun ass dowéinst frou, datt d'Reform vum Kënschtlerstatut duerch d'Kris elo vläicht méi séier a virun allem och méi konsequent wéi geplangt virukënnt. Bei der Madamm Kulturministesch ass et mer do net baang.

Léif alleguer, d'Lëtzebuerger Kënschtler sollen och op internationalem Terrain méi Hëllef an och méi Opportunitéite kréien. Well de Rayonnement vun engem klenge Land an der Welt kann een net ouni de kreativen Apport vun eise Kënschtler denken! Si sinn eng vun de Visittekaarte vu Lëtzebuerg an Europa an doriwwer eraus. Lëtzebuerg soll dofir méi konsequent op internationalen Evenementer a Plattforme vertruede sinn. D'Lëtzebuerger Konschtzeen an d'Lëtzebuerger Kënschtler sollen d'Chance hunn a behalen, fir sech verstäerkt iwwert d'Grenze vum Land eraus Relevanz a Respekt ze verschafen.

An deene leschte Jore goufen do Efforte gemaach. Denke mer nëmmen un den nationale Stand op der Frankfurter Buchmesse oder u Pavillonen am Beräich vun de Beaux-Arts, wéi zum Beispill op der Biennale vu Venedeg. Denke mer och un d'ASBL music:LX, déi an de leschte Joren eng exzellent Aarbecht fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Musek am Ausland geleescht huet. Genee déi international Eventer sollen an Zukunft vum Arts Council ënnerstëtzt ginn.

Den definitiven Numm soll jo och Kultur:LX sinn a sämtlech Beräicher vun der Kultur ënnerstëtzen: d'Architektur, den Design, d'Konschtberuffer, d'Musek, de Spectacle vivant, d'Literatur, visuell an audiovisuell Konscht souwéi och déi multimedial an digital Konscht.

Meng Fraktioun ass sech duerchaus bewosst, datt mer den Export vun der Musek respektiv allgemeng der Kultur weider ausbaue mussen, och am Kader vun internationale Visitten a Missiounen. Nëmmen esou kann een eist Land op kulturellem Plang méi bekannt maachen an och de Bekanntheetsgrad vun de Kënschtler am Ausland däitlech vergréisseren. Wann ee scho vun Nationbranding schwätzt, dann ass d'Kultur e ganz weesentleche Bestanddeel dovunner. A mat Esch2022 wäerte mer do nees e gudde Schrëtt no vir maachen. Wa mer iwwert de Statut vum Kënschtler schwätzen an d'Gesetz iwwerschaffen, kréie mer sécherlech nach genuch Geleeënheet, fir Verbesserunge virzehuelen an Hëllefstellung unzebidden.

E weidere Volet vum Plang, dee mer besonnesch um Häerz läit, ass, Dir kënnt lech et denken, de kulturelle Patrimoine. Wa mer gesinn, wéi vill wäertvolle Patrimoine an de leschte Joren d'Affer vun de Baggere ginn ass, da gouf et héich Zäit, hei e kohärente gesetzleche Kader ze schafen an dem Staat méi Mëttele ze ginn, fir ze erhalen, wat erhalenswäert ass.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Ettlech Gemengen hunn, an dat muss een ënnersträichen, grouss Ustrengungen op deem Plang gemaach. Si sinn e Beispill, un deem sech aner Gemengen inspiréiere kënnen. Aus Grënn vun der Transparenz an der Rechtssécherheet si mer op e modernt Denkmalschutzgesetz ugewisen. Et geet eeben ëm kloer a verständlech Reegelen, déi den Erhalt vum archeologeschen, architektoneschen an immateriellen Ierwe vun eisem Land garantéieren. Ech wëll och do nach eng Kéier dem Kolleeg Guy Arendt Merci soen, datt mer an der leschter Legislaturperiod, och wann dat vläicht net ëmmer grouss opgefall ass, international Konventiounen an deem Beräich vun 1985 bis un den Ufank vum 21. Joerhonnert ëmgesat hunn.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- International Konventioune wuelgemierkt, och europäesch Konventiounen, déi mer berécksiichtegt hu bei der Ausaarbechtung vum Denkmalschutzgesetz, wat mer jo a ganz ville Sitzungen am Wanter an der Kommissioun beschwat hunn.

Am Respekt vun internationalen Normen a Reegelen also sollen d'Prozedure vereinfacht ginn, déi definéieren, wéi eng Bausubstanz ënner Denkmalschutz gestallt gëtt a wat fir eng net. Doduerjer gëtt d'Planifikatioun vu Bauprojeten däitlech verbessert. Meng Fraktioun ënnerstëtzt d'Madamm Ministesch an der Demarche, fir de Service vum Inventar weider ze stäerken, dat ass eng exzellent Initiativ, an eng digital Kaart mat alle geschützte Gebaier opzestellen.

Ech muss dann awer och hei ganz kuerz op e rezenten Arrêt vun der Cour administrative agoen, deen onmëssverständlech ee fir allemol festgehalen huet, datt d'Kierchen an d'Kapellen, déi am Besëtz vun de Gemenge sinn, eng breet kulturell Vocatioun hunn. An datt een dofir d'Gemengen als Proprietär net dovunner ofhale kann, zu engem Deel fir den Ënnerhalt vun dëse jo dacks national geschützte Gebaier opzekommen.

D'Geriicht seet a senger Sagesse ënner anerem Follgendes: « Dans une optique culturelle plurielle, la coexistence, à côté de manifestations culturelles dans le chef du culte catholique, d'activités culturelles ou autres organisées par le propriétaire, la commune, ne sauraient être considérées comme étant incompatible avec la destination historique des lieux, du moment que la dignité des lieux soit respectée. » An den Arrêt seet weider: « En tout cas, cette coexistence de plusieurs activités n'emporte en rien une nécessité de désacralisation, voire de dégrèvement, ces activités étant toujours entrevues dans une optique culturelle plurielle ». Eng villsäiteg kulturell Optik also, an där Kierchen a Kapelle stinn. Dat ass och en Deel vun där Diversitéit, déi op anere Plaze sou beschwuer gëtt. Deem Urteel ass also näischt méi bäizefügen, ausser, datt hei de Geescht vum Pragmatismus gesiegt huet. Op alle Fall e wichtegen Erfolleg, wann et ëm de Schutz vun eisem historesche Patrimoine geet. An dofir ee grousse Merci un eisen allsäits bekannten Éierendeputéierten, den Dokter Edy Mertens, deen als Buergermeeschter vun Ëlwen hei fir Klorheet gesuergt huet. Eng Jurisprudenz, géif ech soen, vun nationaler Portée.

Ma komme mer dann awer elo zréck zu de Mënschen. Schliisslech geet et net nëmmen duer, fir an de Steen ze investéieren, ze bauen, ze renovéieren an ze restauréieren, och a besonnesch geet et drëm, fir d'Mënschen, déi an der Kultur täteg a kreativ sinn, ze ënnerstëtzen. Sou goufen an deene leschte Joren zousätzlech Kënschtleratelieren zur Verfügung gestallt an et goufen nei Hëllefe geschaf, zum Beispill fir Weiderbildungsmoossnamen.

Et muss och iwwert d'Opportunitéit vun enger Plattform nogeduecht ginn, déi hëllefe soll, fir Kënschtler a Proprietäre vun deels eidele Raimlechkeete wéi Büroen a Commercen a Kontakt ze bréngen. Staat a Gemenge missten hei Hand an Hand zesummeschaffen an e finanziellen Apport bréngen. Esou kéinten d'Kënschtler zäitweis nei Ateliere zur Verfügung gestallt kréien, fir Konschtwierker ze schafen; och fir Konschtwierker auszestellen a Vitrinne vun eidele Butteker sënnvoll ze notzen, zumindest zäitweis.

Léif alleguer, eist Kulturierwen zitt net nëmmen all Joer eng grouss Zuel vun Touristen un, et gehéiert och zum Liewensraum vun eis all. De Begréff vum kulturellen Ierwe steet am Mëttelpunkt vun eiser Eegenaart an eiser territorialer Zesummegehéieregkeet. Natierlech huet d'Kulturierwen eng historesch Dimensioun, ma et ass awer och eng Ressource. Iwwregens ass dat bemierkt, op Franséisch, mee et ass bemierkt am éischten Text vum Kulturentwécklungsplang.

D'Kulturierwen huet eng historesch Dimensioun, ma et ass awer och eng Ressource, hat ech gesot, reng kulturell, awer och a grad touristesch, gesellschaftlech souwéi och wirtschaftlech. Wie wéilt schonn, leider ass de Buergermeeschter elo net heibannen, mee wie wéilt schonn Al Dikrech tëschent prismenänleche Gebaier feieren? Do kéim jo kaum Stëmmung op. Et brauch eeben den Ambiente vum ale Stadkär, mat senge Gaassen, an deenen ee sech drécke kann a wou ee sech mënschlech méi nokënnt. Nëmmen esou ...

(Hilarité)

... entsteet Ambiance, nëmmen esou fillt ee sech richteg wuel.

(Brouhaha)

An d'Stad Lëtzebuerg hätt nimools deen onvergläichleche Charme, wann et eeben net déi Unesco-geschützten Alstadvéirel géif ginn. Dat selwecht gëllt fir Diddeleng mam Quartier Italien a mat senger beandrockender Kierch, hire Fresken an hirer historescher Uergel, ...

(Brouahaha)

... déi och a grad dank de sozialistesche Kolleegen ëmmer nees restauréiert an opgewäert gouf.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Jo, dat kulturellt Ierwen ass eng Ressource, fir d'Zukunft ze gestalten an d'Leit zesummenzeféieren. Eist kulturellt Ierwe muss dofir onbedéngt fir déi zukünfteg Generatiounen erhale bleiwen! Wéi scho gesot, däerf net nëmmen an de Steen investéiert ginn, och Kulturlandschaften an historesch Gäert ...

(Brouhaha)

... musse kënne geschützt ginn, well si si wichteg natierlech a kulturell Zeien aus eiser Vergaangenheet an en Element vun eiser Liewensqualitéit, vun eisem Wuelsinn, vun eisem Bien-être - mir hunn de Moien jo vill vum PIB du bien-être an där anerer Debatt geschwat.

Begréissenswäert ass och, datt d'Wäertschätzung vum immateriellen Ierwen ofgeséchert gëtt. Zum kulturellen Ierwe vun eisem Land gehéieren nämlech net nëmme Monumenter oder Miwwelen, mee och dat Immateriellt, also Traditiounen a Gebräich. Och si verdéngen et, fir studéiert, dokumentéiert, geschützt a weidervermëttelt ze ginn. Dofir setzt sech meng Fraktioun fir eng méi staark Wäertschätzung vun dësem Vermiechtnes an der Kulturvermëttlung an.

Dat erkläert och, firwat d'Madamm Minister a leschter Zäit vu menger Säit gebiede gouf, fir iwwert de Schutz vu spezifeschen Traditiounen nozedenken, sief et weltlech Gebräicher oder Gebräicher, déi aus dem chrëschtlechen oder virchrëschtleche Glawen ervirginn - denke mer u Liichtmëssdag, u gewinnte Sonoritéite vun eise Stied an Dierfer oder un d'Buergbrennen, dat op réimesch a germanesch Wuerzelen zréckgeet. Hei gëtt et nach vill Spillraum no uewen.

An ech soen der Ministesch en häerzleche Merci, datt si net indifferent par rapport zu dëser Thematik ass. Just geet et drëm, fir net ze laang ze waarden an den Träger vun dësen Traditioune mat professioneller, qualifizéierter Hëllef, mat Rot an Dot hëllefräich a konsequent zur Säit ze stoen, si also net eleng ze loossen, ma se ze begleeden.

Léif alleguer, och d'Digitaliséierung kann eng wichteg Hëllef sinn, fir d'Vermëttlung vun der Kultur ze stäerken. D'DP wëllt d'Chance vun der Digitaliséierung zum Gudden notzen - och an der Kultur. Bekanntlech sinn d'Applikatiounen op dësem Feld äusserst diversifizéiert. Nieft der digitaler Konscht an der Kreativwirtschaft kann domadder besonnesch d'Vermëttlung vu kulturellem Schaffen a vun eisem kulturellen Ierwe gefërdert ginn. Et geet net nëmmen ëm d'Digitaliséierung vun de Bestänn an de Muséeën an an den Archiven an d'Numerisatioun vun der wëssenschaftlecher Grondlagefuerschung, et geet och drëm, fir e méi liichten Accès zu diversen Dokumenter a Reserven ze garantéieren, déi vläicht soss just zu extrae Geleeënheeten oder fir spezifesch Expoen erausgeholl ginn.

Doriwwer eraus erreechen a sensibiliséiere mer mat der Digitaliséierung e méi breede Public, dat ass och vu menge Virriednerinne gesot ginn. Ech denken do zum Beispill un eng exzellent digital Virstellung vun der Entwécklung vum Veianer Schlass vun der Réimerzäit iwwert d'Mëttelalter bis haut, dat an enger Expo 2018 am naturhistoresche Musée am Stadgronn. Ech war se eng Kéier nomëttes kucken, am Abrëll muss et gewiescht sinn, ëm dës Zäit, jo, dat an der Zäit an ënnert der Regie vum Kolleeg Guy Arendt.

Ech denken och un den digitale Lexikon, deen déi ganz Diversitéit vun eiser Konschtzeen presentéiert an dee reegelméisseg à jour gesat gëtt. A senger Ried zum 125. Gebuertsdag vum Cercle artistique de Luxembourg, vum CAL, sot deem säi President Follgendes, ech zitéieren: „Der Lëtzebuerger Konschtwelt feelt virun allem eng Plaz, en Archiv, eng Struktur, op där och d'Ierwe vun de Kënschtler kann erfaasst ginn. Doriwwer eraus misst e Kënschtlerlexikon opgebaut ginn. An d'Kënschtler an hir Wierker missten och an de Schoulen en Theema ginn. Mir brauchen och eng Plaz, wou eis jonk Kënschtler an déi confirméiert hir Wierker engem gréissere Publikum reegelméisseg zougänglech kënne maachen."

Jo, vill Chantiere stinn deemno nach op. A villes bleift nach unzeschwätzen, wat mer am Kader vum Kulturentwécklungsplang a senger weiderer Entwécklung am A behale mussen.

Am Fokus sti verschidde Chantieren, wéi zum Beispill mat Hëllef vun der Kultur d'Integratioun an déi sozial Kohäsioun férderen a verdéiwen, well d'Multikulturalitéit ass spéitstens zanter dem spéide Mëttelalter, zanter d'Burgunder eis 1443 eruewert hunn, wann een dat esou soe kann, eng Stäerkt vu Lëtzebuerg an en Deel vun eiser Eegenaart an eiser Geschicht. Kultur hëlleft, Brécke queesch duerch d'Gesellschaft ze bauen. Dat geschitt duerch d'Digitaliséierung, awer och duerch Manifestatiounen, déi zum tëschemënschlechen Dialog bäidroen, och a grad duerch grouss Eventer wéi Esch2022, wou mer nees op der europäescher Landkaart als Kulturland, dat international vernetzt ass, ze gesi sinn an esou net nëmme Mënschen zesummebréngen, ma eist Land och als attraktive Standuert visibel maachen. Meng Fraktioun ass drun interesséiert, datt dat europäescht Kulturjoer och no 2022 Spueren am Süde vum Land hannerléisst, an datt d'Kultur- an d'Kreativwirtschaft laangfristeg vun dësem Highlight kënne profitéieren.

Ech wëll dofir gären herno dem honorabele Kolleeg Pim Knaff e puer Minutte vu menger Riedezäit iwwerloossen, ...

Une voix.- Nëmmen e puer?

M. André Bauler *(DP)*.- ... fir zousätzlech iwwer Esch2022 an déi kulturell Dezentraliséierung ze schwätzen. Et bleiwen der nach eng Rei, ech kann de Pim Knaff berouegen.

Eng aner Baustell, déi ech an deem Kader kuerz wéilt ervirbréngen, ass d'Verdéiwung vun der Zesummenaarbecht tëscht den ëffentleche Bibliothéiken - an ech soen dat hei ënnert dem Contrôle vum honorabele Gusty Graas, sengeszeechens landbekannte President vun der Union luxembourgeoise des bibliothèques ...

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... publiques.

M. André Bauler *(DP)*.- ... publiques.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Déi ëffentlech Bibliothéike spillen eng wichteg Roll an der Förderung vun der Kultur. An engem klenge Land wéi Lëtzebuerg ass et sënnvoll, fir Ressourcen ze bündelen an d'Zesummeschaffen tëscht de Bibliothéike weider ze verdéiwen. Mir sollen och studéieren, a wéi enge Beräicher den Déngscht un de Lieser verbessert ka ginn, denke mer nëmmen un Navetten tëschent Stad a Land, fir onnéideg Deplacementer vun den interesséierte Lieser ze vermeiden.

D'Bibliothéiksgesetz sollt eiser Meenung no vun Zäit zu Zäit enger kritescher Analys ënnerzu ginn, virun allem am Hibléck op déi administrativ Vereinfachung.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- E weideren Aspekt, deen een net dierf vernoléissegen, wann d'Zil soll sinn, d'Kultur als Ganzt ze stäerken, ass d'Sensibiliséierung, d'Educatioun an eng Formatioun duerch d'Kultur. Chancëgläichheet a Bildungschancë fir all Kand sinn der DP besonnesch wichteg, dat brauch een net extra ze betounen. An e Musée ze goen ass awer leider net fir all Kand selbstverständlech. Et muss een och bedenken, datt net all Kand vum Elterenhaus fir dat Kulturellt sensibiliséiert gëtt. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, fir am Schoulprogramm an och am Kader - an d'Octavie Modert hat dat och preziséiert - vu parascolairen Aktivitéiten, Kulturelles systematesch anzebréngen.

Da muss et och geléngen, deene Jonken déi eenzel Beruffer an Zukunftsperspektiven am Kultur- a Kreativberäich méi nozebréngen, grad wärend der Pandemie. Well soss riskéiere mer, eng ganz Generatioun vun zukünftege Kulturschaffenden ze verléieren.

Eng verstäerkt Zesummenaarbecht tëscht de Schoulen, de parascolairë Strukturen an den Acteuren aus der Kulturzeen droen derzou bäi, de Virwëtz weider ze stimuléieren a Loscht op Kulturelles ze maachen.

Datt eng Galerie fir zäitgenëssesch Lëtzebuerger Konscht entstoe soll, ka meng Fraktioun nëmmebegréissen. Dat war jo eng Iddi vu menger politescher Bluttgrupp.

Datt déi ugekënnegt Galerie fir zäitgenëssesch Lëtzebuerger Konscht oder Kënschtler net an dat fréiert Gebai vun der Nationalbibliothéik - den ale Kolléisch, wéi nach Eenzelner soen - soll kommen, dat muss ech esou akzeptéieren. Ech kann deenen Diddelenger dat och vergonnen, datt si mat dëser neier Institutioun ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo.

M. André Bauler *(DP)*.- ... begléckt solle ginn.

Ech wier awer méi wéi dankbar, wann d'Madamm Minister och un aner Géigende vum Land géif denken, wa mer iwwer nei kulturell Instituter a Gebaier schwätzen. Well am Kulturentwécklungsplang gëtt jo grad vun enger kultureller Dezentraliséierung geschwat. Firwat soll dann net ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här Bauler, …

M. André Bauler *(DP)*.- ... och esou en Institut, firwat soll net ... Här Di Bartolomeo.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ass et dréngend, Här Di Bartolomeo?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här Bauler, Dir kritt Filmstudioen!

M. André Bauler *(DP)*.- Mir loossen eis iwwerraschen, Här Di Bartolomeo. Mee mir si frou, datt mir awer elo schonn an lech een Alliéierte fonnt hunn. Dat ass eng Solidaritéit tëscht Süden an Norden. Ech soen lech Merci derfir.

(Hilarité)

Firwat soll dann net och en Institut an den Norde kommen? Wat schwätzt dergéint?, froen ech mech. Den Terrain aleng kann awer net de Problem sinn, fir datt esou en Institut net och an de ländleche Raum kéint kommen. Ech denke perséinlech dann och nees un e Musée, sidd mer net béis, Madamm Minister, mee un e Musée d'art religieux, deen een an Ofsprooch mat de Glawensgemeinschaften an de Gemenge kéint amenagéieren, …

(Brouhaha)

… firwat net an engem Gebai, dat net méi kultuell - kultuell! - genotzt gëtt. An Zukunft wäerte mer där jo eng Rei kréien.

Léif alleguer, ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- ... Massendénger.

M. André Bauler *(DP)*.- Dir iert lech all Kéier, Här Clement. Ech war a mengem Liewe weeder Massendéier, Massendénger, pardon, ...

(Hilarité)

... Massendénger, ...

(Hilarité)

... nach Chouerbouf, wéi Der dat déi leschte Kéier preconiséiert hutt.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Et wär och e komescht Massendéier ginn!

M. André Bauler *(DP)*.- Ech hat nach ni mat der Mass ze dinn.

Une voix.- E Massendéier!

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP)*.- Léif alleguer, d'Pandemie ass net eriwwer! Souwéi a villen aneren Dossieren, musse mer och ...

(Brouhaha général)

... am Dossier KEP kontinuéierlech weiderschaffen. Kultur ass eppes Lieweges an d'Politik soll dat kulturellt Liewe fërderen, ënnerstëtzen, begleeden, ouni sech awer an d'Kreativitéit vun de kulturschafende Leit anzemëschen.

D'Pandemie huet eist Liewe verännert a leider wësse mer och nach net genau, wat déi nächst Méint a Joren eis bréngen. Dofir ass et awer an der Kulturzen ëmsou méi wichteg, den engagéierten Dialog mat allen Acteure weiderzeféieren an op dëser Schinn och weider um Plang ze schaffen.

Datt dat, wat um Pabeier steet, och enges gudden Daags Wierklechkeet muss ginn, dat versteet sech vum selwen. Meng Fraktioun steet op jidde Fall zu 100 % hannert dësem Projet a wënscht vill Freed an Zefriddenheet beim Ëmsetzen. Well op d'Ëmsetze kënnt et leschten Enns un - ganz nom Motto: „Just do it, but do it!" An an deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här André Bauler. An deen nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech ufänken, wéilt ech direkt der Rapportrice, der Madamm Djuna Bernard, en décke Merci soe fir hir Rapporten. Hire schréftleche Rapport ass ganz flott opgebaut an iwwersiichtlech, soudass dat sech och ganz gutt liese léisst - merci derfir.

Merci och fir déi flott Entrevuen, déi mer an der Kommissioun haten a wou mer en Ableck an déi eenzel Institutioune kruten an awer och Gespréicher mat den eenzelnen Acteuren a Kulturschaffende konnte féieren. Dat huet engem wierklech gehollef, en allgemengt Bild vun der Situatioun, och speziell wärend der Covidkris, ze kréien.

Mäi Merci geet awer och un d'CSV-Fraktioun, déi u sech den Ustouss ginn huet, fir dës breet Diskussioun iwwert de KEP ze féieren.

Et ass natierlech praktesch onméiglech, hei op all eenzelne Punkt vum Kulturentwécklungsplang anzegoen, dee jo aus eelef Kapitele besteet an aus verschiddenen Domäne wéi Patrimoine, Recherche, Gouvernance oder Educatioun, fir nëmmen déi ze nennen, a wou jo och an engem Dokument 62 Recommandatioune festgehale gi sinn. Dëst alles ass jo opgrond vu ganz villen Entrevuen an och vun Assisen ausgeschafft ginn, wou vill Kulturschaffend konnten deelhuelen an hiren Input matdeelen.

Dëse Prozess ënnerstëtze mir als LSAP a fannen dee Wee richteg a wichteg. De Prozess ass jo natierlech och keen Ofschloss - an dat huet d'Presidentin och am Ufank gesot -, mee soll konsequent weidergeféiert ginn, am Zesummespill mat allen Acteuren. An esou ass dat jo och vum Kulturministère ugeduecht a geplangt. An ech wéilt elo hei op e puer spezifesch Punkten agoen.

Éischtens de Patrimoine culturel: D'Reform vum Gesetz vum Patrimoine ass jo amgaangen a wäert och geschwë finaliséiert ginn. Ech wëll och elo hei net ze vill dorop agoen, well mir wäerte jo nach sécherlech Geleeënheet kréien, hei am Haus doriwwer ze schwätzen. Op jidde Fall sinn awer néng Recommandatioune gemaach ginn am Kader vum Patrimoine culturel.

Eng gutt Initiativ ass, fir méi, soe mer, Stockageraum ze kréien, fir Kulturgutt, Kollektiounen opzebewaren. Mir brauchen onbedéngt en nationalen Depot. An zu Diddeleng um Site NeiSchmelz, dat hu jo och scho meng Virriedner gesot, kéint dat jo elo realiséiert ginn. Souguer de Finanzminister huet en Dënschdeg iwwert dëse Projet vun der NeiSchmelz zu Diddeleng geschwat a gesot, dass am PRR 24 Millioune kënne vun der Europäescher Kommissioun kommen, wat jo dann och der Kultur zeguttkënnt, net alleguer, mee op jidde Fall e Stéck dovunner.

Wéi gesot, d'Erhalen an d'Opbeware vun eisem nationale Kulturgutt ass immens wichteg a muss an Zukunft och weider ënnerstëtzt ginn.

Zweetens: de Statut vum Artist. Här President, den Artist steet am Mëttelpunkt vu villem, virun allem, wann een eng attraktiv an dynamesch Kulturzeen an engem Land wéi Lëtzebuerg huet. Den Artist ass keen Aarbechter am klassesche Sënn, mee den Artist ass den Ursprong vun enger gesellschaftlech immens wichteger Aarbecht. De Komponist Robert Schumann huet dat esou ausgedréckt: „Licht senden in die Tiefe des menschlichen Herzens - des Künstlers Beruf."

Den Debat vum Statut vum Artist handelt also net nëmme vun der Fro, wéi een d'Roll vum Kulturschaffenden als Source vun der Innovatioun an der Kreativitéit vun der Gesellschaft ka reaffirméieren, dësen Debat handelt och vun deem, wat d'Gesellschaft de Kulturschaffenden kann zréckginn, fir dass si och zum Beispill a Krisenzäite wéi deenen heiten duerch hir Aarbecht a mat hirer Aarbecht bestoe kënnen.

Fir eis ass d'Kultur net nëmmen e Käschtepunkt, neen, si ass e vitale Secteur vun enger diversifizéierter Ekonomie. Wann een eng Kéier e Bléck an d'Vergaangenheet wot, da mierkt een, wéi dynamesch d'Kulturproduktioun zu Lëtzebuerg ass: D'Zuel vun den Artistes professionnels indépendants huet sech an deene leschten 20 Joer vervéierfacht. Op den 1. September 2020 - ech hunn do e bësse méi al Zuele wéi d'Presidentin virdrun - ziele mer 85 Leit an deem Statut. Interessant ass och ze bemierken, dass mat 53 % Fraen a 47 % Männer u sech béid Geschlechter relativ equilibréiert vertruede sinn. Dëse leschte Constat, deen zielt och fir d'Intermittents du spectacle, där mer op den 1. September 2020 net manner wéi 202 zielen.

Ënner béide Statuten ass een natierlech permanent engem wirtschaftlechen a soziale Risiko fir seng eegen Existenz ausgesat. Mat der globaler Pandemie ass den Artist, wéi mer all wëssen, natierlech an engem besonnesche Mooss betraff; Prekaritéit ass méi dacks zur Realitéit vun Eenzelne ginn.

Ech wëll awer zu der Zuel vun den Artistes professionnels indépendants eppes bemierken: Mir hunn op 2018 gekuckt 12.200 Leit, déi am kulturelle Secteur schaffen. Dovunner schaffen 2.100 an den Activités artistiques an am Spectacle. Do stellt sech fir mech dann awer d'Fro, wéisou dann nëmme 85 Kulturschaffend de Statut vum Artist hunn. Do wier et jo awer eventuell ubruecht, eng méi fundéiert Analys ze maachen a gegeebenefalls dëse Statut ze promouvéieren an och méi spezifesch fir dëse Statut ze sensibiliséieren.

Wann de Staat d'Artisten an d'Createure wëllt ënnerstëtzen, da muss en och d'Konditioune fir d'Entwécklung an d'Entfalung vun de kulturellen an artistesche Beruffer schafen. Als LSAP ass et eis immens wichteg, dass et a Covidzäite grad wéi och an normalen Zäite fir Artisten eng sozial Stäip gëtt. Ouni hir Aarbecht wier eist Land dach e gudde Krack méi aarm: méi aarm un Originalitéit, méi aarm u kriteschem Geescht, méi aarm u gesellschaftlechem Austausch a Kohäsioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- An Zäiten, wou den Accès zur Kultur ageschränkt war, ass et vill méi Leit opgefall, wéi d'Kultur eis dach feelt. Wéi wichteg ass eis dach en Owend am Theater, am Kino oder am Concertssall. Eisen Alldag ass méi roueg, awer manner faarweg ginn.

Et geet awer net nëmmen drëms, fir d'Leit ze beschäftegen, ze ënnerhalen. Neen, Kultur ass eng Necessitéit fir eis Gesellschaft, well de gesellschaftlechen Debat an och den Austausch, deen hei stattfënnt, ass eeben och duerch eis villfälteg Kultur méiglech.

Ier ech bei mäin drëtte Punkt vun den Hëllefe kommen, wollt ech op déi nei Diffusioun vu Produktiounen a kulturelle Manifestatioune kommen. Dës nei Form vun Diffusioun vu Kulturevenementer geschitt jo haaptsächlech iwwert d'Internetplattformen. An hei ass et wichteg, dass mer déi EU-Direktiv iwwert d'Droits d'auteur séier an en nationaalt Recht ëmgesat kréien an dat op eng Aart a Weis, dass d'Suen net majoritär bei de Big Player vum Internet hänke bleiwen.

Fir un d'Aiden ze kommen, do ass et richteg, dass dat souwuel fir d'Artistes professionnels indépendants wéi och fir d'Intermittents du spectacle u Konditioune gebonnen ass: dass ee muss zënter méi wéi sechs Méint bei der Sécurité sociale ugemellt an an enger Pensiounskeess assuréiert sinn. D'Artisten däerfen ënner kengen Ëmstänn duerch d'Netz falen.

Et muss ee fairerweis awer och soen, dass d'Artiste besonnesch drënner leiden, dass d'sozial Cotisatiounen hei zu Lëtzebuerg fir déi Fräischaffend wierklech héich sinn. Et gouf awer gehollef an et gëtt och nach gehollef: 2019 si méi wéi 3 Milliounen Euro aus dem Fonds social culturel un Hëllefen ausbezuelt ginn. Dës Zuel weist jo ganz kloer a ganz konkreet, dass d'Regierung d'Kulturschaffend als wichtege Partner ugesäit.

2020 hunn 93 Artiste vun der Aide sociale Gebrauch gemaach. De Gesamtmontant vun den Aidë läit bei ronn 1.021.000 Euro. An am selwechte Joer hunn 214 Intermittents du spectacle ronn 3.113.000 Euro ausbezuelt kritt un Indemnitéite wéinst onfräiwëlleger Inaktivitéit.

Et ass fundamental, dass d'Politik sech reegelméisseg soll a muss a Fro stellen. D'Gesetz vum 19.12.2014, wat d'Hëllefe fir d'Artisten definéiert, ass am Kader vun enger breeder Consultation publique diskutéiert ginn. Vun Ufank u war d'Zil, dass déi concernéiert Acteuren hir Virstellung vun dem beschtméiglechsten Accompagnement matdeele kéinten. Dëst ass och kloer esou an der Recommandatioun 23 vum KEP festgehale ginn. D'Recommandatioun ass zu dësem Zäitpunkt zu 35 % ëmgesat ginn a mir hunn eis och de 24. September 2020 zu dësem Sujet an der Kulturkommissioun austauschen kënnen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir eis ass et och kloer, dass d'Kënschtler déi néideg Raimlechkeete brauchen, fir ze schaffen a sech ze entwéckelen. Zum Beispill konnt d'Associatioun vun den Artistes plasticiens am Februar dëst Joer um Verluerekascht 30 Artiste Raimlechkeeten ubidden, insgesamt si 45 Atelieren op deem Site. Bei der Bananefabrick soll ee Container bäigesat ginn, fir d'Aarbechtskonditioune vun de Kënschtler ze verbesseren. De Centre national pour résidences d'artistes wäert am Neimënster ugesidelt ginn. An an enger mëttelfristeger Perspektiv wäert jo och d'Affektatioun vun der Villa Louvigny fir d'Kultur nei Raim bidden.

An deem Kontext ass et och wichteg, dass déi Raimlechkeeten am ganze Land solle verdeelt ginn an net nëmmen op enger Plaz konzentréiert solle bleiwen. Dezentraliséierung ass hei d'Wuert. D'Résidence-mission fir e Kollektiv vun Artisten an der Annex vum Schlass Buerglënster ass hei e gutt Beispill. A perséinlech kennen ech och nach e Schlass aus menger Gemeng, wat sech do och ganz gutt géif eegenen.

(Hilarité)

Dat passt elo heihinner.

De véierte Punkt ass d'Educatioun. Här President, wann ech virdru gesot hunn, dass de Kënschtler fundamental fir eis Gesellschaft ass, da musse mer eis awer och d'Fro stellen, wéi mer säi Rôle dann an enger breeder Gesellschaft vermëttelen. D'Sensibiliséierung vum Rôle vum Kënschtler a vun de Perspektiven am Secteur si virun allem bei deene Jonken essentiell - dat, wa mer och wëllen den Nowuess am Secteur garantéieren.

Konscht a Konschterzéiung sinn awer nach vill méi: An engem Bericht vun 2014 vum Här Paul Dell - dat ass e Chercheur an Unisdozent vun der visueller Konscht hei zu Lëtzebuerg -, hunn ech dat heite gelies, wou en zwee franséisch Politiker zitéiert: « L'éducation artistique et culturelle concourt à la formation intellectuelle et sensible des enfants et des jeunes. Elle vise à l'acquisition de compétences spécifiques dans les domaines artistiques enseignés ; elle joue un rôle essentiel en matière de valorisation de la diversité des cultures et des formes artistiques. Elle contribue à la formation de la personnalité et est un facteur déterminant de la construction de l'identité culturelle de chacun. L'éducation artistique et culturelle renforce la dimension culturelle dans l'ensemble des disciplines ; elle permet l'acquisition de compétences transversales mobilisables dans d'autres domaines d'apprentissage. Elle conforte la maîtrise des langages, [...] en développant les capacités d'analyse et d'expression. Elle prépare ainsi au choix et au jugement, participe à la formation d'un esprit lucide et éclairé, et concourt à l'apprentissage de la vie civique et sociale. Ainsi comprise, l'éducation artistique et culturelle englobe et dépasse le domaine des enseignements artistiques proprement dits qui sont, à l'école, de la responsabilité de l'éducation nationale. Elle s'étend à l'ensemble des domaines des arts et de la culture, entendu comme cet héritage commun, à la fois patrimonial et contemporain, qui participe pleinement de la culture humaniste. Elle concourt enfin au renouvellement des publics et des institutions culturelles ». Dat bestätegen och d'Recommandatiounen 41 bis 46 aus dem KEP.

D'Konschterzéiung an der Schoul an och d'Kollaboratioun tëscht dem Kultursecteur an de Schoule besteet, mee si ass naturgeméiss staark ofhängeg vum gudde Wëlle vun den Enseignanten. Dofir ass et immens wichteg, den Akzent op d'Formatioun ze setzen. Et ass jo ugeduecht an der Recommandatioun 46, d'Offer vun der Formation culturelle vun der Uni.lu auszewäiten, an dat ass an eisen Aen och ganz wichteg.

Och d'Recommandatioun 44, d'Schafe vun enger Médiation culturelle - wou et jo gëllt, de Lien tëscht de kulturellen Associatiounen an dem IFEN ze kréie fir méi eng grouss Sensibiliséierung vun den Enseignanten an och de Kandidate fir Enseignanten -, ass wichteg. Kultur kann a villen Disziplinne matagebonne ginn a limitéiert sech net just op d'Éducation artistique.

Et hunn och am Kader vun der Recommandatioun 42 eng Rei Entrevuen tëscht dem Kulturministère an der Theaterfederatioun stattfonnt, fir e Plan de travail auszeschaffen. Dat kéint och nach méi breet diskutéiert ginn. D'Plattform kulturama.lu ass jo schonns eng flott Initiativ, déi hei entstanen ass a wou de SCRIPT, a Kooperatioun mam Kulturministère, d'Beräicher vun der kultureller Bildung a vun der Kulturvermëttlung an der Schoullandschaft weider fërdert an Initiativen ënnerstëtzt, déi kulturell Voleten an de Schoulen uviséieren - eng super Saach an eisen Aen.

Eng aner Iddi kéint och sinn, dass een zum Beispill eng Theateropféierung um obligatoresche Programm an de Lycéeë kéint hunn. Ech kéint lech och elo vu menge perséinlechen Erfarungen erzielen, wéi ech am Lycée zu Esch Theater gespillt hunn. Dat huet mech wierklech gepräägt an ech hu ganz vill Iwwerleeungen do matgeholl an dat huet och ganz vill mäi Wiesen ausgemaach.

E klenge Bemoll ass awer hei, dass d'Iwwerleeung vun der Éducation artistique et culturelle nach net ganz richteg an der nonformaler Bildung ukomm ass. Fir eis ass dëse Beräich grad esou wichteg wéi de schouleschen, an hei kann een d'Kanner souguer nach eventuell méi um kulturelle Plang sensibiliséieren a kulturell erzéien.

D'Kanner léiere virun allem duerch hir eegen Aktivitéiten, dat gëllt och fir d'Uneegnung vu Kompetenzen am Beräich vun der Konscht a vun der Kultur. Dat huet wuel eppes mat Verstoen ze dinn, mat Wouerhuelen, awer och mat Erliewen a Gestalten, mat ästheeteschem Empfannen a mat Kreativitéit. Et geet dobäi net nëmmen ëm de Stellewäert vun der Kultur, mee vill méi ëm de Wonsch an d'Bestriewen, dass déi beräicherend fir Kanner a jonk Leit soll sinn.

Ech ginn et gären zou: A mengen Aen ass d'kulturell Bildung wierklech en Deel vun der Allgemengbildung, an dat muss ee schonn am fréien Alter ugoen. Keng Fro, et geet och vläicht ouni Konscht a Kultur bei Jonken an och soss, mee wann ee Konscht als e relevanten Deel vun eisem visuellen Ëmfeld gesäit, da fënnt een et nëmmen normal, si aus verschiddene Perspektiven ze betruechten: sief et aus akadeemescher Siicht, aus genësserlecher Siicht, aus kommerzieller Siicht, aus den Ae vun engem Laien oder engem Expert a firwat och net aus den Ae vun engem Kand!

Wuelverstanen ëmfaasst de Begréff Kultur nieft Konscht, Literatur a Musek ganz villfälteg Beräicher wéi Medien, Theater, Muséespedagogik, Architektur, Danz, Film, bildend Konscht, Zirkusaarbecht, Video oder Fotografie. Villes leeft am Beräich vun der kultureller Bildung scho gutt bei eis hei am Land. Ech denke beispillsweis un déi vill Workshoppe fir Kanner an eisen nationale Muséeën oder un den nationale Kaderprogramm zur nonformaler Bildung am Kanner a Jugendalter, wou et spezifesch Dispositioune gëtt an de Beräicher Ästheetik, Kreativitéit, Konscht a Kultur.

Mee, well et och net verbueden ass a souguer erwënscht ass, op anere Plazen no gudde Beispiller ze kucken, hunn ech hei e puer Pisten opgelëscht, déi och eng Inspiratioun an en Usporn fir eis kënne sinn.

Den internationale Kannerkonschtmusée zu Oslo an Norwegen, wou Konscht vu Kanner a Jugendlechen aus iwwer 180 Länner gewise gëtt a wou een d'Konschtwelt mat den Ae vun de Kanner kann erliewen, ass ee Beispill.

En anert Beispill ass de Museumscurriculum an Nordrhein-Westfalen, dat ass méi genee am däitsche Musée zu Bonn, mat deem fir all Grondschoulen, vun der éischter bis der véierter Klass, Muséesvisitten inklusiv Virbereedungsmaterial Partie intégrante vum Léierprogramm sinn. Muséeskompetenz deemno als Basis fir eng Participatioun vun alle Kanner un engem kulturelle Bildungskonzept. Dat Ganzt mam Zil, dass d'Kanner sech Kompetenzen am kulturelle Beräich uneegne sollen a bei hirer perséinlecher Entwécklung zu Notze maache kënnen.

An dann hunn ech nach ee Projet fonnt, dee „Jugend ins Museum" heescht, zu Lübeck, wou Muséeën als ausserschoulesch Plaz genotzt ginn, fir Kanner a Jonken am extrae Schoulfach „Kultur aktiv" Wëssen ze vermëttelen a si an hirer perséinlecher Entwécklung ze förderen. All d'Schoule maache mat, an déi Jonk si begeeschtert!

Fazit: Kulturell Bildung förderd d'Participatioun um kulturelle Liewe vun eiser Gesellschaft. Si dréit bei jonke Mënschen derzou bäi, hir eege Perséinlechkeet ze entwéckelen an hir Kreativitéit ze förderen.

Mäi fënnefte Punkt ass méi allgemeng gehalen. Do wëll ech lech soen, dass mer grondsätzlech musse vun enger total vereelzter Virstellung ewechkommen, dass eng staatlech Hëllef vum Artist als Aide sociale geféiert gëtt. An do si mer, mengen ech, eis och all eens, an dat hu mer och schonn esou beschwat. Eis Gesellschaft brauch Kultur op d'mannst esou staark wéi d'Kulturzeen d'Gesellschaft brauch.

Als LSAP begréisse mer dann och, dass de Kulturministère sech oppe weist, fir d'Période de référence bei den Artistes professionnels indépendants ouni entspriechendem Universitéitsstudium vun dräi op zwee Joer erofzesetzen.

Mir sinn, wat d'Intermittents du spectacle ubelaangt, der Iwwerzeegung, dass een d'Definitioun vun den Aktivitéiten, déi am Kader vum Calcul vun de Schaffdeeg als solch kënnen ugerechent ginn, an deem Sënn iwwerdenke sollt, dass méi Aktivitéite kënne mat ugerechent ginn.

Weider si mer als LSAP och der Meenung, dass et fir en Intermittent du spectacle ze restriktiv ass, de Genoss vu staatlecher Hëllef un d'Konditioun wëllen ze bannen, manner Deeg am Joer fir eng zweet Aktivitéit dierfen ze huele wéi fir déi kuklturell Aktiviéit. Well grad an dësen Zäite muss ee realistesch bleiwen an den Intermittenten déi néideg Flexibilitéit loossen.

Et gëtt och vusäite vun den Intermittenten zu Recht ëmmer erëm betount, wéi vereelzt den obligatoresche Carnet ass. Hei misst et am 21. Joerhonnert méiglech sinn, eng méi benotzerfrëndlech a wa méiglech digitaliséiert Léisung ze fannen. Heiansdo féiert de physesche Carnet doriwwer eraus a munche Fäll zu Problemer fir den Intermittent, dass hie scho laang ugefaangen huet mat schaffen, ier hien de Carnet kritt huet.

Begréissenswäert ass awer, dass ee mëttlerweil op guichet.lu d'Datume vun der Commission consultative fënnt; dës Kommissioun, déi iwwert d'Demande fir eng Indemnisatioun am Kader vun der Inaktivitéit vun den Intermittents du spectacle befënnt. Dat ass wichteg, fir dass déi Kulturschaffend eng méi transparent Vue op d'Prozedure kréien.

Mir begréissen als LSAP och ausdrécklech, dass d'Recommandatioun 15, fir d'Subventiounspolitik am Kultursecteur méi transparent no objektive Krittären ze gestalten, um gudde Wee ass, Realitéit ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kultur lieft natierlech och vu grenziwwerschreidenden Echangen tëscht de Leit. D'Schafung vun engem Établissement public nom Typ Arts Council ass d'lescht Joer gutt virukomm mat der Konventioun tëscht der ASBL Kultur:LX an dem Kulturministère am Oktober. A meng Virriedner hunn dat jo och schonn ervirgehuewen.

Et ass wichteg, dass d'Lëtzebuerger Kulturzeen mat hirer Diversitéit och am Ausland e gewëssene Rayonnement kritt. Mam Schafe vun dësem Établissement public suerge mer fir eng besser koordinéiert Promotioun am Ausland vun de verschiddene Kultursecteuren an Acteuren.

Ech wäert elo eng Kéier d'Aarbecht ervirhiewen, déi vun eisen Ambassaden am Ausland gemaach gëtt fir d'Promotioun vun de Lëtzebuerger Kënschtler.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Net manner wéi siwen Ambassaden hunn en Departement, wat der Kultur dediéiert ass. Den héije Stellewäert vun eisem Lëtzebuerger Patrimoine iwwer eis Grenzen eraus ze weisen an ze promouvéieren ass wichteg a gëtt jo och reegelméisseg gemaach. E Beispill, wéi räich eis Lëtzebuerger Konscht ass, konnt een och rezent gesinn an der Ausstellung zu Stroossen, wou honnert Joer Lëtzebuerger Konscht gewise ginn ass.

A „Let's make it happen" huet iwwregens och e ganz staarke Kulturvolet.

Här President, ech wëll awer op dëser Plaz och net mëssen, am Kader vum Kulturentwécklungsplang e puer Wierder iwwert d'Kulturhaaptstad Esch2022 ze verléieren. Säit 1995 an och 2007, do wou Lëtzebuerg och Kulturhaaptstad war, huet eist Land ee reegelrechte Boom erlieft. Eis Kënschtler, eis Konscht an och eis Infrastrukture konnte sech op enger internationaler Landkaart placéieren.

An dat erhoffe mer eis och elo all fir 2022, wou jo eelef Südgemengen zesumme mat aacht franséische Gemenge vum Pays Haut Val d'Alzette ee gemeinsame Projet realiséieren. Hei hu mer elo déi eenzegaarteg Geleeënheet, eise Potenzial, eis kulturell Landschaft, eise kulturelle Patrimoine no baussen ze weisen an als Instrument fir en nohaltege Boosting vun eiser Kulturzeen ze notzen. An als Suessemer freeën ech mech wierklech op dat nächst Joer!

(Interruption)

Net nëmmen als Suessemer, mee och, ech mengen, dee ganze Süden an d'ganzt Land wäert sech freeën. Mee ech sinn awer e bëssen houfreg op eis, well mer matmaachen.

Ier ech zum Schluss kommen, wéilt ech awer nach gären e Wuert zum Benevolat an zum Amateurberäich soen. Ech weess, dass de KEP 1.0 virun allem déi professionell Beräicher vun der Konscht a professionell Artisten ëmfaasst. Ech weess awer och, dass eng diversifiéiert Kulturzeen och Amateure brauch, déi sech kënnen a sollen ausdrécke kënnen an hir Konschtberäicher ausliewe sollen. All professionellen Acteur, Museker, Moler oder Kënschtler allgemeng huet eemol kleng - sief et doheem oder an engem Amateurveräin - ugefaangen.

Wéi gesot, ech wëll elo net alles hei an een Dëppe geheien, mee ech sinn iwwerzeegt, dass mer ganz vill Amateurkënschtler am Land hunn, déi hiren Deel derzou bäidroen, dass eist Land och um kulturelle Plang e ganz räicht Land ass. Déi professionell Kulturzeen an den Amateurberäich si keng Géigesätz, mee si ergänze sech. Virun allem ass et eis als LSAP wichteg, dass Kultur net als elitär verstane gëtt. Kultur soll jiddwerengem zougänglech bleiwen. Kultur ass eis keng Rechenschaft schëlleg, mee si muss verständlech si fir jiddwereen. Net alles an der Kultur muss der breeder Mass gefalen, mee d'Kultur soll déi ganz Gesellschaft kënnen integréieren, se zum Nodenke bréngen, hire kritesche Geescht erausfuerderen. An dofir ass et och wichteg, dass mir do, wou de Grand public mat der Kultur a Kontakt kënnt - ob am Musée, Theater oder anzwousch anescht -, eng diversifiéiert Offer vu verschiddene Genrë kënnen ubidden.

Vläicht ass et awer och noutwendeg, heiansdo e Schratt méi wäit ze goen, andeems een d'Kultur direkt bei d'Leit bréngt. Kultur soll och dierfen den Espace public anhuelen, fir dass d'Leit am Alldag mat Konscht kënnen a Beréierung kommen. Konkreet heescht dat also zum Beispill, op ëffentleche Plazen Konscht ausstellen. Dat gëtt jo och gemaach. An ech erënneren hei zum Beispill un e Lëtzebuerger Artist, deen e ganzt Duerf zu engem Konschtprojet gemaach huet - Koler, fir et net ze nennen. Hei gëtt et och nach ganz kloer aner Beispiller a Gemengen, wou am ëffentleche Raum Konscht gewise gëtt oder gemaach gëtt.

Dass d'Leit sech fir Konscht am Espace public begeeschtere kënnen, weisen zum Beispill d'Diskussiounen an déi Faszinatioun, déi de Banksy ausgeléist huet. Dëse brittesche Streetart-Kënschtler, dee seng Identitéit bewosst wëllt am Hannergrond loossen, thematiséiert mat senge Schablounen-Graffitie politesch Theeme wéi Ëmweltverschmotzung, de Brexit oder den Ëmgang mat Flüchtlingen. Säi Wierk „Baloon Girl" huet sécherlech eng Plaz am kollektive Gediechtnis vun der Kultur fonnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen eng Visioun vun der Kultur, déi de richtegen Equiliber fënnt tëscht enger emanzipativer Kultur - duerch eng kulturell Citoyennetéit, duerch Bildung an Inklusioun - an enger wirtschaftlecher Entwécklung - duerch Tourismus, duerch Kreativindustrie - an och enger rekreativer Kultur, déi zum Wuelbefanne vun eis alleguerte bäidroe kann.

Erlaabt mer, zum Schluss de Robert Krieps ze zitéieren: „Kultur macht frei. […] Damit hätte die Befreiung vom Konsumzwang, vom Berieselungsdasein, vom Objekt bereits begonnen. Mitgestalten, Verantwortung tragen, bewusstes Handeln bedeutet mehr Freiheit von den wirklichen oder angeblichen Zwängen. Es ist Aufbegehren gegen Treibenlassen und Manipulation. Kultur fördern heißt, den Menschen ehren. Kultur gestalten heißt, mehr Mensch sein".

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, national Strategiepabeiere vun enger Kulturministerin oder engem Kulturminister gouf et der zu Lëtzebuerg nach net vill. Mam KEP sinn et der am Ganzen dräi. Den Historique vun deene Pabeieren ass net ointeressant, virun allem, well e weist, wéi schwéier d'Kultur et huet, sech am ëffentlechen Debat ze behaapten.

An dofir wëll ech fir unzefänken e kuerzen Historique vun deene Pabeiere maachen. Den Ufank vun de strateegesche Pabeieren huet de fréieren Educatiouns- a Kulturminister Robert Krieps gemaach - dee jo och elo grad vum Simone Asselborn-Bintz zitéiert ginn ass -, dat war am Joer 1977 mat sengem Dokument „La vie culturelle au Grand-Duché" - Punkt, „Luxembourg" stoung net do.

De President vun der Associatioun vun de Lëtzebuerger Bibliothekären, Archivisten an Dokumentalisten huet dat Wierk opgedriwwen - ech weess awer net wou -, an et an engem Artikel vum „Lëtzebuerger Land" ernimmt, mee weider Spuere konnt ech net fannen, an dowéinst muss ee leider dervun ausgoen, datt et séier an den Archive verschwonne war. Op alle Fall feelt vun enger ëffentlecher Debatt vun där Zäit all Spuer.

Ganzer 21 Joer méi spéit, dat sinn zwee Joerzéngten an ee Joer, am Januar 1998, ass der Kulturministesch Erna Hennicot-Schoepges hiert „Wäissbuch" mam Numm „Livre blanc de l'infrastructure culturelle" erauskomm. Doran huet si sech net nëmmen op déi zukünfteg Besoine bei de kulturellen Infrastrukture konzentréiert, si huet sech och fir eng positiv Sträitkultur staark gemaach a wollt eng national Debatt iwwert d'Kultur lancéieren, nodeems se déi bis dohi vermësst hat.

Zanterhier sinn déi kulturell Infrastrukturen a kulturell Offeren zwar massiv gewuess - kommunal an national -, zu enger ëffentlecher Debatt iwwert d'Ausriichtung vun der nationaler Kulturpolitik, iwwert de Statut vun den Artisten, d'Bezuelung an déi sozial Ofsécherung an esou weider, iwwer méi eng equilibréiert Verdeelung vum Budget an aner relevant Theeme koum et awer net, obwuel dës Theemen och schonn déi Zäit esou brisant ware wéi haut.

Eréischt mam Kulturentwécklungsplang huet déi ëffentlech Diskussioun am Kader vun den éischten Assises culturelles am Joer 2016 ugefaangen an domat och d'Abezéiung vun iwwer 550 Partner aus dem Secteur. Dat war also nach eng Kéier 18 Joer méi spéit. Do kann ee just soen: „Gut Ding will Weile haben." Well ëmmerhi si ganzer 39 Joer nom éischte Strategiepabeier an d'Land gezunn, bis de Kultursecteur an der ëffentlecher Debatt gelant ass a bis de Secteur, mee och d'Zivilgesellschaft vun hirem Recht op Participatioun a Matsproocherecht Gebrauch konnte maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, „Die Kunst, eine andere Wirklichkeit zu denken und Veränderungen zu übersetzen, benötigt eine besondere Mischung aus Wissen, aus Haltung und konkreten Fähigkeiten zur Umsetzung", sot dee grénge Politiker Uwe Schneidewind am Kader vun engem Kulturforum an Däitschland; hien ass Buergermeeschter vu Wuppertal. Déi besonnesch Mëschung aus Wëssen, Haltung a konkreete Fräiheeten a Fäegkeete kënnt an den Assises culturelles zesummen. Dat ass eng wichteg Konditioun, fir konstruktiv ze schaffen a weiderzekommen.

Kultur gehéiert awer och an d'Chamber! „Kultur ass Fräiheet, Kultur brécht Tabuen, si kann onbequeem sinn, mä se bréngt eis weider. Mir heibannen hunn d'Flicht, hir den néidege Kader ze ginn. Net méi, awer och net manner", sot déi fréier Deputéiert Sam Tanson am Juli 2018 an der Chamber.

A genee aus dësem Grond hat si deemools eng Resolutioun deposéiert an där si mat breeder Ënnerstëtzung virgeschloen hat, de Kulturentwécklungsplang an der Chamber ze debattéieren, an dat vun do un all zwee Joer. D'Zil war et, endlech Beweegung an den Dossier ze kréien an d'Positioun vun alle Parteien ze héieren. D'Demande vun der CSV, dës Orientéierungsdebatt an der Chamber ze féieren, geet ganz genee an déi selwecht Richtung, an och déi Demande hu mir vun Ufank un ënnerstëtzt.

An der Chamber iwwer Kulturpolitik ze schwätzen, dat bedeit ganz sécher net, datt d'Chamber sech dem Kultursecteur wëllt substituéieren oder sech de KEP wëllt zu eege maachen. Dës Initiativ, déi vun deene meeschte politesche Faarwen ënnerstëtzt ginn ass, heescht ganz einfach, datt d'Chamber d'Ëmsetzung vum KEP suivéiert an diskutéiere wëllt a soll, wuelwëssend, datt et och d'Chamber ass, déi de Kulturbudget stëmmt a matverantwortlech ass, datt d'Kulturkreditter gerecht verdeelt ginn.

Wichteg am Suivi ass och d'Transparenz op alle Pläng. A fir dës Transparenz sécherzestellen, gouf e spezielle Portail op d'Bee gestallt, deen déi verschidden Ëmsetzungsphase vum KEP dokumentéiert. De Virworf vun enger Black-Box-Politik an der Kultur kann een haut also net méi erhiewen.

Luewenswäert ass och d'Zesummenaarbecht tëscht dem Kulturministère an dem Kultursecteur, déi sech net op d'Assises culturelles limitéiert, mee op vill méi. Och am Alldag gëtt de Secteur méiglechst agebonnen an am Kader vum legislative Prozess consultéiert. D'Reform vum Intermittent du spectacle liwwert e gutt Beispill. D'Konsultatioune si wichteg, mee se sinn net alles. Wourop et ukënnt, ass natierlech d'Ënnerstëtzung vum Kultursecteur a vun de Mënschen, déi dee Secteur mat Liewe fëllen.

No der weltwäiter Finanzkris vun 2008, iwwert där hir Konsequenze mir nach virgëschter hei op dëser Plaz geschwat hunn, war d'Kultur a ville Länner de Verléierer. Se war souzesoen „l'enfant pauvre" oder „dat schwaarzt Schof" vun der Politik. Déi Lëtzebuerger Regierung huet et anescht gemaach. Si huet d'Kultur net hänke gelooss, well se hir wichteg war, gesellschaftlech wéi och sozial, a well se dës Funktioun och unerkannt huet. Dat war d'CSV/LSAP-Regierung no der Kris vun 2008 mat der Kulturministesch Octavie Modert - wou ech hei just ka soen: „Ehre, wem Ehre gebührt."

An deem Geescht waren och scho virun der Pandemie wichteg Schrëtt gemaach ginn an d'Richtung vu méi enger equilibréierter Verdeelung vun de Gelder a méi enger grousser Ënnerstëtzung vun de Kulturschafenden, dëst mat der Kreatioun vum Statut vum Intermittent du spectacle ënnert der aktueller Regierung. A wann ech mech gutt erënneren, Här Bauler, da waart Dir de Rapporter vun deem Projet de loi.

Zanter dem Ausbroch vun der Pandemie ass d'Ënnerstëtzung nach gewuess - dat war och wichteg -, an dat an engem Mooss, vun deenen d'Artisten an anere Länner nëmme kënnen dreemen. Donieft war et och eng eedel Decisioun, d'Theateren an d'Kinoen als lescht Land zouzemaachen a se nom Confinement als éischt Land nees opzemaachen, emol ofgesinn dovun, datt en Deel vun de kulturellen Institutiounen, wéi Muséeën, Galerien, Bibliothéiken, nom Lockdown duerchgeeënd opbliwwe sinn.

An da si mer scho bei der Diskussioun, Dir Dammen an Dir Hären, déi och an den Debatten iwwert d'Covidgesetzer opgetaucht ass: Et ass déi vum Stellewäert vun der Kultur an eiser Gesellschaft a vun der Kultur als Mënscherecht.

Wie Kultur mat Ënnerhalung, Zerstreeung oder Fräizäitspaass gläichsetzt, deen zerstéiert grad déi Fundamenter, op där eis demokratesch oppe Gesellschaft opbaut. A wien d'Kultur ass iwwerflësseg ugesäit, bréngt e wichtegt Grondrecht a Gefor. Grad dowéinst ass de Kulturentwécklungsplang vill méi wéi just en Ënnerhalungsprogramm fir eng gesellschaftlech Uewerschicht.

Dir Dammen an Dir Hären, de Kulturentwécklungsplang ass e Plang, deen déi kulturell Fräiheet, dat kulturellt Liewen, déi kulturell Participatioun an d'Recht op kulturell Bildung nohalteg an transversal verankert, ouni ze vergiessen, datt Kënschtler, Artisten, Dänzer, Museker, ob männlech oder weiblech, normal Mënsche sinn, a keng Wonnermënschen, déi vun engem Apel an engem Stéck Brout kënne liewen - quitte datt Theaterspillen „die brotlose Kunst" genannt gëtt.

De Kultursecteur adequat ze ënnerstëtzen, heescht allerdéngs net, datt déi vill kulturell Acteuren aus

der Verantwortung sollen entlooss ginn. Et heescht och net, datt de Staat alles muss riichten, fir d'Grondfräiheet op Kultur a Pandemiezäiten an doriwwer eraus ze garantéieren. Wichteg ass och, datt d'Artisten hir Verantwortung iwwerhuelen, sech perséinlech abréngen, kreativ ginn an zesummeschaffen, amplaz sech géigesäiteg Konkurrenz ze maachen. Et ass wuel richteg: Konkurrenz belieft d'Geschäft an d'Kreativitéit gëtt gefërdert. Konkurrenz an der Kultur ass awer kontraproduktiv, wa se den Zesummenhalt vum Secteur verhënnert oder zerrappt.

Mir si frou, Dir Dammen an Dir Hären, datt den Zesummenhalt sech besonnesch zanter dem Ausbroch vun der Pandemie duerchgesat huet - an domat och de Wëllen, de Kultursecteur gemeinsam ze retten. Engersäits hunn d'Haiser gutt Hygièneskonzepter op d'Bee gestallt, an déi sinn och iwwerall respektéiert ginn. Anerersäits sinn déi Kulturschafend och selwer a praktesch alle Sparten kreativ an innovativ ginn.

De Streaming huet e groussen Opschwong kritt, wat net heescht, datt kulturelle Streaming mat Komaglotze gläichzesetzen ass, wéi béis Zonge behaapten. Villméi besteet dee Streaming aus enger innovativer Method, déi et erlaabt, d'Kultur trotz physescher Distanz bei d'Mënschen an d'Haus ze bréngen.

Kreativitéit am Beräich vun de Streams, mee och d'Technike vun der virtueller Realitéit an der Pandemie si carrement explodéiert, bis hin zu deem Punkt, dass ganz Choralle vun doheem aus gesongen hunn, datt Theaterstécker digital inzenéiert gi sinn, datt Museker sech digital organiséiert hunn. An och d'Medien hu matgemaach. Ech schwätze vum „KUK", dem Kulturkanal vum 100,7, op deem vill originell Produktiounen ze fanne sinn.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt dës digital Welt d'Kulturzeen nohalteg beaflosst huet an och de Kulturentwécklungsplang nohalteg beaflosse wäert.

Wéi wäerten d'Molerinnen an d'Sänger, d'Schréftstellerinnen an d'Schauspiller, d'Musekerinnen an d'Regisseuren d'Erfarunge vun der Pandemie sënnvoll notzen? A wéi wäerte se déi nei Techniken an de kulturellen Alldag integréieren? Wéi wäerten d'Kulturhaiser mam Publikumsausfall ëmgoen, dee jo och en Ausfall vu Recettë bedeit? A wéi wäerte se mam Risiko ëmgoen, datt eng Rei Zuschauer vläicht guer net méi zréckkommen, well se sech ëmorientéiert hunn an aner Interessensgebidder entdeckt hunn an der Pandemie? Oder ganz einfach, well se sech wëlle schützen?

Alles dat si Froen, déi diskutéiert musse ginn an déi mer och wäerten diskutéieren. D'Kulturhaiser an d'Kinoen, déi nach laang no der Pandemie mat engem Minusgeschäft konfrontéiert sinn, riskéieren an deem Fall eng Schléissung.

Dowéinst ass et net verwonnerlech, Dir Dammen an Dir Hären, an et ass virun allem traureg, am Kader vun eise Gespréicher mat Vertriederinnen a Vertrieder vum Secteur ze héieren, datt jonk Artisten, Kënschtler, Beruffstäteger oder nach net Beruffstäteger, déi sech am Kulturberäich orientéiere wëllen a Fouss faasse wëllen oder schonn do aktiv sinn, neierdéngs un hirem couragéierte Choix zweifelen. De Problem läit ganz sécher net beim feelenden Talent oder der feelender Motivatioun. E läit eenzeg an eleng doran, datt dës jonk a manner jonk Mënsche sech d'Fro stellen, ob se sech an Zukunft iwwerhaapt nach mat engem kulturelle Beruff iwwer Waasser kënnen halen.

All dës Onsécherheeten, Befierchtungen an och finanziell Suerge mussen diskutéiert a méiglechst behuewe ginn, och bei der Ëmsetzung vum KEP, deen net als figéiert Dokument däerf gëllen. De Kulturentwécklungsplang ass vill méi e Prozess, dee stänneg mat neien Erausfuerderunge konfrontéiert wäert ginn, net nëmme mat dësen. An déi gëllt et, ëmmer nees zesumme mam Secteur ze meeschteren.

Eng grouss Erausfuerderung gesi mir als Gréng och an der kultureller Bildung - en Theema, wat mir perséinlech besonnesch um Häerz läit, an der grénger Fraktioun net manner.

Esou wéi d'Recht op Kultur ee Grondrecht vun all Mënsch ass, esou ass déi kulturell Bildung ee Grondrecht vun all Kand. An dowéinst muss all Kand a jonke Mënsch e gläichberechtegten Accès zu der Kultur kréien. Dëst Recht ass iwwregens am Artikel 27 vun der allgemenger Erklärung vun de Mënscherechter festgehalen, am Artikel 31 vun der Kannerrechtskonventioun an am Artikel 10 vun der Unesco-Konventioun zur fräier Entfalung vun der Perséinlechkeet.

D'Kultur ënnerstëtzt d'Kanner an déi Jugendlech reegelrecht an hirer Bildungsbiografie an an der Entwécklung vun hirer Perséinlechkeet. Se erschléisst jonke Mënschen d'Welt, hëlleft hinnen, d'Welt ze verstoen, a mécht se resistent géint Virurteeler a Stereotyppen. Duerch d'Kultur entwéckelen déi Jonk hir Identitéit a fannen hir eege Positioun, amplaz sech just un aneren ze orientéieren.

Am Alldag heescht dat, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi jonk Mënschen d'Chance musse kréien, sech iwwer kulturell Aktivitéiten auszedrécken a matzemaachen, an op deem Wee net nëmmen d'Kultur, mee och de mënschlechen a kulturelle Räichtum vun anere Kulturen - ech schwätzen elo an der Mehrzahl - an Zivilisatioune kennen a respektéieren ze léieren.

Fir dës wichteg Ziler ze erreechen, ass déi kulturell Bildung a ville Länner schonn am Curriculum vun de Léierpläng verankert. Dat bedeit, datt d'Schüler schonn a jonke Joren un alle méigleche Forme vun altersgerechte Kulturprogrammer deelhuele kënnen, an dat reegelméisseg a konsequent wärend hirer ganzer Schoulzäit - sief et an de Kulturhaiser selwer, sief et awer och an der Schoul, am Fall, wou déi Kulturschafend an d'Schoulen invitéiert ginn.

An anere Wierder: Educatioun a Kultur däerfen net niewentenee funktionéieren, mee mateneen a mussen och zu Lëtzebuerg nach e wéineg méi no zesummewuessen, obschonn d'Synergien ëmmer méi grouss a villfälteg ginn - an dat ass ze begréissen. Et gëtt Programmer mam Numm „mimamu", „makedra" an anerer, déi och d'Madamm Bernard scho virdrun ernimmt huet.

Vu datt déi kulturell Bildung zu Lëtzebuerg net am Léierplang verankert ass, hänkt et bei eis vum gudde Wëllen a vum Interessi vum Schoulpersonal a vum educative Personal aus de Betreiungsstrukturen of, ob d'Kanner op kulturell Bildungsprogrammer kënnen zréckgräifen, drun deelhuele kënnen oder net. Et ass dat, wat d'Vertrieder vum Secteur eis an der Kommissioun och bestätegt hunn. Enseignanten, déi u Kultur interesséiert sinn, si reegelméisseg mat hire Klassen an de Kulturhaiser ënnerwee oder luede Kulturschafender an d'Schoulen an. Anerer sinn ni do unzetreffen. Schued fir d'Kanner.

En anere Phenomeen, op deen de Responsabele vum Schülerprogramm am Escher Theater mech higewisen huet, ass deen, datt d'Privatschoulen an déi international Schoule vill méi konsequent u kulturelle Bildungsprogrammer deelhuele wéi eis klassesch ëffentlech Schoulen. De Grond, mengen ech, misst emol analyséiert ginn. Woubäi d'Alterskategorien tëscht 3 an 12 Joer mat 3.000 bis 4.000 Kanner am Joer staark vertruede sinn, wärend déi 12- bis 18-Järeg manner staark vertruede sinn, mat knapp 1.000 Jonken am Joer. An da muss een dës Zuelen och nach relativéiere respektiv reduzéieren, vu datt et sech oft ëm déi selwecht Kanner a Jonk handelt, déi gezielt ginn - ganz einfach, well si et sinn, déi reegelméisseg un de Programmer deelhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, trotz dësen Ongläichheeten um Niveau vun der Participatioun, ass et awer op alle Fall positiv festzestellen, datt déi bestoend Offer an eisem Land gutt genotzt gëtt - d'CarréRotondes och ernimmt - an och an der Fräizäit vun Eltere mat hire Kanner. Ech menge souguer, dass et oft d'Kanner sinn, déi deen éischte Schrëtt an den Theater maachen an hiren Elteren de Goût um Theater vermëttelen.

Eenzel Programmer vun de CarréRotondes, dem Escher Theater an awer och anere méi dezentrale Strukture sinn oft ausgebucht. An och dat ass e gutt Zeechen.

Et verhënnert awer net, datt et nach ëmmer ganz vill Kanner a Jonker gëtt, déi duerch dat kulturellt Netz falen an hiert Grondrecht op kulturell Bildung net wouer kënnen huelen. A genee dat ass de Grond, firwat et derwäert wier, iwwert d'Verankerung vun enger transversaler kultureller Bildung an eise Léierpläng nozedenken. Dat geet ganz sécher net vun haut op muer, well et multipel Efforte verlaangt, souwuel um Niveau vun den Infrastrukturen, wéi och um Niveau vun de professionellen a finanzielle Ressourcen an, net ze vergiessen, vun der Formation initiale vum Personal, souwuel am schoulesche wéi am ausserschoulesche Beräich.

Déi verstäerkt Zesummenaarbecht vum Kultursecteur mat Kulturpedagogen, Theaterpedagogen, Musekspedagogen, Konschtpedagogen an anere Kulturvermëttler, ass jiddwerfalls en éischte gudden Usaz, fir de Jonken den Zougang zu der kultureller Bildung och zu Lëtzebuerg ze vereinfachen.

An da kommen ech bei d'Gemengen, déi och eng wichteg Roll an der kultureller Bildung spillen, mee och an der Kultur generell.

M. André Bauler *(DP)*.- Dat stëmmt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Watgelift?

M. André Bauler *(DP)*.- Dat ass wouer!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Genau. Dir hutt et, mengen ech, och schonn ernimmt.

D'Gemenge kënnen a sollen den ëffentleche Raum fir Kultur a Konscht notzbar maachen. Dat muss net ëmmer deier sinn. An dofir schwätzen ech elo vun deene Projeten, déi eigentlech am Budget keng Lächer schloen.

Am Fong hunn d'Gemengen all Fräiheet, och wa se keng prestigiéis Kulturzentre bauen oder grouss Bibliothéiken hunn. Mat klenge geet et och duer. Se kënnen interkulturell Quartiersinitiativen entwéckelen, Sproochecaféen entwéckelen, theematesch Kulturwochen organiséieren, d'Jugendhaiser, d'Kulturveräiner abannen an op gesellschaftlech Randgruppen zougoen. An de Gemenge sinn d'Randgruppe méi séier ze fannen a méi no.

Ech denken un d'Flüchtlingsfamilljen, déi a ville Gemengen ënnerbruecht sinn, mee och u Randgruppe wéi d'LGBTI-Community a Jonker, déi a Sozialstrukture liewen, a vill anerer méi. Och Randgruppe brauche Raim, fir sech auszedrécken an auszetauschen. A se brauche Raim, fir Respekt ze erliewen.

A firwat net de Kanner d'Theatersték „Ein Känguru wie du" als Gemeng op engem Schoulfest presentéieren? Déijéineg, déi d'Stéck nach net kennen, wëssen dann net, ëm wat et geet. Ech soen et: Et geet ëm Toleranz, Akzeptanz a Frëndschaft am Kontext vun der Homosexualitéit. An d'Zil ass et, dass d'Homophobie verhënnert gëtt vu klengem Alter un.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Eng Inspiratioun liwweren awer och Programmer wéi „Kultur von, mit und für Geflüchtete(n)" vu Wiesbaden, wou Kulturprogrammer am Beräich vum Theater, der Musek, dem Film, dem kreative Schreiwen, der bildender Konscht an den digitale Medie regruppéiert ginn. „Kulturarbeit mit Geflüchteten - kein flüchtiger Gegenstand" nennt sech en anere Projet, deen derzou bäidréit, kulturell Brécken zu anere Mënschen ze schloen, amplaz Maueren opzeriichten. Maueren op de Grenzen a Maueren an de Käpp!

(Interruption)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deem Sënn sinn d'Gemengen net nëmmen e wichtege Partner, wann et ëm d'Dezentraliséierung vun der Kultur am Allgemenge geet, se sinn och e wichtege Partner, fir d'Integratioun, d'Inklusioun an de sozialen Zesummenhalt duerch d'Kultur ze färderen.

Dat läit eis als Gréng staark um Häerz, och am Hibléck op d'Kulturjoer Esch2022, wou eelef Gemenge schonn elo massiv engagéiert sinn. An ech hunn héieren, den Här Knaff wäert herno nach méi am Detail drop agoen.

(Interruption par M. Pim Knaff)

A, Dir hutt nëmmen e puer Minutten iwwreg gelooss kritt?

M. André Bauler *(DP)*.- Nee, ech hu gekuckt. Et sinn der nach bal zéng.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Datt d'Gemengen als wichtege Partner vum Staat an d'Assises culturelles agebonne gi sinn, war dee richtege Wee. An och dat ass begréissenswäert. Och wann de KEP sech net direkt op de Gemengesecteur bezitt, esou féiert awer kee Wee laanscht d'Gemengen, fir eng ganz Rei Punkten op deem Plang ëmzesetzen.

Domat stellen ech déi grouss an zentral geleeë Konscht-, Musek- a Kulturhaiser awer kengesfalls a Fro, well och si si liewenswichteg fir eist klengt Land, wat am internationale Kulturkontext schonn eng gewësse Gréisst erobert huet - wuelwëssend, datt d'Filmbranche scho fir munch positiv Iwwerraschunge gesuergt huet, an net nëmme si. All déi Produktiounen, déi am Ausland bekannt sinn a Lëtzebuerg bekannt maachen, droen zum Nation Branding bäi.

Eng Erausfuerderung bleift allerdéngs bestoen, an dat ass keng kleng! Et ass déi, wéi déi méi bildungsfern a sozial schwaach Biergerinnen a Bierger och vun dësen Institutiounen erreecht kënne ginn. Onméiglech ass et net, an et gëtt och vill Efforten an déi Richtung gemaach. Virdrun ass de Kulturpass ernimmt ginn, „Kulturdag fir jiddwereen". Dat si sënnvoll Initiativen - nach musse se d'Leit erreechen.

Initiative kommen awer och vum Secteur selwer an duerfir soen ech nach eng Kéier: Et soll een net alles op de Staat schiben, och de Secteur huet seng Kreativitéit. Ech erënneren un d'Stéck „Les frontalières" vum Sophie Langevin, wat e Stéck ausgeschafft huet an enker Zesummenaarbecht mat der ASTI. Et begräift den Alldag vun 190.000 Grenzgängerinnen a Grenzgänger iwwert de Wee vun Temoignagen. An et huet déi Temoignagen am Escher Theater an am Studio vum Groussen Theater an der Stad op d'Bün bruecht.

Ech ka bezeien, datt dëst Stéck Mënschen an den Theater gezunn huet, déi nach ni virdrun am Theater waren an déi bestëmmt erëmkommen, well se sech verstane fillen, Empathie erliewen a matgeholl ginn.

Projete wéi dës verstäerken den Dialog an de Respekt tëscht de Kulturen, bekämpfen och Virurteeler a Stereotyppen an droen zum géigesäitege Verständnis bäi a se weisen deene sozial méi schwaache Mënschen, datt se an der Kultur wëllkomm sinn, grenziwwerschreidend.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- An deem Sënn kann een de Kulturentwécklungsplang och als Plang verstoen, deen d'Kulturen an eisem multikulturelle Land nach méi matenee verbënnt an net un de Landesgrenze muss stoe bleiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Kultur brauch Raim a kreativ Mënschen, déi se gestalten. Se brauch awer och engagéiert Politikerinnen a Politiker, déi dës Mënschen ënnerstëtzen. An deem Sënn soen ech der Kulturministesch Sam Tanson e grousse Merci fir hiren onermiddlechen Engagement op allen Ebene vun eiser kultureller Landschaft a wënschen hir eng glécklech Hand bei der Ëmsetzung vum KEP, awer zesumme mam Kultursecteur.

E weidere Merci geet natierlech u meng Fraktiounskolleegin Djuna Bernard, déi, als Presidentin vun der Kulturkommissioun, engagéiert zu Wierk geet an eis haut och e ganz gudden an opschlossräiche Rapport hei op dëser Plaz presentéiert huet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss, mat engem Zitat vum August Everding, dee richtegerweis behaapt huet: „Wo Kultur wegbricht, wird Platz frei für Gewalt." Souwäit däerf et zu Lëtzebuerg net kommen, an dat ass e weidere Grond, fir d'Kultur an eisem Land héichzehalen a méi oft driwwer ze schwätze wéi an der Vergaangenheet.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo, merci. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, am Ufank eng Kéier eng relativ subjektiv Vue ze ginn. Ech hu mech gefrot: U wat denks de spontan, wann s de dat Wuert „Kultur" héiers? A mir sinn zwou Saachen agefall. Déi éischt, dat sinn am Fong déi historesch Gebaier, Kierchen, Kathedralen, déi een also besiche geet. Wann een iergendwou an eng Stad geet an Europa, da mécht een dat jo normalerweis, well ee sech fir déi Kultur interesséiert.

(Hilarité)

An dat Zweet, dat ass den Hämmelsmarsch, eng joerhonnertenal Traditioun, e kulturellen Event, géif een haut soen, ...

(Interruptions)

... deen doriwwer eraus déi ganz Gemeinschaft mataschléisst. A jiddweree gëtt jo domat konfrontéiert, well si komme bei d'Haiser schellen a si spille Musek virun der Dier. Ech fannen dat eng fantastesch Saach.

Ech hu gesot, bei jiddweree komme se schellen. Leider ass dat awer haut och net méi de Fall, well mir hu mëttlerweil och hei am Land Plazen, Quartieren, Uertschaften, wou den Hämmelsmarsch net méi stattfënnt. An do gesi mer eppes, wourop ech nach wäert zréckkommen, eng Erausfuerderung, déi op eis waart, dat ass den Erhalt vun der Kultur.

Ech kommen dann och zum Numm „Kulturentwécklungsplang", an den Här Bauler hat et ugeschwat, en hat am Ufank souguer vu „Programm" geschwat, duerno vu „Plang". A fir d'éischt wëll ech emol einfach soen, dass, wéi ech deen Numm fir d'éischt héieren hunn, hunn ech mengen Ouere bal net getraut, dass do e lëtzebuergeschen Numm erausgesicht ginn ass. Ech soen dofir: all Respekt! Ech fannen dat eng ganz gutt Saach an ech géif mer wënschen, dass dat méi dacks géif gemaach ginn. Eis Sprooch huet jo och eng grouss Plaz souwuel an eisen Häerzer wéi och an eiser Kultur.

Ech bleiwe beim Numm, an effektiv déi dräi Wierder dann: Kultur, Entwécklung, Plang. A wat ech méi driwwer nogeduecht hunn, wat et mech am Fong och méi stéiert. Mir schwätzen hei vun engem Plang, fir Kultur ze entwéckelen. An do froen ech mech: Wier et net besser gewiescht, en einfach ze nenne „Kulturënnerstëtzungsprogramm"? Well „Ënnerstëtzung" ass dach awer méi neutral a bedeit einfach, dass mer d'Kultur, déi do ass oder déi gemaach gëtt, ënnerstëtzen, wärend „Entwécklung" jo awer méi wäit geet a bedeit, dass eppes sech weiderbilt, dass e Prozess stattfënnt, wou sech eppes verännert am Kontext vun engem Virgang, wou sech eppes Neies bilt, wou eppes Neies entsteet. Wou ech mech da froen: Soll hei eppes Neies geschaaft ginn, eng nei Kultur? Ech hoffen a mengen net. Grad dat kéint een awer bei deem Numm denken!

An dann och nach dat Wuert „Plang", vun engem Staat! Do si mer da bei der Planwirtschaft. An den Numm „Kulturentwécklungsplang", dee kléngt dann esou, wéi wann de Staat elo eng nei Kultur wéilt schafen. Dat kléngt zimmlech staark no Dirigismus an, wann ee wäit siche geet, no Kulturrevolutioun. Ech hoffe jo awer an ech mengen och net, dass hei nach vill Maoisten ënner eis sinn. Bon.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Verhältnis vum Staat, vum Ministère zur Kultur huet sech natierlech an deene leschte Joren a Joerzéngte staark verännert. An déi Fro, déi dann awer kéint opkommen, dat ass: Kéint aus där Ënnerstëtzung ëmmer méi och eng Féierung ginn, och mat engem hierarchesche Charakter, wou vun uewen erof am Fong gesot gëtt oder verlaangt gëtt, wat Kultur, wat Konscht soll sinn?

Ech mengen, do wier den Numm „Kulturënnerstëtzungsplang“ méi moderat gewiescht a méi am Sënn vun eiser politescher Traditioun a méi am Sënn vum Inhalt vun dësem Dokument.

Wat mer nämlech Suerge mécht - an dat ass och elo bei där Ried vu mengem Virgänger hei e bëssen opkomm -, dat ass, wat neierdéngs op dëser Welt ëmmer méi geschitt a wat een och ënnert dem Wuert „Cancel Culture“ ka benennen. Ech kéint elo vill Beispiller opzielen, konzentréiere mech awer elo ganz kuerz op ee ganz rezent hei aus eisem Nopeschland déisäit der Musel, wou déi lescht Woch - an Dir krut dat jo mat - 52 Schauspiller e klenge satiresche Video iwwert de Lockdown op YouTube gesat hunn an domadder d'Regierung kritiséiert hunn, dorënner och eng Lëtzebuergerin, d'Vicky Krieps.

Kuerz drop ass verschiddene vun deene Schauspiller gedrot gi vu Verwaltungsréit vun ëffentlechrechtleche Sender, si géifen dowéinst hir Plaz verléieren. Et ass erëm eng Kéier e richtege Shitstorm lassgaange vun enger gewëssener Minoritéit, déi awer ganz haart ass. An déi bekannte Presseorganer wéi „Die Zeit“ a „Spiegel“, déi hunn déi Kënschtler an der Loft zerrappt. Schlussendlech hu sech eng ganz Partie vun deene Schauspiller missen entschëllegen, oder si hu sech fräiwëlleg entschëllegt, fir hir Participatioun. A virgëschter waren nach just 32 vun deenen am Ganzen 53 Videoen op der Plattform, déi aner si geläscht ginn.

Dat ass eng geféierlech Situatioun! Esou eppes dierft net entstoen! D'Kënschtler an d'Konschtgruppe musse fräi sinn. Si musse fräi sinn, fir hir Konscht ze maachen, ouni iergendwellech Repressioune vun der Säit vum Staat a vum Establishment ze fäerten, och wann et deenen net gefält! Et muss net dem Staat an der Regierung an deene Leit gefalen. Et muss dann awer kënnen toleréiert ginn.

An ech ka mech iwwregens erënneren, dass och zu Lëtzebuerg eng Kéier 50 Kënschtler eng Aktioun gestart haten, an dat war fir de Referendum 2015, wou 50 Kënschtler opgeruff hunn zum Jo, also zur Regierungslinn. Fir den Nee huet sech deemools quasi kee Kënschtler agesat, an dat verwonnert jo awer, well schliisslech waren duerno 80 % vun der Bevëlkerung fir den Nee. An dat Beispill ass dach awer interessant, fir ze kucken - an dat ass wierklech ëmmer an der Aktualitéit -: Wou stinn d'Kënschtler? Sti se wierklech op der Säit vum Staat, vun der Regierung, vun deenen, déi se ënnerstëtzen? Dat ass nämlech d'Gefor bei deem Ganzen.

Une voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- An dat ass dach awer e groussen Ënnerscheed zu fréier, wou et dach esou war, dass vill Kënschtler och kritesch waren an d'Entwécklung an der Gesellschaft kritiséiert hunn a grad net am Mainstream, net am politesch Korrekte waren. Wou ass dann haut ee Kënschtler, dee sech traut, iergendwéi géint dee politesche Mainstream ze goen? Iergendwéi géint déi Politik ...

(Interruptions)

... ze goen, déi do ass ? Mee wou ass dann een?

Ech mengen, et ass schéin a gutt, ech si mat allem d'accord an tolerant. An ech fannen et och gutt, wa Saache gemaach gi wéi déi, déi d'Madamm Lorsché opgezielt huet, géint Homophobie, absolutt richteg! Ech fannen et och gutt, wa mengetweege Saache gemaach gi fir Flüchtlingen a mat der ASTI a géint Maueren. Mee wann e Kënschtler do ass, deen eppes mécht fir Maueren, wat sot Der dann? Dat ass awer d'Fro. Wann e Kënschtler do wier, et ass keen do, wat géift Der da soen? Géift Der deen awer ënnerstëtzen oder géift Der da soen: „Nee, du bass politesch net op eiser Linn, mir ginn dir näischt!“? A wann e Kënschtler do wier, deen zum Beispill ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Mat wiem streit Der?

M. Fred Keup *(ADR)*.- ... géif soen, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Mat wiem streit Der?

M. Fred Keup *(ADR)*.- O!

(Hilarité générale)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, loosst den Här Keup ...!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Ech sinn an Emotioun hei, …

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Nee, nee!

M. Fred Keup *(ADR)*.- ... voll amgaang, …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo, mee ...

M. Fred Keup *(ADR)*.- Dir wëllt mech elo hei bremsen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Dat ass richteg a mir wëllen lech alleguer nolauschteren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, da loosst den Här Keup och wannechgelift schwätzen!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ausserdeem Hämmelsmarsch geblosen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Selbstverständlech loossen ech hie schwätzen!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Nee.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Ech froe just, mat wiem e streit.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Nee. Mee et ass, et ass, jo, ...

(Brouhaha et hilarité)

... nee, Dir sot, d'Kënschtler wiere kritesch. Dat ass eppes, wat haut awer ganz vill, a mengen Ae, feelt a wat et fréier méi ginn ass. Maacht lech emol Gedanken doriwwer!

(Interruption)

Da soen ech och ganz kloer hei: Kultur dierf net vum Staat ideologesch oder politesch benotzt ginn oder mëssbraucht ginn, fir politesch Messagen eriwwerzebréngen. En Theatersték zum Beispill, och fir Kanner, muss keng Moral hunn! Dat ass absolutt net wichteg. D'Konscht muss keng Moral hunn!

An ech wëll hei op ee Beispill agoen, wat mech verwonnert huet, d'Förderung vun engem Projet, déi hei u politesch Krittäre gebonnen ass. An ech ginn lech hei e Beispill, dat ass eng Konventioun wéi et der vill gëtt, déi tëscht dem Staat a verschiddene Veräiner ënnerschriwwe ginn. Hei ass déi, déi tëscht dem Staat an Artcontemporain.lu am Joer 2018 ënnerschriwwe ginn ass, mee dat ass e Modell, deen a ville Konventioune virkënnt, an do steet Follgendes dran, an dat kléngt op den éischte Bléck am Fong ganz harmlos: « L'association s'engage à remplir les missions générales suivantes : participer à la diversité culturelle en reflétant les valeurs humanistes d'une société multiculturelle. »

Kléngt ganz gutt, dat sinn alles schéi Wäerter. Mir sinn alleguer Humanisten. Mee firwat schreiwe mer an eng Konventioun mat Artcontemporain.lu oder mat soss Kënschtler dran, dass déi sech musse fir Humanismus asetzen? Dat verstinn ech net. Dass déi sech musse fir Wäerter, fir Valeuren asetzen? Dat spillt dach guer keng Roll! Och wa mir eis derzou bekennen. Muss Kultur, muss Konscht Valeuren a Wäerter vertrieden? A muss dat an engem Kontrakt mam Staat stoen? Dat heescht jo, dass de Staat hei vun de Kënschtler verlaangt, gewësse Wäerter ze vertrieden. Och wann déi schéi sinn, mee et ass dach awer d'Fräiheet vun der Konscht, déi Wäerter ze vertrieden, déi se wëllt! An et ass dach absurd, fir vu Kënschtler d'Vertriede vu gewëssene Wäerter ze verlaangen!

Une voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- An ze verlaangen, sech fir Humanismus anzesetzen! E Kënschtler kann och Konscht maachen ouni Humanismus. E Kënschtler ka souguer Konscht maachen, déi antihumanistesch ass. Kuckt emol eng Kéier de Lars von Trier, zum Beispill, oder de Quentin Tarantino an esou weider, ma déi maache jo total antihumanistesch Konscht. Géift Der déi dann elo net méi wëllen hunn? Géift Der mat deenen ...? Hei fuerdert Der awer, dass esou eppes an eng Konventioun ageschriwwe gëtt.

Konscht soll unecken. Konscht muss net moralesch sinn. Konscht muss net politesch korrekt sinn. A Konscht muss och net humanistesch sinn. Et ass fir mech eigentlech e Skandal, dass esou eppes an enger Konventioun steet! Firwat schreift een net einfach dran: „Maacht Kultur! Maacht Konscht! Sidd fräi, Konscht ze maachen ouni Ideologie, ouni Politik, ouni Wäerter, ouni Moral!“?

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Ë …?!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Sou! Ech wollt hei dann awer och e puer positive Säiten uschwätzen zu deem KEP. D'Dokument ka mat Sécherheet dozou bäidroen, dass d'Kulturpolitik hei am Land, wat Subventiounen, Subsiden alles dat ugeet, méi transparent gëtt. Dat ass och schonn hei ugeschwat ginn.

Positiv ass och, dass duerch dëst Dokument e gewëssenen Drock op d'Regierung kann entstoen am Hibléck op d'Ofsécherung vum Beruff als Kënschtler, wat ech eng ganz gutt Saach fannen. D'Kulturacteuren hunn eppes an der Hand, un dat se d'Regierung kënnen erënneren.

Et ginn eng ganz Partie gutt Recommandatioune gemaach, zum Beispill iwwert de Congé culturel, dass d'Kënschtler och am Ausland besser zur Geltung kommen. Dat si ganz luewenswäert Saachen.

Luewenswäert fannen ech natierlech och, dass d'Lëtzebuerger Sprooch net ausgeklammert gëtt aus deem ambitiéise Projet. Dat ass dodran. Dat ass schonn emol net schlecht, och wann et e bëssen nuancéiert gëtt. Do steet zum Beispill och dee Saz dran - ass och interessant! -: « La société luxembourgeoise se caractérise avant tout par sa diversité culturelle et son plurilinguisme. » Jein! Ech géif alt emol soen, dass d'Lëtzebuerger Gesellschaft haaptsächlech duerch hir lëtzebuergesch Kultur an d'Lëtzebuerger Sprooch charakteriséiert ass, esou wéi dat och bei aneren Natiounen de Fall ass. Dofir brauch ee sech och net ze schummen.

Begréissenswäert dann och d'Recommandatiounen, déi sech mat der Preservéierung vum Patrimoine culturel befaassen, eisem architektoneschen, mat eiser Bausubstanz. An interessant ass jo do och, dass de Patrimoine immatériel do ernimmt gëtt, wat och eng ganz wichteg Saach ass. Allerdéngs - a mir haten d'Gesetz jo och diskutéiert iwwert den Denkmalschutz -: Theorie a Praxis si ganz gär zwee verschidde puer Schong. An ech wëll lech hei elo ee Beispill soen. Den Här Bauler hat eng ganz Partie Gemenge genannt, déi ganz positiv virgaange sinn. Ech sinn dann ëmmer e bësse méi direkt an ech nennen dann eng, wou ech mengen, datt et elo e bësse méi negativ gaangen ass an deem Sënn, an dat ass Esch.

Zu Esch ass elo de PAG, mengen ech, am Februar - wann ech mech net ieren, hunn ech dat iergendwou gelies – erauskomm. An do gëtt et jo dann den Denkmalschutz, de Sites et monuments, … dee proposéiert jo dann, Gebaier ze schützen. Déi hunn der Gemeng Esch proposéiert, 2.584 Gebaier ze schützen. An d'Gemeng Esch huet der dovunner 424 dann effektiv an iergendenger Form geschützt, also 16,4 %. An ech mengen, dat kënnt jo awer net vun egal wéi engem, dat kënnt vun de gréisste Spezialisten, déi mer hei hunn, vu Sites et monuments, an déi Leit wësse jo awer, wat se maachen.

An do gesitt Der dann och e bëssen déi Diskrepanz, déi mech dann awer wonnert, fir sech dann op där enger Säit no baussen esou fir Kultur anzesetzen - Esch2022, alles schéin a gutt -, an op där anerer Säit dann awer d'Kultur ze vernoléissegen. Dat ass awer net nëmmen zu Esch de Fall, ech wëll hinnen och net eleng de Virworf maachen, mee dat ass op ville Plazen hei am Land ...

(Interruption)

... de Fall.

Voilà, da si mer och schonn erëm bei Saachen, déi vläicht nach feelen. Et ass iwwert d'Schoul rieds gaangen. Ech muss wierklech feststellen iwwer all déi Joren, dass an der Schoul dat, wat een nennt „culture générale“ - Culture générale, d'Allgemengwëssen -, ma d'Culture générale, déi ass am fräie Fall! Ech ginn lech Beispiller. Zu lechternach - do sinn ech op déi Iddi komm -, do si virun zwee Deeg lwwerreschter fonnt ginn aus dem 7. Joerhonnert, aus der Zäit vum hellege Willibrord. Ma ech hat virun engem Joer nach meng Schüler einfach esou gefrot, wie vun hinnen de Willibrord géif kennen - dat ware quasi 0 %. Null! Dat ass jo awer eng wichteg Perséinlechkeet an der Geschicht vum Lëtzebuerger Land. lechternach, Sprangpressessioun - kennt kee méi!

Lëtzebuergesch Volleksliddder, praktesch net méi ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'ACEL huet e schéint Lidderbuch.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Wat sot Der?

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'ACEL huet e schéint Lidderbuch. Also et kennen nach vill Leit d'Lëtzebuerger Lidder gutt.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo, ech schwätzen hei aus der Erfarung, déi ech elo ganz laang och an der Schoul hat, wou dat awer bei Jonken, soen ech elo emol, ënner 18 Joer trotzdeem ganz vill ze wënschen iwwreg léisst.

An ech soen lech nach en anert Beispill - mee dat ass elo kee Witz, wat ech soen -: Ech hu mat menge Schüler reegelméisseg de Bus geholl, dann hu mer ganz banal Saache gemaach: Da si mer op d'Musel gefuer, op Wellesteen, hunn do en Tour gemaach, sinn d'Wéngerte kucke gaangen, si bis bei Vinsmoselle gaangen, e bëssen déi Saachen do kucken. Ma Dir kënnt lech net virstellen, wéi vill Schüler hei am Land mat 16, 17 Joer net emol woussten, dass mir hei am Land Wéngerten hätten! Si woussten emol guer net, wat e Wéngert wier! Den Numm hu se net kannt. Mee déi woussten dat emol net. Déi woussten net, dass hei am Land géif Wäi produzéiert ginn!

Ech soen, dat ass einfach fir ze weisen: Mir liewen hei vläicht an enger Bulle, mee wann Der eng Kéier bis eraus bei d'Leit gitt, da gesitt Der, dass ganz vill feelt. An do soen ech einfach, do misste wierklech lëtzebuergesch Kultur, europäesch Kultur, Kultur allgemeng eng wierklech Offensiv an d'Schoul kréien, fir ze verhënneren, dass mer duerno dat kréien, wat een nennt „kulturell Analphabeten“.

(Interruption)

Ech ginn och do nach en anert Beispill, ech ginn nach e bësse méi wäit. Elo wäerten der nach e puer sech hei opreegen. Dat ass, ech hu virun e puer Joer eng Doku op der däitscher Tëlee iwwer China gesinn. An do war eng jonk chineesesch opstriewend, striefsam Fra an déi souz do, d'Bibel ze liesen, obwuel se awer net Chrëscht war. An dunn hu se dann - ech mengen, et war op der ARD - gefrot: „Ma firwat liest Dir dann d'Bibel?“ Du sot déi Fra - iwwerleet emol! -, du sot déi Fra: „Ech liesen d'Bibel, fir déi europäesch Kultur kënnen ze verstoen.“ Dat soll een einfach emol am Kapp behalen!

A wat maache mir? Mir schafen dat hei quasi of. Ech schwätzen net vun deem Spirituellen, vun deem Reliéisen, mee ech schwätzen iwwert dat kulturellt Ierwen, wat mer trotzdeem säit 2.000 Joer hei hunn. Wéi wëllt Der, an ech hunn dat erlieft, de Schüler am Lycée d'Mëttelalter erklären, et gi grouss Wierker an der Renaissance, „Das Letzte Abendmahl“ an esou weider, de „Faust“, wa se guer keng Notioun hu vu Relioun a vu Bibel? Dat ass extreem schwéier!

(Interruption)

Dach, dat ass extreem schwéier! Wann Der Schüler hutt, déi dohinnerkommen, déi keng Anung hunn, wat e Mënch ass, wat e Paschtouer ass, wat e Bëschof ass an esou weider, da fänkt Der wierklech ganz, ganz, ganz banal un.

Une voix.- … Geschichtsbicher …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Wannechgelift, Kolleegen, ...!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- A wie Wäibierger net kennt, hat e schlechte Geosproff!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Wéi wëllt Der an der Konschtgeschicht, op der Quatrième oder esou, d'Bild vum Leonardo da Vinci „Das Letzte Abendmahl“ verstoen, wann Der net wësst, ëm wat fir eng Zeen et sech handelt?

(Interruption)

Mee als Beispill! Dat ass jo awer eent vun de bekanntesten.

(Interruption)

Dir spillt dat erof. Dat spillt eng grouss Roll!

Sou! Da wollt ech och nach eppes hei soen iwwert dat, wat e bësse feelt, an dat ass dat, wou e bëssen …, dat ass allgemeng esou dat, wat elo, soen ech elo emol, déi typesch, déi lëtzebuergesch Kultur ass, wou heiansdo, huet een d'Impressioun, e bëssen esou gefaart gëtt, fir déi no vir ze bréngen. Do steet zum Beispill iergendwou dran, am Kader vun der Notion de patrimoine culturel, « que cette dimension […] ne soit pas usée à des fins de replis identitaires ».

Mee dat ass dach kee Repli identitaire, wann een déi lëtzebuergesch Kultur staark fërdert an an de Vierdergrond stellt, au contraire! Au contraire! Et ass dach déi Kultur, déi mer hei liewen, déi mer am Häerz droen, déi mer weidergi kruten iwwer Generatiounen! Ma déi sollte mer dach héichhalen a se weisen!

A grad wa mer se no bausse weisen, gi mer jo och deenen aneren d'Méiglechkeet, drun deelzehuelen. Da maache mer eis jo op, esou wäit et geet. An dat ass jo de Contraire vu Repli identitaire. Dat ass jo grad, fir Integratioun ze fërderen. Well deen, dee sech wëllt integréieren, dee freet sech jo: „Ma wat fir eng Kultur hutt Der dann? Ech wëll mech do iergendwéi uschléissen.“ Wann Der deem sot: „Jo, mee hei si mer einfach all d'Kulturen“, dat hëlleft deem jo an deem Integratiounswëllen absolutt net weider. An do ass et ganz wichteg, dass mer déi Repèren hunn an der Kultur. An dat kënne ganz banal Saache sinn. A mir sollen déi an d'Vitrinn stellen.

Mir hunn eng räichhalteg Geschicht. Ech hu geschwat vun lechternach, Sprangpressessioun, mir hunn eng Stad hei, déi ass 1.000 Joer al, mir hunn eng Sprooch, déi ass iwwer 600 Joer al, mir hu Konscht, mir hunn Traditiounen, banal Saachen, Liichtmëssdag, d'Buergbrennen, Klibberen, d'Oktav am Moment, d'Schueberfouer, eis Literatur, Lidder, Architektur, kulinaresch Kultur, alles Méigleches - ma dat sollte mer dach an de Vierdergrond stellen!

Une voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Et ass dach grad dat Eenzegaartegt, wat et ze erhalen an ze ënnerstëtze gëllt, well et eis esou eemoleg mécht. An dat ze weisen, erméiglecht dach Integratioun!

A grad och déi Traditiounen, déi um Terrain weidergi ginn, vun der UGDA, vun deenen Amateuren um Terrain, dat ass dach déi groussaarteg Aarbecht, wou dat gemaach gëtt, och mat der Integratioun. Grad déi sollte mer dach ënnerstëtzen. An an deem Kontext ass et dann effektiv e bësse schued, dass d'Amateuren hei dach awer e bëssen, soen ech elo emol, par rapport zu de Professionellen am Plang vernoléissegt ginn.

Ech kommen zur Konklusioun. Mir sollen d'Kultur ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Oo!

(Brouhaha)

M. Fred Keup *(ADR)*.- Do bitt de KEP ganz vill interessant Pisten, ma mir sollte se net no Plang entwéckelen. Si muss fräi bleiwen. D'Kultur soll och net ideologesch-politesch agegrenzt ginn. Et ass onnëtz, drop hinzeweisen, dass et nach zu allen Zäite grad déi politesch net korrekt Komponisten, Schréftsteller, Moler, Philosophen an esou weider waren, déi Generatiounen no hinne beaflosst an inspiréiert hunn. Dat politesch Onkorrekt mécht d'Konscht jo esou interessant.

An och an de Schoule muss Kultur méi geléiert ginn. Ech hu gesot: D'Culture générale ass am fräie Fall. D'Geschicht, d'Literatur, alles dat muss erëm

méi gemaach ginn. An och de Konschtunterrecht, wéi en am KEP steet, deen ass net do, fir Wäertevermëttlung ze maachen, esou schéin déi Wäerter och kënne sinn; deen ass einfach do, fir de Kanner d'Konscht méi no ze bréngen a se dorunner ze bedeelegen. Dat ass wichteg!

De Kulturentwécklungsplang ass da ganz staark fokusséiert op dee professionellen Deel. Mir géifen eis och méi freeën, wann en e bësse méi op d'Fanfaren, op d'Harmonien, op d'Chorallen, déi, déi um Terrain sinn an déi deelweis um Ausstierwe sinn, … dat ass och e Fakt op ville Plazen, déi misst een och méi ënnerstëtzen.

An da musse mer och kloer d'Bekenntnis zur Lëtzebuerger Kultur hunn. Kulturell Diversitéit ass schéin a gutt, mee mir riskéieren, vu lauter Beem de Bësch net méi ze gesinn. Lëtzebuerg huet eng räichhalteg Kultur, a mir sollten déi och ouni schlecht Gewësse mat voller Energie förderen. Déi aner Kulturen, déi iwwerliewe schonn! Do këmmere sech déi aner drëm. Mee déi lëtzebuergesch, dat ass eis Verantwortung, well wa mir se net erhalen a schätzen an héichhalen, da mécht keen et fir eis. An hutt kee schlecht Gewëssen: Déi aner Natioune maachen dat och, et ass dat Normaalst vun der Welt. Sidd houfreg op déi Lëtzebuerger Kultur!

Ophale géif ech dann och, dat ass dann hei jo och e bëssen Usus, mat engem Zitat, an dat ass dann hei vum Jean-Paul II. vun 1980, ...

Plusieurs voix.- Oo!

M. Fred Keup *(ADR)*.- ... an ech iwwersetzen et op Lëtzebuergesch. Hien huet gesot: „Eng Natioun besteet duerch d'Kultur a fir d'Kultur." An dozou sti mir och.

Merci!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo. Ech hat Bedaueren am Sall héieren, dass Der scho bei der Konklusioun wäert. Dofir hunn ech lech och zwou Minutte méi ginn.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo, da soen ech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci dem Här Keup. An ...

(Brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- ... den Här Baum huet elo d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci. Merci, Här President. Den Här Keup denkt bei Kultur un den Hämmelsmarsch, u Kierchen a Kathedralen. Ech hunn em nogelauschtert. Seng Ried erënnert mech u Brach: al, ofgestane Mëllech, déi just gutt ass, fir d'Daarmflora unzereegen.

(Hilarité)

An dat, ...

(Brouhaha et hilarité)

... an dat ze soen, datt dat politesch Onkorrekt, déi politesch onkorrekt Kultur déi spannend Kultur wier, dat vun engem, deen e Kënschtler op d'Geriicht geholl huet wéinst där politescher Onkorrektheet, dat muss ee wierklech fäerdegbréngen! An dat ass eng Bigoterie, déi entre-temps wierklech just nach d'ADR drop huet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, ...

M. Fred Keup *(ADR)*.- Kann ech ...

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- ... ech wéilt awer ufänken ...

Une voix.- ... elo, ...

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- ... mat ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo.

M. Fred Keup *(ADR)*.- ... herno?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo. Soss hätt ech lech gefrot, mat wiem Der schwätzt.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- A! Ma, ech hunn et genannt, ech hu mech mam Här, mengem Virriedner senger Interventioun gehat.

Ech wollt awer eigentlech méi paisibel ufänke mat eppes, wat net ëmmer meng Gewunnecht ass, nämlech mat Mercie verdeelen. Als Alleréischt emol e Merci un d'Madamm Modert an un d'CSV, déi dës Debatt ugefrot hunn an opgrond vun där hirer Initiativ mer och an der Kommissioun ganz laang a ganz intensiv iwwert dee ganz wichtege Kulturentwécklungsplang diskutéiert hunn.

Awer och natierlech e Merci un d'Chamber als Ganzt, datt mer déi Debatt elo féiere kënnen an datt mer eis och déi néideg Zäit derfir ginn.

E Merci och un d'Presidentin vun der Kommissioun, déi, mengen ech, och déi ganz wichteg Aarbecht wierklech ganz gutt geleet huet, an e grousse Merci och un de Jo Kox a seng Ekipp, déi hannert deem Kulturentwécklungsplang stinn, e vun Ufank u matbegleet hunn.

Et ass en Dokument, wat mer 2018 eng éischte Kéier hei diskutéiert hunn. En Dokument, wat eis och weider beschäftege sollt a wäert.

Et ass, am Géigendeel zu deem, wat virdru gesot ginn ass, absolutt keen dirigistescht Instrument. Et ass eppes, wat an enger Abberzuel vu Workshoppen, vun Aarbechtsgruppe mat deene Leit um Terrain zesummen entwéckelt ginn ass, Dosenden an Dosenden Aarbechtsgruppen. An ech mengen, datt, wann een déi Leit alleguer zesummenzielt, déi un deenen Diskussiounen deelgeholl hunn, da si mer bei e puer Honnert. Dat ass de Contraire vun Top-down an et ass de Contraire vun Dirigismus, mee et ass e partizipative Prozess gewiescht.

De KEP ass, an dat ass schonn e puermol gesot ginn, eng Laangzäitstrategie, déi ee sech gëtt. Et ass awer keng Bibel. Et ass keng Bibel! Et kann ee se och net a China léieren. Et ass en Instrument. An et ass e Prozess, deen ëmgesat, evaluéiert a permanent adaptéiert muss ginn; och do de Contraire vun Dirigismus.

An d'Zil - an duerfir heescht et „Entwécklung" - ass, dee Prozess, deen zënter Joerzéngte schonn an eiser Gesellschaft amgaang ass, an der Kultur amgaang ass, weiderzedreiwen, ze förderen an eis Kulturlandschaft méi staark opzestellen. An ee vun den Haaptpiliere vun deem Förderen a vun deem Méi-staark-Opstellen ass - an dat ass de Schwéierpunkt vun deem Kulturentwécklungsplang -, d'Professionaliséierung vun dem Kultursecteur weiderzedreiwen.

De KEP ass an där Hisiicht eng Zort Jarnéier; dat heescht, eng Jarnéier tëschent deenen, déi en entwéckelt hunn, mat deene Leit aus dem Kultursecteur, vum Terrain, der Politik, der Zivillgesellschaft - doriwwer kann ee vläicht ee Moment herno nach schwätzen -, an natierlech och den Décideur-politiquen, an dat si mir alleguerten. An duerfir ass et och richteg a wichteg, datt mer hei an der Chamber doriwwer schwätzen.

Ech hu vläicht awer net ganz esou vill Zäit, fir op alles anzegoen. Duerfir wéilt ech vläicht just op verschidden Elementer agoen.

An der Kommissioun hu mer véier theematesch Schwéierpunkte gehat, ugefaange beim Patrimoine, beim Denkmalschutz. Do ass e Gesetz elo scho fir d'zweete Kéier beim Staatsrot. Mir wäerten nach genuch Zäit hunn, doriwwer ze diskutéieren. Ech wëll just eppes ervirhiewen, dat ass: Wat mat deem Denkmalschutzgesetz geschitt, dat ass wierklech e weesentleche Paradigmewiessel, well domadder kritt den Denkmalschutz en änlech héije Stellewäert wéi den Ëmweltschutz. A mer wëssen, och beim Ëmweltschutz huet et ganz laang gedauert, Joerzéngte gedauert, bis en déi Unerkennung kritt huet. Och an der Landesplanung, och am Urbanismus, och an de Stied an Dierfer an de Plan-d'aménagement-générallen, do wäert en elo eng Roll spillen. An ech mengen, datt dat e ganz wichtegt Element ass.

Wat de Volet vum Patrimoine ugeet, ass och de Centre national de la culture industrielle ervirzehiewen, wou mer eis eigentlech gewënscht hätten oder erhofft hätten, datt e scho vill éischter a vill méi intensiv géif funktionéieren, well besonnesch d'Industriekultur insgesamt den Enfant pauvre vum Denkmalschutz ass, dee selwer bis elo schonn net déi allerbeschte Basissen hat. Vill wichteg industriell Gebaier sinn an der Vergaangenheet schonn zerstéiert ginn, sinn och nach relativ rezent, leider, verschwonnen. An ech mengen, datt et duerfir wichteg ass, datt mer déi wëssenschaftlech Krittären entwéckelen, an datt de CNCI do wierklech opgestallt ass, fir dat ze maachen. Datt mer net nëmmen all Klackegelaut an enger Kapell am Éislek als immateriellt Ierwe schützen, mee och vläicht d'Kathedrale vun der industrieller Revolutioun. Dat ass eppes aneres wéi déi kulturell Revolutioun.

Zweetens: D'Konventiounen, mir hunn iwwert d'Konventioune geschwat. De konventionéierte Secteur ass e ganz wichtegen Acteur an deem Ganzen, an der Kulturentwécklung, an der Realitéit um Kulturterrain. An duerfir, mengen ech, ass et och richteg, datt déi Konventiounen insgesamt budgetär gehéicht gi sinn, datt neier derbäikomm sinn, déi och wichteg waren, datt se, mengen ech, och elo besser strukturéiert an organiséiert sinn, well déi Konventioune brénge genau deenen Acteure Planungssécherheet a se sinn, op jidde Fall am Moment, och transparent novollzéibar. An alles dat sinn Elementer, déi, mengen ech, ganz wichteg sinn.

D'Fro stellt sech natierlech, datt mer och an der Sortie de crise no der Pandemie kucken, datt besonnesch déi Konventiounen net drënner leiden an datt se déi Entwécklung weiderginn. Positiv ass do sécher ervirzehiewen, datt se all Joer ëm 2,5 % gehuewe ginn, strukturell, dat heescht, datt se quasi den Inflatiounsausgläich duerstellen.

Eppes, wat d'Kulturministesch ugeschwat hat an enger Kommissiounssëtzung kuerz no der Presentatioun vum Koalitiounsprogramm, dat ass awer, mengen ech, nach ëmmer e Chantier, nämlech déi strukturell Ënnerfinanzéierung vun den Art-vivanten. An déi strukturell Ënnerfinanzéierung bedeit net nëmmen d'Konventiounen - do sinn der effektiv eng ganz Rëtsch bäikomm respektiv gehéicht ginn -, et muss een, mengen ech, och verschidde Secteuren an d'Institutiounen, déi an deem Secteur schaffen, konsequent weiderféieren. Ech mengen, datt do, notamment am Beräich vun den Art-vivanten, nach Sputt no uewen ass.

Drëttens: D'Reform vum Statut vum Artist respektiv vum Intermittent du spectacle - wou ee muss soen, datt et jo a Wierklechkeet eigentlech zwee verschidde Statute sinn, mat zwou ënnerschiddlechen Zougangsbedéngungen, fir kënnen drënnerzefalen. Positiv ass op jidde Fall, datt dee Charakter vu Sozialhëllef - zumindest no deem, wat ech héieren hunn, a wou mer eis, mengen ech, och an der Kommissioun eens sinn - soll ewechfalen an et éischter soll higoen an eng Ënnerstëtzung, e Soutien fir d'Artiste respektiv d'Intermittent-du-spectaclen. Well och an der Pandemie hu mer d'Schwächte vun deem aktuelle legislative Kader insgesamt, net nëmmen, wat de Statut ugeet, mee insgesamt vun deem legislative Kader gesinn. Eng ganz Rëtsch schlecht Erfarunge si gemaach ginn, wou Evenementer hu missen ofgesot ginn, wou Leit sech scho fest verflicht haten, déi net entschiedegt gi sinn. Do ass de Wee vum Deontologiekodex, mengen ech, sécher richteg. Méi wéi de Code de déontologie géif ee sech natierlech wënschen, et géif vläicht eng Kéier an de Code du travail drastoe kommen, datt esou Saachen net méi méiglech sinn.

An da si mer natierlech och, wann een iwwert de Statut schwätzt, bei der Fro vun der Bezuelung vun den Artisten. An ech mengen, et ass ganz wichteg, datt ee muss déi Tentativen ënnerstëtzen, wou Artiste sech organiséieren a quasi syndikalistesch Fuerderunge stellen, och par rapport zu deenen Institutiounen, bei deene se schaffen, well et däerf een net vergiessen, datt d'Prekariat eigentlech d'Reegel ass bei ganz villen Intermittenten oder bei ganz villen Artisten.

Positiv, mengen ech, ass och, datt d'Formatioun an d'Weiderbildung an Zukunft och staark verrechent solle ginn, bemooss ginn an de Krittären, wat de Statut ugeet.

An ech froen dann awer och d'Ministesch, wou déi Reform am Moment drun ass, wéini een ongeféier an der Chamber kéint domadder rechnen, datt se da kéint ukommen.

Véiertens: Kultur:LX, de fréieren Arts Council, wou jo elo déi ASBL gegrënnt ginn ass an och schonn déi éischt Leit ufänken, professionell op deem Dossier ze schaffen, mam Zil, datt doraus en Établissement public soll entstoen, wat ech och ausdrécklech begréissen. Déi Diskussioun ronderëm den Arts Council war am Ufank net einfach, well do waren eng ganz Rëtsch Inquietuden doranner, justement, ob doranner net eventuell ze vill Muecht kéint zentraliséiert gi beim Kulturministère. D'Missioune waren och net kloer. Ech mengen, dat leeft am Moment an eng ganz gutt Richtung, wou d'Missiounen engersäits weesentlech méi kloer solle sinn, an dass et resolutt orientéiert ass op d'Promotioun vun der Kultur, Här Keup, och der lëtzebuergescher, am Ausland.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Och d'Parcourse vun eenzelne Kënschtler, awer och Associatiounen, solle begleet ginn, sollen ënnerstëtzt ginn. An et geet och drëm, zesumme mat an an eisen Nopeschregiounen Netzwierker opzebauen an deenen ënnerschiddlechste Kulturberäicher.

An natierlech stellt sech dann och d'Fro net nëmme vun der Kreatioun mam Ausland, mee och vun der Kreatioun zu Lëtzebuerg. An och do hate mer an der Kommissioun, mengen ech, ganz wichteg Diskussioune mat den Acteuren, wou am Kulturberäich wierklech och Reflexioune lafen, ugestouss vun der Pandemie, och iwwert d'Produktiounsbedéngungen, iwwert d'Noutwendegkeet, eventuell anescht ze produzéieren, awer net, wéi ganz vill Leit dat am Moment maache mussen, am Hamsterrad, wou eng Produktioun direkt no där anerer muss kommen. Wat erëm eng Kéier domadder ze dinn huet, datt déi Produktioune ganz dacks net terribel gutt bezuelt sinn. Ech mengen, och dat ass eng ganz wichteg Reflexioun, déi mer och weider sollte suivéieren.

Institutionell: Mir haten och mat de Kulturinstituter en Austausch, dee ganz wichteg war. Vill Punkte si schonn opgeworf ginn a genannt ginn. Dat ass engersäits de Personalmanktem, deen et effektiv a ville kulturellen Institutioune gëtt, an ech mengen, datt een do wierklech derhannertgoe muss.

Et geet effektiv net duer, oder et fänkt vläicht domadder un, datt een an de Steen investéiert, an Institutiounen, d'Gebailechkeeten, d'Hülle schaaft, mee et muss een deenen Institutiounen och déi personell Moyene ginn, fir kënnen déi Aarbecht ze maachen, déi deelweis an hire Missiounen ass, respektiv och nei Missiounen, déi derbäikommen duerch d'Digitaliséierung an déi nei Erausfuerderungen, déi domadder bestinn. Och duerch nei Gesetzgeebunge wéi den RGPD oder d'Droit-d'auteuren …, dat sinn alles Froen, déi duerchaus och musse personalintensiv vun eisen Institutiounen, Kulturinstitutioune begleet ginn.

An och do: Ech mengen, datt et wierklech wichteg ass, d'Fuerschung net nëmmen als Missioun ze verankeren, mee och d'Méiglechkeet ze ginn, datt innerhalb vum Fonds national de la recherche eng eege Filière entsteet, wou déi kulturell Institutioune kënne postuléieren, fir och déi Recherchemissiounen eventuell kënnen ze iwwerhuelen.

Dann, drëttens, oder dee leschte grousse Punkt, deen ech wollt uschneiden, ass: Natierlech huet d'Pandemie e groussen Aschnëtt bedeit, en Aschnëtt an dat kulturellt Liewen. An net nëmme fir déi Leit, déi selwer kulturell Acteure sinn, fir déi Professionell, mee awer och fir déi Leit, fir déi Kultur a kulturell Institutiounen an Theaterstécker kucken ze goen, Concerte lauschteren ze goen, eng Selbstverständlechkeet war. Dat war e ganz haarden Aschnëtt.

A wann ech ganz dacks hei stinn an iwwert d'Regierung hierfalen a polteren, muss ech soen, datt de Kulturministère hei, mengen ech, ganz gutt reagéiert huet an der Pandemie. Éischtens, an dat ass gesot ginn, waren eis Institutiounen déi lescht, mat déi lescht, déi an Europa zougemaach hunn, an et waren och erëm déi éischt, déi nees opgemaach hunn. Dat ass remarkabel. Dat ass wierklech remarkabel!

Dat Zweet, wat mer opgefall ass, dat war, datt eent vun deenen alleréischte Covidgesetzer vu virun engem Joer, wat hei an der Chamber votéiert ginn ass, e Gesetz aus dem Kulturministère war, wat notamment beim Schutz vun den Artisten intervenéiere sollt. Dat ass och absolutt remarkabel gewiescht. A wann aner Ministeren déi selwecht Verve an hire Ministèren un den Dag geluecht hätten, ech mengen, datt mer dann och schonn als Land eventuell anescht géifen dostoen.

Här President, mir hunn awer och Schwächte gesinn. D'Prekaritéit, vun där ech virdru geschwat hunn, awer och d'Fragilitéit vun deem Konstrukt, vun där Entwécklung, an där mer dra sinn, vun där Blimmchen, déi amgaang ass, sech ze entwéckelen, hu mer misse feststellen, a Schwieregkeeten, mengen ech, wäerte mer och nach an deenen nächste Méint a Joren hunn, well besonnesch déi jonk Generatioun, besonnesch déi, déi elo fäerdeg sinn, déi vun hire Konschtschoule kommen, ware virum kompletten Näischt. Eng Phas, wou een normalerweis ufänkt, Fouss ze faassen an enger Kulturlandschaft, an enger professionaliséierter Kulturlandschaft, do war einfach guer näischt méi. Ech mengen, datt dat wierklech eppes ass, wou mer musse ganz besonnesch drop oppassen.

Dann nach ee Wuert generell zu engem Kulturbegréff a kulturelle Praktiken, déi d'Pandemie natierlech och verännert huet. Mir wëssen net, ob mer eis an Zukunft nach vill wäerten d'Hand ginn, obwuel d'Hand-Ginn eng vun deene gréisste kulturelle Selbstverständlechkeete war, déi mer kannt hunn, fir een deen aneren ze begéinen. An et feelt, mengen ech, zu Lëtzebuerg un Donnéeën, fir dat kulturellt Liewen - dat professionellt, do si mer op engem gudde Wee -, mee fir dat kulturellt Liewen an engem méi vaste Sënn ze begräifen.

Am Kulturentwécklungsplang steet ee Punkt, dee sollt entwéckelt ginn, nämlech den Observatoire des politiques culturelles. Ech hätt mer gewënscht, mir hätten dee virun der Pandemie gehat, well dann hätte mer Saache kënne feststellen an och d'Kulturpolitik vläicht nei begräifen - wéi zum Beispill: Ass an der Pandemie, am Lockdown, méi gelies ginn? Ass manner gelies ginn? Dat si generell kulturell Praktiken, op déi een eventuell och als Politik kann agéieren a muss agéieren. An et ass dee ganz, ganz waarmen Appell: De Chantier Observatoire des politiques culturelles ass nach guer net ugaange ginn. Ech mengen, datt eng vun de Léiere vun der Pandemie muss sinn, datt mer ganz séier sollte kucken, an deem Beräich virunzekommen.

Här President, als Lénk hu mer natierlech e ganz anere Kulturbegréff wéi d'ADR. Dat ass relativ kloer.

(Interruptions)

Wärend d'ADR éischter eng Visioun vu Kultur huet, déi réckwäerts gewannt ass an de Mäntelchen vun der Volkstümelei undeet, wéilt ech dann ophale mat engem Zitat vum Bert Brecht: „Das Volk ist nicht tümlich."

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Här President, kann ech eppes soen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Ech war jo ugeschwat ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo.

M. Fred Keup *(ADR).*- Fait personnel. Merci. Den Här Baum hat mech jo am Ufank do ugeschwat, Kënschtler viru Geriicht huelen an esou. Ech wéilt dozou awer dräi Saachen soen.

Dat Éischt, dat ass: Ech mengen, dass et awer trotzdeem nach ëmmer eng Nuance gëtt zwësche Konschtfräiheet an da richteg direkter perséinlecher Beleidegung. Dat ass déi éischt Saach, déi ech wëll soen.

Déi zweet Saach ass déi, wou ee ka soen, dass och iergendwann eng Kéier dee Moment kënnt, an dat war och keng einfach Decisioun, fir esou eppes ze maachen, mee et ass jo ganz villes hannendru gewiescht. Ech wëll mech och elo hei net bekloen, mee et ass extreem wäit gaangen. Ech mengen, dat, wat mir a menger Famill an där Zäit do geschitt ass, dat hunn déi meescht hei ni erlieft an déi wäerten dat ni erliewen. An ech sinn och frou, dass déi dat ni wäerten erliewen. Mee dat ass ganz wäit gaangen. Dat ass esou wäit gaangen, dass um Schoulwee vu mengem Meedchen op all Luuchtepotto deen Text stoung, deen do am Lidd war. Deen ass bei mir ... Also dat ass ganz wäit gaangen, mat Droungen an esou weider an esou fort - ech géif dat alles dofir net esou einfach hei benotzen -, an da mat Gegrööls hannendrun. Dat ass awer, mengen ech, net dee richtege Wee.

An et wonnert mech och e bëssen, ech wëll do och eppes soen, dat ass jo dann do gemaach gi géint mech, wéi ech emol kee politescht Mandat hat! Dat ass okay, ech war jo politesch engagéiert. Mee déi Leit, déi, dat fënnt ee rar, wierklech da géint déi, déi Entscheedungen treffen; et fënnt ee rar esou Beleidegungen esou géint wierklech ..., also dach, op Facebook an esou an déi Saachen, mee ech mengen elo an engem Lidd oder esou, wat jo da Konscht soll sinn, fënnt een dat e bësse méi rar.

An ech hätt gär gesinn … Ech wëll déi Wierder elo net widderhuelen, déi do am Lidd benotzt gi sinn, well dat passt net heihin, mee ech hätt gär gesinn, ...

(Interruption)

... wéi d'Reaktioune gewiescht wieren, wann net ech et gewiescht wier, mee zum Beispill d'Madamm Tanson oder d'Madamm Lorsché oder den Här ..., een aneren, wéi dann d'Reaktioune gewiescht wieren. Ech mengen, do wieren der och vill gewiescht, déi hätten dat och net esou à la légère geholl, mat all deene Konsequenzen, déi hannendru gewiescht wieren.

Ech wëll mech do elo hei net esou als Affer duerstellen, mee ech wëll dat awer just eng Kéier ze bedenke ginn, dass dat och net ëmmer einfach ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Dann ...

(Interruption par M. Marc Baum)

Jo, selbstverständlech.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ech mengen, datt ech virdru virun allem wollt op deen awer eklatante Widdersproch opmierksam maache vun engem Intervenant hei, dee seet, datt déi politesch inkorrekt Kultur dat ass, wat een elo erëm misst ënnerstëtzen a wat géif feelen, an dann awer gläichzäiteg, wann ee politesch inkorrekt Songtexter huet, viru Geriicht geet. Dat ass zumindest e Widdersproch.

An, Här Keup, „féck de Baum" hu scho vill Leit zu mir gesot.

(Hilarité)

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo. Kann ech nach eng Kéier, ...

(Brouhaha)

... Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Nee. Nee. Pardon, pardon!

(Interruption)

M. Fred Keup *(ADR).*- Här President, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Nee! Nee. Pardon.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, Här President, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Pardon, Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... Här President, dat do geet net! Den Här Keup ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- ... Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... hat e Fait personnel.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- ... Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Baum brauch do net méi drop ze äntwerten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Bis op Weideres, Här Kartheiser, hu mer e Reglement hei! No enger Debatt intervenéiert kee méi wéi zweemol!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Punkt! Punkt!

An elo huet den Här Clement d'Wuert, fir d'éischt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. „D'Kënschtler musse fräi sinn", dat hu mer virdrun hei am Debat héiere vu genau där Persoun, déi elo hir Plainte nach eng Kéier verteidegt huet. Wat se awer vergiess huet ze soen ass, datt se viru Geriicht verluer huet. An zu Recht verluer huet! Well mir hunn hei zu Lëtzebuerg eppes, dat nennt ee Konschtfräiheet. A Kënschtler mussen net nëmme fräi sinn, d'Kënschtler sinn zu Lëtzebuerg fräi. A wie mengt, datt dat no ënne geriicht wär, d'Konschtfräiheet, dee verpasst, mengen ech, wat e Carlo Schneider u Karikature produzéiert, dee verpasst, wat an aneren Zeitungen u satiresche Wocheréckblécker produzéiert gëtt, an ech weess net. Ech mengen, ech deelen eppes mam Här Baum: vläicht net ëmmer d'politesch Meenung, mee „féck de Clement", dat hunn ech och schonn e puermol héieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Fräiheet, Individualitéit, Onofhängegkeet an eng gesond Portioun Courage, fir d'Gesellschaft ze hannerfroen, dat sinn alles Attributer, déi engem spontan afalen, wann een u Kulturschafender denkt. Dobäi feelt awer een zentraalt Attribut, fir enger heefeger Realitéit gerecht ze ginn, an dat ass Liewen a Prekaritéit.

Et war fir d'Leit aus dem Kultursecteur och schonns virun der Pandemie net einfach. Ouni séchert a fest Akommes ass et schwéier, op enger Bank e Prêt ze kréien oder eng Wunneng ze lounen. Et ass schwéier, wäit an d'Zukunft ze plangen, an ëmmer nees dominéiere finanziell Suergen an Onsécherheeten den Alldag. Mee säit d'Aschränkungen, déi mam neie Virus verbonne sinn, d'gesellschaftlecht Liewen dominéieren, ass et nach vill méi schlëmm ginn.

Dëse Kulturentwécklungsplang gouf zu engem Moment geschriwwen, wou nach kee sech virstelle konnt, a wat fir enger Situatioun mir eis e puer Joer méi spéit géifen erëmfannen. Dat däerf awer net heeschen, datt déi am KEP festgehalen Ziler elo net méi erreecht sollte ginn, mee dat muss bedeiten, datt d'Politik sech eng gewësse Flexibilitéit muss ginn, fir duerchaus och méi ambitiéis Aiden ze envisagéieren, wéi vläicht urspréinglech virgesinn.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Banken an d'Proprietäre ware schonns virun der Pandemie skeptesch, wann ee Kulturschafenden ouni fest Akommes bei hinnen ugeklappt huet. Säit der Pandemie kréie vill Kënschtler awer emol guer kee Rendezvous méi, mee si kréien um Telefon scho gesot, datt weeder d'Bank nach de Proprietär wëllen de Risiko agoen, dee mat der onsécherer finanzieller Situatioun vun de Kulturschafende verbonnen ass.

Dat ass kee Problem, deen alleng Kulturschafender betrëfft, ech mengen, et gëtt eng ganz Rëtsch aner Leit, déi och dovunner betraff sinn, mee et ass awer an engem prekären, oder zu engem groussen Deel prekäre Secteur leider eng Realitéit. An dat läit net dorun, datt dës Leit net genuch Suen op der Säit hätten, mee eeben dorun, datt, wéi dat eebe vill Beruffer aus dem Kultursecteur mat sech bréngen, d'Akommes net stabill Mount fir Mount gläichméisseg um Kont ukënnt, mee et gëtt Méint mat méi an et gëtt Méint mat manner Akommes, jee nodeem wéi d'Projete fäerdeg ginn, wéini en Optrëtt ka geplangt gi respektiv wéini een erëm eng Vente huet.

An do hänkt et elo an der Pandemie natierlech ëmsou méi. Vill Projeten hu mussen ofgesot gi wéinst de Covidrestriktiounen hei am Land, mee och am Ausland. Verschidden Optrëtter sinn net méi finanziell drobar wéinst de Restriktiounen, déi mer hunn. Dat ass kee Reproche un de Restriktiounen, ëm Gottes Wëllen! Ech mengen, all déi Restriktiounen, oder de Gros vun hinnen, maache Sënn. An ech mengen, datt heibanne jo och nach ëmmer eng Majoritéit der Meenung ass, datt et eng Pandemie gëtt, déi Restriktioune verlaangt. Mee Fakt ass, et huet eis Kultur beaflosst! An ech freeë mech perséinlech och schonns drop ze gesinn, wéi eis Kënschtlerinnen a Kënschtler mat dëser Pandemie ëmginn an och d'Sortie aus dëser Pandemie kënschtleresch begleede wäerten.

Fir verschidde Kënschtler ass dann och d'Hausse vun de Präisser vun de Matière-premièren een net ze negligéierende Facteur, wann et drëms geet, ob hire Projet um Enn vum Mount nach opgaangen ass.

Jo, et gëtt Aiden an Ënnerstëtzungsmoossname fir Kulturschafender, mee trotzdeem sinn déi aktuell Zäiten net einfach fir Museker, Moler, Schréftsteller, Sculpteuren, Schauspiller, Dänzer an esou weider an esou fort. Et mussen hinne Perspektive gebuede ginn. An dofir freeën ech mech, datt och d'Madamm Ministesch am KEP e Plan de route virgesäit, deen net statesch ass, mee deen ëmmer nees un déi aktuell Gegeebenheete muss ugepasst ginn. Bei aller Flexibilitéit, déi d'Regierung sech wëllt ginn, bleift an eisen Aen awer ee grousse Problem bestoen, an dat ass deen, datt de Kulturentwécklungsplang e Plang ass, deen eng Professionaliséierung viséiert an domat och eng Ekonomiséierung vun der Kultur.

Dat huet éischtens déi traureg Konsequenz, datt d'Konscht an d'Kultur am net professionelle Beräich, dat heescht am Beräich vun den Hobbymuseker oder Hobbymoler zum Beispill, hei wäitestgeeënd ënnert den Dësch falen, obwuel gewosst ass, wéi wichteg kreativ a schëpferesch Aktivitéite fir d'Santé mentale kënne sinn, an dat och grad a Krisenzäiten.

Zweetens ergëtt sech esou awer och de Risk, de Wäert vun enger kultureller Produktioun ze verzerren, andeems d'Valeur vun engem Wierk u senger Verkafbarkeet bemooss gëtt. Wat mat engem Wierk méi Profitt ka generéiert ginn, wat besser. Esou kënnen Iddien, Erliefnisser, Gedanken, Gefiller an Inspiratiounen, déi eigentlech onbezuelbar sinn, reduzéiert ginn op de Profitt, dee sech mat hinne generéiere léisst. An dat däerf a mengen Aen net sinn.

D'Kulturschafend sinn natierlech, wéi jiddwereen, Deel vun der Gesellschaft an der Natioun, an där se liewen. Mee an hirem Beruff huele se d'Roll vun engem kritesche Beobachter an a beweege sech esou an engem Kader, deen, jo, gläichzäiteg an der Gesellschaft, mee awer och deelweis ausserhalb vun der Gesellschaft ass, wann een e Bléck vu bausse op d'Mëssstänn werfe wëllt, well et nëmmen aus dëser hybrider Positioun eraus méiglech ass, der Gesellschaft e Spigel virzehalen.

Wa mer Ziler viséieren, déi d'Konscht méi verkafbar maache sollen, wa mer d'Weiderverwäertbarkeet vun enger Schëpfung favoriséieren, well esou aus enger Produktioun ëmmer nees Profitt ka gezu ginn ouni nei Ausgaben oder Zäitinvestissementer, wa mer d'Qualitéit vun engem Wierk duerch de Präis, deen et um Maart erzile kann, bemoossen, da verzerre mer de Kär vun der Kultur.

Selbstverständlech brauchen och Kulturschafender Suen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen an hiert Liewe gestalten ze kënnen. Hei stellt sech awer d'Fro, ob dat nëmmen iwwert de Wee vun enger Ekonomiséierung vun der Kultur ka goen. Ech weess, datt eis Regierung, wat d'Theema Grondakommes a Copyright ugeet, ëmmer e wéineg, et kann ee soen, retizent as, an dofir gesäit de Kulturentwécklungsplang jo och keng innovativ Neiusätz fir d'Kulturfinanzéierung vir, mee bleift bei de klasseschen Outilen an Aiden, déi een eeben esou aus der Maartwirtschaft kennt.

Mee dat ass u sech e bëssen traureg, well et an eisen Aen eng verpasste Chance ass, Kulturschafend vun hirer Maartofhängegkeet ze befreien. E Grondakommes hätt ville Kënschtlerinnen a Kënschtler an dëser Kris e weidert Sécherheetsnetz kënne bidden a géif de Kulturschafenden et erlaben, hirer Kreativitéit fräie Laf ze loossen, ouni permanent Angscht virun der Prekaritéit an den domat verbonnenen Iwwerleeungen, wat sech verkafe léisst a wat net. A virun allem och virun der Suerg, datt, wa se vu staatleche Subventiounen ofhängeg sinn, dann op eemol vläicht awer eng Partei kéint un d'Rudder kommen, déi zwar dervunner schwätzt, datt d'Kultur soll fräi sinn, mee a Wierklechkeet d'Kënschtler op d'Geriicht zitt. A wat géif als Éischt do gestrach ginn? Ma natierlech d'Subside vun deene Kënschtlerinnen a Kënschtler, déi hinnen net géife passen.

Gläichzäiteg kéint e modernt Copyright-Gesetz d'Rechter vun den Auteure schützen, se finanziell entlounen an hir Wierker fir d'Gesellschaft méi zougänglech maachen.

Ech begréissen do och explizitt, datt mer an der Reform vun den Droit-d'auteuren d'Bestseller-Klausel nach eng Kéier wäerten ukucken, well och do ass, mengen ech, op europäeschem Plang vill Aarbecht geleescht ginn, datt e Kënschtler, wa säi Wierk grousse Succès huet, net kann duerch Knebelverträg ausgebeut ginn.

Mir hunn haut nei Viraussetzungen, fir Texter, Musek, Biller a Filmer weltwäit ze verbreeden, ze consommëieren, awer och ze besëtzen. An do muss ee sech dann awer d'Fro stellen, wéi dat och mat deenen neien Technologien ass. An ech mengen, deen aktuellsten Hype si jo déi Non-Fungible Tokens oder kuerz NFTen. Wat sinn NFTen? Ma fir jiddwereen, dee sech fir Blockchain & Co. interesséiert, dat ass eng Aart a Weis, wéi ee kann e Stéck Konscht besëtzen, ouni de physeschen Objet ze besëtzen.

Esou gouf zum Beispill deen éischten Tweet rezent fir 3 Milliounen Dollar verkaaft. E GIF vum Nyan Cat - dat ass déi Kaz, déi e Reebou-Schwanz, Reebou-Fuerz, wéi een et dann och nennt, huet, an déi permanent duerch d'Géigend flitt - gouf fir e puer Dausenden Euro verkaaft; net de Fichier per se, mee d'Recht, sech als Eenzegen Eegentemer vun deem Fichier ze nennen. Dir gesitt, dat verlaangt scho mol en intellektuelle Sprong, fir iwwerhaapt als Eenzegen Eegentemer vun engem digitale Fichier kënnen ze sinn, dee gläichzäiteg nach fräi am Internet zirkuléiert. Mee nichtsdestotrotz hunn hei Leit Weeër fonnt, fir d'Kultur nach méi ze ekonomiséieren.

Et stellt sech also d'Fro, wéi mer an Zukunft mat esou Tendenzen ëmginn. Sinn dat nei Chancë fir Kënschtlerinnen a Kënschtler oder ass et eng Gefor? Ass et eng Gefor, datt hei aus eppes, wat fir jiddwereen als allgemengt Kulturgutt zougänglech misst sinn, op eemol e Spekulatiounsgutt gëtt? Datt mer hei also net nëmmen e Spekulatiounsgutt aus Kultur maachen, mee tout au contraire, fir déi Tokens ze „minen", also ze produzéieren, gëtt esou vill Stroum verbraucht, wéi Serbien an engem Joer als Land produzéiert. Dat ass en immense Klimaimpakt, fir digitalen Eegentum iergendwou ze transféréieren. An dann ass et nach net emol Eegentum, da sinn et op eemol nëmmen nach Rechter u Kultur!

Et muss ee sech also hei - bei esou technesche Froen, bei esou Froen, op déi Lëtzebuerg ganz wéineg Afloss huet -, d'Fro stellen, wéi mir als Politik, mee och, wéi dee ganze Secteur an Zukunft domadder ëmgeet.

Mir mussen engersäits jiddwerengem d'Chance ginn, fir eng finanziell Sécherheet ze hunn; mir mussen awer och jiddwerengem d'Chance ginn, fir weiderhi fräi kulturschafend ze sinn.

Déi ganz Ängschten an all déi Virwërf, déi een der Kultur heiansdo ka maachen, der Konscht heiansdo ka maachen, däerf een net dorop reduzéieren, sech nëmmen hei op de Kulturentwécklungsplang anzeschéissen. De Kulturentwécklungsplang ass e Plang. Dat huet de Meritt, datt mer eng Pist hunn, e Plan de route hunn, e bëssen eng Anung hunn, wou d'Entwécklung kéint higoen.

De Problem vun esou engem laangfristege Plang, wéi et hei de Fall ass, ass deen, datt e forcement e bësse konservativ ausfält. E fält e bësse konservativ aus, net well dat d'Intentioun war, mee einfach, well ganz vill - an ech mengen, ech hunn dat elo grad mat den NFTe bewisen - Verännerungen einfach en cours de route kommen a sech d'Fro stellt: Wéi reagéiere mer dorobber? An ze waarden, bis et e Kulturentwécklungsplang 2.0 gëtt, ass, mengen ech, ze laang gewaart, well bis dohin huet eis déi digital Revolutioun laang mat der Dampfwalz iwwerrullt.

Ech denken awer, datt et e gudde Plang ass. Ech denken, datt de Kulturentwécklungsplang a ville Punkten déi richteg Jalone setzt. Ech denken do zum Beispill un de Punkt 16 iwwert de Plan d'action fir d'Gläichstellung vun de Geschlechter an alle Beräicher vun der Kultur, un den Observatoire des politiques culturelles am Punkt 3 oder och un de Code de déontologie fir konventionéiert Strukturen, well hei mussen déi kommend Jore genotzt ginn, fir op dëse wichtege Punkte weiderzekommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wëll ech nach festhalen, datt d'Piraten den Usaz, d'Kulturpolitik duerch en dynameschen a reegelméisseg evaluéierte Plang ze koordinéieren an ze organiséieren, ganz positiv fannen an absolutt ënnerstëtzen. Wéi esou oft hätte mer eis just e wéineg méi Courage gewënscht beim Festleeë vun den Ziler, mee dat iwwerrascht no dësem Discours warscheinlech keen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Clement. Jo, den Här Kartheiser. Zu wat?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Zu engem Point d'ordre, Här President. Ech wollt lech soen ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Entschëllegt, zu wat?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Point d'ordre. Ech wollt lech soen, Här President, datt ech déi Decisioun, déi Dir virdru geholl hutt, fir dem Här Keup d'Wuert net ze ginn, formell contestéieren, an datt ech dee Punkt an där nächster Presidentekonferenz wäert bréngen.

Den Här Keup hat menger Meenung no d'Recht, sech nach eng Kéier ze verdeedegen als Fait personnel, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ma da maacht Dir dat, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... Dir hutt eng aner Decisioun geholl.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Maacht Dir dat. Den Artikel 39 seet ganz kloer, dass keen Deputéierten zu deem selwechte Punkt zweemol intervenéiert, an dat hunn ech applizéiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir gesinn, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- An den Här Baum huet och net méi wéi zweemol intervenéiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... mir gesinn dat an der Presidentekonferenz, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo. Huelt dat an d'Presidentekonferenz, esou wéi Dir dat wëllt. An da bréngt Der d'Reglement mat!

Une voix.- Très bien, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Sou, an dann huet als nächsten den Här Pim Knaff d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hale mech ganz

kuerz. Ech soen awer nach dem André Bauler Merci, datt e mer e bëssen Zäit gelooss huet, fir e puer Wierder ze soen.

M. André Bauler *(DP).*- Ënner Kolleege mécht een dat gär, Här Knaff.

M. Pim Knaff *(DP).*- An als Kulturschäffe vun der Stad Esch, europäesch Kulturhaaptstad an aacht Méint, hunn ech mer erlaabt, d'Wuert hei ze froen. Net, fir iwwer Esch2022 ze schwätzen. Ech mengen, do wär et vläicht méi richteg an utile, wa mer an enger nächster Kulturkommissioun d'Directrice an de Staff nach eng Kéier géife komme loossen, fir eis ze soen, wéi wäit se elo komm sinn. Mir hunn dat am Conseil scho kënne gesinn a wëssen, datt se also e flotten, interessante Programm op d'Bee gestallt hunn, an dee kéinte mer, mengen ech, utilement der Chamberskommissioun presentéieren.

Déi Aarbecht, déi an esou kuerzer Zäit a puncto KEP geleescht ginn ass, ass einfach immens. Meng Felicitatiounen un d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson an hir Ekipp am Ministère mat un hirer Spëtzt dem Jo Kox an dem Dany Kohn-Stoffels! Och e grousse Merci un den deemolegen zoustännege Kulturminister an un de Staatssekretär, de Xavier Bettel an de Guy Arendt, fir dës Initiativ!

Mir hunn eis 2017 zu Esch och e Kulturentwécklungsplang op zéng Joer ginn. Mir wëssen also e bëssen, vu wat mer schwätzen. Mir wëssen och e bëssen, wéi vill engagéiert Aarbecht derhannert stécht, fir aus esou engem Noutebuch Musek ze maachen.

A ganz Europa hu säit den 90er-Jore vill Stied, Regiounen, Communautéiten a ganz Länner op d'Kultur gesat, fir eng nohalteg Entwécklung ze garantéieren. Och zu Lëtzebuerg si mer op dee Wee gaangen an hunn de Retard op aner Länner opgeholl.

Zwee Joer vum Versprieche bis zum Resultat: 2016 war den Ufank, 2018, Enn Juni, konnt deen éischten nationalen Entwécklungsplang virgestallt ginn. Bravo un all déi Implizéiert!

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wéi wichteg et ass, en Entwécklungsplang ze hunn, weess och déi Europäesch Kommissioun. Si verlaangt dat nämlech, fir zum Beispill den Titel „Europäesch Kulturhaaptstad" ze verginn.

Madamm Ministesch, erlaabt mer, Iech hei e Merci ze soen am Numm vun der Stad Esch fir Är Ënnerstëtzung an deem Prozess vun Esch2022. Net nëmme fir déi generéis finanziell Ënnerstëtzung - 40 Millioune si vill Suen -, mee och fir d'Nominatioun vun zwee héije Beamten an eisem Gremium, der ASBL Esch2022.

Schéin ass och ze gesinn, dass, trotz engem politesche Wiessel un der Spëtzt vum Kulturministère, eng Kontinuitéit besteet an déi kulturell Evolutioun doduerch, wéi zu Esch, eng gewëssen iwwerpolitesch Dimensioun kritt.

Duerch d'Approbatioun vun eisem Kulturentwécklungsplang deemools 2017, respektiv 2018 national, hu mir eis all als Politiker zu eppes méi Groussem engagéiert: Der Kultur, onofhängeg vu politesche Wiesselen, eng iwwergeuerdent Plaz ze ginn. A mer hunn aus hir e wichtege Pilier vun der nohalteger Entwécklung gemaach.

Esch, 36.000 Awunner, e Brochdeel vun de Bierger vun eisem Land. Wann een awer d'Awunner vum Territoire 2022 zesummenzielt, da komme mer op iwwer 170.000 Leit. 2022 sinn Esch, de Minett an de PRO-SUD Kulturhaaptstad vum ganze Lëtzebuerger Land.

Wéi scho gesot ënnerstëtzt de Staat dëse Projet mat 40 Milliounen. Deen Invest ass enorm, awer justifiéiert. 2007 hat de Staat en equivalente Montant an d'Stad Lëtzebuerg investéiert.

Um Territoire vun Esch2022 si véier Stied - Déifferdeng, Diddeleng, Esch a Rëmeleng - a sechs Gemengen - Beetebuerg, Käerjeng, Keel, Monnerech, Suessem a Schëffleng - engagéiert.

Dass de Kulturministère vun Ufank u mat op de Wee gaangen ass, och anere Stied a Gemengen d'Chance ze ginn, hir kulturell Villfältegkeet ganz Europa an nach driwwer eraus ze weisen, ass e grousse Schratt an e wichtegt Zeechen an déi richteg Richtung. D'Richtung, vun där ech schwätzen, ass déi vun enger dezentraliséierter Kulturoffer, enger liicht zougänglecher Kulturoffer fir all Biergerinnen a Bierger hei am Land.

Wann ech de Bilan vum KEP kucken, fält mir op, dass am Beräich Culture en région nach vill ze maache bleift. Positiv ass awer ze gesinn, dass all d'kulturell Institutiounen duerch d'Land schonn eng liicht Augmentatioun vun dem Budget aus hire Konventioune kruten.

Sécher, et ass nach e jonke Prozess, an an där kuerzer Zäit ass effektiv scho villes geleescht ginn. Mir mussen awer oppassen, dass d'Kulturoffer sech duerch d'ganzt Land gläichméisseg verdeelt an net nëmmen op d'Haaptstad limitéiert ass. All Mënsch weess, wéi frou a wéi houfreg mer op eis schéin Haaptstad sinn an op hir wonnerschéin a bedeitend Kulturinstitutioune wéi de Mudam, d'Philharmonie, d'Theateren an d'Muséeën. Mee eis Regiounen, de Süden, den Osten an den Norden, sinn net d'Faubourge vun der Haaptstad an hunn hir eegen Iddien, Projeten, Visiounen an och hir eegen Haiser, Institutiounen, hir eege kulturell Offer. An déi meritéiert, no deene selwechte Schlëssele subventionéiert an ënnerstëtzt ze gi wéi den Zentrum.

All d'Biergerinnen a Bierger an eisem Land hunn d'Recht op eng divers a qualitativ héichwäerteg Kulturoffer, an dat an hirer noer Ëmgéigend. War fir vill Leit déi kulturell Offer virun der sanitärer Kris wéi e Waasserkrunn, deen een nëmmen huet mussen opdréien, esou gesäit een elo, datt mer frou si fir all Drëps, déi mer kënne kréien. Déi puer Evenementer, déi iwwerhaapt kënne stattfannen, sinn dacks a kuerzer Zäit ausverkaaft, an dat an all de Kulturinstitutiounen uechtert d'ganzt Land. De Public huet eng Verännerung matgemaach an deene leschte Méint an ass duuschtereg op Kultur, an am beschten net wäit vun him doheem.

E Kulturentwécklungsplang ass näischt Rigides. E muss adaptéiert ginn, a warscheinlech wäerten d'Prioritéiten no dëser sanitärer Kris anerer si wéi nach 2018.

Awer net nëmmen d'Offer soll iwwert dat ganzt Land gläichméisseg verdeelt ginn, och déi Kreativ sollen op engem méi wäiten Territoire Fouss faasse kënnen. Net all nationaalt Kulturinstrument, net all national kreativ Förderung muss am Zentrum implantéiert ginn. Eng europäesch Kulturhaaptstad ass keng Finalitéit, mee e Mëttel, fir eng Regioun duerch d'Kultur nohalteg ze veränneren.

Dofir ass et wichteg, och op nationalem Niveau, sech déi finanziell a strukturell Moyenen ze ginn, fir dëse Prozess weiderhi kënnen ze begleeden, och iwwer 2022 eraus. An dee Prozess, d'Kultur an all d'Regiounen ze bréngen, soll sech net nëmmen op den Zentrum oder de Süde limitéieren, mee d'Moyene sollen, wéi gesot, no kloren an transparente Schlëssele verdeelt ginn.

Esch2022 wäert e positiven Impakt hunn op eis Regioun an doriwwer eraus. Ech si gespaant, wéi d'Kultur an de Regiounen, egal ob Süden, Norden, Osten oder Zentrum, no Esch2022 wouergeholl gëtt. Ech wënschen dofir allen Acteure vum KEP Bonne chance an der Exekutioun vun hirer Missioun.

An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Pim Knaff. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Här President, ...

(Brouhaha)

Här President, ech hat virdrun nach beim Här Scheeck d'Wuert gefrot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Den Här Georges Mischo, wannechgelift.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wäert mech och kuerz faassen. Ech hunn nach zéng Minutten ze rieden, mee dat wäert ech sécher net auskosten.

Ech muss awer hei elo éischtens emol alleguerten de Riedner virdru Merci soen, déi de Projet Esch2022 ënnerstëtzen, ob se aus dem Süde sinn oder ob se net aus dem Süde sinn. An ech mengen, den Här Bauler hat virdru richteg gesot, dass et net nëmmen e Projet ass fir de Süden oder fir d'Gemengen aus dem PRO-SUD, mee fir d'ganzt Land.

Aus deem Grond muss ech dann awer op d'Propose vum Fred Keup reagéieren an och op eng Rei vun Denkmalschützer, déi besser gehat hätten, sech besser ze informéieren, oder sech iwwer eis Prozeduren zu Esch ze informéieren, well do Informatiounen erausgeballert ginn, déi einfach esou net stëmmen.

Jo, et stëmmt, dass mer 400 Gebaier geschützt hunn ënner „constructions à conserver". Dann hu mer awer och nach Honnerte vu Gebaier zu Esch, déi sinn „avec éléments identitaires à conserver", an déi kënnen och deemno net ofgerappt ginn. Mir hunn den Text deementspriechend ugepasst.

Dann ass awer och net ze vergiessen, dass mir eis Secteur-protégéen hunn, wou zum Beispill och d'Aarbechtersidlungen et cetera protegéiert sinn. Och dee ganzen Zentrum vun Esch ass an enger Zon, wou eeben eng ganz Rei Elementer doduerch geschützt sinn, déi un den Haiser dru sinn. Et ass also einfach nëmme falsch ze behaapten, mir hätten nëmme 400 Haiser geschützt, well mer eebe ganz sensibel mat deem Theema ëmgaange sinn, eeben, dass mer déi zirka 2.000 net elo schützen, mee fir eng Modification ponctuelle vum PAG analyséieren, esou wéi mer dat am Gemengerot gesot hunn an och esou ofgestëmmt hunn. Also ass et ganz wichteg, déi Informatiounen och ze hunn.

Mir sinn enger europäescher Kulturhaaptstad wierdeg. A mir wäerte sécher den Denkmalschutz do net vergiessen, well mir jo och schonn oft op anere Plazen deementspriechend Saache schütze gelooss hunn, déi net ugefrot waren, fir geschützt ze ginn.

Dofir wollt ech mech do awer nach eng Kéier expriméieren, dass de Schäfferot, awer och de Gemengerot vun Esch enger europäescher Kulturhaaptstad wierdeg sinn an dass mer an enger zweeter Phas net nëmmen d'Industriekultur, mee awer och alleguerten eis Gebaier analyséiere wäerten, an déi Saache sécher net wäerten ofrappen, mee och ënner Denkmalschutz wäerte setzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Mischo.

An elo ass et awer un der Regierung, un der Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Jo. Merci, Här President, ech hat am Ufank vum Nomëtte geduecht: A, wéi schéin, wann iwwer Kultur geschwat gëtt, dann ass et hei esou harmonesch wéi seelen! Bon, dat huet sech dunn e bësse geännert.

Dat ass awer net schlëmm. Ech soen Iech awer e ganz grousse Merci, éischtens emol, dass déi Debatt hei méiglech gemaach gouf, op Demande hi vun der CSV, mat virop dem Octavie Modert. E grousse Merci un all d'Deputéiert aus der Kulturkommissioun, déi matdiskutéiert hunn ënnert der Leedung vun dem Djuna Bernard als Presidentin.

Natierlech awer och e ganz grousse Merci un all déi Acteuren, déi an d'Kommissioun komm sinn, fir Echangen ze hunn. Echangen, déi mir natierlech och reegelméisseg am Ministère hunn.

An och e grousse Merci natierlech un déi ganz Ekipp am Kulturministère, mat virop dem Jo Kox, déi sech och déi lescht Deeg nach immens Méi ginn hunn. De Jo huet nach vereenzelt Nuit-blanchë gemaach, fir d'Mesuren ze aktualiséieren, fir dass et wierklech esou gutt wéi um leschte Stand wär. En huet mer gesot, fënnef Fichë wären awer nach net aktualiséiert gewiescht. Ech mengen, dat huet elo gemaach, dass en dann nach eng Kéier eng Nuecht net geschlof huet. Mee ech si sécher, dat wäert awer elo deemnächst geschéien, soudass Der do au courant bleift.

Well dat, wat jo wichteg ass bei deem Instrument - ech kommen nach drop zréck, wat d'Instrument ass, well do hunn ech och e puer Saachen héieren, déi ech awer wollt e bësse recadréieren -, dat ass och, dass een transparent kann novollzéien, wou mer dru sinn. An duerfir hu mer jo och dee Site en place gesat, wou ee bei all Mesure - ech hunn dat och eng Kéier an der Kommissioun erklärt, oder bei den Assisen, ech weess et net méi - de Prozentsaz vun de Mesurë genau gesäit, wou mer dru sinn. Dat ass natierlech kee wëssenschaftleche Prozentsaz, dat ass eng Evaluatioun, déi mer gemaach hunn, mee wou ee genau gesäit: Wat sinn d'Etappen, déi bis elo an deem Prozess gemaach goufen?

Jo, wat ass de KEP? Do hunn ech elo ganz ënnerschiddlech Saachen héieren. D'Denominatioun ass u sech wierklech dat mannst wichtegt bei deem Ganzen, mee d'Instrument en tant que tel war schonn extreem wichteg. Duerfir och nach eng Kéier Felicitatiounen dem Guy Arendt, dass en dat ugestouss huet als Prozess. Et ass jorelaang doriwwer geschwat ginn, dass een de Secteur misst opschaffen. D'Josée Lorsché ass drop agaang an hirer Ried, dass dat eppes ass, wat immens vill a laang am Gespréich war, fir ze kucken: Wat hu mer a wat brauche mer? Wou wëlle mer hin?

An hei war d'Missioun ganz kloer virun allem op dat Professionellt an eisem Secteur axéiert. Dat anert ass net onwichteg - ech wäert och nach dorobber agoen -, loin de là! Et ass essenziell an eiser Gesellschaft, a wäit iwwert d'Kulturellt eraus. Mee wourëms et hei goung, dat war ze kucken: Mir hunn e Kultursecteur, deen huet sech mat deenen zwou Kéieren, wou mer zu Lëtzebuerg Kulturhaaptstad waren, developpéiert, deen ass ëmmer méi professionell ginn. Mee et feelen eeben nach Saachen, et feelen nach Bausteng, et kann een nach Saache besser maachen, nach Saache weiderdreiwen. An dorëms ass et gaang.

Dat heescht, et sinn eng Rëtsch Mesuren op d'Bee gestallt ginn, déi weisen, wat ee ka maachen. Dat muss net alles gemaach ginn. Et sinn och Saachen, wou mer en cours de route gesinn hunn: Ok, dat kann ee vläicht anescht maachen, muss ee vläicht anescht maachen. Och duerch d'Pandemie, mee net nëmmen. Et sinn och Saachen, déi dee Moment vergiess goufen, well se vläicht manner present waren.

Mee et ass en extreem wichtegt Element, an et geet op kee Fall - an do weess ech elo net, ob ech den Här Clement net richteg verstanen hunn oder wat en domadder wollt soen -, et geet hei net ëm d'Ekonomiséierung vun der Kultur. Dass d'Ekonomie en Element vun der Kultur ass, dat wëll ech awer och net niéieren. Ech fannen, dass dat och wichteg ass. All Artist ass houfreg, wann e bezuelt gëtt fir seng Aarbecht a wann dat e Wäert huet, net nëmmen e Wäert vun Appreciatioun, mee och en ekonomesche Wäert.

Dat ass awer net den Haaptobjet - loin de là! - vum Kulturentwécklungsplang oder vun deem, wat mer maachen, mee et geet an der Kulturpolitik drëm ze ënnersträichen, dass d'Kultur och en ekonomesche Wäert huet. Well mir liewen nun emol an enger Gesellschaft - an et ass interessant, ech hunn haut an där heiten Diskussioun vill iwwer ekonomesch Theorien an och politesch Theorien héieren, wat jo och de breede Spektrum vun der Kultur weist -, mir liewen an enger Welt, wou villes op d'Ekonomie berechent gëtt. Et soll een et op kee Fall dorop reduzéieren, mee et ass fir ze beleeën a fir ze weisen a fir ze soen an ze ënnersträichen, dass och d'Kultur en ekonomesche Facteur zu Lëtzebuerg ass, dass vill Leit dovunner liewen, dass eng 16.000 Leit an deem Secteur professionnell beschäftegt sinn, dass, wann hei Theaterproduktioune sinn, d'Hoteller dovunner profitéieren, dass, wann eng Art Week ass, och d'Hoteller an d'Gastronomie dovunner profitéieren. An dat sinn alles Facteuren, déi mer op kee Fall negligéiere sollten, well si ginn deem Ganzen nach méi Poids. Et dorop ze reduzéieren, ech mengen, dat mécht keen, ech op alle Fall net. An dat maache mer och net an eiser Politik.

Ech wollt op e puer Punkten agoen, just vläicht eng generell Remark am Ufank. Ech sinn immens frou, dass mer an der Regierung - an och mat Ärer Ënnerstëtzung hei, well ech hu keen héieren, deen dat kritiséiert huet - eng Virreiderroll op europäeschem Niveau konnte spillen a Saachen Ëffnung vun der Kultur, d'Kultur oppen halen. Mir sinn immens vill dofir gelueft ginn, och op internationaler Eebene. An et ass eng Zort Nationbranding, och wann ech dat Wuert iergendwann eng Kéier, mengen ech, net méi kann héieren. Mee et huet gewisen, wéi wichteg et de Leit ass. Ech war ganz vill an den Theater, ech sinn Expoe kucke gaang, ech si Concerte lauschtere gaang. An ech hu gesinn, wéi e Besoin do war vum Public, fir iergendwéi op aner Gedanken ze kommen, fir iergendwéi aner Saachen ze erliewen. An natierlech och e Besoin vun den Artisten - an dofir sinn ech ganz frou, dass de Marc Baum haut nach derbäi war als eisen eenzege Kulturschafenden hei an der Chamber -, fir kënnen op d'Bün ze klammen, fir dat alles kënnen ze deelen.

D'Kultur huet ëmmer eng extreem wichteg Roll ze spillen an eisem Liewen, mee an esou Momenter wéi elo, an esou Krisemomenter, huet se eng essenziell Roll ze spillen. Net nëmmen, well se eis op aner Gedanke bréngt, well se „food for your thought" ass, mee well se och a Fro stellt. Natierlech muss d'Kultur a Fro stellen. Eng Kultur, déi net a Fro stellt, déi erfëllt net hir Missioun. Net all kulturell Aktivitéit muss a Fro stellen, mee en substance stellt déi meescht Kultur a Fro. Si stellt alles a Fro. An ech gesinn och keng offiziell Kultur zu Lëtzebuerg. Ech fannen et eng Frechheet, fir eise Kënschtler ze soen, mir wieren an där Situatioun, well et ass iwwerhaapt net dat, wat ech feststellen. An ech si frou iwwert déi Afrostellung. An et ass och dat, wat een als Spectateur brauch: dass een och konfrontéiert gëtt mat aneren Iddien, mat anere Gedanken, grad eeben an deenen Zäiten, déi mer elo kannt hunn.

Ech wollt dann op e puer Punkten agoen, déi vun lech ugeschwat goufen - dat sinn d'Kënschtler, d'Kulturinstituter, de Public an de Patrimoine.

De Kënschtler ass am Mëttelpunkt vun där Politik, déi mer am Kulturberäich maachen. Dat geet vun der Plaz aus. Mir hunn dëst Joer Ateliere fir plastesch Kënschtler an der aler Police-Schoul um Verluerekascht kënnen zur Verfügung stellen. Mir hunn d'Residenzen am Neimënster ausgebaut. Mir hunn e Collectif d'artistes zu Buerglënster en résidence oder de Programm vun den Artistes associés an de Kulturhaiser op d'Bee gestallt.

Deen 1 % vu „Kunst am Bau" gëtt reforméiert, eppes ganz Wichteges fir d'Artistes plasticiens, well et eng Visibilitéit gëtt, well et och eng Méiglechkeet gëtt, remuneréiert ze gi fir eng Aarbecht, déi gemaach gëtt. An et bréngt och den Utilisateure vun den ëffentleche Gebaier d'Konscht méi no.

Mir hunn awer och ganz vill am Dialog geschafft. An och do ass et immens wichteg, dass mer staark Federatiounen hunn, dat ass och ugeklonge vum Marc Baum, mengen ech. Déi Lobbyaarbecht, déi Gewerkschaftsaarbecht vun den Artiste fannen ech essenziell. Wat se sech méi zesummendinn, wat se hir Fuerderunge méi haart kënne kloermaachen. Wat et och ënnerenee méi déi Kontakter gëtt, wat et méi einfach gëtt, sech staark ze maache vis-à-vis vun dem méi staarke Vertragspartner a wat och mir politesch Decideure besser weiderkommen, well mer genau wëssen, wou de Secteur hiwëllt, a well mer och zum Beispill an de Konventioune kënnen drop hiweisen, dass et do ganz genau tarifär Oplëschtungen an tarifär Fuerderunge gëtt.

An duerfir war eent vun den Uleiessen, wat mer schonn d'lescht Joer an d'Weeër geleet hunn, eeben, d'Federatiounen ze stäerken, d'Konven-

tioune vun de Federatiounen an d'Luucht ze setzen. An ech sinn immens frou, dass sech aus der Kris eraus och eng generell Federatioun gegrënnt hat, wou mer och en Echange haten. An duerfir war jo gesot ginn, wat och d'Madamm Modert virdru gesot huet: Mir haten en Echange och mat de Leit vum Buch. Well déi sinn och an der ULASC vertrueden, dat ass d'Union luxembourgeoise des associations du secteur culturel. Dat heescht, et gëtt eng nei Federatioun. An et gëtt och nach eng, déi an de Startlächer steet, dat ass de Reseau vu sämtlechen Acteuren am Musekberäich, wat och wierklech ganz, ganz wichteg ass.

Mir hunn an der Covidzäit natierlech - et ass ugeklongen, mir haten op, mee domat geet et net duer! - och vill Aiden ausbezuelt. Mir hunn 2020 1,1 Milliounen Euro zousätzlech Aiden ausbezuelt. An och 2021 hu mer elo deen exzeptionelle Regimm nach en vigueur; dee leeft elo nach bis Enn dëses Mounts. Ech wäert awer muer de Regierungsrot froe fir eng Verlängerung bis Enn Juni, well mer nach net an der Normalitéit ukomm sinn. An ech hoffen, dass ech do deen Accord kréien.

Am Kader vun „Neistart Lëtzebuerg" hu mer 5 Milliounen Euro fir d'Kultur an d'Kreatioun kënnen ausginn. Et sinn iwwer 220 Beneficiairen do dervu gewiescht, dat sinn d'Kulturschafend, d'Kënschtler, d'Institutiounen. An d'Zil wor et, dass keen duerch déi sozial Netzer fält. Mee d'Zil wor et awer och, d'Kreatioun ze ënnerstëtzen. Et ass net just drëm gaangen, Suen ze verdeelen, et ass ganz vill drëm gaangen, Projeten ze ënnerstëtzen, oder einfach nëmmen d'Kreatioun en tant que tel.

An duerfir ass déi zweetlescht Aide, déi mer an d'Liewe geruff haten - déi vun der Résidence à domicile -, u sech déi, wou ech perséinlech elo wierklech am glécklechsten driwwer sinn, dass mer dat gemaach hunn, an et ass eng, wou mer och kucken, wéi mer dat kënnen an den normale Betrib eranhuelen, wou mer den Artiste gesot hunn: „Mir brauche kee Produit final. Sot eis, u wat Der wëllt schaffen, mir ënnerstëtzen lech, fir déi Aarbecht ze maachen." D'Madamm Modert hat dat jo och virdru gesot. Dat kann am Kreatiounsprozess sinn, dat ka just eng Preparatioun vun eppes sinn, dat kann einfach nëmmen d'Iwwerleeë sinn: Wéi kann een un eppes erugoen? Dat muss net herno verbonne si mat engem Buch, wat dobäi erauskënnt. Mir hoffen natierlech, dass dat dat ass, wat dobäi erauskënnt. Mee et geet eeben drëm, déi Fräiheet vun den Artisten ze ënnerstëtzen.

Déi aner Bourse, déi Lescht, déi mer elo an d'Liewe geruff haten, dat ass déi vun den Editeuren. Do war d'Fro opgeworf ginn, wat dat mat deem Équilibre financier op sech hätt. Dat ass eigentlech eng relativ traditionell Demande, déi mer hunn, dass mer Leit, Associatiounen oder, an deem hei Fall, Entreprisen ënnerstëtzen, déi awer viabel sinn, wou et elo net ze vill grouss Problemer gëtt.

Dir hat d'Fro gestallt vum Gesetz. Vläicht à titre d'explication, et ass esou: Mir kënnen, Stand haut, net einfach nëmme Sue verdeelen un Entreprises commerciales, dat ass wéinst den europäesche Reegelen esou. Mir kënnen awer bei engem Appel à projets Sue verdeelen. Mir haten dat d'lescht Joer gemaach fir d'Concertssäll, do hu mer eng Rëtsch kleng a gréisser Concertssäll kënnen iwwert dee Wee ënnerstëtze mat konkreete Projeten, déi se eis eraginn haten. A mir hunn dat elo dëst Joer gemaach fir d'Editeuren. An natierlech sinn dat Aiden, déi mer wëlle bäibehalen. A mir wëllen eis och zukünfteg eng Base légale ginn, fir dat nach méi breet opzestellen.

Dann hutt Der ganz vill geschwat iwwert d'Reform vum Gesetz iwwert d'Aides sociales. Mir haten 2019 eng Consultation publique iwwert dat Gesetz. D'Resultater sinn op den Assisen 2020 presentéiert ginn. Et sinn der vill vun lech, déi drop agaange sinn, ech maachen dat elo net méi. Den Depot soll nach dëst Joer kommen, mee mir sinn nach a Consultatioun mam Secteur, fir eeben ze kucken, wat mer elo genau festhalen. Mir hate schonn eng Rëtsch Echangen, dat ass awer nach net fäerdeg.

Wat evident ass, dat ass, dass mer d'Konditioune méi einfach maache fir eran, dass mer och méi eng grouss Flexibilitéit virgesinn, well eeben effektiv, ëmmer erëm nei Demanden eraginn, ëmmer erëm vu vir ufänken, dat fannen ech och relativ penibel. En digitaalt Element - ech mengen, d'Madamm Asselborn-Bintz hat dovu geschwat - kënnt natierlech och mat eran. A mir wäerten och eng Aide au démarrage virgesi fir déi Jonk.

Mee vu dass et nach net ofgeschloss ass, erlaabt mer just ganz kuerz, dann e Wuert zu der Motioun op deem dote Punkt vun der Madamm Modert, also vun der CSV. Do wëll ech mech haut net festleeë loossen op deen een oder deen anere Punkt, well mer nach amgaange sinn, mam Secteur ze konsultéieren. Et wäerte sécherlech Punkte sinn, déi Dir do schreift, déi sech wäerten doran erëmfannen, anerer eventuell net. Mir wäerten op verschiddene Punkte méi wäit goen, op anere manner wäit, soudass et ze fréi ass, fir elo haut eng Motioun dozou unzehuelen. Mee hei si jo elo kloer Är Positiounen, a mir wäerten an deenen nächste Méint d'Geleeënheet kréien, doriwwer ze diskutéieren, well de Projet de loi, dee gëtt dëst Joer nach deposéiert.

Da vläicht nach eppes, wou ech nach kuerz bei der Kreatioun bleiwen. Zu deem 1 % hunn ech lech gesot, dass mer dorunner schaffen. Mir hunn och elo e Posten ausgeschriwwen - déi Ausschreiwung ass, mengen ech, nach amgaangen -, fir dass eng Persoun bei eis sech elo wierklech just dorëms wäert bekëmmeren, an déi wäert och zoustänneg si fir d'Revalorisatioun vun der Kollektioun vum Kulturministère, soudass mer do eng Artothèque am Kulturministère wäerte schafen. Ech hunn eng Kommissioun en place gesat, déi sech iwwert déi lescht Méint ëmmer consultéiert huet, do sinn och Vertrieder vun deenen eenzelne Muséeën dran, fir ze kucken, wat mer kafen, no verschiddene Krittären, Virgäng, fir dass net ze vill Widderhuelungen do sinn a fir dass mer eis wierklech breet opstellen. An ee vun den Appeller am Kader vum „Neistart" ass eeben och gewiescht, dass mer géifen eis Kollektioun erweideren.

Dann d'Unerkennung vun de Kënschtler. Mir hunn elo vill vum Schaffe geschwat, mir hunn de Mëtte vill vun de Sue geschwat, et gëtt awer nach eng aner Zort Unerkennung, an dat ass déi vun de Kulturpräisser. Dat ass e wichtege Moment an enger artistescher Karriär, wou ee vu senge Kolleege geéiert gëtt, an dat och virun engem Public. An dofir iwwerdenke mer dës Präisser a mir féieren och fir d'éischte Kéier national Theaterpräisser a véier Kategorien an, zesumme mat der Theaterfederatioun. An dat wäert de 17. Dezember (veuillez lire: 17. September) dëst Joer fir d'éischte Kéier stattfannen a wäert zesumme mam Danzpräis attribuéiert ginn.

Wa mer vu Kreatioun schwätzen, da schwätze mer natierlech vu Kultur:LX, och dat een Numm, deen haut oft gefall ass. Ech ginn elo net méi op alles an, wat Der scho gesot hutt. Mee dee Projet de loi wäerte mer nach virum Summer deposéieren. Ech si wierklech ganz houfreg - och wann ech kee Meritt un deenen zwou Dammen en tant que tel hunn - iwwert déi Aarbecht, déi si scho maachen. Si gi mat ganz vill Energie do erun. Si hu scho quasi dee ganze Secteur begéint. Si hu ganz, ganz, ganz vill Iddien, wat se alles kënne maachen. Mee d'Haaptmissioun ass natierlech déi vum Export, mol fir d'éischt no baussen, mee awer och vum Karriäropbau hei zu Lëtzebuerg - och dat ass eppes, wat sech nach an deene leschte Méint verstäerkt huet, dass dee Besoin wierklech do ass, a wou se ganz geziilt kënnen Artisten an hirem professionelle Werdegang ënnerstëtzen.

An de But ass nach ëmmer deen, dass Kultur:LX sech wäert an der Villa Louvigny etabléieren, wann de Santésministère net méi an der Villa Louvigny ass. Déi hunn am Moment och aner Prioritéiten, wéi Der wësst. Mee op alle Fall wäert do wierklech e Lieu geschafe ginn - do si mer mat den Architekten a mat Bâtiment public amgaangen, drun ze schaffen -, wou ee ka kreéieren, wou Raimlechkeeten zur Verfügung stinn, mee wou een och all déi néideg Informatioune kritt, wou och Büroen zur Verfügung sti fir déi Professionell aus dem Secteur, a wou dann och Concerten organiséiert kënne ginn an deem ganz historesche Plang.

Ee Punkt, deen ech elo, mengen ech, de Mëtteg net héieren hunn, dat ass dee vum Congé culturel. Ech wollt lech awer do soen, dass mer och do amgaange sinn, drun ze schaffen. An deen neien Dispositif wäert sech virun allem u professionell Kënschtler riichten, oder eebe semi-professionell, wéi mer der jo och eng ganz Rëtsch hunn, déi u groussen a wichtege Manifestatiounen zu Lëtzebuerg an am Ausland deelhuele wëllen.

Bon, Stéchwuert Quoten - ech hunn do meng Meenung nach net geännert. Ech sinn nach ëmmer reservéiert, fir wierklech eppes Fixes virzegesinn. Mee et huet sech awer schonn esou munches gedoen. Zur Occasioun vun der Fête nationale hate mer mat deene grousse Radioe geschwat, an do war jo schonn eppes an d'Liewe geruff ginn. An de soziokulturelle Radio huet souwisou eng grouss Lëtzebuerger Programmatioun. Souwäit ech informéiert sinn, huet RTL mëttlerweil och eng Emissioun mat Lëtzebuerger Musek. An ech fannen dat natierlech wierklech eppes absolutt Begréissenswäertes, wou mer och nach weiderhin wäerte sensibiliséieren.

An dann ass d'Fro vun der Musekindustrie - d'Madamm Modert huet do déi Fuerderungen opgegraff, déi op den Assisë komm sinn, vun engem méi professionelle Kader, deen heiansdo feelt. Dat heescht, effektiv, dee ganze Mikrokosmos ronderëm vun den Agenten, vun allem, wat Technik ass, do si vill Leit, déi maache Multitasking. Dat hu mer natierlech och selwer ganz gutt héieren. A mir schaffen drun, fir ze kucken, wéi mer dee Secteur parallell nach besser kënne professionaliséieren. Mir hunn dat zum Beispill am Danzsecteur gemaach, andeems mer eng Aide à la structuration un d'Kompanië verginn hunn. Do hu mer en Appell gemaach, d'Kompanië konnte sech mellen an da kréie se iwwer e puer Joer en determinéierte Montant, deen hinnen eebe grad soll hëllefen, verschidde Chargen, wéi de Marketing, wéi d'Kommunikatioun, wéi den Agent, auszelagereren.

Den Här Baum huet nach gefuerdert, dass d'Art-vivanten nach méi gestäerkt solle ginn. Ech sinn ëmmer derbäi, fir nach méi ze stäerken. Mee ech wollt awer drun erënneren, dass mer d'Theateren, virun allem déi kleng, konsequent gehéicht hate mat de Konventiounen an eeben och den Danzsecteur strukturéiert hunn.

Erlaabt mer just awer och ee Wuert zum Amateurberäich. Ech sinn och absolutt der Meenung, dass et fundamental ass, dass mer an eis Veräiner investéieren, dass mer d'Musekveräiner stäerken, d'Theaterklibb ënnerstëtzen. An natierlech och d'Kreatioun am Jugendberäich ënnerstëtzen, well mir wësse jo alleguerten, dass et vun do kënnt, dass, wann een net vu Klengem u Saache mécht, Musek mécht oder sech fir Konscht interesséiert, dass et dann herno vill méi schwiereg gëtt, fir do eranzekommen, zemools an der Musek, mee och bei deenen anere Konschtaarten. Duerfir ass dat eppes, wat eis ganz, ganz wichteg ass, wou mer och ganz vill Zäit an Energie dra setzen.

Mee et ass awer net nëmmen dat. Dat bal nach Essenziellt bei all deene Veräiner ass d'Zesummeliewen an de Gemengen, an den Dierfer, an de Quartieren, woufir et wierklech esou wichteg ass, dass mer déi Benevollen, déi do aktiv sinn, net verléieren an dass mer se och ënnerstëtzen. An dass mer hinnen déi néideg Konditioune ginn, wéi mer et elo mat deem leschte Covidtext gemaach hunn. Jo, et war e bësse méi spéit, mee et ass awer geschitt. A virun allem: Ech hat schonn eng Reunioun d'lescht Woch, oder dës Woch, mam Paulette Lenert, wou mer gekuckt hunn, wéi déi nächst Etappe kéinte sinn. A wann d'Zuelen elo ok bleiwen, da wäerte mer kënne kucken, am Bausseberäich nach méi Museker zesummen optrieden loossen ze kënnen.

Dann zu de Kulturinstituter. Do ass vill vun der Charte de déontologie geschwat ginn. Och do si mer scho ganz gutt weiderkomm. Ëm wat geet et? Et geet virun allem drëm, dass déi Kulturinstituter, déi vun eis finanzéiert ginn, en Ëmgang mat den Artisten hunn, deen där Iddi entsprécht, déi mir och dovunner hunn. Dat heescht eebe grad, dass Kontrakter geschriwwe ginn, an dass se net eréischt geschriwwe ginn den Dag vun der Presentatioun, wat nämlech och mat sech bréngt, dass, wann eppes ofgesot gëtt, deemno wéi dann näischt bezuelt gëtt, wa kee Kontrakt existéiert, och wann et am Programmheft steet. Dat heescht, dass mer Recommandatioune maachen. Et gëtt ëmmer méi Federatiounen, déi eebe grad soen: „Hei, dat do sinn déi Tariffer, déi mer awer minimal wëllen applizéieren." Mer hätte gär, dass dat consideréiert gëtt. Dat heescht och, dass d'Proufzäit consideréiert gëtt, bei den Honorairen zum Beispill. Alles dat si mer amgaangen, op d'Been ze stellen.

Parallell dozou ass de Projet de loi ënnerwee, also, en ass nach net deposéiert, mee d'Amendement, also d'Modifikatioune vum Gesetz vun 2004 iwwert d'Kulturinstituter, do wëlle mer si och stäerken. De Fonctionnement ass elo bal 20 Joer, wou d'Gesetz existéiert huet, do huet sech ganz vill gedoe säitdeem, a mir wëllen d'Gesetz natierlech upassen un d'Besoine vun haut, fir dass se sech besser kënnen opstellen, notamment um administrative Plang, wou op alle Fall déi grouss Haiser wierklech och en Directeur adjoint bräichten, mee awer och am Kader vun de Missiounen, et ass ugeklongen, mat der Recherche, mat der Digitaliséierung, wat ganz wichteg ass.

Dann de Punkt vum Public. Bon, ouni Public keng Konscht. An de Lockdown huet net nëmme gewisen, wéi néideg mir och als Public d'Konscht alleguerte brauchen, mee natierlech och, wéi wichteg et fir d'Artisten ass, dass se hire Public hunn. An et gëtt eng ganz Rëtsch Elementer, wou drop geschafft gëtt, fir eeben dee Public méi no bei d'Artisten ze bréngen, fir virun allem och méi en diversifiéierte Public bei d'Artisten ze bréngen.

E Modellbeispill ass dat, wou ech elo net méi drop wäert agoen, well ech mengen, den zoustännege Schäffen huet dat am Detail gemaach, an och verschidde Virriedner: Esch2022 huet sech dat natierlech ganz grouss op de Fändel geschriwwe fir ze probéieren, esou en diversifiéierte Public wéi nëmme méiglech unzezéien an dann och verschidde Pratiques culturelles nohalteg an der Regioun ze etabléieren.

Et geet awer och drëm, dem Public d'Dieren opzemaachen. Dat heescht, bei der Ënnerstëtzung vun der Kulturvermëttlung an dem Accès zur Kultur konzentréiere mer eis haut op d'Opmaache vun den Diere fir jiddwereen. Wat heescht dat? Dat heescht, fir Leit, déi vläicht normalerweis net géife kommen, fir Leit, fir déi et duerch physesch Barriäre méi komplizéiert ass fir ze kommen, mee awer och d'Participatioun, d'zivill Participatioun. D'Iddi ass, d'Kultur an Zukunft och erëm bei déi ze bréngen, déi sech eeben net kënnen deplacéieren. An do dinn ech dann eng Kéier meng zwou Kapen un: Ee Projet, dee mer d'nächst Joer wëlle lancéieren, ass op alle Fall mat dem Centre pénitentiaire, wéi mer och do d'Kultur an de Prisong méi no beienee kënne bréngen.

Fir jiddwerengem ze garantéieren, vu sengem Recht op Kultur Gebrauch ze maachen, hu mer eis dräi Haaptobjektiver gesat: De Kultursecteur ze professionaliséieren am Kader vu senger Publikumsaarbecht, well dat ëmmer méi e wichtege Volet ass vun der Aarbecht vun de Kulturhaiser - dat sinn d'Formations continues „Formation en médiation culturelle" -; Projete finanziell ze ënnerstëtzen, déi geziilt e Publik uschwätzen, deen net bis seelen u Kulturevenementer deelhëlt - dat war en Appel à projets, dee mer virun e puer Woche presentéiert hunn -; an dann natierlech konstant de Reseautage ze stäerken an d'Acteuren aus Kultur, sozialem Beräich an Educatioun zesummenzebréngen.

Vläicht nach e Wuert zum Kulturpass - d'Madamm Modert hat dovunner geschwat. Cultur'all, do ass de Budget vun 2018 vu 47.000 Euro op 80.000 Euro 2019 eropgaangen, fir hinnen ze erlaben, eng Persoun weider anzestellen. An elo si mer op 102.000 eropgaangen, fir hinnen och nach e Computerprogramm ze erméiglechen, wat d'Saach méi einfach mécht.

Den Här Baum huet vum Observatoire des politiques culturelles geschwat. Et ass richteg, dass do am Kader vum Kulturentwécklungsplang 0 % steet. Ech estiméieren awer, dass mer schonn ugefaangen hunn, dans la mesure, wou mer de LISER chargéiert hunn, fir Etüden ze maachen, eebe grad fir ze wëssen: Wat sinn d'Pratiques culturelles? Dat ass a mengen Aen déi éischt Etapp, fir elo mol e bëssen e Gesamtbild ze kréien. Déi Etüd fir d'Muséesvisitten, déi geet den nächste Mount un. Do ass alles prett, do muss de CTE nach tëschent all den Impfinvitatiounen e Moment fannen, fir eis Ëmfro ze verschécken. Vläicht wäert jo och deen een oder deen anere vun lech esou eppes kréien. An déi nächst wäert dann iwwert d'Literatur goen, well d'Analys dovunner vläicht awer manner covidbeaflosst ass wéi bei anere Secteuren, och wa vläicht méi gelies gouf.

Dir hutt alleguerte ganz vill vun der Schoul geschwat, eppes, wat ech och extreem wichteg fannen, well wann ee vu Klengem un u Kultur gewinnt ass, da benotzt een dat spéiderhin och vill méi fräi a mat vill manner Barriären. An, wéi d'Madamm Asselborn-Bintz och gesot huet, et hëlleft, et gëtt engem och Outile fir d'Zukunft, wann ee vu Jonkem un an engem Veräi Musek gespillt huet oder wann een Theater gespillt huet. Do léiert ee Saache fir d'Liewen, soudass dat natierlech eppes ass, wat eis op Regierungsniveau ganz vill um Häerz läit.

An do gëtt et och eng informell, awer ganz produktiv Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère a mam SCRIPT, wou et och Formation-continuë gëtt, wou Kultur och als transversale Medium an anere Fächer agesat gëtt a wou den Zesummenhang tëschent kreativem Prozess a Kulturerliefnis mam Wuelbefannen an der Entwécklung vu wichtege Kompetenzen och eescht geholl gëtt. Et gëtt och Partnerschaften tëschent Schoulen a Kulturinstitutiounen, tëschent kulturellen Acteuren an de Responsabele vun der Kanner- a Jugendbetreiung, a virun allem ënnerhalb vun deene selwechte Lokalitéiten, Gemengen oder Regiounen.

Dann och vläicht nach e Wuert zu de Regiounen. Do si mer och amgaang, eng Bestandsopnam ze maache fir ze wëssen, genau eng Kéier wierklech eng Kartographie: Wat hu mer wou am Land?

Mir hu ganz vill. Et huet heiansdo esou geklongen, wéi wa verschidde Regiounen negligéiert wären. Och net den Norden, Här Bauler, well Clierf huet net nëmmen d'Edward-Steichen-Ausstellung, déi wierklech, mengen ech, hiresgläiche sicht a ganz Europa, mee kritt och elo nach d'Teutloff-Kollektioun mat derbäi, eng Acquisitioun vum CNA, déi e bëssen e Spigelbild an der Modern vun dem Edward Steichen senger „The Family of Man" ass.

Dat ass ee Beispill. Mee et gëtt keng Regioun vergiess, wat dat doten ubelaangt. Verschidden - ass den Här Kaes heibannen? Jo! - aner kulturell Institutioune kréien och nach Infrastrukturen, fir dass se kënne voll genotzt ginn.

Mee op ... Jo, jo!

(Hilarité)

Et ass e klengen Insiderjoke tëschent eis zwee.

Mee op alle Fall: Et ass wichteg - Dir hutt ganz Recht -, dass de Public muss kënnen nobäi Kultur kucke goen, Kultur erliewen. Well et geet een nun emol méi einfach op eng Plaz, déi ganz no bäi engem ass, dat ass evident. Mee mir hunn eng gutt Dicht vu kulturellen Infrastrukturen. Et kommen der nach derbäi, mir ënnerstëtze jo de Bau vu verschiddenen, queesch duerch d'Land. An do si mer eigentlech gutt ausgestatt.

Wat mir immens wichteg ass, dat ass, dass mer herno net eidel Hülsen hunn, mee dass, wa mer déi faraminéis schéi Gebaier bauen, dass mer déi natierlech och mat Liewe gefëllt kréien. Zum Beispill ass mam Reseau vun de Centres culturels régionaux elo eng nei Institutioun bäikomm.

Mir haten do eng ganz Analys gemaach, wéi eng elo als nächst sollt derbäikommen. Dat ass Déifferdeng gewiescht. Do sinn awer nach anerer, déi och op der Schwell stinn, wou mer kucken, wéi d'Verdeelung an der Regioun ass, fir dass déi eeben och dohinner kommen.

Mir schaffen och elo …

(Interruption)

Genau, ech wousst, dass dat do elo géif kommen.

Mir schaffen och elo op Muséesniveau mat enger Labeliséierung, wou mer de Muséeë wierklech och wëllen eng Visibilitéit ginn. Mir hunn extreem vill Muséeën hei am Land. Dat sinn net just déi grouss hei an der Stad, mir hunn och, zemools am Norden, ganz vill léif kleng Muséeën, déi sech notamment mat der ruraler Kultur beschäftegen, a wou mer dat esou wëllen duerstellen, dass ee seet: „Dat doten ass en nationale Musée; do hu mer e regionale Musée; do hu mer e lokale Musée", soudass dat och déi néideg Visibilitéit souwuel de Residenten, wéi och den Touriste gëtt.

Da just nach e ganz kuerzt Wuert zum Patrimoine. Ech weess, Dir waart ganz gedëlleg haut, mee ech kann awer net net dovunner schwätzen. Well ech weess net wien, ech mengen, et war den Här Baum, dach, dee virdru gesot huet: „Jo, et geet dem Denkmalschutz e bësse wéi dem Ëmweltschutz." Dat ass net falsch. Ech gesinn do och ëmmer Parallelen, well et drëms geet, eppes ze erhalten, eppes, wat eis alleguerten awer extreem wichteg ass. Mir brauchen et vläicht net fir ze ootmen, wéi dat beim Ëmweltschutz de Fall ass, mee et gëtt awer e ganz anert Wunngefill, wann een an enger Gemeng lieft, wou ee gesäit, wou déi Gemeng hierkënnt, wou ee gesäit, wat fréier wor, wou d'Geschicht do ass fir unzepaken a wat awer och oft e gewëssene Charme huet.

Ech mengen, mir ginn alleguerte gäre Plaze kucken, déi gutt erhale sinn. Dofir sinn ech och ganz frou, dem Här Mischo seng Interventioun vu virdrun héieren ze hunn, dass si och nach eng Kéier wäerten iwwer hire PAG kucken, och a Fonctioun vun deem, wat Sites et monuments eraginn huet.

D'Amendementer vun deem Projet leie beim Staatsrot. Ech hoffen, dass mer do gläich den Avis kréien, fir dass mer kënne weiderschaffen. Och do hate mer jo ganz gutt zesummegeschafft.

Ech erspueren Iech elo d'Detailer nach eng Kéier vun deem Gesetz, wat Der alleguerte ganz gutt kennt, wou awer nach ee Volet ass, deen ech wierklech wichteg fannen, wou mer och vill an der Kommissioun driwwer diskutéiert haten: Dat ass d'Valoriséierung an d'Sensibiliséierung vun dem Kulturierwen, wou mer eis déi néideg Moyene musse ginn, fir dass och jiddweree sech der Wichtegkeet dovunner bewosst ass, an dat vu jéngstem Alter un.

Dowéinst ass nach en anere Projet, un deem mer schaffen, dee vun engem Centre pour les monuments historiques, dass mer verschidde vun eisen nationale wichtegen historesche Bauten och do an de Vierdergrond stellen.

An dann, last but not least: De CNCI ass och e puermol gefall. Déi schaffen och ganz, ganz emseg. Et ass och eng ganz gutt Zesummenaarbecht mat Sites et monuments.

An ech ginn Iech Recht, Här Baum, dass verschidde Saachen och nach rezent ofgerappt gi sinn, déi net ofgerappt gi wären, wann een dat vläicht schonn am Virfeld méi mat hinnen hätt kënne klären, oder dass een dat anescht gekuckt hätt. Mir hunn do och elo eng aner Virgoensweis, dass mer och Projeten, déi eebe grad nach net ofgeschloss sinn, elo mat hinnen zesummen analyséieren, an dass mer eis och Frichen, wou nach kee Projet drop besteet, mat hinnen zesummen ukucken.

Sou! Elo war ech vill méi laang, wéi ech gemengt hat, dass ech géif schwätzen. Ech soen Iech Merci fir Är Gedold.

Ech wollt just nach ee Wuert soen zu där anerer Motioun vun der CSV, déi generell Motioun. Also, ech fannen et ganz léif, well ech hunn eigentlech do all déi Punkten erëmfonnt, déi mer souwisou amgaange sinn ze maachen. Ech sinn net der Meenung, dass een eng Motioun verwerft, well se deem entsprécht, wat mer souwisou maachen. Ech wier da just frou, wann an der Motioun géif honoréiert ginn, dass dat eigentlech dat ass, wat mer och amgaange sinn ze maachen.

Mee wann ech déi Punkte kucken, all déi Projeten, déi opgezielt sinn, vun der Nationalgalerie - déi ech d'ailleurs nach ëmmer esou nennen - mat dem Centre de documentation, mat dem Stockage, iwwert d'Villa Louvigny, iwwer eng ganz Rei aner Saachen, déi en cours sinn ... Duerfir, ech hu guer kee Problem mat där Motioun, wann Der mer awer vläicht nach preziséiert, dass dat schonn dee Wee ass, op deem mer souwisou schaffen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Kulturministesch Sam Tanson. Da freet den Här Kartheiser Parole après ministre. An d'Madamm Modert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Ech soen och der Madamm Minister Merci fir hir Ausféierungen. An ech wëll ausdrécklech och honoréieren, wat och den Här Baum virdru scho gesot huet, datt si sech och an de Pandemiezäite ganz staark fir d'Kënschtler agesat huet an doduerch och mat derzou bäigedroen hunn, datt et deene Leit awer an der Pandemie net esou schlëmm ergaangen ass, wéit et hätt kënne sinn.

Dat gesot, ass awer en aneren Theemeberäich, deen d'Madamm Minister elo an hirer Ried just, soe mer emol, ganz iwwerflächlech ugeschwat huet, deen awer eng zentral Bedeitung huet - an den Här Keup huet dat a senger Ried erausgeschafft -, dat ass déi Fro: Wéi fräi ass d'Konscht? Dat ass, mengen ech, eng absolutt zentral Fro. Den Här Keup hat a sengen Ausféierunge jo gesot, datt a Konventiounen do och Formulë gebraucht ginn tëschent Ministère an eeben Associatiounen aus dem Konschtberäich, déi awer e gewëssene Kader setzen.

Elo ass et jo esou, datt mir net onbedéngt déi Wierder contestéieren oder a Fro stellen, och dat huet den Här Keup gesot. Mir stelle just fest, datt et dat gëtt! Also e gewëssene politesche Kader. Mir wëssen och nach net, wat an dee Code de déontologie erakënnt.

An zu deem Spannungsverhältnis tëschent de Formuléierungen, déi de Ministère awer an esou Schréftstécker setzt - sief et eng Konventioun, sief et eventuell spéider de Code de déontologie - an dem Usproch vun der Fräiheet vun der Konscht, ass einfach e potenziellen Interessenskonflikt, e Spannungsfeld. Mir wären op jidde Fall ganz frou, wann d'Madamm Minister hir Positioun dozou méi prezis kéint duerstellen an och soen: Och wann iergendeppes eeben deene Saachen net entsprécht, zum Beispill net humanistesch ass, wär de Ministère dann och bereet, esou Konschtkreatiounen no deene selwechte Konditiounen ze ënnerstëtzen oder net? Wéi fräi ass d'Konscht? Do wäre mer frou, wann d'Madamm Minister eis et géif soen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Ier ech der Madamm Modert d'Wuert ginn, ginn ech der Madamm Kulturministesch direkt d'Wuert zréck.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture*.- Ech weess net richteg, ob ech iwwerhaapt soll drop äntweren, mee, Här President, et gëtt a mengen Aen näischt, wat méi fräi ass wéi d'Konscht. An ech bieden dann deen, dee mengt, dass e Problem wär mat eise Konventiounen, eis dann ze weisen, awéifern dat jee eng Kéier ënner menger Egide oder och, mengen ech, där vu mengem Virgänger a Fro gestallt gouf. Ech hu mech bei der Interventioun virdrun och gefrot, ob d'Begrëfflechkeet vum Humanismus esou kloer wär fir jiddwereen, dee se do benotzt huet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ministesch. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Modert.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President. Jo, ech schwätzen awer zu de Motiounen, net Parole après ministre. Merci, Madamm Minister.

Motions

Zu der éischter, enfin zu där Motioun, déi Der wëllt unhuelen: Jo, sécher, ech hat jo gesot, dat si Saachen, déi am Rapport respektiv am KEP drastinn. Et ass dann och am Débat d'orientation, wou eng Motioun zu dem Rapport erauskënnt. Dofir mengen ech, wann een dat da gär ännert, wat Dir gesot hutt, fir e Wuert derbäizeschreiwen, et ass kee Problem, fir dat ze maachen. Selbstverständlech sinn ech domadder averstanen.

Dat Zweet ass: Mat där Motioun zu dem Statut, do hutt Der gesot, Dir wéilt se net unhuelen, well Der awer Saache géift matvirunhuelen, déi dra sinn, anerer net.

(Interruption)

Gutt! Dir hutt gesot, Dir géift se net wëllen unhuelen, well Der op där enger Säit awer Saache géif matvirunhuelen, déi drastinn, an op där anerer Säit awer och Saachen net wéilt unhuelen, déi do dra wieren.

Nun, wann Der Saache matvirunhuelt, wär et jo am Fong geholl logesch, Dir géift dee Moment och d'Motioun matënnerstëtzen. Dir kënnt se net unhuelen, Dir kënnt se nëmmen ënnerstëtzen. Dat wär jo am Fong geholl dann awer déi logesch Suite do dervunner. A wann iergendwellech Tireten do sinn, wou Der sot, wou een dann einfach soll „analyser" derbäi schreiwen, well Der sot: „Déi si méi schwiereg", dann ass och keng Schwieregkeet, fir dat ze maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Modert. Dat heescht, mir si scho bei der Diskussioun vun de Motiounen. Wëllt nach een zur Motioun Nummer 1 oder zur Motioun Nummer 2 Stellung huelen? D'Madamm ...

Une voix.- Djuna Bernard.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Et ass schonn e bësse méi spéit, Här President. Ech verstinn dat ganz gutt.

Jo, ech géif gäre Stellung huelen zur Motioun Nummer 1.

Fir d'alleréischt si mer ganz frou, dass d'Madamm Modert bereet ass, fir do effektiv da vläicht eng Ännerung ze maachen. Mir géife proposéieren, dass mer « invite le Gouvernement à poursuivre les efforts à » géifen derbäi setzen, fir am Fong deem gerecht ze ginn, dass effektiv vun deene genannten Tirete bei den Invitë ganz, ganz villes schonn um Lafen ass, ganz villes schonn ugestouss gouf.

Mir haten um leschten Tiret vun den Inviten e bëssen d'Schwieregkeet, ze verstoen, wat gemengt wier, a géifen do proposéieren, dass mer deen Tiret e bësse géifen ëmänneren, notamment den « explorer les possibilités d'encourager l'établissement au Luxembourg de professionnels de l'industrie culturelle pour encadrer et soutenir la professionnalisation des acteurs culturels au Luxembourg ».

Mat deenen zwou Ëmännerunge géif ech menger Fraktioun proposéieren, fir dann d'Motioun esou kënnen unzehuelen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard.

Ass den Auteur mat deenen dote Propositiounen d'accord?

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Jo. Wéi gesot, jo.

Une voix.- Très bien!

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- sachant que la culture joue un rôle essentiel pour la société ;

- notant que la culture représente un besoin vital en temps de crise ;

- considérant l'importance du soutien aux acteurs et créateurs culturels, afin de leur permettre d'exercer leur vocation et leur travail et d'améliorer leurs conditions sociales ;

- considérant la nécessité de développer le soutien et de stimuler la création culturelle au Luxembourg ;

invite le Gouvernement à poursuivre les efforts à

- veiller à l'expansion du développement culturel en association étroite avec Kultur:LX et ses acteurs (music:LX, Reading Luxembourg, Focuna, etc.), et à informer périodiquement la Commission de la Culture sur l'état d'avancement de ses missions ;

- créer davantage d'infrastructures (ateliers, lieux favorisant les répétitions et de manière générale l'expression et la créativité), ceci notamment en intensifiant la collaboration avec les communes ;

- élargir l'offre de résidences d'artistes financées ou soutenues par l'État afin de soutenir et faciliter le travail de recherche ou de création culturel ;

- combler la pénurie d'ateliers d'artistes constatée au Luxembourg en proposant des locaux adaptés aux besoins de ces derniers, et à veiller à la mise en place d'outils d'analyses permettant le suivi des besoins éventuels d'ateliers supplémentaires ;

- élargir la capacité de dépôts de musée et espace de stockage, et de mettre à disposition des salles de travail et « start-up » pour les métiers de la culture et les industries créatives ;

- mettre en place une aide au démarrage pour les jeunes créateurs professionnels, les nouvelles compagnies professionnelles ;

- renforcer les aides ponctuelles telles l'aide à la diffusion et l'aide à la mobilité des professionnels de la scène culturelle ;

- à améliorer la coordination de l'action culturelle internationale, mission du Kulturentwécklungsplang (KEP), notamment en établissant un inventaire de compétences provenant des divers acteurs impliqués tel que constaté dans le Rapport de la Commission de la Culture (22.04.2021) afin d'améliorer la visibilité pour les artistes et partenaires ;

- envisager la mise en place d'une Cité des Artistes, faisant office notamment de pépinière d'artistes, avec les services de conseil et d'encadrement pour accompagner projets et carrières professionnelles ;

- favoriser la professionnalisation et le développement des compétences et des carrières des artistes et des intermittents du spectacle en introduisant une nouvelle forme de subvention couvrant un projet intégralement du début de sa phase de conception à la réalisation et diffusion ;

- d'encourager l'établissement au Luxembourg de professionnels de l'industrie culturelle pour encadrer et soutenir la professionnalisation des acteurs culturels au Luxembourg.

(s.) Octavie Modert, Georges Mischo, Viviane Reding, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

Vote sur la motion 1 modifiée

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wie mat där ofgeännerter Motioun an där Form d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Merci nach eng Kéier, Här President. Jo, bei der Motioun Nummer 2 stellt sech d'Fro effektiv e bëssen anescht. Et gouf vun der Madamm Ministesch gesot, do ass e Consultatiounsprozess amgaangen, dee jo schonn am Summer 2019 ugefaang huet, wou elo lescht Récksproochen och mat den Acteuren aus dem Secteur geholl ginn, an dowéinst verstinn ech ganz gutt, dass mer do net elo schonn an dee Prozess Agréff huelen an do scho Contrainten drasetzen oder e Kader virgi sollten, wou d'Diskussioun, mengen ech, nach net op deem Punkt ass.

Mir hu bis elo de Modus vivendi an der Kulturkommissioun, dass mer ganz vill a gutt an engem ganz respektvollen Ëmgang mateneen diskutéieren an och vill Awänn an den Diskussiounspunkte souwuel vun der Oppositioun wéi vun der Majoritéit afléisse loossen. Ech géif proposéieren, dass mer dee Prozess och sollte respektéieren, dass elo de Secteur do nach hir Remarke ka ginn an dass mer dann duerno, wa mer am Kader vun de Kommissiounsaarbechten driwwer diskutéieren, natierlech och do ganz Ouer sinn, fir déi verschidde Reflexiounen ze héieren.

Dowéinst deelen ech do d'Aschätzung, dass et e bëssen ze fréi ass. Dat soll awer net den Dialog ofschléissen, dee mer dann zu engem spéidere Moment iwwert dës Motioun respektiv iwwert dës Thematik am Kader vum Gesetzesprojet sollten hunn.

Dowéinst géif ech hei menger Fraktioun proposéieren, dass mer se net unhuelen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Bernard. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo. Merci, Här President. Mengersäits och … Also et sinn zwielef Tirete bei den Inviten, et sinn der derbäi, déi ech ganz sënnvoll fannen, et sinn der derbäi, déi awer och ganz flou sinn, wou derbäisteet « sous certaines conditions », « dans certaines limites », « dans des conditions très précises », wou et awer wichteg wier ze wëssen, wat déi Konditioune sinn, ier een driwwer ofstëmmt, a wou ech awer net prinzipiell opposéiert sinn.

An et sinn awer Saachen, wou ech net weess, ob et déi richteg Approche ass, zum Beispill, fir bei den Artistes professionnels ze soen, de Maximum vu 50 % op 70 % ze hiewen. Do weess ech net, ob et net méi sënnvoll wier, iwwerhaapt de Plaffong, deen am Moment vum Salaire social minimum besteet, an d'Luucht ze setzen, ob dat net méi eng sënnvoll Mesure wier.

Duerfir, also, et si vill Saachen derbäi, déi eis och sympathesch sinn, mee ech géif et och éischter gär gesinn, datt mer dat entweeder eng Kéier seriö an der Kommissioun diskutéieren oder ... Also, an där Form hei kënne mer se, mengen ech, och net matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum.

Vote sur la motion 2

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmmen an 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves

Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

12. Motion de M. Jean-Paul Schaaf relative à la langue des signes

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 737 de ce compte rendu.)

Da kéime mer zu deenen zwou Motiounen, déi am Ufank vun der Sitzung deposéiert gi sinn.

Fir d'éischt déi Motioun, déi vum Här Jean-Paul Schaaf deposéiert ginn ass iwwert d'Gebäerdesprooch. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Max Hahn.

Discussion générale

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech hu mer déi Motioun ugekuckt, ech fannen déi ganz interessant. Esou interessant, dass ech ganz frou wier, wa mer déi doten an der zoustänneger Kommissioun, der Familljen- an Integratiounskommissioun, kéinten diskutéieren.

Dir wësst, den Dossier vun der Gebäerdesprooch ass een, deen och eiser zoustänneger Ministesch ganz staark um Häerz läit, ech mengen, déi lescht Legislaturperiod sécherlech mam Highlight, an et ass och an Ären Inviten opgelëscht, mat der Unerkennung vun der Gebäerdesprooch als offiziell Sprooch.

Doriwwer eraus, wéi gesot, géif ech mech freeën, wa mer dann dat heiten, wat awer e ganz wichtege politeschen Dossier ass, an der zoustänneger Chamberskommissioun esou kéinten diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Hahn. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo. Merci, Här President. Bon, ech kann domadder liewen, wa se an d'Kommissioun geet, ech hätt se awer och haut direkt kënne matstëmmen.

Ech wollt just umierken, datt ech et vu menger Säit ganz schued fannen, datt mer am Chambersreglement am Moment keng Moossname virgesinn hunn, wa mer iwwer esou en Theema schwätzen, wat Betraffener direkt concernéiert, datt mer net d'Méiglechkeet hunn, fir da wéinstens fir déi Interventioun och eng Gebäerdedolmetscherin oder e Gebäerdendolmetscher ze engagéieren. Well ech sinn der Meenung, datt dat hei wierklech en Theema gewiescht wär, wou mer eng méi breet Visibilitéit hätte kënne schafen. An dat wär en Zeeche vun Inklusioun gewiescht. Esou hu mer alt als „able-bodied" driwwer diskutéiert, an déi Persounen, déi wierklech dervu betraff sinn, kruten et leider net direkt mat a mussen herno d'Ënnertitele kucken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, fir hien ze froen, ob en d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), auteur.*- Jo. Merci. Merci, Här President. Merci och fir déi Suggestioun. Ech hat um Rand vun eiser Sitzung och eng Kéier kuerz en Echange mat der Madamm Minister. Mir waren eigentlech allen zwee och der Meenung, dass dat eis géif d'Geleeënheet ginn, fir nach eng Kéier méi am Detail an der Kommissioun driwwer ze schwätzen.

Also, dat trëfft meng Zoustëmmung. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schaaf.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder geet dës Motioun an d'Kommissioun.

(La motion est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

13. Motion de Mme Martine Hansen relative à la neutralité climatique

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 739 de ce compte rendu.)

Da komme mer zur Motioun, déi vun der Madamm Martine Hansen deposéiert ginn ass. Wie wëllt zu där Motioun Stellung huelen? Den Här François Benoy.

Discussion générale

M. François Benoy *(déi gréng).*- Jo. Villmools merci, Här President. Et ass eng Motioun, déi d'Madamm Hansen deposéiert huet, wou et drëms geet, fir nach méi Klimaschutz ze maachen an der Administration publique mam Objectif, fir klimaneutral ze sinn um Horizont vun 2040. Et ginn an der Motioun dann eng ganz Rei Saachen opgelëscht, déi och alleguerten, denken ech, sënnvoll sinn, fir e Katalog mat Mesuren ze maachen, fir och Energie ze produzéieren, fir Energieeffizienz ze maachen an esou weider.

Ech wëll preziséieren, dass och haut scho beim Staat immens vill hei gemaach gëtt. Natierlech kann een dat nach ëmmer verbesseren a weider acceleréieren.

Ech wëll och drun erënneren, esou wéi d'Ministesch et och de Mëtteg scho gesot huet, dass mer e ganz interessant an e ganz wichtegt Aarbechtsdokument hunn: Dat ass den nationalen Energie- a Klimaplang. Ech hat der CSV deen och schonn eng Kéier hei an der Seance plenière am Print erausgedréckt a matbruecht. Do sti ganz vill gutt Saachen dran.

Ech huelen nach eng Kéier extra e puer Beispiller eraus, déi ech, wärenddeem ech de Mëtte kuerz derduerchgaange sinn, fonnt hunn: Nämlech, dass zum Beispill gekuckt gëtt, bis 2025 op all gëeegentem Gebai, wat dem Staat gehéiert, eng Photovoltaikanlag ze maachen; dass mer an den ëffentleche Gebaier wierklech ultra effizient wëlle sinn, mat engem spezielle Fokus op d'Schoulen; dass mer och bei der Renovatioun vum Härebierg wierklech a Richtung Klimaneutralitéit, souguer op Energie-Plus, wëlle goen an esou weider; dass mer wierklech e Management vum Parc automobile maache beim Staat; dass mer probéieren, ëmmer méi op den Teletravail an op digital Méiglechkeeten zréckzegräifen, fir hei eeben nach besser ze ginn. An esou weider an esou fort.

Eng Saach, op déi ech speziell wollt zréckkommen, well se mech impressionéiert huet, dat geet zréck op eng Travaux-publics-Kommissioun, also op eng Kommissioun vun den ëffentleche Bauten, an zwar am Februar d'lescht Joer, de 27. Februar 2020. An ech weess dat nach ganz genau, well ech eigentlech net Member vun där Kommissioun sinn an awer, well de Sujet mech interesséiert huet, extra dohinner gaange sinn. Do krute mer d'Stratégie d'assainissement énergétique des bâtiments de l'État presentéiert.

U sech gesäit een do, dass de Staat, virun allem d'Administration des bâtiments publics, sech e ganz ambitiéisen an e ganz gudden an detailléierte Plang ginn huet, fir eebe beim Staat energeetesch Renovatiounen ze maachen, an dat mat engem État des lieux, mat enger Strategie an esou weider.

Fir just ee Beispill erauszehuelen: Bis 2025 wëlle se 85.000 Tonnen CO_2 iwwert dee Wee spueren. Ech soe mer just: Ech weess e bëssen, wat verschidde Gemenge maache. An do soen ech einfach just: Et sollt emol all Gemeng sech un deem dote Plang e Beispill huelen! Da géife mer hei wierklech gutt weiderkommen.

Wat ech wëll soen: Mir kënnen trotzdeem ëmmer nach méi maachen. Dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun ze stëmmen, fir eeben nach eng Kéier e Renfort ze hu par rapport zu all deene villen Initiativen, déi et scho gëtt.

(Interruptions diverses)

Ech wëll vläicht just nach ee Wuert derzou soen: Wa mer hei soen, „de Staat soll seng Hausaufgabe maachen", da wëll ech vläicht och soen, dass mer dat och als Chamber an deem heite Beräich musse maachen an dorop sollen oppassen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Nee. Merci, Här President. Nee, meng Interventioun eriwwregt sech. Ech saluéieren de Wëlle vun der Regierung, fir déi Motioun unzehuelen.

Une voix.- Ha!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Dann den Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt hei just ganz kuerz zwou Saachen umierken, wou ech mer dann awer Froe stellen, mee ech kenne mech och vläicht net an allem esou aus.

Déi éischt Fro ass déi ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg nach! An e puer Minutten hu mer et gepackt, awer nëmmen, wann Der roueg sidd.

(Exclamations et hilarité)

M. Fred Keup *(ADR).*- Ech maachen et ganz kuerz. Ech ginn e ganz einfacht Beispill. Wa mer elo eppes ersetzen, wat am Moment vill Energie verbraucht an net gutt ass, a mir renovéieren eppes oder mir maachen eng Luucht, déi fréier normal Bieren hat, an elo huele mer eng, déi LED benotzt, dann ass jo awer och ëmmer eppes, wat een net dierf vergiessen, dat ass einfach de Käschtepunkt vun der Produktioun, déi dat Ganzt mat sech bréngt. Wa mer e Luuchtepotto ersetzen duerch en neien, dee vläicht vill, vill manner CO_2 produzéiert duerch säi Stroumverbrauch, mee d'Produktioun vun deem Luuchtepotto huet vläicht esou vill CO_2 kascht, dass dat sech ni wäert rentéieren. Dat ass déi eng Saach.

Déi zweet Saach ass, wou ech elo net weess, mir sinn 2021, bis 2040, mir hu grad e Fliger kaaft fir d'Arméi, mir hunn Helikopteren, mir hu Pompjeesween an all déi Saachen, wou ech net weess, wéi déi solle lafen, fir dass dat soll klimaneutral sinn. Mee bon, do kënnt da vläicht nach eng Ännerung bis 2040. Mir géifen eis op jidde Fall dann emol enthalen hei.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup.

Ech mengen da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 56 Jo-Stëmme géint 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

14. Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten

Da ginn ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten fir den Depot vun enger Motioun.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Här President, ech maachen et ganz kuerz. Mir sinn dës Woch net méi derzou komm, fir d'Motioun vum Kolleeg David Wagner ze diskutéieren, déi en agereecht hat iwwert d'Breveten. Ech hu mat him geschwat. Mir huelen dat da bei nächster Geleeënheet no.

Mee ech géif nach gären dervu profitéieren, fir hei och an deem selwechte Kader eng Motioun anzereechen, fir dass mer haut awer den Depot gemaach hätten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Yves Cruchten, Dir hutt d'Wuert fir den Depot vun enger Motioun

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech maache just den Depot vun der Motioun. Eng Diskussioun féiere mer da bei der richteger Geleeënheet. Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- soulignant le rôle fondamental des vaccins pour endiguer le plus vite possible la pandémie de la Covid-19 en vaccinant la population non seulement dans les pays avancés, mais aussi dans les pays à moyen et à bas revenu ;

- rappelant dans ce contexte l'affirmation de la Présidente de la Commission européenne que « No one is safe until everyone is safe » ;

- rappelant la déclaration du directeur général de l'OMS qui souligne que « the longer we wait to provide vaccines, tests, and treatments to all countries, the faster the virus will take hold, the potential for more variants will emerge, the greater the chance today's vaccines could become ineffective, and the harder it will be for all countries to recover » ;

- considérant que le « British Medical Journal » a estimé qu'une à deux nouvelles mutations du virus surgissent chaque mois et que la recherche aurait besoin de plusieurs mois pour adapter leurs vaccins à une variante du virus qui s'avérerait plus résistante ;

- notant qu'une étude de la Fondation de recherche de la Chambre de Commerce internationale estime que « the global economy stands to lose as much as $ 9,2 trillion if governments fail to ensure developing economy access to Covid-19 vaccines, as much as half of which would fall on advanced economies », avec les pays « riches » risquant des dégâts économiques jusqu'à 3,9 % du PIB ;

- rappelant que le Ministre de l'Économie luxembourgeois a estimé le 10 février à la Chambre des Députés que les vaccins devraient être accessibles à tout le monde et qu'ils constituent un bien public mondial qui devrait être disponible en tant que tel ;

- saluant la déclaration du directeur général de l'OMS, du président du Conseil européen, et de plus de vingt dirigeants mondiaux du 30 mars 2021 sur le renforcement de l'architecture internationale de la santé qui souligne la nécessité d'« assurer un accès universel et équitable à des vaccins, des médicaments et des diagnostics sûrs, efficaces et abordables dans le contexte de la pandémie actuelle et des pandémies de demain » ;

- rappelant la solution intermédiaire (« third way ») avancée par la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), visant à la fois à accélérer la mise à disposition de vaccins dans les pays en développement et à encourager la recherche et l'innovation ;

- considérant que nous sommes actuellement confrontés à une pénurie de vaccins au niveau mondial qui entraîne que surtout les pays les plus démunis ne peuvent même pas commencer des campagnes de vaccination qui en mériteraient le nom ;

- considérant que le Gavi - l'Alliance du vaccin - tiendra un sommet sur la garantie de marché COVAX (Covid-19 Vaccines Global Access) en juin 2021 ;

- saluant que le Luxembourg s'est engagé à participer à l'initiative COVAX à hauteur de 1 million d'euros et soutient le Gavi à travers un engagement pluriannuel à hauteur de 5 millions d'euros ;

- saluant également les efforts au niveau européen en matière de vaccins, y compris la mise en place du Mécanisme européen de partage des vaccins qui devra permettre aux 27 États membres de l'UE de partager les doses achetées par l'UE avec des pays hors UE,

invite le Gouvernement

- à soutenir, au niveau européen et international, les efforts visant à garantir un accès équitable aux vaccins, notamment à travers un appui continu au mécanisme COVAX et un soutien de ses partenaires majeurs de la santé (OMS - Organisation mondiale de la santé -, Unicef, Gavi - L'alliance du vaccin -, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, notamment via la plateforme ACT-A - Access to Covid-19 Tools Accelerator) ;

- à soutenir ainsi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses partenaires majeurs (ACT-A) dans le renforcement de l'accès à la santé, en particulier de l'accès aux vaccins à la Covid-19, en soutenant l'expansion de la fabrication et de la production des vaccins à l'échelle mondiale afin de mettre fin à la pandémie et de freiner l'émergence de nouveaux variants à la Covid-19, en particulier dans les pays les plus vulnérables ;

- à suivre de près les discussions au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) visant à augmenter les capacités de production de vaccins, et à soutenir toute position de l'Union européenne à prendre au sein de l'OMC, qui pourrait remédier à la situation actuelle et qui viserait à accélérer la mise à disposition de vaccins dans les pays en développement, notamment en facilitant le transfert de technologie et de savoir-faire dans le cadre de règles multilatérales, à encourager la recherche et l'innovation, deux piliers fondamentaux au renforcement de la production internationale des vaccins, ou encore à lever temporairement les brevets sur les vaccins Covid-19 ;

- à soutenir les pays à revenu faible et intermédiaire dans le développement des capacités institutionnelles, techniques et humaines, dans la consolidation des infrastructures sanitaires nationales et locales et dans la mise à disposition d'expertise adéquate et adaptée (experts de la santé publique, inclusion du secteur privé, des organisations de la société civile etc.), dans le but d'une accélération du déploiement de vaccins dans ces pays et, le plus rapidement possible, la mise en place d'une capacité de production locale ;

- à soutenir les initiatives européennes et internationales pour identifier, en dialogue avec toutes les parties concernées y inclus les acteurs privés, les

capacités de production pouvant être mises à disposition pour rapidement accroître la production globale de vaccins ;

- à soutenir les efforts de coordination et d'harmonisation au sein de l'UE dans le cadre des initiatives « Team Europe » afin de conjointement trouver les moyens adéquats et à fort impact pour renforcer le déploiement de médicaments et équipements médicaux essentiels, notamment via les initiatives européennes conjointes, aussi bien à échelle régionale que nationale ;

- à soutenir, en tant que membre de Team Europe, la préparation des campagnes de vaccination, en particulier en Afrique de l'Ouest où il est crucial de renforcer la préparation de ces campagnes pour une réponse durable.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Paul Galles, Gusty Graas.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

15. 7755 - Proposition de révision du chapitre II de la Constitution

Déclaration de recevabilité

D'Presidentekonferenz huet sech haut fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision vun der Constitutioun ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de révision vum Kapitel 2 vun der Constitutioun, déi haut am Ufank vun der Sitzung vun der Madamm Simone Beissel deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, fir d'Proposition de révision vun der Constitutioun 7755 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Fernand Kartheiser freet nach d'Wuert. Awer u sech froen ech mech, a wéi enger Prozedur mer hei sinn, well d'Chamber decidéiert huet, datt mer der Presidentekonferenz follegen, soudatt dat eeben einfach an där heiter Prozedur net virgesinn ass, fir een ...

Ech hätt Iech gären d'Wuert ginn, mee da musst Der mer scho soe firwat. Mee wann Der Iech awer vum Sujet ecartéiert, dann huelen ech Iech d'Wuert direkt zréck.

(Interruptions)

Ech mengen, domadder si mer um Enn vun der Sitzung ...

(Hilarité)

Da war et e Versuch, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wëll Iech awer wéinstens op Är Fro äntwerten, Här President. Dir hutt gefrot, ob mer eis der Saach uschléissen.

Däerf een dann als Deputéierten net awer soen, ob ee sech wëllt uschléissen oder net?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Genau, dat däerft Dir just soen. Awer Dir musst dobäi bleiwen an Dir däerft Iech net vum Sujet ecartéieren, esou wéi dat am Artikel 39 oder 38 vun eisem Reglement virgesinn ass, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, ech mengen, dat hei dat ass eng lieweg Lektioun a Saachen Demokratie. Mee ech wäert mech net ecartéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, Här Kartheiser, wann Der déi Lektioun néideg hutt!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech mengen net, datt ech se néideg hätt heibannen, Här President. Mee ech wëll Iech awer soen, well dat geet hei vläicht ganz séier ...

Mee d'Fro ass eis gestallt ginn: Ass déi Proposition de révision de la Constitution recevabel oder net? Ech wëll Iech just soen: Dat ass guer net esou einfach, fir dat elo esou ze soen. Et ass och fir eis e Problem, well normalerweis geet eng Proposition de loi an eng Proposition de révision ganz séier duerch.

Hei hu mer e bëssen en anere Fall, well hei gi Grondrechter, déi mer bis elo an der Verfassung hunn, a Fro gestallt. Dofir, et sinn natierlech Verbesserungen am Text, mee et sinn och eng ganz Rei Verschlechterungen. Dat heescht, mir sinn hei an enger Situatioun, wou d'Institutiounekommissioun eis konfrontéiert ...

(Interruptions)

... mat engem Text, dee verschidde Rechter, déi an eiser Demokratie wichteg sinn, a Fro stellt.

Ech wëll do just e puer Beispiller soen. Just e puer Beispiller.

(Exclamations)

Zum Beispill ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, ech hat Iech gesot: Ech ginn Iech d'Wuert. Mee ech huelen Iech et awer elo direkt erëm ewech, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... well u sech dat, wat Der am Fong geholl amgaange sidd ze developpéieren, diskutéiert gëtt, wa mer d'Proposition de loi, där hir Recevabilitéit mer ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... haut ugeholl hunn, diskutéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also ... Gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass fir de 5. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.19 heures.)

SÉANCE 52

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mercredi 5 Mai 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Question élargie n° 95 de M. Fernand Kartheiser relative au devoir de vigilance des entreprises**
   - M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Fernand Kartheiser - M. le Ministre Jean Asselborn
5. **Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz**
   - M. Marc Spautz
6. **Question élargie n° 94 de M. David Wagner relative aux salles de classe numériques**
   - M. David Wagner - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. David Wagner - M. le Ministre Claude Meisch (intervention de M. David Wagner)
7. **Question élargie n° 92 de M. André Bauler au sujet de la croissance démographique au Luxembourg, de ses déterminants majeurs et des effets de la pandémie en la matière**
   - M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. André Bauler - M. le Ministre Franz Fayot
8. **Question élargie n° 96 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir du site sidérurgique de Dudelange**
   - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot
9. **Motion de M. Yves Cruchten concernant la garantie d'un accès équitable aux vaccins**

   Motion de M. David Wagner concernant le soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle
   - Exposé : M. Yves Cruchten
   - Discussion générale : M. David Wagner - Mme Stéphanie Empain - M. Sven Clement - M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas (interventions de M. Sven Clement et M. Marc Baum) - M. Sven Clement - M. Gusty Graas - M. Fernand Kartheiser
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (intervention de M. Marc Baum)
   - M. David Wagner
   - Vote sur la motion de M. David Wagner (rejetée)
   - Vote sur la motion de M. Yves Cruchten (adoptée)
10. **Ordre du jour (suite)**
    - M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Sven Clement et M. Gilles Roth)
11. **Dépôt d'une motion par M. Serge Wilmes**
    - Exposé : M. Serge Wilmes
12. **7803 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19**
    - Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Chantal Gary - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
13. **7325 - Projet de loi portant modification :**

    1° de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;

    2° de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

    3° de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires
    - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Carlo Back
    - Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense (intervention de M. Marc Baum)
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
14. **Motion de M. Serge Wilmes relative à la notification au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne de la révocation de la femme d'affaires luxembourgeoise de son mandat d'administrateur**
    - Discussion générale : Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen (interventions de M. le Ministre François Bausch) - M. David Wagner
    - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de M. Michel Wolter et Mme Viviane Reding) - M. Serge Wilmes - M. le Ministre François Bausch - M. David Wagner (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch - M. Marc Goergen - M. le Ministre François Bausch
    - Vote sur la motion (rejetée)
15. **Dépôt d'une demande de convocation de la Commission des Finances et du Budget par M. Laurent Mosar**
    - M. Laurent Mosar

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 5 mai 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7812** - Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la banque africaine de développement*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.04.2021

***7814** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29.04.2021

***7815** - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 29.04.2021

***7816** - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 29.04.2021

***7817** - Projet de loi relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et portant modification de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29.04.2021

***7818** - Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de :*

1. la directive (UE) 2019/770 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques ;

2. la directive (UE) 2019/771 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 29.04.2021

***7819** - Projet de loi portant*

1° approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas en matière de coopération policière, signé à Bruxelles, le 23 juillet 2018 ;

2° modification de la loi modifiée du 21 novembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.05.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1866** - Demande de pétition publique : Rechnung für die Tiere*

Dépôt : Cherrilyn Hofmann, le 24.04.2021

***1867** - Demande de pétition publique : Pour un assouplissement de l'obligation du port du masque pour les enfants dans les écoles et les structures*

d'accueil périscolaires. For a relaxation of the obligation for children to wear a mask in school and in after-school facilities. Fir eng Relaxatioun vun der Maskeflicht fir d'Kanner an de Schoulen an an den ausserschouleschen Betreiungsstrukturen

Dépôt : Perrine Pouget, le 26.04.2021

***1868** - Demande de pétition publique : Redonner le sourire aux enfants : éliminer l'obligation de port du masque à l'école, dans les foyers de jour et pour les activités extrascolaires à l'intérieur*

Dépôt : Gabriela-Andreea Praja, le 26.04.2021

***1870** - Demande de pétition publique : Déi ganz Pandemie mat Lockdown, Masken, Tester an Impfen ass iwwerdriwwen an et geet net ëm een esou schlëmme Virus, wéi et vun de Parlamenter duergestallt gëtt. Et géif Zäit ginn, dass déi Tyrannei ophält, ier alles futti ass, et ass schlëmm genuch an d'Leit kënnen net méi.*

Dépôt : Diane Fohl, le 28.04.2021

***1869** - Demande de pétition publique : Demande d'une plaque d'immatriculation/identification pour les vélos*

Dépôt : Anabel Ferreira, le 28.04.2021

***1871** - Demande de pétition publique : Portfolios und Arbeitsaufträge bringen uns Schülern mehr, als Arbeiten zu schreiben, bei denen wir oft im Nachhinein nichts mehr wissen.*

Dépôt : Julie Rein, le 29.04.2021

***1874** - Demande de pétition publique : Hëllef fir d'Beien an Insekten*

Dépôt : Claude Paquet, le 30.04.2021

***1873** - Demande de pétition publique : Hëllef fir d'Beien an Insekten*

Dépôt : Claude Paquet, le 30.04.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Question élargie n° 95 de M. Fernand Kartheiser relative au devoir de vigilance des entreprises

Den éischte Punkt vum Ordre du jour haut de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 95 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Suergfaltsflicht vun de Betriber. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Fernand Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Jo, et geet ëm d'Liwwerkettegesetz, dat heescht, dat ass u sech eng Flicht fir d'Entreprisen, fir an hirem ganze Geschäftsoflaf och bei den Zouliwwerer derfir ze suergen, datt sozial Krittären an ëmweltpolitesch Krittäre solle respektéiert ginn. An dat soll proaktiv gemaach ginn an dofir schwätzt ee jo och vun engem „Devoir de diligence" respektiv op Däitsch vun enger „Sorgfaltspflicht".

Dat ass natierlech eppes, wat vu ville gudden Intentioune gedroe gëtt an doduerch och an der Politik relativ vill Uklang fënnt, och hei an der Chamber. Et goufe viru Kuerzem nach Question-parlementairë gestallt an och den honorabele Kolleeg André Bauler huet hei viru Kuerzem nach eng Question élargie zu deem Theema gestallt.

Et ass och esou, datt mir bei der ADR jo och prinzipiell derfir sinn, datt do op Mënscherechter, Sozialrechter an der Ekonomie opgepasst gëtt. Et gëtt jo och dramatesch Beispiller wéi zum Beispill Mineralien aus de Kriseregiounen, wou dat eng Evidenz ass. Mee mir sinn awer och Pragmatiker. Mir froen eis: Wat ass iwwerhaapt ëmsetzbar a wat ass sënnvoll? An dofir wéilte mer och hei nach e puermol nofroen.

D'Regierung op jidde Fall verfollegt am Abléck eng europäesch Approche. Et gëtt och en neit Element, dat ass déi zweet Etüd vun der Uni Lëtzebuerg, déi elo de 14. Abrëll erauskoum, an den 21. Abrëll huet d'Regierung do eng interministeriell Aarbechtsgrupp agesat. Ech huelen hunn, Här Minister Asselborn, datt Dir déi dann och presidéiert, den Ausseministère? Jo.

Eis Froe sinn déi hei:

Éischtens: Hu mer et hei net ze di mat enger prinzipieller Verlagerung vu staatlechen Aufgaben op d'Ekonomie? Well et ass jo u sech eng staatlech Aufgab, fir an deene verschiddene Länner ze kucken, datt d'Aarbechtsrecht agehale gëtt, datt d'Ëmweltsrecht agehale gëtt. Gëtt hei net probéiert, eng staatlech Aufgab op d'Ekonomie eriwwerzebréngen?

Zweetens: Déi grouss multinational Entreprisen, déi hunn och déi Méiglechkeet, zum Deel wéinstens, fir kënnen nozevollzéien, wat iwwerall an hire Liwwerkette geschitt. Mee bei deene klengen a mëttelgroussen Entreprisen ass dat meeschtens net de Fall. Wou wëllt d'Regierung hei Grenzen zéien? A wann een zum Beispill an Däitschland kuckt, no deene Krittäre wär bei eis warscheinlech keng Entreprise betraff. Dat heescht, wivill Entreprisen zu Lëtzebuerg wären da betraff? Wat sinn do d'Krittären, déi sollen zréckbehale ginn?

Drëttens: Ass et net och e bëssen eng Politiséierung vun der Ekonomie, wéi mer se a leschter Zäit an e puer Beräicher hunn? Elo hei an deem Beräich vun de soziale Rechter wéi gesot, wat u sech vläicht un éischter Plaz staatlech Aufgaben sinn, mee och an anere Beräicher - Kultur, Chancëgläichheet an esou weider - gesi mer eng gewëssen Tendenz, fir d'Entreprisen a politesch Projete mat anzebauen. Ass dat hei net och esou eng Tendenz?

Véiertens: Wéi ass et mat der Rechtssécherheet vun den Entreprisen? Well wéi soll eng Entreprise wëssen, wéi an all deene Länner, wou eventuell Zouliwwerer sinn oder Virprodukter oder esou, do d'Situatioun och legislativ ass? Déi evoluéiert jo permanent. A wéi soll eng normal Entreprise dat iwwerhaapt kënne verfollegen? Also dat Element vun der Rechtssécherheet fir d'Entreprise ...

Fënneftens: Wéi eng finanziell an administrativ Laaschte kommen op eis Entreprisen duer doduerch, datt se deen Opwand musse maachen oder un anerer delegéieren, fir dat Wësse kënnen ze kréien? A wat huet dat fir Repercussiounen op d'Präisentwécklung? Ass dat och eng Consideratioun vun der Regierung, wéi déi entstoend Käschten - an déi si relativ grouss - dann herno op d'Consommateure repercutéiert ginn?

Sechstens: Wéi eng staatlech Kontrolle kommen op d'Entreprisen duer, wéi een Drock och vusäite vu Parteien oder Netregierungsorganisatiounen, déi dacks militant partikular Interesse vertrieden, fir Drock op verschidden Entreprisen auszeüben, a wou dann och, wéi gesot, partikular Interessen vertruede ginn? Wéi eng Sanktioune kënnen den Entreprisen doduerch entstoen?

Siwentens: Wat sinn d'Konsequenze fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, och fir Europa, muss ee bal froen, well et wär vläicht ganz gutt, dat op engem OECD-Niveau unzepaken, emol net op europäeschem Niveau, wou mer jo a Konkurrenz si mat Firmen, déi haaptsächlech, och wat d'Lëtzebuerger Strukturen ugeet, warscheinlech op OECD-Niveau ganz present sinn? Mir hätte jo gär de Level-Playingfield am Finanzsecteur, hei misste mer en och vläicht hunn, fir datt eis Entreprisë konkurrenziell net benodeelegt ginn.

Aachtens: Ass eng Gefor do vun Delokalisatioun vun Entreprisen duerch esou Gesetzer, notamment an der Fongenindustrie, déi jo ganz séier kënnen delokaliséiert ginn a wou ganz vill Drock op d'SOPARFIen ausgeüübt gëtt, déi jo soen, an d'Regierung huet och bis elo zu Recht gesot, datt eng Holding eigentlech keng Méiglechkeet huet, d'Geschäftsféierung vun deenen eenzelnen Entreprisen ze kontrolléieren? Soll sech dat änneren? A wa jo, ass dann do net eng grouss Gefor fir eis Fongenindustrie zu Lëtzebuerg?

Néngtens: Wéi stellt sech d'Regierung zu relativ radikalen Usätz wéi zum Beispill deem Climate Reporting, deen elo an Neiseeland ageféiert ginn ass?

An zéngtens: Misst d'Lëtzebuerger Regierung, ier se vum Devoir de diligence vun den Entreprisë schwätzt, net mat guddem Beispill virgoen an näischt subventionéieren, wou Kannerrechter tangéiert sinn, wéi zum Beispill eeben d'Elektromobilitéit, wa mer wëssen, datt déi zum Deel op Kanneraarbecht am Kongo berout?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, Dir léif Leit, also ech soen dem Här Kartheiser Merci fir déi Fro an ech géif mech och elo direkt entschëllegen, dass ech elo hei net d'zéng Geboter opsoen, déi hie gefrot huet, mee versichen, de Stand vun de Saachen esou ze soen, wéi se elo sinn. An dat wier fir d'éischt emol Follgendes: Mir hunn e Koalitiounsprogramm vun 2018 bis 2023 an do steet dran, dass mer d'Méiglechkeet vun enger nationaler Legislatioun iwwer en Devoir de diligence a Mënscherechtsfroe fir Betriber, déi zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, dass mer dat am Kader vun enger Etüd oder no enger Etüd solle fixéieren.

Dir wësst - Dir hutt dat selwer gesot, Här Kartheiser -: Déi Etüd, déi gouf an Optrag ginn de 17. November 2020. Eng ganz grouss Expertin doranner, d'Dokter Baglayan, déi op der Uni schafft, huet eis eng Etüd geschriwwen an och iwwerreecht de 14. Abrëll elo, dat war kuerz no Ouschterdag.

A mir hunn net laang geschlof an der Regierung. Mir hunn dat dunn den 23. Abrëll direkt op den Ordre du jour geholl an ech hunn dann dunn d'Regierung gefrot, fir dass mer op de Wee ginn, deen Der kennt, nämlech e Comité interministériel opzebauen. An deem Comité, dat wëll ech lech och soen, huet den Ausseministère de Lead a mécht eng Koordinatioun tëscht de Finanzen, der Ekonomie, der Justiz, dem Environnement, dem Travail, de Classes moyennes an och der Kooperatioun. Dat ass also keng einfach Geschicht. An dës Woch hu mer am Ausseministère gefrot, dass all déi do Ministèren eis sollen hir Delegéiert presentéieren, fir dass mer esou séier wéi méiglech mat den Aarbechten ukommen. Dat ass also de Stand vun de Saachen.

Ech géif mer haut an der Chamber erlaben, absolutt net an d'Detailer ze goen an an d'Substanz ze goen. Dat ass net mäi Rôle hei. Mäi Rôle hei ass ze kucken, dass mer et fäerdegbréngen, tëscht alleguerten deene Ministèren do zu enger Konklusioun ze kommen.

Här President, ech géif et ganz kuerz maachen. Ech mengen, den Här Kartheiser - dat ass d'Roll vun engem Deputéierten - huet alleguerten déi Problemer opgeworf, déi net einfach ze léise sinn. Do sinn ech mat em d'accord an dat wësse mer och. Mee wësst Der, mir hunn een Zil als Regierung, dat ass dat, dass mer et fäerdegbréngen, dass Lëtzebuerg dorunner matschafft, dass mer eng national an och eng europäesch Legislatioun kréien, an dass mer et fäerdegbréngen - dat ass jo och d'Zil an dat Zil ass zimmlech einfach -, dass déi Wueren, déi Kleeder, déi Rohstoffer, fir Beispiller ze ginn, déi vun Entreprisen zu Lëtzebuerg vermaart ginn, op de Maart bruecht ginn, dass déi net zum Beispill duerch Kanneraarbecht gemaach ginn oder duerch Zwangsaarbecht gemaach ginn. Esou einfach an och esou wichteg ass dat.

An duerfir, ech mengen, mir liewen hei zu Lëtzebuerg an enger Gesellschaft, wou d'Mënscherechter zielen. Mir hu ganz vill Leit an der Zivillgesellschaft, déi sech ganz staark do derfir asetzen. An, Här Kartheiser, ech kann Iech och berouegen, dat huet d'Madamm Baglayan och gemaach, mir hunn och mat Betriber geschwat. Et gëtt zu Lëtzebuerg och vill Betriber, déi absolutt d'accord sinn, déi d'Sensibilitéit hunn, fir dass mer am Devoir de vigilence virukommen.

Also, fir ofzeschléissen, mir maachen hei keng Politiséierung vun der Ekonomie. Mir hunn natierlech e Wee ze fannen, souwuel Multie wéi och méi kleng Entreprisen, fir do Krittären auszeschaffen, déi gräifen, och Sanktiounen, déi gräifen. An ech mengen, de Standuert Lëtzebuerg, dee kéint trotzdeem duerch esou eng Gesetzgeebung, déi positiv wier, och Europa an och der Welt weisen, dass mer et fäerdegbréngen, géint dat virzegoen, wat jo keen, mengen ech, heibanne wëllt a wat och d'Lëtzebuerger net wëllen: dass mer hei Produkter um Maart hunn, déi, wéi ech gesot hunn, zum Beispill duerch Zwangsaarbecht oder duerch Kanneraarbecht gemaach ginn.

Ech wëll ofschléissend zwou Saache soen. Mir hunn déi Etüd ..., den Här Reynders war hei, de Kommissär war jo och an der Chamber, an hie war ganz interesséiert un eiser Etüd. En huet déi Etüd och kritt. En ass frou doriwwer, well, ech soen dat hei ganz konkreet, an der Europäescher Unioun gëtt et kee Land, wat de Moment eng Legislatioun huet, déi gräift. D'Fransousen hunn e Gesetz, mee duerch Ëmstänn, déi elo hei ze wäit féieren, gräift et net. D'Engländer an d'Hollänner hunn Usätz gemaach, mee si hunn nach kee Gesetz, wat effektiv elo, wéi ech gesot hunn, gräift. Duerfir ass et eng Aarbecht, déi mer ufänken, elo hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Et ass och esou, an ech hat dat schonn eng Kéier hei gesot, dass de Kommissär Reynders schonn am Juni wëllt versichen, fir, loosse mer soen embryonär op jidde Fall, ze probéieren, mam Europaparlament, wat do och mat drun hëlleft, mee och mat der Kommissioun, dann nach mam Conseil, ze kucken, ob een en europäesche Wee kéint goen. Dat wier natierlech formidabel, mee ech sinn och zur Konklusioun komm ..., an dat gesitt Der och an der Etüd.

Iwwregens: Déi Etüd ka vun all Mënsch ugeklickt ginn op gouvernement.lu an ënnert dem Ausseministère. Et ka jiddereen déi Etüd liesen a jiddereen ..., déi Etüd ass och op Franséisch iwwersat ginn. Mee déi original Etüd op Englesch ass drop an eng franséisch Iwwersetzung. A jiddereen, dee sech fir déi Etüd interesséiert, dee kann do Asiicht huelen.

Also, ech géif dat heite proposéieren, Här President: D'Regierung huet elo ze schaffen, ze schaffen, fir e Wee ze fannen. Mir wëssen alleguerten, dass dee Wee net einfach ass, mee de Wëllen ass do, fir ze schaffen an der Substanz. A wa mer eppes um Dësch hunn, an ech hoffen, dass dat séier geet, da kommen ech Iech dat wéi ëmmer presentéieren an d'Kommissioun respektiv hei an de Plenum, wann Der dat wëllt, a mir kucken dann och mat der Chamber, zesumme mat deene Ministèren, déi concernéiert sinn, mat der Zivillgesellschaft, ech soen dat nach eng Kéier, natierlech och mat de Betriber, well dat hei kann net géint d'Betriber goen, fir eng Léisung ze fannen.

Merci villmools.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. An den Här Kartheiser huet nach eng Zousazfro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech hunn dem Här Asselborn nogelauschtert. Ech verstinn, datt en elo vläicht net an déi Detailer geet, déi ech elo gefrot hunn, mee déi Froe bleiwe selbstverständlech um Dësch. Mee ee Punkt war mer net ganz kloer an Ären Ausféierungen, Här Minister, wou ech e bëssen duerjernee sinn, nodeem ech Iech nogelauschtert hunn, dat ass deen heiten: Schléisst Dir aus, datt mir en Alleingang maachen, datt Lëtzebuerg eng eegen national Reegelung huet ouni eng europäesch Léisung? Dat war mer net ganz kloer.

Dir hutt Iech referéiert op déi méi oder manner Echecken, déi et am Ausland gi sinn, a Frankräich, an Holland. An Däitschland si se och net ganz zefridde mat deem Gesetz, wat do ass. An der Schwäiz gouf et iwwer Referendum refuséiert. Mee Dir hutt gesot, um europäesche Plang wéilt den Här Reynders jo geschwë mat enger Initiativ kommen. Mee schléisst Dir aus, datt mir eppes eleng maachen? Et ass eigentlech dat, déi Fro, déi mer elo nach net kloer war.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Jo, Här President, ech schléissen näischt aus an och näischt an. Ech hunn elo gesot, mir mussen elo schaffen. Déi Däitsch hunn och nach keng Gesetzgeebung. Déi hunn diskutéiert, fir eng Gesetzgeebung ze kréien. Si si sech och eens, mee et ass nach keng Gesetzgeebung do.

Mir hei zu Lëtzebuerg sinn nach net esou wäit. Mir hunn natierlech scho wärend zwee Joer un engem Plan national geschafft. Ech géif dovunner ausgoen, Här President, dass dës Regierung, an ech géif esouguer soen, och eng breet Majoritéit an dëser Chamber, wëllt, dass mer zu Lëtzebuerg net nokucken, wat an Europa geschitt - dat geet net duer -, dass mer eis elo mol hei zu Lëtzebuerg abréngen an eis natierlech och abréngen, wa mer eng Direktiv an der Diskussioun hunn an Europa, a versichen, zu enger Konklusioun ze kommen, zu enger Konklusioun, ech soen et nach eng Kéier, fir d'Leit alleguerten hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, déi si mat mer d'accord, dass mer musse Barriären opbauen a wierklech och soen, dass et net einfach akzeptabel ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg Produiten um Maart hunn, déi duerch Kanneraarbecht oder duerch Zwangsaarbecht hiergestallt ginn. Dat ass de But dovunner an dorunner schaffe mer elo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Ausseminister.

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

Ier mer zu där nächster Fro kommen, géif ech dem Här Marc Spautz d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, opgrond vun de rezenten Evolutiounen an och vun den Éischte-Mee-Manifestatioune vun de Gewerkschaften, op e Punkt zréckzekommen, dee mer och schonn heibannen diskutéiert hunn, an opgrond dovun, wat mer jo wëssen, wat bei der Pandemie lass ass an dass et jo net auszeschléissen ass, dass mer nach wäerte wirtschaftlech a sozial Problemer kréien.

Mir hunn net méi spéit wéi d'lescht Woch heibanne beim PSC a beim PNR dovu geschwat, dass et wäert eng Baisse gi beim Chômage déi nächst Wochen a Méint an dass et dofir och wichteg wier, dass mer eis hei zu Lëtzebuerg géife preparéieren. An et ass heibanne gesot ginn, et wier e gudden Dialog gewiescht mat de Gewerkschaften. Ech hunn awer festgestallt, op deenen zwou Manifestatioune vun zwou Gewerkschaften, eemol vum OGB-L an och vum LCGB, dass do gefuerdert gëtt, dass d'Tripartite misst zesummekommen. Och d'CGFP huet sech deementspriechend geäussert. Do war ech e bësse paff, well ech hat dat d'lescht Woch heibannen nach méi positiv verstanen, wéi deen Dialog géif fonctionéieren. An dofir géif ech mer erlaben, eng Motioun ze hannerleeën, fir dass d'Tripartite schnellstméiglech géif zesummegeruff gi fir ze kucken, wat een alles vu Punkte muss festleeën, fir dass mer am Après-crise gutt dobäi erauskommen.

Ech wëll och dorun erënneren: Mir hunn am Mäerz 2020 unanime heibannen eng Motioun ugeholl, wou mer gesot hunn, dass et wichteg wier, dass mer och den Après-crise géife preparéieren. An duerfir géif ech am Numm vun der CSV déi Moitioun hanner-

leeën, wou mer géifen d'Chamber ëm Zoustëmmung bieden, dass mer schnellstméiglech eng national Tripartite zesummeruffen, fir dass och do de Plan de relance kann diskutéiert ginn, an dass et och duerno wichteg ass, dass no där Debatt do vun der Tripartite och heibannen an der Chamber iwwert déi Decisiounen an iwwert déi Mooss-namen, déi do geholl ginn, diskutéiert gëtt.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que, selon la plupart des experts, la pandémie du Covid-19 ne se limitera pas à la seule crise sanitaire à court terme, mais aura aussi de graves conséquences économiques et sociales pour notre pays à moyen et à long terme ;

- considérant que, selon le Programme de stabilité et de croissance (PSC) de 2021, le taux de chômage « augmentera davantage en 2021 pour atteindre 6,8% » et « connaîtrait une légère baisse en 2022 (6,4%) avant de monter de façon continue jusqu'à un niveau de 7,5% de la population active » à l'horizon 2025 ;

- considérant que, selon les propos des principaux responsables syndicaux lors des manifestations du 1er mai 2021, le dialogue social au Luxembourg se trouve au plus bas depuis le début de la crise sanitaire en avril/mars 2020 ;

- considérant les demandes de nombreux syndicats en faveur d'une réunion dans un avenir proche du Comité de coordination tripartite (dit « tripartite ») relative à la sortie de crise ;

- rappelant les engagements du Comité de coordination tripartite (dit « tripartite ») du 3 juillet 2020 « avec focus sur le maintien dans l'emploi et la lutte contre le chômage » ;

- réaffirmant son attachement à l'importance de la « tripartite » comme pierre angulaire du modèle économique et social du Luxembourg ;

- réaffirmant l'importance d'une préparation rigoureuse et anticipative à la fois de la sortie de crise et de l'après-crise ;

- rappelant sa motion du 21 mars 2020 invitant unanimement le Gouvernement « à préparer d'ores et déjà les mesures nécessaires pour l'après-crise »,

invite le Gouvernement

- à convoquer dans les meilleurs délais - en accord avec les syndicats et les organisations patronales - une réunion du Comité de coordination tripartite (dit « tripartite ») pour préparer la sortie de crise et la relance économique et sociale durable de l'après-crise ;

- à poursuivre les travaux et les engagements de la « tripartite » du 3 juillet 2020 ;

- à préparer, si besoin est, la précitée « tripartite » sortie de crise et relance durable par des réunions bilatérales ;

- à informer régulièrement la Chambre des Députés des travaux et des résultats de la « tripartite » sortie de crise et relance durable.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Martine Hansen, Aly Kaes, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz.

6. Question élargie n° 94 de M. David Wagner relative aux salles de classe numériques

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass déi erweidert Fro Nummer 94 vum Här David Wagner iwwert den digitalen Unterrecht. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här David Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Kann d'Maschinn den Enseignant ersetzen oder verbesseren? Dat ass d'Schlussfollgerung, déi ee kéint aus der Reportage vum 26. Mäerz op RTL zéien, wou et ëm de sougenannten „digital classroom" gaangen ass.

Wourëms geet et do? Majo et geet ëm dee Programm innerhalb vun „Digital 4 Education", deen de Klassesall soll mat digitale Mëttelen ausstatten, soudatt eng permanent Connectioun méiglech ass am Numm vun der Opwäertung vun de pedagogesche Mëttelen, déi et bis elo gouf, an natierlech am Numm vun der Verbesserung vun de Léierfäegkeeten an der Entwécklung vun neie Kompetenze fir den digitalen Aarbechtsmaart vun de Schülerinnen a Schüler.

Dat kléngt esou no enger gudder Intentioun. Iergendwéi muss déi Digitaliséierung vum Unterrecht jo bal am Numm vun der Pedagogik stattfannen, mee soss wier dat Ganzt jo just eng bonne Affär fir d'GAFAM-Firmen. Permanent Connectioun am Klassesall kléngt méi no virprogramméiertem Burnout wéi no engem humanistesche Fortschrëtt. Net fir näischt fuerderen d'Gewerkschaften och den Droit à la déconnexion an der moderner Aarbechtswelt.

Här President, ech hat schonn e puermol d'Geleeënheet, d'Problematik vun der sougenannter Digitaliséierung als allgemenge gesellschaftleche Phenomeen kuerz unzeschwätzen. Do ginn et vill bedenklech Aspekter, déi mer hei natierlech net all kënne beliichten. Et geet ëm en ekonomeschen Aspekt, et geet ëm en demokrateschen Aspekt, et geet awer och ëm en anthropologeschen Aspekt an en neuronalen Aspekt. Dat sinn alles Aspekter, déi Impakter op d'Mënschen hunn, déi d'Mënschheet an deem Mooss nach net erlieft huet.

Aus all deene Grënn wier et farlässeg, sech an der ëffentlecher Schoul op de Sirenegesank vun de GAFAM, also deene grousse Multie vun der Digitaliséierung, anzeloossen. An eng Saach virewech, Här President: Déi techno- oder cyberkritesch Haltung kënnt grad vun deene Leit, déi sech am beschten auskennen. D'Elitt aus der Silicon Valley schéckt hir Kanner net fir näischt a Schoulen ouni Ecranen.

Lëtzebuerg riskéiert, sech elo lues a lues an d'Fäng vun de GAFAM ze beginn, an dat ëmsou méi, wann den Datacenter vu Google sech hei etabléiere wéilt, wat à long terme eist Land an enger geféierlecher Ofhängegkeet vun deene Konzerner aspäre wäert. Ëmsou méi ass et verfriemend, op der Tëlee mussen ze gesinn, datt e Vertrieder vu Microsoft d'Promotioun vu senge Produkter maache kann, déi an der ëffentlecher Schoul benotzt solle ginn.

Et geet do net nëmmen ëm Outilen, déi pedagogesch neutral wieren. Et besteet och de Problem, datt d'Schoul ëmmer méi zu engem Formateur vun Aarbechtskraaft fir déi grouss Konzerner mutéiert. D'Lobbyaarbecht vun de GAFAM ass nämlech ganz staark, wéi mer wëssen, a leider loosse sech ze vill Regierungen oder och d'Europäesch Kommissioun dovunner beaflossen. Esou gleite mer ëmmer méi an eng nei Zort vun Cyberfeudalismus, wou déi, déi sech et leeschte kënnen, eng gesond Distanz zu deene Konzerner bäibehalen an déi grouss Majoritéit sech dësen net entzéie kann.

Här President, Coding ze léieren ass wichteg. D'Fro ass awer déi, ob den Ëmgang mat der numeerescher Welt zu enger Inklusioun an der Welt vun de GAFAM soll bäidroen oder grad Kanner an esou déi zukünfteg Erwuesse mat hirem Wëssen dës Instrumenter a Fro stelle kënnen an hir Predominanz och bekämpfe kënnen.

En gros stellt sech d'Fro, ob mer eng „éducation au numérique" wëllen oder eng „éducation par le numérique" wëllen. Wien, d'Maschinn oder de Mënsch, iwwerhëlt d'Responsabilitéit vun der Bildung?

Här President, et si vill Etüden, déi hu scho längstens bewisen, datt d'Konfrontatioun mat den Outile vun der Digitaliséierung d'Kanner erhiefleche Schied aussetzt. Do gëtt et vill Etüden, déi och de Philippe Bihouix a sengem „Le désastre de l'école numérique" opzielt. Ech kann nëmmen e puer Problemer opzielen: Schlofstéierungen; Visiounsstéierungen; dee sougenannte Syndrom, an deen ass eis hei bestëmmt am Sall net onbekannt: d'„fear of missing out", also d'Angscht, datt een eppes kéint verpassen; Ofhängegkeetsstéierungen; allgemeng Konzentratiounsverloschter an och hormonell Stéierungen. An de Service national de la jeunesse, deen huet jo och eng Campagne gestart géint d'Surexpositioun duerch d'Ecranen am Familljeberäich. Et misst ee sech awer och d'Fro stellen, wéi dat dann duerno ausgesäit am schoulesche Beräich.

Dohier, Här President, hätt ech e puer Froen un den Här Minister. Kennt de Ministère déi Etüden, déi sech kritesch domadder auserneesetzen? Awéifern fléissen déi an d'Aarbechten oder Iwwerleeunge vum Ministère eran? An op wat fir enge wëssenschaftlech onofhängegen a vun de Pairen approuvéierten Etüde baséieren d'Aussoen, datt d'Maschinn, Computeren anscheinend d'Educatioun verbessere sollen? Kënne mer och déi Etüde kommunizéiert kréien? A wat soll do iwwerhaapt verbessert ginn? Wat ass d'Finalitéit vun deem Ganzen?

Dat Ganzt huet jo och nach e Käschtepunkt, deen d'autant plus och net punktuell bleift, étant donné datt dës Instrumenter an och d'Softwarë reegelméisseg mussen upgedate ginn. Dofir wéilte mir och wëssen, ob mer kéinten déi verschidde Kontrakter kommunizéiert kréien, déi tëscht dem Ministère - falls et déi gëtt - an deene private Konzerner ofgeschloss goufen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, merci och fir dat Stéchwuert, wat den David Wagner mer ginn huet. An en huet et eigentlech schonn ugedeit a senger Introductioun vun dësem Sujet: Et gëtt hei kee Schwaarz a kee Wäiss, et gëtt ganz vill Nuancen a ganz vill Grotéin. An ech mengen, datt mer duerfir och mussen an den Detail kucke goen, wat wierklech gutt ass fir Jonker, fir Kanner a wou mer och kënne Benefiss draus zéien am Unterrecht, am Léierprozess a wou mer dann awer och Limitten zéien. An datt de Ministère sécherlech och sensibel ass fir déi Limitten a fir Bedenken, weist eebe grad och déi Campagne, déi de Service national de la jeunesse am Optrag vum Ministère gemaach huet.

Et ass iwwer e gutt Joer hier, datt déi lancéiert gouf, fir all d'Acteuren drop opmierksam ze maachen - sécherlech net nëmmen d'Elteren, mee all d'Acteuren -, datt een d'Bildschiermzäit, also déi aktiv Zäit, wou een um Ecran schafft, spillt, consomméiert, wat och ëmmer, datt een déi och soll dem Alter no upassen a limitéieren an datt dat net nëmme Guddes huet, mee och kann zu negative Konsequenze féieren.

Trotzdeem wësse mer, a grad wärend der Pandemie, datt déi digital Outilen eis immens gehollef hunn, den Apprentissage à distance sécherzestellen. A mir sinn eigentlech jo frou, datt mer, nieft dem Engagement vun den Enseignanten, vun den Elteren, vun de Kanner, selwer gutt ausgestatt waren, technesch gutt ausgestatt waren, mat digitalen Outilen, dat scho virun der Kris.

Dee ganzen Developpement „one2one", wou mer wëllen à moyen terme all Schüler am Secondaire och en digitalen Device ginn, huet dozou geféiert, datt mer 20.000 Schülerinnen a Schüler scho mat engem Tablet respektiv mat engem Laptop haten, déi all Dag an der Schoul gewinnt waren, domadder ze schaffen.

Mir hunn zousätzlech ganz schnell nach Materialie mobiliséiert, datt och déi Kanner, déi keen Outil haten an en awer gebraucht hunn, fir beim Distanzunterrecht kënnen deelzehuelen, dann dovunner kënne profitéieren. An ech mengen, d'Aussoe vun den Elteren an och de Schüler sinn awer ganz kloer gewiescht an der rezenter Etüd vun der Uni.lu. Do hu 94 % vun den Elteren an de Schüler gesot, datt mer gutt respektiv ganz gutt opgestallt waren, wat déi technesch Ausrüstung ubelaangt, fir eeben den Distanzunterrecht kënnen ze assuréieren. An dat huet, mengen ech, mat dozou geféiert, datt mer awer relativ gutt duerch déi Kris bis elo komm sinn.

Et geet awer net nëmmen hei ëm digital Hardware, et geet sécherlech och ëm dat, wat mer domadder maachen a wéi mer domadder schaffen. Mir hunn och scho virun der Kris an d'Entwécklung vun digitalen Outilen, digitale Léierplattformen, digitale Léiercontenuen investéiert. E ganz prominent Beispill ass de Programm „MathemaTIC", wou eebe Mathematik op eng méi spilleresch, ludique Manéier soll ënnerriicht ginn, déi der Liewensrealitéit vun de Kanner a ganz ville Jonken awer virun allem ganz no kënnt, wou de Spilldriff vum Kand a vum Jonke soll genotzt ginn, fir eeben déi komplex an heiansdo dréche Matière vun der Mathematik dach awer op eng aner Manéier kënnen ze léieren.

Wärend der Kris hunn 23.000 Schülerinnen a Schüler dovunner profitéiert. Si konnten op Distanz awer hire Mathematikunterrecht an hir Entwécklung vun de mathematesche Kompetenze weider poursuivéieren, och vun doheem aus. Dat ass e Programm, deen ass vun eis mat entwéckelt ginn, deen ass x-mol ausgezeechent ginn um internationale Plang a vu ganz ville Wëssenschaftler gelueft ginn. Mir hunn och aner änlech Programmer, zum Beispill am Sproocheléieren, déi mer zum Deel och emol selwer entwéckelt hunn, déi mer awer och akaf hunn, de „Sila" zum Beispill, awer och „Babbelbubble". Mir hu Contenuen, déi da ganz spezifesch op Lëtzebuergesch axéiert sinn, wéi zum Beispill beim „Lucilin", dee mer online zur Verfügung stellen, wou et éischter ëm d'Kulturgeschicht hei vum Land geet.

Mir hunn och didaktesch Materialien akaf, fir se dann an digitaler Form de Schüler, den Enseignanten, de Schoulen zur Verfügung ze stellen. Ee prominent Beispill, dat ass déi arte-Léiermediathéik, déi disponibel ass fir all Enseignant, fir all Schüler. Ech denken, datt mer do ganz sënnvoll, héichqualitativ Contenuen zur Verfügung kënne stellen. Ech denken awer och un d'Onilo-Plattform, wou et éischter ëm d'Héierverstoe geet. Ech denken u meinunterricht.de, deen och do ganz flott Léier- an Übungsunitéiten zur Verfügung stellt, déi eis wärend der Kris gehollef hunn, déi awer och doriwwer eraus a virdru scho konnte ganz sënnvoll agesat ginn, sief et emol am Unterrecht, sief et fir deem engen oder anere Schüler nach zousätzlech eppes mat op de Wee ze ginn.

Sécherlech huet eis an der Kris och gehollef, datt mer den Office 365 haten, deen all Enseignant an all Schüler konnt notzen. Do hu mer mat Microsoft e Kontrakt, deen eis eeben erlaabt, esou vill Lizenze kënnen zur Verfügung ze stellen, datt all Schüler an all Enseignant déi Outile vum Office kann notzen. An hei huet virun allem den Teams eis gerett. Den Teams huet eis erméiglecht, datt mer donneschdes konnten decidéieren, d'Schoulen zouzemaachen, a se méindes awer online weidergaange sinn. Hätte mer deen Outil net gehat - do kann ee vu Microsoft halen, wat ee wëllt, do kann ee vun Teams halen, wat ee wëllt -, wär dat sécherlech net esou méiglech gewiescht an den Distanzunterrecht hätt vill, vill méi laang gebraucht, bis en dann iergendwann eng Kéier ukomm wär.

Ech wëll awer kloer ënnersträichen, datt mer net wëllen ofhängeg si vun engem Anbieter do an datt mer ëmmer eng kritesch Distanz zu den Anbieter hunn an och zu hire Produiten an datt mer eenzeg an eleng hei no pedagogeschen Iwwerleeungen a Capacitéite vun deene Programmer a vun deenen Outile jugéieren, wat mer brauchen.

Déi allermeescht didaktesch Materialien, déi online genotzt ginn an zum Asaz kommen, si webbaséiert, dat heescht duerfir och ganz breet asetzbar. Mir hu Kollaboratioune mat grousse Multinationallen op där enger Säit, awer och mat klenge Startuppen, och nationale Startuppen op där anerer Säit. „Didactic Innovations" zum Beispill ass eng Startup gedroe vu Fuerscher vun der Uni Saarbrécken a Paderborn, mat deene mer ganz enk an engem Domän zesummeschaffen. Et gëtt awer och Startuppen hei vu Lëtzebuerg, zum Beispill „LetzMath" - also „Letz" wéi „Lëtz" a „Mathematik" -, déi ganz flott Programmer, och digital Programmer, fir den Asaz vun der Mathematik am Cycle 1 huet. Déi Programmer fanne mer gutt an dann ass et eis eigentlech egal, wien hannendrustécht. A mir kucken dann, datt mer se kënnen asetzen an eise Schoulen.

Ech wëll awer ofschléissend nach e Wuert soen zum Saz, datt d'Maschinn an de Computer hei den Unterrecht oder den Enseignant nach verbesseren. Jiddereen ass sécherlech mat mer d'accord, wa mer bei den Dokter ginn, datt mer do da gären en Dokter hätten, datt mer da gären e Mënsch do hätten, deen eis mat senger Capacitéit a senger Erfarung seet, wat lass ass. Mee mir sinn awer frou, wann deen Dokter Zougréff op gutt Maschinnen an op gutt Computeren huet, déi e bei senger Aarbecht, bei senger Diagnos a bei senger Interventioun och kënnen ënnerstëtzen.

An ech denken, datt et grad esou och an der Schoul muss si beim Enseignant. An déi digital Outilen, och déi artifiziell Intelligenz mëttlerweil, wéi d'Entwécklung eis weist, kënnen dem Enseignant hëllefen, kënnen dem Enseignant virun allem hëllefen, fir vill méi differenzéiert ze schaffen, vill méi en differenzéierte Bléck op d'Entwécklung vum Schüler ze hunn an deementspriechend och säin Unterrecht do kënnen unzepassen. Dat ass eigentlech déi ganz grouss Plus-value vun digitale Léieroutilen, datt ee vill méi differenzéiert nach wéi bei engem Unterrecht, wou den Enseignant eleng, ouni Maschinn an ouni Computer, virun der Klass steet.

Hei kann een och emol individuell Aufgabe ginn, et kann een individuell den Entwécklungsniveau poursuivéieren. De Computer selwer erkennt den Entwécklungsniveau vum Kand a wéi wäit et Aufgabe scho gutt beherrscht a geet dann op den nächste Level, fir da méi schwiereg Aufgaben och kënnen unzebidden. A wann de Computer dann awer erkennt, datt dee Level nach net erreecht ass, da bleift en emol op deem Niveau, wou en ass, an da gëtt dat eeben nach geüübt. An e ka permanent och ëmmer dem Enseignant Informatiounen zur Verfügung stellen, wat den Entwécklungsniveau vum Kand ass.

Dat ass ee Beispill, wéi d'Maschinn, wéi de Computer den Enseignant a senger Aarbecht kann ënnerstëtzen a wéi och den Asaz vun digitalen Outilen den Unterrecht finalement ka besser maachen. A mir wëssen, datt grad den Unterrecht ze differenzéieren an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer esou eng grouss Heterogenitéit an eise Klassen hunn, eigentlech dat Wichtegst ass, wat mer kënne maachen. An do gräife mer dann och op digital Outilen zréck.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Educatiounsminister. An den Här David Wagner huet nach eng Zousazfro.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Minister fir seng Erklärungen. Eng Saach virewech: Ech mengen, de Verglach, deen den Här Minister gemaach huet, tëscht engem Enseignant an engem Dokter, deen hinkt e bëssen. Wësst Der, wann Der eng Rëntge musst gemaach kréien oder eng Operatioun, mee huele mer eng Rëntgen: Et kritt een eng gemaach, well den Dokter an der physescher Incapacitéit ass, mat sengen Aen ze kucken, wat bannent Ärem Kierper virgeet, ausser e kéim vun engem frieme Planéit, wou esou Capacitéite méiglech wieren. Mee ech mengen, dat ass net méiglech zurzäit fir en normale Mënsch. Dat heescht, do sinn et Outilen an der Medezinn, déi natierlech engem Dokter hëllefen, fir Saachen ze maachen, déi en Dokter net ka maachen.

De Problem ass deen: Bei engem Enseignant, do geet et zum Beispill ëm pedagogesch Evaluatiounen, déi, wéi gesot, solle gemaach ginn duerch déi sougenannten Intelligence artificielle. De Problem ass deen, datt Enseignanten an der Mesure sinn - do ginn et jo och Studiegäng derfir -, fir eege

pedagogesch Evaluatiounen ze maachen. An da muss ee sech d'Fro wierklech stellen, awéifern eng artifiziell Intelligenz kapabel ass, réellement eng pedagogesch Evaluatioun ze maachen, fir ze wëssen, wat gutt ass fir e Kand a wat net, well et si soss näischt wéi Algorithmen, déi mat Donnéeë gespeist ginn an déi natierlech gewësse Krittären entsprangen. An ech mengen, datt do tatsächlech déi Intelligence artificielle op deem Niveau superfetatoire ass, étant donné datt Enseignanten dat kënne maachen.

Mee doriwwer eraus, ech hu gesot, ech hat jo eng Fro gestallt ... Et gëtt jo Etüden, déi ganz kritesch si mat der Numeriséierung vun der Schoul, notamment mat der Surexpositioun duerch d'Ecranen an esou weider, souwuel kognitiv Problemer kann dat mat sech bréngen ..., an ech weess, datt et immens vill Startuppe gëtt, Betriber gëtt, déi iergendeppes produzéieren. Et kann ee soen: „Et ass egal, wouhier et kënnt" - ech mengen net!

(Interruption par la présidence)

Mee duerno d'Fro ass: Wou ass déi wëssenschaftlech Evaluatioun, déi richteg onofhängeg wëssenschaftlech Evaluatioun, déi seet, datt mer eng pedagogesch Plus-value kréien domadder? An ech ginn dovunner aus ... Ech géif gäre wëssen, wou een déi kéint gesinn a wou de Ministère se och huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, bei allem Respekt virun enger gudder Portioun Technologieskepsis, déi den David Wagner hei ufëiert, ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Kritik.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- … déi ech zum Deel kann novollzéien, mee deen Horrorzenario, deen den Deputéierten hei skizzéiert huet, dat ass net dat, vun deem ech geschwat hunn. Et wäert keng Zensur an et wäert kee Bilan ausgestallt gi vun engem Computer an den Enseignant wäert dann do net méi intervenéieren. Mir schwätzen da vun zwou verschiddene Manéieren. An dat gëtt et haut net an eise Schoulen an dat wäert et och an eise Schoulen, esou wäit ech op jidde Fall derfir responsabel sinn, net ginn!

Awer den Asaz och vun artifizieller Intelligenz - well dat ass eng artifiziell Intelligenz, zwar keng ganz komplex, muss ech soen, mee awer -, dat kann awer emol zur Verbesserung vum Unterrecht bäidroen, zum Informatiounsfloss bäidroen - jo, Dir hutt d'Beispill vun de Rëntge gesot -, zu enger besserer Erkenntnis vum Enseignant, wou dann de jeeweilege Schüler - an en huet do net nëmmen ee Schüler, en huet eng ganz Klass an en huet vläicht eng ganz Schoul voller Schüler - zu wat fir engem Moment do drun ass, dat kann den Enseignant ënnerstëtzen a senger Aarbecht. An do fanne mer et dann eng sënnvoll Interventioun och vun dem Computer. An duerfir mécht dat Zesummespill tëschent dem Mënsch an dem Computer ..., nëmmen dat kann derzou féieren, datt den Unterrecht och op Dauer gutt bleift respektiv esouguer nach ka verbessert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

7. Question élargie n° 92 de M. André Bauler au sujet de la croissance démographique au Luxembourg, de ses déterminants majeurs et des effets de la pandémie en la matière

Da kéime mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten an dat ass déi erweidert Fro Nummer 92 vum honorabelen Här André Bauler iwwert déi ausschlaggeebend Facteuren an d'Auswierkunge vun der Pandemie op den demografesche Wuesstum. Här André Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Här Wirtschaftsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, an deene leschten 20 Joer ass d'Bevëlkerung vum Grand-Duché ëm méi wéi 200.000 Awunner geklommen. Wärend mer nach am Ufank vum neie Joerdausend bei ronn 434.000 Awunner louchen, si mer mëttlerweil bei bal 635.000 Leit ukomm. Mir liewen an engem polykulturellen Ëmfeld, wéi et esou néierens anescht an Europa ze fannen ass. Déi eenzegaarteg Diversitéit dréit sécherlech zur Attraktivitéit vum Grand-Duché bäi. D'Entwécklung vun der Awunnerzuel ass natierlech och wichteg, fir de gudde Fonctionnement vun eiser Ekonomie an de Räichtum vun eisem Land ze garantéieren. E gesonde Wuesstum ass noutwendeg, fir d'Liewensqualitéit vun eise Bierger laangfristeg ofzesécheren.

Nieft dëse positiven Aspekter bréngt de Bevëlkerungswuesstum awer och eng Rei Problemer mat sech. Un der Spëtzt stinn hei d'Wunnengsnout an d'Iwwerlaaschtung vun de Verkéiersinfrastrukturen. D'Politik muss also no Léisunge sichen, fir e Gläichgewiicht tëscht dem Wuesstum vun der Awunnerzuel an der Mise en place vun de jeeweilegen Infrastrukturen hierzestellen.

An deem Kader wollt ech dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen: Ech wéilt also éischtens gäre wëssen, wat d'Haaptursaache sinn, d'Determinanten, déi de Wuesstum vun eiser Bevëlkerung bestëmmen. Gëtt et eventuell eng Etüd, déi d'Gewiicht vun deene verschiddenen Ursaachen analyséiert an hiert Zesummespill ënnersicht?

Wat sinn d'Follge vum Wunnengsmangel op de Wuesstum vun eiser Bevëlkerung? A wéi huet sech d'Zesummestellung vun den Haushalter an deene leschten zéng Joer verännert?

Duerch d'Entwécklung vun der Stolindustrie koumen um Enn vum 19. Joerhonnert déi éischt Awanderer aus Däitschland an Italien op Lëtzebuerg. Nom Zweete Weltkrich war et virun allem de Bausecteur, deen auslännesch Mataarbechter an de Grand-Duché gezunn huet. An den 90er-Joren ass de Lëtzebuerger Finanz- a Bankesecteur e Magnéit fir auslännesch Talenter ginn.

De Wuesstum vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung ass virun allem op déi wirtschaftlech Attraktivitéit vun eisem Land zréckzeféieren. Duerfir meng zweet Fro: Wéi eng Branchen zéien am Moment déi meeschte Leit op Lëtzebuerg? Gëtt et eventuell eng Etüd, déi de Lien tëscht der Attraktivitéit vun eisem ekonomesche Standuert an dem Wuesstum vun eiser Awunnerzuel ënnersicht?

Ech wollt do opmierksam maachen op eng Etüd, déi de Statec 2005 gemaach hat, e Bulletin 4-2005, deen den Titel dréit „Potentiel de croissance économique et Démographie. Projections 2005-2055", wou also och Projektioune gemaach goufen.

Tëscht 2019 an 2020 sinn d'Immobiliepräisser zu Lëtzebuerg an der Moyenne ëm 15 % geklommen, an dat trotz der Pandemie. Den europäeschen Duerchschnëtt louch dobäi just bei 5,2 %, esou d'Zuele vun Eurostat. Et ass duerfir net verwonnerlech, datt ëmmer méi Lëtzebuerger iwwert d'Grenz wunne ginn, wou d'Präisser natierlech däitlech méi niddreg sinn, och wa se och do klammen.

A menger drëtter Fro wéilt ech also wëssen, wivill Lëtzebuerger den Ament an de Grenzgebidder vun eisen Nopeschlänner wunnen a wéi sech dës Zuel iwwert déi lescht Joren entwéckelt huet.

Et gëtt donieft och Leit, déi zwar wuel zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, mee déi eigentlech guer net hei am Land wunnen. Wivill där Fäll sinn do den Ament dem Statec offiziell bekannt?

Meng véiert Fro betrëfft d'Auswierkunge vun der Pandemie op de Wuesstum vun eiser Bevëlkerung. Mat engem Taux de croissance vun 1,4 % ass d'Awunnerzuel 2020 méi lues geklomme wéi déi fënnef Joer virdrunner. Wat sinn do d'Previsioune fir déi kuerz- a mëttelfristeg Zukunft? Musse mer domadder rechnen, datt de Wuesstumstaux geschwënn nees eropgeet, oder wäerten d'Follge vun der Pandemie, och déi demografesch, nach eng Zäitchen undaueren?

A menger fënnefter a leschter Fro wéilt ech gären e Bléck an d'Zukunft riichten: Kéint den Taux de croissance vun eiser Bevëlkerung laangfristeg erofgoen, wann eis Wirtschaft méi intensiv op de Modell vum Teletravail géif oder kéint zréckgräifen? Sinn eis aktuell Previsiounen also, wat d'Entwécklung vun der Awunnerzuel bis 2050 betrëfft, nach realistesch, wa mer se am Liicht vun der Pandemie kucken?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, e grousse Merci un den André Bauler fir déi Fro hei, fir déi Question élargie. Déi Froen, déi hie gestallt huet, sinn all pertinent, mee se sinn och alleguerte komplex. An et ass net einfach, op all Fro hei eng Äntwert ze fannen, a scho guer net an där limitéierter Zäit vun enger Question élargie.

Et sinn awer Froen, déi vill d'Zukunft vun dësem Land betreffen, an dat sinn alles Sujeten, déi och eppes mat Wuesstum ze dinn hunn, wéi den André Bauler dat gesot huet. An als Wirtschaftsminister sinn ech extreem sensibel op dat Theema, well et an eise strateegeschen, also laangfristegen Iwwerleeungen e Kärpunkt ass.

Fir hei Äntwerten ze preparéieren, hunn ech natierlech de Statec sollicitéiert, awer och den Echange mat der IGSS gesicht. Ech géif gäre meng Äntwert hei an dräi Punkten opgliddere. An ech mengen och, dass ech domat misst op all déi Froe vum Deputéierten op d'mannst agoen.

Fir d'éischt wëll ech kuerz drop agoen, wou mer haut en matière de démographie stinn. De leschte grousse Rapport vum Statec ass vun Enn 2017, wou Projektiounen iwwert déi makroekonomesch an demografesch Entwécklung vu Lëtzebuerg iwwert d'Joren 2017 bis 2060 beschriwwe gi sinn. Ee Constat ass, dass déi Lëtzebuerger Bevëlkerung net wiisst, well mer hei am Land ganz vill Kanner kréien. Haut läit den Taux de fécondité bei 1,37 Kanner pro Fra. Dat war virun der Kris. Wéi Covid-19 sech elo op d'Natalitéit auswierkt, dat steet e bëssen an de Stären. Et gëtt jo heiansdo gesot, dass mam Lockdown souwuel méi Bëbeeë wäerten op eis duerkommen, warscheinlech och méi Divorcen, awer méiglecherweis och d'Natalitéit wäert an d'Luucht goen. A voir, dat musse mer da kucken, wann nach e puer Méint eriwwer sinn.

Op alle Fall ass et esou, dass déi Lëtzebuerger Bevëlkerung doduerch wiisst, dass de Solde vu Leit, déi hei an d'Land wunne kommen, positiv ass. Et zéien also all Joer méi Leit heihinner, wéi der fortginn. 80 % vun der Croissance vun eiser Bevëlkerung kënnt duerch dee Phenomeen. 2019 koumen netto 11.075 Leit duerch d'Immigratioun bäi. Am Verglach waren dat der 1990 deemools 3.942. Wéi gesot, 2020 war e speziellt Joer duerch d'Pandemie. Mee nawell huet ee gesinn, dass nach 7.620 Leit och 2020 hei an d'Land gezu sinn.

Dobäi sollt een och soen, dass net all d'Awunner, déi heihinnerkommen, onbedéngt och heibleiwen, bien au contraire! Am Joer 2020 sinn 22.490 Persounen derbäikomm, et sinn der awer och am selwechte Joer 14.870 erëm fortgezunn. Dat ass e Phenomeen, deen net erstaunlech ass. Deen huet mat eisem internationalen Ëmfeld ze dinn. Mir hu ganz vill international Entreprisen hei, déi temporär Aarbechter, Mataarbechter heihinnerzéien, déi dann e puer Joer hei sinn an dann erëm fortginn. Ech mengen, dat explizéiert dans une large mesure deen dote Phenomeen.

Dir hutt och d'Fro gestallt, wivill Lëtzebuerger am Ausland wunnen. Wann ee sech op d'Donnéeë baséiert vum Registre national des personnes physiques, da liewen haut ronn 100.000 Lëtzebuerger am Ausland. Dat sinn der 27.000 a Frankräich, 24.000 an der Belsch a 17.000 an Däitschland. Do muss een awer direkt soen, dass déi Zuelen och déi Lëtzebuerger beinhalten, déi naturaliséiert gi sinn. Dobäi sinn och ganz vill Leit, déi natierlech ni zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, déi iergendwann eng Kéier naturaliséiert gi sinn, ëmmer am Ausland gelieft hunn an och nach weiderhin natierlech do wunnen.

D'Zuel vun de Lëtzebuerger - an dat ass jo oft déi spannend Zuel -, déi hei am Land schaffen an awer am Ausland, also an der Grenzregioun, wunnen, ass vill méi kleng. D'lescht Joer waren dat 10.960 Persounen. Am Verglach waren dat der 1990 just 1.135. Dat ass awer schonn e Phenomeen, deen also an deene leschten 30 Joer staark zougeholl huet.

Dir hutt och gefrot, wivill Leit offiziell zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn an awer an der Grenzregioun wunnen. Dass et esou Situatioune gëtt, kann ech net ausschléissen. Dat ass awer eppes, wat mer net moossen. An dofir kann ech Iech do beim beschte Wëllen net soen, wivill där Fäll et effektiv och gëtt.

Dat ass eng Demografie, déi ganz kloer net typesch ass. Dat ass eng Demografie, déi och an direkter Verbindung mat eisem Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg steet, dee, wéi gesot, ganz international ass, ganz oppen, awer och e gewëssene Flux à l'entrée an à la sortie mat sech bréngt.

Domat wéilt ech dann och op deen zweeten Deel kommen, nämlech, wéi d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft eis Demografie beaflosst. Déi zentral Fro, déi Der opwerft an Ärer Question élargie, ass déi, ob d'Deierecht vum Wunnen en Afloss huet op d'Attraktivitéit vun der Wirtschaft an ob duerch déi deier Wunnenge méi Leit, wa se dann op Lëtzebuerg schaffe kommen, hei am Land bleiwen oder au contraire sech an der Grenzregioun nidderloossen an dann als Frontalieren heihinner schaffe kommen.

Et ass kloer, dass d'Attraktivitéit vun eiser Wirtschaft eng ganz Rei Facetten huet. Dat ass engersäits d'Internationalitéit vun eisem Land an en internationaalt Ëmfeld. Et ass d'Sécherheetssituatioun. Et si Fuerschung an Innovatioun. Et si gutt Infrastrukturen, zum Beispill an de Beräicher Energie oder awer och Daten. Et ass den trotzdeem nach einfachen Ëmgang mat de Verwaltungen a Ministèren an évidemment och den Niveau vun de Salairen.

De Statec huet kuerz déi Fro, déi Der gestallt hutt, och schonns an enger Revue behandelt, viru Kuerzem, am Mee 2020. Dat ass eng Revue, déi heescht „Les cahiers de la Grande Région". Do soe se entre autres, dass eis Salairen attraktiv sinn, well entre autres de Staat een Drëttel vun de Sozialkäschten iwwerhélt. Wann d'Präisser vun de Wunnengen natierlech esou staark an d'Luucht ginn, wéi mer alleguer wëssen, dass dat hei de Fall ass, dann ass et evident, dass natierlech e gudden Deel vum Avantage vum Salaire ewechbrécht. An d'Leit hu méi d'Tendenz an deem Fall, fir méi wäit ewech wunnen ze goen, also an d'Groussregioun.

Deem steet géigeniwwer, dass doduerch d'Zäit, fir op d'Aarbecht ze kommen, an d'Luucht geet an esou eng Aarbecht zu Lëtzebuerg manner attraktiv gëtt, e Phenomeen, deen een net nëmmen hei huet, deen een op ganz ville Plazen an der Welt huet, wou déi Leit, déi vu wäit hierkommen, sech iergendwann eng Kéier d'Fro stellen, ob et sech nach rentéiert au vu vum Salaire awer och au vu vun deenen Externalitéite vum Trajet, vun der Deierecht an esou weider, fir iwwerhaapt nach eng Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg unzehuelen, woubäi dat natierlech och ëmmer alles domadder zesummenhänkt, wou d'Leit effektiv och schaffen, ob se am Zentrum vum Land schaffen oder éischter laanscht d'Grenzen.

Dauerhaft deier Wunnengspräisser kënnen also ganz wuel e Facteur ginn, fir eise Wirtschaftswuesstum negativ ze beaflossen. Dat ass op alle Fall emol d'Konklusioun vum Statec. À l'inverse ass et natierlech och esou, dass d'Deierecht vun eise Wunnengen och doduerch ugeheizt gëtt, dass eng ganz Rei vun deene Leit, déi heihinner schaffe kommen, insbesonnesch, wat se méi zentral schaffe kommen, finanziell gutt gestallt sinn, dat heescht, éischter Leit sinn a Menagë si mat héije Revenuen. Dat ass natierlech och e Phenomeen, deen dann à l'inverse eis Präisser op eisem Wunnengsmaart nach unheizt.

Viru Kuerzem huet e Representant vun enger Patronatsfederatioun vun engem Monaco vum Norde geschwat, wann een effektiv haaptsächlech an dem Service Ekonomie Leit heihinnerzitt - d'Finanzplaz, dat sinn alles Leit mat héije Revenuen. An do ass ganz kloer och e Verdrängungsphenomeen vu Leit mat méi niddrege Revenuen, vu Jonken, vu Kreativen, déi sech dee Moment hei zu Lëtzebuerg net méi onbedéngt eng Wunneng kënne leeschten. Dat ass och en Effet vun eiser Wunnengsproblematik, deen een net soll negligéieren an deen och à long terme enger Wirtschaft an engem Land sécher net guttdeet.

Eng ofschléissend Äntwert ze ginn hei zu deem Problem ass natierlech nach net méiglech. Mee ech mengen, dass een déi Froe misst weider verdéiwen. Well Dir hutt ganz Recht, dat huet ganz staark mat eisem Wuesstum ze dinn, mat eisem qualitative Wuesstum. An ech mengen, dat sinn alles Froen, déi ee sech am Kader vum PIB du bien-être soll a muss stellen.

Ech denken och, dass een an Zukunft misst moosse kënnen, och en termes vun CO_2-Ausstouss, fir besser ze verstoen, wéi eng Situatiounen zu manner Energieverbrauch wéi zum Beispill och CO_2-Ausstouss féiere kéinten.

Fir ofzeschléisse wéilt ech ganz kuerz op Är lescht Fro agoen, a wéi wäit dann elo d'Pandemie wäert eis Demografie beaflossen. E Bléck an d'Zukunft ass natierlech net einfach. Ech hu virdru scho gesot: Dass d'Immigratioun an den Nettosolde tëscht neien Arrivéeën an Departen d'lescht Joer an der Kris erofgaange sinn, huet natierlech mat den Incertituden um Aarbechtsmarché ze dinn, mat all de Restriktioune fir ze reesen an esou weider. Mee trotzdeem sinn nach netto méi Leit heihinnerkomm, trotz engem Krisejoer.

Wäert den Teletravail en Afloss hunn op d'Demografie? Dat ass bal schonn, wéi an eng Kristallkugel ze kucken, an à ce stade schwéier ze beäntweren. Haut läit de Gebrauch vum Teletravail duerch déi sanitär Restriktioune relativ héich. Perséinlech sinn ech och iwwerzeegt, dass en Deel vun deem Teletravail wäert bleiwen. Mir wëssen alleguerten, wéi dat elo fonctionéiert mat Zoom, Webex, Skype et compagnie, mee dass dat de perséinleche Kontakt ganz kann ersetzen, dat mengen ech ganz sécher net. Ech mengen, dass et duerno wäert op e Modell higoen, wou mer zum Deel Teletravail wäerte maachen an zum Deel wäerten en présentiel op der Aarbecht sinn. An deem Fall wäert natierlech dann och d'Demografie manner impaktéiert ginn duerch den Teletravail.

Här Bauler, ech kann net all Är Froe beäntweren, mee mir wäerte villes eréischt an e puer Joer wëssen. Déi Froe vun der Demografie sinn awer effektiv wichteg an zentral. An ech mengen eigentlech, dass mer eis vill méi oft missten och mat deem Theema hei zu Lëtzebuerg beschäftegen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här André Bauler fir eng Zousazfro.

M. André Bauler *(DP).*- Jo, merci, Här President. A merci, Här Minister, fir all déi do Erklärungen an datt Der mech drop opmierksam gemaach hutt, wat fir eng rezent Publikatiounen et nach vum Statec gëtt. Ech hat déi vun 2005 hei evoquéiert. Et gouf och nach eng vun 2014: „La société luxembourgeoise dans le miroir du recensement de la population". An ech wëll och hei dem Statec a senge Beamten en häerzleche Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi si hei maachen. Mee well Der et selwer elo gesot hutt a well d'Thematik komplex ass - si ass villschichteg -, wollt ech Iech just froen, ob an deem Sënn géif am Kader vum Statec a vläicht och doriwwer eraus a Kollaboratioun mat der Uni dru geduecht ginn, fir méi cibléiert op dësem Theema ze

schaffen a fir doduerjer vläicht déi verschidde Facettë méi reng nach kënnen ze nuancéieren oder ze „dissequéieren“, wéi d'Chirurgen dat géifen nennen.

Merci, Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, ech hunn dat gesot. Ech mengen, dat soll een effektiv méi prezis studéieren. Dat huet mat deem PIBien-être ze dinn, iwwert dee mer jo reegelméisseg hei schwätzen, awéifern mer och effektiv nach en Nettogain hunn duerch déi Zort vu Croissance. An ech mengen, dass mer do effektiv all d'Facteure sollten mat eranzéien, sief et den Trafick, sief et d'Deierecht vun de Wunnengen, och wéi gesot déi Verdrängungseffekter, déi duerch dee Phenomeen do kommen. Dat ass eng komplex Analys, déi multifaktoriell ass. Mee ech mengen effektiv, dass de Statec souwisou schonn dorobber schafft, well se och am Kader vum PIBien-être an nächster Zäit vill méi detailléiert wäerten all déi verschidde Krittäre vun deem PIBien-être analyséieren an do gehéieren déi dote Saachen och alleguerten derzou. An ech sinn iwwerzeegt, well ech de Statec a säin Direkter gutt kennen, dee sensibel ass op déi do Froen, dass déi nach vill méi no wäerten ënnert d'Lupp geholl ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot.

8. Question élargie n° 96 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir du site sidérurgique de Dudelange

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 96 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Zukunft vun der Diddelenger Schmelz. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Wirtschaftsminister, ech hätt eigentlech léiwer déi ganz Thematik, déi komplizéiert ass, am Kader vun enger Wirtschaftskommissioun nach eng Kéier erläutert.

Allerdéngs muss ech Iech soen, datt ech extreem frustréiert war déi leschte Kéier, wéi mer gefrot haten, fir dee Punkt op den Ordre du jour vun der Wirtschaftskommissioun ze kréien. Deemools ass direkt am Ufank vun der Sitzung de Secret de délibération decidéiert ginn. An ech wëll och direkt soen: Ech hunn a sech kee Problem, datt e Secret de délibération kënnt, wann da prezis a punktuell Punkte sinn, déi wierklech musse confidentiel behandelt ginn. Ech hunn awer e Problem domat, datt, wann een dann herno déi ganz Sitzung Revue passéiere léisst, een d'Impressioun huet, datt een näischt Neies gewuer ginn ass ausser dat, wat ee virdrun an allméiglechen internationalen an nationalen Zeitunge konnt liesen. An duerfir huet meng Fraktioun, an ech och, decidéiert, datt mir an Zukunft kee Secret de délibération méi akzeptéieren, ausser mir kréien dat wierklech punktuell justifiéiert an et gëtt och gesot, firwat datt do d'Confidentialitéit muss spillen.

Et ass net esou, datt hei d'Chamber kann e Maulkuerf ugedoe kréien. Mir konnten duerno ..., an ech schwätzen net nëmmen a mengem Numm, mee och am Numm vun allen aneren Deputéierten, och allen aneren Oppositiounsdeputéierten. Mir konnten eis emol net an der Press artikuléieren, well de Secret de délibération do decidéiert ginn ass. Duerfir, dat akzeptéiere mer an Zukunft net méi an duerfir muss ech dann haut nach eng Kéier à charge kommen an eng Question élargie zu där ganzer Thematik stellen.

Ech mengen, ech wëll elo net méi op de Fong vun der Saach agoen. Deen ass schonn amplement kommentéiert ginn an deen ass och bekannt. Ech wollt eigentlech un den zoustännege Minister eelef Froe stellen, wou ech och frou wier, wann ech eng Äntwert géif kréien.

Den Här Fayot hat gesot, datt sech d'Situatioun all Dag géif änneren an deem Dossier. Duerfir wier ech frou, wann en eis da vläicht kéint e klengen Update maachen, wou mer dann haut ganz genau elo dru sinn.

Zweet Fro: Et lafen anscheinend och permanent Diskussioune mat GFG Alliance. Dat ass also dee Grupp, dee Proprietär ass. Do wier ech och frou, vum Här Fayot ze héieren: Wou ass d'Regierung an deenen Diskussiounen drun?

Eng drëtt ganz wichteg Fro: d'Diskussiounen, déi mat der Wallonie hei geféiert ginn. Mir wëssen, datt déi zwee Stolwierker Diddeleng a Léck nëmme kënnen zesumme fonctionéieren. An duerfir ass et wichteg, datt déi Gespréicher lafen, net nëmme mat der Wallonie, mee och mat de Responsabele vu Léck. An och do wollt ech wëssen: Wou si mer genau drun?

Eng véiert Fro: De Minister hat gesot, datt en d'SNCI chargéiert hätt, fir eng Rei Pisten a Weeër ze sichen. Och do géif ech mer wënschen, datt mer vläicht haut e puer Explikatioune méi géife kréien. Wou ass d'SNCI an hirer Resultatsfindung drun? A kann de Minister eis do vläicht schonn eng Rei méi Prezisioune ginn?

Eng fënneft Fro, déi huet mam Réckkaf vun Diddeleng ze dinn duerch ArcelorMittal. Ech mengen zwar net, datt dat geet, wollt awer trotzdeem och dozou nach eng Kéier d'Positioun vum Minister héieren.

E sechste Punkt: Et gëtt gesot, datt anscheinend d'Liwwerungen un d'Clienten alleguer gestoppt gi wieren. Ech wollt de Minister froen, ob en déi Informatioun ka confirméieren, an och froen, wat dat fir de gudde Fonctionnement vu LIBERTY Steel bedeit.

Dann eng siwent Fro, an dat ass vläicht mat déi wichtegst: Sinn d'Paie vun deenen iwwer 200 Leit, déi fir LIBERTY Steel schaffen, garantéiert, net nëmmen elo fir de Mount Mee, mee och fir déi nächst Méint?

Dann déi aacht Fro: Ech hu gelies, datt de Minister eng Nationaliséierung vu LIBERTY Steel, also hei zu Diddeleng, net total ausgeschloss huet. Ech wollt also nach eng Kéier froen: Ass dat le cas échéant eventuell eng Optioun, déi een an d'A faasst?

Dann eng néngt Fro: Ech hunn an der Press gelies, ech soen dat zwar mat aller Virsiicht, mee dat stoung op jidde Fall do nozeliesen, datt anscheinend am Kader vun de Covidmesuren hei 20 Milliounen Euro gefloss wieren. Ech wollt just froen: Ass dat richteg? Kann de Minister dee Montant bestätegen? A wa jo, wéi geet et dann eventuell mat der Recuperatioun vun deene Milliounen Euro virun, well dat dierft jo méi wéi schwéier ginn?

Dann eng zéngte Fro: Entre-temps ass e Liquidateur do bestëmmt ginn, d'Firma Grant Thornton. An déi huet anscheinend dozou opgefuerdert, datt all d'Rechungen direkt géifen un de Liquidateur, dat heescht net méi un d'Firma selwer, bezuelt ginn. An dorauser ergëtt sech natierlech dann och déi ganz Diskussioun iwwert de Site Diddeleng, deen eventuell do kéint als Gage oder als Faustpfand benotzt ginn. Ech mengen, dat ass eng vun deene gréisste Suergen, déi mer alleguerten hunn. Do wollt ech och nach eng Kéier d'Positioun vun der Regierung a vum Minister kréien.

An dann, lescht Fro, awer net onwichteg: De Minister hat zu Recht ënnerstrach, datt d'Konkurrenzrecht um Niveau vun der Europäescher Unioun onbedéngt misst iwwerschafft an iwwerholl ginn. An do war jo anscheinend gëschter den Här Thierry Breton hei, den zoustännege Kommissär, an ech wollt do wëssen, ob d'Regierung an den Här Fayot dee Sujet LIBERTY Steel och mam Här Breton erläutert hunn a wéi et konkreet och virugeet mat enger Reform vun deem Konkurrenzrecht.

Ech soen Iech schonn e grousse Merci fir Är Äntwerten.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Laurent Mosar villmools Merci a ginn d'Wuert un d'Regierung, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci och dem Laurent Mosar fir seng Fro oder éischter seng eelef Froen. Bon, hie stellt mer elo haut hei Froen en séance plénière, wou mer virun net allze laanger Zäit de Secret de la délibération haten an enger Chamberskommissioun, well mer et effektiv hei ze dinn hu mat engem Dossier, deen en cours ass, dee komplex ass, wou mer Negociatioune féieren, deen, wéi ech dat d'lescht Woch gesot hunn an enger Äntwert op d'Fro vum Dan Biancalana, ganz vill Ramifikatiounen huet, international Ramifikatiounen eran an déi Faillite vu Greensill, wou mer nach, muss een awer trotzdeem drun erënneren, e Proprietär hu vun deem Wierk, GFG Alliance, den Här Gupta, dee fir de Moment ëmmer nach Proprietär ass, mat deem een also muss schwätzen, quitte dass een hannendrun eng Situatioun huet vu Greensill, wou effektiv e Liquidateur ass, deen eng Rei Gagen huet an deen déi gegeebenefalls och à un certain moment kann zéien.

Dat heescht, et ass eng ganz delikat Situatioun, wou mir ëmmer nach a wou ech en continu mat mengen Ekippe ganz enk a Kontakt si souwuel mam Aktionär wéi och mat der Direktioun vu LIBERTY Steel Diddeleng a Léck, och an Diskussioun si mat der Région wallonne a mam Cabinet vum Willy Borsus, mat deem mer nach dës Woch geschwat hunn. Dir wësst, oder Dir wësst net, dass et an der Wallonie eng Procédure judiciaire gëtt, wou e Conciliateur genannt war oder en, ech weess net genee, wéi en heescht, mee am Kader vun dem belsche Faillitterecht, deen do no enger Léisung gesicht huet. Si sinn also nach an e bësse méi enger wackeleger Situatioun wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Och do si mer am enke Kontakt fir ze kucken, wéi mer effektiv au vu vun deem Fonctionnement en binôme vun Diddeleng a Léck, wéi et jo, zanter dass LIBERTY Steel iwerholl huet, fonctionéiert, kucke kënnen, dass déi zwee Wierker weiderfonctionéieren.

Dir wësst, dass dat fir de Moment alles au ralenti dréit. LIBERTY Léck ass nach op ongeféier 40 % vun hirer Capacité de production. Dat huet mat Approvisionnementsproblemer ze dinn. Dat ass sécher keng gutt Situatioun, huet och Repercussiounen op Diddeleng, well déi maachen den Travail à façon fir LIBERTY Léck. Ech hunn allerdéngs keng Kenntnis, muss ech lech elo hei éierlech zouginn, dass do elo Liwwerunge gestoppt gi wäre vun Diddeleng. Dat géif mech e bësse wonneren. Dat ass awer eppes, wat ech sécher wäert nochecken.

Mir sinn och am enke Kontakt en continu mat deenen zwou Gewerkschaften, déi vertruede si bei LIBERTY Steel, déi natierlech och Informatiounen um Terrain hunn aus der Beleegschaft eraus, déi fir eis immens wäertvoll sinn an all deenen Diskussiounen.

D'Paie si garantéiert bis Enn des Mounts. Doriwwer eraus, effektiv, muss ee kucken, wéi déi Finanzementer wäerten ausgesinn, fir dat och weiderhin ze garantéieren. Dat heescht, mir sinn effektiv elo hei an entscheedende Wochen, wou sech erausstellt, ob LIBERTY Steel Diddeleng nach ënnert dem aktuellen Aktionär ka weiderexistéieren oder ob mer alternativ Léisunge musse fannen, alternativ Léisungen, un deene mer och ganz aktiv schaffen - ech hunn dat scho gesot -, fir dass mer dat Wierk och kënnen ënnerstëtzen duerch déi ëffentlech Hand op eng Aart a Weis oder eng aner.

Do gëtt et vill Méiglechkeeten. Et muss e Plan industriel do sinn. Et muss also eng, jo, et muss eng Zukunft bestoe fir déi Aktivitéit, soss, mengen ech, ass et ganz schwéier fir de Lëtzebuerger Staat, fir do einfach Suen dran ze investéieren, ouni ze wëssen, wou d'Rees och higeet.

Mir sinn, wéi gesot, op all deenen Aspekter, sief et déi finanziell Analys, sief et och déi juristesch Analys, ganz aktiv drop engagéiert, souwuel a mengem Ministère wéi och duerch eng SNCI, déi hei um Dossier drop ass. An dat ass dat, mengen ech, wat ech lech kann à ce stade dozou soen. Ech realiséieren, dass dat nach net ganz vill méi ass wéi dat, wat ech d'lescht Woch hei dem Dan Biancalana geäntwert hunn. Mee et ass eng ganz evolutiv Situatioun.

Dir wësst, wann Der all Dag d'„Financial Times“ liest oder aner international Press, dass natierlech deen Här Gupta no neie Finanzementssourcë sicht fir säi Grupp. Dir wësst och, dass d'Häerz vu sengem Grupp net an Europa onbedéngt ass a sécher net zu Lëtzebuerg oder an der Belsch, mee éischter an Australien, wou een elo liest, dass en e Finanzement fonnt hätt, fir déi Aktivitéit ofzesécheren. Mee dat anert, dat ass nach alles fir de Moment amgaangen, diskutéiert ze ginn, an do schaffen, wéi gesot, eng ganz Rei Consultanten, Leit drop fir ze kucken, ob et do e Way out gëtt.

Wat d'Konkurrenzrecht ugeet, esou hat ech effektiv e Méindeg d'Geleeënheet, mam Thierry Breton och dat heiten ze evoquéieren. Ech sot em ganz kloer, dass dat heite fir eis e Riseproblem wär, dass dat heiten eppes ze dinn hätt mat engem an eisen Aen obsoleete Konkurrenzrecht, engem obsoleete Contrôle des concentrations, deen et net erlaabt ..., haaptsächlech an deem aktuelle Kontext, wou mer jo ganz vill iwwert d'Reindustrialiséierung vun Europa schwätzen, wou mer iwwer „reshoring“ vun der Industrie haaptsächlech a strateegesche Beräicher wéi am Stol schwätzen, dass dat eis wierklech e groussen ..., dass mer eis en fait domadder an de Fouss schéisse mat deem Konkurrenzrecht an dass sengerzäit, wéi déi Ilva-Transaktioun gemaach ginn ass, natierlech och do d'Kommissioun e Rôle gespillt hätt an och eng Responsabilitéit an deem Dossier hätt, an dass ech frou wär, wann d'Kommissioun géif mat där néideger Flexibilitéit deen Dossier do kucken an och all Solutioun, déi mer méiglecherweis hei zu Lëtzebuerg géife fannen an deem Dossier, fir aus deem Mëssel do erauszekommen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dee Message gutt ukomm ass beim Thierry Breton, well et e Mann ass, deen d'Industrie gutt kennt, deen eng Sensibilitéit derfir huet, deen och scho sengerzäit, wéi e Minister war a Frankräich, ganz änlech Positioune vertrueden huet. Ech kann natierlech net versprieche, dass dat iwwerall an der Kommissioun esou gesi gëtt, well mir wëssen, dass et och do aner Analyse gëtt zu deenen dote Froen, haaptsächlech vum Point de vue vum Konkurrenzrecht. Mee de Message ass op alle Fall duerchgaangen an ass, mengen ech, och gutt ukomm. A mir wäerten och do ganz kloer um Ball bleiwen, wéi och scho meng Virgänger dat gemaach hunn.

Dat ass, mengen ech, dat, wat ech Iech elo hei op Är Froen à ce stade kann äntweren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Vu datt de Minister hei ass, kéime mer dann elo zur Diskussioun vun deenen zwou …

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Jo, Här Mosar, Dir hat schonn iwwer eng Minutt iwwerzunn, wéi Dir Är Froe gestallt hutt, soudatt Der keng Zäit méi hutt. Ech ginn Iech dann nach just d'Wuert fir eng kuerz Zousazfro. Dir stellt dann nach ëmmer fënnef Froen hannendrun. Dir däerft eng Minutt héchstens nach schwätzen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee, Här President ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, Här Mosar, Dir musst probéieren, lech ëmmer e bëssen an deem Reegelwierk, wat dat heiten Haus sech ginn huet, ze beweegen, an net probéieren, lénks a riets dat wëllen ze contournéieren.

Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also, Här President, Dir kennt mech. Ech sinn e ganz räsonabele Mënsch. Ech muss allerdéngs soen: Ech hunn dem Här Fayot eelef Froe gestallt an en huet vun deenen eelef Froen op siwen oder aacht geäntwert, woufier ech em och Merci soen.

Ech mengen, ech hunn awer e Recht als Deputéierten, datt zumindest déi Froen, déi ech do um Riednerpult stellen, datt ech déi awer alleguerte beäntwert kréien. An duerfir wëll ech mer awer erlaben, der dräi nach eng Kéier ze stellen, déi awer net onwichteg sinn.

Déi éischt Fro ass iwwer en eventuellt Réckkafrecht vun ArcelorMittal. Perséinlech mengen ech och als Jurist, datt dat net geet. Ech wollt awer trotzdeem do och nach eng Kéier d'Gefill an d'Äntwert vum Wirtschaftsminister héieren.

Déi zweet Fro ass déi vun enger eventueller Nationaliséierung, déi de Minister an Interviewen zumindest net total ausgeschloss huet.

An déi drëtt, an dat ass vläicht awer wierklech déi wichtegst, Här Wirtschaftsminister, dat ass déi: Wann et wierklech zu enger Faillite géif kommen, och hei zu Lëtzebuerg, wär dat an deem Sënn dramatesch, an do si mer alleguerten d'accord, datt dat ganzt Wierk zu Diddeleng dee Moment an d'Mass vun der Faillite, vun der Liquidatioun géif falen. An do wär ech awer frou, wann Der mer wierklech nach eng Kéier kéint soen, ob mer och do amgaange sinn, Dir, de Ministère, awer och d'SNCI, eventuell no Weeër ze sichen, sollt dat geschéien, net datt mer do eng Stee kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Bon, fir d'éischt wollt ech dem Här Mosar soen, wann ech siwe vun eelef Froe beäntwert hunn, dass dat awer guer net schlecht ass.

(Hilarité)

Et kënnt alt emol vir, dass Der Froen hei stellt an dass Der guer keng Äntwert kritt. Dat heescht, siwe vun eelef ass kee schlechte Score. Dir stellt mer dann zwou Froen nach eng Kéier an Dir stellt mer nach eng nei Fro och derbäi. Dat heescht, dat sinn dann zwielef Froen.

Bon, de Réckkaf vun Diddeleng duerch ArcelorMittal, Dir wësst, dass dat eppes ass, wat erëm eng Kéier ze dinn huet mat deem Kontext, wéi deemools dat Wierk verkaf ginn ass, wat mat Konkurrenzrecht ze dinn huet, mat Oplage vu Bréissel. Dat ass eng relativ komplex juristesch Fro, op déi ech lech à ce stade och nach keng definitiv Äntwert ka ginn.

Et wär natierlech op alle Fall de prime abord eng Léisung, déi jiddwerengem géif gutt gefalen, mee et muss ee préiwen, ob dat eng Méiglechkeet ass. Do gëtt et, wéi gesot, eng Partie juristesch Froen, déi nach net beäntwert sinn.

Eng Nationaliséierung? Bon, ech si jo ..., fir mech als en Nostalgiker vun der éischter Period vum François Mitterrand sengem éischte Septennat ass dat eng Mesure, déi mer net onsympathesch ass, mee et ass, mengen ech, eppes, wat mer elo à ce stade an deem Sënn net envisagéieren. Wat ëmmer méiglech ass a wat d'SNCI jo schonn des Ëftere gemaach huet an der Vergaangenheet, dat ass, dass se Participatioune geholl huet, strateegesch Participatiounen a Betriber, wou eng Participatioun huet misse cedéiert ginn a Krisekontexter.

Mir hate viru Kuerzem Diskussiounen iwwer Paul Wurth. Dat ass ee Beispill dovunner. Mir haten eng Rei Banken, déi hu misse gerett gi wärend der Finanzkris, dat ass en anert Beispill, soudass dat doten eppes ass, wat sécher eng Méiglechkeet ass, wat een Instrument ass, wat mer hunn a virun deem ech mech och sécher net verschléissen. An ech mengen, dass och de Rescht vun der Regierung sech absolutt net do virdru verschléisst.

Bei enger Faillite, bon, dat ass natierlech e bëssen de Worst-Case-Zenario. Dir hutt Recht an Ärer Analys: Wann eng Faillite ass, da kënnt e Curateur, da fält dat alles an d'Mass. An dann, voilà, dann huet een am Fong vun deem Point de vue en neit Spill, wou een da muss kucken, wat mat deenen Avoire geschitt, awer natierlech och mat deem Passif, deen een dann huet. Mee dat ass natierlech eng Situatioun, déi mer am allerléifste géife vermeiden. Voilà.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot.

9. Motion de M. Yves Cruchten concernant la garantie d'un accès équitable aux vaccins

Motion de M. David Wagner concernant le soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle

(Motion de M. Yves Cruchten déposée en séance publique n° 51 du 29 avril 2021 - à consulter en page 755 de ce compte rendu)

(Motion de M. David Wagner déposée en séance publique n° 46 du 23 avril 2021 - à consulter au compte rendu n° 20/2020-2021 en page 672)

Da komme mer zu deenen zwou Motiounen, déi déi lescht Woch respektiv déi Woch virdrun deposéiert goufen, iwwert d'Vaccinen am internationale Kontext a wou et notamment och ëm d'Proposition de dérogation temporaire vun Indien geet. Ech géif dann direkt dem Här Yves Cruchten d'Wuert ginn.

Exposé

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Merci villmools, Här President. Ech muss virausschécken, dass mer effektiv elo haut iwwer zwou Motioune schwätzen, mee eigentlech sinn et der dräi, well ech géif gären d'Kolleegen nach eng Kéier drun erënneren, dass de Kolleeg Sven Clement schonn ugangs Mäerz eng Motioun eragereecht hat, wou en och déi Diskussioun lancéiert huet iwwer en temporäert Opmaache vun de Breveten op de Vaccinen.

Mir waren eis do ganz séier eens gi fir ze soen: „Kommt, mir diskutéieren dat an der Chamberskommissioun!" Dat hu mer och du gemaach. Mir hunn an der Chamberskommissioun doriwwer diskutéiert. Den Här Fayot a senger Capacitéit net nëmmen als Wirtschaftsminister, mee och als Kooperatiounsminister ass komm a mir konnten eis eng ganz Sitzung laang mat där Thematik, déi wierklech komplex ass, ausernanersetzen.

Mir sinn dunn zesummekomm, mir hunn du gesot, mir géife probéieren, eng gemeinsam Motioun dorauser ze maachen, déi mer elo haut um Ordre du jour hunn an iwwert déi mer wéilten ofstëmmen. Ech wéilt duerfir dem Sven Clement Merci soen, mee ech wëll awer och dem David Wagner Merci soen, deen huet elo zu deem selwechten Theema nach eng liicht ofgeännert Motioun eragereecht, déi mer elo zesummen traitéieren. An ech mengen awer, d'Thematik, déi dat heite behandelt, déi betrëfft eis all an déi läit eis alleguerten um Häerz.

Ëm wat geet et, an ech mengen, do hu mer och an der Chamber hei e gemeinsaamt Zil? Et geet drëms, fir am Endeffekt iwwerall op der Welt e gudden a wa méiglech och e séieren Zougang zum Impfstoff ze garantéieren. Elo héieren ech dacks: „Dat ass jo an eisem eegenen Interessi, fir dat ze maachen, well et kéint jo sinn, dass soss nach iergendanzwousch anescht an der Welt och Mutatiounen entstinn an dann erëm zréck bei eis an Europa kommen." Dat si sécher Iwwerleeungen, déi ee ka féieren.

Ech géif awer mengen, dass virdrun eng vill méi wichteg Iwwerleeung muss kommen, dat ass, festzestellen, dass et eng Pandemie ass, dass et hei jiddwereen, all Mënsch op dësem Planéit, betrëfft an dass et eng Fro vu Mënschlechkeet ass, eng Fro vu Solidaritéit, dass mer eis een deem aneren hëllefen, wa mer aus där Situatioun wëllen erauskommen. Well et ass e globale Problem an net nëmmen en europäeschen oder en nationale Problem.

An ech wéilt an deem Kader och nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Europäesch Unioun déi Solidaritéit weist. D'Europäesch Unioun exportéiert ongeféier d'Hallschent vun deene Vaccinen, déi hei op hirem Territoire produzéiert ginn, an d'Ausland. An dass dat net selbstverständlech ass, dat gesi mer, wa mer op déi aner Säit vum grousse Pull kucken, do gëtt näischt exportéiert, keng Dosis gëtt vun do aus an d'Welt exportéiert. A souguer ginn do elementar wichteg Bausteng, fir Vaccinen hierzestellen, zréckgehalen. Ech mengen, et ass awer wichteg, dat eng Kéier kloer hei ze soen.

D'Fro, wou mer eis vläicht ënnerscheeden ..., an ech schécke viraus: Déi gemeinsam Motioun, déi mer hei hunn, déi gëtt vun alle Parteie mat deposéiert, déi ass vun alle Parteien ënnerschriwwe mat Exceptioun vun de Kolleege vun déi Lénk, well déi jo dann an hirer Motioun nach e Schratt méi wäit wëlle goen. Mee duerfir ass d'Fro: Wéi maache mer dat? Geet et do duer fir ze soen: „Mir hiewen d'Rechter op de Patenter op, fir dass iwwerall kann Impfstoff produzéiert ginn"? Dat ass déi Fro, déi mer laang a breet diskutéiert hunn an der Kommissioun a wou mer och eigentlech festgestallt hunn, dass et méi wichteg ass - wéi just d'Patenter opzehiewen -, derfir ze suergen, dass den Technologietransfer an der Welt geschitt an dass och den Transfer vum Knowhow vun der Produktioun vun de Vaccinen doruechter an d'Welt kënnt.

Also kommt, mir mussen eis awer bewosst ginn: De Vaccin, dat ass net d'Rezept vu Coca-Cola, wat een iergendzwousch kann hischécken an da gëtt et op enger anerer Plaz agefëllt. Dat ass schonn awer e bësse méi komplex!

Ech weess, dass dat net ëmmer glécklech ass, fir Vergläicher ze maachen, ech traue mech dann elo awer. Mee wann ech elo mol einfach d'Beispill huelen, ech hätt en Dëmpel, wou ganz vill Fësch dra sinn, an et kënnt ee bei mech a seet: „Ech sinn nawell hongereg. Gëss de mir wannechgelift d'Lizenz, fir kënne bei dir am Dëmpel ze fëschen?", an ech sinn och nach esou gutt a soen: „Hei hues de d'Lizenz, du däerfs bei mir fëschen", dann hunn ech där gudder Persoun awer net gehollef, wann ech hir net zäitgläich och eng Aangel ginn an hir och nach weisen, wéi ee fëscht.

D'Motioun, déi mer duerfir haut proposéieren, ass e bësse méi breet wéi dat. Mir ënnerstëtzen d'Regierung, well mir hätte gären eng Ënnerstëtzung vun all den Initiativen a Programmer, déi op internationalem Niveau geholl ginn, déi hëllefen, fir d'Impfstoffer iwwerall an d'Welt ze kréien - et denkt een do besonnesch un d'Situatioun vun den ekonomesch méi schwaache Länner. Wichteg ass awer ze wëssen oder gutt ass ze wëssen, wann ee sech e bësse mam Theema ausernanersetzt, dass eigentlech schonn op alle Kontinenter Coronaimpfstoffer haut produzéiert ginn.

Mir ruffen awer och d'Regierung op, all Positioun vun der Europäescher Unioun bannent der Welthandelsorganisatioun ze ënnerstëtzen, fir d'Situatioun ze verbesseren, sief dat duerch dësen Transfer vun Technologië respektiv dem Wësse respektiv awer och, wann dat sech ergëtt, duerch en temporäert Ophiewe vun de Lizenzen.

Ech géif nach eng Kéier Merci soen all de Kolleege vun deenen anere Parteien, déi déi Motioun hei matdroen, den zwee éischten Auteure vun de Motioune Merci soe fir hir Initiativ. An ech géif awer och gären der Madamm Stéphanie Empain Merci soen, déi gehollef huet, déi gemeinsam Motioun hei textuell besser ze maachen, wéi se am Ufank war. Duerfir nach eng Kéier e grousse Merci. An ech ginn dann och direkt den Accord vun der LSAP zu där Motioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten.

An da ginn ech d'Wuert un den Här David Wagner.

Discussion générale

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Ech presentéieren eis Motioun net erëm eng Kéier, well dat gouf scho gemaach. Et ass richteg, datt d'Motioun vun der Majoritéit u sech enger Initiativ vun de Piraten entspréngt, wou et drëms gaangen ass, fir Licence-obligatoiren u sech méiglech ze maachen, wat eppes anescht wéi eng Levée temporaire ass vun de Breveten.

Allerdéngs wéilt ech awer och nach soen: Et gëtt nach eng aner Nuance. An eiser Motioun geet et net nëmmen ëm d'Vaccinen. Et geet och ëm all aneren Apparat, deen am Kampf vum Covid néideg ass. Et geet jo och net nëmmen ëm Entwécklungslänner. E Beispill: Virun engem Joer ongeféier haten an der Lombardei an Italien, wat jo net grad en Entwécklungsland ass, wat e Land ass, dat iwwer industriell Capacitéite verfüügt, zwee Ingenieuren ugefaangen, mat engem 3D-Printer Beootmungsinstrumenter ze drécken, fir déi de Spideeler ze ginn, fir datt se d'Leit méi séier kéinte beootme loossen. Si hunn awer missen ophalen, well se d'Breveten net hate vun deene verschiddene Piècen. Wivill Leit dowéinst gestuerwe sinn, wësse mer net. Mee dat ass awer eng Realitéit.

De Problem, Här President, dee mer hu mat der Motioun vun der Majoritéit, déi och vun der CSV a vun de Piraten ënnerschriwwe gouf, ass deen: Ob mer se stëmmen oder net stëmmen, ännert strictement näischt. Si ass u sech nëtzlos. Et gëtt geschwat: „Mir mussen alles ënnerstëtzen, fir den Transfert de technologie ze maachen." Et gëtt gesot: „Jo, Patenter, dat ass elo net dat, wat wichteg ass. Méi wichteg sinn d'Produktiounscapacitéiten, méi wichteg ass den Transfert de technologie." Mee dat ass eng absurd Logik, well éischtens: Wann d'Patenter net opgehuewe ginn, gëtt et keen Transfert de technologie. An da kanns de esouvill Produktiounscapacitéiten hunn - an et si vill Länner, déi hu Produktiounscapacitéiten, ech hat virdrun och Italie genannt, oder och nach anerer -, mee soulaang d'Brevete wierken, däerfs de net produzéieren, dat ass de Problem!

Dat heescht, mir sinn do an enger Situatioun ..., an et ass jo och net fir näischt, firwat quasi d'ganz Mënschheet, 120 Länner, bis op d'USA, bis op d'Europäesch Unioun, bis op dem Bolsonaro säi Brasilien, bis op Japan an Australien ..., déi räich Länner u sech, déi soen: „A nee, nee, nee, mir blockéieren." Dir musst Iech all déi Dokumenter uliesen an der Welthandelsorganisatioun. D'Südafrikaner an d'Inder, déi e bëssen dat leeden, déi demontéieren all Argument awer wierklech op eng chirurgesch Aart a Weis, firwat een net wéilt d'Breveten temporairement ophiewen. Dat ass d'ailleurs am Droit international virgesinn. An den Artikele vum Accord iwwert d'Propriété intellectuelle ass virgesinn am Fall vun enger Pandémie mondiale ..., ech ginn dovunner aus, datt mer eis eens sinn, datt et eng gëtt an datt mer an enger sinn an datt dat misst wierken. Et ass jo net fir näischt, firwat 120 Länner derfir sinn. A si soen: „Ma nee, déi Licence obligatoire fonctionéiert net esou séier an den Transfert de technologie kënnt Der vergiessen, esoulaang et Brevete ginn." Da muss ee sech awer och d'Fro stellen, firwat mer do blockéieren.

D'USA sinn amgaangen anscheinend, sech och e bëssen déi Fro ze stellen, ob se awer net an déi Richtung ginn, soudatt mer an der Situatioun sinn, an dorobber sinn ech net ganz stolz, datt d'Europäesch Unioun u sech de grousse Bremser ass an esou enger Situatioun.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Geschicht kuckt op eis. Wësst Der, iergendeng Kéier an 20 Joer wäerten awer och Historiker kucken, wie wat fir eng Positioun hat. Dat heescht, ech mengen, déi heite Motioun, déi elo presentéiert gëtt ..., et deet mer leed, et wier schéin, wann dat esou wier, mee mir liewen net an enger Dramwelt. Mir sinn net bei de Bisounoursen, esou fonctionéiert dat net. Dat heescht, et wäert guer näischt wierken. An ech zitéiere just de „Paperjam", éischte Saz aus sengem Artikel haut iwwer eis Debatt: « Deux motions concernant les brevets des vaccins seront soumises au vote mercredi en séance plénière. L'une, proposée par déi Lénk, réclame la levée des brevets. L'autre, soutenue par la majorité, décide que le Gouvernement soutiendra … ce que décidera de soutenir l'UE. »

Also, e bësse Courage, e bëssen ... Kommt, wat mir fuerderen, dat ass einfach ze soen: Lëtzebuerg soll sech - mir si jo Member vun der Union européenne - innerhalb vun der EU derfir engagéieren, datt d'EU seng Positioun ännert, an net einfach esou nodackelen an nokucken a soen: „Vläicht geet et an déi richteg Richtung oder vläicht och net." Et muss een iergendeng Kéier och e bësse Politik maachen, e bësse politesche Courage hu virun der Mënschheet. An et ass jo net fir näischt, datt iwwer 120 Länner dat fuerderen. Déi si jo net geckeg. D'Südafrikaner, d'Inder, déi hunn awer kompetent Leit.

Ech mengen, wat déi räich Länner maachen, dat ass einfach nëmmen, d'Interesse vun der Pharmaindustrie a vun e puer Leit ze protegéieren. Et deet mer leed, et ass tragesch. Et ass tragesch, well dowéinst wäert weiderhin de Kampf géint de Covid net esou richteg gefeiert ginn an et wäerte warscheinlech méi Leit wéi néideg stierwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An dann huet d'Madamm Stéphanie Empain d'Wuert gefrot. Madamm Empain, wannechgelift.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt deene béiden, dem Här Cruchten an dem Här Wagner, Merci soe fir déi Motiounen, déi deposéiert gi sinn. Der Fairness halber, den Här Cruchten hat et zwar scho gesot, wollt ech awer och nach eng Kéier soen, dass d'Piraten eigentlech déi Diskussioun och schonn eng Kéier ugekuerbelt haten iwwer eng Motioun, déi se deposéiert haten, déi mer an der Kommissioun beschwat hunn, och mam Minister Fayot.

An der Kommissioun si mer wierklech op d'Komplexitéit vun der ganzer Matière agaangen. Mir sinn eis alleguerte bewosst gewiescht an der Kommissioun, dass et e ganz komplexe Sujet ass, fir deen et och kee Bouton magique gëtt, dee mer kéinten drécken an deen de Problem vun haut op muer géif léisen.

An ech mengen, dofir dierfe mer eis och net op eng eenzeg Pist konzentréieren, mee mir mussen allméiglech Pisten um Radar behalen, eebe fir derfir ze suergen, dass déi weltwäit Produktioun vun Impfstoffer ka schnellstméiglech ugekuerbelt ginn. A mir maachen alleguerten de Constat: Et ass natierlech eng Schan, dass et Deeler vun der Welt gëtt, wou mangels Impfstoff a bezuelbarem Impfstoff nach keng Impfcampagnë konnte lancéiert gi bis haut.

D'Beispill Indien ass de Moment jo all Dag erëm an de Schlagzeilen, eng dramatesch Situatioun, déi och dorobber zréckzeféieren ass, dass net genuch Leit geimpft sinn an net genuch Material do ass; Indien awer, wat mat Sécherheet den Knowhow huet an der Produktioun vun Impfungen, wou och ënnert der Lizenz vun AstraZeneca den Impfstoff Covishield produzéiert gëtt, wou awer, dat muss een och soen, d'Produktioun un d'Stocke kënnt, well et u Rohstoffer feelt fir d'Produktioun.

An hei ass op alle Fall ze begréissen, dass d'USA jo do ugekënnegt hunn, ze kucken, schnellstméiglech vill vun deene spezifesche Rohstoffer, déi do gebraucht ginn - wéi gesot, et ass kee Coca-Cola-Rezept, wat mer hei brauchen, mee dat ass e bëssselche méi komplex wéi dat -, zur Verfügung ze stellen an ze liwweren. Domadder kënnt de President Biden op eng viregt Entscheedung zréck, deen nämlech gesot huet, dass US-Produzente prioritären Accès sollen hunn op déi Rohstoffer a medezinnescht Material.

Mee dee Problem, dee gëtt et net just elo speziell fir Indien, dee gëtt et och hei. Ech hunn elo rezent gelies, dass den däitschen Hiersteller CureVac och Problemer bei der Produktioun huet wéinst feelende Rohstoffer. A CureVac confirméiert och, dass verschidde Wueren de Wee net méi aus den USA heihinner fannen. Dat sinn effektiv dann och erëm Milliioune vun Impfdosen, déi deemnächst sollte produzéiert ginn an déi dowéinster op der Kipp stinn.

An Dir gesitt domadder: Mat engem Ophiewe vun de Lizenzen eleng ass et einfach net gedoen, och wann dat ee wichtege Punkt ass. Mee do hannendru muss awer och dee ganze Rescht klappen, sief dat, et ass ugeschwat ginn, den Transfert de technologie, den Knowhow, d'Distributioun an d'Logistik, mee eeben och d'Rohmaterial, well d'Liwwerketten am Kader vun der Impfstoffhierstellung sinn immens komplex.

An dofir wollt ech nach eng Kéier, wéi gesot, och dem Här Cruchten Merci soen, dass en als Suivi vun der Diskussioun, déi mer haten op d'Motioun hi vun de Piraten an der Kommissioun, elo eeben eng Motioun hei virgeluecht huet, déi eeben dat mécht: de Sujet vill méi breet unzegoen, kee Maillon auszeklameren.

Dir wësst, an ech sinn deen Éischten, fir dat ze soen: Et ass eis Flicht, alles, wierklech alles ze maachen, dass och aarm Länner schnell un Impfstoff kommen. Mir mussen engersäits weisen, dass Solidaritéit net just en eidelt Wuert ass, mee mir mussen anerersäits och sécherstellen, dass natierlech keng geféierlech Mutatiounen entstinn. Dat ass och an eisem Interêt.

Wéi gesot, dat temporäert Ophiewe vun de Patenter wär och ee wichtegt Puzzlesteck, mee d'Behaapten haaptsächlech vun de Pharmakonzerter op hiert Recht op d'Patenter riskéiert, dass iwwer ee Joer Efforten an eist Liicht um Enn vum Tunnel, wat mer elo awer gesinn, dass dat alles a Gefor gesat gëtt.

Mir riskéieren nei Mutatiounen, déi eis Impfungen, déi mer bis elo och hunn, onwierksam kéinte maachen, an dat gëllt et natierlech ze evitéieren. A ganz besonnesch d'Tatsaach, dass eng Partie vun deenen Impfstoffer och staark iwwert d'ëffentlech Hand finanzéiert gi sinn - well et waren och d'Steierzueler, déi e groussen Effort gemaach hunn, fir dës Recherche an d'Entwécklung ze finanzéieren -, mécht, dass et eis schwéierfält, dass déi mat ëffentleche Gelder finanzéiert Impfstoffer herno just an den Hänn vu private Gesellschafte sinn.

A gëschter koum jo elo och d'Nouvelle eran, dass Pfizer eleng am éischte Quartal vun dësem Joer 3,5 Milliarden u sengem Covidimpfstoff verdéngt huet, an déi hunn domadder elo emol eeben hir Gewënnprognose fir dat lafend Joer ëm 10 Milliarden erhéicht.

Mir sinn hei matzen an enger Pandemie. Wann een elo net iwwer en temporäert Aussetze vun de Lizenze ka schwätzen, da froen ech, wéini een et da ka maachen. A mir sinn eis bewosst, dass d'Argument am Raum steet, dass et en Doute gëtt, ob en Ophiewe vun de Patenter vill géif bréngen an ob et net besser wär, op fräiwëlleg Accorden ze setzen, déi géifen de pair goe mat enger Flexibiliséierung vun der WTO. An an där selwechter Logik steet och am Raum, fir d'éischt op d'Fräiwëllegkeet ze setzen an op den Transfer of knowledge, well et wichteg ass, dass net einfach just e Patent opgemaach gëtt, mee dass den Transfer vun den Daten, de Materialien, der Software, dem technologesche Wëssen derhannert eeben och berücksichtegt gëtt. An dat alles hëlt och Zäit.

Mee mir zweifelen awer un, dass dat alles valid Argumenter sinn, fir ganz op en Ophiewe vun de Patenter ze verzichten, well mer eis eebe schwéier domadder dinn ze gleewen, dass en Ophiewe vun de Lizenzen net géif zu méi Produktioun féieren, ganz besonnesch wa mer bedenken, dass et awer Géigenden op dëser Welt gëtt, Indien, Südafrika zum Beispill, deenen et net un Knowhow an Ekipement feelt, mee eeben un der Lizenz an der Matière première.

Jiddefalls ass elo aus engem rezente Meeting vun der WTO, un deem och den EU-Kommissär Dombrovskis deelgeholl huet, ervirgaangen, dass et aktuell am Bangladesch, a Pakistan, a Südafrika, an Indien, an Indonesien an a Latäinamerika zousätzlech Produktiounscapacitéite gëtt. Déi kéinte relativ schnell lancéiert ginn.

Bis elo gouf et - dat ass och gesot ginn - haaptsächlech e Blocage säitens der EU, den USA, Kanada, also den Haaptproduzentelänner, iwwer en temporäert Aussetze vun de Lizenzen ze schwätzen. Mee do schéngt sech awer eppes ze doen. Aus der US-Administratioun héiert ee Signaler, dass et kéint zu engem Ëmdenke kommen. Ech hunn och esou héieren, wéi wa sech an der Belsch do eventuell eppes kéint beweegen, wat interessant ass,

well do och vill produzéiert gëtt. An de Sujet wäert och elo um Niveau vun der WTO beschwat ginn.

Wéi gesot, elo hunn ech mech awer relativ vill op d'Lizenze konzentréiert, well mer eeben unzweifelen, dass en Ophiewe vun de Lizenzen näischt géif bréngen um Niveau vun der Produktioun, mee mir sinn eis awer eens, dass et net dat eleng ass, wat en Ënnerscheed mécht, a mir sinn eis och eens, dass déi ganz Kompetenz eigentlech bei der Europäescher Unioun läit, net just bei de Memberstaaten.

An deementspriechend begréissen ech wierklech déi Approche, déi mer elo hunn am Kader vun där gemeinsamer Motioun, wou mer all Pist, wierklech all Pist suivéieren, déi mer brauchen, well et geet net duer mam Ophiewe vun de Lizenzen. Eis Motioun gesäit jo och ganz, ganz kloer vir, dass dat doten eng Pist ka sinn an dass mer déi och mat ënnerstëtzen a suivéieren, fir dass mer all Wee opmaachen, fir esou vill wéi méiglech kënne kuerzfristeg ze produzéieren.

An dofir proposéieren ech och menger Fraktioun, dës Motioun hei matzedroen, an ech soen nach eng Kéier dem Här Cruchten och heifir villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Da kritt den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir déi Aarbecht, déi an déi Motioun hei gefloss ass. Et ass net ëmmer einfach, op esou engem komplexen Theema herno eppes zesummenzekréien, wat e Kompromëss natierlech ëmmer ass, well et net zu 100 % dat ass, wat ee sech gewënscht huet, wat awer definitiv an déi richteg Richtung geet. An eleng duerfir, mengen ech, sinn ech ganz frou an ech soen och dem Yves duerfir e ganz grousse Merci.

Merci natierlech och dem David Wagner, deen dat e bësse méi kritesch gesäit an eng Géigemotioun proposéiert huet. Ech perséinlech gesinn et net ganz esou negativ wéi de Kolleeg David Wagner. Ech sinn der Meenung, datt déi gemeinsam Motioun hei definitiv déi richteg Jalone setzt. Et ass eeben d'Fro herno, wéi se ëmgesat gëtt.

An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass heiansdo e bëssen de Problem, datt mer hei am Haus zwar eestëmmeg Motiounen unhuelen, mee datt se da schleefen. Dat heescht, dat Wichtegst ass hei wierklech, datt herno déi Motiounen och ëmgesat ginn an datt dat, wat hei gefuerdert gëtt, nämlech ënner anerem, datt mer eis och asetzen, datt en Transfert de technologie et de savoir-faire méiglech gëtt, datt potenziell och eng Levée temporaire vu Brevete méiglech soll ginn, datt dat och ëmgesat gëtt. Well dat ass et, wat mer fuerderen. Mir mussen duerfir suergen als Chamber, andeem mer dat suivéieren, datt déi Motioun hei net nëmmen eng schéi Motioun ass, déi mer gestëmmt hunn, mee datt se dann och ëmgesat gëtt.

Well eppes ass kloer, dat huet d'Covidkris eis gewisen: Eist Patentrecht brauch Reformen! Mir brauchen dréngend Reformen, well et kann net sinn, datt mer op där enger Säit Milliarden ëffentlech Gelder a Fuerschung stiechen an herno privat Firmen domadder de Benefiss maachen!

An ech verstinn den Här Sahin, de Chef vu BioNTech, datt hie géint esou Mesuren ass. Ech verstinn, datt e Mann, deen an engem Joer 4,2 Milliarden Euro verdéngt huet, dergéint ass, datt en d'nächst Joer e bësse manner soll verdéngen. Dat heescht awer net, datt ech et richteg fannen! Ech sinn der Meenung, datt mer hei als Éischt eng Verantwortung virun der ganzer Welt hunn, virun der Gesondheet vu jiddwerengem, deen op dësem Planéit lieft, an eréischt duerno eng Responsabilitéit do virdrun hunn, fir privat Profitter nach iergendwéi ze schützen.

Et geet net, datt hei eenzel Leit Milliarden a Milliarde verdéngen, wärend ganz Länner nach net emol hiert medezinnescht Fachpersonal konnten impfen, ganz einfach, well se déi Dosen net erbäikréien. An dann hëlleft et natierlech och net, datt déi verschidde Betriber sech net un hir Liwwerverspriechen halen. A fir eebe genau esou Problemer ze ëmgoen, brauche mer méiglechs breet Outilen, fir deenen eenzelne Produzenten, déi et soss nach gëtt, d'Méiglechkeet ze ginn, méi ze produzéieren. Dat si Flicht-, Zwangslizenzen, well mir hu Pharmakonzerner, déi kapabel wären, haut ze produzéieren, déi et net kënnen, well se keng Lizenz kruten. A mir brauchen, wann et dann haart op haart kënnt, tatsächlech och eng Levée temporaire vun de Breveten. Mee dat ass dann deen nächste Schrëtt, wa mer mat den Zwangslizenzen net weiderkommen. Mee mir mussen op enger Plaz ufänken an duerfir wäerte mir déi Motioun hei och ënnerstëtzen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Ech gesi keng Wuertmeldung méi. Dach, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Just ganz kuerz och eng Stellungnam vun eiser Säit, dat ass, datt et jo hei haaptsächlech ëm de generellen Zougang zu den Impfstoffer weltwäit geet. Ech hunn hei eng ganz Rei Kriticken un der Europäescher Unioun héieren. Deelweis mag dat och berechtegt sinn. Ech wëll op där anerer Säit awer och soen, datt d'Europäesch Unioun contrairement zu anere Länner eng ganz Rei Liwwerungen an d'Ausland vun deene Produktioune gemaach huet, déi hei an Europa stattfonnt hunn. Dat hunn aner Länner net gemaach. Ech wëll dat also och emol eng Kéier kloer an däitlech ënnersträichen, datt awer eng aner Politik an Europa gemaach ginn ass an deene leschte Méint.

Ech fannen, déi Motioun, déi den Här Cruchten hei bruecht huet, ass eng Motioun, déi eis an deem Sënn gutt gefält. Dofir hu mer se och mat ënnerschriwwen, well se breet opstellt, well se eng ganz Rei Solutioune proposéiert, well se de Problem an enger Generalitéit upeekt. An dofir wëlle mer se och mat ënnerstëtzen.

Wat dem David Wagner seng Motioun ugeet, fanne mer dat extreem sympathesch, wat en do seet. Ech sinn awer der Meenung, datt de Problem esou, wéi en hei formuléiert ass, relativ kuerz gegraff ass an datt en net déi Problemer alleguer léist, déi awer mussen an deem hei Kontext ugeschwat ginn. Dofir wäerte mer eis bei där Motioun enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Merci och deene verschiddenen Auteure fir déi ganz interessant Motiounen, iwwert déi een hei natierlech nach vill méi am Detail kéint diskutéieren. Ech wollt just zwou, dräi Bemierkunge maachen am Numm vun der Demokratescher Partei.

Fir d'éischt zu der Motioun, déi den David Wagner hei virgeluecht huet: Bon, mir sinn et jo gewinnt, datt den Här Wagner an déi Lénk insgesamt jo e bësse méi kritesch Téin hei verbreeden, munchmol och Téin verbreeden, déi awer net ëmmer onbedéngt der Realitéit entspriechen.

Ech fannen och, datt déi Attacken, déi awer hei elo géint d'Europäesch Unioun formuléiert gi sinn, awer trotzdeem net onbedéngt berechtegt sinn. Ech mengen, de Claude Wiseler huet elo schonn zu Recht drop higewisen, datt d'Europäesch Unioun, och wann et am Ufank vläicht e bëssen holpereg vir sech gaangen ass, trotzdeem awer insgesamt eng gutt Gestioun vun där ganzer Pandemie gemaach huet, och wat déi ganz Problematik vun de Vaccinen ubelaangt.

Ech mengen, mir sinn eis och alleguer eens, datt d'Vaccine mussen, well mer eeben um Niveau vun engem planetaresche Problem sinn, iwwert déi ganz Kontinenter verdeelt ginn, datt en Effort muss vun alle Länner gemaach ginn, fir eeben och virun allem deene Länner entgéintzekommen, déi eeben net déi Moyenen hunn, u Vaccinen erunzekommen. Ech mengen, dann ass déi ganz Diskussioun ëm d'Breveten, déi natierlech muss geféiert ginn.

Ech wëll awer och drop hiweisen: Et ass awer trotzdeem erstaunlech, ech mengen, an der Geschicht vun der Mënschheet ass et nach ni praktesch an esou engem kuerzen Zäitraum gelongen, esou e wichtege Vaccin ze entwéckelen. Mir sollen eis awer och emol dorobber baséieren an och eis bewosst sinn, wat do realiséiert ginn ass!

An et ass och ëmmer e bëssen einfach, fir dann iwwer Firmen hierzefalen, well déi eeben elo schrecklech vill Geld verdéngen. Jo, natierlech verdéngen déi elo vill Geld. Mee op där anerer Säit muss een awer och soen, datt hei eng gewësse Leeschtung vollbruecht ginn ass, an dat …

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Mat ëffentlecher Forschung!

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... gëtt e bësse verdrängt hei.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Mat ëffentleche Suen, Här Graas!

(Interruption)

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dach, dat gëtt hei an der Diskussioun verdrängt an da soll een och dat emol eng Kéier ënnersträichen. Wien hätt da gesot viru sechs Méint, siwe Méint, datt mer esou séier an de Besëtz vun net nëmmen engem Vaccin kéimen, mee vu Vaccine vun e puer Firmen, déi der entwéckelen? Ech wollt dat einfach emol hei soen, och fir op dee Punkt hinzeweisen.

Wat déi Motioun vun der Majoritéit ubelaangt: Selbstverständlech wäerte mer déi als Demokratesch Partei mat ënnerstëtzen, well mer mengen, datt et zu dësem Zäitpunkt eng equilibréiert Motioun ass, déi eng Rei Pisten opzeechent, an déi mer eis och sollen investéieren, an déi och net eng Diskussioun verschléisst, déi mer an Zukunft vläicht sollten iwwert déi ganz Problematik vun den Zwangsbreveten, vun de Breveten insgesamt féieren.

Mee zu dësem Zäitpunkt fannen ech jiddefalls: Déi, déi den Här Cruchten hei am Numm vun der Majoritéit virgeluecht huet, ass déi, déi eigentlech och eisen Iwwerleeunge Rechnung dréit. An dowéinst wäerte mer se och ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Pardon, Här President. Ech muss hei awer eppes richtegstellen, wat den Här Graas elo e puermol widderholl huet: datt dat heiten eng Motioun vun der Majoritéit wär. Den Här Cruchten huet dat, mengen ech, virdru ganz richteg erëmginn. Et ass keng Majoritéitspropos, mee et ass eng Propos, déi ënner anerem vun zwou Oppositiounsparteie matgedroe gëtt scho bei der Ënnerschréft. An ech hoffen, datt se awer heibannen och eng méi breet Majoritéit nach herno beim Vott wäert fannen. Dat gesot ... Et ass sécherlech net reng eng Majoritéitspropositioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Entschëllegt, Här President. Jo, den Här Clement huet och Recht. Dat ass, wéi gesot, Gewunnecht, datt een ëmmer mengt, et misst een am Numm vun enger Majoritéit schwätzen. Ech zéie meng Wierder an deem Sënn zréck. Dir hutt Recht, natierlech ass se vun Iech a vun anere Parteien och mat ënnerschriwwen, mat Ausnam vun deene Lénken, jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Domat ass dat kloergestallt. An dann ass d'Wuert fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. Ech wéilt och fir d'éischt dem Här Cruchten Merci soe fir déi Aarbecht, déi hie gemaach huet. Deen Text, deen hien hei presentéiert huet, deen ass effektiv och an eisem Numm redigéiert a presentéiert ginn, an dofir e grousse Merci. Mir droen och als ADR deen Usaz mat.

Ech mengen, do kéint een elo laang driwwer diskutéieren. Et ass eng ganz komplex Matière. Mee ech mengen, wat mir wëlle betounen, ass éischtens dee pragmateschen Usaz. Ech mengen, et ass dat an enger Kris, wat als Alleréischt zielt, net d'Theorie, mee: Wéi kënne mer esou séier wéi méiglech esou ville Leit wéi méiglech hëllefen?

An do ass den Usaz vun där Resolutioun, déi den Här Cruchten hei presentéiert huet, einfach dee richtegen. E schléisst näischt aus. Mir kucken, fir Material esou séier wéi méiglech ze liwweren. Mir kucken, fir den Knowhow ze transferéieren. Et ass alles dran. A wéi mer et ëmsetzen, mengen ech, dat ass do dat Wichtegst.

Mir mussen och wëssen, datt eigentlech déi Patentrechter, ëm déi et geet, do ass d'Europäesch Unioun ganz schwaach dran, well déi meescht Patenter sinn amerikanesch Patenter, brittesch Patenter, déi net méi an der Europäescher Unioun sinn, soudatt déi Emprise oder deen theoreeteschen Usaz ..., och wa mir géifen eng Initiativ ënnerstëtze vun iergendwellechen anere Länner, schlussendlech hu mer kee richtegen Afloss dorobber, well sech dat net an eisem Rechtsraum ofspillt. An och dat muss ee wëssen, datt dat e bëssen eng Diskussioun ass, déi awer wäit iwwert dat erausgeet, wat mir wierklech kënne leeschten.

Mir kënne Politik domat maachen, wéi den Här Wagner proposéiert huet. Mee et ass awer da wierklech Politik op engem Niveau, deen net vill ka bewierken. Dat ass net realistesch. Loosse mer eis op dat konzentréieren, wou mer wierklech eppes kënne maachen! An trotzdeem géif ech soen, musse mer Léieren zéie fir d'Zukunft.

Effektiv huet déi ëffentlech Hand - an do hunn den Här Wagner an aner Kolleegen, déi geschwat hunn, absolutt Recht - wierklech derzou bäigedroen, fir déi Impfstoffer méiglechst séier ze entwéckelen. A mir musse léieren, wéi mer dat an Zukunft maachen. Zum Beispill huet déi ëffentlech Hand jo och net all Resultater kritt an den Testphase vun deenen Impfstoffer. Dat muss een och gesinn. Mir haten zum Deel Diskussioune souwuel an Amerika wéi bei der Europäescher Medikamentenagentur an duerno bei der Pharmacovigilance. Mir haten einfach dee Problem, datt d'Industrie, déi awer ënnerstëtzt gouf, fir Impfstoffer ze entwéckelen, net all Testresultater an deene verschiddene Phasen transparent den ëffentleche Gesondheetsinstanzen direkt matgedeelt huet.

Also: Et si Problemer do. Mir maachen och d'Aen net zou virun de Problemer. Mir mussen doriwwer nodenken, wéi déi Zesummenaarbecht tëschent dem private pharmazeutesche Secteur an dem Staat ka besser organiséiert ginn. Awer wat am Ableck zielt, ass, de Leit ze hëllefen, séier ze hëllefen, effikass ze hëllefen, an do ass den Usaz vun deem gemeinsamen Text, dee mir hei hunn, dee richtegen.

An dem Här Wagner säin, dat ass e wäertvollen Text. E gëtt Ureegungen, fir weider driwwer nozedenken, mee et ass net dee Wee, dee mer haut sollen hei huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten an all den Orateuren. Merci och dem Sven Clement, deen d'Initiativ geholl huet vun dëser Motioun. Ech si frou, dass et hei awer e breede Konsens gëtt an där Fro ronderëm dës Motioun.

Ech weess, dass et eng komplex Problematik ass. Mir haten d'Diskussioun an der aussepolitescher Kommissioun en long et en large, wou mer op all d'Aspekter vun deem Problem agaange sinn. An ech weess, dass et do ganz vill divergent Meenungen dozou gëtt. Den David Wagner huet, mengen ech, och déi méi radikal Meenung dozou an d'Meenung, dass ee misst déi Breveten do levéieren oder Brevetforcéen asetzen, och relativ gutt duergeluecht.

Ech hat allerdéngs net gemengt, dass ech géif de Moment matkréien, wou den David Wagner géif de „Paperjam" hei an der Chamber zitéieren.

(Hilarité)

Mee bon, dat ass …

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Esou wäit si mer schonn.

(Interruption)

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Ben, esou e selektive Choix vun Zitater ...

Bon, op alle Fall, mengen ech, ass een Aspekt dovunner ..., et ass mer kloer ginn, wéi ech mam Seth Berkley, dem Direkter vum Gavi, iwwert dës Problematik diskutéiert hu virun enger Partie Wochen, wéi dee Problem vun de Brevete fir d'éischte Kéier en large diskutéiert ginn ass. Dunn hunn ech e gefrot, ob e géif mengen, dass en Ophiewe vun deene Breveten oder dass forcéiert Breveten d'Léisung wäre fir de Problem vum COVAX, fir méi schnell d'Breveten an d'Entwécklungslänner ze kréien. An e sot mer u sech: Fir esou e Vaccin ze fabrizéieren, dat sinn 1.000 Säite Protokoll. Dat heescht, dat ass en extreem komplexe Prozess. Dobäi kënnt natierlech déi ganz Problematik vun de Bestanddeeler vun de Vaccinen. Mee et ass komplex. Also huet dee Problem ganz vill mat Technologietransfer ze dinn. Dat hunn eng Partie Deputéiert gesot. D'Stéphanie Empain huet dat gesot, anerer hunn et och gesot. Et huet also ganz vill mat Technologietransfer ze dinn, et huet och ganz vill mat Opbaue vu Capacitéiten ze dinn an deenen Entwécklungslänner, fir Vaccinen ze fabrizéieren, sief et um mënschlechen, sief et um technesche Plang, natierlech och vun deene ganze sanitären Infrastrukturen, déi a ganz ville vun deene Länner ganz schwaach sinn.

Den Team Europe ass, mengen ech, och hei attackéiert ginn. Ech mengen effektiv, dass et esou ass, wéi de Gusty Graas och sot, dass Europa engersäits wierklech den Haaptdonnateur ass vu Gavi, den Haaptpromoteur vum COVAX-Mechanismus, dee jo u sech sollt d'Léisung si fir ganz staark ze vaccinéieren am Süden.

À ce stade ass et natierlech esou, dass de COVAX ... Ufangs der Woch war e bei 50 Milliounen Dosen an 120 Länner - effektiv nach wäit vum Zil entfernt.

Mee ech mengen, dass do déi europäesch Solidaritéit, déi weltwäit Solidaritéit wierklech soll hëllefen, fir dat doten an de Grëff ze kréien.

Wou ech komplett beim Sven Clement sinn an och bei anere Kolleegen, déi dat gesot hunn, dat ass, dass mer awer trotzdeem - an et ass richteg, dass déi Pandemie hei vläicht eng gutt Occasioun gewiescht wär, fir dat ze maachen - mussen nodenken iwwert déi Privatiséierung vun der ëffentlecher Recherche duerch privat Entreprisen. Insbesonnesch am Pharmaberäich ass dat e Problem. Wa BioNTech, wann anerer Vaccinen an esou kuerzer Zäit entwéckelen, huet dat och ganz vill mat Recherche fondamentale ze dinn. Déi gëtt finanzéiert mat ëffentleche Gelder an dat ass effektiv e Riseproblem.

An ech mengen och effektiv, dass déi Positioun vun deem Chercheur, dem Fondateur vu BioNTech, fir net op seng Rechter ze renoncéieren, weltwäit schockéiert huet. An dat huet effektiv mat deem System vun de Breveten ze di vun der Pharmaindustrie, dee, mengen ech, wierklech fundamental problematesch ass.

Nichtsdestotrotz ass dat hei, mengen ech, eng Motioun, déi e pragmateschen Usaz huet, deen ech och gäre mathuelen. An ech engagéiere mech och, all déi heite Motioune wierklech ganz enk mat ze verfollegen. Ech kommen och gären eng Kéier zréck bei Iech an d'Kommissioun oder zréck an d'Chamber, fir hei de Point ze maachen, wat d'Regierung op deene Punkten hei gemaach huet.

All déi Saachen do si Saachen, déi mer maachen, sief et an der Kooperatioun oder och op aneren Niveauen, a wou ech mech wierklech engagéieren, fir se ganz gewëssenhaft ze verfollegen an den nächste Wochen a Méint.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister Franz Fayot. Da freet den Här David Wagner nach eng Kéier d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Fayot fir seng Äntwert, déi och déifgrënneg ass. Also, et mierkt een, datt den Här Fayot sech och mat der Fro auserneesetzt. Dat ass ze begréissen.

Eng Saach: Eis Motioun ass guer net radikal. Also, mir deposéiere gäre radikal Saachen. Mee pour le coup hu mer eng Motioun deposéiert, déi sech ganz einfach am internationale Recht, dat bei Wäitem net radikal ass, mee einfach normal ass, aschreift. Well dat Ophiewen, déi temporär Ophiewung vun de Breveten, net nëmmen op Vaccinen, dat ass immens wichteg. Net nëmmen op Vaccinen, mee och op Apparater ass dat virgesinn am Accord ADPIC am Kader vun enger Pandemie. Et ass eng radikal Meenung, je le répète, déi vun 120 Länner op der Welt gedeelt gëtt. An dat si keng radikal Länner, déi allermeescht, an déi meescht Regierunge sinn en plus vläicht net onbedéngt eis Couleur, wollt ech just soen.

Da gëtt nach erëm eng Kéier behaapt, datt, wann een d'Brevete levéiert temporairement, d'Produktioun net wäert eropgoen, well gewësse Länner déi Produktiounscapacitéiten net hunn. Ben, wéi gesot, gewësse Länner hu se tatsächlech net, anerer hu se oder hu se deelweis fir gewësse Saachen. An den Déngens ass jo och deen: Mat der Levée vun de Brevete kéinte gewësse Länner fir anerer matproduzéieren. Da kéinte se en Accord maachen, wat zurzäit net méiglech ass. Also dach, d'Levée vun de Brevete géif d'Produktioun augmentéieren. An ech géif gäre wëssen, wat elo d'EU geplangt huet, wa geschwat gëtt vun Transferts de technologies, wéi dat soll goen ouni Levée vun de Breveten. Ech hunn dat nach ëmmer net verstanen. Ech mengen, dat wäert ganz einfach net goen - dat geet jo net!

Dat heescht, ech hunn der Madamm Empain gutt nogelauschtert. Hir Argumentatioun konnt ech mat zwou Hänn ënnerschreiwen. An duerno um Enn hunn ech net verstanen, firwat dann d'Majoritéit eis Motioun net géif unhuelen, well et ass quasiment déi Argumentatioun, déi mir och ginn hunn.

An ze soen: „Dat ass elo net den Haaptpunkt, mee mir mussen aner Weeër goen" - ma neen, zemools wann d'USA justement an och d'Belsch amgaangen sinn, dat ze iwwerleeën innerhalb vun der EU! An ech weess, datt et jo natierlech d'EU ass, déi dat mécht. Mee mir si jo Member vun der EU a mir kënnen innerhalb vun der EU éischtens soen: „Mir ënnerstëtzen dat", zweetens antrieden innerhalb vun der EU, fir datt d'EU déi Positioun vertrëtt. Dat kascht guer näischt. A wann aner Länner ufänken, dat ze maachen, firwat solle mir dat dann net maachen?

Voilà, et war just dat! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Ech mengen, elo kënne mer zum Vott vun deenen zwou Motioune kommen.

Fir d'éischt d'Motioun, déi vun der Sensibilité politique déi Lénk den 23. Abrëll deposéiert ginn ass.

Vote sur la motion de M. David Wagner

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 2 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Da kéime mer zu där Motioun, déi den 29. Abrëll vum Här Yves Cruchten deposéiert ginn ass.

Vote sur la motion de M. Yves Cruchten

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

10. Ordre du jour (suite)

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7803 iwwert de Congé …

(Interruption par M. Gilles Roth)

Här Roth, mir haten en Ordre du jour festgeluecht gehat haut. An do hate mir am Fong geholl nach näischt geschwat, datt mer géifen haut zum Vott vun där Motioun kommen.

Une voix.- Et ass en Depot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi Motioun, iwwert déi elo ofgestëmmt ginn ass, do hat d'Chamber gesot gehat déi lescht Woch, …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et ass en Depot, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- … datt mer géifen haut doriwwer ofstëmmen.

Une voix.- En Depot!

M. Fernand Etgen, *Président.*- A mir hunn en Ordre du jour festgeluecht gehat. An do steet als nächste Punkt de Projet de loi 7803 drop.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et geet ëm en Depot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir ginn zum nächste Punkt, ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... esou wéi en um Ordre du jour festgeluecht ginn ass. Mir géifen haut dann net iwwert déi Motioun ofstëmmen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ier een iwwert eng Motioun ofstëmmt, muss se emol deposéiert ginn. An den Här Wilmes hëlt sech d'Recht, fir déi Motioun ze deposéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, ze deposéieren, ech hat gemengt, Dir wéilt dem Här Spautz seng Motioun diskutéieren, ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... Dir wéilt déi diskutéieren. Dee Punkt maache mer net haut. Da ginn ech dem Här Wilmes d'Wuert, fir eng Motioun ze deposéieren.

11. Dépôt d'une motion par M. Serge Wilmes

Exposé

M. Serge Wilmes *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Ech wéilt gär am Numm vun der CSV, déi Lénk an de Piraten eng Motioun deposéieren, fir d'Regierung ze froen, drop anzewierken, fir der Madamm Wickler hir Nominatioun als Administrateur vun der Cargolux nees zréckzezéien. An ech wéilt dës Motioun och kuerz heimadder begrënnen.

Fir d'éischt der Madamm Wickler hir Haltung par rapport zur Pandemie an der Bekämpfung dovunner: Si ass kritesch, jo ganz skeptesch dozou. Dat huet se och op enger Plattform, enger Onlineplattform, déi se extra dofir gegrënnt huet, „Expressis-Verbis", jo gesot a geschriwwen, ënner anerem an engem Artikel, dee se zesumme mat hire Kolleegen als „Expressis-Verbis"-Team ënnerschriwwen huet a fir dee se also direkt verantwortlech ass.

An deem Artikel ginn déi offiziell Infektiounszuele kritiséiert an et gëtt d'Behaaptung gemaach, d'Infektiounswell géif sech vum selwe briechen an datt also Mesurë wéi zum Beispill Masken oder Large-Scale-Testing net berechtegt wieren, datt also ouni Mesuren déi Pandemie vum selwen nees géif vergoen.

Dat ass net nëmmen eng gewoten Thees, et ass souguer eng frontal Kritik un der Pandemiepolitik vun dëser Regierung, vun dëser Majoritéit. Vun engem Journalist gefrot, wat dann d'Regierung hätt sollen aneschters maachen, kommen awer vun der Madamm Wickler keng konkreet Äntwerten, just allgemeng Aussoe wéi: d'Angscht ewechhuelen, d'Immunsystem stäerken duerch zum Beispill ganz vill Laachen.

Ville Leit dobaussen awer, besonnesch aus dem Gesondheetssecteur, wéi den Dokteren oder dem Direkter vun der Santé, dem Här Schmit, deenen ass et awer net fir ze laachen, zu Recht, an et ass fir si e Schlag an d'Gesiicht. An dat selwecht misst och fir dës Regierung gëllen, well déi Aussoe vun der Madamm Wickler, déi riichte sech ganz kloer géint si.

Mee neen, dat schéngt awer fir d'Regierung alles guer kee Problem ze sinn, mat Verweis op d'Meenungsfräiheet. Jo, d'Madamm Wickler, déi huet als Bierger d'Recht, hir Meenung ze soen an eng Meenung ze hunn. Mee geneesou fräi ass awer d'Regierung, fir dës Meenung net ze deelen an dann, opgrond dovunner, d'Madamm Wickler net och nach un d'Spëtzt vun der Cargolux stellen ze loossen. Dat hätt missen d'Haltung vun der Regierung sinn, wa se sech selwer, hir Pandemiepolitik, d'Leit dobaussen an och d'Cargolux als Entreprise iwwerhaapt eescht hëlt. Well d'Cargolux ass net iergendeng Entreprise, et ass déi weltwäit véiertgréisste Cargo-Airline an et ass fir d'Lëtzebuerger Ekonomie eng relevant Entreprise. Et ass e Fleuron vun eiser Ekonomie. Dofir ass et och net egal, wien un der Spëtzt steet vun esou enger Entreprise.

A grad d'lescht Joer, matzen an der Pandemie, ass nach eng Kéier d'Bedeitung vun der Cargolux fir onst Land ganz kloer gemaach ginn, wéi se Millioune vu Masken, medezinnescht Material, souguer e ganzt Militärspidol op direktem Wee op Lëtzebuerg bruecht huet. An dofir si mer och erstaunt iwwert déi Ausso, déi den Här Bausch nach haut de Moien um Radio gemaach huet, wou e gesot huet, jo, éierlech zouginn huet, hien hätt net gewosst, datt d'Madamm Wickler esou Positioune géif vertrieden.

Dat ass awer net seriö, datt hei bei esou engem wichtege Posten net méi nogekuckt ginn ass, net ganz genee gekuckt ginn ass, wien een do un d'Spëtzt stellt, an datt een domadder liichtfankeg gehandelt huet an och akzeptéiert huet, datt d'Cargolux elo an déi doten Turbulenze geroden ass.

Kohärenz a Kredibilitéit waren also an dësem Fall net d'Ambitioun vum Transportminister. Vill méi wichteg ware fir hien, sengen Aussoen no, ekonomesch Kompetenz an hire grénge Profill. Rezent Aussoe vun der Madamm Wickler loossen awer u béidem zweifelen, andeems si zum Beispill behaapt, datt déi Kleeder, déi mer alleguerten droen, misste vu wäit ageflu ginn, well mer an Europa weeder Schoulen nach Fabricken hätten, fir dat kënnen ze produzéieren. Jo, domadder weist se u sech als Gréng, datt se weeder de massive Konsum vu Kleeder a Fro stellt, Kleeder, déi fir d'Ëmwelt a fir de Mënsch ..., an déi Konditiounen an deene meeschten asiatesche Länner, wou se produzéiert ginn, ënner katastrophale Konditioune produzéiert ginn. A si verkennt als Geschäftsfra och déi ekonomesch Realitéit hei an Europa, well selbstverständlech gëtt et hei Schoulen, déi ausbilden, a selbstverständlech gëtt et och nach eng Textilindustrie, déi Gott sei Dank ëmmer nees elo an de leschte Jore méi an Europa produzéiert.

Dofir, Här President, de Choix vun der Regierung, fir un d'Spëtzt vun der Cargolux eng Coronaskeptikerin sëtzen ze loossen, déi a kompletter Kontradiktioun ass mat der Regierungspolitik an déi en plus fir dee Posten net wierklech dat néidegt wirtschaftlecht Wëssen, mee éischter eng ekologesch Duebelmoral huet, ass net nëmmen net kredibel an inkohärent, mee dat ass e ganz grousse Feeler, et ass inakzeptabel, e Feeler net nëmme fir ons, mee fir de Gros vun onse Matbierger dobaussen a fir d'Medien, e Feeler, deen dës Regierung nees riichtbéie muss. An dofir fuerdere mer mat onser Motioun, datt d'Regierung sech selwer, d'Cargolux respektiv ons Matbierger soll eescht huelen an der Luxair Bescheed seet, datt d'Nominatioun vun der Madamm Wickler als Administrateur an der Cargolux nees zréckgezu gëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la nomination récente d'une femme d'affaires luxembourgeoise (i) au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne, sur initiative du Ministre des Transports et consécutivement (ii) au conseil d'administration de la compagnie nationale de fret aérien ;

- considérant que même si ladite personne a fait ses preuves dans le monde des affaires luxembourgeois, elle a plus récemment fait parler d'elle en raison du lancement d'une plateforme d'information via l'association « Expressis-Verbis » dont elle est membre fondatrice ;

- notant que

• sur ladite plateforme sont diffusées, du moins en partie, des théories complotistes en rapport avec la pandémie actuelle ;

• confrontée auxdits reproches, la femme d'affaires met en exergue sa position critique à l'égard de la politique gouvernementale de gestion de crise en explicitant (i) qu'il ne faut pas jouer avec l'angoisse de la population et (ii) que le système de santé luxembourgeois a été et est suffisamment performant pour gérer la crise ;

- déplorant que

• à travers ses déclarations, l'entrepreneuse conteste, de manière générale, les mesures gouvernementales d'endiguement de la pandémie et nie en quelque sorte le bilan mortifère de la pandémie du Covid-19, les moments critiques auxquels ont dû faire face les établissements hospitaliers avec la fermeture temporaire de diverses unités, le report d'interventions médicales etc. ;

• à travers son action, la femme d'affaires s'est par ailleurs mise, de manière flagrante, en porte-à-faux avec la politique gouvernementale de lutte contre la crise du Covid-19,

- notant au demeurant que

• dans une interview accordée à la radio 100,7, la femme d'affaires s'est exprimée comme suit :

« [Den Transportminister] weess och, datt ech op déi eng Manéier ganz karéiert sinn, op déi aner Manéier awer och incontrôlable, dat weess all Mënsch. »

• il résulte toutefois de la loi modifiée du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme dispose sans équivoque que « les personnes qui, sur la proposition de l'État (...), sont appelées aux fonctions d'administrateur (...) représentent (...) l'État qui les a fait désigner et exécutent leurs instructions » ;

• au vu de tout ce qui précède, on peut réellement douter (i) de la capacité de jugement de la femme nommée au poste d'administrateur et (ii) de sa volonté d'exécuter les instructions gouvernementales ;

- rappelant au final que, d'après la loi modifiée du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme, les administrateurs désignés par le Gouvernement sont révocables ad nutum,

invite le Gouvernement

- à notifier au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne la révocation de la femme d'affaires susmentionnée de son mandat d'administrateur et à provoquer sa démission voire sa révocation de son poste d'administrateur de la compagnie nationale de fret aérien.

(s.) Serge Wilmes, Sven Clement, Martine Hansen, Gilles Roth, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Serge Wilmes.

12. 7803 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Da kënne mer elo zum Projet de loi 7803 kommen. Dat ass de Projet iwwert de Congé pour soutien familial am Kader vun der Covid-19-Pandemie. An ech géif direkt d'Wuert un den honorabelen Här Max Hahn ginn als Rapporter vun dësem Projet de loi. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Jo, merci, Här President. D'Zuele vun de Covid-19-Infizéierte si weider héich a besonnesch déi verschidde Variante maachen engem Suergen.

An den Dagesstrukture fir eeler Leit a Persoune mat enger Behënnerung bestinn nach ëmmer eng Rei Problemer, dorënner natierlech an éischter Linn ze kleng Raim, fir déi selwecht Zuel u Leit opzehuelen,

wéi dat virun der Pandemie de Fall war. Aus deem Grond schwätze mer haut jo nach eng Kéier iwwert de Congé pour soutien familial.

De Gesetzesprojet 7803 ass eng Ännerung vum Gesetz vum 23. November 2020 iwwert de Congé pour soutien familial am Kader vun der Covid-19-Kris. Vill Dagesstrukturen, déi sech ëm eeler Leit a Persoune mat enger Behënnerung këmmeren, hunn am Fréijoer d'lescht Joer aus bekannte Grënn hir Diere missen temporär zoumaachen. D'Familljen, an deene jiddweree schafft, hu sech du selwer ëm hir Familljemembere këmmere missen an dat huet si viru grouss Erausfuerderunge gestallt. Fir d'Leit an dëser Situatioun ze ënnerstëtzen, huet de Familljeministère de Congé pour soutien familial als Noutfallmesure ageféiert gehat.

Mir stëmmen haut déi zweet Verlängerung vun dësem Congé, deen da bis de 25. November 2021 geet. Duerch déi vill Neiinfektiounen, notamment am Zesummenhang mat deene verschiddene Variante vum Virus, kënne verschidde Strukture fir eeler Leit a Persoune mat enger Behënnerung nach ëmmer nëmmen eng begrenzten Zuel u Leit ophuelen, sief dat duerch coronabedéngten Ausfäll beim Personal oder duerch ze kleng Raimlechkeeten, fir eebe justement déi wichteg Geste-barrièrë kënnen anzehalen.

Dobäi kënnt natierlech déi besonnesch Vulnerabilitéit vu verschiddene Persounen, déi et oft oméiglech mécht, dass déi Leit sech un d'Geste-barrièren halen. Ech denken do u Leit, déi duerch eng bestëmmte Krankheet oder Behënnerung de Mask eeben net kënnen unhalen.

Aktuell gëtt dëse Congé vun zwielef Persoune genotzt. E puer Demanden, fir de Congé pour soutien familial verlängert ze kréien, sinn och schonn um Ministère erakomm. Dofir ass et eiser Meenung no immens wichteg, dat bestoend Gesetz eeben nach eng Kéier ze verlängeren, an dat nach eng Kéier ëm sechs Méint, wéi scho gesot, bis de 25. November.

Här President, de Kader vum Gesetz bleift deen nämmlechten. De Congé pour soutien familial kann ugefrot ginn, wann eng autoriséiert Struktur temporär, am Kader vun der Covid-19-Pandemie, hir Aktivitéiten deelweis oder komplett astelle muss. De Congé ka souwuel vu Residente wéi och vu Frontalieren ugefrot ginn. Eng autoriséiert Struktur muss sech deemno eeben net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg befannen, mee kann och am EU-Ausland leien.

D'Demande fir de Congé pour soutien familial muss wéi gewinnt un de Familljeministère geschéckt ginn an ass natierlech och u gewësse Konditioune gebonnen. Och déi Konditioune sinn déi selwecht wéi am ale Gesetz an dofir ginn ech op dëser Plaz och net nach eng Kéier dorop an.

Wann d'Demande akzeptéiert gëtt, da stellt de Familljeministère e Certificat an duebeler Ausféierung aus, deen un den Employeur an un d'Krankekeess geschéckt muss ginn. De Congé hält dann op, wann déi autoriséiert Struktur de Minister informéiert, dass hir Aktivitéit erëm deelweis oder komplett opgeholl gëtt, an doduerch och erëm Plaz fir déi eeler oder behënnert Persoun fräi ginn ass.

D'Zäit am Congé pour soutien familial ass gläichgestallt mat enger Incapacité de travail, déi am Fall vun enger Krankheet oder engem Accident ugefrot ka ginn. Dowéinst profitéieren d'Salariéen hei och vun deene selwechte Rechter, wat d'Sécurité sociale an den Aarbechtsschutz betrëfft. Fir dass et zu kenger finanzieller Benodeelegung kënnt, wäert dëse Congé och weider remuneréiert ginn. D'Sécurité sociale iwwerhëlt zu 100 % d'Bäihëllefen, op déi Salariéen en Urecht hunn.

D'Mutualitéit vun den Employeure rembourséiert dem Patron dann och de komplette Salaire mat de Charges patronnales, déi hien u seng Salariéen am Congé pour soutien familial ausbezuelt huet, an iwwerhëlt och d'Indemnité pécunière fir d'Independanten. Do dernieft genéisst de Salarié natierlech och Kënnegungsschutz, soulaang den Employeur virschréftsméisseg vun der Absence informéiert gouf.

Betoune wëll ech dann hei och nach eng Kéier, dass hei ausschliisslech erwuesse Persoune viséiert sinn, déi e groussen Deel vun hirer Autonomie verluer hunn an dowéinst an hirem Alldag op d'Hëllef vun enger drëtter Persoun ugewise sinn.

An esoulaang de Virus net mat Sécherheet verschwonnen ass, musse mir och weider de Familljen ënnert d'Äerm gräifen, fir dass si sech ëm hir Léifste këmmere kënnen.

Fir weider Detailer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech géif dann hei och vun der Geleeënheet profitieren, lech villmools Merci ze soe fir dat opmierksaamt Nolauschteren, an och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Am Fong geet et ëm eng Verlängerung bis de 25. November. Opgrond vun den Ausféierunge vum Här Hahn brennt et mer e bëssen ënnert de Fanger, fir nach verschidde Sujete kënnen do mat unzedeiten, wat insgesamt dat ubelaangt, déi Problematik, déi mer kenne bei den eelere Leit, mee dat ass net de Sujet vum Projet de loi. Ech wëll just soen: D'CSV ass averstane mat der Verlängerung vum Projet de loi bis de 25. November. A mir wäerten op déi aner Punkten eng aner Kéier zréckkommen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President, an och merci dem honorabelen Deputéierte Max Hahn. Hien huet ausféierlech alles gesot, wat ze soe war, an ech wëll deem och net ganz vill bäifügen. Et ass eng Verlängerung a mir ënnerstëtzen dat natierlech, selbstverständlech, well mer dat eng gutt Saach fannen. An dofir ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Merci dem Här Hahn fir säi Rapport an d'Explikatiounen. Natierlech begréisse mer eng weider Verlängerung vum Congé pour soutien familial, well heimat d'Familljen eeben dann och weiderhin d'Chance hunn, fir doheem op hir Léifst kënnen opzepassen. A wéi ech och e puermol widderholl hunn, ass et wierklech immens wichteg, an Zäite wéi dësen och kënnen doheem eng Stäip ze hunn an op eng Ënnerstëtzung zielen ze kënnen. An ech widderhuele mech och heimadder, dass ech soen, dass mer natierlech och d'Iddi ënnerstëtzen, dass esou e Congé, esou eng familiär Hëllef och no Covid vläicht kann eng Ënnerstëtzung doheem sinn. An domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech ka mech eigentlech menge Virriedner nëmmen uschléissen. Déi Verlängerung, mengen ech, déi mer hei votéieren dann à l'unanimité, ass e wichtegt Instrument, quitte datt et „just", ënner Gänseféisercher, eng Dose Leit sinn, déi aktuell direkt dovunner profitéieren. A grad well et elo net e Massephenomeen ass an awer gläichzäiteg eng wichteg Hëllef ass, mengen ech, datt et och interessant kéint sinn, sech Gedanken ze maachen, wéi een no der Covidkris esou Instrumenter wéi dat hei eventuell pereniséiere kann.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, och vun eiser Säit aus Merci un den Här Hahn. Mee ech géif och direkt d'Interventioun vum Kolleeg Marc Baum ënnerstëtzen. Ech mengen, et ass wierklech derwäert, och wann net vill Leit betraff sinn, fir no der Covidkris - genau dat, wat den Här Baum gesot huet - driwwer nozedenken, wéi mer déi Instrumenter an Zukunft kënne gestalten, fir Leit ze hëllefen, déi déi Hëllef brauchen, och wann et der net vill sinn. An an deem Sënn wéilt ech souwuel dem Här Hahn Merci soe wéi och dem Här Baum fir déi Suggestioun a gär och den Accord vun der ADR ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Merci och alle Riedner. Merci dem Rapporter fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci fir Är Ënnerstëtzung, Är breet Ënnerstëtzung heibannen. Et geet effektiv, wéi elo grad gesot ginn ass, just ëm eng Dose Leit am Moment, mee fir déi ass et besonnesch wichteg.

An der Pandemie ass et eeben esou, dass net alleguerten d'Plazen, déi virgesi sinn an de Foyere fir eeler Leit oder fir behënnert Erwuessener, kënnen occupéiert ginn, well een eebe méi Distanz muss halen. An et ginn eebe Leit, déi kënnen net eleng doheem bleiwen duerch hir Behënnerung oder hiren Alter, wou dann eng Behënnerung eeben derbäikënnt. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass dann een aneren Erwuessene ka bei hinne bleiwen an dass dee sech dann ëm si këmmere kann, bis dass se nees kënnen an hire Foyer de jour zum Beispill goen.

Well dat awer elo zweemol ugeschwat ginn ass, sinn ech elo bis hei op d'Riednerpult komm: Mir wäerte kuerzfristeg e Projet de loi op den Instanzewee ginn, mat deem mir de Congé wëllen iwwert d'Zäit vun der Pandemie eraus eebe pereniséieren. Déi aktuell Konditiounen a Prozedure mussen dofir awer ugepasst ginn.

Et ass virgesinn, dass den Haaptkrittär, fir dee Congé kënnen unzefroen, e Cas de force majeure dee Moment wäert sinn. Ech denken zum Beispill un e Feier oder un eng nei Pandemie, wou ech jo hoffen, dass se ni wäert kommen, eeben iergendwéi e Cas de force majeure, deen dann eng Fermeture oder eng Deelfermeture vun engem agreéierte Service mat sech bréngt.

Et geet, wéi gesot, hei ëm agreéiert Servicer zu Lëtzebuerg oder an engem EU-Land, wou dann eng erwuesse Persoun am Moment net kann higoen, am Moment da wéinst der Pandemie, an dann, wa mer et pereniséieren, vläicht wéinst engem Cas de force majeure, dass e Foyer mol muss zougoen oder deelweis zougoen. An dofir si mer amgaangen, och dorunner ze schaffen. An ech soen lech alleguerte villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Familljeministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7803. Den Text steet am Document parlementaire 7803[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7803 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 7325 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;

2° de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

3° de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7325 iwwert de Bäitrag vu Lëtzebuerg bei Friddensmissiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur*.- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7325 modifizéiert dräi Gesetzer.

D'Gesetz vum 27. Juli 1992 iwwert d'Bedeelegung vum Grand-Duché bei Opérations de maintien de la paix, déi ech OMP nennen, déi am Kader vun internationalen Organisatioune stattfannen, gëtt an der Déift modifizéiert an och un déi aktuell Realitéit ugepasst.

Des Weidere geet et drëm, nei Modalitéiten ze fannen, fir d'Attributioune vu Primes de vol ze definéieren. Dëst soll d'Gesetz vum 23. Juli 1952 iwwert d'Militärorganisatioun änneren.

(Brouhaha)

Dann drëttens de Champ d'application vun dem militäreschen Ekipementsfong am Gesetz …

(Brouhaha)

Här President, kënnt Der mer …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, wa mer géifen déi kleng Reunioune virun d'Dier verleeën, oder wann déi et géife fäerdegbréngen, wat ech zwar selwer och net fäerdegbréngen, fir lues ze schwätzen. An doduerch, datt ech et net fäerdegbréngen, maachen ech et net. Déi, déi et net sollte fäerdegbréngen, déi sollen dann hir kleng Reuniounen am beschte virun d'Dier verleeë goen. Merci villmools.

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur*.- Richteg!

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur*.- Jo, merci, Här President, well wéi gesot, et ass e Sujet, wou ech elo net den Expert sinn, wou ech mech awer wëll voll konzentréieren op dat, wat ech lech hei wëll virdroen. An dofir, wéi gesot, wann et roueg ass, e bësse méi roueg ass, dat ass ëmmer scho gutt.

Wéi gesot, dëst soll d'Gesetz vum 23. Juli 1952 iwwert d'Militärorganisatioun änneren.

Drëttens, de Champ d'application vun dem militäreschen Ekipementsfong am Gesetz vum 21. Dezember 2007, deen d'Investitiounsausgaben a militäresch Capacitéiten a Mëttelen definéiert, soll erweidert ginn.

Zënter 1992 huet den internationale Kontext vu Konflikter, déi och reegelméisseg eng militäresch Dimensioun unhuelen, sech weesentlech geännert. Dëst bedéngt en Ajustement vun dësem Gesetz iwwert d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un Opérations de maintien de la paix, wéi gesot, OMPen.

An dësem internationale Kontext, dee komplex an net previsibel ass, huelen dës international Missioune Formen un, déi verschidde si vun deenen, déi initialement am Text vun 1992 festgehale goufen.

Dës Missioune brauchen dofir och nei Äntwerten an nei Verdeedegungsmëttelen. Lëtzebuerg bedeelegt sech zum Beispill am Kader vun der NATO u Missioune wéi „Enhanced Forward Presence" a Litauen. Dës Missioune si schwéier an d'Definitioune vun enger dach méi restriktiver Opération de maintien de la paix ënnerzebréngen.

D'Gesetz vun 1992 erlaabt also net méi, all déi international Operatiounen, wou Lëtzebuerg sech am Ausland elo schonns bedeelegt, mam Begréff OMP ofzedecken. An där Prespektiv baséiert dëse Projet de loi sech op follgend zwou Consideratiounen.

Éischtens: Et geet drëms, eis Reaktiounscapacitéiten an de Champ d'action ze vergréisseren, dëst fir datt eis Arméi méi schnell operationell gëtt an domat hir Fiabilitéit géigeniwwer den alliéierte Partner vergréissert. D'Ausdeenung vum Begréff Operatiounen op aner Typpe vun Aktivitéite soll zu dësem Objektiv bäidroen.

All d'Persounen, déi un dëse Missioune participéieren, sollen dëst an engem legale Kader maachen, wou déi juristesch, sozial a finanziell Komponenten un dës beschriwwe Situatiounen ugepasst sinn. Heizou gehéieren och d'Missioune vun de Walbeobachter.

Fir eng Äntwert op den éischte Punkt ze ginn, gëtt de Champ d'application vum Gesetz vum 27. Juli 1992 erweidert, an d'Prozedur, fir esou eng Bedeelegung am Ausland ze erlaben, soll der Realitéit vun deene Konflikter ugepasst ginn.

Op d'Propositioun vun der Kommissioun ass den Titel vum Projet de loi dofir follgendermoosse geännert ginn: OMP gëtt ersat duerch: „opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise". Et gouf och festgehalen, datt d'Parlament seng Kontrollrechter an esou engem Konfliktfall ausübe kann.

Wat ass d'Prozedur, fir eng lëtzebuergesch Participatioun un esou Operatiounen am Ausland ze erlaben? Dëse Projet de loi huet als Zil, d'Transparenz ze verstäerken an d'parlamentaresch Kontroll esou gutt beim Ufank vun der Missioun, souwéi och wärend der Missioun an och no der Missioun ze garantéieren.

An dësem Kontext erënneren ech drun, datt et 2004 schonns e Projet de loi gouf, de Projet de loi 5400, fir dës Autorisatiounsprozedur ze änneren. Dëse Projet de loi ass awer net bis zum Enn geféiert ginn.

Haaptelement vun der haiteger Approche ass, datt en Débat public an dem Parlement soll stattfannen, fir Missioune vum Typ wéi zum Beispill Peace Enforcement. Dat fannt Der erëm ënner - voir -: „limitation, modération ou cessation d'hostilités".

Dëst sinn och Missiounen, déi e méi héije Risiko droen. Een ëffentlechen Debat an der Chamber soll och alle Missioune virausgoen, déi am Kader vun engem Groupement multinational geschéien, wou Lëtzebuerg Member ass, a fir deen et en internationaalt Mandat gëtt. Consultatioune vun der zoustänneger Kommissioun, ofhängeg vum Typ vum Konflikt, bleiwen nach ëmmer bestoen. Dës Kommissioun soll och reegelméisseg - wa méiglech all dräi Méint - iwwert de Verlaf vun den Operatiounen informéiert ginn.

Den Avis vum Staatsrot ass net méi verlaangt an d'Urgence kann domat och invoquéiert ginn, wann all Elementer dofir present sinn. An och d'Conférence des Présidents brauch net méi saiséiert ze ginn, esou wéi dat bis elo de Fall war.

Wat ass d'Prozedur am Fall vu Forces de déploiement rapide? D'Participatioun vu Lëtzebuerg am Dispositif vu Forces de déploiement rapide ass e spezifesche Fall. Ëm wat geet et hei genau? All Land gëtt invitéiert, dëst am Kader vun de Forces de réaction rapide vun der NATO oder der EU, e puer Unitéiten zur Verfügung ze stellen, déi dann am Fall vun enger Kris ganz schnell an den Asaz komme kënnen. De Moment heescht den NATO-Dispositif „Very High Readiness Joint Task Force", an dee vun der EU „EU Battlegroups". Dës Unitéite sinn an engem permanenten Alert-Zoustand a solle ganz schnell an den Asaz kommen. Wéi Dir verstitt, sinn esou Asätz guer net vun dem aktuellen OMP-Gesetz vun 1992 ofgedeckt. Dëse Projet de loi soll dofir och hei bäidroen, dëse Missiounen eng zolidd legal Basis ze ginn.

Den Decisiounsprozess fir dës Forces de réaction rapide ass zweestufeg.

Déi éischt Stuf ass déi, datt d'Decisioun muss prinzipiell geholl gi fir lëtzebuergesch Unitéiten - dëst an engem Rotatiounsmodus - dëse Forces mulitnationales de réaction rapide zur Verfügung ze stellen. Dëst geschitt iwwer e Règlement grand-ducal, wou een natierlech net weess, wou zum Beispill esou eng Interventioun vläicht an der Zukunft stattfënnt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Déi zweet Stuf ass déi, wou e Konflikt optrëtt a wou dës Truppe musse ganz schnell um Terrain an den Asaz kommen. D'Decisioun, fir dës Gruppen anzesetzen, muss dann och an enger gewësser Urgence geholl ginn a geschitt en concertation an en accord mat der kompetenter Chamberskommissioun. Hei ass och en Debat innerhalb vun dräi Deeg an der Chamber virgesinn.

Deen zweete Volet vun eisem Projet de loi geet ëm Primes de vol. Et geet drëms, e legale Kader ze schafen, fir d'Attributioun vun de Primes de vol.

Dës Aféierung vu Primme geschitt och am Kader vun de Lignes directrices vun der Lëtzebuerger Verteidegungspolitik „Horizon 2025", déi Follgendes virgesäit: „développement conséquent de la composante aérienne, avec l'acquisition de nouvelles capacités et plateformes de transport stratégique". Dëst verlaangt natierlech, dat noutwendeg Personal ze rekrutéieren, ze forméieren an ze fideliséieren, fir dës nei Capacitéiten operationell ze gestalten. Lëtzebuerg wëllt a Fluchtransportcapacitéiten investéieren, déi souwuel fir militäresch wéi fir zivill Zwecker kënnen agesat ginn.

D'Personnel navigant, also haaptsächlech d'Pilote vun de Fligeren, déi zum Asaz kommen, droen en erhéichte Risiko an hire Missiounen. Des Weidere sinn dës Missioune verbonne mat schwieregen Aarbechtskonditiounen, wou d'Zäitzone reegelméisseg wiesselen, Missiounen, déi et net erlaben, bei der Famill ze sinn, a speziell Responsabilitéiten an der Exekutioun vun hiren Aufgabe wärend de Missiounen.

Esou eng Prime de vol erlaabt et och, d'Personnel navigant un d'Arméi ze fideliséieren. D'Arméi bezilt och déi néideg Formatioune vun de Piloten. D'Käschte vun dëse Formatioune sinn net onweesentlech. An et ass ganz wichteg, dëst Personal mat senger Experienz bei der Arméi ze behalen, dëst och, well dësen Transportsecteur vun der Arméi a Konkurrenz zu dem private Fligersecteur steet, deen och versicht, mat Avantagë Personal unzelackelen, unzezéien.

Dëse Projet de loi huet sech do bei der belscher Arméi, wéi och bei aneren NATO-Länner, inspiréiert, déi och esou Primme bezilt. Dës Primme sinn och degressiv a versteierbar; Sozialcotisatioune mussen dorop bezuelt ginn a si pensionabel. Dës Primm ass net un den aktive Status vum Personnel navigant gebonnen.

Dës Primmen an hir Montanten an Indexpunkte sinn déi selwecht wéi vum belsche Personnel navigant. Dëst och, well eist lëtzebuergescht Personal de Moment integréiert gëtt an eng Unité binationale belgo-luxembourgeoise, déi an der Belsch stationéiert ass.

Den drëtte Volet vum Gesetz betrëfft de Fonds d'équipement militaire. Fir schlussendlech och e verlässleche Partner an deenen internationalen Organisatiounen ze sinn, muss eist Land dann och déi noutwendeg finanziell Moyenen opbréngen, fir all dës Missiounen ze erfëllen.

Och déi international Verträg, déi Lëtzebuerg an dësem Kontext ënnerschriwwen huet, gesinn Dispositiounen an dës Richtung vir; esou zum Beispill den Artikel 3 vum NATO-Vertrag vu Washington. An deem Kontext huet Lëtzebuerg, wéi gesot, d'Lignes directrices de la politique de défense à l'horizon 2025 (veuillez lire: Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025) publizéiert an huet sech engagéiert, fir seng finanziell Efforten ze erhéijen, déi et eisem Land erlaben, déi international Engagementer ze ënnerstëtzen, wann et ëm d'Erhale vu Fridden, Sécherheet a Stabilitéit geet.

An der initialer Definitioun vum Fonds d'équipement militaire goung et haaptsächlech ëm déi national Besoine vun eiser Arméi. Dës restriktiv Terminologie ass natierlech en Hindernis fir d'Ëmsetze vun der Politique de défense à l'horizon 2025. Et geet also zum Beispill drëms, déi europäesch communautaire Capacitéiten eropzesetzen a finanziell ofzesécheren.

Dëst geschitt zum Beispill duerch den europäesche Projet MRTT - „Multi Role Tanker Transport"-Aircraft. Dësen Transportfliger soll esou gutt fir militäresch wéi och zivill Applikatioune benotzt ginn.

Éischten Avis vum Staatsrot: Am éischten Avis vun dësem Projet de loi mécht de Conseil d'État eng Rei Remarken a Verbindung mat eiser Constitutioun. Dovun ass eng Remark interessant am Sënn, datt de Conseil d'État et géif inconcevabel fannen, datt eng Interventioun vun eiser Arméi am Ausland kéint stattfannen, ouni datt de Legislateur, also d'Parlament, eng Kontroll doriwwer hätt. Dobäi zitéiert de Staatsrot d'Artikelen 51 an 32 vun eiser Constitutioun. Mee de Staatsrot schreift dann awer och, datt Aussepolitik gréisstendeels an der Hand vun der Exekutiv läit an datt Aussepolitik aner Reegelen huet wéi Innepolitik. Dat héicht Haus mengt dann och, datt déi aktuell Constitutioun deen heite Problem net géif léisen. Den Artikel 81 vun der Revisiounspropositioun fir eis Constitutioun kéint awer do eng Äntwert liwweren.

De Staatsrot notéiert och, datt eis Nopeschlänner ganz verschidden Approchen hunn, fir dëse Sujet unzegoen. An Däitschland muss d'Parlament säin Accord ginn, wärend a Frankräich d'Parlament säin Accord muss gi fir all Interventioun, déi iwwer véier Méint erausgeet. An der Belsch ass den Accord vum Parlament net onbedéngt noutwendeg, an d'Decisioun iwwer esou Interventioune läit eleng bei der Regierung.

De Staatsrot mécht och zwou Oppositions formelles, déi awer duerch Amendementer opgeléist konnte ginn.

Da gëtt et en Avis complémentaire vum Staatsrot. Am Kontext vun de Forces de déploiement rapide dréckt de Staatsrot seng Verwonnerung doriwwer aus, datt e Règlement grand-ducal produzéiert gëtt, wou keng Informatiounen iwwert den Objet précis - wéi zum Beispill d'Plaz, d'Zuel vun de Lëtzebuerger Participanten, d'Durée vum Asaz - preziséiert ginn. De Staatsrot mécht awer keng Opposition formelle heizou.

An deenen zwee Avisen huet de Staatsrot eng Rei legistesch Remarke gemaach.

Dann den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics: Allgemeng gëtt dës Chambre professionnelle hiren Accord zu dësem Projet de loi, ënnerstëtzt an deem Sënn och déi Erhéijung vun den Ausgaben, déi virgesi sinn am Fonds d'équipement, fir déi international an national Missioune kënnen ze erfëllen. Dës Chamber gesäit nach Potenzial, fir eng Rei Passagen am Text ze verbesseren, notamment wat d'Aarbechtsrechter a -flichte vun deenen hei engagéierte Persounen betrëfft.

Dëse Projet de loi ass den 19. Juli 2018 (veuillez lire: de 25. Juni 2018) vum viregten Arméiminister, dem Här Étienne Schneider, agereecht ginn. De Conseil d'État huet den éischten Avis de 5. Abrëll 2019 agereecht. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet säin Avis den 12. Dezember 2018 ofginn. D'Chamberskommissioun huet duerno hir Aarbechten opgeholl an de Projet a véier Sitzungen ëmgeännert. De Staatsrot krut den 22. Juni 2020 en amendéierte Projet de loi zougestallt. Den Avis complémentaire vum Staatsrot ass vum 19. Januar 2021.

Fir méi Detailer iwwert dëse Projet de loi invitéieren ech Iech, mäi schrëftleche Rapport ze liesen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci villmools och dem Här Rapporter.

Den éischten ageschriwwene Rieder ass den Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dass ech e klasseschen Ufank fir dës Ried wielen, well déi geet iwwer klassesch Missiounen, déi an engem Gesetz dann anescht verpaakt ginn. Duerfir awer als Alleréischt merci un de Rapporter fir säi gudde mëndlechen an och säin exhaustive schrëftleche Rapport. Ech mengen, hien huet vill Detailer bruecht, wou ee gesäit, wat d'Finalitéit vun dësem - ech nennen et emol, oder mir nennen et all esou - OMP-Gesetz, Opérations pour le maintien de la paix, am Fong geholl soll bréngen.

D'Friddensmissiounen, dat wësse mer, sinn e Kärstéck an dësem Gesetz. Do huet Lëtzebuerg och, mengen ech, säit der Suezkris am Joer 1956 - well do ass et déi éischt richteg Maintien-de-la-paix-Missioun ginn - e gudde Match gemaach. A mir wëllen deen och weider maachen.

Eis Arméi huet sech och deementspriechend an de leschte Joerzéngten opgestallt a spezialiséiert, fir eebe kënnen a Friddensmissiounen, a Krisemissiounen an och dann an humanitäre Missiounen eng Hand mat unzepaken. Et ass net Zoufall, dass mer Deminage hunn, dass mer Waasseropbereedung maachen oder sougenannten ISR - Intelligence, Surveillance and Recognition (veuillez lire: Intelligence, Surveillance and Reconnaissance).

A wann ech dat dote soen, dann erënneren ech mech gären un d'FINUL-Missioun am Libanon, wou mer aacht Joer laang waren, wou mer am Fong op der Ligne bleu - dat ass déi Ligne, déi gezu ginn ass vun de United Nations am Joer 2000, wéi d'Israeli de Libanon nees verluer hunn -, wou mer do den Deminage gemaach hunn. Oder ech erënnere mech och gär un déi Missioun, déi mer am féiere Jugoslawien haten, prezis a Kroatien, wou Lëtzebuerg, zesumme mat der Belsch, en Checkpoint gemaach huet an och humanitär Hëllef bruecht huet.

Wéi gesot, de Rapporter huet et gesot: D'Gesetz ass am Joer 2018 am Juni deposéiert ginn. Dat sinn elo bal dräi Joer hier. D'Vocatioun ass effektiv, d'Prozeduren ze vereinfache bei Asätz a Krisemissiounen. Ech nennen dat emol esou. Et muss een objektiv soen: Dat ass gelongen! Et gouf u verschiddene Schrauwe gedréit. Et muss een awer och soen, dass de Staatsrot sech gutt abruecht huet. An dat Resultat, wat mer haut hei virleien hunn, mengen ech, wäert e grousse Konsensus hei fannen, och beim Vott, a warscheinlech wäert déi ganz Chamber dëst Gesetz droen.

Mee e Fakt ass awer och, dass dës nei Prozedur, an dat ass scho gesot ginn, effektiv d'Saisine vum Staatsrot a vun der Presidentekonferenz vun der Chamber net méi brauch, besonnesch wann en internationaalt Mandat do ass, mee d'Chamber muss awer ëmmerhin nach consultéiert ginn. An et ass dann e Prinzip ageféiert gi vun der Plenière, an dat besonnesch dann, wéi de Rapporter et och gesot huet, bei Peace Enforcement, also Missiounen, wou de Fridde soll erbäigefouert ginn, an och bei multinationale Missiounen.

A wann ech mech widderhuelen a soen: Friddensmissioune sinn de Kär vun der UNO. An och fir Staate wéi eise Staat an och fir déi aner westlech Staaten ass d'Fundament vun enger multinationaler, internationaler Uerdnung notamment dann eeben d'United Nations. A well Europa och do eng Vermëttlerroll spillt, eng wichteg, ass et wichteg, dass mer eng zolidd Basis kréien. An ech mengen, déi kréie mer hei mat dësem Gesetz.

Et ass och problematesch - et ass ugeschwat gi vum Rapporter - bei de Schnellreaktiounsmissioune vun der NATO oder vun der EU, do muss jo d'Plenière saiséiert ginn an dräi Deeg no der Convocatioun. Dat ass relativ kuerzfristeg. Mee als Deputéiert si mer alleguerten, mengen ech, frou, wa mer richteg agebonne ginn. Dat ass jo hei de Fall. Mee d'Problematik wäert kommen an den nächste Méint a Joren, wa Krise kommen, déi net previsibel sinn. An d'Reaktioun, dat ass gewosst, däerf net ze laang daueren. Da musse mer dann emol kucken, wat dat neit Gesetz hei dann an de chronologeschen Ofleef bréngt, ob mer do am Fong geholl d'Richtung behalen.

Dëse Projet war noutwendeg. De Rapporter, ech wëll dat och nach gär eng Kéier widderhuelen, huet gesot: „Zënter 1992 huet sech den internationale Kontext déifgräifend geännert", an dat justement am Kontext vun der Bedeelegung u Friddensmissiounen. Dat stëmmt.

Duerfir hat och schonn deemools - an dat ass och elo ugeschwat ginn am Rapport vun dem Rapporter - den deemolegen Arméiminister, de Luc Frieden, effektiv eng Initiativ geholl, fir d'Prozedure bei dësem OMP-Gesetz oder bei eisen OMP-Asätz ze vereinfachen. Deemools hat de Staatsrot och effektiv säin Accord ginn. Mee de Projet ass net ukomm. Firwat? Majo, well den deemolegen Deputéierten, de Félix Braz war et, sech am Numm vun der gréngen Partei am Fong geholl opposéiert huet. Hie war der Meenung, d'Chamber misst net nëmme consultéiert ginn, mee se misst e bindenden Avis ofginn. Dat war seng Meenung.

Da muss ech soen, dann ass et effektiv keck - esou soe se op der Musel -, dass e grénge Minister elo dat mécht, wat en anere gréngen Deputéierten am Numm vu senger Partei ofgewisen huet, an zwar eebe justement d'Abanne vun der Chamber, mee ouni bindenden Avis.

Mir als CSV fannen dës Prozedur natierlech ok. Mir hu se 2004 gutt fonnt, da fanne mer se haut och gutt.

A mir kréien effektiv mat dësem Gesetz eng ausgeweite parlamentaresch Kontroll an och méi Transparenz. A besonnesch och, mengen ech, déi trimestriell obligatoresch Informatioune vun de Kommissiounen, ob dat elo d'aussepolitesch Kommissioun ass oder d'Defensekommissioun. Dat ass och Neiland. An hei musse jo dann de Verteidegungsminister an den Ausseminister informéieren. An ech mengen och, heiduerch, duerch dës Neierung, gëtt effektiv d'Bild vun der Missioun an der Chamber an och no baussen en anert.

Mee trotzdeem wäerte Problemer kommen, besonnesch, mengen ech, bei deene Schnellmissiounen, wou mer an dräi Deeg mussen an d'Chamber goen. Do ass dann och an der Chamber driwwer diskutéiert ginn - do ass et méiglech, dass dann eventuell verschidde Motioune kommen. A wat dann do derbäi erauskënnt, dat wäert d'Zukunft eis weisen. Mee kloer ass: Et ass problematesch, well schnell muss reagéiert ginn. Et ass ganz schwéier, dat mat deenen aktuelle Moyenen, déi eis d'Gesetzer hei zu Lëtzebuerg ginn, hinzekréien.

Wat awer ganz wichteg ass, dat wollt ech och ervirhiewen, dat ass, dass mat dësem Gesetz de Kader vun de Missioune juristesch, sozial a finanziell gestäerkt gëtt. Dat ass a mengen Ae ganz wichteg.

Mee d'Gesetz, wéi gesot, ass net nëmmen ee Gesetz vun OMP oder vu Missiounen a Krisen, et ass och e Gesetz, wou de Fonds d'équipement militaire effektiv erweidert a flexibiliséiert gëtt. Dat mécht an eisen Aen och Sënn, justement mat Referenz op d'Ligne-directricen. Wann een déi liest, da gesäit een, dass mer an eng aner Richtung ginn. An ech erwaarde mer och dann, wat déi Ligne-directricen ugeet, dass de Minister vun Zäit zu Zäit an d'Chamber kënnt a vläicht de Bilan mécht an eis seet, wou mer dann do dru si beim Ëmsetze vun deene Ligne-directricen.

Fakt ass, dass mer nei Elementer hunn an der Verteidegungspolitik. Déi heeschen - ech widderhuele se gär nach eng Kéier -: Smart Defense, Pooling and Sharing. D'Capacitéiten also bündelen - dat war virdrun net onbedéngt de Fall. Dat sinn nei Realitéiten an nei Objektiver. Et ass jo dann normal, dass dee Fong - deen am Fong geholl éischter esou opgestallt war, dass e sech un nationalen Obligatiounen orientéiert huet - muss anescht opgestallt ginn, well mer aner Aktivitéiten hu wéi am Satellittewiesen, an der Hightech.

Mir schreiwe jo, am Rapport steet et och dran, den Ausbau vun der Composante aérienne. An déi modern Capacitéite sinn eeben anescht wéi déi vu fréier. Mir kréien en anere Mix, mir kréien aner Projeten, mir kréien aner Investissementer. Duerfir ass et noutwendeg, fir hei effizient ze fonctionéieren, dëse Wee ze goe vum Fonds d'équipement - dee méi flexibiliséieren a méi erweideren. D'CSV dréit dat dann och.

Deen drëtte Punkt ass dann d'Prime de vol, déi och ugeschwat ginn ass. Dat ass och Neiland. Mee dat ass och noutwendeg, net nëmmen eleng, well mer Pilote brauchen, well mer och nach wëllen déi Composante aérienne ausbauen. Dat heescht, mir wëllen och an Zukunft nach weider Piloten astellen. Dës Iddi ass jo nach net esou al, se ass nach net groussjäreg. Duerfir wäerte mer och hei mussen an deene Prozesser léieren, wéi mer sollen do weidergoen, well et jo anscheinend, dat hu mer emol esou gesot kritt, net einfach wär, fir Piloten ze fannen an och Piloten ze forméieren, déi militäresch déngen.

Et weess een: Esou Pilote kritt een net zum Nulltariff. Dat ass eng deier Geschicht. Duerfir ass et scho wichteg, dass ee se da fideliséiert, dass ee se an der Arméi behält. Eis belsch Kolleegen hunn do Erfarungswäerter - mir schaffe jo mat deenen zesummen am Projet A400M -, dass si am Fong geholl och esou eng Primm ageféiert hunn.

Duerfir fannen ech et dann normal, dass mir eng änlech Primm hei zu Lëtzebuerg bréngen, déi och änlech opgestallt ass, wëssend awer och, dass eng gewëssen Diskriminéierung do ass fir déi Lëtzebuerger Leit. D'Lëtzebuerger Pilote kënnen net an der Anciennetéit oder am Grad besser gi wéi déi belsch Piloten an och bei de Kommandoe vun de belsche Kolleegen ass dat net méiglech.

Mee dee Wee ass richteg. A wann de Staatsrot opgeworf huet, déi Primm kéint een net „Prime de

vol“ nennen, well se effektiv och nach weider degressiv bezuelt gëtt, wann een net méi aktiv flitt, da sinn ech awer der Meenung, dass et gutt ass, dass ee just bei deem Term bleift. Well wann een elo géif soen: „Am Ufank ass et eng Prime de vol an herno eng Gratifikatioun.“ - dat ass e bëssen dat, wat de Staatsrot proposéiert huet -, dat géif, mengen ech, zu Konfusioune féieren.

Duerfir ass déi Iddi an och déi Symbolik, fir dann eebe just bei der Primm ze bleiwen, mengen ech, richteg. Effektiv sollt een am Fong geholl dat, wat am Gesetz steet ..., dass mir dat dann och ënnerstëtzen an dat och gutt fannen, dass dat dann dee Wee gaangen ass.

Eng weider Symbolik ass déi, dass mer effektiv ëmmer och vun OMP-Missioune schwätzen, och well aner Missiounen derbäi waren. Dat fannen ech och wichteg an der Symbolik, well effektiv ass de Fridden dat, wat fir eis am wichtegsten ass. An eng total Namensännerung, déi da vum Staatsrot proposéiert ginn ass, géif och näischt bréngen. Wat zielt, ass d'Qualitéit vum Asaz. An déi bleift ëmmer déi selwecht. Mir nenne just eeben d'Kand e bëssen anescht.

Wat och gutt ass mat dësem Gesetz, dat ass, dass iwwert dëst Gesetz zivill a militäresch Asätz kënnen autoriséiert ginn. Dat fannen ech och ganz richteg. Et läit och am Geescht vun der Zäit. Am Geescht vun der Zäit ass jo, dass mer haut d'Defense net méi gesi wéi fréier. Mir gesi se mat deenen dräi „D“en, dann eeben: „Défense“ steet fir Verteidegung am klassesche Sënn vum Wuert; dat Zweet ass den „Développement“, dorënner versti mer d'Kooperatioun, wou Lëtzebuerg jo ganz present ass; an dat Drëtt ass „Diplomatie“, dat ass dann deen aussepolitesche Volet vun der Verteidegungspolitik. Duerfir, mengen ech, ass et gutt, dass een dat gemaach huet. Et gëtt vill Parallellismen a militäresche Missiounen an an zivile Missiounen. An et ass gutt, dass een déi an dee selwechte Kontext setzt an an dësem Gesetz da reegelt.

Wou ech e Bemoll gesinn a wat net gutt ass, dat ass, dass mer déi bilateral Missiounen erausgeholl hunn an dass mer do keng Léisung fonnt hunn. Do huet de Staatsrot jo och gesot: Bilateral Missiounen hunn net deen internationale Kontext, an doduerch misst am Fong geholl d'Kontrollfonctioun vun der Chamber gestäerkt ginn. Da géif et net duergoen, dass mir elo einfach géife consultéiert ginn. An deem Fall misst een och d'Zesummenaarbecht méi preziséieren. Dat ass net geschitt hei. Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass een hei eng Léisung sicht an dass een dës Problematik net op déi laang Bänk schiibt, och wann een effektiv weess, dass Asätz, déi bilateral sinn, éischter Seltenheetswäert hunn.

Wéi gesot, ech brénge fir dëse Projet de loi den Accord vun der CSV, well, ech mengen, grad eis Arméi brauch eise volle Support, an dat och hei an der Chamber, an dat grad eebe justement a schwierege Friddensmissiounen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och deem Här Halsdorf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Et war am Juni 1991, wéi Slowenien a Kroatien sech onofhängeg erkläert hunn. Mir kennen d'Konsequenz. Et koum e ganz brutale mäerderesche Krich an Exjugoslawien. Den 21. Februar 1992 huet d'UNO dunn eng Friddensmissioun gestart, an dat och mat Lëtzebuerger Participatioun. Et ass deemools och e Peloton vun 41 Zaldoten dorower a fréier Jugoslawie gaange fir ze hëllefen, datt dee Krich do sollt op en Enn kommen. Dat ass natierlech net vun haut op muer geschitt.

Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen, firwat datt ech dat doten alles hei soen. Mee aus deem ganz einfache Grond, well déi Evenementer do u sech d'Ursaach waren, datt mer iwwerhaapt en OMP-Gesetz kruten. Well déi Missioun am fréiere Jugoslawien baséiert um deemolege Militärgesetz. An net méi spéit wéi dräi Méint duerno - wéi gesot 1992, et war de 14. Juli 1992 genee - ass dunn d'OMP-Gesetz hei an der Chamber gestëmmt ginn. Den deemolege Rapporter, géif ech mengen, ass och nach deen eenzegen aktiven Deputéierten haut ënner eis, dee sëtzt och hannert mer. Ech weess net, ob e sech nach kann drun erënneren.

Jiddefalls an deem Gesetz ass du ganz kloer definéiert ginn: Wat ass OMP? Et ass jo engersäits ëm militäresch Asätz gaangen, anerersäits awer och ëm zivill Asätz. Och Ziviliste konnten also do mat implizéiert ginn. Éischt OMP-Missioune sinn et natierlech scho virdru ginn. Ech denken u Kaschmir, Pakistan a Palästina. Wat och interessant war: datt eeben och Leit aus dem Privatsecteur konnte mat hei engagéiert ginn. Datt och deene Leit gewësse Privileegien zouerkannt gi sinn, ass aus eiser Siicht net méi wéi normal. Ech wëll just drun erënneren, datt zum Beispill déi Zäit, wéi déi Leit op där Missioun waren, fir hir Pensioun duebel ugerechent ginn ass. Deemools sinn et och scho Spezialprimme ginn. A Lëtzebuerger Frang: Déi hu variéiert tëschent 64.000 a 77.000 Frang.

Här President, Lëtzebuerg ass natierlech e Land, wat sech a senger Geschicht ëmmer no baussen opgemaach huet. Dat ass och ganz richteg a ganz wichteg. A besonnesch, mengen ech, nom Zweete Weltkrich hu mer de Kontakt no internationalen Organisatioune gesicht - wéi d'NATO, wéi d'Europäesch Unioun, wéi d'OSZE, wéi de Conseil de l'Europe. An ech mengen, et ass just dat, wat och d'Stäerkt vun dësem klenge Land ausmécht. Mir sinn entre-temps ganz gutt duerch d'Welt vernetzt a mir mussen dat och an Zukunft weiderhi gutt fleegen.

Dat gëllt natierlech och besonnesch fir eis Zesummenaarbecht um militäresche Plang. Natierlech stellt sech dann och direkt d'Fro: Brauch e Land wéi Lëtzebuerg mat 620.000 Awunner iwwerhaapt eng Arméi? Aus der Siicht vun der Demokratescher Partei ass déi Fro ganz séier beäntwert, an zwar mat engem klore Jo. Natierlech brauche mir keng Arméi, fir Kricher ze féieren. Natierlech stelle mir keng Hegemonie-Uspréch. Mir brauchen awer eng Arméi aus solidaresche Grënn, an och virun allem aus humanitäre Grënn.

Et gëtt jo ee Schlësselelement an der Geschicht vun der Lëtzebuerger Arméi: Dat war 1967, wéi dann - et kann ee bal haut soen - an engem Hauruckverfahren d'Obligation militaire, also den obligatoresche Militärdéngscht, ofgeschaaft ginn ass. Dat war duerch d'Gesetz vum 29. Juni.

Haut befanne mer eis natierlech an engem ganz aneren Ëmfeld. Et kann een 2021 net méi mat 1967 vergläichen. D'Konflikter hunn zum Deel eng ganz aner Dimensioun kritt, woubäi d'Ursaachen nach ëmmer oft déi selwecht sinn, sief et datt d'Ethnien ënner sech net eens ginn, sief et datt et religiéis Iwwerzeegunge sinn, déi zu Konflikter féieren, oder sief et eeben och aner Ursaachen.

Dat kënnen natierlech laang Konflikter sinn - Stéchwuert „Syrien“. Dat kënnen natierlech awer och ganz kuerz brutal Ugréffer sinn, terroristesch Attacke virun allem. Jiddefalls ass et esou, datt mer bal keen Dag erliewen, wou net iergendwou eng nei Konfliktsituatioun op der Welt entsteet.

Dat bréngt also mat sech, datt mer mussen nei Iwwerleeunge féieren, neien Erausfuerderungen eis stellen, wat d'Sécherheetspolitik insgesamt ubelaangt. An da gëtt natierlech déi international Zesummenaarbecht ëmmer vill méi wichteg. Deem däerf sech och net e kleng Land wéi Lëtzebuerg verschléissen. Dowéinst ass et och ganz ënnerstëtzenswäert, datt mer eis an deem Sënn an déi Richtung engagéieren.

Ech wëll drop hiweisen, datt mir eis zum Beispill um Niveau vun der NATO net onbedéngt musse bretze mat eisem Bäitrag. Dee läit de Moment bei plus ou moins 0,7 % vun de PIB. Do leie mer wäit ënnert der Moyenne, kann ee scho bal soen. Mir däerfen also och an Zukunft net de Luusspätter spillen, au contraire. Och mir mussen eise Bäitrag leeschten. An do si mer ouni Zweifel dann och gefuerdert.

Et gëtt natierlech eng Rei aner Ursaachen, firwat datt an Zukunft vläicht nei Momenter wäerten entstoen, wou d'Sécherheet dann eeben och a Fro gestallt ass. Ech denken un d'Ëmweltproblematik. Ech denken u Cyberattacken. Ech denken natierlech un déi permanent terroristesch Ugréff insgesamt.

An deem Gesetz hei sinn natierlech eng Rei wichteg Saachen elo, déi änneren. Dowéinst ass et och gutt, datt d'Gesetz vun 1992 iwwerschafft ginn ass, well mer jiddefalls haut net méi kënne reng vun enger Opération pour le maintien de la paix schwätzen, mee mir musse vun enger Gestion de crise schwätzen. An deen Term „crise“ muss een och vill méi breet gesinn. Dee limitéiert sech net nëmmen op déi reng klassesch Krisen, mee deen huet haut, wéi gesot, bedéngt eeben och duerch aner Ursaachen, eng vill méi vast Bedeitung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kärstéck vun dësem Gesetz ass natierlech eng verstäerkten Abannung vun dem Parlament an den Entscheedungsprozess vun esou Missiounen. Ech mengen, dat ass och ganz gutt esou. Dat kann een als Parlamentarier nëmme begréissen.

Et ass eng Stäerkung vun dem Lëtzebuerger Parlament, virun allem, wéi gesot, wat en internationaalt Mandat ubelaangt um Niveau vun der NATO, Peace Enforcement oder Battlegroups um Niveau vun der Europäescher Unioun. Do muss jo souguer bannent dräi Deeg en Debat geféiert ginn.

Elo kann een natierlech a priori soen: Ass dat logistesch iwwerhaapt méiglech? Stellt lech emol vir: Mëtt August kënnt iergendwéi eng gréisser Kris op der Welt op a bannent dräi Deeg muss d'Chamber zesummekommen, fir doriwwer ze diskutéieren.

Ech gesinn dat awer a priori elo net als e grousse Problem un. An, ech mengen, grad déi Zäit, an där mer elo liewen, beweist jo awer, wéi flexibel d'Chamber ka sinn an och muss sinn! Mir sinn net méi spéit wéi deen Dag viru Chrëschtdag hei moies zesummekomm, also dierft et och kee gréissere Problem sinn, fir eng Kéier mëtten an der Vakanz zesummenzekommen - wa sech dann, wéi gesot, déi Situatioun géif stellen.

Op där anerer Säit ass et natierlech och esou, datt déi Missiounen awer och net kënnen eleng vun dem Pouvoir exécutif decidéiert ginn. Ech mengen, dat muss een och ganz däitlech, ganz kloer hei soen. An et gëtt jo Länner, déi eis dat virmaachen. Ech denken natierlech un Däitschland, obwuel et elo schwiereg vläicht ass, Däitschland a Lëtzebuerg mateneen ze vergläichen, well Däitschland jo awer eng aner historesch Vergaangenheet huet.

Wat och interessant ass an och wichteg ass: datt, wéi gesot, déi zoustänneg Ministere musse spéitstens all dräi Méint hei an d'Chamber komme respektiv an déi zoustänneg Kommissioun an dann och Rapport maachen iwwert d'Entwécklung vun den eenzele Missiounen. Dat gëllt natierlech net fir d'Trainingsunitéiten. Ech mengen, dat ass ganz evident.

Wann, wéi gesot, Situatiounen antrieden, wou muss schnell gehandelt ginn, dann ass et kloer, datt mer eng Prozedur mussen hunn, déi och effikass ass. An do war jo bis dato am Fong dat awer e bësse méi holpereg, fir et emol esou auszedrécken. Engersäits huet missen den Avis vum Conseil d'État virleien, anerersäits ass och nach d'Conférence des Présidents consultéiert ginn. Ech wëll elo weeder deem engen Organ nach deem aneren Organ ze no trieden, mee an där ganzer Problematik hei muss awer eeschthaft hannerfrot ginn, ob souwuel de Conseil d'État wéi och d'Conférence des Présidents nach ëmmer muss an deen Entscheedungsprozess mat agebonne ginn. An dat gëtt jo och dann elo hei u sech domadder ofgeschaaft.

Et ass och diskutéiert ginn hei - a mäi Virriedner huet dat scho gemaach - iwwert déi bilateral Kooperatioun. Ech mengen, mir hunn dat op déi Manéier elo richteg gesinn, datt déi Iddi fir de Moment, wéi gesot, elo emol fale gelooss ginn ass.

Dann zu deem weesentleche Punkt och vun dësem Gesetz, dat ass natierlech déi sougenannte Fluchprimm. Ech gi ganz éierlech zou, an ech mengen, et ass mer net eleng esou gaangen, wéi een erkläert kritt huet, datt eng Primm accordéiert gëtt ... Dat ass net méi wéi verständlech. Ech mengen, ech wëll dat net am Detail hei erëm oplëschten, dat geet bis 106 Punkten. Dat ass och meritéiert, datt natierlech déi Primm och nach weiderhin zouerkannt gëtt fir eng Aktivitéit, déi een net méi ausüübt. A priori ass et awer, mengen ech, ubruecht, datt ee sech doriwwer och e puer Gedanke mécht. An ech kucken nach, och wann de Sall elo net grad esou voll hei ass, mee et sëtzen eng Rei Kolleegen aus de Gemengen hei, déi wëssen awer och, wou reegelméisseg zum Beispill Leit, déi an de Genoss vun enger Primm komm sinn, well se déi an déi Fonctioun haten, op eemol déi Fonctioun net méi ausgeüübt hunn, wou een deene Leit huet missen déi Primm ewechhuelen. Mir wëssen, wat dat ëmmer fir Kämpf duergestallt huet. Also vum Prinzip hier ass et natierlech zumindest awer berechtegt, datt ee sech doriwwer Gedanke mécht.

Elo si mer natierlech hei an enger anerer Situatioun. Mir kruten dat jo och vum Minister plausibel erkläert an der Kommissioun. Mir wëssen, datt et engersäits schwéier ass, Leit ze rekrutéiere fir eeben d'Fonctioun vum Kommandant, vum Pilot vun de Fligeren, sief et den A400M oder sief dat aner Fligeren, déi, wéi gesot, am Déngscht vun der Arméi stinn.

Zweetens muss een och wëssen, datt mer natierlech och a Konkurrenz sti mam Privatsecteur, wann et och gewosst ass, datt jo am Privatsecteur op verschiddenen Airlinen natierlech ganz aner Gehälter bezuelt ginn.

Vun deem Standpunkt hier gekuckt ass et also berechtegt, datt déi Primm u sech och nach ausbezuelt gëtt, wann déi betraffe Persoun eeben eng aner Fonctioun oder net méi déi Fonctioun huet, déi se berechtegt hätt, déi Primmen nach ze kréien. Dat ass jo dann ..., de Stéchpunkt, kann ee soen, ass zwielef Joer. Ech mengen, déi Leit, déi manner wéi zwielef Joer geflu sinn, déi kréien natierlech net méi déi Héicht vun där Primm. Déi, déi méi laang geflu sinn, kréien natierlech e gewëssene Montant. An dat geet jo dann degressiv vun 100 %, mengen ech, bis op 60 % erof. Mee et ass natierlech, fir awer och déi Leit ze fideliséieren, et ass awer och, fir deene Leit nach zousätzlech awer e gewëssenen Ureiz ze ginn, fir sech op deem Niveau do ze engagéieren, soudatt mer natierlech als Demokratesch Partei dat dann och matdroen.

Vläicht zum Schluss nach eng Remark: Mir fannen et och richteg, datt mer e separat Gesetz hunn, wat eeben déi ganz OMPen ubelaangt. An et si jo och Leit, déi gemengt hunn, dat kéint een an d'Militärgesetz matabannen. Dat ass haut méi wéi jee net richteg. Et ass gutt, datt een dat separat gesäit. Et ass gutt, datt mer och elo en extrat Gesetz, wat mer schonn zënter 1992 hunn, wat mer elo nach méi detailléiert ausweisen. Dat ass och, wéi gesot, gutt esou. Dat garantéiert méi Transparenz.

Voilà! Ech wëll ofschléissend awer och nach dem Kolleeg Carlo Back e ganz grousse Merci ausspriechen, deen dat och op eng ganz kompetent Manéier hei virgestallt huet. An ech wäert selbstverständlech och den Accord vun der Demokratescher Partei bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Graas. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als klengt Land sinn eis Méiglechkeeten, fir déi global Sécherheets- a Verdeedegungspolitik matzebestëmmen, natierlech éischter begrenzt. An awer oder vläicht grad doweinst si mir en engagéierten a fiabele Partner an internationale Bündnisser an hunn historesch gewuessen Allianzen opgebaut als Member vun der UNO, als Member vun der EU, vun der NATO, fir eis eege Sécherheet ze garantéieren, awer och fir en aktive Rôle ze spillen am gemeinsame Bestriewe fir méi eng sécher a méi eng friddlech Welt.

Derzou gehéieren och Friddensmissiounen an aner Operatiounen, déi a Konflikter a Krisen zum Asaz kommen. Et ass a mengen Aen eng Saach vu Solidaritéit, fir eisen Deel derzou bäizedroen, och wann eis Interventiounsméiglechkeete begrenzt sinn.

A well sech dat internationaalt Ëmfeld, d'Erausfuerderungen an d'Menacen an domat och d'Natur vun deenen Asätz an deene leschte Joerzéngte massiv verännert hunn, war et wichteg, fir d'Gesetz vun 1992, wou dës Asätz gereegelt sinn, un d'Realitéite vum Terrain unzepassen.

Mir begréissen et als LSAP ausdrécklech, dass mat dësem Gesetz de Kader aktualiséiert gëtt, fir d'Participatioun u verschiddenen Typpe vun Operatiounen ze erméiglechen a richteg ze kadréieren. Mir begréissen et awer och, dass d'Chamber a generell d'Diskussiounskultur an de Suivi ronderëm déi Asätz a ronderëm esou Missioune substanziell gestäerkt ginn.

Et ass wichteg, och ëffentlech iwwert de Bien-fondé vun internationale Missiounen an Operatiounen ze diskutéieren an domat och sécherzestellen, dass mir als Chamber en informéierte Suivi dovunner kënne maachen.

Kommt, mir soen et, wéi et ass: A verschiddene Fäll schécke mer Lëtzebuerger Zaldoten, Polizisten oder Zivilisten op Plazen, wou et wierklech gefäierlech ass a wou natierlech och eppes geschéie kann. Dofir dierfen esou Entscheedungen net liichthäerzeg geholl ginn, et muss transparent kënnen diskutéiert ginn an duerno anstänneg suivéiert a kontrolléiert ginn. Déi Prinzippie gi mat dësem Gesetzesprojet nach weider gestäerkt, an dat fanne mir gutt esou.

Här President, de Fridden ass eng Idealvirstellung, déi mir weltwäit alleguer deelen, eng Illusioun fir déi eng an eng Grondphilosophie fir déi aner. An der UNO-Charta bekennt sech déi international Communautéit zu enger friddlecher Welt an och den Nordatlantik-Vertrag, deen d'NATO begrënnt, déi mir natierlech zum Deel och richtegerweis haaptsächlech als Militärorganisatioun gesinn, baséiert op dësem Prinzip an ënnersträicht a sengem éischten Artikel, dass d'Memberstaaten eng friddlech Léisung vu Konflikter ustriewe sollen. Mee, dat wësse mer heibannen alleguerten, Fridde schafen ass eng ganz komplex Affär. Krisen a Konflikter schéngen an deene leschte Joren Iwwerhand ze huelen a se ginn ëmmer méi villschichteg a se resistéieren och einfache Léisungen an oft resistéiere se och allen diplomateschen Efforten.

A wa mer uechtert d'Welt kucken, da gesi mer, dass op ganz villen, vill ze ville Plaze kee Fridden ass an och keen an Aussiicht ass, dass en do, wou en ass, deels ganz fragill ass oder just e Provisorium, eng Paus oder eng Absence vu bewaffnetem Konflikt, en attendant dass et erëm weidergeet.

Mir gesinn, dass mer trotz villen Erfarungen an trotz allen Déja-vuen - an et gëtt der vill - keng Gebrauchsanleitung hu mat engem Step-by-step-Guide Richtung Fridden. Dat hätte mer gären. An awer hu mer als international Communautéit eng ganz Rëtsch Outilen, fir an dëse Situatiounen trotzdeem ze agéieren.

Déi diplomatesch Léisung vu Konflikter muss dobäi natierlech ëmmer den alleréischte Choix sinn. Am Fong si mer eis jo alleguerte bewosst, dass mer nach vill méi a Preventioun missten investéieren, déi ënnert dem Stréch ëmmer méi gënschteg ass wéi all Militärasaz oder wéi all laangjäreg Missiounen.

A grad dofir setze mir eis jo als Land staark fir d'Diplomatie an d'Entwécklungszesummenaarbecht an. Meng Virriedner si schonn op d'Strategie vun den dräi „D“en agaangen. Ma wann d'Preventioun an d'Diplomatie awer eleng net duerginn, da brauche mer awer Instrumenter, fir Konflikter a Krisen ze geréieren, fir Leit ze schützen an heiansdo och Länner zréck op eng Trajectoire vum Fridden ze bréngen.

Et gëtt eng ganz Palett vu verschiddenen Operatiounen a Missioune vu ganz ënnerschiddlechen Acteuren, vun der Preventioun bis hin zum Peacebuilding, oft mat Interventiounen, déi all Efforte gläichzäiteg entaméieren. Dat geet vun Observatiounsmissioune vu Wale bei der OSZE, Dissuasiounsefforte vun der NATO iwwert d'Trainingsmissioune vun der EU bis hin zu Friddensmissioune vun der UNO.

Am Kader vun dësem Gesetz hate mer jo am Ufank Diskussiounen ëm d'Terminologie an der Kommissioun, wou och mir als LSAP drop gehalen hunn, d'Notioun vun de Friddensmissiounen explizitt am Titel ze behalen, dat souwuel vun der Symbolik hier, mee och well d'Opérations de maintien de la paix, notamment déi vun der UNO, eng ganz speziell Positioun anhuelen.

A well dëst mer wichteg ass, wëll ech kuerz op d'Evolutioun vun de Friddensmissiounen agoen. Mat der Charta vun der UNO huet déi international Communautéit eng Architektur opgebaut, fir den internationale Fridden an déi international Sécherheet oprechtzeerhalen. Dat ass virun allem den UNO-Sécherheetsrot, dee responsabel ass, fir sech ze concertéieren, fir Menacë fir den internationale Fridden ze erkennen an doropshin och déi noutwendeg Mesuren ze proposéieren an ze huelen.

An dem Kapitel 6 vun der UNO-Charta geet et spezifesch ëm déi friddlech Reegelung vu Konflikter, wou Sträit als Alleréischt natierlech duerch Negociatioun, Mediatioun, Conciliatioun a mat Hëllef vu regionalen Organisatioune geléist soll ginn. Et gouf sech awer och en zousätzlecht Instrument ginn, fir a spezifesche Situatiounen anzegräifen, an zwar grad dat vun de Friddensmissiounen. Si sinn zwar net explizitt elo an der UNO-Charta festgehalen, si hu sech awer mat de Joren iwwert déi sougenannte Blohelmer, déi jiddweree kennt, zu engem vun hire charakteristeschste Symboler entwéckelt, dëst och dowéinst, well dës Missiounen och haut nach op deenen dräi Grondprinzippie baséieren, wéi se an de 50er-Jore schonn am Kader vun der UNO-Missioun an der Suez-Kris definéiert goufen: dem Consentement vun allen involvéierten Acteuren, der Impartialitéit an der Gewaltenuwendung nëmmen a Situatioune vun Autodéfense.

Natierlech hu sech dës Missiounen am Laf vun de Jore weiderentwéckelt. Am Ufank waren et haaptsächlech Force d'interposition tëscht zwee Länner an herno ass et haaptsächlech drëm gaangen, e villsäitegt Instrument draus ze maachen, fir Konflikter ze geréieren an ze léisen, a si hu virun allem nom Kale Krich ëmmer méi komplex Aufgaben iwwerholl.

Wa mer eis beispillsweis d'Missiounen am Mali ukucken, wou jo och Lëtzebuerg um Terrain present ass, dann huet dat net méi vill mat der urspréngleche Konzeptioun vun deene Friddensmissiounen ze dinn. Effektiv sinn et ganz villsäiteg Mandater an Aufgaben, déi mussen iwwerholl ginn: zum Beispill déi humanitär Hëllef ënnerstëtzen; Friddensprozesser ofsécheren; Wafferouen iwwerwaachen; Gouvernance stäerken; Mënscherechter, Rechtsstaatlechkeet förderen; Desarmementer, Demobilisatiounen, Reintegratioune begleeden; an net ze vergiessen, d'Protektioun vun den Zivilisten.

Iewescht Zil vun allen Interventioune muss et sinn, fir politesch Léisungen ze fannen, dat ass kloer, fir nei Konflikter ze verhënneren, déi negativ Auswierkunge vum Konflikt op Populatiounen ze limitéieren an d'Weechen ze stelle fir eng méi resilient an nohalteg Gesellschaft.

Här President, mir hunn an deene leschte Joerzéngte ganz vill Lektioune musse léieren, deels tragescher, wann et ëm Auslandsoperatioune gaangen ass. Ech denken elo zum Beispill u Somalia, u Ruanda, den Irak, Libyen, d'Demokratesch Republik Kongo oder de Südsudan. Och d'Missioun am Afghanistan, déi jo an noer Zukunft op en Enn komme wäert, ass allerhéchstens eng ambigu Victoire.

Mir hu misse léieren, dass mer als Outsider nëmmen e limitéierten Afloss op d'Trajectoire vun anere Länner hunn. Et wier vermiessen ze mengen, mir kéinten oder dierften aner Länner no eise Virstellungen ëmgestalten. A mir hu begraff - déi eng vläicht méi wéi déi aner -, dass och militäresch Pouvoire ganz limitéiert sinn, wa se net strateegesch a mat engem spezifesche politeschen Zil agesat ginn. Wann do hannendru keng politesch Léisung prett ass, da si se souguer oft carrement kontraproduktiv, do wou se agesat ginn. Awer wann d'Preventioun an d'Diplomatie eleng net duerginn, dann hu mer mat dësen Operatiounen a Missiounen eng Handhabung, fir Sécherheet ze assuréieren a Fridden eebe méi no ze kommen.

A kommt, mir vergiessen net, dass och der NATO eng politesch Visioun zugronn läit mat demokratesche Grondwäerter an dem ausdréckleche Bestriewen, zu enger pazifistescher Reegelung vu Konflikter bäizedroen.

Mir hunn net zulescht am Kader vun der Pandemie gesinn, dass d'NATO duerchaus zousätzlech Vokatiounen an der Krisegestioun kann iwwerhuelen. Si huet déi zivill Krisegestioun ënnerstëtzt, medezinescht Material a Patienten transportéiert, Militärspideeler opgeriicht a Rekordzäit an e Pandemic Response Plan lancéiert. D'NATO kann also och an Zukunft wäit iwwer militäresch Operatiounen eraus e ganz wichtegen Acteur sinn.

Well dat awer alles elo e bësse ganz héich flitt, wollt ech trotzdeem op dëser Plaz mat Hëllef vu véier Beispiller drop agoen, wat fir spezifesch Aufgabe Lëtzebuerg am internationale Sécherheetskontext iwwerhëlt.

Éischtens: Am Mali participéiere mir am Moment an der MINUSMA, wou eis Leit virun allem satellitär Ekipementer vu GovSat installéieren an astandhalen, fir verschidde Regioune vum Mali mat deenen aneren a mam Quartier général ze verbannen, ënnereneen ze connectéieren. Lëtzebuerg mécht awer och mat bei der Trainingsmissioun vun der Europäescher Unioun, wou mer mat derzou bäidroen, fir déi territorial Integritéit vum Mali erëm hierzestellen an d'Populatioun virum Terrorismus ze protegéieren.

Zweetens wäerten deemnächst Lëtzebuerger Poliziste bei der EU-Police-Missioun an de palästinenseschen Territoiren an den Asaz kommen, wou si hiren Deel derzou bäidroen, fir der palästinensescher Autoritéit a Saache Police an État de droit zur Säit ze stoen.

Drëttens: Am Afghanistan huet Lëtzebuerg zur NATO-Missioun Resolute Support bäigedroen, déi jo spéitstens am September op en Enn goe wäert. Zwee Membere vun der Lëtzebuerger Arméi sinn hei zu Masar-e Scharif deployéiert a ginn Ënnerstëtzung a Saache Formatioun an Assistance vun der afghanescher Arméi. An deem Zesummenhang war Lëtzebuerg och un der viregter NATO-Missioun bedeelegt, wou eis Zaldote mat derzou bäigedroen hunn, fir d'Sécherheet vun de Flughäfen zu Kabul an zu Kandahar ze assuréieren.

A véiertens: Lëtzebuerger Zaldote sinn och an engem Battlegroup vun der NATO Enhanced Forward Presence a Litauen am Asaz, wou et sech virun allem ëm eng defensiv an dissuasiv Operatioun handelt.

Et kéint een nach vill weider Beispiller hei nennen, well Lëtzebuerg huet an der Vergaangenheet schonn un enger ganzer Rei vun Operatioune participéiert.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis alleguer eens, dass souwuel d'Ausriichtung wéi och d'Konzeptioun an de Stellewäert vun dëse Missiounen iwwert déi lescht Joerzéngte fundamental changéiert hunn. A wann d'Erausfuerderungen an d'Ufuerderunge sech änneren, da musse mir oppassen, da musse mir nozéien.

An deem Kontext ass et an den Ae vun der LSAP essenziell, fir eisen nationale Kader, deen eis Participatiounen un esou Missiounen encadréiert, reegelméisseg ze iwwerpréiwen. A mir sinn der Meenung, dass mer mat dësem Gesetz dee richtegen Equiliber fonnt hunn tëscht enger gudder Reaktivitéit, déi a Krisesituatiounen natierlech zentral ass, an transparenten, robuste Prozeduren, ouni déi et an eisen Aen net geet. Dofir och e Merci un de Minister, dee sech ganz oppe gewisen huet fir d'Propositioune vun der Kommissioun an och bereet war, d'Chamber an der ganzer Prozedur zousätzlech ze stäerken.

Dem Rapporter op dëser Plaz awer och e grousse Merci, dee ganz am Detail op all d'Facetten agaangen ass an eis professionell an déi Matière hei ageféiert huet. Dat ass natierlech eng wonnerbar Viraussetzung fir all Riedner, deen duerno kënnt.

E puer Saachen nach zum Schluss: Mir waren als Chamber Demandeur, fir souwuel beim Lancement vun de Missioune wéi och duerno beim Suivi eng kloer a prezis definéiert Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Déi Responsabilitéit, déi musse mer natierlech och elo ganz eescht huelen. Eng Neierung, déi mer ausdrécklech begréissen, ass d'Obligatioun, fir en Débat public ze organiséieren, am Fall wou et sech ëm eng Peace-Enforcement-Missioun handelt oder ëm eng Operatioun, déi am Kader vu multilaterale Gruppementer an internationale Mandater duerchgeféiert gëtt.

Virun allem beim Peace Enforcement, wou et jo bekanntlech zum Asaz vu militärescher Gewalt komme kann an de Risiko deementspriechend och méi héich ass, ass eng ëffentlech Debatt iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg méi wéi ubruecht.

Gutt fanne mir och als LSAP, dass de Suivi vun de Missioune verstäerkt an dësem Gesetz verankert gëtt, andeems den zoustännege Minister d'Chamberskommissioun all véier Méint iwwert den État des lieux informéiert. Och dat stäerkt déi ganz Prozedur an erlaabt gläichzäiteg e bessere politesche Contrôle. Och déi reglementaire Modalitéite ronderëm den Asaz vun de Forces de réaction rapide, a meng Virspriecher hunn och schonn dovunner geschwat, dat si jo speziell Fäll mat ganz spezifeschen Exigenzen, déi un déi Leit gestallt ginn, fannen eis Zoustëmmung. Hei schwätze mer vun der Very High Readiness Joint Task Force vun der NATO oder den EU Battlegroups, bei deenen d'Delaie fir hiren Asaz oft extreem enk sinn a wou opgrond vun der kritescher Situatioun ganz schnell muss gehandelt ginn.

Obwuel dëst wéinst der Natur vun deenen Operatiounen net evident ass, gouf och fir dee spezifesche Fall eng gesetzlech Grondlag festgehalen. An dat begréisse mir ausdrécklech.

Mir stinn och zur degressiver Prime de vol, déi mer an der Kommissioun laang duerchdiskutéiert hunn an déi an dësem Gesetz verankert ass. Mir deelen hei d'Meenung, wéi se och an aneren NATO-Länner besteet, dass mer all Efforte maache sollen, dass déi héich spezialiséiert Persounen, ëm déi et hei geet an déi mer och mat ëffentleche Moyene gutt forméiert hunn, mat hirem Knowhow an hirer Expertis dem Secteur erhale bleiwe mussen.

Här President, ech wëll zum Schluss nach eemol ënnersträichen, dass mir och als klengt Land mat begrenzte Méiglechkeeten eng entscheedend Roll kënne spillen an e konstruktive Bäitrag an deene Strukture kënne leeschten, vun deene mir en Deel an och e Beneficiaire sinn. Dëst Gesetz ass e ganz gutt Beispill dofir, dass mer reaktiv sinn a bereet, eis kontinuéierlech un déi nei Begeebenheeten unzepassen.

Mee et ass net dat eenzegt Beispill. An Zukunft wëlle mer weider versichen, nei Impulser ze setzen. Deemnächst wäerte mer en neit Arméigesetz kréien, wéi mer dat jo am Regierungsprogramm virgesinn hunn. Da gi wichteg Informatioune vehiculéiert an et kommen interessant Diskussiounen op eist Land zou, och am internationale Kontext. An dat bitt och eng Chance fir eis als Lëtzebuerg, eis fir d'Zukunft ze positionéieren, och an dem internationalen Ëmfeld an an den internationalen Diskussioune matzemaachen.

Mëttelfristeg plange mer d'Konstruktioun vun engem Militärspidol, dat eis nei Expertis brénge wäert an eng Valeur ajoutée wäert si fir eis a fir eis Partner, souwuel am militäresche wéi och am zivile Beräich. Och dat ass eng proaktiv Demarche, déi mir als LSAP begréissen. Ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass mer och op deene Projeten esou konstruktiv zesummeschaffe wäerten, wéi dat bei dësem Projet de loi de Fall war.

An domat ginn ech den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz a soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An domat ass den Tour un der Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke géif ech natierlech gären dem Här Carlo Back villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport. Ech weess, dass et net ganz einfach ass, fir e gréngen Netexpert en la matière dat ze maachen, mee Dir hutt Iech hei awer ganz gutt erageschafft gehat.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt, et muss e groussen Dag haut sinn, wann direkt zwee Grénger op d'Pult kommen, fir zu engem Defensesujet Stellung ze huelen. Mee dat hei ass eeben e wichtege Moment fir eis. Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass nämlech e wichtegt Puzzlesteck an der grénger Defensepolitik a soumat och en Deel vun der Äntwert op d'Fro: Wat mécht e grénge Minister als Defenseminister?

Gréng Politik, wann een an der Verantwortung ass, ass eeben net just op de Kärtheemen Ëmwelt a Klima, mee gréng Politik bedeit, dass een natierlech och an anere Beräicher kann a soll Paradigmewiesselen alauden an deemno natierlech och an der Verdeedegungspolitik. An der Verantwortung sinn, bedeit eeben och, dat kënnen ëmzesetzen, wat ee jorelaang an der Oppositioun gefuerdert huet.

An do hunn ech mech dann awer elo e bësselche gewonnert, wéi ech héieren hunn, wéi den Här Halsdorf gesot huet, mir géifen haut eppes realiséieren, wou den Här Braz sech deemools opposéiert hätt. Bon, Dir wësst, ech sinn elo nach net esou laang dobäi. Ech hunn deen Debat deemools och net mat verfollegt. Et schéngt mer awer trotzdeem, well ech hunn e puer Saachen nogelies, och déi den Här Braz gesot huet, do schéngt dat mir awer e bësselchen eng kreativ Aart a Weis ze sinn, mam Historique vun dësem Dossier ëmzegoen.

Här President, am Dezember 2007 stoung de Félix Braz nämlech als verdeedegungspolitesche Spriecher vun der nach e bësse méi klenger grénger Fraktioun hei op menger Plaz an huet sech zu der Thematik follgendermoosse geäussert. Hie sot zur Fro vum Entscheedungsprozess an de Prozeduren am Fall vun enger Missioun oder engem Asaz, an ech zitéieren hien: „Wou mir Gréng [...] awer insistéieren, ass, dass d'Parlament muss agebonne ginn, an zwar net nëmmen op eng konsultativ Aart a Weis, mee mir sinn der Meenung, dass d'Regierung do gutt berode wär, sech op e Wee ze beweegen, dee kloermécht, dass d'Regierung a kengem Fall envisagéiert, Leit a Konflikter ze schécken, ouni den Assentiment vun der Chamber oder zumindest vun der Majoritéit vun der Chamber ze hunn", fir herno ofschléissend dann ze soen, dass mer mussen op e Konsens kommen, dee kloermécht, dass, an ech zitéieren erëm: „ouni demokratesch Legitimatioun an Ënnerstëtzung duerch d'Parlament et keng Engagementer vun der Regierung soll ginn."

Dëst am Fong fir ze illustréieren, firwat mir eis haut esou kënnen driwwer freeën, d'Friichte vun eisem Engagement hei ze gesinn. Natierlech, an dat ass jo och esou am Rapport erëmzefannen, ass dëse Projet de loi schonn am Juni 2018 deposéiert ginn. Do war also scho vill Viraarbecht vum viregten Defenseminister Étienne Schneider geleescht ginn. Par contre war et fir eis an am Endeffekt och fir d'Kommissioun relativ schnell kloer, dass mir mat dësem Projet de loi kéinten e gudde Krack méi wäit goen an tatsächlech kéinten eng Partie vun eise laangjärege Fuerderungen ëmsetzen, soudass mer schonn am Februar 2019 zesummen an der Kommissioun d'Entscheedung getraff hunn, dem Projet e ganz neien Twist ze ginn.

Am Januar 2020 hu mir dunn eng ganz nei iwwerschaffte Versioun an der Kommissioun presentéiert kritt, déi wierklech e Meilesteen a Saachen Transparenz an demokratescher Kontroll am Beräich vun der Verdeedegungspolitik duerstellt.

Bon, esou wéi de Rapporter Iech et am Detail erkläert huet, gi mer mat dësem Projet de loi hin an änneren dräi Gesetzer of. D'Detailer heizou hutt Der jo scho kritt an och meng Virriedner a Virriednerin hu sech schonn am Detail domat befaasst. Dofir géif ech elo vun der Geleeënheet profitéieren, fir op dee spezifesche Volet anzegoen, deen eis Gréngen hei am meeschten um Häerz läit, nämlech dee vum Kader vun den internationale Missiounen, der Transparenzflicht, dem Abanne vum Parlament als reellt Kontrollorgan an dat Ganzt ouni op Käschte vun der Reaktivitéit vun eiser Arméi ze goen, well mir wëlle jo och an Zukunft en zouverlässege Partner sinn.

Aktuell ass et jo esou, dass d'Prozedur virgesäit, dass nom Conseil de Gouvernement nach déi zoustänneg Kommissiounen, de Conseil d'État an d'Conférence des Présidents musse consultéiert ginn. An dat féiert dozou, dass mer do eng relativ laangwiereg Prozedur hunn, déi net en accord ass mat den Ufuerderungen, déi een zum Beispill vun der NATO oder der EU gestallt kritt.

Dat ass eng laangwiereg Prozedur, déi zwar vill Acteuren implizéiert, dofir awer net onbedéngt eng effikass demokratesch Kontroll zouléisst.

Wat genee gesinn eis Amendementer also elo vir? Et geet drëm, d'Roll vun der Chamber ze stäerken.

Éischtens geet et drëm, déi zoustänneg Chamberskommissioun weiderhi fir all Missioun ze consultéieren.

Zweetens, an dat ass e ganz wichtege Punkt, den Débat public an der Chamber, dee virgesi gëtt fir méi sensibel Missioune vum Typ Peace Enforcement oder fir Missiounen am Kader vu multinationalen Truppen, déi am Kader vun engem Mandat deployéiert ginn, zum Beispill Schnellagräiftruppe vun der EU oder vun der NATO. An hei kann natierlech dann och all politesch Sensibilitéit sech äusseren a sech positionéieren.

An drëttens geet et dann ëm déi reegelméisseg trimestriell Informatiounsflicht an der Chamberskommissioun, wou d'Deputéiert also musse reegelméisseg iwwert déi jeeweileg Missiounen um Lafende gehale ginn.

Den Avis vum Staatsrot ass dann elo en contrepartie net méi obligatoresch, wouduerch och d'Prozedure kënnen acceleréiert ginn en cas de besoin, wat awer net enger Schwächung vun der Kontroll gläichkënnt, vu dass de Conseil d'État sech an dëse Fäll net um Fong prononcéiert huet. An dat selwecht gëllt fir d'Conférence des Présidents, déi bis elo huet misse saiséiert ginn, wat eigentlech doppelt gemoppelt war, well gläichzäiteg eeben déi zoustänneg Chamberskommissioun och huet misse saiséiert ginn. A par contre gëtt dat heiten awer wettgemaach duerch de Fait engersäits, dass natierlech déi zoustänneg Chamberskommissioun weiderhi muss saiséiert ginn, mee virun allem duerch de Fait, dass et zu engem ëffentlechen Debat an der Chamber muss kommen.

Am Fall vun de Rapid Reaction Forces gesäit dës Prozedur allerdéngs anescht aus, well mer hei ëmmer am Cas de figure vun der Urgence sinn. Hei gesäit den Text jo vir, dass d'Prozedur via Règlement grand-ducal lancéiert gëtt dee Moment, wou Lëtzebuerg sech engagéiert, un esou enger Rotatioun deelzehuelen, an dass, sollt den Eeschtfall antrieden an eng Missioun sollt stattfannen an deem Zäitraum, wou mir en alerte sinn, dass dann d'Entscheedung vun der Regierung wäert geholl ginn, nodeems déi zoustänneg Chamberskommissioun consultéiert ginn ass a jee nodeem déi ëffentlech Debatt an der Plenière stattfonnt huet. Dësen Debat muss dann och innerhalb vun dräi Deeg stattfannen.

Mir verbannen also heimadder Reaktivitéit, also Verlässlechkeet als internationale Partner mat demokratescher Kontroll. An aus all deem ergëtt

sech, dass dëse Projet de loi kloer den Usproch huet, eisem Land den néidege Kader ze ginn, fir de sécherheetspoliteschen Erausfuerderunge vum 21. Joerhonnert gerecht ze ginn.

Lëtzebuerg huet sech engagéiert, eng méi aktiv Roll op der internationaler Bün anzehuelen, notamment well mer der Iwwerzeegung sinn, dass d'Verdeedegung vu Mënscherechter eis all eppes ugeet an dass mir als Deel vun engem multilaterale System eis eiser Verantwortung net entzéie kënnen.

Dëse Projet de loi beweist och, dass d'Transparenz an d'Rechenschaftsflicht och oder grad an der Defense méiglech a wichteg sinn an dass Missioune musse kënnen demokratesch kontrolléiert an duerch eng ëffentlech Debatt legitiméiert ginn.

Mat dësem Projet de loi hu mir op alle Fall e wichtege Schratt gemaach, fir dëst ze garantéieren. Dat Ganzt füügt sech dann natierlech och an e méi generelle Kader vu grénger Sécherheets- a Friddenspolitik an, well déi beschte Missioun ass nach ëmmer déi, déi net muss stattfannen. Well all Missioun biergt natierlech hir Risiken.

Leider ass et illusoresch ze mengen, dass ee sech zréckleenen an nokucke kann. An natierlech mussen och mir eis solidaresch mat eise Partner weisen an eis un internationale Missioune bedeelegen.

Op där enger Säit huet Lëtzebuerg an de leschte Joren dofir och staark um capacitairen Niveau investéiert. Mee et ass awer gutt, dass et net dobäi bleift, mee dass dëst eebe begleet gëtt duerch engersäits déi Iwwerleeungen, déi zu dësem Projet de loi geféiert hunn, nämlech méi Transparenz a méi Abannung vun der Chamber, wann et ëm Deploiementer geet, an anerersäits duerch déi méi breet ugeluechte Politik vun den „3D" - Diplomacy, Development and Defense -, wou mer och aktiv dru schaffen, Aussen-, Kooperatiouns- a Verdeedegungspolitik zesummen ze betruechten. Awer och d'zivill Missioune mussen hir Roll spille kënnen.

Mee mir mussen och un de Klimawandel denken, u Waasserknappheet, de Verloscht vun der Biodiversitéit an d'zouhuelend Verwüstung, well grad dës hu staark negativ Impakter op Gebidder, déi oft instabill sinn a wou Konflikter ëm Ressourcë ganz schnell am Klenge wéi och am Grousse ganz problematesch kënne ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Hei ginn Naturkatastrophen ëmmer méi heefeg an dës maachen hirersäits och erëm oft d'Hëllef vu baussen noutwendeg. Ressourcëknappheet ass en plus och en Närbode fir den Terrorismus a léist staark Migratiounswellen aus; Migratioun net just Richtung Europa, mee virun allem emol Landflucht Richtung Stied, oft iwwerbevëlkert Stied, wou et dann erëm un Infrastruktur an un Aarbechtsméiglechkeete feelt, wou d'Leit also finalement allze oft an der Perspektivlosegkeet sëtzen.

An natierlech setzen och grad do d'Dschihadisten u fir ze rekrutéieren. Grad an de vernoléissegte Milieuen ass d'Chance grouss, dass si Jonker fannen, déi keng aner Perspektiv gesinn, wéi sech hinnen unzeschléissen. Zum Gléck gëtt ëmmer méi an op all Niveau unerkannt, wat fir e risegen negativen Impakt déi global Ëmweltveränneren provozéieren a wat fir schlëmm Auswierkungen dës op d'Sécherheetslag vu ganze Regiounen hunn - justement, well se och en Närbuedem fir den Terrorismus sinn -, op d'Sécherheet a Regioune wéi zum Beispill dem Sahel, wou eis Leit jo och am Mali present sinn.

Géint de Klimawandel virzegoen, op Good Governance vu Land an natierlech Ressourcen ze setzen, op zivill Capacitéiten ze setzen, all dat hëlleft, Konfliktursaache virzebeugen. An dofir mussen dës Consideratiounen an eis Analysen zur Sécherheetspolitik matafléissen, dëst fir ze soen: Sécherheets- a Verdeedegungspolitik dierfen net méi esou rigid gekuckt ginn an et dierf net just den Hiewel bei den Investitiounen a militäresch Capacitéiten ugesat ginn.

Leider huet dee Paradigmewiessel weltwäit nach net iwwerall agesat, well eréischt rezent si mer gewuer ginn, dass d'Depensen an d'Defense weltwäit 2020 hiren héchsten Niveau bis elo erreecht hunn, an dat trotz Pandemie.

Natierlech brauche mer Capacitéiten, déi mer eis och amgaange sinn ze ginn. An natierlech bedeelege mer eis och u Missiounen, fir déi mer eis heimadder och een dem Zäitgeescht ugepasste Kader ginn hunn. Mee mir mussen dat Ganzt eeben och am Sënn vun der gréisstméiglecher Konfliktpreventioun gesinn an do hunn ech de Sujet natierlech och elo just konnten uräissen, esou vill Zäit hunn ech haut leider net. Mee et wäert Iech op alle Fall net verwonneren, wann ech Iech soen, dass mer och hei der Meenung sinn, dass besonnesch op europäeschem Plang nach kann eng ganz Schëpp bäigeluecht ginn.

Ech denken do natierlech och un d'zivill Capacitéiten, iwwert déi zënter Joren immens vill geschwat gëtt a wou mer eis awer relativ schwéierdinn. All Joer ginn enorm Zommen op EU-Niveau verpolvert - carrement verpolvert! -, well mer eis an der Defense net koordinéieren an x Programmer parallell lafen hunn. Wann do vill méi konsequent géif op Pooling and Sharing gesat ginn, wann um Niveau vum Research and Development nach vill méi konsequent géif zesummegeschafft ginn, da géife vill Gelder fräi ginn, déi an zivill Capacitéite kéinte fléissen, fir vill méi proaktiv kënne virzegoen.

Dir gesitt also, et ass och an aneren EU-Länner nach vill Potenzial fir gréng Verdeedegungsministeren.

Op alle Fall: All de Memberen aus der Kommissioun géif ech gären hei als Presidentin vun der Kommissioun e ganz, ganz grousse Merci soe fir déi ganz konstruktiv Diskussioun an Zesummenaarbecht, déi mer am Kader vun dësem Projet de loi haten. Ech wollt awer natierlech och dem Minister senge Leit Merci soe fir hir Approche an dësem Dossier a fir déi vill Viraarbecht, déi hei geleescht ginn ass, net zulescht awer och eiser Kommissiounssekretärin an eisem Fraktiounsmataarbechter e ganz grousse Merci fir déi enorm Aarbecht, déi an dëse Projet gefloss ass.

Ech weess, dat ass eppes, wat een no baussen net gesäit. Ech hat dat och selwer net geduecht, mee et ass wierklech bei dësem Projet de loi, wou ech gesinn hunn, wat et an der Praxis bedeit, eng Lettre d'amendement ze schreiwen, déi et wierklech a sech huet. An ech kann Iech confirméieren: Dat ass wierklech kee Kaddo! Dofir hinnen nach eng Kéier e grousse Merci.

Ech ginn heimadden och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wéilt dann och ufänke mat e puer Mercien, deen éischten un den Här Back fir e wierklech ganz komplette Rapport. An ech wëll awer och dem Här Minister Merci soen, well dat maachen ech jo elo net dacks, mee et kënnt vun Häerzen, well ech muss soen, et ass schonn aussergewéinlech, datt e Minister an d'Kommissioun kënnt an esou op d'Kommissioun lauschtert, wéi den Här Minister et hei gemaach huet. An dat wëll ech awer och extra ervirsträichen!

Ech muss awer och deene grénge Kolleege soen, datt ech mat hirem Räsonement insgesamt awer Problemer hunn. D'Madamm Empain seet, déi gréng Verantwortung an déi gréng Politik, déi géifen och de Paradigmewiessel alauden, dat wär en Ausdrock vu grénger Verantwortung. Jo gutt, da muss awer e Wieler wëssen, deen déi gréng wielt, datt e riskéiert, eng 180-Grad-Kéier matzestëmmen, well dat ass et jo u sech. Well wann ech d'Walprogrammer vun deene Gréngen - an ech hunn déi ëmmer ganz genee gelies, dat huet mech ëmmer interesséiert - an de leschte Joren kucken, do war net rieds vun all deenen Operatiounen, déi elo hei gemaach ginn.

Mir musse wëssen, wat mer hei maachen. Hei maache mer u sech eng Porte op, also eng Dier op, fir all Operatioune bis hin, awer net bis dohinner, zum Niveau vun der Krichserklärung. Mee mir hunn hei eng ganz Panoplie vun Operatiounen, déi bedeiten, datt mer déidlech Gewalt asetzen an och mussen erleiden, eis Zaldoten. An dat muss een einfach kloer soen. Dat geet ganz wäit! Dat si Peace-Enforcement-Missions an dat heescht dann alles ganz schéin. Mee et heescht, datt mer och a Situatioune vu militärescher Gewalt operéieren.

Dat Gesetz huet dräi Voleten, wéi gesot: Missiounen am Ausland, Primes de vol, Fonds d'équipement militaire. Mir sinn domadder d'accord, mee mir mussen awer eng ganz Rei Iwwerleeungen ustellen.

Eng éischt Iwwerleeung, déi ech Iech wéilt proposéieren, ass de rechtleche Kader, an zwar, deen net nëmmen national ze kucken, well den nationale Kader reegele mer haut, mee déi Interventiounen, fir et emol esou ze soen, och emol international ze kucken.

Mir hunn do eng Lacune internationale, eng Grozon. Et ass esou, datt mer am Militärrecht, fir et emol esou ze soen, dräi relativ kloer Domänen hunn: de „jus ad bellum" - wéini däerf ech Krich féieren? -, de „jus in bello" - wat maachen ech am Krich? - an dat humanitäert Recht, de Schutz vun Zivilisten, vun Netcombattanten an esou weider. Mee u sech hu mer an der Praxis ëmmer méi - zënter dem Enn vum Kale Krich - Interventioune, bei deene just par analogie Militärrecht applizéiert gëtt. Mee mir missten eis eng Kéier - net mir eleng als Lëtzebuerg, mee och op internationalem Niveau - derfir asetzen, datt mer d'Interventiounsrecht an deem Sënn oder d'Recht an Interventioune preziséieren.

Dat Gesetz hei stëmmt an der Richtung. Et kéint ee munches nach kritiséieren. DVirriedner hunn dat gemaach, wat d'Terminologie ugeet, wat d'Prozeduren ugeet an esou weider. Mee wat geschitt hei? Mir passen eis den Zäiten un a mir passen eis den neie Realitéiten un. Dat ass komplizéiert, et ass divers, et ass och dacks gefëierlech. An dowéinst gëllt et, pragmatesch ze sinn, flexibel, gutt ekipéiert a gutt trainéiert, fir déi Leit, déi dohiginn.

An ech wéilt och d'Geleeënheet notzen, fir all deene Merci ze soen, déi schonn an esou Operatioune gedéngt hunn, hinnen, hire Familljen, hire Frënn, well si hu villes op sech geholl an och an Zukunft wäerte mer nach dacks Leit brauchen, déi dee Courage hunn, fir sech an esou Missiounen ze engagéieren.

Wat war de Kontext 1992 beim éischte Gesetz? Ech mengen, den Här Graas hat och schonn e bëssen dovunner gezielt. Et muss ee wëssen, um Enn vun der Sowjetunioun, dem Zesummebroch vun der Sowjetunioun no der Opléisung vum Warschauer Pakt, war och hei am Land eng Diskussioun: Brauche mer eng Arméi oder brauche mer keng?

An dat heite war eng vun deenen Initiativen, déi deemools geholl goufen, well a verschiddene politesche Parteien, notamment bei de Sozialisten, eng ganz kloer Tendenz war, fir ze soen: Mir brauche keng Arméi méi. An dat heite war och mat sozialistescher Regierungsbedeelegung deen Abléck eng vun den Initiativen, déi geholl goufen niewent e puer aneren, fir der Arméi eng Raison d'être ze assuréieren. An dat war eigentlech de Kontext, wéi dat Gesetz hei koum. Dat erkläert och, firwat d'Prozedure relativ schwéierfälleg waren. Et gouf keng Erfarungswäerter. Et goung drëm, deene Leit, déi Zweifel haten, méiglechst vill Assurancen ze ginn. An doduerch ass e Präis bezuelt ginn. Dat ware relativ schwéierfälleg Prozeduren. An et gouf och bal keng Erfarunge vun esou Auslandsasätz ausser dem Koreakrich, wou d'Lëtzebuerger Arméi eeben och derbäi war.

Elo e puer Kommentare vläicht, wat d'Militärescht, d'Politesch an de Bilan ugeet. Militäresch musse mer soen, datt mer mussen oppasse bei all deenen Operatiounen. Mir hunn net vill Moyenen. Mir mussen oppassen bei deem, wat een nennt an der Arméi den „Overstretching", datt mer net ze vill mateenee maachen. Mir hunn déi Mëttelen net. Mir mussen och oppassen, datt mer eis Leit am Militär - mir hunn der net vill - net ze vill belaaschten an datt mer och net ze vill vun hinne verlaangen. Mir sollen e puer cibléiert Saache maachen an net ze vill mateneen.

D'Strukture vun der Arméi mussen iwwerduecht ginn, well mer eis eebe mussen upassen. Mir mussen och déi Ligne directrice an esou weider periodesch iwwerpréiwen. Mir hunn d'Ekipementer. Mir musse verschidde Saache vläicht an d'Arméi integréieren, Här Minister, fir d'Loftopklärung. Dat ass eng Saach, mir hunn eis ëmmer do op zivill Firme verlooss, fir dat ze maachen. Dat ass rechtlech net gutt, wa mer dat maachen. Och wann deene Piloten eppes géif geschéien an enger Operatioun, wär dat net kloer, wéi ee Statut déi hätten. A wann Der an der Zukunft iwwerleet, wéi Der d'Arméi wëllt fir déi Admissiounen ariichten, da musse mer d'Loftopklärung vläicht integréieren an d'Arméi.

Mir mussen och kucken, datt mer vläicht déi Asätz vun der Police professionaliséieren an eng Unitéit vu Militärpolizei maachen, e Genre Gendarmerie, fir kënne verschidden Operatiounen ze maachen. A Friddensoperatioune brauchen eng Reform vun der Militärjustiz. Déi ass net méi op der Héicht vun der Zäit. Awer si muss kënnen och am Ausland operéieren. Do referéieren ech mech och op d'Iwwerleeunge vu virdrun am Bezuch op d'Rechtssituatioun. A mir brauchen och deployabel medezinnesch Strukturen, en Hôpital militaire de campagne, dat kann een am Kader vum Militärspidol mat undenken, wat eis bei humanitären Operatioune ganz vill géif hëllefen.

Mir hunn och politesch Consideratiounen ze maachen, och interner Natur. D'Kontroll vun der Chamber ass hei ugeschwat ginn. Ech kann dem Här Minister nëmme roden, och dann, wann et net esou an dësem Gesetz virgesinn ass, ëmmer d'Chamber ëm Rot ze froen. Ech mengen, wa mer esou Operatioune maachen, och wann et am Ufank vläicht net esou ausgesäit, si Geforen domat verbonnen. Et ass gutt, datt hei a verschiddene Situatiounen an der Plenière driwwer diskutéiert gëtt. Mee et soll een dat esou vill wéi méiglech maachen. Och wann et net explizitt am Gesetz virgesinn ass, hënnert näischt d'Regierung drun oder respektiv d'Chamber drun, fir esou eng Debatt ze lancéieren iwwer eng Operatioun. Ech mengen, domadder ass d'Regierung ëmmer besser ofgeséchert, wéi wa se sech nëmmen op hir Prerogative berifft an dat dann net mécht.

Extern musse mer och oppassen - dat ass jo och gesot gi vum Här Back an aneren -, datt mer en zouverlässege solidareschen Alliéierte sinn. Jo, si mer! Awer d'NATO ass komplizéiert hautzudaags. Mir erënneren eis u Kommentare vum President Macron, vun aneren, déi keng ganz positiv Bilanz vun der NATO gezunn hunn.

Mir mussen och kucken: Si ass ëmmer méi grouss, méi komplizéiert an déi strateegesch Interesse vu Verschiddenen an der NATO sinn net onbedéngt déi selwecht wéi eis. Och dat muss ee gesinn a mir brauchen eng Differenziatioun och an der NATO, wa se soll eng Zukunft hunn. Net nëmme mir, Lëtzebuerg, mee och aner Länner brauchen dat, fir eng nei Iwwerleeung ze féieren, och politesch, wéi een dat kann definéieren tëschent Solidaritéit op där enger Säit an Netengagement, méi Neutralitéit bei verschiddenen Operatiounen op där anerer Säit.

NATO muss ..., wann et eng politesch Struktur soll si mat enger Zukunft - et gëtt jo och Iwwerleeungsgruppen, déi e bëssen dat undenken -, brauche mer eng intellektuell Flexibilitéit, fir d'Solidaritéit am Kader vun der NATO ze definéieren. Dat ass eng grouss Aufgab.

Mir brauche sécher déi Flexibilitéit. Mir däerfen eis net a Konflikter eranzéie loossen, an deene mer u sech näischt verluer hunn. An do gëtt et eng Rei Iwwerleeungen an och Enseignementer, déi mer aus der Vergaangenheet mussen zéien, leider mussen zéien, muss ee soen. Ech erënnere just un den Irak-Krich, wou kloer e grousse Partner vun eis falsch Behaaptungen opgestallt huet am Sécherheetsrot vun der UNO, fir kënnen an dee Krich ze zéien. Dat ass inakzeptabel!

Mir mussen oppassen, datt mer eis net an esou Situatiounen eranzéie loossen. Mir brauchen eng aner Approche zu Russland. Mir si komplett an der Sakgaass an der Russland-Politik. Dat ass e politescht Versoen, wou déi zwou Säiten eng Verantwortung drun hunn. Mir mussen erauskommen aus där Sakgaass a mir mussen och eng aner Approche hu géintiwwer der arabescher Welt, well och do waren déi verschidden Operatiounen, déi vum Weste lancéiert goufen, u sech e Fiasko a Syrien an a Libyen. Klassescht Beispill: d'Affär Gaddafi am Irak-Krich. Mir hunn eigentlech eng Serie vun Echecken am arabesche Raum a mir mussen iwwerleeën, wéi mer elo do eis Positiounen nei iwwerdenken.

De Bilan vun den Operatiounen, fir vläicht dozou e Wuert ze soen, deen ass ganz ënnerschiddlech. A wa mer kucken, wéi eng Operatioune mer sollen an Zukunft maachen, musse mer jo och zréckkucken op dat, wat gutt geklappt huet oder net gutt geklappt. Gutt geklappt am Allgemengen hunn Deminage, Trainingsmissiounen, u sech Low-Level-Intervention. Humanitär musse mer onbedéngt méi maachen a mir mussen eis méi Capacitéite ginn, fir humanitär ze intervenéieren.

Ganz gutt geklappt huet och de Kampf géint d'Kriminalitéit am Kosovo-Asaz vun Intelligence, Surveillance, Reconnaissance. Dat si Missiounen, déi mer relativ gutt kënne maîtriséieren a wou mer als Lëtzebuerg och eng grouss Plus-value hunn.

Wou mer eis musse Froe stellen, dat ass, ob mer effektiv do a Litauen solle matmaachen oder net. Mir hunn do vläicht och Ursaachen, fir eis do net onbedéngt an éischter Rei ze engagéieren, notamment well mer och musse grondsätzlech iwwerleeën, wéi e Verhältnis mer mat Russland an der Zukunft sollen hunn, net nëmme mir Lëtzebuerger, mee allgemeng de Westen. An ech mengen, datt mer do wierklech musse grouss Efforte maachen op deenen zwou Säiten, fir en neien Ufank ze fannen.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier hei soen, datt mir als ADR dat Gesetz begréissen. Et ass wichteg, datt mer op dëse Wee ginn. Et ass wichteg, datt mer eiser Arméi nei Perspektive ginn, fir och dat heiten unzefänken. Mir waarden elo op dat neit Militärgesetz. Mir si gespaant, wat d'Regierung eis do wierklech presentéiert. A mir op jidde Fall als ADR stinn zu eiser Arméi, stinn och zu deene Missiounen, déi hëllefen, dës Welt zu enger e bësse besserer Plaz ze maachen.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wéilt dann och entgéint menge Gewunnechten, wann et ëm Militärprojete geet, domadder ufänken, op déi positiv Aspekter vun dësem Gesetz anzegoen, well et gi positiv Aspekter.

An et ass virdru schonn ugeschwat ginn: Elo soll et, jee no Modell, op jidde Fall spéitstens no dräi Deeg no enger Decisioun fir en Auslandsasaz vun der Arméi, zu enger Debatt hei an der Chamber kommen, wou dann och all Partei sech positionéiere kann a wou d'Parlament dann eventuell gegeebenefalls, dat ass jo dann d'Fräiheet vum Parlament, via eng Motioun ka seng Approbatioun oder säin Desaccord matdeelen. Wéi rechtlech verbindlech dat ass, dat ass eng aner Fro. Zumindest ass et awer e politeschen Drock, deen immens grouss ass, deen d'Parlament hei kann ausüben.

An dat ass insofern fir eis natierlech och wichteg, well dës Debatt am Parlament jo da warscheinlech och zu enger Debatt an der Ëffentlechkeet féiert. An do dernieft, an dat ass och e grousse Fortschrëtt, schreift d'Gesetz elo vir, datt déi zoustänneg Kommissioune da reegelméisseg mussen iwwert de Verlaf vun eventuelle Missiounen informéiert ginn.

D'Parlament gëtt also méi agebonnen an d'Decisioune gi méi transparent. Domat si mer natierlech nach ëmmer net bei engem däitsche Modell, déi jo eigentlech bal eng parlamentaresch Arméi hunn, mee mir hunn e wichtege Schrëtt gemaach, fir d'demokratesch Prozeduren ze legitiméieren, an dat ass och gutt esou.

Gläichzäiteg bedeit dat natierlech och fir d'Parlament eng weider oder erweidert Responsabilitéit, wat jo wichteg ass. Et ass och esou, datt dëse Punkt - an den Här Back, deen e ganz gudde Rapport gemaach huet, huet dat net erwäänt - net am ursprénglechen Text dra war, mee eréischt drakomm ass, nodeem d'Kommissioun a Consultatioun mam Minister virun allem dorobber insistéiert huet. An ech mengen, dat ware ganz fruchtbar Diskussiounen an d'Gesetz huet sech op där Ausgangsbasis och weesentlech verbessert, well de Minister Bausch huet dat hei Gesetz geierft. An et war zum Deel e Guckucksee vu sengem Virgänger, wéi den Här Schneider esou bal jiddwerengem vu sengen Nofollger eng ganz Rëtsch Guckuckseeër an deenen ënnerschiddlechsten Domänen hannerlooss huet.

Här President, et ass dann och wierklech e Luef, dat ech wéilt dem Minister Bausch ausschwätzen, datt en op de Wee gaangen ass, déi doten awer fundamental Verännerung um Gesetz ze maachen. An dat kënnt jo och net esou dacks vir, datt ech den Här Bausch als Militärminister luewen. Da kann e sech dat dann och dës Kéier iwwert d'Bett hänken, dat Luef.

(Hilarité)

Mee dann ass et awer och schonn eriwwer mam „eizi, eizi", well mir sinn trotzdeem net mat dësem Gesetzesprojet als Ganzt averstanen.

Dëse Projet de loi mécht d'Méiglechkeeten, ënnert deenen déi Lëtzebuerger Arméi kann am Ausland agesat ginn, vill méi breet op. De Rapporter, den Här Back, huet et genannt d'Ouverture oder d'Vergréisserung vum Champ d'action.

Aktuell däerf d'Arméi am Ausland nëmmen u Friddensmissiounen deelhuelen an och nëmmen am Kader vun enger internationaler Organisatioun. Elo gëtt dëst Feld erweidert op Opérations de prévention an op Opérations de gestion de crise, wat jo awer zimmlech deenbar Begréffer sinn. An zemools gëtt och d'Méiglechkeet geschafen, fir ausserhalb vun enger internationaler Organisatioun militäresch ze intervenéieren, dat am Kader vu multilaterale Gruppementer, déi sech deemno wéi och eréischt kënnen ad hoc bilden.

Fir ze illustréieren, wat dat an der Praxis konkreet bedeit, kann een den Irak-Krich vun 2003 nennen. Deemools huet sech eng Koalitioun vu Länner ënner Féierung vun den USA d'Recht erausgeholl, ouni UN-Mandat an ouni wierkleche Grond en anert Land ze attackéieren an ze besetzen.

Dat aktuellt Gesetz hätt eng Bedeelegung vun der Lëtzebuerger Arméi un engem eventuellen Auslandsasaz net zougelooss. Mat deem heite Gesetzestext, deen haut soll votéiert ginn, gëtt dat zumindest theoreetesch méiglech gemaach. Hei am Gesetz gëtt zwar vun engem internationale Mandat geschwat, dat ee brauch fir esou en Auslandsasaz, also wat misst eng Viraussetzung si fir esou en Auslandsasaz, mee de Begréff selwer ass néierens definéiert. Eiser Liesaart no kann dat och e Mandat sinn, dat sech déi Koalitioun, déi deemno wéi multilateral zesummegestallt ass, och selwer gëtt.

Här President, wéi d'Gesetz 1992 geschriwwe gouf, hunn d'Auteure ganz bewosst d'Auslandsasätz vun der Lëtzebuerger Arméi op Friddensmissiounen am Kader vun internationalen Organisatioune begrenzt, virun allem am Kader vu klassesche Blohelm-Missiounen.

Elo, knapp 30 Joer duerno, gëtt gesot, datt déi Approche vun deemools net méi zäitgeméiss wier. Souguer ausserhalb vun iergendwellecher internationaler Organisatioun misst ee kënnen intervenéieren einfach mat Ad-hoc-Koalitioune vu Länner. Dat gëtt dann domadder begrënnt - an och eng ganz Rëtsch Virriedner hunn dat gesot -, datt d'Erausfuerderungen haut an der Sécherheetspolitik ganz anerer sinn. Mee ech mengen, datt ee bei deem Punkt awer vläicht ee Moment stoe bleiwe muss, well dat schéngt mer awer eng relativ iwwerflächlech Betruechtung ze sinn.

Och am leschte Joerhonnert, an de 70er- an 80er-Jore gouf et Terrorismus, wéi haut d'ailleurs och. Och deemools gouf et politesch Krisen, asymmeetresch Krichsféierung, Warlords, Biergerkricher an humanitär Krisen. Duerfir ass d'Fro, ob d'Situatioun elo wierklech fundamental anescht ass, mengen ech, awer berechtegt.

Dat, wat sech awer verännert huet, dat ass virun allem d'Astellung vun de westleche Länner zum Vëlkerrecht an zur UN-Charta. Mat enger Rei vu Prezedenzfäll - Jugoslawien, Irak, Libyen, fir nëmmen déi bekanntsten ze nennen - hunn déi westlech Länner hir Hemmungen ofgeluecht, fir direkt vëlkerrechtswiddreg an anere Weltgéigenden ze intervenéieren. An niewebäi gesot huet dat als Kollateralschued, fir an der Begréfflechkeet ze bleiwen, och dozou geféiert, datt sech ugeféiert oder inspiréiert vun där doter Praxis och aner Länner entre-temps guer net méi ëm d'Vëlkerrecht këmmeren, wéi mer et och bei der vëlkerrechtswiddreger Annexioun vun der Krim gesinn hunn.

Et ass an eisen Ae virun allem dës dekomplexéiert Haltung par rapport zur UN-Charta, déi de militäreschen Auslandsasätz haut eng aner Nues gëtt a firwat elo soll dat Gesetz hei ugepasst ginn. Op anere Kontinenter ze intervenéieren, fir eegen Interessien ze verteidegen, war bis elo virun allem eng Spezialitéit vun den USA. Elo wëllen d'Europäer do och gäre matmëschen. An domadder kënne mir net averstane sinn.

Mir sinn eis scho bewosst, datt den aktuellen Ausseminister an och den aktuellen Arméiminister alle béid keng Krichsdreiwer sinn, déi just drop waarden, fir sech an doutéis militäresch Abenteuer ze stierzen. An ech gleewen dem Här Bausch och, wann e seet, datt et him virun allem drëms geet, den Traitement vun den Zaldoten an dem ziville Personal rechtlech ofzeséchere bei den aktuelle Missiounen, well dat ass e grousse Problem gewiescht an der Vergaangenheet, wa ganz dacks op déi positiv Erfarungen zréckgekuckt ginn ass wéi zum Beispill bei Deminageaktiounen am Cambodge. Do muss ee soen, datt déi awer quasi keng rechtlech Grondlag haten, fir dat ze maachen. An déi Decisioune misst een och vläicht eng Kéier historesch opschaffen, firwat dat iwwerhaapt deemools esou gaangen ass.

D'Gesetzestexter, mengen ech, gëllen awer onofhängeg vu jeeweilege Persounen an och onofhängeg vu Koalitiounen, déi am Moment responsabel sinn. Mir wäerte mat Sécherheet - an alles deit drop hin - och an Zukunft an esou Situatioune gerode wéi 2003, wou Partnerlänner oder Alliéierter en immensen Drock op eis ausüben, fir bei enger militärescher Interventioun matzezéien. A wie weess, wéi eng Persoun dann als zoustännege Minister op der Regierungsbänk sëtzt!

An duerfir ass dee ganzen Discours ronderëm, datt mer onbedéngt mat eiser Arméi esou e fiabele Partner wëlle sinn an datt mer duerfir all déi Upassunge maachen, fir mech awer en Discours mat engem ganz falen Nogeschmaach an deen eng ganz grouss Geféierlechkeet huet.

Duerfir gëtt an eisen Aen hei eng ganz geféierlech Dier opgemaach, déi et zumindest rechtlech méiglech mécht, datt eist Land sech un allgemenge Kricher bedeelegt. Mir hätten eis au contraire gewënscht, datt een déi heite Gesetzesännerung dozou genotzt hätt, fir staark gesetzlech Garde-fouen anzebauen, déi den Asaz vun der Lëtzebuerger Arméi an zweifelhaften Operatiounen onméiglech maachen.

D'Viraussetzung dofir wier allerdéngs gewiescht, datt een eng strikt Trennung tëschent zivillen a militäreschen Operatioune gemaach hätt. An dat ass an eisen Aen och eng fundamental Schwächt vun dësem Text. Et kann een zivill Missiounen, zum Beispill eng Walbeobachtermissioun, net mat engem militäreschen Asaz gläichsetzen. An trotzdeem ass et dat, wat awer an dësem engen Text gemaach gëtt.

A konsequent gouf, fir gewëssen zivill Missiounen ze couvréieren, d'Dier wäit opgemaach - an domadder och automatesch fir Militärasätz mat.

Här President, Dir verstitt sécher, datt mir als Lénk Militärasätz am Ausland just ënner ganz strikten a restriktive Bedéngunge kënnen zoustëmmen an datt mer och duerfir net wëllen op dëse Wee matgoen.

1992, an ech weess elo net méi, wie vun de Virriedner dat gesot huet, war de Mars Di Bartolomeo Rapporter vun deem originalen - ech mengen, den Här Graas war et - OMP-Gesetz. An 1992 ass dat Gesetz och net unanime vun der Chamber ugeholl ginn; déi gréng hunn et net matgestëmmt. An ee vun deenen, déi et net matgestëmmt hunn, dat war den aktuelle Verdeedegungsminister, notamment well schonn 1992 de Champ d'action dem deemolegen Deputéierte vun deene Gréngen ze wäit gaangen ass.

Eh ben, elo gesi mer eng Erweiderung vun deem Champ d'action an duerfir wäerten zumindest mir als Lénk dat hei net matstëmmen, mee mir wäerten dergéint stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. De leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, wann haut d'Parlament iwwert d'Gesetz ronderëm d'Missioune vun eiser Arméi ofstëmmt, da muss een och e méi breede Bléck op Fridden a besonnesch och op den Asaz vu Waffe werfen.

Besonnesch musse mer eis d'Fro stellen, ob mir net ënnert dem Virwand vu Fridden de Fridden als Excuse notzen, fir Waffen ze benotzen, Waffen, déi an deene meeschte Fäll awer net zu méi Fridde wäerte féieren, mee am Géigendeel.

A menger Ried wäert ech méi genau op déi friddlech Astellung vun eis Piraten agoen, eis pazifistesch Haltung, also eis eethesch Grondastellung, wou een den Aggressiounskrich ofleent, an dass mir dozou stinn, fir bewaffnet Konflikter ze vermeiden.

Dëse Gesetzesprojet haut huet zwee Gesiichter. Dëst Gesetz kann och dozou agesat ginn, méi Schlechtes ze bewierke wéi Guddes. Wa mir iwwer international Krisemissiounen, bei deenen eis Arméi matmécht, fir an anere Länner anzegräifen, schwätzen: An dësem Gesetz ass de Projet ufangs higaange mat e puer Aktualiséierungen, fir dass eis Truppe méi einfach kënnen un internationale Friddensmissiounen deelhuelen. Am Ufank war et och nach ouni eng parlamentaresch Kontroll. Do gesäit een also, wat d'Meenung vun der Regierung deemools war.

D'Begréffer am ale Gesetz waren net méi aktuell, wat natierlech fir e puer Problemer gesuergt huet bei de Missiounen, déi net ënnert de Begréff „Opérations pour le maintien de la paix" gepasst hunn, dat oft berechtegt, well et eeben net fir de Fridde war.

Eng grouss Ännerung, déi mir Piraten begréisse bei dësem Gesetz, ass allerdéngs, dass, bevir d'Regierung decidéiert, eis Zaldoten an aner Länner ze entsenden, et an Zukunft op der ëffentlecher Plaz debattéiert muss ginn, hei am Parlament. Do muss een och e grousse Merci un d'Kolleege vun déi Lénk soen, well et ware si, déi den ëffentlechen Drock oprechterhalen hunn am Ufank, an et war eng kritesch Press, déi déi ondemokratesch Praktiken hannerfrot hat, dat alles mam Resultat, dass mer elo e bessert Gesetz kruten, dat och duerch eng aktiv Chamberskommissioun. Mir huelen d'Diskussiounen eraus aus den Hannerzëmmer vun der Regierung, well bekanntlech kritiséiere mir Piraten och de Regierungsrot, dass deen net transparent genuch ass. D'Informatiounen an den ëffentleche Rapporte si ganz oft op de Minimum reduzéiert.

Elo mam Gesetz wäert d'Chamber doriwwer diskutéieren, ier mir esou eng wichteg Entscheedung huelen, Zaldoten an Zivilisten an aner Länner ze schécken. Et ass an eisen Aen eng Stäerkung vum Parlament an deemno begréisse mir Piraten dëse Schrëtt hin zu méi Transparenz. Allerdéngs musse mer awer och soen, dass de Projet hei awer och net vill méi wäit geet wéi nëmmen en Debat an der Chamber. En obligatoresche Vott vun enger Majoritéit a - wéisou net? - souguer vun enger Dréivéierelsmajoritéit wär sécherlech eng weider Verbesserung gewiescht. Elo muss een op d'Instrument vun enger Motioun zréckgräifen, fir e Vott ze kréien an engem Debat, eng Motioun, wou eng einfach Majoritéit duergeet.

Dat hei ass e Gesetz, dat eist Land dozou berechtegt, an aner Länner hinzegoen an duerno mat Waffen aktiv ze ginn. Dat dierft an eisen Aen net ouni e klore Vott am Parlament geschéien. Wéi oft geschitt: Eng Missioun, déi en UNO-Mandat huet, ass am akzeptabelsten. D'Vereente Natioune sinn déi wichtegst Institutioun fir eng friddlech Verständegung tëscht de Staaten op dësem Planéit. Mee d'Schwächt vun der UNO ass nun emol, dass et eng Organisatioun ass, déi, soubal et ëm Militär geet, d'Interesse vun de Membersstaaten am Sécherheetsrot erëmspigelt. UN-Friddensmissioune bleiwen deemo, och wa se a verschiddene Regiounen néideg wären, eng Raritéit a ginn nëmmen da Realitéit, wa sech an der UNO endlech emol d'Länner am UN-Sécherheetsrot eens ginn, dass se keng geopolitesch Interessen an der Regioun hunn. Mee zur Reform vun der UNO, do diskutéiere mir en aneren Dag driwwer.

Wéisou mir den Terme vu „Friddensmissioun" ouni UNO-Mandat kritesch gesinn: Et ass fir e Minister ëmmer en einfacht Argument, eng Interventioun ze begrënne mat: „Mir suerge fir Fridden an Demokratie an anere Länner". Do sinn d'USA Spezialist dran. Et gouf nach kee Krich, deen se ugefaangen hunn ouni d'Excuse, et wär fir „Fridden" oder „hir Sécherheet". An oft konnten d'Geschichtsbicher duerno eng aner Versioun beleeën. De Schued - Mënscheleed, vill Doudeger, ganz Länner destabiliséiert - war awer ugeriicht a wäert ni kënne réckgängeg gemaach ginn.

D'Fro, déi ee sech einfach an éierlech stelle muss, ass: Sinn dës sougenannte Friddensmissiounen ëmmer wierklech fir de Fridden? Festzehalen ass, dass et eng komplizéiert Situatioun ass, Truppen an aner Länner ze schécken, wat och ëmmer de Grond dofir ass. Eethesch ass et souwisou méi wéi zweifelhaft, ob d'Regierungen duerch Amëschen mat Waffegewalt eppes zum Gudde beweegen, an et freet ee sech, ob en diplomateschen oder ekonomesche Wee net dee bessere gewiescht wär, well a ville Konflikter ass een eréischt a schwiereg Situatioune geroden, well eeben déi europäesch Regierungen an hirem Kapitalismus déi Länner iwwer Joerzéngten ausgenotzt hunn.

Eng EU-Politik huet vill schwaarz Flecken an ass net ëmmer esou friddlech, wéi se duergestallt gëtt. An déi Analys deelen ech als iwwerzeegten Europäer. Mir hunn eis Zweifel a bleiwen dofir skeptesch géigeniwwer enger Erweiderung vun esou Missiounen, bei deenen och Lëtzebuerg matmaache soll.

Ee weidere Punkt, deen eis bei dësem Gesetz opstéisst, ass dee vun der ëmmer erëm weiderer Oprüstung vum Militärbudget. All Investitioun a Waffen ass fir eis Piraten de falsche Wee. Mir Piraten gesinn eis do bei de Friddensdemonstranten, virun 30 Joer wéi och nach haut. Zwar ass och Lëtzebuerg hei betraff, mee mir mussen awer soen, dass et net ka sinn, dass et duerch dem Trump seng Aschüchterungspolitik gelongen ass, dass EU-Länner alles drusetzen, hir Militärausgaben ze erhéijen, wärend d'Budgete fir Entwécklungshëllef zréckbleiwen.

Hei fanne mer, dass de falsche Wee ageschloe gëtt an dass et grad misst ëmgedréint sinn, dass d'Sue fir d'Entwécklungshëllef massiv opgestockt misste ginn, fir de méi aarme Krichsregiounen op dëser Welt den Uschloss ze erméiglechen.

An net nëmmen dat; wie Friddensbeméiunge wierklech eescht hëlt, misst och derfir suergen, dass déi aner Länner vun engem faire Handel op dëser Welt profitéiere kënnen. An hei si souwuel d'EU wéi och Lëtzebuerg mat u villem Schold a vill gefuerdert.

Dës Mënschen an anere Länner kenne keng Perspektiven an der Landwirtschaft, well mir Europäer ze vill Fräihandelsaccorden an iwwersubventionéiert Produite liwweren an doduerch deene Länner all Perspektive fir den Handel huelen. Och dovunner misst een u sech schwätzen, wa mer iwwer Budgetserhéijunge beim Militär schwätzen. Well d'Erhéijunge beim Militär wäerten d'Problemer op dësem Planéit net léisen, dovunner si mir Piraten iwwerzeegt.

Alles an allem ass dëse Projet also eng Weiderféierung vun enger Waffepolitik, jo, souguer eng Ouverture, fir nach méi aktiv ze ginn. An domadder kënne mir Piraten net averstane sinn. Et gi Besserunge bei dësem Projet, well op d'mannst esou d'Interventioun, deen Theema, emol eng Kéier an der Chamber beschwat gëtt. Eis pazifistesch Astellung, eis kritesch Siicht op Waffen ... Den Ausbau vun de Missiounen an dësem Projet an och aner Beräicher gi fir eis Piraten ze vill an déi falsch Richtung a setzen net do un, wou een usetze sollt, nämlech bei de Moossnamen, ier et zu engem Krich kënnt. Dofir wäerte mir haut bei deem Vott vum Gesetz dergéint stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Merci, Här President, a vir un alleréischter Stell natierlech dem Carlo Back fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport a selbstverständlech och allen Deputéierte fir hir Interventiounen.

Här President, ech war laang am Parlament als Deputéierten an ech hunn och oft am Parlament als Deputéierten zu aussepoliteschen Theeme geschwat an och oft zur Verteidegungspolitik. An et war mer ëmmer ee Punkt en Uleies, dat ass, datt virun allem, wann et ëm Konflikter geet, a virun allem, wann et ëm bewaffnet Konflikter geet, de parlamentareschen an demokrateschen Debat éischtens onbedéngt muss stattfannen, mee virun allem datt d'Parlament ganz enk agebonne gëtt.

A wann ech kucken, dat, wat mer haut virleien hunn, an déi Aart a Weis, wéi d'Diskussioun geféiert ginn ass an den 90er-Joren - ech sinn 1989 fir d'éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn -, an och am Ufank vun de 2000er-Joren, wou mer jo eng Rei Konflikter haten, da stellen ech fest, datt do villes sech geännert huet, villes sech an der Sensibilitéit geännert huet, an dat, géif ech soen, bei alle Fraktiounen. An doriwwer sinn ech immens frou.

Well wann ech esou Sätz héiere wéi een, deen ech elo just héieren hunn, wou gesot gëtt, eng Regierung, virun allem eng Regierung aus engem demokratesche Land, déi géif esou quasi mat Liichtegkeet dann Decisiounen huelen, fir eng Arméi an e bewaffnete Konflikt ze schécken oder sech an iergendenger Form un engem bewaffnete Konflikt ze bedeelegen, da kann ech mech wierklech nëmme wonneren!

Eng Decisioun, mindestens an Demokratien, ginn ech dovun aus - an ech ginn net dovun aus, ech si sécher, datt dat esou ass ... An ech sinn och sécher, egal, wat fir eng politesch Faarf datt deejéinegen huet, deen dee Moment Verteidegungsminister ass, oder wéi d'Regierung ausgesäit, do ass keen an deene Regierungen dran, menger Meenung no, wann en nach fir zwee Su bei Verstand ass, dee mat Liichtegkeet decidéiert, bewaffnet Konflikter lasszeléisen.

Bewaffnet Konflikter, déi mussen dat allerleschte Mëttel sinn. An ech wëll och do iwwregens dem Här Kartheiser soen: Mir hu keng 180-Grad-Kéier gemaach! Ech hunn do séier e bësse gekuckt hei, de Walprogramm vun deene Gréngen vun de leschte

Walen, do steet ganz kloer dran, datt fir eis bewaffnet Konflikter dat allerleschte Mëttel nëmme kënne sinn, wat een asetzt am Kader vun enger Defensepolitik. An et steet och kloer geschriwwen, ënner wéi enge Konditioune mir dat gesinn, an och, wéi mer zum Beispill d'Abanne vum Parlament géingen do gesinn. Mee ganz kloer steet net an eisem Walprogramm vun deene leschte Walen, an dat war och schonn déi virdrun esou, datt mir der Meenung wären, datt et ni kéint zu engem bewaffnete Konflikt kommen oder datt et quasi onméiglech wär, datt Lëtzebuerg sech an iergendenger Form dorunner kéint bedeelegen.

Dat muss dat allerlescht Mëttel sinn an et kann nëmmen duerfir do sinn, fir Schued ze bewaren, fir Vëlkermord zum Beispill ze evitéieren. Mir haten ee Fall an der rezenter moderner Geschicht, dat war Srebrenica, wou intervenéiert ginn ass mat engem UNO-Mandat vun der NATO ënner anerem och. Dat war, fir e Vëlkermord ze evitéieren, wat menger Meenung no en absolutt justifizéierte Grond ass, wéini ee kann doriwwer diskutéieren oder muss agéieren, fir zum Beispill militäresch ze intervenéieren.

Et gëtt nach eng Rei aner Ursaachen, mee se si ganz limitéiert an et muss ee sech se virun allem extreem gutt iwwerleeën a virun allem muss ee se demokratesch diskutéieren an d'Parlament muss do hiert Wiertche matzeschwätze kréien an iwwert d'Parlament natierlech och d'Ëffentlechkeet, well, ech mengen, den Här Baum huet et zu Recht gesot: Mir hunn natierlech elo hei keng gesetzlech Basis, wéi et se an Däitschland vläicht gëtt, wou carrement iwwer e Gesetz d'Arméi entsendet gëtt.

Mee ech mengen, ech geséich awer déi Regierung gär, déi, wa se sech dann der Diskussioun am Parlament muss stellen an da jo mat Sécherheet enger Motioun - dat awer och, och wann et kee Gesetzescharakter huet, e ganz staarke Moment ass, wann d'Parlament mat enger Motioun eng Decisioun hélt -, wou dann eng Majoritéit géif decidéieren, liichtfankeg, ech soen elo emol, wann et dës Majoritéit wär, mat 31 géint 29, fir iergendwou an de Krich ze zéien. Ech mengen net, datt dat ganz probabel ass an datt eng Regierung dat wéilt maachen. Ech wéilt op alle Fall där net ugehéieren, muss ech lech direkt soen. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt och déi Leit, déi mer an e Konflikt schécken, wëssen, datt d'Land an deementspriechend d'Parlament an d'Parlamentarier, déi jo gewielt si vum Vollek an donc am Fong geholl och den Ausdrock musse gi vum Vollek, dat net kéinte mat esou enger knapper Majoritéit decidéieren.

Dat kann ech mer éierlech gesot net virstellen, wann et ëm e bewaffnete Konflikt geet, wou mir eis géife mat eisen Zaldoten engagéieren. An dat wär och irresponsabel, mengen ech, par rapport zu de Leit, déi mer géife schécken. Déi Leit, déi sech duerfir hierginn, déi d'Arméi zu hirem Beruff gewielt hunn oder Zaldot zu hirem Beruff gewielt hunn, dat wär wierklech net immens, wann déi missten an esou e Konflikt goe mat enger extreem dënner Majoritéit oder wann et am Parlament carrement nach en negative Vott ginn hätt. Dat kéint ech mer souwisou schonn iwwerhaapt net virstellen.

Duerfir mir sinn eigentlech an eiser Traditioun als Gréng, wa mer soen, datt dat heite fir eis e Meilesteen ass, als gréng Partei wuelverstanen. An ech muss lech soen, an Dir erlaabt mer dat haut also vläicht och, wann ech hei am Numm vun der Regierung schwätzen, well ech hunn hei vill op deem Dossier an der Vergaangenheet geschafft, datt ech dat e bësse vermësche vläicht mat der politescher Kap, mee dat musst Der mer verzeien, wann ech dat haut maachen, ech mengen, déi demokratesch Participatioun vum Parlament, déi ass mir effektiv immens wichteg gewiescht.

Et ass allerdéngs richteg, wat den Här Baum an och anerer gesot hunn: D'Gesetz a senger Ursprungsform war net dat. Et ass richteg an et ass och richteg, datt d'Chamber, an ech fannen, vëlleg zu Recht, wéi ech déi éischte Kéier mat deem Gesetz komm sinn, wéi den éischten Staatsrot-Avis do war, gesot huet: „Dat do kann et net sinn." Mee mir hunn ... an effektiv an do hu mer eng 180-Grad-Kéier gemaach, Här Kartheiser, wann Der da kuckt, wat am urspréngleche Text drastoung a wat mer hei dragesat hunn, dann ass dat eppes ganz aneres.

An da mengen ech, datt duerfir och vu mir aus gesinn e ganz grousse Merci hei fälleg ass un d'Parlament, un d'Kommissioun, un all déi Deputéiert, déi do matgeschafft hunn, déi dorop higewisen, déi sensibiliséiert hunn. Mir haten eng wierklech kontrovers Diskussioun doriwwer. Déi war extreem sënnvoll an nëtzlech an déi huet sech och am Text, mengen ech, niddergeschloen - an deenen Amendementer, déi gemaach gi sinn, an an deem Text, dee mer haut hei virleien hunn.

Ech kann natierlech verstoen, datt et nach ëmmer Leit gëtt, déi soen: „Mir hu prinzipiell, esou laang, wéi um Niveau vum internationale Recht villes net méi gekläert ass, nach ëmmer Bauchwéi, egal wéi, fir an engem bewaffnete Konflikt matzemaache respektiv esou engem zouzestëmmen."

An datt da gesot gëtt: „Dat Gesetz hei, dat mécht dat nach ëmmer", an et gëtt gesot, dat géif dat erweideren, ech wëll dozou awer emol Follgendes soen: Ech hunn den Text vun 1992 jo och nach eng Kéier gekuckt a wann Der kuckt, wat am Text vun 1992 steet, dat ass ..., soen ech, well den Här Baum an, ech mengen, och nach anerer, gesot hunn, hei géife mer eigentlech d'Situatioun an där Hisiicht verschäerfen, well mer zum Beispill elo Peace Enforcement dran hätten a beim ale Gesetz wär dat an där Form net méiglech gewiescht.

Et stoung an deem Gesetz dran, datt Missioune mat als But „cessation d'hostilités" méiglech wären, a „cessation d'hostilités", wann Der dat vum Franséischen op Englesch iwwersetzt, da kommt Der bei „peace enforcement". Dat ass genau dat. Also ech mengen net, datt et am Gesetz vun 1992 net méiglech war. Bon, just dat zur Prezisioun.

Da komme mer zu der Fro vum internationale Recht. An natierlech, dat wëll ech direkt virausschécken, d'internationaalt Recht, wéi et haut ass, gefält mir och net perséinlech. Ech mengen net, datt d'UNO … Här President, ech mengen, den Här Baum wéilt eng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, genau. Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Baum lech eng Fro stellt?

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Jo, selbstverständlech.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President, merci och dem Här Bausch. En huet vëlleg Recht mat deem, wat en elo gesot huet, datt d'„cessation d'hostilités" och schonn am 92er-Text drastoung. Mee et stoung awer och dran, an dat war awer e Garde-fou, deen elo net méi dran ass, datt et mam Accord vun deenen zwou hostille Parteie misst geschéien. Dat war awer e ganz wichtege Garde-fou. Ech menge just, datt een dat als Complement awer och vläicht misst erwänen. Quitte datt dat komplett onrealistesch war.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Jo. Ech wollt awer och soen, fir dann zréckzekommen op déi Fro vum internationale Recht vun der UNO a vun UNO-Mandater, iwwerhaapt internationale Mandater: Dat, wat mer de Moment kennen, dat ass net dat, dat stellt mech net zefridde perséinlech. Ech mengen och, datt mer am internationale Recht an och, wéi d'Decisioune vu Konflikter geholl ginn, eng Reform bräichten. Mee - ech mengen, do si mer eis awer och eens -: Dat ass net eleng vu Lëtzebuerg ofhängeg. Do si mir warscheinlech dee Klengsten, deen do deen néidegen Afloss hätt, fir datt mer zum Beispill eng Reform kréie vum UNO-Sécherheetsrot, déi mer jo bräichten, fir zum Beispill d'Rechtssituatioun ze verbesseren, wéi se haut ass.

Dat Zweet ass: Et gëtt awer eng Rei rechtlech Mechanismen, op déi mer eis kënne beruffen, an eng Rei international oder multinational Mandater, op déi mer eis kënne beruffen, wëssend natierlech, datt dat net den Optimum ass. Do si mer eis eens. Ech mengen awer net, wa mer an enger Situatioun wäre vu gréissere Konflikter, datt ee sech et da kéint erlaben, an esou e Konflikt ze zéien, ouni datt ee mindestens awer gutt motivéiert en internationaalt oder multinationaalt Mandat hätt.

A kuckt emol, Dir hutt d'Beispill genannt, wat e gutt Beispill effektiv ass, vum Irak-Krich mat der sougenannter Koalitioun vun de Wëllegen. Do huet Lëtzebuerg jo och net matgemaach, do war et ganz ënnerschiddlech an Europa, wien do matgemaach huet a wie sech do ugeschloss huet a wien net. An dat war eng Risendiskussioun. Den Här Kartheiser huet zu Recht och nach drop higewisen, datt och do versicht ginn ass, mat falsche Biller an der UNO virzegoen, fir dat ze justifizéieren. Mee et hunn nach laang net all Länner matgemaach, och Däitschland zum Beispill huet sech dee Moment, zu deem Zäitpunkt, iwwregens mat gerénger Regierungsbedeelegung, Här Baum, net dorunner bedeelegt.

Duerfir, ech mengen dat gëtt souwisou ..., wann Der e Konflikt hutt, natierlech, wéi gesot, hätt ech am léifsten och eng international Rechtssituatioun, déi vill besser wär wéi déi, déi mer haut hunn. Mee wann Der e Konflikt hutt, kritt Der egal wéi eng international Diskussioun. Dir kritt eng Diskussioun, op d'mannst an den demokratesche Länner an de Parlamenter. An ech mengen net, datt et méiglech wär, wann et net zu 100 % justifizéiert wär, op d'mannst net an den EU-Länner, fir einfach esou matzezéien an e Konflikt eran, wou d'Situatioun net justifizéiert wär.

Da sot Der: „D'Welt huet sech net geännert." Dach, ech mengen, datt d'Welt haut vill méi komplex ginn ass, wéi se war. Et hätt ee kënne mengen no 1989, nom Fall vun der Mauer, et géif séier an eng Richtung goen, wou et méi ziviliséiert géif an der Welt ëmgoen, wou et manner komplex wär. Mee et ass just de Contraire geschitt!

Éischtens emol hu mer haut méi Atommuechten op der Welt wéi jee, vill méi wéi zu där Zäit, an et riskéieren der nach ëmmer derbäizekommen. Zweetens hu mer och nei Muechtzenteren iwwerall op der Welt. Déi sinn och ganz ënnerschiddlech, wéi soll ech soen, déi setze sech ganz ënnerschiddlech zesummen, wann een einfach elo emol philosophesch kuckt. An der Zäit virun 1989, fannen ech perséinlech, do hat Der esou alles, wat dann zu dem sougenannten - entre guillemets - „kommunistesche" Bord gezielt huet, an da plus ou moins all de Rescht.

Haut ass et vill méi komplizéiert. Haut hutt Der ganz ënnerschiddlech Situatiounen, ganz ënnerschiddlech Muechtzenteren. An et ass och esou, datt déi Muechtzenteren natierlech net ëmmer demokratesch sinn, ganz oft net demokratesch sinn. Et ass zwar esou, datt d'Welt insgesamt méi demokratesch ginn ass wéi virun 1989. Dat géif een zwar heiansdo net mengen, mee wann Der emol international Studie kuckt, do kënnt Der dat awer erëmfannen, datt dat de Fall ass. Mee insgesamt ass et méi komplex ginn an da sinn och d'Problemer méi komplex ginn.

Dir hutt haut Bedroungen, déi sinn et déizäit net ginn. Ech wëll der nëmmen e puer opzielen. Haut hutt Der, dat gëtt genannt „the hybrid threats", also hybrid Bedroungen. Dat ass Propaganda zum Beispill. Natierlech ass et och déizäit scho Propaganda ginn, mee erënnert lech drun, am Vietnamkrich, do ass Propaganda gemaach ginn, do sinn d'Amerikaner mat Fligeren iwwert de Vietnam geflunn an do hu se Tracten erofgepucht fir Propaganda.

Ech mengen, haut brauche mer dat net méi. Haut hunn ech ganz aner Méiglechkeeten. Haut kann ech Wale beaflossen op eng Aart a Weis, dat hu mer jo an de leschte Joren erlieft, déi ganz aneschters ass, wéi dat nach zu där Zäit war. Dat heescht, et si ganz nei Bedrounge bäikomm, déi sinn et déizäit net ginn. Duerfir wäerten och vill Konflikter sech ausdroen oder et wäert vill versicht ginn ze destabiliséieren op eng Aart a Weis, déi net onbedéngt am Sënn ass, wéi mer eis dat virstellen. Do fueren da Panzeren a Fligeren direkt hin an hier. Mee et gëtt ganz aner Méiglechkeeten haut, fir e Land ze destabiliséieren, wéi dat nach virun enger Zäit de Fall war.

Et gëtt nei Bedroungen, zum Beispill de Klimawandel. Dir hutt d'Sahelzon; dee Konflikt, deen do stattfënnt, den Hannergrond vun deem Konflikt an der Sahelzon ass zu engem ganz groussen Deel de Klimawandel, well do geet et ëm den Zougang zum Waasser, Zougang zu fruchtbarem Land an esou weider. Dat heescht, déi ganz Klimawandeldiskussioun musse mer och an d'Preventioun kréie vun der Defense. Dat ass eppes, woufir ech mech vun Ufank un agesat hunn a wou ech och elo frou sinn, datt dat innerhalb vun der EU e grousst Theema ginn ass, innerhalb vun der NATO neierdéngs e grousst Theema ginn ass, natierlech och elo dank dem Wiessel an de Vereenegte Staaten och méi oppe gekuckt gëtt wéi nach virun zwee Joer, wou ech dann e bësse wéi en Exot gekuckt gi sinn, wann ech an enger NATO-Sëtzung esou eppes opgeworf hunn.

Cyberattacken zum Beispill gëtt et haut, déi sinn et och déizäit net ginn. Also dat heescht, d'Bedrounge si vill méi komplex ginn, d'Welt ass méi komplizéiert ginn. An duerfir mengen ech net, datt ee ka soen, et wär haut éischter manner dramatesch. Ech fannen éischter, datt et méi dramatesch ass. An dann ass natierlech och eppes, wat derbäikënnt: Den Zerstéierungspotenzial ass kolossal ginn. Also ech mengen, och dowéinst kann einfach e militäreschen Agréff nëmmen ëmmer dat allerleschte Mëttel sinn, well mir sëtzen ëmmer op - Wéi soll ech soen? - engem Polverfaass iwwerall, well d'Zerstéierungspotenzial extreem grouss ginn ass an der Welt.

An duerfir ass et jo och esou wichteg, an dat wëll ech awer och derbäi soen ... Mir maache jo e bëssen hei, wéi wa mer hei e Gesetz géife stëmmen iwwer Asätz vun der Arméi, wéi wann dat esou en Alleinstellungsmerkmal wär an eiser Verteidegungspolitik. Ech mengen, et waren d'Madamm Mutsch an och nach anerer, déi dorop higewisen hunn, an ech mengen, den Här Halsdorf och, datt mer eng „3D"-Politik zu Lëtzebuerg hunn. An dat hei bett sech jo och doranner an. Mir kucken dat hei jo ëmmer am Geescht vum Developpement, vu Kooperatioun, d'Diplomatie spillt eng Roll, dat heescht also, déi ganz Palett vun der Verteidegungspolitik, déi ass agebett an deen „3D". An duerfir muss een dat och esou gesinn an deem Kontext, an et kann een net dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, lassgeléist vun deem ganze Rescht gesinn.

Natierlech, ech hu kee Problem, ech verstinn d'Positioun vum Här Baum. An ech soen ëmmer, ech respektéieren déi ganz kloer, well ech mengen, dat ass eng konsequent Positioun. Déi kann een hunn. Ech mengen awer net, datt se am Endeffekt realistesch ass, datt se d'Strooss ëmmer hält. Mee bon! Ech mengen, mir hunn dat oft ausdiskutéiert. An ech muss awer soen, Här Baum, Dir sidd jo, mengen ech, wann ech dat elo gutt am Kapp hunn, elo gläich net méi an dëser Chamber derbäi, ech soen lech op alle Fall Merci fir déi flott Ausenanersetzungen, déi mer haten, an duerfir sinn ech awer frou, datt Der mech haut wéinstens awer och eng Kéier gelueft hutt an enger vun Äre leschte Rieden. Dat huet mech wierklech gefreet.

Dann hunn ech nach e puer Froen, op déi ech wëll agoen. Dat Éischt: Et ass geschwat gi vun de Coopérations bilatérales. D'Coopérations bilatérales, den Här Kartheiser hat dat opgeworf, well mer dat jo am Text hei net hikritt hunn, de Gros vun de Coopérations bilatérales, déi mer wäerte maachen, ech mengen, dat weess den Här Kartheiser och, déi sinn awer iergendwou agebett a multinational Mandater oder international Mandater; et gëtt et eigentlech ganz wéineg. Mee ech ginn lech awer Recht, et wär gutt gewiescht, wa mer och hei nach bis an de leschten Detail eng Definitioun fonnt hätten. Dat hu mer leider net hikritt.

Dann zu senger Remark mat der Loftopklärung, do ginn ech ëm och Recht. Mee do maache mer och vill. Ech mengen, d'Arméi geet jo ganz vill an den Droneberäich eran, an am Droneberäich haaptsächlech Opklärungsdronen a soss näischt, an och nach aner Elementer, déi mer do wäerten asetzen.

An dann zu deem, wat gesot ginn ass, datt jo am Gesetz de Minister, also d'Regierung, sech verflicht, fir reegelméisseg iwwert d'Asätz och an d'Chamber ze kommen an ze berichten. An ech wëll natierlech wäit doriwwer erausgoen. Ech mengen, Dir wësst, ech hunn déi éischte Kéier d'Parlament agebonnen an den NATO Defence Planning Process. Ech kann lech och soen: Et wäerten zwee Gesetzer nach virum Summer kommen, déi wäert ech an de Regierungsrot bréngen. Dat eent ass natierlech d'Militärgesetz, dat neit Militärgesetz. Dat ass an de leschten Zich, de leschten Negociatiounszich. An dann dat Zweet, dat wësst Der natierlech, well ech lech dat virgestallt hat deemools hei, wéi mer déi Sëtzung am Huis clos haten, dat sinn déi nei Gefierer fir d'Arméi. Och do wäert d'Gesetz da virum Summer kommen an da wäerte mer dat selbstverständlech och an der Chamber deposéieren.

An dann, fir op déi Fro awer och anzegoen, wou gesot ginn ass, mir sollen eis net nëmme beschränken op dat, wat elo déi Missiounen ubelaangt. Och d'Ligne-directricë si mer amgaangen ze iwwerschaffen an déi wäerte mer dann och, wann ech se duerch de Regierungsrot bruecht hunn, selbstverständlech eng Kéier an der Kommissioun zur Debatt bréngen, also virstelle kommen, an da kënne mer déi och kontrovers zesummen diskutéieren.

Här President, dat wär et gewiescht vu menger Säit. Wéi gesot, nach eng Kéier allen Deputéierte merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a virun allem och merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Verdeedegungsminister François Bausch villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7325. Den Text steet am Document parlementaire 7325[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7325 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

14. Motion de M. Serge Wilmes relative à la notification au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne de la révocation de la femme d'affaires luxembourgeoise de son mandat d'administrateur

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 763 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv dem Vott vun där Motioun, déi haut de Mëtteg deposéiert ginn ass vum Här Serge Wilmes. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Josée Lorsché an dann den Här Fernand Kartheiser. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hätt ni geduecht, datt ech eng Kéier iwwert d'Cargolux misst schwätzen, mee et gëtt fir alles eng éischte Kéier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir huelen alleguer hei d'Motioun vum Serge Wilmes zur Kenntnis an och seng Aussoen, déi e gemaach huet. An ech sinn och frou, datt ech d'Chance kréien, eppes dozou ze soen an eppes kloerzestellen virun allem.

Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun kloerstellen, an ech wëll dat och kloer ënnersträichen, datt mir eis als Fraktioun formell vun allen Aussoen an Tendenzen distanzéieren, déi d'Pandemie verharmlosen oder verneinen, déi d'Wichtegkeet an d'Necessitéit vun der Impfung a Fro stellen, a mir distanzéieren eis och vun alle Stréimungen, déi géint de Schutz virun der Pandemie ginn. Dat heescht, mir distanzéieren eis vun allen Aussoen an Tendenzen, egal vu wiem se kommen, egal wou se ze liesen oder ze héiere sinn an egal wéi eng Plattformen et sinn, déi déi Messagë vun deene Leit verbreeden an op deene se zirkuléieren. Dat ass dat eent.

Dat anert, wat ech wëll soen, ass dat, datt eis Positioun sech bis haut net geännert huet. Ech mengen, ech hunn iwwer 15-mol hei Stellung bezunn zu der Pandemie an zu der Gestioun vun der Pandemie, wou mer d'Regierung vun Ufank un ënnerstëtzt hunn, heiansdo méi konstruktiv-kritesch, mee de Wee hu mer vun Ufank un ënnerstëtzt a mir wäerten deen och weiderhin ënnerstëtzen, wann en an d'Richtung vum Gesondheetsschutz geet.

Falls Der eis Positioun net kennt, da kann ech Iech och gären d'Riede vum Här Marc Hansen a vu mir selwer zoukomme loossen, da wësst Der, wat eis Meenung dozou ass.

Ech kommen dann zu der Motioun, wou ech just zwee Punkte wëll soen. Deen éischten ass deen, datt d'Nominatioun vun der Madamm Christiane Wickler als Presidentin vum Verwaltungsrot vu Cargolux net zréckgeet op eng Decisioun vum Regierungsrot, souwäit ech dat verstanen hunn. Ech sinn do net Member. Ech weess awer, datt et net de Regierungsrot ass, deen déi Decisioun geholl huet, well en net kompetent ass, fir dee Posten ze besetzen. Se geet zréck op eng Propos vun der Assemblée générale vun der Cargolux mat all hiren Aktionären, wou jo ënner anerem och d'Luxair a chineesesch Aktionären dra vertruede sinn, an natierlech och op d'Propos vum Mobilitéitsminister, deen do och d'Recht huet, eng Propos ze maachen an dee seng Grënn och schonn an de Medien erkläert huet. Ech mengen net, datt ech déi muss widderhuelen, well Dir hutt him gutt nogelauschtert, soss hätt Der dat hei jo och net esou geschriwwen.

Ech wëll just festhalen, datt d'Argumenter, déi den Här Minister do virbruecht huet, näischt mat der Gestioun vun der Pandemie ze dinn hunn an och net mat der Regierungspolitik, mee mat de Kompetenzen, déi d'Madamm Wickler aus der Privatwirtschaft matbréngt, déi Dir och selwer an Ärer Motioun beschreift. Dir schreift: « [elle] a fait ses preuves dans le monde des affaires luxembourgeois ». Dat war d'Argument vum Här Minister, fir déi Propos ze maachen. An duerfir gesinn ech elo kee Grond, fir déi Motioun unzehuelen. Ech gesinn éischter e Grond, fir se ofzeleenen, an déi Propos maachen ech jiddefalls menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An dann hat den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, ech hu seelen eng Motioun gesinn, déi mech esou erféiert huet wéi déi, déi ech elo vun der CSV, vun de Piraten a vun deene Lénken hei virgeluecht krut. An ech wëll lech soe firwat.

Hei ass eng Damm, d'Madamm Wickler, déi ass elo do genannt ginn als Administrateur an de Verwaltungsrot vun der Cargolux, an ech wëll emol als Alleréischt soen, datt mir als ADR net un der Kompetenz vun der Madamm Wickler zweifelen. Hir berufflech Kompetenz steet fir eis net a Fro. Et kann een diskutéieren, dat weess ech elo net, ob déi Ernennungsprozedur hätt sollen iwwer eng Ausschreiwung oder wat weess ech goen. Mee dat ass elo eng aner Diskussioun. Dorëm geet et net. Dat Éischt, wat ech wëll zréckbehalen: Mir contestéieren hir Kompetenz net!

Dat Zweet, wat ech wëll zréckbehalen, ass: Mir stinn als ADR onageschränkt fir Meenungsfräiheet! Dat ass hei eise Grondprinzip. Ob een elo mat der Pandemie esou oder esou ëmgeet, dat soll de Leit iwwerlooss sinn. Mir hunn och eng Meenung zu där Saach als Partei, déi mer konsequent vertrueden hunn. Mir ënnerstëtzen d'Impfungen, hei an do.

Mee dorëm geet et net. Et geet drëms, datt Leit, déi eng aner Meenung hunn an dësem Land, dat fräit an onbestriddent Recht hunn, hir Meenung solle matzedeelen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A wann d'Madamm Wickler eng aner Meenung huet, ma dann ass dat hiert Recht, hir Meenung ze äusseren. Dofir geet et net drëm, hir berufflech Kompetenz an der Cargolux a Fro ze stellen, wéi dat hei vun e puer Parteie probéiert gëtt, oder eng Form - a loosst mech et kloer soen! -, eng Form vu Beruffsverbuet hei wëllen anzeféieren. Well een eng aner Meenung huet an der Gesondheetspolitik, da soll deen op eemol net kapabel sinn, an enger Fluchgesellschaft eng verantwortlech Positioun ze huelen! Ma mir sinn dach net méi an der DDR oder an iergendengem Regimm, deen d'Leit ënnerdréckt, well se eng aner Meenung hunn.

Hei gëtt kloer gesot: D'Madamm Wickler huet net d'Meenung vun der Regierung, an dofir ass se netkapabel, déi Politik ëmzesetzen oder op d'Interessie vun der Regierung opzepassen. Ma wou si mer dann?

Sidd Dir Iech eigentlech als CSV, als Lénk an als Piraten bewosst, wéi wäit Dir hei gitt? An engem fräie Land, an engem Land, dat sech awer derzou bekennt an houfreg drop ass, datt mer Wäerter hu wéi d'Meenungsfräiheet, eis Grondrechter an esou weider. Wéi déif sidd Der gefall? Dat muss ech Iech froen als CSV. Wéi déif sidd Dir gefall - sot eis dat -, wann der e Beruffsverbuet aféiert, well eng Persoun, déi berufflech kompetent ass, net soll kënnen eng Fonctioun ausüben, well se eng aner Meenung huet iwwer e politesche Beräich? Et ass vläicht e wichtege politesche Beräich, mee esou wäit kann een dach net goen.

Ech géif Iech wierklech opfuerderen ...! Dir waart eng staatstragend Partei ganz laang. Wéi kënnt Der elo higoen a Grondrechter wëllen op déi Manéier aschränken? Dorëm geet et. Et geet ëm d'Meenungsfräiheet! Et geet net ëm eng Appreciatioun vun de Moossname vun der Pandemie oder Gott weess wat. Et kann een a ville Beräicher vun der Politik eng aner Meenung hu wéi d'Regierung an awer e ganz gudde Vertrieder vun de Regierungsinteresse sinn, e ganz verantwortungsvolle Gestionnaire an enger Entreprise. Awer et kann een dach net higoen an d'Meenungsfräiheet a Fro stellen oder d'Integritéit vun enger Persoun, d'Éierlechkeet géintiwwer dem Staat, oder iergendwéi wëllen higoen an e Beruffsverbuet ausschwätzen.

Dat heiten ass e schockanten Akt vun de Piraten, deene Lénken an der CSV, deen un d'Grondrechter vun de Mënschen an dësem Land erugeet. Mir refuséieren, mir refuséieren als ADR dës Motioun! A gleeft mer et, mir maachen dat aus vollstem Häerz, mir maachen et mat Iwwerzeegung a mir stinn als ADR op der Säit vun der Fräiheet, déi mir wëlle verdeedegen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also, ech hu vollst Verständnis dofir, dass de Minister hei an enger schwiereger Situatioun ass. Eng Kéier op RTL hate mer héieren, dass Der zwar d'Artikele vun deem Expressis-Verbis kannt hätt, an duerno an Interviewen hutt Der awer gesot, Dir hätt se net gelies gehat. Dir hätt eréischt duerno, no der Prozedur, wou d'Madamm ernannt ginn ass, …

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här Goergen, erzielt keng Ligen, dat steet op RTL och net um Site!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat heescht, Dir sidd eréischt duerno …

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Och um Site bei RTL steet, datt ech näischt vun deem Site wousst. Duerfir zielt keng Ligen!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ok. Dat heescht, Dir sidd deen Dag selwer, wéi dat dann an d'Press komm ass duerch d'„Tageblatt", dat eréischt gewuer ginn? Ok, dann huelen ech dat esou zur Kenntnis. Am RTL-Interview koum dat nämlech anescht eriwwer, wéi wann Dir Connaissance vun den Artikele gehat hätt an Dir hätt déi och schonn eng Kéier gekuckt gehat, esou hat Der nämlech gesot bei RTL. Dat kann een da falsch verstoen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Wéi et bei RTL stoung, Här Goergen, wéi ech do gefrot gi sinn, do war et jo schonn an der Ëffentlechkeet!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ok.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Do hunn ech et natierlech kannt.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ok. An Zwëschenzäit si jo och déi betreffend Videoe geläscht ginn. Do kann een elo dervun halen, wat ee wëllt, déi sinn nämlech net méi online, wou d'Madamm Wickler deementspriechend deen …

(Interruption)

Gelift?

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Si huet sech zréckgezunn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo, also d'Interviewe si geläscht ginn. Déi kann een net méi kucken. Mee Gott sei Dank, den Internet vergësst näischt.

Firwat ass dat heiten iwwerhaapt eng Diskussioun, déi op der Place publique grouss opkomm ass? Ma well dat hei kee Privatbetrib ass. Hei ass eng Persoun, déi duerch eng Nominatioun gaangen ass, an dem Minister seng Suergfalt ass et nun emol, déi Persounen ze préiwen, déi de Staat dohinner setzt. Déi Persoun vertrëtt nämlech d'Aktionären, an d'Aktionäre sinn d'Bierger an deem Fall. An de Minister huet fir eng kuerz Dauer d'Funktioun, fir …

(Interruption)

Ma sécher! Wien ass dann den Aktionär, wann net de Bierger den Aktionär ass? Dir vertrëtt d'Bierger fir den Aktionär herno an deene séllege Firmen, ob dat LuxTram, Luxair oder Cargolux ass. Et ass jo net der Regierung hir Firma, dat ass de Bierger hir Firma. Et ass jo awer normal, dass d'Bierger sech do opreegen.

Well wat war ze liesen op esou Portaler? An dat ass jo dat, wat ee kritesch stëmmt. D'ADR ka vu Meenungsfräiheet schwätzen. Ech weess och, dass si heiansdo eppes anescht duerstellen, wéi et ass. Mee et muss een oppasse bei enger Meenungsfräiheet, dass awer Fakte bleiwen. Dat heescht, Fakte verdréien a Saachen an d'Welt setzen, déi net stëmmen, ass keng Meenungsfräiheet.

Huele mer een Auszuch aus deenen Internetsäiten Expressis-Verbis, wat do stoung: „Fast alle der positiv Getesteten des Large-Scale waren falsche Positive." Ech weess net, wéi ee Vertrieder vum Staat, an dat ass een nun emol als President beim Cargolux-Verwaltungsrot, esou eppes kann an d'Welt setzen. Dat ass jo de Problem. De Problem ass jo, dass hei iwwer e Prozess, dee fragwierdeg ass - dat ass nach, en anert Theema, wéi déi Prozesser lafen -, Leit ernannt gi sinn, déi vläicht net d'Interesse vum Bierger, vun deem, dee se eigentlech vertriede sollen, dohinnerstellen. Dat ass eeben de Problem, dass hei iergendwellech ...

Bon, et ka jo elo keen heibannen zielen, dass dat, wat op Expressis-Verbis ass - bon d'ADR vläicht -, Meenungsfräiheet war. Ech huele jo net un, dass och déi lénks Säit hei seet, dass dat Meenungsfräiheet war. Mee dat war einfach d'Fakte verdréit. An do ass eeben de Problem, ob mir esou Persounen herno duerch en Nominatiounsverfaren, wat kritesch ka gekuckt ginn, op Plaze vun engem Verwaltungsrot setzen, déi eigentlech de Bierger vertriede sollen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et soll ee jo net an der Angscht liewen, mee trotzdeem, dee Virus gëtt et.

Bon, Här President, ech war elo sechs Joer laang an der Chamber a leschter Zäit. Et ass déi zweete Kéier, wou ech souzesoen eng Demissioun froen. Dat ass deen Exercice, dee mir net gefält, dee kengem gefält.

Meng Felicitatiounen och fir dem Här Wilmes seng Ried. Déi war wierklech komplett, muss ech soen. Ech hätt se kënnen halen.

(Hilarité)

Ech weess net, ob dat elo e Kompliment ass, ob ech him elo net méi schuede wéi soss eppes, mee se war ganz gutt.

Une voix.- O!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Bon! Jo, esou Riede kennt Dir och an der LSAP. Nee, zwou Saachen: Ech kennen d'Madamm Wickler net. Ech hunn näischt géint d'Madamm Wickler. Natierlech däerf d'Madamm Wickler hir perséinlech Meenung hunn, a mir mierke jo och, datt esou eng Meenung u sech keen Ulass ass, fir verfollegt ze ginn. Au contraire, et kann een trotzdeem nach eng Karriär maachen.

Ech versti genausou wéineg vu Virologie an esou weider wéi d'Madamm Wickler. De Problem ass deen: Wann ee vun eppes näischt versteet, da versicht een trotzdeem, e bëssen ze kucken, wat d'Leit soen, déi eppes dovunner verstinn an déi hiert Liewen der Bekämpfung vun enger Krankheet, vun enger Pandemie dediéiert hunn. Dat huet sech jo erëmgespigelt an enger Stellungnam op Twitter vun engem Dokter.

Et kann een natierlech soen: „Dat heiten huet näischt domadder ze dinn!" Ech mengen net, datt dat näischt domadder ze dinn huet, well mer grad justement an esou enger Situatioun sinn. Ech gleewen dat ganz gären, datt den Här Bausch net wousst, datt d'Madamm Wickler déi Meenung géif vertrieden. Et kann een awer Feeler erëm réckgängeg maachen.

Mee ech hunn awer och den Androck, datt gewësse Leit, vläicht och an esou enger gewëssener gesellschaftlecher Stellung, sech vläicht och erlaben ze soen: „Et ass mir egal an dëser Gesellschaft. Meng Fräiheet, Saachen ze mengen, déi u sech kee Fundus hunn, ass méi wichteg, wéi innerhalb enger Gesellschaf musse solidaresch ze sinn." A wou aner Leit dorënner leiden, y compris u solchen Aussoen. Well de Problem ass: Déi Aussoen, déi hu jo en Impakt! Et si jo ëffentlech Persounen, déi esou Aussoe maachen, an déi en plus Promotioune kréien. Déi hunn en Impakt op d'Gesellschaft!

Duerno ginn et Leit, déi hunn Angscht, sech richteg traitéieren ze loossen. Déi hunn zum Beispill och Angscht, e Vaccin ze huelen. Ech kennen der perséinlech och. Si missten een huelen, si wëllen net, well se duerno e bësse kritesch ginn, well se esou Saachen och am ëffentlechen Discours héieren. Ech mengen, mir hunn do e Problem.

Zweetens d'Kompetenz. D'Madamm Wickler dirigéiert e Betrib vun 300 Leit. Et gëtt gesot: „Si huet eng grouss Kompetenz an der Ekonomie." Bon, ech weess net, ob dat automatesch de Krittär ass, mee op jidde Fall, mengen ech, ass dat e bësse problematesch.

Eng aner Fro: Ech géif gären e Salarié gesinn, deen an engem Entretien seet: „Wësst Der, ech si stur an incontrôlabel." Ech weess och net, ob een am Pallcenter géif einfach esou agestallt ginn, eng Caissière, déi seet: „Nee, ech si stur an ech sinn incontrôlabel."

Dir gesitt, datt et awer och e bëssen esou eng Approche gëtt. Mir schwätze vu Kompetenz, dat heescht, mir schwätze vun der Kompetenz vun engem Patron, vun enger ekonomescher Kompetenz, mee vläicht och vun enger sozialer Kompetenz, wou ee gesäit, wou ee sech awer wierklech freet, wéi ee seng Roll aschätzt an esou engem Betrib, an esou engem wichtege Betrib.

Dofir menge mer wierklech, datt mer elo mat enger Situatioun konfrontéiert sinn, déi eis et net erlaabt, einfach esou nozekucken. A mir mengen, datt een awer - an dat ass keng Hexejuegd! - misst déi Nominatioun réckgängeg maachen, souguer wann d'Madamm Wickler déi Kompetenz hätt, wat mer nach ëmmer net ganz genau wëssen.

Well dat eenzegt ass deen Interview um 100,7. An éierlech gesot, dat war net déck, wat do komm ass. Dat war wierklech net déck! Ech weess nach ëmmer net, wat fir eng konkreet Kompetenz d'Madamm Wickler huet, fir d'Cargolux kënnen ze leeden. Souguer wann d'Madamm Wickler déi Kompetenz ge-

hat hätt, mengen ech, wier et gutt gewiescht, étant donné datt si jo e politesche Parcours huet, deen deen ass, deen en ass, datt et vläicht méi intelligent gewiescht wier, se trotzdeem net ze nominéieren. Ech mengen, mir mussen op esou Saachen esou lues verzichten. Dat gesäit, och wann et net onbedéngt esou gewollt war, duerno aus. An éierlech gesot, ech géif et och net ausschléissen an ech géif mer d'Fro stellen, ob, wann d'Madamm Wickler net Deputéiert vun der grénger Partei gewiescht wier, e Mandat, wou si d'ailleurs och net genuch Zäit hat, fir et auszefëllen, ob si och nominéiert gi wier. Ech weess et net.

Mee op jidde Fall, vun der Kompetenz hier hunn ech net vill héieren. E Betrib vun 300 Leit ze geréieren heescht nach ëmmer net, datt een d'Cargolux ka presidéieren. Do gëtt et vill Leit, déi déi Kompetenz warscheinlech hunn. An ech mengen och, datt et wierklech e falschen Zoch war, fir d'Madamm Wickler ze nominéieren, déi eng Meenung huet, mee eng Meenung, déi net op Fakte baséiert an déi net op Wëssenschaft baséiert. Dat ass ganz kloer esou, dat ass ganz kloer esou!

An ech géif och d'Madamm Wickler invitéieren, vu datt si jo gäre fléie wäert, a Brasilien ze fléien an deene Leit dohannen ze soen: „Dir däerft net an der Angscht liewen!" Haut de Moien huet meng Fra mir nach eng Kéier gesot, datt se nach, fir d'zweete Kéier, - meng Fra ass aus Brasilien - eng Frëndin verluer huet. A virdrun hunn ech gesinn, datt de Paulo Gustavo, e groussen Humorist aus Brasilien, gëschter gestuerwen ass - 42 Joer al, esou al wéi ech. Jo, et muss een net an der Angscht liewen, mee et muss een awer Realitéiten erkennen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wagner, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci. Dir hutt Recht, Här President, jo, ech hunn ze vill geschwat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéilt vläicht mat eppes ufänken, wat den Här Wagner relativ vill beschäftegt huet elo a senger kuerzer Interventioun, nämlech den Impakt, deen eppes huet, wann eppes iergendwou geschriwwe steet. Op alle Fall kann ech Iech soen, Här Wagner, dat huet elo ganz vill Impakt kritt, net well et iergendwou geschriwwe stoung, mee well vill doriwwer diskutéiert ginn ass. Ech mengen, dat si mer eis emol eens. Mee enfin, dat ass awer elo net relevant.

Ech wëll vläicht fir d'éischt ufänken - well dat jo och vum Här Wilmes gesot ginn ass an och e bëssen an der Motioun drasteet -, iwwert d'Cargolux selwer e puer Wuert ze soen, well ech dat ganz interessant fonnt hunn, wat den Här Wilmes hei gesot huet. En huet geschwat vum Fleuron vun der Lëtzebuerger Ekonomie, vun enger vun de wichtegsten internationale Frachtgesellschaften an der Loftfaart. An ech wëll ëm soen: Ech si frou, datt dat haut esou gesi gëtt! An ech stelle fest, datt dat kräiz a quier och e bëssen esou kommentéiert ginn ass, privat oder och geschriwwen. An ech kann Iech awer soen, wéi ech 2013 am Dezember dee Fleuron do iwwerholl hunn, do war dat kee Fleuron, mee do stoung dee Betrib um Bord vun der Faillite - um Bord vun der Faillite.

An ech kann Iech och soen, datt déi éischt zwee Joer - ech wëll jo drun erënneren, zu deem Zäitpunkt war de Staat net wéi haut mat 10 % an der Cargolux - mir vill méi e groussen Undeel haten, well mir hate jo e Portage iwwerholl vun enger Situatioun vu virdrun, an déi d'Cargolux sech net selwer eramanövréiert hat, oder mindestens net eleng. A wa mer elo méi Zäit hätten, da kéinte mer en Debat féieren driwwer, wat deemools geschitt ass, wéi d'Cargolux an déi Situatioun komm ass, an där se do war. Mee dat wëll ech awer net maachen.

Ech si frou, datt den Här Wilmes mer haut unerkennt, datt no 2013 déi Regierung hei matgeholl hef huet, datt d'Cargolux erëm zu engem Fleuron vun der Lëtzebuerger Ekonomie ginn ass an effektiv déi lescht dräi, véier Joer hei zu Lëtzebuerg d'Cargolux net nëmmen déi bescht Resultater an hirer Geschicht hat, mee de loin déi beschte Resultater an der Geschicht, an och net nëmmen an der Pandemie.

An der Pandemie kënnt Dir soen, an ech krut eng Question parlementaire vum Här Goergen gestallt, ech wäert Iech déi och nach beäntwerten, wou Der dat sot, d'Cargolux wär e Gewënner vun der Kris, a wéi mer se dann elo wéilte besteieren an Zukunft. Mir wäerten Iech nach eng Äntwert selbstverständlech dorobber ginn. Mee ech wëll Iech just soen: D'Cargolux hat och schonn 2019 schonn e super Joer gemaach an dat hat mat der Pandemie a mat der Kris guer näischt ze dinn. Dat war en normal erwirtschaftet Joer. An dat koum gréisstendeels dohier, well natierlech d'Cargolux sech an deene Jore virdrun aneschters konnt opstellen, d'Méiglechkeet kritt huet, fir sech aneschters opzestellen, haaptsächlech a Richtung vun engem neie Partner, engem neien Aktionär - et ass e chineeseschen, Dir wësst et -, an eleng déi Operatioun huet gemaach, datt effektiv d'Cargolux dohinner komm ass, wou se komm ass. An dat war och net jiddwerengem zum Pleséier, well ech weess, wat ech matgemaach hunn déi éischt zwee Joer vun Diskussiounen a wou jiddwereen alles besser wousst, wat aus der Cargolux géif ginn. Zumindestens sinn ech frou driwwer, datt dat haut eng Unerkennung ass, datt dat esou war.

Mee ech wär frou gewiescht, och ier ee liichtfankeg Saache seet a schreift, datt ee sech e bëssen erënnert hätt och un d'Geschicht vun der Cargolux an un dat, wat virun 2013 stattfonnt huet, wat fir eng Evenementer do passéiert sinn, an da wär ee vläicht e bësse méi bescheide gewiescht, wann een hei diskutéiert hätt. Op alle Fall wär dat net esou schlecht gewiescht, géif ech soen, par rapport zu der Vergaangenheet.

Elo awer zu dem Punkt, zu der Propositioun, déi hei gemaach gëtt. Ech wëll éischtens soen: Déi Nominatioun vum President oder der Presidentin - virdru war et e President, iwwregens, dat war den Här Paul Helminger, deen hat ech zweemol verlängert a virdru war et mäi Virgänger, de Claude Wiseler, dee vëlleg zu Recht déi gutt Iddi hat, fir de Paul Helminger ze proposéieren an en och dohinner ze nennen - déi Propositioun, do ass et esou, datt de Minister vum Transport an der Reegel do e Virschlagrecht huet. Mee d'Decisioun gëtt jo net vum Minister geholl a scho guer net vum Regierungsrot.

Et ass eng Privatentreprise, an de Paul Helminger, dee war President gi vun der Cargolux um Ticket, wéi een dat nennt, vun der Luxair, dat heescht, vun den Aktionäre vun der Luxair. An d'Aktionäre vun der Luxair, dat ass och net nëmmen de Staat. Do ass de Staat zwar natierlech och e wichtegen dran, mee Dir hutt an der Luxair haut zwee Privataktionären. Dat eent ass eng Bank, d'Spuerkeess ass och privat, mee ech wëll net esou vermesse sinn ze soen, d'Spuerkeess wier och nach e privaten Aktionär am Sënn wéi d'BIL op där anerer Säit, respektiv den Delfin-Fund op där anerer Säit.

D'Spuerkeess ass natierlech eng Privatbank, Dir hutt Recht, oder en Établissement public, jo, mee se agéiert um Marché normal wéi eng Bank. Mee soit. Ech wëll jo net esou vermesse sinn, déi elo mat eranzezéien. Ech soen awer, datt et zwee aner Aktionäre gëtt. Dat ass d'BIL an dat ass den Delfin-Fund. An dann ass et natierlech esou: D'Luxair ass jo dee gréissten Aktionär an der Cargolux, an an der Reegel steet et deem gréissten Aktionär zou, eng Propos ze maachen, wien de President soll ginn. An iwwregens wëll ech och soen, datt dat iwwerhaapt näischt ze dinn huet, fir datt dat awer och kloer ass, mat dem trageschen Doud vu mengem Frënd Paul Helminger, wat mir richteg déck deet. Mee de Paul Helminger huet mat mir schonn doriwwer diskutéiert, scho laang virdrun, an och de Paul Helminger wollt ophalen. En huet gesot: „Wann ech bis eng Kéier 80 Joer hunn, da wëll ech mech zréckzéien." Et war ëm leider net gegonnt. Bon. Ech mengen, mir sinn alleguer traureg doriwwer. Mee dat war awer scho virdrun alles kloer. An duerfir sinn och vill Virdiskussioune gelaf mat anere potenzielle Leit an esou weider an esou fort.

Mee fir mech waren ëmmer an deem Virschlagsrecht - e Virschlag, deen de Minister soll den Aktionäre maachen - zwee Krittäre wichteg. Ech mengen, dat war an der Vergaangenheet net anescht. Entweeder ass et een, deen am Secteur selwer den Dossier gutt kennt, dat heescht am Transport. Oder et ass een, deen am Privatsecteur ekonomesch Erfarung huet. Ech mengen, de Paul Helminger ass deemools och vill dowéinst genannt ginn. Et waren nach eng Rei aner Leit scho virdrun do. Déi koumen och éischter aus der Privatindustrie, aus dem Finanzsecteur an esou weider. Also, se koumen nach laang net alleguer aus dem Transport. An dann ass et esou, datt natierlech dee fir d'éischt emol nominéiert gëtt an de Verwaltungsrot vun der Cargolux. An dann ass et de Verwaltungsrot vun der Cargolux, deen op Propositioun vum Haaptaktionär Luxair …

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Wolter freet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, ech maachen Iech e Rappell, well Der den Här Wagner ënnerbrach hutt, dass den Här Minister fënnef Minutten huet ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Jo, ech hunn, Här Wolter, elo 1 Minutt 49 iwwerzunn. Den Här Wagner hat 4 Minutten iwwerzunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Wagner hat zwou an eng hallef Minutten, an en hat fënnef Minutte geschwat.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Ech hat dat extra gekuckt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dat ass méi wéi dat Duebelt.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- An ech wär awer frou, well et ass jo dat …

M. Fernand Etgen, *Président*.- An den Här Bausch ass awer nach wäit dovunner ewech.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, virdrun, Här President, hutt Der e Rappel à l'ordre gemaach bei engem Deputéierte vun der CSV. An den Här Bausch huet exakt 3 Minutte 40 geschwat zu engem Sujet, deen näischt mat dëser Motioun ze dinn huet, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Bon, wann Dir fannt, also, Här Wolter, wann Dir …

M. Michel Wolter *(CSV)*.- … nämlech iwwert d'Fro, wéi et der Cargolux géif goen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Dat huet schonn eppes domadder ze dinn.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech géif Iech just, Här President, bieden, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Här President, ...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ... an dëser Chamber déi selwecht Moossen unzewenden, ob een en Deputéierten ass vun der Oppositioun oder en Deputéierte vun der Majoritéit oder e Member vun der Regierung. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President. Wéi gesot, déi Prozedur, déi ass ganz kloer. D'Luxair nennt hir dräi Vertrieder fir den Aktionariat vun der Luxair an der Cargolux, an normalerweis ass et dann ëmmer dee gréissten Aktionär an der Cargolux, deen e Virschlagsrecht huet. Mee do sëtzt bekanntlecherweis jo e chineeseschen Aktionär, dat muss mat deem ofgekläert ginn, an da gëtt an der Assemblée générale déi Persoun, déi do virgeschloe gëtt, genannt.

Dat heescht, et ass eng komplett normal Prozedur, wéi dat sech gehéiert. An da muss een och soen: De President oder d'Presidentin, dee vertrëtt jo net seng eege Meenung an enger Gesellschaft! Wou si mer dann? Also, ech ka mech jo nëmme wonneren, wéi dat hei beliicht gëtt. Deen ass gebieden, wannechgelift d'Meenung vun den Aktionären a vun den Decisioune vun der Assemblée générale ze vertrieden an net seng perséinlech Meenung ze vertrieden. Dee muss natierlech an der Assemblée générale presidéieren a moderéieren, mee deen huet eng Stëmm, also d'Madamm Wickler huet dann herno eng Stëmm selbstverständlech, well se jo och Member ass, mee mat enger Stëmm kann ee keng Decisiounen huelen an engem Verwaltungsrot. Et ass de Verwaltungsrot, dee mat der Majoritéit vun de Stëmmen oder am beschte souguer unanime dat decidéiert. An iwwregens ass d'Madamm Wickler an der Assemblée générale à l'unanimité gestëmmt ginn.

Zwee Sätz nach, Här President, dann halen ech op, da ploen ech och den Här Wolter net méi, da kann deen och dann heemgoen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, et geet net ëm d'Fro vum Ploen, et geet ëm d'Fro, dass ee seng Riedezäit dozou benotzt, fir dat ze soen, ëm wat et geet.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Jo, dach, Här Wolter. Här Wolter, ech hätt jo och kënnen esou klenglech si wéi Dir an ech hätt dem Här Wilmes seng Riedezäit kënne kucken. Well ech weess och, wéi d'Reglement vun der Chamber ass. Dat ass och net virgesinn, bei dem Depot vun der Motioun schonn esou laang ze schwätzen. Do sidd Der jo mat mir d'accord. Mir kënnen dat gär zesummen eng Kéier am Reglement och nokucken, ech war laang Deputéierten.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Dann äntwert dach endlech op d'Fro, déi gestallt gouf!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Just nach zwee Sätz als Ofschloss, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Beim Depot war hien awer a senger Zäitrumm bliwwen, dat muss ech awer wierklech soen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Jo, mee d'Regierung, Här President, da kann ech mech och op dee berüümten Artikel referéieren a soen, datt d'Regierung deen Artikel kann invoquéieren, fir Explikatiounen ze ginn.

Éischten Äntwert, déi ech nach wollt ginn ... Ech wëll Iech just soen: Dee Site a wat deen duerstellt a wat dee seet, dee Site hunn ech effektiv net kannt. Éischtens sinn ech net bekannt als een, dee vill kann ufänke mat esoteereschen Theorien, zweetens kucken ech net all d'Sitten, déi et doruechter gëtt, an drëttens wëll ech soen, datt op deem Site Saachen drop stinn, déi ech wierklech iwwerhaapt net deelen. Mee bon, dat ass awer elo meng privat Meenung.

Wat awer wichteg ass: Ech hunn näischt fonnt, zum Beispill op deem Site, wou d'Madamm Wickler gesot hätt: „De Coronavirus gëtt et net an ech leegnen deen!" Dat hunn ech net fonnt, ausser et bréngt nach ee mer esou en Artikel, ech hu keen esou fonnt. An iwwregens och deen Interview, deen erofgeholl ginn ass, ech hunn …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Minister, Dir misst awer elo zum Schluss kommen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Ech kommen zum Schluss, Här President. Donc, wéi gesot, ass dat fir mech net wichteg.

Ech wär just frou, Här President, an dat wëll ech awer hei ze bedenke ginn, datt, wa mer hei an der Chamber op der Tribün schwätzen iwwer Leit vu baussen, déi kee politescht Mandat hunn - an dat ass eng generell Remark, déi ech wëll maachen - datt mer solle bedenken, datt mer iwwer Leit, Privatleit schwätzen, déi sech net hei kënne wieren. An duerfir wär et net schlecht, wa mer dat eng Kéier géife bedenken.

An zweetens wëll ech Iech soen, an domadder halen ech dann op: Den Ëmgang mat Leit, déi an där heiter Fro vun der Coronakris eng aner Meenung hunn, respektiv souguer, wann ech perséinlech d'Meenung komplett dernieft fannen, den Ëmgang domadder ..., et bréngt näischt, fir déi Leit a gewëssen Ecker ze drécken. Ech si géint eng Spaltung vun der Gesellschaft. Ech wëll mech ausernanersetze mat Leit, déi do aner Meenungen hunn. Ech wëll net spalten, ech wëll unifiéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. Et ass keng weider Wuertmeldung do. Dach, den Här Serge Wilmes freet nach d'Wuert als Auteur vun der Motioun. Här Wilmes, wannechgelift.

M. Serge Wilmes *(CSV), auteur*.- Jo, ech wollt einfach Parole après ministre nach eng Kéier froen, well zemools och fir dee leschte Punkt, deen den Här Bausch do gesot huet. D'Madamm Wickler ass hei net eng reng Privatpersoun. Déi huet hei Interviewe ginn. Alles, wat ech a menger Ried gesot hunn, baséiert sech op Interviewen, déi si entweeder um Radio ginn huet oder Aussoen, déi se an der Zeitung gemaach huet. Et ass ëffentlech.

Stellt et also net esou duer, wéi wann ech elo géif hei ongerecht eng Privatpersoun ugräifen, déi sech net kéint wieren. Dat huet si ëffentlech gemaach, a si kënnt op e Posten, wou si och exposéiert ass an der Ëffentlechkeet. Dat ass also nëmmen normal, datt een dat däerf maachen.

Da wëll ech och ganz kloer eng Kéier deen Androck zréckweisen, deen Der ëmmer oder dacks bei Interventioune vun Ärer Säit hei entstoe loosst, wéi wann alles, wat virun 2013 war - et ass komesch, ëmmer gëtt 2013 genannt als Referenzwäert -, net gutt war. Eist gëtt dat d'Gefill, datt dat mat der CSV ze dinn huet, well mir an der Regierung do waren, well mir an der Verantwortung do waren.

Da kommt Der mat der Cargolux. Dir stellt dat esou duer, datt ab 2013, wou Dir Transportminister gi sidd, dat besser gaange wier, do emol eppes geschitt wier. Dir hutt et jo selwer erwäänt, den Här Wiseler, Äre Virgänger, CSV-Minister, wou mir och houfreg drop sinn, datt en dat war, huet den Här Helminger nominéiert, ass d'chineesesch Aktionäre siche gaangen. Dat ass also net esou, datt eréischt ab 2013 eppes do geschitt ass. Mir haten 2008 eng weltwäit Wirtschafts- a Finanzkris, déi eebe selbstverständlech och d'Aviatioun extreem a Matleedenschaft gezunn huet a wou och leider Gottes d'Cargolux drënner gelidden huet. Mee dat war net de Wëllen an net d'Ambitioun vun där deemoleger CSV/LSAP-Regierung, zu där mir och voll a ganz stinn, op jidde Fall emol mir fir eisen Deel.

Dat wollt ech elo och emol ganz kloermaachen. Dat ass net déi éischte Kéier, datt Der dat sot, dat bréngt Der ëmmer erëm, och op ganz villen anere Punkten!

Da wëll ech just soen de Kolleege vun der ADR: Hiren Asaz fir d'Meenungsfräiheet deele mer alleguerten, ech hunn et selwer nach eng Kéier a menger Ried gesot gehat. Hei ass keen, dee seet, datt si net däerf hir Meenung hunn als Bierger. Natierlech däerf se dat do hunn. Nach ass och dann een an enger Demokratie fräi, déi Meenung ze deelen oder net, a souguer op Basis vun där Meenung ze soen: „Deen do ass fir mech awer net qualifizéiert fir dee Posten." Et kann een awer net einfach alles soen an da mengen, datt deen aneren alles géif akzeptéieren. Och dat ass e Grondprinzip vun der Demokratie.

A mir kënnen hei net vun engem Beruffsverbuet schwätzen. Éischtens huet déi Madamm e Beruff! Mee zweetens awer postuléiert si quasi, also ass se proposéiert gi fir e Posten, wou et normal ass, datt ee muss eng Kéier kucken, ob een dofir qualifizéiert ass oder net. An do muss een och kënne mat deenen e Gespréich féieren. Dat ass iwwerall an all

normalem Interview esou. Och wa Leit sech bei eis an d'Gemeng virstelle kommen, gi se Saache gefrot. Et gëtt gekuckt: Kenne se déi Gemeng? Hu se sech domat auserneegesat? An ech hu jo och net nëmme vun hirer Meenung geschwat, déi se ausdréckt, déi se däerf hunn als Privatpersoun par rapport zur Pandemie, wou se gewoten Theese gemaach huet. Mee ech hunn och dervu geschwat, datt déi Aussoen, déi se um Radio gemaach huet par rapport zu hire wirtschaftleche Kenntnisser, makroekonomesche Kenntnisser vun der Weltwirtschaft, alles, wat se do gesot huet, awer héchst douteux ass. Datt se net d'Situatioun vun der europäescher Wirtschaft kennt, wat mer hei nach alles produzéieren. Datt se Behaaptungen an d'Welt setzt, déi einfach grondsätzlech falsch sinn. An datt se och net kritesch hannerfreet, wéi de Wuerenaustausch fonctionéiert, an Europa an an der Welt virun allem, besonnesch als eng, déi awer e grénge Profill huet. A si huet gesot an engem Interview, si hätt net nëmmen e gréngt Häerz, si wier eng duerch an duerch gréng Persoun.

An op Basis vun deem a well effektiv déi Entreprise nun emol d'Aushängeschëld vun eiser Wirtschaft ass, ass et net egal, wien een un d'Spëtzt stellt, besonnesch wann déi Propos vun Iech kënnt. A si ass vun Iech komm. Dir verstoppt Iech hannert den aneren Aktionären, mee d'Madamm huet selwer gesot, si hätt en Telefon kritt gehat vum François - si war beim Coiffer - an en hätt gesot: „Fal elo net vum Stull,"- wat jo net konnt geschéien, well se souz jo eréischt um Stull -, „well ech schloen Dech vir, fir an d'Cargolux nominéiert ze ginn."

Dir stiecht hei hannendrun, Dir sidd à l'initiative dovunner, also wier et och un Iech gewiescht, fir dat ze préiwen, fir nozehaken. A well dat awer trotzdeem schonn déi x-te Kéier ass, wou mer iwwert déi Prozedur diskutéieren, mengen ech, misste mer eng Kéier fundamental driwwer diskutéieren, wéi dat an Zukunft soll geschéien. An dowéinst wäerte mer och nach eng Initiativ dozou huelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wilmes. D'Regierung freet nach eng Kéier d'Wuert a kritt et och.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, Här President. Ech ka mech wierklech nëmme wonneren. Hei gëtt et elo duergestallt, wéi wann ech elo gemaach hätt, wéi wann ech näischt domat ze di gehat hätt. Dat hunn ech jo net gesot! Ech hu just erkläert, wéi et zur Decisioun komm ass, datt d'Madamm Wickler dat ginn ass, wat se ginn ass.

Mee natierlech stinn ech dozou. Wéi gesot, ech hu jo och nach aner Leit am Virfeld consultéiert an et waren och anerer an der Diskussioun. Mee dat ass awer elo emol egal. Mee d'Madamm Wickler ass net dohinnerkomm, well se gréng, oder wat weess ech, war, mee wéinst hirem ekonomesche Sachverstand am Alldagsliewen - an do geet et net ëm eng Radiossendung, déi ee kann esou oder esou kommentéieren, wou se Ried an Äntwert eng Kéier stoung zwee Deeg duerno -, hirem Sachverstand, dee se, mengen ech, um Terrain bewisen huet.

An ech hunn do, muss ech Iech soen, souguer bei deene kriteschsten Artikele kee gesinn, Här Wilmes, deen dat bis elo contestéiert huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da Parole après ministre fir den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir kruten nach ëmmer keng Äntwert, éierlech gesot. „Ekonomesche Sachverstand, dee se um Terrain bewisen huet." Jo, warscheinlech aus engem Beräich. Mee wéi den Här Wilmes virdru gesot huet, krut si ugeruff am Coiffersalon a seet: „Ok, da maache mer dat esou." An da gëtt einfach behaapt: „Si huet en ekonomesche Sachverstand!" A wann een dat vläicht a Fro stellt, dann ass een e béise Jong oder e béist Meedchen.

Nee, éierlech gesot, fir esou e Posten, ech war jo ni Minister, ech duecht, datt een normalerweis e Gespréich géif féieren, et géif een déi Persoun an de Büro alueden, vläicht wieren och aner héich Beamten derbäi, an da géif een eeben iwwer Strategie schwätzen: „Wat mengs de, a wat fir eng Richtung et geet?" Ech wousst net, datt esou Nominatiounen am Coiffersalon géife virgoen.

An éierlech gesot, dofir komme mer net dervunner ewech, datt mer nach ëmmer net verstinn - ausser datt d'Madamm Wickler Member war oder ass vun deene Gréngen -, wat fir en anert Argument et gëtt, fir se ze nominéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, mir si jo elo definitiv am Kabarettisteschen ukomm, wéi ech dat gesinn.

(Brouhaha)

Mee ech mengen, also …

(Coups de cloche de la présidence)

Här President, et ass eng Spezialisatioun, datt den Här Wagner ka soen, wat e wëllt, a wann ech dat dann och mat enger Pris Humor wëll erabréngen, da gëtt: „O!" gemaach. Mee dat kenne mer jo hei an der Chamber.

Ech wëll Iech just nach eng Kéier soen: Natierlech ass déi Decisioun net esou gefall, wéi den Här Wagner gesot huet, an natierlech ware Virgespréicher. Natierlech hunn och d'Aktionären alleguerten, inklusiv déi privat, déi Madamm virdru gesinn. Déi hu sech jo hir Meenung selwer gemaach. An natierlech ass dat en due forme ofgelaf, wéi och am Fong d'Statute vun der Gesellschaft et virgesinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Da freet nach eng Kéier den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. No deene ganzen Erklärunge vum Här Minister hunn ech just nach eng Fro: Haten och aner Kandidaten, wou Der d'Nummer vläicht net hat, d'Chance, fir op dee Posten ze kommen? Oder hutt Dir direkt nëmmen eng Persoun kontaktéiert? Merci.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, an ech hat e ganz anere Favoritt, mee dee wëll ech Iech awer hei net soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir sinn net an enger Froestonn. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 24 Jo-Stëmmen a 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 12. ...

15. Dépôt d'une demande de convocation de la Commission des Finances et du Budget par M. Laurent Mosar

Den Här Laurent Mosar freet nach d'Wuert. Zu wat?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Eng Demande, Här President, ganz schnell. Ech wëll hei am Numm vu menger Fraktioun eng Demande de convocation ofgi fir d'Finanzkommissioun. Mir froen, datt de Staatsminister Xavier Bettel an d'Finanzkommissioun kënnt, fir eis am Detail ze erklären, wéi generell d'Nominatioun vun Administrateuren, staatlechen Administrateuren, an déi verschidde Conseile gereegelt ass.

Mir hunn hei e Froekatalog vun 20 Froen zesummegestallt. Et ass eng wichteg Diskussioun, déi wäit iwwert d'Fro vun der Madamm Wickler erausgeet. A mir wiere frou, wann Dir och géift intervenéieren, Här President, datt déi Reunioun esou schnell wéi méiglech wäert zustane kommen.

Ech soen Iech Merci.

(M. Laurent Mosar dépose une demande de convocation de la Commission des Finances et du Budget.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 12. an de 14. Mee virgesinn. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.54 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 51 et 52

51e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 737
7813 - Proposition de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours (déclaration de recevabilité) ..... p. 737
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par Mme Simone Beissel ..... p. 737
Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes ..... p. 737
Dépôt d'une motion par M. Jean-Paul Schaaf ..... p. 737-738
Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes (suite) ..... p. 738
Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique ..... p. 738-739
Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen ..... p. 739
Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique (suite) ..... p. 739
Question élargie n° 88 de M. Pim Knaff au sujet de la digitalisation et numérisation de la procédure et des dossiers judiciaires ..... p. 739-740
7449 - Débat d'orientation sur le plan de développement culturel « KEP 1.0 » ..... p. 740-755
Motion de M. Jean-Paul Schaaf relative à la langue des signes ..... p. 755
Motion de Mme Martine Hansen relative à la neutralité climatique ..... p. 755
Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten ..... p. 755-756
7755 - Proposition de révision du chapitre II de la Constitution (déclaration de recevabilité) ..... p. 756

52e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 756
Communications ..... p. 756-757
Ordre du jour ..... p. 757
Question élargie n° 95 de M. Fernand Kartheiser relative au devoir de vigilance des entreprises ..... p. 757
Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz ..... p. 757-758
Question élargie n° 94 de M. David Wagner relative aux salles de classe numériques ..... p. 758-759
Question élargie n° 92 de M. André Bauler au sujet de la croissance démographique au Luxembourg, de ses déterminants majeurs et des effets de la pandémie en la matière ..... p. 759-760
Question élargie n° 96 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir du site sidérurgique de Dudelange ..... p. 760-761
Motion de M. Yves Cruchten concernant la garantie d'un accès équitable aux vaccins
et
Motion de M. David Wagner concernant le soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle ..... p. 761-763
Ordre du jour (suite) ..... p. 763
Dépôt d'une motion par M. Serge Wilmes ..... p. 763
7803 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ..... p. 763-764
7325 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;
2° de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;
3° de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires ..... p. 764-771
Motion de M. Serge Wilmes relative à la notification au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne de la révocation de la femme d'affaires luxembourgeoise de son mandat d'administrateur ..... p. 771-773
Dépôt d'une demande de convocation de la Commission des Finances et du Budget par M. Laurent Mosar ..... p. 773

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4568	Marc Spautz	Recrutement actuel de journalistes par une maison d'édition de journaux
4640	Fred Keup	Demandes privées de classification d'objets
4655	Jeff Engelen	Formulaire de traçage distribué par une compagnie aérienne étrangère
4667	Nathalie Oberweis	Options d'accouchement
4672	Paul Galles	Système d'alerte par SMS
4678	Cécile Hemmen, Mars Di Bartolomeo	Passeport de défibrillateur
4690	Fred Keup	Nouveau hall sportif à Echternach
4696	Fred Keup	Impact des inondations sur les sites classés
4702	Fernand Kartheiser	Intervention de l'armée dans le cadre des inondations
4704	Mars Di Bartolomeo, Tess Burton	Assurance contre les pertes d'exploitation
4712	Gilles Roth, Laurent Mosar	Logiciel Pegasus
4713	Lydia Mutsch	Demande d'une licence par une chaîne de télévision publique russe
4715	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Carburant durable pour avions
4718	Jeff Engelen	Personnes ne pouvant pas être vaccinées contre la Covid-19
4719	Jeff Engelen	Effets secondaires du vaccin Johnson & Johnson
4720	Jeff Engelen	Vaccination obligatoire
4721	Fred Keup	European Flood Awareness System (EFAS)
4724	Mars Di Bartolomeo	Remboursement immédiat par chèque par la CNS
4725	Gusty Graas	Exposition de la population à des métaux lourds
4726	Georges Engel, Cécile Hemmen	Reconstruction d'infrastructures en zone verte
4727	Fred Keup, Jeff Engelen	Groupes électrogènes de secours
4728	Fred Keup, Jeff Engelen	Impact des inondations sur l'électromobilité
4729	Fred Keup, Jeff Engelen	Système d'information pour les transports en commun
4730	Françoise Hetto-Gaasch	Fermetures de crèches
4731	François Benoy	Avantages fiscaux lors de la location d'un bien immobilier
4732	Sven Clement	Cell Broadcast
4733 cf. 4738	Marc Goergen	Installations sanitaires dans les maisons de retraite et de soins
4734	Martine Hansen, Gilles Roth, Paul Galles	Objectifs climatiques sectoriels
4736	Nathalie Oberweis	Affaire Pegasus - NSO Group
4737	Michel Wolter	Infections à la Covid-19 de personnes vaccinées
4738 cf. 4733	Fernand Kartheiser	Installations sanitaires dans les maisons de retraite et de soins
4739	Myriam Cecchetti	European Flood Awareness System (EFAS)
4740	Martine Hansen, Marc Spautz	Aides pour les agriculteurs victimes d'inondations
4741	Martine Hansen	Installation d'un évacuateur de crue additionnel au barrage du lac de la Haute-Sûre
4742	Jeff Engelen	Sécurité des ponts
4745	Laurent Mosar, Viviane Reding	Communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires
4746	Nathalie Oberweis	Contrôle médical
4747	Marc Hansen	Dossier de soins partagé
4748	Marc Goergen	Trains de nuit
4753	André Bauler	Anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg
4755	Viviane Reding, Laurent Mosar	Révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers
4756	Nathalie Oberweis	Violences obstétricales
4757	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	Application de la circulaire n° 3324
4758	Fred Keup	Annonces à l'Aéroport de Luxembourg
4759	Paul Galles, Gilles Roth	Application GouvAlert
4760	Jeff Engelen	Problématique des trains supprimés
4761	Marc Hansen	Incident de sécurité informatique concernant un laboratoire luxembourgeois d'analyses médicales
4762	Fernand Kartheiser	Indexation du barème de l'impôt sur le revenu
4763	Marc Goergen	Discrimination dans le sport
4764	Fred Keup	Application renseignant sur le niveau des eaux
4767	Guy Arendt, Claude Lamberty	Courrier non distribué
4768	Marc Goergen	Recommandation concernant la consommation des légumes de jardin suite aux inondations
4779	Françoise Hetto-Gaasch	Harcèlement sexuel
4782	Fred Keup	Rénovation du bâtiment Robert Schuman
4783	Fred Keup	Formation de bibliothécaires et archivistes
4785	Léon Gloden, Laurent Mosar, Marc Spautz, Gilles Roth	Intervention policière à Ettelbruck le 31 juillet 2021
4787	Fred Keup	Lutte contre le changement climatique
4792	Fred Keup	Langue luxembourgeoise sur le marché du travail
4794	Jeff Engelen	Administration d'une troisième dose du vaccin contre la Covid-19
4796	Fred Keup	Anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg
4797	Sven Clement	Nouveau fournisseur de cannabis médical
4800	Sven Clement	Accessibilité des sites Internet du Gouvernement
4801	Diane Adehm	Pluralisme des médias
4802	Fernand Kartheiser	Inauguration du nouveau président iranien
4804	Fernand Kartheiser	Aggressions contre la Police grand-ducale
4805	Fred Keup	Aide humanitaire pour le Liban
4806	Georges Mischo	Problèmes informatiques des centres de vaccination
4809	Laurent Mosar, Viviane Reding	Amende contre Amazon prononcée par la CNPD
4811	Max Hahn	Moratoire sur chemins forestiers
4813	Chantal Gary	Nouveau radar « Stäreplaz »
4815	Gusty Graas	Élections législatives en Russie
4816	Sven Clement	Campagne de recrutement de volontaires pour le CGDIS
4817	Viviane Reding	Institutions européennes au Luxembourg
4818	Jeff Engelen	Vaccination de personnes soignées à domicile
4819	Sven Clement	Prime à la publication d'une création littéraire
4825	Fernand Kartheiser	Répartition des compétences des ministères
4829	Marc Goergen	Première classe dans les trains des CFL
4830	Fernand Kartheiser	Divorce de ressortissants érythréens
4832	Viviane Reding, Léon Gloden	Restrictions territoriales de l'offre
4835	Marc Goergen	Ventes de tabac
4837	Gusty Graas, Max Hahn	Projet de marquages fluorescents sur les autoroutes
4847	Léon Gloden	Prise en charge de la famille de policiers grièvement blessés ou tués en service
4858	Paul Galles, Marc Lies	Gestion des déchets des cigarettes
4865	Jeff Engelen	Rôle du Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) dans le processus de digitalisation de l'État
4868	Martine Hansen	Données sur la vaccination contre la Covid-19
4872	Laurent Mosar	« Stolen Asset Recovery Initiative »
4879	Marc Spautz	Cybermobbing
4880	Gusty Graas, Max Hahn	Suppression du tunnel sur la ligne Rumelange–Langengrund
4881	Sven Clement	Matériel militaire de l'armée afghane
4882	Fernand Kartheiser	Communications du Ministère de la Défense
4888	Fred Keup	Protection et conservation des gares historiques
4895	Fernand Kartheiser	Gaspillage alimentaire
4900	Jeff Engelen	Délais d'accès à la tomoscintigraphie
4910	Marc Goergen	Nouveau système de contrôle d'Apple
4915	Sven Clement	Vaccination du personnel enseignant
4917	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Promotion de l'électromobilité
4918	Marc Goergen	Émissions de CO_2 sur le billet d'avion
4925	Fred Keup	Château de Septfontaines
	Session ordinaire 2021-2022	
5533 urgente	Max Hengel, Félix Eischen, Martine Hansen	Vaccination avec le vaccin Janssen contre la Covid-19
5549 urgente	Max Hengel, Martine Hansen	Covid-19 chez les bébés et jeunes enfants
5584 urgente	Stéphanie Empain, François Benoy	Sanctions économiques et financières à l'égard de la Russie

Question 4568 (29.06.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **recrutement actuel de journalistes par une maison d'édition de journaux :**

Après l'échec des négociations d'un plan social et la suppression de quelque 74 emplois au sein de la maison d'édition en question en fin d'année 2020, notamment pour de soi-disant raisons économiques liées à la pandémie du Covid-19, il ressort de deux annonces récemment publiées sur le site Internet www.jobfinder.lu que la société en question recherche des « journalistes francophones (h/f) », respectivement, des « Journalisten (m/w) », afin de renforcer, en tant que rédacteurs du « Luxemburger Wort », l'équipe éditoriale du site francophone « wort.lu/fr » et les domaines « Politik, Lokales, Kultur, Wirtschaft, Sport sowie Lifestyle, TV und Magazin » de la rédaction.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le recrutement de nouveaux (anciens) journalistes s'analyse comme réaction de la maison d'édition aux recours pendants devant les juridictions luxembourgeoises ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une partie au moins des salariés pourront faire valoir la priorité de réembauchage inscrite à l'article L. 125-9 du Code du travail ? Sur base des informations à disposition du Gouvernement, combien de salariés pourraient en bénéficier ?

3) Le Gouvernement n'est-il pas d'avis que la législation en matière de licenciements collectifs devrait être réformée ? Quels seraient les points saillants d'une telle réforme ?

4) Sachant que la maison d'édition susmentionnée n'a pas respecté les termes de la convention collective à laquelle elle était liée, quels pourraient être

les instruments/mécanismes à mettre en place pour garantir à l'avenir l'effectivité des conventions collectives ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Une interprétation des évènements telle qu'elle est faite par l'honorable Député ne saurait être confirmée ou partagée par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

ad 2) L'article L. 125-9 du Code du travail prévoit ce qui suit: « Le salarié licencié pour motifs fondés sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise peut faire valoir une priorité de réembauchage durant un délai d'un an à compter de la date de son départ de l'entreprise. Si le salarié manifeste par écrit le souhait d'user de cette priorité, l'employeur est obligé de l'informer de tout emploi devenu disponible dans sa qualification. »

Vu l'absence des informations particulières à ce stade, il y a lieu de noter que tous les salariés qui remplissent les conditions légales susmentionnées peuvent a priori profiter de la priorité de réembauchage, sous réserve évidemment que leurs qualifications respectives correspondent à celles listées dans les annonces en question.

ad 3) L'accord de coalition 2018-2023 ne prévoit pas une réforme de la législation actuelle en matière de licenciements collectifs. Or, le Gouvernement reste ouvert à des discussions avec les partenaires sociaux concernant ce sujet.

En outre, il y a lieu de noter que lors de ses dernières séances en 2020 le Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE) a entamé les discussions visant à réformer la législation relative aux plans sociaux. Les résultats de ces discussions seront communiqués à la Chambre des Députés en temps utile.

ad 4) En ce qui concerne les conventions collectives de travail, le programme de coalition prévoit que :

« Le droit du travail joue un rôle important, mais il ne peut pas régler tout. Un rôle important doit revenir aux négociations entre partenaires sociaux dans le cadre de conventions collectives ou d'accords interprofessionnels. La législation afférente, qui date de 2003, sera soumise à une évaluation dont les résultats seront présentés au Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE) en vue d'éventuelles adaptations en prenant en compte les législations qui confèrent un rôle important aux conventions collectives (autonomie tarifaire). »

Question 4640 (08.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **demandes privées de classification d'objets :**

Privatpersounen hunn zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, een Objet ënner Denkmalschutz stellen ze loossen. Si mussen eng Demande un de Kulturministère adresséieren, deen dann entscheet, ob der Ufro zougestëmmt gëtt oder net.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Wéi vill esou Ufroe sinn iwwert déi lescht Joren un de Kulturministère adresséiert ginn? Wéi vill waren dat der am Schnëtt pro Joer?

2. Wéi vill Ufroe kruten eng positiv, wéi vill eng negativ Äntwert?

3. Wéi laang dauert et an der Reegel, bis eng Entscheedung getraff ass?

Réponse (23.08.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Zanter dem Joer 2016 gouf fir ronn 600 Objeten eng Ufro vu Privatleit beim Kulturministère gemaach, fir eng Denkmalschutzprozedur unzefänken. Am Joer 2016 waren et 80, an am Joer 2020 eng 180 Ufroen. All Joer ass d'Zuel vun den Ufroe geklommen.

Iwwer 90 % vun den Ufroe goufe positiv aviséiert an hunn zu engem Denkmalschutz gefouert.

D'Dauer fir d'Prozedur ass ënnerschiddlech a ka vun Dossier zu Dossier variéieren. Et gi vill Facteuren déi matspillen, ënnert anerem d'Urgence, d'Reaktioun vun de Proprietären an d'Unzuel vun den Demanden, déi grad virleien. An der Moyenne dauert eng Prozedur fir eng Aschreiwung op den Inventaire supplémentaire eng fënnef bis sechs Méint. E Klassement als Monument national dauert tëscht 14 a 24 Méint.

Question 4655 (13.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **formulaire de traçage distribué par une compagnie aérienne étrangère :**

Ech kréie gesot, datt op engem Fluch vun der gréisster däitscher Fluchgesellschaft vu Frankfurt op Lëtzebuerg dat däitscht Bordpersonal am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung e Blat fir auszefëllen ausgedeelt huet. Gefrot gëtt do ausféierlech no Kontakter, déi de Fluchpassagéier hat, dee jo nëmme mat engem negativen Test konnt an dee Fliger klammen, an och no enger Persoun, fir am Noutfall ze kontaktéieren. Dozou wëll ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen, well bei 25 Minutte renger Fluchzäit esou en Ziedel och net ganz ka studéiert ginn:

1. Wat fir en Zweck huet dee Genre Contacttracing bei Leit mat engem negativen Test?

2. Wien huet dee Formulaire an Optrag ginn?

3. Ass d'Ausfëlle vun deem Formulaire obligatoresch an ass an deem Fall d'Fluchpersonal instruéiert, fir op d'Fräiwëllegkeet hinzeweisen?

4. Ass aus deem Formulaire ersiichtlech, u wien déi Informatioune weidergeleet ginn?

5. Gëtt op deem Formulaire op d'Rechter vum Fluchpassagéier higewisen, fir seng perséinlech Daten an déi vu sengen eventuelle Kontakter ze schützen a ginn d'Ufuerderunge vum Dateschutzgesetz respektéiert?

6. Huet dat Lufthansa-Bordpersonal iergendee Recht, esou perséinlech Passagéierdaten ze gesinn?

7. Denkt d'Regierung am anere Fall drun, aus evidente Grënn vum Dateschutz a vun der Diskretioun, fir esou Donnéeën, sollte si da korrekt erfrot gi sinn, nom Ausfëllen an en Ëmschlag kënnen ze maachen, ier si agesammelt ginn?

Réponse (23.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et handelt sech bei dem Formular ëm de sougenannte „Passenger Locator Form" (Formulaire de localisation des passagers), wéi en am Covidgesetz (Artikel 5, 2 bis) definéiert ass. Et ass absolutt kee Contacttracing-Formular, well net no de Kontakter, déi de Passagéier hat, gefrot gëtt, mee just verschidden Donnéeë vum Passagéier selwer enregistréiert ginn.

De Contenu vun deem Formular ass am Gesetz definéiert, an de Formular ass obligatoresch dem Gesetz no, an all Passagéier, dee Lëtzebuerg via de Flughafe betrëtt, muss de Formular ausfëllen. De Formular baséiert sech op eng Uwendung vum „Règlement sanitaire international" vun der Weltgesondheetsbehörde, dee wéi schonns gesot am Lëtzebuerger Recht iwwerholl ginn ass.

Et ass dem Gesetz no d'Responsabilitéit vun der Fluchgesellschaft, dass dëst gemaach gëtt. De Volet Dateschutz ass duerch den Artikel 10 vum Covidgesetz ofgedeckt. Um Formular gëtt de Passagéier op seng Rechter a puncto Dateschutz higewisen. All Donnéeën, déi esou gesammelt ginn, gi 14 Deeg méi spéit zerstéiert.

Question 4667 (15.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **options d'accouchement :**

Tout en vous remerciant de votre réponse du 14 juillet 2021 à ma question parlementaire n° 4477 du 14 juin 2021, Madame la Ministre de la Santé, je voudrais néanmoins revenir sur mes questions :

1) Concernant ma première question, je vous demandais si vous êtes d'accord que la future mère a le droit de choisir les circonstances dans lesquelles elle peut accoucher. J'avais bien précisé que cette question se réfère aux accouchements lors desquels ni la vie de la maman ni celle du bébé sont en danger. C'est donc une question de principe. Madame la Ministre, je vous réitère ma question.

2) Ma deuxième question se référait par rapport à la tierce personne. Je vous demandais une clarification s'il s'agit bien d'une troisième personne donc au-delà de la mère et du père/partenaire. Dans l'absence d'une réponse claire, je comprends de votre réponse qu'il s'agit d'un accompagnateur qui est « autant que possible intégré dans la prise en charge du patient ». Je comprends donc que cette personne peut être une troisième personne si tel est le choix de la maman et si cette personne est « autant que possible intégrée dans la prise en charge du patient ». Je vous prie de bien vouloir me dire si j'ai bien compris/interprété votre réponse.

Réponse (23.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le droit de choisir les circonstances de l'accouchement doit bien être respecté, dans la mesure du possible et sans mettre en danger la santé de la mère et de son enfant.

La loi du 24 juillet 2014 précise le droit à l'assistance par une tierce personne. L'accès aux salles d'accouchement étant habituellement réservé à une seule personne accompagnante pour des raisons de sécurité et de confidentialité, il s'avère que la parturiente choisit dans la majorité des cas de se faire accompagner par le père de l'enfant. L'accompagnement de la mère par une autre personne que le père de l'enfant n'est certainement pas exclu.

Question 4672 (16.07.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **système d'alerte par SMS :**

Zanter dem 1. Mäerz 2021 verschécken déi däitsch Mobilfunkbedreiwer eng sougenannte Corona-SMS mat Informatiounen, ënnert anerem, mee net nëmmen, iwwer déi aktuell Coronareegelen u Leit, déi an Däitschland areesen.

Aus aktuellem Ulass wéilt ech duerfir follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister, den Här Minister fir Kommunikatioun a Medien an un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Wier et net sënnvoll, en änleche System zu Lëtzebuerg op d'Been ze stellen? Lafen eventuell schonn deementspriechend Virbereedungen?

- Land a Leit haten déi lescht Deeg mat uergen Iwwerschwemmungen ze kämpfe mat Repercussiounen op eist ganzt Verkéiersnetz. Aner Katastrophe kënnen eng änlech Envergure erreechen. Kéint esou een nationalen SMS-System net och als Fréiwarnsystem fir d'Leit hei am Land - eventuell dann och fir Leit, déi sech op Lëtzebuerg deplacéieren, benotzt ginn, änlech wéi den „sms2citizen" fir d'Bierger op Gemengenniveau, respektiv als Complement zur App „gouvalert.lu"?

- Och gouf an der Vergaangenheet annoncéiert, dass d'App „gouvalert.lu" géif weiderentwéckelt ginn.
• Wou sinn déi Aarbechten drun?
• Goufen d'Leit wärend de leschten Deeg iwwer d'App am Virfeld alertéiert, an och iwwert Zäit um Lafende gehalen iwwer déi lescht Entwécklungen?

Réponse commune (23.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Hierscht 2020 ass en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat ginn, deen opgrond vun enger Decisioun vun der Regierung domat beoptraagt gouf, de System vun der GouvAlert ze reforméieren. Heibäi geet et souwuel ëm d'App en tant que telle, ëm d'Notzer vun der App, wéi och ëm digital Alternativen, déi dozou sollen déngen, d'Bevëlkerung an Noutfäll an a Krisesituatiounen ze alertéieren an si iwwert d'Situatioun an d'Bild ze setzen.

Opgrond vun de Konklusioune vun deem Aarbechtsgrupp gouf zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) en éischte konkreete Projet ausgeschafft, dee bis Mëtt 2022 zu enger Reform vum gesamte System vun den Alertë soll féieren.

Zwee wichteg Punkte sinn ervirzehiewen: D'Alerte vun der Populatioun muss éischtens iwwer méi Kanäl gemaach ginn, souwéi dat och haut schonn de Fall ass. Dëst sinn ënnerschiddlech Internetsitten an Appen, d'Medien (Radio, Tëlee) souwéi d'sozial Medien. Zweetens geschitt d'Alerte duerch staatlech Produite wéi d'GouvAlert-App, awer och duerch SMS-Systemer oder de Cell Broadcast. Dës Systemer erlaben et, all Handysbenotzer (och auslännesch Handyen) an engem definéierte Gebitt duerch Push-Notifikatiounen oder SMS ze erreechen. De Cell Broadcast huet de grousse Virdeel, datt d'Biergerinnen an d'Bierger näischt mussen eroflueden an d'Couverture vill méi grouss ass wéi bei enger App. An déi Richtung soll och de Warnsystem zu Lëtzebuerg evoluéieren, mam Fokus op eng multikanal Warnung, a konform zu den Dispositioune vun der Direktiv 2018/1972 vum 11. Dezember 2018 établissant le code des communications électroniques européen sinn.

Am Virfeld vun den Iwwerschwemmunge Mëtt Juli hu MeteoLux an d'Administration de la gestion de l'eau (AGE) Warnungen (Alerte orange/rouge) iwwer verschidde Kanäl un d'Populatioun erausgeschéckt. De CGDIS huet e Message iwwert d'GouvAlert verschéckt, wärend d'Buergermeeschteschen an d'Buergermeeschtere mëttwochsmëttes per SMS iwwert d'Phase de préalerte alertéiert gi sinn. Zousätzlech gouf d'Populatioun och op lokalem Niveau vun de kommunalen Autoritéiten an dem CGDIS iwwer verschidde Kanäl (z. B. SMS to Citizen) alertéiert. Wann een d'Alertéierung op een eenzege Kanal wéi d'GouvAlert géif reduzéieren, wiere verschidden Deeler vun der Populatioun net erreecht ginn. Aus deem Grond war an ass et wichteg, d'Alerten iwwer souvill wéi méiglech Niveauen ze diffuséieren.

D'Richtung, déi d'Regierung ageschloen huet, fir d'Alerte vun der Populatioun ze reforméieren an ze verbesseren, gouf bestätegt. D'Erfarunge vun de rezenten Iwwerschwemmunge wäerten an de Projet mat afléissen, fir d'Diffusioun vun den Alertë weider ze verstäerken.

Question 4678 (19.07.2021) de **Mme Cécile Hemmen** et **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **passeport de défibrillateur :**

Les patients souffrant de problèmes cardiaques et d'arythmies se voient implanter un défibrillateur cardiaque afin de combattre les troubles du rythme ventriculaire. Il s'agit d'une intervention chirurgicale couramment utilisée et après laquelle les patients peuvent quasiment reprendre une vie normale. Afin d'être protégé en cas d'une hospitalisation imprévue, par exemple lors d'un voyage, le patient se voit délivrer de la part de son cardiologue un passeport de défibrillateur, indiquant la date d'implantation, le nom du défibrillateur et les sondes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle nous informer s'il existe un registre national centralisé pour assurer la gestion et le suivi des passeports de stimulateurs cardiaques ? Dans la négative, Madame la Ministre juge-t-elle utile et/ou intéressant l'idée de créer un tel registre ?

- De même, dans la négative à notre première question, Madame la Ministre envisage-t-elle un passeport national uniforme délivré par le ministère au lieu que chaque cardiologue émette un passeport différent ?

- Madame la Ministre juge-t-elle utile la mise en place d'un passeport européen de stimulateur cardiaque afin de faciliter le déplacement des patients, par exemple lors de voyages en avion ? Des initiatives en ce sens existent-elles ?

Réponse (20.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Actuellement, il n'existe pas de registre national centralisé, auquel se réfèrent les honorables Parlementaires, et qui vise à assurer la gestion et le suivi des passeports de stimulateurs cardiaques. Toujours est-il que le Ministère de la Santé envisage l'introduction d'un registre des dispositifs médicaux implantés au Luxembourg ; ceci dans le cadre des mesures d'application du règlement (UE) 2017/745 relatif au dispositifs médicaux qui sont en cours d'élaboration.

Le règlement européen précité prévoit que le fabricant est obligé de fournir au patient avec un dispositif implantable des informations pertinentes, y compris une carte d'implant, dont le contenu et le format sont définis par des lignes directrices au niveau de l'Union européenne. En raison de l'existence de procédures au niveau communautaire, l'introduction de procédures nationales dédiées à l'uniformisation d'un passeport de stimulateurs cardiaques n'est pas envisagée.

Question 4690 (20.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **nouveau hall sportif à Echternach :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3985 zum Bau vun der neier Sportshal vum lechternacher Lycée huet d'Regierung ënner anerem Follgendes geschriwwen: „Zum Volet Héichwaasserschutz gouf et am Kader vum Gesamtprojet ‚Campus Echternach' eng Etüd (Plan directeur Eau), déi vun engem lëtzebuergeschen Ingenieursbüro ausgeschafft gouf. An dëser Etüd ass festgeluecht ginn, wéi den Ëmbau vum Site héichwaasserneutral ka realiséiert ginn, an dat wärend der Bauphas vun deenen eenzele Gebaier an Infrastrukturen, wéi och no der Fäerdegstellung vum Gesamtprojet.

Konkreet zu der Sportshal war 2019 eng waasserrechtlech Geneemegung vun der Administration des bâtiments publics bei der Administration de la gestion de l'eau ugefrot ginn. An dëser ass ënnert anerem den Héichwaasservolet gekuckt an den Dossier autoriséiert ginn. Deementspriechend entsprécht d'Planung vun der Sportshal den aktuelle gesetzlechen Ufuerderunge vum Waassergesetz an den Ziler vum Héichwaasserrisikomanagement."

Wéi déi rezent Wiederkatastroph gewisen huet, bleift dës Plaz awer ufälleg fir Iwwerschwemmungen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister an dem Här Schoulminister nach gär dës Nofroe stellen:

1. Gëtt de Projet op Basis vun deene rezenten Erfarungen nei evalueiert?

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

2. Hunn d'Bauaarbechte fir déi nei Sportshal vum Iechternacher Lycée schonn ugefaangen? Wa jo, wéi eng Schied sinn entstanen a wéi laang verzögert sech de Bau vis-à-vis vum urspréglech geplangten Eréffnungsdatum?

3. Och d'Sportshal vun der Iechternacher Gemeng, déi am Kader vum Sportsunterrecht bis lo vum Lycée matbenotzt gouf, gouf duerch d'Iwwerschwemmunge staark beschiedegt. Des Weidere stoungen och déi baussenzeg Sportsinfrastrukture vun der Schoul, notamment de Fussballsterrain an d'Käfeger, énner Waasser. Kann den Här Schoulminister elaboréieren, wéi déi rezent Wiederkatastroph sech no der Rentrée insgesamt op de Sportsunterrecht vum Iechternacher Lycée wäert auswierken?

Réponse commune (12.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Projet ass konform zu der Geneemegung vum Waasserwirtschaftsamt vum 26. August 2020 geplangt, déi op engem honnertjäregen Héichwaasser baséiert; deementspriechend hält d'Hal ouni Schied engem Waasserstand vun 162,25 m iwwert Normalnull stand (ongeféier 6 m iwwert dem normale Waasserstand vun der Sauer respektiv bis 70 cm iwwert dem Foussbuedemniveau vun der Hal).

No de rezenten Iwwerschwemmunge gëtt de Projet an deem Sënn ugepasst, dass de peripheren Héichwaasserschutz nach eng Kéier ëm 30 cm no uewen erhéicht gëtt an d'Gebai duerch zousätzlecht Gewiicht am Buedemberäich géint Opschwemme geséchert gëtt. Dëst ass nach méiglech, well de Bau eréischt an der Phas vum Gros-œuvre ass.

ad 2. D'Bauaarbechten hu leschten Hierscht ugefaangen a si momentan am Réibau.

Et si keng direkt Schied entstanen an d'Botzaarbechte vun e puer Deeg um Site hu weider keen Afloss op de geplangten Eréffnungsdatum.

ad 3. Et lafen intensiv Gespréicher tëscht der Stad Iechternach, allen Iechternacher Schoulen an de staatlechen Instanzen, wat de Sportsunterrecht fir déi nächst Schouljore betrëfft. D'Schwämm an déi grouss Sportshal wäerte warscheinlech abandonéiert ginn. De Schwammunterrecht wäert deemno eng Zäit duerch dréchene Sportsunterrecht ersat ginn. Et gëllt elo, gewësse Perioden ze iwwerbrécken. Esou ass énner anerem geplangt, datt d'Stad Iechternach eng provisoresch Sportshal opriicht, déi am Laf vum nächste Joer soll a Betrib geholl kënne ginn.

Souwuel déi zwee bestoend Turnsäll ewéi och déi baussenzeg Sportsinfrastrukture vum Iechternacher Lycée kënne weiderhi benotzt ginn. Et ginn nach zousätzlech Sportsequipementer kaf, déi temporairement a bestoende Raimlechkeete vum Lycée kënne fir de Sportsunterrecht genotzt ginn. Domat ass deemno de Sportsunterrecht vum Iechternacher Lycée assuréiert. De Bau vun der neier Hal fir de Lycée ass an den Delaien a wäert Ufank 2023 fäerdeg ginn. Da kënnen déi ugeschaaften Equipementer och duer transferéiert ginn.

Question 4696 (20.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact des inondations sur les sites classés :**

D'Iwwerschwemmunge vum 15. Juli 2021 hunn d'Bevëlkerung vun eisem Land schockéiert a viru grouss Erausfuerderunge gestallt. All d'Beräicher vum ëffentleche Liewe sinn duerch dës Katastroph impaktéiert ginn. Dozou gehéieren och déi denkmalgeschützt Sitten a Bauten.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Wéi ee Schued ass duerch d'Iwwerschwemmungen un den denkmalgeschützte Bauten, Sitten an Objeten entstanen, zum Beispill an der Basilika an an der Abtei zu Iechternach?

2. Ginn et scho Schätzungen, wéi héich de Schued an deem Zesummenhang ass?

3. Ass ee spezielle Budget vum Kulturministère virgesinn, fir deen entstanene Schued ze behiewen?

Réponse (23.08.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Ausser de Schued an der aler Abtei Neimënster am Gronn huet de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) nach kee Schued gemellt kritt, deen opgrond vum leschten Héichwaasser an engem denkmalgeschützte Gebai soll entstane sinn. No éischte Kontakter, déi den SSMN selwer opgeholl huet, notamment zu Iechternach an zu Rouspert, wësse mer, datt d'Waasser kee gréissere Schued un der historescher Substanz vu geschützte Gebaier ugeriicht huet. Eng Schätzung gëtt et nach keng. Reparaturen, déi de Kulturministère ka matfinanzéieren, ginn iwwert de Fonds pour les monuments historiques bezuelt.

Question 4702 (21.07.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**intervention de l'armée dans le cadre des inondations :**

D'Iwwerschwemmunge vum 15. Juli 2021 hunn d'Bevëlkerung vun eisem Land schockéiert a viru grouss Erausfuerderunge gestallt. All d'Beräicher vum ëffentleche Liewe sinn duerch dës Katastroph impaktéiert ginn. Wärend an Däitschland d'Bundeswehr Dosende vu Gemenge mat Panzeren, Helikopteren, Camionen, Ambulanzen an Drénkwaasseropbereedungsanlagen, virun allem awer mat iwwer 1.000 Zaldote gehollef huet, fir d'Katastroph énner Kontroll ze bréngen, ginn et hei am Land nach keng kloer Donnéeën, wat d'Hëllef vun eiser Arméi an dëser Situatioun ugeet.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Arméiminister:

1. Hunn déi kommunal a staatlech Autoritéite konkreet Hëllef bei der Arméi ugefrot? Wa jo, a wéi enge Beräicher (z. B. Waasser- a Stroumversuergung, Kommunikatioun, Evakuéierung) ass Hëllef ugefrot ginn?

2. Kann den Här Minister preziséieren, wat fir Arméimaterial benotzt ginn ass?

3. Wéi vill Militär ass bei dësen Hëllefsaktiounen zum Asaz komm?

Réponse (23.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. - 3. Vum Donneschdeg 15. Juli bis zum Mëttwoch 21. Juli sinn 270 Leit zum Asaz komm. Dës Zuel begräift net déi Leit, déi intern oder extern d'Koordinatioun an d'Preparatioun gemaach hunn, mee just déi Leit, déi physesch um Terrain am Asaz waren.

Bei der Hëllef zu Ahrweiler an Däitschland sinn des Weideren zéng Leit aus dem Service de santé vun der Arméi zum Asaz komm. Dës Leit, déi iwwert eng Konventioun mam CGDIS op den Ambulanze matfueren, goufen dem CGDIS zur Verfügung gestallt a ware jeeweils dräi Deeg op der Plaz am Asaz.

De Mechanismus, fir dass d'Arméi hëlleft, ass Follgenden: Am Aklang mam Artikel 2.1.c. vum Militärgesetz kann d'Arméi geruff ginn, fir am Kader vun de Plans d'intervention d'urgence, déi vum HCPN (Héije Kommissariat fir national Sécherheet) ausgeschafft gi sinn, „assistance aux autres administrations publiques et à la population, en cas d'intérêt public majeur et de catastrophe" ze leeschten. D'Arméi gouf direkt mat agebonnen, wéi d'Cellule de crise énnert dem Virsëtz vun der Inneministesch zesummegeruff ginn ass. Bei der Aktivéierung vum CGO (Centre de gestion des opérations) vum CGDIS war d'Arméi duerch e Liaisounsoffizéier vertrueden, fir ze kucken, wat fir Moyene vun der Arméi zum Asaz komme kéinten, fir ze hëllefen. All Asaz vun der Arméi gëtt zentral iwwert d'Gestiounsorganer vun der Kris (hei konkreet koordinéiert vum CGDIS) decidéiert, fir dass d'Prioritéite festgeluecht ginn an dass eng effikass Koordinatioun tëschent de verschiddene Servicer garantéiert gëtt, fir sécherzestellen, wien wou a mat wat intervenéiert.

Konkreet ass d'Arméi gebraucht ginn, fir d'Evakuéierung vu Leit, d'Bereetstelle vu Sandsäck (5.000 Säck goufe gefëllt), d'Auspompele vu Raim a Garagen, d'Hëllef beim Opraumen an d'Evakuatioun vu Material, dat duerch d'Waasser beschiedegt gouf. Den Haaptdeel vun der Hëllef war zu Iechternach, mee et ass awer och z. B. zu Miersch an zu Gilsdref Hëllef geleescht ginn.

ad 2. Beim Material, dat benotzt ginn ass, handelt et sech haaptsächlech ëm:

- Gefierer:
• Bussen, Scania- an Unimog-Camionen, souwuel fir Leit, wéi fir Material ze transportéieren;
• Ween vum Typ „Transit", fir Leit ze evakuéieren;
• en Teleskoplader vum Typ JCB, fir den Offall opzelueden;
- Pompelen an elektresch Gruppen;
- Sandsäckfëllmaschinnen.

Obwuel ee Moment geplangt, si schlussendlech keng Schlauchbooter zum Asaz komm.

Question 4704 (21.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant les **assurance contre les pertes d'exploitation :**

Compte tenu des dégâts résultant des inondations survenues le 14 et le 15 juillet 2021, se pose la question des assurances contre les catastrophes naturelles telles que les inondations.

Lors du Conseil de Gouvernement extraordinaire du 15 juillet 2021, le Gouvernement a déclaré que les intempéries récentes et leurs conséquences sont à considérer comme catastrophe et calamité naturelles.

Comme les compagnies d'assurance avaient proposé une meilleure prise en charge des sinistres liés aux inondations depuis le 1er juin 2017, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- Les pertes d'exploitation subies notamment par le secteur de l'Horeca et du commerce sont-elles actuellement couvertes par les assurances ?

- Le Gouvernement envisage-t-il de réaliser une estimation chiffrée des pertes d'exploitation engendrées par les dommages liés aux inondations ?

- Le Gouvernement a-t-il connaissance d'assureurs qui refusent de prendre en charge les pertes d'exploitation même si elles font partie des contrats d'assurance ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises constitue la base légale pour les aides débloquées par l'État aux entreprises dans le contexte des pluies diluviennes des 14 et 15 juillet 2021. Sont couverts des « dommages matériels causés aux actifs tels que les bâtiments, les équipements, les machines ou les stocks » et non pas des pertes éventuelles d'exploitation.

Il existe des couvertures « inondations » et « pertes d'exploitation » qui peuvent être souscrites par le secteur professionnel. Ces garanties sont optionnelles.

Le Gouvernement n'a pas connaissance d'assureurs ayant refusé de prendre en charge des engagements contractuellement dus. Le Commissariat aux assurances n'a pas été saisi d'une plainte en ce sens.

Question 4712 (22.07.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **logiciel Pegasus :**

Den Här Ausseminister huet mëttlerweil op d'Affär Pegasus reagéiert an déi Verantwortlech vum Grupp NSO un hir Verflichtungen zu Lëtzebuerg erënnert.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister, den Här Aussen- an Europaminister, un den Här Medien- a Kommunikatiounsminister, un den Här Minister fir d'Defense an un d'Madamm Justizminister stellen:

1. Hat d'Regierung Kenntnis iwwert d'Spionagesoftware, déi hei en cause ass, éier et zu de Revelatiounen an der internationaler Press komm ass? Wa jo, hunn d'Autoritéite schonn am Hannergrond géigegesteiert gehat?

2. Wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Autoritéite fir de Fall, dass sech net un déi lëtzebuergesch an international Gesetzestexter gehale gouf? Misst d'Gesetzeslag op deem Punkt net verschäerft ginn, fir den Autoritéite méi Mëttelen ze ginn? Wier den Ausseminister d'accord, fir den Deputéierten de Bréif un d'Entitéite vum Grupp NSO weiderzeleeden?

3. Erginn sech, laut Regierung, aus den Informatiounen, déi aktuell virleien, eventuell Elementer, déi missten un de Parquet weidergeleet ginn?

4. Kënnen d'Ministeren ausschléissen, dass déi lëtzebuergesch Autoritéite respektiv staatlech Servicer op iergendeng Aart a Weis an dës Affär implizéiert sinn, geschweige denn op d'Servicer vun där Firma zeréckgegraff hunn?

Réponse commune (12.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. + 3. D'Regierung huet keng Kenntnis vun enger eventueller Illegalitéit vun den Aktivitéite vun den Entitéite vum NSO Group zu Lëtzebuerg.

ad 2. Wann d'Regierung Kenntnis kritt vun engem Verstouss géint d'Gesetz, saisiéert se de Parquet.

De Bréif vum Aussen- an Europaminister Jean Asselborn un d'Entitéite vum NSO Group zu Lëtzebuerg gouf den 21. Juli um Site vum Ausseministère publizéiert (https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2021/07-juillet/21-asselborn-lettre-nsogroup/Lettre-aux-dirigeants-des-societes-affiliees-au-NSO-Group.pdf).

ad 4. Zur Fro 4 verweist d'Regierung op hir Äntwert op déi dréngend parlamentaresch Fro N° 4685 vum 20. Juli 2021.

Question 4713 (22.07.2021) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant la **demande d'une licence par une chaîne de télévision publique russe :**

Dans ses réponses aux questions parlementaires nos 4527 et 4532 concernant la demande d'une licence par une chaîne de télévision russe, Monsieur le Ministre a indiqué que l'organisation non lucrative russe « TV Novosti » a envoyé une notification au Service des médias et des communications en se basant sur les critères dits « techniques » de la directive européenne sur les services de médias audiovisuels. Cette démarche vise à obtenir l'autorisation d'émettre une version allemande de la chaîne russe « RT » depuis le Luxembourg. Dans sa réponse n° 4532 le Ministre indique que, contrairement à la législation allemande, la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ne comprend pas de critère équivalent à la « Staatsferne ». Cette notion a pour conséquence que la chaîne « RT » ne peut obtenir d'autorisation en Allemagne étant donné sa proximité avec le pouvoir de l'État russe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Le Gouvernement réfléchit-il à la possibilité d'amender la loi modifiée du 27 juillet 1991, de sorte à y intégrer une notion similaire à la « Staatsferne » ?

- Dans un reportage du 26 juin 2021 sur la chaîne de radio 100,7, le professeur Mark Cole estime qu'au cas où le Luxembourg accorderait une autorisation à « RT », cela reviendrait à esquiver le droit allemand. Une action en justice ne serait dès lors pas à exclure de la part des autorités allemandes. Est-ce que Monsieur le Ministre partage cette analyse ?

- Quelles sont les futures étapes concernant la notification envoyée par l'organisation non lucrative russe « TV Novosti » ? Quand est-ce que l'analyse de cette notification par le Ministère sera-t-elle terminée ?

Réponse (24.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

- Le principe de Staatsferne n'est pas ancré dans la législation allemande, mais il s'agit d'un principe jurisprudentiel développé par la Cour constitutionnelle allemande dans le contexte historique de l'après-guerre.

Selon une jurisprudence constante, ce principe, qui se déduit de la liberté de radiodiffusion inscrite à l'article 5, paragraphe 1, deuxième phrase[1] du Grundgesetz, oblige l'organisation de la radiodiffusion publique à assurer la diversité et, par conséquent, à maintenir une distance suffisante par rapport à l'État (« verpflichtet die Organisation des öffentlich-rechtlichen Rundfunks auf die Sicherung von Vielfalt sowie, als deren Ausfluss, auf die Wahrung einer hinreichenden Staatsferne ».[2]). Selon ce principe, l'État ne peut exercer aucune influence décisive sur le programme d'un radiodiffuseur et la Cour constitutionnelle interdit « toute instrumentalisation politique de la radiodiffusion »[3].

Au Luxembourg, il n'existe pas de jurisprudence portant sur ce principe jurisprudentiel. Le droit à la communication libre et pluraliste et l'assurance de l'indépendance et du pluralisme de l'information sont, par contre, des objectifs expressément mentionnés à l'article 1er de la loi modifiée du 27 juillet sur les médias électroniques. De plus, la Cour européenne des droits de l'homme a développé une jurisprudence assez étendue sur l'indépendance des radiodiffuseurs publics et considère notamment que l'exercice réel et effectif de la liberté d'expression, consacrée par l'article 10, paragraphe 1, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, « ne dépend pas simplement du devoir de l'État de s'abstenir de toute ingérence, mais peut exiger qu'il prenne, en droit ou en pratique, des mesures positives de protection»[4].

Dans le droit fil de cette jurisprudence, le principe de Staatsferne trouve une application concrète dans le projet de loi n° 7749 qui propose de renforcer l'indépendance et l'autonomie du média de service public 100,7, en limitant par exemple le nombre des représentants de l'État dans le conseil d'administration de l'établissement public. Cette réforme s'inspire également d'un arrêt de la Cour constitutionnelle allemande que celle-ci a rendu, le 25 mars 2014, en se basant sur ce principe jurisprudentiel.

À l'heure actuelle, il n'existe pas de projet visant à codifier davantage la jurisprudence de la Cour constitutionnelle allemande et à légiférer plus spécifiquement dans ce domaine.

- Le principe du pays d'origine est un des principes directeurs de la directive européenne sur les services de médias audiovisuels (ci-après la « directive SMA »). Ce principe implique qu'un fournisseur de services de médias audiovisuels ne relève de la compétence que d'un seul État membre. La directive détermine une série de critères matériels de rattachement, permettant de déterminer quel État

[1] „Die Pressefreiheit und die Freiheit der Berichterstattung durch Rundfunk und Film werden gewährleistet."

[2] BverfGE 136, Urteil vom 25. März 2014, 16/45

[3] BverfGE 121, Urteil des Zweiten Senats vom 12. März 2008, point 96

[4] CEDH, Affaire Manole et autres c. Moldova, requête n° 13936/02, point 99

membre est compétent vis-à-vis d'un fournisseur de services de médias audiovisuels.

En vertu du principe de l'échange d'informations prévu par la directive SMA, du principe de coopération loyale entre les États membres figurant à l'article 4, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne, et de la nécessité d'éviter des résultats contradictoires, le Service des médias et communications est en étroit contact avec les autorités allemandes afin d'assurer l'application cohérente de la directive SMA dans ce dossier. Comme relayé par les médias, l'analyse de cette notification a conclu que le service de médias audiovisuels notifié ne relève pas de la compétence du Luxembourg. En effet, sur la base des informations et de l'analyse des autorités allemandes dans le cadre de la procédure de l'échange d'informations prévue à l'article 34 ter de la loi luxembourgeoise, notamment relatives aux effectifs employés en Allemagne, il est apparu que le prestataire du service de médias audiovisuels en question est réputé être établi en République fédérale d'Allemagne, et plus précisément à Berlin, et relève de la compétence de cet État, conformément aux critères de rattachement prévus à l'article 2, paragraphe 3, lettre c) de la directive SMA.

Le service de médias audiovisuels susmentionné ne relève donc pas du champ d'application de l'article 23 quater de la loi luxembourgeoise, mettant en œuvre les critères dits « techniques » de la directive SMA. Ces derniers ne s'appliquent, en effet, qu'aux fournisseurs de services de médias audiovisuels qui ne sont pas établis dans un État membre de l'Espace économique européen.

Compte tenu des considérations qui précèdent, le Service des médias et des communications a indiqué au demandeur que leur demande ne devait pas être adressée au Luxembourg, mais à l'organisme de régulation de l'État membre compétent, à savoir la Medienanstalt Berlin-Brandenburg allemande.

Question 4715 (22.07.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant le **carburant durable pour avions :**

La compagnie aérienne « Swiss » a pris la décision de ravitailler ses avions en partance de Zurich en carburant durable (SAF) produit par une compagnie finnoise. Ce carburant contenant 60 % de kérosène et 40 % de carburant durable permet de réduire les émissions de CO_2 de 80 %.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si un projet analogue est envisageable avec la flotte de notre compagnie nationale.

- Les avions luxembourgeois atterrissant à Zurich seront-ils aussi ravitaillés avec le même carburant ? Le cas échéant, quel en est le surcoût et comment sera-t-il réparti ?

- Quels sont les objectifs de notre compagnie nationale en matière d'émissions de CO_2 pour les années à venir ?

Réponse (23.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Toute initiative visant à réduire la consommation de CO_2 du transport en général est à saluer. Cette affirmation étant valide non seulement pour le transport aérien mais aussi pour le transport routier, où des percées en biodiesel et la taxation y afférente sont à prévoir.

Aujourd'hui déjà les réacteurs des avions permettent l'utilisation de carburants alternatifs, mais il faudra investir également dans les infrastructures de production, de transport et de stockage nécessaires. Il échet de relever qu'un mix de carburant 60/40 avec 40 % de carburant sur base d'huiles usagées ne permettra pas de réduire la consommation de CO_2 de 80 % mais d'environ 30 %, en considérant que 80 % de la partie de carburant traitée soient d'origine d'hydrocarbures à effet CO_2 neutre. Ce n'est qu'en utilisant du carburant durable à 100 % que l'on peut atteindre une réduction des émissions de CO_2 jusqu'à 80 %, suivant le type de carburant utilisé.

En ce qui concerne le projet mentionné de la compagnie « Swiss » il s'agit à ce stade d'un projet pilote sur un nombre très limité de vols. Les volumes de carburant pour l'aviation durable actuellement disponibles sont extrêmement limités et ne constituent qu'une infime fraction (moins de 0,5 %) de l'ensemble des besoins de carburant pour l'aviation au sein de l'Union européenne. Actuellement les quantités produites par la firme à la source du carburant utilisé par Swiss ne sont pas suffisantes pour un déroulement à large échelle.

Compte tenu de la situation de l'aviation post-Covid il importe que la transition vers des carburants à charge CO_2 réduite soit faite de manière concertée et uniforme pour tout le secteur de l'aviation. Ceci afin d'éviter de pénaliser d'avantage les compagnies socialement et écologiquement responsables dans un environnement concurrentiel déjà très tendu.

C'est pourquoi la Commission européenne a proposé récemment de rendre obligatoire l'inclusion de carburant durable dans le kérosène vendu dans l'Union européenne, commençant par un mélange à hauteur de 2 % en 2025 et augmentant progressivement jusqu'à atteindre 63 % d'ici 2050[5]. La proposition européenne prévoit des obligations non seulement pour les compagnies aériennes, mais également pour les aéroports et les fournisseurs de kérosène. Le coût actuel du carburant pour l'aviation durable est encore quatre à cinq fois plus élevé que le coût du kérosène d'origine fossile. Son utilisation aura ainsi un impact significatif sur les coûts opérationnels des compagnies aériennes, qui devront être couverts par les consommateurs.

En ce qui concerne la compagnie Luxair, celle-ci envisage de réduire son empreinte de carbone et considérera ces éléments lors du remplacement d'une partie de sa flotte. Cependant, la situation actuelle ne permet pas de porter des investissements d'une telle envergure.

Il devra également être possible de fournir du kérosène incluant du carburant durable par le pipeline qui alimente l'aéroport du Findel, ce qui n'est actuellement pas encore possible. À l'heure actuelle, le seul moyen d'acheminer du carburant pour l'aviation durable à l'aéroport du Findel serait par camion. Mais le camionnage n'est pas une solution viable en vue des volumes de carburants requis. En conséquence, Cargolux étudie la possibilité de se fournir en carburant durable à certaines escales, par exemple Amsterdam, où ce type de carburant est disponible, en route vers Luxembourg.

Question 4718 (22.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **personnes ne pouvant pas être vaccinées contre la Covid-19 :**

Nieft deene Leit, déi sech bewosst géint d'Covidimpfung entscheeden, ginn et och Leit, déi sech net kënnen impfe loossen. Déi Leit däerfen net geimpft ginn, well si eng bestëmmte Krankheet hunn, respektiv Medikamenter oder Behandlunge kréien, déi net mat der Impfung kënne kombinéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister soen, wat fir Leit respektiv wat fir Gesondheetsprofiller net zougelooss si fir d'Covidimpfung?

2. Huet d'Madamm Minister Kenntnisser doriwwer, wéi vill Leit zu Lëtzebuerg an där Situatioun sinn, datt si net kënne geimpft ginn?

Réponse (02.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Konterindicatioune fir d'Impfungen, déi de Moment zu Lëtzebuerg verfügbar sinn, si follgend:

- Fir all Impfstoffer:

Iwwerempfindlechkeet géintiwwer der aktiver Substanz oder engem vun den Hëllefsstoffer

- Fir de Vaxzevria- an Janssen-Impfstoff:

Leit, déi an der Vergaangenheet en Episod vun engem Syndrom vu „fuite capillaire" haten

- Fir de Vaxzevria-Impfstoff:

Leit déi e Syndrom vun enger Thrombos mat Thrombozytopenie (TTS) entwéckelt hunn no enger Impfung mam Vaxzevria.

Wat den Alter ugeet, sinn zwee Impfstoffer zougelooss fir Kanner tëscht zwielef an 18 Joer (Comirnaty, Moderna). Fir de Moment ass nach keen Impfstoff zougelooss fir Kanner ënner zwielef Joer.

Dës Informatiounen a weider Detailer sinn all an der Zesummefaassung vun de Produktcharakteristike vun de respektiven Impfstoffer abegraff an online disponibel um Site vun der EMA[6].

ad 2. De Gesondheetsministère huet keng Informatiounen, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg an enger vun den uewe genannte Kategorië falen an sech deemno net kënnen impfe loossen.

Question 4719 (22.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **effets secondaires du vaccin Johnson & Johnson :**

An der Online-Ausgab vun der „Frankfurter Allgemeine" gouf den 13. Juli 2021 en Artikel publizéiert, deen op d'Gefore vun enger Impfung mat Johnson & Johnson hiweist. Do heescht et, d'Verwaltung fir d'Zouloosse vu Liewensmëttelen a Medikamenter an Amerika, kuerz FDA (Food and Drug Administration), hätt gewarnt virun engem „erhéichte Risiko" vun enger seelener Nervenerkrankung bei enger Impfung mam Coronaimpfstoff vum Pharmakonzern Johnson & Johnson.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister a Kenntnis vun dësem Warnhiweis vu Säite vun der FDA?

2. Gesäit d'Madamm Minister en Handlungsbedarf fir Lëtzebuerg? Wëll si op nationalem Niveau eng Warnung erausginn oder eventuell esouguer op d'Impfe mat Johnson & Johnson verzichten?

3. Kann d'Madamm Minister soen, ob zu Lëtzebuerg och schonn esou Reaktiounen op d'Impfung mat Johnson & Johnson festgestallt gi sinn?

Réponse (02.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Informatioun, op déi sech den honorabelen Deputéierte referéiert, ass um Site vun der FDA publizéiert ginn:

https://www.fda.gov/news-events/press-announcements/coronavirus-covid-19-update-july-13-2021

Dës Informatioun ass iwweregens och um Site vun der EMA disponibel:

https://www.ema.europa.eu/en/news/covid-19-vaccine-janssen-guillain-barre-syndrome-listed-very-rare-side-effect

Bei der Nervenerkrankung, op déi souwuel d'FDA wéi och d'EMA hiweisen, handelt et sech ëm de „Guillain-Barré-Syndrom" (GBS), e Syndrom, deen als ganz seelen Niewewierkung beim Johnson & Johnson Impfstoff observéiert gouf.

De GBS ass eng rar neurologesch Stéierung, bei där d'Immunsystem Nervenzelle beschiedegt, wat zu Péng, Muskelschwächt an an de schlëmmste Fäll zu Lämunge féiere kann. Déi meescht Leit erhuelen sech komplett vun der Stéierung, och an de seriööste Fäll. De GBS ass bekannt an d'Ursaache si verschidden. E gëtt dacks duerch eng Infektioun ausgeléist, bakteriell oder viral, a méi seelen och duerch Impfung oder Chirurgie. De GBS ass och mat der Grippeimpfung a mat verschiddene Medikamenter a Verbindung bruecht ginn.

Wéi fir all Medikamenter an Impfstoffer dénge Kommunikatioune vun de Gesondheetsbehörden dozou, fir d'Gesondheetsspezialisten an d'Leit, déi geimpft ginn, doriwwer ze informéieren, datt nei Sécherheetsdaten zu der Produktinformatioun (Notiz) vun der Impfung bäigefüügt goufen a fir si op déi méiglech Symptomer opmierksam ze maachen, fir eng optimal Prise en charge vum Patient assuréieren ze kënnen.

Dës Nervenerkrankung ass ganz seelen an d'EMA bestätegt, datt d'Virdeeler vum Covid-19-Johnson & Johnson-Impfstoff weider d'Risike vun der Impfung iwwerweien.

ad 2. Déi Publikatioun, op déi sech den honorabelen Deputéierte referéiert, ass um Site vun der EMA ëffentlech zougänglech a souwuel Gesondheetsspezialiste wéi och d'Leit, déi geimpft ginn, fannen dës Informatioun an der Notiz. De Rapport Benefice-Risiko vun dësem Impfstoff bleift positiv. Iwweregens mentionéiert d'Notiz vum Vaxzevria-Impfstoff och de Guillain-Barré-Syndrom.

ad 3. Bis haut gouf nach kee Fall vu GBS fir den Johnson & Johnson-Impfstoff zu Lëtzebuerg gemellt. Et ass ee Fall bekannt no enger Impfung mam Vaxzevria Impfstoff.

Question 4720 (22.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination obligatoire :**

Viru ronn enger Woch huet de franséische President matgedeelt, datt Frankräich eng partiell Impfflicht aféiert. Bis Mëtt September soll d'Personal an de Spideeler an a Fleegeheemer, grad ewéi Aarbechtskraaft, déi a Kontakt mat Risikopatiente steet, Zäit hunn, fir sech impfen ze loossen. Duerno géif d'Impfflicht kontrolléiert an d'Verstéiss bestrooft ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung a Kenntnis vun dëse rezenten Entwécklungen? Wéi steet si dozou?

2. Wéi steet d'Regierung haut, ronn sechs Méint no der éischter Covidimpfung zu Lëtzebuerg, zur allgemenger Impfflicht an zu enger Impfflicht am Gesondheets- a Fleegesecteur?

3. Lëtzebuerg huet e groussen Undeel u franséische Frontalieren, déi am Gesondheets- a Fleegesecteur schaffen. Wat bedeit dës Impfflicht a Frankräich also fir Lëtzebuerg?

4. Sinn d'Leit aus deem Secteur, déi a Frankräich wunnen, awer zu Lëtzebuerg schaffen, och un déi Impfflicht gebonnen?

Réponse (26.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Déi national Impfcampagne setzt à ce stade op eng fräiwëlleg Impfung vum Gesondheetspersonal aus de Spideeler an den Altersheemer. Oft ass d'Verweigerung, fir sech impfen ze loossen, op e Manktem un Informatiounen oder souguer op falsch Informatiounen zeréckzeféieren. An deem Sënn soll d'Campagne ronderëm d'Impfen d'Leit iwwert d'Virdeeler vun enger Impfung informéieren an opklären a soumat d'Leit selwer dovunner iwwerzeegen, datt d'Impfen onëmgänglech ass an de beschte Schutz fir si selwer a fir déi vulnerabel Leit, mat deene si a Kontakt stinn, bitt.

Déi partiell Impfflicht, déi Frankräich ab Mëtt September aféiere wëll, gëllt fir d'Gesondheets- a Fleegepersonal, dat a Frankräich ugestallt ass. Déi franséisch Frontalieren, déi am lëtzebuergesche Gesondheets- a Fleegesecteur ugestallt sinn, ënnerleien dëser Impfflicht net.

Question 4721 (22.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **European Flood Awareness System (EFAS) :**

Vill Lëtzebuerger goufe vun den Iwwerschwemmunge vum 15. Juli haart getraff, och well se am Virfeld kengerlee Warnung vun offizieller Säit erhalen hunn. Änlech presentéiert d'Situatioun sech an Däitschland, wou awer notamment déi englesch-sproocheg Press drop hiweist, datt déi däitsch Regierung am Géigesaz zu eegenen Aussoen duerch-aus gewarnt war. Och an der nationaler Press weist de Site moien.lu a sengem Artikel „Wien huet Schold um Desaster?" drop hin, datt déi zoustänneg EU-Agence „European Flood Awareness System" (EFAS) scho vum 10. Juli u Warnungen un déi zoustänneg national a regional Autoritéite weiderginn an dës reegelméisseg aktualiséiert huet. Doriwwer eraus huet och e private Meteoservice hei am Land seng Abonnenten am Virfeld, noweislech, dozou opgeruff, sech ze preparéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Warnungen duerch ëffentlech Instanze si wärend dem ganzen Dag vum 15. Juli 2021 erausgaangen? Wien huet se erausginn? U wie ware se adresséiert? Iwwert wéi eng Kommunikatiounsmëttel- a Kanäl si se verdeelt ginn?

2. Ass am Virfeld oder den Dag selwer eng Warnung vun enger auslännescher Institutioun erakomm? Souwuel vun dem uewen zitéierter EFAS wéi och aneren?

3. Dee besoten Dag sinn iwwert de ganzen Dag, besonnesch am Nomëtteg, grouss Massen u Reen erofgaangen. Vu wéi enger Auerzäit u war de Verantwortleche vum Waasserwirtschaftsamt, respektiv de groussherzogleche Rettungsdéngschter (CGDIS), respektiv anere staatlechen Acteure bewosst, datt et zu Iwwerschwemmunge géif kommen, wéi se nëmmen all zwee bis zéng Joer virkommen?

4. Sinn deen Dag, a wa jo um wéi vill Auer, a wou a wéi vill, Persounen, déi op gefäerdete Plazen wunnen, och perséinlech gewarnt ginn? Sinn d'Leit op de gefäerdete Plazen iwwer Lautsprecher vun de Rettungsdéngschter oder anere staatlechen oder kommunalen Acteure gewarnt ginn?

5. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi wäit de Staat am Kader vun Onwiederwarnungen a Preparatioune mat privaten Acteure kooperéiert?

6. Iwwer wéi vill Wiedersatellitte verfüügt de Lëtzebuerger Staat aktuell? Iwwer wéi eng Konventioune mam Ausland verfüügt de Staat aktuell, fir auslännesch Wiedersatellitte mat ze benotzen, respektiv op déi entspriechend Donnéeë kënnen zeréckzegräifen? Wéi eng Roll hunn dës Satellitten an der aktueller Kris gespillt a wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung doraus?

Réponse commune (24.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Mir verweisen an dësem Kontext op d'Äntwert op d'Fro Nr. 4675.

ad 2. Mir verweisen an dësem Kontext op d'Äntwert op d'Fro Nr. 4675.

ad 3. Schonn am zweeten Héichwaassermeldebericht, deen am Kader vun der Aktivéierung vun der Phase de préalerte de 14. Juli 2021 um 12.00 Auer publizéiert gouf, gouf drop higewisen, dass d'Iwwerschreidung vun der Meldestuf 2 e puer Stonnen nom Iwwerschreide vun der Meldestuf 1 ze erwaarde wier. Dëst ass am drëtten Héichwaassermeldebericht vum 14. Juli 2021 ëm 17.00 Auer (mat der Aktivéierung vun der Phase d'alerte) konfirméiert ginn. Doraus goung kloer ervir, datt et zu Iwwerschwemmunge géif kommen.

[5] COM (2021) 521 Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on ensuring a level playing field for sustainable air transport, du 14 juillet 2021. Cargolux étudie la possibilité d'offrir durablement un produit neutre en carbone à ses clients. Ses moteurs d'avion utilisés actuellement peuvent fonctionner avec un mélange incluant jusqu'à 10 % à 50 % de carburant durable, suivant le type de carburant utilisé.

[6] https://www.ema.europa.eu/en/human-regulatory/overview/public-health-threats/coronavirus-disease-covid-19/treatments-vaccines/vaccines-covid-19/covid-19-vaccines-authorised#authorised-covid-19-vaccines-section

Opgrond vum Ausléise vun dëser Informatioun huet de CGDIS um 14.23 Auer un all d'Asazzentren eng Préalerte „Crue" erausgeschéckt.

ad 4. Ab deem Moment, wou d'Préalerte „Crue" un déi lokal Asazzentren erausgaangen ass, sinn um lokale Plang an Zesummenaarbecht tëschent dem CGDIS an de Gemenge Persounen, déi sech op potenziell concernéierte Plazen opgehalen hunn, och perséinlech gewarnt ginn. Esou huet dës Mesure ënner anerem dozou gefouert, datt d'Campinger laanscht d'Waasserleef mat Zäit konnten evakuéiert ginn.

Vu datt all dës Moossnamen autonom vun de lokalen Unitéite vum CGDIS zesumme mat de Gemengen duerchgefouert goufen, huet d'Regierung keng genee Oplëschtung, wou, um wéi vill Auer a mat wéi enge Moyene gewarnt gouf.

En interministeriellen Aarbechtsgrupp befaasst sech säit Enn vum leschte Joer mat der Reform vun der GouvAlert an der Alertéierung vun der Populatioun, déi an Zukunft iwwer verschidde Kanäl informéiert soll ginn. Hei wëlle mer och op d'Äntwert op d'Fro Nr. 4672 verweisen.

ad 5. + 6. De Lëtzebuerger Staat ass Member bei EUMETSAT a bedreift iwwer dës Organisatioun zur Zäit déi heite Wiedersatellitten:

- 4 geostationär Meteosatellitten (Meteosat);
- 3 polarëmlafend Satellitten (Metop);
- 2 Sentinel Satellitten;
- 1 Sentinel-6 Michael Freilich Satellitt (Jason-CS-A).

All Memberland huet Accès op dës Donnéeën, déi hëllefen, fir europawäit Wiederprevisiounen ze maachen.

Dës Satellitten hunn et erlaabt, fir virun der Kris Previsioune vum Wieder ze maachen an notamment vun der Reenintensitéit an der Dauer. Ouni dës Satellitte wieren eis Wiedermodeller däitlech manner prezis an zouverléisseg.

D'Waasserverwaltung huet de 15. Juli 2021 de CGDIS ëm d'Aktivéierung vum Copernicus Emergency Management Service-Mapping gefrot, fir eventuell Satellittenopname vun den Iwwerschwemmungen zu Lëtzebuerg ze kréien. De Service decidéiert, wéi enger Demande fir Opnamen aus wéi engem Krisegebitt een nokënnt a wéi enger net. Dës Opname kënne ganz interessant sinn, fir d'Evenement ze dokumentéieren an d'Héichwaassergeforekaarte plausibel ze erklären. Den Zäitpunkt, zu deem d'Biller geschoss ginn, verbonne mam Stand vum Héichwaasser dee Moment, ass ausschlaggeebend fir de Wäert vun de Biller. Dat sinn allerdéngs ex-post-Evaluatiounen. An der rezenter Kris hunn dës Satellitten awer keng Roll gespillt.

Question 4724 (22.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **remboursement immédiat par chèque par la CNS :**

Selon l'article 163 des statuts de la Caisse nationale de santé (CNS), l'assuré qui a fait l'avance des frais pour prestations en nature dépassant le montant par ménage de 100 euros a le droit de demander le remboursement immédiat par chèque et ceci sans frais.

Pour profiter de cette procédure, l'assuré doit s'adresser à un guichet de la CNS de son choix et, en cas d'accord, le chèque émis par la CNS pourra être encaissé à un bureau de la poste luxembourgeoise.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale dans quelle mesure les assurés ont profité de cette offre pendant la crise du Covid-19 et suite aux délais plus longs des remboursements par la CNS.

2) Est-ce que la pérennisation de la formule « chèques » est assurée ?

3) Quels sont les montants déboursés annuellement par le biais de cette formule ?

Réponse (25.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de préciser que le remboursement par chèque est uniquement possible pour les mémoires d'honoraires qui atteignent un montant d'au moins 100 euros.

L'IGSS n'est pas en mesure d'isoler l'effet des délais plus longs de remboursement sur l'utilisation de l'offre de remboursement par chèque[7]. Cependant, l'IGSS peut analyser dans quelle mesure le recours au remboursement par chèque a évolué au fil du temps. Les chiffres montrent une baisse conséquente pour la période allant de février 2020 à janvier 2021.

En ce qui concerne les remboursements d'honoraires médicaux et médico-dentaires, le pourcentage de remboursement par chèque par rapport au total des remboursements est passé d'environ 11,5 % pour les périodes allant de 2017 à 2018, de 2018 à 2019, et de 2019 à 2020, à 4,2 % pour la période allant de 2020 à 2021. La même tendance s'observe pour les remboursements de prestations autres que celles des médecins et médecins-dentistes, notamment des opticiens, des orthopédistes, et les remboursements en lien avec les cures.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'évolution du nombre de bénéficiaires ayant obtenu un remboursement par chèque, le montant remboursé ainsi que l'évolution du nombre de patients concernés confirment ces observations. Actuellement, les chiffres indiquent d'ores et déjà une relance du volume des remboursements par chèque.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La baisse observée pour la période allant de février 2020 à janvier 2021 pourrait s'expliquer par de multiples facteurs, dont notamment une baisse de l'activité médicale pendant la première vague des infections à la Covid-19, l'accès restreint aux guichets ou encore l'introduction du forfait « FC45 - Forfait horaire en cas de consultation et de traitement dans le cadre de l'épidémie Covid-19 selon les recommandations de la Direction de la santé, y compris, le cas échéant, la téléconsultation et l'établissement des prescriptions médicales » prenant directement en charge les consultations et téléconsultations dans le cadre de l'épidémie Covid-19.

ad 2) + 3) Le tableau ci-dessous reprend les montants remboursés par chèque pour les années 2015-2021, tout type de prestation confondu.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La pérennisation de la formule « chèques » continuera à être assurée. Il se peut cependant qu'avec l'introduction du paiement immédiat direct qui est prévu pour 2023 que moins d'assurés vont recourir à cette méthode. En effet, avec le paiement immédiat direct, l'assuré n'aura plus besoin d'avancer le montant qui lui est remboursé par la CNS. Lorsqu'il paie sa part personnelle du mémoire d'honoraires chez le médecin, le paiement électronique au médecin, pour la partie prise en charge par la CNS, se fera simultanément.

Question 4725 (23.07.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**exposition de la population à des métaux lourds :**

En juillet 2021, la Santé publique France a présenté une étude sur l'exposition de la population française à des métaux lourds. Ce rapport conclut entre autres que la consommation fréquente de légumes issus de l'agriculture biologique est associée chez les enfants à une augmentation des concentrations urinaires en cuivre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Une étude pareille a-t-elle déjà été effectuée au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats ?

2) Dans la négative, une telle étude est-elle prévue ? Le cas échéant, Madame la Ministre pourrait-elle donner des précisions à ce sujet ?

3) À la connaissance de Madame la Ministre, quels sont les principaux facteurs exposant la population luxembourgeoise à des métaux lourds ?

Réponse (10.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1) L'étude française nommée Esteban (Étude de santé sur l'environnement, la biosurveillance, l'activité physique et la nutrition) a été conçue pour estimer l'exposition de la population générale âgée de six à 74 ans aux métaux lourds pour améliorer la compréhension des déterminants de l'exposition. La phase de collecte des données de l'étude Esteban a eu lieu d'avril 2014 à mars 2016.

Une étude d'une envergure à celle réalisée en France, et qui vise à analyser les concentrations urinaires en métaux lourds, n'a pas été réalisée au Luxembourg.

ad 2) Si une telle étude n'est actuellement pas prévue, force est cependant de souligner que l'exposition de la population résidente aux métaux lourds est surveillée indirectement par les programmes de surveillance nationaux. En effet, les échantillons prélevés dans le cadre de ces programmes par la Division de la sécurité alimentaire de la Direction de la santé sont examinés à la recherche de substances indésirables du point de vue de la santé afin d'évaluer l'exposition des consommateurs. Ainsi, des tendances peuvent être identifiées et des risques potentiels pour la santé rapidement reconnus. La surveillance est donc un instrument important pour améliorer la protection préventive de la santé des consommateurs grâce à des mesures ciblées.

Les métaux lourds les plus fréquemment associés à l'empoisonnement des êtres humains sont le plomb, le mercure, l'arsenic, le cadmium et l'étain. De ce fait, la Commission européenne a fixé des teneurs maximales pour ces contaminants dans les denrées alimentaires dans le règlement (CE) 1881/2006. Ainsi, depuis 2009, 4.827 analyses ont été analysées au niveau national sur des boissons et denrées alimentaires afin de déterminer leur concentration en métaux lourds.

ad 3) Les métaux lourds peuvent être naturellement présents dans l'environnement (éruption volcanique, érosion des roches) ou suite à l'activité humaine (fonderies, exploitation minière, production d'énergies fossiles, agriculture). Ils sont présents dans l'air, l'eau et le sol. Ils peuvent s'accumuler dans les plantes et être ingérés par les animaux.

Les métaux se retrouvent également dans les écosystèmes, notamment les boues d'épuration, les produits agrochimiques (fertilisants, …) ou les émissions du trafic routier.

Question 4726 (23.07.2021) de **M. Georges Engel** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **reconstruction d'infrastructures en zone verte :**

Bien que l'impact des inondations ait été moindre au Luxembourg que dans certaines régions allemandes et belges avoisinantes, les dommages aux infrastructures ont été considérables. Un bon nombre de maisons devront être substantiellement rénovées ou même reconstruites.

Or, la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit dans son article 7, paragraphe (6), que les constructions en zone verte qui ont été démolies ou démontées ne peuvent être reconstruites à moins qu'elles aient un lien certain et durable avec des activités d'exploitation qui sont agricoles, horticoles, maraîchères, sylvicoles, viticoles, piscicoles, apicoles ou cynégétiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Madame la Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- Combien de maisons d'habitation, résidences secondaires et cabanes existent légalement en zone verte et ne pourront être reconstruites si elles sont démolies par un sinistre ?

- Est-ce qu'il existe des campings en zone verte qui risquent de se trouver dans une situation similaire à la suite d'inondations ou de calamités similaires ?

- Combien de maisons ou autres constructions légalement construites se trouvent actuellement en zone verte après un reclassement dans le contexte de la refonte des PAG « nouvelle génération » ? Est-ce que les personnes concernées sont systématiquement et individuellement informées d'un tel reclassement ou est-ce qu'elles ne se rendent compte de ce changement qu'au moment où elles veulent rénover ou transformer leur maison ?

La loi précitée dispose encore que « [l]es constructions légalement existantes situées dans la zone verte ne peuvent être rénovées ou transformées matériellement qu'avec l'autorisation du ministre ». Ceci concerne également les travaux de petite envergure.

- Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable n'est-elle pas d'avis qu'il devrait être permis de réaliser des travaux de moindre envergure qui n'ont pas d'impact sur l'environnement sans une telle autorisation, notamment pour permettre aux personnes concernées de réparer dans les meilleurs délais des dommages moins importants ?

Une autorisation préalable du Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable est également requise en zone verte pour les installations de transport, de communication et de télécommunication, ainsi que les conduites d'énergie, de liquide ou de gaz.

- Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Énergie peuvent-ils nous dire si une telle autorisation est également requise lorsqu'il s'agit de la reconstruction d'infrastructures détruites par les inondations ? Dans l'affirmative, est-ce que cette procédure retardera les travaux de réfection d'infrastructures essentielles ?

Réponse commune (28.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Toute nouvelle construction en zone verte doit répondre au cadre légal déterminé par les articles 6 et 8 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Les constructions existantes en zone verte ne sont pas inventoriées dans un répertoire national. Il n'est dès lors pas possible de se prononcer sur le nombre exact de constructions érigées sans autorisation en zone verte ou ne répondant plus aux exigences définies par la législation en vigueur.

En cas de démolition d'une construction par un sinistre, il y a lieu d'apprécier la situation concrète au cas par cas. L'article 7, paragraphe 6, de la loi précitée du 18 juillet 2018 dispose que « les constructions en zone verte qui ont été démolies ou démontées ne peuvent être reconstruites qu'en vertu des dispositions de la présente loi ». En d'autres termes, la nouvelle construction (la reconstruction en cas d'une démolition par un sinistre) doit impérativement respecter les dispositions respectivement de l'article 6 ou de l'article 8 de ladite loi. Cette condition s'applique à tous les types de constructions, privées ou publiques.

La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ne prévoit pas de système d'information individualisé quant au reclassement des terrains alors que le plan d'aménagement général, qui a la forme d'un règlement communal, est librement consultable dans les maisons communales en vertu de l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Les cas concrets où un conseil communal aurait reclassé un fonds bâti de la zone constructible en zone verte sont d'ailleurs extrêmement rares.

Tous les travaux de réparation à l'intérieur d'une construction existante, et ne constituant ni une rénovation, ni une transformation au sens de l'article 7, paragraphe 5 de la loi précitée du 18 juillet 2018 ne sont pas soumis à l'autorisation du Ministre de l'Environnement.

L'article 8 de la loi précitée du 18 juillet 2018 dispose que « [d]ans la zone verte, les installations de transport, de communication et de télécommunication, ainsi que les conduites d'énergie, de liquide ou de gaz sont soumises à autorisation du ministre ».

Une autorisation du Ministre de l'Environnement est donc requise pour la reconstruction des infrastructures détruites par les inondations.

Suivant l'article 60, paragraphe 1er, de la prédite loi, le ministre délivre l'autorisation sollicitée dans les trois mois à partir du moment où le dossier est complet ou réputé complet.

En termes de procédure d'autorisation, la loi ne prévoit actuellement pas de dérogation pour des cas exceptionnels, tels que les inondations ou d'autres catastrophes naturelles.

En présence d'ouvrages sinistrés, les infrastructures détruites ne peuvent souvent pas être reconstruites telles quelles, sans impacter les alentours directs des ouvrages, et la préparation des travaux de génie civil nécessite des études techniques détaillées. Dans ces cas exceptionnels, et contrairement aux projets courants, l'autorité compétente est saisie des dossiers d'autorisation avant l'achèvement complet des études de génie civil.

Ainsi l'autorité compétente dispose de suffisamment de temps pour analyser le dossier d'autorisation, comme notamment démontré lors des travaux de reconstruction suite aux inondations du 1er juin 2018 au Mullerthal.

Les CFL n'ont pas connaissance de bâtiments dont la gestion leur incombe qui se situent en zone verte, à part quelques petites guérites techniques et antennes GSM-R. Comme ces installations contribuent au bon fonctionnement du système ferroviaire, elles devraient être reconstruites le cas échéant après une destruction par des catastrophes naturelles, comme p. ex. les récentes inondations.

Dans le cadre des procédures publiques de refonte de PAG entamées par les communes, les CFL essayent de veiller à ce que toutes les emprises au sol de l'infrastructure ferroviaire soient classées dans les deux zones spécialement défiées à cet effet par le législateur, à savoir les zones ferroviaire « FER » et de gare « GARE ».

Les infrastructures publiques d'énergie n'avaient que peu de dommages à signaler et, d'après les informations parvenues par Creos, des travaux né-

[7] Art. 84 du Code de la sécurité sociale et Art. 163 des statuts de la CNS.

cessitant une autorisation du MECDD n'ont à ce stade pas été nécessaires.

Question 4727 (23.07.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **groupes électrogènes de secours :**

Wärend der rezenter Héichwaasserkatastroph ass a villen Uertschaften uechtert d'Land de Stroum ausgefall. An esou Krisesituatioune kënne virun allem mat Diesel bedriwwen Noutstroumaggregater, séier an iwwert e längeren Zäitraum, zouverlässeg Ofhëllef leeschten.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Opstellung vum Inventaire vun den Dieselnoutstroumaggregater, iwwer déi d'ëffentlech Hand (Arméi, CGDIS, Verwaltungen, ëffentlech Ariichtungen, Spideeler asw.) am Moment verfüügt, presentéieren? Kann d'Regierung preziséieren, iwwer wéi eng Asazdauer déi eenzel Apparater verfügen?

2. Kann d'Regierung eng Opstellung presentéieren, wéi vill Dieselnoutstroumaggregater wärend der Héichwaasserkatastroph, op wéi enge Plazen aktivéiert gi sinn?

3. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng Erfarungen aus der rezenter Héichwaasserkatastroph fir de Fonctionnement vum Gesamtinventaire en vue vun änlechen, zukünftege Krisen zeréckbehale ginn?

4. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng Roll den Diesel och en vue vun de rezenten Erfarungen zukünfteg an eiser Energiepolitik soll spillen?

Réponse commune (24.08.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Noutstroumaggregater sinn e Moyen, fir temporär d'Stroumversuergung amplaz vum ëffentleche Reseau ze iwwerhuelen. Si loosse sech a stationär a mobill Anlagen andeelen.

Fir d'Arméi, de CGDIS an d'Stroumnetzbedreiwer spille mobill Noutstroumaggregater eng besonnesch wichteg Roll, fir am Bedarfsfall d'Stroumversuergung sur place kënnen ze assuréieren. Well all dës Noutstroumaggregater mat Bensinn oder Diesel bedriwwe ginn, ass d'Asazdauer zäitlech onbeschränkt, esoulaang genügend Diesel zur Verfügung steet, respektiv nogeliwwert ka ginn. D'Consommatioun hänkt staark vun der Stroumbelaaschtung of.

D'Majoritéit vum CGDIS sengen Asazgefierer ass mat mobille Stroumaggregater ekipéiert, déi an éischter Linn fir d'Stroumversuergung bei Interventioune genotzt ginn (zum Beispill fir d'Beliichtung vun der Asazplaz). Dës wäit iwwer 150 Aggregater ginn an der Reegel mat Bensinn bedriwwen an hunn eng Leeschtung, déi un d'Asazmaterial aus dem jeeweilege Gefier ugepasst ass.

Ausserdeem huet de CGDIS, verdeelt op e puer Sitten am Land, e puer méi staark mobill Stroumaggregater, déi geziilt agesat ginn, wa méi Stroum gebraucht gëtt wéi deen, deen d'Generatricen aus den Asazgefierer kënne produzéieren. De CGDIS setzt dës Stroumaggregater haaptsächlech an, fir seng eegen technesch Moyenen op Plazen unzedreiwen, wou kee Stroum zur Verfügung steet. Schlussendlech verfüügt de CGDIS op senge kritesche Sitten (z. B. um CSU-112) iwwer fest installéiert Noutstroumaggregater. Lues a lues ginn och aner wichteg Sitten domat ekipéiert.

D'Arméi huet eng 30 Dieselnoutstroumaggregater, vun deenen déi Gréisst eng Leeschtung vun 41 kVA hunn. Dës gi wärend enger Interventioun ausschliisslech fir d'Operatioun vun den eegene Moyene vun der Arméi benotzt.

D'Stroumnetzbedreiwer verfügen insgesamt iwwer 21 mobill Noutstroumaggregater, fir séier a sécher eng punktuell an temporär Noutstroumversuergung kënnen ze garantéieren, falls hiren ëffentleche Reseau net disponibel sollt sinn. Vun deenen 21 Aggregater hunn der 7 eng Leeschtung, déi gläich oder iwwer 200 kVA ass, a 14 eng Leeschtung, déi ënner 200 kVA läit.

Well zu Lëtzebuerg jidderee sech dierf en Noutstroumaggregat zouleeën, an d'Beschafe respektiv d'Installatioun vun esou engem Aggregat ënnert enger gewëssener Gréisst net muss ugemellt ginn, gëtt et kee vollstännege Regëster vun Noutstroumaggregater.

ad 2. Fir d'Gebaier mat stationären Noutstroumaggregater ass op Nofro bei de verschiddenen Acteuren hi kee Fall bekannt, wou dës Aggregater opgrond vum Héichwaasser zum Asaz koumen.

Wat déi mobill Noutstroumaggregater betrëfft, gouf den Asaz follgendermoossen dokumentéiert:

De CGDIS hat bei der genannter Héichwaasserkatastroph seng Stroumaggregater just am Asaz, fir säin eegent technescht Material (virun allem Pompelen) ze bedreiwen.

D'Arméi hat dräi Gruppen Noutstroumaggregater de 17. an 18. Juli zu Iechternach benotzt, fir hir Interventioun ze ënnerstëtzen.

D'Stroumnetzbedreiwer hu wärend der Kris keng Noutstroumaggregater missen asetzen, a kruten och keng Demande vun Drëtten, fir sech esou e Gerät auszeléinen. Vill beschiedegt Haiser konnte mat Hëllef vu provisoresche Raccordementer - sougenannte „Baustelleverdeeler" - séier erëm un dat ëffentlecht Stroumnetz ugeschloss ginn, soudass den Asaz vun Noutstroumaggregater weeder sënnvoll nach noutwenneg war.

ad 3. Aus enger Stroumversuergungssiicht kann een d'Evenementer wärend engem Héichwaasser a verschidde Phasen andeelen.

An enger éischter Phas, wou d'Waasserpeegele séier klammen, ass et kruzial, déi Beräicher, déi riskéieren inondéiert ze ginn, respektiv schonn iwwerschwemmt sinn, stroumfräi ze schalten, d. h. ze assuréieren, dass weeder duerch d'ëffentlecht Netz, nach duerch e Noutstroumaggregat oder aner Quelle Stroum fléisst.

Soubal d'Héichwaasser bis fort ass, ass d'Zil, d'Versuergung iwwer d'ëffentlecht Netz nees séier ze retabléieren. No enger Kontroll duerch d'Netzbedreiwer an hire Mëttelspannungsposten an Nidderspannungsschaltschief kann den ëffentleche Reseau nees a Betrib geholl ginn, wa kee Schued konstatéiert gouf, an dat bis bei d'Schalttafel vum Client. Als nächst Etapp gëtt all eenzel Hausinstallatioun kontrolléiert, iert den Uschloss ka bäigeschalt ginn. Falls d'Hausinstallatioun opgrond vum Waasser defekt ass, muss en Elektriker op d'Plaz kommen, fir d'Installatioun ze flécken. A verschiddene Fäll ka sech an der Tëschenzäit mat enger provisorescher Aspeisung (engem „Baustelleverdeeler") oder engem mobillen Noutstroumaggregat gehollef ginn, esoulaang keng Schied an der Hausinstallatioun dat verhënneren.

Bei de rezenten Evenementer war et op ville Plazen esou, dass den Asaz vun Noutstroumaggregater entweeder net méiglech (opgrond vun inondéierte Beräicher) oder net néideg war (opgrond vum retabléierten ëffentleche Reseau).

Trotzdeem koumen eng Rei Aggregater, sou wéi an der Äntwert zur zweeter Fro duergestallt, op verschiddene Plazen zum Asaz a konnten do och eng wichteg Contributioun zur Krisegestioun leeschten. D'Zuel vun Noutstroumaggregater ass dobäi fir déi rezent Evenementer gutt duergaangen.

ad 4. Opgrond vun der Wichtegkeet vum Stroum fir vill Aktivitéiten a Servicer ass eng héich Versuergungssécherheet en zentraalt Element vun der Lëtzebuerger Energiepolitik. Den ëffentlechen, interconnectéierte Reseau bitt dofir déi bescht Méiglechkeeten an ass esou ausgeluecht, dass och a Krisefäll d'Versuergung kann esou wäit wéi méiglech assuréiert ginn. Zum Beispill huet de Fait, dass de Mëttel- a Nidderspannungsreseau gréisstendeels ënnerierdesch verkabelt an ausfallsécher ass, am konkreete Fall dofir gesuergt, dass d'Versuergung just punktuell op e puer wéinege Plazen ausgefall ass. De Lëtzebuerger Stroumsystem ass „n-1 sécher" ausgeluecht. Dat heescht, dass d'Versuergung och da garantéiert ass, wann eng Komponent ausfält. Wann zum Beispill een Traffo ausfält, kann d'Netz esou ëmgeschalt ginn, dass d'Clienten, déi dorun ugeschloss waren, iwwert een aneren Traffo weider gespeist ginn.

Komplementar dozou ass a bleift den Dieselaggregat e wichtegt Hëllefsmëttel, fir séier a sécher eng punktuell Noutstroumversuergung temporär kënnen ze garantéieren, wann den ëffentleche Reseau awer ausfält. Den Diesel bitt an dësem (exzeptionelle) Kontext verschidde Virdeeler a léisst sech do kuerzfristeg aktuell och net onmëttelbar ersetzen. Solutiounen op der Basis vu Brennstoffzellen oder Batterië kënnen awer Alternative bidden, déi vu verschiddenen Acteure schonn haut analyséiert a genotzt ginn.

Question 4728 (23.07.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**impact des inondations sur l'électromobilité :**

Duerch déi rezent Iwwerschwemmungen ass a ville Regioune vum Land fir länger Zäit de Stroum ausgefall, ënner anerem, well eng Rei Transformatoren duerch d'Héichwaasser beschiedegt goufen. Ëmsou méi mir eis ëffentlech a privat Transportinfrastruktur op Elektromobilitéit ëmstellen, ëmsou méi ufälleg géif se deementspriechend an änleche Krisesituatiounen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill ëffentlech Bornen, fir Elektroautoen ze lueden, sinn duerch déi rezent Héichwaasserkatastroph ausgefall?

2. Ganz vill Leit a Regiounen hei am Land goufe vun der aktueller Héichwaasserkatastroph um falsche Fouss erwëscht a vill Leit hunn hir Autoe ganz plëtzlech misse réckelen. Wéi presentéiert sech sou eng Situatioun fir Elektroautoen, déi nach amgaange sinn, ze lueden?

3. Plangt d'Regierung, d'Sécherheet vun der Elektromobilitéit op Basis vun den aktuellen Erfarungen nei ze evaluéieren?

4. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi d'Elektromobilitéit beim CGDIS sech an den nächste Jore soll entwéckelen, wuel wëssend, datt d'EU de Verbrennungsmotor ab 2035 ganz wëll verbidden?

Réponse commune (24.08.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Wéinst dem rezenten Héichwaasser waren zäitweis bal 40 Luetborne vun deenen aktuell ronn 600 ëffentleche Bornen aus ënnerschiddleche Grënn kuerzzäiteg net operationell. Dëst ass dorop zeréckzeféieren, dass verschidden Traffoen, déi d'Luetbornë mat Stroum versuergen, entweeder duerch d'Waasser beschiedegt oder vum Netzbedreiwer selwer virsiichtshallwer ofgeschalt goufen, fir e Schued ze vermeiden. Nodeems d'Héichwaasser ofgezu war, konnten op deene meeschte Plazen d'Traffoen an d'Bornen nees regulär a Betrib geholl ginn. Nëmme wéineg Bornë goufen direkt duerch d'Héichwaasser beschiedegt. Esou war ronn d'Hallschent vun de concernéierte Bornen de 16. Juli, also een Dag nom Héichwaasser, erëm operationell. Zum haitegen Zäitpunkt si just nach véier Luetbornen ausser Betrib a musse komplett ersat ginn.

ad 2. Genau wéi bei all Autoen ass et ugeroden, den Elektroauto bei steigendem Waasser aus dem Héichwaassergebitt erauszeféieren. Wann en Elektroauto amgaangen ass ze lueden, muss een de Luetvirgang ofbriechen, ier een den Auto ka réckelen, wat zäitlech kee weesentlechen Impakt op d'Situatioun huet.

Et geet zudeem och keng Gefor dervun aus, wann et wärend dem Luetvirgang vun engem Elektroauto zu enger Iwwerschwemmung sollt kommen. D'Luetbornen, wéi och all normal Steckdous, si geäert, soudass am Fall vun engem Kontakt mat Waasser de Feelerstroumschutzschalter (FI-Schalter) ausgeléist an den elektresche Stroumkontakt doduerch ënnerbrach gëtt.

ad 3. D'Regierung gesäit aktuell kee Besoin, fir eng nei Evaluatioun vun der Sécherheet vun der Elektromobilitéit ze maachen. Den däitschen ADAC ewéi och de lëtzebuergeschen ACL hunn an engem rezenten Interview bestätegt, dass et a puncto Impakt duerch Héichwaasser kee signifikanten Ënnerscheed tëschent engem konventionellen Auto mat Verbrennungsmotor an engem Elektroauto gëtt. Bei béiden Aarte vu Gefierer besteet e Risiko, dass d'Gefier duerch d'Héichwaasser beschiedegt gëtt. Allerdéngs geet vu kengem vun de Gefierer no engem Héichwaasser eng méi oder manner héich Gefor aus. Ënnert anerem ënnerscheet sech dowéinst och d'Biergung vun de Gefierer nom Héichwaasser net weesentlech jee no Undriffsaart.

Am Géigesaz zu elektresch ugedriwwene Gefierer besteet bei Gefierer mat engem Verbrennungsmotor allerdéngs eng zousätzlech Gefor, dass ënner bestëmmten Ëmstänn Kraaftstoff aus dem Tank austrieden an d'Ëmwelt polluéiere kann, wann d'Gefier komplett ënner Waasser steet.

Bei Elektroautoe sinn alleguer d'Héichvoltkomponenten (HV-Komponenten) elektresch isoléiert an esou ausgeluecht, dass a kengem Fall elektresch Spannungen un de Gehaiser vu Baudeeler a Komponenten uleien, soudass een zu kengem Moment riskéiert, e Stroumschlag ze kréien. Des Weidere sinn d'HV-Komponente géint Andrénge vu Waasser protegéiert. Am Fall, wou trotzdeem sollt Waasser oder Fiichtegkeet an d'HV-Komponenten andréngen (z. B. duerch eng Beschiedegung vun der Dichtung duerch en Impakt), suerge Sécherungen derfir, dass den elektresche Stroumkrees direkt ënnerbrach gëtt a keng Spannung méi um Gesamtsystem uläit. Doduerch ass och séchergestallt, dass d'Waasser ronderëm dës Komponenten net kann elektrifizéiert ginn, am Fall, wou sollt Waasser un d'HV-Komponente kommen.

An enger rezenter Publikatioun (Safety and electric passenger cars - Update to fact sheet, 2020) vu Mäerz 2021 vun der CE Delft iwwert d'Sécherheet vun elektresch ugedriwwene Persounegefierer ass och eng Recherche gemaach ginn, wat geschitt, wann en elektresch ugedriwwenen Auto deels oder komplett ënner Waasser steet. Och an dëser Etüd ass d'Konklusioun, dass et keng gréisser Ënnerscheeder ginn, wann en Elektroauto oder e konventionellt Gefier Héichwaasser ausgesat ass. An dëser Etüd gëtt nach en Ënnerscheed vun der Zort vu Waasser gemaach. Sou huet Salzwaasser oder verknaschte Waasser, wéi am Fall vun enger Iwwerschwemmung, méi eng héich Leetfäegkeet. Duerch d'Ofdichtung vun den HV-Komponenten, wéi uewe beschriwwen, huet dëst awer keen Afloss op d'elektresch Sécherheet vum Gefier. Sollt duerch eng Beschiedegung un den Dichtunge Waasser un d'HV-Komponenten erukommen, da gëtt, wéi uewe beschriwwen, den elektresche Stroumkrees direkt ënnerbrach, soudass keng Gefor fir e Stroumschlag bestoe kann.

Wat déi reschtlech Elektronik an engem Auto ugeet (ausserhalb vun den HV-Komponente vum Undriffsystem vun engem Elektroauto), sou gëtt et keen Ënnerscheed vun engem Auto mat engem Verbrennermotor oder engem elektresche Motor. Soubal Waasser an en Auto andréngt an d'Waasser u Steckerverbindunge kënnt (am Motorraum oder och am Banneraum), da riskéiert ee Beschiedegungen un der Elektronik, onofhängeg vun der Undriffsaart.

Déi meeschten Hiersteller recommandéieren iwwerdeems, fir mam Auto (Verbrenner- an Elektroauto, an och fir SUV-Modeller) just duerch Waasser duerchzefueren, wat maximal sou héich ass, wéi de Buedem vum Auto, an dat och just mat Schrëttempo. Bei Waasserdéiften iwwert dëser Recommandatioun ouni speziell Ausrëschtung riskéiert een e Schued um Auto, onofhängeg vun der Undriffsaart.

ad 4. Wärend de Marché vun elektresch ugedriwwenen Autoen, Camionnetten an zum Deel och Camione sech séier entwéckelt, ass dat am Beräich vun de Spezialgefierer, déi beim CGDIS zum Asaz kommen, aktuell nach net de Fall.

D'Offer vun elektresch ugedriwwene Pompjeesgefierer ass de Moment nach zimmlech limitéiert. De CGDIS plangt awer, d'nächst Joer éischt Tester mat diversen Asazgefierer ze maachen. Opgrond vun dësen éischten Erfarunge wäert de CGDIS seng Strategie am Beräich Elektromobilitéit kënne festleeën. Et ass kloer, dass d'Zouverlässegkeet an d'Betribssécherheet vum CGDIS sengem Fuerpark zu all Moment, a virun allem am Katastrophefall, musse garantéiert sinn.

Question 4729 (23.07.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **système d'information pour les transports en commun :**

Am Kader vun de rezenten Iwwerschwemmunge sinn och kuerzfristeg eng Rei Bus- an Zuchlinnen ausgefall. Op der Mobilitéitsapp gouf de Leit awer weiderhin de ganz normale Fuerplang ugewisen, dee se jo och anescht kënne consultéieren, zum Beispill op den Affichen, déi op de Busarrêten aushänken. Och déi elektronesch Affichen an de Busse selwer hunn oft weiderhi just iwwer de reguläre Fuerplang informéiert. An der Konsequenz hunn d'Passagéier sech gudde Gewëssens op déi entspriechend Servicer vum ëffentlechen Transport verlooss, an der Unnam, hiert Zil wéi gewinnt ze erreechen, ouni sech op Schwieregkeeten anzestellen.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Transportminister gär dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Ursaachen ass dëst eklatant Versoe vun den elektroneschen Informatiounssystemer am ëffentlechen Transport zeréckzeféieren? Wéi eng Konsequenze ginn aus dësem Virfall gezunn?

2. Ass dru geduecht, fir d'Chaufferen an déi Verantwortlech op den entspriechende Koordinatiouns- respektiv Kommandoposten an deem Sënn weider ze formëieren, datt si de Leit an esou enger Situatioun zukünfteg eegestänneg kënne weiderhëllefen?

3. Falls d'Äntwert op d'Fro virdrun nee ass, ass dann ersatzweis virgesinn, den ëffentlechen Transport flächendeckend mat entspriechende Bandopname mat engem allgemenge Warnhiweis ze ekipéieren, déi d'Chaufferen no all Arrêt kënnen ofspillen, fir d'Leit op d'mannst grondsätzlech op d'Méiglechkeet vu Probleemer hinzeweisen?

4. Wéi schonn an der Fro Nummer 4442, wou et ëm d'Probleemer vum Tram bei Donnerwiedere goung, géife mir den Här Transportminister froen, ob hien et fir ubruecht hält, de Leit ze roden, am Fall vu schwéiere Wiederonrouen, generell sou wäit wéi méiglech Eegeverantwortung ze iwwerhuelen, andeems si op déi individuell Mobilitéit zeréckgräifen? Dëst wuel wëssend, datt déi Méiglechkeet et de Leit och erlaabt, kuerzfristeg Verantwortung fir, en vue vun der Mobilitéit vulnerabele Persounen aus hirem noen Ëmfeld, notamment eeler Leit, awer och zum Beispill Schoulkanner, ze iwwerhuelen?

Réponse (23.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi elektronesch Moyenen hunn duerchaus am Fall vun den Iwwerschwemmunge fonctionéiert. Et ass esou, dass de System et net erlaabt, Deelstrecken ze annuléieren a just de Rescht vun der Buslinn unzeweisen. Esou eng Mesure ass just méiglech, wann et sech ëm längerfristeg Ännerungen am Reseau handelt, well an esou engem Fall muss de Sollfuerplang ofgeännert ginn, dee laangfristeg geplangt an agespeist gëtt. Et ass net méiglech, fir dat direkt an der Leetstell ze maachen, déi engersäits dofir guer net „en charge" ass, an anerersäits well an dësem Fall besonnesch vill Linnen a

kierzester Zäit betraff waren. Dass an dëser parlamentarescher Fro suggeréiert gëtt, et wier en „eklatant Versoe vun den elektroneschen Informatiounssystemer am ëffentlechen Transport“ ginn, ass absurd a beweist, dass vill Leit net wëssen, wat hannert dësen Instrumenter un Aarbecht stécht.

D'Mataarbechter vu mobilitéit.lu, déi am Callcenter Ried an Äntwert stinn, hate véiermol méi Uriff vu Clientë kritt ewéi op engem normalen Dag. Dës Steigerung war exklusiv der Krisesituatioun geschëlt. Wat de Site mobiliteit.lu betrëfft, waren och bei de betraffene Linne Meldungen ugewise ginn, dass dës Linnen duerch d'Héichwaasser gestéiert wieren. Souwuel widderhuelt um Radio wéi och iwwer extra Usoen an de Busse gouf op d'Stéierungen higewisen.

Wat d'Kommunikatioun mat de Busbetriber ubelaangt, sou kann ee feststellen, dass d'Leetstell vum RGTR an dëser Kris ganz gutt fonctionéiert huet. Och hei si véiermol esou vill Telefonater a Funksprëch gemaach gi wéi op enger normaler Schicht. D'Agente vun der Leetstell an d'Chauffere si geschoult an d'Reegelwierk vun der Leetstell gesäit och d'Verhalen a Krisesituatioune vir. D'Ausmoossen an d'Vitess, an där d'Situatioun sech vu Stonn zu Stonn verännert huet, ware méi wéi exzeptionell; an d'Mataarbechter hunn Enormes geleescht, fir iwwerhaapt aktuell Informatiounen ze hunn an domat d'Buschaufferen ze guidéieren.

Heizou géif ech och gären e puer Chiffere presentéieren:

De 14. Juli si knapp 5.200 Textmeldungen op d'Konsol vun de Buschaufferen erausgaangen, wou mir bei engem normalen Dag bei knapp 100 (!) sinn. Och bei de Sproochnoriichten hu mir der iwwer 1.050 registréiert, wou een op engem normalen Dag bei knapp 100 läit.

Allgemeng ass den ëffentlechen Transport am Fall vun enger Kris net méi oder manner sécher wéi de privaten Auto. Dobäi ass och nach ze soen, dass am Fall vun enger Krisesituatioun souwisou soll gutt iwwerluecht ginn, ob ee sech iwwerhaapt nach muss deplacéieren. Wann dat de Fall ass, muss ee kucken, wat fir säi Wee dat descht Transportmëttel ass. Allgemeng gëtt natierlech weiderhi gekuckt, fir d'Prozesser kontinuéierlech ze verbesseren an och d'Informatiounen nach besser un d'Clienten ze bréngen.

Ech wëll heimat och de Mataarbechter an der Leetstell an dem Callcenter souwéi all de Buschaufferen an de Mataarbechter an den RGTR-Busbetriber e grousse Merci ausschwätze fir hir gutt Aarbecht an der Kris.

Question 4730 (23.07.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **fermetures de crèches :**

Laut eines Artikels auf essentiel.lu wurden den Kinderkrippen Butzestuff Gasperich, Belair und Babillou ihre Zulassung entzogen. Auf Nachfrage beim Bildungsministerium hin wurde bestätigt, dass seit 2017 elf Bildungs- und Betreuungseinrichtungen (SEA) in Luxemburg die Zulassung verloren haben, davon fünf seit Jahresbeginn.

In diesem Zusammenhang möchte Ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder, Jugend, Hochschule und Forschung stellen:

1. Herr Minister, um welche elf Strukturen handelt es sich genau, die seit 2017 ihre Zulassung verloren haben (private oder staatliche Strukturen)?

2. In welcher Region des Landes mussten die betroffenen Strukturen schließen?

3. Wie viele Kinder verloren durch die Schließung der elf Strukturen ihren Kitaplatz?

4. Welche genauen Kriterien erfüllten die Strukturen nicht (mehr)?

Réponse (18.08.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Bei den elf Bildungs- und Betreuungsstrukturen, welchen seit 2017 die Zulassung entzogen wurde, handelt es sich ausschließlich um privat verwaltete Strukturen.

ad 2. Die betroffenen Strukturen befanden sich hauptsächlich im Zentrum des Landes, jeweils eine im Süden und eine im Osten.

ad 3. Die Bildungs- und Betreuungsstrukturen werden von externen Betreibern geführt, welche die Einschreibungen und Anmeldungen verwalten.

Durch die Schließungen gingen um die 300 Betreuungsplätze verloren, wobei ein Betreuungsplatz von mehreren Kindern belegt werden kann. Hinzu kommt, dass in mehreren Fällen die erlaubte Kapazität nicht respektiert wurde und daher zusätzliche Kinder von den Schließungen betroffen waren. Insgesamt waren von den Schließungen mehr als 300 Kinder betroffen. In fünf Fällen wurde die Mehrzahl der Kinder durch den jeweiligen Betreiber in anderen Strukturen untergebracht.

ad 4. Der Entzug der Zulassungen ist auf unterschiedliche Gründe zurückzuführen. In allen Fällen wurden eine oder mehrere der Zulassungsbedingungen nicht erfüllt. Es handelte sich unter anderem um infrastrukturelle Probleme, welche hauptsächlich die Sicherheits- und/oder Hygienevorschriften betrafen. In anderen Fällen hatte die wiederholte Verletzung mehrerer Zulassungsbestimmungen wie zum Beispiel die Qualifikationen des Personals, die Überschreitung der zugelassenen Kapazität, der Personalmangel, die Nutzung von nicht zugelassenen Räumen oder die Betreuung nicht genehmigter Altersgruppen zum Entzug geführt. Eine Zulassung wurde auf Anfrage der Staatsanwaltschaft entzogen.

Question 4731 (23.07.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **avantages fiscaux lors de la location d'un bien immobilier :**

Les prix des logements ont continué à augmenter au Luxembourg en 2020, la cause principale étant un déséquilibre entre offre et demande sur le marché immobilier. Or, une partie de la demande n'est pas liée aux personnes cherchant un logement pour eux-mêmes, mais aux investisseurs, donc aux personnes physiques ou morales qui cherchent des biens immobiliers à des fins de placement d'argent.

Plusieurs facteurs encouragent l'investissement dans l'immobilier, dont notamment le niveau très bas des taux d'intérêt depuis plusieurs années et le fait que l'immobilier est considéré comme un investissement sûr avec un rendement assuré. À cela s'ajoutent des avantages fiscaux qui rendent l'investissement dans l'immobilier particulièrement intéressant. Il s'agit notamment de déductions fiscales sur les revenus locatifs, comme l'amortissement pour usure et en particulier l'amortissement accéléré, la déduction des intérêts payés en lien avec le crédit immobilier ou encore la déduction des frais d'entretien et de réparation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau détaillé renseignant le déchet fiscal de chaque déduction fiscale existante (amortissement pour usure, déduction des dépenses d'entretien, des intérêts de dettes, des taxes et impôts communaux, etc.) applicable aux revenus provenant de la location d'un bien ?

2) Sachant qu'une partie de la demande de logements au Luxembourg est liée aux investisseurs, Monsieur le Ministre peut-il aussi fournir des informations sur l'effet des différents avantages fiscaux en relation avec la location d'un bien immobilier sur la demande de logements par des investisseurs et par extension sur l'évolution des prix de l'immobilier ?

Le régime de l'amortissement pour usure permet d'amortir le prix d'acquisition ou le prix de revient d'un bien immobilier hors terrain à un taux allant de 2 % à 4 % en fonction de l'âge de l'immeuble. Notons dans ce contexte que le prix du terrain ne doit expressément pas être amorti puisqu'un terrain n'est pas sujet à dépréciation dans le temps.

Or, assez souvent, lors de l'achat d'un bien immobilier, l'acte notarié ne spécifie ni la valeur du terrain ni celle de l'immeuble, mais seulement le prix global. Dans ces situations, la circulaire L.I.R. n° 106/2 du 7 février 2000 stipule que « sauf situation spéciale (situation n° 4731 géographique particulière, petit immeuble érigé sur un grand terrain, etc.), il est permis d'évaluer la quote-part du terrain à 20 % du prix d'acquisition global ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

3) Tenant en compte l'augmentation des prix des terrains au cours des dernières années, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'évaluation forfaitaire de la quote-part du terrain à 20 % du prix d'acquisition global n'est plus en phase avec la situation actuelle sur le marché immobilier ? La réglementation actuellement en vigueur ne permet-elle pas à des propriétaires d'amortir de facto une partie de la valeur du terrain, ce qui constituerait le cas échéant un avantage fiscal qui n'est pas prévu par la législation ? Monsieur le Ministre peut-il établir une estimation du déchet fiscal engendré par cette disposition ?

4) Comment et endéans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il adapter l'évaluation forfaitaire de la quote-part du terrain à 20 % du prix d'acquisition global ?

Depuis la réforme entrée en vigueur au début de cette année, l'amortissement accéléré de 4 % s'applique aux constructions dont l'achèvement remonte à moins de cinq ans, contrairement à six ans en vigueur avant la réforme. En même temps, le taux de l'amortissement accéléré a été abaissé de 6 % à 4 %. En revanche, un abattement immobilier spécial allant jusqu'à 10.000 euros a été introduit pour les constructions dont l'achèvement remonte à moins de cinq ans et qui sont affectées au logement locatif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes :

5) Monsieur le Ministre peut-il déjà fournir une estimation quant à l'impact budgétaire de la réforme précitée de l'amortissement accéléré et de l'introduction de l'abattement immobilier spécial ? Quel est le déchet fiscal approximatif de l'amortissement accéléré et de l'abattement immobilier spécial ?

6) Quel est selon Monsieur le Ministre l'effet de l'amortissement accéléré et de l'abattement immobilier spécial sur la demande de logements neufs par des investisseurs et par extension sur l'évolution des prix sur le marché immobilier ?

Finalement, notons encore que la circulaire L.I.R. n° 105/8 du 31 octobre 2017 permet la déduction des frais d'obtention lors de la location d'un bien immobilier même si les revenus issus de cette location font défaut pendant moins de deux ans. Ainsi, le revenu net provenant de la location d'un bien peut le cas échéant être négatif et donc réduire la charge fiscale du contribuable.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes :

7) Dans le cas où un contribuable a pu profiter d'une déduction des frais d'obtention en lien avec un logement destiné à la location, mais qu'au bout de deux ans ce bien n'est toujours pas mis en location, est-ce que l'Administration des contributions directes réclame le montant de l'avantage fiscal perçu à tort par le contribuable en question ? Dans l'affirmative, combien de tels cas l'administration traite-t-elle en moyenne par année ? Dans la négative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'AED devrait réclamer le montant de l'avantage fiscal perçu à tort ?

8) Tenant en compte la problématique des logements inoccupés au Luxembourg, Monsieur le Ministre envisage-t-il adapter la disposition selon laquelle il est possible de déduire les frais d'obtention même si les revenus issus de la location font défaut pendant moins de deux ans, par exemple en raccourcissant ce délai d'un an ou en abolissant tout simplement cette disposition qui risque de favoriser le phénomène des logements vides ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De prime abord, il y a lieu de préciser qu'une déduction fiscale n'est pas nécessairement à assimiler à un « avantage fiscal ». En effet la loi de l'impôt sur le revenu (L.I.R.) repose sur le principe que seul un revenu net est imposé, c'est-à-dire que les dépenses en relation économique avec la réalisation d'un revenu sont déduites de la base imposable, étant donné que seul le revenu net est à disposition du contribuable, et ne peut, pour cette raison, être soumis à l'impôt sur le revenu.

Ensuite, comme déjà mentionné par l'honorable Député dans sa question parlementaire, les raisons de l'augmentation du prix de l'immobilier sont multiples. Dans ce contexte, il est difficile d'isoler les éventuels facteurs de nature fiscale d'autres facteurs déclencheurs, tel que par exemple l'évolution des taux d'intérêts, et de calculer les effets de ceux-ci sur l'évolution des prix immobiliers au Luxembourg.

Par rapport à l'évaluation forfaitaire de la quote-part du prix d'acquisition relative au terrain prévue dans la circulaire L.I.R. n° 106/2 du février 2000, il y a lieu de noter que celle-ci ne peut s'appliquer que dans les cas où l'immeuble a été acquis dans un état déjà construit, et qu'un prix global a été payé pour l'ensemble du bien immobilier, de sorte que le prix d'acquisition du terrain n'est pas connu. Pour les cas précis où une estimation du prix d'acquisition du terrain s'avère nécessaire, le fonctionnaire procédant à l'estimation est tenu de respecter les dispositions du paragraphe 217 de la loi générale des impôts. En l'occurrence, toutes les circonstances importantes permettant d'influer le montant à estimer sont à prendre en compte lors de cette estimation. C'est dans un souci d'équité et de simplification que la circulaire mentionnée prévoit la possibilité, et non pas l'obligation, de recourir à une telle évaluation forfaitaire du prix du terrain.

En ce qui concerne le déchet fiscal des frais d'obtention des revenus immobiliers, il y a lieu de noter que ces données ne sont pas saisies automatiquement et ne sont donc pas disponibles à des fins de statistiques. Étant donné que les nouveaux dispositifs de l'amortissement accéléré réduit et de l'abattement immobilier spécial ne sont entrés en application qu'à partir de l'année d'imposition 2021, les données y relatives ne sont pas encore disponibles.

Dernièrement, il y a lieu de remarquer que le revenu net provenant de la location est légalement défini comme l'excédent des recettes sur les frais d'obtention. D'après une jurisprudence bien établie et plus que cinquantenaire, les dépenses répondant à la définition de frais d'obtention sont fiscalement déductibles, même en l'absence de recettes, lorsqu'il existe un lien de cause à effet entre les dépenses effectuées et les recettes à naître. Il appartient donc au bureau d'imposition d'établir dans chaque cas si ce lien de cause existe ou non, et ce, en raison de l'annualité de l'impôt, année par année. Lorsqu'il ressort de l'examen de la situation de fait que le propriétaire n'a nullement l'intention de donner l'immeuble en location, les dépenses ne sont pas déductibles et ce dès la première année au cours de laquelle les loyers commencent à faire défaut. En raison du décalage entre l'année d'imposition au cours de laquelle les dépenses sont effectuées et l'année au cours de laquelle l'examen de la déclaration relative à ladite année d'imposition se fait, et sachant que le bureau d'imposition a la possibilité de recourir à une imposition provisoire conformément au paragraphe 100 de la loi générale des impôts, le délai de deux ans semble justifié d'un point de vue de la simplification administrative.

Question 4732 (23.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **Cell Broadcast :**

No de massiven Iwwerschwemmungen an der leschter Woch huet d'Inneministesch ugekënnegt, dass d'Warn-App GouvAlert wärend den Onwiederen un hir Grenze gestouss ass. Wéi d'Ministesch op lessentiel.lu (21. Juli 2021) zitéiert gëtt, wäert d'App eleng net duergoen an et wëll een de Wee goen, an Zukunft d'Handysbenotzer iwwert SMS ze warnen. Kommunikatiounsexperten an Däitschland rode schonn zënter den Nonzegerjoren, fir Warnunge per Cell Broadcast un d'Leit ze schécken. Een Artikel op tagesschau.de vum 20. Juli 2021 erkläert de Cell Broadcast a kuerze Wierder esou:

„„Das ist wie ein Streuschuss an alle Geräte im Empfangsbereich eines Mobilfunkmastes.' Auf diese Weise können Menschen in einer bestimmten Region zielgenau mit Warnhinweisen versorgt werden. “

Firwat de Cell Broadcast eng nëtzlech an effektiv Informatiounsmethod an Alternativ zu de Warn-Apps ass, kritt een och am Artikel „Notfallwarnung im Mobilfunknetz + Cell Broadcast“ ganz gutt erkläert:

„Fakt ist, dass alle digitalen Mobilfunkstandards seit GSM/2G, d. h. seit 1991, die Möglichkeit mitbringen, effizient, schnell und datensparsam alle Nutzer (einer bestimmten geografischen Region) mit sogenannten broadcast Nachrichten zu informieren. Diese Technik, in GSM/2G genannt Cell Broacast (oder auch _SMSCB_), unterscheidet sich grundlegend von allen anderen Kommunikationsformen im Mobilfunknetz, wie Anrufe und herkömmliche SMS (offiziell SMS-PP). Anrufe, SMS und auch mobile Paketdaten (Internet) werden immer für jeden Teilnehmer individuell auf ihm zugewiesenen Funkressourcen übermittelt. Diese Ressourcen sind beschränkt. Es können in keinem Mobilfunknetz der Welt alle Teilnehmer gleichzeitig telefonieren oder gleichzeitig SMS empfangen.

Stattdessen benutzt Cell Broadcast - wie der Name bereits unmissverständlich klar macht - einen broadcast, d. h. Rundsendemechanismus. Eine Nachricht wird einmal gesendet, benötigt also nur eine geteilte Ressource auf der Luftschnittstelle, und wird dann von allen Geräten im Empfangsbereich zeitgleich empfangen und dekodiert. Das ist wie UKW-Radio oder klassisches terrestrisches Fernsehen.“

(Quell: https://laforge.gnumonks.org/blog/202107-19-smscb/)

Wann et ëm den Dateschutz geet, ass de Cell Broadcast de Warn-Apps souguer virzezéien:

„Da die Warnnachrichten pauschal an alle in einer Funkzelle eingewählten Geräte geschickt werden, müssten diese dafür ‚weder adressiert oder anhand ihrer Telefonnummer identifiziert werden', heißt es von der Telekom. Datenschutzbedenken könnten somit ausgeräumt werden. Auch aus Sicht von IT-Sicherheitsexperte Atug fallen keine personenbezogenen Daten an: ‚Es ist die datenärmste und damit empfehlenswerteste Umsetzung einer Warnmeldung.'“ (tagesschau.de, 20. Juli 2021)

Dëst natierlech ënnert der Bedéngung, dass den Zougrëff op Cell Broadcast géint béiswëlleg Ugrëffer geschützt gëtt, wat awer mat der entspriechender Authentifizéierung technesch méiglech ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung de Cell Broadcast an noer Zukunft implementéieren? Falls nee, firwat net?

2. Firwat gouf de Cell Broadcast bis elo nach net hei am Land implementéiert?

3. Wéi laang schätzt d'Regierung, dass d'Mise en place vun esou engem System géif daueren?

4. Wat wär den eventuelle Käschtepunkt? Wéi vergläiche sech d'Käschte vun esou engem System mat de Käschte vu GouvAlert?

5. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass de Cell Broadcast an Apps wéi GouvAlert sech ergänze kënnen?

Réponse commune (23.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation :*

Am Hierscht 2020 ass en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat ginn, deen opgrond vun enger Decisioun vun der Regierung domat beoptraagt gouf, de System vun der GouvAlert ze reforméieren. Heibäi geet et souwuel ëm d'App en tant que telle, ëm d'Notzer vun der App, wéi och ëm digital Alternativen, déi dozou sollen déngen, d'Bevëlkerung an Noutfäll a Krisesituatiounen ze alertéieren a si iwwert d'Situatioun an d'Bild ze setzen.

Opgrond vun de Konklusioune vun deem Aarbechtsgrupp gouf zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) en éischte konkreete Projet ausgeschafft, dee bis Mëtt 2022 zu enger Reform vum gesamte System vun den Alertë soll féieren. Fir de Moment ass et nach ze fréi, fir de Käschtepunkt vum Projet ze chiffréieren.

D'Aféiere vun der GouvAlert-App war zu Lëtzebuerg en éischte Schrëtt, deen dem HCPN an dem CGDIS erméiglecht huet, Warnungen direkt iwwert den digitale Wee un d'Biergerinnen an d'Bierger ze schécken.

Zwee wichteg Punkte sinn ervirzehiewen: D'Alerte vun der Populatioun muss éischtens iwwer méi Kanäl gemaach ginn, sou wéi dat och haut schonn de Fall ass. Dëst sinn ënnerschiddlech Internetsitten an Appen, d'Medien (Radio, Tëlee) souwéi d'sozial Medien. Zweetens geschitt d'Alerte duerch staatlech Produite wéi d'GouvAlert-App, awer och duerch SMS-Systemer oder de Cell Broadcast. Dës Systemer erlaben et, all Handynotzer (och auslännesch Handyen) an engem definéierte Gebitt duerch Push-Notificatiounen oder SMS ze erreechen. De Cell Broadcast huet de grousse Virdeel, datt d'Biergerinnen an d'Bierger näischt mussen eroflueden an d'Couverture vill méi grouss ass wéi bei enger App. An déi Richtung soll och de Warnsystem zu Lëtzebuerg evoluéieren, mam Fokus op eng Multikanalwarnung, a konform zu den Dispositioune vun der Direktiv 2018/1972 vum 11. Dezember 2018 établissant le code des communications électroniques européen sinn.

Question 4733 (23.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **installations sanitaires dans les maisons de retraite et de soins :**

A verschiddenen Alters- a Fleegeheemer ass et nach Usus, dass d'Bewunner sech d'Buedzëmmer an/oder d'Toilette deele mussen. Op servior.lu zum Beispill liest ee bei den Zëmmerbeschreiwunge Follgendes:

„Alle Einzelzimmer sind mit einem Bett und einem Nachttisch ausgestattet und verfügen über eine eigene Toilette und einem Waschbecken. Noch nicht alle Zimmer ein privates Duschzimmer."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun de Bewunner an de lëtzebuergesche Fleegeheemer hu keng eegen Dusch, déi ausschliisslech fir hire Privatgebrauch reservéiert ass?
A wéi enge Fleegeheemer ass dëst de Fall?

2. Wéi vill vun de Bewunner an de lëtzebuergesche Fleegeheemer hu keng eegen Toilette, déi ausschliisslech fir hire Privatgebrauch reservéiert ass?
A wéi enge Fleegeheemer ass dëst de Fall?

3. Wéi vill vun de Bewunner an de lëtzebuergesche Fleegeheemer hu keen eegent Buedzëmmer mat Toilette, Lavabo an Dusch, dat ausschliisslech fir hire Privatgebrauch reservéiert ass?
A wéi enge Fleegeheemer ass dëst de Fall?

Question 4738 (26.07.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **installations sanitaires dans les maisons de retraite et de soins :**

En Artikel am „Luxemburger Wort" vum 13. Juli („Eine Bestandsaufnahme") huet rezent fir vill Opreegung gesuergt. Et geet drëms, datt et am Altersheem zu Nidderkuer 60 Zëmmer ginn, déi net iwwert eng eegen Toilette verfügen. Eeler Leit, dacks och mat ageschränkter Mobilitéit, sinn also gezwongen, op eng Gemeinschaftstoiletten ze goen, an dat och nuets.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Wéi vill Altersheemer gëtt et zu Lëtzebuerg, wou d'Bewunner net iwwert eng eegen Toilette verfügen - souwuel staatlech/kommunal Altersheemer ewéi och privat gefouert Altersheemer?

2. Gëtt et eng Direktiv, respektiv, e Reglement, wat hygieenesch Mindeststandarde fir Altersheemer virgesäit? Wa jo, wéi gesinn dës hygieenesch Mindeststandarde konkreet aus, och am Hibléck op den Zougank vun de Bewunner op d'Toiletten?

3. Ass séchergestallt, datt sech an alle Fäll och un déi Reegele gehale gëtt? Wéi gëtt dëst iwwerpréift?

4. Ass d'Regierung gewëllt, an den Altersheemer iwwerall do, wou d'Bewunner keng eegen Toilette hunn, op sanitärem Plang esou nozerëschten, datt all Bewunner Zougank op eng eegen Toilette huet, respektiv d'Unzuel vun den Toilettë substanziell ze erhéijen, fir esou den eelere Leit, déi mat Dignitéit behandelt musse ginn, entgéintzekommen?

Réponse (16.08.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Sujet vun dësen zwou parlamentaresche Froen ass identesch. Ech erlabe mir eng gemeinsam a koordinéiert Äntwert op dës Froen ze ginn.

ad 1. Déi sanitär Ariichtungen an de Logementer vun Alters- a Fleegeheemer

Betreffend d'Unzuel un Alters- a Fleegeheemer an d'Unzuel u Logementer, déi keng eegen Toilette, keng eegen Dusch oder keen eegent Buedzëmmer mat Toilette, Lavabo an Dusch fir de Privatgebrauch zur Verfügung hunn, kann ech Iech follgend Donnéeë matdeelen:

Vun den 52 Alters- a Fleegeheemer, déi am Ganze 5.935 Logementer a 6.422 Better ubidden, dovu 475 Duebelzëmmer an zwou Oasen (chambres à lits multiples) (cf. rapport d'activité 2020 vum Familljeministère[8]), ass d'Situatioun follgend:

- 495 Logementer an 10 verschiddenen Alters- a Fleegeheemer hu keen direkten Accès an e Buedzëmmer mat Toilette, Lavabo an Dusch.

Dovun hunn:

• 271 Logementer a 7 verschiddenen Alters- a Fleegeheemer keng eegen Toilette;

• 495 Logementer an 10 verschiddenen Alters- a Fleegeheemer keng eegen Dusch.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et ass ze bemierken, datt 779 weider Logementer een direkten Accès op e Buedzëmmer hunn, dat 2 Persoune sech deelen. Dëst sinn entweeder Duebelzëmmer mat zwee Better[9] oder Eenzelzëmmer mat engem Buedzëmmer de type „communicant". An deenen 2 Logementer de type „Oasis" deele sech 5 bis 9 Bewunner e Buedzëmmer.

Am Kader vum Projet de loi N° 7524 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ass geplangt, datt um Regëster vun de Servicer fir eeler Leit déi sanitär Ariichtunge pro Typ vu Logement fir all Alters- a Fleegeheem affichéiert solle ginn.

ad 2. Dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 8. Dezember 1999 (règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées[10]) gesäit a sengem Kapitel 5 verschidden Dispositioune betreffend d'Infrastrukture vun Alters- a Fleegeheemer („centres intégrés pour personnes âgées" a „maisons de soins") vir. Laut dem Artikel 28 vun dësem Reglement dierfen all Logementer mat maximal zwou Persoune beluecht sinn.[11]

Déi Logementer vun den Alters- a Fleegeheemer, déi no dem 1. Januar 2010 gebaut gi sinn, musse laut dësem Artikel mat engem Buedzëmmer vun op d'mannst 5 m², enger Dusch, déi plain-pied accessibel ass, enger Toilette an engem Lavabo ausgestatt sinn.

Déi Logementer, déi virun der Aféierung vun dësem Reglement gebaut gi sinn, mussen op d'mannst e Lavabo mat waarmem a kalem Waasser hunn. Dës Dispositioun gëtt duerch den Artikel 29, deen Dispositioune fir déi gemeinschaftlech Sanitäre virgesäit, komplettéiert. Den Alinea 1 Tiret 3 Punkt a), deen all déi Infrastrukturen, wou d'Logementer net mat enger individueller Toilette, Bidden an Dusch equipéiert sinn, betrëfft, gesäit vir, dass dës Infrastrukturen zwou gemeinschaftlech Toilette pro zéng Bewunner an e Buedzëmmer mat enger Bidden oder enger „plain-pied" accessibeler Dusch, engem Lavabo an enger Toilette pro 20 Bewunner brauchen.[12]

ad 3. D'ASFT-Gesetz vum 8. September 1998 definéiert a sengem Kapitel 1, dass en Agrement obligatoresch ass fir d'Aktivitéite vun Alters- a Fleegeheemer.[13]

Am Kader vun dësem Agrement ginn ënner anerem déi verschidden Dispositiounen, déi d'Infrastruktur garantéiere muss, vun Agente vum Familljeministère kontrolléiert. Dës Dispositioune sinn definéiert am Kapitel 5 vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 8 Dezember 1999.

Am Artikel 3 ass d'Prozedur vun enger „demande d'accord de principe" vum Gestionnaire fir d'Realisatioun vun engem Projet definéiert. An dëser Prozedur ginn d'Pläng no den Dispositioune vum Kapitel 5 kontrolléiert an de Gestionnaire kritt eng schréftlech Äntwert zu der Konformitéit vun de Pläng.

ad 4. All Logement vun engem Alters- a Fleegeheem, dat no dem 1. Januar 2010 gebaut ginn ass, muss laut dem Artikel 28 vum Reglement mat engem Buedzëmmer vun op d'mannst 5 m², enger Dusch, déi plain-pied accessibel ass, enger Toilette an engem Lavabo ausgestatt sinn.

Bei den Alters- a Fleegeheemer, déi virun der Aféierung vum Reglement gebaut gi sinn, ass dëst net ëmmer de Fall; laut dem Artikel 28 mussen d'Logementer mat engem Lavabo mat waarmem a kalem Waasser equipéiert sinn.

Fir all déi Haiser mat individuelle Buedzëmmeren ze amenagéieren ass an deene meeschte Fäll technesch net méiglech. D'Pläng lafen, fir dës Haiser kuerz- a mëttelfristeg duerch nei Konstruktiounen ze ersetzen, déi de Standarde vun haut entspriechen.

Wat d'Alters- a Fleegeheemer vu Servior ugeet, do wäert d'Maison de soins „Thillebierg" 2022 duerch e neit Gebai, och zu Déifferdeng, ersat ginn, de CIPA „um Lauterbann" gëtt 2023 duerch e neit Gebai zu Bascharage ersat an de CIPA „Roude Fiels" gëtt 2025 duerch e neit Gebai um selwechte Site zu Rëmeleng ersat. Dobäi ass et virgesinn, datt d'Bewunner vum CIPA „Roude Fiels" vu Rëmeleng schonn d'nächst Joer kënne plënneren an déi nei Maison de soins vun Déifferdeng.

D'Maison de soins „Sanatorium" zu Veianen, d'Maison de soins „am Schléeschen » zu Iechternach an de CIPA „Am Park" zu Boufer si Gebaier, déi de Staat Servior affektéiert huet; dës Gebaier ginn an de nächste Jore renovéiert, fir op de neiste Stand vum Equipement bruecht ze ginn; d'Regierung huet de Finanzement fir dës Aarbechten arrêtéiert an am Budget virgesinn.

Des Weidere ginn et Projete fir d'Maison de soins „Les Parcs du Troisième Âge" zu Bartreng, d'Maison de soins „Hôpital intercommunal Steinfort" zu Stengefort ewéi den alen Deel vun der Maison de soins „Seniorie St Joseph" vun Zitha Senior zu Péiteng duerch nei Gebaier ze ersetzen. Fir dës Projeten hunn d'Gestionnairen en „accord de principe" fir eng finanziell Participatioun vum Familljeministère kritt.

Question 4734 (23.07.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Gilles Roth** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant les **objectifs climatiques sectoriels :**

De leschte Freideg gouf am Regierungsrot e Projet de règlement grand-ducal ugeholl, deen déi sektoriell Objektiver festhält, fir eis Klimaziler ze erreechen. Bei der Presentatioun sot d'Ministesch an engem Interview mat RTL Tëlee (22.07.2021) Follgendes: „Wann et ëm Klimaschutz geet, geet et ëm d'Ëmsetzung vu konkreete Mesuren. A wa mer an engem Beräich gesinn, dass et net duergeet, ma da musse mer méi Mesurë maachen an net einfach bestrofen…"

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat sinn déi konkreet Mesuren, op déi d'Ministesch sech referenzéiert? Wuel wëssend, dass am PNEC d'Mesurë grob skizzéiert sinn, kéint d'Ministesch déi eenzel Mesurë pro Secteur detailléiert oplëschten?

- Kann d'Ministesch d'Aspuerpotenzial fir all Mesurë pro Secteur oplëschten?

- Wéi eng weider Mesurë si pro Secteur geplangt, wa mat dësen d'Ziler net erreecht ginn?

- Op wéi enger Basis (zum Beispill mat wéi engen Donnéeën) goufen déi sektoriell Ziler u CO_2-Emissioune pro Joer berechent?

- Op wéi enger Basis gouf entscheet, wéi eng Kontributioun all Secteur muss leeschten, bzw. wéi ass déi ënnerschiddlech Gewiichtung pro Secteur zestane komm?

Réponse (08.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

De Projet vum groussherzogleche Reglement, deen déi sektoriell Klimaziler fir d'Joren 2021 bis 2030 festhält, gesäit vir, datt Joer fir Joer ee Bilan gezu gëtt, fir genee festzestellen, wéi d'Emissiounen an deenen eenzele Secteuren evoluéiert hunn. Den interministerielle Comité („Comité interministériel pour l'action climat"), deen d'Regierung duerch eng Decisioun vum 14. August 2020 instauréiert huet, wäert dëse Bilan analyséieren a bei Bedarf innerhalb vun dräi Méint zousätzlech Moossname proposéieren, fir esou sécherzestellen, dass déi sektoriell Ziler erreecht ginn. Déi zwee nei Gremien, déi duerch d'Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 geschafe goufen, déi breet opgestallte „plateforme pour l'action climat et la transition énergétique" an de wëssenschaftlechen „Observatoire de la politique climatique", kënnen och zousätzlech oder verstäerkte Moossname proposéieren.

Déi sektoriell Emissiounsallokatioune goufen unhand vun den am Klimagesetz definéierte Krittäre festgeluecht. Se baséieren op den am Kader vum integréierten Energie- a Klimaplang (PNEC) identifizéierte Reduktiounspotenzialer, souwéi se am Tableau 20 vum PNEC resuméiert sinn. Fir d'Erstelle vun de sektorielle Klimaziler goufen dës Reduktiounspotenzialer konform zum EU-Reglement 2018/1999 punktuell aktualiséiert, an unhand vun den Treibhauspotenzialwäerter aus dem 5. Sachstandsbericht vum Weltklimarot ëmgerechent, souwéi d'Reglement (EU) 2020/2126 vun der Kommissioun et virgesäit.

Question 4736 (26.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**affaire Pegasus - NSO Group :**

Suite aux révélations des organisations Forbidden Stories et Amnesty international en lien avec le logiciel Pegasus, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a adressé le 21 juillet un courrier à neuf sociétés luxembourgeoises affiliées au NSO Group leur rappelant les obligations en matière de contrôle des exportations. Dans un communiqué diffusé le même jour, le Ministère des Affaires étrangères a aussi déclaré que: « Aucune demande des entités liées au groupe NSO au Luxembourg pour une licence d'exportation de produits de cybersurveillance n'a été reçue à ce jour. »

Cependant, en consultant les rapports annuels du Registre de commerce et des sociétés, on constate qu'au moins une des sociétés liées déclare tirer des revenus de la commercialisation de produits informatiques. En effet, le rapport 2019 d'une des sociétés, déposé le 19 novembre 2020 au LBR, indique notamment que : « The Company's purpose shall also be selling and reselling computer software and related physical equipment together with associated consulting, training and the provision of support and other services" et plus loin "The Company derives and reports its revenue in two categories: (a) product revenue, including sale of hardware products (which include software that works together with the hardware to deliver the product's essential functionality) and licensing of software products [...]. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Quelles démarches, mis à part l'envoi de la lettre susmentionnée, Monsieur le Ministre a-t-il entreprises pour s'assurer que les dispositions de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations n'ont pas été violées par lesdites entreprises ?

---

8 https://mfamigr.gouvernement.lu/de/publications

9 Wann e Logement vun enger Koppel beluecht ass, ass d'Buedzëmmer privatif.

10 Règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées : http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/1999/12/08/n1/jo

Règlement grand-ducal du 10 décembre 2009 modifiant le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées : http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2009/12/10/n2/jo

11 Art. 28 Logements (rgd modifié du 8 décembre 1999) : « Les logements construits ou aménagés avant l'entrée en vigueur du présent règlement doivent répondre aux critères suivants : […]

- occupation maximale de deux usagers par logement

- équipement d'au moins un lavabo à eau chaude et froide par logement.

« La construction, l'aménagement substantiel, la transformation ou la location de bâtiments hébergeant un service exerçant les activités énumérées à l'alinéa 1er, entamés ou effectués après le 1er janvier 2010, ainsi que le changement d'affectation de locaux entraînent pour le gestionnaire l'obligation de respecter les critères suivants au niveau du logement des usagers :

- équipement d'une salle d'eau qui communique avec le logement d'une surface supplémentaire d'au moins 5 m² avec douche accessible de plein-pied, WC et lavabo […] - occupation maximale de deux usagers par logement […] »

12 Art. 29 Installations sanitaires communes (rgd modifié du 8 décembre 1999) :

[…] a) au cas où les logements des usagers ne sont pas équipés de WC, de baignoire ou de douche : deux WC avec lavabo par dix usagers ; une salle de bain équipée d'une baignoire ou d'une douche accessible de plain-pied, d'un lavabo et d'un WC par 20 usagers ; une salle de bain équipée d'une baignoire à hauteur variable ou d'un dispositif poursuivant le même objectif, d'un lavabo et d'un WC par 50 usagers nécessitant des prestations hebdomadaires d'assistance, d'aide et de soins d'au moins 3,5 heures ; […]

13 Art. 1er (loi modifiée du 8 septembre 1998) :

Nul ne peut, à titre principal ou accessoire et contre rémunération, entreprendre ou exercer d'une manière non-occasionnelle l'une des activités ci-après énumérées, dans le domaine social, socio-éducatif, médico-social ou thérapeutique s'il n'est en possession d'un agrément écrit, suivant leurs compétences respectives, soit du Ministre de la Famille, soit du Ministre de la Promotion féminine, soit du Ministre de la Jeunesse, soit du Ministre de la Santé. Sont soumises à un agrément, pour autant qu'elles ne font pas l'objet d'une autre disposition légale, les activités suivantes en faveur de toutes les catégories de personnes :

- l'accueil et l'hébergement de jour et/ou de nuit de plus de trois personnes simultanément ;

- l'offre de services de consultation, d'aide, de prestation de soins, d'assistance, de guidance, de formation sociale, d'animation ou d'orientation professionnelle. […]

Est-ce que les possibilités offertes par ladite loi en matière de surveillance, de recherche et de constatation des infractions, respectivement par d'autres dispositifs législatifs, ont été pleinement épuisées ?

2) Est-ce qu'une infraction à ladite loi ou à d'autres lois a pu être constatée ? Dans l'affirmative, quelles suites sont envisagées ?

3) Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de cette affaire en relation avec la mise en œuvre au Luxembourg des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?

Réponse commune (03.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Dans le cas présent d'entités n'ayant pas effectué de demande d'exportation, tous les instruments juridiques pertinents ont été utilisés.

ad 2) Au moment où cette réponse est transmise, aucune infraction à la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations n'a été constatée.

ad 3) En date du 11 décembre 2019, le Gouvernement a adopté la deuxième édition du Plan d'action national « Entreprises et droits de l'homme » (PAN 2). Ce document a été élaboré par consensus entre toutes les parties prenantes représentées au groupe de travail « Entreprises et droits de l'homme » et comprend une vingtaine d'actions concrètes pour mettre en œuvre les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Parmi ces 20 actions figure le Pacte national « Entreprises et droits de l'homme ».

L'adoption et la mise en œuvre du Pacte national sur le respect des droits de l'homme dans les activités des entreprises permet de formaliser le partenariat et l'engagement conjoint entre l'État et les entreprises d'être à la hauteur des obligations qui leur incombent en vertu des principes directeurs des Nations Unies.

Cet engagement volontaire s'adresse aux dirigeants d'entreprise souhaitant mettre en œuvre les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. C'est un premier élément important, dans le contexte luxembourgeois, pour la mise en œuvre concrète d'un devoir de diligence raisonnable dans les entreprises. Au-delà, le Conseil de Gouvernement, en ligne avec l'accord de coalition 2018-2023 qui prévoit l'étude de la possibilité de légiférer en la matière, a chargé, en date du 23 avril 2021, un comité interministériel, sous la coordination du Ministère des Affaires étrangères et européennes, d'examiner les questions prioritaires soulevées dans le rapport d'étude de la Dr. Basak Baglayan, experte de l'Université du Luxembourg, en vue de définir les grandes orientations soit d'une future législation nationale, soit de la position du Luxembourg pour la négociation d'une future directive européenne en la matière, et de tenir le Conseil de Gouvernement informé de l'état d'avancement de ses travaux.

Question 4737 (26.07.2021) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **infections à la Covid-19 de personnes vaccinées :**

An engem RTL-Artikel steet haut ze liesen, dass sech an Däitschland vu 36 Millioune Leit, déi komplett geimpft waren, just 0,015 % mam Coronavirus infizéiert hätten.

Och wann een zu Lëtzebuerg an de wéchentleche Rapporte vum Santésministère Informatioune fënnt, iwwert d'Unzuel vun Infizéierten, vu Leit an de Klinicken an op der Intensivstatioun, vu verstuerwene Leit, sou gëtt kee Bezuch op den Impfzoustand vun de betraffene Persoune gemaach, i. e. ob déi betraffe Persoune scho geimpft waren oder net.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Wier et méiglech, Informatiounen iwwert den Impfzoustand vun uewegenannte Persoune réckwierkend iwwert déi lescht Wochen ze kréien (ugefaange mat der Woch vum 28. Juni 2021)?

- Kéint d'Madamm Ministesch dofir suergen, dass dës Informatiounen an déi nächst Wocherapporten direkt mat integréiert ginn?

Réponse (31.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Zënter dem 28. Juli publizéiert de Gesondheetsministère an sengem wéchentleche Rapport den Impfstatut (net geimpft oder kompletten Impfscheema) vun de Leit, déi positiv op de Covid-19 getest gi sinn, nodeems si komplett geimpft waren, an zënter dem 18. August och d'Donnéeë vun de Leit, déi wéinst Covid-19 hospitaliséiert sinn, trotz komplettem Impfscheema.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4739 (26.07.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant le **European Flood Awareness System (EFAS) :**

Selon des informations relayées par la presse nationale et internationale, le programme européen European Flood Awareness System (EFAS) aurait émis un premier avertissement pour annoncer l'imminence d'inondations pour les bassins versants du Rhin et de la Meuse dont fait partie le Luxembourg. Entre les 10 et 14 juillet, dates du début des inondations dans notre région, au moins 25 alertes de l'EFAS auraient ainsi été émises aux autorités dans les régions concernées potentiellement par des inondations. Ces alertes annonçaient des phénomènes météorologiques extrêmes avec des risques immédiats pour la vie et la santé de la population.

Même si le programme EFAS mis en place suite aux inondations intervenues en 2002 en Europe centrale a permis de repérer le danger de manière précoce et d'en alerter les autorités, des expert.e.s cité.e.s dans les médias ont constaté l'échec du système du fait que les autorités nationales et/ou régionales n'auraient pas averti les résident.e.s concerné.e.s ou pris des mesures de protection adéquates.

Ainsi, au Luxembourg, la phase d'alerte n'a été déclenchée que le 14 juillet à 17.00 heures à un moment où il était déjà trop tard pour éviter les pires dégâts. De plus, cette alerte n'aurait été transmise que tardivement à une partie de la population via l'application GouvAlert tandis que la majorité des résident.e.s ignoraient le risque qui s'annonçait. Le Gouvernement explique sa réserve d'avertissement par l'imprécision des modèles météorologiques qui n'auraient pas laissé prévoir avec certitude des phénomènes météorologiques extrêmes.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres de l'Environnement et de l'Intérieur :

1) Quelles instances au Luxembourg sont les destinatrices des alertes émises par l'EFAS ?

2) Ces instances ont-elles bien reçu les alertes émises à partir du 10 juillet 2021 annonçant des dangers potentiels d'inondations dus à des précipitations extrêmes ?

3) Combien d'alertes de l'EFAS les autorités luxembourgeoises ont-elles reçu entre le 10 et le 14 juillet ? À partir de quel moment l'EFAS annonçait-elle un danger extrême pour notre région ?

4) Y a-t-il déjà eu dans le passé des alertes pour cause de dangers extrêmes émises par l'EFAS et destinées aux autorités luxembourgeoises ? Dans l'affirmative, de quelles alertes s'agissait-il et de quelle manière ces alertes ont-elles été prises en compte par les autorités ?

5) Les services luxembourgeois étaient-ils en mesure d'analyser la multitude de modèles météorologiques à leur disposition et d'en tirer les bonnes conclusions sur les scénarios météorologiques envisageables pour les 14 et 15 juillet ?

6) Mesdames les Ministres sont-elles d'avis qu'il aurait fallu agir avec plus de précaution pour éviter un maximum de risques potentiellement graves dus aux inondations au lieu de spéculer sur base d'un modèle météorologique plus favorable selon lequel le Luxembourg aurait pu être épargné par des précipitations extrêmes ?

7) Comment Mesdames les Ministres expliquent-elles qu'une alerte aux usagers de l'application GouvAlert n'a été envoyée que vers 23.00 heures le 14 juillet ? Combien de personnes ont reçu cette alerte en tant qu'usagers de l'application en question ?

8) Était-il envisagé à un moment d'utiliser d'autres moyens pour avertir la population du danger imminent potentiel dû aux inondations tels que des annonces à la radio, des SMS multilingues aux résident.e.s, le déclenchement de sirènes ou des prises de contacts directs en concertation avec les autorités communales avec les populations les plus directement menacées par les inondations ?

9) Dans l'affirmative, pourquoi de telles mesures n'ont-elles pas été prises ?

Réponse commune (09.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) L'Administration de la gestion de l'eau (AGE), partenaire de l'EFAS depuis 2019, est le destinataire des alertes émises par l'EFAS, dans sa fonction d'autorité nationale compétente pour la prévision des crues. Dans ce cadre, l'AGE échange également ses données mesurées avec l'EFAS.

La liste des partenaires de l'EFAS peut être consultée sur le site Internet de l'EFAS.

ad 2) L'AGE, notamment son service de prévision des crues, a reçu des alertes spécifiques de l'EFAS pour les bassins versants du Rhin et de la Meuse au préalable des inondations, et ceci à partir du 10 juillet 2021.

Cependant, les alertes concernaient soit des tronçons de cours d'eau éloignés de Luxembourg et sans effet direct sur l'hydrologie des cours d'eau luxembourgeois (Rhin suisse, Rhin néerlandais, Meuse), soit des cours d'eau sans connexion à des cours d'eau luxembourgeois (Ourthe, Rour, Nahe). Comme les alertes sont diffusées à l'ensemble des pays situés dans les bassins versants des cours d'eau concernés par une alerte, l'AGE a également reçu ces alertes sans que le système fluvial luxembourgeois n'ait été concerné. La première alerte concernant la Moselle allemande en aval du Luxembourg n'a été communiquée qu'en date du 14 juillet 2021.

La seule alerte pour le territoire luxembourgeois a été émise par l'EFAS le 14 juillet à 11.30 heures pour la Sûre et indiquait un début des inondations le 14 juillet à 18.00 heures avec des valeurs maximales pour le 14 juillet à minuit. L'alerte de l'EFAS indiquait une probabilité de 50 % pour un dépassement d'une crue de période de retour de cinq ans et une probabilité de 35 % pour un dépassement d'une crue de période de retour de 20 ans. Ladite alerte était une alerte informelle et constituait l'unique alerte de l'EFAS pour le Luxembourg concernant l'évènement en question. Son caractère informel est dû à la grande incertitude associée à la prévision. En effet, l'EFAS distingue entre des alertes informelles et des alertes formelles. Les critères de classification peuvent être consultés sur le site de l'EFAS. Une alerte informelle ne réunit pas tous les critères pour être qualifiée d'alerte formelle et demeure plus incertaine par ce fait.

Indépendamment de l'alerte informelle de l'EFAS pour la Sûre, le Service de prévision des crues avait déjà déclenché la phase de vigilance de crue dès le mardi 13 juillet à 14.00 heures. Un message d'activation de cette phase a été publié sur le site Internet www.inondations.lu et a été envoyé par mail aux administrations concernées (CGDIS et HCPN) ainsi qu'aux organismes de presse et aux gestionnaires des barrages hydroélectriques. Beaucoup d'activités ayant lieu à proximité des cours d'eau en période estivale, le message d'alerte a explicitement mentionné de porter une attention particulière aux campings et chantiers longeant les cours d'eau afin d'y évacuer les installations mobiles. En raison des simulations hydrologiques plus précises avec le modèle hydrologique du service de prévision des crues, un message d'ouverture de la phase de préalerte de crue a été déclenché le 14 juillet à 12.00 heures avec l'indication du dépassement des cotes d'alerte en début de soirée. Ceci a été confirmé avec le déclenchement de la phase d'alerte le 14 juillet à 17.00 heures.

Il est important à préciser que les notifications de l'EFAS ont un degré de détail moins élevé que celles du modèle hydrologique utilisé pour les prévisions des crues au Luxembourg. Le modèle de l'EFAS se base sur une maille géographique de 5 x 5 km^2 alors que le modèle utilisé au Luxembourg dispose d'un maillage de 1 x 1 km^2. L'alerte de l'EFAS pour la Sûre n'indiquait que très tard une probabilité très faible de dépassement du seuil d'une crue plus rare et n'indiquait en aucun cas une crue centennale.

Les alertes de l'EFAS constituent des indications, des informations supplémentaires pour supporter les autorités nationales lors de situations de crues et sont par ce fait uniquement destinées aux autorités compétentes. Les alertes non publiques peuvent être consultées par le public 30 jours après les événements sur le site de l'EFAS.

ad 3) Entre le 10 et le 14 juillet 2021, l'AGE a reçu douze alertes de l'EFAS. De ces douze alertes, seulement une était adressée directement au Luxembourg, en l'occurrence celle datée du 14 juillet à 11.30 heures. Les autres alertes étaient adressées aux autorités néerlandaises, suisses, belges et allemandes. Des douze alertes reçues, six étaient informelles et six étaient formelles. L'alerte concernant la Sûre était informelle.

Contrairement aux alertes du Service de prévision des crues, les alertes de l'EFAS ne renseignent pas sur le danger potentiel des inondations.

ad 4) Dans le cadre de sa mission, le Service de prévision des crues de l'AGE surveille en permanence les niveaux d'eau des cours d'eau de surface et en publie des prévisions. Le Service de prévision des crues considère différentes alertes d'autres autorités nationales et internationales. En plus des produits et alertes officielles nationales de MeteoLux, le Service de prévision des crues reçoit les produits et alertes météorologiques du Deutscher Wetterdienst et de Météo France. Les alertes officielles des autorités en charge de la prévision des crues des pays voisins sont échangées depuis 1987 conformément à l'accord de coopération transfrontalière en matière d'annonce des crues dans le bassin versant de la Moselle. L'AGE, partenaire de l'EFAS et destinataire des alertes émises par ce système, prend en compte ces alertes et les met en relation avec l'ensemble des informations reçues et modélisations réalisées pour évaluer une situation qui se présente. L'EFAS souligne sur son site Internet que les notifications émises par leur système sont à considérer comme des indications dont le but est de donner des informations complémentaires aux autorités en charge des prévisions des crues.

Depuis 2019, l'AGE n'a reçu que peu d'alertes concernant le territoire luxembourgeois. L'EFAS distingue entre trois différents types de notifications :

- EFAS Flash Flood Notification : 3

- EFAS Informal Flood Notification : 1 (le 14 juillet 2021)

- EFAS Formal Flood Notification : 0

Il est important de noter que les notifications de l'EFAS ne constituent que des indications et sont soumises à de grandes incertitudes. À elles seules, ces notifications ne pourraient suffire pour présenter une base de décision. En aucun cas, les notifications de l'EFAS renseignent sur un danger potentiel.

ad 5) Les modèles de simulation de l'atmosphère peuvent présenter de grandes incertitudes et diverger considérablement l'un de l'autre, ceci aussi bien entre les différents produits que pour le même produit, d'un calcul publié à 6.00 heures du matin à celui publié à midi par exemple. L'importance des incertitudes des produits météorologiques dépend largement de la stabilité de la situation météorologique et se présente donc souvent lors de situations météorologiques potentiellement dangereuses.

L'analyse d'une multitude de modèles et produits météorologiques et hydrologiques constitue la base de l'évaluation du potentiel d'inondation réalisée par le Service de prévision des crues à chaque fois qu'une situation météorologique laisse présumer une situation de crue. Le Service de prévision des crues analyse l'ensemble de données météorologiques qu'elle reçoit et se concerte avec MeteoLux afin de pouvoir apprécier au mieux les situations qui se présentent. Il s'agit de décider du modèle météorologique le plus fiable à considérer pour simuler la réaction hydrologique de nos cours d'eau et définir le scénario de crue le plus probable ainsi que de décider de la nécessité de publier des informations ou non, déclencher une phase de vigilance/préalerte/alerte ou non.

L'analyse de la situation du Service de prévision des crues au préalable des inondations des 14 et 15 juillet 2021 a permis de prendre les mesures de précaution nécessaires avec l'activation de la phase de vigilance le 13 juillet à 14.00 heures et la publication du 1er bulletin de crue indiquant un risque de crue pour le 14 juillet et une attention spécifique aux activités saisonnières à proximité des cours d'eau. La phase de préalerte a été déclenchée le 14 juillet à 12.00 heures avec un bulletin de crue indiquant l'évolution rapide de la situation et une atteinte probable des cotes d'alerte lors des heures à venir. Le bulletin de crue publié lors du déclenchent de la phase d'alerte à 17.00 heures le 14 juillet 2021 confirme cette information avec un dépassement des cotes d'alerte annoncé pendant la soirée, voire la nuit du 14 au 15 juillet 2021.

ad 6) Il faut clarifier qu'il ne s'agit aucunement d'une spéculation, ni d'une préférence d'un modèle vis-à-vis d'un autre. Comme indiqué dans les réponses ci-dessus, toutes les décisions sont prises en considérant l'ensemble des informations disponibles. Il faut souligner que des alertes émises sur base de prévisions incertaines engendrent une multitude de fausses alertes avec un risque considérable que les alertes fondées soient sous-estimées par la population, voire tout simplement ignorées.

ad 7) - 9) Les alertes relatives respectivement aux inondations et aux fortes précipitations ont été transmises par les services concernés à la presse. Les différents médias ont repris ces alertes avec un degré de précision assez élevé. L'évolution de la situation des cours d'eau a pu être suivie en permanence sur le site www.inondations.lu depuis le déclenchement de la phase de vigilance.

Le 14 juillet à midi, environ 30 minutes après le déclenchement de l'alerte orange par le service de prévision des crues de l'AGE, le CGDIS a diffusé un message sur les réseaux sociaux en vue de sensibiliser la population sur le risque potentiel d'inondations qui contenait également des conseils de comportement officiels.

Vers 14.20 heures, un SMS a été envoyé aux bourgmestres les informant du risque d'inondations et de fortes pluies, notamment au long des rivières (camping, etc.). Les bourgmestres ont aussi été informés que les chefs des centres d'incendie et de secours locaux se tenaient à leur disposition. À partir de ce moment, les populations les plus directement menacées par les inondations ont pu être directement averties par les autorités locales et les centres d'incendie et de secours.

L'utilisation des sirènes est réservée à l'alerte nucléaire et n'est actuellement pas prévue dans les plans d'intervention d'urgence en cas d'inondations. Pour plus d'informations, nous tenons à faire

référence à la réponse à la question parlementaire n° 4698.

Par ailleurs, il y a lieu d'informer qu'un groupe de travail interministériel a été mis en place, chargé de réformer l'application GouvAlert, mais aussi de revoir l'alerte à la population, qui devra, à l'avenir, avoir lieu par le biais de plusieurs canaux d'information. Pour plus d'informations, nous tenons à faire référence à la réponse à la question parlementaire n° 4672.

Question 4740 (26.07.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **aides pour les agriculteurs victimes d'inondations :**

Vill Bauere goufen an der leschter Woch duerch d'Héichwaasser iwwerrascht, wouduerch et zu diverse Schied komm ass. De Landwirtschaftsminister hat awer schnell op d'Iwwerschwemmunge reagéiert, wat och vu ville Bauere begréisst ginn ass. Bis ewell ass awer nach näischt iwwert déi konkreet Montante bekannt, déi sollen ausbezuelt ginn. Weider kënnen d'Baueren och d'Véi mellen, déi am Héichwaasser ëmkomm sinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi sinn d'Bauere virun dem Héichwaasser gewarnt ginn?

2. Kann den Här Landwirtschaftsminister schonn d'Montante fir d'Entschiedegungen, déi d'Bauere kënnen ufroen, ofschätzen?

3. Si Béischten ëmkomm? Wa jo, wéi vill a wéi vill Sue sollen pro Véi ausbezuelt ginn?

Réponse (02.09.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Hei wëll ech op d'Äntwert op d'Fro Nr. 4675 verweisen.

ad 2. No dem schlechte Wieder an den Iwwerschwemmungen, déi de 14. a 15. Juli 2021 opgetruede sinn, konnte Baueren, Wënzer a Gäertner, déi u Schued gelidden hunn, eng Demande fir Hëllef via en Online Formulaire op der „MyGuichet"-Plattform bis den 20. August ofginn.

Bis elo huet de Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung 153 Ufroe fir finanziell Hëllef vun de betraffene Leit kritt, dorënner:

- 17 betreffend Schied un de Gebaier
- 44 fir materielle Schued, wéi landwirtschaftlech Maschinnen an Ausrëschtung
- 629 Botte Fudder
- 134 betreffend beschiedegt Kulturen:

Wisen a Weeden (723 ha)
Getreide (16 ha)
Mais (77 ha)
Geméis (2,5 ha)
Wéngerten (2 ha).

Bis haut gëtt de Gesamtbetrag vum Schued op 1.650.000 Euro geschat.

ad 3. Laut den Informatiounen, déi dem Landwirtschaftsministère virleien, ass ee Béischt ëmkomm. Eng Demande fir eng Entschiedegung läit menge Servicer net fir, soudass dovun auszegoen ass, dass d'Assurance fir de Schued opkënnt.

Question 4741 (26.07.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**installation d'un évacuateur de crue additionnel au barrage du lac de la Haute-Sûre :**

Je fais suite à la question parlementaire n° 1713 du 20 février 2016 concernant le barrage du lac de la Haute-Sûre. Dans leur réponse commune, Madame la Ministre de l'Environnement et Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics précisent :

« L'état du barrage est actuellement toujours jugé satisfaisant sur base de ces contrôles et des mesures de réfection d'envergure ne sont pas encore à envisager. Les travaux effectués début des années 1990 à savoir les travaux d'étanchement et de drainage et le renforcement de la culée droite ont été concluants. Il est cependant prévu d'ajouter un évacuateur de crue additionnel pour les crues extrêmes. Celui-ci permettra également d'augmenter considérablement la capacité de rétention et d'écrêter des crues de moindre importance. Ces travaux sont prévus pour être exécutés sur une durée d'à peu près deux années. S'agissant d'un évacuateur de crues en crête de type libre à seuil fixe, une vidange du lac ne sera pas nécessaire. »

Au vu des inondations qui ont eu lieu la semaine dernière, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Les travaux entourant l'installation d'un évacuateur de crue additionnel pour les crues extrêmes n'ayant manifestement pas été effectués dans les délais prévus initialement, où en est la planification desdits travaux ?

2) Quelles sont les raisons expliquant le retard du projet ?

3) Comment vont s'organiser concrètement les travaux ?

4) Quand est-ce que les travaux pourront être commencés ?

Réponse (16.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Vu l'envergure du projet, une loi pour le financement des travaux, des études, de la surveillance et du monitoring s'avère être nécessaire, ainsi l'avant-projet de loi afférent est actuellement en cours d'élaboration.

ad 2) Dans le cadre du processus de planification, de l'approfondissement des études et dans un souci de prendre en compte l'ensemble des prérogatives liées au projet de l'évacuateur de crues, l'envergure de ce dernier a fortement évolué par rapport au projet initial.

ad 3) Dans le cadre des études détaillées visant le projet de l'évacuateur de crues, celui-ci a été structuré en cinq éléments constructifs distincts :

- l'évacuateur de crues au droit du barrage principal,
- la galerie de déviation à l'entrée du village d'Esch-sur-Sûre,
- les mesures anti-crues dans la localité d'Esch-sur-Sûre,
- la digue et les mesures anti-crues dans la localité de Bavigne,
- les mesures constructives de renforcement du barrage principal (OA1166).

Le phasage n'est à l'heure actuelle pas déterminé de manière définitive. Il devra être précisé dans le cadre de l'élaboration des documents servant à la procédure de marchés publics. Toutefois, il est envisagé de réaliser les éléments consécutivement et selon un regroupement géographique et typologique. Ce regroupement devra permettre de réduire l'impact sur le réseau routier limitrophe ainsi que sur les localités de Bavigne et d'Esch-sur-Sûre. Le regroupement ainsi défini se présente comme suit :

- travaux hors agglomérations,
- travaux dans la localité de Bavigne respectivement dans sa proche périphérie,
- travaux au droit de la localité d'Esch-sur-Sûre.

ad 4) Le début des travaux est tributaire de la procédure législative, de la procédure administrative et des autorisations nécessaires à la mise en œuvre des cinq éléments constructifs du projet. Une date pour le début des travaux ne peut à l'heure actuelle pas être déterminée de manière précise. Néanmoins, il peut pour le moment être envisagé que les travaux ne commenceront vraisemblablement pas avant 2024.

Question 4742 (26.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **sécurité des ponts :**

D'Iwwerschwemmunge vum 15. Juli 2021 hunn d'Bevëlkerung vun eisem Land schockéiert a viru grouss Erausfuerderunge gestallt. Wärend alles ënnerholl gëtt, fir d'Konsequenze vun der Katastroph ënner Kontroll ze bréngen, ginn et hei am Land nach keng kloer Informatiounen driwwer, wat de Schued duerch dës Iwwerschwemmungen un eise Brécken ugeet.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bauteminister:

1. Wéi ass et generell bestallt ëm d'Sécherheet vun eise Brécken, am Hibléck op eventuell zukünfteg Naturkatastrophe wéi Tornadoen asw.?

2. Gëtt et ee Gesamtbild, wat de Schued ugeet, deen d'Iwwerschwemmunge vum 15. Juli un eise Brécken ugeriicht hunn?

3. Wat elo am Speziellen déi zwou Brécken op der E421 (Angelduerf/Ierpeldeng) an am Zentrum vu Veianen ugeet: Sinn dës zwou Brécken duerch d'Iwwerschwemmunge beschiedegt ginn? Wa jo, wéi grouss ass deen entstanene Schued?

Réponse (31.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Brécke vum nationale Stroossereseau ginn no den aktuellen Normen, souwéi den unerkannte Reegele vun der Technik, geplangt a gebaut, soudass dës dem virgesinnene Sécherheetsusproch entspriechen. All dës Brécke ginn och a reegelméissegen Intervalle kontrolléiert, an et gëtt den noutwendegen Entretien gemaach.

ad 2. Ee Gesamtbild, wat de Schued ugeet, deen d'Iwwerschwemmunge vum 15. Juli un de Brécken ugeriicht hunn, a wéi en an deenen zwou follgende Wochen ersiichtlech war, ass an der follgender Tabell resuméiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Vun 217 Brécke waren der 47, déi vun deem duerch d'Héichwaasser entstanenen Dreck a Schlamm befreit gi sinn, 24, bei deene geréng Entretiensaarbechten néideg sinn, a 6 Brécken, bei deene kleng Reparaturaarbechte musse gemaach ginn.

ad 3. Aus renger Virsiicht sinn Ouvragen, eréi zu Veianen, gespaart ginn. Dëst fir kënnen d'Offléisse vum Waasser ofzewaarden an duerno eng Bestandsopnam ze maachen.

Déi zwou ugeschwate Brécke goufe vun den Agente vun der Stroossebauverwaltung inspizéiert an et konnt kee Schued festgestallt ginn.

Question 4745 (26.07.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant les **communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires :**

Dans un sujet publié sur paperjam.lu intitulé « Les communications électroniques des ministres, ce sujet tabou », il est question de la protection des communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois. L'auteur soulève un certain nombre de questions à ce sujet, auxquelles il nous semble important d'obtenir des réponses.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Est-ce qu'il existe un protocole particulier concernant les communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois ?

2) Est-ce qu'il existe certaines règles concernant l'utilisation des réseaux sociaux par les ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois ?

3) De quelle manière les communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois sont-elles protégées ? Est-ce que les téléphones ont des fonctionnalités spéciales ou les applications utilisées sont-elles équipées d'une messagerie instantanée chiffrée ?

4) Il a été révélé plus tôt dans l'année que les données personnelles de plus de 188.000 comptes Facebook luxembourgeois avaient été mises à disposition gratuitement sur un forum de piratage informatique. Est-ce que ces révélations ont eu un impact sur la protection des communications des ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois ?

5) Les révélations récentes concernant le logiciel espion Pegasus, qui ont remis la protection des données personnelles au centre de l'attention médiale, ont-elles mené à une vérification de la sécurité des modes de communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois ?

Réponse commune (09.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

ad 1) + 2) Le statut général des fonctionnaires de l'État ne prévoit pas de dispositions spécifiques concernant les communications électroniques des hauts fonctionnaires luxembourgeois.

Cependant, chaque fonctionnaire est soumis aux obligations statutaires dont notamment le devoir de bonne conduite (devoir de réserve) prévue à l'article 10, paragraphe 1er du statut général ainsi que le devoir de confidentialité (discrétion professionnelle) résultant de l'article 11 dudit statut.

Les obligations des membres du Gouvernement résultent de l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction.

L'article 22 de l'arrêté grand-ducal précité prévoit que : « L'État met à disposition de chaque membre du Gouvernement les moyens techniques et logistiques nécessaires pour l'exercice de sa fonction », sans autre précision quant à l'utilisation de ces moyens.

Le Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État ainsi que la Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ne recommande l'utilisation de services en ligne commerciaux qu'avec précaution et retenue et favorise l'utilisation des solutions choisies par le Centre de technologies de l'information de l'État (CTIE).

Le CTIE propose des outils de communication modernes pour tous les services et administrations qui utilisent ses services, mais ne couvre pas l'utilisation de service de communication tel que WhatsApp ou l'utilisation des réseaux sociaux.

ad 3) - 5) Tous les téléphones portables et tablettes qui sont mis à disposition par le CTIE aux membres du Gouvernement et aux hauts fonctionnaires fonctionnent et sont gérés via une infrastructure centrale de management (MDM), ce qui permet d'implémenter un niveau de sécurité adapté. La sécurité implémentée par la MDM comprend notamment le chiffrement des informations et l'application de règles de sécurité spécifiques.

Toutes les communications impliquant des informations internes qui ont lieu entre les outils de communication et les infrastructures informatiques de l'État, sont chiffrées et liées à une authentification de la personne. Un outil de communication perdu ou volé peut se faire effacer via la MDM.

Le piratage de comptes Facebook et les révélations récentes concernant le logiciel Pegasus n'ont pas eu d'impact particulier sur l'architecture de sécurité décrite ci-dessus.

Question 4746 (26.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant le **contrôle médical :**

Tout en remerciant Madame la Ministre de la Santé de ses réponses à ma question parlementaire n° 4639 du 8 juillet 2021, je me permets de poser par la présente encore quelques questions supplémentaires à ce même sujet qui me sont apparues à la lecture de la réponse de Madame la Ministre.

Dans sa réponse à ma question parlementaire, Madame la Ministre écrit que « la définition précise de ce qu'est une erreur de diagnostic » n'existe pas à ce jour. J'aimerais donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

1) Ne faudrait-il pas que l'État, en tant que garant du bien public et de la santé publique, se munisse d'une telle définition afin de protéger la population contre de telles erreurs et les problèmes liés ?

Concernant ma question relative à une instance de contrôle des prestations médicales, Madame la Ministre note que « concernant le secteur extrahospitalier, une telle instance serait à instaurer ».

2) Est-ce que Madame la Ministre compte (ou est en train de) étudier la possibilité de mettre en place une instance de contrôle des prestations médicales dans le secteur extrahospitalier ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner plus de détails ?

Madame la Ministre explique également dans sa réponse qu'il « n'y a pas d'évaluation individuelle des prestataires de santé », que « la mise en place d'un tel système est complexe » et que « compte tenu de la taille du pays, le volume critique nécessaire de données ne sera peut-être pas atteint et d'autres modalités que celles utilisées dans d'autres pays seront alors à imaginer ».

3) Est-ce que Madame la Ministre est en train d'étudier d'autres possibilités pour assurer un contrôle de qualité des prestations médicales ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes qui sont actuellement explorées ?

En réponse à une autre question, Madame la Ministre a expliqué que « le Comité de gestion interhospitalière travaillera à la mise en place d'un système d'analyse qualitative des soins ».

4) Pouvez-vous me renseigner sur le calendrier précis de ces travaux ? À quelle date peut-on attendre des premiers résultats ? Pouvez-vous nous donner plus d'amples informations sur ce système d'analyse qualitative des soins ?

Réponse (31.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Comme déjà annoncé au cours de la question parlementaire n° 4639, il n'existe à ce jour aucune définition précise de ce qui est une « erreur de diagnostic ». La difficulté en ce sens, ne réside pas tant dans une définition claire et précise mais plutôt dans l'impact de la mise en pratique de ladite définition. Le fait d'avoir une définition à ce sujet aurait comme conséquence de limiter « l'erreur de diagnostic » à une liste de cas de figure restreinte, empêchant tout nouveau cas de figure.

L'erreur diagnostique peut être identifiée après étude des circonstances, dans le cas où le médecin n'a pas posé le bon diagnostic alors même que celui-ci s'imposait au regard des règles de l'art de sa profession. En ce sens tout diagnostic erroné n'est malheureusement pas évitable et un diagnostic erroné peut être non fautif si l'erreur est légitime. La mise à disposition des médecins des moyens nécessaires pour prévenir les erreurs diagnostiques est une action efficace pour protéger la population des répercussions de telles erreurs.

ad 2) L'évolution en cours du secteur extrahospitalier est à préciser suite aux travaux du « Gesondheetsdësch ». Dans ce contexte, il faudra attendre la reconfiguration de ce secteur pour envisager les

moyens de contrôle à mettre en place et surtout les exigences attendues en matière de qualité et sécurité des soins.

ad 3) De façon générale, l'analyse des données issues de la documentation et classification des séjours hospitaliers permettra d'avoir une meilleure description de l'activité. Ainsi des mesures ciblées d'amélioration de la qualité des prises en charge pourront être mises en place (cf. projet DCSH https://www.dcsh.lu/).

De plus, chaque établissement hospitalier a mis en place un système de gestion des plaintes et doléances et de recueil des événements indésirables qui permettra un suivi de la qualité et de la sécurité des prestations hospitalières (cf. article 25 de la loi du 8 mars 2018).

ad 4) La loi hospitalière du 8 mars 2018 définit à l'article 28, paragraphes 5 à 7, le comité de gestion interhospitalière et précise au paragraphe 7, point 6, sa mission en termes de système d'assurance qualité, à savoir : « de définir le système d'assurance qualité des prestations hospitalières, d'assurer la coordination nationale de la politique de promotion de la qualité des prestations hospitalières dans les établissements hospitaliers et d'en dresser un état dans un rapport annuel ».

Les travaux du comité de gestion interhospitalière ont été interrompus suite à la crise Covid-19. Les travaux reprendront, sauf imprévus, fin septembre 2021. Il n'existe actuellement pas de calendrier précis pour les conclusions des travaux du comité.

Question 4747 (26.07.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **dossier de soins partagé :**

Suite à la réponse à ma question n° 4109 relative à la généralisation de l'usage du DSP, j'aimerais revenir sur l'alimentation des DSP par le secteur hospitalier. Selon la réponse commune de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, les quatre centres hospitaliers participent à l'alimentation des DSP, ainsi que quatre établissements hospitaliers spécialisés.

Or selon nombre de témoignages que j'ai pu recueillir, les passages dans une structure hospitalière ne se traduisent pas toujours par un versement de la documentation afférente au DSP du patient concerné, parfois même en cas de demande explicite de la part du patient. Ceci malgré le règlement grand-ducal du 6 novembre 2019 qui prévoit un délai de maximum 15 jours après la prise en charge et le versement des documents au DSP.

J'aimerais donc avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quel est le pourcentage :

- des actes répertoriés par la CNS versés aux DSP ?
- des documents versés aux DSP provenant d'une structure hospitalière ?
- des actes posés dans une structure hospitalière versés aux DSP ?
- des résultats d'analyses biologiques médicales réalisées dans une structure hospitalière et versés aux DSP ? Quel est ce même pourcentage pour les laboratoires d'analyses médicales privés ?
- des médecins pratiquant dans les hôpitaux ayant activé le DSP professionnel ?
- des médecins pratiquant dans les hôpitaux ayant déposé des documents dans les DSP des patients ?
- des examens d'imagerie médicale versés aux DSP ? Dans ce contexte, ne serait-il pas utile de renoncer à la copie sur support numérique à destination du patient ?

2) Les patients admis dans une structure hospitalière sont-ils systématiquement informés sur la possibilité de faire verser leur documentation au DSP, et leur accord demandé ? Existe-t-il une obligation d'informer le patient ?

3) Dans ce contexte, existe-t-il des procédures harmonisées pour toutes les structures hospitalières, relatives aux modalités d'information du patient et au versement de la documentation au DSP ? Dans l'affirmative, quelles sont ces procédures ? Dans la négative, est-ce que ces procédures sont en cours d'élaboration et quel est le délai estimé de finalisation ?

Réponse commune (04.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le dossier de soins partagé regroupe les données médicales et autres informations concernant le patient, utiles et pertinentes afin de favoriser la sécurité, la continuité des soins et la coordination des soins. À ce jour, environ 98 % des 3,54 millions de documents figurant au sein des plus de 925.000 DSP actifs (situation début août 2021) représentent de la documentation relative à des actes médicaux répertoriés par la CNS, les 2 % restants constituent des résumés de prestations ainsi que des documents versés par le patient lui-même.

Les quatre établissements hospitaliers versent actuellement 100 % de leurs résultats d'analyses biologiques extrahospitalières dans le DSP. Les résultats d'analyses de biologie intrahospitalière sont dématérialisés dans les dossiers patients informatisés (DPI) des hôpitaux et intégrés à ce titre, pour certains établissements hospitaliers, également les DSP respectifs de ces patients. Sauf opposition du patient, les trois laboratoires d'analyses médicales privés versent 100 % de leurs résultats d'analyses biologiques dans le DSP de leur patientèle.

Il n'existe pas de DSP professionnel, mais uniquement des comptes pour professionnels de santé sur la plateforme eSanté, c'est-à-dire qui permettent d'identifier des professionnels de santé lorsqu'ils se connectent au DSP soit à partir d'un cabinet individuel, soit à partir d'une collectivité de santé. Ces comptes sont activés par les professionnels de la santé eux-mêmes en vue d'utiliser les DSP soit à partir d'un cabinet individuel, soit à partir d'une collectivité de santé. L'agence eSanté a recensé 311 comptes de médecins généralistes, 272 comptes de médecins-spécialistes et 33 comptes de médecins dentistes.

À ce jour, les médecins radiologues et les biologistes exerçant en milieu hospitalier versent des documents dans les DSP de leurs patients qui ne s'y sont pas opposés. Les cas d'usage des DSP dans les hôpitaux se développent progressivement avec l'envoi des comptes rendus d'analyses médicales, les documents en lien avec l'imagerie médicale (comptes rendus et images) et, par la suite, les lettres de sortie. D'autres cas d'usage sont prévus et concerneront l'ePrescription extrahospitalière ainsi que les résumés de passage aux urgences.

Bien que les quatre établissements hospitaliers envoient depuis juin 2021 les informations concernant l'imagerie médicale de leur patientèle dans le DSP, le DSP n'est à ce jour pas encore systématique dans les usages par les patients, de sorte qu'il n'est actuellement pas possible de renoncer de manière généralisée à la copie sur support numérique.

ad 2) Le règlement grand-ducal précisant les modalités du DSP prévoit qu'un professionnel de santé, intervenant dans la prise en charge médicale du titulaire, détenteur d'une donnée qu'il estime utile et pertinente pour la continuité des soins, verse celle-ci au dossier de soins partagé dans un délai raisonnable après la prise de connaissance de cette donnée ou après son premier accès au dossier de soins partagé si cette donnée est antérieure à son activation. Cette disposition s'applique sans préjudice du droit d'opposition du patient. En cas de demande du titulaire de verser une donnée au dossier de soins partagé, le professionnel de santé l'introduit, conformément à ses droits d'accès et d'écriture.

En vue d'informer tant les professionnels de santé que les patients des dispositions relatives au DSP, une campagne d'information pour le grand public a accompagné la généralisation du DSP en 2020. Outre des réunions d'information dans les hôpitaux, les affiches et les informations relatives au fonctionnement du DSP communiquées aux titulaires au moment de la création du DSP, les patients sont informés au moment de l'admission dans l'établissement de la possibilité de partager respectivement de s'opposer au partage de leurs données médicales au sein du DSP.

ad 3) Le règlement grand-ducal du 6 décembre 2019 précise les modalités et conditions de mise en place du dossier de soins partagé. Il revient à chaque établissement de se conformer à ces dispositions selon son organisation et ses procédures internes.

Question 4748 (26.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **trains de nuit :**

Wéi „Der Spiegel" an engem Artikel vum 23. Juli 2021 bericht, wäert d'Deutsche Bahn a Kooperatioun mat aneren europäeschen Eisebunnen ab Dezember nei europäesch Verbindunge fir Nuetszich ubidden. De Spriecher vun der Deutsche Bahn sot zu dëser Approche Follgendes:

„Wenn in Europa jeder ein bisschen Nachtzug macht, dann ist damit der Zukunft des Nachtzugs wenig gedient."

A fréiere parlamentaresche Froen (N° 0900 an 1388) hat ech de Minister ëm d'Erëmaféiere vun Nuetszuchverbindungen zu Lëtzebuerg befrot. Op dës Froen hat de Minister mir allerdéngs kloer ze verstoe ginn, dass Lëtzebuerg wéineg Potenzial fir esou Zich hätt. Eng änlech Äntwert huet de Minister an der Äntwert op d'Fro N° 3519 ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kéint een d'Potenzial fir Nuetszich verbesseren, andeems d'lëtzebuergesch Regierung dës Form vu Reese méi géif promouvéieren an ënnerstëtzen?

2. Goufen d'CFL vun aneren europäeschen Eisebunne kontaktéiert, fir un europäeschen Nuetsverbindungen deelzehuelen?

3. Kéint d'Regierung sech virstellen, d'Tickete fir Nuetszich ze subventionéieren, wann domadder Kuerzstreckeflich kéinten ersat ginn?

Réponse (09.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Lëtzebuerg huet leider wéineg Potenzial fir Nuetszich an d'Äntwerten op déi viregt parlamentaresch Froen (N° 0900, 1388 an 3519) zu dem Sujet behale weiderhin hir Gültegkeet.

ad 2. D'CFL goufe bis elo nach net vun aneren europäeschen Eisebunne kontaktéiert, fir un europäeschen Nuetszich deelzehuelen. Si wäerten awer proaktiv op déi eng oder aner Eisebunn zougoen, fir konkreet Opportunitéiten op hir Ëmsetzbarkeet hin ze testen.

ad 3. Opgrond vun der Tatsaach, dass Nuetszich mat Hierkonft vun bzw. Terminus zu Lëtzebuerg wéineg Potenzial hunn (cf. Äntwert op d'Fro 1) an d'Regierung keng Aschränkunge vu bestoende Fluchverbindunge vum Findel aus envisagéiert, vu dass déi kierzte Strecke mat Destinatioun Paräis oder Frankfurt wichteg si fir Konnexiounsflich an d'ganz Welt ze assuréieren, presentéiert sech eng Subventionéierung vun Nuetszich an deem Kontext als net opportun.

D'Regierung engagéiert sech op europäeschem Niveau, fir datt d'Eisebunn méi attraktiv gemaach gëtt, dëst fir à moyen terme och Ubannungen u grouss Fluchhäfen a Stied fir Passagéier méi interessant ze maachen, esou datt d'Offer vun diversen Zuchverbindunge vu Lëtzebuerg an d'Ausland et de Passagéier erlaabt, déi grouss Fluchhäfen a Stied och mat der Bunn ze erreechen.

Question 4753 (27.07.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg :**

Les anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg ont été vidés suite au déménagement de la Bibliothèque nationale de Luxembourg au Kirchberg. Initialement il avait été prévu d'y aménager des locaux pour la Galerie nationale. Un avant-projet en la matière avait d'ailleurs été présenté aux membres de la Commission de la culture, il y a quelques années. Entre-temps, il a été envisagé d'y accueillir des services de la Cité judiciaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et de la Justice et à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

1) Les ministres peuvent-ils fournir des détails concernant la nouvelle destination des anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg ?

2) Un avant-projet de rénovation et de réaménagement a-t-il déjà pu être mis en œuvre ?

3) Est-il encore prévu de réserver quelques locaux de ce bâtiment historique, situé au centre de la ville de Luxembourg, à des fins purement culturelles ?

Réponse commune (23.08.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture, Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) L'Administration judiciaire occupera les étages de l'ancienne bibliothèque nationale avec les trois chambres commerciales du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, étant donné que leurs locaux actuels sont trop exigus. L'entrée et l'accueil de ces services de la Justice seront aménagés au niveau rez-de-chaussée. L'espace du rez-de-chaussée sera également accessible au public ; il est prévu d'y aménager des surfaces dédiées à la gastronomie et à des fins culturelles, notamment en intégrant les deux cours intérieures.

ad 2) L'établissement de l'avant-projet détaillé est en cours, sa finalisation étant prévue pour début 2022.

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

ad 3) Oui, une partie du rez-de-chaussée sera réservée à des fins purement culturelles. Suite à une demande du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, l'aménagement d'une exposition permanente sur la langue luxembourgeoise est à l'étude dans la phase de l'avant-projet détaillé du projet. La conception de cet espace, basée sur un descriptif précis des besoins, sera élaborée en concertation avec un muséographe.

Question 4755 (27.07.2021) de **Mme Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers :**

Nous faisons suite à la question parlementaire n° 4115 du 19 avril 2021 concernant la révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers de pays tiers. Dans leur réponse commune, Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre des Communications et des Médias expliquent que :

« Le Gouvernement a pris connaissance de la déclaration de l'EDPB [Comité européen de la protection des données] et procède à une analyse approfondie, en considérant notamment les lignes directrices 2/2020 émises en décembre 2020 et relatives à l'article 46, paragraphe 2, point a), et paragraphe 3, point b), du règlement (UE) 2016/679 pour les transferts de données à caractère personnel entre les autorités et organismes publics établis dans l'Espace économique européen (EEE) et ceux établis hors de l'EEE. Il est aussi à noter que des discussions au niveau européen ont été initiées en ce qui concerne les éventuelles implications des règles en matière de protection des données sur les accords existants en matière d'échange d'informations à des fins fiscales. »

Par ailleurs, Messieurs les Ministres précisent que :

« Des contacts ont été pris avec la CNPD [Commission nationale pour la protection des données] afin d'évaluer plus précisément la portée de cette déclaration et les conséquences qu'elle pourrait le cas échéant avoir sur les accords internationaux conclus par le Luxembourg, en particulier en matière fiscale. »

Par ailleurs, dans un courrier adressé à la députée européenne Sophie In't Veld par Andrea Jelinek de l'EDPB le 7 juillet 2021, l'EDPB invite à nouveau les États membres à mettre en conformité les accords internationaux impliquant le transfert de données à caractère personnel vers des pays des tiers avec les exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et de la Directive en matière de protection des données dans le domaine répressif. Il faut mentionner dans ce contexte l'accord FATCA qui prévoit l'échange automatique d'informations entre administrations fiscales luxembourgeoise et américaine et qui fait l'objet de critiques récurrentes.

L'EDPB rappelle aussi que le Comité européen de la protection des données n'a pas les mêmes compétences, tâches et pouvoirs que les autorités nationales et qu'il appartient donc à ces dernières - au Luxembourg : la CNPD - de surveiller et faire respecter la protection des données personnelles dans leurs juridictions.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Quelles sont les conclusions de l'analyse approfondie que le Gouvernement est en train de mener au sujet de la déclaration de l'EDPB ? Quand est-ce que cette analyse sera achevée ?

- Où en sont les discussions au niveau européen au sujet des éventuelles implications des règles en matière de protection des données sur les accords existants en matière d'échange d'informations à des fins fiscales ?

- Quelles sont les conclusions de la CNPD au sujet de la portée de la déclaration de l'EDPB, notamment par rapport à l'accord FATCA précité ?

- Quand est-ce que les mesures juridiques nécessaires vont être prises pour assurer la conformité des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers, notamment au niveau de l'accord FATCA précité ?

Réponse commune (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4115 du 19 avril 2021, le Gouvernement a pris acte de la déclaration politique du Comité européen de la protection des données (EDPB) du 13 avril 2021 au sujet des accords internationaux qui impliquent un transfert de données personnelles hors de l'Union européenne.

Les conclusions de l'analyse interne effectuée de ladite déclaration politique de l'EDPB sont que, conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la Directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, les accords internationaux impliquant le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales qui ont été conclus par les États membres antérieurement à l'entrée en vigueur de ces deux derniers textes européens et qui respectent le droit de l'Union tel qu'il était applicable avant cette date, restent en vigueur jusqu'à leur modification, leur remplacement ou leur révocation.

Toutefois, comme également indiqué en réponse à la question parlementaire n° 4115, les discussions au niveau européen en lien avec les accords existants en matière d'échange à des fins fiscales ont été initiées et visent à vérifier dans quelle mesure des adaptations des accords internationaux qui impliquent un transfert de données personnelles hors de l'Union européenne seraient devenues nécessaires à la lumière du RGPD, des autres règles en matière de protection des données ainsi que des lignes directrices 2/2020 de l'EDPB. Les discussions entamées au niveau européen reflètent par ailleurs la volonté des États membres de l'UE d'identifier une possible approche commune quant aux démarches le cas échéant à entreprendre dans ce contexte.

Dans la mesure où les accords bilatéraux du type FATCA conclus par les États membres de l'UE sont basés sur les mêmes principes et poursuivent un but identique, une approche coordonnée au niveau européen est considérée comme la plus adaptée afin de pleinement tenir compte du contexte ayant présidé à la mise en place des accords FATCA. Une approche unilatérale, qui ne tiendrait pas compte des éventuelles démarches entreprises au niveau européen, risquerait d'être peu efficace. À cet égard, et en ce qui concerne la dernière question des honorables Députés, il conviendra aussi de tenir compte des implications éventuelles d'une affaire juridictionnelle actuellement pendante devant le tribunal administratif à Luxembourg, et dans le cadre de laquelle les parties requérantes contestent la validité de l'échange d'informations en application de l'accord FATCA par rapport aux règles applicables en matière de protection des données personnelles.

Question 4756 (27.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **violences obstétricales :**

Tout en remerciant Madame la Ministre de la Santé de ses réponses à ma question parlementaire n° 4478 du 14 juin 2021, je me permets de poser par la présente encore quelques questions supplémentaires à ce même sujet en réaction à la réponse de Madame la Ministre.

Dans sa réponse à ma question parlementaire, Madame la Ministre écrit qu'« il n'existe pas de définition unique de ce que sont les violences obstétricales ». J'attire pourtant l'attention de Madame la Ministre sur le fait qu'il faille une définition claire des violences obstétricales pour pouvoir efficacement lutter contre cette problématique.

S'il est vrai qu'il n'existe pas de définition unique du phénomène en question, il n'en est pas moins vrai que des références scientifiques venant de la part de l'Organisation mondiale de la santé, des études et rapports précis provenant de pays voisins (https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce_les_actes_sexistes_durant_le_suivi_gynecologique_et_obstetrical_20180629.pdf) ne manquent pas pour pouvoir élaborer une définition claire des violences obstétricales au Luxembourg. L'élaboration d'une définition cadrant le phénomène en question me semble une question de volonté politique.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

1) Est-ce que Madame la Ministre est d'accord qu'il faille élaborer une définition claire des violences obstétricales ?

2) Des efforts ont-ils déjà été entrepris afin d'élaborer une telle définition ?

3) Est-ce que Madame la Ministre est prête à commanditer des enquêtes nationales basées sur la collection de témoignages et informations empiriques sur les violences obstétricales dont les résultats pourront être quantifiés afin de pouvoir efficacement évaluer et cerner le phénomène tout en améliorant les soins obstétricaux pour le bien de la santé publique ?

Réponse (03.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4478 posée par l'honorable Députée, bien qu'il n'existe à ce jour pas de définition unique de ce que constituent les violences obstétricales, il s'agit là bien d'un sujet qui mérite d'être adressé au sein du corps médical. C'est dans ce sens que le Conseil scientifique du domaine de la santé publiera sous peu de premières recommandations concernant les violences obstétricales.

Par ailleurs, un premier échange au sujet des violences obstétricales et leurs conséquences est prévu entre le Ministère de la Santé, la Société luxembourgeoise des gynécologues et obstétriciens ainsi que l'Association luxembourgeoise des sages-femmes d'ici la fin du mois. Cette entrevue est censée dresser un premier état des lieux de la situation au Luxembourg et de mieux cerner l'étendue de cette problématique. La question d'un éventuel rapport établi sur base d'enquêtes menées au niveau national pourra également être adressée à cette occasion.

Question 4757 (27.07.2021) de **Mmes Nathalie Oberweis** et **Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**application de la circulaire n° 3324 :**

En date du 24 novembre 2015 le Ministère de l'Intérieur a émis la circulaire n° 3324 demandant aux administrations communales de mettre à disposition des logements paritairement aux personnes bénéficiaires d'une protection internationale et aux personnes éligibles à des aides au logement locatif à la recherche d'un logement.

Cette mesure faisait partie d'un paquet de mesures en matière d'accueil et d'intégration des bénéficiaires de protection internationale dont la transposition était censée intervenir par la conclusion d'une convention entre l'État et les communes. Cette convention prévoyait un engagement chiffré des communes pour la mise à disposition à parts égales de logements à des bénéficiaires de protection internationale et à des personnes éligibles à des aides au logement locatif. Les communes avaient le choix entre la mise à disposition soit de logements dont elles étaient propriétaires, soit de logements qu'elles louaient auprès de propriétaires-bailleurs privés.

Il est dans ce contexte que nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Combien de communes ont conclu depuis 2015 la convention précitée avec l'État ? Quelles sont les communes ayant signé une telle convention ?

2) À la mise à disposition de combien de logements pour bénéficiaires de protection internationale et pour personnes éligibles à des aides au logement locatif les communes ayant signé depuis 2015 une telle convention se sont-elles engagées ?

3) Combien de logements ayant fait l'objet d'une telle convention entre l'État et les communes ont été loués auprès de propriétaires-bailleurs privés depuis 2015 ?

4) Combien de logements loués auprès de propriétaires-bailleurs privés dans le cadre d'une telle convention le sont actuellement encore et sont mis à disposition à des bénéficiaires de protection internationale ou à des personnes éligibles à des aides au logement locatif ?

5) Quel est le montant déboursé par le Ministère de l'Intérieur pour le volet « logement » desdites conventions entre l'État et les communes depuis 2015 ? Quel montant est prévu pour ce volet pour l'exercice budgétaire 2021 ?

6) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils satisfait des engagements pris par les communes en matière de mise à disposition de logements dans le cadre desdites conventions ? Quels sont les éléments pouvant expliquer aux yeux de Madame et Monsieur les Ministres les réticences des administrations communales à mettre à disposition davantage de logements ?

7) Vos ministères effectuent-ils des mesures de sensibilisation à destination des administrations communales concernant le dispositif en question ? Si oui, lesquelles ?

Réponse commune (31.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Depuis fin 2015, 19 conventions ont été signées entre le Ministère de l'Intérieur et les communes en vue de la mise à disposition de logements à des Bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) ou à des personnes éligibles à des aides au logement locatif. Il s'agit notamment des communes suivantes : Bertrange, Betzdorf, Colmar-Berg, Contern, Ell, Garnich, Grevenmacher, Grosbous, Habscht, Kayl, Mamer, Mompach, Remich, Reckange-sur-Mess, Rosport, Sanem, Schuttrange, Walferdange et Winseler.

Les conventions signées entre le Ministère de l'Intérieur et les communes mentionnées ci-dessus ont été conclues pour une durée de trois ans. Les conventions des communes Ell, Grosbous, Mamer et Walferdange n'ont pas été prolongées.

Depuis 2015, 30 logements ont été mis à disposition par les communes moyennant une convention de mise à disposition.

Parmi ces derniers, neufs logements ont été loués par les administrations communales à des propriétaires privés moyennant un contrat de bail et quatre logements sont actuellement loués par les communes auprès de propriétaires privés.

Concernant le montant déboursé par le Ministère de l'Intérieur pour le volet « logement » depuis 2015 et celui prévu pour 2021, les députées sont priées de se référer au tableau annexé à la présente réponse. Ce dernier reprend les communes qui ont loué des logements auprès de propriétaires-bailleurs privés pour les mettre ensuite à la disposition des BPI moyennant un contrat de mise à disposition.

Le Gouvernement a mis en place un paquet de mesures pour soutenir les communes dans l'accueil et l'intégration de BPI. Il nous revient que bien des communes ont entrepris des efforts dans ce sens, mais se sont souvent heurtées à la réticence de propriétaires de mettre à disposition des logements locatifs selon les modalités proposées aussi bien aux BPI qu'aux personnes éligibles à des aides au logement locatif.

Les communes ont connaissance des mesures en faveur du logement de BPI depuis la circulaire n° 3324 du 24 novembre 2015.

Préalablement à l'envoi de la circulaire n° 3324, une réunion d'information a été organisée par le Ministère de l'Intérieur en date du 27 octobre 2015 afin d'informer les responsables politiques sur le paquet de mesures financières élaboré par le Gouvernement en cas de mise à disposition de logements aux BPI par les administrations communales.

Au cours du premier semestre 2016, le service en charge du dossier au Ministère de l'Intérieur a également contacté par voie téléphonique toutes les communes du Grand-Duché qui n'avaient pas répondu à la circulaire n° 3324 afin de leur rappeler l'urgence de la situation.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4758 (27.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **annonces à l'Aéroport de Luxembourg :**

Um Findel waren d'Lautsprecherannoncen ëmmer op Lëtzebuergesch. Dat ass awer net méi de Fall. D'Tutelle iwwert de Fluchhafen an d'Firma lux-Airport läit beim Transportministère.

Duerfir géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun begrënnt, fir Lëtzebuergesch als Informatiounssprooch bei Lautsprecherannoncen um Findel ofzeschafen? Aus wéi enge Grënn ass sech géint d'Lëtzebuerger Sprooch entscheet ginn?

2. Gesäit d'Regierung an dëser Decisioun eng Diskriminéierung géint d'Lëtzebuerger, well et de Lëtzebuerger hir Nationalsprooch ass, déi hei betraff ass?

3. Ass d'Regierung am Hibléck op d'Politik vum „Nation Branding" der Meenung, datt et sënnvoll ass, eent vun eise wichtegste Kulturgidder, nämlech eis Sprooch, op enger Plaz vun esou enger intensiver, internationaler Begéinung, wéi dem Findel, ze sträichen? Wier et net grad op esou enger Plaz flott an interessant, fir eis Sprooch an d'Vitrinn ze setzen?

4. D'Annoncë sinn engersäits schonn net ëmmer einfach ze verstoen, anerersäits ginn et jo och Leit, déi kee Franséisch an Englesch verstinn, z. B. Kanner oder Leit mat Sproocheproblemer. Wier et dowéinst net hëllefräich an ubruecht, och d'Annoncen, wéinstens um Lëtzebuerger Fluchhafen, och op Lëtzebuergesch ze maachen an och déi elektronesch Ukënnegungen ëm eng lëtzebuergesch Komponent ze erweideren?

Réponse commune (30.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Als éischt wier kloerzestellen, dass lux-Airport SA eng privatrechtlech Firma ass, déi net ënnert „der Tutelle" vun der Regierung oder engem Ministère steet.

D'Direktioun vu lux-Airport huet dëst Joer missen déi elektronesch Systemer fir d'automatiséiert Ukënnegungen um Lëtzebuerger Fluchhafen erneieren, well déi al Systemer um Enn vun hirer Liewensdauer ukomm waren.

Déi nei automatiséiert Ukënnegunge ginn an der offizieller Lëtzebuerger Amtssprooch Franséisch souwéi an der internationaler Sprooch op Englesch gemaach. Dës Ëmsetzung entsprécht dem Standard op internationale Fluchhäfen a geet Hand an Hand mat der héijer Unzuel vun internationale Passagéier op dëser Plaz. D'Zil vun den Duerchsoe muss sinn, dass se vun de meeschte Passagéier verstane ginn.

Zousätzlech hunn déi automatiséiert Ukënnegungssystemer, déi hautdesdaags weltwäit vu Fluchhäfe benotzt ginn, integréiert Standardsproochen. E personaliséiert Produkt an der Lëtzebuerger Sprooch géif zu bedeitenden zousätzleche Käschte féieren. Deemno sinn dës Käschten därzäit net kompatibel mat der aktueller Kris an der Loftfaart an den domat verbonnenen noutwendege Käschtereduktiounen.

Ausser dësen automatiséierten Annoncë ginn et awer och nach „ad hoc"-Annoncen, wann eng spezifesch Duerchso am Terminal oder um Gate gemaach gëtt. Dës gi gréisstendeels och op Lëtzebuergesch duerchgefouert.

Wat „Kanner oder Leit mat Sproocheproblemer" ugeet, esou gëtt et fir dës Fäll speziell Assistancen, wéi „Unaccompanied Minor" oder „PMR"-Assistance, déi kënne beim Fluchhafen ugefrot ginn, fir de betraffene Leit bei hirem Passage am Fluchhafen ze hëllefen.

Question 4759 (27.07.2021) de **MM. Paul Galles** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**application GouvAlert :**

Rezent war an engem Zeitungsartikel ze liesen, dass d'Regierung am Hierscht 2020 en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat hat, fir d'App gouvAlert.lu ze iwwerschaffen. D'Konklusiounen vun deem Aarbechtsgrupp géifen an ee konkreete Projet erafléissen, mam Zil, bis 2022 ofgeschloss ze sinn.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Sinn d'Konklusioune vum uewe genannten Aarbechtsgrupp publizéiert ginn?

- Wa jo, op wéi engem Internetsite fënnt een dës Konklusiounen?

- Wann net, plangt d'Regierung, dësen „Oubli" ze redresséieren?

- Sollt dat net de Fall sinn, ass d'Regierung bereet, der Chamber d'Konklusioune vum uewe genannten Aarbechtsgrupp zur Verfügung ze stellen?

Réponse commune (23.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Konklusioune vum Aarbechtsgrupp sinn zur Zäit net publizéiert, well d'Aarbechten nach amgaange sinn.

An de graffen Zich kënne mir awer follgend Aussoen, déi am Aarbechtsgrupp zeréckbehale goufen, maachen:

De Staat muss kënnen an Nout- a Katastrophesituatioune via multipel direkt an indirekt Kanäl systematesch warnen, fir sou vill wéi méiglech Leit, déi sech permanent oder eng Zäit um Lëtzebuerger Territoire ophalen, ze erreechen. Um indirekte Wee sinn d'Medien (Noriichten-Internetsäiten, Radio, Tëlee) wichteg Partner, iwwerdeems um direkte Wee staatlech Appen an änlech Technologien, wéi de Cell Broadcast oder den SMS zonal, wichteg Moyene sinn. Zousätzlech spillt d'Kommunikatioun iwwert d'sozial Medien eng ëmmer méi wichteg Roll. Panneauen op den Autobunne souwéi an de Garen an op de Bus- an Tramstatioune ginn och als méiglech Kanäl analyséiert. Nieft den digitalen a visuelle Méiglechkeeten ass et awer och wichteg, traditionell Moyene wéi z. B. d'Sireenen ze considéréieren.

D'GouvAlert-App muss am Kader vun engem Gesamtkommunikatiounskonzept (Punkt 1) duerch weider Systemer wéi dem Cell Broadcast oder dem SMS zonal erweidert ginn. De Lancement vun der haiteger GouvAlert am Joer 2018 war en éischte Schrëtt, deen zu Lëtzebuerg gemaach gouf, fir dem HCPN an dem CGDIS, zousätzlech zu de Warnungen, déi iwwert d'Medien an d'staatlech Internetsitten diffuséiert ginn, ze erlaben, direkt mat de Biergerinnen a Bierger ze kommunizéieren. De Choix fir eng App war zum Zäitpunkt vun der Entwécklung dee richtege Choix, well direkt zwee Besoinen ofzedecke waren: engersäits d'Warnung vun der Populatioun, anerersäits eng Funktioun, déi dem Bierger erlaabt, den 112 iwwert d'App unzeruffen an dobäi geolokaliséiert ze ginn. Besonnesch déi lescht Funktioun ass e grousse Succès a gouf vill benotzt. Duerch déi national an international (z. B. Däitschland, Frankräich) Erfarung mat Appen huet sech gewisen, dass een Haaptproblem vun der App deen ass, dass de Bierger sech d'App als éischt aktiv eroflueden an installéiere

muss, fir kënne gewarnt ze ginn. Doduerch ass d'Unzuel u Leit, déi momentan gewarnt kënne ginn, begrenzt. Mam Cell Broadcast oder dem SMS zonal kënnen all déi mobil Geräter (Smartphone an och eeler Modeller) erreecht ginn, déi sech an engem gewëssene Beräich ophalen oder dësen erreechen, wärend d'Alerte aktiv ass. D'Zil vun der Reform ass et, sou vill Leit wéi méiglech ze erreechen.

Déi staatlech Servicer mussen hir Warnungen all iwwert dee selwechte System verschécken, fir ze verhënneren, dass de Bierger sech verschidde Produiten installéiere muss. Fir eng koordinéiert Kommunikatioun tëscht de verschiddene Verwaltungen ze garantéieren, soll e „Common Alerting Protocol" en place gesat ginn. Sou kann eng Warnung iwwer eng eenzeg Plattform via multipel Kanäl un de Bierger geschéckt ginn.

Den Inneministère huet zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) en éischte konkreete Projet ausgeschafft, dee bis Mëtt 2022 zu enger Reform vum gesamte System vun den Alertë soll féieren. Den neie Warnsystem soll mat europäesche Systemer kompatibel sinn.

Question 4760 (27.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **problématique des trains supprimés :**

Laut dem Joresbericht vun den CFL vun dësem Joer sinn am Joer 2019 3.800 Linnen an am Joer 2020 1.852 Linnen ausgefall, ënner anerem, well et un asazbereetem Rullmaterial gefeelt huet. Des Weidere si bei den CFL jee no Auerzäiten eenzel Zich iwwerfëllt an d'Streckennetz iwwerlaascht. Sou koum et virun der Eréffnung vun den zousätzleche Gleiser op der Stater Gare zum Beispill oft vir, datt Zich Verspéidung kruten, well se, wéinst Iwwerlaaschtung vun der Gare selwer, kuerz virdrun „am Stau" hu missen hale bleiwen. Et ass gewosst, datt den Infrastrukturausbau vun eenzelen, betraffene Linnen un natierlech Grenze stéisst, wärend sech an anere Fäll awer nach Spillraum misst erginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär dës Froe stellen:

1. Iwwer wéi vill asazbereet Lokomotive verfügen d'CFL am Persounentransport? Iwwer wéi vill asazbereet Waggone verfügen d'CFL am Persounentransport? Kann den Här Minister an deem Sënn eng Tabell mat de follgenden Donnéeë presentéieren: Ëm wéi eng Modeller vu Lokomotiven handelt et sech, iwwer wéi eng Energieform ginn se bedriwwen a wéi vill Waggone kënnen se maximal zéien, respektiv drécken? Iwwer wéi eng Modeller an Unzuel vu Waggone verfügen d'CFL a wéi presentéiert sech d'Kapazitéit vun deenen eenzele Modeller?

2. Iwwer wéi eng Reserven un asazbereetem Rullmaterial verfügen d'CFL, wann all d'Linne fuerplangméisseg gefuer ginn?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng Erweiderunge respektiv Reduktioune vu Rullmaterial am Persounentransport bis 2030 bei den CFL virgesi sinn?

4. Kann den Här Minister preziséieren, wéi sech d'Ursaache fir déi uewen zitéiert Ausfäll wärend de leschten zwee Joer am Eenzelen duergestallt hunn?

5. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng Zuchlinnen a Garë bis 2030 ausgebaut, moderniséiert oder stëllgeluecht solle ginn?

6. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi vill zousätzlech Zuchverbindunge mam Ausland bis 2030 sollen dobäikommen an eng Opstellung vun deenen eenzelen Zildestinatiounen am Ausland souwéi den allgemengen Destinatiounen hei am Land presentéieren?

Réponse (31.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. De Park u Rullmaterial vun den CFL besteet engersäits aus klassesche Lokomotive mat Voituren, anerersäits aus Automotricen. Déi aktuell CFL-Automotricë besti jeeweils aus zwou oder dräi sougenannte Këschten. Fir e méiglechst komplett Bild ofzeginn, sinn am follgenden Tableau souwuel d'Lokomotive mat Voiturë wéi och d'Automotricen opgefouert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Déi reversibel Zich ginn entweeder vu Lokomotive vun der Baurei 3000 vum Constructeur Alstom oder vun der Baurei 4000 vum Constructeur Bombardier assuréiert.

Wat d'maximal Zuel u Voituren, déi kënne gezunn, respektiv gedréckt ginn, ugeet, ass ze preziséieren, dass den Tableau déi technesch Grenz duerstellt. Allerdéngs si Kompositioune vun den Zich duerch d'Längte vun de Quaie begrenzt. Projete sinn um Lafen, fir Quaien ze verlängeren an doduerch méi laang Kompositioune bei verschiddenen Zich asetzen ze kënnen.

ad 2. D'Reserven un asazbereetem Rullmaterial, wann all d'Linne fuerplangméisseg gefuer ginn, presentéiere sech follgendermoossen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. D'CFL hunn aktuell 22 Automotricë vun der Baurei 2400 an 12 Automotrice vun der Baurei 2450 vum Constructeur Alstom a Bestellung. Mat der Liwwerung vun dësen neien Automotricë ginn d'Gefierer vum Typ Z2 - Baurei 2000 progressiv ausser Betrib geholl.

Laut dem aktuelle Planning sollen d'Automotricë vun de Baureien 2400 a 2450 tëschent Februar 2023 an Abrëll 2025 geliwwert ginn:

am Joer 2023: 16 Automotricë vun der Baurei 2400;
am Joer 2024: 4 Automotricë vun der Baurei 2400 an 9 Automotricë vun der Baurei 2450;
am Joer 2025: 2 Automotricë vun der Baurei 2400 an 3 Automotricë vun der Baurei 2450.

D'CFL hunn d'Méiglechkeet, eng Optioun op d'Bestellung vun 20 weideren Automotricë vun de Baureien 2400 (11 Stéck) an 2450 (9 Stéck) anzeléisen. Am Laf vum Joer 2023 gëtt decidéiert, ob weider Automotricë vun dëse Baureie bestallt ginn.

Laut aktuellem Planning entwéckelt d'Zuel vun den disponibele Sëtzplaze sech bis zum Joer 2030 follgendermoossen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Bei Zuchausfäll, déi ënnert d'Kategorie „Non-disponibilité du matériel roulant" falen, ënnerscheeden d'CFL tëschent follgenden Ënnerkategorien:

planification des roulements de service/nouvelle planification;
formation des trains par les EF/UI;
problèmes concernant les voitures;
problèmes concernant les engins de traction;
autres causes liées au matériel roulant.

Am Joer 2019 huet d'Kategorie „Non-disponibilité du matériel roulant" mat effektiv 3.800 Suppressiounen, 35 % vun der Gesamtzuel vu den Zuchausfäll op eisem Reseau ausgemaach, a fir d'Joer 2020 waren et mat 1.852 Suppressiounen, 33 %.

Dobäi hunn d'Ënnerkategorië „Problèmes concernant les voitures" a „Problèmes concernant les engins de traction", 22 % duergestallt an d'Ënnerkategorië „Planification des roulements de service/nouvelle planification", „Formation de trains par les EF/UI" an „Autres causes liées au matériel roulant" hunn zesummen 13 % vun der Gesamtzuel vun den Zuchausfäll am Joer 2019 ausgemaach.

Am Joer 2020 hunn d'Ënnerkategorië „Problèmes concernant les voitures" a „Problèmes concernant les engins de traction" 30 %, an d'Ënnerkategorië „Planification des roulements de service/nouvelle planification", „Formation de trains par les EF/UI" an „Autres causes liées au matériel roulant" 3 % vun der Gesamtzuel vun den Zuchausfäll ausgemaach.

Et sief awer an deem Zesummenhang ze bemierken, datt d'Gesamtzuel vun de Suppressiounen an der Kategorie „Non-disponibilité du matériel roulant" tëschent 2019 an 2020 ëm ronn 2.000 Ausfäll erofgaangen ass. Dës signifikativ Senkung ass op d'Tatsaach zeréckzeféieren, datt duerch d'Onverfügbarkeet vum „Tour en fosse", wat d'Maschinn ass, fir d'Rieder vun den Zich ze reprofiléieren, vill Zich hu missen am Joer 2019 ausfale gelooss ginn. Wärend dem Ausfall vum „Tour en fosse" konnten nämlech d'Rieder, deenen hire Profil ausserhalb vun der Toleranz war, net ofgedréint ginn. Doduerch waren d'CFL tëschenzäitlech mat engem Materialenkpass konfrontéiert, soudatt verschidden Zuchfaarten hu missen annuléiert ginn. D'CFL hunn dës onzouverlässeg Maschinn an Tëschenzäit ersat a sech eng Reservmaschinn ugeluecht.

ad 5. Wat den Ausbau vum Streckennetz betrëfft, ass et déi zweegleiseg Neibaustreck Lëtzebuerg–Beetebuerg laanscht d'A3, déi bis 2030 fäerdeg gëtt.

Bis 2030 ginn eng Partie Garë moderniséiert, ausgebaut oder kommen derbäi. Hei eng Oplëschtung den Zuchlinnen no:

Linn 10: Dummeldeng, Walfer, Luerenzweiler, Miersch, Schieren, Ettelbréck, Kautebaach, Kierf, Ëlwen;
Linn 10a: Dikrech;
Linn 10b: Wolz;
Linn 30: Wecker, Mäertert, Waasserbëlleg;
Linn 50: Capellen;
Linn 60: Beetebuerg (Voyageurs-gare), Beetebuerg (Marchandise-gare), Bierchem, Houwald, Lëtzebuerg);
Linn 60a: Esch-Uelzecht (nei Gare Quartier Alzette);
Linn 60b: Diddeleng-Biereng, Diddeleng-Usines;
Linn 60f: Péiteng;
Linn 60g: Rodange;
Linn 70: Hollerech.

Doriwwer eraus wäerten Enn 2021 am Kader vum Plan national de mobilité 2035 (PNM 2035) zousätzlech Upassungen am Sënn vun enger nach méi attraktiver Offer vum ëffentlechen Transport am Allgemengen, an der Eisebunn am Speziellen, presentéiert ginn. De PNM 2035 ass zurzäit nach an Ausaarbechtung.

ad 6. De Moment si bis 2030 keng zousätzlech Zuchverbindunge mam Ausland geplangt. Et wäerten awer mat den Autoritéiten an den Nopeschlänner op politeschem an op techneschem Niveau Gespréicher gefouert ginn, mam Zil, zousätzlech international Direktverbindungen am Dag, grad ewéi Nuetszich, unzebidden.

Aktuell kann een ab Lëtzebuerg-Gare follgend Zildestinatiounen ufueren:

Am Ausland:

Däitschland:

Koblenz, Düsseldorf a Saarbrécken (iwwert de Lëtzebuerg-Saarbrécken-Express mat Korrespondenz op eng Rei vun ICE-Zich a Richtung Mannheim–München).

Frankräich:

Metz, Nanzeg, Paräis, Montpellier, Marseille a Gare Lorraine TGV (iwwert de Gare-Lorraine-Express mat Korrespondenz op eng Rei vun TGVen a Richtung Rennes, Bordeaux a Lille).

Belsch:

Liers a Bréissel.

Am Inland a Grenzgebitt:
Linn 10: Lëtzebuerg–Dikrech–Wolz–Ëlwen–Gouvy;
Linn 30: Lëtzebuerg–Waasserbëlleg–Tréier;
Linn 50: Lëtzebuerg–Klengbetten–Arel;
Linn 60: Lëtzebuerg–Esch–Rodange;
Linn 60a: Lëtzebuerg–Beetebuerg–Diddeleng–Wuelmereng;
Linn 60b: Lëtzebuerg–Beetebuerg–Näerzeng–Rëmeleng;
Linn 60c: Lëtzebuerg–Beetebuerg–Esch–Däitsch-Oth;
Linn 70: Lëtzebuerg–Péiteng–Rodange–Lonkech–Attem;
Linn 90: Sillon Lorrain–Lëtzebuerg–Nanzeg.

Question 4761 (28.07.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**incident de sécurité informatique concernant un laboratoire luxembourgeois d'analyses médicales :**

En date du 23 juillet 2021, un laboratoire luxembourgeois d'analyses médicales a publié un communiqué portant sur un incident de sécurité informatique auprès d'un laboratoire français, auquel le premier avait confié certaines données relatives à des actes d'analyses biologiques effectuées entre 2016 et 2021. Du côté luxembourgeois, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a été avertie.[14]

Outre le Ministère de la Communication et des Médias chargé des relations avec la CNPD, l'incident a vocation à intéresser le Ministère de la Santé ainsi que celui de la Sécurité sociale, en raison de la convention qui relie la Caisse nationale de santé et la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales.[15]

Vu le caractère sensible des données compromises, il échet d'assurer un suivi étroit dans l'immédiat ainsi qu'une analyse approfondie par le futur.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Communication et des Médias, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé :

1) Comment le suivi de l'incident de sécurité susvisé sera-t-il assuré au niveau gouvernemental ?

2) Quelles sont les démarches que la CNPD entreprendra ou a déjà entreprises suite à la déclaration de l'incident ? Existe-t-il des procédures dédiées aux données hautement sensibles ou, au contraire, tous les incidents de sécurité sont-ils traités de la même manière ?

3) Les ministres sont-ils en mesure de fournir de plus amples informations sur le déroulement de la cyberattaque, concernant par exemple le ou les attaquants, le lieu de stockage des données, etc. ?

4) Les personnes concernées par les données volées seront-elles informées individuellement de l'incident ainsi que de ses suites éventuelles ?

5) Quelle est l'incidence de la convention liant la CNS et la Fédération luxembourgeoise des laboratoires médicales sur le niveau de sécurité informatique de ces derniers ? La norme ISO 15189 telle que mentionnée dans les articles 30 et 39 de la convention couvre-t-elle également les différents aspects de la sécurité informatique ? Dans l'affirmative, cette norme publiée en 2012 est-elle toujours suffisante dans ce domaine ?

6) De manière générale, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale n'estime-t-il pas qu'au vu des cyberattaques de plus en plus fréquentes visant les données de santé, et vu l'éventail de services de plus en plus large offert par les laboratoires, une précision voire un approfondissement des dispositions relatives à la sécurité informatique s'impose dans le cadre d'une prochaine convention avec les laboratoires d'analyses médicales ?

Réponse commune (03.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Il appartient à la Commission nationale pour la protection des données (« CNPD »), établissement public indépendant doté de la personnalité juridique, de contrôler la conformité à la législation sur la protection des données à caractère personnel et les mesures de sécurité y relatives.

ad 2) S'agissant de la première sous-question, après avoir été notifiée de l'incident, la CNPD nous a indiqué avoir entrepris les démarches suivantes :

Suite à la notification de la violation de données par le laboratoire luxembourgeois d'analyses médicales concerné, la CNPD a pris contact avec le délégué à la protection des données de cette société.

Dès réception de la notification, la CNPD a procédé à une analyse de l'incident (type et volume de données, causes, conséquences, etc.) s'étant produit auprès du sous-traitant français du laboratoire. La CNPD a validé, avec le laboratoire concerné, les éléments d'évaluation du risque et la structuration des données, la typologie et le volume.

La CNPD a ensuite convenu d'un mode d'information des personnes concernées. Ainsi, dans les cas où la société disposait des coordonnées téléphoniques des personnes concernées, cette dernière leur a envoyé un SMS contenant un lien vers une page web répondant aux exigences du règlement général sur la protection des données (RGPD). À défaut de numéro de téléphone, la société a envoyé un courrier postal.

S'agissant de la seconde sous-question, il peut être noté que lorsque la CNPD reçoit une notification, elle procède systématiquement à une analyse détaillée. Elle vérifie plus particulièrement la conformité du traitement au regard des exigences du RGPD avant l'incident, ainsi que les mesures correctrices mises en œuvre après l'incident. Si la CNPD estime que les mesures techniques et organisationnelles ne sont pas adaptées au niveau de risque, elle peut exiger la mise en œuvre de mesures adaptées.

Un risque élevé nécessite une analyse plus poussée de la part de la CNPD, pour évaluer précisément le niveau de risque et les mesures correctrices, qui peuvent parfois relever d'un haut niveau de technicité.

ad 3) La cyberattaque ayant visé une société privée, les ministres ne disposent pas, ni ne sont en mesure de donner de plus amples informations à cet égard.

ad 4) Oui, les personnes concernées ont bien été informées (pour plus de détails, merci de vous référer à la réponse à la deuxième question).

ad 5) Concernant la norme ISO 15189, celle-ci est destinée aux laboratoires qui veulent mettre en place un système de gestion de la qualité via une approche processus associée à une démarche de gestion des risques. Elle leur permet d'améliorer leur organisation, d'apporter la preuve de leur compétence technique et d'assurer la fiabilité de leurs résultats.

Se basant sur la norme ISO 9001 relative à la qualité, elle invite uniquement les laboratoires à répondre à un ensemble d'exigences en termes de management de la qualité : gestion des sous-traitants et de l'approvisionnement, prestations de conseils, traitement des réclamations, actions correctives et préventives, etc.

Pour ce faire, elle définit des exigences techniques en ce qui concerne la gestion du personnel (compétences, formations, sécurité, information, etc.), la configuration des locaux, la performance du matériel, les procédures liées aux analyses (identification du patient, échantillonnage, contrôles qualité, données métrologiques, etc.) et la délivrance des résultats.

L'aspect sécurité de l'informatique, respectivement sécurité de l'information, est quant à elle reprise dans l'article 32 de la convention liant la CNS et la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'ana-

[14] https://www.ketterthill.lu/fr/autres/actualites/incident-de-securite.html

[15] https://cns.public.lu/en/legislations/slbc/cns-fllam-convention.html

lyses médicales. Celle-ci traite spécifiquement du secret professionnel et de la protection des données.

En cet article est rappelé que chaque laboratoire « veille à ce que les salariés du laboratoire soient instruits des impératifs du secret professionnel et qu'ils s'y conforment ». Chaque laboratoire « veillera pareillement à conformer ses pratiques de travail aux impératifs de la législation sur la protection des données à caractère personnel […] ». Cette législation reprend pour les responsables de traitements de données un ensemble de mesures contraignantes et obligatoires en termes de sécurité de l'information[16], pouvant notamment faire l'objet de contrôles de la part de régulateurs nationaux (CNPD pour le Luxembourg, CNIL pour la France).

ad 6) Si des démarches nationales et européennes vont effectivement déjà en ce sens, des actions nationales sont bien évidemment menées.

Dans le cadre de la contractualisation avec l'ensemble des corporations de santé au Luxembourg et de la revue régulière de ces contractualisations, il est convenu que les points de sécurité de l'information, et donc de sécurité informatique, soient, à chaque fois que cela s'avère nécessaire, précisés à travers la documentation dédiée. Cela se traduit par une documentation dédiée au sein même des conventions, mais aussi au sein des annexes à ces conventions comme par exemple, le cas échéant, les cahiers des charges qui permettent de définir les nécessités et obligations techniques et organisationnelles des différents acteurs concernés.

Qui plus est, ces actions répondent aux exigences de la législation sur la protection des données à caractère personnel applicable aux responsables de traitements de données personnelles. En effet, il y a obligation de documentation de l'ensemble des mesures prises pour satisfaire à des minima requis en termes de sécurité de l'information, et ce, pour chaque responsable de traitements de données personnelles.

Question 4762 (28.07.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**indexation du barème de l'impôt sur le revenu :**

Et schéngt esou ze sinn, datt de Barème vun der Akommessteier säit 2009 net méi un déi allgemeng Präisdeierecht ugepasst gouf. Domat si mir scho méi laang mat dem Phenomeen vun där sougenannter „kaler Progressioun" vun der Steierlaascht konfrontéiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi dës feelend Upassung motivéiert ass?

2. Ass an dëser Legislaturperiod nach eng Upassung geplangt? Wann net, firwat net?

Réponse (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierte verweist a senger parlamentarescher Ufro op de Barème vun der Akommessteier, dee säit 2009 net méi un déi allgemeng Präisdeierecht ugepasst gi wär. An dësem Kontext si follgend Punkten ze erwänen.

Fir d'éischt ass ze soen, datt déi allgemeng Upassung vum Barème un d'Inflatioun, deen am Artikel 125 vum Akommessteiergesetz virgesi war, duerch d'Gesetz vum 21. Dezember 2012 ofgeschaaft ginn ass. D'Regierung Juncker huet deemools am Gesetzesprojet drop higewisen, datt dee Schrëtt néideg war, opgrond vun den deemolege budgetäre Contrainten.

Et ass des Weideren drop hinzeweisen, datt d'Regierung am Kader vun der Steierreform 2017 de Steierbarème substanziell ugepasst huet. Duerch d'Upassung vun den ënneschten Tranchen an duerch d'Aféierung vun zwee weidere Steiertauxe vun 41 respektiv 42 Prozent ass de Steierbarème sozial méi gerecht gemaach ginn. Derbäi kënnt, datt d'Steierreform 2017 d'Steierkreditter (CIS, CIP, CII) komplett nei modeléiert huet, fir déi Leit mat déiwe Revenue steierlech nach weider ze entlaaschten. All déi Mesurë sinn aus steierlecher Siicht méi sozialgerecht a méi adequat, wéi wann d'Regierung eng allgemeng Upassung vum Barème vun der Akommessteier un déi allgemeng Präisdeierecht ënnerholl hätt, déi virun allem Leit mat héije Revenue favoriséiert hätt.

Des Weideren, wéi an der rezenter Vergaangenheet méi wéi eng Kéier vun der Regierung erwäänt, erlaabt déi aktuell budgetär Lag, déi besonnesch duerch d'Pandemie gezeechent ass, keng allgemeng a grouss Steierreform zu dësem Zäitpunkt ze ënnerhuelen.

[16] Article 32 du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE dit règlement général sur la protection des données (RGPD, ou encore GDPR, de l'anglais General Data Protection Regulation).

Question 4763 (28.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **discrimination dans le sport :**

D'Kleederuerdnunge vu verschiddene Sportverbänn schreiwe fir d'Frae méi enk a kuerz geschnidden Trainingskleedung vir, wéi fir d'Männer. Obwuel et kee Vir- oder Nodeel fir d'Ausübung vum Sport huet, gesi vill Reglementer vir, dass Frae wärend Kompetitioune musse Kleeder droen, déi méi Haut weisen, wéi déi vun de männleche Sportler. Verstéiss géint dës Reegele kënne mat engem Ausschloss aus der Kompetitioun, oder - wéi et rezent bei enger Frae-Beachhandballsekipp de Fall war - mat enger Geldstrof anhiergoen.

Dës Ënnerscheeder bei de Kleederuerdnungen tëscht de Männer an de Fraen am Sport werfen d'Fro op, ob dës Ongläichheeten net als eng Form vu Sexismus bzw. souguer als Diskriminéierung am Sënn vun enger Ongläichbehandlung opgrond vum Geschlecht nom Artikel 454 vum Code pénal verstane kéinte ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sport a fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass Kleederuerdnungen, déi Fraen am Sport Tenuë virschreiwen, déi méi Haut weise wéi déi vun de Männer, sexistesch sinn?
Falls jo: Wéi wëll d'Regierung d'Problematik vum Sexismus bei de Kleederuerdnungen ugoen?
Falls nee: Wéi begrënnt d'Regierung hir Astellung?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass Kleederuerdnungen, déi Fraen am Sport Tenuë virschreiwen, déi ouni funktionell Grënn anescht ausgesi wéi déi vun de Männer, diskriminéierend sinn, well fir Persounen ënnerschiddlech Reegele gëlle jee nodeem, wéi ee Geschlecht se hunn?
Falls jo: Wéi wëll d'Regierung d'Problematik vun den diskriminéierende Kleederuerdnungen ugoen?
Falls nee: Wéi rechtfäerdegt d'Regierung d'Ënnerscheeder tëscht de Reegelen, déi fir déi verschidde Geschlechter gëllen?

3. Am Abschnitt „Der Kampf gegen Doping, Respekt und Fairplay im Sport" aus dem aktuelle Koalitiounsaccord ass ze liesen:

Es wird eine Nulltoleranz-Politik gegenüber Doping im Sport verfolgt werden. [...]

In gleicher Weise werden fremdenfeindliche, homophobe, sexistische oder diskriminierende Einstellungen nicht akzeptiert, und es wird auf gutes Verhalten, Respekt und Fairplay der Sportakteure auf allen Ebenen geachtet werden.

Wat gouf am Kontext vum Sexismus an der Diskriminéierung bis elo gemaach?

Goufe konkreet „sexistesch oder diskriminéierend Astellungen" um Terrain festgestallt a falls jo, wéi goufen d'Acteure sensibiliséiert?

Réponse commune (09.09.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert déi ënnerschiddlech Kleederuerdnung tëschent Fraen a Männer, déi verschidde Sportverbänn virschreiwen. Dozou ass emol prinzipiell ze soen, dass dës Virschréften, am Prinzip, vun den internationale Verbänn virgeschriwwe ginn, a gemäss dem Prinzip vun der Autonomie vum Fonctionnement vum sougenannte „mouvement sportif", deen iwweregens och am Sportsgesetz verankert ass, dëst absolutt net an d'Kompetenz vun der Lëtzebuerger Regierung fält.

Ee konkreet Beispill dofir ass de Beachhandball, wou den internationale Verband (IHF) Tenuë fir Frae virschreift, verschidden europäesch Nationalverbänn, dorënner och déi Lëtzebuerger Handballfederatioun (FLH) trotz ville Beméiungen, et bis elo allerdéngs nach net duerchbruecht huet, fir dës Reegelen ze änneren. Eng deementspriechend Motioun ass och nees an Ausaarbechtung fir de Kongress vun der IHF Ufanks November zu Antalya. Zu Lëtzebuerg kann allerdéngs Beachhandball an de gewinnten Handballstenuë gespillt ginn.

Am Beachvolleyball sinn dës Reegelen iwweregens, och international, scho säit den Olympesche Spiller 2012 ugepasst ginn.

Am Konschtturnen dann, ginn d'Reegelen och vun der internationaler Federatioun (FIG) virgeschriwwen. Hei gëtt et awer fir Fraen, wéi rezent vun den däitschen Turnerinne bei den Olympesche Spiller zu Tokyo gewisen, d'Méiglechkeet, op méi kierperbedeckend Tenuen zeréckzegräifen. Dëst ass an de Reegele verankert an zitt dowéinst keng Strof an iergendenger Form mat sech. Dës Optioun besteet selbstverständlech och um nationalen Niveau zu Lëtzebuerg.

Generell ass fir déi Lëtzebuerger Regierung, an absënns fir de Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer, d'Bekämpfung vu Geschlechterstereotyppe fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer eng wichteg Prioritéit. Den Nationalen Aktiounsplang fir d'Egalitéit tëschent Fraen a Männer, deen d'Regierung am Juli 2020 adoptéiert huet, setzt do e wichtegt Zeechen am Kapitel 2 - Lutter contre les stéréotypes et le sexisme. D'Schwéierpunkte leien op deenen eenzele Moossnamen, déi sech ënnert anerem op follgend Punkte konzentréieren:

- déi wëssenschaftlech Analys vu geschlechtsspezifesche Stereotyppen,
- d'Sensibiliséierung vun de Kanner a Jugendlechen,
- d'Bekämpfung vu sexistescher Publicitéit an dem sougenannten Gender Marketing,
- d'Representatioun vun de Geschlechter an de Medien,
- an op d'Aféierung vun enger gendergerechter Sprooch.

Question 4764 (29.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**application renseignant sur le niveau des eaux :**

Op der App „Meine Pegel" vum Hochwasserportal, enger Initiativ vun den däitsche Bundeslänner, kann een iwwer 2.500 Peegelstänn aus Däitschland an Holland nokucken. Bis elo war aus Lëtzebuerg just de Stand vun der Sauer zu Bollenduerf ze kucken an elo rezent, op Nofro hin och d'Sauer zu Rouspert.

Wéi déi feelend Virwarnungen am Kader vun der rezenter Héichwaasserkatastroph gewisen hunn, ass et awer wichteg, datt d'Leit sech méiglechst séier iwwer sämtlech, si betreffend Peegelstänn kënnen informéieren. Hei kéint dës App nëtzlech sinn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

- Kéint d'Regierung sech virstellen, eng zäitno Initiativ ze huelen, fir sämtlech national Peegelstänn an dës App ze integréieren? Wa jo, a wéi engen Delaien? Wann net, firwat net?

Réponse (23.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Déi aktuell Waasserstänn vu 37 Peegelen zu Lëtzebuerg, mat Previsioune bis zu 24 Stonnen am Viraus fir eelef Peegelen, sinn zu all Moment um Site www.inondations.lu accessibel. Dëse Site ass och fir eng iwwersiichtlech mobill Notzung um Smartphone oder Tablett optimiséiert an op dësen Apparate gutt siichtbar.

Am Fall vun engem Héichwaasser ginn um Site www.inondations.lu Héichwaasserlageberichter (bulletins de crue) mat geneeën Informatiounen zur Situatioun an Informatiounen zum weidere Verlaf veröffentlecht, wéi och bei dësem Héichwaasser. Dëst geschitt schonn am Virfeld vun engem Héichwaasser mat enger Eröffnungsmeldung. D'Phase de vigilance (giel) gëtt heimat ausgeruff, de Service de prévision des crues geet a Bereetschaft an analyséiert, ob déi meteorologesch Situatioun een Héichwaasser ukënnegt. Falls ofzegesinn ass, dass d'Gewässer iwwert hir Ufer goe wäerten a lokal Iwwerschwemmunge méiglech sinn, gëtt d'Phase de préalerte (orange) ausgeruff. Weider Lageberichter gi veröffentlecht, fir iwwer d'Situatioun an hir Evolutioun ze kommunizéieren. Falls ofzegesinn ass, dass d'Waasserstänn nach méi héich klamme sollten a gréisser a generaliséiert Iwwerschwemmunge méiglech sinn, gëtt d'Phase d'alerte (rout) ausgeruff. Weider Lageberichter gi veröffentlecht, fir iwwer d'Situatioun an d'Evolutioun ze berichten. Wann d'Situatioun sech berouegt huet an d'Waasserstänn ënnert déi jeeweileg Cotten (Meldestuf 1 an 2) gefall sinn, gëtt d'Bereetschaft vum Service de prévision des crues duerch ee Schlussbericht ofgeschloss, deen déi maximal erreechte Peegelstänn matdeelt. Sou kënnen sech d'Leit séier iwwer sämtlech Peegelstänn, Previsiounen a Meldungen informéieren.

Als Ergänzung zu den Informatiounen a Meldungen um Site www.inondations.lu, ass scho länger geplangt, dëse Service och iwwert eng eegen oder eng gemeinsam Applikatioun mat eisen europäesche Partner an den Nopeschlänner unzebidden. Opgrond vum iwwerzeegende Konzept vun der App „Meine Pegel", ass decidéiert ginn, sech dëser Applikatioun unzeschléissen. Dës Decisioun ass onofhängeg vun dem aktuellen Héichwaasser geholl ginn. An enger éischter Phas ginn zanter 2015 d'Peegelstänn an d'Previsioune vu sechs lëtzebuergesche Peegelstatiounen op dem „Länderübergreifendem Hochwasserportal" www.hochwasserzentralen.de ugewisen. Dëst ass eng Initiativ vun den däitsche Bundeslänner, wou och d'Nopeschlänner hir Peegele kënnen uweisen. Den Ament gëtt un der Programmatioun vun der App „Meine Pegel" fir Lëtzebuerg geschafft. Geplangt ass eng Notzung ab 2022, mat de selwechte Peegelstänn a Previsiounen, déi och schonn um Site www.inondations.lu verfügbar sinn a weidere Funktiounen, wéi zum Beispill ee Link op d'Héichwaassergeforekaarten um Geoportal. Nieft de bekannte Funktiounen, wéi enger méiglecher Personaliséierung vun der App mat Meldungen (Push-Noriicht) ab engem bestëmmte Peegelstand op de Statiounen, déi den Notzer selwer auswiele kann, ginn och déi offiziell Meldungen a Berichter vum Service de prévision des crues mat der App verlinkt. Am Fall vun enger Héichwaassermeldung kritt den Notzer eng Noriicht a kann sech iwwert ee Link an der App „Meine Pegel" déi offiziell Informatioune wéi gewinnt um Site www.inondations.lu uweise loossen. Aktuell kann een esou Noriichten schonn iwwert d'App vun dem kinneklechen hollännesche meteorologeschen Institut (KNMI) a Meteolux kréien an/oder iwwer E-Mail (un d'Abonnenten) vum Site www.inondations.lu, wou een sech aschreiwe kann, fir am Fall vun Héichwaasser eng Noriicht ze kréien.

Et ass awer wichteg, d'Notzung vun dëser Applikatioun als Ergänzung zum offizielle Site ze gesinn. Eng Applikatioun huet sécherlech Virdeeler a praktesch Funktiounen, ee klassesche Site funktionéiert awer onofhängeg vum Betribssystem, ouni méiglech Problemer no engem Update, an ass iwwerall a fir jiddereen accessibel.

Question 4767 (29.07.2021) de **MM. Guy Arendt** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **courrier non distribué :**

Nombreux sont les habitants, associations ou clubs qui adressent des courriers aux responsables de leur commune, qu'il s'agisse d'une doléance, d'une information, d'une invitation ou d'une demande de renseignements. Ils adressent souvent leur courrier au collège échevinal et aux membres du conseil communal. Par facilité ils utilisent pour cela ou bien l'adresse e-mail ou postale officielle de leur commune.

Or, il nous a été rapporté que dans certaines communes de tels courriers n'ont jamais été continués aux membres du conseil communal, bien qu'ils figuraient comme destinataires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Est-ce que le fait de ne pas distribuer un courrier (e-mail ou lettre) aux destinataires souhaités est légal ? Ne s'agit-il pas d'un cas de rétention illégal de courrier ?

2) Dans la négative, est-ce que des sanctions sont prévues ?

3) Dans l'affirmative, les responsables d'une commune ne devraient-ils pas informer l'expéditeur d'un courrier que celui-ci n'a pas été distribué à tous les destinataires figurant comme destinataires ?

4) Que compte entreprendre Madame la Ministre afin que les personnes qui réceptionnent un courrier destiné aux membres du conseil communal transmettent celui-ci aux destinataires ?

5) Que peuvent faire les expéditeurs d'un courrier adressé aux responsables communaux pour que leur courrier arrive effectivement à tous les destinataires souhaités ?

Réponse (08.09.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Selon les honorables Députés, de nombreuses correspondances sont adressées au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal par e-mail ou par la voie postale traditionnelle, et il leur a été reporté que dans certaines communes les envois n'arrivent pas au(x) destinataire(s).

La correspondance communale est réglementée de manière très sommaire à l'article 74 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, lequel dispose que « … les publications, les actes et la correspondance de la commune sont signés par le bourgmestre ou celui qui le remplace et contresignés par le secrétaire. La signature de la correspondance de la commune peut être déléguée par le bourgmestre à un ou plusieurs échevins. »

L'article précité est identique à l'article 101 de l'ancienne législation communale belge dont la doctrine avait déduit qu'il appartient aussi au bourgmestre, par une conséquence naturelle du pouvoir de signer la correspondance, de recevoir la correspondance adressée à la commune et que ce droit lui appartient à plus forte raison en considérant sa fonction de président du collège des bourgmestre et échevins et du conseil communal. Il en est autrement si un courrier est adressé à un membre du conseil communal en nom personnel. Dans ces conditions, le courrier doit être considéré comme ayant un caractère personnel et seul son destinataire est en droit de le recevoir et de l'ouvrir.

Si le courrier est adressé au conseil communal, la doctrine fait la distinction entre les courriers selon qu'ils rentrent ou non dans la compétence du conseil. Dans le premier cas, le bourgmestre ne peut pas retenir le courrier et dans le deuxième cas, il lui est loisible de procéder à la communication.

Il est considéré par ailleurs que le droit du bourgmestre en matière de réception du courrier n'exclut pas le droit des échevins d'en prendre connaissance.[17]

En l'état actuel de la législation au Luxembourg, il semble qu'aucune infraction qualifiée de « rétention illégale de courrier » n'existe, ni d'autres infractions ou sanctions pénales qui pourraient couvrir des faits pareils.

Au regard des difficultés de transmission du courrier qui semblent exister au sein de certaines communes, je me chargerai de leur rappeler ce qui précède par voie de circulaire. Par ailleurs, et considérant le texte actuel lacunaire, je tiens à informer qu'il sera mis à l'examen dans le cadre de la refonte de la loi communale.

Question 4768 (29.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **recommandation concernant la consommation des légumes de jardin suite aux inondations :**

De Gesondheetsministère huet de 27. Juli ee Communiqué erausginn, an deem en d'Leit warnt, kee Geméis an Uebst aus dem eegene Gaart ze konsommëieren, well no den Iwwerschwemmunge Mëtt Juli vill gesondheetsschiedlech Chemikalien a Bakterien d'Uebst an d'Geméis an de Gäert kéinte kontaminéiert hunn.

Wärend den Iwwerschwemmunge goufen awer net nëmme Gäert, mee och eng Rëtsch Geméis- an Uebstfelder souwéi Grengland iwwerschwemmt. D'Zeitung „De Lëtzebuerger Bauer" schreift an hirem Leitartikel vum 23. Juli 2021:

„Wegen der Verschmutzung durch Schlamm und Geröll, in schlimmeren Fällen durch Heizöl aus geborstenen Tanks, Müll oder Frachten aus überschwemmten Kläranlagen, kann das Futter (Grengland) nun nicht mehr benutzt werden."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Konnt de Landwirtschaftsministère scho feststellen, ob och d'Geméis- an Uebstfelder hei am Land vun esou Kontaminéierunge betraff sinn?

2. Goufe schonns Liewensmëttel aus dem Verkéier gezunn, déi am Zesummenhang mat den Iwwerschwemmunge kontaminéiert gi sinn?

3. Wäerten an nächster Zäit verstäerkt Liewensmëttelkontrollen duerchgefouert ginn, fir Risike fir de Konsument kënnen ze minimiséieren?

Réponse commune (27.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Geméis- an Uebstfelder ware betraff vun den Iwwerschwemmunge bei de Privatleit an och bei de Produzenten, trotzdeem sinn d'Resultater vun den Analyse berouegend.

ad 2. En Deel vun de Liewensmëttele gouf direkt vun de Felder aus dem Verkéier gezunn a parallell dozou goufen Analysen op Bakterien a cheemesch Kontaminanten op Uebst a Geméis gemaach, fir d'Kontaminatiounsniveauen ze bewäerten. Buedemanalyse sinn och ausgewäert ginn.

ad 3. Kontrollen um Feld goufen duerchgefouert, fir d'Liewensmëttelsécherheet ze garantéieren a Kontrollpläng goufen an Zesummenaarbecht mat den Acteuren, déi um Feld schaffen, opgestallt, fir d'Evolutioun vun der Kontaminatioun ze iwwerwaachen. Fir de Moment gouf keng Kontaminatioun op Uebst a Geméis observéiert. Dëst bestätegt d'Informatioun, déi mir an der wëssenschaftlecher Literatur fanne konnten.

Am Sënn vun der Vereinfachung sinn all offiziell Informatiounen, déi aus verschiddenen Administratioune kommen, op follgendem Site gruppéiert: https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2021/07-juillet/30-inondations-pollution-sols.html.

Question 4779 (30.07.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **harcèlement sexuel :**

An engem rezenten Artikel aus dem „Lëtzebuerger Wort" kann een de courageisen Temoignage vun enger jonker Fra noliesen, déi vun engem Museksdirigent sexuell mëssbraucht gouf. Si huet elo decidéiert, fir hiert Erlieftent public ze maachen, fir esou och aner Affer ze encouragéieren, fir doriwwer ze schwätzen, an esou anerer ze sensibiliséieren an ze warnen.

Si war net déi Eenzeg, déi Affer vun dësem Museksdirigent gouf, an esou koum et, datt den Täter ugeklot gouf wéinst sexuellem Mëssbrauch, sexueller Nötegung a Vergewaltegung.

D'Strofmooss war aacht Joer op Sursis an eng Geldstrof. Fir déi betraffe Fraen ass dëst Jugement eng weider Demütegung.

D'Unzuel vu sexuellen Iwwergrëffer geet all Joer an d'Luucht, mee vill Affer maache keng Plainte, dëst well se Angscht hunn, datt den Täter duerch déi aktuell Gesetzer awer weiderhin op fräiem Fouss bleift.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt dat aktuellt Strofmooss bei sexuellem Mëssbrauch streng genuch ass?

2. Gedenkt d'Madamm Ministesch, um penale Plang Adaptatioune virzehuelen, fir d'Strofmooss bei sexuellem Mëssbrauch méi streng ze maachen?

3. Wa jo, wat genau ass virgesinn?

Réponse (26.08.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Opgrond vun der Gravitéit vun de Strofdote wäerten um legislativen Niveau d'Strofen am Fall vu sexuellem Mëssbrauch verstäerkt ginn.

ad 2. + 3. Jo, d'Strofen am Fall vu sexuellem Mëssbrauch gi verstäerkt.

Aktuell gëtt un engem Projet geschafft, deen net nëmmen d'Strofmooss ännert, mee och nei Strofdoten am Code pénal schaaft. Follgend Ännerunge ginn dobäi virgeholl:

1. Et gëtt an dësem Projet eng onofhängeg Strofdot vum Inzest geschaaft, wou d'Strofmooss nach emol méi héich ass wéi an all deenen anere Fäll vu sexueller Gewalt. Mam Gesetzesprojet ginn also zwee separat nei Artikele geschaaft, déi de „viol/attentat à la pudeur incestueux" bestrofen.

2. Den Inzest gëtt kloer definéiert, souwuel am Kader vum Attentat à la pudeur wéi och vum Viol.

3. D'Notioune vun Attentat à la pudeur a vu Viol, esou wéi se aktuell an den Artikelen 372 an 375 vum Code pénal stinn, gi kloer definéiert, fir datt esou mann wéi méiglech Interpretatiounsbedarf besteet.

4. Verschidde Strofdote géintiwwer Mannerjäreger gi verschäerft, andeems den Alter vun der Victime als Circonstance aggravante eropgesat gëtt a sech doropshi méi streng Strofen op den Auteur applizéieren.

5. Ausserdeem kann nach preziséiert ginn, datt d'Verjärungsfriste fir verschidde sexuell Iwwergréffer op Mannerjäreger no uewen ajustéiert gi jee no Strofdot.

Question 4782 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **rénovation du bâtiment Robert Schuman :**

Am Schuman-Gebai um Kierchbierg goufe bis 1979 déi éischt Sitzunge vum Europäesche Parlament ofgehalen. Dëst Gebai, dat am Besëtz vum Lëtzebuerger Staat ass, entsprécht säit Joren net méi den internationalen Normen, beispillsweis am Hibléck op d'Energieeffizienz. Well dëst Gebai awer ee wichtegen historesche Symbolwäert huet, wier et ee Verloscht fir eise Patrimoine, wann et géif ofgerappt ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un d'Madamm Kulturminister:

- Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi et mat dësem Gebai weidergeet?

Réponse (03.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi zukünfteg Notzung vum Gebai Robert Schuman gëtt aktuell analyséiert, och am Kontext vum Reamenagement vun der Place de l'Europe. Fir dës zentral Plaz an Zukunft ze beliewen, gëtt am Kader vun engem Concours gekuckt, wéi de Programm, déi historesch Valeur vum Gebai, den urbanistesche Kontext an all d'Ufuederungen, ënner anerem déi energeetesch Sanéierung, kënnen am beschten ëmgesat ginn.

Question 4783 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **formation de bibliothécaires et archivistes :**

De Beruffsverband ALBAD, deem Bibliothecairen, Archivisten an Dokumentalisten ugehéieren, beschwéiert sech säit Joren iwwer ee Manktem u qualifizéierten Archivisten. Studenten, déi am Ausland wëlle studéieren, fir kënnen hei am Land Archivist ze ginn, kréie vum CEDIES (Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur) gesot, si sollten eppes anescht studéieren, well Archiviste géifen net zu Lëtzebuerg gebraucht ginn. D'Gemenge gi bei der Sicht no qualifizéierte Kommunalarchivisten oft eleng gelooss. De Gemengesekretär ass fir d'„archives courantes", awer net fir d'„archives historiques" zoustänneg. Oft lande wäertvoll Kommunalarchiven an der Nationalbibliothéik, mee do gëtt sech oft net drëm gekëmmert. No zéng Joer gi vill Dokumenter do zerstéiert.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Schoulminister:

1. Wéi schätzt de Staat säi Besoin an u Bibliothecairen an Archivisten, wat déi nächst zéng Joer betrëfft?

2. Wéi ginn déi zukünfteg Archiviste rekrutéiert? Wéi laang dauert hir Stagezäit? Ënnerhëlt d'Regierung Efforten, fir dëse Beruffswee ze promouvéieren? Wat fir eng Roll spillt an dësem Zesummenhank de CEDIES?

3. Wéi vill Leit ginn am Moment als Archivist gefouert?

4. Wéi vill vun dëse Leit hunn am Ausland studéiert, wéi vill um INAP (Institut national d'administration publique)?

5. Ween assuréiert d'Coursen um INAP, fir dës Leit als Archivisten auszebilden?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Et sief eis am Virfeld erlaabt, den honorabelen Deputéierten op falsch Behaaptungen a senger parlamentarescher Fro opmierksam ze maachen. Et ass net virgesinn, datt Kommunalarchive sollen oder kënnen an der Nationalbibliothéik deposéiert ginn. Wéi et kloer am Archivgesetz vum 17. August 2018, Art. 4 (4) formuléiert ass, gëllt d'Autonomie bei Gemengen, Gemengesyndikater an Établissements publics vu Gemengen, esou datt deenen hir Archive lokal oder regional weiderhi kënne konservéiert ginn. Et besteet awer d'Méiglechkeet, mat engem Contrat de coopération mam Staat déi betreffend Archive kënnen am Nationalarchiv ze deposéieren, wuelgemierkt am Nationalarchiv an net an der Nationalbibliothéik, konform zu de Missiounen, wéi se am Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Kulturinstituter definéiert sinn. D'Modalitéite vun dësem Kontrakt ginn am Règlement grand-ducal vum 17. Mäerz 2021 gereegelt. Déi Gemengen, déi kee Contrat de coopération hunn, däerfe laut Archivgesetz näischt zerstéieren ouni d'Erlabnis vum Direkter vum Nationalarchiv. Wann den Direkter net averstanen ass mat der Zerstéierung, ginn déi betreffend Archiven an den Nationalarchiv verséiert. Wéi eng Dokumenter zerstéiert ginn an no wéi ville Joren, gëtt vum Producteur d'archives selwer an en accord mat de gesetzleche Bestëmmungen an engem Tableau de tri definéiert. Eng Rei vu Gemengenarchive befanne sech momentan schonns am Nationalarchiv. Do gi se no de bestoende Reegele konservéiert. Et stëmmt also och net, datt sech net dorëms gekëmmert gëtt.

ad 1. Der Regierung sinn den Ament keng prezis Donnéeën doriwwer bekannt, wéi vill Bibliothecairen, Dokumentalisten an Archivisten an den nächsten zéng Joer wäerte gebraucht ginn. De Besoin an de Schoulbibliothéiken, an den ëffentleche Bibliothéiken, an de Kulturinstituter an an de Gemengenarchiven, awer och an den Entreprisen an Organisatiounen, ass grouss. De Besoin un Archiviste fir d'Ministèren an d'Verwaltungen ass zënter dem Akraafttriede vum Gesetz iwwert den Archivage vum 17. August 2018 an d'Luucht gaangen a wäert an deenen nächste Joren och nach weider klammen. Den Nationalarchiv ass mat de Verwaltungen amgaangen, Tableaux de tri ze realiséieren - esou wéi d'Gesetz iwwert den Archivage et virgesäit. Fir d'Tableaux de tri an de Verwaltungen auszeschaffen an ëmzesetzen, brauch ee qualifizéiert Leit.

Datt d'Demande am Secteur grouss ass, weist eng Auswäertung vun den Jobofferen duerch de Studenteveräin Jonk BAD. Deemno waren am Joer 2020 246 Plazen am CDD oder CDI ausgeschriwwen, am Joer 2021 schonns 205. Et ass ze bedenken, datt bei esou Plazen net forcement e spezifeschen Diplom aus dem Beräich BAD gefrot gouf, datt en awer vu Virdeel ass, fir d'Aufgaben duerchzeféieren.

ad 2. D'Archivisten, déi beim Staat schaffen, ginn iwwert d'Prozeduren, déi bei der Fonction publique en vigueur sinn, rekrutéiert. An de Joren 2019 an 2020 sinn iwwer GovJobs 24 Poste rekrutéiert ginn, déi sech ganz oder deelweis ëm d'Gestioun vun Dokumenter an Archive sollte befaassen. D'Stagezäit riicht sech no der Karriär an dauert am Allgemengen zwee Joer. D'Regierung mécht Efforten, andeems si de Rekrutement vu qualifizéierten Archivisten ënnerstëtzt.

Och am Privatsecteur ass d'Demande u qualifizéierten Archiviste grouss. Wéi dës Leit rekrutéiert ginn, hänkt vun dem jeeweilegen Employeur of.

De Service Information études supérieures vum Héichschoul- a Fuerschungsministère informéiert am Allgemenge beschtméiglech iwwert déi verschidde Studieprogrammer, déi vun den Universitéiten an Héichschoulen am In- an Ausland ugebuede ginn, an iwwert déi domat verbonne Beruffsperspektiven. Dat gëllt natierlech och fir d'Ausbildungsméiglechkeeten an d'Beruffsweeër an de Beräicher vun de Bibliothéikswëssenschaften, der Archivistik an der Dokumentalistik.

Well et sech heibäi ëm Beräicher handelt, wou d'Ausriichtung an d'Ufuerderunge souwuel vun der Ausbildung wéi vum Beruffsbild an de leschte Joren a Joerzéngte staark evoluéiert hunn, huet de genannte Service net méi spéit wéi am Mee 2020 eng nei a komplett iwwerschaffte Versioun vu senger Broschür „Bibliothécaire, archiviste, documentaliste", déi zu der Serie „Études & Métiers" gehéiert, editéiert. An dëser Publikatioun, déi ënner follgendem Link[18] um Site vum CEDIES kann erofgeluede ginn, ginn d'Beruffsprofiller vum Bibliothecaire, Archivist an Dokumentalist presentéiert an d'Studiemëiglechkeeten an aacht verschiddene Länner gi méi am Detail duergeluecht.

Doriwwer eraus steet de concernéierte Service selbstverständlech och zu all Moment den interesséierte Persounen zur Verfügung fir all weider oder méi spezifesch Renseignementer iwwert dës Ausbildungsweeër.

ad 3. Am Nationalarchiv si momentan véier ausgebilten Archiviste fest ugestallt. Si ginn ënnerstëtzt vun enger Equipe vu fënnef ausgebilten Archivisten, déi op Kontrakt schaffen. An deene verschiddene Ministèrë sinn ëm déi 20 qualifizéiert Mataarbechter (Archivisten oder Historiker) ugestallt, fir sech ëm d'Archiven ze këmmeren. Dozou kënnt, datt all staatlech Verwaltung muss en „délégué à l'archivage" ernennen. Dës Delegéierte bilden e Reseau, dee vum Nationalarchiv koordinéiert gëtt (Règlement grand-ducal du 9 octobre relatif à la mission d'encadrement des archives publiques par les Archives nationales).

ad 4. Déi diploméiert Archivisten hunn all am Ausland studéiert - meeschtens a Frankräich, Däitschland oder an der Belsch. Et kann een zu Lëtzebuerg am Beräich BAD weeder eng Ausbildung nach e Studium maachen, esou datt déi interesséiert Studente mussen an d'Ausland goen. Déi Leit, déi Geschicht studéiert hunn, hunn zum Deel hir Studien op der Uni Lëtzebuerg gemaach. Den Ament studéieren, Informatioune vun der Jonk BAD no, 20 Persounen am Ausland Bibliothéikswëssenschaft oder Archivistik.

ad 5. Um INAP kann een net studéieren an och keng Ausbildung maachen. Archiviste vum Nationalarchiv assuréieren um INAP Formatiounen, fir Basiswëssen a „bonnes pratiques" fir d'Gestioun vun den Dokumenter an den Archiven ze vermëttelen. Dëst ass net equivalent mat enger Ausbildung oder engem Studium, mee ass am Kader vun der Formation continue an der Fonction publique ze gesinn.

Follgend Formatioune gi momentan vun den Archiviste vum Nationalarchiv um INAP gehalen:

- Gestion des documents et des archives (e-Learning),
- Initiation à la gestion des documents et des archives,
- Versement d'archives papier aux ANLux,
- Réaliser un tableau de tri,
- Utilisation et mise en œuvre d'un tableau de tri des archives.

D'Formatiounen am Beräich vun der Bibliothekonomie gi vun der BnL ugebueden. Si organiséiere reegelméisseg Coursen zum Catalogage fir iwwer 300 Persounen, déi a 90 Bibliothéiken am Reseau bibnet.lu schaffen.

Question 4785 (02.08.2021) de **MM. Léon Gloden, Laurent Mosar, Marc Spautz** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**intervention policière à Ettelbruck le 31 juillet 2021 :**

D'après les informations communiquées par le Parquet de Diekirch ce 1er août 2021, une personne a été mortellement blessée le samedi 31 juillet 2021 à Ettelbruck dans le cadre d'une intervention policière.

Après un vol avec violences commis à Hosingen, cette personne avait obligé un conducteur de voiture à quitter son véhicule sous la menace d'un couteau pour ensuite s'enfuir avec le véhicule volé en direction d'Ettelbruck. La police, ayant pris connaissance des crimes commis, a réussi à arrêter le véhicule à Ettelbruck. La personne conduisant la voiture est sortie de la voiture et a attaqué les officiers de police avec un couteau. L'un des policiers a dû faire usage de son arme de service. La personne a été grièvement blessée et a succombé à ses blessures à l'hôpital.

D'après le communiqué du Parquet de Diekirch, une instruction judiciaire a été ouverte et l'Inspection générale de la police a été chargée de la suite de l'enquête.

[17] Victor de Tollenaere, Nouveau commentaire de la loi communale Tome II, n° 829

[18] https://cedies.public.lu/fr/publications/lettres-sciences-communication/bibliothecaire-documentaliste.html

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est informé des premières conclusions de l'enquête en cours et a notamment des informations sur le déroulement exact des évènements ? Est-ce que l'agresseur était connu des services de police ? Avait-il déjà commis d'autres crimes dans le passé ?

2) Dans quelles circonstances est-ce que les officiers de police ont le droit de faire usage de leur arme à feu ? Est-ce que les officiers de police profitent d'un entraînement spécial pour les aider à faire face à ce type de situation ?

3) Sur les réseaux sociaux, on peut lire de nombreux commentaires négatifs par rapport au comportement des officiers de police. Est-ce que Monsieur le Ministre compte réagir et informer le public sur le bien-fondé des actions des officiers de police ?

Réponse (05.08.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) + 3) Alors qu'une enquête judiciaire est en cours, il y a lieu de respecter strictement le secret de l'instruction.

ad 2) Les circonstances et modalités de l'usage de la force par des membres du cadre policier de la Police grand-ducale sont régulées par la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité et la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

Ces lois sont enseignées aux policiers en formation de base et en formation de promotion. Ce cours est complété par des explications concernant la proportionnalité de l'utilisation des moyens de contrainte et donc également des armes à feu.

La formation de base prévoit une multitude d'entrainements pratiques en matière de tir, de tactique policière, de maîtrise de la violence et de gestion de conflits. La formation continue prévoit des séances de recyclage annuel minimales en tir, tactique policière et maîtrise de la violence, sous réserve de faisabilité suite aux restrictions de la crise du Covid-19.

Question 4787 (02.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **lutte contre le changement climatique :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3760 huet d'Regierung geäntwert, datt Lëtzebuerg an deenen nächste Joren eng Enveloppe vun 200 Milliounen Euro fir Klimaentwécklungshëllef wëll bereetstellen. Wéi am Artikel „Anpassung und Abschwächung", dee rezent am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, zu deem Theema ze liese war, ass dës Enveloppe fir d'Beneficiairen un eng Rei Konditioune gebonnen. Sou dierfen déi betraffe Länner weeder op Atomstroum nach op genmanipuléiert Saatgut zeréckgräifen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ginn déi 200 Milliounen Euro op den Undeel vun de Lëtzebuerger Ausgabe fir Kooperatiounshëllef um Bruttoinlandsprodukt mat ugerechent?

2. Gesäit d'Regierung an hiren Ausschlosskrittären en Negativureiz, deen déi betraffe Länner kéint dozou verleeden, net genuch an dréngend benéidegt Technologien ze investéieren? Wann net, firwat net?

Réponse commune (11.10.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3760 preziséiert, gëtt déi finanziell Enveloppe vun insgesamt 200 Millioune fir d'Joren 2021 bis 2025 zousätzlech zu de Gelder fir Entwécklungshëllef zur Verfügung gestallt. Déi 200 Milliounen Euro gi soumat net op den Undeel vun de Lëtzebuerger Ausgabe fir Kooperatiounshëllef um Bruttoinlandprodukt mat ugerechent.

ad 2. D'Regierung ass der Meenung, datt dës Ausschlosskrittären, déi am Detail op de Säite 27 an 28 vun der neier Strategie betreffend der Attributioun vum „Financement climatique international" (FCI) duergeluecht sinn, absolutt keen Negativureiz, sou wéi vum éierewäerten Deputéierten Här Fred Keup beschriwwen, duerstellen. Och an den Entwécklungslänner suergt nëmmen eng Klimapolitik, déi vu virera sozial ongerecht an net nohalteg Praktiken a Moossnamen ausschléisst, fir déi néideg Akzeptanz an Investissementer, déi fir en erfollegräiche Klimaschutz onverzichtbar sinn.

www.chd.lu

Question 4792 (02.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **langue luxembourgeoise sur le marché du travail :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 1. Juli 2021 (N° 4595) zum Notze vum Lëtzebuergeschléiere bei der ADEM schreift den Här Aarbechtsminister, dass bei nëmme 35 % vun den oppene Plazen, déi vum Aarbechtsamt vermëttelt ginn, Kenntnisser am Lëtzebuergesche verlaangt ginn. Dat heescht, dass bei 65 %, also ronn zwee Drëttel vun den oppene Plazen zu Lëtzebuerg, d'Sprooch vum Land net méi gefrot gëtt.

Och schreift den Här Minister, dass sech dës Statistik op den Zäitraum vum 1. Semester 2021 bezitt, an deem ronn 20.000 oppe Plaze bei der ADEM gemellt goufen.

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Ass den Här Minister net der Meenung, dass 35 % een immens niddrege Prozentsaz ass?

2. Ginn et an deem Sënn och Statistiken, déi méi al sinn, eventuell vun 2010, 2000 oder virdrun?

3. Kann den Här Minister preziséieren, wéi héich dee betreffende Prozentsaz engersäits fir oppe Plazen am ëffentlechen a konventionéierte Secteur an anersäits fir oppe Plazen am private Secteur ass?

4. Wéi héich ass de Prozentsaz vun deenen anere Sproochen an de betreffende Statistiken?

5. Weiderhi schreift den Här Minister a senger Äntwert, dass an deene leschten dräi Schouljore 7.000 sougenannt Bonge fir Sproochecoursen am Lëtzebuergesche vun der ADEM erausgi gi sinn, d. h., dass déi Aarbechtssichend d'Sproochecoursen zu engem Tarif réduit maache kënnen. Wéi vill vun dëse Bonge goufe benotzt?

Réponse (20.08.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. D'Erklärungen, wéi et zu dësem Prozentsaz kënnt, stinn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4595 vum honorabelen Deputéierten.

ad 2. D'ADEM huet leider keng Statistiken, déi méi al si wéi 2015.

Et gëtt awer eng Etude, „Les langues dans les offres d'emploi au Luxembourg (1984-2019)" vum Isabelle Pigeron-Piroth a vum Fernand Fehlen, déi dëse Sujet iwwert eng méi eng laang Period analyséiert huet. D'Etude baséiert op engem Echantillon vun Annoncen aus dem „Luxemburger Wort", déi tëscht 1984 an 2019 veröffentlecht goufen. Dës Etude kann een um Internetsite vun der Uni Lëtzebuerg eroflueden: https://orbilu.uni.lu/handle/10993/46761.

D'Methodologie an d'Daten, déi an dëser Etude benotzt ginn, sinn net déi selwecht wéi déi, déi vun der ADEM benotzt ginn, dofir kann et zu ënnerschiddleche Resultater kommen.

ad 3. D'Tabell ënnendrënner weist de Prozentsaz vun oppene Plazen, déi bei der ADEM gemellt goufen a fir déi Kenntnisser am Lëtzebuergesche gefrot goufen. Fir déi ëffentlech Verwaltung a fir de konventionéierte Secteur ass dëse Prozentsaz ganz héich a läit bei 98 % a 94 %.

(Tabelle à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Am éischte Semester 2021 goufe fir 35 % vun oppene Plaze Kenntnisser am Lëtzebuergesche gefrot. Franséisch Kenntnisser goufen an 82 % vun de Fäll gefrot, Englesch a 60 %, Däitsch a 46 % vun de Fäll.

(Tabelle à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Am éischte Semester 2021 goufen a 67,5 % vun de Fäll Kenntnisser vu méi Sprooche gefrot. An der Tabell ënnendrënner gesäit een dann och, dass an deem Zäitraum an 28,3 % vun de Fäll Kenntnisser am Lëtzebuergeschen, Franséischen an am Däitsche gefrot sinn.

(Tabelle à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. 3.391 Bonge fir Sproochecoursen am Lëtzebuergeschen, déi d'ADEM erausginn huet, goufe benotzt.

Question 4794 (02.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**Administration d'une troisième dose du vaccin contre la Covid-19 :**

An israeeleschen Etüde soll festgestallt gi sinn, datt Leit, déi vollständeg mat engem mRNA-Impfstoff geimpft sinn, no sechs Méint nach eng weider Impfung bräichten. An Israel soll et deemno schonn am September, grad och fir Risikogruppen an eeler Leit, Drëttimpfunge ginn. Och eis däitsch Noperen hunn dës Iwwerleeung. Aus deem Grond beréit déi däitsch Regierung sech haut, fir den Hierscht dann déi drëtt Impfdosis anzeféieren.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister a Kenntnis iwwert dës Entwécklungen? Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu dësen Iwwerleeungen?

2. Huet Lëtzebuerg och Ënnersichungen heizou gemaach? Wann nee, firwat net? Wa jo, wat sinn d'Resultater?

3. Féiert d'Regierung hei déi nämmlecht Iwwerleeungen, nodeems och zu Lëtzebuerg am Januar schonn déi éischt Impfunge gemaach goufen?

4. Wat heescht dat fir de CovidCheck, wann eng Persoun hir zweet mRNA-Impfung viru sechs Méint krut an dann awer keng weider Impfdosis kréie wëll oder kann? Gëtt den Impfnoweis vun där Persoun dann hifälleg?

Réponse (11.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass richteg, dass déi däitsch Regierung schonns decidéiert huet, eng méiglech drëtt Dosis Impfstoff fir verschidde Bevëlkerungsgruppen ze proposéieren. Et handelt sech awer heibäi net ëm eng generell Drëttimpfung fir d'ganz Populatioun, mee eng cibléiert Impfung bei Leit mat méi héijem Risiko oder a spezielle Situatiounen.

Op Basis vun engem Avis vum Héije Rot fir ustiechend Krankheeten/Conseil supérieur des maladies infectieuses (HRUK/CSMI) vum 2. Juli 2021 huet och Lëtzebuerg schonns decidéiert, eng drëtt Dosis verschiddene Leit mat enger grousser Immunschwächt unzebidden. Eng ganz Rei Leit hunn och schonns dovu profitéiert.

D'Regierung huet och den HRUK/CSMI gefrot, säin Avis ze ginn iwwert eng eventuell Drëttimpfung bei eelere Leit, besonnesch wann si an Institutioune liewen. Et gëtt domat gerechent, dass dësen Avis virun Enn August virläit a vun der Regierung kann diskutéiert ginn.

D'Validitéit vum CovidCheck-Zertifikat gëtt dem Covidgesetz no bestëmmt an ass ginn no enger kompletter Impfung laut der Definitioun am Artikel 1 (Punkt 23). D'Dauer vum Impfzertifikat ass och am aktuelle Covidgesetz net zäitlech begrenzt. Eng eventuell Drëttimpfung huet also dorop aktuell keen Afloss.

Question 4796 (03.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg :**

D'Gebai vun der aler Nationalbibliothéik waart nach ëmmer op eng nei Bestëmmung. Vill Propositioune sinn dozou an deene leschte Jore geäussert an erëm verworf ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt den Tribunal de commerce provisoresch an d'Gebai kënnt, well net genuch Plaz an der Cité judiciaire ass?

2. Wa jo, ass dru geduecht, fir dem Rez-de-chaussée eng aner Verwendung ze ginn? U wat fir eng Verwendung gëtt dobäi geduecht?

3. Wat hält d'Madamm Minister vun der Iddi, ee Museum fir sakral Konscht am Gebai anzeriichten?

4. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, am Rez-de-chaussée ee Visitor Center mat Projektiounsraum anzeriichten, wou d'Touristegruppen, déi jo meeschtens bei der Gëlle Fra rausgelooss ginn, sech iwwer eist Land informéiere kënnen an och visuell Appetitt op Lëtzebuerg gemaach kréien?

Réponse commune (16.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Den Tribunal de commerce ass momentan an enger Annexe vis-à-vis vun der Cité judiciaire ënnerbruecht. Well dës Raimlechkeeten net méi grouss genuch sinn, huet de Justizministère gefrot, fir am Kader vun der Renovatioun vun der Nationalbibliothéik den Tribunal de commerce op den éischten an zweete Stack ze integréieren; dëst soll awer keng provisoresch, mee eng definitiv Notzung sinn.

ad 2. Nieft dem Entréesberäich fir an den Tribunal de commerce befanne sech um Rez-de-chaussée Surfacen, déi der Gastronomie an der Kultur dedéiert ginn. Vum Haff mat der Lann aus accessibel, ass e Café littéraire/book café geplangt, deen un déi viregt Notzunge vum Gebai erënnere soll. Des Weidere sinn um Rez-de-chaussée och nach Ausstellungsflächen an eng Brasserie mat enger Terrasse virgesinn. De Rez-de-chaussée an déi zwee Häff gi mat dëse Funktiounen zougänglech fir de Public gemaach.

ad 3. Ech verweisen hei op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0232 vum 21. Januar 2019 vum honorabelen Deputéierten André Bauler souwéi op eis gemeinsam Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4753 vum 27. Juli 2021 vun der selwechter Persoun. Woubäi ech der Meenung sinn, datt e Musée fir sakral Konscht sécher eng Opwäertung fir dës wichteg kulturell Komponent vun eiser Gesellschaft duerstelle géif, ass esou e Projet an der zukünfteger Notzung vum Gebai net virgesinn.

ad 4. Wéi aus eiser Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4753 vum 27. Juli 2021 vum honorabelen Deputéierten André Bauler ervirgeet, ass virgesinn, en Deel vum Rez-de-chaussée fir kulturell Zwecker ze reservéieren. Esou gëtt aktuell den Amenagement vun enger permanenter Ausstellung iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch ënnersicht.

Question 4797 (04.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **nouveau fournisseur de cannabis médical :**

An enger viregter parlamentarescher Fro, huet d'Santésministesch erkläert, dass no der Procédure ouverte accélérée elo een neie Fournisseur fir medezinnesche Cannabis fonnt gouf. D'Bestellunge schénge gemaach an de Ministère schätzt, dass déi éischt Liwwerungen Enn September zu Lëtzebuerg ukommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Gesondheetsministesch Detailer zum neie Fournisseur ginn (d'Hierkonftsland, ginn och aner Länner vun dësem beliwwert...)?

2. Wat fir ee Montant gouf vum Gesondheetsministère beim Finanzministère gefrot? Wat fir eng Zäitspan soll mat dësem Budget ofgedeckt ginn?

3. Wat fir Produiten an a wat fir Quantitéite goufen an enger éischter Instanz bestallt?

Réponse (31.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Wéi schonn an der parlamentarescher Fro 4549 ugedeit, ass just eng Offer opgrond vun der neier Ausschreiwung fir de medezinnesche Cannabis erakomm. Dës Offer, déi och zeréckbehale ginn ass, ass vun der Firma Canopy Growth Germany GmbH a Kollaboratioun mat Tilray Deutschland GmbH. D'Produite vu béide Fournisseure kommen aus Portugal an aus Kanada. Tilray liwwert zurzäit Produiten an Däitschland, Portugal, Polen, Irland an Israel. Niewebäi ass Tilray och e Projetspartner vu Frankräich, fir do de „Projet-pilote" vum Cannabis mat ze entwéckelen.

ad 2. Et goufe follgend Montante beim Finanzministère ugefrot:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De Montant vun 3.000.000 Euro ass fir d'Commandë vum Joer 2021 virgesinn.

ad 3. Follgend Produiten a Quantitéite si bestallt ginn:

THC 18 %/CBD <1 % - 28,5 kg;
THC 10 %/CBD 10 % - 2,25 kg.

Question 4800 (04.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accessibilité des sites Internet du Gouvernement :**

Laut dem Gesetz vum 28. Mee 2019 muss de Staat seng Internetsäiten an Applikatioune behënnertegerecht gestalten. Persoune mat enger Behënnerung, déi trotzdeem op Problemer stoussen, wann se wëllen déi staatlech Sitten oder mobill Applikatioune benotzen, kënne beim Service d'information et de presse (SIP) eng Reklamatioun areechen. 13 Persounen hunn dëst Joer schonn esou eng Reklamatioun agereecht.

Nëmmen an dräi Fäll konnt der betraffener Persoun eng Léisung proposéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro Nr. 2935 hat de Minister erkläert, dass 86 Internetsäite virum 23. September 2020 a Konformitéit gesat goufen an dass den Delai fir d'mobill Applikatiounen nach bis den 23. Juni 2021 géif lafen.

Wéi vill Internetsitte sinn haut konform? Wéi vill mobill Applikatiounen hu bis den 23. Juni Accessibilitéitsdeklaratioune gemaach?

2. Bei zéng Reklamatioune konnt de Betraffene keng Léisung proposéiert ginn. Wéi gedenkt de Ministère virzegoen, fir dës Problemer schnellstméiglech ze léisen?

3. Kann de Ministère aschätzen, wéi vill eng Mise en conformité an dësen zéng Fäll konkreet géif kaschten?

4. Wéi gedenkt de Ministère, an Zukunft mat Reklamatiounen ëmzegoen, bei deenen de Concernéierte keng Léisunge kënne proposéiert ginn?

Réponse commune (10.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

ad 1. Um Datum vum 9. September 2021 huet sech d'Situatioun esou presentéiert:

- et goufen 110 Accessibilitéitsdeklaratioune vun Internetsitten an
- eng Accessibilitéitsdeklaratioun vun enger mobiller Applikatioun.

Vun deenen 110 Internetsitten hunn der 107 eng Deelkonformitéit (conformité partielle) deklaréiert, zwee hunn eng Netkonformitéit (non-conformité) deklaréiert, an ee Site huet eng komplett Konformitéit (conformité complète) deklaréiert.

D'Lëscht vun all de Konformitéitsdeklaratiounen, déi dem SIP matgedeelt ginn, ass um Open Data Portail ze fannen: https://data.public.lu/fr/datasets/declarations-daccessibilite/.

ad 2. An deenen zéng genannte Fäll konnt deene betraffene Bierger wuel eng Äntwert, a gegeebenefalls eng alternativ Léisung op hire spezifesche Problem proposéiert ginn, mee dës Äntwert ass net als Léisung am Sënn vun der Accessibilitéit unzegesinn, well se:

- net konnt als „accessibel" (am Sënn vum Gesetz) agestuuft gi respektiv
- déi Léisung net kuerzfristeg um Internetsite implementéiert konnt ginn oder
- d'Léisung wär eng „charge de travail ou financière disproportionnée", sou wéi se am Gesetz vum 28. Mee 2019 festgehalen ass, oder
- d'Reklamatioun net an de Kader vun dësem Gesetz passt oder
- de betraffenen Organismus keng Äntwert op d'Ufro ginn huet.

N. b.: D'Tabell mat de Reklamatiounen ass an Tëschenzäit ëm dës Prezisiounen erweidert ginn.

ad 3. Déi zéng konkreet Fäll, fir déi verschidden Editeure responsabel sinn, hunn ënnerschiddlech Charakteristiken, soudatt déi konkreet Käschte fir d'Mise en conformité variéieren an à ce stade global schwéier anzeschätze sinn.

Den Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) adoptéiert fir d'Mise en conformité vun Onlineservicer a Sitten eng lafend Approche, duerch déi eng méiglechst rationell Kreatioun a Weiderentwécklung vun dëse Servicer a Sitte garantéiert gëtt. Zanter 2008 applizéiert de CTIE heivir de Referentiel Renow mam Zil, dass dës Servicer a Sitte vun Ufank u méiglechst benotzerfrëndlech an accessibel sinn. Dëse Referentiel ass an allen Developpementsprozesser integréiert, soudass d'Accessibilitéit au fur et à mesure adresséiert gëtt, wa Servicer nei developpéiert oder weiderentwéckelt ginn.

ad 4. Wat d'Accessibilitéit ugeet, ass eng vun de Missioune vum SIP, eng Mediatioun tëschent de Bierger an den Editeure vun den ëffentlechen Internetsitten an Applikatiounen unzebidden an esou eng Léisung zum jeeweilege Problem ze fannen. Déi Léisung ka ganz pragmatesch sinn (dem Bierger gëtt eng Alternativ ugebueden), oder wann et méiglech ass, gëtt eng technesch Léisung implementéiert.

Eng weider Missioun vum SIP ass et, déi ëffentlech Instanzen zum Theema Accessibilitéit ze informéieren an ze sensibiliséieren. Ee Beispill an deem Kontext ass d'Circulaire vum SIP vum 11. August un all d'Gemengen, Gemengesyndikater, Offices sociaux an aner ëffentlech Etablissementer, déi ënnert der Iwwerwaachung vun de Gemenge stinn.

Doriwwer eraus bitt de SIP zesumme mat Partner awer och eng Berodung a Formatiounen zu deem Theema un. Esou ginn et dräi verschidde Formatiounen zu deem Theema am Formatiounskatalog vum INAP:

- Initiation à l'accessibilité numérique : prise en compte du handicap dans la digitalisation des services. Dës Formatioun adresséiert sech un d'Agente vum Staat an de Gemengen, se dauert zwee Deeg.
- Accessibilisation de fichiers bureautiques. Déi adresséiert sech un all déi ëffentlech Agenten, déi administrativ Dokumenter beäntweren, schreiwen oder veröffentlechen oder Texter fir Internetsitte schreiwen. Dës Formatioun dauert zwee Deeg.
- L'accessibilité numérique à toutes les étapes d'un projet. Dës E-Learning Formatioun gëtt op Ufro gehalen, se adresséiert sech un d'Agente vum Staat an de Gemengen.

Question 4801 (04.08.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **pluralisme des médias :**

Le 28 juillet 2021, l'Université du Luxembourg attirait l'attention sur le « Media Pluralism Monitor 2021 » publié par l'Institut universitaire européen, qui met en évidence l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le paysage médiatique de plusieurs pays. Le rapport pour le Luxembourg a été réalisé par Dr. Raphaël Kies et Dr. Mohamed Hamdi de l'Université du Luxembourg.

Le rapport en question analyse quatre domaines thématiques, pour lesquels les auteurs tirent les conclusions suivantes :

- La « protection fondamentale » (soit la protection de la liberté d'expression, du droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et du travail journalistique indépendant) est, selon les auteurs, à « faible risque » - seule la protection du droit à l'information est pointée du doigt, compte tenu du fait qu'un meilleur droit à l'information reste l'une des revendications des journalistes ;

- La « pluralité du marché » se caractérise par un risque plus élevé, soit « modéré », puisque les plus importants médias appartiennent à un nombre très limité de groupes de presse ;

- L'« indépendance politique » est également à « risque modéré », principalement à cause des liens qui unissent les partis politiques à certains médias ;

- L'« inclusion sociale » présente un « risque modéré », puisque l'accès aux postes médiatiques pour les minorités et les femmes laisse toujours à désirer.

Plus généralement, les auteurs retiennent que le Luxembourg n'est pas assez avancé en matière de recherche quantitative et qualitative sur la consommation d'informations en ligne. Par ailleurs, il n'existe à ce jour aucun cadre juridique ou politique visant à lutter contre la désinformation au Luxembourg ; très peu de médias vérifient systématiquement les contenus publiés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce rapport ? Quelle est son appréciation globale ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre voit dans les conclusions de ce rapport des pistes à suivre pour continuer à promouvoir la pluralité des médias ? Si oui, lesquelles ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de prendre des mesures pour lutter contre la désinformation ? Est-ce qu'une initiative législative est prévue en la matière ?

Par ailleurs, dans un article publié dans le « Luxemburger Wort » le 2 août 2021, intitulé « Defizite bei Transparenz und Information », il est notamment question de l'accès aux informations des différents ministères et administrations (prévu par l'accord de coalition) - une réclamation de longue date des éditeurs et journalistes. L'article revient par ailleurs sur la loi relative à une administration transparente et ouverte dont l'impact devait être évalué après deux années d'entrée en vigueur (également prévu par l'accord de coalition).

Dans ce contexte, je voudrais également poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour améliorer l'accès aux informations pour les journalistes ? Quelles mesures sont prévues ?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre entend procéder à l'analyse de la loi relative à une administration transparente et ouverte ? Dans le cas où cette analyse serait déjà en cours, quelles sont les premières conclusions de cette évaluation ?

Réponse (03.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le Service des médias et des communications (SMC) suit de près, et ce depuis la première édition du rapport parue en 2015, les résultats du « Media Pluralism Monitor ». Ce dernier donne une appréciation globale de l'évolution de la situation des médias au Luxembourg et constitue, comme d'autres rapports et benchmarks européens et internationaux, une source précieuse d'information. Le rapport est analysé en détail et des échanges ont déjà eu lieu avec les auteurs pour en examiner les conclusions. Dans ce sens, des réflexions conjointes sont en cours en vue d'approfondir les recherches tant qualitatives que quantitatives relatives au paysage médiatique luxembourgeois.

Concernant la lutte contre la désinformation, je me permets d'attirer l'attention sur un projet, soutenu par le SMC, qui a récemment été retenu par la Commission européenne, en l'occurrence le European Digital Media Observatory for Belgium and Luxembourg (EDMO BELUX). Ce pôle de recherche belge et luxembourgeois sur les médias numériques et la désinformation sera lancé en octobre 2021 et rassemblera un réseau de plus de 100 experts en désinformation. Parallèlement à la vérification des faits, l'accent sera mis sur l'éducation aux médias, ceci en étroite collaboration avec les acteurs locaux établis.

Quant à la question relative au cadre légal, il y a lieu de rappeler que l'article 10 de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias consacre le devoir d'exactitude et de véracité qui incombe aux journalistes par rapport aux faits communiqués, et que les articles 443 et ss. du chapitre V du Code pénal portent sur les délits de « calomnie », de « diffamation » et d'« injure ». Au-delà de cet arsenal juridique en place, un des moyens les plus efficaces - et indispensables - dans la lutte contre le phénomène de désinformation est l'éducation aux médias, via des initiatives ciblées. C'est dans cette logique que s'inscrit notamment le projet mentionné supra.

Je me permets également de faire référence à la réponse de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à la question élargie n° 79 du 10 février 2021 énonçant en détail les projets du Gouvernement et de ses partenaires dans le domaine de l'éducation aux médias.

Pour ce qui est de la question d'un droit d'accès spécifique aux informations pour les journalistes, au-delà du droit dont dispose chaque citoyen dans le cadre de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte : cette loi fait actuellement comme prévu l'objet d'une analyse, et une entrevue entre le Ministre des Communications et des Médias et des représentants des journalistes professionnels est prévue prochainement.

Question 4802 (04.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**inauguration du nouveau président iranien :**

Muer Donneschdeg, 5. August 2021, gëtt deen neien iranesche President Ibrahim Raisi zu Teheran a säin Amt agefouert. D'Europäesch Unioun gëtt duerch den Enrique Mora, stellvertriedende Generalsekretär vum „Europäeschen auswäertegen Déngscht", bei der Zeremonie vertrueden. Israel huet dës Participatioun schaarf kritiséiert, well doduerch eng Legitiméierung vun iraneschen Aggressioune verbonne wier. Israel verweist op déi bluddeg Vergaangenheet vum Ibrahim Raisi, deen als „Schlächter vun Teheran" um Enn vum iranoirakesche Krich 1988 Dausende vu Regimmgéigner brutal hiriichte gelooss huet. Obschonn Israel d'EU zu enger Ofso opgefuerdert huet, bleift d'EU bei hirer Decisioun, fir un där Zeremonie deelzehuelen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Ass Lëtzebuerg op dës Zeremonie invitéiert ginn? Wa jo: Huet Lëtzebuerg dës Invitatioun ugeholl? Wa jo: Wee vertrëtt eist Land bei dëser Amtsféierung?

2. Wéi steet den Här Minister zur Decisioun vun der EU, un der Amtsaféierung vum Ibrahim Raisi deelzehuelen? Huet déi Lëtzebuerger Regierung zu Bréissel intervenéiert, fir dës Participatioun am Hibléck op d'Mënscherechtsverletzungen am Iran ze verhënneren?

3. Virun zwee Joer huet d'Affär Assadollah Assadi, „Codename Daniel", fir héich Wellen zu Lëtzebuerg gesuergt. E puer Stonne virun engem geplangte Bommenattentat op iranesch Oppositiounspolitiker zu Paräis hat déi belsch Police zwee iranesch Staatsbierger verhaft an d'Bomm confisquéiert. Den Amir Saadouni huet am Verhéier zouginn, datt hien a seng Fra vun hirem Kontaktmann „T3" an engem Supermarché am Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg d'Bomm, déi fir d'Attentat geplangt war, kruten. Als dëse Kontaktmann gouf den drëtte Conseiller d'ambassade vun der iranescher Vertriedung zu Wien, den Assadollah Assadi, identifizéiert. Zu Lëtzebuerg ware laut Ausso vum Här Minister de Service de renseignement de l'État, de Parquet vu Lëtzebuerg an d'Police grand-ducale mat dëser Affär befaasst. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt Lëtzebuerg - als e Land, dat eppes op sech hält - nimools un enger offizieller Zeremonie am Iran deelhuelen dierf, soulaang sech déi iranesch Regierung net bei eiser Regierung fir dës Affär entschëllegt huet?

4. Op meng parlamentaresch Fro Nr. 3009 vum 20. November 2020 huet den Här Minister geschriwwen: „De Lëtzebuerger Ausseministère steet a reegelméissegem an oppenem Austausch mat der iranescher Ambassade zu Bréissel. Dat erméiglecht eis, all Sujeten ze diskutéieren." Gouf am Kader vun dësem „reegelméissegen an oppenen Austausch" déi iranesch Regierung opgefuerdert, sech formell bei Lëtzebuerg fir d'Affär Assadollah Assadi ze entschëllegen?

Réponse (02.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg war op d'Amtsaféierung vum iranesche President Ibrahim Raisi invitéiert, mee eist Land war net bei dëser Zeremonie vertrueden.

ad 2. Am Virfeld vun der Amtsaféierung vum President Raisi haten d'EU-Memberstaaten an den aussepoliteschen Déngscht vun der EU, notamment am Hibléck op déi ganz beonrouegend Situatioun vun de Mënscherechter am Iran, sech ofgeschwat, fir net op héchstem politeschem Niveau un dëser Zeremonie deelzehuelen an esou e politescht Zeechen ze setzen.

ad 3. + 4. Den Här Assadollah Assadi gouf de 4. Februar 2021 vun der belscher Justiz zu enger Prisongsstrof vun 20 Joer condamnéiert, fir seng Roll am versichten Attentat vum Juni 2018 géint iranesch Oppositioneller a Frankräich. Den Här Assadi huet decidéiert, net vun sengem Recht op en Appell Gebrauch ze maachen, esou dass dëst Urteel definitiv ass. Des Weidere gouf den Här Assadi, genee wéi eng Direktioun vum iranesche Geheimdéngscht, am Januar 2019 vun der EU op d'Lëscht vun den Terroristen an Terrororganisatioune gesat.

Am Kontext vun dëser Affär huet Lëtzebuerg keng weider bilateral Fuerderungen un d'iranesch Regierung gestallt.

Question 4804 (16.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **aggressions contre la Police grand-ducale :**

Och a grad dee rezente Policeasaz zu Ettelbréck mat déidleche Suitten huet gewisen, datt eist Land d'Policebeamten optimal ënnerstëtze muss. Iwwerdeems stellen sech och eng Rei méi allgemeng Froen, wat d'Konsequenze vun esou Policeasätz ugeet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung, déi sech op eng Situatioun bezéien, an där e Policebeamten oder en anere Beamte sech gezwonge gesäit, eng Persoun - am Kader vun engem Asaz -ze neutraliséieren:

1. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, datt dee Beamten, wann et zu enger Enquête sollt kommen, automatesch eng Assistance juridique zougesot soll kréien?

2. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, datt dee Beamten ëmmer d'Méiglechkeet vun enger psychologescher Betreiung soll ugebuede kréien?

Réponse commune (10.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. Den Artikel 32 vum Staatsbeamtestatut reegelt dës Situatiounen a sengem Paragraf 4, dee Follgendes virgesäit:

« L'État protège le fonctionnaire ou l'ancien fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation dont lui-même ou les membres de sa famille vivant à son foyer seraient l'objet en raison de sa qualité ou de ses fonctions ainsi que contre tout acte de harcèlement sexuel et tout acte de harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à intenter contre les auteurs de tels actes. Il en est de même pour les actions qui seraient intentées par des tiers ou par les autorités judiciaires contre le fonctionnaire en raison de sa qualité ou de ses fonctions devant les juridictions de l'ordre judiciaire. »

Dat heescht, dass de Staat seng Agente géint all Zorte vun Ugréff, déi se am Exercice vun hirer Funktioun erleide kéinten, schützt. Falls et néideg ass, assistéiert en se och, wann Drëttpersounen oder d'Justiz si an hirer Qualitéit oder Funktioun als Staatsbeamten usichen.

Wann den Agent oder Leit aus senger Famill dës Protektioun ufroen, hëlleft de Staat kuerzfristeg an onkomplizéiert.

D'Hëllef gëllt nëmme fir Situatiounen, déi een Zesummenhang mat der Funktioun hunn. Den Agent huet keen Urecht op Protektioun, wann et sech ëm Situatiounen aus dem Privatliewen handelt.

D'Hëllef gëllt och net, wann et sech ëm ee Litige mam Staat a senger Qualitéit als Employeur handelt. Disziplinaresch Enquêtë falen also net ënnert d'Protektioun.

Den Text schwätzt och net vun Assistance juridique, mee vun Assistenz. Dës kann also ganz variabel sinn, wéi zum Beispill intern Hëllef vu Juriste vum Staat oder awer och iwwert d'Prise en charge vun externen Affekotekäschten, bis zur Hëllef vun internen oder externe Psychologen.

Wa vun Assistenz rieds ass, heescht dat awer net, dass de Staat einfach nëmmen d'Käschten iwwerhëlt.

De Staat huet d'Missioun ze kucken, dass den Agent déi Hëllef kritt, déi erfuerdert ass, fir dass

him gehollef gëtt. D'Protektioun, déi de Staat offréiert, muss sënnvoll, effikass an adequat sinn. Dëst ass awer net anescht wéi bei aneren Hëllefen, déi de Staat gëtt. Als Verglach kann een do d'Assistances judiciaires nennen, wéi se vum Justizminister accordéiert ginn.

Assistenz heescht also net, sou wéi et oft behaapt gëtt, dass de Staat automatesch d'Affekotekäschte muss iwwerhuelen, mee de Begréff vun der Assistenz ass méi wäit auszeleeën a kann och aner Ënnerstëtzunge bedeiten.

Allgemeng sinn déi bestoend Texter gutt an d'Praxis weist och, dass dem Agent gehollef gëtt, wann dat néideg ass.

ad 2. Schosswaffegebrauch an Uwendung vu schwéierer Gewalt a liewensgeféierleche Situatioune gehéiere leider zu den Eventualitéite vum Policeberuff a si fir Poliziste psychesch extreem belaaschtend. Esou ass et evident, datt Polizisten no esou Erfarungen ëmmer d'Méiglechkeet vun enger psychologescher Betreiung ugebuede solle kréien.

Question 4805 (05.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**aide humanitaire pour le Liban :**

De grujelege Virfall zu Beirut, wou et um Hafen zu enger Detonatioun komm ass, déi fir extreemt mënschlecht Leed gesuergt huet, ass lo genee ee Joer hir. An deem Kontext fënnt elo eng Konferenz zu Paräis statt, déi dem Libanon substanziell finanziell Moyenen zur Verfügung soll stellen. Et muss een dobäi awer wëssen, datt bei der libaneesescher Regierung Korruptioun leider ëmmer nach un der Dagesuerdnung steet. An deem Sënn ginn déi Stëmmen ëmmer méi haart, déi drop verweisen, datt virun allem privat Investisseuren an eng Rei ONGen den Opbau vun den zerstéierte Klinicken a Gebailechkeete gemeeschtert hunn an datt d'Spender allgemeng immens oppasse mussen, iwwert wéi eng Kanäl d'Gelder fir den Neesopbau vu Beirut fléissen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Lëtzebuerger Regierung op där genannter Konferenz zu Paräis vertrueden?

2. Wa jo, wäert Lëtzebuerg op dëser Konferenz och finanziell Engagementer vis-à-vis vum Libanon agoen? Wa jo, op wéi eng Zomm beleeft sech dës Hëllef a wéi engen zoustännegen Organer konkreet soll dës Hëllef zoukommen?

3. Wéi eng finanziell Engagementer - am Hibléck op d'Katastroph virun engem Joer - ass Lëtzebuerg bis elo fir de Libanon agaangen? Huet Lëtzebuerg direkt de libaneesesche Staat ënnerstëtzt oder sinn dës Gelder un aner Organer an Organisatioune gefloss? Wéi eng Organisatiounen an Organer waren dat? Wéi huet d'Regierung séchergestallt, datt dës finanziell Ënnerstëtzung och wierklech bei deenen ukënnt, déi et am meeschte brauchen?

Réponse (01.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. Nee, Lëtzebuerg war net op der genannter Konferenz zu Paräis vertrueden.

ad 2. Lëtzebuerg war net op der genannter Konferenz zu Paräis vertrueden an ass keng weider finanziell Engagementer vis-à-vis vum Libanon agaangen.

ad 3. De libaneesesche Staat gouf finanziell net vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt.

D'Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten huet am August 2020 op Ufro vun der Fondatioun Caritas Lëtzebuerg an der Internationaler Federatioun vum Roude Kräiz béid Organisatioune finanziell ënnerstëtzt, fir en urgence op d'Katastroph vum 4. August am Hafe vu Beirut ze äntweren an deene vulnerabelste Leit zur Hëllef ze kommen. Et goufe 50.000 Euro, respektiv 100.000 Euro, fir déi gesoten Organisatioune bereetgestallt.

Dës Hëllef baut op eng laang Zesummenaarbecht mat deenen zwou genannten Organisatiounen op, déi op der Plaz mat lokale Partner - ënner aneren der Caritas Libanon an dem Libaneesesche Roude Kräiz - zesummeschaffen. All Partner engagéiert sech, déi héchstméiglech Standarden a Saachen Transparenz ze respektéieren an en detailléierte Rapport nom Enn vun de Projete virzeleeën.

Donieft ënnerstëtzt Lëtzebuerg all Joer de Central Emergency Response Fund (CERF) vun der UNO mat ronn fënnef Milliounen Euro. Dësen humanitäre Fong, dee virgesäit, a Krisesituatiounen, deene verschiddenen UN-Organisatiounen déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen, huet de 7. August 2020 decidéiert, sechs Milliounen US Dollar fir Beirut ze deblockéieren.

Lëtzebuerg huet nieft der finanzieller Ënnerstëtzung vu Partnerorganisatiounen an der UNO och nach e Mataarbechter vun der Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten aus dem Ausseministère op Beirut geschéckt gehat, deen am Kader vun enger speziell forméierter Ekipp vun UNDAC (United Nations Disaster Assessment and Coordination) zoustänneg war fir d'Koordinatioun vun de verschiddenen Asazekippen a fir d'Evaluatioun vun de Besoinen op der Plaz.

Question 4806 (06.08.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **problèmes informatiques des centres de vaccination :**

Mengen Informatiounen no géifen et elo schonn eng gewëssen Zäit Problemer mat der Informatik vun den Impfzentere ginn.

An deem Sënn géif den Accès via LuxTrust op den MSVAC (Programm fir d'Impfungen anzedroen an ze späicheren) mindestens zwee- bis dräimol an der Woch net funktionéieren. Dëst géif mat sech bréngen, datt d'Impfungen net kënnen ofgespäichert ginn an datt eng Procédure papier muss gemaach ginn, déi net nëmmen eng grouss Feelerquell (falschen Numm, falsch CNS-Nummer, asw.) bedeite kann, mee och vill méi Zäit pro Patient hëlt, wouduerch d'File d'attente méi grouss gëtt, an d'Rendez-vousen net méi agehale kënne ginn. Eng weider Konsequenz wier, datt den Impfpatient zudeem kee CovidCheck-Zertifikat no senger Impfung méi kritt.

En zousätzleche Problem wier, datt de Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), dee samschdes déi informatesch Maintenance mécht, dës net kéint assuréieren, vu datt d'Impfzentere samschdes op hunn a soumat en „Dispatching" am Zenter net méiglech wier.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung vun dësen Informatiksproblemer Kenntnis geholl?

- Gesäit d'Regierung vir, dës Informatiksproblemer, wat d'Organisatioun an de Fonctionnement vun eisen Impfzenteren ugeet, ze analyséieren, fir datt séier eng Léisung fonnt gëtt an d'Feeler soumat op den absolutte Minimum reduzéiert ginn?

- Wat gesäit d'Regierung dans un premier temps vir, fir notamment d'Maintenance vum informatesche System vun eisen Impfzenteren ze assuréieren an ze garantéieren, datt den Impfpatient e CovidCheck-Zertifikat kritt mat deene richtegen Donnéeën?

Réponse commune (10.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation :*

Et koum effektiv vereenzelt zu kuerzzäitegen Indisponibilitéiten, notamment vum LuxTrust-Modüll, mat deem de Benotzer sech an de Programm aloggt. An den Impfzentere waren also just déi Benotzer betraff, déi zu deem Zäitpunkt nach net ageloggt waren.

De CTIE plangt, d'Maintenance vun de Servicer, déi en ubitt, esouwäit ewéi méiglech ausserhalb vun de jeeweilegen Ëffnungszäiten ze realiséieren. Des Weidere sinn d'informatesch Infrastrukture redundant opgebaut, soudass och wann een Element wéinst enger Maintenance ausfält, de Service nach ëmmer disponibel bleift.

De CTIE assuréiert wärend den Ëffnungszäite vun den Impfzenteren, och samschdes, en IT-Support op der Plaz an huet, grad esou wéi seng Prestataire, eng Permanence organiséiert, fir eventuell Problemer ze léisen. Esou ass séchergestallt, dass de CTIE a seng Prestatairë schnellstméiglech op informatesch Problemer, déi hir Servicer betreffen, kënne reagéieren.

Och déi ugeschwaten Indisponibilitéite konnte kuerzfristeg geléist ginn, esoudass de Fonctionement vun den Impfzenteren net weesentlech gestéiert ginn ass.

Et sief och nach emol drun erënnert, dass all Persoun d'Méiglechkeet huet, hiren Impfzertifikat an hirem private Beräich vu myguichet.lu erofzelueden oder eng geprinte Versioun beim Gesondheetsministère iwwert eng myguichet.lu-Demarche oder iwwert d'Hotline vun der Santé unzefroen.

Question 4809 (06.08.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant l'**amende contre Amazon prononcée par la CNPD :**

Le vendredi 30 juillet 2021, il a été révélé dans les médias que la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) avait sanctionné Amazon d'une amende record de 746 millions d'euros pour violation du Règlement général sur la protection des données (RGPD). Le géant américain, dont le siège européen se situe au Luxembourg et est donc soumis à la juridiction de la CNPD, est souvent pointé du doigt en raison de l'énorme quantité de données qu'il accumule sur ses clients et sociétés partenaires et l'usage dont il est fait de ces données.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Comme Amazon a annoncé vouloir faire appel, est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance d'une procédure qui aurait déjà été engagée contre la décision de la CNPD ? Est-ce que la CNPD dispose des ressources nécessaires pour éventuellement défendre sa décision devant un tribunal ?

2) Est-ce que cette décision de la CNPD a des répercussions sur les sociétés partenaires avec lesquelles Amazon travaille au Luxembourg, notamment en ce qui concerne la protection des données ? Si oui, lesquelles ?

3) Cette décision de la CNPD intervient alors que RTL a annoncé il y a peu une coopération avec Amazon. Monsieur le Ministre est-il informé de la coopération entre RTL et Amazon ? Quelle est son appréciation ? Compte tenu de la décision de la CNPD, Monsieur le Ministre estime-t-il que RTL devrait cesser sa coopération avec Amazon ?

Réponse (08.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1) Concernant l'affaire évoquée par les honorables Députés, la société concernée elle-même a choisi de révéler, dans une communication sur ses résultats pour le second trimestre 2021, la sanction que la CNPD lui a infligé et qu'elle souhaite se défendre. La Commission nationale pour la protection des données (CNPD), quant à elle, ne peut communiquer en détail sur un dossier spécifique, ni publier ses décisions qu'après l'épuisement des voies de recours, comme le rappelle la réponse à la question parlementaire n° 3980 du 30 mars 2021, ainsi que la déclaration de la CNPD du 6 août 2021 « concernant Amazon Europe Core SARL »[19]. Par ailleurs, il convient de noter que les décisions de la CNPD sont susceptibles d'un recours devant le Tribunal administratif, lequel statue comme juge du fond. Le délai pour introduire ce recours est de trois mois.

Les honorables Députés s'enquièrent des ressources nécessaires de la CNPD pour éventuellement défendre sa décision devant un tribunal. Le sujet des ressources, en général, de la CNPD avait été abordé dans le cadre de la question parlementaire précitée ainsi que dans la réponse à la question parlementaire n° 2479 du 3 juillet 2020 concernant le « premier bilan de l'application du RGPD », sur base de la comparaison avec les ressources attribuées à ses homologues et rapportées à la population. Le Comité européen de la protection des données (« EDPB » en anglais) a publié une « vue d'ensemble des ressources allouées aux autorités de protection des données par les États membres et sur les actions de contrôle de ces autorités » datée du 5 août 2021[20]. Dans ce rapport, il est possible de constater que l'autorité luxembourgeoise est l'une des cinq autorités qui considèrent que le budget qui lui est alloué est suffisant pour l'exercice de leurs activités.

ad 2) + 3) Il n'est pas possible de répondre à ces questions, étant donné que la CNPD n'est pas en mesure de rendre public, à l'heure actuelle, le fond de la décision, tel qu'indiqué ci-dessus.

En outre, il ne revient pas au Ministre des Communications et des Médias de commenter une coopération entre deux sociétés privées, RTL et Amazon.

Question 4811 (06.08.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **moratoire sur chemins forestiers :**

Viru Kuerzem huet den Ëmweltministère e Moratoire op nei Weeër duerch de Bësch fir zwee Joer decidéiert. Gläichzäiteg ass den Ausbau vum Vëlospistereseau zu Lëtzebuerg eng zentral Prioritéit, net nëmme vun der Regierung, mee och op lokalem Plang, woubäi allerdéngs eng ganz Partie Vëlosweeër och duerch de Bësch gi respektiv solle goen.

Donieft soll och d'Quantitéit un Holz, dat dierf gehae ginn, vun 120.000 m³ op 30.000 m³ reduzéiert ginn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Si vun dësem Moratoire och nei national a kommunal Vëlosweeër, déi duerch e Bësch ginn, betraff?

2. Wa jo, wéi eng Vëlosweeër wiere genee betraff?

3. Wat sinn d'Konsequenze vun der Reduktioun vun Holz, dat dierf gehae ginn, op d'Entwécklung vun enger lokaler Wäertschëpfungsketten am Beräich vum Holz (Wood Cluster)?

Réponse commune (12.10.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. + 2. Fir d'éischt ass ze bemierken, datt ee Vëloswee am Bësch keen normale Bëschwee ass an also net de facto ënnert de Moratoire fält. De Moratoire fir Bëschweeër bezitt sech och just op déi ëffentlech Lafholzbëscher.

D'Stroossebauverwaltung lancéiert entspriechend Ëmweltetüden, soubal ee geplangten nationale Vëloswee:

- eng Schutzzon duerchfiert oder un eng ugrenzt (Gebietsschutz). Nom nationalen Naturschutzgesetz gëtt den Impakt vun esou Projeten op déi europäesch geschützten Zonen (Natura 2000) an déi virkommend Aarten no enger festgeluechter Prozedur evaluéiert. Dës Prozedur besteet aus verschiddene Phasen, déi ënnert dem Artikel 32 vum Naturschutzgesetz (loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles) beschriwwe sinn;
- geschützten Aarte beanträchtegt (Aarteschutz). Och hei gëtt et eng Virgoensweis, fir déi europarechtlech streng geschützten Aarten ze analyséieren an esou den Impakt ze bewäerten. Hei sinn d'Artikelen 18 bis 28 vum Naturschutzgesetz maassgeeblech;
- ee Biotop zerstéiert (Habitat- und Biotopschutz). No den Artikele 14, 17 an 21 vum Naturschutzgesetz a weidere Reglementer sinn déi Strukturen ze erfaassen an ze bewäerten. Et ginn op där Basis Kompensatiounen duerchgefouert an/oder eng „taxe de remboursement" (Ökopunkten) bezuelt, fir Kompensatiounen-Moossnamen ze finanzéieren.

Op Basis vun dësen Etüde gëtt ee Projet ausgeschafft an uschléissend gëtt eng Ufro fir eng Autorisatioun, konform zum Naturschutzgesetz, beim Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) fir de Bau gestallt.

ad 3. Et ass zu kengem Moment vum MECDD matgedeelt ginn, dass den Holzaschlag op 30.000 m³ soll reduzéiert ginn. Dat ass eng falsch Interpretatioun vum Mouvement écologique a senger Kommunikatioun vum 12. Juli 2021.

Am Kader vum Workshop „Résilience forêt", deen de 15. Juni stattfonnt huet, huet den MECDD matgedeelt, dass an den ëffentleche Lafholzbëscher an Zukunft net méi wéi 60 % vum järlechen Holzzouwuess vun 200.000 m³ solle genotzt ginn. Dat sinn ca. 120.000 m³. Dës Decisioun ass aus Virsiichtsgrënn geholl ginn a berout op Berechnungen aus der „Étude du potentiel de la biomasse forestière récoltable au Luxembourg" aus dem Joer 2020. Domat soll d'Resilienz vun de Lafholzbëscher verbessert ginn an och den Holzvolumen am Bësch gesteigert ginn, fir méi Kuelestoff ze späicheren als Bäitrag zum Klimaschutz.

Als Konsequenz vun den dräi aussergewéinlech dréchenen a waarme Summeren 2018 bis 2020 ass den Holzaschlag an den ëffentleche Lafbëscher am Joer 2020 souguer op 80.000 m³ gedrosselt ginn, an dëse Volume soll och am Joer 2021 net iwwerschratt ginn. Dës zousätzlech Reduzéierung vum Holzaschlag kann doduerch erklärt ginn, dass vill Beem, déi an de leschte Joren ofgestuerwe sinn, musse gefält ginn, an dass den Ekosystembësch net nach zousätzlech strapazéiert soll ginn.

Wat d'Konsequenze vun dëser Reduktioun vum Holzaschlag op déi lokal Wäertschëpfungsketten am Beräich Holz betrëfft, gëllt et ze bedenken, dass nëmmen ee klengen Deel vun dem recoltéierten Holz fir méi héichwäerteg Zwecker genotzt gëtt. Lokal méi héichwäerteg Produkter aus Holz wäerten deemno och an Zukunft mat enger Reduktioun vum Holzaschlag nach kënnen hiergestallt ginn.

Question 4813 (09.08.2021) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant le **nouveau radar « Stäreplaz » :**

Depuis fin juillet, le nouveau radar à la place de l'Étoile à Luxembourg-ville est opérationnel. Ce dernier contrôle aussi bien le respect de la vitesse maximale autorisée que le respect des feux rouges.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut d'ores et déjà tirer un premier bilan en fournissant les données suivantes :

1) Combien de cas de non-respect des feux rouges ont été constatés depuis la mise en service du radar ? En combien de points de permis de conduire perdus ces cas se sont-ils traduits ?

2) Combien de cas de non-respect de la limitation de vitesse ont été constatés, ventilés par les montants d'amende de 45 et de 145 euros ?

[19] https://cnpd.public.lu/fr/actualites/international/2021/08/decision-amazon-2.htm

[20] Overview on resources made available by Member States to the Data Protection Authorities and on enforcement actions by the Data Protection Authorities (disponible en anglais) : https://edpb.europa.eu/our-work-tools/our-documents/other/overview-resources-made-available-member-states-data-protection

3) Sachant que la vitesse maximale autorisée à la place de l'Étoile est de 50 km/h, est-ce que des cas de délit de grande vitesse ont été constatés ?

4) Combien d'automobilistes ont cumulé les infractions de non-respect des feux rouges et de non-respect de la vitesse maximale autorisée ?

Réponse (27.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le premier bilan, dont les éléments sont fournis ci-après, se base sur le premier mois de service du radar « feux rouges » à la « Stäreplaz », mis en service le 23 juillet 2021.

ad 1) 582 cas de non-respect des feux rouges ont été constatés depuis la mise en service du radar. Chaque non-respect des feux rouges s'est traduit par une perte de deux points de permis de conduire. Les 582 cas représentent donc 1.164 points de permis de conduire perdus.

ad 2) 476 cas de non-respect de la limitation de vitesse ont été constatés. Toutes ces infractions ont été sanctionnées par une amende de 49 euros. Aucune infraction de 145 euros n'a été constatée.

ad 3) Aucun cas de délit de grande vitesse n'a été constaté.

ad 4) 36 automobilistes ont cumulé une infraction de non-respect des feux rouges et de non-respect de la vitesse maximale autorisée.

Question 4815 (10.08.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **élections législatives en Russie :**

En date du 19 septembre prochain auront lieu dans la Fédération de Russie des élections législatives pour désigner les membres de la « Duma ». Comme lors des neufs élections précédentes, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) avait l'intention d'y déléguer des observateurs afin de surveiller le déroulement de ces élections.

Le Luxembourg avait d'ailleurs également prévu d'y participer avec des membres de la Chambre des Députés. Pour assurer une mission adéquate, le partenaire de l'OSCE, l'ODIHR (Office for Democratic Institutions and Human Rights), avait proposé une délégation de 80 observateurs à long terme et 450 observateurs à court terme. Or, suite à une décision des autorités russes, basée sur la crise sanitaire actuelle Covid-19, seulement une délégation de dix observateurs de l'OSCE sera autorisée à surveiller les élections.

En dépit d'une intervention de la présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, les autorités russes maintiennent leur décision. D'après l'ODIHR, une surveillance des élections sous ces conditions n'est pas possible selon les méthodes toujours appliquées. La mission a donc dû être annulée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à cette décision de la Fédération de Russie ?

2) En renvoyant sur la crise sanitaire actuelle pour limiter d'une manière très contraignante le nombre des observateurs, est-ce que les autorités russes ne risquent pas de s'exposer au soupçon qu'ils ne souhaitent pas que des surveillants externes soient présents lors de ces élections, d'autant plus que depuis le début de la crise sanitaire pas moins de neufs missions de l'OSCE avaient été organisées, dont entre autres une avec 50 membres aux États-Unis en novembre 2020 et une avec 70 participants lors des élections récentes en Arménie ?

3) Est-ce que la limite du nombre d'observateurs de l'OSCE imposée par la Fédération de Russie est compatible avec une attitude transparente face aux élections prévues, sachant que la Russie est également membre du Conseil de l'Europe ?

Réponse (02.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois regrette cette décision de la Fédération de Russie.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois ne souhaite pas spéculer sur les raisons qui ont amené la Fédération de Russie à imposer des limitations importantes par rapport au nombre d'observateurs internationaux. Le communiqué officiel conjoint du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE et de l'Assemblée parlementaire (AP) de l'OSCE du 4 août 2021 stipule toutefois que la Fédération de Russie n'a pas fourni de précisions suffisantes pour expliquer le lien entre les limitations imposées et l'empêchement de la propagation du virus. Dès lors, le Luxembourg soutient la décision du BIDDH et de l'AP de l'OSCE d'annuler leur mission d'observation.

ad 3) Des élections libres et compétitives constituent le fondement de toute société démocratique et les missions d'observation de l'OSCE ont démontré leur pertinence dans ce domaine au fil des années. En ce qui concerne une observation des élections par le Conseil de l'Europe (CdE), le bureau de l'Assemblé parlementaire du CdE devrait faire le point le 6 septembre quant à ses missions d'observation électorale en automne.

Question 4816 (10.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **campagne de recrutement de volontaires pour le CGDIS :**

Fir weider Persoune fir den Déngscht beim CGDIS ze begeeschteren, gouf d'Campagne „Dofir gemaach" lancéiert. Ënnert dem Motto: „Bass och du verantwortungsvoll, dynamesch an engagéiert? Da bass du dofir gemaach", soll a kuerze Videoen de Beruff vum Pompjee virgestallt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch Detailer zu dëser Campagne ginn (Agence, Käschten ...)?

2. Gouf fir dës Campagne op Fräiwëlleger respektiv Professioneller vum CGDIS zeréckgegraff, fir am Video hir Aarbecht ze presentéieren, oder goufe Leit vun ausserhalb fir dëse Video engagéiert?

3. Falls Externer geholl goufen, ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt Fräiwëlleger a Professioneller de CGDIS net gutt genuch representéieren?

Réponse (27.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Virop wëll ech kloerstellen, dass d'Organisatioun vun enger Rekrutéierungscampagne eleng an d'Kompetenz vum CGDIS fält. De CGDIS ass en Établissement public, deen ënnert der Opsiicht vun engem Verwaltungsrot steet an dee paritéitesch mat Vertrieder vum Staat a Gemenge besat ass. D'Entscheedungen, ewéi déi zum Beispill iwwert d'Rekrutéierungscampagne, ginn dofir intern am CGDIS getraff. De CGDIS entscheet eleng, wéini e wéi eng Campagne mécht, als Inneministesch mëschen ech mech do net an.

Ech wëll den Deputéierten trotzdeem iwwer follgend Detailer, déi ech beim CGDIS nogefrot hunn, informéieren.

Dës Campagne, déi nach bis den 31. August leeft, riicht sech u jonk an dynamesch Fraen a Männer, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi den néidegen Teamgeescht opweisen an de Wonsch hunn, fir Leit an Nout ze hëllefen. Genau sou Kandidatinnen a Kandidate sinn ausgesicht ginn, fir de Film ze realiséieren. Déi dräi Haaptpersonnagen, déi am Video ze gesi sinn, si professionell Schauspiller, déi vun der Agence engagéiert gi sinn, wärend alleguer déi aner Persounen, déi am Bild ze gesi sinn, fräiwëlleg an haaptberufflech Mataarbechter vum CGDIS sinn.

De CGDIS huet zesumme mat der Produktiounsfirma entscheet, op dräi Persounen zeréckzegräifen, déi berufflech Erfarung mat professionelle Videoproduktiounen hunn a wärend den Dréiaarbechten onageschränkt disponibel waren.

Dëse Clip weist d'Realitéit an d'Villfältegkeet vum Beruff vum Pompjee, leet awer och en Accent op d'Formatioun, déi d'Stagiairë mussen absolvéieren.

Nodeems dräi Agencen hir Propose virgestallt hunn, ass de gemeinsame Projet vun den Agence Skin an Headroom vum CGDIS zeréckbehale ginn. D'Gesamtkäschte vun der Produktioun (de Film, kuerz Videoen, dräi Affichë mat Declinaisoune fir d'sozial Medien an de Radiospot) belafe sech op 25.650 Euro (ouni TVA).

Schlussendlech wëll ech ënnersträichen, dass déi fräiwëlleg an haaptamtlech Fraen- a Männerpompjeeën de CGDIS all Dag wärend hirem onermiddlechen Asaz am Déngscht vun der Bevëlkerung gutt representéieren an esou permanent dozou bäidroen, datt sech weider Fraen a Männer fir d'Wuel vun hire Matmëschen engagéieren.

Question 4817 (10.08.2021) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant les **institutions européennes au Luxembourg :**

La présence des institutions, organes, organismes et services de l'Union européenne à Luxembourg est encadrée par une série d'accords dont le dernier, signé en décembre 2015, porte le nom de la Vice-Présidente de la Commission européenne de l'époque, Kristalina Georgieva, et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes. Cet accord, dit « Georgieva-Asselborn », prévoit le renforcement des « pôles juridique, financier et numérique ». La Commission s'engage par ailleurs à maintenir le statu quo, « en tenant compte, non seulement du nombre des effectifs, mais aussi de la qualité relative des postes, de façon à maintenir dans le temps l'importance des fonctions confiées au site de Luxembourg ».

En dépit des dispositions spécifiques de cet accord concernant notamment la possibilité « de déléguer davantage l'exécution de certains programmes et de renforcer en personnel à cette fin l'agence exécutive CHAFEA », la Commission a décidé l'année dernière de réorganiser ses agences exécutives à Bruxelles, ce qui a entraîné la perte d'environ 80 postes d'agents pour le Luxembourg. De même, le transfert mentionné dans l'accord des « 118 ETP originaires de l'OLAF qui devaient intégrer l'EPPO » n'a pas eu lieu.

Dans un article publié sur luxtimes.lu, intitulé « EU must pay staff in Luxembourg more, watchdog says », il est question d'une lettre adressée par le Secrétaire général de la Cour des comptes, Zacharias Kolias, au Commissaire européen en charge du budget et du personnel, Johannes Hahn, lui faisant part des « difficultés palpables » de certaines institutions européennes pour recruter du personnel à Luxembourg.

L'accord « Georgieva-Asselborn » prévoit des modalités de suivi détaillé de l'évolution des effectifs. Ainsi, en réponse à la question parlementaire n° 4577 du 29 juin 2021, Monsieur le Ministre affirme que « le nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant à Luxembourg a augmenté considérablement ces cinq dernières années, passant d'environ 12.000 fonctionnaires et agents en 2015 à plus de 14.000 fonctionnaires et agents en 2020 ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quels institutions, organes, organismes et services de l'Union européenne ont augmenté leurs effectifs de manière assez importante pour expliquer l'évolution positive du nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant au Luxembourg alors que les effectifs d'autres institutions ont diminué ? Monsieur le Ministre peut-il présenter une analyse détaillée (par année) de l'évolution des effectifs pour chaque institution européenne présente à Luxembourg ?

2) L'augmentation du nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant à Luxembourg est-elle structurelle ou conjoncturelle ? Est-ce que les postes crées sont des postes de fonctionnaires permanents ? Qu'en est-il des postes qui ont été transférés à Bruxelles : s'agissait-il de postes de fonctionnaires permanents ?

3) Est-ce que l'évolution des effectifs des pôles juridique, financier et numérique est similaire d'un pôle à l'autre ? Si cela n'était pas le cas, pourquoi est-ce que certains pôles se développent plus que d'autres ?

4) Comme le rapportent les médias, l'écart du coût de la vie entre Bruxelles et Luxembourg ne cesse d'augmenter, alors que la rémunération des fonctionnaires et agents européens travaillant dans ces deux villes reste équivalente. Quel effet l'érosion continue et prévisible du pouvoir d'achat des fonctionnaires et agents européens travaillant au Luxembourg aura sur leurs conditions de vie et de travail ? Comment est-ce que le Gouvernement entend intervenir auprès de la Commission européenne ?

Réponse (10.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La croissance du nombre absolu de fonctionnaires et agents affectés au Luxembourg entre 2015 et 2020 s'explique en premier lieu par une hausse significative des effectifs du groupe BEI, ce dernier étant constitué de la Banque européenne d'investissement (BEI) et du Fonds européen d'investissement (FEI). S'y ajoute une hausse des effectifs de la Cour de justice de l'Union européenne, de la Cour des comptes européenne, du Centre de traduction des organes de l'Union européenne et du Mécanisme européen de stabilité (ESM).

L'établissement de l'Entreprise commune européenne pour le calcul à haute performance (EuroHPC) tout comme du Parquet européen a contribué également à consolider la présence des institutions, organes et agences européennes au Grand-Duché. Conformément aux décisions prises au niveau de l'Union européenne, ces deux nouveaux organes de l'UE doivent d'ailleurs connaître encore des hausses de leurs effectifs au cours des prochaines années.

S'agissant de la Commission européenne (y inclus l'Office des publications de l'Union européenne), du Parlement européen et des deux Écoles européennes au Luxembourg, leurs effectifs sont restés relativement stables entre 2015 et 2020.

Le tableau des effectifs de chaque institution ou agence est adopté annuellement par l'autorité budgétaire compétente, ce dans le cadre de la procédure budgétaire.

ad 2) Le nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant au Luxembourg est toujours le résultat de facteurs aussi bien structurels que conjoncturels. En effet, l'octroi de nouvelles missions par les États membres et/ou une charge de travail accrue peut servir d'explications pour les hausses des effectifs des institutions et agences susmentionnées, sans oublier l'impact de l'établissement de nouveaux organes tels que le Parquet européen et l'Entreprise commune EuroHPC.

Selon les informations dont dispose le Gouvernement, ont été créés au Luxembourg entre 2015 et 2020 avant tout des postes de fonctionnaires permanents et d'agents temporaires.

Quant au transfert des postes de l'agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA) de Luxembourg vers Bruxelles, il s'est agi, selon les informations à notre disposition, de 20 postes d'agents temporaires et de 59 postes d'agents contractuels. À noter qu'un certain nombre de membres du personnel a pu trouver auprès d'autres institutions, organes et agences européens un nouvel emploi au Luxembourg.

ad 3) Les pôles juridique, financier et numérique ne sauraient être séparés strictement, vu les chevauchements entre ces pôles. De manière générale, on peut dire que chacun des trois pôles a pu être consolidé voire renforcé au cours des dernières années, y compris grâce aux nouveaux instruments financiers de l'UE et à l'implantation au Luxembourg du Parquet européen et de l'Entreprise commune EuroHPC.

Pour sa part, le Gouvernement poursuivra ses efforts visant à développer davantage encore la présence des institutions et agences européennes au Grand-Duché, en mettant l'accent aussi sur l'expertise et le potentiel de synergies des institutions, organes et services présents au Luxembourg, y compris dans des domaines comme la santé et le E-Health.

ad 4) D'après l'étude comparative sur le coût de la vie à Luxembourg et Bruxelles, commanditée par la Commission européenne en 2019, il y aurait un écart du coût de la vie de 10,5 % entre Luxembourg et Bruxelles. Du point de vue du Gouvernement, cet écart significatif justifie la poursuite des réflexions relatives à des pistes de solution potentielles, y inclus l'option d'un coefficient correcteur pour le Luxembourg, qui pourraient être adoptées au niveau de l'Union européenne pour compenser cette différence du coût de la vie. Le Luxembourg continue d'agir en ligne avec cette position lors de nos contacts avec la Commission européenne, et ce à tous les niveaux.

Question 4818 (10.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination de personnes soignées à domicile :**

Sou wéi et mir zougedroe gouf, verfüge Leit, déi doheem vun hirer Famill als Fleegefall versuergt ginn, net iwwer d'Méiglechkeet, sech och doheem impfen ze loossen, well si domat net zu engem Netzwierk vun der sozialer Fleeg gehéieren. Wann déi Leit opgrond vun ageschränkter Mobilitéit iwwer keng Méiglechkeet verfügen, an den Impfzentrum ze gelaangen, hunn si net onbedéngt nach eng Méiglechkeet, fir sech impfen ze loossen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Sinn der Madamm Minister sou Virgäng bekannt?

2. Wann d'Äntwert op d'Fro virdru jo ass, wéi gedenkt si deene Leit ze hëllefen, dat och am Hibléck dorop, datt vu Säite vun der Regierung eng réckgängeg Impfbereetschaft vun der Bevëlkerung beklot gëtt?

3. Besteet d'Méiglechkeet, datt déi Leit sech kéinte bei engem mobillen Impfdéngscht umellen?

Réponse (03.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Comité de pilotage, deen zoustänneg ass fir d'Impfungen, huet virun e puer Méint d'Prozeduren definéiert, déi och vum Regierungsrot validéiert goufen, fir datt déi Leit, déi sech duerch medezinnesch Grënn net an en Impfzentrum deplacéiere kënnen, sech och impfe loosse kënnen.

An enger éischter Phas konnten dës Leit eng Demande maachen, fir vun de mobillen Impfekippe geimpft ze ginn. Säitdeem eng ganz Rei liberal Dokteren d'Impfung awer och an hire Privatpraxen ubid-

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

den an och bei hir Patienten heemginn, fir Impfungen ze maachen, kommen déi mobill Impfekippe fir dës Leit net méi zum Asaz.

Leit, déi doheem gefleegt ginn an net bei engem Réseau d'aides et de soins affiliéiert sinn, hunn deemno elo d'Méiglechkeet, op e liberalen Dokter zeréckzegräifen, deen d'Impfung bei dës Leit heem maache kënnt. Eng Lëscht vun den Dokteren, déi dës Méiglechkeet ubidden, kann een um Site covid19.lu fannen.

Question 4819 (10.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **prime à la publication d'une création littéraire :**

Iwwert guichet.lu kënnen Auteuren an Illustrateuren, déi ee Buch publizéiert hunn, eng Prime à la publication d'une création littéraire ufroen.

Am Rapport d'activité vum Fonds culturel national fir d'Joer 2020 kann een d'Aiden an d'Subventiounen noliesen, déi dat Joer, ënner anerem, u Projeten aus de Beräicher Musek, Theater a Literatur gaange sinn. Am Beräich Literatur goufen 2020 34 Projete mat ronn 103.000 € ënnerstëtzt. 2019 ware 36 Projete mat ronn 92.000 € ënnerstëtzt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wat war den héchste Montant un Aiden a Subventiounen, deen 2020 un ee Projet am Beräich Literatur gaangen ass?
Wat war den niddregsten?

2. Op Basis vu wéi enge Krittäre gëtt entscheet, wéi héich d'Subventioune fir déi eenzel Projete sinn?

3. Kann d'Ministesch Zuele ginn, wéi héich d'Oplage vun den eenzele literaresche Wierker waren, déi 2020 ënnerstëtzt goufen?

4. Vun der Prime à la publication d'une création littéraire kënnen Auteuren, déi eng Iwwersetzung oder een historescht Wierk publizéiert hunn, net profitéieren.
Kënnen dës Auteure vun anere staatlechen Hëllefe profitéieren?

Réponse (16.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den honorabelen Deputéierte saiséiert mech mat enger Fro iwwert d'Aiden a Subventiounen am Beräich Literatur. Et schéngt mir nëtzlech, am Virfeld ze preziséieren, datt am Referenzjoer 2020 souwuel de Fonds culturel national (Focuna), en Établissement public ënnert der Tutelle vum Kulturministère, wéi och de Kulturministère selwer finanziell Ënnerstëtzungsmesuren am Beräich Literatur an Editioun ugebueden hunn an och nach weider ubidden.

Follgend Dispositiver stoungen 2020 zur Verfügung[21]:

Kulturministère

- Subsides pour la réalisation de projets culturels au Luxembourg fir
• Associatiounen,
• Particulieren,
• Gemengen;
- Aides à la mobilité[21] fir
• Associatiounen,
• Particulieren;
- Aide aux revues culturelles pour éditeurs;
- Participation aux frais de traduction;
- Prime à la publication d'une création littéraire;
- Participation à la mobilité des éditeurs[21];
- Bourse d'aide à la création, au perfectionnement et au recyclage artistique.

Donieft gëtt et nach
- de järleche Concours littéraire national;
- de Prix Batty Weber, deen all dräi Joer vergi gëtt.

Am Joer 2020 huet de Kulturministère kulturell Projeten am Literatur- an Editiounsberäich mat 228.115 EUR ënnerstëtzt. Donieft gouf 2020 eng nei Konventioun mat der Federatioun A:LL Schrëftsteller*innen an Héicht vun 18.000 EUR agefouert.

Am Kader vum Plan de relance Neistart Lëtzebuerg - Culture, dee mat 5 Milliounen EUR dotéiert war, goufen am Beräich Literatur, nieft dem Dispositif vun de Bourses de « résidence à domicile », nach 200.000 EUR am Kontext vum Dispositif Soutien à la commande d'écriture d'œuvres dramatiques accordéiert.

Focuna

- Aide à l'édition : revues littéraires, culturelles ou patrimoniales;
- Aide à l'édition : auteurs luxembourgeois auprès d'éditeurs étrangers;
- Aide à l'édition : auteurs luxembourgeois auprès d'éditeurs luxembourgeois;
- Aide à la mobilité[21].

[21] Zanter dem Summer 2021 ass Kultur|LX domadder beoptraagt, d'Aides à la mobilité vum Kulturministère a vum Focuna auszeféieren.

2020 huet de Focuna 102.924 EUR un Aiden a Subventiounen am Beräich vun der Literatur accordéiert. Dëse Montant mécht ronn 59 % vun de punktuellen Aiden a Subventiounen aus, déi de Focuna an deem Joer attribuéiert huet.

ad 1. Beim Kulturministère war den héchste Montant un Aiden a Subventiounen, deen 2020 un ee Projet am Beräich Literatur gaangen ass, 50.000 EUR. Den niddregste war 126 EUR.

Beim Focuna war den héchste Montant 3.500 EUR an den niddregsten 184,10 EUR.

ad 2. D'Krittäre fir déi uewen opgelëschten Aiden, Subsiden, Bourssen a Präisser sinn op de respektive Sitte mc.gouvernement.lu a focuna.lu erëmzefannen. Unhand vun dëse Krittäre ginn z. B. de Professionalismus vun engem Projet, seng Efforten, fir de Public ze erreechen, oder d'Proportionalitéit vun der staatlecher Hëllef par rapport zu anere Finanzéierungsquelle gemooss.

ad 3. D'Oplage vun de literaresche Wierker, déi 2020 ënnerstëtzt goufen, situéiere sech gewéinlech ëm déi 150 Exemplairë fir Gedichtbänner an tëscht 1.000 an ongefeier 1.250 fir e Roman.

ad 4. Auteuren, déi eng Iwwersetzung oder een historescht Wierk publizéiert hunn an dofir net fir eng Prime à la publication d'une création littéraire eligibel sinn, kënne souwuel vun enger Participation aux frais de traduction vum Kulturministère wéi vun den Aides à l'édition vum Focuna profitéieren.

Question 4825 (10.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **répartition des compétences des ministères :**

Laut dem Artikel „Asselborn concedes nine NSO entities present in Luxembourg", deen den 21. Juli an der „Luxembourg Times" publizéiert gouf, huet den Här Bausseminister rezent eng Rei Bréiwer un israeelesch Firmae fir Spionagesoftware mat enger Néierloossung zu Lëtzebuerg verschéckt, mam Zil, dës Firmaen no eegener Ausso un hir Mënscherechtsobligatiounen ze erënneren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Fält d'Reglementatioun vu privaten Entreprisen zu Lëtzebuerg an d'Kontroll vum Respekt vun der entspriechender lëtzebuergescher Legislatioun net ënnert d'Kompetenz vum Här Minister fir Ekonomie? An ass net den Här Minister fir Ekonomie zoustänneg fir de Baussenhandel an d'Lizenzamt?

2. Falls jo, huet den Här Bausseminister seng Kompetenzen hei zum Nodeel vun anere Ministèren iwwerschratt? Wéi eng Konsequenze géifen den Här Staatsminister an den Här Minister fir Ekonomie aus dësem Verhalen zéien?

Réponse commune (10.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Opgrond vum groussherzoglechen Arrêté vum 5. Dezember 2018 iwwert d'Zesummestellung vun de Ministèrë gehéieren den Aussenhandel an den Office du contrôle des exportations, des importations et du transit (OCEIT), also dat fréiert Lizenzamt, zu den Attributiounen, déi ënnert d'Zoustännegkeet vum Wirtschaftsminister falen.

D'Exportkontrollgesetz vum 27. Juni 2018 gesäit eng gedeelte Kompetenz tëschent béide Ministeren a follgende Fäll fir: « [...] les autorisations sont accordées par les ministres, procédant par décision commune, lorsqu'il s'agit d'opérations d'exportation, de transit, de transfert, de courtage, d'assistance technique ou de transfert intangible de technologie portant sur des produits liés à la défense des biens visés à l'article 35 ou des biens à double usage ».

Op Basis vun dëser gedeelter Kompetenz haten déi zwee Ministeren sech iwwert d'Virgoensweis am Fall Pegasus ausgetosch. Mat Bléck op d'Efforten, déi vum Ausseministère, an enker Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère, koordinéiert ginn, fir zu enger méiglecher gesetzlecher Verankerung vun enger Suergfaltsflicht a Saache Mënscherechter fir Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, ze kommen, ass decidéiert ginn, dass den Ausseminister den Entitéite vum NSO Group Bréiwer schreiwe géif.

Et ass deemno net zu enger Iwwerschreidung vu Kompetenze vun engem Minister zum Nodeel vun engem anere Minister komm.

www.chd.lu

Question 4829 (11.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **première classe dans les trains des CFL :**

Am Februar 2020 (QP Nr. 1840) hunn ech de Mobilitéitsminister gefrot, ob et net sënnvoll wier, d'Zwee-Klassen-Trennung an den Zich ofzeschafen. De Minister huet erkläert, dass net virgesinn ass, d'éischt Klass ofzeschafen. Tëschenzäitlech brauchen d'Passagéier fir eng Plaz an der zweeter Klass keen Ticket méi, Leit déi wëllen éischt Klass fueren, mussen sech nach ëmmer ee kafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Passagéier si säit dem Mäerz 2020 an der zweeter Klass matgefuer a wéi vill an der éischter Klass?

2. Wéi vill Recetten hunn d'CFL säit Mäerz 2020 duerch de Verkaf vun Tickete fir d'éischt Klass generéiert?

Réponse (03.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Säit dem Mäerz 2020 si 14.216.301 Passagéier an der zweeter Klass matgefuer an 294.831 an der éischter. Am Ganze sinn dat 14.511.132 Passagéier, déi an der Zäit vu Mäerz 2020 bis Juli 2021 mam Zuch matgefuer sinn.

Duerch de Verkaf vun 33.293 Tickete fir d'éischt Klass, hunn d'CFL 413.952 Euro Recettë generéiert, dëst vu Mäerz 2020 bis August 2021.

Question 4830 (11.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **divorce de ressortissants érythréens :**

An der parlamentarescher Fro Nr. 4522 vum 18. Juni 2021 gouft Dir gefrot, ob der Regierung Donnéeë virleien, wat d'Finanzéierung vu Scheedunge vun eritreeësche Staatsbierger zu Lëtzebuerg betrëfft, an ob zum Zweck vun esou Scheedungen Affekoten iwwert d'Assistance judiciaire bezuelt ginn. Dorop huet d'Regierung follgendermoosse geäntwert: „Der Regierung leie keng Donnéeë vir, wat d'Finanzéierung vun dëse Scheedunge betrëfft."

Weiderhi gouf d'Regierung gefrot, wéi vill vun dëse Leit am Moment, wou si sech scheede loossen, hei zu Lëtzebuerg de Revenu d'inclusion sociale kréien. Op déi Fro huet d'Regierung geäntwert, datt de Fonds national de solidarité, deen dem Familljeministère ënnerstallt ass, keng Statistike féiert, wat d'Nationalitéit vu REVIS-Bezéier ugeet.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Asyl- an Immigratiounsminister an un d'Madamm Justizminister:

1. Kann d'Regierung preziséieren, datt déi 62 Scheedunge vun eritreeësche Staatsbierger, déi tëscht 2018 an 2021 vu Lëtzebuerger Geriichter gesprach goufen, net iwwer Lëtzebuerger Steiergelder finanzéiert goufen? Firwat gëtt et dozou keng Statistik?

2. Kann d'Regierung erklären, firwat de Fonds national de solidarité, deen dem Familljeministère ënnerstallt ass, keng Statistike féiert, wat d'Nationalitéit vu REVIS-Bezéier ugeet? Heescht dat konkreet, datt een, fir de REVIS ze kréien, a senger Demande net mol déi eegen Nationalitéit muss uginn?

Réponse commune (10.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Nationalitéit vun enger Persoun ass eng Informatioun, déi gefrot gëtt am Ufank vun der Prozedur, fir ze kucken, ob eng Ufro op Assistance judiciaire recevabel ass an ob d'Konditioune vum Artikel 37-1(1) vum Gesetz vum 10 August 1991 iwwert d'Affekoten erfëllt sinn.

Anerersäits kann esou och dem Demandeur, wann en nach keen Affekot huet, een Affekot zougeuerdent ginn, mat deem den Demandeur kommunizéiere kann.

Wann eng Demande op Assistance judiciaire bis accordéiert ass, gëtt déi Informatioun awer net als Statistik encodéiert, well se u sech net pertinent ass.

Déi Donnéeën, déi encodéiert ginn, sinn den Numm, Virnumm, d'Matricule, d'Adress vum Demandeur a wat de Sträitpunkt ass.

ad 2. D'Recht, fir de Revenu d'inclusion sociale (REVIS) ze kréien, ass net un d'Nationalitéit vum Demandeur gebonnen, mee un d'Konditioun, fir vun engem Droit de séjour ze benefisséieren, am Registre principal du Registre national des personnes physiques ageschriwwen ze sinn an effektiv do ze wunnen, wou een seng Résidence habituelle huet.

Den Artikel 2 vum modifizéierte Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de Revenu d'inclusion sociale mécht an deem Kontext just eng Distinctioun tëschent den Demandeuren, déi Ressortissant vun engem État membre aus der Europäescher Gemeinschaft sinn, respektiv vun engem Land, dat dem Accord sur l'Espace économique européen bäigetratt ass, vun der Schwäiz oder och nach den Apatriden, an de Persounen, déi vun der Protection internationale benefisséieren, op der enger Säit, an de Ressortissante vun Drëttstaten, déi ënner keng vun de viregte Kategorië vun Demandeure falen, op der anerer Säit. EU-Bierger an déi Bierger, déi hinnen assimiléiert sinn, mussen dräi Méint um Territoire residéieren, bis e Recht op REVIS opgeet. Par contre mussen d'Demandeuren aus Drëttstaten op d'mannst fënnef Joer wärend deene leschten 20 Joer um Territoire residéiert oder awer de Statut vum Résident de longue durée hunn, fir dass e Recht opgeet.

Fir ze verifiéieren, a wat fir eng vun deenen zwou Kategorien déi jeeweileg Demandeure falen, consultéiert den FNS de Registre national des personnes physiques.

Question 4832 (11.08.2021) de **Mme Viviane Reding** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **restrictions territoriales de l'offre :**

Le 10 août 2021, l'Union Benelux a publié un communiqué pour réitérer sa demande à la Commission européenne relative aux mesures à prendre contre les restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail.

Les restrictions territoriales de l'offre sont des restrictions imposées par les fournisseurs aux détaillants, qui les empêchent d'acheter librement des marchandises dans les pays de leur choix. Ces restrictions ont des conséquences négatives pour les consommateurs et pour les commerçants. Il s'agit toujours d'un problème d'actualité, particulièrement pour le Luxembourg.

C'est la raison pour laquelle les pays du Benelux se sont adressés via une récente lettre commune au commissaire européen chargé du marché intérieur, Thierry Breton, pour demander à la Commission européenne d'envisager des mesures législatives pour remédier aux conséquences négatives des restrictions territoriales de l'offre dans le secteur du commerce de détail. Ce nouvel appel fait suite à la publication d'une étude sur les restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail qui indique que ces restrictions coûtent potentiellement aux consommateurs jusqu'à 14 milliards d'euros par an. « La réponse européenne, qui est plus que nécessaire, devrait réduire les possibilités de "géoblocages" entre entreprises, garantir des pratiques commerciales et une concurrence équitable et faciliter les importations parallèles », explique l'Union Benelux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Quelles démarches ont été prises au niveau de la Commission européenne pour combattre les restrictions territoriales de l'offre depuis que le nouveau collège des commissaires a pris ses fonctions fin 2019 ?

- De quelle manière est-ce que le Gouvernement est intervenu auprès du nouveau collège des commissaires ?

- Quelles solutions sont actuellement discutées au niveau européen ?

- Quels produits sont au Luxembourg particulièrement impactés par ces restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail ?

Réponse commune (10.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Étant donné que la problématique des restrictions territoriales de l'offre (RTO) est transfrontalière et qu'il s'agit de pratiques discriminatoires basées sur le lieu d'établissement d'une entreprise, le Gouvernement a toujours préconisé une approche européenne.

Depuis de nombreuses années, de multiples démarches ont été entreprises au niveau européen pour attirer l'attention sur les problèmes liés aux RTO et inciter la Commission européenne à y apporter une solution. La question des RTO a notamment été soulevée à maintes reprises lors des réunions du Conseil « Compétitivité » et dans le cadre de réunions bilatérales avec la Commission européenne aux niveaux politique et technique.

En réaction à la pression du Luxembourg et de l'Union Benelux notamment, la Commission européenne a lancé en 2019 une étude économique afin d'identifier l'étendue du problème et les produits respectivement les secteurs concernés. Publiée en

novembre 2020, l'étude, qui cite par ailleurs à plusieurs reprises les études réalisées par l'Union Benelux et le Luxembourg, a le mérite de reconnaître, pour la première fois dans un document officiel de la Commission, l'existence des RTO et leurs effets nuisibles pour l'économie en général.

Reconnaissant le rôle moteur du Luxembourg dans ce dossier, la Commission européenne avait d'ailleurs invité des représentants du Ministère de l'Économie à participer activement dans un panel lors de la présentation officielle de l'étude dans le cadre d'une conférence en décembre 2020. Le Ministère de l'Économie a saisi cette occasion pour plaider en faveur d'une nouvelle initiative législative au niveau européen - l'étude ayant démontré que les RTO constituent un problème à travers l'ensemble du marché intérieur - soit par le biais d'un instrument « marché intérieur », soit en apportant des modifications au droit de la concurrence.

Pour ce qui est du droit de la concurrence, le Luxembourg, ensemble avec les pays de l'Union Benelux, a réitéré à plusieurs reprises la nécessité de prendre en compte la problématique des RTO et les résultats de l'étude précitée dans la révision en cours du règlement concernant l'exemption par catégorie des accords verticaux et de pratiques concertées (règlement (UE) n° 330/2010, dit « VBER ») et dans les lignes directrices qui l'accompagnent. Les travaux de l'Union Benelux dans lesquels le Luxembourg a fortement été impliqué ont par ailleurs mené à l'élaboration de la lettre du 16 juin 2021 adressée au commissaire européen en charge du marché intérieur, M. Thierry Breton, à laquelle les honorables Députés font référence. Les travaux sur la révision VBER sont toujours en cours.

La Commission européenne, dans sa réponse à la récente lettre de l'Union Benelux, estime toutefois que des comportements de fournisseurs verticalement intégrés, qui ne détiennent pas de position dominante sur un marché concerné, ne peuvent être combattus par les seules règles de concurrence de l'UE. C'est pourquoi elle envisage de fournir des orientations sur des situations non couvertes par le droit de la concurrence.

Outre les diverses interventions et démarches du Ministère de l'Économie auprès de différentes institutions européennes, souvent conjointement avec les autres pays de l'Union Benelux, une réunion bilatérale a eu lieu fin 2020 entre le ministre de l'Économie et la vice-présidente exécutive à la concurrence et au numérique de la Commission européenne, Mme Margrethe Vestager, lors de laquelle la problématique des RTO pour les entreprises luxembourgeoises a été abordée.

À noter que le Conseil de la concurrence suit également de près les discussions relatives aux RTO, en particulier la révision du règlement VBER et de ses lignes directrices au sein du Réseau européen de la concurrence. Par le passé, le Conseil de la concurrence a aussi contribué activement aux diverses consultations lancées par la Commission et sensibilisé les acteurs luxembourgeois concernés.

Au Luxembourg, une multitude de secteurs économiques sont concernés par des RTO. L'étude menée par l'Observatoire de la formation des prix en 2018, sur base des données de l'enquête de l'Union Benelux, a montré que non seulement le commerce de détail (« retail ») est concerné au Luxembourg, mais également le « non retail » comme par exemple l'artisanat et d'autres activités.

D'après cette même étude, les ventes de produits électroniques et de vêtements/chaussures (représentant près de la moitié des répondants), les revendeurs de matériels sportifs et de sanitaires ainsi que les ventes des bijouteries/horlogeries, librairies/papeteries, cuisinistes, opticiens, maroquineries et autres commerçants au détail seraient les plus concernés au Luxembourg.

Concernant les différents produits vendus par la grande distribution alimentaire (grandes surfaces), de nettes différences de prix peuvent être observées au sein de la Grande Région. Les études « 4 frontières » de l'Observatoire de la compétitivité, dont la plus récente date de 2020, en témoignent notamment. Toutefois, les causes de ces différences sont multiples et l'impact spécifique des RTO ne peut en être déduit sur base des données disponibles.

Le Gouvernement continuera de suivre de près l'évolution de ce dossier, à la fois au niveau européen et de l'Union Benelux, en étroite collaboration avec les organisations professionnelles concernées.

Question 4835 (12.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **ventes de tabac :**

Laut den Zuele fir d'Joer 2020 vun der Fondation Cancer fëmme 16 % vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung reegelméisseg. 48 % vun de Persounen, déi fëmmen, wëllen domat ophalen. Zu Lëtzebuerg kascht de Pak Zigaretten ewéi och de lassenen Tubak dann och manner wéi an eisen Nopeschlänner. Wéi aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0235 ervirgeet, huet 2018 den 20er Pak Zigarette 4,20 Euro kascht, par rapport zu 7,60 Euro a Frankräich.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

- Huet d'Pandemie een Afloss op de Verkaf vun Zigaretten an Tubak? Wéi hunn d'Zuele säit dem Ufank vun der Pandemie evaluéiert?

Réponse (09.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Fir d'alleréischt sief drop higewisen, dass de Finanzminister all Mount de Chamberskommissioune vun de Finanzen an der Exekutioun vum Budget en ausféierleche Rapport vun der budgetärer Situatioun, souwuel wat d'Recetten ewéi och d'Depensen ubelaangt, presentéiert an, an deem Kontext, och op d'Ventë vum Pëtrol a vun den Tubakwueren ageet.

Wat d'Fro vum éierbaren Deputéierten ubelaangt, stellt ee fest, dass d'Pandemie weider keen dauerhaften Impakt op de Verkaf vun Tubakwueren hat. An Zuelen ausgedréckt sinn 2019, 3.309.219.195 Zigaretten, am Joer 2020, 3.270.165.995 Stéck an, an deene séchs éischte Méint vun 2021, 1.577.101.809 Zigarette verkaf ginn. Am Joer 2019, sinn am Tubak 3.805 kg, am Joer 2020, 4.210 kg an, an deene sechs éischte Méint vun 2021, 2.000 kg verkaf ginn.

Question 4837 (12.08.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **projet de marquages fluorescents sur les autoroutes :**

En 2014, le projet pilote « Smart Highway » a été lancé aux Pays-Bas dans le cadre duquel des marquages fluorescents ont été peints sur un tronçon d'autoroute afin d'augmenter la sécurité routière à des endroits faiblement éclairés.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont les conclusions de ce projet sept ans après son lancement ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il utile de mettre en place des marquages similaires à certains endroits au Luxembourg, par exemple sur des autoroutes ?

Réponse (10.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le projet pilote de marquages fluorescents, lancé en 2014 aux Pays-Bas, a rapidement connu des problèmes suite à l'humidité et à l'eau. Après deux semaines, l'effet a disparu et des tests supplémentaires ont été effectués en laboratoire. De manière générale, il a été noté que les lignes ne luisaient pas de façon constante. Des modifications, non publiées, ont été apportées au marquage et il semble qu'au début les effets de luminosité s'étaient améliorés.

Néanmoins, en 2017 les effets des lignes fluorescentes n'ont plus été impressionnants et en 2020 tous les systèmes innovants de ce projet pilote (marquages fluorescents, feux tricolores intelligents, feux LED en bordure de routes, tunnel du futur, système d'énergie routier, etc.) ont été démantelés ou ont disparu de la route, comme les effets n'étaient soit pas durables, étaient ineffectifs, avaient de nombreux défauts techniques ou leur implémentation et/ou leur entretien coûtaient trop cher.

ad 2) De prime abord, il y a lieu de noter que les marquages routiers exécutés sous l'autorité de l'Administration des ponts et chaussées sont conformes aux normes techniques en vigueur et sont appliqués selon les règles de l'art. De ce fait, tous les types de marquages routiers appliqués sur le réseau routier étatique ont d'ores et déjà une rétroréfléchissance visible par les usagers durant la nuit avec leurs phares allumés. En plus, l'Administration des ponts et chaussées porte soin à ce que dans la mesure du possible tous les marquages sont refaits quand cette rétroréfléchissance perd son effet.

Indépendamment du projet mentionné aux Pays-Bas, l'Administration des ponts et chaussées avait déjà procédé à des essais de marquage fluorescent sur certains tronçons de pistes cyclables du réseau national.

Il s'avère que ce type de marquage, qui coûte 20 fois le prix d'un système ordinaire, n'a pas donné satisfaction et que les essais, tout comme aux Pays-Bas, n'ont pas été concluants. Il n'y a donc pas lieu d'appliquer un tel produit sur les routes luxembourgeoises.

Question 4847 (12.08.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **prise en charge de la famille de policiers grièvement blessés ou tués en service :**

An engem Bäitrag op RTL gouf e Virfall, deen sech virun dräi an engem hallwe Joer zu Lausduer zougedroen huet a bei deem ee Polizist ëm d'Liewe koum, an eng Polizistin liewensgeféierlech blesséiert gouf, opgeschafft.

Am Reportage gëtt ë. a. drop verwisen, dass et innerhalb vun der Arméi ee Service gëtt, deen sech ëm déi Hannerbliwwe vun esou trageschen Accidenter këmmert. Eppes, wat et aktuell an der Police an där Form net géif ginn.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Wéi ass d'Prise en charge vun Hannerbliwwene bei der Police organiséiert? Iwwer wéi eng Dauer hunn Hannerbliwwener „Recht" op dës Prise en charge?

3. Plangt d'Regierung, den Hannerbliwwenen ee spezielle Service, ggf. innerhalb vun der Police respektiv administratiouns- a serviceiwwergräifend, zur Säit ze stellen? A wa jo, a wéi engem Zäithorizont?

Réponse (03.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. D'Police huet keen eegestännege Service, deen sech ëm déi Hannerbliwwe vun Accidenter këmmert.

D'Prise en charge vun den Hannerbliwwenen ass an der Police d'selwecht gereegelt wéi d'Prise en charge vun engem Member aus der Police, deen duerch een traumatescht Evenement betraff ass.

Fir de psychologesche Volet assuréiert de Service psychologique vun der Police a gravéierende Fäll eng primär Assistenz op der Plaz. A manner grave Fäll gëtt eng differéiert psychologesch Ënnerstëtzung a Form vu psychologescher Betreiung an/oder psychotherapeutescher Ënnerstëtzung offréiert. Dës Prise en charge gëtt och de Familljemembere proposéiert, déi fräi si fir ze entscheeden, ob se dës unhuelen oder net. Eng Ënnerstëtzung duerch den Aumônier vun der Police kann och ugebuede ginn. Des Weidere kann och eng Orientéierung u spezialiséiert extern Servicer proposéiert ginn.

Fir de statutaresche Volet sinn d'Direction ressources humaines an de Service juridique zoustänneg, déi eng Ënnerstëtzung kënne ginn, fir déi néideg administrativ oder juristesch Demarchen ze lancéieren.

Et bestinn iwwerdeems keng Restriktioune betreffend d'Dauer vun der Prise en charge.

ad 3. D'Police privilegiéiert eng gutt Zesummenaarbecht tëscht deenen eenzele Servicer a plangt net, fir eng spezifesch Unitéit zu dësem Zweck ze schafen.

Question 4858 (16.08.2021) de **MM. Paul Galles** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant la **gestion des déchets des cigarettes :**

Net nëmmen d'Gesondheet vun de Mënschen, mee och déi vun eiser Ëmwelt, gëtt direkt duerch de Konsum an déi illegal Entsuergung vun Zigaretten negativ beaflosst. Sou landen zum Beispill pro ewechgehäiten Zigarettestomp zwee bis sechs Milligramm Nikotin an der Ëmwelt. Niewent dësem Nervegëft enthalen d'Zigarettenoffäll och nach aner Substanze wéi Arseen, Koffer, Bläi a weider Chemikalien, déi zesummen e gëftege Cocktail erginn, dee schiedlech oder souguer déidlech fir Planzen an Déiere ka sinn. Dofir gouf a Frankräich e Gesetz gestëmmt, wouno d'Tabakindustrie fir d'Entsuergung vun Zigarettestëmp souwéi Sensibiliséierungscampagnen an Héicht vun 80 Milliounen Euro soll opkommen. Sou sollen zum Beispill mëttels dem Verdeele vun Täschen-Äschebecheren oder dem Opstelle vu Poubellë fir Zigaretten an deenen nächste sechs Joer 40 % manner Zigarettestëmp an der Ëmwelt landen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi ass d'Positioun vum Ëmweltministère zu dësem Gesetz?

- Wéilt d'Madamm Ëmweltministesch een diesbezüglecht Gesetz och zu Lëtzebuerg op den Instanzewee bréngen?

- Wann nee, wat sinn d'Grënn, firwat sou e Gesetz net méiglech soll sinn?

Réponse (23.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Dat franséischt Gesetz ass d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2019/904, déi als „Single-use plastics"-Direktiv bekannt ass.

Och Lëtzebuerg muss dës Direktiv ëmsetzen. Den entspriechende Gesetzesprojet Nr. 7656 „projet de loi relatif à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement déchets" ass och schonn de 25. August 2020 an der Chamber deposéiert ginn.

An dësem Gesetzesprojet stinn ënnert anerem Dispositiounen iwwert d'Gestioun vun den Offäll vun de Filtere vun den Tubaksprodukter, an hei ganz besonnesch den Opbau vun enger neier Produzenteverantwortungsfilière. Dës Filière wäert d'Produzente verflichten, un der Gestioun vun deenen Offäll deelzehuelen, och andeems se verschidde Käschten dovunner droe mussen. De Gesetzesprojet gesäit och ganz besonnesch Mesurë vir, fir de Littering vun deenen Offäll ze reduzéieren. Esou sinn och an dësem Gesetzesprojet quantitativ Ziler virgesinn, déi d'Produzente bei der Reduktioun vum Littering erreeche mussen.

Dëst geet och am Sënn vun der Null Offall Strategie an dem Plan national de gestion des déchets et des ressources, wou et en Objektiv vun Null Littering gëtt.

Question 4865 (17.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **rôle du Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) dans le processus de digitalisation de l'État :**

An engem rezenten Zeitungsartikel vum 14. August äussert sech de President vum SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique) enttäuscht doriwwer, datt de SIGI net genuch géif matagebonne ginn, wat d'Bestriewunge vun der Digitaliséierung an de Ministèren a Verwaltungen ugeet. Et wär deemno esou, datt de SIGI och net zefriddestellend géif agebonne ginn am Hibléck op d'Reform vum Gemengegesetz.

Fir de President vum SIGI ass et iwwerdeems net ze verstoen, datt d'Verwaltunge bei der Sich no digitale Léisunge verstäerkt op auslännesch Ubidder zeréckgräifen, wat mat enger ganzer Rei Nodeeler - och finanzieller Natur - verbonnen ass, obwuel de SIGI esou Léisungen och ubitt. Lëtzebuerg géif deemno säi Potenzial, wat d'Digitaliséierung ugeet, zu engem groussen Deel verspillen, an dëst, obwuel extra e Ministère fir Digitaliséierung an d'Liewe geruff gouf.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt vu Säite vum SIGI eng Onzefriddenheet besteet, well een net genuch an de Prozess vun der Digitaliséierung vun de Verwaltungen a Ministërë matagebonne gëtt?

2. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt vill Verwaltunge bei der Sich no digitale Léisungen op auslännesch Ubidder zeréckgräifen, obwuel och de SIGI dës Servicer kéint assuréieren?

3. Wat gedenkt d'Regierung, elo konkreet ze ënnerhuelen, fir op d'Doleancë vum SIGI anzegoen an dësen och verstäerkt an den Digitaliséierungsprozess vun de Ministèren a Verwaltunge matanzebezéien?

Réponse commune (27.09.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

D'Digitaliséierung vun de Fluxe vun Dokumenter tëschent den Entitéiten aus dem Gemengesecteur an dem Inneministère entsprécht souwuel engem Besoin vum Ministère wéi enger Demande vum Gemengesecteur selwer.

De Projet de loi N° 7514, deen d'Inneministesch deposéiert huet an deen eng Vereinfachung vun der Tutelle administrative viséiert, gesäit dofir och d'Méiglechkeet vun der Aféierung vun enger elektronescher Prozedur fir d'Transmissioun an den Traitement vun den Dossiere vir, déi dem Contrôle administratif ënnerleien. Duerch d'Digitaliséierung kann den Impakt vum Allègement vun der Tutelle fir de Gemengesecteur nach optimiséiert ginn: D'Dossiere kënnen z. B. direkt vun der Gemeng elektronesch agereecht an hiren Traitement an aller Transparenz noverfollegt ginn. Am Inneministère ass iwwert déi lescht Méint eng Ekipp op d'Bee gestallt ginn, déi un der Digitaliséierung vun dëse Prozesser schafft, mam Zil, eng Plattform opzebauen, iwwert déi de Contrôle administratif an Zukunft kann ofgewéckelt ginn.

Et ass natierlech wichteg, dofir ze suergen, dass dës Fluxen och technesch einwandfrei oflafen. De SIGI krut d'Konzept vun dëser Plattform am Fréijoer virgestallt. Heibäi gouf e reegelméissegen Echange mat béiden Acteure lancéiert.

Bis elo ass d'Inneministesch net informéiert ginn, dass eng Onzefriddenheet vu Säite vum SIGI soll bestoen, wat d'Kooperatioun mam Ministère am Kader vun dësem Projet ubelaangt. Vu Säite vun der Regierung besteet natierlech d'Bereetschaft, sech nach eng Kéier iwwert dëse Projet auszetauschen, sollt dat fir néideg empfonnt ginn.

Et sief och drun erënnert, dass den Inneministère de SIGI natierlech reegelméisseg a seng informatesch Projete matabezitt. Sou gëtt et zum Beispill säit Aféierung vum neie Konteplang am Joer 2012 e kontinuéierlechen Echange am Beräich vun der elektronescher Datenerfaassung, ouni deen eist Land och guer net outilléiert wier, sengen europäeschen Obligatiounen nozekommen.

Och op nationalem Plang schaffen de staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien an den interkommunale Syndikat reegelméisseg op strateege-

sche Projeten zesummen. Als Beispill kënnen d'Integratioun vum MyGuichet-Login op der Plattform „MaCommune", d'Bedreiwe vun der Blockchain vum ëffentleche Secteur oder d'Vernetzung vun dem nationalen an dem kommunale Regëster vun de physesche Persounen ernimmt ginn.

Allgemeng ass eng gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Staat an dem kommunale Secteur indispensabel, fir d'Digitaliséierung am ëffentleche Secteur weiderzedreiwen.

Et ass op dëser Plaz wichteg, op den Ënnerscheed tëschent Digitaliséierung an Dematerialisatioun anzegoen. Bei enger Dematerialisatioun gëtt e bestoende Prozess um Pabeier 1 zu 1 duerch en elektroneschen Datefloss ersat. Bei enger Digitaliséierung gëtt de Prozess selwer op de Leescht geholl a mat Hëllef vun den digitale Méiglechkeeten, déi mir haut hunn, verännert. Well dës Ännerungen also net nëmmen technescher Natur sinn, mee an den interne Fonctionnement vun der Gemengeverwaltung agräifen, organiséiert den Inneministère reegelméisseg Echangen a Workshoppe mat de Gemengeresponsabelen.

An de Statute vum SIGI steet, dass dësen als Aufgab huet, « de permettre aux communes membres, par recours aux technologies de l'information et de la communication, d'assurer de manière optimale l'exécution des tâches qui leur incombent ». Dem SIGI fält deementspriechend eng Schlësselroll beim Ëmsetze vun dësen informateschen Tâchen zou, déi d'Membergemengen dem SIGI uvertrauen.

Am konkreete Projet vun der uewe genannter Plattform, déi den Inneministère en place wäert setzen, ass deementspriechend weiderhi virgesinn, fir souwuel mat de Gemengen, de Gemengesyndikater an Établissements publics wéi och méi spezifesch mam SIGI ze kooperéieren.

Question 4868 (18.08.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **données sur la vaccination contre la Covid-19 :**

D'Madamm Minister huet d'lescht Woch annoncéiert, datt ronn 67,5 % vun de Leit iwwer zwielef Joer hei am Land e komplett Impfscheema hunn, mee datt awer nach Efforte misste gemaach ginn, fir d'Alterskategorie vun den 12-40-Järege fir d'Necessitéit vun der Impfung ze sensibiliséieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Madamm Minister fir Gesondheet mir Statistike ginn zu den Impfunge jee no Alterskategorie?

2. Wéi gedenkt d'Regierung virzegoen, fir déi Alterskategorië mat den niddregsten Impftauxe verstäerkt unzespriechen?

Réponse (02.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung setzt weiderhin op geziilten Informatioun an op d'Proximitéit vun den Impfofferen. Sou ass z. B. virgesinn, den Impfbus op Plazen ze schécken, wou grouss Evenementer vill Leit beienee bréngen. Weiderhi gëtt geplangt, och op Plaze wéi z. B. Shoppingzenteren eng Impfoffer ze maachen. Et ginn och Gespréicher mat de Sekondärsschoulen, fir op der Plaz ze impfen. Schlussendlech däerf een net vergiessen, dass elo méi wéi 200 Doktere prett sinn, fir an hire Praxissen ze impfen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4872 (19.08.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **« Stolen Asset Recovery Initiative » :**

Il ressort d'un article paru sur wort.lu que la Banque mondiale a envoyé en avril 2020 un questionnaire aux autorités luxembourgeoises dans le cadre de l'initiative précitée. Cette initiative qui est fondée sur un partenariat entre la Banque mondiale et l'Office des Nations Unies contre les drogues et le crime (UNODC) s'inscrit plus généralement dans la lutte contre « l'argent sale » en relation notamment avec la corruption. D'après l'article susmentionné, les autorités luxembourgeoises n'auraient à ce jour pas répondu audit questionnaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :
- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer les informations supra ?
• Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer pour quelles raisons leurs services n'ont pas encore complété et renvoyé le questionnaire susmentionné ?
• Dans la négative, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir une copie dudit questionnaire, y compris les réponses gouvernementales ?

- Alors que le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération du Luxembourg dans le cadre du 4e cycle d'évaluations mutuelles Groupe d'action financière (GAFI) est en cours d'évaluation, Madame et Monsieur les Ministres ne considèrent-ils pas que l'absence de réponse aux sollicitations d'acteurs, tels que la Banque mondiale, ne puisse impacter négativement lesdites évaluations mutuelles ?

Réponse (09.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Le Ministère de la Justice a reçu le questionnaire de la « Stolen Asset Recovery Initiative » en 2020.

Dès la réception du document, le Ministère a été en contact étroit avec des responsables de l'organisation.

Le questionnaire demande un travail sérieux de recherche mais aussi de réflexion alors qu'il ne s'agit pas simplement de fournir des statistiques mais des informations détaillées sur les avoirs saisis et/ou confisqués dans le cadre des affaires de corruption sur une période de dix ans. Ceci implique par conséquent un travail important pour les acteurs concernés qui n'ont pas d'accès informatisé à toutes les informations demandées mais doivent extraire les données manuellement des dossiers. Vu le contexte de la crise sanitaire le questionnaire n'a pas pu être finalisé en temps utile ce qui fût communiqué à l'organisation.

Afin de fournir le plus d'éléments possibles et surtout pertinents, il a été finalement décidé d'attendre le mois de juillet 2021 durant lequel fût voté l'accord de partage Pérou-Suisse-Luxembourg[22] et les amendements gouvernementaux au projet de loi n° 7452 portant sur la gestion et le recouvrement des avoirs[23] alors que le questionnaire comporte également un volet législatif. Étant donné que des modifications substantielles seront apportées par le prédit projet de loi, le ministère a jugé opportun de les faire figurer dans les réponses au questionnaire.

Au vu de ce qui précède le Gouvernement marque une fois de plus son engagement à préserver sa place financière de capitaux issus de transactions illégales, notamment de la corruption en s'appuyant par exemple sur les principes relatifs à la disposition et au transfert des avoirs confisqués dans la lutte contre la corruption du Forum mondial sur le recouvrement d'avoir.

Question 4879 (19.08.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **cybermobbing :**

Cybermobbing definéiert sech duerch Forme vun Diffaméierung, Beleidegung, Belästegung, Bedrängen a Bloussstelle vu Persounen unhand vun elektronesche Kommunikatiounsmedien am Internet, déi sech iwwert e längeren Zäitraum erstrecken.

Laut engem Artikel an der „Welt am Sonntag" vum 1. August 2021 géif eng Studie weisen, datt d'Zuele vu Cybermobbing an Däitschland zolidd zouhuelen. Am meeschte wiere Jonker souwéi Fraen an Erwuessener tëschent 55 a 65 Joer betraff. 25 % vun de jugendlechen Affer an 12 % vun den erwuessene Victimme wiere suicidaire.

Laut dem Bundesjugendministerium wier bis ewell all fënnefte Jugendleche vu Cybermobbing betraff gewiescht. Säit 2017 wier d'Zuel vun de Betraffenen ëm 36 % geklommen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg och eng Studie, déi analyséiert, wéi vill Persoune schonns Affer vu Cybermobbing ware respektiv sinn?

2. Wa jo, wat sinn d'Resultater?
Ëm wéi vill Prozent ass d'Zuel vun de Victimmen an de leschte Joren an d'Luucht gaangen?
Wéi eng Persoune waren am meeschte betraff? Wéi vill dovu si suicidaire? Wéi vill vun hinne krute psychologesch Hëllef?

3. Wéi vill Fäll vu Cybermobbing goufen an deene leschte Jore bei der Police gemellt?

4. Wëssend, datt zemools déi jonk Generatioune vill Zäit am Internet verbréngen, wéi eng Konklusioun konnt d'Regierung bis elo aus dem pedagogesche Material an och Ratgeber fir d'Eltere vu Bee Secure zéien? Huet d'Regierung weider Aktioune geplangt, fir dem Cybermobbing entgéintzewierken?

Réponse commune (27.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De rezenten nationalen HBSC-Rapport Lëtzebuerg (Health behavior in school-aged children: world health organization collaborative cross-national study), dee vun der Uni.lu a Kooperatioun mam Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an dem Gesondheetsministère presentéiert gouf, baséiert op enger breeder Ëmfro vu Schülerinnen a Schüler zu Lëtzebuerg am Joer 2018. Dëse Rapport gëtt een iwwergräifend Bild vun der gesondheetlecher Situatioun a Selbstbeschreiwung vu Kanner a Jonken.

D'Schüler krute bei där Ëmfro och Froen iwwer Cybermobbing gestallt, an zwar, ob si online scho gemobbt hätten oder gemobbt goufen. De Rapport baséiert op Informatioune vun insgesamt 8.687 Kanner a Jonken am Alter vun eelef bis 18 Joer. Donieft sammelt de Berodungsservice Kanner-Jugendtelefon (KJT), deen d'Bee Secure Helpline bedreift, Daten iwwert d'Berodungsufroen am Beräich vu Cybermobbing.

ad 2. De 5. November 2020 huet d'Unesco den éischten internationalen Dag géint Schoulgewalt gestart - vun deem Cybermobbing och en Deel ass. D'Ëmfro huet vum 4. bis de 14. Februar 2020 gedauert an et sinn 1.000 Elteren a Kanner befrot ginn (500 Schüler vun zéng bis 15 Joer a 500 Schüler vu 15 bis 19 Joer). Ee vun zéng Jugendleche gëtt un, schonn Affer vu Cybergewalt gewiescht ze sinn. Ënnert den Ursaache vun dëser Gewalt ass „Jalousie oder Näid" (39 %) déi heefegst genannten, viru „kierperlech" (33 %) a „Revanche" (22 %).

Den nationalen HBSC-Rapport Lëtzebuerg (Ëmfro 2018) kënnt zu follgende Konklusiounen:

- 8,5 % vun de Schüler (738 Schüler) hunn uginn, datt si Affer vu Cybermobbing waren;
- 21,4 % vun de Schüler hunn uginn, datt si an der Schoul offline gemobbt goufen;
- 10,6 % vun de Schüler (921 Schüler) soten, datt si anerer online gemobbt hätten;
- 6,6 % hunn aner Leit an der Schoul offline gemobbt.

De Rapport kënnt zur Konklusioun, datt wärend déi digital Kommunikatioun ëmmer méi wichteg am Alldag vu Schüler gëtt, Cybermobbing trotzdeem nach manner heefeg wéi den Offline-Mobbing an der Schoul ass.

Den HBSC-Rapport huet bei enger Trendanalys eng Baisse vun de Mobbingzuelen an der Schoul vun 2006-2018 festgestallt:

- Am Joer 2006 hunn 9,4 % méi Schüler hir Klassekomeroden offline gemobbt wéi 2018. Am selwechten Zäitraum ass d'Zuel vun de Schüler, déi gemobbt gi sinn, och méi kleng ginn: den Undeel fält vun 13 % am Joer 2006 op 8,2 % am Joer 2018 erof. Aus anere Länner ginn änlech Trends gemellt. Et kéint een dovunner ausgoen, datt mat der Zäit en Deel vum Mobbing an de Schoulen iwwer an de Cybermobbing verlagert ginn ass.
- Dës Trendanalys enthält awer keng Donnéeën iwwer Cybermobbing, well déi verfügbar Donnéeën, iwwert eng gewëssen Zäit, net vergläichbar waren.
- De Rapport schléisst doraus, datt wann all verfügbar HBSC-Daten iwwer Mobbing a Cybermobbing als Ganzt ugesi ginn, manner Schüler am Joer 2018 gemobbt goufe wéi am Joer 2006.

Zu dem Profill vun de Betraffenen:
- Laut dem HBSC-Rapport spille bei Mobbing Alter, Geschlecht a Räichtum vun den Affer hire Familljen eng Roll. Meedercher gi liicht méi heefeg gemobbt wéi Jongen (26,2 % vun de befrote Meedercher an 23,4 % vun de Jongen).
- Jee méi al déi gefrote Schüler sinn, desto méi seele kënnt de Mobbing bei béide Geschlechter vir.
- Ausserdeem, wat méi niddereg de Räichtum vun hire Familljen ass, wat d'Schüler méi dacks a méi intensiv gemobbt ginn. Schüler, déi selwer immigréiert sinn, ginn och méi dacks gemobbt, a Schüler ouni Migratiounshannergrond gi manner dacks gemobbt. Et ginn och kloer Differenzen ofhängeg vun der Stotkonstellatioun. Schüler, déi mat béiden Elteren opgewuess sinn, gi vill manner dacks gemobbt wéi Schüler, déi an anere Stotkonstellatioune liewen.

Déi nächst HBSC-Studie gëtt 2022 veröffentlecht.

De Berodungsdéngscht KJT, deen d'Bee Secure Helpline an aner Berodungsservicer bedreift, sammelt Daten am Beräich vu Berodungsfroen iwwer Cybermobbing. KJT hält fest, datt am Verglach mat dem Joer 2016 (am Ganzen 82 Ufroen iwwer déi verschidde Weeër: online oder Telefon) et keng Erhéijung am Joer 2020 (am Ganzen 62 Ufroen), mee éischter eng Baisse gëtt. 2017, 2018 an 2019 waren d'Zuele vergläichbar mat 2020 (61, 67, respektiv 68). Et muss awer gesot ginn, datt dës Zuelen d'Situatioun am Land net wierklech reflektéieren.

Am Kontext vun de Fäll, déi de KJT als Ganzt erreechen duerch all Berodungsoffer, spille Suicidegedanken dacks eng Roll bei den Affer. Laut dem KJT si Jongen a Meedercher vu Cybermobbing gläich betraff.

All Lycée steet duerch de Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) e psychologesche Service zur Verfügung, deen d'Schüler begleet a bei de Schwieregkeeten ënnerstëtzt, déi säi Wuelbefannen an der Schoul an dobausse betreffen. Dës Approche ass Deel vun enger Strategie fir d'Wuelbefanne vun de Jonken, déi op fënnef Piliere baséiert, dorënner och d'Promotioun vu gewaltfräier Kommunikatioun an d'Reduktioun vu Cybermobbing. An dësem Kontext ginn d'Schüler, déi Affer vu Belästegung sinn, begleet a kréie psychologesch Ënnerstëtzung.

D'psychosoziopedagogescht Personal vun de SePAS an och den SSE (Services socio-éducatifs) huet och de preventiven Optrag vun der Gewaltpreventioun, mam Zil, fir d'Schoulcommunautéit ze begleeden an ze léieren, gewaltfräi ze kommunizéieren, sozial an emotional Fäegkeeten ze entwéckelen an ze léieren, Konflikter ze managen.

ad 3. D'Police huet keng Studie gemaach iwwer Cybermobbing a féiert och keng esou detailléiert Statistiken, déi et géifen erlaben, prezis Zuele betreffend Cybermobbing ze liwweren.

Allgemeng ka festgestallt ginn, dass déi gemellte Fäll relativ rar sinn.

ad 4. Cybermobbing a Cybergewalt sinn eng Form vu Belästegung, déi sech immens séier a wäitleefeg iwwer den Internet verbreet. De Kampf géint Gewalt an der Schoul, an all senge Formen, ass e wichtege Sujet, dee vun enger Rei Acteuren opgegraff gëtt.

Am Mediekompass (edumedia.lu), deen am Joer 2020 vum MENJE agefouert gouf, ass den Ëmgang mat Cybermobbing als Kompetenzfeld, ënnert „2.3. Angemessene Ausdrucksformen verwenden" genannt. Grondsätzlech soll de Kanner a Jonke fréi gewise ginn, datt et wichteg a richteg ass, am Internet respektvoll ee mat deem aneren ëmzegoen.

D'Initiativ Bee Secure propagéiert an hire Sensibiliséierungsaktioune Messagen ewéi „Hannert all Bildschierm sëtzt ee Mënsch" an „Den Internet ass kee rechtsfräie Raum". Besonnesch, wann et ëm Cybermobbing geet, geet de wichtegste Message un déi betraffe Leit, sech hëllefen ze loossen an net eleng ze bleiwen, an an dësem Kontext d'Bee Secure Helpline als en anonymme Berodungszenter ze kennen, un deen een sech zouversiichtlech ka wenden.

Cybermobbing ass dofir och Theema a Bee-Secure-Formatiounen, Elterenowenter an a verschiddene pedagogesche Materialer. E spezielle Guide fir Kanner, Jugendlecher an hir Begleeder bitt déi wichtegst Informatiounen doriwwer, wéi engem Affer vu Cybermobbing gehollef ka ginn a wéi een, wann néideg, Cybermobbing bei der Police melle kann.

Konkreet dréit d'Initiativ mat verschiddene Mesuren derzou bäi, datt Kanner a Jonker sou fréi wéi méiglech mat dëse Sujete konfrontéiert ginn an sech déi noutwendeg Kompetenzen uneegne kënnen, fir dermadder ëmzegoen a fir e respektvollt Mateneen am Internet ze förderen.

1. Sensibiliséierungsformatioune fir Jonker

E wichtege Pilier vu Bee Secure sinn d'Formatioune fir ze sensibiliséieren, déi sech u Schoulklasse vum Enseignement fondamental a vum Enseignement secondaire riichten. Insgesamt waren am Joer 2020 184 Formatiounen am Fondamental an 306 am Secondaire. Zousätzlech goufen et awer och nach siwe Formatiounen a Maison-relaisen an eelef Formatiounen a Jugendhaiser. Duerch d'Schoulschléissungen am Kader vun der Covid-19-Situatioun sinn dës Chiffere par rapport zu 2019 an de Jore virdrun natierlech méi niddereg. A sämtleche Klasse spillt de Sujet Cybermobbing eng grouss Roll an de Formatiounen.

Bee Secure bitt och speziell entwéckelt Formatiounen iwwer Cybermobbing fir de Cycle 2.2 an de Cycle 3.1 un, déi grouss gefrot sinn a weisen, datt ëmmer méi jonk Kanner mat Cybermobbing konfrontéiert ginn.

En neit pedagogescht Material, de „Cybermobbing Kit", gouf ausgeschafft, fir dëst Theema eegestänneg unzegoen, a ka vun Enseignanten, Educateuren a Betreier benotzt ginn, déi mat Leit mat intellektueller Beanträchtegung vun zwielef Joer a méi schaffen an awer och fir de Cycle 3.2 an de Cycle 4.1.

2. Formatiounen, fir d'Ëmfeld (Elteren, Enseignanten an Erzéier) ze sensibiliséieren

Ee weidere groussen Deel vun de Formatioune vu Bee Secure riicht sech un d'Elteren souwéi un d'Enseignanten an d'Erzéier. Am Joer 2020 goufe 25 Elterenowenter an 22 Formations continues fir Enseignanten an Erzéier organiséiert. Problematesch Inhalter ewéi Cybermobbing spillen och hei eng grouss Roll.

3. Qualitativ Informatiounen um Internetsite

Um Internetsite www.bee-secure.lu fënnt een eng Säit, déi dem Theema Cybermobbing gewidmet ass

[22] Loi du 23 juillet 2021 portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020. https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2021/07/23/a597/jo

[23] https://www.chd.lu/wps/PA_RoleDesAffaires/FTSByteServingServletImpl?path=BD9D9E0D2A4A4E2D9D1CF6AC652822FD8DCF20BC3C4409921F8096503DDAFEF4AB3933B42A09FCAAA18DEECB3D4491F3$5DD42FAD8FF93FB33BD995EF7A72A17E

(www.bee-secure.lu/fr/risques/cyberharcelement), mat wichtege Froen an Äntwerten zum Sujet souwéi enger Oplëschtung vu Publikatioune ronderëm Cybermobbing.

4. Berodungsservice Bee Secure Helpline

Mat der Bee Secure Helpline (8002 1234) besteet ee Berodungsservice fir sämtlech Leit, déi sech wëlle vertraulech an anonym vun Experten aus dem psychosoziale Feld berode loossen. Och op der Bee Secure Helpline spillen Thematiken eméi Cybermobbing eng Roll.

An Zukunft ginn dës Preventiounsofferen a Preventiounsmoossnamen zum Theema Cybermobbing weider systematesch a kontinuéierlech ausgebaut. Mat der Aféierung vum neie Schoulfach „sciences numériques" op de 7es-Klassen (Pilotphas an 18 Lycéeën ab dem Schouljoer 2021/2022), wäert d'Bee-Secure-Formatioun fir Septièmen am Kader vum neie Fach elo fir d'éischte Kéier en Deel vum Léierplang sinn. Doduerch gëtt och d'Theema Cybermobbing, dat an de 7es-Formatiounen eng wichteg Roll spillt, Deel vum Léierplang.

Zousätzlech dozou a baséierend op dem pedagogesche Kit fir Leit mat intellektueller Beanträchtegung, wäert eng spezifesch Bee-Secure-Formatioun, fir dës Zilgruppen ze sensibiliséieren, ausgeschafft an an noer Zukunft ugebuede ginn.

Nieft der Preventioun spille Berodung an Ënnerstëtzung fir déi betraffe Leit och eng wichteg Roll beim Theema Cybermobbing. Dofir ass ee weidert Zil, d'Bee Secure Helpline (8001 1234) als vertrauleche Berodungsservice fir betraffe Leit duerch verstäerkte Kommunikatioun nach méi bekannt ze maachen.

Des Weideren huet de Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) fir dat neit Schouljoer eng Campagne zur Gewaltpreventioun am Lycée gestart. De Projet „Les Nuits d'Aurore" handelt vu Mobbing an der Schoul. Dësen Aktiounstheaterprojet huet d'Zil, fir opmierksam ze maachen op d'Nout an d'Verzweiflung vu jonke Leit, déi Mobbing an der Schoul erliewen. Fir iwwert den Niveau vun der Sensibiliséierung erauszegoen, besteet de Projet och doranner, d'Schoulen ze begleeden, fir e Konzept vun enger „gewaltfräier Schoul" ze definéieren, soudatt all d'Acteuren aus dem Schoulsystem nohalteg agebonne sinn a matwierke bei der Mise en place an dem Virliewen a gewaltfräie Liewensraim. Well dëst e Phenomeen ass, deen zum System gehéiert, ass et wichteg, fir dëst och schoulintern unzegoen duerch d'Aktivéiere vun de schoulinterne Ressourcen.

D'Finalitéit vum Projet:

- Kampf géint Mobbing an der Schoul;
- Modelliséierung, Aktioun a Suivi vu gewaltfräie Liewensraim;
- Dokumentatioun op Basis vu prakteschen, experimentellen, pedagogeschen a wëssenschaftlechen Erfarungswäerter.

Question 4880 (19.08.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **suppression du tunnel sur la ligne Rumelange–Langengrund :**

Selon un article de presse récent, les CFL prévoiraient dans le cadre des travaux de suppression des passages à niveau PN106 et PN106a à Rumelange de supprimer également le tunnel sur la ligne Rumelange–Langengrund.

Vu que beaucoup d'arbres devraient être enlevés, la suppression de ce tunnel aura un impact considérable sur l'environnement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons pour supprimer le tunnel susmentionné ? Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant aux travaux prévus dans ce cadre ?

- Quel serait l'impact environnemental de ces travaux ? Quelles mesures compensatoires devraient être effectuées ?

Réponse (15.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Les travaux de ladite suppression de tunnel ne se situent pas dans le contexte des suppressions des passages à niveau PN106 et PN106a, mais constituent un projet totalement indépendant.

L'ouvrage, d'une longueur de plus de 100 m et âgé de presque 140 ans, présente aujourd'hui des pathologies nécessitant des travaux considérables de remise en état. En plus de sa vétusté, les dimensions de l'ouvrage ne permettent pas la mise aux normes de l'infrastructure ferroviaire. En effet, son ouverture ne permet pas l'implantation d'une piste de service réglementaire garantissant la sécurité du personnel des CFL et sa hauteur est insuffisante pour pouvoir respecter le gabarit électrique de rigueur. Le projet comprend en particulier :

- l'excavation du terrain surplombant le tunnel ;
- le démantèlement complet du tunnel ;
- la création d'une tranchée rocheuse stabilisée par des grillages plaqués ancrés ;
- la mise en œuvre d'un mur de soutènement pour maintien du chemin communal ;
- le rehaussement et l'assainissement de la plateforme ferroviaire ;
- l'aménagement de pistes de service de part et d'autre de la voie ferrée en vue de garantir la sécurité du personnel d'exploitation ;
- le renouvellement des installations de traction électrique.

Environ la moitié de la surface impactée par le projet (environ 39 ares) incluant le dos du tunnel ainsi que les pentes du « Hutbierg » est surtout occupée par des structures boisées. Un inventaire des biotopes présents dans la zone de planification a été réalisé conformément à l'annexe 1 du « Règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en écopoints ».

Sur cette base a été élaboré le bilan écologique déterminant l'envergure des mesures compensatoires à prévoir et une demande d'autorisation afférente a été introduite auprès de l'Administration de la nature et des forêts du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Cette demande d'autorisation, comprenant la proposition d'une mesure dans le pool compensatoire national contre paiement d'une taxe de remboursement affectée au Fonds pour la protection de l'environnement, est actuellement en cours de traitement auprès de cette instance. Les mesures définitives ne sont donc pas encore arrêtées.

Question 4881 (19.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **matériel militaire de l'armée afghane :**

D'Taliban hunn d'Kontroll am Afghanistan iwwerholl an domat och d'Kontroll iwwert Militärmaterial krut, dat déi afghanesch Arméi zeréckgelooss huet. Wéi d'„New York Post" mellt:

"National security adviser Jake Sullivan admitted Tuesday that the Taliban gained significant troves of military hardware and weaponry that they took from Afghan security forces - and the Biden administration is still trying to determine the amount of American military equipment that is now in the hands of the extremist insurgents."

Am Juli 2003 ass den éischten Asaz vun der Lëtzebuerger Arméi am Afghanistan lancéiert ginn. Deemools goufen, am Kader vun der ISAF-Missioun, néng Zaldoten an d'Land geschéckt. Dës goufen iwwer Joren dann och ëmmer erëm mat Material versuergt. Esou goufen 2011 zum Beispill véier Transportvehiculë vum Typ Dingo 2 an den Afghanistan transportéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi vill militärescht Material gouf wärend der Zäit vum Asaz vun der Lëtzebuerger Arméi an den Afghanistan transportéiert?

2. Wéi vill militärescht Material gouf wärend dem Asaz beschiedegt an zerstéiert?

3. Wéi vill Material gouf herno erëm aus dem Afghanistan eraus transportéiert?

4. Wéi vill Material gouf nom Ofzuch vun de leschten Truppen am Mee 2021 sur place gelooss? A wéi engem Zoustand?

Réponse (20.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Déi Informatioune si confidentiel.

ad 2. - 4. All d'Material ass nees zeréckkomm. Et gouf näischt op der Plaz beschiedegt oder zerstéiert.

Question 4882 (19.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **communications du Ministère de la Défense :**

Am Rumm vun den Taliban hirer Avance am Afghanistan, huet de Lëtzebuerger Verdeedegungsministère laang net kommunizéiert. Et ass eréischt op Nofro, datt ee gewuer ginn ass, datt Lëtzebuerg keng Afghanen am Déngscht vun dem Lëtzebuerger Contingent agestallt hat.

No der Victoire vun den Taliban, ass alt nees net kommunizéiert an domat Spekulatiounen iwwer méiglech humanitär Operatiounen an en Asaz vum A400M fräie Laf gelooss ginn. A wéi dunn e Communiqué koum, do stoungen och nach operationell Detailer dran, déi net fir d'Ëffentlechkeet geduecht waren, an eng Reaktioun vun NATO-Responsabelen no sech gezunn hunn.

An deem Zesummenhang hunn ech dës Froen un den Här Verdeedegungsminister:

1. Firwat huet de Verdeedegungsministère d'Situatioun am Afghanistan kommunikatiounstechnesch net besser begleet, och wat d'Virbereedung vun engem méiglechen humanitären Asaz mat Bedeelegung vum A400M ugeet?

2. Wéi ass et méiglech, datt de Lëtzebuerger Communiqué Detailer opdeckt, déi vun der NATO offensichtlech als operationell kritesch agestuuft gi sinn?

Réponse (20.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. D'Participatioun vum Lëtzebuerger A400M un der humanitärer Evakuatiounsmissioun aus dem Afghanistan ass eng komplizéiert a sensibel Operatioun, där hir Planung - zesumme mat de belschen Autoritéiten - eng gewëss Zäit gebraucht huet, bis se konnt definitiv confirméiert ginn. Doduerch huet d'Kommunikatioun iwwer den Asaz zwar e bësse méi laang op sech waarde gelooss, dofir konnt deen awer dunn definitiv confirméiert ginn.

Spekulatioune sinn an enger Demokratie leider net ze vermeiden.

ad 2. Ech verweisen op dem NATO-Generalsekretär säi Communiqué zur Lag am Afghanistan vum selwechten Dag, dee vergläichbar Informatiounen enthält.

(https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_186040.htm)

Question 4888 (23.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **protection et conservation des gares historiques :**

Laut net offiziell confirméierten Informatioune sollen an Zukunft ronn 50 % vun den historesche Garen am Land ofgerappt ginn.

Dofir wollt ech der Regierung follgend Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren dëst confirméieren an/oder weider Detailer dozou ginn?

2. Wéi eng historesch Garë sinn aktuell geplangt, fir zerstéiert ze ginn?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt déi ëffentlech Instanze wéi de Fonds du rail, d'CFL an anerer sollte virbildlech mat eisem Patrimoine ëmgoen an esou och den eenzele Proprietäre weisen, wéi een dës historesch Gebaier fir d'Zukunft erhält?

4. An der Schwäiz ass bei Ëmbauaarbechten op der Gare vun „Zürich Oerlikon" déi 80 Meter laang, 12 Meter breet a 6.200 Tonne schwéier historesch erhalenswäert Maschinnefabrik ëm 60 Meter deplacéiert ginn. (Gebäudeverschiebung MFO-Gebäude, Oerlikon). Wier dës Prozedur méiglecherweis eng Iddi, fir zu Lëtzebuerg wäertvoll Bausubstanz ze erhalen?

Réponse commune (05.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. + 2. De Prozentsaz, deen den Deputéierten nennt, baséiert op kenger Realitéit.

Déi eenzeg Garen, déi mussen ofgerappt ginn, sinn Ettelbréck, Bierchem a Capellen.

ad 3. D'Regierung ass beméit, fir den Denkmalschutz an d'Mise en valeur vun eisem historesche Patrimoine no vir ze bréngen an ze moderniséieren. De bevirstoende Vott vum Projet de loi relatif au patrimoine culturel (dossier parlementaire n° 7473) wäert e grousse Schratt an déi Richtung duerstellen.

ad 4. Esou e Projet ass zu Lëtzebuerg net ugeduecht.

Question 4895 (24.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **gaspillage alimentaire :**

Schätzunge ginn dovun aus, datt d'Liewensmëttelverschwendung bis zu 8 % vun de weltwäiten Zäregasemissiounen ausmécht. Weider besoen international Statistiken, datt esouwuel an den Industrie-, ewéi och an den Entwécklungslänner e Véierel bis d'Hallschent vun de produzéierte Liewensmëttel ewechgehäit ginn. Et ass deemno esou, datt all Ressourcen, déi an déi produzéiert Liewensmëttel investéiert ginn - Landmaschinnen, Kraaftstoff, Düngemëttel, Waasserverbrauch - och an héijem Mooss verschwent ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi gesinn déi aktuell Gesetzer aus, wat d'Notze vu Liewensmëttel ugeet, déi, nodeems e Commerce an/oder Restaurant dës ugebueden huet, den Dag selwer net méi verkaaft respektiv opgebraucht goufen? Mussen dës Liewensmëttel zwangsleefeg ewechgeheit ginn oder wat fir Konzepter si virgesinn, fir dës Liewensmëttel nach sënnvoll ze notzen? Wat gëtt speziell fir sozial schwaach Leit gemaach?

2. Gëtt et Schätzungen, wéi grouss dee Problem vun der Liewensmëttelverschwendung hei zu Lëtzebuerg ass?

3. Wat ass vusäite vun der Regierung geplangt, fir och hei am Land der Liewensmëttelverschwendung entgéintzewierken?

Réponse commune (28.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Laut dem Artikel 25 vum Offallgesetz mussen déi sougenannte Biodéchets separat gesammelt ginn, fir enger Kompost- oder Biogasanlag zougefouert ze ginn. Fir der Offallhierarchie gerecht ze ginn a Vermeidung ze prioriséieren, gesäit de Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) vun 2018 een Zil vu 50 % Reduktioun vun der Liewensmëttelverschwendung fir 2022 vir.

Iwwert dëse legale Kader eraus gi konkreet Aktioune géint Liewensmëttelverschwendung vu verschiddenen Acteure geleet. Dës féieren dozou, datt een Deel vun de Liewenswueren net ewechgeheit gëtt, also net als Offall ufalen, mee weiderbenotzt ginn.

Sou gëtt den Internetsite www.antigaspi.lu dem Bierger an och dem Horecasecteur Informatiounen, wat si am Alldag géint d'Liewensmëttelverschwendung kënne maachen. Eng Informatiounsfiche ass vun der Chambre des Métiers mat der Horesca, de Gesondheets-, Landwirtschafts- a Konsumenteschutzministeren an der Ëmweltverwaltung (AEV) ausgeschafft ginn, fir déi Professionell, déi Liewensmëttel hunn, déi net méi verkaf kënne ginn, iwwert den Don alimentaire ze informéieren, notamment am Beräich vun den Hygiènesreegelen, déi besonnesch wichteg sinn. An deene verschiddene professionelle Secteure gëtt mëttlerweil och vill Sensibiliséierung vun de Betriber zu dësem Theema gemaach.

Et ginn doriwwer eraus eng Rëtsch zousätzlech Initiativen, fir Liewensmëttelverschwendung ze vermeiden: d'Fernseesendung „100 % clever kachen", eng Broschür „Smart Cooking - Réduisons nos déchets alimentaires", den AntiGaspi-Frigo vun Tënten ...

D'Aktioun „Ecobox - Méi laang genéissen" ass vum MECDD mam Horecasecteur opgebaut ginn, a mëttlerweil maache säit Ufank vum Joer 278 Restauranten, Kantinnen, aner Acteuren a souguer eng Gemeng mat. Et sinn an Tëschenzäit iwwert 75.800 Ecoboxen am Ëmlaf, déi weiderbenotzt ginn, fir lessensreschter anzepaken, soudatt de Client se ka mat heem huelen, an d'Ecobox spéider erëm ofginn.

D'Grande distribution sollt déi Produiten, déi net verkaaft goufen, entweeder iwwert de Wee vun Donen u karitativ Associatioune weiderginn oder se fir Déierefudder zur Verfügung stelle respektiv ze kompostéieren oder methaniséieren, falls keng aner Verwendung virläit.

Dat gëtt hei zu Lëtzebuerg zu engem ganz groussen Deel vun de Supermarchéen och gemaach, mee op fräiwëlleger Basis. Et ginn eng etlech Kooperatioune mat de „Cent-Butteker", der „Spëndchen" respektiv den Épiceries sociales vu Caritas a Croix-Rouge, der „Stëmm vun der Strooss", awer och mam „Parc Merveilleux" zu Beetebuerg. Nieft de Supermarchéë ginn et esou Kooperatiounen och mat Grossisten, Liewensmëttelproduzenten an Traiteuren.

ad 2. D'Etüd „Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen im Großherzogtum Luxemburg 2018/2019" ass um Site www.emwelt.lu zougänglech. Dës Etüd mécht den Ënnerscheed tëschent vermeidbaren (dorënner och déi Liewensmëttel, déi nach agepaakt sinn) a net vermeidbare Liewensmëtteloffäll: Virbereedungsreschter, Schuelen, Schanken ... Si weist drop hin, datt, obwuel an de Secteure vun der Gastronomie a vun de Kantinne Liewensmëtteloffäll reduzéiert konnte ginn, säit 2016 d'Zuele vun der Liewensmëttelverschwendung an d'Luucht gi wéinst enger Erhéijung am Handel an och bei de private Leit doheem. Et sinn an der Moyenne 118 kg Liewensmëtteloffäll pro Awunner pro Joer an de Joren 2018/2019 zu Lëtzebuerg entstanen an dovunner waren 48 kg vermeidbar. D'Produktioun vu Liewensmëtteloffäll läit zu ongefeier 75 % (vum totale Gewiicht vun den Offäll) bei de Menagen.

Eng Besserung weist sech awer kloer an der allgemenger Reduzéierung vun der Fraktioun vun de vermeidbare Liewensmëtteloffäll, wat och drop hiweist, datt déi verschidden Aktiounen, déi an d'Weeër geleet gi sinn, eng positiv Wierkung hunn. Dës Studie weist, datt Aktiounen am professionelle Beräich ergraff gi sinn, fir der Liewensmëttelsverschwendung entgéintzewierken. Spenden u karitativ Associatiounen, déi e soziaalt Geschäft oder e soziale Restaurant féieren, ginn zum Beispill vill méi vum Handel gemaach, a sinn an d'Luucht gaange vis-à-vis vum Joer 2016. Den Undeel vun de Spenden am Handel representéieren de Schätzungen no tëschent 16,6 an 22 % vun der gesamter Liewensmëtteloffallpro-

duktioun (vermeidbar an onvermeidbar Offäll). Well et an dëse Fäll awer net ëm Offall geet, sti keng méi prezis Zuelen zu Verfügung.

Den uewen erwäänte PNGDR gesäit vir, datt dës Studie all dräi Joer duerchgefouert gëtt, fir d'Ufalen an d'Vermeidung vun de Liewensmëtteloffäll ze iwwerwaachen an deementspriechend konkreet Aktiounen ze orientéieren.

(https://environnement.public.lu/fr/offall-ressourcen/types-de-dechets/Biodechets/Gaspillage_alimentaire/Etudes_et_resultats.html)

ad 3. Säitens Offallgestioun a -vermeidung ginn nei Mesuren duerch legislativ Ännerungen agefouert. Sou gëtt den Offallgesetzesprojet N° 7659 a sengem zukünftegen Artikel 12 beispillsweis dem Don vu Liewensmëttel fir Mënschen eng méi grouss Prioritéit am Verglach zu anere Verwäertungsweeër.

D'Supermarchéé vun op d'mannst 400 m² Verkafsfläch mussen e „plan de prévention des déchets alimentaires" erareechen.

Dee selwechten Artikel gesäit vir, datt all Client vun engem Restaurant d'Recht drop huet, seng lessensreschter kënne matzehuelen.

A senger zukünfteger Annex VII erwäänt dëse Gesetzesprojet d'„Incitations fiscales en faveur des dons de produits, en particulier de denrées alimentaires" als ee Mëttel, fir d'Offallhierarchie ze applizéieren.

De Gesetzesprojet fir Verpackungen N° 7654 gesäit a sengem zukünftegen Artikel 5 vir, datt Quantitéiten ënnert 1,5 kg vun net sensibele frësche Friichten a Geméis net méi däerfen a Plastik agepaakt verkaaft ginn. Dat sollt dem Client et erméiglechen, déi Quantitéiten ze kafen, déi en och tatsächlech brauch. A falls e Stéck Uebst oder e Geméis am Handel verfault, muss net de ganzen agepaaktene Lous ewechgeheit ginn, wann dës guer net agepaakt sinn, mee nëmmen déi entspriechend Fruucht oder d'Geméissteck. Dës Mesurë kënnen zu enger effektiver Reduzéierung vu Liewensmëttelverbëtzung féieren.

Nieft de gesetzlechen Oplagen existéieren eng Rei vu Sensibiliséierungsmesuren. 2016 huet de Landwirtschaftsministère d'AntiGaspi-Campagne (www.antigaspi.lu) an d'Liewe geruff, fir un éischter Stell d'Konsumenten, awer och aner concernéiert Acteuren ze sensibiliséieren a soumadder e responsabelen Ëmgang mat Liewensmëttel ze förderen. Ënnert dëser Campagne lafen divers Aktivitéiten:

- Eng vun den éischten Aktivitéiten, mat där d'Campagne „AntiGaspi" 2016 gestart ass, ass d'Wanderausstellung gewiescht. Zil vun dëser Wanderausstellung ass et, besonnesch déi Jonk zum Theema Liewensmëttelverschwendung ze sensibiliséieren. D'Ausstellung gëtt Äntwerten a vermëttelt spilleresch Informatiounen an alldeeglech Tipps am Ëmgang mat Liewensmëttel - sief et beim Plange vum Menü, beim Akaf, bei der Lagerung doheem, bei der Interpretatioun vun de Verfallsdatumen oder bei der Verwäertung vu Reschter. Dës Wanderausstellung war nieft ville Schoulen och op eenzele groussen Evenementer wéi der „Foire agricole" ze fannen a kann och vu Gemengen, Veräiner a Firme gebucht ginn. Dacks gëtt den Ënnerscheed tëscht der DLC, also dem „consommer jusqu'au" an der DLUO, also der Notioun „à consommer de préférence avant" net richteg gemaach, an dofir gëtt de Konsument mat der Wanderausstellung respektiv iwwert de Wee vu Broschüren iwwert Verfallsdatumer an nach aner gëlle Reegelen, déi anzehale sinn, wann een der Liewensmëttelverschwendung de Kampf wëllt usoen, informéiert.

- De Landwirtschaftsministère huet des Weideren e Solidaritéitspakt géint Liewensmëttelverschwendung mat de Gemengen ofgeschloss. Vun 102 Gemengen hunn der 92 dëse Pakt ënnerschriwwen. 2019 gouf och eng Charta mat de Vertrieder vun de Lëtzebuerger Jugendherbergen ënnerschriwwen.

- An engem änleche Kontext huet d'Regierung 2019 decidéiert, fir bei Eventer, déi vum oder mam Staat organiséiert ginn, manner Liewensmëttel ze verbëtzen, andeems mat de Fournisseure beschtméiglech Weeër gesicht ginn, fir ënner anerem responsabel, regional a saisonal anzekafen an lesswueren, déi nach gutt sinn, weiderzeverwäerten.

- Am Kader vum internationalen AntiGaspi-Dag vun de Vereenten Natioune lancéiert de Landwirtschaftsministère fir déi zweete Kéier een Appel à projets an ënnerstëtzt domadder geziilt Aktivitéite géint Liewensmëttelverschwendung. Eenzelbierger, Gruppen, Associatiounen an Organisatioune sinn invitéiert, fir hir Projete virzestellen, mat deenen si op de Verloscht an d'Verbëtze vun lesswueren an op d'Revalorisatioun vun de Reschter opmierksam maache wëllen.

- Am Hierscht 2021 leeft eng éischte Kéier d'Aktioun „Gielt Band". Am Kader vun dëser Aktioun, déi de Landwirtschaftsministère zesumme mam Syvicol an d'Liewe geruff huet, kënnen d'Gemenge mat engem giele Band déi Uebstbeem kennzeechnen, wou Bierger Friichte plécken duerfen - dëst als konkreete Bäitrag géint Liewensmëttelverschwendung.

- Et gouf des Weidere vum Landwirtschaftsministère eng Charta, déi d'Notze vum offiziellen AntiGaspi-Logo reegelt, ausgeschafft. Acteuren, déi dorunner interesséiert sinn, kënnen, wann si d'Oploe vun dëser Charta erfëllen, hir Aktiounen dobausse mat dem AntiGaspi-Logo auszeechnen.

- De Landwirtschaftsministère förderdt des Weideren Aktivitéiten am Beräich vun der Redistributioun an dem Spende vu Liewensmëttel a leet Wäert dorobber, dass dës Aktivitéiten den offizielle Bestëmmungen am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet entspriechen. Sou gouf beispillsweis de Self-Service-Frigo zu Tënten ënnerstëtzt. Déi Platen, déi ze vill gekacht gi sinn, stellt d'Jugendherberg an de Frigo. Och ginn Initiativen ënnerstëtzt, déi lesswueren, déi aussortéiert musse ginn, well se net den Handelsnormen entspriechen oder well de Mindesthaltbarkeetsdatum iwwerschratt ass, eng zweet Chance ginn.

Detailer iwwert all d'Aktiounen, Projeten an Evenementer sinn um Site www.antigaspi.lu ze fannen.

Question 4900 (26.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **délais d'accès à la tomoscintigraphie :**

Mir ass zougedroe ginn, datt e Mann an enger zimmlech uerger Verfassung a mat besuergneserreegende Krankheetssymptomer muss hei zu Lëtzebuerg onbestëmmten Zäit op eng Tomoscintigraphie waarden. Ursaach schéngt net d'Verfügbarkeet vun de medezinneschen Apparater ze sinn, mee et feelt un engem Reaktivstoff, dee fir dës Ënnersichung gebraucht gëtt an deen de belsche Fournisseur vum Spidol net liwwere kann. De Patient selwer stellt sech Froen, déi ech heimat wëll un d'Madamm Gesondheetsminister weiderginn:

1. Sinn d'Spideeler u belsch Importer gebonnen oder kënne si sech bei engem ze laangen Delai oder bei enger Urgence och an anere Länner mat deem néidege Material versuergen?

2. Wann nee, wat ass d'Ursaach fir esou Contrainten, déi eis Spideeler un ee Fournisseur bannen?

3. Gëtt et keng Reserven hei am Land, wou Spideeler bei engem Noutfall esou Material kéinte bezéien?

4. Kënnen d'Spideeler sech ënnerteneen net hëllefen?

5. Wéi dacks kënnt et vir, datt benéidegt medezinnescht Material oder Medikamenter net direkt verfügbar sinn?

6. Wéi dacks ass dat op Liwwerengpäss an der Belsch zeréckzeféieren a wéi dacks wären dës Artikelen iwwert aner Importlänner verfügbar gewiescht?

Réponse (27.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Virop gëllt et ze ënnersträichen, datt déi Lëtzebuerger Spideeler net exklusiv u belsch Importer vun Traceure gebonne sinn. Dëst ass just de Fall, wann ee spezifesche Vertrag mat engem belschen Importateur besteet. De Centre national PET (CNP) ass aktuell op Basis vun engem Vertrag, deen op ee Joer ugesat ass, un ee belschen Importateur gebonnen, dëst awer just fir den Traceur Fluor-18. Fir déi aner Zorte vun Traceure ginn et keng weider spezifesch Verträg an d'Commandë kënnen direkt op Basis vum Präis an der Disponibilitéit vum Produit vun de Spideeler selwer gemaach ginn.

Iwwerdeems ginn Tomoscintigraphien och mam klasseschen Traceur Tc-99m an deene verschiddene Servicer vun der Nuklearmedezinn hei am Land duerchgefouert. Dësen Traceur (Tc-99m) gëtt mat Hëllef vu Generatoren, déi ee- bis zweemol d'Woch (jee no Vertrag) aus der Belsch respektiv aus Holland geliwwert ginn, produzéiert. Dës Molybdän-Generatore kritt ee vu verschiddenen auslänneschen (franséisch a belsch) Firmen ugebueden an et ass momentan keng Penurie bekannt.

Fir déi spezifesch Substanz vum FDG ass an de Kontrakter virgesinn, datt am Fall vun enger Penurie d'Méiglechkeet bestoe bleift, sech un aner Fournisseuren ze wenden, fir déi néideg Substanz erbäizekréien. D'Alternativen, fir en anere Fournisseur, deen zum richtegen Zäitpunkt den néidegen Traceur zur Verfügung stelle kann, sinn awer ganz oft limitéiert, zemools well um europäesche Marché d'Demande deemno wéi generell héich ka sinn. Et ginn am Fall vum FDG franséisch an däitsch Fournisseuren, déi kompatibel Produite vu gläicher Qualitéit ubidde kënnen. Wat déi aner Fluormoleküllen ugeet, gëtt et keen anere Fournisseur, op deen zeréckgegraff kéint ginn, an an deem Fall, wou d'Substanz net disponibel ass, muss den Délai de livraison effektiv verréckelt ginn. Dat bréngt an deem Fall mat sech, datt e Rendez-vous, wou d'Injektioun vun dësem Traceur virgesinn ass, muss verréckelt ginn. Doriwwer eraus ass d'Zäitfënster, an där den Traceur genotzt ka ginn, och extreem kuerz, well d'Moleküll den Dag selwer, wou si produzéiert gëtt, och zum Asaz muss kommen. Opgrond vun der kuerzer Liewensdauer vun dëse Produiten ass et deemno och onméiglech, eng national Reserv opzebauen.

Bei den Traceuren op Basis vu Gallium-68 sinn d'Spideeler net vun de Liwwerungen aus dem Ausland ofhängeg, well dës hei am Land kënne produzéiert ginn. Allerdéngs mussen dës Produiten och op hir Qualitéit kontrolléiert ginn an et muss séchergestallt ginn, datt si all déi néideg Krittären erfëllen. Et ka virkommen, datt dës Traceure refuséiert ginn, falls de Produit net den néidege Krittären entsprécht. An esou engem Fall, muss een e Minimum vun zwielef Stonnen ofwaarden, bis een nees den néidege Gallium-68 huet. Dëst bréngt och nees mat sech, datt wann e Rendez-vous fixéiert ass, wou eng Injektioun virgesinn ass, dëse verréckelt muss ginn.

Eng Collaboratioun tëschent deene verschiddene Spideeler am Land, wou ee Spidol deem aneren am Fall vun enger Penurie aushëlleft, ass net méiglech, well d'Akten, wou dës Traceuren zum Asaz kommen, exklusiv am Centre national PET duerchgefouert kënne ginn. De Galium-68 kann zu Lëtzebuerg och just am CNP an enger spezifescher Hotte vun der Radiopharmacie hiergestallt ginn. Doriwwer eraus ass och den Austausch mat auslännesche Spideeler net méiglech, well et opgrond vum Risiko, dee mat dem Transport verbonnen ass, verbueden ass, radioaktiv Substanzen auszetauschen. Am Noutfall kann ee Patient awer natierlech dës Ënnersichung och am Ausland maachen.

Question 4910 (27.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **nouveau système de contrôle d'Apple :**

Den Internetgigant Apple huet am Kader vum Kampf géint kannerpornografesch Inhalter elo zouginn, dass si säit 2019 d'E-Maile vun hiren Notzer iwwert d'iCloud automatesch mat hirer Datebank ofgläichen. Bei engem Verdachtsfall gëtt d'E-Mail dann un een Employé weidergeleet, deen dës iwwerliest:

"As part of this commitment, Apple uses image matching technology to help find and report child exploitation. Much like spam filters in email, our systems use electronic signatures to find suspected child exploitation. We validate each match with individual review."

De 5. August dëst Joer huet d'Firma dann ugekënnegt, d'Inhalter vu Fotoen a Messagen net méi nëmme just op der iCloud, mee direkt op de Geräter ze scannen an ofzegläichen.

Dëse Schrëtt gëtt vun Dateschützer a Mënscherechtsorganisatioune wéi dem US Human Rights Watch kritiséiert, well d'Technologie, déi zum Asaz kënnt, och ka fir aner Zwecker, wéi zum Beispill d'Scannen no sensibelen Daten an d'Sich no politesche Géigner, méssbraucht ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister a Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Notzen d'Ministeren d'iCloud fir berufflech Zwecker? Ware si sech bewosst, dass d'Firma d'Inhalter op der Cloud mat hirem Programm ofgläicht?

2. Wéi stinn d'Ministeren zu den am August annoncéierte Pläng vun Apple? Wäert dëst een Afloss op hire Gebrauch vun Telefonen an anere Geräter hunn?

Réponse (28.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias :*

De staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) stellt sengen Notzer souwuel Apparater mam iOS (Apple)- wéi och mam Android (Google)-Betribssystem zur Verfügung. All dës Apparater ginn iwwert eng zentral Mobile-Device-Management-Plattform geréiert an ofgeséchert.

D'Benotze vun der iCloud op Apparater mam iOS-Betribssystem ass an der Standardkonfiguratioun ausgeschalt. Esou gi keng professionell Donnéeën op der iCloud gespäichert an och keng Sécherheetskopië vum Gerät oder vun den Appen op d'iCloud gemaach.

D'Sécherheetsreegelen, déi den CTIE iwwert seng zentral Mobile-Device-Management-Plattform op senge mobille Geräter implementéiert, gi permanent un d'Risikolag ugepasst. Dëst natierlech och am Fall wou en Update vun engem Betribssystem esou eng Upassung géif erfuerderen.

Wat déi vum honorabelen Deputéierten erwäänte Pläng vun der Firma Apple ugeet, schéngen déi Pläng nëmme fir d'USA annoncéiert gewiescht ze sinn a goufen elo kierzlech vun Apple op e spéideren Zäitpunkt verluecht. Am Fall, wou dës Pläng op d'EU erweidert géife ginn, misst d'Dateschutzlegislatioun applizéiert ginn an déi national Dateschutzkommissioun (CNPD) géif d'Konformitéit dovu kontrolléieren.

Question 4915 (30.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination du personnel enseignant :**

De Bildungsminister huet de 27. August iwwert säin offiziellen Twitter-Account matgedeelt, dass 87 % vun den Enseignantë vollstänneg géint de Covid-19 geimpft wieren an dass Schüler, Elteren, Geschwëster, Enseignanten an Educateure sech weider impfe loossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi kënnt de Minister un d'Donnéeën, déi dorobber schléisse loossen, dass 87 % vun allen Enseignantë geimpft sinn? Sinn dës Donnéeën empiresch erfaasst ginn an, falls jo, iwwert wéi ee Wee?

2. Kann de Minister d'Etüd veröffentlechen, op déi dës Zuel sech baséiert?

Réponse (12.10.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Dës Informatioune krut den Educatiounsministère op Nofro hi vum Gesondheetsministère. Bei der Preparatioun vun der Schoulrentrée war den Impftaux vun den Enseignanten ee wichtegt Element fir ze decidéieren, wéi eng sanitär Mesurë mussen an de Schoule geholl ginn.

Dës Informatioune stamen aus enger Datebank vum Gesondheetsministère, där hir gesetzlech Basis den Artikel 10 aus dem Covidgesetz ass.

Et handelt sech deemno net ëm eng Etüd, mee ëm Informatiounen aus enger Datebank. Relevant Informatiounen aus dëser Datebank, wéi zum Beispill den Impftaux an de verschiddenen Alterskategorien, gi reegelméisseg vum Gesondheetsministère publizéiert.

Question 4917 (31.08.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **promotion de l'électromobilité :**

An eiser parlamentarescher Fro Nr. 4686 ass déi zoustänneg Ministesch net konkreet op eis Froen agaangen, dofir stelle mir dës Fro nach eng Kéier:

Zanter puer Joer ginn et Primmen, fir esou d'Elektromobilitéit zu Lëtzebuerg ze förderen. Sou kritt een zum Beispill eng Primm vu bis zu 1.000 Euro fir en 100 % elektresch bedriwwene liichten Auto oder Motorrad. Donieft gëtt et awer och eng Primm vu bis zu 600 Euro fir en (elektresch bedriwwene) Vëlo. Hautdesdaags ginn et awer och Rollstill, déi mat engem klengen elektreschen Zousazmotor funktionéieren, entweeder als reng Traktiounshëllef oder ënnert der Form vun engem sougenannten Handbike mat Elektroënnerstëtzung. Dës zousätzlech Hëllefen erlaben et dem Benotzer, sech vill méi einfach kënne virunzebeweegen, méi grouss Strecken zeréckzeleeën, Montéeën ze iwwerwannen, ...

Am Fall vum Handbike mat Elektroënnerstëtzung erlabe si och nach de Benotzer, sech sportlech ze betätegen, genee wéi dat bei engem „cycle à assistance électrique" ass. Dës Hëllefsmëttel kënnen domadder e grousse Gewënn u Liewensqualitéit fir hir Benotzer duerstellen an hëllefen och, d'Mobilitéit nohalteg méi propper ze maachen.

Eisen Informatiounen no sinn esou Hëllefsmëttel allerdéngs vun de Primmen zur Elektromobilitéit ausgeschloss.

An deem Kontext stelle mir nach eng Kéier follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt:

- Deelt d'Regierung eis Meenung, dass esou Hëllefsmëttel och een Deel vun der Elektromobilitéit sinn?

- Gedenkt d'Regierung, an Zukunft d'Primme fir d'Elektromobilitéit och op Hëllefsmëttel wéi elek-

Le saviez-vous ?

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

tresch Rollstill ze erweideren, wann d'Leit se selwer kafen, ouni ënnert d'Assurance dépendance ze falen?

- Wann nee, firwat net? Wa jo, ab wéini soll dës Mesure och fir elektronesch bedriwwe Rollstill gëllen?

Réponse (12.10.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Jo. An der Äntwert op d'Fro Nr. 4686 gouf kloer erwäänt, datt déi Hëllefsmëttel elo well ënnerstëtzt ginn.

Des Weidere gouf an der Äntwert op d'Fro Nr. 4686 preziséiert, datt d'Fleegeversécherung dës Käschten och fir Persounen iwwerhuele kann, déi net de Mindestbedarf vun 3,5 Stonne bei den Aktivitéite vum alldeegleche Liewen erreechen, mee opgrond vun enger Krankheet oder enger Beanträchtegung, déi méi laang ewéi sechs Méint undauert, op Hëllef an der Mobilitéit ugewise sinn.

Question 4918 (31.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **émissions de CO_2 sur le billet d'avion :**

Den 10. Mäerz 2021 hat d'Chamber eng Motioun vun de Piraten ugeholl, an där d'Regierung zu Folgendem opgefuerdert gouf:

„1. bei der Buchung vu Fligerticketen zu Lëtzebuerg soll an Zukunft den CO_2-Ausstouss vum Passagéier bei der Reservéierung liesbar affichéiert ginn.

2. och um Fligerticket (digital a Pabeier) soll den CO_2-Ausstouss vum Passagéier liesbar affichéiert sinn."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

- Wéi wäit ass d'Regierung respektiv de Minister mat der Ëmsetzung vun dëser Opfuerderung?

Réponse (04.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An hirer Motioun invitéiert d'Chamber d'Regierung, datt „bei der Buchung vu Fligerticketen zu Lëtzebuerg" soll den CO_2-Ausstouss liesbar affichéiert ginn. E groussen Deel vun de Reservatioune vun de Flich zu Lëtzebuerg ginn awer iwwer international Online-Plattforme gemaach respektiv betreffen auslännesch Gesellschaften.

Dës Informatioun kéint virgesi gi fir Reservatiounen op lëtzebuergesche Websäite respektiv fir Flich, déi vun der Luxair op hirem Site ugebuede ginn. Aktuell besteet och well d'Méiglechkeet um Site vun der Luxair, fir sech CO_2-Emissioune vu sengem Vol auszerechnen (https://www.luxair.lu/en/information/co2-calculator).

Doriwwer eraus huet d'Regierung keng Méiglechkeeten, esou en Affichage bei auslännesche Firmen duerchzesetzen. Dëst gëllt och fir Reservatiounen, déi iwwer auslännesch Plattforme gebucht goufen. D'Regierung ass der Meenung, datt dëst Theema méi effikass op europäeschem, wann net internationalem Niveau behandelt misst ginn. Esou eng Mesure mécht méi Sënn, wa si déi selwecht Informatioune vun alle Firmen an engem Secteur vun offensichtlech internationalem Ëmfang liwweren.

Den Affichage vum CO_2-Ausstouss eleng wäert awer keng direkt Aspuerunge vun CO_2-Emissioune mat sech bréngen, wann net parallell och Mesuren ugebuede ginn, fir dësen Ausstouss ze kompenséieren. D'Luxair denkt dofir hirersäits driwwer no, wéi si an Zukunft kann hire Passagéier besser Informatiounen an och Optiounen ubidden, wat esou eng Kompensatioun vum CO_2-Ausstouss ugeet. Et sief an dësem Kontext och drun erënnert, datt d'Luxair am Kader vum europäeschen ETS-System well all Joer CO_2-Zertifikater fir hiren Ausstouss bezilt.

Question 4925 (01.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **château de Septfontaines :**

D'Buerg vu Simmer, e kulturhistoresch wichtegen Zeie vun der Lëtzebuerger Geschicht, gëtt elo fir 3.500.000 Euro verkaaft.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un d'Regierung:

- Wier et an den Ae vun der Regierung elo net ubruecht, datt de Staat d'Simmer Buerg keeft, fir weiderhin d'Kontroll iwwert dëse kulturhistoresch wichtegen Zeie vun der Lëtzebuerger Geschicht ze hunn an dësen och fir de Public opzemaachen? Wéi eng aner Méiglechkeet(e) géif et ginn, fir datt de Staat d'Kontroll iwwert d'Simmer Buerg behält?

Réponse (28.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Wat d'Froen iwwert d'Acquisitioun an d'Kontroll vun der Simmer Buerg ugeet, verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3589 vum 8. Februar 2021 vum honorabelen Deputéierten. D'Akafspolitik vum Staat besteet net doran, all Gebai, wat als nationaalt Denkmal klasséiert ass, ze kafen. Donieft sief rappeléiert, datt Gebaier, déi ënner Denkmalschutz stinn, vun enger adequater a gesetzlech gereegelter Protektioun profitéieren, ob se am Besëtz vum Staat sinn oder net.

Question urgente 5533 (20.01.2022) de **MM. Max Hengel, Félix Eischen** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **vaccination avec le vaccin Janssen contre la Covid-19 :**

No de rezente Konfusioune ronderëm den Impfcertificat vu Leit, déi mam Vaccin vun Johnson & Johnson geimpft goufen, huet d'Regierung haut weider Prezisioune ginn.

Heibäi gouf ënner anerem drop higewisen, datt Däitschland decidéiert huet, säit dem 15. Januar eng eenzeg Janssen-Impfung + Booster net méi als kompletten Impfscheema unzegesinn. Lëtzebuerg wier amgaangen, wéi och aner europäesch Länner, via de Conseil supérieur des maladies infectieuses, déi selwecht Iwwerleeungen ze maachen, wat eng Impfung mat just enger Dosis Janssen + Booster ugeeet. Eng Decisioun wier awer nach net gefall.

Virun dësem Hannergrond wéilte mir follgend Froe stellen:

1. Wéi gedenkt d'Regierung deene concernéierte Leit, déi sech jo un all Impfrecommandatioune gehalen hunn, zu engem kompletten Impfscheema ze verhëllefen, fir datt si keng Nodeeler hunn?

2. Ass virgesinn, deene betraffene Leit eng Invitatioun fir eng weider, eng drëtt Impfdosis, ze schécken?

Réponse (21.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op Basis vun engem Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) vum 18. Januar 2022, huet de Regierungsrot vum 21. Januar 2022 decidéiert, datt Leit, déi bei hirer éischter Impfung den Impfstoff vu Janssen kruten an eng zweet Impfung mat engem mRNA-Impfstoff kruten (Comirnaty oder Spikevax), och weiderhin zu Lëtzebuerg als komplett geimpft a geboostert gëllen an deemno d'Exigenze vum 2G+-Regime erfëllen.

Fir dës Leit awer net ze penaliséieren, wann si an d'Ausland fueren, an notamment an Däitschland, wou een säit Kuerzem elo eréischt als geboostert gëllt, wann een en Impfscheema 1 Dosis Janssen + 2 Dosen mRNA-Impfstoff virweise kann, huet de Regierungsrot iwwerdeems decidéiert, datt dës Leit d'Méiglechkeet kréien, eng weider Impfdosis mat engem mRNA-Impfstoff ze kréien. Et ass allerdéngs jidderengem fräi iwwerlooss, ob hien dës drëtt Impfung an Usproch hëlt oder net.

ad 2. Leit, déi gären eng drëtt Impfdosis no enger Primovaccinatioun mam Impfstoff vun Janssen an enger zweeter Impfung mat engem mRNA-Impfstoff wëlle kréien, kënnen dës fréistens dräi Méint no hirer zweeter Impfdosis kréien. Si kënnen dofir entweeder ouni Rendez-vous an e „Pop-up-Punkt" goen (d'Lëscht vun de Pop-upen, fir sech impfen ze loossen, ass um Site www.covid19.lu disponibel), sech ee Rendez-vous bei engem Dokter huelen, deen un der Impfcampagne deelhëlt, oder sech via myguichet.lu aschreiwen, fir eng Invitatioun ze kréien an e Rendez-vous an engem Impfzentrum ze huelen.

Question urgente 5549 (24.01.2022) de **M. Max Hengel** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **Covid-19 chez les bébés et jeunes enfants :**

Ëmmer méi Dokteren a Wëssenschaftler weisen drop hin, datt d'Omikron-Variant bei Puppelcher a Kanner ënner dräi Joer riskéiert, de sougenannte „Pseudokrupp" ze provozéieren, wouduerch et dann och zu méi Hospitaliséierunge kënnt, wéi et grad a Groussbritannien ze beobachten ass. Des Weidere maachen d'Kannerdokteren allgemeng op méiglech Komplikatiounen duerch Otemnout, Long-Covid oder de „Syndrome inflammatoire multi-systémique" (PIMS oder MISC) bei Kanner opmierksam. Et ass nach ze frél, fir zu dëse Laangzäitfollge scho Resultater aus wëssenschaftleche Studien ze hunn.

Wëssend, datt Kanner ënner zwee Joer keng Masken dierfen undoen an ënner sechs Joer keng sollen undoen, muss een dovun ausgoen, datt déi aktuell sanitär Mesuren an de Crèchen, am Precoce an am Cycle 1 just e Monitoring vun den Infektiounen zouloossen, ouni awer kënnen Ustiechungen ze verhënneren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt de momentanen Dispositif vu sanitäre Mesuren an de Crèchen, am Precoce an am Cycle 1 den aktuelle wëssenschaftlechen Erkenntnisser no duergeet, fir dës Kanner adequat ze schützen, oder misst dësen iwwerduecht ginn?

2. Wann net, op wéi enge wëssenschaftlechen Donnéeë baséiert dës Entscheedung?

3. Wéi eng Méiglechkeeten hunn Elteren, déi hir Kanner wëlle virun enger Infektioun schützen?

4. Huet de Pilotprojet vum „Réseau de prise en charge pluridisciplinaire du long-Covid" och Date vu Kanner gesammelt?

5. Wëssend, datt dëse Projet just fir sechs Méint ugeduecht war an deemnächst misst auslafen, gedenkt d'Regierung de Projet weiderzeféieren an eventuell auszebauen?

Réponse commune (25.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Zanter dem Ufank vun der Pandemie stoungen d'Recht op d'Bildung an de Schutz vun der Schoulcommunautéit ëmmer am Mëttelpunkt. De Stufeplang ass ëmmer dann adaptéiert ginn, wann déi sanitär Situatioun en Upasse verlaangt huet.

De Gesondheetsministère recommandéiert zanter dem Ufank vun der Pandemie effektiv de Kanner ënner sechs Joer, kee Mask unzedoen. Den Artikel 4 vum Covidgesetz dréit deem Rechnung an dispenséiert d'Kanner ënner sechs Joer vum Droe vum Mask. D'Enseignants an dat sozioeducatiivt Personal am Cycle 1 genee wéi d'Personal an de Crèchen droen de Mask an huelen um Testing deel.

An de Crèchë ginn d'Kanner neierdéngs eréischt ab dem drëtte Fall am Grupp a Quarantän gesat. Si mussen e certifiéierten Antigène-Test oder e PCR-Test virweisen, fir erëm zréck an d'Crèche ze kommen.

Fir eng gréisstméiglech Sécherheet ze hunn, kruten d'Eltere vun de Kanner aus dem Cycle 1 eng „déclaration sur l'honneur" ausgedeelt, mat där si sech engagéieren, hiert Kand am Scénario de base dräimol an der Woch moies fréi ze testen, éier si mat him an d'Schoul kommen. Ass dann trotz alle Precautioune bis ee positive Fall an der Klass, da féieren d'Kanner, déi um Testdispositif deelhuelen, zesumme mat hiren Eltere wärend enger Woch all Dag moies doheem en Test duerch, éier et an d'Schoul geet, wann d'Resultat dann negativ ass. D'Adaptatioun vum Testdispositif am C1 erlaabt et dovun auszegoen, datt duerch den deeglechen Testing, am Kader vun engem Kontakt mat engem positiv Getesten, just déi Kanner an d'Schoul kommen, deenen hiert Testresultat moies negativ ass. Nieft dem Schutz vun de Kanner erlaabt den Testdispositif e kontinuéierlecht Léieren an der Schoul fir déi Schüler, déi un dësem Testdispositif deelhuelen. Par contre, déi Kanner, déi net un dësem Testing deelhuelen, sinn an der Quarantän an dierfen net méi an d'Schoul, esoubal ee positive Fall an der Klass ass.

Aktuell ginn et keng wëssenschaftlech Donnéeën déi beweisen, datt d'Omicron-Variant e méi schwéiere Krankheetsverlaf wéi d'Delta-Variant bei Puppelcher oder Kanner géif verursaachen. An deem Sënn sinn aktuell keng méi streng Mesuren, wéi déi uewen ernimmte Mesuren, geplangt wat de sanitairen Dispositif an de Crèchen an am Precoce ubelaangt.

ad 2. Onpublizéiert Donnéeë vum ECDC weisen drop hin, datt d'Unzuel vun Hospitalisatioune bei Puppelcher a klenge Kanner d'selwecht héich, souwuel bei der Delta-Variant wéi och bei der Omicron-Variant, ass. Doriwwer eraus huet eng rezent Etüd vun zéng europäesche Länner, dorënner Lëtzebuerg, gewisen, datt schwéier Fäll bei Kanner ganz seelen sinn (1,2 % vun de Kanner mat Symptomer goufen am Spidol behandelt an 0,08 % hu missen op enger Intensivstatioun behandelt ginn[24]).

Allerdéngs verzeechent säit Ufank Januar d'Kannerklinik eng liicht Hausse vun Hospitalisatioune vu Puppelcher am Zesummenhang mam Covid, déi awer ouni schwéier Komplikatioune verlafen. Et beleet de Moment awer näischt, datt dës Hausse effektiv op e méi schwéiere Verlaf vun der Omicron-Variant speziell bei Puppelcher zeréckzeféiere wier.

ad 3. D'Kanner hu vum Ufank vun der Pandemie u geléiert, déi néideg „gestes barrière" ze applizéieren, wéi ënnert anerem d'Hännwäschen oder an den lelebou néitsen. Dës Reegele ginn an der Schoul erkläert an applizéiert, an och d'Elteren thematiséieren dës wichteg „gestes barrière" mat hire Kanner doheem a setzen si ëm.

An de Cycles 2, 3 a 4 droe 96 % vun den Elteren d'Approche vum Testing. Dëse besteet doranner, datt d'Kanner dräimol an der Woch an der Schoul an, am Kader vun engem renforcéierten Testing, ab dem éischte positive Fall an der Klass, all Dag wärend enger Woch en Test maachen, fir esou eng gréisstméiglech Sécherheet an d'Schoul ze kréien. Et ass dovun auszegoen, datt d'Eltere vun de Kanner am Cycle 1 mat deem nämlechten Engagement zur Sécherheet vun hire Kanner bäidroen an hir Kanner testen, éier si moies an d'Schoul kommen.

[24] Nick Bundle et al. Covid-19 trends and severity among symptomatic children aged 0-17 years in 10 European Union countries, August 3 2020 to October 3 2021; Eurosurveillance Dec 2021

Wann déi grouss Majoritéit vun den Elteren am Cycle 1 sech engagéiert, um proposéierten Testing deelzehuelen, ass net nëmmen am Kader vun engem éischte positive Fall an der Klass séchergestallt, datt d'Kanner en Test maachen, éier datt si an d'Schoul ginn, mee och am Scénario de base maachen si doheem dräimol an der Woch en Test, an och an dësem Kontext, éier si an d'Schoul ginn. Vu d'Erfarungswäerter aus de Cyclen 2-4 ass dovunner auszegoen, datt déi ganz grouss Majoritéit vun den Elteren och selwer Kloerheet wëllt hunn an dofir um Testing deelhëlt.

An der Crèche, wou den Testing awer méi schwiereg ëmzesetzen ass, gëtt d'Quarantän weider applizéiert, wa bis dräi Kanner am selwechte Grupp positiv sinn. Wann e Kand a Quarantän gesat gëtt, huet ee vun den Elteren d'Recht op de Congé pour raisons familiales (CRF) an dierf mat sengem Kand doheem bleiwen.

D'Personal an der Crèche par contre ënnersteet de selwechte Reegele wéi d'Personal am Cycle 1, wat den Testing ubelaangt. D'Autotester an de Matériel de protection, deen dës Strukture brauchen, ginn iwwert d'Conventioun mam Staat finanzéiert.

Doriwwer eraus ass och d'Impfung vun de Leit, déi am Kontakt mat Kanner stinn, ganz wichteg. Dëst gëllt souwuel fir d'Personal aus de Crèchen, dem Precoce an de Schoule wéi och fir d'Eltere vun de Kanner. Erwuessener sollen hir Booster-Impfung virhuelen, soubal si dat kënnen, fir datt si am Fall vun enger Infektioun manner ustiechend sinn an domat d'Kanner engem manner grousse Risiko aussetzen.

Schwanger Frae kënnen doduerch, datt si sech impfe loossen an och hir Booster-Impfung an Usproch huelen, soubal si kënnen, hirem Puppelchen ee wichtege Schutz géint e schwéiere Krankheetsverlaf ginn.

ad 4. D'Date betreffend Kanner ginn ënnert dem aktuelle Pilotprojet net gesammelt.

ad 5. Den aktuelle Long-Covid-Projet gëtt weidergefouert an eventuell ausgebaut. Déi deementspriechend Diskussiounen an Aarbechten, zesumme mat der CNS, sinn amgaangen.

Question urgente 5584 (26.01.2022) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **sanctions économiques et financières à l'égard de la Russie :**

Au cours des dernières semaines, les tensions entre la Russie, l'Ukraine et l'OTAN se sont intensifiées, notamment suite au déploiement de quelques dizaines de milliers de soldats russes à la frontière ukrainienne. Du côté de l'Union européenne et des États-Unis, des discussions sont actuellement en cours sur des éventuelles sanctions financières supplémentaires à l'égard de la Russie qui pourraient être décidées dans le cas d'une agression russe. Il est entre autres question d'exclure la Russie du réseau interbancaire Swift, qui permet notamment aux banques d'effectuer des transferts internationaux de manière rapide et sécurisée.

Une telle sanction serait efficace dans la mesure où elle aurait sans doute un effet néfaste significatif sur l'économie russe puisqu'elle impacterait considérablement les transactions des banques russes. En même temps, une telle mesure aurait aussi un impact sur les pays européens qui ont des relations économiques plus poussées avec la Russie.

Dans ce contexte, nous voudrions poser la question suivante à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Quelle est la position du Gouvernement concernant l'exclusion de la Russie du réseau Swift ?

Réponse commune (28.01.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

En réponse à la question urgente des honorables Députés, il convient de souligner que les équipes du Ministère des Finances et du Ministère des Affaires étrangères et européennes sont étroitement associées aux discussions actuellement en cours aux différents niveaux décisionnels dans l'Union européenne concernant de possibles sanctions économiques et financières à l'égard de la Russie.

Lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile en date du 26 janvier 2022, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a notamment pu informer les honorables Députés des discussions lors du Conseil affaires étrangères, le lundi 24 janvier 2022 sur la situation en matière de sécurité en Europe, et l'échange informel dans ce contexte avec le Secrétaire d'État Antony Blinken. L'Union européenne et les États-Unis ont convenu qu'il importait de ne pas communiquer à ce stade sur le détail de paquets de sanctions, qui pourraient être adoptés dans différents scénarios.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°23
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 23 | Session ordinaire 2020-2021

Refonte de la loi communale	p. 779	Sommaire des séances publiques nos 53 et 54	p. 805	53e séance	Mercredi 12 mai 2021
Lutte contre la pandémie : nouvelles dispositions	p. 790	Sommaire des questions parlementaires	p. Q570	54e séance	Vendredi 14 mai 2021

Exposition commune du Parlement et des Archives nationales

En vue du 175e anniversaire de la Révolution et de la Constitution de 1848 ainsi que du début du parlementarisme au Luxembourg, la Chambre des Députés et les Archives nationales de Luxembourg (ANLux) ont décidé de réaliser en 2023 un projet d'exposition et de publication commun.

La convention de collaboration y relative a été signée le 25 janvier 2022 par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et la Directrice des Archives nationales de Luxembourg, Mme Josée Kirps.

L'exposition dédiée à cette période charnière de l'histoire du Grand-Duché sera montrée dans les locaux des ANLux à partir de juillet 2023. Elle sera accompagnée d'une publication dans laquelle les différentes thématiques liées aux événements de 1848 seront mises en lumière. La coordination générale de l'exposition a été confiée à l'historienne Mme Marie-Paule Jungblut.

Cette initiative vient s'ajouter à la dernière collaboration entre la Chambre des Députés et les Archives nationales de Luxembourg qui consistait en la mise en ligne du fonds de la Chambre des Députés.



Le 25 janvier 2022, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et la Directrice des Archives nationales de Luxembourg, Mme Josée Kirps, ont signé la convention de collaboration.

Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

De l'empoisonnement d'Alexeï Navalny à la gouvernance dans le football en passant par l'enseignement de l'histoire



M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise, lors de son intervention devant l'APCE

Les parlementaires de l'APCE se sont donné rendez-vous au Palais de l'Europe à Strasbourg du 24 au 28 janvier 2022 pour la première partie de la session ordinaire 2022. En début de session, le sénateur néerlandais du groupe de la Gauche unitaire européenne, M. Tiny Kox, a été élu président de l'assemblée pour un mandat d'une année.

Délégation russe et empoisonnement d'Alexeï Navalny

Pour des raisons substantielles et formelles, les pouvoirs de la délégation russe ont été contestés. Après examen en commission, l'assemblée a décidé de procéder à la ratification des pouvoirs en arguant que le dialogue politique ne pourrait être maintenu qu'avec la Fédération de Russie représentée. De plus, l'accès des citoyens russes à la Cour européenne des droits de l'homme a primé sur le raisonnement des contestations. Cependant, M. Piotr Tolstoï, n'ayant pas obtenu de majorité relative en deux tours de scrutins secrets, n'a par conséquent pas été retenu comme l'un des 20 vice-présidents de l'assemblée. Quant à l'affaire autour de M. Alexeï Navalny, les parlementaires ont revendiqué sa libération immédiate et exhorté le Gouvernement russe à ouvrir une enquête indépendante et efficace sur la tentative d'empoisonnement de celui-ci.

L'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe

Le président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, a tenu, en tant que porte-parole de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE), une intervention se rapportant à l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe.

En ces temps de désinformation et de tentatives de réécriture de l'histoire à des fins manipulatives, il faut s'assurer que l'enseignement de l'histoire reflète les valeurs phares du Conseil de l'Europe.

À cet effet, cet observatoire a été créé, servant d'instrument d'harmonisation des programmes d'études.

M. Graas a également souligné que les rapports découlant de celui-ci permettaient « de mieux contrôler la qualité de l'enseignement dispensé dans les différents États membres ».

Il a clos son discours en regrettant que seuls 17 des 47 membres y ont adhéré, tout en appelant les 30 autres à le faire.

Autres points abordés

Au cours des différentes séances, l'assemblée parlementaire a couvert un large éventail de domaines. Elle a assimilé l'inaction face aux changements climatiques à une violation des droits de l'enfant.

Selon les parlementaires, ce dernier devrait être vu comme un acteur à part entière qu'il s'agirait d'inclure dans l'élaboration des législations le concernant.

La baisse de l'âge du droit de vote à 16 ans et le droit des enfants d'être entendus ont également fait l'objet de débats. L'assemblée s'est également montrée inquiète des derniers développements touchant au droit des personnes LGBTI.

Plus particulièrement dans les pays du Caucase du Sud, la situation s'est détériorée et il est recommandé d'adopter des codes de conduite pour les médias et les parlementaires interdisant toute sorte de propos haineux ou discriminatoires.

Différentes recommandations ont aussi été formulées en ce qui concerne le football. Il a été souligné que les « affaires ne doivent pas prendre le pas sur les valeurs » et par conséquent les droits humains fondamentaux doivent à tout prix être respectés lors de l'organisation d'événements mondiaux.

Dans une autre résolution, il est fait appel aux États européens de ratifier et de mettre en œuvre la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

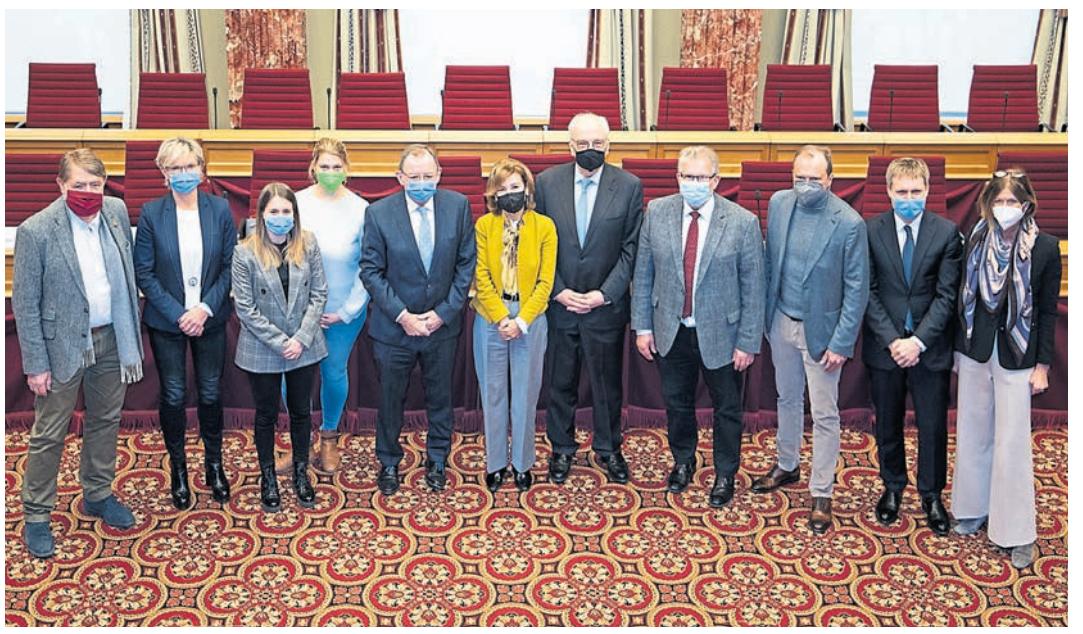
Finalement, l'APCE a salué les progrès démocratiques réalisés en Arménie, tout en recommandant de continuer la réforme de la justice et de garder un œil sur les médias.

M. Gusty Graas, président de la délégation luxembourgeoise, a participé en présentiel à la session plénière.

Mmes Octavie Modert et Josée Lorsché, membres effectifs, Mme Cécile Hemmen et MM. Paul Galles et Max Hengel, membres suppléants, y ont participé virtuellement.

La Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, Mme Teresa Ribeiro, en visite au Parlement luxembourgeois

Mieux protéger les journalistes



Entrevue avec Mme Teresa Ribeiro, Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias

Les journalistes constituent un pilier essentiel de la démocratie, il faut par conséquent les protéger contre les menaces physiques et morales. Voici le principal constat lors de la visite de la Représentante de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour la liberté des médias, Mme Teresa Ribeiro, le 28 janvier 2022 au Parlement luxembourgeois. L'OSCE suit l'évolution des médias dans ses 57 États membres. L'objectif de la Représentante pour la liberté des médias, une institution indépendante de l'OSCE qui existe depuis 25 ans, est d'identifier des violations et de les mettre à l'ordre du jour en alertant le public.

« La propagation de la désinformation constitue une grande menace », a expliqué Mme Teresa Ribeiro face aux députés membres de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

« Nous avons besoin d'une éducation aux médias et nous devons faire appel à la responsabilité de chaque citoyen de bien manier des informations », a-t-elle souligné. L'invention de l'internet présente de nombreux avantages, mais engendre aussi d'importants défis. D'autres sujets étaient les chicanes juridiques auxquelles sont exposés les journalistes, la sécurité des journalistes pendant notamment les manifestations contre les mesures sanitaires ainsi que la concentration des médias.

Comment traiter des personnes qui se font passer pour des journalistes sans avoir de carte de presse ? Comment réguler la protection des journalistes professionnels ?

« Dans certains pays les soi-disant journalistes-citoyens servent à la dénonciation de violations », a rappelé Mme Teresa Ribeiro en réponse à ces questions soulevées par un député.

Les députés ont explicité les efforts qui ont été faits ces derniers mois pour renforcer le pluralisme journalistique, notamment la loi sur un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel (dossier parlementaire 7631) votée en juillet dernier.

Visite du Ministre des Affaires étrangères arménien au Parlement luxembourgeois

« Les jeunes démocraties nécessitent du soutien »

Lors d'une visite à la Chambre des Députés le 26 janvier 2022, le Ministre des Affaires étrangères arménien, M. Ararat Mirzoyan, a informé les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile sur la situation dans son pays.

Les sujets de discussion prioritaires étaient les rapports entre l'Arménie et la Turquie ainsi que le conflit dans la région du Haut-Karabakh et la relation tendue avec le pays voisin Azerbaïdjan.

À propos de ce dernier, le Ministre des Affaires étrangères arménien a souligné que la situation complexe et sensible créait la peur et l'insécurité au sein de la population arménienne.

Il a notamment décrit la situation des prisonniers de guerre arméniens et évoqué la question du territoire et la destruction du patrimoine culturel et religieux. Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a rappelé que le parlement luxembourgeois a voté deux motions concernant le conflit en Haut-Karabakh.

Le génocide arménien, reconnu par la Chambre des Députés en 2015, a également été abordé. « La reconnaissance du génocide n'est pas une exigence du côté arménien pour l'établissement des relations avec la Turquie », a précisé M. Ararat Mirzoyan en réponse à une question d'un député. Ankara refuse néanmoins de reconnaître ce génocide.

« Nous sommes une jeune démocratie »

Une députée a voulu connaître l'appréciation du ministre quant à la stabilité de la structure démocratique de son pays. M. Ararat Mirzoyan a souligné que la République arménienne est une jeune démocratie qui doit faire face à de multiples défis. Par conséquent, elle nécessite le soutien de démocraties bien établies comme le Grand-Duché de Luxembourg.

Lors de l'échange de vues, M. Ararat Mirzoyan a également souligné l'importance d'une présence européenne dans la région afin de défendre les valeurs communes. « Les jeunes démocraties ne doivent pas être abandonnées », a revendiqué le Ministre des Affaires étrangères arménien.



Le Ministre des Affaires étrangères arménien, M. Ararat Mirzoyan, a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Nouvelles dispositions dans la lutte contre la pandémie

7820 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises.

Le présent projet de loi propose un certain nombre d'assouplissements par rapport aux mesures actuellement applicables sous l'égide de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19. Ces modifications trouvent leur fondement dans la situation épidémiologique actuelle.

Celle-ci se caractérise par deux tendances qui peuvent être résumées comme suit. D'un côté, l'évolution de certains des indicateurs clés relatifs à la situation épidémiologique est généralement encourageante (nouvelles infections, taux d'incidence, taux de reproduction, nombre de décès, taux d'hospitalisation des personnes âgées, présence du virus dans les eaux usées, nombre croissant de personnes vaccinées). De l'autre côté, la situation dans les unités de soins intensifs reste tendue avec un nombre élevé de personnes assez jeunes y prises en charge. En outre, la situation relative aux variants nécessite d'être suivie de près, le taux de positivité des personnes symptomatiques est supérieur à 5 % et des incertitudes quant aux livraisons de doses vaccinales supplémentaires subsistent.

Un juste équilibre entre retour à la normalité et vigilance doit dès lors être recherché.

Le présent projet de loi propose ainsi d'assouplir certaines des mesures actuellement applicables, et ce jusqu'au 12 juin 2021 inclus, à savoir :

- Secteur Horeca :

• la possibilité est prévue de consommer tant sur les terrasses qu'à l'intérieur ;

• la consommation à l'intérieur est soumise à une obligation de test ;

• le nombre maximal de personnes par table passe de deux à quatre ;

• une extension des horaires jusqu'à 22.00 heures est proposée.

- Le couvre-feu est désormais applicable entre minuit et 06.00 heures du matin.

- Rassemblements :

• il est désormais possible d'inviter au domicile quatre personnes pouvant relever de ménages différents ou un autre ménage voire une même cohabitation, quel que soit le nombre de personnes qui composent ceux-ci ;

• rassemblements en dehors du domicile ;

• la jauge passe de 100 à 150 personnes ;

• la possibilité est prévue d'organiser un événement jusqu'à 1.000 personnes à condition de disposer d'un protocole sanitaire préalablement accepté par la Direction de la santé.

- Sport :

• le huis clos est supprimé pour les manifestations sportives ;

• la règle de distanciation de deux mètres est à respecter à partir de quatre acteurs sportifs (au lieu de deux acteurs sportifs) ;

• il est proposé d'abandonner les restrictions pour le sport pratiqué par les jeunes de moins de 19 ans relevant d'un club sportif affilié à une fédération sportive agréée ;

• la capacité d'accueil des bassins des centres aquatiques et piscines est désormais fixée à un minimum de dix mètres carrés par personne ;

• des précisions sont apportées aux règles applicables à l'exercice des activités physiques et sportives pratiquées dans le cadre de la formation professionnelle de base et de la formation continue organisée par l'École de police.

- Culture :

• la règle de distanciation de deux mètres est à respecter à partir de quatre personnes (au lieu de deux personnes) pour la pratique d'activités musicales ;

• la pratique d'une activité musicale peut se faire jusqu'à 40 personnes à l'air libre à condition qu'une distance de deux mètres soit respectée à tout moment.

- Éducation nationale :

• il est prévu d'abroger avec effet au 31 mai 2021 l'article 4ter relatif à la formation scolaire à distance pendant la moitié du temps scolaire pour les élèves des classes de 4e à 2e de l'enseignement secondaire public ainsi que pour les élèves des classes correspondantes de la formation professionnelle.

Le projet de loi prévoit également un certain nombre de dispositions visant à modifier la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises.

Les dispositions relatives aux sanctions sont adaptées par rapport aux différentes nouvelles dispositions énoncées ci-dessus.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 06.05.2021

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
11.05.2021	Présentation et examen d'une série d'amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.05.2021

Loi du 14 mai 2021

Mémorial A : 2021, n° 369, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Dépôt d'une motion par M. Fred Keup**
   - Exposé : M. Fred Keup
6. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des perspectives de la situation socio-économique du pays, sur la base des nouvelles données issues du « Panorama social 2021 » de la Chambre des Salariés**
   - Exposé : M. Paul Galles (dépôt des motions 1 et 2)
   - Débat : M. Max Hahn - Mme Simone Asselborn-Bintz (intervention de Mme Viviane Reding) - M. Charles Margue - M. Fred Keup - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen
   - Motion 1 : M. Max Hahn - M. Marc Baum
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. André Bauler - M. Sven Clement - M. Fred Keup - M. David Wagner - M. Gilles Roth
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
7. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement**
   - M. Sven Clement
8. **Question élargie n° 99 de M. Aly Kaes au sujet des syndicats des communes**
   - M. Aly Kaes - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
9. **Débat de consultation au sujet de la refonte de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988**
   - Exposé : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
   - Débat : M. Michel Wolter (intervention de Mme Lydie Polfer) - M. Claude Lamberty (intervention de M. André Bauler) - M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. François Benoy (intervention de M. André Bauler) - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
10. **Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite**
    Exposé : M. Marc Spautz
    - Discussion générale : M. Gilles Baum - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Marc Spautz (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel
    - Vote sur la motion (rejetée)
11. **7823 - Proposition de loi portant modification de**
    1. la loi électorale modifiée du 18 février 2003
    2. la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de
    1) l'article 104 du Code civil ;
    2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales ;
    3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
    4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003
    et abrogeant
    1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et
    2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire
    Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
12. **Ordre du jour (suite)**
    M. Fernand Kartheiser - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Corinne Cahen et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat der Petitioun, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gouf, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 12 mai 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7820** - Projet de loi modifiant :*

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 06.05.2021

***7821** - Projet de loi relative aux aides à des prêts climatiques*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 06.05.2021

***7822** - Projet de loi relative à l'émission de lettres de gage, et portant :*

1° transposition de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE ;

2° mise en œuvre du règlement (UE) 2019/2160 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les expositions sous forme d'obligations garanties ; et

3° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

d) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.05.2021

3) La demande de pétition suivante a été déposée :

***1875** - Demande de pétition publique : Cette pétition a été écrite par Diogo Baptista, élève de l'école internationale de Differdange. Mais elle représente non seulement son envie, mais aussi celle d'autres élèves avec qui il en a pu discuter. L'envie de vivre dans un monde meilleur et d'étudier dans une école plus verte.*

Dépôt : Diogo da Piedade Baptista, le 06.05.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, si follgend Ännerungen agaangen:

An der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ersetzt den Här Marc Spautz den Här Claude Wiseler als effektive Member an d'Madamm Octavie Modert ersetzt den Här Marc Spautz als Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Et gëtt proposéiert, deen zweete Punkt vum Ordre du jour fir den nächste Freiden, eng Question élargie vum Laurent Mosar, vum Ordre du jour ze huelen.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Dépôt d'une motion par M. Fred Keup

Ech géif dann d'Wuert un den Här Fred Keup gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Fred Keup *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei eng Motioun, wat d'Consultingfirmen ugeet, déi fir de Staat engagéiert ginn, fir Missiounen ze erleedegen.

Mir haten an der Vergaangenheet mat parlamentaresche Froe gefrot, wéi vill där Consultingsfirmen déi lescht Jore fir de Staat erugezu gi sinn, wéi vill dat kascht huet, aus wat fir enge Grënn dat gemaach ginn ass. An den Äntwerten hu mer dunn erausfonnt, dass de Staat eigentlech keng Iwwersiicht huet iwwert déi Firmen, déi vun him engagéiert ginn. Dat heescht, e konnt eis net soen, wéi vill dat der am Ganze sinn, wéi vill dat am Eenzelfall kascht huet, wéi vill dat am Ganze kascht huet.

Mir sinn awer der Meenung, dass dat wichteg wier, engersäits fir ze wëssen, wéi vill Sue mer dann iwwerhaapt dofir ausginn. Dat si jo awer normalerweis considerabel Zommen. Anerersäits ass et jo och esou, dass mer jo musse plangen, wéi vill Leit beim Staat agestallt ginn. An ech mengen, do wier et och wichteg, wa mer wéissten, wéi vill Aarbechten am Moment also ausgelagert ginn u Consultingfirmen oder aner Firmen, fir esou Saachen ze maachen.

Duerfir géife mer hei mat dëser Motioun froen, fir vum 1. Januar 2022 un en zentrale Regëster unzeleeën, wou genee drasteet, wéi eng Entitéite gefrot ginn, fir Missiounen ze erleedegen, wéi eng Firmen dat sinn, wat déi gefroten Déngschter sinn, wéi laang déi fir de Staat schaffen, a fir de Käschtepunkt dann och do dranzesetzen, an dass d'Chamber dann e järlechen aktualiséierte Rapport virgeluecht géif kréie vun deem Regëster.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt d'Regierung kee Regëster féiert, wéi vill Consultingfirmen de Staat an deene leschte Jore fir Etüden engagéiert huet, wéi aus den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen Nummer 3883, 3884 an 3724 ervirgeet;

- datt esou Engagementer awer e kumulativ héije Käschtepunkt fir de Staat kënnen duerstellen;

ass sech bewosst,

- datt de Staat ëmmer nees evaluéiere muss, wéi eng Kompetenzen hien a senger eegener Fonction publique brauch a wéi eng Etüden hie wëll u privat Acteure ginn, an datt mat deenen Iwwerleeungen och ëmmer finanziell Considératiounen a Prioritéite verbonne sinn;

- datt, fir d'Entwécklung vun der Fonction publique laangfristeg ze plangen, et néideg ass, en Iwwerbléck iwwert déi Kompetenzen ze kréien, déi am Kader vum ëffentlechen Déngscht eventuell nach mussen op- oder ausgebaut ginn;

fuerdert d'Regierung op,

- vum 1. Januar 2022 un en zentrale Regëster unzeleeën, deen d'Relatioune vum Staat mat Consultingfirme genee renseignéiert, inklusiv der Entitéit, déi den Optrag gëtt, de bedeelegte Firmen, der Natur vun deene gefroten Déngschter, der Durée vun der kontraktueller Relatioun an hirem Käschtepunkt;

- datt der Chamber e järlech aktualiséierte Rapport aus dem Regëster virgeluecht gëtt.

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup.

www.chd.lu

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des perspectives de la situation socio-économique du pays, sur la base des nouvelles données issues du « Panorama social 2021 » de la Chambre des Salariés

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Perspektive vun der sozioekonomescher Situatioun vu Lëtzebuerg am Kader vum „Panorama social 2021" vun der Salariatskummer, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. Ech géif direkt d'Wuert un den honorabelen Här Paul Galles als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun ginn. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, ech hunn am Numm vun eiser Fraktioun dës Heure d'actualité ugefrot aus Aktualitéitsgrënn. All Joer gëtt d'Chambre des Salariés de „Panorama social" eraus, an deem unhand vun enger Hellewull vun Indicateuren déi sozial Situatioun vu Lëtzebuerg ganz treffend beschriwwe gëtt. Et ass wouer: Et sinn Zuelen. A si ginn am „Panorama social" och interpretéiert, mee déi politesch Interpretatioun mat de méigleche Konsequenzen, déi mer doraus zéien, déi läit awer bei eis.

De Sozialpanorama ass an dräi Deeler opgedeelt: als Éischt Inegalitéiten an Aarmut, als Zweet Chômage an Emploi an als Drëtt Aarbechtskonditiounen an Aarbechtsqualitéit.

Ech wäert mech virun allem op deen éischten Deel konzentréieren a wäert lech och gläich soe woufir. Déi zwee aner Deeler verdéngen awer och eng grouss Opmierksamkeet an eis CSV-Fraktioun huet iwwer all déi Zäit net opgehalen, nom Zougang, der Qualitéit an de Bedéngunge vun der Aarbecht ëmmer erëm nozefroen an dofir anzetrieden. Well d'Europäesch Sozialscharta stellt am Artikel 1 fest, dass all Mënsch d'Recht huet, duerch seng Aarbecht seng Famill wierdeg kënnen ze versuergen.

Wann ech mech awer elo hei op deen éischten Deel konzentréieren, da well an deenen Indicateuren, besonnesch deene vum Gini-Koeffizient, dem Aarmutsrisiko, awer och de Rapporte bezéiungsweis de Ratioen S80 zu S20 an S95 zu S20 eng Grondsituatioun beschriwwe gëtt, déi alle konkreete Froe vun Aarbecht, vu Logement, vu Gesondheetssystem oder Bildungssystem virausgeet, sech dann op déi Systemer iwwerdréit, sech an hinnen ausdréckt, duerch si verdéift oder awer och zum Deel korrigéiert gëtt.

A woufir dës Heure d'actualité grad elo? Wat ass dat Spannend grad an dësem Moment?

Deen éischten Deel vum „Panorama social", op deen ech mech bezéien, behandelt u sech nach d'Joer 2019, also déi Zäit virun der Pandemie. An dat ass dat Spannend! De Grondconstat ass nämlech ganz einfach: Déi sozial Ongläichheete ginn ëmmer méi schlëmm. An dorop wäert ech nach gläich agoen.

Mee et gëtt een zweete Constat: Dat alles war scho virun der Pandemie do! Déi deelweis katastrophal Ongläichheeten zu Lëtzebuerg sinn net d'Resultat vun der Pandemie, mee si ware scho virdrun do a sinn ëmmer méi schlëmm ginn, wéi een et dann och aus den Deeler 2 an 3 vum „Panorama social" kann erausliesen. Si leien um System, an net um Virus! Et ass däitlech, dass wärend der sanitärer an ekono-

mescher Kris och eng méi grouss sozial Kris entsteet, déi awer déi scho längst besteeënd Kris nach weider verdéift.

A wärend der sanitärer Kris hu mer natierlech als Éischt versicht, mat Mesures d'urgence op deen Noutfall ze reagéieren. Mee well de Problem systeemesch ass, wäerten dës Noutmesuren näischt um eigentleche Problem änneren. Mir sinn ee Land mat - fir eis enorm héich Ausgangsstandarden - himmelschreienden Ongläichheeten.

Jo, et ass wouer: D'Wanteraktioun gouf verlängert, de Congé pour raisons familiales huet ville gehollef, d'Hëllefen hunn d'Ekonomie versicht um Liewen ze halen, a virun allem Mesurë wéi de Chômage partiel och d'Aarbechter an der Aarbecht. Mee de Grondproblem, dat weist de „Panorama social", dee bleift! A well sech eng Rei Leit dann awer net vun der Kris wäerten erhuelen, wäert en no der Kris nach méi grouss ginn. An ech fäerten, dass een dat dann d'nächst Joer oder d'iwwernächst Joer besonnesch un den Indicateure vun de Ratioe kann ofliesen. An dorop wäert dann zum richtegen Zäitpunkt anzegoe sinn.

Här President, d'Dramatik vun där ganz déiwer Problematik zu Lëtzebuerg misst eis eigentlech scho bewosst ginn, wa mer den Taux vum Aarmutsrisiko kucken. An ech erklären deen net méi hei am Detail. Dat hunn ech d'lescht Joer in extenso gemaach, wéi de Marc Spautz an ech an der Chamber deemools eng Interpellatioun iwwert d'Aarmut an den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg ugefrot haten.

Den Aarmutsrisiko läit 2019 zu Lëtzebuerg bei 17,5 % an ass domat weider an d'Luucht gaangen. An dat ass schonn als Zuel erschreckend héich. De Finanzminister huet wärend den Diskussiounen zum PSC an zum PNR versicht, déi Zuel klengzerieden. Hien huet sech sënngeméiss driwwer belueft, dass d'Sozialtransferten an d'Pensioune jo géifen derzou bäidroen, den Aarmutsrisiko vu 46 % op 17,5 % erofzedrécken.

Mee 46 %! Do muss een emol eng Kéier bedenken, wou mir hierkommen! Ouni d'Transferten an d'Pensiounen hu mer zu Lëtzebuerg en Aarmutsrisiko vu 46 %! An dann ze soen, mir wäre staark, well mer en op 17,5 % gedréckt kréien, dat ass wéi wann ee Schalke 04 géif erklären, et géif een hir Punktenzuel verduebelen - si hunn der grad 13, si hätten der 26 -, si wären trotzdeem déi Lescht a géifen haut la main ofsteigen.

Mir kommen aus enger katastrophaler Situatioun a mir kréie se net behuewen!

An dann ass et och net, fir sech ze bretze mat der Diminutioun vu 46 % op 17,5 %: éischtens, well Frankräich an Éisträich, déi aus änlechen Ausgangspositioune kommen, et fäerdegbréngen, en op 13,3 % bezéiungsweis 13,6 % erofzedrécken; zweetens, well de Statec nogewisen huet, dass d'Sozialtransferten ëmmer manner Effekt hunn. A wann een da bedenkt, dass eise Pensiounssystem net onbedéngt deen nohaltegsten ass, da kann et engem e bësse graue virun der Zukunft. Drëttens, well eis Nopeschlänner alleguerte bei Wäitem e manner héijen Aarmutsrisiko hunn.

A véiertens, well et hei net einfach ëm plakeg Zuele geet, mee well sech Mënschen derhannert verstoppen. An de Gilles Roth hat dat hei schonn a senger Ried zum PSC gesot: Et sinn 122.000 Leit, déi betraff sinn! A wärend zéng Joer ass dat eng Progressioun vun 69 %! Ech huelen un, dass d'Zuele kloer sinn. An déi aner Indicateure schwätze genau déi selwecht Sprooch.

Wéi léisst sech de Problem erklären a wat kéint een dogéint maachen? Ech wëll dat an e puer Punkte séier probéieren.

Deen éischten: De „Panorama social" stellt fir d'éischt emol fest, dass et keng Startchancëgläichheet gëtt. E schwätzt vun enger „inégalité originelle". Dat kléngt scho bal no enger Ursënn, déi dora besteet, dass déi eng vill Kapital hunn an déi aner just Revenu hunn aus hirer Aarbecht. Déi Startpositioune sinn immens ënnerschiddlech. Et wär dréngend néideg, d'Kapital par rapport zur Aarbecht proportional méi gerecht ze besteieren.

Dat Zweet ass: Och d'Revenue sinn ongerecht verdeelt. Et gëtt also keng richteg Leeschtungsgerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg. Den Gini läit bei ganz héijen 33 Punkten. Besonnesch benodeelegt an hirer Kafkraaft si weiderhin d'Famillje mat ville Kanner an d'Monoparentaux, déi 2018 an 2019 proportional weider verluer hunn, mee allgemeng och d'Kanner, déi Jonk, d'Auslänner an d'Leit mat wéinege Qualifikatiounen.

An dofir wëll ech hei nach eng Kéier drun erënneren, dass de Marc Spautz fir d'CSV schonn 2019 - an elo nach eng Kéier - Gesetzespropositiounen deposéiert hat zu enger Allocation complémentaire fir Familljen ab dräi Kanner a fir eng Indexéierung vum Kannergeld.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, et ass genau dat, wat dës Zuele vum „Panorama social" elo vun eis verlaangen. An dofir wëll ech och haut hei eng Motioun deposéieren, fir genau dës Indexéierung vum Kannergeld nach eng Kéier ze fuerderen. Well d'Leit brauchen déi Suen elo an net iergendwann!

An ech wëll nach eng aner Motioun fir d'Monoparentaux deposéieren, dass den Iwwergangsdelai aus der Steierklass 2 an d'Steierklass 1a vun dräi op fënnef Joer verlängert gëtt, dat als eng transitoresch Moossnam, soulaang d'Steierreform net do ass. Si hunn elo laang dorop gewaart. Mir wëssen net, ob déi Steierreform elo kënnt. Mir mussen direkt elo fir si handelen.

An dës zwou Motioune wëll ech lech, Här President, elo ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant qu'à travers l'accord tripartite de 2006, il a été décidé de désindexer le forfait d'éducation et les prestations versées par la Caisse nationale des prestations familiales afin de créer les marges budgétaires suffisantes pour financer les nouvelles priorités dans le domaine de la politique familiale ;

- notant que le Ministre des Finances s'est engagé en 2014 à l'élaboration d'un budget dit copernicien pour moderniser en profondeur l'État luxembourgeois ;

- considérant que selon les propos de Monsieur le Ministre des Finances en date du 23 juillet 2018 « les comptes de l'État sont désormais très proches de l'équilibre » et que « le prochain Gouvernement pourra poursuivre une politique volontariste engagée pour préparer au mieux le pays aux défis de l'avenir et continuer à améliorer la qualité de vie des citoyens » ;

- constatant que selon l'accord de coalition 2018-2023, l'indexation des prestations familiales sans rattrapage ne sera réintroduite qu'en fin de législature ;

- rappelant que le groupe parlementaire a déjà demandé une indexation des allocations familiales dans une motion déposée lors du débat sur le programme gouvernemental en décembre 2018,

invite le Gouvernement

- à procéder sans délai à l'indexation des allocations familiales.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Aly Kaes, Octavie Modert, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le taux de risque de pauvreté pour les ménages monoparentaux a progressé de près de 25 % par rapport à 2005,

- qu'il se situe pour ces familles en 2019 à 40,3 % par rapport à un taux de risque de pauvreté toutes catégories confondues de 17,5 % ;

- considérant que selon l'édition 2021 du « Panorama social » de la Chambre des Salariés : « Le Grand-Duché se classe parmi les pires élèves européens en la matière. Seuls la Lituanie et Malte font moins bien tandis que la Belgique, la France et l'Allemagne protègent plus efficacement les monoparentaux contre ce risque. »,

- que depuis des années, notre groupe revendique que des mesures ciblées soient adoptées pour soutenir ces familles davantage ;

- rappelant que dans le cadre de l'instruction parlementaire du projet de loi n° 7500 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020, notre groupe avait, via amendement, proposé d'allonger de trois à cinq ans la durée de rangement des familles monoparentales en classe d'impôt 2,

- que dans ce contexte, nous avions également proposé de rapprocher davantage le tarif d'imposition de la classe 1a à celui de la classe 2 ;

- toujours convaincue du bien-fondé de cette proposition et la réitérant,

invite le Gouvernement,

dans l'attente de la réforme fiscale globale,

- à modifier l'article 119 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pour faire bénéficier les familles monoparentales pendant cinq ans de la classe d'impôt 2 ;

- à œuvrer en faveur d'un rapprochement du tarif de la classe d'impôt 1a à celui de la classe d'impôt 2.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Aly Kaes, Octavie Modert, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Immens erschreckend héich ass iwwregens och bei 12,1 % d'Zuel vun de Working Poor, also deenen, déi schaffen an trotzdeem am Aarmutsrisiko liewen. Dat muss ee sech eng Kéier virstellen! Iwwregens sinn et 18,9 % bei deenen, déi en Emploi à temps partiel hunn, an 10 % bei deenen, déi e Full-time-Job hunn.

Do ass et mat der Erhéijung vun der Allocation de vie chère net gedinn, zemools et iwwer vill ze vill Joren net ugepak gouf. Et ass eng Drëps op ee vill ze waarme Steen! Iwwregens gëtt et och zu Lëtzebuerg ee groussen „gender pay gap", deen d'„woxx" an engem ganz gudden Artikel virun zwou Wochen thematiséiert huet. Ech hunn elo leider net d'Zäit, nach weider dorop anzegoen.

Eppes Drëttes, wat ech aus dem „Panorama social" erausgräife wëll, ass hir nei Berechnung vun der „pauvreté persistante": Do fält een drënner, wann een op d'mannst zwee vun de leschten dräi Joer am Aarmutsrisiko gelieft huet. Den Taux läit bei 8,3 %. Domat si mer déi Fënneftbescht an Europa; also guer net esou schlecht.

Mee et bedeit, dass vun deene 17,5 % der 9,2 % sinn, déi net do derbäigerechent sinn. Dat heescht also, en Taux ëm déi 9 % bis 10 %, déi volatill sinn an iwwert d'Jore wiesselen. Also insgesamt vill Mënschen, déi an den Aarmutsrisiko erarutschen, vläicht erëm erauskommen, erëm eng Kéier dervu betraff ginn, an esou weider an esou virun. Et spigelt déi Thees erëm: Mir hu Gott sei Dank zu Lëtzebuerg wéineg ganz grav Aarmut, mee den Aarmutsrisiko réckelt ëmmer méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft. Een Drëttel vun alle Stéit zu Lëtzebuerg hu „lourdes charges financières" wéinst dem Logement.

An dat Véiert a Lescht: Unhand vun den Donnéeë vun den Offices sociaux an den Associatioune beschreift de „Panorama social" dëst Joer de Phenomeen vun der verstoppter Aarmut. Et ass d'Geleeënheet, och all deenen emol eng Kéier vun hei aus richteg Merci ze soen, déi déi Schwächst aus eiser Gesellschaft ni aus den Ae verléieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, et ass Zäit elo, fir méi bewosst ze handelen. An ech wëll et mat engem ganz gewote Verglach eng Kéier illustréieren, deen zugläich och soe wëllt, dass mer keng Klimagerechtegkeet kréien ouni sozial Gerechtegkeet:

Den Overshootday zu Lëtzebuerg war dëst Joer schonn de 15. Februar 2021. Wann ee berechent, dass de Planéit Äerd duergeet, fir eis alleguerten ze ernären an an engem zefriddene Liewen ze halen, da bräichte mer, wann déi ganz Welt géif liewe wéi mir Lëtzebuerger, ronn aacht Planéiten. An anere Wierder: Iergendwéi misst zu Lëtzebuerg jiddwereen aachtmol méi hu wéi dat, wat en eigentlech brauch. Mir hunn awer eng vill ze grouss Grupp vu Leit, déi emol à peine net genuch hu fir dat eent Liewen, dat se liewen. De „Panorama social" stellt och fest, dass iwwregens ëmmer méi Leit am Risiko vun enger Depressioun liewen.

Et deet mer leed, mee de Fazit aus dem „Panorama social" misst eigentlech sinn: Iergendeppes stëmmt hei net!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, d'Coronapandemie huet eis op ville Plazen op der Welt virun Ae gefouert, wéi fragill de Wuelstand wärend onerwaarte Krise ka ginn a wéi séier Faillen an dem soziale Sécherheetsnetz kënnen entstoen.

Wa Lëtzebuerg elo lues a lues Liicht um Enn vum Tunnel gesäit, gesinn aner Länner no der sanitärer Kris och nach eng sozial Kris op si duerrullen. Dat ass bei eis net de Fall. Eis Regierung huet zënter Ufank vun dëser Kris alles derfir gemaach, fir Aarbechtsplazen ofzesécheren, d'Ekonomie ze stabiliséieren an de sozialen Zesummenhalt an eisem Land ze stäerken. Aus der sanitärer Kris ass bei eis bis ewell keng sozial Kris ginn. Dat soll och esou bleiwen.

Här President, dëse Constat ass wuel erfreelech, soll awer net verstoppen, dass et hei am Land Leit gëtt, deenen et finanziell net gutt geet an déi riskéieren, an d'Aarmut ze rutschen. Mënschen, déi all Mount op en Neits musse kucken, fir béid Enner beieneenzekréien.

Wéi mir viru knapps engem Joer schonn eemol iwwert den Aarmutsrisiko heibanne geschwat hunn, hunn ech deemools op der Tribün gesot, dass e räicht Land wéi Lëtzebuerg relativ aarm dru wier, wann näischt géif ënnerholl ginn, fir deene Vulnerabelsten aus eiser Gesellschaft eng Hand unzepaken, hinnen ze hëllefen, si ze ënnerstëtzen, fir nees op eegene Féiss ze stoen. Dozou stinn ech och haut nach.

Ee Bléck op déi eeleft Editioun vum „Panorama social" weist, wéi villschichteg a facettëräich de soziale Portrait vu Lëtzebuerg ass. D'Chambre des Salariés huet sech d'Méi gemaach, fir d'Situatioun zu Lëtzebuerg ënner verschiddene Bléckwénkelen ze beliichten. Ech felicitéieren hinnen op dëser Plaz fir deen ausféierleche Rapport.

Beim Liese vum Rapport schielt sech eent däitlech eraus: Esou wéi et net deen ee Grond gëtt, an d'Aarmut ze rutschen, wäert et och net déi eng Léisung ginn, fir d'Aarmut vun haut op muer aus der Welt ze schafen. Wa mir also eist staatlecht Sécherheetsnetz wëllen nach méi enk strécken, da musse mer bei verschiddenen Hiewelen usetzen.

Genau dat ass och dat, wat déi lescht Jore vun eiser Regierung gemaach ginn ass. Meng Riedezäit erlaabt et leider net, déi eenzel Mesuren nach eng Kéier alleguerten opzezielen, mee ech mengen, Dir kennt se. Ech erënneren un déi rezent Erhéijung vum Mindestloun, d'Aféierung vum REVIS, d'Ëmsetzung vun der sozial gerechter Steierreform, d'gratis Kannerbetreiung, d'Aféierung vun de gratis Schoulbicher am Secondaire, d'Erhéijung vun der Subvention loyer, d'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport oder elo zulescht och nach d'Verduebelung vun der Allocation de vie chère fir d'Joer 2020.

Léif Kolleegen, dat alles waren a sinn eenzel Puzzlestécker, déi derzou bäigedroen hunn, d'Leit finanziell ze ënnerstëtzen an hinne mat Sachleeschtungen ze hëllefen, iwwert d'Ronnen ze kommen. Heibäi muss ee betounen, dass grad dës Sachleeschtungen net an d'Statistiken iwwert den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg matafléissen, obwuel dës Sachleeschtunge grad fir déi Vulnerabelst eng ganz grouss Stäip sinn.

D'Regierung wäert et net heibäi beloossen, mee wäert noleeën. Ech denken do zum Beispill un d'Reindexéierung vum Kannergeld fir d'Enn vun der Legislaturperiod oder de Complément „accueil gérontologique", also finanziell Hëllefe fir eeler Leit, déi an engem CIPA liewen an déi net genuch finanziell Mëttel hunn.

Här President, wa mir vun Inegalitéiten oder dem Aarmutsrisiko schwätzen, dann däerf een de Wunnengsbau net ausser Uecht loossen. 30 % vun de Locatairë riskéieren, an d'Aarmut ze falen. Dee Problem ass bekannt. Deen immens staarken Drock um Wunnengsmaart léisst d'Präisser zënter Joren an den Himmel schéissen.

Trotz deene ville grousse Projeten, wéi zum Beispill zu Kielen oder op den Industriefrichen zu Wolz oder och nach zu Diddeleng, kënnt d'Offer der Demande net no. De Staat an d'Gemenge mussen dofir weider Efforte maachen, fir subventionéiert Logementer zur Verfügung ze stellen. De Logementspak 2.0 wäert hei d'Offer nach eng Kéier ukuerbelen. Och de Baulandvertrag wäert sécherlech säin Deel heizou bäidroen.

Gläichzäiteg huet d'Regierung och scho steierlech Instrumenter ofgeschaaft, déi der Saach net dénglech waren. Eent ass sécher: Nëmmen en Zesummespill vun enger ganzer Rei Mesurë wäert kënnen den Drock eraushuelen.

Här President, ech hu versicht, a menger kuerzer Riedezäit den Tour ze dréien. Ech hätt natierlech nach ganz vill Theeme kënnen uschwätzen: Working Poor, d'Wuelbefannen op der Aarbecht, den Teletravail. Dës si just e puer Sujeten, déi ech nach gär hätt kënne weider verdéiwen.

D'DP steet jiddefalls hannert der Sozialpolitik vun der Regierung. Mir si bereet, dëse Wee weiderzegoen a Richtung vun engem nach méi sozialen, nach méi gerechten a nach méi inklusive Lëtzebuerg.

Ech soen lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools Merci fir d'Nolauschteren. An natierlech och eisem Deputéiertekolleeg Paul Galles villmools merci fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madamm Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt wollt ech dem Här Galles Merci soe fir seng Initiativ, dës Aktualitéitsstonn op den Ordre du jour ze huelen.

Duerch déi grouss Envergure vun deem „Panorama social 2021" a wéinst menger begrenzter Riedezäit - an ech hoffen, dass ech se net iwwerzéien - erlaben ech mer, mech haaptsächlech op een Theema ze fokusséieren, dat mer perséinlech um Häerz läit. Et geet ëm d'Situatioun vun elengerzéienden Elteren, an domadder eeben och ëm d'Kanneraarmut.

Wéi aus dem „Panorama social", fir deen ech der Chambre des Salariés och Merci soen, ervirgeet, ass den Aarmutsrisiko fir elengerzéiend Elteren an domadder och fir hir Kanner säit 2005 ëm ganzer 25 % an d'Luucht gaangen. Domadder erreecht hien en traureg héijen Niveau vun 41,3 %. Dat ass natierlech eng Zuel, déi interpelléiert.

Elo stellt ee sech d'Fro, wéi dat si kann an eisem dach räiche Lëtzebuerg.

Een Deel Äntwerte liwwert eng interessant Etüd vum LISER, déi am Mee 2018 zu Esch virgestallt ginn ass, déi am Kader vum Debat mam Titel „Monoparentalité = Précarité ?" duerchgefouert ginn

ass, wou d'Madamm Ministesch och do war, wéi se presentéiert ginn ass. D'Chercheure vum LISER hate sech gefrot, wéi esou en héijen Aarmutsrisiko an engem vun deene räichste Länner vun der Europäescher Unioun ka sinn.

Eng éischt Hypothees war et ze schléissen, dass elengerzéiend Eltere vläicht méi dacks am Chômage wären. Wéi si erausfonnt hunn, ass dat awer net de Fall. An 79 % vun de betraffene monoparentalle Familljen ass deen Elterendeel, dee mat de Kanner zesumme wunnt, schaffe gaangen. Vergläicht een dat mat de Familljen, wou déi zwee Elterendeeler zesummeliewen, da gesäit een, dass den Taux änlech ass, an zwar bei 81 %.

Eng zweet Hypothees war, dass elengerzéiend Elteren - iwwregens sinn dat laut dem LISER an aacht vun zéng Fäll Mammen - méi dacks just Deelzäit géife schaffen. Mee och dat ass net den Haaptkrittär, schléisst de LISER. Den Taux vun den Elteren, déi Deelzäit schaffen, ass bei de Koppele méi héich wéi bei den Elengerzéienden.

Mee wat ass da lo de Grond fir deen héijen Aarmutsrisiko? Laut dem LISER läit de Grond virun allem doranner, dass elengerzéiend Famillje vill méi riskéieren, ënnert de Phenomeen vun de Working Poor ze falen. Dobäi handelt et sech jo ëm Leit, déi wuel enger gereegelter Aarbecht noginn an awer trotzdeem Schwieregkeeten hunn, um Enn vum Mount nach eppes am Portmonni ze hunn. Dat hänkt och sécherlech mat den héije Logementspräisser hei am Land zesummen.

Lëtzebuerg ass also deemno leider Spëtzereider, wat déi sougenannt „in-work poverty" ënnert den elengerzéiende Familljen ubelaangt.

De LISER huet och eng Lëscht opgestallt mat 17 sougenannten „Items": Dobäi handelt et sech ëm Elementer, déi Kanner a Jugendlecher zu Lëtzebuerg normalerweis missten hunn. Dat geet vun engem Puer Schong, dat normalerweis déi richteg Gréisst sollen hunn, iwwer en Iesse pro Dag, wou genuch Proteinnen a Vitaminnen um Teller sinn, bis hin zu eemol d'Joer kënnen an d'Vakanz ze goen.

Wéi de LISER awer leider erausfonnt huet, ass de Risiko, dass déi 17 Items net alleguerten do sinn, an elengerzéiende Familljе vill méi héich. An Zuelen ausgedréckt ass de Risiko, dass Kanner an elengerzéiende Familljen op d'mannst op dräi vun deene 17 Items verzichte mussen, zwee- bis fënnefmol méi héich wéi an deenen anere vergläichbare Familljen.

D'Konklusioun, déi d'Fuerscher vum LISER doraus zéien, ass, dass deen erhéichten Aarmutsrisiko, deem elengerzéiend Familljen ausgesat sinn, en zousätzleche Risiko ass. Et ass e Risiko, deen um selwechten Niveau ass wéi zum Beispill de Risiko, keng Aarbecht ze hunn.

Wéi eescht de Problem ass, weist eng weider Zuel. Fir Kanner, déi an enger elengerzéiender Famill wunnen, läit de Risiko, an d'Aarmut ofzerëtschen, par rapport zu vergläichbare Familljе véiermol méi héich. Dat ass e reelle Problem an dee solle mer hei net klengrieden. Hei gëllt et also deemno ze handelen, fir dass den Aarmutsrisiko, deem dës Familljen ausgesat sinn, net tatsächlech eng Aarmutssituatioun gëtt.

Et ass och elo net esou, dass näischt an deem Domän geschitt wär! Au contraire. Dës Koalitioun ass jo op de Wee gaangen, fir op sougenannt „prestations en nature" ze setzen. A mäi Virriedner, den Här Hahn, huet dat jo och schonn ugedeit: gratis Schoulbicher, eng Rei Stonne gratis Kannerbetreiung oder och de gratis ëffentlechen Transport, deen et effektiv de Familljen, déi all Euro mussen zweemol ëmdréien, erlaabt, gratis mam Transport ze fueren. An dann natierlech och d'Steierreform vun 2017, déi sécherlech hätt kënne méi wäit goen. Mee op jidde Fall: De Crédit d'impôt monoparental ass staark eropgesat ginn. An all dat si Mesuren, fir déi sech d'LSAP staarkgemaach huet.

Mee d'Zuelen aus dem „Panorama social" weisen eis, dass et weiderhin Handlungsbedarf gëtt - selbstverständlech am Logementsberäich, awer och am Steierberäich.

Ech kommen nach eng Kéier séier zréck op déi Etüd vun 2018 vum LISER. Do gëtt drop higewisen, dass Haushalter an der Kategorie 1a, wou jo déi Elengerzéiend drënnerfalen, zum Deel méi héich besteiert si wéi Koppele mat Kanner, déi an der Kategorie 2 sinn.

Dat ass eng Situatioun, an dat wëll ech däitlech soen, déi muss verbessert ginn! Schonns an eisem Walprogramm 2018 hate mer als LSAP geschriwwen, dass d'Steierklass 1a méi no un d'Steierklass 2 komme sollt. Laangfristeg, esou steet weider an eisem Walprogramm, setzt sech d'LSAP fir eng individuell Besteierung an. An dozou sti mer weiderhin. Esou steet och am Koalitiounsaccord, dass solle weiderhin Efforte gemaach ginn, fir a Richtung vun enger individueller Besteierung ze goen.

Leider wësse mer och, dass dës Aarbechte laangwiereg a komplizéiert sinn. An d'Coronakris huet natierlech och net derzou bäigedroen, dass dat méi séier geet. Mee mir sollten d'Zil net aus den Ae verléieren an d'Viraarbechte weiderdreiwen, fir dass de Wonsch vun enger individueller Besteierung an Zukunft och nach ëmgesat ka ginn, am Sënn vun den elengerzéiende Mammen a Pappen a virun allem am Sënn vun hire Kanner.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Mee dat wär gutt, wa mer dat kéinten! Dat wär gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. Da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, knapp fënnef Minutten - hei e puer Iwwerleeunge mengersäits. D'Grondlag vun der Debatt ass jo de „Panorama social", wéi mer et elo schonn héieren hunn, vun der Salariatskummer. En Dokument, wat elo net onbedéngt vill nei Zuele liwwert, mee awer duerfir een zimmlech komplette Kompendium duerstellt. Merci un d'Auteuren!

Ee Brennglas, ënnert deem déi sozioekonomesch Situatioun vum Land kloer gëtt. Lëtzebuerg ass e räicht Land a kaum en anert Land an der EU huet an deene leschte Joerzéngten esou vill Wuesstum kannt, ekonomesche Wuesstum grad ewéi demografeschen.

Esou positiv de Wuelstand och ass, esou kämpfe mir op villen Niveaue mat sengen Niewewierkungen: struktureller Natur, Mobilitéit, Logement, Flächeversigelung an esou weider. De Rapport vum PIBien-être vum Statec vu virun e puer Méint weist, dass wärend de PIB pro Kapp an dem leschte Joer staark geklommen ass, d'Wuelbefannen awer stagnéiert huet.

De PIB ass gewuess, ma net d'Wuelbefannen. Zënter 2000 - Paul Galles, merci fir déi Heure d'actualité, mee zënter 2000, net eréischt zënter gëschter oder 2013 - klammen all Ongläichheetsindicateure permanent hei am Land! Mëttlerweil leie mer beim Gini-Koeffizient, deen d'Ongläichheete moosst, iwwert der Moyenne vun der Eurozon. D'Zuele vun 2020 leien nach net vir, mee vu de Covidkontext kann ech mer net virstellen, dass den Trend gebremst gi wär.

Lëtzebuerg also: e Land, ëmmer méi räich - e Land, ëmmer méi ongläich. Mir constatéieren d'Klamme vun der Ongläichheet, an dat, wéi scho gesot, op Akommes no Steieren a Sozialtransfert. D'Ëmverdeelen duerch de Sozialstaat ass also schonns agerechent, d'Ëmverdeelen, wat mer hunn, wat awer net duergeet.

D'Zuele vum „Panorama social" weisen, dass eise Sozialstaat manner effikass ass wéi dee vun eisen Nopeschlänner, wann et drëm geet, d'Ongläichheeten ze reduzéieren. Si weisen och, dass den Ëmverdeelungseffekt vun eisem Sozialstaat an de leschte Joren net net méi do war, mee u Wierkung verluer huet.

Mir mussen dës Evolutioun genau am A behalen an eis Geschierkëscht vu Steieren a Sozialtransferten do upassen, wou et néideg a méiglech ass, mam Zil, dass déi vun Aarmut getraffe Persoune gestäerkt ginn an dauerhaft aus der Aarmut erauskommen. Dauerhaft! Dofir kann ech nëmme soen: Bildung, Bildung - sief et Initialbildung, Weiderbildung, Fortbildung! Wie kee gudde Bildungsportmonni huet, deen ass schlecht drun, och fir erauszekommen, wann en an eng prekariséiert Situatioun fält.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Gläichzäiteg muss jiddweree säi faire Bäitrag zum Allgemengwuel bäidroen, sief dat elo d'Menagen oder d'Entreprisen.

D'Erhéijunge vum Crédit d'impôt a vun der Allocation de vie chère am Kontext vun der CO_2-Bepreisung ware richteg Entscheedungen, wat d'Ëmverdeelung ugeet. Fir e bessert Bild ze kréien, wär et awer sënnvoll, eng méi déifgräifend Etüd an Optrag ze ginn, fir eis konkreet Weeër opzeweisen, wéi mer de Sozialstaat méi effikass kënne maachen. Mäi Kolleeg, de François Benoy, huet et schonn a sengem Budgetsrapport proposéiert.

Eise Sozialstaat entspréngt ganz staark der kontinentaler Traditioun vun der chrëschtlecher Sozialléier. Iwwer Joren huet e sech awer ëmmer méi staark a Richtung vum skandinaveschen Universalismus entwéckelt: d'Sécurité sociale gouf unifiéiert, nieft de Cotisatioune ginn ëmmer méi Prestatioune mat Steiergelder finanzéiert, d'Kannerbetreiung gouf staark ausgeweit.

Eise Sozialstaat ass awer, musse mer feststellen, e System, deen iwwert de Liewenszyklus eenzel Ressourcen ëmverdeelt - méi Spuerschwäi wéi Robin Hood. Am Ufank an um Enn vum Liewen zitt all Bierger iwwerproportional vill eraus: am Ufank Kannergeld a Bildung, zum Schluss Pensioun a Gesondheetsleeschtung. An an der Mëtt vum Liewen, via Steieren a Cotisatiounen, bezuele mer vill an.

Dëse Gesellschaftsvertrag stéisst dann awer u seng Limitten, wann d'Ongläichheeten an d'Ënnerscheeder ze grouss ginn an eis Gesellschaft ufänkt, sech ze fragmentéieren.

Op där enger Säit d'Gewënner: déi, déi mat gutt bezuelter an zum gréissten Deel sécherer Aarbecht an dem Secteur protégé vun der Fonction publique oder dem Kaderpersonal vun der Finanzplaz schaffen, déi mat engem eegenen Haus, oft nach mat engem Appartement fir ze verlounen, déi mat Walrecht a gudde perséinleche Bezéiungen - „wann s de ee kenns".

Op där anerer Säit éischter d'Verléierer: Déi, déi vu wäit kommen, fir eng Aarbecht ze maachen, déi kaum duergeet, fir sech eng Wunneng ze leeschten, déi keng Zäit léisst, wierklech um gesellschaftleche Liewe matzemaachen. Ekonomesch, mee och politesch un de Rand vun der Gesellschaft gedréckt.

Fir deen een oder aneren heibanne kléngt dat Bild vläicht düüster, mee déi vun eis, déi an de Gemengen täteg sinn oder a verschiddenen ONGe Verantwortung hunn, wëssen, dass ëmmer méi Matbierger riskéieren ofzerëtschen. Mir mussen eis froen, ob eis Politik wierklech nach d'Sozialkohäsioun hierstellt, déi esou wichteg ass fir all Gesellschaft, net nëmmen déi Lëtzebuerger.

Am „Quality of Work Index 2020" gesi mer och zimmlech krass Entwécklungen, déi sech natierlech duerch de Covidkontext zum Deel erklären. De Gesamtindex fält méi däitlech bei deene Jonke bis 24 Joer an interessanterweis bei deene Leit, déi op d'Schaff hu musse goen, also keng Teleaarbecht vun doheem konnte maachen. Nei Ongläichheete kommen un d'Liicht.

Mir sollen eis heibannen dës Erkenntnisser all och da virun Ae féieren, wa mer iwwert dee méi grousse Kader vun eisem Sozialstaat an eisem Steiersystem schwätze wäerten. Wärend der Pandemie huet d'Regierung vill gemaach, fir déi sozial Konsequenze vun der Kris ofzefiederen: d'Verduebelung Allocation de vie chère, d'Afréiere vun de Loyeren. Dat war richteg an noutwendeg. Ma elo ass et ëmsou méi noutwendeg, dass mer iwwert d'Pandemie eraus déi richteg Jalone setzen, fir no der Covidkris och déi sozial Kris an eisem Land konsequent unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. De Kolleeg Max Hahn huet schonn eng kleng Kritik formuléiert um „Panorama social" an ech wéilt mech och do uschléissen an dat nach e bëssen ausféieren. An zwar sinn ech mat enger Interpretatioun, déi do vun den Zuele gemaach gëtt, net ganz averstanen an ech géif do en Denkustouss hei derzou liwweren. Si vergiessen nämlech ee wichtege Facteur.

Hei am „Panorama social" geet rieds vun enger Entwécklung vum Sozialen „an der" Bevëlkerung an et gëtt da beispillsweis d'Bevëlkerung vu Lëtzebuerg vu virun 10 oder 20 Joer mat der Bevëlkerung vun haut verglach.

D'Bevëlkerung vu Lëtzebuerg huet sech awer an deene leschten zéng Joer fundamental verännert. An den Haaptmotor vun der ganzer Veränneru ng, iwwerhaapt vu praktesch allen Entwécklungen hei am Land, zum Gudde wéi zum Schlechten, dat ass d'Demografie. Dir kënnt net eng Entwécklung hei am Land analyséieren, ouni d'demografesch Entwécklung matanzebezéien!

An deene leschten zéng Joer sinn 229.048 Leit immigréiert. An et sinn der och immens vill fortgaangen, emigréiert. Mir hunn also an de leschten zéng Joer en immense Wiessel, eng Massenimmigratioun, awer vill Leit, déi och fortginn. An dat muss een an der Analys berücksichtegen.

Wann een also seet, dass d'Schéier auserneegeet, dann ass dat einfach zu engem ganz groussen Deel dorop zréckzeféieren, well Leit hei an d'Land kommen, déi d'Schéier eropdrécken, op där enger Säit, a se och erofdrécken, op där anerer Säit. Et ass wéi bei enger Schoulklass, déi am Fong homogeen ass, an elo setzen ech an déi Schoulklass ee Schüler derbäi, dee ganz, ganz gutt ass, an ech setzen och nach ee Schüler derbäi, dee ganz, ganz, ganz schlecht ass. Da geet d'Schéier an där Schoulklass immens auserneen. Dann hutt Der dat, wat Der „Inegalitéit" nennt, obwuel déi eenzel Situatioun fir déi eenzel Schüler absolutt net geännert huet.

An esou hu mer et och hei. Mir hunn eng immens Awanderung vu räiche Leit, déi vill verdéngen - déi komme jo och, well se sech d'Wunnenge kënne leeschten, well soss kann een net op Lëtzebuerg kommen -, déi drécken d'Schéier erop. An op där anerer Säit hu mer déi lescht Joren awer och ganz vill schwaach Leit gehat. Mir hate pro Joer iwwer 2.000 Asylbewerber. Dat sinn normalerweis Leit, deenen et net gutt geet, déi ganz aarm sinn. Déi gehéieren dann natierlech zu deenen 10 % Äermsten an drécken déi Schéier erof, ouni dass awer elo an der Gesellschaft, déi do war, sech eppes ännert.

Ech mengen, dass een do dee Fakt Immigratioun vill méi misst afléisse loossen an esou eng Etüd. Et ass genee wéi an enger Klass, wéi ech dat erkläert hunn.

Da wëll ech awer elo op eppes aneres kommen, wou ech trotzdeem dem „Panorama social" natierlech ganz Recht ginn a wou ech och hei der Regierung an deenen, déi virdru geschwat hu fir d'Regierung, net onbedéngt Recht ginn. Dat sinn déi beonrouegend Zuelen, déi dach awer dora virkommen.

Mir soen direkt als ADR: Mir mussen d'Familljen ënnerstëtzen. Mir musse se héichhalen. Mir mussen d'Familljen erëm vill méi wäertschätzen. Et kann net sinn, dass de Fakt, dass een zu Lëtzebuerg eng Famill grënnt a Kanner kritt, en Aarmutsrisiko bedeit. Dat kann net sinn! Den Aarmutsrisiko läit fir Persounen ouni Kanner bei 12 %. Fir Familljе mat dräi Kanner, zwee Eltere mat dräi Kanner, läit e bei 35 %. Dat kann net sinn! Dat ass eng Schan! Et kann net sinn, dass et hei am Land, wann een eng Famill grënnt a Kanner kritt, da riskéiert, sozial ofzestierzen.

Dat ass eng Familljepolitik, déi net méi richteg funktionéiert, op jidde Fall net, wéi se et an eisen Ae sollt. Dat ass awer och e Choix, deen ee ka maachen - e politesche Choix. An ech mengen, hei ass ee Choix gemaach ginn, fir vläicht an déi Richtung ze goen. Mir géifen dat op jidde Fall aneschters maachen.

An ech wëll e puer Beispiller opzielen: D'Kannergeld - et ass och schonn annoncéiert ginn -, do soll sech eppes änneren. Et soll erëm indexéiert ginn. Absolutt, dat ass richteg. Mir géifen och erëm eng Staffelung afféieren, dass een ab engem drëtte Kand, véierte Kand, wou ee vill méi Onkäschten huet, méi géif kréien. Mir géifen och dat, wat mer am Walprogramm haten, e sougenannt „ADR-Elteregeld" afféieren, wou Leit Sue kënne kréien, wa se sech doheem selwer ëm hir Kanner këmmeren. Mir géifen och bei der Steierreform derfir suergen, dass et op kee Fall zulaaschte geet vun de Familljen, vun de Leit mat Kanner.

Da wëll ech och ze bedenke ginn: Mir hunn och oft hei geschwat vu Subsiden, déi ee kritt, wann een zum Beispill Autoe keeft. Firwat net Leit, déi vill Kanner hunn, zum Beispill an deem Sënn e Subsid ginn, well se och musse méi ee groussen Auto kafen?

An da wëll ech nach op eng Entwécklung zréckkommen, déi mer dach awer elo gesinn hunn an deene leschten Diskussiounen hei déi lescht Méint, wou awer trotzdeem d'Präisser eropginn, a wou Decisiounen hei an der Chamber geholl ginn, déi mir net matdroen, mee déi relativ onsozial sinn. A ganz oft geet et bei deenen Decisiounen ëm d'Klimaziler.

De Masuttspräis ass den 1. Januar vun 41 Cent op 55 Cent eropgaangen, dee vum Diesel vun 0,99 op 1,04 Euro. Eng Wourecht ass dach awer, dass duerch déi Klimaziler, déi ugepeilt ginn, an duerch déi Politik, déi do gemaach gëtt, dat Soziaalt aus den Ae verluer geet. An dat ass net gutt! Mir wëllen op jidde Fall eng Politik maachen, déi d'Famill an d'Kanner an de Mëttelpunkt setzt, mat enger staarker Ënnerstëtzung fir d'Familljen a fir eng kannergerecht Gesellschaft.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Fred Keup Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dee Rapport vum „Panorama social", deen d'Salariatskummer zënter enger Rëtsch Joren ëmmer erëm publizéiert, ass een, deen een indignéiere muss. Et muss een indignéieren, well déi Zuelen, déi doranner publizéiert ginn, zënter Joren eng Tendenz no uewen hunn. An et si ganz schlecht Zuelen, well et geet nämlech ënner anerem ëm de Risiko vun de Leit hei zu Lëtzebuerg, fir an d'Aarmut ofzerutschen. An duerfir soll een indignéiert sinn, well et geet ëm näischt aneres wéi ëm d'Dignitéit vun de Leit! D'Dignitéit vu Leit an engem Land, wat dach soss allgemeng als eent vun deene räichsten op der Welt gehandelt gëtt.

Dee Sozialpanorama vun der Salariatskummer ass awer och eng Foto vum Joer virun der Pandemie. A wann ech awer Sozialinstitutiounen nogelauschtert hunn an der Pandemie, déi gesot hunn, datt si iwwerlaf wiere mat neie Bevëlkerungsgruppen, déi virdrun net dem Aarmutsrisiko ausgesat waren an déi elo nach net erfaasst sinn an dëser Etüd, da fannen ech déi Ausso vum Här Hahn zumindest ganz gewot, fir ze soen, datt mer am Moment zu Lëtzebuerg keng Sozialkris hätten! Dës Zuele spigele sech emol net an deene Rekordzuelen erëm, déi mer am Moment virleien hunn, a si riskéiere souguer duerch de Plaffong vun deem ze goen, wat mer bis elo als traureg Rekorder kannt hunn!

Wat sinn déi Rekorder? D'Rekorder bestinn doranner, datt duerch d'gesamt Populatioun 17,5 % vun de Leit deem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Et ass virdru schonn e puermol gesot ginn: Besonnesch staark betraff si monoparental Familljen - meesch-

tens Fraen, muss een do soen - an d'Famille-nombreusen. Kanner si weiderhin zu Lëtzebuerg e Risiko, datt ee kann an d'Aarmut rutschen. An dat ass a mengen Ae weiderhin e Skandal an engem, wéi gesot, relativ ..., oder objektiv gesi räiche Land wéi Lëtzebuerg.

Wat och an d'Luucht gaangen ass, och en neie Rekord gebrach huet, dat ass den Taux vun de Working Poor, also vun deene Leit, déi, obwuel se eng Aarbecht hunn, esou an engem Menage liewen, datt se dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Dat ass e Broch vun engem Gesellschaftsvertrag, vun deem mer geduecht hunn, dee géif eis iwwer Generatiounen a Generatioune matenee verbannen: nämlech datt Aarbecht virun Aarmut schützt. Mir stelle fest, si mécht dat ëmmer manner.

An duerfir mengen ech och, datt d'Fro vum Aarmutsrisiko net nëmmen eng Fro ass, déi d'Familljeministesch misst betreffen, mee si betrëfft natierlech och den Travailsminister, well et ass d'Fro vun der Entlounung vun der Aarbecht, et ass d'Fro vun de Konditioune vun der Aarbecht, déi sech stellt, vu prekären Aarbechtsplazen, vu CDDen, déi sech rassembléieren, an eventuell erëm mat Plagen dertëschent, déi net gefëllt sinn. Et stellt sech d'Fro vun der onfräiwëlleger Kuerzzäitaarbecht, déi eventuell muss a verschiddene Beräicher prestéiert ginn.

An et ass natierlech eng Steierfro, well d'Fro vun der Ëmverdeelung huet natierlech direkt ze di mat der Fro vun de Recetten: Wou huele mer Suen hier? A mir gesinn, zu Lëtzebuerg gëtt et e ganz grousse Räichtum, just déi Sue ginn net anstänneg verdeelt. An och dat ass en traurege Rekord, deen de Sozialpanorama feststellt: datt dem Sozialstaat seng Capacitéit esou niddreg ass wéi zanter 15 Joer net méi, fir Inegalitéiten, fir Ongläichheete méi kleng ze maachen! Sou niddreg wéi zanter 15 Joer net méi! Mir sinn op enger net gudder Trajectoire zu Lëtzebuerg: eng Gesellschaft, déi ëmmer méi ongläich gëtt a wou d'Extreemer sech ëmmer méi wäit auserneendividéieren an d'Schéier tëschent Aarm a Räich ëmmer méi wäit auserneegeet.

Ech hu just fënnef Minutten. Meng lescht Minutt wëll ech duerfir mat Froe verbréngen.

Déi lescht Woch war en europäesche Sommet a Portugal, wou verschidde sozial Ziler vun de Regierungscheffe festgehale gi sinn, gemeinsam festgehale gi sinn. Ënner anerem war eent vun deenen Ziler, wat Lëtzebuerg, souwäit ech dat verstanen hunn, och matgedroen huet, fir europawäit 15 Millioune Leit aus der Aarmut erauszehuelen. Duerfir wier meng Fro un d'Regierung: Wann d'Regierung dat do mat ënnerschriwwen a matgedroen huet, wéi eng Piste wëllt d'Regierung goen, fir déi do Ziler kënnen ze erreechen? Wéi eng Moyene wëllt se asetzen? A wéi eng Engagementer sinn domadder verbonnen?

Wéi eng Politik kann ee sech, opgrond vun där doter verbindlecher Zouso, erwaarden, déi iwwert dat erausgeet, wat bis elo am PNR - do steet nämlech häerzlech wéineg dran - an am Koalitiounsvertrag deklaréiert ginn ass? Wéi eng nei Engagementer hëlt d'Regierung opgrond och vun deem Sommet a Portugal an opgrond natierlech vun deenen desastréisen Zuelen, déi d'Salariatskummer eis hei gewisen huet?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg ass e räicht Land. Sou räich, datt mer op 250 Millioune Steiere kënne verzichten an dofir souguer bereet sinn, op d'Geriicht ze goen. Laut FMI zielt Lëtzebuerg souguer zu deenen dräi räichste Länner op dëser Welt, wann een de PIB pro Kapp géif kucken!

An awer kënnt dëse Räichtum nach laang net bei jiddwerengem un. „Trickle-down economics" schéngt also, zumindest zu Lëtzebuerg, net ze fonctionéieren.

Déi räichst 10 % vun eise Residenten hunn en Akommes, wat 9,3-mol esou héich ass wéi dat vun deenen äermsten 10 %. Dës äermst 10 % mussen am räiche Lëtzebuerg dann och schonn ee Véierel vun hirem Revenu eleng fir Loyer an Heiz- a Waasserkäschten hierginn. An ech schwätze bewosst vu „Loyer", well déi äermst 10 % kënne sech op eisem Logementsmaart näischt kafen.

14,6 % vun den Aarbechter musse sech mam Mindestloun duerchkämpfen. Een Nettomindestloun, mat deem een als Eenzelpersoun, déi Vollzäit schafft, ënnert de Seuil de pauvreté fält! Wann een als elengerzéienden Elterendeel och nach fir seng Kanner muss suergen, huet dës Famill, statistesch gesinn, eng Chance vun eent zu dräi, fir an d'Aarmut ze falen.

Eng lescht erschreckend Zuel: 50 % - 50 %! - vun de Leit am Chômage hu bei gesondheetleche Problemer drop verzicht, bei en Dokter ze goen oder de Rendez-vous op d'mannst no hanne verréckelt, well se d'Suen net virstrecke konnten. Dës Zuele sollen erschrecken! Si sollen een Opruff zur Aktioun sinn. An awer gesäit een, datt sech an deene leschte Joren net wierklech eppes gedoen huet, fir d'sozial Ongerechtegkeeten an dësem Land ze reduzéieren. Am Géigendeel!

Mëttlerweil riskéieren iwwer 100.000 Mënschen zu Lëtzebuerg an d'Aarmut ze falen. Dat sinn Dausenden Elteren, déi musse kämpfen, fir et bis zum Enn vum Mount ze packen. Elteren, déi sech zweemol iwwerleeën, ob se sech sollen ee Rendez-vous beim Dokter froen, well se d'Sue grad net hunn, fir aacht Woche laang op de Remboursement vun der CNS ze waarden, an déi awer schaffe ginn an dofir och net d'Zäit hunn, fir sech een Dag laang an d'Schlaang ze stelle beim Guichet.

Ech hunn esou Situatioune selwer materlieft. Meng Mamm huet no der Scheedung misse bei meng Grousseltere goen, fir no Suen ze froen, well d'Sue fir esou banal Saache wéi lessen, Kleedung a guer net ze schwätzen de Brennes fir d'Heizung net do waren. Meng Mamm huet selwer fir sech d'Zänndokteschrendez-vousen ausfale gelooss, fir datt hir dräi Kanner konnte bei den Dokter goen. An un den neie Brëll war guer net eréischt ze denken.

Et ka fir vill Leit immens penibel sinn, fir sech mussen un anerer fir Hëllef ze wenden. Et schummt ee sech, wann ee muss d'Famill fir Sue froen, wann een de Kolleege muss erzielen, datt een am Chômage ass, wann een al Bekannter aus Schoulzäite virum Caritas-Buttek begéint. Well Aarmut ass zu Lëtzebuerg nach vill ze heefeg een Tabutheema!

An dobäi kënnen d'Chamber an dës Regierung eppes u genau dëser Situatioun änneren! Dës Regierung kann ee System vum Tiers payant aféieren. E soll kommen, mee e muss méi séier kommen! Mir kënnen dach net weider nokucken, wéi Elteren net bei den Dokter ginn, fir datt hir Kanner zumindest eppes z'iessen hunn. Mir kënnen de Mindestloun an de REVIS an d'Luucht setzen. D'Piraten fuerdere säit Längerem e Mindestloun, dee mindestens 20 % iwwert dem Seuil de pauvreté läit a vun deem een net nach Steieren ofgezu kritt.

Mir kënnen zesummen derfir suergen, datt d'Supermarchéen hei am Land, wéi et a Frankräich zum Beispill schonn de Fall ass, hir Wuere mussen u Sozialbutteker a -projete spenden, falls dës nach ze genéisse sinn. D'Piraten hate scho virun zwee Joer gefrot, datt d'Supermarchéë Produiten, déi nach verwäertbar sinn, solle kënne steierfräi u Veräiner an Associatioune spenden.

Dës Regierung soll endlech hir Steierreform presentéieren an d'Steierklassen ofschafen. Mir brauchen endlech e Steiersystem, deen all Aart vu Revenu d'selwecht besteiert, egal ob et sech ëm de Loun, de Loyer vu Locatairen oder de Rendement vun Aktien handelt. A virun allem musse mer déi Steieren akasséieren, déi eis zoustinn!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéint nach éiweg esou weiderfueren. Et kann een et awer och an engem Saz zesummefaassen: Dës Regierung an dës Chamber hunn et an der Hand. Et gëtt Zäit, datt mer d'Méiglechkeeten, déi eis als Politiker zur Verfügung stinn, notzen an de Betraffenen dobausse laangfristeg Hëllef zousécheren. Amplaz also op engem Mëttwochmëtte Sonndesrieden ze halen, ass Aktioun gefuerdert!

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Merci och fir d'éischt emol dem honorabelen Deputéierte Paul Galles fir déi Heure d'actualité a merci och alleguerten de Riedner vun haut de Mëtteg. Eng Stonn geet net duer. Dir hutt lech och all beklot iwwer Är ze wéineg Zäit. Ech wäert der warscheinlech och net genuch hunn, respektiv ech mengen, et misst ee vill méi laang iwwer esou Sujeten diskutéieren, well et ass ganz schwiereg, déi kuerz ze resuméieren.

Elo schwätze mer haut iwwert de „Panorama social". Mee eleng d'Aarmut um medianen Akommes ze moossen, geet net duer. An dat ass och mengem Virgänger am Familljeministère, dem Marc Spautz, net duergaangen, wéi en de Budget de référence lancéiert huet zesumme mam Statec, fir ze kucken: Wat brauchen d'Leit hei am Land, fir kënnen dignement ze liewen?

Mir hunn dat zanterhier ausgebaut, de Budget de référence, fir och ze kucken: Wat brauchen d'Famillje mat klenge Kanner? Mir kucken och elo: Wat brauchen eeler Leit, fir dignement hei am Land ze liewen? Well mir wëssen, dass d'Käschten ëmmer anerer sinn, ob ee kleng Kanner huet, ob ee grouss Kanner huet oder vläicht eebe guer keng Kanner huet a scho vläicht och e bësse méi al ass.

D'Regierung huet eng Strategie, fir géint d'Aarmut ze kämpfen. De Covid ass natierlech elo e bëssen dertëschentkomm. An do hu mer natierlech och kuerzfristeg direkt Decisioune geholl. Zum Beispill hu mer decidéiert, dass mer d'Allocation de vie chère d'lescht Joer verduebelt hunn, fir eebe grad deenen Äermsten ze hëllefen, déi an der Kris eeben nach méi gelidden hu wéi vill anerer.

Ech hu gesot: „De Budget de référence, dee si mer amgaangen auszebauen." De Panier si mer amgaange weider ze definéieren. An de Statec huet a sengem „Rapport travail et cohésion sociale" vun 2020 de gesamte Revenu vu verschiddene Familljen, déi REVIS bezéien zum Beispill, mam Budget de référence verglach. An de Statec ass do zur Konklusioun komm, dass den Niveau de vie vun all den ënnersichte Familljekompositiounen iwwert dem Budget de référence läit, wann d'Leit de REVIS kréien.

Dat war ons an där Reform och extreem wichteg, fir dass do keen duerch de Raster fält. Duerfir hu mer och probéiert, an där Reform d'Leit ze aktivéieren, well virun der Reform konnt deen Zweeten am Stot net aktivéiert ginn. Elo kënnen déi zwee Elterendeeler, wann der dann zwee am Stot sinn, aktivéiert ginn, soudass dann awer déi Familljen am Niveau de vie dee Moment iwwert dem Budget de référence leien.

D'Transfert-sociallen, e Wuert dozou. Vill vu menge Virriedner haut de Mëtteg hunn iwwert d'Transfertsocialle geschwat. An et ass esou, dass am „Panorama social" am Fong geholl d'Avantages prestations en nature net berücksichtegt ginn. A mir haten awer decidéiert, mir wéilte méi op d'Prestations en nature goen, well dat Direktprestatioune sinn, déi de Leit zeguttkommen, wou si net wielen dann, wat se mat de Sue maachen, mee wou se da fir Schoulbicher souwisou ausgi ginn, well d'Kanner Schoulbicher brauchen. D'Schoulbicher si gratis. Ech denken un den ëffentlechen Transport zum Beispill. Ech denken un d'gratis Kannerbetreiung, déi iwwregens mat de Chèque-servicë vum Marie-Josée Jacobs schonn decidéiert ginn ass.

A mir musse kucken, dass mer d'Kanner stäerken, a mir musse kucken, dass mer d'Bildung stäerken. A wa mer vun Aarmut schwätzen, dann ass deen ee Schlëssel, wéi de Charles Margue et richteg gesot huet, dee vun der Bildung. Mir däerfen d'Aarmut och net reproduzéieren! Wa Leit an der Aarmut sinn, dann däerfe mer natierlech net d'Aarmut reproduzéieren. An do ass d'Bildung de Schlëssel, fir déi Aarmut dee Moment net ze reproduzéieren.

Ech kucken e bëssen duerch meng Notten. Vläicht e Wuert zur Déprivation matérielle. Do schneit Lëtzebuerg iwwregens gutt of, mat engem Taux vun 1,2 % bei der Privation matérielle sévère. Do gëtt och iwwregens am „Panorama social" drop higewisen, dass d'Gestioun vun onerwaarten Depensë fir de Menage iwwert déi lescht zéng Joer sech verbessert huet, vläicht och wéinst de Prestationen-naturen.

Ech erënnere just drun, dass d'Definitioun vun der Privation matérielle sévère déi ass, dass véier, op d'mannst véier vun néng Elementer vu follgende feelen, fir dass een an der Privation matérielle sévère ass: Dat ass de Loyer oder d'Facturë kënnen ze bezuelen, doheem kënnen ze hëtzen, onverhofften Depensë kënnen ze bezuelen - wourop de Marc Baum grad opmierksam gemaach huet -, een Dag iwwert deen anere Fleesch oder Fësch kënnen z'iessen, an d'Vakanz kënnen ze goen, en Auto kënnen ze hunn, eng Wäschmaschinn, eng Tëlee oder och en Handy. Wéi gesot, do leie mer relativ gutt do. Mee dat geet net duer!

D'Office-sociallen hëllefen natierlech deene Familljen, déi Hëllef brauchen. Ëmmer méi Leit kommen iwwregens net, fir Suen, mee fir e Rot beim Office social ze froen. Nichtsdestotrotz hunn d'Office-sociallen d'lescht Joer iwwer véier Milliounen net remboursabel Aidë ginn, wann een eeben, ech soen elo emol, eng Maschinn doheem futti hat, déi e séier huet missen ersetzen an déi e sech awer net konnt leeschten.

Ech kucken duerch d'Notten, wat nach hei de Mëtten alles gesot ginn ass. Jo, mir kéinten natierlech laang iwwer Chiffere schwätzen. An ech sinn duerfir immens dankbar, dass de Paul Galles dat scho gemaach huet, well dee Resümmee, dee war dunn emol scho gemaach. Mee et ass och schwéier, driwwer ze schwätzen, wann ee se net dann ënnert den Aen huet - fir déi, déi nolauschteren.

Mee mir musse vläicht och heiriwwer schwätzen: Jo, den Aarmutsrisiko, dat ass jo de Risk, an d'Aarmut ze rëtschen. Aarm sinn, dat ass an der Aarmut sinn, an dat hutt Dir och ganz richteg gesot. Dann ass et och: Ass dat nëmmen eng kuerz Period, wou et engem vläicht net gutt geet a wou ee ka séier gehollef kréien, oder zitt dat sech op eemol iwwer eng ganz Längt, wou et vill méi dramatesch dee Moment ass?

D'Simone Asselborn-Bintz huet vun de Steiere geschwat. Jo, ech muss soen, mir haten dat och natierlech am Walprogramm stoen, d'Individualiséierung, well mer der Meenung sinn, dass een nëmmen iwwert d'Individualiséierung d'Monoparentallen och ka besser entlaaschten, dass ee méi gerecht Steiere ka maachen. Leider ass ons elo d'Covidkris dertëschentkomm. Dir wësst, dass dat e gudde Batz Geld kascht. Mee mir wäerten natierlech weider dru schaffen, a wann et net méi an dëser Legislaturperiod wier, dann hoffentlech an där nächster, fir dann awer déi Steierreform endlech kënnen ze maachen.

(Interruptions)

D'Simone Asselborn-Bintz hat sech ganz fokusséiert op d'Monoparentallen. E Loyer vun enger Wunneng fir eng Persoun, déi eleng ass mat Kanner, ass genau dee selwechten, wéi wa se zu zwee mat Kanner an där selwechter Wunneng liewen. An ech mengen, ech brauch hei elo net e groussen Discours ze halen iwwert de Logement, deen awer extreem deier ass a wou einfach ze vill vun der Pai dra muss investéiert ginn, fir kënnen dignement ze liewen. Mir probéieren duerfir am Familljeministère, d'Associatiounen ze ënnerstëtzen. Mir hu selwer keng Wunnengen, mee mir ënnerstëtzen awer déi Associatiounen, déi Wunnengen zu engem soziale Präis oder einfach zu engem méi niddrege Präis verlounen.

An ech kann do ëmmer nees nëmmen all d'Leit encouragéieren: Wann Der eng Wunneng hutt, déi eidel steet, wann Der en Haus hutt, wat eidel ass, da gitt enger Agence immobilière sociale dat. Da gëtt dat verlount. Dir kritt e Loyer, dee vläicht net de Marchésloyer ass, mee et gëtt sech ëm d'Haus gekëmmert. Dir kritt et zréck dee Moment, wou Der et gären zréck hätt. An Dir hutt och nach steierlech Avantagen, wann Der iwwert dee Wee Är Wunneng oder Äert Haus verlount. Duerfir kann ech nëmmen dozou encouragéieren.

Ech wëll just soen, dass an deene leschten néng Joer déi Zort vu Wunnenge sech vervéierfacht hunn, déi d'Agence immobilière sociale an hir Partner geréieren. Do ass natierlech dann och de Suivi wichteg: d'Leit encouragéieren, fir och ze spueren, fir dass se kënnen eng Kéier eng Kautioun selwer bezuelen, dass se kënnen um private Maart eng Kéier lounen oder eventuell souguer kafen.

De Max Hahn huet d'Opzielung gemaach vun de Sachleeschtungen, déi mer agefouert hunn oder déi och scho virdrun agefouert gi sinn. D'Chèque-servicen, dat war virun onser Zäit. Mee du koumen d'gratis Kannerbetreiung, de gratis ëffentlechen Transport, d'gratis Schoulbicher. Dat sinn alles Saachen, déi de Leit alleguer zeguttkommen, wou een eeben net méi muss Suen derfir ausginn. Dat kënnt och de Monoparentallen natierlech zegutt. An do ass et eis wichteg, dass d'Leit an der Aarbecht bleiwen oder an d'Aarbecht kommen.

D'Aarbecht ass awer nun emol deen éischte Facteur, fir géint d'Aarmut ze kämpfen. Wann een net ganzdaags schafft, da verdéngt een natierlech och proportional manner. An do wëll ech awer just drop opmierksam maachen, dass dat fir d'Monoparentalle ganz dacks eng Meeschterleeschtung ass vun Organisatioun, wann d'Kanner kleng sinn, fir 40 Stonnen d'Woch ze schaffen a sech dann och nach eeben ëm d'Kanner ze këmmeren. Do ass, mengen ech, nach vill Bedarf u Support, fir déi Persounen ze ënnerstëtzen, déi do musse kämpfen, fir dat eeben och zäitlech alles op d'Rei ze kréien.

Erlaabt mer op dëser Plaz och nach, eng Rei Mesuren opzezielen, déi d'Regierung geziilt elo géint d'Aarmut gemaach huet, eebe fir d'Bekämpfung vun der Aarmut wärend der Coronakris. Et sinn och eng ganz Partie vun dëse Moossnamen am „Panorama social" vun der Chambre des Salariés ervirgehuewe ginn, Säit 49, fir déi, déi de „Panorama social" doleien hunn.

Am REVIS hu mer et méiglech gemaach, hunn ech scho gesot, dass eeben all Erwuessene kann aktivéiert ginn. Mir hunn awer wärend dem Covidjoer derfir gesuergt, dass d'Loyeren net konnten erhéicht ginn.

Ech wullen elo hei e bëssen a mengen Notten - et waren der haut e bëssen ze vill, mengen ech, menger Notten -, well ech näischt wëll vergiessen an ech wëll och net alles e puermol soen. Voilà, ech mengen, elo sinn ech nees richteg.

Also mir hunn d'lescht Joer d'Allocation de vie chère verduebelt, hat ech scho gesot. Mir hu se awer och elo nohalteg ëm 10 % an d'Luucht gesat, wat awer scho relativ vill ass. Mir hunn e bezuelte Congé pour soutien familial gemaach, deen Dir och eestëmmeg gestëmmt hutt, fir kënnen d'Familljememberen ze ënnerstëtzen, wa se eng behënnert oder eng eeler Persoun doheem hunn, déi am Moment net kann an hire Foyer goen.

Mir hunn d'Wanteraktioun souwuel d'lescht Joer wéi och dëst Joer verlängert, fir dass keen dobausse muss schlofen. Mir haten natierlech och an hunn och nach ëmmer en Dispositif en place fir Leit, déi keen Doheem hunn, fir eng Prise en charge ze garantéiere fir de Fall, wou si Covidsymptomer hätten oder souguer positiv géife getest ginn.

Den Accès zu den Épicerie-socialle gouf och erweidert am Kader vun der Kris, fir e vereinfachten Zou-

gang eeben zu Liewensmëttel ze garantéieren. Wärend dem Lockdown hunn d'Sozialaarbechter vun den Office-sociallen esou gutt wéi méiglech de Kontakt mat de Beneficiairë gehalen, och fir Ängschten ofzebauen, Stress duerch déi nei Situatioun eeben ze limitéieren, awer och fir ze erlaben, dass déi Mesuren, wou d'Aktivitéit temporär ënnerbrach gouf, duerno nees all séier konnte reell ulafen.

Dann hu mer och, wéi gesot, d'Loyeren agefruer, den Deguerpissement hu mer suspendéiert, d'Subvention de loyer gouf erhéicht. Et goufen eng ganz Rei Moossname geholl, fir de Betriber an hire Salariéë finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. De Chômage partiel ass eng ganz wichteg Mesure an der Aarmutsbekämpfung. Et sief betount, dass dee Chômage partiel wärend der Kris net huet däerfen ënnert de Mindestloun falen. Dat ass emol déi ganz Lëscht ënner anerem, wat mer wärend der Kris gemaach hunn.

Mir wäerten awer dobäi net stoe bleiwen. An et sinn zwou Motioune komm. Ech hu se séier gelies. An do hunn ech dann haut déi ganz gutt Nouvelle, Iech kënnen ze soen, dass de Regierungsrot de Moien decidéiert huet, dass vum 1. Januar 2022 un d'Kannergeld nees géif indexéiert ginn, esou wéi ech dat och versprach hat an der Chamberskommissioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- An dat wäert dann den 1. Januar 2022 geschéien. Wann Dir dat dann, wann de Projet bis hei an der Chamber ass, och matstëmmt, da wär ech frou, wann dat dee Moment kéint passéieren.

2006 ass d'Kannergeld, oder sinn d'ganz Prestation-familiallen desindexéiert ginn. Mir hate versprach an eisem Accord de coalition, um Enn vun der Legislaturperiod d'Indexéierung vun de Prestation-familiallen nees anzeféieren. A mir wäerten dat dann, wéi gesot, och maache vum 1. Januar 2022 un, wou dann d'Präisdeierecht och wäert en compte geholl gi fir d'Kannergeld. An ech mengen, dat ass och gutt a richteg esou, nodeems mer iwwer dräi, véier Regierungen d'Prestation-en-naturë wierklech massiv ausgebaut hunn, dass mer do och elo nees d'Prestations en espèces upassen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Familljeministesch. Mir kënnen dëse Punkt ... Parole après ministre nach fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. An ech soen och der Madamm Ministesch Merci fir alles, wat se eis elo erkläert huet a wat se och opgezielt huet. Dat ass och ganz interessant.

Ech hunn e puer Froen, déi mer awer nach iwwregbleiwen. Ech gesinn, dass gären, an och net ganz zu Onrecht natierlech, ganz vill Gewiicht geluecht gëtt op déi Sachleeschtungen, déi agefouert gi sinn. Ech zweifelen awer drun, ob déi Sachleeschtungen tatsächlech ganz vill oder esou vill wéi mer wëllen um Aarmutsrisiko änneren, wéi mer eis dat erhoffen. An do wär et interessant - well ech awer héieren hu vum Charles Margue als Vertrieder vun deene Gréngen déi Iddi, eng Etüd ze maachen -, emol eng Kéier eng Etüd ze maache fir ze kucken, wéi déi Sachleeschtungen dann hannen um Enn eigentlech op eis sozialekonomesch Indicateuren an Zuele wierken. Well Dir hutt ganz Recht: Mir hunn eigentlech virun allem Zuelen, déi déi Sachleeschtungen net aschléissen.

Dat geet och e bëssen an d'Richtung ... Dir wësst, dass ech selwer scho viru méi Laangem eng Kéier no engem Observatoire de la pauvreté gefrot hat. Dat ass hannen um Enn ... Et soll jo net ëm eng nei Institutioun goen, et soll goen ëm eng Méiglechkeet, genau esou Etüde wéi déi doten ze maachen. An ech géif dat ganz interessant fannen.

Ee vun den Indicateuren, wou d'Sachleeschtunge mat dra sinn, ass zum Beispill dee vun den „difficultés à joindre les deux bouts". An do si mer trotzdeem zu Lëtzebuerg ëmmer nach bei 26,4 % vun den Haushalter. Dat ass Säit 36 am „Panorama social". Dat heescht, ech mengen, do wär ëmmer nach Schaffbedarf, do wär nach eppes ze maachen.

Ech si mer net ganz sécher, ob d'Bemierkung mam Referenzbudget tatsächlech zoutrëfft fir all Kategorie, wéi mer se ënnerscheeden an de Statistike fir all déi Leit, déi betraff sinn. Meng Informatioune sinn éischter, dass de Referenzbudget meeschtens iwwert deem läit, wat d'Leit hannen um Enn dann nach zur Verfügung hunn.

An ech soen och kuerz: Mir hunn natierlech haut de Mëtten elo spekuléiert iwwer ganz vill aner Grënn. Also zum Beispill elo d'Thees vun der Immigratioun - ech hunn dem Här Keup dat och scho gesot -, déi deelen ech net. An ech hunn em probéiert dat och einfach unhand vun Indicateuren ze erklären. Mee dat ass déi Fro mat där Etüd do.

An déi zweet Saach, déi ech gäre géif an de Raum stellen, ass: Mir freeën eis natierlech doriwwer, dass d'Kannergeld soll indexéiert ginn. Ech géif awer ganz gäre bei der Motioun bleiwen, well mir hätte gären esou séier wéi méiglech, dass dat passéiert! Grad elo. An den 1. Januar 2022 ass nach eng Kéier e Schrëtt no vir iwwer ..., dat sinn dann nach eng Kéier siwe Méint! Ech mengen, mir missten dat direkt maachen.

Mee déi aner Motioun, déi mer agereecht hunn, iwwert d'Monoparentallen, an d'Madamm Asselborn-Bintz huet dat ganz gutt ënnerstrach, wéi wichteg et ass: Ech géif lech wierklech bieden, do net ze waarden, fir eppes ze ënnerhuelen, well mer eeben net wëssen, an Dir hutt et och ënnerstrach, wéini dann do eng Steierreform géif kommen, ob se nach kënnt an dëser Legislaturperiod oder eréischt eng Kéier méi spéit. Mir sollten elo eppes ënnerhuelen, well mir menge wierklech, dass de Moment elo do ass.

An déi drëtt Saach, déi ech nach wollt eng Kéier ënnersträichen - ech weess net, ob de Marc Baum et vläicht selwer wollt maachen -: Mee déi Zuel, déi en an de Raum gesat huet mat de 15 Milliounen, déi um Sommet a Portugal entscheet goufen, dat sinn 2 % vun der europäescher Bevëlkerung. Mir sinn ongeféier zu 750 Milliounen an Europa. 2 %, wann een dat elo e bësse milchmeedcheméisseg op Lëtzebuerg iwwerdréit, do misst den Aarmutsrisiko eigentlech vu 17,5 % op 15,5 % erofgoen. Dat si 14.000 Leit zu Lëtzebuerg!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, fir datt jiddwereen alles versteet, bräichte mer e bësse méi Rou heibannen! Merci.

(Brouhaha)

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President.

(Interruptions)

Jo, et ass wouer, ech sinn heiansdo e bëssen ze grouss fir de Mikro, dee ganz wäit ënne steet. Ech hoffen, d'Madamm Ministesch huet d'Froen awer matkritt akustesch.

Déi 14.000 Leit, ech wollt wierklech eng Kéier nofroen no der Strategie, wéi dat soll erreecht ginn, fir déi 14.000 Leit ze erreechen.

Merci villmools!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Galles. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, villmools merci. Ech sinn, duerch meng Gréisst, méi no beim Mikro wéi den Här Galles. Mee ech hu probéiert, d'Froen all ze verstoen.

(Hilarité)

Wann ech elo eppes vergiessen ... Déi Etüd, also mir maachen elo emol eng Evaluatioun vum Dispositif vum REVIS. Dat war virgesinn no dräi Joer. Do sinn d'Preparatiounsaarbechten aktuell amgaangen. Ech mengen, dat ass emol schonn ee Volet vun esou enger Etüd, fir ze evaluéieren, wéi déi Gesetzer, déi mer hei gestëmmt hunn, iwwerhaapt um Terrain ukomme respektiv ob se nach mussen ugepasst ginn oder net.

Elo iwwerleeën ech ... Jo, ech hat Iech gesot, d'Indexéierung vum Kannergeld, dat ass net gratis! Dat wäert de Staat schonn eppes kaschten. Duerfir, mengen ech, ass dat emol schonn eng Mesure, déi relativ grouss ass.

Da géif ech mengen, de President vun der Finanz- a Budgetskommissioun ass hei, dee géif zu der éischter Motioun sécherlech eppes soen. Mee ech mengen, mir brauchen do e Gesamtkonzept och, fir d'Steiere méi gerecht ze maachen, och fir d'Monoparentallen. An ech wäert do ganz sécherlech och derhannertbleiwen, fir dass mer d'Steiere méi gerecht maachen. An ech hat Iech gesot, wa mer et net méi an dëser Legislaturperiod hikréien, wéinst der Kris, déi am Moment ass, dann hoffen ech, dass dat awer spéitstens an där nächster Legislaturperiod kann de Fall sinn. Op jidde Fall schaffe mir ganz aktiv weider dorunner.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cahen.

Da kënne mer elo zur Diskussioun respektiv zum Vott vun de Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou d'Indexatioun vun de Familljenzoulage gefrot gëtt. Den Här Max Hahn freet d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Jo, merci, Här President. Bon, fir d'alleréischt villmools merci, Madamm Ministesch, fir déi gutt Nouvelle, déi Der eis annoncéiert hutt, fir dann ab dem 1. Januar 2022 d'Kannergeld erëm ze reindexéieren. Dat mécht fir eis déi heite Motioun iwwerflësseg, „superfétatoire", wéi mer esou gären hei am Haus soen. An domat géife mir déi hei Motioun dann net matstëmmen. Mir freeën eis awer natierlech driwwer, dass dëst dann ab dem 1. Januar soll geschéien.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Den Här Marc Baum freet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, den Ënnerscheed tëschent deem, wat d'Regierung ugekënnegt huet, an deem, wat hei drasteet, ass den Delai: nämlech ob ee se elo direkt upasst oder waart bis den 1. Januar 2022. An et ass eng prinzipiell Fro, ob ee seet: Ab wéini si Familljeleeschtungen un den Index gebonnen? An an dësem Fall sinn ech ganz frou driwwer, datt mer et hei mat enger Motioun ze dinn hunn, wou d'CSV e Punkt aus eisem Walprogramm opgegraff huet; an ëmmer, wa se dat mécht, huet se och eis honnertprozenteg Ënnerstëtzung doranner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt zu dëser Motioun froen?

Dat ass net de Fall. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun Nummer 2. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? Den honorabelen Här André Bauler wannechgelift.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, datt mer jo amgaange sinn de Moment, ee generellen Discours ze féieren, en Debat, en Echange an der zoustänneger Finanz- a Budgetskommissioun, och op Demande vun der CSV, fir eng Gesamtanalys vun eisem därzäitege Steiersystem ze maachen. Mir maachen dat an aller Rou a Gedigenheet. Dat maache mer och op Base vun Daten- an Zuelematerial, wat mer vun deene respektiven zoustännege Verwaltungen zur Verfügung gestallt kréien. Mir kënnen do all eis Froen, déi mer stelle wëllen, elucidéieren. Dat ass deen éischte Punkt zu där Motioun, wat ech dozou wollt soen.

Dat Zweet ass: Mir kucke wéi gesot déi gesamt Steierlandschaft, ier dann d'Chamber hei wäert den Debat féieren. Da wäert och natierlech d'Regierung hir Positioun, hir Stellung huelen. An an deem Esprit hate mer jo ofgemaach, datt mer keng isoléiert Moossname géifen huelen, datt alles op ass an datt mer net wéilte virgräifen. A well dat esou geduecht ass, hunn ech da wëlles ze proposéieren, datt dës Motioun superfetatoire ass, datt mer se also net sollen unhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Da kritt den Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis ass et ganz kloer, datt déi Motioun hei eng Iwwergangsléisung ass, eng Plooschter, an zwar och zäitlech limitéiert, an datt se eeben en amont vun enger gréisserer Reform kënnt, déi hoffentlech iergendwann eng Kéier kënnt. Mir héieren ëmmer erëm vun deene Reformen, Reformen, Reformen. Et ass schéin, datt mer mëttlerweil an der Kommissioun dru schaffen. Dat lueft d'Chamber och insgesamt, datt mer eis déi Zäit huelen. Mee wann ee weess, datt eppes net klappt, da soll een och kuerzfristeg Léisunge fannen. Dat heiten ass eng Propos fir eng kuerzfristeg Léisung an déi fënnt de Soutien vun de Piraten.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Jo, et huet een awer iergendwéi d'Gefill, wéi wann et nach relativ schwiereg géif ginn, déi grouss Steierreform virun 2023, virun de Walen, also an dëser Legislaturperiod nach duerchzekréien. Duerfir begréissen ech am Fong, wann hei eppes punktuell virgeschloe gëtt, wat direkt d'Situatioun verbessert.

Hei ass virgesinn awer elo, deen Delai vun dräi op fënnef Joer ze erhéijen. A meng Fro ass eigentlech: Firwat just fënnef Joer? Firwat maache mer et net einfach esou, dass déi Leit, déi elengerzéiend sinn an e Kand hunn, wou se sech drëm këmmeren, einfach direkt an der Steierklass 2 bleiwe fir ëmmer, soulaang se e Kand hunn?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, ...

M. Fred Keup *(ADR)*.- Mir stëmmen et mat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... Här Keup. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir begréissen u sech och d'Motioun vum Här Galles, vun der CSV, well mer och der Meenung sinn, wéi och verschidde Virspriecher dat gesot hunn, datt dat awer schonn eng positiv Iwwergangsléisung wier, well déi monoparental Familljen, déi kënne jo awer net éiweg op de Godot waarden. An déi Steierreform schéngt e bëssen esou wéi de Godot ze funktionéieren.

„Firwat fënnef Joer?" Jo, dat ass eng legitimm Fro. Mee ech mengen, domadder kënne mer liewen. A vläicht kéint et jo och sinn, datt een duerno, am Verlaf vun der Steierreform oder no der Steierreform, nach eng méi favorabel Léisung kéint fannen. Mee entre-temps géife mer déi heite Motioun scho begréissen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Et ass keng ... Den Här Gilles Roth freet nach d'Wuert. Här Roth, wannechgelift.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen och all deene Fraktioune Merci, déi dës Motioun ënnerstëtzen. Dir hutt mat Recht drop higewisen, dass et eng transitoresch Moossnam ass an duerfir gëtt den Delai vun dräi op fënnef Joer verlängert. Ech stelle just fest am Numm vun eiser Fraktioun, dass hei zënter aacht Joer praktesch mantraaarteg deklinéiert gëtt vun de Parteien - rout, blo a gréng: Ob bestuet, gepacst, gekummert, gescheet oder getrennt, jiddweree soll, egal wat seng Familljesituatioun ass, no där selwechter Steierklass besteiert ginn. Bis elo läit awer net emol och nëmmen eng Prepropositioun um Dësch, mir hunn emol net, no multipler Nofro vun der Fraktioun vun der CSV, vun dem Finanzminister iwwerhaapt eng Indicatioun, wat dat géif kaschten, wann ee jiddweree géif an enger Steierklass besteieren.

An aus deem Grond kann ech dat net novollzéien, dass hei nëmme gesot gëtt: „Ma mir studéieren, mir diskutéieren an der Finanzkommissioun." Ech wëll lech just soen, dass eng Réforme fiscale an der Reegel eigentlech, esou wéi d'Annualitéit vum Budget dat virgesäit, op en 1. Januar a Kraaft trëtt. Abee, wann dat dëst Joer net duerchkënnt, da si mer schonns am Joer 2023. Mir gesinn, dass do keng Aktivitéit geholl gëtt vun de Majoritéitsparteien, wat mir bedaueren. An mat all Joer an all Mount, dee weider vergeet a wat d'Leit méi verdéngen, geet d'Hallschent am Fall vun deene Monoparentallen direkt erëm zréck an de Staatssäckel. D'Wunnengspräisser, déi ginn an d'Luucht. An d'Leit wäerte sech op jidde Fall déi dote Positioun an déi Walverspriechen, déi vun der Gambia gemaach goufen, notéieren!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

Mir kommen dann elo zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly

Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

Ech géif dann d'Wuert ginn un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verspriechen Iech, ech maachen et kuerz. Et ass och eng ganz kuerz Proposition de loi. Et geet drëm, datt mer 2023 nieft de Chamberwalen, wat eis alleguerten heibanne jo bewosst ass, och Gemengewale wäerten hunn, wat och deene meeschten heibanne bewosst ass, well se och selwer wäerte Kandidat oder Kandidatin sinn.

Wat awer natierlech mat sech bréngt, datt et do och drëm geet, wien da wielen däerf a wéi einfach mer deene Leit et maachen, fir wielen ze kënnen.

Et ass esou, datt no den Zuele vum Statec am Moment 248.000 EU-Bierger zu Lëtzebuerg liewen a vun deene bis elo just 23 % sech op eng Wallëscht (veuillez lire: op eng Wielerlëscht) ageschriwwen hunn, vun deenen, déi eligibel sinn. Et ass nämlech esou, datt ronn 33 % vun deenen Électeurs potentiels am Moment nach exkludéiert gi vun de Walen, well se nach keng fënnef Joer zu Lëtzebuerg liewen.

Elo ass et esou, datt grad op Gemengenniveau, do, wou d'Politik wierklech am nooste fillbar ass, et jiddwerengem sollt méiglech sinn, fir un deene Walen ze participéieren. An dofir, Här President, deposéieren ech haut eng Proposition de loi, déi virgesäit, d'Residenzklausel fir EU-Bierger op Gemengenniveau ze kierzen an et obligatoresch ze maache fir de Gemengebeamten, bei der Umeldung deen neie Resident ze froen, ob e sech da wëllt op d'Wielerlëscht aschreiwen oder net.

Mir hunn eis bewosst géint eng Obligatioun vun der Aschreiwung entscheet, well dat eng ganz Rëtsch aner Considératiounen nach géif mat sech bréngen, soudatt dat heiten u sech eng kleng Ännerung ass, mee eng Ännerung, déi et awer enger ganzer Rëtsch Leit, déi vläicht 86 Deeg virun de Walen nach net onbedéngt sech mam Walkampf beschäftegt hunn, géif erlaben, eventuell un hire Gemengewalen deelzehuelen.

Här President, wannechgelift!

7823 *- Proposition de loi*

portant modification de

1. la loi électorale modifiée du 18 février 2003
2. la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de
1) l'article 104 du Code civil ;
2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales ;
3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003
et abrogeant
1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et
2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

(La proposition de loi est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

www.chd.lu

8. Question élargie n° 99 de M. Aly Kaes au sujet des syndicats des communes

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass déi erweidert Fro Nummer 99 vum honorabelen Här Aly Kaes iwwert d'Gemengesyndikater. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, u sech hunn déi interkommunal Syndikater an deene leschte Joren eng enorm Evolutioun matgemaach. Eng Evolutioun net nëmmen an hirer Gréisst, mee och an der Komplexitéit vun all deem, wat se ze betreien hunn.

D'Syndikater ënnerleien awer nach wie vor enger interkommunaler Gesetzgeebung vum 21. Februar 2001. D'Syndikater hunn och op där anerer Säit Statuten. Déi Statute gesinn eng Rei Saache vir, déi ganz dacks erëm eng Kéier net am interkommunale Syndikatsgesetz virgesi sinn. An et ass och esou, datt de Ministère de l'Intérieur sech ganz kloer ëmmer méi strikt un déi Bestëmmungen hält, déi nun eeben an der aktueller Gesetzgeebung stinn.

Jo, duerch d'Gréisst an d'Komplexitéit vun deene Syndikater ass et esou, datt dat mëttlerweil Betriber sinn, wou ee ka soen, datt déi iwwer 100 Leit beschäftegen, a wou déi deeglech Gerance schonn eng Komplexitéit a sech duerstellt. D'Syndikater hu bal alleguerten, ob dat am Drénkwaasser, Ofwaasser, ob dat am Offall, ob dat an der Informatik ass, Direkteren, mee déi Direkteren oder Ingénieur-directeure sinn net an der Gesetzgeebung virgesinn.

Et kann een also deenen Ingénieur-directeure guer kee Pouvoir, zum Beispill d'Délégation de signature oder aner Delegatiounen fir déi deeglech Geschäfter ginn. Oder awer datt se un de Bureaue participéieren, a sech ass dat alles net an der Gesetzgeebung virgesinn an a sech dierften déi Direkteren an där Form net täteg sinn. Dat wier awer an der Realitéit - an een, deen an engem interkommunale Syndikat aktiv ass, dee weess dat - onméiglech, fir dann déi Syndikater professionell kënnen ze begleeden, kënnen ze féieren.

Et sinn esou vill eenzel Elementer, ob dat Urgencë sinn, ob dat Permanencë sinn, ob dat Accreditatioune sinn, ob dat all déi Projete sinn, zu deenen Dag fir Dag mussen Decisioune geholl ginn - ech kéint elo hei weiderfueren, et sinn op jidde Fall esou vill Elementer -, wou et nëmme geet, wann ee sur place ass, dee permanent kann decidéieren, wouhinner datt et geet. Natierlech decidéieren, nodeem en de Pouvoir vun engem Bureau respektiv vun engem Kommitee vun engem Syndikat kritt huet.

Stellt Iech nëmmen ee Moment vir, de CGDIS géif esou fonctionéieren, datt allkéiers dann, wann eng Urgence wier, een emol misst Récksprooch mat der Madamm Ministesch huelen, ob een och dierf dohinnerfueren. Dat wier eng Saach vun der Onméiglechkeet. An duerfir ass de CGDIS natierlech aneschters opgestallt. A selbstverständlech brauch den Direkter vum CGDIS dat natierlech net.

Dir gesitt also - an ech kéint virufueren, mee ech hunn net esou vill Zäit, duerfir muss ech dat kuerz maachen -, mir mussen also d'urgence eppes änneren, d'urgence, well déi Leit si permanent an der Illegalitéit, um administrativen oder um penale Plang, mee si kënne sech erauswielen, wou se an der Illegalitéit sinn. An der Realitéit si se an der Illegalitéit an duerfir, mengen ech, musse mer d'urgence eng Rei Saachen änneren.

An zwar éischtens, datt ee kann als Bureau eng Délégation de signature ginn, datt déi Direktere kënnen un de Bureauen deelhuelen. Un de Kommiteeë kënne se jo elo deelhuelen eleng doduerch, datt se ëffentlech gi sinn. An der Zäit war dat och net de Fall. Du waren déi och à huis clos an duerfir war et net méiglech. Dann ass et esou, datt a sech eng ganz Rei spezifesch ... Jee nodeem, wat fir e Syndikat et ass a wat fir eng Attributioun en huet, muss de Bureau d'Méiglechkeet hunn an der Zukunft, gegeebenefalls den Direkter ze chargéieren, och déi deeglech Geschäfter an deene Beräicher, an all deene Beräicher, déi dann delegéiert ginn, wouerzehuelen.

Op jidde Fall ass et net esou an et kann net esou sinn, datt mer mussen drop waarden, bis d'Gesetz iwwert d'interkommunal Syndikater endlech geännert gëtt. Och wann d'Madamm Minister gudde Wëllen huet, sou gutt um Gemengeplang wéi um interkommunale Plang, eng Rei Saachen ze maachen, sou wier et ganz wichteg, wann dat hei d'urgence kéint geännert ginn, fir datt déi Leit dat, wat se haut scho wouerhuelen, an der Legalitéit kënne maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, fir d'éischt wëll ech dem Här Kaes Merci soe fir seng Ausféierungen. Ech si jo haut heihinnerkomm, fir d'Chamber ze consultéieren iwwert d'Reform vum Gemengegesetz a fir Iech och Iwwerleeunge scho kënne matzedeelen. An ech mengen, ech zéien dann einfach elo een Deel dovunner scho vir a wäert mech herno an der Consultatiounsdebatt op deem Punkt da méi kuerz halen.

Den Här Kaes huet grad richteg gesot, d'Gemengesyndikater si groussen Entwécklungen ausgesat gewiescht, d'Gemengen och. Mir wëssen alleguerten, d'Missiounen, d'Aufgabe si geklommen. An och Associatioune wéi d'ALID (ndlr: Association luxembourgeoise des ingénieurs directeurs et ingénieurs directeurs-adjoints des syndicats de communes) soen dat zu Recht, wa se drop hiweisen, dass se eebe mat ëmmer erëm neien Erausfuerderungen an hirer deeglecher Aarbecht konfrontéiert sinn an dass d'Gesetzer eeben op verschiddene Punkten net ugepasst goufen.

Deene Problemer sinn ech mer duerchaus bewosst. Wéi mer déi regional Foren haten, wéi mer dee ganze Prozess vun der Refonte vum Gemengegesetz lancéiert hunn, ware jo och d'Beamtinnen an d'Beamte vun de Syndikater dee Moment invitéiert. An och déi dote Punkte sinn do schonn zur Sprooch komm, wou si, wéi gesot, och zu Recht drop higewisen hunn. Dat kënnt Der iwwregens och am Rapport erëmfannen, deen ech Iech jo elo am Kader vun der Debatt zoukomme gelooss hunn.

An op Basis vun deene Resultater an eeben och deene konkreete Revendicatioune vun der ALID a vun deenen aneren Associatiounen hu mer eebe grad just eng Prioritéit dovunner definéiert. An déi Prioritéit seet eeben ..., also et schwieft eis eebe vir, d'Gemengeverwaltungen esou opzestellen, dass si duerch hir Struktur, hir Moyenen, hir Prozesser an och d'Kompetenze vun hirem Personal méi effizient a méi effikass kënne schaffen. An dozou gehéiert och eng modern Personalgestioun a kloer Verwaltungsstrukturen, dat, wat Der jo och hei fuerdert.

Ech hunn och schonns viru Kuerzem dem Syvicol matgedeelt, dass mir eis kéinten duerchaus virstellen, eng nei Struktur mat an d'Administratioun ze huelen. Wärend déi strateegesch, politesch Decisiounen natierlech weiderhi vun de Gewielte getraff solle ginn, kéint ee sech awer esou ee Poste virstelle vun engem Direkter, Direktesch, Coordinateur général - also iwwert den Numm kann een nach streiden. Mee op alle Fall schwieft eis vir, eeben esou ee Posten ze schafen, deen dann herno kéint Chefin oder Chef d'administration ginn.

Dës Persoun soll och eng Rei Missioune kréien a sech virun allem ëm den Daily Business - dat ass jo och elo ee Punkt, deen Dir ganz konkreet ugeschwat hutt - kënne këmmeren. An dee Moment ass och kloer, dass déi Persoun och Instruktiounen un d'Personal ka ginn, wat jo haut net de Fall ass an, wéi Der och schonn drop higewisen hutt, awer mol schonn zu schwierege Situatioune ka féieren.

Doniewent wéilt ech och gären eng Délégation de signature aféieren. Och dat hutt Der ugeschwat. Do denken ech, dass mer dat net nëmme solle fir d'Mandatsträger maachen, mee an deem Fall eeben och fir d'Direkteren. An ech maache jo selwer d'Erfarung als Ministesch, ech gesinn, wéi dat engem awer duerchaus d'Aarbecht ka vereinfachen. An ech mengen, wa mer vun der Moderniséierung schwätzen a wëlle pragmatesch un d'Saachen erugoen, da gehéiert fir mech definitiv eng Délégation de signature derbäi.

Alleguerten déi Iddien, déi sollen elo an engem Gesamtkonzept vun enger moderner Personalgestioun erëmzefanne sinn, wou mer awer nach amgaange sinn, den Detail auszeschaffen. Dofir och haut déi Consultatiounsdebatt, well et mer wichteg ass, awer och nach d'Iddien, den Input vun der Chamber kënnen ze kréien, fir dat eeben alles herno mat an dat Gesamtkonzept afléissen ze loossen.

Mir hunn awer och scho konkreet Kontakt mam Syvicol opgeholl, fir en Aarbechtsgrupp anzesetzen, fir genau spezifesch déi dote Froen ze klären, fir dës kënnen ze preziséieren. An ech mengen, den Här Eicher kann Iech dat och genau bestätegen, dass deen Aarbechtsgrupp elo kuerzfristeg wäert zesummekommen, well hien och selwer wäert drun deelhuelen.

A selbstverständlech, als Sozialistin ass et fir mech eng Evidenz, dass, wa mer konkreet Iddien hunn, mer déi dann och mat de Concernéierte selwer, dat heescht hei dee Moment och mat de Gewerkschaften a mat den Associatiounen, wäerten diskutéieren, sou wéi ech dat jo vun Ufank u gesot hunn, dass mer déi Concernéiert wëlle consultéieren.

Ech denken, dass dat heite Konzept och der ALID wäert dee Moment Rechnung droen, dass dat sech scho mat hire Revendicatiounen deckt.

Par contre, wat ech elo net wëlles hunn ze maachen, ass, elo kuerzfristeg eng Dispositioun anzeféieren, déi elo just nëmmen den Direktere géif zegutt kommen. Wéi gesot, mir sinn amgaangen, un engem Gesamtkonzept ze schaffen. Natierlech, d'Syndikatsgesetz muss och zesumme mam Gemengegesetz fonctionéieren. Ech mengen, déi leie beieneen. A mir sinn, wéi gesot, do amgaangen, dat Gesamtkonzept auszeschaffen. Mir sinn do gutt ënnerwee. Mir hunn do schonn déi Aarbechtsgruppen en place gesat. Dat brauch elo vläicht nach ee Moment, bis ee sech do eens ginn ass. Mee ech mengen, den Zuch steet op de Schinnen. E wäert och geschwë lassfueren. An da sinn ech och zouversiichtlech, dass mer dat do gekläert kréien. Op alle Fall vu menger Säit hunn ech absolutt Verständnis dofir an ech mengen, do leie mer och ganz no beieneen, dass mer dat dote gäre wëllen esou änneren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

9. Débat de consultation au sujet de la refonte de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

An et ass scho puermol ugeklongen: Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Consultatiounsdebatt iwwert d'Gemengereform. An ech ginn direkt d'Wuert zréck un d'Madamm Taina Bofferding, eis Inneministesch.

Exposé

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Dann hätt ech och kënne stoebleiwen. Gutt.

Här President, Kolleeginnen, Kolleegen, „mateneen fir eng modern Gemeng", dat ass net nëmmen de Slogan vun der Campagne zur Refonte vum Gemengegesetz, mee et ass carrement de Programm am Interieur, dee sech wéi e roude Fuedem duerch meng politesch Aarbecht zitt.

Wat ass eigentlech eng modern Gemeng? Ben, eng modern Gemeng brauch ganz kloer e legale Kader, deen hir eng gewësse Flexibilitéit gëtt, an och Instrumenter, fir sech eeben den Erausfuerderunge vun haut a vu muer kënnen ze stellen.

Mir mussen hei am Land mat der Zäit goen, dat heescht, mir mussen eis de gesellschaftlechen, politeschen an och technologeschen Entwécklungen upassen, fir dass mer och weiderhin e ganz staarke Gemengesecteur hei am Land hunn, esoudatt d'Gemeng, déi jo och e Serviceprovider ass, hire Biergerinnen a Bierger beschtméiglech Déngschter kann offréieren; dat, andeems eng Gemeng gutt Liewensqualitéit garantéiert, de Biergerinnen a Bierger héichwäerteg Servicer a modern Infrastrukturen ubitt an awer och gläichzäiteg d'Chancen duerch d'Digitaliséierung kann notzen. An un all deem schaffe mer elo schonn intensiv am Interieur.

Ee Punkt hunn ech jo scho virgezunn, dat ass dee vun der Reform vun der Tutelle administrative. D'Zil besteet jo doranner, de System vun der Iwwerwaachung iwwert d'Gemenge kënnen ze moderniséieren an ze vereinfachen, engersäits duerch eng Reduktioun vun der Zuel vun den Approbatiounen an anerersäits duerch d'Aféierung vun der Transmission obligatoire, fir eeben esou effikass an transparent Prozeduren ze erméiglechen.

Ausserdeem wëlle mer Delaien aféieren, wat et jo elo net iwwerall am Gemengesecteur gëtt, wat ech awer extreem wichteg fannen, wa mer vu moderne Gemenge schwätzen, fir eeben och hei de Gemengen awer d'Sécherheet ze ginn, dass si spéitstens an dräi Méint eng Äntwert vun eis kréien. An dee ganz groussen Defi heibäi dierft sécherlech sinn, dass mer dëst alles jo nach mussen digitaliséieren.

Manner Surveillance bedeit méi Eegeverantwortung. Och muss d'Roll vum Interieur sech hei änneren: Ewech vum renge Contrôleur hin zu méi Berodung, méi Begleedung - dat schwieft mer vir, wat mir amgaange sinn ze maachen. A ganz besonnesch eeben och, d'Gemenge schonn am Virfeld kënnen ze ënnerstëtzen, ier se eng Decisioun mussen huelen. Also konkreet si mer amgaangen, den Interieur anescht opzestellen.

A gutt Erfarungen hu mer jo schonn doranner gemaach. Ech denken zum Beispill un den Aménagement communal mat eiser Plattform PAP oder och d'Finanzberodung, déi mer jo ganz rezent offréieren.

A wa mer dovunner schwätzen, den Interieur anescht opzestellen, da schwätze mer och direkt vun der Digitaliséierung, vun der Dematerialiséierung. An den Haaptdefi, ech hunn et scho virdru gesot, besteet sécherlech doranner, dass mer elo alleguerten déi Prozesser, alleguerten déi Schrëtt mussen digitaliséieren. An da gesäit een och op eemol ganz séier, wann een domadder lassleet, dass dat guer net esou evident an net ëmmer esou kloer ass. Duerfir schaffe mer op deem Punkt hei op Héichtouren a mir hunn am Interieur och eng Grupp, déi sech exklusiv just ëm d'Digitaliséierung këmmert. Mir hunn eis do och Kompetenze vu bausse geholl, fir dës eebe kënnen en place ze setzen. A mir hunn och elo Pilotgemen-

gen a -syndikater, fir déi nei definéiert Prozesser kënnen ze testen.

Wat de Projet de loi vun der Tutelle administrative betrëfft, ben, do waarde mer nach ëmmer, scho säit - wat sinn et? - 15, 16 Méint, op den Avis vum Staatsrot. En attendant schaffe mer awer eebe weider op deenen aneren Deeler vum Gemengegesetz.

Wann ech mat Leit schwätzen, déi elo net am Gemengesecteur täteg sinn, a mat hinnen eeben iwwert d'Refonte vum Gemengegesetz schwätzen, da mierken ech ëmmer ganz séier, dass gemengt gëtt, dass dat eppes reng Administratives wär an absolutt net spannend. Bon, ech gesinn dat ganz anescht. Elo kënnt Der natierlech soen, ech wär Inneministesch, ech misst dat alles interessant a spannend fannen; trotzdeem, fir mech sinn d'Gemenge souzesoen d'Basislager vun der Demokratie, well et ass do, wou déi grouss Politik am Klenge ganz konkreet gëtt. Well dat, wat an de Gemengen decidéiert an ëmgesat gëtt, ass onmëttelbar siichtbar a spierbar.

An dofir ass och d'Gemengegesetz dat Gesetz, wat den allgemenge Kader fir d'Fonctionnéiere vun de Gemenge virgëtt. Et ass och sécherlech en zentraalt Gesetz fir d'Funktionéiere vun eiser Demokratie.

Firwat dann elo en neit Gesetz? Ben, d'Komplexitéit vun den Theemen, déi op der Dagesuerdnung vun de Gemenge stinn, huet an deene leschten 30 Joer massiv zougeholl. Bei den Assermentatioune soen ech ëmmer: „De Profill vum Buergermeeschter/Buergermeeschtesch hautdesdaags ass eng Mëschung aus korrektem Verwaltungsfachmann oder Verwaltungsfachfra, dynameschem Wirtschaftsmanager mat déifgräifende betribswirtschaftleche Kenntnisser, einfühlsamem Sozialtherapeut, wäitbléckendem Stadplaner/Urbanist, biergernoem Veräinsmënsch, an dann hu mer jo och elo d'lescht Joer gemierkt, och nach Krisemanagerin a -manager."

A grad déi lescht Méint hunn eis jo gewisen, wéi séier sech eis Aarbechtsofleef kënne veränneren, sief dat d'Digitaliséierung, den Teletravail oder och eeben de Fait - dat hu mer jo och scho méi oft heibanne beschwat -, dass d'Gemengeréit elo iwwer Visio fonctionéieren oder iwwerhaapt reng elektronesch fonctionéieren.

Dat alles huet natierlech zur Konsequenz, dass d'Ufuerderungen un déi Gewielten, un d'Gemengepersonal zolidd geklomme sinn an awer och dass d'Biergerinnen an d'Bierger ëmmer méi exigent ginn an och haut méi vun hirer Gemeng erwaarden. D'Leit wëlle bei der Entwécklung vun hirer Gemeng matschwätzen, si wëlle matagebonne ginn, si verlaange ganz kloer méi Matsproocherecht. An dofir ass meng Politik och ganz kloer biergerorientéiert, an ech setzen hei och op Participatioun, dat am géigesäitege Respekt. An dofir brauche mer eeben e Gesetz, wat all deem Rechnung dréit.

Domadder kommen ech dann och scho bei mäin nächste Punkt: Wéi wëlle mer dat dann elo alles maachen? Ben, fir dat neit Gemengegesetz ze schreiwen - an ech hat et virdru scho gesot -, ass et mer wichteg, dat net aleng an der Beaumontsgaass ze maachen, mee eebe mat de Gemengen zesummen. Mat de Gemengen zesummen, dat heescht souwuel mat de Gewielten, mat de Leit, déi op der Gemeng schaffen, awer och mat de Leit, déi an enger Gemeng liewen, an enger Gemeng wunnen. Dofir och erëm eise Slogan, eise Programm: „mateneen fir eng modern Gemeng".

Mir hunn op e breede Participatiounsprozess gesat. Am Ganzen - an dat kënnt Der jo och am Rapport noliesen - hunn ëm déi 6.398 Gemenge matgemaach. A genausou - dat wëll ech och ganz éierlech soen - stellen ech mer eeben och dee Participatiounsprozess vir, dass mer eebe ganz breet kënne consultéieren.

Dat neit Gemengegesetz soll d'Roll vun deene verschiddene Gremienorganer stäerken, fir dass se beschtméiglech kënnen zesummeschaffen. An hei gesinn ech virun allem dräi grouss Bléck, dräi grouss Ziler. Dat Éischt ass: Déi Gewielte bestëmmen an decidéieren d'Gemengepolitik. D'Beamtinnen an d'Beamte setze se administrativ ëm; dat heescht, no de politesche Virgaben an och am Kader vum Gesetz. An dann dréttens: D'Biergerinnen an d'Bierger participéieren och un de politesche Prozesser a beräichere se.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Ee Punkt hunn ech elo bewosst aus der Debatt ausgeschloss: Dat ass dee vun de Gemengefinanzen. Et ass wuel e ganz wichtegen. Bon, d'Gemengefinanze sinn elo an engem anere Gesetz verankert. Ech sinn awer och der Meenung, dass mer doriwwer nach eng Kéier ganz am Detail sollen diskutéieren. Mir kruten elo de Rapport vun der BCL, dee mer elo wäerten am Detail duerchkucken. An da wëll ech jo och mat deem Rapport an d'Chamber kommen. Ech mengen, et ass och schonn eng Sitzung ufanks Juni virgesinn, an ech mengen, do solle mer eis einfach déi néideg Zäit huelen, fir dës Theemen eeben am Detail ze diskutéieren. Mee haut, wéi gesot, de Fokus méi allgemeng um Gemengegesetz.

An eeben all déi Proposen, déi dräi Ziler, déi ech elo genannt hunn, déi gëllt et ze erreechen. Dofir wiele mer, wéi gesot, éischtens: Déi Gewielte beschtméiglech an d'Lag versetzen, hirem politesche Mandat kënnen nozekommen. An dass si och nees genuch Zäit hunn, fir hir Politik kënne konkreet ze maachen, dass se eebe genuch Zäit hunn, fir kënnen ze gestalten.

Dat ass mir perséinlech an, ech weess, och ganz ville vun Iech, déi e lokaalt Mandat hunn, extreem wichteg. An ech weess, dass dat Mandat - wéi soll ech soen? - net ëmmer zäitgeméiss ass an och ganz vill Jonker an och besonnesch Fraen éischter ofschreckt. Sief dat, zum Beispill: Wann een als Fra Member vum Schäfferot ass an e Kand kritt, dann ass net gereegelt, wéi een da Mandat a Famill ënner een Hutt soll bréngen, respektiv dee schlëmmste Fall, dee sech jo kéint stellen, ass, dass een herno muss soen: „Bon, wëll ech elo gären d'Mandat unhuelen, wëll ech elo Schäffin sinn oder mech eeben elo ëm d'Kand këmmeren?"

Mir hunn awer nach aner Situatiounen, wa mer eebe vun der Zäit schwätzen, respektiv déi generell Problematik, dass een och net ëmmer genuch disponibel ass, wann een eeben niewent dem Mandat nach e Beruff huet, deen een och extreem fuerdert. Problematesch gëtt et virun allem, wann een nach e Patron huet, deen net flexibel ass, wou ee sech net ëmmer arrangéiert kritt.

D'Stéchwuert hei ass: Congé politique. Ech mengen och, wa mer vu moderne Gemenge schwätzen, a mir hätte gären, dass déi Gewielten och Zäit dofir hunn, da musse mer sécherlech och iwwer eng Reform vum Congé politique nodenken, respektiv net nodenken, mee och dat maachen. Dat gehéiert fir mech definitiv zesummen. Ganz ze schweigen awer och vu Situatiounen, déi mer och elo matkritt hunn, wann eng Persoun Buergermeeschter ass an dann d'Aarbechtsplaz verléiert.

Ech mengen, dat alles sinn ofschreckend Beispiller, déi ee sécherlech, wann een net an der Fonction publique täteg ass, net onbedéngt motivéieren, an d'Lokalpolitik ze goen. Ech mengen, iwwert déi do Punkte solle mer diskutéieren, musse mer diskutéieren a virun allem musse mer hei eebe gemeinsam Léisunge fannen. Fir mech stellen déi dote Froe sech eeben alleguerten am Kader vun engem nei definéierte Statut social fir déi Gewielten.

En anert Theema, mat deem mer och rezent konfrontéiert goufen, betrëfft d'Responsabilité pénale vum Buergermeeschter. D'Buergermeeschtere ginn haut ëmmer méi oft perséinlech penal belaangt, wa se an hirer Funktioun eng Decisioun geholl hunn. Dofir musse mer och versichen, hei besser tëschent engersäits der Funktioun Buergermeeschter an anersäits der Persoun, déi d'Mandat ausüübt, kënnen ze trenne respektiv si och besser kënnen ze schützen.

Dann e Punkt, op deen ech, wat ech virdru gesot hat, net méi esou ausféierlech wéilt agoen, well mer dat elo grad scho bei der Question élargie vum Här Kaes haten, dat ass dat zweet Zil, wat ech genannt hunn: Eeben d'Gemengeverwaltungen esou opzestellen, dass si duerch hir Struktur hir Moyenen, hir Prozesser an d'Kompetenze vum Personal méi effizient a méi effikass kënne schaffen.

Dozou gehéiert eeben net just eng administrativ Vereinfachung an Digitaliséierung, déi ech scho virdrun erwäänt hat, mee eeben och eng modern Personalgestioun a kloer Verwaltungsstrukturen: Zilorientéiert, projetbaséiert schaffen, Mataarbechter an hirer Entwécklung begleeden an och emol agräifen, wa Problemer sinn. Bon, ech mengen, Dir kennt alleguerten déi dote Beispiller.

Domadder wëll ech soen, dass et u sech en absolutte Must ass, hautdesdaags eng modern Personalgestioun ze hunn. Vill aus dem Schäfferot soe mer: „U sech ass d'Personalgestioun schonn en Job fir sech." An ech mengen, och deem solle mer Rechnung droen. Och hei musse mer kucken, wéi mer an dësem Beräich kënnen innovéieren, eeben esou, wéi ech grad scho gesot hunn, an déi Richtung, an déi mer wëlle goen.

Da kommen ech nach zum drëtte Punkt, zum drëtten Zil: Eeben nei Méiglechkeete schafe fir d'Biergerinnen an d'Bierger, fir se an nei Entscheedungsprozesser anzebannen an hinne ganz kloer méi Matsproocherecht ze erméiglechen.

Ech weess, dass bei dem Theema Biergerbedeelegung ëmmer eng gewësse Skepsis herrscht. Am schlëmmste Fall gëtt d'Participatioun och just fir d'Duerstellung oder d'Galerie organiséiert an dat féiert dann och emol ganz gären zu Frustratioune vun deemjéinegen, dee sech engagéiert huet. Ben, dofir ass et essentiell, dass, wann een esou e Prozess organiséiert, kloer muss definéiert sinn, woubäi d'Leit eebe sollen/dierfe matschwätzen, awer een och muss soen, wou kee Spillraum ass, fir dass et herno eeben net zu Frustratioune féiert.

Ech sinn eeben iwwerzeegt, dass eng staark Biergerbedeelegung och de representativen demokrateschen Organer hir Legitimitéit sécherlech wäert stäerken. Mir geet et drëms, eng konstruktiv Biergerbedeelegung duerch nei Instrumenter ze erméigleche respektiv bestoend Méiglechkeeten, wéi e lokale Referendum oder och Biergerconsultatiounen, nach kënne besser an och kënnen aneschters ze encadréieren, well mer eebe gesinn hunn an der rezenter Vergaangenheet, dass oft vill Prozedurales am Wee steet an dat Ganzt net ëmmer favoriséiert.

Nei Instrumenter ze schafen ass och dowéinst wichteg, well mer gesinn, dass d'Gesellschaft sech grad op dësem Punkt och weiderdeveloppéiert. Déi Jonk maachen eis et vir, sief dat elo bei Fridays For Future oder sief dat och rezent bei enger Initiativ aus menger Gemeng, déi ech gesinn hunn - dat ass My Young Esch -, wou een duerchaus gesäit, dass déi Jonk bereet sinn, sech ze engagéieren, awer eebe méi theemespezifesch an dat fir e ganz konkreete Projet, an net méi onbedéngt esou de Besoin hunn, elo an eng Struktur eranzegoen, déi sech reegelméisseg trëfft.

Duerfir denken ech och, dass esou Instrumenter wéi eng Commission consultative hei net onbedéngt deem Besoin Rechnung dréit, net onbedéngt do de Wonsch ass, an dass mer eeben déi Konzepter musse weiderdenke respektiv nei Instrumenter brauchen, fir souzesoen an d'Richtung Biergerinitiativ kënnen ze goen.

Nun, Dir mierkt, mir hunn eis hei vill Gedanken dozou gemaach. Ech sinn op alle Fall absolutt determinéiert, de Gemengen eeben och elo dee Kader ze ginn, entspriechend hire Besoinen, déi se hunn, fir dass se sech, wéi gesot, kënnen den Erausfuerderunge vun haut a muer stellen.

Haut, par contre, geet et jo virun allem awer och ëm lech. Dofir hu mer jo haut déi Consultatiounsdebatt, well et fir mech wichteg ass, awer och elo zu dësem Moment am Prozess, an deem mer elo sinn, d'Chamber ze consultéieren, eeben och elo vun de jeeweilege Fraktioune Remarken ze kréien, Input ze kréien an och esou Är Meenungen ze héieren. Dofir hutt Der déi zwee Rapporten zougestallt kritt, wou Der nach eng Kéier kënnt alles am Detail noliesen, wou Der och gesitt, wéi eng Konklusiounen doraus gezu gi sinn an och wéi eng Aspekter eis am Moment eebe prioritär erschéngen.

Mech interesséiert, haut vun Iech ze héieren:

Éischtens, wéi sech dann déi eenzel Fraktiounen zu dëse Resultater positionéieren. Wéi eng Konklusiounen zitt Dir heiraus?

Zweetens: Déi Propositiounen, déi mer am Rapport maachen, fir och elo weiderzeschaffen - deelt Der dës Approche? Wat sinn hei Är Reflexiounen dozou?

An drëttens: Deelt Der och déi Prioritéiten, déi mer elo gesat hunn? Oder si fir lech vläicht nach aner Aspekter, déi hei mat erafléisse sollen? A wa jo, géif et mech natierlech och elo interesséieren, wéi eng Theemen, wéi eng Propose mer nach sollte mathuelen.

Op alle Fall sinn ech elo gespaant op Är Bäiträg, lauschteren Iech no a freeë mech dann op e ganz konstruktiven Debat. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci der Madamm Inneministesch.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabele Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert dann als éischte Lokalfürst ...

(Hilarité)

... haut de Mëtten d'Wuert ergräifen hei an der Chamber an engem Punkt, deen hei net zur Diskussioun bruecht ginn ass, deen awer eng vun den zentrale Froe vun enger zukünfteger Gemeng duerstellt, nämlech: Wie sinn déi Leit a wat fir eng Mandater erfëllen déi Leit, déi an Zukunft d'Gemenge solle leeden? Lokalfürst mat enger duebeler Kap heescht jo duebelt Mandat. E Sujet, deen an dësem Dokument, wat mer hei ënnerbruecht kritt hunn a wat och eng zentral Bedeitung fir d'Zukunft vun de Gemengen huet, net ugeschwat gëtt.

Ech hunn der Madamm Minister ganz opmierksam nogelauschtert. Ech deelen alles, wat se seet iwwer legale Kader, Reform vun der Tutelle, dass de Ministère soll eng Berodung ginn, d'Digitaliséierung vun de Servicer, dass d'Gemengen d'Basislager vun der Demokratie sinn. Ech mengen, et kéint keen, dee sech ëm Gemengepolitik bekëmmert, do dergéint sinn.

An da kënnt deen éischte Punkt, wou mer schonn eng Dissonanz hunn: Dat ass, wann ech en Debat ustriewe mat „mateneen fir eng modern Gemeng", an ech reduzéieren et eigentlech an der Froestellung op d'Fro „d'Gewielte bestëmmen d'Politik, d'Beamte setze se ëm an d'Bierger participéieren um Prozess", dann ass dat, Dir Dammen an Dir Hären, muss ech soen, net dem Titel gerecht.

Da muss ee soen: „Mir kucken, e puer Punkten am Gemengegesetz aneschters ze regléieren." Mee et däerf een net en Titel eraushuele mat „mateneen fir eng modern Gemeng". Well bei allem Respekt, deen ech fir jiddwereen hunn, mengen ech, ass d'Fro vum Sozialstatut vun de Gewielten ee vun 23 Punkten, iwwert deen ee muss diskutéieren. An et gëtt an der Gemeng vun der Zukunft wichteg Sujeten, notamment och déi, déi hei ugeschwat gi sinn. Mee d'Participation citoyenne ass och ee vun deenen 23 oder 25 Sujeten an net eppes, wat sech eigentlech hei schonn dès le début reduzéiert op dräi Punkten.

Wann een en Débat de consultation féiert, da kuckt ee fir d'éischt emol: Wat fir eng Donnéeë kritt ee mat op de Wee? Mir hunn e Bréif vum 19. Februar 2021 an eisem Dossier leien, wou d'Madamm Minister elo d'Froen nach eng Kéier widderholl huet. Dat waren der dräi. Et loung en Dokument derbäi, dat d'Resultat vun - wat se nennt - dem Processus participatif duerstellt an eng Enquête de satisfaction.

Déi Enquête de satisfaction, déi eigentlech de Gros vun den Interviewen duerbréngt, déi jo global zur Konklusioun kënnt, datt d'Leit eng positiv Vue vun de Gemengen hunn, huet awer relativ wéineg hei mam Debat ze dinn. Duerfir hunn ech déi emol direkt ecartéiert a mech eigentlech op dat konzentréiert, wat dann an deem Processus participatif erauskomm ass.

Dat Dokument, wat mer hunn, huet 59 Säiten. Dovu sinn déi éischt Säiten Introduktioun a Methodologie: 1 bis 18.

Op de Säiten 19 bis 52 gëtt den Detail vum Contenu abordéiert, deen a sechs Seminären, déi virun ongeféier annerhallwem Joer duerch d'Land organiséiert gi sinn, … Wann Der dat am Detail kuckt, da stellt Der fest, dass do alles an awer och de Contraire gesot gëtt vun den Intervenanten, ouni dass eng Konklusioun généralement quelconque aus deenen Diskussiounen do gezu gëtt.

D'Säiten 53 bis 59 behandelen da Recommandations et pistes à approfondir, woubäi d'Pistes à approfondir sech op d'Säite 57 bis 59 reduzéieren. Virdru gëtt iwwer zwou an eng hallef Säit, dräi Säiten iwwert den Debat, dee mer am Joer 2008 eng Kéier hei an der Chamber haten - opgrond vun enger Spezialkommissioun, déi mer hei haten an déi sech effektiv mam Sujet ausenanergesat huet, nämlech: Wéi sollt d'Gemeng vun der Zukunft ausgesinn?, hir Missiounen, hir Moyenen? -, déi sech eigentlech mat deem ausenanergesat huet, wat den Debat - esou hunn ech et op jidde Fall bis haut verstanen - sollt sinn, nämlech: „mateneen fir eng modern Gemeng".

Eng éischt grouss Kritik, déi mir hunn …, an dofir wonnert et mech och net, dass d'Madamm Minister haut am „Tageblatt", wa se richteg zitéiert gëtt, seet: „Fir en neit Gemengegesetz ze maachen, kéint et awer an dëser Legislatur e bëssen enk ginn. Ech si mer net sécher, dass mer dat awer iwwerhaapt nach hikréien. Mir kréien et vläicht nach deposéiert an dann no 2023 mussen déi Nächst kucken, datt se eens ginn."

Well de Kickoff vun där éischter Phas - an déi éischt Phas war soss näischt wéi sechs Forume vun der Biergerbedeelegung - war, Dir Dammen an Dir Hären, den 8. Juli 2019; dat sinn elo 22 Méint hier. An deenen 22 Méint sinn also sechs Hearinge gemaach ginn oder Forumen, wou d'Ministesch eng Introduktioun gemaach huet, dass mer gesot kriten …, dass si dann no der Introduktioun gaangen ass an dass dunn de Rescht vun de Leit nach weider diskutéiert huet. Et sinn also sechs Forumen, deenen hir Konklusiounen annerhalleft Joer gebraucht hunn, bis se op Pabeier accouchéiert gi sinn an an der Chamber hei sollen diskutéiert ginn.

Wann een natierlech fir eng Phas 1 22 Méint brauch an eigentlech soss näischt op Pabeier ka brénge wéi de Fait, dass do Leit mateneen diskutéiert hunn, déi jiddwereen eng eege Meenung haten, dann ass et relativ schwiereg, dass ee kann dervun ausgoen, dass een dann innerhalb vun deenen nächsten 22 Méint en Text kéint duerch de Processus législatif bréngen, deen Neel mat Käpp géif maachen.

Dofir wëll ech am Numm vun der CSV soen, dass een nëmme kann Äntwerte ginn op d'Fro, wéi d'Gemeng vun der Zukunft soll ausgesinn, wann ee se an de globale Kontext setzt. Dat feelt hei total an där Approche! An dat ass fir mech e weidere grousse Schwaachpunkt vun deem Dokument, wat mer haut hei sollte begutachten a kommunizéieren.

Ech géif deemno och wëllen de Räsonement, deen op der Säit 56 vun deem Rapport gemaach gëtt, wou gesot gëtt, et kéint een net mat de Räsonementer vu viru méi wéi zéng Joer Äntwerte kréien op Froen, déi nach ëmmer berechtegt wieren. Ech wëll et eigentlech ëmdréien. Ech wëll soen: Et géif déck Zäit ginn, dass mer eis mat deem, wat virun zéng a 15 Joer eigentlech schonn d'Konklusiounen an dësem Haus waren - déi unanime gedeelt gi si vun enger Kommissioun, an där awer eng Rei Leit souzen, déi ech awer elo emol iwwert déi lescht 20 Joer zu de Mastodonte vun der Lëtzebuerger Politik zielen -, … Dann ass et de Contraire: Et muss ee sech mat de reelle Froe beschäftegen an doraus muss ee probéieren, Solutiounen ze fannen.

Dofir wëll ech am Numm vun der CSV siwe prinzipiell Saache soen. Well déi siwe prinzipiell Saachen definéieren herno eigentlech och d'Approche, déi een als Partei zu deenen eenzelne Froen huet.

Fir d'éischt sti mir weider zum État unitaire, zum Prinzip vun der Legalitéit - dat huet d'Ministesch gesot -, awer och zu der Territorialitéit an der Spezialiséierung, zum Prinzip vun der Subsidiaritéit an zum Prinzip vun der Gemengenautonomie.

Mir als CSV sinn zweetens der Meenung, dass mir sollen ee Staat bleiwen op zwee Niveauen: Mir hunn een Niveau Gemengen, mir hunn een Niveau Staat uewendriwwer. Dat sinn déi zwee Niveauen, déi mer hunn. A mir solle kucken, do esou mann wéi méiglech Tëschenetappen anzebauen, well dat an eisen Aen e Problem um Niveau vun der demokratescher Grondfindung vun den Iddien an de Gemenge bréngt.

Nu wësse mir, dass een d'Syndikater brauch. Et brauch een och Forme vun interkommunaler Kooperatioun. Mee no deem Prinzip, deen ech virdru gesot hunn, ass et an eisen Ae wichteg, dass mer an engem System bleiwen, wou net alles an d'Intercommunalitéit geet, mee wou d'Gemengen eigentlech responsabel bleiwe fir déi Politik, déi um Territoire vun hirer Gemeng gemaach gëtt.

Drëttens fuerdere mer eng kloer Opdeelung vun de Kompetenzen. Dat ass ee vun deenen zéng Punkten, déi méi spéit op de Säite 57 bis 59 diskutéiert ginn. Mir sinn als CSV der Meenung, dass op där Plaz dat soll gemaach ginn, wat op där Plaz, wou et gemaach gëtt, op där richteger Plaz gemaach gëtt. Dat ass de Prinzip vun der Subsidiaritéit.

Ech ginn ee Beispill: Mir hu virun e puer Joer decidéiert, datt d'Schoul mat hirer Organisatioun am Gros, mat Ausnam vun deene klenge Chouiaen, déi mer do nach maachen, an de Gerant vum Staat iwwergewiesselt ass, inklusiv d'Bezuele vum Personal. Mir sinn awer nach ëmmer an der Situatioun oder mir sinn elo an der Situatioun, dass d'Gemenge musse bezuele fir Material - didaktescht Material, informatescht Material -, fir dat si iwwerhaapt kee Matsproocherecht méi hunn, wat si eigentlech diktéiert kréie vun enger drëtter Plaz, nämlech vum Staat, a wou se eigentlech just gebiede ginn ze bezuelen.

Or, wann een eng Nationalpolitik wëllt maache vun der Schoul, an där d'Kanner zu Rëmeleng an op der Wemperhaart no deene selwechte Modeller eduquéiert ginn, dann ass et fir eis kloer, dass deen, deen decidéiert, wat do gebraucht gëtt, och deen ass, deen dat bezilt.

An dee muss och sécherstellen, ...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ... dass d'Educatioun vun där enger Plaz bis op déi aner Plaz mat deene selwechte Moyenen gemaach gëtt. Mécht en dat net, da komme mer an eng falschverstanen Autonomie communale, déi doranner besteet, dass an deenen enge Gemenge méi gemaach gëtt an an anere Gemenge manner gemaach gëtt, dass déi eng Gemengen, déi méi Moyenen hunn, méi kënne maachen, aner Gemengen, déi manner Moyenen hunn, manner kënne maachen. An da si mer net an engem System, esou wéi mir en als CSV gären hätten.

Véiertens, d'Definitioun vun de Missiounen ergëtt d'Fro: Wéi eng Moyene mussen zur Verfügung gestallt ginn, fir dass dës Missioune kënnen erfëllt ginn? Wann d'Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg iwwer hir Gemeng schwätzt an d'Buergermeeschtesch vu Konsdref - wat och eng Madamm ass - iwwer hir Gemeng schwätzt, da sinn dat allen zwee Buergermeeschteren, mee déi schwätzen, ausser dem Fait, datt se Buergermeeschter sinn an enger Gemeng virstinn, net iwwert dat selwecht. Well d'Moyene vun deenen engen an d'Moyene vun deenen aneren hunn iwwerhaapt näischt mateneen ze dinn.

A wann den Här Kaes, deen elo hei d'Wuert geholl huet als Buergermeeschter, an dat waren elo zwee Beispiller vu Leit, déi heibanne sinn, an den Här Biancalana, dee mer frëndlecherweis gesot huet, e géif no mir hei och elo nach am Debat schwätzen, iwwer hir Gemenge schwätzen, da schwätzen déi och net iwwert dat selwecht. Well deen ee kënnt aus enger ruraler Gemeng aus dem Norden an deen aneren, dee kënnt aus enger fréier héichindustrialiséierter Gemeng aus dem Süden, déi komplett aner Spezifissitéiten hunn an déi jo, duerch de Fait, datt se haut och aner Moyenen hunn, och an der Lag sinn, déi eng méi ze maachen a verschiddenen Domäner wéi déi aner, déi einfach net d'Moyenen hunn, well se d'Masse critique net hunn, well se net grouss genuch sinn, well se einfach och vum Personal hier a vun dem ganzen Opbau vun hirer Gemeng hier net à même sinn, dat ze maachen, wat eebe méi grouss Gemenge kënne maachen.

Fënneftens ...

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Nee, entschëllegt ...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Et geet net nëmmen ëm Moyenen, et geet drëm, Problemer ze léisen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo, mee ech kommen ... Ech si jo an engem Räsonement, deen eigentlech fléissend ass, fir lech ze veranschaulechen, firwat d'CSV op déi eenzel Froe mat wat äntwert.

Fënnef: Et muss da souwuel am politesche wéi och am personnellen Tablo déi eenzel Gemeng déi eenzel Moyene kritt fir déi Aufgaben, déi de Staat gär hätt, datt si ëmsetzt pour compte de l'État oder pour compte propre, datt se déi och kann ëmsetzen.

An dofir - an dat ass e weidere Punkt, dee feelt - musse mer weider driwwer diskutéieren: Wat ass d'Masse critique vun enger Gemeng? Wat muss ech als Basis, als Minimum kënne virweisen, fir datt ech an enger Welt, déi ëmmer méi komplizéiert gëtt an an där ech mech als Gemeng och eigentlech ëmmer méi an d'Liewe vun de Leit muss amëschen - wat nach viru 15 oder 20 Joer net de Fall war, wann ech dee ganzen Domaine social huelen -, wat fir eng Moyenen ech dann hunn, fir iwwerhaapt kënnen an där Liga matzespillen, iwwert déi mer hei diskutéieren?

Maache mer dat net, aggravéiere mer eigentlech nëmmen den Ënnerscheed tëschent deenen enge Gemengen an deenen anere Gemengen, well déi eng Gemengen d'Moyene wäerten hunn, fir a gewëssenen Domäner d'Problemer vun de Leit ze léisen, an aner Gemengen dat opgrond vun hirer Struktur net wäerte fäerdegbréngen.

Dofir ass d'Fro vun de Fusiounen och kee Selbstzweck. Et ass net eppes, wat een onbedéngt gären hätt, mee et ass d'Konsequenz vun enger Demarche! Et ass d'Konsequenz vun enger Fro, sech d'Fro ze stellen - an engem Land, wat zougegeebenerweis duebel esou grouss ass wéi Däitschland -, wéi een et ka fäerdegbréngen, dass een tëschent deenen 80, 90 km an der Längt an deene 56 km an der Breet de Bierger alleguerten op all Plaz quasi déi selwecht Servicer kann ubidden - net déi identesch Servicer, well soss wäre mer jo net an der Gemengenautonomie, an d'Gemengepolitiker musse jo och nach eng Appreciatioun kënne féieren, wat si da méi prioritär, méi global gesinn - an dass een an déi selwecht Richtung ka goen.

Doraus ergëtt sech dann d'Diskussioun vum Congé politique; doraus ergëtt sech d'Diskussioun vum duebele Mandat; doraus ergëtt sech d'Diskussioun vun der Formation politique - Punkten, déi mer méi spéit och nach eng Kéier wäerte kucken. An doraus ergëtt sech och d'Fro vum Niveau de recrutement et de compétences du personnel; doraus ergëtt sech d'Fro vum Niveau hiérarchique, vun der Fro: Wie kann eigentlech op wat fir engem Niveau déi beschten Aarbecht am Interêt vun deem ganzen Ensembel maachen?

Sechstens si mer der Meenung, dass sech d'Relatioun tëschent de Ministèren an de Gemenge selbstverständlech muss reduzéieren op eng Tutelle de légalité an net d'opportunité.

Dee rezenten Arrêt Kierchefabrick weist awer, dass mer wäit dovunner ewech sinn, dass mir an enger renger Tutelle de légalité sinn: Well d'Madamm Minister rezent, den 30. Mäerz, op enger ideologescher Fro vun der Opportunitéit vun der Cour administrative ëmgedréit ginn ass, si also de Versuch gemaach huet, e Gesetz an eng gewësse Richtung ze interpretéieren opgrond vum Fait, datt se e falschen Artikel geholl huet - nämlech den Artikel 14 vum Gesetz, amplaz datt se deen Artikel hätt missen huelen, deen dee richtegen ass, nämlech den Artikel 15 -, an domadder zu enger Defiguréierung vun engem System gefouert huet, wou Gott sei Dank d'Gemeng Ëlwen e Prozess gemaach huet, dee se och elo gewonnen huet. An ech wëll soen - well ee vun deene Sätz, déi ech ëmmer héieren, ass: „Dat ass jo eng Geschicht vun der CSV!" -: De Buergermeeschter vun Ëlwen ass net an der CSV, deen ass net an eiser Partei.

Et ass esou einfach, allkéiers wann een e Problem huet a senger politescher Duerstellung, hinzegoen an ze soen: „Ma dat ass d'CSV!" Geschitt d'lescht Woch beim CGDIS - nach eng Kéier -: „Dat ass d'CSV!" Nee! Den Här Michel Malherbe, Buergermeeschter vu Miersch, ass och net Member an der CSV! En huet awer a sengem Räsonement Recht, deen à la base deen ass, dass mer an enger Welt si beim CGDIS, déi eigentlech net méi deem entsprécht, wat viru fënnef Joer versprach gi war, wéi de CGDIS ugefaangen huet ze fonctionéieren.

Kooperatioun Interieur-Gemengen. Ech kommen aus enger grousser Gemeng. Mir ginn eens. Also „grouss Gemeng" ... - mëttelkleng Gemeng, fir et emol esou ze soen; mat 10.000 Leit bass de am internationale Konzept jo nach kee Groussen.

Mee ech begéinen der awer all Dag, déi aus méi klenge Gemenge kommen. An déi soe mer alleguer - unisono! -, datt d'Ofschafe vun den Distriktskommissariater duerch eng Netëmsetzung um Niveau vum Interieur vun enger equivalenter Offer u Proximitéit d'Gemengen net an eng Situatioun bréngt, datt se nach kënne propper appreciéieren ...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ... an datt se e propperen Outil de communication hunn.

Do besteet ganz kloer Nohuelbedarf um Niveau vum Ministère de l'Intérieur, fir de Gemengen eigentlech nees eng méi personaliséiert Betreiung an deene ville komplexe Froen ze bidden, déi se hunn, an déi manifestement - dat soen ech net, dat kréien ech vu ville Leit aus dem Gemengesecteur, vu Buergermeeschtere gesot - net en place gesat ginn ass.

De Contrôle des communes ass och e Punkt, deen herno nach eng Kéier zréckkënnt. Schonn 2008 ware mir eis hei an der Chamber eeneg, dass eng Cour des comptes communale soll geschaaft ginn. Dat steet am Rapport vun 2008.

Elo si mer am Joer 2021. Elo gëtt d'Fro nees gestallt. Ech ginn lech am Numm vun der CSV déi selwecht Äntwert: Mir sinn nach ëmmer fir d'Cour des comptes communale! Mir sinn der Meenung, datt deejéinegen, deen am Interieur ass, also den Interieur, eigentlech dee Contrôle net méi soll maachen, och well d'Tutelle eeben eng aner Tutelle soll ginn a well d'Appreciatioun vum Fait, ob s de eppes gemaach hues oder ob s de et net gemaach hues an dengem Budget, net duerch de Juge ... - wéi seet een dat? - Ukläger/Juge soll geschéien, mee eigentlech duerch eng neutral Instanz.

An de siwente Punkt, jo, deen huet mech elo hei awer bal e bëssen aus de Socken gehuewen - dat ass, wann d'Ministesch seet: „Also, alles, wat ma de Finanzen ze dinn huet, dat diskutéiere mer awer hei net." Also, ech weess net, a wat fir enge Gemengen Dir täteg sidd, mee a menger Gemeng brauch ech Geld, fir déi Politik kënnen ze maachen. An ech gesinn, eleng an der Entwécklung vun deem leschte Mount, ouni datt ech an der nationaler Politik bis elo iergendeng Reaktioun matkritt hunn, dass elo d'Präisser, vun allem, wat mir maachen, tëschent 40 % a 50 % geklommen sinn opgrond vun Enkpäss, déi wären, opgrond vum Fait, datt d'Chineesen net géife liwweren an esou weider an esou fort.

Meng Gemeng huet fir 30 Millioune Projeten ugefaangen, déi mer net méi kënne stoppen: De Bau vun enger Schoul mat enger Maison relais, e Festsall an eng riseg Strooss vun 2 km, déi mer elo musse maachen. Wa mir déi dräi Projeten do gemaach hunn, Dir Dammen an Dir Hären, mat 40 % Augmentatioun - ma dann hale mir op! Dann hu mir tëschent 12 a 15 Milliounen Augmentatioun vum Invest, dee mer mussen tätegen, déi mer net virgesinn hunn. An et wär urgent, dass mer iwwert d'Finanze vun de Gemenge géife schwätzen, fir ze kucken, ...

(Brouhaha)

... ob d'Gemengen d'Strooss nach halen an deenen nächste Wochen a Méint, compte tenu vun deem, wat awer noweislech, mat egal wat fir engem Buergermeeschter an dësem Land ech elo an deene leschte Woche geschwat hunn, eigentlech jiddweree betrëfft.

Dat geet esou wäit, dass d'Bordurë vu Chantieren net méi geliwwert ginn an doduerch ganz Chantiere wärend Wochen a Méint wäerten opgehale ginn. Et stellt sech also d'Fro vun der Remuneratioun. Et stellt sech d'Fro vun de Garantië vun de Kontrakter. Et stelle sech also riseg finanziell Froen, lassgeléist elo vun der Gemengefinanzreform an esou weider, déi sech opgrond vun Decisiounen, déi an deene leschte Joren geholl si ginn, op d'Gesamtbudgete vun deenen 102 Gemenge wäerten auswierken.

Wann een dann also déi Prinzipie gekuckt huet, déi fir mech d'Fundament si vun der Aart a Weis, wéi mir als CSV d'Gemengepolitik kucken, da muss ee gesinn: Wat ass dann elo an där éischter Phas do geschitt? Dat ass jo léif - ech hunn och näischt dergéint -, fir sechs Workshoppen ze maachen, et ass léif, dass d'Leit sech kënnen eng Kéier austauschen, et ass och léif, dass dat opgeschriwwe gëtt, Säit 19 bis 52, mee et muss een dann awer iergendwou e bësse méi konkreet soen, ëm wat et geet. Ausser et ass wierklech dat, wat d'Ministesch elo gesot huet: déi dräi Punkten an hirer Introduktioun. Mee da kéinte mer eigentlech ophalen an da gi mer heem! Ausser, mir sinn net an deem selwechten Debat, mir schwätzen de Moment net um selwechten Niveau, wéi mer eigentlech d'Fro vun der Gemeng vun der Zukunft gesinn.

An dofir géif ech da wëllen op dat kommen, wat déi zéng Punkte sinn. An da kuckt, deen, deen hei déi zéng Punkten huet musse schreiwen - Säit 57 bis 59 -, bestëmmt iergendwou no - ech wëll den Hutt ofzéie virun deem! D'Propositioun 9: « Construire un cadre propice, permettant aux communes de se développer et d'innover. » Wie seet do nee? « La commune, de par sa proximité avec le citoyen et de par le fait immédiat de son action sur la collectivité, se prête particulièrement bien à la mise en œuvre du concept de "glocal", c'est à dire la prise en compte simultanée de considérations locales et globales dans la prise de décisions. La marge de manœuvre des communes doit être telle » - « la marge de manœuvre des communes doit être telle […] », d'Marge de manœuvre schléisse mer awer aus der Diskussioun aus! - « qu'elles puissent jouer le rôle de locomotives et d'innovateurs, par exemple en matière d'initiatives sociales, de projets culturels, de mobilité, d'économie circulaire et d'éco-responsabilité », und, und, und. Wann ech aleng dat kucken, wat de Staat amgaangen ass, eis als Gemeng um Logement wëllen ze octroyéieren, soen ech: und, und, und. An ech soen allkéiers: Wou sinn hannendrun d'Moyenen, déi dann deenen zur Verfügung gestallt ginn, fir dat ze maachen, wat ee gären hätt? Dat ass e fantastesche Saz! Ech wëll lech soen, dass d'CSV mat der Propositioun 9 d'accord ass!

Just, méi wäit komme mer haut net. Mir kommen net méi wäit, bis Dir, Madamm Minister, iergendwou eng Propositioun op den Dësch leet, op där ee ka schaffen. Well dat do ass näischt, op deem ech ka schaffen. Dat ass e schéinen Aufsatz vun enger Persoun, déi manifestement huet missen zéng Konklusiounen zéien aus eppes, wou jo net emol Konklusiounen am Debat gezu gi sinn. Well d'Leit hunn hir Saache gesot, et war een do, deen huet dann e bësse mat hinne geschafft, et ass dann e bësse probéiert ginn, esou eng kleng Konklusioun ze zéie pro Persoun, déi dat da geleet huet, an dat war et. „Et ass och ni e Feedback komm", soe Leit mer, déi derbäi waren. Et ass ni en zweeten Appell komm, fir ze soen, ob se oder ob se net ...

Doraus ergëtt sech also - ech hunn nach 8 Minutten a 50 Sekonnen, dat geet mer duer, Här President -, doraus ergi sech dann zéng Propositiounen, déi ech dann am Numm vun der CSV, well dat d'Fro vun der Ministesch war, och wëll beäntwerten.

Se sinn net alleguerten esou einfach ze beäntwerte wéi d'Propositioun 9. Well d'Propositioun 9, do soen ech e franchë Oui: Oui, on est tout à fait d'accord à ce que la commune se construise dans « un cadre propice au développement et à l'innovation ».

D'Propositioun 1 … - d'ailleurs interessant ze gesinn, dass an dësem Dokument d'Position 1 net ass: « Clarifier le rôle et les missions des communes ». Et geet jo schliisslech ëm déi! Oder geet et net ëm déi? De Punkt Nummer 1 ass: « Clarifier les rôles et missions du Ministère de l'Intérieur ». Dat ass de Punkt 1 - Punkt 1, also wichtegste Punkt! -, den éischte Punkt doran: Mir kucken elo mol, dass mer d'Missioune vum Interieur clarifiéieren, an da kucke mer iergendwou ënner Punkt 6 och nach, wat mer mat de Gemenge maachen.

An engem Punkt steet, an do sinn ech honnertprozenteg mat lech d'accord, Madamm, wann Der schreift, Dir wéilt de „rôle de partenaire et de conseil auprès des communes" hunn. Ech si mat lech d'accord, wann Der sot, Dir wéilt gären de „rôle de facilitateur auprès d'autres ministères" hunn. Ech si mat lech d'accord, wann Der sot, de Ministère soll e „rôle d'anticiper les besoins futurs et d'ajustements entre les besoins évolutifs de la société et le fonctionnement des communes" hunn. Wie géif do Nee soen?

Just d'Fro ass, ob um Terrain … A wann ech kucken, wat am Kader vum Covid-19 am leschte Joer geschitt ass an der Relatioun, fir elo mol nëmmen de Punkt „relation partenaire entre le ministère et les communes" ze nennen. Ech si frou, dass Der d'Gemenge gelueft hutt an Ärer Introduktioun, well ech soen lech: Ouni d'Gemenge wär villes net geschitt am leschte Joer, wann et ëm d'Bekämpfe vun der Covid-19-Kris gaangen ass! An d'Gemengen hu sech ganz vill misse selwer op hir hënnescht Bee setzen, se hu sech misse Froe stellen. Dat ass esou wäit gaangen, datt de Syvicol e Site gemaach huet - esou en Handy-Site, vun deem ech jo näischt verstinn, ech sinn ze al fir déi Saachen, ech maachen awer do mat -, wou déi 102 Buergermeeschtere verlinkt gi sinn, well, en absence vun iergendenger Reaktioun vum Inneministère am Mäerz, Abrëll, Mee vum leschte Joer, d'Leit sech Froe gestallt hunn, sech géigesäiteg Tuyaue ginn hunn. Do si Resolutiounen hin- an hiergeschéckt gi fir ze soen: „Wann s du dat do an dat do an denger Gemeng wëlls maachen, hei ass en Text, wéi mir et an eiser Gemeng gemaach hunn. Wéi gesitt Dir dëst oder wéi gesitt Dir dat?"

Oui, oui, soyez le partenaire, mais soyez le partenaire lorsqu'il faut que vous soyez le partenaire! Dat ass den Opruff, deen ech un lech maachen. Dir sot - d'Proposition 2 -: « Faciliter l'exercice des mandats communaux : redéfinition du congé politique, professionnalisation et formation de l'exécutif local ». Kee Wuert iwwert d'Duebelmandat, dat fannen ech komesch! Wierklech komesch, datt kee Wuert doriwwer gesot gëtt. Oui, soen ech, mir sollen eng Reflexioun féieren iwwert d'Mandats communaux. Oui, mir sollen de Congé politique redefinéieren.

Elo kënnt et awer: Op verschiddene Plazen ass et schwéier, de Leit méi wéi 40 Stonnen ze ginn, an op verschiddenen anere Plaze stellt sech awer fir mech ganz seriö d'Fro, ob een de Leit muss 40 % (veuillez lire: 40 Stonnen) ginn. Well dat ass e Punkt, deen ech awer nach aus menger fréierer Positioun als Inneminister verhalen hunn: E Buergermeeschter, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass kee Beamte vun enger Gemeng. E Buergermeeschter ass net dofir do, fir eng Aarbechtsplaz op der Gemeng ze kompenséieren. E Buergermeeschter ass do, fir déi politesch Decisiounen ze huelen, an net, fir en fin de compte - wéi et a ville Gemengen haut nach de Fall ass, besonnesch a klenge Gemengen - eigentlech en Employé oder e Fonctionnaire, deen

ech net hunn, ze kompenséieren doduerch, datt ech mech 40 Stonnen op d'Gemeng sëtze ginn an eigentlech Fonctionnaire spillen. Mee mir soen: Oui.

Woubäi, wa mer iwwert d'Fro …, well ech jo laang Gehalt, also Verhalt hunn - Gehalt och, mee Verhalt nach méi e laangen -, mir hunn 2008 iwwert d'Formation des élus communaux geschwat, Dir Dammen an Dir Häre. Et war d'LSAP, déi dergéint war. Et war d'LSAP, déi dergéint war, aus dem Mond vum Här Bodry, well den Här Bodry - an doriwwer muss een awer diskutéieren - richtegerweis vläicht, op jidde Fall mol aus senger Vue deemools, gesot huet: „Mir wëllen den Élus communaux keen Octroi maache vun enger Formatioun, well et muss e fräiwëllegt Mandat bleiwen. Et muss e Mandat bleiwen, wou d'Leit d'Méiglechkeet hunn ze decidéieren, ob se et wëlle maachen oder net, an et kann net Sujet si vun enger obligatorescher Weiderbildung."

Ech wëll soen, dass ech als Inneminister der Meenung war, datt dat sollt geschéien. An ech sinn haut nach méi der Meenung, datt et soll geschéien, well wann ech gesinn, wat awer um Niveau vun de Connaissancen …, wa mer iwwer PAGen, PAPen diskutéieren, wa mer iwwer komplex Saachen diskutéieren, wa mer iwwer Logement diskutéieren, wann ech kucken, bis wéi wäit dat méiglech ass … An da si mer mol nach net bei der Biergerbedeelegung! Do si mer bei deenen, déi Élus du peuple sinn, pour diriger les fonctions de leur commune. Jo, wa mer, Dir Dammen an Dir Häre, do awer net à même sinn, fir op engem Niveau kënnen ze diskutéieren, dann ass et ganz schwéier, eng Diskussioun ze féieren! An et besteet e risegen Ofstand tëschent de Kenntnisser vun deene Leit, déi an engem Schäfferot sinn an déi d'Méiglechkeet hunn, sech doduerch eeben einfach sur le tas ze forméieren, an dem Fait, ob ech Conseiller communal sinn an enger Gemeng an dat alles net ka maachen.

« Ouvir les portes à une participation citoyenne plus large », dat ass ee vun deenen dräi Punkten, déi Der virdru gesot hutt. Mir waarden do op konkreet Propositiounen. Ech muss soen, ech hu keng Kriticken an där Gemeng, déi ech geréieren, iwwert de Fonctionnement vun de Comissions consultatives. Verschiddener kéinte vläicht e bësse méi oft tagen, mee dat huet och eppes mam Engagement vun deenen engen an deenen aneren ze dinn. Dir wëllt manifestement ganz nei Forme vu Participation citoyenne aféieren. Ma mir waarden do op konkreet Propositiounen, well mer eis en absence dovun zurzäit net kënnen dozou positionéieren

Digitaliséierung: Oui, d'Gemenge mussen digitaliséiert ginn, soen ech. Ech kommen awer nees op mäi Punkt vu virdrun: Wann Dir eng Gemeng sidd vun 2.000 Awunner an Dir hutt an Ärem Personal aacht Leit, da soen ech lech, datt Der keen astellt, dee sech emol prioritär ëm d'Digitalisatioun vun Ärer Gemeng këmmert. Ech hunn där een. D'Stad Lëtzebuerg huet héchstwarscheinlech 15 oder 20 Leit, déi sech wierklech professionell drëm këmmere fir ze kucken, d'Gemeng op deen Niveau ze bréngen an der Digitalisatioun. Also: Oui, mais quels sont les moyens mis à disposition, fir dass mer dohinner kommen?

« Clarifier et adapter les missions et services des communes aux besoins et attentes actuelles ». Ech hat virdrun d'Beispill vun der Educatioun gesot, dann ass hei nach d'Mobilitéit, den Aménagement du territoire, de Logement, ech soe mol dee ganze Volet social, wou mer ëmmer méi d'Kompetenz vum Staat op d'Gemengen erofkréien, wou ech lech soen, datt meng Gemeng Schwieregkeeten huet, do am Detail Äntwerten ze ginn, déi de Staat eigentlech gären hätt, dass mer se ginn. Mir schwätzen als CSV de CGDIS un. Mir sinn net zefridden als CSV, dat hu mer och hei gesot, mat där Aart a Weis, wéi de CGDIS - net un der Basis!, net de Pompjee, deen do schafft, dee jo un der Basis vum Fonctionnement ass -, a virun allem d'Relatioun tëschent dem CGDIS an den eenzelne Gemengen ass, do si mer wierklech net zefridden, wéi dat sech an deene leschte Joren entwéckelt huet.

Mir si fir Formes de collaboration intercommunale, mat dem Bemoll, deen ech virdru gesot hunn. Dat däerf net derzou féieren, dass herno iwwerall Decisioune geholl ginn, just net méi am Gemengerot, deen eigentlech dofir do ass, fir déi Decisiounen ze huelen.

Mir si selbstverständlech der Meenung, dass een d'Disponibilitéit „en personnel qualifié et motivé" muss hierstellen. Mir si selbstverständlech der Meenung, dass een deene Leit déi beschte Formatioun muss ginn. Mir si selbstverständlech der Meenung, dass all déi Punkten, déi Der virdru geäntwert hutt, dass een déi seriö muss diskutéieren. Wien ass Chef de personnel an enger Gemeng? Ech soen lech awer, dass et a klenge Gemengen, et kennt ee jo nach vill Buergermeeschteren, ganz oft esou ass, datt de Schäfferot gäre Chef de personnel ass, wärend an deene méi grousse Gemengen d'Buergermeeschtere frou sinn, wa se net méi Chef de personnel sinn. Jo, well dat eent an dat anert - ech kommen nees op mäi Beispill vu virdrun -, dat heescht alles Gemeng, mee dat ass awer net necessairement dat selwecht, iwwer wat mer do diskutéieren.

Mir wëllen eng Disponibilitéit „en personnel qualifié et motivé", do si mer honnertprozenteg derfir. Mir hätte gären, datt se alleguerte Manager sinn, datt de Kader gekläert gëtt. Alles dat fanne mer ganz gutt.

Mir haten 2008 am Rapport - dat schreift Der hei méritoirement selwer -: De Poste vum Receveur soll geännert ginn. Déi meescht grouss Gemengen hunn dat elo gemaach entre-temps an hunn e Service communal financier geschaaft, ouni drop ze waarden - zum Deel, ech soen net en violation de la loi, mee en marge de la loi. Wann ech de Statut vum Receveur kucken, deen huet e Statut aus dem 19. Joerhonnert, an deen ass och bei eis elo Chef financier, do kann een zumindest driwwer diskutéieren, mee et ass awer déi modern Gestioun vun enger Gemeng, déi mer mussen hunn. Et ass also urgent, datt e Service financier geschafe gëtt, an dass och d'Fonctioun vum Receveur iwwerkuckt gëtt.

Den 9 hat ech lech virgelies, an den 10 ass: « Faire évoluer le contrôle du secteur communal ». Och do hunn ech eng Äntwert drop ginn - elo hunn ech, Här President, ausnamsweis mol eng Kéier bal eng Punktlandung fäerdegbruecht -: Mir sinn der Meenung, dass mer eng Cour des comptes communale brauchen, an dass mer den Interieur komplett vun där Tâche liberéieren.

Der langen Rede kurzer Sinn: Dat, wat mir haut kruten, dat geet eis net wäit genuch, dat ass ze kuerz gegraff! Den Exposé, deen d'Ministesch gemaach huet, dat schéngt mer éischter ze sinn, dass mer dräi, véier Saachen, déi sech herno gutt verkafe loossen, wëllen änneren. Ech wëll soen: Wann Är Ambitioun just déi ass, déi Der elo virdru gesot hutt, da braucht Der keng zwee Joer! Fir op deenen dräi Punkten d'Gemengegesetz ze änneren, déi Der elo virdrun an Ärer Introduktioun gesot hutt, braucht Der keng zwee Joer. Ech soen lech awer och: Wann Der den Debat wëllt wierklech konstruktiv féieren, da musst Der eng bis zwou bis dräi Schëppe bäileeën, fir dass Der bis zum Joer 2023, wann d'Chamberswale sinn, iergendeppes um Pabeier hutt!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Wolter. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen alleguerten heibannen. « Je jure fidélité au Grand-Duc, d'observer la Constitution et les lois du pays, et de remplir avec zèle, exactitude, intégrité et impartialité les fonctions qui me sont confiées .»

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Här President, léif alleguer, den Eed nom Artikel 6 aus dem Gemengegesetz kennen déi meescht vun eis heibannen, sief et als Gemengeconseiller, als Schäffen, als Buergermeeschter. Et handelt sech ëm e Saz, dee jidderee mat verschiddenen Erënnerungen, Emotiounen a warscheinlech och mat enger gewësser Nervositéit - dat zemools bei där alleréischter Kéier, wann ee verdeedegt gëtt - verbënnt.

Perséinlech kann ech mech u meng éischt Vereedegung erënneren, wéi wann et gëschter gewiescht wär. Ech war 32 Joer jonk oder al, deemno wéi een et hëlt. Ech stoung virum Marie-Thérèse Gantenbein an der Hesper Gemeng a war definitiv richteg nervös, voller Virfreed, ier et lassgaang ass, well ech et einfach als grouss Éier empfonnt hunn, als Hesper Jong do elo am Gemengerot dat Mandat a menger Heemechtsgemeng kënnen unzetrieden, fir meng Iddien um lokale Plang kënnen ëmzesetzen.

An ech ka soen: Ech gouf net enttäuscht: Diskutéieren, nolauschteren, Iddien austauschen, Verbesserungen envisagéieren an och beschtefalls ëmsetzen - esou kéint een de politeschen Alldag einfach an e puer Wierder beschreiwen. Deen Alldag wëlle mer elo mat der Reform vum Gemengegesetz verbesseren a moderniséieren.

Här President, wann ech hei duerch d'Reie kucke vun der Chamber, da gesinn ech eng sëlleche Politiker, déi vill, vill méi gemengepolitesch Erfarung hu wéi ech, déi also alleguerte mat am beschte wëssen, dass d'Gemengepolitik sech an deene leschte Joerzéngten enorm entwéckelt huet. Deementspriechend brauche mir haut, elo, e Gemengegesetz, dat dëser Evolutioun Rechnung dréit an dat de Gemengen déi néideg Méiglechkeete gëtt, fir eng modern, biergerno a gutt fonctionéierend Gemeng ze garantéieren.

An deem Kontext sinn ech och frou, dass d'Madamm Minister dësen Débat de consultation ugefrot huet, deen eis alleguerte concernéiert. Eng Debatt, an där mer wëllen iwwert d'Zukunft vun eise Gemenge schwätzen, iwwer eng Gemengepolitik, déi no beim Bierger ass.

Als DP begréisse mir et, dass mer vun engem ganz neie Gemengegesetz schwätzen an net just iwwer verschidde kleng Ännerungen. An ech mengen, mir sinn eis och alleguerten eens, dass et Zäit gëtt, dës Reform an Ugrëff ze huelen. D'Approche, fir vun Ufank u mat de Mandatairen de Kontakt mam Gemengepersonal ze sichen a si vun Ufank an dee wichtege Reformprozess matanzebannen, war ganz kloer dee richtege Wee. Et sinn nämlech besonnesch si, déi all Dag konkreet mat der aktueller Gesetzgeebung ze dinn hunn an déi am beschte wëssen, wou de Schong am Alldag dréckt.

Besonnesch wichteg war et awer och, d'Bierger an dëser Diskussioun net ze vergiessen an hinnen, dès le départ, nozelauschteren an hinnen och eng Stëmm ze ginn: Wéi zefridde sinn eis Bierger mam aktuelle Gemeinschaftsliewen an eiser Gemeng a wat fir prioritär Erausfuerderunge gesi si an deenen nächste Joren an de Gemengen op d'Gesellschaft duerkommen? Dat si just e puer Froen, déi mir wichteg schéngen an iwwert déi ee sech an deenen nächste Wochen a Méint muss weiderféierend an haaptsächlech zilféierend Gedanke maachen. Et geet schliisslech ëm eis Matbierger, fir déi mir eis all Dag an de Gemengen engagéieren.

Här President, ech wäert an deenen nächste Minutten net op all Iddien a Remarken aus dem Dokument kënnen agoen - wëssend, dass mer an deenen nächste Méint jo nach méi wéi eng Kéier wäerten iwwert dëse Projet diskutéieren a wëssend, dass an deem gesamte Pak genuch dran ass, fir méi wéi eng nomëttegfëllend Diskussioun an Dialog kënnen ze hunn.

Ech hu mer deementspriechend e puer Punkten erausgepickt, déi eis als Demokratesch Partei extra wichteg erschéngen: Ugefaange mat der Digitaliséierung vun de Servicer, vun den administrativen Demarchen a vum Färdere vun der Simplification administrative - dat alles natierlech am Respekt vum Dateschutz.

De Volet Digitaliséierung ass multidimensional a geet wäit iwwert den Text eraus. Och am Gemengesecteur spillen déi nei Technologien eng ëmmer méi grouss a wichteg Roll: Dat geet vun enger digitaler Verwaltung, déi e bessere Service um Bierger méiglech mécht, bis hin zu internen Aarbechtsofleef, déi duerch d'Digitaliséierung méi séier an haaptsächlech méi effikass kënnen an och musse ginn. D'Aspekter vu Sécherheet an Dateschutz a Relatioun mat der Digitalisatioun a mat der Simplification administrative dierfen an deem Kontext net vergiess ginn.

Déi lescht Méint hunn zum Beispill de Large-Scale-Testing, den Homeschooling, den Homeoffice gewisen, dass et duerchaus méiglech ass, séier digital ze reagéieren, wann et gebraucht gëtt. Mat dëser Reform gi mir eis elo och d'Chance, fir eis Gemengen digital fit fir d'Zukunft ze maachen. Mir als DP sinn der Meenung, dass d'Digitalisatioun mam Haaptzil, d'Liewe vun de Leit ze vereinfachen, e primordialen Aspekt vun der Reform vum Gemengegesetz muss sinn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Léif alleguerten, mir sinn eis eens, dass mer de Moment vill administrativen Opwand bedreiwen an des Ëftere komplizéiert Prozeduren an Ofleef gesinn. Kuerz gesot: Bei der Simplification administrative hu mer nach eng Partie Aarbecht virun eis. Hei gëllt et besonnesch, den digitale Volet matanzebezéien, wéi dat och an der Broschür mat verschiddenen interessante Beispiller illustréiert ginn ass.

Eng vun de wichtegste Froen ass deemno: Wat ass de gewënschte Standard a puncto Vereinfachung vun de Prozedure fir d'Mandatairen, d'Gemengepersonal an haaptsächlech och fir d'Bierger?

An deem Kontext begréisse mer déi geplangten Aféierung vun der Transmission obligatoire. Heimat kënnen Deliberatioune vum Gemengerot a Kraaft trieden, soubal se dem Inneministère iwwermëttelt goufen, an dat ouni dass nach op eng Approbation ministérielle gewaart muss ginn. Ech denken hei ënner anerem un d'Reglementer an d'Taxen am Kontext mam Waasser, Elektreschen a Gas an och all déi aner Taxen, fir déi d'Gemengen - en contrepartie vun hire Servicer - eng finanziell Géigeleeschtung bezéien. Dat alles dréit derzou bäi, dass d'Dossiere méi séier traitéiert kënne ginn.

Des Weideren ass et och luewenswäert, dass d'Montante vun de kommunale Bauprojeten, déi dem Interieur mussen zur Approbatioun virgeluecht ginn, eropgesat ginn. Weider Beispiller, wat d'Simplification administrative an enger méi klenger Envergure ugeet, sinn zum Beispill d'Deliberatioune betreffend d'Festhale vu Jetone fir de Gemengerot a fir d'Kommissioune souwéi och d'Festhale vum Sëtzungssall, déi net méi musse vum Minister approuvéiert ginn.

Dëst si just e puer Beispiller vum Terrain, déi villes vereinfachen a beschleunege wäerten, an déi mir an deem Sënn als DP och kloer ënnerstëtzen.

E weidert konkreet Beispill, wat mir alleguer ëmmer nees an eise Gemengeréit erëmbegéinen, ass d'Approbatioun vun de Verkéiersreglementer. Et muss ee sech d'Fro stellen, ob dat nach zäitgeméiss ass, dass dem aktuelle Gesetz no all Règlement temporaire d'urgence, dat d'Zirkulatioun ugeet an dat méi wéi 72 Stonnen dauert, am nächste Gemengerot nach muss approuvéiert ginn. Beispillsweis muss e Chantier, dee just eng Woch dauert, am nächste Gemengerot approuvéiert ginn, wuelwëssend, dass dëse Chantier da scho kéint wochen- oder a verschiddene Gemenge souguer méintelaang ofgeschloss a fäerdeg sinn.

Fakt ass: Als DP ënnerstëtze mir d'Approche, dass e Groussdeel vun de ronn 70 aktuelle kommunale Prozeduren, déi den Interieur haut nach muss geneemegen, mat der Reform wäerte gestrach ginn. An deem Sënn ass et och wichteg, dass mer d'Leit um Terrain net mat lwwerreglementatioune blockéieren an hinnen hir Autonomie limitéieren. Hei muss d'Devise ganz kloer sinn: Méi kuerz an effikass Weeër fir méi Autonomie an Handlungsspillraum fir eis Gemengen.

An deem Kontext spillt och den Inneministère eng ganz wichteg Roll. Et dierf net nom Prinzip Topdown, also vun uewen erof geschafft ginn, ma nee, den Interieur muss de Gemengen a berodender Funktioun, als Uspriechpartner zur Säit stoen. De Ministère muss de Gemengen, zemools bei prozeduralen a ganz besonnesch och bei juristesche Froen, beschtméiglech kloer a séier Äntwerte kënne ginn. Do denken ech net just un déi kleng Gemengen, mee och un déi mëttelgrouss a souguer un déi grouss Gemengen, déi net alleguerten e Service juridique hunn. An duerfir, mengen ech, ass dat eng ganz, ganz wichteg Aufgab. Zesumme mat de Gemengen, als Partner, zum Wuel vun eise Bierger.

E weidere wichtegen Aspekt, dee bei der Reform vum Gemengegesetz muss gekuckt ginn, sinn déi verschidde Kompetenzen am Beräich vum Sekretariat, der Recette an dem techneschen Déngscht, déi iwwert déi lescht Joren immens evoluéiert hunn. Wichteg ass eiser Meenung no, dass d'Gemengebeamten deels méi Responsabilitéit kënne kréien, fir déi politesch Responsabel besser kënnen ze ënnerstëtzen an am Daily-Business manner Zäit ze verléiere mat administrativen Hürden.

Ech géif do gäre spezifesch op de Poste vum Gemengesekretär an op den techneschen Déngscht agoen. D'Entwécklung vun der Funktioun vum Gemengesekretär korreléiert mat der Perspektiv vun der Grënnung vun enger kommunaler Verwaltungsdirektioun, déi him kéint subordonéiert ginn. D'Iddi vun enger Direction administrative mat der Opwäertung vum Sekretär oder dem Schafe vun enger neier Positioun, wéi zum Beispill engem Responsable administratif, wier eng ganz konkreet Pist, iwwert déi ee kéint diskutéieren, esou wéi mir dat gesinn.

Fakt ass, dass de Beruff vum Gemengesekretär iwwert déi lescht Joren ëmmer méi villfälteg, komplex, juristesch an och zäitopwänneg ginn ass. Dee klassesche Sekretär als Funktioun ass - an dat soen ech mat déiwem Respekt fir dës nobel Tâche - an d'Jore komm. Et kommen ëmmer méi Aufgaben derbäi an d'Responsabilitéit gëtt ëmmer méi grouss. Dofir sollt een och elo driwwer nodenken, wéi een e moderne Gemengesekretär wëllt definéieren. Hei muss een iwwer eng kloer Hierarchie an eng nei Aarbechtsopdeelung nodenken. Wann ee bedenkt, dass a verschiddene Gemengen de Poste vum Sekretär wärend Wochen, heiansdo Méint opsteet, da muss ee sech konkreet Gedanke maachen, a wat fir enger Form een dëse wichtegen, interessanten a besonnesch responsabele Beruff ka revaloriséieren. Ech denken nieft finanziellen Aspekter och un eng spezifesch Formatioun an och un eng gesetzlech Verankerung, an där si als Chef d'administration festgehale ginn.

Eng modern Gemeng, wéi mir se haut kennen, besteet aus dräi Pilieren: Sekretariat, Recette an techneschen Déngscht, wuelwëssend, dass dee leschte Pilier och no verschiddenen Upassunge vum Gemengegesetz nach ëmmer net doranner verankert ass. Ouni e performante Service technique kann eng Gemeng hire villfältege Missiounen haut net méi gerecht ginn a kann net esou fonctionéieren, wéi dat vun de Bierger verlaangt gëtt. Dofir si mir als DP der Meenung, dass den techneschen Déngscht am neie Gemengegesetz muss e Kader kréien, deen identesch ass zu engem Receveur an engem Gemengesekretär. Geneesou also wéi déi zwee aner Piliere vun der Gemeng musse se e Chef de service hunn, e Posten, deen den Ament esou net an de gesetzlechen Dispositioune virgesinn ass. Doriwwer soll a muss och am Kader vun der Reform diskutéiert ginn.

En anere wichtege Punkt ass d'Délégation de signature am techneschen Déngscht. Dat aktuellt Gesetz gesäit an deem Sënn wéineg Méiglechkeete vir. Dem Text no missten all d'Commanden, egal vu wat fir engem Montant mir schwätzen, vum Buergermeeschter ënnerschriwwe ginn. Dat nämmlecht gëllt zum Beispill fir d'Receptioun vu Chantieren, d'Ausstellung vu Certificate wéi Certificats d'année de construction, fir just e puer Beispiller hei ze nennen.

An deem Kontext ass mir zu Ouere komm, dass et Gemengen a Syndikater gëtt, an deenen dat concernéiert Personal eng Rei vu Kompetenzen iwwer e Règlement interne zougestane kritt huet, eng Prozedur, wou mer juristesch éischter an enger Grozon

leien, well et einfach net kloer gekläert ass. Mangels engem gesetzleche Kader gëtt aus der Nout eraus an iwwer Ëmweeër probéiert, esou beschtméiglech d'Fonctionnementer an enger Gemeng oder an engem Syndikat ze garantéieren. Wa mer vun enger Professionaliséierung vun eise Gemenge schwätzen, fir eeben eis Gemenge fit fir d'Zukunft ze maachen, da musse mer och Neel mat Käpp maachen, wat d'Wäertschätzung vum techneschen Déngscht ubelaangt, an deem seng Kompetenzen an Aufgaben och méi kloer definéieren.

Et ass jo de Mëtte schonn iwwert d'Ingénieursdirecteurs vun de Gemengesyndikater rieds gaang: Professioneller, déi eng ganz Panoplie un Aufgaben a Responsabilitéite musse schëlleren a bei deene mer de Moment vun Dirigeants de fait a leider net vun Dirigeants de droit musse schwätzen. Hei dréckt de Schong. An et kéint een zäitno e Régime transitoire aféieren, ouni mussen op dat neit Gemengegesetz ze waarden, fir zwee ganz wichteg Artikelen am Syndikatsgesetz ze änneren, déi de concernéierten Ingenieuren um Terrain direkt géife weiderhëllefen.

Ech denken hei ënner anerem un den Droit de signature, d'Méiglechkeet, dierfen un de Sitzunge vum Bureau/Kommitee deelzehuelen oder kënnen eng Voix consultative ze kréien. An ech denken och un eng Délégation d'exécution vun de Mesuren, déi am Bureau, dem Pouvoir décisionnel vum Syndikat, festgehale ginn.

Konkreet muss et méiglech sinn, dass, wann déi politesch Responsabel eppes decidéiert hunn, d'Direktioun vum Syndikat dat och dierf konkreet um Terrain ëmsetzen. Also zum Beispill, wann de Bureau decidéiert, eppes ze bestellen, dann dierf den Direkter och déi Commande maachen a muss net waarden, bis de Bureau déi Commande ënnerschreift. Hei gëllt et, dat Vertrauensverhältnis vum Bureau an d'Direktioun ze stäerken a politesch Entscheedungen duerch d'Leit um Terrain duerchféieren ze loossen.

Fir dat eng Kéier op engem aneren Niveau ze illustréieren, huele mer de CGDIS: Et kéim jo och keen op d'Iddi, d'Madamm Minister mussen unzeruffen, wann zum Beispill en Tankwon oder eng Dréileeder vum CGDIS eng gréisser Reparatur huet, mee dat gëtt direkt sur place gekläert an ëmgesat. An ech mengen, doriwwer ass d'Madamm Bofferding och ganz frou, dass se net fir all blo Luucht do muss ugeruff ginn. A geneesou soll dat och an de Syndikater sinn.

Wa mer vun der Professionaliséierung vun eise Gemenge schwätzen, da muss een och iwwert déi interkommunal Zesummenaarbecht schwätzen. Do kommen engem direkt d'Gemengefusiounen an de Kapp. Fir eis als Demokratesch Partei ass et kloer, dass eng Fusioun just da Sënn mécht, wann d'Bierger de Projet matdroen. Et dierf näischt forcéiert a vun uewen erof diktéiert ginn, mee et muss een d'Leit esou fréi wéi méiglech an d'Diskussioun matabannen an hiren Iddien, Propositiounen an och Bedenke Rechnung droen.

Eng Fusioun mécht och nëmmen da Sënn, wa se eng reell Plus-value fir d'Mënschen an de Gemenge bedeit. D'Zil muss et sinn, fir déi existéierend Manpower a finanziell Ressourcen ze bündelen an esou fir méi Liewensqualitéit fir d'Leit ze suergen. Et dierf keng Gemeng zum Verléierer vun enger Fusioun ginn.

Nieft de Fusiounen hunn d'Gemengen och d'Méiglechkeet, fir mat Konventiounen a Syndikater zesummenzeschaffen. Hei besteet eiser Meenung no nach duerchaus Potenzial, fir déi Kollaboratiounen ze verbesseren a méi einfach ze gestalten. Ech denken zum Beispill un eng Reform vum Syndikatsgesetz, esou wéi dat och am Koalitiounsprogramm virgesinn ass.

Här President, ech wëll nach op ee ganz wichtege Punkt vun der Reform ze schwätze kommen, iwwert deen, behaapten ech emol, queesch duerch d'Parteien e breede Konsens besteet, an zwar d'Eropsetze vum Congé politique. De Congé politique hëlleft ville Gemengepolitiker, fir hir nieweberufflech Mandater kënnen auszeüben. De Gemengesecteur huet iwwert déi lescht Joerzéngten enorm evoluéiert. D'Diversitéit un Aufgaben am Daily-Business ass enorm, an d'Komplexitéit an d'Erausfuerderungen iwwert déi nächst Jore ginn definitiv net manner. Et steet awer ausser Fro, dass de Congé politique den Ament net méi den Ufuerderungen um Terrain Rechnung dréit. An deem Sënn ass d'Demokratesch Partei fir eng Reform vum Congé politique.

An, léif alleguer, mir sinn eis eens, dass mer an der Gemengepolitik engagéiert a kompetent Leit brauchen, déi sech eigentlech als Zil gesat hunn, fir d'Allgemengheet do ze sinn a fir hir Gemeng ze schaffen. Deene Leit muss een awer och kloer Perspektiven opweisen, hinnen eppes bidden, jo, hinnen déi néideg Zäit an Aussiicht stellen, fir hir Tâche och kënnen uerdentlech ze erfëllen! D'Thematik vum Congé politique muss awer laangfristeg gekuckt ginn. Et geet drëms, de Congé politique komplett op de Leescht ze huelen: d'Stonnen, de Fonctionement, d'Ënnerstëtzung vun de Gewielten, fir hire Beruff an hiert politescht Mandat besser ënner een Hutt ze kréien, an natierlech och de finanziellen Aspekt.

Léif alleguer, ech mengen, mir sinn eis och eens, dass kee sech fir Gemengewalen opstellt, well e wëllt räich ginn. Fakt ass awer och, dass een e faire Ureiz muss schafen, fir dës responsabel Mandater ze valoriséieren an erëm méi attraktiv ze maachen. Mir schwätzen hei vun enger Unerkennung, enger Wäertschätzung, déi dësem wichtegen Engagement Rechnung dréit.

Am Walprogramm 2018 hu mir als DP eis derfir staarkgemaach, fir de gesetzleche Kader fir d'Aféierung vun engem Vollzäitbuergermeeschter an de grousse Gemengen ze schafen. Mat där haiteger Komplexitéit an deem néidegen Zäitopwand muss ee sech eiser Meenung no nach méi konkreet Gedanken iwwert de Vollzäitbuergermeeschter maachen. An deem Kontext muss een dann, wéi scho gesot, och de Congé politique an de finanzielle Kader iwwerschaffen. Eréischt duerno kann een an enger parteiiwwergräifender Decisioun iwwert d'eventuellt Ofschafe vun den Duebelmandater nodenken.

Ech wëll awer och nach op d'Inkompatibilitéit vu verschiddene Beruffer par rapport zum Mandat am Gemengerot ze schwätze kommen. Am Kontext vun dëser Reform wier et nämlech interessant, déi verschidde Beruffer a Funktiounen an aller Rou eng Kéier op de Leescht ze huelen, déi, Stand haut, net kompatibel mat engem Gemengemandat sinn. Et muss ee sech d'Fro stellen, ob et nach zäitgeméiss ass, dass verschidde Leit vum Terrain, déi all Dag am Kontakt mam Bierger sinn, hir berufflech Kompetenzen an Erfarungen net dierfen zum Wuel vun enger Gemeng asetzen. D'DP ass absolutt oppe fir esou eng Diskussioun. Et handelt sech schliisslech ëm en elementaart politescht Recht, fir sech kënne gemengepolitesch ze engagéieren, sech fir d'Gesellschaft a fir seng Matbierger anzesetzen.

Här President, nieft all dëse wichtegen Aspekter dierf een op kee Fall d'Bierger an der Diskussioun ronderëm d'Reform vum Gemengegesetz vergiessen. D'Biergerbedeelegung, d'Kommunikatiouns- an d'Informatiounspolitik an eise Gemenge mussen der Zäit ugepasst ginn. Jo, d'Bierger wielen hir Gemengevertrieder, fir hir Interessien an d'Interessie vun hirer Gemeng beschtméiglech ze vertrieden. Dat soll awer net heeschen, dass d'Leit just fäerdeg Léisunge wëlle presentéiert kréien, ouni dierfe selwer matzeschwätzen, ouni dierfe selwer matzeiwwerleeën!

Als DP ënnerstëtze mir dofir Forme vu Biergerbedeelegung, sief dat d'participativ Gestaltung vu Projeten an de Quartieren, d'Organisatioun vun Table-ronden, den Austausch mat de Bierger, den Dialog, wat d'Gemengeplanung ugeet. Alles Iddien, déi net nei sinn an déi a ville Gemenge schonn ëmgesat ginn! Dës participativ Demokratie muss op alle Fall weider ausgebaut a verdéift ginn.

Fir de Bierger beschtméiglech matanzebezéien, mussen awer d'Kommunikatioun an den Informatiounsfloss och weider verbessert ginn. D'Zil muss sinn, de Bierger méi kloer, méi einfach a méi zäitno kënnen ze informéieren. Hei musse weider Efforten an der Digitalisatioun gemaach ginn an de Volet Social Media dierf op kee Fall vergiess ginn. E konkreet Beispill ass och hei de Lifestreaming an de Replay vu Gemengerotssitzungen. Viru Jore wier esou e Lifestreaming technesch net méiglech gewiescht. Ech denken do besonnesch u kleng Gemengen. Hei misst den Interieur vläicht beim informatesche Volet eng Hand matupaken, en eenheetleche System en place setzen, deen interesséierte Gemenge kéint weiderhëllefen.

M. André Bauler *(DP)*.- Et ass och eng Fro vun Transparenz.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Absolutt, Här Bauler! Wéi esou oft hutt Der Recht.

Här President, esou wäit e puer Iddien, déi d'DP aus dem Rapport Phas I vun der Reform vum Gemengegesetz als wichteg zréckbehalen huet. Déi, déi elo ganz opmierksam déi lescht 19 Minutten nogelauschtert hunn, hu sécher bemierkt, dass ech ënner anerem net op Finanzen, Logement, Ëmwelt- a Klimaschutz, Enseignement, Kannerbetreiung, Sécherheet, Zesummeliewen, soziale Volet am Konkreeten an eise Gemengen agaange sinn, well déi Zäit war net do. Et soll awer elo kee mengen, dass d'Demokratesch Partei déi Sujete vergiess hätt! Bien au contraire! Dës ganz wichteg Aspekter vun der Gemengepolitik wëlle mir als DP a Rou an an aller Serenitéit an enger zweeter Phas op dëser Plaz diskutéieren. Ech freeë mech op alle Fall, an deenen nächste Wochen a Méint mat Iech am Detail un dëser ganz, ganz wichteger Reform ze schaffen.

Der Madamm Minister nach eng Kéier e grousse Merci fir dësen Debat an Iech alleguerte merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Claude Lamberty villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci der Inneministesch, dass mer haut d'Geleeënheet hunn, en Debat ze féieren iwwert d'Zukunft vun de Gemengen. Den Debat vun haut, dee gëtt eis d'Geleeënheet, fir eis erëm bewosst ze maachen, wat de Stellewäert vun de Gemengen an eisem institutionelle Gefüge ass. Mir hunn zu Lëtzebuerg nëmmen zwee verschidden Niveauen an duerfir ass et ëmsou méi wichteg, dass de Staat an d'Gemengen als Partner op gläicher Aenhéicht kënnen zesummeschaffen. An der Praxis huet een net sielen d'Gefill, wéi wann d'Gemenge just eng Zort „exécutant" vun de staatlechen Decisioune wieren. Mee grad d'Covidpandemie huet nach eemol ënnerstrach, dass d'Gemengen e staarken an zouverlässleche Partner sinn.

D'LSAP huet sech nach ëmmer agesat fir staark Gemengen a fir d'Autonomie communale. D'Gemenge sinn no beim Bierger a kënnen duerfir eng Rei Aufgaben entspriechend dem Subsidiaritéitsprinzip besser erfëlle wéi de Staat.

Et ass nun emol hei nach eng Kéier drun ze erënneren, dass 1985 Lëtzebuerg dat éischt Land war, dat d'Charte européenne de l'autonomie communale ënnerschriwwen huet an 1987 an nationaalt Recht ëmgesat huet. D'Gemenge kann een als Keimzell vun eiser Demokratie gesinn. Si hu gewëssermoossen, wann een et vergläicht, de Rôle vu Seismografen, well et ass an eise Stied, an eise Gemengen, wou de gesellschaftleche Wandel an Trends sech bemierkbar maachen a spierbar sinn.

D'Gemenge brauchen awer och en Handlungsspillraum, fir kënnen ze gestalten an net nëmme fir ze verwalten. Dat kann e Choix sinn, mee ech mengen, dass dat net de Choix vun de Gemengen ass a wëllt sinn. Duerfir sinn awer och kloer Ramebedéngunge wichteg, fir déi konkreet Gestaltung kënnen ëmzesetzen, déi sech an déi lokal Gouvernance areien. An d'Finanze spille grad hei en net onweesentleche Rôle.

Wat bedeit haut modern Kommunalpolitik, wann ee bedenkt, dass ee sech am Kader vun engem Gesetz beweegt, dat vun 1988 staamt? Ech mengen, dass den Timing net mat dësem Debat ofgestëmmt war, mee gëscht op der Gemeng hat ech e Courrier mat engem Flyer vum Zentrum fir politesch Bildung, deen erkläert „Die Gemeinde in Luxemburg". An nieft de villen Aufgaben, Rollen a Fonctiounen, déi d'Gemengen hunn, hei och den Appell, iwwert dës Aart a Weis - Text a Bild - och eise méi jonke Matbiergerinnen a Matbierger de Fonctionnement vun der Institutioun an der Organisatioun Gemeng ze erklären.

(M. Dan Biancalana montre une documentation.)

Wat bedeit also modern Kommunalpolitik? Et ass, dat Gesellschaftlecht a Betruecht ze zéien, souwéi och déi konkreet Gestaltung vun eisem Ëmfeld. D'Gemenge bidden hire Biergerinnen a Bierger d'Liewensëmfeld, wou si hiren Alldag gestalte kënnen, a stellen duerfir sozial, kulturell, wirtschaftlech a sportlech Infrastrukturen zur Verfügung. Et geet hei drëms, d'villfälteg Bedierfnisser, déi si hunn, opzefänken, wat sécherlech eng komplex Aufgab ass an och eng Erausfuerderung, an dat an der voller Ausübung vun der Autonomie communale.

Duerfir soll och Suerg gedroe ginn, dass mer eis als Gemenge gutt opstellen, fir deem och kënnen nozekommen. Well méi wéi jee gëtt vun de Gemenge verlaangt, dass si à même sinn, bal alles ëmzesetzen, wat hinne vu Missions d'intérêt général opgedroe gëtt, nieft den Uraufgaben, déi se hunn, nieft den obligatoreschen an och nieft de fakultativen. Bei dëse steet et hinnen natierlech fräi, ob si et ëmsetzen a wéi si et ëmsetzen.

Op alle Fall kann een haut feststellen, dass d'Missiounen, deenen d'Gemenge sech stelle mussen a sollen, net ofhuelen; si ginn d'ailleurs ëmmer méi komplex an diversifizéiert. Dat huet och schonn 2008 den RTL-Rapport iwwert d'Réorganisation territoriale du Luxembourg ganz kloer ënnerstrach. D'Gemengen iwwerhuelen Aufgabe fir de Staat, mam Staat an an Eegeregie. D'Handlungsfelder huelen deemno net of.

An duerfir ass et och eminemment wichteg, dass mer gutt forméiert a motivéiert Personal hunn. Déi politesch Responsabel stinn hirersäits virun der Erausfuerderung, e qualitativ gudden ëffentleche Service unzebidden an deen ze garantéieren. An dat fënnt och seng Nidderschrëft, béides fënnt seng Nidderschrëft an der Kultur vun enger moderner Verwaltung.

Mir begréissen och an deem Sënn, dass virgesinn ass, an der Reform vun der Verfassung de „principe de connexité" anzeschreiwen, soudass séchergestallt ass, dass d'Gemengen am Verhältnis zu deene Missiounen, déi si erfëllen, och déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung hunn.

Fir dass d'Gemengen awer och hir Aufgaben uerdentlech erfëlle kënnen, brauche si net nëmmen déi néideg finanziell a personell Moyenen, si brauchen och e reglementaresche Kader, deen et hinnen erlaabt, mat der néideger Rechtssécherheet, awer och ouni eng iwwerdriwwe Bürokratie kënnen ze schaffen.

Mir begréissen duerfir, an dat ass ganz positiv, déi participativ Approche vum Ministère a vun der Ministesch, wou an enger éischter Phas engersäits d'Bierger zu hirer Zefriddenheet iwwert d'Gemengeservicer gefrot goufen an anerersäits awer och d'Gemengevertrieder an e Prozess agegliddert goufen, wou se hir alldeeglech Erfarung effektiv konnten abréngen.

Zu der éischter Phas am Consultatiounsprozess leien eis haut zwee Rapporte vir. Do geet et iwwert d'Missiounen, mee awer och iwwert Theemen, déi wäit iwwert d'Missiounen, wéi gesot, erausginn, bis op d'Walgesetz, och wann dat net direkt d'Reform vum Gemengegesetz concernéiert.

Een Aspekt, deen awer wuel d'Gemengegesetz betrëfft, deen awer net an dem Rapport vum Ministère behandelt gëtt, ass - an do wäert ech och net driwwer schwätzen - dee vun der Tutelle administrative, well d'Ännerungen an deem Beräich jo och en Objet maache vun engem separate Projet de loi. Mee et ass och haut an hei schonn ze begréissen, dass op deem doten Niveau en Allegement, wéi gesot, wäert stattfannen.

Ee positiivt Element, dat een och aus deem Onlinesondage vun de Bierger kann zréckbehalen, ass, dass si generell zefridde si mat de Servicer, déi si gebuede kréien. D'Enquête mécht zwar keen Ënnerscheed tëschent de Missioune vun de Gemengen an dem Staat, an awer, mengen ech, muss een hei mat deem dote Resultat kucken, wéi d'Zesummenaarbecht tëschent dem Staat an de Gemenge ka verbessert ginn.

Aus dem Rapport geet och ervir, dass d'Gemengevertrieder sech vill méi Matsproocherecht wënschen. Wuel üübt de Staat eng gewësse Kontroll iwwert d'Gemengen aus, mee awer och am Kader vun enger gewëssener Limitt an am Kader vun de Kompetenzen an de Responsabilitéiten, déi d'Gemengen hunn. Mee dat Ganzt muss op géigesäitegem Respekt a Vertraue berouen; dat sinn déi néideg Viraussetzunge vun enger Zesummenaarbecht.

Här President, ech kommen elo zu enger Rei Punkten, déi wichteg wären, am Kader vun der Reform ze betruechten. Den Debat vun haut, do si jo keng Konklusiounen, déi gezu ginn, mee et sinn Ustéiss, fir dee Prozess vun der Reform hei kënne weiderzedreiwen. Duerfir, mengen ech, och d'Wichtegkeet vun dësem Debat haut hei an der Chamber.

Éischtens: d'Missiounen. Grad bei deene gedeelte Kompetenze wënsche sech d'Gemengevertrieder oft méi Matsproocherecht an eng besser Koordinatioun. Et geet net nëmmen ëm eng Redefinitioun vun de Missiounen, mee och ëm eng Verbesserung an der Zesummenaarbecht. E Beispill ass jo och hei de Beräich vun der Grondschoul an d'Schoulgesetz vun 2009, wou sécherlech Kompetenzen eriwwergaange si vun de Gemengen op de Staat, mee awer och ganz kloer hei d'Gemengen e Matsproocherecht wëlle behalen an der Schoulorganisatioun.

Eng besser Koordinatioun a Consultatioun gëtt och an der Mobilitéit gefuerdert. De Sondage weist, dass d'Offer vum ëffentlechen Transport wéi och d'Maintenance an den Ausbau vun Infrastrukture wichteg sinn. Well dës Decisiounen um nationalen Niveau esou e groussen Impakt op d'Liewensqualitéit vun de Bierger an deenen eenzelne Gemengen hunn, verlaangen d'Gemengen zu Recht méi Matsproocherecht beim Ausschaffe vu Mobilitéitspläng a -strategien.

Eng aner grouss Suerg ass natierlech och de Logement. De Mangel un erschwénglechem Wunnraum ass an den Ae vun der LSAP ee vun deene Problemer, déi zu sozialen Ongerechtegkeete féieren an den Aarmutsrisiko am meeschte verstäerken. Duerfir ass et wichteg, dass de Staat an d'Gemengen an Zukunft esou vill wéi méiglech Wunnengen an d'ëffentlech Hand bréngen. Do begréisse mer d'Neiausriichtung och vum Pacte Logement, deen e staarken Akzent drop wäert setzen, dass bei all gréissere Lotissementsprojeten e festen Undeel u Logementer un d'ëffentlech Hand geet an och do bleift.

Ech hu virdru betount, dass d'Gemengen Handlungsspillraum musse behalen. De Bebauungsplang, de PAG, ass een Instrument, mat deem d'Gemengen doriwwer bestëmmen, wéi sech hir Uertschaften a Stied entwéckelen, ënner wéi enger Form. Si leeën domat fest, wéi schnell a wéi staark d'Awunnerzuel ka wuessen a wou neie Logement ka geschaaft ginn. Eng staatlech Logementspolitik ass deemno ouni Gemenge guer net ëmsetzbar! Fir d'LSAP missten d'Gemengen eng méi grouss Responsabilitéit an deem Beräich kréien, wann d'Missioune vun de Gemengen nei definéiert ginn.

Retizenze fir méi dicht ze bauen, déi gëtt et an de Gemengen. Engersäits bekloen d'Bierger sech, wann ee mat hinnen am Kontakt ass, generell iwwert déi héich Wunnengspräisser - zu Recht! An op där anerer Säit, wa , wéi gesot, méi dicht gebaut gëtt, wëlle se dat net, well dat, mengen ech, au détriment vun der Liewensqualitéit ass. Dee Wid-

dersproch léisst sech net ganz aus der Welt schafen. Et kann een en awer ganz kloer entschäerfen, wann een esou baut, dass d'Liewensqualitéit sech net automatesch verschlechtert.

Wann een zesummelieft, da muss een natierlech och méi Rücksicht een op deen aneren huelen. An d'Gemenge brauchen duerfir d'Sécherheet, dass hir Reglementer, notamment d'Polizeireglement, mee och all aner Reglementer, kënnen um Terrain respektéiert ginn. D'Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agents municipaux, och déi fanne jo Niddersch rëfft am Gemengegesetz. Dat ass duerfir och hei wichteg, fir effektiv Situatiounen ze hunn, wou se kënnen agräifen.

Et ass awer och gutt ze héieren an deem Consultatiounsprozess, dee lancéiert gouf, dass eis Bierger mat der Offallgestioun allgemeng zefridde sinn. Op d'Gemenge kommen allerdéngs - dat muss ee soen - mat deene geplangten Ännerunge bei den Offallgesetzer grouss Erausfuerderungen duer. Do musse mer dat natierlech gutt koordinéieren an an d'Ausaarbechtung vum Gesetz och d'Tuyaue vun de Gemenge matafléisse loossen. De Staat däerf hei net eesäiteg nei Obligatioune fir d'Gemenge schafen, ouni dass zesumme gekuckt gëtt, wéi dat an der Praxis ka fonctionéieren.

Nieft den obligatoresche Missioune mussen awer och d'Gemengen e Bäitrag leeschte bei Klima- an Ëmweltschutz. De Klima- an den Naturschutz sinn hei gutt Instrumenter, fir d'Efforte vun de Gemenge souwuel finanziell wéi och berodend ze ënnerstëtzen.

D'Moyenen, zweete Punkt. Ech verroden hei kee Geheimnis, wann ech soen, dass d'Erfëlle vun all deeene Missioune Geld kascht. Ech wëll net laang dorop agoen, well bei dësem Debat d'Gemengegesetz am Mëttelpunkt stoe soll an net d'Gemengefinanzen. Et ass zwar vill driwwer geschwat ginn iwwert déi lescht Joren, an ech wëll awer nach eng Kéier hei betounen, dass 2016 eng grouss Reform vun de Gemengefinanze stattfonnt huet. Awer wëll ech hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass dat beschte Gemengegesetz näischt dorun ännert, dass d'Gemengen ouni déi néideg finanziell Mëttelen net handlungsfäeg sinn - an do spillt natierlech och d'Gréisst vun der Gemeng eng Roll -, an dass de Staat de Gemengen net kann nei Obligatiounen operleeën, ouni zousätzlech finanzielle Spillraum ze ginn. D'LSAP begréisst duerfir also ausdrécklech nach eng Kéier, dass de Principe de connexité soll an d'Verfassung kommen.

Eng Gemeng, Här President, brauch awer net nëmmen déi néideg finanziell Moyenen, mee och eng Verwaltung, déi genuch gutt qualifizéiert Personal an och eng Organisatioun, eng Struktur huet, déi et méiglech mécht, effizient an effikass ze schaffen. Dat ass en Aspekt, dee bei der Reform vum Gemengegesetz muss afléissen.

An deem Kontext ass et sécher néideg, de Rôle vum Gemengesekretär an eng Rei aner Posten ze iwwerdenken. Seng Aarbecht gëtt, och wéi déi vun de politesch Responsabelen, ëmmer méi komplex, a mir sollten him nei Weisungsbefugnisser ginn. D'Gemengeverwaltunge brauchen och eng kloer Hierarchie an och eng intern Organisatioun, wou se esou opgestallt kënne sinn, dass de Buergermeeschter an de Schäfferot kënnen entlaascht ginn, wat déi administrativ Tâchen an déi alldeeglech Personalgestioun ugeet.

Et wier gradesou gutt, änlech Upassunge bei de Gemengesyndikater ze maachen, bei der interkommunaler Zesummenaarbecht - et ass virdrun och schonn ugeschwat ginn. Ech mengen, et leeft och parallell zum Gemengegesetz, wann een dat wëllt virhuelen, d'Situatioun vun den Direktere vun eise Syndikater, wat hir Responsabilitéit ugeet, dass déi och muss ugepasst ginn.

Fir dass d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an dem Staat optimal funktionéiert, brauchen d'Gemengen e verlässlechen Uspriechpartner beim Staat. Nom Ofschafe vum Distriktskommissär ass et wichteg, dass den Inneministère de Gemenge mat Rot an Dot zur Verfügung steet, fir si ze beroden, wa se et fir néideg fannen. Doriwwer eraus mécht et awer och Sënn, dass all eenzel Gemeng Fachpersonal an allméigleche Beräicher astellt, fir dass een, wa vum nationalen Niveau komplex Ufuerderunge kommen, déi un d'Gemenge gestallt ginn, do wierklech op eng Expertis beim Staat kann zréckgräifen, fir um lokale Plang säi Bäitrag kënnen ze leeschten.

D'Situatioun vun de Mandatsträger. E wichtegen Deel vun der Reform vum Gemengegesetz wäert de Statut vun de Mandatsträger an de Fonctionnement vum Gemengerot betreffen. Als Éischt emol ass et kloer, dass de Buergermeeschter an de Schäfferot, déi d'Haaptlaascht vun der Aarbecht droen, awer och d'Conseilleren, genuch Zäit mussen hunn, fir d'Gemeng ze leeden. Mir mussen also nach emol iwwert de Congé politique schwätzen, deen oft net a Relatioun steet mat dem reellen Aarbechtsopwand, dee mer an de Gemengen hunn.

Mir sinn als LSAP, esou wéi et an eisem Walprogramm an och am Koalitiounsaccord stoung, fir d'Professionalisatioun vun der Gemengenexekutiv. D'Ëmsetzung vun dëser kann awer an eisen Aen nëmmen da stattfannen, wann eng Rei Parameteren a Garantië gesat sinn, wat generell d'Ofsécherung vun dësem ëffentlechen a lokale Mandat ugeet. Dat ass haut nach net de Fall. Et gëtt wuel haut scho Buergermeeschteren, déi Vollzäit de Congé politique hunn, mee och d'Schäffen an d'Conseillere brauche vill Zäit, fir sech a komplex Dossieren anzeschaffen, nieft deene sëlleche Reuniounen, déi se hunn. An dat selwecht gëllt fir d'Aarbecht an de Syndikater.

Nieft der Berodung vun de Gemengen, déi ech virdrun ugeschwat hunn, misst och eng reegelméisseg Offer u Formatioune fir lokal Mandatairen do sinn, déi ganz villfälteg a komplex Aufgabe mussen erfëllen an déi och dauernd evoluéieren a Fonctioun vun neie Gesetzer, déi gestëmmt ginn an déi och d'Gemenge betreffen. Am neie Gesetz muss awer och eng Ofsécherung vun de Mandatsträger kommen, iwwer hire Statut. Dat betrëfft déi sozial Situatioun a Krankheetsfäll, bei enger Schwangerschaft oder am Fall vun enger Entloossung. Et betrëfft awer och de penalen an zivillrechtleche Beräich. Gradesou misst een awer och iwwer e Code de conduite des élus locaux an iwwert deontologesch Prinzipien nodenken an, wéi gesot, och esou en Dokument hunn, an awer och iwwert d'Délégation de signature schwätzen.

D'Digitaliséierung ass schonn hei ugeschwat ginn. Ech mengen, dat ass e ganz, ganz wichtegen Aspekt. Et soll een nodenken iwwert d'Signature électronique, wéi een déi awer effektiv kann ausbauen, vis-à-vis vun hire Bierger, vis-à-vis vun eise Matbiergerinnen a Matbierger. och do d'Digitalisatioun méi an de Vierdergrond setzen, awer och vläicht kucken, ob een net soll eng digital Plattform schafen, wou all d'Informatiounen an d'Ufroe vun de Ministèren un d'Gemengen ze fanne wieren.

De Fonctionnement vum Gemengerot, de fënnefte Punkt. D'Reform vum Gemengegesetz gëtt eis awer och d'Geleeënheet, iwwert d'Organisatioun an d'Fonctionnement vum Gemengerot nozedenken. Dat betrëfft ënner anerem den Informatiounsaustausch tëschent der lokaler Exekutiv, dem Schäfferot an de Gemengeconseilleren, awer och den Ëmgang mat den Dokumenter, der Confidentialitéit, der Transparenz, Diskussiounen déi een och huet an der Zesummenaarbecht, déi een huet am Gemengerot, an awer och kucken, nach eng Kéier iwwert d'Delaien ze schwätzen, fir effektiv eis Gemengeréit kënne besser virzebereeden, souwuel als lokal Exekutiv, awer virun allem och fir d'Gemengeconseilleren.

Dann, leschte Punkt, sechste Punkt: d'Biergerbedeelegung. Last but not least soll een awer och dës Reform vum Gemengegesetz notzen, fir d'Bedeelegung vun de Bierger an der Gemengepolitik ze stäerken. De Sondage, dee gemaach gouf, huet gewisen, dass et ville Bierger als Éischt un Interessi an un Informatioune feelt. Bon, déi zwou Saache ginn Hand an Hand. Déi meescht Gemengen notzen haut zwar schonn déi ënnerschiddlechst Informatiounskanäl, och digital, fir d'Bierger ze erreechen. Mee dësen Effort muss an Zukunft sécher nach verstäerkt ginn. Jonk Leit informéiere sech iwwer aner Weeër wéi déi méi eeler Matbierger a Matbiergerinnen an eise Gemengen. An d'Tatsaach, dass d'Awunner vun enger Gemeng net all déi selwecht Sprooch schwätzen, well mer jo och verschidde Kulturen an Nationalitéiten hunn, mécht dës Aufgab net méi einfach.

D'Biergerbedeelegung kann also bei Meenungsbildung an Entscheedungsfannung e wichtege Rôle spillen, ouni awer déi representativ Demokratie ausser Kraaft ze setze respektiv dem Gemengerot Kompetenzen ewechzehuelen. Mir hu wéineg gesetzlech verankert Instrumenter, déi dat erlaben. Mir hunn natierlech de Referendum, mir hunn eis berodend Gemengekommissiounen. Mir sollten also eng Kultur vun der Participatioun an eise Gemenge förderen.

Déi ugeduechte Reform vum Gemengegesetz muss also derzou bäidroen, dass d'Gemenge staark, autonom an handlungsfäeg bleiwen. An an deem Sënn wéilt ech och hei am Numm vun den dräi Majoritéitsparteien eng Motioun deposéieren, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'accord de coalition 2018-2023 qui prévoit une « refonte générale de la loi communale qui sera adaptée aux temps modernes tout en respectant les principes de la proportionnalité, de la subsidiarité et de la connexité » ;

- considérant qu'à travers les missions obligatoires et facultatives, les communes jouent un rôle important dans le paysage institutionnel et qu'il est important qu'elles aient les moyens pour pouvoir jouer le rôle de locomotives et d'innovateurs, par exemple en matière d'initiatives sociales, de projets culturels, de logement, de mobilité locale, d'économie circulaire, de protection de la nature et du climat ou d'éco-responsabilité ;

- prenant note des objectifs fixés par le Gouvernement, notamment l'ajustement du rôle du Ministère de l'Intérieur dont la fonction de contrôle doit diminuer pour favoriser davantage le développement de ses fonctions de conseiller et de partenaire des communes, la redéfinition des missions des communes, la simplification administrative, le fonctionnement des organes politiques et finalement la participation citoyenne ;

- considérant le projet de loi 7514 visant à moderniser et alléger ce que la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 qualifie de « tutelle administrative » sur les communes ;

- considérant les résultats issus de la première phase du processus participatif de la refonte de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 mené avec les élus communaux, le personnel du secteur communal et les citoyens ;

- considérant que les tâches dévolues aux communes ne cessent de se multiplier et de devenir plus complexes ainsi que diversifiées,

invite le Gouvernement

- à veiller lors de l'élaboration de nouvelles lois qui concernent directement ou indirectement le secteur communal à ce que celui-ci soit dûment consulté au cours du processus législatif et que les communes disposent de l'autonomie et des ressources nécessaires pour l'exercice de leurs missions et responsabilités ;

- à alléger le contrôle étatique au profit d'un renforcement de l'autonomie communale et de limiter la tutelle administrative à un contrôle de légalité et de conformité à l'intérêt général des actes communaux, tout en assistant les autorités communales en amont et en aval de leur prise de décision ;

- à veiller au respect des principes de subsidiarité et de connexité, notamment lors de l'octroi de nouvelles missions aux communes ;

- à faciliter le travail administratif par une digitalisation renforcée et à étendre l'offre de services digitaux en vue d'une simplification administrative à l'égard des citoyens ;

- à favoriser la participation citoyenne au niveau local en créant de nouveaux instruments pour soutenir l'initiative citoyenne et la démocratie locale ;

- à jouer pleinement son rôle de partenaire, de conseiller et de soutien aux communes ;

- à réfléchir à la mise en place d'instruments juridiques visant à protéger les élus locaux dans l'exercice de leur mandat public ;

- à adopter un code de conduite pour élus locaux ;

- à faciliter l'exercice des mandats locaux et la professionnalisation de la gestion locale par une réforme du système de congé politique ;

- à renforcer la formation des mandataires locaux face à une gestion des affaires communales de plus en plus diversifiée et complexe ;

- à dispenser également des formations ciblées et adaptées au personnel communal, à réfléchir sur une redéfinition des principaux postes administratifs communaux, notamment celui du secrétaire communal et du receveur et à faciliter la gestion des ressources humaines au niveau communal.

(s.) Dan Biancalana, François Benoy, Claude Lamberty.

M. Dan Biancalana (LSAP).- Eng Motioun, wou mer d'Regierung respektiv dann awer och den Inneministère invitéieren, oder en Appell maachen, dass mer am Kader vun den Diskussiounen déi mer elo hei ronderëm d'Reform vum Gemengegesetz hunn, dass, wann nei Gesetzer ausgeschafft ginn, déi direkt oder indirekt de Gemengesecteur concernéieren, dass hei ganz kloer de Gemengesecteur an deem legislative Prozess consultéiert gëtt an och berécksiichtegt gëtt.

Dann ass et awer, mengen ech, och wichteg - an et ass virdrun ugeschwat ginn -, dass d'Tutelle administrative allegéiert soll ginn an dass de Contrôle vum Interieur op d'Gemenge sech op déi strikt Legalitéit a Conformitéit vun eisen Akten, déi mer am Gemengerot huelen, soll beschränken. An dass een awer och als Gemeng d'Méiglechkeet soll notzen, virun enger Decisioun, déi een hëlt, och den Interieur ze kontaktéieren, fir deementspriechend de Volet vu Rot an Dot zur Säit gestallt ze kréien, dass een dat kann notzen, ier een en toute connaissance de cause seng Decisioun kann huelen.

Dann ass awer nach, an dat ass scho mol hei ugeklongen a schonn eng Kéier betount ginn, de sougenannte Prinzip vun der Subsidiaritéit, dass also d'Decisioune fir d'Bierger esou no wéi méiglech geholl ginn do, wou et se concernéiert. An de Prinzip vun der Connexitéit soll allkéiers gepréift ginn, wann d'Gemengen nei Missioune kréien.

Dann natierlech dee ganze Volet vun der Digitalisatioun vis-à-vis vun eise Bierger, dat ass natierlech och dee Volet, grad wéi awer och eng Simplification administrative, déi mer an de Gemenge wëlle virundreiwen, well och déi e ganz, ganz wichtegen Aspekt vun dësem Gemengegesetz sinn.

Dann de Volet vun der Biergerbedeelegung, fir déi a Prozesser materanzehuelen, fir och eng lieweg lokal Demokratie kënnen auszeüben, wou déi verschidde Besoine vun de Bierger kënne matopgeholl ginn.

An dann awer och de Volet vum Ministère de l'Intérieur, dass dee säi Rôle och vis-à-vis vun de Gemenge spillt als Partner, als Conseiller an och als Soutien, wann d'Gemenge Froen hu par rapport zu hiren Aufgaben, komplexen Aufgaben, déi se ze erfëllen hunn.

Dann, een anere Punkt sinn natierlech déi juristesch Instrumenter, dass ee sech effektiv doriwwer och de Kapp zerbrécht. Et ass sécherlech e komplexe Volet, fir déi lokal Éluen, jo, ze schützen am Exercice vun hirem Mandat public. Et ass virdrun och d'Responsabilité pénale ugeschwat ginn, déi een als lokale Mandataire huet, an d'zivill Responsabilitéit, déi zwee, déi effektiv eng un déi aner ugegliddert sinn am Droit pénal. Ech mengen, och dat muss nach eng Kéier gekuckt ginn.

Et ass och wichteg, a Collaboratioun mam Gemengesecteur, e Code de conduite pour élus locaux auszeschaffen. D'Regierung huet een. D'Chamber huet een. De Gemengesecteur ass Demandeur. Et soll een deen also mat him zesummen ausschaffen. D'Propose leie schonn um Dësch.

An dass een natierlech och de Volet vun der Professionalisatioun vun deem lokale Mandat weiderdreift, och andeems een de Congé politique, wéi gesot, weider héicht.

Et ass natierlech och de Volet vun der Formatioun vun de lokale Mandatairen, déi Aufgabe musse bewältegen, déi ëmmer méi ginn, déi ëmmer méi komplex ginn. An dass een, par rapport zu neie Gesetzer, déi kommen, neie Missiounen, de Mandataires locaux de Réck stäipt, fir dat kënnen ze bewältegen.

An da schaffe mir natierlech oft, oder ëmmer méi oft, zesumme mat eise Servicer an enger horizontaler Hierarchie an ëmmer manner an enger vertikaler, well dee participativen Aspekt och bei de lokale Mandatsträger do ass. Et ass awer och, mengen ech, ee ganz, ganz wichtegen Aspekt, dass och eist Gemengepersonal gutt forméiert ass, fir dass zesummen de politesche Projet, deen à la base ass, en administrative Projet ka ginn, oder en administrative Projet och e politesche Projet ka ginn, deemno wéi een et dréit, mee dass do op alle Fall mol eng Zesummenaarbecht wichteg ass.

An an deem Kontext och d'Redefinitioun vum Poste vum Gemengesekretär a vun deenen anere méi wichtege Posten, notamment och dee vum Receveur, fir dass d'Gemeng sech och do ka besser opstellen um Niveau vu senge Ressources humaines.

Ech mengen, dat sinn alleguerten Elementer, déi et méiglech maachen, d'Zukunft vun de Gemenge besser, respektiv d'Gemenge fir d'Zukunft besser opzestellen. Et sinn Aspekter, un deene schonn deelweis geschafft gëtt. An ech mengen, et ass eis net baang, dass mer am Kader vun den Diskussiounen, déi mer nach wäerte weiderféieren - well mir si jo nach net um Enn ukomm, wat d'Reform vum Gemengegesetz ugeet -, wéi gesot, an déi Richtung zéien, fir dass mer staark an autonom Gemengen hunn.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

An de Mikro, ...

(Brouhaha)

O. Pardon, entschëllegt. Merci villmools, Här Biancalana. An de Mikro ass elo fir déi nächst 19 Minutte reservéiert fir den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, et war déi selwecht Famill.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et ass Diddeleng.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Eeben. Merci.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, Madamm Inneministesch, jo, d'Gemengegesetz ass iwwer 30 Joer al an op ville Plazen net méi ugepasst un d'Zäit. Et gëtt den Erausfuerderungen an den Erwaardungen, déi mer hunn, net méi gerecht, och wat d'Missiounen ugeet, wat d'Gemengemandater ugeet, eeben en vue vu staarken an attraktive Gemengen, déi am Déngscht vum Bierger an op der Héicht vun der Zäit sinn.

Et constatéiert een och, dass mer dach eng grouss Diskrepanz hunn, jee nodeem, wat fir eng Gemeng ee kuckt, wou d'Gemeng ass, och wat d'Offer ass, déi de Bierger vun der Gemeng offréiert kritt. An eigentlech soll all Bierger jo awer méi oder manner déi nämmlecht Offer kréien, egal wou e wunnt.

Mir begréissen d'Approche vun der Ministesch, déi se huet, fir dat Gesetz hei ze schreiwen, nämlech fir d'alleréischt am Virfeld emol d'Gemenge consultéiert ze hunn, duerno och eng breet Ëmfro gemaach ze hunn an haut eeben och déi Consultatiounsdebatt, wou mer kënnen doriwwer diskutéieren.

Ech wäert a mengem Virtrag, a menger Ried, iwwert d'Missioune schwätze vun de Gemengen, iwwert d'Mandater, de Fonctionnement vun de Gemengen, och d'Fro vun der Participatioun, net just Biergerbedeelegung, mee och méi allgemeng, wou et och ëm d'Walen geet, d'Gemengefinanzen, awer och d'Syndikater, an do Äntwerten an och d'Positioun vun de Gréngen duerleeën.

Wat d'Missiounen ugeet: Fir déi gréng ass et kloer, dass mer Erausfuerderungen hunn, déi immens grouss sinn, sief et am Beräich vum Logement, der Ëmwelt, dem Klima, dem Sozialen an och der Mobilitéitspolitik, an datt dat also och Missioune sinn, deenen d'Gemenge sech mussen unhuelen an nach méi mussen unhuelen. Dat verlaangen iwwregens och d'Bierger. Dat froe se och an där Ëmfro, déi gemaach ginn ass, wou ee gesäit: D'Topppriorité vun de Bierger ass de Logement mat 40 %, d'Mobilitéit och mat 40 % an d'Ëmwelt mat 30 %. An an deem Sënn huet d'Regierung jo och de Pacte Logement 2.0, deen neie Klimapakt, an och den Naturpakt gemaach, fir de Gemengen eeben Instrumenter ze ginn, performant Instrumenter, an och Moyenen, mat enger Hëllefstellung an enger Expertis, fir eeben an deem heite Beräich weiderzekommen. Dat ass déi richteg an dat ass eng gutt Approche. Et ass keen Zwang, mee et ass eng Offer, et ass en Encouragement mat Belounung, an dat fanne mer dee richtege Wee.

Et gëtt natierlech och nach aner Beispiller, déi een elo kéint nennen, wou et Subside gëtt, also wou d'Gemengen Ënnerstëtzung kréie vum Staat, sief et, wa se Vëlospiste bauen - ech si bei der Mobilitéit - a se bannen déi un den nationale Vëlosreseau un, Infrastrukturaiden am Beräich vun dem Waasser oder oder oder.

Wichteg ass hei awer, an dat ënnersträichen ech wierklech, dass de Staat och garantéiert, dass innerhalb vun deenen nächste Joren déi Moyenen och garantéiert si fir dat vollt Potenzial vun deene Missiounen an deene Méiglechkeeten, déi am Kader vun deene Pakten d'Gemenge kréien, dass déi Suen och zur Verfügung gestallt ginn. Wa mer soen, dass mer mam Pacte Logement de Gemengen Instrumenter ginn, fir ëffentlechen a bezuelbare Wunnraum ze schafen, da musse mer och garantéiert kréien, dass déi Suen iwwert déi nächst Joren och zur Verfügung stinn, fir dass mer de Park vun ëffentleche Wunnenge vergréissert kréie respektiv dass mer méi Klimaschutz gemaach kréien, dass mer méi Naturschutz gemaach kréien. An dat ass och en Element, wat mer an der Motioun, déi den Dan Biancalana presentéiert huet, drageschriwwen hunn.

Et geet awer net just ëm Suen, et geet och ëm Instrumenter, déi mer de Gemenge ginn. A wann ech dann iwwert de Beräich Logement schwätzen, da kommen ech net derlaanscht ze soen, dass mer och do musse kucken, Méiglechkeeten ze schafen, fir Terrainen, déi disponibel sinn, ze mobiliséieren. Wéi gesot, an de Perimeteren hu mer 2.900 Hektar Bauland, déi disponibel sinn; ëmgerechent: Et kéint een domat Wunnenge maache fir 300.000 Leit. An also musse mer eis déi Moyene ginn.

Stéchwuert Grondsteierreform: eng Reform, op déi mer wierklech waarden a wou mer wierklech froen, dass se esou séier wéi méiglech kënnt, respektiv spezifesch Taxen, fir Terrainen, déi net bebaut sinn, ze mobiliséieren. Mee mir brauchen awer och Instrumenter, fir eidel stoend Wunnengen ze mobiliséieren. An grad hei sinn d'Gemengen natierlech e ganz wichtege Partner, well si d'Gemengen am beschte kennen an d'Situatioun kennen. Mee si brauchen awer och hei déi adequat Instrumenter, fir dat kënnen ze maachen.

D'Autonomie communale: e ganz wichtege Grondprinzip vun der Gemengegestioun an och eng néideg Konditioun, fir op hirem Terrain hir lokal Interête selwer kënnen ze verteidegen. Mee d'Autonomie communale huet och hir Limitten, do, wou zum Beispill national, europäesch, international Ziler ze erfëlle sinn. Ech nennen e puer Beispiller: D'Maisons-relaisen, d'Rettungsdéngschter, Klima- an Ëmweltschutz, Landesplanung - do also, wou mer en nationalen Interêt hunn, dee priméiert. An hei ass et wichteg, dass mer dat richtegt Gläichgewiicht fannen tëscht de Missiounen an den Aufgabe vum Staat an de Gemengen, a parallell, an dat soen ech ganz däitlech och dozou, de Gemengen déi Instrumenter ginn, déi se brauchen, fir dass se déi Zilsetzungen an déi Missiounen, déi se kréien, déi se brauchen an déi och erwaart ginn, och kënnen erfëllen.

A gläichzäiteg däerf natierlech d'Autonomie communale, déi oft an de Mond geholl gëtt, net als Virwand gëllen, fir néideg Reformen, déi mer brauchen, oder generell politesch Zilsetzungen, déi mer mussen erfëllen, am Wee ze stoen.

An e wichtege Facteur vun där ganzer Reform, iwwert déi mer hei schwätzen, ass natierlech d'Reform vun der Tutelle. Hei wäerten d'Gemengen an Zukunft och méi séier an och méi autonom kënne schaffen. Ganz vill obligatoresch Approbatioune vu Gemengendecisiounen duerch den Interieur falen dann ewech. An heimat beweege mer eis dann och e grousse Schrëtt weider a Richtung vun enger méi partnerschaftlecher Approche, engem méi séiere Schaffen an engem bessere Virukommen tëscht dem Staat an de Gemengen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu de Walen, de Gemengewalen, also eigentlech d'Kärstéck, wa mer iwwer Participatioun an iwwer politesch Legitimatioun schwätzen. Bei de leschte Gemengewale gëtt et eng Zuel, déi frappéiert - et gëtt der e puer! -: 36 % vun de Kandidate ware Fraen; a bei de Gewielten duerno ware mer bei 25 %. Mir wëssen, dass d'Hallschent vun der Populatioun Frae sinn. Also wësse mer, dass dat doten eis eigentlech net zefriddestelle kann. déi gréng hunn eng national Quot gehat vu 50 %, a mir hunn et fäerdegbruecht, op eiser Lëscht 40 % vu Fraen ze kréien, déi an d'Mandater komm sinn. Also, mir hunn dat Zil iwwert déi Mesure kënnen erreechen.

An an deem Sënn wëll ech och drop hiweisen, wat am Koalitiounsaccord steet, wat dat doten ugeet: Dass d'Parteie sollen encouragéiert ginn, fir dass gekuckt gëtt, fir esou gutt wéi méiglech ze ënnerstëtzen, dass mer an de Proporzgemengen eng Quot vu 40 % vum sous-representéierte Sexe op de Lëschten hunn. An dofir wëll ech och froen - bon, déi gréng wären do vläicht och méi wäit gaangen am Kader vum Parteiefinanzéierungsgesetz, mee gutt, dat do ass dat, wat am Koalitiounsaccord steet -, ech géif d'Ministesch, déi jo och Gläichstellungsministesch ass, froen, wéi do hir Pläng sinn, wat si do wëllt op den Dësch leeën, fir dass mer dat wierklech hikréien, dass mer 40 % vun dem Sexe sous-représenté op de Lëschten hu vun de Proporzgemengen.

En aneren Deel sinn d'Auslänner: Zu Lëtzebuerg hu mer wierklech vill Auslänner, mir krazen esou lues un der 50 %-Limitt, 50 %-Grenz. An, voilà, dat gehéiert zu Lëtzebuerg, et gehéiert zu eiser Identitéit. Mir stellen awer fest, dass an der nationaler, landeswäiter Moyenne just ronn 12 % vum Wielertotal bei de leschte Gemengewalen Auslänner waren. Wéi gesot, bal 50 % vun eiser Populatioun sinn Auslänner. Also ass et immens wichteg, dass mer kucken, dat doten an e besseren Equiliber ze kréien.

An als Gréng wäre mir der Meenung, dass d'Auslänner automatesch op de Wielerlëschte sollen ageschriwwe ginn. Et gëtt jo eigentlech de Maastrichter Vertrag, dee virgesäit, dass e communautairë Bierger, egal wou e wunnt an Europa, iwwerall déi selwecht Rechter huet bei lokale Walen. Bon, mir hunn zu Lëtzebuerg déi ganz Saach mat der Walflicht, dat mécht et e bësse méi komplizéiert. Abee, mir mengen op alle Fall och, dass déi fënnef Joer, déi ee muss zu Lëtzebuerg wunnen, net méi zäitgeméiss sinn an dass déi onbedéngt bei den nächste Walen zréckgeschrauft musse ginn.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng)*.- En anere Punkt ass dee vum passive Walrecht, wou mer och mengen, dass do bei den nächste Walen och muss zréckgeschrauft ginn.

Ech kommen da bei d'Mandater. Et gouf scho vill driwwer geschwat de Mëtten. D'Gemengepolitik ass wichteg a si verlaangt och vill vun de Mandatairen. Mee och do gesi mer awer, dass mer net queesch duerch d'Gesellschaft Leit hunn, dass d'Gesellschaft net queesch derduerch representéiert ass an de Gemengemandater. Stéchwuert: éischter Staatsbeamte wéi Privatbeamten an esou weider. A mir mussen et eeben hikréien, dass mer dat méi machbar maachen an och méi attraktiv maache fir déi ganz Bevëlkerung.

Wann ech dann elo awer uechtert d'Land kucken: An deene klengste Gemenge kritt e Buergermeeschter just eng Indemnitéit vun e puer Honnert Euro an eng Fräistellung vn néng Stonnen. Ass dat zäitgeméiss? Mir mengen, dat ass net zäitgeméiss.

An der Stad Lëtzebuerg, als Beispill: Ee Schäffen, d'Madamm Beissel, sëtzt hei, si huet e Congé politique vun 20 Stonnen, fir eng Gemeng matzegeréieren, wou 4.000 Mataarbechter sinn! Mir fannen, dass dat net zäitgeméiss ass.

Mee och d'Conseillere maachen eng immens wichteg Aarbecht. Ondifferenzéiert duerch d'Bänk hu mer an de Proporzgemengen e Congé politique vu fënnef Stonnen. Ass et ubruecht, dass e Conseiller an der Stad Lëtzebuerg deen nämmlechte Congé politique huet wéi zum Beispill an der Gemeng Réiser? Mir mengen, dass een hei muss méi differenzéiert virgoen, dass mer dat mussen upassen, fir d'Mandater opzewäerten, grad wéi och d'Indemnitéiten.

(Brouhaha)

De Congé politique: Et ass och wichteg, deen an deem Kontext ze reformëieren an unzepassen, ze kucken, wéi déi praktesch Ëmsetzung fonctionéiert, och en vue dervun, dass mer méi verschidde Mandatairë kréien, notamment och aus dem Privatsecteur. Et ass wierklech net evident, fir de Congé politique ze huelen, deemno wat fir e Patron een huet. An d'Gesetz seet eigentlech och net kloer, wien de Congé politique firwat zur Verfügung huet. Well, fir dass een e richteg notze kann, muss een do jo eigentlech eng Flexibilitéit hunn. Déi eng Kéier ass et e Gemengerot, déi aner Kéier ass et eng wichteg Reunioun. A vill Leit kréien awer gesot - wa se en dann iwwerhaapt huelen, well net jiddweree profitéiert dervun! - dass se e fix zu engem Moment an der Woch mussen huelen. Abee, et ass awer net dat, wat een eigentlech brauch, wann een an enger Gemeng engagéiert ass.

En anere Problem: Deelzäit. Ëmmer méi Leit schaffen Deelzäit. A meng Partei ass och der Meenung, dass dat richteg ass, et ass net den Normal, dass jiddweree 40 Stonnen d'Woch muss schaffen. Abee, op Gemengenniveau, wann s de keng 40 Stonnen d'Woch schaffs, hues de just proportional Urechter op de Congé politique. Mir fannen, dass dat net ubruecht ass.

En plus, et ass scho genannt ginn, et ass een net geschützt virun enger Kënnegung, wann een e politescht Mandat huet. An och do muss ee kucken nozebesseren, eeben en vue dovun, dass mer dat lokaalt Engagement méi attraktiv maachen duerch besser Reegelungen.

Wa mer dann och driwwer schwätzen, dass d'Gemengen ëmmer méi Missiounen hunn an dass dat immens wichteg ass an dass am Fong d'Gemengen déi sinn, déi am nooste bei de Bierger sinn, da komme mer och net derlaanscht, fir iwwert d'Trennung vun de Mandater ze schwätzen, also den Netcumul tëscht engem Mandat an der Chamber an op Gemengenniveau. An ech zitéieren elo e puer Positioune vun de Gréngen, déi an deem Courrier waren, dee mer dem Premier schonn am September 2019 geschriwwen haten. Dat heescht, et sinn am Fong keng nei Positiounen, mee am Fong waren d'Fraktioune schonn eng Kéier gehalen, fir hir Positioun dozou festzeleeën. Ech repetéieren déi nach eng Kéier.

Mir mengen, dass Buergermeeschter oder Schäffen aus enger vun deene gréisste Gemengen op alle Fall kee Mandat ass, wat kompatibel ass mat der Chamber. Wann een zum Beispill bedenkt: Am leschte Gemengewalkampf hate mer 49 vun de 60 Deputéierten, déi hei sëtzen, déi gläichzäiteg och e Gemengewalkampf gemaach hunn! Dat illustréiert e bëssen, a wat fir enger Situatioun mer hei sinn, wëssend, dass mer souwuel an de Gemenge wéi hei an der Chamber mat immens villen Erausfuerderungen ze dinn hunn, immens vill Texter ze liesen hunn, immens vill ze beschaffen hunn. An dofir fanne mer dat net méi zäitgeméiss.

Mee wann een dat awer seet, da muss een de Vollzäitbuergermeeschtere respektiv de Schäffen natierlech och déi néideg Méiglechkeete ginn. An dat féiert natierlech just derzou, dass mer de Vollzäitbuergermeeschter a méi Gemengen erméiglechen. Mir géife mengen, dass dat zum Beispill a Gemengen, wou de Gemengerot bei 13 Memberen ass, absolutt ubruecht wär.

Genausou gutt brauch een Iwwergangsphasen. Wann ee seet: „Mir trennen d'Mandater", dann ass et natierlech evident, dass een de Mandatairen och muss d'Méiglechkeet ginn, wa se net méi erëmgewielt ginn, a wann net entweeder d'Gemeng oder d'Chamber de Fallschierm ass, dass se do eng gewëssen Iwwergangsphas hunn, wéi et och zum Beispill an anere Parlamenter méi eng laang Iwwergangsphas gëtt.

Een anere Punkt: Wa mer gäre méi jonk Leit, Fraen a Männer, fir Gemengepolitik wëllen interesséieren, musse mer iwwert de Congé parental schwätzen, deen ee kann huelen, wann ee gewielt ass, iwwer eng verlängert Vertriedung, wann een eng Krankheet huet, iwwert de Congé de maternité an esou weider. Nëmmen da kréie mer nämlech d'Mandater méi attraktiv gemaach.

An an enger Äntwert op eng Question parlementaire vun dem Djuna Bernard hat d'Ministesch och dorop geäntwert, dass et opportun wär, fir déi Méiglechkeeten an d'Gemengegesetz afléissen ze loossen, a mir mengen och, dass dat absolutt néideg ass, grad wéi dat eigentlech och fir d'Chamber néideg ass.

Just fir de Verglach ze maache mat engem anere Land: An Dänemark, zum Beispill, do huet een zwielef Méint Congé bei enger Schwangerschaft respektiv bei Congé parental, bei enger Adoptioun. Do gëtt et eeben déi Méiglechkeet, dass ee sech vertriede léisst.

Ech kommen zum Fonctionnement vun de Gemengen. An do ass et esou, dass d'Ëmfro effektiv och gewisen huet, dass et grad a méi klenge Gemengen u Servicer feelt. A mir hunn eeben och gemierkt, dass grad an der Pandemie vill méi kleng Gemenge wierklech Schwieregkeeten haten, fir do nach hir voll Servicer unzebidden. Et ass duergaangen, dass zwee, dräi Leit an enger Quarantän oder an enger Isolatioun waren, da si se wierklech un d'Schweesse komm. Kleng Gemenge soen engem och, wann ee mat hinne schwätzt, dass se zum Deel keng Suen hunn, fir iwwerhaapt iergendeppes ze maachen ausser dem absolutte Minimum. An dat ass jo eigentlech keng tragbar Situatioun. An dofir muss een och d'Fusioune weiderdreiwen, se attraktiv maachen, ënnerstëtzen, weider encouragéieren, begleeden, fir dass mer méi där Fusioune kréien. Et ass elo an engem Mount eng Fusioun, déi usteet. Et lafen Diskussiounen, héiert een an de Medien, an der Nordstad, dat ass op alle Fall e Wee, deen ee soll weider goen.

Ech muss e puer Saachen iwwersprangen, well ech mierken, dass meng Riedezäit méi séier geet, wéi ech dat eigentlech virgesinn hat.

Ech kommen zum Gemengerot. Wann een e bëssen d'Texter liest oder och e bësse kuckt, wéi et an de Gemenge leeft, an et schwätzt ee mat Gemengeréit, da fannen ech, dass ee mierkt, dass een d'Rechter an d'Initiative vun de Conseilleren och muss opwäerten. An an de Gemenge gëtt et eigentlech keng richteg Méiglechkeet, fir eng Debatt unzefroen, fir eng Interpellatioun ze maachen. Dat sinn awer Saachen, déi ee brauch.

Wat ass d'Mindestkommunikatioun, déi eigentlech vum Gemengerot muss gemaach ginn? An ech schwätzen net just vun der Majoritéit, mee och vun der Oppositioun, wat immens wichteg ass an deem demokratesche Spill, wat et gëtt, och op lokalem Niveau.

An der Pandemie hu mer elo d'Procuratiounen agefouert. Déi gëtt et net, ech mengen awer - mir hunn dat jo an der Chamber -, dass et och zäitgeméiss wär, dat an der Gemeng anzeféieren, grad wéi de Code de conduite, et ass schonn driwwer geschwat ginn.

Bon, allgemeng de Punkt vun der Iwwerreglementatioun, d'Chancë vun der Digitaliséierung ze notzen an esou weider, e Punkt, deen och scho beschwat ginn ass, deen onbedéngt muss kommen.

Och beim Personal: De Sekretär, de Receveur, si hu vill Missiounen a vill Verantwortung - sinn hir Missiounen ëmmer nach zäitgeméiss? Muss een do net nei Méiglechkeete schafen? Ech schwätze vun den Direkteren, déi et souwisou an de grousse Gemenge scho gëtt, déi et de Gemengen, mengen ech, och erlabe géifen, hir Missioune besser ze maachen. Hei musse mer d'Gesetz a Richtung Professionaliséierung vun de Gemenge stellen an zäitgeméiss Äntwerte ginn.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Syndikater. D'Fro ass de Mëtten schonn e puermol opgeworf ginn. Hei ass de Rôle vum Direkter net zefriddestellend gekläert. Hei gëtt et Problemer, zum Deel gëtt och vun Illegalitéit geschwat. Abee, wann dat esou ass, da menge mir, dass een hei séier Kloerheet muss schafen.

Ech kommen da bei de Punkt vun der Biergerbedeelegung. Och e Constat aus der Etüd, déi d'Ministesch gemaach huet: Ee Grond, firwat d'Leit sech net méi engagéieren, ass, dass e Véierel vun de Leit seet, dass se eigentlech keng Méiglechkeet dozou hunn. Also, vill Leit géife sech gären an de Gemenge méi engagéieren, mee si soen: „Mir hunn iwwerhaapt keng Offer dozou!" Abee, d'Gemenge sinn esou no um Bierger an d'Entscheedungen an de Gemenge concernéieren d'Bierger am Alldag, also ass et och wichteg, dass d'Bierger participéieren an ëm hir Meenung gefrot ginn.

A Participatioun heescht net just Informatiounspolitik. Nee, dat heescht, dass een de Bierger wierklech am Virfeld informéiert, dass een am Virfeld mat em schwätzt, dass een dat mathëlt, ophëlt an dann de Projet elaboréiert. An dat ass mat Sécherheet eppes, wat eng Rei Leit wëssen a verstinn, mee et ass sécher nach net duerch d'Bänk ukomm, wat genau Participatiounspolitik heescht. An ech mengen, an och, meng Fraktioun mengt, dass een am Gemengegesetz do ganz gutt muss drop oppassen an do e speziellt An drop leeën, well esou kréie mer duerno wierklech och qualitativ eppes Besseres derbäi eraus. An et gëtt a ville Gemengen och scho vill flott Beispiller, zum Beispill de Biergerrot zu Diddeleng, eppes, wat ech wierklech ganz vun no suivéieren, wat ech eng ganz flott Initiativ fannen.

Voilà. Just nach ee Wuert zu de berodende Kommissiounen: Et gëtt hei immens Ënnerscheeder tëscht de Gemengen; et gëtt Gemengen, do fonctionéiert dat ganz gutt, an aneren net. Et ass awer och eigentlech net richteg gekläert: Wéi fonctionéiert et mat de Rapporten? Sinn déi Kommissiounen ëffentlech? Si se et net? Wéi ass den Informatiounsfloss? An esou weider. An et ass, mengen ech, un der Zäit, fir do e klore Kader ze schafen. Am ale Gesetz si mer do op engem, jo, einfach op engem 30 Joer ale Fakt, wéi et eigentlech haut net méi fonctionéiert. Dat heescht: Onbedéngt och wat déi berodend Kommissiounen ugeet, déi wichteg sinn, kloer Reegele schafen!

Ech wollt nach kuerz op d'Finanzen agoen, e wichtege Punkt fir d'Gemengen. Mir hu grad d'lescht

Joer an der Kris gemierkt, dass d'Gemengen och ganz staark betraff waren. D'Gemenge si jo eigentlech - dat hu se an der Kris däitlech gemierkt - immens ofhängeg, engersäits vun der wirtschaftlecher Entwécklung an op där anerer Säit natierlech och vun deem, wat beim Staat erakënnt. An hei musse mer kucken, an den nächste Joren eng genau Analys dovun ze maachen. D'Ministesch sot, d'Evaluatioun vun der Gemengefinanzreform wär elo do. An ech mengen, dass et genausou wichteg ass, dass een eng genau Analys dervu mécht, wat déi Kris d'lescht Joer mat de Gemenge gemaach huet, fir dass mer dann duerno déi richteg Schlëss doraus kënnen zéien an d'Gemenge méi stabel kënnen opstellen, also d'Gemengefinanze méi stabill an och méi resilient fir d'Zukunft kënnen opstellen.

Iwwert d'Syndikater schwätzen ech da bei der nächster Geleeënheet méi am Detail a kommen zur Konklusioun, Dir Dammen an Dir Häre. Lëtzebuerg huet also am Fong elo zanter den 80er-Joren e Gesetz, a wann ech soen „zënter den 80er-Joren", dann ass d'Gesetz ongeféier esou al wéi ech. E Gesetz, wat dréngend muss iwwerschafft ginn a wat einfach de Realitéiten an den Erausfuerderunge muss ugepasst ginn, déi mer um lokale Plang hunn.

D'Gemengen hunn immens vill Aufgaben. Se sti viru groussen Erausfuerderungen an Erwaardunge vun de Bierger a si kënnen deenen eeben net ëmmer gerecht ginn. A genau do muss d'Gesetz eeben usetzen.

D'Digitalisatioun léisst einfach och déi aktuell Strukturen, déi d'Gemengen zum Deel hunn, an d'Prozesser, déi an de Gemenge fonctionéieren, zimmlech al ausgesinn. An dofir brauche mer eeben déi grondleeënd Reform vun der Gemengegesetzgeebung, awer natierlech och vun der Syndikatsgesetzgeebung, wou et awer och ganz vill, ech soe Malaisë gëtt, wat d'Informatioun ugeet, wat d'Kontroll ugeet. Dat heescht, och dat ass e Punkt, deen ech elo leider net ausféiere konnt, mee deen awer, mengen ech, ganz wichteg ass.

Wichteg ass och, dass mer de Gemenge wierklech déi Missioune ginn, déi mer brauche fir d'Erausfuerderunge vun der Zäit: Logement, Sozialpolitik, Klima an Ëmwelt, Mobilitéit an esou weider, dat Ganzt mat enger Biergerbedeelegung, déi eis wierklech dobäi hëlleft, duerno e qualitative Sprong ze maachen an no un de Bierger ze sinn, parallell och ze kucken, dass d'Leit participéieren, fir dass d'Politik, déi gemaach gëtt, legitiméiert ass an d'Resultater och déi beschtméiglech sinn.

Dat geet och just an onsen Aen, wa mer d'Mandater esou revaloriséieren, dass d'Buergermeeschteren, d'Schäffen an d'Conseilleren Zäit hunn, fir sech op hiert Mandat ze konzentréieren, an dass et eng attraktiv ..., dass et Loscht mécht a Spaass mécht an dass mer och sou vill wéi méiglech Leit aus der Populatioun motivéiert kréien, fir dat eeben ze iwwerhuelen.

An an deem Sënn géife mer froen, dass d'Ministesch eebe sou séier wéi méiglech deen Text virleet, fir dass mer och esou séier wéi méiglech kënnen driwwer diskutéieren an dat och kënnen ëmsetzen. An ech probéieren dofir mat enger méi optimistescher Nott opzehale wéi den Här Wolter, dee gesot huet: „Dat doten, dat kritt Der an deenen nächsten zwee Joer net hin." Abee, ech mengen, dass et néideg ass. Et gouf scho vill dru geschafft, an ech géif dofir d'Ministesch froen, dass se mat Éiergäiz weider dru schafft, eis och seet, wat hiren Zäitplang ass, soudass mer esou séier wéi méiglech dann ...

M. André Bauler *(DP).*- Ganz richteg!

M. François Benoy *(déi gréng).*- ... un den Texter kënne schaffen an dat Ganzt dann och a Musek kënnen ëmsetzen am Sënn vu staarken an attraktive Gemengen, déi am Déngscht vun de Bierger schaffen, dat op der Héicht vun der Zäit an den Erausfuerderungen, déi mer hunn. An déi sinn net kleng.

An deem Sënn villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn haut déi schwéier Aufgab, de Kolleeg Jeff Engelen ze ersetzen, dee fir eis an der Interieurskommissioun ass, mee dee leider aus gesondheetleche Grënn seng Ried haut net kann halen. Ech hu mech also misse ganz séier an d'Matière aschaffen.

D'Wichtegkeet vum Gemengeliewe brauche mer hei net ze ënnersträichen, net aleng, well ganz vill vun eis och e Mandat op kommunalpoliteschem Plang hunn. D'Gemeng, dat ass do, wou dat direkt Matsproocherecht vum Bierger am einfachsten ass, wou et am meeschte stattfënnt. An de berodende Kommissiounen an och an de Lokalsektioune vun de politesche Parteie geschitt e ganz groussen Deel vun eisem politesche Liewen hei am Land.

D'ADR setzt sech an, fir déi direkt politesch Participatioun an de Gemengen ze erhalen an ausbauen. Aus deem Grond si mir och fir méi direkt Demokratie op kommunalem Niveau, notamment och iwwert de Wee vu Referenden. Dës Referende sollten och net méi nëmmen nach consultativ, mee decisif sinn a respektéiert ginn, zwéngend respektéiert gi vun de Gemengen.

D'Modalitéite fir e lokale Referendum musse vereinfacht ginn. Dat kéint een zum Beispill maachen, andeem een d'Méiglechkeet gëtt, Ënnerschréften och elektronesch ze sammelen; ech denken do en parallèle zu deem, wat mer hei an der Chamber maache bei de Petitiounen - e gudde System, dee sech bewäert huet an deen een och kéint an de Gemengen asetzen.

Als ADR verteidege mer säit jeehier eng staark Gemengenautonomie. An am Sënn vum Subsidiaritéitsprinzip, deen haut hei och net a Fro gestallt ginn ass, soll de Staat sech dann ëm déi Aufgabe këmmeren, déi net besser kënnen op Gemengenniveau erleedegt ginn.

An hirem Dokument, wat mer hei diskutéieren, „Recommandations et pistes à approfondir via le processus participatif", beschreift d'Banneministesch verschidde Pistes de travail als Aarbechtsustéiss, an ech wëll elo net op déi all agoen - wéi schonn de Michel Wolter virdru gesot huet, kéinte mer eigentlech praktesch alleguerte mat all deene Pisten d'accord sinn -, ech wëll just op e puer ganz eenzel Punkten agoen.

Dat Éischt ass effektiv de Kontakt tëscht de Gemengen an dem Banneministère, dee soll vereinfacht ginn a wou d'Gemenge méi Autonomie solle kréien a manner erfuerderlech Zoustëmmungen. An et ass schonn zitéiert ginn, d'Urteel SYFEL, wou eng Gemeng decidéiert, e Kulturgutt zu der Renovatioun bäizedroen - dat si Saachen, déi eng Gemeng soll kënne maachen, ouni datt ee Ministère dat verbitt. Déi Tutelle, déi besteet, soll net eng Tutelle si vun enger Opportunitéit. A si soll och net politesch mëssbraucht ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Wat d'Trennung vun de Gemengemandater an den Deputéiertemandater ubelaangt, hu mer och eng ganz kloer Positioun als ADR: Mir sinn der Meenung, datt d'Mandat vun engem Buergermeeschter oder vun engem Schäffen inkompatibel soll si mat engem Mandat an der Chamber. Mir si jo alleguerten och an der Kommunalpolitik, mir gesi jo, wat fir eng Aarbechtscharge dat ass, et ass bal net méiglech, net mënschméiglech, déi Aarbechtslaascht ze droen.

Ech si mol eng Kéier d'accord mat deene Gréngen. Es geschehen noch Zeichen und Wunder!

(Hilarité et interruptions)

Mir sinn och der Meenung, datt d'Mandater an de Gemengeréit mussen opgewäert ginn, och iwwert de Congé politique, dee ganz einfach net duergeet, dee lächerlech geréng ass, och fir de Conseiller, dee jo awer ganz vill Biergerkontakt huet, ganz vill sollicitéiert gëtt, ganz vill Visite-des-lieuxe mécht. Dat geet ganz einfach net duer an do hu mer eng Inadequatioun vun der Realitéit zu deem, wat do haut bezuelt gëtt.

D'Gemengegesetz vun 1988 hält am Artikel 15 fest, datt an de Proporzgemengen all Partei an de berodende Kommissioune vertruede muss sinn am Verhältnis zu hire Gewielten. Hei gouf et schonn ëfters konkreet Problemer, ob dat elo e Walresultat ass oder eng Zuel vu Mandater an och: Wat geschitt wann ee gewielte Vertrieder d'Fraktioun wiesselt? Oder aus der Partei austrëtt? An do fanne mer et och net richteg, datt déi Partei dann hir berodend Membere verléiert, just well hire Mandataire decidéiert, aus der Partei auszetrieden.

Eppes, wouriwwer mir eis Gedanke gemaach hunn, ass, ob et gesond ass, datt all Gemeng ab 3.000 Awunner scho muss eng Proporzgemeng sinn. Mir fannen de Majorzsystem eigentlech ganz convivial a ganz flott. A mir sinn der Meenung: Déi Zuel do kéint een erhieflech eropsetzen.

E klenge Punkt, mee e wichtege Punkt, dat ass den Delai, an deem d'Gemengerotssëtzungen aberuff ginn. Do schwätzt d'Gesetz haut vun enger Convocation par écrit fënnef Deeg virun der Reunioun. Dat ass ganz einfach ze wéineg. Wann ee kuckt, wéi komplex ..., an och d'Zuel vun den Dossieren, déi een do muss kucken, si mir der Meenung, datt ee mindestens siwen Deeg misst hunn. An do misst een och nach preziséieren, datt dat siwe Jours ouvrables sinn, well nëmmen dann erlaabt een dem Conseiller, deen net am Decisiounsprozess ass, well hien net am Schäfferot oder seng Partei net am Schäfferot ass, fir ganz seriö Kenntnis ze huele vun den Dossieren, déi sollen diskutéiert ginn.

D'Digitalisatioun vun de Gemengeservicer vereinfacht d'Verwaltungsaarbecht, dat ass am Prinzip extreem gutt. Mee mir weisen ëmmer drop hin a mir weisen och déi Kéier drop hin: Et muss dual gefuer ginn. Et muss een sech och nach ëmmer kënnen um Pabeier an net nëmmen digital un d'Administratioun wenden oder an dësem Fall un d'Gemeng wenden. Et ass einfach e Fakt, datt et vill Bierger gëtt, déi den digitale Prozess net beherrschen, speziell och eeler Matbierger. An där Realitéit muss een onbedéngt Rechnung droen an eisen Aen.

Sproochen, och e Punkt, deen eis natierlech um Häerz läit: Et iergert mech ëmmer erëm, wann ech e Bréif kréien op fënnef Sproochen, mee net op Lëtzebuergesch. Also, Lëtzebuergesch muss och benotzt ginn. Et huet kee Mënsch eppes dergéint, datt Däitsch a Franséisch benotzt ginn, mengetweegen och an deene grousse Gemengen oder do, wou et de Fall ass. D'Stad Lëtzebuerg huet immens vill anglofon Awunner an ech fannen et ganz richteg, datt mer eis do och op Englesch un eis Bierger wenden, mee d'Lëtzebuergescht muss op jidde Fall do derzougehéieren.

Qualifizéiert a motivéiert Personal, ça va sans dire: Ouni motivéiert a qualifizéiert Personal schafft kee Betrib. An och do wëll ech drop hiweisen, datt mir als ADR der Meenung sinn, datt och an Zukunft Leit, déi bei der Gemeng schaffen, solle Lëtzebuergesch schwätzen a verstoen.

D'Opwäertung vum Gemengesekretär ass an eisem Sënn: Mir haten dat schonn 2018 an eisem Walprogramm, genau wéi ganz vill vun deenen anere Propositiounen och.

D'Propositioun innovativ Gemengen op sozialem, kulturellem, wirtschaftlechem, ekologeschem Niveau: Dat ass wonnerbar. Mee och hei musse mer oppassen, datt d'Gemengenautonomie ëmmer bewaart bleift.

Zum Contrôle vun de Gemengefinanzen: Do hu mir an eisem Walprogramm ganz kloer gesot, datt dat soll ënnert dem Contrôle vum Rechnungshaff stoen. Dat ass an eisen Aen déi Plaz, wou dat higehéiert.

Déi geplangte Gemengereform ëmfaasst ganz vill Punkten, déi mir als ADR begréissen. A wann ee sech déi zéng Propositiounen ukuckt, kann ech mat engem Schmunzele soen: Mir hu bal d'Gefill, d'Madamm Bofferding hat eise Walprogramm vun 2018 op hirem Nuetsdësch leien, wéi se hir Suggestiounen ausgeschafft huet.

(Interruptions)

Dezentraliséierung ass gutt, mee et muss verhënnert ginn - och dat ass hei schonn ugeklonge vun anere Kolleegen -, datt méi räich Gemenge vun dëser Reform zu Ongonschte vu manner räiche Gemenge profitéieren, déi elo ganz staark vum Banneministerium ofhänken. D'Fro, déi sech stellt, ass: Ginn d'Gemengen och an Zukunft, zum Beispill bei Logementsprojeten, vum Banneministère finanziell ënnerstëtzt?

Déi wichtegst Erausfuerderungen, déi d'Gemengen ze bewältegen hunn, ass dee rasante Bevëlkerungswuesstum. An dat gëllt fir ganz grouss Gemenge wéi d'Stad Lëtzebuerg, mee et gëllt awer genausou gutt och fir Landgemengen, wéi mäi Kolleeg, den Här Roth, géif soen. Hei misst e Konzept ausgeschafft ginn, wéi d'Land sech demografesch weiderentwéckele soll.

Voilà, an domadder schléissen ech meng Ried an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Och wann ech vläicht am Géigesaz zum Här Wolter kee lokale Fürst sinn, vläicht souguer kee Vasall oder Lehnsherr, sou ass d'Gemengepolitik awer eppes, wat net nëmme mech perséinlech immens staark interesséiert, mee eppes, wat natierlech, wéi och vu verschiddene Virriedner scho gesot ginn ass, mat de Bierger an an direktem Kontakt mat de Bierger ass. An d'Fonctionement vu Gemengen ass duerfir eppes, wat eis alleguer, mengen ech, interesséiere misst.

Ech hunn awer, änlech wéi hien, Problemer gehat, wéi ech dat Dokument gelies hunn, well ech hu mer d'Fro gestallt: Iwwer wat solle mer dann do diskutéieren? Solle mer dann als Parteien eis eenzel Parteiprogrammer virliesen? Ech mengen, déi zwee lescht Virriedner hunn dat zum Deel gemaach. Well sech un deem reiwen, wat do als Propositioun drasteet, kann ee jo éischter net, well do steet dat eent a säi Contraire dran, an op deenen zéng Pisten, déi dann opgezielt ginn, do, mengen ech, ass et schwéier, fir wierklech fundamental dergéint ze sinn. Also u wat orientéiere mer eis, wa mer iwwer eng Reform vum Gemengegesetz schwätzen?

An ech mengen, och d'Diskussioun, wéi se bis elo verlaf ass, erënnert dorunner. An duerfir wäert ech och probéieren, deen Exercice matzemaachen an eenzel Punkten eraushuelen. An d'Fro vun der Gesamtorientéierung, mengen ech, ass awer och hei ze kuerz komm. An ech mengen, datt dat awer mat der Organisatioun vun där Debatt zesummenhänkt, nämlech, datt een net bei eppes Konkreetem, wat scho virun iwwer zéng Joer ausgeschafft ginn ass, géif ufänken a sech dorunner géif ofschaffen an och innerhalb vun deem participative Prozess d'Leit géif konfrontéiere mat deem, wat schonn eng Kéier ausgeschafft ginn ass, an dat eventuell weiderentwéckelen, wéi dat bis elo de Fall war.

Ufänke wéilt ech mat engem zwar vläicht banalen an awer, mengen ech, net onwichtege Gedanken: nämlech datt d'Gemenge méi al si wéi eis Natioun. Vill Gemengen a virun allem d'Gemengegrenze ginn zréck op d'Franséisch Revolutioun an och eng ganz Rëtsch vun deene Kärmissiounen, déi am Kompetenzberäich vun de Gemenge sinn, ginn zréck op eng Zäit virun 1800. An et sinn déi zwee grouss demokratesch Niveauen zu Lëtzebuerg, wou politesch Decisioune geholl ginn a wou hiert Land, eist Land seng Orientéierung kritt. An et ass effektiv d'Keimzell vun der Demokratie, déi klengst Entitéit, wou politesch Decisioune kënne geholl ginn.

An duerfir ass d'Fro vun de Missioune vun der Gemeng fir mech eng vun deene ganz zentralen. Well den Titel „mateneen fir eng modern Gemeng" geet jo och dovunner aus, datt een eng modern Gemeng huet, dat heescht, och Erausfuerderunge vun haut, mam Wëssen, dat cumuléiert ass aus deene leschte Joerzéngten, aus all deenen Erfarungen, déi mer haut hunn. An d'Erausfuerderunge vun haut sinn evidenterweis dann och d'Erausfuerderunge vu muer. An domat ass net iergendwéi d'Dagespolitik gemengt, mee d'Erausfuerderunge vun deenen nächste Joerzéngten. An déi kenne mer zum Deel. Dat heescht, d'Reform vum Gemengegesetz an d'Kärmissioune vun de Gemenge missten sech och dorunner orientéieren.

Mir hunn eng Missioun an de Gemengen, déi schéngt fir jiddweree banal ze sinn, déi huet eist Land awer virun e ganz grousse Problem gestallt, dat ass nämlech, datt d'Gemenge responsabel si fir d'Salubritéit, wourauser deklinéiert ginn ass, datt d'Gemenge responsabel si fir d'Waasserversuergung, d'Ofwaasserentsuergung, d'Müllentsuergung. Dëst ass net geschitt aus iergendwelleche reng bürokratesche Gedanken, mee do war eng politesch Iwwerleeung hannendrun, nämlech datt d'Gemenge responsabel si fir eng bestëmmte sanitär Qualitéit, déi an de Gemenge stattfënnt, fir Epidemien ze verhënneren. Dat war den Ausgangspunkt, firwat gesot ginn ass: „Dat ass eng Kompetenz, déi wierklech lokal muss sinn a lokal organiséiert muss sinn an net iergendwéi, vu wäit ewech, zentral kann organiséiert sinn." Dat heescht, d'Gemengen hunn, aus hirer Geschicht eraus, eigentlech ëmmer schonn eng sanitär Kompetenz gehat, eng Kompetenz, wat d'Preventioun an d'Sensibilisatioun ugeet.

A mir sinn awer elo duerch eng Covidkris gaangen. An och do muss ech dem Här Wolter leider Recht ginn: Mir hu festgestallt, datt d'Gemengen zimmlech aleng gelooss gi sinn an där Situatioun, obwuel se jo eigentlech ee vun deenen éischten an direkten Uspriechpartner gewiescht wieren och vun där Regierungsstrategie, déi developpéiert ginn ass, déi fënnef Achsen hat, wou déi éischt an déi zweet d'Sensibilisatioun an d'Preventioun waren. Dat ass net geschitt!

An ech mengen, datt dat eng vun deene grousse Lektioune muss sinn, déi mer och aus dëser Covidkris zéie mussen, nämlech d'Aufgab vun der Gemeng, wat dee ganze sanitäre Beräich ugeet, an dat och méi modern ze denken en vue vun deene Joerzéngten, déi nach kommen. An deene leschten zwanzeg Joer hate mer véier Pandemien, déi d'WHO ausgeruff huet, an ech zweifelen drun, datt dës déi lescht ass.

Zweetens: Ee Problem, deen eis och an deenen nächste Joerzéngte wäert weider beschäftegen, ass de Logement. Och elo gëtt et scho Kompetenze bei de Gemengen, wat den Urbanismus ugeet, wat d'Stadplanung ugeet. Et gëtt souguer embryonär Kompetenzen, Verantwortunge vun de Gemengen, wat Relogementer ugeet, wann Deguerpissementer sinn. Et gëtt och bestëmmte kommunal Kompetenzen, wat d'Loyeren ugeet, Mietkommissiounen, déi theoreetesch misste funktionéieren, an der Praxis awer meeschtens net terribel gutt funktionéieren.

Dat heescht, ech mengen, datt mer net derlaanschtkommen, méi kloer ze definéieren, wat d'Kompetenze vun de Gemengen am Logement sinn, net nëmmen hir Kompetenzen, mee och hir Missiounen. A wann ee seet „Missiounen", dann ass een natierlech och direkt beim Finanzement an deene Moyenen, déi eng Gemeng brauch, fir déi nei ze definéierend Missiounen oder déi ze erweidernd Missiounen.

Eng drëtt Erausfuerderung vun deenen nächste Joerzéngten - an a ganz ville Sonndesriede si mer eis doriwwer parteiiwwergräifend eens -, dat ass de Klimaschutz an de Schutz vun der Biodiversitéit. Dat ass och eppes, wat direkt e kommunalen Impakt huet. A mir mussen och do, wa mer doriwwer schwätzen, datt dat eng Missioun vun de Gemengen soll sinn, zumindest versichen, se ze definéieren. A wa mer se definéiert hunn, da musse mer och kucken: Wat ass d'Kompetenz, d'Aufgab vun der Gemeng an deem dote Beräich, a wat ass d'Wiesselspill mam Staat an deem dote Beräich?

Dat sinn, mengen ech, grouss Erausfuerderunge fir eng modern Gemeng vun der Zukunft, och fir eng Reform vum Gemengegesetz, wat och Joerzéngte

gutt soll sinn an den Aufgaben an Erausfuerderunge vun der Zukunft soll gerecht ginn.

Mir brauchen e staarke Service public. An als Lénk si mer der Meenung, datt ëffentlech Missioune wéi zum Beispill d'Waasserversuergung, wéi zum Beispill d'Müllentsuergung och Missioune sinn, déi vun der ëffentlecher Hand selwer ausgeféiert ginn.

D'Gemenge sinn elo schonn zum Deel, verschiddener op jidde Fall, en ökonomeschen Acteur. Och dat, mengen ech, musse mer encadréieren. Verschidde Gemengen hunn SARLen, wou si honnertprozentegen Aktionär sinn. Dat heescht, si sinn och ökonomeschen Acteur. Och dat, mengen ech, musse mer kucken ze encadréieren a fir d'Zukunft weiderzedenken.

Vill Interventioune sinn natierlech iwwert d'Demokratie op lokalem Plang gaangen, d'Fro vun de consultative Kommissiounen, déi vu Gemeng zu Gemeng komplett verschidde gereegelt sinn. Et sinn der, mengen ech, dräi oder véier, déi obligatoresch sinn, a bei deenen aneren hänkt et dovunner of, wéi eng Gemeng dat mécht. An déi consultativ Kommissioune sinn awer bis elo deen eenzege Moyen, dee mer hunn, fir wierklech eng Biergerbedeelegung kënnen ze garantéieren oder zumindest eng Bedeelegung vu Leit, déi net nëmmen Elue sinn. Ech mengen, datt deen Encadrement wichteg ass nieft deenen Tentativë vu Biergerpanels oder Ad-hoc-Aarbechtsgruppen, déi op kommunalem Plang zu bestëmmte Froe kënnen a mussen entstoen.

Et kéint een och ganz vill iwwert d'Aufgabe vun de Gemenge schwätzen, wat d'Integratioun ugeet. An ech mengen, d'Integratioun ass eng Fro, déi net nëmmen Netlëtzebuerger betrëfft. Ech kommen aus enger Gemeng, wou der Madamm Bernard hire Kopresident mer an d'Ouer geflüstert huet, hie wéilt sech do néierloossen. Ech maache mäi Bescht, fir och hien do ze integréieren. Ee Gréngen, deen nodenkt, zu Esch. Dat wier op jidde Fall net schlecht.

(Hilarité et brouhaha)

De Gemengerot selwer ass d'Parlament, d'Parlament vun der Gemeng. An et muss ee sech déi Froe stellen, déi ee sech och zum Deel stellt, wat d'exekutiv Kompetenzen a legislativ Kompetenzen ugeet. Am Moment ass et esou, datt de Buergermeeschter effektiv nach wéi e mëttelalterleche Fürst regéiert, wat seng Verantwortung ugeet, wat net nëmmen a sengem Interêt ass, dat muss ee soen, well e mécht sech penal strofbar bei ganz, ganz villen Ënnerschrëften, déi e mécht. An e muss der ganz, ganz vill maachen. An d'Fro stellt sech, wéi iwwerhaapt e Schäfferot d'kollektiv Verantwortung kann iwwerhuelen, wou de Buergermeeschter eventuell den éischten, de Primus inter pares ka sinn, amplaz vun deem Modell, dee mer elo hunn, wou déi ganz Responsabilitéit quasi just op de Schëllere vum Buergermeeschter läit.

Ech mengen awer och, datt mer reegele mussen, wéi d'Informatiounsflicht vum Schäfferot par rapport zu de Gemengeréit ausgesäit. Mir mussen och d'Fro klären, wat d'materiell Méiglechkeete vun de Gemengeréit sinn. D'Fro vum Congé politique ass ugeschwat ginn, d'Fro och vun de Procuratiounen. Ech mengen och, datt mer, zumindest a sou engem Gesetz, missten de Kader setzen, wat Elementer vun engem Règlement d'ordre intérieur misste sinn - wéi eng Elementer mussen an deem Règlement d'ordre intérieur gekläert sinn? Well och do ass et esou, datt vu Gemeng zu Gemeng d'Rechter vu Gemengeréit, d'Initiativrechter, verschidde sinn. Dat ass awer fir e Land wéi Lëtzebuerg schonn zimmlech komesch. An ech mengen, datt zumindest déi Haaptelementer dovunner am Gesetz misste stoen.

Här President, ech maachen et kuerz zum Schluss. Als Lénk si mir och ganz kloer géint Duebelmandater, wat exekutiv Verantwortung a Gemengen a legislativ Verantwortung um Chamberniveau ugeet. Ech mengen awer och, datt mer eis mussen d'Fro stellen, wéi d'Finanzéierung vun de Gruppéierungen, Parteien op kommunalem Plang kéint an Zukunft ausgesinn, déi, wann een dat Ganzt wëllt opwäerten, natierlech och entspriechend Moyene brauchen.

Ech wéilt ophale mat deem selwechten Erstaunen, dat och schonn den Här Wolter virdrun hat, wat den Artikel am „Tageblatt" ugeet, wou esou quasi d'Undeitung gemaach gëtt, wéi wann déi Reform net virun 2023 kéint a Kraaft trieden. Dat géif ech ganz staark bedaueren, well dat wier dann, no der ugekënnegter Steierreform, déi zweet grouss Reform, déi op iergendwann no de Wale géif verluecht ginn. Also, Här President, ech mengen, ech wäert dës Chamber d'nächst Woch en mi-mandat verloossen, mee wann d'Regierung alles weider op 2023 vertässelt, da schéngen ech näischt ze verpassen.

(Brouhaha et hilarité)

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Mir Piraten si frou, dass d'Parlament haut iwwert déi berüchtegt Gemengereform dierf schwätzen, a soen dofir Merci.

Jo, eng Reform ass eppes, wat laang Zäit brauch a wat seng Zäit brauch, bevir et wierklech ëmgesat gëtt. Trotzdeem hoffe mir, dass et virun 2023 wäert geschéien. Et ass och a sech ganz gutt, dass d'Ministesch an hir Mataarbechter am Ministère sech Zäit huelen, fir dat Ganzt seriö ze maachen, an d'Mataarbechter souwéi d'Bierger froen, fir Iddien a Verbesserungsvirschléi ze kréien. Et dierf een dat awer och elo net als Excuse huelen, fir herno op Zäit ze spillen.

Mat der Approche vun der Madamm Ministesch, wéi se an de Rapporten duergestallt gëtt, si mir Piraten och ganz averstanen. Et goufe vill Leit gefrot an eleng bei der Enquête um Internet hunn der 5.600 matgemaach, wat natierlech weist, dass d'Leit un hire Gemengen interesséiert sinn. Et goufen niewebäi och eng Rei Workshops gemaach an et muss een da wierklech soen, wat d'Diskussioune mat de Leit um Terrain ugeet, do huet de Ministère villes richteg gemaach an dat kann een op dëser Plaz och eng Kéier luewen.

Ech muss awer bei deem ganze Prozess vun der Gemengereform och eng Klammer opmaachen. Mir Piraten géifen nämlech proposéieren, trotz Reform haut scho verschidde politesch Dossieren an Ugréff ze huelen. Mir kënnen net fir alles, wat u Problemer oder Verbesserungen opsteet, op d'Gemengereform waarden an op d'Zukunft vertréischt ginn. Denke mir do zum Beispill un een Dossier, wou ech eng parlamentaresch Fro gestallt hat souwéi eng Demande, fir dass mer de Projet an der Chamberskommissioun schnell kënnen upake fir virunzekommen: an zwar dee vun den Direktere vun de Gemengesyndicaten.

D'politesch Aarbecht kann net wéinst engem groussen Dossier op eenzelne Punkten op Äis geluecht ginn. Déi ugekënnegt Gemengereform léisst nach eng Zäit op sech waarden a wäert sécher net esou schnell fäerdeg ginn, bis all déi Iddien an engem Gesetzesprojet iwwerschriwwe gi sinn. Et muss dach ëmmer méiglech sinn, punktuell legislativ Ännerungen am Gesetz ze maachen an déi dann duerno an d'Reform matzehuelen.

Mee op jidde Fall si mir Piraten awer ganz positiv op de Rapport agestëmmt, deen eis vun der Ministesch virgeluecht gouf. En ass natierlech nach net perfekt. Et muss een ëmmer bedenken, dass et eng Momentopnam ass an och net all d'Meenungen zu 100 % hei vertruede sinn. Mee et léisst awer gutt duerchblécken, wou d'Tendenzen an d'Prioritéite vun de Leit leien.

Wat d'Propositioune vum Ministère ugeet, déi am Rapport sinn, do wäert ech op verschiddener agoen, mee aus Zäitmangel leider net op se alleguer.

Betreffend de Congé politique bei de Gemengeréit: Jo, et muss gekuckt ginn, dass dëse reforméiert gëtt, well mir wëllen net, dass just eenzel Beruffsgruppe sech an der Politik engagéiere kënnen. D'Politik soll vun alle Bierger kënne gemaach ginn. Dofir musse mer awer och Mënschen aus der ganzer Gesellschaft an alle Beruffer d'Méiglechkeet gi matzemaachen. De Politiker, dee bis 18.00 Auer schafft, muss d'Méiglechkeet kréien, och um Gemengerot deelzehuelen. De Congé politique muss de Leit eng Garantie ginn, hiert Mandat kënne fräi auszeüben. Mir ginn och esou wäit a soen: An de grousse Gemenge sollen d'Schäffen op 40 Stonnen erhéicht ginn, well och hir Funktioun ass wichteg, jo - mir ginn esou wäit -, a verschiddenen Dossieren esou wichteg wéi déi vum Buergermeeschter selwer. An awer hu si de Kapp nach hallef an engem aneren Job. An dat ass net seriö, fir eng grouss Gemeng ze féieren.

Wat awer och muss ugepaakt ginn, ass den onfairen Ënnerscheed tëscht dem Material fir d'Majoritéitsparteien an dem Gemengerot an deem fir d'Oppositiounsparteien. Et kann net sinn, dass eng Majoritéitspartei ka Büroen, Konferenzraim, Material, Beamten etc. an der Gemengeverwaltung aspanne fir hir Aarbecht, wärend d'Oppositioun mol net dierf eng Versammlung am selwechte Gebai ofhalen, keng Bierger empfänken dierf oder just begrenzten Zougang zu Informatioune kritt. Dat ass wéi an der Chamber: Just Regierungsparteien dierfe mat Informatiounen a Material ausgestatt ginn. Am neie Gesetz muss d'Oppositioun gestäerkt ginn. A kuckt een duerch d'Land, ass all hei vertruede Partei iergendwou an der Oppositioun.

Wat d'Propositioun ugeet, méi Biergerbedeelegung unzegoen, dovunner schwätze mir Piraten schonn zënter eiser Grënnung. Wéi am Rapport ze liesen ass, reklaméiere 26 % vun de Betraffenen e Mangel un Offer, un Attraktivitéit. Dat weist, dass d'Politiker méi aktiv op d'Bierger mussen zougoen, fir hinnen dës Offeren ze maachen. Eis konkreet Propos vum Biergerrot, dee vun dëser Regierung leider ofgeleent gouf, sollt och op lokalem Niveau ëmgesat ginn, fir d'Leit méi an d'Geschéie vun hirer Gemeng anzebannen. A mir schwätzen hei net vu consultative Kommissiounen, wou an eisen Ae vill ze vill vun de politische Parteien decidéiert gëtt, wéi eng Memberen do erakommen, mee vun enger richteger Biergerbedeelegung. Eis Iddi ass, dass och Bierger ouni Parteikaart aktiv an der Gemengepolitik kënne matmaachen.

Wat d'Propositioun vun der Digitaliséierung betrëfft, do soe mir Piraten ganz kloer, dass et keng Saach ass vu Wëllen oder Netwëllen, et ass eng Noutwendegkeet. A wann de Staat de Wee vun der Digitaliséierung geet, muss een dovunner ewechkommen ze mengen, dass d'Digitaliséierung bedeit, dass een e Blat ascanne kann an dat dann als PDF weiderschéckt. Mir sollten hei op interaktiv Plattforme setze mat authentifizéierte Login-Systemer. MyGuichet kann also roueg nach op d'Gemengen ausgebaut ginn.

Ma d'Méiglechkeeten an de Gewënn vun der Digitaliséierung sinn enorm. D'Iddi ass do zum Beispill, fir dem Bierger iwwer eng App méi Méiglechkeeten ze ginn, fir kënne matzebestëmmen, wat a senger Gemeng geschitt. Esou Appe kënnen och genotzt ginn, fir d'Iddie vun de Bierger ze sammelen, fir kleng Projete vum Bierger ze realiséieren. D'Digitaliséierung mécht d'Dieren op fir méi Biergerbedeelegung.

Vun der Digitaliséierung profitéiert dann och d'Transparenz, well de Bierger sech informéiere kann. Et ass u sech schued, dass am Rapport vun der Internetenquête keng Oplëschtung gemaach gouf, déi tëscht méi klengen a grousse Gemengen ënnerscheet, well mir sinn eis sécher, dass et do Ënnerscheeder gëtt, jee nodeem wéi déi eenzel Gemengen opgestallt sinn. Wärend eenzel grouss Gemengen d'Gemengerotssëtzungen ophuelen a souguer vereenzelt filmen, kréie Bierger a klenge Gemengen heiansdo just e schréftleche Rapport, wat decidéiert gouf, dat als Zesummefaassung vun enger Werbeagentur oder engem Beamten. Dat ass keng Transparenz!

Mir Piraten fannen, hei misst e Mindestmooss un Transparenz geschaf ginn am Gesetz, wat e Gemengerot muss un Informatioune veréffentlechen. Et brauch an eisen Aen eng Verflichtung fir all Gemeng, hir Gemengerotssëtzungen ze filmen an déi op den Internet ze setzen. Et kann net sinn, dass iwwer Gemengebudget ganz Werbereportagë fir e Buergermeeschter an engem Gemengekanal finanzéiert ginn, awer déi politesch Bedeelegung dann net gestreamt gëtt.

Eng mir bekannte Gemeng huet souguer ganzt Material opgestallt, streamt de Gemengerot op en anere Stack am selwechte Gebai fir d'Press, bréngt et awer net fäerdeg, dee selwechte Stream am Internet fir d'Bierger zur Verfügung ze stellen, net wéinst der Technik, mee wéinst der Verweigerung vun der Biergerbedeelegung.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Allgemeng huet-d'Situatioun eis och gewisen: D'Politik muss ophalen, vum Bierger ze erwaarden, dass hie sech an d'Gemeng deplacéiert. Am Géigendeel: D'Gemeng muss bei de Bierger! Si muss sech opmaachen, modern, fair an transparent.

Am Rapport hunn d'Bierger sech geäussert zu Saachen, mat deene se ganz a guer net zefridde sinn an hirer Gemeng. An do falen, ouni Iwwerraschung, de Logement, d'Mobilitéit, d'Ëmwelt an d'Sécherheet dran.

Wat de Logement an d'Mobilitéit betrëfft, do stellt sech natierlech d'Fro vun de Kompetenzen. Et ass awer jidderengem kloer, dass d'Wunnengen hei zu Lëtzebuerg vill méi deier sinn an dass d'Ubannung un den ëffentlechen Transport nach net iwwerall gutt genuch ass. A gréissere Gemenge geet et nach eenegermoossen. Mee wat ee méi wäit an d'Peripherie kënnt, wat een dann och mol eng Stonn op de Bus waarde muss. Do gëtt dann d'Fro opgeworf vun de Kompetenzen, wien elo wat organiséiere soll, de Staat oder d'Gemeng. Mee dat ass de Bierger eigentlech zimmlech egal. De Bierger wëllt eng Léisung hunn, fir dass säin ëffentlechen Transport fonctionéiert.

Wat de Wunnengsbau ugeet, do vertriede mir Piraten weiderhin d'Positioun: D'Gemengen, d'ëffentlech Baudréier an de Staat musse selwer d'Saach an d'Hand huelen. D'Sue musse fléissen, fir dass mer méi bezuelbare Wunnraum, staatleche Wunnraum um Marché hunn, an dat fir zéng Euro de Meterkaree. All déi ëffentlech Acteure kënnen an eisen Ae selwer ufänke mat bauen. Am Rapport vum Observatoire de l'habitat vum Februar 2019 gëtt geschwat vun 53 Hektar Baulücken an ëffentlecher Hand plus 257 Hektar weiderem Bauland, dat heescht Terrainen, déi direkt kënne bebaut ginn. Mee wéi vill vun deenen Terraine sinn da mëttlerweil scho bebaut?

Mir Piraten bleiwe bei der Formel eeben dofir, dass d'Gemenge solle méi Méiglechkeete kréien, fir an de Mietkauf eranzegoen a soumat hire Bierger konsequent ze hëllefen.

Mir Piraten sinn, wéi ech scho gesot hunn, averstane mam Rapport, luewen d'Aarbecht vun de Beamten, déi dëse Rapport opgestallt hunn, mee et ass leider nëmmen e Rapport. Wat elo doraus gemaach gëtt, läit an den Hänn vun dëser Regierung, awer och vun eisem Parlament. Ass dës Koalitioun couragéis genuch, fir wierklech grondleeënd Ännerungen unzegoen, déi eist Land an eis Gemenge brauchen?

Mir Piraten hu ganz kloer een Zil bei dëser Reform am Bléck: D'Reform vun de Gemenge muss am Interessi vum Bierger geschéien. Et geet hei net drëms, dass d'Buergermeeschteren an hir Schäffen hir politesch Iwwerzeegungen ausbauen an dass d'Politiker méi Rechter kréien, et geet drëms, dass all Bierger sech op lokalem Niveau abanne kann a sech vertruede fillt. Et geet drëms, dass de Bierger op exzellent Servicer kann zréckgräifen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. Dës Consultatiounsdebatt gouf vun der Madamm Ministesch agelaut a gëtt och vun hir ofgeschloss. Madamm Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Ben, da mol e grousse Merci fir dës Debatt. Et ass eng Consultatiounsdebatt. D'Wuert seet et: Ech sinn heihinnerkomm, fir déi jeeweileg Fraktioune kënnen ze consultéieren, fir Är Iddien, Är Meenungen an Är Inputte kënnen ze sammelen.

An ech hunn et virdrunner gesot: „mateneen fir eng modern Gemeng" ass net just de Slogan op eiser faarweger Campagne, mee et ass eise Programm, et ass eise Contenu. Et ass esou, wéi mer dëse Reformprozess lancéiert hunn. Ech mierken, dass dat der CSV net schmaacht. Dir sot: „Et ass léif." Ben, et ass e bewosste Choix, fir eeben dës Refonte esou unzegoen, well ech ëmmer gesot hunn: Et ass eng Refonte! Dat heescht, mir schwätzen och net nëmme vun enger Reförmchen, mir maachen e ganz neit Gesetz, e Gesetz fir d'Gemengen. An dofir ass et fir mech evident, dass mer dat och mat de Gemengen zesumme maachen, wéi gesot, engersäits mat de Gewieltenen, mat de Leit, déi op de Gemenge schaffen, an och mat de Biergerinnen a Bierger.

An iwwregens: Déi Consultatioun vun de Biergerinnen a Bierger ass deen zweete Rapport, deen och virdrun nach e bëssen esou belächelt ginn ass, mee et ass dat, wat si eis matgedeelt hunn. A genau dat hu mer an deem Rapport do zréckginn. Dass do Kontradiktiounen dran ze fanne sinn, ma ech mengen, dat ass net verwonnerlech - au contraire!

Dat weist vläicht och den Defi, dee sech hei stellt: eebe grad e Kader ze determinéieren, wou mer alleguerten de Besoine vun deenen eenzelnen aktuell nach ëmmer 102 Gemenge kënne Rechnung droen, an dass si eeben hir Struktur an och hir Prozesser, hir Aarbechten esou kënnen opstellen, fir hire lokale Gegeebenheeten do kënne Rechnung ze droen. Ech sinn awer frou ze héieren, dass déi meescht Fraktiounen dës Approche begréissen.

Wat elo den Timing betrëfft - déi Fro ass jo e puermol opkomm respektiv och elo meng Ausso am Artikel a mam Interview vun haut -: Ben, ech weisen drop hin, dass et enk gëtt fir dat neit Gemengegesetz, fir effektiv virun den nächste Gemengewalen ze gräifen, aleng schonn aus deem Grond, wann ech gesinn, dass mer bei der Tutelle administrative beim Projet de loi, deen ech am Januar 2020 deposéiert hunn, haut emol nach keen Avis vum Staatsrot virleien hunn. Ben, ech mengen, dann dierf ech mer duerchaus d'Fro stellen, wat geschitt, wann ech dann eng ganz Refonte an en Text verfaasst hunn, wéi laang se da brauchen. Ech mengen, et ass einfach do, wou ech wollt drop hiweisen. A mir schaffen am Hannergrond awer absolutt weider. Et ass e Prozess, dee laang dauert. Dat ass eeben esou, wann ee breet opmécht, wann ee consultéiert. Wéi gesot, ech hätt et kënne méi einfach maachen, mee ech hu bewosst dëse Choix getraff. A mir schaffen do nach ganz intensiv weider, fir dass déi Refonte dee Moment virukënnt.

Eng Remark, et huet zwar net direkt eppes mat der Refonte ze dinn, mee trotzdeem eng Remark, well elo souwuel vum Här Wolter wéi och vum Här Baum gesot ginn ass, dass den Interieur wärend der Covidkris respektiv am Ufank net ganz present gewiescht wär. Ben, ech huelen dat vun Ärer Säit zur Kenntnis.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass mer direkt, wéi et lassgaangen ass, mam Syvicol do zesummesouzen, dass mer eng Hotline ageriicht hunn, déi d'ailleurs nach ëmmer fonctionéiert, wou nach ëmmer ganz vill Leit vun de Gemengen drop uruffen, dass meng Leit am Interieur 24 Stonnen op de Bee waren, dass se d'Weekender geschafft hunn, wärend de Feierdeeg an dass do och een den Telefon opgehuewen huet. A fir et dann ëmmer esou duerzestellen, wéi wa mir net disponibel gewiescht wären, fannen ech net ganz fair. Virun allem fannen ech et net fair fir déi iwwer 100 Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi ech am Interieur hunn, well déi hu sech ganz vill engagéiert an déi engagéiere sech nach weiderhin an do sinn och vill positiv Echoen. Dir kritt vläicht nëmmen déi negativ mat, mir hunn awer och vill positiver.

An ech hu ganz am Ufank - nach eng lescht Remark - den Telefon an de Grapp geholl an ech hunn

deenen 102 Buergermeeschteschen a Buergermeeschteren hei am Land ugeruff. Ech mengen, dat huet nach keen Inneminister viru mir gemaach. Ech hunn zwou Woche gebraucht, fir se alleguerten ze consultéieren, fir ze froen, wéi et hinne geet. An ech hunn hinnen och gesot, wann e Problem wier, kéinte se mir och all Moment perséinlech uruffen, an dass ech fir si do wier. An ech hunn dat och ganz gäre gemaach. Dofir, déi Duerstellung hei fannen ech net richteg.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Mee bon, ech sinn et jo gewinnt.

D'Roll vum Interieur wëlle mer op alle Fall - an ech mengen, dat hunn ech domadder bewisen - aneschters definéieren. Mir sinn amgaangen, eis anescht opzestellen. An dat maache mer. An dass mer dat och eescht mengen, huet een och gesi mat der Refonte vun der Tutelle, also der Reform vun der Tutelle administrative. D'Kolleege sinn elo schonn drop agaangen, wat mer nach alles wëllen änneren. Och hei féiere mer Delaien an. Nach eng Kéier: Dat gëtt et bis dato net! Ech mengen, och hei gesäit ee ganz kloer déi Volontéit, déi mer am Interieur ustriewen.

Dann d'Gemengefinanzen: Jo, natierlech diskutéiere mer doriwwer. Doriwwer solle mer diskutéieren, wa mer d'Fakten hunn. D'Fakten hu mer elo, de Rapport vun der BCL, deen elo komm ass. An do hunn ech elo nogekuckt, do gesi mer eis also erëm den 3. Juni, dann ass d'Kommissioun aberuff, fir dass mer eis déi néideg Zäit huelen, fir dat dee Moment kënnen am Fong ze diskutéieren. A wann dann nach muss un enger Schrauf gedréit ginn, da maache mer dat och. Mee wéi gesot, dat ass en anert Gesetz. Dat ass elo net onbedéngt hei am Gemengegesetz, wou dat muss gemaach ginn.

An ee Wuert huet mer hei ganz gutt gefall, dat ass dat vun de „resiliente" Gemengen. Well ech mengen, et ass och dat Zil, wat mer sollen ustriewen, dass d'Gemengen eebe resilient, widderstandsfäeg sinn.

Dann zum Contrôle: Ben, ech mengen, do ass et evident, wa mer eis weider mat der Fro vum Contrôle vun de Gemengefinanze beschäftegen, dass dat nach ganz vill Aarbecht an Usproch hëlt.

D'Cour des comptes am Lokalen, dat kéint hei effektiv eng Pist sinn. Wat mir awer elo scho gemaach hunn, dat ass: Den externe Contrôle, deen hu mer opgestockt bei eis am Haus. Mir sinn nei Profiller siche gaangen, fir och do nei Expertise kënnen eranzekréien. A mir sinn och amgaangen, de Kader ze préiwe fir déi intern Kontroll, wou mer jo och Beispiller kennen, wou déi net esou gegraff huet.

Mir sinn eeben och amgaangen ze kucken, wéi mer dat nach kéinten aneschters gestalte respektiv och hei erëm d'Digitaliséierung, déi sécherlech eng Roll spillt, wou mer amgaange sinn ze kucken, dass mer Programmer kënnen ausschaffen, mat där ganzer Intelligence artificielle - ech mengen, do ass jo ganz villes haut méiglech -, dass mer vläicht Programmer kréien, dass automatesch en interne Warnsystem ugeet, wa sech do eppes géif ubanen, respektiv dass dann eng Kéier misst aneschters kontrolléiert ginn. Ech mengen, dat sinn Defien, déi sech och an Zukunft weiderhi wäerte stellen. An et ass do, wou mer konkreet amgaange sinn, drop ze schaffen.

Dann - elo muss ech meng Schrëft kucken -, zur DP hat ech opgeschriwwen: Jo, sécherlech, dass déi Erfarungen, déi mer elo wärend der sanitärer Kris gemaach hunn, och wäerte mat an d'Refonte fléissen. Do hate mir jo och d'lescht Joer dee gréisseren Event, wou ech invitéiert hat, wou jo och ganz vill Leit aus dem Gemengesecteur zesummekomm si respektiv sech ageschalt hunn, fir eeben einfach schonn do déi éischt Experienze kënne festzehalen.

An do si jo och Revendicatioune komm, wéi eeben elo: d'Gemengeréit iwwer Visio, de Vott iwwer Procuratioun. Alles dat, wat mer jo och reegelméisseg hei an der Verlängerung ... also, wat Dir an der Verlängerung stëmmt. Do ass jo och de Wonsch geäussert ginn, fir déi Instrumenter mat an d'Refonte afléissen ze loossen. Esou ass dat fir mech och ganz kloer. An och hei gëtt et iwwregens e Rapport, wou mer och déi ganz Erfarung mam Teletravail festgehalen hunn, déi sech dann op d'Personal fokusséiert. Och dat hu mer alles festgehalen.

D'Formatioune fannen ech ganz wichteg. Dat ass vun e puer hei ugeschwat ginn. A mir mech ass et ganz kloer, dass mer déi ausbauen an dass mer déi net nëmmen offréieren direkt no de Gemengewalen, mee eigentlech reegelméisseg, ganz besonnesch fir déi Leit, déi en cours de route e Mandat kréien. Dat ass eng Remark, déi ech ëmmer bei den Assermentatioune kréie vu Leit, déi da méi spéit an de Schäfferot erakommen a soen: „Hei, et wär awer gutt, wann do Formatioune wären, fir mech weider ze informéieren." An, ech mengen, och elo mat der Kris huet déi ganz Gestioun do gewisen, wéi wichteg et hei ass.

An dann de Code de déontologie. Dat war, mengen ech, och vun der LSAP an aneren opgeworf ginn. Ben, an da kommen ech erëm op d'Tutelle administrative, op de Projet de loi zréck: Do hu mer schonn e Verweis fir déi legal Basis drageschriwwen. Mir wëllen d'Detailer elo an engem Reglement festhalen. An do hu mer elo nach eng Entrevue mam Syvicol, déi do jo schonn eng ganz grouss Viraarbecht geleescht hunn, wou mer eis elo drop wäerte baséieren, fir dat dann och kënnen am Detail festzehalen.

Den Aspekt vun der Egalitéit ass ugeschwat ginn - dat freet ganz besonnesch och d'Egalitéitsministesch. An déi wäert och elo deemnächst gäre mat de Parteien zesummekommen, well d'Parteien an der Reegel - oder oft - déi sinn, déi d'Kandidatinnen an d'Kandidate bestëmmen, dat heescht och eng gewësse Responsabilitéit hunn.

Mech géif et hei emol interesséieren: Wat sinn nach déi Besoinen, déi d'Parteien hunn? Wou ka vläicht de „Mega", den Egalitéitsministère, nach eng Handhab ginn? Vläicht och den Interieur? Ech mengen, déi Zäit solle mer eis och huelen.

An ech gesinn natierlech och do de Syvicol als e ganz wichtege Partner, souwéi do an der Vergaangenheet jo och scho Projete waren. Och dat, mengen ech, kann een nach weider developpéieren a kucken, wat een nach ka Weideres en place setzen. An - firwat net? - Dir hutt elo d'Quot ugeschwat, vläicht kann ee jo herno ënner Parteien esou eng Aart Accord festhalen, wou ee seet: „D'Parteie verflichte sech selwer, fir eng gewësse Mixitéit op hir Lëschten ze kréien." Also, ech ka mer do ganz villes virstellen.

Dann den Anticumul. Dat war och vum Vertrieder vun deene Gréngen ugeschwat ginn, respektiv hutt Der och direkt dat Schreiwes ugeschwat, wat jo de Premier gesammelt hat, eeben en vue vun enger Reform vum Walrecht. Déi Diskussioun passt hei zesummen, mee geet definitiv iwwert d'Gemengegesetz eraus. Ben, déi Diskussioune si jo net ofgeschloss. Och hei muss een natierlech elo pandemiebedéngt och elo kucken, wéi een deen Dossier weidermécht.

Mee, ech mengen, dat sinn awer Diskussiounen, wou ee sech och eng Kéier sollt eens ginn. Ech mengen, dat ass dat Wichtegst: Wa mer esou eng Reform wëllen ustriewen, dass mer do awer e Konsens heibanne kréien, dass mer eis do eens sinn, wéi wäit mer den Anticumul wëllen dreiwe respektiv och herno kucken, dass mer awer och trotzdeem d'Stëmm vum Gemengesecteur - dat ass dat, wat ech och ëmmer héieren - herno an der Chamber, am Parlament vertrueden hunn. Mee dat heescht net, dass een et net soll maachen, well och déi Stëmmen ëmmer méi haart ginn.

Dann zum Vertrieder vun der ADR. Bon, do muss ech Iech leider enttäuschen: De Walprogramm hat ech net op mengem Nuetsdësch leien.

(Hilarité)

Ech sinn awer ganz derbäi, wann et drëms geet, fir d'Biergerbedeelegung auszebauen. Do si mer eis ganz no. Manner no awer vläicht, wann et drëms geet, fir elo de Referendum obligatoresch ze maachen. Ech sinn nach ëmmer der Meenung, dass ee soll verschidde Forme vun der Biergerbedeelegung fannen an dass et de Gemengen dann herno fräisteet, déi erauszewielen, déi si fir richteg empfannen.

„De Rapport ass net perfekt", huet de Vertrieder vun de Piraten gesot. Ok, et ass kee méi hei. Egal! Ech wollt just dozou soen: Ben, de Rapport, jo, resuméiert dat a gëtt dat erëm, wat mer elo an der éischter Phas gesammelt hunn. Nach eng Kéier: Hei sinn d'Inputter, déi mer vun den Elue kritt hunn, vum Personal vun de Gemengen an eeben och vun de Biergerinnen a Bierger. Et ass dat, wat elo am Rapport ze fannen ass.

Dat ass elo net d'Synthees vun der Inneministesch an hire Schluechtplang, wéi se elo déi ganz Reform wëllt ugoen. Et ass och elo net d'Virlag vum Exposé des motifs fir de Projet de loi herno. Also nach eng Kéier: Hei ass de Rapport, mat deem ech haut bei lech kommen, wou ech jo och mierken, dass ganz vill Leit e gelies hunn - wat jo och gutt ass. Et geet eeben drëms, Är Inputter ze kréien, Är Iddie kënnen ze sammelen.

An et sinn och net elo just déi dräi Punkten, déi dräi Ziler. Et sinn dräi Leitlinnen! Et ass einfach, fir d'Richtung unzeginn. An natierlech geet et drëms, fir dat elo kënnen a Musek ëmzesetzen, fir dat elo ze preziséieren. Dofir gi mer elo an déi nächst Etapp eriwwer, wou et an deenen Aarbechtsgruppen - mam Syvicol hu mer der jo schonn eng Rëtsch fixéiert - drëms geet, fir dat elo ganz prezis ze bestëmmen. An dann duerno - an dat ass dann déi lescht Etapp - gëtt dat alles natierlech an en Text geschriwwen. Da gëtt dat alles schrëftlech festgehalen.

Mee mir war et awer wichteg zu dësem Moment, lech eeben ze consultéieren. Well ech hätt et awer och komesch fonnt, wann ech e grousse Consultatiounsprozess lancéiert hätt an d'Chamber wär herno déi eenzeg gewiescht, déi ech net consultéiert hätt. Ech mengen, da wäert Der och net frou doriwwer gewiescht.

(Interruption)

Op alle Fall halen ech fest, dass jiddereen, queesch duerch d'Bänken, der Meenung ass, dass mer en neit Gemengegesetz brauchen, dass mer eppes Zäitgeméisses brauchen, dass et wichteg ass, dass mer eis och elo d'Zäit huelen, fir dëst ze preziséieren.

An ech hoffen och, deen een oder deen anere vun lech, deen nach e lokaalt Mandat huet, dann och emol nach an deem engen oder aneren Aarbechtsgrupp erëmzefannen oder datt Dir zumindest Äert Personal an eis Consultatioune schéckt. Well, wéi gesot, et ass wichteg, dass mer do alleguerten un engem Strang zéien.

Ech wëll awer och soen: „Modern Gemengen" ass elo méi wéi just en neit Gesetz. Et geet jo och drëms, dat Ganzt mat Liewen ze fëllen. Dozou gehéieren och all déi vill gutt Initiativen, déi et och haut schonn a ville Gemenge gëtt - Erfarung, Best Practices aus dem Gemengesecteur -, dat alles ze sammelen an dat eeben och herno de Gemengen zur Verfügung ze stellen.

Eng Demande, déi och ëmmer erëmkënnt, ass, eng Plattform ze schafen, wou een och déi Echangë kann hunn. Hei gesinn ech och den Interieur am Rôle, fir esou eppes kënnen en place ze setzen.

Bref, mir gesinn eis hei an der Chamber dann hoffentlech nach méi wéi eng Kéier erëm an nächster Zukunft. Ech hoffen, dass mer da gläich den Avis vum Staatsrot kréie fir d'Reform vun der Tutelle administrative. Ganz geschwënn dann eeben elo fir d'Gemengefinanzen. Dann denken ech awer och nach un de Projet de loi vun de Sanctions administratives, deen erwäänt ginn ass, de Baulandvertrag.

Bref, et gëtt nach ganz vill Projeten, wou mer nach wäerten zesummefannen a wou mer och wäerten driwwer diskutéieren, wéi eng Moyene mer de Gemenge kënne ginn a wéi mer d'Gemenge kënne stäerken. Dëst ass am Interêt vun eis alleguerten.

An dann nach eng lescht Remark, well virdrun och gesot ginn ass, et géif kee richtege Feedback kommen, oder et wéisst een net, wéi et weidergeet. Do wëll ech just nach eng Kéier drun erënneren, dass et de Site gemengereform.lu gëtt. Et ass alles ganz transparent. Ech setzen net nëmmen op Participatioun, mee och op Transparenz. Do sinn alleguerten déi Rapporten online ze fannen, plus Berichter. All déi eenzel Etappe kënnt Der do fannen, och wou mer am Moment an der Prozedur dru sinn. Dat kann een alles noliesen, wéi gesot. Och dat gehéiert dozou als Interieur, dass mer dëst alles an aller Transparenz informéieren.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci. An da gesi mer eis, wéi gesot, geschwënn erëm.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Inneministesch Taina Bofferding villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir komme lo zur Motioun, déi vum Här Biancalana deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Dat ass net de Fall.

Ass de Vote électronique gefrot? Kënne mer dës Motioun mat Handophiewen ofstëmmen?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee. De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 35 Jo-Stëmmen, 20 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est adoptée par 35 voix pour, 21 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

10. Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite

(Motion déposée en séance publique n° 52 du 5 mai 2021 - à consulter au compte rendu n° 22/2020-2021 en page 758)

Als leschte Punkt um Ordre du jour vun haut kënnt d'Motioun vum Här Marc Spautz iwwert d'Aberuffe vun enger Tripartite. An ech géif direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Spautz, ginn.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Motioun, déi ech d'lescht Woch heibannen hannerluecht hat, déi geet drëm, dass d'Tripartite soll zesummegeruff ginn. Mir haten am Kader vum PSC eng Diskussioun heibannen, wou och ëmmer erëm iwwert dee gudden Dialog geschwat ginn ass, dee géif stattfannen tëschent de Sozialpartner. Mir hunn awer duerno den 1. Mee matkritt, dass d'Vuen, wat e gudden Dialog ass, ënnerschiddlech gekuckt gi vun der Regierung, dem Patronat an och de Gewerkschaften. A fir eis ass et och wichteg, dass mer elo schonn drun denken: „Wat kënnt no der Pandemie?", an dass et do wichteg ass, dass d'Sozialpartner zesumme mat der Regierung en Agenda festleeën an och kucken, a wat fir eng Richtung et geet.

De fréieren Aarbechtsminister huet net méi spéit wéi d'lescht Woch eng Kéier ënnerstrach, wéi sozial Europa géif ginn a wat alles géif an Europa kommen. An eise Premierminister war och selwer d'lescht Woch um Sommet vun de Staats- a Regierungscheffen, wou et drëm gaangen ass, jo och dat Soziaalt an de Mëttelpunkt ze stellen.

A fir eis ass et wichteg, dass an eisem Modell, dem Modell Lëtzebuerg, dee vill erreecht huet, mat deem mer ganz vill hei zu Lëtzebuerg beweege konnten ... Mir konnten eng Restrukturéierung maache vun der Siderurgie ouni Entloossungen, wou jiddweree säi Bäitrag derzou geleescht huet, wou eng Solidaritéitssteier déizäit agefouert gi war, a mir hunn och nach aner Weeër zesummen am Tripartitegedanken, am Gedanke vum Lëtzebuerger Modell fäerdegbruecht. Dofir si mir der Meenung, dass een déi Opfuerderung vun de Gewerkschaften, dass et wichteg wier, elo schonn eng Tripartite zesummenzeruffen, ënnerstëtze soll, a mir sinn och der Meenung, dass et wichteg ass, dass d'Tripartite schnellstméiglech zesummegeruff gëtt fir ze kucken, wat mer alles vun Akzenter musse setzen, fir aus där Kris hei erauszekommen, an dass gläichzäiteg, nodeem déi leschte Kéier d'Tripartite den 3. Juli 2020 zesumme war, elo déi Akzenter gesat ginn, déi musse kommen, an dass och d'Regierung gebieden ass, reegelméisseg an d'Chamber doriwwer informéieren ze kommen, wat bei den Tripartitegespréicher erauskomm ass.

Eis geet et drëm, dass mer de Sozialdialog an de Lëtzebuerger Modell an enger Kris, wéi mer nach alleguerte keng kannt hunn, erëm an de Mëttelpunkt stellen an dass mer do och kënne voll a ganz vum Lëtzebuerger Modell profitéieren an dass dofir schnellstméiglech d'Tripartite soll zesummegeruff ginn.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Spautz.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum agedroen.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. A merci och dem honorabele Kolleeg Här Marc Spautz fir seng Motioun. D'Tripartite ass e Kriseninstrument, dat declenchéiert gëtt, wann et eng ekonomesch, eng konjunkturell Kris gëtt. Ech wëll drun erënneren, dass et e liberale Premier war, de Gaston Thorn, deen d'Kriseninstrument vun der Tripartite agefouert huet. An ech wëll och drun erënneren, dass mir och haut nach ëmmer zu deem Instrument an och zum Sozialdialog stinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Zu dësem Moment, mengen ech, ass et nach net méiglech, wierklech vollempfänglech ze soen, wat déi ekonomesch Repercussioune wäerte sinn. Mir sinn nach matten an enger sanitärer Kris. A mir kënnen awer scho Folgendes, mengen ech, zu dësem Moment feststellen: Den Abroch bei de Staatsfinanzen ass weesentlech manner schlëmm, wéi virausgesot gi war. Dat selwecht gëllt och fir den Abroch vun eiser wirtschaftlecher Leeschtung, vum PIB. Déi Well vu Faillitten, déi virausgesot war, ass bis ewell aus-

bliwwen. An ech paken Holz un, dass dat och esou bleift. Eis Chômagezuele sinn am Géigesaz zu anere Länner net explodéiert. Si stagnéieren. Si weise souguer eng liicht Tendenz no ënnen. Eis Betriber sinn, mengen ech, gutt gemutt. Et gëtt gutt Nouvellen. Et gi Leit agestallt. Net méi spéit wéi virgëschter krute mer déi Noriicht vu Guardian zu Nidderkäerjeng. Ech mengen, dat sinn awer wierklech encourageant Neiegkeeten. An eis Staatsfinanze stinn am Moment gutt do. Mir wäerten d'nächst Woch e Rapport och kréien, wéi den Abrëll ausgaangen ass. Mee am éischten Trimester hu mer 400 Millioune Recettë méi, wéi dat 2020 de Fall war.

Dës Elementer deiten also éischter net op eng ekonomesch Kris hin. Dat och, well d'Regierung eng ganz Rei Instrumenter agesat huet, déi mir hei zesummen …, an et ass mer ganz wichteg ze betounen an ze ënnersträichen, dass mer dat zesumme gemaach hunn, dass mer eng ganz Rei Instrumenter virugedriwwen hunn. Ech nennen do de Chômage partiel, ech nennen och d'Aidë fir eis Betriber, déi mer zesumme gestëmmt hunn. Ech nennen de Congé pour raisons familiales, Congé pour raisons sociales et j'en passe.

D'Regierung huet allerdéngs fir virzegräife schonn am leschten Hierscht eng Tripartite organiséiert, wou méiglech Pisten erausgeschielt goufen, fir kuerzfristeg enger Kris virzegräifen an d'Repercussiounen ofzefiederen, notamment beim Jugendchômage. Do dernieft fënnt a sech eigentlech eng permanent Tripartite statt, well d'Regierung op villen Niveaue permanent am Echange ass mat de Sozialpartner, sief dat am Comité de conjoncture, um Gesondheetsdësch, mee och méi sektoriell am Fleegeberäich a ganz konkreet, an dat war elo eréischt ganz kuerz de Fall, bei der Fonction publique.

Ech hunn eng Lëscht vu Reuniounen hei, déi de Premier zesumme mat senge Ministeren hat. Et kann een also net soen, dass et an deene leschte Méint um Dialog gehappert hätt. An och aner Ministeren hu reegelméisseg d'Sozialpartner gesinn. Als Beispill vum permanente Sozialdialog: Am Februar 2021 zum Beispill, do huet eise Premierminister via Zoom den OGB-L, den LCGB, d'CGFP respektiv d'UEL iwwert den Avancement vum Impfen opgekläert an huet gesot, wéi et mat der Impfstrategie géif weidergoen.

Dat verhënnert natierlech ganz kloer net, dass een zu engem gewëssene Moment och nees d'Tripartite zesummeruffe kann, mee eeben net elo an der Phas vun der Pandemie. An ech géif dofir menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech kann et kuerz maachen. Den Här Baum huet u sech quasi alles gesot. D'Tripartite ass sécherlech en Instrument, wat ee soll erunzéien, wann et gebraucht gëtt. Et ass wéi de Lëtzebuerger Modell, wéi de Lëtzebuerger Wee, dee mer och an dem Kader vun dëser Pandemie gaange sinn, e ganz gutt Instrument. A bei enger Tripartite soll jo och eppes erauskommen. Et soll jo och herno e Resultat erauskommen. Dofir mengen ech, dass et am beschte wär, wann een esou eng Tripartite géif zesummekomme loossen, wann de Bilan kéint gezu gi vun där Situatioun, an där mer am Moment sinn. Dee kënne mer am Moment nach net maachen, well mer nach voll an der Pandemie sinn.

D'Situatioun ass glécklecherweis net esou schlëmm, wéi et gefaart gi war. Mee ech mengen, dass et awer onbedéngt wichteg ass, och wann d'Finanzsituatioun net esou schlëmm ass, eis eng Kéier mat den Acteuren alleguerten zesummenzesetze fir ze kucken, wéi datt mer och d'Effete vun der Pandemie duerno kënnen am beschte geréieren.

Mee d'Consultatioun war andauernd. Dat weess ech vu Ministeren, déi mir dat och gesot hunn. A punktuell gouf och ganz oft mat deenen dräi Acteuren, mat der UEL, mat de Syndikater an och eebe mat der Regierung zesummegeschafft. Net méi spéit wéi nach virun e puer Deeg ware se fir déi nei Strategie an der Aarbechtswelt mat de Schnelltester zesummen op enger Pressekonferenz an do ass alles schéin an Eintracht virgestallt ginn. Duerfir stëmmen ech dem Gilles Baum hei zou. An ech mengen, déi Motioun hei soll ee fir de Moment net unhuelen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, als ADR begréisse mir d'Initiativ, déi den Här Spautz an d'CSV hei geholl hu fir ze soen: Et ass wichteg, datt mer déi Tripartite hei um Liewen halen als Lëtzebuerger Modell. Si huet eis wierklech an der Vergaangenheet grouss Déngschter geleescht, a besonnesch eeben och an Zäite vu Krisen. A keen heibannen ass warscheinlech an enger Situatioun, wou e kéint soen, mir wären net an enger Situatioun, wou och eis Ekonomie an eist Sozialliewen hei am Land viru ganz groussen Erausfuerderunge stéingen. Et ass vläicht just an engem Ableck wéi deem heiten, wou mer eis mussen zesummesetzen a kucken, datt mer zesummen déi Solidaritéit entwéckelen, déi Visiounen entwéckelen, déi eist Land fir déi nächst Jore brauch.

Et ass jo ganz kloer, datt mer virun enorme sozialen Erausfuerderunge stinn. Wat war den Impakt vun der Kris dann op d'sozial Realitéit an d'Aarmut? Mir hu jo virdrun diskutéiert iwwert d'Schéier, déi auserneegeet. Wat war den Impakt vun der Kris? Wat waren d'Auswierkungen op déi Situatioun?

Mir stelle fest, datt de Chômage an d'Luucht geet. Mir stelle besonnesch fest, datt de Jugendchômage an d'Luucht geet. A wann een dat genau analyséiert, déi Statistiken, gesäit een, datt besonnesch och bei deene Jonken iwwer 25 Joer, déi hir Ausbildung u sech fäerdeg hunn, do eigentlech den Taux vum Chômage besonnesch héich ass. Mir mussen eis dach d'Froe stellen: Wéi ass et da méiglech, datt déi Leit an där Kategorie besonnesch betraff si vum Chômage? Gëtt et eng Inadequatioun vun der Ausbildung, vun der Qualifikatioun par rapport zu de Besoine vum Aarbechtsmaart? An da muss ee sech eeben zesummesetzen tëschent den Acteuren, den ekonomeschen Acteuren an de Sozialvertrieder an dem Staat, fir ze kucken, wéi een do kann dergéintwierken.

Hei ass gesot gi vum Här Baum an och vum Här Engel, datt d'Regierung a permanentem Kontakt mat de Sozialpartner war. Dat ass schéin. Dat ass gutt. Mee dat ersetzt keng Tripartite. Dat ass eng ganz aner Approche. Natierlech muss ee vun enger Regierung erwaarden, datt se permanent a Kontakt ass mat wichtege Representantë vu verschiddene Secteuren am Land. Dat ass eng Evidenz. Mee dat ass vun der Natur hier e ganz aneren Exercice, wéi wann ee sech zu dräi ronderëm en Dësch setzt an zesumme probéiert, eng Zukunftsvisioun fir dëst Land opzestellen a gemeinsam, an dat ass wichteg, gemeinsam Verantwortung ze iwwerhuele fir déi sozial an ekonomesch Entwécklungen an nächster Zäit.

An do gëtt et enorm vill. Mir stinn an enger Ära, wou mer och mussen nodenken an Europa, an dofir och zu Lëtzebuerg, iwwer eng zukünfteg Entwécklung vun der Ekonomie an déi Léieren, d'Ëmsetzung vun deene Léieren, déi mer aus der Pandemie gezunn hunn, wéi zum Beispill d'Reindustrialiséierung, wéi d'Usiidlung vun neien Industriesecteuren an Europa, déi mer ausgelagert haten iwwert déi lescht Joren, wou mer d'Globaliséierung mussen nei denken. Mir stinn einfach virun enormen Erausfuerderungen. A fir dann heihinnerzekommen an ze soen: „Jo, d'Regierung schwätzt mat jidderengem", dat geet einfach net duer!

An ech mengen, zesummen hei mat der CSV wäerte mir eeben dës Motioun ënnerstëtzen an e kloert Signal wëlle setzen: Mir brauchen elo Solidaritéit. Mir brauchen elo Concertatioun. A mir mussen elo zesummen an dësem Land Verantwortung iwwerhuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An déi nächst zwou Minutten ass de Mikro reservéiert fir den honorabelen Här David Wagner.

(Interruption)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- 20, nee?

(Hilarité)

Merci, Här President. 20 Minutte wieren och net schlecht.

Also wann een dovunner ausgeet, datt mer schlussendlech net an enger ekonomescher an nach manner an enger sozialer Kris sinn - an där mer souwisou scho waren ausserhalb vun der Covidkris -, da lieft ee warscheinlech an enger Parallellwelt. Well ech hunn den Androck, datt nach just d'Lëtzebuerger Regierung oder aner Regierungen esou maachen, wéi wa keng do wier. Spéitstens op der Éischt-Mee-Feier konnt een dat - op der Éischt-Mee-Feier vum OGB-L zum Beispill, wou ech och war -, do konnt een dat och feststellen, wann ee mat verschiddene Leit geschwat huet.

Mir hunn eng ganz Partie Problemer, déi sech stellen a wou och eng ganz Partie Betriber d'Covidkris ausnotzen, fir eng ganz Partie Mesuren ze maachen. Bon. Et ass vu Guardian geschwat ginn. Bis elo ass dat nach relativ gutt ausgaangen. Et kann een awer och vun Eurofoil schwätzen, wou se zwar en Accord fonnt hunn. Ben, Dir wësst jo, d'Leit, déi do schaffen, déi sinn awer och ënner Drock, an do hu se et eebe geschléckt. Mee ech weess net, ob se ganz glécklech sinn.

Mir kënnen iwwert d'Sonndesaarbecht schwätzen, wou Supermarchéskette mengen, et misst een dat nach weider ausbauen, a wou d'Salariéë soen: „Okay, mir maache mat." Firwat? Net well se gäre sonndes schaffen, mee well se méi verdénge kënnen. Well se net genuch an deene Supermarchéskette verdéngen.

Et kéint ee vu Securitéitsgruppe schwätzen, der G4S, wou och e Plan social ass. Et misst een iwwert déi Plattforme schwätzen, wat quasi eng modern Sklaverei ass, an déi zougeholl huet mat der Kris. Et kéint ee vun der Educatioun schwätzen, vun der Santé schwätzen. Do ginn et ganz vill Sujeten.

Et kéint een iwwerhaapt souwisou vun der ganzer Fro schwätzen: Wie bezilt déi Kris? Eng Fro, déi d'ailleurs zu Recht de Vizepremier Dan Kersch gestallt huet. An déi Kris ... Doriwwer mussen och d'Sozialpartner dann deemnächst diskutéieren, well mir wësse ganz genau, an dat baant sech jo och an anere Länner un, datt gesot gëtt: „Et muss ee solidaresch sinn." A wien ass am meeschte solidaresch? Wie gëtt opgeruff, solidaresch ze sinn? Dat sinn déi, déi d'Aarbecht leeschten ënnen, a seelen Häre wéi den Jeff Bezos, deen erëm eng Kéier Recht krut a keng Steieren ze bezuele brauch, well en nach net räich genuch ass.

Dofir wäerte mer selbstverständlech och déi Motioun vun der CSV ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un d'CSV an un de Marc Spautz fir déi Motioun, déi mer, dat kann ech Iech elo scho soen, wäerte matdroen. Well, éischtens, d'Regierung selwer am Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm en däitlech méi düüstert Bild moolt, wéi de Gilles Baum dat hei op der Tribün gemaach huet. Wien do liest, datt de Chômage an d'Luucht soll goen ..., an dat sinn net ech, deen dat behaapt, dat ass d'Regierung an engem offiziellen Dokument, wat se op Bréissel geschéckt huet. Dat heescht, jo, vläicht hu mer am Moment eng saisonal Entlaaschtung, mee d'Regierung selwer an de Statec gi vun enger Erhéijung vum Chômage aus. Haut de Moie war nach am „Paperjam" en Artikel, datt déi Faillittewell elo eréischt kënnt, wann et eng Relance économique gëtt. Och dat wäert natierlech en Afloss op de Chômage hunn, op d'Gesamtklima, wéi et zu Lëtzebuerg wäert goen. Deementspriechend sinn ech net ganz esou zweckoptimistesch, wéi de Gilles Baum dat hei op der Tribün war.

Zweetens, d'Tripartite ass e strukturéierte Sozialdialog. Wa mer eppes zu Lëtzebuerg an der Vergaangenheet gemaach hunn, an de Gilles Baum huet dat richteg hei duergestallt, war dat ëmmer e Krisenoutil. Et war net en „Après"-Krisenoutil, et war en Outil, fir wärend der Kris den Après-crise ze denken, ze plangen. Mir sollten et also elo net esou gesinn, datt mer eréischt no der Kris d'Tripartite ruffen, wa se net méi vill ka maachen, mee mir musse se an der Kris aktivéieren, fir datt mer eeben elo zesumme schaffen an net géinteneen, fir aus där Kris erauszekommen.

A schlussendlech musse mer de Momentum, dee mer hunn, dee Wëllen, fir aus der Kris erauszekommen, elo notzen, déi Bereetschaft, och Kompromësser ze maachen, ier mer am Après-crise sinn, wou jiddwereen erëm sech selwer am noosten ass, fir zesummen dës Sortie ze denken, ze plangen. An dat ass dat, wat de Lëtzebuerger Modell ausgemaach huet. An dofir wäerte mir, wéi ech et gesot hunn, dës Motioun och matstëmmen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech soen all de Virriedner Merci. An där Motioun steet dran, et gëtt zwar zitéiert, dass de Sozialdialog jo à néant wär. Mir haten aleng, ech zitéieren, si ...

Une voix.- Här Premierminister, et héiert een lech net gutt ...

(Interruptions)

(M. Xavier Bettel rejoint le pupitre.)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat ass, wann een opsteet an de Mikro da méi wäit fort ass.

Ech wollt just soen, an der Motioun steet och dran - och wann et zitéiert gëtt, ech soen net, dass et e Propos ass vum Här Spautz selwer -, mee dass de Sozialdialog jo inexistent wär. Ech hu selwer säit dem Ufank vun der Kris aacht Reunioune mat de Sozialpartner gehat. Wann een elo wierklech déi reng Entrevuë kuckt, si mer bei iwwer 150, bal 200. An dann zielen ech och net déi ganz Entrevuen, déi mat der Fedil oder elo och mat der UEL oder mat der Horesca waren, well do wäert aleng schonn déi doten Zuel getoppt ginn. Dat heescht: Den Dialog fonctionéiert.

Hei ass elo just d'Fro, ob et dann néideg ass, fir och nees eng national Tripartite ze organiséieren. Mir hu jo schonn eng gemaach. Do wollt ech och just drun erënneren. Mir hunn eng gemaach, wéi mer festgestallt hunn, dass eeben och d'Zuele vum Chômage ëm 59 % geklomme ware säit dem Virjoer. Dat heescht, do hu mer gemierkt: Et gëtt eng Kris um Aarbechtsmarché. Mir mussen do direkt reagéieren. Mir hunn eis och direkt mat de Sozialpartner getraff. An ech mengen, dass déi Propositiounen, déi och um Dësch waren, déi sinn, déi eebe mat sech bruecht hunn, dem Chômage entgéintzewierken an den Emploi och ze stäerken. Dat heescht, dass dat Kriseninstrument an där Situatioun, wou och wierklech eng Kris do war an deem dote Beräich, och fonctionéiert huet.

Mir hunn, ech hunn et virdru gesot, reegelméisseg Consultatioune gehat. Mir hunn den 3. Juli och Aarbechtsgruppe lancéiert, Aarbechtsgruppen, fir d'Sortie de crise justement virzebereeden. Mir hunn Aarbechtsgruppe kreéiert iwwert d'Investissementer vun der Zukunft, fir eng nohalteg Relance och ze ënnerstëtzen. An déi Aarbechten, déi sinn nach weider amgaang. Mir hunn eis och engagéiert, dass, wann déi Aarbechte fäerdeg wieren, mer och mat de Sozialpartner géifen zesummekommen. An dat soll och esou sinn.

D'Chambre de Commerce huet elo an hirem leschte Bulletin och am Baromètre de l'économie festgestallt, dass mer nach net an der Kris fäerdeg sinn. Dat heescht, dass mer och net wëssen, wéi laang et kann daueren. Dat heescht, fir elo eng Kristallkugel ze hunn, fir Mesuren ze decidéieren, wa mer iwwerhaapt den Impakt vun enger Kris nach net kënne jugéieren, mengen ech, wier och Kaffisazlieserei.

Mee d'Aarbechtsgruppe sinn elo amgaang. A wann déi Aarbechte fäerdeg sinn, da solle mer dat doten och maachen.

Net méi spéit wéi gëschter hutt Der gesinn, wéi de Sozialdialog awer fonctionéiert, wéi den Dan Kersch och eng Pressekonferenz gemaach huet mam Patronat a mat de Gewerkschaften. Et ass net, well keng Kameraen derbäi sinn, dass den Echange net stattfënnt. Dat wëll ech soen. A mir hunn eis engagéiert, eng Tripartite ze organiséieren, soubal mer déi Donnéeën do alleguerten hunn, fir, wa mer bis d'Sortie de crise och gesinn, ze wëssen, wéi eng Instrumenter, wéi eng Äntwerten een am Fong op déi Situatioun, déi een dann huet, muss ginn. Mee fir elo Äntwerten ze sichen, wou mer d'Fro nach net hunn, wéi d'Situatioun dann och ass, mengen ech, wier prematuréiert. Dofir, wa se organiséiert gëtt, gëtt se och organiséiert. Mee dat gëtt an deem Moment gemaach, wou se och néideg ass, an net nëmme fir d'Galerie.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister. Parole après ministre fir den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV), auteur*.- Merci, Här President. Merci och deenen eenzelne Kolleege fir hir Vuen an hir Duerstellungen, déi sech majoritär awer natierlech net mat mengen decken. An net nëmmen net mat mengen, mee och den David Wagner huet

Le saviez-vous ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député au Gouvernement pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

nach eng Kéier ënnerstrach, den 1. Mee hunn d'Gewerkschaften nach eng Kéier ënnerstrach, ...

(Interruption)

... dass se eng Tripartite, eng national Tripartite fuerderen, well se der Meenung sinn, dass dat de Moment net gutt leeft, wéi et leeft. Dat ass keng Erfindung vun iergendengem. Dat sinn d'Aussoe vun den Éischt-Mee-Rieden och gewiescht vun de Gewerkschaftspresidenten an et war och d'Ausso vum President vun der gréisster Staatsbeamtegewerkschaft, deen dat och nach eng Kéier op der Antenn vu Radio Lëtzebuerg gesot hat, dass et wichteg wär, elo eng Tripartite anzeberuffen.

An ech bleiwen derbäi, Här Premierminister, et ass elo de Punkt, fir se anzeberuffen, fir zesummen unzefänken! Well wann een eréischt ufänkt, wann d'Kand am Pëtz läit, dann ass et ze spéit. An dofir nach eng Kéier mäin Appell. Mee ech hunn et verstanen, et wäert eemol méi 31:29 haut ausgoen, fir dass domadder eemol méi gesot gëtt: D'Oppositioun huet keng Alternativen. An: D'Oppositioun huet keng Iddien. Hei war just d'Iddi, dass Der Iech mat de Sozialpartner, mat de Forces vives de la nation zesummesetzt. Wann dat net erwënscht ass, huele mer dat zur Kenntnis. Mir bedaueren dat. An ech mengen, mir sinn net déi Eenzeg!

Villmools merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei gëtt gesot, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert zréck un de Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei gëtt gesot, fir sech zesummenzesetze mat de Sozialpartner. Ech weess net, ob ech net kloer genuch war: iwwer 200 Reunionen! Wéi wann dat näischt géif zielen! Et geet net drëms, e Sozialdialog just viru Kameraen ze féieren. Mir maachen dat all Dag!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Staatsminister. Mir kommen da lo zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President?

(Brouhaha)

11. 7823 - Proposition de loi portant modification de

1. la loi électorale modifiée du 18 février 2003

2. la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de

1) l'article 104 du Code civil ;

2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales ;

3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003

et abrogeant

1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et

2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire

Déclaration de recevabilité

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Presidentekonferenz huet sech haut fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7823 iwwert d'Ofännerung vum Walgesetz, déi haut de Mëtte vum Här Sven Clement deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7823 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

(La proposition de loi n° 7823 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

12. Ordre du jour (suite)

Mir sinn domadder um Schluss vun der Sitzung ...

(Interruptions)

Den Här Kartheiser freet nach d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt just drun erënneren, Här President, datt den Här Fred Keup och nach eng Motioun haut agereecht huet. A mir wäre frou, wa mer vläicht de Freideg da kéinten iwwert déi diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass nämlech gefrot ginn, fir déi Motioun an enger vun deenen nächste Sitzungen op den Ordre du jour ze huelen.

Mir sinn um Schluss vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt e Freideg, de 14. Mee, nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.46 heures.)

SÉANCE 54

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

Vendredi 14 mai 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Déclaration de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**
   - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
3. **7820 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (interventions de Mme la Ministre Paulette Lenert, M. Marc Baum et M. le Premier Ministre Xavier Bettel) (dépôt des motions 1-5) - M. Gilles Baum (interventions de M. André Bauler) - M. Georges Engel (interventions de Mme Martine Hansen et M. Gilles Baum) - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Sven Clement - M. Marc Spautz
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen et M. Georges Engel) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - Mme Françoise Hetto-Gaasch (parole après ministre)
   - Vote séparé sur l'article 10 du projet de loi 7820 (adopté)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Claude Wiseler)
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Georges Engel
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Claude Wiseler - M. Marc Baum - M. le Premier Ministre Xavier Bettel
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Claude Wiseler (retrait de la motion)
   - Motion 5 : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Sven Clement (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Claude Wiseler - M. Sven Clement - M. Claude Wiseler (intervention de M. Georges Engel)
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Jo.

2. Déclaration de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géif ech direkt der Madamm Lenert d'Wuert ginn.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Et ass just fir eng kuerz Deklaratioun ze maachen.

Mir hunn opgrond vun deem Projet de loi, deen haut zur Debatt steet an och soll adoptéiert ginn - hoffentlech, dat ass eise Wonsch -, de Règlement grand-ducal iwwert d'Konditiounen, fir Tester ze maachen, nach eng Kéier adaptéiert. Dee muss aktualiséiert ginn, fir dass en esou kloer wéi méiglech ass. An dat ass haut de Moien nach eng Kéier geschitt vusäite vun der Regierung. Ech wollt Iech dat matdeelen an deem Sënn, dass en Text, deen och de Moien an der Chamberskommissioun fir Diskussioune gesuergt huet, nämlech de Paragraph 4 vum Artikel 4, erausgeholl gëtt.

Konkreet: Wat bedeit dat? Dat heescht, dass Leit, déi doheem e Schnelltest maachen, keng Obligation réglementaire oder légale hunn, fir deen ze deklaréieren, mee just eng Recommandation forte hunn, fir dat ze maachen, esou wéi et bis haut ass. Dat ass eng Ännerung, déi mer iwwert d'Mëttegstonn festgehalen hunn, an ech wollt lech dat just matdeelen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch.

3. 7820 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Den eenzege Punkt vum Ordre du jour vun der Sitzung vun de Mëtten ass de Projet de loi 7820, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei vu Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, den Här Sven Clement an den Här Marc Spautz.

An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer beim Projet de loi fir d'Verlängerung vum État de crise ëm dräi Méint virun eppes méi wéi engem Joer ufänken, an déi Gesetzesprojeten iwwert déi breet ugeluechten Tester matberücksichtegen, stinn ech haut fir déi 19. Kéier virun lech, fir iwwer e Gesetzesprojet am Kampf géint de Virus ze rapportéieren, ze berichten.

Wann Der kuckt, wéi d'Aktivitéit an dëser Chamber war, an Dir vergläicht dat mat enger Rei vu Länner ronderëm eis, esou hu mer et hei fäerdegbruecht, iwwer eng laang Streck a Rekordzäite Gesetzer ze preparéieren, ze diskutéieren, ze adoptéieren an ze publizéieren, wärend am Ausland ganz oft iwwer Dekreter gehandelt ginn ass.

Ech wëll ausdrécklech ënnersträichen, dass dat e wichtege Volet vum Lëtzebuerger Modell ass, well selten, selten huet e Gesetz d'Chamber esou verlooss wéi et eragaangen ass, a ganz oft konnt an de Kommissiounsaarbechte fir Prezisiounen an och fir Adaptatioune gesuergt ginn. Esou stellen ech mer eng Teamaarbecht zwëschent der Exekutiv an der Legislativ an enger Krisenzäit vir.

An och wa mer a méi haarden Diskussiounen Divergenzen haten zwëschent Majoritéit an Oppositioun, esou mengen ech, dass mer eis awer alleguer eens sinn, dass dee gewielte Wee dee richtege war, och wann dee Wee déi kleng Ekippe bis zum Gehtnichtmehr belaascht. An duerfir, och wa sech emol eng Kéier e Feeler aschläicht, wannechgelift net direkt déi déckste Kanounen huelen, mee - esou wéi mir dat ëmmer maachen -, probéieren, déi Feeler auszemäerzen. Dat ass och déi richteg Aart a Weis an ech soen de Kolleegen aus der Santéskommissioun, awer och aus anere Kommissiounen e ganz grousse Merci do derfir, an och der Regierung fir déi Flexibilitéit, déi se weist, virun allem awer och där klenger Ekipp hei ronderëm de Rapporter an der Chambersadministratioun.

Här President, Dir kënnt wierklech houfreg sinn iwwer engagéiert Leit, déi kee Feierdag kennen an och kee Feierowend kennen, fir dass mer matzäit erauskommen. Wat heescht matzäit? Dat heescht, dass mer zwar matzäit do sinn, fir iwwert de Projet ze diskutéieren an ofzestëmmen, mee awer déi Prozeduren, déi mer soss ëmmer hunn, hu missen adaptéieren. Merci jiddwerengem hei an der Chamber, dass en dat matgemaach huet, mee aussergewéinlech Zäite verlaangen nun emol och heiansdo aussergewéinlech Prozeduren. Dat gëtt net oft genuch gesot, dass do och eng ganz grouss Responsabilitéit bei der ganzer Chamber - der ganzer Chamber! - iwwerholl ginn ass. Well hei hätt een och dat klengt Déierchen oder dat méi grousst Déierche kënne siche goen.

Wéi scho beim leschte Gesetz virun dräi Woche muss ech dës Kéier net Aschränkungen ukënnegen, mee kann dach däitlech Schrëtt a Richtung méi Fräiheet, e Stéck méi Normalitéit a Convivialitéit presentéieren. Dass mer dee Wee am Géigesaz zu villen anere Länner kënne goen, ass zum gudden Deel dorop zréckzeféieren, dass mer zesumme Verantwortung iwwerholl hunn am Kampf géint de Virus an dass mer dobäi elo an deene leschte Wochen an Deeg zeguttst vun der Impfcampagne an de villen Testangeboter konnte gehollef kréien.

Esou erliewe mer zënter eisem leschte Covidgesetz eng méi positiv Evolutioun vun den Zuelen: Neiinfektioune si weider réckleefeg a Kläranlage weisen eng méi niddreg Viruslaascht. Dat ass wuel zu engem Deel de Fortschrëtter beim Impfen ze verdanken a weist sech och bei den Neiinfektiounen no Alterskategorie a bei den Admissiounen am Spidol. Hei geet den Undeel vun deenen eeleren a vulnerabele Leit zréck, grad wéi, an do si mer besonnesch frou doriwwer, d'Zuel vun den Doudesfäll.

Manner positiv ass d'Zuel vun de Jonken, déi an d'Spidol mussen, gréisser Komplikatiounen no enger Covidinfektioun entwéckelen an dowéinst och Intensivfleeg brauchen. Duerfir bleift d'Zuel vun de Patienten op den Intensivstatiounen zwar stabill, mee awer weiderhin héich.

Weider Virsiicht ass also gebuede wéinst deene verschiddene Varianten, wou déi eng oder déi aner méi aggressiv sinn an hir Wierkung oder hir Gravitéit nach net an allen Detailer kann ageschat ginn.

All dat weist, dass mer um richtege Wee sinn, mee dass all Schrëtt zu méi Fräiheeten, zu méi Normalitéit muss begleet si vu Virsiichtsmoossnamen, wéi mer se kennen, fir eng Reprise vun der Pandemie ze verhënneren.

Mat den Ännerungen a Moossname vun dësem Gesetzesprojet gi mer weider an déi Richtung. Déi Neierunge gëllen ab dem 16. Mee bis den 12. Juni nach mat. No den Terrassen an de leschte Woche ginn d'Restauranten an d'Caféen och bannen nees op, mat maximal véier Persounen un engem Dësch oder méi, wann déi Persounen aus engem Stot kommen oder zesumme wunnen. Fir d'Consommatioun bannen ass en negativen Test obligatoresch. Méi Detailer dozou herno, well dat ee vun deene Schwéierpunkte vun eisen Diskussioune war.

D'Ëffnungszäite bannen a bausse ginn ab nächster Woch oder ab e Sonndeg vu 6.00 Auer moies bis 10.00 Auer owes, statt wéi bis elo bei den Terrassen nëmme vu 6.00 Auer bis 6.00 Auer. De Couvre-feu, d'Ausgangsspär gëtt no hanne geréckelt vun 11.00 Auer owes op Mëtternuecht, also ëm eng Stonn.

Weider Ouverturë gëtt et och bei de Rassemblementer: Doheem kann een an Zukunft maximal véier Persounen empfänken, och wa se aus verschiddene Menagë sinn, oder awer e ganzen anere Stot, egal wéi vill Persounen. Bis elo waren et zwou Persounen aus engem selwechte Stot.

Fir soss Rassemblementer gëllt dann d'Héchstgrenz 150 amplaz bis elo 100, awer mat Mask, Sëtzplazen an zwee Meter Distanz. An d'Méiglechkeet gëtt geschaaft, fir Rassemblementer vu maximal 1.000 Leit ze organiséiere mat engem spezielle sanitäre Konzept, dee vun der Santésdirektioun akzeptéiert gouf, mat op d'mannst grad esou héije Sécherheetsstandarde wéi déi generell Rassemblementsreegelen.

Kultur a Sport kënnen nees ufänken, zwar ënner strenge Konditiounen, relativ normal ze fonctionéieren. Concerten a villes méi ginn nees méiglech.

Méi Fräiheet an e grousse Schrëtt a Richtung Normalitéit och am Sport: Bei de Sportsmanifestatioune sinn nees Zuschauer, Spectateuren erlaabt ënnert den normale Rassemblementsreegele bis 150 Persounen.

D'Limitten an d'Distanciatiounsreegele ginn och am Sport gelackert: Bis véier gëlle keng speziell Reegelen; d'Distanz vun zwee Meter gëllt vu fënnef Sportler un - virdru war dat vun dräi Sportler un -, mat enger Ausnam fir d'Policeschoul, déi dofir awer en negative Coronatest mussen hunn.

Bei de Jonke bis 19 Joer, déi hire Sport an engem Club maachen, deen an enger Sportsfederatioun affiliéiert ass, sinn d'Reegelen opgehuewen.

An de Piscinnen ass déi streng Reegel mat de Couloiren - sechs bei 50 Meter, dräi bei 25 Meter - opgehuewen. Amplaz gëllt d'Reegel vun den zéng Meterkaree pro Schwëmmer, déi gemooss ginn op der Uewerfläch vum Waasser. Bon, net evident fir dat ze moossen, wann een amgaang ass ze schwammen, mee bon, wat d'allgemeng zougeloossen Zuel ugeet, ass dat awer e Richtwäert. Ech hunn aus eegener Erfarung gesinn - mee dat ass awer nëmmen eng eegen Erfarung -, wann déi dote Limitt respektéiert gëtt, da gëtt et enk am Baseng. Mee ech mengen, dass dat, esou wéi an der Vergaangenheet, bei de Piscinne scho wäert klappen - iwwregens beispillhaft organiséiert, mee dat eng kleng Eegebemierkung, well ech selwer zu deene Schwëmmer gehéieren: méi lues wéi verschidden anerer, awer duerfir méi laang.

An der Kultur gëlle fir Museksaktivitéite keng Distanciatiounsreegele bis véier Leit. Vu fënnef Persounen un a bis zu zéng Persoune mussen dann d'Distanz vun zwee Meter a Sëtzplazen agehale ginn. Bausse kënnen awer bis zu 40 Persounen zesumme Musek maachen, mat enger minimaler Distanz vun zwee Meter tëscht de Museker.

An der Educatioun gëtt an den ieweschte Lycéesklassen, Quatrième bis Deuxième, no der Päischtvakanz den Enseignement en alternance opgehuewen; fir d'Sécherheet soll zweemol d'Woch iwwert den Edutesting gesuergt ginn.

De Projet de loi gesäit och Verbesserung bei den Hëllefe fir Entreprisë vir: D'Spezialhëllef fir Etablissementer aus dem Horeca-Beräich, déi duerch d'Gesetz gezwonge waren, zouzemaachen oder zouzebleiwen, gi fir de ganze Mount Mee virugeféiert, an och d'Foraine falen ënnert d'Hëllefsbestëmmunge fir Entreprisë mat enger Perte vu 75 % vun hirem Chiffre d'affaires. D'Sanktioune ginn un déi nei Bestëmmungen a Reegelungen ugepasst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Verglach zu villen anere Länner woe mir also däitlech Schrëtt a Richtung méi Normalitéit, Fräiheet a Convivialitéit a ginn dem Horeca-Secteur, deen esou laang drop huet misse waarden, d'Méiglechkeet, erëm ze schaffen, wann och mat Oplagen. An dat si virun allem déi Tester, déi souzesoen als Entréesticket gëllen. Dës Tester sinn deemno Dréi- an Aangelpunkt vun den neie Bestëmmungen. Si stoungen duerfir och am Mëttelpunkt vun eisen Diskussiounen a verlaangen och no méi Explikatiounen.

D'Bestëmmunge fir déi obligatoresch Tester sinn no Diskussiounen an der Kommissioun an och op Recommandatioun vum Staatsrot fir all déi verschidde Situatiounen, déi am Gesetz virgesi sinn - Consommatioun bannent de Caféen an de Restauranten, Sportskompetitiounen, Sportsaktivitéiten am Kader vun der Policeformatioun -, harmoniséiert ginn. Dat ass richteg a logesch esou a wäert eis och hëllefen, mat deenen neien Obligatiounen eens ze ginn.

Et gëtt dräi Méiglechkeete fir dës obligatoresch Tester: entweeder en negative PCR-Test - mir kennen déi, déi vun de Laboen -, deen net méi al ass wéi 72 Stonnen; oder en zertifizéierten negative Schnelltest, deen net méi al ass wéi 24 Stonnen; oder en negative Selbsttest, dee sur place, op der Plaz also, wou ee wëllt eragoen, gemaach gëtt an dann och nëmmen op där Plaz Gültegkeet huet.

Wa mer ronderëm eis kucken, da gëtt et eng Rei vun neien Initiativen, déi de Leit sollen d'Liewen erliichteren. An ech fanne perséinlech, wann ech mer dat erlaben däerf, wann dat ënner gudde Konditioune geschitt, dass dat absolutt begréissenswäert ass. Et ass virun allem wichteg, dass d'Leit getest a richteg getest ginn an et net zu Drauwe virun de Lokaler kënnt. Also all Initiativ, déi gutt kanaliséiert an akzeptéiert ass vun de Santésautoritéiten, ass eng gutt Initiativ. Ech wëll dat esou ënnersträichen. Dat ass och net als Concurrence déloyale fir deen een oder deen anere geduecht, mee dat ass complementaire. Hei ass den Interêt vun de Leit a vun dem Secteur am Mëttelpunkt an net aner Interêten. Ech mengen, dat hu mir wäitgeeënd och esou an der Kommissioun gesinn.

Eng Rei vun Explikatiounen nach: Wichteg ass ze wëssen, dass och de Selbsttest eng Ënnerkategorie vun de Schnelltester, den Tests antigéniques rapides, ass an dass also e Selbsttest kann zertifizéiert ginn, wann deen Test a Presenz an ënnert der Opsiicht vun enger Persoun gemaach gëtt, déi dem Gesetz no autoriséiert ass, dat ze zertifizéieren.

D'Gesetz definéiert eng Lëscht vu Beruffer a Persounen, déi autoriséiert gi sinn, dës Resultater vun de Schnelltester ze zertifizéiere mat engem offiziellen Dokument, deem säi Format vum Direkter vun der Santé festgeluecht ass: Et sinn d'Dokteren an d'Apdikter - do gëtt et jo och elo eng offiziell Lëscht vun Apdikten, déi esou Selbsttester mat Zertifikatioun moyennant paiement ubidden - an eng Rei vu Gesondheetsberuffer, vun deenen d'Lëscht am Text vum Gesetz festgesat ass, ënner anerem Infirmieren, Infirmièren, Aide-soignanten, Aide-soignantëen, Kinéen, Osteopathen.

D'Gesetz gesäit och d'Méiglechkeet vir, dass den Direkter vun der Santé Fonctionnairen oder Employéen aus dem ëffentleche Secteur kann designéieren oder autoriséieren, dass déi déi Zertifikatioun kënne maachen. Ech hu virdru gesot: Do gëtt et schonn eng Rei vun Initiativen an déi dote Richtung.

Wichteg ass dann och nach ze preziséieren, dass net all Persounen, déi per Règlement grand-ducal, … deen iwwregens ugepasst ginn ass, a wann do an deem Règlement grand-ducal nach eng Interpretatiounsschwieregkeet sollt bleiwen, well dat ganz séier gaangen ass, dann ass e Règlement grand-ducal relativ séier ugepasst. Wichteg ass ze preziséieren, dass net all Persounen, déi per Règlement grand-ducal autoriséiert sinn, fir Tester un anere Persounen duerchzeféieren - do gëtt et Schnellformatiounen -, dat och kënnen zertifizéieren. Also net jiddwereen, deen autoriséiert ass, fir mat unzepaken, kann och zertifizéieren. Do si besonnesch am Sportberäich eng ganz Rei vu Leit an deene leschte Méint ausgebilt ginn.

Mailen, déi d'Eltere kréien a wou d'Testresultat drasteet, nodeems hiert Kand sech an der Schoul getest huet, dat ass keen zertifizéiert Resultat u sech. Dat ass laang a breet an der Kommissioun diskutéiert ginn an dat ass och déi Äntwert, déi mir kruten. De sougenannten Edutesting huet als eenzegt Zil, als Haaptzil, fir d'Ouverture an de Fonctionnement vun de Schoulen ënner séchere Konditiounen ze begleeden, net awer als Haaptzil, fir Zertifikater auszestellen, déi an anere Beräicher gëllen. Dat wëllt net heeschen, dass et do net kann zu enger Evolutioun kommen, nach muss een awer Leit fannen, déi da bereet sinn, déi doten Zertifikatioun ze maachen.

Wärend eisen Diskussiounen an der Kommissioun gouf och d'Fro gestallt no der Durée de validité vun den zertifizéierte Schnelltester - dat heescht, wéi laang se Entréeë kënne ginn -, well d'Schnelltester jo awer e Stéck manner sensibel si wéi d'PCR-Tester a well d'Charge virale bei enger Infektioun bannent Stonne ka staark eropgoen, erofgoen. A well jo awer ganz vill Ouverturen a Fräiheeten domat verbonne sinn, gouf decidéiert, bei de Schnelltester bei 24 Stonnen ze bleiwen, esou wéi de Conseil d'État et och suggeréiert hat.

Och déi geimpfte Persounen ënnerleie bis op Weideres … - ech ënnersträichen: bis op Weideres, well do ass eng Diskussioun lancéiert, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och am Ausland, wou een awer muss oppassen, dass mer net eng verkappten Impfflicht kréien an déi ethesch Froe mussen am Virfeld klären. Geimpfte Persoune mussen also bis op Weideres och déi Tester maachen.

D'Fro vun der praktescher Ëmsetzung vun de Selbsttester am Horesca ass an deene verschiddenen Avise vun de Chambres professionnelles an an der Diskussioun vun der Kommissioun opgeworf ginn. D'Modalitéiten, wéi dat soll ëmgesat ginn, si festgehalen an enger Guideline, déi zesumme mam Horeca-Secteur an dem Direkter vun der Santé ausgehandelt gouf.

Ech sot uganks, dass d'Sanktiounen un déi nei Mesuren ugepasst ginn. Wichteg ass ze wëssen, dass d'Fälschung vun Testresultater oder de Fait fir d'Testresultater vun enger anerer Persoun ze presentéieren, natierlech strofbar ass, nämlech net nëmmen opgrond vun enger Observatioun vum Conseil d'État, mee no de Bestëmmunge vun dem „usage de faux" an dem „faux en écriture", d'Notze vu falschen Nimm, wou se ënnert de Code pénal falen.

De Certificat vert numérique ass am Moment op EU-Niveau an der Diskussioun a gëtt fir Enn Juni ugekënnegt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bleift nach just ganz kuerz ze soen, dass de Projet de 6. Mee, den Donneschdeg d'lescht Woch deponéiert gouf. Déi éischt Reunioun vun der Kommissioun mat Presentatioun vum Projet de loi war freides, de 7. Mee. Ech selwer sinn och als Rapporter designéiert ginn. De leschte Méindeg koum eng Serie Amendementen. De Conseil d'État huet dënsches, den 11. Mee säin Avis publizéiert an deen ass och dee selwechten Dag analyséiert ginn. De Moien hate mer dann d'Sëtzung, fir de Rapport unzehuelen.

Dir gesitt also, deem heite Projet - deen net onkomplizéiert ass, dat wëll ech ënnersträichen! -, sinn och an der Chamberskommissioun ganz vill Stonne gewidmet ginn. An der Kommissioun gouf et eng Kuelebootsch vu Froen, déi opgeworf goufen. Vill konnte beäntwert ginn, anerer wäerten an der Praxis mat e bësse Pragmatismus eng Äntwert fannen. Anerer, do musse mer vläicht nach an Zukunft nohaken.

Sécher ass nach net alles perfekt beim Oflaf vun der Testprozedur. Mee positiv ass de Fait, dass déi Tester eis erëm Dieren opmaachen zu Gewunnechten, déi mer an deene leschte Méint vermësst hunn an déi et engem wichtege Secteur fir eis Ekonomie an eist Sozialliewen erlaaben, erëm ze schaffen.

Dat gesot, lauert de Virus nach ëmmer drop, dass mir eis un hie gewinnen an eis Ofwierhaltung vergiessen. Duerfir: Et gëtt nach kee Grond, manner virsiichteg ze sinn, wa mer wëllen an engem Mount e weidert Stéck Fräiheet an Normalitéit erëmkréien. An dann e perséinleche Wonsch, deen, mengen ech, awer och am Numm vun der Kommissioun ka formuléiert ginn: Dat nächst Gesetz, hoffe mer, dass et méi en einfacht Gesetz gëtt, wat nach méi einfach liesbar ass a wou een net esou vill Erklärunge brauch.

An deem Sënn soen ech Iech en häerzleche Merci, Här President, an Iech fir Är Gedold. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech soen, datt d'CSV der Meenung ass, datt d'Richtung vun dësem Gesetz stëmmt. Mir musse lues a lues opmaachen, mat Virsiicht opmaachen. Mir hunn eng Balance tëschent op där enger Säit den Infektiounszuelen an op där anerer Säit den Impfzuelen, déi et eis erlaabt, e puer Schrëtt, e puer virsiichteg Schrëtt an d'Richtung Ouverture ze goen.

An ech wëll dat och objektiv hei feststellen: Déi Infektioune sinn zwar nach ëmmer zu Lëtzebuerg héich, mir sinn zwar manner héich wéi Frankräich an d'Belsch, mee mat 204 Infektiounen, wann een et op eng Millioun Awunner géif héichrechnen, fir ze vergläiche mat deenen anere Länner, leie mer nach méi héich wéi Däitschland, wéi Irland, wéi Portugal. Mee et ass kloer, datt et momentan par rapport zu deenen iwwer 1.000, déi mer alt haten an dem leschte Joer an de Méint September, November duerchaus aner Proportioune sinn.

A wann ech kucken, mat den Impfunge geet et och besser virun, wéi dat am Ufank de Fall war, quitte datt een do och muss soen, datt Länner wéi sou-wisou England, mee och Däitschland an d'Belsch liicht virun eis leie mat 34 % respektiv 31 % vu Leit, déi mindestens schonn eng Impfung kritt hunn: Mir kommen op 29 %, Frankräich op 27 %, dat heescht, mir leien do par rapport zu deenen anere Länner an engem Peloton. Mir hätten natierlech selbstverständlech gär, datt et méi schnell soll goen, dat ass eng Evidenz. Mir wëssen awer och, datt eng Limitt no uewen an deem Sënn gesat ass, datt s de muss Impfstoff hunn, fir kënne méi schnell ze maachen.

Mir gesinn och, datt d'Besetzungen an de Spideeler erofgaange sinn, och d'Besetzunge vun den Intensivbetter an datt notamment d'Mortalitéit weesentlech manner grouss ass wéi dat virun dräi, véier Méint nach de Fall war, soudatt een objektiv muss soen, datt bei wuessenden Impfzuele virsiichteg Ëffnunge méiglech sinn. Éischte Constat.

Zweete Constat, deen ech wëll maachen, dat ass, datt mir als CSV, an d'ganz Oppositioun och mat eis, säit Februar, säit dräi Méint an aller Däitlechkeet froen, datt mer gär eng Exitstrategie vun der Regierung op den Dësch geluecht hätten, an aller Däitlechkeet froen, datt mer och gär eng Strategie vu Schnell- a vu Selbsttester ausgeschafft hätten. Dat froe mer säit Enn Januar ufangs Februar an aller Däitlechkeet.

Mir hunn et gefrot an all eise Rieden, souwuel d'Madamm Hansen wéi ech, well mer gesot hunn: „Et ass dréngend, datt mer elo schonn déi Virbereedunge maachen an datt mer se net eréischt dräi, véier, fënnef Deeg oder eng Woch virdru maachen, ier mer dann eppes mat Schnelltester an d'Praxis ëmsetze wëllen." Well mir woussten alleguer scho sengerzäit, datt Schnell- a Selbsttester ee Moyen wären, fir lues a lues erëm Schrëtt an eng richteg Richtung, an d'Ouverture ze maachen.

Mir wëssen et säit dräi, véier Méint. Mir hunn déizäit gesot: „Maacht déi Virbereedungen elo, well wann Der se méi spéit maacht, gëtt erëm alles iwwert de Knéi gebrach an da gëtt erëm déi ganz Politik amateurhaft an net seriö duerchduecht." A mir stellen haut fest, datt et genau esou, wéi mer et sengerzäit gesot hunn, komm ass. Genau dat ass net gemaach ginn, wat mir virun dräi Méint gesot hunn, an dat ass geschitt, wat mer virun dräi Méint prophezeit hunn: datt mer haut erëm an aller Hetz musse Saachen ëmsetzen, déi net duerchduecht sinn an déi hannen a vir net opginn.

Mir hu gefrot, datt eng Impfstrategie mat Schnell- a mat Selbsttester soll op den Dësch geluecht ginn, well déi fir Ëffnunge wichteg ass - d'ailleurs net nëmmen am Horeca-Secteur, mee och am Horeca-Secteur -, mat der Virbereedung: wéi, wéini, wien, wat fir eng Formatiounen, wou, op wellech Aart a Weis sollen esou Tester gemaach ginn?

Elo krute mer virun zwee Deeg respektiv viru véier Deeg an deene Reuniounen, déi mer haten, gesot, datt déi Tester fir d'Ouverture vun dem Horeca dobannen natierlech géifen zielen, mee datt nach net all Detail bekannt wär an datt dat eréischt elo mam Horeca géif ausgeschafft ginn. De Moie krute mer gesot, datt e Mëttwoch déi éischt Propositioun un den Horeca gaangen ass, an datt den Direkter vun der Santé gëschter d'Äntwerten, kontradiktoresch Äntwerte kritt huet. An de Moien an der Kommissioun krute mer gesot, datt den Direkter vun der Santé sech dann, soubal eis Kommissioun fäerdeg wär, géif dohinner setzen, fir deen Text auszeschaffen an eis en dann - ech mengen ech krut en um hallwer zwielef -, zoukommen ze loossen.

Elo muss ech awer soen … Mir froen et säit dräi Méint: „Schwätzt mat deene Leit!" Mir froe säit dräi Méint: „Maacht déi Virbereedungen!" An da kréie mer um hallwer zwielef, nodeem datt um zwou Auer scho laang bekannt ass, datt d'Gesetz gestëmmt gëtt, kréie mer dann déi wichteg Applikatiounsmodalitéiten do geschéckt.

A mir sinn net déi Eenzeg, déi dat gefrot hunn. Wann ech den Avis vun der Kommissioun vun den Droits de l'homme liesen, dee seet, datt haaptsächlech net de Prinzip, mee d'Modalitéite vun deem, wéi déi Ouverturë géifen ëmgesat ginn, dat sinn, wat zielt. An ech soen Iech hir Froen, fir datt Der gesitt, datt net nëmme mir als Oppositioun Froe stellen, och d'Mënscherechtskommissioun stellt déi Froen, déi mir gestallt hunn an deene Kommissioune virdrun: « Qui sera en charge d'effectuer ces tests ? »

Bon, haut de Moien, an der Mëttesstonn si mer da gewuer ginn, datt dat en Employé vun dem Café oder vun dem Restaurant wär, deen en charge wär, fir dat ze maachen. Wou ginn déi effektuéiert? Am Reglement steet: an der Entrée. Wat heescht dat, an der Entrée vum Café, wann ee weess, wéi verschidden Dispositiounen an den eenzelne Caféen a Restaurante kënne sinn?

Aner Fro - ech liesen d'Froen op Franséisch, well et deen Text ass, deen d'Commission des droits de l'homme en fin de compte op Franséisch geschriwwen huet -: « Où est-ce que les personnes peuvent attendre le résultat de leur test ? », wëssend, datt nodeem een deen Test am Café oder virum Café oder an der Entrée vum Café gemaach huet, een eng Véierelstonn respektiv eng hallef Stonn muss

waarden. Wat mécht ee wärend där hallwer Stonn? Sëtzt een dann an där hallwer Stonn hannert dem Paravent, deen do opgestallt ass, fir ze waarden? Oder muss een erausgoen? Alles dat ass net kloer!

« Que se passe-t-il si […] un client est positif, quelle est la procédure mise en place ? » Och do steet eng Prozedur dran, déi a priori mat deenen Ännerungen, déi elo proposéiert gi sinn haut, just virun der Sëtzung, vun der Madamm Gesondheetsministesch, fir d'Obligatioun vun den Deklaratiounen dann ze maachen … Wann een Autotest gemaach gëtt, sti Recommandatiounen dran, déi elo schonn net méi stëmmen, déi zwou Stonnen duerno net méi kënne stëmmen!

« Quelles sont les mesures de précaution à prendre par les restaurateurs pour pouvoir administrer les tests aux clients ? » Froen, déi mer gestallt kréien - Äntwerte stinn net an deem Text, dee mer um zwielef Auer kritt hunn.

Bei den Test-en-pharmacië gëtt d'Fro gestallt vun der Droits-de-l'homme-Kommissioun: « […] qui procèdera au contrôle de l'identité de celui-ci - sachant que les restaurateurs ne sont pas habilités à le faire ? » Eng weesentlech Fro! De Moie krute mer d'Äntwert: „Dat baséiert op der Confiance vun de Leit."

« […] qui prendra en charge les coûts financiers de ces différents tests : les clients, les établissements ou l'État […] ? » Déi Äntwert hu mer och nach net. An déi Äntwert ass net onwichteg, well mer mussen natierlech och hei oppassen, bei deem Coût, deen déi Tester kënnen hunn, datt mer net eng Gesellschaft an zwou Vitessë kréien, wou déi eng sech déi Ouverturë kënnen erlaben an déi aner sech déi Ouverturen net kënnen erlaben, well de Coût vun den Tester hinnen, wa se en all Dag ze maachen hunn, extreem deier gëtt. An da seet de President vun der Kommissioun - dee par ailleurs seng Aarbecht gutt gemaach huet - ganz léif, datt jo de Principal hei am Text géif stoen, mee den Accessoire net, an dee bräicht jo och net am Text ze stoen. Den Accessoire ass net bis den allerleschten Detail gekläert.

Genau, Här President, dat ass absolutt richteg, mee ech soen Iech awer grad esou kloer, datt mer säit dräi Méint froen, datt den Accessoire soll gekläert ginn an datt och déi Leit um Terrain, déi den Accessoire mussen applizéieren an an d'Realitéit ëmsetzen, och froen, datt e soll gekläert ginn.

A wann d'Madamm Lenert seet, et kéimen elo kloer Recommandatioune bis e Freiden oder e Samschden eraus, wou all déi Leit aus dem Horeca-Secteur da wéissten, wéi se et solle maachen … Wann ech awer liesen, wat ech an der Mëttegstonn vu Recommandatioune kritt hunn, da bleiwe mir awer nach eng ganz Rei Froen op! An dat ass alles anescht wéi kloer Recommandatiounen, déi elo um Dësch leien.

Ech soen Iech ganz kloer - well et déngt näischt, wann ee schéi grouss Zilsetzungen dohinnersetzt, de Principal, an um Terrain da Gewulls entsteet an en net uerdentlech kann ëmgesat ginn -: Mir exigéieren am Fong, datt déi Saache vun der Politik uerdentlech virbereet ginn an net just mat selbstzefriddene generelle Mantraen d'Richtung ugi gëtt an de Rescht dann dem Zoufall iwwerlooss gëtt.

Zu den Tester wëll ech soen, datt och do déi Prozedur, déi mer an der Chamberskommissioun erlieft hunn, mer awer e wéineg problematesch war.

Fir d'éischt, deen éischten Text, dee mer kruten, do war eng kloer Differenz, wéi déi Selbst- an déi Autotester an dem Horeca-Secteur, am Sportssecteur géife behandelt ginn. Am Horeca-Secteur war e PCR-Test, deen 72 Stonne gülteg ass, en Test antigénique, e Schnelltest vu 24 Stonnen, en Autotest vu 24 Stonnen. Dat huet eis logesch geschéngt. Am Sport war just e Schnelltest vun 72 Stonne virgesinn.

Mir hunn an der Kommissioun viru fënnef Deeg dorop opmierksam gemaach - d'ailleurs och d'Membere vun der Majoritéit hunn dorop opmierksam gemaach -, datt hei zwou verschidden Aart a Weise wären, fir mat den Tester ëmzegoen. Mir hu gesot, mir géifen dat net gutt fannen, well dat d'Leit géif duercherneebréngen. Déizäit huet de Sportsminister eis klipp a kloer geäntwert - an dat kënnt Der sécherlech am Procès-verbal noliesen -, datt seng kloer Preferenz fir Schnelltester wär an net fir Autoschnelltester. Dat war dee Moment d'Äntwert vun dem Här Kersch. Dat ass esou, dat wär esou an en huet eis erkläert, datt Sport jo souwisou eppes aneres wär, well hei géif et ëm Elittesport goen, do wären d'Zuele manner grouss an dat kéint een also absolutt justifizéieren an dat wär déi richteg Léisung. Ok.

Da liese mer beim Conseil d'État zwee Deeg duerno am Fong genau déi selwecht Argumentatioun, wéi déi, déi d'CSV an aner Oppositiounsparteien an där éischter Kommissioun bruecht hunn. De Conseil d'État seet kloer: « aucune explication quant aux raisons qui les ont amenés à opérer une telle distinction. » géif een an dësem Text erëmfannen. Et géif iwwerhaapt keng Explikatioun ginn, firwat mer hei zwou Moossnamen hätten, an e seet, e kënnt zur Konklusioun: « le Conseil d'État estime qu'il y a lieu d'aligner non seulement les dispositions relatives aux compétitions sportives et aux formations du cadre policier, tels que l'indiquent les auteurs, mais qu'il s'impose au contraire de retenir, en matière de tests, les mêmes règles pour les différentes situations visées par le projet de loi sous examen. »

Dat ass kloer, dat ass genau dat, wat mir an der Kommissioun gesot hunn. Dat ass genau dat selwecht, wat mer de 7. Mee als Oppositioun an der Kommissioun gesot hunn. An do hunn ech natierlech den 12. Mee gestaunt! Ech war och frou driwwer.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat ass dach schéin.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Lauschtert, et ass ganz schéin, et ass effektiv ganz schéin, datt d'Situatioun déi ass. Wann d'Oppositioun eppes seet, da gëtt se fir domm gehalen, gëtt se heemgeschéckt, gëtt gesot: „Wat zielt Dir do?" An da seet de Conseil d'État genau dat selwecht an da kënnt den Här Kersch dohinner an e seet eis: „Elo ass et gutt an elo ass et vill besser, dat wat de Conseil d'État proposéiert, wéi dat, wat ech hei presentéiert hunn." Ech muss Iech éierlech soen, ech si frou, datt Dir dat och akzeptéiert, wann de Conseil d'État et seet, wéinstens dat! Mee et weist awer net op d'Bonne foi vun der Regierung hin, datt wann d'Oppostiounsparteie genau dat selwecht dräi Deeg virdru soen, datt et dann onméiglech ass an datt een et dann net kann akzeptéieren!

Et waart Dir d'ailleurs net, Madamm Lenert, et war den Här Kersch als Sportsminister, ganz kloer. Dat huet mech e wéineg geiergert, well ech awer d'Impressioun hunn, éierlech gesot, heiansdo fir domm gehalen ze ginn! Ech muss Iech dat esou kloer an däitlech soen.

(Brouhaha)

An tant mieux wann d'Versioun vun dësem Text elo déi ass, déi de Conseil d'État an da sämtlech Oppositiounsparteie proposéieren.

An zu Protokoll ginn ech dann nach eng Kéier, datt mer als CSV gefrot hunn, datt dee Certificat vum Test antigénique soll kënnen 48 Stonne Dauer hunn, ganz einfach, well mer der Meenung sinn, datt dat an der Praxis weesentlech méi effikass ka sinn, datt een dee Risk, deen een domadder leeft, kann huelen an datt notamment all déi Weekendsfroen, déi sech awer fir vill Leit stellen, esou kënne geléist ginn. Mir wären net déi Eenzeg, déi géifen op dee Wee goen, Däitschland huet genau dee selwechte Wee gewielt, an dofir fanne mer als CSV - ech ginn et just zu Protokoll -, datt mer dee Wee d'selwecht wéi an Däitschland och kéinte goen.

Mir kréie geäntwert: „D'ganz Regierung ass virsiichteg, dofir wëlle mir net op 48 Stonne goen. Mir bleiwe gären op 24 Stonne stoen." Dat kann ech jo dann och verstoen. Ech maachen awer just drop opmierksam, datt dee Mount virdru bei deem selwechten Test am Sport 72 Stonne gegëllt hunn an datt et do net onvirsiichteg war, ...

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- … vill manner Leit!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- … mee datt et do normal war. Et ware vill manner Leit, mee et war awer déi selwecht sanitär Fro! Et kann een ëmmer soen, et ware vill manner Leit, déi concernéiert waren. Ech stelle just fest, datt 24 Stonnen …, datt Dir dat elo maacht - mir sinn enger anerer Meenung -, mee datt Der virdrun am Sport mat 72 Stonnen äusserst zefridde waart, an de Sportsminister souguer virdru behaapt hutt, viru sechs Deeg, dat wär fir hien déi ideal Léisung gewiescht.

Mir haten dunn eng laang Diskussioun an der Chamber, wéi deen Text iwwert d'Tester ze interpretéieren ass. Ech sinn nach net sécher, ob ech dat elo alles richteg verstanen hunn, well et ass awer eng Aart a Weis gewiescht, wéi mer dee Problem gehandhaabt hunn, wéi ech se nach selten, dat muss ech awer och soen, nach selten erlieft hunn.

Ech hunn elo verstanen, datt de facto e Schnelltest dat selwecht ass wéi en Autotest, einfach vun dem Materiellen hier, datt deen eenzegen Ënnerscheed dovunner ass, datt den Autotest autogekuckt gëtt an datt s de da selwer gesäis: „Ech sinn …"

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dee mécht ee selwer an dat anert mécht en aneren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... datt s de selwer gesäis ...

Nee, nee, eeben net. Et ass net, datt en aneren et mécht, ...

Une voix.- Nee.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... et ass, datt en aneren et zertifizéiert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Nee, dat ass nach eng aner Fro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma nee ... Voilà!

(Hilarité)

Elo si mer schonn erëm genau an der Diskussioun dran, déi mer de Moien an der Kommissioun haten. De Moien an der Kommissioun hunn ech extra nogefrot. Ech hu gesot: „En Autotest ass dat selwecht wéi e Schnelltest, just datt de Schnelltest zertifizéiert gëtt vun engem Professionnel de la santé oder vun engem Fonctionnaire agréé, mee et ass dat selwecht Material. An de Schnelltest kann och déi Persoun selwer huelen."

Dir hutt nämlech an der Kommissioun effektiv genau dat gesot, Madamm Minister, wat Der haut sot: „Nee, et muss nom Reglement gefuer ginn an och de Schnelltest muss a sech vun dem Professionnel de la santé prelevéiert ginn."

Elo hutt Der eis awer haut e Reglement wärend der Kommissiounssëtzung virgeluecht, wou de Contraire drasteet. An deem Reglement steet nämlech elo haut dran - wat nei ass, virun dräi Deeg war dat aalt Reglement nach gülteg -, datt de Prelevement en fin de compte net brauch duerch e Professionnel de la santé gemaach ze ginn, mee datt de e kanns selwer maachen. Dat Eenzegt, wat de Professionnel de la santé muss maachen, wann den Autotest soll e Schnelltest sinn, dat ass, datt en zerfizéiert gëtt vun engem Professionellen.

Wann dat net stëmmt, muss Der mer et soen! Well esou liesen ech awer ganz kloer an däitlech dat neit Reglement, wat do ass. Soss hätt Der et d'ailleurs och guer net brauchen ëmzeänneren, well dat anert Reglement huet dat gesot, wat Dir elo just gesot hutt.

Ech wär wierklech frou, eng Kéier Clarificatioun driwwer ze kréien. An ech soen Iech awer och ganz kloer: Wa mir heibannen no stonnelaangen Diskussiounen an der Kommissioun nach ëmmer net gemeinsam wëssen, wou mer dru sinn, wou sollen d'Leit dann dobausse verstoen, wat se solle maachen a wéi dat soll goen. Dat ass total onverständlech!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da soen ech Iech och nach: Déi Aart a Weis, wéi mer hei virgaange sinn ...! Mir hunn en Donneschdeg ... oder ech weess net méi, wéini et war ... Viru fënnef Deeg hate mer eng Reunioun, du krute mer da gesot: Dir musst ... Wéi ech gesot hunn: „Ech verstinn dee Gesetzestext hei net, well deen excluéiert verschidde Saachen, déi net dra stinn. Dee seet zum Beispill, datt just de Schnelltest muss zertifizéiert ginn an net prelevéiert ginn."

Dunn hutt Der mer gesot - an ech hunn d'Zitat nach an den Oueren -: „Mee Dir musst dat natierlech liese mat deem Reglement zesummen." Dunn hunn ech Iech gesot: „Mee et kann een awer net soen, wann et net am Gesetz steet: ‚Et ass d'Reglement, wat iwwert d'Gesetz prevaléiert.' " Dunn ass gesot ginn: „Mee dat muss onbedéngt complementaire gelies ginn!" Bon, dunn hunn ech de Mond gehalen an dunn hunn ech gesot: „Bon, si mussen et jo wëssen. Dann ass et gutt."

Elo komme mer haut dann um Ëmwee vun enger Fro vun der Madamm Lorsché, déi dann zoufällegerweis dat selwecht freet, wéi ech gefrot hunn: „Ech hunn et nach net verstanen, kënnt Der mer et dann nach eng Kéier explizéieren?" Ongeféier esou hutt Der d'Fro gestallt, Madamm Lorsché.

Ech hat mech net getraut se ze stellen. Dir hutt se gestallt. Du krut Der d'Äntwert vum Ministère de la Santé: „Jo, wësst Der, mir hunn elo d'Reglement geännert. Elo ass et anescht, well Dir hat am Fong Recht. An dofir hu mer d'Reglement elo missen adaptéieren." Dir waart net present an der Reunioun. Dat ass dat, wat mer de Moien an aller Däitlechkeet vun Äre Representantë gesot kruten.

Dunn hunn ech da gesot: „Kënne mer dat Reglement da wannechgelift trotzdeem kréien? Mir mussen de Mëtteg e Gesetz stëmmen. Dann ass et awer normal, datt mer d'Exekutiounsreglement zumindest am Grapp hunn! Wann Der et dann och nach ännert véier Stonne virdrun, da gitt eis et zumindest véier Stonne virdrun!"

Du krute mer et da wärend der Kommissioun weidergeschéckt. Do liesen ech dat mat engem An a mat deem aneren hunn ech op den Ecran gekuckt. Da stelle mer do fest - den Artikel 4 -, datt mer elo dann an d'Reglement en Automatismus draschreiwen, wou jiddwereen, dee muss en Autotest doheem maachen, dann obligéiert gëtt, den Dag selwer dem Direkter vun der Santé e Bréif ze schreiwen, fir sech selwer ze mellen.

Ech kann et logesch verstoen, datt een dat mécht. Mee wann een dat awer wëllt maachen a wann een dat schonn an e Projet de règlement schreift, dann huet een awer besser, virdrun d'Leit ze informéieren an ze soen: „Passt op, dat kënnt! An à partir vun deem Datum maache mer dat."

Esou, elo kommt Der de Mëtten heihinner virun der Reunioun a sot, Dir hätt dat elo erëm erausgeholl aus dem Reglement. Verstitt Der, ech ka jo mat villem liewen, mee esou kënne mer awer net schaffen!

Mir hunn haut e wichtegen Text ze stëmmen. Dir hutt elo dräimol wärend de Kommissiounssëtzungen d'Reglementer ... zweemol d'Reglementer ëmgeännert. Dir hutt eis virun enger Stonn oder zwou Stonnen d'Lëscht vun de Recommandatioune geschéckt, déi mer lech scho laang gefrot hunn. Wou och par ailleurs nach eng Rei Kontradiktiounen elo drastinn!

Well ech wëll lech just soen: An deene Recommandatioune vum Direkter vun der Santé stinn en fin de compte nämlech e puer Saachen dran. Do steet nämlech dran, datt en fin de compte ... Dir hutt den Artikel 4 jo elo virun der Sëtzung erausgeholl. Den Artikel 4 obligéiert deen, deen am Autotest positiv ass, sech selwer ze denoncéieren.

An de Recommandatiounen, déi den Direkter awer virun zwou Stonnen erausgeschéckt huet an eis ginn huet, do steet awer nach dran, datt deejéinegen, deen an engem Autotest am Café positiv getest gëtt, sech awer engagéiere muss, dat heescht, op Basis vun där Obligatioun, fir der Direction de la santé deen Test positif ze deklaréieren.

Dat heescht, den Direkter huet virun zwou Stonne Recommandatiounen erausgeschéckt op Basis vun deem Reglement, wat Der eis de Moie ginn hutt, wat Der awer elo de Mëtten hei virun der Reunioun schonn erëm ëmgeännert hutt, soudatt Är Recommandatiounen a mengen Ae schonn net méi stëmme par rapport zu deem, wat virun zwou Stonnen nach de Fall war.

Ech muss Iech soen: Et ass wierklech, wierklech komplizéiert ze schaffen! An dat selwecht ass dann en fin de compte fir d'Schoulen de Fall. De Rapporter, dee jo seng Aarbecht gutt mécht a seng Texter gutt liest, koum elo virun 20 oder virun 10 Minutten heihinner a seet eis, mir wären der Meenung, datt mer misste bei de Schoule kucken, ob déi Zertifikatiounen, déi an de Schoulen ausgestallt ginn, dann net och solle gëllen als Zertifikatiounen, fir duerno an enger zweeter Etapp an den Horeca ze goen. Dat ass dat, wat Der gesot hutt.

(Interruption)

Esou. An Dir hutt dunn hannendru gesot: „Dat kann een awer elo nach net maachen, well do mussen déi Leit nach agreéiert ginn. Déi mussen d'accord sinn. Mir kënne keen zwéngen an esou weider." Dat ass och alles dat, wat mer an der Kommissioun gezielt kritt hunn. Ok, ech sinn och 100%eg domat d'accord. Mir musse probéieren, datt mer déi Zertifikatiounen esou hikréien, datt se gesetzeskonform sinn. Esou!

Elo liesen ech awer just an der Recommandatioun, déi ech da virun zwou Stonne kritt hunn, déi den Direkter un d'Horeca-Betriber erausgeschéckt huet - ech liesen Iech den Text vir -: « Par dérogation, pour les élèves et étudiants, le courrier électronique envoyé par l'Éducation nationale avec le résultat négatif d'un test réalisé à l'école est également accepté ».

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo. Do si mer haut zur Konklusioun komm ...

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, elo maacht awer wierklech net de Geck mat mer! De Rapporter huet nach virdru gesot, dat géif net goen, well Dir eis an der Kommissioun gesot hutt: „Dat hu mer elo nach net am Gesetz virgesinn. Mir mussen nach mat den Enseignanten schwätzen." An d'Gesetz seet d'ailleurs, datt déi Enseignantë mussen individuell agreéiert sinn, wa se et wëlle maachen. Dir hutt déi Diskussiounen …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da war ech net an der Kommissioun!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, serieusement. An Dir hätt awer gär, datt mir de Mëtten de Gesetzestext solle stëmmen!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat ass en Detail vun der Exekutiv.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also en Detail vun der ... Ech hunn esou e Bréif hei, an deem et drëm geet, wéi dann a sech déi Auto-test-rapidë géife gemaach ginn.

(Interruption par Mme Paulette Lenert)

Do steet awer mat kengem Wuert drop ... Do steet just drop, datt an der Schoul esou en Test gemaach gëtt. Et steet awer net do, wien en zertifizéiert huet. Et steet awer net do, wéi en zertifizéiert ginn ass. All dat, wat Der als gesetzlech Obligatiounen hutt, wann esou en Test kënnt.

Hei steet awer en fin de compte drop, datt dee Courrier électronique envoyé par l'Éducation nationale - dat ass deen, deen ech hei am Grapp hunn - och géif zielen. An deem Courrier, deen ech hei am Grapp hu vun der Éducation nationale sinn awer net déi Saachen dran, déi Der am Gesetz festschreift, datt missten dra sinn, an zwar, datt en agreéierte Certificateur et zertifizéiert. Ce n'est pas le cas!

Also, ech si jo der Meenung, datt et soll geschéien. Mee ech sinn awer der Meenung, datt et soll geschéien op eng Aart a Weis, wou et legal - a

mengen Aen - korrekt ass. Ech fannen, dat heiten ass amateurhaft behandelt. Dat ass déi eng Kéier dat eent gesot an déi aner Kéier dat anert gesot.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Mir klappen drop an da klappe mer op dat anert nach drop an dann ass ...

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo. Also, elo lauschtert emol! Dir hat dräi Méint Zäit, fir dat dote virzebereeden! Kommt net an dräi, véier Deeg a sot: „Elo schaffe mer schnell."! Serieusement!

Une voix.- Virun engem Mount!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, ech muss Iech soen: Ech ka just staunen iwwert d'Aart a Weis, wéi hei mat de Gesetzestexter ëmgaange gëtt.

Une voix.- Dir hätt solle bis muer waarden. Da wäre mer ...

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Mir hunn dat ganz gutt gemengt, fir dat parallell domat ze maachen.

Une voix.- Här President?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ben, also! Lauschtert emol ... Ech hunn awer nach selten en Text gesinn, wou Règlements d'exécution, déi mer gefrot hunn, da wärend der Sëtzung …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Awer an der Pandemie ...!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, lauschtert emol!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dir hutt dat selte gesinn, mee Dir waart nach ni an esou enger Situatioun! Et deet mer ganz Leed!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn elo 18 Méint an esou enger Situatioun a mir hunn Iech et virun dräi Méint gesot, datt déi Schnelltester géifen op eis zoukommen, datt d'Ouverturë vun de Schnelltester géifen ofhänken, datt een also besser hätt virun dräi Méint, déi Preparatiounen do ze maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Et ass alles preparéiert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass alles preparéiert, mee et ass näischt uerdentlech hei.

An da soen ech, den Direkter vun der Santé, dee soll dann déi Fonctionnairen agreéieren, déi kënnen hei esou Schnelltester maachen, awer trotzdeem: Sous welleche Konditioune ginn dann déi Fonctionnairen agreéiert? Wie gëtt do agreéiert? Ech fannen, datt de Gesondheetsdirekter, deen ech par ailleurs ganz gär hunn a gutt ka leiden, awer mat dësem Gesetz en enorme Pouvoir kritt, deen net ageschränkt ass. Den Direkter kann iergend e Fonctionnaire agreéieren, Punkt!

Wien et och ëmmer ass, firwat en et och ëmmer ass, wéi en et och ëmmer mécht, wat fir eng Konditiounen dee muss hunn ... Mer wëssen et net. Et ass discretionnaire vum Direkter. Wéi gesot, ech trauen dem Här Schmit, an dat ass wierklech net dat, wat ech wëll soen. Mee ech fannen den Text misst awer notamment bei esou Saachen zumindest eng Rei Preconditiounen hunn, wie kann agreéiert ginn a fir wat e kann agreéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'ailleurs ass meng Fro do och: Wann elo meng Fraktiounspresidentin, d'Madamm Hansen, déi Fonctionnairin, zwar en retraite spéciale, elo ass, freet, agreéiert ze gi bei dem Här Direkter vun der Santé, well se seet - si oder ech -: „Mir hätte gär, datt eis Fraktioun géif all moies getest ginn an ech ginn deene gär e Certificat, datt ech sécher sinn, datt all eis Reunioune kënnen uerdentlech lafen." Kritt déi en Agreement? Kritt se keen Agreement? Ass dat justifizéiert? Ass et net justifizéiert?

Dat sinn awer Froen - bon, ech hunn elo dat do Beispill geholl, well et illustrativ ass -, mee wou et awer wichteg ass, datt mer einfach wëssen, och fir aner Administratiounen, wuer deen Zuch hifiert.

An da soen ech: Wa mer déi Ouverturen hei scho beim Horeca maachen, firwat maache mer net änlech Ouverturen, wann et da gutt virbereet wär, mat uerdentlechen Tester a mat uerdentlechen Diskussioune mat de Secteuren an der Kultur oder an de sozialen Evenementer? Dat ass bei genügend Virbereedung och absolutt noutwendeg a logesch an eisen Aen.

D'ailleurs si mir net déi Eenzeg, déi dat esou gesinn. Och d'Mënscherechtskommissioun seet hei kloer an däitlech: « La CCDH se demande d'une manière générale pourquoi l'obligation de se faire tester s'appliquera uniquement [...] dans le secteur Horeca ». Se seet also genau dat selwecht wéi dat, wat mir soen.

Mee bleiwe mer nach emol bei deem, wou mer haut sinn. An den Apdikte kann ee sech teste loossen. Dat kascht dann eenzel iwwer 30 Euro; hu mer an den Zeitunge gelies. Dat kascht mech also, wann ech dat géif maache mat enger Famill vun dräi Kanner, wann ech wéilt an e Restaurant goen, 150 Euro. An dann hunn ech nach kee Glas Waasser bestallt domadder.

Dofir, och am Restaurant, wann ech dann en Autotest wéilt maachen, dat kascht jo da manner, ass d'Fro: Wie bezilt et do? Ass dat gratis? Bezilt de Restaurant et? Bezilt de Client et? Wéi soll dat goen? Och dat fannen ech e wichtege Punkt, datt een et au préalable ganz kloer a ganz däitlech gesot huet.

Ech wëll just nach eppes derbäi soen, wat mer awer och wichteg schéngt. Ech hu jo dann haut gelies, datt elo amgaangen ass gekuckt ze ginn, well dat Ganzt jo an der Organisatioun extreem komplex wäert ginn, datt hei d'Gemenge materugezu ginn, fir dann esou Testzentren ze entwéckelen. An do muss ech awer soen, do kann ech awer just staunen.

Ech fannen awer, wann een esou eng Politik en place setzt, dann ass et awer un der Regierung, entweeder déi Testzentre selwer en place ze setze fir ze kucken, datt se disponibel si fir d'Leit. Oder wann d'Regierung wëllt déi Responsabilitéit verschiben op d'Gemengen, wat se hei amgaang ass ze maachen, dann hätt ech et awer och do e Minimum fonnt, wa se eng Woch, 14 Deeg, e Mount virdru bei d'Gemenge gaange wär a mat de Gemenge gekuckt hätt: Wéi kënne mer dat zesumme maachen? A wéi solle mer elo déi Teststatiounen ëmsetzen? A wie bezilt wat? A wéi soll dat ausgesinn? A wie mécht et? A wou gëtt et gemaach?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- All dat si jo awer Basissaachen! Dir kënnt awer net zwee Deeg virdrun da mat de Gemengen diskutéieren. De Syvicol, deen huet elo nach iwwerhaapt net ... oder virun een, zwee Deeg Kontakt kritt, Äntwerte kritt, gëschter, mengen ech, oder virgëschter, vum Direkter vun der Santé, wéi dat soll goen! Do sinn elo 102 Gemengen, déi iergendzwousch och nach riskéieren, a Rivalitéit eng par rapport zu där anerer ze geroden, net wëssen, wéi se dat sollen organiséieren, elo awer ënner Drock vun de Leit kommen, déi keng Informatioun kruten, fir dat do unzegoen. An ech fannen dat ass e Mangel u Virbereedung, dee fir mech äusserst, äusserst problematesch ass!

Ech fannen et richteg, datt et probéiert gëtt, mee et muss een et uerdentlech virbereeden, wann een et wëllt maachen. Dat heiten ass Hals iwwer Kapp eppes op d'Bee gesat, wou mer nach d'Realitéit net richteg erkennen. Et ass eng total Onpreparatioun! An ech soen nach eng Kéier: A mengen Ae misst de Staat déi Testzentre maachen oder mat de Gemengen uerdentlech virbereeden.

Ech verstinn och net richteg, Här Staatsminister - mir hu jo Testzentren en fin de compte -, firwat mer déi Testzentre vum LST, dee souwisou verschiddentlech jo ganz staark contestéiert gëtt, net deelweis elo ëmfonctionéieren als Schnelltest- an Zertifikatiounszentrum.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Fir mech ass et kloer, datt zumindest déi Reflexioun do muss schnell gemaach ginn, datt mer do eng Méiglechkeet hunn, datt mer do Capacitéiten hunn, fir dat ze maachen.

Da soen ech och hannendrun awer eppes: Wann et elo drëm geet, datt d'Gemenge musse schnell esou Testzentren ëmsetzen, dann hoffen ech awer, datt net erëm déi selwecht Diskussioun kënnt an datt do net erëm ouni ëffentlech Ausschreiwung, well elo alles muss schnell goen, déi selwecht Firmen agestallt ginn, déi scho beim LST ouni ëffentlech Ausschreiwung agestallt gi sinn, mat dem Argument, datt mer elo eng total Urgence hei hunn.

Ech soen Iech: Et ass am Fong keng Urgence, well eng Urgence esou definéiert gëtt, datt se net selbstverschëlt ass! A mir fannen, datt dat hei, well ee scho laang wousst, datt een esou eppes hätt missen en place setzen, eng selbstverschëlten Urgence ass, déi mer esou net kënnen akzeptéieren. Dofir soen ech Iech ganz kloer, datt Der gutt musst oppassen, wéi Der dat doten elo organiséiert, datt mer do net a Schwieregkeete kommen.

Ech soen Iech och nach, datt ech beim LST eng ganz Rei Saachen och net richteg verstinn. E klengt perséinlecht Beispill: Ech liesen an de Covidpublikatiounen, déi ech grouss an Zeitungen - „Lëtzebuerger Wort" an anerer, gutt verdeelt do - liesen, datt all déi Leit, déi da getest si respektiv déi de Covid schonn haten, awer nach aus enger ganzer Rei Grënn gebiede sinn, sech an déi Testzentren ze begi fir ze kucken, ob se net awer nach positiv sinn.

Elo kann ech jo à la limite verstoen, datt dat gefrot gëtt, well ee jo nach ka Porteur si vum Virus an een do net sécher ass. Esou!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Mee ech si jo domat d'accord.

Just, ech soen Iech awer och - dat ass mäi perséinlecht Beispill an ech hoffen, datt Der elo kengem béis sidd -, mee wéi ech en Telefon kritt hunn, fir den Tracing ze maache vun ..., déi d'ailleurs immens léif, immens gentil an immens kompetent waren, huet déi Madamm mer ganz gentil um Telefon gesot: „A gitt elo déi nächst Méint wannechgelift net méi an en Testzentrum, well Dir kënnt jo nach positiv getest ginn, well et kënnt ganz oft vir, datt een, och wann een net méi ustiechend ass, awer nach positiv getest gëtt! Maacht et also net, well soss musse mer Iech erëm zéng Deeg abunkeren!" Do muss ech soen: So, wat maachen ech dann elo?!

(Interruption par M. Marc Baum)

An dat ass ... Jo, Här Baum, wann et Iech geschitt ass, kënnt Der jo Äert Beispill duerno erzielen.

Wësst Der, a groussen Annoncë steet dat eent - ech kréien dat anert gesot. Elo weess ech nach à la limite, wien ech soll froen, fir wat ze maachen. Mee wa Leit, déi net esou am Coup do sinn, déi dann am Fong zwou kontradiktoresch Äntwerte vun deem selwechte Ministère kréien, da kéint een awer emol liicht duerjernee geroden.

Mir hunn och eng Rei Neiegkeete bei de Rassemblementer haut am Text.

Déi éischt Neiegkeet, dat ass, datt d'Regierung insistéiert, fir de Couvre-feu bäizebehalen, obwuel se e reduzéiert, dat heescht eng Stonn no hanne schiibt. Mir hunn Iech dat schonn d'leschte Kéier gesot: Mir fannen déi Moossnam vum Couvre-feu weeder noutwendeg nach proportionell.

Mat all deene Restriktiounen, déi mer scho ronderëm hunn, Restriktioune bei de Rassemblementer, Restriktioune doheem, Restriktioune vun Alkohol, deen net däerf op der Strooss verkaaft ginn, Restriktioune bei der Fermeture vun de Restauranten, déi jo awer nach bis zéng Auer mindestens sinn, fanne mer, datt déi schwerwiegend Moossnam net sënnvoll ass an an eisen Aen och net effikass ass. Ech soen dat kloer an däitlech hei!

De Premierminister huet eis d'leschte Kéier eng Rei Argumenter opgezielt, firwat dat fir hien, a mat verschiddenen Etüden, awer weesentlech a sënnvoll wär. Ech liesen dann awer den Avis vun der Mënscherechtskommissioun, deen eis kloer seet, an ech liesen e wierklech vir, well ech net wëll ..., wéi wann ech dat elo einfach géif erfannen: « Contrairement aux explications fournies par les auteurs du projet de loi », dat heescht an dësem Fall d'Regierung, « [...] cette étude demeure plus mitigée quant à l'efficacité d'une telle mesure. » Dat heescht, et ass guer net esou - ech hunn duerno och d'Etüd gelies - kloer an däitlech ausgedréckt, datt dee Couvre-feu effikass ass.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

An au contraire gëtt da gesot an aneren Etüden, datt « le couvre-feu n'a pas d'effets considérables si certaines autres mesures sanitaires sont déjà en place. », wat zu Lëtzebuerg nun einfach de Fall ass - Etüd vun der Uni Gießen. An de CCDH fiert weider: « Par contre, il y a un consensus en ce qui concerne ses effets négatifs sur les droits humains des personnes qui se trouvent dans des situations de précarité. » A se zitt als Konklusioun: « la nécessité de conserver le couvre-feu ne peut pas être justifiée. » Dat ass kloer an däitlech als Ausso!

D'Mënscherechtskommissioun setzt sech dann och mam Argument vum Premierminister auserneen, deen d'leschte Kéier da gesot huet, datt de Couvre-feu méi effikass wär, wéi d'Schoulen zouzemaachen. Dofir géif hie léiwer e Couvre-feu bäibehalen, wéi datt e misst d'Schoulen zoumaachen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Elo seet en ... Jo, voilà!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Dir sot emol einfach „Très bien!". Just, de Problem ass, datt an deenen Etüden déi Ausso néierens nozevollzéien ass, datt d'Mënscherechtskommissioun lech seet, datt dee Räsonement net novollzéibar ass, datt Der dat einfach esou gesot hutt, esou seet d'Mënscherechtskommissioun, a freet nämlech genau d'Prezisiounen, wou Der dann op déi Ausso do kommt, fir dat do kënnen ze soen!

A se seet dann hannendrun - och do liesen ech et vir -: « En tout cas, elle incite le Gouvernement encore une fois à veiller à la transparence et à la qualité des informations communiquées au grand public. » An anere Wierder: Dat, wat Der sot an esou behaapt, muss een och kënnen novollzéien, musst Der och kënne beweisen! Op jidde Fall an deem doten Avis stellt d'Mënscherechtskommissioun déi Aussoe kloer an däitlech a Fro. A mir deelen déi Meenung vun der Mënscherechtskommissioun.

Deen zweete Punkt vun de Rassemblementer, dat ass deen, datt d'Zuel vun de Rassemblementer vun 100 op 150 an d'Luucht gesat gëtt. Domat kënne mer liewen. Dat fanne mer sënnvoll an deem Stadium, an deem mer haut sinn. Do froe mer eis just: Wou komme mer op déi Zuel 150? Mee, do soen ech éierlech, wann Der elo 200 gesot hätt, hätt ee sech och kënnen déi Fro stellen. Dofir stellen ech déi Fro an do an ech erwaarde mer elo net onbedéngt eng Äntwert drop.

Par contre, op déi Geschicht vun 150 eropgoen op 1.000 Leit „sur décision du directeur de la santé", ouni iergendwellech Indikatioun, do soen ech nach eng Kéier dat, wat ech virdru gesot hunn: Den Direkter vun der Santé ass en immens powerfulle Mann hei an dësem Land, kann hei discretionnaire Saachen decidéieren, notamment och déi heite Saachen decidéieren, wou mat kengem Wuert awer drasteet, wat dann elo d'Krittäre sinn, no wellechen esou eng Autorisatioun kéint geholl ginn, no welleche Krittären dann esou e Plang kéint akzeptéiert ginn.

An da steet dran, datt den Direkter vun der Santé awer obligéiert ass, eng Äntwert no zéng Deeg ze ginn, wat ech trotzdeem relativ kuerz fannen, wann et e seriöe Plan sanitaire soll sinn a wann en der e puer muss zesummen analyséieren a que le silence vaut accord. Dat heescht, wann en net zurzäit äntwert, boum, dann ass et esou!

Ech si mer net sécher ... also ech hoffen, datt d'Santé gutt genuch ekipéiert ass. Mee mir kréie jo oft vun eisem President vun der Kommissioun gesot, datt déi puer Leit an der Santé vill, vill Aarbecht géife maachen an net ëmmer géifen nokomme mat der Aarbecht. Wann ech dat applizéieren op déi zéng Deeg, déi se hei brauchen, fir all déi Pläng ze applizéieren, da wënschen ech hinne bonne Chance, fir dat ze maachen. Ech hoffen, datt dat uerdentlech a seriö ka gemaach ginn, well dat muss uerdentlech a seriö gemaach ginn.

An da steet dran, datt Korrektioune kënne gemaach ginn. Mee ob dann do op déi Korrektiounen eng Reevaluatioun vum Ministère de la Santé oder vun der Direction de la santé muss gemaach ginn, dat steet net do dran. Dofir ass och an eisen Aen déi Partie vum Text hei net prezis an inkomplett. An ech wäert duerno och eng Motioun an deem Kontext deposéieren.

D'ailleurs, Här President, deposéieren ech duerno fënnef Motiounen. Ech ginn Iech se elo net allkéiers, well ech se hei duerjerneen am Classeur hunn. Ech ginn Iech se duerno als Pak zesummen, wann Der dat erlaabt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Absolutt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass léif vun Iech.

Mir hu virun esou vill Méint och eng Exitstrategie gefrot, säit Februar en fin de compte. A mir hunn eng Exitstrategie gefrot, déi sech baséiert op deenen Diskussiounen, déi ronderëm de Green Certificate, deen an der Europäescher Unioun diskutéiert gëtt, opbaut.

Mir stellen elo fest, datt d'Regierung hir ganz Strategie just ronderëm d'Tester festsetzt an am Fong deen Triptyque, deen an der Europäescher Unioun als Triptyque d'ouverture consideréiert gëtt, wou op där enger Säit, déi Leit, déi schonn zweemol vaccinéiert sinn an 21 Deeg gewaart hunn, respektiv déi noweislech kënne staark Anticorpsen am Blutt hunn, an déi, déi kënnen en Test virweisen, wou déi kënne vun Ouverturë profitéieren.

Dofir versti mer net richteg, firwat d'Regierung sech hei just op déi Getest limitéiert, wou en fin de compte eng ganz Rei europäesch Länner - Däitschland, Griicheland, och Amerika - elo fir déi Vaccinéiert déi Ouverturë gemaach hunn, déi existéiere schonn, a wou den Zuch an Europa manifestement kloer an däitlech an déi Richtung geet.

Ech wëll Iech awer soen …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat hat ech ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo.

Zwou Saache wëll ech Iech dozou soen.

Dat Éischt, dat ass, datt d'Logik vun där ganzer Ouverture fir mech awer eng Logik ass, oder wéi se an Europa diskutéiert gëtt. ... Do gëtt gesot, datt déi Leit, déi vaccinéiert sinn, am Fong musse vun Ouverturë profitéieren. An da gëtt hannendru gesot, an dat ass awer just de Complement: „Mee mir kënnen awer keng Diskriminatioun maache fir déi Leit, déi sech nach net konnte vaccinéiere loossen." Dat fannen ech och fundamental richteg.

Mee et ass just de Complement vun der europäescher Reflexioun: „Mir kënne keng Diskriminatioun maache fir déi Leit, déi sech nach net konnte vaccinéiere loossen, an dofir loosse mer och d'Tester gëlle fir d'Ouverture ze maachen." Dat ass d'europäesch Logik. Mir dréinen déi Logik ëm: Mir huelen d'Vaccinen eraus a mir gi just op d'Tester. Dat fannen ech einfach falsch als Logik!

A wann Der da sot, wéi ech dann heiansdo gesot kréien: „Dir wëllt elo deenen, déi vaccinéiert sinn, enorm Privileegie schafen", da muss ech soen: Dat ass awer e wéineg verkannt, a wat fir enger Realitéit mer eis hei befannen. Déi Restriktiounen, déi mer elo hei hunn, dat si Restriktiounen, déi Grondfräiheete vun eiser Constitutioun aschränken, déi am Fong eppes zoumaachen, wat ni däerft zou sinn, mee wat just zou ass, well mer elo eng Pandemie hunn! Dat awer dann als Normalitéit ze consideréieren an ze soen: „Déi, déi elo déi Fräiheeten zréckkréien, déi kréie Privileegien", dat fannen ech am Fong en Ëmdréine vum politesche Räsonement.

Nee, déi kréien hir Normalitéit erëm. D'Grondfräiheet ass en individuellt Recht, wat jiddweree vun eis huet. A wann d'Regierung wëllt engem säin individuellt Grondrecht aschränken, da muss se Grënn dofir hunn. Ech fannen, hei sinn d'Grënn net méi proportionell, net méi necessaire.

Dir hutt hei verfassungsméisseg eng ganz Rei Diskussiounen. Dir gesitt och, datt genau déi selwecht Diskussioun leeft, wat d'Verfassungsrechtlechkeet vun deene Moossnamen an Däitschland ugeet, an datt do aner Decisioune geholl gi wéi hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll, datt dat gerecht leeft. Ech wëll, datt d'Leit hir Fräiheeten esou schnell wéi méiglech zréckkréien: déi, déi vaccinéiert sinn, an déi, déi, well se nach net vaccinéiert konnte ginn, sech dann den Tester ënnerleeën, bis se kënne vaccinéiert ginn. Dat wär fir mech dee richtege Wee. Och do wäert ech eng Motioun duerno hannerleeën, wou mer dat an aller Däitlechkeet froen.

Dann hu mer natierlech eng Kategorie vu Leit, jonke Leit, déi zwëschent 18 an 29 Joer sinn, déi momentan an enger schwiereger Situatioun sinn. Well si sinn déi, déi sech weeder kënne vaccinéiere loossen, wa se sech net op déi Preferenzlëschte vun AstraZeneca aschreiwen, an déi am Fong wierklech nach momentan an dësem Moment blockéiert sinn.

Dofir soe mir do ganz kloer, datt mer fir déi Leit an deem Fall, an där Politik, déi mir géife maachen, mindestens zwee Schnelltester d'Woch gratis an och gratis registrabel zur Verfügung stellen, fir si net a sech diskrimatoresch ze behandelen. Dat gëtt et och an anere Länner. Éistäich stellt der véier d'Woch zur Verfügung fir jonk Leit. Dat fannen ech sënnvoll, dat fannen ech machbar an dat fannen ech och logesch, fir hei net Diskriminatiounen ze schafen. Dofir kritt Der och do eng Motioun iwwerreecht dovunner, Här President.

An dat selwecht, dat ass, datt ech der Meenung sinn, datt mer och kënnen an där nächster Etapp, an deenen nächste Wochen déi Catégorie d'âge vun 18 bis 29 sech op déi Lëschte aschreiwe loossen, déi kënnen a Fro kommen, fir den AstraZeneca, wa se en da wëllen, preferentiel ze kréien.

Zu deene grousse Froen, déi ech elo behandelt hunn, kommen nach e puer kleng Froen derbäi. Net kleng Froen, mee Froen, déi elo net d'ganz Populatioun concernéieren, déi awer fir déijéineg Leit, déi concernéiert sinn, wichteg sinn. Zum Beispill déi, déi an dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires opgeworf ginn iwwer exposéiert Beruffer, wéi zum Beispill d'Polizei, mee och wéi aner Beruffer, wéi educativ Beruffer, ëm déi et sech handelt. Do gëtt oft, notamment bei der Polizei, en Asaz gemaach, dee Proximitéit nofreet an deen a sech d'Beamten obligéiert, sech an den Asaz ze beginn, wou se net laanscht Proximitéit mat anere Leit kommen.

An déi selwecht Fro stellt sech, wat d'Derogatioune vun der Polizeischoul ugeet, déi a sech net mat den normale Schoulen, déi kënnen esou Derogatioune kréien, vergläichbar ass. Well den Ënnerscheed mat der Polizeischoul, dat ass, datt do d'Obligatioun ass, fir taktesch oder technesch Saachen ze léieren, wou de „close" oder de „full contact" mat anere Leit eng absolutt Noutwendegkeet ass, wa se hire Programm wëllen absolvéieren. Soudatt een do wierklech muss en particulier kucken, wéi een et ka maachen, fir déi Leit ze schützen.

Mir hunn d'Direktioun vun der Polizei héieren. Déi seet, den Text wär ok esou, wéi e gebraucht gëtt. Mir hunn awer och de Leit um Terrain nogelauschtert. An den Echo vum Terrain ass, datt et do problematesch agestuuft gëtt, wéi d'Sécherheet vun deene Beamten, déi um Terrain si respektiv déi an der Polizeischoul sinn, ze garantéieren ass. Do kann een den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires noliesen. Mir froen also do och eng Protection spécifique fir deen Typ vu Beruffer, déi mer absolutt brauchen. An dofir, Här President, kritt Der och do eng Motioun hannerluecht.

Mäin zweetleschte Punkt, dat ass deen iwwert d'Sanktioune vun de Commerçanten. Ech wëll awer trotzdeem do soen: Ech war frou de Moien, datt mer héieren hunn, an dat steet och relativ däitlech an dem Text vum Directeur de la santé, deen dat an de Recommandatiounen erausschéckt, datt d'Commerçante respektiv datt déi Leit aus dem Horeca-Betrib an hir Employéen net kënne Contrôle-d'identitéë maachen, datt dat hinne verbueden ass ... net verbueden, datt se et net autoriséiert kréien. Wat ech och logesch a richteg fannen, well dat kann net anescht sinn!

De Problem, deen awer dobäi ass, a mir hunn deen och de Moien an der Kommissioun diskutéiert, mee ech werfen en hei nach eng Kéier op, well ech awer net richteg weess, wéi een dee soll léisen. Do komme Leit an de Restaurant, déi hunn e Pabeier bei sech, wou da steet, datt se getest sinn. Do steet dann och en Numm drop, hiren Numm. Da muss de Restaurateur dat unhuelen. En däerf awer net verifiéieren, well e kee Contrôle d'identité ka maachen, ob dee Pabeier dann elo net vum Kolleeg geléint ginn ass, fir hei an de Restaurant ze kommen.

Mee da stinn awer an de Sanktiounen, wann et net klappt a wann et falsch ass, 4.000 Euro, 8.000 Euro Strof respektiv eng Suspensioun vun dräi Méint drop. Ech weess, datt dat alles net evident ass, mee ech muss awer soen: Zwëschent der Impossibilité de contrôle an deene schwéiere Sanktiounen, déi dann drop sinn, wann e Contrôle wär, do hunn ech awer e Problem fir déi Leit. Well wéi soll dat do an der Praxis exekutéiert ginn? A wat huet dat als Konsequenze fir déi Leit, wa se vu Clientë géifen erageluecht ginn?

Elo kann een d'Vertrauen ausschwätzen a soen: „Mir trauen a priori all de Leit." Mee de Problem ass, datt hei dee bestrooft gëtt, deen eventuell strictement net dofir kann. An domat hunn ech e Problem.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat ass Fälschung!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, dat ass dann okay. Dat ass Fälschung, da kënnt do och eng Strof drop an déi ass extreem zolidd. Dat ass och gutt an dat ass och richteg esou. Mee nach stinn och Strofe fir de Commerçant drop, deen awer net ka verifiéieren.

(Interruption)

Also, wann Der do eng Léisung bréngt, sinn ech dankbar dofir.

Dee leschte grousse Punkt, dat ass d'Widderhuele vun enger Demande, déi mer schonn an deene leschte Reuniounen hei gemaach hunn, déi vum Cordon sanitaire ronderëm vulnerabel Leit an de Strukture fir eeler Leit. Déi Proposition de loi, déi de Michel Wolter hei hannerluecht huet, déi ass jo och elo vum Conseil d'État aviséiert ginn.

Ech sinn och frou, datt de President vun der Kommissioun d'accord war, fir se direkt d'nächst Woch op den Ordre du jour vun eiser Kommissioun ze huelen. Fir eis ass nach wie vor wichteg, datt déi Leit, déi mat vulnerabele Leit a Strukture wéi Altersheimer a Geriatrien a Kontakt sinn, geschützt sinn, entweeder well se Antikierper hunn oder well se vaccinéiert sinn oder well se getest sinn.

An ech kréien dann oft gesot: „Mee firwat hätt Der dat gär? Well en fin de compte déi Leit, déi an den Altersheimer sinn, déi si jo all geimpft souwisou." Mee mir wëssen awer alleguer, datt haaptsächlech bei eelere Leit et net ëmmer garantéiert ass - haaptsächlech bei eelere Leit -, datt déi Impfung och uschléit an datt d'Immunisatioun duerch d'Impfung garantéiert ass.

An dofir eng zousätzlech Fro iwwert den LST: Wéi ass et mat deene gratis serologeschen Tester, déi och am LST a sech virgesi waren, dat heescht déi Tester, wou der eng Bluttprouf maacht a wou der am Fong nokuckt, ob Antikierper do sinn? No wéi enge Krittäre ginn d'Invitatioune verschéckt, fir deen Typ vun Tester ze maachen? An déi aner Fro: Wär et net sënnvoll, fir systematesch fir eeler Leit an deenen Altersstrukturen och esou Tester virzegesinn, fir einfach ze kucken, ob hir Impfungen ugeschloen hunn oder net?

Ech hoffen, datt mäi Räsonement stëmmt. Mee wann et net stëmmt, da sot Der mer et jo dann duerno.

Als Konklusioun vun deem Ganze géif ech gären dat heite soen: D'Richtung vun deem Text stëmmt. Mir kënne mat bal all deenen eenzele Moossnamen averstane sinn. Mee ech soe grad esou kloer: Mir si bei kenger Moossnam mat der Aart a Weis d'accord, wéi d'Regierung se wëllt an d'Realitéit ëmsetzen, well mer empfannen, datt d'Aart a Weis net duerchduecht ass, datt se kaum applikabel ass an datt se an eisen Aen am Fong amateurhaft ass.

Déi Moossnamen, déi hei proposéiert ginn, déi hätte missen anescht preparéiert ginn, anescht duerchgeschwat ginn an am Detail duerchduecht ginn. Et geet net duer, eng Iddi op de Pabeier ze schreiwen, och wann d'Iddi richteg ass. Et muss een och wëssen, wéi ee se uerdentlech ëmsetzt. An dat ass de Grond, firwat mer bei dësem Gesetz wäerten Nee soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hei sinn nach d'Motiounen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que l'article 4 (5) du projet de loi n° 7820 modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 prévoit que les événements accueillant entre cent cinquante et mille personnes doivent faire l'objet d'un protocole sanitaire à accepter préalablement par la Direction de la santé ;

- estimant que les organisateurs d'événements accueillant plus de cent cinquante personnes doivent avoir un maximum de sécurité dans la planification et la préparation de telles manifestations ;

- estimant que le texte du projet de loi devrait fournir quelques indications sur le cadre de ce protocole sanitaire,

invite le Gouvernement

- à préciser les modalités pratiques du protocole sanitaire prévu à l'article 4 (5) du projet de loi n° 7820.

(s.) Claude Wiseler, Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Marc Spautz.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie liée au Covid-19 constitue toujours une urgence de santé publique ;

- constatant que selon l'avis d'experts le seul moyen qui permette d'envisager des assouplissements progressifs consiste en l'adoption d'une stratégie combinant aussi bien les vaccinations, les tests (PCR, tests antigéniques rapides et autotests) ainsi que le respect des règles sanitaires ;

- constatant qu'un usage systématique des tests antigéniques rapides et des tests autodiagnostiques complètent actuellement la stratégie de dépistage (PCR) afin de réaliser plus de tests et d'obtenir les résultats plus rapidement ;

- sachant que les tests autodiagnostiques à prélèvement nasopharyngé ou oropharyngé représentent un instrument indispensable à la stratégie d'ouverture progressive, en offrant aux personnes asymptomatiques une facilité complémentaire de dépistage afin de protéger leur environnement et d'interrompre les chaînes de transmission du virus le plus rapidement possible ;

- notant que l'article 1er du « Projet de loi n°7820 modifiant: 1° la loi modifiée du 7 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19; 2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts » prévoit que la consommation à l'intérieur de l'établissement de restauration ou de débit de boissons est soumise à la présentation soit d'un test RT-PCR, soit d'un test antigénique rapide, soit d'un test autodiagnostique,

invite le Gouvernement

- à mettre gratuitement à disposition aux moins deux autotests certifiés par personne par semaine et surtout pour la tranche de la population âgée de 18 à 29 ans, afin d'éviter la discrimination pouvant résulter des coûts engendrés par les tests à faire.

(s.) Claude Wiseler, Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Marc Spautz.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la vaccination est le moyen le plus efficace de prévenir les maladies infectieuses comme celle liée au Covid-19 ;

- constatant la répartition prioritaire des vaccins établie par le Gouvernement lors de la première phase de sa politique de vaccination, à savoir pour les professionnels de la santé et le personnel des établissements hospitaliers, de même que pour le personnel des structures d'hébergement pour personnes âgées et des réseaux d'aide et de soins, ainsi que pour les personnes résidant dans ces mêmes structures ;

- notant que la priorisation d'autres catégories professionnelles n'a jusqu'à ce jour pas été retenue dans le plan de déploiement des doses vaccinales ;

- considérant que dans son avis sur le projet de loi n°7820 « modifiant 1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises », la Chambre des fonctionnaires et employés publics considère essentielle une vaccination prioritaire du personnel de la Police grand-ducale ainsi que des administrations étatiques (Armée, Administration des douanes et accises, CGDIS, Administration pénitentiaire, Éducation nationale, etc.) pour le fonctionnement de la société ;

- sachant que certains secteurs professionnels ont un danger d'exposition élevé au Covid-19 lié à la nature de leurs tâches quotidiennes, et que leur vaccination prioritaire serait dans l'intérêt de notre société,

invite le Gouvernement

- à analyser la possibilité de considérer certaines professions, comme la Police grand-ducale ou le personnel enseignant et encadrant, comme professions exposées et à prioriser, dans l'étape de vaccination qui les concerne individuellement, les personnes en question.

(s.) Claude Wiseler, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Laurent Mosar.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que le vaccin Vaxzevria (AstraZeneca), indiqué pour l'immunisation active afin de prévenir la Covid-19 causée par le Sars-CoV-2 chez les adultes, a obtenu une autorisation de mise sur le marché conditionnelle en Europe, le 29 janvier 2021 et que l'Agence européenne des médicaments (EMA) maintient sa recommandation sans réserve pour Vaxzevria ;

- constatant que les résidents âgés entre 30 et 54 ans ont actuellement la possibilité de s'inscrire en ligne sur une liste d'attente et y manifester leur intérêt de se faire vacciner volontairement contre la Covid-19 avec le vaccin Vaxzevria ;

- constatant que les adultes de moins de 30 ans n'ont actuellement pas le droit de s'inscrire sur la liste d'attente mise en place pour recevoir le vaccin Vaxzevria ;

- notant ainsi que la tranche de la population âgée de 18 à 29 ans n'a actuellement pas de visibilité concernant son tour de vaccination et donc ne peut anticiper un retour à plus de libertés ;

- constatant que l'Agence européenne des médicaments (EMA) souligne l'efficacité du vaccin Vaxzevria pour prévenir la Covid-19 chez les personnes âgées de 18 ans et plus,

invite le Gouvernement

- à élargir la cible, en prévoyant une liste d'attente pour la vaccination au Vaxzevria pour la catégorie d'âge de 18 à 29 ans.

(s.) Claude Wiseler, Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Jean-Paul Schaaf.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie liée au Covid-19 domine toujours notre vie quotidienne ;

- constatant que selon l'avis d'experts le seul moyen qui permettrait d'envisager des assouplissements progressifs consisterait en l'adoption d'une stratégie combinant aussi bien les vaccinations, les tests (PCR, tests antigéniques rapides et autotests) ainsi que le respect des règles sanitaires ;

- constatant qu'un usage systématique des tests antigéniques et des autotests complète actuellement la stratégie de dépistage (PCR) afin de réaliser plus de tests et d'obtenir les résultats plus rapidement ;

- sachant que les autotests antigéniques à prélèvement nasopharyngé ou oropharyngé représentent un instrument indispensable à la stratégie d'ouverture progressive, en offrant aux personnes asymptomatiques une facilité complémentaire de dépistage afin de protéger leur environnement et d'interrompre les chaînes de transmission du virus le plus rapidement possible ;

- notant également l'importance d'enregistrer, de déclarer et de certifier les résultats des autotests pour des raisons de reconnaissance et de durée de validité ;

- considérant que le Gouvernement a annoncé de mettre gratuitement à disposition des tests antigéniques rapides aux écoles, aux infrastructures du secteur de soins, aux entreprises et indépendants du Luxembourg ;

- considérant également que dans le cadre d'une ouverture en matière de déplacements durant la pandémie de Covid-19, le Parlement européen s'est récemment prononcé en faveur d'un certificat sanitaire européen permettant à ses membres d'attester de leur vaccination contre le Covid-19, de leur soumission à un test PCR ou antigénique rapide se résultant négatif, ou encore de leur immunisation après avoir été infectés ;

- notant dans ce contexte que plusieurs pays ont déjà mis en place des dispositifs sanitaires similaires au futur certificat sanitaire européen accompagnant la réouverture sociétale et économique d'un pays, à savoir notamment l'Allemagne où les personnes vaccinées ainsi que celles ayant des anticorps après contamination ne doivent plus effectuer des tests PCR ainsi qu'antigéniques rapides ou tests autodiagnostiques,

invite le Gouvernement

- à fixer la période de validité des tests antigéniques rapides à 48 heures indépendamment de la raison d'utilisation afin de créer l'efficacité nécessaire à l'adoption effective de cette mesure d'assouplissement progressif comme dans d'autres pays européens ;

- à s'engager à mettre à disposition les tests antigéniques rapides avant ou pour le 16 mai 2021, date d'ouverture des restaurants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ;

- à prendre la même direction que l'Allemagne, à savoir aligner sa stratégie à celle validée par l'Union européenne dans le cadre du « green certificate », et ainsi à ne pas soumettre les personnes ayant eu leur deuxième dose de vaccination au Covid-19 ainsi que celles ayant des anticorps après avoir été infectées par le Covid-19 à une obligation de tests de dépistage, de tests antigéniques rapide ainsi qu'autotests.

(s.) Claude Wiseler, Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Jean-Paul Schaaf.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech krut Enn leschter Woch en E-Mail vun engem jonke Mënsch, ech mengen, Verschiddener heibannen hunn dee selwechten E-Mail kritt, dee sech duerfir asetzt, dass d'Premièren, an dësem Fall waren et d'Premièren aus dem Stater Kolléisch, kéinten en Ofschlossfest, e Premièresfest, organiséieren.

Dee jonke Mënsch war gutt informéiert. En huet sech dorop beruff, dass ee misst e Concept sanitaire virleeën an dass et méiglech wär, effektiv eppes ze organiséiere fir méi wéi 150 Leit. Well meng Duechter ongeféier am selwechten Alter ass wéi dee jonke Mënsch hei, muss ech soen, dass ech seng Argumentatioun absolutt kann novollzéien an dass ech weess, wéi wichteg et fir jonk Leit ass, fir kënnen no hirer Schoulzäit am Lycée sech vuneneen ze verabschieden, dat kënnen anstänneg ze feieren, hiren Diplom ze feieren. Ech konnt dat 100%eg novollzéien. Ech kann dat och deelen.

An deem Mail stoung awer och ganz kloer, wéi se sech géifen dee Concept sanitaire virstellen, nämlech jiddweree misst e PCR-Test matbréngen, sech awer och selwer op der Plaz nach eng Kéier teste loossen. Anscheinend, esou huet dee jonke Mann mir zréckgeäntwert, ass dat Teste bei deene Jonken elo Usus, dat ass näischt Extraes méi, si si mëttlerweil gewinnt, dat ze maachen. Dat wär jo guer keen Theema a se géife sech och verflichten, duerno, no där Feier, sech alleguerten nach eng Kéier testen ze loossen. Also, ech schwätzen hei vu ronn 250 Schüler. An en contrepartie hätte se natierlech gären dann am Kader vun deem Pilotprojet, dass se kéinten deen Owend ouni Maske verbréngen an op méi groussen Dëscher wéi nëmmen zu véier.

Mir kréie jo alleguerten eng ganz Rei E-Mailen, an ech muss soen: Dat huet mech beréiert! Ech hunn dat do immens fonnt. Ech soen lech, ech hunn dat do immens fonnt, well déi jonk Leit sech net nëmmen informéieren, mee si organiséiere sech. Si brénge sech mat an a si verflichte sech jo quasi, fir un engem Pilotprojet deelzehuelen, wat, mengen ech, eis alleguer zeguttkënnt. An ech mengen, dat verdéngt eise ganz, ganz déiwe Respekt. Et war e Message vun Optimismus. Et war e Message vun Hoffnung. Et war e Message vun Opbrochstëmmung. An ech mengen, et ass genau dat, wat mer zu dësem Moment brauchen.

Ech weess, herno gëtt erëm gesot: „De Gilles Baum, dee gesäit ëmmer alles positiv. De Gilles Baum, dee mécht sech vläicht net genuch Suergen oder net genuch Gedanken." Mee mir brauchen an dësen Zäite positiv Messagen. An duerfir ass et schued, dass ech där virdru bei der CSV wéineg héieren hunn. Ech fannen dat schued.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir als Land, mir sinn amgaangen, eis ze erkrabbelen. An doriwwer sollte mer eis freeën. Mir sollten eis freeën an ech hoffen och, dass d'CSV sech awer e bësse freet, dass et lues a lues biergopgeet. Si brauche sech net ze freeë fir mech, guer net. Si brauche sech och net ze freeën, mengen ech, fir de Premierminister oder fir d'Koalitioun. Mee ech hoffen, dass d'CSV sech e bësse freet fir d'Leit dobaussen, déi elo méintelaang op d'Zänn gebass hunn, d'Reegelen agehalen hunn an haut mat dësem Text e Stéck vun hirer perséinlecher Fräiheet zréckkréien.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, eis Zuele weisen an déi richteg Richtung, si weisen no ënnen, souwuel wat d'Infektioune betrëfft wéi och d'Hospitalisatiounen. Mir hunn déi lescht Impfphas agelaut a mir komme gutt viru mat plus/minus 7.000 Leit, déi mer den Dag geimpft kréien.

Déi lescht dräi Wochen hu mer d'Inzidenz erofkritt vun 194 bei 54.000 Tester op 175 bei 51.000 Tester an erof op 147 déi lescht Woch bei 53.500 Tester. Den Taux de positivité geet erof vun 2,3 op 1,75, an op Ordonnance vu 6,2 op 3,9. Dat, mengen ech, sinn awer encourageant Zuelen an dat huet mäi Virriedner jo och esou gesot. De Reproduktiounstaux läit stabill bei 0,9 a souguer bei den Hospitalisatiounen an den normale Better wéi och an de Soins intensifs mierkt een eng Tendenz no ënnen.

Och der Regierung hir Entscheedung, fir den AstraZeneca op fräiwëlleger Basis weiderzeverimpfen, ass e Succès. Am grousse Ganze kéint een also soen, mir wären „on track", mir sinn um gudde Wee. Dëst erlaabt eis et, haut weider kleng Schrëtt ze maachen.

D'DP ass der Meenung, dass ee soll ee Fouss virun deen anere setzen an näischt iwwerstierzen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir begréissen et duerfir, dass ab dem 16. Mee nees véier Leit kënne bei een heem kommen oder och ee Stot, wann do méi wéi zwee Kanner dra sinn, kann invitéiert ginn. A mir begréissen déi weider Ouverturen um kulturellen an um sportleche Plang.

Mir alleguer hunn et vermësst, u grousse Manifestatiounen deelzehuelen, vläicht och erëm e Live-Concert ze erliewen. An dëst Gesetz erlaabt et, mam Accord vun der Santé, Pilotprojeten ze organiséieren, woumadder Evenementer mat bis zu 1.000 Leit nees méiglech ginn.

D'Rockhal plangt esou e Concert ënner strengen Hygiènesmesuren. An dass dat méiglech ass, dass dat duerchféierbar ass, dat huet d'Ausland scho bewisen, do gëtt et d'Beispill vu Barcelona.

Besonnesch freet eis natierlech och, dass d'Restauranten an d'Caféen nees däerfe méi Leit bei sech empfänken, méi Leit um Dësch an dass se och erëm kënne bannen zerwéieren, also méi Leit souwuel banne wéi och baussen. D'Wieder zu Lëtzebuerg war déi lescht Deeg a Wochen extreem launesch an dowéinst ass et gutt, dass den Horeca sech net nëmme muss op hir Terrasse begrenzen. Bis 22.00 Auer kënne se elo op hunn. Dat erlaabt et dann, och owes nach eng Kéier ze zerwéieren. Ech mengen, dat ass eng wichteg Ouverture fir ee Secteur, deen awer ganz vill matgemaach huet.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ganz ouni Aschränkunge geet et natierlech net. De Virus ass nach ëmmer do an déi verschidde Varianten, déi ëmmer nees optauchen an och kënne méi infektiéis sinn, sinn a bleiwen e reelle Risiko, deen eis nach wäert eng Zäit an Otem halen.

Et ass jo schonn oft hei uewe gesot ginn, dass d'Schnelltester eng grouss Hëllef sinn, fir de Virus ënner Kontroll ze halen. Fir also dobannen an de Restauranten iessen ze kënnen, wou d'Ventilatioun nun emol net esou gutt ass, wéi dat dobaussen de Fall ass, wäert also en negatiivt Testresultat obligatoresch sinn. Akzeptéiert gi PCR-Tester, Schnelltester, déi vu Gesondheetspersonal kënne gemaach an zertifizéiert ginn, an d'Selbsttester, déi ee kann op der Plaz maachen.

De Minister Lex Delles huet dem Horeca-Secteur fir déi éischt dräi Wochen dann och 500.000 gratis Schnelltester zougesot, an dës Initiativ begréisse mer.

Et ass richteg, mir hunn dës Woch laang an awer och ganz interessant Diskussiounen an der Chamberskommissioun gehat, eebe grad iwwert d'Tester an iwwert d'Modalitéiten, wéi se anzesetze sinn. De Moien ass eis e Règlement grand-ducal zougestallt ginn an och d'Recommandatioune vum Horeca. Et ass vu verschiddene Säite gesot ginn, dat wär ze spéit. Dat däerf een esou gesinn. Ech wëll awer och drun erënneren, dass trotz Feierdag - trotz Feierdag! - vun allen implizéierte Leit ënner Héichdrock dru geschafft ginn ass, fir dësen Dispositif en place ze setzen.

An déi Leit aus dem Horeca-Secteur, mat deenen ech geschwat hunn, déi hu sech schonn am Virfeld Gedanke gemaach, wéi se sech kéinten organiséieren, wéi se dat kéinten duerchzéie fir d'Leit, déi wëlle bei si an de Restaurant kommen, wéi se dat kënnen organiséieren.

Ech stellen an deem Sënn fest, dass de Secteur proaktiv matgeschafft huet, dass de Secteur matdenkt an dass mir heibannen, éierlech gesot, an et ass de Moien an der Kommissioun ugeklongen, net kënnen bis an de leschten Detail, bis an den allerleschten Detail alles reegelen. A mir kënnen och net bis an den allerleschten Detail alles iwwerwaachen, et sief dann, mir géifen ee Polizist pro Dësch am Restaurant virgesinn.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Ëm Gottes Wëllen!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Neen, et geet och ëm Vertrauen. Dat ass extreem wichteg. Et geet ëm Vertrauen an de Secteur. Et geet ëm de gudde Wëlle vun de Leit. An et ass, mengen ech, fir jiddwereen e Léierprozess. Mir ginn an eng nächst Phas vun der Strategie a mir wäerten hei Erfarunge sammelen, Erfarungen, déi eis et vläicht erlaben, et nach besser ze maachen oder et méi einfach ze maachen.

Kommt, mir ginn dach elo emol einfach mat Zouversiicht an déi nei Etapp eran! Ech si mer sécher, dass mer op e ganz kooperatiivt Verhale vun eise Matbierger dobaussen ziele kënnen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Kommt, mir ginn der Saach dach elo emol eng Chance!

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- 500.000 Tester fir den Horeca gratis a geliwwert. 5,7 Milliounen Tester fir eis Betriber, an dovunner sinn déi 80 gréisst Betriber hei am Land och beliwwert ginn. Tester an de Schoulen. Ech mengen, mat deem Dispositif, deen hei op d'Plaz gesat ginn ass, brauche mer eis bestëmmt net ze verstoppen. An ech hunn nach vu kengem Land héieren - vu kengem Land! -, dat an deem selwechte Mooss esou en Dispositif ubitt, fir d'Pandemie an de Grëff ze kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A vun dëser Plaz wëll ech eng Kéier deene Merci soen, vun deenen ni geschwat gëtt, an zwar sinn dat alleguerten déi Leit, déi et logistesch méiglech maachen, dass mer esou en Dispositif ëmsetzen. Vun deene Leit gëtt ni geschwat an dofir vun dëser Plaz all deene Leit, déi do hëllefen a gehollef hunn, e ganz, ganz grousse Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, och Persounen, déi scho geimpft goufen, mussen en negatiivt Testresultat virleeën, fir dobannen am Restaurant ze iessen. Vill Leit froe sech, ob déi Mesure wierklech néideg ass. Ënner anerem an Däitschland hu geimpfte Persoune jo verschidde Privileegien zougesprach kritt. Mee obwuel d'Impfungen hëllefen, an dat weisen d'Infektiounszuelen, virun allem bei eisen eelere Matbierger, ass et awer wichteg, sech weiderhin testen ze loossen.

Egal wéi gutt en Impfstoff ass, et besteet ëmmer e Reschtrisiko, sech an anerer nach ëmmer mam Virus unzestiechen. Nei Virusvariante kënnen ëmmer nees optrieden, soulaang net eng global Immunitéit erreecht ass. Et ass dowéinst déi richteg Entscheedung, och hei virsiichteg ze bleiwen a keng Ausname festzeleeën. Dat géif dem Virus just méi Dieren opmaachen.

Aus dësem Grond gesäit d'Demokratesch Partei Privileegie fir geimpfte Leit zum aktuellen Zäitpunkt net als dee richtege Wee, och well bis haut nach guer net jiddwereen d'Geleeënheet hat, sech impfen ze loossen, et krut emol nach net jiddwereen eng Invitatioun, wat jo och normal ass.

Vum Ratio vun de Leit, déi elo scho vollstänneg immuniséiert sinn, guer net ze schwätzen. Et sinn eréischt 10 % vun der Bevëlkerung, déi komplett geimpft goufen. Elo Ënnerscheeder ze maachen tëschent Leit, déi geimpft goufen a Leit, déi net geimpft goufen, well se nach net konnten, mengen ech, géif virun allem eis jonk Leit benodeelegen, an déi hu scho missten op villes verzichten.

Stellt lech emol vir, de Bopi, dee kéint nuets méi laang dobausse bleiwe wéi seng Enkelin vun 18 Joer, e kéint och vläicht mat sengen Alterskolleegen e grousst Fest organiséieren ouni Geste-barrièren, seng Enkelin kéint awer zum Beispill hir 18 Joer net feieren. Ech fäerten, mir kréichen do onnéideg Sträit a Jalousien an d'Familllen eran, an dat brauche mer elo wierklech net.

Dat, wat mer brauchen, ass och weider Solidaritéit tëschent de Generatiounen. Wat mer brauchen ass, dass mer weider een op deen aneren oppassen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Eng weider Ännerung am Gesetz betrëfft d'Ausgangsspär, déi jo elo op 12.00 Auer an der Nuecht verréckelt gëtt. Domadder komme mer virun allem den Ouverturen am Sport- an am Kulturberäich entgéint. An ech wëll et hei kloer soen, mir hunn x-mol hei uewen driwwer debattéiert, an ech mengen, mir kéinten och nach y-mol driwwer debattéieren: Et gëtt einfach hei ënnerschiddlech Vuen an et gëtt ganz ënnerschiddlech Etüden. Déi eng soen: „Et bréngt eppes!" Déi aner soen: „Et bréngt näischt!"

Eppes ass sécher: Déi Ausgangsspär kann nëmme gesi ginn am Package mat anere Mesuren. Wann een nämlech ganz genau wéisst, wat den Impakt wär, wann een dat kéint chiffréieren, da kéint ee jo soen: „Et bréngt eppes.", oder: „Et bréngt näischt." Mee et bréngt nëmmen eppes am Package mat deenen anere Mesuren.

An ech weess, dass vill Leit heibannen net domat averstane sinn, déi Ausgangsspär iwwerhaapt bäizehalen. Mee a menger bescheidener Vue hëlleft se awer. Ech beruffe mech duerfir nach eng Kéier op d'Etüd vun Oxford, op déi ech hei schonn agaange sinn. D'Ausgangsspär wär zesumme mat anere Moossname méi sënnvoll wéi d'Schoulen zouzemaachen.

Ech brauch lech net ze soen, dass et mir als Liberale widdersprécht, fir Fräiheeten anzeschränken. Mee mir huelen d'Ausgangsspär a Kaf, wann et bedeit, dass mer am Géigenzuch eis Schoule méi laang kënnen oploossen. D'DP huet et ëmmer als besonnesch Aufgab gesinn, dass d'Schoulen opbleiwen an dass d'Recht op Bildung garantéiert ass.

Aus der sanitärer Kris däerf keng Bildungskris ginn an et schéngt jo, wéi wann dat eis gelonge wär. D'Épreuves standarisées vum November d'lescht Joer weisen, dass d'Pandemie keen negativen Impakt op d'Resultater hat. An dat ass berouegend, well gefaart ginn ass, dass deen Impakt kéint extreem grouss sinn.

D'Enseignanten, d'Schüler an och d'Educateuren hunn an de leschte Méint e ganz, ganz grousst Engagement gewisen an derzou bäigedroen, dass et net zu enger Bildungskris koum. An op dëser Plaz wëll ech hinnen och nach eng Kéier e ganz, ganz grousse Merci soen.

Fir dass dëst awer esou bleift, musse mer eis weiderhi beméien, d'Recht op Bildung fir jiddwereen ze garantéieren.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Gilles Baum *(DP)*.- De Minister Claude Meisch huet dann och ugekënnegt, dass och dës Joer eng Summerschool wäert ugebuede ginn an och Léiermaterial online gesat gëtt. Dëst wäert derzou bäidroen, fir déi punktuell Léierretarde kënnen opzeschaffen.

D'Selbsttester, déi elo am Horeca-Secteur an den Asaz kommen, leeschten an der Schoul zënter Ouschteren e wichtege Bäitrag. 80 % vun de Schüler an den Enseignantë loosse sech reegelméisseg testen. Dat ass e gudden Taux, deen hëlleft, d'Infektioune fréi ze erkennen an d'Infektiounsketten direkt ze ënnerbriechen. Fir een nach besseren Iwwerbléck an de Schoulen ze kréien, wäerten d'Schüler an d'Enseignanten ab dem 31. Mee d'Méiglechkeet kréien, sech zweemol testen ze loossen.

Och op anere Plaze kommen déi Tester elo verstäerkt an den Asaz, souwuel an de Spideeler, an den Alters- a Fleegeheimer, an der Fonction publique, op der Uni Lëtzebuerg.

Et wäerten och Tester un eng 20 Associatiounen aus dem soziale Beräich verdeelt ginn. Pensionnairen a Chômeure kréien e Bong, fir sech eng Këscht Selbsttester kënne sichen ze goen. Dat gëllt och fir Leit, déi eng Persoun am Stot agestallt hunn. Esou garantéiere mir déi gréisstméiglech Sécherheet fir jiddereen.

Ech hunn et scho gesot: Eis Zuele ginn erof, obwuel zanter engem Mount d'Terrasse vun de Restauranten an de Caféen nees op sinn. Dat läit zum engen un de Geste-barrièren, un déi sech eis Matbierger säit engem gudde Joer halen, zum anere läit dat awer och un den Impfungen.

Déi sechst Phas vun der Impfcampagne huet ugefaangen an et mierkt een, dass d'Leit nëmmen dorobber waarden, fir invitéiert ze ginn. Dat huet den Undrang op där fräiwëlleger Lëscht fir den AstraZeneca bewisen, wou sech a kierzester Zäit 30.000 Leit ageschriwwen hunn an och 20.000 Leit hu sech gemellt, fir kontaktéiert ze ginn, falls owes Impfungen iwwregbleiwen.

Souwuel dës fräiwëlleg Impflëscht wéi och d'Lëscht, fir déi iwwreggebliwwen Impfdosen am Impfzentrum kënnen ze kréien, si wichteg Mesuren, fir wäertvoll Impfungen net ze verschwenden an d'Impfe bei der Bevëlkerung esou séier wéi et geet weiderzedreiwen.

D'Impfunge sinn eis grouss Chance aus dëser Kris hei eraus an zréck an d'Normalitéit, an déi Chance sollte mer net verpassen.

Ech wéilt net ofschléissen, ouni dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo Merci ze soen. An ech hunn et an der Kommissioun gesot: Ech hoffen, dass mer de Mars nach ganz oft hei uewe gesinn, awer hoffentlech net méi oft als Rapporter vun engem Covidgesetz! An domat ginn ech lech den Accord vun der Fraktioun zu dësem Gesetz a soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt esou!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci, ier ech et vergiessen, dem Mars Di Bartolomeo fir säin x-ten - soen ech emol einfach, fir net déi falsch Zuel ze soen, 19 huet e gesot, mee ech si mer net esou sécher - schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Gesetz. Jo, hie soll nach oft hei stoen, awer wa méiglech net méi oft fir e Covidgesetz.

Och wann een esou lues midd gëtt, ëmmer erëm iwwer Corona ze schwätzen, esou sinn ech dës Kéier awer frou, heiriwwer ze schwätzen, well et endlech e puer Ëffnungen erëm gëtt, endlech e puer Ëffnunge méiglech sinn an et a Richtung Normalitéit geet.

Et geet an déi richteg Richtung, mee mir mussen awer weider virsiichteg sinn. D'Zuelen am Zesummenhang mat der Coronapandemie weisen allgemeng no ënnen. D'Zuelen aus dem Rapport hebdomadaire, déi weisen dat. D'Inzidenz ass vun 176 op 147 erofgaangen, den Taux de positivité vun 2,2 op 1,75, den R-Wäert läit ënner 1 bei 0,94 an och d'Zuel - wat extreem erfreelech ass, obwuel et der nach ze vill sinn - vun den Doudegen ass erofgaange vun 9 op 4.

Wichteg Indicateure sinn a bleiwen niewent der Spidolssituatioun an den deeglechen Neiinfektiounen och d'Ofwaasseranalyse vun de Kläranlagen, déi op d'Presenz vum Virus an der Bevëlkerung hiweisen. An do sinn d'Valeuren elo erreecht, wéi mer se um Enn vum Summer haten.

Mee wat fundamental anescht ass wéi am leschte Summer, dat ass, dass elo Impfstoffer do sinn. Bis elo sinn hei am Land iwwer 70.000 Persoune schonn zweemol geimpft, iwwer 70.000 Leit, an am Ganze goufen iwwer 255.000 Impfunge gesprëtzt. Jo, am Ufank ass bemängelt ginn, dass d'Impfcam-

pagne lues un d'Rulle kéim, wat jo och net ganz falsch war. Dat louch awer manner un der Bereetschaft vun der Regierung oder vun deene Leit, déi an deem Beräich engagéiert sinn, mee dat louch méi un der Impfliwwerung, déi op sech waarde gelooss huet. Mee elo hu mer e gewëssene Rhythmus fonnt, e Rythme de croisière fonnt, an dobäi sinn nach net all d'Impfzentren op. Et besteet deemno d'Méiglechkeet, wann d'Impfliwwerungen et erlaben, nach méi séier virunzekommen an och hei weider eng Schëpp bäizeleeën.

Erfreelech ass och ze gesinn, wéi vill Leit dem Opruff nokomm sinn, fir sech fräiwëlleg mam AstraZeneca-Impfstoff impfen ze loossen. Dat weist fir mech ganz kloer, dass d'Leit bereet sinn, Deel vun der Léisung ze sinn. An dat ass wichteg, well nëmmen zesumme kënne mer aus dëser Kris erausfannen. An dat weist awer och, dass, wann een d'Impfgéigner oder d'Coronaleugner héiert, da vläicht just, well si am haartste blären, awer definitiv net, well se zu esou vill sinn a well se d'Majoritéit an der Gesellschaft sinn.

Par contre bleift d'Situatioun, wat d'Beleeë vun den Intensivbetter ubelaangt, awer nach ëmmer ënner Drock, och wann den Alter vun de Patienten tendenziell erofgeet, wat net onbedéngt eng gutt Nouvelle ass, well och hei gëtt et mëttlerweil ëmmer méi jonk Leit, wou d'Krankheet schwiereg verleeft.

En Dënschdeg waren nach ëmmer 30 Persoune wéinst Covid op der Intensivstatioun. Dat bleift eng héich Zuel an déi verlaangt och weiderhin e groussen Asaz vun eisem Gesondheetspersonal, deem een net genuch ka Merci soe fir dat, wat se bis elo geleescht hunn a wat se och an Zukunft nach musse leeschten.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dës héich Zuelen op den Intensivstatioune si wuel op déi nei Virusvarianten zréckzeféieren. Duerfir musse mer virsiichteg bleiwen. Et ass en Ofweien tëschent Ëffnen, no deem mer alleguerten no engem Joer Pandemie striewen, an engem Risiko, deen awer däitlech nach ëmmer do ass. An och wann haut Ëffnungen zur Debatt stinn, däerfe mer net vergiessen, dass déi Pandemie nach net eriwwer ass, dass mer nach ëmmer an enger Pandemiesituatioun, an enger Pandemiekris sinn an dass mer de Match géint de Virus nach net gewonnen hunn an dass mer och nach ëmmer musse séier kënne reagéieren. Ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck.

An duerfir setze mer weider op eise Lëtzebuerger Wee, dee sech bis elo absolutt bewäert huet. Dat weist e Bléck an dat not Ausland, wann ee sech d'Situatioun vun der Gastronomie ukuckt zum Beispill, well ëm si geet et jo haut hei gréisstendeels. Et ass ganz vill iwwert d'Gastronomie geschwat ginn. Dobäi sinn awer nach eng ganz Rei vun aneren Ëffnungen, déi méiglech sinn.

An der Belsch ginn d'Baren an d'Restauranten den 9. Juni erëm op. Säit dem 8. Mee däerfe se Clienten op der Terrass empfänken. Si ware säit Mëtt Oktober zou, se waren insgesamt gutt néng Méint zou. Bei eis wäerten et elo manner wéi sechs Méint sinn. D'Restauranten hate jo hei am Land bekanntlech Enn November hir Diere missen zoumaachen.

A Frankräich, wéi och an der Belsch, sinn d'Restaurante säit Mëtt Oktober zou. Hei sollen d'Terrassen, ech betounen och, just d'Terrassen, d'nächst Woch, den 19. Mee opgoen, wat eng gutt Saach ass. Eng Ëffnung vun de Banneberäicher vun de Restauranten ass do fir den 9. Juni virgesinn. Wann deen Datum dann och esou agehale gëtt, da wäert a Frankräich d'Restauratioun bal néng Méint, bal néng Méint och zou gewiescht sinn. Als Erënnerung nach eng Kéier: hei zu Lëtzebuerg knapp sechs Méint.

An Däitschland hunn am Saarland bekanntlech d'Restauranten däerfen hir Terrassen Ufank Abrëll opmaachen, wouvunner ganz vill geschwat ginn ass, hei am Land, awer virun allem och an Däitschland, dëst och, well do Schnelltester zum Asaz komm sinn. Mee do sinn elo d'Restauranten am Banneberäich weiderhin zou, an och d'Terrassen, déi stinn nach ëmmer an der Méiglechkeet zouzemaachen. Déi hu jo déi Noutbrems, wann d'Inzidenzzuelen an déi falsch Richtung ginn, da musse se do erëm zoumaachen.

An Holland ass et änlech. Dir gesitt et, de Lëtzebuerger Wee bei aller verständlecher Ongedold an och bei aller verständlecher Kritik, virun allem awer, muss ech soen, klenglecher Detailkritik, bewäert sech. Duerch eis grouss ugeluechten Teststrategie mam Large-Scale-Testing sti mir elo besser wéi eis Noperen do. Laut der Santé ass all Resident hei zu Lëtzebuerg am Duerchschnëtt 3,6-mol getest ginn. Wéi een anert Land kann dat da vu sech behaapten?

An elo gi mer mat eiser Strategie mat de Schnell- respektiv Autotester deen nächste Schratt; e Schratt, deen eis et erlaabt, d'Caféen an d'Restauranten ënner Bedéngungen dann erëm opzemaache bannen, soudass de Risiko vun enger Verbreedung vum Virus op e Minimum gesat gëtt.

Dat selwecht gëllt fir de Couvre-feu, deen hei jo ëmmer erëm, an ech muss dat och soen, well et mech och selwer nervt, net ganz zu Onrecht kritiséiert gëtt. A mir sinn eis alleguerten heibannen zimmlech eens: Dee Couvre-feu wär am beschten esou séier wéi méiglech ofgeschaaft. Wéini dass dee Moment do ass, doriwwer scheide sech dann awer och d'Geeschter. Ech hunn et d'leschte Kéier gesot, d'LSAP stoung a steet nach ëmmer op der Säit vun de Vertrieder vun de fundamentale Rechter, a fir eis ass d'Ausgangsspär och eng grouss Aschränkung vun den individuelle Rechter.

Ech weess, dass och d'Meenungen iwwert d'Wierksamkeet vum Couvre-feu auserneeginn. Och wann elo op Etüden higewise gëtt, déi a spezifesche Fäll de Géigendeel wëlle beweisen, ass et fir mech kloer, dass duerch de Fait, dass ee manner laang a virun allem manner spéit am Owend, wou d'Grenzen awer riskéieren ze falen, zesummen ass, de Couvre-feu een Element ass, an de Gilles Baum huet et gesot, am Zesummespill niewent aneren Elementer, een Element, fir géint dës Pandemie virzegoen.

Et schéngt mer evident, wann ee verbitt, wat engem jo net liichtfält, dass d'Leit ab enger gewëssener Auerzäit sech däerfen dobaussen ophalen, dass domadder d'Kontakter zwangsleefeg dann och erofginn. An dëse Virus mat sengen neie Variante verbreet sech nun emol iwwert den direkte Kontakt. Wann e keen Host huet, da kënnt en net weider. Duerfir hu mir eis Responsabilitéit iwwerholl an dës Mesure geholl, och wa se eis net richteg schmaacht.

A kloer ass et och, dass mer de Couvre-feu net méi laang wéi néideg solle bestoe loossen. An ech leeë meng ganz Hoffnung an dat nächst Gesetz, dass mer do kënnen hoffentlech Schrëtt an déi dote Richtung huelen. Interessant ass et, och do de Bléck eng Kéier iwwert d'Grenz ze geheien. Jo, et stëmmt, dass an der Belsch de Couvre-feu ufangs Mee ausgesat ginn ass. An a Frankräich wäert de Couvre-feu awer eréischt ab dem 19. Mee erop oder erof - dat hänkt dovun of, wéi een et wëllt gesinn - op 21.00 Auer gesat ginn. Do ass et jo de Moment 19.00 Auer an et war souguer 18.00 Auer, wat emol eng Kéier a Kraaft war. An an Däitschland gesäit déi sougenannten Noutbrems och e Couvre-feu ab 22.00 Auer vir. Och do si mer méi wäit wéi eis Noperen, also elo mat deem neie Gesetz op Mëtternuecht.

An duerfir och hei, mir ginn eise Lëtzebuerger Wee. Mir ginn dee Wee, dee sech bewäert huet. An et ass ganz vill hei virdru vun de Schnell- respektiv Autotester geschwat ginn. An all Neierung, déi een esou erabréngt an e Gesetz, déi ass natierlech mat Diskussioune verbonnen, och mat Schwieregkeete verbonnen. An do kann een och net all Eventualitéit virgesinn.

An ech hunn heiansdo d'Impressioun, dass Verschiddener vum villen Detailkucken d'Vue globale verluer hunn, dass se net méi gesinn, wat awer hei vu Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach ginn. An et kann ee sech natierlech mat deem Detail, deen och net onwichteg ass, ech wëll dat guer net soen, den Detail ass heiansdo och ganz wichteg. Et soll een awer net vergiessen, wat am Allgemengen do geschitt ass a wat dann awer hei vun Ëffnunge gemaach ginn. An deen Detail, dee kënnt, dat sinn Ëmsetzungsmanöveren oder Ëmsetzungskrittären, déi hei gemaach ginn.

Et soll een elo … Ech hunn eng Kéier e Sproch héieren, deen hutt Der bestëmmt och schonn héieren: „Besser ass den Doud vum Gutt." Also et soll een och net alles esou probéiere schlechtzerieden, dass ee seet: „Mir hätten et besser gemaach"; dann hätt een et warscheinlech och net gutt gemaach.

Bon, dat ass de Lëtzebuerger Wee aus der Kris eraus mat elo, dat ass jo vum Aarbechtsminister viru Kuerzem annoncéiert ginn, 5,7 Millioune Schnelltester, déi a Betriber wäerte verdeelt ginn. Et ginn der selbstverständlech och un den Horeca verdeelt. Déi si scho verdeelt, 500.000 Stéck. Natierlech kann een ëmmer bemängelen, dass et der net genuch sinn an dass dat awer e bësse kuerzfristeg ass. Mee ech gesinn hei e groussen Effort, deen och nëmme méiglech ass, well scho laang am Virfeld op déi Schnell- an Autotester gesat ginn ass. An déi Tester ..., et ass jo wéi bei allem, et ass wéi bei de Masken: Elo wëlle se alleguerten där Tester! Déi muss ee jo da laang am Viraus scho bestallt hunn, fir der iwwerhaapt elo ze kréien. Gradesou war et jo och bei de Masken.

An ech hunn dann och an der Press, am „Tageblatt", fir méi genau ze sinn, dëser Deeg gelies, dass, wat ee méi Autotester mécht, wat besser. Dat ass jo dann dee Wee, dee mer hei ginn. An duerfir hu mir eis fir eng Validitéit vun deenen Tester, fir an de Restaurant ze goen, vu 24 Stonnen dann och ausgeschwat. Jee, dat mag wuel deen een oder aneren iergeren, dee vläicht zwee Deeg hannereneen an de Restaurant wëllt goen. Mee mir wësse jo mëttlerweil, dass ab enger Infektioun d'Viruslaascht am Kierper no an no an d'Luucht geet. Do kënne 24 Stonnen och e groussen Ënnerscheed maachen, ob ee sech dann ustécht oder net. An duerfir solle mer eis déi 15 Minutten, déi um Enn en Autotest brauch, dann och huelen. Esou vill Zäit muss dat eis dann awer fir eis Gesondheet scho wäert sinn.

Eis Gesellschaft huet och ganz gutt zesummegehale bis elo. An ech géif hei och dovir warnen, fir all Diskussioun a Richtung Splécke vun der Gesellschaft ze féieren. Mir sollen hei wierklech net déi Jonk mat deene manner Jonken, ee géint deen aneren ausspillen. D'Schnell- an d'Autotester, déi erlaben eis e wichtege Schratt a Richtung méi Normalitéit. Mee menger Meenung no misste mer och e Schratt a Richtung eis Jugend maachen. Leider kënnen déi Jonk ënner 16 Joer nach ëmmer net geimpft ginn, well d'Etüden nach net do sinn. An duerfir géif ech et begréissen, wa mer kéinten op dee Wee goen zum Beispill, dass een deene Jonke gratis Autotester zur Verfügung géif stellen. Ech denken, dat wär e klenge Gest, deen net vermoosse wär. Et wär e Gest, fir ze weisen, dass mir als Gesellschaft ...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... hiren Effort an dëser schwéierer Zäit och géifen unerkennen an en ze schätze wëssen. Ech wollt dat der Regierung mat op de Wee ginn.

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- … dës Kéier d'Motioun och matstëmmen …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mir kucken emol, wéi eng Motioun dass mer ... Ech hunn d'Motioun nach net gesinn, Dir hutt se scho gesinn, Dir hutt se emol geschriwwen, ginn ech emol dovunner aus. Mir hu se nach net gesinn.

Wann ech scho bei de Jugendlecher da sinn, wollt ech och d'Schüler uschwätzen, well do gëtt et menger Meenung no eng Konfusioun. Sécher kommen do, wéi an Zukunft an de Restauranten, d'Autotester an den Asaz, mee d'Zil vun deenen Tester an der Schoul, dat ass et jo net, fir dass ee kann an de Restaurant goen, mee d'Zil ass do, fir dass ee kann a Presenzunterrecht, dass eis Schoule kënne weider fonctionéieren.

Mir wësse mëttlerweil, wéi wichteg dat ass, a mir wëssen och, wéi an anere Länner d'Schwieregkeeten do sinn, wou d'Schoule méintelaang zou waren. Bei eis waren et ganzer zwou Wochen ëm Chrëschtdag, wat e ganz groussen Effort vun eis bedéngt huet. War et méi laang, Här Baum?

M. Gilles Baum *(DP).*- Nee, zwou Wochen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et waren zwou Wochen, voilà. A wat mer wierklech gutt hikritt hunn, wou ech ganz frou sinn, dass dat esou geschitt ass.

A wann elo aus deem Test aus der Schoul kann en zertifizéierten Test ginn, wat ech jo elo hei héieren hunn, a wann dat de Mëtten an der Mëttesstonn konnt realiséiert ginn, da fannen ech dat e Schratt an déi richteg Richtung, dass do séier geschafft ginn ass, do séier sech adaptéiert ginn ass. A jiddweree muss jo och et fir méiglech kënne gemaach kréien, e Lernprozess ze maachen. A fir dass d'Leit sech dann och do kënnen organiséieren, fannen ech dat e Schratt an déi richteg Richtung.

Zum Schluss wollt ech nach op een Theema agoen, wat, wéi ech fannen, an dëser Debatt e bëssen ënnergaangen ass. Sécherlech, d'Ouverture vun de Restauranten an d'Strategie vun de Schnelltester, déi si wichteg, jo. Mee gradesou wichteg ass a mengen Aen och d'Méiglechkeet, fir sech elo kënnen dobaussen ze treffen, Musek ze maachen, dass et manner Restriktioune gëtt, fir am kulturelle Beräich eppes ze maachen, an natierlech och d'Méiglechkeet fir déi manner wéi 19-Järeg, déi si elo erëm kréien, fir Sport an hire Veräiner ze maachen. Dat ass eng grouss Ouverture, déi hei getätegt gëtt an dat ass eng Ouverture, déi ganz wichteg ass.

An deene leschte Woche konnte vill Veräiner just mat klenge Gruppe schaffen, wat mat sech bruecht huet, dass d'Veräiner hir Jugendekippen oft an e puer Gruppen hu missen opdeelen, fir kënnen ze trainéieren. Kanner, déi dann zum Beispill zweemol d'Woch Training haten, konnten esou awer nëmmen eemol d'Woch trainéieren an dann och nach nëmme just mat engem Deel vun hire Kolleegen. An do wëll ech heivunner profitéieren, e grousst Luef un déi Veräinsresponsabel an och un d'Traineren ze ginn, déi wierklech hei alles gemaach hunn, fir dass dat méiglech ass an déi hei e ganz groussen Engagement gewisen hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat hei ass e Schratt an déi richteg Richtung an deen ass nëmme méiglech, well mir eis hei d'Méiglechkeet vun deene flächendeckenden Tester ginn. Et ass alt erëm eng Kéier een Deel vum Lëtzebuerger Wee aus der Kris, e Wee, deen - ech soen et nach eng Kéier - sech absolutt bewäert huet, wa mer dat am Verglach mat all deenen anere Länner ronderëm kucken.

An ech wéilt hei eppes ophuelen, wat de Gilles Baum och gesot huet: Et ass awer och e Wee vum Vertrauen, op dee mer bauen, e Vertrauen, dass d'Leit dobausse responsabel mat dëse Mesuren ëmginn, esou wéi se dat bis elo och gemaach hunn, e Vertrauen och, dass se dëse Wee mat eis an engem positive Geescht ginn. D'Leit dobausse gesinn dëst Lockeren am grousse Ganzen als extreem positiv a si freeë sech och dorop. An amplaz sech iwwer alles hei opzereegen, wat net zu 100 % am leschten Detail, an der leschter Komplexitéit vum Fall gereegelt ass, solle mer déi positiv Méiglechkeeten, déi mer vu muer un hei kréien, gesinn an déi och dann notzen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An ech sinn der fielsefester Iwwerzeegung, dass de Gros vun de Leit, déi absolutt héich Prozentzuel vu sécherlech iwwer 70 % vu Leit, dat och esou dobausse gesinn. Déi gesinn déi positiv Säit vun dësem Gesetz an déi gesinn och déi positiv Säite vun dëse Méiglechkeeten, déi se hei erëm opgemaach kréien. An duerfir wäerte mir dëst Gesetz hei sécherlech matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. An nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zur Ofwiesslung geheien ech fir unzefänke kee Bléck op d'Infektiounszuelen, wéi dat bei de Covidriede jo esou üblech ass. Ech geheien e Bléck op eise Planéit, op deem 7,8 Milliarde Mënsche liewen an deenen hir Grondrechter zu engem groussen Deel beschnidde sinn. Vun deene 7,8 Milliarden hu 6,8 Milliarde mat Regierungen ze dinn, déi d'Grondrechter vun der Bevëlkerung massiv beschneiden, d'Biergerinnen an d'Bierger 24 Stonnen op 24 iwwerwaachen, der Press de Mond verbidden oder hir Kritiker drangsaléieren.

D'Pandemie huet dës Entwécklung an deene Länner nach verschäerft an deem Sënn, datt déi meescht Regierunge mat hire Covidmoossname wäit iwwert dat erausginn, wat een als verhältnisméisseg bezeechne kann.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu dësem Resultat kënnt den däitschen „Atlas der Zivilgesellschaft", dee kierzlech vum Hëllefswierk „Brot für die Welt" zesumme mam Netzwierk fir Biergerbedeelegung CIVICUS publizéiert ginn ass. Den Atlas enthält eng detailléiert Analys vun de Fräiheetsaschränkungen a praktesch alle Länner vun der Welt. D'Analys ergëtt, datt just 3 % vun de Gesellschaften als oppen a fräi bezeechent kënne ginn. Dat zielt fir 263 Millioune Mënschen. 9 % oder 719 Millioune Mënsche gi vun de Grondrechter hier als ageschränkt agestuuft. De ganze Rescht vun der Weltbevëlkerung gëllt carrement als ënnerdréckt.

Datt Lëtzebuerg och an der Pandemie zu deenen 3 % oppenen a fräie Gesellschafte gerechent gëtt, zeechent d'Politik vun eisem Land aus. An dës Klassiérung an der ieweschter Liga relativéiert och déi schaarf Kriticken un där enger oder anerer Moossnam, déi zu Lëtzebuerg a Kraaft ass an a Kraaft wäert bleiwen; Dir wësst, vu wat ech schwätzen.

Eise gudde Ranking am internationale Kontext vun de Grondrechter ännert awer natierlech näischt drun, datt mir eis no engem Joer Pandemie a méi bewosst musse bleiwen, datt liberticide Moossname weeder zur Gewunnecht däerfe ginn nach verharmloosst däerfe ginn. Duerfir si mer als Gréng wierklech frou, datt dës Haltung sech zu engem gudden Deel schonn an dësem Projet de loi zréckspigelt, well e vill Hiewelen a Beweegung setzt a Richtung Fräiheet an a Richtung Grondrechter, ouni de Gesondheetsschutz ze afferen.

E wichtege Schlëssel zu der Fräiheet ass natierlech d'Impfbereetschaft vun der Bevëlkerung. Op d'mannst esou wichteg ass awer och den Impfrhythmus, deen an de leschte Woche wierklech beschleunegt konnt ginn - dat ass positiv - mat der Rekordwoch 18, déi elo bekannt ginn ass, wou mer op ganzer 40.717 Dose koumen a wou zanter Mäerz keng Woch vergaangen ass, ouni datt mindestens 10.000 Dose verimpft gi sinn.

Ech mengen, datt een och emol iwwert déi positiv Aspekter muss schwätzen. Dat hei ass een dovun. Datt dësen Tempo bäibehale ka ginn, gëtt Grond zur Hoffnung. Et werft awer och eng Rei Froen op am Hibléck op d'Zukunft, op déi ech dann och am Numm vun der grénger Fraktioun kuerz wéilt agoen.

Jo, effektiv si mer an der Impfcampagne an der leschter Phas, der Phas 6 ukomm. An et gesäit och duerno aus, datt déi grouss Majoritéit vun den Impfberechtegte bis virum Summer geimpft kënne ginn. Natierlech beweegt dat haut scho vill Mënschen dozou, hoffnungsvoll op d'Summervakanz ze kucken a sech d'Fro ze stellen, ënner wéi enger Form en erhuelsamen Tapéitewiessel oder eng Rees bei d'Mier oder an d'Bierger iwwerhaapt wäert méiglech sinn, wuel wëssend, datt eng harmoniséiert europäesch Strategie nach ëmmer eng Illusioun bleift, leider.

Et ass grad an dëser Diskussioun, Dir Dammen an Dir Hären, mee och an aneren Diskussioune ronderëm den Ëmgang mat Grondfräiheeten a Grond-

rechter, wou een net vergiessen däerf, datt eng ganz Alterskategorie net esou séier an de Genoss vun der Impfung ka kommen. Ech schwätze vun de Kanner a Jonke bis 16 Joer, enger Alterskategorie, déi scho vill Affer huet misse bréngen an der Pandemie an och bei der Impfung eng weider Kéier de Kierzeren zitt.

An Däitschland gëtt dës Diskussioun schonn intensiv gefèiert a se schléit och schonn héich Wellen. De Grond ass, datt d'Bundesland Mecklenburg-Vorpommern decidéiert huet, den Tourismus just fir geimpfte Persounen opzemaachen. Famillje mat net geimpfte Kanner ginn deemno explizitt ausgeschloss.

Eng däitsch Journalistin schwätzt an deem Kontext vun engem Dammbroch vis-à-vis vun de Familljen. An et ass och richteg ze behaapten, datt grad d'Kanner, déi sech e Joer laang solidaresch gewisen hunn, heimat eng weider Kéier zu de Verléierer ginn. Esou eng Politik, Dir Dammen an Dir Hären, verdéngt zu Recht den Numm „kannerfeindlech". Domat stelle mir als Gréng ganz sécher net a Fro, datt déi Jonk aus medezinnescher Virsuerg bis op Weideres nach net un den Tour kommen, fir geimpft ze ginn, an datt nach e wéineg Gedold och an de Familljen néideg ass, bis d'Zouloossung fir Kanner medezinnesch séchergestallt ka ginn.

Argumenter wéi Vakanzen an anerer däerfen an deem Sënn net als Argument gëllen, fir d'Zouloossung vum Vaccin fir Kanner iwwert de Knéi ze briechen an d'Gesondheet vun de Kanner a Gefor ze bréngen.

A wann de Vaccin da bis do ass, da mussen och do eethesch Krittäre gëllen an da musse Kanner mat schwéiere Virerkrankungen de Virtrëtt kréien. Dat ass dat eent.

Dat anert ass, datt déi jonk Generatioun schonn haut ganz kloer Perspektive brauch, Perspektiven um Niveau vun oppene Schoulen a vun der Bildung, mee och Perspektiven, fir esou ze liewen, wéi et hire Grondbedierfnisser entsprécht, wuel wëssend, datt psychesch Stéierungen an Opfällegkeete bei Kanner exponentiell gewuess sinn. Et ass dramatesch, emsou méi, well net genuch Servicer existéieren, fir se en charge ze huelen.

Dat Liewen, wat de Grondbedierfnisser vun de Kanner entsprécht, muss also och ouni Impfung méiglech gemaach ginn. An duerfir begréisse mer ausdrécklech, datt nees méi Kontakter ënnerhalb an ausserhalb vun de Famillje méiglech ginn, och intergenerationell, datt den alternative Wocherhythmus am ieweschten Zyklus vum Secondaire ofgeschaaft gëtt an datt déi Jonk op déi Manéier nees all Dag zesumme kënne kommen an datt den organiséierte Sport fir Mannerjäreger mat dësem Projet de loi nees ouni Aschränkung erlaabt gëtt, zumindest op den Trainingen.

De Wäert vun de Selbsttester an de Schoule gëtt domat eng weider Kéier ënnerstrach. Dës Tester dénge jo dann net nëmmen dozou, fir Infektiounen an de Schoulen ze detektéieren an de Schoulsecteur um Dréien ze halen an hoffentlech och Premièresfeieren zouzeloossen, wéi zum Beispill déi, déi mat engem gudde sanitäre Konzept vun de Premièresschüler aus dem Stater Kolléisch ugefrot ginn ass. De Gilles Baum huet a senger Ried domat ugefaangen an d'Engagement vun deene Jonke gelueft. Ech ka mech deem Luef nëmmen uschléissen. Dee Mail war wierklech impressionnant.

D'Selbsttester, déi an de Schoule gemaach ginn, schützen och indirekt d'Familljen a maachen deene Jonken d'Dier nees op zum Sportstraining an de Veräiner, iwwert deen ech och e puer Wierder wéilt verléieren, well et eiser Meenung no eng ganz wichteg Ouverture ass. Och dat ass positiv. Mir sinn eis eens: Lëtzebuerg huet wierklech Efforte gemaach, fir d'Sportswelt och an der Pandemie eenegermoossen um Liewen ze halen. De Fokus louch allerdéngs beim Héichleeschtungssport, wärend et de Kanner a Jonken aus dem Breedesport wärend ville Méint souwuel u Beweegung wéi och u soziale Kontakter gefeelt huet.

Fakt ass awer, datt Jonker sech vu klengstem Alter u beweege mussen, fir gesond ze bleiwen, an net ze knapp. An et steet och fest, datt schonn déi Jéngst vill Kontakter an hirem sozialen Ëmfeld brauchen, engersäits fir hir eege Perséinlechkeet opzebauen, anerersäits awer och, fir sozial Kompetenzen ze entwéckelen. Am Fong geet béides mateneen.

Datt den organiséierte Sportstraining mat dësem Projet de loi fir Kanner a Jonker ouni Aschränkung opgeet, ënnerstëtze mer awer net just aus der Perspektiv vun der psychecher a kierperlecher Gesondheet vun der jonker Generatioun. Mir ënnerstëtzen dës Approche och aus dem Bléckwénkel vum Benevolat, wuel wëssend, datt vill éierenamtlech Mataarbechter a Mataarbechterinnen aus de Veräiner an der Pandemie u Kraaft verluer hunn, respektiv och d'Motivatioun verluer hunn, fir sech ze engagéieren.

Ginn dës Mënschen de Veräiner an de Federatiounen och am Endeffekt verluer, riskéiert den organiséierte Sport an enger existenzieller Kris ze landen. An dozou däerf et zu Lëtzebuerg net kommen, Dir Dammen an Dir Hären, woubäi een ni däerf vergiessen, an et gëtt ëmmer op en Neits betount op dëser Plaz, datt de Sport och e wichtege Facteur vun Inklusioun a vu sozialem Zesummenhalt ass an eiser multikultureller Gesellschaft. An ech sinn och frou, datt mer deemnächst eng Debatt kënnen iwwer Inklusioun am Sport féieren.

A Veräiner, déi no un enger Grenz ugesidelt sinn, enger Landesgrenz, kënnt derbäi, datt net nëmme Lëtzebuerger Residenten aktiv sinn, mee och Sportler, déi op där anerer Säit vun der Grenz liewen. Een, deen dës Diversitéit vu Klengem un a sengem Veräin erlieft huet, weess, wéi positiv se vum mënschlechen a vum soziale Standpunkt hier ass, emol ganz onofhängeg vum Sport. An dee weess dat dann och ze schätzen.

Fir der Sportswelt et méi einfach ze maachen, ass et an eisen Aen eebe grad wichteg a richteg, net nëmmen déi sophistiquéiert PCR- oder Schnelltester bei Kompetitiounen zouzeloossen, déi bis elo zougelooss waren, mee och déi manner opwändeg Selbsttester. Dat ass wierklech wichteg. Am initialen Text waren dës jo just fir d'Schoulen an den Horeca-Secteur gemënzt.

Selbsttester erliichteren d'Organisatioun vu Kompetitioune massiv, wuel wëssend, datt d'Kompetitioune sech net op laang Dauer op den Héichleeschtungssport däerfe limitéieren an op déi iewescht Divisioune wéi elo an och net op eng minimal Zuel vu Sportler, well do sinn der d'office vill ausgeschloss. Och am Breedesport si Kompetitioune wichteg, well se d'Motivatioun erhéijen, Sportler a Sportlerinnen aus ville Veräiner zesummebréngen, Talenter erausschielen a Fairplay vermëttelen, natierlech ënnert der Konditioun, datt ab véier Sportler, wéi d'Gesetz et virgesäit, zwee Meter Distanz kënnen agehale ginn. Mir wëssen, dat geet net iwwerall, et ass net iwwerall méiglech. Mee do, wou et méiglech ass, do lount et sech. Hei kann ee soen, datt am Verhältnis vu Risiko a Benefiss de Benefiss ganz kloer iwwerweit.

Net anescht ass et bei der Decisioun, nees Zuschauer zouzeloossen. Dat gëllt natierlech och fir de Kultursecteur, wou keng Kompetitioune gekuckt ginn, duerfir awer kulturell Produktiounen a Concoursen, wuel wëssend beispillsweis, datt de Concours des jeunes solistes huet missen ofgeblose ginn an dëst Joer wäert nogeholl ginn, hoffentlech, mat enger wierdeger Zuel vun Zuschauer.

Beim Wuert Zuschauer am Sport denkt een natierlech direkt un déi grouss Fussball-, Handball- a Basketmatcher, bei deenen d'Zuschauer fir Stëmmung a voll Keese suergen an den ieweschten Divisiounen. Déi ware jo méiglech.

Manner bekannt, awer net manner wichteg sinn d'Kompetitioune fir Kanner a Jonker. Wann ee weess, mat wéi enger Begeeschterung dës Evenementer oflafen, da weess een och, wéi wichteg et ass, datt d'Elteren, d'Geschwëster a Frënn als Zuschauer derbäi kënne sinn, och als ënnerstëtzend Zuschauer, virun allem bei deenen Allerjéngsten, woubäi ee sech muss froen, ob déi Allerjéngst iwwerhaapt un enger Kompetitioun wëllen deelhuelen, wa se net vun hiren Elteren oder anere Bezuchspersoune begleet däerfe ginn. An dobäi spille Kompetitiounen an der Entwécklung vun de Kanner keng onweesentlech Roll, jiddefalls soulaang wéi se net vu Leeschtungsdrock beherrscht ginn.

An engem Ëmfeld, wou een de Kanner genuch Réckhalt bitt, léiere se grad bei Kompetitioune souguer ganz vill, virun allem léiere se, fair a respektvoll mat Nidderlagen ëmzegoen - et muss een net ëmmer gewannen -, mat Nidderlagen ëmzegoen, ouni hire Selbstwäert opzeginn. Dës Kompetenz brauch all Mënsch e Liewe laang, mee nach laang net all Mënsch huet dës Kompetenz geléiert!

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- All dat ass ee Grond méi, fir d'Organisatioun vu Kompetitiounen onofhängeg vun Alter, Leeschtung an Zuel duerch den Asaz vu Schnelltester ze vereinfachen an Zuschauer zouzeloossen, wéi gesot, ënnert de sanitäre Reegelen.

An deem Sënn wéilt ech och dem Staatsrot dann awer Merci soen, datt en a sengem Avis derfir plädéiert huet, Selbsttester net nëmmen am Horeca-Secteur anzesetzen, mee och am Sport. An en huet sech och derfir agesat, d'Gültegkeet vun deenen Tester ze harmoniséieren.

Vu datt de Versuch vun der Regierung, dat hu mer jo och virdru matkritt, den Ëmgang mat Schnell- a Selbsttester ze reegelen, an der Kommissioun zu ville Froen an Diskussioune geféiert huet, wéilt ech och kuerz dorop zréckkommen.

Dee klengen Hickhack, wéi mer et dann nennen, mam Règlement grand-ducal an d'Interpretatiounsdivergenzen, déi drun hänken, schléissen ech elo emol aus, quitte datt déi Situatioun wierklech net ganz glécklech war. Et gëtt awer och eng Entschëllegung derfir: Et ass déi, datt ech wierklech iwwerzeegt sinn, datt jiddweree säi Bescht mécht, a mir wëssen och all, datt vill Responsabeler an de Ministèrë souzesoen op de Felge fueren an dat schonn zanter Méint. An duerfir geet et mir haut drëms, no vir ze kucken.

Esou zum Beispill an dem Horeca-Secteur, wou sech beim Asaz vu Selbsttester nach eng Hellewull vun organisatoresche Froe stellen. Och dat ass scho gesot ginn. Natierlech mussen déi geléist ginn. Mir wëssen awer och, datt d'Zopp ni esou waarm giess gëtt, wéi se gekacht gëtt. E gewëssene Pragmatismus ass hei net vu Muttwëll.

Une voix.- Ganz gutt!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- An deem Zesummenhang drängt sech dann och fréier oder spéider ganz sécher d'Fro op, ob déi kontrolléiert Selbsttester net zumindest fir e puer Stonne kéinte gëllen, dëst am Fall eeben och, wou se mat Numm, Datum an Auerzäit vun der Duerchféierung gekennzeechent sinn. Dat ass eng Méiglechkeet. Oder dann awer och schonn am Laf vum Dag digital vum Schoulpersonal erfaasst gi sinn, wann et sech ëm Kanner handelt. Ech hu virdrun eng Tendenz gesinn, déi dohi weist. Do besteet effektiv nach e gewëssene Klärungsbedarf, mee all Bedarf ka gekläert ginn.

Dat géif en onnéidegen a schwéierfällege Cumul un Tester, mee och eng Verschwendung vu Ressourcë jiddefalls verhënneren. An duerfir ass dës Approche ganz sécher eng Diskussioun wäert. Wéi gesot, eis Hoffnung ass grouss.

Net manner komplex ass dann awer och d'Diskussioun, déi um europäeschen Niveau geféiert gëtt an déi an den nächste Wochen och zu Lëtzebuerg geféiert muss ginn. Et ass d'Diskussioun ronderëm dee „gréngen Impfpass", wéi mer en dann nennen, dee kierzlech am Europaparlament och zur Diskussioun stoung an ëmmer méi konkreet gëtt.

Als Gréng ënnerstëtze mir déi europäesch Approche, well et ëmmer méi kloer gëtt, datt d'EU-Parlament d'Wichtegkeet vun esou engem Impfpass unerkennt, ouni datt den Impfpass awer zu enger Diskriminéierung vun Netgeimpfte féiert. Dowéinst ënnersträicht d'Parlament, datt niewent der Impfung och negativ Resultater vun zertifizéierten Tester an Informatiounen zu iwwerstanene Coronainfektioune musse gëllen. Do muss nach iwwert den Zäitpunkt diskutéiert ginn, wéi laang dat da wäert gülteg sinn.

Vun Ufank u war dat do eis Fuerderung, an de Marc Hansen huet sech och schonn dozou ausgedréckt; eise grénge Fraktiounskolleeg, net de Minister. An dat ass fir eis och effektiv dee richtege Wee. Zum enge geet et jo ëm d'Hierstellung vun de fundamentale Grondrechter, vun de Mënscherechter, déi an enger Demokratie garantéiert musse ginn. An zum anere geet et awer och ëm d'Valoriséierung vun der Impfung bei all deene Leit, déi dovu Gebrauch kënne maachen a solle maachen, ouni datt all déi aner benodeelegt ginn. Spéitstens wann all impfberechtegt Persoun um Tour war, muss dës Diskussioun geféiert ginn an d'Froe musse beäntwert ginn.

D'Gefor, datt en Overkill vun obligatoresche Moossnamen - Impfen, Testen an aneres - d'Wichtegkeet vun der Impfung relativéiert, ass dobäi net esou ganz onwichteg. Am schlëmmste Fall hält e Cumul vu Moossnamen d'Leit esouguer dovun of, sech iwwerhaapt impfen ze loossen, well se jo dovun ausginn, datt aner Moossnamen et och maachen.

Dat wier net nëmme kontraproduktiv, et géif déi ganz Impfstrategie eigentlech carrement a Fro stellen an d'Fro och opwerfen, ob de Staat iwwerhaapt un d'Impfung gleeft. Do kommen ech dann zum amerikaneschen Zenter fir d'Kontroll a Preventioun vu Krankheeten, dem US CDC, dee souguer schonn annoncéiert huet, datt d'Maskeflicht fir Vollgeimpfter net méi recommandéiert ass. Dat just als Info am Hibléck op zukünfteg Diskussiounen, wat net heescht, datt ech haut zu dësem Moment dës Fuerderung stellen. Ech wollt et just gesot hunn, fir datt ee weess, wéi an anere Länner domat ëmgaange gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, no dëser Zukunftsmusek kommen ech dann nees zréck bei dëse Projet de loi nach kuerz a wéilt der Regierung ofschléissend Merci soen, datt se heimat nei Weeër geet, virun allem well d'Schnelltester an d'Selbsttester méi wéi jee zum Droe kommen. No längerer Ulafzäit, dat muss ee wuel zouginn, fléisse ganzer 26 Milliounen Euro an d'Verdeelung vun esou Tester an domat an d'Grondrechter vun eiser Gesellschaft an och an hire Schutz, eng Approche, déi mir als Gréng vun Ufank u verteidegt hunn. Eleng dat ass e Paradigmewiessel, et ass awer och gläichzäiteg en Deel vun der Léisung.

Deen aneren Deel vun der Léisung läit bei de Biergerinnen a Bierger, déi virun allem am Privatberäich ëmsou méi Eegeverantwortung mussen iwwerhuelen, wat méi Leit aus verschidde Familljen sech begéinen, wuel wëssend, datt déi Zuel mat dësem Projet de loi méi héich däerf ginn. Am Privatberäich gëtt et jo weeder en Organisateur nach soss eng iwwergeuerdent Instanz oder eng Persoun, déi am Eck sëtzt an oppasst, déi fir de Respekt vun de Reegelen oder d'Kontroll vun de Selbsttester zoustänneg ass.

Zoustänneg ass all eenzelne Mënsch, deen net dovun ausgoen däerf, datt de Virus sech just beim Noper ophält. De Virus ka sech och an der eegener Stuff breetmaachen an an der eegener Stuff ustiechen. An deem Sënn hoffe mir als Gréng, datt d'Fräiheet, déi mat dësem Projet de loi och am Privatberäich méi grouss gëtt, ville Mënsche bewosst mécht, wat et geheescht huet an de leschte Méint, méintelaang och op dës Fräiheet ze verzichten.

A wann een da weess, datt iwwer 40 % vun den Infektiounen am Privatberäich stattfannen, da weess een och, datt et net nëmmen un der Regierung ass, fir de Wee an d'Fräiheet opzebauen. De Wee kann nëmmen zesummen entstoen, Dir Dammen an Dir Hären, andeems och all Eenzelne seng Verantwortung iwwerhëlt dobannen an dobaussen.

Ech kéim zum Schluss, natierlech mam Merci un de Mars Di Bartolomeo fir seng Gedold mat ongedëllege Membere vun der Kommissioun, zu deenen ech mech dann och haut zielen. Merci awer och fir dee gudde Rapport, deen natierlech ganz vill Opschloss ginn huet, quitte datt nach e klengen Erklärungsbedarf iwwregbleift. Mee dat mécht d'Saach och méi spannend. An domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Lorsché villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken dem Här Mars Di Bartolomeo e Merci fir säi Rapport. En hat haut emol besser Neiegkeete fir eis wéi all déi Wochen a Méint virdrun. Duerfir soe mer him nach speziell Merci.

(Interruption)

D'Regierung huet eng Rei Lackerungen am Covidgesetz festgeluecht, déi mer begréissen an zum Deel scho laang gefuerdert hunn. Virop wat den Horeca-Secteur-Betrib ugeet, déi hir Dieren elo bis owes 22.00 Auer däerfen opmaachen. Do si mir frou, datt d'Regierung eis Fuerderung opgegraff huet, déi mer scho virun enger Zäit hei gestallt hunn. Ech erënneren un eng deementspriechend Motioun, déi mer agereecht haten an déi net ugeholl gouf, wéi esou dacks.

Mir hätten och vill léiwer gesinn, wann et am Horeca keng zäitlech Begrenzunge méi géife ginn. Dat géif de Leit am Secteur et och méi liicht maachen, fir hir finanziell Verloschter e bëssen ze limitéieren. Dat ass awer net deen eenzege Kritikpunkt. Wéi esou dacks kommen awer zesumme mat deene puer Lockerunge leider ëmmer nees Restriktiounen derbäi, wat sech zum Beispill haut am Horeca-Secteur ganz gutt weist.

De 16. Mee soll dee ganzen Horeca-Secteur jo nees kënnen opmaachen. D'Regierung huet d'Gastronomen iwwerdeems awer obligéiert, d'Clienten, déi net op enger Terrass sinn, nëmmen ze zerwéieren, wa se e rezenten an negativen Test kënne virweisen.

Fir d'ADR feelt et dobäi erëm u Logik. Firwat gëtt dëse Secteur mat esou enger Teststrategie geplot - oder schikanéiert, kann een och soen -? Dëst an Zäiten, wou d'Infektiounszuelen erofginn a mer all Dag méi Geimpfter hunn. Virun der kompletter Schléissung vum Horeca-Secteur hate mer bei méi Infektiounszuelen a keng Geimpfte manner streng Reegelen am Horeca-Secteur.

Och op anere Plazen, wou d'Leit a vill méi enkem Kontakt sinn, Schëller u Schëller quasi, dobäi nach mateneen eppes drénken oder eppes schneeken, do gëtt keen Test verlaangt. An do ass et dann egal, ob déi Leit aus engem Stot sinn, Bekannter oder a reegelméissegem Kontakt sinn oder sech vollkomme friem sinn.

Och d'praktesch Ëmsetzung ass e grousse Problem. Et sinn net zu Enn geduecht, onrealistesch Approchen, mee hei leien och nach drënner juristesch Onkloerheeten a Geforen. D'Testprozedur an d'Kontroll musse gutt organiséiert ginn a koordinéiert ginn. Schliisslech muss d'Testresultat vum Schnelltest no enger exakt bestëmmter Zäit ofgelies ginn, fir datt et net zu engem verfälschte Resultat kënnt. A wat maachen d'Leit bis dohinner? Sti si da 15 oder 20 Minutten zesummen, fir op hiert Testresultat ze waarden? A wou, dobannen oder dobaussen?

Dobäi kënnt nach, datt déi sougenannte Schnelltester ganz ëmstridde sinn, well si jo offiziell wéineg zouverlässeg sinn. An da stellt sech nach d'Fro vum Suivi bei engem positive Resultat. Hei musse Leit Virschréften ëmsetzen, déi u sech keng Ermächtegung derfir hunn a keng legal Basis hu fir d'Exekutéiere vun esou Kontrollen, fir perséinlech a medezinnesch Donnéeën ze verlaangen an ze kontrolléieren.

Hei stelle sech esou vill Froen, déi hätte missen am Viraus gekläert ginn. Wat ass déi legal Basis derfir? Mee d'Regierung mécht ewell méi dacks Virschréften an zitt sech dann deels aus der Verantwortung

zréck. D'Verantwortung gëtt un anerer delegéiert, déi duerfir awer net outilléiert sinn.

Och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics begréisst, datt den Horeca-Secteur nees opgeet. Mee och si hannerfreet déi praktesch Ëmsetzung vun deenen neie Bestëmmungen a stellt berechtegterweis d'Fro, ob d'Horeca-Personal iwwerhaapt ermächtegt ass, dës Missioun auszeféieren. An dann ass nach ze soen, datt, trotz dëser strenger extraer Reegelung fir den Horeca-Secteur, hei awer nach all déi aner Moossname gëllen. Dobäi kënnt nach, datt och nëmmen däerfe véier Leit un engem Dësch sëtzen. Géife si sech doheem treffen, fir a Gesellschaft zesummen ze iessen, dierften awer méi Leit zesummekommen an dat ouni Test.

Dobäi goufen an dësen Etablissementer jo souwisou scho vill Moossname geholl, wéi d'sozial Distanz, Plexiglas, Maskeflicht an eng limitéiert Unzuel vu Gäscht un engem Dësch an esou weider. Am Horeca-Secteur ass et hei am Land och ni zu enger Infektiounskette komm, wat d'Regierung jo schliisslech selwer scho virum Horeca-Lockdown gesot huet. Si huet dobäi souguer preziséiert, datt et keng wëssenschaftlech Basis fir déi drastesch Entscheedunge géif ginn. Genau de Géigendeel gouf awer behaapt, wann et ëm Treffen a Besuch doheem gaangen ass. Et ass also reegelrecht de Geck mat de Leit gemaach ginn.

Och d'Horesca-Federatioun huet sech kritesch zu dëser Testflicht geäussert an huet generell d'Logik vun där Mesure a Fro gestallt. Och d'berodend Mënscherechtskommissioun huet sech an hirem Avis ganz kritesch dozou geäussert. Genau wéi d'ADR versteet och si net, firwat den Horeca-Secteur am Verglach mat deenen anere Secteuren a Plazen, wou Mënschen zesummekommen, esou vill méi streng gereegelt gëtt an dann awer nach, trotz obligatoreschem Test, plus all déi aner virgeschriwwe Moossname maache muss an dann nach owes um 22.00 Auer d'Dieren zoumaache muss, woubäi d'Gäscht jo nach éischter mussen erausgebiede ginn, fir dës Reegelung kënnen anzehalen.

De Secteur kritt dann emol fir den Ufank eng gewëssen Unzuel un Tester vun der Regierung gestallt. Wann dës awer bis opgebraucht sinn, wie kënnt da fir d'Käschte vun dësen Tester, zu där d'Regierung si jo verflicht, op? Fir e Schnelltest bezilt een 30 bis 35 Euro. Da gëtt et eng deier Pizza oder en deiere Kaffi, wann een dësen net kann oder net wëllt op der Terrass drénken.

Et wär dann net fair, wann den Horeca-Secteur alt nees benodeelegt géif an zousätzlech Käschten iwwerhuele misst, wat sech kloer op d'Rechnung vum Dagesgeschäft auswierkt. Wann d'Clienten dann d'Tester selwer musse bezuelen, féiert dëst zu Ongerechtegkeete géigeniwwer sozial schwaach opgestallte Persounen, an dem Horeca-Secteur bleiwen dës Clienten emol ganz sécher aus.

Der Madamm Gesondheetsministesch hirer Ausso no ass d'Regierung der Meenung, datt d'Schnelltester zu enger Gewunnecht sollte ginn an datt eis dës Tester hëllefen, fir aus der Kris erauszekommen. A wann de Schnelltest agesat gëtt, da soll d'Regierung och op d'Acteure lauschteren.

De Syndikat vun de Lëtzebuerger Apdikter huet zum Beispill d'Fuerderung un d'Regierung, fir bei den zertifizéierten Tester eng Gültegkeet vun 48 Stonne festzeleeën. Et huet nämlech de Virdeel, fir um Samschdeg en Test ze maachen, deen och nach sonndes gülteg bleift.

Mir als ADR sinn awer net averstane mat der Regierung hirer Approche. Och ënnert dem Aspekt vun der Rechtsstaatlechkeet an dem Schutz vun de Perséinlechkeetsrechter ass dëst net ze vertrieden.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Mat esou Obligatiounen a Moossname ginn de Patron an de Salarié zu engem staatlechen Agent, beoptraagt, fir de Bierger ze kontrolléieren, a kréien domat Zougang zu perséinlechen, medezinneschen Informatioune, op déi se da reagéiere mussen. Fir d'ADR kann dat net dee richtege Wee sinn.

D'ADR seet kloer Neen zum obligatoreschen Test am Horeca-Secteur. Mir hätten déi Testflicht ewechgelooss. Dëst ass och esou komplizéiert an onduerchsiichteg. Mir hunn an der Kommissioun Stonnen iwwert dës Thematik kontrovers diskutéiert. A wéi sollen d'Leit dobausse sech an dësem Labyrinth erëmfannen? Dat wäerten nach vill Diskussiounen dobausse ginn.

A speziell déi méi kleng Restaurante wäerte sech net kënnen un dës Reegelung halen. Hei stellt sech d'Fro vun der Infrastruktur a vum Personal. An do derbäi hunn d'Leit aus dem Beruffsliewen, wat jo hir Clientë sinn, mëttes net all Zäit vun der Welt, wa se e Plat du jour wëllen iessen. An ech mengen, och am anere Fall muss jiddweree geschwënn, jee nodeem, wou en iesse geet, all zweeten, drëtten Dag en Test maachen. Och aner Beruffer hu jo net déi Zäit, fir sech all zweeten, drëtten Dag engem Test ze ënnerzéien.

Mir sinn awer selbstverständlech dermat averstanen, wann d'Personal d'Méiglechkeet kritt, sech reegelméisseg ze testen, wann d'Personal dat wëllt. D'Fräiwëllegkeet muss respektéiert ginn.

Da stellt sech nach d'Fro: Am Fall, wou e Gastronomiebetrib sech net kann un dës nei gesetzlech Bestëmmungen halen, huet en da weider Urecht op déi finanziell Hëllefen?

Nach ee Wuert zu de Schnelltester: Hei hat ech schonns den 18. Mäerz hei gefrot, datt misst un enger Prozedur geschafft ginn, wéi déi zum Asaz komme respektiv gehandhaabt ginn. Hätte mer esou eng Reegelung gehat, dann hätte mer elo net an engem Hauruckverfaren dëst missen iwwert de Knéi briechen.

Och an der Educatioun stelle mer den Notze vun de Schnelltester staark a Fro. Zanter der Rentrée no der Ouschtervakanz mussen d'Schoulkanner sech am Alldag engem Covidschnelltest ënnerwerfen. Vu datt déi Tester jo bekannterweis deels onzouverlässeg sinn an Zäit kaschten, hu si doriwwer eraus besonnesch Kanner mat engem falsche positive Resultat enger enormer psychologescher Belaaschtung ausgesat. E positiven Test bedeit fir de betraffene Schüler, fir seng Elteren, fir d'Léierpersonal an och fir d'Direktioun vum Gebai ëmmer eng zäitlech a psychologesch Zousazbelaaschtung.

D'Kanner gi kuerzfristeg am Fall vun engem positiven Test aus hirem Ëmfeld gerappt, d'Eltere mussen hir Aarbechtsplaz méiglecherweis kuerzfristeg verloossen an et ka kee soen, wéi schwéier de Krankheetsverlaf wäert ausfalen. Hei hu mer eng parlamentaresch Fro gestallt, wéi d'Regierung de Fait veräntwert, datt d'Leit an de Schoulen a besonnesch d'Kanner deem Stress elo nach potenziell duerch e falsche positiven Test kënnen ausgesat ginn. Hei kann ee sech froen, ob eng Ofwägung vum medezinneschen Notzen an der psychescher Belaaschtung virgeholl ginn ass. Zousätzlech muss ee sech froen, ob d'Schnelltester iwwerhaapt gëeegent sinn, fir vu Kanner duerchgefouert ze ginn.

Ech kéim och nach gär op d'Problematik ze schwätzen, datt jee no Beräich ënnerschiddlech Reegele fir d'Covidtester gëllen. D'Gültegkeetsdauer vum Schnelltest gëtt fir Wettkampfsportler beispillsweis anescht bewäert wéi fir Restaurantsgäscht. Och gëtt de Selbsttest fir den Horeca-Secteur unerkannt, mee gouf net fir de Sport virgesinn.

Alles an allem ass et eng eenzeg Usammlung vu Reegelen, déi inkohärent an onlogesch sinn. Esou huet d'CHFEP och ganz Recht, wa si nieft den Onkloerheeten a Problemer fir den Horeca-Secteur och déi widerspréchlech Haltung vun der Regierung hannerfreet, déi si ënner anerem bei de Polizebeamten anhëlt.

D'Regierung ass net gewëllt, de Policebeamten d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech prioritär impfen ze loossen, wa si dat wëllen. Op där anerer Säit wäicht d'Regierung bei der Policeschoul vun den allgemenge Moossnamen awer of. Esou sollen dës Reegelunge bei sportlechen Aktivitéiten am Kader vun der polizeilecher Grondausbildung a fir déi vun der Policeschoul ugebuede Weiderbildung net beuecht ginn. D'Policeschüler an der Ausbildung mussen en negativen Test virweise kënnen, fir un den Übunge vun der Policeschoul deelzehuelen. Hei gëllt d'Fräiwëllegkeet also net!

Emol dovunner ofgesinn, datt déi Tester an eisen Ae keng Obligatioun däerfe sinn, wat geschitt, wann e Policestagiaire sech net wëllt teste loossen? Däerf dee seng Ausbildung dann net maachen?

E weidere Punkt, dee fir d'ADR vun Ufank un net akzeptabel an net ze rechtfertege war, ass d'Ausgangsspär. Wat d'Ausgangsspär ugeet, déi mir ofschafe wëllen, déi awer am Gesetzestext bäibehale gëtt, an elo vun Hallefnuecht bis moies fréi gëllt, do bleiwe mir derbäi, datt de Couvre-feu en Agrëff an eis Beweegungsfräiheet duerstellt an domadder en elementaart Grondrecht vun eiser Verfassung verletzt.

Dovun emol ofgesinn, kënnt et ëmmer erëm vir, datt e Member vun der Famill oder Frënn kuerzfristeg Bäistand brauchen. Wat mécht een, wann een engem hëllefe wëllt an net virum Ufank vun der Ausgangsspär doheem ass? Oder wann déi Hëllefsstellung geschitt wärend der Ausgangsspär? D'berodend Mënscherechtskommissioun ass ganz op eiser Linn, wa si an hirem Avis den Ofbau vu Restriktioune begréisst, awer kritiséiert, datt et sech ëmmer nach ëm e staarken Agrëff an déi individuell Fräiheeten an d'Mënscherechter handelt, deen dozou och nach net genuch begrënnt ass.

Grad wéi d'ADR schwätzt si sech och géint d'Ausgangsspär aus a weist drop hin, datt dës besonnesch op Mënschen an Noutsituatiounen negativ Auswierkungen huet.

Dann nach e Wuert zum Alkoholverbuet am ëffentleche Raum. Grad bei deenen neie Reegelungen, de klammenden Zuele vu Geimpften a vun de falenden Zuele vu positiv Getesten, mécht dëse Verbuet eiser Meenung no kee Sënn a misst opgehuewe ginn. Schlussendlech ass dat jo och en Agrëff an déi perséinlech Fräiheeten. Natierlech muss dat geschéien ënnert dem Respekt vun de sanitäre Reegelen.

D'Regierung vermëttelt ëmmer nees, datt hir Entscheedung an hir Moossname Friichten droen, sech positiv op d'Covidzuelen auswierken an erfolleg räich sinn. Mir gesinn en Hin an Hier a vill widerspréchlech an onlogesch Moossnamen. Iwwerzeegend ass dat net! Doriwwer eraus kritt een ëmmer méi d'Gefill, datt ee sech un esou abstrus Virschrëften op Dauer och nach gewinne soll.

Mir als ADR bleiwen derbäi, datt d'Restriktiounen ze wäit ginn an datt d'Aschränkunge vun de Grondrechter mussen opgehuewe ginn.

Mir ënnerstëtzen als ADR déi fräiwëlleg Impfunge géint de Covid a freeën eis, datt déi Impfungen elo méi séier virugi wéi am Ufank. Mir verlaangen awer och eng komplett Transparenz am Beräich vun den Niewewierkungen. Eist Zil ass a bleift, fir dat normaalt Liewen hei am Land nees hierzestellen, soubal dat sanitär méiglech ass.

Mir däerfen eis net un den Ausnamezoustand gewinnen. D'Leit ginn déi Restriktiounen ëmmer méi midd an eis Gesellschaft an eis Ekonomie hunn enorm gelidden. Zum normale Liewe gehéiert och de Sport inklusiv de Mannschaftssport an och weider Erliichterunge fir d'Museks- a kulturell Veräiner. Dorobber wëll ech awer elo net agoen, soss leeft meng Zäit mer fort.

Mir erënneren och drun, datt eiser Iwwerzeegung no all d'Hëllefen u Betriber mussen esou laang ausbezuelt ginn, wéi de Staat de Betrib drun hënnert, fir ënner normale Konditiounen ze schaffen an ze fonctionéieren.

Här President, mir als ADR bleiwen der Linn trei, déi mer vun Ufank un haten. Mir si géint d'Aschränkunge vu Grondrechter a bleiwen dowéinst bei eisem Neen zu dësem Covidgesetz. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Villmools merci, Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- O!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Guer kee Problem. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech hunn am Géigesaz zu all menge Virriedner e ganz grousse Privileeg. Et ass nämlech deen, datt ech dës Kéier fir d'lescht iwwert d'Covidgesetz schwätze muss. Ech fäerten, datt dat e Privileeg ass, deen net vu jiddwerengem heibanne ka gedeelt ginn, net nëmmen, well ee 14-, 15-, 16-mol iwwer awer en änlechen Text schwätzt, deen ufänkt, sech selwer ze widderhuelen a manner originell ze ginn, mee well och déi Kriticken, déi een dann äussert, och riskéieren, sech ze widderhuelen.

Ech wéilt awer ufänke mat engem Merci, net onbedéngt un de Rapporter, well wann een dem Rapporter Merci seet fir säin exzellente Rapport, da mengt een eigentlech d'Chambersverwaltung. An der Chambersverwaltung, mengen ech, gehéiert och an deenen allerallermeeschte Fäll dee grousse Merci zougeschwat.

Ech wéilt awer vill méi dem President vun der Santéskommissioun Merci soe fir déi Aart a Weis, wéi en an deene leschte 15 Méint dës Kommissioun geleet huet a wéi en et fäerdegbruecht huet, opgrond vun oder trotz deene wierklech divergente Point-de-vuen, déi mer op ville Froen haten, d'Diskussioun ze leeden a se esou ze leeden, datt et éierbar war an datt och d'Oppositioun d'Méiglechkeet hat, zumindest eenzel Punkten och, bei deene se net averstane war, kënnen anzebréngen. An ech mengen, wann dat net déi Persoun gewiescht wier, datt der Regierung nach esou munch Texter ëm d'Ouere geflu wieren.

Madamm Presidentin, mir hunn hei en Text, dee liicht Ouverturen a verschiddene Beräicher proposéiert opgrond vun enger Situatioun, déi sech effektiv liicht verbessert huet an deene leschte Wochen.

Op där enger Säit hu mer Neiinfektiounen, déi konstant weider erofginn, déi mat Ausnam vun e puer Deeg am Januar esou niddreg si wéi zënter dem Enn vum Summer net méi. Mir hu Resultater vum Ofwaasser, déi éischter positiv sinn. D'Situatioun an de Spideeler ass zwar nach ëmmer ugespaant, och grad doduerjer, datt méi Jonker elo am Spidol si respektiv eng Intensivbehandlung brauchen, mee mer sinn awer och an de Spideeler an enger Situatioun, déi zumindest nach gerabel ass. A virun allem komme mer awer bei engem leschten a wichtege Punkt gutt virun, nämlech beim Impfen. 30 % vun der Populatioun hunn hir éischt Impfung kritt a ronn 12 %, dat heescht all aachte Mënsch hei zu Lëtzebuerg, huet eng komplett Impfung kritt. An dat, wat am Moment vun Zuele virläit fir déi nächst Wochen, léisst och drop schléissen, datt effektiv jiddereen hei zu Lëtzebuerg virun der grousser Vakanz kann zumindest eng éischt Impfung kréien.

A mer mierken och un den Zuelen, datt impfen hëlleft an impfe wierkt. Den Taux (veuillez lire: Den Taux d'infection) vun deene Leit iwwer 60, also déi, déi jo dann entweeder eng komplett Impfung hunn oder awer schonn zënter längerer Zäit eng éischt Impfung hunn, geet konstant zréck. An dat kann een deeglech quasi un de Rapporte vun der Santé mierken. An och duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt de Message weidergeet, datt déi Impfung wierklech ee vun den Haaptbestanddeeler vun der Sortie de crise ass.

Dat heescht, mir hunn eng Tendenz an dësem Gesetz vu liichten Ouverturen, a mir begréissen dat. Dat muss ee soen. Mir begréissen d'Ouverturen am Horeca-Beräich, Sport, Kultur. Mir begréissen och d'Ouverturen am Privaten. De Couvre-feu ass net ofgeschaaft, e gëtt méi kuerz. Mee et kann ee soen, et ass eng Tendenz, déi no méi Oppenheet jäizt, an dat ass och richteg esou. An dee Prinzip begréisse mer.

Mee wa mer dann awer an den Detail ginn, dann héiert een och vu Majoritéitsvertrieder wéi dem Rapporter, eng Kuelebootsch Froe géife sech stellen. Dat Wuert „Kuelebootsch" hunn ech virdrun net kannt, dat ass mer nei. Ech ka mer awer ongeféier virstellen, wat domadder gemengt ass. D'Vertriederin vun de Grénge huet et „Hickhack" genannt, an ech mengen, datt do och ee vun de gréisste Problemer bei dësem Text läit, nämlech datt nach ëmmer de Package vun deene verschiddene Mesuren, déi sollen aneneegräifen, net stëmmt, net kohärent ass, firwat mer dësen Text och net wäerte matstëmmen.

Dat heescht, dee Spagat tëschent d'grondleegend Fräiheetsrechter ze garantéieren oder esou mann wéi méiglech anzeschränken op där enger Säit an op där anerer Säit d'Grondrecht op Gesondheet, dee Spagat, menge mer, datt deen an deem Package, dee mer virleien hunn, nach ëmmer net gewärleescht ass op eng Aart a Weis, déi fir eis als Lénk zefriddestellend wier.

Duerfir wëll ech elo am Gesetz op virun allem zwee Punkten agoen; zwee Punkten, iwwert déi an deene leschten Deeg ganz vill geschwat, geschriwwen an och nogeduecht gouf; zwee Punkten, déi och, mengen ech, déi Haaptpunkte sinn an dem Avis vun der Mënscherechtskonventioun, dee schonn e puermol virdrun zu Recht zitéiert ginn ass.

Éischtens, d'Ouverturen am Horeca-Beräich, wou et vun zwee op véier Leit eropgeet dobaussen, wat relativ onproblematesch ass. A méi problematesch gëtt déi Reegelung, déi fonnt ginn ass fir véier Leit dobannen. Dat geet nämlech just ënner Konditiounen, nämlech entweeder e PCR-Test, deen ee virweise muss, oder awer e Schnelltest a sengen zwou Formen, entweeder een, deen een an der Apdikt maache gelooss huet an deen engem zertifiéiert gëtt, oder eeben en Autotest, deen een en présence vum Wiert oder vum Salarié vum Wiert da virun oder an der Entrée vum Bistro oder Restaurant maache soll.

An ech soen et net gär, mee de Claude Wiseler huet mer virdru wierklech zum Deel aus dem Häerz geschwat, well effektiv deen Hickhack, dee mir haut an deene leschte Stonnen erlieft hunn, ech muss lech soen, ech ka mech net erënneren un eppes, wat comparabel gewiescht wier, an dëst awer am Mount 15 vun der Pandemie.

Haut de Moien hu mer en neie Règlement grand-ducal geschéckt kritt géint néng Auer. Doropshin hu mer da géint hallwer zwielef Recommandatioune fir den Horeca-Beräich geschéckt kritt, déi mer eigentlech awer scho fir moies hätte solle kréien, versprach kruten. A kuerz virun der Sëtzung ass dann nach eng Kéier aus deem Règlement grand-ducal ee wichtegt Element erausgeholl ginn, soudatt déi Recommandatiounen, opgrond vun deenen den Horeca-Beräich dann elo iwwermuer soll opmaachen, eigentlech och caduc sinn an d'Tënt, de Pabeier net méi Wäert sinn, op deem se geschriwwe ginn sinn. À tel point, datt esouguer dee vu mir virdrun esou gelueftene Rapporter Mars Di Bartolomeo a sengem Rapport Saache gesot huet, déi einfach net méi stëmmen. À tel point, datt deen alen Hues mat der erofgeloossener Box dostoung, een Ubléck, dee sécherlech net schéi war.

(Interruptions)

D'Fro stellt sech natierlech vun der Responsabilitéit, der Responsabilitéit, déi de jeeweilegen …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Du has Punkte guttgemaach, mee déi hues de alleguer erëm verluer.

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- D'Fro stellt sech vun der Responsabilitéit vum Wiert respektiv vum Salarié, well opgrond vun deenen Tester ..., respektiv wann een déi Tester net gemaach huet an et zerwéiert een awer een am Restaurant oder am Bistro, riskéiert een eng zimmlech hefteg Strof. Do si ganz vill Froen, déi, mengen ech, nach net gekläert sinn.

An d'Fro oder dat, wat ech schlëmm fannen, ass net, datt, wann een esou Mesuren ergräift, net bis an dat allerleschten Detail vu vireran alles ka gekläert sinn. Mee dat, wat mech awer erféiert, ass, datt mer zënter dräi Méint driwwer schwätzen, datt mer eng Schnelltestestrategie brauchen. A wann een déi Strategie dann huet, a menger Meenung no hätt een déi

virun engem, zwee Méint scho missen hunn, zumindest wëssen, wouhinner et geet, da muss ee kënnen iwwert d'Ëmsetzung schwätzen. Wéi setze mer dat ëm? An net Stonne respektiv Minutte virum Vott an der Chamber. Dat ass net seriö geschafft. Dat ass aus der Hëft geschoss, wéi mer esou dacks an dëser Pandemie et scho vun dëser Regierung erlieft hunn. An dat ass a mengen Ae ganz einfach net seriö. An dee Virworf, dee musst Der Iech einfach gefale loossen, well dat hu mer alleguer haut de Moien erlieft.

Ech erënneren drun, viru sechs Wochen - an esou vill zu aus der Hëft schéissen - huet et nach geheescht, datt den Horeca-Beräich soll e Regëster féiere vun deene Leit, déi sech dann androe mussen. Och do hate mer schonn dee geschriwwenen Text doleien, 24, 48 Stonnen drop ass komplett drop verzicht ginn. Dat heescht, dat ass real erlieftenen Hickhack ronderëm Ouverturen, mat deene mer am Prinzip averstane sinn a wou een awer feststellt, datt se finalement net duerchduecht sinn oder eréischt op den allerallerleschte Stëppel duerchduecht ginn.

Scho virun zwielef Méint hunn ech hei op der Tribün gesot, datt onofhängeg dovunner, wéi eng Mesuren ee wëllt ergräifen, d'Regierung elo scho mat der Chamber zesumme soll kucken, fir d'Mesuren ze benennen a se le moment venu, wa mer se brauchen, da kënnen aus dem Tirang ze huelen an ze applizéiere mat där gréisstméiglecher Rechtssécherheet. Ech bedaueren, datt dat bis Stand haut net vun der Regierung gemaach ginn ass.

En zweete Punkt, iwwert deen och ganz vill geschwat ginn ass an dësem Gesetz, ass d'Verréckele vum Couvre-feu vun eelef op zwielef Auer. D'Mënscherechtskonventioun ..., an ech ginn net méi op deen Avis an, well do steet eigentlech alles dran, wat ee soe muss.

Wat mech awer wierklech an deene leschten Deeg nach eng Kéier erféiert huet, dat ass, wéi ech mech drun erënnert hunn, wéi de Premierminister virun dräi Wochen hei stoung an eis aus der Oxford-Etüd net zitéiert huet, mee paraphraséiert huet, dat wat verschidden däitsch Politiker och gemaach hunn, nämlech ënner anerem, datt de Couvre-feu méi effikass wier wéi Schoulschléissungen an hie wier géint Schoulschléissung an déi, déi de Couvre-feu a Fro stellen ..., quasi domadder suggeréiert, wéi wann déi da fir Schoulschléissunge wieren. Wat falsch ass.

Elo ass et awer esou, datt d'Auteure vun där Oxford-Etüd sech zu Wuert gemellt hunn a sech verwieren a verbidde géint déi politesch Interpretatioun, datt nämlech de Couvre-feu effikass wier. Dogéint verwiere se sech! An ech fannen dat awer scho remarkabel, datt grad déi Etüd, wou d'Auteure sech elo géint déi politesch Interpretatioun wieren, hei nach ëmmer zitéiert gëtt.

Par contre gëtt et awer eng Etüd vun enger hessescher Universitéit vu Gießen, déi éischtens vill méi no bei eis ass, mee déi dee grousse Virdeel huet, datt se Landkreiser, Dierfer, déi quasi niewentenee leien, matenee verglach huet. Déi eng haten de Couvre-feu, déi aner net. An déi kommen zur Konklusioun, datt den Impakt vum Couvre-feu nuets op d'Neiinfektioune quasi null ass, op jidde Fall géint null tendéiert. Ech mengen, datt dat awer och eng wichteg Donnée ass, wann et ëm esou eppes Essentielles wéi Grondfräiheete geet.

En plus ass et esou, wann een de Couvre-feu méi kuerz mécht, wat och säi potenzielle sanitären Impakt manner grouss gëtt. Dat heescht, d'Absurditéit vum Couvre-feu gëtt méi grouss, wat een d'Zäit méi kleng mécht, op jidde Fall als sanitär Mesure.

An ech mengen nach ëmmer, datt dat eng vun deene fundamentale Grondfräiheeten ass, datt e Mënsch sech kann ouni Ugab vu Grënn fräi beweegen.

Dat, wat mech och schockéiert huet ronderëm dee Couvre-feu, ass, datt een d'Gefill net lassgëtt, gradesou wéi bei enger anerer Mesure, dem Alkoholverbuet am ëffentleche Raum, datt et ganz wéineg ëm eng sanitär Mesure geet, mee datt et ganz vill ëm Aussepolitik geet. A wa Grondrechter op eemol zum Negociatiounsspillball vun Aussepolitik ginn, da sténken d'Lompen, mengen ech, gewalteg!

Madamm Presidentin, meng Zäit leeft mer nach méi séier dovunner, wéi ech scho geduecht hunn, duerfir wëll ech just nach op dräi Aspekter awer vläicht kuerz agoen. Dat Éischt ass d'Impfen. Do hunn ech en Desaccord mam Claude Wiseler. Och dat gëtt et. Ech mengen nämlech net, datt opgrond vun der Impfung iergendeng Form vun ënnerschiddlecher Behandlung fir d'Leit däerf doraus entstoen. An do ënnerstëtzen ech d'Positioun, déi d'Regierung bis elo op jidde Fall nach ëmmer hat. An ech hoffen, datt se déi och bäibehält.

Et dierfe keng Privileegie vu kenger Natur fir déi Leit entstoen. Ech mengen ..., an ech soen dat als een, dee sech fräiwëlleg mat AstraZeneca och impfe gelooss huet, an ech mengen och, datt d'Impfe wichteg ass a warscheinlech deen effikasste Wee fir erauszekommen. Ech mengen awer, datt d'Grondrechter, am Géigesaz zu deem, wat de Claude Wiseler gesot huet, d'Grondrechter applizéiere sech individuell, mee et si Kollektivrechter. Si sinn net deelbar. Grondrechter si keng Grondrechter, wa se just fir eng Kategorie vu Leit sinn. Grondrechter gëlle fir all Mënsch.

An duerfir mengen ech, wa mer alleguer aus der Kris wëllen erauskommen, musse mer och déi selwecht Bedingunge fir alleguer d'Leit hunn an net Privileegien oder méi Rechter fir déi eng Zort vu Leit a manner Rechter fir déi aner. Ech mengen, datt dat net geet, besonnesch, besonnesch wann ee weess, datt mer nach ëmmer an enger Mangelsituatioun sinn. Mir hunn net genuch Impfstoff, fir d'Leit alleguer ze impfen! A wie géif ënner esou enger Situatioun am meeschte benodeelegt ginn? Dat wieren déi, déi bis elo am meeschte verzicht hunn, nämlech déi Jonk, déi als Allerlescht drukomme beim Impfen, woubäi souguer ënnert deenen ënner 16-Järege bis elo och nach net 100%eg gekläert ass, ob se wäerten drukommen, op jidde Fall zu enger räsonabeler Zäit wäerten drukommen.

An ech mengen, si sinn déi, déi am meeschte verzicht hunn. Ech weess net, wéi et Iech gaangen ass, mee déi Zäit, wéi ech 17 war bis 22, dat ware meng flottste Joren. Do hunn ech déi flottste Saachen erlieft, mënschlech Erfarunge gemaach vun aller Zort, libidinéis Erfarungen, déi wonnerbar waren. An alles dat ..., dorobber hu Jonker misse verzichten. An dat, mengen ech, verdéngt och eise grousse Respekt. A mir sollen net dividéieren tëschent Leit, déi geimpft sinn, a Leit, déi net geimpft sinn, respektiv Leit, déi sech nach net hu kënnen impfen.

Madamm Presidentin, ech hunn nach dräi Säiten Text, ech maachen dat awer net. Et wier nämlech e bëssen e Versuch gewiescht, en Ausbléck ze maachen op déi nächst Méint, an e Versuch vun engem Réckbléck op déi lescht 15 Méint. An Der aant et schonn, dat géif warscheinlech méi laang daueren, duerfir wëll ech zum Schluss vläicht just ee Gedanken nach developpéieren.

Mir wäerten dee Coronavirus net lassginn. Dorunner gleewen ech net. Bon, d'Wourecht wäert eis herno an een, zwee Joren weisen, ob ech Recht hunn oder net. Mir wäerte mat em liewe mussen. Et wäerten och an Zukunft warscheinlech nach Leit um Coronavirus och zu Lëtzebuerg stierwen. An ech mengen, datt mer eis ganz gutt, d'Chamber sech ganz gutt iwwerleeë soll, wéi mer eng strukturéiert Sortie kréien aus all deene Coronamesuren, wëssend, datt de Virus net verschwanne wäert.

Déi Geste-barrièren, un déi mer eis halen an och hale sollen an déi wichteg sinn, och déi musse mer iergendwann eng Kéier kënnen opginn. Dat gëtt e ganz, ganz schwéieren Exercice, deen net evident ass, dee fir kee Mënsch, mengen ech, wäert evident sinn, fir keng Regierung an och fir kee Parlament.

Ech mengen awer, datt mer dat mussen denken. An ech géif wierklech d'Chamber invitéieren, an deenen nächste Wochen a Méint sech genau doriwwer Gedanken ze maachen, well dat ass d'Grondlag derfir, datt mer erëm eng Kéier kënnen zu enger gewëssener Normalitéit zréckkommen.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

Une voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Här Baum, erlaabt mer, Iech haut e besonnesche Merci ze soe fir dës Ried. A mir hu ganz gären déi puer Minutte méi laang nogelauschtert. Merci fir Äre leschte Message a merci fir déi engagéiert Rieden hei zu deene leschte Covidgesetzer.

Une voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Als nächsten ageschriwwene Riedner - en ass scho prett - ass et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, ech ginn Iech d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Rapporter, de Mars Di Bartolomeo, an natierlech, esou wéi de Marc Baum dat virdru gesot huet, och un d'Chamberpersonal, wat de Mars Di Bartolomeo dobäi ënnerstëtzt huet fir dee Rapport, dee wierklech mat waarmer Nol gestréckt gouf, well nach de Moien déi lescht Ännerungen awer dru virgeholl goufen. An do si mer dann och schonn dobäi.

D'epidemiologesch Situatioun verbessert sech an d'Mënsche sollen eng Rei Fräiheeten zréckkréien. Eng éischt Mesure, déi eis ganz besonnesch freet, ass d'Eropsetze vun der maximaler Unzuel vun de Persounen, déi sech am Privaten dierfen treffen. Net méi zwou, mee véier Persoune kënnen invitéiert ginn. A falls et een eenzege Menage ass, deen op Besuch kënnt, och emol méi. Dat war e wichtege Schrëtt. Mir soten et schliisslech hei och schonn e puermol: D'Limitatioun, déi bis elo gegollt huet an et de Leit just erlaabt huet, maximal zwou Persoune bei sech ze empfänken, dat war eng Limitatioun, déi virun allem d'Familljе mat klenge Kanner disproportional getraff huet.

Duerfir begréisse mer elo, datt déi nei Reegel d'Kompositioun vun den Haushalter berücksichtegt, esou datt Familljen oder Frënn, déi zesumme liewen an doweinst dann och sech zesumme wëlle gesinn, kënnen eng gemeinsam Visitt maachen, och wa se zu méi wéi véier sinn.

Mir freeën eis och, datt et Lackerunge fir d'Rassemblementer gëtt an d'Leit esou d'Méiglechkeet kréien, nees u méi groussen Evenementer deelzehuelen, wann et dann ee vun der Santé akzeptéierte Protocole sanitaire gëtt. Esou wéi et jo och scho fir d'Grande-surfacen obligatoresch war, mussen dann elo d'Organisateure vu gréisseren Evenementer sech e kloert Konzept iwwerleeën, wéi si d'Sécherheet vun de Visiteuren oder de Clientë wëlle garantéieren. An d'Santé iwwerpréift dann, ob dëse Konzept esou fonctionéiere kann an ob en adequat ass. Dat ass an eisen Aen en exzellente System.

An duerfir hate mer jo och eng Proposition de loi agereecht, déi virgesinn hätt, dee selwechte System fir d'Altersheemer ze etabléieren, fir esou ze garantéieren, datt grad déi Vulnerabelst aus de Strukturen an dëser Pandemie esou gutt wéi méiglech geschützt sinn. Leider war d'Familljeministesch an domat och d'Majoritéit net bereet, dës Propositioun zäitno am Covidgesetz ënnerzebréngen, huet awer glécklecherweis, dat muss een da luewend erwänen, zougestëmmt, eng entspriechend Dispositioun am kommende Gesetz iwwert d'Assistance et soins am Beräich vum Drëtten Alter anzebauen.

Dat freet eis natierlech. Mee wann ee sech ukuckt, wéi laang dat Gesetz wuel nach brauche wäert, bis et da gestëmmt ka ginn, bis et a Kraaft triede kann, muss ee sech froen, firwat an dëser Pandemie Jonker, déi e Concert besichen, oder Clienten aus enger Shoppingmall duerch vun der Santé aviséiert Hygiènesprotokoller geschützt ginn, wärend bei de Strukture fir eeler Leit keng esou Mesurë geholl ginn an domadder d'Prestatairë mat der Verantwortung e bëssen eleng gelooss ginn.

E Bedreiwer vun engem Akafszenter huet nämlech d'Gewëssheet, datt en, wann en alles esou mécht, wéi et am Protokoll festgehale war, alles gemaach huet, wat a senger Muecht stoung, fir esou seng Clienten ze schützen. En Direkter vun engem Altersheem kritt dës Sécherheet net.

Hei fäert d'Politik warscheinlech, sech d'Fangeren ze verbrennen, an aviséiert duerfir einfach keng Prozeduren. Wann dann eppes schifgeet, kann d'Regierung ëmmer nach d'Schold op den Terrain ofdrécken. Datt et awer d'Regierung war, déi duerch feelend Obligatiounen d'Haiser am Stach gelooss huet, soll dann am beschte vergiess ginn. Dat ass eng Politik, déi sech an éischter Linn un eegenen Interessen orientéiert an net um Wuel vun de vulnerabele Leit.

D'Regierung reegelt duerfir wuel léiwer déi Beräicher, déi net esou komplizéiert sinn, an deenen d'Leit net esou vulnerabel sinn, mee déi duerfir dann awer ganz, ganz am Detail.

D'Altersheemer kënne kucken, datt se eleng eens ginn, mee ob zwee Jonker op enger Bänk en alkoholescht Gedrénks konsuméieren däerfen, dat muss gesetzlech gereegelt sinn. Obwuel et op den Terrassen elo erlaabt ass, sech zu véier aus véier verschiddene Stéit ze treffen an Alkohol ze drénken ouni Schnelltester, ass dat selwecht fir zwou Persounen, déi d'Suen net hunn, fir sech de Luxus vun enger Terrass ze leeschten, weiderhin am ëffentleche Raum verbueden.

Allgemeng muss ee sech bei där neier Teststrategie, déi fir d'Restaurante virgesinn ass, froen, wéi et da mat der sozialer Gerechtegkeet ausgesäit. Jo, et wäerten eng Rei gratis Tester verdeelt ginn. Mee ab wéini a wéi laang?

De 16. Mee trëtt dat heite Gesetz wuel a Kraaft, mee bis dohinner wäerten net all d'Betriber hir Liwwerungen un Tester erhalen hunn. D'Restauranten an d'Caféë wäerten also elo direkt och Tester musse selwer finanzéieren oder hire Clienten a Rechnung stellen, déi dann awer vläicht net wëlle kommen. An dann, ab engem gewëssene Moment, wäerten déi gratis Tester jo och opgebraucht sinn - dat hu schonn e puer vun de Virriedner gesot -, well de Staat wäert sech et net leeschte kënnen, dës éiweg weider ze finanzéieren. A wat ass dann?

Et ass gewosst, datt dës Pandemie an domat de Virus mat all senge Varianten eis warscheinlech nach laang, vill ze laang begleede wäert. An duerfir musse Weeër fonnt ginn, fir den Zougang zu de Selbsttester sozial gerecht ze gestalten. De virleienden Text seet zu dësem Punkt awer leider näischt.

E Besuch an engem Restaurant ass e Luxus, dee vill Leit sech nëmmen ee- bis zweemol am Mount oder leider och guer net leeschte kënnen. Ech sot et schonns a vergaangene Covidrieden: Fir vill ze vill Mënsche war de Besuch am Kino oder am Restaurant net eréischt säit de Covidrestriktiounen onméiglech. Wa mer eis also elo freeën, datt d'Mënsche gewësse Fräiheeten zréckkréien, da musse mer eis awer bewosst sinn, datt virun allem déi Leit Fräiheete gewannen, déi sech et och finanziell leeschte kënnen, genau dës Fräiheeten auszeliewen. Duerfir ass et wichteg, e Wee ze fannen, d'Selbsttester sozial gerecht ze verdeelen, fir och deenen, déi manner Suen hunn, en Zougang ze erméiglechen. Déi zertifiéiert Tester, déi zum Beispill vun den Apdikter kënne gemaach ginn a 24 Stonne gülteg sinn, si méi deier wéi Selbsttester, déi een eleng mécht.

An duerfir sollt een doriwwer nodenken, ob déi Tester, déi zum Beispill an de Restaurante gemaach ginn, net och änlech wéi am Ausland kéinte fir eng gewëssen Dauer zertifiéiert ginn. Esou géif ee verhënneren, datt Persounen innerhalb vun engem Dag méi wéi ee Schnelltest bezuele mussen, a gläichzäiteg kéint ee Ressourcë schounen a Müll verhënneren.

Et däerf ee schliisslech net vergiessen, wéi vill zousätzlechen Dreck dës Pandemie verursaacht: reegelméisseg Maske wiesselen, elo Schnelltester, déi ganz Desinfektiounsmëttelen. Bref, et ass fir eis Sécherheet, mee dat heescht net, datt mer net sollte Müll esou gutt et geet verhënneren a ressourcëschounend mat eisem Planéit ëmgoen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An ech fannen et gutt - och wann ech et schued fannen, wéi et gemaach gouf -, datt mer beim Testing an iwwert d'Zertifikatioune vun den Tester, datt dat nach en oppenen Debat ass. Mee et ass awer dach e bësse kokass, hei an der Chamber ze stoen, wou en neit Gesetz soll gestëmmt ginn, wou Dispositioune sollen drastoen, déi solle kloer sinn, déi solle kënnen um Terrain applikabel sinn ab deem Moment, wou d'Gesetz gestëmmt ass, a souguer Riedner vun de Majoritéitsparteien heihikommen a soen: „Et bleiwen nach Froen op."

Mee dat erënnert mech e bëssen un déi Situatioun an Amerika, wéi jiddweree sech iwwert d'Amerikaner lëschteg gemaach huet, well se an hirem Haushaltsgesetz d'lescht Joer nach a leschter Minutt mam Bläistëft a mam Bic Notizen an d'Ränner gekritzelt hunn, fir dat nach séier an de Gesetzer ënnerzebréngen. E bëssen esou hunn ech mech de Moie gefillt, wéi ech dunn nach eng Kéier nei Texter geschéckt krut.

Gesetzer musse kloer sinn. Se däerfen net ze vill Interpretatiounsraum loossen, well wann et ze vill Interpretatiounsraum gëtt, da gi se ongläich applizéiert. An e Gesetz soll kloer sinn, fir datt et gläichméisseg applizéiert ka ginn.

En anere Problem, dee sech bei den Tester awer stellt, ass deen, wéi a vu wiem an de Restaurante soll getest ginn. Well ee vum Personal den Test soll iwwerwaachen a begleeden, stelle sech fir d'Restauranten a Caféen eng Rei Froen. Léisst de Personalschlëssel et zou, e Mataarbechter am Service manner ze hunn, fir Tester ze assuréieren? Muss vläicht en zousätzlechen Employé duerfir bezuelt ginn? A falls jo, sinn d'Suen do? A léisst sech iwwerhaapt Personal fannen? A wéi kann den Employé wärend dem Iwwerwaache vun den Tester protegéiert ginn?

U sech wësse mer jo alleguerten, datt bei Tester Aerosolle fräigesat ginn. An déi geteste Persoune kënne forcement kee Mask unhu wärend dem Test. D'Testsituatioun ass domat eng Situatioun mat engem potenziell héijen Infektiounsrisiko, souguer wann d'Persounen den Test selwer duerchféieren, an dat virun allem fir déi Persoun, déi den Test iwwerwaacht, mee eventuell och fir déi Persounen, déi sech duerno testen, wann de Raum net richteg gebotzt gouf an dee virdru sech vläicht wärend dem Teste mat den Hänn an d'Gesiicht gaangen ass an duerno Objeten oder Surfacen ugepaakt huet. Mir wësse jo awer, datt et hei ëm wierklech kritesch Hygiènesreegele geet.

Warscheinlech huet kee Restaurant e Personalschlëssel, deen et erlaabt, einfach een Employé de ganzen Owend oder Mëtteg just fir d'Iwwerwaache vun Tester a fir d'Botzen op d'Säit ze stellen.

Déi nei Hygiènesmesurë kënnen also zu enger zousätzlecher finanzieller Belaaschtung fir d'Restaurateure ginn, déi vun der aktueller Pandemie an den domat verbonnene Restriktioune jo souwisou scho staark a Matleedeschaft gezu goufen.

Ech ënnerstëtzen duerfir voll a ganz, datt entscheet gouf, gläichzäiteg zum Covidgesetz och d'Dispositiounen iwwert d'Aidë fir d'Entreprisen unzepassen. Et feelt bei de Betraffene schliisslech un all Eck. An do ass finanziell Ënnerstëtzung immens wichteg. Mee d'Reouverture vum Horeca däerf och iwwert de Mount Mee eraus net mat engem Ewechfale vun den Aiden anhiergoen. Datt d'Dieren erëm op sinn, heescht nämlech net, datt den normale Betrib nees méiglech ass.

Et sinn ëmmer nach vill Betriber am Homeoffice, wat sech grad bei de Restauranten an de Stied bemierkbar mécht. An déi nei sanitär Reegele sinn, wéi gesot, mat zousätzleche Käschte verbonnen. An da kënnt derbäi, an dat hunn de Moie Vertrieder aus dem Horeca-Secteur jo och nach eng Kéier gesot, datt zum Beispill verschidden Avantagen, déi u sech dem Horeca sollen zegutt kommen, wéi Chèque-repasen, hautdesdaags leider net ëmmer do ukommen, wou se geduecht sinn, mee datt u sech e Steieravantage, deen explizitt sollt dem Horeca zegutt

kommen, mëttlerweil och nach Tankstellen, Supermarchéen an anere Betriber zegutt kënnt, déi wärend där ganzer Kris konnten opbleiwen.

Dat heescht, hei misst ee vläicht nach eng Kéier e Rappel maachen, an dat dann och duerchsetzen, well et ass grad elo, wou eisen Horeca all Cent vun hire Clientë brauch.

A wann ech virdru gesot hunn, mir missten e Wee fannen, d'Käschte vun den Tester sozial gerecht ze verdeelen, dann hunn ech domat natierlech och gemengt, datt et net dierf sinn, datt d'Betriber aus dem Horeca duerno eleng d'Käschte mussen droen. Mir mussen oppassen, datt d'Reouverturen net just zugonschte vun deene sinn, deenen et bis elo scho souwisou am beschte goung. Et däerf net sinn, datt just déi Glécklech, déi trotz der Kris genuch Suen hunn, fir op den Terrassen d'Sonn an an de Restauranten e gutt lessen ze genéissen, elo eng Verbesserung vun hirer Liewenssituatioun erliewen, wärend déi, déi de Rimm vu Mount zu Mount méi enk hu misse schnallen, net profitéiere kënnen oder finanziell souguer nach méi belaascht ginn, well se elo och nach d'Tester musse bezuelen.

Mir brauchen eng sozial gerecht Sortie aus de Restriktiounen. Mee déi gesinn ech an dësem Text leider net.

Ganz am Contraire gesinn ech en Text, deen de Bessergestallten et erlaabt, schéi Momenter ze genéissen, wärend en deene Mënschen, déi am mannsten hunn, d'Liewe weider schwéiermécht. E Grond heifir, deen ech mer bis elo opgespuert hunn, fir de ganze Rescht vu menger Riedezäit dann dorops ze verwenden ze kënnen, ass d'Ausgangsspär.

D'Ausgangsspär gëtt Schrëtt fir Schrëtt no hanne verréckelt, soudatt mëttlerweil jo kee méi gleewe kann, datt se nach eng Wierkung op d'epidemiologesch Situatioun huet. An awer gëtt se einfach net ofgeschaaft.

D'Ausgangsspär erënnert mech e bëssen esou un en Zombie. Kee wëllt se, kee fënnt se sympathesch, d'Wierkung dovun ass méi wéi doutéis. D'Wëssenschaft seet: „U sech brauche mer se net." Respektiv: „Mir kënnen net beweisen, datt se eppes bréngt." Mee se wëllt net stierwen. Weider a weider gëtt dës Ausgangsspär verlängert, et gëtt e bëssen dru gefréckelt, mee um Enn vum Dag ginn domadder eis alleguerten d'Grondrechter beschnidden!

Dobäi mécht se grad deene Schwächsten an der Gesellschaft d'Liewe schwéier, deenen, déi kee fest Doheem hunn, deenen, déi Gewaltsituatiounen erliewe wärend der Nuecht a sech net trauen, Hëllef ze sichen, an och deenen, déi a prekäre Secteure schaffen. D'Ausgangsspär ass eng esou déifgräifend Grondrechtsaschränkung, datt se nëmmen an absolutten Ausnamen dierft zum Asaz kommen an opgehuewe misst ginn, soubal et méiglech ass.

Eng Ausgangsspär oprechtzeerhalen an Zäiten, an deene gläichzäiteg de ganze Commerce an d'Restauratioun nees opginn an och Evenementer nees mat bis zu 1.000 Persounen erlaabt sinn, ass e Schlag an d'Gesiicht fir all déi, déi all Dag ënner hir leiden.

Dësen Text erlaabt méi Fräiheeten do, wou se enger Spaassgesellschaft nëtzlech sinn, a limitéiert gläichzäiteg fundamental Grondrechter, déi fir eng demokratesch Gesellschaft eigentlech essentiell sollte sinn, an dat mat engem Verweis op eng wëssenschaftlech Basis, déi d'Spuer net hält. Wärend déi Liberal an Däitschland wéinst der Ausgangsspär op d'Geriicht ginn, fir se ze verhënneren, halen eis Liberal un dëser Grondrechtsverletzung fest. Dat ass alles anescht wéi liberal. Dat kënne mir Piraten net akzeptéieren an duerfir wäerte mir dëse Projet haut selbstverständlech och net matstëmmen.

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, méi wéi ee Joer Pandemie strapazéiert och déi Robust an déi Gedëlleg. An déi eng sinn e bësse méi robust an déi aner sinn e bësse méi gedëlleg, mee awer hu mer es alleguerte genuch mat deem Virus. A mir wëssen awer, dass et nach wäert virugoen an dass d'Impfung am Fong de Schlëssel an d'Normalitéit ass, dass, wa mer bis alleguerte geimpft sinn, mer dann eng Chance hunn, erëm en normaalt Liewen ze féieren. Wat mer awer net wëssen, dat ass, ob de Virus net weider mutéiert an ob net no där éischter respektiv och nach dem Rappell, där zweeter, nach weider Impfunge musse kommen, well de Virus mutéiert.

Schonns laang waarde mir op Lackerungen. Schonns laang waarde mir erëm op eis Fräiheeten. Ech wëll awer a menger kuerzer Interventioun virun allem op een Artikel agoen, iwwert deen haut de Mëtteg weider kee sech geäussert huet, an dat ass den Artikel 10 vun dësem Gesetz, wou et drëm geet: Wat geschitt mat de Betribshëllefen?

Bis elo war et ëmmer üblech, dass mer e Projet haten an der Santé an dass en anere Projet komm ass iwwert d'Classes moyennes, wou dann ënnert dem Virsëtz vun der Madamm Beisssel d'Classe-moyennes-Kommissioun sech domadder beschäftegt huet. Dës Kéier gëtt eng Verlängerung an eng Ännerung vu verschidde Mesuren am Artikel 10 vun dësem Gesetz mat gereegelt. A wéi mäi Kolleeg, de Claude Wiseler, drop opmierksam gemaach huet, hu mir e Problem mat deem Gesetz. Ech wëll awer soen, dass mer kee Problem hu mam Artikel 10. An duerfir géif ech gären den Här President, esou wéi d'Verfassung et virgesäit am Artikel 65 (2) an och d'Reglement vun der Chamber am Artikel 48, bieden, e Vote séparé ze maache fir den Artikel 10. Wannechgelift, Här President.

(M. Marc Spautz dépose une demande de vote séparé sur l'article 10 du projet de loi 7820.)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Well do d'CSV där Meenung ass, dass déi Hëllefe fir d'Betriber musse kommen, och wann ee sech nach vill aner Hëllefe ka virstellen. Mee et ass awer elo e falsche Moment, fir déi Hëllefen ze stoppen.

Wa mer vun de Betribshëllefe schwätzen, da musse mer och vun der Situatioun allgemeng schwätzen. Net méi spéit wéi haut de Moien hu mer alleguerten, déi déi gréissten Dageszeitung vum Land hunn, och d'Chambersblietchen oder d'Chambersblat matverdeelt kritt. Do dran ass et ëm d'Debatten an der Chamber de 15. Oktober 2020 gaangen. De 15. Oktober 2020, dat war bei der Rentrée. Do ass driwwer geschwat ginn, „Débat de la nation" (veuillez lire: Débat sur la politique générale sur l'état de la nation) huet dat geheescht. Do ass och geschwat ginn iwwert d'Hëllefe fir d'Betriber. Et ass geschwat ginn iwwert d'Situatioun, déi mer hei am Land hunn opgrond vun deene Restriktiounen, déi dee Moment virlouchen.

An ech géif verschiddene Leit heibannen uroden, emol eng Kéier ze liesen, wat se deemools gesot hunn, a wéi dann op eemol souwuel hir Aussoe wéi och d'Iddien, déi hannendru stoungen, déi eng oder déi aner Iddie sech entwéckelt hunn. Do ass rieds gaange vun enger Steierreform, déi séier misst kommen. Ech hunn elo dëser Deeg aner Saachen héieren, mee säitdeem si schonn erëm eng Kéier sechs Méint vergaangen. Mee all dat ass dofir vläicht interessant, wa verschidde Leit hir Rieden emol nach eng Kéier liesen, déi se dee Moment gehalen hunn.

Mir hunn eis och deemools iwwert déi Vulnerabel ënnerhalen, wou jo eng Initiativ geholl ginn ass och vu mengem Frënd, dem Michel Wolter, wou eng Proposition de loi komm ass, déi jo nächsten Dënschdeg och an der zoustänneger Kommissioun wäert diskutéiert ginn, wou et drëm gaangen ass, och ze kucken, wat mer kënne maache fir déi vulnerabel Leit, fir déi Leit, déi ausgeschloss waren dee Moment, well do emol nach net vun Impfunge geschwat gi war an do war et an den Alters- a Fleegeheimer nach méi schwéier, wéi et elo ass.

Mir hunn och driwwer geschwat, wat mer mat der Jugend géife maachen, wéi et bei deene Jonke wier. An do, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass scho vu verschiddene Kolleegen ugedeit ginn, och do ass et wichteg, dass mer eppes ënnerhuelen. Et ass hei geschwat gi vun deene bis 16 Joer. Mee mir mussen och vun deene schwätze vu 16 bis 30. Déi 16- bis 30-Järeg, déi wëllen och wëssen, wéi et virugeet. An deenen hir Pespektiv, bis se geimpft ginn, ass nach méi laang, well si sinn déi lescht op der Skala vun deenen, déi solle geimpft ginn, a si wëssen nach net, si hu keng Perspektiv oder si hunn nach keng Matdeelung kritt, wéini et dann un hinnen ass. Ass dat nach virum 15. Juli? Oder ass dat nom 15. Juli?

Och déi Leit, déi scho souwisou ..., déi Jonk, déi jo eis Zukunft duerstellen, déi alles wäerte musse maache fir dat, wat mir alleguerten elo, ech soen elo, vu Scholde maachen, wat mir elo vu sozialen Decisiounen huelen. Et si jo si, déi Jonk, déi dat herno musse mat zréckbezuelen, an et ass och un hinnen ze wëssen, wéi hir berufflech an hir sozial Karriär virugeet. A mir sinn eis jo alleguerten eens, am Schiet vun dëser Pandemie si jo och aner Problemer amgaang ze kommen, déi ee virun allem am schouleschen an am beruffleche Beräich wäert feststellen. Well et wäert net erëm alles sinn op eemol, wéi dat virun dem Ausbroch vun der Pandemie war mat all deene Perspektiven.

An duerfir ass et och wichteg, dass mer deene Jonke Perspektive ginn a Perspektive schafen. An duerfir géife mer och als CSV eng Interpellatioun ufroen, fir en Debat iwwert d'Konsequenze vun der Pandemie Covid-19 op déi Jonk ze féieren. Wéi ass et mat hirer schoulescher Perspektiv? Wéi ass et mat hirer Beruffsperspektiv? Wéi geet et weider mam Jugendchômage? Wat fir eng Chancen hunn déi Jonk um Aarbechtsmaart? Wat gëtt gemaach, fir Startuppen ze grënnen, dass si och do d'Méiglechkeet hunn? Wéi ass et mat de Famillen, déi Kanner hunn? Do gëtt d'Prekaritéit méi grouss. An duerfir géif ech och dem Här President eng Demande hei eraginn - wannechgelift, Här President -, fir eng Interpellatioun ze féieren iwwert d'Situatioun an der Pandemie vun deene Jonken hei zu Lëtzebuerg.

(M. Marc Spautz dépose une demande d'interpellation.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Léif Frëndinnen a Frënn, mir sinn eis all eens, dass mer déi Pandemie nach laang net gepackt hunn. Mir sinn eis och alleguerten eens, dass mer alles musse maachen, fir de Leit eng Hoffnung ze ginn. Et ass och geschwat ginn haut de Mëtteg vun der Situatioun an der Restauratioun. Mäi Kolleeg, de Claude Wiseler, ass do am Numm vun eiser Fraktioun méi laang drop agaangen.

Et gëtt geschwat vun Ouverturen am Sport, déi elo kommen. Et gëtt eis och eppes am Text iwwert d'Ouverturen an der Kultur gesot. Ech wëll Iech soen, ech hu mech mat Jonken, déi och an der Musekszeen dobäi sinn, doriwwer ënnerhalen. Déi hu gesot: „Mat zwee Meter Distanz ze spillen, dat ass relativ schwiereg." Plazeweis ass d'Fro vun der Plaz, fir sech kënnen zu 40 op zwee Meter Distanz opzestellen. Mee doriwwer eraus - an entschëllegt, wann ech elo vläicht eng falsch Prononciatioun maachen, mee ech hunn zwar véier Museker doheem sëtzen, mee ech hunn iwwerhaapt keng Anung -, wann een do awer muss oppassen, dass een och héiert, wat den Noper spillt oder wat dat anert Instrument fir en Asaz bréngt, an dat allkéiers mat zwee Meter Distanz, ass dat anscheinend nach laang net esou einfach, an dat ass och nach net onbedéngt d'Léisung vum Problem.

Op alle Fall ass et fir eis wichteg, dass mer alles ënnerhuelen, fir de Leit eng Perspektiv ze ginn, fir de Leit eng Chance ze ginn, fir de Leit eng Hoffnung ze ginn. A virun allem bei deene Jonken ass et och wichteg, dass mer déi an all deenen Iwwerleeungen net vergiessen. Mir hunn och do Leit, déi psychesch a mental Problemer hunn. A wann Der mat de Leit vum Secteur schwätzt, stellt Der fest, dass ëmmer méi Problemer do entstinn an dass mer do och mussen drop hischaffen, fir deene kënnen ze hëllefen.

An duerfir schwätzen ech och d'Madamm Minister un, awer do mat hirer anerer Kap, als Ministesch vun der Sécurité sociale oder Ministre déléguée vun der Sécurité sociale. Do wär et och bluttnoutwendeg, wann endlech déi Fraise géifen en charge geholl ginn an dass mer och endlech do eng Léisung an der Nomenclature géife fannen.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Fir d'éischt erlaabt mer, fir d'19. Kéier - a mäi klenge Fanger seet mer net, dass keng 20. Kéier wäert kommen - dem Här Di Bartolomeo Merci ze soe fir säi Rapport.

Erlaabt mer, lech just d'Situatioun ze presentéieren, ech hunn elo just nämlech d'Zuele kritt, déi och den Owend wäerten diffuséiert ginn, dass mer haut keen Decès hunn, dass mer an de Spideeler den 11. 54 Leit haten an de Soins normaux, an de Soin-intensiffen 30, den 12. 45 an de Soins normaux, 30 an de Soin-intensiffen an haut an de Soins normaux 38 an an de Soin-intensiffen 29 - dat heescht, 16 Leit manner an de Soins normaux an 1 Persoun manner an de Soin-intensiffen.

Ech muss lech soen, dass déi Zuelen, wa mer d'Positivitéit kucken - gëschter war jo en Dag, wou méi Leit iwwer Ordonnancë getest gi sinn -, encourageant Zuele sinn. Mee d'Kris ass nach net fäerdeg. Dir gesitt, dass an de Soin-intensiffe mat 29 d'Zuel ganz lues erofgeet. Mir gesinn awer, dass d'Zuel bei de Soins normaux hei méi staark erofgaangen ass, an dass am Fong - an ech sinn elo net hei, fir de Pronostic ze maachen, wéi et déi nächst Wochen a Méint weidergeet - mer awer eng Tendenz hunn, déi wierklech positiv ass. An ech erlabe mer, déi och kuerz ze vergläichen.

Virun engem Mount, do hate mer d'Moyenne journalière vun 203. Mir sinn am Moment, op dem 10. Mee, bei enger Moyenne vun 149. Den Taux de positivité war den 12. Abrëll bei 2,09 %, mir sinn elo bei 1,54 %. An den Taux de positivité, an ech mengen, den honorabelen Här Baum ass och virdrun drop agaangen, ass zum Beispill bei de Leit tëschent 60 an 69 vun 1,1 % d'Woch vum 22. Februar op 0,5 % erofgaangen, vu 70 bis 79 vun 0,9 % op 0,4 % erofgaangen an iwwer 80 vun 1,6 % op 0,2 % erofgaangen, wou ee wierklech gesäit, dass den Impfstoff d'Léisung ass, fir aus der Situatioun ze kommen, soss hätte mer och déi doten Zuelen net. Dat heescht, dat sinn Zuelen, déi engem éischter Freed maachen. Ech sinn net hei, fir ...

Bon. Mir sinn elo bal iwwer e Joer schonn alleguerten hei zesummekomm, wou déi eng soen: „Et ass alles gutt!", déi aner soen: „Et ass alles schlecht!" Déi eng soen: „Et kéint besser goen!" Déi aner soen: „Et kéint net méi schlecht goen!"

Also, de Fait ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg et fäerdegbruecht hunn, an alleguerten déi, déi elo dobausse sinn, hunn et elo gesinn, elo kënnt e Schluet, da lafen d'Leit fort: Mee mir liewen zu Lëtzebuerg, mir liewen zu Lëtzebuerg! Mir hunn et fäerdegbruecht, wärend deene leschten zwielef Méint ze probéieren, wierklech den Equiliber ze fannen tëschent Restriktiounen an tëschent de Libertéiten. An do si Phase gewiescht! Et ass näischt perfekt gewiescht.

Wa mer elo just d'Beispill vun den Terrassen huelen. Ech wëll just drun erënneren, dass bei eisen Nopeschlänner ganz wéineg Terrasse schonn ophunn, ausser an der Belsch am Moment, a Frankräich, an Däitschland, sauf erreur de ma part, si se net op. A Frankräich maache se elo op d'nächst Woch. An ech wéilt just drun erënneren, mat 50 %. 50 %! Dat heescht, net wéi bei eis, wou se hei mat de Plexien oder mat deenen zwee Meter awer méi wéi 50 % kënne maachen.

Elo gëtt gesot: „Bannen opmaachen." Dat ass awer komplizéiert. Ass dat richteg? Ass dat net richteg? Sinn nach Restriktiounen? Mir sinn dat eenzegt Land hei, wou een ab den nächsten Deeg ka bannen iessen. A wann een heibanne mengt, dass een dat soll maachen ouni Tester, ouni Konditiounen, einfach normal, wéi wann de Virus net méi do wier, ass dat net responsabel. Well ech gesinn awer déi selwecht Leit, déi haut soen: „Et dierfte keng Restriktioune kommen.", a wann an der nächster Woch oder an zwou Wochen d'Zuele géifen an d'Luucht goen, da soen: „Gesitt Der, d'Restaurante sinn do schëlleg!" An da musse mer d'Restauratioun nees zoumaachen. Déi Leit brauche Reegelen, déi kloer sinn.

Mir wëssen, dass hei mat den Tester verschidde Leit scho soen: „Mir wëlle keng Tester!" Et muss keen an de Restaurant goe bannen, et muss keen eragoen. Mee wann e wëllt eragoen, dann ass et eeben och e Gest vu Solidaritéit, sech un déi Reegelen ze halen, fir dass déi aner Leit, déi dobanne sinn, och déi néideg Garantien hu vis-à-vis vum Noper.

Just zu den Zuele vun de Liwwerungen: Mir wäerte bis Enn Juni nach eng 221.130 Dose Pfizer kréien, vu Moderna 33.600 bis Enn Juni, vun AstraZeneca krute mer bis de 24. Mee der 4.600 versprach a vu Johnson hu mer iwwerhaapt näischt versprach kritt. Dës Liwwerungen erlaben eis et, nach eng 129.000 Leit ze impfen. Mee et feelen déi vun Johnson a vun AstraZeneca. Duerfir, mir hoffen, dass déi och hiert Engagement respektéieren, fir dass mer bis Ufank Juli och 70 % vun de Leit kënnen impfen. Wa se sech drun halen, ass dat och de Fall.

Hei si jo och Leit, déi sech fräiwëlleg op déi Lëscht ageschriwwen hu vun AstraZeneca, well d'Fro vum Här Spautz ass scho komm: Wéini kënnen déi 18-Järeg oder 20-Järeg oder 30-Järeg geimpft ginn? An dann erlaabt mer do schonn, pardon, d'Madamm Gesondheetsministesch ze empietéieren op där Fro. Am Moment seet och de CSMI (ndlr: Conseil supérieur des maladies infectieuses), dass mer keng Leit ënner 30 Joer kënne mam AstraZeneca impfen. Dofir déi Fräiwëllegelëscht vum AstraZeneca tëschent 30 a 55. An déi Leit, déi sech dorop gemellt hunn - an hei si jo och eng Rëtsch vun Deputéierten -, erlaben am Fong, dass dann de Pfizer oder de Moderna kënne benotzt gi fir Leit, déi méi jonk sinn, déi soss iwwerhaapt keng Chance kréien, well fir déi sinn et just déi zwee Impfstoffer, déi se kënnen tëschent 18 an 30 Joer am Moment gesprëtzt kréien, an déi aner sinn eebe fir déi iwwer 30 Joer reservéiert.

An duerfir ass et a mengen Aen och immens wichteg, dass mer do weider Efforte maachen. An déi Leit, déi mam AstraZeneca elo geimpft gi sinn, ginn am Fong och deene méi jonke Generatiounen eng Chance, fir méi séier geimpft ze ginn.

Et ass haut onméiglech, Här Spautz, Iech kënnen ze soen, wéini wie geimpft gëtt. Ech hunn haut nach keng Zuele vum AstraZeneca. Ech hunn lech elo just gesot: Mir hunn null vun Johnson confirméiert kritt! Dat ass säit Wochen a Méint esou. An ech sinn och ganz frou an ech weess, dass Är Partei net midd ginn ass, fir eis ëmmer ze froen: „Wéini gëtt wie geimpft?" Mir kënnen dat net soen. Mir kënnen dat net soen, well bei de Commandë wierklech, ausser där vu Pfizer, mer net wëssen, wéini mer déi kréien. An déi vu Moderna wësse mer och.

Zu de Vaccinatiounen: D'nächst Woch wäert e Mëttwoch och de Kierchbierg opgoen, well mer normalerweis an den nächsten Deeg och grouss Liwwerunge solle kréien, wou vill Invitatioune wäerte verschéckt ginn. Dee wäert ab e Mëttwoch da kënnen opgoen, de Kierchbierg. Mee, ech soen et och direkt, eebe just e puer Deeg. Mee well mer vill Impfstoff hunn, wëlle mer deen och direkt kënne benotzen, duerfir wäert de Kierchbierg opgoen. Mee et ass méiglech, dass en no e puer Deeg nees muss zoumaachen, well mer dann awer nees eng Chute hu bei de Livraisounen, an dass en dann nees no e puer Deeg kann opgoen. Mee wa mer eng déck Liwwe-

rung kréien, solle mer déi och esou séier wéi méiglech verimpfen. An duerfir wäert den nächste Mëttwoch, wéi gesot, de Kierchbierg opgoen.

D'Madamm Gesondheetsministesch huet och an der leschter Pressekonferenz d'Teststrategie am Detail erkläert. Mir sinn der Meenung, dass d'Teststrategie e wichtegen Deel ass vun der Sortie, dass se Méiglechkeete gëtt. An do der Santé e grousse Merci, well et muss ee wëssen, mat wéi enge Moyene se schaffen. An och dem HCPN (ndlr: Haut-Commissaire à la protection nationale), fir dass mer mat deenen Tester och dee ganze Suivi kënne maachen, wou d'Leit sech kënne mellen, wa se e positiven Test hunn, dass se e PCR kënne maachen, mee dass se sech awer och kënne preventiv emol isoléieren. Well wa se e positiven Autotest hunn, si se awer eng Gefor fir déi aner, och wa se mengen, dass se dann näischt géife riskéieren.

D'Iddi vun deenen Autotester, déi kënne gemaach ginn, oder deene Schnelltester, déi och kënnen an enger Apdikt gemaach ginn, oder de PCR, dee ka gewise ginn - d'Madamm Gesondheetsministesch wäert méi an den Detail goen iwwert dee grénge Certificat, wou mer jo och nach weider dru schaffen -, ass am Moment, dass deen Autotest am Fong déi Garantie ass, dass, wann een op iergendeng Plaz geet, een awer dann, soen ech, de Maximum vu Garantië kritt, dass do den Noper och net positiv ass.

Mir kënnen net verlaangen, dass jiddwereen e PCR-Test mécht. Mir wëssen de Präis vun engem PCR-Test. An ech géif dat och net an der Rei fannen, wann ee 75-80 Euro oder 50 Euro géif froen, fir e PCR-Test ze kréien, fir kënnen eppes iessen ze goen. Duerfir d'Iddi vum Schnelltest, deen een elo an der Grande-surface kritt tëschent 2 an 3 Euro. Et kann ee jo säi Schnelltest souguer matbréngen, also säin Autotest kann ee jo matbréngen an da sur place maachen. Dat heescht, et kascht 2 oder 3 Euro an et geet een dohinner.

Mir sinn och der Meenung - an ech hunn eng Rëtsch vu Gemengen, déi mech kontaktéiert hunn déi lescht Deeg, an ech soen deenen och Merci -, dass mer hei kucken, wéi mer pragmatesch no Léisunge kënne sichen.

An ech wëll lech och matdeelen, dass ab muer beim CGDIS zu Lëntgen d'Gemengen d'Méiglechkeete kréien, déi, déi wëllen eppes organiséieren, déi, déi wëllen op hirem Territoire déi Méiglechkeet hunn - well ee kann, an dat steet jo och am Text, duerch e Gemengebeamten eng Zertifikatioun kréien -, dass déi, déi dat da wëllen organiséieren, kënne fir 20 % - dat ass de Prorata - vun hirer Populatioun där Tester siche goen, ab muer. Se solle sech beim CGDIS mellen a soen: „Meng Gemeng mécht do mat, mir si bereet, déi doten Tester sichen ze goen." An da kënne se déi och siche goen. An dat ass scho fir muer! Muer de Mëtteg kënne se se siche goen an e Sonndeg de Moie kënne se se siche goen, fir déi, déi schonn e Sonndeg esou eng Initiativ huelen.

A mir wäerte fir 20 % vun hirer Populatioun hinnen déi Tester gratis zur Verfügung stellen, fir dass se eebe kënnen och an der Restauratioun eng Facilitéit offréiere vun deem Ganzen. Et sinn Diskussioune säit Deeg gewiescht mat verschiddene Gemengen. Hei geet et wierklech drëms, dass mer zesumme schaffen an net een deem aneren d'Schold ginn: „Hei, d'Stad wëllt et net maachen, et ass d'Regierung, déi dat soll maachen." „Nee, d'Gemeng soll et maachen." Nee. Hei geet et drëms, dass mer pragmatesch kucken, wéi een do Léisunge ka sichen.

Mir hu gekuckt, wéi mer kéinten tëschent dem HCPN, tëschent dem CGDIS, tëschent de Gemengen déi dote Méiglechkeet schafen. D'Gemenge kënne sech da mellen an ab muer de Mëtten och där Schnelltester siche goen. Mir wäerten där dann also e bësse méi wéi 200.000 zur Verfügung stelle fir d'Gemengen, déi dat dote wëlle maachen. Et ass keen obligéiert, dat ze maachen - keen, keen ass obligéiert, et ze maachen. Dir kënnt Ären Autotest mat an de Restaurant huelen. Dir kënnt Ären Autotest sur place maachen. Et gëtt esou vill verschidde Méiglechkeeten. Mee wann eng Gemeng der Meenung ass: „Mir wëllen eise Leit et facilitéieren!" a se kréien et do zertifiéiert fir 24 Stonnen, besteet déi Méiglechkeet dann och. A wou d'Regierung dann am Fong, wat ech mer erlaben, de Starterkit ze nennen - esou, wéi mer et och an de Betriber gemaach hunn, esou, wéi mer et och bei de Leit doheem maachen -, kann zur Verfügung stellen.

Voilà, Här President, ech hunn der Madamm Gesondheetsministesch versprach, ech géif net ze laang schwätzen. Ech wëll just den Deputéierte Merci soe fir d'Zoustëmmung hei an dass mer et fäerdegbréngen, awer hei nees Schrëtt an d'Normalitéit ze kréien, méi Fräiheeten ze bréngen. A gleeft mer et, d'Leit brauchen et. D'Leit brauchen nees Hoffnung. D'Zuele ginn an déi richteg Richtung. Also, wann ech dobausse kucken, a wann ech d'Zuele kucken, mengen ech, dass mer net alles esou falsch gemaach hunn déi lescht 12, 13 Méint, wéi dat verschidde Leit probéieren, de Leit dobaussen ze erklären.

Ech fannen et just ëmmer schued, dass een et net fäerdegbréngt, méi e breede Konsensus ze fannen. Hei freet den Här Spautz e Vote séparé fir ee Punkt. Den Här Wiseler seet, e wier mat esou villen anere Punkten och averstan. Et hätt mer Freed gemaach, wa se dann och e Vote séparé bei all deenen anere Punkte gefrot hätten, fir ze weisen, wou se dann eeben averstane wieren. Dat ass elo net de Fall.

Ech soen op jidde Fall dann deenen Deputéierte Merci, déi d'Regierung ënnerstëtzt hunn op deem Wee, deen heiansdo e riskéierte Wee war, awer wou mer gekuckt hunn, e séchere Wee mat heiansdo e bësse Risk ze sichen, e Wee tëschent Fräiheet a Restriktiounen ze fannen, andeems mer de Bierger awer mat responsabel gehalen hunn.

An ech sinn och frou, dass net alles iwwer Gesetzer hei gereegelt gëtt zu Lëtzebuerg, esou wéi den honorabelen Här Baum et och gesot huet. Dass een dem Bierger hei zu Lëtzebuerg ka vertrauen. Well wa mer esou Resultater hunn, ass et och, well de Bierger dee Wee matgaangen ass, an ech soen deem och e grousse Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Staatsminister. An ech ginn d'Wuert weider un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Et ass gesot ginn: D'Situatioun ass op enger gudder Trajectoire! Et fänkt un, lues a lues besser ze ginn. Mir sinn nach liicht héich insgesamt. Am Verglach mat anere Länner si mer bei enger Inzidenz, wou nach d'Noutbrems géif gezu ginn an aner strikt Mesuren en place wären. Bei eis ass et relativ gesinn op engem gudde Wee mat gudde Resultater. Dat ass confirméiert net nëmmen um Niveau vun der Santé, mee och um Niveau vun der Taskforce Covid-19, déi eis jo mat engem wéchentleche Rapport säit Wochen a Méint ëmmer begleet, dat an Zesummenaarbecht mat eiser Direktioun.

Fakt ass, dass d'Situatioun nach ëmmer ausserge-wéinlech ass, och wa se sech scho laang zitt. Dat ass richteg, dat ass e puermol ervirgestrach ginn. 15 Méint si mer ënnerwee. Den Trugschluss ass just, dass een no 15 Méint Pandemie nach ëmmer keng Routine huet. Et ass all Dag eppes Neies, a virun allem - an dat ass mer wichteg ze ënnersträichen - ass een no 15 Méint net besser a Form, mee einfach just nach midd an nëmmen nach midd a vill méi midd wéi am Ufank. Et ass extreem laang an et ass net, well et laang dauert, dass mer dofir besser a Form wären, fir dat Ganzt ze stäipen. Et ass net vill Paus, déi eis gegënnt ass.

Eis Strategie am Ëmgang mam Covid ass vun Ufank un, vum éischten Dag un, eng Exitstrategie. Et war vun Ufank un eist Bestriewen, déi Situatioun, déi eis hei getraff huet, esou schnell wéi méiglech hannert eis ze kréien. Dat hu mer flexibel gemaach. Mir hunn eng éischt Zensur kritt am November d'lescht Joer vun der OECD, wou mer ganz gutt ofgeschnidden hunn am Health at a Glance. Dat ass e Rapport, dee gemaach gëtt, wou Lëtzebuerg wierklech gutt ofgeschnidden huet bei der éischter Evaluatioun; en Tëschebilan, dee gezu ginn ass. Mir hunn deemools op Flexibilitéit gesat an dat maache mer och haut nach.

Deemools ware mer Virreider. Haut gi mer vill suivéiert. Vill Länner, déi Rigiditéit haten, kucken haut op eis, kommen och elo op méi Indicateuren, mat deene se schaffen, kommen op méi Flexibilitéit. Mir sinn do konstant gewiescht. Dat ass déi Approche, déi mer haten. Mir waren och „first mover" beim Testen, Tracen an Isoléieren. Vill Saachen, déi haut imitéiert ginn, déi hate mir ganz fréi en place.

Mir hunn ons och ganz bewosst, dat ass richteg, net fir e figéierte Stufeplang entscheet. Et ass ëmmer erëm gesot ginn. Dat war net eis Iwwerzeegung. Mir hunn där gekuckt am Detail. Dat huet ons ni iwwerzeegt an et iwwerzeegt eis och haut net.

Et ass richteg, den Här Wiseler huet drun erënnert, dat war den 1. Abrëll, ech hunn dat nach ganz gutt an Erënnung, do hutt Der eis hei ermaant, Dir hutt op Irland verwisen a gesot: „Kuckt emol, wéi einfach, do ass e Stufeplang. Firwat kritt Dir dat net hin?" Dir kënnt dat nolauschteren, do war en echaufféierten Echange derzou. Et ass verwise ginn op e Stufeplang, deen dach „sécherlech seng Effikassitéit hat". Dat waren Är Wierder. Ben, ech héieren haut net méi ganz vill vun deem iresche Stufeplang.

Ech hat d'leschte Kéier gesot: Wa mer wëllen transparent sinn, da muss een de Leit awer och soen, wat dat bedeit. Wann ee fir e Stufeplang plädéiert, muss een hei zu Lëtzebuerg de Leit dat awer och soen. A wat hätt dat dann hei zu Lëtzebuerg bedeit, wa mer dee Stufeplang applizéiert hätten, deen esou kloer war? Et hätt ganz drastesch Mesurë bedeit mat engem Resultat, wat, wann een haut kuckt, net besser wär, definitiv net besser!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat ass zwar net richteg, ...

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- A wann ech soen drastesch, ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ... well d'Resultat fir d'Irlänner ass vill méi déif, souwuel an den Neiinfektioune wéi an deem aneren.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech kommen op d'Resultat. Ech hunn d'Zifferen hei, Här Wiseler. Dir kënnt se gäre kommentéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hu se och hei. Ech kann lech se och virliesen, wann Der wëllt.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ma da loosst mech meng fir d'éischt virliesen, ech hu jo elo d'Wuert. Ech wollt vläicht eng Kéier just déi Mesuren erwänen, déi en place gewiescht wären.

Irland hat véier Méint laang en drastesche Lockdown. Dat steet an deem franséische Rapport vum Conseil supérieur, vun hirem Covid-Conseil-scientique vum 6. Mee, déi hu sech mat ville Modeller befaasst, och mat der Expérience irlandaise. Also, wéi gesot, méi wéi véier Méint. Wéi eng Reegele waren do applikabel?

Éischtens: d'Obligatioun, fir doheem ze bleiwen, ganz kategoresch. Zweetens: eng Limite de cinq kilomètres pour le déplacement. Drëttens: kee Visiteur doheem, véier Méint laang. Véiertens: d'Fermeture vun de Commerces non essentiels. Kultur, Salles de sport, alles zou. Den Transport public ass op 25 % erofgebrach.

Ab dem 1. Mäerz ass zaghaft d'Schoul erëm opgaangen, ganz lues. Si war ganz laang zou. Dann ass et den 12. Abrëll eriwwergaange vu 5 Kilometer, wou ee sech huet däerfen deplacéieren, op 20 Kilometer. Ab deem Moment huet een och däerfen ee Foyer gesinn, awer wannechgelift bei sech am Gaart dobaussen, net dobannen.

Dann ass den 10. Mee de Moment gewiescht, wou de „click and collect" opgaangen ass, fir mat engem Geschäft e Rendez-vous ze maachen, wann een eppes wollt kafen. Och den 10. Mee sinn d'Coifferen erëm opgaangen.

Dann: « L'ouverture des bars et restaurants n'est pas envisagée avant le mois de juin 2021. ». Dat ass déi Situatioun, dat sinn déi Mesuren, déi do en place waren, véier Méint laang!

Da komme mer zur Situatioun vum Sport, wéi gesot, am Juni soll dat nees ugoen, awer och dobaussen an ouni Public, Juni eventuell, et ass nach net ganz festgeluecht.

Da kucke mer d'Situatioun. Gutt, Dir sot vläicht: „Är Mesurë si manner streng." Dir wësst, et gëtt en Objektiv, en Indicateur, dat ass d'Oxford-Universitéit, déi mécht säit der ganzer Pandemie eng Evaluatioun vun de Mesuren, déi en place sinn, wéi streng se sinn oder net. Lëtzebuerg, wann ech elo déi lescht Méint kucken, vu Januar bis elo, huet do e Ranking vun 53. Ganz streng ass 100. Irland ass bei 85. Dat ass 32 % méi streng an de Reegelen. Schweeden iwwregens, wat ëmmer zitéiert gëtt, ass och 15 % méi streng wéi Lëtzebuerg, wa mer et kucken op de Januar zréck.

Da kann ee soen: „Wéi huet et sech op den Intensivstatiounen?" Och do si mer sécherlech net méi schlecht, mir si souguer liicht besser: 4,1 fir Lëtzebuerg an der Moyenne op déi lescht véier Méint gekuckt, 4,5 fir Irland.

Dann, ganz wichteg, wann ee wëllt objektiv vergläichen, ass dee sougenannte Z-Score. Wat ass dat? Dat ass, wann een d'Mortalitéit kuckt an et relativéiert een dat. Et kuckt een, wéi wäit d'Ofwäichen ass vun der Normalitéit. Dat hunn ech dann och nach eng Kéier de Moien nogekuckt. A wa mer erëm eng Kéier kucken: Am Joer 2021 läit Lëtzebuerg fir dëst Joer konstant ënnert där rouder Linn. Do gëtt et eng rout Linn, an ab där Linn schwätzt ee vun enger substanzieller Hausse. Lëtzebuerg ass konstant drënner. Dat ass net de Fall fir Irland, si si wäit driwwer gewiescht dëst Joer. Et ass net de Fall fir England, et ass net de Fall fir Schweeden, och si si wäit driwwer gewiescht. Et ass net de Fall fir Frankräich, déi waren och wäit driwwer, Däitschland war wäit driwwer, Holland war wäit driwwer an d'Belsch war och wäit driwwer.

Dir sot Nee, Madamm Hansen. Ass dat falsch, wat ech soen?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech soe just, datt mir net den iresche Modell gefrot hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Ministesch erlaabt Der, datt den Här Wiseler lech eng Zwëschefro stellt?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, gären.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wiseler, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Madamm Minister, Dir maacht hei e Verglach vun Zuelen zwëschent Irland a Lëtzebuerg. Wann Dir géift gutt zitéieren, wat ech gefrot hu sengerzäit, war dat, datt d'Lëtzebuerger Regierung soll e Stufeplang en place setzen. Ech hunn zu kengem Moment gesot, datt Der an deem Stufeplang déi selwecht Moossnamen an där selwechter Reiefolleg mat méi oder manner Rigueur wéi Irland sollt en place setzen.

Ech hunn lech just gefrot ... a mir hätte gären als CSV e Stufeplang, fir datt d'Leit dobausse kéinten an all deene Sparten, déi mer kennen, eng Previsibilitéit hu vun deem, wat kënnt, datt mer eis kéinten Zilsetzunge setzen an datt mer genau wéissten, wou mer géifen histeiere mat deene Politicken, déi mer maachen. Dat ass dat, wat ech gefrot hunn. Do kënnt Der elo déi dote Vergläicher vun den Zuelen hei maachen, déi sinn awer an deem Sënn sënnlos, well et net dat ass, wat ech gefrot hunn.

Une voix.- Ganz gutt!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dat ass richteg, Dir hutt e Stufeplang gefrot. An ech wëll just illustréieren, wat dat bedeit. Et sinn e puer Länner, déi Stufepläng haten, dont Irland.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Neen. De Stufeplang bedeit dat net.

(Brouhaha)

(Coups de cloche de la présidence)

De Stufeplang bedeit dat net. Et sinn am Fong déi Mesuren, déi Der an de Stufeplang setzt, déi dat bedeiten.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Nee, wat ech wëll soen, wou ech wëll drop eraus, wann Der mech och wéilt fäerdeg schwätze loossen: Et sinn e puer Länner effektiv, déi Stufepläng haten, déi ware ganz rigid. Firwat? Well et schwéier ass, e figéierte Stufeplang ze maachen, deen net ganz rigid ass. An dofir hu mir de Choix vun der Flexibilitéit eebe geholl.

Huelt Däitschland: Wa mer géifen de Stufeplang vun Däitschland huele mat enger Inzidenz iwwer 100, wou mer nach ëmmer sinn, da wäre mer bei der Handbrems hei. Dann hätte mer nach e ganz anere Couvre-feu a Frankräich. An ech wëll lech soen: Ech kenne kee Stufeplang, deen esou eng Flexibilitéit méiglech gemaach hätt, deen esou vill Ëffnunge méiglech gemaach hätt, ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mee kuckt emol déi Resultater …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- … wéi mir se hei haten ouni Stufeplang. Dat ass am Fong mäi Message. Ech weess, dass Der net op den Detail agaange sidd.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech wollt just der Transparenz halber de Leit awer och soen, wat esou e Stufeplang bedeite kann.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Der Transparenz halber wëll ech awer och soen, datt déi Zueleresultater, déi Der zwëschent September an Dezember hat, déi schlechsten an Europa, quasiment op der Welt waren.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dat ass net richteg, wann Der d'Moyenne vun 2020 kuckt.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass awer richteg, wann Der September bis Dezember kuckt, d'zweet Well.

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mir kënnen och op een Dag kucken.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ma mir kënne gären de Bilan zéien. Ech mengen, d'Kris ass eng Kéier eriwwer an dann ass et e gudde Moment, dat doten nach eng Kéier objektiv oppen ze leeën. Och do géif ech soen …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Wuert huet elo eleng d'Madamm Gesondheetsministesch.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Objektiv gesinn, wéi gesot, nom Oxford-Index sinn eis Mesurë verhältnisméisseg wierklech labber a liberal. Eis Resultater sinn am Géigenzuch gutt, wann ech vergläichen, erëm eng Kéier Januar op Abrëll, dat ass jo déi Zäit elo rezent, déi eis interesséiert. Op den Intensivbetter leie mir bei 38 an der Moyenne, Däitschland bei 48, dat sinn 10 % méi Beleeung, Frankräich bei 59, dat sinn 21 % méi héich Beleeung, d'Belsch 8 % méi Beleeung. Bref, mir si mat labberen a flexibele Mesuren, déi mer geholl hunn, bei engem Resultat, wat am Verglach sech dach awer weise léisst. A mir waren net véier Méint laang strikt zou.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Mir wurschtelen. Dat kréie mer ëmmer erëm gesot. Dat mag sinn. Mee am Endeffekt ass d'Resultat am Verglach dach awer net esou schlecht. Aner Länner hu vill méi grouss Service-juridiquë wéi mir. Déi wurschtele warscheinlech och a se hunn nach manner gutt Resultater ënnert dem Strëch. Ech kann nëmmen an deem Sënn soen, dass mer nach iergendwéi gutt dobäi ewechkomm sinn.

Eis Schnelltestteststrategie hu mer d'lescht Woch presentéiert. Si ass elo matten an der Ëmsetzung.

D'Këschte sinn ënnerwee an d'Restauranten, an d'Wäistuffen. Dat ass um Lafen. Mir hunn nach Zäit bis de Sonnden. Ech sinn zouversiichtlech, dass eis Leit do nach ganz villes wäerten hikréien. Eis Ambitioun ass et, dat Gesetz hei ëmsetzbar ze maachen. Haut ass de Vott.

Et ass richteg, dass mer en Hickhack hate mat verschiddenen Ausféierungsbestëmmungen. Dee Cadre légal, deen huet eis och vill beschäftegt. Mir hu vill diskutéiert. Do passe mer natierlech de reglementairë Kader un. An et ass richteg, dass eng Croche dra war. Dat hu mer gemierkt am Laf vum Moien. Mir hunn effektiv eng Obligatioun dra gehat fir Privatleit, déi missten hiert Schnelltestresultat deklaréieren. Dat huet keng Base légale. L'erreur est humaine. A wat hu mer gemaach? Mir hunn dat schnellstméiglech iwwer Mëtteg geännert, nach eng Kéier eng Procédure silencieuse gemaach, fir dass dat alles propper a korrekt ass.

Mee et ass richteg, dass e Feeler geschitt ass. Ech stinn absolutt derzou. Esou eppes kënnt vir, zemools, wann een ënnert deenen Ëmstänn muss schaffen, wéi mer dat an deene leschte Wochen a Méint maachen.

Une voix.- Voilà!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- D'Schnelltester, nach eng Kéier ganz kuerz am Resümmee. E Schnelltest, wat ass e Schnelltest am Géigesaz zu engem PCR-Test? E Schnelltest ass en Test, dee ka mat esou engem klenge Kit sur place ausgewäert ginn, e bësse wéi e Schwangerschaftstest. Deen ass an der Zäit gemaach ginn iwwer e Prelevement ganz hannen an der Nues, den nasopharyngé. Dee konnt nëmme bestëmmtent Personal maachen. Haut hu mer déi selwecht Tester, wou ee just vir brauch an der Nues ze prelevéieren, wou natierlech eng aner Populatioun dee ka maachen. Dat kann am Fong jiddweree maachen. Et ass wichteg, dat kloerzestellen.

Et ass alles komplizéiert, mir sinn eis däers bewosst, et ass technesch. Mee esou ass dat nun eeben emol. Déi Elementer evoluéiere ganz schnell. Et kommen Erfarungen, et kommen nei Produiten op de Maart. Mir sinn op alle Fall elo mat de rezenteste Produiten ënnerwee an hoffen och, dass déi Kommunikatioun, déi Flyeren, déi dat wäerte begleeten, de Leit déi néideg Erklärunge wäerte ginn, wéi se domadder ëmzegoen hunn.

Den Triptyque, d'Ouverture vum Green Certificate, deen Der ugeschwat hutt, dat ass e Projet, wou drop geschafft gëtt. Mir hunn niewent der Gestioun vun der Pandemie och ongeféier zéngmol esou vill Reuniounen op europäeschem Plang am Moment lafen, déi mer mussen assuréieren. Lëtzebuerg schafft do intensiv drun. D'Ambitioun ass, fir deen Triptyque Mëtt Juni stoen ze hunn.

Den Här Reynders huet getweet, e freet sech - den 12. Mee war dat - iwwert de „promising start", mir wäre „well on track". D'Infrastruktur ass getest gi mat fënnef Frontrunner, fënnef Länner sinn do mat derbäi. Ech brauch lech net ze soen, dass Lëtzebuerg mat do derbäi ass. Hien huet sech driwwer gefreet, dass mer dat hikritt hunn an ass zouversiichtlech, dass déi Aarbechte wäerten ofgeschloss si bis den nächste Mount. Ëmmerhi lafe se awer nach. Déi Aarbechte sinn am Lafen. Déi genau Detailer, wat wéi afléisst, do gëtt nach vill drop geschafft, grad eeben um Geneesungszertifikat. A mir si bestrieft, eis do anzebréngen fir eng gemeinsam Positioun, dat ass eis wichteg, dass mer e gemeinsamen Nenner fannen als Europa. A mir sinn, wéi Der kënnt aus deem Tweet och erausliesen, bei deene fënnef Länner un der Front, déi dat doten testen. Dat ass eis Ambitioun, ganz schnell do derbäi ze sinn, natierlech op där Pist, déi europäesch wäert zréckbehale ginn. An do si mer nach net derduerch.

Et kënnt derbäi, dass hei an der Chamber vill Froen opgeworf gi sinn. Wéi huet et sech mat de Reinfektiounen? Wéi ass dat, wa Leit geimpft sinn? Wéi ass dat, wa se sech nach eng Kéier infizéieren? Mir hunn eng Enquête lafen. Dir wollt et méi am Detail wëssen. Och mir wëllen et méi am Detail wëssen, mee nach leeft déi Enquête. Dofir waarde mer ganz gären déi Resultater of. Mir wëssen, dass Leit hiert Liewe verluer hunn, obwuel se scho geimpft waren. Mir waarde ganz gären dat of, wat eis Experten eis wäerte soen. Mir hunn ons jo och gäre bereet erkläert, och dat ass vill Aarbecht, déi am Moment leeft niewent eiser normaler Aarbecht, fir mat auslänneschen Experten dat alles eng Kéier duerchzeschaffen. Soubal mer déi Resultater hunn, spiere mir eis méi à l'aise, fir nächst Schrëtt ze huelen an eeben och dee Certificat auszewäiten. D'Zil ass, fir den nächste Mount domadder fäerdeg ze sinn. D'Diskussioune sinn um Lafen. Et brauch also e bësselche Gedold, fir déi gemeinsam Positioun ofzewaarden.

Den nächste Mount, dovunner erwaarde mer eis ganz vill. Wa mer d'Situatiounsaschätzung kucken, bei eis an och am Ausland, da kann een Hoffnung hunn, dass, wann een dëse Mount nach virsiichteg ass, dass ee wierklech den nächste Mount e grousse Schrëtt kann huelen. Dat ass dat, wat mer eis wënschen. Et ass do, wou mer drop hischaffen.

Mee trotzdeem, et däerf een net vergiessen, dass dëse Mount e kritesche Mount bleift. Dat gëtt vun allen Experten ervirgehuewen. Et gëtt och gewarnt, dass mer net sollen deen nämmlechte Feeler maachen, dee schonn emol geschitt ass virun de Feierdeeg, wou et net séier genuch gaangen ass mat Ausnamen an Opmaachen. Et ass och elo erëm e ganz kritesche Mount, well de Virus nach ganz present ass, well mer Varianten hunn, well mer nach net genuch Leit duerchgeimpft hunn. An dat ass eng Situatioun, déi d'Epidemiologen als geféierlech aschätzen. Mir sollen déi Situatioun mat groussem Respekt huelen an déi Fräiheeten, déi mer hunn, wierklech virsiichteg notzen, mat vläicht e bësse lästegen Oplagen nach. Mee an deem Sënn hale mer eis un dat, wat mer gesot kréien. Mir kucken, dass mer wierklech virsiichteg sinn an net ze vill grouss Schrëtt huelen, fir net erëm mussen eng Kéier zréckzeschrauwen.

Déi selwecht Virsiicht ass och gefuerdert vun der Cheffin vun der EMA. D'ailleurs, déi hat eng Pressekonferenz d'lescht Woch, wou se och dorobber opmierksam gemaach huet. Et ass e Risiko vu Variantes d'échappement grad an deem Mount hei. Dat huet näischt mat engem Auspuff ze dinn, mee dat si Varianten, eeben, wann ee vill Mouvement huet an nach net genügend Impfstoff, dann ass et e grousse Risiko, dass de Virus erëm eng Kéier mutéiert. Dofir muss ee wierklech virsiichteg bleiwen an dat an der Hoffnung, dass mer lues a lues eeben de Maximum u Leit duerchgeimpft kréien.

Vläicht nach ganz kuerz e Wuert, wann Der erlaabt, zu dem Couvre-feu. Ech hunn dat schonn oft gesot: Mir hunn net déi wëssenschaftlech Basis fir ze soen, dass dat wierklech dat ass, wat wierkt! Et sinn d'Päck, déi evaluéiert ginn. Et gëtt leider net wierklech eng wëssenschaftlech Basis, déi engem eent zu eent eng Äntwert op eng Mesure gëtt.

Ech wollt just drop hiweisen, dass mer, wa mer global kucken, wéi mer mat eise Mesuren do stinn, déi - ech soen et nach eng Kéier - am Ranking international labber sinn, wat wierklech e ganz vivable Pak ass mat ville Fräiheeten, gutt Resultater hunn. De Couvre-feu gehéiert derzou, an dat veruloosst eis - zumindest emol nach dëse Mount hu mer déi Virsiicht -, en einfach nach wëlle bäizehalen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass, wa mer am Ausland ronderëm kucken, mer mat eisen Inzidenzzuelen definitiv net déi eenzeg wären. An Däitschland wär en da bei zéng Auer mat Inzidenzen iwwer 100, a Frankräich wär e bei siwen Auer, déi gi jo elo eréischt fir den 19. Mee op zéng Auer erop. An an Éisträich ass en am Moment bei aacht, dee soll den 19. Mee op zéng Auer goen. Also, mir sinn net déi eenzeg. Ech sinn net deen, dee behaapt, déi absolutt wëssenschaftlech Basis ze hu fir ze soen, par a plus b, dass dat dat ass, wat eis rett. Alles an allem ass eise Pak iergendwéi esou geschnürt, dass e fonctionéiert. Dat ass essenziell. An ech wënsche mer selwer och, dass dat den nächste Mount dann endlech der Historie soll ugehéieren.

Grouss Hoffnung setze mer natierlech op de Vaccin, dass et virugeet. Grouss Hoffnung och op déi Erfarung, déi mer kënnen an dësem Mount mat eranhuelen, mat entgéinthuelen. Well mir hu vill Proximitéit. Déi Schrëtt, déi mer huelen, si wuel encadréiert mat testen, mee nawell gëtt et vill méi Aktivitéit. Dat brauch eng gewësse Virsiicht. Ech hoffen, dass jiddwereen do matmécht. Ech wënsche mer, dass mer zesummen optimistesch bleiwen.

An ech géif och eng Kéier all menge Leit Merci soen an hinne soen: „Loosst de Kapp net hänken, wa mer gesot kréien, mir géife schludderen." Ech weess, dass Dir Äert Bescht maacht an ech stinn zumindest zu 100 % hannert lech a si ganz dankbar fir dat, wat geleescht gëtt.

Wann Der erlaabt, kann ech e Wuert zu de Motiounen soen? Oder?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Vläicht duerno, datt mer dann déi Zäit duerno notzen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un de Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Just, well ech mierken, dass ech eng Rëtsch vu Gemengeresponsabelen hei am Sall hunn, déi mech elo gefrot hunn, wéi dat geet.

Also, d'Inneministesch wäert muer de Moien och eng Circulaire erausginn, wou ganz genau d'Prezisiounen drop stinn.

Éischtens, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Premierminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat schéngt verschidden CSV-Leit net ze interesséieren.

(Brouhaha)

Mee da Respekt fir déi aner, Madamm Hetto, et wier vläicht gutt, dass déi aner et awer matkréien. De Fait ass ganz einfach: Muer de Moie kënnt eng Circulaire, ab muer de Mëtten oder e Sonndeg kënnen d'Gemengen dat maachen, et muss keng Gemeng dat maachen. Dat hei ass e Service, deen de Staat, zesumme mat de Gemengen, deem engen oder aneren offréiert, fir et méi einfach ze maachen, dass déi Leit an hirer Lokalitéit, déi wëllen an de Restaurant goen oder dohin, wou se esou en Zertifikat brauchen, kënnen ee kréien.

Déi Circulaire gëtt muer de Moie vun der Inneministesch gemaach, wou e Modell drop ass, wéi eng Zertifikatioun soll ausgesinn, wou och d'Adressen drop sti fir déi Gemengen, déi der méi wëlle bestellen, dass déi och déi Adresse kënne kréien, wou de Fournisseur ass. Mir gi jo Kits de départ. Et ass e Service, deen hei d'Gemenge kënnen hire Bierger offréieren. Ech muss lech soen, ech fannen dat doten eng Approche, wou mer och op Demande vu Gemenge gesot kritt hunn: „Kéinte mer dat doten net maachen?" Ech fannen et e Service supplémentaire, deen eng Gemeng hire Bierger kann offréieren, wou de Staat kuckt - eebe well mer wëssen, dass d'Leit net vun haut op muer d'Material kënne kréien -, dass se 20 %, selon la population, vun deenen Tester kënne kréien, mat den Adressen a mat dem Formulaire an och, well déi musse jo validéiert gi vum Här Schmit, dat heescht, der E-Mailsadress, wou een dann och d'Lëscht kann eraginn, fir dass déi Leit och direkt d'Homologatioun kënne kréien, fir déi Zertifikatioun kënnen ze maachen. Dat kënnt alles muer de Moien iwwer Circulaire. Ech wollt dat dote just preziséieren an och der Inneministesch an nach eng Kéier och dem HCPN an der Santé Merci soen, dass si dat dote rapid organiséiert hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Premierminister. Parole après ministre fir d'Madamm Hetto.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Jo, wéinst Fait personnel. Merci fir d'Wuert, Här President. Ech wollt am Fong geholl just dem Premierminister soen, dass dat keng Saach ass , déi mat Respekt ze dinn huet. Ech wollt lech just soen, wann Dir de Mëtteg ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Hetto, et wier vläicht gutt, wann Der bei de Mikro kéimt, datt een lech och héiert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Ech wollt mech am Fong just un de Premierminister adresséieren. Et ass guer keng Saach vu Respekt, Här Premierminister. Mee wann Dir de Mëtten hei annoncéiert, dass dat muer de Mëtteg disponibel ass, wou ech denken, dass vill Leit heibanne si vun de Gemengen, déi frou sinn a vun deem Service da wäerte profitéieren, fannen ech et e bësse schued, wa muer de Moien, um Samschdeg Moien eng Innenministesch soll eng Circulaire erausginn. Do leeft net vill samsdes moies op de Gemengen. Duerfir wier dat flott gewiescht, wann dat schonn de Mëtten hätt kënne stattfannen. Méi war et net, wat ech wollt soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hetto. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Et ass gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé iwwert den Artikel 10 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen.

Vote séparé sur l'article 10 du projet de loi 7820

Wien d'accord ass mat dem Artikel 10 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

D'ADR-Fraktioun, déi hunn nach iwwerhaapt net gewielt. Déi sollen dann emol, voilà, elo fänkt et esou lues un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass den Artikel 10 mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7820. Den Text steet am Document parlementaire 7820[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7820 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv dem Vott vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, dat ass déi, déi vun der CSV deposéiert ginn ass, wou et ëm déi praktesch Modalitéite geet, wat de Protocole sanitaire ubelaangt, deen am Artikel 4 Paragraf 5 vum Projet de loi virgesinn ass. Wie wëllt nach Stellung huelen zu dëser Motioun? D'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci, Här President. Dozou ass ze soen, et gëtt gefrot, fir kloer ...

Pardon, hunn ech elo déi richteg hei? Waart emol.

Une voix.- D'Motioun 1.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass déi Motioun, wou et drëm geet, ...

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà! Ech hat dat falscht Blat. Et ass d'Modalité pratique fir déi Derogatiounen, déi den Direkter géif ginn. Do wëlle mer dervunner ofroden, fir déi festzeleeën, dat géif eis ganz vill Flexibilitéit huelen. De Prinzip ass déi normal Reegel. Ab 150 ass et: Sëtzen op zwee Meter, mat Mask. Wa mer hei aus deem Konzept erausginn, ass et wierklech an enger Optik, fir Testprojeten ze maachen, wou mer eis justement wëlle Flexibilitéit ginn, fir eebe ganz spezifesch, fallbezunn ze kucken, wat kéint Sënn maachen.

Wa mer dat musse virfigéieren, ass dat ganz schwéier. Ech mengen, da géife mer näischt esou proposéieren. Da wäre mer warscheinlech einfach bei der Reegel bliwwen. Et ass eng Ouverture eeben am Sënn vun enger Pilotphas, wou ee wierklech au cas par cas soll kucken. An ech hunn do absolutt Vertrauen an den Direkter vun der Santé. Dat Amt,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

wat hie bekleet an dëser Pandemie, ass en Amt, wat eng grouss Wichtegkeet huet a Pandemien.

A Schweede loosse Leit sech säin Equivalent op den Aarm tatouéieren. Ech mengen, et ass scho gutt a richteg, dass mer dem Direkter vun der Santé vertrauen, dass en déi Konzepter do mat deem néidege Seriö ausschafft. Ech sinn op alle Fall iwwerzeegt, dass dat dee richtege Wee ass, an dass, wa mer dat wéilte festneelen, ee sécherlech net kéint déi Erfarungen eranhuelen, déi mer awer gären hätten, fir dann idealerweis an enger nächster Phas besser Schrëtt kënnen ze huelen an eeben opgrond vun deenen Erfarungen da justement generell Reegelen ze erstelle fir Evenementer mat méi Leit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lenert. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen?

(Négation)

Da kënne mer zum Vott vun där Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi, fir zwee Autoschnelltester der Tranche d'âge tëscht 18 an 29 gratis zur Verfügung ze stellen. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? De Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, zwou Saachen. Déi éischt Saach ass, elo kënnt jo déi Circulaire muer de Moien. An ech wëll och just der Madamm Hetto soen, dass et de Prinzip ass an enger Demokratie, dass en Innenminister waart, bis eng Chamber en Text gestëmmt huet, fir eng Circulaire mat den Applikatioune vun den Texter ze maachen. Well wa mer net gewaart hätten a se schonn haut de Moien oder gëschter verschéckt hätten, hätt Der gesot: „Dir wësst jo net, wéi d'Resultat ausgeet!" Duerfir sinn ech frou, dass mer elo gewaart hunn. An dat kann elo erausgoen. An ech wollt Iech och scho warnen, dass déi Circulaire géif muer kommen, just zur Informatioun.

Mat där Circulaire, Här President, a mat deene 17 Milliounen Tester, déi elo verdeelt ginn, mengen ech, ass dat dote wierklech superfetatoire, fir elo nach hei spezifesch ze soen, dass jiddwereen der zwee muss kréien. Mat 17 Millioune wäerten d'Leit der souwisou méi wéi zwee kréien. An déi Méiglechkeet, duerch déi Gemengen, déi dat doten och offréieren, dass ee souwisou och egal wéini ka bei deem engen oder aneren deen Test maache goen, mengen ech, geet am Fong vill méi wäit wéi dat, wat dës Motioun vun der CSV proposéiert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premierminister. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Just fir dat nach ze erklären, wat ech op der Tribün gesot hunn. Ech hu jo och mech derfir staark gemaach, dass een déi Tester soll maachen, net wëssend awer, dass déi Aktioun vun de Gemengen esou wär, wéi se elo presentéiert gëtt. 17 Milliounen Tester gi verdeelt. A wann ee weess, das an de Schoulen effektiv jo all Jonken zwee Tester kritt, dass d'Leit op der Aarbechtsplaz elo och alleguerten Tester kréien, an dass déi, déi net am Aarbechtsprozess dra sinn, Bonge kréien, fir se an d'Apdikte sichen ze goen, dann, mengen ech, kéint een déi heite Motioun ofleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Ech gesi keng Wuertmeldung méi. Da kënne mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, dat ass déi, wou et drëm geet, datt verschidde Beruffer sollen als Professions exposées prioritär consideréiert ginn. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun ergräift? Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Wéi Der wësst, hate mer jo, wéi ech dat schonn dës Woch erkläert hunn, e reegelméissegen Echange och mat de Sozialpartner a mir haten och ee mat der CGFP, wou mer och hinnen erkläert hunn, dass mer jo géifen dem Alter no goen, well den Alter nach ëmmer dee Krittär wier, fir d'Leit esou staark wéi méiglech ze protegéieren, an dass dem Alter no dann eeben och fir de Gros vun der Populatioun besser wier, fir se esou ze protegéieren, an dass mer de Comité d'éthique jo saiséiert hätten, fir déi Fro ze stellen. Hei steet jo zum Beispill dran, dass et d'Police grand-ducale oder d'Personnel enseignant wier.

Ech hunn d'Beispill och mat der CGFP geholl: Wat maacht Der um Flughafen? Um Flughafen hutt Der och en Douanier, Dir hutt en Här vun enger privater Sécherheetsfirma, deen Är Bagagë kontrolléiert, deen Iech oftaascht, wou Der d'Schong ausdot, dee vill méi no ass bei Iech wéi eng Persoun oder en Douanier, deen do Äert Gepäck opmécht. An dann hätt Der zum Beispill just e Polizist, deen dann och geimpft wier. Do krut ech gesot, dach, mir kéinte jo vläicht déi eng oder aner nach impfen.

Dowéinster: Mir hunn d'Commission nationale d'éthique wierklech saiséiert, fir dat doten ze maachen. Mir mengen, dass et hei eng eethesch Fro ass, ob e Beruff prioritär muss sinn. Well Dir schwätzt hei zum Beispill net vun enger Vendeuse, déi de ganzen Dag an enger Keess sëtzt. Dir schwätzt net vun engem Coiffer oder vun engem Serveur, deen all Dag stonnelaang steet an enke Kontakt mat de Leit huet. Dir schwätzt net vun de Métiers de proximité an de Kontakt, wéi zum Beispill enger Estheticienne, engem Kiné, engem Masseur, deen och déi ganzen Zäit nieft de Leit steet.

Dowéinster, Här President, ech géif wierklech recommandéieren, dass mer hei op den Avis vun der Commission national d'éthique waarden an net an eng Surenchère falen, fir ze kucken, bei deem engen oder bei deem anere Punkten ze sammelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Premierminister. Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Jo, déi Motioun ass eis am Prinzip sympathesch, datt een, wa mer genuch Impfstoff hätten, sollt ee jiddwereen esou séier wéi et geet impfen. De Fakt ass, an dat ass kee Geheimnis: Mir hunn net genuch Impfstoff a mir hu mam Ethikrot eng Priorisiéierung op Basis vum Alter. Dovunner kann een elo halen, wat ee wëllt. Et ass awer dat, wat mer am Moment hunn an et ass dat, mat deem mer elo gutt verfuer sinn. Et féiert derzou, datt mer d'Leit der Rei no duerchimpfen.

A wa mer elo ufänken, hei déi eng Beruffsgrupp géint déi aner auszespillen, a wa mer dann nach ufänken, hei eng Extrawurscht fir déi eng, well se da gutt vertruede sinn a well se fir de Staat schaffen, déi ze priorisiéieren, wärend d'Botzpersonal, wat heefeg soustraitéiert ass - ech mengen, dat ass e grousse Kampf vun de Kolleege vun déi Lénk, wou se jo och e Succès hei an der Chamber haten -, wa mer déi dann net priorisiéieren, gläichzäiteg, wéi de Premier gesot huet, déi um Flughafen, déi dann och gréisstendeels soustraitéiert sinn, déi net priorisiéieren … An ech weess net, wou mer nach iwwerall Leit hunn, déi vill méi am Kontakt mat deenen eenzelne Biergerinnen a Bierger sinn, an déi net géife prioritär ... - ech mengen da kréie mer dat, wat mer am Moment wierklech fäerten: An dat ass den Impfneid, dat ass eng Onrou, dat ass eng Onzefriddenheet, an dat brauche mer net.

Mir brauche Leit, déi sech wëllen impfe loossen. Mir brauche virun allem eng Impfcampagne, déi esou séier wéi méiglech weidergeet. An do sollte mer all nei Debatt probéieren ze verhënneren. Fir eis ass et ganz kloer: Mir hunn e Plang, wéi mer doduerchkommen, an esou laang mer hei net genuch Impfstoff fir jiddwereen hunn an net jiddwerengem kënnen eng Offer maachen, sollte mer ophalen, iergendee wëllen ze priorisiéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da freet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert a kritt et och.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An e seet Iech villmools Merci dofir, Här President. Ech mengen, datt mer hei och sollten e bësse kucken, wat an eisen Nopeschlänner geschitt. Ech wëll just d'Beispill aus Däitschland nennen: E Lëtzebuerger Polizist, deen an Däitschland wunnt - deen ass och do gemellt als Polizist -, dee gëtt an Däitschland priorisiéiert a geimpft; e Lëtzebuerger Polizist, deen zu Lëtzebuerg wunnt, gëtt net als systeemrelevant consideréiert an also net geimpft.

Dat ass eng Fro …, ech mengen, dat weist ganz däitlech en Ënnerscheed an der Konzeptioun. An Däitschland gëtt definéiert: Wien ass systeemrelevant? Zum Beispill alles, wat am medezinnesche Secteur schafft, och zum Beispill bei de Véidokteren an esou weider, dat gëtt alles als systeemrelevant consideréiert. Dee ganze Justizapparat gëtt als systeemrelevant consideréiert. Elo bei de Bundestagswalen, zum Beispill, si Leit, déi sech als Walhelfer mellen. Dat kënne Studente sinn. Mee well se u Walen deelhuelen, déi de Staat um Liewen halen an enger Zäit vu Pandemie, gi se als systeemrelevant consideréiert. Also kréie se eng Impfprioritéit. Et geet hei net ëm Jalousien. Et geet schonn drëm, fir staatlech Interessien am An ze behalen. Dat hate mer bei de Polizisten, bei de Giischtercher, am Enseignement - iwwerall do, wou et wierklech wichteg ass, datt de Staat viru fonctionéiert. Dat ass einfach eng funktional Analys an dofir sinn et eebe virun allem Staatsbeamten, déi concernéiert sinn. Mee dat ass eng funktional Analys. Et geet net drëm, Privilegie fir Beruffsgruppen, déi beim Staat sinn, per se ze priviligéieren, mee ze kucken: Wat brauche mer, fir d'Land um Fonctionéieren ze halen? Wat brauche mer, fir besonnesch exposéiert Leit ze schützen?

Ech mengen, dat ass eng legitimm Approche a mir sollen hei net an eng Jalousiediskussioun goen, mee an eng rational Diskussioun. An an deem Sënn, als eng objektiv Analys an am Interessi, datt mer de gemeinsame Staat, dee mer hunn, kënnen um Liewen an um Fonctionéieren halen, denke mer, datt d'Priorisiéierung vu verschiddene Beruffskategorien absolutt Sënn mécht. An dofir ënnerstëtze mir dat hei och mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Awer just, fir dräi Saachen ze soen a richtegzestellen.

Ech wëll just soen, wann hei vun deem engen oder deem anere Riedner gesot ginn ass, datt een net soll an deene Beruffskategorien denken, da wëll ech awer just drun erënneren, datt dat am Ufank vun der Impfcampagne souwisou scho gemaach ginn ass, well mer d'Santésberuffer logescherweis virgeimpft hunn, well mer de CGDIS virgeimpft hunn, wat ech och logesch a richteg fonnt hunn.

Wat ech net méi verstanen hunn, dat ass, firwat de CGDIS virgeimpft gëtt an d'Polizeibeamten, déi awer um Terrain mat engem Kontakt heiansdo musse liewen … - net onbedéngt d'Direktioun, déi hunn en anert Beruffsbild wéi am Fong d'Beamten, déi um Terrain musse schaffen. Dat ass déi éischt Remark.

Déi zweet Remark ass: Wann Der déi Motioun hei liest, ass et net nëmmen ëm d'Staatsbeamte gaangen, mee et ass ëm systeemrelevant Beruffer gaangen. Do sinn der zwee opgezielt hei, mee et sinn och nach anerer, déi eis effektiv kënnen am Fonctionnement vum Staat noutwendeg sinn an hëllefen.

An drëttens, wat net gesot ginn ass, mee wat och an der Motioun hei steet, dat ass, datt mir net eng absolutt Privilegéierung hei froen oder Priorisiéierung hei froen, mee datt mer gesot hunn, datt mer innerhalb vun den eenzelne Gruppen, esou wéi et hei steet, datt mer « dans l'étape de vaccination qui les concerne individuellement », datt mer am Fong eng Priorisiéierung fir jiddwereen a senger Etapp gefrot hunn. Elo si mer an der Etapp 6, dat heescht déi Beamten, déi concernéiert sinn an där Etapp, wou se sinn, datt een déi an där Etapp prioriséiert behandelt, ass eng absolutt grouss Nuanciatioun, déi mer par ailleurs wëll ech Iech soen, Här Staatsminister, säit zwee Méint esou froen, elo hei eng Kéier formuléiert hunn, mee nach ëmmer d'selwecht gefrot hunn. Esou, dat just zur Explikatioun, wat déi Motioun ugeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech muss soen, ech deelen d'Analys vum Sven Clement. Ech mengen och, datt wa mer elo ufänken, sechs Wochen, iert all erwuessene Lëtzebuerger, wann alles gutt geet, eng Inviatioun fir eng éischt Impfung kritt, nach innerhalb vun deenen, déi net geimpft sinn, vun deene 70 %, d'Systeemrelevanz ze detektéieren, da komme mer an eng ganz komesch Diskussioun, well da muss een op eemol ufänken ze soen: Ok, wat sinn dann d'„close contact"-Beruffer?

An da soe mer: „Ok, ma dann huele mer verschidde Beruffsgruppen." An ech soen elo nëmmen d'Botzpersonal, dat géif dann eventuell als esou eent detektéiert ginn. Vun där Beruffsgrupp wäerte mer awer och just 10 % impfe kënnen, well déi aner Netlëtzebuerger sinn, respektiv Frontaliere sinn an an deene jeeweilege Länner dra sinn. Mir kommen, mengen ech, an Däiwelskichen. An ech fäerten, datt se gutt gemengt ass, mee datt se, wann een dat elo géif maachen, datt dat net sënnvoll wier. An duerfir si mer och dergéint.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun … Nee, den Här Premierminister nach eng Kéier.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wollt just preziséieren, dass mer déi Fro - well et ass elo keen drop agaangen - un d'Commission nationale d'éthique gestallt hunn. Ech wëll dat just nach eng Kéier soen. Ech mengen, hei wier d'Opportunitéit vläicht, fir d'Motioun zréckzezéien, ze waarden, bis den Avis vun der Commission nationale d'éthique kënnt, an dann driwwer ze diskutéieren. Mee wann d'CSV dat eeben net wëllt …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech kucken nach eng Kéier op den Auteur. Dat schéngt net de Fall ze sinn, datt d'Motioun zréckgezu gëtt.

Da kënne mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmme a 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

On voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4, wou et drëm geet, d'Limitt vun der Altersgrupp, déi sech kënnen op d'Waardelëscht fir den AstraZeneca-Vaccin setzen, op déi Tranche d'âge vun 18 bis 29 ze erweideren. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Esou wéi mer bei der viregter Motioun ofwaarden, wat den Ethikrot eis wäert soen, si mer hei der Meenung, dass mer sollen eise Conseil supérieur des maladies infectieuses suivéieren. Deen huet sech de 16. Abrëll ausgelooss zu dëser Fro. Do ass ganz kloer ofgerode ginn, fir dëse Vaccin u manner wéi 30-Järeger ze verofreechen. Dat ass déi Approche, déi mer hunn, an dofir kënne mer dat heiten net ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Gesondheetsminister. Da kritt den Auteur d'Wuert, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech wëll effektiv soen, datt dat Argument, wat d'Ministesch hei bruecht huet, mir absolutt aliicht. Ech muss soen, ech hu bal all Text gelies, deen ech heizou kritt hunn an deen ëm deen Dossier hei gaangen ass. Deen do hunn ech awer net gelies, deen Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses. Wann dat esou kloer ass, an ech hunn dat nogekuckt, datt dat eng Recommandatioun ass, fir den AstraZeneca net ze impfen an deem Alter, zéien ech dës Motioun selbstverständlech zréck.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Domadder ass d'Motioun zréckgezunn?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, wann Der d'accord sidd, Här President, hunn ech dat proposéiert.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da brauche mer net méi iwwert déi Motioun ze befannen.

(La motion 4 de M. Claude Wiseler est retirée.)

Motion 5

Da kënne mer zur Motioun Nummer 5 kommen. Do geet et drëm, d'Validitéit, wat d'Dauer vun de Schnelltester ubelaangt, unzepaasen.

Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo merci. Dat sinn dräi Voleten. Dat éischt ass eng Kéier d'Fro, fir d'Validitéit vun engem zertifiéierte Schnelltest op 48 Stonnen ze setzen. Dat maache verschidde Leit. Mir hunn hei ganz bewosst méi eng virsiichteg Approche geholl fir dëse Mount; ech assuméieren déi och zu 100 %. Mir maache vill Ouverturen, mir hunn eng Rei Erfarunge mat Schnelltester - an hei kréie mer nach zousätzlecher -; et ass eis méi sécher, à ce stade bei 24 Stonnen ze bleiwen, dat opgrond vun deene Warnungen, déi mer kritt hu vun enger EMA, vun de Conseil-scientifiquen a Frankräich, vun eisen eegene Leit. Mir sinn an engem Mount, deen dach awer e Risiko vun engem Rebond huet, an do bleiwe mer léiwer op der virsiichteger Schinn. Dat ass kloer eng virsiichteg Schinn, mee déi assuméiere mer à ce stade.

Dann deen zweeten Tiret, do geet et drëms, do gëtt gefrot, dass mer eis sollen engagéieren, déi Schnelltester fir de 16. Mee, wann d'Restauranten opginn, auszedeelen. Ma do muss ech soen: Dat ass scho geschitt. Menges Wëssens sinn déi op der Plaz ukomm. Dat eriwwregt sech also.

An dat anert ass, dass mer déi selwecht Richtung sollen huele wéi Däitschland, déi sech op d'Strategie vun der Unioun géifen alignéieren. Do muss ech soen, dat ass esou net richteg: D'Strategie vun der Unioun steet nach net, dat ass Work-in-progress. Dat ass dee Green Certificate; do si lafend Aarbechtsgruppen, wou mer ganz vill dra beschäftegt sinn. Asoufern ass et net richteg, dass Däitschland sech alignéiert. Däitschland gräift vir, dat däerfe se maachen. Mir maachen dat net. Mir waarden of, mir waarden op eng gemeinsam Positioun a virun allem wëlle mer ofwaarden, bis mer och éischt Resultater vum sanitäre Volet vun där Enquête hunn, déi hei vun der Chamber gefrot ginn ass an déi mer och an deem Sënn ënnerstëtzt hunn, mat auslänneschen Experten, déi eis dat wäerte beliichten, wéi et sech mat de Reinfektioun huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Da freet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Wat soll ech zu där Motioun hei soen? Et ass e bëssen …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir musst näischt soen!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Nee, et muss ee vill derzou soen. Här Premierminister, leider muss ee ganz vill derzou soen, well et soll net hei den Uschäin erwecken, datt d'Chamber sech hei einfach nëmmen op iergendwellech Zuelen, déi ee gewürfelt huet, géif festleeën.

Déi 24 Stonnen, déi mer fir d'Schnelltester festgesat hunn, dat berout a mengen Aen op engem grousse wëssenschaftleche Fundament. An dat muss ee soen, datt mer eis wierklech op Basis vu Wëssenschaft beginn an net op Basis vun eppes würfelen. Ech hunn e bëssen d'Gefill, datt eis Nopeschlänner sech hei an der Vergaangenheet e bëssen d'Zuele gewürfelt hunn. Firwat soen ech dat?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass gutt, dass Der geschwat hutt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- E PCR-Test - just fir et eng Kéier ze erklären - amplifiéiert d'Presenz vun engem Gen vum Virus, wärend e Schnelltest dat net mécht. Dat heescht, e Schnelltest reagéiert dee Moment, wou een eng vill, vill méi héich - an dat ass e puer Gréisstenuerdnunge méi - Viruslaascht a sengem Spaut oder a sengem Kierper huet. Deementspriechend kann een an engem PCR-Test scho positiv sinn an an engem Schnelltest nach net. An duerfir hu mer déi 72 Stonne bei engem PCR-Test, a mir hu bei engem Schnelltest keng 72 Stonnen.

Duerfir ass et och … Dat muss ech dann awer och lassginn: Ech verstinn net, firwat mer dann um Findel aner Delaien hunn , awer do och Schnelltester akzeptéieren. Dat muss ech dann awer och soen. Mir sollte vläicht och do déi Direktiv, déi jo elo bis den 30. Juni gëllt, dann och op 24 Stonne fir d'Schnelltester applizéieren an net do 72 Stonne virgesinn, wéi dat am Moment de Fall ass - dat vläicht och nach lasszeginn.

An da schlussendlech, wat iergendwellech Rechter oder zousätzlech Rechter fir geimpfte Leit oder geneese Leit ugeet - dat hunn ech virdrun a menger Ried gesot, mee ech soen et hei nach eng Kéier -: Soulaang keng Offer fir jiddwereen do war, sech impfe kënnen ze loossen, soulaang mer net sécher sinn, datt jiddweree kann d'nämmlecht vun alle Grondrechter profitéieren, wäerte mer op kee Fall higoen an eng Zwouklassegesellschaft zwëschent Geimpften an Netgeimpfte schafen. Duerfir wäerten d'Piraten och géint dës Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Villmools merci, Här Clement. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der CSV Merci fir dës Motioun. Déi ass wierklech extreem wichteg, awer mir ginn net mat op de Wee, deen d'CSV hei proposéiert. Mir halen déi Propositiounen eigentlech fir relativ geféierlech fir eis Gesellschaft.

A mir ginn och vill méi wäit wéi d'Piraten: Hei geet et net drëm, ze waarden, datt jiddereen eng Geleeënheet huet, fir sech impfen ze loossen, fir kënnen eng Differenz zwëschent verschiddene Leit ze maachen. An ech wëll kuerz an e puer kuerze Wierder erkläre firwat.

Dat Éischt ass: Déi fundamental Rechter, déi mer an der Verfassung hunn, déi si jo net conditionéiert an déi däerfen net conditionéiert ginn - weeder an der Verfassung nach an eisen internationale Mënscherechtskommissioun, déi mer ratifizéiert hunn, gëtt et Konditioune fir den Exercice vu Grondrechter. An dat féiere mir net an. Dofir ass dat déi éischt Observatioun.

Dat Zweet ass d'Perséinlechkeetsrecht: Et geet hei net per se ëm de Secret médical, well et si jo net ëmmer Dokteren oder Leit aus deem Beräich, déi déi medezinnesch Informatioune solle kontrolléieren, déi do musse kontrolléiert ginn, mee egal wéi ee Bierger kann eventuell domadder konfrontéiert sinn, datt e medezinnesch Informatiounen, confidentiel Informatioune vun engem anere Mënsch soll kontrolléieren. Dat ass jo d'Iddi dohannert. „Sidd Dir geimpft?", dat ass elo hei d'Fro. Wann net, da sinn domadder Konsequenze verbonnen. Dat ass eng medezinnesch Informatioun. Dat ass e Verstouss géint d'Perséinlechkeetsrechter vun de Leit.

Mir wëlle kee glieserne Bierger an et ass e bëssen och … Ech muss de Kolleege vun der CSV dat och soen: Mir hunn déi Offensiv, déi si gestart hunn, och fir d'Tracingapp hei anzeféieren, nach a schlechter Erënnerung. Och dat huet vun eiser Säit aus déi selwecht Consideratiounen ervirgeruff, datt och dat e Verstouss ass géint d'Beweegungsfräiheet a géint d'Fräiheet vun de Leit.

Also do ass d'CSV haut e bësse Widderholungstäter. Mir hunn eng aner Approche, mir verdeedegen d'Fräiheet.

Dat Drëtt ass: Wie kontrolléiert?

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei nach e puer Minutte Gedold.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wëll just soen, e Polizist, deen däerf net ënner egal wéi enge Konditiounen d'Carte d'identité vun engem anere kontrolléieren. Do muss e ganz gutt oppassen, datt e sech u gewësse Rahmenbedingungen hält. Hei kann awer zum Beispill e Wiert e Resultat kucken, e kann dat mat der Identitéit ofgläichen, fir sécher ze sinn, datt dann dat Testresultat oder deen Impfzertifikat och där Persoun gehéiert, déi e produzéiert. All dat si ganz geféierlech Evolutiounen. Wien däerf wat kontrolléieren hei am Land? A schlussendlech ass et e Prezedenzfall.

Mir schwätzen haut iwwert de Covid, eng Krankheet, déi ganz sécher eng geféierlech Krankheet ass, awer et ass nach bei Wäitem net déi eenzeg geféierlech Krankheet an et gëtt vill Krankheeten, déi wäit méi geféierlech sinn. An d'Fro stellt sech dann: Awéiwäit ass dat do e Prezedenzfall fir aner Krankheetsbiller oder aner Phenomena, wou vläicht herno esou de Wonsch opkënnt, dat ze kontrolléieren. Dat wësse mer alles elo nach net. Dat heescht, och an där Hisiicht musse mer oppassen, datt mer net e Prezedenzfall schafen, fir d'Perséinlechkeetsrechter ze kontrolléieren, Grondrechter anzeschränken. An all dat ass eng geféierlech Demarche, an dofir musse mer eise Kolleege vun der CSV mat Bedauere matdeelen, datt mir net op deen do Wee matginn. Voilà, merci.

Plusieurs voix.- O!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da kritt den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech hunn och a menger Interventioun virdru schonn, mengen ech, kloergemaach, datt mir net domadder averstane sinn, wat dës Motioun elo ugeet.

Zwee Punkten: Et ass, och wat ech gelies hunn, de wëssenschaftleche Konsens, am Moment op jidde Fall, vun deene 24 Stonnen. Ech kann dat net aschätzen, mee wann dat de wëssenschaftleche Konsens ze si schéngt, da maachen déi 24 Stonne fir mech awer och op jidde Fall Sënn.

Da wat d'Fro ass vun datt Geimpfter keen Test méi bräichte virzeweisen. Dat fannen ech eng ganz geféierlech Richtung, op déi mer op kee Fall solle goen, éischtens, well et medezinnesch a sanitär iwwerhaapt net erwisen ass, datt een, wann ee geimpft ass, eng zweet Dosis huet, de Virus iwwerhaapt net kéint weiderginn. Dat heescht, do géife mer eventuell souguer eng Lück opmaachen, déi, mengen ech, aus sanitärer Hisiicht net intelligent wier.

An deen anere Grond ass … Jo, mech géif dat natierlech arrangéieren: Ech war positiv getest gi viru knapp zwee Méint, ech hunn eng éischt Impfung, ech bräicht elo keen Test méi virzeweisen. Mee ech mengen, datt dat grad awer eng geféierlech Entwécklung ass. A mir hunn andauernd ëmmer gesot, mir mussen als Gesellschaft zesummen a kollektiv duerch déi eenzel Mesurë goen. Mir sollen dat och elo kuerz viru Schluss net ophalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Baum. Den Auteur vun der Motioun kritt nach d'Wuert, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Just ganz kuerz, fir hei e puer Argumenter ze soen.

Ob de wëssenschaftleche Konsens op de 24 Stonnen, esou wéi en hei gesot gëtt, esou evident a kloer ass, dat woen ech awer ze bezweifelen, well eng ganz Rei Länner déi 48 Stonnen ageféiert hunn an och exercéieren, soudatt de Konsens zumindest dorop awer vläicht net onbedéngt esou europa- oder weltwäit deen ass, wéi Der en elo beschriwwen hutt.

Wat d'Perséinlechkeetsrechter kontrolléieren ugeet: Ech kann d'Argument zwar verstoen, mee ech muss soen, ech verstinn dann net op där enger Säit, datt ee seet, et ass eng Perséinlechkeetsrechtkontroll, wann Der frot ob ee vaccinéiert ass oder net, mee et ass keng Perséinlechkeetsrechtaschränkung, wann Der ee frot, fir sech bei de Leit zesummen ze testen an da säi Gesondheetsetat iwwert den Test ze kucken. Sot mir just, wat den Ënnerscheed ass bei de Perséinlechkeetsrechtkontrollen. Dir kënnt awer net dat eent froen an dat anert da condamnéieren.

Vill Länner sinn op deen do Wee gaangen, dee mir hei proposéieren, och mat constitutionellen Iwwerleeungen. Notamment an Däitschland ass déi constitutionell Iwwerleeung, fir d'Fräiheet zereckzeginn - respektiv Fräiheet zréckginn ass vill gesot, normal Basisrechter, Grondrechter zréckgi fir déi Leit, wou et net méi proportionell an necessaire ass, fir se anzeschränken - eng formal juristesch Diskussioun konstitutioneller Natur, déi duerchaus hire Sënn mécht an déi mir einfach hei an dësem Moment ignoréieren.

An da wollt ech soen, wa mer elo an engem Mount deen nächste Gesetzestext duerchschwätzen - well dat ass jo a ronn engem Mount -, a wa mer da gesinn, datt déi Diskussiounen, déi mer hei féieren, op europäeschem Niveau weiderlafen an datt dat kënnt, wat elo amgaang ass, an Europa ausgeschafft ze ginn a wou mir elo hei mat grousse Philosophien an Theorië soen, dat wéilte mer op kee Fall, da wëll ech awer ganz interesséiert nolauschteren, ob hei nach déi selwecht Philosophie an déi selwecht Theorien an engem Mount entwéckelt ginn oder ob mer da soen: „Mee dat ass elo dee richtege Wee, dee mer endlech mussen huelen." Ech si ganz gespaant, wat Der an engem Mount sot!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Da kritt nach den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Also ganz kuerz zu deem wëssenschaftleche Konsens: Ech hu virdru gesot, ech hunn e bëssen d'Gefill, datt am Ausland déi Zuele gewürfelt goufen. Dat soen ech net fir näischt, well d'Wëssenschaft seet u sech, datt déi Schnelltester genau dat sinn, nämlech eng Momentopnam a soss näischt. Reng theoreetesch a wann een … souguer sechs Stonne si laut der Wëssenschaft ze laang fir e Schnelltest. Wëssenschaftler soen, wann ee se freet, u sech: E Schnelltest seet, datt Der elo, dëse Moment, net ustiechend sidd mat 80 % Warscheinlechkeet.

Une voix.- An e PCR?

M. Sven Clement *(Piraten).*- PCR-Tester sinn eppes ganz aneschters: Déi ampliféieren, dat hat ech virdrun erkläert. Mee déi Schnelltester ampliféieren net, déi soen eppes, wat elo ass. Mir hu bei där Viruslaascht eng exponentiell Kurv, an do gëtt et e schéint Beispill: Wa mer deen neie Fussballstadion géifen huelen a mir géifen all Sekonn do mat Waasser …, géif sech de Volume, deen erafléisst, verduebelen. Da géif d'Waasser wärend enger ganzer Woch ganz liicht uklammen, an dann innerhalb vun e puer Sekonne wär op eemol de ganze Fussballstadion voll. Dat ass eng exponentiell Kurv, wa sech eppes verduebelt. Et geet op eemol ganz séier.

(Brouhaha)

An duerfir sinn déi Schnelltester eeben da sënnvoll, wann een infektiéis ass. An dat wollt ech just soen: Et geet ëm d'Wëssenschaft a mir sollten hei ophalen, d'Zuelen ze würfelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da kéime mer elo zum Vott vun dëser Motioun.

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Här Clement. … Den Här Clement ass deen neie Virolog vun heibannen. Ech soen Iech awer, dat do ass eng Risikoaschätzung wéi iwwerall, ob 24 Stonnen, ob 12 Stonnen, ob 6 Stonnen, ob 3 Stonnen oder ob 48, wéi gesot, dat ass eng Fro vu Risikoaschätzung ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei wannechgelift, e bësse méi roueg! Den Här Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- … an eng Fro vu praktescher Realisatioun vun deem, wéi Der d'Gesellschaft kënnt fonctionéiere loossen. An do muss jiddweree seng Responsabilitéit huelen. Mir hunn eis Meenung hei presentéiert. Déi ass déi selwecht, wéi et an aneren europäesche Länner och gemaach gëtt. Dat ass keen Zesummewürfele vun Zuelen, well dat de Leit gefält. Et ass eng Risikoaschätzung, wéi ee mengt, datt ee kéint eng Gesellschaft uerdentlech a propper fonctionéiere loossen.

Déi selwecht Fro stellt sech bei den Tester vun 72 Stonnen: Dat ass och eng Risikoaschätzung, déi 72

Stonnen, wéi villes wat mer hei maachen. Et gëtt am Fong gekuckt, wat sënnvoll ass, wéi wäit ech de Risiko kann an der Responsabilitéit iwwerhuelen a wéi wäit net. Dat ass d'Fro. An net esou virologesch Ausernanersetzungen a Beléierungen, wéi mer se elo just kruten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- D'Oppositioun ass sech net eens!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da kéime mer awer elo zum Vott.

Vote sur la motion 5

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Ech géif Iech bieden, sëtzen ze bleiwen aus elementarem Sënn vu Respekt an Disziplinn, bis datt de Vott ofgeschloss ass.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 21 Jo-Stëmmen an 39 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies ,Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domadder si mer elo um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 18., 19. an 20. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.19 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 53 et 54

53e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 774
Communications ..... p. 774
Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales ..... p. 774
Ordre du jour ..... p. 774
Dépôt d'une motion par M. Fred Keup ..... p. 774
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des perspectives de la situation socio-économique du pays, sur la base des nouvelles données issues du « Panorama social 2021 » de la Chambre des Salariés ..... p. 774-779
Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement ..... p. 779
Question élargie n° 99 de M. Aly Kaes au sujet des syndicats des communes ..... p. 779
Débat de consultation au sujet de la refonte de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ..... p. 779-788
Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite ..... p. 788-790
7823 - Proposition de loi portant modification de
1. la loi électorale modifiée du 18 février 2003
2. la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de
1) l'article 104 du Code civil ;
2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales ;
3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003
et abrogeant
1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et
2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire ..... p. 790
Ordre du jour (suite) ..... p. 790

54e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 790
Déclaration de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé ..... p. 790
7820 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ..... p. 790-805

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4261	Fred Keup	Langues utilisées dans la communication entre les hôpitaux et les patients
4320	Mars Di Bartolomeo	Cannabis médical
4376	Fred Keup	Fonctionnement de l'Université du Luxembourg dans le contexte de la pandémie de la Covid-19
4409	Fred Keup	Vestiges de l'église St. Ulrich
4459	Laurent Mosar	Situation des micro-entreprises
4557	Francine Closener, Mars Di Bartolomeo	Professions médicales et professions de santé au Luxembourg
4562	Martine Hansen	Éducation à la citoyenneté
4585	Fred Keup	Système scolaire luxembourgeois
4606	Mars Di Bartolomeo	Administrations ouvertes au public
4622	Fred Keup	Pensionnaires de l'unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État
4641	Françoise Hetto-Gaasch	Installation de purificateurs d'air dans les établissements scolaires
4642	Fred Keup	Réduction des heures du cours « Éducation à la citoyenneté »
4658	Djuna Bernard, Josée Lorsché	Stratégie de relance dans le domaine de l'éducation non formelle
4671	Francine Closener	Rentrée scolaire
4688	Fred Keup	Impact des inondations sur les lycées
4694	Fred Keup	Clusters observés dans certaines structures d'hébergement pour personnes âgées
4699	Marc Goergen	Navires sous pavillon luxembourgeois
4700	Sven Clement	Licences pour les applications du Gouvernement
4701	Gusty Graas	Impact des inondations sur les stations de traitement d'eaux usées
4709	Martine Hansen	Taux de réussite des examens de fin d'études
4717	Marc Goergen	Trophées de chasse
4722	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener	Programme Erasmus+
4735	Martine Hansen	Constructions en zone verte
4744	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Tests rapides Covid-19 dans les maisons relais
4749	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	Possibilités de formation en prison
4752	Martine Hansen	Scolarisation à l'étranger
4754	André Bauler	Voies romaines
4765	Françoise Hetto-Gaasch	Financement de la garde d'enfants
4766	François Benoy	Impact des inondations sur les infrastructures d'eau
4769	Gusty Graas	Impact des récentes inondations sur le cheptel piscicole
4771	Marc Spautz	Besoins en professions médicales et de santé
4777	Fred Keup	Politique climatique
4780	Fred Keup	Loi relative aux bibliothèques publiques
4781	Fred Keup	Promotion des bibliothèques
4788	Fred Keup	Zones inondables
4790	Fred Keup	Code de déontologie pour le secteur culturel
4791	Gilles Roth	Lutte contre le changement climatique
4795	Gilles Roth	Application GouvAlert
4798	Gilles Roth	Courriers envoyés par l'Administration des contributions directes aux résidents fiscaux luxembourgeois
4799	Gilles Roth, Laurent Mosar	E-ambassades
4803	Martine Hansen	Modalités de recrutement d'enseignants
4807	Sven Clement	Étude sur le « Long Covid »
4808	Sven Clement	Phénomènes aérospatiaux non identifiés
4810	Max Hahn	Contournement de Dippach
4812	Jeff Engelen	Vaccination contre l'hépatite
4814	Fernand Kartheiser	Rôle de la Chine en tant que fournisseur d'infrastructure critique
4820	Marc Goergen	Protection des requins
4821	Sven Clement, Marc Goergen	Imposition des monnaies virtuelles
4823	Octavie Modert	Aides pour la rénovation de bâtiments historiques suite aux inondations
4824	Josée Lorsché	Cours intégrés en langue et culture portugaise à l'école fondamentale
4826	André Bauler	Évolution de la population scolaire du Lycée de Clervaux
4827	André Bauler	Dénominations des lycées
4828	Marc Goergen	Gel désinfectant dans les transports publics
4831	Marc Goergen	Contrôles effectués par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA
4833	Paul Galles	Vaccins périmés
4834	Gusty Graas	Politique européenne d'immigration
4836	Marc Goergen	Purificateurs d'air
4838	Fred Keup	Industrie du bois
4839	Fred Keup	Impact des inondations sur la centrale hydroélectrique de Rosport
4841	Roy Reding	Impôts sur les primes de fin d'année
4842	Marc Goergen	Option « forfait bloqué »
4843	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Temps d'attente pour un rendez-vous en mammographie
4846	Laurent Mosar, Gilles Roth	Affaire « CumEx »
4848	Fred Keup, Jeff Engelen	Internat du Lycée technique agricole
4849	Gusty Graas, Max Hahn	Construction d'installations photovoltaïques le long des autoroutes et lignes de chemins de fer
4850	Marc Hansen	Mise en œuvre du Plan national pour la réduction progressive de l'amalgame dentaire
4859	Fred Keup	Personnel dans les maisons de retraite et de soins
4861	Fernand Kartheiser	Audit de l'Inspection générale de la police
4863	Marc Goergen	Wi-fi dans les transports publics
4866	Marc Spautz	Tests de dépistage sérologique de la Covid-19
4876	Fernand Kartheiser	Agression dans un parking
4877	Françoise Hetto-Gaasch	Lits de vacances dans les maisons de retraite et de soins
4878	Sven Clement	Enregistrement des données des clients dans les pharmacies
4885	Fred Keup	Réaffectation des bâtiments de la Police grand-ducale
4889	Paul Galles	Conseil de politique alimentaire
4891	Léon Gloden	Subsides pour la mise à disposition des machines en cas d'une catastrophe naturelle
4892	Jeff Engelen	Dangerosité de l'intersection Rossmillen (CR335-CR338)
4899	Sven Clement	Démission du directeur médical et de la santé du CGDIS
4904	Fernand Kartheiser	Afghans au Luxembourg
4905	Sven Clement	Congés dans le domaine de la santé
4911	Marc Spautz	Réorganisation du nouveau réseau RGTR
4912	Marc Goergen	Collecte des données par un constructeur américain de voitures électriques
4913	Gilles Baum	Coassurance d'un enfant sous l'affiliation d'un parent
4920 cf. 4922	Sven Clement	Allègements fiscaux
4922 cf. 4920	Laurent Mosar, Gilles Roth	Allègements fiscaux aux grandes entreprises du numérique
4923	André Bauler	Croissance du PIB
4924	Nathalie Oberweis	Participation luxembourgeoise au programme COVAX
4926	Marc Goergen	Réunion conjointe des gouvernements luxembourgeois et belge
4927	Martine Hansen	Vestes de sécurité pour agents du CGDIS
4928	Marc Goergen	Émissions CO_2 en avion
4929	Gilles Baum, André Bauler	Augmentation du contingent des pharmacies
4931	Marc Goergen	Hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux
4933	Dan Biancalana	Entraînement de la Force d'action rapide nucléaire à Cattenom
4934	Stéphanie Empain, François Benoy	Incident avec violence lors d'une patrouille du service de gardiennage sur le territoire de la ville de Luxembourg
4935	André Bauler, Gilles Baum	Propagation de la dengue
4936	Fernand Kartheiser	Incident avec violence lors d'une patrouille du service de gardiennage sur le territoire de la ville de Luxembourg
4939	Marc Spautz	Âge légal de départ à la retraite
4940	Lydia Mutsch, Georges Engel	Indice relatif à l'économie et à la société numérique (DESI)
4945	Nathalie Oberweis	Abandon du dispositif large scale testing
4946	Jeff Engelen	Accès pour le personnel communal aux formations dans le cadre du Pacte Logement 2.0
4947	Jeff Engelen	Primes dans la fonction publique
4948	Charles Margue	Fonds établis au Luxembourg qui investissent dans les denrées alimentaires
4949	Jeff Engelen	Tour de Luxembourg

Session ordinaire 2021-2022

5591 urgente	Martine Hansen	Application des mesures sanitaires dans l'enseignement secondaire
5625 urgente	Martine Hansen	Visites suspendues au CHEM
5650 urgente	Sven Clement	Communication du Ministère de la Santé concernant la validité du certificat de vaccination
5670 urgente	Marc Spautz	Invitations pour la vaccination « booster »
5679 urgente	Martine Hansen, Max Hengel	Certificat de vaccination des personnes vaccinées avec le vaccin Janssen contre la Covid-19
5709 urgente	Martine Hansen	Taux de vaccination du personnel soignant

d'Chamber online op **www.chd.lu**

Question 4261 (11.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **langues utilisées dans la communication entre les hôpitaux et les patients :**

A menger parlamentarescher Fro Nummer 4008 hat ech d'Madamm Gesondheetsminister gefrot, ob d'Patienten an de Lëtzebuerger Spideeler d'Méiglechkeet hätten, sech déi schrëftlech Kommunikatioun an enger vun eisen dräi administrative Sprooche vun hirem Choix ginn ze loossen. An hirer Äntwert huet d'Madamm Gesondheetsminister just drop verwisen, datt de Patient seng selwer verfaasste schrëftlech Kommunikatioun an der administrativer Sprooch vu sengem Choix dierft eraginn.

Duerfir géif ech der Madamm Gesondheetsminister nach gär dës Nofro stellen:

- Huet de Patient vis-à-vis vun de Spideeler en Usproch dorop, fir sech déi hie betreffend schrëftlech Kommunikatioun (Ufroen, Formulairen, Informatiounen, Kontrakter, Attester, Diagnosen, asw.) op der administrativer Sprooch vu sengem Choix ausstellen ze loossen? Wann net, firwat net?

Réponse (11.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Fir all d'Beruffer aus dem Gesondheetssecteur, déi ënnert d'Kompetenz vum Gesondheetsministère falen, gesinn déi jeeweileg Gesetzer vir, dass déi concernéiert Lëtzebuergesch verstoe mussen.[1]

Esouwuel déi jeeweileg spezifesch Gesetzer am Gesondheetssecteur wéi d'Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproocheregimm gesinn awer keng Verflichtung vir, fir d'Formulairen, Kontrakter, Attester, Diagnosen, etc. am Spidolssecteur op der „administrativer" Sprooch opstellen ze mussen, déi de Patient auswiele géif.

An deem Kontext sief och bemierkt, dass kee Spidol eng staatlech Verwaltung ass, wou d'Gesetz vun 1984 applikabel ass.

De medezinnesche Rapport, deen en Dokter schreift, ass och keng administrativ Entscheedung, wou d'Gesetz vun 1984 applikabel ass. Den Dokter schreift säi Rapport an där Sprooch, an där hie seng medezinnesch Studie gemaach huet an déi korrekt Fachterminologie kennt. Déi benotzte medezinnesch Terminologie an d'medezinnesch Rapporte vun Doktere sinn oft fir e Laie schwéier verständlech an dat an all Sprooch a si hunn och ganz oft als Haaptzil e Confrère, deen déi selwecht Terminologie beherrscht, iwwert eng spezifesch Prise en charge ze informéieren.

Ech wëll awer nach eng Kéier bemierken, dass d'Spideeler grouss Efforte maachen, fir hir Formulairen an aner Dokumenter an enger Méisproochegkeet opzestelle mam Zil, dass all Patient, deen an engem Lëtzebuerger Spidol behandelt gëtt, den Inhalt vum Dokument versteet.

Question 4320 (20.05.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **cannabis médical :**

La loi du 20 juillet 2018 modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie permet l'usage médical du cannabis dans des cas exceptionnels et limités. Ont notamment accès les patients souffrant de douleurs chroniques de cancers ou de sclérose en plaques.

Selon la loi prémentionnée, la délivrance se fait par les pharmacies hospitalières.

L'accord de coalition de 2018 prévoit d'évaluer la légalisation du cannabis à usage médical, d'analyser la possibilité de la libre appréciation des médecins formés en la matière ainsi que de la vente sur prescription de cannabis médicinal aux patients par toutes les pharmacies, ainsi que d'offrir une formation pour les médecins dans le domaine du cannabis à usage médical.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé quel est l'état d'avancement de l'évaluation de la législation du cannabis médical.

2) Combien de patients en ont profité et pour quelles pathologies ?

3) Quelles sont les sources d'approvisionnement ?

4) Le projet a-t-il connu des ruptures de stock depuis la mise en œuvre de la loi et plus particulièrement en ce moment ?

5) Quelles en sont les raisons et, le cas échéant, endéans quels délais ces problèmes pourront-ils être résolus ?

6) Est-ce qu'une production locale de cannabis à usage médical est envisagée ?

Réponse (28.06.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les données issues des deux premières années (février 2019 - février 2021) lors desquelles le projet pilote de mise à disposition de cannabis médicinal s'est déroulé seront analysées dans le cadre d'une évaluation global du projet pilote. Ceci concerne les données allant de février 2019 à février 2021. Cette analyse est actuellement en cours.

ad 2)

- En 2019, 534 patients ont reçu au moins une prescription de cannabis médicinal (dix mois au total du 4 mars au 31 décembre 2019).

- En 2020, 580 patients ont reçu au moins une prescription (douze mois au total du 1er janvier au 31 décembre 2020).

En ce qui concerne les indications des prescriptions, on constate :

- une indication « Maladies graves, en phase avancée ou terminale, entraînant des douleurs chroniques » représente environ 92 % des prescriptions,

- une indication « Maladies cancéreuses traitées par une chimiothérapie induisant des nausées ou vomissements » environ 5 % des prescriptions,

- une indication « Sclérose en plaque avec spasticité musculaire symptomatique » environ 3 % des prescriptions.

ad 3) Le Luxembourg est approvisionné par des fournisseurs sélectionnés suite à un appel d'offre. Deux appels d'offres ont donné lieu à des commandes auprès d'entreprises basées en Europe et qui importent le produit depuis le Canada.

ad 4) Oui.

ad 5) Les stocks commandés à l'automne 2020 et destinés à couvrir les prévisions de consommation jusque fin avril 2021 n'ont pas permis de couvrir le pic de consommation observé depuis novembre 2020. Le cannabis étant un produit avec le statut de stupéfiant, la durée entre la commande et la réception des produits nécessite plusieurs mois. Un appel d'offres a été publié fin 2020 afin de sélectionner le nouveau fournisseur. Parmi les offres reçues, certaines n'étaient pas recevables et, parmi les offres recevables, aucune ne validait les critères de sélection du cahier des charges. Un nouvel appel d'offre a donc dû être publié en procédure accélérée. Les offres sont actuellement en cours d'analyse. Les possibilités de commande de produits en dehors de l'appel d'offre sont limitées en termes de budget et de disponibilité des produits.

ad 6) Les réflexions concernant une éventuelle production locale de cannabis médicinal sont actuellement en cours, mais une position définitive n'a pour l'instant pas encore été arrêtée.

Question 4376 (28.05.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **fonctionnement de l'Université du Luxembourg dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 :**

Am Kader vun der Covid-19-Pandemie fonctionéiert och eis Universitéit den Ament net wéi gewinnt. Doduerch, datt z. B. Coursen ausfalen oder just online ugebuede ginn, hëlt och d'Qualitéit vun der Ausbildung fir d'Studenten of. Et wär an deem Kontext sënnvoll ze wëssen - grad och am Hibléck op déi neist Coronazuelen, déi jo awer Grond fir e virsiichtegen Optimismus ginn - wéini och d'Universitéit Lëtzebuerg erëm ënnert normalen Ëmstänn fonctionéiere kann.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Héichschoulminister:

1. Vu datt d'Covidneiinfektioune réckleefeg sinn, wier et an den Ae vum Här Minister net ubruecht, sech nees vun de provisoreschen Unterrechtsmethoden ze distanzéieren, esou datt d'Universitéit Lëtzebuerg erëm kann ënnert de gewinnte Konditioune fonctionéieren?

2. Wa jo, huet d'Regierung schonn Informatioune virleien, respektiv eng Decisioun getraff, wéini d'Universitéit Lëtzebuerg erëm ënnert de gewinnten Ëmstänn fonctionéiere kann? Wéi gesäit dës Strategie konkreet aus?

Réponse (17.06.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Fir d'éischt kann een emol bemierken, dass d'Universitéit Lëtzebuerg hir Unterrechtsmethoden am Summersemester 2021 net méi geännert huet, well d'Coursë just bis Enn Mee 2021 gaange sinn.

Den Objektiv vun der Universitéit Lëtzebuerg ass awer ganz kloer, esou séier wéi méiglech nees an een normale Modus, mat engem Gros vu Presenzcoursen, zréckzekommen. Fir d'Rentrée am September 2021 preparéiert d'Universitéit Lëtzebuerg zwee Zenarien:

- d'Bäibehale vun de Coursen am hybride Modus, falls déi sanitär Situatioun et erfuerdert, woubäi d'Presenzcoursen esouvill wéi méiglech solle privilegiéiert ginn;

- ee vollstännege Retour op d'Presenzcoursen, falls déi sanitär Situatioun et erlaabt an d'Zuele favorabel bleiwen.

Question 4409 (04.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **vestiges de l'église St. Ulrich :**

Bei Gruewungen am Gronn si viru Kuerzem Iwwerreschter vun der eelster Porkierch an der Geschicht vun der Stad Lëtzebuerg fonnt ginn, der St.-Ulrich-Kierch. Dës Kierch staamt warscheinlech aus dem 11. Joerhonnert an ass mat Deeler vun der aler Stadmauer dee spektakuläersten archeologesche Fund, dee säit 2020 an der Haaptstad gemaach gouf. Trotzdeem maache sech Denkmalschützer Suergen ëm d'Zukunft vun dësem historesche Fund, well d'Stad Lëtzebuerg op dëser Plaz eng Zone de récréation plangt.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturministesch:

1. Ginn et schonns Gespréicher tëscht dem Staat an der Gemeng Lëtzebuerg, wat d'Zukunft vun den Iwwerreschter vun dëser Kierch ugeet?

2. Wéi steet d'Madamm Minister zu deene mentionéierte Pläng vun der Stad Lëtzebuerg, déi bis elo keng Prioritéit fir d'St.-Ulrich-Kierch virgesinn, obschonns dës Kierch an der geschützter Zon vum Patrimoine culturel mondial vun der Unesco läit?

3. Ginn et Iwwerleeunge vun der Regierung, sech am Hibléck op d'St.-Ulrich-Kierch mat Denkmalschutz-Organisatiounen un een Dësch ze sëtzen?

Réponse (01.07.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Zanter 2018, wou d'Stad Lëtzebuerg hire „Projet relatif aux futurs travaux de la renaturation écologique de la Pétrusse et de réaménagement du parc de la vallée en bordure de rivière" am Kulturministère virgeluecht huet, lafen ouni Ënnerbriechung Gespréicher tëschent dem Staat an der Stad.

D'Fouilles préventives, déi de Centre national de recherche archéologique (CNRA) duerchgefouert huet, goufen Enn Mee ofgeschloss. Fir d'Ausgruewungen ze schützen, goufen se zougedeckt. De Service des sites et monuments nationaux (SSMN) an den Unesco-Site-Manager begleeden de Projet vun Ufank un. Fir den Ament schaffen d'Servicer vun der Stad un engem Konzept zum Amenagement fir d'Place Saint-Ulric. Dee Projet läit fir den Ament nach net vir.

Den 8. Juli 2019 huet d'Unesco-Kommissioun hiren „avis relatif aux futurs travaux de la renaturation écologique de la Pétrusse et de réaménagement du parc de la vallée en bordure de rivière" geholl. Dëse gouf och der Gemeng Lëtzebuerg matgedeelt, ier se hire Vott iwwert de Projet geholl huet. An dësem Dokument ginn nieft dem Site vun der Ulrichs-Kierch och d'Greinskapell, d'Wenzelsmauer, den archeologesche Site ënnert dem Schlittenhiwwel an d'Bourbonsschleis als wichteg historesch Plazen opgezielt. An deem Avis, vun deem eng Kopie un de Centre du patrimoine mondial op Paräis geschéckt gouf, gi follgend Recommandatiounen ausgedréckt:

« - la mise en valeur du site de l'église St Ulric, de la chapelle St Quirin, de l'écluse Bourbon, des parties du mur de Wenceslas ;
- leur lisibilité historique sera accrue dans l'ensemble du site ;
- l'aménagement de la place St Ulric comme lieu vivant mettant en scène les découvertes archéologiques. »

ad 2. Fir den Ament läit vu Säite vun der Gemeng nach näischt Definitives vir. De Kulturministère vertrëtt an der Unesco-Zon d'Interête vun der „Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et national", déi Lëtzebuerg 1983 ënnerschriwwen huet. De Site läit an der Kärzon vu „Lëtzebuerg Alstad a Festung" an ass am Plan général d'aménagement de la Ville de Luxembourg Deel vum „secteur protégé du Grund, de Pulvermuhl et du promontoire du Rham". De 7. November 2018 huet de Comité de gestion auprès de l'Unesco Site Management sech mam Projet vun der Renaturatioun an den Amenagementer am Péitrussdall, an domat och zur Place Saint-Ulric befaasst. Den 8. Juli 2019 gouf der Stad Lëtzebuerg den Avis vun der Unesco-Kommissioun Lëtzebuerg mat den uewe genannte Recommandatioune fir en zukünftegen Amenagement vun deem Site matgedeelt. De 4. Dezember 2019 huet d'Cosimo sech mam „projet de renaturation écologique de la Pétrusse et le réaménagement du parc de la vallée en bordure de rivière" befaasst. Bis Enn Mee 2021 huet de CNRA op dem Site vun der Place St Ulric preventiv Fouillen duerchgeféiert. Dës Resultater fléissen an d'Ausaarbechtung vum Amenagementskonzept fir déi Plaz mat an. De CNRA, de SSMN an den Unesco-Site Manager begleede permanent dëse wichtege Projet, fir datt déi historesch wäertvoll Zeien déi fonnt goufen, och valoriséiert ginn.

ad 3. D'Concertatioun mat de Bierger steet um Ufank vun dem Projet iwwert d'Notzung vun der Place Saint-Ulric. Ufank 2018 goufe „Consultations citoyennes-Reuniounen" zu den Amenagementer am Gronn vun der Gemeng Lëtzebuerg organiséiert. De Kulturministère war vun Ufank un hei mat agebonnen. Den Avis vun der Unesco-Kommissioun gouf zesumme mam CNRA, dem SSMN, dem Expert fir Gaardenarchitektur Marc Schoellen, de Frënn vun der Festung, dem Syndicat des intérêts locaux Stadtgrund an de Frënn vun der Greinskapell virbereet. Wann dem Ministère eng Demande zur Kooperatioun vun Denkmalschutzorganisatioune fir dëse Projet virläit, stinn hinne bei ons am Haus all Dieren op.

Question 4459 (11.06.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **situation des micro-entreprises :**

D'après mes informations, de nombreuses micro-entreprises, plus particulièrement les entreprises plus « jeunes », éprouvent toujours d'énormes difficultés à retrouver pied sur un marché devenu plus concurrentiel dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Il semble dès lors nécessaire de développer une stratégie de sortie de crise qui profite également aux plus petites entreprises.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et Monsieur le Ministre du Travail :

- Pour des très petites entreprises, le recours au chômage partiel continue d'être d'une importance primordiale. Le chômage partiel qui a pour but d'aider les entreprises pendant la période de crise sanitaire de Covid-19 prendra cependant fin le 30 juin 2021. Combien de micro-entreprises ont fait une demande pour le chômage partiel pour le mois de mai 2021 et pour le mois de juin 2021 ? Dans quels secteurs ces micro-entreprises sont-elles actives ?

- Quelles solutions s'offrent aux micro-entreprises pour la période après le 30 juin 2021 ? Est-ce que le soutien apporté aux micro-entreprises pendant la période de crise sanitaire de Covid-19 semble suffisant au Gouvernement ? Quel est le retour du terrain sur les aides gouvernementales pour les micro-entreprises ?

- Messieurs les Ministres ont-ils des informations sur la situation spécifique des micro-entreprises (par secteur) et sur la manière dont elles ont été capables de gérer les effets de la crise sanitaire de Covid-19 ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que l'offre de formation continue qui s'adresse aux micro-entreprises répond à leurs besoins ?

- Il est généralement admis que les micro-entreprises sont défavorisées par l'impôt sur la fortune et que l'impact est bien plus important pour ces très petites entreprises. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudrait instaurer un régime spécial pour les micro-entreprises dans l'objectif de réduire les inégalités ?

Réponse commune (12.07.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le tableau ci-dessous présente le nombre de demandes de chômage partiel de la part d'entreprises occupant dix salariés ou moins et avisées favorablement pour les mois de mai et de juin 2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

L'aide de relance ainsi que l'aide des coûts non couverts seront reconduits au-delà du mois de juin. Quant au chômage partiel, le régime de « chômage partiel structurel simplifié » mis en place en mars 2020 dans le but d'aider les entreprises pendant la crise sanitaire Covid-19 a pris fin le 30 juin 2021. Depuis le 1er juillet 2021 peuvent être introduites des demandes de chômage partiel pour difficultés économiques conjoncturelles ou structurelles, en cas de lien de dépendance économique ou encore en cas de force majeure.

Il est assurément trop tôt pour dresser un bilan définitif de l'impact de la crise sanitaire sur les entreprises en général et sur les micro-entreprises en

---

[1] Dokter an Zänndokter: Art. 1. (1) e) de la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire « il doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre. »

Gesondheetsberuffer: Art. 11. (1) de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé « La personne exerçant une de ces professions doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre. »

Apdikter: Art. 11. (1) de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien « Le pharmacien doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre. »

particulier. Cependant, nous estimons que grâce aux nombreux instruments de soutien que l'État a mis en place, une large majorité d'entre elles ont su faire face à cette situation jusqu'ici inégalée.

De manière générale, divers programmes dédiés pour les entreprises de petite taille sont d'ores et déjà en place. Dans le cadre des différentes aides à l'investissement, à la recherche et à l'innovation ou bien encore en faveur de la protection de l'environnement les entreprises qui se qualifient comme petites ou moyennes entreprises bénéficient généralement de taux d'aide plus avantageux que les grandes entreprises.

Pour les micro-entreprises innovantes et technologiques des programmes dédiés tels que Fit 4 Start sont en place. Lancé par le Ministère de l'Économie et géré par Luxinnovation avec la collaboration du Technoport, du Luxembourg City Incubator et de la Luxembourg Space Agency, le programme Fit 4 Start aide les jeunes entreprises innovantes à se lancer à partir du Luxembourg. Initialement ouvert aux seules start-ups du secteur TIC, Fit 4 Start cible désormais aussi les sociétés actives dans les technologies de la santé et de l'espace.

Afin de soutenir les micro-entreprises de l'économie sociale et solidaire, le projet de loi n° 7764 a été déposé afin de soutenir les entreprises de l'économie sociale et solidaire disposant d'un agrément en tant que société d'impact sociétal (SIS). Du fait de leur structure de coûts fixes, ces entreprises sont plus vulnérables aux conséquences de la pandémie de Covid-19. Or, comme dans le contexte de la pandémie du Covid-19 il est à prévoir que les SIS les plus jeunes auront encore plus de difficultés de se conformer à leurs obligations de révision, le projet de loi se propose d'alléger les obligations de révision pour réduire les coûts auxquels doivent faire face cette catégorie d'entreprises en introduisant des seuils déterminant l'intervention de tiers indépendants dans le cadre des obligations générales de transparence visées par la loi.

De plus, la plateforme www.startupluxembourg.com, vient d'être officiellement lancée, elle a comme objectif principal de mettre en lumière l'écosystème start-up et ses acteurs, ainsi que de rassembler toute l'actualité des start-ups au Luxembourg. Au niveau international, elle sert de levier pour mettre en valeur tous les avantages que le pays peut offrir aux jeunes entreprises innovantes. Elle permet également une mise en relation directe à la fois avec les incubateurs et les start-ups, ainsi que les acteurs institutionnels.

Concernant l'impôt sur la fortune, étant donné que celui-ci est un impôt proportionnel à la fortune du contribuable, cet impôt ne devrait pas défavoriser les micro-entreprises, dont la fortune est en principe minime.

Pour le cas où l'honorable Député s'inquièterait de l'impact de l'impôt sur la fortune minimum, il importe de considérer que l'impôt sur la fortune minimum est déterminé sur base d'un tarif structuré en fonction de sept paliers qui se réfèrent au total du bilan de l'entreprise, tenant ainsi compte de la capacité contributive de l'entreprise.

Finalement, aussi au regard du principe d'égalité fiscale, il ne semble pas opportun de prévoir un régime spécial pour les micro-entreprises.

Question 4557 (25.06.2021) de **Mme Francine Closener** et **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **professions médicales et professions de santé au Luxembourg :**

La crise sanitaire due au Covid-19 a de nouveau attiré l'attention sur les problèmes de pénurie de personnel médical et soignant auxquels se trouve confronté le Luxembourg ainsi que sur la forte dépendance du Grand-Duché par rapport à ses pays limitrophes d'où proviennent plus de 60 % de ce personnel.

Dans son étude intitulée « État des lieux des professions médicales et professions de santé au Luxembourg », Madame Marie-Lise Lair a constaté en 2019 que non seulement le nombre d'étudiants inscrits au Lycée technique pour professions de santé (LTPS) est en diminution depuis quelques années, mais encore qu'« il existe un fort taux de déperdition d'étudiants au cours du cursus de formation infirmier ». L'auteure de l'étude précitée a rappelé par ailleurs dans ce contexte que, dans sa stratégie mondiale sur les ressources humaines pour la santé à l'horizon 2030, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) demande aux pays d'agir pour diminuer ce taux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur l'évolution du nombre des inscriptions au LTPS en fonction des sections et de l'année de formation ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir de plus amples informations sur le taux exact de déperdition d'étudiants au sein des différentes sections du LTPS et des différents cycles ainsi que sur l'évolution de ce taux ?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations et de données quant aux raisons qui sont à l'origine de cette déperdition d'étudiants ?

4) Est-ce que des mesures ont été mises en place pour combattre et prévenir le décrochage/la déperdition d'étudiants au cours du cursus de formation des différentes professions de santé et de soins au sein du LTPS ? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures mises en place ? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre de telles mesures et lesquelles ?

5) Est-ce que des mesures ont été mises en place pour récupérer les étudiants du LTPS ayant abandonné leur formation ? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures mises en place ? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre de telles mesures et lesquelles ?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le tableau ci-dessous montre l'évolution du nombre des inscriptions aux différentes formations offertes par le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) depuis l'année scolaire 2016-2017 ; il recense les élèves inscrits au 15 octobre de chaque année scolaire.

La troisième colonne indique le niveau de l'année d'études (10 = 10e année d'études ; le niveau 10 correspond par exemple à une classe de 4e ou à la première année de la formation professionnelle).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Le taux de déperdition n'est pas défini de manière uniforme dans la littérature scientifique. Nous proposons ici deux méthodes de calcul :

a. Pourcentage d'élèves abandonnant leurs études en cours d'année scolaire sans obtenir de décision de promotion. Il s'agit du taux de déperdition se rapportant à une seule année scolaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

b. Pourcentage d'élèves n'étant plus inscrits au LTPS à la fin de l'année scolaire 2020-2021 sans avoir obtenu de diplôme depuis le début de leur scolarité au LTPS en 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 ou 2020-2021. En raison de l'organisation modulaire des formations du brevet de technicien supérieur, ce taux ne peut être calculé pour le BTS.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) + 4) Pour les formations du DAP et celles de l'ESG, le taux de déperdition en première année est en général plus élevé qu'au cours des années subséquentes.

S'agissant de formations très spécifiques, on peut supposer qu'un certain nombre d'élèves soit éprouvent des difficultés d'adaptation, soit constatent en cours d'année que la formation choisie ne correspond pas à leurs attentes. Il s'agit dans ce cas de consacrer plus d'énergie encore au processus d'orientation des élèves. Signalons aussi que l'orientation n'est pas facilitée par le fait qu'à quelques exceptions près, le LTPS est le seul établissement à offrir des formations dans le domaine des professions de santé, de sorte qu'il faudra veiller à fournir aux équipes en charge de l'orientation dans les autres lycées toutes les informations utiles relatives aux formations en question.

En ce qui concerne le brevet de technicien supérieur (BTS), le taux de déperdition s'explique sans doute par le niveau d'exigence des différentes formations.

ad 5) Les élèves et les étudiants du LTPS abandonnant leurs études se voient offrir le même soutien que les élèves et étudiants d'autres établissements, à savoir des mesures d'encadrement psychologique et de conseil relatif à la poursuite des études.

Question 4562 (25.06.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**éducation à la citoyenneté :**

Eisen Informatiounen no soll d'Fach „Éducation à la citoyenneté" (EDCIT) vun der nächster Rentrée u vun zwou Stonnen op eng Stonn d'Woch reduzéiert ginn, an dat duerch d'Aféierung vum Fach „Lëtzebuergesch" op de Quatrième-G-Klassen.

Virum Hannergrond vum Defi, d'Schüler zu responsabelen a kritesche Bierger ze erzéien, wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass d'Fach „Éducation à la citoyenneté" (EDCIT) vun der Rentrée u vun zwou Stonnen op eng Stonn d'Woch reduzéiert gëtt zu Gonschte vun der Aféierung vum Fach „Lëtzebuergesch" op de Quatrième-G-Klassen?

2. Wa jo, op Basis vu wéi engen Iwwerleeungen an Argumenter ass dës Decisioun geholl ginn?

3. Sinn nach Adaptatiounen op anere Klasse virgesinn? Wa jo, op wéi engen?

4. Ass dës Decisioun an Zesummenaarbecht mat der Programmkommissioun geholl ginn?

5. A wéi engem Mooss sinn d'Schoulprogrammer adaptéiert ginn?

6. Wéi steet den Här Minister zu senger eegener Ausso, dass den „Zentrum fir politesch Bildung" déi schoulesch Acteuren an hirer Missioun soll ënnerstëtzen?

7. Ass d'Méiglechkeet vun engem interdisziplinären Unterrecht am Virfeld vun dëser Decisioun gepréift ginn?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Fach Lëtzebuergesch gëtt vun der Rentrée 2021/2022 un op alle 4ès-Klassen agefouert, am Enseignement secondaire classique an am Enseignement secondaire général. Dëst ass eng vun de Mesuren, déi d'Lëtzebuerger Regierung ëmsetzt, fir d'Lëtzebuerger Kultur a Sprooch an de Schoulen ze promouvéieren.

ad 2. Wann en neit Fach agefouert gëtt, ass et ëmmer eng schwéier Decisioun, wéi een anert Fach muss Zäit hierginn. Dobäi gi verschidden Zenarien duerchgespillt an d'Vir- an d'Nodeeler géinteneen ofgewien. D'Argument, dat schliisslech den Ausschlag ginn huet, fir am ESG eng Stonn Éducation à la citoyenneté (EDCIT) ze huelen, war, datt de Programm vun deem neie Fach Lëtzebuergesch sech zum Deel mat den Ziler vum Fach EDCIT deckt, respektiv datt déi zwee Fächer complementaire zuenee sinn. Dat neit Fach ass net e renge Sproochecours, mee villméi geet et dorëms, datt d'Schülerinnen an d'Schüler Theeme wéi d'Lëtzebuerger Kultur an Identitéit, d'Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg, awer och d'Migratioun an déi kulturell Diversitéit reflektéieren. Doduerch leescht d'Fach e Bäitrag, fir hinnen hir Allgemengbildung, hiert kritesecht Denken an hir Perséinlechkeetsentwécklung ze stäerken. Dës Sujeten decke sech zum Deel mat de Kapitelen, déi um Programm vun der EDCIT stinn (z. B.: Kapitel 2: „In Gruppen leben", Kapitel 10: „Identität und Geschichte"). Et geet net ëm eng reng Oplëschtung vun Inhalter, mee dorëms, datt dee Jonken hei Kompetenzen entwéckelt, déi fir d'Zesummeliewen an der Gesellschaft relevant sinn a bleiwen. Wann ee sech de Parcours an den ieweschte Klasse vum Enseignement secondaire général ukuckt, sou gesäit een, datt hei no an no Kompetenzen opgebaut ginn, déi an eiser Gesellschaft wichteg sinn: op 4e gëtt et d'Fach Lëtzebuergesch, dat de Schüler hëlleft, hir direkt Ëmwelt kennen ze léieren, dat Land, an deem si liewen, an déi Sprooch, déi do geschwat gëtt. Sou ass dat och e Bäitrag zur Bildung vun enger Identitéit als Bierger zu Lëtzebuerg. D'Fach EDCIT baut dorop op a vermëttelt méi en déift Wëssen iwwert d'Institutiounen, déi eis prägen, am Staat Lëtzebuerg an an Europa. Schliisslech gëtt dann de Bléck op den Ofschlossklasse méi breet opgemaach, wann d'Fach EDCIT duerch d'Fach Connaissance du monde contemporain ersat gëtt.

Aus all deenen Iwwerleeungen eraus gouf deen dote Choix geholl, a Lëtzebuergesch an EDCIT ginn als gemeinsam Discipline Citoyenneté, culture et langue luxembourgeoises op der Zensur gefouert, wourënner déi zwou Matièren Éducation à la citoyenneté a Luxembourgeois parallell mat jeeweils enger Stonn pro Woch an der Grille horaire lafen.

ad 3. Am Enseignement secondaire classique op 4e fale jeeweils eng hallef Leçon Däitsch a Franséisch pro Woch ewech, déi duerch d'Fach Lëtzebuergesch ersat ginn.

ad 4. D'Programmkommissioune vum Fach Lëtzebuergesch, vum Franséischen (ESC), vum Däitschen (ESC) a vun der Éducation à la citoyenneté (ESG) waren zu ënnerschiddlechen Zäitpunkten an déi dote Gespréicher agebonnen.

ad 5. D'Programmkommissioun am Däitsche probéiert, dee selwechte Programm och mat 25 Minutten d'Woch manner duerchzehuelen. D'Programmkommissioun am Franséischen huet d'Geleeënheet ergraff, fir ze kucken, wéi si hir Programmer kéint minimal iwwerdenken a moderniséieren. D'Programmkommissioun vun der EDCIT an déi vum Lëtzebuergeschen hunn enk zesummegeschafft, fir d'Programmer openeen ofzestëmmen. Et gouf dobäi gekuckt, fir Theemen, déi net méi an der EDCIT behandelt ginn, an de Lëtzebuergesch-Programm anzebauen. Doduerch verléiert de Schüler net onbedéngt Wëssensinhalter, se si just anescht am Curriculum verdeelt. Ausserdeem gouf e Workshop („Co-Lab") organiséiert, an deem och den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) d'Méiglechkeet genotzt huet, direkt matzewierken.

ad 6. Déi Ausso kann ech nach eng Kéier ënnersträichen: den ZpB huet sech zanter senger Grënnung zu engem wichtegen Acteur an der Éducation nationale entwéckelt, deen duerch sënnvoll Initiativen, ureegend Unterrechtsmaterialien an ëmmer rëm och duerch pertinent Avisen zur Verbesserung vun der Qualitéit vun der Schoul zu Lëtzebuerg bäidréit.

ad 7. Jo, dat ass geschitt. D'Approche am Lëtzebuergeschen ass, wéi uewe beschriwwen, eng interdisziplinär; Kompetenzen, déi hei erschafft ginn, wäerten a villen anere Fächer och hir Friichten droen.

Question 4585 (30.06.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **système scolaire luxembourgeois :**

An engem Interview am „Quotidien" vum 28. Juni 2021 bezeechent den Unterrechtsminister eisen traditionelle Lëtzebuerger Schoulsystem am Verglach zu den internationale Schoulen als „très ambitieux". Weiderhi bezeechent de Minister dëse Schoulsystem als „notre système trilingue très exigeant" am Verglach zu den internationale Schoulen, déi also méi einfach wieren.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, awéiwäit déi international Schoule manner exigent si wéi déi traditionell Lëtzebuerger Schoul?

2. Ass den Här Minister der Meenung, dass een Ofschlossdiplom an enger internationaler Schoul dee selwechten Niveau huet wéi ee Premièresdiplom (fir deen de Schüler ee Joer méi laang an d'Schoul goe muss)? Ass den Niveau an den dräi administrative Sproochen ënnerschiddlech beim Ofschlossexamen?

3. Wéi ee Sproochenniveau (europäesche Referenzkader fir Sproochen) erreechen d'Schüler am traditionelle Lëtzebuerger System an am internationale System an eisen dräi administrative Sprooche Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch?

4. Wéi steet den Här Minister zur Ongerechtegkeet, déi dora besteet, dass, éischtens, d'Ofschlossdiplomer an deenen zwee Systemer gläich vill wäert sinn, obwuel den Ofschlossdiplom an der internationaler Schoul ee Joer éischter ze erreechen ass wéi deen an der traditioneller Lëtzebuerger Schoul, an, zweetens, dass eise Schoulsystem méi „exigent" ass wéi dee vun internationale Schoulen?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Am Interview, op deen den honorabelen Deputéierte sech bezitt, hunn ech versicht, eng differenzéiert Äntwert ze ginn op déi absolutt berechtegt Fro no de Grënn vum Erfolleg vun den europäeschen an internationale Schoulen zu Lëtzebuerg.

Am Mëttelpunkt steet dobäi a mengen Aen dee komplexe Sujet vum Sproochenunterrecht.

Den europäesche System ass no Sproochesektiounen organiséiert. D'Haaptsprooch vun der Sektioun gëtt als „langue dominante" oder „langue I" bezeechent; an dëser Sprooch gëtt den Niveau C1 bis C2 nom europäesche Referenzkader fir Sprooche viséiert. An der zweeter Sprooch („langue II") ass et den Niveau C1, dee viséiert gëtt, an an der drëtter Sprooch den Niveau B1+.

Am traditionelle Lëtzebuerger Modell gëtt am Franséischen an am Däitschen den Niveau C1 viséiert; am Lëtzebuergeschen ass keen Niveau fixéiert.

De Lëtzebuerger Modell zeechent sech am Verglach zu den internationale Schoulen duerch eng aner Virgoensweis beim Erléiere vun de Sproochen aus. Et geet heibäi virun allem ëm d'Zilsetzung, déi am traditionelle Lëtzebuerger Modell dovun ausgeet, datt Franséisch an Däitsch um nämmlechten héijen Niveau enseignéiert ginn, wärend et am Europaschoulmodell eng kloer definéiert éischt Sprooch an eng zweet Sprooch gëtt. Dobäi gëtt déi zweet Sprooch - als éischt Friemsprooch - no Friemsproochendidaktik enseignéiert. En plus kann een an de Lëtzebuerger internationale Schoulen déi éischt an déi zweet Sprooch auswielen.

Am Beräich vum Erléiere vun de Sproochen ass den traditionelle Lëtzebuerger Modell also effektiv ganz exigent. Fir vill Schüler ass dëse Modell beschtens adaptéiert; dofir soll en onbedéngt bäibehale ginn. D'Sproochenexigenze vum traditionelle Schoulsystem féieren awer fir eng Rei vu Kanner - notamment fir vill vun deenen, déi doheem net Lëtzebuergesch schwätzen - an den Échec scolaire. Well mir eis net kënnen a wëllen domat offannen, eng gewëssen Zuel vu Jonke lénks leien ze loossen, brauche mir Alternativen, soudatt d'Elteren an hir

Kanner de Choix tëscht verschiddene Schoulsystemer hunn.

Generell hunn ech net behaapt, datt ee Schoulmodell méi exigent wier wéi en aneren; et kann een dofir och net vun Ongerechtegkeet schwätzen. D'Ofschlossdiplomer vun deenen europäeschen an internationale Schoulen hunn de selwechten Niveau an de selwechte Wäert wéi ee Lëtzebuerger Premièresdiplom. D'Diplomer vun dëse Schoule si weltwäit unerkannt an erlaben, grad wéi de Lëtzebuerger Premièresdiplom, den Zougang zu universitäre Studien. Och zu Lëtzebuerg sinn dës Diplomer gläichgestallt, dëst duerch d'Konventioun vum 21. Juni 1994, déi de Statut vun den Europaschoule bestëmmt an déi Lëtzebuerg mam Gesetz vum 23. Dezember 1998 ratifizéiert huet. Och fir de Baccalauréat international kritt een hei zu Lëtzebuerg eng Equivalenz.

De Fait, dass een dës Diplomer no zwielef Schouljore kann erreechen amplaz, wéi beim Premièresdiplom, no 13 Schouljoren, consideréieren ech och net als Ongerechtegkeet; den internationale Verglach weist, datt an Europa verschidde Modeller koexistéieren, mat zwielef oder 13 Joer ab dem 1. Schouljoer.

Question 4606 (02.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **administrations ouvertes au public :**

Suite à la crise du Covid-19, certaines administrations publiques ont dû réduire voire interrompre leur accessibilité au public.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique quelles sont les administrations qui continuent à limiter leur accessibilité au public.

- Est-ce que ces restrictions sont encore justifiées et endéans quels délais seront-elles levées tout en respectant les mesures de protection des administrés et du personnel concerné ?

Réponse (14.09.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

La Direction de la santé a établi des recommandations sanitaires temporaires à l'attention des administrations et agents publics dans le cadre de la crise sanitaire liée à la Covid-19 qui contiennent également des références à des obligations légales sur base de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Ces recommandations énoncent, entre autres, les mesures de protection devant être mises en place par les administrations en cas d'accueil du public. En ce qui concerne le Ministère de la Digitalisation, je peux vous dire que l'accueil physique Guichet.lu, situé rue Notre-Dame à Luxembourg-ville, est toujours resté ouvert et accessible afin de garantir la prestation des services essentiels au public. Lors des phases les plus critiques de la crise sanitaire, nous avons cependant réduit ces accès en demandant à la population de prendre rendez-vous afin de réguler le flux des aller-venues.

Les mesures d'information et de protection de la sécurité et de la santé ont été transposées afin de garantir aux agents, mais aussi aux personnes externes entrant en contact direct avec nos agents, une sécurité maximale, tout en assurant une continuité des services offerts aux citoyens. Les mesures spécifiques seront appliquées aussi longtemps que des recommandations de la Direction de la santé resteront en vigueur et il va sans dire que la législation respective sera respectée à tout moment.

Comme il appartient toutefois à chaque chef d'administration de mettre en place ces mesures de protection au sein de son administration, je ne peux que fournir à l'honorable Député des renseignements relatifs à mes propres entités, quant à l'accessibilité des administrations au public, en respect des mesures de protection des usagers et du personnel.

Un effort considérable a été mis en œuvre par les équipes du Centre des technologies de l'information de l'État pour la digitalisation des démarches administratives grâce à 151 assistants mis en ligne sur la plateforme interactive de démarches MyGuichet.lu depuis janvier 2020. Parallèlement 154 fiches descriptives de démarches ont été créées et plus de 400 mises à jour effectuées sur le portail informatif Guichet.lu. Cette offre électronique a permis aux citoyens et entreprises de profiter des services publics tout en continuant de réduire considérablement le contact physique.

Question 4622 (06.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **pensionnaires de l'unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État :**

De Jugendprisong Unisec ass permanent voll beluecht. Jugendlecher, déi grav Strofdote vollbréngen, kënnen net dohibruecht ginn, well net genuch Plaz ass. Ee gudden Deel vun de Jugendleche sinn a ware laut Parquet ni Awunner vu Lëtzebuerg.

Dozou géif ech eng Rei Prezisioune vun der Madamm Justizminister froen:

1. Wéi vill Jugendlecher si vum 1. Januar 2021 bis den 1. Juli 2021 an der Unisec ënnerbruecht gewiescht?

2. Wéi deele sech dës Jugendlech op - nom Land vun hirem Wunnsëtz, nom Alter an no der Nationalitéit?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Tëschent dem 1. Januar 2021 an dem 1. Juli 2021 waren 30 Jonker an der Unité de sécurité (Unisec) vum Centre socio-éducatif de l'État ënnerbruecht.

ad 2. Eng Opdeelung ergëtt:

- 9 Jonker haten déi lëtzebuergesch Nationalitéit, 11 Jonker haten d'Nationalitéit vun engem anere Land vun der Europäescher Unioun, 10 Jonker haten d'Nationalitéit vun engem Land ausserhalb vun der Europäescher Unioun;
- 21 Jonker ware lëtzebuergesch Residenten, bei 9 Jonke war de Pays de résidence net an aller Kloerheet ze determinéieren, well keng Identitéitspabeiere virlouchen;
- 3 Jonker waren den Ament vun der Admissioun 14 Joer al, 3 ware 15 Joer al, 13 ware 16 Joer al an 11 Jonker ware zum Zäitpunkt vun der Admissioun 17 Joer al. Ze beuechte gëllt, datt, wa keng Identitéitspabeiere virleien, den Alter net genau bestëmmt ka ginn.

Question 4641 (08.07.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**installation de purificateurs d'air dans les établissements scolaires :**

Encore en février, Monsieur le Ministre Claude Meisch a annoncé que les écoles ouvriront à la rentrée avec des mesures sanitaires renforcées, car « il faudra changer de modèle » avec les variants.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse :

1) Suite à la propagation de la variante Delta et dans la mesure où pour la rentrée 2021-2022, les élèves de l'enseignement fondamental ne seront pas encore vaccinés, quelles mesures sanitaires sont prévues pour septembre ?

2) Le Ministre envisage-t-il d'installer finalement des purificateurs d'air dans les établissements scolaires, ou au moins dans les endroits de rassemblements comme la cantine scolaire, lieu le plus propice aux contaminations par le coronavirus ?

Réponse commune (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La rentrée scolaire 2021-2022 vise à accueillir la totalité des élèves à l'école pendant les horaires scolaires réguliers afin de leur permettre de suivre l'enseignement en présentiel. Tous les élèves reprendront donc le chemin de l'école avec un horaire de classe normal et le programme scolaire normal.

En parallèle, il s'agira de continuer à suivre de près l'évolution de la pandémie Covid-19 afin de prendre des mesures supplémentaires, le cas échéant.

Par rapport à la rentrée de l'année scolaire passée, la vaccination et le dispositif de testing progressivement mis en place sont deux facteurs contribuant à modifier la situation en profondeur. Il s'avère en effet que la vaccination constitue une barrière efficace contre la propagation du virus ; or, à l'heure actuelle, quelque 87 % des enseignants et 50 % des élèves de plus de douze ans sont vaccinés. Quant au dispositif de testing, il s'est révélé particulièrement utile dans la prévention de chaînes d'infection en milieu scolaire.

Cette situation, à ce jour plus favorable qu'à la rentrée 2020-2021, autorise une adaptation du dispositif sanitaire sur plusieurs points :

- assouplissement des règles de port du masque ;
- testing hebdomadaire à l'école pour les élèves des cycles 2, 3 et 4 ; à domicile pour les élèves du cycle 1 ;
- absence de la mise en quarantaine pour les élèves et les enseignants vaccinés ou rétablis ;
- maintien du fonctionnement normal des écoles et services d'éducation et d'accueil à partir du cycle 2 lors d'un scénario 1 ou d'un scénario 2 pour les élèves vaccinés, rétablis ou participant à un testing renforcé.

De plus, les mesures suivantes restent fortement préconisées :

- une hygiène renforcée des mains (lavage des mains avant le début des cours, après chaque pause, après un passage aux toilettes, avant et après les repas) ;
- tousser et éternuer dans son coude ;
- éviter de se toucher (se saluer sans se serrer la main par exemple) ;
- utiliser des mouchoirs à usage unique et les jeter dans une poubelle à couvercle à commande non manuelle ; à défaut d'une poubelle à couvercle à commande non manuelle, privilégier les poubelles sans couvercle ;
- aération régulière des salles de classe et des autres locaux scolaires.

ad 2) Une ventilation efficace des locaux scolaires, en particulier où le port de masque n'est pas d'application, peut diminuer le risque d'infection. Pour assurer un renouvellement d'air constant et efficace, les systèmes de ventilation mécaniques (VMC centralisés ou décentralisés) à 100 % d'air frais sont préconisés.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC - European Centre for Disease Prevention and Control) recommandent un taux de renouvellement d'air de 36 m^3/heure/personne (10 L/s/personne) pour réduire les risques de transmission du virus. Dans un tel cas, la présence de purificateurs d'air n'apporterait pas une grande plus-value.

Ainsi, la meilleure solution à long terme serait d'augmenter le taux de renouvellement d'air à 36 m^3/h/p dans les bâtiments disposant de VMC et d'équiper les salles de classes des bâtiments plus anciens de systèmes de ventilation mécaniques décentralisés avec le même taux de renouvellement d'air de 36 m^3/h/p. Cela permettrait de réduire le risque de transmission du virus Sars-CoV-2 ainsi que d'améliorer le bien-être et la santé des occupants surtout quand il s'agit de jeunes enfants, en garantissant une qualité de l'air irréprochable exempte de substances chimiques nocives et de polluants.

Une augmentation de la qualité de l'air à travers un système de ventilation efficace ou bien grâce à l'aération des locaux constitue la stratégie la plus efficace et préconisée tant par l'OMS que par l'ECDC. Des instructions claires et précises ont été communiquées aux professionnels de l'éducation visant à assurer une aération régulière des pièces qui ne disposent pas d'une ventilation mécanique. Afin de pouvoir mesurer la qualité de l'air dans les écoles, lycées et SEA, des détecteurs de dioxyde de carbone (CO_2) ont été mis à disposition de ces derniers.

L'OMS ne prend en considération les purificateurs d'air mobiles à filtre HEPA et à débit de renouvellement d'air élevé que pour les cas de figure où une aération suffisante des locaux ne peut être garantie. Néanmoins, les problèmes de maintenance, les risques de manipulations non conformes ainsi que les nuisances sonores occasionnées sont à prendre en considération et font que les filtres HEPA ne se prêtent pas au contexte scolaire.

Les purificateurs d'air employant de l'ozone, des UVC ou l'ionisation de l'air ne sont quant à eux pas recommandés, ceux-ci pouvant mener à la formation de composés chimiques secondaires nocifs pour la santé.

Références :
Roadmap to improve and ensure good indoor ventilation in the context of Covid-19.
Geneva : World Health Organization ; 2021
https://www.who.int/publications/i/item/9789240021280
European Centre for Disease Prevention and Control. Heating, ventilation and air-conditioning systems in the context of Covid-19. 10 November 2020. Stockholm : ECDC ; 2020.
https://www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/heating-ventilation-air-conditioning-systems-covid-19

Question 4642 (08.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **réduction des heures du cours « Éducation à la citoyenneté » :**

Am Enseignement général soll déi Stonn „Éducation à la citoyenneté" (EDUCI) op 4e duerch eng Stonn Lëtzebuergesch ersat ginn. Grondsätzlech kann ee méi Lëtzebuerg an der Schoul natierlech nëmme begréissen, allerdéngs kënnt der EDUCI en vue vun der Erzéiung vun eise Schüler zu mündegen, kritesche Bierger eng änlech gesellschaftlech Integratiounsroll zou, wéi der Sprooch u sech.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi déi Entscheedung zustane komm ass, fir grad der EDUCI eng Stonn ze sträichen?

2. Gouf gepréift, fir fir déi Stonn Lëtzebuergesch eng Stonn vun anere Coursen ewechzehuelen, amplaz bei der EDUCI?

www.chd.lu

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Bei dëser Fro vum honorabelen Deputéierte Fred Keup erlaben ech mir, meng Äntwert op d'Fro Nr. 4562, déi zum selwechte Sujet vun der honorabeler Deputéierter Martine Hansen gestallt gi war, ze widderhuelen.

Wann en neit Fach agefouert gëtt, ass et ëmmer eng schwéier Decisioun, wéi een anert Fach muss Zäit hierginn. Dobäi gi verschidden Zenarien duerchgespillt an d'Vir- an d'Nodeeler géinteneen ofgewien. D'Argument, dat schliisslech den Ausschlag ginn huet, fir am ESG eng Stonn Éducation à la citoyenneté (EDCIT) ze huelen, war, datt de Programm vun deem neie Fach Lëtzebuergesch sech zum Deel mat den Ziler vum Fach EDCIT deckt, respektiv datt déi zwee Fächer complementaire zuenee sinn. Dat neit Fach ass net e renge Sproochecours, mee villméi geet et dorëms, datt d'Schülerinnen an d'Schüler Theeme wéi d'Lëtzebuerger Kultur an Identitéit, d'Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg, awer och d'Migratioun an déi kulturell Diversitéit reflektéieren. Doduerch leescht d'Fach e Bäitrag, fir hinnen hir Allgemengbildung, hiert kritescht Denken an hir Perséinlechkeetsentwécklung ze stäerken. Dës Sujeten decke sech zum Deel mat de Kapitelen, déi um Programm vun der EDCIT stinn (z. B.: Kapitel 2: „In Gruppen leben", Kapitel 10: „Identität und Geschichte"). Et geet net ëm eng reng Oplëschtung vun Inhalter, mee dorëms, datt dee Jonken hei Kompetenzen entwéckelt, déi fir d'Zesummeliewen an der Gesellschaft relevant sinn a bleiwen. Wann een sech de Parcours an den ieweschte Klasse vum Enseignement secondaire général ukuckt, sou gesäit een, datt hei no an no Kompetenzen opgebaut ginn, déi an eiser Gesellschaft wichteg sinn: op 4e gëtt et d'Fach Lëtzebuergesch, dat de Schüler hëlleft, hir direkt Ëmwelt kennen ze léieren, dat Land, an deem si liewen, an déi Sprooch, déi do geschwat gëtt. Sou ass dat och e Bäitrag zur Bildung vun enger Identitéit als Bierger zu Lëtzebuerg. D'Fach EDCIT baut dorop op a vermëttelt méi en déift Wëssen iwwert d'Institutiounen, déi eis prägen, am Staat Lëtzebuerg an an Europa. Schliisslech gëtt dann de Bléck op den Ofschlossklasse méi breet opgemaach, wann d'Fach EDCIT duerch d'Fach Connaissance du monde contemporain ersat gëtt.

Aus all deenen Iwwerleeungen eraus gouf deen dote Choix geholl, a Lëtzebuergesch an EDCIT ginn als gemeinsam Discipline Citoyenneté, culture et langue luxembourgeoises op der Zensur gefouert, wourënner déi zwou Matièren Éducation à la citoyenneté a Luxembourgeois parallell mat jeeweils enger Stonn pro Woch an der Grille horaire lafen.

D'Programmkommissioun vun der EDCIT an déi vum Lëtzebuergeschen hunn enk zesummegeschafft, fir d'Programmer openeen ofzestëmmen. Et gouf dobäi gekuckt, fir Theemen, déi net méi an der EDCIT behandelt ginn, an de Lëtzebuergesch-Programm anzebauen. Doduerch verléiert de Schüler net onbedéngt Wëssensinhalter, se si just anescht am Curriculum verdeelt.

Question 4658 (14.07.2021) de **Mmes Djuna Bernard** et **Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **stratégie de relance dans le domaine de l'éducation non formelle :**

Lors de la présentation du Rapport national sur la jeunesse 2020, l'importance du bien-être et de la santé mentale des jeunes a été l'un des points focaux. Dans ce contexte, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a souligné l'importance de l'éducation non formelle, désignant notamment les maisons de jeunes comme des « lieux de résilience et de soutien des jeunes ».[2] Or, l'éducation non formelle comprend toute une panoplie d'offres qui peuvent fonctionner comme des vecteurs de bien-être et de socialisation et ce d'autant plus en période de vacances scolaires estivales. Le cadre légal actuel ne prévoit plus de dispositions particulières pour les activités récréatives et ce sont donc les règles générales relatives aux rassemblements qui s'appliquent.

En date du 29 juin 2021, le « Plan de relance sport 2.0 » a été présenté au public. Ce plan repose dans une mesure significative sur le constat que le bénévolat est l'épine dorsale de l'organisation sportive au Grand-Duché. Comme le bénévolat est aussi l'un des piliers majeurs de l'éducation non formelle, il existe actuellement un nombre de questionnements et de défis similaires à ceux qui se posent dans le monde sportif. Dans la mesure où l'éducation non formelle concerne notamment les enfants et les jeunes, il y existe d'autant plus de défis en ce qui concerne le « CovidCheck » de personnes non vaccinées. Les tests antigéniques rapides sont un élément important dans ce contexte. Les enfants et jeunes sont d'ailleurs habitués à leur utilisation

[2] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/articles/2021/06-juin/16-rapport-national-jeunesse.html

puisqu'ils sont utilisés systématiquement dans le domaine de l'éducation formelle.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement et de la Jeunesse ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse envisage-t-il de communiquer un aperçu synoptique des mesures sanitaires légales ainsi qu'éventuellement des consignes additionnelles à respecter lors des différentes activités de l'éducation non formelle à l'intérieur et à l'extérieur à tous les acteurs du secteur conventionné ? Y a-t-il, respectivement y aura-t-il des outils tels qu'une foire aux questions, des webinaires ou autres échanges avec le secteur ?

2) Quelle est la politique d'achat et de distribution de tests antigéniques rapides envisagée par le Gouvernement pour les mois à venir ? Les stocks seront-ils maintenus, voire adaptés en fonction de la demande ?

3) Les associations et structures de l'éducation non formelle se verront-elles attribuer des tests antigéniques rapides afin de pouvoir effectuer le système « CovidCheck » ? Dans l'affirmative, les associations et structures indépendantes de l'État recevront-elles également un contingent de tests ou un soutien financier en vue de leur achat ? Dans l'hypothèse d'une distribution de tests, quels en seront les délais et modalités pratiques ?

4) Par quels moyens Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse envisage-t-il de soutenir les associations et structures locales relevant de l'éducation non formelle, compte tenu du fait qu'un nombre de jeunes ont certainement perdu l'habitude de les fréquenter depuis le début de la pandémie ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'établir un plan de relance similaire à celui du sport dans le domaine des maisons de jeunes ainsi que des autres structures et associations de l'éducation non formelle ? Le partage de consignes et de bonnes pratiques, voire la mise en place d'un soutien financier spécifique sont-ils envisagés ?

Réponse commune (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ne considère pas uniquement les maisons de jeunes comme étant des acteurs de l'éducation non formelle. S'y ajoutent une vingtaine d'autres services pour jeunes conventionnés auprès du MENJE qui réalisent un travail précieux en termes de promotion du bien-être et de la santé mentale des jeunes. En outre, une partie d'organisations offrent des activités dans le cadre de l'éducation non formelle, et ce non seulement tout au long de l'année scolaire, mais également pendant les vacances scolaires. Ces activités sont organisées et encadrées tant par des professionnels que par des bénévoles.

Si avec « cadre légal actuel », il est fait référence à la loi du 15 juillet 2021 portant modification : 1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ; 3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L.234-51, L.234-52 et L.234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L.234-51, L.234-52 et L.234-53 du Code du travail, il faut noter que les activités récréatives y sont reprises avec la formulation suivante :

« Le port obligatoire du masque, les règles de distanciation physique énoncées au paragraphe 2, ainsi que les dispositions du paragraphe 3 ne s'appliquent pas aux activités scolaires, y inclus péri- et parascolaires lorsque celles-ci se déroulent à l'extérieur.

Le port obligatoire du masque, les règles de distanciation physique énoncées au paragraphe 2, ainsi que les dispositions du paragraphe 3 ne s'appliquent pas aux activités scolaires se déroulant à l'intérieur, lorsque les élèves sont assis à leur place. Lors de toute circulation dans le bâtiment scolaire, le port du masque est obligatoire.

Le port du masque, les règles de distanciation physique énoncées au paragraphe 2, ainsi que les dispositions du paragraphe 3, ne s'appliquent pas aux activités péri- et parascolaires se déroulant à l'intérieur, lorsque le groupe de personnes participant simultanément à une activité ne dépasse pas le nombre de dix. Ces restrictions ne s'appliquent pas lorsque les activités péri- et parascolaires se déroulent sous le régime CovidCheck. »

La « loi Covid » en vigueur à partir du 15 septembre 2021 prévoit la continuation des mesures précitées.

Des dérogations sont donc prévues dans la « loi Covid » pour les secteurs de l'éducation formelle et non formelle, comme précisé ci-avant, justement pour éviter que les règles générales relatives aux rassemblements s'y appliquent, ne ciblant et ne s'adaptant pas assez aux secteurs d'éducation mentionnés ci-avant. Ces dérogations adaptables aux conditions sanitaires actuelles aideront les différents acteurs concernés d'œuvrer pour et avec les enfants et jeunes en vue de maintenir, entre autres, leur bien-être mental et physique.

ad 1) Avec chaque nouvelle « loi Covid » publiée, le MENJE transmet aux acteurs conventionnés du secteur de l'enfance et de la jeunesse des consignes et recommandations pour leur faciliter l'interprétation de la loi. Ainsi, les acteurs concernés, entre autres les maisons de jeunes, les services pour jeunes, les organisations de jeunes, les organisations agissant en faveur de la jeunesse et les services pour jeunes agréés ou reconnus par le MENJE ainsi que les services d'éducation et d'accueil pour enfants y compris l'assistance parentale, disposent de toutes les informations utiles pour créer un cadre sanitaire leur permettant d'organiser en toute sécurité leurs activités.

En plus des consignes transmises régulièrement aux acteurs sur le terrain, le MENJE se tient à leur disposition pour des échanges réguliers, voire quotidiens : il s'agit, soit d'échanges de groupes qui ont été organisés pour recenser les difficultés d'appliquer les consignes sur le terrain, soit d'échanges bilatéraux en cas de questions ciblées.

Par ailleurs, un FAQ relatif aux mesures liées à la pandémie Covid-19 à l'école et dans les structures d'accueil peut être consulté sur le lien ci-après : https://men.public.lu/fr/support/coronavirus/faq-fr.html.

ad 2) En ce qui concerne la politique d'achat et de distribution de tests antigéniques rapides, le monde actif et inactif, ainsi que les secteurs des hôpitaux, des soins et de l'éducation ont pu couvrir leurs besoins jusqu'à la fin septembre 2021.

L'emploi de tests antigéniques rapides est prévu jusqu'aux vacances de la Toussaint dans les établissements scolaires. Dans l'enseignement fondamental, l'emploi des tests précités est prévu jusqu'aux vacances de Noël 2021.

Dans le cadre des activités de l'éducation non formelle de la jeunesse, le besoin de tests varie en fonction des dispositions législatives en vigueur, sachant qu'actuellement les activités de l'éducation non formelle peuvent se dérouler sans tests jusqu'à un nombre de 10 participants dans le cadre du régime CovidCheck et donc le besoin en tests est beaucoup moins important que dans le domaine de l'éducation formelle.

ad 3) Pour l'organisation de camps, colonies et activités de formation, les acteurs agréés ou reconnus par le MENJE (maisons de jeunes, services pour jeunes, organisations de jeunes, organisations agissant en faveur de la jeunesse et les services pour jeunes) peuvent commander des tests antigéniques rapides, qui seront mis à leur disposition à titre gratuit auprès du Service national de la Jeunesse (SNJ). Des entités locales (p. ex. groupes scouts) doivent introduire leur demande par le biais de leurs centrales respectives au moins deux semaines avant l'activité en indiquant le nombre de nuitées et le nombre de participants. Des cas de demandes urgentes se sont déjà présentés et ont pu être résolus à la satisfaction des demandeurs. Aucun organisateur d'activités se voit donc obligé d'acheter les tests antigéniques afin de pouvoir répondre aux conditions sanitaires mises en place dans le cadre de la pandémie Covid-19.

Dans le même sens, le MENJE met à la disposition des gestionnaires des services d'éducation et d'accueil des tests antigéniques à l'attention du personnel de ces services et ceci à titre gratuit.

ad 4) Suite à de nombreux échanges avec les acteurs sur le terrain (maisons de jeunes, services pour jeunes, organisations de jeunes, organisations agissant en faveur de la jeunesse et les services pour jeunes), le MENJE ne peut constater ni confirmer le fait que les jeunes aient perdu de l'intérêt pour les activités du secteur de l'éducation non formelle. Au contraire, nombreuses structures ont confirmé que le nombre de leurs participants/adhérents/membres a augmenté durant cette pandémie. Par exemple, les deux mouvements scouts luxembourgeois les plus importants en termes d'adhérents, à savoir la FNEL et les LGS, ont connu, entre mars 2020 et mars 2021, une augmentation du chiffre de leurs membres. Dans d'autres structures comme les maisons de jeunes par exemple, le bilan du retour du personnel éducatif est cependant mitigé. Certains jeunes ne sont plus revenus après les différentes phases de confinement, mais de nouveaux membres se sont présentés. Ces fluctuations du public semblent tout de même assez naturelles et ne semblent pas être hors du commun.

Le MENJE connaît deux formes de soutiens financiers pour les structures de l'éducation non formelle. La première forme est le financement via convention auprès du MENJE avec prise en charge des frais de salaires et frais de fonctionnement. La deuxième forme de soutien consiste à demander un subside auprès du MENJE.

Différentes autres formes de soutien existent, comme notamment le prêt de matériel. Le travail du MENJE de mise en réseau des différents acteurs actifs dans le secteur de la jeunesse continue à soutenir les services pour jeunes.

ad 5) Actuellement, le MENJE ne prévoit pas un tel plan de relance similaire à celui du Ministère des Sports, la nécessité ne se faisant pas ressentir puisque les structures péri- et parascolaires n'ont quasiment jamais cessé d'être ouvertes lors de cette pandémie, à deux exceptions près, notamment au début du confinement en mars 2020 et pendant deux semaines lors des vacances scolaires de Noël (2020-2021). Ceci dit, même si ces structures étaient fermées pour une courte période au public, les professionnels y travaillant et les bénévoles y œuvrant étaient constamment joignables pour les jeunes qui cherchaient à les contacter.

De plus, il faut ajouter que bon nombre d'offres proposées par les différentes structures sont déjà financées par des deniers publics et les frais de participation pour les jeunes sont minimes, voire nuls.

Le SNJ a également lancé une campagne « Ech wëll ech kann »[3], afin de présenter aux jeunes le nombre de possibilités qui leur sont offertes afin de trouver des activités, même dans des situations plus restrictives, dans les domaines de la créativité, de l'engagement, de l'exercice physique ou de la nature.

Tout au long de l'année, des échanges ont été menés avec les différents acteurs de l'éducation non formelle, mais également avec différents acteurs des équipes psycho-socio-éducatives des lycées pour recenser dans un premier temps des informations importantes sur le vécu des jeunes en ces temps de crise. Ensuite, différents outils ont été élaborés afin de pouvoir soutenir les acteurs dans leur travail quotidien, comme p. ex. : une boîte à outils pour l'animation des jeunes dans le milieu de l'éducation non formelle, tant dans les structures conventionnées que dans les services de l'éducation formelle. Cette boîte à outils permet également la promotion de bonnes pratiques du personnel (socio-) éducatif dans leur travail quotidien avec les jeunes pendant la crise afin de garder le lien avec leur public cible.

Question 4671 (16.07.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **rentrée scolaire :**

Déi lescht Méint vum Schouljoer 2020/2021 kruten d'Schüler d'Méiglechkeet, zweemol an der Woch ee Covid-19-Autoschnelltest ze maachen, fir den Unterrecht sou sécher wéi méiglech ze halen. Och d'Droe vun de Masken an der Schoul ass bis de 15. Juli bäibehale ginn. Déi Jugendlech tëscht zwielef an 18 Joer hunn dernieft alleguerten d'Méiglechkeet kritt, fir sech impfen ze loossen. D'Kanner ënner zwielef Joer allerdéngs kënnen net geimpft ginn a sinn dem Virus am meeschten ausgesat, och an der Summervakanz a warscheinlech och bei der Schoulrentrée am September.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Gëtt et fir d'Kanner ënner zwielef Joer eng Teststrategie fir d'Vakanzenaktivitéiten, fir d'Summerschool a fir d'Schoulrentrée 2021/2022?

2. De Minister huet ugekënnegt, am Schouljoer 2021/2022 wa méiglech keng Maskeflicht méi an de Schoulen anzeféieren. Wéini an opgrond vu wéi enge Critèrë wëll de Minister duerzou eng definitiv Decisioun huelen?

3. Gëtt d'Opportunitéit vun der Installatioun vu Loftfilteranlagen an de Gebaier vum Enseignement fondamental iwwert de Summer gepréift, fir méi Schutz an de Schoulen ze bidden?

4. Wéi fält de Bilan vun den CO_2-Moossgeräter aus? Sollen dës och no der Rentrée weiderhin agesat ginn?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Kader vun der Summerschool 2021 ginn déi nämmlecht Dispositiounen ugewannt, wéi se och fir déi lescht Woche vum Schouljoer 2020/2021 an den ëffentleche Grondschoulen applizéiert goufen. An dësem Zesummenhang kréien d'Kanner, déi heifir d'Zoustëmmung vun hiren Elteren hunn, Antigène-Selbsttester zur Verfügung gestallt, fir sech zweemol d'Woch ze testen. Vun deenen zwee Tester gëtt een an der Schoul a Begleedung duerch den Enseignant an deen aneren doheem ënnert der Opsiicht vun den Eltere realiséiert.

Wéi am Artikel 6 vun der Loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant : 1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ; 2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments festgehalen, ass ausserdeem d'Droe vum Mask bannent de Schoulgebaier obligatoresch, bis d'Schüler op hirer Plaz sëtzen. Gläichzäiteg sinn och déi preventiv Hygiènesmesuren, wéi beispillsweis e reegelméissegt Wäsche vun den Hänn, weider recommandéiert a goufen den Enseignanten am Kader vu Formations continues a Versammlunge mat de Regionaldirektiounen am Virfeld vun der Summerschool am Detail nach eemol erkläert.

Um Niveau vun de Strukture vun der nonformeller Bildung gouf den 13. Juli 2021 matgedeelt, datt d'Personal vun de Strukturen invitéiert ass, sech wärend der Schoulvakanz weiderhin zweemol d'Woch ze testen. D'Material, fir dës Period ze couvréieren, gouf zur Verfügung gestallt. D'Teste vun de Kanner ass wärend de Schoulvakanzen an de Strukture vun der nonformeller Bildung net virgesinn.

Fir d'Rentrée 2021/2022 gëtt weiderhin op d'Preventiouns- an Hygiènesmesurë gesat, déi och zum Schluss vum Schouljoer 2020/2021 applizéiert goufen. Esou huet zum Beispill den Testdispositif seng Friichte gedroen a gëtt och weiderhin an de Lëtzebuerger Grondschoulen ëmgesat. Den héijen Taux de vaccination bei den Enseignantë gouf natierlech och bei der Adaptatioun vun de sanitäre Mesurë consideréiert.

Natierlech gëllt et wärend dem Schouljoer 2021/2022, weiderhi follgend Hygiènesmesuren anzehalen:

- d'Hänn solle verstäerkt gewäsch ginn;
- et ass recommandéiert, weiderhin an den Ielebou ze houschten;
- de physesche Kontakt mat aneren, wéi zum Beispill beim Begréissen, soll evitéiert ginn;
- d'Nuesschnappecher solle just eemol benotzt an duerno direkt entsuergt ginn.

D'Schoule si weiderhin ugehalen, fir reegelméisseg ze lëften, a gräifen heibäi op d'CO_2-Moossgeräter zeréck, déi si schonns wärend dem leschte Schouljoer zur Verfügung gestallt kruten, fir esou de Rhythmus vum Lëfte festzeleeën. Instruktiounen iwwer d'Lëfte krute sämtlech Enseignantë gradesou wéi déi aner Preventiouns- an Hygiènesmesuren Ufank September schréftlech via d'Regionaldirektioune matgedeelt.

Virun der Schoulrentrée 2021/2022 goufe sämtlech Membere vun der Schoulpopulatioun an de Large-Scale-Testing (LST) invitéiert. Weiderhi ginn och d'Antigène-Selbsttester an de Schoulen no der Rentrée ëmgesat. Am Fall, wou d'Eltere fir d'Participatioun vun hirem Kand um Testdispositif optéieren, realiséieren dës zwee Antigène-Selbsttester pro Woch am Scénario de base. Och d'Schoulpersonal huet d'Méiglechkeet, fir um Testdispositif deelzehuelen an zwee Schnelltester d'Woch ze maachen.

Fir de Schoulsport bleiwe weiderhin déi Mesuren ëmzesetzen, déi zum Schluss vum leschte Schouljoer applikabel waren.

Wéi och schonn d'lescht Schouljoer ass d'Droe vun engem Mondschutz weiderhi fir d'Cyclen 2-4 obligatoresch bei all Zirkulatioun bannent dem Schoulgebai. Dee Moment, wou d'Schüler op hirer Plaz sëtze respektiv un Aktivitéiten am Fräien deelhuelen, ass d'Droe vun engem Mondschutz net obligatoresch. Am Fall, wou een oder zwee Membere vum Klassegrupp positiv op Covid-19 getest ginn, gëtt dat permanent Droe vun engem Mondschutz wärend de schouleschen Aktivitéite bis zum Ophiewe vun der Quarantaine duerch een negative PCR-Test obligatoresch.

De Stufeplang gouf den neie Gegeebenheeten an de Schoulen ugepasst a gesäit fir d'Cyclen 2-4 follgend Zenarie vir:

Zenario 1 an 2: een oder zwee Fäll an enger Klass

Follgend Mesurë si virgesinn:

- déi infizéiert Persoun(en) gëtt (ginn) isoléiert;
- eventuell Kontakter vu Membere vun der Schoulpopulatioun mat der infizéierter Persoun ginn identifizéiert;
- d'Droe vun engem Mondschutz gëtt obligatoresch;
- geimpft a geheelt Persoune mussen net méi an d'Quarantaine;
- net geimpft Membere vun der Schoulcommunautéit ginn a Quarantaine mat enger Autorisatioun, fir u schouleschen Aktivitéiten deelzehuelen, wa se zougestëmmt hunn, all 48 Stonnen ee Schnellselbsttest an der Schoul ze maachen;
- d'Quarantaine gëtt no engem negative PCR-Test opgehuewen, deen ab dem sechsten Dag nom Feststelle vun der Infektioun ka realiséiert ginn.

Jee nodeems, ob een Enseignant geimpft ass oder net, gëtt fir dësen eng Quarantaine decidéiert.

Zenario 3: dräi bis fënnef positiv Fäll an enger Klass

An dësem Zenario gëllt et, follgend Mesuren ze applizéieren:

- déi infizéiert Persoune ginn isoléiert;
- eventuell Kontakter vu Membere vun der Schoulpopulatioun mat der infizéierter Persoun ginn identifizéiert;

[3] #jeveuxjepeux

- geimpft a geheelt Persoune mussen net méi an d'Quarantaine; d'Droe vun engem Mondschutz gëtt fir si obligatoresch;
- net geimpft Membere vun der Schoulcommunautéit ginn a Quarantaine. D'Quarantaine gëtt no engem negative PCR-Test opgehuewen, deen ab dem sechsten Dag nom Feststelle vun der Infektioun ka realiséiert ginn;
- am Fall, wou fir méi wéi d'Hallschent vun de Schüler eng Mise en quarantaine decidéiert gouf, gëtt een Enseignement à distance organiséiert.

Zenario 4: Infektiounsketten an enger Schoul - méi Klasse si concernéiert an/oder eng Klass zielt méi wéi fënnef positiv Fäll

De Comité de pilotage „Covid-19 and Education" geet weiderhi senge Missiounen no:

- déi sanitär Situatioun gëtt reegelméisseg analyséiert;
- de Comité de pilotage proposéiert dem Direkter vun der Santé op Basis vun der Analys vun der sanitärer Situatioun méi déifgräifend Mesuren um lokalen, regionalen oder nationalen Niveau.

Fir de Cycle 1 gi weiderhin déi Zenarien applizéiert, déi zum Schluss vum leschte Schouljoer gegollt hunn.

ad 2. No Concertatioun mam Gesondheetsministère gouf d'Decisioun geholl, datt d'Maskeflicht an de Cyclen 2-4, wéi an der Äntwert op déi Fro virdrun erkläert, weiderhi gëllt am Fall, wou d'Kanner an d'Schoulpersonal an de Gebailechkeete zirkuléieren, an eenzeg, wann d'Schüler op hirer Plaz sëtzen, si si vun der Maskeflicht befreit am Fall, wou an de concernéierte Klasse rezent kee positive Fall detektéiert gouf.

ad 3. Ech verweisen am Kontext vun dëser Fro op meng Äntwert op den ad 2. vun der parlamentarescher Fro Nr. 4641.

ad 4. Den allgemenge Retour zu den CO_2-Moossgeräter ass positiv, well si den Enseignanten, niewent der Verhënnerung vun der Verbreedung vum Virus, ausserdeem erlaben, de Schüler ze erklären, wéi wichteg frësch Loft an ee reegelméissegt Lëften ass.

Question 4688 (20.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact des inondations sur les lycées :**

Wéi op enger Rei an de Medie verëffentleche Fotoen ze gesi war, war notamment den lechternacher Lycée vun de rezenten Iwwerschwemmunge staark betraff, mee och eng Rei aner Lycéeën, zum Beispill den Ermesinde an de geplangten EIMAB zu Miersch leien no laanscht Flëss. Bekanntlech war och d'Uertschaft Miersch selwer staark vun den Iwwerschwemmunge betraff.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister opschlësselen, wéi eng eenzel Lycéeë vum Héichwaasser betraff sinn?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi héich de Montant vun deenen entstanene Schied insgesamt ass a wéi se sech no deenen eenzele Lycéeën opdeelen?

3. Kann den Här Minister opschlësselen, wéi eng spezialiséiert Fachinfrastrukturen (Biologie, Chimie, Physik, Konscht ...) an deenen eenzele Lycéeë besonnesch betraff sinn? Ass scho bekannt, ob d'Héichwaasserschied sech no der Rentrée negativ op de Fonctionnement vun deenen eenzele Lycéeë kéint auswierken?

4. Huet d'Héichwaasser d'Bibliothéike vun eenzele Lycéeë betraff?

5. Goufe bei der Iwwerschwemmung Déngschtgefierer vun deenen eenzele Lycéeë beschiedegt?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Vum Héichwaasser betraff waren de Lycée classique d'Echternach (LCE) an de Lycée privé Emile Metz (LPEM). D'Lycéeën zu Miersch si vum Héichwaasser verschount bliwwen.

ad 2. Den Ament kann nach kee genaue Montant vun de Schied genannt ginn, weeder am Gesamten nach fir déi eenzel Lycéeën, well déi genau Ënnersichungen an de Gebaier nach net ofgeschloss sinn. Et ass och zu dësem Zäitpunkt schwiereg, eng Estimatioun iwwert d'Schied ze maachen, well zum Beispill Schimmel sech dacks eréischt no e puer Méint feststelle léisst. Eréischt da weess een, wéi eng Klassesäll musse komplett, zum Deel oder net brauche renovéiert ze ginn.

ad 3. Am LCE sinn de Metallatelier, de Schräinateliér, de Makerspace an de Fotostudio betraff, am LPEM d'Ateliere fir d'Ausbildung vun de Mecanicienen an och de Makerspace an een Informatiksall.

D'Héichwaasserschied wäerten net ouni Repercussiounen op déi nächst Schoulrentrée bleiwen. Et ass awer elo schonn assuréiert, datt all d'Coursë kënnen organiséiert ginn.

ad 4. Jo, souwuel d'Bibliothéik vum LCE ewéi och déi vum LPEM ware vum Héichwaasser betraff.

ad 5. Et si keng Déngschtgefierer vu Lycéeën duerch d'Héichwaasser beschiedegt ginn.

Question 4694 (20.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **clusters observés dans certaines structures d'hébergement pour personnes âgées :**

An den Alters- a Fleegeheemer sinn 345 Mënschen u Covid-19 gestuerwen. No de ville Verstuerwenen um Lauterbann ass vum Här Jeannot Waringo ee Rapport verfaasst ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Wéi vill Infizéierter an Doudeger gouf et pro Heem?

2. Gëtt et een Zesummenhank tëscht den Inzidenzzuelen an dem Impftaux an engem Heem?

3. Den Här Waringo huet dovu geschwat, dass d'Personal an den Heemer sech zu engem groussen Deel net impfe gelooss huet, an hien huet preziséiert, dass et do grouss Ënnerscheeder gi jee no Wunnsëtzland vum Personal. Wéi vill Prozent vum Personal an den Alters- a Fleegeheemer sinn aktuell geimpft? Wéi héich ass den Impftaux beim Personal, opgeschlësselt no Alter, Geschlecht, Wunnsëtzland an Nationalitéit?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Den Tableau heirënner gëtt Informatiounen iwwert d'Zuel vu Better pro Alters- a Fleegeheem, d'Zuel vun de Bewunner, déi sech mat Covid-19 infizéiert hunn, an d'Zuel vu Bewunner, déi un oder mat Covid-19 verscheet sinn. Dës Zuele betreffen insgesamt 52 Haiser mat engem Total vu 6.408 Better (Source: Donnéeë vum Monitoring vun der Gesondheetsdirektioun; Stand: 13.09.21)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Den Impftaux vun de Residenten an den Alters- a Fleegeheemer ass héich, mat engem Duerchschnëtt vu 94,3 %. An all Haus hunn d'Bewunner een Impftaux vun iwwer 80 %. Zanter d'Impfung vun de Residenten an den Haiser ofgeschloss ass, ware relativ wéineg Fäll bei Residenten. Déi meeschten Haiser hate keng oder ganz wéineg Fäll bei Residente 14 Deeg no der zweeter Impfdosis. Allgemeng kann ee soen, datt d'Inzidenz staark erofgaang ass a bal allen Haiser, well all Haus een héijen Impftaux huet.

ad 3. Wat d'Personal ubelaangt, esou stinn eis leider keng representativ Donnéeën zur Verfügung, well d'Gesondheetsdirektioun just Zougang zu den Impfdonnéeë vun deene Persounen huet, déi sech zu Lëtzebuerg impfe gelooss hunn. Et muss ee wëssen, dass e groussen Deel vun deene Leit net zu Lëtzebuerg wunnt. Et ass net gewosst, wéi een Deel vum Personal, dat am Ausland wunnt, sech an hirem Land, wou se wunnen, impfe gelooss huet.

Opgrond vun den Donnéeë vun der Gesondheetsdirektioun (also vun deene Leit, déi sech hei am Land impfe gelooss hunn) kënne mir deemno just soen, dass 65,5 % vum Personal aus den Alters- a Fleegeheemer sech zu Lëtzebuerg impfe gelooss hunn:

- Opschlësselung no Altersklass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Opschlësselung no Geschlecht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4699 (21.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **navires sous pavillon luxembourgeois :**

D'lëtzebuergesch Schëffsflott beschränkt sech net eleng op d'Booter, déi op der Musel fueren, mee et gi Schëffer, déi ënnert lëtzebuergeschem Fändel an internationale Gewässer ënnerwee sinn. A menger parlamentarescher Fro N° 0876 wollt ech méi iwwer déi Schëffer wëssen, déi zwar zu Lëtzebuerg an engem maritimme Regëster ugemellt sinn, mee seele bis ni hei op der Musel uleeën. Et handelt sech ëm Schëffer, déi ënnert lëtzebuergescher Fändel verschiddenen Handelsaktivitéiten op de Weltmierer noginn. 216 där Schëffer goufen et Stand 2019.

Wéi ech deemools scho geschriwwen hunn, ass d'Schëfffaart mat ee vun de Secteuren, déi weltwäit mat am meeschten um Ausstouss vu CO_2, Stéckoxiden a weidere schiedleche Gaser bäidréit. Wéi d'Ministere schreiwen, géifen national Moossnamen näischt brénge, fir de Secteur méi propper ze kréien, well d'Schëffer innerhalb vun e puer Deeg de Pavillon wiessele kënnen. Dës Ausso weist u sech, dass ee „Race-to-the-Bottom" op Käschte vun der Ëmwelt net kann ausgeschloss ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schëffer sinn, Stand haut, am lëtzebuergesche maritimme Regëster ageschriwwen?

- Wéi vill vun deene Schëffer
hunn ee Gewiicht bis 500 Tonnen?
hunn ee Gewiicht vu 501 bis 5.000 Tonnen?
hunn ee Gewiicht vu 5.001 bis 25.000 Tonnen?
hunn ee Gewiicht vu méi wéi 25.001 Tonnen?
- Wéi hunn sech dës Zuelen zënter 2019 entwéckelt?

2. An hirer leschter Äntwert haten d'Ministere Follgendes zum Moosse vun de CO_2-Emissiounen erkläert:

D'Donnéeën iwwer de CO_2-Ausstouss vun de Schëffer ënner lëtzebuergeschem Fändel sinn onkomplett. En europäescht Reglement (UE 2015/757), dat den 1. Januar 2018 a Kraaft getrueden ass, verlaangt awer elo vun den Armateuren, dass se de CO_2-Ausstouss vun hire Schëffer (iwwer 5.000 BRT) bestëmmen. Dës Donnéeë ginn dann (nodeem se vun onofhängeger Säit kontrolléiert goufen) un d'europäesch Kommissioun an un de Flaggestaat geschéckt. Dëst Reglement gëllt fir Schëffer mat méi wéi 5.000 BRT am Bezuch op CO_2-Emissiounen, déi wärend de Faarte vun hirem leschten Zilhafe bis bei den nächsten Zilhafen am Gebitt vun engem EU-Memberstaat a vun engem Zilhafen um Gebitt vun engem EU-Memberstaat bis bei den nächsten Zilhafen, souwéi beim Openthalt an engem Zilhafen um Gebitt vun engem EU-Memberstaat, ausgestouss ginn.

Opgeschlësselt no de viregte Gewiichtsklassen an op déi lescht zwee annerhallef Jore gekuckt, wéi huet sech de CO_2-Ausstouss vun de Lëtzebuerger Schëffer entwéckelt? Follegt Lëtzebuerg hei den Trends vun aneren europäesche Länner oder schneiden eis Schëffer besser beim CO_2-Ausstouss of?

3. Wéi vill vun eise Schëffer sinn an der industrieller Fëscherei aktiv an op wéi enge Mierer?

Réponse (06.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Op den Datum vum 31. August 2021 sinn 211 Schëffer zu Lëtzebuerg ugemellt:

- Dovu sinn der 184 ënnert der „Pleine immatriculatioun", dat heescht, dass d'Proprietéit (an eventuell Hypothéiken) zu Lëtzebuerg ugemellt ass, an d'Schëff gëtt ënnert Lëtzebuerger Fändel exploitéiert.

- 23 Schëffer sinn ënnert dem „Affrêtement coque nue", do läit d'Proprietéit am Ausland, mee d'Schëff fiert ënner Lëtzebuerger Fändel.

- 4 Schëffer lafen ënnert dem „Frêtement coque nue" mat der Proprietéit (an den Hypothéiken) zu Lëtzebuerg, an der Exploitatioun ënnert engem auslännesche Pavillon. Fir déi Schëffer ass dann och déi auslännesch Administratioun fir de Suivi vum europäesche Reglement zoustänneg.

Et sinn also 207 Schëffer, fir déi d'Lëtzebuerger Administratioun zoustänneg ass.

D'Verdeelung vun deene Schëffer no Gewiicht (Gross Tonnage) ass follgend fir d'Joren 2019 bis 2021:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Vun de méi wéi 200 Schëffer, déi am Lëtzebuerger Register ugemellt sinn, falen der nëmmen e puer ënner d'Reglement UE 2015/757. Am Joer 2019 waren dat der 11 mat engem Total vun 91.750 Tonnen ausgestoussem CO_2 an 2020 waren et der 15 mat 104.400 Tonnen ausgestoussem CO_2.

Ze bemierken ass, datt de Lëtzebuerger Register net interessant ass fir grouss Transportschëffer, mee éischter kleng a mëttelgrouss Spezialschëffer unzitt.

Lëtzebuerg huet eng vun deene jéngste Flotten an Europa ënnert sengem Fändel fueren; ganz oft ersetzen nei Schëffer méi aler mat manner performanten an deemno och manner ëmweltbewosste Motoren.

De Lëtzebuerger Register kuckt och, fir keng schwaarz Schof unzemellen, net nëmme wat d'Ëmwelt ugeet, mee och am Hibléck op d'Sécherheet an déi sozial Standarden op de Schëffer. Lëtzebuerg setzt sech esouwuel op europäeschem wéi op internationalem Niveau fir ambitiéis Moossnamen an, fir dofir ze suergen, datt déi negativ Aflëss vun der Schëfffaart weltwäit progressiv ofgeschwächt kënne ginn.

ad 3. Et gi keng Schëffer am Lëtzebuerger Register, déi an der industrieller Fëscherei aktiv sinn.

Question 4700 (21.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **licences pour les applications du Gouvernement :**

D'Applikatioune CovidCheck a GouvCheck benotzen zum groussen Deel OpenSource-Lizenzen. Wéi et ausgesäit, schéngen d'Lizenzbedéngunge vun de genotzten OpenSource-Lizenzen „Apache 2.0." an „MIT" net respektéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi eng Librairië goufe benotzt, déi ënnert déi jeeweileg Lizenze falen?

2. Wéi ass et ze erklären, dass bei den Apps CovidCheck a GouvCheck de CTIE behaapt, e géif de Copyright op der App halen?

Réponse (07.09.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Esou wéi vum honorabelen Deputéierte Sven Clement ugemierkt, huet den Zenter fir Informatiounstechnologië fir den Developpement vun den Applikatioune CovidCheck a GouvCheck op OpenSource-Librairien zeréckgegraff. D'Benotze vun esou fräi zougängleche Programmdeeler ass eng üblech Praxis am Developpement vun Applikatiounen, well op dësem Wee op schonn developpéiert Bausteng kann zeréckgegraff ginn an Applikatiounen doduerch méi séier a käschtegënschteg kënnen entwéckelt ginn.

D'Nimm vun den OpenSource-Librairien, esouwéi d'Lizenzen, ënnert deenen se däerfe genotzt ginn, kënne vun all Benotzer vun der CovidCheck-App gekuckt ginn. Säit Kuerzem ass dat och an der GouvCheck-App méiglech.

Mat dësen Apps gëtt ënner anerem gepréift, ob Donnéeën authentesch sinn. De Staat hält de Copyright op sengen Developpementer, fir d'Vertrauen an d'Qualitéit an an d'Sécherheet vun dëse Servicer ze schützen.

Question 4701 (21.07.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**impact des inondations sur les stations de traitement d'eaux usées :**

Il me revient que, suite aux intempéries et inondations du 15 juillet, un certain nombre de stations de traitement des eaux usées auraient été endommagées.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle informer quelles stations ont été touchées par les intempéries et inondations ?

2) Madame la Ministre peut-elle préciser la nature et les dimensions respectives des dégâts ?

3) Quel en est l'impact sur les milieux aquatiques ?

4) À quelle hauteur les dégâts peuvent-ils être estimés ?

5) Sachant que déjà avant les intempéries et inondations récentes, les projets de modernisation et d'extension des stations de traitement des eaux usées avaient mis les communes respectivement les syndicats de communes sous une pression financière importante, est-il prévu, le cas échéant, d'accorder des aides pour remettre en état les stations concernées ?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) + 2) Au Luxembourg quatre stations d'épuration ont été impactées de façon significative lors des inondations du 14 et 15 juillet. Ces dégâts montrent également l'envergure des inondations vécues, car les stations d'épuration sont planifiées et construites pour résister à une crue centennale.

Une partie de la station d'épuration de Bettembourg (exploitée par le STEP) a été inondée et des coupures de courant ont eu lieu. Le traitement des eaux usées était arrêté et impacté pendant quelques heures dans la nuit du 14 au 15 juillet. Le stock de pièces détachées et de rechange a été inondé, résultant probablement dans une perte totale des pièces.

La station d'épuration d'Echternach (exploitée par le SIDEST) a été complètement inondée, et la grande majorité des installations électriques, techniques et électromécaniques a été détruite. Suite aux efforts et travaux impressionnants du syndicat, une reprise du traitement mécanique des eaux usées a eu lieu le 17 juillet et à l'aide de compresseurs mobiles, le traitement biologique a pu être rétabli de manière provisoire en date du 20 juillet.

Les stations d'épuration de Rosport et Moersdorf (exploitées par la Verbandsgemeinde Trier-Land) ont également été complètement inondées et une

grande partie des installations électriques, techniques et électromécaniques a été détruite. Grâce à l'engagement impressionnant du syndicat, les deux stations d'épuration sont de nouveaux capables de traiter de manière provisoire les eaux usées et ceci mécaniquement et biologiquement depuis le 17 juillet pour la station de Rosport et 23 juillet pour la station de Moersdorf.

Des interventions dans les semaines et mois à venir seront nécessaires afin de remplacer les installations provisoires ainsi que le nettoyage de certains bassins dans lesquels des boues et sédiments se sont déposés lors des inondations.

ad 3) Des prélèvements n'ont pas été réalisés, ni sur les stations d'épuration, ni dans les cours d'eau récepteurs pendant les inondations. Ceci était impossible pour des raisons d'accès et de sécurité. Vu les débits très importants dans les cours d'eau, les débordements des réseaux d'assainissement du système mixte et les déversements résultant des inondations de caves et égouts, une interprétation des résultats et une appréciation quant à l'origine de la pollution auraient été impossibles.

ad 4) Les syndicats sont toujours en train d'évaluer les dégâts, notamment afin de voir si des équipements peuvent êtres « simplement » réparés ou s'ils doivent être remplacés. Des estimations provisoires chiffrent les dégâts pour la station d'épuration d'Echternach à deux millions d'euros, pour les stations Rosport et Moersdorf à +/- 500.000 euros chacune. À ceci s'ajoutent les dégâts sur les installations du réseau (stations de pompage, bassin d'orage, collecteurs, etc.).

ad 5) Mes services ont établi un relevé renseignant sur les dégâts constatés et le montant provisoire nécessaire à débloquer. Par la suite, en vue de la remise en état générale des infrastructures d'assainissement, le Gouvernement a décidé de mettre des fonds à disposition des communes.

Question 4709 (22.07.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **taux de réussite des examens de fin d'études :**

Den 12. Juli huet den Educatiounsminister bekannt ginn, dass den Taux de réussite vun den Ofschlossexamen am Enseignement secondaire weider erofgeet. Dëst Schouljoer läit de globalen Taux bei 76 Prozent, d'lescht Schouljoer louch e bei 83 Prozent.

Virum Hannergrond vun dëser negativer Tendenz wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Kann den Här Minister eis en Tableau mam jeeweilegen Taux de réussite vun de leschten zéng Joer zoukomme loossen, opgedeelt no Joren an no Enseignement secondaire classique, Enseignement secondaire général (fréier: technique) a Beruffsausbildung?

- Wéi erkläert den Här Minister sech déi negativ Tendenz vum Taux de réussite vun den Ofschlossexamen am Enseignement secondaire a wéi eng Moossname plangt hien ze huelen, fir den Trend ëmzedréinen?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Tableau weist - opgedeelt no Enseignement secondaire classique, Enseignement secondaire général a Formation professionnelle - d'Entwécklung vum Taux de réussite bei den Ofschlossepreuven iwwert déi lescht Joren. Bei der Beruffsausbildung ass sech op den Zäitraum ab der Aféierung vum Projet intégré final beschränkt ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Beim Taux de réussite vun den Ofschlossklassen iwwert dee gesamten Zäitraum ass keng eendeiteg Tendenz ze erkennen; an allen Ordres d'enseignement variéieren d'Resultater bannent enger bestëmmter Fourchette.

Bei der Summersessioun 2021 vum Examen am Enseignement secondaire général gouf et wuel ee klenge Réckgang beim Taux de réussite; dësen ass warscheinlech op déi besonnesch Ëmstänn zeréckzeféieren, déi eis Schüler opgrond vun der sanitärer Kris e weidert Joer hu missen op sech huelen, wat duerch Quarantainen, sougenannte „mises à l'écart", Limitatioune vun de soziale Kontakter a Restriktioune bei de Fräizäitaktivitéite markéiert war. Op kee Fall ass awer, wéi déi honorabel Deputéiert schreift, eng „negativ Tendenz vum Taux de réussite" iwwert de gesamten Zäitraum festzestellen.

www.chd.lu

Question 4717 (22.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **trophées de chasse :**

Zu Lëtzebuerg suergen Annoncë vu verschiddenen Immobilië reegelméisseg fir Empörung. Oft läit et un de Präisser, déi fir ee Bien gefrot ginn. Bei enger rezenter Annonce op enger bekannter Immobilieplattform um Internet war et awer net de Präis vum Haus, dee schockéiert, mee de Fakt, dass op gewësse Fotoe vun de Raimlechkeeten, ausgestoppten, deels exotesch, deels heemesch, Wëlldéieren exposéiert sinn. Ënnert den exoteschen Déiere fënnt een haufeweis ausgestoppte Kadavere vun Zebraen, Antilopen, ee Krokodilsteppech, also Déierenaarten, déi am Washingtoner Artenschutzübereinkommen (CITES) opgelëscht sinn.

D'CITES-Konventioun huet als Zil, den Erhalt vu gefäerdeten Aarte sécherzestellen. Dës Konventioun gouf och zu Lëtzebuerg mam modifizéierte Gesetz vum 19. Februar 1975 ugeholl. Zënter 1985 existéieren och Strofen, déi zënter dem ofgeännerte Gesetz vun 1975 agebaut sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Juegdtropheeë vun Aarten, déi am EU-Reglement op de Lëschten A, B a C opgelëscht sinn, goufen an de leschten zéng Joer hei zu Lëtzebuerg zougelooss?

2. Wéi vill Strofen, opgelëscht no den 13 Ënnerpunkten aus dem Strofkatalog vum modifizéierte Gesetz vum 19. Februar 1975, goufen an de leschten dräi Joer zu Lëtzebuerg ausgeschwat? (Gesetzesännerung 2018)

Wéi vill Strofe goufen insgesamt ënnert dem viregten Artikel 12 vum Gesetz ausgesprach? (Gesetzesännerung 1985)

3. A wéi engem Ëmfang ginn d'Dispositioune vum Gesetz, wat den Import vu Juegdtropheeën ugeet, kontrolléiert? Wéi vill a wéi eng Mëttele stellt d'Regierung heifir alljoers zur Verfügung?

4. Wéi kann d'Regierung sécherstellen, dass d'Déieren, déi hei als Juegdtropheeën importéiert ginn, no de Prinzippie vun eisem Déiereschutzgesetz dout gemaach goufen?

5. Wéi steet d'Ministesch zum Import vun exotesche Juegdtropheeën? Géif d'Ministesch de Wee goen, fir een Import vu Wëlldéieren, am Numm vum Déiereschutz, ze verbidden?

Bewäert d'Ministesch d'Tropheeëjuegd op anere Kontinenter als eng Fräizäitaktivitéit?

6. Ee „Wort"-Artikel vum 3. August 2015 bericht doriwwer, wéi Juegdreese vu Lëtzebuerg aus organiséiert ginn:

Hinter der Safari-Industrie mit garantiertem Abschuss von bedrohten Tierarten steckt System. Schlimmer noch, selbst in Luxemburg wird online Werbung für solche zweifelhaften Jagdaktionen betrieben. Auf der Internetseite jagen.lu werden Jagdreisen in afrikanische Staaten als Entwicklungshilfe angepriesen und auch angeboten. Im Programm sind Burkina Faso, Benin, Namibia und Kamerun. Nicht nur die Länder, sondern auch die Wildarten kann man sich selber aussuchen. Wer meint, hier würden nur ein paar Antilopen zum Abschuss angeboten, der irrt: In der Liste findet man auch geschützte Arten wie Elefant, Gepard, Flusspferd, Leopard, Löwe oder Wolf.

Ass et zu Lëtzebuerg nach ëmmer erlaabt, kommerziell Juegdreesen op geschützte Wëlldéieren an anere Länner unzebidden?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Eng Zouloossung, also en Importpermis, brauche Juegdtropheeën nëmme fir Déiere vun der Annex A a verschidden Déiere vun der Annex B.

All déi aner komme just mat engem Exportzertifikat a ginn an deem Sënn net zougelooss.

Vun 2011 bis 2020 sinn:

- 17 Importzertifikater fir Annex-A-Déieren ausgestallt ginn (vun am Ganze 25 Annex-A-Zertifikater);
- 18 Importzertifikater fir Annex-B-Déieren ausgestallt ginn.

Am Ganze sinn an deenen zéng Joer 699 Importzertifikater fir déieresch Produkter ausgestallt ginn.

ad 2. Keng.

ad 3. Dispositioune betreffend de Commerce international des espèces sauvages (CITES) gi vun der Douane kontrolléiert.

Am Artikel 2 vum Règlement (CE) 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce (modifié) ass festgeluecht, wéi Douaneskontrolle beim Import, Export, Reexport an Transit gemaach ginn:

[...] « Vérifications à l'introduction, à l'exportation, à la réexportation et au transit » : le contrôle documentaire portant sur les certificats, permis et notifications prévus par le présent règlement et - dans le cas où des dispositions communautaires le prévoient ou dans les autres cas par un sondage représentatif des expéditions - l'examen des spécimens, accompagné éventuellement d'un prélèvement d'échantillons en vue d'une analyse ou d'un contrôle approfondi [...].

D'Douaneskontroll besteet deemno aus der Iwwerpréiwung, dem Ausfëlle respektiv dem Apuréiere vun de presentéierten Dokumenter an der physescher Kontroll vun de concernéierte Wueren.

Beim Import ginn dës Kontrolle beim éischten Douanesbureau gemaach, wou d'Wuer erakënnt (op enger EU-Baussegrenz), och wann d'Destinatioun vun der Wuer an engem aneren EU-Memberstaat ass. Dës Prozedur stellt zu Lëtzebuerg d'Majoritéit vun den Douanesinterventiounen duer an an deem Sënn stellt d'Douane genuch Mëttelen zur Verfügung, fir datt déi Kontrollen ouni Delai kënne stattfannen.

Wat déi sanitär Kontrollen ugeet, gëtt all Juegdtrophee, déi net fäerdeg preparéiert ass, also net fäerdeg gegierft ass, um éischte Punkt, wou se an d'EU erakënnt, kontrolléiert, souwéi déi europäesch Gesetzgeebung dat verlaangt. Dës Kontrolle ginn um Cargozenter vun der Veterinärsinspektioun duerchgefouert.

ad 4. Beim Import vu Juegdtropheeën ënnerläit d'Gewënnung vun dësen der jeeweileger Gesetzgeebung vum Ursprongsland betreffend den Déiereschutz, iwwert déi Lëtzebuerg keng Kontroll huet.

ad 5. Den Import ass wéi gesot iwwert d'CITES-Konventioun gereegelt. Dëst ass eng international Konventioun an et ass wichteg, dat op deem Niveau ze geréieren, fir dass et Sënn mécht. Lëtzebuerg setzt sech weiderhi fir de Schutz vu wëllen Déierenaarten an, sou och am Kader vun der benannter Konventioun. D'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung huet viru véier Joer bei der Cargolux dofir plädéiert, dass d'Cargolux keng Tropheeë méi transportéiert. No eisem Wëssen ass d'Cargolux deem Wonsch nokomm.

ad 6. Dëst ass eng kommerziell Aktivitéit, déi net iwwer Lëtzebuerger Gesetzer gereegelt ass.

Question 4722 (22.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **programme Erasmus+ :**

Le Parlement européen vient de décider une hausse importante du programme Erasmus+ permettant de passer de 15 milliards d'euros à 28 milliards pour la période de 2021 à 2027.

Ce programme, lancé en 1997, constitue un symbole de la construction européenne et regroupe aujourd'hui de nombreuses initiatives pour la jeunesse.

Le nouveau programme veut mettre l'accent sur la mise à disposition de bourses d'études en faveur de jeunes issus de familles à revenus modestes, de jeunes en situation de handicap, de précarité ou d'isolement.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse quelles seraient les priorités du Luxembourg afin de faire bénéficier au maximum les populations cibles de ces nouveaux moyens tant en ce qui concerne les échanges hors que vers le Luxembourg.

2) Quelle est la part du budget total qui revient aux initiatives de notre pays ?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1) Les principes d'égalité et d'inclusion font partie des valeurs fondamentales de l'Union européenne (UE). En même temps, les sociétés se diversifient de plus en plus à de nombreux égards. Il en résulte un besoin accru d'apprendre à s'orienter dans la diversité et de créer des sociétés inclusives et solidaires en Europe. Les programmes de l'UE « Erasmus + » et « Corps européen de solidarité (CES) » sont les principaux programmes qui peuvent y contribuer.

Pour donner un élan à l'inclusion et à la diversité dans la nouvelle génération des programmes Erasmus+ et CES, la réglementation de ces nouveaux programmes comporte un chapitre consacré à l'inclusion, exigeant notamment que la Commission européenne (CE) mette en place un cadre spécifique pour les mesures d'inclusion, décrivant les principaux domaines de travail pour les sept prochaines années à cet égard. Parallèlement aux négociations interinstitutionnelles sur les règlements instituant les deux programmes, et pour s'assurer que ces programmes comportent cette importante dimension horizontale dès le début, des travaux sur les programmes Erasmus+ et CES plus inclusifs ont été menés conjointement avec les États membres, les agences nationales chargées des programmes Erasmus+ et CES et l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA), les réseaux, les ONG, les experts et les bénéficiaires finaux, y compris ceux qui ont moins d'opportunités.

Le résultat de ce processus de cocréation sont les « Lignes directrices de mise en œuvre de la stratégie d'inclusion et de diversité d'Erasmus + et du Corps européen de solidarité », un document qui s'appuie sur les expériences acquises dans les différents secteurs des programmes et qui propose des définitions communes aux différents secteurs, groupes cibles et objectifs spécifiques liés à l'inclusion. Les lignes directrices ont été élaborées par la CE en étroite collaboration avec les agences nationales chargées d'Erasmus + et du CES ainsi que d'autres parties prenantes externes, dans le but de mettre les programmes Erasmus+ et CES à la portée des personnes moins favorisées.

Les priorités du Luxembourg

« Inclusion et diversité » est une des priorités horizontales du nouveau programme Erasmus+. L'égalité des chances et l'égalité d'accès, l'inclusion, la diversité et l'équité sont donc promues à travers l'ensemble des actions du programme. Erasmus+ prévoit des mécanismes et des ressources spécifiques pour les organisations et les participants ayant moins d'opportunités (notamment des participants en situation d'handicap, ayant des problèmes de santé, faisant face à des obstacles liés aux systèmes de l'éducation, aux différences culturelles ou encore à des obstacles sociaux, économiques, géographiques ou liés à toute forme de discrimination.)

Les agences nationales, comme l'agence nationale Anefore chargée d'Erasmus + au Luxembourg, jouent un rôle essentiel pour appuyer les projets en veillant à ce que ceux-ci soient aussi inclusifs et variés que possible. Anefore est tenue de suivre les lignes directrices européennes communes, avec la souplesse nécessaire pour s'adapter au contexte national.

Le programme Erasmus+ opère à travers une optique institutionnelle, c'est-à-dire qu'uniquement des institutions et organisations actives dans les domaines de l'éducation formelle et non formelle peuvent soumettre des propositions de projets en vue de demander un financement Erasmus+. Ce sont également les institutions et organisations bénéficiaires de projets qui sont responsables de la sélection des participants à leur(s) projet(s). Ainsi, en vue d'augmenter le nombre de participants issus des populations cibles au programme Erasmus+, la priorité de l'agence nationale Anefore est accordée à la sensibilisation et au soutien des organisations souhaitant réaliser un projet Erasmus+ en vue de les motiver d'impliquer davantage de participants ayant moins d'opportunités et de réaliser des projets inclusifs.

La stratégie européenne en matière d'inclusion et de diversité[4] correspond également à la stratégie nationale de Anefore.

Anefore veillera à mieux faire connaître les diverses options et les différents mécanismes de soutien aux projets visant à favoriser l'inclusion et la diversité en allant vers les personnes moins favorisées dans leurs environnements personnels respectifs, par l'intermédiaire des organisations qui travaillent avec elles et en adaptant l'approche à leurs besoins spécifiques en matière d'information.

L'agence nationale prévoit :

- d'éditer du matériel d'information approprié et accessible pour diffusion via tous les canaux de communication et d'information habituels (y inclus la promotion d'exemples de bonnes pratiques) ;
- de contacter de manière proactive les organisations actives dans des domaines pertinents pour l'inclusion et la diversité, d'organiser des réunions d'informations spécifiques et d'assurer une présence à différents évènements pertinents en vue d'attirer des organisations œuvrant avec les différents groupes cibles en tant que nouveaux bénéficiaires du programme Erasmus+ ;
- d'informer les bénéficiaires actuels et potentiels sur les mécanismes financiers proposés par le programme Erasmus+ en vue de soutenir l'inclusion et la diversité (visites préparatoires, frais exceptionnels, accompagnateurs, frais d'inclusion) ;
- de soutenir les bénéficiaires potentiels via une approche de conseil sur mesure en vue d'élaborer des projets inclusifs ;
- de sélectionner des projets de qualité répondant à la priorité « inclusion et diversité » ;
- de systématiquement soutenir les organisateurs de projets dans le domaine de l'inclusion et de la diversité à toutes les étapes du cycle de projet ;
- d'organiser des séances de formation, de mise en réseau et de présentation pour les organisations actives dans des domaines pertinents pour l'inclusion

[4] Lignes directrices de mise en œuvre de la stratégie d'inclusion et de diversité d'Erasmus + et du Corps européen de solidarité

et la diversité tout en promouvant les opportunités de formation transnationales pertinentes et les synergies avec d'autres programmes européens ;

- de renforcer les capacités du réseau des agences nationales à mieux évaluer et gérer les projets visant à favoriser l'inclusion et la diversité en proposant des formations aux membres du personnel et aux experts externes.

En somme, toutes ces activités prévues représentent le plan d'action stratégique de Anefore pour l'inclusion et la diversité.

Résumé des mécanismes des programmes Erasmus+ et CES visant à soutenir l'inclusion et la diversité promus par Anefore pour favoriser la participation des participants ayant moins d'opportunités et la mise en œuvre de projets européens inclusifs :

a) Inclusion et diversité en tant que priorités dans le processus d'évaluation :

L'inclusion et la diversité font partie des critères de sélection des demandes de financement et d'attribution du soutien financier. La priorité dans le processus d'octroi des subventions sera accordée aux projets de qualité qui abordent activement la question de l'inclusion et de la diversité et qui associent des participants moins favorisés, des organisations participant pour la première fois aux programmes et des organisations de terrain.

b) Accessibilité et convivialité des programmes :

Les deux programmes s'efforcent de suivre une approche conviviale pour rendre leurs orientations, mécanismes de demande et d'établissement de rapports, documents et formulaires plus clairs, plus concis et plus compréhensibles (p. ex. utilisation de différents formats et langues).

c) Visites préparatoires :

Dans le cadre des projets financés, en particulier lorsque des participants moins favorisés prennent part à des activités de mobilité, les organisateurs de projets peuvent effectuer des visites de planification auprès des organisations qui accueillent l'activité dans un autre pays, avec ces participants, le cas échéant.

d) Tutorat renforcé :

Un processus de parrainage intensifié qui peut être utilisé pour soutenir les participants moins favorisés dans certaines actions des programmes s'ils ne sont pas en mesure de mettre en œuvre une activité de manière autonome ou avec le soutien d'un tutorat ou d'un encadrement classique.

e) Soutien financier spécifique :

Des mécanismes de soutien financier pour permettre et favoriser l'inclusion et la diversité dans l'ensemble des projets sont prévus: un financement supplémentaire destiné à couvrir les besoins spécifiques éventuels des participants moins favorisés ; un soutien financier supplémentaire aux organisations qui mènent des projets favorisant activement l'inclusion et la diversité, visant en particulier à atteindre des groupes difficilement accessibles ; des mécanismes financiers souples et faciles à comprendre, permettant une meilleure adaptation aux besoins des différents groupes cibles au niveau national et la prise en compte d'éventuelles synergies avec d'autres fonds nationaux/européens ; un financement spécifique, destiné à soutenir les organisations de petite taille n'ayant guère ou pas d'expérience dans la présentation de demandes au titre des programmes, y compris une procédure de financement simplifiée et plus souple.

f) Actions de plus petite envergure et plus facilement accessibles qui sont particulièrement adaptées aux organisations ayant une capacité administrative réduite ou participant pour la première fois aux programmes. Ces actions se caractérisent par des montants de subvention plus faibles et plus souples, des exigences administratives et obligations d'information plus simples, ainsi que par une durée plus courte des projets.

g) Parcours de renforcement graduel des capacités :

Les différents formats de projets permettent d'offrir des expériences transfrontières en fonction des besoins et des possibilités des participants (en particulier des personnes moins favorisées) à différents stades de leur vie, renforçant ainsi graduellement les capacités. Les organisations sont encouragées à utiliser les programmes comme outils de développement personnel et éducatif des participants.

h) Format des projets et durée de la mobilité :

La mobilité de courte durée et à petite échelle peut être une première expérience pour les personnes moins favorisées qui, en raison de leur situation, ne peuvent pas participer ou ne se sentent pas prêtes à participer à une mobilité de durée standard. Une première expérience peut aider ces groupes à envisager, dans un deuxième temps, de participer à des projets de plus longue durée et de plus grande ampleur.

i) Activités européennes au niveau local :

Certaines actions offrent des possibilités d'apprentissage au niveau local, toujours associées à une forte dimension européenne. Ces types d'activités peuvent fournir une première expérience des programmes aux participants qui n'ont pas suffisamment confiance en eux pour s'engager dans des activités à l'étranger. Pour les participants moins favorisés, ces projets européens organisés dans un environnement plus familier peuvent servir de passerelle vers d'autres expériences transfrontières.

j) Échanges en ligne :

Le programme propose des échanges interculturels en ligne en tant que possibilité supplémentaire et complémentaire pour les participants moins favorisés. Des projets tels que « Virtual Exchange » relient des personnes de différentes régions géographiques autour de projets thématiques. Ces échanges en ligne peuvent également servir de passerelle vers une mobilité transfrontière physique à un stade ultérieur, qu'ils devraient plutôt compléter que remplacer.

k) Aide à l'apprentissage des langues :

Cette aide est fournie soit par l'intermédiaire du soutien linguistique en ligne d'Erasmus +, soit sous forme d'autres incitations financières linguistiques lorsque ce soutien n'est pas disponible ou pour des activités nécessitant un apprentissage linguistique spécifique. Elle peut être fournie sous d'autres formes, telles que l'utilisation de la langue des signes, lorsque l'apprentissage en ligne n'est pas l'outil approprié pour atteindre les groupes cibles.

ad 2) Le budget total du programme Erasmus+ 2021-2027, qui s'élève à 28,4 milliards d'euros, englobe sept budgets (un budget par appel à propositions annuel). Le budget disponible par appel à propositions annuel est déterminé chaque année par la Commission européenne (CE) dans son programme de travail annuel et la distribution annuelle exacte pour toute la durée du programme n'est donc pas connue à l'avance. Étant donné que les distributions budgétaires exactes des années 2022 à 2027 ne sont pas encore définies, des informations détaillées ne peuvent être fournies que pour l'appel à propositions 2021.

Le budget total disponible du programme Erasmus+ pour l'appel à propositions 2021 s'élève à environ 2,85 milliards d'euros selon le programme de travail annuel de la CE. Avec un budget disponible d'environ 11,25 millions d'euros, la part du budget de cette année réservée au Luxembourg s'élève à 0,39 %.

La distribution détaillée du budget disponible pour l'appel à propositions 2021 du programme Erasmus+ pour le Luxembourg se présente comme suit :

Éducation et formation :

Enseignement scolaire :

- Action clé 1 (projets de mobilité pour élèves et personnel) : 597.747 €
- Action clé 2 (projets de partenariat à petite échelle/en faveur de la coopération) : 739.467 €

Enseignement et formation professionnels :

- Action clé 1 (projets de mobilité pour apprenants et personnel) : 794.717 €
- Action clé 2 (projets de partenariat à petite échelle/en faveur de la coopération) : 1.305.470 €

Enseignement supérieur :

- Action clé 1 (projets de mobilité pour étudiants et personnel) : 1.873.635 €
- Action clé 2 (projets de partenariat en faveur de la coopération) : 1.050.574 €

Éducation des adultes :

- Action clé 1 (projets de mobilité pour apprenants et personnel) : 141.774 €
- Action clé 2 (projets de partenariat à petite échelle/en faveur de la coopération) : 647.929 €

Éducation et formation action clé 3 (activités de coopération transnationales) : 120.713 €

Total Éducation et formation : 7.272.026 €

Jeunesse :

- Action clé 1 (projets de mobilité pour animateurs de jeunes, échanges de jeunes et activités de participation de jeunes) : 1.019.519 €
- Action clé 2 (projets de partenariat à petite échelle/en faveur de la coopération) : 1.717.440 €
- Action clé 3 (activités de coopération transnationales et action « Discover EU Learning for Discover EU participants ») : 304.998 €

Total Jeunesse : 3.041.957 €

Le saviez-vous ?

SENSIBILITÉ POLITIQUE

Le(s) député(s) qui ne fait (font) partie ni d'un groupe politique ni d'un groupe technique forme(nt) une sensibilité politique.

Subvention CE pour les frais de fonctionnement de Anefore : 898.391 €

Subvention CE pour le réseau Eurodesk : 36.614 €

Total budget disponible pour le Luxembourg : 11.248.988 €

Question 4735 (26.07.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **constructions en zone verte :**

Den Artikel 6 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 leet d'Reegele fest, ënnert deenen an der Gréngzon ka gebaut ginn.

Am Paragraf 1 Alinea 4 Punkt 7° vun deem Artikel steet ze liesen:

« Un règlement grand-ducal détermine les dispositions à respecter relatives aux dimensions, au nombre, à la surface, à l'implantation, à la durabilité et à l'intégration des constructions. »

Mengen Informatiounen no ass dëst Reglement bal dräi Joer nom Akraafttriede vum 2018er Naturschutzgesetz nach ëmmer net adoptéiert a publizéiert ginn.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

- Op wat baséiert d'Madamm Ministesch hir Decisiounen, wat d'Dimensiounen, d'Unzuel, d'Gréisst, d'Implantatioun, asw. vun deene Bauten ubelaangt?
• Ginn et an där Hisiicht ministeriell Instruktiounen, Orientatiounen oder Änleches?
• Wa jo, wéi eng sinn dat? Ass d'Madamm Ministesch gewëllt, dës Informatiounen ëffentlech ze maachen? Wann net, firwat net?

- Wat Konstruktiounen zu Juegdzwecker ubelaangt, beseet de Paragraf 1 Alinea 4 Punkt 5° vum Artikel 6, dass:
« (…) Seule est autorisée une cabane de chasse par lot de chasse et pour la durée du bail.
Les miradors ne sont autorisés que pour la durée du bail du lot de chasse. (…) »

- Op wat baséiert d'Madamm Ministesch hir Decisiounen, wat d'Unzuel un „Hochsitzer" ubelaangt?
• Ginn et an deem Kontext ministeriell Virgaben, Orientatiounen oder Änleches?
• Wéi eng wieren dat?
• Sinn dës Dispositiounen ëffentlech? Wann net, beabsichtegt d'Madamm Ministesch dës Informatiounen ëffentlech ze maachen? Wann net, firwat net?

- Kann d'Madamm Ministesch eis ofschléissend soen, wéini dat uewegenannte groussherzoglecht Reglement ugeholl a veröffentlecht gëtt?
• Ass d'Madamm Ministesch sech bewosst, dass hiert Nethandelen, respektiv dat vun der groussherzoglecher Regierung, dem Gesetzestext zuwiderleeft?
• Ass d'Madamm Ministesch sech bewosst, dass hir Decisioune vum Bierger als willkürlech empfonnt ginn an och sinn?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

De Projet de règlement grand-ducal concernant certains types de constructions en zone verte ass am Abrëll vun dësem Joer vum Regierungsrot ugeholl ginn a säitdeem an der Procédure réglementaire, dat heescht, dësen Text ka vun all Interesséierten ugefrot a consultéiert ginn.

All ministeriell Decisioun betreffend eng nei Konstruktioun an der Gréngzon baséiert op dem Artikel 6 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 an, souwäit et e Refus betrëfft, och op dem Artikel 62 vun dësem Gesetz.

Weeder d'Gesetz vum 18. Juli 2018 nach de Projet de règlement grand-ducal beinhalten eng explizitt Limitatioun vun der Unzuel un Hochsitzer.

Soubal den Avis vum Staatsrot zum Projet de règlement grand-ducal virläit, wäert de finalen Text dem Regierungsrot ënnerbreet ginn.

Question 4744 (26.07.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **tests rapides Covid-19 dans les maisons relais :**

Eisen Informatiounen no hunn a verschiddene Gemengen d'Maisons relais elo wärend der Summervakanz opgehalen, Covid19-Schnelltester ze offréieren, fir datt sech d'Kanner kënnen teste loossen. Déi betraffe Schüler hunn domadder just d'Méiglechkeet, fir sech reegelméisseg bei hirer Gemeng ze mellen, fir do en zertifiéierten Autoschnelltest kënnen ze maachen.

Dëst obwuel d'Aféierung vu Schnelltester an de Schoulen- a Betreiungsstrukturen e weideren Deel vun der Covidstrategie vum MEN duerstellt.

An deem Kontext wëlle mir follgend Froen un den Här Bildungsminister stellen:

1. Kann de Minister eis dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn, firwat eenzel Betreiungsstrukture keng Schnelltester wärend der Summervakanz offréieren?

3. Hunn déi eenzel Strukture genuch Material fir ze testen?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Covid-19-Schnelltester sinn, wärend dem ganze Schouljoer 2020/2021, an de Schoulen ausgedeelt a gemaach ginn (mat Ausnam vum Cycle 1, wou d'Kanner d'Tester doheem gemaach hunn).

An de Strukture vun der nonformaler Bildung waren d'Covid-19-Schnelltester exklusiv fir d'Personal, fir datt d'Personal sech zweemol an der Woch konnt testen.

ad 2. Den Dispositif vun de Schnelltester gesäit net vir, datt d'Kanner an de Strukture vun der nonformaler Bildung getest ginn, och net wärend de Schoulvakanzen. D'Kanner sinn ausschliisslech an de Schoule getest ginn, well nëmmen d'Schoul eng ënnerschriwwen Awëllegung vum legalen Tuteur hat.

ad 3. D'Strukture vun der nonformaler Bildung kruten den 13. Juli 2021 e Communiqué mat den Demarchen, fir sech Autotester kënnen ze besuergen. All Struktur hat d'Recht, sech genuch Material ze besuerge fir déi ganz Summervakanz. Et ass awer ze betounen, datt dës Tester exklusiv fir d'Personal vun de Strukturen an och fir d'Assistants parentaux geduecht sinn.

Question 4749 (26.07.2021) de **Mmes Myriam Cecchetti** et **Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **possibilités de formation en prison :**

Il y a quelques années, les détenu.e.s des centres pénitentiaires de Schrassig et Givenich pouvaient bénéficier d'une « formation qualifiante » donnant accès à un diplôme d'aptitude professionnelle et/ou un certificat de capacité professionnelle. Ceci semble ne plus être le cas depuis 2017, comme l'indique la réponse à la question parlementaire n° 2922 du 13 avril 2017 de Messieurs les Députés Gilles Baum et Claude Lamberty. Or, il nous importe à ce stade de connaître l'évolution de l'offre de formation en prison, notamment le sort de la formation qualifiante qui permet aux personnes détenues de faire valoir des compétences professionnelles certifiées sur le marché du travail à la sortie de prison tout en facilitant leur resocialisation/réinsertion sociale.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale et à Madame la Ministre de la Justice :

1) La « formation qualifiante » donnant accès à des certificats et diplômes de l'éducation nationale a-t-elle entre-temps été réhabilitée ?

2) Quelles étaient les raisons de la suspension de ce type de formation ?

3) Dans la mesure où cette formation qualifiante serait à nouveau accessible, quels en sont les contenus et les objectifs ? Quelles en sont les adaptations s'il y en a ?

4) Combien de détenu.e.s suivent actuellement des formations respectivement au CPL et au CPG et de quelles formations s'agit-il ?

5) Le Centre pénitentiaire Uerschterhaff aura-t-il également pour vocation d'offrir des formations aux personnes en détention préventive ? Le cas échéant, les infrastructures sont-elles adaptées à cette fin ? De quelles formations s'agit-il précisément ?

Dans la mesure où l'offre de formation en prison viserait la resocialisation des détenu.e.s en même temps que l'acquisition de compétences spécifiques à faire valoir sur le marché du travail à leur sortie de prison, l'apprentissage des compétences numériques nous semble un élément essentiel à intégrer dans l'offre de formation, si ce n'est pas déjà le cas. Sachant que pour les détenu.e.s concerné.e.s par des peines de longue durée, l'évolution rapide des moyens de communication numériques et des nouvelles technologies pourrait rapidement dépasser certain.e.s détenu.e.s à leur sortie de prison. Ainsi, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

6) Les détenu.e.s ont-ils.elles actuellement accès à des cours d'apprentissage informatique et numérique leur permettant d'apprendre à naviguer sur Internet et de maîtriser plus tard des démarches administratives en ligne ?

7) Dans la négative, Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils la mise en place de tels cours ?

8) L'accès contrôlé à Internet pour les détenu.e.s pourrait-il être une option envisageable à l'avenir ?

9) Dans les centres pénitentiaires CPL, CPG et CPU existe-t-il, voire est-il prévu d'aménager des salles informatiques à l'usage des détenu.e.s ?

Concernant la formation en prison, les Règles pénitentiaires européennes (RPE) visant à harmoniser les politiques pénitentiaires des États membres du Conseil de l'Europe et à faire adopter des pratiques et des normes communes, indiquent notamment : « Un travail incluant une formation professionnelle doit être proposé aux détenus en mesure d'en profiter et plus particulièrement aux jeunes. »

10) Partant, Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que ces normes européennes devraient être respectées par le Luxembourg en mettant en place les moyens nécessaires à garantir un emploi et une formation professionnelle aux populations évoquées ci-dessus dans les RPE ?

Conformément à l'article 21 de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire, chaque détenu.e. se voit proposer un plan volontaire d'insertion. Ce plan prévoit des programmes de formation et d'enseignement d'un côté et des programmes d'encadrement et d'accompagnement socio-éducatifs et psychosociaux ainsi que des programmes de thérapie psychologique de l'autre côté. Or, il se trouve que Madame la Médiatrice remarque dans le rapport relatif à la problématique des stupéfiants en milieu carcéral que l'offre scolaire et le programme de prise en charge des toxicomanes ne font pas partie des mesures de réinsertion offertes dans les prisons luxembourgeoises. Dans le rapport susmentionné, Madame la Médiatrice indique également que « [...] [c]ela est partiellement lié au fait que la mise à disposition de moyens de formation est assez restreinte en milieu pénitentiaire et se limite souvent à des cours menant à l'établissement d'un certificat de compétences au mieux ». Dans un même élan, Madame la Médiatrice regrette que le rapport sur l'éducation nationale au Luxembourg ne tienne pas compte de l'enseignement en milieu carcéral alors que les cours d'enseignement et de formation sont légalement censés être assurés par des enseignants détachés auprès de l'administration pénitentiaire par le ministre ayant dans ses attributions l'éducation nationale.

Devant ces réflexions, nous prions Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale de répondre aux questions suivantes :

11) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la mise en place d'une offre scolaire de qualité devrait compter parmi les piliers du plan volontaire d'insertion, surtout en ce qui concerne la formation des jeunes détenu.e.s ?

12) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre d'enseignant.e.s détaché.e.s par le Ministère de l'Éducation nationale auprès de l'administration pénitentiaire ? De même, quels sont les cours dispensés par ces enseignant.e.s ?

13) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'accès universel à l'éducation comme mission publique vaille autant en prison qu'à l'école ?

Réponse commune (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

De prime abord, nous tenons à souligner que nous rejoignons les honorables Députées dans leur intérêt pour la formation en milieu pénitentiaire. Une formation de bonne qualité doit faire partie du programme et des offres de tous nos centres pénitentiaires, ceci dans l'intérêt de l'intégration sociale des détenus, soit au marché du travail, soit dans la poursuite des études entamées.

C'est dans ce but que la direction de l'administration pénitentiaire et les directions des trois centres, d'une part, et la direction du Service de la formation des adultes (SFA) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) d'autre part, ont des échanges réguliers. Nous tenons à signaler que la formation dans les centres pénitentiaires est désormais entièrement confiée au SFA du MENJE. L'admission et l'inscription définitive dépendent de l'accord de la direction du centre pénitentiaire respectif, de la période à laquelle les cours débutent, du nombre de participants inscrits, des compétences et de la motivation du détenu.

En identifiant clairement le SFA comme prestataire desdites formations, ces dernières profitent du réseau de l'éducation nationale, notamment dans les domaines de :

1. l'organisation des cours ;
2. la certification ;
3. les formations des formateurs, et de
4. la connexion avec les autres services relevant de l'éducation nationale.

La collaboration entre nos deux départements comprend également l'élaboration du nouveau programme de construction pour le CPL à Schrassig, où sont prévus maintes salles de formation et un certain nombre d'ateliers d'apprentissage, bien distincts des ateliers de production. Il faut préciser que les formations ne seront pas assurées par les responsables des ateliers de production, mais par des enseignants issus de l'éducation nationale.

Il convient ici également de souligner le principe andragogique de base de l'enseignement dans les centres pénitentiaires :

Les cours d'enseignement et de formation dispensés aux prévenus et détenus sont individualisés, adaptés à leurs facultés, leurs besoins et leurs intérêts. L'enseignement individualisé est organisé suite à une appréciation de la situation scolaire et des compétences du prévenu ou du détenu et à un entretien d'orientation.

Les formations s'orientent donc suivant les capacités et les ambitions des détenus apprenants. Chaque formation a l'intention d'être qualifiante et d'aboutir à l'obtention d'une attestation de participation, d'une certification des performances, voire d'un certificat.

Parmi les offres, on peut essentiellement distinguer :

1. la formation de base (lecture, écriture, calcul), l'alphabétisation et l'apprentissage de langues ;

2. la deuxième voie de qualification, essentiellement en vue du niveau de 5e ES (enseignement secondaire), mais également en vue de tout autre niveau scolaire ;

3. la formation professionnelle, le cas échéant en vue de l'obtention d'un CCP (certificat de capacité professionnelle) ou d'un DAP (diplôme d'aptitude professionnelle), mais également au niveau de l'insertion professionnelle ou en vue de la certification de certains modules d'une formation en tant qu'unités capitalisables, et

4. des cours d'intérêt général, par exemple dans les domaines des arts, des sciences humaines, des sciences naturelles ou de la citoyenneté.

En principe, après un entretien d'orientation avec le détenu, une inscription provisoire est effectuée pour un ou plusieurs cours. L'admission et l'inscription définitive dépendent de l'accord de la direction du CPL, de la période à laquelle les cours débutent, du nombre de participants inscrits, des compétences et de la motivation du détenu.

Au cours de l'année scolaire 2020-2021, 264 apprenants, dont 25 femmes et 239 hommes étaient inscrits aux cours organisés par le SFA au Centre pénitentiaire à Schrassig. Le Centre pénitentiaire à Givenich recensait 121 apprenants, dont 11 femmes et 110 hommes.

Trois détenus ont suivi une formation pratique au CPL, à savoir une formation en tant que relieur, peintre et garagiste et deux détenus doivent encore écrire une lettre de motivation afin de pouvoir commencer leur formation.

Pour l'année scolaire 2020-2021, six détenus du CPL ont obtenu un certificat, à savoir :

- deux détenues ont obtenu un certificat « Initiation à la couture » ;
- trois détenus ont obtenu un certificat « Initiation à la reliure » ;
- deux détenus ont obtenu un certificat « Aide menuisier » ;
- un détenu a obtenu un certificat « Initiation à l'électricité ».

Par ailleurs, il y a lieu de noter que trois détenus sont intéressés par un plan volontaire d'insertion.

Six détenus ont profité de la 2e voie de qualification visant la voie de préparation 5P (voie de préparation de l'enseignement secondaire général) ou 5PF (voie de préparation de l'enseignement secondaire général - langue véhiculaire français). Le programme des cinq branches (mathématiques, français, allemand/luxembourgeois ou luxembourgeois, culture générale et enseignement pratique à l'atelier artistique) est divisé en modules et permet à chaque apprenant de progresser à son rythme. Selon les résultats, un tel apprenant peut passer dans une classe du cycle moyen du régime professionnel (formation CCP ou DAP) en fonction du nombre de modules réussis. Les six candidats ont réussi dans une classe d'un lycée qui a émis les bulletins.

En collaboration avec le Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC), le SFA a organisé une formation « Conducteur chariot élévateur ». Vingt-six détenus y ont participé dont 18 ont réussi, et ont ainsi obtenu le certificat de formation et de l'attestation de conduite en sécurité d'un chariot élévateur frontal.

De même, toujours en collaboration avec le CNFPC, une formation « Débroussailleuse » a été organisée. Les sujets traités pendant ce cours étaient les suivants : le fonctionnement de la débroussailleuse, identifier les composants, savoir l'entretenir, connaître et appliquer les consignes de sécurité lors du travail, les vêtements de protection, considérations environnementales, couper des petits arbustes, couper de l'herbe. Parmi les huit participants, six ont réussi la formation.

De plus, les formations suivantes ont eu lieu :

1. Hygiène en cuisine : hygiène personnelle, introduction HACCP (« Hazard Analysis and Critical Control Points »), évacuation des déchets, nettoyage et désinfections, premiers secours ;

2. Permis de conduire : rafraîchissement des règles du Code de la route ;

3. Recherche d'un emploi, évaluer les besoins, utiliser les outils à disposition pour la recherche d'un emploi en ligne, conseiller dans les recherches d'un emploi ;

4. Travail forestier : déterminer la direction de la chute d'un arbre, abattre un arbre, la technique d'élagage, la technique d'abattage, le fonctionnement de la tronçonneuse, entretien de la tronçonneuse, affûter la chaîne, les vêtements de sécurité, considérations environnementales.

La formation en milieu carcéral a également été marquée par la pandémie, ce qui amène le SFA à s'investir davantage dans l'enseignement à distance et le blended learning. D'ailleurs, toute personne détenue peut avoir recours à des systèmes d'enseignement à distance. Le SFA peut être sollicité lors de besoins spécifiques rencontrés en cours de formation.

Ainsi, deux détenus ont participé, à distance, à des cours de la Chambre des salariés et ont réussi six modules. Finalement, cinq personnes s'étaient inscrites dans les cours en vue de l'obtention du Diplôme d'accès aux études universitaires, reconnu équivalent au Diplôme de fin d'études secondaires, parmi lesquelles trois ont réussi.

Des formations seront également prévues au CPU à Sanem. Il y aura dans chaque aile du bâtiment du CPU des espaces prévus pour les formations et initiations. Cependant, il y a lieu de noter que les détenus du CPU sont des prévenus et qu'a fortiori, ils seront là uniquement pour une courte période. Les formations pourront donc débuter au CPU, mais devront être poursuivies, le cas échéant, au CPL. Des initiations seront également proposées aux prévenus. Il faudra encore définir quelles seront les formations et initiations proposées. Force est de constater que les postes d'enseignants sont prévus au numerus clausus 2022. Ces formateurs d'adultes profiteront de formations spécifiques et de stages à l'étranger dans des écoles au sein de centres pénitentiaires.

L'administration pénitentiaire et le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) et le SFA étudient actuellement la possibilité de mettre en place un accès contrôlé à Internet pour les détenus et étudie pour cela les moyens mis en place à l'étranger. Cependant, la mise en place d'un tel accès s'avère être pour l'instant assez compliquée. Pourtant, au CPG à Givenich, les détenus bénéficient d'une salle informatique et ils ont un accès accompagné à Internet où certains sites sont bloqués. Au CPU, une salle informatique est également prévue afin de pouvoir y dispenser des cours d'insertion digitale et d'informatique. Cependant, au CPU, l'accès à Internet ne sera pas possible.

Finalement, nous insistons sur le fait que la mise en place de moyens nécessaires à garantir un emploi et une formation, voire une formation professionnelle aux personnes détenues, indépendamment de leur genre et conformément aux exigences des règles pénitentiaires européennes, est un objectif auquel le Luxembourg déploie bien volontiers ses efforts.

Question 4752 (26.07.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **scolarisation à l'étranger :**

Mengen Informatiounen no hu fënnef Schüler, déi nach ënnert der Obligation scolaire stinn, duerch d'Commission nationale d'inclusion (wéi et och den Artikel 30 vum Gesetz iwwer d'Centres de compétences vum 20. Juli 2018 virgesäit) eng Decisioun fir eng Scolarisatioun am Ausland matgedeelt kritt. Trotz dëser Decisioun vun der CNI an trotz der acceptéierter Aschreiwung vun de Kanner an der Don-Bosco-Schoul zu Wiltingen a Rheinland-Pfalz refuséiert d'Schulaufsichtsbehörde vun Tréier, datt déi Kanner an dës Schoul dierfe goen. Mat dëser Entscheedung kréien déi fënnef lëtzebuergesch Kanner a Familljen all Méiglechkeet fir eng adequat Bildung ewechgeholl. D'Rentrée a Rheinland-Pfalz ass den 30. August 2021 an et misst fir dës Kanner kuerzfristeg eng adequat Léisung op Säite vum Lëtzebuerger Educatiounsministère fonnt ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Huet den Här Minister scho Kontakt mat der rheinland-pfälzescher Ministerin fir Bildung opgeholl, fir déi Saach ze deblockéieren a fir de Wee fir dës fënnef Kanner fräi ze maachen?

- Zanter Jore gi Kanner an d'Ausland fir eng Scolarisatioun transferéiert. Gëtt et dofir eng schrëftlech Kooperatioun mat Däitschland? Wann net, firwat gëtt et trotz bilaterale Gespréicher tëscht de lëtzebuergeschen an de rheinland-pfälzeschen Autoritéiten am Joer 2018 keng schrëftlech Vereenbarung?

- Firwat refuséiert d'Schulaufsichtsbehörde aus Rheinland-Pfalz dës fënnef Kanner trotz engem mëndlechen Accord tëscht eisen zwee Länner an trotz enger Akzeptanz säitens dem Schulträger an der Institutioun vun Don Bosco, dës Kanner opzehuelen?

- Wat geschitt mat dëse Kanner, déi jo schonn defavoriséiert sinn an fir déi et leider och keng adequat Scolarisatioun an eisem Land gëtt?

- Huet den Här Minister wëlles, hei um politesche Plang eppes Kuerzfristeges fir dës Mineuren an hir Familljen ze ënnerhuelen a si net hirem Schicksal ze iwwerloossen?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Freides, den 23. Juli 2021 sinn déi zoustänneg Servicer um Educatiounsministère vun der Commission nationale d'inclusion (CNI) dorop opmierksam gemaach ginn, datt et vun de rheinland-pfälzeschen Autoritéite wuel e Refus gëtt, fir fënnef Lëtzebuerger Schüler an der Don-Bosco-Schule Wiltingen unzehuelen. Dëst obschonn esouwuel deene betraffenen Eltere wéi och der CNI vun der Direktioun vun der concernéierter Schoul mëndlech wéi och schrëftlech eng Zouso fir eng Admissioun virlouch.

Et schéngt allerdéngs, wéi wann déi betraffe Schoul dës Zousoe ginn huet, ouni mat där heifir zoustänneger Instanz, der Aufsichts- und Dienstleistungsdirektion (ADD) vun Tréier, Récksprooch geholl ze hunn. De Grond fir de Refus vun der ADD ass e Mangel u Kapazitéiten um Niveau vum Personal a vun de Raimlechkeeten innerhalb vun der Don-Bosco-Schule Wiltingen en vue vun enger adequater Beschoulung entspriechend den däitsche Standarden.

Doropshin hunn déi zoustänneg Servicer vum Educatiounsministère direkt de Kontakt mat der ADD gesicht an et war ee sech séier eens, datt een hei misst eng Léisung am Interêt vun deene betraffene Schüler an hire Familljе sichen.

Déi Lëtzebuerger Autoritéiten hunn de Kontakt zu de Familljе gesicht a gehalen, hinnen d'Situatioun erkläert an si rassuréiert, datt kee Schüler ouni eng adequat Offer géif bleiwen; sief et am In- oder awer am noen Ausland.

Déi rheinland-pfälzesch Autoritéiten hu sech beméit, fir alternativ Schoulen ze fannen, déi exakt déi selwecht Offer u spezialiséierter Beschoulung („Schule mit den Förderschwerpunkten Lernen und Sprache“) ubidden, an dat grad esou no wéi d'Don-Bosco-Schule zu Wiltingen.

Den 30. Juli 2021 huet d'ADD dem Educatiounsministère eng Lëscht zoukomme gelooss mat siwe méigleche Plazen a véier verschiddene spezialiséierte Schoulen zu Tréier, zu Schweich an ënner anerem och eng Plaz zu Wiltingen. Dee selwechten Dag goufen d'Eltere vun de Mataarbechter vum Ministère doriwwer informéiert, datt si fir hiert Kand d'Optioun hunn, sech weiderhi fir eng Beschoulung an enger spezialiséierter Schoul an Däitschland oder awer fir eng Beschoulung zu Lëtzebuerg ze entscheeden.

Den 2. August 2021 huet d'CNI opgrond vun de spezifesche Besoine vun deene verschiddene Schüler eng Verdeelung op déi verschidde Schoule virgeholl an den Elteren en entspriechende Courrier zoukomme gelooss mat der proposéierter Schoul.

Well et sech bei der Fro no der schoulescher Orientatioun vu Schüler mat spezifesche Besoinen ëmmer ëm eng héichgradeg individualiséiert Diskussioun a Propositioun handelt, gouf bis ewell op formaliséiert Ofkommesse mat deene verschiddenen däitsche Bundeslänner verzicht. Et gouf heifir och bis dato keng Demande, weeder vun däitscher nach vu lëtzebuergescher Säit. A konstruktive bilaterale Gespréicher ass nach ëmmer eng Léisung am Interêt vun de Schüler fonnt ginn. Nawell si fir den Hierscht elo Gespréicher geplangt, dëst virun allem fir potenziell Mëssverständnisser ze vermeiden an dat géigesäitegt Verständnis ze fleegen.

Question 4754 (27.07.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **voies romaines :**

Il va sans dire que notre pays est parsemé de vestiges romains dont notamment des villas, des tombes ou encore des voies. En effet, déjà à l'époque antique, le Luxembourg était situé au carrefour de plusieurs voies gallo-romaines, dont par exemple celle reliant Cologne à Reims, laquelle étant encore bien localisable en certains endroits (e. g. près de Hautbellain).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Tourisme :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des détails sur les voies romaines qui traversent notre pays et qui sont encore conservées en partie ? Quelles informations nous rapportent les fouilles archéologiques en la matière ?

2) Existe-t-il des cartes pédagogiques destinées à informer le public intéressé, en particulier les enseignants et amateurs de l'histoire, lesquels pourraient visiter ces voies et chemins avec des élèves ou toute autre personne intéressée ?

3) Est-il prévu, le cas échéant, de collaborer avec le Ministère du Tourisme afin d'intégrer ces voies romaines dans des itinéraires touristiques ?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1) Certaines sections du réseau routier romain sont encore clairement visibles dans le paysage d'aujourd'hui. Par exemple, l'actuelle piste cyclable Kirchberg-Senningen se trouve sur le principal axe romain reliant Reims à Trèves et a pu faire l'objet de fouilles archéologiques pendant la construction du tram en 2016. La même voie était bien plus mal conservée sur la hauteur du terrain de sport des Arquebusiers, où elle a également pu être documentée lors de sondages archéologiques. Les Cartes Archéologiques publiées dans les années 1970 sont toujours considérées comme un ouvrage de référence. Toutefois, toutes les routes y répertoriées ne sont pas archéologiquement documentées et des sondages récents effectués dans le cadre de projets de construction ont montré que certaines routes ne sont plus conservées ou n'ont pas été correctement localisées (sondages Mamer Wëlleswisen, Kaapebëschelchen). Les sondages et les fouilles permettent de vérifier progressivement, de compléter et dans certains cas de corriger l'image de la voie romaine Reims-Trèves au Luxembourg, ainsi que des voies romaines en général, tant dans leur tracé que dans leur mode de construction.

ad 2) Le Centre national de recherche archéologique (CNRA) n'a pas publié récemment des cartes pédagogiques ou grand public. Par contre, la fouille du Kiem sur le Kirchberg a été publiée dans l'« Archeologia luxemburgensis 4 » de 2017-2018, l'organe de publication grand public du CNRA.

ad 3) Pour ce qui est des voies romaines à proprement parler, il nous semble opportun de mentionner en ce lieu qu'il faut distinguer les chemins qui sont étudiés lors de projets de construction par des sondages et des fouilles et qui ne sont donc plus accessibles au public, de ceux qui correspondent vraisemblablement aux chemins actuels et qui peuvent être utilisés comme sentiers de randonnée. Toutefois, il importe de noter que les chemins ne peuvent pas rester à ciel ouvert ou être préservés en permanence. À quelques exceptions près, il s'agit de chemins de gravier qui sont aujourd'hui recouverts et le visiteur intéressé peut surtout découvrir le genius loci plutôt que la voie romaine elle-même sur le site.

Néanmoins, une série de projets touristiques permettent aujourd'hui de faire revivre l'héritage romain, existant ou disparu. « Straße der Römer » propose tous les sites, musées et animations autour de l'héritage romain en Grande Région. Le projet Leader « ARmob » propose des visites en réalité augmentée via une app pour toute une série des sites archéologiques, dont les sites romains, pour la région transfrontalière de l'Allemagne et du Luxembourg. Dans les deux cas, un planificateur de route permet d'organiser des visites individuelles ou pour classes d'étudiants.

Question 4765 (29.07.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **financement de la garde d'enfants :**

Im Koalitionsabkommen von 2018-2023 heißt es: „Die Finanzierung der Kinderbetreuung über das derzeitige System der Gutscheine für Kinderbetreuung ("chèques-service accueil", CSA) soll untersucht werden. Dabei soll die Möglichkeit der Einführung eines neuen Finanzierungssystems geprüft werden, das leistungsfähiger und weniger komplex ist."

In diesem Kontext würde ich gerne folgende Fragen an den zuständigen Bildungsminister stellen:

1. Inwieweit sind die Untersuchungen bereits fortgeschritten? Gibt es bereits vorzeigbare Resultate?

2. Reichen die sechs Euro noch immer aus, um eine qualitativ hochwertige Betreuung und die neuen Anforderungen zu erfüllen?

3. Hat die Regierung bereits CSA-Berechnungen gemacht, um zu überprüfen, ob das aktuelle Finanzierungssystem für die Kinderbetreuung von heute noch reicht?

4. Wie viele Strukturen mussten seit 2017 schließen oder verkaufen?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Die Analyse des bestehenden Finanzierungssystems im Bereich der Kinderbetreuung, welche bereits vor der sanitären Krise begonnen wurde, musste aufgrund der diesbezüglichen Einschränkungen unterbrochen werden. Die Gespräche und Verhandlungen mit den entsprechenden Akteuren konnten jedoch vor kurzem wieder aufgenommen werden. Auch die darauf basierenden Analysen werden aktuell fortgesetzt. Diese bilden nach ihrer Fertigstellung die Grundlage für eine eventuelle Anpassung des bestehenden Systems.

ad 3. Es wurden bereits mehrere Analysen im Sektor der privat verwalteten Bildungs- und Betreuungsstrukturen durchgeführt. Dieser Zweig ist, sowohl was die Anzahl der betreuten Kinder als auch was den Umsatz betrifft, mit Ausnahme des Zeitraums der pandemiebedingten Schließung der Strukturen, seit 2018 kontinuierlich gewachsen. Aus diesem Grund sind weiterreichende ausführliche Analysen unabdingbar, um über eine eventuelle Anpassung des Finanzierungssystems zu entscheiden.

ad 4. Dem Ministerium liegen aktuell keine Erkenntnisse über Strukturen vor, welche aus finanziellen Gründen ihre Türen schließen mussten. Die Gründe einer Schließung werden nicht systematisch erfasst, da die Träger nicht verpflichtet sind, über diese Auskunft zu geben.

Question 4766 (29.07.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**impact des inondations sur les infrastructures d'eau :**

Suite aux fortes précipitations mi-juillet 2021, de nombreuses localités au Luxembourg ont été frappées par des inondations à grande échelle, y compris des endroits rarement voire jamais inondés. La montée des eaux a impacté certains ouvrages destinés à l'alimentation en eau potable, ayant provoqué des contaminations de captages d'eau potable. Au niveau de l'assainissement, plusieurs stations d'épuration des eaux usées ont été submergées d'eau, ayant subi d'importants dégâts.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Comment les stations d'épuration ont-elles été affectées par les fortes précipitations ainsi que les inondations précitées ? Quels dégâts ont été constatés au niveau des stations respectives ?

2) Dans quelle mesure les fortes précipitations ont-elles provoqué des déversements d'eaux usées dans des cours d'eau ? Le cas échéant, quelles étaient les raisons et les conséquences des déversements ?

3) Quelles contaminations ont pu être constatées au niveau des différents captages ou des réseaux d'eau potable suite aux précipitations et/ou inondations ? Quelles ont été les conséquences des éventuelles contaminations, et quelles mesures ont été prises par la suite ?

4) De manière générale, quelles sont les mesures en place pour protéger les stations d'épuration, les infrastructures d'eau potable, les systèmes de canalisation et de rétention d'eau pluviale d'inondations ou d'événements météorologiques extrêmes ? Madame la Ministre estime-t-elle que des adaptations seront nécessaires afin d'augmenter la protection de ces infrastructures ?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Au Luxembourg, quatre stations d'épuration ont été impactées de façon significative lors des inondations du 14 et 15 juillet. Ces dégâts montrent également l'envergure des inondations vécues, car typiquement les stations d'épuration à fortiori construites à proximité des cours d'eau sont planifiées et construites pour résister à une crue centennale.

Une partie de la station d'épuration de Bettembourg (exploitée par le STEP) a été inondée et des coupures de courant ont eu lieu. Le traitement des eaux usées était arrêté et impacté pendant quelques heures seulement dans la nuit du 14 au 15 juillet. Le stock de pièces détachées et de rechange a été inondé, résultant probablement dans une perte totale des pièces.

La station d'épuration d'Echternach (exploitée par le SIDEST) a été complètement inondée, et la grande majorité des installations électriques, techniques et électromécaniques a été détruite. Suite aux efforts et travaux impressionnants du syndicat, une reprise du traitement mécanique des eaux usées a eu lieu le 17 juillet et à l'aide de compresseurs mobiles, le traitement biologique a pu être rétabli de manière provisoire en date du 20 juillet.

Les stations d'épuration de Rosport et Moersdorf (exploitées par la Verbandsgemeinde Trier-Land) ont également été complètement inondées et une grande partie des installations électriques, techniques et électromécaniques a été détruite. Grâce à l'engagement impressionnant du syndicat, les deux stations d'épuration sont de nouveaux capables de traiter de manière provisoire les eaux usées et ceci mécaniquement et biologiquement depuis le 17 juillet pour la station de Rosport et 23 juillet pour la station de Moersdorf.

Des interventions dans les semaines et mois à venir seront nécessaires afin de remplacer les installations provisoires ainsi que le nettoyage de certains bassins dans lesquels des boues et sédiments se sont déposés lors des inondations.

ad 2) Vu que le Luxembourg est majoritairement assaini en système mixte (donc un réseau de canalisations unique recueillant les eaux pluviales et les eaux usées), des ouvrages de déversement (bassin d'orage et déversoirs d'orage) sont installés sur le réseau afin de limiter la quantité d'eaux mixtes déversées vers les stations d'épuration et de protéger le réseau et ses installations en cas de fortes pluies. Ces ouvrages ont évidemment aussi déversé des eaux mixtes les jours avant et les jours des inondations dues aux fortes pluies.

Des prélèvements n'ont pas pu être réalisés ni sur les stations d'épuration ni dans les cours d'eau récepteurs pendant les inondations pour des raisons de sécurité ainsi que pour des raisons d'inaccessibilité. À cela s'ajoute qu'il aurait été impossible de déterminer la source de pollution exacte, vu les débordements des réseaux d'assainissement du système mixte ainsi que des déversements résultant des inondations de caves, égouts et autres bâtiments.

ad 3) Suite aux fortes pluies et aux inondations, certaines communes étaient confrontées à des contaminations microbiologiques de l'eau potable.

Les principales raisons de ces contaminations étaient des infiltrations d'eaux de surface dans les ouvrages, l'inondation d'ouvrages et la défaillance de stations de traitement.

Dès le matin du 15 juillet 2021, une task force contaminations eaux potables constituée de collaborateurs de la Division des eaux souterraines et des eaux potables ainsi que du laboratoire de l'AGE s'est réunie pour faire le point de la situation et s'organiser pour identifier des problèmes potentiels et soutenir les communes sinistrées. Ainsi, une communication par mail a été adressée à l'ensemble des fournisseurs d'eau (communes et syndicats). En parallèle, les communes disposant de ressources vulnérables ont été contactées directement par téléphone, sans délai. En concertation avec les communes concernées, les analyses et mesures à effectuer ont été décidées.

Parmi ces mesures comptent :

- la mise hors service des ressources impactées et l'alimentation par d'autres ressources dans la mesure du possible ;
- le nettoyage des ouvrages concernés ;
- la purge des réseaux contaminés ;
- la mise en place de chloration et le dosage de chlore adapté à la situation ;
- le renforcement du suivi analytique avec la prise d'échantillons d'eau en différents points du réseau. Le laboratoire de l'AGE a pour cela assuré une permanence durant le weekend pour la réalisation des analyses ;
- des consignes de restrictions de consommation d'eau (faire bouillir l'eau) voire des interdictions de consommation d'eau ont été instaurées dans certaines communes.

Ces interdictions étaient décidées soit par précaution en présence d'une eau trouble, soit en cas de contamination avérée. Les communes les plus concernées au niveau de la qualité de l'eau potable étaient Beaufort, Lintgen et Bissen pour lesquelles une interdiction de consommation a dû être maintenue pendant plusieurs jours.

Au niveau des syndicats intercommunaux, le SEBES a mis en service une étape de préfiltration, augmenté la capacité de traitement, effectué un contrôle des infrastructures potentiellement endommagées par les crues et réalisé des analyses supplémentaires afin de pouvoir assurer la qualité de l'eau distribuée.

L'AGE était également en contact avec les services de la Santé, qui ont averti les médecins généralistes de veiller à la présence de clusters de gastro-entérites. Aucun cluster n'a été rapporté à ce jour.

ad 4) Afin de garantir une eau potable en cas de sinistre, le MECDD et l'AGE encouragent et cofinancent des projets de collaborations régionales en vue d'une augmentation de la sécurité d'approvisionnement en eau potable. Ainsi, des ressources vulnérables peuvent être temporairement mises hors service en cas de sinistre tout en garantissant l'approvisionnement en eau potable de la commune via d'autres raccords.

Comme mentionné à la question 1, les stations d'épuration sont planifiées et construites pour résister à une crue centennale (mise en hauteur des installations techniques et bassins biologiques, pompes vides caves, etc.). De plus, des mesures de protection sont déjà présentes et planifiées dans chaque projet. Il s'agit notamment de la mise en place dans les zones à risque d'inondations de clapet antiretour sur les déversoirs et des couvercles de regard étanches afin d'éviter l'apport d'eaux externes vers le système de canalisations lors des inondations des cours d'eau. Si les crues dépassent néanmoins cette hauteur de protection planifiée, des dégâts sont évidemment possibles, comme cela a eu lieu lors des inondations du 14 et 15 juillet. Vu qu'une station d'épuration doit forcément être située à proximité d'un cours d'eau, une protection absolue face aux inondations ne peut donc pas être garantie. Or, comme il est malheureusement à prévoir que ce genre d'évènements puissent avoir lieu plus régulièrement en raison des effets du changement climatique, il est important d'adapter nos infrastructures pour réduire le plus possible le risque auquel ces infrastructures sont exposées.

Question 4769 (29.07.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**impact des récentes inondations sur le cheptel piscicole :**

Les récentes inondations ont eu des conséquences néfastes pour la faune aquatique car de nombreuses rivières ont été fortement polluées. En dépit de l'engagement courageux de bénévoles, dont entre autres des membres de la Fédération des Pêcheurs Sportifs, des centaines de milliers de poissons n'ont pas pu rejoindre les lits de divers fleuves et rivières après que l'eau s'est retirée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce qu'on peut d'ores et déjà évaluer l'impact des récentes inondations sur le cheptel piscicole ?

2) Quels fleuves et rivières ont été touchés le plus par cette catastrophe écologique ?

3) Est-ce qu'il est prévu d'adapter le cas échéant le plan de repeuplement afin de garantir dans les meilleurs délais un renforcement du cheptel piscicole dans les cours d'eau concernés ?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'impact sur la population piscicole dans nos cours d'eau strictement lié aux inondations et ses conséquences sont très difficile à évaluer. Dans le cadre de son programme de monitoring annuel, l'Administration de la gestion de l'eau procèdera à des inventaires piscicoles sur certains cours d'eau, dont la Sûre. Cependant, il y a lieu de noter que ces échantillonnages ponctuels permettront, le cas échéant, uniquement d'identifier une tendance de l'impact des inondations sur le cheptel piscicole. Vu les pressions multiples qui agissent en permanence sur l'écosystème aquatique, il ne sera guère possible de quantifier le seul impact provoqué par les inondations sur les populations piscicoles.

Il est à noter que les inondations sont des phénomènes naturels auxquels les organismes du milieu aquatique sont adaptés, bien que certaines espèces disposent d'une meilleure capacité d'adaptation que d'autres. La décrue représente le danger principal qui persiste pour la faune aquatique car les poissons et d'autres organismes aquatiques risquent de se retrouver piégés dans des zones défavorables où ils ne peuvent pas survivre. Une forte crue est toujours accompagnée, suite à la décrue, d'un dépérissement de poissons plus ou moins important en fonction de l'intensité de l'évènement en question, comme les observations des inondations récentes l'ont montré par endroits. Ce phénomène a été rapporté à plusieurs endroits de la Sûre suite aux inondations majeures du 14 juillet 2021.

De plus, beaucoup de petites espèces de poissons ainsi que les alevins qui ne sont pas les nageurs les plus performants, sont emmenés vers l'aval, avec le courant important. Ils vont se retrouver quelquefois très loin des territoires desquels ils sont partis et en fonction de leur capacité limitée de nager ne réussiront pas à remonter le cours d'eau pour atteindre le milieu initial.

ad 2) Comme mentionné dans la réponse à la première question, l'envergure de l'impact des récentes inondations sur le cheptel piscicole est indéterminée.

D'une manière générale, l'effet de la décrue est beaucoup plus important dans les cours d'eau sans plaine alluviale que dans les cours d'eau qui présentent de par leur typologie et leur état naturel un certain espace libre dans la zone riveraine.

En ce qui concerne la catastrophe écologique en termes d'impact indirect par des pollutions dues à une surcharge en matière organique provoquées par l'endommagement de stations d'épuration, aucun dépérissement typique et important suite à un manque d'oxygène ou intoxication quelconque a été

détecté respectivement nous a été signalé, bien que ceci soit possible localement.

Des analyses qualitatives de l'eau n'ont pas pu être réalisées ni sur les stations d'épuration ni dans les cours d'eau récepteurs pendant les inondations pour des raisons de sécurité ainsi que pour des raisons d'inaccessibilité. À cela s'ajoute qu'il aurait été impossible de déterminer la source de pollution exacte, vu les débordements des réseaux d'assainissement du système mixte ainsi que des déversements résultants des inondations de caves, égouts et autres bâtiments.

L'effet néfaste sur l'écosystème aquatique d'une pollution provoquée par le déversement de substances organiques d'eaux usées non traitées ou par d'autres substances toxiques est potentiellement plus élevé dans les petits cours d'eau à faible débit que dans les grands cours d'eau tels que la Sûre à cause de l'effet de la dilution des substances polluantes.

À ce stade, il est donc impossible de désigner les cours d'eau les plus impactés.

ad 3) Comme déjà indiqué à la question 1, d'un point de vue écologique et scientifique, les crues sont des évènements qui se reproduisent régulièrement et font partie du cycle naturel des saisons, auxquelles les organismes du milieu aquatique sont plus ou moins adaptés.

Sous condition que les cours d'eau soient franchissables, c'est-à-dire que la continuité écologique soit assurée, les espèces reconnues comme bons nageurs, tels que les salmonidés comme par exemple les truites, recolonisent rapidement les milieux d'origine, tandis que les nageurs plutôt faibles, tels que les cyprinidés, auront du mal à revenir dans la zone initiale.

Certaines espèces, qui ne sont pas liées à leur territoire, peuvent établir des populations dans de nouvelles zones des cours d'eau, ce qui est souvent observé à la suite d'inondations. Lors de crues, les poissons trouvent des refuges dans les zones en annexe de cours d'eau et les bras secondaires, à l'écart des courants importants.

Les expériences d'inondations précédentes ont montré que le dépérissement suite à la décrue et, le cas échéant, suite à un manque temporaire d'oxygène, constitue un effet direct à court terme, mais généralement, ces populations piscicoles récupèrent rapidement, ce qui se traduit par des taux de reproduction élevés après cet évènement. Ce phénomène est souvent provoqué par l'augmentation soudaine en substances organiques, substances nutritives pour les poissons, provenant de différentes origines (stations d'épuration, bassins de rétention, terres cultivables, …) dans les cours d'eau. L'établissement d'une population durable de la loche de rivière dans le cours d'eau de l'Oder constitue un exemple positif des graves inondations de l'Oder en Allemagne en 1997. Un autre effet positif de crues est l'échange d'eau, pourvu que les proportions en substances polluantes ne prévalent pas.

Il y a lieu de noter que le repeuplement artificiel avec certaines espèces qui seront disponibles sur le marché ne permet jamais de rétablir un écosystème perturbé par un tel évènement, vu que l'impact n'affecte non seulement le cheptel piscicole, mais également d'autres populations d'organismes aquatiques ainsi que potentiellement les processus physicochimiques et biologiques qui caractérisent un écosystème aquatique fonctionnel.

De plus, beaucoup d'espèces qui appartiennent typiquement à un cheptel piscicole d'une zone à truites par exemple ne sont pas disponibles sur le marché, représentent pourtant une source nutritive importante pour les espèces prédatrices repeuplées. Dans ce contexte, un repeuplement sélectif d'un groupement d'organismes respectivement de certaines espèces piscicoles ne permettra jamais de rétablir un écosystème perturbé et de maintenir des populations piscicoles robustes et durables.

Un tel évènement montre ainsi l'importance d'avoir des cours d'eau à l'état naturel, dépourvus de barrières de migration, permettant dans ce cas la montaison des poissons vers leurs habitats initiaux. Il vaut mieux poursuivre les efforts pour réaliser des renaturations de cours d'eau en vue d'améliorer la résilience des cours d'eau en créant des habitats aquatiques diversifiés et en restituant la continuité écologique afin que, lors de tels évènements, des refuges pour les poissons soient accessibles et que les poissons puissent remonter vers leurs zones initiales après les crues.

Question 4771 (30.07.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **besoins en professions médicales et de santé :**

D'Pandemie huet eis virun Ae gefouert, wéi wichteg et ass, dass zu all Moment genuch gutt forméiert Gesondheetspersonal disponibel ass. Wëssend, dass de Bedarf an de kommende Jore kaum wäert erofgoen, wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Educatiounsminister stellen:

- Wéi vill Schüler si fir d'Rentrée 2021/2022 am „Lycée technique pour professions de santé" (LTPS) ageschriwwen?

- Wéi vill Lëtzebuerger Studente sinn aktuell am Ausland amgaang, e Gesondheetsberuff ze léieren?

- Wéi vill jonk Leit, déi e Gesondheetsberuff léieren, ginn am Laf vum Joer 2022 mat hire Studie fäerdeg?

- Wéi vill Leit aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur sinn am Laf vum Joer 2022 pensiounsberechtegt?

- Wéi vill Plazen am Gesondheets- a Fleegesecteur wäerten am Laf vum Joer 2022 - duerch d'Tatsaach, dass eventuell net genuch Kandidaten do sinn - net kënne besat ginn?

- Wat ass vu Säite vu Gesondheets- an Educatiounsministère geplangt, fir d'Attraktivitéit vun de Gesondheets- a Fleegeberuffer kuerzfristeg an d'Luucht ze setzen?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

De follgenden Tableau reflektéiert d'Zuel vun de Schüler a Studenten, déi fir d'Rentrée 2021/2022 am Lycée technique pour professions de santé (LTPS) ageschriwwe sinn. Et sief preziséiert, datt dës Zuelen nom Ufank vum Schouljoer respektiv am Laf vum Schouljoer oder dem akademesche Joer nach liicht kënne variéieren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ronn 1.050 Studenten, déi hire Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn, waren am akademesche Joer 2020 /2021 am Ausland an engem Studiegang ageschriwwen, deen duerno d'Méiglechkeet gëtt, fir an engem Gesondheetsberuff ze schaffen.

Genau Zuele kann ee fir 2022 nach net matdeelen, mee et gëtt geschat, dass ronn 400 Studenten, déi hire Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn, am akademesche Joer 2021/2022 zu Lëtzebuerg oder am Ausland hiert Studium am Beräich vun engem Gesondheetsberuff ofschléisse wäerten.

Et leien aktuell keng Donnéeë vir, fir op d'Froen ze äntweren, wéi vill Leit am Laf vum Joer 2022 pensiounsberechtegt sinn, respektiv wéi vill Posten net kënne besat ginn, well net genuch Kandidaten do sinn.

De Gesondheetsministère organiséiert fir 2022/2023 eng grouss Valorisatiouns- a Promotiounscampagne vun de Gesondheetsberuffer. Dës Campagne gëtt all zwee Joer widderholl.

D'Legislatioun betreffend d'Gesondheetsberuffer gëtt grondleeënd reforméiert an aktualiséiert, d. h. d'Reglementatioun iwwert den Exercice gëtt fir all Gesondheetsberuff der Realitéit vum Terrain an de Besoine vun de verschiddene Secteuren ugepasst.

Fir follgend Gesondheetsberuffer gëtt an den nächste Joren eng Formatioun um Niveau Bachelor op der Université du Luxembourg en place gesat:

a) Infirmier responsable en soins généraux
b) Infirmier en anesthésie et réanimation
c) Infirmier psychiatrique
d) Infirmier pédiatrique
e) Assistant technique médical en chirurgie
f) Assistant technique médical en radiologie
g) Sage-femme

Question 4777 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **politique climatique :**

Virun e puer Deeg huet d'Madamm Ëmweltminister déi nei Richtlinne vun der Lëtzebuerger Klimapolitik virgestallt. Am Artikel „Nouvelle stratégie", deen de 27. Juli zu deem Theema am „Quotidien" publizéiert gouf, war ënner anerem Follgendes ze liesen: « Une attention particulière est par ailleurs accordée aux thè(s) du genre et des droits de l'homme, de même qu'à la migration climatique. » Et kënnt also zu engem Zesummespill vun extreem heterogeene Politikfelder.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi an dësem Zesummenhang d'Nohaltegkeetspolitik, d'Klimapolitik an d'Ëmweltpolitik definéiert a vuneneen ofgegrenzt ginn?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, zu wéi engem vun deenen dräi Beräicher si d'Genderpolitik an dësem Zesummenhang zielt? Kann d'Regierung ausserdeem preziséieren, wéi si hei tëschent Gläichberechtegung a Gläichheet differenzéiert?

3. De Phenomeen vun der Klimamigratioun ass am Laf vun der Geschicht vun der Mënschheet ëmmer erëm virkomm, well d'Leit op bestëmmt, natierlech Klimaverännerunge reagéiert hunn, dat notamment wärend den Äiszäiten. Och d'Vereenegt Staate kenne bis haut eng staark meteorologesch/klimatologesch orientéiert Bannemigratioun, notamment Richtung Kalifornien. Wéi differenzéiert d'Regierung an hirer Klimastrategie tëschent der elo just elaboréierter, klassescher Klimamigratioun an de Froe vum Klimaasyl?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Als Alleréischt sollt ee preziséieren, dass den Artikel, deen de 27. Juni 2021 am „Quotidien" war, esouwéi d'Pressekonferenz vum Dag virdru sech net op d'Richtung vun der Lëtzebuerger Klimapolitik per se bezunn hunn. D'Pressekonferenz vum 26. Juni 2021 sollt d'Richtung vun der neier Strategie betreffend d'Attributioun vum „Financement climatique international" (FCI) iwwert d'Period 2021-2025 virstellen, also d'Engagement vu Lëtzebuerg, fir Entwécklungslänner ze hëllefen, fir dass si mam Klimawandel kënne mathalen, esou wéi et am Accord vu Paräis festgeluecht ass.

ad 1. Wat d'Fro vun der Definitioun an der Ofgrenzung vun der Nohaltegkeets-, der Klima- an der Ëmweltpolitik betrëfft, ka gesot ginn, dass déi dräi Theemen hir eege Spezifikatiounen hunn. Allerdéngs ass et schwéier, se kloer vuneneen ze trennen, well et sech heibäi ëm transversal Sujeten handelt, déi net wierklech vunenee getrennt kënne ginn. Unhand vun e puer Beispiller kann een dat erklären:

D'Nohaltegkeetspolitik konzentréiert sech haaptsächlech op d'Ëmsetzung vum 3. Nohaltegkeetsplang (PNDD), dee sech op 17 Ziler, déi sougenannten SDG (sustainable development goals) vun de Vereenten Natioune baséiert. Zum Aktiounsfeld vum PNDD gehéieren d'Klima, Genderpolitik, d'Energie an de Schutz vun den Ökosystemer. Domat bezitt de PNDD sech op all bestoend Strategie a Politik, wéi zum Beispill de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat 2021-2030 (PNEC) an den 2e Plan national concernant la protection de la nature (PNPN), fir bei der Ëmsetzung vun den SDG mat bäizedroen.

De PNEC definéiert déi grouss Ziler vu Lëtzebuerg, wat d'Reduktioun vun den Zäregasemissiounen, d'Energieeffikassitéit an d'Uwendung vun erneierbaren Energië bis 2030 ugeet. Dëst Dokument bezitt sech kloer op d'Agenda 2030 souwéi op den Accord vu Paräis an an deem Kontext och op den uewe genannten FCI.

Et kann een also feststellen, dass et schwéier ass, d'Theemen, déi per se matenee verbonne sinn, vuneneen ofzetrennen. Trotzdeem ass et wichteg, fir all Domän Strategien auszeschaffen a se ëmmer nees unzepassen an ofzegläichen.

ad 2. D'Definitioun an d'Ëmsetzung vun der nationaler Genderpolitik berout op den Attributioune vum Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer. Et ass evident, dass d'Gendergläichheet - an dësem Kontext ass d'Gläichheet tëschent alle Persoune gemengt - ee Sujet ass, deen an ënnerschiddlech Domäne fält an dowéinst op eng transversal Aart a Weis an der Politik zu Lëtzebuerg soll behandelt ginn. Soumat ass d'Genderthematik och an der Nohaltegkeetspolitik vertrueden, besonnesch am Kader vum PNDD an der Klimapolitik.

Déi nei Strategie vum FCI gëtt der Genderpolitik eng besonnesch Importenz. Et ass ze bemierken, dass a ville Länner Fraen a (jonk) Meedercher vun de Risiken an Auswierkunge vum Klimawandel direkt betraff sinn. Frae spillen eng zentral Roll am Haushalt, bei der Erzéiung vun de Kanner, der Produktioun an dem Uschafe vu Liewensmëttel souwéi beim Verbreede vu lokale Kenntnisser zur Ernierung.

Wéinst dem Klimawandel kann d'Produktioun vu Liewensmëttel net méi esou gutt virausgesot ginn a wierkt sech domat op d'Akommes vun de Famillen aus. D'Sammele vu Waasser an Holz gëtt méi schwéier a wéinst de längeren Distanzen, déi si mussen zeréckleeën, ginn d'Fraen engem erhéichte Risiko vu kierperleche Geforen a sexueller Gewalt ausgesat. An deene meeschte Fäll hu Frae kee Virdeel duerch Fréiwarnsystemer. Duerch hir Kultur an Traditioune si Fraen oft an hire Rechter limitéiert, wat dozou féiere kann, dass si keng Entscheedung dierfen treffen oder hir Experienz am Ëmgang mat enger Katastroph oder den natierleche Ressourcen net dierfe weiderginn.

All Finanzement vum FCI huet zur Bedéngung, dass d'Demandeuren de Respekt vum Prinzip „ne pas nuire" an der Precautioun noweise kënnen, sech un d'Haaptnorme vun de Mënscherechter an der Gendergläichheet halen a sech aktiv fir déi betraffe Persounen, dorënner déi Persounen, déi marginaliséiert an/oder diskriminéiert gi wéinst hirer sexueller Orientéierung, hiren Originnen oder hirer Hautfaarf, eenheemesch Vëlker a lokal Communautéiten, asetzen.

ad 3. Am Kader vun der neier Strategie vum FCI gëtt ee klengen Deel vum Budget der Migratioun, déi duerch de Klimawandel entsteet, zougedeelt. De Klimawandel léist elo schonn d'Migratioun vun Deeler vun der Populatioun aus, well verschidde geografesch Zone kee liewensfäege Klima méi hunn. Dëse Verloscht vu liewensfäegem Klima ka verschidden Ursaachen hunn: d'Klamme vum Mieresspigel, d'Erhéijung vun der Heefegkeet a vun der Gravitéit vun Iwwerschwemmungen a Stierm, e steigende Manktem u Liewensmëttel an Drénkwaasser souwéi en allgemenge Réckgang vun der Liewensqualitéit an de wirtschaftleche Perspektiven. Dës Aart vu Migratioun wäert an deenen nächste Joren nach zouhuelen a wäert, trotz den Efforten, déi am Moment gemaach ginn, a verschiddene Fäll net ze evitéiere sinn. Fäll, déi an dësem neie Kader vu Finanzement gëeegent wären, fir Ënnerstëtzung ze kréien, wieren:

- Fäll vun interner oder internationaler Migratioun, déi stattfënnt als Reaktioun op graduell Veränderungen am Klima wéi d'Verännerunge vun den Temperaturen an dem Reen oder als Reaktioun op onerwaart Evenementer wéi Iwwerschwemmungen, schlëmm Stierm …; oder

- Fäll, wou Klimaevenementer, déi entweeder scho geschitt sinn oder riskéieren, erëm ze geschéien (wéi eng unhalend Dréchent, eng Brandkatastroph, eng Erosioun no Stierm, eng Intrusioun vu Salzwaasser), eng Migratioun oder eng zukünfteg viraussobar Migratioun ausléisen.

Den FCI ënnerstëtzt schonn Upassungsmesuren, déi et de betraffene Persounen erméigleche kënnen, op der Plaz ze bleiwen, a soumat eng Emigratioun decouragéieren. Dëst gëtt haaptsächlech erreecht duerch e verbesserten Accès zu Drénkwaasser, Hëllefe bei der Konstruktioun an Ameliorioun vun den Agrarsystemer, Ënnerstëtzung vun nohalteger Landwirtschaft a bei der Diversifikatioun vum Akommes.

Am Kader vun der Klimamigratioun kann den FCI Mesuren ënnerstëtzen, déi eng sécher Migratioun, déi d'Dignitéit, d'Mënscherechter an d'Perspektive vun de Migrante respektéieren. D'Aktivitéiten an d'Programmer, déi ënnerstëtzt ginn, mussen noweisen, dass d'Migratioun am Zesummenhang mam Klimawandel steet, a musse strikt Oplage respektéieren, dorënner d'Berodung vun deene Betraffenen.

Dës Approche ass kompatibel mam Pacte Mondial des Nations Unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, besonnesch mam Objektiv 5h) iwwert d'Amelioratioun vun de Migrationsweeër, dee Lëtzebuerg 2018 ënnerschriwwen huet. D'Zil ass et, Léisunge fir Klimamigratioun ze identifizéieren, ze entwéckelen an ëmzesetzen. Hei gëtt och de Recommandatioune vum Aarbechtsberäich iwwert d'Mobilitéit inklusiv d'Migratioun an d'Reinstallatioun Rechnung gedroen, déi virgesi sinn am Kader vum „Mécanisme international de Varsovie pour les pertes et dommages de la CCNUCC".

Beispiller vu Projeten, déi gëeegent wiere fir den FCI ënnert dem Volet vun der Klimamigratioun:

- D'Entwécklung vu Systemer, Infrastrukturen, Pläng, Programmer a Politik, déi d'Upassungsfäegkeet vu Communautéiten um Land oder un de Küste vis-a-vis vun de klimatesche Geforen ënnerstëtzen.

- D'Protektioun vun der Bevëlkerung, déi a vulnerabelen Zone wunnt, andeems een hinne Logementer a méi sécheren Zonen zur Verfügung stellt. Esou kann d'Zuel vun de Persounen, déi a vulnerabelen Zone wunnen, reduzéiert ginn.

- Sech ëm déi primär sanitär Besoine vu Klimamigrante këmmeren, andeems een hinne Waasser, medezinnesch Behandlungen a Medikamenter zur Verfügung stellt.

- D'Ausschaffen an d'Ëmsetze vun nohaltegen urbanen Entwécklungspläng fir Stied, déi vun Iwwerschwemmungen a soumat och vu Migratioun betraff sinn.

- D'Offer vu Programmen a Formatiounen, déi de Betraffenen hëllefen, Kompetenzen ze léieren, déi si op hirem neie Wunnuert gebrauche kënnen.

- D'Bereetstelle vun engem Daach iwwert dem Kapp, dorënner Gemeinschaftsraim an Transit- an Opnamezenteren.

Question 4780 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **loi relative aux bibliothèques publiques :**

Et ass net zanter gëschter, datt sech d'Bibliothecairen hei am Land negativ zum Gesetz vum 24. Juni 2010 „relative aux bibliothèques publiques" äusseren, dat hirer Meenung no autoritär a reaktionär Elementer ëmgräift, déi net méi den Ufuerderunge vun enger moderner Bibliothéik entspriechen. Vill Bibliothecaire wënsche sech an hirem Beruff eng méi grouss Autonomie wéi déi, déi hinne vun dësem Gesetz zougemooss gëtt. Dës Autonomie bezitt sech souwuel op d'Ëffnungszäite vun de Bibliothéike wéi och op d'Bicherkollektiounen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Am Art. 5 vum genannte Gesetz steet: « La bibliothèque publique met à la disposition de ses usagers une collection justifiant d'un caractère d'actualité, relative aux principaux domaines du savoir et de la culture au moins dans les trois langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Les critères définissant les thè(s), le nombre des ouvrages et collections ainsi que les supports sont précisés par voie de règlement grand-ducal. » Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt dës dirigistesch Approche zum Bibliothéikswiesen nach zäitgeméiss ass? Ginn et lwwerleeungen, fir de Bibliothecairen eng méi grouss Autonomie zouzegestoen, wat Theemen, Bicherzuel a Supporten ugeet?

2. Am Règlement grand-ducal vum 4. Juli 2010 „portant exécution de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques" steet am Artikel 3: « La bibliothèque publique met à la disposition de ses usagers a) une collection incluant (…) une offre équilibrée d'ouvrages (…) sur l'histoire de la construction et le fonctionnement de l'Union européenne, dont l'accès aux bases de données en ligne du Centre virtuel de la connaissance de l'Europe. » De CVCE gouf 2015 awer opgrond vun engem Beschloss vun der Lëtzebuerger Regierung an d'Uni Lëtzebuerg integréiert. Ass dru geduecht, fir dësen obsolete Passus am mentionéierte Reglement ze sträichen?

3. Ee weidere Punkt, dee vu ville Bibliothecairen ugeprangert gëtt, sinn déi extreem prezis Virschrëften am genannte Règlement grand-ducal, wat d'Ëffnungszäite vun de Bibliothéiken ugeet. Am Artikel 2 heescht et nämlech: « La bibliothèque publique telle qu'elle est définie à l'article 2 de la loi relative aux bibliothèques publiques est tenue d'offrir à ses usagers des horaires d'ouverture à raison de douze heures par semaine au moins, parmi lesquelles doivent se trouver au moins deux des trois plages d'heures d'ouverture suivantes : une heure entre midi et 14.00 heures à un jour ouvrable de la semaine ; jusqu'à 19.00 heures à un jour ouvrable de la semaine ; au moins deux heures le samedi. » Ginn et an dësem Kontext lwwerleeunge vun der Regierung, fir mat de Vertrieder vun de Lëtzebuerger Bibliothecairen eng Konventioun ze ënnerschreiwen am Hibléck op eng méi grouss Flexibilitéit vun den Ëffnungszäite vun eise Bibliothéiken?

4. Ginn et Studien, déi beleeën, datt d'Bibliothéikegesetz vun 2010 eng Verbesserung bruecht huet, wat d'Qualitéit vun de Bibliothéiken an d'Zefriddenheet vun de Benotzer ugeet? Sinn duerch dëst Gesetz nei Bibliothéiken entstanen?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

De Koalitiounsaccord 2018-2023 gesäit fir, datt d'Bibliothéikegesetz vum 24. Juni 2010 kritesch analyséiert, an deementspriechend ugepasst gëtt. Donieft hu mir de Kulturentwécklungsplang 2018-2028 mat enger zousätzlecher Mesure komplettéiert (Recommandation 64 „Réformer la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothéques publiques"), déi d'Reform vu genee dësem Gesetz viséiert. De Wëlle vun der Regierung, fir dëst Gesetz a säi Règlement grand-ducal op de Leescht ze huelen, ass deemno ongebrach.

Dëse Prozess soll a wäert op eng participativ Manéier, an am Echange mat de betraffene Persounen, Federatiounen, Associatiounen a Strukture gefouert ginn. Déi Punkten, déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwat goufen, wäerten an deem Kontext och examinéiert ginn.

Ech wëll awer op dëser Plaz nach eemol dat alleréischten Zil vun dësem Gesetz rappeléieren: „permettre une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population". An eiser oppener Gesellschaft spillen d'Bibliothéike weiderhin eng essentiell Roll a sinn oft eng éischt Ulafstell, fir den Accès zur Kultur an zum Wëssen ze garantéieren, dëst fir all d'Sparte vun der Bevëlkerung. Datt eng Bibliothéik, déi den Agrément als „bibliothèque publique" huet, sech dozou verflicht, fir den Awunner vun eisem Land eng gewëssen Unzuel u Wierker an den dräi Sprooche vum Land zur Verfügung ze stellen, schéngt mir evident. Dës Dispositioun schränkt dann och kengeswees d'Autonomie vun de Bibliothéiken an, fir hir Offer doriwwer eraus auszebauen an ze diversifiéieren, mee schaaft eréischt eng Basisgrondlag, mat där déi agreéiert Bibliothéiken hirer Missioun kënne gerecht ginn. Et sief op dëser Plaz rappeléiert, datt all agreéiert Bibliothéik, zousätzlech zu de Subside fir d'Fonctionnementskäschten, déi op 45.000 Euro pro Joer plafonéiert sinn, e Subsid vun 20.000 Euro pro Joer zegutt huet, fir hir Kollektioun ze erweideren an ze erneieren.

Et gi keng Studien iwwert d'Effekter vum Bibliothéikegesetz vun 2010. Zanter dem Akraaftriede vum Gesetz kruten zwielef Bibliothéiken den Agrément als „bibliothèque publique". Am Joer 2020 huet de Staat Subsiden an Héicht vu 559.000 Euro un déi agreéiert Bibliothéike verdeelt.

Question 4781 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **promotion des bibliothèques :**

Fir d'Attraktivitéit vun eisen Duerf- a Stadbibliothéiken ze erhéijen, sinn an deene leschte Jore vill Propositioune vum Beruffsverband vun de Bibliothecairë formuléiert ginn. Sou gouf zum Beispill proposéiert, analog zum Avantgarde-Modell Dokk 1 zu Aarhus, Aufgabe vun der Kommunalverwaltung ze integréieren, fir datt Clienten am Aganksberäich vun de Bibliothéike beispillsweis Verwaltungsgäng vollzéien, Attestatiounen ofhuelen, Concertskaarte kafen, digital Déngschtleeschtungen an Usproch huelen oder Fundsaache kënnen ofginn. Den Transformatiounsprozess vun der renger „Bicherbibliothéik" zur moderner Déngschtleeschtungsbibliothéik schéngt hei am Land awer nach „Zukunftsmusek" ze sinn, obschonn doduerch Käschte kéinten agespuert ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Wéi gesäit d'Madamm Minister generell d'Zukunft vun eisen Duerf- a Stadbibliothéiken? Wat fir generell Ännerunge si virgesinn, fir déi ëffentlech Bibliothéiken an Zukunft méi attraktiv fir déi breet Ëffentlechkeet ze maachen?

2. Wéi steet d'Madamm Minister zum Konzept vun der Déngschtleeschtungsbibliothéik? Ginn et hei am Land scho Bibliothéiken, déi kommunal Déngschtleeschtungen ubidden? Wann net, ass virgesinn, fir verschidde Bibliothéiken an deem Sënn ze erweideren?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Entgéint der Behaaptung vum honorabelen Deputéierte sinn ech der lwwerzeegung, datt sëllege Bibliothéiken hei am Land elo scho wäit méi si wéi reng „Bicherbibliothéiken" an eng wichteg an zentral Roll am soziokulturelle Liewen an eise Gemenge spillen. Liesungen, pedagogesch Aktivitéiten, Konferenzen, Concerten, Ausstellungen …, d'Lëscht vun de kulturelle Manifestatiounen, déi de Kader vun enger renger „Bicherbibliothéik" sprengen, ass laang a léisst sech weisen.

Eis ass aktuell keng Bibliothéik bekannt, an där och administrativ Déngschtleeschtungen ugebuede ginn. Et gëtt um Niveau vun der Regierung zu dësem Zäitpunkt keng Bestriewungen, fir d'Bibliothéiken an dësem Sënn ze erweideren, ma dëse Ministère géif wuelverstan all Initiativ, déi d'Attraktivitéit vun eise Bibliothéike steigere kann, begréissen, sollt en deementspriechende Projet vun enger Gemeng lancéiert ginn.

Donieft sief rappeléiert, datt de Koalitiounsaccord 2018-2023 virgesäit, datt d'Bibliothéikegesetz vum 24. Juni 2021 kritesch analyséiert an deementspriechend ugepasst gëtt. Dëse Prozess soll a wäert op eng partizipativ Manéier an am Echange mat de betraffene Persounen, Federatiounen, Associatiounen a Strukture gefouert ginn. Déi Punkten, déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwat goufen, wäerten an deem Kontext och examinéiert ginn.

Question 4788 (02.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **zones inondables :**

De 14. a 15. Juli goufen eng Rei Regioune vun eisem Land vun lwwerschwemmunge getraff, wéi mir se säit Joerzéngten net méi kannt hunn. Ënner anerem ronderëm lechternach a Steenem, zwou Uertschaften, déi schonn an der Vergaangenheet staark vun dësem Probleem betraff waren, goufen an de leschte Jore groussflächeg, begréngt lwwerschwemmungsgebitter am Anzuchsberäich vun der Sauer ugeluecht.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Iwwer wéi vill kënschtlech ugeluecht, awer natierlech bewuessen lwwerschwemmungsgebitter verfüügt Lëtzebuerg aktuell? Wéi deele se sech laanscht déi eenzel Flëss op?

2. Wéi oft waren déi jeeweileg Gebitter an de leschte Joren iwwerschwemmt a wéi oft goufe se duerno duerch nei Ausbaggerunge vum Schutt vun den lwwerschwemmunge befreit?

3. Ginn dës lwwerschwemmungsgebitter och weiderhi reegelméisseg nei ausgebaggert, wa se tëschenzäitlech als Biotop klasséiert goufen, fir datt hiren urspréngleche Zweck, de Schutz vum Bierger virun Héichwaasser, weiderhi seng Prioritéit behält?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Zënter den 90er-Jore sinn am Kader vun Héichwaasserschutzprojete Flächen entstanen, wou d'Waasser sech ouni materielle Schued kann ausbreeden, oder fir d'Ofleede vum Waasser bei Héichwaasser zousätzlech ze fërderen.

Dës sinn awer net ze verwiessele mat Renaturéierungsprojeten, déi zwar duerch een erhéicht Retentiounsverméigen och zu enger Verbesserung vun der Héichwaassersituatioun bäidroen, mee awer sech selwer entwéckele kënnen.

Als ekologesch Héichwaasserschutzmoossnam goufen d'Sauer zu Steenem an d'Gander zu Mondorf reamenagéiert. Ënnert ekologeschem Héichwaasserschutz versteet ee Projeten, déi am Kader vun enger Renaturéierung Flächen zousätzlech fir den Héichwaasserschutz schafen.

Als Ausgläichsmoossnam fir dee méi klenge Retentiounsvolume duerch d'Héichwaasserschutzmauer goufen zu Angelduerf an zu Dikrech Terrainen ofgedroen.

Zu Biisse laanscht d'Atert an am Park zu Miersch un der Mamer goufe Bypasse gegruewen, déi d'Waasser méi schnell evakuéiere sollen.

Am Kader vun den techneschen Héichwaasserschutzmoossnamen zu lechternach ass en amont vun der Stad laanscht d'Sauer plazeweis Terrain ofgedroe ginn, fir den Offlossquerschnëtt ze erhéijen.

Nieft dëse Moossname sinn zousätzlech Héichwaasserschutzmoosname laanscht sämtlech Gewässer geplangt a si Bestanddeel vum Héichwaasserrisikomanagementplang. Et ass ze bemierken, datt de Plang fir den zweete Bewirtschaftungszyklus (2021-2027) aktuell an der ëffentlecher Consultatioun ass. All Dokumenter an dee komplette Moossnameprogramm sinn um Internetsite www.waasser.lu ze fannen. D'Bierger si gebieden, hiren Avis dozou ofzeginn.

ad 2. Well et sech hei ëm Gebidder handelt, déi direkt bei Waasser leien an och eng aktiv Funktioun bei Héichwaasser hunn, sinn déi natierlech bei alle gréisseren Evenementer betraff (2003, 2011, 2020, 2021).

Dës Fläche bezéiungsweis Projete gi reegelméisseg kontrolléiert a wann néideg ginn déi ofgelagert Sedimenter erausgeholl. Zu Angelduerf an Dikrech goufen déi betraffe Flächen 2018 eng leschte Kéier ausgebaggert.

Zu Steenem gouf 2020 ënnersicht, ob déi kreéiert Flächen, déi ganzjäreg duerchstréimt ginn, missten ausgebaggert ginn, fir den urspréngleche Schutz erëm hierzestellen. Dëst war awer net de Fall. Zu Biisse gouf de Bypass Mëtt 2018 ausgebaggert. Am Parc zu Miersch ass de Bypass Enn 2019 fir d'lescht ausgebaggert ginn.

ad 3. Bei neien Héichwaasserschutzmoossnamen (sief et ekologeschen Héichwaasserschutz, Niewenäerm, déi als Bypäss fungéieren, oder bei Ausgläichsmoossname fir de verluer gaangene Retentiounsvolume duerch eng technesch Héichwaasserschutzmoossnam) ginn am Kader vum Ausschaffe vum eigentleche Projet och sougenannt Entretienskonzepter erstallt. Dës Konzepter reegelen, wéini a wou en Entretien dierf gemaach gi fir ze garantéieren, dass dat urspréngleche Schutzzil kann erhale ginn. Dëst geschitt an Ofsprooch mat der Naturverwaltung (ANF) an am Aklang mat den Obligatioune vun alle Gesetzer.

Esou Pläng gëtt et bei bestoende Moossnamen net. Hei ginn am Aklang mat alle Gesetzgeebunge Méiglechkeete fonnt, fir dat initiaalt Schutzzil ze erhalen, ouni eventuell Biotopen, déi opkomm sinn, déifgräifend ze beschiedegen.

D'Waasserverwaltung huet wëlles, och fir bestoend Héichwaasserschutzmoossnamen no an no Entretienspläng ze erstellen. Dëst ass mat der ANF esou ofgeschwat an dës Konzepter wäerte wéi gewinnt an Zesummenaarbecht erstallt ginn.

Question 4790 (02.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **code de déontologie pour le secteur culturel :**

De Kulturministère ass amgaang, een Deontologiekodex auszeschaffen am Hibléck op déi finanziell Ënnerstëtzung vun Acteuren aus dem Beräich vu Konscht a Kultur. An engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vum 28. Juli 2021 („Sommerhausaufgabe an die Szene") gëtt deen Entworf esou beschriwwen:

Im Entwurf werden sieben zentrale Werte definiert: „La compétence", sprich das Erfüllen der Missionen mit allem Professionalismus, „Le respect" - die Institution als Hort der sozialen Kohäsion und Antidiskriminierung -, „La rémunération juste et équitable", „L'intégrité" - damit die Verhinderung von Machtmissbrauch qua Amt -, „L'égalité des chances", „L'égalité des genres" und „La transparence". Diese werden in insgesamt 46 Prinzipien „de bonne conduite et de gouvernance" ausdekliniert. Es sind 17 Seiten - jedes Prinzip ist mit Regelungen versehen.

Den Entworf vum Deontologiekodex ass dann och un d'Medie weidergeleet ginn. Vun Acteuren an der Konschtzeen gëtt gefaart, dass de Kulturministère sech mat dësem Kodex als moralesch Instanz wëll positionéieren an dass de Kodex ee staatlechen Agrëff an d'Konschtfräiheet bedeit, well de Kulturministère all d'Acteuren, déi staatlech Finanzhëllefe kréien oder kréie wëllen, zu engem gemeinsame Wäertekanon mat entspriechende Verhalensreegele verflicht.

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Ass et méiglech, den Entworf vum Deontologiekodex, dee bei Journalisten zirkuléiert, ze gesinn?

2. Ass et néideg, dass de Kulturministère als moralesch Instanz der Konschtzeen seng Moralvirstellungen imposéiert?

3. Sti moralesch Fuerderungen net am Géigesaz zur Konschtfräiheet?

4. Wéi eng Instanz soll iwwert d'Anhale vun de moralesche Fuerderungen urteelen? Sollt een net als Kulturministère d'Konschtfräiheet respektiv d'Meenungsfräiheet an hirer Totalitéit respektéieren a Verstéiss géint d'Zivilitéit (z. B. Diffamatiounen oder Opriff zur Gewalt) der Justiz iwwerloossen?

5. Konscht ass oft provokant, entsprécht net ëmmer dem Mainstream an dem politeschen Zäitgeescht. Si ass och alt mol antihumanistesch, antisozial, vulgär, spillt mat Virurteeler a Stereotypen, ass deelweis brutal oder primitiv, ka sech souwuel fir d'Gläichstellung vun de Geschlechter ausschwätze wéi och dergéint, ka fir d'Doudesstrof sinn oder dergéint, ka fir eng multikulturell Gesellschaft antrieden oder och dergéint sinn asw. Et gi vill Beispiller dozou, wéi zum Beispill d'Bicher vum Louis Ferdinand Céline a Jean Genet oder d'Filmer vum Quentin Tarantino oder Lars von Trier. Ass d'Madamm Ministesch bereet, d'Konschtfräiheet bedéngungslos ze respektéieren an d'Konscht och da finanziell ze ënnerstëtzen, wa se de Moralvirstellunge vun der aktueller Regierung net entsprécht?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Bei der Charte de déontologie pour les structures culturelles handelt et sech ëm en Aarbechtsdokument, wat a senger aktueller Fassung net diffuséiert gëtt a just mat de concernéierte Strukturen a Persounen zur Berodung an Diskussioun gedeelt gëtt. Déi Concernéiert goufen invitéiert, fir eis bis de 15. Oktober hir Stellungnamen zoukommen ze loossen, op Basis vun deenen den Text iwwerschafft an adaptéiert wäert ginn.

Et geet bei der Charte, anescht wéi den honorabelen Deputéierten ënnerstellt, net dorëms, fir gewësse Moralvirstellungen ze imposéieren oder eng moralesch Instanz ze schafen, mee fir eethesch a professionell Valeuren ze definéieren, berufflech Verhalensreegelen, déi vum gesamte Kultursecteur kënne gedroe ginn an him zeguttkommen, andeems se d'Relatiounen tëschent de kulturelle Strukturen, hire Memberen, den Artisten, dem Public, de Prestatairen asw. an dem Kulturministère verdäitlechen.

D'Konschtfräiheet an d'Programmatiounsfräiheet sinn natierlech weiderhi garantéiert. De Kulturministère setzt sech och weiderhi fir eng staark a fräi Konschtzeen an, an där Konscht- a Meenungsfräiheet garantéiert sinn, onofhängeg dovunner, ob eng kulturell Ariichtung oder e Projet vun enger ëffentlecher finanzieller Ënnerstëtzung profitéiert oder net.

Question 4791 (02.08.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **lutte contre le changement climatique :**

Il y a une semaine, Madame le Ministre annonçait à l'occasion d'une conférence de presse que le Luxembourg investirait 200 millions d'euros, d'ici 2025, dans des initiatives menées à l'étranger dans la lutte contre le changement climatique.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Les Ministres peuvent-ils me préciser quand et à quel acteur le Gouvernement allouera quelle somme et pour quel projet concret ?

- Sur base de quels critères le Gouvernement décidera-t-il l'allocation des fonds susmentionnés ? Comment le Gouvernement contrôlera-t-il que les fonds alloués soient investis de manière appropriée ? Les acteurs/projets sélectionnés seront-ils soumis à une évaluation continue et finale par des experts indépendants ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer que les financements en question se fassent conformément à la législation du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et notamment son article 80 ?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En septembre 2019, le Gouvernement avait décidé qu'une enveloppe de 200 millions d'euros allait être mise à disposition, à travers le Fonds climat et

énergie, pour venir en assistance des pays en développement dans la lutte contre le changement climatique durant la période 2021 à 2025. L'attribution de ce « financement climatique international » (FCI) suit une double approche : d'une part, le soutien aux activités des fonds multilatéraux avec en particulier le Fonds vert pour le climat, à raison d'une contribution annuelle de dix millions d'euros, et d'autre part le financement de projets bilatéraux, avec en particulier une enveloppe de 25 millions d'euros pour des projets d'ONG luxembourgeoises.

La nouvelle stratégie pour l'attribution des fonds luxembourgeois pour le financement climatique international, arrêtée par le Gouvernement en juillet 2021, peut être consultée sous le lien https://environnement.public.lu/fr.html. Elle vise une répartition équilibrée entre les activités d'adaptation et d'atténuation du changement climatique et favorisera des actions intégrées pour le climat et la réduction de la pollution dans les pays en développement. Les projets seront répartis autour des sept thè(s) prioritaires suivants : capital naturel, biodiversité, foresterie, utilisation des terres ; air propre et ressources en eaux propres ; gestion efficace des ressources et des déchets ; adaptation et résilience au niveau des communautés ; faciliter l'adoption de la finance durable et climatique ; support pour un système de transparence de l'Accord de Paris ; migration climatique.

En outre, l'accent est mis sur la mobilisation des financements climatiques privés pour lesquels différents types de financement seront désormais possibles. Si les subventions directes (dons) resteront une principale source de financement, d'autres instruments publics-privés pourront être explorés davantage.

Une attention particulière est par ailleurs accordée aux thè(s) du genre et des droits de l'homme, de même qu'à la migration climatique. La stratégie apporte aussi des clarifications en matière de sauvegardes environnementales et sociales et inclut une liste d'exclusion.

La stratégie propose des critères d'éligibilité et de sélection des activités (impact climatique fort, cobénéfices développement durable, mobilisation du secteur privé, contribution à l'égalité des sexes, transformation et innovation) ainsi que des bénéficiaires et gérants de fonds climatiques (expérience, implantation sur le terrain, enregistrement et/ou licence par la surveillance du secteur financier ou régulateur du pays, capacité administrative, capacité financière). En ce qui concerne en particulier les ONG et associations, leur sélection se fait sur base de critères simples et facilement contrôlables (preuve de la réalisation d'activités préalables, expérience sur le terrain, santé financière).

Tous les pays en développement sont éligibles, mais une attention particulière est accordée aux pays-partenaires du « dialogue sur le climat » (Burkina Faso, Cabo Verde, El Salvador, Laos, Mali, Nicaragua, Niger, Sénégal, Vietnam, Rwanda), aux petits États insulaires en développement (PEID), aux pays les moins avancés (PMA) ainsi qu'aux pays vulnérables au changement climatique. Des projets pourront également être développés dans des pays émergents. Dans ce dernier cas toutefois, des critères plus stricts sont appliqués et un fort potentiel de mobilisation du financement par le secteur privé est recherché.

Le financement se fait par l'intermédiaire du Fonds climat et énergie, dans le respect des règles budgétaires et comptables applicables à celui-ci. Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, avec l'assistance des autres ministères représentés au comité de gestion du Fonds climat et énergie, assure le suivi des investissements opérés. Tous les projets sont assortis d'obligations en matière de suivi, de rapportage et d'évaluation pour ce qui est des activités mises en œuvre, des dépenses effectuées et des impacts réalisés.

Il est évident que la politique du financement climatique international du Gouvernement respecte la législation luxembourgeoise et notamment la loi modifiée du 8 juin 1999 concernant le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Question 4795 (03.08.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**application GouvAlert :**

Dans le cadre de l'émission « Invité vun der Redaktioun », la journaliste fait les constats suivants en rapport avec l'application gouvalert.lu et Monsieur le Vice-Premier Ministre et ancien Ministre de l'Intérieur lui répond ce qui suit :

« Journalist: Am Oktober 2018 kuerz virun de Walen hat Dir déi App als deemolegen Inneminister presentéiert. Am Eeschtfall huet dat awer elo guer net funktionéiert. Bon, Dir sidd elo net méi de Responsabelen. Mee sou een Echec kann lech jo kaum gefalen.

Dan Kersch: Nee. Ech weess och elo net, ob se guer net funktionéiert huet. Ech war net dobäi …

Journalist: Et ass spéit eng Warnung erausgaangen, a se krute se och net all.

Dan Kersch: Jo, dat hunn ech matkritt. Wann dat sou ass, dann ass, sou wéi ech dat erkläert kritt hunn, en technesche Problem, dee muss behuewe ginn. Anscheinend sinn et d'Lizenzen, déi net bezuelt gi sinn, hunn ech mer soe gelooss. Dat schéngt eng vun den Ursaachen ze sinn. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Le Gouvernement peut-il confirmer le « problème technique » évoqué par Monsieur le Vice-Premier Ministre et ancien Ministre de l'Intérieur ?
• Pourquoi les licences en rapport avec l'application n'ont pas été payées, voire reconduites ? Qui aurait en pratique dû s'en charger ?
• À quel moment ce problème technique a-t-il été constaté et endéans quel délai le problème a-t-il été solutionné ?

- Quand la population a-t-elle au final été alertée via l'application gouvernementale ?

Dans la même interview, Monsieur le Vice-Premier Ministre et ancien Ministre de l'Intérieur indique que « nëmmen 23 bis 24.000 Leit [hunn] déi Alert rofgelueden, also déi GouvAlert-App erofgelueden. Dat ass u sech schonn deen éischte Problem a menger Meenung no och deen entscheedenden ».

- Le Gouvernement partage-t-il cette appréciation ? Est-ce au final la « faute » à la population de ne pas avoir téléchargé l'application ?

- Le Gouvernement peut-il par ailleurs nous fournir le « Positiounspabeier » discuté au sein du Conseil de Gouvernement et évoqué par Monsieur le Vice-Premier Ministre et ancien Ministre de l'Intérieur ?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation :*

Créée à l'initiative du Ministère de l'Intérieur, en collaboration avec le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) et avec le concours technique du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), l'application GouvAlert, dont le Gouvernement détient la propriété, a été développée par un prestataire externe qui en assure également la maintenance.

Le problème technique auquel il a été fait référence concerne un oubli d'activation qui a causé un lancement tardif d'un message d'alerte par l'application GouvAlert. S'ajoute à ce fait que le message n'a pas pu aboutir. En effet, il s'est avéré plus tard qu'un certificat SSL, qui a pour finalité de protéger la confidentialité et l'intégrité des informations transmises, était venu à péremption quelques jours avant les intempéries et n'avait pas été renouvelé à temps. La responsabilité du renouvellement de tels certificats SSL fait partie des missions confiées au prestataire externe par un contrat de réalisation conclu avec le CTIE.

Ledit problème a été relevé très rapidement et plusieurs actions ont d'ores et déjà été entreprises par le CTIE, ou sont en cours de réalisation, pour éviter que de telles défaillances ne se reproduisent à l'avenir. Ainsi, le système a pu être à nouveau opérationnel dès le 16 juillet au matin.

Il y a lieu de préciser que le CTIE n'a pas connaissance d'un problème de paiement de licences.

Considérant que l'application GouvAlert présuppose un agissement actif de la population, celle-ci ne peut être alertée par ce biais que si elle a procédé à son téléchargement. Il s'agit d'un point faible du système d'alerte actuellement en place qui connaît effectivement certaines limites. Ainsi, un groupe de travail a été chargé, dès l'automne 2020, de réformer l'application GouvAlert en vue d'améliorer l'alerte et l'information à la population. Sur base des conclusions dudit groupe de travail, un projet a été lancé en collaboration avec différentes autorités nationales qui vise à réformer le système d'alerte à la population dans sa globalité.

À ce titre, je me permets de référer le Député aux réponses des questions parlementaires n° 4672, n° 4732 et n° 4759.

Question 4798 (04.08.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **courriers envoyés par l'Administration des contributions directes aux résidents fiscaux luxembourgeois :**

Il nous revient que depuis quelques années les services de l'Administration des contributions directes (ACD) envoient aux contribuables résidents des courriers dont le contenu peut être résumé comme suit :

« J'ai reçu communication d'informations que vous êtes en possession de revenus et/ou d'éléments de fortune de source étrangère.

Sauf erreur ou omission de ma part, ces éléments ne figurent pas dans vos déclarations d'impôt. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'en l'absence d'éléments plus précis, les courriers précités puissent être qualifiés de « phishing mails » ? Autrement dit, l'ACD ne devrait-elle pas fournir aux contribuables résidents des informations plus précises ayant notamment trait à l'origine des informations, à l'utilisation des informations ainsi recueillies etc. ?

- Alors que le Luxembourg reproche souvent aux administrations fiscales étrangères des tentatives de phishing, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas la pratique de l'ACD comme étant pour le moins inappropriée ? Quelle est au demeurant la base légale permettant à l'ACD de requérir de telles informations ?

- En quoi consiste l'utilité pour les services de l'ACD de connaître la situation de fortune étrangère d'un contribuable résident, alors que la fortune des personnes physiques n'est pas soumise à imposition au Luxembourg ?

Réponse (07.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans le cadre de la question parlementaire n° 4798 du 4 août 2021, l'honorable Député fait référence aux courriers envoyés par l'Administration des contributions directes (ci-après « l'ACD ») aux résidents fiscaux luxembourgeois.

Tout d'abord, il convient de souligner que les courriers envoyés par les bureaux d'imposition de l'ACD s'inscrivent dans le cadre de la procédure d'investigation fiscale telle que définie aux paragraphes 204 et suivants de la loi générale des impôts du 22 mai 1931 (« Abgabenordung », ci-après « AO ») telle que modifiée. Cet envoi des lettres fait donc partie des attributions légales de l'ACD. Les courriers en question ne s'apprêtent aucunement à des « phishing mails », ni d'ailleurs à des « fishing expeditions », mais reposent sur des indices concrets, pertinents et préalablement communiqués à l'ACD par voie d'échange automatique des informations sur base notamment de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

En second lieu, il échet de rappeler que les contribuables résidents sont soumis à l'impôt sur le revenu en raison de leur revenu mondial. Les revenus de source étrangère sont certes, le cas échéant, exonérés de l'impôt en application des conventions fiscales bilatérales en vigueur, mais ils sont néanmoins incorporés dans une base imposable fictive pour déterminer le taux d'impôt global applicable au revenu imposable.

Étant donné que les contribuables sont soumis à un devoir de coopération envers l'ACD et doivent, sur simple demande de celle-ci, établir l'exactitude de leur déclaration (paragraphes 170 ss AO), il peut être légitimement attendu de la part des résidents fiscaux luxembourgeois de produire toutes les informations à leur disposition en relation avec leur fortune à l'étranger qui est susceptible de générer des revenus.

Question 4799 (04.08.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **e-ambassades :**

Il ressort d'un communiqué de presse diffusé par le Gouvernement princier de la Principauté de Monaco à la mi-juillet 2021 que la Principauté et le Grand-Duché de Luxembourg auraient signé un accord bilatéral actant la création d'une e-ambassade de Monaco au Luxembourg. Il s'agit concrètement d'un accord bilatéral portant sur l'hébergement dans des centres situés au Luxembourg de données sensibles de la Principauté monégasque, sauvegarde de données qui « ne pouvait s'envisager sur le territoire monégasque, trop exigu au regard d'un risque de catastrophe naturelle ou de cyberattaque ». Cette e-ambassade offrirait les mêmes garanties d'inviolabilité et d'immunité que celles accordées à une ambassade physique.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- De l'appréciation du Gouvernement, les « e-ambassades », telles que décrites supra, sont-elles ouvertes par la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques et plus particulièrement par la notion de « locaux de la mission » définis comme « bâtiments ou des parties de bâtiments et du terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés aux fins de la mission, y compris la résidence du chef de la mission » ? Le Gouvernement n'est-il pas plutôt d'avis que tel n'est pas le cas et que dès lors la terminologie employée est pour le moins« ambiguë » ?

- Alors que les immunités et privilèges sont étroitement liés aux missions en question, le Gouvernement n'est-il pas d'avis que la Convention de Vienne susmentionnée ne saurait constituer de fondement légal pour ceux-ci ? Sur base de quel fondement légal, le Gouvernement accorde-t-il dès lors ces immunités et privilèges ?

- Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il aurait fallu soumettre ledit accord bilatéral à l'approbation de la Chambre des Députés ? À défaut, les immunités et privilèges accordés par le Gouvernement ne risquent-ils pas d'être contestés devant le juge luxembourgeois ?

- Qui profite en fin de compte des immunités et privilèges (le personnel employé dans les centres de données voire d'autres personnes) accordés aux e-ambassades ? Quels sont concrètement ces immunités et privilèges ?

- Avec quels autres pays, le Luxembourg a-t-il conclu des accords similaires ?

- Le Gouvernement est-il disposé à mettre à disposition des députés les accords précités ?

Réponse commune (06.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le 15 juillet 2021, le Luxembourg a signé un accord avec la Principauté de Monaco concernant l'hébergement de données et de systèmes d'informations monégasques dans un centre de données situé au Luxembourg. Cet accord est le fruit d'une déclaration d'intention signée entre les gouvernements monégasque et luxembourgeois en 2018.

L'accord s'inscrit dans la stratégie gouvernementale appelée « Digital Lëtzebuerg » qui a comme objectif de faire du Luxembourg un centre de confiance européen voire mondial. Il est à souligner que le terme « e-embassy » ou « ambassade digitale » n'est pas assimilable au terme d'ambassade tel que couvert par la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques. Les privilèges et immunités accordés sont néanmoins inspirés de ceux propres aux ambassades, inscrits dans la Convention de Vienne, et qui sont transposés à la salle informatique hébergeant les données. Il est à noter que le Luxembourg accorde ces privilèges et immunités dans le cadre de l'exercice de ses compétences et de ses pouvoirs en tant qu'État souverain.

Par cet accord, le Luxembourg s'engage à accorder aux locaux mis à la disposition de la Principauté de Monaco ainsi qu'aux données y hébergées un statut leur conférant un caractère inviolable. Ils seront par conséquent exempts de toute perquisition, réquisition, saisie ou mesure d'exécution. Le matériel et les licences installés pour opérer le centre de données vont également jouir d'une immunité d'exécution. Par ailleurs, le Luxembourg prendra toutes les mesures appropriées pour garantir la sécurité des locaux. En ce qui concerne les communications officielles et les transmissions de documents le Luxembourg devra accorder aux locaux hébergeant les données et systèmes d'informations monégasques le même traitement que celui octroyé aux missions diplomatiques. Il est à noter que nulle part dans l'accord on prévoit d'accorder des privilèges et immunités à des personnes physiques.

La Principauté de Monaco est le deuxième pays avec lequel le Luxembourg a conclu un accord sur l'hébergement de données. Un premier accord a été signé le 20 juin 2017 avec l'Estonie.

L'accord sera soumis pour approbation à la Chambre des Députés à l'exemple de celui conclu avec l'Estonie.

Question 4803 (04.08.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **modalités de recrutement d'enseignants :**

An engem Lieserbréif am „Lëtzebuerger Wort“ vum 4. August 2021 mam Titel „Eng ausgebilte Léierin ouni Schoulstonnen“ freet eng ausgebilte Grondschoulenseignante, déi sech fir d'Lëscht 2 gemellt huet a kee Poste mat fixe Schoulstonne krut, wisou Persoune mat Enseignantsdiplom (a mat zousätzlecher Beruffserfarung) an der Walprozedur net prioritär a Betruecht gezu ginn.

Op dëser Lëscht 2, fir déi all Persoun sech kann mellen, déi de Stage de remplacement gemaach huet oder d'Ausbildung als Quereinsteiger/in wëllt ufänken, gi Plazen ausgeschriwwen, déi nach net konnte besat ginn. Am Lieserbréif beschreift d'Verfaasserin, déi eng qualifizéiert Ausbildung besëtzt an zudeem eng Beruffserfarung matbréngt, datt si keng Plaz an enger Grondschoul kritt huet, well hir Choixe vu méigleche Schoulen, dee si huet misse bei hirer Umeldung uginn, schonn all vergi waren. Op Nofro hin, u wien dës Plaze gaange wieren, hätt si matgedeelt kritt, datt fir d'éischt d'Chargé/e/s de cours mat engem CDI - och déi ouni Enseignantsdiplom - eng Schoul wielen an dono d'Quereinsteiger/

innen - och ouni dësen Diplom. Déi ausgebilt Enseignante wier esou ënnert déi Persoune gefall, déi als lescht dierfe wielen a well déi Plaze vun hirem Choix scho besat goufen, hätt si elo keng Méiglechkeet, an enger Schoul e Poste mat fixe Schoulstonnen ze kréien.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi ass d'Prozedur, fir dës Lëscht 2 ze besetzen?

2. Wéi eng Virdeeler huet eng Persoun an dëser Prozedur, déi eng ofgeschlossen Ausbildung als Enseignante huet? Ass de Minister net der Meenung, datt ausgebilten Enseignante misste Virrang hunn?

3. Ass de Minister bereet, dës Prozedur unzepassen. Wa jo - wéi?

4. Wéi vill nei Poste sinn dëst Joer an der Grondschoul besat ginn? Wéi vill dovunner vu qualifizéierten Enseignanten? Wéi vill vu Quereinsteiger? Wéi eng Ausbildung haten dës Quereinsteiger?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Déi genau Prozedur vun den Affektatioune respektiv Reaffektatioune gëtt am Règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental definéiert.

Wéi an dësem Reglement virgesinn, huet dat brevetéiert Léierpersonal d'Méiglechkeet, Posten am Kader vun de Lëschten 1 an 1bis nach virun den neien Instituteur-stagiairen an de Chargé-de-coursen, Membere vun der Réserve de suppléants, ze wielen. Deemno gëtt dat brevetéiert Léierpersonal prioritär op vakant Posten affektéiert an et gëtt iwwert dëse Wee hirer Ausbildung, déi den Accès an d'Funktioun vum brevetéierten Enseignant erméiglecht huet, Rechnung gedroen.

D'Kapitel 2 vum uewe genannte Reglement definéiert och genee, wéi d'Prozedur vun der Lëscht 2 opgestallt ass.

Zousätzlech publizéiert de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) all Joer eng Lettre circulaire de printemps, an där d'Affektatiouns- an d'Reaffektatiounsprozeduren am Kader vun den eenzele Lëschte mat de jeeweilege Stéchdatumer am Detail erkläert ginn. Dës Circulaire gëtt un d'Gemengen diffuséiert a ka vum Léierpersonal souwéi och dem Grand public op den Internetsitte www.men.lu a www.enseignement-fondamental.lu consultéiert ginn.

No den Affektatioune respektiv de Reaffektatiounen am Kader vun de Lëschten 1 an 1bis ginn nach vakant Poste fir déi zukünfteg Instituteur-stagiairë selektionéiert an dës ginn entspriechend dem Klassement vun de concernéierte Kandidaten am Concours verdeelt. Deemno ginn och am Kontext vun der Lëscht 2 déi Kandidaten, déi een am Artikel 6 vum Personalgesetz virgesinnenen Diplom ofgeschloss hunn, prioritär op e Posten affektéiert. Bei dëse Posten handelt et sech prioritär ëm Titulaire-de-classe-Posten op enger Gemeng, fir esou een optimalen Oflaf vum Stage vun de concernéierten Agenten ze ënnerstëtzen.

Am Artikel 10 vum zitéierte Reglement ass d'Reiefolleg, an där d'Posten un d'Chargé-de-coursen, Membere vun der Réserve de suppléants, déi am Kader vun der Lëscht 2 verdeelt ginn, kloer definéiert an déi eenzel Elementer vum Klassement ginn de concernéierten Agenten transparent am Virfeld vun den Affektatioune vum zoustännege Service kommunizéiert. An dësem Kontext ginn explizitt déi Agente favoriséiert, déi d'Viraussetzungen erfëllen, fir sech dem Concours ze stellen, deen den Accès a Stage vum Instituteur-stagiaire reegelt.

Sollten no den Affektatiounen an de Reaffektatioune vum brevetéierte Léierpersonal an de Chargé-de-coursen, de Membere vun der Réserve de suppléants, nach Poste fräi sinn, da kënnen dës, wéi am Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental festgehalen, temporär mat Agente besat ginn, déi eng Attestation de remplacement hunn a bereet sinn, fir dat kommend Schouljoer mat engem CDD agestallt ze ginn. Vu datt dës Agenten temporär agestallt ginn a keen zäitlech onbegrenzt Aarbechtsverhältnis mam MENJE hunn, läit et op der Hand, datt se onofhängeg vun hirer Formatioun a Funktioun vun den disponibele Posten no den Agenten affektéiert ginn, déi vun enger Festastellung profitéieren.

ad 2. Wéi schonns preziséiert, ginn d'Stagiairesposte virun der Publikatioun vun der 2. Lëscht definéiert. An dësem Zesummenhang ginn Agenten, déi eng ofgeschlossen Enseignantsausbildung hunn, prioritär behandelt, virausgesat, datt si d'Konditiounen erfëllen, fir zum Stage zum Enseignant zougelooss ze ginn, dat heescht, si sech un déi festgeluecht Delaien halen, d'Preliminairesepreuvë gepackt a sech am Concours, deen den Accès an d'Funktioun vum Instituteur-stagiaire reegelt, ugemellt hunn an en rang utile klasséiert hunn.

Persounen, déi dës Konditiounen net erfëllen, wa si sech beispillsweis dem Concours net wëlle stellen, hiren Diplom eréischt méi spéit kréien oder d'Preliminairen net gepackt hunn, hunn ëmmer nach d'Méiglechkeet, mat engem Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) am Kader vum Rekrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vum den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, ze postuléieren. An dësem Kontext gëtt vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) fir déi concernéiert Agenten eng spezifesch Formatiounsoffer ugebueden, déi et hinne jee no Besoin erlaabt, hir sproochlech Kompetenzen ze verbesseren an/oder eng eventuell feelend Qualifikatioun nozehuelen, fir esou a sämtleche Cycle kënnen ze intervenéieren. Dës Agente gi mat engem onbefristen Aarbechtskontrakt als Member vun der Réserve de suppléants no deenen uewe genannte legalen Dispositiounen affektéiert an dës gesinn am Artikel 10 vir, datt déi Kandidaten, déi d'Sproochekonditiounen erfëllen, fir sech dem Concours kënnen ze stellen, prioritär affektéiert ginn.

No den Affektatioune vun de Membere vun der Réserve de suppléants bleiwe gewéinlech keng Poste méi op de Gemengen opstoen, esou datt virun allem Remplacementsposten op den Direktiounen ze besetze bleiwen. Fir déi nach oppe Posten op den Direktiounen ze besetzen, kënnen Agente mat enger Attestation de remplacement, wéi am ad 1. scho genannten Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, nach e CDD ugebuede kréien.

Vu déi vun der honorabeler Deputéierten ugeschwate Situatioun aus dem Lieserbréif, schéngt et wichteg, follgend Aspekter ervirzehiewen, fir d'Situatioun ze beschreiwen:

- Déi concernéiert Persoun huet, wéi se selwer schreift, aus perséinleche Motiver dofir optéiert, sech net dem Concours ze stellen, deen den Accès an d'Funktioun vum Instituteur-stagiaire reegelt;

- Des Weideren huet dës Persoun keng Kandidatur am Kader vum Rekrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, eragereecht, fir iwwert dëse Wee vun enger Festastellung an enger Prioriséierung bei der Affektatioun ze profitéieren;

- Déi vun der concernéierter Persoun am Kader vun der Lëscht 2 kommunizéiert Choixe fir eng Affektatioun op Deelzäitposten an diverse Gemenge goufen de legalen Dispositiounen entspriechend Chargé-de-coursen, Memberen aus der Réserve de suppléants, zougedeelt;

- Déi concernéiert Agentin gouf doropshi vum zoustännege Service kontaktéiert an hir gouf als Alternativ e Remplacementsposten op enger Direktioun ugebueden. An dësem Zesummenhang ass si och au courant gesat ginn, datt Agente mat hirem Background an dësem Fall prioritär an enger Schoul agesat ginn, fir Laangzäitcongéen ze iwwerhuele wéi beispillsweis e Congé de maternité mat engem uschléissende Congé parental, wat vun der Tâche hier no un e Klasseposten op enger Gemeng erukënnt. Déi concernéiert Persoun huet sech bedauerlecherweis dofir entscheet, dëse Posten net unzehuelen.

ad 3. Déi aktuell Prozedur gesäit eng Verdeelung no klore Critèrë vir an d'Poste ginn an dëser Reiefolleg verdeelt:

- Lëscht 1/1bis: Ausschliisslech brevetéiert Léierpersonal ka fir déi publizéiert Poste postuléieren;
- Lëscht 2:
• Prioritär ginn entspriechend dem Klassement Posten un déi Instituteur-stagiairë verdeelt, déi sech am Concours vum concernéierte Joer en rang utile klasséiert hunn;
• An enger zweeter Phas ginn nach vakant Posten un d'Memberen aus der Réserve de suppléants verdeelt an dëst am Respekt vum Klassement, dat entspriechend de Critèren erstallt gëtt, déi am Artike 10 vum Règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental festgehale sinn. An dësem Kontext gëtt der Formatioun vun den Agente Rechnung gedroe souwéi och den Déngschtjoren, déi an de Lëtzebuerger ëffentleche Grondschoule prestéiert goufen.

• An enger leschter Phas ginn eventuell nach vakant Posten Agente mat enger Attestation de remplacement attribuéiert.

Vu déi transparent Critèren, déi esouwuel dem Statut vun den Agenten, hirer Formatioun an de prestéierten Déngschtjore Rechnung droen, erweist sech eng Ofännerung vun de legalen Dispositiounen zum aktuellen Zäitpunkt als net opportun.

ad 4. Fir d'Rentrée 2021/2022 goufen insgesamt 550 Posten an de Lëtzebuerger Grondschoule besat, déi sech op dës Manéier verdeelen:

- 120 Enseignantë mat engem BScE, déi sech dem Concours gestallt hunn a vun der nächster Rentrée un an de Cyclen 2-4 intervenéieren;
- 30 Agente mat engem BScE, déi sech dem Concours net gestallt hunn;
- 150 nei Agente mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental steet;
- 251 Remplaçantë mat engem CDD.

D'Agente mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, déi fir déi nächst Rentrée rekrutéiert goufen, hu follgend Ausbildung:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4807 (06.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**étude sur le « Long Covid » :**

De Luxembourg Institute of Health (LIH) huet am Kader vun der Covidpandemie eng éischt Studie zum sougenannte „Long-Covid" ugefaangen. Hei solle Patienten, déi nach ëmmer ënnert de Follge vun hirer Infektioun leiden, hëllefen, dës Krankheet besser ze verstoen.

Fir dës an enger éischter Phas op sechs Méint ugesaten Etüd brauch den LIH natierlech Probanden, déi an der Vergaangenheet positiv op de Sars-CoV-2-Virus getest goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Hunn déi Persounen, déi an der Etüd matmaachen, sech beim LIH misse mellen oder sinn dës Persoune kontaktéiert ginn?

2. Falls d'Persoune kontaktéiert goufen, kann d'Ministesch de genauen Oflaf, vum éischte Kontakt bis zur Participatioun, erklären? Ass d'Ministesch der Meenung, dass esou ee Consentement éclairé garantéiert ass?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Virop gëllt et ze preziséieren, datt et zurzäit e Pilotprojet gëtt, dee fir eng Dauer vu sechs Méint ugesat ass, an deem de CHL, de Rehazenter, den Domaine thermal vu Mondorf an de CHNP mat involvéiert sinn a wou et dorëms geet, de Patienten, déi ënnert dem sougenannte „Long-Covid" leiden, eng Prise en charge pluridisciplinaire unzebidden. Déi Leit, déi effektiv ënnert de Follge vum Covid leiden, kënne sech bei hirem Hausdokter mellen, deen appreciéiert, ob eng Iwwerschreiwung an de CHL, Rehazenter oder Domaine thermal vu Mondorf ubruecht ass, fir datt de Patient um Projet pilote deelhuele kann.

Parallell dozou huet de Regierungsrot den 20. August 2021 och säin Accord zu der sougenannter CoVaLux-Studie ginn, déi complementaire zum Pilotprojet Long-Covid ass an op eng Dauer vun dräi Joer ugesat ass. Dës Etüd soll engersäits eng empiresch Datebank opstelle vun der Symptomatologie vum Long-Covid, fir eng méi cibléiert an individualiséiert Prise en charge vun de Patienten ze assuréieren, si soll awer och d'Donnéeën iwwert d'Efficacité vaccinale ervirhiewen. An dëser Etüd sinn de LIH, de LIST, de LISER, de LNS, de CHL an de CHNP mat agebonnen. D'CoVaLux-Etüd ass awer zu dësem Zäitpunkt nach net entaméiert ginn, well den Avis vum Comité d'éthique et de recherche nach net virläit, soudatt bis elo och nach keng Daten ervirgehuewen a partagéiert gi sinn. D'Diskussioune sinn amgaangen, fir d'Parameteren ze definéieren, deenen am Kader vun dëser Studie Rechnung gedroe muss ginn, an dee Consentement éclairé ass och amgaange verfaasst ze ginn.

Question 4808 (06.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **phénomènes aérospatiaux non identifiés :**

Am Juni 2021 ass e Bericht verëffentlecht ginn, an deem d'amerikanesch Geheimdéngschter iwwer Siichtunge vun „unidentified aerial phenomena" tëscht de Joren 2004 an 2021 berichten. Fir iwwer honnert Himmelsphenomeener aus dëser Zäitspan konnt keng definitiv Erklärung fonnt ginn. Et kéint sech ëm futtis Wierderballonen, Dronen, Villercher oder och einfach opgewierbelten Offall handelen, mee och natierlech atmosphäresch Phenomeener kéinten als Erklärung a Fro kommen. Technologesch an/oder militäresch Neientwécklungen (och aus dem Ausland) kéinten och e Grond fir déi net identifizéiert Siichtunge vu „Phenomeener" sinn a schlussendlech kéinten dës Phenomeener dem Pentagon no als fënneftméiglechst Originn och eng „non-governmental entity" (= Net-Regierungs-Entitéit) sinn.

De Fait, dass trotz moderne Radar- a Satellittesystemer ëmmer nach Objeten um Himmel net identifizéiert kënne ginn, ass och e Problem mat sécherheetspolitescher Envergure.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Verdeedegung, Mobilitéit a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Huet d'Lëtzebuerger Regierung den amerikanesche Bericht gelies? (https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/assessments/Prelimary-Assessment-UAP-20210625.pdf) Wat fir Konklusiounen zéien d'Ministeren aus dësem Text?

2. Ginn och zu Lëtzebuerg „unidentified aerial phenomena" observéiert, voire registréiert?
Falls jo, a wéi engem Zäitraum?
Wéi vill goufen der säit den Opzeechnunge pro Joer gezielt?
Wat fir e(ng) Ministèr(en) sinn zoustänneg fir d'Opzeechnungen a gëtt et eng offiziell Ulafstell, fir esou Phenomeener ze notéieren an ze analyséieren - esou wéi a Frankräich z. B. de „Groupe d'études et d'information sur les phénomènes aérospatiaux non identifiés" (www.cnes-geipan.fr)?

3. Huet oder wäert de Risiko vu Kollisiounen am Fluchverkéier wéinst „unidentified aerial phenomena" en Afloss op d'Reglementatioune fir de lëtzebuergesche Fluchverkéier hunn?

4. Huet de Rapport en Afloss op d'Reegele fir Weltraumaktivitéiten an/oder op d'Uschafung vun Equipementer fir Weltraumaktivitéiten, an déi Lëtzebuerg z. B. iwwer Satellitteprojeten involvéiert ass?

5. Wéi bezeechent d'Regierung „unidentified aerial phenomena" op Lëtzebuergesch, wëssend, dass den däitsche Begréff vum „unbekannten Flugobjekt" méi restriktiv ass an esou z. B. Wiederphenomeener net mataschléisst?

Réponse commune (22.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Autoritéite vun der Loftfaart hu bis dato keng Kenntnis gehat vun deem amerikanesche Bericht iwwer „unidentified aerial phenomena".

Hinnen ass och net bekannt, datt sou „Phenomeener" hei zu Lëtzebuerg observéiert, voire registréiert goufen.

Fir d'Kontroll vum Fluchverkéier bezitt d'Administration de la navigation aérienne sech ausschliisslech op den „known traffic". En eventuelle Risiko vu Kollisiounen am Fluchverkéier wéinst „unidentified aerial phenomena" hat bis ewell keen Afloss op d'Reglementatioune fir de lëtzebuergesche Fluchverkéier.

D'Beobachtung an d'Aschätzung vun esou Phenomeener fält och net ënnert d'Attributioune vun der Luxembourg Space Agency (LSA), déi éischter am Beräich vun der wirtschaftlecher Entwécklung vum Secteur vum New Space am Generelle leien.

Question 4810 (06.08.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **contournement de Dippach :**

Et ass mer zu Ouere komm, dass de Staat aktuell no Terraine géif sichen, fir d'Kompensatiounsmesuren, déi am Kader vum Käerjenger Contournement ufalen, ëmzesetzen, ënner anerem och am Raum Dippech.

Vu dass schonn zënter Joren e Contournement vun Dippech Richtung Stad virgesinn ass an d'Aarbechten dorun och laut Koalitiounsaccord nach virun 2030 sollen ufänken, kéinten nei Mesuren am Beräich vum Naturschutz riskéieren, dëse Projet weider no hannen ze geheien.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass am Raum Dippech Kompensatiounsmesurë fir de Käerjenger Contournement sollen duerchgefouert ginn?

2. Wa jo, kann den Här Minister garantéieren, dass dës Kompensatiounsmesuren net um Gebitt vun engem méiglechen Tracé vum Dippecher Contournement duerchgefouert ginn an als Konsequenz dovun dësen Tracé net méi a Fro kéint kommen?

3. Wéi wäit sinn d'Aarbechten um Projet vum Dippecher Contournement? Bis wéini kéint en Avant-projet de loi virgestallt ginn?

4. Kann den Här Minister weider Detailer zu de proposéierte Variante ginn?

5. Gëtt fir dëse Contournement och generell drop opgepasst, dass keng nei Naturschutzzonen am Beräich vun engem méiglechen Tracé geschaf ginn?

Réponse commune (23.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Am Kader vun den Ëmweltetüde fir de Contournement Käerjeng si méiglech Kompensa-

tiounsmesuren ausgeschafft ginn. E groussen Deel vun dëse Mesurë befanne sech um Gebitt vun der Gemeng Käerjeng, mee et sinn och Mesuren um Gebitt vun den Nopeschgemenge virgesinn, deemno och um Territoire vun der Gemeng Dippech.

ad 2. Et si verschidde Mesurë laanscht de Korridor vun der südlecher Variant vum Dippecher Contournement virgesinn. Si wäerten awer keen direkten negativen Impakt op de Contournement hunn.

ad 3. En Avant-projet de loi kann eréischt op Basis vun engem Avant-projet détaillé (APD) erstallt ginn. Fir esou en APD ze erstellen, muss fir d'éischt en definitive Verlaf festgehale gi sinn, deemno ass et net méiglech am Moment en Datum ze nennen, wou en Avant-projet de loi kéint presentéiert ginn.

ad 4. Well d'Etüden nach undaueren, ass et zum jëtzegen Zäitpunkt nach net méiglech, fir weider Detailer zu den eenzele Varianten ze ginn.

ad 5. Et sief drun erënnert, datt de „Contournement Dippach" bis ewell ee Projet ass, fir deen nach keen definitiven Tracé zeréckbehale ginn ass, deen och nach net evaluéiert ginn ass a fir deen et also keng Autorisatioun oder Bauentscheed gëtt.

Am Plan sectoriel „Transports" (PST) sinn zwou méiglech graff Varianten duergestallt, mee ouni datt dës Duerstellung enger Servitude entsprieche géif. Et stellt een och liicht fest, datt béid Varianten a Konflikt sti mam bestoenden europäeschen Natura-2000-Reseau.

Ausserdeem huet d'Regierung d'Ausweisung vum nationalen Naturschutzgebitt „Bitschenheck" decidéiert. Déi am PST duergestallt Südvariant géif dëst Gebitt duerchschneiden an negativ impaktéieren.

De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte wëll och nach emol drun erënneren, dass zu de Variantestudie bei engem Contournement och déi sougenannten 0-Variant zielt. Dës soll astudéieren, ob een déi ugepeilte Verkéiersreduktioun duerch d'Uertschaft kann duerch aner Mesurë wéi z. B. den Ausbau vum ëffentlechen Transport erreechen. Dat heescht, dass gekuckt gëtt, wéi eng Auswierkungen den neie multimodale Verkéierskorridor tëschent Lëtzebuerg an Esch/Uelzecht, wou z. B. Leideleng an Dippech ugeschloss ginn, op de Verkéier wäert hunn.

Question 4812 (09.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination contre l'hépatite :**

Am Kader vun der rezenter Campagne vun der Regierung, fir sech géint Hepatitis impfen ze loossen (Welt-Hepatitis-Dag, den 28. Juli), gouf eis de Fall zougedroe vun enger eelerer Persoun, déi vum CGDIS-Médico Blutt ofgezaapt krut, fir hiren Hepatitis-Schutz ze iwwerpréiwen. De Mann krut dunn e Bréif, an deem him matgedeelt gouf, datt seng Wäerter ze niddreg wieren an datt hien eng nei Impfung misst maachen, ee Service, dee si him am Médico och ugebueden hunn. Op seng Nofro hi krut de Mann gesot, datt hien déi Impfung och bei sengem Hausdokter maache kéint, wat de Mann dunn och gemaach huet. D'Sprëtz an der Apdikt huet hie 26 Euro kascht. Hien huet du beim CGDIS nogefrot, fir déi 26 Euro, déi am Géigesaz zu der Visitt beim Dokter net vun der CNS iwwerholl goufen, rembourséiert ze kréien, wat awer laut Ausso vum CGDIS-Médico net méiglech an och net virgesi wier.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un d'Madamm Banneministesch:

1. Kann d'Regierung preziséieren, firwat eng Hepatitis-Impfung, déi vum CGDIS gratis ugebuede gëtt, net rembourséiert gëtt, wa se vum Hausdokter duerchgefouert gëtt?

2. Firwat gëtt d'Impfung géint Hepatitis net generell vun der CNS rembourséiert, onofhängeg dovun, ob se an enger Apdikt oder an enger Klinick duerchgefouert gouf?
Steet dat net am Widdersproch zur Impfcampagne vun der Regierung am Kader vum Welt-Hepatitis-Dag?

3. A wéi enge medezinneschen Ariichtunge vum Land ass et zurzäit méiglech, sech géint Hepatitis impfen ze loossen?

4. De Fall gesat, et ass net méiglech, sech an alle Klinicke vum Land géint dës Krankheet ze impfen? Ass d'Regierung net der Meenung, datt dëst eng Diskriminéierung géint d'Awunner vun der betreffender Regioun ass?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

De CGDIS bitt all de Pompjeeën, ob fräiwëlleg oder haaptamtlech, un, sech am Service Santé au travail des pompiers gratis géint d'Hepatite B, souwéi och géint verschidden aner Krankheeten, impfen ze loossen. All Agent-in huet de fräie Choix, fir vun dëse gratis Servicer vum CGDIS Gebrauch ze maachen oder op eng aner Alternativ zréckzegräifen, fir déi se dann awer selwer mussen opkommen.

D'Gesondheetskeess kann d'Impfung vun der Hepatite net generell rembourséieren. Den Artikel 106, Alinea 2, vun de Statute vun der Gesondheetskeess gesäit nämlech Follgendes vir:

« Les vaccins figurant sur la liste positive ne sont pris en charge que si cette prise en charge est prévue par une convention conclue entre l'État et la Caisse nationale de santé conformément à l'article 17, alinéa 3, du Code de la sécurité sociale. »

Déi fréier Konventioun vum 9. Juli 1996 tëschent dem Staat an der CNS, déi en Impfprogramm virgesinn huet fir d'Hepatite B, gouf duerch en Avenant vum 24. Juli 2008 denoncéiert. D'Gesondheetskeess kann déi Impfung also net en charge huelen, well keng Konventioun méi besteet.

Et ass awer normalerweis esou, datt d'Gesondheetsdirektioun den Dokteren déi Impfunge gratis zur Verfügung stellt fir Leit, déi ee spezielle Risk opweisen. Den Assuré muss da just eng Consultatioun beim Dokter bezuelen, wann e seng Impfung kritt. Dës Consultatioun gëtt dann, wéi üblech, vun der Gesondheetskeess rembourséiert.

Zu Lëtzebuerg kann all Dokter eng Persoun géint d'Hepatite B impfen, onofhängeg dovun, ob den Akt an enger Dokteschpraxis oder engem Spidol stattfënnt.

Question 4814 (09.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rôle de la Chine en tant que fournisseur d'infrastructure critique :**

Déi baussepolitesch Bezéiungen zu der Volleksrepublik China ginn international ëmmer méi kontrovers diskutéiert, dat och an der EU, wéi beispillsweis déi rezent Entwécklungen ëm eng de facto diplomatesch Vertriedung vun Taiwan a Litaue weisen. Dës Diskussioune stellen a viller Hisiicht eng logesch Konsequenz vum Opstig vun der Volleksrepublik zu enger ekonomescher a militärescher Weltmuecht, wéi mir et soss aktuell just vun eisem NATO-Partner, de Vereenegte Staaten, kennen, duer. Schliisslech dréckt sech den neie Pouvoir vun der Volleksrepublik zum engen och an der Deelkontroll iwwer ëmmer méi Liwwerketten duerch Betribsverlagerung aus. Zum aneren an der Participatioun un ëmmer méi Schlësselinfrastrukture vun an an anere Staaten, dat ënner anerem och am Kader vun der sougenannter „neier Seidestrooss". Sou ass beispillsweis aus der urspréinglech reng kommerzieller Bedeelegung um Hafe vun Athen och eng militäresch Bedeitung ervirgaangen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. A menger Fro Nummer 2897, déi ech zesumme mam honorabelen Deputéierte Roy Reding gestallt hat, hat ech d'Regierung am Zesummenhang mat eisen ënnerschiddlechen ekonomesche Kooperatioune mat der Volleksrepublik ënner anerem och gefrot, wéi wäit ëffentlech Entreprisen am Besëtz vun der Volleksrepublik zu Lëtzebuerg u Schlësselinfrastrukturen oder Betriber aus dem Beräich Transport, Energie an Telekommunikatioun bedeelegt sinn. Leider ass d'Regierung op dee Punkt net agaangen, firwat ech meng Fro heimat nach eng Kéier widderhuelen.

2. Kann d'Regierung elaboréieren, a wéi enge Beräicher d'Ekonomie vu Lëtzebuerg mëttlerweil zwéngend op Zouliwwerer aus der Volleksrepublik ugewisen ass, well keng Ubidder méi aus anere Länner zur Verfügung stinn oder well déi déi néideg Quantitéiten net eleng kënne liwweren?

3. Kann d'Regierung, ënnert dem Respekt vun där sécherheetspolitesch gebuedener Diskretioun elaboréieren, ob, a wa jo a wéi engem Mooss, Lëtzebuerg bei der Beschafung vu militäreschem Ekipement, inklusiv den Ersatzdeeler an de Batterien, op Zouliwwerer aus China ugewisen ass?

4. 2019 gouf de Beetebuerger Logistikzentrum déi éischte Kéier direkt vun engem Gidderzuch aus der Volleksrepublik ugefuer. Ass dës Verbindung nach aktiv? Wa jo, kann d'Regierung elaboréieren, wéi een ekonomeschen Notzen eist Land bis elo aus dëser Eisebunnsverbindung gezunn huet a wéi d'Kompetitivitéit vun dëser Verbindung sech vis-à-vis vun den Transportlinne Lëtzebuerg–Volleksrepublik China vun der Cargolux presentéiert? Huet déi Zuchverbindung wärend der Covidkris iergendeng logistesch Bedeitung gehat? Wéi eng Bedeitung huet de Logistikzentrum Beetebuerg nach am Hibléck op China, besonnesch an der Konkurrenz zu anere Stied, wéi zum Beispill Léck?

Réponse commune (14.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. D'Regierung ass generell iwwer grouss Investissementer aus Drëttlänner informéiert. Zum Beispill suivéiert de Wirtschaftsministère am Kader vun der wirtschaftlecher Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland och auslännesch Investitiounen. De Lëtzebuerger Staat huet doriwwer eraus, wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 2879 erklärt, Participatiounen an Entreprisen, déi e systemesche Wäert fir d'Land hunn, zum Beispill an de Beräicher vun der Aviatioun, der Telekommunikatioun oder der Energie, an ass esou iwwert méiglech Investitiounen aus dem Aus- an Inland bei esou Betriber informéiert.

Fir auslännesch Investitiounen a Betriber mat kriteschen Aktivitéiten, déi en Impakt op eis Sécherheet an ëffentlech Uerdnung kéinten hunn, huet d'Regierung e Gesetzprojet zum Theema „Investment Screening" op den Instanzewee bruecht. Dëse Projet, deen op engem Reglement vun der Europäescher Kommissioun baséiert, ass drop ausgeluecht, Risiken, déi un esou Direktinvestitioune gebonne sinn, ze identifizéieren an deementspriechend ze minimiséieren.

ad 2. Et ass schwiereg ze moossen, wéi héich déi verschidde Beräicher vun der Wirtschaft eventuell op Zouliwwerer aus bestëmmte Regiounen ugewise sinn. Et misst een dofir esouwuel déi direkt wéi och déi indirekt Ofhängegkeet vun all de Betriber vu bestëmmten Zouliwwerer kennen; esou Donnéeë vun de Betriber zu der Organisatioun vun hirer Liwwerketten an hirem Choix vun Zouliwwerer sinn dacks sensibel a strateegesch a ginn dofir vun hinne confidentiel behandelt.

De Wirtschaftsministère ass sech awer der strateegescher Wichtegkeet vun nohaltegen a resiliente Liwwerkette bewosst. An der Feuille de route „Ons Wirtschaft vu muer" si méi resilient Wäertschöpfungsketten dofir och e Kärtheema. Doriwwer eraus ass Enn 2020 eng universitär Chaire am Digital procurement geschaf ginn, fir eist Land international als Expertiszentrum am Supply Chain Management ze positionéieren.

ad 3. Fir Waffesystemer oder grouss Ekipementer huet d'Lëtzebuerger Arméi net déi néideg Ressourcen, fir eppes „à la carte" hierstellen ze loossen. Am Géigendeel: D'Arméi freet an hire Cahiers des charges, dass dat geliwwert Material scho bei alliéierten Arméien am Asaz ass. Op déi Manéier gëtt verhënnert, dass mat Prototyppe muss geschafft ginn, fir déi et keng praktesch Erfarungswäerter gëtt, an een d'Gefor leeft, d'Ekipementer net oder just duerch demesuréiert Ustrengungen operéieren ze kënnen.

D'Arméie vun eisen Nopeschlänner hu Rüstungsagenturen, déi d'Hierkonft an d'Qualitéit vun de geliwwerten Ekipementer iwwerpréiwen (Däitschland: BAAINBw - Bundesamt für Ausrüstung, Informationstechnik und Nutzung der Bundeswehr - mat 6.800 Mataarbechter; Frankräich: DGA - Direction de l'Armement - mat 9.700 Mataarbechter).

Bei Acquisitiounen, déi d'Arméi iwwert d'NSPA (NATO Support and Procurement Agency) ofwéckelt, benotzt d'NSPA hir eege Richtlinnen, déi virschreiwen, dass d'Ekipementer aus engem NATO-Memberstaat komme mussen. Dës Weidere verbidden dës Richtlinne vun der NSPA, dass de Fournisseur op Sous-traitanten aus China zréckgräift.

ad 4. Eng Fluchverbindung kann een net mat enger Eisebunnsverbindung iwwer sou eng Distanz vergläichen. Et handelt sech ëm ënnerschiddlech Marchéen, souwuel hisiichtlech den transportéierte Gidder wéi och hisiichtlech der Quantitéit, a béid Verkéiersträger kënnen als komplementar a net als konkurréierend ugesi ginn.

No der offizieller Visitt zu Chengdu am Oktober 2019, wou déi lëtzebuergesch Delegatioun der Offaart vum Testzuch tëschent Chengdu a Beetebuerg an dem erfollegräichen Oflaf vum Test bäigewunnt hat, huet CFL Multimodal de chineesesche Partner CDIRS/CIPI eng Rei vu kommerziellen Offere virgeluecht, fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, Eisebunnstransporter tëschent Chengdu a West- a Südeuropa iwwert dat lëtzebuergescht Dréikräiz Beetebuerg/Diddeleng unzebidden.

Obwuel d'Aktivitéiten op der Verbindung Lëtzebuerg–China aktuell net exploitéiert ginn, gouf parallell dozou säitens CFL Multimodal un der Ariichtung vun enger reegelméisseger intermodaler Verbindung tëschent Beetebuerg a Poznań geschafft, fir eng Alternativ zu engem direkten Zuch Chengdu–Beetebuerg unzebidden. De Site Poznań (Terminal vun der Societéit CLIP) empfänkt schonn Zich aus Chengdu iwwert déi europäesch Grenz zu Małaszewicze. Zënter dësem Summer huet dësen Zuch säi Betrib opgeholl.

Schlussendlech huet CFL Multimodal elo och d'Méiglechkeet, intermodal Verbindungen iwwert de Rostocker Hafen als Fortsetzung vun de maritimme Verbindunge vu Kaliningrad a St. Petersburg unzebidden, déi och vun euraseschen Operateuren alternativ zum relativ iwwerlaaschte Landgrenzpunkt Małaszewicze (Polen/Wäissrussland) genotzt ginn.

Zil vun CFL Multimodal ass et, am September 2021 mat dëser neier Offer op all hir chineesesch an eurasesch Partner zeréckzekommen, fir Chengdu, an eventuell aner chineesesch Stied, iwwer Poznań/Rostock a Beetebuerg mat Destinatioune wéi Lyon, Le Boulou (a Spuenien), Antwerpen a Zeebrugge deeglech ze verbannen.

Question 4820 (10.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **protection des requins :**

An engem rezenten Dokumentarfilm mam Numm „Seapiracy", deen aktuell op enger bekannter Streamingplattform ze gesinn ass, gëtt iwwert déi massiv negativ Konsequenze vun der Fëschereisindustrie opgekläert. Am Documentaire gëtt och eng Praktik opgedeckt, déi ëmgangssproochlech „finning" genannt gëtt, a bei där Haie geziilt gefëscht gi mam Zil, hinnen d'Flossen ofzeschneiden. Dës Flosse gi virun allem um asiatesche Maart (mee net nëmmen) verkaf. Duerch d'Wechfale vun Haien un der Spëtzt vun der Ernierungskette gëtt de globalen Ökosystem aus sengem natierleche Gläichgewiicht bruecht, wat gravéierend Follgen op d'Ëmwelt an d'Biodiversitéit op eisem Planéit huet.

Den Handel vun Haiflosse souwéi aneren Haiproduite gëtt bei Wäitem net genuch duerch d'Washingtoner Aarteschutzofkommes (CITES) ënnerbonnen. Den EU-Reglementer Nr. 1185/2003 an Nr. 605/2013 no ass et verbueden, d'Haiflossen um Schëff erofzeschneiden. Mee dës Reegel gëtt oft ëmgaangen, andeems d'Haien an den nächstgeleeënen Hafen transportéiert ginn, oder - an dat weist den Documentaire ganz gutt - einfach ignoréiert, well vu staatlecher Säit seele bis ni Kontrolle gemaach ginn, wéi och d'Biergerinitiativ Nr. ECI(2020)000001 „Stop Finning - Stop the Trade (Abtrennen von Flossen und Handel damit stoppen)" ervirhieft.

An Europa an och konkreet zu Lëtzebuerg ginn nach ëmmer Haiflosse gehandelt, woubäi et bal onméiglech ass erauszefannen, wou dës hierkommen. Laut der Organisatioun Sea Shepherd goufen eleng an Däitschland am Joer 2014 ronn 296 Tonnen Haiproduiten aus Namibia, Vietnam an Indonesien importéiert. D'Produite ginn deelweis ënnert dem Numm „Seeaal", „Forellenstör" oder „Dornfisch" verkaaft, wouduerch et fir de Konsument net ersiichtlech ass, dass et sech heibäi ëm Haifësch handelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Haiproduite sinn zënter 2013 zu Lëtzebuerg importéiert ginn, opgelëscht pro Joer? Aus wéi engen Hierkonftslänner?

2. An der CITES-Konventioun befanne sech aktuell nëmmen zéng vun iwwer 500 Haiaarten an dat och nëmmen an der Annex II, déi den Handel net komplett ënnerbënnt, mee nëmme reglementéiert. Wéi kontrolléiert Lëtzebuerg, dass keng vun deenen zéng Aarte gefëscht a gehandelt gëtt?

3. An den USA souwéi a Groussbritannie gouf rezent annoncéiert, dass een den Handel mat Haiflosse ganz wëll ënnerbannen. Wäert d'Regierung sech och dofir asetzen, fir den Handel vun Haiflossen hei am Land ze ënnerbannen? Falls jo, wéi eng Schrëtt wëll si aleeden? Falls nee, wisou?

4. Duerch wéi eng international Kooperatioune setzt sech Lëtzebuerg fir den Erhalt vum maritimme Liewen an? Wéi vill Sue ginn alljoers an den Erhalt vum maritimme Liewen investéiert?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Op direktem Wee, d. h. Import aus Drëttlänner op Lëtzebuerg, goufen zanter 2013 keng Haiflossen op Lëtzebuerg importéiert.

D'Produkter déiereschen Ursprongs ënnerleien de sanitäre Kontrollen op der Plaz, wou se an d'Europäesch Union erakommen, an do kënnt fir Lëtzebuerg just de Cargozenter a Fro, wou Kontrolle vun der Veterinärsinspektioun stattfannen.

ad 2. D'Kontrolle vum Anhale vun der CITES-Konventioun beim Import ginn duerch d'Douanesverwaltung ausgeféiert.

ad 3. Wéi bei anere Punkten, wou et ëm d'Verbesserung vum Déiereschutz geet, wäert och an dësem d'Lëtzebuerger Regierung all Initiativen ënnerstëtzen, déi zum Déierewuel bäidroe kënnen.

Allerdéngs misst dës Initiativ vum Europäeschen Niveau ausgoen, well et bréngt näischt, wa vereenzelt Länner hei aktiv ginn, mee en europäesche Verbuet vun dësem Handel mat Haiflosse wier ee positiivt Zeechen am Interêt vum Déiereschutz.

ad 4. Lëtzebuerg setzt sech säit Joren an der CITES-Konventioun aktiv dofir an, den Handel mat den Haiaarten ze limitéiere respektiv ze verbidden.

An der „International Whaling Commission" ass Lëtzebuerg ee fervente Verfechter vum Moratoire op d'Fësche vu Walen. Lëtzebuerg iwwerleet och, fir dem „Traité de l'Antarctique" bäizetriede mat dem Zil, Member ze gi bei der „Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCMLAR)".

Aktuell ënnerstëtzt Lëtzebuerg zwee Projeten, déi direkt oder indirekt zum Erhalt vum maritimme Liewe bäidroen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt „Blue natural capital financing facility" vun der IUCN (Union internationale pour la conservation de la nature) mat dräi Milliounen Euro, Suen, déi d'Opbaue vun nohaltege Projeten am marinne Beräich zum Zil huet.

Lëtzebuerg finanzéiert mat 10.000 Euro ee Projet vun der ONG Global Fishing Watch, dee sech asetzt, fir illegal Fëscherei an internationale Gewässer besser ze iwwerwaachen an domat och illegal Fëscherei vun Haien ze verhënneren.

Schlussendlech setzt sech Lëtzebuerg als Member vun der High Ambition Coalition for Nature and People dofir an, 30 % vun alle Mierer als Schutzgebitt auszeweise bis 2030, wat een dramatesch positiven Impakt op d'marinn Biodiversitéit hätt.

Question 4821 (10.08.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**imposition des monnaies virtuelles :**

Säit dem 2. Januar 2013 gëtt et am Réidener Kanton de Beki, eng regional Wärung, mat där een a ronn 100 Geschäfter am Kanton akafe kann. De Beki sollt 2021 och an digitaler Form zougänglech gemaach ginn. Et kann een 100 € fir 103 Beki antauschen. 2018 huet d'Steierverwaltung d'Circulaire 14/5-99/3-99bis3 publizéiert, an där d'Besteierung vum Revenu aus Kryptowärunge festgehale gëtt. Kryptowärunge ginn als „biens incorporels" betruecht an deementspriechend besteiert.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Gëtt de Revenu aus Beki besteiert?
- Falls jo, gëtt de Revenu aus Beki d'selwecht besteiert wéi de Revenu aus Kryptowärung?
- Falls nee, firwat net?

2. Wéi vill Persoune goufen d'lescht Joer opgrond vu Revenu aus Kryptowärung besteiert?
Wéi vill Persoune goufen d'lescht Joer opgrond vu Revenu aus Beki besteiert?

3. Am Fall vum Beki hunn d'Betriber aus der Regioun decidéiert, beim Projet Beki matzemaachen. Kéint nom selwechte Modell och eng Kryptowärung fir den Akaf vu Wuere genotzt ginn, wann d'Betriber dëst wënschen?

Réponse (14.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wat déi éischt Fro vun den honorabelen Deputéierten ugeet, ass ze ënnersträichen, datt nom ofgeännerten Akommessteiergesetz vum 4. Dezember 1967 (L.I.R.) e Revenu just besteierbar ass, wann en ënnert eng vun de Revenuskategorië vum Artikel 10 L.I.R. fält. E Revenu, deen duerch Beki generéiert gëtt, gëtt besteiert entweeder ënnert de Kategorie vum „bénéfice commercial" (Artikel 14 L.I.R.) am Fall vun engem Betribsverméigen oder an der Kategorie vun de „revenus nets divers" (Artikel 99 L.I.R.) am Fall vum Privatverméigen.

Wa Bekien an d'Betribsverméige vun engem Gewerbebetrib oder vun enger Kierperschaft integréiert ginn, da gëtt de Benefice oder d'Perte, deen duerch Bekie generéiert gëtt, am Kader vun der Revenuskategorie „bénéfice commercial" besteiert. An dësem Fall applizéiere sech déi allgemenggülteg Reegelen, déi d'Bestëmme vum „bénéfice commercial" betreffen.

Den Artikel 99 L.I.R. viséiert den éischter theoreetesche Fall, wou de Beki, dee sech am Privatverméige vun engem Steierflichtege befanne géif, vum Steierflichtegen zu engem méi héije Präis verkaf géif gi wéi de Präis, wou e fir den Akaf bezuelt hätt a wann tëscht Kaf a Verkaf sechs Méint oder manner leien. Wann d'Zomm vun deenen nom Artikel 99 L.I.R. steierbare Revenuen negativ ass, dann ass eng Kompensatioun mat anere Revenuskategorien ausserdeem ausgeschloss. Wann d'Zomm positiv ass, an awer ënnert 500 Euro leie géif, da wier de Revenu steierfräi.

Fir d'Zwecker vun der Akommessteier gëtt de Revenu aus Kryptowärung an deene selwechte Revenuskategorien erfaasst wéi de Beki.

Wat d'Festsetzung vum Eenheetswäert vum Betribsverméigen a vun der Verméigenssteier vun enger Kierperschaft ugeet, gëtt de Beki, esou wéi d'Kryptowärung, nom ofgeännerte Bewäertungsgesetz vum 16. Oktober 1934 bewäert.

Wat déi zweet Fro vun den honorabelen Deputéierte betrëfft, ass drop hinzeweisen, datt de Revenu, deen duerch Beki oder duerch Kryptowärung generéiert gëtt, net separat erfaasst gëtt. Well dës Revenuen net ënnert eng separat Revenuskategorie falen, mee entweeder en Deel vun der Revenuskategorie vum „bénéfice commercial" oder vun de „revenus nets divers" duerstellen, kënne se statistesch net isoléiert a chiffréiert ginn. D'steierlech Revenuskategorië stellen en Nettosolde vun alle besteierbare Revenuen duer, déi ënnert dës Kategorie falen, an ënnerscheeden net tëscht deene verschiddene „faits générateurs", déi zu engem besteierbare Revenu féieren.

Wat déi drëtt Fro vun den honorabelen Deputéierten ugeet, wann e Betrib fir seng Wueren oder seng Servicer eng aner Konterpartie akzeptéiert wéi eng Wärung, fir déi d'europäesch Zentralbank ee Wiesselcours fir den Euro festsetzt a publizéiert, da muss dës Konterpartie fir d'Zwecker vun der Comptabilitéit souwéi steierlech vum Commerçant no de gesetzlech festgeluechte Prinzippien evaluéiert ginn.

Question 4823 (10.08.2021) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **aides pour la rénovation de bâtiments historiques suite aux inondations :**

Déi rezent Iwwerschwemmungen hu besonnesch eis Duerf- a Stadkären a vill historesch Haiser a Baute getraff. Grad dës historesch an eeler Haiser prägen dacks entscheedend de Cachet vun eisen Uertschaften. Si sinn e wichtegen Deel vun eisem kulturelle Patrimoine. Si ënnerleien dacks engem nationalen oder kommunale Schutz oder sinn op nationalem Plang klasséiert.

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Regierung stellen:

D'Renovéierung vun historescher Bausubstanz ass nach méi eng grouss Erausfuerderung wéi déi vu rezent gebauten Haiser, an ënnert den aktuellen Ëmstänn ass dëst sécher nach méi komplizéiert, well plazeweis och eng Rei vun Änneurungen an den techneschen Installatioune virgeholl musse ginn.

- Wéi gestalt sech ënnert de momentanen Ëmstänn, wou grouss Deeler vum Land vum Héichwaasser betraff waren, d'Berodung an d'Begleedung vun de Servicer vum Ministère a besonnesch vum nationalen Denkmalschutzamt op der Plaz an un déi betraffe Mënschen, fir hinne bei de Renovéierunge bäizestoen an si ze beroden?

- Gesäit de Kulturministère oder de Fonds pour les monuments historiques speziell finanziell Bäihëllefe vir, zousätzlech zu den allgemenge Bäihëllefe vun der Regierung fir héichwaassergeschiedegt Haiser? Ginn déi speziell Subventiounen iwwert déi eraus, déi d'Instanze vum Kulturministère am Normalen zousoen?

- Wann dat bis elo net de Fall wär, ass d'Madamm Minister net der Meenung, datt déi schwiereg Situatioun, wou vill Mënschen eng grouss finanziell Laascht ze droen hunn duerch d'Héichwaasserschied, esou eng aussergewéinlech finanziell Ënnerstëtzung verlaangt, fir esou de Betraffenen ze hëllefen, eng besonnesch Récksiicht op historesch Bausubstanz huelen ze kënnen?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den Direkter vum Service des sites et monuments nationaux (SSMN) huet sech de 4. August via E-Mail un all d'Buergermeeschtere vun de betraffene Gemengen adresséiert. Hien huet hinne matgedeelt, datt säi Service géif bereetstoe fir eng Berodung, besonnesch en vue vun enger finanzieller Hëllef, dat am Fall wou Reparaturen un der historescher Substanz vun Haiser duerch d'Héichwaasser néideg goufen. Och huet hien d'Buergermeeschtere gebieden, dee Message u betraffe Proprietäre weiderzeginn. An der Tëschenzäit hunn sech eng zwanzeg Proprietäre wéinst Waasserschied un hiren Haiser gemellt.

Wat de Stater Gronn ugeet, sou huet den Direkter vum SSMN sech elektronesch un d'Awunner geriicht. De President vum Syndicat du Stadtgrund huet doropshin de SSMN an eng Versammlung vun de Grënnerleit invitéiert, déi an den nächste Woche soll sinn.

Déi betraffe Plazen, déi d'Experte vum SSMN bis haut konnte gesinn, weisen, datt dat gebautent lerwe relativ gutt duerch d'Héichwaasser komm ass. Historesche Botz an hëlze Biedem hunn natierlech gelidden.

De SSMN ass gutt opgestallt - personell a finanziell - fir de Leit ze hëllefen, dat am Kader vun de bestoenden Texter a Programmer.

Question 4824 (10.08.2021) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **cours intégrés en langue et culture portugaise à l'école fondamentale :**

Afin de soutenir les élèves d'origine portugaise dans l'apprentissage de leur langue maternelle et de favoriser le contact avec leur culture d'origine, des cours intégrés en langue et culture portugaise peuvent être organisés en collaboration avec les communes au sein de l'école fondamentale. Ces cours ne sont pas des cours de langue proprement dits, mais des cours en langue portugaise intégrés dans l'horaire scolaire. Ils sont basés sur les programmes définis dans les plans d'études de l'école fondamentale et notamment celui de l'éveil aux sciences.

Pour diverses raisons, le modèle des cours intégrés n'a dans le passé pas connu le succès attendu. En effet et selon les informations diffusées dans une émission radiophonique en 2017, il n'a seulement été mis en place que dans dix écoles. C'est pourquoi des modèles alternatifs ont été élaborés en collaboration avec les communes, l'Ambassade du Portugal au Luxembourg et le Service de coordination de l'enseignement portugais.

Considérant d'une part l'intérêt de ces cours pour la communauté lusophone au Luxembourg et d'autre part la plus-value qu'ils génèrent sur le plan des relations bilatérales entre le Luxembourg et le Portugal, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles sont les communes qui ont offert des cours intégrés en langue portugaise pendant les dernières cinq années ?

2) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant la participation des élèves lusophones à ces cours ?

3) Quelles sont les communes qui ont mis en place des modèles alternatifs, tels que mentionnés ci-dessus ?

4) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les cours intégrés en langue portugaise, respectivement des modèles alternatifs devraient être promus au niveau communal afin d'atteindre un plus grand nombre d'élèves ou estime-t-il que les programmes scolaires en place dans l'école fondamentale tiennent suffisamment compte de notre diversité culturelle ?

5) Le modèle des cours intégrés a-t-il déjà fait l'objet d'une évaluation ? Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions ? Dans la négative, une évaluation est-elle prévue ?

6) Pour quelles raisons des cours intégrés, voire des modèles alternatifs ont été mis en place en langue portugaise alors que des cours en d'autres langues couramment parlées au Luxembourg, comme par exemple l'italien, l'espagnol ou l'anglais n'ont jamais été initiés au sein de l'école fondamentale, à l'exception des cours faisant de manière officielle partie des plans d'études des écoles internationales ?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) + 2)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Dans le cadre de l'Accord culturel entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Portugaise ainsi que du Mémorandum d'Entente, signé en avril 2017, une nouvelle offre de cours de langue portugaise et cultures lusophones a été développée, en l'occurrence les cours complémentaires de langue portugaise. Ces cours, développés en étroite collaboration entre les deux pays, sont offerts dans plusieurs écoles depuis septembre 2017 (511 élèves dans dix écoles de trois communes différentes - Esch-sur-Alzette, Luxembourg - école rue du Commerce et Remich) et constituent un modèle alternatif aux cours intégrés en langue et culture portugaises.

Les cours complémentaires visent à développer les compétences langagières déjà acquises. Ils vont bien au-delà d'un renforcement du lien affectif au portugais en tant que langue maternelle, voire en tant que langue d'héritage des élèves, puisque le développement de cette langue facilite l'apprentissage d'autres langues, permet d'approfondir les connaissances transversales aux langues et consolide les stratégies d'apprentissage donnant accès aux autres matières scolaires du plan d'études de l'enseignement fondamental.

Complémentaires à l'offre scolaire régulière, ces cours s'adressent aux élèves des cycles 2 à 4 et ont lieu en dehors de l'horaire scolaire. Pendant deux heures par semaine, les élèves suivent un programme spécifique qui fait le lien entre le plan d'études de l'enseignement fondamental luxembourgeois et les programmes de portugais de Camões - Institut de la Coopération de la Langue (I.P.) de la République du Portugal. Pour ce qui est de l'évaluation, les compétences en langue portugaise sont retenues dans le bilan intermédiaire de l'élève aussi bien pour les cours complémentaires que pour les cours intégrés.

En 2020-2021, six communes ont offert des cours complémentaires de langue portugaise, à savoir les communes de Differdange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Luxembourg – école rue du Commerce, Remich et Vianden. Au total, 601 élèves ont bénéficié de cette offre, ce qui constitue à nouveau une augmentation considérable du nombre total des élèves participant aux initiatives dans ce domaine. Pour 2021-2022, 690 élèves sont inscrits aux cours complémentaires et l'offre sera élargie à la commune de Mertert et à l'ensemble des écoles de Differdange.

En vue de faciliter l'intégration dans les classes de l'éducation précoce et préscolaire à forte proportion d'enfants d'origine portugaise ou parlant le portugais à la maison, l'école peut avoir recours à un intervenant lusophone qui assure une collaboration régulière avec le titulaire de classe (au sein de la classe, deux heures/semaine). Les expériences acquises dans différentes communes montrent que, par ce biais, les enfants comprennent plus vite les sujets traités en classe et se sentent plus rassurés et motivés. De la sorte, ils peuvent non seulement développer leurs compétences en langue maternelle, mais également apprendre plus rapidement le luxembourgeois et participer plus activement aux activités de la classe.

ad 4) L'offre complémentaire à l'offre scolaire régulière et aux cours intégrés représente une plus-value considérable, un instrument additionnel qui concourt à la formation globale de la personnalité de l'élève. Au-delà du sentiment d'appartenance, légitimé par cette offre complémentaire, les compétences plurilingues des élèves gagnent en visibilité.

Chaque année, l'offre en/de langue portugaise à l'enseignement fondamental est communiquée aux administrations communales via la circulaire ministérielle concernant l'organisation de l'enseignement fondamental. En tenant compte des besoins et intérêts des enfants ainsi qu'en respectant l'autonomie des autorités communales dans l'organisation de l'enseignement fondamental, la mise en œuvre desdites offres se fait selon une approche impliquant tous les partenaires directement concernés.

L'offre de langue portugaise ne s'adresse pas exclusivement aux élèves lusophones, puisque dès le début de l'implémentation des cours complémentaires, une offre pour débutants a vu le jour. Ces cours visent à développer des compétences communicatives en langue portugaise (niveau A1), à découvrir les cultures lusophones ainsi qu'à développer une démarche réflexive par rapport aux langues et cultures de leur entourage. En 2020-2021, les écoles fondamentales de deux communes ont organisé ces cours. À l'enseignement secondaire, l'initiative des cours de portugais à l'intention des débutants vient d'être relancée.

La reconnaissance de la diversité linguistique et culturelle ainsi que les compétences plurilingues et interculturelles sont à développer de manière transversale dans l'enseignement dispensé dans les écoles et lycées, et ce, dans les différents domaines de développement et d'apprentissage.

Par ailleurs, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) prévoit de se doter d'un service spécialement chargé de l'intégration et de l'accueil des enfants nouvellement arrivés. Une nouvelle base légale lui permettra de développer ses missions relatives à l'accueil, l'orientation, l'intégration et l'accompagnement scolaires, dont l'éducation plurilingue et interculturelle sera un des principaux axes d'intervention.

ad 5) En 2014, les autorités des deux pays ont décidé de faire évaluer les cours intégrés par une commission d'évaluation et d'inspection constituée d'experts luxembourgeois et portugais. Dans leur rapport final, la commission recommande de repenser le concept des cours intégrés et d'offrir de véritables cours de langue et culture portugaises avec une certification à annexer au dossier d'évaluation de l'élève.

Suite à cette recommandation, le modèle des cours complémentaires de langue portugaise a été développé et les compétences en langue portugaise sont retenues dans le bilan intermédiaire de l'élève. De plus, la certification des compétences en langue portugaise est ouverte à tous les élèves lusophones, indépendamment de leur inscription à un cours en/de langue portugaise.

Le rapport final de la commission d'évaluation retient également que les cours complémentaires constituent une offre alternative, mais que des cours intégrés pourront être créés, toujours avec le soutien des autorités luxembourgeoises et portugaises. Comme mentionné dans ledit rapport et afin de garantir la qualité des cours intégrés, une supervision et un accompagnement à long terme sont de mise. Après des échanges avec les différents acteurs et des observations en classe, les cours intégrés feront objet du prochain monitorage bisannuel de l'offre de cours en/de langue portugaise, effectué par une commission d'experts luxembourgeois et portugais.

ad 6) Les Portugais constituent la plus grande communauté étrangère du Luxembourg avec près de 95.000 résidents de nationalité portugaise (14,86 % de la population totale du Grand-Duché). Il faut également prendre en compte les ressortissants issus de pays lusophones tel que le Cap-Vert,

l'Angola ou encore le Brésil, entre autres, faisant du portugais l'une des langues les plus parlées au monde. De ce fait, l'offre de cours de langue portugaise s'argumente de par son rôle dans le monde, mais également de par la demande considérable. La maîtrise de la langue portugaise est à considérer comme un atout important d'un point de vue économique.

Il demeure que le MENJE soutient tout effort visant à développer les compétences plurilingues des élèves. Au sein des écoles et lycées, des cours de langue maternelle sont proposés en dehors de l'horaire scolaire, en l'occurrence le chinois, le coréen, l'espagnol, l'italien, le japonais, le néerlandais, le russe et le polonais. Dans le cas du portugais, le MENJE répond aux accords établis entre les deux pays. Le Gouvernement portugais détache des enseignants et assure la coordination des cours en/de langue portugaise dans l'enseignement fondamental et secondaire.

Des cours intégrés en langue italienne ont été appuyés et financés par le MENJE. Suite au déclin de la demande et au manque de fréquentation des classes, les cours d'italien ne sont plus proposés depuis 2005.

À côté des trois langues officielles, l'anglais occupe une place importante au Luxembourg en tant que langue de communication internationale. Depuis 2016, le MENJE s'évertue à proposer des systèmes d'enseignement alternatifs au système scolaire luxembourgeois, dont des classes menant au baccalauréat international, des classes menant au baccalauréat européen et le curriculum britannique. Cette offre comprend, entre autres, des classes anglophones qui permettent l'apprentissage de la langue anglaise comme langue première, tant au niveau primaire que secondaire.

Question 4826 (11.08.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution de la population scolaire du Lycée de Clervaux :**

Je viens d'apprendre que la population scolaire du Lycée de Clervaux est en train de se développer à pas rapides.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance :

1) Quelle a été l'évolution de la population scolaire du nouveau lycée à Clervaux (LESC) et de son école européenne depuis l'année scolaire 2018-2019 ? Quels seront les effectifs probables au 15 septembre 2021 ? Est-il possible de présenter la population scolaire du LESC en fonction des cantons de résidence de ses élèves ?

2) Monsieur le Ministre peut-il retracer cette évolution depuis 2018 en distinguant selon les différents ordres d'enseignement et en la comparant par rapport à celle des autres lycées de la région Nord, notamment à celle du Lycée du Nord sis à Wiltz ?

3) Au vu de l'évolution du nombre de ses élèves, le Lycée de Clervaux ne risque-t-il pas de se heurter à des contraintes en matière de gestion des salles de classes ? Dans l'affirmative, comment le ministère se proposerait-il de réagir à cette situation dans une perspective à court terme ?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) + 2) Le tableau ci-dessous indique l'évolution des inscriptions aux différentes voies de formation offertes par le Lycée Edward Steichen de Clervaux (LESC) et le Lycée du Nord (LN) depuis l'année scolaire 2018-2019.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau suivant indique les cantons de résidence des élèves du LESC et du LN pour l'année scolaire 2020-2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Vu l'évolution du nombre des élèves du LESC, des démarches ont été entamées afin de répondre aux besoins croissants en infrastructures scolaires pour la région Nord du pays. Plus concrètement, les études relatives à l'installation à court terme d'une structure provisoire sur le site du LESC jusqu'à l'achèvement des travaux d'extension du lycée, sont actuellement en cours.

Question 4827 (11.08.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **dénominations des lycées :**

Il y a quelques années, le législateur a remplacé le terme « technique » par celui de « général » dans la dénomination de l'enseignement technique. Plusieurs lycées du pays continuent pourtant à être dénommés « Lycée technique de… » alors qu'il mériterait de les appeler, par voie de conséquence, « Lycée général de… » ou de leur attribuer, tout simplement, une nouvelle dénomination.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance :

- Est-il prévu d'adapter les dénominations des lycées concernés en remplaçant le terme « technique » par celui de « général » ?

- Monsieur le Ministre pourrait-il indiquer les établissements scolaires dont le nom changera dans un avenir proche ? Quels seraient dès lors les lycées qui se verraient attribuer le nom d'une personnalité luxembourgeoise ? Les directions concernées auraient-elles déjà soumis au ministère des propositions en la matière ?

Réponse (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

En réponse à la question de l'honorable Député, je rappelle tout d'abord que la plupart des lycées techniques tenaient - ou tiennent encore - leur dénomination de règlements grand-ducaux pris en exécution des articles 1er et 45 de la loi du 21 mai 1979 portant 1. organisation de la formation professionnelle et de l'enseignement secondaire technique 2. organisation de la formation professionnelle continue.

En vertu de la loi du 29 août 2017, l'enseignement secondaire « technique » est devenu l'enseignement secondaire « général ». De la nouvelle dénomination de cet ordre d'enseignement, il ne découle cependant pas d'obligation pour les lycées de changer de nom.

Dans ce contexte, je tiens à préciser que l'initiative d'un changement de nom doit émaner des lycées eux-mêmes ; il n'est pas dans mon intention de susciter ni d'imposer un tel changement.

Toutefois, il m'importe de souligner que tout changement de nom d'un lycée doit être un projet porté par l'ensemble de la communauté scolaire qui, aux termes de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées, se compose des élèves, des enseignants, des membres de la direction, des membres des différents services du lycée ainsi que des parents des élèves.

À la suite de l'introduction de l'enseignement secondaire « général », un certain nombre de lycées techniques ont souhaité changer de dénomination ; dans tous les cas, j'ai donné mon assentiment aux projets qui m'ont été soumis, de sorte que de nouvelles dénominations ont été introduites, soit par voie de règlement grand-ducal, soit par voie législative : Lycée Guillaume Kroll, École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg, Maacher Lycée, Lycée Nic-Biever, École de Commerce et de Gestion - School of Business and Management, Lycée Mathias Adam, Lycée Josy Barthel, Lycée des Arts et Métiers, Lënster Lycée International School, Lycée Michel Lucius.

J'aviserai tout nouveau projet de changement de nom avec bienveillance tout en tenant compte du critère énoncé plus haut, à savoir le soutien de tous les partenaires constituant la communauté scolaire.

À l'automne 2021, le Gouvernement compte soumettre au législateur un projet de loi portant création d'une nouvelle école européenne agréée sur le territoire de la commune de Luxembourg. Toutefois, aucun choix n'a encore été arrêté en ce qui concerne la dénomination de cet établissement.

Question 4828 (11.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **gel désinfectant dans les transports publics :**

An der Fro N° 3720 hat ech de Minister ëm Informatiounen zum Desinfektiounsgel am a beim ëffentlechen Transport gefrot. Den zoustännege Minister huet an der Äntwert erkläert, dass éischt Desinfektiounsspender installéiert goufen an nach weiderer bestallt wieren:

„D'CFL hunn am November 2020 insgesamt 16 Desinfektiounsspender, verdeelt op eelef Garen installeiert. Zousätzlech hunn d'CFL déi éischt 40 Spender fir d'Installatioun an de Busse geliwwert kritt. Dës sinn amgaangen, agebaut ze ginn.

Aktuell sinn och eng 702 RGTR Busser mat Desinfektiounsgelspender ekippéiert. Et sinn och nach eng 252 Spender bestallt, déi an nächster Zukunft agebaut ginn."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Spender goufe säit Mäerz opgestallt?

2. Goufen nach weider Ampullen am Tram verdeelt?

Réponse (07.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Säit Mäerz gouf all Tramhaltestell mat véier Spender ekippéiert, also insgesamt 58 Spender.

All Tramme si mat véier Spender ekippéiert ginn, also insgesamt 108 Spender.

Déi 79 CFL-Busse sinn all mat engem Desinfektiounsgelspender ekippéiert.

D'Zuel vu Spender, déi op den CFL-Garen installéiert goufen, ass onverännert bei 16 Spender, verdeelt op eelef Garen, bliwwen.

No Mäerz sinn 478 Spender dobäi komm an den RGTR-Bussen. Et ginn am Ganzen 1.260 Spender (dat ass quasi de gesamte Fuerpark).

ad 2. Am Tram goufe keng Ampulle verdeelt, dofir awer Spender installéiert.

Question 4831 (11.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **contrôles effectués par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA :**

Reporter.lu hat am Artikel „Les ventes au noir des pharmacies" (11.6.2021) dovunner bericht, dass sech eng Rëtsch Apdikten hei am Land am grousse Stil des Steierbedruchs schëlleg gemaach hunn, an dat ënner anerem duerch Venten um Schwaarzmaart. Dëst war duerch Kontrolle vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) opgefall.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Steierkontrolle vu Privatpersounen, bei deene Beamten op den Terrain gaange sinn, goufen an deene leschte fënnef Joer organiséiert (opgelëscht no Joer an no Büro)?

2. Wéi vill Steierkontrolle bei Firmen, bei deene Beamten op den Terrain gaange sinn, goufen an deene leschte fënnef Joer organiséiert (opgelëscht no Joer an no Büro)?

3. A wéi ville Fäll gouf an deene leschte fënnef Joer mat auslänneschen Administratiounen zesummegeschafft, fir Persounen oder Firmen aus dem Ausland ze kontrolléieren?

Réponse (14.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

A senger parlamentarescher Fro wëll den honorabelen Deputéierte wëssen, wéi vill Kontrolle vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) an de leschte Jore virgeholl goufen. D'Verwaltung huet an de Joren 2017-2021 am Ganze 6.043 Kontrollen um Terrain am Beräich vun der TVA ausgefouert. A 784 Fäll sinn Assistenzufroe respektiv spontan Informatiounen un d'Autoritéiten aus aneren EU-Memberstate weidergeleet ginn. Den Detail vun dëse Kontrollen ass am Tableau hei hannendrun opgelëscht.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4833 (12.08.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **vaccins périmés :**

Esouwéi et aus diverse Medien ervirgeet, géifen ëmmer méi Länner Impfstoffer zerstéieren, dëst opgrond vun enger méi niddereger Nofro a begrenzter Halbarkeet. Eleng a Bayern, Däitschland, wieren deemno eng ronn 53.000 Impfstoffdosen ewechgeheit ginn, well dës ofgelaf waren. Et géif sech bei der Majoritéit vun deenen Dosen ëm den Impfstoff vun AstraZeneca handelen. A Litaue wiere laut engem Artikel op euractiv.fr deemno 20.000 Impfstoffdosen ofgelaf gewiescht an aus deem Grond ewechgeheit ginn. A Pole wieren et der 73.000. Frankräich estiméiert, 50.000 Dose Vaxzevria opgrond vu Peremptioun ewechgeheit ze hunn, wat d'Vaccine Comirnaty, Spikevax an Janssen (Johnson & Johnson) ugeet, hätt ee bis dato keng genau Zuelen. Aner Länner wéi Rumänien hätten déi ofgelafen Impfstoffer net ewechgeheit mat der Hoffnung, datt den Hiersteller respektiv d'Agence européenne des médicaments (EMA) eng eventuell Verlängerung vun der Validitéitsphas annoncéiert. Eng Mesure, fir déi d'Organisation mondiale de la santé (OMS) bis dato net favorabel wier.

E Porte-parole vun der Europäescher Kommissioun hätt vermierkt, datt d'Gestioun vun den Impfstoffer vun all Memberland selwer assuréiert gëtt a soumat kee Mécanisme de surveillance op EU-Level en place wier betreffend d'Peremptioun vun de Vaccinen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Impfstoffdose bis dato ofgelaf sinn a wéi vill dovun ewechgeheit gi sinn?

• Wéi vill vun dësen ewechgeheitenen Dose sinn AstraZeneca, BioNTech/Pfizer, Johnson & Johnson a Moderna?

- Ass d'Nofro betreffend d'Covid-19-Impfstoffer erofgaange par rapport zu de leschte Wochen?
- Wat ass der Regierung hir Strategie, wat d'Handhabung vun de periméierten oder bal periméierten Dosen ubelaangt?

• Gin déi Dosen, déi just virum Verfallsdatum stinn, prioritär versprëtzt?
• Ginn déi ofgelafen Dose gehale wéi a Rumänien oder ginn se zerstéiert an ewechgeheit?
• Ginn déi Dosen, déi probabel sinn ofzelafen, u Länner gespent, déi e Mangel un Impfstoff hunn, dëst z. B. am Kader vun der weltwäiter Initiativ COVAX (Covid-19 Vaccines Global Access)?
• Falls jo, a wëssend, datt de Fonctionnement vu COVAX Schwächten opweist, wéi notamment Finanzement- a Leadershipkomplikatiounen, wéi och Probleemer bei der Liwwerung a beim Stockage vun den Impfstoffer, gëtt opgepasst, datt op kee Fall ofgelafen Dose gespent gi respektiv datt dës nach benotzbar sinn, wann se am Zilland ukommen?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Direktioun vun der Santé passt ganz genau op de Verfallsdatum vun den Impfstoffer op a bis elo si keng Impfstoffdosen ofgelaf zu Lëtzebuerg an deemno och net ewechgeheit ginn.

D'Gestioun vun de Stocke gëtt geméiss dem Prinzip FEFO (First Expired, First Out) gemaach. Dëst erlaabt et, als éischt déi Dosen ze benotzen, déi dee kierzte Verfallsdatum hunn. D'lescht Woch ass iwwerdeems d'Dauer vun der Validitéit vum BioNTech/Pfizer Impfstoff, deen an Zukunft soll geliwwert ginn, vu sechs op néng Méint eropgesat ginn. Eng Decisioun bezüglech de Stocken, déi elo schonn an de Memberlänner disponibel sinn, muss nach geholl ginn.

D'Zuel vun den Impfstoffdosen, déi benotzt ginn, ass effektiv erofgaangen iwwert déi lescht Wochen, well e Groussdeel vun der Bevëlkerung schonns geimpft ass. D'Zuel vun den Impfungen an domat gebrauchten Dose gëtt am deegleche Covidrapport vun der Santé publizéiert. D'Regierung probéiert alles ze maachen, fir dass keng Dose periméieren.

Doriwwer eraus ass den Transfert an de COVAX-Programm eng Méiglechkeet, déi envisagéiert ka ginn, falls mir ze vill Dosen hätten. Fir Lëtzebuerg wär et natierlech net acceptabel, Dosen, déi schonn ofgelaf sinn, ze spenden, respektiv wann si esou no um Verfallsdatum géife leien, dass si bal sécher géifen oflafen, iert si am Zilland ukommen. Falls Dose géife periméieren, géifen déi normalerweis zerstéiert ginn.

Question 4834 (12.08.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **politique européenne d'immigration :**

Le Parlement danois a adopté le 3 juin 2021 une nouvelle loi qui constitue un changement fondamental dans la politique européenne d'immigration. Par cette loi, le Danemark s'attend non seulement pouvoir renvoyer vers un pays tiers les demandeurs d'asile dont la demande d'asile a été refusée, mais également de pouvoir empêcher des demandeurs d'asile reconnus d'entrer sur le territoire européen. Il est question d'une politique « zéro réfugié ». Ultérieurement, le Danemark envisage accueillir uniquement des réfugiés dans le cadre de programmes « resettlements ».

Le journal « Le Monde » parle d'une « externalisation » du traitement des demandeurs d'asile. Selon les nouvelles, le Danemark aurait déjà entamé des discussions avec des pays tiers et signé un « protocole d'entente » avec le Rwanda, afin de déléguer à ces pays la charge de la mise en œuvre du droit d'asile.

Outre les déclarations par la politique danoise, des mandataires autrichiens se seraient également exprimés favorables aux principes danois envisagés. Selon les critiques exprimées de leur part, une solution européenne au problème de la migration ferait défaut depuis plus de 20 ans, et la discussion se bornerait à discuter la répartition des réfugiés dans les États membres.

Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoit, que les États membres développent une politique commune en matière d'asile et d'immigration qui est « équitable à l'égard des ressortissants des pays tiers ». La Convention de Genève sur les réfugiés de 1951, ratifiée par 145 pays, pose le principe du non-refoulement.

Parallèlement, six États membres de l'Union européenne ont signé une lettre adressée à la Commission européenne en demandant le rapatriement de réfugiés afghans - ceci dans un temps où l'Afghanistan fait face à la progression des talibans qui regagnent de plus en plus de terrain.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Quelle est l'attitude du Gouvernement face à la nouvelle loi du Parlement danois ?

- Étant donné que d'autres États semblent se solidariser avec le Danemark, et la lettre signée par six États membres sur un sujet lié, quel est le risque que l'exemple danois sera suivi par d'autres États au futur ?

- Le manque d'une politique commune et européenne en matière d'immigration et d'asile est fortement critiqué, et semble pousser des États membres à élaborer leurs propres solutions. Monsieur le Ministre considère-t-il que cette situation permettra de faire avancer les discussions et les travaux à ce sujet au niveau européen ?

- Comment l'Union européenne réagira-t-elle face à la politique danoise, visée à dissuader les migrants d'entrer sur le terrain danois voire européen ?

Réponse (07.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Je suis très préoccupé par la nouvelle loi danoise en matière de protection internationale. L'externalisation du traitement des demandes d'asile vers des pays tiers ne saurait constituer l'approche européenne. Des solutions européennes en la matière doivent se baser sur une approche holistique dont la solidarité et la répartition des demandeurs de protection internationale arrivés à nos frontières sont un pilier indispensable. Il importe de continuer à œuvrer en ce sens au niveau européen. J'espère vivement que la Commission européenne agira et fera des propositions en ce sens.

Rappelons dans ce contexte que la situation du Danemark diffère de celle de la majorité des États du fait que le Danemark n'est pas tenu par l'acquis de l'UE en matière d'asile.

Question 4836 (12.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **purificateurs d'air :**

Am September wäert fir d'Lycées- a Primärschoulkanner erëm de Schoulalldag ufänken. Am Moment gesäit et net esou aus, wéi wa bis dohin eng Herdenimmunitéit erreecht gëtt an nach ass kee Vaccin fir Kanner zougelooss.

Eng Studie vum Institut für Strömungsmechanik und Aerodynamik vun der Bundeswehr-Uni zu München recommandéiert, fir zousätzlech zum Stousslëfte Filtere mat Hepa-Filteren a Banneraim anzesetzen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3147 hunn d'Gesondheetsministesch an den Educatiounsminister erkläert:

„De Sujet vun de Purificateurs d'air gëtt ganz enk vun der Gesondheetsdirektioun, mee och vun anere wëssenschaftlechen Entitéiten (LIH, uni.lu etc.) suivéiert an et gëtt eng permanent Veille vun eventuellen neien Erkenntnisser gemaach."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung, ëffentlechen Déngscht a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi stinn d'Ministeren haut zu Loftfilteren an de Schoulen? Denken d'Ministeren, dass dës ee wichtegen Outil fir d'Schoulrentrée kënne sinn?

2. A wéi villen Administratiounen a Ministèrë goufe säit dem Ufank vun der Pandemie Loftfilteren oder Klimaanlage mat agebautem Loftfilter installéiert?

Réponse commune (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Mir verweisen den honorabelen Här Deputéierten op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4641.

ad 2. D'Bauteverwaltung huet zanter dem Ufank vun der Pandemie nach keng spezifesch Ufro kritt, fir Loftfilteren oder Klimaanlage mat agebautem Loftfilter ze installéieren.

Question 4838 (12.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**industrie du bois :**

Am Artikel „Staat missachtet seine eigenen Regeln" gëtt iwwert déi vun der Regierung ënnerstëtzten Initiativ „Holz vun hei" bericht, déi eng Kennzeechnung fir heemesch geschloen a verschafften Holzprodukter virgesäit. Wéi et am Artikel awer weider heescht, verzicht dëse Label op international etabléiert Kontrollstandarde fir regional zertifiéiert Holz. Notamment entzéien och 26 Gemengen, dovunner vill aus de Regioune vum Naturpark Mëllerdall, sech aneren, etabléierten Zertifikater. Wéi et vun der Säit vun den entspriechende Verbänn heescht, géif d'Regierung duerch hir Ënnerstëtzung vun „Holz vun hei" ëffentlech e falsch Bild erzeegen an déi etabléiert Verbänn, déi sech u méi streng Normen halen, bloussstellen, well si op Reegele verzicht, zu deene si privat Acteure verpflicht. Des Weideren ass am Artikel ze liesen, datt eis national Holzindustrie säit Joren ënner deloyale Konkurrenzpraktiken aus China leit, ouni datt vu Säite vun der Regierung dorop reagéiert gi wier.

Des Weidere verweist den Artikel dann och nach drop, datt et zu Lëtzebuerg generell un enger Betribskette fir d'Veraarbechtung fir dat regional geschloent Holz feelt. Wéi et awer och an engem Interview mam Generalsekretär vun der Handwierkerfederatioun, deen den 12. Juli ënnert dem Titel „Même droits et mêmes obligations pour tous" am „Quotidien" publizéiert gouf, heescht, ass kaum domat ze rechnen, datt sech zu Lëtzebuerg an den nächste Joren eng international kompetitiv Holzveraarbechtungsindustrie kann etabléieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi begrënnt d'Regierung déi Decisioun, fir privat Acteuren zu bestëmmte Reegelen ze verpflichten, déi duerno vusäite vu staatlechen Institutioune mëssuecht ginn?

2. Säit wéini huet d'Regierung Kenntnis vun där am Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" beschriwwener Zersetzung vun eiser Holzindustrie? Wéi huet si aus hirer Siicht op nationalem an op EU-Niveau op dës méiglecherweis staatlech gefërdert, deloyal Konkurrenzpraktike vusäite vun der Volleksrepublik China reagéiert?

3. Envisagéiert d'Regierung spezifesch Moossnamen, fir nees e potenziellen Opbau vun enger heemescher Veraarbechtungsindustrie ze erméiglechen, zum Beispill duerch d'Vereinfachung vun administrative Prozeduren?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. D'Regierung verflicht keng Acteuren, sech enger Bëschzertifikatioun unzeschléissen. D'Adhesioun un eng Zertifikatioun, ob PEFC oder FSC, ass fir all Bëschbesëtzer fräiwëlleg.

De Staat recommandéiert an ënnerstëtzt d'Zertifizéierung, imposéiert se awer net. D'Zertifizéierung mat enger „Chain-of-Custody" an enger onofhängeger Kontroll ass virun allem wichteg, wann de Produit laang kommerziell Weeër geet, wat och oft beim Holz de Fall ass.

D'Zertifizéierung ass awer net déi eenzeg Manéier, fir d'Nohaltegkeet beim Konsument ze promouvéieren. D'Nohaltegkeet vu Kuerz-Wee-Produite kann och vum Konsument selwer jugéiert ginn, zum Beispill wann d'Matière première aus der Regioun ass, de Produit do hiergestallt gëtt an och do consomméiert gëtt. De Konsument huet Vertrauen an esou lokal Produiten, well alles a senger Noperschaft ofleeft an hie sech onkomplizéiert informéiere kann. E komplexe Kontrollsystem ass an deem Fall net néideg. D'„Holz vun Hei"-Initiativ ass esou e Beispill. Et ass eng regional Initiativ vum Natur- a Geopark Mëllerdall. Hei geet et drëms, d'Produkt „Holz" regional ze valoriséieren an ze promouvéieren.

Wichteg ass och ze betounen, datt „Holz vun hei" net equivalent ass zum Label „Holz von hier", dee sech op d'Zertifizéierung baséiert.

ad 2. 2017 huet d'Regierung de „Wood Cluster" an d'Liewe geruff, fir d'Holzindustrie ze ënnerstëtzen an d'Holz-Kreeslafwirtschaft zu Lëtzebuerg ze dynamiséieren. Eng komplett a strukturéiert Holzindustrie am Lafholz gouf et zu Lëtzebuerg nach ni. Den Holzmarché ass een internationale fräie Marché, deen no de WTO-Reegele funktionéiert. D'Wäertholz gëtt nom Soumissiounsprinzip verkaaft. D'Händler, déi eist Lafholz kafe fir a China ze exportéieren, bidden déi héchste Präisser. Deloyal Konkurrenzpraktike sinn eis keng bekannt a warscheinlech och net néideg. Tatsächlech ass den Handel no China wirtschaftlech interessant, well d'Containerschëffer Ballast brauche fir zréck a China ze fueren. D'Holz gëtt also quasi gratis transportéiert. Et ass net méiglech, dëse globale Marché duerch staatlech Interventiounen zu Lëtzebuerg oder an der EU direkt ze beaflossen. Dat Eenzegt, wat Lëtzebuerg maache kann, ass Initiativen zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen, déi derzou bäidroen, dass Holz méi regional genotzt an net iwwert wäit Transportweeër exportéiert gëtt, an dat ass d'Aufgab vum „Wood Cluster" bei Luxinnovation säit 2017.

Nohalteg Veraarbechtungsketten am Holzsecteur zu Lëtzebuerg kënnen awer nëmme mam Engagement an an Zesummenaarbecht mat de Betriber opgebaut ginn, a genau do setzt de „Wood Cluster" un. De „Wood Cluster" huet e puer innovativ Pisten identifizéiert fir de Secteur an seng Betriber:

- Entwécklung vun enger regionaler Holzfilière fir d'Notzung vum Holz vu Lafbeem (Bich, Eech…).

- Kreeslafwirtschaft an der Veraarbechtungskette vum Holz: Déi verschidde lokal a regional Veraarbechtungskette vum Holz sollen zesummeschaffe fir méi effizient ze sinn an déi regional Notzung vun der Ressource Holz an de Vierdergrond stellen.

- Industrie 4.0 fir d'Betreier aus dem Secteur vum Holz: Déi feelend Effikassitéit vun der Virfäerdegung ass haut dat, wat d'Entwécklung vum Holzbau am meeschten ausbremst an d'Digitalisatioun spillt do eng wichteg Roll fir d'Handwierker, déi mat Holz schaffen. Duerch eng méi iwwergräifend Digitalisatioun an d'Notze vun digitale Léisunge ka méi einfach an effizient mat Holz gebaut ginn.

Dës Entwécklungspiste setzen de „Wood Cluster" a Luxinnovation iwwert Projete konkreet ëm. Dës Projete si kollaborativ, se gi vun e puer privaten an ëffentleche Partner zesumme gefouert. Aktuell lafen um Niveau vum Wood Cluster zum Beispill dës Projeten an der Holzveraarbechtungsketten:

- Ausschaffen an Opstelle vun enger digitaler Holzhaff-Plattform zu Lëtzebuerg, fir d'Offer an d'Demande openeen ofzestëmmen an déi lokal Betriber mat hire Servicer a Produkter ze implizéieren.

- Offer an Demande am Beräich vum nohaltege Baue mateneen a Kontakt bréngen.

- Begleedung beim Ausschaffe vun Zertifikatiounen, fir d'Holz vun de kuerze Weeër méi ze valoriséieren.

ad 3. Wéi et schonns am Artikel vum Generalsekretär vun der Handwierkerfederatioun gesot gouf, ass kaum domat ze rechnen, datt sech zu Lëtzebuerg an den nächste Joren eng international kompetitiv Holzveraarbechtungsindustrie kann etabléieren. Fir eng kompetitiv Holzindustrie ze etabléieren, musse grouss Quantitéite vun Holz verschafft ginn. Zu Lëtzebuerg gëtt et dofir awer net genuch Holzressourcen. Dat Eenzegt, wat Lëtzebuerg maache kann, fir de Secteur vun der Holzveraarbechtung ze ënnerstëtzen, ass entweeder kleng lokal Initiativen ze ënnerstëtzen, déi dorop setzen, Holz regional ze exploitéieren an ze verwäerten, oder awer Entreprisen ze ënnerstëtzen, déi innovativ Holzprodukter wëllen hierstellen, déi soss nach néierens hiergestallt ginn.

Question 4839 (12.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact des inondations sur la centrale hydroélectrique de Rosport :**

D'Héichwaasserkatastroph vum 15. Juli 2021 huet souwuel bei Privatleit wéi un ëffentlechen Infrastrukture vill Schied verursaacht, sou och un der Stroumzentral vu Rouspert, déi zanterhier net méi a Betrib gaangen ass. Sou wéi et mir zougedroe ginn ass, war och d'Stauwier tëschent Rouspert a Rooljen zäitweis net méi ënner Kontroll an d'Energieversuergung vun der Pompelstatioun an der Rue du Pont zu Rouspert konnt net méi séchergestallt ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung den zäitlechen Oflaf vum Ausfall vun dem Stauwier, der Stroumzentral an der Pompelstatioun an der Rue du Pont zu Rouspert dokumentéieren?

2. Wéi war d'Stroumzentral an der Woch vum 12. Juli 2021 - 19. Juli 2021 personell besat?

3. Wat ass alles ënnerholl gi fir de Betrib oprechtzëerhalen?

4. Wéini ass d'Zentral evakuéiert ginn?

5. Ass zousätzlech Hëllef vu baussen ugefuerdert ginn?

6. Wéi laang ass d'Stroumproduktioun vun der Stroumzentral Rouspert ausser Betrib?

7. Läit der Regierung e Bilan vun den entstanene Schied vir? Wa jo, wéi héich ass de Montant? Zanter dem 1. Juli 2001 gëtt d'Waasserkraaftwierk vu Rouspert duerch d'Firma Soler SA bedriwwen. Iwwert wéi e Wee ass d'Relatioun tëschent dem Staat an der Firma Soler SA gereegelt? Wéi verdeele sech an der aktueller Krisesituatioun d'Laaschte vun de Reparaturkäschten?

Réponse commune (14.09.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Regierung huet den zäitlechen Oflaf beim Bedreiwer vun der Zentral nogefrot. De 14. Juli, also virum Héichwaasser, waren d'Wier an d'Maschinn 1 a Betrib. D'Maschinn 2 war wéinst Revisiounsaarbechten net a Betrib.

Ënner anerem follgend Evenementer si beim Bedreiwer vun der Statioun dokumentéiert:

De 14. Juli um 20.50 Auer ass d'Wierklapp op manuelle Betrib ëmgestallt ginn a Ponts et chaussées kontaktéiert ginn, fir Geschwemmsel mat engem Bagger erauszehuelen.

De 15. Juli um 4.00 Auer ass d'Maschinn 1 ausgeschalt ginn, well de Waasserspigel hannert der Staustuf staark geklommen ass an zu enger Reduktioun vum Gefäll, an doduerch der Leeschtung, gefouert huet.

Um 6.00 Auer ass dunn de Betribsdirekter vun der SEO iwwert déi ëmmer méi kritesch Situatioun informéiert ginn.

Um 8.15 Auer ass d'Waasser eng 10 cm an de Maschinnekeller vun der Zentral geklommen.

Um 10.45 Auer huet d'Sauer ugefaangen, den Terrain vum Kraaftwierk an dem Ëmspanwierk ze iwwerschwemmen. A Récksprooch mam Betribsdirekter ass decidéiert ginn, d'Kraaftwierk ze evakuéieren. Fir d'Stroumversuergung vun der Pompelstatioun ze garantéieren, ass automatesch op eng Noutaspeisung vun der Creos ëmgeschalt ginn. D'Wier ass duerno iwwert een Noutstroumaggregat alimentéiert ginn. D'Quantitéite vum Waasser waren zu dem Ablack awer net méi ze bewältegen.

Den nämmlechten Dag owes um 20.00 Auer ass festgestallt ginn, dass de gesamte Maschinnekeller souwéi den ënneschten Deel vun der Maschinnenhal mat de Generatore geflut gi waren.

Den 20. Juli ass eng provisoresch Stroumversuergung vum Kraaftwierk hiergestallt ginn. Bis op Weideres leeft d'Pompelstatioun iwwert d'Creos-Aspeisung.

ad 2. An der Woch vum 12. Juli 2021 bis den 19. Juli 2021 war d'Zentral mat engem bis dräi Mataarbechter besat. De 14. Juli an de 15. Juli waren dräi Mataarbechter op der Plaz.

ad 3. Et sinn eng sëlleg Mesuren op verschiddenen Niveaue geholl ginn, fir de Betrib beschtméiglechst oprechtzëerhalen. Sou ass zum Beispill eng zousätzlech Tauchpompel agesat ginn, Hëllef a Material beim Rettungsdéngscht ugefuerdert ginn (déi awer ausgelaascht waren), zousätzlech Pompelen a Personal vum Kraaftwierk vun der SEO zu Veiane gefrot ginn, een Noutstroumaggregat an den Asaz komm, fir d'Funktioun vum Wier sécherzestellen, an d'Ponts et chaussées hu mat zousätzleche Pompelen d'Pompelstatioun ënnerstëtzt.

ad 4. Wéi an der éischter Fro beschriwwen, ass de 15. Juli géint 10.48 Auer evakuéiert ginn.

ad 5. Duerch déi kritesch Héichwaassersituatioun an der ganzer Regioun (de 15. Juli) ass d'Personal net u weidert Material komm. Dat Material an déi Hëllef waren awer an de fréie Moiesstonne beim Rettungsdéngscht ugefrot ginn. Dono goufen zousätzlech Pompele beim Kraaftwierk zu Veianen ugefrot. Déi sinn duerch d'Héichwaassersituatioun op de Stroossen tëscht Veianen a Rouspert réischt um 11.00 Auer ukomm.

ad 6. D'Zentral zu Rouspert ass zënter dem 15. Juli um ca. 4.00 Auer ausser Betrib. Et ass aktuell net anzeschätzen, wéini de Betrib rëm opgeholl ka ginn. Aktuell gëtt sech nach mat der Bestandsopnam vum gesamte Schued befaasst, wat nëmmen duerch den Demontage vun de Maschinne ka geschéien. Éischt Miessunge weisen, dass d'Generatoren net méi a Betrib geholl kënne ginn.

ad 7. Et gëtt aktuell, wéi an der Äntwert virdru beschriwwen, un enger detailléierter Bestandsopnam vum gesamte Schued geschafft. Deemno läit aktuell nach keen detailléierte Bilan vir. An deem Kontext ass och den Assureur ageschalt, fir eng méiglech (deelweis) Couverture ze klären.

D'Verhältnis tëscht dem Lëtzebuerger Staat an der Soler SA ass an enger Konventioun vun 2003 gereegelt. Am Moment kann een nach näischt zu der Verdeelung an zur Iwwernam vum entstanene Schued soen.

Question 4841 (12.08.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **impôts sur les primes de fin d'année :**

Zu Lëtzebuerg gëtt beim Staat, mee och a ville Betriber um Enn vum Joer d'Primm vum sougenannten 13. Mount ausbezuelt, déi, contrairement zu anere Primme fir besonnesch Verdéngschter, ganz héich besteiert gëtt.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

- Wéi héich sinn d'Recetten, déi de Staat duerch d'Besteierung vum 13. Mount geréiert? Kann den Här Finanzminister de separate Montant vun der Besteierung vum 13. Mount am ëffentlechen Déngscht am Allgemengen (Staat, Gemengen asw.) a vun der Besteierung vum 13. Mount an der Privatwirtschaft nennen, dat jeeweils fir d'Budgetsjoren 2019 an 2020?

Réponse (14.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

A senger parlamentarescher Ufro stellt den éierewäerten Deputéierten eng Rei Froen zu de Recetten, déi de Staat duerch d'Besteierung vum sougenannten 13. Mount anhëlt.

Fir d'éischt emol sief gesot, dass Revenuen au titre vum 13. Mount net méi héich besteiert gi wéi aner Salairen. Dëst gëtt däitlech, wann een net all Mount eenzel kuckt, mee d'Gesamtbesteierung vun de Revenuen op d'Joer kuckt, sou wéi se am Kader vun enger Steiererklärung oder engem Décompte annuel gemaach gëtt. Dass et optesch sou ausgesäit, wéi wann den 13. Mount méi héich besteiert géif ginn,

läit dorunner, dass de Barême progressiv ass an op méi héich Salairen och méi héich Steieren ufalen.

Wann den honorabelen Deputéierte wëll wëssen, wéi vill Recetten den 13. Mount, isoléiert gesinn, fir de Staat erabréngt, esou ass déi Fro nëmmen duerch eng Schätzung ze beäntweren, andeem een d'Differenz hëlt tëscht der Moyenne vun deenen eelef éischte Méint an dem Montant, dee fir den Dezember bezuelt gëtt.

Wann een entspriechend budgetär Recettë vun de Méint Dezember a Januar mat deene vu Februar bis November vergläicht, kann een dovun ausgoen, datt d'13. Méint, Primmen asw., déi Enn des Joers ausbezuelt ginn, dem Staat Recettë fir d'Joer 2019 vu ronn 243 Milliounen Euro a fir 2020 vun 298 Milliounen erabruecht hunn. Et ass drop hinzeweisen, datt de Staat am Joer 2020 an engem Mount duerchschnëttlech 346 Milliounen Euro u Lounsteierrecetten ageholl huet.

An dësem Kontext sief och gesot, dass anescht wéi beim Staat, wou den 13. Mount zesumme mat der Dezemberpai ausbezuelt gëtt, am Privatsecteur, jee no Fall, och d'ganzt Joer iwwer aner Primmen ausbezuelt ginn. Dofir ass et net méiglech, spezifesch ze soen, sou wéi den Deputéierten dat freet, wéi vill Recetten d'Besteierung vum 13. Mount an der Privatwirtschaft erabréngt. Selbstverständlech gëtt an der Besteierung keen Ënnerscheed gemaach tëscht Recetten an der Privatwirtschaft an am ëffentleche Secteur.

Op Basis vun den Donnéeën, déi de Staat als Employeur huet, kann een dovunner ausgoen, dass vun de Paie vun den Agente vum Staat um 13. Mount 2019 ronn 60 Milliounen Euro Steieren ofgaange sinn an am Joer 2020 ronn 65 Milliounen Euro.

Question 4842 (12.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**option « forfait bloqué » :**

Beim Ofschléisse vun engem Handyskontrakt gëtt et d'Méiglechkeet vun engem „forfait bloqué". Doduerch kann de Client festleeën, dass nom Verbrauch vum am Kontrakt festgehalene Volumen un Uriff, SMSen an och Data mobil all zousätzleche Verbrauch blockéiert gëtt. Esou kann de Client sécher sinn, keng zousätzlech Forfaiten um Enn vum Mount mussen ze bezuelen. Dëse Service ass allerdéngs net gratis, mee ass mat engem klengen Oppräis verbonnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Fro stellen:

- Kann de Minister erklären, firwat de Client muss géint Oppräis en Iwwerschreide vu sengem Abonnement verhënneren? Firwat ass de Forfait bloqué net d'Norm, esou dass all Client misst säin Accord ginn, falls dëse wëll de Risiko vun zousätzleche Fraisen agoen?

Réponse commune (14.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Dem honorabelen Deputéierte seng Fro zum „forfait bloqué" am Kader vun Handyskontrakter betrëfft esouwuel de Konsumenteschutz wéi och d'elektronesch Kommunikatioun a gouf an der parlamentarescher Fro N° 1662 vum 7. Januar 2020 schonn eng Kéier opgeworf.

Un der gesetzlecher Basis huet sech zënterhier näischt geännert an de Prinzip huet sech bei de groussen Operateuren als Standard etabléiert, dofir verweise mir op d'Äntwert vun der Ministesch fir Konsumenteschutz op d'parlamentaresch Fro N° 1662 vum 7. Januar 2020.

Question 4843 (12.08.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **temps d'attente pour un rendez-vous en mammographie :**

Esou wéi mir an eiser parlamentarescher Fro N° 4572 scho vermierkt haten, goufen et scho virum Confinement ganz grouss Waardezäiten, fir e Rendez-vous an der Mammographie ze kréien. Dës Waardezäite sinn dunn duerch d'Pandemie an duerch d'Zréckfuere vun de medezinnesche Basisservicer nach verlängert ginn.

Obwuel d'Madamm Minister schonn am Februar 2020 eng Rei Mesuren ugekënnegt hat an am September nach emol drop higewisen huet, datt fir Enn 2020/Ufank 2021 weider Verbesserungen an d'Weeër geleet ginn duerch Formatioune fir Sekretärinne vu Klinicke resp. eng Demande d'agrément vun engem Radiolog am CHdN, sinn eisen Informatiounen no d'Waardezäite fir e Rendez-vous an der Mammographie ausserhalb vum „Programme Mammographie" weiderhin immens laang.

Laut der Madamm Gesondheetsministesch hirer Äntwert op eis Fro N° 4572 géif d'Waardezäit ausserhalb vum organiséierte Mammographie-Depistage-Programm tëschent 1,5 an zwielef Méint leien. Eisen Informatiounen no mussen och Leit, déi schonns Broschtkriibs haten, laang op ee Rendez-vous waarden. Am Fall vun engem Noutfall, kéint en Dokter awer kuerzfristeg e Rendez-vous fir seng Patientin ufroen. D'Dréngleichkeet fir e Rendez-vous géing awer net vun all Dokter oder Radiolog d'selwecht ugesi ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt Persounen, déi schonns Broschtkriibs haten, laang op e Rendez-vous waarde missten/mussen?

- Falls jo, wat gesäit d'Regierung vir dogéint ze ënnerhuelen, wëssend datt et wichteg ass, Persounen, déi eng Virgeschicht mat Broschtkriibs hunn, a reegelméissegen Ofstänn ze ënnersichen? Aus wéi engem Grond mussen dës Patientinnen esou laang waarden, wëssend datt bis elo net vun engem Mangel un Apparater geschwat ginn ass?

- Wéi ginn d'Prioritéite bei der Rendez-vous-Verdeelung gesat?

- Sollt een net méi kloer definéieren, wat en Noutfall oder eng Dréngleichkeet duerstellt, soudass d'Dokteren an d'Radiologen eng alignéiert Approche kënnen huelen, wat d'Verdeelung vun de Rendez-vousen u Persoune mat enger Broschtkriibsvirgeschicht ubelaangt?

- Wat gesäit d'Regierung vir, fir de Preventiounsprogramm méi effikass ze maachen?

- Wann d'Waardezäite laang sinn, ginn dann och Recommandatioune gemaach, datt d'Patiente sollen an d'Ausland goen?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet keng Statistiken iwwert d'spezifesch Waardezäite bei Leit, déi schonns emol virdru Broschtkriibs haten.

Et ass awer esou, dass bei all diagnosteschem Verfaren (Imagerie, Laboratoire, aner Ënnersichungen) den Dokter, deen d'Ënnersichung verschreift, mat dem Dokter oder Techniker, deen d'Ënnersichung mécht, souwuel iwwert den optimale Choix vum Typ vun Ënnersichung, wéi och de beschte Moment fir dës ze realiséieren, kann diskutéieren. Am Dialog tëschent Fachleit kënnen dann zesummen eventuell Prioritéite festgeluecht ginn, baséiert op Critèrë vun Urgence.

De Fait, dass eng Fra schonns an der Vergaangenheet emol Broschtkriibs hat, ass sécher ee verständleche Stressfaktor fir déi betraffe Persoun, stellt awer net en Noutfall duer, an ass deemno net onbedéngt en objektive Critère, fir méiglechst schnell eng nei Mammographie ze maachen. Verschidde „recommandations thérapeutiques" proposéieren z. B. no engem Broschtkriibs eng järlech Mammographie, ouni dass et awer bis elo e wëssenschaftlech definitive Beweis vun dem Notze vun der Approche gëtt. Dës Mammographie ka laang viraus ugefrot a programméiert ginn a stellt domat au sens strict keng Urgence duer. Et ass sécher méi eng Fro vun der Organisatioun vum Suivi an der Programmatioun.

Reell Urgencen, wou e konkreete Verdacht op Kriibs (oder en neien Kriibs) virläit, solle vun den Dokteren a Radiologen ëmmer als Prioritéit behandelt ginn. An dësem Sënn ginn dann och Prioritéiten definéiert an d'diagnostesch Urgencë ginn ëmmer virun engem routineméissegen Depistageprogramm traitéiert. Wat elo genau eng Urgence duerstellt, a wat déi beschten Ënnersichung ass (Echographie, Mammographie oder IRM), fält an de Kompetenzberäich vun den Dokteren. Fir dem Dokter dobäi ze hëllefen, ginn et awer eng Rei Recommandatiounen, z. B. vu sougenannte Sociétés savantes. De Conseil scientifique du domaine de la santé zu Lëtzebuerg proposéiert do de „Guide du bon usage des examens d'imagerie clinique" vun der „Société française de radiologie", an aner medezinnesch Instanzen, z. B. d'Haute autorité de santé a Frankräich hunn sech och iwwert d'Indikatioune vun der Mammographie an anere Methoden ausgeschwat.

De Preventiounsprogramm vun der Mammographie, d. h. de systemateschen Depistage bei de Fraen am Alter vu 50 bis 70 Joer, ouni dass do direkt e klinesche Verdacht op Kriibs virläit, an ausserhalb vun engem Suivi vun engem schonns bekannte Kriibs, funktionéiert zu Lëtzebuerg gutt, an enker Zesummenaarbecht mat de véier Akutspideeler säit 1992.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Et gouf natierlech duerch d'Covidpandemie punktuell Retarden, well am Lockdown verschidden Ënnersichungen hu missen deplacéiert ginn.

Am Moment gëtt mat der Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) gekuckt, fir d'aktuell Mammographen duerch méi modern Equipementer ze ersetzen. D'Apparater zu Lëtzebuerg missten erméiglechen, bei gudder Programmatioun vun den Ënnersichungen, ouni Transferten an d'Ausland auszekommen.

Question 4846 (12.08.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**affaire « CumEx » :**

Wie das Online-Nachrichtenportal Reporter.lu in einem Beitrag „Cum-Ex-Skandal - Belgien will 45 Millionen Euro zurück" berichtet, hat die belgische Steuerverwaltung Klage in den Vereinigten Staaten gegen vermeintliche US-Pensionsfonds eingereicht, um die Rückerstattung dieser Gelder in Millionenhöhe zu bewirken.

Wie aus der Antwort auf unsere Frage Nr. 3524 hervorgeht, hat die luxemburgische Steuerverwaltung in den letzten Jahren durchschnittlich 7.000.000 Euro Steuerabzüge auf Kapitalerträgen rückerstattet, ohne dass es sich in diesen Fällen notwendigerweise um Rückerstattungen im Zusammenhang mit Cum-Ex-Geschäften handelt.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Finanzminister stellen:

- Wie viele Firmen haben die letzten Jahre von den vorgenannten Rückerstattungen profitiert?

- Steht es der Steuerbehörde allgemein zu, unbegründete Rückerstattungen wieder einzutreiben? Auf welche gesetzliche Bestimmungen beruft sich das Steueramt in solchen Fällen?

- Kann der Herr Minister bestätigen, dass in Fällen von mutmaßlichen Verstößen gegen strafrechtliche Bestimmungen, die Steuerverwaltung/der Staat Klage (plainte) eingereicht hat?
• Wie viele Klagen staatlicherseits wurden bisher im Zusammenhang mit Cum-Ex-Geschäften eingereicht?
• Kann die Regierung aufgrund dieser Klagen abschätzen, wie viele Steuergelder mutmaßlich zu Unrecht rückerstattet wurden?
• Sollte es zu strafrechtlichen Prozessen kommen, wird der Staat in diesen Fällen als Nebenkläger auftreten (se constituer partie civile)?

Réponse (14.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wie bereits in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr. 3524 vom 28. Januar 2021 dargelegt, ist die Anzahl der Firmen, die Rückerstattungen auf Kapitalerträge in den letzten Jahren erhalten haben, statistisch nicht erfasst worden.

Stellt die Steuerverwaltung Verstöße bei der Rückerstattung nie gezahlter Quellensteuer auf Kapitalerträge fest, wird dieser Verdacht der Gesetzwidrigkeit auf vorsätzliche Steuerhinterziehung unverzüglich an die luxemburgischen Justizbehörden weitergeleitet.

Wie bereits in den Antworten auf die parlamentarischen Anfragen Nr. 1282 vom 3. Oktober 2019, Nr. 2665 vom 14. August 2020 und Nr. 3524 vom 28. Januar 2021 dargelegt, hat die Steuerverwaltung verschiedene Steuerstrafverdachtsfälle durch Cum-Ex-Geschäfte an die für die Ermittlung allein zuständige luxemburgische Staatsanwaltschaft weitergeleitet. Es obliegt den Strafverfolgungsbehörden, den konkreten Sachverhalt dieser Fälle zu ermitteln und gegebenenfalls festzustellen, ob der Straftatbestand des Steuerbetruges erfüllt ist.

Wie bereits in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr. 2665 vom 14. August 2020 dargelegt, ist eine öffentliche Auskunft über etwaige Steuergeldausfälle, wie von den ehrenwerten Abgeordneten beantragt, durch das Offenbarungsverbot nicht möglich.

Question 4848 (12.08.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**internat du Lycée technique agricole :**

Am Artikel „D'Ackerbauschoul kritt eng nei Adress", deen den 9. August um Site vun RTL publizéiert gouf, heescht et, datt an enger fréierer Phas mat der Eréffnung vum neie Gebai vun der Ackerbauschoul och en Internat geplangt war, mee datt dës Iddi schlussendlech net ëmgesat gouf, obwuel eng kloer Nofro do ass. Et ass dovun auszegoen, datt dës Nofro net zulescht aus dem Ëmstand resultéiert, datt dee lo just genannte Lycée eng Rei spezialiséiert Formatiounen ubitt, awer fir vill Schüler aus anere Regioune vum Land nëmme schwéier ze erreechen ass.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Schoulminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, firwat d'Iddi vun engem Internat fir d'Ackerbauschoul schlussendlech net zeréckbehale ginn ass?

2. Wéi gedenkt den Här Minister op dee Probleem ze reagéieren, datt verschidde Schoule mat spezialiséierte Formatiounen, laut deem uewen zitéierten RTL-Artikel zum Beispill och d'Hotelsschoul, fir vill Schüler jee no Hierkonftsregioun ganz schwéier ze erreeche sinn?

3. Gesäit den Här Minister d'Gefor, datt ze laang Trajete sech negativ op d'Leeschtung vun deene betraffene Schüler kënnen auswierken? Wann net, firwat net?

Réponse commune (14.09.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Iddi vun engem Internat bei der Ackerbauschoul (LTA) ass aus follgende Grënn net zeréckbehale ginn. Am Moment gëtt dat privat Internat Jacques Brocquart zu Dikrech virun allem vu Schüler aus der École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (EHTL) benotzt. Et huet sech awer erausgestallt, datt dëst Internat duerch déi ënnerschiddlech Auerzäite vun de Studenten, déi dacks bis spéit an den Owend hirer Ausbildung noginn, oder déi duerch laang Stagen am Ausland sinn, net ideal fir dës Schüler sinn.

Dofir wëll d'Regierung gären op de Wee goen, fir direkt nieft der EHTL eng Struktur mat Jugendwunnengen ze schafen, notamment fir d'Schüler vun der Hotelschoul. Dat géif bedeiten, datt d'Internat Jacques Brocquart kéint haaptsächlech vun de Schüler aus der Ackerbauschoul benotzt ginn, wat mat sech bréngt, datt d'Ackerbauschoul selwer keen eegestännegt Internat méi brauch. Wat d'Hotelschoul zu Dikrech betrëfft, sief ze ënnersträichen, datt d'Regierung och aktiv dobäi ass, fir d'Méiglechkeet vun engem zweete Standbee fir d'EHTL am Süde vum Land ze analyséieren.

Déi Lycéeën, déi eng speziell Formatioun ubidden, verfüge quasi alleguer iwwer een Internat. Dëst soll et de Schüler erlaben, direkt niewent hirer Schoul ze wunnen an d'Transportweeër op ee Minimum ze reduzéieren. Als Beispill kann een de Sportlycée an der Stad nennen, deen um Fetschenhaff een Internat huet. Doriwwer eraus gëtt och den Neibau vum Sportlycée zu Mamer mat engem eegenen Internat geplangt. Dat selwecht zielt fir de Lycée technique pour professions de santé (LTPS) zu Stroossen, deen och mat engem Internat geplangt ginn ass, dat fir dës Schoulrentrée opgeet. Grad esou wéi de Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) zu Miersch, deen och zënter Jore mat engem Internat funktionéiert.

Question 4849 (13.08.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **construction d'installations photovoltaïques le long des autoroutes et lignes de chemins de fer :**

Comme le prévoit l'accord de coalition actuel, un cadastre solaire a été établi afin d'étudier et de faciliter la réalisation de grandes installations photovoltaïques, notamment et parmi d'autres, le long des autoroutes et des lignes de chemins de fer.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 4324, Messieurs les Ministres évoquent des initiatives dans ce domaine, mais qui n'ont pas encore été réalisées jusqu'à présent.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est le potentiel énergétique le long des autoroutes et lignes de chemins de fer en ce qui concerne la construction d'installations photovoltaïques ?

2) Messieurs les Ministres, peuvent-ils fournir des précisions quant aux initiatives dans ce domaine susmentionnées ? Dans quel stade d'élaboration se trouve chacune de ces initiatives ? À quel endroit se localiseraient les différents projets ? Quelle serait la production énergétique des différentes installations ?

Réponse commune (14.09.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) + 2) En ce qui concerne le potentiel en matière photovoltaïque à installer le long des lignes de chemin de fer et des autoroutes, il convient d'opérer une distinction entre le potentiel théorique et le potentiel réalisable.

Le potentiel théorique n'a pas été analysé en détail comme trop de restrictions freinent la possibilité d'y installer des panneaux photovoltaïques. La topographie est un des éléments clés de même que le volet de la propriété de ces terrains. Souvent ces

terrains, appartenant ou non à l'État, sont tellement étroits qu'il n'est pas opportun d'y installer des panneaux. L'accessibilité et la sécurité sont d'autres aspects majeurs qui empêchent souvent l'installation de sorte que le potentiel théorique le long des chemins de fer et des autoroutes n'est que difficilement exploitable.

Voilà que dans le domaine du photovoltaïque, l'accent est mis sur les surfaces plus aisément accessibles et constructibles tel que relaté dans les différents appels d'offres que l'État a lancés au cours des trois dernières années. Néanmoins, et comme exposé dans la réponse à la question parlementaire n° 4323, la possibilité d'installer des panneaux sur des terrains appartenant à l'État est toujours en cours d'analyse. Ces terrains ne sont pas toujours localisés à proximité immédiate des infrastructures publiques et ces terrains s'apparentent souvent à des terrains agricoles. À cet égard, des discussions sont actuellement menées entre les Ministères ayant l'Agriculture, l'Environnement et l'Énergie dans leurs attributions respectives afin de déterminer les conditions permettant à la fois de concilier les intérêts agricoles, de biodiversité et de production d'énergie renouvelable. Ces discussions ne sont pas encore terminées.

Vu l'objectif prévu par le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat en matière de production photovoltaïque qui dépasse les 1.000 MW en 2030, le potentiel des terrains appartenant à l'État constituera une partie importante de ce puzzle et sera analysé.

À côté de la détermination du potentiel de terrains appartenant à l'État, des conditions techniques et juridiques d'utilisation de ces terrains sont élaborées, permettant de les intégrer dans un futur appel d'offre. Cette opération n'est pas non plus aisée comme l'utilisation des terrains respectifs sur une durée de 15, 20 ou plus d'années n'est que difficilement prévisible. Néanmoins, il peut être attendu que lors d'un des prochains appels d'offres en matière de photovoltaïque que l'État lance annuellement, des terrains appartenant à l'État puissent y être intégrés.

Question 4850 (13.08.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **mise en œuvre du Plan national pour la réduction progressive de l'amalgame dentaire :**

Conformément à la loi du 16 mai 2019 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règlement (CE) n° 1102/2008 « loi mercure », le plan national pour la réduction progressive de l'amalgame dentaire a été présenté en octobre 2019.

Il définit une série d'objectifs dont la prévention de la carie dentaire tout au long de la vie, un accès facile aux traitements avec des matériaux sans mercure, une communication objective sur les risques et les alternatives pour réduire l'utilisation de l'amalgame dentaire et une gestion professionnelle des déchets d'amalgame afin d'éviter toute contamination de l'environnement. Le plan détaille également des mesures concrètes à implémenter afin d'atteindre ces objectifs.

Dans sa réponse à ma question n° 0832 du 26 juin 2019 relative au plan national « amalgames dentaires », Monsieur le Ministre de la Santé de l'époque avait écrit que l'équipement des cabinets dentaires avec des séparateurs d'amalgame n'avait pas encore pu être vérifié vu la brièveté du délai depuis l'entrée en vigueur de la « loi mercure ».

Le délai de transition de 24 mois étant désormais écoulé, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que tous les cabinets dentaires, au sein desquels des amalgames dentaires sont utilisés, sont entre-temps équipés de séparateurs d'amalgame ?

Dans la négative, combien de cabinets concernés ne sont pas encore équipés ?

Est-ce que des sanctions ont été prononcées conformément à la « loi mercure » ?

2) Est-il possible de constater une évolution vers l'abandon complet des amalgames dentaires, en particulier parmi les nouvelles implantations de cabinets dentaires ?

3) Le comité d'experts chargé d'accompagner la mise en œuvre du plan national « amalgames dentaires » est-il constitué ? Quelle est sa composition et la fréquence des réunions ?

4) La rédaction du rapport annuel relatif à la mise en œuvre du plan national « amalgame dentaire » ayant été retardé, certainement en raison de la pandémie de Covid-19, à quelle échéance peut-on s'attendre à sa publication ?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Différentes initiatives ont été entreprises ces dernières années en vue de sensibiliser le corps médical à la gestion de l'amalgame dentaire. Ainsi, le 21 novembre 2018 l'AMMD avait invité les médecins-dentistes à une soirée informative lors de laquelle le groupe Lamesch avait présenté son concept de traitement des déchets d'amalgame issus des cabinets dentaires.

Par ailleurs, une lettre informative de la part de la direction de la Santé a également été adressée aux médecins dentistes pour les informer de la nouvelle loi du 16 mai 2019 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règlement (CE) n° 1102/2008, « loi mercure » et les encourager d'équiper leur cabinet de séparateurs d'amalgame selon la norme européenne (EN ISO 11143 : 2008), au cas où leur installation n'en disposerait pas encore.

La situation sanitaire a eu des répercussions non négligeables sur le fonctionnement des cabinets dentaires, sans oublier la fermeture temporaire des cabinets et la gestion des patients selon un système de garde. Les recommandations sanitaires en matière de Covid ont obligé les dentistes à réorganiser la prise en charge de leurs patients. Cette situation exceptionnelle n'a à ce jour pas encore permis ni de relever le nombre de cabinets dentaires équipés de séparateurs d'amalgame ni de prononcer d'éventuelles sanctions.

Notons cependant que les équipements en la matière vendus actuellement, sont désormais tous équipés de séparateurs d'amalgame.

ad 2) La nomenclature des actes et services des médecins-dentistes ne prévoit, dans sa dernière version du 1er janvier 2021, pas de codes tarifaires différents pour les traitements à l'amalgame ou par une autre matière. Par ailleurs, pendant leurs études, les jeunes médecins dentistes sont désormais formés à utiliser d'autres composantes que l'amalgame lors des restaurations dentaires.

Notons que l'un des fournisseurs luxembourgeois le plus important nous a confirmé une baisse considérable de la vente des produits type amalgame au cours des dernières années.

ad 3) Le Plan national pour la réduction progressive de l'utilisation de l'amalgame dentaire relève de la compétence de la Direction de la santé et est présidé par le directeur de la santé.

Il est composé par des médecins dentistes de la division de la médecine scolaire et de la santé des enfants et adolescents ainsi que d'experts scientifiques du service de la santé environnementale. Le suivi des travaux est assuré par un représentant du service assurant la coordination des plans nationaux.

Les membres du groupe de travail se réunissent régulièrement, en moyenne toutes les quatre à six semaines selon les disponibilités.

ad 4) La première version du plan amalgame approuvé le 3 septembre 2019 par le Ministre de la Santé de l'époque prévoit la rédaction d'un rapport annuel sur l'avancement du plan.

Vu l'impact de la pandémie Covid sur la gestion des ressources humaines au sein de la Direction de la santé, les travaux de suivi autour de ce plan n'ont repris que récemment. Dès lors, la publication du premier rapport de l'avancement du plan amalgame ne pourra probablement pas être rendu comme initialement prévu pour début 2022, mais plutôt à la rentrée 2022.

Question 4859 (16.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **personnel dans les maisons de retraite et de soins :**

Mir si rezent eng Rei Virfäll zougedroe ginn, déi am Hibléck op d'Gestioun vun de Fleege- an Altersheemer awer eng ganz Rei Froen opwerfen. Deemno ass et esou, datt vill Fleege- an Altersheemer iwwerfuerdert sinn, fir sech grad nuets ëm d'Bewunner ze këmmeren, besonnesch ëm déi Bewunner, déi méi gebriechlech sinn an z. B. och dacks falen. Dëst hätt virun allem personaltechnesch Grënn; et géif also massiv u Personal feelen. Dëst féiert dozou, datt et heefeg virkënnt, datt Patienten sech verletzen, respektiv falen a mussen an d'Klinick transferéiert ginn, wou si an den Urgencen zudeem mat laange Waardezäite konfrontéiert sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt an de Fleege- an Altersheemer allgemeng e grousse Mangel u Personal ze verzeechnen ass?

2. Wann nee, wéi ass et ze verstoen, datt just verhältnesméisseg esou wéineg Personal den Nuetsdéngscht assuréiert? Gedenkt d'Madamm Minister aktiv ze ginn, fir e Méi u Personal fir den Nuetsdéngscht ze assuréieren?

3. Wa jo, wéi gedenkt d'Madamm Minister deem entgéintzewierken?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 8. Dezember 1999 (Règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées) gesäit a sengem Kapitel 4 Dispositiounen iwwert d'Personal vun den Alters- a Fleegeheemer (Centres intégrés pour personnes âgées a Maisons de soins) vir.

Den Artikel 12 vun dësem Reglement definéiert, wéi vill Betreiungspersonal (Personnel d'encadrement) d'Alters- oder Fleegeheemer op d'mannst mussen hunn, jee nodeem wéi de Fleegebedarf vun de Bewunner ass. Dëse Forfait u Fleegebedarf gëtt vun der Fleegeversécherung pro Bewunner festgeluecht.

Sou muss an engem Alters- a Fleegeheem jeeweils present sinn:

- 1 Persoun pro 2,5 Bewunner, déi op d'mannst e Fleegebedarf vu 15 Stonnen/Woch huet,
- 1 Persoun pro 5 Bewunner, déi e Fleegebedarf tëscht 7 a 15 Stonnen/Woch huet,
- 1 Persoun pro 10 Bewunner, déi e Fleegebedarf tëscht 3,5 a 7 Stonnen/Woch huet,
- 1 Persoun pro 20 Bewunner, déi e Fleegebedarf ënnert 3,5 Stonnen/Woch huet.

Dëse Minimum u Personalschlëssel gëtt an den Agrementskontrolle vun Agente vum Familljeministère kontrolléiert. Et ass mir net bekannt, datt eng Struktur dëse Minimum u Personalschlëssel net erfëllt.

De Statistiken no, déi de Ministère den 31. Dezember 2020 bei den Alters- a Fleegeheemer gefrot huet, hunn zu deem Moment 5.762 Bewunner an den Alters- a Fleegeheemer gelieft an et hunn eng 7.550 Persounen (soit eng 6.200 ETP - Emploi temps plein) do geschafft. Dovu sinn eng 5.200 Persoune Betreiungspersonal, a vun deene sinn eng 4.200 reng Professions de santé.

D'Personal an den Alters- a Fleegeheemer gëtt deels iwwert d'Fleegeversécherung (Valeur monétaire) an deels iwwert de Pensiounspräis finanzéiert. Sou ass et d'Aufgab vum Gestionnaire, fir reegelméisseg de Personalschlëssel dem Profil vu senge Bewunner unzepassen.

ad 2. + 3. Den Artikel 12 vum genannte Reglement definéiert och den Nuetsdéngscht an den Alters- a Fleegeheemer.

Sou muss an engem Alters- a Fleegeheem eng Permanence d'accueil et de soins 24 Stonnen op 24 assuréiert gi vun minimum enger Persoun, déi entweeder Infirmier gradué, Infirmier diplômé oder Infirmier psychiatrique ass:

- an engem Altersheem muss eng zweet qualifizéiert Persoun eng Permanence 24 Stonnen op 24 assuréieren, wann d'Struktur méi ewéi 100 Bewunner betreit;

- an engem Fleegeheem muss vun 51 Bewunner un, eng zweet qualifizéiert Persoun present sinn. Eng weider Persoun ass nuets néideg pro weider Tranche vu 50 Bewunner.

Dëse Minimum u Personalschlëssel gëtt an den Agrementskontrolle vun Agente vum Familljeministère kontrolléiert. D'Agente vum Ministère stelle fest, datt d'Gestionnairë meeschtens nuets méi Personal virgesinn, ewéi d'Reglement et fuerdert.

De Statistiken no, déi de Ministère den 31. Dezember 2020 bei den Alters- a Fleegeheemer gefrot huet, variéiert den Nuetsdéngscht an den Altersheemer tëscht enger a 7 Persoune pro Altersheem, an tëscht 2 a 14 Persoune pro Fleegeheem. De Ministère stellt och fest, datt déi meescht Gestionnairë wärend der Covid-19 Pandemie dëse Personalschlëssel nuets periodesch weider gehéicht hunn.

Am Gesetzesprojet N° 7524 iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit, gesäit den Artikel 6 vir, datt op mannst 2 Persounen, dovun een Infirmier, 24 Stonnen op 24 mussen an de Wunnstrukture fir eeler Leit present sinn. Pro weidere 60 Bewunner muss eng weider qualifizéiert Persoun present sinn.

Och wann ech aktuell e Mangel u Personal an den Alters- a Fleegeheemer net ka confirméieren, sou ass et der Regierung awer bewosst, datt et zu Lëtzebuerg ëmmer méi zu enger Penurie u qualifizéiertem Gesondheetspersonal kënnt. An deem Sënn lafen interministeriell Aarbechten, fir eng Promotiounscampagne ze lancéieren, déi d'Gesondheetsberuffer am Spidols- an och am Fleegesecteur soll promouvéieren.

Question 4861 (16.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**audit de l'Inspection générale de la police :**

Rezent gouf et vill Opreegung ëm en Zeitungsartikel, an deem e Policebeamten d'IGP (Inspection générale de la police) oppe kritiséiert. Et wär deemno esou, datt vill Policebeamte kaum nach Vertrauen an d'IGP hätten a sech och vun hir net gutt behandelt géife fillen. Doropshin huet d'Madamm Generalinspekter an engem Zeitungsartikel vum 11. August op dës Virwërf reagéiert a se als net berechtegt a richteg duergestallt.

Et wär deemno ubruecht, en transparent Bild iwwert d'Situatioun ze kréien.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister:

1. Ass sech den Här Minister de Spannunge bewosst, déi tëscht enger Rei Policebeamten oder vläicht och der Police als Ganzt an der IGP bestinn?

2. Wär et an den Ae vum Här Minister net elo ubruecht, en onofhängegen Audit vun der IGP ze organiséieren, fir eventuell Mëssstänn ze erkennen an ze behiewen?

Réponse (14.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'IGP huet eng Missioun vum Legislateur kritt, déi doranner besteet, d'Police ze kontrolléieren. Als externt an onofhängegt Kontrollorgan vun der Police mécht d'IGP Enquêten iwwert d'Behuelen an d'Handlunge vu Polizisten. Dat kënnen ënner anerem administrativ Enquêtë sinn op Basis vu Reklamatioune vu Bierger, penal Enquêten ënnert der Leedung an der Kontroll vun de Geriichtsbarkeeten oder disziplinaresch Instruktiounen op Basis vun enger Saisine/vun engem Opdrag vum Generaldirekter vun der Police. Fir dës Missioune kënnen auszeüben, sinn d'Neutralitéit an d'Objektivitéit zwee wichteg Wäerter, déi musse garantéiert sinn. D'IGP huet sech déi Wäerter ginn an handelt an hire Missiounen deementspriechend. D'IGP genéisst am Kader vun hirer Aarbecht mäi Vertrauen.

D'Wichtegkeet vun esou engem externen a vun der Police onofhängege Kontrollorgan ass och vun der Police selwer unanimement unerkannt.

Et versteet sech, datt d'IGP an hirem Rôle als Kontrollorgan net ëmmer beléift ass bei eenzele Beamten an et deemno zu méigleche Spannunge ka kommen.

ad 2. An noer Zukunft ass vun menger Säit geplangt, en Débat de consultatioun an der Chamber iwwert d'Ëmsetzung vun dem Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'IGP ze féieren, sou wéi dëst och fir d'Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police gemaach gouf.

Dësen Debat wier eng Opportunitéit, en éischte Bilan ze maachen.

Question 4863 (17.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **wi-fi dans les transports publics :**

Am Kader vun der parlamentarescher Fro N° 2549, huet de Mobilitéitsminister erkläert, dass et beim Ausbau vum Wi-Fi an den Zich vun den CFL duerch d'Covid-19-Pandemie wäert zu Verspéidunge kommen an dass „am Moment [net geplangt ass], fir dat aktuellt Zuchmaterial mat Wifi ze ekipéieren." An de momentan benotzten Zich soll also kee Wifi agebaut ginn, nëmmen an de bestallten, neien Zich.

Gläichzäiteg kann een um Site vun den CFL liesen:

„Die 34 bei Alstom bestellten Züge der neuen 2400er-Serie (Typ „Coradia") werden mit einem Wifi-Verbindungssystem ausgestattet und verstärken die bestehende CFL-Flotte bis Dezember 2024. In der Zwischenzeit wird die Installation von Wifi auf bestehendem Material untersucht, insbesondere für DOSTO-Züge."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. A wéi villen Zich kënnen d'Passagéier momentan vu fräiem Wifi profitéieren?

2. A wéi ville Busser kënnen d'Passagéier momentan vu fräiem Wifi profitéieren?

3. Bis wéini plangt de Ministère, Wifi op allen Zuchstrecke kënnen ze assuréieren?

Réponse (07.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Méiglechkeet, fir Wifi am bestoenden Zuchmaterial nozerëschten, gouf effektiv analyséiert, wouropshin awer decidéiert gouf, fir Wifi an enger éischter Phas just an den neien Automotricë vu de Serien 2400/2450, déi progressiv tëschent 2023 an 2025 a Betrib geholl ginn, unzebidden.

ad 2. Aktuell kënnen d'Passagéier an 23 CFL-Busse vu fräiem Wifi profitéieren.

ad 3. Laanscht d'Zuchstrecken ass d'Eisebunn ofhängeg vum Fortschrëtt an der Netzversuergung duerch déi ëffentlech Operateuren. Wat d'Garen ubelaangt, hunn d'CFL ee Programm opgestallt, fir am Laf vun 2022 100 % vun de Garë mat Wifi ekipéiert ze hunn. Momentan si 55 % vun de Garë mat Wifi ausgestatt. Enn dës Joers wäerten et der 95 % sinn.

Question 4866 (17.08.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **tests de dépistage sérologique de la Covid-19 :**

Trotz den Impfunge géint de Covid-19 wäert d'Pandemie eis nach eng Zäit laang beschäftegen, dëst och duerch déi verschidde Varianten. Lescht Woch gouf annoncéiert, datt zu Lëtzebuerg keng allgemeng drëtt Impfung fir de Moment virgesinn ass, mee dës just bei vulnerabele Leit soll gemaach ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et elo interessant wier, eng Campagne vun enger Antikierper-Analys ze lancéieren, fir ze iwwerpréiwen, wéi ee Pourcentage vun eiser Populatioun genuch géint de Virus geschützt ass?

- Wa jo, wéini soll dës Campagne lancéiert ginn?
- Wann nee, aus wéi enge Grënn?
- Kéint d'Regierung sech virstellen, Leit ouni genuch Antikierper, systematesch eng drëtte Kéier ze impfen?

Réponse (07.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Aktuell ginn effektiv zu Lëtzebuerg keng allgemeng drëtt Impfunge fir déi ganz Bevëlkerung ugebueden, mee nëmme geziilt fir e klengen Deel vun héich vulnerabele Leit, an dat laut engem rezenten Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses.

D'Regierung huet scho säit dem Oktober 2020 e Programm lafen, wou all Woch e representativen Echantillon vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung ageluede gëtt, mat dem Zil, eng zäitno Iwwerwaachung vun der Seropositiviteit Covid-19 ze maachen. Et ass aktuell virgesinn, fir dës Tester op Basis vu representativen Echantillonen op d'mannst bis Enn 2021 weiderzefëieren. Donieft gi säit Mee 2021 all Residenten a Personal vun Alters- a Fleegeheemer invitéiert, fir op Antikierper géint de Sars-CoV-2 getest ze ginn. Duerch dës Initiativ ass et méiglech, e besseren Iwwerbléck vun der allgemenger Presenz vu Covidanticorpse beim Personal a bei de Residente vun Alters- a Fleegeheemer ze hunn an op Basis vun dësen Donnéeën, iwwer nei oder adaptéiert Mesuren an den Haiser ze decidéieren. Dës Antikierpertester fannen all véier bis fënnef Méint an den Heemer statt a sollen nach bis 2023 weiderlafen.

Et ass aktuell medezinnesch gesinn nach net ganz kloer, ob all d'Leit ouni Antikierper kuerzfristeg een Impfrappel brauchen oder net. Den Impfschutz ass méi komplizéiert wéi nëmmen d'Antikierper, och wann dës schonns eng gutt Indikatioun ginn, ob d'Persoun op de Virus oder d'Impfung reagéiert huet. Niewent der renger Presenz vun den Antikierper ass och hir Qualitéit wichteg (d. h. hir Capacitéit, fir de Virus ze neutraliséieren), an zousätzlech spillen eng Rei Zelle vum Immunsystem eng wichteg Roll (d. h. déi sougenannten zellulär Immunitéit) en vue vun engem vollen Impfschutz.

D'Regierung huet de Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) gefrot, ee weideren Avis iwwer méiglech Impfopfrëschungen ze ginn, dee potenziell iwwert déi héich vulnerabel Populatioun erausgeet. Soubal dësen Avis disponibel ass, wäert d'Regierung op deem Punkt Decisiounen huelen.

Question 4876 (19.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**agression dans un parking :**

Nodeems e fréiere Journalist an engem Parking iwwerfall ginn ass an dat a sengem Blog beschriwwen huet, ass den Theema vun den Iwwerfäll a vun der Nationalitéit vun de Kriminellen nees méi an de Vierdergrond geréckelt. Den Här huet elo weider Detailer op sengem Blog publizéiert, déi och d'Regierung missten interpelléieren.

1. Ass et richteg, datt déi Leit, déi am Zesummenhang mat dësem Iwwerfall verhaft goufen, nordafrikanescher oder, méi prezis, tuneesescher Ofstamung oder Nationalitéit sinn?

2. Sinn déi Detailer, déi d'Bierger kéinte viru méigleche Gefore warnen, ëffentlech gemaach ginn?

3. Wat ass hire Statut an Europa, mat wéi engem Recht halen si sech zu Lëtzebuerg op?

4. Ass et richteg, datt d'Lëtzebuerger Police Bescheed weess iwwer eng nordafrikanesch Grupp, „Goldkette"-Gang genannt, déi vun Diddenuewen aus operéiert?

5. Gëtt et Kontakt tëscht der Lëtzebuerger an der franséischer Police iwwer dës Grupp?

6. Wou sinn déi zwee supposéiert Krimineller (am Respekt vun der Onscholdsvermuddung), déi den Iwwerfall op de Lëtzebuerger Journalist ze veränteweren hunn, haut - am Prisong, respektiv zu Dräibuer, oder schonn nees op fräiem Fouss? Gouf déi behaapte Mannerjäregkeet vun enger vun deenen zwou Persoune kontrolléiert? Wat ass dobäi erauskomm?

Réponse commune (06.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Dës parlamentaresch Fro verweist op eng prezis Affär, wou den Dossier beim zoustännegen Untersuchungsriichter läit an engersäits dem „secret de l'instruction" ënnerläit an anerersäits Persoune concernéiert, déi sech nach musse fir déi reprochéiert Faite veräntwerten an hir Defense duerleeë kënnen am Respekt vun der Onscholdsvermuddung, deemno ass et net méiglech, Detailer präiszeginn aus enger lafender Instruktioun ofgesinn de betraffene Leit (Affer an Inculpéierten).

D'Faiten, wéi se an dëser Affär beschriwwe ginn, gi reegelméisseg ëffentlech gemaach duerch déi respektiv Pressezerwisser vun der Police an der Justiz. D'Zuel vun de geklaute Bijouen, wéi beispillsweis Ketten an Unhänger, ass iwwer déi lescht Zäit an d'Luucht gaangen, wat d'Zerwisser vum Parquet och kommunizéiert hunn.

Iwwert déi traditionell Medien an divers sozial Plattforme gëtt d'Police dem Bierger reegelméisseg generell preventiv Rotschléi zu all Zorte vu Strofdoten, sou och Déifställ vermëttels Gewalttätegkeeten oder Trickdéifställ.

De Constat, datt et sech heibäi sollt ëm héich organiséiert Kriminalitéit handelen, déi vun Diddenuewen aus operéiert a speziell den nationalen Territoire viséiert, ka säitens Justizautoritéiten net konfirméiert ginn. Et handelt sech majoritär ëm jonk Leit (sief et Mannerjäreger oder jonk Erwuessener), déi sech op der Strooss an a verloossenen Haiser ophalen, ouni spezifesche Rattachement. De Phenomeen ass weeder enger spezifescher Band verschëlt, nach d'Resultat vun organiséierter Kriminalitéit, am juristesche Sënn vum Term.

E reegelméissege Kontakt an Austausch vun Informatiounen tëscht der Lëtzebuerger Police an de Police-Corpsen an den Nopeschlänner gehéiert zur Policeaarbecht.

Et sief verséchert, datt souwuel d'Justizautoritéite wéi och d'Police de Phenomeen ganz eescht huelen. Eng sëllegen Enquêten an Instruktioune sinn a gi gemaach.

Question 4877 (19.08.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **lits de vacances dans les maisons de retraite et de soins :**

An der Vakanzenzäit stellt sech ëmmer erëm d'Fro no de sougenannte Vakanzebetter fir fleegebedierfteg Leit, déi normalerweis doheem vun engem Familljemember betreit ginn. Dës Leit leeschten eng ganz wäertvoll Aarbecht, awer och si brauchen emol eng Paus an eng Vakanz.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Madamm Minister fir Famill an Integratioun stellen:

1. Wéi ass déi aktuell Auslaaschtung vun de bestoende Vakanzebetter an den Alters- a Fleegeheemer?

2. Wéi vill Aidants informels ginn et zu Lëtzebuerg a wéi laang betreien dës an der Moyenne e Familljemember?

Réponse commune (24.09.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. De Familljeministère huet keng Donnéeën zu der aktueller Auslaaschtung vun de Vakanzebetter („lits court séjour") an den Alters- a Fleegeheemer. Aus dem Recensement vum 31. Dezember 2020 ass festzestellen, datt d'Vakanzebetter am Joer 2020 duerch d'Covid-19-Pandemie kaum an Usproch geholl gi sinn. Allgemeng variéiert d'Demande u Vakanzebetter jee no der Period vum Joer. D'Vakanzebetter gi vun de Gestionnairë geréiert. Am nächste Recensement vum 31. Dezember 2021 wäert sech weisen, wéi d'Demande u Vakanzebetter an den Alters- a Fleegeheemer am Joer 2021 evoluéiert huet.

ad 2. Op den 31. Mäerz 2021 goufen et zu Lëtzebuerg 6.318 fleegebedierfteg Persounen[5], déi eng Prise en charge vun der Fleegeversécherung hunn an déi eng Interventioun vun engem Aidant virgesäit.

D'Verwaltung fir d'Evaluatioun an d'Kontroll (AEC) vun der Fleegeversécherung mécht eng Evaluatioun vun der fleegebedierfteger Persoun a beurteelt och, ob d'Persoun aus dem Entourage kapabel an disponibel ass, fir déi néideg Hëllefs- a Fleegeleeschtungen ze erbréngen. Wann dat de Fall ass, kann dës Persoun als Fleegepersoun (Aidant) unerkannt ginn. Bei der Evaluatioun gëtt zeréckbehalen, wéi d'Opdeelung tëschent dem Aidant an engem professionelle Fleegedéngscht (Reseau) ass. Den Aidant kann der fleegebedierfteger Persoun bei Aktivitéite vum alldeegleche Liewen (Hëllefs- a Fleegeleeschtungen an de Beräicher Kierperfleeg, Toilettegang, Ernierung, Un- an Ausdoen a Mobilitéit) souwéi beim Haushalt (activité d'assistance à l'entretien du ménage) hëllefen.

[5] Et handelt sech ëm Persounen, déi bei der Lëtzebuerger Assurance maladie-maternité affiliéiert sinn.

Methodologie:

Alleguerten déi fleegebedierfteg Leit, déi tëschent dem 1. Januar 2018 an dem 31. Dezember 2020 ee vun der AEC identifizéierten Aidant hunn an zu Lëtzebuerg wunnen, si consideréiert ginn. Just déi fleegebedierfteg Leit, wou den Aidant fir déi leschte Kéier op den 31. Dezember 2020 oder do virdrun (1.1.2018-31.12.2020), intervenéiert ass, ginn analyséiert. Dat heescht, et handelt sech a priori ëm opgeschlossen Zenarien (i. e. d'Persoun ass gestuerwen, e Reseau huet déi komplett Prise en charge iwwerholl, d'Persoun ass an en Etablissement gaangen ...).

Et gëtt gekuckt, wéi laang eng fleegebedierfteg Persoun op den Aidant zeréckgräift. D'Informatiounen zur Identitéit vum Aidant ginn zënter dem 1. Januar 2018 enregistréiert. Fir eng kohärent Analys ze maachen, ka just gekuckt ginn, wéi laang déi fleegebedierfteg Persoun op 1 Aidant zréckgräift. Et gëtt och net gekuckt, ob 1 Aidant eventuell 2 oder méi Persoune betreit.

Et sief bemierkt, dass bei den 1.878 fleegebedierftege Leit mat engem identifizéierten Aidant, déi analyséiert goufen, just 14 den Aidant tëscht dem 1. Januar 2018 an dem 31. Dezember 2020 gewiesselt hunn. Déi Persounen, bei deenen tëschent de Perioden, wou den Aidant intervenéiert ass, eng Period läit, wou exklusiv e Fleegedéngscht intervenéiert ass, goufen ausgeschloss.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Wärend de Joren 2018-2020 hält d'Prise en charge vum Aidant vun 2.677 fleegebedierftege Leit op.

19,8 % vun de Prise-en-chargen hunn net méi laang wéi 6 Méint gedauert, 12,5 % hunn tëscht 6 Méint an 1 Joer gedauert an 18,1 % tëscht 1 an 2 Joer. A 37,8 % vun de Fäll huet Prise en charge méi laang gedauert wéi 3 Joer. An dovunner souguer a 6,3 % vun de Fäll méi wéi 10 Joer.

Déi längsten observéiert Period vun enger Prise en charge duerch en Aidant huet 21,9 Joer gedauert. D'Moyenne vun der Längt vun der Prise en charge duerch en Aidant läit bei 3,3 Joer.

Question 4878 (19.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**enregistrement des données des clients dans les pharmacies :**

Wann ee Patient an eng Apdikt geet, fir mat enger Ordonnance ee Medikament ze kréien, gëtt dëst am Historique vum Client vun der Apdikt gespäichert. D'Mataarbechter aus der Apdikt kënnen also op Basis vum Numm noliesen, wéi eng Medikamenter dës Persoun an der Vergaangenheet verschriwwe krut. Dëst gëtt ënner anerem gemaach, fir am Kader vum Tiers payant automatique d'Sue vun der CNS rembourséiert ze kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi laang kënnen dës Donnéeë maximal vun den Apdikte gespäichert ginn?

2. Kann ee Patient an dësem Fall een Droit à l'oubli bei der Apdikt geltend maachen?

Réponse commune (23.09.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wat d'Dauer vun der Conservatioun vun den Daten an der Apdikt ugeet souwéi och wat d'Rechter vun de Leit betrëfft, gëllen d'Dispositioune vum generellen Dateschutzreglement.

De Prinzip vun der Minimiséierung implizéiert, datt den Datekontroller nëmmen d'Donnéeë sammelt a veraarbecht, déi fir d'Veraarbechtung noutwenneg sinn. D'Date musse proportional zu de Bedierfnesser vun der Veraarbechtung gesammelt ginn.

Wéi de „règlement général sur la protection des données" (RGPD) virgesäit, mussen d'Informatiounen, déi opgeholl goufen, och relevant a noutwenneg sinn, wat den Zweck vum Dossier ugeet.

All Patient ka sech och, ënnert de Konditiounen, déi am RGPD virgesi sinn, op säi Recht beruffen, déi hei virgesi sinn, a froen, dass Daten, déi net méi gebraucht ginn, da geläscht ginn.

Question 4885 (20.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **réaffectation des bâtiments de la Police grand-ducale :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 4566) preziséiert den Här Minister, datt déi eidel Gebaier um Cents, zu Rammerech, zu Nidderaanwen an zu Groussbus reaffektéiert ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet:

- Zu wéi engem Zweck ginn déi genannte Gebaier reaffektéiert?

Réponse (14.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Woubäi d'Affektatioun vu Gebaier vum Staat net an den Attributioune vun der Police oder dem Minister fir bannenzeg Sécherheet läit, si follgend Informatiounen der Police bekannt:

1. D'Raimlechkeete vum Kommissariat um Cents ginn an Zukunft weider fir intern Besoine vun der Police benotzt.

2. D'Gebailechkeete vu Rammerech a vun Nidderaanwen hat d'Police bei de jeeweilege Gemenge gelount. Deene Gemenge gehéieren dës Gebailechkeeten also weiderhin.

3. D'Gebai zu Groussbus ass un de Staat zréckgaangen a gëtt weiderhin och vun der Naturverwaltung genotzt.

Question 4889 (23.08.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **Conseil de politique alimentaire :**

D'Klima- an d'Biodiversitéitskris sinn enk verbonne mat onser Ernierungsweis. Dozou nennen ech just zwee Fakten: Éischtens steet am nach net offiziell veréffentlechten drëtten Deel vum Rapport vum Weltklimarot (IPCC) Follgendes: „Eine Umstellung auf eine Ernährung mit einem höheren Anteil an pflanzlichem Eiweiß in Regionen mit übermäßigem Verbrauch von Kalorien und tierischen Lebensmitteln kann zu einer erheblichen Verringerung der Emissionen führen und gleichzeitig gesundheitliche Vorteile bieten." Weider heescht et, dass eng planzlech Ernierung d'Emissiounen ëm bis zu 50 Prozent par rapport zu enger duerchschnëttlecher emissiounsintensiver westlecher Ernierungsweis reduzéiert.

Zweetens ass et wëssenschaftlech bewisen, dass de Fleeschkonsum en enorme Ressourcëverbrauch mat sech bréngt. Sou weist eng Studie aus der Fachzäitschréft „Science" (vum Joseph Poore an Thomas Nemecek, 2018) op, dass Fleesch- a Mëllechproduiten nëmmen 18 Prozent vun de Kalorien ausmaachen, déi e Mënsch zou sech hëlt. Dofir ginn awer 83 Prozent vun der landwirtschaftlech genotzter Fläch benéidegt. Dat heescht an anere Wierder, dass eng planzlech Ernierungsweis dës landwirtschaftlech genotzte Flächen ëm 75 Prozent reduzéiere kéint.

Sou kéint een duerch eng aner Ernierungsweis der Klima- an der Biodiversitéitskris entgéintwierken. An dëser Hisiicht kéint dem Ernierungsrot eng wichteg Roll zoukommen. D'Regierung wëll en nationalen Ernierungsrot op d'Bee stellen, deen ënner anerem zu esou Froe wéi der Ernierungsweis oder der Ernierungssouveränitéit d'Regierung beroden an all déi concernéiert Acteuren um Prozess bedeelege soll. Wéi een dem Artikel aus dem „woxx" „Ernährungssouveränität: Zweckentfremdeter Rat" enthuele kann, ginn et diesbezüglech awer eng Rei Onstëmmegkeeten.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Hält d'Regierung nach ëmmer um Schafe vun engem nationalen Ernierungsrot fest?

2. Wéi ass d'Positioun vun den zwee Ministeren zu der am „woxx"-Artikel geäusserter Kritik vum Centre for Ecological Learning Luxembourg (CELL)?

3. Kënnen d'Ministere schonn op d'Ziler an d'Zesummesetzung vum Ernierungsrot kuerz agoen?

4. Wäerte Froen ëm ons Ernierungsweis am Kontext vun der aktueller Klima- an der Biodiversitéitskris hei eng besonnesch Opmierksamkeet zougestane kréien?

Réponse commune (22.09.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. D'Regierung hält weiderhin un der Schafung vun engem nationalen Ernärungsrot fest. Dozou gouf den 1. September ee Projet de loi (*) vum Regierungsrot ugeholl. Hei ass ënner anerem d'Schafe vun engem nationalen Ernärungsrot virgesinn (* genauen Intitulé: Projet de loi relative à la mise en place et la coordination de la politique alimentaire).

ad 2. Déi deposéiert Versioun vum Projet de loi viséiert ausdrécklech een demokratesche Prozess, wat d'Politique alimentaire ubelaangt.

ad 3. De Projet de loi ass den 22. September an deene respektive Chamberskommissioune virgestallt ginn an uschléissend och der Press. De Projet de loi reduzéiert sech allerdéngs net op den Ernärungsrot.

ad 4. Et ass virgesinn, fir eng Strategie alimentaire op nationalem Plang op Basis vun engem participative Prozess auszeschaffen an do wäert et natierlech esou sinn, dass sämtlech Nohaltegkeetsaspekter ënnert d'Lupp geholl ginn - dozou gehéiert sécherlech primär och de Klimawandel an de Schutz vun der Biodiversitéit.

Question 4891 (24.08.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **subsides pour la mise à disposition des machines en cas d'une catastrophe naturelle :**

Déi rezent Iwwerschwemmungen hu gewisen, wéi séier am Fall vun esou Naturkatastrophen, nieft dem Asaz vu CGDIS, Arméi, staatleche Verwaltungen a Gemengen, Hëllef ka mobiliséiert gi vu privaten Entreprisen aus dem Beräich vum Bau, der Landwirtschaft oder dem Wäibau, déi mat hire Maschinne gehollef hunn ze raumen. Ouni dës wäertvoll Ënnerstëtzung vun alle concernéierten Acteuren hätten d'Opraumaarbechten net esou séier kënnen organiséiert ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kéint d'Regierung sech virstellen, datt Privatentreprisen, déi sech bereeterklären, hire Maschinnepark am Fall vun esou Naturkatastrophen zur Verfügung ze stellen, e Subside kéinte kréie bei der Uschafung vun neie Maschinnen, déi fir esou en Asaz gëeegent sinn?

2. Wann nee, firwat net?

Réponse commune (24.09.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Prinzipiell kënne Betriber bei der Uschafung vu Maschinnen duerch d'Gesetz fir Investitiounshëllefe finanziell ënnerstëtzt ginn (loi modifiée du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises […]), dëst ënnert deene verschiddene Bedingungen, déi duerch een enken europäesche Kader encadréiert sinn.

Donieft sief och nach betount, dass déi Betriber, déi vun den Iwwerschwemmunge betraff waren, d'Rechnunge fir d'Botzaarbechte kënnen am Kader vun den Iwwerschwemmungshëllefe geltend maachen.

Question 4892 (24.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **dangerosité de l'intersection Rossmillen (CR335-CR338) :**

D'Kräizung op der Rossmillen (CR335-CR338) huet sech mat de Joren zu enger oniwwersiichtlecher a geféierlecher Kräizung entwéckelt, besonnesch duerch dee ville Verkéier, deen déi lescht Joren opkomm ass. Allgemeng si vill Automobilisten, déi dës Kräizung reegelméisseg passéieren, der Meenung, datt et just eng Fro vun der Zäit ass, bis et hei eng Kéier zu engem Accident kënnt.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Mobilitéitsminister riichten:

1. Ginn et vusäite vum Mobilitéitsministère scho Pläng respektiv e Konzept, ewéi een dës geféierlech Kräizung op der Rossmillen entschäerfe kann?

2. Wa jo, wéi gesinn dës Pläng konkreet aus an a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung gerechent ginn?

Réponse (07.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Aktuell läit dës Kräizung op der Deviatiounsstreck vun de Camionen, déi net duerch Klierf duerfe fueren. Esoubal sech de Verkéier an Zukunft op déi sougenannt „Transversale de Clervaux" verlagert, wäert sech dës Problematik zum Deel entschäerfen.

Opgrond vun der Accidentologie ass am Abléck eng Sécherheetsetude am Lafen, fir dës Kräizung am Detail ze analyséieren. Wann dës Etude Mëtt nächst Joer ofgeschloss ass, kann a wäert en entspriechende Projet ausgeschafft ginn, deen och der zukünfteger Situatioun Rechnung dréit.

Question 4899 (25.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **démission du directeur médical et de la santé du CGDIS :**

An engem rezente Schreiwes huet de Generaldirekter vum CGDIS de Pompjeeën d'Demissioun vum Directeur médical et de la santé matgedeelt. D'Demissioun koum no enger Period, déi vu widderhuelte Kriticken um Contrôle médical vum CGDIS gepräägt war a werft d'Fro op, ob och Onstëmmegkeeten an der Direction médicale et de la santé vum CGDIS d'Demissioun mat verursaacht hunn.

Konkreet gouf engem Dokter, dee säit iwwer zéng Joer d'Medico-Ënnersichunge vun den Taucher vum CGDIS gemaach huet, vun der Direktioun vum CGDIS matgedeelt, dass en dës Tâche net méi weider ausféieren dierft, wat zu Spannungen tëscht den involvéierte Parteie soll gefouert hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass et Spannungen an der Direction médicale et de la santé vum CGDIS gëtt?

2. Kann d'Ministesch méi konkreet Informatiounen iwwert d'Grënn ginn, aus deenen dem besoten Dokter gewëssen Aufgaben entzu gi sinn?

3. Wéi gëtt séchergestallt, dass d'Taucher vum CGDIS am Kader vun hire Medico-Ënnersichungen ëmmer nach vun engem qualifizéierten Dokter examinéiert ginn?

Réponse (04.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Ech hu keng Kenntnis iwwer Onstëmmegkeeten oder Spannungen am Kontext vun der Demissioun vum aktuellen Directeur médical et de la santé vum CGDIS. Hien huet aus perséinleche Grënn gekënnegt, dat well hien en neie berufflechen Challenge wäert unhuelen.

Den Deputéierten erwäänt a senger Fro en zweeten Dokter, dee säit iwwer zéng Joer d'Medico-Ënnersichunge vun den Taucher vum CGDIS gemaach huet.

Wéi ech vum CGDIS matgedeelt krut, gouf et den 29. September 2020 e perséinlecht Gespréich mat dësem Dokter, deen informéiert ginn ass, dass säi Contrat de prestation de service géif resiliéiert ginn, dat well dëse sech reegelméisseg iwwert déi intern Prozeduren souwéi Reegelen a Krittären, déi vum Verwaltungsrot vum CGDIS festgehale goufen, ewechgesat huet. Säi Verhale konnt net weider vum CGDIS akzeptéiert ginn, wat dozou gefouert huet, dass de Kontrakt lege artis opgeléist ginn ass.

De Mäerz 2019 hunn zwee haaptamtlech Aarbechtsmedezinner aus dem Service Santé au travail des pompiers (STP, „Médico") vum CGDIS d'Formatioun „Ermächtigungskurs G 31: ‚Arbeiten in Druckluft' nach DLV" a „GTÜM-Kurs I ‚Tauchtauglichkeitsuntersuchungen'" mat Erfolleg absolvéiert. En drëtten Dokter aus dem STP huet schonn zanter senger Astellung den „Diplôme interuniversitaire de médecine subaquatique et hyperbare". Domat ass och ouni de „besoten Dokter" eng fachgerecht Ënnersichung vun den Taucher aus dem CGDIS séchergestallt.

Question 4904 (26.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **Afghans au Luxembourg :**

An der Press gëtt et Onkloerheet doriwwer, wéi vill Afghanen zu Lëtzebuerg wunnen. Et gëtt Publikatiounen, déi sech widderspriechen an och beim Statec ass et net evident, déi richteg Zuelen ze fannen. Duerfir hätt ech dës Froen un den Här Bausseminister:

1. Wéi vill Afghanen hunn zu Lëtzebuerg de Statut als unerkannte Flüchtling (BPI)? Wéi vill hunn e subsidiare Schutz? Wéi vill Afghane wunnen haut an eisem Land?

2. Wéi vill sinn der nach an enger Asylprozedur (DPI), ouni datt hir Demande positiv beäntwert ass?

3. Wéi vill Afghane sinn definitiv net als Flüchtlingen unerkannt ginn a wéi vill vun dësen hale sech ëmmer nach am Land op? Wéi vill vun deenen hunn eng Aarbechts-oder eng Openthaltserlabnis? Wéi eng rechtlech Basis hëlt d'Regierung, fir deboutéierten DPIen eng Openthalts- oder eng Aarbechtserlabnis ze ginn?

4. Wéi vill Afghane si bis elo am Rumm vun der Familljenzesummeféierung op Lëtzebuerg komm? Wéi vill Demanden op Familljenzesummeféierung leien nach vir an, sollten déi positiv aviséiert ginn, wéi vill Afghane géifen dann doduerch zousätzlech op Lëtzebuerg kommen?

Réponse (24.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Säit 2015 hunn eng ronn 450 Leit mat afghanescher Nationalitéit een internationale Schutz hei zu Lëtzebuerg unerkannt kritt. Ech verweise fir den Detail iwwert d'Unerkennungen op de järleche Bilan iwwert d'Migratioun an den Asyl souwéi op déi monatlech Kommunikatiounen am Beräich Asyl vum Ausseministère, an deenen dës Zuelen ze fanne sinn.

Laut den Zuelen um Internetsite vum Statec hunn op den 1. Januar 2021 gekuckt 674 Persoune mat afghanescher Nationalitéit hei am Land gewunnt.

ad 2. De Moment sinn nach 185 Leit mat afghanescher Nationalitéit an enger Asylprozedur, dëst entweeder um Niveau vum Ministère oder um Niveau vum Verwaltungsgeriicht.

ad 3. D'Zuel vun de Leit, deenen een internationale Schutz definitiv, dat heescht a leschter Instanz, refuséiert gouf, läit ënner 10. Vun deene Leit hunn awer och verschiddener een Openthaltsrecht als Familljemember. Am Allgemenge baséiere sech d'Autorisatioune fir eng Openthalts- an Aarbechtserlabnis op dem ofgeännerten Immigratiounsgesetz vun 2008.

ad 4. Eng ronn 200 Leit mat afghanescher Nationalitéit sinn an deene leschte Joren am Kontext vun der Familljenzesummeféierung op Lëtzebuerg komm. Bei den Demanden, déi de Moment nach virleien, kann een nach net soen, wéi vill Leit d'Konditiounen erfëllen an duerno och op Lëtzebuerg kommen.

Question 4905 (26.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **congés dans le domaine de la santé :**

An de Summerméint profitéiert eng Villzuel vun de Residente vum normalerweis gudde Wieder, fir Congé ze huelen a sech vun der Aarbecht ze erhuelen. Och wann dëse Summer d'Covidzuelen ee gutt Stéck iwwert deene vum leschte Juli/August louchen, war och am Santésberäich eng Entspanung ze erkenne par rapport zu de Wanterméint, esou dass och hei d'Personal profitéiert huet, fir sech e wéineg Congé ze huelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi ginn an de Summerméint d'Servicer vun de verschiddene Spideeler ënnerteneen ofgestëmmt, fir all néideg Traitementer vun de Patienten am Land ze assuréieren? Ginn an deem Kontext all Joer landeswäit Pläng ausgeschafft oder läit dës Responsabilitéit eleng bei den eenzele Spideeler?

2. Ginn d'Patienten am Fall wou hiren Dokter net erreechbar ass, automatesch vun der Spidolsadministratioun un aner Doktere weidergeleet oder läit et um Patient selwer, fir een adequaten Ersatz ze fannen?

Réponse (24.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Laut dem Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 ass all Spidol dofir responsabel, sech intern esou opzestellen, datt d'Continuitéit vun der Prise en charge, d'Sécherheet an d'Qualitéit vun de Servicer fir d'Patienten zu all Moment kënne garantéiert ginn, dëst och wärend de Summerméint. D'Responsabilitéit läit deemno bei de Spideeler selwer.

ad 2. Wéi schonn an der Fro 1 detailléiert, stellt all Etablissement seng eegen intern Reegelen op fir esou Fäll. D'Rendez-vouse fir Consultatioune ginn en fonction vun der Disponibilitéit vum Dokter fixéiert, d. h. fir déi Zäit wou den Dokter am Congé ass, hëlt säi Sekretariat keng Rendez-vousen un. Am Fall vun enger Urgence ass ëmmer een aneren Dokter disponibel, un deen de Patient referéiert gëtt. De Patient huet ëmmer de libre Choix, ob hie vun deem Dokter, dee grad disponibel ass, en charge geholl wëll ginn oder ob hie sech un en aneren Dokter, jee no deem sengen Disponibilitéiten, wende wëll.

Question 4911 (27.08.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réorganisation du nouveau réseau RGTR :**

Opgrond vun der Reorganisatioun an dem neie Reseau RGTR wieren a verschiddenen Uertschafte grouss Onzefriddenheete bei Gemengen a Passagéier.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Gesäit d'Regierung vir, e Bilan ze zéien, fir den neien RGTR-Reseau ze evaluéieren a gegeebenefalls ze verbesseren?

- Gëtt de Reklamatioune vun de Gemengen an de Passagéier Rechnung gedroen a kënnt et zu Alternativen?
Wa jo, wéi gesinn dës Alternativen aus?

Réponse (28.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Allgemeng gouf de gréissten Deel vun de Remarke vun de Gemengen an den neie Reseau agebaut (65 %). De ganzen Detail vun dësen Zuele fënnt een an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4299 vum 18. Mee 2021 vun der honorabeler Deputéiert Diane Adehm.

Wuel wëssend, dass déi zefridde Benotzer sech net manifestéieren, mee just déi onzefridden, krute meng Servicer follgend Reklamatiounen, wat dee rezentsten Deel vun der Ëmstellung am Mee ugeet:

1. Keng direkt Verbindung méi vun der Stad op Biekerech. Léisung: Hei gëtt eng nei Linn elo den 12. September ëmgesat, déi an der Reorganisatioun zwar virgesi war, awer am Mee nach net agefouert konnt ginn. Dës Linn wäert par rapport zu där aler Verbindung méi ee séieren Tracé hunn an ass och am Konzept als Expresslinn kategoriséiert.

2. Eng onreegelméisseg Desserte vum neie P&R Metzange. Dëse Problem war dem alen, nach net reorganiséierten Horaire geschëlt. Am September ginn dës Linnen ëmgestallt, soudass mir ee proppere Véierelsstonnentakt vu Metzange op d'Luxexpo ubidde kënnen. Aner Linne verbannen de P&R Metzange op d'Gare/Rocade, respektiv op den Houwald an op Leideleng.

3. Ubannung vun Iernster a Rammeldang un d'Luxexpo. Ursprénglech war virgesinn, béid Lokalitéiten iwwert de Findel an d'Stater Gare mat der Stad ze verbannen. Wéinst enger grousser Demande Richtung Kierchbierg, dem verhältnisméisseg kuerzen Ëmwee an enger besserer Erschléissung vu Gonnereng gëtt am September eng Linn ugepasst, fir dëst ze erméiglechen.

4. D'Ofschafe vun der Linn 314 tëschent Monnerech–Féiz–Schëffleng an Esch-Uelzecht. Bei der Analys vun dëser Linn an de Joren 2017 an 2018 ass opgefall, dass dës Linn virun allem tëschent Schëffleng an Esch benotzt gouf, awer a Richtung Féiz ware wéineg Passagéier an de Bussen. D'Verbindung tëschent Schëffleng an Esch gëtt parallell awer scho vum TICE ofgedeckt. Aus deem Grond sinn ech zur Konklusioun komm, dass dës Linn aus technescher Siicht kann ofgeschaaft ginn. Wéi 2019 dunn d'Gemenge consultéiert goufen, huet just d'Gemeng Monnerech eng Verbindung tëschent Steebrécken, Monnerech a Féiz gefrot, déi mat enger anerer Linn séchergestallt konnt ginn. D'Gemeng Esch huet sech net zu dëser Linn expriméiert an d'Gemeng Schëffleng huet keen Avis eraginn. Et huet een also mussen dovun ausgoen, dass dëst esou an der Rei wier. Nom Ofschafe vun der Linn am Mee 2021 krute meng Servicer vun zwee bis dräi Benotzer eng Reklamatioun; awer och vu Säite vun der Gemeng Schëffleng. Aus dësem Grond wäerte meng Servicer mat de Gemenge Monnerech a Schëffleng eng Léisung fannen. No der kompletter Ëmsetzung vum Reseau am Mee 2022 an enger Phas vu klenge Verbesserungen wäert de Reseau Enn 2022 nach eng Kéier komplett analyséiert ginn an ee Bilan vun der ganzer Reorganisatioun gezu ginn, soudatt de Reseau weider verbessert ka ginn. Dësen Exercice gëtt duerno reegelméisseg widderholl, wann d'Entwécklunge vum Land an d'Mobilitéitsbesoinen et verlaangen.

5. Reklamatiounen aus dem Raum Iechternach. Heibäi geet et haaptsächlech ëm d'Zäiten, fir aus der Géigend ëm Iechternach a Jonglënster an d'Uewerstad ze kommen. Am Zesummenhang mat den Adaptatioune vun den Trajete vun de Busser muss een awer bedenken, dass verschidden Deelstrecken, wéi se fréier gefuer goufen, wéinst dem Tram elo net méi gefuer ginn, fir keen Double-emploi zum Tram ze maachen. D'Etüd, déi am Virfeld vun der Reorganisatioun gemaach gouf, huet ausserdeem gewisen, dass méi Leit aus dëser Géigend gären iwwert de Kierchbierg an d'Stad wëlle fueren ewéi iwwert d'Eecher Plaz, wat deemno de Grond ass, wisou elo d'Buslinnen also elo net méi iwwert d'Eecher Plaz fueren. Et kënnt awer op dësem Tracé nach zu Upassungen, soudass de Bus an Zukunft nees op direktem Wee an den Zentrum vun der Stad fuere kann. Et ass virgesinn, déi eng oder aner Linn ab dem Fuerplangwiessel vum 12. Dezember bis op de Glacis ze verlängeren, d'Detailer vum Horaire sinn nach net ausgeschafft. Dass et bis Dezember dauere wäert, bis d'Busser aus dem Raum Iechternach bis op de Glacis fueren, huet ënner anerem och domadder ze dinn, dass déi entspriechend Infrastrukturen nach musse geschaaft ginn.

Prinzipiell gëtt de Reklamatioune vun de Gemengen an de Benotzer sou gutt wéi méiglech Rechnung gedroen. D'Objektiv vun engem effizienten ëffentlechen Transport besteet jo doranner, dass Busse solle méiglechst vill Leit transportéieren an net eidel duerch d'Géigend fueren. Leider kënnt et vir, dass d'Berécksiichtegung vu verschiddenen Demanden, souwuel vu Benotzer wéi vu Gemengen, kéinten zu Ännerunge féieren, déi d'Offer fir aner Leit oder Gemenge géifen onattraktiv maachen, zum Beispill duerch eng verlängert Fuerzäit, well zousätzlech Arrêten oder Trajetsännerunge gefrot ginn. Ausserdeem gouf festgestallt, dass verschidde rural Gemengen eng Verbindung tëschent all hiren Dierfer gefrot hunn, obwuel interkommunal Verbindunge laut Gesetz vum 5. Februar 2021 iwwert den ëffentlechen Transport an der Kompetenz vun de Gemenge leien. D'Organisatioun vum ëffentlechen Transport soll a senger Mission d'intérêt public a mat Berécksiichtegung op d'Ausgabe vun ëffentleche Steiergelder enger majoritärer Mobilitéitsdemande vun de Bierger gerecht ginn. Aus dësem Grond gëtt dofir gesuergt, fir weiderhi mëttel- a laangfristeg strateegesch ze plangen, an et gouf mam Observatoire digital de la mobilité en Instrument geschaaft, fir besser Donnéeën ze sammelen.

Question 4912 (27.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **collecte des données par un constructeur américain de voitures électriques :**

D'ZDF-Format „Frontal" huet viru Kuerzem eng Reportage iwwert d'Datesammlung vum amerikaneschen Autoshiersteller Tesla veréffentlecht. Am

Reportage, genannt „Datenkrake Tesla. Das Auto als Spion“, gëtt erkläert, dass den Auto an engem konkreete Fall en accidentéierte Chauffeur a seng Bäifuererin beim Eraklammen an den Auto gefilmt, d'Notzung vu Gas a Brems wärend der Faart gespäichert a souguer d'Pompjeeën, déi nom Accident um Auto geschafft hunn, gefilmt huet. All dës Date goufen op der Festplack vum Auto gespäichert an un d'Servere vum Hiersteller iwwermëttelt. D'Police konnt nom Accident op dës Daten zréckgräifen. „Der Tesla hat sozusagen seinen eigenen Fahrer verpfiffen“, heescht et am Reportage vun der Staatsanwaltschaft Berlin.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. D'Police grand-ducale besëtzt zwee Elektroautoe vum amerikaneschen Hiersteller. Gesäit d'Regierung an dëser Aart vun Datesammlung ee Sécherheetsrisiko fir d'Policeaarbecht?

2. Laut der Äntwert op d'Fro N° 4227 huet och ee Regierungsmember een 100 %-Elektroauto. Handelt et sech bei dësem och ëm een Tesla?
Falls jo, gesäit d'Regierung an dëser Aart vun Datesammlung ee Sécherheetsrisiko fir de betraffene Minister/déi betraffe Ministesch? Gesäit d'Regierung an deem Fall d'Vertraulechkeet vun den Aktivitéite vun der Regierung geschützt?

3. Wéi steet d'Regierung dozou, dass och d'Hëllefer (Rettungsdéngschter, Pompjeeën, Passanten ...) nom Accident op Video opgezeechent goufen?

Réponse commune (15.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Den honorabelen Deputéierte freet Prezisiounen, ob d'Sammele vu Fuerdonnéeë vu verschiddene Autoshiersteller ee Sécherheetsrisiko fir d'Policeaarbecht oder Regierungsmembere bedeit.

Am Fuerpark vun der Police grand-ducale a vun der Regierung befannen sech aktuell insgesamt dräi Gefierer vum amerikaneschen Elektroautoshiersteller Tesla. Mam Akzeptéiere vun der Dateschutzerkläerung stëmmt de Benotzer vun esou engem Gefier zou, datt Fuerdonnéeë gesammelt kënne ginn. Et sief hei preziséiert, datt dës vum Auto generéiert Donnéeën net standardméisseg mat der Identitéit vum Notzer oder der Chassisnummer vum Auto an Zesummenhang bruecht ginn. D'Donnéeë gi pseudonymiséiert a kënnen ënner anerem dofir benotzt ginn, besser Stauwarnungen oder Streckevirschléi ze maachen. Dëst pseudonymiséiert Sammele vu Fuerdonnéeë gëtt hautdesdaags bei der Majoritéit vun den Autoshiersteller gemaach, dëst jeeweils mat der Zoustëmmung duerch de Benotzer. Beim Gefier aus dem Regierungsfuerpark ass dës Optioun allerdéngs desaktivéiert.

Ëmmer méi Autoshiersteller, wéi och Tesla, ekipéieren hir Gefierer mat enger Rei Kameraen, fir zum Beispill d'Fuerbunnmarkéierungen, d'Stroosseschëlder oder d'Verkéiersluuchten ze erkennen. D'Bildmaterial heivunner kann direkt am Auto veraarbecht ginn a verléisst domadder net den Auto. Mam Accord vum Benotzer kënnen dës Donnéeën awer och fir d'Verbesserung vun den Algorithmen un den Hiersteller pseudonymiséiert weidergereecht ginn. Déi beschriwwen Thematik betrëfft net nëmmen Autoe vun Tesla, mee all méi modern Autoen, déi mat Kameraen an Infotainmentsystemer ekipéiert sinn. D'Police gesäit kee spezielle Risiko fir d'Policeaarbecht bei den zwee concernéierten Autoen, déi als Patrulleween am Déngscht sinn. Hei sief och drop higewisen, datt déi dräi Gefierer net mat Kameraen ekipéiert sinn, déi de Banneraum vum Auto filmen. Dobäi kënnt, datt d'Funktioun, mat där Videoen zwecks dësem sougenannte „Fleet Learning“ automatesch a pseudonymiséiert un Tesla weidergereecht ginn, bei den dräi concernéierte Gefierer net aktivéiert ass.

Wéi an der Dateschutzerklärung vum ernimmten Hiersteller uginn, kënne bei engem sécherheetsrelevante Virfall, wéi zum Beispill engem Accident, d'Fuerdonnéeën an och d'Filmmaterial awer op ee jeeweilegt Gefier zréckverfollegt ginn. Dësen „Event Data Recording“ kann, bei esou engem Virfall, nëmmen op Ufro vun enger nationaler Autoritéit gemaach ginn.

Do dernieft ka bei de Gefierer vun Tesla och nach ee sougenannte „Sentry Mode“ aktivéiert ginn. Bei dësem kënnen d'Kamerae benotzt ginn, fir bei engem ofgestallte Gefier d'Ëmfeld ze iwwerwaachen. Dës Funktioun ass bei kengem vun den dräi concernéierte Gefierer aus dem Fuerpark vum Staat an der Police grand-ducale aktivéiert.

Wat den „Event Data Recording“ (EDR) ubelaangt, gëtt dëse generell als ee wichtegt Element fir d'Verkéierssécherheet vun de Gefierer ugesinn. Dësen erlaabt et, besser nozevollzéien, wéi et zu engem Accident komm ass. Mat dem europäesche Reglement 2019/2144 ginn eng ganz Rei nei Sécherheetssystemer progressiv fir Gefierer agefouert. Ee vun dëse Systemer ass den EDR, deen ab dem 6. Juli 2022 fir d'Homologatioun vun engem neien Auto (M1) oder Camionnette (N1) obligatoresch gëtt an ab dem 7. Juli 2024 an all Auto a Camionnette muss verbaut sinn, fir dëse kënnen an der europäescher Unioun unzemellen. Technesch Virschréften zu dem EDR goufen an engem Aarbechtsgrupp vun der UNECE iwwert d'Homologatiounsvirschréfte vu Gefierer (WP.29) ausgeschafft[6].

Esou gesäit den Artikel 6 Paragraf 4 vun dësem technesche Reglement vir, datt:

Les enregistreurs de données d'événement satisfont, en particulier, aux prescriptions suivantes :

a) les données qu'ils sont capables d'enregistrer et de mémoriser en ce qui concerne l'intervalle de temps peu avant, pendant et immédiatement après une collision comprennent la vitesse du véhicule, le freinage, la position et l'inclinaison du véhicule sur la route, l'état et le taux d'activation de tous ses systèmes de sécurité, le système eCall embarqué fondé sur le service 112, l'activation des freins et tout autre paramètre d'entrée pertinent des systèmes embarqués de sécurité active et d'évitement des accidents, ces données présentant un haut niveau de précision et leur préservation étant assurée ;

b) ils ne peuvent pas être désactivés ;

c) la façon dont ils sont capables d'enregistrer et de mémoriser des données est telle :

i. qu'ils fonctionnent suivant un système en circuit fermé ;

ii. que les données qu'ils collectent sont anonymisées et protégées contre la manipulation et les utilisations malveillantes ; et

iii. que les données qu'ils collectent permettent d'identifier le type précis du véhicule, sa variante et sa version et, en particulier, les systèmes de sécurité active et d'évitement des accidents dont le véhicule est équipé ; et

d) que les données qu'ils sont capables d'enregistrer peuvent être communiquées aux autorités nationales, sur la base du droit de l'Union ou d'un droit national, pour les seuls besoins de l'étude et de l'analyse des accidents, y compris pour les besoins de la réception par type des systèmes et composants, et conformément au règlement (UE) 2016/679, via une interface normalisée.

Och hei ass virgesinn, datt dës Informatiounen nëmmen am Fall vun engem Accident gespäichert ginn an op Ufro vun den nationalen Autoritéiten un dës kënne weidergereecht ginn. Zousätzlech gëtt och hei nees proposéiert, datt déi gespäichert Informatiounen net kënnen op de Benotzer oder d'Gefierer zréckverfollegt ginn. Esou steet an deem selwechten Artikel:

Un enregistreur de données d'événement n'est pas capable d'enregistrer et de mémoriser les quatre derniers chiffres de la partie « désignation du véhicule » du numéro d'identification du véhicule, ni aucune autre information qui pourrait permettre l'identification individuelle du véhicule concerné, de son propriétaire ou de son détenteur.

Am Moment handelt et sech heibäi ëm een technescht Reglement op UNECE-Niveau, wat nach muss iwwert een europäescht Reglement transposéiert ginn. De verflichtenden Abau an de Gefierer gëtt dann iwwert d'Joren och op aner Kategorië vu Gefierer ausgedeent.

Question 4913 (30.08.2021) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **coassurance d'un enfant sous l'affiliation d'un parent :**

Selon l'article 7 du Code de la sécurité sociale, une coassurance d'un enfant sous l'affiliation d'un parent est possible jusqu'à l'âge de 29 ans inclus, à condition que, d'une part, l'enfant à coassurer dispose de ressources inférieures au revenu minimum garanti pour une seule personne, et que, d'autre part, l'intéressé ne soit pas affilié personnellement auprès du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS).

Notant que la coassurance d'un enfant né au Grand-Duché s'opère de manière automatique, sans qu'aucune démarche de la part du parent ne soit requise.

Or, il me revient que les étudiants, qui ont été affiliés auprès du CCSS en raison d'un contrat d'étudiant pendant les vacances scolaires, ne sont plus assurés dans le chef de leur parent après la cessation du contrat, sauf s'ils prennent l'initiative de régulariser la situation. La réaffiliation ne se fait donc plus de manière automatique, mais requiert une démarche de leur part.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations relatées ci-dessus ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre dispose-t-il des données combien de personnes ont omis de régulariser leur situation ? Quelles en sont les conséquences ?

3) Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il prendre des mesures afin de remédier à cette situation ? Est-ce qu'une réaffiliation automatique des étudiants, dont le contrat d'étudiant est venu à terme, est envisageable ?

Réponse (23.09.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Les enfants nés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et y ayant leur domicile sont automatiquement couverts par l'assurance de l'un de leurs parents.

La coassurance par le biais de l'affiliation d'un parent est ouverte sous certaines conditions jusqu'à 29 ans inclus. L'exercice d'une activité salariée en tant qu'étudiant n'a en principe aucune incidence sur ce point. En effet, une telle activité implique une affiliation personnelle de l'étudiant seulement à l'assurance accident de sorte que la coassurance par le biais des parents est maintenue en ce qui concerne l'assurance maladie.

En effet, l'article 4, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale prévoit que :

« L'occupation d'élèves et d'étudiants pendant leurs vacances scolaires ne donne pas lieu à affiliation. »

Or, dans la pratique, il s'avère que certains employeurs qui embauchent des étudiants envoient une déclaration d'entrée au Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) de sorte que lesdits étudiants se trouvent affiliés à titre principal. Par la suite, la cessation de la relation de travail est déclarée par l'employeur au CCSS et une confirmation de la désaffiliation est envoyée automatiquement à la personne concernée ainsi qu'à l'employeur. À défaut de prise de connaissance par les caisses de maladie qui gèrent les coassurances, la désaffiliation à titre principal n'implique pas automatiquement la reprise de la coassurance auprès d'un des parents. Par conséquent, il appartient aux personnes concernées de se manifester auprès des caisses de maladie afin de régulariser leur situation et être à nouveau rattachés à un des parents.

Il y a lieu de préciser qu'il s'agit souvent d'étudiants exerçant un travail temporaire (intérim), comme salarié auprès d'un employeur ou effectuant des remplacements temporaires de membres du personnel enseignant (congé de maladie, etc.) dans les écoles fondamentales et pour lesquelles les employeurs procèdent régulièrement à une déclaration d'entrée respectivement de sortie auprès du CCSS. En pareil cas, il appartient également aux concernés d'intervenir auprès des caisses de maladie. Certaines caisses de maladie procèdent automatiquement à la réaffiliation s'ils constatent que lors d'une saisine d'une ordonnance médicale l'étudiant n'est plus assuré.

ad 2) Les caisses de maladie ne sont pas en mesure de quantifier le nombre de personnes qui peuvent avoir été touchées par cette situation.

Pour les personnes qui n'ont pas régularisé leur situation auprès des caisses de maladie, le cas échéant, le système du tiers payant pratiqué dans les pharmacies respectivement les hôpitaux n'est pas appliqué de manière automatique. Dans la plupart des cas, les pharmacies respectivement les hôpitaux prennent contact avec les caisses de maladie afin de clarifier la situation relative à la coassurance. Dans l'hypothèse où les prestataires concernés ne s'adressent pas aux caisses de maladie, les personnes concernées sont amenées à faire l'avance intégrale des frais. Par la suite, les factures sont soumises par les concernés aux caisses de maladie aux fins du remboursement de la part statutaire incombant à l'assurance maladie. Les caisses de maladie procèdent au remboursement après régularisation de leur situation d'affiliation par le service en charge de la gestion des coassurances.

Bien entendu, la coassurance sous l'affiliation d'un parent est effectuée de manière rétroactive de sorte que les concernés bénéficient d'une couverture ininterrompue.

ad 3) En juin 2021, des démarches ont été entreprises par la Caisse nationale de santé afin de permettre une réaffiliation automatique des enfants résidents luxembourgeois auprès d'un des parents après la cessation de leur activité comme salarié étudiant.

Question 4920 (01.09.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **allègements fiscaux :**

Grouss Entreprisen aus dem digitale Secteur sinn ëmmer nees op der Sich no engem passende Standuert fir hir Datenzenteren. D'Verhandlunge mat de respektive Staaten a Gemenge verlafen dobäi meeschtens ënner Ausschloss vun der Ëffentlechkeet an net seele sinn ëmfaassend Steiervergënschtegungen Deel vun den Accorden.

Gerechtfäerdegt ginn déi héich Steiervergënschtegungen, déi den Datenzenterbedreiwer accordéiert ginn, an der Reegel domat, dass duerch den neien Datenzenter sollen Aarbechtsplaze fir Employéé geschaaft ginn an och de lokale Bausecteur vum Bau vum Komplex soll profitéieren.

Tatsächlech ass et awer esou, dass de Bausecteur just punktuell vun zousätzlechen Opträg profitéiere kann an Datenzenteren eng éischter geréng Unzuel u Personal brauchen. Järlech Steiervergënschtegungen a Milliounenhéicht erschénge virum Hannergrond vum héije Ressourcëverbrauch vun den Zenteren an dem limitéierten Impakt op den Aarbechtsmarché dofir alles anescht wéi gerechtfäerdegt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Gouf et fir den eventuell geplangten Datenzenter zu Biissen Diskussiounen, an deenen och Steiervergënschtegunge gefuerdert, voire envisagéiert goufen?

2. Falls jo: Wéi héich waren déi gefuerdert/ugebuede Vergënschtegungen?
Wéi vill Aarbechtsplaze sollt den Datenzenter schätzungsweis schafen, falls sech fir de Standuert zu Biissen entscheet géif ginn?

Question 4922 (01.09.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **allègements fiscaux aux grandes entreprises du numérique :**

Il ressort d'un article sur forbes.com du 19 août 2021 que de nombreux États rivalisent pour offrir des allègements fiscaux massifs aux grandes entreprises du numérique qui cherchent à construire des centres de données. En effet, les multinationales du numérique auraient comme critère décisionnel d'installation dans une ville ou un pays les tax rulings compétitifs proposés par ces derniers.

Selon la recherche du journaliste de cet article mentionné, des entreprises comme Google et Facebook obligeraient les gouvernements locaux à signer des accords de non-divulgation alors qu'ils recherchent des allègements fiscaux massifs pour leurs centres de données qui ne créeraient que très peu d'emplois. Ces centres de données n'emploieraient en effet généralement pas plus de quelques dizaines de personnes à temps plein pour entretenir les serveurs.

Bien que la durée et la magnitude des incitations varient, l'analyse de Forbes a montré qu'en moyenne, les villes et les comtés aux États-Unis renonceraient à un million de dollars de recettes fiscales potentielles pour chaque nouvel emploi permanent dans un centre de données. De plus, les autorités locales ne sauraient parfois pas à quelle entreprise ils accordent les allègements fiscaux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Sachant que les centres de données sont devenus indispensables dans notre quotidien, le Gouvernement peut-il nous informer si dans le cadre des discussions en vue de l'établissement du centre de données Google à Bissen, des questions sur la fiscalité ont déjà été discutées dans le cadre des négociations ? La question fiscale est-elle une condition prérequise pour l'installation par Google de son centre de données à Bissen ?

- Des avantages fiscaux ont-ils été négociés ? Si tel est le cas, le ministre peut-il nous en dire plus sur les négociations en cours de tax rulings ainsi que la direction prise par le Gouvernement à ce sujet ? Dans la négative, le ministre peut-il exclure définitivement l'octroi d'avantages fiscaux ?

- Combien de personnes seraient susceptibles d'être employées dans le centre de données à Bissen ?

Réponse commune (08.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Déi honorabel Deputéiert schreiwen an hirer parlamentarescher Fro vu Steiererliichterungen, déi verschidden amerikanesch Bundesstaate groussen Entreprisen aus dem digitale Secteur offréieren. Zu Lëtzebuerg gëllen d'Reegele vum Steiergesetz fir all d'Entreprisen d'selwecht an et gi keng selektiv Steieravantagen accordéiert. Dofir sinn am Kontext vun den Diskussioune vum Bau vum geplangten Datenzenter zu Biissen och keng Steiervergënschtegungen accordéiert ginn.

Question 4923 (01.09.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **croissance du PIB :**

Il me revient que la reprise conjoncturelle de 2021 semble s'atténuer probablement vers la fin de l'année, en particulier en Allemagne. À en croire des économistes, le pic de la récente relance aurait déjà été dépassé si bien que la croissance du PIB se situerait dans un avenir proche à des niveaux atteints avant l'éclatement de la crise sanitaire.

---

[6] https://undocs.org/fr/ECE/TRANS/WP.29/2020/100/Rev.1

Étant donné que l'économie allemande est l'une des économies locomotives de l'Europe et que le Luxembourg en dépend fortement, il se peut que la croissance de notre propre économie se ralentisse également.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Les projections de croissance pour les mois à venir, en particulier pour les années 2022 et 2023, risquent-elles d'être révisées à la baisse ?

- Vu le ralentissement de la croissance en Allemagne, Monsieur le Ministre estime-t-il que l'impact de celui-ci soit plutôt limité au Luxembourg en raison de la prépondérance du secteur des services dans notre économie ?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de quantifier l'influence des délais de livraison allongés et de la pénurie de matériaux sur l'évolution de notre PIB d'ici le milieu de la décennie ? Quelles sont les branches qui, actuellement, sont les plus touchées par les différentes pénuries ?

Réponse (05.10.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Les perspectives pour l'économie allemande en 2021 sont en effet moins favorables dans le contexte actuel, car l'industrie y représente une part élevée (environ 20 % de son PIB) et ce secteur est affecté à l'échelle européenne par des pénuries de matériaux. La croissance du PIB allemand devrait atteindre 2,5 % à 3 % en volume cette année, contre 5 % environ pour l'ensemble de la zone euro. À noter également que l'économie allemande avait bien moins souffert que la plupart des autres États membres en 2020, d'où un effet de rebond moins prononcé pour 2021. Pour 2022 par contre, les prévisions les plus récentes (OCDE et IFO, publiées en septembre 2021) anticipent une croissance de l'ordre de 4,5 % à 5 % en Allemagne, des chiffres qui diffèrent peu de ceux publiés dans le courant de l'été par la Commission européenne ou la Bundesbank. Pour l'ensemble de la zone euro, les prévisions les plus récentes émises par les organisations internationales (Commission européenne, OCDE, FMI) sont plutôt révisées à la hausse par rapport à celles du printemps 2021, et ce pour les années 2021 (+ 5 % en moyenne) et 2022 (+ 4,5 %). Ainsi, si les perspectives pour l'Allemagne sont moins favorables, surtout pour 2021, l'expansion prévue pour l'ensemble de la zone euro n'a que peu évolué et plutôt dans le bon sens.

L'Allemagne est le premier pays partenaire commercial du Luxembourg : elle représente presque 30 % de nos exportations de biens et un peu plus de 20 % de nos exportations de services. Il est donc important de suivre l'évolution de l'économie allemande de près. Si les difficultés de l'industrie allemande devaient durer ou s'empirer, celles-ci auraient à terme des retombées négatives sur le Luxembourg. Ce n'est cependant pas le scénario privilégié aujourd'hui, les prévisions tablent plutôt sur une normalisation progressive de l'offre par rapport à la demande et une résorption des goulots d'étranglement affectant actuellement la production industrielle européenne au courant de la première moitié de 2022.

Le Statec ne dispose actuellement pas de quantification précise de l'impact des délais de livraison allongés et de la pénurie de matériaux sur le PIB luxembourgeois. Dans le cadre des enquêtes de conjoncture menées auprès des entreprises luxembourgeoises, ces dernières mentionnent des difficultés croissantes d'approvisionnement depuis la fin de 2020, dans l'industrie mais aussi dans la construction. À l'instar de ce qui est constaté dans l'ensemble des économies européennes, la production de ces branches peine à redécoller alors que les carnets de commandes sont bien remplis. Dans l'industrie européenne, les secteurs les plus touchés par ces phénomènes sont ceux du papier, du bois, de l'automobile, des produits électroniques et électriques et des machines-outils.

Question 4924 (01.09.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **participation luxembourgeoise au programme COVAX :**

COVAX est une initiative ayant pour but d'assurer un accès équitable à la vaccination contre le Covid-19 dans 200 pays. Le Luxembourg s'est engagé à participer à ce programme en faisant don d'un certain nombre de vaccins et de moyens financiers.

Il est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Coopération :

1) À quoi le Luxembourg s'est-il exactement engagé dans le cadre de l'initiative COVAX ? Tant au niveau de la donation de vaccins qu'au niveau de la participation financière ?

2) À la date du 31 août 2021, quelle somme d'argent et combien de vaccins le Luxembourg a-t-il effectivement déboursé ou fait parvenir aux organisateurs de l'initiative ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il d'augmenter sa participation à l'avenir ? Si oui, de quelle manière ?

4) La participation luxembourgeoise à l'initiative COVAX est-elle imputée au budget du Ministère de la Santé ou à celui du Ministère de la Coopération ?

5) La participation est-elle comptabilisée comme Aide publique au développement (APD) ?

Réponse commune (28.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) Le pilier « vaccins » de l'Accélérateur d'accès aux outils contre la Covid-19 (« Accélérateur ACT »)[7] est communément appelé le COVAX. Il est dirigé principalement par l'Alliance du vaccin (GAVI), l'OMS et la Coalition for Epidemic Prepardness Innovations (CEPI), et a pour but de garantir l'achat et l'approvisionnement de vaccins contre la Covid-19 à tous ses participants. Unicef et l'Organisation panaméricaine de la Santé (PAHO) contribuent au mécanisme en acheminant les vaccins vers les pays bénéficiaires.

Le Luxembourg contribue financièrement à la garantie de marché COVAX AMC à hauteur de deux millions d'euros. Le Luxembourg s'est également engagé à partager 350.000 doses de vaccins à travers COVAX, à destination de pays éligibles dans le cadre de ce mécanisme.

À noter qu'actuellement, le COVAX compte 192 économies participantes, dont 100 économies à revenu élevé et 92 économies à revenu faible et intermédiaire. Ces dernières sont éligibles au mécanisme de financement de la garantie de marché COVAX AMC, leur permettant l'acquisition de doses de vaccins.

ad 2) Le Luxembourg a annoncé, dans une lettre de contribution du 21 décembre 2020, sa contribution à la garantie de marché COVAX AMC à hauteur d'un million d'euros. Le 2 juin 2021, le Premier Ministre a annoncé un soutien additionnel d'un million d'euros lors du sommet COVAX « One World Protected », portant le montant global à deux millions d'euros.

Jusqu'à présent, 1.500.000 euros ont été déboursés. Les 500.000 euros supplémentaires sont programmés pour être déboursés en 2022.

De plus, il est prévu de procéder au partage de 350.000 doses de vaccins à des pays partenaires à travers le COVAX. Pour des raisons de modalités pratiques, les 56.000 doses de vaccin partagées avec le Cap Vert n'ont pas pu être diffusées via le COVAX.

ad 3) Le Gouvernement compte, dans une première phase, mettre en œuvre les engagements énoncés ci-dessus.

ad 4) La participation financière luxembourgeoise à la garantie de marché COVAX AMC est imputée sur le Fonds de la coopération au développement et comptabilisée comme APD.

ad 5) Il est renvoyé à la réponse à la question précédente.

Question 4926 (02.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **réunion conjointe des Gouvernements luxembourgeois et belge :**

Den 31. August hunn déi lëtzebuergesch an déi belsch Regierunge sech getraff, fir iwwert déi bilateral Bezéiungen ze diskutéieren. An enger gemeinsamer Deklaratioun hu béid Regierungen iwwert d'Inhalter vun dësen Diskussioune bericht. Vill konkreet Moossname goufen allerdéngs net ugekënnegt an d'Deklaratioun ass op ville Plaze stomm, wéi verschidden Zilvirgabe sollen erreecht ginn.

Virun allem iwwert déi Zuchverbindung „Lëtzebuerg–Bréissel" an déi europäesch Achs „Bréissel–Lëtzebuerg–Stroossbuerg" si keng nennenswäert Verbesserungen ze erkennen. Zënter Joerzéngte gëtt vu lëtzebuergescher a vu belscher Säit versprach, fir déi dräi europäesch Haaptstied mateneen ze verbannen. Stand haut brauch ee Passagéier awer ëmmer nach méi Zäit, fir iwwer Lëtzebuerg vu Stroossbuerg op Bréissel ze kommen (440 Kilometer), wéi iwwer Paräis ze fueren (ronn 800 Kilometer).

An der gemeinsamer Deklaratioun ass dozou Folgendes ze liesen:

Les deux Vice-Premiers ministres et ministres de la Mobilité […] ont rappelé l'importance particulière qu'ils attachent à une modernisation accélérée de la ligne ferroviaire Luxembourg-Bruxelles afin de renforcer la vocation internationale de cet axe. […] Aujourd'hui, les deux Vice-Premiers ministres et ministres de la Mobilité […] ont affirmé leur volonté d'actualiser prochainement la lettre d'intention ferroviaire belgo-luxembourgeoise en vue d'augmenter et améliorer les connexions ferroviaires entre les deux pays.

(Quell: https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2021/08-aout/31-declaration-gaichel.html, leschten Opruff den 31.8.2021)

Wat d'Erliichterung vum Homeoffice fir d'belsch Grenzgänger ugeet, gouf an der Deklaratioun Folgendes erwäänt:

Ainsi, la règle dite des « 24 jours » va être assouplie. En effet, à partir de l'année 2022, un travailleur transfrontalier pourra exercer son activité pendant une période de 34 jours en dehors de l'État d'activité habituel, tout en restant imposable dans cet État, soit dix jours de plus qu'actuellement. […] près de 48.000 travailleurs résidant en Belgique se rendent chaque jour au Luxembourg.

Fir Däitschland gëllt weiderhin d'Reegel vun den 19 Deeg a fir d'Fransousen d'Limitt vun 29 Deeg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Moossname wäerte béid Regierungen ënnerhuelen, fir dës „modernisation accélérée" vun der Streck „Lëtzebuerg–Bréissel" ze realiséieren?

A wat fir engem Zäitraum soll dëst geschéien?

Wéi vill Sue wëllen d'Regierungen dofir an d'Hand huelen?

2. Wéi vill vun den 48.000 belsche Frontaliere wäerte vun där Erhéijung vun den Homeoffice-Deeg profitéieren?

3. Ass et net diskriminéierend, dass an der Groussregioun elo déi belsch Frontaliere besser gestallt si wéi eis däitsch oder franséisch Noperen? Wäert d'Regierung och eng Erhéijung fir de Rescht vun eise Grenzgänger ustriewen?

Réponse commune (12.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Beim Treffen tëschent de béide Mobilitéitsministeren den 31. August 2021 hunn dës un d'Wichtegkeet erënnert, déi si der Moderniséierung vun der Achs Bréissel–Lëtzebuerg bäimoossen. Nodeem d'Moderniséierungsaarbechten op Lëtzebuerger Säit betreffend der Aféierung vun neie Signalanlagen an der Ëmstellung op 25 kV Wiesselstroum-Elektrifizéierung ofgeschloss sinn, riicht sech dëse Message virun allem un déi belsch Säit, déi um Niveau vum Infrastukturbedreiwer an der nationaler Eisebunnsgesellschaft Moossnamen ergräife muss, fir de Phasage an de Planning vun de verbleiwenden Aarbechten ze optimiséieren. Lëtzebuerg hëlt weiderhin Deel um organisatoreschen Niveau betreffend den internationalen Zich, mee bedeelegt sech finanziell net un den Aarbechten, déi nach vu belscher Säit op belschem Territoire ze realiséiere sinn.

De belsch-Lëtzebuerger Aarbechtsgrupp wäert deemnächst zesummekommen, fir déi bilateral Offsiichtserklärung ze aktualiséieren, mat Hibléck, fir d'Eisebunnsverbindungen tëschent béide Länner auszebauen an ze verbesseren. Bei dëser Aktualiséierung wäert d'Belsch kënnen hir Analys an een neien Datumsvirschlag fir d'Enn vun den Aarbechte virleeën, dee fir d'éischt eng méiglech Erhéijung vun der Offer vun direkten IC-Zich Mëtt 2025 virgesäit.

Zil vun der Regierung bleift et, fir den Teletravail souwuel fir seng Residente wéi fir seng Frontalieren ze promouvéieren an ze vereinfachen. Aus deem Grond freet sech d'Regierung, datt mat der Belsch en Accord fonnt konnt ginn, mat deem déi belsch Frontaliere kënnen an Zukunft zéng Deeg méi vun doheem aus schaffen, ouni steierlech Konsequenzen ze droen.

Wéi vill belsch Frontaliere vun der Erhéijung profitéiere kënnen, hänkt vun der Ofsprooch tëschent den eenzelen Employéen an hiren Employeuren of.

Souwéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, wäert d'Regierung, no dësem Accord mat der Belsch, och d'Diskussioune mat Frankräich a mat Däitschland féieren, fir den Teletravail och fir hir Residenten, déi zu Lëtzebuerg schaffen, mat engem adequate steierleche Regimm ze favoriséieren.

Question 4927 (02.09.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **vestes de sécurité pour agents du CGDIS :**

Beim CGDIS kënnt et vir, dass d'Agenten op gefäierlech Asätz musse fueren. Laut eisen Informatiounen hunn dofir verschidden Agente gefrot, fir Sécherheetsvesten zur Verfügung gestallt ze kréien. Hir Demande soll allerdéngs refuséiert gi sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Kënne laut der Madamm Ministesch esou Vesten am Noutfall d'Agente schützen?

- Huet d'Madamm Ministesch Kenntnis vum Wonsch vun eenzelen Agenten no esou Vesten?

- Stellt de CGDIS den Agente Sécherheetsvesten zur Verfügung, wann de Bedarf an de Wonsch do ass?

- Wann nee - firwat net?

Réponse (15.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Fir d'alleréischt wëll ech déi honorabel Deputéiert drop hiweisen, dass et net dem Inneministère seng Aufgab ass, sech ëm d'Gestioun vun den alldeegleche Missioune vum CGDIS, engem onofhängegen Etablissement public, ze këmmeren.

Ech ginn dovun aus, datt déi honorabel Deputéiert mat hirer Fro déi „gilets de protection" viséiert, déi géint Schoss- oder Stiechwaffe schütze sollen.

Esou Vesten assuréieren natierlech e gewësse Schutz fir déi Kierperdeeler, déi vun der Veste bedeckt sinn. Dëse Schutz zielt awer jee no Typ vu Veste nëmme viru bestëmmte Waffen.

Op Nofro hi gëtt et beim CGDIS keng offiziell Demande vun de Vertrieder vun de fräiwëllegen oder haaptamtleche Pompjeeë fir esou Vesten.

De CGDIS stellt deemno och keng Schutzvesten zur Verfügung. Nodeems déi fréier Administration des services de secours schonn eng Analys vun der Situatioun gemaach hat an déi verschidde Vesten, déi um Marché zur Verfügung stoungen, consideréiert hat, ass sech och no engem Austausch mat Rettungsdéngschter aus dem Ausland géint d'Uschafung vu Schutzvesten entscheet ginn.

De CGDIS setzt villméi op d'Ausbildung vu sengem Personal. D'Fraen a Männer Pompjeeë ginn trainéiert, gefäierlech Situatiounen ze erkennen, ze evitéieren an ze entschäerfen.

Question 4928 (02.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **émissions CO_2 en avion :**

wëlle fléien, kënnen sech fir verschidden Destinatiounen tëscht Economy, Business oder First Class entscheeden. Am Fall, wou ee Business oder First Class bucht, huet d'Rei am Fliger nëmmen zwee Sëtzer respektiv gëtt laut der „Free Seat Policy" de Sëtz an der Mëtt fräi gelooss. Doduerch fléie manner Passagéier an enger Maschinn vun A no B.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi chiffréiert sech am Duerchschnëtt den Ënnerscheed un CO_2-Emissioune pro Kapp tëscht engem rengen Economy-Fluch an engem renge Business-Fluch?

2. Wéi positionéiert sech d'Regierung par rapport zu Business-Flich virum Hannergrond vum rezentste Klimarapport vun der IPCC? Denkt d'Regierung, dass esou ee Modell weider gefërdert soll ginn?

3. Am Kader vun der CO_2-Besteierung gëtt op EU-Niveau elo och iwwert eng Kerosinnsteier nogeduecht. Wéi steet d'Regierung zu enger CO_2-Steier, déi tëscht engem Economy-, Business- a First-Class-Fluch géif ënnerscheeden?

Réponse (08.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Eng Fluchgesellschaft offréiert generell verschidde Produiten, déi op d'Besoine vun ënnerschiddleche Profiller vu Passagéier zougeschnidde sinn. Meeschtens gëtt et och e „Business"-Produit, dee manner geduecht ass fir „an d'Vakanz ze fléien", mee dee soll den Ufuerderunge vu Leit entspriechen, déi professionell Deplacementer maache mussen. Zu esou engem Produit gehéieren, jee no Compagnie, d'Méiglechkeet, fir en Ticket flexibel ëmzebuchen oder ze stornéieren, den Accès zu enger Lounge oder engem Espace fir ze schaffen, Taxi- oder Parkingservicer an och ganz dacks méi Plaz am Fliger an/oder méi komfortabel Sëtzer. Dëst ass haaptsächlech de Fall bei grousse Maschinnen, déi interkontinental Flich assuréieren.

Wat den honorabelen Deputéierten ënner engem „rengen Economy-Fluch" an engem „renge Business-Fluch" versteet, ass net ganz kloer. En duerchschnëttlechen CO_2-Ausstouss pro Passagéier kann net allgemeng festgeluecht ginn, well dat vu ville verschiddene Facteuren ofhänkt, wéi z. B. dem Fligertyp, der Distanz, déi geflu gëtt, der Auslaaschtung vum Fluch (Loadfactor), dem Gewiicht vum Bagage etc. Den CO_2-Ausstouss vun engem Fluch geet generell duerch d'Zuel vun de Passagéier pro Capita erof, wa méi Leit am Fliger sëtzen. Déi mannste Flich hunn allerdéngs eng Auslaaschtung vun 100 %, deemno kann d'Ausso, datt duerch eng Business Class „manner Leit vun A no B fléien", net generaliséiert ginn.

D'Luxair bitt keng „First Class"-Flich un an huet och aktuell keng separat reservéiert „Business Class". Et gëtt, jee no Demande a Reservatioun vu Businessflich, ee Sëtz fräi gelooss. Et sief och nach erwäänt, datt duerch d'Covid-19-Pandemie d'Buchunge vu Businessflich ëm ongefeier 80 % erofgaange sinn an et gëtt sech am Secteur erwaart,

[7] L'Accélérateur ACT est un cadre de collaboration réunissant plusieurs organisations mondiales et acteurs du domaine de la santé, créé suite à l'appel des dirigeants du G20 de mars 2020 de mettre un terme à la pandémie le plus rapidement possible.

datt de Prozentsaz vu Businessflich och dauerhaft wäert méi niddereg bleiwen.

D'Regierung fuerdert oder promouvéiert keng Businessflich vis-à-vis vun anere Flich.

Wat d'Besteierung ugeet, solle verschidde Saachen net vermëscht ginn. D'EU-Kommissioun huet effektiv eng Rei vu konkreete Mesurë proposéiert am Kader vun de Pläng fir „Fit for 55", fir d'CO_2-Ausstéiss an der Aviatioun ze reduzéieren. Dozou gehéiert och eng Besteierung vum Kerosinn bannent der EU, dee bis ewell international vun esou enger Steier exemptéiert war. D'Lëtzebuerger Regierung begréisst dës Propos ausdrécklech an den Transportminister huet an dësem Sënn am Juli 2021 och e Courrier un d'Kommissioun geschéckt.

Dës Steier um Kerosinn soll vun de Compagnien direkt op hirem Verbrauch bezuelt ginn. Eng CO_2-Steier gëtt et aktuell schonn a Form vum EU-ETS (Emission Trading System), woubäi d'Fluchgesellschaften Emissiounszertifikater kafen an esou op hire produzéierten Emissiounen zousätzlech Käschten hunn. Ob an ënner wéi enger Form se dës Käschten um eenzelen Ticket un de Passagéier weiderginn, bleift de Compagnien iwwerlooss.

Eng Ticket-Tax, déi nëmme géif tëscht verschiddene Buchungsklassen ënnerscheeden, ass aktuell net am Gespréich. Verschidde Länner wéi Groussbritannien oder Frankräich mat der „taxe de solidarité" hunn esou eng Tax agefouert, mee d'Recettë ginn hei awer net exklusiv fir d'Kompensatioun vun CO_2-Emissioune benotzt.

Question 4929 (02.09.2021) de **MM. Gilles Baum** et **André Bauler** (*DP)* concernant l'**augmentation du contingent des pharmacies :**

Il va sans dire que la croissance démographique de ces dernières années fait croître les demandes sur les plans les plus divers. Ainsi, le nombre de pharmacies a été révisé à la hausse depuis le début du siècle afin de faire face aux demandes de la population en matière d'approvisionnement en médicaments et produits assimilés.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Quel est le nombre de pharmacies qui exercent actuellement au Luxembourg ?

- Est-il prévu d'augmenter le contingent des pharmacies au cours de cette décennie ?

- Dans l'affirmative, quel sera le nombre programmé par le Ministère de la Santé ?

- Quels sont les critères retenus pour décider de l'implantation d'une officine en une région déterminée ?

- Dans quels cantons ou communes du pays le ministère prévoit-il d'établir une ou plusieurs nouvelles pharmacies ?

Réponse (07.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Actuellement, le Grand-Duché de Luxembourg dispose de 98 pharmacies ouvertes au public. S'y ajoutent trois nouvelles concessions qui ont été créées sur demande des administrations communales au cours des dernières années, mais qui ne sont pas encore fonctionnelles. Ces concessions se trouvent dans les communes d'Esch-sur-Sûre, Contern et Lorentzweiler.

À défaut d'un plan national pour la création de nouvelles concessions de pharmacie, la mise en place de celles-ci se fait sur requête auprès du Ministère de la Santé, qui avant de se prononcer définitivement, prend les avis de la Direction de la santé et du Collège médical.

Comme indiqué dans la réponse à la QP n° 4066, le Ministère de la Santé se rallie à la proposition du Collège médical relative à l'élaboration d'un plan national pour la création de nouvelles officines, fondé sur une pluralité de critères (démographie, infrastructures médicales, accessibilité, etc.) afin de mieux pouvoir juger le besoin et la nécessité de création de pharmacies supplémentaires et entreprendra les démarches nécessaires à cette fin.

Question 4931 (06.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux :**

D'Gesetz vum 10. Dezember 2009 reegelt d'Hospitaliséierung vu Persounen, déi mental Problemer opweisen. Et handelt sech heibäi ëm Reegelen, déi déif an d'Fräiheete vun enger Persoun agräifen an déi u sech nëmmen dofir geduecht sinn, deene Leit ze hëllefen, déi eng Gefor fir sech an/oder hiert Ëmfeld duerstellen. D'Placéiere vun enger Persoun an engem Spidol fir mental Gesondheet muss ënnert héchster Transparenz an dem strikten Ofweie vun de Grondrechter vun dëser Persoun vu Fall zu Fall a mat ganz vill Proportionalitéit tëschent Zil an Zweck decidéiert ginn, fir net fälschlecherweis Mënsche willkürlech anzespären.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Opgelëscht no Demandeur fir eng Placéierung, souwéi se an de fënnef Kategorien aus dem Artikel 7 festgehalen ass:

- Wéi vill Persoune sinn zënter dem Akraafttriede vum Gesetz an ee Service de Psychiatrie placéiert ginn?
- Wéi vill sinn tëschenzäitlech erëm entlooss ginn?
- Wéi laang sinn d'Persounen am Duerchschnëtt placéiert?
- Wéi vill Persoune sinn no enger Entloossung op een Neits placéiert ginn?

2. Wéi vill Persoune sinn zënter dem Akraafttriede vum Gesetz wärend hirer Observatiounszäit (vu maximal 30 Deeg) entlooss ginn? Wéi laang sinn dës Persounen am Duerchschnëtt placéiert? Wat ass de Medianwäert?

3. Kënnen d'Patiente wärend hirer Observatiounsperiod géint hire Wëlle staark Medikamenter a Berouegungsmëttele veruerdent kréien? Falls jo, wéi gëtt dëst dokumentéiert, wéi vill Medikamenter verofreecht ginn an aus wéi enge Grënn? Wéi gëtt séchergestallt, dass dës Dokumentatioun net manipuléiert gëtt?

4. Nom Artikel 42 vum Gesetz muss d'Ministesch der Chamber all dräi Joer ee Rapport vun der Situatioun vun de Spideeler fir mental Gesondheet presentéieren. Dës Rapporte si fir de breede Public allerdéngs net ze fannen. Kéinten dës Rapporten, ënner Berécksiichtegung vum Dateschutz vun de Persounen, ënner PDF-Form um Site vum Ministère veröffentlecht ginn? Falls nee, firwat net?

5. Wéi kënne Persounen, déi zu Onrecht an esou eng Struktur placéiert goufen, sech dogéint wieren?

6. A wéi vill Fäll hu Persounen eng Plainte géint eng Placéierung gemaach, well si zu Onrecht an eng zoue Struktur placéiert goufen? A wéi ville Fäll koumen d'Enquêteuren zur Konklusioun, dass dës Leit tatsächlech fälschlecherweis placéiert goufen?

Réponse commune (07.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. + 2. Déi gefroten Donnéeë gi fir de Moment net zentral erfaasst. Aktuell ginn et fënnef Spideeler, déi e Service de psychiatrie exploitéieren an déi deemno ënnert d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 10. Dezember 2009 falen. Et handelt sech ëm de CHEM zu Esch, de CHL an d'HRS zu Lëtzebuerg esouwéi de CHdN an de CHNP zu Ettelbréck.

ad 3. Dem Ministère de la Santé ass net bekannt, dass d'Patienten an de Psychiatrië Medikamenter a Berouegungsmëttele géint hire Wëllen administréiert kréien.

ad 4. De Ministère gesäit kee Problem, fir déi Rapporten, wann se bis presentéiert goufen, och um Site vum Gesondheetsministère ze publizéieren.

ad 5. Eng Persoun, déi hire Placement an esou eng Struktur ufechte wëll, ka laut den Artikelen 30 a 37 vum Gesetz vum 10. Dezember 2009 zu all Zäit e Recours virum Bezierksgeriicht (Lëtzebuerg oder Dikrech, jee nodeem wou d'Etablissement, an deem d'Persoun placéiert ass, sech befënnt) aleeden. D'Geriicht decidéiert dann, ob de Placement berechtegt ass.

Wéi bei all Geriichtsurteel kann d'Persoun och Appell géint dës Decisioun vum Bezierksgeriicht aleeden.

Dovunner ofgesinn existéieren zwou Kommissiounen, déi periodesch analyséieren, ob de Placement nach berechtegt ass oder ob d'Persoun entlooss muss ginn.

Et handelt sech do engersäits ëm déi sougenannte „Commission spéciale chargée de l'exécution des décisions judiciaires de placement", bestoend aus engem Riichter, engem Magistrat vum Parquet, zwee Memberen, déi vum Santésministère proposéiert ginn, vun deenen een e Psychiater oder Pedopsychiater muss sinn. Dës Commission spéciale ass zoustänneg, wann d'Persoun op Uerder vun enger Geriichtsdecisioun, déi d'Persoun op Basis vum Artikel 71 vum Code pénal[8] als pénalement irresponsabel erkläert, placéiert gouf (Artikelen 33 bis 38 vum virerwäänte Gesetz vum 10. Dezember 2009).

Anersäits, an all deenen anere Fäll vu Placementer (z. B. e Placement, dee vum Tuteur vun der Persoun ugefrot ginn ass), ass eng aner Kommissioun, bestoend aus engem Riichter, engem Psychiater (oder Pedopsychiater) an engem „assistant d'hygiène sociale" oder engem Assistant social, fir dës Decisiounen zoustänneg (Artikel 29 vum virerwäänte Gesetz vum 10. Dezember 2009).

ad 6. Et sief am Virfeld bemierkt, dass d'Prozedur vum Placement a fir d'Ufechte vun dësem Placement, egal vu wéi engem Acteur de Placement gefrot respektiv ugeuerdent gouf, eng zivilrechtlech Prozedur ass, déi och vum Geriicht bzw. vun engem delegéierte Riichter kontrolléiert gëtt. Aus deem Grond kann déi placéiert Persoun nëmmen d'Voies de recours, déi vum virerwäänte Gesetz vum 10. Dezember 2009 virgesi sinn, benotzen.

D'Justizautoritéite féiere keng Statistiken iwwert déi verschidde Grënn, déi eng Entloossung rechtfäerdegen.

Et gi keng individualiséiert Statistiken zu de Recourse vu placéierte Persoune virun 2015, sou dass dës Zuelen nëmme réckwierkend op déi lescht fënnef Joer kënne geliwwert ginn. D'Zuele vun de Recourse vun de placéierte Persoune säit 2015 sinn déi follgend:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4933 (07.09.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**entraînement de la Force d'action rapide nucléaire à Cattenom :**

Selon un article de presse, la Force d'action rapide nucléaire (FARN) d'EDF s'est entraînée cette semaine en situation fictive d'un accident nucléaire à la centrale de Cattenom.

1) Madame la Ministre de l'Intérieur, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et Madame la Ministre de la Santé peuvent-ils me dire s'ils étaient informés de cet exercice d'envergure ? Les autorités luxembourgeoises auront-elles accès à un rapport qui retrace le déroulement et les conclusions de cet exercice ?

2) Des membres du CGDIS sont-ils invités à participer à de tels exercices ? Sinon, pour quelles raisons cet exercice n'est-il pas organisé de façon à prendre en compte le fait qu'une réaction coordonnée transfrontalière s'impose dans le cas d'une catastrophe nucléaire à Cattenom ?

3) Des exercices transfrontaliers simulant un accident nucléaire à Cattenom sont-ils organisés régulièrement ? Si oui, est-ce qu'un tel exercice aura lieu prochainement ?

Réponse commune (07.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) La mise en place de la Force d'action rapide du nucléaire (FARN) fait partie des mesures prises en France après l'accident de Fukushima. Il s'agit d'une entité mobile, disposant de moyens matériels et d'équipes spécialisées, pouvant intervenir en cas d'un accident grave sur une centrale nucléaire qui n'arrive plus à maintenir le refroidissement du réacteur. Indépendamment de l'événement ayant provoqué l'accident, la mission principale de la FARN sera d'assurer l'alimentation en eau et en électricité par des moyens mobiles. Il s'agit ainsi d'une dernière barrière pour éviter qu'un accident provoque des rejets radiologiques importants. On parle dans ce contexte d'une intervention d'urgence sur site sous la responsabilité de l'opérateur de la centrale nucléaire et dont l'objectif est différent d'un exercice d'urgence hors site.

Ce type d'entraînement est organisé plusieurs fois par an sur les différents sites nucléaires en France. Tout comme pour le dernier passage de la FARN à Cattenom, la division de la radioprotection était invitée à la présentation des équipes de la FARN.

La centrale de Cattenom a communiqué en amont de l'exercice sur l'objectif et le déroulé de l'exercice en question. Étant donné qu'il s'agit d'un exercice interne à la centrale de Cattenom, aucun rapport n'a été transmis aux autorités. Cependant, dans le cadre de la réunion de la prochaine Commission locale d'information, la centrale de Cattenom présentera un retour d'expérience.

ad 2) Pour les raisons élaborées plus haut, l'entraînement de la FARN n'avait pas vocation à simuler un impact radiologique hors site et ne comprenait donc pas l'activation des différents centres de crise.

ad 3) Des exercices transfrontaliers sont organisés tous les cinq ans. Le prochain exercice aura lieu en 2022. Un pilier essentiel de ces exercices est en effet la coordination transfrontalière, tel que précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 0407 du 22 février 2019.

Question 4934 (07.09.2021) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**incident avec violence lors d'une patrouille du service de gardiennage sur le territoire de la ville de Luxembourg :**

Sur les réseaux sociaux circule actuellement une vidéo qui montre une scène qui se serait déroulée le soir du 4 septembre 2021. Elle montre que le chien d'un agent de gardiennage privé s'acharne sur une personne, le chien ne lâchant pas prise de la jambe de la personne et l'agent tenant le chien en laisse dans l'impossibilité de le maîtriser.

Tout en attendant les résultats de l'enquête lancée, nous voudrions poser les questions d'ordre général suivantes à Madame la Ministre de la Justice et Messieurs les Ministres de la Sécurité intérieure et de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Comment les ministres évaluent-ils la situation dans laquelle cet incident a pu avoir lieu ?

2) Ne sont-ils pas d'accord que cet incident illustre les limites d'un patrouillage de l'espace public par un service de gardiennage privé ?

3) Quelles exigences incombent à la société de gardiennage et aux salariés en charge du chien, notamment en termes de formation du maître-chien et de dressage du chien ?

4) Dans quelle situation et sous quelles conditions le chien peut-il être démuselé lors de la patrouille de l'espace public ?

Réponse commune (11.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Les questions des honorables Députés appellent les réponses suivantes :

ad 1) Au vu du caractère récent des faits, l'évaluation de la situation et l'analyse du déroulement exact de l'incident sont encore en cours. Étant donné que le parquet a également ouvert une enquête pénale concernant ces faits qui est toujours en cours, il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de se prononcer plus en avant sur cet incident.

ad 2) Effectivement. Il ne saurait être admis qu'une entreprise de gardiennage, engagée par une entité publique comme l'État ou une commune, puisse effectuer des patrouilles dans des lieux librement accessibles au public (les rues, les places publiques, les parcs ou autres aires de récréation, les aires de jeux, etc.) avec une mission de sécurité publique, c'est-à-dire afin de prévenir de façon générale la commission d'infractions pénales pouvant être commises par les personnes qui s'y trouvent. Cette façon de faire équivaudrait à un genre de privatisation ou de sous-traitance des services étatiques de sécurité publique, ce qui est inadmissible dans un État de droit dans lequel le pouvoir de contrainte vis-à-vis des personnes et des biens doit être et rester dans les attributions de services étatiques, dont les pouvoirs et obligations sont à prévoir par la loi.

ad 3) La loi modifiée du 12 novembre 2002 relative à … ne prévoit actuellement pas encore de dispositions spécifiques relatives à l'usage de chiens lors de l'exécution de missions de gardiennage. Par conséquent, seules les dispositions de droit commun applicables à tous les chiens, telles que prévues par la loi modifiée du 9 mai 2008 relative aux chiens, sont applicables.

La loi modifiée du 9 mai 2008 relative aux chiens régit la matière à travers les articles 9,10,12,16,17 et 18.

Dans l'hypothèse où on part du principe qu'il s'agit d'un chien susceptible d'être dangereux qui figure sur la liste des chiens mentionnés au paragraphe 1er de l'article 10 de la loi précitée ou dont le statut de « chien susceptible d'être dangereux » a été reconnu en vertu d'une décision du directeur de l'Administration des services vétérinaires en vertu de l'article 9 de ladite loi, les dispositions légales suivantes sont d'application.

L'article 12, paragraphe 1er, de loi précitée du 9 mai 2008 dispose comme suit :

« Les détenteurs des chiens mentionnés à l'article 10 (1) doivent obligatoirement participer à des cours de formation. La réussite aux cours est sanctionnée par un diplôme. Les modalités de ces cours et les conditions d'obtention de ce diplôme sont fixées par règlement grand-ducal […]. »

L'article 9, paragraphe 3, de la même loi dispose, de son côté, à ce sujet que « Le directeur de l'Administration des services vétérinaires peut notamment prescrire que le chien doit être tenu en laisse en tout lieu et/ou être muselé, qu'il doit participer à des cours de dressage, tels que prévus à l'article 16 et/ou que le détenteur doit suivre des cours de formation, tels que prévus à l'article 12 (1). »

[8] Fir dass esou e Placement kann ugeuerdent ginn, musse follgend Konditiounen erfëllt sinn:
(i) D'Persoun muss fir hir Strofdot als pénalement irresponsabel erkläert gi sinn;
(ii) D'Troubles mentaux, déi um Moment vun der Strofdot existéiert hunn, mussen nach ëmmer existent sinn;
(iii) D'Persoun muss eng Gefor fir sech selwer oder déi aner duerstellen.

Il découle de ce qui précède que les détenteurs de chiens susceptibles d'être dangereux qui figurent sur la liste du paragraphe 1er de l'article 10 de la loi précitée du 9 mai 2008 doivent obligatoirement suivre un cours de formation dont la réussite est sanctionnée par un diplôme.

En vertu de l'article 9, paragraphe 3, de la même loi, le directeur de l'Administration des services vétérinaires peut aussi prescrire au détenteur d'un chien, auquel il a reconnu le statut de « chien susceptible d'être dangereux » et qui ne figure pas sur la liste des chiens du paragraphe 1er de l'article 10 précité, de participer à des cours de formation dont la réussite est sanctionnée par un diplôme.

L'article 16, paragraphe 1er, de la même loi prévoit de son côté que « [l]es chiens mentionnés à l'article 10 (1) doivent suivre un cours de dressage. Ces cours sont organisés par une personne physique ou morale agréée par le ministre […]. »

Le paragraphe 3 de l'article 16 rajoute que « [l]a réussite aux cours de dressage est sanctionnée par un diplôme. Ce diplôme est valable trois ans et est renouvelable pour un même terme […]. »

L'article 17 de la même loi prévoit au niveau des exigences des personnes pouvant exercer l'activité de dressage des chiens ce qui suit :

« Seules les personnes âgées de plus de 18 ans et détenant un certificat de dressage sont autorisées à exercer l'activité de dressage des chiens. Pour obtenir le certificat de dressage, la personne intéressée adresse une demande écrite au ministre.

[…]

Le certificat de dressage peut être délivré aux candidats justifiant d'une formation spéciale dans le domaine du dressage des chiens organisée notamment par les personnes physiques ou morales prévues à l'article 16 et agréées par le ministre ou justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans d'activité à titre principal.

Le certificat, assorti le cas échéant d'obligations, est délivré par le ministre pour un terme de cinq ans et est renouvelable pour un même terme. Il peut être retiré si la personne ne se conforme pas aux dispositions légales ou si elle ne respecte pas les obligations fixées par le certificat. »

En vertu de l'article 9, paragraphe 3, de la loi précitée du 9 mai 2008 le directeur de l'Administration des services vétérinaires peut prescrire qu'un chien, auquel il a conféré le statut de « chien susceptible d'être dangereux », doit participer à des cours de dressage en dépit du fait qu'il ne figure pas sur la liste des chiens susceptibles d'être dangereux du paragraphe 1 de l'article 10 précité.

Dans l'hypothèse où il s'agit d'un chien au mordant, il faut se référer à l'article 18 de la loi précitée du 9 mai 2008 qui prévoit ce qui suit :

« (1) Le dressage des chiens au mordant ne peut être pratiqué que :

- dans le cadre de l'entraînement et des épreuves de travail sportives organisées par une personne physique ou morale prévue à l'article 16 ;
- dans le cadre de l'entraînement des chiens utilisés exclusivement dans les activités de sauvetage, de gardiennage, de surveillance et de transports de fonds.

Il ne peut en outre qu'être pratiqué pendant l'entraînement des chiens utilisés par les services et unités de la Police grand-ducale, de l'armée et des douanes. Les séances sont organisées au sein des entreprises qui exercent ces activités ou au sein des services et unités prévus dans ce paragraphe ou sous le contrôle d'une personne physique ou morale prévue à l'article 16 […]. »

Il s'ensuit de ce qui précède que le dressage des chiens au mordant est exclusivement limité à trois hypothèses bien précises. Le cas de figure sous rubrique a trait aux activités de gardiennage et de surveillance et rentre donc dans le champ d'application du paragraphe 1 de l'article 18 de la loi précitée.

Le paragraphe 2 de l'article 18 de la loi précitée prévoit au niveau des exigences des personnes pouvant exercer l'activité de dressage des chiens au mordant ce qui suit :

« Seules les personnes détenant, en plus du certificat de dressage, un certificat de capacité sont autorisées à exercer l'activité de dressage des chiens au mordant et à acquérir et utiliser des objets et des matériels destinés à ce dressage. Pour obtenir le certificat de capacité, la personne intéressée adresse une demande écrite au ministre.

[…]

Le certificat de capacité peut être délivré aux candidats justifiant d'une formation spéciale dans le domaine du dressage des chiens au mordant organisée notamment par les personnes physiques ou morales prévues à l'article 16 et agréées par le ministre ou justifiant d'une expérience d'au moins trois ans dans ce domaine, en produisant un certificat de travail ou une attestation d'activité.

Le certificat de capacité, assorti le cas échéant d'obligations, est délivré par le ministre pour un terme de cinq ans et est renouvelable pour un même terme. Il peut être retiré si la personne ne se conforme pas aux dispositions légales ou si elle ne respecte pas les obligations fixées par le certificat. »

Étant donné que ces dispositions paraissent insuffisantes pour encadrer de façon appropriée l'usage de chiens en matière de gardiennage, des réflexions sont actuellement en cours visant à modifier la loi précitée du 12 novembre 2002 également à ce sujet.

ad 4) En application de la loi modifiée du 9 mai 2008 relative aux chiens, le directeur de l'Administration des services vétérinaires dispose en la matière d'un pouvoir d'appréciation lui donnant la faculté d'octroyer le musèlement de chiens susceptibles d'être dangereux.

En effet, l'article 9, paragraphe 3, de la loi précitée du 9 mai 2008 dispose à ce sujet que « Le directeur de l'Administration des services vétérinaires peut notamment prescrire que le chien doit être tenu en laisse en tout lieu et/ou être muselé, qu'il doit participer à des cours de dressage, tels que prévus à l'article 16 et/ou que le détenteur doit suivre des cours de formation, tels que prévus à l'article 12 (1). »

Question 4935 (07.09.2021) de **MM. André Bauler** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant la **propagation de la dengue :**

Actuellement la dengue, fièvre dite mystérieuse, fait un retour ravageur en Inde à un rythme impressionnant. En effet, le virus de la dengue, qui est une infection virale transmise par piqûre de moustique, se propage assez facilement dans les milieux urbains et semi-urbains.

Il nous revient que cette maladie des régions tropicales et subtropicales tend à se propager de plus en plus dans les régions dites tempérées en raison du changement climatique, de la mondialisation des échanges et de l'urbanisation progressive si bien que l'OMS qualifie ce virus de maladie appelée « réémergente ».

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Nos hôpitaux seraient-ils préparés, si besoin en était, à accueillir et à soigner avec efficacité des patients atteints du virus de la dengue et retournant des régions les plus touchées à l'heure qu'il est ? Existe-t-il un traitement spécifique de la dengue ?

- Comment le Ministère de la Santé surveille-t-il l'expansion du virus dans nos contrées ? Existe-t-il des statistiques en la matière ?

- Quelles sont les perspectives établies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour ce qui est de la propagation de ce virus dans nos régions au cours des années à venir ?

Réponse (08.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La dengue est une maladie virale transmise essentiellement par les moustiques de l'espèce Aedes albopictus, ou moustique tigre (et accessoirement par Aedes agyptii). On constate au niveau mondial régulièrement des épidémies de dengue en fonction notamment de la propagation des moustiques vecteurs. Typiquement les moustiques du genre Aedes sont peu présents en Europe avec cependant une recrudescence ces dernières années, due aux changements climatiques et aux transports internationaux de personnes et marchandises. En effet, les moustiques ont besoin de conditions climatiques favorables à leur développement et se propagent le long des voies de transports internationaux sous forme d'adultes (p. ex. dans les voitures ou bus) et sous forme d'œufs ou de larves dans certaines marchandises (p. ex. les pneus usés qui contiennent souvent de l'eau stagnante, site de ponte des moustiques).

Le traitement de la dengue est essentiellement symptomatique, il n'y a pas de médicament antiviral spécifique. Tous les hôpitaux luxembourgeois, et notamment le Service national des maladies infectieuses (SNMI) au Centre hospitalier de Luxembourg, sont bien préparés pour traiter les malades de dengue. On y hospitalise d'ailleurs régulièrement des voyageurs infectés qui retournent au Luxembourg après un voyage en zone d'endémie et qui sont pris en charge de préférence au SNMI. La surveillance de la maladie passe nécessairement par la surveillance du vecteur. Ainsi, au Luxembourg le « Naturmusée », en collaboration avec la Direction de la santé et un expert suisse de renommée internationale, est en train d'élaborer un « atlas des moustiques » dont la finalisation a été retardée par la pandémie Covid-19 mais dont la publication est prévue pour 2022. Le genre Aedes est bien présent au Luxembourg (voir carte 1 de l'ECDC en annexe), mais essentiellement l'espèce Aedes japonicus qui fut découverte la première fois en 2018 dans notre pays. Son pouvoir de transmission de virus est fort limité et elle ne constitue pas de réel risque sanitaire.

Le moustique-tigre (Aedes albopictus) n'a pas encore été retrouvé chez nous (carte 2) mais a été détecté sur une aire d'autoroute proche en Belgique en août 2018. Un projet de surveillance ciblant Aedes albopictus a été réalisé par le « Naturmusée » en 2020 (Projet AIMSurv2020 dans le cadre du EU COST action CA17108 « Aedes Invasive Mosquitos ») sur deux aires d'autoroute au Luxembourg sans détecter le moustique. À l'avenir, il est envisagé d'instaurer un programme de surveillance permanent sur trois aires d'autoroute, une aire de transport de cargo multimodal, un terminus de bus internationaux et l'Aéroport de Luxembourg.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'European Centre for Disease Control and Prevention (ECDC) prédisent en effet un risque de diffusion plus large de moustiques tropicaux en Europe dans les années à venir et ont décrit ce risque et les mesures possibles de contrôle notamment dans les documents « Regional framework for surveillance and control of invasive mosquito vectors and re-emerging vector-borne diseases 2014-2020 » (WHO Regional Office for Europe) et « Infectious diseases in a changing climate ». L'ECDC publie une mise à jour de la distribution du vecteur et des maladies associées au moins tous les six mois.

La lutte préventive contre la dengue se résume essentiellement à la réduction du vecteur, ce qui peut être obtenu par l'élimination des sites de ponte (c.-à-d. des eaux stagnantes).

(Cartes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4936 (07.09.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**incident avec violence lors d'une patrouille du service de gardiennage sur le territoire de la ville de Luxembourg :**

Am Zesummenhang mam Tëschefall am Garer Quartier, wou ee Mann vun engem Hond vun enger Sécherheetsfirma blesséiert gouf, huet d'Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg an engem Interview mam „Quotidien" d'Affer vun dëser Attack follgendermoosse charakteriséiert: « La police me confirme qu'il s'agit d'un très bon client. Il s'est fait remarquer pour des faits de vol, des rixes et d'autres infractions. »

Am Hibléck op d'Lëtzebuerger Justiz huet d'Madamm Buergermeeschter am selwechten Interview gesot: « Il faut s'assurer qu'il y ait suffisamment de places en prison pour les délinquants et au centre de rétention pour ceux qui doivent être extradés. » (Source: « Incident à la Gare : "Le chien a aussi été frappé..." »; „Le Quotidien" vum 7. September 2021, Säit 2).

Dee selwechten Tëschefall huet d'Madamm Justizministesch an engem Interview mam „Quotidien" follgendermoosse kommentéiert: « Le cadre légal ne prévoit pas des patrouilles de ces sociétés de gardiennage sur la voie publique. J'ai déjà attiré l'attention de la Ville et de G4S sur ce fait. [...] J'ai demandé à obtenir une copie du contrat conclu avec la Ville et tous les rapports sur les incidents enregistrés. » (Source: « Chiens de garde : La loi sera revue »; „Le Quotidien" vum 7. September 2021, Säit 3).

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Justizminister, der Madamm Banneminister an dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wat fir Mesuren ergräift d'Regierung, fir sécherzestellen « qu'il y ait suffisamment de places en prison pour les délinquants et au centre de rétention pour ceux qui doivent être extradés »?

2. Wéi verdréit sech de Wonsch vun der Madamm Justizministesch, fir „une copie du contrat conclu avec la Ville et tous les rapports sur les incidents enregistrés" ze kréien, mat der Gemengenautonomie, déi duerch déi geplangte Gemengereform vun der Madamm Banneminister jo nach vergréissert soll ginn? Gëtt et eng Base légale fir dëse Wonsch vun der Madamm Justizminister? Ass d'Regierung net der Meenung, datt et, wann iwwerhaapt, éischter un der Madamm Banneminister wier, fir esou ee Wonsch ze äusseren?

Réponse commune (04.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. De Moment ginn et nach ëmmer genuch Plazen am Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) zu Schraasseg an am Centre pénitentiaire zu Giwenech (CPG), fir all Prisonéier opzehuelen. En drëtte Prisong, de Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff (CPU), ass de Moment am Bau, woumat d'Kapazitéit vu Plaze fir Prisonéier nach emol erhéicht wäert ginn.

D'Kapazitéit vum „centre de rétention" war duerch d'Pandemie wärend e puer Méint reduzéiert, wäert awer elo nees kënnen eropgesat ginn. Et sief och nach ernimmt, datt d'Aarbechten amgaange si fir d'Schafe vun neie Strukturen, fir de Centre de rétention ze entlaaschten.

Et ass wichteg ze preziséieren, datt de „centre de rétention" net als Alternativ zum Prisong geduecht ass an d'Leit do net opgrond vu kriminellen Aktivitéite placéiert ginn. De Placement an de Centre de rétention ass eng „privation de liberté" an doméinst just ënner bestëmmte Konditioune méiglech. Eng dovun ass, datt d'Persoun sech illegal am Land ophält an datt doriwwer eraus eng konkreet Perspektiv besteet, datt d'Persoun kann eloignéiert ginn. Nieft deene bekannte Problemer wéi der Identifikatioun vun de Leit an der Kooperatioun mat den Heemechtslänner kënnt derbäi, datt sech an dësem Beräich den Impakt vun der Pandemie weiderhi bemierkbar mécht, soudatt et schwiereg ass, verschidden Eloignementer duerchzeféieren.

ad 2. Hei muss en Ënnerscheed gemaach ginn tëschent der Kontroll vun der Verwaltung vun de Gemengen, déi an der Kompetenz vun der Madamm Inneminister ass, engersäits, an der Kompetenz vun der Madamm Justizministesch, déi eng Kontrollfunktioun iwwert d'Sécherheetsfirmen huet, anerersäits. D'Ausstelle vum Agrement fir eng Sécherheetsfirma, an deemno och d'Kontrolléiere vum Anhale vun de legale Konditioune vun dësem Agrement, läit laut Artikel 5 Alinea 3 vum Gesetz vum 12. November 2002 beim Justizminister. D'Gesetz detailléiert net, wéi de Justizminister seng Kontrollfunktioun ausübe soll. D'Justizministesch huet d'Rapporten ugefrot, fir kënnen ze iwwerpréiwen, ob d'Gesetz hei agehale gouf. Well d'Gardiennagegesetz ënnert d'Attributioune vun der Madamm Justizministesch fält, ënnerläit et deemno net der Madamm Inneminister, fir dëse Wonsch ze äusseren.

Question 4939 (08.09.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**âge légal de départ à la retraite :**

An der Wochenzeitung „d'Lëtzebuerger Land" vum 3. September 2021 gouf en Tableau publizéiert, baséierend op Donnéeë vun der OECD betreffend d'Espérance de vie à la retraite a verschiddenen EU-Länner. Den OECD-Donnéeën no géif den Âge légal de départ à la retraite zu Lëtzebuerg bei 62 Joer leien.

Wëssend, datt den Âge légal de départ à la retraite aktuell bei 65 Joer zu Lëtzebuerg läit an a gewësse Fäll eng Pension de vieillesse anticipée méiglech ass, déi momentan bei 57 respektiv bei 60 Joer läit, wëll ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wou d'OECD dës Donnéeën hierhuet?

2. Mécht de Ministère respektiv huet de Ministère eng Richtegstellung gemaach?

Réponse (27.09.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. An hire Publikatiounen (z. B. am „Pensions at a glance" vun 2019) definéiert d'OECD e sougenannten „normalen" Âge de départ à la retraite als den Alter, an deem eng Persoun, déi ouni Ënnerbriechung zënter dem Alter vun 22 Joer geschafft huet (eventuell Studienzäite ginn hei net berécksiichtegt), an d'Pensioun goe kann, ouni dass d'Pensioun reduzéiert gëtt.

Op der Basis vun Informatiounen iwwert de Pensiounssystem, déi d'Inspektioun vun der sozialer Sécherheet (IGSS) der OECD liwwert, ënnerhëlt d'OECD hei eege Berechnungen, fir en einfacht Fallbeispill opzestellen an an deem Kader d'OECD-Memberstaate mateneen ze vergläichen.

Wann een dann déi 40 Cotisatiounsjoren hëlt, déi am Code vun der sozialer Sécherheet virgesi sinn, fir kënne fréistens mat 57 eng virgezunnen Alterspensioun ze huelen, da kënnt een op 62 Joer, wann eng Persoun géif mat 22 Joer ufänken ze cotiséieren an dat ouni Ënnerbriechungen. Dobäi ginn zum Beispill d'Unisjoren, wärend deenen een net kotiséiert, net vun der OECD berécksiichtegt.

ad 2. Den Artikel, dee viséiert ass, baséiert op Informatiounen a Berechnunge vun der OECD, déi per se net falsch sinn, dës musse just an deem Kontext gesi ginn, wou se och entstane sinn. Dëst ännert awer näischt un de legalen Dispositiounen, déi am Code vun der sozialer Sécherheet stinn. Am Artikel ass och preziséiert, wéi an deem Kontext den „âge légal" ze verstoen ass. An tatsächlech fënnt een ënnert dem Tableau d'Definitioun vun der OECD fir den „normalen" Âge de départ à la retraite. Aus deem Grond kann och keng Richtegstellung gemaach ginn.

Question 4940 (08.09.2021) de **Mme Lydia Mutsch** et **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant l'**indice relatif à l'économie et à la société numérique (DESI) :**

Depuis 2014, la Commission européenne publie chaque année un indice relatif à l'économie et à la

société numérique (DESI). Dans l'édition 2020 de cet indice, le Luxembourg est crédité de bons résultats dans certains domaines, comme par exemple concernant l'accès des ménages à des réseaux à très haute capacité. Des progrès sont aussi relevés en matière de services publiques numériques. Par contre, il ressort également de cet indice que le Luxembourg, d'un point de vue global, n'a enregistré qu'une progression relativement faible en matière de transformation numérique au courant de ces cinq dernières années. Le rapport pointe notamment du doigt le taux relativement faible de digitalisation dans le domaine de l'économie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il ce taux de progression jugé relativement faible dans le DESI 2020 ?

- Quelles mesures sont prévues afin d'améliorer la progression du Luxembourg en termes de transformation numérique et, plus particulièrement à l'échelle des entreprises et commerces ? Quels sont les objectifs visés en la matière ?

- Quelle est l'évolution des travaux d'installation du réseau en fibre optique ? Quel est le taux de ménages et d'entreprises qui y sont actuellement raccordés ?

Réponse commune (13.10.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Comme ont pu le constater les honorables Députés, le Luxembourg a effectivement progressé de manière significative dans certains domaines, notamment dans la catégorie liée aux services publics numériques qui composent l'indice relatif à l'économie et à la société numérique (DESI). Ainsi, le pays obtient de très bons résultats en matière de fourniture de services publics numériques pour les entreprises en obtenant une note de 99 sur 100 contre une moyenne de 88 sur 100 pour le reste de l'Union européenne.

Il convient ainsi de préciser que le DESI 2020 auquel les honorables Députés font référence a été publié en juin 2020 et intègre des données de l'année 2019. La publication de la nouvelle édition DESI 2021 est prévue en automne 2021 et pour cette édition DESI 2021, il y aura des changements méthodologiques importants par rapport aux années précédentes. Dans ce sens, l'évolution de la performance des pays sera sans doute difficilement comparable.

Comme le montrent les graphiques ci-dessous, sur les cinq dernières années, la progression du Luxembourg dans le DESI n'est pas particulièrement faible puisque dans l'indice général, les performances du Luxembourg sont constamment au-dessus de celles de l'UE dans son ensemble et évoluent en parallèle avec celles-ci.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Concernant la performance générale du Luxembourg dans le DESI 2020, deux éléments ont joué en défaveur du pays : une baisse des compétences digitales des résidents selon les données du Statec pour les indicateurs respectifs et un changement méthodologique concernant la pondération des indicateurs.

Premièrement, concernant les indicateurs relatifs aux compétences digitales, les valeurs du Luxembourg pour les indicateurs « Personnes ayant au moins des compétences numériques élémentaires », « Personnes ayant des compétences numériques plus avancées » et « Personnes ayant au moins des compétences logicielles élémentaires » ont baissé fortement par rapport aux éditions précédentes du DESI. Cette évolution est étonnante, sachant que les compétences sont un élément structurel qui généralement ne varient pas fortement d'année en année. Une piste pour expliquer cette baisse supposée au niveau des compétences peut être en rapport avec la source des données pour les indicateurs en question. En effet, le Statec, qui rassemble les données correspondantes via l'enquête communautaire sur l'utilisation des TIC par les ménages et les particuliers, indique qu'il y a eu une rupture de série entre 2017 et 2019 (du fait d'un changement dans le déroulement de l'enquête), c'est-à-dire que les données 2017 et 2019 ne sont pas directement comparables.

Deuxièmement, concernant l'impact de la nouvelle pondération des indicateurs dans le DESI 2020, il faut relever que le poids des indicateurs relatifs à la préparation à la 5G, à la couverture par réseau à très haute capacité fixe ainsi qu'aux technologies numériques avancées pour les entreprises (cloud computing and big data) a doublé dans le DESI 2020. C'est principalement l'indicateur « Préparation à la 5G » qui pèse lourd sur la performance du Luxembourg dans le DESI 2020. En effet, l'indicateur « Préparation à la 5G » est défini comme le pourcentage de radiofréquences attribuées sur le total du spectre 5G harmonisé. Au moment de la clôture rédactionnelle de l'édition du DESI 2020, ce pourcentage était de 0 % au Luxembourg. Entretemps, les enchères en vue de l'octroi des fréquences destinées à la 5G ont été organisées par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR). L'octroi des fréquences 5G à différents opérateurs de télécommunication devrait donc permettre au Luxembourg d'améliorer son score dans ce domaine dans la prochaine édition du DESI.

Pour ce qui est des autres indicateurs avec un poids important dans le DESI 2020 :

- Pour l'indicateur « Couverture par réseau à très haute capacité fixe (VHCN) », le Luxembourg affiche une très bonne performance avec une valeur de 92 % des ménages (contre 44 % pour l'ensemble UE).

- Pour l'indicateur « Big data », qui chiffre le pourcentage des entreprises qui analysent des mégadonnées, le Luxembourg (16 %) est au-dessus de la moyenne UE (12 %).

- Pour l'indicateur « cloud computing », qui chiffre le pourcentage des entreprises qui achètent au moins un service de cloud computing, le Luxembourg (16 %) était légèrement en dessous de la moyenne UE (18 %).

Ensuite, concernant les performances du Luxembourg dans le volet « intégration de la technologie numérique par les entreprises », on peut relever que l'intégration de la technologie numérique par les entreprises est le seul domaine dans lequel le Luxembourg reste en dessous de la moyenne de l'UE. Le Luxembourg s'est classé 19e/28 pays pour ce volet.

Les performances du Luxembourg sont relativement bonnes pour l'aspect « business digitalisation », le Luxembourg dépasse également la moyenne UE pour les indicateurs « Échange électronique d'informations », « Réseaux sociaux » et « Big data », mais reste légèrement en dessous de la moyenne UE pour l'indicateur « Cloud ».

Les performances du Luxembourg sont plus faibles pour l'aspect « e-commerce », notamment en raison de la relativement faible proportion de PME vendant en ligne.

D'une part, le Ministère de la Digitalisation s'est donné comme objectif la réussite du Gouvernement numérique qui permet de faire avancer notre pays dans la transformation numérique. Pour ce faire, il a commandité auprès de l'OCDE une étude afin d'appréhender l'état d'avancement du Gouvernement numérique au Luxembourg (résultats attendus en 2022) et promeut le développement du eGovernment via des initiatives telles que le GovTech Lab, le comité interministériel pour la digitalisation, la facturation électronique et le cadre national d'interopérabilité. En outre il vise à accélérer l'intégration des nouvelles technologies avec l'initiative AI4Gov, la mise en place de la plateforme d'anonymisation et de pseudonymisation et de la Public Sector Blockchain.

D'autre part, la feuille de route « Ons Wirtschaft vu muer » du Ministère de l'Économie, qui orientera la politique économique nationale dans les prochaines années, prépare l'économie luxembourgeoise aux défis du futur à l'horizon 2025, à travers la mise en place d'une série d'actions concrètes à court et moyen termes. Les composants clés de cette feuille de route sont en grande partie axés autour de la performance numérique, puisqu'il s'agit d'accélérer la numérisation de l'économie au profit de la société, ou bien encore de permettre une transformation sûre et fiable de l'économie reposant sur les données.

Ainsi, plusieurs projets pilotes de cette feuille de route ont un lien fort avec la digitalisation, notamment le projet de mise en place d'une « Plateforme luxembourgeoise de services d'échange de données » et le support qu'il est prévu d'apporter à la mise en place d'un Luxembourg Open Cloud sécurisé. De telles initiatives favorisent la transformation numérique de toute l'économie luxembourgeoise et fournissent aux entreprises le cadre nécessaire pour une digitalisation plus poussée.

Le Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH), une des actions pilotes décrites dans « Ons Wirtschaft vu muer » est par exemple une plateforme clé dans le cadre de la transformation digitale et spécifiquement dédiée à l'industrie. Le L-DIH est le fruit d'un partenariat regroupant le Ministère de l'Économie, la Fedil, Luxinnovation, la Chambre de Commerce, l'Université du Luxembourg, le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) et le Fonds national de la recherche (FNR). Il vise à faciliter les contacts entre, d'un côté, les entreprises qui ont besoin d'accéder aux compétences, technologies, services et mécanismes de soutien en matière de digitalisation et, de l'autre côté, les fournisseurs de technologies et de services numériques répondant aux besoins de l'industrie. Pour assurer cette mission, le L-DIH propose des séminaires d'informations et des formations en plus de la mise en relation entre les entreprises industrielles en demande de solutions digitales et des prestataires potentiels.

D'autres mesures telles que le programme « Fit 4 Digital », sont proposées aux entreprises pour les accompagner au niveau de la digitalisation. De plus, des initiatives telles que Securitymadein.lu et le supercalculateur Meluxina créent un environnement favorable à la digitalisation en donnant aux entreprises un accès à des compétences et de l'expertise en matière de cybersécurité et de calcul de haute performance.

De plus, en ce qui concerne la digitalisation du commerce de détail luxembourgeois, il importe également de mettre en exergue le projet « LetzShop », dont l'objectif principal est de permettre aux entreprises la vente en ligne de leurs produits sur une « marketplace » nationale, ceci de manière rapide et simple. Ces ventes sont réalisées dans un environnement sécurisé, à la fois pour les clients et les entreprises. D'autres objectifs du projet sont :

- l'augmentation de la prise de conscience du commerce de détail sur l'importance du commerce en ligne et de son impact sur le commerce de détail classique ;

- l'accompagnement du commerce de détail luxembourgeois sur la voie de la digitalisation, de la diversification des canaux de distribution et du marketing digital ;

- l'assistance aux commerçants par des formations spécifiques en matière de e-commerce (intégration de nouveaux processus, SEO, logistique, relations avec le client, législation, etc.) ;

- la promotion de la diversité du commerce luxembourgeois ;

- la prise de conscience du grand public de l'importance du soutien du commerce local (entre autres via l'effet « RoPo » - Research Online Puchase Offline) ;

- le drainage des résultats des machines de recherche vers le commerce luxembourgeois.

Le projet LetzShop revêt dès lors un caractère important pour le développement de l'économie luxembourgeoise en général et celui du commerce de détail luxembourgeois en particulier, à la fois pour accompagner les entreprises sur la voie de la digitalisation, mais aussi pour revitaliser les centres-villes de nos communes.

À noter qu'à l'heure actuelle, plus de 550 entreprises proposent quelque 300.000 produits sur le site letzshop.lu.

Finalement, il importe de souligner que l'accès à Internet à haut débit n'est pas limité aux accès à fibres optiques mais que les nouvelles technologies tels que le DOCSIS 3.x utilisé par les réseaux de câbles coaxiaux et les technologies de communications électroniques sans fil de la 5e génération permettent également d'accéder à l'internet à haut débit.

D'après le Rapport statistique des télécommunications du Luxembourg de l'année 2020[9] publié par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), « la couverture des infrastructures en fibre optique continue à progresser pour atteindre 72,1 % des ménages fin 2020. La couverture des ménages en câble Docsis 3.x progresse lentement pour atteindre près de 89,9 % fin 2020 ». En superposant les différentes technologies d'accès, le Luxembourg présentait fin 2020 une couverture en réseaux VHCN (Very-high capacity networks) permettant des vitesses descendantes d'accès Internet fixe supérieures ou égales à 1 Gbps de 95,1 %.

Question 4945 (10.09.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**abandon du dispositif large scale testing :**

Parmi les nouvelles mesures relatives à la nouvelle loi Covid, Madame et Monsieur les Ministres ont annoncé lors d'une conférence de presse récente la suspension des tests à grande échelle gratuits et sur invitation mis en place par le Gouvernement dans le cadre du dispositif LST dans un souci de monitoring de la pandémie.

À ce sujet, je me permets de demander à Monsieur le Premier Ministre et à Madame la Ministre de la Santé des renseignements supplémentaires :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire si précisément la suspension des tests à grande échelle gratuits et sur invitation signifie en même temps l'abandon complet et définitif du dispositif LST ?

Dans l'affirmative à ma question précédente, permettez-moi de vous interroger sur les conséquences probables de l'abandon du dispositif en question :

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous rappeler dans quel objectif le dispositif du LST a été mis en place et poursuivi jusqu'à présent ? Le large scale testing ne sert-il pas avant tout à faire le suivi/monitoring de l'évolution de la situation épidémiologique ?

3) Le message « Nous faisons tous partie de la solution » sous-jacent à la campagne de communication et de promotion du LST est-il toujours valable ? Ou bien se limite-t-il actuellement qu'aux personnes prêtes à se faire vacciner ?

4) Quelles sont les données scientifiques qui justifient l'abandon du dispositif LST d'un point de vue de l'évolution de la situation épidémiologique ?

5) Dans la mesure où Monsieur le Ministre a insisté, lors de la dernière conférence de presse relative aux nouvelles mesures Covid, sur le fait que les chiffres d'infections sont fluctuants et que le virus n'a pas disparu, qu'il faut rester vigilant puisque les retours de vacances, les reprises de travail et la rentrée scolaire participeraient à une augmentation des cas Covid, qu'est-ce qui justifierait l'abandon imminent du dispositif LST permettant de surveiller la circulation du virus parmi la population ?

Parmi les indicateurs donnant un aperçu de l'évolution de la pandémie, on compte le taux d'incidence et le taux de positivité ainsi que le taux de reproduction effectif (RT eff). Le premier indique « […] le nombre de personnes testées positives (RT-PCR et test antigénique) pour la première fois depuis plus de 60 jours rapporté à la taille de la population. Il est exprimé pour 100.000 habitants et permet de comparer des zones géographiques entre elles. […] Le taux de positivité, correspond au nombre de personnes testées positives (RT-PCR et test antigénique) pour la première fois depuis plus de 60 jours rapporté au nombre total de personnes testées positives ou négatives sur une période donnée ; et qui n'ont jamais été testées positives dans les 60 jours précédents. […] Le nombre de reproduction du virus : c'est le nombre moyen de personnes qu'une personne infectée peut contaminer. Si le R effectif est supérieur à 1, l'épidémie se développe ; s'il est inférieur à 1, l'épidémie régresse. Cet indicateur est un indicateur de la situation épidémiologique environ 7 jours auparavant et doit être interprété à la lumière des activités de dépistage et de remontée des données. L'indicateur est mis à jour une fois par semaine […] ».

Ces informations permettant de mieux interpréter ces indicateurs, figurent sur le site Internet du Ministère français de la Santé publique. Cependant, les mêmes indicateurs basés sur les mêmes définitions sont utilisés au Luxembourg, comme à l'internationale, pour constituer un tableau de bord de l'épidémie et faire l'évaluation régulière de la situation sanitaire. Or, comme indiqué sur le site du Gouvernement français et dans les rétrospectives hebdomadaires de l'évolution des infections à la Covid-19 publiées sur le site du Ministère luxembourgeois de la Santé, ces indicateurs, les taux qu'ils indiquent, sont calculés en fonction des données disponibles sur les infections constatées grâce notamment aux tests PCR.

Ainsi, je demande à Madame et Monsieur les Ministres de bien vouloir répondre à la question suivante :

6) Les indicateurs en question pourront-ils toujours être calculés de manière fiable sans les données provenant du LST ? Si oui, de quelle manière précisément ?

De même, à ma connaissance, il n'existe jusqu'à présent pas de certitude scientifique quant à l'immunité d'une personne vaccinée. D'ailleurs, dans sa réponse à la question parlementaire n° 4866 du 17 juillet 2021 de Monsieur le Député Marc Spautz, Madame la Ministre indique que « [d]en Impfschutz ass méi komplizéiert wéi nëmmen d'Antikierper, och wann dës schonns eng gutt Indikatioun ginn, ob d'Persoun op de Virus oder d'Impfung reagéiert huet. Niewent der renger Presenz vun den Antikierper ass och hir Qualitéit wichteg (d. h. hir Capacitéit fir de Virus ze neutraliséieren) an zousätzlech spillen eng Rei Zelle vum Immunsystem eng wichteg Roll (d. h. déi sougenannten zellulär Immunitéit) en vue vun engem vollen Impfschutz ».

7) Partant, Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les études en cours et éventuels résultats disponibles permettant d'évaluer la protection immunitaire de la population luxembourgeoise ?

Dans les discours officiels et les projets de loi Covid, il est question de personnes guéries, mais pas de personnes immunisées. Et pour cause. Le dernier bilan hebdomadaire officiel des infections à la Covid-19 indique que parmi les 542 nouvelles infections, 428 personnes n'étaient pas vaccinées (78,9 %) et 114 personnes avaient un schéma vaccinal complet (21,1 %). Tout en reconnaissant à l'aide de ces données régulièrement mis à jour qu'une personne vaccinée est davantage à l'abri

[9] https://assets.ilr.lu/telecom/Documents/ILRLU-14617-23625-872.pdf

d'une infection et de symptômes d'infection graves qu'une personne non-vaccinée, il nous est permis de remettre en doute sauf preuve scientifique du contraire que toute personne disposant d'un schéma vaccinal complet ne représente aucun risque de transmettre le virus une fois contaminée. Or, l'article 7, paragraphe 1, de la nouvelle loi Covid formule ce doute à l'envers pour semble-t-il légitimer une exemption de la mise en quarantaine pour personnes complètement vaccinées : « Pour autant qu'il existe des raisons d'ordre médical ou factuel permettant de considérer que les personnes concernées présentent un risque élevé de propagation du virus Sars-CoV-2 à d'autres personnes […]. » Par conséquent, si mon interprétation est bonne, l'article en question entend qu'en cas de preuve scientifique ou médicale d'un faible risque de propagation partant d'une personne porteuse du virus, les mesures de quarantaine ne sont pas applicables. La preuve de l'absence complète de risque de propagation n'est donc primordialement pas prise en considération. Il me semble que face à tant d'incertitudes, la précaution devrait rester le maître mot.

8) Partant, Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas que le testing systématique sur invitation à grande échelle de la population devrait être maintenu en parallèle de la campagne de vaccination pour pouvoir continuer à évaluer et surveiller de manière plus fiable la situation épidémiologique nationale ?

De même, j'aimerais que Monsieur et Madame les Ministres répondent aux questions suivantes, afin de contribuer à une interprétation plus claire de la situation épidémiologique :

9) Quand est-ce qu'une personne est déclarée guérie ? Par quels procédés et selon quels critères médicaux ?

10) Qu'est-ce qui prouve scientifiquement qu'une personne complètement vaccinée soit immunisée contre le virus ?

11) Qu'est-ce qui prouve qu'une personne complètement vaccinée, mais ayant été en contact à risque avec une personne infectée au Covid-19, ne puisse être un risque grave pour d'autres personnes ?

12) Qu'est-ce qui justifie qu'une telle personne n'ait pas besoin de se mettre en quarantaine ?

13) Parmi les personnes complètement vaccinées qu'on compte actuellement, combien ont été infectées par le coronavirus suite à leur vaccination et à quel temps d'intervalle après avoir obtenu leur deuxième dose de vaccin ?

Enfin, le dispositif contact tracing prévoit dans le cadre du nouvel ensemble de mesures Covid que les personnes infectées peuvent déclarer elles-mêmes le contact tracing de leur résultat positif.

14) Cette disposition se base-t-elle sur des renseignements volontaires ou s'agit-il d'une obligation légale ?

15) Le contact tracing recevra-t-il les informations quant aux nouvelles infections de la part des acteurs autorisés à pratiquer les tests PCR, une fois le LST mis en arrêt ? Qui seront par ailleurs les acteurs autorisés à pratiquer les tests PCR payants ? Quelles consignes gouvernementales leur sont transmises concernant une éventuelle communication des résultats de tests par ces acteurs aux instances du contact tracing et du monitoring ?

16) L'état de vaccination ou non-vaccination d'une personne infectée est-il communiqué au personnel du contact tracing ? Sinon comment est-il possible de faire le tri entre personnes infectées et personnes à la fois vaccinées et infectées, afin de pouvoir communiquer aux personnes concernées si elles doivent se placer en quarantaine ou non ?

Réponse commune (08.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Le dispositif large scale testing (LST) qui s'est déroulé en trois phases successives (LST1 : de mai 2020 à septembre 2020, LST2 : de septembre 2020 à mars 2021 et LST3 : de mars 2021 à septembre 2021) a pris fin en date du 15 septembre 2021.

Il convient de rappeler que le Luxembourg est un des seuls pays au monde ayant offert une possibilité de test aussi large de la population générale, d'ailleurs en ligne avec les recommandations de l'OMS au début de l'épidémie. Depuis le 15 septembre subsistent les facilités de testing suivantes :

- Interventions par équipes mobiles dans les maisons de soins (tests systématiques)
- Interventions par équipes mobiles dans le cas de clusters (écoles, entreprises, …)
- Tests sérologiques d'un échantillon représentatif de la population luxembourgeoise.

La possibilité d'effectuer un test sur ordonnance médicale en cas de symptômes reste cependant toujours possible, tout comme la réalisation d'un test PCR sans ordonnance. Ces possibilités de tests sont proposées dans les différents laboratoires privés.

ad 2) Le LST avait certes l'ambition de contribuer au suivi de la situation épidémiologique, mais il avait surtout pour objectif de détecter des infections asymptomatiques ou paucisymptomatiques dans la population afin de rompre des chaînes de transmission.

ad 3) Le message « nous faisons tous partie de la solution » reste actuellement valable. Ce message ne s'adresse cependant pas seulement aux personnes participant au LST, mais à toute la population. Effectivement, les personnes qui se sont fait vacciner ont contribué activement à la « solution ». Les personnes rétablies font également partie de la « solution » car elles sont transitoirement protégées contre l'infection et pourront se faire vacciner plus tard. Finalement, les personnes qui ne sont pas vaccinées peuvent participer à la « solution » en se faisant tester de façon régulière. Notons que les personnes qui, pour des raisons médicales, ne peuvent pas se faire vacciner, ainsi que les enfants de moins de douze ans, bénéficient de vouchers donnant accès gratuitement à des tests PCR. Pour les personnes qui refusent délibérément la vaccination, le test est effectivement payant depuis le 15 septembre 2021. En effet, ces personnes ont eu la possibilité de se faire vacciner et ont choisi de refuser cette offre de leur plein gré. En ce qui concerne les déplacements vers l'étranger, la plupart des pays n'exigent plus de test PCR, mais acceptent également un test antigénique rapide. En pratique, la nécessité de réaliser un test PCR est donc à ce jour très limitée.

Il faut également rappeler que les médecins ainsi que le contact tracing de la Direction de la santé continueront à prescrire des tests PCR à toute personne présentant des symptômes d'infection respectivement aux personnes susceptibles d'avoir été infectées. Les tests sur prescription continueront à être pris en charge par la Caisse nationale de santé.

ad 4) Actuellement, l'abandon du LST se justifie par le fait que la situation épidémiologique est relativement stable dans un contexte où une grande partie de la population est déjà vaccinée respectivement possède une immunité suite à une infection et que le taux d'hospitalisation national est plutôt faible. Il s'ensuit que l'incidence des nouvelles infections a perdu de l'importance en tant qu'indicateur de l'épidémie et c'est désormais l'incidence des hospitalisations qui est considérée comme étant plus importante. D'autres pays européens (p. ex. Robert Koch-Institut en Allemagne) ont récemment également réduit l'importance qu'ils accordent au taux de nouvelles infections et prennent désormais davantage en compte les indicateurs d'hospitalisation. À cet égard, il est utile de relever que la grande majorité des nouvelles infections est actuellement détectée par des tests prescrits par les médecins ou par des tests demandés par le contact tracing, et non par le LST.

ad 5) Comme expliqué sous la question 4, la surveillance restera toujours possible via les tests prescrits par les médecins et le contact tracing. De plus, l'importance de l'incidence des nouvelles infections est moins relevante que par le passé pour les raisons détaillées ci-dessous.

ad 6) Les indicateurs pourront toujours être calculés de façon fiable puisque la contribution du LST est assez réduite actuellement, la grande majorité des infections étant diagnostiquées par des tests prescrits par des médecins ou le contact tracing. Dans l'interprétation des données, il faudra évidemment tenir compte d'un petit effet de « rupture de série » au 15 septembre, mais ce genre d'adaptation d'indicateurs est difficilement évitable dans une situation épidémiologique qui se développe sur une certaine période de temps et dont les caractéristiques changent (ici, essentiellement par l'effet protecteur des vaccinations). Elle ne pose pas de problème réel pour le suivi de l'épidémie.

ad 7) Depuis le LST 2, la Direction de la santé a surveillé le taux de séropositivité, donc la présence et la quantité d'anticorps dans la population luxembourgeoise. Ainsi, un échantillon représentatif de la population a été invité chaque semaine pour une sérologie quantitative. La composition de l'échantillon est basée sur le lieu de résidence et sur l'âge afin d'obtenir une distribution représentative. Un échantillon de personnes des différentes maisons de soins a été ajouté à partir de mai 2021 afin d'identifier le taux de séropositivité dans cette population particulière. Avec la fin du LST au 15 septembre 2021, il a été décidé de maintenir la surveillance de la séropositivité afin de garder un indicateur de l'immunité dans la population. Ainsi le Laboratoire national de santé est désormais chargé de :

- tester un échantillon représentatif de la population luxembourgeoise chaque semaine,

- tester les personnes, travaillant ou résidant dans des maisons de soins, à un intervalle de quatre mois sur une durée de deux ans, c'est-à-dire jusqu'en 2023.

ad 8) Pour les raisons expliquées dans les réponses aux questions précédentes, le maintien d'un programme LST n'est actuellement plus justifié, même dans un contexte où la vaccination respectivement une infection guérie ne donne pas une protection complète contre une nouvelle infection.

ad 9) La notion de « personne déclarée guérie » est une notion médicale sans définition précise dans un texte légal ou règlementaire. Il appartient au médecin de juger de la guérison d'une maladie. Par contre, la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 connaît la notion de « personne rétablie » (article 1, 21°) et se réfère à l'article 3ter de la même loi qui représente une application du droit européen (Règlement UE 2021/953). Les critères pour obtenir un certificat de rétablissement sont définis dans la loi. Finalement, d'un point de vue épidémiologique, on parle « d'infections actives ». Pour les besoins de l'épidémiologie, une personne est considérée comme n'ayant plus d'infection active (et étant donc guérie) à partir du 15e jour après le diagnostic initial si la personne était non-hospitalisée et à partir du 15e jour après la sortie de l'hôpital en cas d'hospitalisation. Il s'agit ici de définitions à visée statistique qui, pour la personne individuelle, ne doivent pas nécessairement correspondre à son état clinique, mais qui en moyenne, sur une population large, donnent un bon aperçu du statut de rétablissement des personnes ayant souffert d'une infection à la Covid-19.

ad 10) Une personne complètement vaccinée, de même qu'une personne rétablie, peut toujours s'infecter avec le virus. Le risque que cela arrive est cependant fortement réduit et l'infection est généralement asymptomatique ou peu symptomatique. Avec le variant delta qui est plus contagieux que les variants initiaux, la charge virale (c.-à-d. la quantité de virus) semble similaire chez les personnes vaccinées que chez les non-vaccinés. Cependant, la durée de présence du virus apparaît réduite. L'infection chez la personne vaccinée est donc beaucoup moins probable et moins contagieuse.

ad 11) La preuve d'une immunité après vaccination est établie dans les études cliniques par la réduction du nombre de nouvelles infections parmi les personnes vaccinées par rapport à une population de personnes non-vaccinées. Il s'agit donc d'une notion statistique établie sur une cohorte de personnes. L'immunité ne peut pas être évaluée de façon exhaustive et précise pour une personne individuelle donnée, mais certains tests permettent de comprendre comment le système immunitaire réagit face à un virus, à un moment donné. Il s'agit d'une part, de la quantité d'anticorps présents dans le sang et de leur pouvoir neutralisant du virus et d'autre part de certains tests de l'immunité cellulaire plus ou moins complexes.

Il faut noter que les tests de neutralisation et les tests de l'immunité cellulaire sont difficiles à effectuer et restent à ce jour principalement réservés à des laboratoires de recherche biomédicale.

ad 12) Une personne complètement vaccinée qui a eu un contact avec une personne infectée n'est plus à considérer comme « personne à haut risque d'être infectée ». Partant, une personne disposant d'un schéma vaccinal complet n'a plus besoin de se mettre en quarantaine en cas de contact avec une personne testée positive à la Covid-19, car son risque de s'être infectée est fortement réduit. Par contre, le risque zéro n'existe pas, même pas avec des mesures beaucoup plus coercitives. Il s'agit ici de trouver un équilibre entre le risque infectieux d'un côté et les libertés fondamentales de la personne d'un autre côté.

ad 13) Le graphique ci-dessous illustre le nombre d'infections détectées après une seule injection de vaccin pour les vaccins à deux doses (en bleu) et après une vaccination complète (en rouge). En tout, moins de 1.500 infections après vaccination complète ont été recensées, sur une population de presque 400.000 personnes présentant un schéma vaccinal complet. Il est aussi à noter que l'incidence des nouvelles infections diminue avec le temps depuis le moment de la vaccination complète (effet plateau visible dans le graphique).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 14) Il est difficile de disposer des données précises, car beaucoup de personnes déclarent elles-mêmes leur résultat positif sur base d'un test antigénique rapide. Dans un tel cas, il s'agit d'un test ainsi que d'une déclaration faite sur base purement volontaire. Concernant les tests PCR, ceux-ci sont déclarés par les laboratoires d'analyses médicales.

Les modalités de déclaration des résultats positifs par les laboratoires d'analyses médicales sont fixées par la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies et ses règlements grand-ducaux d'exécution. La transmission des informations nécessaires se fait par voie digitale de manière journalière. Par ailleurs, les laboratoires d'analyses médicales et leur fonctionnement sont définis par la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales et ses règlements grand-ducaux d'exécution.

ad 15) Voir réponse à la question 14.

ad 16) Le personnel de santé du contact tracing a accès à la base de données des vaccinations afin de vérifier si une personne en contact à haut risque avec une personne infectée a été vaccinée ou non. Par ailleurs, il est important de souligner qu'une personne infectée (donc testée positive sur base d'un test PCR) est toujours mise en isolement pendant dix jours, indépendamment de son statut vaccinal. Même si les personnes vaccinées ayant eu un contact étroit avec une personne infectée ne sont plus mises en quarantaine, les personnes vaccinées testées positives à la Covid-19 continuent à être mises en isolement.

Question 4946 (10.09.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**accès pour le personnel communal aux formations dans le cadre du Pacte Logement 2.0 :**

Am Kader vun deenen neien Dispositiounen am Pacte Logement 2.0 soll zukünfteg och d'Gemengepersonal forméiert ginn. E Vertrieder vun der Association luxembourgeoise des bachelors scientifiques des communes et des syndicats de communes (ALBSC) huet an deem Kontext Kontakt mam Logementsministère opgeholl, fir sech iwwert déi geplangte Formatiounen ze informéieren. D'ALBSC huet am Februar esouguer proposéiert, fir d'Gemengepersonal mam Logementsministère d'Formation de base ze organiséieren - allerdéngs ass vusäite vum Logementsministère dono kee Retour méi komm.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wisou geet de Ministère net op d'Propose vum concernéierte Secteur an, dee viru sechs Méint wollt hëllefen, datt seng Leit schnellstméiglech kënnen un de Formatiounen deelhuelen, fir datt d'Gemengen am Kader vum Pacte Logement 2.0 vun Ufank u gutt opgestallt sinn?

2. Wisou goufen de Gemenge bis haut nach ëmmer keng esou Formatioune proposéiert, och nodeems si schonn d'Konventioune geschéckt kruten, fir de Pacte Logement ze ënnerschreiwen?

3. An deem Zesummenhank bleift de Gemenge jo dann am Ufank keen anere Choix, wéi op e private Prestataire zeréckzegräifen. Par konter hunn all d'Membere vun der ALBSC minimum e Bac+3 a ganz vill vun hinnen erfëllen déi gefuerdert Bedéngungen, déi fir de Conseiller Pacte Logement gefrot sinn. Firwat goufen d'Gemengen net am Virfeld consultéiert a gefrot, ob si Leit an hirem Personal vum Service technique hunn, déi d'Qualifikatioun an den Interessi hunn, fir och déi Formatioune matzemaachen, déi schonn Ufank 2021 fir déi privat Prestataire ugebuede ginn?

4. Firwat ass et an Zukunft net méiglech, zweegleiseg, d. h. mat engem internen an externe Beroder parallell ze fueren a wat sinn d'Argumenter, firwat den Här Minister dëst ausschléisst?

Réponse commune (23.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De Wunnengsbauministère hat am Februar 2021 en Austausch mat der ALBSC, der Association luxembourgeoise des bachelors scientifiques des communes et des syndicats de communes, bezüglech der Formatioun vun de Logementsberoder/innen am Kontext vum Pacte Logement 2.0. Grondsätzlech ass de Ministère dorun interesséiert, datt d'Uspriechpartner an de Gemenge gutt forméiert sinn an d'Gesetzer souwéi d'Ëmsetzungsintrumenter vum Wunnengsbauministère gutt kennen.

Aus deem Grond goufen déi éischt Formatiounen an Informatiounsversammlungen zum Pacte Logement a senger Ëmsetzung an de Gemengen och schonn uganks Februar 2021 ofgehalen. D'Gemenge goufen deementspriechend och deemools dorop higewisen, datt se de Choix missten tëscht engem internen oder externe Logementsberoder treffen, datt se dëse Choix awer och zu all Moment kéinte revidéieren. De 16. Juni goufen d'Gemenge formal gefrot, wéi hire Choix géif ausgesinn.

Insgesamt sinn 30 Stonnen Initialformatioun virgesinn[10], fir d'Logementsberoder/innen op hir nei Aufgab virzebereeden. D'groussherzoglecht Reglement, dat d'Formatioun vum Logementsberoder preziséiert, gesäit vir, datt d'Logementsberoder/inne spéitstens sechs Méint, nodeems si mat hirer

[10] Artikel 6 vum Gesetz vum 30. Juli zum Pacte Logement 2.0

Aarbecht ugefaangen hunn, och mat der Formatioun musse fäerdeg sinn. E Logementsberoder muss d'Formatioun also net schonn ofgeschloss hunn, ier e mat der Aarbecht ufänkt.

D'Formatioune gi vu Mataarbechter/innen aus ënnerschiddleche Ministèren a staatleche Verwaltunge gehalen. An enger éischter Phas goufen déi extern Logementsberoder/inne forméiert. Dëse Formatiounszyklus wäert am Oktober ofgeschloss sinn. D'Formatioune fir déi intern Logementsberoder/inne lafen am Oktober 2021 un a wäerte bis Enn des Joers ofgeschloss sinn. Un dëse Formatioune wäerten awer souwuel extern wéi och intern Logementsberoder/inne kënnen deelhuelen. Méi allgemeng Formatioune fir Beamten an Ugestallten aus de Gemengen zu den Instrumenter vum Wunnengsbauministère ginn onofhängeg vun dëse Formatioune jee no Bedarf ugebueden, dëst och an direkte bilaterale Gespréicher.

Och wann eng Gemeng vun engem externen op en interne Logementsberoder/in (an ëmgedréint) ka wiesselen, ka si awer ëmmer nëmmen ee Logementsberoder/in hunn. Dëst ass vum Gesetz esou virgesinn a mécht och Sënn, fir datt d'Aarbechte méiglechst effikass kënnen ëmgesat ginn. D'Gemengen hunn donieft awer d'Méiglechkeet, mat de Suen, déi hinnen iwwert de Pacte Logement zur Verfügung gestallt ginn, zousätzlech Expertisen ze rekrutéieren, wa se dat fir néideg empfannen.

Question 4947 (10.09.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **primes dans la fonction publique :**

Am Hierscht 2015 sollt eng Etüd iwwert d'Primme beim Staat lancéiert ginn. An der leschter Legislaturperiod vun der Regierung (2013-2018) gouf am Kader vum Gehälteraccord decidéiert, datt sech bei de Primmen näischt ännere soll an als éischt eng Etüd iwwert d'Primmen an d'Accessoires de traitement an der Fonction publique duerchgefouert soll ginn. D'Association Luxembourgeoise des Bachelors scientifiques des Communes et des Syndicats de Communes (ALBSC) hat den deemolege Minister vum ëffentlechen Déngscht an och den Inneminister saiséiert, well och si an hirem berufflechen Alldag dovunner betraff sinn, notamment am Zesummenhang mat hirer Disponibilitéit fir déi politesch Responsabel ausserhalb vun den Aarbechtszäiten. An den Ae vun der ALBSC wier deemno eng adequat Prime d'astreinte méi wéi iwwerfälleg an och eng eenheetlech Primm fir de Sécherheetsdelegéierte vun der Gemeng. Zu béide Sujete gëtt et an den Ae vun der ALBSC keng oder just veraalte Gesetzestexter. Den deemolege Minister huet der ALBSC 2017 geäntwert, datt bis zum Ofschloss vun där uewe genannter Etüd keng nei Primme méi diskutéiert géife ginn. Dëst war awer spéitstens am Dezember schonn net méi wouer, well domat den Educateuren eng Primm ausgehandelt gouf, am Zesummenhang mam SAS-Kollektivvertrag. Et ass dono allerdéngs ni zu der Ëmsetzung vun deem Accord komm, well dat 2018 am Kader vun der Revisioun vum Reklassement iwwer eng speziell Klausel geléist gouf, déi ënnert anerem d'Éducateurs gradués par rapport zu de fréieren Ingénieurs techniciens favoriséiert - e groussherzoglecht Reglement, dat d'ALBSC dofir bis haut ufecht. Et stellt sech elo d'Fro, wou déi Etüd drun ass, well d'Leit um Terrain no iwwert fënnef Joer nach ëmmer keng zousätzlech Informatiounen zu där Etüd kruten.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ginn et schonn nei Informatiounen, wou déi genannten Etüd de Moment drun ass respektiv ob et hei iwwerhaapt nach e Suivi gouf?

2. Ass d'Regierung an deem Kontext och bereet, op déi berechtegt Doleancë vun der ALBSC anzegoen, déi notamment eng Prime d'astreinte froen an/oder eng eenheetlech Primm fir de kommunale Sécherheetsdelegéierten?

3. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veränterwerten, datt de Staat anere Beruffszweiger mat Primmen entgéintkënnt, wéi z. B. beim aktuelle Kollektivvertrag vun de Staatsaarbechter, an déi berechtegt Fuerderunge vun der ALBSC aus dem Bléck léisst?

Réponse commune (12.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Un der Etüd iwwert d'Primme beim Staat ass virun der Pandemie intensiv geschafft ginn. Déi gëtt elo finaliséiert, fir kënnen Ufank 2022 dem Regierungsrot ënnerbreet ze ginn. Dono wäert se mat der CGFP, déi dee vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Gehälteraccord jo ënnerschriwwen huet, beschwat ginn an am Laf vum éischte Semester 2022 der Chamber virgestallt ginn.

Am Moment ass et also ze fréi, fir doraus schonn iergendeng Konklusioun ze zéien.

Question 4948 (13.09.2021) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant les **fonds établis au Luxembourg qui investissent dans les denrées alimentaires :**

Au cours des deux dernières décennies, les prix des matières premières agricoles ont connu des variations considérables. Si l'on regarde le Food Price Index de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui se base sur les prix moyens de cinq produits alimentaires principaux, force est de constater que celui-ci a augmenté fortement entre 2003 et 2011, avant de diminuer jusqu'en 2019. Avec l'arrivée de la crise du Covid-19, l'indicateur a connu un rebond à la hausse et s'établissait en août 2021 un peu en dessous de la moyenne de l'année 2011.

Notons que la Banque mondiale estime que l'augmentation des prix des denrées alimentaires et du pétrole en 2007-2008 a mené à une hausse du nombre de personnes vivant dans des conditions de pauvreté extrême entre 130 et 150 millions.[11]

Certains considèrent que la spéculation avec les matières premières agricoles est une des raisons pour l'augmentation des prix des denrées alimentaires et pour la volatilité accrue des prix à partir de l'année 2007. En même temps, la relation causale entre la spéculation et l'évolution des prix est aussi contestée notamment par des acteurs du secteur financier.

Concernant la place financière au Luxembourg, il ressort de la réponse à la question parlementaire n° 2289 du 11 septembre 2012 qu'au 31 août 2012, les fonds d'investissement ayant comme politique d'investir exclusivement ou principalement dans des matières premières agricoles représentaient 0,04 % du patrimoine global des fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg, ce qui correspond à environ 900 millions d'euros d'actifs nets.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Combien de fonds d'investissement établis au Luxembourg investissent principalement ou exclusivement dans les matières premières agricoles ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir les chiffres respectifs pour chaque année à partir de l'année 2012 ?

2) Quelle est la valeur totale des actifs investis dans les matières premières agricoles par les fonds d'investissement établis au Luxembourg ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir les chiffres respectifs pour chaque année à partir de l'année 2012 ?

Réponse (15.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances* :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député Charles Margue s'interroge sur le nombre de fonds d'investissement établis au Luxembourg investissant principalement ou exclusivement dans les matières premières agricoles. Le Gouvernement ne dispose d'aucune statistique détaillée à ce sujet.

Question 4949 (13.09.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **Tour de Luxembourg :**

An engem Bäitrag vum Här Sportminister, deen den 13. September am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, weist hien sech iwwerzeegt vum Erfolleg vun der dësjäreger Editioun vum Tour de Luxembourg. No de Virfäll vum leschte Joer kann een dem Här Minister hei natierlech nëmmen zoustëmmen.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3457 vum 15. Januar huet den Här Minister op d'Fro no de Léieren aus deene lo just genannte Schwieregkeete vun 2020 ënner anerem Follgendes geschriwwen: „An dësem Kontext ass ze bemierken, dass de Sportminister een Aarbechtsgrupp aberuff huet, fir sech an éischter Instanz um Niveau vun de staatlechen Institutioune mat der Organisatioun vun internationale Vëloscourssen zu Lëtzebuerg ze befaassen, wou dann och natierlech den Tour de Luxembourg drënner fält.

Op Basis vun de Konklusiounen, déi vun de verschiddenen Instanze gezu ginn, wäerte konkreet Virschléi och fir déi zukünfteg Editioun vum Tour de Luxembourg erschafft ginn."

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Sportminister nach gär dës Nofro stellen:

- Kann den Här Minister elaboréieren, zu wéi enge Konklusiounen dee vun him agesaten Aarbechtsgrupp komm ass a wéi de Stand vun der Ëmsetzung sech duerstellt?

Réponse (11.10.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Mat der parlamentarescher Fro freet den éierbaren Deputéierten no de Konklusiounen, zu deenen den Aarbechtsgrupp komm ass, dee vum Sportsministère aberuff gouf, fir sech mat der Sécherheet an der Organisatioun vun internationale Vëloscourssen zu Lëtzebuerg ze befaassen, wou och den Tour de Luxembourg drënner fält.

No reegelméissege Reuniounen, un deenen all d'Instanzen deelgeholl hunn, déi an der Organisatioun vun internationale Vëloscourssen zu Lëtzebuerg involvéiert sinn, sprëch, Police a Sécurité intérieure, Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, Ponts et chaussées a Sportsministère, ass den Aarbechtsgrupp zur Konklusioun komm, den „arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur les voies publiques", also de Code de la route, ëmzeänneren.

Besonnesch den Artikel 143, deen sech mat der Organisatioun vu Sportskompetitiounen op der ëffentlecher Strooss beschäftegt, ass ganz nei strukturéiert a méi prezis formuléiert ginn. Niewent dëse reglementareschen Ännerungen, déi fir d'Editioun 2021 vum Tour de Luxembourg a Kraaft waren, ass och d'Autorisatioun, déi d'Police fir d'Organisatioun vu Vëloscourssen ausstellt, ugepasst an ausgebaut ginn, soudass se elo individuell op den Niveau vun all Course kann adaptéiert ginn.

Do dernieft hunn och d'Organisateure vum Tour de Luxembourg grouss Efforte gemaach, fir d'Organisatioun och op hirem Niveau nach ze verbesseren an et gouf eng nach méi enk Kooperatioun tëschent den zoustännege staatlechen a lokalen Autoritéiten.

Dëst ganzt Zesummespill huet derfir gesuergt, dass d'Editioun 2021 vum Tour de Luxembourg e grousse Succès ginn ass.

Enn Oktober wäert, op Initiativ vum Sportsministère, och en Debriefing mat alle concernéierten Acteure stattfannen.

Question 4951 (13.09.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **conséquences d'un récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne relatif aux crédits aux consommateurs :**

Il ressort d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (sixième chambre) du 9 septembre 2021 relatif à l'interprétation de l'article 10, paragraphe 2, et de l'article 14, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2008, concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (JO 2008, L 133, p. 66) dans les affaires jointes C-33/20, C-155/20 et C-187/20 que de nombreux crédits aux consommateurs seraient contraires à la loi. Pour citer le journal allemand welt.de : « EuGH-Urteil zugunsten der Verbraucher - Millionen Autokreditverträge ». Et d'ajouter: « Verbraucher können nun ihren Vertrag widerrufen, auch wenn er schon viele Jahre alt ist, und das Auto zurückgeben, sagen Verbraucherschützer. »

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont, selon Madame et Monsieur les Ministres, les conséquences du précité arrêt pour les consommateurs luxembourgeois ?

2) Quelles en sont, selon le Gouvernement, les conséquences pour les banques luxembourgeoises et la place financière ?

3) Quelles sont, enfin, les conséquences pour le marché de l'automobile luxembourgeois ?

Réponse (12.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Par son arrêt du 9 septembre 2021 (affaires jointes C-33/20, C-155/20 et C-187/20), la Cour de justice de l'Union européenne s'est prononcée sur des questions préjudicielles formulées par le Landgericht Ravensburg (Allemagne) dans le cadre de litiges opposant plusieurs consommateurs à des sociétés de crédit automobile au sujet du bien-fondé des demandes de rétractation introduites par ces consommateurs. Ces questions préjudicielles portaient sur l'interprétation à donner des articles 10, paragraphe 2, et 14, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE. La Cour de justice a mis en évidence certaines des mentions devant obligatoirement figurer de manière claire et concise dans le contrat. Le contrat de crédit doit notamment obligatoirement mentionner le type de crédit (en l'occurrence un contrat de crédit lié), la durée du contrat de crédit, le taux d'intérêt de retard et le mécanisme d'adaptation du taux d'intérêt de retard applicable au moment de la conclusion du contrat de crédit. En cas de modification du taux d'intérêt de retard en fonction du changement du taux d'intérêt de base déterminé par la banque centrale d'un État membre, le mode de calcul du taux d'intérêt de retard en fonction du taux d'intérêt de base doit figurer dans le contrat. Doivent également être indiqués le mode de calcul de l'indemnité en cas de remboursement anticipé du prêt d'une manière concrète et facilement compréhensible pour le consommateur, les situations dans lesquelles un droit de résiliation est reconnu aux parties au contrat selon la règlementation nationale, les informations essentielles relatives à toutes les procédures extrajudiciaires de réclamation ou de recours à la disposition du consommateur ainsi que des informations complémentaires telles que leur coût ou leurs modalités pratiques.

Dans le cas où l'une de ces mentions obligatoires ne figurait pas dans le contrat de crédit et n'a pas non plus été dûment communiquée ultérieurement, indépendamment du point de savoir si ce consommateur ignorait l'existence de son droit de rétractation sans être responsable de cette ignorance, la Cour considère que le consommateur peut exercer son droit de rétractation sans que le prêteur ne puisse opposer une exception de forclusion ou d'abus de droit.

Les consommateurs luxembourgeois, à l'instar des consommateurs allemands, ont la possibilité de se saisir des apports de cet arrêt apportant des précisions sur les mentions devant obligatoirement figurer dans un contrat de crédit ainsi que sur l'exercice du droit de rétractation. Les dispositions de la directive interprétées par la Cour de justice de l'Union européenne ont été transposées de manière fidèle par le législateur luxembourgeois aux articles L.224-1 à L.224-27 du Code de la consommation. Il convient cependant de relever que l'arrêt ne règle pas toutes les répercussions de l'exercice du droit de rétractation du contrat sur le contrat de vente de bien ou le contrat relatif à la prestation de service financé par le contrat de litige litigieux. Cette problématique, non réglementée par la directive 2008/48/CE elle-même, devrait être laissée à l'appréciation souveraine des juges nationaux qui devront déterminer si le consommateur pourrait être tenu, en cas de restitution du bien financé, d'indemniser le vendeur en raison de la dépréciation de la valeur du bien.

La jurisprudence nationale qui en résulterait pourra informer sur les conséquences éventuelles pour les marchés luxembourgeois de l'automobile, voire de la place financière.

Question urgente 5591 (26.01.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**application des mesures sanitaires dans l'enseignement secondaire :**

An enger Newsletter vun der Enseignantsgewerkschaft SEW, datéiert op de 24. Januar, geet vu Problemer beim Respektéiere respektiv Applizéiere vun de coronabedéngte Virschréften a verschiddene Schoule vum Enseignement Secondaire rieds.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Huet den Här Educatiounsminister Kenntnis vu Fäll, wou Schüler, déi geimpft an/oder nees gesond sinn, an der Klass sëtzen an trotz covidänleche Symptomer refuséieren, sech engem Schnelltest ze ënnerzéien?

2. Wa jo, wat gedenkt den Här Minister dogéint ze ënnerhuelen?

3. Kann den Här Minister confirméieren, dass an eenzele Schoulen ongeimpfte Schüler, déi net um Testing deelhuelen, bei engem positive Fall an der Klass sou laang weider an d'Schoul ginn, bis se vun der Santé - an dat kann aktuell e puer Deeg daueren - a Quarantaine geschéckt ginn?

4. Wa jo, wéi positionéiert sech den Här Minister par Rapport zu deem Oflaf an deem doduerch entstoenden zousätzleche Risiko für Schüler a Léierpersonal?

[11] World Bank, Global Economic Prospects. Commodities at the Crossroads, 2009

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

Réponse (08.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Ech wëll fir d'éischt rappeléieren, datt d'Participatioun um Dispositif vum Testing an de Schoulen dem Consentement vun deene Concernéierten ënnerläit: Bei Schüler ënner 16 Joer mussen d'Elteren de Consentement ginn, Schüler ab 16 Joer kënnen dës Decisioun selwer huelen. Am Enseignement secondaire ass den Taux vum Consentement ganz héich; e läit aktuell bei 92,5 %.

Wa Schüler mat covidänleche Symptomer sech an der Schoul ophalen, sou huet d'Léierpersonal d'Instruktioun kritt, d'Elteren ze kontaktéieren. Schonn am Ufank vum Schouljoer hunn ech den Eltere recommandéiert, hir Kanner net an d'Schoul ze schécken, wa si Symptomer vun enger Gripp hunn.

Iwwerhaapt si mir an der Gestioun vun der Pandemie am Schoulmilieu op ee verantwortungsbewosst Handele vun alle Membere vun der Schoulcommunautéit ugewisen, also och vun Elteren a Schüler.

Konkreet hunn ech keng Kenntnis vun deene Fäll, déi déi honorabel Deputéiert beschreift. Ech denken awer, datt et an Ausnamefäll ka virkommen, datt ee Schüler, dee geimpft ass an/oder nees gesond ass, trotz covidänleche Symptomer refuséiert, sech engem Schnelltest ze ënnerzéien.

An esou engem Fall wäert d'Léierpersonal probéieren, dee betraffene Schüler a seng Elteren zu engem verantwortungsbewosste Verhalen ze incitéieren.

ad 3. + 4. Ech wëll hei preziséieren, datt

- Quarantainë just vum Direkter vun der Santé oder sengem Vertrieder kënnen ordonéiert ginn;
- d'Schoul den Impfstatus vun de Schüler net kennt, an och net weess, ob se als „nees gesond" oder „retabléiert" gëllen.

Wat d'Fro vun der honorabeler Deputéiert betrëfft, sou sief gesot, datt wann e positive Fall an enger Klass optrëtt, en automatiséierten Envoi un de Schüler oder d'Eltere vu Schüler, déi kee Consentement zum Testing ginn hunn, gemaach gëtt. An dësem Envoi gëtt den Dispositif nach eng Kéier erkläert, ë. a., datt Schüler, déi net geimpft oder net retabléiert sinn a kee Consentement hunn, doheem solle bleiwen, dëst och wa si nach keng Ordonnance de quarantaine vun der Santé kritt hunn.

Duerch eng weider Automatiséierung vun de Prozedure wäerten an Zukunft d'Delaie kënne reduzéiert ginn.

Konkreet hunn ech och hei keng Kenntnis vun deene Fäll, déi déi honorabel Deputéiert beschreift, kann awer net ausschléissen, datt se ausnamsweis virkommen. Et muss een och hei op ee verantwortungsbewosst Handele vun alle Concernéierte setzen.

Question urgente 5625 (31.01.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **visites suspendues au CHEM :**

De CHEM huet haut an engem Communiqué annoncéiert, d'Visiteuren/d'Visitten ze suspendéieren, dëst op Grond vum engem Omikron-Cluster am Etablissement. Fir d'Absencë vum Personal, wéi Infirmieren an Dokteren ze kompenséieren, missten déi eenzel Ekippen ëmorganiséiert ginn. Esou kéint d'Spidol weider funktionéieren. Och wieren d'Covidhospitalisatiounen an d'Luucht gaangen. Deemno hätt ee méi wéi 50 Persounen, déi mam Covid-19 am CHEM hospitaliséiert wieren.

Am Communiqué heescht et, datt nëmmen nach Pappen an der Maternité, zwee gläichzäiteg Visiteure fir d'pediatresch Visitten, ewéi och Visitte bei „patients en fin de vie" erlaabt wieren an dëst nom Accord vum Dokter.

De 14. Dezember 2021 hat d'CSV schonns eng Motioun deposéiert, wou mer drop higewisen hunn, wéi wichteg et fir d'psychescht Wuelbefannen an eng séier Heelung vu Patienten ass, a Kontakt mat deene Leit ze sinn, déi hinnen no stinn. An deem Sënn hu mir d'Regierung opgeruff, all néideg Efforten ze ënnerhuelen, fir ze verhënneren, datt et nach emol zu enger Situatioun kënnt an där keng Visitte méi an de Spideeler méiglech sinn oder just nach Patienten um Liewensenn kënne Visitte kréien an all méiglech Zenarien ze analyséieren, fir d'Visitte vun den Patienten ënnert den noutwendege Sécherheetsdispositiffen, souwäit wéi méiglech, ze erlaben an doduerch eng Isolatioun vun de Patiente ze verhënneren.

An dësem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. D'Madamm Ministesch huet de 14. Dezember 2021 an der Chamber gesot, datt den Aarbechtsgrupp vun der Cellule de crise vum Secteur hospitalier sech reegelméisseg iwwert d'Fro vun de Patientevisitten an de Spideeler austauscht. Si bei dëse reegelméissegen Austauscher nei Konklusioune gezu ginn?

2. Wat bedeit et konkreet, datt eng Visitt „en fin de vie" mam Accord vum Dokter erlaabt gëtt? Kënnen dës Patienten déi lescht Wochen, Deeg oder just Stonne Besuch kréien?

3. Wann d'Leit wëlle verhënneren, datt d'Patiente kee Besuch kënne kréien, och wa se schwéier krank sinn, gëtt et jo och d'Méiglechkeet vu „soins palliatifs" doheem. Ginn et genuch Ekippen, fir dës Soins palliatifs ze assuréieren?

4. Wéi gesäit d'Situatioun an deenen anere Spideeler aus? Wéi vill Fleege- a Gesondheetspersonal ka Covid-19 bedéngt net schaffen? Wéi vill Prozent mécht dat vun den Ekippen aus? Hu schonns verschidden Unitéite missen zougemaach ginn? Wann jo, wéi eng?

5. Wéi gesäit d'Situatioun am Rehazenter aus?

6. Wëssend, datt laut dem Gesetz N° 7943 d'Kanner ënner 12 Joer an 2 Méint sech net mussen teste loossen, ass d'Madamm Ministesch net och der Meenung, dass dës och misste fir d'Visitte getest ginn, fir méi Sécherheet ze garantéieren? Gesäit d'Madamm Ministesch an deem Sënn eng entspriechend Upassung vum Gesetz vir?

Réponse (07.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Commissaire de Gouvernement aux hôpitaux ass Invité permanent an der Cellule de crise vun der FHL an ass och Representant an der nationaler Cellule de crise. Deemno leeft iwwert dëse Kanal d'Kommunikatioun zwëschent de Spideeler an der nationaler Cellule de crise. Dëse Grupp stëllt och sécher, datt d'Mesuren am ganze Secteur hospitalier eenheetlech sinn.

D'Situatioun am CHEM ass op eng punktuell Evolutioun zeréckzefëieren, wou en Ausfall u Personal effektiv dozou gefouert huet, datt de CHEM spezifesch Mesuren huet missen huelen, fir d'Visitten ze encadréieren. Soubal dat nees méiglech ass wäert de CHEM erëm déi gemeinsam Approche, déi fir den ganze Secteur hospitalier gëllt, applizéieren.

ad 2. Den Dokter entscheet en fonction vum Verlaf vun der individueller Situatioun vum Patient, ob Visitten op Ordonnance erlaabt sinn oder net. D'Situatioun „fin de vie" ass am Gesetz vum 16. Mäerz 2009 bezüglech Soins palliatifs, d'Directive anticipée an den Accompagnement en fin de vie definéiert.

ad 3. Den Dokter entscheet zesumme mam Patient, ob eng Prise en charge doheem méiglech ass oder net. De Réseau de soins à domicile ka le cas échéant, en fonction vun der Situatioun vum Patient, de Suivi maachen.

ad 4. An der Moyenne sinn an de Spideeler den Ament 10 % vum Personal net disponibel. Niewent dem normale Krankestand an der Wanterperiod, ass och vill Personal net disponibel a Relatioun mam Covid, sief dat wéinst Isolement, Quarantaine oder Congé pour raisons familiales. D'Spideeler hunn am Moment nëmme punktuell Reduktioune vun Aktivitéite misse virhuelen, ouni datt dëst awer d'Zoumaache vun Unitéite mat sech bruecht huet.

ad 5. D'Situatioun am Rehazenter ass net anescht wéi am gesamte Spidolssecteur.

ad 6. Kanner ënner 12 Joer an 2 Méint gi reegelméisseg an de Schoule getest an den Autotest certifié vum Educatiounsministère gëtt akzeptéiert no den Dispositioune vum Artikel 3 quater (3) b) vum aktuelle Covidgesetz.

Niewent dësen Dispositioune gëllt och fir Kanner ab 6 Joer, déi fir eng Visitt an e Spidol ginn, d'Maskeflicht.

Question urgente 5650 (01.02.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **communication du Ministère de la Santé concernant la validité du certificat de vaccination :**

Wéi de Gesondheetsministère haut op de sozialen Netzwierker matdeelt, sollen Impfzertifikater fir Reesen an Europa opgrond vun enger EU-Virschrëft nëmmen nach néng Méint gëlteg sinn. Laut Matdeelung soll dat och fir d'Zertifikater, déi eng Booster-Impfung festhalen, gëllen. D'Tagesschau („Ohne Booster noch neun Monate gültig") mellt allerdéngs, dass de Booster-Zertifikat onbegrenzt gülteg ass.

Am Covidgesetz ass am Artikel 3bis ze liesen:

« La validité du certificat de vaccination est de deux cent soixante-dix jours à compter de la date à partir de laquelle le schéma vaccinal est considéré comme complet. La validité du certificat relatif à la vaccination de rappel est illimitée. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Op wéi eng EU-Virschrëft bezitt sech de Ministère hei?

2. Gëllt d'Limitatioun vun néng Méint bei Reesen an Europa nëmme fir Zertifikater, déi e kompletten Impfscheema festhalen, oder och fir Zertifikater no enger Booster- Impfung?

3. Am Fall wou dës Virschrëft sech och op Booster-Impfunge bezitt, wäert Lëtzebuerg dës Virschrëft applizéieren?

Réponse (08.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Reglement (EU) 2021/953 vum europäesche Parlament a vum Conseil vum 14. Juni 2021, dat de Kader fir d'Ausstellung, d'Iwwerpréiwung an d'Unerkennung vun interoperabel Zertifikater (EU DCC) reegelt, ass den 21. Dezember 2021 iwwert eng delegéiert Virschrëft vun der europäescher Kommissioun (règlement délégué (UE) 2021/2288), déi den 1. Februar a Kraaft getrueden ass, adaptéiert ginn.

Dës delegéiert Virschrëft huet den Unerkennungszäitraum fir d'Impfzertifikater géint d'Covid-19, déi am Format vun engem digitale Covidzertifikat vun der EU ausgestallt ginn, definéiert. Dësem Text no ass eng eenheetlech Unerkennungsdauer vun 270 Deeg fir d'Impfzertifikater zeréckbehalen ginn, déi sech op d'Primovaccinatioun bezitt. Et ass keng Dauer festgeluecht ginn wat d'Booster-Impfung ugeet. Déi ass zumindest fir de Moment illimitéiert. Falls nei Erkenntnisser op den Dësch kommen, wäerten Adaptatiounen zäitno noutwendeg sinn.

An anere Wierder, fir Reesen an Europa sinn Impfzertifikater just nach néng Méint gülteg. Wann ee geboostert ass, kann een och no deenen néng Méint weider an Europa reesen. Fir déi Zertifikater zielt d'Limitatioun vun der Unerkennungsdauer vun néng Méint fir de Moment net.

Eis Matdeelung op de soziale Medien huet effektiv kéinte falsch verstane ginn. Si ass zënterdeem zréckgeholl an duerch eng nei Matdeelung ersat ginn. Den Artikel 3bis vum Covidgesetz, dee sech op d'Impfzertifikater bezitt, spigelt déi europäesch Reegelen erëm.

Question urgente 5670 (02.02.2022) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **invitations pour la vaccination « booster » :**

Mëttlerweil sinn och Persounen, déi zwou Dosen (dovun eng mam Johnson & Johnson) kruten, eligibel vir eng drëtt Dose (Booster) ze kréien. Dës Leit kënnen entweeder ouni e RDV an eng sougenannte Pop-up-Impfstatioun goen oder se kënnen sech via myguichet.lu an den dräi Impfzentren e RDV ufroen, wouropshin se dann e Bréif kréie mam Code fir e RDV ze huelen.

Laut mengen Informatioune géifen elo Leit scho säit 1-2 Wochen op hire Bréif vun der Santé, fir e RDV ze kréien, waarden.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Kann d'Regierung mech informéieren, aus wéi engem Grond et esou laang dauert bis déi Persounen, déi zwou Impfdosen, dovun eng mam Johnson & Johnson, kruten, hire Bréif erhalen, fir e RDV fir eng drëtt Dose ze kréien?

- Wëssend, datt et Persoune ginn, déi sech esou schnell wéi méiglech mat enger drëtter Dose wëlle schützen, an net nëmmen op de Bréif musse waarden, mee och dono op hiren Dag wou se RDV hunn, an datt den EU Digital Covid Certficate mat zwou Dosen a gewëssene Länner wéi Däitschland net unerkannt gëtt, wou een en Imfpscheema mat dräi Injektioune muss opweisen kënnen, mengt d'Regierung net och, datt een dëse Prozess kéint/misst acceleréieren?

Réponse commune (08.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation :*

Nodeems de Regierungsrot vum 21. Januar 2022 festgehalen huet, datt déi Leit, déi eng éischt Impfung mat Janssen kruten an eng zweet Impfung mat engem mRNA-Impfstoff kruten, op enger fräiwëlleger Basis, dräi Méint no der zweeter Impfung, och nach eng drëtt Impfung mat engem mRNA-Impfstoff kréie kéinten, konnten déi concernéiert Leit sech via myguichet.lu op eng Lëscht aschreiwe fir eng Invitatioun mat engem Code ze kréien, fir e Rendez-vous an engem Impfzenter ze huelen.

Am Prinzip ginn dës Invitatiounen eemol d'Woch un déi eligibel Leit eraus. Beim éischten Envoi huet et awer effektiv e puer Deeg méi laang gedauert, bis den technesche Volet en place war.

Et sief och nach eemol drun erënnert, datt déi concernéiert Leit och nach ëmmer d'Méiglechkeet hunn, ouni Rendez-vous an e „pop-up vaccination" ze goen oder e Rendez-vous bei engem Dokter ze huelen, fir déi néideg Impfung ze kréien.

Question urgente 5679 (03.02.2022) de **Mme Martine Hansen** et **M. Max Hengel** *(CSV)* concernant le **certificat de vaccination des personnes vaccinées avec le vaccin Janssen contre la Covid-19 :**

Eisen Informatiounen no ginn et Problemer mat den Impfzertifikater vu Leit, déi hir éischt Impfung mam Janssen-Vaccin kritt hunn.

Wann dës Leit eng zweet Impfung mam Impfstoff vu Pfizer/BioNTech kritt hunn a sech elo och boostere gelooss hunn (an der Reegel mam Moderna-Impfstoff), hu si elo op hirem Impfcertificat just nach 1/3-Impfunge stoen.

Wëssend, datt vill Awunner deemnächst fir d'Fuesvakanz an d'Ausland fueren, hunn déi Concernéiert a ville Länner e Problem, well et ausgesäit, wéi wa si kee kompletten Impfscheema hätten.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung dës Problemer bestätegen?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn?

- Wéi gedenkt d'Regierung dëse Leit ze hëllefen, déi sech jo un all Recommandatioune gehalen hunn a jo och de facto dräimol geimpft sinn?

Réponse commune (08.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation :*

D'Regierung huet keng Kenntnis doriwwer, datt Leit, déi hir éischt Impfung mam Janssen-Vaccin an duerno eng zweet an drëtt Impfdosis mat engem mRNA-Impfstoff kruten, en Impfcertificat mat der Mentioun 1/3 ausgestallt kruten. Déi Leit, déi ënnert dëse Cas de figure falen, kréien en Impfcertificat mat der Mentioun 3/1 ausgestallt.

Falls et effektiv vereenzelt esou Fäll soll ginn, sollen dës Leit sech bei der Gesondheetsdirektioun mellen, fir datt si esou séier wéi méiglech e verbesserten Impfcertificat zougestallt kréien.

Question urgente 5709 (08.02.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **taux de vaccination du personnel soignant :**

Déi parlamentaresch Fro Nummer 5454 ass zum groussen Deel net beäntwert ginn. Dofir stellen ech dës Fro nach eng Kéier als drénglech Ufro.

D'Regierung huet grad eng Impfflicht fir Leit iwwer 50 Joer a fir de Secteur vun de Gesondheets- a Fleegeberuffer annoncéiert, mam Argument, datt grad hei de gréisste Risk vun engem schwéiere Verlaf an déi héchsten Noutwendegkeet vun enger Impfung bestinn. Dëst huet och de rezente Rapport vun de fënnef Experte confirméiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung eis déi aktuell Zuele vum Taux de vaccination beim Personal am Gesondheets- a Fleegeberäich nennen?

2. Wann net, awéiwäit ass et méiglech, vun der Unzuel vu Membere vum Personal, déi sech teste loossen, op den Impftaux ze schléissen?

3. Kann d'Regierung eis weider matdeelen, ob et tëschent den eenzelen Haiser a Bedreiwergruppen Ënnerscheeder gëtt a wéi déi ze chiffréiere sinn?

Réponse commune (09.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Wéi schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro 5454 vun der honorabeler Deputéiert erkläert, sinn déi gefroten Donnéeën an eng global Note vun der Inspection générale de la sécurité sociale iwwert d'Unzuel vun Impfungen, Infektiounen an Hospitalisatiounen am Zesummenhang mat Covid-19 agefloss. Dës Note ass un d'Äntwert vun dëser parlamentarescher Fro mat ugehaangen a gëtt soumat, wéi dat an der Motioun iwwert d'Impfflicht vum honorabelen Deputéierte Gilles Baum festgehale gi war, der Chamber zur Verfügung gestallt.

ad 1. Den Impftaux beim Gesondheets- a Fleegepersonal läit bei 89,8 % bei de Residenten a bei 55,6 % bei de Frontalieren. Et gëllt awer ze ënnersträichen, datt den Impftaux vun de Frontaliere potenziell méi héich ass, well eng ganz Rei Frontaliere sech an hirem Heemechtsland impfe gelooss hunn an d'Gesondheetsdirektioun net iwwert dës Donnéeë verfüügt.

70,4 % vun de Residenten, déi als Gesondheets- a Fleegepersonal täteg sinn, hunn och schonn hir Boosterimpfung kritt.

ad 2. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 2.

ad 3. Déi verschidden Haiser a Bedreiwergruppe gi privatrechtlech gefouert a sinn deemno autonom an der Gestioun vun hiren Aktivitéiten. Si sinn soumat dofir verantwortlech, datt déi legal a reglementaresch Dispositiounen am Kader vum CovidCheck op der Aarbechtsplaz agehale ginn.

D'Regierung bereet d'Zuele betreffend den Impftaux vun de Salariéen a Funktioun vum Secteur d'activité op (an dësem Fall de Gesondheets- a Fleegesecteur), mee declinéiert den Impftaux net, aus den uewe genannte Grënn, op déi eenzel Betriber erof.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

N°24
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 24 | Session ordinaire 2020-2021

Situation des travailleurs handicapés	p. 820	Sommaire des séances publiques nos 55 et 56	p. 833	55e séance	Mardi 18 mai 2021
Sécurité routière	p. 823	Sommaire des questions parlementaires	p. Q600	56e séance	Mercredi 19 mai 2021

Exploration du site archéologique de Schieren par les membres de la Commission de la Culture

Les vestiges d'une villa gallo-romaine

Les députés de la Commission de la Culture se sont rendus le 10 février 2022 sur le site archéologique à Schieren pour avoir un aperçu des vestiges de la villa gallo-romaine qui se situent le long de la route nationale B7 et qui s'étendent sur plus de 110 mètres de longueur.

Les premières fouilles archéologiques à Schieren ont été réalisées au début des années '90. Dans le cadre de l'élargissement de la B7, de nouvelles découvertes ont été faites. En 2013, le bâtiment principal de la villa a été trouvé et dégagé.

Les responsables du Centre national de recherches archéologiques (CNRA) ont informé les députés sur les défis auxquels les scientifiques sont exposés, notamment en ce qui concerne la conservation des objets trouvés.

Les conditions atmosphériques rendent le travail de conservation compliqué et complexe. Les parlementaires ont également reçu des précisions sur les trouvailles telles que les fragments des fresques de la villa romaine de Schieren qui ont été étudiés et restaurés au Centre d'étude des peintures murales romaines (CEPMR) à Soissons.

Ils ont aussi obtenu des explications sur le fonctionnement des différentes parties composant la villa gallo-romaine.



Les députés ont reçu des explications sur la conservation d'objets découverts.

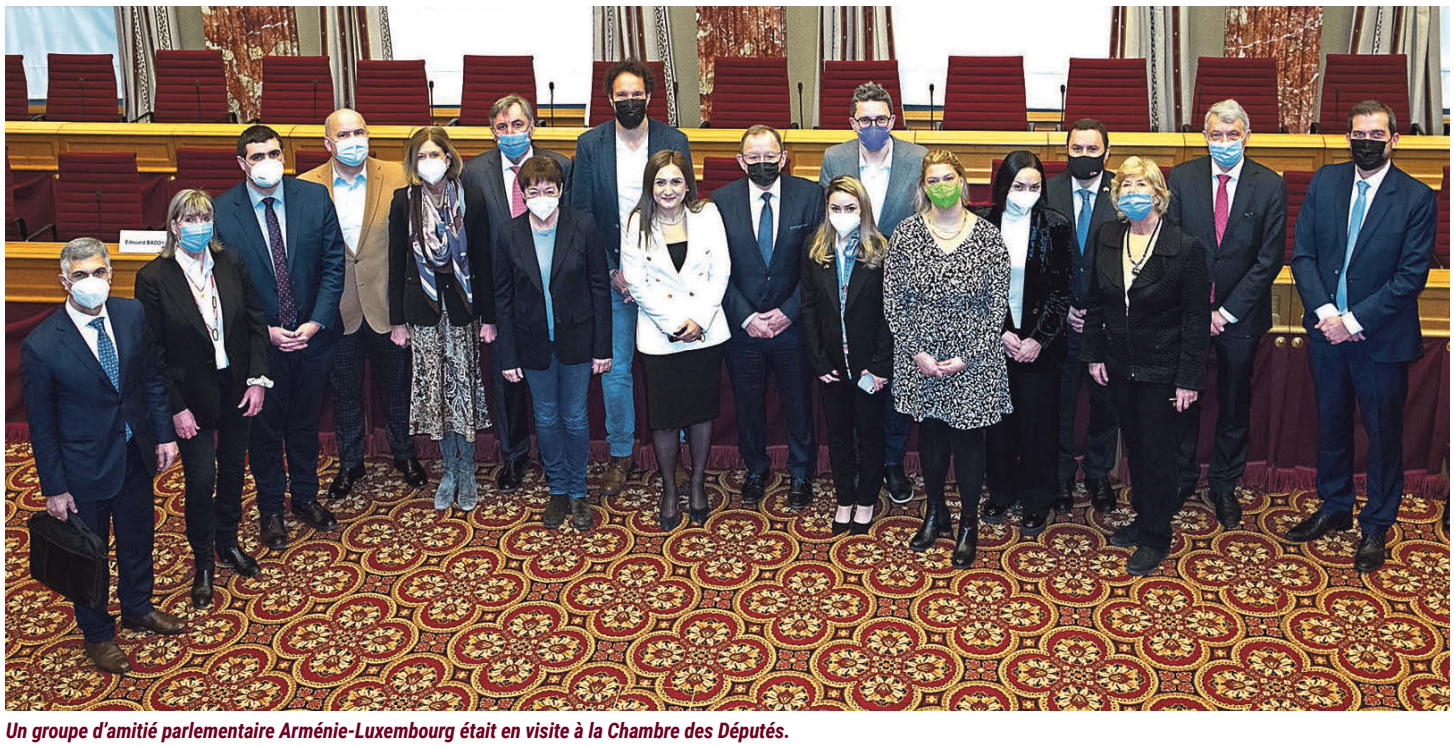
Visite d'un groupe d'amitié parlementaire Arménie-Luxembourg

Les démocraties doivent coopérer entre elles

« La démocratie est un moyen pour rendre un pays fort et une population heureuse », c'est la conviction d'un groupe d'amitié parlementaire Arménie-Luxembourg.

Juste une semaine après le Ministre des Affaires étrangères arménien, un groupe d'amitié parlementaire Arménie-Luxembourg était en visite le 1er février 2022 à la Chambre des Députés où il a rencontré les membres du Bureau ainsi que les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Les discussions entre les parlementaires ont porté prioritairement sur le conflit dans la région du Haut-Karabakh. Le pays voisin Azerbaïdjan serait une menace pour la paix dans la région, ont expliqué les députés arméniens qui dénoncent une arménophobie.



Un groupe d'amitié parlementaire Arménie-Luxembourg était en visite à la Chambre des Députés.

Raison pour laquelle les parlementaires apprécient la solidarité dont la Chambre des Députés a fait preuve à de nombreuses reprises envers l'Arménie. Le Président, M. Fernand Etgen, a rappelé que la Chambre des Députés a voté deux motions concernant le conflit au Haut-Karabakh en octobre et décembre de l'année dernière exigeant entre autres un cessez-le-feu.

« Le Luxembourg a voulu faire preuve de sa solidarité envers l'Arménie en toutes circonstances et s'est notamment engagé par le biais de la coopération multilatérale.

C'est ainsi que le Gouvernement luxembourgeois a contribué à hauteur de 250.000 euros à l'aide humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge pour la population arménienne en automne 2020 », a expliqué le Président de la Chambre des Députés.

En ce qui concerne les relations avec la Turquie soulevées par un député, les intervenants arméniens ont expliqué que le dialogue avec Ankara revêtait une grande importance, notamment en termes de relations avec d'autres partenaires.

Plus de coopération entre les démocraties

Les parlementaires ont rappelé que l'Arménie est une jeune démocratie qui s'engage pour la paix dans la région. La démocratie ne serait pas uniquement un moyen pour développer un pays fort, mais également pour permettre à la population d'être heureuse.

C'est grâce à un dialogue permanent avec la population que la jeune démocratie a su faire face aux moments difficiles.

Rencontre avec Amnesty International



M. Fernand Etgen entouré par M. Olivier Pirot (à gauche) et M. Martin Lagneau d'Amnesty International Luxembourg

Les responsables d'Amnesty International Luxembourg ont remis le 3 février 2022 un rapport offrant un regard juridique sur la situation des Palestiniens au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Le rapport s'intitulant « L'apartheid israélien envers le peuple palestinien » a suscité de nombreuses réactions de par le monde. Au cours d'une discussion avec les responsables d'Amnesty International, le Président a constaté que l'analyse de ce rapport nécessite beaucoup de nuances.

Selon les représentants de l'ONG, le rapport se veut dresser sur 280 pages l'état juridique de la situation des Palestiniens par rapport aux droits humains.

Il se base sur une recherche sur le terrain qui a duré quatre ans et demi. Les responsables d'AI ont insisté que le rapport ne se veut aucunement antisioniste ou antisémite, l'objectif étant d'entamer un débat sur la question du respect du droit international.

Le Président de la Chambre a expliqué que le conflit israélo-palestinien est un sujet qui préoccupe les députés luxembourgeois depuis de nombreuses années.

M. Etgen a souligné l'importance de la diplomatie parlementaire et a rappelé dans ce contexte l'échange des députés avec le Premier Ministre de l'Autorité palestinienne, en visite à la Chambre en octobre dernier.

Visite du Président de la Colombie

Relations bilatérales, gestion des migrants et questions sécuritaires

« Une amitié et un partenariat véritable ». C'est ainsi que le Président de la République de Colombie a décrit la relation entre son pays et le Luxembourg, lors de sa visite le 9 février 2022 à la Chambre des Députés. En témoigne selon lui un accord de non double imposition tout juste signé.

M. Iván Duque a également évoqué des opportunités de coopération entre les deux pays. Il a notamment affirmé réfléchir à un partenariat entre États dans le domaine des satellites, dont la Colombie utilise la technologie à des objectifs divers.

L'aide aux migrants du Venezuela : un enjeu d'avenir

La conversation entre M. Iván Duque et le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, a porté sur plusieurs sujets internationaux, dont la crise migratoire en Amérique du Sud dans le cadre de laquelle le Luxembourg a participé aux aides apportées aux migrants vénézuéliens.

M. Fernand Etgen a tenu à féliciter son interlocuteur pour la générosité dont a fait preuve la Colombie en régularisant plus d'un million de migrants. M. Iván Duque a affirmé qu'il espérait que les gestes de solidarité de cette nature créent des liens solides entre les peuples de la Colombie et du Venezuela.

M. Fernand Etgen a également abordé la question de la situation politique en Colombie, notamment en ce qui concerne la présence de représentants des FARC (Force alternative révolutionnaire commune - représentation politique des forces armées révolutionnaires de Colombie) au Parlement colombien.

Un accord de paix a été conclu avec ce groupe en 2016 et il leur réserve dix sièges dans les institutions colombiennes. La première législature effectuée sous ces dispositions touche à sa fin.

M. Iván Duque a affirmé dans ce contexte que les FARC ont pu exercer leur fonction représentative dans l'opposition, mais qu'il aurait préféré qu'il soit impossible pour des personnes poursuivies pour des crimes d'occuper ce type de fonctions.

Interrogé au sujet des élections présidentielles colombiennes en mai 2022, M. Iván Duque a affirmé être optimiste pour la coalition qui le soutient.

Il a cependant dit se méfier de manipulations étrangères potentielles et a souligné qu'il ne serait permis à personne d'influencer les élections.

Le Président de la Colombie a invité le Président de la Chambre des Députés à se joindre à un prochain voyage diplomatique en Colombie.



Le Président de la Colombie a effectué une visite à la Chambre des Députés.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Thomas Mark Barrett, Ambassadeur des États-Unis d'Amérique



... S. E. M. Vakhtang Makharoblishvili, Ambassadeur de Géorgie

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 216 du 18 mai 2021 de M. Laurent Mosar relative aux arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne dans les affaires Amazon et ENGIE contre la Commission européenne, adressée à M. le Ministre des Finances
   - M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

   Question n° 217 du 18 mai 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution et la formation des prix sur le marché immobilier, adressée à M. le Ministre du Logement
   - M. André Bauler - M. Henri Kox, Ministre du Logement

   Question n° 218 du 18 mai 2021 de M. Jeff Engelen relative au monument Patton à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - M. Jeff Engelen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 219 du 18 mai 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à un éventuel projet de réduire la durée des études menant au « Diplôme d'État d'éducateur » de trois ans à seulement une année, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 220 du 18 mai 2021 de M. Sven Clement relative à l'introduction d'une passerelle 1GSO vers le diplôme d'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 221 du 18 mai 2021 de Mme Martine Hansen relative à la décision de permettre aux élèves détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires générales de la section « Sciences sociales » de se voir décerner le diplôme d'éducateur endéans une seule année scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Sven Clement - M. le Ministre Claude Meisch - Mme Martine Hansen (parole pour fait personnel) - M. le Ministre Claude Meisch

   Question n° 223 du 18 mai 2021 de M. François Benoy relative à l'imposition des entreprises au niveau européen et international, adressée à M. le Ministre des Finances
   - M. François Benoy - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

   Question n° 222 du 18 mai 2021 de Mme Octavie Modert relative à une troisième dose de vaccin à ARN messager pour les personnes immunodéprimées, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - Mme Octavie Modert - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
5. **Question élargie n° 97 de M. Laurent Mosar au sujet des opportunités de la technologie de la blockchain pour le secteur financier**
   - M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna
6. **Ordre du jour (suite)**
   - M. Fernand Etgen, Président
7. **Question écrite n° 4090 de M. Michel Wolter concernant les victimes de la Covid-19 vivant dans des structures pour personnes âgées**
   - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
8. **Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'élaboration d'une réglementation introduisant la surveillance des vestiaires, lors des cours de gymnastique et de piscine**
   - Exposé : M. Fernand Kartheiser
   - Discussion générale : M. Georges Mischo - M. Gilles Baum
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Vote sur la motion (rejetée)
9. **Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural dans le cadre de la pandémie de la Covid-19**
   - Exposé : M. Léon Gloden (intervention de M. André Bauler) - Mme Josée Lorsché (parole pour fait personnel) - M. Léon Gloden (dépôt de la motion 1)
   - Débat : M. André Bauler - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Fred Keup (intervention de M. André Bauler) - M. David Wagner (interventions de M. André Bauler et M. Léon Gloden) - M. Marc Goergen
   - Prises de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région (interventions de M. André Bauler) - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (interventions de M. André Bauler et M. Léon Gloden) - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure
   - Motion 1 : M. Léon Gloden - M. le Ministre Lex Delles - M. Gilles Baum - Mme Josée Lorsché
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
10. **Hommages à M. Marc Baum et à M. David Wagner**
    - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Paulette Lenert, M. Lex Delles et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 18 mai 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1810** - Demande de pétition ordinaire : Obtention d'un laissez-passer pour visiter ou accompagner une personne en milieu hospitalier ou autres structures de soins par un membre de la famille ou de l'entourage proche en bénéficiant d'un test rapide existant et des moyens nécessaires et adéquats par ce temps pandémique du COVID-19 et de ses variants*

Dépôt : Catherine Wagener, le 12.05.2021

***1876** - Demande de pétition publique : Boycott des Jeux Olympiques 2022 en Chine*

Dépôt : Louis Burton, le 13.05.2021

***1877** - Demande de pétition publique : Congé payé pour l'employé qui veut donner du sang*

Dépôt : Michele Bergia, le 16.05.2021

***1878** - Demande de pétition publique : Finanziell Ënnerstëtzung vum Staat fir Elteren*

Dépôt : Olivier Betz, le 17.05.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Op Ufro vun der Regierung gëtt proposéiert, d'Projete 7815 a 7816, déi um Ordre du jour vun en Donneschdeg, den 20. Mee, virgesi waren, erofzehuelen a se um Ordre du jour vun enger nächster Sitzung virzegesinn.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Den Deputéierten, deen d'Fro stellt, huet zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 216 vum Här Laurent Mosar un de Finanzminister iwwert d'Urteel vum Europäesche Geriicht an der Affär vun Amazon an ENGIE géint d'EU-Kommissioun. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 216 du 18 mai 2021 de M. Laurent Mosar relative aux arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne dans les affaires Amazon et ENGIE contre la Commission européenne, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch huet effektiv d'Cour hei zu Lëtzebuerg an zwou wichtegen Affäre statuéiert, op där enger Säit ENGIE, op där anerer Säit Amazon. Et sinn awer zwee verschidden Urteeler erauskomm, wann ech esou ka soen. Déi eng Affär huet de Staat gewonnen, déi aner verluer.

Ech wollt dem Minister de Mëtten a sech kuerz dräi Froen dozou stellen: éischtens, ob e scho méi Informatiounen huet iwwert d'Arrête selwer. Firwat sinn do zwou verschidden Decisiounen an trotzdeem änlech gelagerten, wann och net deene selwechten Affären erauskomm?

Zweetens, an dat ass vläicht mat déi wichtegst Fro: Wéi gedenkt d'Regierung weiderzefueren? Ech denken hei haaptsächlech natierlech un d'Affär ENGIE. Gëtt do envisagéiert, eventuell an där Affär Appell ze maachen? A bei där anerer Affär, mengen ech, musse mer ofwaarden, ob d'Kommissioun Appell mécht. Dat kënne mer jo am Moment elo net virausgesinn.

An dann awer och meng drëtt Fro, am Kontext vun Amazon: Wann do keen Appell géif kommen, wäre mer jo op der sécherer Säit. Mir bleiwen awer nach wie vor der Meenung - an ech mengen, mir sinn net déi Eenzeg -, datt eng Digitalsteier esou schnell wéi méiglech europawäit sollt kommen. Do wollt ech nach eng Kéier de Finanzminister froen, wou mer genau domat dru wären.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Här Vizepresident vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Häre, ech kann natierlech ganz gären op déi dräi Froen äntweren. Ech hoffen, dass ech dat a véier Minutte ronnkréien, well ech ka jo net mat „Jo", „Nee" a „vläicht" äntweren, dann ass dat jo net satisfaisant, zu Recht. Ech kann och kee qualitative Kommentar maachen, ob mer zefridde sinn oder onzefridden, an à la limite ass dat jo och egal. Et geet hei ëm Droit.

Den Tribunal huet elo hei eppes gesprach op Basis vun Decisioune vun der Kommissioun an dat hu mer, éischtens emol, zur Kenntnis ze huelen. Ech mengen, d'Reaktioun fir ze soen: „Mir fannen dat gutt!", „Mir fannen dat schlecht!", „Mir sinn net d'accord!", „Mir sinn d'accord!", wär en fait net déi richteg Äntwert. Et muss een dat alles ganz seriö huelen. Dat si ganz schwiereg juristesch Saachen.

Ech fänken u vläicht, andeem ech op d'Affär Amazon äntweren, wou mer, zwëschent Guillemeten, „gewonnen" hunn. Wat huet do den Tribunal gesot? Den Tribunal huet u sech dräi Saache gesot. Déi éischt Saach, déi e gesot huet, dat ass: D'Kommissioun kann/däerf kucken, op Basis vun Decisiounen, déi an engem Memberstaat geholl gi sinn, déi mat Steieren ze dinn hunn, ob dat kann zu enger Aide d'État féieren. Do huet den Tribunal ganz kloer „Jo" geäntwert. Dat ass eng ganz gravéierend Analys. Déi hu mer zur Kenntnis ze huelen. Mir waren nämlech der Meenung - an net nëmme mir, och aner Länner -, dass dat vläicht eng iwwerdriwwen Interpretatioun wär vun den Aide-d'États. Hei gëtt dat confirméiert. Dat ass eng Prinzippiefro.

An dann zur Saach Amazon zwou Saachen, zwee Argumenter, déi wichteg sinn. Dat éischt huet mat „uchronie" ze dinn, e Wuert, wat ech virun e puer Deeg eng Kéier gebraucht hunn op dem Radio. An hei gëtt dat genau vum Tribunal condamnéiert, andeem den Tribunal seet: „Dir, Kommissioun, hutt, wat d'Prix-de-transferten ubelaangt, d'Prinzippie vun der OCDE ugewannt, wat Äert gutt Recht ass, an Dir hutt do déi Ligne-directricë vun der OCDE vun 1995, vun 2003, awer och vu spéidere Versioune bis 2017 ugewannt, fir op d'Konklusioun ze kommen, dass, wat zu Lëtzebuerg bestanen huet a Saache Prix de transfert, an Ären Aen net richteg wär." An do seet den Tribunal: „Dir kënnt net eng Foto maache vun enger Situatioun mat Reegelen, déi méi spéit komm sinn!" An et ass esou, dass déi Situation juridique, déi hei gekuckt gëtt, déi zwëschent 2006 an 2014 war, an déi soll gekuckt gi mat Reegele vun där Period an net mat Reegele vu méi spéit.

Dat Zweet ass, dass net bewise ginn ass, dass déi Holding, déi zu Lëtzebuerg bestanen huet, just nëmmen en fait eng Roll hat vun Détention de participations, mee och aner Rollen hat, eeben d'Gestioun vun de Brevete vun der Firma. A well d'Kommissioun dat fënnt, well d'Kommissioun dat net bewisen huet, dass déi Firma en fait näischt géif maachen - si hunn dat einfach ugeholl, charge de la preuve -, hu mer déi Affär gewonnen.

Vläicht fir d'Konklusioun fir Amazon am Viraus ze zéien: Dat do ass eng gutt Noriicht fir Lëtzebuerg. Dee Regimm, deen deemools bestanen huet, dee war legal. Punkt! Doriwwer kënne mer eis all freeën.

ENGIE ass net eng Saach vu Prix de transfert, et ass eng Affär, déi ze dinn huet mat enger Kaskad vu Gesellschaften, wou déi Gesellschaft Interête facturéiert op där enger Säit an eng aner Gesellschaft d'Dividenden ofbezilt. An duerch dee Mechanismus ..., natierlech, bei Interêten, dat kann een ofschreiwen, do brauch ee keng Steieren ze bezuelen. A bei den Dividenden, jee nodeem, wéi een dat opbaut - mat der „directive mère-fille" -, brauch een do och keng Interêten ze bezuelen. Dat féiert zu enger duebeler Netbesteierung. An do seet dann den Tribunal, dass dat net richteg ass.

Wat en fait den Tribunal seet, ass: „Dir, Lëtzebuerg, Dir, État membre, musst kucken, wat d'Resultat ass vun all deene Montagen, déi gemaach ginn. Wann dat zu eppes féiert, wat ekonomesch zu enger duebeler Netbesteierung féiert, da musst Dir als Steierverwaltung, als Staat, da musst Dir dat och kucken."

Et geet net duer, e Stéck vun der Transaktioun ze kucken, dat heescht: Do, wou mer d'Interêten eropgeschéckt hunn, dat ass an der Rei, do, wou d'Dividenden erofgeschéckt gi sinn, dat ass och an der Rei, also ass dat Ganzt an der Rei. Nee! Et muss een dat en fait, wéi een dat am Droit nennt, „teleologesch" kucken, ekonomesch kucken. An da kënnt een nämlech op d'Konklusioun, dass an där doter Affär iwwerhaapt keng Steiere bezuelt gi sinn an deem System, an där Organisatioun. An dat ass reprehensibel. An d'Kommissioun seet, mir hätte missen eng Clause anti-abus evoquéieren, wat net gemaach ginn ass. Soit. Och do misst een dat mat den Ae vun der deemoleger Zäit kucken.

Mir hunn an der Tëschenzäit d'Clause anti-abus zu Lëtzebuerg, dat ass Artikel 6 vum Steueranpassungsgesetz, adaptéiert, well mer jo ATAD 1 an ATAD 2, déi zwou europäesch Ëmsetzunge vu BEPS, an der Tëschenzäit geholl hunn. An do hu mer dann och den Artikel 6 iwwert d'Clause anti-abus adaptéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 217 vum Här André Bauler un de Wunnengsbauminister iwwert d'Entwécklung an d'Erstelle vun den Immobiliepräisser. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 217 du 18 mai 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution et la formation des prix sur le marché immobilier, adressée à M. le Ministre du Logement

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Mir alleguer wëssen: D'Situatioun am Logement ass ganz eescht. Déi seriös Analys vum Immobiliemaart setzt viraus, datt mer objektiv Fakten hunn. Viru Kuerzem si mer nees gewuer ginn, datt d'Präisser um Immobiliemaart bannent engem Joer drastesch an d'Luucht gaange sinn. Den Observatoire de l'habitat baséiert sech deels op annoncéiert an deels op enregistréiert Präisser. Annoncéiert Präisser sinn natierlech Wonschpräisser. Et sinn awer déi enregistréiert Präisser, déi d'Resultat vun Negociatioune sinn an déi allermeeschtens méi niddreg leien, déi also e weesentlech méi zouverlässegt Bild vun der Präisentwécklung liwweren.

Duerch d'Affichéiere vun den ugekënnegte Präisser duerch den Observatoire kann d'Erwaardung oder kënnen d'Erwaardungen no méi héije Präisser befligelt ginn.

(Interruption)

Donieft stellt een innerhalb vun neie Citéen ënnerschiddlech Präisser pro Ar vun den Terraine fest. Wéi ass dat méiglech? Well d'Präisser am Package presentéiert ginn, also Haus plus Terrain, kënnt et vir, datt d'Divergenzen tëscht de Präisser pro Ar notabel sinn. Dat trëfft besonnesch déi kleng Terrainen,

also och grad déi Leit, déi sech net esou vill leeschte kënnen. Och wann d'Fixkäschte fir d'Uschlëss pro Terrain méi oder wéineger déi selwecht sinn, sou rechtfertegt dat keng spierbar Präisdifferenze pro Ar. Den Terrainspräis fënnt een zwar spéider am Nottärsakt erëm, ma dann ass et ze spéit an de Konsument huet keng Vergläichsméiglechkeet innerhalb vun deem selwechte PAP.

Dofir follgend Froen:

Éischtens: Ass den Här Minister bereet, fir den Observatoire de l'habitat vläicht ze beweegen, derfir ze suergen, just déi enregistréiert Präisser an d'Vitrinn ze stellen, fir op dës Manéier net onnéideg Präiserwaardungen ze suscitéieren, „expectations", wéi d'Englänner géife soen?

An zweetens: Ass den Här Minister och bereet, fir mat der Chambre immobilière ze schwätzen, fir datt fir méi Transparenz an der Präisformatioun um Immobiliemaart gesuergt gëtt, zemools bei de sougenannte „Packageofferen", fir et da mol esou ze nennen, wou dann eeben Haus an Terrain zesumme verkaf ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci, Här President, merci och fir déi Fro. Dat erlaabt mer dann och vläicht, eppes kloerzestellen, an dofir sinn déi Froen och wichteg an och néideg.

Zu där éischter, déi mécht mer natierlech och ganz kloer Suergen, dass d'Präisser déi lescht Joren nach esou an d'Luucht gaange sinn. Do gëtt et jo eng ganz Rei vu Phenomeener, déi och ganz no verfollegt ginn. Wat awer elo déi ganz genau Fro betrëfft, wat den Observatoire hëlt, do muss ech Iech leider awer widderspriechen. Si maachen effektiv nëmmen déi Präisser, déi se och vum Enregistrement kréien. Dat heescht, alles, wat verkaf gëtt, alles, wat eng Vente ass vun Terrain, vun Appartement, vun Haiser, an dat gëtt et schonn zënter 2010, ass net eng Annonce aus der Zeitung, mee et sinn d'effektiv Enregistrementspräisser.

An dofir gëtt dat och, säit 2009 souguer, all Mount opgeholl a si leeden dat weider, den Enregistrement - en Automatissem - bei de Statec, bei den Observatoire, fir eeben dann och kloer op Basis vun Nottärsventen déi doten Zuelen ze hunn. Dat heescht, mir sinn, wat d'Vente ubelaangt, ganz no derbäi. An dofir entsprécht deen Index, muss ech da leider soen, der Realitéit, sou wéi d'Nottären déi Präisser an hiren Akte stoen hunn. Dofir war dat och deemools schonn eng Diskussioun innerhalb vun dem Enregistrement, well den Observatoire säitdeem, mengen ech, och ganz kloer an déi Richtung geet.

Déi zweet Fro, dat ass och eng grouss Suerg vu mir selwer an och innerhalb vu mengem Ministère, mee net nëmmen deem Ministère, well et betrëfft vill Ministèren, well et ass net onbedéngt direkt d'Kompetenz vum Logement, mee mir kucken do drop.

(Brouhaha)

Et sinn eng ganz Rei Facteuren, déi e Präis vun engem Haus, vun engem Terrain, vun enger Vente ausmaachen: Dat ass d'Gréisst vum Haus, dat ass do, wou et läit, dat ass de Standard, et ass d'Orientatioun. Dir wësst, innerhalb vun engem Lotissement sinn et oft Diskussiounen, insbesondere wann e Remembrement duerchgeféiert gëtt: „Nee, mäin Terrain, dee louch awer elo op de Süden, dee muss ech op Süden halen." Et sinn eng ganz Rei vun Elementer, déi an de Präis eraginn. An dofir gëtt jo gesot, an dat kann ee jo och an all de Statistiken noliesen: Dat ass den Indice hédonique fir ze kucken, well et sinn eng Abberzuel vu Facteuren, déi en Afloss hunn.

Wat elo d'Transparenz ubelaangt, ass et der Regierung bewosst, dass mer d'Opklärung méi kloer musse maachen. Et ass éischter e Konsumenteschutz. E Konsumenteschutzberäich an deem, wat do annoncéiert gëtt, soll och novollzéibar sinn. Dofir wäert ech och dee Kontakt ..., deen hunn ech schonn, mat dem Konsumenteschutzministère an och, wat de Mëttelstandsministère ubelaangt. Wéi eng Forme vu Moyenen hu mer, fir an dee Marché do nach kënnen anzegräifen? Ech mengen, et geet net duer, nëmme mat der Chambre immobilière ze schwätzen. Mir hunn och do Kontakt. Ech hunn och mam President riets a lénks emol Kontakt an en Austausch.

Et geet och net duer, fir eng Bonne conduite opzestellen. Ech mengen, mir musse kucke fir e Kader, awer zesumme mat deenen anere Memberen aus der Regierung, aus deenen anere Ressorten, well et geet iwwert dat reng Logementstechnescht vu mengem Ministère eraus. Et ass d'Transparenz vum Präis vis-à-vis vum Konsument, hie muss sech kënnen drop beruffen. An do wäerte mer dann och déi néideg Initiative probéieren ze huelen, dass d'Regierung als Ganzt do och Initiativen hëlt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 218 vum honorabelen Här Jeff Engelen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Patton-Monument zu Ettelbréck. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 218 du 18 mai 2021 de M. Jeff Engelen relative au monument Patton à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. D'Denkmal fir de Generol Patton an de ganzen Ensembel vun Denkmaler ass si fir d'Stad Ettelbréck vu grousser Bedeitung a mat villen Emotioune verbonnen, speziell och, well d'Stad Ettelbréck ënnert dësem Generol de 25. Dezember 1944 befreit ginn ass.

Mee net nëmmen d'Stad Ettelbréck ass dësem Mann villes schëlleg, och dee ganzen Norden, well ënner sengem Kommando oder senger Mathëllef konnt d'Ardennenoffensiv am Dezember 1944 gestoppt a gedréit ginn.

Mat de Joren ass dëst Denkmal en Aushängeschëld gi vun der Stad Ettelbréck an och fir dee ganzen Norden. Mam Bau vun der neier Patton-Bréck steet dëst Denkmal elo verstoppt do a gëtt der Erënnerung, déi hie verdéngt, net méi würdeg.

An dësem Kontext hätt ech da follgend Froen un den Här Minister: Ass virgesinn, dëst Denkmal op där Plaz ze loossen? Dat wär déi éischt Fro. Déi zweet Fro: Wa jo, wat ass virgesinn, fir déi Plaz esou ze amenagéieren, fir datt si der Erënnerung gerecht gëtt? Drëttens: Wann neen, wat wären d'Alternativen?

Ech mengen, mir wëssen alleguerten - mee ech denken, ech weess et awer net sécher -, datt dëst Denkmal der Gemeng Ettelbréck gehéiert, soudatt och si hätt missen an dee Projet do matabezu ginn, well bei eis an der Gemeng ass et esou: Wann eng Strooss erop- oder erofgeluecht gëtt, an hei ass se jo schätzungsweis zwee Meter eropgeluecht ginn, da ginn ëmmer d'Anrainer matagebonnen an et gëtt gekuckt, fir sech ze arrangéieren. An ech mengen, dat wär där Saach hei würdeg, well et si vill Leit, déi doriwwer hir Doleancen u mech erugedroen hunn. An duerfir wollt ech Iech, Här Minister, dës Froe stellen.

Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci dem Här Engelen fir seng Fro, well déi gëtt mer d'Geleeënheet, hei eng Kéier drop anzegoen.

Ech war an enger schréftlecher Äntwert schonn drop agaangen, firwat déi Bréck huet missen neigemaach ginn. An do ware jo och Diskussioune komm, well dat natierlech alles e gewëssen historesche Kontext huet, wat ech och verstinn, datt d'Leit sech déi Froe stellen.

An zu der Fro vun der Visibilitéit vum Patton-Denkmal, dat um Patton-Square steet: De Patton-Square, dee sech nieft der Patton-Bréck, déi jo, wéi gesot, ganz renovéiert ginn ass, zu Ettelbréck befënnt, läit integral op ëffentlechem Terrain. An de Square, deen als Lieu de mémoire déngt, besteet aus dräi Elementer: Dat eent ass eng Statu vum General Patton, dat zweet ass de sougenannte Sherman-Panzer an dat drëtt ass eng Sail mat engem Wäisskappaadler drop, dem Wopendéier vun den USA, fir dat ze symboliséieren. Also et ass scho vill historiebehaft, dat Ganzt.

De Patton-Square, dee gouf 1954 ageweit a befënnt sech op där Plaz, wou déi éischt Bréck stoung a wou Enn 1944 d'Frontlinne laanscht d'Sauer verlaf sinn. Dat ass och de Grond, firwat dat natierlech dohinner gesat ginn ass. An duerch déi nei Bréck, déi dräi Meter méi héich ass wéi de Site vum Patton-Square, ass d'Visibilitéit op de Patton-Square natierlech reduzéiert ginn.

An enger Reunioun, déi de 17. Mee 2021, also dëst Joer elo kierzlech, stattfonnt huet mam Schäfferot vun der Gemeng Ettelbréck an dem Vertrieder vum General Patton Memorial Museum vun Ettelbréck, dem Här Jos Tholl, gouf zesummen e Projet ausgeschafft, fir de Patton-Square an eng nei Situatioun ze bréngen, also komplett nei unzepassen, fir datt en och erëm déi néideg Valeur a Visibilitéit kritt. D'Statu vum General Patton gëtt op een héije Sockel gesat, fir d'Visibilitéit ze garantéieren, an den Accès an d'Weeër, déi gi komplett erneiert, fir dohinnerzekommen. An da gëtt et nach kleng Adaptatiounen, déi gemaach ginn um Gelänner vun der neier Patton-Bréck, fir d'Siicht och ze verbesseren.

Dee Projet, dee gëtt vun de Ponts et chaussées vun Dikrech ausgeschafft an Zesummenaarbecht mat allen Acteuren, dat heescht och alleguer deenen, déi sech ëm déi historesch Dimensioun vun deem Ganze bekëmmeren a beméien, soudatt ech mengen, datt mer herno eng ganz zefriddestellend Léisung wäerte fannen, déi all deem gerecht gëtt, wou d'Leit sech Froe stellen an och gären hätten, datt déi historesch Plaz do déi néideg Valeur zréckkritt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 219 vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz, zur Fro Nummer 220 vum Här Sven Clement an zur Fro Nummer 221 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Reduktioun vun der Formatioun vun den Educateure vun dräi op ee Joer.

- Question n° 219 du 18 mai 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à un éventuel projet de réduire la durée des études menant au « Diplôme d'État d'éducateur » de trois ans à seulement une année, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Question n° 220 du 18 mai 2021 de M. Sven Clement relative à l'introduction d'une passerelle 1GSO vers le diplôme d'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Question n° 221 du 18 mai 2021 de Mme Martine Hansen relative à la décision de permettre aux élèves détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires générales de la section « Sciences sociales » de se voir décerner le diplôme d'éducateur endéans une seule année scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Simone Asselborn-Bintz, ...

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- A, pardon.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... Dir hutt d'Wuert. De Minister ass och elo do.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Entschëllegt, ech war ze séier! Merci, Här President. Effektiv, déi Fro schéngt ganz interessant ze sinn, oder op jidde Fall, mir waarden op d'Äntwert - vläicht esou. Nodeems mer de Moien an deelweis och gëschter vun zwee Communiquéë gewuer gi sinn, engersäits vum LTPES, also dem Lycée technique pour professions éducatives et sociales, an och vun hirer Gewerkschaft, der ALEE, vun der CGFP vun den Educateuren an Educatricen, wollt ech dem Minister e puer Froen derzou stellen.

Et ass jo esou, dass beim LTPES d'Formatioun, fir Educateur an Educatrice ze ginn, op dräi Joer berout. Dës Formatioun ass openeen opgebaut. Dat heescht, déi zwee éischt Joer, dat ass eng theoreetesch Ausbildung, wou awer och ganz vill Stage dran ass. Dat heescht 15 Wochen am Ganze fir dës Ausbildung, wat och fir mech vu ganz grousser Wichtegkeet ass, an ech weess, vu wat ech schwätzen. Ech si selwer 30 Joer Educatrice an ech weess, dass d'Praxis e ganz wichtege Punkt ass. Dat drëtt Joer ass dann terminal, also dat baut dann op dat Wëssen an op déi Praxis op.

Et ass jo och esou, dass eng nei Sektioun, eng relativ nei Sektioun am Secondaire ageféiert ginn ass, d'Section sciences sociales, „GSO" kuerz genannt, déi u sech soll op d'Uni virbereeden. Voilà. Do ass dann elo virgesinn, dass no der Première ee Joer kann ugehaange ginn, an da kann een dann den Educateursdiplom maachen.

Elo si meng Froen, kuerz: Kann de Minister eis soen, wat do de Contenu vun dëser neier Formatioun soll sinn? Geet dat effektiv da vun dräi op ee Joer erof, wéi dat elo ugeschwat ginn ass?

Zweet Fro: Ass net méi virgesinn, fir vläicht do méi Stagen ze maachen a Beräicher, well no der GSO, ee Joer hannendrun, sinn dat Stagen oder ass dat nach Praxis?

An drëttens: Wéi wëllt een herno den Ënnerscheed maachen tëscht den Educateuren, déi dann eventuell déi dräi Joer Formatioun um LTPES gemaach hunn, an där heiter Formatioun? Gëtt et do en Ënnerscheed? Oder soll dat gläichgestallt ginn?

Voilà, nieft deenen dräi Froen hei, mengen ech, si sécherlech nach ganz vill aner Froen, déi och wëlle gestallt ginn. Vläicht ass et eng Iddi, dass de Minister eis vläicht eemol an der Educatiounskommissioun dëst méi no kann erklären kommen, da si mer all um selwechte Stand.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. Här Sven Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass tatsächlech esou, datt haut de Moie schonn zwee Communiquéë koumen, ee vun der Gewerkschaft an ee vun der Konferenz vum LTPES, dee sech mat där heiter Fro beschäftegt a wou och drastoung, datt um Site vun der ENAD, also vun der Erwuessenebildung, schonn den 11. Mee déi nei Formatioun annoncéiert gi wier, well se anscheinend och sollt iwwert déi nach méiglech sinn. D'Zil schéngt ze sinn, fir méi Persounen en Zougang zum Educateursdiplom ze erméiglechen, an dofir soll elo esou eng sougenannt „Passerelle 1GSO vers le diplôme d'éducateur" geschafe ginn.

Sou, ech mengen, ech ginn net dorop an, wat d'Madamm Asselborn-Bintz scho ganz gutt erkläert huet: datt domadder och ënner anerem 15 Woche Stagë géifen ewechfalen oder iwwerspronge kéinte ginn. Dat ass déi grouss Fro.

Dofir meng Froen un de Minister: Ass et richteg, datt de Minister un esou enger Voie rapide schafft? Falls jo: Ass et richteg, datt zwee vun dräi Joer an och déi domat verbonne Stagë kéinten iwwerspronge ginn?

Kann de Minister awer schonn eppes Konkreetes iwwert de Projet soen? Ass scho geplangt, wéini de Projet soll ëmgesat ginn a mat wéi vill Schüler an enger éischter Phas? A wéi wäert garantéiert ginn, datt och d'Schüler vun där Voie rapide déi néideg praktesch Erfarunge maache kënnen a gläichzäiteg all déi fir de Beruff wichteg theoreetesch Inhalter vermëttelt kréien? Et geet vun dräi Joer op ee Joer erof.

An dann déi lescht Fro: Gouf an der Preparatioun vun där heiter Reform oder vun dësem Projet mam Terrain geschwat? Well wann een d'Communiquéë vun haut de Moie liest, do hu sech awer zumindest zwou Instanzen als net gehéiert gefillt. Dofir dann och nach déi Fro.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Madamm Martine Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech kann d'Intro fortloossen. Ech kommen also och op de Communiqué, wou iwwert d'Braderie vun den Diplomer geschwat gëtt, datt dat keng Léisung ass. An et bleiwe just nach véier Froen iwwreg, déi ech wollt stellen.

Dat heescht, dat Éischt ass: Firwat ass dës Decisioun geholl ginn, obwuel, wann een op d'Sitte vun de Schoule kucke geet, wou d'Sektioun Sciences sociales ugebuede gëtt, explizitt drasteet, datt déi net geduecht ass fir déi Leit, déi gäre wëllen Educateur ginn? Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro ass: D'Inhalter si komplett verschidden. Ech hu mer och d'Grille-horairen ugekuckt. D'Fächer sinn zum Deel nach e bëssen d'selwecht, awer mat enger ganz anerer Gewiichtung. Wéi wëllt Der hei d'Qualitéit vun der Ausbildung garantéieren, virun allem awer, well dee ganz grousse Praxisdeel bei der SO-Sektioun feelt a well d'Ofschlossklass bei den Educateuren definitiv opbauend ass op déi aner Klasse virdrun?

Eng drëtt Fro: Stëmmt et, datt d'Schüler mat engem SO-Ofschloss u sech Problemer hunn, bei der Uni.lu ugeholl ze ginn? An dat ass jo awer een Zil gewiescht fir déi SO-Ausbildung.

An eng véiert Fro, u sech e bëssen uschléissend un d'Fro vum Sven Clement; wann ech do de Communiqué richteg liesen, ass eeben net mat den Acteure vum Terrain geschwat ginn, an dofir ass meng Fro: Firwat ass net mat den Acteure vum Terrain geschwat ginn?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Martine Hansen. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Zwielef Minutten hunn ech?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dräi mol véier.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och fir déi Fro. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, munches kloerzestellen a richtegzestellen, well ech och e bëssen iwwerrascht war iwwert déi Kommunikatiounen, wéi se de Moien an der Press matgedeelt goufen.

Fakt ass - an ech mengen, dat wësse mer alleguerten an dat ass eng gemeinsam Suerg, déi mer hunn -, datt et schwiereg ass, Educateuren ze rekrutéieren, datt mer eng Penurie hunn an deem Secteur, an engem Secteur, dee staark gewuess ass iwwert déi lescht Joren a sécherlech och nach déi nächst Jore weider wäert wuessen.

Fakt ass awer och, datt mer op den SO-Sektiounen am Enseignement secondaire général ganz vill Schülerinnen a Schüler hunn, déi do hiren Ofschloss maachen, hir Première maachen. 28 % vun deene Schülerinnen a Schüler, déi am Enseignement secondaire général d'lescht Joer hir Première gemaach hunn, hu se op enger SO-Sektioun gemaach. Fir eng nei Sektioun, déi et awer eréischt e puer Joer gëtt, ass dat jo awer remarkabel. An ech mengen, do musse mer eis sécherlech och d'Fro stellen, wat déi weider Weeër vun deene jonken Diplomiérten do sinn. Och wann dat prioritär natierlech Formatioune sinn, déi dorobber solle preparéieren, en Héichschoulstudium unzefänken, schléisst dat jo awer net aus, datt een och eppes aneres ka maachen am Liewen.

Dat huet eis derzou geféiert, datt mer zanter 2018, an dat si jo awer elo schonn dräi Joer hier, eis iwwerluecht hunn, wéi mer kënnen eng Äntwert fannen op d'Penurie vun den Educateuren a wat mer och deene jonke Mënschen, déi d'Première op der SO-Sektioun an der Täsch hunn, kënne vläicht als zousätzlech Opportunitéit bidden. Zanter 2018 si mer duerfir och a Gespréicher mat deenen zwou Schoulen, mam LTPES, dem Lycée technique pour professions éducatives et sociales, an och mat der ENAD, der École nationale pour adultes, fir ze kucken - well et déi zwou Schoule sinn, déi den Educateursdiplom haut schonn ubidden, déi eng an der Initialausbildung, déi aner en cours d'emploi -, ob een do net zesummen awer kéint nei Weeër fannen, fir nach méi jonk diplomiéert Educateuren herno kënnen erauszekréien.

An d'Konklusioun no deene Gespréicher, déi awer elo dräi Joer och gedauert hunn, ass eeben, datt en Diplomiérten, dee seng SO-Sektioun gemaach huet, datt deen e weidert Joer ka proposéiert kréie beim LTPES, bei der ENAD, an dann d'Chance huet, wann en dat packt selbstverständlech, den Educateursdiplom do kënnen ze kréien.

Eppes ass duerfir mol net richteg: wa gesot gëtt, déi dräijäreg Formatioun vum Educateur, déi wär elo op ee Joer reduzéiert. Ech mengen, do vergläiche mer eppes, wat net ze vergläichen ass, well mir hunn op där enger Säit eng dräijäreg Formatioun bei dem LTPES an der Initialausbildung a mir hunn op där anerer Säit zwee Joer an der SO-Sektioun, d'Deuxième an d'Première, an dann duerno nach eng Kéier en Ofschlossjoer am LTPES. An zwee plus eent gëtt och dräi! Also ass et vun der Durée hier jo mol equivalent, anescht wéi et awer schéngt op verschiddene Plazen diskutéiert ze ginn.

Ech hu gesot: „Mir sinn zu där doter Konklusioun komm", dat ass net, datt mer do gekuckt hunn, ob zwee plus eent, ob dat dräi gëtt oder net. Dat ass sécherlech net duergaangen. Mee de SCRIPT, zesumme mat deenen zwou Schoulen, huet eng Analys gemaach iwwert d'Contenuen: iwwert d'Contenuen an der Educateursausbildung op där enger Säit an iwwert d'Contenuen an der SO op där anerer Säit. An natierlech ass et esou, wann ech mäin drëtt Joer elo an der Educateursschoul, am LTPES, maachen, datt dat net onbedéngt alles identesch ass mat dem drëtte Joer, wann ech do ugefaangen hu schonn op der Deuxième. Dann ass et kloer, datt gewësse Saachen natierlech herno méi staark musse gewiicht gi wéi bei deenen, déi vun Ufank un eeben och Contenue gemaach hunn, déi reng op den Educateur higedeit hunn.

Ech mengen, wichteg ass och hei, datt mer bei der Admissioun Wäert drop leeën, datt een eng gewësse Praxiserfarung schonn huet. Wichteg ass awer och, datt mer hei gesinn, datt ee vu jonke Schülerinnen a Schüler, déi awer en Héichschoulzougang hunn an eng Première an der Täsch hunn, sécherlech och kann erwaarden, datt se méi eegestänneg kënne schaffen, datt se sech éischter an engem Rhythmus och kënne weiderentwéckelen, wéi dat op den Héichschoulen an op den Universitéiten de Fall ass, datt se also och zum Deel méi autonom kënne schaffen, datt se also och an hirer Zäit, notamment och an hirer fräier Zäit, zum Beispill méi kënne vun deem Bagage ophuelen, dee se an deene Jore virdrun an hirer Ausbildung op der SO-Sektioun vläicht net an deem Mooss gesinn hunn. Och dat, mengen ech, muss een hei kënnen zur Kenntnis huelen.

Ech verstinn natierlech, datt do déi eng oder déi aner Froe gestallt ginn. Ech muss soen, déi hu mir eis am Ministère gestallt an déi hu sech awer sécherlech och an de Schoulen d'Direktioune gestallt, well vun deenen zwou Schoule waren d'Direktiounen an deene leschten dräi Joer agebonnen. An enger Schoul, mengen ech, wësst Der, datt d'Direktioun och gewiesselt huet. An déi Direktioun vu virdrun huet heiru matgeschafft an och déi nei Direktioun dréit dee Projet hei mat. An an deem Sënn, mengen ech, datt mer eis alleguerten déi dote Froe gestallt hunn, mee datt awer och, op jidde Fall à ce stade, zefriddestellend Äntwerte konnte fonnt ginn.

Wichteg, denken ech, ass awer och, datt mer hei e Pilotprojet maachen. Duerfir ass decidéiert ginn, datt mer souwuel eng Klass elo ophuelen an der ENAD wéi och eng Klass am LTPES an datt mer no engem Joer och eng Evaluatioun maachen, eng Evaluatioun souwuel eng Kéier vum SCRIPT, dee ganz staark involvéiert war an d'Preparatioun an d'Ausschaffe vun deem dote Joer, an eng Evaluatioun awer och extern, fir en neutraalt Bild kënnen ze kréie vu Leit a Fachleit, déi eeben net dee ganze Projet matgedroen hunn a matentwéckelt hunn.

Mech huet et, wéi gesot, dann awer e bëssen iwwerrascht, datt no där doter Preparatiounszäit an deem doten Echange, dee mer mat de Schoulen haten, déi dote Communiquéen elo dobäi erauskomm sinn. Ech weess, datt d'lescht Woch eng Diskussioun war an eng Virstellung vum Projet an der Conférence du lycée am LTPES. Do ass mer gesot ginn, datt sécherlech och emol kontrovers Froe gestallt goufen an datt diskutéiert gouf, datt dat awer an engem ganz konstruktiven Toun war, wéi déi Diskussioun do geféiert gouf.

Elo kënnt awer e Communiqué vun dem Bureau vun der Conférence du lycée, et kënnt och e Communiqué vun enger Gewerkschaft, vun enger Educateursgewerkschaft. Ech muss soen, ech hu gëschter e Bréif kritt vun der Conférence du lycée. Ech hunn deen zur Kenntnis geholl, ech hunn e weidergeleet an ech hu meng Servicer gebieden, do Entrevuen ze plangen, fir datt een deene Leit kann nolauschteren. Ëmsou méi wonnert et mech awer, datt dat an där doter Form, iwwer Communiqué, da schonn haut an der Press ass a sécherlech méi zur Onrou bäigedroen huet wéi zu enger objektiver Opklärung. Mee dat ass dann eebe mat de Reegelen a mat de Spillreegelen an de Gewunnechten aus der Éducation nationale ze erklären. Déi sinn eeben, wéi se sinn.

Ech denken, datt een dat doten a Rou soll weiderdiskutéieren. Ech denken awer och, datt een deem Pilotprojet hei eng Chance soll ginn. En ass iwwer dräi Joer ausgeschafft ginn, en ass ausgeräift, e léist Problemer. E léist Problemer op där enger Säit, well mer eng Penurie vun Educateuren hunn, an e léist och d'Problemer op där anerer Säit, well mer vläicht deem engen oder deem anere vun deene Jonken, déi d'Première op der SO-Sektioun gemaach hunn, hei zousätzlech Méiglechkeete kënne ginn.

Et ass eng Erausfuerderung fir déi Jonk, déi deen dote Wee wëlle goen, fir dat nozemaachen a sech dann natierlech och hiren Diplom ze verdéngen duerch déi Aarbecht, déi se do leeschten, duerch déi Examen, déi se do packen. A wa se dat reusséiert hunn, dann, mengen ech, kënne mer hinnen och berouegt den Educateursdiplom ginn, wat natierlech dee selwechten Educateursdiplom ass wéi och bei deenen aneren.

D'Madamm Hansen stellt mer nach eng Fro - wat mech awer e bësse wonnert, datt ech déi vun der Madamm Hansen gestallt kréien -, déi awer och emol Héichschoulministesch war an déi, mengen ech, hoergenee weess, op d'mannst esou gutt wéi ech weess, datt d'Uni.lu absolutt autonom ass, fir Studentinnen unzehuelen oder net. An natierlech kënnen och jonk Leit, déi eng SO-Sektioun gemaach hunn, eng Première ofgeschloss hunn, do ugeholl ginn. Si kënne vun der Uni.lu natierlech och refuséiert ginn, wéi dat op allen aneren Universitéiten och de Fall ass. Duerfir hunn ech déi dote Fro aus Ärem Mond awer net ganz kënnen novollzéien.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Meisch. Den Här Clement. U sech ass keng Zousazfro ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ech hunn nach ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... an der Froestonn virgesinn.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- ... 22 Sekonnen iwwreggelooss, extra, fir den Här Meisch ze froen, ob en dann ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Och dat ass net an der Prozedur virgesinn, mee Dir kritt awer d'Wuert. Mee ech wëll Iech just dorun erënneren, well Dir am Fong geholl ëmmer wëllt d'Reglement béien. An dat Reglement gesäit dat doten awer elo net vir.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ben, dat ass eng Ënnerstellung, Här President. Mee u sech wollt ech just den Här Meisch froen, ob en der Meenung ass, datt eelef dat nämmlecht ass wéi sechs plus néng plus eelef? Well dat ass nämlech dat, wat bei de Stagen den Ënnerscheed mécht: datt se elo an Zukunft eelef Woche Stage wäerten hunn, wou et haut awer 26 Woche sinn. Op déi Fro ass en nämlech net agaangen an dat wollt ech awer geklärt wëssen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Meisch, wannechgelift.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Här President, ech wëll just nach eng Kéier ënnersträichen, datt ech wuel op déi dote Fro agaange sinn, vläicht e bësse schnell, dat ass wouer. Mee da sinn ech dankbar, datt ech nach eng Kéier d'Geleeënheet kréien. Ech hu gesot: Bei der Admissioun vun deene jonke Schülerinnen a Schüler, déi mer do wäerten ophuelen, wäerte mer wuel kucken, ob se och schonn Aktivitéite gemaach hunn a Beräicher, wou haut dann och Schülerinnen a Schüler vum LTPES Stagë maachen, soudatt mer do sécherlech eng aner Rechnung kënne maachen, wéi déi, déi Dir elo hei virgemaach hutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Meisch. D'Madamm Martine Hansen, dat selwecht fir si, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Fait personnel.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... wat och fir den Här Clement gëllt.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Fait personnel. Den Här Minister huet gesot, en hätt sech staark gewonnert, aus mengem Mond eng Fro ze héieren.

(Interruption)

An ech wollt déi Fro just nach eng Kéier explizéieren, well mengen Informatiounen no huet d'Uni.lu u sech Schwieregkeeten, dës Schüler zum Deel unzehuelen, well se soen: „Verschidde Kompetenze feelen." Wann dat e Problem ass, da misste mer dat bei der SO-Sektioun verbesseren u sech.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wëllt den Här Minister dozou nach eppes soen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Ausser datt ech nach eng Kéier géif dat widderhuelen a meng Verwonnerung zum Ausdrock géif brénge wéi virdrun, hunn ech näischt méi derbäizefügen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools.

Et schéngt, wéi wann d'Madamm Lenert nach net do wier. Da géife mer fir d'éischt d'Fro Nummer 223 vum Här François Benoy un de Finanzminister huelen iwwert d'Besteierung vun de Betriber op europäeschem an internationalem Niveau. Här François Benoy, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 223 du 18 mai 2021 de M. François Benoy relative à l'imposition des entreprises au niveau européen et international, adressée à M. le Ministre des Finances

M. François Benoy, *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Här Minister, no jorelaanger Blockad kënnt et dann op europäeschem an internationalem Niveau a puncto Mindestbesteierung respektiv Steierharmoniséierung zu enger neier Dynamik, eebe fir déi Spiral no ënnen ze stoppen. Op OECD-Niveau hu mer eng duerchschnëttlech Besteierung am Joer 2000 vun 32 % gehat, am Joer 2020 ware mer do bei 23 %.

D'Europäesch Kommissioun wäert haut en neie Package virstellen, deen zum Deel schonn am Virfeld an der Press circuléiert ass. Et ass hei en neien Ulaf, dee soll gemaach ginn a puncto eenheetlech Reegelen a Saache Betribsbesteierung an der Europäescher Unioun. Et ass nach net alles gewosst, mee d'Richtung stëmmt awer op alle Fall fir ons Gréng: Mindestbesteierung, eng Harmoniséierung, awer och méi Transparenz, wat d'Steieren ugeet vun Entreprisen - dat Ganzt ass positiv, well et zu enger méi gesonder Kompetitivitéit féiert; also aner Atouten, déi am Zentrum stinn, am Mëttelpunkt stinn, wéi d'Steieren eleng -, Steiergerechtegkeet virun allem och, wat déi wierklech grouss Entreprisen ugeet, déi wéineg bis guer keng Steiere bezuelen.

An dat Ganzt ass net just wichteg fir déi eenzel Länner, fir do méi Steierrecetten eranzekréien, mee och fir d'Europäesch Unioun als Ganzt. Och d'Entreprisë gewannen dobäi, well d'Entreprisen net 27 verschidde Steiermodeller mussen analyséieren, mee sech op eppes Eenheetleches kënne verloossen.

Dofir géif ech mer erlaben, dem Minister e puer Froen ze stellen: Huet de Minister Detailer, wat den europäesche Package ugeet? A wéi schätzt de Minister d'Diskussiounen dozou an? Wéi wäert Lëtzebuerg sech och do proaktiv un deenen Diskussioune bedeelege respektiv do abréngen? A wat sinn dem Minister no d'Implicatioune fir Lëtzebuerg?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Benoy. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Ech hu schonn, jo, elo jorelaang hei villes matgemaach, mee ech sinn nach ni gefrot ginn, e Kommentar ze maachen iwwer en Text, deen nach net eraus ass. Vu dass dat vun engem Deputéierte kënnt, mat deem ech ganz gären a ganz vill zesummeschaffen, deen och de Rapporteur vum Budget ass, sinn ech hei ganz positiv gestëmmt. Mee wann ech hei elo eppes wierklech dramatesch Wichteges géif soen, géif dat mer entgéintgehale ginn, well géif gesot ginn: „Wéi kann de Minister nëmmen elo do schonn eng Meenung hunn iwwer en Text, deen ...?" Vläicht ass en op der Minutt erauskomm. An Dir hutt mer elo awer richteg e bëssen eng Virlag gemaach, wéi Der sot: „Et ware Fuitten ...", „Kënnt Der elo nach méi an den Detail goen?" An den Detail kann ech ganz bestëmmt net goen, well den Text nach net eraus ass!

An d'Kommissioun huet iwwregens och d'Publikatioun vun hire Recommandatiounen, wat se alles an der Fiskalitéit wëllt an den nächste Jore maachen, retardéiert wéinst Covid, wéinst villen anere Saachen an haaptsächlech wéinst dem Fait, an ech mengen, dat ass vläicht dat Allerwichtegst, dass d'OECD jo amgaangen ass, am Kontext vum Level-Playingfield eng Taxatioun virzeschloen, déi d'Steierlandschaft op zwee Punkte wäert dramatesch changéieren. Dat eent ass de Pilier 1. Dat ass deen, deen eng international gerecht Besteierung virgesäit fir digital Servicen. An dat war mol deen éischten Usaz. An déi ganz Diskussioun vum Pilier 1 ass nach evoluéiert, andeem dat sech warscheinlech och nach transposéiert op déi ganz grouss Gesellschaften am E-Commerce - ech denken do un Amazon an anerer.

Déi ganz Diskussioun ass net fäerdeg. Wann alles riichtgeet, da kréie mer am Laf vun der zweeter Ministerieller vun der OCDE, déi am Hierscht virgesinn ass, do en Accord. Lëtzebuerg huet och dëst Joer d'Vizepresidence vun der OCDE, wou ech dann och wäert do sinn. A mir wäerten natierlech extreem matschaffen a proaktiv matschaffen. Et ass och eng éischt Ministeriell vun der OCDE elo Enn des Mounts an Ufank Januar, wou deen ausscheedende Secrétaire général Gurría ophält an deen neien, Cormann, aus Australien, ufänkt. Mat deenen zwee hunn ech ganz enk Relatiounen. An ech wäert och mat hinnen an der Tëschenzäit zwëschent Mee a September ganz enk zesummeschaffen.

Ech hunn e bëssen iwwerflunn, wat an de Projete war a wat mer - natierlech, wéi se sou schéin op der däitscher Tëlee ëmmer soen: „ohne Gewähr" - esou haten, ...

(Interruption)

... dat ass, dass et dono ausgesäit, wéi wann et awer d'Striewe vun der Europäescher Unioun wier, fir sech hei an dat Beméie vun der OCDE anzereien. An dat ass fir eis Lëtzebuerg ganz wichteg. Mir wëlle kee Cavalier seul vun der Europäescher Unioun a scho guer net een, dee méi wäit geet wéi dat, wat mer op OECD-Niveau kënnen eventuell am September, Oktober zesumme maachen. An ech mengen, dat ass de Gros vun deem, wat ech hei ka soen.

Et ass och interessant, dass et der Kommissioun awer och an där Recommandatioun drëms geet, well esou vill Besteierung besteet, dass mer awer och mussen derfir suergen, dass d'Taxatioun fir d'Betriber och nach iwwerschaubar bleift. Ech muss soen, ech hunn dat dann éierlech gesot eréischt an der Mëttesstonn entdeckt, dee Passage, dass d'Taxreegele misste vereinfacht ginn an d'„compliance costs for businesses" misste reduzéiert ginn. Dat war eng positiv Iwwerraschung, muss ech soen, dass d'Kommissioun sech däers awer och unhélt. Wann ech mat verschiddene gréisseren Entreprisë schwätzen, déi soe mer: „Ma ech géif ganz gären all meng Steiere bezuelen, ech géif se immens gäre bezuelen, et ass just: Et ass esou komplizéiert, ...

(Interruption)

... dass ech net weess, ob ech an der Rei sinn oder net an der Rei."

(Interruption)

Dat ass eeben esou. Ech mengen ...

(Interruptions)

Ben, Amazon huet jo Recht kritt a senger Saach.

Ech maachen hei elo ganz e bëssen Humor. Et ass vläicht feel un der Plaz, wann een iwwer Steiere schwätzt.

Ech wëll als Konklusioun hei soen: Mir si voll derbäi. Mir sinn um Ball. Ech suivéieren dat perséinlech 24 Stonne vu 24 am Interêt vun eiser Wirtschaft an am Interêt vum Level-Playingfield. Wat mir als Lëtzebuerg mussen erreechen, dat ass, dass déi Reegelen, déi da gemaach ginn op OCDE-Niveau, iwwerall gëllen an dass mer domat kënnen den Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg ugesidelt sinn, e Kader ubidden, wou se sech kënnen entfalen, wou se sech kënnen am Marché unique entfalen, developpéieren, an awer och iwwert de Marché unique eraus. An dofir ass et jo esou wichteg, dass déi Reegelen um Niveau vun der OCDE sollen zréckbehale ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Finanzminister.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 222 vun der Madamm Octavie Modert un d'Gesondheetsministesch iwwer eng drëtt Impfdosis fir Leit, déi un enger Immunodepressioun leiden. Madamm Octavie Modert, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 222 du 18 mai 2021 de Mme Octavie Modert relative à une troisième dose de vaccin à ARN messager pour les personnes immunodéprimées, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President. Jo, virun enger décker annerhallwer Woch huet déi franséisch Direction générale de la Santé gesot, et wär néideg, datt sougenannt „personnes immunodéprimées" géifen eng drëtt Dosis Impfstoff kréien. Dat wär néideg spéitstens véier Wochen no där zweeter Impfdosis, fir datt se genuch Anticorpse kréie géifen an hir Immunäntwert héich genuch wär. Dat sinn ënner anerem transplantéiert Persounen, ob organ-, stammzellen- oder réckemuerchtransplantéiert. Dat sinn och chronesch Dialysepatienten an esou virun.

Nodeems dës Persounen net bei deenen alleréischte Geimpften hei zu Lëtzebuerg waren, wollt ech d'Regierung froen an déi sanitär Autoritéiten, wéi si stinn zu enger drëtter Impfdosis fir déi do Mënschen a wou dat och géif stattfannen, déi Impfung. Well a Frankräich kann dat zum Beispill bei hirem Dokter sinn, an der Struktur, déi se behandelt, oder eeben och am normalen Impfzentrum.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. D'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Effektiv hu mer gesinn, dass eng Rei Länner op deen dote Wee gaange sinn, dont Frankräich, och suivéiert vun der Belsch. Si hunn dës Optioun geholl fir eng drëtt Dos bei verschiddenen Immunodepriméen, zum Deel opgrond vun enger Lëscht vu Pathologien, spezifesch oder opgrond vun enger Règle générale.

Déi meescht europäesch Länner hunn déi heite Pist nach net ageschloen. Firwat? Well et nach ganz wéineg wëssenschaftlech Donnéeë gëtt en faveur vun esou enger Approche. A virun allem gëtt et nach keng klinesch Etüd au sens strict du terme.

Ech kann lech awer matdeelen, dass eise Conseil supérieur des malaides infectieuses sech mat dëser Fro befaasst huet elo kierzlech an dass si eeben och iwwert déi doten Optioun debattéiert hunn. Si sinn awer dunn zum Schluss komm, well se eebe vum Gesetz hier gehale sinn, op wëssenschaftlecher Basis ze schaffen, dass se heizou nach keen Avis an déi dote Richtung kéinte ginn, well eeben nach keng esou eng klinesch Etüd géif virleien.

Ech géif och gären ervirsträichen, dass et net aleng duergeet, Anticorpsen ze hunn. Dat ass just een Deel vun der Réponse immunitaire, deen zielt. Et gëtt och een zweete Pilier, ganz wichteg, dat ass d'Immunité cellulaire, déi manner einfach ze analyséieren ass. Et kann een also net einfach aus der Absence vun Anticorpse schléissen, dass keng Immunitéit do ass.

Op alle Fall - langer Rede kurzer Sinn -: Zu dësem Zäitpunkt bleiwe mer eeben opgrond vun deenen Diskussiounen, déi de Conseil supérieur des maladies infectieuses hat, bei eiser Positioun vun zwou Dosen. Dat ass eppes, wat mer ganz enk suivéieren. Ech krut dat och vun hinne confirméiert. Si halen dat genau am An a wäerte sech och autosaiséieren, wa se do nei Elementer hunn, also klinesch Etüden eeben, déi an déi Richtung géife goen.

Ech géif och nach gären ënnersträichen, wann elo e Problem sollt sinn, dass e Patient, dat kéint emol ganz selte virkommen, elo e speziellen Traitement a Frankräich bräicht an déi drëtt Dosis bräicht, dass mir dann natierlech ëmmer oppe sinn, dass mir da kontaktéiert ginn an da siche mer direkt, wéi een do eng Léisung ka fannen. Mee generell hu mer déi dote Positioun elo, Stand haut, nach net adoptéiert.

Voilà, dat wär et dozou.

Ech wollt och - Här President, ech weess net, ob dat elo de Moment ass oder net an Ärem Timing - eng Prezisioun ginn zu enger Question parlementaire urgente, déi gestallt ginn ass a wou mer, mengen ech, net déi schréftlech Äntwert eraginn hunn. Ass dat ...?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Vu wiem kënnt déi Question parlementaire urgente?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Et war eng vum Michel Wolter, déi un d'Madamm Cahen an u mech geriicht war.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géife mer déi duerno als nächste Punkt huelen. Dat ass e Punkt fir sech.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kënne mer deen dertëschent huelen, ...

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... no der Fro un den Här Gramegna, no där Question élargie.

5. Question élargie n° 97 de M. Laurent Mosar au sujet des opportunités de la technologie de la blockchain pour le secteur financier

Den zweete Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtteg ass d'erweidert Fro Nummer 97 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Opportunitéite vun der Blockchain fir de Finanzsecteur. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an dem Minister stinn zéng Minutten zou.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, Dir kënnt lech berouegen, ech wäert lech keng Froen iwwer Texter stellen, déi nach net publizéiert sinn.

Ech wollt eigentlech nach eng Kéier op déi ganz Thematik vu Blockchain och am Kontext vun de FinTechen agoen. Dat ass e Sujet, dee mer schonn e puermol behandelt hunn. Ech wollt dat awer maachen, well anscheinend viru 14 Deeg eng Luxembourg Blockchain Week och am Kontext vum Finanzsecteur stattfonnt huet, déi anscheinend och e gréissere Succès war, well méi wéi 700 Spezialiste sech do ageklickt hunn. Et ass mer zwar gesot ginn, et hätt alles gutt geklappt bis op den Toun, well den Toun wär net ëmmer do gewiescht - wat e bësselche speziell ass fir eng Manifestatioun, déi jo sollt d'Digitaliséierung ënnerstëtzen -, mee soss ass dat awer eng ganz flott Initiativ gewiescht.

An et ass do virun allem och ëm e Punkt gaangen, dee mir och ganz staark um Häerz läit, nämlech d'Intermediatioun zwëschent Clienten an dem Finanzsecteur, wou mer jo elo an eng Richtung ginn, datt ëmmer méi Prestataire-de-servicen a sech versichen, an déi Relatioun zwëschent de Banken an de Clienten direkt anzebriechen, wat a sech eng gutt Saach ass, well natierlech och hei d'Konkurrenz da spillt a well sech dat jo och fir d'Clienten eigentlech nëmme ka positiv auswierken. Do stelle sech awer eng Rei vu Froen, wat d'Regulatioun vun deenen Intermediairen do betrëfft. Ech hat och schonn déi eng oder aner Kéier hei dozou Froe gestallt.

Et ass awer nach en zweete Volet, deen ech och wollt am Kader vu menger Fro hei uschneiden, dat ass den europäeschen Niveau, well do sinn eng ganz Rei vun interessanten Initiative geholl ginn. Do ass notamment den Digital finance package, wou et ëm d'Finance numérique geet, wou et och ëm d'Services de paiement sécurisé geet. An haaptsächlech, an do wäerte meng Froen och drop erauslafen, ass eng Proposition de règlement iwwert d'Marchés de crypto-actifs geholl ginn, de sougenannte MiCA. An do soll jo justement de Cadre juridique preziséiert ginn, eng Suerg, déi ech och schonn oft hei virbruecht hunn.

Doniewent huet d'Kommissioun awer och en Acte législatif iwwert d'Résilience opérationnelle numérique, de sougenannten DORA - et si lauter flott Nimm, déi d'Kommissioun do huet -, wou et a sech drëm geet, fir d'Cyberattacken, d'Risken dovunner méi an de Grëff ze kréien. An dowéinst wollt ech lech eng Rei vu Froe stellen.

Déi éischt Fro ass, wéi et eigentlech elo virugeet, och notamment no där Krypto- a Blockchainweek. Wéi wëllt d'Regierung hei virgoen? Haaptsächlech: Ass iergendwéi elo eng legislativ Initiativ geplangt?

Eng zweet Fro: Wéi ass et hei mat der Regulatioun vun deene ganzen Intermediairen, déi amgaange sinn - an zu Recht, a wéi gesot, ech hunn et gesot, et ass jo eigentlech och positiv -, awer op deene Marchéë méi aktiv ze ginn?

Drëttens: Setze mir elo déi verschidden europäesch Initiativen, notamment déi Proposition de règlement an deen Acte législatif, och sou schnell wéi méiglech ëm? D'ailleurs bei engem Reglement, normalerweis applizéiert dat sech jo direkt. Mee do ass dann och d'Fro: Muss eventuell eis Legislatioun dozou nach eng Kéier ugepasst ginn?

Da wollt ech awer och nach ganz schnell op zwee aner Voleten agoen, déi vläicht manner de Finanzminister interesséieren, déi awer och an der Diskussioun vu Cryptomonnaien an och vu Blockchain net onwichteg sinn.

Dat eent ass deen ekologeschen Aspekt. Ech misst da vläicht déi Fro un d'Ëmweltministesch stellen. Ech hunn d'ailleurs gesinn, datt do déi gréng Kolleegen, déi ech hei am Haus nach net vill héieren hunn zu där ganzer Thematik, am Europaparlament elo eng Initiativ iwwert den Här Giegold ergraff hunn, wou den Här Giegold net ganz zu Onrecht seet, datt dat, wat am Moment iwwert déi Blockchainen un Energie dropgeet, weesentlech méi wär wéi fir all d'Autoen, déi duerch ganz Europa fueren, soudatt ee sech muss bewosst sinn, datt, mat allem Favorabelen, wat déi Blockchaintechnologien och mat sech bréngen, se dach e gewaltegen ekologeschen Impakt hunn. An duerfir och dozou meng Fro.

An dann eng lescht Fro, dat ass déi: Wann een heivu schwätzt, weess een och, datt et hei Dateschutzprobleme gëtt, déi een net sollt ënnerschätzen. An och do muss ee sech trotzdeem iwwerleeën, wéi een do de Leit, déi all Dag domadder ze dinn hunn, och méiglechst vill Garantië ka ginn. Ech mengen, och dat ass vläicht eng Fro, zu där eng Kéier d'Madamm Justizministesch misst Stellung huelen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President, merci dem Deputéierte Mosar fir all déi Froen.

Ech versiche mäi Bescht ze maachen, fir op déi fënnef Froen ze äntweren, mee ech muss soen, den Exercice vun der Froestellung, wou een eng ganz generell Fro da moies um eelef Auer kritt, an da kréien ech fënnef detailléiert Froen ... Ech kann op verschidde Saachen äntweren. Wann den Exercice dorëms geet, dass Der wierklech Äntwerten erwaart, déi an de Fong ginn, da wär et gutt, wann dat méi an der Fro selwer preziséiert wär. An ech sinn een, dee jo versicht, op Froen ze äntweren. An da kréien ech se um zwielef Auer an dann ass se ganz generell. A meng Ekipp mécht ...

(Interruptions)

A meng Ekipp mécht eng ganz gutt Aarbecht an ech wäert mäi Bescht maachen. Ech wëll just soen: Et kann een net op esou vill verschidde Froen aus dem Stegreif hei seriö äntweren!

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech muss awer hei reagéieren. Ech mengen, den Här Finanzminister ass hei an engem falsche Film. Hei ass keng Fro, déi de Moie gestallt ginn ass. Déi Fro, déi läit mindestens ..., scho viru 14 Deeg ass déi gestallt ginn. Déi sollt urspréinglech d'lescht Woch kommen, ...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dat ass richteg.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... dunn hunn ech awer selwer gefrot, fir datt ...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dir hutt Recht!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... se sollt ...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech entschëllege mech! Ech hunn dat duerjerneegehäit, dat ass ganz richteg. Well ech schonn haut zwou kuerz Froen hat, ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- ... war ech am Modus ... Mir sinn an enger Question élargie. Ech zéien dat zréck.

(Interruption)

Et ass nawell schwéier.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir sidd entschëllegt, Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Et ass nawell schwéier. Mee d'Froe si ganz berechtegt. Si si ganz berechtegt, mee nawell, si ginn an den Detail vu verschiddene Saachen, déi an der Maach sinn an déi schwéier sinn.

Ech wëll vläicht ufänke mat Definitiounen. Wat ass Blockchain? Wat ass - et sinn alles englesch Wierder - Distributed Ledger Technology? Dat heescht, dass d'Transaktiounen, dass d'Informatiounen net op enger zentraler Plaz stockéiert ginn, mee dass se eebe bei all Eenzelnem op der Blockchain stockéiert sinn. Dat heescht, et ass en Instrument vun Transparenz. An d'Blockchain ka gebraucht ginn am Finanzsecteur, wou se wierklech vill gebraucht gëtt, mee si gëtt och an aneren Domäne gebraucht.

Mir hunn ënner anerem zu Lëtzebuerg am Kader vun „Digital Lëtzebuerg" säit 2014 eng ganz Rëtsch Initiativen do geholl. A mir hunn, ënner anerem, Infrachain geschafen, wat eng Associatioun ass vun alle Partie-prenanteën. An déi Associatioun schafft och mat der EU a mat der OECD zesummen.

Dat gesot, ass et richteg, dass grad an deem Domän - an dofir, mengen ech, hunn ech jo och déi Fro gestallt kritt als Finanzminister -, dass grad an de Finanzdéngschtleeschtungen d'Blockchain am meeschte gebraucht gëtt. Mir hu säit 2014 dorobber geschafft, dat heescht, praktesch säitdeem ech ugefaangen hunn, well ech erkannt hunn, dass dat e wichtegt Element ass, fir eis Plaz ze diversifizéieren, fir FinTech-Gesellschaften op Lëtzebuerg unzezéien oder Initiativen hei vu Grond a Buedem eropzekréien.

An ech kann lech soen, am Luxembourg House of Financial Technology, dat mer 2017 gegrënnt hunn, ass ee Fënneftel vun den Initiative vun den Acteuren, déi do sinn, justement verbonne mat der Technologie Blockchain.

Mee déi Technologie ass net e Selbstzweck. Et ass u sech, an ech muss soen, d'Ekipp huet mer dat heigeschriwwen, ech fannen dat wierklech e flotten Ausdrock: Et ass „en Hummer, deen no engem Nol sicht". Et ass u sech wéi den Internet, wann een esou wëllt. Den Internet gëtt onwarscheinlech Méiglechkeeten, mee da muss een nach Businessapplikatioune fannen. An dofir ass dat en Outil, deen esou wäertvoll ass, deen zum Beispill an der Certificatioun, an der Compliance, am Reporting esou wäertvoll ass. Ënner anerem gebraucht d'Bourse eng digital Ënnerschrëft an déi digital Ënnerschrëft, déi berout op der Blockchain. Dat applizéiert d'Bourse säit 2016.

Elo ass d'Fro, déi sech stellt: Wéi reguléiere mer dat als Land? Als Europa? Reguléiere mer dat, andeem mer d'Technologie reguléieren, oder reguléiere mer de Produit, de Service? An d'CSSF observéiert dat ganz no, haaptsächlech fir d'Utilisatioun duerch d'Banken, an huet och schonn d'Acteuren alleguerten en garde gesat, souwuel d'Utilisateuren, d'Privatpersounen, wéi awer och d'wirtschaftlech Acteuren, si missten oppassen op verschidde Saachen. A wat elo d'Acteuren ubelaangt: Si musse sécherstellen, dass d'Technologie sécher ass, dass d'Risiken am Grëff sinn an dass d'Donnéeë geschützt sinn. Dat huet d'CSSF scho gemaach. An op där anerer Säit gëtt et natierlech vill Initiative vum Privatsecteur mat den Donnéeën, mat de virtuellen Deviseën.

Wéi si mer an där ganzer Period säit sechs, siwe Joer mat där Saach ëmgaangen? Mir wollten net virun de Won lafen - am Sënn: reguléieren, éier et kloer gëtt, wat Europa mécht - an och vläicht ze fréi reguléieren an dann en fait Initiativen ofwiergen. Dofir hu mer eng Etapp, géif ech soen, gemaach. Mir hunn dat étape par étape gemaach.

D'EU ass an de leschte Méint aktiv ginn - Dir hutt et genannt, Här Mosar -, andeem se eng Initiativ geholl huet, Markets in Crypto-Assets (MiCA), an dann DORA. Déi Texter sinn an der Diskussioun. Vläicht ee Wuert dozou, wat ofgedeckt ass vu MiCA: Dat sinn alleguerten d'Payment Tokens, dat heescht, wéi een a Kryptowärungen oder Stablecoins bezilt. Utility Tokens, dat ass, wéi ee sech kann digital Servicë kafen. An da gëtt et nach Security Tokens, dat ass wéi een Aktiva keeft, ob dat elo Aktie sinn, Obligatiounen oder Parten an engem Fong. An do ass d'Iddi, dass dat net soll ënner MiCA falen, mee dass dat soll gereegelt ginn, wéi déi Saachen en fait scho gereegelt sinn. Ob dat elo Aktien an de Fonge sinn, ob dat elo Obligatioune sinn, ob dat Aktien tout court sinn, majo, déi si jo all gereegelt, firwat sollen déi anescht gereegelt ginn, wa se digital gebraucht ginn? Do sti mer. Do schaffe mer mat der Kommissioun mat. A mir sinn och frou, dass do eng europäesch Regulatioun, en europäesche Kader wäert geschafe ginn.

Dat heescht guer net, dass mir näischt gemaach hunn. Also éischtens hunn ech säit 2014 Promotioun fir FinTech gemaach. An all déi Initiativen, déi eis iwwert de Wee gelaf sinn oder déi mer entdeckt hunn, hu mer wierklech duerchforst. Mir hunn zwou Initiatives législatives geholl, déi Dir hei kennt an der Chamber. Mir hunn d'Gesetz vum 1. Mäerz 2019, wou den Transfer vun Titren iwwert d'Blockchain jo iwwer Gesetz gereegelt ass. D'Gesetz ass ganz kuerz a seet: Wann Der dat iwwer d'Blockchain maacht, dann huet dat dee selwechte Wäert, wéi wann Der dat iwwer traditionell Moyene maacht. An Dir hutt d'Gesetz och den 22. Januar vun dësem Joer gestëmmt, wou Der d'Emissioun vun Titren iwwert d'Blockchain och gereegelt hutt.

Mee villes wäert nach kommen. Mee elo si mer och an engem europäesche Prozess, wou ech also mengen, dass mer, éier mer virun de Won lafen, musse virsiichteg sinn oder einfach Schrëtt fir Schrëtt kucken, ob nach Ajustementer néideg sinn.

Dir hutt mer d'Fro gestallt, vu dass et e Reglement gëtt, de MiCA, vun der Europäescher Unioun, ob et dann immediatement applicabel ass. À tout le moins wäerte mer mussen, wéi dat oft de Fall ass, de Regulateur designéieren. Dat heescht, dat kënnt och an d'Chamber. Mee et ass jo kloer, wann et e Reglement ass, dass effektiv net méi vill Marge de manœuvre ass, fir do nach Bemollen oder Dièsë bäizesetzen.

An zum Ofschloss géif ech soen, dass d'Luxembourg Blockchain Week effektiv e grousse Succès war. Mir haten do 90 Intervenanten, 1.000 Participanten. Dir hutt richtegerweis ënnerstrach, dass Blockchain, déi ganz Technologie, eppes ass, wat iwwert de Finanzsecteur erausgeet. De Premierminister an den Digitalisatiounsminister sinn och ganz aktiv an där Saach, hunn och do participéiert. Mir hunn och iwwert de Blockchain Lab eng siwe Projete reperéiert, wou mer drop schaffen, wouvun der e groussen Deel grad am Finanzsecteur sinn.

An et ass och esou, dass an där Lëtzebuerger Blockchaininitiativ do déi federführend Persoun, d'Emilie Allaert, eng Persoun ass, déi vum Luxembourg House of Financial Technology kënnt, vum LHoFT kënnt, dat dës Regierung jo an d'Weeër geleet huet 2017 an dat guidéiert.

Dir gesitt: Mir si bei där Saach um Ball. Ech sinn och frou, dass Der déi Froe gestallt hutt, well dat do ass en immens wichtege Vecteur fir den Developpement vun eiser Finanzplaz.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gramegna. Ech géif dann elo der Madamm Gesondheetsministesch d'Wuert ginn, fir op déi Fro ze äntwerten.

(Brouhaha)

Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech mengen, de Mëtte si mer alleguerten nach net esou richteg do. Dir och net, Här President, net nëmmen den Här Finanzminister. Ech soen awer dem Här Finanzminister Merci fir seng ganz interessant Explikatiounen. An en huet eppes gesot, mat deem ech ganz averstane sinn, nämlech dat vum Hummer, deen den Nol net fënnt. Ech géif allerdéngs vläicht nach eppes hei derbäi betounen: Mir mussen et awer och fäerdegbréngen, wann den Nol do ass, datt mer en och ageschloe kréien. An duerfir ass et wichteg, datt mer elo hei déi richteg Demarchen huelen. Ech hunn de Minister och verstanen, a wat fir eng Richtung datt et geet.

Ech wollt awer och nach eng Kéier eng Prezisioun froen, notamment iwwert dat Reglement vun der Europäescher Kommissioun, dee MiCA, dat gesäit jo

eppes vir, Här Finanzminister, nämlech e klore Cadre juridique ze fixéieren, dee mir jo och bis elo nach net hunn. Dir hutt elo gesot: „Mir wäerten direkt de Regulateur bestëmmen", wat ech par ailleurs eng gutt Initiativ fannen. Bleift awer, datt mer awer och mussen eise Cadre juridique, le cas échéant, notamment am Finanzsecteur, applizéieren. Oder gëtt einfach elo dee Cadre juridique vun deem Reglement do tel quel iwwerholl a gëtt dat en Element vun deene verschiddene Finanzgesetzer? Et ass trotzdeem eng Fro, déi ech wollt stellen. Dir musst mer och elo net haut eng komplett Äntwert ginn. Mee ech mengen, et wär awer wichteg, wann d'Acteuren aus deem Secteur wéissten, a wat fir eng Richtung datt et géif goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Also ech mengen, haut ass mäin Dag, fir an der Zukunft ze liesen. Ech hat jo virdru schonn eng Fro iwwer eppes, wat d'Kommissioun haut erausgëtt.

Mir si jo an der Verhandlung, wat dat Reglement ubelaangt. Ech kann den Deputéierte Mosar awer berouegen - berouegen oder encouragéieren -: Ech gesinn dat genau d'selwecht. Wa sech géif an der Verhandlung erausstellen, an dat gesi mer jo am nächste Mount, dass eise Cadre juridique gréissere Changementer géif bedierfe wéinst dëser Reglementatioun, jo, da fänke mer och virdrun un. Mir sinn och am konstanten Dialog mat alle Partieprenanten op der Finanzplaz. An d'Saach mécht mer am Fong geholl net ze vill Angscht, well et ass eng Matière, déi immens séier evoluéiert.

Ech muss lech soen, wat déi zwee Gesetzer ubelaangt, déi ech virdru genannt hunn, eent vun 2019, eent vun 2021: Mir sinn eent vun deenen éischte Länner, déi doranner legiferéieren. An dat ass jo eng gutt Saach.

An dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, dass en plus de Lëtzebuerger Droit ëmmer méi gebraucht gëtt fir Listing, Cotatioun vu Green Bonds, mee vun iwwerhaapt Obligatiounen, dass eisen Droit ganz attraktiv ass fir d'Investitiounsfongen an dass deen och do gebraucht gëtt. Dat heescht, mir hunn e groussen Interêt, dass eis Legislatioun, wat och ëmmer do schlussendlech erauskënnt, dat anticipéiert oder sou séier wéi méiglech ëmsetzt, fir dass mer weider attraktiv bleiwen. Ech mengen, mir sinn do „on the same page" oder mir hunn déi selwecht Analys vun der Situatioun.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister.

6. Ordre du jour (suite)

Da kéime mer am Fong elo zréck op déi Fro, déi d'Madamm Lenert virdrun ernimmt huet, wat keng Question urgente war, mee wat eng normal Fro war, wou just den Delai vun deenen 30 Deeg ofgelaf war. D'Madamm Gesondheetsministesch wëllt awer elo op déi Fro äntweren.

7. Question écrite n° 4090 de M. Michel Wolter concernant les victimes de la Covid-19 vivant dans des structures pour personnes âgées

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President.

Effektiv war d'Zilsetzung am Fong geholl, dat haut de Moien erauszekréien am Delai, an do si mer op e Problem gestouss an ech hat elo eng Preferenz, fir lech d'Äntwert mëndlech ze ginn. Wourëms geet et? Et ass eng Fro, déi gemeinsam adresséiert ass un d'Corinne Cahen, d'Familljeministesch, an u mech selwer. An et geet drëms, ze wëssen, wéi et sech verhält zueleméisseg mat de Leit, déi verscheet sinn an de Strukture fir eeler Leit un de Suitte vun enger Covidinfektioun.

Ech kann lech do de Stand haut ginn. Mir hunn, wa mer dat opsplécken op d'Centres intégrés pour personnes âgées, also d'CIPAen: Do sinn insgesamt 222 Leit gestuerwen un de Suitte vun enger Covidinfektioun, dat säit dem Ufank vun der Pandemie. Dovunner sinn der 141 am CIPA selwer verstuerwen a sur place an 81 am Spidol. Dann donieft hu mer, separat opgespléckt, d'Maisons de soins agréées: Do hu mer 124 Leit, déi verscheet sinn un de Suitte vun enger Infektioun. A vun deenen 124 sinn der 79, déi an der Struktur selwer verscheet sinn, a 45 am Spidol. An déi drëtt Kategorie, déi mer kënnen erauslëschten, dat sinn d'Logements encadrés. Där hu mer der zwielef. Déi hu mer statistesch erhuewen an där selwechter Kategorie wéi d'Réseaux d'aides et de soins. Do hu mer keng separat Zuelen, eebe well déi an där Kategorie mat dra sinn.

Firwat ech awer wollt mëndlech op d'Fro agoen, ass: Et ass eis opgefall de Moien, dass mer Zuelen erausginn haten am Abrëll am selwechte Kontext, an do ass e Feeler ënnerlaf. Et ass eis nämlech opgefall, oder méi speziell der Familljeministesch de Moien opgefall, dass do eng grouss Differenz ass. An dunn hu mer dat nogekuckt. An et ass effektiv esou, dass déi Zuelen, déi mer am Abrëll ginn hunn - dat war d'Question parlementaire 3965 vum Mäerz -, dass do e Feeler dra war. Do hu 70 Leit gefeelt, an zwar déi, déi am Spidol gestuerwe sinn.

Et war mer wichteg, fir lech dat hei ze soen an och do mäi Mea culpa ze maachen, well dat wär lech sécherlech opgefall, wann Der elo einfach déi Äntwert schrëftlech kritt hätt. Et ass e groussen Decalage zu där Äntwert, déi mer ginn hunn am Mäerz, an dat ass effektiv e mënschleche Feeler, dee geschitt ass. Et ass vergiess ginn, den Total vun de Spideeler do derbäizerechnen. Déi Zuelen, déi Der awer elo an där heiter kritt - déi kënnt selbstverständlech schrëftlech no elo an deenen nächste Minutten -, dat sinn déi richteg, dat ass dee richtegen Total. Voilà.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

8. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'élaboration d'une réglementation introduisant la surveillance des vestiaires, lors des cours de gymnastique et de piscine

(Motion déposée en séance publique n° 30 du 2 juillet 2019 - à consulter au compte rendu n° 12/2018-2019 en page 374)

Als nächste Punkt um Ordre du jour hu mer d'Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Ausschaffe vun de Modalitéite vun der Surveillance an de Vestiäre beim Turnen a beim Schoulschwammen am Interesse vum Schutz, der Sécherheet an der Intimsphär vun de Kanner, vun deene jonke Leit. An ech géif direkt dem Auteur vun dëser Motioun, dem Här Fernand Kartheiser, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro hei, déi hate mer am Juli 2019 schonn opgeworf hei an der Plenière an déi ass duerno an der Educatiounskommissioun och am Oktober 2019 diskutéiert ginn. An duerno koumen d'Zäiten eebe mat anere Prioritéiten. An ech huelen un, datt och am Unterrechtsministère zënterhier net ganz vill geschitt ass, ausser den Här Minister géif eis elo de Contraire kënnen erklären.

Ëm wat geet et? Den Här President hat et schonn a senger Introductioun gesot: Ma et ass eng Fro, déi eis vu Leit vum Terrain zougedroe ginn ass, eng gewëssen Onsécherheet, déi besteet, wat d'Reegele sinn, wat den Accès zu de Vestiäre beim Turnen a beim Schwammen ugeet. Et gëtt do heiansdo e Sentiment d'insécurité; Leit, déi sech net sécher sinn, souwuel bei den Eltere wéi och beim Léierpersonal, wéi dat eigentlech gehandhaabt gëtt, a selbstverständlech och bei deene Jonken, bei de Kanner, bei de Jugendlechen: Wien däerf eigentlech wéini, ënner wéi enge Konditiounen an hir Vestiären erakommen? Dat ass eng Fro vu Sécherheet natierlech, dat wësse mer alleguer. Et ass och eng Fro vu Schutz vun der Intim- a vun der Privatsphär vun deene jonke Leit. An dofir ass et natierlech eng eminent wichteg Fro:

Kënne männlech Surveillanten, ka männlecht Léierpersonal ouni Problem an e Vestiär goen, wou Meedercher sinn, an ëmgekéiert weiblecht Léierpersonal an e Vestiär, wou Jonge sech anescht undinn? Wéi ass dat gereegelt?

An et ass och eng Fro, déi am deemolegen Ombudskommitee fir Kanner a Jugendlecher duerchaus opgeworf gouf a verschiddene Rapporten. Och am Ausland gëtt doriwwer diskutéiert. A mir haten och an der Kommissioun, wéi gesot, driwwer geschwat.

Eis Zilsetzung als ADR an dëser Fro ass et einfach, fir eng rechtlech Sécherheet ze schafen, net méi an net manner wéi dat. Mir froen net, wat onméiglech ass; mir froen net eng permanent Iwwerwaachung oder wéi och ëmmer, eng absolutt honnertprozenteg Léisung. Awer mir hätte gär eng rechtlech Sécherheet am Interessi vu jidderengem.

Eis ass kloer, a mir stellen dat och net a Fro, datt ganz vill Leit, déi vun dëser Situatioun concernéiert ginn, warscheinlech sou gutt wéi se alleguer, dat mat enger ganz héijer professioneller Conscience maachen, datt se de Sënn fir hir Responsabilitéiten absolutt hunn. Dorunner zweifele mir net. Mee et gëtt och vläicht eeben Ausnamen, wat mer net hoffen.

Wéi gesot, mir stellen och net d'Fro, ob d'Ausbildung vläicht op dësem Gebitt net genuch wär. Ech huele schonn un, datt d'Leit an hirer Ausbildung och sensibiliséiert gi fir dës Problematik. Geschitt dat genuch? Dat kann den Här Minister eis soen, senger Meenung no. Mee wéi gesot, d'Zilsetzung ass d'Schafung vun enger rechtlecher Sécherheet, wéi dat zum Deel schonn am Ausland geschitt ass.

Déi lescht Diskussioun heiriwwer hate mer am Oktober 2019 virun der Kris, déi mer eeben elo kannt hunn a leider nach ëmmer kennen, an dowéinst: Kann den Här Minister eis och soen, ob an der Tëschenzäit am Unterrechtsministère eventuell scho rechtlech Moossnamen oder eppes anescht an d'Weeër geleet gi sinn, fir hei déi Sécherheet ze schafen, déi mir froen?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech am November 2017 Buergermeeschter vun der Stad Esch gi sinn, hunn ech virdru 17 Joer als Sportsproff geschafft an hu ganz vill Klasse kommen a goe gesinn, vill Schüler a Schülerinne kommen a goe gesinn. An ech hat weeder selwer als Sportsproff an deene fënnef Lycéeën, wou ech bis dohinner war, nach hate Kolleegen ee Problem mat Vestiären, ausser mol Vandalismus oder iergendwéi Sträit ënnert de Schüler oder Schülerinnen. Mee et war ni iergendee Problem mat Pudeur respektiv mat Intimsphär.

Vu dass ech awer elo dräi an en halleft Joer vum Terrain fort sinn, hunn ech mech dann awer nach de Moien beim President vun der Sportsproffegewerkschaft, der APEP, eng Kéier kuerz informéiert, ob et gréisser Problemer oder Reklamatiounen an de leschte Wochen a Méint oder Jore gi wier. Dat ass net de Fall gewiescht. Ech hunn awer och dervu profitéiert - well d'Fro net prezis genuch, menger Meenung no, gestallt ass -, fir mat der Madamm Di Centa vun der LASEP och nach ze schwätzen, dat ass d'Presidentin vun der LASEP, déi mer gesot huet, dass si an der LASEP jo ganz dacks d'Situatioun hunn, dass just een Enseignant mat enger Klass oder mat Schüler oder Schülerinne schwamme geet. Deen Enseignant muss e Lifesaver hunn. A si hunn elo decidéiert an der LASEP, en zweete Personnage, eng zweet Persoun ëmmer mat derbäi ze hunn, fir dass ëmmer zwou Persoune bei där Grupp vu Schüler oder Schülerinnen derbäi sinn.

Ech mengen, am Primaire ass et jo och esou, dass déi meescht Klassen oder bal alleguerten d'Klassen ëmmer zesumme schwamme ginn, also regruppéiert schwamme ginn, dass ëmmer genuch Leit do derbäi sinn.

Ech mengen, e gréisser Problemer bei de Vestiären oder bei de Schüler ass éischter d'Klauen ënnereneen oder tëscht enger Klass an där anerer. Do ass eng Sensibiliséierung, mengen ech, ëmmer néideg.

Wat och e grousse Problem ass, ass eeben de Vandalismus, deen duerch Stress kënnt, wa schonn am Bus, wa se zesummegedretscht sinn, do schonn een deen anere stéisst. A wa se dann nach duerch en Dréikräiz musse goen, wéi zum Beispill an der Coque, oder wa se a Vestiäre sinn, déi ze kleng sinn, da kënnt éischter emol Vandalismus vir wéi eppes anescht.

Léisungen, déi ech selwer ëmmer hat, fir eeben de Contrôle vun de Vestiären ze hunn, dat war natierlech, fir virum Cours oder nom Cours emol, wann iergendwéi Problemer opgetruede sinn, de Vestiär kontrolléieren ze goen, ier d'Schüler dra ware respektiv der nach dra waren, wat menger Meenung no ganz essenziell ass, dass den Enseignant eng Presenz markéiert an net einfach nom Cours direkt an de Büro leeft, dass eng Presenz um Gank ass. Da wësse se: A, hien oder si steet nach ëmmer do. An ech mengen, déi Léisung vun der LASEP hunn ech lech elo just nach gezielt.

Genuch qualifizéiert Personal hutt Der virdrun ugeschwat, Här Kartheiser - „qualifizéiert Personal" hutt Der och net definéiert. Jo, dat ass natierlech och Lastik. „Genuch männlecht a weiblecht Personal": Ech gi just op mäi leschte Lycée zréck, do ware mer zu fënnef Hären an zwou Dammen. An déi hu jo och ënnerschiddlech Stonnepläng. Dann ass et menger Meenung no och onméiglech, ëmmer en Här an eng Damm op der Plaz ze hunn, fir alleguerten d'Klasse kënnen ze encadréieren. Also dat ass net realistesch.

Educateuren derbäizesetzen - déi hunn och aner Aarbechten am Lycée -, dofir, fir déi ëmmer do mat an d'Boot ze huelen, mengen ech, ass och keng Léisung.

D'Surveillance wéi, mengen ech, d'ADR sech dat hei an där Motioun virgestallt huet, ass menger Meenung no bedenklech. A wie muss dat doten definéieren? Ech mengen, wann den Eethikrot eng Kéier géif ëm säin Avis gefrot ginn, wäert do bestëmmt och déi eng oder aner Saach nach op den Dësch kommen, wou mer elo vläicht nach net drun denken.

Also eiser Meenung no ass déi dote Motioun superfetatoire, wann d'Aarbecht vun den Enseignanten deementspriechend gemaach gëtt, an dofir wäerte mer déi dote Motioun och net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. An dann huet den honorabelen Här Gilles Baum sech zu Wuert gemellt.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Et geet mer e bësse wéi mengem Virriedner: Ech hat jo och e bëssen Erfarung mat Kanner - 19 Joer Turnen a Schwammen. Ech ka just bestätegen, wat mäi Virriedner virdru gesot huet. Wat emol an de Vestiären net ausbleift, dat ass, dass e bësse gedréckt gëtt, dass et emol zu enger klenger Kläpperei kënnt. Awer gréisser Saache kann ech do net dokumentéieren.

Effektiv ass déi Motioun de 7. Juni 2019 (veuillez lire: den 2. Juli 2019) hei deposéiert ginn a beschwat ginn. Mir hate se den 8. Oktober vun deem selwechte Joer an der Kommissioun. Do ass se diskutéiert ginn an et ass och do ofgestëmmt ginn. Si ass awer ofgeleent gi mat follgenden Argumenter:

D'Presenz vun den zwee Geschlechter, dat heescht Dammen an Hären, do, wou et méiglech ass, zum Beispill beim Schwammen an den duebele Klassen. Et muss een awer wëssen, dass am Fondamental 80 % vum Léierpersonal Damme sinn, soudass et do schwiereg ass, fir de Fifty-fifty och bei der Surveillance vun de Vestiären ze erreechen.

Dann ass eis och an der Reunioun vun der Schoulkommissioun zougedroe ginn, dass weeder Elteren nach Léierpersonal sech beim MENJE gemellt hätte respektiv sech beklot hätten, fir dat Onsécherheetsgefill, wat hei dokumentéiert ginn ass oder vun deem hei geschwat ginn ass, ze ënnermaueren.

Drëttens, mengen ech, kënne mer dervun ausgoen, wéi mäi Virriedner gesot huet, dass d'Léierpersonal zouverlässeg a professionell ass. An d'Protection de la jeunesse ass och een Deel vun der Formatioun vum Léierpersonal.

Dann ass et och wichteg ze ënnersträichen, dass kee vu baussen däerf an d'Gebaier erakomme wärend der Schoulzäit. Dat heescht, et däerf och kee vu baussen erakommen an d'Sportsraim oder an d'Piscine.

Et ass also wichteg, et ass och richteg, dass eist Léierpersonal gutt forméiert ass, fir kënnen ze reagéieren, wann emol eng Kéier e Soupçon sollt si bei engem Kand. Den Encadrement ass also gutt. Den Encadrement ass geséchert. Dofir géif och menger Fraktioun un d'Häerz leeën, dës Motioun net matzedroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum.

Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen? De Minister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen zu honnert Prozent déi Aschätzung an déi Recommandatioun vun deenen zwee Députés-enseignants, déi viru mer geschwat hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister.

Da kéime mer zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun mat 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural dans le cadre de la pandémie de la Covid-19

Eise leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Léon Gloden iwwert d'Entwécklung vun den exzentréierte Regiounen a vum ländleche Raum zu Lëtzebuerg am Kader vun der Covid-19-Pandemie. Et hu sech ageschriwwen: den Här André Bauler, d'Madamm Tess Burton, d'Madamm Chantal Gary, den Här Fred Keup, den Här Marc Goergen. Här Léon Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. D'lescht Joer am Mäerz hat ech lech hei d'Experienz vum klenge Leo erzielt am ländleche Raum.

Plusieurs voix.- A!

(Hilarité et brouhaha)

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Dee klenge Leo ... Ech gesinn, wann ee Geschichten hei verzielt, dorunner erënnert Der lech.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP).*- Här Gloden, et war am Januar. Et war net am Mäerz.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- An Tëschenzäit ass dee klenge Leo méi grouss ginn, a mir hunn alleguer eng Experienz gemaach, sief et an de Stied oder am ländleche Raum, déi mer alleguer net hätte wëlle maachen, nämlech d'Covidkris.

Mee - an dat ass dee klenge positive Punkt un der Covidkris - d'Coronapandemie huet bewisen, wat fir e Stellewäert de ländleche Raum kann hunn. Et ass och an där Achs, wou ech dës Interpellatioun wëll hei verstanen hunn, Här President.

Fir eng Rei Leit huet sech effektiv de Bléckwénkel zum ländleche Raum geännert. Ech mengen net, datt schonn eemol esou vill Leit an den Norde mam Schlitt fuere gaange sinn. Ech ginn zou: Ech war och derbäi. Et sinn nach ni esou vill Leit op déi vill Autopedestren am Land gaangen, an d'Traumschleifen. Et sinn nach ni esou vill Leit op de Vëlospiste gewiescht. Konsequenz: D'Vëlosbutteker sinn eidel kaaft ginn. Et sinn och nach ni esou vill Leit, am Respekt vun de Covidmesuren, op de Stauséi, d'Baggerweieren an an d'éffentlech Piscinne gaangen, well d'Leit eeben net konnte fortfueren.

Kuerz gesot: D'Leit hunn d'Land, hiert Land, hiert Lëtzebuerg an all senge Facetten d'lescht Joer an dëst Joer nei entdeckt.

D'Pandemie weist och, datt Teletravail eng Realitéit ka sinn. Teletravail, Här President, ass een Deel vun der Léisung. D'CSV huet sech scho ganz fréi an der Pandemie mam Teletravail beschäftegt. Ech weisen op d'Motioun vu mengem Kolleeg Marc Spautz vum 20. Mee d'lescht Joer hin. D'Pandemie huet bewisen, datt Wunnen, Schaffen, Fräizäit kënne beieneegefouert ginn. An et ass an deem Kader, wou de ländleche Raum wierklech kann hëllefen, eng ganz Rei Problemer an dësem Land ze léisen.

D'Pandemie heescht och fir vill Leit, net iergendwéi wallos ee Produkt vun där anerer Säit vun der Welt ze kafen. „Think globally, act locally" ass méi wéi jee richteg an der Pandemieszäit. E gudde Patt Wäin oder e Cremant vun der Musel mat enger gudder Tranche Ham oder Lëtzebuerger Pâté. D'Pandemie ass „made abroad" - fir eis Liewensqualitéit „made in Luxembourg" si mer selwer verantwortlech.

Mee de Package an d'Offer musse stëmmen, Här President. A ville Gemengen am ländleche Raum gëtt et scho säit enger Rei Jore keng Bankagencë méi, keng Postagencë méi. An - dat ass einfach e Fakt - ëmmer erëm kënnt et zu Sprengunge vu Bankautomaten, wéi virun zwee Méint zu Wuermer an zu Wëntger, an net iergendwou an enger Sakgaass, mee moies an den Haaptstroossen. Do muss einfach den Dialog mat de Banke gesicht ginn, fir datt, wa se net wëllen eng Bankagence an enger Uertschaft halen, op d'mannst d'Infrastrukturen dobleiwen, wéi zum Beispill e Bankautomat.

Fréier gouf et dann och a ville Gemenge Commissariats de proximité. A grad an der Pandemie ass et wichteg, datt iwwerall, net nëmmen an der Stad, mee och am ländleche Raum, Policepresenz do ass. Enger Policepatrull ze begéinen, stäerkt d'Sécherheetsgefill vum Bierger. D'Sécherheetsgefill vum Bierger ass fir d'CSV, Här President, en Deel vun der Liewensqualitéit. Eng konsequent Kriminalitéitsbekämpfung amplaz gréng Kuschelpolitik ...

(Interruption)

... ass ubruecht an der Stad an am ländleche Raum.

Här President, d'Leit hunn am Laf vum leschte Joer eisen Terroir nei entdeckt. Et ass vill lokal a regional consomméiert ginn. An d'Leit wëlle Vakanz doheem maachen. Ech begréissen och besonnesch déi Aktioun mat de Bongen, déi fir d'Hoteller gemaach gi sinn. Déi ass jo och op Propos vun alle Parteien, inclus vun der CSV, verlängert ginn.

Mee déi Bongen: Zum Beispill wann am Norden nach eng ganz Rei Hoteller sinn, esou gëtt et der leider am Osten net méi ganz vill. An do hunn och meng Kolleegen Ost-Deputéiert Françoise Hetto an Octavie Modert an ech selwer schonn e puermol drop higewisen: Et wier awer gutt, wa mer do kéinten op e Public-private-Partnership zum Beispill goen, wann de Staat awer eidel Horeca-Infrastrukturen opkeeft an déi dann engem verlount, fir se ze exploitéieren.

D'Gemenge maachen et och selwer. An ech mengen, egal wou am ländleche Raum, ob dat am Norden oder am Osten ass, hunn déi Strukture ganz vill Succès. An ech weess och aus Erfarung, datt den Tourismusminister och gär an déi Strukturen e Pättchen drénke geet, besonnesch op Gréiwemaacher.

Duerfir, Här President, loossen ech dat Argument vun der Concurrence déloyale net zielen. An ech mengen, wa mer wëllen déi jonk Leit an de Horeca-Secteur kréien, mat dem Slogan „Trau Dech", da muss de Staat och do seng Responsabilitéit iwwerhuelen. D'Gemengen hunn et zum groussen Deel gemaach.

Dann hu mer och festgestallt, wéi wichteg ëffentlech Infrastrukturen am Fräizäitberäich sinn, wann d'Leit eeben net kënnen an d'Vakanz fueren. Ech denken un déi ëffentlech Piscinnen, ech denken u Minigolf, ech denken un aner Gemengeninitiativen. Mir wëssen alleguer: Dat ass en defizitäert Geschäft. Dir kënnt net dee reelle Präis an esou enger Infrastruktur froen, well soss wiert Der bei engem Piscinnebesuch - soen ech lech éierlech - bei 50, 60 Euro d'Entrée den Dag! Déi meescht Gemenge froen dat fir en Abonnement fir d'ganz Saison.

Och hei wier eng finanziell Ënnerstëtzung vum Staat wichteg, besonnesch an dësen Zäiten, well eeben och duerch d'Pandemiesreegelen net esou vill Leit kënnen an déi Strukture goen. Dat Beispill, wat ech am beschte kennen: Zu Gréiwemaacher kënnen normalerweis 2.000 Leit den Dag an d'ëffentlech Piscine goen. Duerch d'Mesurë si mer limitéiert op ronn 500.

Duerch déi vill Fester, déi ausgefall sinn, zoue Restauranten an Hoteller an de leschte Méint, hunn natierlech och ganz vill Veräinsaktivitéiten net stattfonnt. Doduerch huet dee ganze Beräich vun den Depositären an dem Evenementiel och ganz staark gelidden. Och all déi flott traditionell Fester duerch d'Land konnten net stattfannen. Et ass wichteg, datt mer esou schnell wéi méiglech Konzepter derfir ausschaffen, datt déi Saachen erëm kënne stattfannen.

Dann zu der Relance vum lokalen a vum regionale Commerce. Fir d'Uertschaften, an ech hunn et schonn e puermol hei um Mikro gesot, ass et extreem wichteg - et gëtt zwar ëmmer e bësse belächelt, mee et ass extreem wichteg -, datt mer déi Service-primairen an enger Uertschaft am ländleche Raum behalen. Wann d'Service-primairen oder eng Rei Verwaltungsstrukture verschwannen, da verschwënnt och d'Librairie, da verschwënnt och de Kleederbuttek, da verschwënnt och e Spillsaachebuttek. Alles dat sinn awer déi Commercen, déi eng Uertschaft och attraktiv maachen.

Hei froe mer fir eng koordinéiert Initiativ fir de Commerce. Ech hunn et schonn e puermol gefrot: E Businesskadaster wier wichteg. Mir maachen e Kadaster fir d'Vullen, mir maachen ee Kadaster fir Solarpannoen. Mir maache Kadastere fir allméigleches, mee fir esou e wichtegt Theema, wat géif zu der Rebeliewung vum ländleche Raum féieren, kréien ech ëmmer eng negativ Äntwert aus der Bourbonsgaass. Ech verstinn net firwat!

Wéi ech am Ufank gesot hunn, Här President, halen d'Leit, déi am Teletravail sinn, sech erëm vill méi an hirer Regioun op. Dofir ass et eeben och wichteg, datt mer all déi Infrastrukturen dann och no bei hir Schaffplaz, an dat ass dann eeben doheem an der Stuff, kréien.

Et sinn eng Rei positiv Initiative gemaach ginn - ech wëll dat net verstoppen -, wéi Alternativen, wou Point-POSTen an den Tankstelle sinn oder bei den Epicerien. Et ginn ëmmer méi där Packagekëschten opgestallt. An et ass mer och gesot ginn, datt d'Post hire Bréifdréier Sue matgëtt, besonnesch fir déi eeler Leit, datt déi sech net mussen deplacéieren. Mee dat ass eebe fir kleng Zommen.

Dann ass e weesentleche Punkt den Ausbau vum Glasfasernetz. Et ass extreem wichteg, datt dat schnell virugeet. Ech hat d'leschte Kéier d'Beispill gesot, an ech widderhuelen et: Wann ech mat menger Kopresidentin wëll iwwer Handy schwätzen, da muss ech se virun Ettelbréck kréien, well duerno ass d'Verbindung net ganz gutt.

Ech wëll hei en Zitat bréngen, an deem och den Ernst Ulrich von Weizsäcker zitéiert gëtt: „Ein Zitat Weizsäckers besagt, dass das wirtschaftliche Wachstum vorgestern von der Lage an Flüssen abhing, gestern vom Anschluss an die Eisenbahn und heute von der Lage an den Autobahnen. Diesem Zitat ist hinzuzufügen: Morgen wird das Wirtschaftswachstum von der Anbindung an die Knotenpunkte der Telekommunikation, zum Beispiel Glasfasernetzen, abhängen."

An dat ass ee Constat! Mir mussen einfach méi schnell virukommen, wa mer wëllen eist Land an d'21. Joerhonnert féieren. Ech soen awer: Déi leschte Kéier sinn ech am Mëllerdall spadséiere gaangen: tëschent zwee Fielse 5G-Empfang op mengem Handy! Ech sot: „Bleift hei stoen! Hei kann de Papp schaffen." Mee, wéi gesot, wann d'Martine Hansen erop an den Norde fiert, do ass nach Aarbecht ze maachen.

Da muss ech och soen, e Punkt, deen och schonn a Question-parlementairen ugeschwat ginn ass, dat ass d'Ekipement vun de Schoulen. Et kann net sinn, datt e Kand, wat am ländleche Raum an d'Schoul geet, benodeelegt gëtt, well do vläicht eng Gemeng net esou vill Suen huet wéi eng gréisser Gemeng, wéi d'Stad Lëtzebuerg oder Esch, datt dat benodeelegt gëtt am Ekipement vun de Schoulinfrastrukturen.

Ech verstinn de bloen Educatiounsminister einfach net, datt en do op deene Paragrafe reit. Well et war elo grad duerch d'Gemengen, déi de Kanner an de Schoulen déi Tabletten zur Verfügung gestallt hunn, datt iwwerhaapt den Homeschooling konnt gemaach ginn. A mir wëssen alleguer: Familljen, déi eebe sozial leider net esou gutt gestallt sinn, kënnen net all Kand en Tablet kafen. Do war et wierklech dank de Gemengen, datt déi Kanner konnten um Homeschooling deelhuelen. An do wierklech eng Opfuerderung un d'Regierung: Kuckt net de Paragraf. Kuckt nom Wuel vum Kand an ënnerstëtzt dach d'Gemengen am Kaf vun den neie Medienekipementer!

Dann ass den ëffentlechen Transport oft hei ugeschwat ginn. Jo, et ass vill geschitt, och a Kooperatioun mat de Gemengen, mee et bleiwen do awer nach eng ganz Rei Punkten ze verbesseren. Virun e puer Deeg konnt een de Fall vun der Gemeng Conter an der Zeitung liesen. Et ass mer och gesot ginn, besonnesch am Raum Biekerech ass och nach Amelioratioun (veuillez lire: Amelioratioun néideg), well elo d'Bussen eeben net méi direkt vu Biekerech, wéi et schéngt, an d'Stad fueren, mee et muss een dräimol ëmklammen. Den Här Bausch ass elo net méi hei, mee ech huelen un, e lauschtert dat herno. Dir gitt et virun.

Dann och eng Initiativ, déi sech elo gelount huet am ländleche Raum, dat ass d'Initiativ vun deene ville Gemengebussen, déi fueren. Déi meescht Busse fueren entweeder just an der Gemeng oder et ass eng regional Kooperatioun. Mir hunn och erëm hei an der Pandemie gesinn, wéi wichteg dee Service ass, well eng ganz Rei Gemengen de „City-Bus" oder de „Bummelbus", oder wéi en da soss heescht, als Impfbus ëmfonctionéiert hunn a besonnesch déi eeler Leit an d'Impfzentre gefouert hunn.

Déi Bussen entspriechen en plus nach der Klimapolitik vun der Regierung, well déi meescht sinn och nach elektresch. Duerfir, mir wëssen alleguer: Och dat ass ee reng defizitäert Geschäft! Ënner 100.000 Euro d'Joer kritt Der esou e Bus net ze mieten. An och do wier et gutt, wann de Staat géif finanziell de Gemengen ënnert d'Äerm gräifen.

Dann, Här President, alle Jahre wieder säit 2009 soen ech dat hei um Pult: Dat ass d'medezinnesch Versuergung am ländleche Raum! Do huet d'Pandemie gewisen: Wann de ländleche Raum besser ekipéiert gewiescht wier mat medezinnescher Versuergung, dann hätt een net missen an de Spideeler esou eroffueren, datt et do och herno zu Enkpäss komm ass.

D'CSV fuerdert säit Joren entweeder méi Centres médicaux, Maisons médicales oder och Antenne vu Spideeler am ländleche Raum. Duerfir, Här President, kann ech wierklech net verstoen, wéi deemools hei besonnesch d'Madamm Lorsché, Fraktiounscheffin vun deene Gréngen, gesot huet, dat bräicht een net. Madamm Lorsché, dat war eng an d'Laiskaul vun de Leit, besonnesch am Osten!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Lorsché freet dann d'Wuert wéinst Fait personnel.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Nee, si kann herno äntwerten, wann ech fäerdeg sinn.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Dat war eng an d'Laiskaul vun de Leit am Osten. An ech soen lech: Dir hutt Äre Kolleeginnen a Kolleegen am Osten domadder keen Déngscht geleescht.

D'Zwouklassemedezinn, déi besteet haut. Déi besteet haut! A mir als CSV wëllen eng equitabel medezinnesch Versuergung iwwerall am Land. An duerfir mussen am ländleche Raum och endlech Maison-médicallen, Centre-médicallen oder Antenne vu Spideeler zougelooss ginn. An do huet dës Gesondheetsministesch déi eemoleg Chance, wierklech d'Gesondheetspolitik vun hire Virgänger ze redresséieren. An ech hoffe staark, datt dat och wäert geschéien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- A lo kritt d'Madamm Lorsché d'Wuert fir Fait personnel.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wann den Här Gloden d'accord ass, dass ech him awer wëll eppes erklären: nämlech dat, dass ech dat net esou gesot hunn. Ech hu ganz kloer gesot, dass och déi gréng natierlech fir eng Versuergung si mat medezinnesche Servicer. Dat hu mer schonn oft gesot. Dat huet och mäi Kolleeg Marc Hansen scho betount. Wat ech an där doter Debatt awer wollt kloerstellen, dat ass, dass onofhängeg dovun, dass déi dezentral Strukture mol mussen analyséiert ginn - mir mussen eng Bedarfsanalys maachen, wat gebraucht gëtt, dat ass ganz kloer -, mir awer drop hiweise wollten, dass mer Bedéngunge stellen.

Dat eent ass: Et muss verhënnert ginn, dass Konkurrenzkämpf tëschent de Spideeler entstinn, well mer dat net glécklech fannen. Mir hätte gär Synergien, sou wéi et och am Spidolsplang schonn ugeduecht ginn ass an och elo ëmgesat gëtt. Dat heescht, eng koordinéiert Approche, déi national gereegelt gëtt, an net deen ee géint deen aneren. Dat geet nëmmen op d'Käschte vun de Patienten.

An déi zweet Ausso, déi ech gemaach hunn - an do sinn ech net dat Eenzegt heibannen, wat déi Suerg huet, do si méi Parteien, déi déi Suerg hunn -, dat ass, wann Der vun Zwouklassemedezinn schwätzt, da soe mir, dass et net däerf dozou féieren, dass esou Strukturen zu Tariffer féieren, déi anescht si wéi an de Spideeler. Fir eis ass en universellen Zougang zu der Medezinn e wichtege Volet vun eiser Gesondheetspolitik. An et soll och dobäi bleiwen. Dofir triede mir derfir an, dass esou Antennen national gereegelt ginn an dass net iwwert d'Hannerdier do aner Tariffer gefrot ginn, wou dann herno just déi besserstoend Patiente sech déi Servicer kënne leeschten, wärend déi manner gutt gestallten da wäit Weeër musse fueren, fir dann an d'Stad ze kommen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat just, fir dat nach eng Kéier kloerzestellen. An ech fannen et ëmmer bedauerlech, wann Aussoen aus dem Kontext gerappt ginn a se dann anescht duergestallt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. An d'Wuert geet elo zréck un den honorabelen Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Also, Här President, ech stelle fest, déi gréng hunn elo grad hir Ried zum ländleche Raum gehalen. Da brauchen déi schonn net méi ze schwätzen. Ech äntweren awer der Madamm Lorsché. Also dee groussen Ënnerscheed tëschent deene Gréngen an der CSV an deem Domän ass: Si sinn nach ëmmer bei den Analysen a mir setze konkreet Projeten ëm.

An ech wëll och soen, ...

(Interruptions)

An ech wëll och soen, Madamm Lorsché: Haut besteet Konkurrenz tëschent dem lëtzebuergesche Gesondheetssecteur an dem auslännesche Gesondheetssecteur. Et si Pilgerscharen, déi op Tréier a Klinicke fueren, well se hei keng Rendez-vouse kréien an der Radiologie oder am IRM. Et si Pilgerscharen! Ech mengen, Dir verkennt d'Wourecht an d'Fakten. An duerfir nach eng Kéier, an et ass jo gutt a sou enger Debatt: déi gréng wëllen dat net, mir als CSV sti fir d'medezinnesch Versuergung am ländleche Raum. An d'Kolleege vun der DP schénge jo och elo eis säit dem leschte Joer do ze ënnerstëtzen, wann ech esou d'Kolleegen an d'Kolleeginnen héieren.

Da wëll ech generell och nach eng Kéier op d'Gemengefinanze kuerz agoen, en Theema, wat ëmmer erëm hei ugeschwat gëtt. An ech wëll och eng Kéier all de Gemenge wierklech e grousse Merci soe fir dat, wat se mam Syvicol zesumme geleescht hunn an där Pandemie. Ech mengen, och do sollt e Merci a Form vu finanzieller Ënnerstëtzung kommen, sou wéi ech dat an deene verschiddenen Domänen hei schonn ugeschwat hunn.

Erlaabt mer dann nach e lescht Wuert zu der Groussregioun. D'Pandemie huet eppes bewisen, Här President: Europa muss gestäerkt ginn. D'„Freude, schöner Götterfunken" hunn zimmlech matt geblénkt d'lescht Joer. An et ass wierklech meng Iwwerzeegung: Grenzen innerhalb vun Europa, tëschent den europäesche Biergerinnen a Bierger däerf et net ginn.

Wéi d'Grenzen zougemaach gi sinn, hunn d'Buergermeeschteren hiren Homologen déisäit dës Grenz op d'Féiss gestallt (veuillez lire: hunn d'Buergermeeschteren hir Homologen déisäit der Grenz kontaktéiert) an hu vum Ausseminister Ënnerstëtzung kritt. Eis Ministesch vun der Groussregioun war leider do total absent. Dir gitt gäre Wanderweeër zu Lëtzebuerg, mee gitt elo mol de Wee vun der Groussregioun. An d'Groussregioun muss nei politesch dynamiséiert ginn. Mir musse bei d'Leit goen. Mir mussen d'Strukture vun der Groussregioun an deem Sënn änneren. Well dat huet d'Pandemie gewisen: D'Groussregioun kann e ganz wäertvollen Interlocuteur sinn. An amplaz zwee-, dräimol am Joer eng hochtrabend Ried iwwert d'Groussregioun ze halen, muss d'Groussregioun vun ënnen erop erëm mat de lokale Politiker zesummen aktivéiert ginn. Et ass extreem wichteg, well ech sinn iwwerzeegt: Wa mer dat gehat hätten d'lescht Joer ëm dës Zäit, da wieren déi Grenzen net esou schnell zougemaach ginn oder net esou schaarf kontrolléiert ginn, wéi dat de Fall war.

Här President, am Resümmee: Et ass un der Politik, d'Ramebedéngungen ze schafen, fir datt de Bierger an d'Biergerin fräi entscheede kënnen, wou se wëlle liewen hei am Land. Il y a du pain sur la planche.

Ech ginn dann och an deem Sënn eng Motioun of, déi déi wichtegst Punkten aus menger Ried hei zréckhélt. Duerfir wäert ech déi elo net nach eng Kéier virliesen. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que dans le cadre de la pandémie actuelle, nombreux sont ceux qui ont découvert la qualité de vie dans le milieu rural ainsi que les attractions touristiques ;

- constatant cependant que le secteur du tourisme, notamment la viticulture, les brasseries et les entreprises de l'Horeca ont énormément souffert des fermetures imposées ;

- considérant que le télétravail peut avoir un impact positif sur la qualité de vie, car grâce au télétravail, le travail, l'habitat et les loisirs peuvent être réunis en un seul espace ;

- constatant que le confinement a sensibilisé les gens à consommer davantage des produits locaux ;

- estimant que les constats développés ci-dessus démontrent un important potentiel de croissance économique dans les réglons rurales du pays ;

- constatant que le Programme national de réforme (PNR) et notamment le Plan national pour une transition verte, numérique et inclusive trace plusieurs pistes sur le rôle central à jouer par l'aménagement du territoire et le milieu rural dans la transition vers un modèle plus durable et une neutralité climatique ;

- constatant que de plus en plus de bureaux de poste ferment leurs portes ou que plusieurs distributeurs automatiques de billets ne sont plus opérationnels suite à des attaques à explosif dans le milieu rural ;

- constatant que la crise sanitaire a démontré que l'organisation d'une prise en charge médicale extrahospitalière et une implantation accrue de maisons/centres médicaux et/ou antennes hospitalières dans les régions rurales sont absolument nécessaires afin de garantir à tous les habitants une prise en charge médicale adéquate ;

- considérant qu'il est important de développer l'hôtellerie dans le milieu rural et de soutenir les activités en plein air offertes par les communes ;

- constatant que les recettes communales provenant de l'impôt commercial connaissent une importante diminution, notamment à cause de la pandémie Covid-19 ;

- constatant que la fermeture de plusieurs frontières avec nos pays voisins témoigne de la faiblesse politique de la Grande Région,

invite le Gouvernement

- à élaborer une stratégie nationale pour assurer une qualité de vie équivalente dans toutes les régions du pays et leur développement économique, social et culturel ;

- à soutenir davantage, à travers des campagnes de promotion, tous les acteurs du tourisme, de l'Horeca, de la viticulture, de l'agriculture, de l'horticulture, des producteurs de fruits et autres producteurs locaux et régionaux afin que les pertes accumulées lors de la pandémie puissent être compensées ;

- à investir ou coinvestir dans des infrastructures Horeca, pour remédier au manque de telles infrastructures dans les régions rurales ;

- à faire tous les efforts nécessaires pour développer une culture du télétravail qui inclue notamment une campagne de sensibilisation pour les employeurs ainsi qu'un droit à la déconnexion des employés ;

- à prendre en compte et à valoriser davantage les facteurs « nature et paysage » dans le financement des communes à travers le Fonds de dotation globale des communes ;

- à soutenir financièrement les communes dans le cadre des frais d'exploitation d'infrastructures publiques de loisirs comme les piscines en plein air ou le lac de la Haute-Sûre ;

- à soutenir financièrement les communes dans l'exploitation de lignes de bus locales ou régionales ;

- à accélérer la digitalisation du monde rural en faisant un effort de connexion des ménages au réseau fibre de carbone ;

- à veiller au maintien des services de base pour la population tels que des bureaux de poste et agences de banque ou du moins des infrastructures adéquates garantissant les services essentiels aux citoyens tels que l'installation de distributeurs de billets d'argent ;

- à renforcer la présence policière dans les régions rurales ;

- à promouvoir la décentralisation des soins médicaux en soutenant davantage l'implantation de centres médicaux, maisons médicales ou antennes hospitalières disposant de tous les équipements nécessaires afin d'assurer une prise en charge rapide et adéquate des patients ;

- à assurer un réseau décentralisé de certains services administratifs ;

- à relancer le projet politique de la Grande Région à travers des actions concrètes et visibles dans l'intérêt de la population à l'image du Benelux.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Aly Kaes, Octavie Modert, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif alleguer, ech profitéiere vun der mëttlerweil schonn zweeter Interpellatioun vum Här Gloden iwwert de ländleche Raum - déi lescht war jo Ufank d'lescht Joer -, fir lech eng Geschicht vun engem klenge Jong ze erzielen. Nenne mer de Bouf einfach „de klenge Leo", deen am ländleche Raum wunnt an der Miseler Géigend.

Dem klenge Leo seng Mamm huet him viru bal 40 Joer follgend Aufgabe ginn: Hie soll Timberen an d'Post kafe goen, Wäin an der Epicerie fir d'Gäscht akafen, déi owes op Besuch kommen, dem Papp deen neiste Roman aus der lokaler Librairie besuergen a 4.000 Frang, déi e vun der Ierftatta krut, op säi Spuerbuch setzen.

(Interruptions)

Nodeems de Bouf all dës Aufgabe mat Erfolleg erleedegt hat, war et schonn 18 Auer. Besonnesch op der Post war eng laang Schlaang. Am léifsten hätt hie mëttes nach mat senge Kolleege Futtball gespillt, mee dofir blouf leider keng Zäit méi, d'Invitéë stounge virun der Dier.

30 Joer méi spéit kënnt de Leo heem bei seng Elteren, dat no engem laangen, berufflech bedéngten Openthalt an Amerika. Knapps doheem ukomm, wollt d'Mamm, datt hien nees dës Aufgaben erleedegt, well och grad deen Owend nees Leit op Besuch kéimen.

De grousse Leo ass keen Dommen. Op Letzshop hat hien dem Papp scho längst deen neiste Roman bestallt, dat bei enger bekannter Lëtzebuerger Librairie. D'Timberen hat hien um Heemwee am Point POST op der Tankstell kaaft. Well d'Bank souwisou schonn um 17 Auer zoumécht, erkläert hie senger Mamm, wéi si der Ierftatta, déi nach ëmmer lieft, hir 100 Euro per Digicash op säi Kont kann iwwerweisen. Hie geet elo nach séier an den 100 %-Lëtzebuerg-Shop gudde Miseler Wäi fir de Besuch kafen. Dëst ass e Leader-Projet, dee Lëtzebuerger Spezialitéiten ubitt, mat enger reeger Auswiel vu Lëtzebuerger Wënzer. Well et elo eréischt 3 Auer nomëttes ass, huet de gudde Leo nach Zäit, fir seng fréier Schoulkolleegen ze begéinen. De Leo ass frou, datt d'Technologie sech esou entwéckelt huet, datt een net méi fir all Klengegkeet op d'Bank oder d'Post fuere muss an hien esou méi Fräizäit huet.

Léif alleguer, dës kleng Geschicht, déi sech un enger änlecher Geschicht inspiréiert, déi virun e bësse méi wéi engem Joer hei an der Chamber verzielt ginn ass, weist, datt fréier net alles besser war. Jo, vill Leit sinn nostalgesch. Ech verstinn, datt et Leit gëtt, fir déi et schwéier ass, wa Gewinntes verschwënnt, Routinnen, déi en Deel vun hirem Liewe waren. Verschidde Butteker sinn net mat der Zäit gaangen a lackele keng Clientë méi un. Anerer hu sech ugepasst, wéi zum Beispill d'Geschäft vun eiser Kolleegin vu Gréiwemaacher, déi och mat Letzshop schafft. Si erspueren hire Clienten dacks onnéideg Deplacementer. Sou huet ee méi Zäit fir aner Saachen, sou wéi de grousse Leo.

Wa fréier a ville Gemengen e Postbüro, eng kleng Bank oder eng Epicerie waren, sou ass d'Welt vun haut och a grad am ländleche Raum eng ganz aner. Op ville Plaze sinn de Postbüro, de Bancomat oder de Bäcker, de Metzler an den Epicier verschwonnen. Zu Rammerech, am Weste vum Land, ass de Postbüro wärend der Pandemie zougemaach oder net méi opgemaach ginn, ouni datt d'Gemeng an d'Bevëlkerung Erklärungen heifir kruten. Ech fannen dat perséinlech net gutt. Datt lokal Servicer verschwannen, huet awer villfach domat ze dinn, datt eis Wirtschafts- an Aarbechtswelt méi mobill, méi séier an och méi diversifizéiert ginn ass. Dëse Prozess vu rapider Veränneru ng ass d'Resultat vun neien Technologien, virun allem der Digitaliséierung.

« Les gens votent par les jambes », dat ass en ale Sproch, dee bedeit, datt, wann d'Leit eng méi liicht Méiglechkeet hunn, fir an de Genoss vun engem Service oder Produkt ze kommen, se da vun dëser Opportunitéit profitéieren. Dat ass d'Muecht vum Konsument, säi Choix, seng Fräiheet. Dat geet awer op d'Käschte vum lokale Mëttelstand. Dat ass séier bedauerlech, ma de Choix läit och an den Hänn vun de Konsumenten.

An dach gëtt et Liichtblécker: Wien eng héich Qualitéit wëll, dee keeft lokal, regional a saisonal, deen deplacéiert sech bewosst bei de klenge Produzent. Duerch d'Pandemie sinn d'Leit erëm op de Goût vun einheimesche Produkter komm. Nach ni huet een eigentlech esou vill Leit op eise Wochemäert uechtert d'Land gesinn. Well d'Leit haten am Lockdown vill Zäit, fir spadséieren ze goen. Sou hu si och d'Butteker vun de Baueren aus hirer Géigend entdeckt. Fir nëmmen ee Beispill ze ginn: An der Gemeng Tandel huet e jonke Mënsch dat Konzept mat Erfolleg a Musek ëmgesat, an et gëtt souguer Politiker, déi do hir Eeër, hire Poulet an aner Saache kafe ginn.

Léif alleguer, eis Dierfer wuessen. An der „France profonde" gëtt et dogéint Uertschaften, déi nach ëmmer mat Landflucht gehäit sinn, sou wéi mir an de 70er- an an den 80er-Joren, well et do net vill Aarbechtsplaze gëtt, well och do net investéiert gëtt. Do gëtt keng nei Schoul gebaut. Do kënnt kee séieren Internet hin. Do ginn d'Stroossen och net esou séier erneiert.

Sou e luest Stierwe vun den Dierfer kenne mir heiheem net méi, virun allem, well d'Präisser vun den Immobilie ronderëm d'Stad besonnesch héich sinn, soudatt déi Leit, déi en Eegenheem wëllen, sech dësen Dram éischter am ländleche Raum wëllen erfëllen, well et do nach eenegermoosse bezuelbar ass. Anerer plënnere bewosst an de ländleche Raum, well si d'Natur, d'Landschaften an d'Rou schätzen, déi een hei nach fanne kann.

Dofir sinn eis Dierfer amgaang ze wuessen. An dat ass och eng Erausfuerderung. Déi nei Awunner, déi vläicht virdrun an enger Stad gewunnt hunn, hunn deelweis héich Ufuerderungen, besonnesch wat de Service um Bierger ugeet. An deem Fall kann eng Fusioun vu klenge Gemenge sënnvoll sinn. Esou kann ee Synergië schafen an dem Bierger dee beschtméigleche Service ubidden.

Léif alleguer, „Eist Duerf soll liewen", dat war eng Initiativ, déi ënnert dem Gaston Thorn an dem Robert Krieps an d'Liewe geruff gi war. Dës Initiativ geet op de sougenannten Appell vu Granada vum Europarot zréck. De Georges Calteux, fréieren Direkter vu Sites et monuments nationaux, ass 1977 mat der Iddi heemkomm, datt mir Pilotdierfer sollten eraussichen, am beschten een Duerf pro Kanton, déi kulturell opgewäert géife ginn. Dat waren ënner anerem: Welleschten, Chrëschtnech, Lellgen am Kiischpelt, Esch/Sauer, Buerglënster, Bënzelt-Holler a sou weider. „Eist Duerf soll liewen", net nëmmen hanner Potemkinsche Fassaden, mee duerch Mënschen an Aktivitéiten, déi dës Dierfer liewenswäert maachen. Pro Joer sinn ënnert dëser Aktioun ronn 500 Restauratiounen duerchgefouert ginn, och eebe grad am ländleche Raum. An dovunner huet eist Handwierk profitéiert an et goufen Aarbechtsplaze geschaf.

Haut ass d'Situatioun eng aner. Etlech vun eisen Dierfer sinn anonym Uertschafte ginn. De Motto „Eist Duerf soll liewen" ass lues a lues vergiess ginn. Et sinn zwar nach Projeten am Kader vum Développement rural verwierklecht ginn. Leader-Projete goufen ëmgesat. Sou goufen zum Beispill fréier Molkereien, Schoulen an aner Gebaier zu kulturellen Zentre vum Duerf, zu engem klenge Musée oder als Veräinsbau ëmgebaut a restauréiert, sécherlech eng ganz wäertvoll Initiativ.

An dach stellt sech haut awer d'Fro: Wat huet dat ënnert dem Strëch konkreet bruecht? Sinn eis Dierfer doduerjer méi belieft ginn? Oder sinn d'Dierfer haut méi wéi jee eng Plaz, wou ee wunnt a schléift, ouni vill mam alen Duerf a mam Duerfliewe selwer ze dinn ze hunn?

Ech denken, datt mer eis dem Motto „Eist Duerf soll liewen" op en Neits, op nei Manéier, mussen unhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- „Eist Duerf soll liewen" ass net nëmmen en Theema, et ass méi wéi jee en Defi. Eng Erausfuerderung ass et, fir déi Leit ze integréieren, déi nei op d'Land wunne kommen, fir datt si sech mat hirem neien Duerf identifizéieren. Ech denken do un den neie „Pakt vum Zesummeliewen", dee vun de Gemengen aus dem Réidener Kanton an de Gemenge Mäerzeg a Wolz kierzlech a Presenz vun der Familljeministesch ënnerzeechent gouf an deen de „bon vivre ensemble" färdere soll. Wéi kann een also d'Bierger nees méi derfir gewannen, an den Dierfer un engem prezise Projet matzeschaffen? Ee gutt Beispill liwwert do zum Beispill d'Duerf Sir an der Gemeng Bauschelt, wou déi restauréiert Schoul als Duerfcafé ëmfonctionéiert ginn ass, dee vun de Leit selwer animéiert gëtt. „Eist Duerf soll liewen", a fir datt et wierklech lieft, brauch et sécherlech och eng gewësse Convivialitéit a Plazen, wou dës ka gelieft ginn.

Léif alleguer, ech hat schonn eemol betount, datt mer eist Land als ee Ganzt solle kucken an datt mer virun allem dat traditionellt Zentrumsdenken hanner eis loosse mussen. Zu dëser Ausso stinn ech och nach haut. An dofir musse mer déi regional Zentren, wou d'Leit gewësse Basisservicer fannen, stäerken a färderen.

Dat ass jo och d'Haaptzil vun der Landesplanungspolitik vun der Regierung, déi mer viru Kuerzem matdeele gelooss huet, datt een interministeriellen Aarbechtsgrupp sech mat der Entwécklung vum ländleche Raum, mat der administrativer Dezentraliséierung a sou weider befaasse géif. Aner Sujeten, wéi de Coworking oder den Teletravail, géifen ugeschwat ginn. Zwee Sujeten, déi jo grad am Kader vun der Pandemie u Relevanz gewonnen hunn.

Den Här Gloden wëll jo haaptsächlech wëssen, wat fir en Impakt d'Pandemie op de ländleche Raum hat. Ech géif behaapten, datt de verstäerkten Teletravail wärend der Kris net zum Nodeel fir d'Entwécklung am ländleche Raum war. Lokal Butteker, souwäit se nach do sinn, hunn dovunner profitéiert. Wann een net all Dag muss an d'Stad oder ronderëm schaffe fueren, da geet een éischter nees bei säi lokale Mëttelständler, keeft also lokal. An Zukunft wäerten d'Leit nees sécherlech méi dacks op de Büro fueren, an trotzdeem méi dacks wéi soss an hirem lokale Restaurant oder Geschäft laanschtgoen, well se déi elo appreciéiere geléiert hunn.

Den Teletravail ass sécherlech net d'Wonnermëttel, fir eis Dierfer nees méi ze beliewen, mee den Teletravail wäert an Zukunft fir vill Leit een Deel vun hirer berufflecher Realitéit sinn. Meng Fraktioun wëll jiddefalls net, datt mir an Zukunft nëmmen nach vun doheem aus schaffen. Mir wësse genee, datt de Kontakt mat Aarbechtskolleegen enorm wichteg ass: fir de sozialen Austausch, fir dat mentaalt Gläichgewiicht an och, fir iwwerhaapt op kreativ Iddien ze kommen. Déi bescht Iddien, déi kritt een dacks an der Paus bei enger Taass Kaffi oder iwwregens iwwer engem gemeinsame Mëttegiessen. Mee den Teletravail ee bis zwee Deeg an der Woch wäert derzou bäidroen, datt d'Leit hir Zäit besser organiséiere kënnen, och fir méi an hirer Uertschaft kënnen ze bleiwen a sech emol eng Paus am eegene Gaart ze leeschten. Et sot e Mann vu Wolz mer: „Ma elo gesinn ech och erëm meng Zalot a mäi Kabes, déi ech samschdes gesat hunn, an der Woch wuessen." An et ass net esou falsch.

E Recht op Teletravail dierf een awer net als eng Verflichtung zum Teletravail ugesinn. Vill betraffe Leit géife soss hir sozial Kontakter verléieren. An dat wier net gutt fir hir mental Gesondheet.

Léif alleguer, a menger leschter Interventioun iwwert de ländleche Raum war ech op vill Sujeten agaangen. Ech hat zum Beispill vun der Telemedezinn geschwat. Och si gouf duerch d'Pandemie an Usproch geholl an huet misse souzesoen de Praxistest bestoen. Och si wäert, grad wéi den Teletravail, an Zukunft sécherlech méi dacks genotzt ginn. Mee och si wäert net de Kontakt mam Dokter, deen awer dacks onëmgänglech ass, ofschafen.

Ech hat deemools och gesot, datt et besonnesch am ländleche Raum wichteg ass, fir mobill ze sinn. Den Auto spillt natierlech heibäi eng wichteg Roll. Gläichzäiteg ass et eisen Usproch, datt all Bierger am Land Accès zu engem performanten ëffentlechen Transport huet. De gratis ëffentlechen Transport ass geduecht, fir Bus an Zuch méi attraktiv ze maachen, mee gläichzäiteg muss weider, dat wësse mer, un der Qualitéit geschafft ginn. Verschidde Verbindunge goufen iwwerschafft. An et muss e Bilan gezu gi fir ze gesinn, wou deen neien RGTR-Reseau d'Bedierfnesser ofdeckt a wou net. Mir wëlle jo keng eidel Busser duerch d'Géigend fuere gesinn. A gewësse Verbindunge mussen an deem Sënn iwwerschafft ginn. Dat schreiwen och déi zoustänneg Ministeren an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro. Et war awer keng vu mir!

Besonnesch ervirgehuewen hat ech och d'Expressbuslinnen. Mat wéinegen Arrêten an engem héijen Takt brénge si also d'Leit séier an d'Stad eran an eraus. Sou gëtt an der Gemeng Bauschelt de Moment un engem Opfangparking um Hareler Poteau geplangt, dee souwuel am Déngscht vum duussen Tourismus wéi awer och a grad am Déngscht vun de Beruffspendler stoe soll. Mat enger direkter Linn an den Zentrum vum Land soll hei d'Offer verbessert ginn.

Eng aner Fuerderung vun der DP ass d'Schafung vu méi Coworkingraimlechkeete souwuel op der Grenz wéi am ländleche Raum selwer. Sou schafft am Kader vun der Nordstad en Aarbechtsgrupp drun, fir datt esou Coworkingstrukturen och am Norde solle gefërdert ginn. De Staat géif weider administrativ Surfacen an der Nordstad lounen. Déi zousätzlech Büroen zu Ettelbréck, déi 2023 geliwwert kéinte ginn, géifen et dem Staat erlaben, déi administrativ Servicer am Nordbezierk ze verstäerken.

Ech wier just dankbar, wa mer gewuer géife ginn, wat fir Verwaltungen dat da konkreet solle sinn. Wat fir Verwaltungsdirekteren erlaben et dann hire Leit, fir deegweis a Coworkingspaces ze schaffen? Ech kenne Fonctionnairen, déi vun hirem Chef de service net erlaabt kréien, fir Teletravail ze leeschten, warscheinlech dann och kee Coworking, an anerer, déi erlaabt kréien, fir bis zu zwee bis dräi Deeg an deem Modus ze schaffen.

An da stellt sech och d'Fro, firwat mer net och u sou Coworkingstrukturen an anere Regioune sollen denken, zum Beispill am Raum Gréiwemaacher, am Kan-

ton Iechternach, am Weste vum Land, zum Beispill am Kanton Réiden, an an der Nordspëtzt, denke mer do besonnesch un d'Kantone Clierf a Wolz. Do misst een awer geschwënn, denken ech, eng Strategie festhalen, fir keng wäertvoll Zäit ze verträntelen.

Wéi och ëmmer, am Summer 2020 gouf sech am Oste vum Land Gedanke gemaach. An den transnationale Leader-Projet „Ländlech CoWorking-Espacen" gouf du gestart. Deem säin Zil ass et ze iwwerleeën, wéi dëst Konzept aus dem urbane Raum och am ländleche Raum ëmgesat ka ginn a wou gëeegent Standuerter fir esou Espacë wieren. Firwat net och am Éislek driwwer nodenken, fir virun allem jonk Fräiberuffler a Startuppen ze ënnerstëtzen? An der Nordstad géif schonn esou e Projet lafen, krut ech gesot.

Léif alleguer, den Här Gloden hat och no den Auswierkunge vun der Pandemie op den Tourismus gefrot. Am Pandemiesummer 2020 war Lëtzebuerg, hanner Frankräich, fir d'Lëtzebuerger déi zweetbeléifst Vakanzendestinatioun. Du jamais vu! Fir datt et dozou konnt kommen, huet den Tourismusminister Lex Delles mat senge geziilte Campagnen, fir „Vakanz Doheem" ze maachen, a mam 50-Euro-Bong a groussem Mooss bäigedroen. 2020 si bal 280 Infrastrukturprojete vum Tourismusministère finanziell ënnerstëtzt ginn. Ech hunn dat emol sou iwwert den Domm ausgerechent, den Här Minister ka mech awer gäre verbesseren: ronn 80 % vun dëse kommen a koumen de ländleche Géigenden zegutt.

D'Chamber huet elo a kuerzer Zäit zweemol iwwert d'ländlech Entwécklung an de ländleche Raum diskutéiert. Déi eng Riedner weisen op d'Problemer hin, déi aner proposéiere Léisungsusätz, anerer hunn eis nees vu Projeten erzielt, wéi de ländleche Raum méi attraktiv ka gestalt ginn. Et ass jo wierklech net esou, datt an all deene Joren näischt geschitt wier. Mee mir hu gemierkt, datt een natierlech nach Verschiddenes verbessere kann.

Dofir wëll ech der Regierung virschloen, „Assisë vum ländleche Raum" an d'Liewen ze ruffen: En institutionaliséierten, reegelméissegen a regionalen Dialog ronderëm d'Entwécklung vum ländleche Raum soll dat sinn, e Rendez-vous, wou all déi Betraffen hiren Input kënne liwweren, wéi een de ländleche Raum méi liewenswäert kéint gestalten. An der Kultur, ënner eisem Kolleeg Guy Arendt an der Kulturministesch Sam Tanson, goufen Assisë mam betraffene Secteur organiséiert. Idem gëtt et där Assisen am Beräich vun der Kooperatioun mat den ONGen.

Et wier jiddefalls dëst eng ideal Geleeënheet fir e pertinenten Austausch, fir nei Iddien ze sammelen, dës dann och nidderzeschreiwen a sech e Plang ze ginn, fir se ëmzesetzen. E Plang fir déi ländlech Entwécklung. Mir bräichten also esou Assisë vum ländleche Raum.

A Frankräich goufe schonn 2014 „Assises des ruralités", wéi de Manuel Valls se genannt huet, organiséiert. An an Däitschland gouf eréischt kierzlech déi 14. Editioun vum „Zukunftsforum Ländliche Entwicklung" organiséiert. Méi wéi 2.000 Leit aus der Politik, aus de Verwaltungen, Institutiounen a Verbänn, aus der Wëssenschaft an aus de Regiounen hunn un dësem Forum deelgeholl. Dës Kéier ënnert dem Titel: „Alles digital oder doch wieder ‚normal'? Neue Formen von Arbeit und Teilhabe als Chance für die ländlichen Räume". Ech kéint mer och duerchaus esou en oppenen Debat ënnert der Form vun Assisen hei am Land virstellen. Esou en Austausch soll also iwwert déi klassesch Leader-Aktiounen a Leader-Reuniounen erausgoen, well d'Entwécklung vum ländleche Raum ass, denken ech, méi villschichteg a méi nuancéiert wéi ugeholl. An dofir muss een dee Sujet transversal ugoen.

Léif alleguer, all Regioun hei zu Lëtzebuerg huet hiren eegene Wäert, all Géigend hiert eegent Potenzial an hir kulturell Eegenaart. Et ass wichteg, datt all Regiounen am Land iwwer essenziell Servicer verfügen. Denke mer nëmmen un déi medezinnesch Noutdéngschter, besonnesch owes an de Weekend. Mir sollten deemno eist Land als e Ganzt gesinn. An dofir musse mer an Zukunft méi dezentral plangen. Mir mussen d'Haaptstad, den Zentrum vum Land, entlaaschten, virun allem a puncto Mobilitéit, well Dezentraliséierung steet och a grad fir eng nei Dynamik am ländleche Raum.

Dezentraliséierung, sënnvoll Teleaarbecht, Coworkingstrukturen, Verbesserung vun der medezinnescher Versuergung a performant Infrastrukturen, dat sinn, sou denken ech, d'Schlësselwierder, wann et ëm eng Opwäertung a wann et ëm d'Beliewung vum ländleche Raum geet. Dat och ënnert dem Motto: „Eist Duerf soll liewen." Jo, liewe sollen eis Dierfer!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här André Bauler. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt dem Här Gloden Merci soe fir seng Initiativ, fir iwwert d'Entwécklung vum ländleche Raum haut hei ze schwätzen. Den Zäitpunkt schéngt mer nämlech ganz gutt, well engersäits elo no Joren déi véier grouss sektoriell Pläng a Kraaft sinn an en neie Plan directeur fir d'Landesplanung finaliséiert gëtt an anererséits, well mer no iwwer engem Joer Coronakris eng Rei Veränneerungen an eiser Gesellschaft hunn, déi duerchaus en Impakt op d'Landesplanung kënnen hunn.

D'Interpellatioun bezitt sech op vill verschidde Sujeten, déi alles an allem d'Liewensqualitéit am ländleche Raum ausmaachen. Dobäi wéilt ech rappeléieren, dass zu Lëtzebuerg dee gréissten Deel vun de Gemengen zum ländleche Raum zielen an dass dat net nëmmen den Norden an den Oste betrëfft. D'Agrargesetz, dat jo ee ganzt Kapitel iwwert d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit am ländleche Raum an iwwert d'Diversifizéierung vun der ruraler Ekonomie enthält, zielt am Artikel 64 just déi Gemengen op, déi net zum Milieu rural zu Lëtzebuerg gehéieren. Insgesamt sinn dat 26 Gemengen. Et bleiwen der also nach 76, déi zum ländleche Raum gehéieren.

All Regioun zu Lëtzebuerg huet hir eege Charakteristiken, an déi Diversitéit muss erhale bleiwen. Wichteg ass dobäi, dass all Bierger, egal wou e wunnt, e gudden Accès zu alle weesentleche Servicer huet. Genau dat gesäit de Plan directeur vun der Landesplanung vir: Engersäits soll den Eegenheete vun de Regioune Rechnung gedroe ginn, anerersäits sollen déi sougenannt Centres de développement et d'attraction, d'CDAen, gestäerkt ginn, fir dass d'Bierger iwwerall am Land an enger akzeptabeler Distanz all d'Basisservicer zur Verfügung hunn.

D'Politik kann also de Kader setzen, fir bestëmmten Entwécklungen ze encouragéieren, mee déi concernéiert Acteuren, wéi d'Gemengen an d'Leit, musse mat an déi Richtung goen, dermat jiddweree vun enger gewëssener Liewensqualitéit ka profitéieren.

Här President, d'Coronakris huet a kuerzer Zäit all eis Gewunnechten op d'Kopp gehäit. E puer vun deene Veränneerunge sinn duerchaus positiv. D'Digitaliséierung ass am leschte Joer ganz staark beschleunegt ginn. Aus der Nout eraus hu vill Entreprisen hir Leit an den Teletravail geschéckt. D'Leit hu sech a kuerzer Zäit organiséiert, fir hir Aarbecht vun doheem aus kënnen ze maachen. Dat Vundoheem-aus-Schaffe wäert sécherlech weider e Sujet bleiwen, och wann d'Situatioun sech erëm normaliséiert huet. Wann dat op fräiwëlleger Basis an am gemeinsamen Accord tëscht Patron a Salarié geschitt, da kann dat eng Rei positiv Effekter hunn, ënner anerem och op den Trafick.

Andauernd am Stau ze stoen, war virun der Kris en Theema, wat fir reegelméissegen Ierger gesuergt huet an e ganz negativen Impakt op d'Liewensqualitéit vun de Leit hat. De Lockdown huet eis virun Ae gefouert, wéi vill Zäit all Dag dobäi verluer geet - Zäit, déi ee soss eebe mat der Famill verbrénge kann oder Zäit, déi een notze kann, fir sech a senger Heemecht fir d'Gesellschaft ze engagéieren. Den Teletravail ass deemno en Element, wat och no der Kris muss gefërdert ginn. Mir kommen esou eisem Zil, dass Wunnen, Schaffen a Fräizäit raimlech beieneebruecht solle ginn, e Stéck méi no.

Här President, doduerch, dass wärend der Kris eebe grad d'Wunnen an d'Schaffen erëm méi no beieneebruecht gi sinn, konnten och déi lokal Commercë profitéieren. D'Leit hunn erëm méi Zäit an hiren Uertschafte verbruecht an hunn esou och méi do consomméiert, wat dozou gefouert huet, dass eng Rei lokal Commercen duerchaus méi Clientë wärend der Pandemie hate wéi virdrun.

Den Teletravail bitt also nei Chancen, fir eng ekonomesch Relance an de Regiounen ze förderen. Dofir ass et nëmmen ze begréissen, dass nach am Oktober d'lescht Joer déi Konventioun iwwert den Teletravail vun 2006 iwwerschafft gouf. Mee ausserhalb vun der Urgence stelle sech awer vill Froen, déi méi genau analyséiert musse ginn. Et ass dofir gutt, dass an der Chamber eng Souskommissioun gegrënnt gouf, déi sech mat allen Aspekter vum Teletravail beschäftegt, sief dat de juristeschen, den ekonomeschen oder de soziale Volet, dermat den Teletravail mat dozou bäidroe kann, d'Liewensqualitéit vun de Leit ze verbesseren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ee Secteur, dee besonnesch ënnert der Covidkris gelidden huet, ass dee vum Horeca, an dat iwwerall am Land. D'Caféen, d'Restauranten an d'Hoteller, déi iwwer Wochen a souguer Méint zouhaten, hunn eng schwéier Zäit duerchgemaach.

Mee och hei muss een differenzéieren: Wärend zum Beispill d'Hoteller an der Stad schwéier betraff si vun der Kris, well dee ganze Kongresstourismus ausgefall ass, hu sech d'Hoteller am ländleche Raum iwwert de Summer awer ganz gutt geschloen. Dat läit virun allem um Inlandtourismus, well et schéngt, wéi wann d'Lëtzebuerger hiert eegent Land entdeckt hätten. Dëst war ganz sécher och d'Resultat vun deene 50-Euro-Bongen - se sinn haut jo och schonn ugeschwat ginn -, déi dozou gefouert hunn, dass vu Clierf bis ënnen op d'Musel „Vakanz Doheem" gemaach ginn ass. Dofir war et och wichteg, wéi mir als LSAP e puermol gefrot hunn, dass dës Aktioun och géif verlängert ginn. A firwat net, fir nach emol en Incentive ze ginn, dës Aktioun och widderhuelen?

Mee onofhängeg dovunner, ob den Tourist aus dem eegene Land kënnt oder aus dem Ausland, ass et wichteg, dass Lëtzebuerg als Tourismusstanduert weider attraktiv bleift. An dofir muss weider an d'Infrastrukturen investéiert ginn. De Plan quinquennal du tourisme ass d'Roadmap dofir, wéi a wou eist Land sech a Saachen Tourismusattraktioune soll weiderentwéckelen. Well et si virun allem déi grouss Projeten, déi sougenannt Projets phares, déi d'Attraktivitéit vun enger ganzer Regioun verbesseren an doduerch nei Touristen unzéie kënnen.

Eng Regioun, déi attraktiv fir den Tourist ass, ass nämlech och eng Plus-value fir d'Awunner. A wann den Tourismussecteur floréiert, schaaft genau dee Secteur virun allem och Aarbechtsplazen am ländleche Raum, déi genau do wichteg sinn, fir d'Zesummeliewen do ze förderen. Esou Projete kënnen d'Attraktivitéit vun enger Regioun fir potenziell Touristen, awer och fir déi Leit, déi do wunnen, opwäerten an domat eng ekonomesch Plus-value fir déi ganz Regioun schafen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll elo nach vun der Geleeënheet profitéieren an op de Volet vun der Gesondheetsversuergung agoen. Den Här Gloden huet a senger Interpellatioun ganz vill Sujeten opgelëscht, soudass et net méiglech ass, op alles am Detail anzegoen.

Am Ufank vu menger Interventioun hunn ech gesot, dass, wann d'Leit och am Dag méi Zäit do verbréngen, wou se wunnen, eng Rei Basisservicer mussen erfëllt sinn. Dozou zielt eeben och d'Gesondheetsversuergung.

Kuerz Weeër fir bis bei all weesentlech Servicer a Commercë maachen d'Ofhängegkeet vum Auto manner grouss a kommen net zulescht deene Bierger entgéint, déi net esou mobill sinn. Hei spillen d'Gesondheetsservicer eng besonnesch Roll. Engersäits si si an hirer Organisatioun net ze vergläiche mat aneren administrative Servicer, anerersäits sinn awer grad krank oder eeler Leit, déi net esou mobill sinn, op eng gutt flächendeckend Versuergung ugewisen.

Här President, duerch d'Pandemie hu mer geléiert, dass mir eis och schnell am Gesondheetswiese kënnen adaptéieren, wann alleguer d'Leit un engem Strang zéien an zesummeschaffen. Et goufen eng ganz Rei Mesuren en place gesat, fir eng adaptéiert Prise en charge vu Covid- an Netcovidpatienten ze garantéieren. Ech wëll hei just un d'Centres de soins avancés erënneren, déi an all Regioun en place gesat gi sinn, gradesou wéi d'Large-Scale-Testing-Statiounen an d'Impfzentren. Mee och Teleconsultatioune goufen agefouert. D'Doktere konnten de Patienten um Telefon eng éischt Hëllef bidden, fir se duerno un déi richteg Plaz weiderzeorientéieren. Et konnten do souguer d'lescht Joer 240.000 Consultatiounen iwwer Telefon vun den Doktere gemaach ginn.

Här President, ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguer eens, dass d'Patienten, egal wou se liewen, ee gudden Accès zur Gesondheetsversuergung mussen hunn. Dëse Sujet, mat allem wat dozou gehéiert, ass jo och ee vun den Theemen, déi um Gesondheetsdësch aktuell diskutéiert ginn. An dat soll och onbedéngt am Dialog mat den Acteure geschéien.

Mir kënne sécher net alles iwwerall ubidden, mee mir brauchen op jidde Fall eng gutt Médecine de proximité, fir eng Prise en charge vun de Patienten ze garantéieren, onkomplizéiert an no bei hirem Doheem. Dofir musse mer Moyene fannen, fir d'Médecine de proximité ze förderen an ze verbesseren.

D'Gesondheetsministesch huet zu deem Theema rezent eng ganz Partie Aussoe gemaach a si huet och vun engem gesetzleche Kader geschwat fir Gemeinschaftspraxissen, un deene se an hirem Ministère amgaange sinn ze schaffen.

Well grad wann een d'Beispill vun enger Maison médicale fir den Osten hëlt, misste mer, duerch déi geografesch Lag, déi den Osten huet, net nëmmen eng Maison médicale, mee direkt dräi Ulafstelle schafen, fir jiddwerengem gerecht ze ginn. Mee dësen Opwand steet a kenger Relatioun mat de Ressourcen un Dokteren, déi mer zur Verfügung hunn. Dofir kënne Gemeinschaftspraxissen, déi an Zukunft vum Gesondheetsministère ënnerstëtzt solle ginn, eng Léisung am ländleche Raum sinn. Dofir ass et wichteg, dass den Zesummeschloss vun Dokteren an anere Gesondheetsberuffer legal encadréiert gëtt. Mir ënnerstëtzen dat, a besonnesch d'Virgab, dass et sech do ëm reng Sociétés professionnelles soll handelen, dat heescht: Et soll ee sech do nëmme kënnen associéieren, wann een och eng Autorisatioun huet, fir de Beruff am Beräich vun der Humanmedezinn ze exercéieren.

Firwat? Well wann d'Wuel vum Patient soll am Mëttelpunkt stoen, dann hunn d'Persounen oder d'Societéiten, déi reng kommerziell Interesse verfollegen, näischt doranner verluer. Dat selwecht gëllt allgemeng an der Diskussioun ëm de Virage ambulatoire an ëm d'Uschafung vu schwéieren Apparater ausserhalb vun de Spideeler.

Wichteg ass, dass ee muss fir d'éischt kloer wëssen, wat gutt a sënnvoll ass, am ambulante Beräich unzebidden, an ënner wéi enge Konditiounen. Dofir, an och do huet d'Gesondheetsministesch eng kloer Ausso gemaach, brauche mer e Plang fir den Extrahospitalier mat klore Krittären, wéi d'Demografie, d'Besoine vun der Bevëlkerung an d'Delaien - wou gëtt wat gebraucht a wéi vill? -, an dass d'Kontinuitéit vun de Soine gereegelt ass.

Dëst Theema wäert an deenen nächste Wochen a Méint nach eemol heibannen am Detail diskutéiert ginn, am Kader vun engem Debat iwwert de Virage ambulatoire. Mee och an engem aneren Debat, am Zesummenhang mam Gesondheetsdësch, dee sech jo och mat deene Sujete beschäftegt, wäert dat nach eng Kéier zur Sprooch kommen.

Fir eis als LSAP ass op alle Fall kloer: Bei der Gesondheetsversuergung muss ëmmer den Interêt vum Patient am Mëttelpunkt stoen a si dierf net vu kommerziellen Interesse geleet ginn. Jo zu enger Gesondheetsversuergung méi no um Patient, dat am Kader an op Basis vun engem universellen a solidaresche Gesondheetssystem, dee jiddwerengem déi beschtméiglech Versuergung garantéiert, onofhängeg vum Portmonni.

An domat wär ech schonn um Enn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Burton. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wärend der Pandemie krute vill Leit en neie Bléck, en neit Verständnis fir eis méi ländlech Regiounen: engersäits d'Awunner an d'Awunnerinnen aus dem ländleche Raum selwer, well se wéinst dem „Bleift doheem" an dem Teletravail méi Zäit an hirer Regioun verbruecht hunn, an anerersäits huet et och d'Awunner an d'Awunnerinnen aus den urbane Géigende verstäerkt eraus an d'Natur an an déi méi ländlech Géigende gezunn.

E klassescht Beispill: De Mëllerdall, deen hat esou vill Lëtzebuerger Touriste wéi nach ni. D'Stauséiregioun wéi och d'Miseler Land haten héich Visiteurszuelen, an och d'Campingen an d'Hoteller uechtert d'Land hate vill méi Lëtzebuerger Gäscht wéi soss. Hei gëtt et nach eng ettlech Beispiller, mee den Här Gloden hat déi schonn am Detail opgezielt an dowéinst widderhuelen ech dat elo net nach eng Kéier.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et ass am leschte Joer zu enger richteger Neientdeckung vun de Lëtzebuerger Géigenden, der flotter a gesonder Erhuelungswierkung vun der fräier Natur, vum Sport am Fräien, vum Vëlofueren, vun de laange Spadséiergäng a vun der Wäertschätzung vun eise verschiddene Paysagë komm. Et gouf awer och manner Verkéiersstau, speziell och manner Pendlerverkéier iwwer eis Autobunnen grad eweí iwwert d'Muselbrécken - een Effet, dee sech och an de ländleche Géigende spierbar gemaach huet.

Een negativen Aspekt, deen duerch d'Pandemie opgetratt ass, war virun allem an der éischter Phas vun der Kris am Beräich vun der medezinnescher Versuergung bei den Netcoronakranken, déi leider dacks ze kuerz komm ass. Mee dës Problematik géif ech elo net onbedéngt just op de ländleche Raum beschränken, mee op dee ganzen Territoire. Heirop ginn ech och méi spéit nach eng Kéier am Detail an.

Dee groussen Challenge ass elo: Wéi kënne mer dësen neie Kontext als Chance fir de ländleche Raum notzen? Wéi kënne mer déi positiv Entwécklungen opgräifen a consolidéieren an aus den negativen Entwécklungen déi richteg Léieren zéien? Dofir merci un den Här Gloden, fir dës Interpellatioun nach eng Kéier ugefrot ze hunn.

Iwwert dat lescht Joer huet d'Bevëlkerung, wéi gesot, hiert Land nei kenne geléiert. Corona huet zu enger reegelrechter Renaissance vum Wander- a Vëlostourismus gefouert. D'Autopedestere goufen online am Joer 2020 bal dräimol esou dacks ugeklickt wéi am Joer virdrun, an dat iwwer 200.000 mol.

Vill Matbiergerinnen a Matbierger hunn also duerch d'Vakanz doheem d'Schéinheet an d'Attraktivitéit vun eisem Land a virun allem vun eise ländleche Géigende nei kënnen entdecken oder och iwwerhaapt emol kënnen entdecken. Initiative wéi den Hotelsbong an de „Vëlosummer" hunn dëst natierlech nach verstäerkt.

Dës Kris gëtt eis d'Chance fir eng laangfristeg positiv Dynamik fir den Tourismus am ländleche Raum an domat och fir déi ekonomesch Entwécklung. Fir dës positiv Dynamik oprechtzeerhalen, musse mer also weider investéieren. Virop an den Erhalt vun eise Landschaften, eise Bëscher, eise Flëss, der Biodiversitéit, mee och an en attraktiivt Wander- a

Vëlosweenetz an a gutt Infrastrukturen. Hei gouf an de leschte Méint a Jore jo och scho vill gemaach.

E ganz flott a rezent Beispill ass eeben de „Vëlosummer". D'lescht Joer hunn hei 18 Gemenge matgemaach, sechs Circuite mat 270 km goufe proposéiert. De Succès schwätzt fir sech: Beim „Vëlosummer" d'lescht Joer hunn iwwer 40.000 Leit matgemaach. A wann een eleng d'Evolutioun vum leschte Joer op dëst Joer kuckt: Do hu mer 65 Gemengen, déi dëst Joer participéieren, an dat mat zwielef Circuite mat insgesamt 550 km.

Mir brauchen eng harmonesch an nohalteg Landesentwécklung, déi d'Fragmentéierung vun eisem Land verhënnert. Mat deen neie Plans sectoriels gouf dofir och e wichtege Schratt fir d'Attraktivitéit vum ländleche Raum gemaach. De Plan sectoriel « Paysages » ass en Instrument, wat ganz konkreet géint d'Zersiidlung virgeet, soudatt mer eis Landschaften an hir Funktiounen erhale kënnen. Well nëmme wann de ländleche Raum en attraktiven a gesonden Erhuelungsraum bleift, an deem ee sech gären ophält an an deem ee sech wuelfillt, bleift en och attraktiv fir den Tourismus.

Eis Investitiounen an eng nohalteg Entwécklung an an den Naturschutz sinn domat en zentrale Bäitrag zur ekonomescher Entwécklung vun eisem ländleche Raum. Hei wëll ech just kuerz de Projet de loi „Naturpakt" ernimmen. Ganz grob erkläert geet et bei dësem Instrument drëms, d'Gemengen ze encouragéieren an ze belounen, wa si aktiv ginn am Schutz vun der Biodiversitéit an de Ressourcen, wat d'ailleurs vill Gemengen a ganz besonnesch och vill Landgemengen haut scho maachen.

Ma och den effikassen Denkmalschutz, mat deem mir d'Schéinheet vun eisen Duerfkären erhalen, fërdert déi touristesch Attraktivitéit vum ländleche Raum. An dësem Kontext invitéieren ech jiddereen, eng Kéier op d'Musel ze kommen a sech vum Charme vun Ohn oder Éine verféieren ze loossen. Mam neien Denkmalschutzgesetz wäerte mer hei e Paradigmewiessel alauden hin zu enger nohalteger Valoriséierung vun eisem Patrimoine. Och dat kënnt dem Tourismus an dem ländleche Raum zegutt.

Iwwert déi aktuell Kris eraus bitt och d'Landwirtschaft enorm Chancë fir d'Entwécklung vum ländleche Raum, well och hei läit e grousst Potenzial fir den Tourismus: Regional a saisonal Produiten entdecken a genéissen, d'Produktioun vu Liewensmëttelen op eng authentesch Manéier verstoen a kenne léieren a gläichzäiteg vun eiser Kulturlandschaft profitéieren, dat sinn Erliefnisser, déi d'Leit unzéien an déi och en neit Bewosstsi fir nohalteg a lokal Produite schafen.

Nieft dem méi klassesche Bauerebetrib ass den Agrotourismus och fir d'Wënzer eng grouss Opportunitéit. A ville Wäiregiounen ass dës Zort vun Tourismus zu engem feste Bestanddeel vun der Wäikultur ginn.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Och eis Musel huet hei e grousst Potenzial. Fir eis Wënzerbetriber ass et eng Méiglechkeet, hir Aktivitéiten ze diversifiéieren. Dat verschaaft hire Produiten nach eng besser national wéi och international Visibilitéit. A gläichzäiteg schaaft den Agrotourismus och Aarbechtsplazen an der Regioun.

Wann ee sech d'Verdeelung vun der ekonomescher Aktivitéit bei eis am Land ukuckt, da fält natierlech op, datt sech ee weesentlechen Deel dovunner am Zentrum vum Land an der Stad ofspillt. Dëst si virun allem de Finanz- an den Déngschtleeschtungssecteur, awer och e groussen Deel vun de staatleche Verwaltungen. D'Implikatiounen dovu si bekannt: vill Verkéier an en erhéichten Drock op d'Wunnengspräisser.

Grad dofir ass et wichteg, datt mer och an deene méi ländleche Regiounen Aarbechtsplaze schafen. Well och wann d'Stad an och déi aner gréisser Ballungsraim wéi Esch an d'Nordstad wéinst hirer Attraktivitéit och an Zukunft déi Haaptzentre vum Emploi zu Lëtzebuerg wäerte bleiwen, esou däerf eise ländleche Raum net zu pure Schlofzentre verkommen. Andeems eebe grad Aarbechtsplazen am Tourismus, mee och am lokale Commerce erhale respektiv geschaf ginn, behale mir lieweg Dierfer.

Dat gëllt och fir den Horeca-Secteur. Wärend der Pandemie konnte sech, Gott sei Dank, vill lokal Restaurateuren nieft de staatlechen Hëllefen och duerch Livraisounen an Takeaway iwwer Waasser halen. Vill Restaurante si kreativ ginn an hu mat neie Konzepter d'Leit begeeschtert. Mee et spiert een och eng grouss Solidaritéit bei de Leit, déi méi wéi soss vum Dagesmenü vun der Horeca-Offer aus hirem Duerf profitéiert hunn oder momentan, trotz Reen a Keelt, dobaussen op den Terrasse sëtzen a consomméieren.

An dësem Kontext ginn ech och gäre kuerz op d'Situatioun vun eise Miseler Wënzer an, déi och e groussen Deel zur ekonomescher Aktivitéit bei eis am Oste bäidroen. Am Resümmee kann ee soen, datt de Konsum vum Lëtzebuerger Wäin a virun allem vum Lëtzebuerger Cremant dat lescht Joer réckleefeg war, wat gréisstendeels op d'Fermeture vum Horeca-Secteur zréckzeféieren ass. An da kënnt nach derbäi, datt keng Eventer waren, an dat am Sens large: Keng Dëppefester, keng Wäifester oder Foiren, keen Nationalfeierdag, keng Schueberfouer, keng Sportsevenementer, keng Hochzäiten, keng Betribsfeieren an och keng gréisser privat Soiréeën.

Par contre huet déi privat Clientèle vun de Wënzer sech verstäerkt an och ausgebreet. De Client huet sech hei bewosst fir de Lëtzebuerger Produit entscheet an huet duerch seng Ënnerstëtzung vu Wënzer och en Zeeche vu Solidaritéit gewisen. An och hei kann een nees d'Kreativitéit ervirsträichen: D'Wënzer hu sech vill Méi gemaach, fir och wärend der Pandemie de Kontakt zu de Clienten ze behalen, dat iwwer Social Media, Videotasting, Promotiounsvideoen oder Degustatiounsboxen. A virun allem huet den Onlinevertrib eng grouss Roll gespillt, well säit Corona huet quasi all Wënzer entweeder en eegenen Onlineshop op sengem Site oder ass der Initiativ „Letzshop" bäigetrueden.

D'Erhale vum Tissu économique am Beräich vun der Restauratioun an dëser Kris ass och fir d'Attraktivitéit an d'ekonomesch Entwécklung vum ländleche Raum immens wichteg. Déi nei Lackerungen, déi säit e Sonndeg a Kraaft sinn, sinn duerfir eng gutt Noriicht.

Ma och d'Usiidlung vun Industriebetriber schaaft Aarbechtsplazen an erhéicht d'Attraktivitéit vum ländleche Raum. Mam neie Plan sectoriel « Zones d'activités économiques » stinn iwwer 450 Hektar fir Betriber zur Verfügung, wouvun e groussen Deel a ländleche Regioune vun eisem Land läit. Duerch dëse Plan sectoriel assuréiere mir och eng geuerdent ekonomesch Entwécklung, déi sech an d'Ëmwelt an an d'Landschaft integréiert a gläichzäiteg en neit Potenzial fir déi lokal Ekonomie schaaft.

Komme mer zur Mobilitéit, och een immens wichtege Sujet hei am Land a grad an de ländleche Regiounen. D'RGTR-Reform ass e wichtege Baustee vun eiser Mobilitéitspolitik: eng Iwweraarbechtung hin zu engem neien, kohärente Konzept vu Buslinnen a Bushorairen, déi deels als Expressbuslinne funktionéieren, deels op nei Querverbindungen tëscht de Regioune setzen, Pôle-d'échangen, déi entstinn, eng besser Ofstëmmung vun de Buslinnen ënnereneen. An et gëtt un der Prioriséierung vum Bus duerch nei Buscouloire geschafft souwéi un intelligente Luuchtesystemer, fir grad och deenen aus de méi entleeëne ländleche Géigende besser Verbindungen ze garantéieren.

Hei geet et ëm en dynamesche Prozess, dee permanent amgaangen ass, sech nei unzepassen a sech neien Erausfuerderungen ze stellen, wat mat sech bréngt, datt sécherlech net alles vun Ufank u perfekt ass. Mee vu datt permanent Upassungen a Verbesserungen entstinn, gëtt dës Reform och ëmmer méi performant.

De Ministère huet hei op eng ganz participativ Approche gesat an huet déi ganz Reformphase vun Ufank un ëffentlech virgestallt a mat de Bierger a Biergerinnen an de Gemengen diskutéiert. Op Basis vun de ville Retouren a Verbesserungsvirschléi kann d'Busplanung iwwer Land ëmmer weider ergänzt a verbessert ginn. Schliisslech ass den Enjeu jo näischt manner wéi eng méiglechst zougänglech, zouverlässeg an nohalteg ëffentlech Transportoffer fir all Regioun am Land. An net ze vergiessen: Den ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg ass fir eis Residentë wéi och fir eis Gäscht a Visiteure gratis.

Selbstverständlech dierfe mer am Kontext vum ländleche Raum awer och den Auto net vergiessen. Et ass evident, datt den ëffentlechen Transport net all Demande decke kann. Ech sinn och dofir weeder anti-Auto nach sinn ech pro-Auto, mee ech plädéiere fir e multimodaalt Mobilitéitsverhalen, wat esou vill heescht wéi datt ee säi Mobilitéitsverhale sengem Alldag respektiv senger aktueller Situatioun upasse soll. Zum Beispill kann ee kuerz Strecken ouni Problem ze Fouss oder mam Vëlo maachen. Et mécht Freed, et mécht een eppes fir d'Ëmwelt an et mécht een och eppes fir seng eege Gesondheet. An nom permanente Sëtze vu villen dee ganzen Dag vu moies bis owes ass e bësse Beweegung sécherlech och net verkéiert an et deet gutt.

An der Pandemie huet de Vëlo jo och eng Renaissance erlieft, sou wéi ech et virdru scho kuerz erwäänt hunn. Net nëmmen d'Primmen haten an hunn en enorme Succès, mee et sinn och vill méi Leit mam Vëlo gefuer, souwuel als Fräizäitmëttel wéi och als Transportmëttel, woubäi och hei natierlech weider intensiv un der Infrastruktur muss geschafft ginn, fir d'Vëlofuere méi agreabel an esou sécher wéi méiglech ze maachen.

Bon, no der Pandemie wäert de Beruffs- a Pendlerverkéier duerch eis Uertschafte wuel nees zouhuelen. Dofir wäert och weiderhin un der Attraktivitéit vu Bus an Zuch geschafft ginn a virun allem wäerten d'Park & Ride-Capacitéiten op a virun eise Grenzen ausgebaut ginn. Manner Deplacementer mam Auto, dat geléngt eis awer och duerch eng besser Landesplanung, méi Dezentraliséierung an eng gutt Offer vu Proximitéitsservicer an alle Regiounen. Hei si weiderhin nach Efforten néideg, fir Wunnen, Schaffen, Akafen a Fräizäit méi no beieneenzebréngen a besser openeen ofzestëmmen.

Als nächste Volet wéilt ech nach kuerz op de Gesondheetssecteur agoen, wou ech och e puer Punkten ervirsträiche wëll. D'Pandemie huet eis virun Ae gefouert, wéi zentral d'Roll vun engem gutt funktionéierende Gesondheetssecteur fir eng Gesellschaft ass. Si huet eis och zimmlech andrécklech gewisen, datt de solidaresche Modell, op deem eis Gesondheetsversuergung baséiert, besser opgestallt war an ass, fir dem Géigewand vum Virus standzehalen, wéi dee vun de Länner, wou Privatmedezinner a Rationaliséierung dëse Solidaritéitsgedanken ënnergruewen hunn.

An der akuter Phas vum éischte Lockdown war eise gesamte Gesondheetssecteur iwwer Nuecht ëmorganiséiert ginn. Dat war net just fir de ländleche Raum eng Erausfuerderung, mee fir dat ganzt Land. Keen hat méi dee gewinnten Zougang zu sengem Vertrauensdokter, an déi ongewinnt Organisatioun an d'Angscht virum Virus haten dozou gefouert, datt bei ville Leit d'Therapien ënnerbrach goufen, Diagnosticken net gestallt goufen oder geplangt Operatiounen ofgesot goufen.

D'Testzentere vum LST waren uechter dat ganzt Land verdeelt; och de ländleche Raum war hei gutt bedéngt. An enger zweeter Phas goufen zwar Zentere reduzéiert, mee all Bierger hat weiderhi mindestens eng LST-Statioun a senger Regioun.

A fir dann nach kuerz op d'Impfzenteren anzegoen: Bei Verschiddene koum jo d'Diskussioun op, datt den Impfzentrum vum Osten zu Munneref wier an dat awer eventuell kéint e bësse wäit sinn. Ech mengen, dee wichtege Punkt bei der Impfdiskussioun ass eigentlech e ganz aneren, an zwar: All Regioun huet hiren Impfzentrum a wat zielt ass, datt d'Phase vun der Impfcampagne konsequent duerchgezu ginn, soudatt all Bierger seng Invitatioun kritt. Mir si mat der Impfcampagne an der leschter Phas, der Phas 6, ukomm, an et gesäit och duerno aus, datt déi grouss Majoritéit vun den Impfberechtegte bis virum Summer och geimpft wäert sinn.

Mir Gréng sinn der Meenung, datt d'Froen, déi d'Pandemie fir de Gesondheetssecteur opgeworf huet, net lokal kënne beäntwert ginn. Hei musse Konklusiounen hier, déi fir d'Stäerkung vun eisem Gesondheetssystem insgesamt musse gëllen. Mir wäerte méi am Detail op dës Froen an der Interpellatioun, déi d'CSV zu dem Virage ambulatoire a Covid-19 ugefrot huet, agoen.

Als Ofschloss géif ech gäre mat engem ganz wichtege Punkt ofschléissen: D'Coronakris huet eis nach emol virun Ae gefouert, wéi wichteg oppe Grenze sinn, wéi wichteg d'Zesummenaarbecht an der Groussregioun ass. D'Pandemie huet eis op eng erschreckend Aart a Weis gewisen, wéi séier fir selbstverständlech gehale Saachen erëm a Fro gestallt kënne ginn, an dat och an Europa an dat och op eise Grenzen, a wéi vulnerabel een dann direkt ass als Mënsch, dee just nach iwwer gréisser Ëmweeër op seng Aarbecht kënnt oder vläicht guer net méi bei Frënn a Famill op där anerer Säit vun der Grenz kënnt.

Natierlech ass dat kee reng ländleche Problem, mee e risege Problem fir eist ganzt Land. Et gëllt zesummenzehalen an zesumme Solutiounen ze fannen, ob dat an der Kris ass oder no der Kris. A wat och net däerf geschéien, ass, datt mir eng Regioun géint déi aner ausspillen. Eist gemeinsaamt Zil muss et sinn, fir aus Entwécklunge wärend der Pandemie Léieren ze zéien an d'Chance ze notzen, fir d'Entwécklung vum ländleche Raum hei am Land harmonesch an nohalteg ze gestalten.

An da géif ech gären nach eng Kéier op e klenge Punkt zréckkommen, deen ech schonn erwäänt hunn: Jiddereen heibannen ass jo amgaangen, fläisseg d'Noriichten ze suivéieren an ze consultéieren, a warscheinlech ass et och kaum engem entgaangen, datt d'Situatioun an Indien immens, immens, immens dramatesch ass. Ech huelen dat Beispill, well mer haut hei am Kontext vum ländleche Raum sinn a vun eiser Pandemie, an ech wëll domadder e bëssen däitlech maachen, datt ländleche Raum net gläich ländleche Raum ass. D'Definitioun vum ländleche Raum an Indien ass definitiv eng aner wéi d'Definitioun vum ländleche Raum hei bei eis am Land.

An Indien, am ländleche Raum, hu se kaum Accès zu Waasser, zu propperem Waasser sécher net, d'Stroosse si schrecklech, d'Infrastrukture si fuerchtbar, den Accès zu Gesondheetszenteren, zu Spideeler, zum Dokter ass quasi onméiglech a wa se awer dohinner mussen, da musse se sech Kilometeren a Kilometeren deplacéieren, fir dohinnerzekommen, an dat warscheinlech ouni Auto an ouni Bus, well déi Méiglechkeet einfach net do ass.

D'Situatioun an Indien ass esou dramatesch, well se hire Läichen net méi Meeschter ginn. D'Krematorie sinn iwwerfëllt; déi meescht Läiche ginn op de Parkinge verbrannt. D'Familljen hu keng Suen, fir sech Holz ze leeschten, fir hir verstuerwe Familljememberen ze verbrennen. Wat maache se? Si vergruewe se a si maachen eng Zeremonie nieft hirem hellege Floss, dem Ganges. De Problem ass, wann d'Waasser e bësse steigt, da ginn all déi Läichen an d'Waasser geschwemmt. An ech muss Iech d'Ausmooss net erklären, wat et heescht, wann Honnerten an Honnerte vun doudege Mënschekierper an engem Floss schwammen.

Fir där Problematik entgéintzewierken, ass e grousst Opfaangnetz gespaant ginn, fir déi Läichen opzefänken, fir se dann awer iergendwéi aus dem Waasser ze fëschen an dann awer d'Méiglechkeet ze hunn, se vläicht anzwousch anescht ze verbrennen.

Ech erzielen Iech déi Geschicht, well ech et immens wichteg fannen, datt mäi Message esou verständlech an esou novollzéibar wéi méiglech eriwwerkënnt: An zwar ass et e Luxus, datt mir 20 Minutten, 30 Minutten, vläicht och 40 Minutte mat eisem Auto musse fueren, mam organiséierten Transport vun der Gemeng, mam Bus oder mam Zuch, fir an den Impfzentrum ze kommen an do kënne vaccinéiert ze ginn.

Ech wëll einfach just nach eng Kéier rappeléieren, datt mer eis däers Privileeg bewosst solle sinn, datt mer dat wäertschätzen an datt mer ophale mussen, vill ze dacks déi falsch Säit respektiv déi schlecht Säit vun der Medail ze kucken.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Gary. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo hei scho ganz villes héieren an Dir och. Ech mengen, wa mer alles dat nolauschteren, da kann ech just feststellen: Et ass net alles wäiss, et ass net alles schwaarz; et läit alles a Grotéin. Ech mengen och, dass d'Situatioun hei besser ass wéi an Indien, dat ass jo evident. Ech mengen, hir Problemer sinn aneschters gelagert wéi eis. Kommt, mir konzentréieren eis awer trotzdeem och drop, fir eis Problemer hei, déi et awer gëtt, ze verbesseren!

Ech hunn och hei eng gewësse Balance eraushéieren - den Här Bauler huet dat am Fong erëm eng Kéier ganz flott gemaach, ech wousst zwar net ëmmer richteg, a wéi eng Richtung e géif tendéieren -, eng gewësse Balance tëschent engersäits der Entwécklung no vir, déi mer jo awer musse maachen, déi Vir- an Nodeeler huet, an anerersäits awer och enger gewëssener Nostalgie an, ech soe mol, deem méi traditionelle Liewen, wat mer am ländleche Raum nach fannen a wat och seng Vir- a seng Nodeeler huet. An ech mengen, dat ass eppes, wat ganz vill Lëtzebuerger och esou spieren.

Ech hu ganz vill hei geännert vun deem, wat ech wollt soen, wéi ech dat alles héieren hunn. Ech wollt awer am Ufank einfach e bëssen op eppes agoen, wourënner ech e bësse leiden - dat ass meng Déformation professionnelle als Geograf -, wann ech esou Wierder liese wéi „milieu rural", „milieu urbain", „région excentrée"; da kënnt dat alles erëm, wat ech iergendwann eng Kéier op der Uni geléiert hunn. An ech wollt hei profitéieren, fir dozou e puer Saachen ze soen.

Dat Éischt, dat ass - Dir kennt dat jo: Wann de Lëtzebuerger seet: „Mir ginn an d'Stad", dann ass kloer, wéi eng Stad gemengt ass, well mir hu jo just eng Stad respektiv mir hate just eng Stad. Dat ass jo net méi de Fall. Dat ass an der Rei.

Offiziell hu mer zwielef Stied. An do si mer am Fong bei engem Theema, wat mer an der Geografie och ëmmer vill diskutéiert hunn. Dat ass: Wat ass iwwerhaapt eng Stad? Wat ass e Milieu urbain? Wat ass e Milieu rural? Wat ass eng Région excentrée? A wat net? Einfach d'Fro emol stellen: Ass Gréiwemaacher e Milieu urbain? Jo. Iechternach? Jo. Wou ass den Ënnerscheed zwëschent deem engen an deem aneren? Wéi gesot: Wat ass eng Stad?

A Lëtzebuerg ass dat gereegelt. Do gëtt den Numm „Stad" vergi vum Lëtzebuerger Staat, vun der Regierung. Mir hunn zwielef Stied, déi an dee Genoss kommen. Dat kënnt nach aus der Zäit vum Mëttelalter. Eng Partie Stied sinn derbäikomm virun 100 Joer ongeféier: Esch, Déifferdeng an esou weider. An do fënnt een natierlech dann trotzdeem Onlogeschkeeten, wéi zum Beispill, dass Veiane mat knapps 2.000 Awunner als Stad zielt, wärend Péiteng mat bal 20.000 Awunner offiziell net als Stad zielt.

M. André Bauler *(DP).*- Veiane war eng Grofschaft.

M. Fred Keup *(ADR).*- Dat ass vläicht eppes, wat net esou de Punkt hei ass. Ech wollt dat awer just eng Kéier umierken.

Wéi och nach en anere Punkt, wat mech och scho jorelaang trotzdeem ëmmer verwonnert, wann déi Diskussioun opkënnt, dat ass am Fong, wa mer iwwert d'Stad Lëtzebuerg schwätzen: Wou hält d'Stad Lëtzebuerg op a wou fänkt d'Stad Lëtzebuerg un? Hält d'Stad Lëtzebuerg op der Areler Strooss op, bei der Klinick, beim Schëld, wou steet

„Stroossen“ op där enger Säit an op där anerer Säit „Lëtzebuerg“? Hält d'Stad Lëtzebuerg do op? Wéi vill Awunner huet d'Stad Lëtzebuerg?

Wa mer vun der Stad schwätzen, da muss ee sech awer bewosst sinn, dass eng Stad net do ophält, wou eng Gemengegrenz ass. Eng Stad besteet am Ausland oft aus e puer Gemengen. Duerfir ass dat eppes, wat ech och eng Kéier hei wollt einfach zum Denke matabréngen, dass d'Stad Lëtzebuerg sécherlech méi grouss ass wéi d'Gemeng Lëtzebuerg. Dat ass eng ganz Agglomeratioun, d'Stad Lëtzebuerg, déi praktesch 200.000 Awunner huet. A jee no de verschiddenen Etüden, déi gemaach gi sinn déi leschte Joren, bezitt dat ganz sécher mat an: Stroossen, Walfer, Hesper. Dat gehéiert zur Stad Lëtzebuerg. An dat kann och nach goen, deemno wéi, verschidde Kaarten hunn ech gesinn, bis op Stengefort, Schëtter, Réiser, wann een dat matabezitt.

Alles dat just als Denkustouss. Komme mer awer zréck bei d'Theema!

Wéi war d'Entwécklung an de leschte Joren an eisen Dierfer? Also gi mer emol an de ländleche Raum. An dat ass och am Ufank hei vum Här Gloden ugeschwat ginn, och duerno vu verschiddenen anere Riedner. D'Postfilialen, mir haten der 100 an der Zäit. D'Zil, dat d'Post uginn huet, ass 15 Postfiliale bis 2025. Do geet natierlech eppes verluer. An net nëmmen dee renge Service, deen een do kritt, wann een en Timber siche geet, mee iwwerhaapt dat ganzt Duerfliewe mat deene Persounen, déi do schaffen, mam Bréifdréier. Dat spillt jo eng ganz grouss Roll, grad a méi klengen Uertschaften.

Et ass geschwat gi vun de Policekommissariater. 2016 hate mer nach eng ganz grouss Well vu Fermeturë vu Kommissariater. Dat selwecht kann ee soe fir d'Spuerkeess, déi zu 100 % och dem Staat gehéiert a wou mer och zréckgaange sinn, vun ongefeier 100 op - wann ech mech net ieren - eppes ëm déi 50 Filialen. A weider geet dat.

Och dat kann een natierlech guttheeschen am Sënn vun der Modernisatioun/Digitaliséierung, mee trotzdeem geet awer grad am ländleche Raum, a klengen Uertschaften, wou dann esou eng Spuerkeess war, eppes verluer. An och, praktesch gesinn huet et fir eng Partie Leit Nodeeler.

Dann ass geschwat gi vu Schoulen. Mir hunn an de leschte Joren d'Tendenz gehat, fir an de Gemengen, oder souguer iwwert d'Gemengen eraus, grouss Zentralschoulen ze bauen. Och dat huet natierlech Virdeeler. Mee et huet och ganz kloer Nodeeler, wann dat a klengen Uertschaften, wou trotzdeem fréier kleng Schoule waren, verluer geet. Do geet eppes am Duerfliewe verluer. An ech mengen, et sollt een net einfach ëmmer soen: „Jo, super. Eng Zentralschoul mat 600 Schüler. Gemengen, déi zesummeschaffen.“ Dat ass awer net ëmmer just gutt! Do gëtt et och Nuancen.

Et ass geschwat gi vum Mëttelstand. Jo, a villen Dierfer gëtt et keng Epicerien, keng Bäckereie méi. D'Qualitéit vum Liewen am Duerf geet zréck. An ech mengen, do muss een higoen, fir erëm eng Kéier déi néideg Konditiounen ze schafen, fir dass dat dohinner kënnt, souwäit wéi et méiglech ass. Well mir wëssen alleguerten: Iwwerall, ob dat zu Iechternach ass, zu Maarnech, entstinn op der Grénger Wiss Akafszenteren. An an deene klenge Stied - Wolz, Clierf, och Veianen -, do stierft de Commerce aus.

Ech mengen, ech sinn net ganz oft elo zu Clierf; eemol d'Joer zu Gréiwemaacher. Mee wann een nëmmen eemol d'Joer dohinnergeet, da gesäit een déi Entwécklung vläicht nach besser wéi een, deen all Dag do lieft. An do hu mer wierklech eppes, wat verluer geet, wat och a puncto Tourismus ganz schued ass. Et huet mech ëmsou méi gefreet, dass e Samschdeg e Kolleeg laanschtkomm ass, an deen huet mer e Kaddo matbruecht aus engem Geschäft vu Gréiwemaacher. Et gesäit een awer, dass et och nach do positiv Punkte gëtt. Mee d'Leit mussen natierlech dohinnergoen. An net jiddweree mécht dat.

(Interruptions)

D'Veräiner, déi an den Dierfer eng grouss Roll spillen, verschwannen och deelweis. Et sinn och Fusiounen, déi no vir gedriwwe ginn, sief dat a Sportsveräiner an esou weider. Do sollt een och oppassen, dass een déi Veräiner héichhält, grad elo an der Covidkris. Dat ass och deelweis geschitt. Dat ass och gutt geschitt!

Ech mengen, vill Veräiner leiden drënner, dass keng Fester sinn, wéi iwwerhaapt d'Duerfliewen dorënner leit, dass keng Fester sinn. Mir hunn hei grad vun de Wënzer vill erzielt kritt. Absolutt! D'Wënzer hunn, souwäit ech weess, 60 % bis 70 % vun deem verkaaft, wat se soss verkaaft hunn. Dat heescht, et ass e schlecht Joer gewiescht fir d'Wënze, quitte dass se vläicht verschidden eenzel Clientë bäigewonnen hunn. Dat soll een net méi positivschwätzen, wéi et ass. D'Situatioun ass net gutt!

Och mat de Bongen, mat den Hoteller: Eng super Iddi fannen ech dat. Mee och do hunn awer net esou vill Leit drun deelgeholl, wéi ee sech dat hätt kënnen erwaarden. Bon.

(Interruption)

Dann e wichtege Punkt, deen ugeschwat ginn ass, dat ass déi medezinnesch Versuergung. Effektiv hunn ech eng Kéier selwer materlieft, wéi ech zu Wäisswampech eng Persoun gesinn hunn, déi schwéier blesséiert war an déi bal eng hallef Stonn huet mussen op eng Ambulanz waarden, wat et heescht - a Wäisswampech gehéiert doudsécher zu enger Plaz, déi da méi entleeë läit -, op esou enger Plaz ze wunnen! An et huet sécherlech vun der Gesondheet hier Nodeeler, ob een do wunnt respektiv ob een op enger Plaz wunnt, déi méi no bei enger Klinick ass am urbane Raum.

Apdikten, déi Déngscht hunn, ass en anere Punkt. Dat hunn ech elo grad gekuckt: Do gëtt et dann Deeg, wou erëm an engem ganze Kanton - Wolz zum Beispill - keng eng Apdikt Déngscht huet. Mir hu geschwat iwwert d'Maisons médicales, wou eng am Oste feelt. Dat kann ech absolutt deelen. Mir hunn awer och gesinn, dass déi Saachen ofgebaut ginn. Ech schwätzen, zum Beispill vun der Klinick zu Wolz, wou eng Partie Servicer net méi ugebuede ginn. Och dat ass schued.

Da kommen ech nach zu engem anere wichtege Punkt: den ëffentlechen Transport, dee fir de ländleche Raum sécherlech och gratis ginn ass, wat em awer net immens vill hëlleft, well en net onbedéngt ganz gutt ass a well en och natierlech schwéier ze organiséieren ass, well eventuell net vill Leit dermat fueren.

Den Auto ass extreem wichteg. Grad fir déi Leit, déi méi entleeë wunnen, grad fir déi Leit, déi an den Dierfer wunnen, wou net méi vill Mëttelstand ass, grad fir Leit, déi am ländleche Raum wunnen. Do sollt een also och oppassen, wann ee verschidde Moossnamen hëlt géint den Autosverkéier oder wann een d'Steieren erhéicht op deene Saachen, dass dat grad deene Leit, déi am ländleche Raum wunnen, dach awer dann net zeguttkënnt. Et soll een net ze vill déi urban, déi stättesch Bevëlkerung am A hunn, déi vläicht da mam Vëlo ka fueren oder kann ze Fouss goen, mee och déi aner.

Ech wollt da kuerz e Wuert soen - a, dat huet mech awer e bëssen intriguéiert -: „Landschaften erhalen“ ass gesot gi vun deene Gréngen. Do hunn ech direkt geduecht: „Schéi Landschaften erhalten, dat mécht een zum Beispill net, andeems een 200 Meter héich industriell Wandanlagen dohinner baut.“

(Interruption)

An dann huet mech awer och nach - eng kleng Pick muss awer sinn - eppes bei deene Grénge gewonnert, wéi gesot ginn ass: „D'Usiidlung vun Industriebetriber erhéicht d'Attraktivitéit vum ländleche Raum.“ Dat ass vun engem Gréngen. Dat fannen ech och eng zimmlech gewoten Ausso. Ech wéilt et awer elo dobäi beloossen.

Komme mer zum Schluss. Summa summarum weisen, mengen ech, eng ganz Partie Beispiller awer, dass mer eng Entwécklung materliewen, déi ëmmer méi den urbane Raum an de Vierdergrond setzt a manner de ländleche Raum. An ech mengen, dat ass awer och deelweis eng Entwécklung, déi normal stattfënnt, mee et ass awer och en Saach vu politeschem Choix.

A mir géifen eis op jidde Fall wënschen, dass dee ländleche Raum erëm méi géif an de Fokus réckele vun der Politik - quitte dass et natierlech Ënnerschidder gëtt. Déi kann ee jo net niéieren. Ech mengen, Draufelt kann net déi selwecht Servicer ubidde wéi Diddeleng. A mir musse jo och eis ländlech Géigenden net urbaniséieren, mee hinnen an hirer Ländlechkeet hëllefen. Et geet drëms, fir déi Regioune gläichwäerteg ze behandelen, a grad déi Regiounen um Land, wou mer nach de Kontakt mat der Natur hunn, wou mer nach vläicht méi dat authentescht Zesummeliewen hunn, wou d'Leit nach een deen anere kennen, fir dat nach ze erhalen, am Westen, am Osten, am Norden, iwwerall, am Éislek. Ech mengen, dat misst eis am Fong alleguerten immens wichteg sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner, wann ech dat richteg esou gesinn, fir seng virleefeg lescht Interventioun, ass den Här David Wagner. David - wann ech dat esou däerf soen? -, du hues d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci Mars. Merci, Här President. Et ass jo déi lescht Ried, dann däerf een dat. Dann däerf een „exzentresch“ sinn, dorëms geet et jo an dëser Ried. D'lescht Joer hat mäi Kolleeg, de Marc Baum, déi grouss Éier, fir zum exzentresche respektiv zum ländleche Raum ze schwätzen. Mir hunn awer fonnt an der Fraktioun, datt et e bësse komesch wier, datt grad en Escher iwwert de ländleche Raum géif schwätzen. Dofir hu mer decidéiert, dëst Joer e Stater ...

(Hilarité)

... dohinnerzeschécken. Dat ass eendeiteg méi kredibel, mengen ech!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- D'Stad an Esch hunn och Gréngzonen.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mir hoffen op jiddwer Fall, datt mer an der nächster Legislaturperiod och Deputéierter hunn, déi aus richtege ländleche Géigende kommen. Mir schaffen drun - passt op!

Den honorabelen Här Gloden huet eng ganz Partie Sujeten ugeschwat. Ech wäert mech op e puer Sujete konzentréieren. Ee Sujet, deen interessant ass, deen u sech natierlech och de ländleche Raum mat senge Particularitéiten, awer natierlech och d'ganzt Land betrëfft mat senge Particularitéiten, ass zum Beispill dee vum Teletravail, dee sech jo justement och elo grad am Kontext vum Covid verschäerft huet, dee sech etabléiert huet a wou ee sech duerno muss Froe stellen, wéi mer dat och an de Grëff kréien.

Ech mengen, do gëtt et Froen, déi sech da stellen, ganz onofhängeg dovunner, ob een um Land lieft oder an enger Stad lieft. Dat ass den Droit à la déconnexion an esou weider. Et ass och d'Gefor, datt een ëmmer manner Sozialliewen huet, well ee keng Aarbechtskolleege méi gesäit, wat och bedeite kann, datt ee sech manner op der Aarbecht verteidege kann - dat däerf een ni vergiessen -, mee datt ee sech och nach selwer ausbeut no der Ausbeutung, déi vläicht och nach vun der Entreprise selwer kënnt.

Mee et kann een natierlech och soen, fir Leit, déi am ländleche Raum liewen, konnt den Teletravail eng kleng Entlaaschtung bedeiten, well wa se zum Beispill relativ wäit fort schaffen, eeben an enger urbaner Géigend an der Stad oder vläicht och am Minett, musse se sech eendeiteg manner beweegen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ass dann den Teletravail d'Léisung dovunner? Oder muss een net dohigoen a sech d'Fro stellen, firwat mer esou en Desequiliber hunn hei am Land, datt Leit, déi an exzentreschen, a peripheeren oder semi-rurale Géigende liewen - ech si kee Geosproff, mee ech mengen, d'Terminologie ass wierklech net sou evident -, firwat déi da wäit Weeër mussen zréckleeën. Ass d'Léisung den Teletravail oder läit d'Léisung net doranner, datt ee muss deen Desequiliber opbriechen, datt een och muss derfir suergen, datt all Betriber sech net onbedéngt op gewëssene Punkte konzentréieren?

An dat soen ech grad als Stater, well mer eis jo och selwer als Lénk oft am Stater Gemengerot och dofir engagéiert hunn, datt zum Beispill eng Stad méi solidaresch mat anere Gemenge virgoe soll an och ophale soll, systematesch all Betrib wëllen unzeéien, well mer och grad der Meenung sinn, datt een eng Dezentraliséierung brauch hei am Land. Dat ass souwuel gutt fir d'Leit, déi selwer an der Stad liewen, well mer do e kompletten Desequiliber hunn, wat d'Aarbechtsplazen ugeet par rapport zu der Awunnerzuel, an dat huet och natierlech Konsequenzen op den Trafick, an anerersäits hätt dat den Avantage, datt een och an anere Gemenge géif méi ekonomesch Aktivitéiten implantéieren, wat fir hir Finanzen natierlech gutt wier a wat och Aarbechtsplazen op deene Plaze géif schafen.

Esou eng Solidaritéit géif zum Beispill heeschen, datt mer eis staark iwwerleeën, wéi mer mat de Gemengefinanzen ëmginn a mat der Besteierung, mat de Gemengesteieren. Well mir hunn hei zu Lëtzebuerg iwwer 100 Gemengen, déi u sech, deemno wéi, géigesäiteg Steierdumping bedreiwen, andeem se den Hiefsaz vun der Gewerbesteier sou déif wéi méiglech versichen ze halen. An der Stad ass dat zum Beispill de Fall, a mir fannen dat net gutt.

Dofir hate mer och ëmmer scho gesot, et misst een eng Initiativ ergräifen, wéi dat och am Minett geschitt ass mat gewëssene Gemengen, datt se gesot hunn: „Mir maachen en eenheetlechen“, also „mir versichen, dee selwechten Taux ze hunn.“ Bon, natierlech muss jiddereen do matmaachen, mee do kéint ee schonn derfir suergen. Dat ass ee Steierungsinstrument, dat net all Problem léist, mee dat wéinstens awer dozou kéint bäidroen, datt sech net ëmmer alles, all Betriber géifen op enger Plaz konzentréieren.

De Problem ass jo och nach deen: Wa sech alles do konzentréiert, da gëtt d'Liewen ëmmer méi deier. An enger Stad wéi d'Stad ass et elo immens schwéier, souguer mat enger normaler Pai, e Logement ze fannen. A ganz oft gi Leit dann och méi an den Norden, zum Beispill, well ee sech do nach éischter eng Wunneng besser leeschte kann.

De Problem ass: Duerno musse se erëm méi wäit fueren. An da muss een och ëffentlech Transportmëttelen hunn, déi gutt funktionéieren - a „gutt funktionéieren“, dat hu mer zu Lëtzebuerg -, mee déi wéinstens och wierklech alles verbannen. An da stellt sech d'Fro: Majo, mee wéi geet dat? No wat fir enge Krittäre funktionéieren ëffentlech Transportmëttelen? Natierlech net no deene vun der Rentabilitéit, well si kënnen net rentabel sinn. Mee mir mengen och … Et héiert een oft sou, et gëtt gesot: „Jo, mee dann hutt Der Busser, déi hallef eidel dorëmmer fueren oder souguer zu engem Drëttel oder nëmmen zu 25 % besat dorëmmer fueren.“ Mir stellen awer och fest bei de Leit, déi am Auto sëtzen, datt déi och meeschtens mat hiren hallef eidelen oder nëmmen zu engem Véierel besaten Autoen dorëmmer fueren. Dat heescht, déi Logik, déi gëtt et iwwerall.

D'Wunnengen. Wann ee scho bei de Wunnengen ass, ech mengen och, wann ee vun Dezentraliséierung schwätzt, da muss ee vu Gemenge schwätzen. Mir hunn e Gemengegesetz, wat de Gemenge jo eng Partie Responsabilitéite gëtt, wat vum Napoleon senger Zäit kënnt a wat natierlech muss iwwerduecht ginn. Ech mengen, déi Diskussiounen hate mer jo och schonn. An et muss ee sech wierklech d'Fro stellen, inwiefern d'Gemengen och d'Responsabilitéit vum Wunnengsbau solle kréien an och eng Responsabilitéit, eng richteg verbindlech Responsabilitéit solle kréien, fir soziale Wunnengsbau ze maachen. Wien awer Responsabilitéit bei de Gemenge seet, dee muss awer och duerno soen, datt déi Gemengen och mussen d'Mëttelen hunn, fir dat ze iwwerhuelen. Well mir wësse jo och, datt zemools méi kleng Gemenge Schwieregkeeten hunn. Et geet net drëms, fir Wunnengen ze bauen, mee éischter, fir se duerno ze verwalten. Dat ass net esou evident. Ech mengen, déi Iwwerleeung muss een ëmmer méi féieren.

D'ëffentlech Déngschtleeschtungen, dat ass och eng ganz wichteg Saach. Et gëtt oft geschwat vun de Kommissariater, vun der Post, vun de Bankagencen, déi mussen no beim Bierger sinn. Där Meenung si mir och. Dat funktionéiert awer och schlecht, wann et net richteg geplangt gëtt, a wéi mer dat och bei der Post gesinn, datt d'Post technokratesch, vun uewen erof decidéiert, wou eng Agence opmécht a wou eng Agence zoumécht. Heiansdo gesi mer souguer …, well dat ass vläicht den Ënnerscheed zum ländleche Raum an anere Länner: A Frankräich, zum Beispill, si kleng Dierfer, déi stierwen aus. D'Leit, déi gi wierklech fort. Hei zu Lëtzebuerg ass dat jo guer net de Fall. Et si Leit, déi bäikommen, justement, well et zum Beispill méi bëlleg ass, fir do ze wunnen. An dann ass et e bëssen absurd ze soen, datt mer do Agencen ofbauen, quitte, datt ech et verstinn. Mir versti jo och, datt d'Praxisse sech geännert hunn, mee et muss alles ganz no unenee sinn.

Eng interessant Saach, déi och mäi Virriedner gesot huet - et ass rar, datt ech dat hei muss soen, mee ech hu mer déi Iwwerleeung och selwer gemaach -, dat ass tatsächlech déi Iwwerleeung - ob een an der Stad lieft, wéi dat mäi Fall ass, oder um Land lieft -: d'Fro vun de Schoulen, vun den Zentralschoulen. Ech komme grad aus engem Quartier, d'Millebaach, wou ech grouss gi sinn, wat ee vun de klengste Quartieren ass vun der Stad; deemools an den 80er-, 90er-Jore ware mer zu ongefeier 800. Duerno war ech zéng Joer laang zu Bouneweg. Ech sinn zréckgaangen op d'Millebaach. An der Tëschenzäit ass et awer gewuess, ëm déi 1.300 Awunner si mer elo do. Awer d'Quartiersliewen huet eendeiteg ofgeholl, quitte datt 600 Awunner méi do sinn.

An ee vun de Facteuren ass och deen, datt d'Primärschoul verschwonnen ass. Si ass elo an der Zentralschoul zu Eech, déi ganz flott ass, ganz schéin ass, et ass méi praktesch, dat ze hunn, mee de Problem ass: Esou kleng Quartieren, wa se net grad en Zentrum hunn - a bei Dierfer ass et genau dat selwecht -, wou d'Leit zesummekommen, hir Kanner siche kommen an esou weider, sech kenne léieren … Bon, niewendrun ass eng Kierch, mee déi gëtt manner oft besicht wéi vläicht fréier. Mee voilà, Dir hutt kee richtegen Duerfkär, Quartierskär méi. An do muss ee sech wierklech d'Fro stellen, ob de Bau vu grousse Schoulen, déi vläicht méi praktesch sinn, ob dat wierklech och eng gutt Iddi ass, op jidde Fall fir d'Liewe vun de Quartieren. Ech erënnere mech, mir hate fréier ëmmer, an den 80er-, 90er-Joren, wéi nëmmen 800 Awunner an der Millebaach waren, dat bekannt „Wuerzelschwanzfest“ - wat normalerweis jidderengem misst bekannt sinn -, dat war ganz flott. Dat gëtt et elo awer net méi, obwuel mer zu 600 méi sinn.

An dann eng aner Saach: d'Sécherheet. Dat gouf och genannt. Also ech fannen d'Musel och ganz schéin, déi Géigend. Ech ginn och heiansdo dohinner, ech war och schonn oft zu Gréiwemaacher an op anere Plazen. Et ass eng wonnerschéi Géigend. An et gëtt eng Saach, also e gemeinsame Punkt, e Gefill, wat ech verspieren op der Musel, am Éislek, et ass awer och e Gefill, wat ech verspieren am Minett, sief et zu Esch, Déifferdeng, Diddeleng, oder och e Gefill, wat ech verspieren an der Stad, sief et an der Millebaach, Bouneweg, Uewerstad, Eech, Garer Quartier: Dat ass d'Gefill vun der Sécherheet.

Ech weess net, wouriwwer mer diskutéieren! Ech hunn elo den Här Gloden héieren: Bankautomater, déi explodéieren an esou weider … Jo, Bankiwwerfäll, dat gëtt et eeben. Mee da kritt ee jo wierklech Angscht, fir op Gréiwemaacher ze goen! An Dir misst elo ophalen, Är eege Géigend ...

(Brouhaha et hilarité)

Dir musst Är Géigend e bësse promouvéieren!

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur*.- Et war zu Wuermer, …

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech komme mer vir, e bëssen ...

M. Léon Gloden (*CSV), interpellateur.*- … Dir hutt net nogelauschtert!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass bal esou, wéi beim Stater Schäfferot: Wann s de deem nolauschters, dann hues de op eemol Angscht, an d'Stad ze goen!

(Brouhaha)

Ech wousst guer net, datt meng Stad esou gefëierlech wier, bis d'Madamm Polfer an den Här Mosar mir et erkläert hunn, datt een all fënnef Minutten zermoult gëtt.

(Interruptions)

Ech mengen, et geet jo och drëms: „Sentiment" de sécurité, nee! D'Securitéit ass wichteg; d'Gefill vu Sécherheet, dat verléiert een, wann ee permanent vun der Onsécherheet schwätzt. An ech wëll net behaapten, datt et zu Lëtzebuerg net ka geschéien, … an datt mer keng Problemer hunn um Niveau vun der Sécherheet. Mir hu Problemer wéi iwwerall, a gewëssene Géigende méi wéi an aneren. Mee wann een nëmme mengt, wann ee seet Polizeipatrullen, Polizisten, déi permanent dorëmmer patrulléieren, domat géif een dem Bierger d'Gefill vun der Sécherheet ginn … Schéin a gutt, mee wärenddeem maachen d'Polizisten aner Aarbechten net, wéi Enquête-Aarbecht an esou weider. Well et ass net, wéi wa se näischt géife maachen, si schaffe meeschtens ganz gutt. An eng Enquête ass eeben e bësse méi schwéier, eng richteg Enquête an engem État de droit ass e bësse méi schwéier wéi eng Missioun vum Batman an de Filmer.

Dat heescht, mir mussen derfir suergen, datt souwuel kleng Quartieren wéi och Dierfer, ländlech Géigenden ëffentlech Servicer hunn, datt Liewen do ass, datt Wunnraum do ass, datt keng Gettoiséierung do entsteet, datt ëffentlech Transportmëttelen do sinn, fir datt d'Leit sech och kënnen hin- an hierbeweegen, datt et flott Géigende sinn. An dann hu mer eendeiteg manner e Gefill vun Onsécherheet, dat ee ka kréien an enger Géigend, déi ab 18.00 Auer wierklech doueg ass a wou näischt méi leeft. Wéi de Ban de Gasperich, zum Beispill: Gitt no 18.00 Auer dohinner, et ass dout - et ass ellen, dovun ofgesinn, mee et ass dout! An da kann ee vläicht souguer Angscht kréien, ouni Grond.

Bon voilà, esou vill zur Angscht an zur Sécherheet op deene Plazen.

Ech hunn e bëssen iwwerzunn. Ech wollt dann awer och nach ganz séier Merci soen, Här President. Och wann de President vun der Chamber noutgedrongen der Majoritéit ugehéiert, hat ech ni den Androck, als Oppositiounsdeputéierten dorënner ze leiden. Dir waart e gudde President an e ganz faire President.

Merci och dem Generalsekretär, der ganzer parlamentarescher Administratioun, déi eng phenomenal Aarbecht mécht, zemools elo an der Covidzäit. Gutt, datt mer der och nei agestallt hunn.

Merci och eise véier Mataarbechter an der Fraktioun: dem Lynn Wies, dem Steve Biver, dem Marc Keup, dem Maurice Magar, déi eng phenomenal Aarbecht geleescht hunn.

A merci Iech all, eis ausgehalen ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

(Applaudissements)

An als leschte Riedner vun dëser Debatt ass den honorabelen Här Marc Goergen agedroen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Léon Gloden fir d'Ufro vun dëser Diskussioun. Bei dëser Interpellatioun haut muss ech soen, dass mer a kuerzer Zäit sollen iwwer eng Villzuel vun Theemen debattéieren, wou et vläicht besser gewiescht wär, déi puer eenzel Aspekter an e puer Interpellatiounen opzedeelen. Ech wäert a mengen zéng Minutte Riedezäit net op alles kënnen agoen, mee mech op e puer Punkte konzentréieren.

Eng Remark am Viraus hunn ech och zu dëser Interpellatioun: Mir sollten eis Planung net op d'Covid-19-Pandemie beschränken! Mir dierfen net vergiessen, dass dat heiten eng speziell an eng eenzegaarteg Situatioun ass. Mir kënnen net eis ganz Zukunft esou plangen, als wär fir ëmmer Pandemie, als géif dës Situatioun fir ëmmer weidergoen. Nach ëmmer gi Grondrechter beschnidden an dat kënne mer net als Normalitéit hinhuelen. Dofir wäert och dës Pandemie eng Kéier endegen.

Natierlech musse mer déi gutt Saachen aus där Liewensphas mathuelen, virun allem den Teletravail, dee schonn ugeschwat gouf an op deen ech och nach ze schwätze kommen.

Ugefaange mat de Basisservicer am ländleche Raum: Hei musse mer kloer Ënnerscheedunge maachen tëscht liewenswichtege Servicer an deene Servicer, déi et net sinn. Bei liewenswichtege Servicer muss de Staat egal wéi derfir suergen, dass se am ganze Land disponibel sinn.

Wa mer vu liewenswichteg schwätzen, da si mer bei der Medezinn, den Apdikten an dem Rettungswiesen. Hei sti mir Piraten ganz kloer fir eng Dezentraliséierung vun de medezinnesche Servicer. Besser ass et, eng Auswiel vu Basisservicer ze maachen an dann ze garantéieren, dass all Persoun am Ëmkrees vu maximal 15 Minutte Fuerzäit op dës Servicer zréckgräife kann, an da méi spezialiséiert Servicer op een Haaptsite ze setzen.

Fir aner Servicer, wéi zum Beispill e Supermarché oder eng Epicerie, wou d'Leit hiert Iesse kafe kënnen, gëllt fir eis: Déi si wichteg, mee hei mussen de Staat an d'Gemengen net selwer direkt investéieren, mee éischter kucken, dass d'Zon attraktiv genuch ass, dass kleng Geschäfter sech néierloosse kënnen an de Quartieren.

Duerno kommen dann d'Servicer, déi net iwwerliewenswichteg sinn, mee d'Liewensqualitéit vun de Leit awer immens erhéijen. Dat sinn: Banken, d'Post, Kleederbutteker, kleng Commercen - also Plazen, déi d'Leit an hirem Alldag brauchen. Hei kéint een an eisen Aen higoen an eng Richtlinn opstellen, dass all Stot am Ëmkrees vun x Minutten Ureeszäit mindestens een esou ee Service de base muss ugebuede kréien an dass do, wou et net de Fall ass, d'Gemeng derfir suerge kann, dass do eng Initiativ derbäikënnt, falls néideg, andeems se selwer verlount, soulaang se domadder net an de fräie Maart agräift.

Wien erënnert sech net u fréier, wéi bal all Quartier oder Duerf seng Epicerie hat an een direkt niewendrun nach e Kaffi drénke konnt? Ma genee dat feelt hautzudaags. Mir brauche Plazen, wou d'Leit sech erëm tummele kënnen, wou d'Duerf zesummekënnt. Et brauch een nëmmen an anere Länner ze kucken, wéi a Frankräich, wou d'Leit an den Dierfer nach richteg zesummekommen.

Wien Teletravail seet, seet och manner Trafick op eise Stroossen. Wat gutt fir de Verkéier an d'Ëmwelt ass, ass awer net onbedéngt gutt fir de lokale Konsum. Ee Frontalier gëtt an der Moyenne 40 Euro pro Dag hei am Land aus: 25 Euro am Horeca-Beräich a 15 an de Geschäfter - dat rechent de Wirtschafts- a Sozialrot. Op där anerer Säit bleiwen awer net nëmmen d'Frontalieren doheem, mee och d'Awunner hei am Land. Dat fërdert dann d'Ausgaben op der Plaz a fërdert déi lokal Ekonomie.

Et geet awer net duer, dass an Zukunft just méi ausserhalb vun der Stad konsuméiert gëtt. Wa mer vu lokalem an nohaltegem Konsum schwätzen, da schwätze mer vun engem Konsum, deen d'Ëmwelt schount an eise Planéit a seng Ressourcë respektéiert. Wat bréngt et eisem Planéit an och eisem ländleche Raum, wa mer Geschäfter unzéien, déi schlecht fir d'Natur an d'Ëmwelt sinn, an de bëllege Bifdeck elo am Duerf verkaf gëtt amplaz an der Stad? Mir musse wëssen, wat mer wëllen: Méi Wirtschaft a kënschtleche Wuesstum oder méi nohalteg a besser Verdeelung hei am Land? Den Teletravail steet hei kloer fir méi Nohaltegkeet a manner Ressourcen. E verbessert global gesinn d'Liewensqualitéit vun all de Bedeelegten.

Dann nach e klenge Kommentar zum ëffentlechen Transport hei am Land. Jo, de Bussystem gëtt komplett reforméiert. Datt esou eng Reform net ouni Reiwereien ofleeft, ass kloer. Datt net all Gemeng an all Duerf eng Verbesserung kréie kann, ass wuel och net ze vermeiden. Esou Reforme mussen awer anstänneg erkläert ginn, heiansdo bis an dee leschten Detail, wa sech Leit zu Recht opreegen, zum Beispill am Südoste vum Land, datt op eemol kee Bus méi kënnt oder manner oder net méi dee selwechten. Och dat ass e Problem, wou muss nogelauschtert ginn.

Dann nach e Wuert zur Groussregioun. D'Kris huet eis op en Neits eis Ofhängegkeet vun der Groussregioun gewisen, ganz besonnesch am Gesondheetssecteur. Mir woussten dat zwar scho virdrun, mee mir hunn d'Gewunnecht, esou onangeneem Informatioune chronesch ze ënnerschätzen. Kann d'Groussregioun eppes fir de ländleche Raum maachen? Eis Äntwert ass: Nee! Ganz einfach, well se am Moment guer keng Méiglechkeeten dozou huet! Et gëtt eng Hellewull Strukturen, mee wann et ëm Wirtschaftsentwécklung, Raumplanung, schwiereg Dossiere geet, si se net méi do, well de politesche Wëllen net do ass, fir méi enk zesummenzeschaffen. An deenen Dossieren decidéiert all national Regierung léiwer selwer.

Ofgesinn dovun, och wann eise ländleche Raum Defiziter opweist, geet et him nach ëmmer däitlech besser wéi eisen Nopeschregiounen. Wann Der et net gleeft, fuert einfach eng Kéier iwwert d'Grenz. A wa mer schonn derbäi sinn, wëll ech och nach bäifügen, dass och Gemenge kënnen aktiv d'Kooperatioun an der Groussregioun selwer ureegen. Grad d'Kolleege vun der CSV kéinten déi interregional Zesummenaarbecht mat den Nopeschgemenge virundreiwen, well ëmmerhi sinn et néng Grenzgemengen, déi an der Hand vun enger CSV-Majoritéit sinn.

(Interruption)

Trotz allem, d'Theema, wéi d'Groussregioun weiderentwéckelt sollt ginn, verdéngt eng vill méi wäit ausgeluechten a komplett Debatt a sprengt de Kader vun haut.

Zum Schluss wollt ech awer och nach soen, dass mir Piraten ganz kloer dofir stinn, dass den Internet e Grondrecht ass an deementspriechend och an de ländleche Géigenden endlech schnellen Internet soll verfügbar sinn. Ech weess, dat ass heiansdo ganz informatesch, wa mir soen, et muss een och eng gewësse Geschwindegkeet an Zouverlässegkeet hunn, wat leider net an all de Regiounen hei am Land ass a wat dann déi Regiounen och deementspriechend zréckhält.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ganz kuerz op déi Erklärunge vun der honorabeler Madamm Chantal Gary agoen, well ech hunn déi gutt fonnt. Also ech muss soen, déi kleng Geschicht mat Indien, déi huet mer ganz gutt gefall. An et ass och meng Meenung, dass mer heiansdo zu Lëtzebuerg d'Tendenz hunn, op ganz héijem Niveau ze meckeren. A virun allem dat Beispill mat den Impfzenteren, wat d'Madamm Gary ginn huet, ass ganz korrekt. Ech hat deemools och net verstanen, firwat d'DP sech opgereegt huet. Hei am Land kritt jidderee gratis eng Impfung, an d'DP huet sech opgereegt, dass een eng Kéier muss bis op Munneref fueren! Dat war fir mech och onverständlech an duerfir ginn ech der Madamm Gary an deem Punkt och zu honnert Prozent Recht.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. Déi zoustänneg Ministesch fir d'Groussregioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prises de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre à la Grande Région.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn decidéiert, eis hei vun der Regierung zu dräi opzedeelen, fir Äntwerten ze liwweren op Froen, déi gestallt gi sinn, oder op Remarken, déi gemaach gi sinn. Et war gefrot gi vun der CSV, dass ech sollt derbäi si fir de Volet Groussregioun. Ech stelle fest, dass awer just hei bemängelt ginn ass, dass ech net genuch op Facebook kommuniquéieren, wat ech an der Groussregioun maachen. Abee, ech kann Iech soen: D'Groussregioun muss net aktivéiert ginn, well d'Groussregioun, déi war nach ni esou aktiv ewéi am Moment. All Dag schwätzen ech mat menge Partner an der Groussregioun. Mir hunn immens vill Reuniounen, Videokonferenze maachen dat och méiglech.

An da géif ech awer direkt gären drop opmierksam maachen, och par rapport zu der Motioun: Ob d'Grenzen op oder zou sinn, gëtt net decidéiert an der Groussregioun, dat gëtt schonn an den Haaptstied decidéiert! A mir hunn d'ganz Pandemie duerch zesummen an der Groussregioun mat all de Partner, mam Tobias Hans, mam Malu Dreyer, mat hire Staatssekretären, hire Ministeren, zesummen och mam Grand Est, mam Jean Rottner, mam Oliver Paasch, mat all eise Partner an der Groussregioun permanent gekuckt, an den Haaptstied ze intervenéieren, fir dass d'Grenzen net sollten zougemaach ginn.

An ech maachen dat och direkt fest un engem konkreete Beispill: dass mer probéiert hunn, dass Lëtzebuerg net als Virusvariantegebitt géif klasséiert ginn, nodeems de Grand Est sou klasséiert ginn ass vun Däitschland. Well dat hätt nach ganz vill Schwieregkeeten un de Grenze mat sech bruecht an Dir wësst dat och. Dofir ass et nëmmen normal, dass den Europaminister an de Staatsminister natierlech zu Berlin, Paräis a Bréissel intervenéieren an dass mir an der Groussregioun eis Kolleegen an de respektive Regierungen encouragéieren an hinnen ëmmer nees erklären, wéi mir hei zu Lëtzebuerg liewen. An ech mengen, grad do ass et och wichteg, dass eng CSV och do hir Kontakter zu Berlin spille léisst, fir hinnen ze erklären, fir dem Angela Merkel an anere Leit zu Berlin ze erklären, wéi mir hei liewen a wéi wichteg et ass, dass d'Grenzen hei am Land opbleiwen!

Une voix.- Très bien!

Mme Corinne Cahen, *Ministre à la Grande Région.*- Mir hunn, wéi gesot, an dëser Kris eis Relatiounen an Zesummenaarbecht ganz, ganz kloer verstäerkt. Op politeschem Niveau gouf et ganz kloer eng Intensivéierung vun de Kontakter. Zesummen hu mer no Léisunge gesicht. Et gouf och eng ganz grouss Solidaritéit, muss ech soen, an et hu sech och wierklech Frëndschaften entwéckelt, net nëmmen op politeschem Plang.

D'Autoritéiten aus der Groussregioun hunn an der Zäit vun der Pandemie esou enk zesummegeschafft wéi nach ni virdrun. Souwuel déi vergaange saarlännesch Presidence vun der Groussregioun wéi och déi aktuell Presidence vum Grand Est hu vill digital Reuniounen op politeschem Plang organiséiert, mee net nëmmen op politeschem Plang, och op wëssenschaftlechem an op techneschem Niveau.

Am Mëttelpunkt vun de politeschen Diskussiounen ass et ëmmer ëm zwee Punkte gaangen, déi fir Lëtzebuerg essentiel sinn: déi sanitär Zesummenaarbecht an d'Situatioun op de Grenzen. D'Lëtzebuerger Regierung huet dobäi ëmmer klipp a kloer drop higewisen, datt d'Recht op d'Libre circulation fest an den EU-Traitéen an an der Charta vun de Grondrechter verankert ass.

D'Pandemie huet de Leit zu Lëtzebuerg an och an der Groussregioun bewosst gemaach, wéi wichteg oppen europäesch Bannegrenze si fir d'Ekonomie, fir d'Sozialliewen, fir d'Kultur, fir d'Fräizäitgestaltung, mee awer och fir d'Gesondheet.

Zu Schenge virum Schlass steet a grousse Buschtawen: „#schengenisalive". Jo, Schengen is alive! An dat wäert och esou bleiwen. Och d'Groussregioun ass méi wéi jee alive an et geet hir ganz gutt.

Och wann déi sanitär Kris vill Efforten an Energie bei den eenzelne Regiounen an der Groussregioun mobiliséiert huet, hu mer gläichzäiteg awer eis Kooperatioun an aneren Domäner verdéift. Dat ass virun allem de Fall an der territorialer Entwécklung, wou eng wichteg Strategie ausgeschafft gouf. Dës sougenannt Stratégie opérationnelle transfrontalière pour la Grande Région gouf um leschte Sommet vun der Groussregioun am Januar 2021 adoptéiert. Déi 35 Projeten, déi zréckbehale goufen, befaasse sech mat esou ganz ënnerschiddlechen Domäner wéi zum Beispill Mobilitéit, Formatioun, Holzindustrie, Kreeslafwirtschaft oder nach Waasserverwaltung. Zil ass et, eebe grad zesumme mat onsen Nopeschregiounen e Schéma de développement territorial fir d'Groussregioun auszeschaffen an eng nohalteg Strategie fir d'Zukunft ze hunn.

De Sommet vun den Exekutive vun der Groussregioun ass sech der Wichtegkeet vun der Ruralitéit bewosst. D'Lëtzebuerger Regierung schafft mat hire Partner aus der Groussregioun un enger Charta fir de ländleche Raum, well d'Ruralitéit eis eebe wichteg ass. Dorëms geet et haut an ech wëll dat elo mol fir d'éischt hei aus enger groussregionaler Perspektiv beliichten. Konklusiounen an Erkenntnisser aus der Coronakris wäerten och an déi Charta erafléissen. De ländleche Raum huet eng zentral Funktioun bei der raimlecher Entwécklung vun eisem Land an och vun der Groussregioun.

Bei eis zu Lëtzebuerg, an och an der Groussregioun, liewen d'Mënschen haaptsächlech an Dierfer an a klenge Stied. D'Agrikultur spillt am ländleche Raum eng ganz essentiel Roll, wéi zum Beispill bei der nohalteger, ëmweltgerechter Produktioun vu Liewensmëttel an der Preservatioun vun Natur- a Kulturregiounen. D'Leader-Regiounen, déi Der kennt, d'Miselerland op Lëtzebuerger Säit a Moselfranken op däitscher Säit, hunn déi éischt gemeinsam transnational Leader-Entwécklungsstrategie an Europa ausgeschafft a setze se bis 2022 ëm. D'Aarbechte fir déi nei Strategie 2023-2027 fänken dëst Joer un.

Am ländleche Raum gëtt et vill Kleng- a Mëttelbetriber, am Handwierk, am Horeca-Beräich, am Commerce. Hei ass vill Plaz fir Kreativitéit an Innovatioun. An dat hu mer hei de Mëtten och schonn e puermol héieren. De ländleche Raum ass domat ee ganz wichtegen Deel vun enger erfollegräicher an integréierter Ekonomie. Mat senge villen Natur- a Kulturlandschafte spillt den Tourismus hei eng bedeitend Roll; de Lex Delles wäert sécherlech hei nach eemol drop agoen.

Mee de ländleche Raum ass virun allem eng Plaz, wou d'Leit wunnen a wou d'Leit liewen. Et gëtt hei e gutt Matenee vun de Mënschen, an dat iwwert déi europäesch Bannegrenzen eraus. D'Liewensqualitéit am ländleche Raum ass einfach gutt. D'Covid-19-Pandemie huet d'Resilienzpotenzial vun de lokale Strukturen am ländleche Raum däitlech gemaach, an Dir hutt dat jo och ervirgestrach.

Natierlech stelle sech och fir de ländleche Raum vill Defien. Wéinst dem Strukturwandel gëtt et net ëmmer genuch Aarbechtsplazen a gutt forméiert Leit. Déi ëffentlech Ariichtungen, wéi d'Post, d'Banken, d'Schoulen, et huet sech alles verännert. Vill jonk Leit si fortgaangen. D'Familljen- an d'Sozialstrukture sinn haut aneschters wéi virun zwanzeg Joer. A mam Wandel gëtt et awer och Potenzialer a Chancen.

An der Charta vun der Groussregioun gi follgend Strategien definéiert: eng integréiert Entwécklung zesumme mat de Stied, Kreeslafwirtschaft, lokal Wirtschaft, ëmweltgerecht Landwirtschaft, eng qualitativ Buedempolitik, Verbesserung vun der Energieeffizienz, Notze vun der Digitaliséierung am Hibléck op d'Standuertofhängegkeet, Mobilitéit a Flexibilitéit vun Daten, Gidder an Aarbechtsplazen.

D'Digitaliséierung kann nei Innovatiouns-, Wirtschafts- an Aarbechtsplazimpulser erméiglechen. D'Digitaliséierung kann och nei flexibel Infrastruktur-, Versuergungs- a Mobilitéitskonzepter erméiglechen. Sozial Duerfentwécklungsimpulser sollen den Zesummenhalt vun de Leit am ländleche Raum stäerken. D'Kulturlandschafte sollen erhale bleiwen. Déi ökologesch an naturschutzorientéiert Landwirtschaft soll gestäerkt ginn. Déi jonk Leit sollen duerch Bildung, duerch Formatioun an Innovatioun encouragéiert ginn, am ländleche Raum ze bleiwen. D'Dierfer solle Plaze vu gudder Liewensqualitéit sinn.

Dës Ziler sollte mer zesumme mat eisen direkten Noperen upaken: duerch Best-Practice-Projeten, den Austausch vu Konzepter, d'Stäerkung vun eisen Netzwierker, gemeinsam Manifestatiounen, Kooperatiounsprojeten, och Imagecampagnen an och Interventiounen op europäeschem Niveau. Europa wiisst eebe grad un de Grenzen zesummen. Wat mir méi enk mat eisen direkten Noperen zesummeschaffen, wat et besser ass fir d'Mënschen an eise Grenzgebidder an och am ländleche Raum.

Am Fong kann ee soen, dass Lëtzebuerg en eenzegt Grenzgebitt ass. Eist natierlecht sougenannt „Hannerland", dat ass Rheinland-Pfalz, Saarland, d'Lorraine, d'Wallonie. Dofir ass et och grad esou wichteg, dass mer oppe Grenzen hunn.

Ech brauch den Awunner vu Gréiwemaacher - hätt ech jo elo gäre gesot, well den Interpellant vun do ass, mee ech soen dann och elo Munneref a Réimech, well déi zwee sech scho beschwéiert hunn, dass hir Gemengen net genannt gi sinn -, also ech brauch deenen Awunner sécherlech net ze soen, wéi dacks si privat iwwert d'Grenz fueren, iwwert d'Musel fueren. Mee och vill Däitscher kommen all Dag bei eis an d'Land. D'Entreprisë vum Potaschbierg zum Beispill fonctionéiere mat ganz ville Frontalieren aus Rheinland-Pfalz.

D'Frontalieren droe vill zum Wuelstand vun eisem Land bäi. Dat betrëfft net nëmmen de Wuelstand, deen um Boulevard Royal an an der Avenue Kennedy erschafft gëtt, mee och deen aus dem ländleche Raum. Mir hunn de Frontaliere vill ze verdanken. Déi sanitär Kris vum Covid-19 huet eis dat méi wéi jee bewosst gemaach.

E Wuert dann zur medezinnescher Versuergung am ländleche Raum. Mir wëssen, dass d'Land hei kleng ass. An ech mengen, d'Chantal Gary konnt et net besser soe wéi mam Beispill, wat et ginn huet, wat wierklech ganz touchant war, vun Indien. Mir liewen an engem klenge Land an et gëtt och nëmme wéineg Distanzen. An der Kris hu mer derfir gesuergt, dass natierlech jiddwereen Accès kritt huet zu de Soinen, esou wéi dat am Alldag och de Fall ass. Mee natierlech si mat der Kris och nei Méiglechkeeten entwéckelt ginn. Ech denken do zum Beispill un d'Teleconsultatioun, déi am Ufank vun der Kris agefouert ginn ass an haut och nach besteet. Déi ass fir jiddwereen accessibel.

Doriwwer eraus kënnen d'Dokteschpraxissen zum Beispill Covidpatienten empfänken. D'Doktere wësse ganz gutt, wéi d'Geste-barrièren anzehale sinn. D'Centres de consultation Covid an der Stad an zu Esch hu gutt funktionéiert. Gëschter si se zougemaach ginn, well mer d'Chance hunn, dass d'Fallzuelen elo erofginn.

Idem fir d'Impfstrukturen. Dat ass och scho gesot ginn. Si sinn iwwert d'ganzt Land verbreet, einfach accessibel fir jiddwereen. Muer geet nach en neien Impfzenter op an der Luxexpo um Kierchbierg, deen och ganz accessibel ass, notamment och fir déi Leit aus dem Osten, grad ewéi och Munneref an deen um Findel, deen och extreem accessibel ass fir d'Leit aus dem Osten.

Dat gesot, si mer eis an der Kris awer méi wéi jee bewosst ginn, dass mer an der Groussregioun verstäerkt zesummeschaffe mussen. Dofir hu mer och schonn zesummen an der Groussregioun decidéiert, un engem Pandemieplang ze schaffen, fir eis besser op zukünfteg Krisen ze preparéieren. D'Virusvariantegebitt, dass mer dat konnten ofwenden, hunn ech lech gesot. An dat war dank all den Interventiounen, tous partis confondus, eeben zu Berlin, dass mer net als Virusvariantegebitt klasséiert gi sinn.

E Wuert zum Teletravail, deen och hei an der Interpellatioun elo zu Wuert koum, an dann och zum Trafic frontalier.

Den Teletravail huet natierlech e positiven Impakt op den Trafick - dat schéngt logesch ze sinn -, mee et däerf een dat awer am Fong geholl net iwwerschätzen. Ausserhalb vum Confinement, dat heescht wann net e „Bleif doheem" ass, wéi dat d'lescht Joer de Fall war, dann ass et esou, dass ongeféier 50 % vun all den Aarbechtsplazen am Grand-Duché iwwerhaapt emol susceptibel sinn, fir kënnen ze teletravailléieren. Just 50 %. Déi aner si Beruffer, wou den Teletravail net méiglech ass.

M. André Bauler *(DP).*- Dat ass och eemol gutt gesot!

Mme Corinne Cahen, *Ministre à la Grande Région.*- Wann alleguerten déi, déi teletravailléiere kéinten, eemol d'Woch teletravailléiere géifen, a wann dat op fënnef Deeg och richteg, wéi soll ech soen, „équitablement réparti" wär, dat heescht, dass gradesou vill Leit méindes, dënschdes, mëttwochs, donneschdes a freides teletravailléiere géifen - wat am Moment net de Fall ass, well dee meeschten Teletravail gëtt méindes a freides gemaach, mee soe mer emol esou, wann et gutt verdeelt wär iwwert d'Woch -, dann hätte mer eng Reduktioun vum Trafick vun 10 %. Dat ass schonn erstaunlech!

Dofir ass den Teletravail sécherlech eng Pist, fir weider ze creuséieren, an dat ass och sécherlech gutt fir d'„work-life balance" an et ass och sécherlech flott, fir reegelméisseg vun doheem kënnen ze schaffen, mee et ass net d'Haaptléisung, fir den Trafick erofzekréien. Dofir musse mer natierlech och weiderhin an den ëffentlechen Transport investéieren.

D'Compteuren um Stroossereseau weisen haut praktesch déi selwecht Chargë wéi virun der Pandemie. Elo kann et natierlech sinn, dass engersäits Leit net ënnerwee sinn, déi deen een oder aneren Dag am Teletravail doheem sinn, mee anerersäits wësse mer awer och, dass méi Leit am Moment den Auto huelen, well se sech net trauen, mam ëffentlechen Transport ze fueren, aus Angscht, vläicht ugestach ze ginn an de Virus ze kréien.

En TNS-ILReS-Sondage vum September 2020 hat erausfonnt, dass eeben déi, déi am Moment den Auto huelen, awer normalerweis den ëffentlechen Transport benotzen, dass déi no der Pandemie awer wëlles hunn, nees op den ëffentlechen Transport iwwerzegoen.

Wéi gesot, den Teletravail ass keen Allheelmëttel, fir de Verkéiersproblem an de Spëtzestonnen ze léisen. Mee mir schaffen awer weider drun, dass eeben d'Leit och kënnen teletravailléieren. An ech kommen nach eng Kéier dorop zréck.

Just vläicht eng kleng Saach zur Digitalisatioun. Mir hu Gott sei Dank hei zu Lëtzebuerg net op d'Pandemie gewaart, fir dat digitaalt Zäitalter unzefänken. Dat ass ons och zeguttkomm. A mir sinn iwwerzeegt, dass déi digital Technologien - Teletravail - eis geholl hunn, eeben net nëmme resilient ze sinn, mee dass doduerch och konnte ganz vill Mënscheliewe gerett ginn. An der Lutte géint d'Pandemie hu vill Leit vill Efforte gemaach: an de Klinicken, an den Altersheemer, mee och am Homeoffice, wou sech vill Salariéen hu musse ganz kuerzfristeg ëmstellen.

Nom éischte Schock vun der Gesondheetskris hu sech eis Bezéiungen an eis Zesummenaarbecht an der Groussregioun intensivéiert an och verdéift. Um politeschen Niveau konnte souwuel bilateral wéi och multilateral pragmatesch Léisunge fonnt ginn, zum Beispill bei der Teleaarbecht, wou et drëms gaangen ass, dass et net zu Changementer bei de Steieren oder bei der Sozialversécherungszougehéieregkeet géif kommen. Lëtzebuerg a seng Nopeschlänner hunn decidéiert, dass déi steierlech Reegelunge fir Teletravail bis den 30. Juni 2021 erhale bleiwen. Mat Däitschland gëtt et en Accord, dee leeft weider stillschweigend vu Mount zu Mount - bis zum Widderruf eeben.

Lëtzebuerg, d'Belsch, Frankräich an Däitschland - an do schwätzen ech vun den Nationalstaaten an net vun der Groussregioun - hunn eeben och eng Ausnamereegelung am Kontext vun der Covid-19-Kris decidéiert, an där d'Deeg vum Teletravail bei der Bestëmmung vun de Frontalieren hire Sozialversécherungsvirschréften net consideréiert ginn. Dësen Accord ass wichteg, fir e Changement vun der Sozialversécherungszougehéieregkeet ze verhënneren, wann déi 25 %-Schwell fir déi betraffe Salariéen iwwerschratt gëtt.

D'Verlängerung vun dësem Accord bis den 30. Juni dëst Joer ass e Gest vun der Solidaritéit tëschent de Partner. Virun dësem Accord war et schonns méiglech, méi Teletravail ze maachen, mee dëst hätt kënnen Auswierkungen op d'Steieren an d'Sozialversécherung vum Frontalier hunn.

Teletravail ass an den Duebelbesteierungsofkommesse mat eisen Nopeschlänner net explizitt festgehalen - iwwregens. Déi Schwellewäerter - dat sinn 29 Deeg fir déi franséisch Grenzgänger, 24 fir déi belsch an 19 fir déi däitsch Grenzgänger - waren eigentlech net dofir geduecht. Déi ware geduecht fir den Detachement, dat heescht, wann zum Beispill en Handwierksbetrib zu Lëtzebuerg e franséische Resident astellt an en huet awer e Client a Frankräich. Déi Deeg waren am Fong dofir geduecht, wivill Deeg deen Travailleur aus Frankräich dann däerf a Frankräich fir säi Lëtzebuerger Employeur schaffen.

De Finanzminister féiert am Moment Gespréicher mat sengen Homologen zu dësem Theema. Lëtzebuerg wëllt zesumme mat sengen dräi Nopeschlänner den Teletravail fir Awunner a Frontalieren eebe verbesseren. Et ass awer wichteg ze wëssen, dass den Teletravail net nëmmen eng Fro vun der Besteierung ass, mee och vu Sozialversécherung - dat hunn ech grad gesot -, an och eng Fro vun Aarbechtsrecht a vun Dateschutz.

Ideal wier et, homogeen an der Groussregioun déi nämmlecht Unzuel vun autoriséierten Deeg fir den Teletravail ze hunn. Mee dat ass keng Prerogativ vum Sommet vun der Groussregioun. Dat muss mat der franséischer, der däitscher an der belscher Haaptstad verhandelt ginn.

Net ze vergiessen natierlech, dass ons Nopeschlänner och nach aner Nopeschlänner hunn, nach aner Grenzen. An déi hätten natierlech och gären eng gewësse Kohärenz mat hiren aneren Nopeschlänner. Dofir ass dat vun der Harmoniséierung eng éischter komplex Saach.

De grenziwwerschreidenden Teletravail ass net déi eenzeg Léisung, mee en ass eng vun de Léisungen. An Zukunft wäert sécherlech méi Teletravail gemaach ginn, soudass och méi Leit sech wäerten am ländleche Raum daagsiwwer ophalen. Dat huet nämlech och Virdeeler bei der Mobilitéit, fir d'Ëmwelt natierlech, fir d'„work-life balance", hunn ech scho gesot. Awer et huet och Nodeeler: d'Ofkoppele vun de Salariéen oder sozial Isolatioun. An do, mengen ech, ass och eng Responsabilitéit, och vun de Politiker am ländleche Raum.

M. André Bauler *(DP).*- Et kënnt op de Mix un.

Mme Corinne Cahen, *Ministre à la Grande Région.*- Mir mussen als politesch Responsabel dru schaffen, dass d'Avantagë priméiere par rapport zu den Desavantagen. Dat sollte mer all zesumme maachen. Mir brauchen eebe pragmatesch Léisunge fir den Teletravail.

Ganz um Schluss, Här President, vu menger Interventioun géif ech awer gären op dee leschte Punkt vun der Motioun agoen, well ech muss awer e bësse grinsen. Ech sinn och bereet, méi dacks op Facebook ze schreiwen, wann ech mat engem aus der Groussregioun telefonéieren oder esou. Ech kann dat gäre maachen, wann dat lech arrangéiert. Dat kann ech gäre maachen. Dat war awer net esou a mengen Us et coutumes bis elo. Dat hunn ech net gemaach. Dat ass éischter rekreativ, wat ech op de Social Media maachen, an net meng politesch Agenda.

Mee wann ech liesen: « à relancer le projet politique de la Grande Région à travers des actions concrètes et visibles dans l'intérêt de la population à l'image du Benelux. » ... Ech hunn lech elo lauter konkreet Aktioune ginn, déi mer maachen, dagdeeglech! All Woch gesi mer ons mindestens eng Kéier iwwer Videokonferenz.

An dat huet vläicht déi Pandemie och Guddes bruecht: Mir kënnen ons elo méi dacks gesinn, well mer ons net méi brauchen ze deplacéieren, mee mir gesinn ons iwwer Videokonferenz. Dat wäerte mer sécherlech och esou bäibehalen. Dat ass och gutt a richteg. An d'„actions concrètes", déi existéieren. Ech hunn lech se alleguerten elo en long, en large et en travers opgezielt. An dofir, mengen ech, ass dat dote wierklech superfetatoire fir unzehuelen.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo de Mëttelstands- an Tourismusminister Lex Delles.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Ech mengen, bei dëser Interpellatioun - loosst mech och villmools Merci soen, dass den Här Gloden dës ugefrot huet, an och merci alleguerten de Virriedner - gesäit een, a besonnesch och doraus, wéi heiriwwer geschwat ginn ass, dass déi hallef Regierung invitéiert war, de Mëtteg heihinnerzekommen, well et esou vill Theeme gëtt. Dofir mengen ech, gëtt et e bëssen enk och mat der Zäit. Mee et ass eeben eng Panoplie vun Theemen, déi ugeschwat gi sinn, net nëmmen déi vun deenen dräi Ministeren, déi haut de Mëtten hei sinn.

Loosst mech just fir unzefänke soen, dass et natierlech - och wann d'Demande vum Här Gloden komm ass, fir déi Interpellatioun haut de Mëtten hei ze hunn - awer och nach aner Gemengen an aner schéi Plazen an der Muselregioun gëtt wéi Gréiwemaacher.

(Interruption)

Et gëtt och nach aner ganz schéin Dierfer a Gemengen am ganze Land. Ech wëll elo net iwwer Tandel, Ierpeldeng, Iechternach oder anerer schwätzen.

(Interruptions diverses)

Et gëtt natierlech och Fréiseng, Beetebuerg an nach ganz vill aner ganz schéi Plazen.

M. André Bauler *(DP).*- Wat fir een Ierpeldeng mengt Der, Här Delles?

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Ech héieren, hei huet jiddwereen eng aner Meenung vun deem, wat de ländleche Raum ass. Dat ass jo och ganz gutt. Do gesäit een also, dass och jiddweree sech hei ugesprach fillt an dass et wichteg ass, dass mer och ëmmer erëm den Developpement hei vum ländleche Raum am Kapp hunn.

Dat Eenzegt, wat ech awer ganz anescht gesinn, wéi den Här Gloden dat gemaach huet: Ech gesinn, au moins emol zu Maacher an an der ganzer Regioun, net reegelméisseg, dass Bancomaten explodéieren, an net reegelméisseg, dass Leit iwwerfall ginn.

(Hilarité)

Dat gesinn ech net! Mir kënnen awer vläicht eng Kéier dann zesummen dohinnergoen, fir dat ze gesinn. Ech mengen, dat si Saachen, déi net esou oft virkommen.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Ären Nofollger zu Mondorf ass enger anerer Meenung, Här Minister.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Ech hunn lech net verstanen.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Ären Nofollger zu Mondorf ass enger anerer Meenung. Dee kämpft, datt d'Police dobleift.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Mir schwätzen hei net iwwer Gemengepolitik. Ech mengen, mir schwätzen hei op nationalem Niveau, iwwert den Developpement, net vu Maacher, mee vum ländleche Raum en général. Kommt, mir kommen dorobber erëm zréck!

Dir hutt grad gesot - et war am Mäerz d'lescht Joer -: „De klenge Leo ass nach ni esou vill ...". Ma eebe grad! Et huet ee jo gesinn ... A mir setze jo hei déi ganz Interpellatioun am Fong an de Volet vum Corona. Majo eeben: De klenge Leo ass nach ni esou vill gewandert wéi dann dëst Joer, ass nach ni esou vill an d'touristesch Infrastrukturen zu Lëtzebuerg gaangen. Plus 49 % vun de Residenten a Frontalieren an den touristeschen Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg: sief et Campingen, Gîten, Hotellen oder awer och natierlech all aner touristesch Infrastrukturen.

Et gesäit een also, dass de „Vëlosummer", „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz" an all aner Campagnen, sief et de MoveWeCarry oder aner Saachen och, e ganz grousse Succès hate wärend där ganzer Pandemie, dass dovu profitéiert ginn ass. An eebe grad elo gesi mer: Dëst Joer bei den Zuele wäerte mer gesinn, wat d'Repercussiounen och op d'Joer 2021 sinn, och grad am ländleche Raum.

Well, an ech hunn et hei schonn op dëser Plaz gesot: Wann een an normale Joren, 2018, 2019, dovu schwätzt, dass mer e Problem hunn an der Hotellerie am ländleche Raum, well natierlech och d'Besetzung vun den Hotelscapacitéiten an der Stad a ronderëm ... An ech schwätzen hei dovun - ech mengen, ee vun de Virriedner hat et gesot -, dass fir d'Stad Lëtzebuerg, mat der Hotelscapacitéit, déi do ass, et normalerweis esou ass, dass an der Stad eng ganz grouss Occupatioun ass, an am ländleche Raum eng vill méi kleng. Majo, 2020 huet ee gesinn, dass et ëmgedréit war: ganz vill Occupatioun vun der Hotellerie am ländleche Raum a grad vill manner an der Stad Lëtzebuerg a ronderëm!

Da komme mer och direkt heibäi - ech schwätze parallell zur Motioun an awer och zu deem, wat den Här Gloden a senger Interpellatioun gesot huet -: De Staat soll Infrastrukture kafen a se dann zu engem méi bëllege Präis verlounen. Dat gesinn ech definitiv net esou!

Et ka jo net sinn, dass mer op enger Plaz en Hotel hunn, dee fonctionéiert, an niewendrun en aneren Hotel, deen also zu ganz anere Präisser ka fonctionéieren, well en eeben net e Loyer ze bezuelen huet, well en net selwer investéiert huet, well e keng Scholden huet, dass en da kann do seng Zëmmerpräisser zu engem anere Präis verlounen, wéi et ass.

Ass dat eng reell Demande? Ech froe mech et. Well mir hate grad déi Diskussiounen nach. Ech gesinn, den Här Gloden seet sécherlech da Jo. Well déi doten Diskussioun ass nämlech gefouert gi wärend der Pandemie, dass gesot ginn ass: „Mee et ass eng Concurrence déloyale, wann eng Gemeng e Commerce huet, wou se da wärend deene Méint, wou eng Fermeture war, de Loyer erléisst, an awer am Private gouf verlount niewendrun, wou de Loyer net erlooss ginn ass.

Dat heescht: Ass dat do eng reell Demande? Ech mengen, dass een dat dote méi wäit soll kucke wéi nëmmen de Punkt vun: Mir kafen eng Infrastruktur an da verloune mer et zu engem Präis, deen et net ass.

Dann ass an der Motioun och nach driwwer geschwat gi fir ze investéieren: « [...] soutenir financièrement les communes dans le cadre des frais d'exploitation [...] ». Ma dat gëtt gemaach beim Stausé! Dat gëtt gemaach, well eebe grad do wéinst de Covidmesurë streng Mesurë sinn. Et ass och grad doru gebonnen, fir kënnen e Finanzement ze maachen, fir eng Security, fir den Ticketing, esou wéi dat 2020 war, dat och 2021 ze maachen, well et sanitär Restriktioune gëtt. Ech mengen, et ass jo och esou, wéi d'Interpellatioun de Mëtten hei ugefrot ginn ass: am Kader vum Covid. Also och do: Dat ass gemaach ginn, fir eeben och eng gewësse Surveillance kënnen ze hunn.

Dann ass natierlech och deen anere Volet: Fester konnte wärend där ganzer Zäit net stattfannen. Mee et gëtt awer elo ëmmer méi Concept-sanitairen, déi vun der Santé accordéiert ginn, fir dass mer och do erëm am ländleche Raum erëm déi Fester hunn. Ech muss soen, dat vum Här Wagner hunn ech net kannt, well ech selwer net aus där Géigend sinn. Ech sinn awer gespaant. E wäert mer sécher eng Kéier erklären, wat dat da genau ass. Ech sinn dann ee vun deenen, déi dat net kannt hunn.

Et gëtt awer anerer, déi e Concept sanitaire hunn, zum Beispill de „Wine Taste Enjoy", deen den nächste Weekend op der Musel ass, wou och do mat de Wënzer zesummen ... An d'Madamm Gary huet

iwwert de Wäibau geschwat. Ma do ginn déi éischt Saachen erëm un, genausou wéi Der et och gesot hutt, a wou déi Saachen erëm kënne fonctionéieren ënnert deene verschiddene Mesure-sanitairen, déi et ze huele gëtt.

Dann hutt Der iwwert de Cadastre du commerce geschwat. Ma dee gëtt et! Gitt just vläicht net méi an d'Rue Beaumont - gitt vläicht op de Boulevard Royal! Ech wär ganz frou, wa mer eis do kéinte gesinn. Well an der Rue Beaumont kritt Der en net. Et ass bei eis an de Classes moyennes, wou de Cadastre du commerce ass, e ganz wichtegen Outil. Ech hunn en d'ailleurs och virun zwee Joer, mengen ech, um Buergermeeschterdag erkläert gehat, wou eebe grad e ganze Kadaster ass vun alleguerten de Commercen, dee mer elo nach auswäerten. Et ass och haut de Mëtte geschwat ginn iwwert d'Industriezonen an d'Artisanatszonen. Déi sollen och do materakommen, fir eebe grad och doriwwer kënnen e ganz genaue Kadaster ze hunn.

Dee Projet ass elo gebonne ginn an engem GIE virun e puer Méint, mam Observatoire national des PME, wou deen doten dann och geréiert gëtt, a wou souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers dra sinn, an awer och de Ministère, fir eeben och déi Gestioun dovunner ze maachen an och doraus kënnen Donnéeën ze zéien, wou mer individuell kënnen de Gemengen Donnéeë ginn zum Istzustand vum Commerce op hiren eegene Plazen, fir och do kënnen ze kucken, an der Preventioun ze schaffen. D'Transmission d'entreprises ass do e ganz wichtege Punkt. Mee wann ech dorop aginn, da gëtt et ze laang.

Den Här Bauler huet vum Letzshop geschwat. Majo eeben! D'Realitéit haut vum Commerce ass eng aner. A Letzshop ass een Outil vun der Digitaliséierung: souwuel fir dass de Commerce sech kann digitaliséieren, mee awer op där anerer Säit och, fir nei Plazen opzemaachen, wou ech ka verkafen. Ech selwer hunn eppes kaaft iwwer Letzshop bei engem Elektriker am Norden, wou ech nimools higefuer wier, fir dat sichen ze goen. Mee deen huet awer elo e Client derbäikritt, wou ech net direkt bei dee gaange wier, mee op eng aner Plaz.

A grad dat ass eeben do och en neie Marché, fir nei Clienten ze fannen. Ech mengen, dass et och do besonnesch wichteg ass, dass d'Attraktivitéit vun de Gemengen, fir och Leit dohinner unzezéien, ganz wichteg ass, dat mat Geschäftsstroossen, dat mat Stroosse mat Animatiounen oder anere Saachen, wou een och kann dann en Developpement maachen.

Et ass iwwert d'Assisë geschwat ginn. Eebe grad dowéinst gëtt et d'Assises du tourisme. Dowéinst gëtt et aner Assisen, déi gemaach gi sinn.

Just nach zwee Wierder zum Punkt vun der Digitalisatioun. Ech mengen, dass ee grad gesinn huet, dass Lëtzebuerg e Land ass, wou d'Digitaliséierung ganz wäit weidergedriwwe ginn ass, wou mer ganz, ganz gutt Reseauen hunn. Ech wëll just drun erënneren: D'Post huet an deene leschte fënnef, sechs Joer iwwer 1 Milliard Euro investéiert, fir dass d'Reseauen do sinn. Ob et elo tëschent Ettelbréck an ... Ech weess net, wou d'Madamm Hansen wunnt, wou de Reseau ëmmer fortgeet.

Une voix.- Dikrech.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Zu Dikrech!

Une autre voix.- Heischtergronn.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Am Heischtergronn, wou dann de Reseau ëmmer fortgeet. Dat weess ech elo net. Mee ech weess, dass eebe grad do och ëmmer erëm ganz héich Investissementer vun der Post gemaach ginn.

A wa mer esou gutt duerch déi Kris hei komm sinn, besonnesch an der Digitaliséierung - an ech gesinn et beim LCB, Luxembourg Convention Bureau, mat allem, wat Business Tourism ass, fir eeben och grad kënne sief et Webexen oder aner Kongresser iwwer Internet ze maachen -, esou huet dat nëmme geklappt, well d'Reseauen hei zu Lëtzebuerg funktionéiert hunn.

Also och dee Punkt an der Motioun verstinn ech dofir vläicht net grad esou, wéi ech et sollt. Ech mengen dowéinst, dass mer opgestallt sinn, dass et am ländleche Raum natierlech nach Defie gëtt, mee déi géllt et elo zesummen unzepaken!

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Delles. De Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den zoustännege Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Merci, Här President. Ech erlabe mer awer direkt ze froen, ob ech dann zwou, dräi Minutte méi laang ka kréien, fir awer och déi Froen ze beäntwerten. Ech hu mer der nämlech dräi opgeschriwwen, wou och Kolleegen aus der Regierung mech gebieden hunn, dorobber ze äntwerten. Natierlech, wat vill Intervenantë virdrun hei gesot hunn, dat geet iwwert d'Police am ländleche Raum. Erlaabt mer, do e puer Saachen ze soen. Dann ass den RGTR am ländleche Raum nach ernimmt ginn. An dann, vläicht just zum Schluss, well d'Taina Bofferding mech gefrot huet, erlaabt mer och nach e Saz zu de Finanzen, dat kuerz unzeschwätzen.

Soudass ech dann ufänke wéilt mat der Reorganisatioun vun der Police. Dir wësst, 2018 ass e Gesetz gemaach ginn, fir d'Kommissariater am Land ze regruppéieren, fir d'Zil ze hunn, awer och méi effikass ze sinn. Dofir sinn eng Rei där Kommissariater fusionéiert ginn.

Firwat ass dat gemaach ginn? Virdrun ass d'Beispill vu menger Gemeng genannt ginn, an och d'Gemeng vu mengem Kolleeg Lex Delles. Do ware Kommissariater, déi haten a sech am Dag net méi ganz vill Leit do schaffen. Déi hunn um fënnef Auer zougemaach an da war näischt méi do.

Haut, duerch d'Zesummeleeung vun deene Kommissariater, ass méi e grousst Kommissariat entstanen. Dat ass awer dann zu Réimech ugeluecht ginn. Mee si hunn awer Ëffnungszäiten am „deux roulements". Wat heescht „deux roulements"? Ma, déi sinn elo vu moies 7.00 bis owes 21.00 Auer op, dat heescht, insbesondere dann, wann deels och méi Accidenter passéieren an och emol d'Onsécherheetsgefill méi grouss ass tëschent den Auerzäite - fënnef, sechs Auer, an owes aacht, néng -, fir méi Presenz ze hunn. Dofir ass dat jo an deem Konzept do entstanen.

Dobäi sinn natierlech och déi dräi Roulementer, dat sinn déi Kommissariater, déi iwwer 24 Stonne present sinn. Déi sinn natierlech matenee verbonnen. An dat ass den zweete Punkt, deen awer ganz nei ass, deen och vläicht nach méi verkannt ass: Dat ass den Dispatchingprogramm, den ELS, wéi si et nennen - dat ass den „Einsatzleitsystem". Dat ass änlech, wéi d'Pompjeeën deen och hunn. Et geet nämlech drëms, do séier an effikass ze intervenéieren - deen, deen a sech am noosten ass. An et ass jo do, wou d'Police an der leschter Zäit ganz aktiv dru geschafft huet, fir eebe bei der Interventioun ganz kloer Presenz ze weisen an och kënnen do ze intervenéieren.

An der Pandemiezäit ass den E-Kommissariat och ganz staark no vir komm. Mir hu virun e puer Wochen - zwou oder dräi Wochen -, wéi mer déi Vëloscampagne „Sécher mam Vëlo" presentéiert hunn, och eng nei App presentéiert. Déi App gëtt et schonn e bësse méi laang bei der Police. Mat där App léisst sech awer ganz vill Proximitéit och direkt mat der Police erreechen. Dofir soll een déi och benotzen. Dir kënnt dat roueg um Site vun der Police kucken.

Wou ech lech awer och Recht ginn oder wouriwwer d'Interventiounen hei och vill gaange sinn, dat ass ëmmer dat tëschent der Interventioun, der Preventioun an der Proximitéit. Ech mengen, et ass och do, wou jo kloer gesot ginn ass, dass de Rekrutement eent vun deene wichtegsten Elementer ass, oder vun den Objektiver, déi ech mer och op de Fändel geschriwwen hunn, dass mer dee Rekrutement - deen aussergewéinleche Rekrutement ... Well dee Manktem, dee mer jo hunn, deen ass jo iwwer all déi Jore gewuess. Deen ass jo net vun haut op muer entstanen. Dës Regierung ass dee massiv ugaangen a mir hunn och déi éischt Erfolleger, well säit zwou Wochen ass jo d'Schoul besat mat 200 neie Rekruten.

An et ass net esou, dass déi Leit, déi dann elo an d'Pensioun ginn, net wäerten ersat ginn. Nee, et ass ee Plus! Wat och nei derbäi ass - an dat ass och en neit Phenomeen -: Mir kënne ganz vill Jobben, Beruffer - well d'Police huet extreem vill Beruffer - och duerch Zivillpersounen ersetzen.

Dat heescht, et ass net, dass onbedéngt en ausgebilte Polizist, deen um Terrain gebraucht gëtt, fir déi Proximitéitsaarbecht ze maachen, dass deen och direkt muss, ech soen elo emol, Aarbechte maachen, déi och en anere ka maachen. Dofir ass jo deen aussergewéinleche Rekrutement am Zivillberäich, wou mer der jo schonn d'lescht Joer 80 agestallt hunn, dëst Joer erëm 80 an och d'nächst Joer erëm 80, wou also 240 Leit derbäikommen.

An da wëll ech awer och soen: Déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen ass ganz wichteg am preventive Beräich. Ech wëll lech awer och gratuléieren, well et ass net nëmmen d'Repressioun, déi wichteg ass, an dat betounen ech ëmmer, mee och d'sozial Aarbecht, och déi proaktiv Virgäng!

Dofir kann ech lech nëmme gratuléieren, well ech hunn den 11. Mee an enger Lëtzebuerger Zeitung gelies, dass eist Kommissariat zu Gréiwemaacher zesumme mat Äre Leit aus der Schwemm eng Rei preventiv Charaktere gemaach hunn. An et ass dat, wat d'Policeaarbecht ausmécht: engersäits Preventioun, Proximitéit an d'Interventioun ganz kloer ze maachen. Dofir mengen ech, dass dës Regierung ganz gutt ënnerwee ass, fir dat ëmzesetzen.

Da vläicht e puer Wierder zum RGTR, well Der dat ernimmt hutt. Dir wësst jo, dass do eng Reform amgaangen ass. Déi ass och ganz participativ ugaangen. Et ass duerch d'Regioune gaangen. D'Gemenge konnte matschaffen, d'Bierger konnte matschaffen. An déi ass an der éischter Phas an der Ëmsetzung.

Dir wësst, Dir hutt d'Beispill vu Conter genannt, et waren och aner Beispiller - zum Beispill a menger Regioun, am Schengener Eck -, do hu se ugepasst. An et ass jo och direkt vum Minister Bausch gesot ginn, dass och lafend Upassunge wäerte kommen. Déi lafen elo bis Enn des Joers. Dann ass jo och gesot ginn, dass direkt e Bilan dozou gemaach gëtt, ee Joer drop, fir ze soen: Wou kënne mer upassen, fir dass jiddereen dee Bussystem ...? An och am ländleche Raum, well et ass net esou, dass déi am ländleche Raum alleguer en Auto hunn. Déi mussen och op de Bus kënnen zougräifen. Dofir ass et wichteg, dass dee Bussystem och ausgeweit gëtt.

Wann ech awer elo ... Dat, wat Der ugeschwat hutt, dass all eenzelne Bus ëmmer an d'Stad gefuer ass, bis op d'Gare: Dat huet jo och mat sech bruecht, dass den Tram haut fiert. An deen huet nämlech derzou gefouert, dass mer haut 2.000 Busser manner an der Stad fueren hunn! Manner Stau, manner Ofgasen an esou weider.

Et ass dat, wat wichteg ass ze vermëttelen. Et ass e Paradigmewiessel! Nämlech wann Der an enger grousser Stad ënnerwee sidd, dass een ëmsteige muss: Dat Ëmsteige muss flott gemaach ginn! Dat muss agreabel gemaach ginn. Dat muss zäitno geschéien. Dat muss ugezeechent gi mat der Zäit. An dat gëtt jo och gemaach.

Dat heescht, de Wiessel vun engem Transportmëttel op dat anert Transportmëttel ass en Deel vun der Philosophie vun deem Ganzen. Dofir ass virdrun och erëm d'Madamm Gary - fir déi nach eng Kéier ze zitéieren, si ass haut scho vill erwäänt ginn ... Et sinn eng jett Mobilitéitsprinzippien, déi mer notze mussen. A se alleguer, et ass net ee géint deen aneren, mee et ass zesummen. Et ass dat Vernetzen, wat wichteg ass. An dat gëtt probéiert, mat där Reform vum RGTR ëmzesetzen.

Dann nach e lescht Wuert zu de Finanzen, well ech, op Wonsch vun der Madamm Bofferding, lech dat och wollt soen: dass jo awer Gott sei Dank sech erausgestallt huet, dass et eeben net déi ugekënnegt 417 Millioune manner waren, fir un d'Gemengen ausgedeelt ze ginn. Et ass nach ëmmer en Defizit, deen ass do. Deen ass sécherlech och fir d'Gemengen net esou einfach ze droen: 210 Milliounen, hunn ech gesot kritt.

Si huet mer awer och mat op de Wee ginn, dass awer eng gewësse Stabilitéit komm ass duerch déi Gemengefinanzreform, déi gemaach ginn ass. Si huet mer awer mat op de Wee ze ginn, lech unzekënnegen: Den 3. Juni hutt Der eng Kommissiounssëtzung, wou Der genau de Bilan sollt maachen iwwert d'Gemengefinanzreform, respektiv dann och, fir d'Situatioun vun de Gemenge kënnen ze beliichten, an dass een dorauser fir lech, also déi kompetent Kommissioun, dann och déi entspriechend Konklusioune kann zéien.

Dofir, merci nach eng Kéier, fir kënnen déi sechs Minutten dann ze iwwerzéien. Awer och merci all deenen, déi hei intervenéiert sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kéimen dann elo zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Den Auteur vun der Interpellatioun, den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur*.- Merci, Här President. Och merci fir all déi Interventiounen, zemools wat d'Kolleegen Deputéiert ...

Plusieurs voix.- Mir héieren näischt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et wier vläicht gutt, Här Gloden, wann Der géift bei de Mikro kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur*.- Merci fir all déi Interventiounen hei zu där Debatt iwwert de ländleche Raum. Ech stelle fest, datt déi meescht Deputéiert am Fong mat all deene Proposen, déi ech gemaach hunn, d'accord sinn.

Ech wëll op ee Punkt besonnesch agoen, deen, wou de Minister Lex Delles gesot huet, dass e sech strieft - a mir si jo och d'accord, mee op deem Punkt si mer wierklech net d'accord -, fir Gebaier opzekafen, fir déi dann als Hotel ze vermieten. Wann ech dee Projet vu Letzshop huelen, dat ass genau dat selwecht. Do bezuelen de Staat an d'Gemenge de Projet Letzshop an do kënnen d'Commerçanten dann och zu bessere Bedéngungen hir Produiten iwwert déi Internetplattform verkafen. An dat huet jiddwereen hei begréisst, moi inclus. Duerfir verstinn ech dat Argument net fir ze soen: „Nee, mir wëllen dat net maachen!" An ech wëll elo net nach eng Kéier erëm all Argument hei zu deenen anere Punkten opféieren an ech géif dann och d'Motioun zur Ofstëmmung stellen, Här President.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools. Ech verstinn dem Här Gloden seng Meenung. Mir sinn eis jo och heiansdo eens - bei deem heite Punkt definitiv net. Letzshop ass eppes ganz aneres. Hei schwätze mer vun enger Saach, wéi wann eng Gemeng - ech weess net, eng Gemeng Réiser - géif e Gebai opkafen, niewendrun ass awer en aneren Hotel a si géif deen dann zu engem anere Präis verlounen, wéi et ass.

Am Gesetz vun 2018 iwwert d'Staatshëllefen hu mer schonn eng Exceptioun. An dofir, och nach en anert Argument, fir deem entgéintzewierken, wat Der an der Motioun geschriwwen hutt, dat ass dee Volet, dass et do souguer méiglech ass an der Hotellerie, wann e Privaten an e Gebai investéiert, dass dee kann eng Staatshëllef kréien, och wann en et duerno weiderverlount. Dat heescht, do gëtt et schonn Adaptatiounen, fir grad deem do virzebeugen.

Et gëtt op där anerer Säit awer natierlech och déi normal Hëllefen, déi eng Gemeng ka kréien, wa se esou eppes wëllt maachen. Déi sinn awer eent zu eent gläich mam normale Regimm vun de Staatshëllefen, wéi dat och ass, wann e Privaten eppes keeft an dat wëllt maachen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Delles. Dann huet och nach den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz. Et sinn eng Rei Punkte vun der Madamm Minister an den Häre Ministeren ugeschnidde ginn. Deen zweeten Tiret zum Beispill, davantage nach Promotioun ze maachen am Horeca, ech mengen, dat ass e Prozess, dee stänneg leeft. Koinvestissementer an d'Infrastrukturen, dat huet den Här Delles elo just nach eng Kéier gesot. Dass mer den Teletravail weider wëllen developpéieren, dat versteet sech vum selwen. Dann d'Digitalisatioun, do ass mer zougedroe ginn, dass mer awer 74 % vum Land un de Glasfaser ugeschloss hunn. Dat ass och e Prozess, dee stänneg weiderleeft.

Dann, iwwert d'Policepresenz huet den Här Kox och Bescheed ginn an hei gesot, wat amgaangen ass am Moment ze geschéien, och um personelle Plang, an iwwert d'Groussregioun huet d'Madamm Minister, mengen ech, och déi Projeten, déi lafen, ënnerstrach. Ech géif dofir de Leit aus menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzedroen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An da kritt d'Wuert d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo. Ech wollt et och ganz kuerz maachen, Här President, just déi zwee Punkten nach eng Kéier ervirsträichen, déi och den Här Kox genannt huet. Dat ass engersäits d'Verstäerkung vun der Police, anerersäits och de Bustransport. Ech mengen, ech muss net widderhuelen, wat den Här Kox, de Minister Kox, erkläert huet. Dat leeft. A mir si frou, dass et leeft! Mir sinn awer och frou, och wann d'Kultur net ernimmt ginn ass, dass sech och um kulturellen Niveau villes beweegt. Ech wollt dat awer och eng Kéier soen. Et stoung an der Demande derbäi, mee d'Kultur ass e bëssen ze kuerz komm. Ech wéilt just erwänen, dass awer och am Oste kulturell Aktivitéite sinn. An ech mengen, dat ass och e wichtege Volet vum ländleche Raum.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché.

Ech gesi keng Wuertmeldung méi, soudatt mer zum Vott vun der Motioun kënne kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen an 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

10. Hommages à M. Marc Baum et à M. David Wagner

Haut ass déi virleefeg lescht Sitzung fir zwee vun eise Kolleegen. Esou wéi d'Statute vun déi Lénk et virgesinn, ginn d'Deputéiert Marc Baum an David Wagner nom Rotatiounsprinzip hiert Mandat muer un déi Nächstgewielten of. Den David Wagner ass viru sechs Joer an d'Chamber komm, de Marc Baum ee Joer méi spéit, 2016.

Mir wäerten hir engagéiert a sachlech Interventiounen an den ëffentleche Sitzungen an och an de Kommissioune vermëssen. Si waren ëmmer ganz am Sënn vun deem, wat mir all ënner enger oppener parlamentarescher Demokratie verstinn, zu där Dir zwee domat och ganz vill bäigedroen hutt.

Ech maachen elo ganz bewosst keng grouss Ofschlossried, well ech mengen, dat war och de Wonsch vun eisen zwee Kolleegen.

(Hilarité)

Wéi seet een esou schéin: Et ass keen „Äddi", mee wuel éischter en „au revoir".

Une voix.- Bravo!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.28 heures.)

SÉANCE 56

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mercredi 19 mai 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés**
   - M. Fernand Etgen, Président - Mme Myriam Cecchetti - Mme Nathalie Oberweis
3. **Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Changements de composition de commissions parlementaires**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Composition d'une sous-commission**
   - M. Fernand Etgen, Président
6. **Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales**
   - M. Fernand Etgen, Président
7. **Changement de composition du Comité de discipline**
   - M. Fernand Etgen, Président
8. **Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la situation des travailleurs handicapés**
   - Exposé : M. Sven Clement
   - Débat : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
9. **Interpellation de Mme Cécile Hemmen au sujet de la sécurité routière**
   - Exposé : Mme Cécile Hemmen
   - Débat : M. Serge Wilmes (intervention de M. le Ministre François Bausch) - M. Max Hahn - M. Carlo Back (dépôt de la motion 1) - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen (intervention de M. le Ministre François Bausch)
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (dépôt d'un document)
   - Motion 1 : M. Marc Goergen - Mme Myriam Cecchetti - M. Jeff Engelen
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
10. **Question élargie n° 93 de M. Fred Keup au sujet de la sécurité d'approvisionnement en électricité**
    - M. Fred Keup - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Marc Hansen et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique*.- Nee, Här President.

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir huelen haut zwee nei Memberen an d'Chamber op a fänken u mat der Vérification des pouvoirs an der Assermentatioun vun der Madamm Myriam Cecchetti.

A sengem Bréif vum 30. Abrëll 2021 huet den Här Marc Baum matgedeelt, datt hie vum 19. Mee dëst Joer un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun déi Lénk aus dem Walbezierk Süden derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass deen éischte Suppleant d'Madamm Myriam Cecchetti, déi d'Mandat ugeholl huet.

Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, soudatt dem Artikel 6 Paragraf 3 no vum Chambersreglement d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Myriam Cecchetti virum 15. Mee 2021 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung vun haut, follgend Piècen ofginn huet: eng Kopie vun hirer Carte d'identité, fir ze beweisen, datt se Lëtzebuergerin ass an 18 Joer huet; e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt si am Grand-Duché lieft; souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erklärt si, datt si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwert d'Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Myriam Cecchetti huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditioune, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Myriam Cecchetti hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung hiert Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung hier Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech also aus de genaue Kontrollen op de gesamte Piècen, datt a) d'Madamm Myriam Cecchetti d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn; b) d'Madamm Myriam Cecchetti vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vun der Madamm Myriam Cecchetti sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst wannechgelift d'Madamm Myriam Cecchetti erakommen.

Madamm Cecchetti, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun der Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. » Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Je le jure.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen! Ech géif lech bieden, Plaz ze huelen.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir géifen dann elo direkt zur Vérification des pouvoirs vun der Madamm Nathalie Oberweis iwwergoen. Et ass Usus, datt all neigewielten Deputéierten eng Untriedsried däerf halen. Well d'Madamm Cecchetti nach ni Member an der Chamber war, kritt si no der Vérification des pouvoirs vun der Madamm Oberweis d'Wuert, fir hir Untrëttsried ze halen. D'Madamm Oberweis, déi och nach ni Member vun der Chamber war, wäert hir Untrëttsried no där vun der Madamm Cecchetti halen.

Elo komme mer zur Vérification des pouvoirs vun der Madamm Nathalie Oberweis.

A sengem Bréif vum 30. Abrëll 2021 huet den Här David Wagner matgedeelt, datt hie vum 19. Mee dëst Joer un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun déi Lénk aus dem Walbezierk Zentrum derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. Der Reiefolleg vun de Suppleanten no ass deen éischte Suppleant d'Madamm Nathalie Oberweis, déi d'Mandat ugeholl huet.

Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, soudatt d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Nathalie Oberweis virum 15. Mee 2021 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, déi bei der Madamm Cecchetti virdru scho genannte Piècen ofginn huet.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Nathalie Oberweis huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. Et ergëtt sech aus deenen neie Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt a) d'Madamm Nathalie Oberweis d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn; b) d'Madamm Nathalie Oberweis vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vun der Madamm Nathalie Oberweis sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst da wannechgelift d'Madamm Nathalie Oberweis erakommen.

Madamm Oberweis, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun der Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. » Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Je le jure.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wéi virdrun annoncéiert, wier et elo un der Madamm Myriam Cecchetti, fir hir Untrëttsried ze halen. Madamm Cecchetti, ech ginn Iech elo d'Wuert.

Discours de début de mandat

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, no den Äishellegen an der „Kalten Sophie" gëtt et nuets kee Frascht méi, zumindest dem Bauerekalenner no. Ass dat da kee gutt Omen, fir no där kaler Front mat engem Hauch vu Fréijoer hei an der Chamber vereedegt ze ginn? An dat ass eng gutt Viraussetzung, datt der Madamm Oberweis a mir dann och kee kalen a raue Wand méi entgéintbléist, zumindest emol um Wee fir hei an d'Chamber.

Et ass mir elo eng Éier, eng vun deenen éischten déi-Lénk-Fraen an der Chamber, d'Nofolleg vun erfuerenen, geschätzten an unerkannte Politiker wéi dem Här Marc Baum an dem Här David Wagner an hire Virgänger däerfen unzetrieden, och wann, oder grad well dat eng grouss Erausfuerderung ass an d'Lat zimmlech héich läit.

Mee jiddwereen huet eng Kéier missen ufänken a schliisslech léieren d'Kanner duerch d'Fale goen. Loosse mer alt hoffen, datt et eng keng bluddeg Knéien an Nuese ginn!

Et ass niewent der Éier awer och eng grouss Responsabilitéit, déi dëst Amt mat sech bréngt, nämlech d'Bierger aus dem Land ze vertrieden, och déi, a vläicht virun allem och déi, déi kee Stëmmrecht hunn, an/oder déi, déi net gehéiert ginn, fir politesch Theemen ze beliichten, déi vläicht och net esou ugesot sinn, net esou sexy sinn, net direkt Wielerstëmme bréngen.

Meng Originne sinn am Ausland wéi bei esou ville richtege Lëtzebuerger, déi hei am Land gebuer goufen.

„Il mio papà, seduto di fronte a noi con la mia mamma, è arrivato da Padule, una frazione della città di Gubbio in Umbria, con niente. Lì non c'era lavoro, non c'era ricchezza. Qui sperava di trovare un lavoro e una vita migliore per lui e per la sua famiglia."

« Mon père a dû tourner le dos à sa terre natale comme beaucoup d'immigrés l'ont dû faire avant lui et le font encore aujourd'hui pour pouvoir survivre, pour pouvoir vivre, pour pouvoir subsister et non pas pour profiter d'un pays plus riche et plus sûr que le leur. Quelle misère doit-on rencontrer pour s'oser à une telle histoire, pour vouloir quitter son pays, sa terre natale pour un avenir incertain dans un pays lointain non connu avec des gens étrangers, une langue étrangère voire même un alphabet non connu. »

Ech selwer sinn zu Esch gebuer a sinn e richtege Minettsdapp, vun der Long op d'Zong. Et weess een ëmmer, wou ee mat mir drun ass, an dat ass net déi schlechtsten Eegenschaft. Selwer mëttlerweil Mamm vun dräi wonnerbare grousse Kanner hunn ech mech awer eréischt no der Gebuert vun deem drëtte Kand méi staark fir Politik interesséiert, well mir d'Fro: „Wat fir eng Gesellschaft an Ëmwelt hannerloosse mir eise Kanner a Kandskanner iwwerhaapt?", net aus dem Kapp gaangen ass an ech mech aktiv wollt bedeelegen, fir et besser kënnen ze maachen, wat och ëmmer dat bedeit.

Schonn zimmlech fréi hunn ech mech fir Ëmweltheemen, Ernärung an Educatioun interesséiert. Mir liewen - an ernären eis - ekologesch an ëmweltbewosst. Eis Kanner si gewéckelt ginn, si hu frësch- a selwergemaachte Babynarung kritt, net einfach nieft dem Beruff. Vill Choixen hu misse getraff ginn, vill Recherchë gemaach ginn. An dann, wat ass dann elo méi sécher, méi ëmweltfrëndlech, méi CO_2-neutral? Bio aus Neuseeland oder en 52-mol gesprëtzten Apel aus der Nopeschgemeng? Dat kann an däerf net eleng dem Konsument säi Problem sinn. Do muss d'Politik dee richtege Kader schafen.

Dat fochst mech elo scho jorelaang, datt ëmmer nëmmen de Konsument d'Schold kritt, datt, wann

hien aneschters géif kafen, och aneschters produzéiert géif ginn. Dat funktionéiert net. Do mussen am Virfeld scho politesch d'Weiche gestallt ginn. D'Politik muss de Global Player Grenze setzen a Krittäre festleeën an donieft dat regionaalt, saisonaalt nees an de Vierdergrond bréngen, awer net hallefhäerzeg a mat Pseudocampagnen. Mir hu schliisslech Moyenen, fir déi circular Wirtschaft ze förderen.

Och d'Mobilitéit ass heibäi e wichtege Facteur. Den ëffentlechen Transport muss méi wéi topp sinn, a wou deen net gräife kann, mussen de Bierger aner Moyenen ugebuede ginn: Ruffbus, Rufftaxi, Matfuergeleeënheeten. Och déi duuss Mobilitéit muss bei der Planung mat berücksichtegt ginn, fir datt d'Velofuerer/inne kënnen ouni Gefor vun A op B kommen. An et muss opgehale ginn, trotz deenen doten Usätz dann nach ëmmer méi Contournementen ze plangen, déi duerch Noerhuelungsgebidder ginn a genee déi Biosphär zerstéieren, déi de Bierger brauch, fir kënnen ze iwwerliewen.

Zanter 1992 sinn ech Enseignante an hunn eng Hellewull Formatioune wéi och e Legastenietrainer an e Master gemaach. Ech hu jorelaang mat Kanner mat besonnesche Bedürfnisser an der Klass integréiert geschafft a weess genee, wou de Schong dréckt. Bildung fir jiddwereen an zesummen op alle Fall. Dorobber huet all Kand e Recht. Awer fir eng gelongen Integratioun a Chancëgläichheet muss alles ronderëm stëmmen: d'Infrastrukturen, de Personalschlëssel, d'Teamer mat de Spezialisten an der Schoul. Well wann eis Enseignanten e Burnout hunn, well d'Situatiounen ontragbar sinn, well wa Jonker de Beruff net méi wëlle maachen, well se zwëschent d'Fronte geroden, dann hu mir näischt geschafft an e reelle Problem.

Mee eng gutt an eng zolidd Educatioun ass enorm wichteg fir eng opgeklärte Gesellschaft, fir sech anzebezéien a mat diskutéieren ze kënnen an ze wëllen. Dëst si ganz wichteg Piliere fir eis Zukunft.

A mengen Aen hänkt alles zesummen, eis ganz gesellschaftlech Strukturen a Fonctionnementer, eist festgefuerent Denken a Schinnen a Bunnen, wou mir et net fäerdegbréngen, vernetzt ze denken, wou mir et net fäerdegbréngen anzegesinn, datt mir als Mënschen eigentlech guer net esou wichteg sinn an datt eise Planéit och ganz gutt ouni eis eens gëtt. En ass schliisslech och mat den Dinosaurier fäerdegginn.

Mir vergiessen eis Nichtegkeet an halen eis fir den Nuebel vun der Welt, mee vläicht si mir just en Experiment, dat total an d'Box gaangen ass. Mir hunn nach eng Chance: déi vun der Ëmännerung vun eise Liewensgewunnechten. Mir kënnen et nach packen. Mee déi Zäit, déi eis bleift, gëtt ëmmer méi enk.

Dës Pandemie ass a mengen Aen eng Warnung an et wäerten nach Pandemien hannendrukommen, an zwar an ëmmer méi kuerzen Zäitofstänn. Eng Ëmverdeelung vun all deem, wat do ass, ass onëmgänglech. Déi puer wéineg Multimilliardäre musse léieren, mat all deenen aneren ze deelen, fir selwer och kënnen ze iwwerliewen.

D'Wirtschaft mat hiren Aktionäre muss léieren, all d'Leit mat anzebezéien, fir eng nei Gesellschaft op d'Been ze bréngen. „Costs are carried by others, not us." Mir mussen endlech ufänken, d'Aen opzemaachen an ze reagéieren, an net am Waasser sëtzen ze bleiwen an eis kachen ze loosse wéi de Fräsch, deen de Moment verpasst hat erauszesprangen.

Op eng gutt a solidaresch Zesummenaarbecht hei an der Chamber.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Myriam Cecchetti. An et wier dann elo un der Madamm Nathalie Oberweis, fir hir Untrëttsried ze halen. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci villmools. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, an enger Studie vun der Uni Berkeley aus dem Joer 2013 hunn d'Chercheure Leit matenee Monopoly spille gedoen. Ee géint een, just waren d'Reegelen allkéiers vu vireran esou, dass ee vun deenen zwee esou oft würfele konnt, wéi e wollt ..., pardon, duebel esou vill würfele konnt, wéi e wollt, (veuillez lire: dass just ee vun deenen zwee mat zwee Würfele würfele konnt) an duebel esou vill Sue krut. D'Reegele waren also vun Ufank un onfair an ee vun deenen zwee Spiller war kloer bevirdeelegt.

D'Fuerscher hu séier festgestallt, dass déi privilegiéiert Spiller wärend dem Spill ëmmer méi iwwerhieflech gi sinn, méi haart gi sinn a sech dominant beholl hunn. Déi privilegiéiert Spiller ware sech hirer Saach ganz sécher a wéi d'Chercheure si duerno gefrot hunn, firwat si da gewonnen hunn, sote si all - also déi Spiller, déi besser Startchancen haten -, dass si besser gespillt hunn. Kee sot, dass et wéinst hirer besserer Startpositioun war.

Wat seet dat iwwer eis Gesellschaft aus? Dat kann ee menger Meenung no op e puer Niveauen ausleeën. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg ee vun den héchsten Niveaue vun Ongläichheeten an der EU a si wuesse weider rasant schnell.

Viru Kuerzem ass nees bekannt ginn, dass den Gini-Effekt zu Lëtzebuerg nees staark gewuess ass, a wou op där enger Säit Aarmut steet, steet op där anerer Säit Iwwerfloss.

E groussen Deel vum Wuesstum gëtt vun der ieweschter gesellschaftlecher Schicht encaisséiert. Wat mécht dat mat de Leit? D'Chercheuren hu festgestallt, dass Privileegien an d'Konzentratioun vu Besëtz Empathie defavoriséiert. Et gëtt ee méi gäizeg a manner empathesch.

An da kucke mer op eis. Wann ech hei ronderëm mech kucken, mengen ech, dass mer all zimmlech privilegiéiert sinn. A mir si wéi déi mat deenen zwee Würfelen, och wann ech mer bewosst sinn, dass ganz vill Leit hei am Raum sech engagéiere fir déi Leit mat manner Chancen.

An da kommen ech zu mir. Ech war mer fréi bewosst, dass ech duerch puer Chance hei zu Lëtzebuerg gelant sinn. Et ass en absolutte Privileeg, hei gebuer ze sinn, an ech weess gläichzäiteg, dass net jiddwereen, och net hei am Land, déi Chance huet. D'Würfele si fir mech glécklech gefall.

Ma hei am Land wunnen net just Lëtzebuerger an och net just Besëtzer. Stellt Iech vir, all eis Matbewunner wieren hei representéiert oder wieren an enger anerer Kummer representéiert, mat där mer géifen zesummeschaffen. Wat géif dat mat eis maachen? Mir Lëtzebuerger hätten net méi de Monopol vun der politescher Muecht. An dann? Wier dat schlëmm? Ech stellen d'Fro.

Nous avons un problème au niveau de la représentation politique au Luxembourg. Tout le monde et nous inclus sommes conscients du déficit démocratique qui nous colle à la peau. Et ça n'aide pas de ne pas le thématiser. Le parlement ne représente pas tout le pays. Tôt ou tard nous devrons changer la façon d'exercer le pouvoir et de partager le pouvoir pour mieux inclure tous les citoyens et citoyennes. Je pense donc spécialement à ceux qui malgré le fait de travailler ici, de s'engager ici, de vivre et de payer leurs impôts sont exclus de toutes représentations politiques.

Eigentlech geet et mer drëms, eis drun ze erënneren, firwat mer hei sinn a fir wie mer hei sinn. Ech perséinlech denken elo besonnesch un all déi, déi ausgeschloss sinn hei am Land, mee och an der Welt. Natierlech denken ech u meng Frënn am Niger, e Land, wou ech zwee Joer gewunnt a geschafft hunn, an dat als eent vun den äermste Länner an der Welt agestuuft gëtt a wou fir d'éischte Kéier d'Mënsche mech u sech staune gedoen hu mat hirem alldeegleche Genie fir ze iwwerliewen a mat hirer Toleranz.

Ech denken u meng Frënn vum Comité pour une paix juste au Proche-orient, wou ech laang geschafft hunn an nach ëmmer engagéiert sinn. D'palästinensesch Cause war an ass mer eng Schoul. Et ass vläicht déi Schoul, fir déi et am schwéiersten ass, sech ze engagéieren. An et gëtt ëmmer méi schwéier, well wéi Dir wësst, kritt een all méiglech schlëmm Saachen un de Kapp geheit. Dofir ass dës Cause eng Schoul, well et léiert een, staark ze sinn an u seng humanistesch Prinzippien ze gleewen.

Ech wollt eigentlech ni an eng Partei goen. Ech hat esou meng Bedenken, wat dat bekannte Parteidenken ugeet. Wéi den David mech dunn awer gefrot huet fir ze kandidéieren, hunn ech gemengt, bon, meng Zäit wier räif, fir meng Engagementer enzwousch anescht weiderzeféieren. Ech si relativ nei an der Politik an ech di mech och nach schwéier, mech als Politikerin ze bezeechnen. Ech denken och, et gëtt schwéier, dem David an dem Marc hiert Ierwe weiderzeféieren.

Ech wëll also profitéieren, fir hinnen nach eng Kéier ze felicitéiere fir hiren Engagement hei, an ech soen och de Fraktiounskolleege scho Merci fir hir Aarbecht an dass si enger lénker Beweegung et erméiglechen, mat der Rotatioun eng gewësse Kontinuitéit ze erhalen.

Natierlech muss ech menger immenser Famill Merci soen, ouni déi ech net hei wier: mäi Mann, meng Kanner, meng Elteren a meng Schwëster, déi mech vun Ufank un a menge Choixen ënnerstëtzt hunn.

Erlaabt mer och, deene Mënsche Merci ze soen, déi mer hiert Vertraue geschenkt hunn. Ech wäert mech mat beschtem Wëssen a Gewësse fir si asetzen.

Et bleift mer eppes: Ech respektéieren all d'Kolleegen hei. Ech si fundamental der Meenung, dass mer all gläich sinn. Dofir verzeit mer, ech sinn e modeste Mënsch, wannechgelift, riet mech net mat „honorabel" un. Dir kënnt mech einfach Nathalie nennen, souwäit ech weess, gëtt et keen zweet hei.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Nathalie Oberweis.

3. Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés

Andeems den Här Marc Baum net méi Member an der Chamber ass, ass ee Poste vum permanente Suppleant vum Bureau fräiginn. Et gëtt proposéiert, datt d'Madamm Myriam Cecchetti dëse Posten iwwerhëlt. Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum permanente Suppleant vum Bureau ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Fir de Poste vum Membre suppléant permanent vum Bureau gëtt et also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass. Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

Ech géif Iech bieden, wann Der domadder d'accord sidd, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

D'Madamm Cecchetti ass domat zum permanente Suppleant vum Bureau proklaméiert.

4. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här David Wagner.

An der Sous-commission « Avenir de l'Europe » ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här David Wagner.

An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här Marc Baum fir de Volet « Égalité entre les femmes et les hommes ».

An der Commission de la Santé et des Sports ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här Marc Baum fir de Volet « Santé ».

An der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här David Wagner ausser fir de Volet « Protection des animaux ».

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här David Wagner.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här David Wagner.

An der Commission de la Culture ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här Marc Baum.

An der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här Marc Baum.

An der Commission des Institutiouns et de la Révision constitutionnelle ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här Marc Baum.

An der Commission du Logement ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här David Wagner.

A schliisslech an der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här Marc Baum.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ëmännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Composition d'une sous-commission

Ech géif Iech dann och nach gäre matdeelen, datt d'Sous-commission « Télétravail » aus dem Här Marc Spautz, dem Här Claude Haagen, der Madamm Carole Hartmann, dem Här Charles Margue, dem Här Jeff Engelen an der Madamm Myriam Cecchetti zesummegestallt ass.

6. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales

Wat d'Zesummesetzunge vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, si follgend Ännerungen agaangen:

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional, dem CPI, ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här Marc Baum als effektive Member.

An der Délégation luxembourgeoise du groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol ersetzt d'Madamm Nathalie Oberweis den Här David Wagner als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ëmännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Changement de composition du Comité de discipline

Wat d'Zesummesetzung vum Comité de discipline ugeet, proposéiert déi politesch Sensibilitéit déi Lénk, datt d'Madamm Myriam Cecchetti den Här David Wagner ersetzt. Ass d'Chamber mat dëser Ëmännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la situation des travailleurs handicapés

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun vun den Aarbechter mat enger Behënnerung, déi déi politesch Sensibilitéit vun de Piraten ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Sven Clement als Vertrieder vun der Sensibilitéit vun de Piraten. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e schéine Bonjour ulnterpn déi zwou nei Kolleeginnen. Mir gesinn dann déi nächst Wochen a Méint, wat déi nei Impulser an der Chamber wäerte sinn.

Loosst mech awer haut iwwer e Sujet schwätzen, dee mer um Häerz läit, nämlech iwwert d'Situatioun vun Aarbechterinnen an Aarbechter mam Statut vum Travailleur handicapé. Mir hunn dës Aktualitéitsstonn ugefrot, fir zesummen iwwer hir Situatioun ze schwätzen a méiglech Verbesserungen unzestoussen.

D'Piraten sinn der Meenung, datt dee jëtzege System vereelzt ass an datt dëse Leit onnéideg Steng an de Wee geluecht ginn. Et fänkt schonn u mam Statut. D'Gesetz vun 2003 ass an eisen Aen net méi zäitgeméiss. Fir sech kënnen als Travailleur handicapé anzeschreiwen, muss een ënner anerem jo virweisen, datt een eng Aarbechtsbeanträchtegung vu mindestens 30 % huet.

Persounen, déi d'Konditioune fir de Statut erfëllen, ginn dann awer oft op den zweeten Aarbechtsmarché orientéiert a schaffen an den Ateliers protégés. D'Ateliere sinn definitiv luewenswäert Projeten, allerdéngs muss een och soen, datt Persoune mat engem Handicap, déi an dësem System integréiert ginn, oft e Liewe laang do bleiwen. Et ass nämlech esou, datt d'Aarbechterinnen an d'Aarbechter an den Atelieren no de Besoine vum Atelier ausgebilt ginn.

Wann also en Atelier e Gäertner brauch, da gëtt een zum Gäertner ausgebilt, och wann ee virdru vläicht aner Saache geléiert hat an obwuel um éischten Aarbechtsmarché kaum Gäertner gesicht ginn. Doduerch kënne Persoune mat engem Handicap spéider de Wee net méi op den éischte Marché fannen an hunn am Liewe manner Opstigschancen. Och kënnen Aarbechterinnen an Aarbechter sech nëmmen an anere Beräicher weiderbilden, wann de Patron et wëllt.

D'Méiglechkeet, fir also spéiderhin an engem anere Beräich ze schaffen, een anere Beruff ze léieren, deen engem besser läit an deen engem vläicht och méi Spaass géif maachen, ass leider ganz geréng. Falls dann awer e Patron um éischten Aarbechtsmarché wéilt eng Persoun mat engem Statut astellen, verléisst dee sech heefeg drop, vum Staat ënnerstëtzt ze ginn.

Elo kann et awer sinn, datt de Patron, nodeems en d'Persoun agestallt huet, gesot kritt, datt e kee Recht op staatlech Hëllefen hätt, dëst well d'Perte de rendement vum Aarbechter manner wéi 40 % bedréit. Duerfir misst scho virum Ënnerschreiwe vum Kontrakt kënne festgeluecht ginn, ob dëse Patron Ënnerstëtzungen zegutt huet, an et misst och iwwerluecht ginn, fir de Seuil vu 40 % nach eng Kéier ze revidéieren.

Mam aktuelle System huet een nämlech net nëmmen dem Aarbechter Steng an de Wee geluecht op der Sich no senger Aarbecht, mee och nach dem

Patron, deen dëser Persoun wéilt eng Chance ginn; eppes, wat nëmmen déi allerwéinegst Patronen am Privatsecteur leider maachen, wéi aus enger vu menge parlamentaresche Froen ervirgaangen ass.

Just zu Erënnerung: Laut Artikel 562 vum Code du travail misst u sech all Firma mat méi wéi 25 Salariéen op d'mannst eng Persoun mat Handicap astellen. Eng Firma mat méi wéi 300 Aarbechter misst 4 % vun hire Poste mat Persoune mat Behënnerung besetzen. Ma ech muss soen, ech war nawell fatzeg erféiert, wéi ech d'Zuele vum Minister kritt hunn. 98 %, 98 % vun deene grousse Firmen halen d'Quoten net an. 80 % sinn et bei de mëttelgrousse Firmen an 81 % bei de Betriber mat bis zu 50 Aarbechter.

Am Kloertext: Eng breet Majoritéit ignoréiert d'Gesetz. Eleng am Privatsecteur sinn also ronn, wann ee just déi ënnescht Seuile géif kucken, 4.700 Plazen, déi laut Quote misste vu Persoune mat Handicap besat sinn, net un dës Leit gaangen.

Dëst geléngt awer just, wa mer se an Domäne weiderbilden, déi um éischten Aarbechtsmarché gesicht ginn, woumat mer dann erëm beim éischte Stolpersteen zréck sinn.

Och ass, niewebäi bemierkt, net sécher, datt d'Quote beim Staat respektéiert ginn. D'Innenministesch huet mer nämlech nach an enger Äntwert op eng aner Fro geäntwert, datt si net kéint soen, ob déi 5 % vun de Gemenge respektéiert ginn.

D'Quoten aus dem Code du travail bréngen de Leit um Terrain also effektiv näischt. Ech denken awer net, datt d'Quoten u sech hei eng schlecht Iddi sinn. Ech si just der Iwwerzeegung, datt se mussen iwwerschafft ginn, fir datt méi Persoune mat Handicap och wierklech eppes dovunner hunn an och eng Aarbecht am Privatsecteur kënne fannen. Well de Quoteregimm vun haut leet de Leit zwar keng Steng an de Wee, mee en hëlleft hinnen definitiv net derbäi, hire Wee ze fannen.

An da komme mer bei dee leschte grousse Steen, deen de Wee bei eng Aarbechtsplaz ka blockéieren; e Steen, fir deen de Mobilitéitsministère ganz eleng responsabel ass: d'Verdeelung vun den Adapto-Kaarten.

Wann et en Aarbechter trotz Handicap nämlech gepackt huet, eng Plaz enzwousch bei engem Patron ze fannen, wou e gutt Aarbecht leescht, da kann en deemno wéi trotzdeem net dohinner schaffe goen. Firwat? Ma well de Mobilitéitsministère decidéiert, datt hie capabel ass, capabel, fir op den ëffentlechen Transport zréckzegräifen, fir op seng Aarbecht ze kommen. Dës Entscheedung gëtt deemno wéi géint den Avis vum Hausdokter vun der jeeweileger Persoun getraff.

Verschiddener vun Iech wäerten den „Tageblatt"-Artikel gelies hunn, wou genau esou e Fall beschriwwe ginn ass. Den Här aus dem Artikel ka wéinst Gläichgewiichtsstéierungen net de Bus op d'Aarbecht huelen, well deen zu Stousszäite rammelvoll ass a well e sech net unhale kann. Den Här huet seng Aarbechtsplaz just net verluer, well säi Patron domat averstane war, datt en zu aneren Aarbechtszäite schaffe kënnt. E Patron aus dem ëffentlechen Déngscht, muss een dobäi soen. Deen Här kéint am Bus falen a sech verletzen, hie kéint nach ëmmer seng Aarbechtsplaz verléieren an hie kann och net méi esou einfach um gesellschaftleche Liewen deelhuelen. A firwat? Well de Staat Geld wëllt spueren!

580 Persounen, déi virun der Reform vun 2020 eng Kaart haten, krute keng méi accordéiert. Dat spuert dem Staat 1,2 Milliounen Euro d'Joer. Wann ee bedenkt, datt de Fuerpark vun der Regierung an de Beamten de Staat all Joer 14 Millioune kascht, da muss ee sech ganz kloer soen: Dat kann ech net novollzéien, beim beschte Wëllen net.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn hei elo véier grouss Stolpersteng genannt. Mee et ginn och nach Honnerte méi kleng Steng, op déi d'Leit mat enger Behënnerung an hirem Alldag stoussen, Hindernisser, deene mer eis heibannen net bewosst sinn. Duerfir wëll ech op dëser Plaz och nach derfir plädéieren, datt méi mat de Leit um Terrain zesummegeschafft gëtt.

Ech hu mech am Virfeld vun dëser Aktualitéitsstonn mat verschiddene Vertriederinnen a Vertrieder zesummegesat. Si all hu sech gewënscht, méi an d'Decisioune vun de Ministèren agebonnen ze ginn. Leit mat Handicap fille sech vum Staat bevormund. Dobäi kann een als Mënsch ouni Behënnerungen engem Mënsch mat Behënnerunge just dann d'Liewe méi einfach maachen, wann een dësem nolauschtert a versteet, wou d'Problemer sinn.

D'Politik muss hir Meenungen a Virschléi eescht huelen an net ignoréieren. E kierperlechen Handicap ass net automatesch och e geeschtegen Handicap. A mir mussen aus enger paternalistescher Approche erauskommen.

Persoune mat enger Behënnerung si scho mat genuch Erausfuerderungen an hirem Alldag konfrontéiert. De Staat muss also säi méiglechst maachen, fir dëse Persounen de Wee an d'Aarbecht esou einfach wéi méiglech ze maachen. De Staat muss Patronen ënnerstëtzen, déi eng Persoun mat Handicap astellen. D'Krittäre fir d'Adapto-Kaarte vun 2020 musse réckgängeg gemaach ginn an de Statut vum Travailleur handicapé, d'Quoten an d'Hëllefe fir d'Patrone mussen iwwerschafft ginn.

Dës Leit brauche kee Staat, deen hinne weider Steng an de Wee leet. Si brauchen e Staat, deen hinnen eng Hand reecht an hinnen hëlleft, hire Wee ze goen. De System, dee mir am Moment hunn, ass am beschte Fall eng Plooschter op eng Schosswonn. Mir sinn nach wäit ewech vun enger reeller Gläichstellung vun der Aarbecht a richteger, geliefter Integratioun. A vun Inklusioun muss ee bal net schwätzen.

Duerfir kommt, mir schaffen zesummen u Verbesserungen, déi bei de Leit um Terrain ukommen, déi mat hinnen zesummen ausgeschafft ginn, a mir entscheeden net iwwer hir Käpp ewech.

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol e grousse Merci un de Sven Clement, dass hien dës Diskussioun hei ugereegt huet. Mir haten och schonn d'lescht Joer am Kader vum Handicap an der Fonction publique Questioune mat Debaten. Mir haten och schonn eng Diskussioun mam Aarbechtsminister iwwert den Handicap respektiv iwwert d'Mënsche mat Beanträchtegung.

Wat awer wichteg ass: Mir kënnen net alles an een Dëppe geheien. Mir hu verschidde Situatiounen. Mir hunn emol fir d'éischt Leit, déi an enger Struktur sinn, an engem Atelier protégé. Mir hu Leit, déi d'Chance hunn, am ëffentleche Secteur ze schaffen. Mir hunn der am Privatsecteur. A mir hunn en neie Kader: Duerch d'Diskussioune vum Reclassement sinn och do Leit bäikomm, déi eng Beanträchtegung hunn, fir hir Aarbecht ze maachen.

An ech mengen, et muss een déi véier Saachen, wann een driwwer diskutéiert, och alle véier matenee kucken. An do läit a mengen Aen de Problem. An dofir misste mer vläicht net haut just eng Heure d'actualité maachen - wou ech awer nach eng Kéier, wéi gesot, dem Här Clement wëll felicitéieren -, mee mir missten eis vläicht froen, ob mer net missten zesummen en Hearing organiséiere mat alleguerten deene Leit, déi sech ëm den Handicap bekëmmeren, well dat ass jo net nëmmen een. Mir hunn haut de Mëtten d'Éier an d'Freed, den Aarbechtsminister hei sëtzen ze hunn, mee et sinn awer och nach zwee vu senge Kolleegen, a wa mer de Secteur public mathuelen, nach dräi vu senge Kolleege mat implizéiert. Nämlech de Minister vun der Fonction publique, d'Gesondheetsministesch, d'Familljeministesch an den Aarbechtsminister sinn déi, déi am Fong zoustänneg si fir déi verschidde Situatiounen am Handicap.

An och bei den Atelieren ass et ee Volet, deen an d'Kompetenz fält vum Här Aarbechtsminister, deen aneren an d'Kompetenz vun der Santésministesch. Et hänkt nämlech dervunner of, ob et e psycheschen, e mentalen oder e physesche Problem ass. Dat ass och eng Differenz, déi ee muss maachen.

An da musse mer och drop oppassen, et gëtt jo Leit, dat sinn Handicapés de naissance, an et gëtt Leit, dat sinn Handicapés de la vie. Déi eng sinn domadder opgewuess an hunn och oft domadder eng aner Approche wéi déi, déi et eréischt spéiderhin erleiden. An och do gëtt et Ënnerscheeder.

A wa mer schwätze vun de Leit, vun Handicapés de la vie, do gëtt et Leit, déi sinn nach 100 % op hirer fréierer Aarbechtsplaz asetzbar. Déi hu vläicht e Mobilitéitsproblem kritt, mee dat, wat se awer geléiert hunn, deemno wat et ass, kënne se dat nach zu 100 % ausüben. An dofir ass et och schwiereg, alles an een Dëppen ze geheien. An dofir sinn ech och där Meenung an ech géif et proposéieren, ech soen awer och, ech hunn elo net hei vun der Geleeënheet profitéiert, fir eng Motioun ze deposéieren, mee ech géif en Appell maachen un de President vun dem Travail, un de President vun der Famille, un de President vun der Santé an un de President vun der Fonction publique, dass mer eis zesummen eens sinn, dass mer eppes sollen do maachen, dass mer an engem Hearing sollen doriwwer diskutéieren an dann och duerno déi Konklusiounen huelen, déi mer mengen, déi op deenen eenzele Plazen dofir noutwendeg sinn.

Et ass hei geschwat gi vun Hëllefen, déi d'Betriber brauchen. Déi Hëllefen, déi d'Betriber brauchen, fir dass déi Leit, déi aus engem Atelier erauskommen, och um einfachen Aarbechtsmaart eng Chance hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, do geet et awer net duer mat den Hëllefe fir d'Betriber vu finanzieller Natur, well fir jiddwereen, deen do ufänkt an engem Betrib, wier et och heiansdo wichteg, wann dee richtege Mann derbäi wier, fir en ze begleeden.

Mir hunn zwar säit dem Gesetz vun 2014 en extrae Beamten, dee sech ëm se bekëmmert, fir hinnen administrativ ze hëllefen, mee et wier awer och wichteg, dass mer an de Betriber, déi Handicapéierter hu respektiv Leit hunn, déi méi e graven Handicap hunn, d'Méiglechkeet hätten ab enger bestëmmter Zuel ..., ob een net och do kéint driwwer nodenken, dass do en Educateur oder soss een dee Mënsch ka begleeden.

Ech wëll mech erklären: Wann Der e Léierbouf astellt, da gitt Der an d'Chambre de Commerce, da gitt Der eng Formatioun maachen, en Tutorat „Wéi kann ech e Léierbouf begleeden? An dat soll een och maachen - an dat ass eng Iddi, déi ech elo emol an de Raum geheien - bei de Leit mat Handicap, dass een och do kuckt, en Tuteur ze fannen, dass een dat net nëmmen am Privatbetrib bei där enger oder anerer Aarbecht mécht, mee deemno, wéi de Besoin ass - an ech betounen, et sinn och Leit, déi brauchen iwwerhaapt keen Tuteur, mee et sinn der, déi ee bräichten -, dass mer och dat do géife mat diskutéieren an där Diskussioun, déi ech virdrun ugereegt hunn, fir dat ze maachen.

Dann hu mer och nach e Problem an der Sécurité sociale. Duerch d'Gesetz vun 2003, wat 2004 an Applikatioun komm ass, sinn och d'Travailleur-handicapéen alleguerte Salariéë ginn a si sinn och versécher. Mee elo hutt Der a verschiddenen Atelieren, verschiddene Strukture Leit, déi haut 57 Joer kréien, déi net kënnen an d'Retraite anticipée goen, well se keng 40 Versécherungsjoren hunn. Si sinn zwar scho 40 Joer am Atelier, mee si hunn awer virdrun ënnert engem anere Statut geschafft, ënnert dem Statut vum RMG, an do ass net ëmmer cotiséiert ginn. An domadder hunn déi Leit net d'Méiglechkeet, mat 57 Joer an d'Pensioun ze goen, och wa se scho 40 Joer geschafft hunn, mee si waren net 40 Joer sozialversécher direkt an der Pensiounskeess. Och dat si Punkten, déi mer do kéinten diskutéieren.

An e leschte Punkt, op deen ech nach wollt agoen - den Här Clement huet schonn drop higewisen -, dat ass dat vum Adapto. Ech wëll awer drun erënneren: Den Adapto war net d'Planung deemools fir déi Leit, déi géife schaffe goen. Dat ass ugaange mat der Ediff, mat alleguerten deenen, déi an der Schoul waren. Et ass duerno bäikomm, fir och deene Leit d'Geleeënheet ze ginn, fir op d'Schaff ze kommen.

Mee och do musse mer eng Léisung fannen, well en huet e Beispill ginn, wou de Patron heibannen och sëtzt vun deem Betrib, deen einfach seet: „Ma da kënnt en aneschters schaffen, well e moies net am Gedrécks ka sëtzen." Och do solle mer kucken, wat fir Méiglechkeete mer kënne schafen. Ob den Adapto de richtege Wee ass, dat ass eng aner Diskussioun. Et muss een awer do kënnen driwwer diskutéieren, zesumme mam zoustännege Minister a mat all de Bedreiwer, déi an deem Secteur täteg sinn.

An dann, mengen ech, da kënne mer eppes maachen, net nëmmen an enger Heure de question, enger Heure d'actualité oder enger Interpellatioun, mee dass mer dann och zesummen als Chamber déi Initiativen huelen, fir de Leit souwuel an den Ateliere wéi och alleguerten deenen, déi am Privatsecteur, am ëffentleche Secteur sinn, och déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi se brauchen, fir an Dignitéit d'Liewen ze féieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet sech derzou verflicht, d'UN-Behënnerterechtskonventioun ëmzesetzen, eng Konventioun, déi minimal Standarde fir d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerunge festleet an hir autonom Bedeelegung un der Gesellschaft virundreiwe wëllt. Dozou gehéiert selbstverständlech och d'Aarbechtswelt, déi am Artikel 27 vun dëser Konventioun behandelt gëtt.

Mam Ënnerschreiwe vun der Konventioun engagéiere sech d'Staaten derzou, Beschäftegungsméiglechkeete fir Mënsche mat Behënnerung ze schafen an hinnen déi néideg Ënnerstëtzung bei der Sich no enger Aarbechtsplaz zouzesécheren. Och an der europäescher Strategie zugonschte vu Leit mat Handicap vun 2010 bis 2020 gouf d'Beschäftegung als eng vun aacht Prioritéiten definéiert. Eng Aktioun aus dëser Strategie war d'Aféiere vu Quoten, déi fir Entreprisë mat iwwer 25 Salariéë solle gëllen. Esou sollt enger eventueller Diskriminéierung am private Secteur entgéintgewierkt ginn.

Och wann hei am Land bei der Majoritéit vun de Betriber d'Quote bis elo nach net erreecht goufen, esou hänkt dëst net mam Refus vum Employeur zesummen, e Salarié handicapé anzestellen. Bis haut gouf nämlech nach net weider reklaméiert, dass eng handicapéiert Persoun, déi déi néideg Qualifikatioun virweise konnt, vun engem Betrib refuséiert gi wier, wat och Sanktiounen zur Folleg hätt kënnen hunn.

Fir d'Demokratesch Partei si Sanktiounen och net den Usaz, fir d'Integratioun vu Leit mat Handicap an de regulären Aarbechtsmarché ze verbesseren. Vill méi sollt een op Mesuren a Bäihëllefe setzen an d'Betriber op eng positiv Manéier dozou incitéieren, Salariéë mat Handicap anzestellen.

De Staat accordéiert zum Beispill d'Bäihëllefen zum Loun vun engem Salarié handicapé vu 40 bis 100 % inklusiv de Charges patronales. Ausserdeem kënnen d'Betriber och eng Bedeelegung fir Formatiouns- an Transportkäschten kréien oder fir d'Aarbechtsplaz ze amenagéieren a spezialiséiert Aarbechtsekipementer bereetzestellen.

Och an der Fonction publique gouf eng Quot festgeluecht. Souwuel beim Staat wéi bei de Gemenge musse 5 % vun den Aarbechtsplaze mat engem Salarié besat ginn, deen de Statut vum Salarié handicapé huet. Beim Staat ass d'Quot am Regimm vun dem Employé mat 7,3 % a beim Salarié mat 11,3 % erfëllt. Fir d'Fonctionnairë kënnen d'Zuele leider net erhuewe ginn.

D'Zuele vun den Employéen an de Salariéë weisen awer, dass de Staat sech beméit, hei eng Virbildfunktioun anzehuelen. D'Regierung huet 2019 ënnert der Leedung vun der Familljeministesch Corinne Cahen och d'Assistance à l'inclusion dans l'emploi agefëiert. Mënsche mat Behënnerung ginn aktiv bei der Aarbechtssich ënnerstëtzt an hir Inklusioun an de Betrib gëtt begleet, well et wichteg ass, op déi spezifesch Besoinen a Kompetenze vun all eenzeler Persoun mat engem Handicap anzegoen.

Den Zougang zum Aarbechtsmarché hänkt deelweis awer och mat der Accessibilitéit vun de Gebailechkeeten zesummen. Dowéinst accordéiert de Staat, wéi ech et och virdru scho gesot hunn, och Bäihëllefen, fir d'Aarbechtsplaz an d'Aarbechtsëmfeld ze amenagéieren, fir dass eng Persoun mat Handicap méi einfach an de Betrib integréiert ka ginn. Et soll schliisslech net dorobber erauslafen, dass Salariéë mat Handicap mussen am Homeoffice schaffen, just well zum Beispill de Büro am Betrib hinnen net zougänglech ass. Dann hätte si zwar wuel eng Plaz um Aarbechtsmarché fonnt, mee eng sozial Mauer géif weiderhi bestoen, well de Kontakt mat den Aarbechtskolleegen erschwéiert géif ginn.

D'Regierung wëllt dowéinst nach méi wäit goen an d'sozial Maueren arappen, déi aktuell nach dowéinst bestinn, well vill Gebaier a Stroossen net fir all Mënsch gläichermoossen zougänglech sinn. Et ass dofir e Gesetz um Instanzewee, dat d'Accessibilitéit vun ëffentleche Gebaier, Stroossen an Appartementshaiser an Zukunft verbessere wäert. D'Ëmsetzung vum Gesetz ass zwar keng einfach, mee absolutt derwäert an och noutwendeg, fir all Mënsch zu engem méi autonome Liewen ze verhëllefen.

Doriwwer eraus muss och d'Sensibiliséierung vun der Gesellschaft a vun de Betriber virugedriwwe ginn, wéi et jo och am nationalen Aktiounsplang 2019 bis 2024 zur Ëmsetzung vun der UN-Behënnerterechtskonventioun geplangt ass. All Mënsch, ob mat oder ouni Behënnerung, huet seng eege Kompetenzen a kann der Aarbechtswelt eng Plus-value bréngen.

D'DP wëllt jidderengem gläichberechtegt Chancen an enger inklusiver Aarbechtswelt schafen, an där jidderee sech kann ënner Beweis stellen, selbstbestëmmt a barrierefräi. Dofir setze mir eis och weider an.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an dem Här Clement Merci fir seng Initiativ.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Carole Hartmann villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Sven Clement, dass hien d'Initiativ geholl huet, hei iwwert d'Travailleurs handicapés ze schwätzen. A „je reste un peu sur ma faim", well et ass esou e groussen, vasten Domän, dass et hei u sech quasi onméiglech ass, a fënnef Minutten iwwer all déi Sujeten ze schwätzen, déi dat betrëfft. Duerfir, mengen ech, misst ee sech och eng Kéier eens heibanne ginn, dass mer probéieren, wa mer esou eng Heure d'actualité hunn, d'Sujete wierklech méi ze zentréieren, dass een och e bësse méi an d'Déift ka goen an dass een u sech besser kann op déi Sujete reagéieren.

An der Europäescher Unioun, do liewen ongefëier 80 bis 100 Millioune Mënsche mat iergendenger Form vu Behënnerung. Dat ass ronn ee Fënneftel vun der Bevëlkerung. Jo, dat ass enorm vill. Behënnerung ass eng Realitéit. Haut zu Lëtzebuerg, hei, do hu mer ongefëier 1.577 Salariés handicapés mat unerkanntem Statut op der Sich no enger Aarbecht. An et sinn der awer vill méi, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen.

Eréischt zanter dem Gesetz vun 2003, et ass virdru gesot ginn, hunn déi Leit dann och e Statut. En anere wichtege Grondsaz fir eng inklusiv Gesell-

schaft, dat ass d'UN-Behënnerterechtskonventioun. Zënterhier si vill Sensibiliséierungsinitiative gestart ginn. Mir hunn zwee national Aktiounspläng, déi an d'Liewe geruff gi sinn. Dee rezentsten ass dee mam Titel „Inklusioun betrëfft eis all!". Dee leeft nach bis 2024.

An am Kader vun dëser UN-Konventioun huet och déi Europäesch Kommissioun dëst Joer am Mäerz eng ambitiéis Strategie iwwert d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung ugeholl. Dës Strategie, déi bis 2030 soll lafen, gesäit ambitiéis Aktiounen an Initiative vir, fir och iwwergräifend um europäeschen Niveau virunzekommen.

An ech mengen, dass Lëtzebuerg do net esou schlecht do steet an dass ganz vill Initiativen hei zu Lëtzebuerg och scho geholl goufen. Et si sécherlech Länner, déi och gutt do stinn, mee Lëtzebuerg ass bestëmmt net d'Schlussliicht.

Duerfir, Behënnerung bleift déi prinzipiell Ursaach vun Ongläichheet am Zougang zur Aarbecht.

Vum Gesetz hier ginn et zwar verbindlech Quoten, et ass virdrun hei ugeschwat ginn, mee och déi ginn net erreecht. 2.559 (veuillez lire: 2.359) Privatbetriber, déi 25 oder méi Salariéë beschäftegen; 81,7 hunn ech als Zuel recherchéiert, hunn der do d'Quot net erfëllt. Och beim ëffentlechen Déngscht ass net jiddereen op deene 5 %, déi virgesi sinn. Dat hänkt net ëmmer nëmmen un dem Wëllen, mee dat hänkt ganz oft un der Qualifikatioun vun deene Leit. 77 % vun de Leit mat Handicap sinn net genuch oder net richteg qualifizéiert fir deen Job. Et ass net ëmmer nëmmen de Wëlle fir een anzestellen, dee feelt, mee ganz dacks feelt et un der Qualifikatioun.

Ech kann lech do just recommandéieren, e Podcast ze lauschteren, „IGEL - Inclusioun grad elo liewen" (veuillez lire: „IGEL - Inclusioun ganz einfach liewen"), mengen ech, heescht en, wann ech mech richteg erënnere kann. Op alle Fall ass et e Podcast vum Sascha Lang, deen dee gemaach huet, mam Joël Delvaux, een, dee sech och ganz vill ënner anerem mam OGB-L fir d'Rechter vun de behënnerte Leit asetzt. Lauschtert deen! Do kritt Der ganz vill gutt Informatiounen.

D'Fro iwwert d'Quoten - gi se agehalen? -: Nee, si ginn net agehalen. Wéi misst een do virgoen? Et gëtt warscheinlech net genuch Kontrollen. Mee sinn iwwerhaapt d'Quoten an d'Bestrofung vun de Leit oder vun de Betriber, déi d'Quoten dann net anhalen, dee richtege Wee? Bon, dat muss ee kucken. An ech mengen, dass mir als LSAP et géife begréissen, dass, wéi am nationalen Aktiounsplang ugeduecht, de Quotesystem op alle Fall emol géif evoluéieren an och dann ugepasst géif ginn.

Mir begréissen awer och, dass mam Gesetz vum éischten August 2019 d'Aktivitéit vun dem Assistant à l'inclusion ageféiert ginn ass, fir d'Inklusioun vun de Mataarbechter am Betrib ze plangen an ze begleeden. Dat ass eng gutt Initiativ, sécherlech ass se awer och nach ausbaubar. Et soll op alle Fall keng Fro vu Matleed sinn, wann ee Leit mat engem Handicap astellt, well Matleed ass dat Lescht, wat déi Leit sécherlech brauchen. Mee d'Betriber solle keng Angscht hunn, Leit mat enger Behënnerung ze rekrutéieren.

Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen zum Schluss. Dat bréngt mech op e weidere Punkt. D'Coronakris ass sécherlech net hëllefräich gewiescht fir Leit mat enger Behënnerung, déi am Alldag scho ganz vill Barriären ze iwwerwannen hunn an esou nach virun zousätzlech Erausfuerderunge gestallt goufen. Mir dierfen déi Leit do net vergiessen.

Ee wichtege Facteur ass sécherlech awer och, ech hunn et virdru gesot, d'Ausbildung. Ech wëll drun erënneren, dass et fir eis als LSAP wichteg ass, och am Domän vum Handicap richteg ze orientéieren a virun allem eng gutt Ausbildung souwéi och Weiderbildung unzebidden. Esou, wéi et deene jonke Leit ouni Handicap méiglech ass, e Contrat d'apprentissage unzegoen, misst driwwer nogeduecht ginn, eng Léier fir Leit mat Behënnerung zougänglech ze maachen, fir och d'Ausbildung inklusiv ze gestalten an iwwerhaapt fir Leit mat engem Handicap op ze maachen. Et sollte spezifesch Konditiounen ausgeschafft ginn, soudass dës Persounen eng Léierstell kënne fannen, déi hire Capacitéiten entsprécht.

Als LSAP wäerte mir weiderhin déi sozial Kohäsioun duerch déi aktiv Inklusioun stäerken, domat d'Mënsche mat enger Behënnerung aktiv zur Gesellschaft kënne bäidroen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Charles Margue.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An ech wollt profitéieren, fir eis zwou nei Deputéiert hei och ze begréissen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President, an och léif Gréiss un eis nei Kolleeginnen, déi op der richteger Säit sëtzen.

(Hilarité et interruptions)

E wéineg Humor, wannechgelift!

Une voix.- Elo hutt Der den Här Spautz verdriwwen.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci un d'Piraten fir dës Aktualitéitsstonn, déi wéi ëmmer ze kuerz ass, fir e komplexe Sujet a fënnef Minutten ze behandelen. Hei dann elo aus Siicht vun der grénger Fraktioun e puer Iwwerleeungen.

D'UNO-Konventioun iwwert d'Rechter vun de Mënsche mat Behënnerung gouf vu Lëtzebuerg scho kuerz no der Adoptioun 2007 ënnerschriwwen. Si ass de Kompass fir déi national Politik an dësem Domän an d'Grondlag fir den zweete Plan d'action am Beräich Handicap, dee gëllt fir d'Joren 2019 bis 2024.

D'Theema vun haut betrëfft haaptsächlech den Artikel 27 vun dëser UNO-Konventioun, wéi gesot, wou et ëm d'Recht op Aarbecht geet. Meng Virriedner hunn drop higewisen. Fir Mënsche mat Behënnerung ass Aarbecht en zentrale Vecteur vun der Inklusioun, dem Derzougehéieren. Ech géif soen, genau wéi all aner Membere vun eiser Gesellschaft - mir definéieren eis jo zum groussen Deel tëschent, loosse mer soen, 18 a 60, 65 Joer iwwert d'Aarbecht. An déi, déi keng hunn, spieren dat ëmsou méi. Hues de eng Aarbecht, da gehéiers de derzou. Hues de keng, da gëtt et deemno wéi richteg batter!

Zu Lëtzebuerg feelt et eis definitiv net un Instrumenter. D'Gesetz vun 2003, d'Loi modifiée relative aux personnes handicapées, iwwert d'Ateliers protégés an d'Inclusion professionnelle an de Règlement vun 2004 reegelen de Statut vum Salarié mat Handicap. Et gëtt 27 Ateliers protégés, déi vum Familljeministère unerkannt sinn. Mir hunn e Quotesystem, dee souwuel de private wéi den ëffentleche Secteur ofdeckt - meng Virriedner hunn doriwwer geschwat.

Ausserdeem gëtt et dann och nach eng Rei vu geziilte Mesuren a Servicer, fir Mënsche mat Behënnerung an d'Aarbecht ze bréngen. Mee mir mussen eis awer froen, wéi gutt all dat, all dës Instrumenter openeen ofgestëmmt sinn an ob et net a verschiddene Beräicher méi respektiv eng nei Dynamik brauch. Mir hunn nämlech als Gréng d'Gefill, dass den Handicap, oder besser gesot d'Problematik vun der Behënnerung, u Visibilitéit verluer huet déi lescht Joren.

De Covid huet natierlech dat lescht Joer net gehollef, schwiereg a komplex Problemer wéi dee vum Handicap an d'Aglidderung vu Mënsche mat Behënnerung op der Aarbechtsplaz ze thematiséieren. D'Ateliers protégés sinn eng grouss Errungenschaft a genéissen no hirer Pionéierzäit an de spéide 60er- a 70er-Joren zu Lëtzebuerg scho quasi eng Form vun Traditioun, a sech eng gutt Saach. Déi gesellschaftlech an och, géif ech soen, déi politesch Unerkennunge sinn do. Mir ginn dohinner akafen, mir hunn eis Gewunnechten do. Mir brauchen dës Plazen als eng Méiglechkeet fir all déi Mënsche mat Handicap, déi net um éischten Aarbechtsmaart ënnerkommen. Mee et dierfen awer keng Ofstellgleiser ginn, keng Parallellwelten am Abseits.

Mir sollten dës Strukture verstäerkt encouragéieren a verschiddener sinn do schonn zimmlech aktiv ënnerwee, ...

Une voix.- Genau!

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- … an den Austausch mat hirem Ëmfeld an Acteure vum éischten Aarbechtsmaart ze kommen - also Kooperatioun an Interaktioun mat lokale Betriber oder kommunalen a staatleche Servicer -, also wa méiglech zesummeschaffen an net niewentenee sinn. Mir brauchen Zännrieder, déi aneneegräifen.

Eng gréisser Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne ass an eisen Aen ugesot. Si ass néideg. Dës Sensibiliséierung kann och fir d'Erfëllung vun de Quoten e wichtege Bäitrag sinn. Meng Virriedner si schonn drop agaangen. Mir kënne Quote per Sanktioun duerchsetzen, mee vill méi wichteg ass et, dass d'Betriber an hir Mataarbechter erkennen, dass et an hirem Interêt ass, d'Integratioun vu Salariéë mat Handicap als een Ausdrock vun der Diversitéit ze förderen.

Den zweeten Aktiounsplang gesäit eng Rei Adaptatioune vum 2003er Gesetz vir. Dës Reforme stellen eng gutt Geleeënheet duer, fir d'Dispositioune vum Gesetz méi allgemeng op de Leescht ze huelen. Zesumme mat allen Acteuren a virun allem am Dialog mat de Leit mat Handicap soll hei un enger Moderniséierung vun dësem Dispositif geschafft ginn, deen deene betraffene Leit gerecht gëtt a virun allem och hire Famillen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wëll ech am Numm vun eiser Partei déi zwou nei Kolleeginnen haut hei häerzlechst begréissen. Ech wëll awer och, net datt ech et vergiessen, dem Här Sven Clement Merci soe fir dës Heure d'actualité zu engem ganz wichtege Facteur an eiser Gesellschaft.

Ech wëll lech der just hei e puer zitéieren - ech kann net op alles agoen, dat géif ze laang ginn, ech hu jo nëmme fënnef Minutten -: datt all Verwaltung e Coordinateur a Saache spezifesch Besoine kritt, deen zoustänneg ass fir Moossname bannent der Administratioun wéi och de Kontakt mat Leit dobaussen an der Kommunikatioun; datt de Staat seng 5 %-Quot fir behënnert Staatsbeamten a Fonctionnairen och ze erfëllen huet; datt de Staat d'Entreprisen duerch generéis Hëllefen dozou animéiere soll, fir Leit mat Handicap anzestellen, woubäi d'ADEM déi néideg Adaptatiounen op der Plaz finanzéiere soll; dann datt den Transport och fir op d'Aarbechtsplaz muss nei gereegelt ginn; datt d'Ateliers thérapeutiques et protégés d'Méiglechkeet kréien, all Betraffenen ouni Waardezäit esou gutt wéi méiglech direkt opzehuelen. D'Akommes fir Leit mat Handicap a besonnesch och de Revenu pour personnes gravement handicapées misst reforméiert ginn. Eng weider Iddi kéint sinn, datt d'Leit mat engem Handicap manner wéi 40 Joer laang musse cotiséieren, ier se an d'Pensioun ginn.

Da wëll ech nach drop hiweisen, datt et ganz verschidden Aarte vun Handicappe gëtt. Och deem muss een an der Zukunft warscheinlech méi intensiv Rechnung droen. Och ass et wichteg, datt déi Leit mat engem Handicap e wichtege Bäitrag an eiser Aarbechtswelt leeschten. Ech gesinn et an eiser Gemeng. Mir hunn en Atelier protégé a wann ee mat deene Leit schwätzt, da si se esou houfreg an esou stolz, wa se kënnen hir Aarbecht dir matdeelen, wat se alles geleescht hunn. An ech mengen, an deem Sënn do misste mer do intensiv virgoen, fir datt déi Leit alleguerten no hirem Kënnen ... - net jidderee kann alles, mee och déi Leit mat Handicap hunn Talenter, déi ee kann entwéckelen.

Da muss ee feststellen, datt de Comité européen des droits sociaux a senge Konklusiounen am Joer 2020 iwwer Lëtzebuerg op Follgendes hiweist: « Il n'est pas établi que l'égalité d'accès à l'emploi soit effectivement garantie aux personnes handicapées. »

Des Weidere weist dëse Comité européen des droits sociaux a sengem Bericht och drop hin, datt an engem offizielle Bulletin vun der Lëtzebuerger Regierung aus dem Joer 2020 nozeliesen ass, datt 30 % vun den Anträg, fir de Status als behënnerte Beruffsaktiven ze kréien, zu Lëtzebuerg ofgeleent gi sinn. Dat ass e ganz héije Prozentsaz. Dëse Kommitee huet d'Lëtzebuerger Regierung opgefuerdert, an hirem nächste Rapport dëst ze preziséieren. Dëse Kommitee kritiséiert ausserdeem, datt et opgrond vun onzouverlässege Statistiken a well et keng kloer Definitioun vum Begréff „behënnert" zu Lëtzebuerg gëtt, kaum méiglech ass, de geneeë Prozentsaz vu Leit mat Handicap um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze ermëttelen. Ech mengen, hei musse mer dru schaffen, datt mer do e bësse méi Kloerheet kréien.

Dëse Kommitee preziséiert, datt beim Staat Leit mat Handicap 5 % vun der Beleegschaft ausmaache mussen, wärend am Privé d'Quot vun der Gréisst vum Betrib ofhänkt. Dëse Kommitee schreift, datt dës Quote säit 2012 net respektéiert goufen, obschonns d'Gesetz Sanktioune virschreift. De Kommitee gräift dës Donkelziffer op a schreift, datt effikass Mesuren, déi et erlaben, behënnert Mënschen an de Staatsdéngscht ze integréieren, hinnen déi beschtméiglech Aarbechtskonditiounen ze assuréieren, méi wichteg wäre wéi arbiträr Quoten.

De Kommitee kritiséiert och, datt d'Lëtzebuerger Regierung an hirem Rapport de conformité keng fiabel Donnéeën iwwert d'Situatioun vu Leit mat Handicap geliwwert huet. De Kommitee mentionéiert, datt d'Lëtzebuerger Regierung vill gesetzlech Mesurë geholl huet, fir d'Integratioun vu Leit mat Handicap um Aarbechtsmaart ze favoriséieren, mee datt dës gesetzlech Moossnamen an der Realitéit net géife genuch applizéiert ginn.

Dir gesitt, mir hunn e groussen Nohuelbedarf, an ech mengen, mir brauche méi hei wéi eng Aktualitéitsstonn, fir deem Punkt oder där Saach do op de Fong ze goen. Mir mussen nach intensiv dru schaffen.

An ech géif lech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An d'Riednerpult ass fir déi nächst fënnef Minutte fir d'Madamm Myriam Cecchetti reservéiert. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir hunn alleguerten e schwéiert Joer hannert eis, mee ech mengen, datt Leit mat enger Behënnerung, sief et physescher, psychescher oder mentaler Natur, besonnesch staark betraff waren a si vun deene ville Restriktiounen, déi eist Liewe vill verännert an ageschränkt hunn. D'Deplacementer op d'Aarbecht an d'Zesummeliewen an de sozialen Echange op der a ronderëm d'Aarbecht sinn och dovunner betraff. A fir Leit mat Behënnerung sinn dës fir déi meeschte Leit ganz geméinlech Aspekter sécherlech awer nach mat vill méi Erausfuerderunge verbonne wéi ouni Covid.

Ee vun de Kärpunkte vun der aktuell bestoender Legislatioun iwwert d'Travailleur-handicapéé sinn d'Quoten, déi och scho vu Virriedner/innen ugeschwat goufen. Ëffentlech wéi privat Patrone mussen en fonction vu bestëmmte Krittären eng Zuel vu Plaze fir Leit mat Behënnerung schafen. Mir sinn der Meenung, datt dëse Quotesystem duerchaus Sënn mécht, mengen awer, datt d'Erfëllung vun deene Quoten eng Rei Erausfuerderunge mat sech bréngt. Wat a kengem sengem Interessi ass, si Quoten, déi mat der Briechstaang ëmgesat ginn, well dat derzou féiere géif, datt Leit mat Behënnerung pro forma zwar kéinte Plazen ugebuede kréien, mee wou se net weiderkéimen, näischt bäiléiere géifen, sech iwwerhaapt net entfale kéinten, kuerz, wou een einfach d'Leit versauere géif loossen.

D'Quote gesi mir vill méi an dësem Kontext vun den Travailleurs handicapés als en Zil, wat soll erreecht ginn, mee wou am Virfeld verschidde Veränneren néideg sinn, fir datt dat op eng sënnvoll Aart a Weis geschéie kann.

Éischtens mussen d'Formatiounsméiglechkeete fir Leit mat Behënnerung ausgebaut a verbessert ginn. Bei ville private Betriber gi Profiller verlaangt fir eng Plaz fir eng Persoun mat enger Behënnerung, fir déi et net déi passend Persoun gëtt. Da bleift d'Plaz onbesat, de Betrib ka sech net virgeheie loossen, en hätt sech net un d'Gesetz gehalen, an d'ADEM ka just feststellen, datt se eeben net déi richteg Persoun fir eeben dëse Posten huet.

Dës Rigiditéit blent awer aus, datt all Mënsch léierfäeg ass a mat deem néidegen Encadrement an der passender Formatioun a seng Missioun erawuesse kann. D'Méiglechkeete fir dës Formations continues op oder en vue vun enger Aarbechtsplaz mussen also verbessert ginn, fir ze verhënneren, datt Leit mat Behënnerungen als Laangzäitchômeure veraarmen. Dat setzt awer natierlech och viraus, datt e Betrib och déi sozial Funktiounen erfëlle kann a wëllt an net eleng de Rendement vun enger Persoun am Bléck huet.

Zweetens muss iwwerpréift ginn, datt d'Mesuren, déi en place gesat ginn, fir Leit mat Behënnerung ze hëllefen, och wierklech der Demande um Terrain entspriechen. Nëmme wann d'Acteuren um Terrain mat agebonne sinn, kann et och zu Fortschrëtter fir déi betraffe Leit kommen. D'ADEM bitt zum Beispill e Service d'assistance à l'inclusion professionnelle un, dee laut eisen Informatiounen awer wéineg genotzt gëtt vun de Leit.

Dat ass schwéier novollzéibar, besonnesch wann ee weess, datt et ganz gutt fonctionéierend Modeller ginn, déi eng méi ganzheetlech Betreiung vu behënnerte Leit ubidden a Passerellë schafen tëschent dem protegéierten Aarbechtsmilieu an dem ordinären Aarbechtsmaart. Grad dës Passerellë si wichteg, fir datt d'Leit net onbedéngt an engem Atelier protégé bleiwen, mee evoluéiere kënnen a vläicht och de Wee op den ordinären Aarbechtsmaart fannen. Esou en Job-Coaching-Programm fir Leit mat psychesche Behënnerunge gouf et och schonn zu Lëtzebuerg, mee dee krut awer no e puer Joer kee Finanzement méi, obwuel d'Nofro do scheinbar enorm héich war - eigentlech schued!

Drëttens, an dat ass mäi leschte Punkt, nach e Wuert zum Transport op d'Aarbecht a bei Aktivitéiten, déi ronderëm d'Aarbecht stattfanne wéi zum Beispill d'Formatiounen. Fir Leit mat Behënnerungen ass dat e ganz kruziale Punkt, well den Zougang zum spezifesche Service vum Adapto doriwwer entscheet, ob een eng Aarbecht ka maachen an unhuelen oder net. Souwäit et an der Press stoung an et och vun Acteuren um Terrain confirméiert gouf, kruten eng 600 Demandeuren d'Adapto-Kaart refuséiert, well jugéiert gouf, datt se och selwer mam Auto oder mam Zuch a Bus kéinte fueren.

Datt dës Kaarte fir Leit net accordéiert goufen, obwuel et déi zoustänneg Kommissioun, fir d'Éligibilitéit ze iwwerpréiwen, nach net gëtt, kéint als Willkür opgeholl ginn an da verwonnert et och net, datt et zu Opreegunge kënnt bei deene betraffene Leit, besonnesch och well d'Leit, déi keng Kaart méi kritt hunn, zimmlech eleng am Ree stoe gelooss gi sinn.

D'Fuerderung no engem Coach, fir Leit un d'Notze vum ëffentlechen Transport ze winnen, fanne mir dowéinst och interessant, well mir och der Meenung sinn, datt d'Inklusioun vu Leit mat Behënnerung och op deem Wee ka verbessert ginn, ënnert der Bedéngung natierlech, datt weider méi Efforten a Saachen Accessibilitéit vun Zuch a Bus fir déi betraffe Leit kënne gemaach ginn. Well deemno, wou ee wunnt, huet ee guer kee Bus, dee behënnertegerecht ass. Zuch a Garë sinn oft, awer net ëmmer behënnertegerecht an et ass schwiereg, well ee sech eigentlech seet, datt déi Leit esou vill et geet an der breeder Gesellschaft solle participéieren, mee sech beim Transport awer ganz prak-

tesch Problemer stellen. Zum Beispill: Passen an en TICE-Bus zwee Rollstill eran oder e Rollstull an eng Kannerkutsch?

Kloer ass fir eis, datt ee bei deene Kaarten net ze vill Ierbessen ziele soll, soss kéinte verschidde Leit wierklech déck Problemer kréien an dann net méi kënne schaffe goen oder och am Alldag wéi beim Akafen an an der Fräizäit net méi kënnen deelhuelen.

Mat de betraffene Leit zesummen eng Léisung ze fannen, esou wéi den honorabelen Här Marc Spautz dat gesot huet a senger Interventioun, ass de Wee. Well si wësse genau, wat si brauchen, an da fanne mir och zesumme mat hinnen eng Léisung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President, merci och all menge Virriedner a virun allem och dem Här Clement fir dës Heure d'actualité. Ech mengen, mir schwätzen hei iwwer en Theema, wou mer eis alleguerte séier eens sinn, dass Verbesserungen ëmmer méiglech sinn an heiansdo souguer och batter néideg sinn.

Ech géif allerdéngs net esou wäit goen, fir hei franc a fräi ze behaapten, dass de Staat deenen Handicapéierte géif Steng an de Wee leeën, fir kënne schaffen ze goen. Ech mengen, esou eng Ausso sprengt d'Rumm vun enger seriöer Diskussioun. An duerfir deelen ech éischter déi differenzéiert Approche vum Här Spautz, déi a mengen Aen éischter der Realitéit um Terrain entsprécht, dee vun engem allgemeng gudde System schwätzt, esou hunn ech et jiddefalls ëmfonnt, deen ee sécherlech, esou wéi ech et virdru gesot hunn, punktuell kann ausbauen.

Et ass och net esou, wéi dat virdrun hei tëschent den Zeilen ugeklongen ass, wéi wann déi Sanktiounen, déi d'Gesetz virgesäit, wann deen een oder anere Betrib sech net un d'Quote géif halen, net géifen applizéiert ginn. Vill méi ass et esou, dass d'Gesetz virgesäit, wa Plaintë virleien, well e Betrib sech net un d'Quoten hält, dass da selbstverständlech och déi Sanktiounen applizéiert ginn. Mir sinn also hei an engem System: Wou keng Plainte ass, gëtt et och keng Sanktioun. Dat ass déi gesetzlech Lag an net eng aner, esou wéi dat hei elo ugedeit ginn ass.

Elo kann een driwwer diskutéieren, ob een d'Gesetz sollt ëmänneren. Do kann ee selbstverständlech aner Meenungen hunn, mee am Moment ass déi gesetzlech Situatioun esou, wéi ech se beschriwwen hunn. An duerfir sollt een och näischt aneschters behaapten.

Am Moment ass natierlech eng Situatioun um Aarbechtsmarché allgemeng, déi ee kann als ganz „speziell" beschreiwen. De Virus huet d'Fonctionnement vun eise Betriber op de Kapp gestallt. Dat wësse mer alleguerten. Vill Betriber stelle sech Froen iwwer hir Zukunft an zécken allgemeng, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen. Duerfir sinn ech och speziell frou, dass mer et trotz dëser schwiereger Situatioun fäerdegbruecht hunn, opgrond vun enger ganzer Rei vu Mesuren, déi mer hei zesummen decidéiert hunn, dass mer de Chômage insgesamt konnten an der Gidd halen, an dass mer et souguer fäerdegbruecht hunn, no deenen alarméierenden Zuelen, wou mer bal bei 7 % waren, elo awer erëm op 6 % praktesch erofzekomme matten an der Pandemie. Dat ass nëmme méiglech gewiescht duerch déi vill Mesuren, déi mer hei zesummen decidéiert hunn.

Et ass och kee Geheimnis, an och dat ass schonn oft hei op der Tribün gesot ginn, dass déi krisebedéngte Situatioun natierlech am meeschten déi Leit betrëfft, déi souwisou schonn am schwächsten an der Gesellschaft sinn, an dozou gehéiere leider och alleguerten déi Leit mat engem Handicap. Aktuell, an dat ass eng interessant Zuel, hu mer bei der ADEM 1.577 Leit ageschriwwen, déi de Statut vum Salarié handicapé hunn, dat sinn 8,44 % vun all deene Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn.

Et besteet, an och dat ass virdru schonn hei ugedeit ginn, bei ville Betriber eng grouss Angscht, fir Leit mam Statut insgesamt anzestellen. Ech sinn awer der Meenung, dass dës Angscht méi wéi onbegrënnt ass - an ech weess ganz genau, vu wat ech schwätzen. Bei der ADEM zum Beispill schaffen 145 Persoune mam Statut, dat entsprécht 21,9 % vum Gesamtpersonal, wat bei der ADEM schafft. A mengem Ministère, um Travail, schaffe fënnef Leit mam Statut, dat sinn 9 % vum gesamte Personal. Ech wëll och net elo op den Detail agoe vu verschiddene Question-parlementaires, op déi ech scho geäntwert hunn a wou nach méi Zuele geliwwert gi sinn. Wéi gesot, dat kann een an den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen nach eng Kéier noliesen.

Fir de Betriber d'Angscht, Leit mat engem Statut anzestellen, ewechzehuelen an och, fir géint d'Stigmatiséierung vun deene Leit virzegoen, déi a mengen Aen eng ganz wäertvoll Aarbecht fir den Aarbechtsmaart kënne leeschten an déi och an de Betriber eng ganz wäertvoll Aarbecht an der konkreeter Realitéit leeschten, hu mer den éischten August 2019 den Assistant à l'inclusion geschafen. Et ass e bëssen dat, wat den Här Spautz virdru gefrot huet, dass een dat misst maachen, eng Begleedung, déi mer de Betriber zur Verfügung stellen, fir kënne Leit an hire Betrib ze integréieren.

Ech wëll och soen, dass eng ganz Rei vun Atelierprotégéë genau deen nämmlechte Wee verfollegen, dass se also mat hire Leit an d'Betriber vum éischten Aarbechtsmarché era schaffe ginn an déi Leit och do begleeden. Och dat ass eng ganz interessant Initiativ, déi vun den Atelier-protégéë selwer komm ass, mam Zil, d'Leit aus den Atelier-protégéë kënnen erauszehuelen a se op dem éischten Aarbechtsmarché ze integréieren. Dat ass e Modell, dee mer aus Däitschland an och aus Éisträich iwwerholl hunn an deen, wéi gesot, vu verschiddenen Atelier-protégéen, kann ee scho bal soen, als Pilotprojet verfollegt gëtt, mee wou éischt Erfolleger och schonn ze verzeechne sinn.

Aktuell, Här Spautz, hu mer 14 agreéiert Assistenten, déi och Leit mat Handicap kënne begleeden, wa se an e Betrib vum éischten Aarbechtsmarché sollen integréiert ginn. Dat betrëfft all Typpe vu Behënnerung, souwuel mental wéi psychesch wéi och physesch Behënnerunge kënnen hei mat begleet ginn. Et muss een allerdéngs soen, dass dat, wat mer hei zesummen als Gesetz 2019 decidéiert hunn, dass mer net en Androck hunn, wéi wann d'Betriber vill dovu géife Gebrauch maachen. Do ass sécherlech d'Covidkris ee Grond dovunner, mee net deen eenzegen. An duerfir misst een do och nach eng Kéier usetzen a vläicht nach eng Kéier eng Campagne maachen, fir dat nach méi bekannt ze maachen, och an de Betriber.

Ausserdeem, an och do wëll ech vläicht eng kleng Korrektioun maache par rapport zu deem, wat den Här Clement gesot huet: D'2003er-Gesetz gesäit ganz kloer vir, dass mer net op 40 % figéiert sinn, wat d'Aiden ugeet, déi de Staat ka ginn, wann e Privatbetrib e Salarié handicapé astellt, mee d'2003er-Gesetz gesäit ganz kloer vir, dass de Minimum bei 40 % läit an dass déi Aide ka bis 100 % eropgesat ginn. Dat hänkt da vum Degré vum Handicap of, deen den eenzele Salarié huet.

Ech wëll och hei soen, well dat oft vergiess gëtt, dass an där ganzer Diskussioun och d'Independanten net solle vergiess ginn. Dem 2003er-Gesetz no kann de Staat d'Cotisation sociale fir Independanten, déi am Statut Salarié handicapé sinn, komplett oder partiellement en charge huelen. Dëst soll Leit, wéi gesot, déi am Statut handicapé sinn, weider dozou encouragéieren, als Independant täteg ze sinn. 2020 hunn néng Persoune vun där Aide profitéiert. An dat, wat ech virdru gesot hunn, déi allgemeng Hëllefen, déi mer ginn, déi tëschent 40 % an 100 % leien, do waren 2020 386 Employeuren - Employeuren, ech schwätzen net vu „Leit", Employeuren! -, déi vun dëser Aide Gebrauch gemaach hunn.

D'Demandë fir geschützten Aarbechtsplazen am Beräich vun der psychescher Behënnerung ginn och kontinuéierlech an d'Luucht. Dat ass also eng nei Tendenz, déi mer mat enger gewëssener Besuergnes beobachten. Zesumme mat de Partner vum Terrain, zum Beispill Mathëllef ASBL oder och COOPERATIONS SC, Erliefnis Baggerweier, eng aner ASBL, entstinn aktuell nei Projeten, fir dëse Leit eng Aarbechtsplaz ze proposéieren, an där se geschützt - ech soe „geschützt", mee net ofgeschott vun der Realitéit - kënne schaffen, zum Beispill beim Bedreiwe vun enger Déierepensioun, an engem Restaurant oder och, wéi ech et virdru gesot hat, beim Entretien vun de Baggerweieren.

Nëmmen esou kënnen, och laangfristeg gesinn, Virurteeler ofgebaut ginn.

Et gëtt och dru geschafft, dass déi traditionell Atelier-protégéë sech weiderentwéckelen hin zu reellen Ateliers d'inclusion professionnelle. Dat bedeit also an der konkreeter Praxis, déi Salariés handicapés schaffen net méi hannert, wéi mir et oft gesinn, zouene Maueren an hirem Atelier, mee eebe weesentlech mat engem protegéierte Kader am normalen Aarbechtsmarché. Ech hat et virdru schonn erwäänt, zum Beispill d'Aarbecht an enger Epicerie. Eng Ekipp vu Salariés handicapés, déi zesumme mat engem Educateur eraus bei aner Patrone schaffe ginn, zum Beispill bei der SuperDrecksKëscht ass dat de Fall oder och bei der Stad Lëtzebuerg, wou mer e Projet lafen hunn.

D'Konsequenz, déi mer wëllen hunn, dat ass, d'Valoriséierung an d'Selbstbestëmmung vun de Salariés handicapés an d'Luucht ze setzen. D'Kompetenz vun dem Salarié handicapé gëtt an de Vierdergrond gestallt an net seng Behënnerung. D'Perceptioun vun de Leit mat enger Behënnerung kann an der Gesellschaft verännert ginn, wat dozou féiert, dass méi Aarbechtsgeeber prett sinn, fir och Leit mam Statut vum Salarié handicapé anzestellen.

An deem Kader ënnerstëtzt mäi Ministère aktuell en FSE-Projet vum IMS, wou et drëms geet, d'Ateliers d'inclusion professionnelle mam Marché ordinaire zesummenzebréngen. An deem Kader ass et vläicht interessant ze soen, dass d'CFL wäert opgrond vun dësem Programm elo mat den Ateliers d'inclusion professionnelle eng Kollaboratioun ustriewen. Doduerch sollen a kënnen och nei Aarbechts- a Stageplaze fir Salariés handicapés um Marché ordinaire geschafe ginn.

D'ADEM, och dat ass virdru schonn hei ugeklongen, spillt natierlech eng wichteg Roll, wann et ëm d'Integratioun vu Leit mam Statut vum Handicap geet. D'ADEM huet, an och dat ass wichteg ze soen, spezialiséiert Personal, wat sech just ëm déi Persoune mat engem Handicap këmmert. De Stage de professionnalisation, dee vun der ADEM ugebuede gëtt, erméiglech et dem Demandeur d'emploi mat engem Handicap, wärend sechs bis néng Wochen e Stage an enger Entreprise ze maachen.

Op der ADEM gëtt et awer net nëmme Conseillers spécialisés fir d'Demandeur-d'emploien, mee et gëtt och zwee Conseillers spécialisés fir d'Employeuren, déi eventuell bereet sinn, fir e Salarié mam Statut handicapé anzestellen. Ech mengen, och dat ass ganz wichteg. Mir maachen also do iwwert d'ADEM och eng konkreet Betreiung fir d'Employeuren, déi vum Prinzip hier bereet wären, fir Leit mam Statut anzestellen.

Da wat de Staat selwer ugeet: Am Staatsbudget sinn 2.000 Stonnen extra reservéiert fir d'Embauche vu Salarié-handicapéen oder, an och dat ass virdru vum Här Spautz ugeschwat ginn, oder mam Statut vum Reklassement. Dës Stonnen, an och dat ass wichteg ze soen, si supplementär zu deene besteeënde Postequoten am Numerus clausus.

Wéi Der gesitt, gëtt et also eng sëllegen Initiativen, fir deene Leit, déi en Handicap hunn, ze hëllefen, op eisem Aarbechtsmarché Fouss ze faassen.

Wéi ech virdru gesot hunn, selbstverständlech kann een ëmmer nach weider Initiativen huelen an, ech mengen, d'Regierung ass déi lescht, déi net wéilt op deem do Wee weiderfueren, fir méi Leit op dem Aarbechtsmarché kënnen ze integréieren, déi de Statut hunn.

Ech wëll och nach eng Kéier vläicht hei Zuele soen, déi awer och interessant sinn. Am Moment hu mer ronn 1.319 Salariés handicapés, déi subventionéiert ginn iwwert de Ministère du Travail an deenen eenzelen Ateliers d'inclusion professionnelle. Do ass d'APEMH mat 421, d'Ateliers du Tricentenaire mat 51, d'Ateliers Kräizbierg mat 106, dann d'Autisme ASBL mat 69, de Bieschbecher Atelier mat 33, d'COOPERATIONS SC mat 84, d'Erliefnis Baggerweier mat 22, de Lëlljer Gaart mat 41, d'Ligue HMC mat 228, Op der Schock mat 59 an d'Yolande ASBL mat 90, wat en Total mécht vun 1.204. An et kommen nach dobäi d'Mathëllef an d'ATP, wou weider 115 Leit schaffen.

Dir gesitt also, dass mer déi Zuel, an dat ass och d'Zil, kontinuéierlech an all Joers wäerten an d'Luucht setzen, wuel wëssend, dass d'Zuel vun deene Leit, déi Aarbecht sichen an déi am Statut sinn, net méi kleng gëtt an deene leschte Joren an dass doduerch, dass den Aarbechtsmarché insgesamt méi haart gëtt, déi Leit et nach weesentlech méi schwéier kréien, fir iwwerhaapt ënnerdaach kënnen ze kommen. Mee dat ass awer eist gemeinsaamt Zil. A wann ech dat haut héieren hunn, mengen ech, dass och jiddwereen, deen heibanne sëtzt, dat ka mat ënnerschreiwen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

9. Interpellation de Mme Cécile Hemmen au sujet de la sécurité routière

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Interpellatioun vun der Madamm Cécile Hemmen iwwert d'Verkéierssécherheet. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Serge Wilmes, den Här Max Hahn, den Här Carlo Back, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen.

An d'Wuert huet elo d'Madamm Cécile Hemmen als Auteur vun dëser Interpellatioun. Madamm Hemmen.

Exposé

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen: „2020 ass e verluerent Joer fir d'Verkéierssécherheet." Dës Ausso huet de President vun der Association nationale des victimes de la route, den Här Raymond Schintgen am Oktober 2020 an engem Interview am „Lëtzebuerger Wort" gemaach. Et ass jo verständlech, dass d'lescht Joer wéinst der Pandemie ganz aner Suergen am Mëttelpunkt stoungen. Mee et duerf awer op kee Fall sinn, dass och um Enn vun dësem Joer eng änlech Feststellung misst gemaach ginn.

Dofir louch et mer um Häerz, Här Minister, dës Interpellatioun am Numm vun der LSAP ze froen, well d'Verkéierssécherheet dierf a Coronazäiten op kee Fall vergiess ginn. Wärend mir elo zanter iwwer engem Joer dagdeeglech matkréien, wivill Affer de Coronavirus leider fuerdert, gëllt et op de Stroosse méi wéi jee, dass all Doudesaffer eent ze vill ass.

Wie Verkéierssécherheet seet, denkt natierlech direkt un d'Automobilisten. Mee loosst mech awer elo mol fir d'éischt drun erënneren, dass mir alleguerte fir d'éischt emol Foussgänger sinn, a mir sinn domadder och alleguerten déi Vulnerabelst am Stroosseverkéier. „Gesinn a gesi ginn", dat ass de Motto an och nëmmen ee vu ganz ville Punkten aus der europäescher Foussgängercharta, déi 1988 beschloss gouf an déi awer eigentlech hei zu Lëtzebuerg menges Wëssens no nach néierens richteg deklinéiert gouf, obschonn och de Kolleeg Marc Angel et 2018 fir d'Stad Lëtzebuerg e puermol agefuerdert huet.

„Accidenter verhënneren", dat ass natierlech den absolutte Motto, dee mer mussen a puncto Verkéierssécherheet usteieren. Mir hu keng Foussgängercharta, dofir schaffe mer awer op der nationaler Charta vun der Verkéierssécherheet mam Objektiv „Vision Zéro".

Wann et natierlech illusoresch ass, dass een all Accident verhënnere kann, sou steet „Zéro" hei fir null Doudesaffer respektiv null Schwéierblesséierter op eise Stroossen. Dat soll och a Pandemieszäiten eist Zil bleiwen. D'„Vision Zéro" baut op d'Philosophie op, dass Mënsche Feeler maachen; Feeler, déi hinne musse verzie ginn, well soss irreparabel Schied kënnen entstoen. En Auto kann ee flécke loossen oder noutfalls duerch en aneren ersetzen, e Mënsch net.

Weider gesäit d'„Vision Zéro" vir, dass op all Element vum System, also net just op de Chauffeur, muss agéiert ginn. Wann een en Accident nëmmen op e Feeler vun engem Chauffeur oder engem Foussgänger zréckféiert, da gräift dat dach e bësselche kuerz. Dofir soll een d'Émfeld un de Mënsch an u seng Sécherheet upassen, an net ëmgedréit.

An deem Esprit ass de Plan d'action « Sécurité routière » ausgeschafft ginn, deen eng Lafzäit vun 2019 bis 2023 huet. An deem wäertvollen Dokument, dat vum Mobilitéitsministère mat ausgeschafft ginn ass, sinn eelef Erausfuerderungen an 31 Mesuren opgelëscht. Munchereng ass schonn ëmgesat ginn, mee et gëtt der och, déi nach op sech waarde loossen.

Dass nach Verbesserungsbedarf do ass, weisen eleng schonn déi plakeg Zuelen: 2019 goufen zu Lëtzebuerg 988 Verkéiersaccidenter gezielt. Dat sinn der bal 3 pro Dag. 22 Persounen hunn dës Accidenter net iwwerlieft. D'lescht Joer, also 2020 - do hutt Dir, Här Minister, jo elo kierzlech Zuele presentéiert -, waren et 24 (veuillez lire: 26) Persounen, déi bei engem Accident ëm d'Liewe komm sinn, an dat bei insgesamt 771 Accidenter.

Sou goufen et am Joer 1990 nach 60 déidlech Accidenter op eise Stroossen, an am Joer 2000 waren et der souguer 76. Deemno weist déi laangfristeg Tendenz no ënne wuel an déi richteg Richtung. Et ass net, dass näischt geschitt ass, mee et bleift awer dobäi, dass mir mat 24 Verkéiersdoudegen am Joer 2020 vum „Zéro" an der „Vision Zéro" nach ze vill wäit ewech sinn.

Dofir wéilt ech am Kader vun dëser Interpellatioun op e puer Punkte méi besonnesch hiweisen, wou mir och als LSAP der Meenung sinn, dass nach Handlungsbedarf besteet.

Ee vun den Haaptpunkten ass fir mech ouni Zweifel d'Fro vun de Beem, déi laanscht d'Landstroosse stinn. Och wann et eng Tatsaach ass, dass kee Bam vum selwen op d'Strooss spréngt, - natierlech! -, sou muss ee wëssen, dass déi meeschten déidlech Accidenter zu Lëtzebuerg op Landstroosse geschéien an dass do oft Beem mat ee Grond sinn, firwat grad esou vill Accidenter schwéier Konsequenze mat sech zéien.

D'Sécurité routière an d'Association des victimes de la route, déi ech allenzwee ganz häerzlech fir hiert Engagement wëll luewen, ginn net midd, op dës Problematik opmierksam ze maachen. Sou huet nach rezent d'Directrice vun der Sécurité routière, d'Isabelle Medinger, an engem Bäitrag um Radio 100,7 genee dës Problematik ugeschwat.

An den zéng Joer tëschent 2010 an 2019 si laut dem Statec 82 Mënschen no enger Kollisioun mat engem Bam gestuerwen. 82 Mënschen! An domat net genuch: 304 Persoune goufen och no engem Accident mat engem Bam ganz schwéier blesséiert.

Wa mir elo just op 2020 kucken, da gesäit een effektiv, datt bal zwee Drëttel vun den déidlechen Accidenter op Landstroosse geschitt sinn. Och wann d'Zuelen hei am Land ëmmer mat e bësse Virsiicht musse geholl ginn, well et dach awer kleng Zuele sinn an esou all eenzelen Accident séier en Afloss op d'Statistiken huet.

Vun deene 15 déidlechen Accidenter op Landstroosse waren et der dräi, wou et zur Kollisioun

mat engem Bam komm ass. Kuckt een op 2019 zréck, da gesäit een, datt den Deel vun den déidleche Verkéiersaccidenter op de Landstroossen änlech héich louch: 72 %. Mee 2019 waren et nach aacht déidlech Accidenter, wou e Gefier widdert e Bam gerannt ass oder geschleidert ginn ass a wou eng Persoun dat net sollt iwwerliewen. Deemno eelef Persounen an nëmmen zwee Joer.

Ech hat virdru gesot, datt d'„Vision Zéro" dovunner ausgeet, datt Mënsche Feeler maachen, mee dass déi Feeler hinne musse verzie kënne ginn. An an deem konkreete Fall heescht dat, dass d'Bordüre vun eise Landstroossen idealerweis esou missten amenagéiert sinn, dass e Chauffeur, och wann en emol ze séier ënnerwee ass, eng Sortie de route net mat sengem Liewen oder dem Liewe vu sengem Passagéier bezuele muss. Oder wéi d'Isabelle Medinger a sengem Bäitrag um Radio dat treffend ausgedréckt huet: „Op esou Feeler däerf keng Doudesstrof stoen!"

Elo verlaange mir natierlech net, dass uechtert d'Land all Bamallee laanscht enger Landstrooss muss ewechgeholl ginn. Ech si mir bewosst, dass dat e ganz sensibelt Theema ass. Den Naturschutz muss en héije Stellewäert hunn. Mee et gëtt jo en Aarbechtsgrupp, deen ënnert der Leedung vun der Ponts et chaussées schafft an dee sech mat der Problematik auserneesetzt. Hei ginn ënner anerem eenzel Beem op geféierleche Plazen identifizéiert, fir gegeebenefalls ewechgeholl ze ginn, respektiv do, wou dat eeben net méiglech ass, soll virdrun eng Leitplank installéiert ginn.

Dëst ass eng wichteg Aufgab, an déi soll och ënnerstëtzt ginn. A selbstverständlech sollen déi eenzel Beem, déi ewechkommen, och kënnen - a mussen - kompenséiert ginn, sou wéi dat jo och bei Bauprojeten de Fall ass, wuelverstanen awer och op enger anerer Plaz.

Dofir kann ech absolutt net novollzéien, wann op enger Plaz, aus wéi engem Grond och ëmmer, Beem laanscht eng Strooss ewechgeholl ginn an duerno erëm nei Beem op där selwechter Plaz geplanzt ginn. Sou gesi viru Kuerzem op der Streck, dem CR122, tëschent Roudemer a Gonnereng, wou nei Beem direkt um Bord vun der Landstrooss geplanzt gi sinn. Dëst ass ëmsou méi batter, well grad op dëser Streck eréischt am Hierscht 2020 eng Fra vun 63 Joer hiert Liewe gelooss huet.

Mat dëser Praxis muss am Sënn vun der Verkéierssécherheet endlech Schluss sinn. Menger Meenung no, an dat ass och déi vun der Sécurité routière a vun der AVR, sollen an Zukunft keng nei Beem méi direkt um Bord vun enger Landstrooss geplanzt ginn. Och bei neie Stroossebauprojete muss deem Rechnung gedroe ginn an d'Stroossebordüren entspriechend gestallt ginn. Et ass jo net esou, wéi wann et keng Alternative géif ginn. Sou kéint ee sech zum Beispill virstellen, Hecken amplaz vun de Bamalleeën ze planzen. Hecken hunn den Avantage engersäits, dass bei engem Accident manner schlëmm Konsequenzen ze erwaarde si wéi bei engem Bam, an anerersäits gi se dem Chauffeur och eng besser siichtlech Agrenzung vum Raum, wa se parallell zum Stroossebord stinn. An och si hunn e ganz héijen ekologesche Wäert.

E weidere Phenomeen, Här Minister, op deen et mir wichteg ass hinzeweisen, ass dee vun der Distraktioun um Steier. Hand op d'Häerz, wien heibannen huet nach ni op sengem Handy gefummelt, wärend e gefuer ass? Wéi d'Sécurité routière ënnersträicht, weisen an Europa eng Rei Studien drop hin, dass d'Distraktioun beim Fueren ëmmer méi zur zweetwichtegster Ursaach vun Accidenter gëtt, dëst no enger ze héijer Vitess, awer mëttlerweil souguer virum Fueren ënner Alkohol- oder Drogenafloss. Eng Gefor geet dobäi iwwregens net nëmme vun Autosfuerer aus, mee och vu Foussgänger, déi beim Eriwwergoen op enger Strooss einfach vergiessen, de Bléck vun hirem Handy ze hiewen. Stéchwuert: Smartphone-Zombie.

Wat sech elo ganz harmlos oder witzeg unhéiert - séier nach per SMS Bescheed ze soen, dass een ënnerwee ass -, kann awer dramatesch Konsequenzen hunn. Wéi et um Site vun der Police nozeliesen ass, ass en Autosfuerer minimum fënnef Sekonnen ofgelenkt, wann hien eng SMS schreift a fortschéckt. Bei enger Vitess vu 50 Stonnekilometer ass een dann awer ganzer 75 Meter gefuer an hat dobäi d'Nues um Handy, amplaz ze kucken, wou een hifiert. Do ass ganz séier eng rout Luucht, en Zebraträifen oder soss en Obstakel iwwersinn. Méiglech Konsequenzen dovunner ka jiddweree sech selwer ausmolen.

Haut gëtt et technesch Léisungen, wéi zum Beispill, dass Handye per Bluetooth-Konnexioun automatesch erkennen, datt een an engem Auto ass, an esou zum Beispill d'SMS, déi ee wärend dem Fuere geschéckt kritt, guer net uweisen. An och well haut a villen Autoe Freisprechanlagen agebaut sinn, misst jo allgemeng gëllen: Wann ee fiert, dann huet ee ganz einfach näischt um Handy verluer!

Ech si mir bewosst, dass Kontrollen an deem Beräich net einfach sinn. Mee dëse Phenomeen ass net ze banaliséieren. D'Sécurité routière fäert esouguer, dass sech duerch Distraktioun op de Stroossen déi allgemeng Tendenz vu manner Schwéierblesséierten a manner Doudegen erëm dréie kéint. Dofir gëllt et hei, nieft dem repressiven Aspekt och an d'Preventioun ze investéieren an duerch cibléiert Campagnen op dëst Phenomeen opmierksam ze maachen, fir dass et eeben net eng Banalitéit gëtt a fir dass an Zukunft keen an enger SMS iwwert dem Fuere senge Léifste schreift, datt hie grad um Heemwee ass, mee a Wierklechkeet ni doheem ukomme wäert.

Eng Haaptursaach fir Accidenter bleift donieft nach ëmmer d'Vitess. Wëssend, dass déi meeschten Accidenter op de Landstroosse stattfannen, stellt sech och do d'Fro vun der maximaler Vitesslimitatioun. Eng vun de Mesurë vum Plan d'action « Sécurité routière » ass dann och ze préiwen, ob een op punktuelle Plazen déi maximal Vitesslimitatioun, déi jo bekanntlech bei 90 Kilometer an der Stonn läit, net kann erofsetzen. Och hei gëtt et en Aarbechtsgrupp ënnert dem Lead vun der Stroossebauverwaltung, dee sech mat dëser Fro befaasst.

Hei wier et interessant, gewuer ze ginn, Här Minister, wéi wäit dës Aarbechte scho virukomm sinn a wat hei eigentlech éischt Schlussfollgerunge kéinte sinn.

An dann hu mer zanter 2016 bekanntlech jo och Radare laanscht eis Stroosse stoen. A schonn a menger Ried zum Projet de loi 7652, deen den automatesche Kontroll- a Strofsystem vun de Radaren erweidert huet an domadder och d'Asetze vu sougenannte Rout-Luucht-Radaren erméiglecht, hat ech ënnerstrach, dass d'Radaren zu enger verbesserter Sécherheet op eise Stroosse bäidroen.

An dat ass nu mol ganz dacks laanscht d'Landstroossen a besonnesch do, wou et geziilt Geforepunkte gëtt.

Awer och am stättesche Raum gëtt et nach Verbesserungsbedarf. Ënnersträiche wéilt ech, dass et gutt ass, dass op den Nationalstroossen endlech den Tempolimitt 30 kann agefouert ginn. Dofir wëll ech de Minister och luewen, dee sech intensiv dofir agesat huet. Mee ech froe mech, ob een do net och nach e Schrëtt méi wäit goe kéint. Ech denken do un d'Stroosseberäicher ganz no bei de Schoulen. Vill Gemenge weise Stroosse ronderëm d'Schoulen aus, dat als Zon 30 natierlech, och wann et e schwieregen a laangwierege Prozess ass.

Méi Flexibilitéit a Reaktivitéit vun de Servicer vun de Ponts et chaussées wieren hei wënschenswäert, e klenge Message, deen ech Iech heimat, Här Minister, am Numm vu verschiddene Gemenge soll weiderreechen.

Och sief d'Fro erlaabt, ob een net op de Wee kéint goen, fir einfach systematesch d'Stroosse ronderëm all Schoul hei am Land als Zon 30 auszeweisen, esou wéi dat zum Beispill an der Belsch schonns méi laang de Fall ass. An ech perséinlech sinn och der Meenung, dass dat eng ganz sënnvoll Mesure wier, natierlech a puncto Sécherheet fir eis Kanner.

Et kann een awer net iwwert d'Verkéierssécherheet schwätzen, ouni d'Problematik an d'Thematik vum Alkohol ze ernimmen. Och hei sinn e puer Mesuren am Plan d'action „Sécurité routière" festgehalen. An do gëtt ënner anerem op déi Diskussiounen op europäeschem Niveau verwisen, wat e sougenannten „alcohol interlock" ubelaangt.

D'EU-Reglement 2019/2144 schreift vir, dass d'Autoen ab 2022 eng Interface mussen hunn, déi d'Installatioun vun engem Ethylotest erméiglecht. Dat si speziell Alkoholtester, déi e Start verhënnere sollen, wann de Chauffer ze vill gedronk huet.

Ech wollt Iech do froen, Här Minister, ob d'Regierung sech schonn an där Fro fir Lëtzebuerg positionéiert huet.

Ech hat elo just dat europäescht Reglement ugeschwat. Dat gesäit och vir, dass ab 2022 e sougeanntenen „enregistreur de données d'évènement" an d'Autoe soll agebaut ginn. Dat kann ee mat enger Zort klenger Blackbox vergläichen, wéi ee se aus der Aviatioun kennt. Dëst Equipement soll Donnéeën opzeechnen an am Fall vun engem schwéieren Accident erëmginn, wéi zum Beispill d'Vitess vum Auto oder seng Positioun op der Strooss war, éier et zum Accident komm ass. An och wann dësen Outil sécherlech wäertvoll Informatioune ka liwweren an och e weidere Schratt an der Opaarbechtung vun Accidenter erlabe wäert, kann ee soen, dass et haut och scho vill Donnéeë gëtt. Leider, leider sinn déi awer op verschiddene Plaze verstreet. D'Police, de Parquet an d'Geriichter hunn esou Daten, déi fir hir Enquêtenzwecker benotzt ginn, awer ëmmer nëmmen aus deem Bléckwénkel gekuckt, dee se grad an deem spezifesche Beräich brauchen.

Leider gëtt op dës Donnéeën nach net genuch zréckgegraff, fir eng systematesch Ursaachefuerschung ze bedreiwen. Et muss een awer och wëssen, dass zanter 2017 d'Administration des enquêtes techniques och mat der Opaarbechtung vu Stroossenaccidenter befaasst ass. Do sti mer awer eréischt am Ufank, also gëtt et an deem Beräich nach vill Loft no uewen. Well et ass enorm wichteg, dass d'Erkenntnisser aus Accidenter kënne gezu ginn, fir eis Stroosse méi sécher ze gestalten, virun allem do, wou et manifest Problemer gëtt a wou muss reagéiert ginn, fir am beschte Fall esou wéineg Accidenter wéi méiglech ze erlaben.

Dofir meng Demande, dass d'Administration des enquêtes techniques all d'Moyenen zur Verfügung gestallt kritt, fir dës wichteg Tâche beschtméiglechst ze erfëllen, an dass se konsequent mat der Stroossebauverwaltung zesumme schafft.

Da wollt ech och e weidert Theema opwerfen, wou et menger Meenung no Zäit wier weiderzekommen, dat sinn déi sougenannte Peines pédagogiques, also pedagogesch Strofe fir Widderhuelungstäter am Stroosseverkéier.

Nach relativ rezent, den 20. Abrëll, huet de President vun der AVR, de Raymond Schintgen, dës Kéier an engem Interview am „Tageblatt", dës Revendicatioun kloer formuléiert. Si als Vereenegung sinn net just Demandeur, dass esou eng pedagogesch Strof kéint vun engem Geriicht geschwat ginn, mee si wieren och bereet, fir un der Ëmsetzung matzeschaffen.

Ech si mir bewosst, dass dat natierlech alles méi séier gesot ass wéi um Terrain ëmgesat. Mee et liicht engem jo awer an, dass eng Persoun, déi schonn eng Kéier wéinst engem grave Verkéiersdelikt gepëtzt ginn ass, aneschters reagéiert, wa si mat enger Persoun konfrontéiert gëtt, déi no engem Accident e gréissere kierperleche Schued huet, jo souguer an engem Rollstull sëtzt, wéi wa se just eng Kéier an eemol méi eng Geldstrof kritt an eventuell Punkten um Fürerschäi verléiert.

Zanter méi Laangem scho ginn et déi sougenannte „stages de réhabilitation" fir Chaufferen, déi sech eng Infraktioun am Zesummenhang mat Alkohol oder Vitess zuscholde komme gelooss hunn. An Zesummenaarbecht mam Parquet ka jo decidéiert ginn, dass dës Chaufferen an e Stage vun zwee Deeg bei d'Sécurité routière musse goen. Dat ass eng gutt Mesure, déi sech awer, zumindest esou wéi ech et weess, net onbedéngt un d'Recidiviste wennt.

Dofir wollt ech froen, well dës Pist vun de Peines pédagogiques net am Plan d'action „Sécurité routière" festgehale ginn ass, ob Dir, Här Minister, net mengt, dass et opportun wier, fir op dee Wee ze goen. An a mengen Aen, mee dat ass och just meng perséinlech Meenung, wier et sécherlech den Opwand wäert.

Eng weider Opfuerderung hunn ech, wat d'Vëloe betrëfft. Et ass jo erfreelech, dass duerch d'Pandemie vill Leit d'Freed um Vëlosfueren entdeckt oder neientdeckt hunn. Dofir ass et evident, dass mer sécher Vëlosweeër brauchen an dass alles muss drugesat ginn. Mee do weess ech, Här Minister, datt mir op enger Linn leien.

Mee ech weess awer och, dass nach ganz, ganz vill Efforte musse gemaach ginn, virun allem am urbane Raum. Sécher Vëlosweeër sinn e Must, wann d'Leit och weiderhi solle motivéiert bleiwen, fir de Vëlo fir hir Alldagstrajeten ze benotzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Meng Unerkennung geet un all d'Pro-Vëlo-Initiativen, déi mat pertinente Revendicatioune fir sécher Vëlosweeër plädéieren. Ech sinn awer och der Meenung, dass mir anerwäerteg méi fir d'Sécherheet vun de Vëlosfuerer maache mussen a maache kënnen. An dat fänkt bei eppes ganz Elementarem un, an zwar dem Kappschutz.

Laut Studie kann duerch en Helm de Risiko, sech bei engem Accident um Kapp ze verletzen, ëm 60 % erofgedréckt ginn. Dofir kann et éierlech gesot net sinn, an ech kann et bal net novollzéien, dass mir zu Lëtzebuerg nach ëmmer keng allgemeng Helmflicht fir Vëlosfuerer hunn.

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Ech denken, spéitstens elo, wou ëmmer méi Leit Vëlo fueren an déi meescht och vu sech aus en Helm undinn, wier et un der Zäit, dës Lacune an eise Reglementer ze fëllen. Eng Recommandatioun ass natierlech ëmmer gutt gemengt, geet awer iergendwann eng Kéier net méi duer.

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Déi hefteg Reaktiounen, nodeems et ee Moment geheescht hat, dass op Vëloen an och op Helmer keng Blénkluuchten dierften installéiert ginn, weist, dass dat en Theema ass, deen ëmmer méi Leit betrëfft. An et weist och, dass een dës Diskussioun net sollt eleng op d'Vëlosfuerer limitéieren, mee datt sech mam Opkomme vun Trottinetten an anere Gefierer, mat oder ouni elektresche Moteur, fir déi et jo elo zënter Kuerzem nei Reegelen am Code de la route gëtt, och dës selwecht Fro vun der Helmflicht stellt.

Dat ass en Debat, Här Minister, dee menger Meenung no absolutt misst gefouert ginn.

Passend zu der Saison, ech kommen elo bal un de Schluss, ass natierlech nach d'Thematik vun de Motorrieder unzeschwätzen, déi leider all Joer en deieren Tribut op eise Stroosse bezuelen. Wéi aus den Zuele vum Statec erausgeet, sinn tëschent 2015 an 2018 insgesamt 25 Motocyclisten op eise Stroossen ëm d'Liewe komm. Vun de 642 Victimme vu Motorradsaccidenter, déi an dëser Zäitspan geschitt sinn, sinn der zudeem 282 ganz schwéier blesséiert ginn, an dat ass eng extreem héich Zuel.

Wat awer opfält, ass déi héich Unzuel un Nonresidenten - bal all Zweeten - bei de Motosfuerer, déi en Accident hunn, wou ee sech natierlech d'Fro ka stellen, ob et net eis schéi Stroossen hei zu Lëtzebuerg sinn, déi esou attraktiv sinn, fir d'Motorradsfuerer aus der Nopeschgéigend unzelackelen, fir bei eis hei zolidd Gas ze ginn.

Do gesäit een, dass d'Motorradfuere fir vill e flotten Hobby ass, méi wéi eigentlech en Transportmëttel.

Dofir wéilt ech ënnersträichen, wéi noutwendeg déi Initiativ „Fit for your bike" ass, eng Zort Opfrëschungskuer fir Motorradsfuerer zu Colmer-Bierg. Dës Initiativ misst dann och weider ausgeweit ginn a méi oft am Joer ugebuede ginn. Am Plan d'action „Moto", deen 2019 presentéiert ginn ass, war festgehale ginn, e véierten Dag fir dës Initiativ anzefëieren, mee ech si mer natierlech bewosst, dass dat wéinst der Pandemie elo net esou evident war. Mee et ass wichteg, dass déi Offer besteet an dass jiddereen, deen dorunner interesséiert ass, och d'Méiglechkeet kritt, fir do matzemaachen.

Sënnvoll ass natierlech och d'Initiativ, déi an dësem Plan d'action festgehale ginn ass an déi doranner besteet, Schëlder um Bord vun der Strooss opzestellen, déi drop hiweisen, dass et eng fir Motorrieder zimmlech geféierlech Streck ass. Dorauser ergëtt sech och d'Fro, ob et do net méiglech wär, nach e Schratt méi wäit ze goen an et, wann et natierlech technesch machbar ass, an de GPS-Programmer androen ze loossen, dass eng Streck extreem geféierlech fir Motorfuerer ass, respektiv se vläicht esou unzeginn, dass se fir Motorrieder carrement ofgerode gëtt.

Ech denken do notamment un d'Streck tëschent Kautebaach a Giewelsmillen, mee dat ass just ee vu ville Beispiller. Do muss een natierlech bei der Wuertwiel ganz gutt oppassen, fir dass een duerno net de Contraire provozéiert an d'Streck doduerch vläicht ongewollt nach méi reizvoll an attraktiv fir verschidde Motorradsfuerer mécht.

Zum Ofschloss, an ech mengen, dat konnt Dir aus menger Interpellatioun eraushéieren, Här Minister, wollt ech nach emol ënnersträichen, dass Verkéierssécherheet net just eng Fro vu Kontrollen a Repressioun ass, mee virun allem eng Fro vu Philosophie. Nëmme wann een de Problem als e Ganzt ugeet, wäert et méiglech sinn, den Ziler vun der „Vision Zéro" méi nozekommen. Dass et eng Fro vu Philosophie ass, gesäit een dëser Deeg leider och, wann een am neie Quartier vun der Cloche d'Or ënnerwee ass, e Quartier, dee leider weeder fir Foussgänger nach fir Vëlosfuerer geduecht war a wou deemno hir Sécherheet alles, mee net optimal garantéiert ass.

Esou Quartiere mat risege Boulevarden, déi just op Autoen ausgeriicht sinn, musse ganz einfach der Vergaangenheet ugehéieren. Dofir wäert et wichteg sinn, wann aner grouss Projeten ëmgesat ginn - ech denken do zum Beispill un d'Industriebrooch Esch-Schëffleng, un de Projet NeiSchmelz zu Diddeleng, de Projet Wunne mat der Wooltz oder nach de Projet Elmen -, dass do Mobilitéit, an dat beinhalt och d'Verkéierssécherheet, vun Ufank un zolidd mat ageplangt gëtt.

Ganz erfreelech sinn natierlech awer och d'Usätz an Ärem Mobilitéitskonzept Nordstad 2035, dee jo de Moie virgestallt ginn ass, wou net nëmmen iwwer verkéiersberouegend Quartiere geschwat gëtt, mee, an dat wéilt ech ganz besonnesch hei ervirsträichen, dee formidabele Projet vum autofräien Dikrech, eng Zesummenaarbecht vun der Gemeng Dikrech mat dem Staat, also mat der Regierung. An dofir wëll ech awer selbstverständlech, an Dir erlaabt mer dat, ganz houfreg eisem sozialistesche Buergermeeschter Claude Haagen vun dëser Säit aus felicitéiere fir säin onermiddlecht Engagement an déi Richtung.

Et muss ee wëssen, Stroosseplanifikatiounen a Mobilitéitsplanifikatiounen, dat si Projete fir d'Éiwegkeet. Feeler, déi een an där Planung mécht, sinn deemno bal net méi guttzemaachen.

Och dëst ass eng ganz wichteg Premiss, fir den Ziler vun der „Vision Zéro" méi no ze kommen, dat heescht, eng Infrastruktur plangen, sief et op enger Landstrooss oder an engem Wunnquartier, déi méiglech mënschlech Feeler vu virera matarechent. Alles kann een net virgesinn, mee et ass sécher, de Mënsch, ob als Autofuerer, Vëlosfuerer oder Foussgänger, wäert ni perfekt sinn. Dofir muss d'Infrastruktur, op där hie sech beweegt, esou perfekt wéi méiglech sinn.

Ech hu probéiert, Här Minister, Iech hei eng nuancéiert Vue vun der Verkéierssécherheet ze ginn. Richteg ass, dass an de vergaangene Jore ganz, ganz vill Efforte gemaach gi sinn. Mee richteg ass

och, an ech widderhuele mech, dass nach vill ze maache bleift, fir endlech no un de „Zéro" vun der „Vision Zéro" erunzekommen.

E grousse Merci, ech widderhuele mech och hei, geet un d'Sécurité routière an d'AVR fir hire wäertvollen Austausch an hiert wäertvollt Engagement, fir just si ze nennen.

An ech schléissen of, andeems ech drun erënneren, dass d'Sécherheet e Mënscherecht ass, an dat gëllt och op eise Stroossen. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci virun allem der Madamm Hemmen, datt se dës Debatt iwwert d'Sécherheet an der Mobilitéit an an dem ëffentleche Raum haut hei an d'Chamber bruecht huet. Si huet et selwer jo betount: Et ass e wichtege Sujet, deen, wéi déi meeschte Sujeten, dat lescht Joer natierlech e ganz schwéiere Stand hat, well e vun der Coronakris iwwerdeckt ginn ass, an dach bleift et eng batter Realitéit.

Well och wann an de leschten 20 Joer effektiv ganz vill geschitt ass, esou ginn et awer nach ëmmer ze vill Doudeger. Ech mengen, et ass ëmmer eng Ausso, déi vu jiddwerengem gedeelt gëtt, déi och vum Minister gemaach gëtt, déi mer, mengen ech, alleguerten och esou ëmmer ënnerschreiwe kënnen: All Doudegen an all Schwéierblesséierten ass een ze vill. An och wann d'Zuele konsequent erofginn, mir bleiwen natierlech awer nach ëmmer bei ze ville Leit, déi nach op der Strooss hiert Liewe loosse respektiv schwéierblesséiert ginn.

Ech kommen awer nach eng Kéier kuerz zu den Zuelentwécklunge vun de leschten 20 Joer. Tëschent 2000 an 2010 hu mer awer e Réckgang gehat vu 50 % vun de Verkéiersdoudegen, a vun 2010 bis 2020 nach eng Kéier 19 %. Domadder louche mer zwar elo ënnert dem Zil, wat d'Europäesch Unioun sech och festgeluecht hat fir déi Décennie, dat heescht, tëschent 2010 an 2020 och nach eng Kéier ëm 50 % erofzegoe mat de Verkéiersdoudegen. An awer muss ee soen, datt Lëtzebuerg amgaangen ass, eng gutt Entwécklung matzemaachen. Dat gesäit een och, wann een d'Zuel vun de Schwéierblesséierte kuckt, well och déi geet awer elo Joer fir Joer erof.

Et däerf een net nëmmen déi eng, mee et muss een all d'Zuele kucken. An engems ass et natierlech esou, datt mer all Eenzelnen, deen nach ëmmer schwéierblesséiert erausgeet aus engem Accident oder dee säi Liewe muss loossen, net einfach esou akzeptéiere kënnen.

Dofir gëtt et jo och dat grousst Zil, wat iwwer allem steet, dat ass dat vun där „Visioun Null", null Doudeger a Schwéierblesséierter. Dat ass en Zil, wat och 2017 vun all de Mobilitéitsministere vun der Europäescher Unioun an enger Deklaratioun zu La Valetta op Malta festgesat ginn ass. An dëst Zil huet jo och d'Lëtzebuerger Regierung iwwerholl. An ech mengen, déi Regierung, déi elo am Amt ass, déi huet sech dunn 2019 en Aktiounsplang gi mat engen 11 Defien an 31 konkreete Mesuren, fir ze versichen, dat Zil dann och ze erreechen.

Et ass e ganz ambitionéiert Zil, mee an engems ass et awer och fir ons als CSV dat eenzegt Richtegt. Well mir dierfen effektiv net akzeptéieren, datt, meeschtens wéinst Feeler, déi vu Mënsche gemaach ginn, aner Mënschen hiert Liewe musse loossen oder schwéier blesséiert ginn. Dat bedeit net, datt mer jee verhënnert wäerte kréien, datt de Mënsch e Feeler wäert maachen, just d'Konsequenz dovunner däerf net méi sinn, datt et dann zum Doud oder zu enger schwéierer Blessur wäert kommen. Dat ass och explizitt esou an den europäeschen Texter deklaréiert. An ech mengen, dat ass déi richteg Approche.

Mir haten elo d'lescht Joer 26 Doudeger - 2020 -, 2019 waren et der 22. Wa mer d'lescht Joer huelen, wär dat bal all zweet Woch een Doudegen op onse Stroossen. An Europa, wéi soll ech soen, sinn d'Zuelen nach e bësse méi héich; et si jo méi Leit, déi do wunnen. Dach bleift Europa mat Abstand dee sécherste Kontinent, oder ass dee sécherste Kontinent ginn an der Verkéierssécherheet, well een och probéiert huet, sech déi Ambitioun ze ginn, sech déi Ziler eeben ze setzen, sech och déi Moyenen dofir ze ginn.

Mee och an Europa stierwen all Woch 500 Leit op de Stroosse respektiv an engem Accident, deen eeben an dem Verkéier, an dem ëffentleche Raum verursaacht ginn ass. Dat wär, wéi wann all Woch géif e Passagéierfliger vu 500 Leit eroffalen. Ech mengen, dat ass eppes, wat eis jo schockéiert, wat mer net akzeptéieren. An ech mengen, genausou wichteg ass et, datt mer och net akzeptéieren, datt nach ëmmer all Woch 500 Leit hiert Liewen op den europäesche Stroosse loossen.

Et gëtt, wéi gesot, deen Aktiounsplang vun der Regierung, wat jo och ze begréissen ass, well konkreet Mesuren dra sinn. Ech wëll och e bëssen dorobber agoen. Dat ass eng Mëschung vun zwee Drëttel vu preventive Mesuren an engem Drëttel repressive Mesuren. An deen éischten Defi, well et och ëmmer déi éischt an d'Haaptursaach ass fir schlëmm Accidenter, wou een entweeder säi Liewe léisst oder schwéier blesséiert gëtt, ass d'Vitess.

An eng vun deene wichtegste Mesuren, fir dogéint virzegoen, dat war och schonn emol d'Introduktioun vun de Radaren, deene fixen, zënter 2016, an och vun de Streckeradaren zënter 2019, respektiv elo och ewell rezent, dat hu mer jo hei nach gestëmmt gehat, Radare bei de Roude Luuchten.

Déi Radaren hu Virdeeler, se hunn Nodeeler, d'Madamm Hemmen huet dat jo och elo scho gesot. Et geet och effektiv net drëm, elo ze soen: „Am ganze Land musse Radaren opgeriicht ginn", mee effektiv op deene Plazen, wou et Sënn mécht. Hei si Plazen eebe spezifesch erausgesicht ginn, wou et schlëmm Accidenter gi sinn. Do hu mer elo variéiert tëschent fixe Radare respektiv Streckeradaren, déi, mengen ech, awer och gutt vun de Leit ugeholl ginn. An do besteet natierlech elo nach Potenzial. Dat ass am Aktiounsplang och virgesinn, ënner anerem solle bestëmmten Tunnellen derbäikomme respektiv nach déi eng oder déi aner geféierlech Streck.

Duerfir meng Fro, Här Minister: Kënnt Der eis eng Kéier soen, wat dann elo nach an deenen nächste Jore wäert konkreet vu Streckeradare komme respektiv vu fixe Radaren a wat Der nach wëlles hutt mat de Kräizungen? Dir hat dat schonn eng Kéier an enger Debatt hei kuerz ugeschwat. Dat sinn elo mol éischt Projeten, haaptsächlech op der Stäreplaz hei an der Stad. Hutt Der dat nach eng Kéier wëlles fir weider Kräizungen, och an anere Stied? Dir hutt jo do Krittären, Dir hutt jo do Zuelen, op déi Der lech baséiert, fir dat ze definéieren - kënnt Der eis eng Kéier méi dovunner soen?

An dem Text steet och eng aner Mesure dran. Ons Police, ech mengen, d'Police ass selbstverständlech ee vun de Schlësselelementer, fir effikass Kontrolle kënnen ze maachen, fir d'Vitess dann eeben dee Moment festzestellen oder ze sanktionéieren, an do ass och rieds vun der Iddi, datt der Police hir Gefierer kéinten ekipéiert gi mat Radaren, dat ass emol esou am Text dran. Dir kënnt mer jo elo méi dozou soen.

(Interruption par M. François Bausch)

Ech hat gemengt … Ok, et ass gutt. Dir sot mer et dann einfach herno. Ass dat virgesinn? Ass dat eng Méiglechkeet? Wéini wier dat geplangt, fir dat anzefféieren, datt och ons Police eebe weider Moyene kritt, fir kënnen effikass Vitesskontrollen ze maachen?

Eng weider Mesure, déi d'Madamm Hemmen och scho kuerz hei ugeschwat huet, déi am Aktiounsplang drasteet, ass, datt een och op verschiddene Strecken oder Tronçonen, oder Deeler dovun, Stroossen ausserhalb den Uertschaften, punktuell géif d'Vitess erofsetzen. Kënnt Der eis och do soen, u wat Der do geduecht hutt, wéi dat konkreet soll ausgesinn, op wéi enge Plazen oder wéi ee sech dat konkreet géif virstellen, déi punktuell Erofsetzung vu Vitessen?

Eng aner Mesure fir de Raum ass, de Raum respektiv d'Stroosse méi sécher ze maachen oder awer och de Raum aneschters opzedeelen. Dat ass also e gréissere Punkt. Do ginn et verschidden Argumenter, déi hei mat eraspillen. Gëtt weiderhin och reegelméisseg e Sécherheetsaudit gemaach vun der Stroosseninfrastruktur, fir eebe genau erauszefannen, wou et nach geféierlech Plaze gëtt, déi misste baulech ugepasst ginn, wou entweeder d'Kéiere méi breet gemaach oder mat Leitplanke geschafft misst ginn? Dat ass d'Fro, ob Der dat maacht. Dat ass jo mol an der Vergaangenheet gemaach ginn. Ass dat amgaang, gemaach ze ginn? Oder ass dat geplangt?

E weidere wichtege Punkt wär et, fir och nei Stroossen ze bauen, fir ons Dierfer oder Stied ze entlaaschten, ze berouegen, och doduerjer méi sécher ze maachen. Ech mengen, eng ganz Rei vu Contournemente sinn ëmmer an der Diskussioun. Ech gesinn hei de Kolleeg, den Aly Kaes, dee jo net midd gëtt, schonn zënter Joerzéngten, sech derfir anzesetzen, datt eng ganz geféierlech Streck, d'N7, géif méi sécher gemaach ginn, mat engem Ausbau op deenen zwou Spueren, déi och getrennt sinn, an datt een dat och géif etappeweis maachen. Mir sinn also frou, datt d'Regierung elo op de Wee geet, fir dann och éischt Etappen dovunner ze realiséieren. Dat fanne mer richteg, och mat deem Engagement vum Här Kaes, fir dat ze fuerderen.

Aner Fuerderunge och vun der CSV sinn zum Beispill de Contournement vun Hesper, wann ech de Kolleeg, den Här Lies, oder d'Madamm Adehm hei gesinn, respektiv Käerjeng, oder awer och hei an der Stad. E wichtege Contournement wär dee vum Südweste vun der Stad, dat ass dee bekanntberüümte Boulevard vu Märel a vun Zéisseng. Mir wëssen natierlech, datt et net evident ass, nei Boulevarden ze bauen. Mee kënnt Der eis awer trotzdeem eng Kéier soen, wou Der do dru sidd, wéi Der do och weiderkommt mat dem Bau an Etappen vun deem Contournement? Well nach eng Kéier, et ass wichteg, datt mer esou nei Stroosse kënne kréien, fir och méi Liewensqualitéit an eisen Dierfer, an de Stroossen, an eise Stied ze hunn a fir an deem Moment och kënnen eng Verkéiersberouegung ze maachen.

Dat huet ee jo och schonn an anere Beispiller gesi gehat. Ech mengen, dee ganzen Uelzechtdall ass berouegt ginn, wéi d'Nordstreck bis op war, well do eeben och d'Nordautobunn opgemaach ginn ass. An dat wär och de Fall an anere Stied, an aneren Dierfer, wou elo eebe ganz groussen Duerchgangstrafick ass, wou dann dee Moment natierlech och d'Sécherheet net onbedéngt déi beschten ass, elo schwätze mer net vun der Ëmweltbelaaschtung. An et wär also wichteg, datt mer do géife weiderkommen, fir och kënne méi Verkéierssécherheet -, net nëmmen, mee och méi Sécherheet am Verkéier - mat esou Projeten ze maachen.

An eng aner Diskussioun ass déi mat der Opdeelung vum Raum. Ech mengen, dat ass effektiv eng essenziell Fro. Besonnesch am urbane Raum ass dat natierlech méi pertinent, awer net nëmmen. Ech mengen, et gëtt och Dierfer mat Duerfkären, déi ee ka verkéiersberouegen, wou dann de Prinzip nees de Mateneen ass. Ech wëll elo awer net soen, datt Bartreng en Duerf ass, dat ass scho méi wéi en Duerf, mee ech mengen, Bartreng respektiv aner Gemengen, fir net ëmmer d'Stad ze huelen, wéi och Diddeleng hu jo scho konsequent e Wee virgemaach, wéi een Duerfzentren och wierklech ka verkéiersberouegen, wou d'Leit sech dann och nees begéinen, wou sech d'Essenz vun engem Duerf respektiv enger Stad u sech erëmspigelt, nämlech dat Zesummeliewen, dat Mateneen. Dat ass jo entstanen doduerch, datt ee sech begéint huet, sech matenee ausgetosch huet. An do si se sesshaft ginn. Doduerch sinn Dierfer entstanen, an duerno si Stied dorauser entstanen, an dee Gedanken, datt een och muss Récksiicht huelen een op deen aneren, muss sech kënnen erëmspigelen, andeems een den ëffentleche Raum och baulech esou gestallt, datt ee muss op deen anere Récksiicht huelen. Dat si wichteg Mesuren, déi och weider kënnen ëmgesat ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An do gëtt et jo zanter 2013 och e Guide, dee vun der staatlecher Zirkulatiounskommissioun erausgi ginn ass, dee jo kloer esou Leit-, esou Richtlinne festsetzt, wéi ee soll Verkéiersberouegungen an den Dierfer, an de Stied ëmsetzen.

Dir hutt elo gesot, an dat steet och an Ärem Aktiounsplang dran, et géif elo am Laf vun dësem Joer en neie Guide erauskommen oder op jidde Fall eng iwwerschaffte Versioun dovunner. Kéint Der vläicht nach eng Kéier soen, wat déi Haaptpunkte vun deem Guide do wäerte ginn? Well dat ass natierlech fir alleguerten déi, déi och an der Verantwortung sinn an de Gemenge respektiv an de Verwaltungen, wichteg ze wëssen, op wéi ee Wee datt et wäert goen. Well et brauch ee kloer Richtlinnen, eng kloer Struktur, kloer Hierarchien, fir déi Gestaltung herno och uniformiséiert kënnen ze maachen, datt se Sënn mécht. Do muss een och kënne guidéiert ginn.

Dofir wier do emol eng Kéier d'Fro: Kënnt Der eis e puer esou Elementer soen? Bis elo war et jo zum Beispill net méiglech, fir länger Tronçonen, dat ass emol e Virschlag gewiescht, an 30er-Zonen ze maache bei bestëmmte Kategorië vu Stroossen, héchstens vläicht Deeler dovunner.

Dir hutt jo elo geännert gehat, wat och eng gutt Mesure war, datt op Nationalstroossen oder Chemin-reprisen och kënnen 30er-Zonen agefouert ginn, zemol bei de Schoulen. Mee ass et net denkbar, datt een och nach méi laang Tronçone vu Stroossen, déi u sech an der Hierarchie méi uewe sinn, awer an déi 30er-Zone kann eranhuelen, natierlech mat bauleche Mesurë begleet? Wat mäi Punkt ass: Do mussen natierlech kloer Leitlinne kommen, déi enger Gemeng et och erlabe respektiv natierlech och dem Staat, fir dat ëmzesetzen.

Ech mengen awer, datt ganz vill Gemenge schonn amgaange sinn, dat och ëmzesetzen, och ganz vill Efforten an de leschte Joerzéngten doranner gemaach hunn. Ech weess elo net genau iwwerall an den eenzelne Gemengen, wivill Prozent dat vun de Stroossen ausmécht. Mee et stellt een awer fest, datt eeben a ville Gemenge scho längst och déi Verkéiersberouegungen a längst och déi Neiopdeelung vum ëffentleche Raum ëmgesat gi sinn.

Ech wëll awer just nach eng Kéier d'Beispill gi vun der Stad, déi den Haaptverkéierspunkt vum Land ass. Mee an der Stad si mer elo op Stand vun haut schonn op 86 % vun de Stroossen, déi bei 30 oder 20 leien oder eng Foussgängerzon sinn oder e Shared Space oder eng Zone de rencontre sinn. 86 %, dat ass natierlech d'Resultat vu successive Schäfferéit gewiescht, déi sech derfir agesat hunn, an dat schonn zënter den 90er-Joren, fir dann eeben no an no besonnesch och an de Wunnquartieren iwwerall 30 ze maachen.

Do gëtt et awer och nach Sputt, dat muss ee soen, och bei enger Gemeng wéi der Stad Lëtzebuerg ka sécherlech nach déi eng oder aner Stroosse bäikommen, wat elo e bësse méi grouss Stroosse sinn. Och d'Stad Lëtzebuerg ass gewëllt, weider op dee Wee ze goen, och mat lech zesummen. Do gëtt et och zum Beispill e Projet, fir de Boulevard Pierre Dupont, wat eng grouss, laang Strooss ass, kënnen op 30 ze maachen - also, dee Wëlle besteet -, oder fir eng Zon um Boulevard Charles Martin kënnen op 30 ze maachen. Also, de Wëlle besteet. Wichteg ass, datt et eng Zesummenaarbecht ass tëschent dem Ministère an de Gemengen, datt et kloer Richtlinne gëtt an datt mer do och wierklech alleguerten un engem Strang zéien.

Well eppes, wat sécherlech der Verkéierssécherheet oder der Sécherheet an dem ëffentleche Raum net förderlech ass, dat ass, wa mer eis ëmmer erëm géigesäiteg de Pingpongball hin- an hierspillen. Dat muss ech och ganz oppe soen, datt et dann heiansdo awer esou ausgesäit: déi gutt Gemeng an de béise Staat oder dee gudde Staat an déi béis Gemeng. Ech mengen, dat bréngt effektiv näischt. Wa mer eis wierklech alleguerte seriö huelen a gär fir méi Sécherheet am ëffentleche Raum wëlle suergen, da musse mer do un engem Strang zéien.

Datt dat net ëmmer iwwerall de Fall war an der Vergaangenheet, ass leider Gottes esou. Mee ech mengen, et muss ee sech awer da kënne virhuelen, dat besser ze maachen. De Wëllen ass jiddefalls bei ons och do, well et ass onglécklech, wann ee Beispiller hëlt: D'Stad Lëtzebuerg hat zesumme mat de Bierger vum Lampertsbierg decidéiert, datt mer an d'Avenue Pasteur - wat eng 30er-Zon ass, mee den ënneschten Deel ass Sens unique -, konform zu deene Recommandatiounen, déi am Moment awer bestinn, an deem Guide, eng separat, getrennte Vëlospist géife bauen, well jo och à contre-sens ka gefuer ginn. Dat muss da bidirectionnel sinn. D'Vëloe mussen erop- an eroffuere kënne. Dat war, wéi gesot, mat de Bierger zesummen decidéiert ginn.

Da kréie mer awer e Bréif zréck vum Ëmweltministère, deen eis seet, hie géif net agesinn, datt déi eelef Beem missten ewechgeholl ginn.

Do ass e Projet elo schonn e Joer laang amgaange blockéiert ze sinn, well do eng Lektür gemaach gëtt vum Gesetz, déi mir net esou maachen, well mir konform zum Gesetz hei gehandelt hunn a well mer eis wierklech wolltenèè druginn, dat ëmzesetzen, wat eng Demande ass vun de Leit vum Lampertsbierg, well et wierklech fir si géif méi bréngen, fir kënne méi sécher do erop- an erofzefueren. Et wier also virun allem am Sënn, fir besser Mobilitéit, fir méi sécher Mobilitéit ze kréien. Do blockéiere mer eis dann awer géigesäiteg.

Ech mengen, datt dat net méi däerf virkommen. Dat ass fir ee Punkt erauszezéien, fir ze weisen, datt mer eis do alleguerte musse besseren. Et gëtt bestëmmt och Beispiller, déi Dir kënnt zitéieren, wou mir da vläicht als Gemeng net ëmmer esou kooperativ waren. Dat huele mer gären op eis Kap. Mee ech mengen, den Haaptmessage soll sinn: Mir sollen eis do alleguerte wierklech beim Wuert huelen, datt mer dat seriö mengen, datt mer méi wëlle maachen, fir d'Mobilitéit méi ze förderen, och grad déi duuss Mobilitéit, méi fir de Foussgänger, méi fir de Vëlo; da musse mer do jiddefalls méi kooperéieren als Staat an als Gemengen, fir kënnen no vir ze kommen.

Well d'Madamm Hemmen awer nach d'Cloche d'Or ugeschwat hat ... Wat och ass: Den Urbanismus ass eng Aart a Weis, wéi een de Raum gestalt, jo dat ass en Urbanismus, deen hautdesdaags natierlech iwwerholl ass. Ech mengen, dat ass e Projet, dee geet ganz laang zréck op virun 20 Joer, wou dee geplangt ginn ass. Ech kennen elo net déi ganz Geschicht dovunner. Dat wëssen aner Kolleegen hei am Raum besser. Mee et ass evident, datt dat net méi déi Form vun Urbanismus ass, déi mer nach iwwerhaapt däerfe förderen oder déi mer iwwerhaapt nach däerfen ënnerstëtzen.

An op jidde Fall och do, wou d'Gemengen déi sinn, déi verantwortlech si fir d'Stadentwécklung, wou se et dann och selwer an der Hand hunn, geet dat och net méi op dee Wee. Do muss dat op e Wee goen, wou een e qualitativen ëffentleche Raum mécht, deen et engem erlaabt, sech do och a Sécherheet kënnen ze beweegen, deenen eenzelne Besoine vun der Mobilitéit gerecht ze ginn, an dee virun allem awer och op eng mënschlech Dimensioun axéiert ass. Ech mengen, dat ass et: d'Stied oder och d'Dierfer sinn net iergendeppes Abstraktes. Dat ass eppes, wat vum Mënsch geschaf ginn ass fir de Mënsch, da sollen och de Mënsch a seng Besoinen do ëmmer am Mëttelpunkt stoen. An dat muss sech och herno erëmspigelen an der Form, wéi mer ons Stied an Dierfer gestalten, virun allem eeben och ons Gebaier a virun allem den ëffentleche Raum.

Da wier et awer trotzdeem, wa mer och géife weidergoen, fir nach méi 30er-Zonen, méi Verkéiersberouegung ze maachen, wou mer kloer Linne brauchen, wou mer dann och baulech Mesurë mussen ëmsetzen, fir datt dat och visuell ugeholl gëtt vun deemjéinegen, deen am Auto sëtzt, datt dee mierkt: Hei kommen ech eran an eng Zon, wou et net méi ass, fir op de Gas ze drécken, mee wou dat ass, fir eeben de Fouss vum Gas ze huelen. Dat geschitt och an deene

meeschte Gemengen, se maachen dat och no an no, déi kréien dat jo och net vun haut op muer ëmgesat. An awer soll ee sech dann natierlech net dem Trugschluss higinn, datt dat géif eng 100%eg Garantie gi fir méi Sécherheet, well mir maache reegelméisseg déi Erfarung, datt sech awer och an den 30er-Zone Leit absolutt net dorunner halen. Natierlech huet een ëmmer schwaarz Schof bei allem.

Et gëtt och ëmmer erëm vun Awunner gefuerdert, méi Kontrolle vun der Police ze maachen. Leider Gottes kënne mer net an all Strooss e Polizist stellen oder op eemol e Radar opstellen. An der Erfarung ass et souguer, datt et meeschtens Awunner selwer aus där Strooss sinn, déi sech emol net dorunner halen. An dowéinst ass ee Punkt, op deen ech herno wäert kommen, Här Minister: Et ass och eng Fro vun der Haltung ganz einfach, wéi mer un eppes eruginn, wéi mer eis och am Liewe behuelen, déi genau esou wichteg ass an determinant, wéi all baulech oder reglementaresch Mesure, fir fir méi Sécherheet ze suergen.

D'Madamm Hemmen huet jo och schonn dee Punkt ugeschwat, wat och ganz richteg ass: Et ass eeben och eng philosophesch Fro. Do hutt Der ganz Recht, mir deelen dat och. Wéi gesot, ech wäert nach op dee Punkt do agoen. Mee et soll een net mengen ..., souguer mat all deene Mesurë mussen nach vill aner Efforte gemaach ginn op anere Punkten, fir datt mer eeben och do méi Sécherheet kënne kréien.

E weideren Defi ass effektiv deen ..., dat ass nach ëmmer déi zweetheefegst Ursaach, wou et zu schlëmmen Accidenter kënnt, datt een ënnert dem Afloss vun Alkohol oder Drogen oder Medikamenter fiert. Ech wëll do awer net op all déi Mesuren agoen, déi Der do geplangt hutt. Eng Fro ass awer effektiv déi vun den Ethylotester. Do hutt Der virgesinn, datt do géif zesummegeschafft gi mat de Cafetieren, Restaurateuren, datt déi hire Clienten dat géifen ubidden, respektiv wëllt Der gären op de Wee goen, dat méi obligatoresch ze maachen, datt een esou Tester awer muss ubidde respektiv muss maachen, ier een och mam Auto fiert.

An am Aktiounsplang steet och, datt Der wëlles hutt, datt et an Zukunft géif, ech mengen, dat ass dat vum ..., a nee, dat ass en anere Punkt, pardon, dat huet net mat Ethylotester ze dinn, dat ass een anert Element, dat och hei matspillt. Dat ass eeben eng nei Form vun Oflenkung, déi och schonn ugeschwat ginn ass, dat heescht, um Handy ze si respektiv mat de Kopfhörer, mat den Oreillettë ronderëm ze fueren. An op deem spezifesche Punkt steet an Ärem Aktiounsplang dran, datt Der gären hätt, datt dat an Zukunft géif bestrooft ginn, net nëmme méi mat zwee Punkte vum Punkteführerschäin, mee mat véier Punkte vum Punkteführerschäin. Ass dat nach ëmmer Äre Wëllen, dat esou ëmzesetzen? Fir wéini wier sech dat ze erwaarden?

Accidenter mat Hëllef vu Preventioun an Innovatioun ze verhënneren, ass och e weidere Volet vun Ärem Aktiounsplang. An do ass een, dee Lëtzebuerg sécherlech net an der Hand huet, mee awer een, deen net ze ënnerschätzen ass: Dat ass, den europäeschen, den internationalen Niveau ze gesinn. Autoe gi jo och ëmmer méi modern. Si benotzen och déi modernsten Technologien, och Sécherheetstechnologien. A mat Hëllef dovunner kann een natierlech och méi Sécherheet fir all Mënsch garantéieren, fir deen, deen am Auto sëtzt, mee virun allem och fir deen, dee baussent dem Auto ass. Bon, do ka Lëtzebuerg sech just mat engagéieren um europäeschen Niveau, datt déi europäesch Automobilindustrie verstäerkt doran investéiert, fir dat ëmzesetzen.

Natierlech kann Europa och do der Automobilindustrie Obligatiounen operleeën a soen: Bis e gewëssent Joer mussen déi mat de bestëmmten Technologien ausgerüst sinn. Mee dat ass awer och e Punkt, dee wichteg ass ze betounen, datt et och eng Weiderentwécklung gëtt an der Technik, déi et engem erlaabt, allgemeng fir méi Sécherheet suergen ze kënnen.

Dann ass en anere Punkt dran, deen interessant ass: An Ärer Mesure steet, datt et géif drëms goen, och de Profill vun deenen ze studéieren, déi fir Accidenter verantwortlech sinn, wou e Mënsch gestuerwen ass respektiv blesséiert ginn ass, an datt do soll en Aarbechtsgrupp op d'Bee gestallt ginn, wou ënner anerem, mengen ech, de Statec dran ass.

Mee do hunn ech net richteg verstanen, wéi dat soll goen. Dat heescht wuel, datt ee kuckt, déi Leit, déi verantwortlech ware fir e schlëmmen Accident, wat dat fir Profiller sinn. Mee wéi wëllt Der dat gär genau maachen? A wat fir eng Schlëss sollen dorauser gezu ginn, respektiv wéi soll dat herno benotzt ginn, fir konkreet fir méi Sécherheet ze suergen? Dat ass elo net esou explizitt hei erkläert. Kënnt Der eis do vläicht e bësse méi derzou soen?

Weider soll och studéiert ginn, ob et net méiglech ass, déi Suen, déi e Staat anhëlt, wann e Protokoller vergëtt, ze huelen, fir a méi Verkéierssécherheet ze investéieren. Do steet dran, Dir misst dat mam Finanzministère kucken. Ech sinn elo net grad esou de Finanzexpert wéi elo zum Beispill mäi Kolleeg, den Här Roth. Mee ech weess net: Ass dat iwwerhaapt méiglech, datt een esou Recetten affektéiere geet? Normalerweis ass et jo éischter esou, datt et eng Non-affectation vun de Recetten ass. Mee sidd Der do amgaangen, dat mam Finanzministère ze kucken, ob et do esou eng Méiglechkeet géif ginn?

An da wéilt ech zum Schluss - well ech mengen, ech kann net op all eenzelne Punkt hei agoen, deen an deem Aktiounsplang steet, dee mir awer wierklech och ënnerstëtzen, wou mer och soen, datt et gutt ass, datt d'Regierung sech esou een Aktiounsplang ginn huet - awer nach eng Kéier op dee wichtegste Punkt - warscheinlech dee wichtegste Punkt - agoen, nämlech dee vun der Sensibiliséierung an all hire Formen, esou jonk wéi méiglech, mee virun allem awer och wierklech déi Haltung, déi mer alleguerte mussen hu, respektiv déi et wichteg ass ze hunn, fir datt mer och méi Sécherheet an dem ëffentleche Raum kënne kréien, well eeben en ëffentleche Raum och e Spigelbild vun onser Gesellschaft, vun ons selwer ass.

A grad wéi mer an onser Gesellschaft méi e Mateneen, also méi Gemeinschaft brauchen, esou brauche mer dat och am ëffentleche Raum. Well de Mateneen, deen ass net deelbar, genauesou wéineg, wéi de Mënsch deelbar ass. Well, an dat ass wichteg, mengen ech, dat ass awer e Punkt, deen ee misst ufänken, eng Kéier ze iwwerdenken, an och mir als Politiker missten ufänken, eis do aneschters dobaussen ze artikuléieren.

Well mir sinn eebe grad net de Foussgänger, de Vëlosfuerer, den Autosfuerer. Wat mer soen, dat ass eppes, wat eng Entwécklung huet, déi scho viru Joerzéngten entstanen ass. Doduerch schafe mer kloer vunenee getrennten Identitéiten, déi ëmmer nëmmen zu eppes féieren: Nämlech, datt ech e Recht hunn, an ech setzen dat duerch, also féiert et zu Konflikter. Dat féiert net zu méi Sécherheet.

Mir mussen ophalen, dat ze mengen, well mir sinn a bleiwen een an dee selwechte Mënsch, dee mol ze Fouss geet, mol mam Vëlo ka fueren, mam Auto, mam Bus, mam Zuch, déi verschiddenst Mobilitéitsformen, well et entsprécht eise Besoinen, déi jee no Dageszäit oder Woch oder Weekend kënne variéieren. Mee mir bleiwen awer, wéi gesot, ëmmer een an dee selwechte Mënsch.

Dat heescht, wann ech mol am Auto sëtzen, da kéint deen, deen niewent mer am Bus sëtzt oder deen, dee viru mer iwwert d'Strooss geet oder deen, deen niewent mer mam Vëlo laanschtfiert, och ech sinn. A wann dat méi an eis Käpp erageet a wa mer awer och als Politik hëllefen, dee Message ze vermëttelen, da schafe mer méi Sécherheet, well mer eis soen: „Dat kéint ech sinn, also muss ech Récksiicht op deen huelen!", an dann och Respekt an eisem Behuele kënne weisen, egal wou mer da sinn, egal wéi mer eis eebe grad an deem Moment beweegen.

An andeems mer dat maachen, wäerte mer domadder och méi Sécherheet schafen. Ech mengen, dat ass eppes, wat ganz wichteg ass als Message: Ufänken, vill méi ze verkierperen, ze liewen, mee och dobaussen ze soen, datt mer net méi wierklech sollten abstrakt vun „dem Autosfuerer", „dem Foussgänger" ..., well mer wierklech domat amgaange sinn, awer dacks een deen anere géinteneen auszespillen oder och eebe falsch Prioritéiten, falsch Rechter, déi ech dann hunn, déi ech da gär wëll am ëffentleche Raum imposéieren, domadder ze provozéieren. An dat soll et jo eebe grad net sinn. Well wa mer eeben dat bis verënnerlecht hunn, datt mer ëmmer ee Mënsch sinn, egal wéi mer eis beweegen, da kënne mer och dobaussen eis aneschters behuelen a méi Récksiicht huelen an domadder méi Sécherheet schafen.

An d'Zil vun deenen null Doudegen a Schwéierblesséierten ass och fir ons keng Fatalitéit an däerf och keng sinn. Si muss eng Realitéit ginn, an dofir ënnerstëtze mer och all Mesurë vu Preventioun, Repressioun an awer och Innovatioun, déi hëllefen, dëst Zil ëmzesetzen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Wilmes. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- „26 Joer ale Motorradsfuerer déidlech verongléckt", „6 Blesséierter bei 3 Accidenter", „Vëlosfuererin [...] uerg blesséiert, de Rettungshelikopter war am Asaz", „[…] 3 schwéier Vëlosaccidenter an enger Woch" - dat, Här President, si just e puer Noriichten aus de leschte Wochen. Et ass ee jo scho bal dru gewinnt, all gudden Dag vun Accidenter ze héieren, vu Liicht- a vu Schwéierblesséierten a jo, souguer vun Doudegen.

An elo, wou déi schéi Joreszäit lues a lues erëm ufänkt, kann een domat rechnen, dass dës Noriichten net manner ginn. Fakt ass - d'Zuele beleeën dat -: Wa schéint Wieder ass, erëm méi Leit ënnerwee sinn, en Ausfluch maachen, wann nees méi Motorrieder op de Stroosse sinn, da klëmmt och de Risiko vun Accidenter. Dat kléngt elo vläicht wéi eng Fatalitéit - „Dat ass eeben esou ..." -, mee domadder kann an dierf ee sech awer net zefridde ginn.

„Vision Zéro": Null Doudeger an null Schwéierblesséierter op eise Stroossen, dat muss eist Zil sinn, op dat mer hischaffen. Dat ass ambitiéis, dat ass ganz kloer. Mee et ass einfach net akzeptabel, dass alljoers Leit stierwen oder esou uerg verwonnt ginn, dass si hiert Liewe laang mat de Konsequenzen ze kämpfen hunn.

Mobilitéit ass e Grondbesoin vun eiser Gesellschaft. Fir ganz vill vun eis ass et dat Normaalst vun der Welt, moies op de Vëlo ze klammen oder an den Auto ze klammen an op d'Aarbecht ze fueren, ouni eis vill Gedanken ze maachen. Déi meescht akzeptéieren de Risiko, deen domadder verbonnen ass, oder denken och net doriwwer no.

Mee nu stellt ee sech emol vir, am Fluchverkéier géife genau esou vill Accidenter geschéie wéi op eise Stroossen. Kee Mënsch géif méi an de Fliger klammen, a vollkommen zu Recht. Just am Stroosseverkéier schéngen aner Reegelen ze gëllen. Well och, wa vu Joer zu Joer Mënschen am Verkéier leiebleiwen, ass a bleift déi héich Vitess d'Haapttursaach. An anere Wierder, ganz vill Leit si sech nach ëmmer net der Verantwortung bewosst, déi se hunn, wa se op der Strooss ënnerwee sinn. Dass si duerch hiert Verhalen d'Liewen an d'Gesondheet vun hire Matmënschen op d'Spill setzen, schéngt hinnen net onbedéngt an de Sënn ze kommen. Dat eleng weist schonn, dass nach vill Aarbecht ze leeschten ass, net nëmmen am Beräich vun der Sensibiliséierung eleng, mee op ganz ville Fronten.

Här President, d'Verkéierssécherheet ass e komplexe Sujet mat ville Schichten, an dowéinst musse mer och Mesuren an enger ganzer Partie Beräicher huelen, déi och mussen aneneegräifen, wa mer d'Problematik wierklech wëlle seriö ugoen. Ech hunn elo déi héich Vitess an d'Sensibiliséierung genannt. Donieft gëtt et nach eng ganz Rei aner Mesuren, fir zum Beispill d'Vëlosfuerer an d'Foussgänger besser ze schützen. Ech komme méi spéit am Detail heirobber zréck.

Do virdru wëll ech awer fir d'éischt emol op déi aktuell Zuelen ze schwätze kommen, déi den Här Minister déi lescht Woch presentéiert huet. Virop ass emol ze begréissen, dass d'Tendenz alles an allem awer déi richteg ass: 2020 gouf et allgemeng manner Accidenter an och manner Liicht- a Schwéierblesséierter wéi d'Joer virdrun. D'Pandemie an de Confinement am Fréijoer waren heibäi sécher net ganz onschëlleg. Mee och der Regierung hir Strategie „Vision Zéro" huet an de leschte Jore mat konkreete Mesuren d'Jalone gesat, déi dësen Trend erméiglechen. Trotzdeem - an dat verdierft den éischter positive Bilan nawell - ass d'Zuel vun den Doudegen nees liicht eropgaangen. Ouni déi zwee Méint Confinement, wärend deenen den normale Verkéier quasi op Äis geluecht war, wier se vläicht nach méi héich.

Wat opfält, dat ass d'Zuel vun de Cyclisten, déi d'lescht Joer blesséiert goufen oder gestuerwe sinn - hei ass en enorme Saz an d'Luucht gemaach ginn. Wéi uganks gesot, och dëst Joer ass et schonn zu enger Rei Accidenter komm, an deenen e Vëlosfuerer implizéiert war. Fakt ass, dass iwwert déi lescht Méint, besonnesch am Kader vun der Pandemie, ëmmer méi Leit de Vëlo net just als Fräizäitaktivitéit entdeckt hunn, mee och am Alldag drop zréckgräifen, fir op d'Aarbecht ze fueren oder akafen ze fueren.

Wéi iwwerall op der Welt wandelt sech d'Stroossebild also och zu Lëtzebuerg an där Hisiicht. Tatsächlech begéint een ëmmer méi Vëlosfuerer am Alldag op eise Stroossen. A grad d'Autosfuerer musse sech ëmmer méi drop astellen, engem Cyclist ze begéinen an och op dësen opzepassen. Et ass evident, dass de Staat d'Sécherheet grad vun deene vulnerabelste Verkéiersteilnemer esou gutt et geet muss schützen an dann och d'Ramebedingungen dofir muss schafen, grad a besonnesch wann een d'Leit jo wëllt encouragéieren, méi mam Vëlo ze fueren.

Den A an O an deem Kader ass ouni Zweifel eng gutt an adaptéiert Infrastruktur. Do wou Vëlo an Auto sech net an d'Féiss kommen, ass de Risiko, dass en Accident geschitt, natierlech vill méi kleng.

Zu Lëtzebuerg hu mer laut Gesetz en nationale Vëlospistereseau vu méi wéi 1.000 Kilometer, dee ganz kloer d'Réckgrat vun der Infrastruktur fir de Vëlo duerstellt. Leider sinn déi 1.000 Kilometer an der Praxis awer op ville Plazen nach net fäerdeg an hei ass natierlech nach vill Aarbecht ze leeschten. An ech weess, dass den Här Minister genau esou presséiert ass wéi ech, dass mer endlech en anstännegen zesummenhängende Reseau hunn, wou d'Vëlosfuerer dann och vum Verkéier getrennt sinn.

Dofir op dëser Plaz déi obligatoresch Fro vu menger Säit, ob den Här Minister vläicht weider Informatiounen doriwwer ka ginn, wéi wäit d'Aarbechten um Ausbau vum nationale Vëlosreseau sinn.

Den nationale Reseau ass, wéi gesot, e ganz wichtegt Puzzlesteck. Mee dat eleng geet natierlech net duer. Och um kommunalen Niveau brauche mer déi passend Infrastrukturen a grad a méi groussen Agglomeratiounen, wou vill Verkéier ass. An deem Sënn kënne mir och nëmme begréissen, dass sech eppes an enger ganzer Partie Gemengen an de leschte Wochen a Méint gedoen huet, fir d'Sécherheet vun de Vëlosfuerer ze verbesseren.

Ech sot et schonn d'éinescht: Am Kader vun der Pandemie si vill méi Leit op de Vëlo ëmgeklommen, wéi dat nach virdrun de Fall war. D'Demande no méi Plaz fir de Vëlo ass do, kucke mer nëmmen hei ronderëm eis, wou d'Stad Lëtzebuerg vill Efforte gemaach huet, fir där Demande nozekomme mat der neier Vëlospist an der Aler an an der Neier Avenue; dem Schafe vun den éischten dräi Vëlosstroossen am Land, wou de Vëlo eebe Prioritéit huet; der neier Vëlosbréck Cents-Kierchbierg, déi no jorelaangen Diskussioune schlussendlech decidéiert ginn ass; der Avenue Marie-Thérèse, wou d'Vëlosspuer méi héich op een Niveau mam Trottoir gesat wäert ginn; oder nach deem neie Shared Space an der rue du Fossé, déi och nach spéider duerch Borne wäert geséchert sinn.

Eist Land ass nach infrastrukturtechnesch ganz wäit ewech vun enger Vëlosnatioun Holland. An awer, et gesäit een a ville Gemengen, dass sech vëlostechnesch eppes deet, an dat ass ze begréissen. Well déi Zäiten, wou eleng den Auto d'Haaptroll am Verkéier gespillt huet, déi, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sinn eriwwer.

Mir mussen haut derfir suergen, den ëffentleche Raum gerecht tëschent deene verschiddenen Acteuren opzedeelen, fir dass jidderee sech sécher ka fortbeweegen, ouni mussen ëm säi Liewen ze fäerten, wann e moies zur Dier erausgeet.

D'Infrastruktur spillt hei ganz kloer eng essentiell Roll, mee d'Infrastruktur eleng geet dann awer och net duer, schonn eleng dowéinst, well net iwwerall e getrennte Wee fir Cycliste ka geschaaft ginn, well dann zum Beispill jee no Plaz de Fournisseur net ka liwweren. Dat muss, wéi gesot, vun enger Plaz op déi aner gekuckt ginn. Do soll och ganz kloer e Maximum gemaach ginn. Mee iergendwou stéisst een awer u seng Grenzen, wou kee verstännegt Gläichgewiicht méi do ass tëscht deene verschiddenen Acteuren.

Bon, firwat soen ech dat? Ma well menger Meenung no nieft der Infrastruktur eppes aneres op d'mannst genau esou wichteg ass, wou mer genee esou vill mussen dru schaffen, an dat ass de géigesäitege Respekt.

Ech hu viru Kuerzem eng Ausso vum Christine Majerus um Radio héieren, déi huet mer ganz gutt gefall an déi faasst dat Ganzt och zimmlech gutt zesummen: „Een Accident ass ëmmer séier geschitt, wann Dir net oppasst. Mir brauchen d'Autosfuerer, dass Dir och op eis oppasst. Wann Dir eng Kéier ee Vëlosfuerer um Capot leien hutt, da gitt Dir ni méi frou. An dann ass et egal, wiem seng Schold et war. Ech mengen, mir mussen dorunner schaffen, dass mir eis géigesäiteg méi respektéieren. An Zukunft wäerte méi Vëloen op der Strooss fueren an awer nach ëmmer esou vill Autoen. Et ass wichteg, dass mir eis do frëndlech treffen an der Mëtt."

Här President, de Ministère huet an deem Kader jo och rezent eng Campagne lancéiert. Dat begréisse mer natierlech, mee mir mengen och, dass dat Efforte sinn, déi en continu musse lafen, déi op allen Niveaue musse gemaach ginn a wou och op der repressiver Säit méi ofgeschreckt muss ginn.

Et géif mech awer an dësem Kontext och interesséieren, wou an ënner wéi enge Konditiounen déi verschidde Vëlosaccidenter geschéien. Sinn dat Landstroossen, wou d'Vëlosfuerer ouni Récksiicht iwwerholl ginn? Ass dat méi am urbane Raum? Ass et weekends oder an der Woch? Ass et éischter owes oder moies, wann ee manner gutt gesäit? Ech mengen, dat sinn Informatiounen, déi wiere ganz nëtzlech, grad an der Preventioun vun esou Accidenter. Vläicht ass et jo an Zukunft méiglech, hei méi Detailer iwwert d'Ursaachen ze kréien.

Eng weider Pist fir e bësse méi Sécherheet wier, eng Dashcam, also eng Kamera um Helm oder um Guidon, ze erlaben, déi deemno wéi dann och als Beweismaterial am Fall vun engem Accident kéint zougelooss sinn. An Däitschland ass dat erlaabt, firwat sollt dat net och hei de Fall sinn?

Wann ech e Vëlosfuerer iwwerhuelen an ech weess, ech gi gefilmt, da schreckt dat vläicht deen een oder deen aneren of, dee soss manner Récksiicht geholl hätt. Selbstverständlech misst dat alles am Respekt vum Dateschutz geschéien. Mee och do gëtt et Méiglechkeeten, fir dat am Detail esou ze reegelen, dass dat eent net am Widdersproch zum anere steet.

Ech hunn elo scho vill iwwert d'duuss Mobilitéit geschwat, och well dës mer besonnesch um Häerz läit, well ech selwer gäre mam Vëlo ënnerwee sinn, mee och well grad déi Vulnerabelst am meeschte geschützt musse ginn. Dat Tragescht ass jo, dass ganz dacks Foussgänger oder Vëlosfuerer, déi leiebleiwen, emol net am Feeler waren an awer fir dat falscht Behuele vum Auto bezuele mussen.

Et gëtt sécher och där anerer, déi selwer net oppassen. Mee egal, wéi gutt een oppasst, wann den

Auto ouni Récksiicht op déi aner duerch d'Géigend rennt, dann déngt dat engem jo och näischt. Ech mengen, d'Tatsaach, dass gutt d'Hallschent vun de Mënschen, déi d'lescht Joer am Verkéier verscheet sinn, net an engem Auto souzen, seet ganz villes aus.

Här President, och wann esou muncheree vun eis sech géif wënschen, dass et anescht wier, ass a bleift den Auto awer nach ëmmer en zentrale Bestanddeel vun eiser Mobilitéit zu Lëtzebuerg. Et si scho ganz vill Efforte gemaach ginn, fir dass den Auto eng manner prominent Plaz anhëlt an der Manéier, wéi mer eis fortbeweegen: Denke mer hei nëmmen un déi enorm Investitiounen an d'Schinn, an den ëffentlechen Transport allgemeng an de leschte Joren, un d'Förderung vum Teletravail an un d'Dezentraliséierung an esou weider an esou weider.

Dës Efforte si richteg a wichteg a sollen och virugeféiert ginn, well manner Trafick bedeit och manner Accidenter. A wann d'Leit méi mam ëffentlechen Transport ënnerwee sinn, huet dat och en Impakt op d'Verkéierssécherheet. An awer bleift fir de Moment den Auto dat meescht benotztent Verkéiersmëttel an ass domadder och fir d'quasi Totalitéit vum Verkéier a vun den Accidenter verantwortlech. De Gros vun de Mesurë mussen also dodrop gemënzt sinn, fir ze verhënneren, dass en Automobilist en Accident verursaacht.

De Facteur Mënsch ass alt erëm hei d'Schwaachstell, wann ech dat esou soen dierf: Et ass de Mënsch, deen ze séier fiert, deen net op der Strooss oppasst, deen ënner Alkohol- oder Drogenafloss fiert. Wann een dann och nach weess, dass déi meescht Accidenter och nach bei guddem Wieder geschéien, da kann ee sech denken, dass dacks d'Ursaach déi ass, dass ee sech selwer oder d'Strooss iwwerschat a sech net un de Code de la route gehalen huet. Doweinst ass kloer, dass virop hei muss ugesat ginn, duerch Sensibiliséierung, duerch Opklärung, mee och duerch Ofschreckung a Repressioun.

Eng Reform vum Führerschäin ass jo scho méi laang an der Diskussioun. Den Här Minister kann eis vläicht soen, ob et eppes Neies an dësem Dossier gëtt, wéi wäit d'Aarbechten hei sinn an ob et scho konkreet Proposen an dësem Kader gëtt.

Ech mengen, et ass wichteg, grad déi jonk Chauffeuren an der Ausbildung nach méi ze sensibiliséieren am Hibléck op Risiken a Geforen am Verkéier an op de responsabelen a wäertvollen Ëmgang op der Strooss.

Ech wëll awer och kloer soen, dass et elo net soll drëms goen, erëm mam Fanger op déi Jonk ze weisen. Et ass en Theema, dat all Alterskategorie betrëfft. Kucke mer nëmmen déi rezent Zuelen, da gesi mer, dass déi meescht Chauffeuren, déi e schlëmmen Accident verursaacht hunn, an der Tranche d'âge vu 35 bis 44 Joer ze fanne sinn. D'Sensibiliséierung muss also déi ganz Karriär iwwer geschéien.

D'Campagnë vum Ministère zesumme mat der Sécurité routière an der Police iwwert d'Jore si ganz wichteg Elementer a sollen och weider ausgebaut ginn.

Här President, grad den technesche Progrès erlaabt eis et, dat mënschlecht Feelverhalen zu engem gewëssenen Deel ze kompenséieren an d'Stroossen e Stéck méi sécher ze maachen. Wann ee bedenkt, wéi eng Entwécklung an deene leschte Joren hei geschitt ass, dann ass dat, jo, schonn impressionant. Assistenten, déi engem hëllefen, d'Spuer ze halen, déi ee warnen, wann een am doudege Wénkel fiert oder wann ee riskéiert, engem hannendrop ze knuppen, an dann och selwer bremsen, wa keng Reaktioun kënnt, dat ass hautdesdaags Standard a ville Gefierer. Dës Systemer hu sécher schonn a ganz ville Fäll derzou bäigedroen, Accidenter ze verhënneren oder op d'mannst ofzeschwächen.

Als DP si mir der Meenung, dass an deem Beräich d'Enn nach net erreecht ass vun deem, wat méiglech ass. Absolutt Sécherheet ass en héicht Zil. Ob dat jeemools ze erreechen ass, sief och dohinner gestallt. Och wann dat autonoomt Fueren eis et géif erlaben, relativ no dorun ze kommen, ass et wuel nach net grad fir haut oder fir muer. Mee de Facteur Mënsch ass op alle Fall d'Haaptschwaachstell an déi kleng intelligent Assistenten, déi och ëmmer besser ginn, kënnen hei vill hëllefen, fir fir méi Sécherheet ze suergen.

Doweinst begréisse mer och hei déi europäesch Reegele fir Constructeuren, déi ab dem Joer 2022 gëllen. Laut deene solle jo eng ganz Partie Assistenzsystemer fir nei Gefierer obligatoresch sinn, déi et haut zum Deel schonn als Optioune gëtt: Assistenten, fir d'Spuer ze halen, fir Noutbremsungen a fir d'Vitess ze reguléieren, déi si jo, wéi gesot, schonn haut ganz wäit verbreet. Do dernieft muss awer och all Auto mat engem System ekipéiert ginn, deen entdeckt, wann de Chauffeur ofgelenkt oder midd, dronken oder soss net bei der Saach ass. Wann een e Beispill bräicht, wéi nei Technologien hëllefen, Liewen ze retten, hei huet een eent.

Här President, bis dass alleguerten d'Gefierer op eise Stroossen dës Sécherheetsmechanismen hunn, dierft et awer nach e bëssen daueren. Dëst ass jo souwisou och nëmmen eng Facette an der ganzer Diskussioun. Och d'Gestaltung vum ëffentleche Raum spillt eng zentral Roll, souwuel an der Hisiicht, ob se e geféierlecht Verhalen erméiglecht oder souguer provozéiert, wéi och am Hibléck dorobber, wéi vill Feeler se verzeit a wéi geféierlech se ass.

Et kann een en Agang an eng Niewestrooss esou gestalten, dass en Auto mat Wuppes kann eran- oder duerchfueren, oder et kann een en esou gestalten, dass ee méi e grousst Manöver muss maachen an dann och forcement méi lues duerch déi Strooss muss fueren. An et kann een Hindernisser abauen an d'Vitess op 30 Stonnekilometer oder souguer 20 Stonnekilometer an der Stonn limitéieren.

Et gëtt vill Méiglechkeeten, den Trafick an enger Agglomeratioun ze berouegen an och insgesamt fir méi Sécherheet ze suergen. Bei der aktueller Verkéierssituatioun zu Lëtzebuerg ass dat och méi wéi noutwendeg. De Beruffstrafick ass mëttlerweil erëm bal um Niveau vu virun der Pandemie ukomm an et ass dann och net verwonnerlech, dass vill Chauffere Schläichweeër huelen, fir net am Stau ze stoen.

Als Gemengeresponsabele kann ech ee Lidd dovunner sangen. Zu Dippech wollte mer hei zum Beispill de Schläichwee wärend de Stousszäiten einfach carrement zoumaachen, fir dass keng Autoe méi duerch dës Gemengewunnstrooss fueren - eppes, wat mer zwar leider vum Ministère net erlaabt kruten. Et wier vläicht eng Hëllef, wann de Ministère de Gemenge verstäerkt eng Hand upake géif, fir Léisungen ze fannen.

Ech soen elo net, dass mir e schlechte Kontakt mam Ministère hunn, mee d'Gemenge wiere sécher net rosen, wa se och proaktiv Iddie proposéiert kréichen, fir d'Situatioun ze verbesseren. Ech denken hei och un d'DP-Iddi, fir de Gemengen e Mobilitéitsberoder zur Verfügung ze stellen, eppes, wat och sécherlech an dësem wichtege Beräich kéint hëllefen, änlech wéi een dat jo an der Ëmwelt beim Ëmweltberoder huet oder wéi et jo dann och elo beim Logementsberoder am Kader vum Pacte Logement 2.0 wäert ageféiert ginn - firwat net och dat fir de ganz, ganz wichtegen Theema vun der Mobilitéit?

An deem Kader ass mer och effektiv zu Ouere komm, dass den Här Minister wëlles hätt, an nächster Zukunft och nei Ligne-directricen zur Verkéiersberouegung virzestellen. Do si mer natierlech ganz gespaant drop, mee vläicht kann den Här Minister eis herno jo dat eent oder dat anert schonn an dësem Kontext verroden.

Här President, sécher Infrastrukture sinn den A an O, wa mer Gemenge wëllen, wou et sech gutt liewe léisst a wou d'Leit sech gären ophalen. Dofir ass et noutwendeg, dass mer séier Léisunge fannen, och wann de Problem natierlech vill méi déif ass.

An enger ganzer Partie Gemengen - esou och a menger - wier d'Situatioun fundamental eng aner, wa mer déi geplangten Ëmgeeungsstroosse schonn hätten. Da géife manner Autoen duerch eis Gemenge fueren an da wieren d'Stroossen eeben och manner geféierlech. Ëmgeeungsstroosse sinn an deem Kader nëmmen ee Puzzlesték. Méi ëffentlechen Transport, méi duuss Mobilitéit, Teletravail a Coworkingzentre sinn aner Stéchwierder fir net just eng méi ëmweltfrëndlech Mobilitéit, mee och fir méi eng sécher.

Dofir brauche mer och, wéi gesot, kuerz- a mëttelfristeg Mesuren. Zu dëse kuerz- a mëttelfristege Mesurë gehéiert et och, geféierlech Plazen ze identifizéieren a méi sécher ze maachen, besonnesch op de Landstroossen. Grad d'Diskussioun ronderëm d'Beem laanscht d'Stroossen ass eng, déi ëmmer nees opkënnt. Rezent ass erëm e Motocyclist leiebliwwen, well en e Bam ze pake krut. E klenge Feeler geet duer, e bëssen Ueleg op der Bunn an et kann déidlech ausgoen, well esou e Bam, dee réckelt net an dee verzeit och keng Feeler.

Als DP fuerdere mir sécher net, dass doweinst elo d'Beem laanscht d'Stroosse sollen ewechgemaach ginn oder dass keng nei Beem méi dierfte geplanzt ginn. Mee mir fannen awer, et soll en detailléierten Audit gemaach ginn, wou et sënnvoll ass, Strecken ze securiséieren, grad a Kéieren an op Plazen, wou gewosst ass, dass do gerannt gëtt, respektiv dass et sech ëm eng geféierlech Streck handelt. Den Aktiounsplang gesäit jo och e Groupe de travail vir, dee sech dorëms këmmere soll. Et wier interessant, wann den Här Minister kéint dorop agoen, wat an deem Groupe de travail an de leschte Jore gemaach ginn ass. Do dernieft wier et sécher net verkéiert, och ze analyséieren, wou ee proaktiv d'Stroosse méi sécher maache kann, sief et duerch eng besser Signalisatioun oder duerch aner Securisatiounsmesuren. Well wa bis en Accident geschitt ass, dann ass et jo bekanntlech ze spéit.

Här President, ech wëll ofschléisse mat engem Volet, deen ech bis elo nëmme kuerz ernimmt hunn, mee dee bei Wäitem och net zu deenen onwichtegste gehéiert. Sensibiliséierung ass gutt, mee déi, déi sech nawell net un d'Reegelen halen, déi mussen et dann eeben op engem anere Wee léieren. Repressiv Mesuren hu ganz ouni Zweifel en Effekt; eleng d'Beispill vun de Radare beweist dat a ville Länner an zanter e puer Joer jo och bei eis hei zu Lëtzebuerg.

Wann een eleng kuckt, wéi vill Leit am Laf vun der Zäit op de jeeweilege Plaze geblëtzt goufen, da kritt ee jo awer en Androck dovun, wéi vill dass der do ze séier fueren oder gefuer sinn. Well bei bal alle Radare sinn d'Zuele réckleefeg. Et ass wuel net ze vill gesot, fir ze behaapten, dass doduerch eng etlech Accidenter evitéiert konnte ginn.

De Sujet vun de Radaren ass schonn dacks an des Längeren hei diskutéiert ginn. Ech wëll doweinst och net op den Detail agoen. Als Demokratesch Partei sti mir hannert de Radaren hei zu Lëtzebuerg a mir ënnerstëtzen och déi nei Radaren, déi rezent gestëmmt an a Betrib geholl goufe wéi de Streckeradar op der N11 an d'Rout-Luucht-Radaren.

Zwou Iwwerleeungen hätte mer allerdéngs zu deem Sujet. Éischtens: Mir wëssen, dass d'Oflenkung um Steier besonnesch duerch den Handy en ëmmer méi grousse Phenomeen ass. Den Här Minister huet eis dat och deslescht an der Presentatioun vun den Zuele vun 2020 confirméiert. Firwat gi mer net och hei zu Lëtzebuerg op de Wee vun Handyradaren, wéi dat zum Beispill an Holland de Fall ass? Vun engem technesche Standpunkt, mengen ech, wier dat op alle Fall keng Hexerei.

Zweetens - an ech mengen, dat wier och eng Saach vun der Akzeptanz an och vun der Fairness -, si mir als DP der Meenung, dass ee misst eppes ënnerhuele beim Protokoll, wann ee geblëtzt gëtt. Aktuell bezilt een, dee mat 54 geblëtzt gëtt, grad esou vill wéi een, dee mat 69 an enger Uertschaft geblëtzt gëtt. Do gëtt et jo awer trotzdeem e groussen Ënnerscheed. Hei kéint ee sech virstellen, dass een eng Staffelung géif aféieren. Wéi gesot, ech mengen, dass dat och eppes wier, wat seng Wierkung kéint weisen, dass mer d'Vitessen nach eng Kéier kéinten erofkréien an dass dat och eng méi breet Akzeptanz an der Bevëlkerung kéint kréien.

Nieft de Radaren ass et awer virun allem d'Police, déi all Dag um Terrain wichteg a wäertvoll Aarbecht leescht. Et ass keng Fro, dass d'Polizisten eng ganz wichteg Missioun an eiser Gesellschaft hunn. Doweinst gëllt et och, si beschtméiglechst an hirer Aarbecht ze ënnerstëtzen.

Mir wëssen, dass d'Police vill ze dinn huet. Grad an de leschte Méint stounge si mat un der éischter Front. Doweinst hinne vun dëser Plaz och emol e groussen an däitleche Merci fir hiren Asaz. Déi geplangte personell Verstäerkung ass sécher eng gutt Saach. Esou wéi den Trafick an de leschte Jore geklommen ass, ass et wichteg, dass och d'Policepresenz schratthält. Mir brauche genuch Policekontrollen a mir brauchen effikass Policekontrollen, fir net just déi ze pëtzen, déi sech de Batti stellen, mee och fir anerer dovun ofzehalen. Dobäi kënnt - ech mengen, mir hu virdru vu Radare geschwat, déi dat eent oder anert kéinten -, d'Police, déi kënnen alles zesummen: Déi kënnen d'Vitess kontrolléieren, d'Oflenkung um Steier, den Alkohol- an den Drogekonsum, an en plus si sinn nach vill méi mobill.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'Verkéierssécherheet ass eng komplex Matière mat ganz ville Voleten. Et geet net duer, just op Repressioun ze setzen oder just op Opklärung. Et muss een d'Problematik als Ganzt gesinn, mat Mesuren, déi aneneegräifen, déi komplementar sinn zueneen a sech géigesäiteg ënnerstëtzen.

Mam Aktiounsplang zur Verkéierssécherheet ass e ganz gudde Grondstee geluecht mat enger ganzer Rei Mesuren, déi mir als DP och vollkommen ënnerstëtzen. Wichteg ass, sech bewosst ze sinn, dass et e permanente Work-in-Progress ass, mir also permanent mussen déi verschidde Moossnamen evaluéieren, verbesseren, upassen an och ausbauen. Dofir sinn Diskussioune wéi déi haut de Mëtteg wichteg an noutwendeg.

Mir mussen de Sujet ëmmer nees op en Neits uschwätzen, an dofir wëll ech op dëser Plaz och der Madamm Cécile Hemmen villmools Merci soen, dass si dës Interpellatioun ugefrot huet. Och wann d'Zil „Vision Zéro", also null Doudeger an null Schwéierblesséierter, ambitiéis kléngt, fir verschiddener vläicht souguer onrealistesch, ass et awer dat richtegt Zil, dat mer net aus den Aen dierfe verléieren.

E grousse Merci och un d'Sécurité routière an un d'AVR fir hiren onermiddlechen Asaz an dësem Beräich an och fir hir wichteg Aarbecht, sief et an hirer berodender Fonctioun, sensibiliséierender Fonctioun, oder och hir pedagogesch Aarbecht, déi se maachen; an eppes, wat een och net däerf vergiessen: d'Betreiung vun den Affer vu Verkéiersaccidenter a vun hire Familljememberen.

Dëst gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Iech villmools merci fir d'Nolauschteren.

www.chd.lu

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen: „Während der Pandemie haben viele […] ihre Liebe zum Fahrrad wiederentdeckt, und das zeigt sich auch in den Statistiken. Die Zählstationen entlang der Fahrradwege hätten gezeigt, dass es einen […] Fahrradboom gibt. An einigen Stellen hätte sich die Zahl der Radfahrer […] verdoppelt. Gestiegen ist […] allerdings auch die Zahl der Unfälle. 2020 kamen 3 Radfahrer […] ums Leben, 35 wurden schwer verletzt. Zum Vergleich: Neun Autofahrer kamen ums Leben und 98 wurden schwer verletzt. Bei Fußgängern waren es vier Todesfälle und 32 Schwerverletzte."

Dëst war virun enger Woch, virun e puer Deeg villméi, an enger Lëtzebuerger Dageszeitung ze liesen, nodeems den Transportminister d'Statistiken iwwert d'Accidenter op eise Stroosse presentéiert hat. Op Basis vun dësen Zuele kann een d'Situatioun vun der Sécherheet op eise Stroosse folgendermoosse resuméieren: Allgemeng gëtt et eng Tendenz no ënne vun den Accidenter mat Doudesaffer oder Schwéierverletzten. Wann een dës Zuelen da méi am Detail kuckt, stellt sech awer ganz kloer eng nei Erausfuerderung fir d'Verkéierssécherheet, nämlech, méi geziilt d'Sécherheet vun de Foussgänger a vun de Vëlosfuerer, also vun deene vulnerabelste Persounen op eise Stroossen, ze verbesseren.

Ech soen och der Madamm Cécile Hemmen Merci fir d'Initiativ vun dëser Interpellatioun iwwert d'Verkéierssécherheet. Dës Interpellatioun fënnt och statt am Kontext vun der sechster UN-Woch fir d'Sécherheet op de Stroossen, déi de 17. Mee ugaangen ass, also virun e puer Deeg.

An dësem Kader riicht dann och d'OMS, d'Weltgesondheetsorganisatioun, een Appell un déi responsabel Politiker, fir grad déi vulnerabelst Persounen op eise Stroosse besser ze protegéieren, an d'OMS insistéiert dann och drop, d'Vitess an de Stied op 30 Stonnekilometer ze limitéieren a verweist och op d'Benefisser vun esou enger Politik. Et wieren nämlech d'Foussgänger an d'Vëlosfuerer, déi an enger Stad, wou d'Verkéiersteilnehmer sech d'Strooss deele mussen, den héchste Risiko droen. An dës Politik hätt gläichzäiteg och nach e ganz positiven Impakt op d'Gesondheet an eis Liewensqualitéit.

Dëst ass och an der internationaler Stockholm-Deklaratioun iwwert d'Stroosseséchereheet vun dem leschte Joer zréckbehale ginn. Eng international Konferenz, wou ech d'lescht Joer d'Opportunitéit hat, derbäi ze sinn. Eng ganz Rei Experten hunn heibäi op de Benefiss vu Stroosse mat enger Vitesslimitatioun vun 30 Stonnekilometer higewisen, virun allem och, wat den Impakt vum Tempo 30 souwuel op déi tatsächlech wéi och op déi gefillte Sécherheet ugeet. An datt esou Moossnamen dann och erëm méi Leit encouragéieren a motivéieren, fir sech ze Fouss oder mam Vëlo ze beweegen, an dann och derzou bäidroen, fir eisen CO_2-Ofdrock méi kleng ze halen an de Klimaimpakt vun eiser Mobilitéit ze reduzéieren.

Eng Infirmière, déi reegelméisseg an hirem Beruff d'Suitte vun esou Accidenter gesinn huet an d'Affer begleet huet, déi Accidenter iwwerlieft hunn, huet hir Erfarungen an engem einfache Saz resuméiert: „Vu kuerzer Freed bleift en dauernd Leed!" Et huet een ee flotten Owend erlieft an duerno d'Katastroph. An och déi, déi iwwerliewen, a besonnesch déi Schwéierverletzten, leiden oft hiert ganzt Liewen un de Suitte vun dësen Accidenter, entweeder, well se an hirer Beweegungsfräiheet, an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn, oder well se aner physesch oder mental Sequellen droen, déi sech reegelméisseg bei hinnen zréckmellen a mat neie Klinikopenthalter a chirurgeschen Interventioune verbonne sinn.

Politesch gesinn gëtt d'Theema vun der Verkéierssécherheet dofir och vum internationalen an europäesche bis op den nationalen a lokalen Niveau erofdeklinéiert. An och hei zu Lëtzebuerg hu mir eis déi néideg Instrumenter ginn, fir dëse Problem unzegoen. Zënter 2014 hu mir en Aktiounsplang ënnert dem Motto „Vision Zéro" - „zéro accident mortel, zéro accident grave".

2015 ass deen Aktiounsplang och schonns hei an der Chamber diskutéiert ginn, genee wéi och d'Verschäerfung vum Gesetz iwwert de Punktefüererschäin. An der Déclaration gouvernementale vun 2018 steet dann och: « La stratégie nationale "Vision Zéro" - c'est à dire zéro mort et zéro blessé grave - sera poursuivie afin de combattre le fléau des accidents sur nos routes. Le plan d'action prévention actuel sera adapté et un plan contre les accidents des motards sera mis en place. »

Dësen Aktiounsplang, deen 2019 iwwerschafft gouf, deklinéiert sech an 11 Defien oder Erausfuerderunge mat 31 Moossnamen. Hei ass et ze begréissen, datt all Acteure vum Terrain agebonne goufen, wéi dee

Plang ausgeschafft gouf, an och hir Plaz hunn. Dëse Plang ass transversal an all sengen Aktiounen.

Ech wëll dann och hei eng Mesure ervirhiewen, déi weesentlech ass, fir ze verstoen, firwat en Accident geschitt ass. Dëst ass d'Missioun vun der Administration des enquêtes techniques, op déi ech nach spéider zréckkommen.

Et ass och interessant festzestellen, datt d'ITM, d'Inspection du travail et des mines, och eng Campagne mécht, zesumme mat der Assurance accident, mat dem Zil vun der Preventioun vun Aarbechtsaccidenter, Beruffskränkten an och Wegeunfälle, Accidents de trajet, also Accidenter, déi op der Strooss geschéien, wann ee vun doheem op d'Aarbecht fiert.

Eng weider Remark zu dësem Theema: Eis national Politik a Saache Mobilitéit baut jo den ëffentlechen Transport massiv aus - Zuch, Bus an Tram. Wa mir also méi Leit an den ëffentlechen Transport eriwwerkréien, droe mir och dozou bäi, manner Accidenter a manner Doudeger op eise Stroossen ze hunn a manner Leed fir déi betraffe Persounen an natierlech och fir hir Frënn a Famill.

Dësen Aktiounsplang gesäit bei sengem Punkt 5 vir: « protéger les usagers vulnérables : piétons, cyclistes et motocyclistes ». De Punkt gëtt mat folgende Mesuren deklinéiert: « Continuer à sensibiliser les usagers vulnérables et les automobilistes à l'importance de voir et d'être vus. » D'Droe vun enger fluoreszéierender Vest ass weesentlech fir d'Sécherheet vun de Vëlosfuerer, virun allem, wa se mat hirem Gefier an der Nuecht oder ënner schlechte Wiederkonditiounen ënnerwee sinn. Mee dësen Ekipement dréit och zu der Sécherheet vun de Foussgänger bäi, wann déi zum Beispill an der Nuecht iwwer eng Strooss oder laanscht eng Strooss ginn oder am Wanter, wann et vill méi fréi däischter a méi spéit hell gëtt. An och eis Schoulkanner sinn dovu betraff, déi mam Vëlo oder zu Fouss respektiv mam Pedibus ënnerwee sinn.

Eng zweet Mesure bei dësem Punkt war dann och d'Ausaarbechtung vun engem Plan d'action „Sécurité des motocyclistes". Dat ass geschitt an heizou gëtt et elo och en detailléierten Aktiounsplang. A mir begréissen hei als Gréng och déi nei Pilotprojete mat engem extrae Motocyclistemarquage op der Fuerbunn, deen hëlleft, d'Kéiere besser anzeschätzen, wéi zum Beispill op der grad bei Motorradtouriste ganz beléifter Streck tëscht Kautebaach a Wolz.

Eng drëtt Moossnam gëllt der Sensibiliséierung vun de Cyclisten. Si mussen drop sensibiliséiert ginn, fir de Vëlo an aller Sécherheet ze benotzen. Dëst ass speziell wichteg an dëser Period, wou, wéi scho virdru gesot, ëmmer méi Leit de Vëlo entdecken als Transportmëttel, mee och fir Tourismus a Fräizäitbeschäftegung. Et geet hei drëms, de Vëlosfuerer drop opmierksam ze maachen, wéi e sech um Vëlo soll verhalen a wéi e säi Vëlo soll ekipéieren, fir sécher duerch de Verkéier ze kommen.

Et ass och interessant, hei festzestellen, datt d'Police och dësen Theema speziell opgegraff huet an hirer rezenter Campagne an de Benotzer vum Vëlo op säi Verhalen opmierksam mécht, dat zu Accidenter ka féieren, zum Beispill op d'Wichtegkeet vun enger einfacher Schell um Vëlo, virun allem wann ee mat Foussgänger d'Strooss muss deelen.

Déi véiert Mesure: « Créer un cadre légal cohérent permettant une utilisation en toute sécurité sur la voix publique ». Heibäi geet et ëm d'Upassungen am Code de la route, wou an de leschte Jore jo och reegelméisseg dru geschafft gouf.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, trotz all dësen Efforten a Moossnamen, déi an dem Aktiounsplang virgesi sinn, sinn d'Accidenter bei de Vëlosfuerer a Foussgänger 2020 weesentlech an d'Luucht gaangen. Dëst huet ënner anerem mat der Covidkris ze dinn, wärend där méi a méi Persoune sech mam Vëlo oder zu Fouss deplacéiert hunn.

Mir sinn der Meenung, datt dëse positiven Elan net soll gebrach ginn duerch d'Angscht virun esou potenziellen trageschen Evenementer. Dofir hu mir eng Motioun preparéiert, an där mir de Gouvernement invitéieren, all dës Moossnamen an Initiativen, déi d'Sécherheet vun de Vëlosfuerer a Foussgänger kënne verbesseren, schnell a konsequent ëmzesetzen do, wou et méiglech ass. Ech ginn lech déi Motioun, Här President, déi vun der CSV, DP, LSAP an déi gréng ënnerschriwwen ass. Wannechgelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les piétons et les cyclistes sont les usagers de la route les plus vulnérables ;

- considérant que les déplacements à pied et à vélo sont encouragés tant du point de vue de la mobilité que du point de vue de la santé et que notamment l'usage du vélo connaît un essor sans précédent au Grand-Duché ;

- considérant que la tendance des accidents de la route telle que présentée par le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics le 11 mai 2021 est globalement positive sur le moyen terme, mais que seul le nombre d'accidents impliquant des cyclistes augmente de façon significative ;

- considérant que la sécurité routière des usagers vulnérables implique d'une part un respect mutuel de tous les usagers de la voie publique et d'autre part des infrastructures adaptées, avec en particulier une séparation des cyclistes non seulement du trafic motorisé où la vitesse de celui-ci est élevée, mais aussi du trafic piéton où celui-ci est significatif ;

- considérant que le gouvernement prévoit la mise en œuvre de quelque 600 kilomètres d'itinéraires cyclables nationaux supplémentaires et qu'il subsidie les raccords des réseaux cyclables communaux au réseau cyclable national ;

- considérant que le gouvernement publiera dans les mois à venir de nouvelles lignes directrices pour l'apaisement du trafic, non seulement sur la voirie communale, mais aussi sur la voirie étatique,

invite le Gouvernement

- à accélérer et à généraliser, dans la mesure du possible, toutes les initiatives pouvant améliorer la sécurité routière des piétons et des cyclistes.

(s.) Carlo Back, Max Hahn, Cécile Hemmen, Gilles Roth.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- U wat fir Aktiounen denke mir hei besonnesch? Fir d'éischt emol un de massiven a systemateschen Ausbau vun engem multimodalen ëffentlechen Transport. Dëst erlaabt ëmmer méi Bierger, sech sécher ze deplacéieren. Vun dësem Ugebot profitéiere virun allem déi, déi den Auto opginn an op den ëffentlechen Transport eriwwerklammen an domat och als Foussgänger zirkuléieren. Mee och d'Vëlosfuerer profitéieren hei dovun, well si de Vëlo mat an den Zuch kënnen huelen a just déi lescht Kilometeren am Verkéier sinn.

Hei begréisse mir als déi gréng speziell och d'Uschafe vun neiem Zuchmaterial, wat ab dem Joer 2023 soll an den Asaz kommen a wat et wäert erlaben, de Vëlo méi bequeem mat an den Zuch ze huelen.

De weideren Ausbau vum ëffentlechen Transport dréit deemno och zu der Verkéierssécherheet bäi. Cyclisten, déi eréischt rezent op de Vëlo geklomme sinn, oder Eltere vu Kanner, déi wëlle mam Vëlo an d'Schoul fueren, reklaméiere vum Autosverkéier getrennte Vëlospisten, wou Vëloen also keng Autoe kräizen. E gutt Beispill ass hei déi getrennte Vëlospist laanscht den Tram. Mam weideren Ausbau vum Tram an der Stad an den nächste Joren, mee och am Süde vum Land, gëtt och de Reseau vu sécheren a breede Vëlospiste weider ausgebaut.

Dësen Ausbau soll duerch vum Autosverkéier getrennte Vëlospiste geschéien. Eis Motioun zielt och drop of, fir dëse Programm esou wäit wéi méiglech ze beschleunegen. D'Demande no esou getrennte Vëlospisten ass ganz grouss.

An deem selwechte Kontext ënnerstëtzt de Ministère vun der Mobilitéit och d'Ubannung vun dësen nationale Vëlospisten un de Reseau vu kommunale Vëlospisten. Dëst ass weesentlech, well de Vëlosfuerer jo erwaart, datt e mat deene selwechte Sécherheetsstandarden an de Gemenge ka virufueren. An do ass den Dialog an d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an dem Staat weesentlech. Dësen Dialog ass weesentlech, well d'Situatioun an de Gemengen heiansdo méi komplizéiert ass, notamment wann et net méiglech ass, fir um Gebitt vun enger Gemeng iwwerall separat Vëlospisten ze bauen, dat heescht, wann de Foussgänger, de Cyclist an den Autosfuerer sech den ëffentleche Raum deele mussen.

Wann dës Trennung net méiglech ass, sollte mir op déi Propositioun vun der OMS zréckkommen, déi ech am Ufank vu menger Ried hei presentéiert hunn. D'Vitess an deene Stroossen, wou d'Autoen, d'Foussgänger a Vëlosfuerer sech den ëffentleche Raum deele mussen, also zesumme fuere mussen, sollt op 30 Stonnekilometer limitéiert ginn. Heivu sinn och Stroosse betraff, wou de Staat Proprietär ass, mee déi duerch eng Gemeng féieren. Dës Moossname kënnen dann och nëmmen am Dialog tëschent Gemeng a Staat ëmgesat ginn.

Mee hei gëtt et gutt Nouvellë vum Ministère vun der Mobilitéit, deen nei Lignes directrices ausschafft, déi zu der Verkéiersberouegung bäidroen. Dës Lignes directrices gëllen esougutt fir d'Staatsstroosse wéi och fir d'Gemengestroossen.

An dësem Kontext wëll ech un eng Successstory vun esou enger Kollaboratioun erënneren, dat ass de Shared Space zu Bartreng, wou Autoen, Vëlosfuerer a Foussgänger den ëffentleche Raum benotzen, ouni datt do extra Infrastrukture fir déi eenzel Benotzer gebaut goufen. Et ass ëmmer erëm flott, mam Vëlo duerch dëse Shared Space ze fueren, wou jiddwereen op jiddwereen oppasst. Wéi de Buergermeeschter vu Bartreng mir och erkläert huet, gouf et hei nach keen Accident zënter der Mise en route vun 2015.

An da wëll ech e Beispill aus dem leschte Rapport vun der Administration des enquêtes techniques iwwert d'Stroossenaccidenter mat Doudegen zitéieren, also aus dem Rapport 2020, an do steet: « Un accident s'est produit dans le cadre d'un chantier fixe en agglomération, entraînant le décès d'un cycliste. » Dëst Beispill illustréiert, wéi wichteg d'Aarbecht vun dëser Administration de l'État ass: Accidenter analyséieren a verstoen, wéi et zu deem Accident koum, an da Recommandatiounen ausschaffen an deenen zoustännege Gremien.

An dësem Fall ass zum Beispill eng Recommandatioun vun der Commission de circulation de l'État ausgeschafft ginn iwwert d'„Signalisation d'un chantier fixe ou mobile sur la voirie publique". An d'Ëmsetzung vun dëser Recommandatioun huet e groussen Impakt op d'Sécherheet vun de Vëlosfuerer an de Foussgänger, well bei ville Chantiere mat Impakt op de Verkéier ass et oft net einfach fir de Foussgänger oder de Vëlosfuerer sech erëmzefannen, notamment wann den Trottoir virun engem Chantier ophält an de Foussgänger op enger villbefuerener Strooss d'Säit wiessele muss.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss vu menger Ried mat menge Konklusiounen. D'Mobilitéit ass e weesentleche Besoin vun all de Mënschen. All eenzelne Mënsch huet seng eege Virstellung a Wënsch doriwwer. D'Mobilitéit ass och weesentlech fir de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft, d'Mobilitéit ass awer och eng Quell fir Konflikter. Dat beweisen eis Accidentsstatistiken all Joer. Dës Statistike beweisen awer och, datt mir mat Hëllef vun dem besteeënde Moossnamekatalog d'Accidenter ënner Kontroll kënne kréien an domat och vill mënschlecht Leed vermeide kënnen.

Mir, dat heescht d'Politik souwuel op nationalem wéi op lokalem Niveau, kënnen eist gemeinsaamt Zil „Vision Zéro" erreechen, wa mir geziilt un all dësen Elementer a Piste schaffen a virun allem och, wann all Benotzer vun de Stroossen am ëffentleche Raum sech mat Respekt an der néideger Opmierksamkeet begéinen. Respektlosegkeet ka bekanntlech a ville Beräicher zum Problem ginn, mee am Stroosseverkéier ka se ganz, ganz séier dramatesch Konsequenze fir ee selwer an/oder anerer hunn.

An deem Sënn ofschléissend och en Appell un all Mënsch: Kommt, mir passe méiglechst gutt openeen op, huele Récksiicht op déi aner Leit op an nieft der Strooss, egal, mat wat si ënnerwee sinn, a mir si léiwer 100 Meter gedëlleg a komme léiwer fënnef Minutten ze spéit, wéi eis selwer an anerer duerch onnéideg Nervositéit an Ongedold a Gefor ze bréngen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Back. An den nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech der Madamm Cécile Hemmen en häerzleche Merci soe fir dës Interpellatioun.

D'Sécherheet am Stroosseverkéier ass e ganz komplexen Theema mat esou ville Facetten, datt en ëmmer nees hei an der Chamber muss ugeschwat ginn. Leider ass déi eenzeg Konstant an dësem Theema, datt mer all Joer ze vill Affer am Stroosseverkéier hunn. Dat villt Leed bei den Hannerbliwenen oder deenen, déi hiert Liewe laang mat de Konsequenze vun engem Accident ze kämpfen hunn, schéngt also net ganz ze verhënneren ze sinn. De Verkéier zerstéiert weider Existenzen trotz de beschte verkéierspolitesche Moossnamen. Et ass dëst e mënschlechen Aspekt, dee bei all dësen Iwwerleeunge mat iwwerweit.

Nei Geforen entstinn awer och duerch den net genuch beduechten Asaz vun neie Gefierer am Verkéier, net nëmmen am Stroosseverkéier, mee och am Raum, dee virdru just fir d'Foussgänger zougänglech war, oder am Shared Space, wou all Zorten Acteuren openeentreffen. Ëmmer méi schwéier an ëmmer méi séier ginn esou Gefierer. Och d'Elektromobilitéit stellt d'Leit virun nei Problemer, op déi ech nach wäert zréckkommen.

De Verkéier ass e Ganzt an duerfir ass et schwéier, just eenzel Problemer erauszepicken. Fir eis als ADR ass d'Sécherheet vun all Mënsch wichteg, well et gëtt keen, deen net an de Stroosseverkéier verwéckelt ass. Wie seet „all Mënsch", denkt awer och automatesch un déi Schwächst am Verkéier, an dat sinn nun eemol d'Foussgänger. Si si souguer an de Foussgängerzonen an op den Trottoiren net méi eleng. Och hei si si mat Gefierer konfrontéiert, déi séier a schwéier genuch sinn, fir si kënnen ze blesséieren.

Mee Repressioun ass net d'Äntwert op all d'Sécherheetsfroen. Nach méi Radare wäerten et och net fäerdegbréngen, d'Zuel vun de Verkéiersaccidenter op null ze reduzéieren. Och eng méi streng Iwwerwaachung vun de Verkéiersreegelen op der Strooss an op den Trottoiren ass net d'Äntwert, déi eleng de Problem léise kann.

Richteg ass awer och, datt an engem Raum, dee guer net oder kaum kontrolléiert gëtt, ganz séier guer keng Reegele méi agehale ginn. Am einfachste kann een dat a Foussgängerzone feststellen, déi deen Numm dacks guer net méi verdéngen.

Opgrond vun den Afferzuele gëtt et keng punktuell Léisung vum Problem Verkéierssécherheet. Et ass falsch ze maachen, wéi wa just eng Kategorie Leit Schold um Misär wier: De Verkéier ass e Matenee vu villen Acteuren. Den Autofuerer ass net ëmmer de Schëllegen, net ëmmer de Béisen an net ëmmer deen, dee muss gestrooft ginn.

Net ze verhënneren ass, datt de psycheschen Drock, deem all Mënsch an eiser moderner Leeschtungsgesellschaft ausgesat ass, am Verkéier deels erausgelooss gëtt. Stress entsteet och zum Beispill, wann et am Verkéier net virugeet. Et ass keng gutt Iddi ze probéieren, de Verkéier kënschtlech nach méi lues ze maachen. E gläichméissege Verkéiersfloss soll sou wäit wéi méiglech duerch eng adequat Infrastruktur garantéiert ginn, dat heescht, datt den Ausbau vum Stroossennetz, d'Verbreederung vun de Stroossen an d'Ewechhuele vu Geforepunkte musse Prioritéite sinn, fir d'Zuel vun den Accidenter erofzedrécken.

Dat dréit weeder zur Sécherheet vun de Vëloe bäi nach huet et soss e positiven Afloss op de Verkéier. D'ADR géif déi Dispositioun réckgängeg maachen, wa si an der Regierung wier.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Um Staat, un der Regierung ass et nämlech, derfir ze suergen, datt déi vill Acteuren am Stroosseverkéier méiglechst sécher op den eenzelne Verkéiersweeër, déi fir si geduecht sinn, kënnen ënnerwee sinn. Et geet am Code de la route net drëm, eng Zort Mobilitéit ze bevirdeelegen oder ze benodeelegen.

Fir vun A op B ze kommen, ass vill verlaangt, fir Foussgänger sougutt wéi fir Vëlosfuerer oder een, dee motoriséiert um Verkéier deelhëlt. Verlaangt sinn och ënner anerem Kardinoldugende wéi Respekt, Rücksicht a Verantwortungsgefill, awer och d'Wëssen ëm déi geschriwwe Reegelen, déi de Verkéier bestëmmen.

Duerfir ass Preventioun nach ëmmer ee vun de wichtegste Voleten, wann ee vu Verkéierssécherheet schwätzt. Déi soll esou fréi wéi méiglech bei deene Jonken ufänken a konsequent op reell Geforepunkten ausgeluecht sinn. Et ass wichteg, drop hinzeweisen, datt Alkohol am Stroosseverkéier d'Gefor vun engem Accident erhéicht. Et ass awer och wichteg, all Mënsch bewosst ze maachen, datt e Camion en doudege Wénkel huet, wou de Chauffer näischt gesäit, an datt een als Foussgänger oder um Vëlo an souguer als Autoschauffer soll oppassen, net an deen doudege Wénkel ze geroden.

Vu Muttwëll wär et an deem Kontext vun der Preventioun och net, fir e Basis-Éischt-Hëllef-Cours anzeféieren. Hei sollen déi wichtegst Handgréffer geléiert ginn, déi am Fall vun engem Verkéiersaccident ufalen oder ze evitéiere sinn - denke mer nëmmen un déi Recommandatioun, engem Motocyclist net den Helm auszedoen, wann hie gefall ass. Et geet net drëm, e komplette Secourist ze forméieren, mee dorëm, datt déi éischt, heiansdo liewensrettend Moossname géife sëtzen. Duerfir kéint een ewell e puer Stonne Formatioun an der Schoul virgesinn.

A propos Fürerschäin: D'Ufuerderungen, fir de Fürerschäin ze kréien, mussen och vun Zäit zu Zäit iwwerpréift an den aktuelle beschtméigleche Standarde ugepasst ginn.

Ech wëll hei nach eng Kéier op d'Elektromobilitéit zréckkommen. Si ass relativ jonk an ee vun hire gefillten Avantagen ass och e groussen Nodeel: Well Elektrogefierer esou wéineg Kaméidi maachen a well mer all keng Aen um Réck hunn, kënnen esou Gefierer eis béis iwwerraschen. Mee et ass och vill méi schwéier, hir Vitess vu Wäitem richteg anzeschätzen, well de Kaméidi - an dat si mer säit Joerzéngten esou gewinnt - een Element ass, un deem de Mënsch Distanzen erkennt.

Gradesou wichteg wéi Preventioun ass et och, d'Geforen am Stroosseverkéier ze entschäerfen. D'Begrenzung vun der Vitess ass och kee Wonnermëttel, dat iwwerall gräife kann. D'ADR huet näischt géint esou Moossnamen, besonnesch net a Wunnquartieren oder bei Schoulen, soulaang se de reelle Konditiounen op där Plaz Rechnung droen.

Geneesou wichteg ass et och, oniwwersiichtlech Stroossekräizunge systematesch ëmzegestalten. Den Asaz vu Stroossesignalisatioun soll och esou iwwersiichtlech sinn, datt den eenzelne Verkéiersacteur net vu lauter Schëlder den Iwwerbléck verléiert. Dat gëllt och fir gezeechent Linnen um Buedem oder d'Kombinatioun vun esou Linne mat Schëlder. Dat soll am ganze Land eenheetlech sinn.

Et soll och permanent iwwerluecht ginn, ob verschidden Deeler vun der Stroosseninfrastruktur net eenzel Kategorië vun Acteure muttwëlleg a Gefor bréngen. Ech erënneren hei zum Beispill un d'Dis-

kussioun ronderëm d'Leitplanken. Si mussen esou gebaut an ausgeluecht ginn, datt se keng Gefor fir d'Motorrieder sinn. Dat nämmlecht gëllt fir d'Beem um Stroossebord. Si kënnen nun emol eng déidlech Gefor sinn. Mir plädéieren net derfir, gewuessen Alleeën ëmzeleeën, awer nei ugeplanzt Beem sollte schonn e Stéckwäit vun der Strooss ewech geplanzt ginn. An Hecke si vläicht eng besser Wiel, fir bei eng Strooss ze planzen, soulaang wéi se net d'Vue op de Verkéier behënneren.

D'Mobilitéit huet en deiere Präis. Mir kënne kaum op d'Mobilitéit verzichten, weeder berufflech nach privat. All Mënsch decidéiert fir sech selwer, wéi hien am beschten an am léifste mobill ass. All preventiv Moossnamen an d'permanent Verbesserung vun den Technologien, déi fir vill méi sécher Gefierer gesuergt hunn, hunn hiren Zweck Gott sei Dank net verfeelt. Dat weisen och d'Statistiken, déi däitlech besser ausfale wéi an de Joerzéngte virdrun.

Leider ass et onrealistesch, datt ëmmer méi Verkéier mat ëmmer méi Mënschen an ëmmer méi Gefierer mat null Unfallrisiko méiglech ass. Duerfir schwätzt d'ADR sech och fir eng besser Ënnerstëtzung vun den Affer vun Accidenter aus. Hei ass mat deenen interesséierten Associatiounen en intensiven Dialog ze féieren.

D'ADR wierdegt och de Beitrag vum Automobile Club an anere Veräiner fir d'Verkéierssécherheet. Mobilitéit a Sécherheet verlaangen eng gemeinsam Ustrengung vu villen Acteuren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Engelen. An da kritt d'Wuert: d'Madamm Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Verkéierssécherheet ass e wichtege Sujet, mee et ass och e schwieregt a komplext Theema. Dat hunn d'Bäiträg vu menge Virriedner a -riednerinne scho gewisen an natierlech d'Ausféierunge vun der Madamm Hemmen, där ech och wëll Merci soe fir dës Interpellatioun.

Mir stinn als Lénk natierlech hannert der „Vision Zéro". Och wann d'Fortschrëtter hin zu dësem Zil fir eis alleguerten ze lues ginn, hu mir jo awer zumindest eng liicht Tendenz an déi richteg Richtung, an dat ass encourageant.

Déi meescht déidlech Accidenter geschéie wéinst ze héijer Vitess ausserhalb vun den Uertschaften. Dowéinst bezweifele mir, datt nei Stroosse méi Sécherheet bedeite wäerten. Konzentréiere wëll ech mech awer a mengen zéng Minutte virun allem op d'Sécherheet innerhalb vun de Stied an den Dierfer. Well och innerhalb vun den Uertschafte kënnt et reegelméisseg zu schwéieren Accidenter, déi leider vill ze vill oft och déidlech ausgoe kënnen.

Als Äntwert op eng Question parlementaire huet de Minister Kox eis am Februar follgend Zuele ginn: Tëschent 2016 an 2019 goufen net manner wéi 650 Foussgänger am Verkéier blesséiert, 17 Persounen déidlech, 164 schwéier a 502 liicht blesséiert. Iwwerproportional betraff sinn dobäi eeler Leit, déi doriwwer eraus och nach méi seriéis Blessuren dovunnerdroen. Vun deene 15 Doudegen tëschent 2016 an 2018, sou de Statec an enger Dokumentatioun vun 2019, waren der 9 iwwer 65 Joer al. 2020, dat si mer jo rezent gewuer ginn, hate mer 4 Foussgänger an 3 Vëlosfuerer, déi déidlech verongléckt sinn, a 67 Schwéierblesséierter bei deenen zwou Kategorien.

Wat d'Vëlosfuerer ubelaangt, wäre warscheinlech vill vun den Accidenter ze vermeiden, wann d'Infrastrukture besser developpéiert wären; an dovunner kann ech e Liddchen als Vëlofuererin sangen. Mir wëssen alleguerten, wat ee brauch, fir de Vëlo méi sécher ze maachen: physech getrennt Pisten, déi breet genuch sinn, mat duerchgängege Pisten ouni feelend Ubannunge souwéi eventuell Brécken oder Tunnellen, fir villbefueren Achsen ze vermeiden.

Eis Vëlosinfrastruktur ass am Verglach mat där vun anere Länner nach ëmmer extreem ënnerentwéckelt an do muss onbedéngt vill méi geschéien.

Wat awer eiser Meenung no d'Sécherheet innerhalb vun den Uertschafte maassgeeblech kéint verbesseren, wär eng systematesch Geschwindegkeetsbegrenzung op 30 Kilometer an der Stonn. Net einfach just hei an do e puer 30er-Zonen derbäisetzen, mee e generelle landeswäite Paradigmewiessel: 30 Stonnekilometer als allgemeng Reegel innerhalb vun den Uertschaften, 50 Stonnekilometer just als Ausnam op ausgewisenen Transit- an Duerchgangsstroossen. Esou eng Verkéiersberouegung hätt eng ganz Rei vu Virdeeler.

Op enger dréchener Strooss huet en Auto bei 30 Stonnekilometer e Bremswee vun 13 Meter, wärend dee bei 50 Stonnekilometer scho bei 28 Meter läit. Bei enger Kollisioun mat 50 Stonnekilometer ass d'Probabilitéit, datt e Foussgänger stierft, néngmol méi grouss wéi bei 30 Stonnekilometer.

Foussgänger an zumools Kanner kënnen och Autoe bei 30 Stonnekilometer besser aschätzen a méi einfach mam Autofuerer kommunizéieren. Doduerjer gëtt een de Kanner och méi Autonomie zréck, well se zum Beispill erëm kënnen aleng an d'Schoul goen op engem séchere Schoulwee. Dat selwecht gëllt och fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit, déi sech am berouegte Verkéier vill méi einfach kënne beweegen.

Wann de Geschwindegkeetsënnerscheed tëschent den Autoen engersäits an de Vëlosfuerer a Foussgänger op där anerer Säit erofgeet, da féiert dat dozou, datt et vill manner Konflikter gëtt tëschent deenen eenzelne Verkéiersteilneemer. Doduerjer gëtt et och manner Stress an Agressivitéit an den ëffentleche Raum gewënnt u Convivialitéit.

E weidere Virdeel gëtt et natierlech fir d'Ëmwelt an a Saache Kaméidi. Verbrennungsmotore brauche vill manner Spritt bei 30 km/h, och well een do méi reegelméisseg fiert. Manner Spritt heescht natierlech och manner Emissiounen, an dat ass gutt fir d'Loftqualitéit an de Klima. Och beim Kaméidi ass den Ënnerscheed enorm. An enger 30er-Zon gëtt de Geräischpeegel duerch d'Autoe quasi halbéiert an dat bréngt en extreemen Zouwuess u Liewensqualitéit mat sech. Donieft ginn déi duuss Mobilitéit an den ëffentlechen Transport vill méi attraktiv, wat jo och erëm dem Klima an der Liewensqualitéit zeguttkënnt.

Dësen dach ganz evidente Virdeeler stinn eiser Meenung no nëmme ganz wéineg Nodeeler géigeniwwer. Etüden, déi zum Beispill zu Bréissel gemaach goufen, hu gewisen, datt d'Fluiditéit vum Trafick net onbedéngt vill erofgeet. Déi manner héich Geschwindegkeet gëtt kompenséiert duerch méi kuerz Sécherheetsofstänn tëschent den Autoen an duerch e méi reegelméissegen Tempo. Et kënnt also zu manner Stop-and-Go. Doduerjer, datt een op groussen Duerchgangsstroosse 50 km/h erlaabt, kann een den Transitverkéier och dohinner lenken, wou en higehéiert, an net an d'Uertschafte selwer.

All dës Argumenter sinn net nei. Si gi jo och deelweis a verschiddene Regierungsdokumenter esou opgezielt, notamment an de Lignes directrices vun 2013 fir d'Verkéiersberouegung innerhalb vun eisen Uertschaften.

Ob esou Initiative geholl ginn oder net, hänkt allerdéngs am Moment ganz staark vun de jeeweilege Gemengen of. Vill Gemenge si schonn op dee Wee gaangen, fir 30er-Zonen anzeriichten, virun allem a Wunnquartieren - sou wéi mir dat och zu Suessem an eiser Gemeng gemaach hunn -, mee vill aner Gemengen eeben net oder just ganz zaghaft. Et ass och eng relativ opwenneg Prozedur, well esou Projete musse vun den zoustännege Ministèren approuvéiert ginn, wat ënner Ëmstänn enorm laang dauere kann. Well 30 Stonnekilometer aktuell eng Ausnam ass, brauch een dann och e speziellen a ganz opwennegen Amenagement vun de Stroossen, fir datt d'Autofuerer dann och visuell matkréien, datt se an enger 30er-Zon sinn. Suessem waart scho jorelaang op de Go vun de Ponts et chaussées bei verschiddene Schoulen, wou et batternéideg wier, eng Zon 30 ze hunn.

All dës Problemer géif ee mat engem landeswäite Paradigmewiessel vu 50 km/h op 30 km/h vermeiden, mat, wéi gesot, dann der Ausnam 50 km/h op Duerchgangsstroossen. D'Argumenter géint esou eng generell Verkéiersberouegung si meeschtens éischter emotional wéi rational. Wann d'Leit bis d'Virdeeler gesinn, ännere se oft hir Meenung. D'Stad Graz an Éisträich wollt Ufank den 90er-Joren op de Wee goen, fir um ganze Stadgebitt d'Zon 30 anzeféieren. Well et dogéint staarke Widderstand gouf, hunn d'Autoritéiten eng Testphas vun zwee Joer ausgeruff, mat duerno engem Referendum. No zwee Joer gouf et eng ganz breet Majoritéit fir d'Bäibehale vum Tempo 30, an dat gëllt dann och nach bis haut.

Beispiller am Ausland gëtt et der ganz vill a si si praktesch all positiv. Ganz Bréissel: Zon 30. A säit ronn enger Woch ass Spuenien iwwregens dat éischt europäescht Land, dat um ganzen Territoire an allen urbanen Zentren den Tempo 30 agefouert huet. Wa Spuenien et kann, da wäerte mir als Lëtzebuerger dat dach och kënnen, mat esou engem klenge Land wéi mer sinn.

Natierlech wär esou e landeswäite Paradigmewiessel op 30 km/h net d'Léisung vun alle Problemer. Däers si mir eis och bewosst. Och an 30er-Zone kann et zu schwéieren Accidenter kommen. Mir mengen, et wär awer duerchaus derwäert, emol eng Kéier eng eeschthaft ëffentlech Debatt doriwwer ze féieren, aus enger Pespektiv vu Verkéierssécherheet, awer och aus der Perspektiv vu méi Liewensqualitéit an eisen Dierfer a Stied.

Mat engem klenge Clin d'œil op der honorabeler Madamm Cécile Hemmen hir Bemierkung: „Keng nei Stroosse mat Beem", dat fanne mir ganz sympathesch, well dat heescht och, kee Contournement duerch e Bësch, well do sti lauter Beem!

Dofir merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. An da komme mer, wann ech dat richteg gesinn, zum leschten ageschriwwene Riedner, dem Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och der honorabeler Cécile Hemmen fir d'Ufro vun dem wichtegen Theema, wéi ee méi Sécherheet op der Strooss kéint hikréien. A mir stëmmen hir och a ganz ville Punkten, déi se gesot huet, zou.

D'Theema ass eis Piraten immens wichteg, well all Affer ass eent ze vill, an och well ënnert den Affer och Persoune sinn, déi net selwer en Accident provozéiert hunn, mee just zur falscher Zäit op der falscher Plaz waren.

Mir Piraten setzen eis zënter der Grënnung fir méi Sécherheet an, awer wéi ze erwaarden: Als digital Partei setze mir op d'Méiglechkeete vun der Technik. De Mënsch wäert sech kaum bis guer net besseren, also kann een dee Faktor net eleng kucken, fir manner Accidenter op eise Stroossen ze hunn. Mee d'Technik entwéckelt sech awer rasant weider an et kann een domat konsequent Liewe retten.

Wann d'Technik sech weiderentwéckelt - Level 2, Level 3 oder souguer Level 4 am autonome Fueren -, da mécht eis Stroosseninfrastruktur dat awer leider net. Eng Villzuel vu parlamentaresche Froen hu mir Pirate schonn an déi Richtung gestallt. An ëmmer erëm stelle mir fest: Dës Regierung huet keng Ambitiounen, eis Stroossen dofir fit ze maachen, fir dass technesch Assistenten eis kënnen hëllefen, Liewen ze retten.

Huele mer emol esou munch Stroossen hei am Land, wou bewosst, wéi mir geäntwert krute vum Minister, op eng Mëttellinn verzicht ginn ass, déi also net nëmmen de Fuerer et méi schwéier maachen - wéi jo oft op de Stroossen duerch de Bësch -, mee och der Technik hir Grondlag huelen, fir aktiv fir Schutz ze suergen. Wann een iwwer Sécherheet schwätzt, da muss een eeben och déi Punkte verbesseren. An e Strëch an der Mëtt vun der Strooss dierf kee Kriterium vu Präis oder Ideologie sinn.

Huele mer als Beispill déi Assistenten, déi dem Fuerer hëllefen, seng Spuer ze halen, jo, elo souguer den Auto automatesch erëm an d'Spuer brénge. Esou verhënnert een Accidenter mam Géigeverkéier, jo, souguer esou munch Accidenter mat der Leitplank oder mam Bam. Elo ass d'Technik awer scho méi wäit, wéi just e Strëch ze erkennen, jo, si ka sech souguer selwer upassen, ofbremsen, selwer renkelen, dat och op de Landstroossen, fir esou méi Sécherheet ze bréngen, do wou déi meescht Accidenter geschéien.

Do misst een awer och elo als Staat scho seng Verantwortung iwwerhuelen. An esou Assistente sollen zum Standard an all Auto ginn, an dat ouni Opräis - an net waarden, bis d'EU-Moossnam kënnt!

Natierlech begréisse mir Piraten, dass d'Regierung elo endlech - well natierlech d'EU se och wäert forcéieren - déi Moossnamen ëmsetzt. Wie kéim haut nach op d'Iddi ze soen, en Airbag oder e Sécherheetsgurt misst een als Optioun bezuelen? Guer keen!

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir Piraten haten och virun e puer Méint hei am Parlament eng Motioun deposéiert, fir nieft der Elektroprimm och eng Primm ze gi fir de Bremsassistent, also eng konkreet Sécherheetsmoossnam an eise Stied, jo, souguer um Landwee beim Wëldwiessel. Esou en Assistent bremst méi schnell wéi de Fuerer selwer, fir de Fall, wou e Foussgänger oder Vëlosfuerer iwwersi ginn ass, jo souguer, wann ee vun der Sonn geblent ass oder et ze vill reent. Leider gouf eis Motioun fir méi Sécherheet vun de Regierungsparteien ofgeleent - an dat grad, wou et oft Leit sinn, déi just Affer sinn, well se zur falscher Zäit op der falscher Plaz waren, well en Autofuerer se iwwersinn huet, deen zwar am Auto geschützt ass, awer de Vëlosfuerer oder Foussgänger ass et net!

Mir hunn also haut schonn eng Technik, déi fäeg ass, fir Accidenter mat Foussgänger a 77 % vun de Fäll, esou eng Etüd aus Schweden, ze verhënneren. An déi reschtlech 23 % sinn net esou schlëmm verlaf, well den Auto eebe scho méi fréi gebremst huet wéi de Fuerer selwer, den Impakt also verklengert ginn ass.

Esou kann een Accidenter verhënneren, jo, souguer bremsen, wann de Fuerer d'Rout Luucht iwwersinn huet. Déi Technik ass hei am Land nach guer net aktiv. Mir Piraten hu se ewell an der Mobilitéitskommissioun gefrot an et ass laut Minister och net onméiglech, mee trotzdeem ass déi Technik nach net do, wärend se an anere Länner awer schonn ze fannen ass. Dat ass schued.

Dat selwecht gëllt fir d'Accidenter op der Autobunn. Ausser am Stau geschéien déi meescht Tëschefäll op der Autobunn, well een ze fréi erauszitt, also d'Spuer wiesselt ouni opzepassen. Do kritt een haut eng Technik, den Doudege-Wénkel-Assistent, wou den Auto an deem Fall zréckzitt an den Accident soumat verhënnert - och esou eng Funktioun, déi fir eis Piraten wéi de Sécherheetsgurt elo scho per Gesetz an all Auto misst sinn.

Zousätzlech schwätze mer eis dergéint aus, dass weider Luuchte sollen op der Autobunn ewechkommen. Well wivill Leit kënnen nuets net richteg erkennen, wat op den Autobunnen ass, just well aus Spuermoossnamen iergendzwousch Luuchten ewechgeholl gi sinn? Dat selwecht gëllt fir de Projet vun der Pannespuer, deen nach op esou vill Honnerte Meteren, Kilometere soll sinn - och e Sécherheetsaspekt, deen net ze vernoléissegen ass.

Elo kann den Auto awer nach vill méi. Géif de Fuerer sech dofir entscheeden, fir genau no Gesetz ze fueren, also de Semi-Autopilot unzeschalten, da kéint een d'Quot vun den Accidenter scho kräfteg erofdrécken. Et stellt sech awer hei d'Fro, ob Lëtzebuerg, also ob dës Regierung, eis Stroosse virbereet huet. An déi aner Fro: Sinn d'Gesetzer, fir de Level 3 oder Level 4 fräizeschalten an ze benotzen, schonn iwwerhaapt virbereet? Ech ginn zou, als ee vun de Fans vun den Autopiloten - dat ass eng Faszinatioun vu mir - kann ech duerch eng Villzuel un Testkilometeren hei am Land soen: Et ass schwiereg bis guer net virbereet.

Eis Stroosseninfrastruktur ass nach net ugepasst un eis nei Méiglechkeete vun der Technik. Dat fänkt bei banale Problemer un. Autoe kënnen haut automatesch Schëlder liesen, also iwwerall automatesch déi gesetzlech Geschwindegkeet fueren. Jo, ech muss zouginn, wann ech dat ausprobéieren, dann tuten a blénken d'Leit hanner mir - jo, dat ass och net ganz virbildlech, grad an Tunnellen oder an den Dierfer.

Mee zréck zum Problem. Ma eis Schëlder sinn net alleguerte kloer am Land. Da feele se, si stinn net siichtbar, si sti verdeckt oder Chantiersschëlder gi vergiess, och wann de Chantier fort ass. Schlëmm ass et no den Tunnellen: Do feelen dann einfach emol Schëlder, fir d'Geschwindegkeet erëm ze aktualiséieren.

Dat selwecht ass och mat de Stroossemarkéierungen an de Chantieren - fir d'Technik eng Katastroph. An anere Länner ass dat vill besser geléist. Do stellt e Chantier net d'Technik virun eng Erausfuerderung. Mir kréien hei am Land op esou munchem Chantier keng propper Markéierung um Buedem hin. Do misst och de Minister bei den Ausschreiwungen awer besser drop oppassen, op d'Sécherheet, well do geschéien och vill Accidenter.

Beim Chantier hei am Land ass allgemeng, an dat kéint déi Accidenter am Stau verhënneren, nach vill am Digitalen ze verbesseren fir d'Assistenten am Auto souwéi fir d'Navigatioun. D'Chantiere sinn net alleguer richteg gemellt oder agedroen a si feele ganz einfach. Do ass et eleng net dem Staat seng Verantwortung, mee och eise Gemengen hir. Oft sinn et d'Chantieren an den Dierfer, déi net gemellt sinn, wou muss nogebessert ginn.

Wa mir an den Dierfer sinn, do si mir Piraten ganz op d'Sécherheet aus. Ofgesi vun eiser Fuerderung vun engem automatesche Bremsassistent, froe mir eng generell Tempolimitt vun 30 Stonnekilometer an den Duerfzenteren a Wunnquartieren - do, wou vill Passante sinn, wou vill Beweegunge sinn, wou de Risiko grouss ass.

Jo, et si Gemengen, déi schonn esou Zone gemaach hunn, och an enger mir gutt bekannter Gemeng, an et kann ee soen: Den Notzen ass wierklech grouss. An den Zone sinn d'Accidenter grad mat de Foussgänger zréckgaangen. Trotz der ganzer Technik ass et awer nach de Mënsch, deen entscheet, wéi e mam Auto fiert, och leider alt ze riskant, ze schnell oder mat ze vill Alkohol.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Et muss kontrolléiert ginn!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- An et muss kontrolléiert ginn, ganz richteg, Här Bausch. Do kommen ech awer nach eng Kéier drop zréck, op d'Policekontroll.

Schnell iwwerschätzt de Fuerer sech, bréngt sech an eng onkontrolléiert Situatioun. Grad och mat der neier Generatioun vun den Elektroautoen, déi an de Stied eng Beschleunegung opweise kënne wéi soss vu Sportsautoe bekannt, klëmmt och de Risiko vun der Geschwindegkeet a soumat den Accidenter.

Sécherlech ass et interessant fir den Hiersteller, dass e kann an der Werbung soen: „A véier Sekonnen op 100, e schnellen Elektro, souguer mat Booster!" Mee fir d'Sécherheet ass dat kontraproduktiv, well do komme mir op eise Punkt vum Ufank zréck: E Subsid vum Staat dierf net just op d'Auswiel vum Elektromotor bezuelt ginn, mee misst och un d'Selektioun vu Sécherheetstechnike geknëppt ginn.

A wann een ze schnell fiert, da si mer bei de Kontrollen. Ech fänken elo net déi Fixradar-Diskussioun u mat Bremsen, Gasginn - déi Positioun erklären ech haut net op en Neits. Mee awer eis Positioun, wa mer iwwer Sécherheet schwätzen: Et musse mobill Kontrolle ginn. Jo, déi mobill Kontrollen ënnerstëtze mir Piraten. Et kann een d'Police do vill méi iwwerraschend a flexibel asetzen, wou de e Risiko besteet. Well et kann och net sinn, dass een einfach egal wéi fuere kann, géint de Code de la

route, ouni mussen ze fäerten, an eng mobill Kontroll ze falen. Esou Kontrolle wären an eisen Ae méi wichteg, wéi owes Beamten anzesetzen, fir Ausgangsspären ze kontrolléieren, well eng héich Vitess ass déidlech.

(Hilarité)

O, Dir kënnt laachen. Mee mir kënne jo eng Kéier ..., et ass eng gutt Iddi, fir an enger Question parlementaire ze froen, wivill Vitesskontrolle manner gemaach gi sinn, wärend d'Ausgangsspär kontrolléiert ginn ass. Do hutt Der mech elo op eng gutt Iddi bruecht!

Och ouni ze héich Vitess muss d'Material, also den Auto, an engem Eent-a-Toppzoustand sinn. Dofir froe mir Piraten och scho laang eenheetlech europäesch Mindeststandarde fir eng technesch Kontroll.

Zu eisem Fazit: Et gëtt eng Villzuel u Méiglechkeeten, ouni just op de Facteur Mënsch, also de Fuerer, ze setzen, mee eng Kombinatioun mat moderner Technik, fir esou d'Unzuel u Verkéiersaffer ze reduzéieren. Well all Accident, all Affer ass op e Feeler zréckzefeieren, kann also verhënnert ginn.

Mir Piraten soen dofir kloer: Et ass awer och d'politesch Verantwortung, fir eis Stroossen esou sécher wéi méiglech ze gestalten, dat heescht och, se virzebereeden op Autopiloten souwéi all déi Assistenzen, déi dem Fuerer hëllefen.

Mir Piraten sinn op fir all digitalen Assistent, fir esou de Stroosseverkéier méi sécher ze gestalten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, fir d'Wuert an och merci allen Deputéierte fir hir Interventioun an hir Ënnerstëtzung am Beräich vun der Verkéierssécherheet.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ma wéi ech 2013 am Dezember dee Ministère iwwerholl hunn, dunn hunn ech misse fënnef Méint duerno oder véier Méint duerno, am Fréijoer 2014, déi éischt Pressekonferenz maachen, wou ech d'Zuele virgestallt hunn iwwert d'Verkéierssécherheet vum Joer 2013. An ech kann lech soen, dat war kee flotte Moment, well d'Zuele ware wierklech ganz schlecht. Mir haten deemools, 2013, 46 Doudeger an och bei de Schwéierblesséierten hunn d'Zuelen net gutt ausgesinn. An do war mer relativ séier kloer, datt ee sech misst méi breet opstellen, fir datt mer déi Zuelen do erofkréichen, well wann Der emol géift kucke goen an d'international Statistiken, wou mer haut géife stoen, wa mer nach ëmmer bei deene schlechten Zuele wäre vun 2014, da wäre mer zimmlech ganz hannen, an och ganz hanne bei deene Länner, déi an der Traditioun, wat d'Verkéierssécherheet ubelaangt, net grad als Musterschüler bekannt sinn.

Mir hunn et awer elo fäerdegbruecht duerch déi Saachen, déi mer gemaach hunn, fir besser ze ginn, an ech kommen nach dorobber zréck. Duerfir huet d'Regierung dunn 2014 decidéiert, en éischten Aktiounsplang fir d'ganz Legislaturperiod op d'Been ze stellen. Deen Aktiounsplang hu mer deemools mat zimmlech allen Acteuren ausgeschafft, déi et gëtt, déi de près oder de loin eppes mat Verkéierssécherheet ze dinn hunn, an der Zivillgesellschaft, mee awer och interministeriell. Well ech hat eng Initiativ geholl, wou ech versicht hunn, mat allen anere Ministeren ze kucken, wat si an hire Ressorte kéinte maachen, fir mat dozou bäizedroen, datt mer déi Zuele verbessert kriten, dat heescht, fir Strategië fir d'Verkéierssécherheet auszeschaffen.

De Plang, deen hat insgesamt eelef Defien determinéiert mat am Ganzen 29 konkreete Mesuren, fir géint d'Onsécherheet op de Stroosse virzegoen. An déi Mesuren, déi waren zimmlech equilibréiert opgedeelt tëschent Preventioun, Informatioun an natierlech och Repressioun. An am Kader vun dësem Plan d'action huet d'Regierung duerno och de Motto vun der „Vision Zéro" - also keen Doudegen an och kee Schwéierblesséierte méi op eise Stroossen - an d'Liewe geruff. Mir hunn eis do ugeschloss un dat, wat souwisou scho laang vun den ONGe verlaangt ginn ass an der Verkéierssécherheet. An och wann déi Fuerderung esou, wéi et haut ass a wéi mer haut d'Stroossesituatioun kennen, utopesch kléngt, sou hunn ech ëmmer betount, datt et fir mech och iwwerhaapt keng aner Visioun ka ginn. Well ech kann net als Mobilitéitsminister soen, souguer wann d'Situatioun sech verbessert huet: „Ech sinn zefridden!", well natierlech kommen egal wéi ëmmer nach Leit ëm an et gi Leit schwéier blesséiert. Dat heescht, ech kann nëmme soen, fir mech gëtt et just een eenzegt Zil, dat ass null Doudeger an null Schwéierblesséierter.

A fir an der Verkéierssécherheet awer laangfristeg e positiven Effekt ze hunn, dierf ee sech natierlech net op sengen Efforten ausrouen. An duerfir hu mer och no där leschter Legislaturperiod, also no de Walen 2018, wéi d'Regierung am Amt bliwwen ass, direkt erëm en Aktiounsplang mat deenen nämmlechen Acteuren ausgeschafft, deen dann elo bis 2023 geet.

Dëse Plang huet erëm eelef Defien identifizéiert, och mat 28 konkreete Mesuren. Do sinn der en Deel dobäi, déi sinn nach iwwregbliwwe vun der leschter Legislaturperiod, awer net méi esou vill. Et sinn och och e ganze Koup neier bäikomm, déi mer eragesat hunn. An ech wëll och der Madamm Interpellantin soen, déi hei vun de Peine pédagogique geschwat huet, si hätt déi net fonnt an deem Plang: Dach, déi ass dran, dat ass d'Nummer 28. Do sinn et och an der leschter Legislaturperiod schonn Initiative mat de Justizautoritéite ginn. Ech liesen lech se vir. Do steet ganz kloer dran: « désengorger les tribunaux, notamment par l'introduction d'un mécanisme d'amende forfaitaire général […] et par la dépénalisation de certaines infractions. »

An, Här President, fir datt jiddwer Deputéierte sech kann e gutt Bild maachen, wat am Plan d'action steet a wou mer dru sinn, deposéieren ech hei en Updatesdokument um Büro vun lech. Dat ass dat, wat ech alljoers ..., well zweemol am Joer gesinn ech all d'Associatiounen, d'ONGen an dann huele mer all déi Mesuren duerch an da maache mer entweeder e gréngen Häkchen hannendrun, wann et ëmgesat ass, oder en orangen, wann et nach an der Maach ass, an natierlech e rouden - dat ass awer elo näischt …, do ass awer elo keng politesch Konotatioun hannendrun -, wann et nach net gemaach ass.

Ech ginn lech dat of, da kann een dat verdeelen. Do kann all Deputéierten sech dat eng Kéier ukucken.

(M. François Bausch dépose un document.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Wann een d'Statistike kuckt, dann hate mer 2020, an do iwwregens och eng kleng Korrektur un d'Interpellantin: Et waren net 24 Doudeger, leider net 24, mee 26. Et ware 24 Accidenter mat Schwéierblesséierten, mee am Total si 26 Leit, déi hiert Liewe verluer hunn op der Strooss. Dat waren der 4 méi wéi 2019, wou mer 22 Affer haten. 2019 war, ech géif bal soen, alt nees eng Kéier dat Joer mat de mannsten Doudegen op eise Stroossen, zënter datt mer iwwerhaapt Statistiken hunn. Mee wat awer interessant ass, wann een d'Zuele kuckt - ech kucken elo natierlech haaptsächlech déi Period, wou ech selwer d'Responsabilitéit hat, vun 2013 un -, also déi ganz Jore kuckt - an dat muss ee maachen, well et dierf een och net vergiessen, mir hunn zu Lëtzebuerg kleng Zuele bei de Verkéiersdoudegen zum Beispill, bei de Blesséierten, also „kleng" entre guillemets ... Dofir, ech hu gesot: All eenzelnen ass een ze vill!

Mee wann ech dat awer vergläiche mam Ausland, wann een eng Zuel huet vun 23, 24, do ginn heiansdo een, zwee schlëmm Accidenter duer, dann explodéiert d'Zuel direkt erëm an d'Luucht. Duerfir muss een dat och ëmmer iwwer méi Jore vergläichen, dat heescht iwwer fënnef, sechs, siwe Joer, fir kënne genau ze gesinn, wou den Trend higeet bei de Verkéiersdoudegen a bei de Schwéierblesséierten.

An ech hunn deen Tableau matbruecht. Dee kënnt Der iwwregens och erëmfannen um Site vu mengem Ministère, wou ech d'Presentatioun ganz publizéiert hu vun der Pressekonferenz vun der leschter Woch. A wann Der do d'Parametere kuckt: Accidents corporels 2013 nach 949, 2020 779 - minus 19 % -, an dann „dont mortels", also déidlecher: 2013 41 Accidenter mat Doudegen, 2020 24 - dat heescht e Minus vun 41 % an deene siwe Joer. A mat Blessés graves, also Accidenter mat Blessés graves, waren et der 2013 273, 2020 195 - e Minus vun 29 %. A wann ech da reng d'Nettozuele kucke vun de Leit, déi hiert Liewe verluer hunn oder schwéier blesséiert gi sinn, do hu mer bei den Doudegen an der Moyenne iwwert déi Jore gekuckt e Minus vun 42 %, bei de Schwéierblesséierten e Minus vun 31 % a bei de Liichtblesséierten e Minus vun 21 %.

Also all eis Parameteren op déi siwe Joer gekuckt hunn en däitlechen Trend no ënnen. An doriwwer si mer sécherlech alleguer frou, well dat beleet, datt eise Plan d'action jo och seng Wierkung hat.

Wat awer eis Statistiken och weisen, dat ass, datt d'Haaptverursaacher vu schwéieren Accidenter mat Doudegen a Blesséierten nach ëmmer déi nämmlecht Saache sinn: d'Vitess un éischter Stell mat 31 %, d'Fuerfeeler mat 21 %. An dorobber kommen ech awer nach zréck, well Fuerfeeler, wat heescht dat? Dat muss een am Detail kucken. Do gëtt et awer entre-temps och Detailer. An Accidenter mat Foussgänger maache 17 % aus. An et gëtt deemno eng Verbesserung bei den Accidenter och duerch Alkoholafloss an och duerch Vitess. Den Alkoholafloss an d'Vitess sinn awer nach ëmmer op Plaz 1 a Plaz 2, och wann d'Tendenz erofgeet. Mee par contre zum Beispill d'Fuerfeeler, déi ginn zolidd erop. An dat huet prezis Grënn, op déi mer och musse reagéieren.

Well d'Vitess, wéi gesot, scho säit Joren den Haaptgrond vu schwéieren Accidenter ass, zielen ech dann och eng ganz Rei Mesuren aus dem Plan d'action op, fir och ze weisen, wat déi bruecht hunn, a well mer jo do am meeschten drop geschafft hunn.

Bon, dat ass natierlech un éischter Stell och d'Sensibilisatioun. Mir hu vill Campagnë gemaach, fir de Leit de Risiko vun ze héijer Vitess virun Aen ze féieren, och am Kader vun der Reform vum Führerschäin, déi um Lafen ass. Ech mengen, et hat och een déi Fro gestallt. Mee do si mer awer nach net um Enn ukomm mat den Iwwerleeungen. Dat ass eng komplex Aufgab. Do wäert ee ganz grousse Schwéierpunkt ginn, d'Leit ze konfrontéieren - wéi soll ech soen? -, net domat, wat d'Konsequenze sinn, wann ech de Winker net erausmaachen, dat weise mer natierlech och nach, mee virun allem och mat de Konsequenze bei Feelverhalen, wat dat bedeit vu Leed, dat ech uriichten. Dat heescht, ech soen ëmmer: Wann ech d'AVR invitéieren a mat deenen hire Memberen do kommen, déi schwéiert Leed hu missen erleiden, an ech bréngen déi a Kontakt mat deenen, déi den Accident verursaacht hunn, dat geet vill méi ënnert d'Haut, wéi wann ech zéngmol erklären, datt een de Winker sollt erausmaachen oder mat 90 km/h sollt fueren an net mat 100 km/h, zum Beispill. Dofir, et muss och méi e Bestanddeel gi vum Führerschäin, datt d'Mënschen, mir all, eis méi bewosst ginn, wat wierklech d'Konsequenze si vun esou engem Verhalen.

Natierlech, beim Bekämpfe spillen och d'Vitesskontrollen eng wichteg Roll. An e gudden Indicateur, dee weist, wivill vun den Infraktiounen nëmme mat der Vitess zesummenhänken, ass eigentlech de Punktefürerschäin. A wann ech lech déi hei elo opzielen, déi Zuelen, da musse mer wëssen: Dat sinn déi, déi Punkte verluer hunn. Also ech schwätzen do net vu klenge Vitessiwwerschreidungen, mee vu méi groussen. Wann Der dat kuckt, da gesi mer, datt 2016 28.568 Punkten agezu gi sinn op dee Konto - 43 % -, 2017: 26.000 - 44 % -, 2018: 24.000 - 39 % -, 2019: 28.000 - 43 % -, an 2020: 32.000 - 49 %. Also in globo kann ee soen: Tëschent 40 % a 50 % vun de Punkten, déi agezu gi beim Punktefürerschäin, déi ginn agezu wéinst ze héijer Vitess. Eleng dat ënnersträicht, datt mer do nach ëmmer mussen am meeschte schaffen, datt d'Vitess nach ëmmer de Problem Nummer 1 bleift.

A viru Kuerzem hat d'Police jo erëm hire Speedmarathon, wou se och alljoers matmécht. Dat ass jo a ganz Europa ëmmer deen nämmlechten Dag, wou da 24 Stonne verstäerkt just d'Vitess kontrolléiert gëtt. An ech kann lech soen, d'Resultater vun der 2021er-Editioun, déi sinn erschreckend: 181.992 Chauffere ware bei där Kontroll ze séier. Dat ass eng Augmentatioun vun 88 % méi Infraktioune par rapport zu där Editioun d'lescht Joer. Also dat ass desastréis an dat weist, datt mer bei der Vitess ni dierfen noloossen an datt d'Vitess egal wéi ëmmer den Haaptproblem bleift, op alle Fall esou laang, wéi de Mënsch nach selwer fiert.

Et ass jo elo geschwat gi vum autonome Fueren, wat eng Kéier wäert kommen, ganz sécher. De Computer - leider ass et esou -, dee mer programméieren, dee mer mat Algorithme fidderen, fir datt e sech un d'Reegelen hält, fir datt mer ëm d'Reegele bäibréngen, deen hält sech natierlech herno drun. An et ass eigentlech traureg, datt d'kënschtlech Intelligenz muss kommen, fir eis ze soen, datt et wichteg ass, datt ee sech dorunner hält. Ech hunn dat hei scho méi wéi eng Kéier gesot.

Also d'Kontrolle vun der Police um Terrain si wichteg, ob et mat der Radarspistoul oder mam mobille Radar ass, wat och ëmmer; mee awer och déi aner Saachen, wéi d'Fixradaren oder d'Secteursradaren, hu vill dozou bäigedroen, datt d'Situatioun sech verbessert huet. Ech soen lech och duerno nach Zuelen dozou, déi am Fong ganz gutt beleeën, datt do, wou reegelméisseg och fix kontrolléiert gëtt, datt dat en immensen Impakt huet. An eleng eng Zuel, déi interesséiert lech bestëmmt ganz staark. Ech hunn ëmmer gesot, deen éischte Streckeradar, dee mer ageféiert hunn, dat ass jo e Pilotprojet gewiescht. Dee wëlle mer evaluéieren. An déi Evaluatioun läit vir par rapport zum fixe Radar. Well do stoung jo op der Streck tëschent Gonnereng an dem Waldhaff virdrun e fixe Radar. Par rapport zum fixe Radar vu virdrun, sinn d'Infraktioune ganz, ganz staark zréckgaangen.

Zënter datt deen duerch de Streckeradar ersat ginn ass, dee jo méi prezis kuckt, wéi een op der ganzer Streck fiert, sinn d'Infraktiounen erofgaang vun 8.096 op 3.900. Also méi wéi halbéiert! Eleng dat demonstréiert wierklech formidabel, wat dat bruecht huet an datt et och wichteg ass, datt mer nach weider esou Saache wäerte maachen. Ech mengen, den Här Wilmes hat mech och gefrot.

Mir hunn en nächste Projet, dee mer elo wëlle maachen, eppes, wat mer um Mo läit: Dat sinn d'Autobunnstunnellen. Mir haten d'lescht Joer en extreem schlëmmen Accident an engem Autobunnstunnel, wou Leit hiert Liewe gelooss hunn, wou mer am ville Misär a Pech souguer nach Chance haten, well dat hätt kënnen nach vill méi schlëmm ausgoen.

Dat geet einfach nach ëmmer net richteg an d'Käpp eran: Déi 90 km/h, déi een an Autobunnstunnelle muss fueren, dat ass net, well mer d'Leit wëlle ploen, datt se musse lues fueren op enger Autobunn, mee dat ass: Wann do en Accident geschitt an d'Vitess ass héich ... Souwisou, all Accident an engem Tunnel ass meeschtens schwéier, a wann d'Vitess och nach héich ass, dann ass en desastréis, well et huet ee keng Auswäichméiglechkeeten. Den Auto flitt vun enger Säit op déi aner. Et huet dramatesch Konsequenzen.

An deen éischten Tunnel, wou mer dat wäerte maachen, dat ass de Markusbierg op der Autobunn Richtung Saarbrécken. Dir frot elo: Firwat de Markusbierg? Ma dat ass ganz einfach. Éischtens, et ass eng Pente - en plus eng Pente, déi geféierlech ass, well do kënnt jo och nach eng Opfaart erop, an da sinn do Camionen, déi lues fueren, an da komme se aus den Opfaarten erausgeschoss. Déi Opfaart kënnt just beim Tunnel eraus. Duerfir wäerte mer deen als Pilotprojet huelen.

Am Laf vun dësem Joer wäert dann och nach den neien Typ Radar, also de Rout-Luucht-Radar, op der Stäreplaz an den Asaz kommen. Et ass alles prett, d'Tester si fäerdeg. Ech waarden nach op e leschte Règlement grand-ducal, deen ech muss vum Staatsrot aviséiert kréien, dat ass deen, deen déi technesch Elementer confirméiert. Soubal deen do ass - dat wäerte mer da matdeelen -, wäert deen och definitiv an de Betrib goen. Änlecher hu mer och dëst Joer nach virgesinn: zu Hollerech op der Kräizung an um Schlammestee, wou mer esou ee wëllen hisetzen.

Ech hunn entre-temps och vill Demandë virleien vu Gemengen, déi soen: „Lauschtert emol, mir hunn hei Punkten, wou mir interesséiert wären." Natierlech sinn ech ëmmer interesséiert, a meng Verwaltung ass interesséiert, déi ze kucken. Mir hu jo och duerfir deen Audit „Sécurité". Dat heescht, wa Gemengen do e Besoin hunn, da solle se dat eraginn. Da kucke mir dat no. An deem Audit de sécurité sëtzt d'Police, d'Stroossebauverwaltung, den ACL, d'Sécurité routière. Et sinn also, mengen ech, bal all déi dran, déi och am Aktiounsplang sinn. Da gëtt genau gekuckt, ob et do Sënn mécht oder net Sënn mécht. Mee selbstverständlech géife mer dat ëmmer wëlle kucken innerorts, wann dat méiglech ass.

Da gouf am November 2019 och de «Plan stratégique national pour la réduction des accidents de la circulation par l'intervention sur l'infrastructure » ... Dat ass e schwéierfällege Begréff fir eppes, wat am Fong ganz einfach ass. Dat ass am Fong deen Audit „Sécurité", deen Aarbechtsgrupp, deen et gëtt, deen och verschidden Deputéiert ugeschwat hunn. Deen huet eng nei Bestandsopnam gemaach iwwert d'Accidentologie, fir genau ze kucken, wou mer dru sinn. An dat - ech kommen och herno nach eng Kéier drop ze schwätzen -, well do och Froe waren iwwert d'Administration des enquêtes techniques. Ech hunn deenen hiert Gesetz geännert an der leschter Legislaturperiod, dat heescht, déi kruten de Stroosseverkéier bäi. An déi spillen natierlech an hirer Analys vun den Accidenter eng ganz wichteg Roll, fir deen heite Grupp och ze beroden. Do gëtt alles gekuckt, wou d'Accidenter sinn a wéi d'Situatioun ass.

Zum Beispill ass an där leschter Sëtzung och bei siwen Tronçone gekuckt ginn, wéi déi sech entwéckelt hunn, ob d'Situatioun sech do verbessert huet, wou Fixradare stinn. Dat ass zu Koplescht-Schëndels-Direndall. Do ass eng kloer Verbesserung par rapport zu virdrun, op der N12. Heischtergronn-Heischent: och eng Verbesserung; N12 Wëntger-Aasselbuer: och eng Verbesserung; d'N13 Welfreng: och eng Verbesserung - Steeën op der N14: eng Verbesserung; op der N7 Richtung Maarnech: och eng Verbesserung - N8 Bruch-Reckeng: och eng Verbesserung.

Op zwee Tronçonen ass d'Situatioun par rapport zum Joer virdrun onverännert bliwwen: Dat ass d'N28 Éiter-Bous an d'N3 Hesper-Fréiseng, beim Schlammestee, do ass et am Fong stabelbliwwen.

An op engem Tronçon, wou de fixe Radar steet, do huet d'Situatioun sech liicht verschlechtert: Dat ass op der N5 Bascharage-Helfent.

Dir gesitt also, datt awer op deenen ... Also bal de Gros vun de Plazen, wou ee steet, do verbessert d'Situatioun sech pro Joer, well natierlech och manner Infraktiounen do festgestallt ginn.

Bon, ënnert der Leedung vu Ponts et chaussées ass den Aarbechtsgrupp Audit de sécurité, wann et néideg ass, souwisou ëmmer d'eenzel uspriechbar Instanz vun de Gemengen, fir iwwerall ze analyséieren, niewent den allgemengen Analysen, déi vun hinne gemaach ginn duerch d'ganzt Land a wou mer natierlech och da stroossebautechnesch ëmmer erëm Veränneruge maachen.

Dat heescht, et geet net nëmmen drëms, Radaren opzeriichten, mee och: Wa mer kënne Kéiere begradegen an esou weider, maache mer dat. Wa mer kënne Stroossen, wou vläicht den Zoustand net méi gutt ass ... Do gëtt et der jo och eng Rei, déi mer an der leschter Zäit staark verbessert hunn - wou awer och doduerjer kënnen Accidenter geschéien, wann dat net de Fall ass. Also, all dat gëtt berücksichtegt.

Dat bréngt mech dann zu där berüümter Fro vun de Stroossebeem. An do muss ech soen, ech sinn e

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

bëssen iwwerrascht iwwert dat, wat ech hei hu missen héieren. Ech hat d'Zuele vun deem, wat mer an deem Beräich gemaach hunn, op der Pressekonferenz virgestallt. Mee bon, net all Deputéierten hutt dat jo warscheinlech kënne matkréien. Se sinn och net all an der Press am Detail zréckgi ginn. Duerfir wéilt ech se dann och eng Kéier hei widderhuelen an lech se soen.

Ech wëll fir d'éischt awer emol soen, datt ee muss bedenken, datt d'Stroossebeem, wa mer elo emol de Sécherheetsaspekt eng Sekonn ausklammeren ... Et ass gesot ginn: „Mir kënnen net iwwerall amplaz Beem Hecke setzen", well dat jo och den Déngscht leescht vun Anengung an esou weider an esou virun. Also sécherlech kann een och plazeweis Hecke setzen, dat ass net de Punkt.

Ech wëll awer ze bedenke ginn, datt d'Stroossebeem net nëmmen d'Fonctioun hunn, fir d'Siichtweis anzeenge vum Automobilist, mee se hunn och, éischtens, d'Fonctioun, fir d'Landschaft ze verschéineren. Stellt lech emol eng Kéier vir bei all deene Stroossen am Land, déi mer hunn, mir hätten iwwerall nëmmen Hecke stoen, also och Landstroossen, wou awer vill Beem laanscht d'Stroosse stinn. Ech mengen, do si mer eis eens: Dat wär eng Landschaft, déi géif net immens ausgesinn.

Mee virun allem gëtt et awer och nach en anert gewiichtegt Argument, firwat Stroossebeem wichteg sinn: Well eng Strooss, dat ass ëmmer eng Schneis an der Landschaft. Dat heescht, et ass jo goudronéiert, et ass asphaltéiert. An et gëtt einfach eng Rei Déierenzorten, haaptsächlech Insektenzorten, déi immens wichteg si fir d'Biodiversitéit a fir d'Erhale vun der Biodiversitéit an eiser Natur en général.

Déi kënne sech net vun enger Stroossesäit op déi aner deplacéieren, wann Der nëmmen Hecken hutt. Well esou e klengt Déierchen, dat spréngt net iwwert d'Strooss déi aner Säit. Duerfir sinn d'Beem wichteg, well dat ass oft de Wee, wou den Austausch vu Biodiversitéit vun enger Säit vun der Strooss op déi aner stattfënnt. Dofir ass et och absolutt wichteg, datt mer och bei deene Stroosseschneisen, déi mer an d'Landschaft schloen, Begréngungen hunn, déi den Austausch vun der Biodiversitéit vun enger Säit op déi aner erméiglechen.

Dat heescht: Wann ech dat alles soen, da wëll ech fir d'éischt d'Bedeitung ënnersträichen an eeben och domadder soen, wéi komplizéiert et ass, wann een un dat doten Theema erugeet. Wann ech dat soen, dann heescht dat awer net, datt mer net e Bam kënnen ewechhuelen, wann en d'Stroosséchereheet a Gefor bréngt respektiv wann et net méiglech ass, fir eng Leitplank derbäizesetzen. Selbstverständlech musse mer Beem, wa se als gefëierlech detektéiert ginn, zemools beispillsweis Beem, déi isoléiert op Plaze stinn, kënnen ewechhuelen.

An ech ka mech nëmme wonneren, wa gesot gëtt, mir hätte keng ewechgeholl. Ech ginn lech elo emol Zuelen an da wäert Der ... Am Fong deet et mir net gutt, wann ech lech déi Zuelen hei virliesen, well dat ass schonn impressionnant: 2019 sinn 135 Demandë vun der Stroossebauverwaltung gemaach ginn, fir am Ganzen 371 eenzel Beem ewechzehuelen; a vun deenen 371 Beem, déi do betraff waren, sinn der 339 vun der Ëmweltverwaltung autoriséiert ginn!

Also, et ass net esou, wéi wann d'Ëmweltverwaltung dat ni géif autoriséieren! Dat si Beem, déi natierlech oft isoléiert stoungen, déi gefëierlech waren. An 2020 waren et der souguer nach méi: Do waren et 195 Demanden, 558 Beem ware betraff, 508 sinn der autoriséiert ginn. Se sinn natierlech alleguerte kompenséiert ginn; natierlech, well dat ass d'Oplag, déi mer jo souwisou kréien. Also, Dir gesitt hei, wann Der dat iwwer zwee Joer kuckt, da sinn dat 900 isoléiert Stroossebeem, déi ewechgeholl gi sinn.

Kommt, mir halen och emol eng Kéier op ze maachen, wéi wann do ni eppes géif geschéien! An da soen ech lech och: D'Leitplanken ... Well et gëtt jo e puer Méiglechkeeten. Wann et wierklech net anescht geet an et ass eng Plaz, wou et wierklech gefëierlech ass, da muss een e Bam kënnen ewechhuelen. Wann e krank ass souwisou. Ech mengen, dat ass iwwerhaapt keen Theema. Mee da gëtt et jo awer och d'Méiglechkeet, Leitplanken ze setzen, an dat ass och dat wichtegst Element, wa mer iwwer Bamalleeë schwätzen: Wann der an Zukunft nei gesat ginn, datt se esou gesat ginn, datt een entweeder Leitplanke virdrukritt oder se keng Gefor duerstellen, mee awer och nach un de Stroosserand, well Leitplanke protegéieren den Automobilist, datt en net an de Bam geet.

D'Ponts et chaussées huet eleng 2019 13,4 Kilometer Leitplanke fir esou Zwecker gesat, an och d'lescht Joer nach eng Kéier 9,1 Kilometer. Dat sinn nëmme Plazen, wou mer dorop opmierksam gemaach gi sinn, datt Gefore sinn, déi och an deem Audit de sécurité diskutéiert gi sinn. A mir hunn e Programm, dee leeft och nach weider iwwert déi nächst Joren. D'Zil ass, méiglechst iwwerall Leitplanken ze setzen.

An da gëtt et e leschte Punkt, dat ass natierlech: Wat kann ee maachen, doriwwer eraus, bei Beplanzungen - also niewent dem Fait, datt ee bei Beplanzunge oder beim Neiuleeë vu Stroossen oppasst, datt ee se esou setzt, datt een ëmmer Leitplanken virdru kritt?

Mee da kann een natierlech och besteeënd Achsen änneren. A mir hunn e flotte Projet mat der AVR zesummen, dat ass zu Jonglënster beim Denkmal vun der AVR. Do ass déi Streck, déi dohinner féiert - also net vun der Haaptstrooss erofgekuckt, mee vun där anerer Säit. Do gëtt et eng Bamallee, déi ganz schéin ass. An do hu mer och schonn en Accord mat der Natur- a Bëschverwaltung - dat ass e fréiere Mataarbechter vun do; deen ass awer elo a Pensioun, deen huet nach do matgeschafft -, datt mer do d'Beem e bësse réckele ginn. Och esou Saache si méiglech.

Also, et gëtt villfälteg Méiglechkeeten, mee mir mussen et awer ëmmer esou maachen, datt mer dat hei am Equiliber maachen an datt Saache geschéien, dat beleeën déi Zuelen, déi ech lech och elo gesot hunn.

Also, wéi gesot: Mir bleiwen do drun a mir maache Saachen. Mee mir maachen awer Saachen, déi och am Aklang si mat anere Saachen, déi mer eis als Zil gesat hunn - wéi zum Beispill, datt mer schéi Bamalleeë wëllen halen an datt mer och musse kucken, datt mer d'Biodiversitéit geschützt kréien -, fir datt dat och an Zukunft awer nach aner Ziler erreecht, déi mer ons ginn hunn.

Niewent der Vitess, ech hunn et scho gesot: d'Oflenkung. D'Oflenkung ass an den Topp Dräi vun de schwéiere Problemer eropgestigen. Dat ass an den Topp Dräi - dat anert sinn, wéi gesot, Alkohol a Vitess, do ass éischter: Tendenz erof duerch déi Mesuren, déi mer huelen; mee hei éischter: Tendenz erop.

An natierlech ass d'Oflenkung näischt aneschters haut, wéi déi allméiglech Spillereien, déi mer entre-temps ... oder gréisstendeels, loosse mer soen, hunn, entweeder an eisen Täschen, entre-temps och souguer an den Autoen. Ech mengen, déi digital Technike si super, mir sinn all frou domadder. Mee leider huet ee séier d'Tendenz, am Auto domadder ze spillen, och wann et ongewollt ass oder meeschtens an Ongedanken. Ech mengen, et hunn een, zwee Deputéierter gesot: „Wien huet dat nach ni gemaach?" Ech mengen, mir sinn all nëmme Mënschen a mir loossen eis séier verféiere vu Saachen a vergiessen d'Reegelen. Duerfir musse mer do usetzen.

Och do e puer Zuele fir ze beleeën, datt dat e grousse Problem ass. Well mir hu jo elo och ewell Statistike vum Handy beispillsweis um Steier, well een do zwee Punkte verléiert. Duerfir kënne mer dat genau erausfannen. Dat hat ech schonn an der leschter Legislaturperiod geännert.

Telefon um Steier - Punkteverloscht: 2016 waren et 7,51 %. An da muss ee jo wëssen, datt d'Police et net esou einfach huet, fir do ze kontrolléieren. Well da gëtt den Handy fale gelooss, wann d'Police kënnt. Allméigleches gëtt sech do afale gelooss, fir dann ... Mir sinn alleguerte ganz kreativ, wann et dorobber ukënnt.

Mee 7 %, 2016. An dat geet dann erop op iwwer 9 %. Ee Joer hate mer souguer iwwer 10 %. Also: Tendenz, wéi gesot, steigend vun de Punkten, déi ewechgeholl ginn, entre-temps, duerch den Handy um Steier. Esou Zuele vun deene leschte Jore beweisen, datt, wéi gesot, ëmmer ronn ëm déi 10 % vun de Punkten op déi Kap ginn. Duerfir wäerten d'Strofen och, wéi ech et ugekënnegt hunn, an d'Luucht goen. Dat kréie mer och souwisou vun all den ONGen an deem Beräich, mee och international, recommandéiert.

Mir wäerte beim Punkteführerschäin eropgoen, datt een, wann een am Auto mam Handy - ouni Fräisprechanlag selbstverständlech - telefonéiert, datt een da véier Punkte verléiert. An de Protokoll soll eropgoen op 250 Euro, fir datt mer dee Problem do an de Grëff kréien.

Bon, wann een also d'Zuele vun de Verkéiersaccidenter an deene leschte Jore genau analyséiert, wéi gesot, zwou positiv Nouvellen: Alkohol, Vitess; eng negativ direkt Ursaach: dat ass d'Oflenkung. An dann awer virun allem: Bei deenen, déi betraff sinn, gëtt et och en neie Moment. Natierlech sinn d'Automobilisten nach ëmmer un éischter Stell vun deenen, déi betraff sinn - dat ass och logesch, well där fueren der am meeschten -, mee et ass awer eng Tendenz, déi besser gëtt, déi erofgeet. Par conter, bei de sougenannte vulnerabelen Usageren op der Strooss - Motorrieder, Foussgänger a Vëlosfuerer -, do geet d'Zuel leider erop.

A virun allem bei de Vëlosfuerer ass et d'lescht Joer ganz dramatesch eropgaangen. Beim Motorrad hate mer 2019 eng gutt Verbesserung kritt. Mir hu jo och do en Aktiounsplang spezifesch fir d'Motorrieder gemaach. Dee leeft och nach ëmmer weider. Mir hunn eng gutt Zesummenaarbecht mat der Motorradsinitiativ - also mat där Federatioun, déi et do gëtt. A mir wäerten och nach déi Mesuren, wou mer gutt Erfarunge gemaach hunn - wéi zum Beispill bei spezifesche Marquagë fir d'Motorrieder an esou weider - weiderféieren.

Do war och vum Här Wilmes déi Fro vun de Policekontrollen iwwert dem Fuere gestallt ginn. Bon, ech sinn elo net méi Policeminister, mee ech weess awer, datt deen nach weider doru schafft. Do muss allerdéngs och eng Gesetzesännerung kommen, fir datt do kënne Saache gemaach ginn, déi et zum Beispill an Däitschland scho laang gëtt, oder an Holland, datt op dem Motorrad eng Vitessmoosskamera kann agebaut ginn, wou da Polizisten an Zivill Kontrolle mat de Motorrieder kënne maache goen. Dat gëtt an Däitschland zum Beispill ganz vill gemaach. Och esou Saache wäerten an Zukunft do derbäikommen.

An dann natierlech och Sensibiliséierungen, well bei de Motorrieder zum Beispill ass net nëmmen ... Do hu mer eng gutt Zesummenaarbecht mat den Associatioune gehat. Déi hunn eis vill dorobber hi-gewisen: Et ass net nëmmen d'Fro vun der Strooss, vun der Vitess, mee och d'Schutzkleedung. Mir hu bei Kontrollen ... D'Police huet ganz vill Kontrolle gemaach an de leschten zwee Joer a verréckte Saache fonnt um Niveau vun de Pabeieren, déi net an der Rei waren. Och do, wéi gesot, ass et dofir wichteg, datt déi Kontrolle gemaach ginn.

D'Policepresenz ass ganz, ganz wichteg. Mir haten 2020 zwar, wéi gesot, erëm eng Steigerung par rapport zu 2019 bei de Motorrieder: siwen doudeg Motocyclisten. Mee bon, mir louchen awer schon aner Joren nach méi héich. Dat ass awer och do elo net, fir frou ze sinn - au contraire!

An dann, déi zwou aner vulnerabel Gruppe sinn natierlech d'Foussgänger an d'Vëlosfuerer, wéi ech gesot hunn. Bei de Foussgänger sinn d'Zuele stabel bliwwe par rapport zu deene leschte Joren, se si souguer liicht besser ginn. Mee bei de Vëlosfuerer leider net.

Mir sinn all frou driwwer gewiescht, datt de Vëlo am Confinement an am Kader vu Covid en onheemleche Boost kritt huet - also, et gëtt enorm Vëlo gefuer -, mee natierlech ... Bon, éischtens hate mer d'lescht Joer Accidenter, wou Leit mat Vitess mam Vëlo gefuer sinn a wou emol guer keen anert Verkéiersmëttel am Spill war, wou einfach de Vëlosfuerer ze séier gefuer ass, soudass en d'Kéier net kritt huet an do d'Liewe verluer huet. Dat huet och vill, mengen ech, mat Erfarung ze dinn, déi feelt, wa Leit nei op de Vëlo klammen. Mee natierlech awer och ganz vill Accidenter tëschent Vëlosfuerer an Autoen oder Camionen, wat och ëmmer et ass.

Ech wëll, ier ech op den Detail aginn - well dozou gehéiert och dee ganze Volet vun den 30er Zonen an esou wieder -, vläicht eppes soen zur Helmflicht fir de Vëlosfuerer an esou weider. Bon. Déi Helmflichtdiskussioun, Madamm Hemmen, dat ass eng, déi gëtt et schonn op der ganzer Welt, op d'mannst säit ech mech fir déi ganz Problematik Vëlo a Verkéierssécherheet interesséieren. An dat ass awer schonn eng Zäit.

Ech kann lech soen: Ech si reegelméisseg - déi Zäit, wéi ech Schäffen an der Stad Lëtzebuerg war -, op déi Velocity-Konferenze gaangen. Dat ass déi gréisste Konferenz vum Vëlo weltwäit. Se huet och Vertrieder weltwäit ëmmer iwwerall sëtzen, dat ass formidabel. Vill Experten, déi do schwätzen. An do ass dee Sujet do natierlech och ëmmer op der Dagesuerdnung.

Et gëtt entre-temps och onzieleg Etüden iwwert déi ganz Fro. A wat awer ëmmer ganz kloer ass - an ech schwätzen elo emol fir d'éischt vum stättesche Raum -: Am stättesche Raum ass - wa mer vun Erwuessene schwätzen, ech géif éischter soe Leit iwwer zwielef Joer; bei Kanner ass et eng aner Diskussioun -, den Notze par rapport zu deem, wat ech riskéieren ze kréien, wann ech d'Helmflicht um Vëlo aféieren an doduerjer dann eebe vill Leit op eemol net méi fueren, well se da musse mam Helm ronderëmlafen, einfach a kengem Verhältnis.

Et gëtt och Länner, déi dat probéiert hunn. Et gëtt der iwwregens ganz wéineg, déi eng Flicht hunn - et gëtt bal keent! -, ech weess net méi, wéi eng; ech hunn elo de leschte Stand net méi gekuckt. An Australien ware verschidde Regiounen, déi et haten. Ech mengen, et war souguer ee Moment ganz Australien. Et gouf a Kalifornien eenzel Staaten. Déi meescht hunn et aus deene Grënn erëm ofgeschaaft. Wéi gesot, an ech schwätzen hei ... Dat ass elo net erfonnt, wat ech lech hei zielen, dat si Verkéiersexperte weltwäit, déi sech ëmmer dauernd doriwwer ënnerhalen.

D'Recommandatioun ass richteg. Ech géif souwisou soen: Soubal ee Coursevëlo fiert a soubal ee mat méi héije Vitesse fiert, do géif ech kengem uroden, ouni Helm ze fueren! Do géif ech wierklech soen: „Dot den Helm un!" Well soubal Der méi héich Vitesse fuert mam Vëlo, da gëtt et ganz problematesch. Beim stättesche Vëlo, wann ech mat engem stättesche Vëlo ausserhalb vun urbane Raim fueren, géif ech och sécher jiddwerengem soen: „Do en un!"

A priori recommandéieren ech et och am stättesche Raum, mee Obligatioun ass do eng aner Diskussioun. Ech mengen, wéi gesot, de Verloscht vun deem, wat Der u Positivem kréicht duerch de Fait, datt dann d'Leit manner Convivialitéit hunn an duerfir net méi gefuer gëtt, par rapport zu deem, wat et awer méi bréngt am stättesche Raum, ass einfach a kengem Verhältnis. Duerfir seet och all Expert lech, dat wär keng gutt Iddi.

Ech weess elo keng Associatioun, déi sech fir de Vëlo asetzt ... Dach, bei Coureuren. Wéi gesot, dat ass eng aner Geschicht. Professionell Coureuren, déi schnell fueren, dat ass eng ganz aner Diskussioun, do muss et obligatoresch sinn. Mee beim stätteschen, normale Fueren, wou awer Vitesse gefuer ginn, déi méi niddreg sinn, eng Flicht draus ze maachen, do hätt ee vill Verloscht par rapport zu deem, wat ee menger Meenung no géif gewannen.

Dann zum ëffentleche Raum an zum Stroosseraum. Ech mengen, et ass relativ kloer: Den ëffentleche Raum muss fir jiddwereen do sinn. Dat heescht, mir hunn déi lescht Jorzéngte vill ze laang eis Stied, eis Uertschaften esou organiséiert, datt den ëffentleche Raum bal exklusiv reservéiert war fir de motoriséierte Verkéier, beschtefalls nach fir de Foussgänger, wann dann e Foussgängersträifen oder en Trottoir do war, mee den Auto huet iwwerdominéiert. An natierlech ass et schwéier gewiescht déi lescht 10, 15 Joer - déi Diskussioun, déi leeft jo elo schonn eng Zäit - fir ze erklären: „Majo, dat ka jo net sinn! Den ëffentleche Raum muss fir jiddwereen do sinn. Dat heescht, dee muss esou opgedeelt ginn, datt jiddweree seng Plaz doranner huet."

Dat heescht, datt de Foussgänger, de Vëlofuerer, d'Trottinett, all d'Gefierer, déi et gëtt, do musse kënnen e Raum fannen. An do gëtt et zwou Méiglechkeeten: Wann ech genuch Raum hunn, dann deelen ech en esou op, datt jiddweree säi separate Raum kritt. Wann ech zum Beispill eng Achs hunn, wou et méiglech ass, en Trottoir, eng separat Vëlospist ze maachen, an dann natierlech den Auto normal fueren ze loossen, an eng Busspuer, da maachen et dat. Wann ech net genuch Raum hunn, jo da muss e sech gedeelt ginn, an engem Sënn, datt et fir kee gefëierlech ass! Da muss ech d'Vitessen erofsetzen - an da kommen ech bei d'Fro, déi vu Verschiddene gestallt ginn ass zur Zon 30, Zon 20. Virun allem am stättesche Raum ass dat e ganz wichtegt Instrument. An dat war mer och duerfir wichteg, wéi ech 2013 ugefaangen hunn, datt ech déi Reegel geännert hunn, datt een och op Staatsstroosse kann Zon 30 oder souguer Zon 20 autoriséieren.

Ech sinn elo am Moment amgaang mat der Gemeng Steesel, wou den Här Klein - deen Der jo och all kennt, well e laang Deputéierte war -, wëllt e Shared Space maachen, an dat op enger Staatsstrooss matzen a Steesel, am Uertskär. An ech ënnerstëtzen en doranner an ech fannen dat eng super Initiativ. Duerfir, et gëtt keen Tabu méi fir Staatsstroossen an et ass och net méi eng Fro vun der Längt. Dat heescht, dat Eenzegt, wat mir ëmmer virgeschriwwen hunn ... Mir hu vill Projeten, ech hunn och d'Zuelen hei, ech soen lech se duerno, wivill Demanden ech erakritt hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Minister, Dir musst esou lues drun denken, zum Schluss ze kommen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech kommen zum Schluss, Här President, ech sinn op der leschter Ligne droite.

(Hilarité et brouhaha)

Also just fir lech ze soen, datt dat alles op de Staatsstroosse méiglech ass. Dat Eenzegt, wat mir

virschreiwen, dat ass, datt e Minimum vu bauleche Mesurë geholl gëtt, also Plattoen zum Beispill, datt Iech dat gesot gëtt, datt Der op esou vill Meter musst e Platto bauen, wann Der zum Beispill wëllt virun enger Schoul op enger Staatsstrooss eng Zon 30 maachen. Mee Dir kënnt awer méi laang bauen, dat kritt Der net verworf. Mee et muss awer iergendwou kohärent sinn, wat gemaach gëtt. A mir hunn am Fong och bis elo vun deenen iwwer 80 Demanden, déi ech erakritt hu vu Gemengen, wou Gemenge Projeten op Staatsstroossen hunn, der bis elo nëmmen 11 net mol refuséiert, mee do hu mer gesot: „Lauschtert, esou geet et net, da musst Der awer dat do vläicht anescht maachen."

A fir dann ofzeschléissen, Här President: Déi Richtlinnen, déi stinn, déi si fäerdeg! Mir sinn amgaang, mir wäerten och eng Broschür maachen an da ginn déi an nächster Zäit virgestallt, da kréien d'Gemengen déi och matgedeelt. Mee allefalls kann ech Iech nëmmen uroden, wann Der wëllt e Projet maachen: Zéckt net, gräift zréck op mäi Ministère, op meng Cellule Planification de la mobilité an op d'Stroossebauverwaltung. Mir si ganz oppen, fir all Gemeng ze hëllefen, fir esou Projeten ze maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kéimen dann zur Motioun, déi vum Här Carlo Back deposéiert ginn ass an déi freet, datt all Initiativen, fir d'Verkéierssécherheet vun de Foussgänger an de Vëlosfuerer ze verbesseren, sollen acceleréiert a generaliséiert ginn. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun froen? Den Här Marc Goergen, wannechgelift.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also mir Piraten wäerte se natierlech och matdroen. Do war iergendeppes schifgaangen an der Koordinatioun, soss hätte mer se och mat ënnerschriwwen. Mir wäerte se awer och matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Also mir stëmme se natierlech och mat, mee eigentlech ass et alles an näischt, well si ass wéineg ambitiéis. Wat heescht schonn: „toutes les initiatives"? Et wär néideg, e konkreete Katalog auszeschaffen an eng Zäitschinn ze hunn, wou een och duerno kéint evaluéieren, wat wou eppes bréngt. Well datt mir weiderhi selwer decidéieren, wat mir maachen a loosse kënnen, ass geschwënn eriwwer, wéi de Covid eis dat jo och elo gewisen huet. A mir gesi jo, wéi mer hei sëtze mat eise Masken! Mir maache scho laang net méi, wat mer wëllen.

Dofir denken ech, datt ee muss konkreet de Leit soen, wat se dierfen a wat net. A wa mer dat elo net fräiwëlleg hikréien, ech mengen, da gëtt et ëmmer méi Restriktiounen. A wann et se net fir eis gëtt, da gëtt et se fir eis Kanner a Kandskanner. An da maachen ech d'Boucle zou, da kommen ech op den Ufank vu menger Ried, wou ech gesot hunn: „Wat fir eng Welt hannerloosse mer eise Leit, wa mer net de Verkéiersproblem an de Grëff kréien, fir datt déi duuss Mobilitéit nieft dem ëffentlechen Transport ganz gutt ka funktionéieren?"

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An dann den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen.

(Interruptions)

Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen, well se ass eis e bëssen ze schwammeg an net prezis genuch. A mir fannen, eng Motioun soll schonn eppes ausdrécken. Si seet hei just: „[...] dans la mesure du possible, toutes les initiatives pouvant améliorer la sécurité routière des piétons et [...]", dat ass gutt, mee et geet eis net wäit genuch, et ass ze schwammeg. Duerfir wäerte mir eis enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Ech mengen, da kéinte mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Ech mengen, le compte est bon an domadder ass dës Motioun da mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Gilles Roth), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

10. Question élargie n° 93 de M. Fred Keup au sujet de la sécurité d'approvisionnement en électricité

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 93 vum Här Fred Keup iwwert d'Sécherheet vun der Stroumversuergung. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An dem Minister stinn zéng Minutten zou. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, d'„Welt am Sonntag" hat virun e puer Méint getitelt: „Wirtschaftsministerium" - an Däitschland - „plant Zwangs-Ladepausen für Elektroautos". Et ass dorëms gaangen, e Gesetz ze maachen, wat et erméiglecht, am Fall, wou net genuch Stroum am Reseau ass, d'Luedestatioune fir Elektroautoen also groussflächeg fir e puer Stonnen auszeschalten.

Firwat? Wat war d'Iddi hannendrun? Majo, duerch déi geziilt Energiewend, déi an Däitschland virgesinn ass, do wackelt d'Stroumversuergung. Kuelekraaftwierker an Atomkraaftwierker, och wann ee se net gären huet, bréngen awer eng konstant an zouverlässeg Stroumversuergung. Mee si ginn ofgeschalt a si ginn duerch volatill, onsécher erneierbar Energie ersat. Gläichzäiteg soll awer och ëmmer méi Stroum benotzt gi bei Autoen a bei Heizungen et cetera.

De Problem mat der Versuergung ass also ganz akut an déi Versuergungssécherheet, déi mer an de leschte Joerzéngten haten, wäerte mer mat der forcéierter Politik, wéi mer se elo gesinn, warscheinlech net méi esou hunn, well mer op onsécher, volatill Stroumquelle setzen. „Volatill" heescht, dass d'Stroumproduktioun net konstant ass, net sécher ass iwwert d'Zäit. Dat ka kuerzzäiteg sinn, vu Stonn zu Stonn, dat kann awer och iwwer laang Zäit sinn, iwwert d'Joreszäiten. A Sonn a Wand sinn eebe volatill Stroumquelle mat abrupten a saisonale Schwankungen.

Kuerz am Detail, d'Solarenergie: Am Wanter hu mer eng schwaach Sonnenastralung an deemno produzéiert eng Solaranlag am Wanter schonn emol quasi näischt bei eis. Dat ass also eng saisonal Volatilitéit. Dann hu mer awer och nach eng Alternance Dag an Nuecht an de Phenomeen vun de Wolleken, soudass mer do eng deeglech Volatilitéit hunn an och keng Previsibilitéit hu bei der Solarenergie.

Zweet Beispill: d'Wandenergie. Ech mengen, et ass ganz einfach: Wa kee Wand ass, da gëtt och do keng Energie a kee Stroum produzéiert. Dat ass ganz dacks de Fall an Däitschland, bis zu 40 % hu mer do Windflaute. A wa kee Wand ass, dann ass d'Produktioun vun enger Wandanlag ganz einfach null.

Dat ass awer net esou, soudass och do d'Wandanlagen, also déi Offshore-Wandanlagen, net onbedéngt d'Léisung sinn.

Da kéint ee jo mengen, dass dat jo mat engem breede Stroumnetz duerch ganz Europa misst klappen, well iergendwéi ass jo iergendwou ëmmer e bësse Wand. Dat ass awer och net esou. Mir hunn an Europa oft eng Situatioun vun engem Wiedersystem, vun enger Wiederlag, déi iwwer ganz Europa d'selwecht ass. An dat heescht, wa mer a Lëtzebuerg kee Wand hunn, da kënnt et och gutt a gäre vir, dass mer a ganz Westeuropa oder souguer a ganz Europa keen oder wéineg Wand hunn.

Da kéint ee jo nach naiv soen: „Mir kënne Stroum späicheren, mir hunn dach Veianen." Mee och dat geet leider ganz wéineg. Mir verbrauchen hei am Land nämlech 6,5 Terawattstonnen, dat ass de Joresverbrauch eleng vu Stroum, vun Energie sinn et 50 Terawattstonnen. Falls dat sollt an d'Luucht goen, de Stroum ... Mee 6,5 Terawattstonnen, dat sinn 1.300 Pompspäicherkraaftwierker wéi zu Veianen. Mir hunn een zu Veianen. Och fir eng kuerz Zäit bräichte mer also 40-mol Veianen, fir op der sécherer Säit ze sinn an deem Fall. Batterien, déi dat dote kéinte leeschten, gëtt et leider keng. Beim Waasserstoff si mer och nach laang, laang, laang ewech vun enger Léisung. Späicheren ass also onméiglech, mëttelfristeg och.

Aus all deem, wat ech elo hei propper erkläert hunn, ergëtt sech hei eng logesch zentral Fro un den Här Minister: Wou kënnt an Zukunft de Stroum hier, wann am kale Wanter wärend e puer Deeg duerch Europa kee Wand ass, keng Sonn ass, wann also Solarenergie a Wandenergie wärend Deeg ausfalen? Wou kënnt de Stroum dann hier?

Ech erënneren awer nach schnell eng Kéier drun: En Ausgläich mat anere Länner ass oft net méiglech a Späicherméiglechkeete gëtt et net! An ech wëll och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass een trotzdeem e Risiko huet vun engem Blackout. An domadder mengen ech net e kuerze Stroumausfall vun e puer Stonnen, mee ech schwätzen hei vun eventuell e puer Deeg, wat grad an eiser Zäit vun der Digitaliséierung an der Elektrifizéierung géif extreem schlëmm Konsequenzen hunn. Ech wëll elo net do an den Detail goen, mee jiddweree ka sech jo emol ausmolen, wat wier, wann eng Kéier dräi Deeg a groussen Deeler hei kee Stroum wier. Duerfir nach eng Kéier: Wéi kënne mer esou e Blackout verhënneren, compte tenu vun de volatillen Energiequellen, déi ëmmer méi solle benotzt ginn? A wou soll de Stroum hierkommen, wann d'Sonn an de Wand net do sinn?

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Gudde Mëtteg. Ech wollt fir d'éischt deenen zwou neien Deputéierte gratuléieren an hinnen och eng schéin Zäit hei wënschen.

Merci och dem Här Keup fir d'Fro. Mee dee Widdersproch, deen Der probéiert do duerzestellen zwëschent schnell a Richtung 100 % erneierbar Energien a gläichzäiteg enger bal 100%eg sécherer Stroumversuergung, dee Widdersproch gëtt et net. An et gëtt zwee Länner, déi dat haut scho weisen. Portugal an Dänemark waren zwee Länner, déi nach viru 15 Joer bal ausschliisslech ganz grouss Kraaftwierker haten an déi haut schonn zu 50-60 %, verschidden Deeg 100 % erneierbar Energien hunn. An Dänemark a Portugal sinn an Europa quasi bei deenen, déi ganz, ganz vir sinn. Déi hunn e ganz, ganz niddrege Stroumausfall. Technesch gëtt dat „LOLE", also „load loss", ausgedréckt. An déi zwee Länner weisen eigentlech schonn haut, wéi de System vu muer ausgesäit.

An et ass och eng komplett falsch Duerstellung, fir ze soen zum Beispill, d'Solarenergie wier net previsibel. Dobäi, wann een dat seet, dann ignoréiert ee komplett, dass et onwarscheinlech sophistiquéiert Softwarë gëtt, déi d'Meteo op Deeg an dann natierlech duerno op Véierelstonnen, fënnef Minutte viraussoen. An ech hu mech och schonn an där Zäit, wou ech am Europaparlament war, ëmmer systematesch duerchgesat domadder, fir ze soen: „Et ass falsch ze behaapten, erneierbar Energien, déi wiere volatill." Si si variabel a si si previsibel variabel! A well se previsibel variabel sinn, kann de Stroumsystem an Europa sech eeben och ganz gutt dorobber astellen.

Fir elo op Lëtzebuerg zréckzekommen: Eis Stroumversuergungssécherheet ass am Moment ganz héich, wäert och an Zukunft ganz héich bleiwen. Dat bréngt mer fäerdeg doduerch, dass mer eng national Politik hu vun der Stroumversuergungssécherheet, mee dass mir awer och eigentlech am Häerz si vun engem vun de beschtorganiséierte Stroummarchéen, déi et op der Welt gëtt. An eisen europäesche Stroummarché a virun allem de westeuropäesche Stroummarché ass meilewäit besser organiséiert wéi zum Beispill den amerikanesche Stroumsystem, well den amerikanesche Stroumsystem guer net gutt verbonnen ass zwëschent Texas an zum Beispill den Nopeschstaaten. An dat war och de Grond ënner anerem, firwat Texas dee Blackout kannt huet dëse Wanter.

Wat maache mer hei zu Lëtzebuerg? Dat éischt ass konsequente Klimaschutz. Mir setzen elo Schrëtt fir Schrëtt esou schnell wéi méiglech de Plan „énergie - climat" (ndlr: Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) ëm. Dir hutt matkritt, dass mer bei der Solarenergie vu fënnef Megawatt, wat e bëssen déi lescht dräi, véier ..., also virun 2015, 2016, 2017 hate mer fënnef Megawatt Solarenergie. Haut si mer fënnefmol méi héich, souguer am Covidjoer. Mir kommen och gutt viru bei der Wandenergie. An dann investéiert Creos, déi jo fir eis Transportträger zoustänneg ass, massiv an Intelligenz. An eng vun de wichtegste Saachen ass, dass mer quasi an all Traffo, an all gréisseren Traffo, elo e klenge Computer drakréien, wat hinnen et erméiglecht, fir de ganze Lëtzebuerger Stroumsystem ganz prezis an zu all Moment ze iwwerwaachen an eeben och ze steieren.

Dat Drëtt, wat mer maachen, a fir eeben och där Poleemik, déi net néideg ass, ronderëm d'Elektromobilitéit ..., fir einfach ze weisen, dass mer dat komplett am Gréff hunn: Mir hunn e Subventiounsprogramm hei zu Lëtzebuerg fir Wallboxen a mir subventionéieren extra héich intelligent Wallboxen. Firwat? Well mer natierlech wëllen, dass am Keller vun enger Residenz herno net zwee Elektroautoe stinn, mee 15, 20, 30, an déi kënnen da mateneen an der Nuecht lueden, well déi eng Born mat där anerer schwätzt an een de System dann ëmmer intelligent steiere kann. An doduerch kann ech alles optiméieren am Keller a baussen am System mierkt een dat eigentlech net. Mir liewen am Zäitalter vun der IT, vun de Computeren. An duerfir gëtt et eeben déi Méiglechkeeten, déi mer hunn, vun erneierbaren Energien, Dausenden, Zéngdausenden, Honnertdausende Solaranlagen, Wandanlagen, fir déi ze kombinéieren, an op där anerer Säit Dausenden, Zéngdausenden, iergendeng Kéier Milliounen Elektroautoen, Wärmepompelen. Dat ass alles vun der Technik hier iwwer Software méiglech.

Dat ass Lëtzebuerg. An dann ass et natierlech esou, dass Der musst verstoen: Wa mir eng Insel wieren, da wier et vill méi schwéier, fir schnell op 100 % erneierbar Energien ze goen, well da misst ee jo selwer zu all Moment de Backup organiséieren. Mir sinn am Häerz, wann Der Iech dat emol ukuckt, vu beschtorganiséierten, an engem vun de gréisste Stroummarchéeë vun der Welt. An, ech mengen, dat ass och vläicht net genuch bekannt hei zu Lëtzebuerg, mir sinn deelweis och d'Häerz vun deem beschtorganiséierte Stroumsystem. Hei zu Lëtzebuerg ass iergendwou an engem Bürosgebai hei an der Stad den Joint Allocation Office. Dat sinn déi Leit, déi zu all Moment d'Reservatioune maachen, wa vun Däitschland a Frankräich Stroum fléisst, wa vun der Belsch an Holland Stroum fléisst, wa vun Däitschland a Lëtzebuerg Stroum fléisst.

Dat heescht, vu Lëtzebuerg aus gëtt mat sophistiquéierte Computermodeller de ganze Stroumsystem a Westeuropa organiséiert. Dat ass e Meritt vum Jeannot Krecké an och duerno vum Étienne Schneider, déi derfir gesuergt hunn, dass dat Häerzstéck, eigentlech de Motor, ee vun de Motoren, vun der Optiméierung vum Stroummarché vu Westeuropa hei zu Lëtzebuerg ass. An ech sinn immens houfreg, dass mer déi hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dat anert, wat och weist, dass mir e wichtege Rôle spillen, ass: Eis wichtegst Stroumpartner sinn natierlech net Bulgarien a Portugal, mee Frankräich, Däitschland, Éisträich, Schwäiz, Belsch, Holland an da bis erop an Dänemark. An dat ass en Zesummeschloss, deen heescht „Pentalateral Energy Forum". Dat waren am Ufank fënnef Länner, et sinn der elo siwen.

A mir als Lëtzebuerg presidéiere mat der Belsch zesummen den Aarbechtsgrupp „Stroumversuergungssécherheet". A mäin Energiekommissär, de Simeon Hagspiel, schafft elo an dësem Moment drun, fir dass mer do an nach eng besser Organisatioun kommen. Et gëtt eng europäesch Direktiv oder en europäescht Reglement vun 2019 iwwert d'Stroumversuergungssécherheet. An dat zwéngt elo net nëmmen all Land, dat national nach besser hinzekréien, mee zwéngt och fir d'éischte Kéier Noperen ënnereneen, am Stroumsystem méi enk zesummenzeschaffen. An et gëtt elo dru geschafft, fir e Protokoll ze kréien, e verbindlecht Stéck, also e Vertrag, wou all déi Länner ronderëm Lëtzebuerg mat eis sech derzou verflichten, fir een deem aneren ze hëllefen, wann dann eng Kéier Nout ass. A mir spillen do ..., wéi gesot, mir sinn do ee vun de Moteuren dovun.

Gutt. Ech hunn dat elo probéiert graff an an einfache Wierder ze erklären. Do hannendru gëtt et säiteweis Dokumenter. Zum Beispill: Firwat kann ech hei behaapten, dass mer souguer Cattenom kënnen ofschalten, ouni dass d'Versuergungssécherheet a Fro gestallt gëtt? Mee dat ass, well et op EU-Niveau en Dokument gëtt, dat heescht „Mid-term Adequacy Report". „Adequacy" heescht, dass zu all Moment ëmmer den Equiliber do ass zwëschent Stroumproduktioun a Stroumdemande. A fir eis nach méi wichteg: Et gëtt um Niveau vun eisen Nopeschlänner e „Pentalateral-Forum", den „Generation Adequacy Assessment", an dee weist, dass, och wa mer Cattenom ofschalten 2025, 2030, 2035, nach ëmmer genuch Stroum do ass an dass och d'Schwingungen an deem Stroumsystem stabill sinn. Dat heescht, do sinn eng ganz Rei Berichter do.

Mir maachen och, opgrond vun deem europäesche Reglement, e Lëtzebuerger „Risk Preparedness"-Plang a well et kee Sënn mécht, dass Lëtzebuerg en eegenen huet an dann Däitschland en eegenen, Frankräich en eegenen, d'Belsch, Holland ..., ginn déi Pläng ..., déi sinn am Moment graff geschriwwen a se sinn elo an enger Consultatiounsphas, fir eeben d'Lëtzebuerger Stroumversuergungspolitik mat der belscher, mat der franséischer, mat där vu Benelux ofzegläichen, fir dass mer ee System hunn, deen optiméiert ass ënnereneen. A wann dat Dokument bis fäerdeg ass, kommen ech och gären eng Kéier an d'Chamber mat mengen Experten, fir dat virzestellen.

Et ass och esou, dass de Commissaire à l'énergie all zwee Joer en detailléierte Bericht schreift, och

schreiwe muss, fir eeben ze weisen, wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass. Dann ass et natierlech esou, dass Creos als nationale Bedreiwer vun den Héichspannungsleitungen eng iwwerragend Roll an deem Ganzen huet. Zum Beispill elo an de Covidzäiten hate si en extrae Protokoll fir hir Leit eeben zu Beetebuerg, wou se de System fir d'Land steieren, fir dass do ëmmer separat Ekippe waren, fir dass mer do guer kee Risiko agaange sinn. An d'Creos huet och en neie Bericht gemaach, „Scenario Report 2040", wou mer ..., nodeem dass mer den Energie- a Klimaplang gemaach hunn, hu se nach eng Kéier hir Computeren duerchlafe gelooss a gesot: „Ok, wa mer zu Lëtzebuerg Ueleg- a Gasheizung ersetzen duerch modern Wärmepompelen, wa mer Diesel an aner fossill Autoen ersetzen duerch Elektroautoen, wat heescht dat fir de System Lëtzebuerg?" An dat ass alles do dokumentéiert an dat weist eeben och, dass eis Politik an deem Beräich robust ass.

Vläicht een Detail an deem Ganzen: Déi Winterflaute, gutt, ech mengen ... Heiansdo kommen esou Artikelen, wat mer maachen, an ech sinn do och selwer e bëssen un der Front. Déi Froen, déi sech stellen ..., also mir hunn déi nächst 10, 15 Joer wierklech guer kee Problem. Firwat? Well mer zwar d'Kuelen- an d'Atomkraaftwierker hunn, déi souwisou net vill hëllefen, well déi net schnell sinn an dat kee gudde Complement ass fir déi schnell erneierbar Energien, déi kommen aus dem System eraus, awer mir wäerte bis 2030, 2035 ganz vill, ganz schnell Gaskraaftwierker an Europa hunn. An déi sprangen dann un. Déi kënnen an 10, 15 Minutte vun 0 op 100 sinn an da liwweren déi Stroum. A mir hunn där wierklech iwwerall an Europa stoen.

Mir hunn och e super gutt ausgebaute Gasnetz, wat vill, vill besser och am Wanter ofgeséchert ass wéi zum Beispill dat an Texas. An duerfir hu mer also wierklech an der Perspektiv 2030 …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Minister, och Dir musst drun denken, fir zum Schluss ze kommen.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Ech si wéi mäi Virgänger och an der leschter Ligne droite. Dat heescht, mir hu bis dohinner ... An dann, an dat ass och de Grond, firwat mer elo u Waasserstoff schaffen: Wat warscheinlech geschéie wäert, ass, dass zu Rotterdam, zu Hamburg, op anere Küsteplazen, wou a ganz, ganz grousse Quantitéite Stroum aus grousse Wandanlagen ukënnt, och Elektrolyseuren opgebaut wäerte ginn. A well mer an der Nordsee zum Beispill grouss Gaskavernen hunn, déi eidel sinn, kënne mer do Waasserstoff stockéieren. An da kënne mer no 2035 d'Gaskraaftwierker, déi mer dann och, fir op null ze komme beim Klima, mussen eraus aus dem System kréien ..., da ka Waasserstoff do erakommen.

An ech mengen, dass déi Visioun robust ass an dass duerfir eeben och ganz Europa an déi dote Richtung geet.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir sinn domadder um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.38 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 55 et 56

55e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 806

Communications ..... p. 806

Ordre du jour ..... p. 806

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 216 du 18 mai 2021 de M. Laurent Mosar relative aux arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne dans les affaires Amazon et ENGIE contre la Commission européenne, adressée à M. le Ministre des Finances ..... p. 806

- Question n° 217 du 18 mai 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution et la formation des prix sur le marché immobilier, adressée à M. le Ministre du Logement ..... p. 806

- Question n° 218 du 18 mai 2021 de M. Jeff Engelen relative au monument Patton à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ..... p. 807

- Question n° 219 du 18 mai 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à un éventuel projet de réduire la durée des études menant au « Diplôme d'État d'éducateur » de trois ans à seulement une année, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;

Question n° 220 du 18 mai 2021 de M. Sven Clement relative à l'introduction d'une passerelle 1GSO vers le diplôme d'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

et

Question n° 221 du 18 mai 2021 de Mme Martine Hansen relative à la décision de permettre aux élèves détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires générales de la section « Sciences sociales » de se voir décerner le diplôme d'éducateur endéans une seule année scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 807

- Question n° 223 du 18 mai 2021 de M. François Benoy relative à l'imposition des entreprises au niveau européen et international, adressée à M. le Ministre des Finances ..... p. 808

- Question n° 222 du 18 mai 2021 de Mme Octavie Modert relative à une troisième dose de vaccin à ARN messager pour les personnes immunodéprimées, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 808

Question élargie n° 97 de M. Laurent Mosar au sujet des opportunités de la technologie de la blockchain pour le secteur financier ..... p. 809

Ordre du jour ..... p. 810

Question écrite n° 4090 de M. Michel Wolter concernant les victimes de la Covid-19 vivant dans des structures pour personnes âgées ..... p. 810

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'élaboration d'une réglementation introduisant la surveillance des vestiaires, lors des cours de gymnastique et de piscine ..... p. 810

Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 ..... p. 811

Hommages à M. Marc Baum et à M. David Wagner ..... p. 819

56e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 819

Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés ..... p. 819-820

Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés ..... p. 820

Changements de composition de commissions parlementaires ..... p. 820

Composition d'une sous-commission ..... p. 820

Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales ..... p. 820

Changement de composition du Comité de discipline ..... p. 820

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la situation des travailleurs handicapés ..... p. 820-823

Interpellation de Mme Cécile Hemmen au sujet de la sécurité routière ..... p. 823-832

Question élargie n° 93 de M. Fred Keup au sujet de la sécurité d'approvisionnement en électricité ..... p. 832-833

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4714	Gusty Graas, André Bauler	Pollution de l'Our supérieure
4723	Fred Keup	Carburant synthétique
4750	Léon Gloden, Octavie Modert	Évacuation des boues résiduelles suite aux inondations
4751	Myriam Cecchetti	Pollutions potentielles dues aux inondations
4784	François Benoy	Impact des événements météorologiques extrêmes sur les zones d'activités économiques
4786	Myriam Cecchetti	Lieux d'impression des publications officielles des différents ministères
4789	Fred Keup	Prix de l'électricité
4793	Mars Di Bartolomeo	Initiatives gouvernementales suite aux inondations
4822	Sven Clement, Marc Goergen	Reconnaissance des différents vaccins Covid-19
4840	Roy Reding	Étude sur les terrains à bâtir
4844	Fernand Kartheiser	Situation des migrants afghans
4851	André Bauler, Guy Arendt	Réglementation de la profession du clerc de notaire
4852	Laurent Mosar, Diane Adehm, Viviane Reding	Demande d'une licence par une chaîne d'informations internationale
4855	Sven Clement, Marc Goergen	Aide pour les anciens employés afghans
4857	Marc Spautz	Aides aux entreprises touchées par les inondations
4860	Jeff Engelen	Site de la station de contrôle technique à Wilwerwiltz
4864	Jeff Engelen	Cadre légal de la transfusion sanguine
4867	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Gestion des églises et chapelles au niveau communal
4868	Martine Hansen	Données sur la vaccination contre la Covid-19
4869	Laurent Mosar, Gilles Roth	Intérêts fiscaux
4870	Sven Clement, Marc Goergen	Déploiement du nouvel avion militaire luxembourgeois en Afghanistan
4873	Martine Hansen	« Impfbus »
4874	Fernand Kartheiser	Changement de paradigme de la politique européenne
4875	Fernand Kartheiser	Mesures de protection pour les réfugiés afghans
4883	Stéphanie Empain	Échec de la mission internationale en Afghanistan
4884	Fred Keup	Recrutement auprès de la Police grand-ducale
4886	Sven Clement	Arrêts de bus adaptés aux personnes handicapées
4887	Cécile Hemmen	Transport de vélo en bus
4890	André Bauler	Reclassement du village de Rindschleiden en zone verte
4893	Laurent Mosar, Léon Gloden	Statistiques sur l'évolution de la criminalité au Luxembourg
4894	Serge Wilmes	Délais des déclarations d'impôts
4896	Jeff Engelen	Relogements dans le cadre des inondations récentes
4897	Claude Wiseler	Conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance
4901	Jeff Engelen	Protection des données de santé des salariés
4902	Jeff Engelen	Étude sur le salaire social minimum
4903	Sven Clement	Plan d'intervention d'urgence en cas d'inondations et Plan intempéries
4906	Sven Clement	Clinique de la douleur
4907	Gusty Graas	Vétérinaire pour tous
4908	Jeff Engelen	Antibiotiques de réserve
4909	Serge Wilmes, Marc Spautz, Martine Hansen	Service de transport Adapto
4914	Diane Adehm	Registre européen de la fortune
4916	André Bauler, Gusty Graas	Récolte des agriculteurs
4919	Sven Clement	Insertion annuaire
4921	Marc Goergen	Protection des données de santé des salariés
4930	Mars Di Bartolomeo	Contamination d'aliments à l'oxyde d'éthylène
4932	Fred Keup	Annonces à l'Aéroport de Luxembourg
4937	André Bauler	Évolution du trafic à Saeul
4938	Sven Clement	Personnel des centrales téléphoniques 112 et 113
4941	André Bauler, Gusty Graas	Danger pour des ponts résultant de troncs d'arbres flottants
4942	Fernand Kartheiser	Hôpital militaire
4943	Roy Reding	Agressions contre le personnel du secteur public
4944	Chantal Gary, François Benoy	Congé de paternité
4950	Fred Keup, Jeff Engelen	Subsides payés aux associations
4951	Laurent Mosar, Gilles Roth	Conséquences d'un récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne relatif aux crédits aux consommateurs
4952	Sven Clement	Soutien pour les bénéficiaires de protection internationale
4953	Laurent Mosar, Gilles Roth	Imposition des frontaliers français
4954	Marc Hansen, François Benoy	Réforme de l'impôt foncier
4955	André Bauler	Panneaux touristiques le long des autoroutes
4956	Gusty Graas	Semaine européenne de la mobilité
4957	Marc Goergen	Contrôles effectués par l'Administration des contributions directes
4958	Marc Goergen	Paiement sur les bornes de recharge publiques
4959	Claude Haagen	Obligation scolaire
4960	Sven Clement	Études sur le « Long Covid »
4961	Carole Hartmann	Nouvel itinéraire des lignes de bus 110 et 111 liant Echternach à la ville de Luxembourg
4962	André Bauler	Rénovation du château d'Erpeldange-sur-Sûre
4963	Dan Biancalana	Politique budgétaire de l'Union européenne pour l'après-pandémie
4964	Stéphanie Empain, Marc Hansen	Doses de vaccins proches de la date de péremption
4965	Léon Gloden, Nancy Arendt épouse Kemp	Construction d'un vélodrome à Mondorf-les-Bains
4966	Fernand Kartheiser	Autorisations des hélicoptères de la Police grand-ducale
4967	Sven Clement	Aides au logement
4968	Simone Asselborn-Bintz, Dan Biancalana	Pénurie d'ingénieurs
4969	Martine Hansen, Gilles Roth, Paul Galles	Objectifs climatiques sectoriels
4970	Marc Spautz, Jean-Paul Schaaf	Logements sociaux
4971	Aly Kaes	Imposition des indemnités de départ légales
4972	Nathalie Oberweis	Bénéficiaires d'une procédure de regroupement familial
4973	Fred Keup	Population carcérale
4974	Nathalie Oberweis	Vaccinations « booster »
4975	Nathalie Oberweis	Comptabilisation des vaccinations pratiquées dans les cabinets médicaux
4976	Dan Biancalana	Principe de reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale
4977	Martine Hansen, Emile Eicher, Jean-Paul Schaaf	Musée Thillenvogtei
4978	Roy Reding	Règles d'entrée depuis le Royaume-Uni
4980	Jeff Engelen	Subsides accordés aux clubs et associations sportifs
4981	Josée Lorsché, Marc Hansen	Mesures sanitaires en vigueur dans l'enseignement supérieur
4982	Jean-Paul Schaaf	Plan de gestion annuel du domaine forestier
4985	Jeff Engelen	Transport scolaire
4987	Martine Hansen	Aides pour les associations
4988	Marc Goergen	Impact d'un éventuel déploiement de mercenaires russes au Mali
4989	Léon Gloden	Prise de rendez-vous pour un IRM
4990	Nathalie Oberweis	Effets secondaires des vaccins contre la Covid-19
4992	Marc Goergen	Poubelle pour déchets biodégradables
4994	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Déclaration d'arrivée
4995	Nathalie Oberweis	Création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement
4996	Sven Clement, Marc Goergen	Conditions d'entrée aux États-Unis
4997	Fred Keup	Manifestations lors des heures d'école
4999	Sven Clement	Subsides pour des projets de conservation du patrimoine
5000	Francine Closener, Lydia Mutsch	Évaluation de la loi de 2018 relative à une administration transparente et ouverte
5001	Josée Lorsché, Marc Hansen	Financement d'un test génique lors d'un diagnostic de cancer du sein
5004	Sven Clement	Envoi tardif des factures à la CNS
5008	Marc Goergen	Activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de communes
5010	Martine Hansen	Lots de chasse
5013	André Bauler	Sociétés agricoles
5014	Mars Di Bartolomeo	Grippe saisonnière
5018	Fred Keup	Infrastructures sportives de l'enseignement fondamental et du Lycée d'Echternach
5019	Mars Di Bartolomeo	Recommandations sur la qualité de l'air
5020	Marc Spautz	Épuisement du budget RGTR
5021	Léon Gloden, Laurent Mosar, Marc Lies	Problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence
5022	Marc Goergen	Commission d'intermédiaire pour les ventes d'immeubles
5024	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Listes d'attente des promoteurs publics
5026	Marc Goergen	Renforcement des effectifs de la Police grand-ducale
5027	Marc Goergen	Vente forcée d'animaux
5028	Max Hahn	Réduction des déchets d'équipements électriques et électroniques
5029	Marc Goergen	Problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence
5031	Claude Lamberty, Carole Hartmann	Validité de la vaccination contre la Covid-19
5032	Jeff Engelen	Prix de la viande porcine
5033	Max Hahn, Claude Lamberty	E-Commissariat
5034	Francine Closener	Vaccination du personnel des services de soins infirmiers à domicile
5035	Yves Cruchten	Cours de langue luxembourgeoise
5036	Marc Spautz	Impact de la pandémie de la Covid-19 sur la santé mentale
5038	Djuna Bernard, Josée Lorsché	Trouble déficit de l'attention/hyperactivité (TDA/H)
5040	Sven Clement	Régime CovidCheck

5041	Mars Di Bartolomeo	Chargeur universel pour les téléphones et les ordinateurs portables en Europe
5042	Léon Gloden	NHS Covid Pass
5046	Léon Gloden	Changement de carrière au sein de la Police grand-ducale
5048	Nathalie Oberweis	Participation luxembourgeoise au programme COVAX
5051	Charles Margue	Révision de la loi sur l'intégration
5054	Georges Mischo	Bus à haut niveau de service entre Thionville et Esch-sur-Alzette
5056	André Bauler	Gare d'autobus du Lycée E. Steichen de Clervaux
5060	Fernand Kartheiser	Application du principe « pollueur-payeur » dans le cadre de l'électromobilité
5067	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Passeport pour le Royaume-Uni
5074	Myriam Cecchetti	Hébergement des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel (détachement)
5075	André Bauler, Gusty Graas	Punaise diabolique

Session ordinaire 2021-2022

5097	Marc Goergen	Politique nucléaire de la France
5676 urgente	Jessie Thill, François Benoy	Dispositions transitoires du Pacte Logement en matière de PAP/PAG et à la notion d'entamement de la procédure
5770 urgente	Mars Di Bartolomeo	Hausse des prix du gaz

Question 4714 (22.07.2021) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **pollution de l'Our supérieure :**

Il nous revient qu'une pollution de l'Our supérieure a récemment été détectée près de Lieler, au niveau de la zone frontalière avec l'Allemagne et la Belgique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de cette pollution de l'Our ?

2) Est-ce que la nature et la source de la pollution ont déjà pu être déterminées ?

3) Quel est l'impact de cette pollution sur la faune aquatique ?

4) Combien d'autres pollutions de ce cours d'eau ont été constatées par l'Administration de la gestion de l'eau à cet endroit au cours des dernières années ?

Réponse (13.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Ni le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) ni l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ne sont au courant de la pollution à laquelle les honorables Députés font référence.

Pour pouvoir répondre à la présente question parlementaire, le Service inspection, contrôle et gestion de pollutions de l'AGE a tout d'abord dû faire des investigations afin de connaître la nature et l'origine de la prétendue pollution. Une fois l'information obtenue, il s'est avéré que les éléments détectés et rapportés n'étaient pas constitutifs d'un évènement concret de pollution.

En vue de permettre au Service inspection, contrôle et gestion de pollutions de travailler de manière efficiente et d'intervenir en temps utile en cas de pollution, il est important de rappeler que les pollutions constatées ou soupçonnées sont à signaler via le 112.

ad 2) Voir réponse question 1.

ad 3) Voir réponse question 1.

ad 4) Depuis 2013, l'année de la création du « Groupe d'intervention pollution », l'Administration de la gestion de l'eau n'a pas détecté, respectivement n'a pas été avertie, d'une pollution du cours d'eau « Our » à cet endroit.

Question 4723 (22.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **carburant synthétique :**

Am Artikel „Febiac kritisiert EU-Klimaplan", deen de 16. Juli am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt de belsch-lëtzebuergeschen Automobilverband „Febiac" eng méi staark Berücksichtegung vu syntheetesche Kraaftstoffer an der EU-Klimapolitik fuerdert. Och d'Fuerderung, fir vun 2035 u just nach Autoe mat engem Zäregasausstouss vun null Prozent zouzeloossen, gëtt als onrealistesch kritiséiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung d'Integratioun vu syntheetesche Kraaftstoffer an eis national Mobilitéitskonzepter?

2. Wéi steet d'Regierung zu der Fuerderung vun der EU-Kommissioun, fir vun 2035 un e Verbuet vun Autoe mat Verbrennungsmotor anzeféieren?

Réponse commune (13.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte stellt sech d'Fro iwwert eng méiglech Notzung vu syntheetesche Kraaftstoffer am zukünftege nationale Mobilitéitskonzept an d'Positioun vun der Regierung zum méigleche Verbuet vun Autoe mat engem Verbrennungsmotor ab 2035 an der EU.

Syntheetesch Brennstoffer, och nach als E-Fuels bekannt, ginn am Géigesaz zu hierkëmmleche Brennstoffer mat Hëllef vun elektreschem Stroum aus Kuelendioxid a Waasser hiergestallt, woubäi hir cheemesch Struktur där vun de bekannte Brennstoffer wéi Bensinn, Diesel, Kerosinn oder Gas gläichen an deemno och esou verbrannt kënne ginn. Et ass also méiglech, dës Brennstoffer als Kraaftstoffer an engem hierkëmmleche Verbrennungsmotor ze benotzen, wouduerjer déi aktuell Autoe mat Verbrennungsmotoren heimat kéinte bedriwwe ginn, dëst awer mat engem groussen Energieverloscht. Fir dass dee ganze Prozess vun der Hierstellung vu syntheetesche Kraaftstoffer mam Zil vun enger Reduktioun vum CO_2-Ausstouss iwwerhaapt Sënn mécht, muss de benéidegte Stroum aus erneierbaren Energiequelle kommen.

Allerdéngs huet dat Ganzt ee groussen Nodeel, an dat ass déi opwändeg Hierstellung vun esou Brennstoffer. Den éischte Schrëtt bei der Hierstellung vu syntheetesche Brennstoffer ass d'Gewanne vu Waasserstoff duerch eng Elektrolys vu Waasser. Bei dësem Virgang gëtt d'Waasser duerch elektresche Stroum, dee bei E-Fuels sënnhafterweis aus erneierbaren Energiequelle soll kommen, a Waasserstoff a Sauerstoff zersat. Allerdéngs brauch dës Transformatioun vill Energie an de Wierkungsgrad ass net extreem héich. Fir schliisslech aus dem grénge Waasserstoff e syntheetesche Brennstoff hierstellen, muss am nächste Schrëtt de Waasserstoff mat dem Kuelendioxid verbonne ginn, wouduerch e syntheetesche Brennstoff entsteet. Och dësen Ëmwandlungsschrëtt verbraucht op en Neits zousätzlech Energie. En interessante Punkt, dee fir syntheetesch hiergestallt Kraaftstoffer schwätzt, ass, dass bei hirer Hierstellung Kuelendioxid aus der Loft ka gebonnen an esou zu engem neie Rostoff verschafft ka ginn. Allerdéngs setzt d'Verbrennung vun dësem Kraaftstoff den CO_2, dee virdrun aus der Loft gebonne gouf fir eeben d'Produktioun vun dësem Kraaftstoff, och erëm fräi, esou dass et letztendlech ee geschlossene Kreeslaf gëtt. De Virdeel ass awer, dass keen zousätzlechen CO_2 an d'Atmosphär derbäikënnt. Beim Verbrennen an engem Verbrennungsmotor si schlussendlech déi üblech Wierkungsgrade vu maximal 40 % beim Bensinner- an 43 % beim Dieselmotor ze erreechen.

Grondsätzlech kann ee festhalen, dass bei der Hierstellung vun E-Fuels vum erneierbare Stroum (wann dëse benotzt gëtt), dee gebraucht gëtt, aktuell zum Schluss just nach tëschent 15-20 % iwwregbleiwen, déi kënne genotzt ginn, fir e Gefier unzedreiwen (heibäi goufen alleguer d'Verloschter ofgezunn, vun der Hierstellung vum E-Fuel bis zu de Verloschter am Motor). Wann een den erneierbare Stroum direkt benotzt (z. B. an engem elektresch ugedriwwene Gefier), da bleiwen aktuell zum Schluss nach 75-80 % vum agesate Stroum iwwreg, fir d'Gefier unzedreiwen (och hei goufen alleguer d'Verloschter ofgezunn, vum Transport a Späicherung vum Stroum bis zu de Verloschter beim Lueden esouwéi am Motor). Fir d'Hierstellung vu Waasserstoff bleiwen 30-35 % vum agesate Stroum iwwreg. Et ass ze soen, dass souwuel bei den E-Fuels wéi och bei den elektreschen Undriffsystemer d'Wierkungsgrade wäerten an den nächste Joren duerch déi kontinuéierlech Entwécklung verbessert kënne ginn. Allerdéngs wäert d'direkt Notzung vum Stroum ëmmer déi méi effizient Léisung bleiwen.

Fir dat konkreet duerzestellen, brauch en Auto, deen direkt op eng elektresch Batterie zeréckgräift, ronn 15 kWh Stroum, fir 100 km ze fueren. Vergläicht een dëst mat engem waasserstoffugedriwwenen Auto, dee mat enger Brennstoffzell funktionéiert, esou sinn dat schonn 31 kWh pro 100 km. Bei Verbrennungsmotoren, déi mat engem E-Fuel a Form vu Gas ugedriwwe ginn, klëmmt dëse Wäert op 93 kWh a bei engem traditionelle Verbrenner wéi Diesel oder Bensinn sinn et dann 103 kWh.

Aus der renger Wierkungsgradbetruechtung gëtt deemno kloer, dass et am interessantsten ass, eng direkt Notzung vun der elektrescher Energie unzestriewen, a wann dëst net méiglech ass, am beschten op Waasserstoff oder och villäicht aner Energiequelle mat engem vergläichsweis héije Wierkungsgrad zeréckzegräifen. Deemno sollte bei liichte Gefierer, wéi beispillsweis Autoen a Camionnetten, éischter d'direkt Notzung vum Stroum favoriséiert ginn.

Syntheetesch hiergestallte Brennstoffer kéinte méiglecherweis am Beräich vu méi schwéiere Gefierer, déi gläichzäiteg och eng grouss Reechwäit brauchen, eng Roll spillen. Fir déi gefuerdert Autonomie ze erreechen, mussen immens schwéier Batterië mat enger grousser Kapazitéit agesat ginn, wat allerdéngs erëm op Käschte vun der Effizienz geet. Fir deemno eng méi grouss Autonomie ze garantéieren, kéinten déi syntheetesch Brennstoffer interessant ginn, woubäi och hei sollt gekuckt ginn, aner Alternativen, wéinst deem dach ganz gerénge Wierkungsgrad, ze fannen. Wéi uewe beschriwwen huet beispillsweis Waasserstoff schonn e bessere Gesamtwierkungsgrad am Verglach zu E-Fuels.

Als Iwwergangstechnologie kéinten esou Brennstoffer allerdéngs agesat ginn, fir déi aktuell nach bedriwwe Gefierer mat Verbrennungsmotore méi ëmweltfrëndlech ze benotzen, besonnesch och am Beräich vum Giddertransport, well esou Gefierer vill méi laang Liewenszyklen hunn a manner oft duerch nei Gefierer ersat ginn.

Dëst trëfft och op d'Aviatioun zou, well an dësem Secteur d'Erneierung vun der Flott nach vill méi laang dauert, esou dass e Fliger oft eréischt no 25 Joer ersat gëtt.

Wat d'Positioun vun der Regierung zu der Deklaratioun vun der Europäescher Kommissioun zu engem Verbuet ab 2035 fir Autoe mat Verbrennungsmotoren ugeet, esou ass op d'Äntwerten zu de parlamentaresche Froen N° 3279 an N° 3862 ze verweisen.

Question 4750 (26.07.2021) de **M. Léon Gloden** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**évacuation des boues résiduelles suite aux inondations :**

No de rezenten Iwwerschwemmunge stelle vill Privatleit sech Froen iwwert den Ëmgang mam Reschtschlamm an hire Privatgäert. An déi selwecht Froe stelle sech och vill landwirtschaftlech Betriber. Och a grad, wat hiert Véi ugeet.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi gesinn déi genee Consignë vun der Regierung aus, wat den Ëmgang mat Reschtschlamm no den Iwwerschwemmungen ugeet?

2. Wéi solle Privatleit an deem Kontext mat hire Privatgäert ëmgoen? Wat fir eng Sécherheetsmesurë sinn eventuell ze huelen, z. B. wat d'Geméis ugeet?

3. Wéi solle landwirtschaftlech Betriber sech hei verhalen? Grad och Betriber mat Béischten op landwirtschaftleche Flächen?

4. U wie kënnen d'Leit sech mellen, wa se wieder Hëllef oder prezis Informatioune brauchen?

5. Ass virgesinn, datt d'Regierung d'Käschte ganz oder deelweis von eventuell néidegen Analyse vu Buedemprouwen iwwerhëlt?

Réponse commune (13.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Am Allgemengen ass de Reschtschlamm, deen net op der Plaz verbleiwe kann, als Offall ze behandelen. Et ass heibäi unzeroden, sech op déi Massen, déi effektiv ugeschwemmt gi sinn, ze begrenzen. Opgrond vun dem héije Waasserundeel ass et ubruecht, d'Material tëschenzelageren, fir et dréchnen ze loossen. Fir dee Prozess ze beschleunegen, kann een d'Material all puer Deeg eng Kéier ëmschaffen, fir et ze beliften.

Wann déi Schlämm nëmmen der allgemenger, diffuser Pollutioun ausgesat waren, ass gewéinlech eng Evakuatioun net noutwendeg. Am Fall vun Opfällegkeete wéi Geroch vu Mazout oder Irisatiounen un der Surface sollt virun dem Entsuergen eng Analys gemaach ginn, fir d'Material der richteger Déchetsfilière zouzeféieren. Hei ass et sënnvoll, Kontakt mat engem Organisme agréé am Ëmweltberäich opzehuelen (Agrement E5 an F3), fir d'Beprouwen an d'Analysen en charge ze huelen.

Et ass sënnvoll, Reschtschlamm mat Opfällegkeete getrennt ze sammelen, fir eng Vermëschung vun net polluéiertem a polluéiertem Material ze vermeiden an de Volume vu polluéiertem Material ze miniméieren. Reschtschlamm ouni Opfällegkeete ka vun engem Entrepreneur op e Bauschutttipp bruecht ginn. Falls d'Material net dohinner kann (z. B. well et ze naass ass oder ze vill organescht Material enthält), muss et iwwer en autoriséierte Collecteur entsuergt ginn. Fir weider Informatiounen dozou kann een de Service transport et négoce de déchets vun der Ëmweltverwaltung (AEV) kontaktéieren (Tel: 405656-500).

ad 2. Wärend an no Iwwerschwemmunge kann et zu enger héijer Belaaschtung vum Waasser aus de Flossleef mat ville verschiddene Keime kommen. Bei dëse Keimen handelt et sech ëm Bakterien (Campylobacter, E. coli, Salmonella, Leptospira, Shigella...), Viren (Noro, Hepatitis A...) a Parasitten (Cryptosporidium, Giardia...).

Dës Keimen, déi natierlecherweis an der Natur respektiv am Uewerflächewaasser sinn, kënnen awer duerch d'Iwwerschwemme vum Kanal, enger Kläranlag oder d'Fortspulle vun Déirenexkrementer ganz héich Konzentratiounen am Waasser, dat d'Landschaft iwwerschwemmt, erreechen. Si kënnen, och wann d'Waasser zréckgeet, nach an der Landschaft respektiv um Geméis asw. bleiwen an eng Zäit laang iwwerliewen. Dës Kontaminatioun kann all Geméis respektiv Liewensmëttel, déi mam Héichwaasser a Kontakt waren, fir Mënsch an Déier ongenéissbar maachen.

Déi uewe beschriwwe Keime kënne verschidde Krankheeten, besonnesch am Mo-Daarm-Trakt, beim Mënsch an Déier ausléisen. Weiderhi kann et bei Iwwerschwemmungen zu Kontaminatioune mat deene verschiddenste Stoffer (Hydrocarburë wéi Mazout z. B., cheemesch Stoffer asw.) kommen.

Dofir soll näischt, wat mam Héichwaasser a Kontakt war, konsuméiert ginn.

Well weeder déi mikrobiell nach d'Schuedstoffbelaaschtung vum Héichwaasser am Eenzelfall bekannt sinn, sollt ee sech un de „principe de précaution" halen, esou wéi et vum Gesondheetsministère gerode gëtt (https://sante.public.lu/fr/actualites/2021/07/Principe-de-precaution-pour-la-consommation-des-legumes-de-jardin-suite-aux-inondations/index.html), a kee Geméis an Uebst konsuméieren, dat a Kontakt mat verknaschtem Waasser oder Buedem bei den Iwwerschwemmunge komm ass.

Uebst, dat net am direkte Kontakt mam Héichwaasser war, zum Beispill Äppel aus dem ieweschten Deel vum Bam, deen net am Waasser stoung, ka genotzt ginn. An dësem Fall soll een awer d'Friichte grëndlech wäschen.

Labosanalysen op mikrobiell oder cheemesch Kontaminatioune vum Uebst oder Geméis sinn a Privatgäert ekonomesch éischter net sënnvoll. Eng Aschätzung vun der cheemescher Kontaminatioun huet d'AEV an hirem Communiqué vum 30. Juli 2021 veréffentlecht.

(https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2021/07-juillet/30-inondations-pollution-sols.html)

Nodeems de Buedem dréche genuch ass, wier eng liicht Beaarbechtung, z. B. mam Heel kappen, sënnvoll, fir Loft an de Buedem ze bréngen an esou d'biologesch Aktivitéit am Buedem ze stimuléieren, wat dann den Ofbau vu verschiddene Schuedstoffer, wéi zum Beispill Mazout, stimuléiert. Och de Réckgang vu Krankheetserreeger wéi Kolibakterien oder Viren am Buedem kann esou ënnerstëtzt ginn. Am Buedem mat niddregem Waassergehalt hëlt d'Belaaschtung mat dëse Krankheetserreeger méi séier of.

Dëst gëllt iwwregens och fir de Wues, wou duerch Vertikutéiere Sauerstoff zréck an de Buedem bruecht gëtt.

Wéi laang een ofwaarde soll, ier een erëm am Gaart uplanzt, ass schwéier ze soen. Net all Gaart war deene selwechte Risiken ausgesat. E Gaart direkt ënnert enger Kläranlag an engem dicht bewunnte Gebitt ass potenziell méi Geforen ausgesat wéi e

Gaart, deen am Quellgebitt vun engem Waasser läit a wou och soss keng Risike sinn. Zousätzlech spillen och Stréimungen a Waasservolume eng Roll.

Méi kriddeleg si Kulturen, wou dat, wat ee réi ësst, am direkte Kontakt mam Buedem ass. Hei sollt ee virsiichtshallwer mam Ubau bis déi nächst Saison waarden.

ad 3. Bei de landwirtschaftleche Fläche gëtt et verschidde Situatiounen:

- Am Fall, wou d'Probabilitéit grouss ass, dass lokal héich Kontaminatioune stattfonnt hunn, z. B Parzellen direkt hannert enger iwwerschwemmter Kläranlag, sollen déi betraffe landwirtschaftlech Kulturen aus Virsiichtsgrënn net méi genotzt ginn. Fir déi eventuell mikrobiologesch a cheemesch Belaaschtungen ze reduzéieren, soll op dëse Parzellen eng iwwerflächlech Buedembeaarbechtung gemaach ginn, fir d'Buedemmikroorganismen ze aktivéieren.

- An den anere Fäll vun den Iwwerschwemmunge sinn normalerweis keng héich lokal Belaaschtungen ze fäerten, well déi grouss Waassermassen déi relativ kleng Quantitéite vun eventuellem Heizungsmazout, Kläranlageninhalter an anere Verschmotzunge matgerappt a verdënnt hunn. Trotzdeem ass et hei ganz wichteg, déi gutt Hygiènespraxis an allméiglech Virsiichtsmoossnamen unzewenden. Op de betraffenen iwwerschwemmte Kulture soll follgendermoosse gehandelt ginn:

- Op iwwerschwemmte Wisen a Weeden, wou d'Gras mat Schlamm verdreckst ass, soll dat betraffent Gras net méi genotzt ginn, fir d'Déieren ze fidderen, well de Buedem an déi eventuell Belaaschtungen um Gras zu Verdauungs- a Gesondheetsprobleemer féiere kënnen. Wann d'Gras zum Moment vun der Iwwerschwemmung well grouss war, soll et geméint an anerwäerteg genotzt (z. B. Biogas) oder entsuergt ginn. Wann d'Gras bei der Iwwerschwemmung kleng war, dierft den neien Opwues keng Gesondheetsproblemer duerstellen, well de Reen an d'Sonnestralen no der Iwwerschwemmung déi eventuell mikrobiologesch a cheemesch Belaaschtunge gréisstendeels ofgebaut hunn. Et soll op d'mannst zwou Woche gewaart ginn, bis d'Déieren erëm op eng iwwerschwemmte Weed gelooss ginn.

- Wa Silomais iwwerschwemmt gouf, da kann deen am Hierscht ansiléiert ginn, well de Reen an d'Sonn bis dann déi eventuell mikrobiologesch a cheemesch Belaaschtungen ofgewäsch oder ofgebaut hunn. Wann den ënneschten Deel vun der Planz am Hierscht nach verdreckst ass, soll de Mais op deene Plaze méi héich gehäckselt ginn, fir Feelgärungen ze vermeiden.

- Wa Käremais, Raps, Kären oder nach aner Kulture wéi Gras iwwerschwemmt goufen, da sollen déi just nach zu Liewensmëttel- oder Fudderzwecker genotzt ginn, wann den notzbaren Deel vun der Planz (Éi, Schoten, Kollwen) bei der Iwwerschwemmung net ënner Waasser stoung. Hei gëllt et awer opzepassen, dass déi naass Bedéngungen net zu der massiver Entwécklung vu Fusariumpilzen an hire Mykotoxinne gefouert hunn. Wann dat de Fall ass, däerfen d'Kären net méi als Liewensmëttel oder Fuddermëttel genotzt ginn. Wann d'Éien, d'Rapsschoten oder d'Maiskollwe mat Bulli verdreckst gi sinn, solle se net méi genotzt ginn.

- Iwwerschwemmt Geméis soll net méi giess oder verfiddert ginn. Uebst, dat keen direkte Kontakt mam Waasser hat, kann nach giess oder verfiddert ginn.

ad 4. Bei Froen zur Notzung vu Fudder op Wisen a Weede kënnen d'Leit sech gären un de Service vum Contrôle des aliments pour animaux vun der ASTA wenden. Well oft verschidde Verwaltunge betraff sinn, kënnen d'Leit sech och un d'Kommissariat fir Liewensmëttelsécherheet adresséieren, dat dann déi betreffend Ufroen un déi zoustänneg Verwaltunge weiderleet.

Bei Froen zu eventuelle Pollutioune kënnen d'Leit sech gär iwwer follgend Adress bei der AEV mellen: protection-sols@aev.etat.lu. An deene meeschte Fäll kann en Organisme agréé am Ëmweltberäich hinnen hëllefen (Kompetenzberäich E5 an F3). D'Lëscht vun deenen Organismen ass hei ze fannen: http://www.aev.etat.lu/download/organismes/Listes_des_organismes_agreees/Pers_agree_sauf_domaine_logement.pdf

ad 5. D'ASTA mécht de concernéierte Leit hir Buedemanalysen op Schwéiermetaller am Kader vun dësen Iwwerschwemmunge gratis. Entre-temps sinn eng Dose Buedemprouwen op Schwéiermetaller ënnersicht ginn. Keng huet opfälleg Wäerter ugewisen.

Question 4751 (26.07.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **pollutions potentielles dues aux inondations :**

Suite aux précipitations extrêmes intervenues les 14 et 15 juillet au Luxembourg, les rivières et ruisseaux dont notamment l'Alzette, l'Our et la Sûre ont débordé causant des inondations massives dans les localités à proximité des cours d'eau en question.

Les inondations de quartiers entiers, de campings, de parkings et d'endroits qui n'entrent généralement pas en contact avec le milieu aquatique ont créé le risque de pollutions des cours d'eau dont l'envergue n'est probablement pas encore établie. De nombreux objets comme des voitures, des caravanes, des équipements de camping (bouteilles de gaz, barbecues, etc.), des poubelles et autres ont été emportés par l'intensité des cours d'eau et répartis sur tout le territoire touché par les inondations. Les tonnes de déchets qui se sont accumulés au barrage de Vianden nous représentent l'envergure de cette pollution. Notamment les contenus de réservoirs d'essence, de fioul ou de gaz qui ont été vidés ou qui ont potentiellement pu se vider dans les cours d'eau risquent de contaminer les sols et les nappes phréatiques.

De plus, les stations d'épuration des eaux, surchargées par les masses d'eaux ou même endommagées par des objets flottant dans les eaux, risquent de ne pas avoir fonctionné de manière efficace créant ainsi une source supplémentaire de pollution.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir des informations sur les mesures d'ores et déjà mises en place pour détecter les pollutions des cours d'eau ?

2) Vos services ont-ils déjà pu détecter des pollutions des cours d'eau potentiellement liées aux inondations ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me fournir les polluants pour lesquels les valeurs sont ou ont été inhabituellement élevées ?

3) Vos services procéderont-ils à des contrôles de pollutions potentielles des milieux terrestres inondés ?

4) Quelles sont les sources majeures de pollution des milieux aquatique et terrestre identifiées par vos services dans le contexte des inondations des 14 et 15 juillet ?

5) Comment vos services jugent-ils l'ampleur des contaminations des sols exploités pour des cultures maraîchères et fruitières, que ce soit dans le cadre d'activités lucratives ou à des fins récréatives et personnelles ? Vos services procéderont-ils à des contrôles spécifiques pour ces cas de figure ?

6) Des stations d'épuration ont-elles été endommagées ou surchargées par les masses d'eau respectivement des objets flottant dans les eaux ? Si oui, lesquelles ?

7) Dans l'affirmative à la question précédente, vos services ont-ils pu détecter des pollutions des cours d'eaux en aval des stations d'épuration en lien avec des dysfonctionnements potentiels ?

Réponse (13.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Conformément à la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE), l'Administration de la gestion de l'eau suit un programme de monitoring pour l'évaluation de l'état chimique et écologique des masses d'eau de surface. Cet état est déterminé pour les eaux de surface grâce à différentes stations de contrôle de surveillance, à des stations de contrôle opérationnel et au contrôle d'enquête. En raison des niveaux élevés des rivières touchées par les inondations, les contrôles opérationnels ont dû être interrompus pour des raisons de sécurité. En outre, les stations de surveillance permanentes ont également été perturbées par les inondations, de sorte que la qualité des masses d'eau n'a pas pu être surveillée de manière fiable et d'éventuelles pollutions n'ont ainsi pas pu être détectées pendant les phénomènes d'inondations en juillet.

Dans les jours suivants les inondations, le Service projets et entretien de l'AGE a effectué des interventions d'urgence pour enlever les débris qui auraient pu entraver le bon écoulement de l'eau ou occasionner davantage de dégâts et a effectué des travaux ponctuels de stabilisation le long des cours d'eau. Lors de ces interventions, les agents ont également pu vérifier si des pollutions étaient visibles.

D'autre part, un système de signalement de pollutions est en place via le 112 qui a alerté les agents du Service inspection, contrôle et gestion de pollutions (SICOPOL) sur les pollutions liées aux inondations, ce qui a permis leur intervention en temps utile.

ad 2) Depuis le 15 juillet, le SICOPOL de l'Administration de la gestion de l'eau a été informé de douze pollutions des cours d'eau qui étaient liés aux inondations. Dix de ces pollutions étaient liées à un déversement d'hydrocarbures, principalement du fioul domestique, provenant de réservoirs inondés.

Cette proportion est anormalement élevée par rapport aux cinq années précédentes, où en moyenne 26 % des pollutions des cours d'eau signalées à l'AGE étaient dues à un déversement d'hydrocarbures. Cependant, il faut supposer qu'une grande partie des pollutions causées par l'inondation n'a pas été signalée et n'a pas pu être détectée par nos contrôles standards pour les raisons mentionnées ci-dessus.

ad 3) L'Unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement procède actuellement à des inspections ciblées de lieux qui ont potentiellement subi une pollution locale du sol. Cette mission est réalisée en coopération avec l'Administration de la gestion de l'eau.

Par opposition à ces pollutions locales qui sont liées à un endroit bien déterminé, il existe éventuellement également des pollutions diffuses qui peuvent avoir touché des zones plus vastes et pour lesquelles il ne sera plus possible de discerner l'origine exacte des pollutions. Les pollutions locales sont actuellement adressées par l'Unité contrôles et inspections.

ad 4) Hormis la présence probable de microorganismes pathogènes provenant des eaux usées, il y a à l'heure actuelle surtout des informations concernant l'écoulement de carburants, notamment le mazout, dû au renversement ou la submersion de réservoirs. Les polluants les plus probablement émis dans ces cas sont les hydrocarbures pétroliers.

ad 5) La réponse commune à la question parlementaire n° 4750 traite de cette thématique.

ad 6) Au Luxembourg, quatre stations d'épuration ont été impactées de façon significative lors des inondations du 14 et 15 juillet. Ces dégâts montrent également l'envergure des inondations vécues, car typiquement les stations d'épuration à fortiori construites à proximité des cours d'eau sont planifiées et construites pour résister à une crue centennale.

Une partie de la station d'épuration de Bettembourg (exploitée par le STEP) a été inondée et des coupures de courant ont eu lieu. Le traitement des eaux usées était arrêté et impacté pendant quelques heures seulement dans la nuit du 14 au 15 juillet. Le stock de pièces détachées et de rechange a été inondé, résultant probablement dans une perte totale des pièces.

La station d'épuration d'Echternach (exploitée par le SIDEST) a été complètement inondée et la grande majorité des installations électriques, techniques et électromécaniques a été détruite. Suite aux efforts et travaux impressionnants du syndicat, une reprise du traitement mécanique des eaux usées a eu lieu le 17 juillet et à l'aide de compresseurs mobiles, le traitement biologique a pu être rétabli de manière provisoire en date du 20 juillet.

Les stations d'épuration de Rosport et Moersdorf (exploitées par la Verbandsgemeinde Trier-Land) ont également été complètement inondées et une grande partie des installations électriques, techniques et électromécaniques a été détruite. Grâce à l'engagement impressionnant du syndicat, les deux stations d'épuration sont de nouveaux capables de traiter de manière provisoire les eaux usées et ceci mécaniquement et biologiquement depuis le 17 juillet pour la station de Rosport et 23 juillet pour la station de Moersdorf.

Des interventions dans les semaines et mois à venir seront nécessaires afin de remplacer les installations provisoires ainsi que le nettoyage de certains bassins dans lesquels des boues et sédiments se sont déposés lors des inondations.

ad 7) Des prélèvements n'ont pas pu été réalisés ni sur les stations d'épuration ni dans les cours d'eau récepteurs pendant les inondations pour des raisons de sécurité ainsi que pour des raisons d'inaccessibilité. À cela s'ajoute qu'il aurait été impossible de déterminer la source de pollution exacte, vu les débordements des réseaux d'assainissement du système mixte ainsi que des déversements résultants des inondations de caves, égouts et autres bâtiments.

Question 4784 (02.08.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**impact des événements météorologiques extrêmes sur les zones d'activités économiques :**

Suite à des pollutions répétées de cours d'eau dues à des défaillances au niveau des infrastructures de sécurité dans les zones industrielles au Luxembourg, un groupe de travail regroupant l'Administration de la gestion de l'eau, le CGDIS et le Ministère de l'Économie a été mis en place en décembre 2019. Il s'est vu conférer la mission d'analyser toutes les zones d'activités économiques sur le territoire luxembourgeois dans l'optique d'établir un état des lieux de l'infrastructure de sécurité et de mettre en place des mesures pour améliorer cette dernière.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 2061 de l'année passée, Mesdames et Monsieur les Ministres avaient affirmé qu'au niveau des zones d'activités existantes, il était notamment prévu d'identifier tous les réseaux d'eau souterrains existants éventuellement raccordés à des bassins de sécurité et/ou de rétention et de diagnostiquer les besoins en fonction de la situation spécifique de chaque zone et de la nature des activités implantées.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Comment ont progressé les travaux du groupe de travail précité depuis sa mise en place ? Quelles sont les principales défaillances constatées suite à l'état des lieux de l'infrastructure de sécurité ? Quelles mesures devront être ou ont été mises en place afin d'améliorer la sécurité ?

2) Quels ont été les impacts des inondations et des fortes précipitations de mi-juillet sur les zones d'activités économiques et industrielles ? Est-ce que les infrastructures de canalisation et de rétention des zones furent suffisantes pour protéger les entreprises implantées d'impacts négatifs suite aux événements météorologiques ? Dans la négative, quelles adaptations seront nécessaires afin d'améliorer la protection des infrastructures dans les années à venir ?

Réponse commune (13.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le Ministère de l'Économie, l'Administration de la gestion de l'eau et le CGDIS sont en contact régulier concernant les infrastructures de sécurité en place et projetées dans les zones d'activités économiques nationales, même si les travaux du groupe de travail n'ont pas avancé de la manière escomptée, notamment à cause du contexte de la crise du Covid-19.

Les bassins de rétention d'eau pluviale des zones d'activités économiques nationales n'ont présenté aucune défaillance lors des fortes précipitations de mi-juillet. Ils n'ont pas été impactés par les inondations, notamment grâce à la situation géographique des zones d'activités économiques nationales en dehors des territoires sujets à un risque d'inondation.

Aucune entreprise sise dans une zone d'activités économiques nationale n'a informé la Direction des infrastructures du Ministère de l'Économie d'avoir subi des dégâts ou dommages suite aux fortes pluies et inondations de la mi-juillet.

Question 4786 (02.08.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **lieux d'impression des publications officielles des différents ministères :**

L'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie luxembourgeoise est tel que de nombreuses petites et moyennes entreprises connaissent une baisse de leurs activités et deviennent financièrement vulnérables. Parmi les entreprises qui tournent au ralenti figurent notamment les imprimeries. Comme d'autres entreprises de l'artisanat, les imprimeries ont bénéficié d'aides étatiques ponctuelles et des possibilités de recours au chômage partiel. Or, ces subventions permettant aux entreprises de survivre financièrement ne participent pas forcément à une augmentation de leurs activités respectives. En revanche, l'obtention de davantage de commandes liées à des publications officielles provenant des ministères dans le cadre de campagnes d'information ou autres permettrait aux imprimeries luxembourgeoises de remédier à la baisse de leurs activités. De même, ces commandes feraient l'objet d'investissements directs dans ces entreprises locales tout en soutenant l'économie nationale et en privilégiant les circuits courts de production, davantage soucieuses de l'environnement. Néanmoins, il se trouve que les publications officielles des ministères ne sont pas toujours imprimées au Luxembourg.

Par rapport à ces réflexions, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'une partie des publications officielles dont il est question ici n'est effectivement pas imprimée au Luxembourg ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me donner une estimation de la quantité (en pourcentages) de publications officielles imprimées hors du Luxembourg d'une part et au sein des imprimeries nationales d'autre part, sur une année d'activité en moyenne ?

3) Combien de projets de publications sont commandités en une année en moyenne par les ministères auprès d'entreprises ou d'agences spécialisées ? De quel genre de publications s'agit-il le plus souvent ?

4) Quel est le montant dépensé en moyenne par an par les différents ministères pour ces projets en question ?

5) Les ministères délèguent-ils généralement le processus d'élaboration des projets en question entière-

ment aux agences ayant obtenu la commande du projet ? Existe-t-il un suivi des différentes étapes de réalisation du projet jusqu'à son impression de la part du personnel d'un ministère ?

Bien avant la crise sanitaire, l'AMIL (Association des maîtres imprimeurs du Grand-Duché de Luxembourg) s'était engagée à l'élaboration et à la reconnaissance par Monsieur le Ministre des Classes moyennes d'un label « printed in Luxembourg », permettant de valoriser les commanditaires qui font le choix de soutenir l'économie nationale en optant pour la branche luxembourgeoise des imprimeries, ateliers de reliure et ateliers de sérigraphie. Dans le contexte actuel, la mise en place effective d'un tel label ferait sens.

Par conséquent je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

6) Monsieur le Ministre est-il en faveur de la création d'un tel label et dans l'affirmative, quand ce label pourra-t-il entrer en vigueur ?

Néanmoins, la décision de faire imprimer un projet de publication ailleurs qu'au Luxembourg n'incomberait pas directement à l'instance publique qui est à l'initiative du projet, mais à l'agence privée chargée de sa réalisation graphique.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres :

7) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les dispositions actuellement prévues par les cahiers de charges/obligations contractuelles dans le cadre d'une obtention de commande par une entreprise ou agence chargée de la réalisation d'une publication officielle initiée par un ministère ? Notamment, ces cahiers des charges/obligations contractuelles prévoient-ils l'obligation d'imprimer au Luxembourg ?

8) Messieurs les Ministres seraient-ils en faveur de l'introduction d'une telle clause ?

Réponse commune (13.09.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Étant donné que les informations relatives à l'impression de publications officielles provenant des ministères luxembourgeois ne sont pas recensées de façon systématique, il n'est pas possible de s'exprimer sur la quantité de publications officielles imprimées hors du Luxembourg respectivement sur le nombre de projets de publications commandités auprès d'entreprises ou d'agences spécialisées.

Cependant, tel qu'expliqué dans la réponse à la question parlementaire 1163 du 6 septembre 2019, les ministères et administrations peuvent commander leurs imprimés auprès de la division Imprimés et fournitures de bureau (IFB) du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) qui se charge d'identifier la meilleure offre pour la publication requise et d'assurer le suivi de la commande.

Jusqu'au 25 août 2021, la division IFB a effectué des commandes de publications officielles pour le compte des ministères et administrations pour l'an 2021 pour un total de 1.404.075,85 EUR HTVA. 96 % de ce montant couvrent la réalisation de commandes par des imprimeries au Luxembourg.

Il convient toutefois de souligner que le Gouvernement a connaissance du label « printed in Luxembourg » qui est une initiative privée de l'Association des maîtres imprimeurs du Grand-Duché de Luxembourg (AMIL) et qui est réservé exclusivement aux membres de l'AMIL. Il est cependant à noter que le Gouvernement n'est pas en mesure de mettre en place une obligation contractuelle exigeant d'imprimer au Grand-Duché les publications officielles initiées par les ministères luxembourgeois. Une telle démarche serait incompatible avec le droit communautaire. En effet, suivant une jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), une telle exigence constituerait une discrimination à l'encontre de prestataires établis dans d'autres pays membres de l'Union européenne.

Question 4789 (02.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **prix de l'électricité :**

Sou wéi et am Artikel „80,7 Prozent des verbrauchten Stroms wurden importiert", deen den 23.Juli am „Tageblatt" publizéiert gouf, heescht, sinn d'Stroumpräisser fir Privatleit hei am Land d'lescht Joer ëm ronn zéng Prozent geklommen, obwuel de Verbrauch ëm 4,5 Prozent zeréckgaangen ass. Weider heescht et, datt de gréissten Deel vun deenen 80,7 Prozent Stroum, déi hu missen importéiert ginn, aus Däitschland koum. E Land, wou d'Stroumpräisser bekanntlech ganz héich an d'Netzer volatill sinn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Duerch wéi eng Faktoren ass dës Erhéijung vun de Stroumpräisser trotz dem Réckgang vum Verbrauch ze erklären? Wéi eng Roll spillt d'Ëmstellung op ëmwandelbar Energië bei dësem Prozess? Ass domat ze rechnen, datt d'Stroumpräisser an den nächste Jore weider klammen?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi d'Entscheedung motivéiert war, eise Stroum haaptsächlech aus Däitschland ze importéieren? Wéi eng Roll hu potenziell lwwerlaaschtunge vum däitsche Stroumnetz bei dëser Decisioun gespillt?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, aus wéi enge Länner Lëtzebuerg am Joer 2020 wéi vill Stroum importéiert huet a wéi een Duerchschnëttspräis mir pro Kilowatt Stroum un eis jeeweileg Handelspartner bezuelt hunn?

Réponse (13.09.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Fir d'éischt ass et wichteg, fir drun ze erënneren, dass am integréierte Stroumpräis, deen un den Endclient verrechent gëtt, nieft de Käschte fir d'Energie selwer och nach d'Notzung vum Stroumnetz, Taxen, d'Kontributioun fir de Mécanisme de compensation (fir d'Ënnerstëtzung vun den erneierbaren Energien) an och TVA dran enthale sinn.

Sou wéi et am Institut luxembourgeois de régulation (ILR) sengem Joresrapport „Chiffres clés du marché de l'électricité - Année 2020 - Partie I" steet, an op deen den ugeschwaten Zeitungsartikel sech baséiert, ass den integréierte Präis fir Haushaltsclienten effektiv am Joer 2020 ëm ongeféier 10 % par rapport zu 2019 geklommen.

Déi gréissten Hausse gouf et hei bei der Energiekomponent, déi am Joer 2020 ëm zirka 15 % par rapport zu 2019 an d'Luucht gaangen ass, woubäi dësen Deel beim Haushaltsclient ongeféier 34 % vum gesamten (integréierten) Stroumpräis ausgemaach huet. Dëst hänkt mat der Entwécklung vun de Präisser op de Stroumbourssen zesummen. Wat d'Entwécklung vun dëser Komponent ugeet, ass ze bemierken, dass de Stroumpräis op den europäesche Boursse säit Mëtt 2020 staark klëmmt, wat virun allem op déi héich Produktiounskäschten, besonnesch vu Stroum, deen op fossille Quelle baséiert, zréckzeféieren ass. Sou ass zum Beispill de Präis vu Gas, Kuel, awer och d'CO_2-Emissiounskäschten, déi um Kuelestroum besonnesch héich sinn, an de leschten zwielef Méint ganz staark geklommen, wat ë. a. och en Impakt op de Grousshandelsakafspräis vum Stroum huet. Verschidden Experten, ënnert anerem vun der Internationaler Energieagence (IEA), ginn aktuell dann och dervun aus, dass de Stroumpräis nach eng Zäit op deem héijen Niveau wäert bleiwen, well sech fir verschidde vun deenen uewe genannte Grënn eng Persistenz erwaart gëtt. De Präis vum Undeel Energie variéiert vu Fournisseur zu Fournisseur an de Client kann dësen deementspriechend duerch säi Choix vum Fournisseur a vum Produit e Stéck wäit beaflossen. Ewéi an engem Communiqué Ufank 2020 matgedeelt konnte gewësse Clienten duerch e Wiessel vum Produit eng Hausse vun hirer Rechnung evitéieren.

D'Netzkäschten, déi 2020 mat ongeféier 40 % de gréissten Undeel vum integréierte Stroumpräis ausgemaach hunn, si par rapport zu 2019 ëm ongeféier 7 % geklommen. Dës Käschte si vum ILR approuvéiert a sinn an deene leschte Joren opgrond vu wichtegen Investissementer an d'Moderniséierung an den Ausbau vun de Stroumreseaue geklommen.

D'Kontributioun fir de Mécanisme de compensation pro Unitéit consméierte Stroum ass 2020 par rapport zu 2019 ëm zirka 10 % geklommen, fir déi méi héich Volumme vun den erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen.

ad 2. D'Kooperatioun tëschent Däitschland a Lëtzebuerg geet op eng laang gemeinsam Zäit zréck. Effektiv gouf 1958 am Kader vum Bau vum Pompelspäicherkraaftwierk zu Veianen a mat der Grënnung vun der SEO e Staatsvertrag tëscht Lëtzebuerg an dem Bundesland Rheinland-Pfalz ënnerzeechent, deen d'Stroumversuergung vum lëtzebuergeschen Netz séchergestallt huet. Dëst war och doduerch noutwenneg ginn, well d'Stroumproduktioun vun de Stolwierker am Süde vum Land net méi duergaangen ass, fir déi steigend Stroumdemande vum Land ze decken. E Lien mat enger potenzieller lwwerlaaschtung vum däitsche Stroumnetz ass dem Minister bei dëser Decisioun, déi Enn vun de 50er-Jore geholl gouf, net bekannt.

D'Zentral zu Veianen ass bis haut mat enger Direktleitung un dat däitscht Netz ugeschloss a liwwert e wichtege Bäitrag an der Groussregioun an doriwwer eraus. 1964 ass déi éischt duebel Héichspannungsleitung tëschent Tréier an Heeschdref a Betrib gaangen. Donieft ass eng zweet duebel Héichspannungsleitung tëscht Flebour a Bauler an Däitschland gebaut ginn. Dës zwou Interkonnexiounen alimentéieren de gréissten Deel vum lëtzebuergeschen ëffentlechen Netz.

Doduerch, dass dës Leitungen et erlaben, Stroum ouni Contrainten tëschent deenen zwee Länner ze transportéieren, bilde Lëtzebuerg an Däitschland eng gemeinsam Maartzon. Et sief hei weiderhin ënnerstrach, dass den däitsch-lëtzebuergesche Marché e ganz liquidë Marché ass, an deem d'Grousshandelspräisser vum Stroum (reng Energiekomponent) mat déi déifst a Mëtteleuropa sinn. De Grond, firwat de Stroumpräis, deen déi däitsch Endclientë bezuelen, relativ héich ass par rapport zu engem Endclient zu Lëtzebuerg, läit dodrun, dass d'Netzkäschten an zousätzlech Redevancë wéi déi sougenannt „EEG-Umlage" fir d'Ënnerstëtzung vun den erneierbaren Energië méi héich sinn. Säit Enn 2017 ass donieft och eng Ubannung un dat belscht Netz a Betrib gaangen, déi d'Versuergungssécherheet vu Lëtzebuerg an der Belsch verbessert, mee déi fir de Moment net fir e kommerziellen Austausch vu Stroum geduecht ass. Iwwert dës Leitungen an Däitschland an an d'Belsch ass Lëtzebuerg am Häerz vum westeuropäeschen interkonnektéierte Stroumnetz, engem vun de sécherste Stroumnetzer an och dat Stroumnetz mat de meeschten erneierbare Stroumundeeler, integréiert. Dëst erméiglecht et, d'Stroumversuergung vun de Clientë méi nohalteg, sécher a bezuelbar ze maachen.

D'Industrienetz vun der Sotel, dat fir d'Versuergung vun der Stolindustrie zoustänneg ass, ass iwwregens wéinst der Proximitéit an der historescher Entwécklung vun der Industrie un dat belscht a franséischt ëffentlecht Netz ugeschloss. Dës stellen dann och de Gros vun de belschen a franséischen Importer duer, déi den ILR a sengem Rapport opweist.

ad 3. Den ILR mécht all Joer e Rapport iwwert de Stroummarché an huet och aktualiséiert Tableauen op sengem Internetsite, an deenen déi physesch Importer duergestallt sinn. 2020 waren dës follgendermoossen opgedeelt:

Däitschland: 3584 GWh (69,9 %)
Frankräich: 1155 GWh (22,5 %)
Belsch: 390 GWh (7,6 %)

Wéi virdru beschriwwen heescht dat net, dass de Stroum och zwéngend urspréinglech aus dëse Länner hierkënnt (d. h. do produzéiert gouf), mee en ass iwwert d'Grenze physesch op Lëtzebuerg importéiert ginn. D'Marchésacteuren, déi Stroum op Lëtzebuerg wëllen importéieren, kafen dësen entweeder op de verschiddene Stroumbourssen oder direkt bei Produzenten an. Et ass heibäi net méiglech, en Duerchschnëttspräis ze ermëttelen, well d'Präisser vu bilaterale Kontrakter net bekannt sinn an d'Boursspräisser zwar ëffentlech sinn, mee et do och verschidde Produite gëtt, jee nodeem wéi laang am Viraus a fir wéi eng Period de Stroum akaf gëtt.

Déi duerchschnëttlech integréiert Stroumpräisser pro Kilowattstonn, déi u Lëtzebuerger Endclientë verrechent ginn, hänke vun de Clienten hirem Verbrauch of, well Tariffer och verschidde fix Komponenten enthalen. Fir Haushaltsclientë mat engem Verbrauch tëscht 2500 a 5000 kWh louch den duerchschnëttleche Stroumpräis 2020 laut Eurostat bei 0,1985 €/kWh. Fir professionell Clientë mat engem Verbrauch tëscht 500.000 an 2.000.000 kWh louch den Duerchschnëttspräis bei 0,1014 €/kWh. An der follgender Tabell sinn dës Präisser och nach emol am Verglach zu den Duerchschnëttspräisser vun eisen Nopeschlänner an och par rapport zum europäeschen Duerchschnëtt gewisen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

An der nächster Tabell ass och nach um Beispill vun den Haushaltsclientë gewisen, wéi sech den integréierte Stroumpräis an Däitschland an zu Lëtzebuerg opdeelt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4793 (02.08.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **initiatives gouvernementales suite aux inondations :**

Après les pluies diluviennes qui ont frappé certaines régions de notre pays, laissant derrière elles des dégâts considérables, l'heure est à la réparation et la remise en état.

Or, cette catastrophe s'est produite à la veille respectivement au début des congés collectifs dans les secteurs de la construction et de l'artisanat.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre des Classes moyennes quelles sont les initiatives prises par le Gouvernement ensemble avec les représentations patronales pour assurer les travaux essentiels aux bâtiments, édifices et infrastructures endommagés.

2) Existe-t-il une liste des entreprises qui peuvent effecteur ces travaux dans les meilleurs délais ou sinon est-il envisageable d'établir une telle liste consultable par les victimes ?

Réponse commune (13.09.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1) Suite aux précipitations qui ont eu lieu à la mi-juillet 2021 et qui ont entraîné des inondations sur l'ensemble du territoire et leurs conséquences sur l'activité professionnelle, le Gouvernement a décidé que le régime de chômage partiel en cas de force majeure pouvait exceptionnellement être appliqué à toutes les entreprises situées au Luxembourg concernées par les inondations et qui ont rencontré des difficultés économiques ou ont été dans l'impossibilité de continuer leur activité habituelle.

En ce qui concerne les demandes de chômage partiel « cas de force majeure pour inondations », il y a lieu de noter que pour le mois de juillet, 156 demandes ont été avisées favorablement par le Comité de conjoncture, tandis que pour le mois d'août, 40 demandes ont été accordées et pour le mois de septembre, 23 demandes ont été jusqu'à présent favorablement avisées.

Par ailleurs, dès le lendemain des inondations, le Ministre des Classes moyennes a été en contact avec la Fédération des artisans afin d'évaluer les différentes possibilités de pouvoir assurer les travaux d'urgence qui s'imposaient.

En outre, vu que les inondations ont eu lieu juste avant le début du congé collectif obligatoire dans le secteur du bâtiment et génie civil (du 30 juillet 2021 inclus au 22 août 2021 inclus), la commission ad hoc du bâtiment et génie civil, seule compétente pour accorder une autorisation de dérogation au congé collectif du bâtiment et génie civil notamment pour des travaux urgents reconnus par la commission, a exceptionnellement accepté les demandes en dérogation qui ont été introduites hors délai et en lien avec des travaux liés aux inondations, sachant que normalement toute demande doit être introduite deux mois avant le début du congé collectif officiel.

ad 2) Une liste des entreprises qui peuvent effecteur ces travaux dans les meilleurs délais telle que décrite par l'honorable Député n'existe pas.

Question 4822 (10.08.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **reconnaissance des différents vaccins Covid-19 :**

Laut BBC hunn 173 Länner bis elo de Covid-19-Vaccin vun Oxford-AstraZeneca benotzt, 99 de Vaccin vu Pfizer/BioNTec, 60 dee vu Sinopharm, 50 dee vu Moderna, 45 de Sputnik V-Vaccin a 26 de Vaccin vu Janssen (Stand 21. Juni). Esou kann et virkommen, dass Persounen zu Lëtzebuerg mat engem Vaccin geimpft goufen, deen an hirem Zilland (nach) net unerkannt respektiv net méi genotzt gëtt. An den USA zum Beispill ass den AstraZeneca-Vaccin nach net unerkannt.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat fir Ustrengunge mécht Lëtzebuerg respektiv d'EU am Moment, fir dass Persounen, déi zu Lëtzebuerg geimpft goufen, och bei Reesen an d'USA als komplett geimpft unerkannt ginn?

2. Wat fir Ustrengunge mécht Lëtzebuerg respektiv d'EU am Moment, fir dass Persounen, déi zu Lëtzebuerg geimpft goufen, och bei Reesen allgemeng an d'Ausland als komplett geimpft unerkannt ginn?

Réponse commune (13.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Areesrestriktioune vun den USA goufen opgrond vun der Pandemieentwécklung an op Uerder vum President (Presidential Proclamation) agefouert respektiv verlängert. Dës hänken net vun enger Unerkennung vun de Vaccinen, déi zu Lëtzebuerg verimpft goufen, of.

Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro N° 4524 ernimmt, hunn d'EU an d'USA en Aarbechtsgrupp opgestallt fir ze ënnersichen, ënnert wéi enge Bedéngungen d'Reesrestriktioune kéinten opgehuewe ginn.

ad 2. D'EU schafft um multilateralen a globale Plang dorun, fir e séchert Reesen nees kënnen ze erméiglechen. D'Kommissioun féiert aktuell och Verhandlunge mat Drëttstaaten, fir se mam System vum European Union Digital Covid Certificate ze verbannen. Dëst bréngt eng géigesäiteg Unerkennung vun den Zertifikater mat sech. D'Kommissioun huet an deem Kontext och schonn eng eng Rei Decisioune geholl, fir Zertifikater aus Drëttlänner unzeerkennen.

Question 4840 (12.08.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**étude sur les terrains à bâtir :**

Rezent huet eng Etüd, déi ënnert dem Titel „Land and the housing affordability crisis: landowner and developer strategies in Luxembourg's facilitative planning context" publizéiert gouf, fir vill Diskussioune gesuergt, well se ënner anerem festgehalen huet, datt iwwer 50 % vum Bauterrain hei am Land an der Hand vun 0,1 % vun der Bevëlkerung konzentréiert wieren. Wann ee sech déi Etüd duerchliest, stellt ee fest, datt hei ënner anerem mat fréieren Etüde vum Observatoire de l'habitat an Erhiewunge vum Statec geschafft gouf.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert si op d'Resultat vun dëser Etüd?

2. Wéi beurteelt d'Regierung d'Belaaschtbarkeet vun dësen Zuelen?

Réponse commune (21.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

D'Etüd, op déi den Deputéierten hiweist, baséiert op Zuelen aus der Nott N° 23 vum Observatoire de l'habitat aus dem Februar 2019, déi och deemools der Chamber an der Ëffentlechkeet vun der Logementsministesch Sam Tanson presentéiert gouf.

Mat dësen Zuelen huet déi wëssenschaftlech Ekipp vun den Auteure vum LISER an der Uni Lëtzebuerg eng Rei Iwwerleeungen an Analysen opgestallt, wéi wäit d'Konzentratioun vum „potentiel foncier" fir Wunnengen de Bau vu Wunnraum beaflosst. Doduerch preziséiert sech e Bild vun eisem Immobiliemarché, wat a senge groussen Zich bekannt ass.

Opgrond vun de Resultater vun der Etüd aus dem Joer 2019 huet de Wunnengsbauminister decidéiert, den Observatoire mat engem reegelméissegen Update vun den Zuelen zum Potenzial u Bauland ze beoptragen an de Perimeter vun dëse Recherchen auszedeenen. Dës iwwerschafft an aktualiséiert Studie wäert viraussiichtlech virum Enn vum Joer der Ëffentlechkeet kënne presentéiert ginn.

Question 4844 (12.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation des migrants afghans :**

Nom Ofzuch vun den internationalen Truppen aus Afghanistan ass de Biergerkrich tëscht den Taliban an den afghanesche Regierungstruppen op ville Plazen erëm nei entfacht. Déi prekär Sécherheetslag huet dozou gefouert, datt d'EU-Kommissioun d'Memberstaate vun der EU opgefuerdert huet, op Réckféierungen an Afghanistan ze verzichten. Doropshin hu sech sechs Länner, nämlech Däitschland, d'Belsch, Holland, Dänemark, Éisträich a Griicheland, un d'EU-Kommissioun gewannt a verlaangt, datt Réckféierunge vun ofgeleenten afghaneschen Asylbewerber a vun Afghanen, déi stroffälleg gi sinn, net ënnerbrach sollte ginn. Iwwert dës Initiativ, sou den Här Minister an engem Interview mam däitschen Tagesspiegel, „kéint hie just de Kapp réselen". An der Tëschenzäit hunn zwee vun deene sechs Länner, nämlech Däitschland an Holland, decidéiert, fir am Ableck keng Leit méi an Afghanistan zréckzeschécken.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Den Här Minister huet sech am genannten Interview dofir ausgesprach, fir Afghanen, déi opgrond vun hirer Zesummenaarbecht mat westlechen Truppe gezwonge kéinte ginn, hiert Land ze verloossen, d'Méiglechkeet ze ginn, an der EU Schutz ze sichen. Kann den Här Minister preziséieren, ob, senger Meenung no, Lëtzebuerg dës Mënsche soll ophuelen, wa si hei eng Asyldemande géife stellen, an dat obschonns keng Afghanen direkt fir de Lëtzebuerger Kontingent geschafft hunn a Lëtzebuerg dohier géintiwwer eventuelle fréiere Mataarbechter keng moralesch Flicht hätt, fir si opzehuelen? Geet den Här Minister dovun aus, datt seng Aussoe kéinten zu engem „pull-factor" fir Afghane ginn, fir éischter zu Lëtzebuerg wéi an engem aneren EU-Staat Asyl ze froen?

2. Geet den Här Minister dovun aus, datt doduerch, datt d'EU, mam Argument, et wier ze gefëierlech an Afghanistan, sech géint Réckféierungen an dat Land ausgesprach huet, ee Signal un d'Mënschen an Afghanistan ausgesent kéint ginn, dat sech zu engem „pull effect" an doduerch zu enger neier Flüchtlingswell a Richtung EU auswierke kéint?

3. De belsche Banneminister Sammy Mahdi, deen de mentionéierte Bréif vun de sechs EU-Länner un d'EU-Kommissioun fir d'Belsch ënnerschriwwen huet, huet op Twitter geschriwwen, datt, just well verschidde Regioune vun engem Land gefëierlech sinn, dat net automatesch bedeite géif, datt all Mënsch aus deem Land schutzbedürfteg wier. Wéi steet den Här Minister zu dëser Äusserung? Kann den Här Minister preziséieren, wéi sécher e Land, senger Meenung no, muss sinn, fir datt an Zukunft Réckféierungen an dat Land méiglech sinn?

4. Am Zesummenhank mat der Afghanistankris hu sech, an engem Bréif vum 9. August (Quell: https://www.politico.eu/newsletter/brussels-playbook/playbook-eu-border-supporter-sejm-media-drama-climate-cash/), Ministere vun Éisträich, der Belsch, Zypern, Tschechien, Däitschland, Dänemark, Griicheland, Litauen an Holland un héich Beamte vun der EU-Kommissioun adresséiert, fir datt d'EU hir Haltung vis-à-vis vum „emerging issue of the instrumentalization of migration for political purposes" iwwerdenke soll. D'Ministere bezeechnen dës „Taktik" als neien Trend an der Geopolitik. Ass den Här Minister um Courant vun dësem Bréif? Wa jo, firwat huet Lëtzebuerg dëse Bréif net mat ënnerschriwwen?

5. 2001 ass eng vun den USA ugefouert Koalitioun an Afghanistan amarschéiert. An hirem Dokument „Instrumentalisierung der humanitären Hilfe" schreiwen d'„Médecins sans frontières" 2002 iwwert d'Situatioun am Land, nodeems et vun den USA bombardéiert gi war:

„Die Situation der afghanischen Bevölkerung während der Bombardements wirft schwerwiegende Fragen nach der internationalen politischen Verantwortung auf. Schon in den zwei Jahren vor den amerikanischen Angriffen hat die internationale Gemeinschaft die lang anhaltende humanitäre Krise in Afghanistan in der Regel als Resultat von Dürre und Hunger bezeichnet. Gewalt und Verfolgung wurden als Flucht- oder Migrationsursache nur selten berücksichtigt, obwohl die Flüchtlinge selbst immer wieder davon sprachen und es auch Berichte über Massaker gab. Insbesondere haben die Nachbarländer Afghanistans ihre Pflicht vernachlässigt, den Flüchtlingen Schutz zu gewähren. Iran ist sogar Unterzeichner der Flüchtlingskonvention und des Protokolls von 1967. Trotzdem wurden Flüchtlinge zwangsrepatriiert und an der iranischen Grenze sogar erschossen. Die internationale Gemeinschaft, insbesondere die Mitgliedstaaten der NATO, hätte sich in dieser Situation für den Flüchtlingsschutz besser einsetzen müssen: Öffnung der Grenzen, Ermutigung und Unterstützung der Nachbarstaaten, den afghanischen Flüchtlingen Asyl oder wenigstens temporären Schutz zu gewähren." (Quell: https://www.aerzte-ohne-grenzen.de/sites/default/files/attachments/msf-instrumentalisierun-humanitaerehilfe-2002.pdf) Haut, wou d'Situatioun net vill anescht ass, gëtt och erëm op Europa gekuckt, fir afghanesche Flüchtlingen ze hëllefen. Wéi gesäit den Här Minister d'Aufgabe vun den Nopeschlänner vun Afghanistan, wat Flüchtlingshëllef ugeet? Ginn dës Länner opgefuerdert, fir Flüchtlingen opzehuelen?

Réponse (13.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Jo, ech gesinn et absolutt als eis Flicht, Persounen opzehuelen, déi fir d'EU oder d'NATO an Afghanistan geschafft hunn.

2. Nee.

3. Dës Ausso kann ech net esou deelen.

4. Dëse Bréif gouf vun engem Grupp vun néng Länner ënnerschriwwen. Domat ass Lëtzebuerg ee vun 18 Memberstaate vun der EU, déi dëse Bréif net mat ënnerschriwwen hunn.

5. Ech gesinn d'Länner an der Regioun als ganz wichteg an als een Deel vun der Léisung un, fir Persounen, déi Schutz sichen, opzehuelen.

Question 4851 (16.08.2021) de **MM. André Bauler** et **Guy Arendt** *(DP)* concernant la **réglementation de la profession du clerc de notaire :**

La profession de notaire est strictement réglementée. Actuellement, 36 notaires exercent leur fonction au Grand-Duché de Luxembourg, nombre limité et réparti géographiquement sur tous les cantons - à l'exception de celui de Vianden.

Bras droit du notaire, les clercs de notaire assistent ces derniers dans l'accomplissement de leurs missions : préparation et rédaction des actes, suivi des dossiers, réception des clients et compilation des différentes pièces administratives.

Il s'en suit que la fonction de clerc de notaire constitue une partie essentielle dans le travail journalier du notariat et un support crucial face à une charge de travail élevée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils indiquer si la profession du clerc de notaire est réglementée dans le cadre d'un statut propre ?

- Comment la formation du clerc de notaire est-elle organisée actuellement ?

- Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils d'informations sur la formation continue pour ce profil professionnel ?

- Madame et Monsieur les Ministres pourraient-ils fournir des informations sur une éventuelle formation spécifique pour clercs de notaire dans le cadre de notre enseignement supérieur ?

Réponse commune (16.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

La profession de clerc de notaire n'est pas une profession réglementée au sens de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Par conséquent, les notaires sont libres de recruter pour cette fonction des postulants pouvant avoir des qualifications diverses.

Selon les informations fournies par la Chambre des Notaires, en pratique, les clercs de notaire travaillant dans les études sont, pour la plupart, diplômés en droit, certains ayant le diplôme de candidat-notaire, ou ont suivi la formation de clerc de notaire, voire de notaire en Belgique ou en France. D'autres, les plus anciens notamment, font état d'un parcours professionnel les ayant formé au métier de clerc.

Les particularités du droit luxembourgeois sont acquises par la pratique, à l'occasion des cours complémentaires en droit luxembourgeois et/ou par le biais des formations dispensées par la Chambre des Notaires. Celle-ci organise régulièrement diverses formations à destination des clercs et employés de notaire. Un ouvrage à destination des clercs a en outre été édité par la Chambre des Notaires.

À noter que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche vient d'accréditer le programme de formation menant au brevet de technicien supérieur (BTS) « Assistant juridique », lequel sera offert, à partir de l'année d'études 2021-2022, par l'École de Commerce et de Gestion. Ce programme a été élaboré en coopération avec le Parquet général, l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, la Chambre des Notaires, la Chambre des Huissiers de Justice et les fiduciaires. Comportant à la fois des éléments de droit, de communication et de gestion administrative, ladite formation prépare entre autres à la fonction de clerc de notaire. À préciser qu'un certain nombre de cours seront assurés par des professionnels du secteur concerné et que les étudiants auront la possibilité d'effectuer leur stage obligatoire, d'une durée d'un semestre, dans des études de notaire.

Question 4852 (16.08.2021) de **M. Laurent Mosar**, **Mmes Diane Adehm** et **Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **demande d'une licence par une chaîne d'informations internationale :**

Nous faisons suite à notre question parlementaire n° 4532 du 22 juin 2021. D'après des informations relayées par les médias, l'émetteur RT ne recevra finalement pas de licence de diffusion européenne pour les pays germanophones - le Gouvernement aurait refusé d'accorder ladite licence à l'émetteur. La filiale allemande de RT, RT DE Productions GmbH, avait fait part de son intention de diffuser à l'avenir des programmes en langue allemande et avait fait parvenir pour ce faire via l'organisation russe ANO « TV Novosti », dont le siège se trouve à Moscou, une notification au Service des médias et des communications (SMC).

La raison pour laquelle la licence en question n'avait pas été demandée directement en Allemagne semble être le fait que l'une des conditions pour obtenir une licence en Allemagne relève de l'indépendance des médias par rapport au pouvoir étatique, notamment quand il s'agit du financement. Au Luxembourg, il n'y a pas de critère équivalent à la « Staatsferne », comme l'explique Monsieur le Ministre dans sa réponse à notre question parlementaire. RT est une chaîne d'informations internationale, financée par la Russie, considérée par beaucoup comme un média de propagande.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la licence de diffusion européenne a été refusée ? D'après les informations relayées par les médias, le Gouvernement estime que la licence aurait dû être demandée directement en Allemagne et que le Luxembourg est par conséquent incompétent en la matière. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Est-ce que d'autres demandes de licence sont parvenues au Gouvernement ces 5 dernières années par des diffuseurs basés dans des pays considérés comme ayant un régime autoritaire ou étant une dictature ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il faudrait inclure un critère équivalent à la « Staatsferne » dans la législation nationale ?

Réponse (16.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1) Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4713, le Service des médias et des communications a, en effet, conclu que le service de médias audiovisuels notifié ne relève pas de la compétence du Luxembourg et a conseillé au demandeur de s'adresser à l'organisme de régulation de l'État membre compétent, à savoir la Medienanstalt Berlin-Brandenburg allemande.

ad 2) Comme relevé dans la réponse à la question parlementaire n° 4532, une licence ou plutôt une concession est uniquement accordée aux fournisseurs de services de médias audiovisuels remplissant les critères de l'article 2bis de la loi modifiée sur les médias électroniques. Ces critères ayant trait à l'établissement du fournisseur concernent plus particulièrement le siège social, les décisions éditoriales et les effectifs employés aux activités de services de médias audiovisuels liées à un programme. Ladite loi reprend ces critères matériels de rattachement de la directive européenne sur les services de médias audiovisuels.

En conséquent, un diffuseur basé dans un pays tiers ne peut demander une concession luxembourgeoise puisqu'il ne peut remplir les critères précités de l'article 2bis.

ad 3) Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 4713 sur le même sujet.

Question 4855 (16.08.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**aide pour les anciens employés afghans :**

Virun zwee Méint hat ech dem Minister d'Fro gestallt (N° 4408), wéi et mat den afghaneschen Ziviliste géif goen, déi am Krich géint d'Taliban déi westlech Truppen ënnerstëtzt hunn.

De Minister hat mer a menger leschter Fro geäntwert, dass eng Persoun, déi de westlechen Truppe gehollef huet, ënnert verschiddene Konditioune Schutz hei am Land ka kréien. E schreift awer och, dass Lëtzebuerg nach keng Entscheedung getraff huet an op eng europäesch Léisung waart. Den EEAS (den auswäertegen Déngscht vun der EU), dee fir verschidden Deeler vun der EU-Baussepolitik an d'bannenzeg Sécherheet zoustänneg ass, huet an dësem Kader keng Befugnisser, fir de Betraffene Visaen auszestellen, dëst kënnen nëmmen d'Memberstaaten.

Elo sinn awer zwee Méint vergaangen a fir déi afghanesch Betraffen, hir Kanner an hir Bekannten ass d'Lag am Land aussiichtslos ginn. D'Taliban hunn d'Muecht am Land iwwerholl.

Erschwéierend kënnt fir d'Afghanen nach derbäi, dass si net am Flüchtlingsdeal matabegraff sinn, deen d'EU mat der Tierkei ausgehandelt hat, a vun der Tierkei ofgewise ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elo selwer iergendwellech Moossnamen ënnerhuelen, fir den Afghanen, déi de westlechen Truppe gehollef hunn, eng akut Flucht aus dem Afghanistan ze erméiglechen?

2. Wäert eis Regierung d'Situatioun vun de Betraffenen am Afghanistan einfach esou hinhuelen, wa keng europäesch Léisung zustane kënnt? Falls nee, wat wäert eis Regierung ënnerhuelen?

3. Kéint d'Regierung den afghanesche Bierger, déi de westlechen Truppen am Afghanistan gehollef hunn, zäitno eng speziell Schutzprozedur ubidden, déi hinne méi schnell Asyl garantéiert?

Réponse (16.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Lëtzebuerg huet an de leschte Woche mat sengen europäeschen an NATO-Partner zesummegeschafft, fir Persounen, déi fir d'Europäesch Unioun oder d'NATO geschafft hunn, ze evakuéieren.

Eng Persoun, déi fir d'EU-Delegatioun am Afghanistan geschafft huet, ass scho mat hirer Famill am Grand-Duché ukomm. Des Weideren huet Lëtzebuerg sech bereeterkläert, eng weider Persoun, déi fir d'NATO geschafft huet, mat hirer Famill an nach eng weider Persoun, déi fir d'EU geschafft huet, och mat hirer Famill opzehuelen.

Dës Persoune wäerten hei am Land duerch eng Asylprozedur goen.

Question 4857 (16.08.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **aides aux entreprises touchées par les inondations :**

Déi rezent Iwwerschwemmungen hunn op ville Plaze schlëmm Schied verursaacht. Och vill Betriber goufe schwéier vun der Naturkatastroph betraff an hu mat de wirtschaftlechen Auswierkungen ze kämpfen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Betriber vum Héichwaasser betraff sinn/waren?

- Wéi vill Produktiounsanlage sinn ausgefall?

- Wéi vill Betriber hate Problemer mat der Liwwerketten duerch d'Iwwerschwemmungen?

- Wéi séier ginn d'Aiden un d'Betriber, déi duerch d'Héichwaasser Schued erlidden hunn, ausbezuelt, fir ze verhënneren, datt dës Betriber a Liquiditéitsschwieregkeete geroden?

Réponse commune (21.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Et ass extreem schwiereg, eng genee Zuel unzegi vun de Betriber, déi vum Héichwaasser betraff waren, respektiv eng Ausso ze maachen iwwert d'Unzuel vun den ausgefalene Produktiounsanlagen an den erstanene Problemer an der Liwwerketten. D'Unzuel vun den Uriff op der eegens wéinst den Iwwerschwemmungen ageriichten Hotline kann hei awer als Riichtwäert genotzt ginn: D'Generaldirektioun fir Mëttelstand huet op dëser Hotline ongeféier 100 Uriff entgéintgeholl.

De Comité de conjoncture, ënnert der Presidence vum Wirtschaftsminister a vum Aarbechtsminister, huet fir de Mount Juli, an deem d'Iwwerschwemmunge waren, 156 Demandë vu Betriber, deenen hir Aktivitéite wéinst den Iwwerschwemmungen ageschränkt waren, ënnert dem Regimm vum „chômage partiel en cas de force majeure pour inondations" positiv aviséiert. De Chômage partiel gëtt ausbezuelt, nodeems de betraffene Betrib nom Enn vum Mount säin Dekont vun de Stonnen agereecht huet, fir déi hien effektiv op de Chômage partiel zeréckgegraff huet. Generell ginn d'Demanden direkt traitéiert, soudass den Delai tëschent dem Areeche vun engem vollstännegen Dekont mat all den néidegen Informatiounen an dem Ausbezuelen an der Moyenne vu fënnef Aarbechtsdeeg ass.

Donieft si bis haut 52 Ufroe fir staatlech Hëllefe bei der Generaldirektioun fir Mëttelstand agereecht ginn. Ee kompletten Dossier ass an der Reegel och bannent zwou Wochen ausbezuelt ginn. Allerdéngs war et fir déi betraffe Betriber net evident, fir hir Dossieren ze completéieren, well et sech als schwiereg erwisen huet, fir kuerzfristeg eng Expertis vum Schued erbäizekréien. Fir hinnen awer séier a pragmatesch ze hëllefen, sinn an den Dossieren ouni Expertis dofir Avancen ausbezuelt ginn. Dëst huet et de Betriber erlaabt, fir déi néideg Liquiditéiten ze kréien an den néidege finanzielle Spillraum ze hunn, bis eng Expertis virläit.

Question 4860 (16.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **site de la station de contrôle technique à Wilwerwiltz :**

Am Fréijoer 2020 huet d'SNCT seng Dieren zu Wëlwerwolz zougemaach. Bis elo ass op dësem Site zu Wëlwerwolz nach näischt geschitt.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Infrastrukturminister riichten:

1. Ass eng aner Bestëmmung fir dëse Site virgesinn?

2. Wa jo, wat fir enger Bestëmmung gëtt dëse Site zougefouert? Ass an dësem Kontext een Zäitplang virgesinn?

Réponse (06.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

De Besëtzer vun dem Gebai an dem Grondstéck zu Wëlwerwolz ass d'Société nationale de certification et d'homologation (SNCH), déi der SNCT dës Gebailechkeete säit 1998 verlount huet. Nodeems d'SNCT d'Decisioun geholl huet, hir Aktivitéit am Norde vum Land op Maarnech ze verleeën, stoung de Site eng Zäit laang eidel. Laut der SNCH ass am Moment nach net gekläert, wat an Zukunft mat dem Gebai an dem Site geschéie soll. Aktuell gëtt d'Gebai allerdéngs vun der Gemeng Kiischpelt als Entrepot benotzt an den Entretien um Site gemaach.

Question 4864 (17.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **cadre légal de la transfusion sanguine :**

D'Lëtzebuerger Rout Kräiz huet an engem Schreiwes vum 10. August op eng Rei Problemer higewisen, déi am Hibléck op d'Blutttransfusioune bestinn. Bis elo läit d'Responsabilitéit fir d'Organisatioun an d'Ofwéckele vun de Blutttransfusiounen hei am Land haaptsächlech beim Roude Kräiz. An deem Kontext stelle sech awer eng ganz Rei Froen, z. B. och iwwert déi legal Ofsécherung vum Roude Kräiz am Fall, wou et zu Komplikatioune géif kommen. D'Rout Kräiz wär deemno engem andauernden héije legale Risiko ausgesat.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ass et an den Ae vun der Madamm Minister normal, datt d'Rout Kräiz bal eleng fir d'Organisatioun an d'Ofwéckele vun de Blutttransfusiounen hei am Land zoustänneg ass? Wier et an den Ae vun der Madamm Minister net opportun, datt och de Staat sech bei der Organisatioun an dem Ofwéckele vu Blutttransfusioune géif méi engagéieren an domat och méi e groussen Deel vun der Responsabilitéit géif iwwerhuelen?

2. Wat gedenkt d'Madamm Minister elo konkreet ze ënnerhuelen, fir deem Mëssstand, op deen d'Rout Kräiz higewisen huet, entgéintzewierken an d'Situatioun vum Roude Kräiz am Hibléck op seng zivillrechtlech Verantwortung besser ze encadréieren?

Réponse (16.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wéi den honorabelen Deputéierte bemierkt, kann d'Aktivitéit vun de Blutttransfusiounen iwwert verschidde Weeër organiséiert ginn, an déi gëtt an all Land verschidden ofgeréckelt.

Zu Lëtzebuerg ass gesetzlech virgesinn, dass Blutttransfusiounen nëmmen duerch en agreéierten Organismus vum Gesondheetsministère organiséiert kënne ginn. Hei am Land ass d'Rout Kräiz zoustänneg, fir dës Aktivitéit duerch de „Centre de transfusion sanguine" ofzeréckelen a gëtt heivir souwuel vum Gesondheetsministère wéi och vun der CNS subventionéiert. Bedéngt duerch déi héich Qualitéits a Sécherheetsstandarden a Kontrollen, déi am Kader vun de Blutttransfusioune gemaach ginn, sinn, sou wéi d'Rout Kräiz och schreift, Incidenten duerch eng Blutttransfusioun extreem rar.

D'Servicer vum Gesondheetsministère an déi vum Ministère fir sozial Sécherheet evaluéiere verschidde Pisten a wäerten hir Positioun dem Roude Kräiz zäitno matdeelen.

Question 4867 (18.08.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **gestion des églises et chapelles au niveau communal :**

An engem rezenten Artikel aus dem „Luxemburger Wort" schwätzt e Vertrieder vum Syfel (Syndicat des Fabriques d'Eglise du Luxembourg ASBL) eng Rei Mëssstänn un, déi virun allem d'Gestioun vun de Kierchen a Kapellen op kommunalem Niveau betreffen.

Deemno gesäit den Auteur et als eng Diskriminatioun un, datt eng Gemeng, am Fall wou eng Konventioun gemaach gëtt, net entscheede kann, ob se eng finanziell Entschiedegung freet oder net, wann d'Kierch eng reliéis Gebailechkeet weiderhin notze wëll. Et wär deemno dowéinst diskriminatoresch, well an deene meeschte Gemengen an der Reegel kee lokale Veräi fir d'Notze vu kommunalen an ëffentleche Gebailechkeete bezuele muss. Iwwerdeems wier d'Héicht vun der Zomm, déi gesetzlech mat bis zu 2.500 Euro uginn ass, disproportionéiert, besonnesch bei de Kapellen, déi dacks just eemol d'Joer fir e reliéisen Zweck genotzt ginn. Des Weidere gëtt am Artikel kritiséiert, datt de Baneministère an déi besote Gemeng d'Méiglechkeet, datt keng Konventioun gemaach gëtt, wéi d'Gesetz dat och erméiglecht an et vum Staatsrot bestätegt ginn ass, einfach ignoréieren.

An den Ae vum Auteur féiert dëst zu absurde Situatiounen. Hei sief ernimmt, datt z. B. bei enger Kapell an der Gemeng Konsdref de Leit et onméiglech gemaach gouf, eng reliéis Feier an der Kapell ofzehalen, esou datt d'Leit sech hu missen niewent dem Grondstéck versammelen. An den Ae vum Auteur ass dëst iwwerdeems och eng rechtlech ganz problematesch Decisioun, well d'Gesetz iwwert d'Kierchefabrécke vum 17. Januar 2018 mat kengem Wuert virgesäit, datt beim Status quo vun der Notzung vun enger Kierch, also ouni Konventioun, hei keng reliéis Handlung méi däerf stattfannen. Dobäi kënnt, datt d'Verweigerung vun der Erlabnes duerch d'Gemeng, eng Mass an der besoter Kapell ze feieren, eng onrechtméisseg Behënnerung vun der lokaler chrëschtlecher Gemeinschaft ass, fir hire Glawe kënnen auszeüben.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Gesäit d'Regierung et net als diskriminatoresch un, datt d'Kierchefabrécken (resp. de Kierchefong) am Fall vun enger Konventioun dozou verflicht kënne ginn, eng finanziell Entschiedegung un déi jeeweileg Gemeng ze bezuelen, obwuel dëst an der Reegel fir aner lokal kommunal Veräiner net virgesinn ass?

2. Gesäit d'Regierung dat net als Agréff an d'Autonomie communale, wann am Circulaire N° 3989 de Gemenge gesot gëtt, datt eng Konventioun sech imposéiert, wann eng Kierch fir reliéis Zwecker genotzt gëtt, obwuel dat am Gesetz explizitt just als Méiglechkeet ugi gëtt?

3. Gesäit d'Regierung déi Zomm vu bis zu 2.500 Euro, déi d'Gemeng fir d'Notze vun enger reliéiser Gebailechkeet - och Kapell - am Fall vun enger Konventioun froe muss, net als disproportionéiert un?

4. Ass dat Beispill aus der Gemeng Konsdref an den Ae vun der Regierung net eng onrechtméisseg Behënnerung am Hibléck op d'Ausübe vum Glawen, Persounen den Zoutrëtt zu enger reliéiser Gebailechkeet ze verweigeren, an ass dat net am Widdersproch zu der internationaler, europäescher an nationaler Gesetzgeebung, déi d'Recht op d'Reliounsfräiheet an d'Ausübung vun enger Relioun garantéieren?

Réponse commune (20.09.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

Wärend d'Mise à disposition vun de Kierchen un de Fong, an deemno och d'Bezuele vun enger Indemnitéit un d'Gemengen, iwwert d'Gesetz vum 13. Februar 2018 iwwert d'Gestioun vun de Kierchegebaier gereegelt sinn, gëtt et keng gesetzlech Bestëmmungen, déi eng Gemeng verflichten, hire lokale Veräiner eng Entschiedegung fir d'Mise à disposition vun engem Lokal, engem Terrain oder anere Gebailechkeeten ze froen.

Wann eng Gemeng Proprietär vun engem Kierchegebai ass, wat dem Ausübe vum kathoulesche Kult déngt, gesäit den Artikel 14 vum Gesetz follgend zwou Méiglechkeete vir:

- Déi Kierchegebaier kënnen un de Fong ofgetruede ginn, souguer à titre gratuit;

- déi Kierchegebaier kënnen dem Fong zur Verfügung gestallt ginn.

Wann d'Gemeng entscheet, fir dem Fong e Kierchegebai zur Verfügung ze stellen, muss dat duerch eng Konventioun geschéien, fir eng Lafzäit vu fënnef bis néng Joer, mat der Méiglechkeet, fir dës ze verlängeren an op Basis vun enger järlecher Indemnitéit vun 1.000 bis 2.500 EUR[1].

Op d'Obligatioun vun enger Konventioun ass schonn an der Circulaire N° 3560 vum 18. Abrëll 2018 higewise ginn: « Toute mise à disposition revêt la forme d'une convention entre la commune et le Fonds ».

Dës Obligatioun ass och an engem Urteel vun der Cour administrative confirméiert ginn (CA 30 mars 2021, 44362C): « [...] à côté de leur vocation culturelle manifeste, ces édifices religieux sont appelés, naturellement encore, à servir, fût-ce de manière sporadique, à l'exercice d'abord du culte catholique. À cette fin, la conclusion d'une convention avec le Fonds s'impose. [...] un édifice religieux est mis à disposition du Fonds suivant convention, à conclure en application de l'article 14, [...] », wouriwwer d'Inneministesch d'Gemengen duerch d'Circulaire N° 3989 vum 30. Abrëll 2021 och informéiert huet.

De Montant vun der Indemnitéit ass gesetzlech fixéiert ginn an entsprécht enger Moyenne vun ongeféier 5 € pro Joer a pro Quadratmeter Grondfläch.

D'Konditioune vun enger Mise à disposition vun enger Kierch si vum Gesetz fixéiert ginn an d'Regierung gesäit dodra weeder en Agréff an d'Gemengenautonomie nach eng onrechtméisseg Behënnerung vum Ausübe vum Glawen.

Question 4868 (18.08.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **données sur la vaccination contre la Covid-19 :**

D'Madamm Minister huet lescht Woch annoncéiert, datt ronn 67,5 % vun de Leit iwwer zwielef Joer hei am Land e komplett Impfschema hunn, mee datt awer nach Efforte misste gemaach ginn, fir d'Alterskategorie vun den 12 bis 40-Järege fir d'Necessitéit vun der Impfung ze sensibiliséieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Madamm Minister mir Statistike ginn zu den Impfunge jee no Alterskategorie?

2. Wéi gedenkt d'Regierung virzegoen, fir déi Alterskategorië mat den niddregsten Impftauxe verstäerkt unzespriechen?

Réponse (28.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung setzt weiderhin op geziilt Informatioun an op d'Proximitéit vun den Impfofferen. Sou ass z. B. virgesinn, den Impfbus op Plazen ze schécken, wou grouss Evenementer vill Leit beienee bréngen. Weiderhi gëtt geplangt, och op Plaze wéi z. B. Shoppingzenteren eng Impfoffer ze maachen. Et ginn och Gespréicher mat de Secondairesschoulen, fir op der Plaz ze impfen. Schlussendlech däerf een net vergiessen, dass elo méi wéi 200 Doktere prett sinn, fir an hire Praxissen ze impfen.

[1] Article 14, alinéa 2, de la loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes : « Ces édifices peuvent aussi être mis à disposition du Fonds par voie de convention qu'il a conclue avec la commune concernée pour un terme de cinq à neuf ans, renouvelable par tacite reconduction. »

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4869 (18.08.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **intérêts fiscaux :**

Laut deutschlandfunk.de hat das Bundesverfassungsgericht in Karlsruhe entschieden, dass die von den Finanzämtern erhobenen Steuerzinsen von 6 % im Jahr angesichts der anhaltenden Niedrigzinsphase verfassungswidrig sind. „Im Urteil des Gerichts heißt es, der Zinssatz sei nicht mehr zu rechtfertigen, wenn er sich als ‚evident realitätsfern' erweise - was wegen des aktuell bestehenden Niedrigzinsniveaus der Fall sei. Das Gericht ordnete eine rückwirkende Korrektur ab 2019 an."

In Luxemburg belaufen sich die Steuerzinsen aktuell auf 0,6 % im Monat, also 7,2 % im Jahr.

Wir möchten daher folgende Fragen an den Herrn Finanzminister stellen:

- Wie bewertet der Herr Finanzminister dieses Urteil?

- Ist der Herr Finanzminister der Meinung, dass der luxemburgische Steuerzinssatz von 7,2 % mit der luxemburgischen Verfassung vereinbar ist?

- Beabsichtigt der Herr Finanzminister, den luxemburgischen Steuerzinssatz nach unten zu „korrigieren"?

Réponse (20.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

In ihrer Anfrage beziehen sich die ehrenwerten Abgeordneten auf den am 18. August veröffentlichten Beschluss des Ersten Senates des Bundesverfassungsgerichts. Dieser kommt zu der Schlussfolgerung, dass die Verzinsung von Steuernachforderungen und Steuererstattungen verfassungswidrig ist, sofern der Zinsberechnung für Verzinsungszeiträume ab dem 1. Januar 2014 ein Zinssatz von monatlich 0,5 % zugrunde gelegt wird. Das Bundesverfassungsgericht weist darauf hin, dass die Verzinsung von Steuernachforderungen mit einem Zinssatz von monatlich 0,5 % nach Ablauf einer zinsfreien Karenzzeit von grundsätzlich 15 Monaten eine Ungleichbehandlung von

a) Steuerschuldnern darstellt, deren Steuer erst nach Ablauf der Karenzzeit festgesetzt wird, gegenüber

b) Steuerschuldnern, deren Steuer bereits innerhalb der Karenzzeit endgültig festgesetzt wird.

Bezüglich der ersten Frage ist darauf hinzuweisen, dass in Deutschland, im Gegensatz zu der luxemburgischen Gesetzgebung, Steuernachforderungen und Steuererstattungen verzinst werden, die den Zeitraum zwischen der Entstehung der Steuer und ihrer Festsetzung durch die Finanzverwaltung (Grundsatz der Vollverzinsung) betreffen. Von der Vollverzinsung betroffen sind jedoch lediglich diejenigen Steuerpflichtigen, deren Steuer erst nach Ablauf von 15 Monaten nach der Entstehung der Steuer erstmalig festgesetzt oder geändert wird. Das Ziel der Vollverzinsung ist es, einen Ausgleich dafür zu schaffen, dass die Steuern bei den einzelnen Steuerpflichtigen zu unterschiedlichen Zeitpunkten festgesetzt und fällig werden.

Bezüglich der Frage der ehrenwerten Abgeordneten zur Verfassungskonformität des luxemburgischen Zinssatzes i.H.v. 7,2 % p. a. ist hervorzuheben, dass das luxemburgische Einkommensteuergesetz vom 4. Dezember 1967 (LEStG) Verzugszinsen vorsieht, die im Falle eines Zahlungsverzugs seitens des Steuerpflichtigen zum Tragen kommen. Die in Luxemburg anfallenden Verzugszinsen sollen demzufolge eine abschreckende Wirkung entfalten, indem sie den Steuerpflichtigen dazu verpflichten, seine ausstehende Steuerschuld fristgemäß zu begleichen. Im Gegensatz zu der deutschen Gesetzgebung sieht das LEStG keine Vollverzinsung vor, um einen Ausgleich dafür zu schaffen, dass die Steuern bei den einzelnen Steuerpflichtigen zu unterschiedlichen Zeitpunkten festgesetzt und fällig werden. Die rechtliche Situation in Luxemburg ist dementsprechend nicht vergleichbar mit der deutschen Gesetzgebung, die Gegenstand des Beschlusses des Bundesverfassungsgerichtes vom 8. Juli 2021 war. In diesem Zusammenhang ist ebenfalls zu erwähnen, dass der luxemburgische Rechtsrahmen dem Steuerpflichtigen die Möglichkeit einräumt, vor Ablauf des Fälligkeitsdatums eine Verlängerung der Zahlungsfrist ohne Verzugszinsen zu beantragen, wenn ein Zeitraum von vier Monaten nicht überschritten wird. Ein pauschaler Zinssatz von 0,1 % pro Monat (1,20 % p. a.) ist anzuwenden, wenn die Zahlungsfrist zwischen vier und zwölf Monaten beträgt. Für Zahlungsfristen zwischen zwölf Monaten und drei Jahren beläuft sich der Zinssatz auf 0,2 % pro Monat (2,4 % p. a.). Bei Zahlungsfristen von über drei Jahren beläuft sich der Zinssatz auf 0,6 % pro Monat (7,2 % p. a.).

Abschließend ist darauf hinzuweisen, dass die Regierung nicht plant, den Zinssatz i.H.v. 7,2 % p. a. anzupassen.

Question 4870 (18.08.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **déploiement du nouvel avion militaire luxembourgeois en Afghanistan :**

De Méinde Moien hate mir eng urgent Fro zu engem eventuellen Asaz vun eisem A400M am Kader vun der Afghanistankris un de Verdeedegungsminister gestallt. D'Belsch Medien haten de Méinde Mëtten (16.08.2021) gemellt, dass d'Regierung ëm de Premier De Croo géif Fligeren an den Afghanistan fir Rapatriementer schécken. D'belsch Regierung huet explizitt erwäänt, dass een A400M sollt ënnert de Fliger sinn.

Am RTL-Interview de 17. August 2021 heescht et: „Der Maschinn feelen nach déi néideg Sécherheetslizenzen.[...] D'Defense an den Ausseministère plangen elo zesumme mat der Belsch, de Militärfliger an en Nopeschland vum Afghanistan ze schécken."

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéini genau gouf d'Decisioun geholl, fir eisen A400M mat der Registréierung CT-01 an den Asaz ze schécken? Kann de Minister eis de genauen Oflaf erklären?

2. Hunn eis belsch Partner eis fir d'éischt kontaktéiert oder mir si?

3. Ëm wat fir Sécherheetslizenzen handelt et sech?

4. Firwat ginn dës Lizenze gebraucht?

5. Sinn dës Lizenze fir den eemolege Gebrauch oder gëllen dës Lizenzen iwwert ee längeren Zäitraum?

Réponse (15.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. + 2. D'Equipagen an d'Fligere vun der binationaler A400M-Unitéit kënnen ouni Distinctioun vun den Nationalitéiten esouwuel fir belsch, lëtzebuergesch oder international Missiounen am Kader vum EATC (European Air Transport Command) an den Asaz kommen. Am Kader vun der Operatioun „Red Kite" hunn déi belsch Autoritéiten de 16. August 2021 gefrot, ob Lëtzebuerg Awänn hätt, dass de lëtzebuergeschen A400M un där Operatioun deelhëlt. D'belsch Autoritéite kruten innerhalb vu 24 Stonne matgedeelt, dass dëst net de Fall wier.

ad 3. Et handelt sech net ëm Lizenzen, mee ëm spezifescht Equipement, Homologatiounen, Zertifikatiounen a Qualifikatioune vum Personal. Am Kader vun dem Opbau vun der binationaler A400M-Unitéit sinn dës zu engem spéideren Zäitpunkt virgesinn.

ad 4. Den A400M ass fir vill verschidden Typpe vu Missioune virgesinn, situatiounsbedéngt gi spezifesch Equipementer fir déi eenzel Missioune gebraucht.

ad 5. D'Zertifikatioun vun de Fligeren an d'Qualifikatioun vun den Equipagen ass evolutiv opgebaut, wa bis een Niveau erreecht ass, gëtt dee gehalen a weider ausgebaut.

Question 4873 (19.08.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **« Impfbus » :**

Den Impfbus huet an de leschte Woche vill Succès kannt an eng ganz Rei Leit hu sech op engem vun den Events, wou de Bus present war, impfe gelooss. Och an den nächsten Deeg ass de Bus erëm uechter d'Land ënnerwee. Et muss een allerdéngs feststellen, datt d'Leit net an alle Regioune vun dësem flotte Service profitéiere kënnen, well et keen Halt am Norde vum Grand-Duché gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi gëtt den Tour vum Impfbus festgeluecht?

2. Ass geplangt, datt den Impfbus an den nächste Wochen och nach emol am Norden Halt mécht?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (30.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Impfbus ass eng gutt Méiglechkeet, d'Impfung einfach méi no bei d'Leit ze bréngen an domat eventuell Leit unzespriechen, déi soss sech net géifen impfe loossen. D'Direktioun vun der Santé gëtt vu villen Organisateure vun Evenementer spontan ugeschwat, fir ee Passage vum Impfbus bei hirem Evenement ze kréien.

D'Santé kuckt och parallell dozou, wéi eng grouss Evenementer ofgehale ginn iwwert déi nächst Wochen. D'Iddi ass, Evenementer auszesichen, wou een eng Aussicht huet, e gréissere Public unzetreffen, dee sech potenziell géif um Evenement impfe loossen. Et ginn och zäitlech Contrainten, déi musse berécksiichtegt ginn, souwéi den Accès mam Bus (z. B. Parkingsméiglechkeeten).

Den Impfbus war an de leschte Wochen och schonn ëfters am Norde vum Land ënnerwee, ë. a. op follgenden Evenementer: Ettelbrooklyn zu Ettelbréck (11. September), Nuit des lampions zu Wolz (18. September), a Bike4All zu Mäerzeg (19. September). Weider Passagë sinn ë. a geplangt an der Zone industrielle zu Biissen (4. Oktober), um Veiner Nëssmoort (9. Oktober), am Supermarché Nordstrooss-Shopping Mile (9. Oktober) an an der Zone d'activité économique um Fridhaff (11. Oktober).

D'Lëscht vun de potenziellen Evenementer gëtt dann all Dënschdeg am Comité de pilotage „vaccination" diskutéiert an eng definitiv Lëscht gëtt festgehalen. Natierlech gëtt probéiert, do och eng gerecht geografesch Verdeelung ze maachen.

Question 4874 (19.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **changement de paradigme de la politique européenne :**

An engem Interview am „Tageblatt" schwätzt den Här Bausseminister vun engem Paradigmewiessel vun der europäescher Baussepolitik, déi erkenne misst, datt „unser bisheriger westlicher Ansatz, Rechtsstaatlichkeit und Demokratie in Länder wie Afghanistan, Mali oder andere Länder exportieren zu wollen, einfach nicht funktioniert". Dat geet esou wäit, datt den Här Bausseminister am nächste Saz freet, ob „wir einem anderen Volk überhaupt Demokratie und Rechtsstaatlichkeit aufzwingen können".

Zu där Ausso, déi vill Lëtzebuerger an europäesch Beméiungen a Fro stellt, wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Am Kader vun der „EU Sahel Strategy" si Lëtzebuerger Zaldoten am Mali agesat, fir net nëmme Sécherheet, Verdeedegung, Gouvernance a Justiz am afrikanesche Land verbesseren a koordinéieren ze hëllefen, mee och fir d'konstitutionell an demokratesch Uerdnung ze erhalen oder nees hierzestellen (Referenz op de Mandat vun där Missioun). Ass eng Lëtzebuerger Bedeelegung un där Missioun nom Urteel vum Här Bausseminister hifälleg?

2. Wéi eng Implikatiounen huet déi Meenung vum Här Bausseminister méi allgemeng op d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un Auslandsmissiounen, déi am Zilland sollen Demokratie a Rechtsstaatlechkeet assuréieren? Wéi wäit ass esou eng wäitreechend Analys, déi e fundamentale politesche Revirement duerstellt, an der Lëtzebuerger Regierung mat deenen aneren zoustännege Ministeren ofgeschwat?

3. Den Här Bausseminister freet och a sengem Interview, datt mir sollten eng „staark Kooperatioun mat Russland a China" hunn. Wéi eng Implikatioune missten déi Aussoen op déi aktuell Politik hunn, z. B. am Hibléck op d'EU-Sanktioune géintiwwer Russland?

4. Wéi eng Implikatioune kann dem Här Asselborn säi „Paradigmewiessel" an der Baussepolitik op déi Lëtzebuerger Kandidatur fir den UNO-Mënscherechtsrot fir d'Period vun 2022-2024 kréien?

Réponse (20.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Nee.

ad 2. Déi aktuell Situatioun an Afghanistan werft eng Réi Froen op, déi musse beäntwert ginn. Wa mer no 20 Joer internationaler Presenz sou e Réckschlagerliewen, da muss ee versichen ze verstoen, wat schifgelaf ass. Dat ass eng Fro, déi sech de westleche Länner stellt. Dat heescht net, datt mir allgemeng d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un Auslandsmissiounen a Fro stellen.

ad 3. Eis Bezéiunge mat Russland beroue säit 2016 op fënnef Prinzippien. Ee vun dëse Prinzippien ass eng selektiv Kooperatioun an deene Beräicher, wou et sënnvoll ass, mat Russland zesummenzeschaffen. Sujete wéi Afghanistan falen eendeiteg an dës Kategorie. Déi selektiv Kooperatioun huet keen Impakt op d'Sanktiounspolitik.

ad 4. Am gesoten Interview hunn ech kloer ze verstoe ginn, datt eng Talibanregierung, déi d'Mënscherechter net respektéiert, net vun der EU kéint akzeptéiert ginn. Déi Ausso ass kloer an am Aklang mat eisem Engagement fir d'Mënscherechter.

Question 4875 (19.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mesures de protection pour les réfugiés afghans :**

Lëtzebuerg schéngt an der Fro, wéi een Afghanen, déi mat den NATO-Truppen oder der EU zesummegeschafft hunn, a weidere Flüchtlinge soll hëllefen, eng aner Positioun ze hu wéi aner EU-Länner. Den däitsche Bausseminister Heiko Maas gëtt zitéiert mat der Ausso, datt d'Nopeschlänner vun Afghanistan sech sollen op Flüchtlingsbeweegungen astellen an datt hie fir eng gemeinsam EU-Approche wär, fir an der Regioun sécher Zonen an oder ronderëm Afghanistan ze schafen. Den Här Bausseminister sengersäits fuerdert, deenen Afghanen, déi der NATO gehollef hunn, „eng Chance [ze] ginn, an engem europäesche Land ze liewen", wéi et op RTL heescht.

Duerfir dës Froen un den Här Bausseminister:

1. Ass déi ausseruerdentlech Videokonferenz vun den EU-Bausseminister eestëmmeg iwwer Léisungen eens ginn oder gëtt et ënnerschiddlech Appreciatioune vu méigleche Schutzmoossname fir Flüchtlingen a fir Afghanen, déi der NATO oder der EU an de leschten 20 Joer gehollef hunn?

2. Lëtzebuerg huet sech anscheinend elo emol engagéiert, fir zwielef Afghanen opzehuelen. Wéi eng Engagementer hunn déi aner EU-Länner geholl? Wéi sollen déi zwielef Afghanen erausgesicht ginn an op Lëtzebuerg kommen?

3. Ass de Wonsch, verschidde Kategorië vun Afghanen an europäesche Länner liewen ze loossen, dem Här Bausseminister seng perséinlech Appreciatioun am Kader vum RTL-Interview oder gëtt dëse vun aneren EU-Ministere gedeelt an huet dëse Wonsch eng Aussiicht, zu enger offizieller EU-Positioun ze ginn?

4. Wat sinn d'Schätzungen, wéi vill Leit betraff sinn, déi sech duerch hir Mataarbecht bei westleche Staaten, Institutiounen oder Projeten an den Ae vun den Taliban kompromettéiert hunn?

Réponse (20.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'EU-Ausseministere ware sech an der ausseruerdentlecher Sëtzung vum 17. August 2021 eens, wéi och an der Deklaratioun vum Héije Vertrieder Josep Borrell am Numm vun den EU-Memberstaate vum 17. August 2021 festgehalen, datt alles soll gemaach ginn, fir d'Sécherheet vun den EU-Bierger an Afghanistan souwéi vum lokal rekrutéierte Personal, dat fir d'EU oder fir e Memberstaat geschafft huet, ze garantéieren, dëst och duerch d'Evakuéierung vum Personal a vu senge Familljen, déi sech an Nout befannen. D'EU-Ausseministeren hu sech an der Deklaratioun och derfir ausgeschwat, datt d'EU den Afghanen, deenen hir Sécherheet duerch hiert prinzipiellt Engagement fir eis gemeinsam Wäerter kéint menacéiert sinn, eng besonnesch Opmierksamkeet soll schenken.

ad 2. + 3. Lëtzebuerg huet sech engagéiert, fir zwou Persounen, déi fir d'EU geschafft hunn, an eng Persoun, déi fir d'NATO geschafft huet, opzehuelen, zesumme mat hirer Famill. Déi Persoune ginn de Länner vun de jeeweilegen Organisatioune proposéiert.

Och wann d'Meenungen innerhalb der Europäescher Unioun leider auserneeginn, huet sech eng grouss Majoritéit vu Memberstaaten bereeterkläert, genausou wéi mir Persounen, déi fir d'EU, d'NATO an aner international Organisatioune geschafft hunn, opzehuelen.

ad 4. Et ass net ofzeschätzen, wéi vill Persoune concernéiert sinn, well net all Persoun direkt oder fir net ganz laang fir westlech Staaten an Organisatioune geschafft huet.

Question 4883 (20.08.2021) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant l'**échec de la mission internationale en Afghanistan :**

Les talibans en Afghanistan ont conquis le pays à une vitesse étonnante, souvent sans résistance de l'armée afghane, qui s'est rapidement effondrée face aux talibans. D'après les informations dans la presse, ceci était dû à des facteurs divers : l'armée était mal approvisionnée, minée par la corruption et n'avait pas de soutien aérien.

Ni l'OTAN, ni les forces américaines n'ont anticipé la rapidité avec laquelle les talibans ont su reprendre le contrôle du pays, appelant à « en tirer des leçons ». Après 20 ans, la mission se termine dans le chaos, des milliards de dollars et des efforts considérables ont été gaspillés - sans parler du désastre pour la population afghane.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Quelle est l'appréciation de la part de Monsieur le Ministre concernant le développement de la situation et plus précisément de la rapidité de l'avancée des talibans ? Peut-on dire à ce stade quels sont les éléments qui y ont contribué et si cette situation était prévisible ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une analyse transparente et autocritique est nécessaire afin de déterminer les raisons pour lesquelles l'armée afghane a capitulé si vite ?

3) Dans l'affirmative, comment le Luxembourg entend-il s'impliquer pour qu'une telle analyse puisse être réalisée dans un délai raisonnable ?

Réponse commune (20.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Les Alliés ont été pris de court par la vitesse à laquelle les talibans ont pris le pouvoir. La rapidité de l'avancée des talibans est due à l'effondrement du Gouvernement afghan et à l'incapacité des forces nationales afghanes de sécurité et de défense (ANDSF) de résister aux talibans, le Président Ghani quittant rapidement le pays au moment de l'entrée des talibans à Kaboul. Force est de constater que les alliés ont sous-estimé les capacités des talibans et surestimé celles de l'armée afghane dans laquelle tant d'efforts ont été investis. L'analyse de ces développements doit se faire tant au niveau de l'OTAN que de l'UE, et est actuellement en cours.

Les récents développements en Afghanistan représentent avant tout une tragédie pour la population afghane qui aspire à vivre en sécurité et dans la dignité. La situation actuelle reste toujours aussi précaire.

Par sa résolution 2593 (2021), le Conseil de sécurité des Nations Unies enjoint les talibans de respecter leurs engagements, et notamment de permettre aux ressortissants étrangers et aux Afghans qui le souhaitent, de quitter l'Afghanistan en toute sécurité. Cela implique de maintenir l'aéroport en état de fonctionnement et les routes et postes-frontière ouverts. L'aide humanitaire doit pouvoir atteindre toutes les personnes qui en ont besoin. Le pouvoir en place est appelé à respecter les obligations internationales du pays, à protéger les droits humains de tous les Afghans, en particulier des femmes et des filles, et à veiller à ce que l'Afghanistan ne serve pas de refuge aux terroristes. Les nouvelles autorités afghanes seront jugées sur leurs actes et non sur leurs paroles.

ad 2) Une telle analyse est essentielle. Le Luxembourg et ses 29 alliés au sein de l'OTAN se sont engagés à mener une réflexion exhaustive sur leur engagement en Afghanistan. Le Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a souligné à plusieurs reprises devant la presse que les alliés devront examiner attentivement ce qui n'a pas fonctionné dans le cadre de cette mission. Le Secrétaire général a fait valoir que « nous avons besoin de mieux comprendre, à la fois ce qui a mal tourné, mais aussi d'analyser nos réalisations en Afghanistan, notamment en matière de lutte contre le terrorisme ». Ce processus de réflexion se fera en toute transparence au niveau de l'Alliance sans interférer avec les différentes commissions d'enquête nationales.

ad 3) Le Luxembourg a plaidé en faveur d'un examen approfondi dans les meilleurs délais. À l'OTAN, une analyse est en cours sur les leçons apprises dans le cadre de la mission Resolute Support (RSM) (2014-2021). Le Luxembourg entend bien s'impliquer dans ces travaux au sein des différents comités de l'OTAN. Nous plaidons pour que l'OTAN tire les enseignements de son engagement en Afghanistan et que ceux-ci puissent être pris en compte dans le développement du prochain concept stratégique de l'OTAN attendu au premier semestre 2022.

De son côté, l'Union européenne a une responsabilité à l'égard des aspirations légitimes du peuple afghan à la paix, à la sécurité, à la dignité et au développement socio-économique. En tirant les leçons des derniers événements, l'UE se doit de peser de tout son poids pour contribuer à l'effort international pour préserver les acquis des vingt dernières années, notamment les droits des femmes, des filles, des enfants et des minorités, l'accès à la santé et à une véritable éducation, et la liberté de la presse.

Question 4884 (20.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **recrutement auprès de la Police grand-ducale :**

Mat dem Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwer d'grossherzoglech Police goufen an dëser Verwaltung eng Rei nei Karriären am Policekader geschafen, notamment am Gehaltsgrupp B1, wou säithier och massiv rekrutéiert gëtt. Bei der Aféierung vun dem Gehaltsgrupp B1 sinn d'Primmen op respektiv zwielef Gehaltspunkte pro Mount fir d'Astreinte a 15 Gehaltspunkte pro Mount fir de Regime militaire festgeluecht ginn. Am Géigesaz dozou sinn dës Primme fir d'Gehaltsgruppen C1 vum Policekader op respektiv 22 Gehaltspunkte pro Mount fir d'Astreinte a 35 Gehaltspunkte pro Mount fir de Regime militaire festgeluecht.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

1. Wéi erklären déi Häre Ministeren d'Differenz an der Héicht vun deenen zwou Primmen, déi insgesamt ëmmerhin 30 Gehaltspunkte pro Mount ausmécht, wann ee bedenkt, datt d'Beamten aus de genannte Gehaltsgruppe vum Policekader exakt déi selwecht Postebeschreiwung hunn an am selwechte Policeauto op de selwechten Asaz fueren?

2. Wann ee bedenkt, datt d'Beamten aus dem Gehaltsgrupp B1 vum Policekader manner wéi d'Hallschent vun de Primme kréie wéi d'Beamten aus dem Gehaltsgrupp C1 vum Policekader, wéi eng Astreinte a wéi ee Risiko mussen d'B1-Karriäre manner op sech huelen ewéi d'C1-Karriären?

3. Ass et net sou, dass d'Astreinte an de Risiko fir d'Beamten aus béide Gehaltsgruppen (B1 an C1) vum Policekader identesch sinn an eng Differenz an deene Primmen net ze justifiéieren ass?

4. Gesinn déi Häre Ministeren hei net de Risiko vun engem Verstouss géint de Gläichheetsprinzip, wéi en am Artikel 10bis vun eiser Verfassung verankert ass?

5. Wéi gedenken déi Häre Ministere virzegoen, fir dës ongläich Behandlung vu Bierger an enger vergläichbarer Situatioun ze behiewen?

Réponse commune (17.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

D'Montante vun deenen eenzele Primmen, déi am Policegesetz vun 2018 festgehale goufen, sinn d'Resultat vun den Diskussiounen, déi am Kontext vun der Policereform gefouert goufen, notamment och mat de Syndikater an Associatioune vum Policepersonal.

Wat d'Fro vun engem eventuelle Verstouss géint de Gläichheetsprinzip betrëfft, an ouni hei op déi juristesch Subtilitéite vun deem Sujet anzegoen, muss ee soen, datt dee Prinzip jo heescht, datt ee Leit, déi an enger vergläichbarer Situatioun sinn, net aneschters däerf behandelen. An dësem Fall ass et awer esou, datt déi betraffe Beamten net an enger vergläichbarer Situatioun sinn, well se a verschiddene Gehaltsgruppe klasséiert sinn.

Question 4886 (20.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **arrêts de bus adaptés aux personnes handicapées :**

Fir Persoune mat enger visueller Beanträchtegung ze hëllefen, sech am ëffentleche Raum ze orientéieren, existéieren eng Rei technesch Hëllefsméiglechkeeten, wéi zum Beispill de Bodenleitsystem (dat sinn déi wäiss Plättercher mat Relief, déi bei Foussgängersträifen oder op Quaien installéiert sinn) oder akustesch Signaler bei Foussgängersträifen. Dës sinn nëmmen e puer vu villen Innovatiounen, déi de Persoune mat engem Handicap kënnen am Kader vun hirer alldeeglecher Mobilitéit nëtzlech sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Busarrête ginn et zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Busarrête goufe rollstullgerecht konzipéiert?

Wéi vill Bushaisercher si rollstullgerecht konzipéiert?

3. Wéi vill Busarrêten hei am Land verfügen iwwer ee Bodenleitsystem?

4. Wéi vill Busarrête verfügen iwwer Fuerpläng, déi och fir Persoune mat visuelle Beanträchtegungen accessibel sinn (zum Beispill wou de Plang ze héieren oder a Braille-Schrëft affichéiert ass)?

5. Wéi vill Busarrête stinn ënnert der Responsabilitéit vun de Gemengen a wéi vill ënnert där vum Staat?

Réponse (16.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Haltestelle stinn allgemeng ënnert der Responsabilitéit vun de Gemengen. Dëst ass am Gesetz vum 5. Februar iwwert den ëffentlechen Transport verankert. De Staat ass responsabel fir d'Busgaren a fir d'Pôles d'échange.

D'Gemenge reglementéieren d'Haltestellen innerhalb vun enger Uertschaft (ca. 94 %) an de Staat déi ausserhalb vun den Uertschaften.

Et ginn ca. 4.500 Haltestellen. Wann een d'Haltestelle vu béide Stroossesäiten zesummefaasst, da sinn dës op ongeféier 2.500 ënnerschiddlech Haltepunkte verdeelt.

ad 2. 17 % vun den Haltestellen hunn ee sougenannte „Kasseler Bordstein", déi de barrièrefräien Zougang zum Transportmëttel erlaben.

13 % vun den Haltestellen hunn eng einbaufrei Mindestfläch vun 1,50 m x 1,50 m laanscht d'Haltekant, fir besser mam Rollstull ze rangéieren.

45 % vun den Haltestellen hunn ee Bushaischen, wouvunner 82 % ouni Träpplek konzipéiert sinn.

ad 3. 7 % vun den Haltestelle verfügen iwwert eng „Leitstreife" bzw. iwwert ee Leitsystem mat Buedemindikatore parallell zum Bord, mat engem Einstiegsfeld.

ad 4. De visuellen Inhalt vum Haltestellenaushang gouf 2012 an Zesummenaarbecht mam Grupp MEGA - Groupe d'experts multidisciplinaire en accessibilité ofgestëmmt.

Op Haltestelle mat Informatiounsbildschiermer, op deenen d'Arrivée vum nächste Bus an Echtzäit affichéiert gëtt, misst vu Fall zu Fall gepréift ginn, ob eng Funktioun zur Bedarfsansage (Text-to-Speech) nogerëscht ka ginn.

Am Kontext vun den dynameschen Informatiounen op den Haltestelle kënnt ëmmer méi oft d'E-Paper-Technologie zum Asaz. Duerch d'Kontrastverhältnis an déi héich Opléisung sinn dës och a schwéiere Beliichtungsbedéngunge méi einfach ze liesen. Eng akustesch Ukënnegung fir Persoune mat visuelle Beanträchtegunge kéint och integréiert ginn.

ad 5. Fir dës Informatioune verweisen ech op de Punkt 1.

Question 4887 (23.08.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **transport de vélo en bus :**

Durant la pandémie, la pratique du vélo a connu un véritable engouement. L'accord de Gouvernement 2018-2023 prévoit d'ailleurs la promotion du vélo comme moyen de transport. Or, force est de constater qu'il n'est pas toujours évident pour un cycliste de prendre le bus avec son vélo. Si le transport de vélo en bus est gratuit, il dépend de la place disponible à bord de l'autobus. Lorsqu'une poussette ou une chaise roulante est déjà dans le bus, il n'est guère plus possible d'y rentrer avec un vélo. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2659, Monsieur le Ministre explique qu'enlever systématiquement des sièges afin de faire plus de place pour des vélos serait en contradiction avec la mission première des bus, à savoir le transport de passagers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si des réflexions sont en cours afin de faciliter à l'avenir le transport de vélo dans les bus ? Dans quelle mesure était-ce un critère dans le cadre de la soumission publique européenne pour l'attribution des lignes du réseau RGTR ?

- Est-ce qu'une solution comme pratiquée en Suisse, où pendant la saison estivale des cars postaux circulent avec des porte-bagages à vélo ou des remorques à vélo, serait envisageable pour certaines lignes régulières ?

- Qui porte la responsabilité si, lors d'un trajet en bus, un vélo non fixé venait à être projeté contre un passager suite à un freinage brusque de l'autocar ?

Réponse (22.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La réponse à la question parlementaire n° 2659 du 12 août 2020 est toujours applicable. La conception de l'intérieur d'un autobus doit tenir compte d'une capacité appropriée à la mission primaire de transporter des passagers et de proposer un nombre suffisant de places assises, surtout sur les lignes régionales, ayant des temps de parcours plus longs que les lignes urbaines. Suivant le cahier des charges dans le cadre de la soumission publique européenne pour l'exploitation des lignes du réseau RGTR, tous les autobus utilisés pour l'exploitation des services RGTR doivent être conformes à la législation et règlementation en vigueur concernant l'accès des personnes handicapées ou à mobilité réduite, et chaque bus doit donc disposer d'une plateforme et d'un accès conforme aux exigences des personnes à mobilité réduite. Cet espace peut également être utilisé par les cyclistes qui utilisent le bus avec leurs vélos. Je précise néanmoins que l'utilisation de la plateforme à l'intérieur du bus est prioritaire aux personnes en chaise roulante et aux personnes avec une poussette.

La soumission européenne prévoit aussi l'utilisation de fixation de vélos à l'extérieur de bus du type « bike rack » sur certaines lignes régulières. Ainsi, ce système pourra être installé sur ces lignes pendant la saison estivale.

Selon la réglementation en vigueur (règlement ministériel du 6 février 2020 fixant les conditions de transport et les tarifs des transports publics), le passager est responsable de l'objet introduit dans le moyen de transport public, et les cycles ne sont admis que suivant les disponibilités techniques de ce moyen de transport public.

Question 4890 (23.08.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **reclassement du village de Rindschleiden en zone verte :**

Selon un article de presse récent, le Ministère de l'Environnement aurait proposé à la commune de Wahl de reclasser, dans le cadre de la réorganisation de son Plan d'aménagement général (PAG), le village de Rindschleiden en zone verte.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des détails concernant les raisons de cette proposition de reclassement ?

2) Madame la Ministre peut-elle informer sur d'autres localités ou lieux-dits du pays qui seront ou pourraient être reclassés en zone verte ? Quelles seraient les motivations du ministère de suggérer aux communes concernées une pareille révision de leur PAG ?

3) Madame la Ministre ne craint-elle pas que la ou les communes visées risqueraient, dans ce cas précis, de se voir confrontées à des revendications de dommages-intérêts de la part des propriétaires concernés ?

Réponse (20.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Toute la localité de Rindschleiden est classée dans le PAG en vigueur en tant que « zone de protection du site » conformément à l'article 8a du règlement sur les bâtisses de la commune de Wahl. Selon la partie écrite, la « zone de protection du site » constitue une zone destinée à rester libre vu qu'elle a « pour but la sauvegarde et la protection du site. Elle est caractérisée par l'interdiction de bâtir. » De ce fait, les terrains à Rindschleiden font partie de la zone verte selon le PAG actuel en vigueur. Il ne s'agit donc pas d'un reclassement en zone verte. Bien au contraire, selon le projet de PAG qui a été soumis pour avis, l'autorité communale de Wahl souhaite classer une partie des surfaces de la localité de Rindschleiden en zone destinée à être urbanisée (zone de bâtiments et d'équipement publics - BEP). Dans l'avis du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) du 28 juillet 2021 au sujet du projet de PAG de la commune de Wahl, la commune de Wahl a été informée qu'une approbation de la prédite proposition de classement n'est pas envisageable, e. a. au vu de la situation paysagère exceptionnelle du lieu. Par ce même avis, il a été recommandé à l'autorité communale de développer un projet plus concret pour mieux cadrer la définition du zonage et des potentialités de développement urbanistique de la localité. En outre, il a été recommandé de le faire par le biais d'une modification ponctuelle du PAG, alors qu'il serait difficile d'intégrer une telle démarche dans la refonte globale du PAG qui est déjà très avancée.

ad 2) D'une manière générale, le MECDD ne demande pas que des localités ou lieux-dits soient reclassés en zone verte quand ces lieux constituent des zones destinées à être urbanisées dans le PAG en vigueur.

Néanmoins, il se peut que le MECDD recommande à l'autorité communale de reclasser des fonds précis, étroitement délimités, en zone verte lorsque la valeur écologique de ces terrains rend une urbanisation de facto impossible.

Ces recommandations trouvent leur origine dans les objectifs de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, à savoir des raisons importantes de protection de la nature (p. ex. incidences significatives sur une zone Natura 2000, fonctionnalité essentielle d'une surface dans le maillage des biotopes ou en tant qu'habitat pour une/des espèces particulièrement protégées difficile/impossible à compenser, …) et de protection des paysages (p. ex. topographie complexe, fragmentation éco-paysagère, …). Il se peut également que des motifs de sécurité soient invoqués (p. ex. exposition à des risques naturels, …). Il importe de souligner qu'il s'agit de suggestions et que seule l'autorité communale peut prendre l'initiative de procéder à un tel reclassement.

ad 3) Il est évident qu'en pareil cas ce risque existe. C'est pourquoi un tel reclassement doit être bien préparé et solidement motivé. En pratique, il faut constater que les reclassements de terrains en zone verte pour réorienter le développement urbanistique d'une localité ou pour en atténuer les incidences environnementales sont rares. Généralement, les reclassements en zone verte opérés par les autorités communales ne visent qu'une mise en cohérence de certaines limites de zones destinées à être urbanisées par rapport à l'existant. Souvent, ces redressements sont proposés sur base d'un accord commun entre la commune et les propriétaires concernés ou en échange pour une extension de la zone à un autre endroit.

Question 4893 (24.08.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **statistiques sur l'évolution de la criminalité au Luxembourg :**

Déi lescht Zuelen a Statistiken zur Kriminalitéit an Delinquenz am Grand-Duché huet den Här Minister zesumme mat de Responsabele vun der Police Enn Mäerz dëses Joers presentéiert.

An de leschte Wochen huet een awer den Androck, datt et virun allem zu enger ganzer Rei Iwwerfäll am Dag komm ass.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet eis detailléiert Zuelen zur Evolutioun vun der Kriminalitéit an Delinquenz hei am Land säit Mäerz 2021 ginn, opgeschlësselt no der Aart vun de Strofdoten, de Stied, de Gemengen an de Regiounen am Land?

2. Wann nee, aus wéi enge Grënn sinn dës Zuelen net disponibel?

Réponse (15.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. D'Zuelen zur Evolutioun vun der Kriminalitéit an Delinquenz ginn all Joer vun der Police publizéiert an am Kader vun enger Pressekonferenz virgestallt. Déi Zuele ginn op Basis vun de Procèsverbaux vun der Police opgestallt a sinn doduerch wärend dem Joer net direkt disponibel. All Donnéeën, déi wärend dem Joer mussen zesummegedroe ginn, sinn deemno ni komplett. Déi detailléiert Zuelen, sou wéi se gefrot sinn, kënne leider net zur Verfügung gestallt ginn.

Fir awer déi vun den honorabelen Deputéierte gefroten Indicatiounen ze ginn, huet d'Police follgend Zuelen zesummegedroen, wuelwëssend, dass se nach net onbedéngt komplett sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4894 (24.08.2021) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **délais des déclarations d'impôts :**

E Steierzueler, deen eng fräiwëlleg Steiererklärung mécht, kann dëst just bannent engem gewëssenen Delai maachen. Iwwer deen Delai eraus gëtt se mengen Informatiounen no net méi ugeholl.

Doraus ergëtt sech, dass Leit, déi näischt vun deem Delai woussten, verschidde Reduktioune vun hirem besteierbaren Akommes net méi kënne geltend maachen (z. B. am Fall vum Kaf vun enger Wunneng, wann een d'Reschtscholdversécherung oder d'Zënse wëll ofsetzen).

Op der enger Säit kann d'Steierverwaltung vun de Contribuabele réckwierkend Steiererklärungen afuerderen. Wann anerersäits de Contribuabel eng Steiererklärung wëllt maachen, fir seng Steierschold ze reduzéieren, geet dat net.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wou genau ass dësen Delai festgehalen?

3. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt dës Situatioun eng Ongerechtegkeet par rapport zum Steierzueler duerstellt?

Réponse (01.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Aus dem Paragraf 166 vun der „Abgabenordnung" („AO"), déi ënner anerem d'Rechter an och d'Flichte vum Steierzueler opzielt, geet ervir, datt de Bierger verflicht ass, eng Steiererklärung ofzeginn, wann d'Steierverwaltung hien dozou opfuerdert.

De Paragraf 167 AO setzt och d'Delaie fest, bis wéini d'Steiererklärung muss eragereecht sinn. Den Delai, fir eng Steiererklärung ofzeginn, ass op d'Enn vum Mount Mäerz fixéiert vun deem Joer, dat nom betraffene Steierjoer kënnt.

Den Artikel 116 aus dem Akommessteiergesetz („L.I.R.") mat deem derzougehéierende groussherzogleche Reglement vum 13. Mäerz 1970 beseet, datt all Bierger eng Steiererklärung muss maachen, ausser wann ë. a. d'Konditiounen no Artikel 153 (Alineaen 1 bis 3) L.I.R., déi bestëmmen, wéini datt d'steierlech Situatioun vum Bierger eng obligatoresch Steiererklärung verlaangt („imposition par voie d'assiette"), net erfëllt sinn.

Kënnt de steierflichtege Bierger senge Flichten awer net no, sou kann d'Steierverwaltung bis zum Oflaf vun der Verjärungsfrist zeréckgoen, fir entweeder Lacunnen an Ongereimtheeten an der Steiererklärung ze berengege respektiv réckwierkend Steiererklärungen anzefuerderen no Bekanntgi vun neien Tatsaachen, déi de Steierzueler dem Steieramt net matgedeelt huet respektiv wou d'Steierverwaltung net am Bild war.

Eng Steiererklärung ass am Gronn näischt aneres wéi ee Joresausgläich vun der Akommessteier. Falls keng Steierflicht besteet, dann huet de Bierger awer ee Recht drop, fir eng Steiererklärung unzefroen, fir kënne gewëssen Ausgaben, wéi ë. a.

Scholdzënse vun enger Immobilieschold a Relatioun mat enger eegener bewunnter Wunneng geltend ze maachen. Dës Méiglechkeet vun enger Steiererklärung op Ufro besteet duerch den Alinea 4 vum Artikel 153 L.I.R.

Den Delai, fir eng Steiererklärung op Ufro allerspéitstens anzereechen, gëtt am Paragraf 153 AO festgehalen, wou de Bierger seng Erstattungsusprech ka geltend maache bis zum Enn vum Joer, dat nom betraffene Steierjoer kënnt, op dat sech seng steierlech Situatioun berifft.

D'Cour administrative huet duerch en Arrêt vum 3. September 2014 (N° 33525C) d'Richtegkeet vun der Applikatioun vun dësem Delai ausféierlech bekräftegt.

Dës béid Situatioune mat de verschiddenen Delaie kann een net matenee vergläichen an och net als Ongerechtegkeet duerstellen, well et sech op der enger Säit ëm d'Flichte vum Steierzueler handelt an op der aner Säit ëm e Recht: de Steierzueler, obwuel en net obligéiert ass, eng Steiererklärung ofzeginn, kritt hei vum Gesetzgeeber d'Méiglechkeet accordéiert, e spezifeschen Erstattungsusproch ze maachen, wou hien op diverse Sitten iwwert den Delai vum 31. Dezember och informéiert gëtt, wéi ë. a. op dem Site vun der Steierverwaltung a vu MyGuichet.

Question 4896 (24.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **relogements dans le cadre des inondations récentes :**

Mëtt Juli ass Lëtzebuerg jo vun uergen Iwwerschwemmunge getraff ginn, dobäi ass et zu ganz héijem Materialschued komm. Der nationaler Assurancenassociatioun ACA no handelt et sech dobäi ëm déi deierst Naturkatastroph, déi mir jee zu Lëtzebuerg haten. Vill Wunnenge sinn esou staark beschiedegt ginn, datt d'Leit hu missen enzwousch anescht ënner Daach kommen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Hunn alleguerten déi Leit, déi net méi an hiren uerg beschiedegte Wunnenge kënne wunnen, eng laangfristeg Léisung fonnt?

2. Sinn d'Hëllefsgelder, déi d'Regierung fir d'Héichwaasseraffer decidéiert hat, mëttlerweil alleguerten ausbezuelt ginn?

Réponse commune (15.09.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Der Regierung ass bis elo keng urgent Situatioun matgedeelt ginn, bei där eng vun den uergen Iwwerschwemmunge betraffe Famillje keng fest Léisung fonnt hätt. Et ass schwéier, fir alleguer déi eenzel Situatiounen am Detail ze retracéieren. Op alle Fall muss ee betounen, dass alleguer déi betraffe Gemengen, mat deenen d'Regierung déi lescht Woche konstant a Kontakt war, sech säit den Evenementer vum 14. Juli ëm alleguer déi Famille këmmeren an déi ënnerstëtzen, déi wärend den Iwwerschwemmunge Schued erlidden hunn, jee souguer hiert Haus verluer hunn. Schlussendlech hunn och e ganze Koup Gemenge sech manifestéiert, fir den Affer kuerz- a mëttelfristeg eng Wunneng zur Verfügung ze stellen.

ad 2. D'finanziell Hëllef fir Privatstéit, déi de Familljeministère virgesäit am Kader vun den Naturkatastrophen, kann nach bis den 31. Dezember 2021 ugefrot ginn. All Dag kommen Demanden derbäi an duerfir sinn d'Hëllefsgelder och nach net all ausbezuelt. Op den Datum vum 9. September krut de Familljeministère 211 Demandë fir eng finanziell Hëllef am Kader vun den Iwwerschwemmunge vum 14. a vum 15. Juli eran. Dovu konnte scho 56 Demanden an der Commission des secours sociaux demandés à la suite de catastrophes naturelles traitéiert ginn, an 38 Menagë kruten esou bis ewell finanziell Hëllefe fir ee Gesamtmontant vun 179.613 € ausbezuelt.

Question 4897 (24.08.2021) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance :**

La conférence de Durban qui s'était tenue du 31 août au 8 septembre 2001 avait sombré dans des querelles en raison de déclarations et accusations antisémites.

Par la suite, la conférence de Durban a été généralement considérée comme un échec, notamment en raison du départ de plusieurs pays en cours de conférence, mais aussi en raison de difficultés rencontrées pour aboutir à un texte de déclaration finale contre le racisme.

Depuis lors, de nombreux pays occidentaux ont boycotté les conférences de suivi de 2009 et 2011 pour s'élever contre des déclarations antisémites qui y étaient prononcées.

En avril 2009 lors de la conférence dite Durban II, le Grand-Duché était représenté par son représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies qui n'a pas manqué de sortir de la salle avec ses confrères européens en signe de protestation. Le Ministre des Affaires étrangères a, à l'époque, réagi dans différents médias en rejetant l'idée du boycott d'une telle réunion et en récusant la politique de la chaise vide.

De nombreux pays, comme les États-Unis, l'Australie, le Canada, Israël, le Royaume-Uni, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Autriche, la République tchèque, l'Allemagne et la France ont déjà annoncé vouloir renoncer à participer à la prochaine conférence Durban (Durban IV), qui aura lieu en septembre 2021.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Au vu du détournement répété des conférences dites Durban à des fins antisémites, Monsieur le Ministre peut-il expliquer quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à maintenir sa participation aux conférences de Durban II et de Durban III ?

Quelle est la position du Ministre par rapport aux événements qui ont eu lieu lors de ces conférences ?

- Début août, la présidence de la République française a déclaré boycotter, comme de nombreux autres pays, la conférence de Durban IV qui aura lieu en septembre, en précisant :

« Préoccupé par l'historique des déclarations antisémites prononcées dans le cadre de la conférence des Nations Unies sur le racisme, dite conférence de Durban, le Président de la République a décidé que la France ne participerait pas à la conférence de suivi qui aura lieu cette année. »

- Le Luxembourg participera-t-il à cette conférence ?

- En cas de participation à ladite conférence :

• À quel niveau le Luxembourg y sera-t-il représenté ?
• Quelles sont, dans le contexte d'éventuelles nouvelles déclarations antisémites, les instructions données aux représentants de notre pays ?

Réponse (20.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Jusqu'à présent, le Luxembourg a toujours été représenté lors des conférences mondiales de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance. Lors de la réunion de haut niveau pour le 20e anniversaire de la conférence de Durban, qui se tiendra à New York, le 22 septembre, le Luxembourg ne sera pas représenté au niveau politique, mais par la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Comme par le passé, le Luxembourg ne tolérera pas de remarques racistes, xénophobes ou antisémites et quittera la salle si tel devait être le cas.

Une participation au niveau de la Représentation permanente est cohérente avec notre engagement de longue date en faveur de la lutte contre le racisme. Il s'agit d'une thématique en faveur de laquelle le Luxembourg continuera à s'engager, y compris dans le cadre du Programme d'action de Durban et au niveau du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Qu'il soit rappelé que lors de l'Examen périodique universel de 2018, le Luxembourg a accepté douze recommandations relatives à la lutte contre le racisme qui lui ont été adressées et s'est engagé à renforcer ses efforts pour combattre toutes les formes de discrimination raciale et de xénophobie.

Question 4901 (26.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **protection des données de santé des salariés :**

Eng amerikanesch Finanzgesellschaft wëll hiert Personal anscheinend forcéieren, sech impfen ze loossen, fir mat der Heemaarbecht kënnen opzehalen. Verschidden Affekoten hunn dëst an der Press kommentéiert an ënnerstrach, datt e Patron keen Ableck an de medezinneschen Dossier vu senge Salariéen zegutt hätt. Dës missten him och keng Froen zu hirem Gesondheetszoustand beäntweren. Esou Aussoe werfen e puer Froen op, déi ech dem Här Aarbechtsminister, der Madamm Justizminister an der Madamm Gesondheetsminister heimat stelle wéilt.

1. Wat ass der Regierung hir Positioun, wann e Betrib, deen a priori net mat vulnerabele Persounen ze dinn huet, decidéiert, net geimpfte Salariéen net an de Büroen ze akzeptéieren, mee zu Heemaarbecht ze zwéngen?

2. Verschidden Affekoten hunn an der Ëffentlechkeet gesot, datt hirer Meenung no en Employeur keng Asiicht däerf an déi medezinnesch Dokumenter vun engem Salarié froen. Wéi stellt sech d'Regierung zu esou Aussoen?

3. Wéi kann de Schutz vu perséinlechen Donnéeë géintiwwer dem Employeur eescht geholl ginn, wann zum Beispill all Cafetier a Restaurateur souwéi all Sécherheetsmann um Futtballsterrain oder bei engem Concert am Kader vun de Covidmoossnamen dës Informatiounen däerf agesinn?

4. Huet d'Regierung eng Positioun, wa Betriber vun hire Salariée Saache verlaangen, déi iwwert d'Dispositioune vun de Lëtzebuerger Covidmoossnamen erausginn?

5. Wéi ee Service ass zoustänneg, fir d'Rechter vun de Salariéen ze schützen?

Réponse commune (29.09.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Den Accord interprofessionnel vum 20. Oktober 2020 iwwert d'Reglementéierung vun der Heemaarbecht gesäit weeder eng Obligatioun nach e Recht op Heemaarbecht fir d'Salariéë vir.

Deemno kann de Salarié och net vu sengem Patron gezwonge ginn, Heemaarbecht ze maachen.

ad 2. D'Regierung deelt d'Positioun, no där den Employeur keng Asiicht an déi medezinnesch Dokumenter vum Salarié froen däerf.

Den Employeur souwéi de Salarié mussen alles maachen, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Mataarbechter an de Clienten ze schützen.

ad 3. Wien an e Restaurant, Café oder op e Concert goe wëll, muss sech natierlech un d'Reegelen halen, déi de Gerant vum Restaurant, Café oder den Organisateur vum Concert opstellt. Dëst gëllt natierlech och fir d'Reegelen, déi d'Entrée an e Café, Restaurant, Concert, Futtballspill etc. betreffen.

Am Kader vum CovidCheck-Regimm si just d'Donnéeën accessibel, déi strikt noutwenneg sinn, fir d'Vaccinatioun bzw. de Retablissement vum Titulaire vum Certificat oder dat negatiivt Resultat vum Covidtest ze confirméieren.

ad 4. All Betrib muss sech u bestoend a geltend Gesetzer halen. D'Mesuren, déi net a Konformitéit vun de Gesetzer geholl gi respektiv déi d'Rechter vun de Salariéen aschränken oder verletzen, sinn illegal a kënnen/wäerten och Sanktioune fir déi Betriber mat sech bréngen.

ad 5. Am Fall, wou d'Aarbechtsrecht net respektéiert gëtt, kann a wäert d'ITM intervenéieren. De Salarié huet och d'Méiglechkeet, all Abus u seng Personaldelegatioun oder seng Gewerkschaft matzedeelen.

Question 4902 (26.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**étude sur le salaire social minimum :**

D'Chambre des Salariés huet eng nei Etüd publizéiert, an där si de soziale Mindestloun am europäesche Verglach analyséiert huet. (Titel vun der Etüd: « Un salaire social minimum assez faible dans son contexte social ») Mat 2.201,93 Euro Brutto ass Lëtzebuerg dat europäescht Land, wat den, an absolutten Zuelen, héchste soziale Mindestloun huet, eppes, wat een awer an de soziale Kontext an an dat präislecht Ëmfeld hei am Land setze misst. D'Salariatskummer kënnt zur Konklusioun, datt hei zu Lëtzebuerg de soziale Mindestloun de Betraffenen et kaum erlaabt, fir dezent ze liewen a sech eng adequat Wunneng ze leeschten. Wat d'Kafkraaft vum soziale Mindestloun hei zu Lëtzebuerg ugeet, esou feelen, där Etüd no, engem betraffene Salarié, deen eleng lieft, all Mount 23 Euro, fir seng Grondbedierfnisser ze decken, fir en elengerzéiende Stot ass d'Situatioun nach méi delikat, hei feelen Enn des Mounts 144 Euro. Matgerechent sinn a béide Fäll alleguerten déi méiglech sozial Prestatiounen, déi een hei am Land kréie kann.

An dësem Kontext géif ech gär follgend Fro un d'Regierung stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung dës nei Etüd vun der Chambre des Salariés an a wat ass hir Reaktioun dorobber?

2. Wéi gëtt den an der Etüd genannte „budget de référence" gerechent an ass deen, an den Ae vun der Regierung, deenen aktuelle Konditiounen ugepasst?

Réponse (18.10.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. En Haaptkritikpunkt an dëser Etüd ass deen, dass Mindestlounbezéier net dezent liewe kënnen, well d'Ausgabe fir de Logement an aner Lewenskäschten zu Lëtzebuerg héich sinn.

Et sief fir d'éischt dorop higewisen, dass déi lescht Erhéijung vum Mindestloun ab dem 1. Januar 2021 gemaach gin ass an dat ëm 2,8 %. Den Artikel L.222-2 (2) vum Code du travail gesäit vir, dass d'Regierung all zwee Joer e Rapport iwwert d'Evolutioun vun den allgemeng wirtschaftleche Konditiounen ewéi och d'Salairen zu Lëtzebuerg muss maachen an dëse Rapport an der Chamber deposéieren. A Funktioun vun deem Rapport kann d'Regierung eng Erhéijung vum Mindestloun proposéieren. Zu Lëtzebuerg gouf a gëtt et also nach ëmmer eng legal Obligatioun, fir den Niveau vum Mindestloun op d'mannst all zwee Joer auszewäerten a gegeebenefalls der wirtschaftlecher Entwécklung entspriechend unzepassen.

Doriwwer eraus ass de System vun der automatescher Indexéierung vun de Salairen en exzellent Mëttel, fir op d'Präisdeierecht séier ze reagéieren.

D'Ausgabe fir de Logement zu Lëtzebuerg sinn an de leschte Joren effektiv geklommen an d'Regierung huet a wäert an dësem Kontext weiderhi Moossnamen huelen, déi e positiven Impakt op d'Präisentwécklung wäerten hunn.

ad 2. Als éischt muss ee soen, dass am Referenzbudget eng Rëtsch Gidder an Déngschtleeschtungen, déi ee gewëssene Liewensstandard an enger Gesellschaft duerstellen, enthale sinn a berechent ginn. D'Stéit brauchen dës Produiten a Servicer, fir hiren néidegste Besoine gerecht ze ginn. D'Resultat vun dëse Berechnungen ergëtt ee präzise Betrag pro Mount. Konkreet bedeit dat, dass esou ee Budget ënner Form vun enger detailléierter Lëscht vu Wueren an Déngschtleeschtungen duergestallt gëtt.

De Referenzbudget gräift op eng europäesch Methodologie zeréck, déi am Kader vun zwee Fuerschungsprojeten iwwert de Referenzbudget entwéckelt goufen. Dës Projete goufe vun der Europäescher Kommissioun matfinanzéiert. D'Zil vun dëser Method ass et, fir ee gemeinsamen europäeschen Outil fir d'Opstellung vu Budgeten ze schafen, deen op den nämmlechten Hypotheese baséiert an deen op déi nämmlecht Donnéeën zeréckgräift, fir se esou um europäeschen Niveau matenee vergläichbar ze maachen. (Franziskus, Pirenne, 2020, p. 12). Dës Methodologie gëtt dann och elo schonn z. B. an der Belsch, a Spuenien an an Éisträich benotzt. Si baséiert gläichzäiteg op wëssenschaftlecher Literatur wéi och nationalen an internationale Recommandatiounen, z. B. déi aktuell gëlteg Gesetzgeebung, d'Consultatioun vun Experten a verschiddene Beräicher an d'Erfarungen, déi am Kader vu Focus Groups ausgetosch an analyséiert ginn.

Et sief och gesot, dass dëse Projet vun engem Comité de pilotage begleet gëtt. Un dëse Comité ginn d'Fuerscher vum Statec d'Wuerekierf, Froe betreffend d'Wueren a Servicer an och Tëschen- a Schlussberechnunge vun de Budgete virun. Dëse Comité kënnt ënnert der Presidence vum Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun beieneen. De Gremium setzt sech aus Vertrieder vu verschiddenen ëffentleche Verwaltungen an Organisatiounen aus dem soziale Beräich zesummen.

Zweetens sief gesot, dass Produiten a Servicer definéiert an erausgesicht an duerno budgetiséiert ginn, dat entspriechend de Präisser, déi ubruecht sinn. Fir all Produit gëtt och eng Liewensdauer a Méint festgeluecht, fir dono kënnen de Budget pro Mount ze bestëmmen. Dëse Budget pro Mount entsprécht net de reelle Budgete vun de Stéit. Et ass nämlech esou, dass verschidden Akeef all Woch gemaach ginn, anerer just eemol de Mount an nach anerer just eemol am Joer. Schlussendlech gëtt et och nach eemoleg Depensen, déi méi ee grousse Montant duerstellen. D'Präisser ginn dofir mat Hëllef vu verschiddene Méiglechkeeten analyséiert.

Fir d'éischt mol ginn an der Datebank vum Präisindex (IPC) vum Statec d'Präisser vun den erausgesichte Wueren a Servicer nogesicht. Dës Datebank gëtt reegelméisseg geupdate. Fir lesswueren ass den IPC immens praktesch, well dës Datebank ee grousse Choix u Liewensmëttel a Gedrénks a verschiddene Geschäfter zu Lëtzebuerg erfaasst.

An dëser Datebank sinn och Artikelen enthalen, déi vun de Fuerscher heiansdo als ze deier fir ee minimale Budget empfonnt ginn. Dofir ginn an enger zweeter Phas, wann d'Präisser net passen, online déi nämmlecht Produiten nogesicht. Dëst geschitt op Internetsitten, déi lëtzebuergwäit verbreet sinn an eng kloer Präispolitik hunn.

D'Referenzbudgete ginn all Joer à jour gesat. Dës Budgeten droen der Präisentwécklung um Maart, ganz egal ob et sech ëm Liewensmëttel, Stroum oder och d'Gratuitéit vum ëffentlechen Transport handelt, Rechnung. Esou gëtt d'Entwécklung vun de Liewenskäschten integréiert iwwert d'Mise à jour vun den Eenheetspräisser vu Produiten an de Budgete pro Mount, déi mat dëse Produiten zesummenhänken.

D'Donnéeën, déi fir d'CSL-Etüd benotzt goufen, stamen aus enger kompletter Mise à jour vum Referenzbudget 2019, andeems sämtlech Präisser a Servicer mat der Referenz op de Juni 2019 ugepasst goufen. Néng Wuerekierf goufen esou iwwerschafft: Liewensmëttel, Schong a Gezei, perséinlech Hygiène, Logement, Mobilitéit, Gesondheet, soziaalt Liewen, Weiderbildung a schliisslech de Wuerekuerf „Geséchert Kandheet". Déi komplett Resultater kritt een op Ufro hi beim Statec. Schliisslech sief och nach gesot, dass den Artikel, op deen d'Etüd vun der CSL sech bezitt, ënner follgendem Link disponibel ass:

https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/analyses/2019/PDF-Analyses-02-2019.pdf

Question 4903 (26.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **Plan d'intervention d'urgence en cas d'inondations et** le **Plan intempéries :**

De Plan d'intervention d'urgence en cas d'inondations (PIU inondations) ass e Kriseplang, dee bei Iwwerschwemmungen am Land soll zum Asaz kommen. De Plang gëtt declenchéiert, wann et zu enger „crue significative", also enger staarker Iwwerschwemmung kënnt. Gläichzäiteg gëtt et awer och e Plan d'intervention d'urgence en cas d'intempéries, genannt Plan intempéries, deen declenchéiert soll ginn, wann et eng „crue subite", also eng plëtzlech Iwwerschwemmung gëtt. Genee Definitiounen, wéini vun enger „crue subite" a wéini vun enger „crue significative" ze schwätzen ass, fanne sech an de Kriseplang net.

Dëst ass awer net deen eenzege Punkt, dee Froen opwerft. Interessant ass och, dass d'Administration de la gestion de l'eau mam Service de prévision des crues zwar feste Bestanddeel vun der Cellule d'évaluation vum PIU inondations ass, mee net vun der Cellule de crise aus dem Plan intempéries, wou si just „en fonction des circonstances" Deel vun der Cellule de crise ka ginn.

Schlussendlech bleiwen dann och nach Froen zu den Daten, mat deene wärend engem Onwieder soll geschafft ginn. Heizou heescht et am Plan intempéries:

« Dans le cadre du "Plan Intempéries", seuls les prévisions et niveaux d'alerte fournis et publiés par MeteoLux (www.meteolux.lu) font foi. D'autres sources et médias sont susceptibles de fournir des informations similaires mais divergentes. Elles peuvent prêter à confusion dans l'évaluation de la situation et sont à écarter. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Interieur an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung Definitioune virleeën, aus deenen ervirgeet, wéini ee vun enger Crue significative a wéini vun enger Crue subite schwätzt?

Wéi ee Fall war bei den Iwwerschwemmunge vum 15. Juli 2021 agetrueden?

2. Gouf Mëtt Juli 2021 de PIU inondations oder de PIU intempéries declenchéiert?

Falls jo, wéini genee?

War d'Administration de la gestion de l'eau mam Service de prévision des crues zu deem Zäitpunkt Deel vun der Cellule d'évaluation/de crise? Wéi eng aner Acteure waren Deel vun der Cellule d'évaluation/de crise?

3. Huet d'Administration de la gestion de l'eau Mëtt Juli 2021 Héichwaasserwarnungen erausginn?

Falls jo, wéini an u wien?

4. Ass d'Regierung no den Evenementer vum Juli 2021, wou et Warnunge vun auslännesche Wiederdéngschter fir Lëtzebuerg gouf, ëmmer nach der Meenung, dass just MeteoLux als Referenz fir en Declenchement vun de PIU dierf genotzt ginn? Wär et net méi virsiichteg, sech ëmmer un deem offizielle Wiederdéngscht ze orientéieren, deen déi héchste Warnung fir Lëtzebuerg erausginn huet, fir esou op all Eventualitéite virbereet ze sinn?

Réponse commune (29.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Am Kader vum Plan d'intervention d'urgence (PIU) intempéries ginn déi verschidde Wiederseuile vu MeteoLux festgeluecht an och op de Sitten infocrise.lu a meteolux.lu fir de grousse Public affichéiert. Bei Staarkreen, deen zu plëtzlechen Iwwerschwemmungen, sougenannte „crues subites", ka féieren, ass deen héchsten Niveau bei méi wéi 80 Liter de Meterkaree op 24 Stonnen erreecht.

D'Cruë selwer ginn iwwert d'Côtë bestëmmt, déi op verschiddene Statioune vum Waasserwirtschaftsamt gemooss ginn. De PIU inondations, deen och fir de grousse Public op infocrise.lu affichéiert ass, definéiert ënnert dem héchsten Niveau, der Phase d'alerte, e « risque de crues majeures, provoquant des débordements susceptibles d'avoir un impact significatif sur les personnes et les biens. »

Wéi scho vun deene concernéierte Servicer rapportéiert, gouf de 14. a 15. Juli 2021 souwuel beim Staarkreen wéi bei de Cruë jeeweils den héchsten Niveau erreecht, an dëst op méi Plazen am Land.

ad 2. E PIU ass en Aarbechtsdokument, an deem fir e bestëmmte Risiko wéi z. B. eng Héichwaassersituatioun drasteet, wéi d'Kompositioun an d'Missioun vun den Organer ass, déi intervenéieren, wéi den Informatiounsfloss tëschent den Autoritéiten ass a wéi eng urgent Moossname kënne geholl ginn. An deem Sënn gëtt net e bestëmmte PIU declenchéiert, mee d'Organer, déi an engem PIU determinéiert sinn, ginn aktiv.

All PIU huet eng sougenannte „Cellule d'évaluation", déi aus engem oder méi Servicer an Administratioune besteet, déi eng Kompetenz am jeeweilege Plang hunn. D'Aufgab vun der Cellule d'évaluation ass et, de jeeweilege Risikofacteur ze iwwerwaachen an ze evaluéieren. Am Kader vum PIU inondations ass dat de „Service de prévision des crues (SPC)", ënnert der Leedung vum Waasserwirtschaftsamt, zesumme mam „Groupe technique responsable de la gestion du bassin de rétention de la Wark à Welscheid (BRWW)", mat der „Société luxembourgeoise des énergies renouvelables (SOLER)", der „Société électrique de l'Our (SEO)", dem „Service de la navigation (SNG)" a MeteoLux. Am Fall vum PIU intempéries ass et d'„Cellule d'évaluation du risque intempéries (CERI)", ënnert der Leedung vu MeteoLux, zesumme mat Experte vum „Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)".

Am konkreete Fall vun de Wiederen an Iwwerschwemmunge vu Mëtt Juli 2021 ware souwuel d'Cellule d'évaluation vum PIU intempéries wéi d'Cellule d'évaluation aus dem PIU inondations aktiv. Déi jeeweileg Cellules d'évaluation hunn den 13. Juli um 7.00 Auer (MeteoLux) respektiv um 14.30 Auer (SPC) en éischte Message erausginn.

D'Presidence vun der Krisenzell, e weidert Organ, dat an all PIU virgesinn ass, gëtt assuréiert vun deem Regierungsmember, deen a sengen Attributiounen dee Secteur huet, deen haaptsächlech vun der Kris betraff ass. A Fäll ausserhalb vun den etabléierten Noutfallpläng oder wann eng Kris verschidde Facetten huet, déi verschidde Ministere betreffen, designéiert de Staatsminister dee Regierungsmember, deen d'Krisenzell presidéiert.

D'Krisenzell vum PIU intempéries besteet aus Membere vun deene Servicer an Administratiounen, déi opgrond vum PIU fir dëse spezifeschen Zenario virgesi sinn:

- den Haut-Commissaire à la protection nationale;
- de Generaldirekter vun der Police grand-ducale;
- de Generaldirekter vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours;
- den Direkter vum Service de la communication de crise;
- den Direkter vun der Administration de la navigation aérienne (MeteoLux);
- den Direkter vun der Administration des ponts et chaussées;
- e Vertrieder vum Inneministère.

D'Krisenzell kann zu all Moment mat zousätzlechen Acteuren erweidert ginn, sou och am konkreete Fall vun de leschte Wiederen. Dëst kënnen zum Beispill Vertrieder vun anere concernéierte Ministèren, der Arméi, der Waasserverwaltung (AGE), der Direktioun vun der Santé a Vertrieder vun „opérateurs d'infrastructures" sinn.

Am Kader vun de Wiedere vu Mëtt Juli waren de Chef d'état-major vun der Arméi, den Direkter vun der AGE an e Vertrieder vu Creos nieft den uewe genannte Memberen och an der Krisenzell. Ze bemierken ass, datt d'Besetzung vun der Krisenzell aus dem PIU inondations praktesch déi selwecht ass wéi d'Krisenzell, déi Mëtt Juli zesummegeruff ginn ass.

ad 3. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4675 gouf schonn op verschidden Elementer vun dëser Fro geäntwert, wéi beispillsweis:

„Zum Moment, wou d'EFAS-Meldung fir d'Sauer komm ass, war de Service de prévision des crues vun der Waasserverwaltung scho säit quasi 24 Stonnen (13.07.21, 14.00 Auer phase de vigilance) a Bereetschaft an huet de 14.07.2021 ëm 12.00 Auer, onofhängeg vun där EFAS-Meldung, d'Phase de préalerte aktivéiert, mat Hiweis op en eventuellt Iwwerschreide vun der 2. Meldestuf."

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4721 geet ervir, dass „[...] tëscht dem 13. a 17. Juli 8 Héichwaassermeldeberichter fir d'Anzuchsgebitt vun der Sauer (an der Chiers) publizéiert" goufen.

ad 4. MeteoLux an d'Administration de la gestion de l'eau sinn déi zwee national Servicer, déi d'Seuilen definéieren an déi entspriechend Alerten erausginn. Hir Previsioune berécksiichtegen och ëmmer, souwäit se virleien, auslännesch Modeller respektiv Meldungen.

Question 4906 (26.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **clinique de la douleur :**

Am Koalitiounsaccord vun 2018 heescht et:

„Schmerzklinik:

Der Kampf gegen chronische Schmerzen wird effizient in Angriff genommen, indem das Angebot an Schmerzabteilungen ausgebaut, die medizinische Nomenklatur angepasst und die Abteilungen mit dem nötigen Personal ausgestattet werden.

Das nationale Konzept zur Schmerzbehandlung, wie es am 30. November 2016 von der nationalen Krebsplattform angenommen wurde (Krebsplan 2014-2018), wird durch Förderung der Gründung eines Kompetenznetzwerks ‚chronische Schmerzen' umgesetzt werden."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schmerzabteilunge si säit 2018 zousätzlech opgaangen oder goufen ausgebaut?

2. Wéi vill zousätzlecht Personal gouf säit 2018 rekrutéiert?

3. Wéi vill zousätzlech Patiente kënne par rapport zu 2018 elo zousätzlech behandelt ginn?

4. Wou sinn d'Aarbechten um Kompetenznetzwerk „chronische Schmerzen" drun?

Réponse (28.09.202) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Aus de Projets de service, déi déi verschidden Établissements hospitaliers eragereecht hunn, geet ervir, datt et an deene vereenzelte Spideeler souwéi an engem spezialiséierte Spidol spezifesch Unitéite ginn, fir d'Prise en charge vun der Péng ze assuréieren. Dëst entsprécht den Dispositiounen aus der Annex 2 vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018, déi virgesinn, datt d'Onkologieservicer aus de Spideeler souwéi de Rehazenter en direkten Zougang zu enger Spidolseenheet mussen hunn, déi sech ëm d'Diagnos, d'Behandlung a déi medezinnesch Versuergung vu Patiente këmmert, déi ënner chronescher Péng leiden.

ad 2. D'„Clinique de la douleur chronique" huet op den 1. Juli 2021 en neie Vollzäitdokter agestallt, deen eng Persoun, déi an d'Pensioun gaangen ass, ersetzt. Doduerch ass d'Disponibilitéit fir Rendezvousen och liicht erhéicht ginn. Am Kader vum Projet de réseau de compétence gouf och zousätzlecht Personal virgesinn. Dëse Projet ass awer nach net vum Comité de gestion interhospitalière (CGI) accordéiert ginn, soudatt nach keen zousätzlecht Personal huet kënne rekrutéiert ginn.

ad 3. Am Joer 2018 si 5.203 Consultatiounen duerchgefouert ginn, dovunner waren 395 Consultatioune mat neie Patienten. Fir d'Joer 2020 si 6.062 Consultatiounen duerchgefouert ginn, dovunner 382 mat neie Patienten.

D'Aktivitéit ass staark geklomme mat der Entrée en service vun engem neien Dokter den 1. Juli 2021. Et kann een dovunner ausgoen, datt d'Unzuel un neie Patiente sech an den nächste Méint nach verduebele wäert.

ad 4. Am Moment läit dem Comité de gestion interhospitalière (CGI) ee Projet de réseau de compétence fir chronesch Péng vir. D'Analys vun dësem Projet ass duerch d'Covidpandemie allerdéngs a Verzuch geroden. Mee den CGI wäert sech zäitno iwwert dëse Projet prononcéieren.

Question 4907 (26.08.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **vétérinaire pour tous :**

En France, l'initiative « Vétérinaire pour tous » est un réseau au service de la médecine vétérinaire solidaire. Jusqu'à présent, les vétérinaires offraient par moments leurs services à des prix réduits, s'ils estimaient que le propriétaire d'un animal ne pouvait pas supporter les frais d'un traitement.

Dans le cadre du programme d'aide national « France relance », 4,5 millions d'euros sont destinés à aider les personnes défavorisées afin qu'elles puissent être en mesure de payer les factures de vétérinaires de leurs animaux de compagnie. Ainsi ils ne paient qu'un tiers de la note, le solde étant couvert par l'aide étatique ainsi que les vétérinaires solidaires. Cette initiative a comme but d'aider les plus démunis à avoir des animaux de compagnie, souvent source de réconfort, et de veiller à ce que le bien-être animal de ceux-ci soit préservé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelles aides les personnes démunies et les SDF peuvent-ils recevoir au Luxembourg pour s'occuper de leurs animaux de compagnie, notamment en ce qui concerne la subvention de visites chez le vétérinaire ?

2) À l'instar de l'exemple français, est-ce que le Gouvernement prévoit de subventionner les visites vétérinaires au plus défavorisés défavorisés dans le but de garantir le bien-être animal de tous les animaux ?

Réponse (15.09.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Il n'existe pas d'aides spécifiques de la part du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural en ce qui concerne la subvention de visites chez le vétérinaire.

ad 2) Actuellement, le Gouvernement ne prévoit pas de subventionner les visites vétérinaires aux plus défavorables sans toutefois oublier de surveiller au maintien d'un statut élevé de bien-être animal. Ainsi les différents services compétents en matière de bien-être animal surveillent ce dernier en étroite collaboration avec les associations de protection animale qui sont en partie subventionnées par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Question 4908 (26.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **antibiotiques de réserve :**

Fir géint d'Antibiotiquëresistenz beim Mënsch virzegoen, leet d'EU-Reglement 2019/6 fest, datt eng Rei spezifesch Antibiotiquen nëmme fir de mënschleche Gebrauch reservéiert sinn. 2022 soll op EU-Niveau e Gesetz a Kraaft trieden, wat de Gebrauch vu Reservantibiotiquë komplett bei allen Déierenaarten, also net just bei de Notzdéieren, verbidde soll. De President vun der Associatioun vun de Lëtzebuerger Déierendoktere weist allerdéngs drop hin, datt just fënnef Prozent vun den Antibiotiquëresistenzen aus dem Beräich vun der Déierenhaltung stamen. Des Weidere kritiséiert de President vun der Associatioun vun den däitschen Déierendokteren an och den däitschen Déiereschutzbond, datt op EU-Niveau bewosst wëssenschaftlech Tatsaachen ignoréiert géifen, fir esou de geplangte Verbuet duerchzeboxen. Et géif deemno vun der EU och net kommunizéiert ginn, datt Reservantibiotiquen net just fir d'Notzdéiere verbuede wäerte ginn, mee fir all d'Déieren. Hie weist och drop hin, datt dëst Verbuet den Dout vu ganz villen Déiere mat sech zéie géif.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt Reservantibiotiquë komplett misste verbuede ginn? Wa jo, wéi begrënnt d'Regierung hir Positioun?

2. Wéi schätzt d'Regierung d'Geforen an d'Risike vun engem Verbuet vu Reservantibiotiquen an?

3. Wéi ass der Regierung hir Positioun am Hibléck op d'Ausso vum President vun der Associatioun vun den däitschen Déierendokteren an dem däitschen Déiereschutzbond, datt d'EU wichteg wëssenschaftlech Erkenntnesser ignoréiert an iwwerdeems net transparent kommunizéiert, datt de Verbuet vu Reservantibiotiquë sech op all Déierenaarten applizéiert?

4. Ass d'Regierung an deem Kontext der Meenung, datt e generellt Verbuet vu Reservantibiotiquë bei den Déieren eng disproportionéiert Mesure ass?

Réponse commune (29.09.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Antibiotiquëresistenz (AMR) ass e grousse Probleem vun ëffentlecher Gesondheet, dee riskéiert zouzehuelen, wann an den nächste Joren näischt dogéint ënnerholl gëtt.

AMR, d. h d'Resistenz vu verschiddene Bakterien géintiwwer enger ganzer Rei vun Antibiotiquen, huet zur Folleg, dass gewësse bakteriell Erkrankungen net méi kënne geheelt ginn an esou stierwen all Joer an der EU eng 30.000 Leit un de Suitte vun der AMR.

De sanitäre Fleau ass bedéngt duerch den inadequaten Asaz vun Antibiotiquen an dat souwuel an der Human- wéi och an der Veterinärmedezinn.

Fir ze verhënneren, dass an Zukunft weider Mënscheliewen duerch AMR ze bekloe sinn, ass et wichteg, eng Rei Reservantibiotiquë fir d'Veterinärmedezinn net ganz ze verbidden, mee streng ze reegelen, d. h si däerfe just bei enger individueller Behandlung agesat ginn, wa festgestallt gouf duerch den Antiobiogramm, dass nëmmen dës Antibiotiquen eng Wierkung op d'Bakterien hunn, déi d'Krankheet ausgeléist hunn.

ad 2. De komplette Verbuet vum Asaz an der Veterinärmedezinn vun de Reservantibiotiquen, wou ze definéiere bleift, wéi eng dat sinn, kann zur Folleg hunn, dass ee bei bestëmmte bakteriellen Erkrankunge keng Antibiotiquen zur Verfügung huet fir dës ze heelen.

ad 3. Et ass evident, dass d'EU, wa se sech eng Legislatioun gëtt, déi d'Beräicher ëffentlech respektiv Déieregesondheet betreffen, sech muss op déi lescht wëssenschaftlech Erkenntnisser baséieren an da musse ganz kloer Krittären opgesat ginn, ob a wéi déi sougenannt Reservantibiotiquen däerfen agesat ginn.

ad 4. Fir ze verhënneren, dass d'Problematik vun der Antibiotiquëresistenz sech an de nächste Jore weider verschäerft, muss ee Moossnamen treffen am Sënn vun engem responsabelen Asaz vun den Antibiotiquë souwuel beim Mënsch wéi och beim Déier.

Vu dass d'AMR haaptsächlech e Probleem vun ëffentlecher Gesondheet ass, muss ee sech

d'Moyene ginn, fir an Zukunft adequat Mëttelen ze hunn, fir an der Humanmedezinn géint bakteriell Erkrankunge virzegoen an do ass net onbedéngt e Verbuet, mee op jiddefalls e ganz restriktiven Ëmgang vun de Reservantibiotiquen an der Veterinärmedezinn onëmgänglech.

Lëtzebuerg huet sech am Zesummenhang mat der Antibiotiquëresistenz e Plan national antibiotiques 2018-2022 ginn, deen a verschiddenen Aktiounen am Beräich vum Antibiotiquenasaz souwuel an der Human- wéi och an der Veterinärmedezinn also nom Prinzip vum One Health sech zum Zil gesat huet, d'Problematik vun der AMR ze reduzéieren duerch en adequaten Asaz vun den Antibiotiquë beim Mënsch a beim Déier.

Question 4909 (26.08.2021) de **MM. Serge Wilmes**, **Marc Spautz** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **service de transport Adapto :**

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 3983 wier déi onofhängeg Kommissioun fir den Adapto nach net en place, déi tranchéiert, ob eng Persoun eligibel ass fir den Adapto-Transportservice fir Leit mat enger Behënnerung. Laut eisen Informatioune steet den interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee sech laut dem Här Minister „punktuell an informell concertéiert, wann et sech als néideg erweist", et géif awer eng Prozedur feelen, déi d'Situatioun vun der eenzeler Persoun en profondeur géif analyséieren.

Des Weidere wier laut eisen Informatiounen d'Police sonndes am fréie Moien ouni Virwarnung bei eng Persoun heem schelle komm, fir dëser Persoun de Führerschäin ofzehuele vun der Kategorie Klass A. Dës Persoun hätt zudeem d'Adaptoskaart och ofgeholl kritt. Et wier also jugéiert ginn, dës Persoun wier kapabel, den ëffentlechen Transport ze huelen, mee net apte, e Gefier vun der Klass A ze fueren. Den Adapto géif hei notamment bedaueren, kee Retour op hir Demande d'explication ze kréien.

Weideren Informatiounen no géife sech vill Leit net trauen, eng Carte de stationnement pour personnes handicapées unzefroen, well se géife fäerten, de Führerschäin ze verléieren, vu datt dëst schonn oft de Fall gewiescht wier no esou enger Demande.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wëssend, datt et dréngend noutwendeg ass, datt de Contrôle médcial och d'Situatioun vun deem Eenzele kuckt, aus wéi engem Grond gëtt bis dato nach ëmmer keng Analyse profonde gemaach a soumat d'Praxis vun der eenzeler Persoun gekuckt?

- No wéi enge Krittäre ginn d'Führerschäiner verdeelt resp. ageholl? Wéi ass et méiglech, enger Persoun d'Adaptoskaart an de Führerschäin ofzehuelen an an deem Fall ze jugéieren, datt d'Persoun „ze gutt en forme" ass, fir fir eng Adaptoskaart eligibel ze sinn, mee am selwechte Moment ze schléissen, datt se net méi apte wier, e Gefier vun der Klass A ze fueren?

- Fënnt d'Regierung dat an der Rei, wann d'Police bei d'Leit heem kënnt, fir e Führerschäin ofzehuelen, an dobäi och nach ouni Virwarnung, wëssend, datt dat eng stresseg a penibel Situatioun fir déi betraffe Persoun duerstellt? Mengt d'Regierung net och, dass een do eng aner Approche kéint huelen?

- Huet d'Regierung dovu Kenntnis geholl, datt Leit sech net méi trauen, eng Carte de stationnement pour personnes handicapées unzefroen, well se fäerten, de Führerschäin ofgeholl ze kréien, well systematesch dono de Permis a Fro gestallt gëtt? Mengt d'Regierung net och, dass een d'Leit net dierf ofschrecken, mee éischter motivéieren, esou eng Kaart unzefroen, well déi meescht sech an enger Situatioun befannen, wou se dorop ugewise sinn?

Réponse (22.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Bei der Evaluatioun vun den Demandë fir den Adapto gëtt duerchaus all Fall eenzel an op Basis vun de schrëftlechen Informatiounen an dem Certificat vum Dokter traitéiert. Bei Onkloerheete mécht den Dokter aus dem Aarbechtsgrupp en Avis, a verschiddene Fäll gëtt den Demandeur duerchaus och perséinlech gesinn.

Weeder mir nach menge Servicer ass e Fall bekannt, wou eng Persoun der Police hätt missen eng Adaptoskaart ofginn.

Fir kënnen e Führerschäin (verlängert) ze kréien, muss ee kloer definéiert medezinnesch Krittären erfëllen, déi am Artikel 77 vum Code de la route stinn. Dës Krittäre gi vun den Dispositioune vun der Annex III vun der europäescher Führerschäinsdirektiv 2006/126/CE festgeluecht. Et sinn och dës Krittären, op déi sech d'Commission médicale vun de Führerschäiner (Artikel 90 aus dem Code de la route) baséiert, wa si en Avis iwwert d'Fahrtauglechkeet vun enger Persoun ofgëtt. Dës medezinnesch Konditioune mussen ëmmer erfëllt sinn, fir kënnen e Führerschäin ze hunn. De Fait, datt eng Persoun eng Kaart fir eng Behënnerteparkplaz oder eng Kaart fir den Adapto huet, verhënnert deemno net, datt déi betraffe Persoun trotzdeem och nach e Führerschäi kann hunn.

Et sief an deem Zesummenhang och dorops higewisen, datt et sech an dësem Kontext ëm zwou verschidden Instanzen handelt, déi hei zoustänneg sinn. Beim Adapto ass et d'Administration des transports publics a fir d'Führerschäiner ass et d'Commission médicale vum Mobilitéitsministère. An dëser Kommissioun sëtzt och ëmmer een Dokter.

Wann d'Commission médicale vun de Führerschäiner feststellt, datt eng Persoun d'Konditioune vum Artikel 77 net méi erfëllt, gëtt normalerweis en Arrêté ministériel geholl, fir dëser Persoun de Führerschäin dann ofzehuelen. Dës Decisioun gëtt dem Procureur général via de Justizminister matgedeelt, deen dann, wann dat nach net sollt geschitt sinn, d'Police chargéiert, de Führerschäi vun der betraffener Persoun anzezéien, esou wéi et den Artikel 90 vum Code de la route virgesäit.

Esou wéi d'Bestëmmunge vum groussherzogleche Reglement vum 31. Januar 2003 betreffend d'Kreatioun an d'Benotze vun de Behënnerteparkingskaarten et virgesinn, muss eng Demande fir eng Kaart ëmmer zesumme mat engem Certificat médical, dee vum Demandeur sengem Dokter ausgestallt ginn ass, agereecht ginn. Wann dëse Certificat Elementer enthält, déi evtl. d'Fahrtauglechkeet vun enger Persoun a Fro stelle kënnen, ass de Minister verflicht ze kontrolléieren, am Sënn vun der allgemenger Verkéierssécherheet, ob eng Persoun d'Konditioune vum Artikel 77 vum Code de la route nach erfëllt oder net. Fir dat ze iwwerpréiwen, kann dës Persoun an d'Commission médicale vun de Führerschäiner convoquéiert gi fir ze kontrolléieren, ob den Handicap oder d'Krankheet vum Demandeur en Afloss op d'Fahrtauglechkeet vun der betraffener Persoun huet. Dëse Contrôle ass am Artikel 3 vum groussherzogleche Reglement vun 2003 virgesinn.

Question 4914 (30.08.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **registre européen de la fortune :**

Die EU-Kommission plant, die Vermögensinfos von Privatpersonen bald in einer zentralen Datenbank zusammenfließen zu lassen, um gegen Geldwäsche, Steuerhinterziehung, Terrorismusfinanzierung und Korruption vorzugehen. Doch schon die Ausschreibung einer ersten Machbarkeitsstudie für das EU-weite Vermögensregister, die u. a. untersuchen soll, welche Register über Vermögen von privaten Personen und Unternehmen es auf nationaler Ebene bereits gibt, stößt auf heftigen Gegenwind.

Demnach sehen Gegner des Vermögensregisters die Privatsphäre verletzt.

Am 25. August 2021 kritisierten mehrere EU-Politiker die Pläne der Kommission. Markus Ferber, CSU-Europaabgeordneter, zufolge wäre die Bekämpfung von Geldwäsche und Steuerhinterziehung zwar eine wichtige politische Priorität, aber dafür „den gläsernen Bürger" zu schaffen würde viel zu weit gehen.

Finanzexperten bezweifeln zudem, dass ein solches Vermögensregister mit den geltenden Datenschutzregeln vereinbar wäre.

In diesem Zusammenhang möchte Ich folgende Fragen an den Herrn Minister der Finanzen stellen:

- Welchen Standpunkt vertritt die Regierung in Bezug auf die von der EU-Kommission geplanten zentralen Datenbank der Vermögensinfos von Privatpersonen?

- Stößt die Ausschreibung einer ersten Machbarkeitsstudie für das EU-weite Vermögensregister auch bereits auf Kritik bei der Regierung?

Réponse (01.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Die Regierung wurde bisher nicht von dem Vorhaben für ein europäisches Vermögensregister im Hinblick auf die Bekämpfung von Geldwäsche und Steuerhinterziehung unterrichtet und hatte vor der Veröffentlichung der Ausschreibung auch keine Kenntnis davon.

Der Ausschreibung ist zu entnehmen, dass die Ergebnisse der Machbarkeitsstudie in eine künftige politische Initiative einfließen können. Mangels einer solchen konkreten politischen Initiative und über den Inhalt der Machbarkeitsstudie hinausgehender Informationen wäre eine Stellungnahme derzeit verfrüht.

Grundsätzlich unterstützt die Regierung den Kampf gegen Geldwäsche, die durch Prävention und Repression bekämpft werden muss. Die Zusammenschaltung von Registern mit erhobenen Daten kann ein Instrument im Kampf gegen Geldwäsche sein; dies sollte jedoch in einem angemessenen Verhältnis zu den Persönlichkeitsrechten, insbesondere zum Schutz der Privatsphäre stehen.

Question 4916 (31.08.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **récolte des agriculteurs :**

Dans certaines régions d'Europe, les récoltes de céréales et de pommes de terre semblent avoir souffert de la météo pluvieuse de ces dernières semaines.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) a) Les services du ministère ont-ils déjà pu obtenir des informations concernant les récoltes concernées ? Dans l'affirmative, quels sont les premiers constats en la matière ? Peut-on observer de nettes différences de qualité selon les cantons du pays ? b) Quelles sont les variétés de pommes de terre qui résistent le mieux aux aléas de la météo, notamment à une pluie longue et à la canicule ? c) Que pourrait-on conclure d'ores et déjà pour la récolte de maïs de cette année ?

2) a) Est-il possible de quantifier l'impact des inondations de juillet sur les récoltes de céréales et de pommes de terre ? b) Combien d'exploitations agricoles ont déclaré avoir été confrontées à des dégâts majeurs ?

Réponse (20.09.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) a) Il convient de signaler que le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a organisé une conférence de presse le 13 septembre dernier, avec les coopératives agricoles, BAKO- Bauerekooperativ SC, LSG Coopérative des producteurs luxembourgeois de semences, DE VERBAND Group et le Moulin de Kleinbettingen, pour faire le bilan de la récolte de céréales 2021. À noter par ailleurs que les membres de la commission de l'agriculture de la Chambre des Députés y ont également été invités.

Pour résumer cette conférence de presse, on peut ainsi relever que les résultats des récoltes étaient assez variables, mais en général en dessous des valeurs moyennes des années précédentes, aussi bien pour ce qui concerne la qualité et les quantités. Pour le blé panifiable, on constate ainsi une perte de rendement d'environ 10 %, avec une qualité satisfaisante. L'avoine et l'épeautre ont pu être récoltés dans la majorité des cas avec une bonne qualité malgré la météo pluvieuse pendant la récolte. Pour toutes les céréales on peut noter un poids hectolitre faible, et beaucoup de charges ont dû être séchées. Des différences de qualité selon les cantons du pays n'ont pas pu être observées.

La récolte des pommes de terre de consommation est en cours depuis fin août, celle des plants vient de commencer. Les cultures avaient été plantées tôt en de bonnes conditions, mais les gelées tardives et les températures fraîches du mois de mai ont retardé le développement d'environ un mois par rapport aux années précédentes. Les précipitations importantes ont favorisé une bonne tubérisation et une croissance rapide, mais le manque de soleil a retardé la production d'amidon, nécessaire d'une part pour une bonne conservation des tubercules, d'autre part pour la transformation en frites ou en chips. Tandis que les pucerons, vecteurs de virus, étaient peu présents, les maladies fongiques (p. ex. phytophtora) ou bactériennes (jambe noire) ont dû être surveillées de très près.

ad 1) b) Il y a certes des variétés plus résistantes que d'autres aux maladies et aux aléas climatiques. Sélectionner et recommander ces variétés est l'objet d'essais variétaux conduits au Luxembourg par le Lycée technique agricole, l'Administration des services techniques de l'agriculture et l'Institut luxembourgeois pour l'agriculture biologique. Ainsi, concernant les pommes de terre, les variétés Belana et Corine résistent mieux aux conditions météorologiques humides, alors que les variétés Désirée, Red Scarlett, Spunta, Kennebec, Annabelle, Agria supportent mieux la canicule. Ces variétés sont d'ailleurs recommandées au Luxembourg par la Commission technique pour l'inscription des variétés d'espèces agricoles à la liste nationale recommandée.

ad 1) c) La récolte du maïs est sur le point de commencer. Le manque de soleil et de température a retardé la maturité par rapport aux années précédentes. Les rendements s'annoncent excellents, mais il est encore trop tôt pour tirer une conclusion sur la qualité.

ad 2) a) Alors que 16 ha de céréales ont subi des dégâts, aucun hectare de culture de pommes de terre n'a été touché par les inondations des 14 et 15 juillet.

ad 2) b) Voir notre réponse à la question parlementaire n° 4740.

Question 4919 (01.09.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**insertion annuaire :**

An den Handyskontrakter vu POST fënnt sech ënnert der Ënnerschrëft (veuillez lire: ënnert der Iwwerschrëft) „Information compte" nieft den Detailer fir d'Facturatioun och d'Fro no der Insertion annuaire. Falls dës mat „Jo" beäntwert ass, gëtt de Client POST d'Erlabnis, seng Handysnummer a säin Numm op editus.lu an am Telefonsbuch ze veröffentlechen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Zënter wéini ass d'Méiglechkeet vun der Insertion annuaire an den Telefonskontrakter vu POST festgehalen?

2. Gëtt am Fall, wou e Client beim Ënnerschreiwe vun engem Kontrakt „Nee" ukräizt, gepréift, ob d'Date vun dëser Persoun am Annuaire festgehale sinn an entspriechend deem neie Kontrakt aus dësem geläscht ginn?

3. Wéi vill Persounen hunn an deene leschte fënnef Joer bei POST ugefrot, fir hir Donnéeën aus dem Annuaire ze läschen?

Réponse commune (22.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Op Nofro hi gëtt POST un, dass d'Veröffentlechung vun Handysnummeren am Telefonsbuch zënter 1994, also dem Ufank vum mobille GSM-Reseau, méiglech ass. Bei dëser Optioun handelt et sech ëm en „opt-in", dee POST ubitt. Dat heescht, de Client muss ausdrécklech uginn, dass seng Handysnummer soll publizéiert ginn, fir dass dëst gemaach gëtt.

Aktuell sinn den Informatioune vu POST no ongeféier 4.000 vu 430.000 mobillen Nummeren am Telefonsbuch veröffentlecht.

POST Telecom weist drop hin, dass se all Woch e Fichier mat den Ännerungen un Editus schéckt. Dës Ännerunge ginn direkt online ëmgesat a kommen an déi nächst Editioun vum Telefonsbuch.

An deene leschte fënnef Joer huet POST 538 Ufroe vu Clientë kritt, fir hir Donnéeën aus dem Telefonsbuch ze läschen.

Question 4921 (01.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **protection des données de santé des salariés :**

An hire Recommandatiounen zum Theema Covid-19 huet d'CNPD (Commission nationale pour la protection des données) a verschiddene Guidelines festgehalen, wéi d'Patronen an d'Aarbechter dateschutzgerecht mat den Donnéeën ëmginn. Esou liest een zum Beispill:

« Par contre, les acteurs privés et publics ne peuvent pas eux-mêmes mettre en place des fichiers ou traitements relatifs à des données de santés liées au COVID-19 même si un salarié informait volontairement son employeur qu'il a été testé positif au coronavirus ou qu'il pense présenter des symptômes à la pathologie. Ne peuvent pas non plus être mis en œuvre des fichiers ou traitements de données relatifs à la température corporelle de leurs salariés ou agents ou à certaines autres pathologies (les "comorbidités") susceptibles de constituer des troubles aggravants en cas d'infection au COVID-19. Par ailleurs, il ne leur appartient pas de conduire leur propre investigation ou "contact tracing", dans la mesure où cette mission revient à l'inspection sanitaire, à partir du moment où un salarié ou agent serait testé positivement au Covid-19. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Däerf ee Patron sech bei senge Salariéë renseignéieren, ob si geimpft respektiv geheelt sinn oder net?

2. Am Fall, wou d'Aarbechter dem Patron fräiwëlleg matdeelen, ob si geimpft sinn oder net, däerf de Patron dës Informatioun schrëftlech festhalen?

3. Wéi kënnen d'Salariéë virgoen am Fall, wou hire Patron dës Informatioune schrëftlech festgehalen huet? U wie kënne si sech an deem Fall wenden?

Réponse (18.10.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. D'Aarbechtsrecht gesäit vir (Artikelen L.312-1 asw. vum Code du travail), dass den Employeur fir

d'Chamber online op **www.chd.lu**

d'Sécherheet an d'Gesondheet vu senge Salariéen op der Aarbechtsplaz responsabel ass. De Salarié huet awer och eng Obligatioun, säin Deel dozou bäizedroen, fir net nëmme seng eege Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz ze garantéieren, mee awer och déi vu senge Mataarbechter oder soss iergendenger Persoun, mat där hien op der Aarbechtsplaz ze dinn huet (Artikel L.313-1 vum Code du travail). Eng vun den Obligatiounen ass notamment, dass de Salarié d'Instruktioune vum Patron betreffend d'Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz muss befollegen a respektéieren.

An Zäite vun enger Pandemie ass den Haaptobjektiv d'Protektioun vun der Santé publique, also net nëmmen d'Gesondheet vun der Population active, mee vun allen Awunner ze schützen. Fir dësen Objektiv ze erreechen, musse Mesurë geholl ginn, bei deene sech natierlech och d'Fro vun der Proportionalitéit stellt, anescht gesot ob Mesuren, déi geholl ginn, proportional si par rapport zum Objektiv, deen erreecht soll ginn.

Mam neie Covidgesetz gëtt elo nach méi kloergestallt, dass de Patron bei sech am Betrib de CovidCheck kann aféieren. Wann de Salarié de QR-Code virweist, erkennt ee mam CovidCheck net, ob de Salarié geimpft, genesen oder negativ getest ass, mee just, ob de CovidCheck bestan ass oder net. Et dierft dann also och keng Necessitéit méi bestoen, dass de Patron dem Salarié d'Fro vun der Impfung stellt, soubal de Salarié de CovidCheck bestan huet.

ad 2. + 3. Am Fall wou de Salarié dem Employeur fräiwëlleg matdeelt, dass hie geimpft ass oder net, däerf den Employeur am Prinzip dës Informatioun schréftlech festhalen.

D'Fro, ob den Employeur dës Informatioun verwäerte kann a fir wéi eng Zwecker hie se verwäerte kann, ass awer eng ganz aner, déi mam jeeweilege Salarié muss gekläert ginn a wou den Employeur den explizitten Accord vum Salarié brauch.

Wann de Salarié der Meenung ass, dass d'Informatiounen ongerechtfertegterweis schréftlech festgehale goufen, kann hie sech un d'CNPD oder un d'Geriicht wenden. Dat nämmlecht gëllt och wann den Employeur déi Informatioune fir aner Zwecker benotzt, déi net méi proportional zum Objectif poursuivi sinn.

Question 4930 (30.09.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **contamination d'aliments à l'oxyde d'éthylène :**

Au cours des derniers mois, la contamination d'aliments à l'oxyde d'éthylène a occupé les autorités sanitaires de l'Union européenne et des pays membres.

En effet, suite à l'enquête sur les graines de sésame contaminées en 2020, des programmes de contrôle avaient été mis en place pour déceler la présence d'oxyde d'éthylène dans d'autres denrées alimentaires. Ceux-ci ont permis de trouver la présence de la substance incriminée dans la gomme de caroube, une matière première utilisée en faible quantité par bon nombre de producteurs alimentaires comme épaississant et stabilisant. Même si l'oxyde d'éthylène n'est souvent plus décelable dans les aliments, le système d'alerte rapide de l'Union européenne a répertorié tous les produits contenant la gomme de caroube ainsi traitée.

Alors que la règlementation européenne interdit formellement le traitement des aliments à l'oxyde d'éthylène, il convient de noter que, selon des experts, seule une exposition régulière et à très hautes doses d'oxyde d'éthylène peut comporter des risques réels. Ces risques sont considérés comme extrêmement faibles pour les consommateurs, mais plus importants pour les travailleurs utilisant l'oxyde d'éthylène de manière industrielle et dans de mauvaises conditions.

Néanmoins, le principe de précaution a joué pleinement et il a été décidé de procéder au rappel de quelque 400 références de produits alimentaires distribuées au Luxembourg - une liste des produits incriminés est publiée sur le site de la sécurité alimentaire et des informations et mises en garde dans les rayons des magasins d'alimentation luxembourgeois en font état.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir plus d'informations au sujet de l'oxyde d'éthylène, de l'évaluation des risques liés à cette substance et de la réglementation européenne à ce sujet ?

2) Madame la Ministre peut-elle m'indiquer quand et comment la contamination a été découverte et quelles ont été les mesures prises par l'Union européenne et les autorités luxembourgeoises pour garantir la protection des consommateurs ?

3) Existe-t-il au niveau européen une approche harmonisée permettant une démarche cohérente et commune par rapport aux produits contenant des substances traitées à l'oxyde d'éthylène ?

4) Quelles sortes de produits sont concernées, quel est le niveau de contamination et quels sont les risques réels encourus par les consommateurs ?

5) Le système d'alerte et le retrait des produits concernés ont-ils fonctionné de manière efficace et satisfaisante ? Comment les consommateurs ont-ils été informés sur les produits concernés ? Quelle est la démarche à suivre pour les consommateurs disposant d'un des produits concernés dans leurs réserves ?

Réponse (30.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1) L'oxyde d'éthylène (ETO) est une substance chimique qui est utilisée pour ses pouvoirs de désinfection afin d'éviter la prolifération des micro-organismes comme les bactéries et moisissures et ceci particulièrement dans certains pays tiers (hors Union européenne). Récemment, des résidus de cette substance ont été découverts dans les graines de sésame, la gomme de caroube, la gomme de guar et le curcuma, mais aussi dans d'autres matières premières alimentaires en provenance de différents pays tiers.

L'oxyde d'éthylène est classé mutagène de catégorie 1B, cancérogène de catégorie 1B et toxique pour la reproduction de catégorie 1B par le Centre international de recherche sur le cancer. (IARC)

Dans l'Union européenne (UE), l'ETO n'est pas approuvé en tant que substance active destinée à être utilisée dans les denrées alimentaires sur base de la réglementation des produits phytopharmaceutiques, le règlement CE N° 396/2005.

Comme il s'agit d'une substance non naturelle, les autorités européennes (Commission européenne et Autorité européenne de la sécurité alimentaire - EFSA) considèrent qu'elle ne doit pas être présente dans les denrées alimentaires mises sur le marché européen même à l'état de traces.

Tous les détails concernant cet incident peuvent également être consultés sur le portail de la sécurité alimentaire :

https://securite-alimentaire.public.lu/fr/actualites/communiques/2021/01/oxyde-ethylene-graines-sesame.html

ad 2) La contamination par l'ETO a été découverte en septembre 2020 sur des graines de sésame en provenance des Indes lors de contrôles effectués par les autorités compétentes de surveillance de la chaîne alimentaire, en l'occurrence les autorités belges. Cette découverte a suscité le lancement de contrôles ciblés dans toute l'UE et de diverses alertes au sein du système d'alerte rapide sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) entraînant ainsi le retrait des produits du marché dans tous les pays de l'UE.

Comme un grand nombre de produits diffusés dans plusieurs pays de l'UE était concerné, une réunion des coordinateurs de crise des États membres a eu lieu le 9 octobre 2020 au niveau européen sous présidence de la Commission européenne avec l'objectif d'harmoniser les mesures de gestion de crise au sein de l'Union.

En parallèle, un règlement européen de renforcement des contrôles à l'importation a été mis en place le 22 octobre 2020 qui oblige les autorités des Indes de procéder à des contrôles analytiques de chaque lot de graines de sésame destiné à être exporté vers l'Union européenne et d'en certifier l'absence de l'ETO.

De même, ce règlement oblige les autorités européennes à renforcer les contrôles effectués à l'importation des graines de sésame en provenance des Indes. Ainsi, chaque deuxième envoi est à recontrôler par les autorités des EM. http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2020/1540/oj.

Finalement, le groupe de travail des coordinateurs de crise a compilé une liste des laboratoires officiels habilités à effectuer des analyses en ETO pour faciliter l'accès des autorités des États membres aux capacités analytiques en matière d'oxyde d'éthylène.

Au niveau luxembourgeois, les autorités de contrôle (Division de la sécurité alimentaire de la Direction de la santé et Division de la santé publique de l'Administration des services vétérinaires) ont mis en place un programme de contrôle pour rechercher l'ETO sur différentes denrées alimentaires. La coordination entre les différentes administrations a été assurée par le Commissariat alimentaire.

Ainsi, en 2020, 18 échantillons de graines de sésame et produits dérivés ont été prélevés par la Division de la sécurité alimentaire dont 8 ont été évalués comme non conformes. Les produits ont été retirés du marché.

En 2021, 31 échantillons d'épices et d'herbes aromatiques ont déjà été prélevés par la Division de la sécurité alimentaire. Tous les échantillons ont été évalués comme conformes. 24 échantillons supplémentaires en épices, graines oléagineuses, additifs et compléments alimentaires sont en cours ou encore prévus dans le planning de contrôle.

Les secteurs concernés ont été informés par les autorités luxembourgeoises via les chambres professionnelles.

Il est aussi à signaler que certains établissements alimentaires ont mis en place dans le cadre de leurs obligations d'autocontrôle, des programmes de détection de l'ETO dans leurs produits et matières premières et qu'ils demandent des garanties de leurs fournisseurs sur l'absence de ETO dans la matière première.

Les rappels des produits incriminés ont été surveillés par les autorités et publiés sur le portail de la sécurité alimentaire (www.securite-alimentaire.lu). Vu le nombre de produits, des listes en différents format informatiques ont été publiées au lieu des publications individuelles. Ces listes sont mises à jour quotidiennement.

Les autorités ont également publié plusieurs communiqués de presse pour informer les consommateurs sur cet incident de contamination.

ad 3) Vu l'envergure de l'incident, le groupe de travail des coordinateurs de crise sous présidence de la Commission européenne s'est réuni à plusieurs reprises pour harmoniser les mesures de gestion mises en œuvre par les États membres.

Ainsi, en octobre 2020, une réunion a eu lieu pour s'échanger sur la contamination en ETO des graines de sésame en provenance des Indes. Les conclusions de cette réunion reprenant les mesures harmonisées à mettre en œuvre ont été publiées par la Commission européenne.

https://ec.europa.eu/food/system/files/2021-01/rasff_ethylene-oxide-incident_crisis-coord_sum.pdf

Plus récemment, suite à la découverte de l'ETO dans des graines de caroube en provenance de la Turquie, une série de réunions des coordinateurs de crise a eu lieu fin juin, début juillet 2021 pour harmoniser les mesures de gestion des autorités compétentes face à cette nouvelle découverte.

Les conclusions de cette coordination et les mesures harmonisées fixées ont également été publiées par la Commission européenne.

https://ec.europa.eu/food/system/files/2021-07/rasff_ethylene-oxide-incident_e410_crisis-coord_sum.pdf

ad 4) Un grand nombre de produits sont concernés par les retraits suite à la détection de la contamination en oxyde d'éthylène.

Fin 2020, comme l'ETO avait été détecté dans des graines de sésame, des produits à base de ces graines étaient concernés par les retraits. Il s'agissait de produits à base de sésame ou de produits dans lesquels les graines de sésame sont rajoutés à des effets décoratifs ou pour des raisons nutritionnelles (produits de boulangerie, produits à base de graines de sésame et de céréales).

En 2021, suite à la détection de l'ETO dans des graines de caroube qui sont utilisées pour fabriquer un additif alimentaire (E 410, un épaississeur) largement utilisé dans l'industrie alimentaire, la gamme de produits concernés était beaucoup plus large. La gamme concernée comportait ainsi des glaces alimentaires, boissons, plats préparés, certains compléments alimentaires mais aussi d'autres produits.

Le niveau de contamination en oxyde d'éthylène peut varier ; dans certains produits primaires (les graines de sésame et les graines de caroube) des concentrations élevées ont été détectées. Les concentrations en ETO sont moins élevées dans les produits dans lesquels cette matière première était intégrée comme ingrédient parmi d'autres. Dans certaines denrées prêtes à la consommation, la contamination en ETO n'est plus détectable comme la quantité de matière première contaminée utilisée dans ces produits est faible et qu'il y a ainsi un effet de dilution.

Comme l'oxyde d'éthylène est une substance cancérogène et génotoxique, un risque pour les consommateurs n'est à craindre qu'en cas de consommation fréquente et/ou en grande quantité.

Néanmoins, les principes de sécurité alimentaire en vigueur dans l'Union européenne visent à minimiser l'exposition des consommateurs à ce type de contamination et par conséquent, les produits fabriqués à base de matières premières contaminées à l'ETO ne sont plus propres à la consommation et sont par conséquent à retirer du marché.

ad 5) Le système d'alerte rapide a fonctionné de manière satisfaisante en ce qui concerne l'échange des informations nécessaires entre les États membres.

Il faut cependant signaler que la masse d'information qui transite par le système constitue une charge de travail considérable d'une part pour les agents du Commissariat qui font le tri et la distribution des informations entre la Commission européenne et les administrations compétentes et d'autre part pour les services de contrôle qui doivent surveiller les retraits et les rappels sur le terrain. En plus, ce flux d'information engendre certains délais pour obtenir les informations comme les données de traçabilité car ces données doivent être collectées par les autorités des États membres auprès des établissements alimentaires pour être introduites dans le système.

Par ailleurs les établissements alimentaires luxembourgeois s'acquittent de mieux en mieux de leur obligation de notification des rappels et retraits auprès du Commissariat alimentaire.

En effet, ces notifications doivent être notifiées via guichet.lu aux autorités luxembourgeoises.

https://guichet.public.lu/fr/entreprises/commerce/securite-alimentaire/securite-alimentaire/notification.html

Souvent les données pertinentes sur les rappels des produits au Luxembourg arrivent plus vite par ce canal aux autorités compétentes que via le système d'alerte rapide de la Commission. Dans ce cas, les données du système d'alerte peuvent être utilisées pour vérifier les données notifiées par les établissements. Ici encore, le nombre de notifications est en hausse constante.

Les consommateurs peuvent s'informer via le portail de la sécurité alimentaire où une section dédiée a été créée pour l'incident de contamination à l'oxyde d'éthylène.

https://securite-alimentaire.public.lu/fr/actualites/alertes/Incidents/denrees-alimentaires-contenant-le-produit-phytopharmaceutique-non-autorise-oxyde-d-ethylene.html

Le portail de la sécurité alimentaire donne aussi la possibilité de s'inscrire à une newsletter et de recevoir lors de chaque mise à jour, une notification par email avec un lien vers les données les plus récentes.

https://securite-alimentaire.public.lu/fr/support/alerte.html

Les consommateurs sont priés de s'informer au niveau des listes publiées pour voir si un produit donné figure bien parmi la liste des produits retirés. Pour cela, il faut le nom du produit mais aussi la date de durabilité et/ou le numéro de lot.

En effet, il se peut que des produits avec le même nom mais une date de durabilité ou un numéro de lot différent ne soient pas concernés par un rappel comme ils ont été produits avec une matière première différente.

Si un consommateur dispose d'un produit avec une date de durabilité et/ou un numéro de lot repris dans les listes publiées, les autorités recommandent de ne plus le consommer.

Question 4932 (06.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **annonces à l'Aéroport de Luxembourg :**

Aus der Äntwert vum Här Mobilitéitsminister op meng parlamentaresch Fro zu de Sproochen um Findel (N° 4758) geet ervir, datt déi nei automatiséiert Ukënnegungen um Findel op Franséisch an Englesch gemaach ginn, awer net op Lëtzebuergesch. Als Grond heifir präziséiert den Här Minister ënnert anerem, datt „e personaliséiert Produkt an der Lëtzebuerger Sprooch (...) zu bedeitenden zousätzleche Käschte" féiere géif. Vu datt Lëtzebuerg awer substanziell Zomme fir den „Nation Branding" ausgëtt, ass et an den Ae vun der ADR net nozevollzéien, firwat mir net och op eisem nationale Fluchhafen eis Nationalsprooch an administrativ Sprooch Lëtzebuergesch an déi däitsch Sprooch héichhalen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Kann den Här Mobilitéitsminister opschlësselen, wéi vill et kaschte géif, een, ewéi den Här Minister seet, „personaliséiert Produkt an der Lëtzebuerger Sprooch" an Optrag ze ginn?

2. Lëtzebuerg huet jo keng offiziell Sproochen, mee amplaz eng Nationalsprooch an dräi administrativ Sproochen. Firwat gëtt hei eng vun den dräi administrative Sprooche bevirdeelegt an déi aner zwou benodeelegt behandelt?

Réponse (25.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Fluchhafegesellschaft lux-Airport SA informéiert, datt d'Käschte fir sou e personaliséierte Produit am mëttlerweil fënnefstellegen Euro-Beräich leien.

Ausserdeem ass eng komplett Erneierung vum System amgaangen, déi bis d'Summersaison 2022 ofgeschloss ass a wou déi lëtzebuergesch Sprooch integréiert gëtt.

An dësem Kontext géing zu dësem Moment en zousätzlechen Investissement hei net wierklech Sënn maachen.

Et gëllt nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt et hei just ëm déi automatesch Usoe geet. Fluchusoe bei de Boarding Gates an Informatiounsaussoen op

Lëtzebuergesch ginn, wéi bis elo, manuell vum Personal gemaach. Dës Méiglechkeet gëtt och ënnert dem neie System erhalen.

De Choix vun de Sproochen ass dorobber ausgeluecht, datt ee Maximum vu Passagéier d'Usoe verstinn an Englesch ass déi international Sprooch, op déi een net verzichte kann.

Question 4937 (08.09.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution du trafic à Saeul :**

Il est un secret de polichinelle que les deux traversées de la localité de Saeul, la route de Mersch (N8) et la route principale (N12), souffrent de flux de trafic de plus en plus importants. Il n'est donc pas surprenant que le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics se soit proposé d'y prendre des mesures afin d'apaiser et de sécuriser le trafic de passage.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :
- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur l'évolution des mouvements journaliers de véhicules traversant le village de Saeul de 2017 à nos jours ?
- Quel est le nombre moyen de poids lourds qui transitent tous les jours par ce village depuis 2017 ?
- La densité du trafic durant les heures de pointe s'est-elle renforcée entre-temps ?
- Monsieur le Ministre peut-il présenter le nouveau concept de sécurisation des traversées du village de Saeul ? Dans quels délais ce projet pourrait-il se concrétiser afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens ?

Réponse (25.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'unique poste de comptage fixe aux alentours de Saeul, stationné sur la N12 reliant Saeul et Tuntange, montre que le nombre de véhicules traversant en moyenne cette localité reste relativement stable. Ce nombre a chuté en 2020, selon toute vraisemblance en lien avec la crise sanitaire et le nombre de personnes ayant travaillé à domicile durant cette période. Depuis, le trafic a repris son taux habituel. Avec une moyenne journalière de 3.671 véhicules (voitures et utilitaires dans les deux sens confondus), le trafic se situe actuellement à environ 8 % en dessous de la situation prépandémique.

Si le nombre de voitures en ces lieux est resté stable, il faut constater cependant que le nombre d'utilitaires augmente constamment. Il est en effet passé de 196 utilitaires par jour en moyenne dans les deux sens confondus en 2017 à 284 utilitaires par jour en moyenne cette année.

Il va sans dire que le trafic augmente de manière générale dans tout le pays, ce qui renforce évidemment la densité aux heures de pointe. Toutefois, en comparaison avec 2017, le taux de véhicules ayant traversé la localité de Saeul aux heures de pointe, a augmenté très peu. On constate une augmentation maximale de 12 % environ.

En ce qui concerne la N8, les postes de comptage fixés au droit de Reckange témoignent d'un accroissement du trafic depuis longtemps, accentué cependant par l'ouverture de l'A7. Ces chiffres prennent toutefois également en compte d'autres routes et ne peuvent donc être attribués directement à la traversée de Saeul.

Suite à une demande de l'Administration communale de Saeul, en vue d'une sécurisation de la traversée de Saeul, il avait été retenu de limiter la vitesse à 30 km/h sur un tronçon de la N8.

Ensemble avec les autorités communales, un projet fut élaboré pour la remise en état de la N8 et pour une réduction de la vitesse à 30 km/h sur le tronçon à l'intérieur du village. L'avant-projet détaillé fut approuvé en date du 20 avril 2021. Le dossier d'exécution est en voie d'élaboration et sera présenté début de l'année prochaine. Ainsi, le début des travaux est prévu pour 2022.

Lors d'une entrevue de l'administration communale avec Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics en date du 1er mars 2021, celle-ci a remis un dossier intitulé « Mobilitéit an der Gemeng Sëll » aux services de l'Administration des ponts et chaussées. Ce dossier, élaboré par un bureau d'études mandaté par l'Administration communale, est en train d'être analysé par l'Administration des ponts et chaussées, afin d'intégrer les conclusions dans les futurs projets.

À part les dossiers cités, l'Administration des ponts et chaussées vient de déplacer le panneau d'entrée en localité en venant de Schwebach d'une dizaine de mètres afin de sécuriser davantage le village.

En ce qui concerne la N12, mes services sont en train d'analyser la faisabilité d'un éventuel réaménagement de la traversée en vue d'un apaisement routier.

Question 4938 (08.09.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **personnel des centrales téléphoniques 112 et 113 :**

Den 112 ass net nëmmen déi operationell Zentral vum CGDIS, mee gëllt als europäeschen Noutruff.

Ënnert anerem follgend Informatioune fënnt een um Internetsite vum CGDIS, wat den 112 betrëfft:

« Comme le central téléphonique du CSU 112 constitue l'élément vital de l'organisation des secours d'urgence dans tout le Grand-Duché, il est primordial de porter une attention toute particulière à la fiabilité et à la sécurité des équipements opérationnels.

Le bon fonctionnement du Central des secours d'urgence 112 est un des éléments essentiels de la chaîne de secours.

Le CSU 112 est doté d'une équipe qui se compose en permanence de minimum quatre opérateurs issus du Corps grand-ducal d'incendie et de secours sous la responsabilité d'un chef de salle.

Conscient de l'évolution rapide ainsi que de l'accroissement grandissant des missions, activités et attentes incombant aux agents-opérateurs du CSU 112, la direction du Corps grand-ducal d'incendie et de secours propose à intervalles réguliers des cours de formation continue. »

(https://112.public.lu/fr/organisation/csu.html an https://112.public.lu/fr/organisation/csu/technic.html)

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch confirméieren, dass d'Agente vum 112 ënnert dräi verschiddene Statute schaffen (Employé, Fonctionnaire a Pompier professionnel fonctionnaire)? Wéi ass dat ze erklären?

2. Wat ass de kompletten operationellen Effectif vum 112 a wéi vill dovunner si sougenannten „opérateurs" a wéi vill si „chefs de salle"?

3. Huet all Pompier professionnel fonctionnaire vum „cadre de base" no senger Vereedegung den Emploi „chef de binôme SAP*" an den Emploi „chef de binôme INCSA*"? (*SAP = Secours à personne (Ambulanz)/INCSA = incendie et sauvetage)?

4.Wéi vill „opérateurs" si Pompier professionnel fonctionnaire?

5. Wéi vill „chefs de salle" si Pompier professionnel fonctionnaire?

6. Laut mengen Informatioune kann all Agent vum 112 (egal op Fonctionnaire oder Employé), dee virum CGDIS, also virum 01. Juli 2018 agestallt ginn ass, an d'Karriär vum Pompier professionnel fonctionnaire wiesselen, wann en déi néideg Formatiounen hat oder nomécht. Wéi vill Agente vum 112 hu bis haut dee Wiessel gemaach a wéi vill dovunner si „chefs de salle" a wéi vill sinn „opérateurs"?

7. Wéi vill „chefs de salle" hunn den Emploi „chef de binôme SAP" an den Emploi „chef de binôme INCSA"?

8. Wéi vill „opérateurs" hunn den Emploi „chef de binôme SAP" an awer och den Emploi „chef de binôme INCSA"?

9. Wéi vill „opérateurs" hunn de Promotiounsexamen?

10. Laut „Référentiel emploi & activités" vum CGDIS, deen den 18. Juni 2020 vum Verwaltungsrot vum CGDIS approuvéiert ginn ass, muss ee mëttlerweil ënnert anerem berufflech d'Emploie „chef de binôme SAP" a „chef de binôme INCSA" hunn, fir op den 112 als „opérateur" ze schaffen. Laut mengen Informatiounen ass awer rezent en „Agent" op den 112 gewiesselt, deen déi Krittären net all erfëllt. Kann d'Ministesch dat confirméieren?

11. Kann d'Ministesch confirméieren, dass ee „chef de salle" bis haut iwwerhaapt guer keen Emploi INCSA an SAP huet a bis viru Kuerzem mol kee Promotiounsexamen hat? Wa jo, wéi ass dat ze erklären? Kann dee concernéierte „chef de salle" iwwerhaapt aktiv um Déngscht op enger Ambulanz oder engem Tankwon deelhuelen?

12. Ass de Poste vum „chef de salle" e PRP (poste à responsabilité particulière)? Wa jo, huet deen eng Primm vu 15 Punkten zegutt?

13. Ass de Poste vum „opérateur" e PRP? Wa jo, huet deen eng Primm vu 15 Punkten zegutt?

14. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dass verschidden „opérateurs" also weesentlech besser forméiert sinn ewéi verschidde „chefs de salle"?

15. Kann den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet mir soen, wat de kompletten operationellen Effectif u „chefs de salle" vum 113 ass a wéi vill „chefs de salle" keng Poliziste sinn an/oder kee Promotiounsexamen hunn?

Réponse commune (19.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Dat ass richteg an duerch d'Artikelen 32, 51bis, 53 an 117 aus dem ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet (spéider „d'Gesetz" genannt) ze erklären. D'Personal, dat de CGDIS duerch d'Reform iwwerholl huet, konnt entweeder an den neie Cadre de base vum Fonctionnaire pompier professionnel (Groupe de traitement C1) wiesselen, woufir déi Concernéiert awer d'Formatioune vum Niveau Chef de binôme SAP a Chef de binôme INCSA hu missen hunn, oder an hirem jeeweilege Statut vu virum 1. Juli 2018 bleiwen. Dëse Choix ass esou vum Gesetz virgesinn.

ad 2.

Chefs de salle	10
Opérateurs	24
Total	34

ad 3. All haaptamtleche Pompjee aus dem Cadre de base (Groupe de traitement C1) muss den Emploi vum Chef de binôme INCSA an SAP um Dag vu senger definitiver Nominatioun hunn.

ad 4. 13 Persounen.

ad 5. Alleguer d'Chefs de salle sinn an der Carrière vum Fonctionnaire de l'État. Eng Persoun huet de Wiessel an d'Carrière vum Pompier professionnel gewielt, deen am Artikel 50 vum Gesetz virgesinn ass. Déi aner Agent-inn-e sinn an der Carrière vum Expeditionnaire.

ad 6. 14 Persoune sinn an d'Carrière vum Pompier professionnel gewiesselt, ee Chef de salle an 13 Operateuren.

ad 7. Fir d'Ausübe vu senge Missioune muss de Chef de salle den Emploi vum Operateur 112 an dono den Emploi vum Chef de salle 112 hunn. D'Emploie Chef de binôme SAP a Chef de binôme INCSA sinn déi Emploien, déi de Pompjee, dee vum CGDIS agestallt ginn ass, no senger Basis-Grondausbildung huet. Dës Emploie sinn awer net erfuerderlech fir déi Chefs de salle, déi virun der Reform vum Rettungsdéngscht scho bei der Administration des services de secours (ASS) geschafft hunn an ausgebilt gi sinn. Wann dës Agent-inn-en awer an ee vun de Cadres vum haaptamtleche Pompjee (Artikel 50 vum Gesetz) géife wiesselen, gëllen déi Konditiounen.

3 Chefs de salle hunn d'Emploie vum Chef de binôme INCSA a SAP.

7 Chefs de salle sinn nach mat de Formatiounen amgaangen, well si spéider an de Cadre vum haaptamtleche Pompjee (Artikel 50 vum Gesetz) wëlle wiesselen.

ad 8. Chef de binôme SAP a Chef de binôme INCSA sinn déi Emploien, déi de Pompjee, dee vum CGDIS agestallt ginn ass, no senger Basis-Grondausbildung huet. An Zukunft wäerten all d'Operateuren dës zwee Emploien automatesch virun hirer Affektatioun beim 112 hunn. Fir d'Missiounen um 112 allerdéngs kënnen auszeüben, ass den Emploi vum Operateur 112 néideg.

14 Operateuren hunn d'Emploie vum Chef de binôme INCSA an SAP.

10 Operateure sinn nach mat de Formatiounen amgaangen, well si spéider an de Cadre vum haaptamtleche Pompjee (Artikel 50 vum Gesetz) wëlle wiesselen.

ad 9. 15 Operateuren hunn de Promotiounsexamen als Fonctionnaire, respektiv de Carrièresexamen als Employé gemaach.

ad 10. Dat ass richteg - dës intern Mobilitéit ass wéinst enger medezinnescher Inaptitude néideg ginn, allerdéngs war déi Persoun scho virum CGDIS vun der ASS als Ambulancier agestallt ginn a krut esou den Emploi Chef de binôme SAP. Wéi bei den Äntwerten 1 an 8 erklärt ginn ass, bleift déi Persoun an hirem ale Statut vu virum CGDIS, well si den Emploi Chef de binôme INCSA net huet an dës Formatioun de Moment aus medezinnesche Grënn och net maache kann. Si kann dofir laut dem Gesetz och net an de Cadre vum haaptamtleche Pompjee (Artikel 50 vum Gesetz) wiesselen an domat och net alleguerten déi operationell Aufgaben ausüben. Si muss natierlech d'Formatioune maachen, déi néideg sinn, fir den Emploi vum Operateur 112 kënnen auszeüben.

ad 11. All d'Chefs de salle hunn e Promotiounsexamen.

Eng Persoun, déi den Emploi vum Chef de salle ausüübt, mécht, ausser am Kader vu Formatiounen a Stagen, keen operationellen Déngscht op enger Ambulanz oder engem Läschwon. D'Emploien am SAP an INCSA sinn also net néideg. Dëst ass allerdéngs, wéi schonn uewe beschriwwen, nëmmen de Fall bei deenen Agent-inn-e vum 112, déi de CGDIS vun der ASS iwwerholl hat. Fréier war den Operateur an enger separater Carrière, déi näischt mat där vum Pompjee vun haut ze dinn huet. An Zukunft ass d'Grondausbildung déi selwecht, soudass d'Grondemploien am INCSA an SAP zur Standardausbildung gehéieren.

ad 12. De Poste vum Chef de salle ass kee Poste à responsabilité particulière (PRP) am Groupe de traitement C1. Wéinst der méi héijer Responsabilitéit ass de Chef de salle am Niveau vum Ënneroffizéier am Groupe de traitement B1 agestuuft.

ad 13. De Poste vum Operateur ass kee PRP. Dës Agent-inn-e sinn an der nämmlechter Gehaltsklass wéi en operationelle Beruffspompjee.

ad 14. Wat déi spezifesch Emploien ugeet, déi fir d'Aarbechten um 112 néideg sinn, huet all Operateur d'Formatioun CSU1 (oder den Equivalent dovun, nom ale Formatiounsplang vun der ASS), wärend all Chef de salle d'Formatioun CSU2 (oder den Equivalent dovun, nom ale Formatiounsplang vun der ASS) huet, déi inhaltlech weesentlech méi wäit geet.

ad 15. Aktuell sinn um Centre d'intervention national 17 Operateuren affektéiert, déi all am Policekader sinn. Dës Leit hunn all de Promotiounsexame gemaach.

Question 4941 (09.09.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **danger pour des ponts résultant de troncs d'arbres flottants :**

An der Atert leien de Moment, nom Héichwaasser vu Mëtt Juli 2021, Bamstämm, déi bei engem neien Héichwaasser d'SEBES-Bréck tëschent Iewerleng an Useldeng blockéiere kënnen.

Iert d'Atert dann iwwert den Damm vun der SEBES-Bréck fléisst, géif se fir d'éischt bis zu dräi Meter héich an der Haaptstrooss vun Iewerleng stoen, wat et mat alle Mëttelen ze verhënnere gëllt wéinst dem grousse Schued, deen da géif entstoen.

Well d'SEBES-Bréck jo awer net als Staumauer gebaut ginn ass, ass d'Gefor grouss, datt se vum Waasser ewechgedréckt gëtt an domat d'Drénkwaasserleitung tëschent Esch-Sauer an dem Rescht vum Land ënnerbrach wier.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister vum Waasserwirtschaftsamt iwwert dës prezis Problematik informéiert ginn? Wa jo, wat fir Aarbechte musse genee duerchgefouert ginn, fir dës Gefor ze behiewen, a bis wéini kann dat de Fall sinn?

2. Ass d'Madamm Minister och nach iwwer aner Plaze laanscht d'Atert a Kenntnis gesat ginn, wou ëmgefale Beem zu Stausituatiounen am Fall vun Héichwaasser kéinte féieren?

Réponse (20.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. No den Iwwerschwemmunge vu Mëtt Juli stoung d'Waasserverwaltung am enke Kontakt mat de Gemengen an huet vill Baache kontrolléiert fir sécherzestellen, datt keng zousätzlech Schied géifen entstoen. De Service Projets et entretien vun der Waasserverwaltung huet ausserdeem vill urgent Interventiounen duerchgefouert, fir ugeschwemmt Material aus de Baachen erauszehuelen, fir de gudden Duerchfloss vum Gewässer nees ze erméiglechen.

D'Waasserverwaltung ass nom Héichwaasser vu Mëtt Juli net iwwert dës prezis Problematik informéiert ginn. No enger rezenter Visitt vun der Atert uewerhalb vun der SEBES-Bréck huet d'Waasserverwaltung festgestallt, dass effektiv op zwou Plazen e puer Beem an d'Baach gefall sinn, déi eng eventuell Gefor kéinten duerstellen, wa si an engem Héichwaasserfall géife fortgeschwemmt ginn. Déi Beem kënne mat Hëllef vun Traktere resp. anere Maschinnen aus der Baach erausgezu ginn. D'Waasserverwaltung wäert dës Aarbechten an der Woch vum 20. September duerchféieren.

ad 2. Ausser op enger Plaz an der Gemeng Biissen ass d'Waasserverwaltung net iwwer aner Plaze laanscht d'Atert a Kenntnis gesat ginn, wou ëmgefale Beem zu Stausituatiounen am Fall vun Héichwaasser kéinte féieren. Allgemeng fiert d'Waasserverwaltung d'Baache reegelméisseg of fir ze kontrolléieren, wou Beem oder aner Obstruktioune sinn, déi eng Gefor am Fall vun Héichwaasser kéinten duerstellen, esou och nom Héichwaasser am

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT
Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Juli. Et ass allerdéngs net méiglech, fir all Plaz ze erkennen. Dat hänkt och mat der Accessibilitéit vun de jeeweilegen Deeler vun de Baachen an den Terrainen of. Dofir ass et wichteg, dass extern Acteure sech bei der Waasserverwaltung mellen, falls hinnen esou Situatiounen opfalen. Déi zoustänneg Servicer vun der Waasserverwaltung kënnen dann op der Plaz d'Situatioun ofschätzen an eventuell noutwendeg Aarbechte koordinéieren.

Question 4942 (09.09.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**hôpital militaire :**

No aktuellem Stand (Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2858 vum 15. Oktober 2020 vun den ADR-Deputéierte Fernand Kartheiser a Jeff Engelen) soll de Konzept vun engem Major Incident Hospital („Militärspidol") fir de Fall vun enger schwéierer sanitärer Kris vum Escher Spidol CHEM als Partner vum Verdeedegungsministère ëmgesat ginn. Elo ass de Bau vum CHEM sengem neie Südspidol, dat och als Site vum Militärspidol virgesinn ass, ëm fënnef Joer no hanne geréckelt ginn. Wat dat fir d'Militärspidol bedeit, wëll ech mat dëser Fro un d'Regierung klären:

1. Wat fir Konsequenzen huet d'Kënnegung vum HTE-Vertrag duerch d'Escher Spidol op de Bau vun engem Militärspidol um nämmlechte Site? Wëll d'Regierung weider un deem Site festhalen?

2. Wat fir Konsequenzen huet e Retard beim Bau vum Militärspidol op d'Entwécklung vum Lëtzebuerger Verdeedegungsbudget?

3. Steet d'Regierung nach ëmmer ganz hannert dem Konzept vun engem Major Incident Hospital?

4. Wär et net denkbar, datt de Konzept vum Militärspidol elo esou konzipéiert an ugepasst gëtt, datt en Hôpital militaire de campagne op engem nidderegen Echelon méiglechst séier um Terrain kéint deployéiert ginn, och schonn ier déi Gebailechkeete beim Südspidol Realitéit ginn?

Réponse commune (08.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. + 3. D'Kënnegung am Kontext vum Südspidol esouwéi d'Erfarungen, déi aus der Covidkris konnte gezu ginn, wäerten een Impakt op de Konzept vum „Major Incident Hospital" hunn. Momentan si Gespréicher tëschent Defense a Santé amgaangen, fir op Hand vun dësen Elementer d'Richtung vum Projet nei auszeleeën.

ad 2. À ce stade gëtt dëse Projet nach net am Lëtzebuerger Verdeedegungsbudget consideréiert.

ad 4. Nee, d'Konzept vun engem „Major Incident Hospital" an dat vun engem Hôpital militaire de campagne sinn esou grondverschidden, dass dat net ëmsetzbar ass.

Question 4943 (09.09.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **agressions contre le personnel du secteur public :**

De 4. September koum et zu engem sécherheetspoliteschen Tëschefall op der Stater Gare, deen an der Ëffentlechkeet fir vill Diskussioun gesuergt huet, well en Ausschnëtt, deen iwwert e kuerzen Handysvideo publizéiert gouf, an den Ae vu ville Lëtzebuerger Bierger op en ze rigouréist Virgoe vun der zoustänneger Sécherheetsfirma higewisen hätt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Plaintë goufen 2019 an 2020 wéinst Iwwergrëff op ëffentlecht Personal virbruecht?

2. Kann d'Regierung eng tabellaresch Opstellung presentéieren, déi weist, wéi vill vun dëse Plaintë vun Agente vun der Police, vum Personal aus Zuch a Bus (hei och vu Chauffeure vu private Firmaen, déi am Optrag vum Transportministère ëffentlech Linne fueren), Rettungsdéngschter souwéi Pecherte vun de Gemenge virbruecht goufen?

3. Kann d'Regierung eng tabellaresch Opstellung presentéieren, bei wéi ville vun dëse Plaintë verbal Iwwergrëff gemellt goufen a wéi se sech opdeelen (Beleidegung, Bedroung asw.) a wéi oft et sech ëm kierperlech Iwwergrëff gehandelt huet? Kann d'Regierung och hei déi an der Fro virdru genannten Déngschtkategorië preziséieren?

4. Kann d'Regierung eng tabellaresch Opstellung presentéieren, wéi vill Membere vum ëffentleche Personal wärend deene genannte Joren opgrond vu kierperlechen Iwwergrëff hu missen hospitaliséiert ginn an och hei déi jeeweileg Déngschtkategorië preziséieren?

5. Kann d'Regierung elaboréieren, ob et an de Joren 2013 bis 2020 zu sou schlëmme kierperlechen Iwwergrëff op ëffentlecht Personal koum, datt déi betraffe Leit hire Beruff duerno net méi weider ausübe konnten? Wa jo, wéi vill där Fäll waren et an op wéi eng vun deene genannten Déngschtkategorien entfalen se (respektiv wéi eng aner Servicer)?

6. Kann d'Regierung elaboréieren, ob am Joer 2019 (virun der Covidpandemie) Plaintë virbruecht goufen, well et zu Iwwergrëff op privat Sécherheetspersonal koum, dat bei ëffentleche Veranstaltungen am Optrag vu staatlechen Institutiounen am Asaz war? Wa jo, kann d'Regierung preziséieren, a wéi ville Fäll an ëm wéi eng Kategorië (verbal oder kierperlech) vun Iwwergrëff et sech dobäi gehandelt huet?

7. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi vill vun dëse Fäll duerch d'Justiz verfollegt goufen an a wéi ville Fäll et zu enger Verurteelung koum?

Réponse commune (05.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Statistiken, déi erfaasst goufen, beruffe sech op d'Artikelen 269 bis 274, 276, 280 an 281 vum Code pénal. Et sief heibäi bemierkt, datt de JUCHA keen Ënnerscheed mécht, ob et sech ëm e Member vun der Police oder en „agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique" handelt:

- am Joer 2019 goufen et 219 nei Affären,

- am Joer 2020 goufen et 292 nei Affären.

ad 2. D'Datebanke vun der Police erlaben et net, Plainten no spezifesche Beruffssparten ze filteren.

ad 3. Wéi an der viregter Äntwert beschriwwen, ass et net méiglech, den Detail vu Plaintë statistesch ze liwweren.

Plainten, déi ënnert d'Kategorie „outrages à agents" falen, belafe sech fir 2019 op 177 a fir 2020 op insgesamt 262 Plainten.

ad 4. Wat d'Police betrëfft, goufen et 2019 43 Fäll, wou Policebeamte blesséiert goufen opgrond vu kierperlechen Iwwergrëff.

2020 goufen et 20 Fäll, wou Policebeamte blesséiert goufen opgrond vu kierperlechen Iwwergrëff.

Ob Beamten hu missen hospitaliséiert ginn, ass net erfaasst.

ad 5. Wat d'Police betrëfft, ass an där Period kee Fall bekannt, wou ee Beamte säi Beruff net méi hätt kënnen ausüben no engem kierperlechen Iwwergrëff.

ad 6. D'Datebanke vun der Police erlaben et net, Plainten no spezifesche Beruffssparten ze filteren.

ad 7. An de Joren 2019 an 2020 goufen zesumme 511 Affären opgemaach. Vun deene 511 Affären koum et an 88 Fäll zu enger Poursuite an a 56 Fäll zu enger Verurteelung.

Question 4944 (10.09.2021) de **Mme Chantal Gary** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **congé de paternité :**

Depuis le 1er janvier 2018, les salariés du secteur privé ainsi que les fonctionnaires peuvent bénéficier d'un congé de paternité de dix jours lors de la naissance ou de l'accueil d'un enfant de moins de 16 ans en vue de son adoption. Ce congé extraordinaire pour motif personnel permet aux nouveaux pères de s'impliquer dans les tâches parentales et domestiques. Or, les travailleurs indépendants ne peuvent pas bénéficier du congé de paternité.

L'accord de coalition 2018-2023 stipule : « Le congé de paternité de dix jours dont peuvent bénéficier des salariés sera ainsi rendu applicable aussi aux indépendants. » (p. 138)

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'état des travaux dans ce dossier ?

2) Peut-on déjà prévoir quand les indépendants pourront bénéficier du congé de paternité ?

Réponse commune (11.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Une répartition équilibrée des tâches et responsabilités entre les parents figure parmi les priorités politiques du Gouvernement dans la mesure où elle rend la société plus vivante, plus moderne et plus équitable.

C'est sur cet arrière-fond que, dans un passé récent, le Gouvernement a initié de multiples réformes comme la flexibilisation du congé parental, l'introduction de nouveaux modes d'organisation du travail, le recours au télétravail ou encore l'extension du congé de paternité à dix jours pour les fonctionnaires et les salariés.

Dans la continuité des réformes du passé, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire travaille actuellement sur un avant-projet de loi qu'il est envisagé de déposer au courant du premier semestre 2022.

Ce nouveau texte aura comme objectif d'adapter le congé de paternité aux nouveaux modèles familiaux et le rendra accessible aux indépendants.

Question 4950 (13.09.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **subsides payés aux associations :**

D'Subside vum Kulturministère si weesentlech fir d'Fonctionéieren an d'Iwwerliewe vun de Veräiner. An deem Zesummenhang hu mir follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Wéi héich ass de globale Subsid, deen un déi eenzel Veräiner an Organisatiounen an de Joren 2019 an 2020 ausbezuelt gouf?

2. Wéi eng Veräiner resp. Organisatioune kruten ee Subsid accordéiert a wéi héich war dëse Betrag am Eenzelen?

3. Op wat fir enger gesetzlecher Basis oder no wat fir Critèrë ginn dës Subsiden accordéiert?

4. Wat fir ee Betrag gouf an de Joren 2019 an 2020 reegelméisseg ausbezuelt un Organisatiounen opgrond vu Konventiounen a wéi héich war dëse Betrag?

5. Goufen an dëse Joren och aussergewéinlech Subsiden un eenzel Organisatiounen oder Veräiner ausbezuelt an a wat fir engem Zesummenhang?

Réponse (01.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Wat d'Froen 1, 2, a 4 betrëfft, verweisen ech op d'Rapports d'activité 2019 an 2020 vum Kulturministère, wou déi gefroten Informatioune fräi zougänglech sinn. Dës Rapporte goufen un d'Chamber geschéckt a kënnen um Internetsite vum Kulturministère erofgeluede ginn.

Och d'Krittären, unhand vun deene Subsiden a Boursen accordéiert ginn, kënnen um Internetsite vum Kulturministère respektiv op guichet.lu nogelies ginn.

Am Kader vun der Pandemie goufen am Budgetsjoer 2020, iwwert den Hëllefspak Neistart Lëtzebuerg - Culture, aussergewéinlech Subsiden an héicht vu 5 Milliounen Euro un de Kultursecteur ausbezuelt. Och heizou sinn d'Detailer am Rapport d'activité 2020 vum Kulturministère erëmzefannen.

Question 4951 (13.09.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **conséquences d'un récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne relatif aux crédits aux consommateurs :**

Il ressort d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (sixième chambre) du 9 septembre 2021 relatif à l'interprétation de l'article 10, paragraphe 2, et de l'article 14, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2008, concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (JO 2008, L 133, p. 66) dans les affaires jointes C-33/20, C-155/20 et C-187/20 que de nombreux crédits aux consommateurs seraient contraires à la loi. Pour citer le journal allemand welt.de : « EuGH-Urteil zugunsten der Verbraucher - Millionen Autokreditverträge ». Et d'ajouter : « Verbraucher können nun ihren Vertrag widerrufen, auch wenn er schon viele Jahre alt ist, und das Auto zurückgeben, sagen Verbraucherschützer. »

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont, selon Madame et Monsieur les Ministres, les conséquences du précité arrêt pour les consommateurs luxembourgeois ?

2) Quelles en sont, selon le Gouvernement, les conséquences pour les banques luxembourgeoises et la place financière ?

3) Quelles sont, enfin, les conséquences pour le marché de l'automobile luxembourgeois ?

Réponse (12.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Par son arrêt du 9 septembre 2021 (affaires jointes C-33/20, C-155/20 et C-187/20), la Cour de justice de l'Union européenne s'est prononcée sur des questions préjudicielles formulées par le Landgericht Ravensburg (Allemagne) dans le cadre de litiges opposant plusieurs consommateurs à des sociétés de crédit automobile au sujet du bien-fondé des demandes de rétractation introduites par ces consommateurs. Ces questions préjudicielles portaient sur l'interprétation à donner des articles 10, paragraphe 2, et 14, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE. La Cour de justice a mis en évidence certaines des mentions devant obligatoirement figurer de manière claire et concise dans le contrat. Le contrat de crédit doit notamment obligatoirement mentionner le type de crédit (en l'occurrence un contrat de crédit lié), la durée du contrat de crédit, le taux d'intérêt de retard et le mécanisme d'adaptation du taux d'intérêt de retard applicable au moment de la conclusion du contrat de crédit. En cas de modification du taux d'intérêt de retard en fonction du changement du taux d'intérêt de base déterminé par la banque centrale d'un État membre, le mode de calcul du taux d'intérêt de retard en fonction du taux d'intérêt de base doit figurer dans le contrat. Doivent également être indiqués le mode de calcul de l'indemnité en cas de remboursement anticipé du prêt d'une manière concrète et facilement compréhensible pour le consommateur, les situations dans lesquelles un droit de résiliation est reconnu aux parties au contrat selon la réglementation nationale, les informations essentielles relatives à toutes les procédures extrajudiciaires de réclamation ou de recours à la disposition du consommateur ainsi que des informations complémentaires telles que leur coût ou leurs modalités pratiques.

Dans le cas où l'une de ces mentions obligatoires ne figurait pas dans le contrat de crédit et n'a pas non plus été dûment communiquée ultérieurement, indépendamment du point de savoir si ce consommateur ignorait l'existence de son droit de rétractation sans être responsable de cette ignorance, la Cour considère que le consommateur peut exercer son droit de rétractation sans que le prêteur ne puisse opposer une exception de forclusion ou d'abus de droit.

Les consommateurs luxembourgeois, à l'instar des consommateurs allemands, ont la possibilité de se saisir des apports de cet arrêt apportant des précisions sur les mentions devant obligatoirement figurer dans un contrat de crédit ainsi que sur l'exercice du droit de rétractation. Les dispositions de la directive interprétées par la Cour de justice de l'Union européenne ont été transposées de manière fidèle par le législateur luxembourgeois aux articles L.224-1 à L.224-27 du Code de la consommation. Il convient cependant de relever que l'arrêt ne règle pas toutes les répercussions de l'exercice du droit de rétractation du contrat sur le contrat de vente de bien ou le contrat relatif à la prestation de service financé par le contrat de litige litigieux. Cette problématique, non réglementée par la directive 2008/48/CE elle-même, devrait être laissée à l'appréciation souveraine des juges nationaux qui devront déterminer si le consommateur pourrait être tenu, en cas de restitution du bien financé, d'indemniser le vendeur en raison de la dépréciation de la valeur du bien.

La jurisprudence nationale qui en résulterait pourra informer sur les conséquences éventuelles pour les marchés luxembourgeois de l'automobile, voire de la place financière.

Question 4952 (13.09.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **soutien pour les bénéficiaires de protection internationale :**

A menger parlamentarescher Fro N° 4006 hat ech d'Regierung ëm verschidden Zuelen an Informatioune betreffend d'Integratioun vu Flüchtlingen zu Lëtzebuerg gefrot.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Immigratioun an Asyl, Aarbecht, Bildung a fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Op d'Fro 4.2 betreffend d'Sproocheformatiounen („Deckt d'Offer vun dëse Coursen d'Demande vun de BPlen?") hunn d'Ministeren net kloer geäntwert. Ech wéilt d'Fro dofir anescht stellen:

Hunn d'Ministeren eng Aschätzung dovunner, wéi vill Flüchtlingen hei am Land tatsächlech Demandeur fir e Sproochecours sinn? Wëssen d'Ministeren, wéi d'Offer op dës Demande zougeschnidden ass?

2. Op d'Froe 4.4 a 4.5 äntwert d'Regierung: „Am Prinzip ginn d'Formatioune mat engem Certificat de formation ofgeschloss" an „[d]en Taux de réussite hänkt vun deenen ënnerschiddleche Sproocheformatiounen of […]."

Mir ass bekannt, dass verschidde Sproocheformatiounen de Participanten een Zertifikat ausstellen, egal, ob se d'Kompetenze vum Sproochecours erreecht hunn oder net. Sinn esou Zertifikater, an den Ae vun der Regierung, deen effikasste Wee, fir den Opbau vun de Sproochekenntnisser ze förderen? Oder denken d'Ministeren, dass obligatoresch Ofschlossexamen ee bessere Wee wieren?

3. D'Zil vun de Sproochecoursë fir d'Flüchtlinge muss et sinn, hinnen op eng effikass a schnell Manéier Sproochkompetenzen ze vermëttelen, déi se brauchen, fir hei am Land schaffen ze kënnen. Virun allem bei Flüchtlingen, déi d'laténgesecht Alphabet net beherrschen, stellt sech och de Problem vun der Alphabetiséierung. Wéi mer zougedroe gouf, ginn et Fäll, an deene Flüchtlingen och no Jore mat Sproochecoursen nach net mat der Alphabetiséierung ofgeschloss hunn an deemno nëmme schwéier Fouss um Aarbechtsmarché faasse kënnen.

Wéi kann d'Regierung dëse Flüchtlingen hëllefen, fir op eng schnell an effikass Manéier Sproochekenntnisser fir d'Schaffwelt ze sammelen?

4. Donieft hu vill Flüchtlingen am Land aktuell ee Problem, fir eng eege Wunneng ze fannen. D'Logementskris affektéiert vill BPIen, déi - mat oder ouni Aarbecht - oft keng Wunnméiglechkeet um private Marché zu Lëtzebuerg fannen. Wéi aus dem Bilan vun 2020 iwwert den Asyl zu Lëtzebuerg ervirgeet, sinn 43 % vun de BPIen nach ëmmer an enger Wunneng vum ONA logéiert. Wéi wëll dës Regierung an den nächsten zwee Joer dofir suergen, dass dës Leit eng Wunneng zu Lëtzebuerg kënne fannen?

5. D'Aschreiwungszuele vun der ADEM an der Äntwert vun de Ministere weisen, dass iwwer Joren am Duerchschnëtt nëmme 25 % vun den Demandeurs d'emploi Frae sinn. D'Informatiounen aus de Rapporte vum Ausseministère erginn, dass bei de Fluxen am Duerchschnëtt 40 % vun den DPIe Frae sinn.

Wéi vill Fraen hei am Land hunn aktuell de Statut als DPI? Wéi vill hunn de Statut als BPI?

Kann een aus den Zuelen erausschléissen, dass sech prozentual manner Frae mat Migratiounshannergrond bei der ADEM aschreiwen ewéi Männer? Falls jo, wat sinn d'Grënn dofir a besteet de Ministeren no een Handlungsbedarf? Falls jo, wat fir Initiative sinn hei amgaangen?

Réponse commune (14.10.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Fir erwuesse Flüchtlingen zu Lëtzebuerg gi follgend Sproochecoursen ugebueden:

1. Sproochecoursë spezifesch fir „demandeurs de protection internationale" (DPI)/„bénéficiaires de protection internationale" (BPI) am Kader vum Parcours d'intégration accompagné (PIA).

Dës Coursë si gratis a gi vum Service de la formation des adultes (SFA) ugebueden. Et handelt sech ëm Alphabetisatiounscoursen op Franséisch a Franséischcoursen als Integratiounssprooch. D'Objektiv ass et, dass d'Leit, jee no Ausgankssituatioun, an 120-360 Stonnen en Niveau A1 ofschléissen. All DPI kritt dës Coursen e puer Wochen no senger Arrivée hei zu Lëtzebuerg ugebueden. Dës Coursë ginn op follgende Plazen ugebueden, fir méiglechst no bei de Leit ze sinn: Dikrech, Waarken, Lëtzebuerg, Esch/Uelzecht, Belval.

2. Sproochecoursë spezifesch fir DPI/BPI am Kader vum zweete Bildungswee

Als Suite vun de Sproochecoursen am Kader vum PIA gi 5e-Klassen an d'Voie préparatoire offréiert mat intensiv Franséischcoursen, fir de Leit de Sprong an d'Beruffsausbildung oder op den Aarbechtsmarché ze erméiglechen. Dës Klasse ginn och vum Service de la formation des adultes organiséiert.

3. Konventionéiert Sproochecoursen

Gemengen an Associatioune bidde Sproochecoursë fir Erwuessener am Allgemengen un. Jee no Situatioun vun der Persoun ass den Accès mat engem Tarif réduit méiglech, woubäi de Participant dofir nach zéng Euro/Cours bezilt. D'Differenz zum normalen Tariff gëtt vum Educatiounsministère ausgeglach. Dës Coursë ginn iwwert d'ganzt Land organiséiert a si fir DPI/BPI am Prinzip zum Tarif réduit zougänglech.

4. Sproochecoursen am Institut national des langues (INL)

DPI/BPI, déi scho gutt Franséisch kënnen, ginn an den INL orientéiert, wou si entweeder Lëtzebuergesch oder Däitsch kënne léieren, jee no Besoin. Och Leit, déi PIA-Coursen ofgeschloss hunn, kënnen hir Sproochekenntnisser am Franséische weider am INL verdéiwen. D'Aschreiwung am INL ass och zum Tarif réduit méiglech, wann de Kandidat d'Bedéngungen erfëllt.

En général ass et d'Reegel, datt d'Offer esou gutt wéi méiglech der Demande ugepasst gëtt. All DPI/BPI gëtt vum Encadrementspersonal a sengem Foyer an d'Maison de l'orientation geschéckt. Do ginn d'Leit an déi jeeweileg Sproochecoursen orientéiert an ageschriwwen.

D'Offer deckt deemno d'Demande of. Punktuell entstinn Enkpäss, déi awer no e puer Wochen ëmmer erëm nees kënnen opgefaange ginn.

ad 2. Et ginn am Kader vun der Intégration linguistique keng Examen organiséiert. D'Apprenante ginn am Kader vun enger formativer Evaluatioun par rapport zum GER (Gemeinsamer Europäischer Referenzrahmen) orientéiert. Am Kader vum zweete Bildungswee kréien d'Leit eng Zensur wéi am Lycée.

An deem Sënn kann een net vun engem Taux de réussite schwätzen. D'Objektiver an d'Léierkapazitéite vun de Léit si ganz ënnerschiddlech. Aus deem Grond vermeit den SFA Ofschlossexamen a gëtt de Leit e méiglechst konkreeten a positive Feedback iwwert hir Kompetenzen, begleet mat engem personaliséierte Suivi. Am Fall wou d'Leit en Niveau erreechen, deen ee kann zertifiéieren, gëtt dat selbstverständlech gemaach.

ad 3. Wéi bei all Léierpopulatioun gëtt et och bei den DPI/BPI Leit mat Léierschwieregkeeten. Derbäi kënnt nach, datt eng Rei Leit duerch hire Vécu traumatiséiert sinn, wat e schnellt Léieren och drastesch kann aschränken.

Am Kader vun enger Reform vum SFA gëtt dru geduecht, fir eng speziell Équipe psychosociale fir erwuessen Apprenanten opzebauen. Zum Deel ginn déi Leit schonns encadréiert, mee déi Equipe muss nach weider mat Kompetenzen am psychologesche Beräich verstäerkt ginn.

Verschidden DPI/BPI hunn och schonn e gewëssen Alter a waren ni oder bal ni a Kontakt mat enger Schoul. Dës Leit brauchen natierlech Zäit, fir eist Alphabet an eng nei Sprooch ze léieren. Si gi mat der Situatioun konfrontéiert, datt si musse léieren ze léieren.

Den Opbau an d'Organisatioun vun de Coursen erlaabt et jiddwerengem, a sengem Tempo weiderzekommen, ouni sanktionéiert ze ginn.

ad 4. 2015 ass vun der viregter Regierung eng konkreet Mesure en place gesat ginn, fir méi Wunnengen ze mobiliséieren, spezifesch fir BPIen, a mir verweisen an deem Kontext op d'Äntwert op d'QP Nr. 4757. Doriwwer eraus kënnen a musse sech BPI op d'Waardelëschte vun all Promoteur social androen, déi zu Lëtzebuerg am Beräich vum abordabele Wunnraum aktiv sinn a ginn dann no de selwechte Reegele behandelt ewéi all Persoun, déi sech op dës Waardelëscht andréit.

ad 5. Bei de Leit, déi Enn August 2021 als DPI enregistréiert waren, waren 32,6 % Fraen a 67,4 % Männer.

	Féminin	Masculin	Total
Total	666	1.374	2.040
Première instance	518	1045	1.563
Au contentieux	148	329	477

Bei de Leit, déi Enn August 2021 ee valabelen Openthaltstitel als BPI haten, waren 42,61 % Fraen a 57,39 % Männer.

	Féminin	Masculin	Total
Total	2.499	3.366	5.865

Aus den Zuele kann een net erausschléissen, dass sech prozentual manner Frae mat Migratiounshannergrond bei der ADEM aschreiwen ewéi Männer, ënnert anerem well d'Nationalitéit, déi bekannt ass, näischt iwwert de Migratiounshannergrond ausseet. Ausserdeem muss och net all Persoun, déi eng Aarbecht sicht, bei der ADEM ageschriwwe sinn. Esou kënnen zum Beispill verschidde REVIS-Bezéier beim ONIS ageschriwwe sinn an net bei der ADEM.

Question 4953 (14.09.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**imposition des frontaliers français :**

Le 9 septembre 2021, la députée européenne Nathalie Colin-Oesterlé et le maire de Metz François Grosdidier ont interpellé le Ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, dans une lettre ouverte au sujet de l'imposition des frontaliers français. D'après ces élus, il semblerait que les nouvelles dispositions de la convention fiscale liant le Luxembourg et la France pénalisent fiscalement certains frontaliers qui ont vu leur charge fiscale pour l'année d'imposition 2020 augmenter.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre avait-il anticipé cette possible augmentation de la charge fiscale pour certains frontaliers français ? Quelle est son appréciation de la situation ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il est nécessaire de revoir les dispositions de la convention fiscale liant le Luxembourg et la France afin d'éviter l'augmentation de la charge fiscale de ces frontaliers français ?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette augmentation de la charge fiscale pourrait conduire certains frontaliers français à ne plus vouloir travailler au Luxembourg et provoquer un manque de main d'œuvre sur un marché de travail luxembourgeois déjà très tendu ?

Réponse (15.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'objectif de la nouvelle convention fiscale avec la France, signée le 20 mars 2018, était de moderniser l'ancienne convention de 1958 afin de notamment tenir compte des standards de la fiscalité internationale du 21e siècle et pour aligner le texte de l'accord avec les derniers modèles de convention de l'OCDE, y inclus les standards issus du projet BEPS.

De manière générale, il existe deux méthodes pour éliminer la double imposition des revenus couverts par une convention fiscale. Il s'agit d'un côté de la méthode d'imputation et de l'autre de la méthode de l'exemption avec clause de progressivité. Les deux méthodes figurent dans le modèle de convention de l'OCDE et sont acceptées à pied d'égalité par la communauté internationale. Dans ce contexte, il est à noter de manière générale que lors des négociations d'une convention bilatérale fiscale, chaque État choisit la méthode qui lui convient le mieux pour imposer ses propres résidents et il n'appartient pas à l'autre État de remettre ce choix en question.

Dans le cadre de la convention de 1958, le Luxembourg et la France avaient retenu la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité, l'État de la résidence conservant ainsi de manière générale le droit de calculer au taux correspondant à l'ensemble du revenu, les impôts afférents aux éléments du revenu dont l'imposition lui est réservée.

La convention fiscale franco-luxembourgeoise de 2018 contenait dans sa version initiale en son article 22 les principes directeurs pour l'élimination de double imposition. Le Luxembourg y a maintenu son choix de la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité, alors que la France a changé de méthode en optant pour la méthode de l'imputation.

Le choix de la méthode de l'imputation a soulevé un certain nombre d'interrogations, dont notamment la crainte d'un risque de double imposition temporaire ou de paiement d'un supplément d'impôt pour certains contribuables résidents français.

Par la suite, et suite à une réunion en 2019 entre les deux autorités compétentes, un avenant a été signé en octobre 2019 avec lequel la France est revenue à la méthode utilisée dans l'ensemble des conventions fiscales françaises depuis plusieurs années, à savoir la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité sous une autre forme.

Cet avenant propose donc bien un retour aux principes de l'ancienne convention pour éliminer la double imposition, tout en contenant quelques précisions quant aux modalités d'application de la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité. Ainsi, l'article 22, paragraphe 1er, de la convention, tel que modifié par l'avenant du 10 octobre 2019, précise désormais que les revenus luxembourgeois sont pris en compte avec leur montant brut sans déduction des impôts payés au Luxembourg lors de la détermination du taux effectif en France.

Il convient de noter que ce choix méthodique est reconnu internationalement et qu'il est également utilisé par le Luxembourg pour éliminer la double imposition sur les revenus salariaux. La différence réside dans le fait que ce principe est établi au Luxembourg par le droit interne. En effet, le Luxembourg ne déduit pas non plus les impôts personnels étrangers lorsqu'il détermine le taux global.

Cependant, il s'avère que cette modalité d'application peut entraîner chez certains contribuables français touchant des revenus mixtes de sources française et luxembourgeoise une augmentation de la charge d'impôt en France. Pour cette raison, le Gouvernement français a annoncé le 1er octobre 2021 vouloir suspendre pour deux ans cette nouvelle méthode de calcul et de procéder pendant ce temps à une évaluation de l'impact pour les frontaliers de ce changement.

En ce qui concerne la troisième question des honorables Députés relative à une attractivité potentiellement moindre du Luxembourg pour les frontaliers français, il y a lieu de noter qu'il n'existe à ce stade pas d'éléments tangibles pointant dans une telle direction.

Question 4954 (14.09.2021) de **MM. Marc Hansen** et **François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **réforme de l'impôt foncier :**

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 4365, Monsieur le Ministre des Finances et Madame la Ministre de l'Intérieur affirment que les travaux préparatoires concernant la refonte de l'impôt foncier dépendraient de la disponibilité de données issues des PAG de la nouvelle génération. À l'heure actuelle, 57 communes ont adopté des PAG mouture 2011.

Au vu de l'urgence en matière de logements, il existe aujourd'hui un consensus, largement partagé par les chercheurs[2], qu'une refonte de l'impôt foncier joue un rôle crucial pour la mobilisation de terrains et donc l'accès au logement. Par ailleurs, le Gouvernement s'est engagé par son accord de coalition de réformer l'impôt foncier afin de « contrecarrer la spéculation foncière ». Notons aussi que la réforme de l'impôt foncier figurait aussi déjà dans l'accord de coalition 2013-2018.

[2] Antoine Paccoud, Markus Hesse, Tom Becker & Magdalena Górczyńska (2021) Land and the housing affordability crisis: landowner and developer strategies in Luxembourg's facilitative planning context, Housing Studies.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre partage-t-elle l'avis qu'il n'y a aucune raison d'attendre l'adoption du dernier PAG de nouvelle génération avant de déposer le projet de loi portant réforme de l'impôt foncier ? Quel est l'échéancier pour la réforme de l'impôt foncier ?

2) Est-il prévu d'introduire avec la réforme de l'impôt foncier une surtaxe spécifique pour les terrains immédiatement constructibles (Baulücken) ainsi qu'une surtaxe spécifique pour les terrains classés en zones destinées à des fins d'habitation mais non encore viabilisés ?

3) Il existe différentes propositions concrètes pour mobiliser des terrains constructibles. Quel est l'avis de Madame la Ministre par rapport à la proposition de soumettre ces terrains constructibles à un impôt annuel correspondant à environ 10 % de la valeur marchande du terrain ?

4) Madame la Ministre envisage-t-elle introduire des dérogations à cette surtaxe de rétention de terrains constructibles ? Quelles seront, le cas échéant, ces dérogations ?

5) Quel serait - selon l'avis de la Ministre - un niveau de taxation adapté pour les terrains classés en zones destinées à des fins d'habitation mais non encore viabilisés ?

Réponse (25.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

À l'occasion de l'état de la nation, plusieurs annonces ont été faites concernant la réforme de l'impôt foncier, dont celle que le Gouvernement a pour objectif de déposer un projet de loi dans les douze mois à venir. Il est vrai que l'adoption du plan d'aménagent général (PAG) nouvelle génération par l'ensemble des communes ne conditionne pas le dépôt du projet de loi en question.

En effet, le nombre de PAG dont la refonte a abouti est d'ores et déjà suffisant pour pouvoir procéder à des simulations fiables permettant de finaliser et de calibrer le nouveau modèle de calcul relatif à l'impôt foncier. Cependant, il y a lieu de préciser que les PAG nouvelle génération constituent un prérequis indispensable pour établir ultérieurement les bulletins d'impôt foncier.

L'impôt foncier sera complété par une composante supplémentaire, visant seulement les terrains non construits pendant un certain laps de temps. Cet impôt sera progressif, dans la mesure où il est destiné à augmenter annuellement à partir de sa première exigibilité. Il visera tant les terrains immédiatement constructibles (« Baulücken ») que les terrains nécessitant encore des travaux de viabilisation, situés dans les zones destinées prioritairement à des fins d'habitation. Il sera par ailleurs tenu compte de l'envergure des travaux et procédures nécessaires en amont des travaux de réalisation de constructions sur les terrains concernés, notamment en matière de plans d'aménagement particulier.

Il est encore trop tôt pour évoquer des taux précis, dont la détermination suppose des analyses plus approfondies qui restent à être effectuées. En revanche, il est évident que l'imposition devra être suffisamment élevée pour produire l'impact escompté. Dans le cadre des travaux de préparation du projet de loi, des simulations seront effectuées pour définir un seuil critique, étant précisé qu'il est toutefois certain que les taux devront augmenter de manière progressive au fil du temps pour atteindre la finalité de l'impôt.

Question 4955 (14.09.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **panneaux touristiques le long des autoroutes :**

Les Ardennes luxembourgeoises se distinguent par leur riche patrimoine historique et leurs paysages variés. L'Oesling se caractérise en particulier par ses châteaux forts dont celui de Vianden, l'attraction touristique la plus visitée du Grand-Duché.

Il y a plus de 15 ans, les panneaux touristiques le long de nos autoroutes ont été fixés par un groupe de travail composé de représentants de différents ministères. À l'époque, un seul panneau avait été retenu pour la région de l'« Éislek », à savoir à l'entrée de la commune de Schieren.

Or, à mon opinion, il s'avérerait indispensable d'en ériger un sur l'autoroute A7 entre le Viaduc « Glaasbuurgronn » et le Tunnel « Stafelter » afin que les touristes venant notamment de France et d'Allemagne puissent aisément remarquer dans quel sens ils doivent rouler pour atteindre le nord du Luxembourg tout en les sensibilisant au riche patrimoine de ce dernier.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Un nouveau panneau touristique à édifier sur l'A7 entre le viaduc « Glaasbuurgronn » et le tunnel « Stafelter » a-t-il déjà été validé par le groupe de travail interministériel ?

2) Dans l'affirmative, dans quels délais pourrait-il être mis en place ?

3) Quel sujet aurait été retenu pour représenter au mieux le patrimoine historique de nos Ardennes ? Le château-palais de la cité de Vianden ne serait-il pas le meilleur sujet en la matière ?

Réponse (25.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Les panneaux touristiques ont été élaborés pour la promotion des régions luxembourgeoises sur le réseau de la grande voirie, à l'instar d'autres pays. Les panneaux des régions retenues ont été positionnés de façon à donner à l'automobiliste l'information au plus près de la région représentée, c'est-à-dire le « Mullerthal » sur l'autoroute A7 près de la route nationale N11 « Iechternacherstrooss », la « vallée des sept châteaux » sur l'A7 près du chemin CR102 à Reckange/Mersch et ainsi de suite. Ces emplacements ont été délibérément choisis et limités à un strict minimum en accord avec les régions touristiques à faire promouvoir et afin d'éviter une prolifération abusive d'informations inutiles à la conduite sûre de véhicules sur ce même réseau autoroutier. Tous les panneaux retenus sont publiés sous :

https://pch.gouvernement.lu/fr/administration/competences/signalisation-routiere/signalisation-verticale.html.

ad 1) + 2) Le panneau « Éislek » annonce l'Oesling près de Schieren sur la route B7 en direction nord selon le principe énoncé ci-avant et il n'est pas prévu d'implémenter de panneaux supplémentaires.

ad 3) Sur le panneau existant sont représentés le monument national de la grève à Wiltz, les châteaux forts de Vianden et de Bourscheid et l'illustration d'une vallée creusée par une rivière caractéristique de la région. Ces sujets ont été choisis pour représenter au mieux le patrimoine historique de la région des Ardennes luxembourgeoises, voire l'Oesling.

Question 4956 (14.09.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **semaine européenne de la mobilité :**

Chaque année, du 16 au 22 septembre, se déroule la semaine européenne de la mobilité dans un bon nombre de pays en Europe et au-delà, afin de sensibiliser les citoyens à des modes de transport plus durables, en organisant par exemple une journée sans voiture.

Or, force est de constater qu'en 2021 seulement 23 des 102 communes du Luxembourg participeront à cette initiative, tandis qu'en 2008 encore 100 communes s'y étaient inscrites.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons pour ce déclin de la participation des communes ?

- De quelle manière Monsieur le Ministre entend-il encourager une participation plus importante des communes les prochaines années ?

Réponse (18.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La campagne de la semaine européenne de la mobilité, issue de la « Journée en ville sans ma voiture », est une initiative de la Commission européenne. Depuis 20 ans, du 16 au 22 septembre, les communes participent à la campagne en organisant diverses activités, en mettant en œuvre des mesures de mobilité permanentes et en participant à l'action de la journée sans voiture.

L'objectif général de la campagne de la semaine européenne de la mobilité est de stimuler la prise de conscience du public sur le besoin d'agir contre la pollution causée par la circulation accrue de véhicules motorisés dans l'environnement urbain. En réalité, il ne s'agit pas uniquement de lutter contre la pollution atmosphérique ou le bruit, mais également d'améliorer la qualité de la vie citadine.

Chaque année, une thématique est choisie pour l'ensemble des pays européens participants. Des prix sont également décernés aux initiatives et aux pratiques innovantes, c'est-à-dire les communes européennes qui ont le meilleur programme en lien avec la thématique de la semaine européenne de la mobilité sont primées chaque année.

Le thème en 2021 a été « En sécurité et en bonne santé avec les mobilités durables ».

En analysant les chiffres officiels repris des rapports annuels de la semaine européenne de la mobilité concernant les communes luxembourgeoises participantes lors des 20 éditions, il faut constater que lors des cinq dernières éditions, le nombre des communes participantes fut relativement stable et tourna entre 22 et 36 communes. Il est évident qu'il y a eu une certaine variance du nombre d'inscriptions due aux défis posés par la pandémie du Covid-19. Quand même neuf communes luxembourgeoises ont participé cette année à l'action de la Journée sans voiture, ce qui est en effet une tendance qui va dans la bonne direction.

Il faut préciser que ce sont les communes elles-mêmes qui s'enregistrent par leur propre profil sur le site Internet européen mobilityweek.eu et que ce sont elles qui sont alors également responsables pour les détails concernant leurs activités et programmes. Ensuite, c'est le site mobiliteitswoch.lu qui reprend ces données officiellement enregistrées au site européen et les publie sur le portail national de la semaine européenne de la mobilité, dénommé mobiliteitswoch.lu. Il est un peu dommage qu'il existe des communes luxembourgeoises qui organisent des actions pendant la période de la semaine européenne de la mobilité sans enregistrement sur le site européen, vu qu'elles pensent de toute façon ne pas être éligibles pour être récompensées par les mobility awards.

Le Syndicat des villes et communes Luxembourgeoises - Syvicol - est le partenaire idéal pour la cellule de coordination de la semaine européenne de la mobilité qui est basée au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics. Cette cellule de coordination est l'intermédiaire entre la Commission européenne et les communes luxembourgeoises.

Afin d'encourager une participation plus importante des communes lors des prochaines années, il faut faire l'appel aux responsables communaux de se remettre en question en permanence. Ainsi, les communes doivent ancrer la semaine européenne de la mobilité dans leurs habitudes annuelles. Les habitants des communes doivent être régulièrement sensibilisés à une mobilité plus durable. De même, il faut mettre à disposition des infrastructures nécessaires pour faciliter la transition des citoyens vers une mobilité moderne et respectueuse de l'environnement.

La semaine européenne de la mobilité est une occasion pour toutes les communes de montrer qu'elles se sentent concernées par les questions environnementales. La participation leur permet à la fois de s'exprimer à ce sujet et de donner l'occasion aux citoyens de montrer leur soutien par leur intérêt et leur implication pour des mesures en faveur d'une meilleure qualité de vie en milieu urbain. Donner à tous un moyen alternatif de se déplacer implique nécessairement de repenser la répartition des axes routiers. C'est pourquoi la semaine européenne de la mobilité représente dans l'année un moment unique où les élus communaux peuvent mettre à l'essai leurs politiques de mobilité et les présenter aux citoyens.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4957 (14.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **contrôles effectués par l'Administration des contributions directes :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 11. August (N° 4831) huet de Minister mir Informatiounen zu de Kontrolle vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) am Beräich vun der TVA genannt. Esou goufen 33 Privatpersounen a 503 Gesellschaften an deenen éischte sechs Méint vun dësem Joer kontrolléiert. Leider huet de Minister mir keng Zuelen zu den anere Steierkontrolle vun aneren Administratioune wéi der Administration des contributions directes (ACD) genannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Steierkontrolle vu Privatpersounen, bei deene Beamten op den Terrain gaange sinn, goufen an deene leschte fënnef Joer organiséiert (opgelëscht no Joer an no Büro)?

2. Wéi vill Steierkontrolle bei Firmen, bei deene Beamten op den Terrain gaange sinn, goufen an deene leschte fënnef Joer organiséiert (opgelëscht no Joer an no Büro)?

3. A wéi ville Fäll gouf an deene leschte fënnef Joer mat auslänneschen Administratiounen zesummegeschafft, fir Persounen oder Firmen aus dem Ausland ze kontrolléieren?

Réponse (14.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

A senger parlamentarescher Fro wëll den honorabelen Deputéierte wëssen, wéi vill Steierkontrollen um Terrain vun der Steierverwaltung („Administration des contributions directes") an de leschte Jore virgeholl goufen.

Am Kader vun der Besteierungssprozedur gi vun de Steierbeamten op den eenzele Steierbüroe Kontrollen duerchgefouert. An deem Kontext kënnen an enger éischter Phas weider Froen un de Contribuabel gestallt ginn. Et kann awer och zu enger Kontroll an de Betriber oder bei de Leit doheem kommen, falls et néideg ass, sech e bessert Bild vun enger Situatioun ze verschafen, well weider Zweiwele bestinn, déi sech duerch reng Dokumentatioun net erkläre loossen. De Büro huet och nach d'Méiglechkeet, de Service de révision vun der Steierverwaltung ze chargéieren, fir zousätzlech Kontrollen ze maachen.

Wéi d'Büroen hir Kontroll organiséieren, ënnerläit ganz eleng hirem Ermiessen, dee si der jeeweileger Situatioun upassen. Eng Differenzéierung vun der Ausféierungsmethod vun de Kontrolle gëtt aktuell statistesch net zréckbehalen.

Question 4958 (14.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **paiement sur les bornes de recharge publiques :**

Am däitsche Bundestag gëtt säit November 2019 iwwert eng nei Ladesäulenverordnung diskutéiert. Dëse sougenannte „Masterplan für Ladeinfrastruktur" soll d'Elektroautoen nach méi attraktiv maachen. Dëst ënnert anerem doduerch, dass d'Provider vun den Elektroborne missten d'Bezuele via Debit- a Kreditkaarte bei all hire Bornen erlaben. Och zu Lëtzebuerg brauch ee momentan eng Kaart vum Bedreiwer vun der Born, fir ze bezuelen. Dëst stellt d'Besëtzer vun Elektroautoe virun eng Erausfuerderung, wann si mat hirem Auto ausserhalb vum Land ënnerwee sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi steet de Minister zu der Iddi, dass d'Bezuele via Debit- a Kreditkaarte bei all Born misst méiglech sinn?

2. Wäert d'Regierung sech op europäeschem Plang dofir asetzen, dass europawäit un Elektroborne ka mat Debit- a Kreditkaarte bezuelt ginn?

Réponse commune (12.10.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. Den honorabelen Deputéierte freet Renseignementer, ob et méiglech ass, an Zukunft d'Bezuele via Debit- a Kreditkaart bei allen ëffentleche Luetstatioune virzegesinn.

D'Fräischalten an domadder och indirekt d'Bezuelen op ëffentlech accessibele Borne fir Elektroautoe gëtt hautdesdaags an der Reegel iwwert eng Kaart oder ee Badge vun engem Luetserviceprovider (Fr: FSC - Fournisseur de service de charge) aktivéiert. Esou bidden zu Lëtzebuerg aktuell ongeféier 40 FSC hir Luetservicer op der „Chargy"-Plattform un a bei enger Rei kann een iwwert d'mKaart de Luetvirgang starten. Ëmmer méi Kaarten oder Badgë vun FSC kann een och ganz einfach op Luetstatiounen am Ausland benotzen.

Allerdéngs ass et effektiv wichteg, datt och iwwerall ee Luede méiglech ass, ouni datt een eng Kaart, ee Badge oder soss een Abo bei engem FSC huet. Dëst gëtt als dat sougenannt „ad hoc charging" bezeechent. Esou kann et zum Beispill sinn, datt engem seng FSC-Kaart net op enger auslännescher Born fonctionéiert oder ee ganz einfach dës verluer oder vergiess huet. Dowéinst huet déi europäesch Direktiv 2014/94/EU iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffer virgesinn, datt an der ganzer europäescher Unioun all ëffentlech accessibel Luetstatioun ab November 2016 dësen „ad hoc charging" ubidde soll kënnen.

Well awer an der genannter Direktiv d'Definitioun vun dësem „ad hoc"-Lueden net prezis ass, gouf dëst bis haut an den eenzele Länner ënnerschiddlech bis guer net ëmgesat. Et sief heibäi awer och bemierkt, datt déi mannsten normal Luetstatiounen, wou ee mat bis 22 Kilowatt (kW) luede kann, d'Bezuelen iwwert Debit- a Kreditkaarten ubidden. Dëst well déi entspriechend Bezuelterminalen ze deier am Verglach zum Rescht vun der Born sinn an iwwer verschidde Kommissiounen d'Lueden heiriwwer géif méi deier ginn.

Am Kader vum „Fit for 55 Package" huet d'europäesch Kommissioun de 14. Juli 2021 ënnert anerem eng Propos fir een neit Reglement iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffer (2021/0223 COD) gemaach, wou och „ad hoc charging" kloer definéiert ass. Esou gëtt am Artikel 5 proposéiert, datt et dräi Méiglechkeete ginn, fir datt de Client säin Elektroauto ouni Abo bei engem FSC luede kann:

1. iwwert ee physescht Liesgerät fir Debit- a Kreditkaarten,

2. iwwer ee kontaktlosen NFC-Terminal, deen op d'mannst Debit- a Kreditkaarten akzeptéiere soll,

3. iwwert ee Webservice, deen ee per QR-Code op der Born kann opruffen a mat deem een de Luetvirgang starte kann.

D'Europäesch Kommissioun proposéiert, datt op all den neien ëffentleche Borne mat enger Luetleeschtung ënner 50 kW op d'mannst eng vun dësen dräi „ad hoc charging"-Aarten ugebuede gëtt. Fir nei séier Luetborne mat méi wéi 50 kW soll op d'mannst eng vun den éischten zwou Méiglechkeeten ugebuede ginn, an ab 2027 sollen och alleguerten déi scho bestoend séier Luetstatiounen dëst ubidden. Bornen, op deenen ee gratis luede kann, mussen natierlech keng esou Funktiounen ubidden.

D'Regierung ënnerstëtzt dës méi kloer Reegelung vum „ad hoc"-Lueden a setzt sech um europäeschen Niveau dofir an, dass dës eenheetlech Krittären esou séier wéi méiglech europawäit obligatoresch ginn an awer och fir all déi scho bestoend Borne gëlle sollen. Domadder wier dëst méi ambitiéis a méi clientsfrëndlech wéi déi vum honorabelen Deputéierten zitéiert däitsch nei „Ladesäulenverordnung", déi zwar fir alleguerten d'Bornen ee Bezuele per Debit- a Kreditkaarte virschreift. Dëst awer nëmme fir ab 2023 nei installéiert Luetpunkten an net fir déi scho bestoend.

Zu Lëtzebuerg bidden d'Stroumnetzbedreiwer säit dem 1. Oktober 2021 op den normalen „Chargy"-Bornen, wou ee mat bis zu 22 kW kann nolueden, och d'Méiglechkeet un, fir de Luetvirgang iwwert ee QR-Code ze starten. Zousätzlech kënnt derbäi, datt d'Testphas vun de „SuperChargy"-Statiounen, déi am Januar gestart gouf, elo ofgeschloss ass an datt ab elo och déi physesch Debit- a Kreditkaarteliesgeräter aktivéiert sinn. Domadder huet de Client um ganzen „Chargy"-Reseau och d'Méiglechkeet, „ad hoc" ze lueden, esou wéi et am „Fit for 55 Package" fir déi ganz europäesch Unioun proposéiert gëtt.

Question 4959 (14.09.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**obligation scolaire :**

Lors d'une récente conférence de presse, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a annoncé que l'obligation scolaire au Luxembourg serait augmentée de 16 ans à 18 ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) L'augmentation de l'obligation scolaire prévue par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse n'entraîne-t-elle pas implicitement un changement des conditions d'attribution de la pension de vieillesse actuellement en vigueur ? Dans l'affirmative, quels seront les différents articles du régime de pension concernés ou affectés par une telle augmentation de l'obligation scolaire ?

2) L'augmentation scolaire prévue entraînera-t-elle des adaptations voire des changements du Code du travail ? Dans l'affirmative, quels seront les différents articles du Code du travail concernés ou affectés par une telle augmentation de l'obligation scolaire ?

Réponse commune (20.10.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) La limite d'âge de 57 ans pour pouvoir prétendre à une pension de vieillesse anticipée est une limite inférieure en dessous de laquelle une personne n'est pas autorisée à prendre sa retraite, même si elle a déjà cotisé pendant 40 ans.

En effet, à l'article 184, les alinéas 1 et 2 prévoient que :

« A droit à une pension de vieillesse anticipée à partir de l'âge de soixante ans, l'assuré qui justifie de quatre cent quatre-vingts mois au moins au titre des articles 171 à 174, dont cent vingt au moins au titre des articles 171, 173, 173bis et 174.

A droit à une pension de vieillesse anticipée à partir de l'âge de cinquante-sept ans l'assuré qui justifie de quatre cent quatre-vingts mois d'assurance au titre de l'article 171. »

Une augmentation de l'âge de la scolarité obligatoire n'a donc pas d'impact sur cette limite légale. Si une personne commence à travailler (cotisation obligatoire) à 18, 19 ou 20 ans et si elle n'a pas entamé des études universitaires ou postsecondaires, elle peut prendre sa retraite au plus tôt à l'âge de 58, 59 ou 60 ans avec 40 années de cotisation (480 mois).

Par ailleurs, en application de l'article 171, alinéa premier, point 5), du Code de la sécurité sociale, les périodes correspondant au titre d'un apprentissage pratique à des périodes de formation professionnelle indemnisées, pour autant qu'elles se situent après l'âge de 15 ans accomplis, sont également prises en compte pour la détermination des périodes de cotisation et rentrent donc dans le calcul des 480 mois de cotisation, le montant de l'indemnité perçue servant de base pour le calcul des cotisations dues.

Or, le prolongement de l'obligation scolaire vise entre autres d'inciter davantage de jeunes à faire un apprentissage, ceci moyennant des mesures pédagogiques alternatives, attrayantes, réconciliant les jeunes décrocheurs avec l'école. En 2019, face à quelque 800 décrocheurs mineurs, seulement moins de 10 % étaient en situation de salariés et moins de 5 % en situation de demandeurs d'emploi.

Indépendamment de l'âge de la scolarité obligatoire, il y a lieu de constater depuis des années que les assurés commencent à travailler de plus en plus tard parce qu'ils poursuivent leur parcours postsecondaire ou universitaire plus longtemps.

En regardant les statistiques, il y a lieu de constater que déjà en 2019 beaucoup plus d'assurés ont débuté leur retraite à 60 ans qu'à 57 ans. La moyenne en 2019 était de 61,3 ans.

Ci-après le graphique 4 à la page 155 du Rapport général 2020 de l'Inspection générale de la sécurité sociale[3]:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Il y a lieu de noter que l'avant-projet de loi visant entre autres à modifier l'obligation scolaire n'a pas encore été soumis pour approbation au Conseil de Gouvernement de sorte que la teneur finale du texte n'est pas connue à ce stade, ce qui empêche une analyse exacte de l'impact de la législation applicable en matière de l'obligation scolaire sur les dispositions du Code du travail. Il s'avère donc utile d'attendre le texte final en vue de pouvoir repérer et identifier les adaptations et changements nécessaires du droit du travail.

Question 4960 (15.09.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **études sur le « Long Covid » :**

De 6. August hat ech eng parlamentaresch Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch zur Long-Covid-Etüd geriicht (N° 4807). Laut der Gesondheetsministesch mussen déi Betraffe sech fir de Pilotprojet vum CHL, Rehazenter, Domaine thermal a CHNP bei hirem Hausdokter mellen. Mir war awer zougedroe ginn, dass verschidde Persounen ouni virausgoend Eegeninitiativ invitéiert goufen, obwuel si sech virdrun also net selwer bei de betraffene Servicer gemellt haten.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Hunn all d'Persoune sech beim Pilotprojet, deen op sechs Méint ugesat ass, bei engem vun den involvéierte Servicer misse mellen oder sinn och Persoune kontaktéiert ginn?

2. Falls Persoune fir dee fir sechs Méint ugesate Pilotprojet kontaktéiert goufen, kann d'Ministesch de genauen Oflaf, vum éischte Kontakt bis zur Participatioun, erklären?

Ass d'Ministesch der Meenung, dass esou ee Consementent éclairé garantéiert ass?

3. Kann d'Ministesch Detailer vum CoVaLux-Projet ginn? Wouran ënnerscheede sech d'CoVaLux-Studie an de Pilotprojet?

4. An der Äntwert vun der Ministesch heescht et:

„D'CoVaLux-Etude ass awer zu dësem Zäitpunkt nach net entaméiert ginn, well den Avis vum Comité d'éthique et de recherche nach net virläit, soudatt bis elo och nach keng Daten ervirgehuewen a partagéiert gi sinn."

Wéi eng Date sollen hei ervirgehuewen a partagéiert ginn, wann den Avis vum Eethikrot bis do ass?

5. Goufe scho Persounen, déi fir d'CoVaLux-Etüd a Fro kommen, kontaktéiert oder ass et hei un de Patiente selwer, fir sech ze mellen?

6. Falls scho Persoune fir dee fir dräi Joer ugesate CoVaLux-Projet kontaktéiert goufen, kann d'Ministesch de genauen Oflaf, vum éischte Kontakt bis zur Participatioun, erklären?

Réponse commune (18.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1. + 2. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4807 beschriwwen, setzt eng Prise en charge am Kader vum Pilotprojet viraus, datt de Patient sech selwer bei sengem Hausdokter mellt.

ad 3. CoVaLux (COVID-19, Vaccination & longer-term health consequences of COVID-19 in Luxembourg) ass eng national, representativ Etude, déi ausgeschafft gouf, fir op d'längerfristeg Konsequenze vun der Covid-19-Pandemie an der Impfcampagne um Niveau vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung kënnen anzegoen. Deemno zielt d'interdisziplinär CoVaLux-Fuerscherekipp vu Research Luxembourg (Universitéit, LIH, LNS, LIST a LISER) dorop, wichteg Fuerschungsfroen am Zesummenhang mat Covid-19, Impfung a Long Covid ze beäntweren, déi ronderëm zwou Haaptachsen artikuléiert sinn:

- Wat ass de kuerz- bis mëttelfristegen Impakt vun der Impfung a Relatioun mat der Evolutioun vun der Immunitéit an am Bezuch op Duerchbrochsinfektiounen duerch Varianten?

- Wat sinn d'Symptomer, d'Prevalenz an d'sozioekonomesch Faktore vu Long Covid? Wéi kënne spezifesch Erkenntnisser eng besser Preventioun, Diagnostik, Prognos, d'Ënnerstëtzung an d'Behandlung vu Long-Covid-Patienten erméiglechen?

D'CoVaLux-Studie benotzt d'national Ressourcen, déi esouwäit wärend der Pandemie opgebaut goufen (z. B. d'Predi-COVID- a CON-VINCE-Kohorten), allerdéngs ass d'Ariichtung vun neie Kohorten och néideg, fir datt d'Resultater allgemeng representativ fir d'Lëtzebuerger Bevëlkerung sinn an deemno och kënnen international verglach ginn. D'generéiert Donnéeë vun der CoVaLux-Studie wäerte relevant sinn, fir kënne kuerz- a längerfristeg Entscheedungen ze treffen am Kontext vun der ëffentlecher Gesondheet.

A sengem allgemenge Kader wäert de Pilotprojet iwwert d'Long-Covid-Consultatiounen zu der CoVaLux-Studie bäidroen. Zum Beispill Patienten, déi u Long Covid leiden an déi an de Long-Covid-Consultatioune betreit ginn, hunn d'Méiglechkeet, wa se averstane sinn, eng App ze benotzen, fir hire Gesondheetsstatus reegelméisseg ze kontrolléiere wärend an no de Consultatiounen. Gesondheetsdonnéeën, déi vun dëse Participantë gesammelt ginn, ginn integréiert mat Donnéeën aus den anere CoVaLux-Aarbechtsgruppen, fir méi breet Informatiounen iwwer Long Covid ze kréien an doduerch de längerfristegen Impakt vu Covid-19 zu Lëtzebuerg besser ze verstoen.

ad 4. Wéi gesot stinn Avise vum Comité national d'éthique de recherche (CNER) nach aus, deemno ginn de Moment nach keng Donnéeën erhuewen a partagéiert. D'CoVaLux-Studie wäert zu der Sammlung vun agregéierten, epidemiologeschen, klineschen a biologeschen Donnéeën iwwer Covid-19, Impfung a Long Covid féieren. Zousätzlech wäerten awer och sozioekonomesch Donnéeën iwwert d'Impfung a Long Covid erhuewe ginn. D'Donnéeë wäerte reegelméisseg dem dedéierte Comité de pilotage vun der Regierung souwéi der Covid-19-Krisenzell matgedeelt ginn, fir d'Pandemiegestioun ze guidéieren, Strategien ze verfeineren oder nei ëffentlech Gesondheetsmoossnamen ze identifizéieren, falls néideg. D'Resultater ginn och a wëssenschaftleche Peer-Review-Zäitschréfte veréffentlecht.

ad 5. Eenzel Persoune goufe bis elo nach net kontaktéiert, fir un der CoVaLux-Studie matzemaachen, well nach keen Avis vum CNER virläit. Et ass nëmmen nodeems d'Zoustëmmung vum CNER erhale gouf, datt et méiglech wäert sinn, Fräiwëlleger ze rekrutéieren, fir un der CoVaLux-Studie deelzehuelen. D'Participatioun un der Studie wäert op fräiwëlleger Basis sinn. D'Participantë vu CON-VINCE a Predi-COVID gi gefrot, ob se och zu CoVaLux bäidroe wëllen a si fräi, sech dozou bereetzëerklären oder net.

ad 6. Esoubal e positiven Avis vum CNER virläit, wäerten d'Chercheure versichen, Participantë fir d'CoVaLux-Studie ze rekrutéieren. Potenziell Participantë vu CON-VINCE a Predi-COVID wäerte spezifesch vun der Fuerscherekipp kontaktéiert an iwwert d'CoVaLux-Studie informéiert ginn. All potenziell Participantë kréien e Patienteninformatiounsblat, dat op eng kloer a verständlech Manéier d'Haaptziler vun der Studie an hir Dauer, de Fuerschungsprotokoll, d'Froen, déi se kréien, d'biologesch Prouwen an d'Donnéeën, déi gesammelt ginn, asw. beschreift. Déi potenziell Participantë wäerten d'Méiglechkeet hunn, Froen ze stellen. Eenzelpersounen, déi sech fir d'CoVaLux-Studie aschreiwe wëllen, ginn da gefrot, eng schréftlech informéiert Zoustëmmung ze ginn. Et ass nëmmen nom Ënnerschreiwe vum Zoustëmmungsformulaire, datt dës Persounen an der Studie kënne matmaachen.

Question 4961 (15.09.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **nouvel itinéraire des lignes de bus 110 et 111 liant Echternach à la ville de Luxembourg :**

Dans le cadre de la réforme du réseau RGTR, la modification de l'itinéraire des lignes de bus 110 et 111 liant Echternach à la ville de Luxembourg a résulté en une augmentation considérable des temps de trajet, ce qui à son tour a diminué l'attractivité des transports en commun dans la région de manière non négligeable. En effet, selon un sondage de la commune de Berdorf, ces modifications amèneraient 78 % des participants à prendre leur voiture au lieu des transports en commun.

Pourtant, d'après un article de presse, le ministère prévoirait seulement des adaptations mineures, se limitant au déplacement du terminus du Kirchberg au Glacis à Luxembourg-ville pour au plus tard mai 2022, citant le manque de réclamations de citoyens concernés comme preuve que la réforme des deux lignes de bus serait accueillie favorablement par ceux-ci.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Combien de réclamations Monsieur le Ministre a-t-il reçu concernant la réforme des deux lignes de bus en question ?

- Le cas échéant, quelles suites Monsieur le Ministre entend-il donner à ces réclamations ? Quelles autres pistes Monsieur le Ministre entend-il poursuivre afin de rendre plus attractif de nouveau les lignes 110 et 111 et d'éviter qu'une grande partie des usagers n'aient recours au transport individuel ?

- Pour quelles raisons est-il exclu que l'itinéraire passe de nouveau par Dommeldange et Eich ?

- Quelle est l'évolution du nombre de passagers journaliers sur les deux lignes en question au fil des trois dernières années ?

Réponse (26.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La réorganisation de la ligne 110 en septembre 2020 a engendré effectivement un certain nombre de plaintes. Or, depuis la prolongation du tram vers la gare de Luxembourg en décembre 2020 et la mise en place de l'offre RGTR totale sur le corridor N11 en mai 2021, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics n'a pas été sollicité par une pétition ni par un nombre significatif de réclamations concernant les lignes de bus 110 et 111.

Suite aux demandes en général, il a été décidé de prolonger le corridor Echternach vers le centre-ville à hauteur du Glacis, ce qui permettra de proposer une offre de transport en commun sans changement du mode de transport entre Echternach et la Ville Haute.

Après l'analyse des flux et les résultats des enquêtes effectuées par mes services, une majorité des résidents du corridor Echternach a sa destination au Kirchberg ou encore au centre-ville. Le changement de l'itinéraire vers le Kirchberg est donc plus favorable pour la plus grande partie des citoyens, ce qui explique pourquoi un itinéraire par Dommeldange et Eich n'est plus envisagé.

Vu la pandémie, les chiffres sur une éventuelle évolution du nombre de passagers journaliers ne sont pas comparables.

Question 4962 (15.09.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **rénovation du château d'Erpeldange-sur-Sûre :**

Depuis une dizaine d'années, la façade et les volets du château d'Erpeldange-sur-Sûre, immeuble appartenant au domaine de l'État, se trouvent dans un état délabré. Récemment je viens d'apprendre que cet édifice historique, dont les origines remontent au 17e siècle, aurait été classé monument national et qu'il serait rénové dans un avenir proche.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer la restauration projetée de la façade du château d'Erpeldange-sur-Sûre ?

- Dans l'affirmative, pour quand ces travaux seraient-ils programmés ?

- Est-il prévu d'aménager les greniers du château pour y créer des bureaux et d'isoler la toiture ?

- Quels autres travaux seront encore prévus dans ce contexte - outre la restauration de la façade ?

Réponse commune (19.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En premier lieu, il convient préciser que le château d'Erpeldange-sur-Sûre n'est pas encore classé comme monument national. En effet, suite à un avis favorable de la Commission des sites et monuments nationaux et conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, un projet d'arrêté du Conseil de Gouvernement a été transmis au Conseil d'État pour avis. Le Château d'Erpeldange se trouve donc actuellement en voie de classement comme monument national.

Rappelons ensuite que le château d'Erpeldange-sur-Sûre appartient bel et bien au domaine de l'État, mais que la commune d'Erpeldange-sur-Sûre bénéficie de la pleine jouissance du château dans le contexte d'un bail emphytéotique. En sa qualité d'emphytéote, la commune est obligée d'entretenir l'immeuble, et les réparations de toute nature qui se rapportent à l'immeuble et aux constructions sont à sa charge.

À noter cependant que les travaux de conservation ou de restauration d'un immeuble classé monument national, proposé au classement, ou inscrit à l'inventaire supplémentaire, sont éligibles pour bénéficier de subventions étatiques jusqu'à 50 % des frais encourus.

Lors des visites préparatoires à la procédure de classement, les agents du Service des sites et monuments nationaux (SSMN) ont pu se rendre compte de la nécessité de restauration de la façade et des volets. L'administration communale a confirmé à cette occasion vouloir procéder au démontage soigné des volets afin de les stocker en un endroit sûr et préserver ainsi les éléments qui permettent une restauration. Il s'agissait aussi d'éviter des dégâts éventuels causés par la chute d'un ou de plusieurs de ces éléments. Les agents du SSMN ont recommandé verbalement au représentant du service technique de procéder à une documentation photographique et à une numérotation des volets avant démontage.

La commune avait confirmé vouloir attendre le classement du château. Ainsi, lors de leur visite, les agents du SSMN n'ont pas eu communication d'un planning.

La commune n'a pas communiqué un projet d'aménagement du grenier.

Question 4963 (15.09.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **politique budgétaire de l'Union européenne pour l'après-pandémie :**

Les réunions de l'Eurogroupe et de l'Ecofin informel, qui se sont déroulées les 10 et 11 septembre 2021, ont essentiellement porté sur les défis liés à la soutenabilité et au changement climatique, la politique budgétaire pour l'après-pandémie ainsi que sur la fiscalité internationale.

En ce qui concerne la politique budgétaire pour l'après-pandémie, Monsieur le Ministre a plaidé en faveur du maintien du cadre du Pacte de stabilité et de croissance à partir de 2023 tout en suggérant de différencier les investissements publics en faveur de la transition climatique.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un changement de fond en comble des critères de convergence (« critères de Maastricht ») devrait être engagé ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une majorité des États membres soutient une réforme des critères de convergence ?

- À défaut d'accord politique entre États membres sur les modalités d'une réforme des critères de convergence, Monsieur le Ministre envisage-t-il de soutenir l'allongement de l'activation de la clause dérogatoire générale du Pacte de stabilité et de croissance au-delà de 2022 ?

Réponse (14.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les autorités publiques à travers le monde entier ont dû déployer des mesures d'une ampleur inédite pour endiguer les conséquences socio-économiques de la pandémie de la Covid-19. En Europe, la Commission européenne a rapidement réagi pour accorder la flexibilité requise pour que les États membres de l'Union européenne aient été en mesure de mettre en œuvre les mesures de soutien qui se sont avérées nécessaires. Par le biais de la clause dérogatoire générale prévue au Pacte de stabilité et de croissance, les règles budgétaires du Pacte ont ainsi été temporairement suspendues.

Alors que la vie économique est désormais en cours de normalisation, il faut constater en rétrospective que l'activation de ladite clause - dont l'application est prévue jusqu'à fin 2022 - a été entièrement justifiée. Elle montre également que le Pacte continue à faire ses preuves, même en période de crise, et qu'un changement de fond en comble n'est pas nécessaire. Une réforme en profondeur, notamment en ce qui concerne les valeurs de référence en matière de dette et de déficit publics (les critères dits « de Maastricht »), nécessiterait par ailleurs une modification des traités européens qui n'est actuellement pas envisagée.

La pandémie de la Covid-19 a dans tous les cas souligné l'importance de disposer de finances publiques saines afin d'être en mesure de mener une véritable politique anticyclique. Le Luxembourg est le seul État membre de l'Union européenne à avoir toujours respecté l'ensemble des règles du Pacte depuis son introduction. À l'exception de l'année 2020, le déficit n'a jamais dépassé les 3 % du PIB et la dette publique demeure largement inférieure au plafond de 60 % du PIB. La réintroduction des règles du Pacte de stabilité et de croissance, à partir du moment où l'activité économique en Europe aura retourné à son niveau d'avant-crise, paraît également justifiée dans la mesure où elle permettra d'accompagner les États

[3] https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/rg/2020.html)

membres dans leurs efforts vers des finances publiques plus équilibrées dans l'après-pandémie.

Il n'en reste pas moins que la crise de la Covid-19 est intervenue à un moment où la communauté internationale est confrontée à un défi d'ordre historique, à savoir la lutte contre le changement climatique. La Commission européenne, à travers son « Green Deal » et son initiative du « Fit for 55 », a établi le cadre dans lequel les États membres devront dorénavant accélérer leurs efforts pour contenir le réchauffement de la planète et la transition écologique ne réussira que grâce à la mobilisation des investissements, publics et privés, qui sont indispensables à cet égard.

En parallèle, il importe de ne pas répéter les erreurs qui avaient été commises à la sortie de la crise financière, lorsque de nombreux Gouvernements ont subitement réduit les investissements publics pour rétablir la santé des finances publiques, et ce au détriment du potentiel de croissance et de la compétitivité de l'économie.

Étant donné que la Commission européenne compte prochainement relancer le débat sur une éventuelle réforme du Pacte de stabilité et de croissance, l'idée de traiter les investissements publics en faveur de la transition climatique de manière différenciée dans le calcul du déficit public constituerait une solution élégante. Elle présente en effet le triple avantage (i) d'être réalisable dans le cadre des traités actuels, (ii) de pérenniser les investissements publics à un moment où la santé des finances publiques doit être rétablie et que la relance doit être soutenue et (iii) de privilégier les investissements nécessaires pour réussir le défi historique de la transition climatique. C'est pourquoi cette idée est également susceptible de trouver un certain consensus auprès d'une majorité des États membres au vu des nombreux avantages qu'elle présente.

Question 4964 (15.09.2021) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **doses de vaccins proches de la date de péremption :**

Durant l'été, les campagnes de vaccination contre le Covid-19 en Europe ont ralenti et un grand nombre de doses reste inutilisé. Selon des informations publiées dans la presse internationale, certains contrats d'achat stipulent que les doses de vaccins livrées aux pays développés ne peuvent être redistribuées à d'autres pays sans la permission des fabricants.

En conséquence, les doses inutilisées doivent être détruites si elles ne sont pas administrées avant leur date de péremption.

Dans ce contexte, nous aimerions obtenir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

1) Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils confirmer qu'il existe des clauses dans les contrats négociés avec la Commission européenne, par lesquels le Luxembourg est également lié, qui limitent la redistribution à d'autres pays des doses de vaccin fournies aux pays de l'UE ?

2) Selon un communiqué de presse du Ministère de la Coopération du 13 septembre 2021, le Luxembourg met à disposition 56.000 doses du vaccin Vaxzevria au Cap-Vert. Cette donation a-t-elle dû être approuvée par AstraZeneca ?

3) Quelles sont les dates de péremption des lots de vaccins dont dispose le Luxembourg ?

4) Madame et Monsieur les Ministres estiment-ils que la totalité des vaccins sera administrée avant les dates de péremption respectives, prenant en compte le taux de vaccination actuel ?

Réponse commune (18.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) Les contrats négociés entre la Commission européenne et les producteurs de vaccins étant régis par des clauses de confidentialité, le Gouvernement n'est pas en mesure de donner des détails quant aux éventuelles clauses relatives à la redistribution de doses de vaccins à d'autres pays.

ad 2) Non, cette donation n'a pas dû être approuvée par AstraZeneca.

ad 3) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 4) Les stocks sont gérés sur base du principe « first in, first out » afin de limiter le risque de voir périmer des doses. Compte tenu des vaccinations prévues (premières et deuxièmes doses respectivement rappels avec une troisième dose), les doses les plus proches du délai de péremption pourront être utilisées prioritairement. En fonction des futures livraisons, le Gouvernement se positionnera en temps utile si des doses supplémentaires peuvent faire l'objet d'une donation dans le cadre du programme COVAX.

Question 4965 (15.09.2021) de **M. Léon Gloden** et **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **construction d'un vélodrome à Mondorf-les-Bains :**

In einem am 14. September 2021 in der Tageszeitung „Tageblatt" veröffentlichten Artikel wird über die Finanzierung des Velodroms in Bad Mondorf berichtet. Demnach will der Staat nun 100 % des Projektes finanzieren, und nicht nur 70 % wie ursprünglich geplant. Damit müsste ein neues Gesetz in der Abgeordnetenkammer verabschiedet werden. Darüber hinaus sollen noch nicht alle Grundstücke, die für den Bau der „École internationale Mondorf-les-Bains" gebraucht werden, im Besitz des Staates sein. Die Schule und der Sportkomplex mit Velodrom sollen in unmittelbarer Nähe voneinander entstehen.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Sportminister, an den Herrn Bildungsminister und an den Herrn Finanzminister stellen:

- Das Projekt Velodrom zieht sich in die Länge. Wie weit ist das Projekt nun fortgeschritten? Welche Gründe erklären neben der Coronapandemie die Verzögerung?

- Ist eine Gesetzesvorlage, um eine 100 %-Finanzierung des Projektes zu ermöglichen, in Vorbereitung? Wann wird der Text bei der Abgeordnetenkammer eingereicht?

- Wie viele Grundstücke müssen noch vom Staat erworben werden, um die Bauarbeiten der „École internationale Mondorf-les-Bains" zu starten? Warum konnten diese Grundstücke bis dato noch nicht erworben werden?

Réponse commune (19.10.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Nachdem die Vorstudien, die archäologischen Auswertungen, die ökologische Bilanzierung sowie die Umweltverträglichkeitsprüfung des diesbezüglichen Teilbebauungsplans abgeschlossen sind und dieser genehmigt wurde, haben die eigentlichen Genehmigungsverfahren des Velodroms begonnen.

Die Vertreter der Gemeinde Bad Mondorf, sowie des Planungsbüros, zusammen mit den Vertretern der beteiligten staatlichen Instanzen arbeiten aktuell an einem Rahmenübereinkommen (convention-cadre).

An den Vorbereitungen eines Finanzierungsgesetzes, das die 100-prozentige Finanzierung des Velodroms vorsieht, wird ebenfalls gearbeitet. Die diesbezügliche Gesetzesvorlage wird dem Regierungsrat noch dieses Jahr unterbreitet.

Was die Bauarbeiten der „École internationale de Mondorf-les-Bains (EIMLB)" angeht, fehlen dem Staat noch mehrere Grundstücke, eine Einigung mit den verschiedenen Eigentümern konnte bisher noch nicht erzielt werden. Der Bau des Velodroms, einschließlich dessen Erschließung, ist allerdings unabhängig vom Bau der EIMLB.

Question 4966 (15.09.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **autorisations des hélicoptères de la Police grand-ducale :**

Den Ament ergëtt sech, wéi et schéngt, eng schwiereg Situatioun, wat d'Notzen an d'Benotze vun de Policehelikopteren ugeet. Et soll deemno esou sinn, datt keng arméiert Beamten am Policehelikopter däerfe matfléien. Dëst ass net nozevollzéien, well d'Helikopteren - notamment och am Hibléck op d'Spezialunitéiten - ënner anerem och fir esou Asätz geduecht an ekipéiert sinn, wou d'Police séier an effikass intervenéiere muss. Lëtzebuerg huet mat sengen H145M-Helikoptere mat dat Modernst, wat aktuell um Marché ze fannen ass. Trotzdeem mussen d'Maschinne wéinst feelenden Autorisatiounen an/oder, wéi et schéngt, inadequate legalen Dispositiounen dacks um Buedem bleiwen.

Et soll deemno och esou gewiescht sinn, datt wéi zu Tréier am Dezember 2020 en Amoklaf stattfonnt huet, d'Beamte vun der Lëtzebuerger Police als Renfort op d'Grenz sollte geflu ginn. Vu datt d'Beamte vun der Spezialunitéit - selbstverständlech (!) - arméiert waren, ass et awer net zum Asaz komm. Bei de rezenten Iwwerschwemmunge soll et zu änlechen absurde Virfäll komm sinn: Deemno konnten d'Lëtzebuerger Beamten net am Ausland hëllefen, fir am Kader vun den Iwwerschwemmunge Leit vun den Diecher vun hiren Haiser ze retten - an déi Lëtzebuerger Policehelikoptere sinn och grad dofir ausgerëscht - well déi néideg Autorisatioune gefeelt hunn.

Wann d'Lëtzebuerger Spezialunitéiten Asätz trainéieren, gräifen si deemno op auslännesch an dacks veraalten Helikopteren zréck, fir déi de Lëtzebuerger Staat iwwerdeems och nach bezuele muss.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister:

1. Et gehéiert zu der Natur vun der Spezialunitéit vun der Police, datt d'Beamten arméiert sinn. Wéi ass et an deem Kontext méiglech, datt déi Lëtzebuerger Policehelikoptere keng arméiert Beamten däerfen u Bord hunn?

2. Wéi eng Autorisatioune sinn an deem Kontext néideg a wéi eng feelen nach, an dat aus wéi enge Grënn? Wéi eng Autoritéite sinn dofir responsabel?

3. Kann den Här Minister confirméieren, datt Lëtzebuerg am Kader vum Tréierer Amoklaf wéinst feelenden Autorisatiounen an/oder legalen Dispositioune keng Hëllef konnt leeschten, andeems Beamte mam Helikopter op d'Grenz geflu goufen?

4. Kann den Här Minister confirméieren, datt Lëtzebuerg am Kader vun deene rezenten Iwwerschwemmunge wéinst feelenden Autorisatiounen an/oder legalen Dispositioune keng Hëllef am Ausland konnt leeschten, andeems Beamte mam Policehelikopter Leit hätten aus mëssleche Situatioune kënne befreien?

5. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Lëtzebuerger Police op auslännesch Helikopteren zréckgräife muss - fir déi si bezuele muss - wéinst feelenden Autorisatiounen an/oder legalen Dispositiounen? Wa jo, wéi vill Sue goufe vun 2019 bis elo fir d'Loune vun auslänneschen Helikopteren ausginn?

6. Gedenkt den Här Minister, elo séier ze reagéieren, fir där beschriwwener Situatioun en Enn ze bereeden? Bis wéini sinn eis Helikoptere voll operationell?

Réponse commune (21.10.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Helikopteren, déi d'Police vum Verdeedegungsministère zur Verfügung gestallt kritt, kënnen am Prinzip fir all Missioune vun der Police agesat ginn. Aktuell sinn dës Helikopteren awer zivill ugemellt. D'Police muss sech also un déi applikabel Reglementatioun halen, notamment déi vun der EASA (European Union Aviation Safety Agency). Heiduerch ass och d'Droe vu Waffen aktuell net méiglech.

De Gesetzesprojet Nr. 7680 ass den éischten a wichtegste Schratt an d'Richtung vun der néideger legaler Basis, well en eng „aviation étatique" instauréiert, déi net ënnert déi europäesch Restriktioune vun der ziviller Aviatioun fält. De Minister fir bannenzeg Sécherheet an de Minister fir Mobilitéit stinn och am Kontakt, fir ënnert der Leedung vun der Direction de l'aviation civile e Règlement grand-ducal auszeschaffen, deen déi policespezifesch Detailer geréiert, wat dann der Police och d'Droe vu Waffen erméigleche wäert. Een Aarbechtsgrupp kënnt deemnächst zesummen, fir déi Froen ze behandelen.

Fir Asätz vum Helikopter am Ausland ass zwéngend eng Demande vun dem jeeweilege Land néideg, dës Asätz ginn da prinzipiell och ouni finanziell Géigeleeschtung duerchgefouert. Falls awer muss op der Plaz getankt ginn, ass et natierlech üblech, dass dat Land, wat gehollef kritt, dës Käschten deckt.

Zu Lëtzebuerg gouf, säit d'Police déi nei H145M Helikopteren huet, net op Helikopteren aus dem Ausland zréckgegraff fir Eeschtasätz. Well de „support aérien de la Police fédérale belge", deen déi belsch USP an hiren Interventioune flitt, eng grouss Expertis an dësem Domaine huet, organiséiert d'USP säit e puer Joer hei am Land Traininge mat hinnen.

Vun Däitschland ass a béide Fäll keng Demande fir Hëllef bei der Police gemaach ginn. Doriwwer eraus fale Rettungsmissiounen och net primär ënner d'Attributioune vun der Police.

Question 4967 (15.09.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **aides au logement :**

D'Präisser um private Logementsmarché sinn an de leschte Joren ëmmer weider geklommen a fir vill Leit stellt d'Finanzéiere vun engem appropriéierte Wunnraum fir sech an eventuell hir Famill dofir eng grouss Erausfuerderung duer. Fir Persoune mat geréngem Akommes an och de Mëttelstand ze ënnerstëtzen, Loyeren, Immobiliëkreditter oder Käschte vu Renovatiounen an alen Haiser ze bezuelen, goufen eng ganz Rei staatlech Aiden an d'Liewe geruff.

Ob dës Aiden de Betraffene wierklech hëllefen, hänkt vun hirer Héicht of a vun der Vitess, an där se kënnen ausbezuelt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Um lokative Wunnengsmaart soll de Leit mat Loyerssubventioune gehollef ginn, déi steigend Loyeren och mat geréngem Akommes nach bezuelen ze kënnen.

- Wéi héich ass de maximale Montant, deen en Demandeur/Menage vun enger Subventioun fir de Loyer ausbezuelt ka kréien?

- Wéi héich däerf d'Akommes vum Demandeur/Menage maximal sinn, fir dass nach vun enger Subventioun fir de Loyer ka profitéiert ginn? Wéi héich sinn d'Aiden an deem Fall nach?

- Goufen dës Grenzwäerter an de leschte Jore wéinst de steigende Wunnengspräisser no uewe korrigéiert?

- Ass de Minister der Meenung, dass dës Montanten un den aktuelle Marché ugepasst sinn?

2. Well d'Wunnengspräisser ëmmer weider an d'Luucht ginn, gëtt et fir Persoune mat geréngem a mëttlerem Akommes och ëmmer méi schwéier, selwer Proprietär vun enger Immobilie ze ginn. D'Prime de construction an d'Prime d'acquisition sollen de Leit hëllefen, eegene Wunnraum ze kafen.

- Wéi héich ass jeeweils de maximale Montant, deen en Demandeur/Menage vun enger Prime de construction/Prime d'acquisition ausbezuelt ka kréien?

- Wéi héich däerf d'Akommes vum Demandeur/Menage maximal sinn, fir dass nach vun enger Prime de construction/Prime d'acquisition ka profitéiert ginn? Wéi héich sinn d'Aiden an deem Fall nach?

- Goufen dës Grenzwäerter an de leschte Jore wéinst de steigende Wunnengspräisser no uewe korrigéiert?

- Ass de Minister der Meenung, dass dës Montanten un den aktuelle Marché ugepasst sinn?

3. Wéi vill Dossiere goufe jeeweils fir déi follgend Aiden agereecht (oder goufe fir eng reegelméisseg Reevaluatioun nees opgemaach) a ginn aktuell nach traitéiert?

- Subventions de loyer
- Garantie locative
- Prime de construction
- Prime d'acquisition
- Prime d'épargne
- Complément de prime pour frais d'architecte et d'ingénieur-conseil
- Aide pour aménagements spéciaux pour personnes handicapées physiques
- Prime d'amélioration
- Subvention d'intérêt
- Bonification d'intérêt

Wat ass an der Moyenne d'Zäit, déi tëscht der Introduktioun/Reouverture vum Dossier a senger Clôture/dem Ausschëdde vun der Aide vergeet (opgelëscht pro Aide aus der hei ugeféierter Lëscht)?

4. Ass aktuell genuch Personal an der Administration des aides au logement agestallt, fir d'Dossieren an engem räsonabelen Zäitraum ze traitéieren?

5. Wéi kéinten d'Prozeduren optimiséiert ginn, fir e méi séiert Traitement vun den Dossieren ze erméiglechen?

Réponse (15.10.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Wat d'Äntwerten op d'Froen zur Subvention de loyer ugeet, verweisen ech den Deputéierten engersäits op d'Gesetz vum 25. Februar 1979 an dat ëmgeännert groussherzoglecht Reglement[4], wat d'Plaffonge festleet, souwéi anerersäits op meng Äntwert op déi parlamentaresch Froen Nummer 4558 an 4646 vum 4. August vun dësem Joer.

Zur Erënnerung: Dat ofgeännert groussherzoglecht Reglement vum 9 Dezember 2015 gesäit a senger aktueller Form (säit Abrëll 2020) follgend Verdéngschtlimitten a Plaffonge fir de Betrag vun der Bäihëllef vir:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wat d'Fro no de Plaffongen an der Héicht vun der Prime de construction an der Prime d'acquisition ugeet, verweisen ech den Deputéierten op dat selwecht Gesetz an op d'Reglement vum 5. Mee 2011[5], wou aktuell follgend Plaffongen a Maximalbeträg vun dësen Hëllefe festgeluecht sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wéi aus der Annex zum genannte Reglement vun 2011 och erauszeliesen ass, ass de Betrag vun der Bau-/Uschafungsprimm gestaffelt nom Verdéngscht vum Stot. De Minimalbetrag läit bei 250 Euro.

De Regierungsprogramm gesäit eng Upassung vun dësen Hëllefe vir. « L'objectif recherché est de réfor-

[4] Règlement grand-ducal modifié du 9 décembre 2015 fixant les conditions et modalités d'octroi de la subvention de loyer prévue par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

[5] Règlement grand-ducal du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

mer le système des aides au logement dans sa globalité, notamment en ce qui concerne leurs montants et leurs plafonds en faisant profiter un plus grand nombre de demandeurs des aides à mettre en place, en particulier les monoparentaux et les familles avec enfants. » Un dëser Reform gëtt geschafft an d'Regierung ass zouversiichtlech, dës virum Enn vum Joer kënnen ze deposéieren. Do ginn dann och déi Hëllefen esou ugepasst, datt se de Leit besser an der aktueller Situatioun vum Wunnengsmarché hëllefen.

Wat d'Fro zu der Unzuel vun Dossieren an de spezifeschen Hëllefen ugeet, verweisen ech den Deputéierten op den ausféierleche Rapport vum Ministère, wou op de Säite 17 bis 25 am Detail d'Unzuel an d'Evolutioun vun den eenzelen Hëllefen opgeschlësselt ginn.

Zur Fro, wéi vill Dossieren aktuell nach traitéiert ginn, ass fir d'alleréischt ze bemierken, dass fir eng finanziell staatlech Bäihëllef kënnen auszebezuelen, muss kontrolléiert ginn, ob déi gesetzlech a reglementaire Bestëmmunge vum Demandeur erfëllt sinn. Den Temps de traitement vun den Demanden ass deemno net nëmmen ofhängeg vun de Prozesser am Service, mee och vun der Reaktivitéit vun den Demandeuren. Eng aussokräfteg Äntwert op d'Fro vum Här Deputéierten ass deemno net méiglech.

Wann en Dossier bis komplett ass, dauert et bei den Aidë fir d'Kafen, d'Bauen an d'Renovéieren an der Moyenne ongefeier zwee Méint bis zur Liquidatioun vun der éischter Bäihëllef un den Demandeur.

D'Gestioun vun de Hëllefe wärend den Zäite vum Lockdown an dono war eng grouss Erausfuerderung, souwuel fir d'Demandeuren, déi hu missen all déi néideg Dokumenter fir hir respektiv Demanden zesummestellen, wéi och fir d'Ekippen aus dem Service des aides au logement vum Ministère. Besonnesch erschwéierend war dobäi, dass d'Dossieren nach net kënnen am Teletravail traitéiert ginn.

Dank engem groussen Effort vusäite vun eisen Ekippen, konnten awer d'Retarden op e Minimum begrenzt ginn. D'Ëmsetzung vun der Reform vun den Hëllefen, déi eng ganz Rei vu Vereinfachungen an der Ëmsetzung virgesäit, an déi weider Informatiséierung vun der Gestioun wäerten et awer erméiglechen, datt mat deem ageplangte Personal och an Zukunft d'Hëllefe kënnen zäitno ausbezuelt ginn.

Question 4968 (16.09.2021) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** et **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **pénurie d'ingénieurs :**

Au cours de ces dernières années, nous avons constaté qu'il devient de plus en plus difficile de recruter du personnel pour un certain nombre de postes spécialisés tant dans le domaine public (communal et étatique) que privé. Cela vaut notamment pour les postes destinés à des ingénieurs, aussi bien au niveau d'étude bachelor que master.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Le Luxembourg fait-il actuellement face à une pénurie d'ingénieurs ?

- Quel est le nombre d'ingénieurs actuellement en activité au Luxembourg ? Combien sont engagés dans le secteur privé, respectivement dans le secteur public (communal et étatique) ?

- Existe-t-il des projections sur le nombre d'ingénieurs dont le pays aura besoin dans les années à venir ?

- Combien de jeunes résidents suivent actuellement une formation d'ingénieur au Luxembourg ou à l'étranger ?

- Quelles sont les mesures pour encourager les jeunes gens à suivre une formation en ingénierie ?

Réponse (19.10.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

À titre préliminaire, il convient de préciser que ni le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ni le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) ne disposent de données relatives au nombre d'ingénieurs actuellement en activité au Luxembourg ou encore d'informations concernant des projections sur les besoins futurs.

Actuellement, quelque 1.250 étudiants résidents suivent une formation dans le domaine de l'ingénierie à l'étranger et environ 210 étudiants résidents suivent une telle formation au Luxembourg. Ces chiffres ont continuellement augmenté au cours des dernières années - à titre de comparaison, le nombre total d'étudiants résidents ayant suivi une telle formation en 2015/2016 (soit au Luxembourg, soit à l'étranger) n'était que de 1.043.

La formation des ingénieurs a une longue tradition au Luxembourg. L'Université du Luxembourg propose une formation de bachelor en ingénierie avec six filières différentes, ainsi que quatre programmes différents de master en sciences de l'ingénieur, allant du génie civil jusqu'à l'efficacité énergétique et économique.

Les effectifs des formations du département d'ingénierie de l'Université sont restés élevés au cours des dernières cinq années. Ainsi, le nombre total d'étudiants inscrits en ingénierie (toutes années confondues) a toujours été supérieur à 400 au cours des cinq dernières années.

Le nombre de diplômés de bachelor ou de master en ingénierie reste également stable, avec plus de 70 diplômés chaque année. D'après des recherches sur l'emploi des diplômés que l'Université du Luxembourg a menées, au moins 50 % de diplômés de master en ingénierie et en informatique entre 2009 et 2019 ont trouvé un premier emploi au Luxembourg. Parmi ces diplômés, la grande majorité (environ 90 %) était toujours employée au Luxembourg en 2019.

Par ailleurs, un nombre croissant d'étudiants prépare un doctorat dans l'un des programmes d'ingénierie de l'Université du Luxembourg. Le nombre d'inscrits est passé de 75 en 2016 jusqu'à 108 en 2020. Ces doctorants pourront apporter aux entreprises et aux administrations des compétences plus approfondies dans le domaine de l'ingénierie.

L'Université développe actuellement activement des partenariats avec des institutions de premier plan dans le but de renforcer ses formations en science et ingénierie, et particulièrement pour augmenter le nombre d'étudiants de niveau master issus de formations d'ingénieur. Un partenariat ambitieux a ainsi été signé récemment avec CentraleSupélec, l'une des principales écoles d'ingénieurs en France, et avec Georgia Tech, l'une des meilleures universités d'ingénierie aux États-Unis. D'autres partenariats ont été signés ou sont en préparation, qui devraient permettre d'apporter au marché de l'emploi luxembourgeois encore plus de jeunes ingénieurs de talent.

Le MENJE a pris toute une panoplie de mesures ces dernières années pour initier et motiver les enfants et les jeunes aux matières STEM (science, technology, engineering, and mathematics). Cet engouement devrait inciter de plus en plus de jeunes à choisir une formation d'ingénieur. Ci-après une sélection des projets les plus importants :

Depuis 2014, 24 Makerspaces, initiés par le Service national de la jeunesse (SNJ), ont été introduits dans les lycées luxembourgeois, en plus de celui appelé Basel, qui est accessible aux groupes, classes et jeunes individuels de tout âge au Forum Geesseknäppchen. En outre, trois Makerspaces sont installés dans des maisons relais et écoles fondamentales au niveau communal. Depuis 2017, un Makerfest où le mouvement Maker est promu auprès de tous les enfants, est organisé chaque année.

À côté des Makerspaces, le Luxembourg Science Center à Differdange, un centre de découverte ludique et divertissant dédié à la science et aux technologies, est un des lieux phares de la promotion des sciences et de l'ingénierie, s'adressant particulièrement aux enfants et aux jeunes : plus de 70 stations invitent à l'exploration et à la découverte.

D'autres initiatives, comme le site www.science.lu du Fonds national de le recherche (FNR), le Scienteenslab - De Labo fir Jonker de l'Université du Luxembourg ou le Wëssensatelier des « Ingénieurs & Scientifiques du Luxembourg ASBL » se dédient également à la promotion des sciences et de l'ingénierie.

Le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) soutient l'organisation d'un certain nombre de compétitions dans les écoles, qui intéressent les jeunes en général tout en promouvant l'excellence. À titre d'exemple, on peut citer les compétitions First Lego League, les jeux olympiques des sciences naturelles, de biologie, de chimie, de physique et d'informatique. Les matières STEM sont également promues dans le cadre des compétitions Worldskills Luxembourg.

D'autres initiatives soutenues par le SCRIPT sont le projet DIMAS, qui fait découvrir chaque année à une centaine de jeunes le monde de l'aviation et de l'aéronautique, ainsi que le projet ESERO, mené en collaboration avec la European Space Agency (ESA), et qui vise à amener le contexte passionnant de l'Espace en classe. À cet effet, ESERO Luxembourg développe de nouveaux supports pédagogiques interactifs, organise des concours et propose régulièrement des formations aux enseignants.

www.chd.lu

Le développement de nouvelles formations qui pourraient également conduire à d'éventuelles études complémentaires dans le domaine de l'ingénierie, telles que la section I à l'ESC et les sections SN, SE et A3D à l'ESG, ainsi que la formation Smart Technologies au niveau de la formation professionnelle est tout aussi important dans ce contexte. Enfin, les services du MENJE sont également représentés dans les réseaux européens Scientix (la communauté de l'enseignement scientifique en Europe) et inGenious, qui est un organisme européen de coordination de l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques. Les échanges au sein de ces réseaux constituent une source d'inspiration importante pour les acteurs de l'éducation au Luxembourg.

Le Service information études supérieures du MESR informe par de multiples moyens les (futurs) étudiants sur les programmes de formation qui sont offerts par les établissements d'enseignement supérieur nationaux et étrangers, ainsi que sur les débouchés professionnels potentiels. Cela vaut évidemment aussi pour les voies de formation relevant du domaine de l'ingénierie.

Au niveau des publications éditées par ledit service, les deux brochures suivantes, faisant partie de la série « Études & Métiers », sont consacrées au domaine en question : Technique et Industrie[6] (brochure réalisée en coopération avec la Fedil) et Architecture, Ingénierie, Construction, Urbanisme[7] (brochure réalisée en collaboration avec l'OAI). Ces brochures sont régulièrement mises à jour, afin de tenir compte des dernières évolutions dans le domaine. Par ailleurs, le service contribue à chaque échéance à la publication de la Fedil intitulée « Les qualifications de demain dans le domaine de l'industrie » et présentant à chaque fois les résultats d'une enquête réalisée à intervalles réguliers auprès des entreprises industrielles[8].

Le Service information études supérieures du MESR collabore en outre à la plateforme « beruffer.anelo.lu »[9], qui présente à un public jeune une panoplie de métiers ainsi que les voies de formation afférentes. En font partie des fiches consacrées à des formations et des métiers relevant du domaine de l'ingénierie.

À noter encore qu'à la plateforme digitale de la Foire de l'étudiant 2021 participeront 43 universités et hautes écoles proposant des formations d'ingénieur, 20 grandes écoles d'ingénieur, l'Association nationale des étudiants ingénieurs luxembourgeois (ANEIL), ainsi que deux associations professionnelles dudit domaine. Pendant la phase d'interaction directe, les 28 et 29 octobre, les futurs étudiants pourront échanger directement avec les exposants, étant entendu qu'ils pourront explorer la plateforme digitale et consulter le matériel d'information mis à disposition par les exposants dès le 25 octobre et que la plateforme restera accessible au public pendant un certain temps après la semaine de la Foire de l'étudiant.

Question 4969 (16.09.2021) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Gilles Roth** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant les **objectifs climatiques sectoriels :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4734 vum 23. Juli 2021 iwwert d'sektoriell Klimaziler goufen eng Rei vu Froen, virun allem zu de konkreete Mesuren, déi an den eenzele Secteure sollen ëmgesat ginn, net beäntwert.

Dofir erlabe mir eis follgend Froen nach eng Kéier un d'Regierung ze stellen:

- Wat sinn déi konkreet Mesuren, fir d'CO_2-Emissiounen an deenen eenzele Secteuren erofzesetzen?

- Kann d'Regierung d'Aspuerpotenzial fir all Mesurë pro Secteur oplëschten?

Réponse (18.10.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Moossnamen, fir d'Zäregasemissiounen an den eenzele Secteuren erofzesetzen, sinn am integréierten Energie- a Klimaplang (PNEC) beschriwwen. De PNEC ass een Aktiounsplang fir d'Period 2021 bis 2030, deen esouwuel kuerzfristeg wéi och mëttelfristeg ausgeluecht ass an, esou wéi d'Reglement (EU) 2018/1999 et virgesäit, à mi-parcours aktualiséiert gëtt. E beinhalt dowéinst, niewent ville konkreete Moossnamen, déi zurzäit schonn ëmgesat ginn, och eng Rei vu Moosnamenusätz, déi progressiv vun de jeeweils zoustännege Ministeren am Detail ausgeschafft ginn. D'Reduktiounspotenzialer an den eenzele Secteure goufen am Kader vum PNEC identifizéiert. Se wäerten, au fur et à mesure wéi d'Moossnamen am Detail ausgeschafft ginn, weider präziséiert ginn.

Question 4970 (16.09.2021) de **MM. Marc Spautz** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant les **logements sociaux :**

De Fonds du Logement an d'SNHBM (Société nationale des habitations à bon marché) sinn déi zwee gréissten ëffentlech Bauträger am Land an hunn iwwer Joren ee Stock u soziale Mietwunnenge constituéiert. Och Gemenge sinn e wichtegen Acteur am soziale Mietwunnengsbau an hunn an de leschte Joren Efforte gemaach, fir d'Offer vun sou Wunnengen an d'Luucht ze setzen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi vill sozial Mietwunnenge sinn am Besëtz vum Fonds du logement respektiv der SNHBM opgelëscht no enger, zwou, dräi a véier Schlofkummeren?

- Wat ass den Duerchschnëttsloyer, dee fir déi jeeweileg Wunnengsgréisste gefrot gëtt?

- Wéi eng Gemenge sinn am Besëtz vun eegene soziale Mietwunnengen? Wéi grouss sinn déi Wunnengen?

- Huet d'Regierung Zuele vun anere Proprietären/Associatiounen, déi sozial Wunnenge verlounen? Kann d'Regierung matdeelen, wéi grouss déi Wunnenge sinn, och um Niveau vun de Schlofkummeren? Wéi héich ass den Duerchschnëttsloyer?

Réponse (18.10.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Den Tablo heidrënner gëtt eng Opstellung vu subventionéierte Wunnengen, déi am Besëtz si vum Fonds du logement respektiv der SNHBM, mat den Duerchschnëttsloyere fir déi jeeweileg Wunnengstyppen. Allerdéngs seet en Duerchschnëttsloyer an dësem Fall net alles aus, well laut groussherzoglechem Reglement vun 1998 d'Surface respektiv d'Typologie nëmmen zum Deel d'Héicht vum Loyer bestëmmt an den aneren Deel gëtt iwwert d'Akommes vum Locataire bestëmmt. Dofir steet de Loyer net an direkter Relatioun zur Typologie vun der Wunneng.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et goufe fir dësen Tablo nëmmen déi Wunnenge berécksiichtegt, déi och effektiv verlount sinn an ënnert déi genannten Typologië falen.

De Fonds du logement huet zousätzlech 57 Wunnengen, wouvun en Deel am Moment en procédure d'attribution ass an dofir am Moment kee Loyer gefrot gëtt an en aneren Deel vu Wunnengen, déi net ënnert dës Typologië falen.

Zur Fro vun der Zuel vu soziale Mietwunnenge vu Gemenge verweise mer d'Deputéiert op d'Annex 7.5 vum Rapport annuel vum Fonds spécial iwwert de Bestand vun de Wunnengen aus de Gemengen (Säit 71), esouwäit se der Regierung bekannt sinn.

https://logement.public.lu/fr/publications/rapport-fonds-special/2021rapport-fonds-special.html

Zu de gefroten Informatioune vu Wunnenge vun anere Proprietären, déi sozial Wunnenge verlounen, huet de Ministère am Moment keng präzis a komplett Informatiounen, well dozou keng zentraliséiert Datebank besteet. Déi soll mat der Reform vum Gesetz vum 25. Februar 1979 zur Wunnengshëllef agefouert ginn.

Question 4971 (16.09.2021) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant l'**imposition des indemnités de départ légales :**

Tout salarié licencié (sauf faute grave) a droit conformément à l'article 124-7 du Code du travail à une indemnité de départ légale en fonction de son ancienneté de service.

D'après l'article 115, numéro 9, de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), celle-ci est exempte d'impôt si elle ne dépasse pas douze fois le salaire social mensuel minimum (SSM) pour travailleurs non qualifiés.

Cette exemption ne jouerait toutefois pas à l'égard de personnes ayant droit soit à une pension de vieillesse, soit à une pension de vieillesse anticipée.

L'exemption d'imposition et le plafond exprimé en douze fois le SSM se retrouvent également au niveau des indemnités de retard convenues dans le cadre d'un plan social, voire dans le cadre d'un plan de maintien dans l'emploi. Pourtant, aucun régime dérogatoire pour les personnes ayant droit à une pension de vieillesse n'y est prévu.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget :

[6] Technique et Industrie - Cedies - Luxembourg (public.lu)

[7] Architecture, Ingénierie, Construction, Urbanisme - Cedies - Luxembourg (public.lu)

[8] brochure-en quete-les-qualifications-de-demain-dans-lindustrie-edition-2021.pdf (fedil.lu)

[9] https://beruffer.anelo.lu/fr/

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'imposer différemment (i) une personne ayant en théorie droit à une pension de vieillesse anticipée, sans la demander, i. e. une personne qui est disponible pour le marché de l'emploi et une personne et (ii) un salarié plus jeune ne viole le principe de l'égalité devant la loi et par extension devant l'impôt ?

- À considérer que tel soit le cas, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faille adapter les dispositions légales en question ?

- Si tel n'était pas le cas, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il ce traitement inégalitaire (eu égard à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle) ?

- Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il la différence de régime, en termes d'exclusion du bénéfice de l'exemption fiscale, entre l'article 115, numéro 9, et l'article 115, numéro 10, de la L.I.R. ? Monsieur le Ministre est-il d'avis que ces disparités sont conciliables avec l'article 10bis(1) de la Constitution ?

Réponse (14.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De prime abord, il y a lieu de rappeler que l'indemnité de départ prévue par la législation sur le contrat de travail ou celle convenue dans une convention collective est intégralement exempte de l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 115, numéro 9, lettre a) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.). En effet, la limitation de l'exemption à un montant qui s'élève à douze fois le salaire social mensuel minimum pour travailleurs non qualifiés, prévue à l'article 115, numéro 9 L.I.R. ne s'applique pas aux montants visés à l'article 115, numéro 9, lettre a) L.I.R.

Par contre, l'article 115, numéro 9 L.I.R. prévoit effectivement que les indemnités de départ légales ne sont pas exemptes lorsqu'elles sont versées à une personne ayant droit soit à une pension de vieillesse, soit à une pension de vieillesse anticipée.

Avant l'introduction en 2007 de cette disposition dans la L.I.R., il était très fastidieux pour l'Administration des contributions directes de devoir recourir au paragraphe 6 de la loi d'adaptation fiscale traitant de la simulation et de l'abus de droit pour prouver qu'un départ à la retraite d'un salarié n'était en fait que déguisé en licenciement, voire licenciement abusif afin de pouvoir toucher en fin de carrière des indemnités exemptées de l'impôt. Ainsi le commentaire des articles relatif au projet de loi déposé en 2016 par le Gouvernement de l'époque précise encore à ce sujet: « "L'illusion" d'un licenciement abusif est facile à réaliser par les employeurs mais difficilement décelable par les services concernés de l'Administration des contributions directes ; un licenciement économique "est transformé" en licenciement abusif. »

L'introduction de cette disposition s'explique par des motifs d'équité et de simplification en matière d'imposition des indemnités versées à des salariés ayant droit à une pension de vieillesse (anticipée), situation par ailleurs pas comparable à celle d'une personne qui n'a pas droit à une telle pension de vieillesse (anticipée).

En ce qui concerne l'exemption prévue à l'article 115, numéro 10 L.I.R., il y a lieu de relever qu'il s'agit d'une autre exemption que celle visée à l'article 115, numéro 9 L.I.R., exemption régie par ses propres conditions et modalités. En l'occurrence, sont visées des indemnités versées dans le cadre d'un licenciement collectif, d'un plan social ou d'un plan de maintien dans l'emploi homologué qui deviennent exemptes de l'impôt sur avis conforme du Comité de conjoncture. L'exemption s'applique à l'ensemble des salariés touchant de telles indemnités. Le risque de simulation et d'abus, réel et important en ce qui concerne l'exemption visée à l'article 115, numéro 9 L.I.R., peut, compte tenu du cadre strict d'octroi des indemnités visées, être ignoré en ce qui concerne l'exemption prévue par l'article 115, numéro 10 L.I.R.

Question 4972 (16.09.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **bénéficiaires d'une procédure de regroupement familial :**

Tout en remerciant Madame la Ministre de sa réponse à ma question parlementaire du 8 juillet 2021 relative aux bénéficiaires d'une procédure de regroupement familial (n° 4636) et aux explications qu'elle a pu me donner, je me permets de poser encore une question supplémentaire relative au même sujet.

Dans sa réponse, Madame la Ministre préconise comme solution au problème soulevé que « le membre de famille autorisé à venir au Luxembourg dans le cadre du regroupement familial, et séjournant légalement dans un autre État membre, rejoigne uniquement le regroupant au Luxembourg, une fois qu'ils ont trouvé un logement non géré par l'ONA ».

Les membres d'une famille ont, dans de pareils circonstances, forcément été séparés à un moment donné lors de leur fuite et ont dû parcourir des procédures d'asile dans des pays différents qui durent pendant de nombreux mois. Il est sans dire qu'une telle séparation prolongée est très difficile à vivre pour n'importe quelle famille. Et puisque la recherche d'un logement au Luxembourg pour une personne bénéficiaire de protection internationale peut prendre beaucoup de temps, il me semble nécessaire d'un point de vue humain de rechercher des solutions alternatives. D'autant plus que dans les faits, il s'avère souvent que le membre de la famille se retrouve à la rue au Luxembourg.

Ainsi, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis qu'il serait possible d'aménager les règles afin de pouvoir admettre ces personnes dans les structures d'hébergement de l'ONA, d'autant plus que cela concerne un nombre de personnes assez limité ? Dans la négative, pouvez-vous m'en détailler les raisons ?

Réponse (13.10.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Tel que détaillé dans la réponse à la question parlementaire n° 4636 et conformément à la législation en vigueur et aux procédures qui en découlent, les membres de famille rejoignant un bénéficiaire de protection internationale au Luxembourg dans le cadre d'un regroupement familial ne peuvent être hébergés dans les structures de l'Office national de l'accueil (ONA) que s'ils sont bénéficiaires de protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne.

De par ses missions, la priorité de l'ONA est l'accueil des demandeurs de protection internationale nouveaux-arrivants et, vu la saturation du réseau d'hébergement avec un taux d'occupation net au-dessus de 93 %[10], une dérogation à la législation en vigueur n'est opérationnellement pas possible.

Question 4973 (16.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **population carcérale :**

An engem RTL-Radio-Interview vum 13. September 2021 huet d'Madamm Justizminister Sam Tanson gesot, datt „vu 550 Detenuen [...] ee Véierel wéinst Drogendelikter [géifen] asëtzen".

An deem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéinst wéi enge weideren Delikter (opgeschlësselt no Drogendelikter, Sexualdelikter, Gewaltdelikter, Delikter, déi mat finanziellem an/oder steierlechem Bedruch ze dinn hunn etc.) all dës Prisonéier - an opgeschlësselt no der Unzuel vun de Prisonéier - hir Strof mussen ofsëtzen?

2. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 3885) hat d'Madamm Minister geäntwert, datt ronn 50 % vun de Prisonéier ni zu Lëtzebuerg gewunnt hunn an datt vun de 50 % vun de Prisonéier, déi zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, ronn d'Hallschent Lëtzebuerger Staatsbierger sinn. An deem Kontext wollt ech froen, ob et eventuell Zesummenhäng ginn tëscht der Nationalitéit an de verschiddene Kategorië vun Delikter, wéinst deenen dës Prisonéier asëtzen?

Réponse (14.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Am Tableau heidrënner stinn d'Delikter opgeschlësselt no der Unzuel vun de Prisonéier op den Datum vum 16. September 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Eis si keng Zesummenhäng tëschent der Nationalitéit an de verschiddene Kategorië vun Delikter bekannt.

Question 4974 (16.09.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **vaccinations « booster » :**

En date du 14 septembre 2021, le Gouvernement a communiqué qu'il souhaite suivre les recommandations du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) du 7 septembre 2021 en prévoyant qu'une troisième dose (« booster ») de vaccination contre le coronavirus pourra être administrée à trois catégories de personnes remplissant des critères d'âge et médicaux spécifiques. Or, il se trouve que des troisièmes doses de vaccination ont été administrées à un certain nombre de personnes, avant même la publication des recommandations du CSMI et la déclaration de Gouvernement de vouloir plus largement ouvrir la voie aux « boosters ». En effet, la décision d'administrer exclusivement des troisièmes doses de vaccin à des personnes souffrant d'une déficience immunitaire repose sur un autre avis du CSMI datant du 2 juillet 2021, comme l'indique Madame la Ministre dans sa réponse à la question parlementaire n° 4794 du 2 août 2021 de Monsieur le Député Jeff Engelen :

„Op Basis vun engem Avis vum Héije Rot fir ustiechend Krankheeten/Conseil supérieur des maladies infectieuses (HRUK/CSMI) vum 2 Juli 2021 huet och Lëtzebuerg schonns decidéiert, eng drëtt Dosis verschiddene Leit mat enger grousser Immunschwächt unzebidden. Eng ganz Rei Leit hunn och schonns dovu profitéiert."

La première fois qu'un(e) résident(e) a obtenu une troisième dose de vaccination au Luxembourg date de la semaine du 21 au 27 juin 2021, selon un article apparu dans la presse le premier juillet 2021 dont l'information aurait été confirmée par le Ministère de la Santé : « [D]ans la semaine du 21 au 27 juin, parmi les 44.602 doses administrées en sept jours, l'une a bien été injectée à un sujet déjà vacciné à double reprise dans les mois précédents. Une première! »

Si l'on cherche du côté des données officielles qu'on trouve dans les rétrospectives hebdomadaires de la situation épidémiologique publiées en ligne, aucune troisième dose de vaccination n'aurait été administrée avant le 19 juillet 2021. Les premières indications concernant les troisièmes doses de vaccination datent de la semaine du 19 au 25 juillet où 15 personnes ont reçu une troisième dose. La semaine suivante, entre le 26 juillet et le premier août 2021, 91 personnes ont reçu une troisième dose.

Dans la mesure où les avis du CSMI en question n'ont pas été annoncés ni affichés publiquement par le Gouvernement, tout comme le Gouvernement n'a pas fait de déclaration officielle concernant le lancement de vaccinations « booster », le fait de tomber sur ces informations comme par hasard ou en suivant le fil de l'actualité de la presse m'interroge.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle me faire parvenir les avis du CSMI concernant les recommandations de troisième dose de vaccination ?

2) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que le recours à des vaccinations de troisième dose aurait mérité une déclaration officielle associée à des explications plus amples, afin de faciliter l'accès aux informations des citoyen.ne.s ainsi que des député.e.s du parlement ?

3) Comment la première personne ayant bénéficié d'une troisième dose de vaccin a-t-elle été sélectionnée ? Par quel processus de prise de contact et selon quels critères médicaux exactement ?

4) Comment les personnes ayant par la suite bénéficiées d'une troisième dose de vaccin ont-elles été sélectionnées ? Par quel processus de prise de contact et selon quels critères médicaux exactement ?

5) Quel est le bilan qui a pu être tiré jusqu'à présent des effets d'une troisième dose de vaccination, notamment concernant le renforcement de l'immunité, pour la population concernée ?

6) Combien de personnes ont finalement bénéficié d'une troisième dose de vaccination jusqu'à présent ?

Réponse (08.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les avis du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) sont toujours publiés tel que prévu à l'article 1er, alinéa (2), de la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies (…) et sont disponibles notamment sur le portail santé[11], onglet « espace professionnel », sous-catégorie « le conseil supérieur des maladies infectieuses ». Les avis sont en effet à destination primaire des professionnels de santé et notamment des médecins. Chaque avis est également diffusé par la Direction de la santé aux corps médicaux par courrier électronique, respectivement par fax à ceux qui ne possèderaient pas encore d'adresse e-mail, et depuis la crise Covid-19 également par un système de messagerie instantanée pour 405 médecins qui ont fait le choix de cette voie de communication directe. L'espace professionnel du portail santé n'est pas protégé et donc les avis sont donc en libre accès.

Le Ministère et la Direction de la santé ont régulièrement mentionné la possibilité de la troisième dose de vaccin lors de diverses communications et interventions publiques. Puisque la recommandation du 2 juillet 2021 visait exclusivement des personnes souffrant d'une immunodéficience grave et que ces personnes sont toutes en traitement et suivi médical du fait de leur maladie sous-jacente, la communication a été axée sur les médecins. En effet, c'est les médecins qui peuvent déterminer si un de leurs patients correspond aux critères médicaux énoncés dans l'avis et l'inscrire par la suite sur une liste de vaccination via guichet.lu. Les personnes inscrites de cette façon ont été par la suite contactées individuellement par la helpline santé afin de fixer un rendez-vous dans un centre de vaccination.

En ce qui concerne la recommandation du 7 septembre 2021, elle vise trois catégories de personnes, à savoir :

1. Les personnes vivant en structures d'hébergement pour personnes âgées, peu importe l'âge de la personne ;

2. Toute personne âgée de 75 ans et plus, peu importe son lieu de vie ;

3. Les personnes en dialyse rénale.

L'offre de vaccination a été communiquée aux personnes vivant en structures d'hébergement pour personnes âgées via les directions des structures puisqu'il y a été prévu d'utiliser les équipes mobiles de vaccination de la Direction de la santé pour administrer ces troisièmes doses dans les structures. Avant le passage des équipes mobiles dans les structures, chaque résident a été informé, respectivement sa famille a été informée pour les personnes qui ne sont plus capables de prendre des décisions elles-mêmes, afin d'obtenir le consentement de la personne (ou de la famille) pour le rappel de vaccination.

Pour les personnes âgées de 75 ans et plus vivant en-dehors d'une structure d'hébergement, un courrier personnalisé leur a été adressé pour les informer de l'offre et des possibilités d'accéder à la vaccination (via le réseau de plus de 200 médecins généralistes, ou rendez-vous dans un centre de vaccination, respectivement vaccination sans rendez-vous dans un centre de vaccination).

Enfin, pour les personnes en dialyse, l'offre a été communiquée via les médecins des services de dialyse, où les personnes concernées passent en moyenne trois fois par semaine pour leur traitement.

En ce qui concerne la personne qui a eu le rappel la semaine avant la sortie officielle de l'avis du CSMI, il s'agit d'un cas particulier correspondant entièrement aux critères médicaux de l'avis en préparation du CSMI, mais où il y avait urgence. Ceci peut se présenter notamment en cas de transfert à l'étranger pour un traitement urgent et impossible à réaliser au Luxembourg et, où l'hôpital qui accueille le patient, exige un schéma de vaccination avec rappel, sous peine de refuser le patient.

Il est trop tôt pour tirer un bilan, notamment en ce qui concerne le renforcement de l'immunité, pour la population concernée. L'administration des troisièmes doses est d'ailleurs toujours en cours. La Direction de la santé continue à proposer régulièrement des bilans sérologiques dans les structures d'hébergement des personnes âgées. Ceci permettra d'évaluer sur un plan populationnel l'évolution de l'immunité.

Au 7 octobre 2021, 5.487 personnes ont déjà bénéficié d'une troisième dose.

Question 4975 (16.09.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **comptabilisation des vaccinations pratiquées dans les cabinets médicaux :**

Depuis le lundi 2 août 2021, toute personne âgée de 12 ans et plus a la possibilité de prendre rendez-vous pour la vaccination Covid-19 dans les cabinets de différents médecins généralistes et pédiatres. Cependant, ces lieux de vaccination et le nombre de personnes y ayant été vaccinées ne figurent pas sur le rapport journalier officiel du Gouvernement concernant la situation épidémiologique.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les vaccinations pratiquées dans les cabinets médicaux sont-elles incluses dans le bilan journalier des personnes vaccinées ?

2) Un bilan régulier de la quantité de vaccinations pratiquées dans ces cabinets est-il pratiqué et consultable ?

3) Les médecins libéraux enregistrent-ils les vaccinations pratiquées chaque jour et sont-ils censés enregistrer ces informations afin de les fournir à la Dir4) Sinon, comment est-il tenu compte du nombre de personnes vaccinées au sein des cabinets de médecins libéraux ?

Réponse (21.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les médecins qui vaccinent dans les cabinets médicaux encodent les vaccinations dans le même logiciel qui est utilisé dans les centres de vaccination, les hôpitaux et dans le Impfbus. Toutes les vaccinations effectuées sont donc comptabilisées de la même façon et sont incluses dans le bilan journalier. Toutes les informations sur ces vaccina-

[10] Chiffres août 2021

[11] www.sante.lu

tions sont donc également disponibles pour l'autorité sanitaire.

Il est prévu d'inclure des détails sur les vaccinations dans les cabinets dès que ce mode de vaccination est bien établi. L'implémentation des vaccinations dans les cabinets a été progressive ces dernières semaines, ce notamment en raison des vacances d'été, mais elle tend à progresser actuellement avec la rentrée.

Question 4976 (17.09.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **principe de reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale :**

Après une décision du tribunal pénal central de Madrid du 10 septembre 2021, un ressortissant luxembourgeois, condamné au Luxembourg en 2000 à une peine de 20 ans de prison dont cinq ans avec sursis pour meurtre et tentative d'incendie, est libre de poursuivre sa vie dans le sud de l'Espagne avec sa famille sans contrainte. Les autorités judiciaires luxembourgeoises viennent cependant d'émettre un nouveau mandat d'arrêt européen à son égard.

Le tribunal pénal central de Madrid a décidé que les autorités judiciaires espagnoles ne sont pas en mesure de reconnaître et d'exécuter la décision luxembourgeoise, vu que le justiciable fugitif était mineur au moment des faits commis en 1999. En refusant de reconnaître et d'exécuter la décision luxembourgeoise, les autorités judiciaires espagnoles n'ont pas appliqué le principe de reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne ; principe prévu par la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de situations similaires au sein de l'Union européenne ?

- Est-ce que Madame la Ministre entend aborder ce sujet lors d'une prochaine réunion entre les ministres de la Justice au niveau européen ?

- D'après Madame la Ministre, quelles sont les solutions permettant de remédier, voire prévenir, des situations où le principe de reconnaissance mutuelle prévu par la décision-cadre 2008/909/JAI envers des décisions luxembourgeoises n'est pas appliqué ?

- Y a-t-il eu des situations où le Luxembourg n'a pas appliqué le principe de reconnaissance mutuelle au niveau de l'Union européenne ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ?

Réponse (15.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Je n'ai pas connaissance que des situations similaires se soient déjà produites au sein de l'Union européenne.

Comme au niveau national, le Conseil de l'Union européenne n'évoque pas les affaires pénales en cours. S'y ajoute que, contrairement à ce que la question parlementaire pourrait faire croire et suivant les informations dont je dispose actuellement, le dossier n'est pas définitivement clos.

Contrairement à ce que l'on pourrait comprendre à la lecture de la question parlementaire, la reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale connaît des motifs de non-reconnaissance et de non-exécution, conformément à l'article 9, paragraphe 1er, de la décision-cadre 2008/909/JAI du 27 novembre 2008, de sorte que la reconnaissance mutuelle n'est pas un automatisme. L'article 9, paragraphe 3, prévoit d'ailleurs des consultations à effectuer entre les autorités compétentes des États membres lorsque l'État membre d'exécution envisage la non-reconnaissance d'un jugement, mais ces consultations sont limitées à certains des cas prévus par l'article 9, paragraphe 1er, de la décision-cadre précitée.

Si la reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale devait effectivement connaître des difficultés menant à des situations inadéquates, voire inacceptables, une solution pourrait consister à revoir dans les futures législations au niveau de l'Union européenne, la liste des motifs de non-reconnaissance et de non-exécution prévue par l'article 9, paragraphe 1er, de la décision-cadre précitée, ou, pour le moins, de rendre les consultations entre autorités compétentes obligatoires dans tous les cas où l'État membre d'exécution envisage une non-reconnaissance et une non-exécution.

D'après les informations dont je dispose, le Luxembourg a toujours appliqué le principe de reconnaissance mutuelle lorsque les dispositions de la décision-cadre précitée ont été appliquées par l'État membre d'émission.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Question 4977 (17.09.2021) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Emile Eicher** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **Musée Thillenvogtei :**

Laut Presseinformatioune steet de Musée rural Thillenvogtei zu Randschelt zum Verkaf. Proprietäre wieren ënnert anerem amgaang, mat de Responsabele vun der Gemeng Wal ze verhandelen, fir dass de Musée an d'Hänn vun der Gemeng iwwergeet, dee laut der Madamm Buergermeeschter: „e groussen Deel vum Patrimoine culturel vun der Gemeng ass. En ass schützenswäert an erhalenswäert."

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Kulturministesch stellen:

- Ass Regierung gewëllt ze hëllefen, dass de Musée Thillenvogtei zu Randschelt, deem seng Gebailechkeeten denkmalgeschützt sinn, an déi ëffentlech Hand iwwergeet?

- Wa jo, wéi kéint sou eng Hëllef ausgesinn?

Laut Presseinformatiounen hätt d'Gemeng am Kader vun der Revisioun vun hirem PAG wëlles, de ganze Site an eng Zone de bâtiments et d'équipements publics [BEP] ëmzeklasséieren?

- Wéi eng Inzidenzen a Konsequenzen hätt sou eng Ëmklasséierung op déi zukünfteg Notzung, Ëm- an Ausbau vum Musée respektiv vun all den anere Gebaier?

Réponse commune (25.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

De Musée Thillenvogtei am Duerf Randschelt huet an de leschte Jore bedeitend zur touristescher Attraktivitéit vun der Gemeng Wal an der ganzer Regioun bäigedroen. D'Weiderféieren, respektiv den Ausbau vun den touristeschen Aktivitéiten am Musée Thillenvogtei, si virun dësem Hannergrond begréissenswäert. Deemno wäert d'Generaldirektioun fir Tourismus am Kader vum „plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique" weiderhin Investitiounen, déi dozou bäidroen, dat „klengsten Duerf aus dem Land" touristesch ze positionéieren, encouragéieren a finanziell ënnerstëtzen. Gekoppelt un e konkreet Konzept, wéi beispillsweis déi touristesch Exploitatioun vum Site, kéint d'Acquisitioun vum Musée Thillenvogtei bei enger entspriechender Demande am Kader vum Fënnef-Jores-Programm op d'Lëscht vun de Projete mat enger regionaler Envergure opgeholl a finanziell ënnerstëtzt ginn.

De Kulturministère huet de Musée Thillenvogtei an der Vergaangenheet finanziell am Kader vu kulturelle Projeten ënnerstëtzt a konnt déi Responsabel beim Ausschaffe vu museologesche Konzepter berodend zur Säit stoen. Dës Ënnerstëtzungsmesuren- a Méiglechkeete stinn dem Musée och an Zukunft zur Verfügung.

Am Kader vun der Refonte vum Plan d'aménagement général (PAG) huet d'Gemeng Wal effektiv virgesinn, fir de betraffenen Terrain an eng „zone de bâtiments et d'équipements publics" ëmzeklasséieren. Dëst bedeit, datt all spéidere Projet, dee baugeneemegungsflichteg ass, sech un d'Dispositioune muss halen, déi fir dës Zone virgesi sinn.

Question 4978 (17.09.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **règles d'entrée depuis le Royaume-Uni :**

Sou wéi et mir zougedroe gouf, riskéiere Leit, déi aktuell aus dem Vereenegte Kinnekräich op Lëtzebuerg wëllen areesen, datt hinnen den Zougang zum Fliger verweigert gëtt, och wann si geimpft oder geheelt sinn, well Lëtzebuerg kee brittesche Covidzertifikat akzeptéiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Pabeiere musse Leit aus Drëttlänner am Bezuch op de Covid-19 virweisen, wann si op Lëtzebuerg wëllen areesen? Wéi wäit kënne Reesender an esou engem Fall op de klasseschen Impfpass vun der WHO zréckgräifen?

2. Applizéiert Lëtzebuerg fir déi eenzel Drëttstaate jeeweils eng entspriechend bilateral oder eng standardiséiert Prozedur? Falls ënnerschiddlech Modalitéiten applizéiert ginn, kann d'Regierung dann déi genee Reesbestëmmunge fir d'Vereenegt Kinnekräich elaboréieren? Wou kënnen d'Leit sech iwwert déi entspriechend Dispositiounen informéieren?

3. Entsprécht déi lëtzebuergesch Virgoensweis vis-à-vis vum Vereenegte Kinnekräich enger Standardprozedur op EU-Niveau?

Réponse commune (15.10.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Wat d'Arees aus Drëttstaate betrëfft, sou setzt Lëtzebuerg déi ofgeännert Recommandatioun 2020/912 vum Rot vun der EU ëm, dëst iwwert dat ofgeännert groussherzoglecht Reglement vum 20. Juni 2020. Aktuell kann een nëmmen ënner bestëmmte Konditiounen aus engem Drëttstaat op Lëtzebuerg areesen. Erlaabt ass d'Arees fir Awunner aus Länner, déi op der Lëscht vum Artikel 2bis vum Reglement stinn oder fir Reesender, déi ënnert d'Ausname vum Artikel 2 falen. Geméiss dem Artikel 2ter ass d'Arees aus Drëttlänner, fir déi eng Equivalenzdecisioun vun der Europäescher Kommissioun virläit, och erlaabt, wann den néidegen 3G-Certificat matgeféiert gëtt. Doriwwer eraus ass fir all Deplacement op Lëtzebuerg mam Fliger den Noweis vun engem unerkannten 3G-Certificat néideg. Niewent engem „geimpft"- oder „geneesen"-Certificat, kann och een negativen TAAN-Test, dee manner wéi 72 Stonnen al ass, oder een TAR-Test, dee manner wéi 48 Stonnen al ass, virgewise ginn. Akzeptéiert ginn an deem Fall just Tester, déi vun engem Laboratoire oder engem Organ, dat duerfir zoustänneg ass, realiséiert goufen, an déi Tester musse gülteg sinn, wann een an de Fliger klëmmt.

En Dokument vun der WHO ass am Prinzip an all deene Fäll net relevant.

ad 2. Fir den Ament (Stand Ufank Oktober 2021) applizéiert Lëtzebuerg keng spezifesch bilateral Prozedur, wann et ëm d'Unerkenne vun 3G-Certificaten aus Drëttstaate geet, well dat gesetzlech net virgesinn ass. Fir d'Vereenegt Kinnekräich huet d'Kommissioun nach keng Decisioun zur Equivalenz ausgestallt, och wanntechnesch Diskussiounen zu deem Sujet lafen.

Déi offiziell Informatiounen zu den entspriechende Reesdispositioune kënnen op https://covid19.public.lu/ consultéiert ginn.

ad 3. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 1.

Question 4980 (17.09.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés aux clubs et associations sportifs :**

Betreffend de reguläre Subsiden un d'Sportsveräiner a Sportorganisatioune géif ech gären dës Froen un den Här Sportminister stellen:

1. Wéi héich ass de globale Subsid, deen un d'Sportsveräiner an d'Sportorganisatiounen ausbezuelt gouf an de Joren 2019 an 2020?

2. Wat fir eng Sportsveräiner resp. Sportorganisatioune kruten ee Subsid accordéiert a wéi héich ass dëse Betrag am Eenzelen?

3. Op wat fir enger gesetzlecher Basis oder no wat fir engem Krittär ginn dës Subsiden accordéiert?

4. Wat fir ee Betrag gouf an de Joren 2019 an 2020 reegelméisseg ausbezuelt un déi verschidden Organisatiounen, opgrond vu Konventiounen, a wéi héich ass dëse Betrag?

5. Goufen an dëse Joren och aussergewéinlech Subsiden ausbezuelt un eenzel Sportorganisatiounen oder Veräiner?

Réponse (19.10.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Mat der parlamentarescher Fro freet den éierbaren Deputéierten no de reguläre Subsiden, déi an de Joren 2019 an 2020 un d'Sportsveräiner an Sportorganisatiounen ausbezuelt goufen. Virop wëll ech emol op déi verschidden Aktivitéitsrapporte vum Sportsministère verweisen, déi der Chamber zougestallt ginn, an absënns och op meng Äntwert vum 3. November 2020 op déi parlamentaresch Fro N° 2889 iwwert spezifesch Subsiden, déi un d'Sportsfederatiounen ausbezuelt gi sinn, respektiv da meng mëndlech Äntwert vum 20. Januar 2021 op déi erweidert Fro N° 0065.

Op déi konkreet Froe vum honorabelen Deputéierten da ginn et follgend Äntwerten:

ad 1. Am Joer 2019 sinn am Ganze ronn 9.400.000 Euro an 2020 ronn 12.900.000 Euro un déi agreéiert Sportsfederatiounen an hir affiliéiert Veräiner gaangen.

ad 2. Am Joer 2019 hu 55 agreéiert Sportsfederatioune ronn 5.900.000 Euro u Subventioune kritt an 3.500.000 Euro sinn u 608 affiliéiert Sportsveräiner ausbezuelt ginn.

Fir 2020 hunn insgesamt 56 affiliéiert Sportsfederatioune ronn 6.100.000 Euro ausbezuelt kritt an opgrond vun 1.595 Demandë si ronn 6.800.000 Euro un d'Veräiner ausbezuelt ginn. Opgrond vun de sëllege Subsiden aus dem éischte Plan de relance konnten effektiv verschidde Sportsveräiner e puer Demandë maachen.

ad 3. D'Subsiden, déi de Sportsministère un déi eenzel Sportsfederatiounen a Veräiner ausbezilt, baséieren op Dispositiounen aus dem ofgeännerte Sportsgesetz vum 3. August 2005, op dem ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 23. Dezember 2016 betreffend Subsiden, déi un d'Sportsveräiner ausbezuelt ginn, an, fir d'Joer 2020, op Dispositioune vum Plan de relance „Restart Sports", deen den 29. Mee 2020 vum Regierungsrot ugeholl gouf.

ad 4. Opgrond vu Konventiounen tëschent dem Sportsministère an de Sportsfederatiounen, déi et am Beräich vum administrativen an technesche Personal, an dem Nation Branding ginn, si fir 2019 am Ganzen 3.515.000 Euro u 25 Federatioune bezuelt ginn an 2020, ronn 4.160.000 Euro u 25 Federatioune gaangen. Et sief dobäi bemierkt, dass den Nation Branding eréischt zënter 2020 an d'Attributioune vum Sportsministère fält.

ad 5. Fir Participatiounen un europäesche Kompetitioune si fir 2019 am Ganze ronn 142.000 Euro u 26 Veräiner bezuelt ginn an 2020, dann 110.000 Euro un 13 Veräiner. Dës Subside sinn op Basis vun engem detailléierten Decompte ausbezuelt ginn.

Question 4981 (17.09.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **mesures sanitaires en vigueur dans l'enseignement supérieur :**

Suite à l'adoption de la plus récente loi « Covid » par la Chambre des Député-e-s en date du 14 septembre 2021, des assouplissements en matière de mesures sanitaires ont été opérés dans l'enseignement fondamental et secondaire, le but en étant de faciliter les interactions et la communication entre les élèves et les enseignants. Ainsi, le nouveau dispositif sanitaire Covid-19 (« Stufeplang ») préconise une réduction maximale de l'obligation de port du masque et abolit les restrictions concernant les réunions et la taille des groupes. Le dispositif est notamment censé assurer un maximum de normalité pour tous les membres de la communauté scolaire, tout en maintenant un niveau de protection flexible et adéquat par rapport à la situation épidémiologique.

Alors que les niveaux d'enseignement fondamental et secondaire ont ainsi connu un assouplissement des restrictions, il nous a été signalé que le domaine de l'enseignement supérieur reste soumis au régime plus strict de mesures sanitaires tel qu'il était en vigueur au cours de l'année académique écoulée. De ce fait, l'organisation de l'enseignement présentiel y demeure gravement entravée, par exemple en ce qui concerne le nombre maximal de personnes par salle de cours ou encore par l'obligation permanente de port du masque.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Pourquoi existe-t-il une différence si marquée entre le niveau de restrictions sanitaires aux niveaux d'enseignement fondamental/secondaire et supérieur ?

2) La mise en place d'un dispositif sanitaire spécifique pour l'enseignement supérieur est-elle prévue ? Dans l'affirmative, quel est le délai prévu et quelles en seront les dispositions ?

Réponse (14.10.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

En réponse à la question parlementaire sous rubrique, il importe de préciser tout d'abord que les universités se distinguent sensiblement des écoles tant par l'organisation de leur enseignement que par la composition de leur communauté. Le corps étudiant et enseignant est international et il n'y a pas de groupes de classe fixes. L'Université du Luxembourg a toujours développé ses protocoles sanitaires nécessaires pour répondre aux besoins de l'institution, ceci conformément aux mesures légales et en concertation avec le ministère de tutelle.

Depuis le semestre d'hiver 2021-2022, l'Université du Luxembourg vise le retour progressif à l'enseignement normal, c'est-à-dire en présentiel, tout en assurant un maximum de sécurité sanitaire sur ses campus.

L'année académique a commencé en mode présentiel hybride, car il était important de permettre à un maximum des étudiants, notamment aux nouveaux étudiants étrangers, de se faire vacciner contre la Covid-19. Le bus de vaccination a été présent sur les campus à plusieurs reprises à cette fin.

Parallèlement, un nouveau protocole sanitaire permettant d'utiliser de nouveau pleinement les amphithéâtres et salles de cours et donc de revenir à l'enseignement présentiel a été soumis à la Direction de la santé pour avis. Ainsi, il est proposé de mettre fin à la distanciation sociale dans les cours le plus rapidement possible. Cependant, le port de masques sera toujours nécessaire à l'intérieur des bâtiments de l'Université.

L'Université est actuellement en discussion avec les autorités publiques pour définir les modalités de ce protocole et pour permettre à la communauté universitaire de retrouver sa vie de campus normale le plus rapidement possible.

Question 4982 (20.09.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **plan de gestion annuel du domaine forestier :**

All Joer musse Gemengeréit am Land de „plan de gestion annuel du domaine forestier" stëmmen, opgestallt vum Fierschter a laut deem dann de Bësch fir dat kommend Joer bewirtschaft gëtt. Doriwwer steet de „plan d'aménagement pluriannuel" vum ëffentleche Bësch.

Laut mengen Informatiounen hätt den Ëmweltministère de Fierschteren elo virgeschriwwen, si missten hir Pläng ëm 40 % reduzéieren, si dierfen deemno just 60 % aus de Gemengebëscher eraushuele vun deem, wat eigentlech geplangt war.

Hannergrond wier, dass den Ëmweltministère gären hätt, dass Bëscher méi resilient ginn a méi Holz (besonnesch héich Stämm) an de Bëscher bleift (Mikroklima, Temperatur, Biomass, CO_2-Späicher etc.). Landeswäit sollen net déi normal 120.000 m³ Holz aus den ëffentleche Bëscher geholl ginn, mee just 60.000 m³, dovu minus 40 % fir de Gemengebësch.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass d'Plans d'aménagement vun de Gemengebëscher - déi geneemegt sinn - vun de Fierschteren net dierfen exekutéiert ginn?

- Wéi ass déi juristesch Situatioun ze verstoen, wann eng Gemeng wëllt, dass hire Plan d'aménagement agehale gëtt, an de Minister net?

- Wisou hëlt d'Regierung elo dës Entscheedungen, ouni mat de Gemengen ze schwätzen, a waart net of, bis déi nächst Plan-d'amenagementen opgestallt ginn?

- Wann d'Regierung entscheet, dass manner Ertrag aus dem Gemengebësch soll fléissen, ass si dann och bereet, déi lafend Personalkäschten - déi net kënne reduzéiert ginn - ze iwwerhuelen?

- Wéi gesäit d'Madamm Minister d'Zukunft vun de Lëtzebuerger Bëscher, a vun den ëffentleche Bëscher am Besonneschen, a Saachen Holzertrag? Sinn déi gewënschte minus 40 % just fir 2022?

- Ass d'Madamm Minister net méi der Meenung, dass Lëtzebuerg op den Holzbau aus eegener Produktioun setze soll an dass et besser ass, déi einheimesch Hëlzer bleiwen als Biomass an eise Bëscher stoen?

- Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass all Plans d'aménagement vun de Gemenge manner Holz aus de Bëscher eraushuele wéi Holz nowiisst - an domadder de Krittär vun der Nohaltegkeet vun de Bëscher och ouni Reduktioun vum Holzertrag geséchert ass?

- Gëtt et Recommandatioune fir privat Bëschbesëtzer?

Réponse (03.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Opgrond vun der Multiplikatioun vun den extreeme Klimaereegnesser vun 2018, 2019 an 2020 an de Konsequenzen op d'Gesondheet an de Schutz vun eise Bëscher huet d'Naturverwaltung d'Héicht vun der Possibilitéit, dem optimalen Holzaschlag an den ëffentleche Bëscher, souwéi en an de „Plans d'aménagement" an de leschten zéng Joer gerechent ginn ass, an enger Etüd kritesch hannerfrot. Dofir gouf eng Biomassetüd mam Titel „Étude du potentiel de la biomasse forestière récoltable au Luxembourg" 2020 vun der Naturverwaltung realiséiert op Basis vun den Donnéeë vum zweeten Inventaire forestier national (https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur/forets/Etude-du-potentiel-biomasse-forestiere-Luxembourg.pdf).

D'Konklusiounen aus dëser Etüd weisen, datt Virsiichtsmoossnamen ergraff musse ginn. D'Etüd berechent, datt net méi wéi 60 % vun der Biomass vum natierlechen Zouwuess vun eise Lafholzbëscher soll genotzt ginn, wa mir eis Bëscher an engem gudden Zoustand erhalen an hir Resilienz erhéije wëllen, fir datt si dem Klimawiessel besser standhalen an hir Funktioun als CO_2-Späicher optimal erfëlle kënnen.

An de „plans d'aménagement", déi virun 2020 erstallt goufen, sinn d'Follge vum Klimawiessel, sou wéi mir se an de Joren 2018-2020 kenne geléiert hunn, nach net consideréiert ginn. An deene meeschte „Plans d'aménagement", déi bis 2020 opgestallt goufen, ass d'Possibilitéit sou berechent, datt den Holzertrag an d'Altersverdeelung vun de Beem am Equiliber bleift. Wann den Equiliber erreecht ass, läit d'Possibilitéit ronn 10-20 % ënnert dem Holzzouwuess fir déi natierlech Mortalitéit, technesch Problemer an d'„perte d'abattage" auszegläichen. Wann ze vill jonk Beem an de Bestänn sinn, gëtt d'Possibilitéit erofgesat, an ëmgedréint gëtt se eropgesat, fir de Bësch ze verjüngen, wann net méi genuch jonk Beem an de Bestänn sinn.

Eis Bëscher sinn duerch déi Dréchenten extreem geschwächt ginn an doduerch ass den Zouwuess an deene leschte Joren zeréckgaangen. Dofir huet d'Naturverwaltung als Virsiichtsmoossnam decidéiert, dass d'„Plans d'aménagement" net esou exekutéiert gi sollen, wéi se geplangt waren, mee dass den Holzaschlag an de Lafholzbëscher an deenen nächste Joren op 60 % vum gerechenten Holzzouwuess soll reduzéiert ginn.

Déi järlech Plans de coupe sinn an deem Sënn adaptéiert ginn an de Proprietäre vun den ëffentleche Bëscher ënnerbreet ginn. Déi järlech Gestiounspläng sinn eng Propositioun vun der Naturverwaltung a ginn da vun de Bëschproprietäre beurteelt an autoriséiert. Dem Proprietär säin Accord gëtt also all Joer an der Saach gefrot, mat der Recommandatioun, wa méiglech aus Virsiichtsgrënn déi 60 % vum Holzzouwuess an de Lafholzbëscher net ze iwwerschreide bis zur Revisioun vum „Plan d'aménagement décennal".

ad 2. Juristesch gesi kann eng Gemeng d'Realisatioun vum „plan d'aménagement" ufuerderen. Ze bemierken ass awer, datt de „plan d'aménagement" virun allem een Niveau vum Holzaschlag berechent, deen op kee Fall iwwerschratt soll ginn. Den Holzaschlag, deen an de „plans d'aménagement" gerechent gëtt, ass een optimalen Holzaschlag, deen op dem Prinzip vun der Nohaltegkeet berout an esou berechent gëtt, dass eng optimal Entwécklung vun de Bëscher erméiglecht gëtt an et domat erlaabt, dass de Bësch seng villfälteg Servicer nohalteg erfëlle kann an den Ökosystem Bësch op Dauer bestoe bleift. Et ass der Naturverwaltung hir Aufgab, d'Bëschproprietären ze beroden an dorops hinzeweisen, dass duerch déi klimatesch Veränerungen d'Bëschgestioun muss adaptéiert ginn.

Kee Klimamodell hat déi extreem Klimaevenementer vun de leschten dräi Joer mat esou engem héije kuerzfristegen Impakt op d'Bëscher esou zäitno virgesinn. Mir sinn also an enger Krisesituatioun, wat d'Bëschgesondheet ubelaangt, déi et erfuerdert, datt mir och kuerzfristeg drop reagéieren, fir den Ökosystem Bësch net nach zousätzlech ze schwächen. An Zukunft wäerten duerch d'Auswierkunge vum Klimawiessel d'Onsécherheeten am Bësch zouhuelen. Dëser Tatsaach muss bei den zoukënftege Bëschplanunge méi Rechnung gedroe ginn. Eis Gesetzgeebung, wat d'„plans d'aménagement" betrëfft, gëtt zurzäit am Kader vum neie Bëschgesetzesprojet iwwerschafft, fir adaptiv Kurskorrekture bei der Bëschplanung zouzeloossen.

ad 3. D'Ausmooss vun de Klimaevenementer erlaabt eis et net, bis op déi nächst Revisioun vun de „Plans d'aménagement" ze waarden. D'Ofstierwe vun de Buchen an de Fichten ass vun 2 op 10 % an nëmmen zwee Joer geklommen. Déi Virsiichtsmoossnamen, déi ergraff gi sinn, fir eis Bëschökosystemer ze stabiliséieren, sinn urgent an noutwendeg.

Déi aktuell Situatioun vun eise Bëscher an déi weider geplangte Schrëtt, fir d'Resilienz vun eise Bëscher ze stäerken, goufen am Bëschresilienzworkshop vum 21. Juni 2021 am Ëmweltministère virgestallt an diskutéiert. Do war och de Syvicol invitéiert.

ad 4. Déi ëffentlech Bëscher sinn een allgemengt Gutt, mat deem déi ëffentlech Proprietären am Sënn vun der Allgemengheet pfleglich sollen ëmgoen. Dat ass och mat Käschte verbonnen. D'Bëschproprietäre mussen alleguer mat den Auswierkunge vun de rezente Klimaevenementer eens ginn an et dierf a priori net am Interessi vun engem Bëschproprietär sinn, op d'Realiséierung vun engem geplangten Holzaschlag ze bestoen, wa gewosst ass, dass d'Mortalitéit vun de Beem an de Bëscher zougeholl huet an d'Bëscher an hir Funktiounen duerch dësen Holzaschlag nach zousätzlech geschwächt ginn.

Ze bemierken ass och, datt den Ertrag vun de Bëscher meeschtens nëmmen op Basis vum Holzverkaf berechent gëtt. Wëssenschaftlech Etüde beleeën awer, datt den Holzverkaf nëmmen 20 % vun alle Wäerter duerstellt, déi de Bësch generéiert. Déi aner sozial an ekologesch Wäerter si schonn 1997 op méi wéi 250 EUR/ha/Joer estiméiert ginn (Revue Nature R.Costanza).

ad 5. Nei Klimamodeller sinn an der Ausaarbechtung. D'Warscheinlechkeet vun enger weiderer Verschlechterung vun de Konditioune fir de Bësch si grouss. Dofir schafft d'Naturverwaltung u Moossnamen, fir d'Resilienz vun de Bëscher ze stäerken, well eis Bëscher sinn och e wichtege Partner am Erreeche vun der Klimaneutralitéit. D'Zil vun der Resilienzerhéijung ass, datt de Bësch sech no enger Stéierung nees schnell erhëlt, fir datt all déi ekologesch, sozial an ekonomesch Servicer vun de Bëscher oprechterhale kënne ginn.

Déi Moossname betreffen insgesamt de Schutz vun de Beem a vum Bëschbuedem, a méi detailléiert d'Erhéijung vun der Diversitéit vun de Beem an der Struktur vun de Bëscher, d'Erhale vun enger maximaler Iwwerschiermung, méi eng schounend Notzung vun de Beem asw. Dofir wäerten déi Virsiichtsmoossnamen, wat den Holzaschlag betrëfft, nach eng länger Zäit néideg sinn a musse villäicht och an Zukunft bäibehale ginn.

ad 6. Op Basis vun den Donnéeën aus dem Inventaire forestier national wësse mir, datt all Joer an eise Bëscher ronn 760.000 m³ Holz zouwuessen, dovun 339.000 m³ Lafholz a 421.000 m³ Nolenholz. Den Holzaschlagpotential op Basis vun de Critèrë vun der Biomassetüd gouf insgesamt op 519.000 m³/Joer geschat, dovun 209.000 m³ Lafholz an 310.000 m³ Nolenholz. Den Holzpotential aus eise Bëscher ass also ganz grouss fir den Holzbau, dee weiderhi vun der Regierung promouvéiert gëtt. Eng Reaktualisatioun vun der Berechnung ass fir 2024 geplangt, wann déi nei Donnéeë vum drëtten Inventaire forestier national virleien.

ad 7. Den Holznowuess an de bewirtschaften ëffentleche Bëscher läit an der Moyenne bei insgesamt 320.000 m³/Joer (205.000 m³ Lafholz an 115.000 m³ Nolenholz). Den Tableau mat den Donnéeë vum Holzaschlag aus den ëffentleche Bëscher an de leschten zéng Joer weist ganz kloer, datt den Holzaschlag ënnert dem Nowuess leit. Den Holzaschlag situéiert sech relativ no beim ausgerechente Potential vu 60 % vum Nowuess (118.000 m³/Joer Lafholz + 80.000 m³/Joer Nolenholz). Jore mat méi engem héijen Aschlag ware meeschtens bedéngt duerch méi intensiv Verjüngungsmoossnamen an ale Lafholzbëscher oder duerch Kalamitéiten an de Nolenholzbëscher (Wandfall, Borkenkäfer).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 8. D'Recommandatioune fir d'Bëschgestioun fir privat Bëschbesëtzer ginn duerch den Aarbechtsgrupp „Bëschresilienz" ausgeschafft. Dëse Grupp, dee seng Aarbecht am Kader vum Programme forestier national ënnert der Leedung vun der Naturverwaltung säit Juni 2021 opgeholl huet, ass zesummegesat aus allen Intressevertrieder vum Bësch, inklusiv vum Lëtzebuerger Privatbësch. Éischt Resultater vun dësem Aarbechtsgrupp gi fir Enn 2021 erwaart.

Ze bemierken ass awer och, datt schonns eng Rei vu Moossname vun der Regierung ergraff goufen, notamment:

- een neit Bëschgesetz mat noutwendege Schutzmoossnamen ass um Instanzewee,
- eng finanziell Ënnerstëtzung fir privat Bëschbesëtzer fir eng naturno, klimagerecht Gestioun vun hire Lafholzbëscher (Prime Klimabonusbësch) säit 2021,
- eng änlech Moossnam fir Gemengebëscher am Naturpakt,
- d'Iwwerschaffe vun de finanzielle Bäihëllefe fir d'Realisatioun vu klimagerechten Aarbechten am Bësch (Mëschplanzungen ...)
- en neien Tool um Geoportail fir eng standuertgerecht Bamaartewal fir Enn 2021.

Question 4985 (20.09.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **transport scolaire :**

E Freideg, de 17. September huet d'Akerbauschoul zu Gilsdref hire Betrib ugefaangen. Dëst huet mat sech bruecht, datt all d'Schüler um Wee fir an déi nei Akerbauschoul mam reguläre Service vum ëffentlechen Transport mat Zäiten do konnte sinn. Mee bei Schoulschluss goufen et eng Rei vu Schwieregkeeten, eenzel Schüler hu ronn zwou an eng hallef Stonn gebraucht, ier se doheem waren, bei anere Schüler hunn d'Elteren se souguer missen an d'Akerbauschoul siche fueren.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir Mobilitéit riichten:

1. Wéi ass hei den ëffentleche Schoultransport organiséiert?

2. Jee nodeem, wat fir eng Klassen déi eenzel Schüler besichen, kënnt et vir, datt si zu ongereegelten Zäite Schoulschluss hunn, dréit hei den ëffentleche Schoultransport dëser Situatioun Rechnung?

Réponse (08.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Retour vun de Schüler aus der neier Akerbauschoul zu Gilsdref ass esou organiséiert:

ad 1. Fir d'Majoritéit vun de Schüler (Cycle inférieur), déi vun 8.15 Auer bis 14.20 Auer Schoul hunn, fuere Bussen ëm 14.30 Auer beim L.T.A. fort, huelen dann an der rue Merten beim LCD (14.42 Auer) déi Schüler mat a fueren dann an d'Regioun.

ad 2. Fir déi aner Schüler sti jeeweils no Schoulschluss Bussen op zwou Linnen zur Verfügung, déi se entweeder op Dikrech/Ettelbréck, Gare (Linn 547) oder Miersch, Gare (Linn 548) bréngen. Vun do aus mussen déi Schüler dann de regulären ëffentlechen Transport benotzen. Dëst gëtt och op anere Campussen esou änlech gehandhaabt.

Question 4987 (20.09.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **aides pour les associations :**

Wéinst de Repercussioune vun der Covid-19-Pandemie ginn d'Sportsveräiner bis Enn dës Joers weider finanziell vum Staat ënnerstëtzt. Pro Lizenz kréien d'Clibb beispillsweis 20 Euro Subsid, mat engem Minimum vun 250 Euro. Doriwwer eraus, an dat ass dëst Joer nei, kréien d'Eltere vu Kanner a Jugendleche bis 16 Joer e Bong vu 50 Euro, wa se e Kand an engem Sportsveräin aschreiwen. Dëse Bong gëtt bei deem respektive Club fir d'Aschreiwung ageléist. De Sportsveräi sengersäits kritt de Betrag vu 50 Euro da vum Sportsministère iwwerwisen. Iwwert dëse Wee sollen d'Sportsveräiner finanziell ënnerstëtzt ginn an dës Moossnam soll och dozou bäidroen, dass d'Clibb weider nei Membere kréien.

An deem Kontext sief drun erënnert, dass et am Beräich vum Benevolat och vill aner Associatiounen - ausserhalb vum Sportberäich - gëtt, déi wärend der Pandemie vill fir de Bien-être vu Kanner a jonke Leit bis 16 Joer geleescht hunn. Als eent vu ville méigleche Beispiller sief de Scoutismus genannt, an deem FNEL a Lëtzebuerger Guiden a Scouten (LGS) eng ronn 8.000 Memberen zielen.

Virum Hannergrond vun der konsequenter Ënnerstëtzung vun de Sportsveräiner duerch hiren zoustännege Ministère wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister an un den Här Educatiounsminister stellen:

- Sinn d'Madamm an den Här Minister der Meenung, dass Associatiounen ausserhalb vum Sportberäich, déi wärend der Pandemie vill fir de Bien-être vu Kanner a jonke Leit bis 16 Joer geleescht hunn a weider leeschten, misste finanziell ënnert d'Äerm gegraff kréien?

- Wa jo, wéi gedenke si, dëse Veräiner déi néideg Hëllef zoukommen ze loossen, vu wéini un an a wéi enger Héicht?

- Wann nee, firwat net?

Réponse (09.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Educatiouns-, Kanner- a Jugendministère (MENJE) finanzéiert iwwert dat ganzt Joer ewech, an dëst och wärend der ganzer Period vun der Pandemie, via Konventiounen Associatiounen, déi mat hire Servicer am Kanner- a Jugendberäich aktiv sinn.

Alleguerten déi Servicer ware quasi onënnerbrach wärend der Pandemie aktiv. Déi finanziell Moyenen, déi de MENJE souwuel an Infrastrukturen, Material, Personal vun de Servicer wéi och an d'Kanner an déi Jonk investéiert, gi kontinuéierlech erop. D'Zil vum MENJE war an ass, datt d'Kanner an déi Jonk, op eng konstant Aart a Weis, vu qualitative Servicer profitéiere kënnen. Dës Regularitéit kann nëmmen erreecht ginn, wann och e permanente Suivi, sief dee mënschlech, materiell oder finanziell, assuréiert gëtt: D'Servicer musse sech am Laf vun hiren Aktivitéiten op eng gewësse Stabilitéit vun den Ënnerstëtzunge verloosse kënnen.

Dës Veräiner ginn elo schonn duerch reegelméisseg a kontinuéierlech Konventiounen ënnerstëtzt. Well d'Aktivitéite vun de Veräiner am Kanner- an am Jugendberäich wärend dem ganze Joer 2020, nieft dem Confinement um Ufank vun der Pandemie an zwou Wochen zum Schluss vum Joer 2020, mat den autoriséierte Restriktiounen op waren an d'Kanner an déi Jonk weiderhin un deenen Aktivitéiten deelhuele konnten, hu vill Veräiner wéi zum Beispill d'Scoutsmouvementer keen Abroch vun hire Memberen ze verzeechnen. Am Géigendeel sinn hir Memberschaften eropgaangen.

D'Evolutioun vun de finanzielle Besoine vun Associatiounen, déi mat hire Servicer am Kanner- a Jugendberäich aktiv sinn an déi via Konventioun vum MENJE ënnerstëtzt ginn, gëtt reegelméisseg am Austausch mat de jeeweilege Strukture gekuckt an, wann noutwenneg, ugepasst.

Question 4988 (20.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**impact d'un éventuel déploiement de mercenaires russes au Mali :**

De 27. August si 15 Lëtzebuerger Zaldoten an de Mali geflunn, fir do vu Koulikoro aus véier Méint laang un der Missioun EUTM 2021-03 deelzehuelen. Laut der Noriichtenagentur Reuters ass de Regimm am Mali amgaangen, mam russesche Söldnertrupp „Wagner" iwwert eng méiglech Ënnerstëtzung vun der malescher Arméi ze verhandelen. De Ministerpresident vum Mali huet dës Meldung weeder dementéiert nach affirméiert.

De Kanzlerkandidat vun der CDU an d'Kandidatin vun de Gréngen aus Däitschland hunn an Interviewe

kloer gemaach, dass den Asaz vu russesche Söldner kéint ee Réckzuch vun den däitschen Truppen aus dem Land bedeiten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Informatiounen, iwwert déi aktuell Situatioun am Mali an eng eventuell Ënnerstëtzung vun der malescher Arméi duerch russesch Söldnertruppen, huet Lëtzebuerg virleien?

2. Falls sech d'Noriicht iwwert den Asaz vu russesche Söldner am Mali sollt bestätegen, wäert Lëtzebuerg den Asaz vun eisen Zaldoten am Mali fréizäiteg ofbriechen?

Réponse commune (21.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg suivéiert aktiv d'politesch Situatioun am Mali a concertéiert sech momentan mat sengen europäesche Partner iwwert den Impakt, deen e private Kontrakt tëschent de maleschen Transitiounsautoritéiten a russesche Sëldnertruppen hätt. D'EU-Delegatioun zu Bamako huet viru Kuerzem eng Demarche beim maleschen Ausseministère gemaach, fir géint eng eventuell Ënnerstëtzung vun der malescher Arméi duerch russesch Sëldnertruppen ze warnen. Déi verschidden Demarchen, déi vu westleche Partner a vun der Westafrikanescher Wirtschaftsgemeinschaft (CEDEAO/ECOWAS) gemaach goufen, schéngen déi malesch Autoritéite fir de Moment iwwerzeegt ze hunn. Zu dësem Zäitpunkt hunn d'malesch Transitiounsautoritéiten ëffentlech matgedeelt, dass et weeder zu engem Kontrakt mam Wagner-Grupp komm wier nach dass konkreet Gesten an dës Richtung geholl gi wieren, mee dass si sech d'Recht behalen, ze decidéieren, mat wiem si schwätze wëllen a sech all Optiounen ophalen, well d'Sécherheetssituatioun vun hirem Land momentan hir dréngendst Prioritéit ass.

ad 2. D'Lëtzebuerger Arméi ass am Mali en Deel vun internationale Missiounen, wat mat sech bréngt, dass d'Decisiounen iwwert d'Zukunft vun de respektive Missioune wäerte vun der UNO an der EU getraff ginn. Am Fall, wou d'malesch Autoritéiten op russesch Sëldner zréckgräife géifen - wat zum haitegen Zäitpunkt hypotheetesch ass - géif Lëtzebuerg sech aktiv un deenen Decisioune bedeelegen a sech fir e Réckzuch ausschwätzen, well d'Präsenz vu russesche Sëldner net kompatibel wier mat de fundamentale Wäerter, déi z. B. d'Missioun EUTM probéiert ze vermëttelen un dat auszebildend malescht Militär.

Question 4989 (20.09.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **prise de rendez-vous pour un IRM :**

Wéi et aus engem Lieserbréif am „Luxemburger Wort" vum 20. September 2021 ervirgeet, misst ee Fach- an Informatikswësse matbréngen, fir sech iwwerhaapt mol kënnen e Rendez-vous fir en IRM unzefroen. Esou beschreift d'Persoun an hirem Schreiwes, wéi se vum Sekretariat „Radiologie" vum Groupe HRS gesot krut, se misst sech selwer e Rendez-vous iwwert Doctena/Internet huelen, fir net grad dee leschtméiglechen Datum ze kréien. Nieft dem Informatikswëssen, dat ee misst matbréngen, wier et net nëmmen eng medezinnesch Erausfuerderung, fir emol fir d'éischt dee richtegen IRM ze fannen, mee et géif een och klinesch Detailer gefrot ginn, déi een als Patient oft net wéisst. Nodeems d'Dokument dann ausgefëllt wier, misst een et dann un d'Klinik per E-Mail schécken, wat fir e puer Leit net esou einfach wier wéi fir anerer. An deem Sënn freet d'Verfaasserin vum Lieserbréif sech, ob net jiddereen déi selwecht Rechter a Méiglechkeet op medezinnesch Hëllef zu Lëtzebuerg hätt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, aus wéi engem Grond een iwwert Doctena méi schnell e Rendez-vous kritt fir en IRM am Groupe HRS, wéi wann een deen direkt am Sekretariat ufreet?

2. Wëssend, datt et Leit ginn, déi net esou gutt mat informatesche Mëttele kënnen ëmgoe wéi anerer oder tout court keng besëtzen, ass d'Regierung der Meenung, datt soumat jiddereen d'Méiglechkeet op medezinnesch Hëllef huet zu Lëtzebuerg?

3. Aus wéi engem Grond muss ee beim Ausfëlle vun der Online-Ufro medezinnesch Detailer uginn? Ass d'Regierung sech bewosst, datt et Patiente ginn, déi dës Detailer net hunn?

4. Opgrond vun dëse Punkten ass d'Regierung der Meenung, datt d'Prozedur misst iwwerschafft ginn, fir en IRM-Rendez-vous ze kréien?

Réponse (20.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op Réckfro beim Groupe HRS huet dësen eis confirméiert, datt et sech hei ëm punktuell informatesch Problemer gehandelt huet. Eng integréiert Organisatioun vun de Rendez-vouse mat der selwechter Disponibilitéit vu Rendez-vousen iwwer Telefon oder Doctena ass amgaangen, ëmgesat ze ginn.

ad 2. Et bleift nach ëmmer méiglech, ee Rendez-vous och iwwert Telefon ze fixéieren. Déi organisatoresch Verbesserunge stelle sécher, dass de Rendez-vous zentral festgehale gëtt.

ad 3. Déi gefroten Informatioune beim Ausfëlle vun der Online-Ufro regruppéieren déi Elementer, déi den Dokter op der vun him ausgestallter Ordonnance uginn huet. Dës Informatiounen erlaben, eng adequat Virbereedung vum Rendez-vous sécherzestellen.

ad 4. D'Spidol optimiséiert d'Organisatioun vun de Rendez-vouse mat de Radiologen, fir sécherzestellen, dass souwuel iwwert den informatesche Wee wéi och iwwer den netinformatesche Wee (Telefon etc.) den Zougang zum Plateau de radiologie effizient méiglech ass.

Question 4990 (21.09.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **effets secondaires des vaccins contre la Covid-19 :**

Après des mois, la campagne de vaccination anti-Covid est dans une phase où la majorité de la population résidente est vaccinée.

Le Gouvernement souhaite vacciner davantage afin d'arriver à un taux de couverture de 80-85 % de la population. Ceci s'explique par la résistance du variant delta qui est plus transmissible. Un taux de couverture plus élevé que prévu doit donc être atteint.

Pourtant, une partie de la population hésite à se faire vacciner. La question se pose comment arriver donc à ce taux de 85 % de couverture ? Le Gouvernement tente de convaincre cette partie de la population avec des arguments de nature médicale, mais les incite également avec des restrictions, comme l'annulation de la gratuité des tests, décision que déi Lénk a largement critiquée.

Tout en considérant la vaccination comme acte solidaire et volontaire, j'estime que seulement un dialogue respectueux et ouvert peut convaincre une partie de la population non vaccinée. Nous sommes convaincus que seulement l'échange ouvert peut inclure cette tranche de la population.

Par conséquent, je voudrais vous poser deux blocs de questions à Madame la Ministre de la Santé. Les premières questions portent sur la santé publique et les données dont dispose le ministère.

1) De quels effets secondaires le Ministère de la Santé a-t-il connaissance ?

2) Quelle est la classification et la hiérarchisation des effets indésirables ?

3) Comment est-ce que les données informatiques sont-elles récoltées sur le terrain ?

4) Quelles sont les éventuelles indications que le ministère a donné aux médecins traitants afin d'identifier et de classifier les effets indésirables de leurs patients ?

5) Comment les données sont-elles traitées et selon quelle procédure ?

6) De quelles ressources humaines le ministère dispose-t-il pour traiter ces données et dossiers ?

Dans votre réponse à la question parlementaire n° 3518 du 27 janvier 2021 de Monsieur le Député Marc Baum, vous écrivez qu'une « analyse approfondie de chaque déclaration d'effet indésirable est réalisée au cas par cas afin d'évaluer le degré de probabilité du lien de causalité entre la réaction et le vaccin ».

7) Partant, quand est-ce qu'un symptôme est interprété comme effet secondaire, en fonction de quels critères ?

Le deuxième bloc de questions porte sur la communication envers la partie de la population non vaccinée.

Tout en sachant qu'il y a une diversité de motivations derrière la décision de ne pas se faire vacciner, nous pensons qu'une partie des personnes non vaccinées peut être réceptive à un dialogue respectueux et inclusif.

Au-delà de l'objectif de convaincre des personnes de se faire vacciner, il s'agit aussi, à travers le dialogue, d'entretenir la cohésion sociale.

Il s'agit surtout de voir et de comprendre les motivations à la base de la décision de ne pas se faire vacciner et de là, entrer dans un échange avec les personnes. Un sondage ou des moments d'échange pourraient constituer un premier pas.

De tels événements pourraient également contribuer à calmer le climat social tendu autour du sujet des vaccinations.

8) Est-ce que vous comptez organiser un sondage portant sur les motivations des personnes qui ne se sont pas fait vacciner ?

9) Est-ce que vous comptez organiser des événements tels que des échanges, des moments de questions-réponses soit en présentiel, voire dans les médias ?

Réponse (20.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les informations détaillées concernant l'ensemble des effets indésirables déclarés pour les quatre vaccins Covid-19 sont publiées régulièrement dans les rapports de suivi des effets indésirables des vaccins. Ces rapports sont publiquement accessibles sur le site InfoVAXX.[12]

ad 2) La classification des effets indésirables se fait selon la fréquence, la nature, le mécanisme de survenue, la prévisibilité et la gravité de l'effet indésirable. On distingue les effets indésirables attendus et inattendus, graves et non graves :

Un effet indésirable est dit « grave » lorsqu'il entraîne la mort ou est susceptible de mettre la vie du patient en danger, provoque ou prolonge une hospitalisation, entraîne une invalidité ou une incapacité importante ou durable, se manifeste par une anomalie ou une malformation congénitale.

Un effet indésirable « inattendu » est un effet indésirable dont la nature, la sévérité ou l'évolution ne correspondent pas aux informations contenues dans l'information produit (notice et résumé des caractéristiques du produit) du médicament/vaccin ; contrairement aux effets indésirables « attendus » qui sont listés dans l'information produit du médicament/vaccin.

ad 3) La déclaration des effets indésirables peut se faire selon tout format (courrier papier ou électronique, en utilisant ou non le formulaire de déclaration mis à disposition[13]) à la Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) de la Direction de la santé et/ou au Centre régional de pharmacovigilance (CRPV) de Nancy avec lequel la DPM collabore[14].

Pour le cas particulier des vaccins contre la Covid-19, une plateforme électronique dédiée a été mise en place. Toutes les déclarations sont analysées puis enregistrées dans la base européenne de pharmacovigilance (Eudravigilance).

ad 4) La pharmacovigilance fait partie intégrante du cursus universitaire des médecins et ils ont l'obligation de déclarer les effets indésirables portés à leur connaissance par leurs patients et qu'ils suspectent d'être liés. Le service de pharmacovigilance de la DPM organise des formations et échanges régulièrement avec les professionnels de santé. Ce service est également disponible pour toute question relative à la sécurité des médicaments et vaccins.

Dans le cadre de la vaccination, une sensibilisation régulière aux activités et responsabilités en matière de pharmacovigilance est réalisée par la DPM auprès des professionnels de santé et en particulier aux vaccinateurs.

ad 5) Toutes les déclarations d'effets indésirables sont analysées et font, le cas échéant, l'objet d'investigations par les autorités de santé, de manière individuelle, ainsi qu'avec les cas des autres pays enregistrés dans la base européenne de pharmacovigilance (Eudravigilance).

ad 6) La DPM dispose d'un service de pharmacovigilance composé de quatre personnes dont deux contrats temporaires pour traiter toutes les questions relatives à la pharmacovigilance. De plus, la Direction de la santé a un contrat de collaboration avec le CRPV de Nancy pour le suivi, l'analyse et la déclaration des effets indésirables.

ad 7) Un effet indésirable est une réaction nocive et non voulue à un médicament, se produisant aux posologies normalement utilisées chez l'homme pour la prophylaxie, le diagnostic ou le traitement d'une maladie ou pour la restauration, la correction ou la modification d'une fonction physiologique[15].

ad 8) La campagne de sensibilisation à la vaccination contre la Covid-19, qui comprend de nombreux canaux et mesures de communication, a toujours offert et continuera d'offrir aux citoyens diverses possibilités d'exprimer leurs motivations pourquoi ils ne souhaitent pas de faire vacciner et de poser des questions.

En outre, le ministère et la Direction de la santé ont eu de multiples échanges avec des parties prenantes issues de différents groupes socio-économiques et démographiques afin de mieux comprendre les motivations qui conduisent des personnes à refuser la vaccination.

Une enquête représentative dédiée n'est pas prévue à ce stade.

ad 9) Dans le cadre de la campagne, un grand nombre d'événements a été organisé au cours des derniers mois, principalement de manière virtuelle, en raison de la situation sanitaire. L'objectif était d'engager un échange avec la population. Il s'agit notamment de 38 « Facebook Live Q&As » qui ont eu lieu chaque semaine jusqu'aux vacances d'été et qui reprendront à partir du 21 octobre. Une réunion virtuelle de discussion ouverte avec le ministre et le directeur de la santé a complété l'offre de dialogue.

Pa ce biais, le public a eu et continuera d'avoir la possibilité de poser directement des questions aux acteurs de la crise.

En outre, le ministère et la Direction de la santé continuent à organiser des événements avec diverses parties prenantes socio-économiques et des acteurs des secteurs culturel et académique afin de stimuler les échanges sous forme de séances d'information et de questions-réponses.

De plus, deux webinaires et dix « lunchtalks » ont été organisés pour les professionnels de la santé et le public spécialisé afin de répondre également à leurs questions. Il est prévu de continuer à organiser les événements pour les professionnels dans les mois à venir afin d'assurer l'échange direct.

En outre, la campagne de vaccination a été mise en avant via des stands d'information lors de divers événements au cours de l'été afin d'entamer un dialogue avec les citoyens sur la vaccination et de répondre à leurs questions. Les ambassadeurs de la vaccination étaient également présents lors de divers événements du « Impfbus » afin d'engager ainsi directement le dialogue avec les citoyens.

Question 4992 (21.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **poubelle pour déchets biodégradables :**

D'Chamber hat de 16. Mee 2019 am Kader vun der Debatt zum Klima eng Motioun adoptéiert, an där d'Regierung opgefuerdert gouf, fir alles ze ënnerhuelen, fir Lëtzebuerg zum Spëtzereider an der Offallvermeidung an Offallverwäertung ze maachen. Um Punkt 10 gëtt d'Regierung invitéiert, „à assurer à ce que les collectes séparées obligatoires depuis 1994 soient mises en place partout au Luxembourg". D'Motioun nennt awer keen Datum, bis wéini dës Mesurë mussen ëmgesat ginn. Dee gläichen Dag gouf eng Motioun vun de Piraten ofgeleent, déi mam 1. Januar 2020 ee konkreeten Datum fir d'Aféiere vun enger Biopoubelle am ganze Land gefuerdert hat, an dat ënnert dem Virwand, dass de Punkt 10 vun der adoptéierter Motioun dëst géif virgesinn.

Aus den Äntwerten op meng parlamentaresch Fro Nr. 0903 vum 16. Juli 2019 goung ervir, dass nach net all Gemeng am Land senge Biergerinnen a Bierger d'Méiglechkeet bitt, hir Biooffäll separat vum Reschtoffall ze entsuergen, mee dass „déi meescht Gemenge bis 2020 eng Biopoubelle wäerten ubidden". D'Ministesch hat des Weideren ugemierkt, dass laut dem Offallwirtschaftsgesetz vum 21. Mäerz 2012 d'Gemengen an der Flicht sinn, eng Biooffallsammlung unzebidden. Den Delai, fir dëst ëmzesetzen, war 2014.

An den Äntwerten op meng lescht parlamentaresch Fro Nr. 1851 konnte mer zu deem Zäitpunkt nach keng genee Daten zum Undeel vum Biooffall fir d'Joer 2019 geliwwert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Gemenge bidden hire Biergerinnen a Bierger, Stand 2020, keng Méiglechkeet, hir Biooffäll separat vum Reschtoffall ze entsuergen?

2. Wéi eng Gemenge sinn zënter dem Refus vun der Motioun vum 16. Mee 2019 nei am Reseau vun de Biopoubellen derbäikomm?

3. Wéi vill Tonne Biooffäll gouf et an de Joren 2018, 2019 an 2020?

4. Wéi huet sech den Undeel vu Biooffäll, deen am Reschtoffall lant, zënter 2014 entwéckelt? (opgelëscht pro Joer)?

5. Wéi vill Entreprisen hei am Land benotzen eng Biopoubelle am Betrib?

Réponse commune (19.10.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. All d'Gemenge bidden, Stand 2020, hire Bierger d'Méiglechkeet, hir Biooffäll separat ze entsuergen, dëst a Form vun enger Haus-zu-Haus-Sammlung. D'Gemeng Walfer hëlt de Moment nëmme Gréngschnëtt an hirer Haus-zu-Haus-Sammlung un. Dëst soll d'nächst Joer awer och op Kichenoffäll ausgeweit ginn. Ier et Haus-zu-Haus-Sammlunge gouf, konnten d'Bierger schonn a ville Gemengen

[12] https://covid19.public.lu/fr/vaccination/infovaxx.html

[13] Lien pour le formulaire de déclaration : https://guichet.public.lu/fr/entreprises/sectoriel/sante/medecins/notification-effets-indesirables-medicaments.html

[14] Voir information détaillée sur la page de la DPM du site sante.lu https://sante.public.lu/fr/politique-sante/ministere-sante/direction-sante/div-pharmacie-medicaments/index.html

[15] Définition OMS

hire Gréngschnëtt am Recyclingpark oder op enger Sammelplaz ofginn.

ad 2. Am Joer 2019 hunn an de Syndikater SIDOR a SIGRE alleguer d'Gemengen eng Biopoubelle ugebueden. Am Syndikat SIDEC, wou am Laf vun 2019/2020 d'Biopoubelle generaliséiert gouf, ware just d'Gemenge Sëll, Ierpeldeng a Luerenzweiler initial ugeschloss. Et sief nach gesot, dass et keen nationale Reseau gëtt fir d'Biopoubelle, well opgrond vun der Gemengenautonomie d'Responsabilitéit fir d'Gestioun vum Haushaltsoffall bei de jeeweilege Gemenge läit.

ad 3. An der Tabell hei drënner sinn d'Biooffäll vun 2018 bis 2020 duergestallt. Dës Zuele beinhalte Kichenoffäll, awer och Gréngschnëtt, dat heescht alles, wat ënnert d'Definitioun vu Biooffall fält. Et handelt sech hei ëm Offäll, déi no enger Kollekt an de Kompost- a Biogasanlagen ugeliwwert goufen. Et kann een erausliesen, dass et iwwert déi lescht Joren en Trend gëtt zu méi héije Quantitéite vu separat agesammeltem Biooffall.

Joer	2018	2019	2020
Biooffall (T)	64.498	65.368	71.430

ad 4. Et ass net méiglech, den Undeel um Biooffall, deen nach am Reschtoffall ass, fir all Joer unzeginn. Dofir muss eng detailléiert Analys vun der Zesummesetzung vum Reschtoffall vun den Haushalter gemaach ginn. Esou eng Analys gëtt awer vun der Ëmweltverwaltung a reegelméissegen Ofstänn gemaach.

Et schéngt am sënnvollsten, fir d'Entwécklung vun de Quantitéite vum Biooffall (am Reschtoffall) pro Awunner ze bewäerten. Hei gesäit een, dass de Wäert vu 67,9 kg pro Awunner am Joer 2013 op 61,17 kg am Joer 2018 gefall ass. Eng nei Analys ass fir d'Joer 2022 geplangt.

ad 5. Der Ëmweltverwaltung leie keng Daten zum Besëtzer vun de Poubellë vir. Et kann allgemeng gesot ginn, dass verschidde Gemengen d'Kollekt vu Biooffall vu Betriber ausféieren. Dëst entweeder a separaten Tournéeën oder zesumme mat den Haushalter. Privat Kollektere fueren awer zum Deel och Betriber direkt un. An dësem Fall kritt de Betrib eng Poubelle vum Kollekter gestallt an net iwwert d'Gemeng.

Question 4994 (21.09.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **déclaration d'arrivée :**

Am Gesetz vum 19. Juni 2013 „relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques…" heescht et an der Sektioun 3 („Les déclarations d'arrivée"):

« En cas de doute sur la réalité de l'existence d'une résidence habituelle sur le territoire de la commune, le bourgmestre ou le fonctionnaire délégué inscrit la personne dont la déclaration est remise en question sur le registre d'attente et lui demande de prouver les faits remis en cause.

La preuve de la résidence habituelle peut être établie sur la base de tous documents émanant d'un service public ou des mentions figurant dans les registres, documents, bordereaux imposés par la loi ou consacrés par l'usage et régulièrement tenus ou établis.

La preuve de la résidence habituelle peut également être établie à partir d'autres éléments, tels que le lieu rejoint régulièrement après les occupations professionnelles, le lieu de fréquentation scolaire des enfants, les consommations en énergie domestique, les frais de téléphone, la résidence habituelle du conjoint, du partenaire ou de tout autre membre de la famille.

À défaut de preuve suffisante, le bourgmestre ou le fonctionnaire délégué demande à la Police grand-ducale d'effectuer une enquête et de lui faire parvenir un rapport écrit dans le mois de la demande d'enquête. »

Doraus léisst sech ofleeden, datt eng Persoun, déi der Gemengeverwaltung hir nei Wunnadress matdeelt, eréischt dann dozou verflicht ass, nozeweisen, datt si och wierklech op dëser Adress wunnt, wa vu Gemengesäit Zweiwelen un der Deklaratioun vun der Persoun bestinn (« En cas de doute sur la réalité de l'existence d'une résidence habituelle sur le territoire de la commune »). Eng „Liesaart", déi confirméiert gëtt, wann ee sech den offizielle Site vun der Regierung ukuckt, wou et ënner „Déclarer son déménagement à la commune de résidence" heescht:

« Il est recommandé de joindre à la déclaration d'arrivée une pièce justificative documentant la réalité de la résidence habituelle telle que l'accord du propriétaire ou de l'occupant du logement, un extrait du contrat de bail, un extrait de l'acte notarié de vente, etc. »
(Source: https://guichet.public.lu/fr/citoyens/immigration/nouveau-resident-luxembourg/arrivee-luxembourg/depart-arrivee-commune.html).

Et gëtt der Persoun, déi an d'Gemeng kënnt, „recommandéiert", hir nei Adress nozeweisen. Et ass hir also fräigestallt, ob si dësen Noweis erbréngt.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Banneminister an un d'Madamm Justizminister :

1. Wéi gëtt vun der Gemengeverwaltung garantéiert, datt et bei den „déclarations d'arrivée" net zu Abuse kënnt? Wéi eng Méiglechkeeten huet eng Gemeng, fir déi Donnéeën nozepréiwen?

2. Leien de Gemenge respektiv der Regierung konkreet Fäll vun Abuse vir? Wa jo, wéi goufen dës Fäll opgedeckt? Wat fir Sanktioune si fir dës Form vu Kriminalitéit virgesinn?

3. Kann d'Regierung preziséieren, a wéi ville Fäll et an deene leschte Joren dozou komm ass, datt nogepréift gouf, ob d'Persoun, déi eng „déclaration d'arrivée" signéiert huet, och wierklech op der mentionéierter Adress gewunnt huet, bzw., am Fall, wou si dës Deklaratioun am Numm vun enger anerer Persoun ënnerschriwwen huet, déi mentionéiert Adress net fiktiv war?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt bei enger Déclaration d'arrivée méi systematesch misst iwwerpréift ginn, ob d'Persoun, déi an d'Gemeng kënnt, och wierklech op där vun hir mentionéierter Adress wunnt?

5. Wéi eng Méiglechkeeten huet eng Persoun, déi mierkt, datt eng aner Persoun sech falsch ugemellt huet, fir dorop ze reagéieren? Wat ka si maachen, wann hir eegen Adress oder déi vun engem Famillejemember fir eng falsch Umeldung mëssbraucht gouf? Wéi kann eng betraffe Persoun sech géint eventuell negativ Konsequenze vun esou engem Abus, déi si direkt betreffe kënnen, schützen?

Réponse (12.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Gemenge versichen de Moment vun der Aschreiwung an de Populatiounsregëster souwäit wéi méiglech ze vermeiden, dass Inscriptioune stattfannen, déi net der Realitéit entspriechen, an dofir ginn déi Piècen a Preuvë gefrot, déi den honorabelen Deputéierte selwer a senger Fro opgelëscht an um Site guichet.lu recherchéiert huet.

Verschidde Gemenge verlaange bei der Deklaratioun d'Presentatioun vun engem Notairesakt, engem Contrat de bail oder engem „Certificat d'hébergement", am Fall, wou eng Persoun sech op der Adress vun enger anerer umellt.

D'Regierung selwer huet keng Kenntnis vun Abusen an et sinn hir och keng vun de Gemenge rapportéiert ginn. Dat ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physesche Persounen an d'Aschreiwungen an de Populatiounsregëster gëtt de Gemengenautoritéiten d'Méiglechkeet, fir d'Realitéit vun der Inscriptioun nozepréiwen. Den entspriechenden Artikel ass an der Fro zitéiert ginn. Dat Gesetz gesäit och Strofe vir, awer just fir de Fall, wou ee keng Deklaratioun oder eng verspéiten Deklaratioun mécht.

Vu dass et kee Phenomeen vu falschen Deklaratioune schéngt ze ginn, gesäit d'Regierung am Moment kee Besoin, fir weider Kontrollméiglechkeeten ze schafen. Wa Situatioune festgestallt ginn, déi net am Aklang mat de Reegelen iwwert d'Inscriptioun an de Populatiounsregëster sinn, kann d'Gemeng driwwer informéiert ginn. Doropshi kann d'Gemeng d'Inscriptioun iwwerpréiwen, wann néideg mat Hëllef vun enger Policeenquête, wéi et am Artikel 22 Paragraf 2 vum uewe genannte Gesetz virgesinn ass.

Question 4995 (21.09.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement :**

Tout en remerciant Monsieur le Ministre de sa réponse à ma question parlementaire n° 4743 du 26 juillet 2021, je me permets de poser par la présente encore quelques questions supplémentaires en réaction à la réponse de Monsieur le Ministre.

Monsieur le Ministre explique dans sa réponse les dispositions législatives actuellement en vigueur concernant les conditions requises pour avoir accès au subventionnement de logements par l'État sans pour autant répondre à mes questions quant à l'avancement des travaux en matière de la création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement. Vu que la création d'un tel cadre a été considérée par le Gouvernement comme étant nécessaire pour favoriser le développement de groupements d'habitat et de coopératives de logement, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Les travaux législatifs quant à la création du cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement, annoncés dans l'accord de coalition, ont-ils déjà été entamés ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre du Logement peut-il m'éclaircir sur l'état d'avancement de ces travaux et fournir un calendrier concret quant à sa création ?

3) Dans la négative, la création d'un tel cadre prémentionné a-t-elle été abandonnée par votre ministère ? Si oui, pour quelles raisons ?

Dans ce même esprit, l'accord de coalition fait mention de l'habitat intergénérationnel comme une forme de logement innovative et collaborative qui sera développée par ce Gouvernement.

4) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si son ministère a déjà entrepris des actions dans ce domaine ?

Réponse (12.10.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Tel qu'il a été mentionné dans la réponse à la question parlementaire n° 4743, le cadre légal pour donner accès aux coopératives de logement qui ne poursuivent pas un but de lucre est prévu dans le contexte de la réforme du cadre réglementaire portant sur les aides à la pierre et dont le dépôt est prévu pour avant la fin de l'année.

Pour ce qui est d'un cadre légal spécifique aux groupements d'habitat, le Ministère du Logement a entamé la phase d'identification du projet qui sera poursuivi suite au dépôt des projets de loi relatifs aux réformes portant sur le logement abordable. En effet, au regard des ressources limitées au niveau du ministère, il a été jugé indispensable de se concentrer en premier lieu sur les réformes nécessaires pouvant bénéficier au plus grand nombre de personnes qui sont parmi les plus vulnérables sur le marché du logement.

Le soutien aux initiatives d'habitat intergénérationnel se fait dans le contexte de la réalisation des projets d'envergure et dans le cadre des aides à la pierre. Tel qu'énoncé dans la réponse à la question parlementaire précitée, il est entendu que pour les projets qui bénéficient d'un apport financier public à hauteur de 75 % des coûts de réalisation, les conditions de location telles qu'arrêtées par règlement grand-ducal doivent être respectées.

Question 4996 (21.09.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **conditions d'entrée aux États-Unis :**

Den 10. August hu mir eng parlamentaresch Fro zum Theema Auslandsreese fir geimpfte Persounen un d'Madamm Gesondheetsministesch gestallt (Fro Nr. 4822). An der Fro goung et virun allem ëm d'Arees an d'USA. D'Wäisst Haus huet dës Woch matgedeelt, dass den „Air Travel Ban" fir geimpften Europäer soll am November ewechfalen.

Allerdéngs stellt sech d'Fro, wéi eng Persoune fir d'Amerikaner als geimpft gëllen. Vaccine wéi dee vun AstraZeneca ginn an den USA z. B. net genotzt. Zu Lëtzebuerg goufe Stand 6. September 2021 awer 110.750 Dose vun dësem Vaccin versprëtzt.

An der Washington Post heescht et haut dozou:

"It also is not clear whether vaccines that have not been authorized in the United States, such as the Oxford-AstraZeneca shot or vaccines made by China and Russia, will be accepted. That will be determined when the details of the new rules are hammered out by federal agencies, White House aides said."

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch eis Detailer zu den Areeskonditiounen an d'Vereenegt Staaten nennen? Falls net, wäert den EU-USA-Aarbechtsgrupp zu dësem Theema eng gemeinsam Positioun ausschaffen?

Réponse commune (21.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

De 15. Oktober huet d'Wäisst Haus annoncéiert, dass vum 8. November un d'Reesestriktioune fir geimpfte Reesender wäerten ewechfalen. Säit dëser Annonce si keng weider offiziell Detailer publizéiert oder kommunizéiert ginn, déi eng Indikatioun géife ginn, ënnert wéi enge Modalitéite Reesen an d'USA géife kënne stattfannen. Et besti weiderhi Kontakter um Niveau vum EU-US-Aarbechtsgrupp, fir sech iwwert béidsäiteg Approchen, wat d'Ophiewe vun Areesrestriktiounen ugeet, auszetauschen.

Question 4997 (21.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **manifestations lors des heures d'école :**

„Youth For Climate Luxembourg" huet fir de Freideg, 24. September 2021, zu enger Groussdemonstratioun géint de Klimawandel opgeruff. Obschonns keen demokratesche Mënsch d'Demonstratiounsrecht a Fro stellt, ass et dach awer erstaunlech, datt dës Manifestatioun eng Woch no der Rentrée stattfënnt. Et wier och ze iwwerleeën, ob an dësem spezielle Fall d'Demonstratiounsrecht net a Konflikt geréit mat der Schoulflicht. Meng parlamentaresch Fro vum 7. Juni 2021, ob et net besser wier, d'Schüler géifen op hirem schoulfräie Samschdeg op d'Stroosse goen, huet den Här Minister follgendermoosse beäntwert: „Ofschléissend wëll ech festhalen, dass d'Obligatioun, fir an d'Schoul ze goen, an d'Ausübe vu gesellschaftleche Rechter wéi d'Demonstratiounsrecht net per se inkompatibel sinn. An engems ass et awer och esou, datt d'Demonstratiounsrecht d'Schoulflicht net automatesch dierf a kann aushielegen."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi oft misst wärend dem lafende Schouljoer, an dat zu Stonnen, wou normalerweis Unterrecht ass, demonstréiert ginn, fir datt de Minister ëffentlech fir de Respekt vun der Schoulflicht antrëtt?

2. Leien dem Här Minister vu Säite vun de Schouldirekteren a vum Léierpersonal Reaktiounen op dës ugekënnegt Groussmanifestatioun vir?

Réponse (19.10.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Ech hunn d'Schouldirektiounen iwwer follgend Modalitéiten informéiert: Am Respekt vum Artikel 13 vum grousherzogleche Reglement vum 23. Dezember 2004 iwwert d'Règles de conduite an de Lycéeën hu mannerjäreg Schüler un der Manifestatioun vum 24. September dierfen deelhuelen, wann dëst vun hiren Elteren autoriséiert gouf; grousjäreg Schüler hunn dës Decisioun selwer geholl.

Vu Säite vun de Schouldirektiounen a vum Léierpersonal leie keng Reaktiounen op déi Manifestatioun vir.

Question 4999 (22.09.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **subsides pour des projets de conservation du patrimoine :**

Fir de Patrimoine an déi ateriell Kultur zu Lëtzebuerg ze erhalen, subventionéiert a finanzéiert de Kulturministère alljoers eng Unzuel u Projeten. Verschidde Projeten, déi méi ëmfangräich sinn an deemno och méi Sue kaschten, mussen iwwert eng ëffentlech Ausschreiwung gemaach ginn. Esou wëllen et déi europäesch Reegelen iwwert d'Marchés publics an och eis national Gesetzer.

Wien allerdéngs am Staatsbudget oder an den Aktivitéitsberichter vum Kulturministère, dem Centre national de recherche archéologique oder dem Service des sites et monuments (SSMN) no Informatiounen iwwert éischter méi kleng Projete sicht, dee fënnt hei net wierklech vill iwwert den Ëmgang mat de Steiergelder eraus.

Beim SSMN ass zum Beispill ze liesen, dass ee fir 150 Projete ronn 7,6 Milliounen Euro ausginn huet. Méi detailléiert Chifferen an Informatiounen, zum Beispill wéi eng Persoun oder Firma op wéi engem Schantje wéi een Optrag krut, fënnt een an dësem Rapport net.

Aus Transparenzgrënn wier et awer wichteg ze wëssen, wéi eng Projete mat wéi vill Steiergelder finanzéiert ginn, an ob och kompetent Firmen dës Opträg kréien. Des Weidere kéint de Contribuabelen sech esou ee kloert Bild iwwert den Ëmgang mat Steiergelder am Beräich vum Patrimoine maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Bei wéi vill Projete vum SSMN goufen an de leschte fënnef Joer ëffentlech Ausschreiwunge gemaach, a bei wéi vill Projeten net?

2. Wéi ass déi genee Prozedur bei Projeten, déi keng ëffentlech Ausschreiwung brauchen?

3. Wéi eng Moossname sinn an der Prozedur fir Projeten ouni ëffentlech Ausschreiwunge virgesinn, fir eventuell oder potenziell Interessekonflikter oder Favoritismus ze verhënneren?

4. Wéi ass séchergestallt, datt de staatleche Service, deen d'Projeten auswielt, net och deen nämmlechte Service ass, deen d'Suen un d'Optragsnehmer verdeelt?

5. Wou kënne Betriber sech mellen, déi Interessi an den néidegen Knowhow hunn, fir bei Projeten ouni ëffentlech Ausschreiwung matzemaachen?

6. Wie waren an deene leschte Joren déi fënnef gréissten Optragsnehmer vu Projeten ouni ëffentlech Ausschreiwung? Wéi vill Opträg hunn déi fënnef gréissten Optragsnehmer kritt a wéi vill Euro sinn un déi eenzel Firmen ausbezuelt ginn?

Réponse (19.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

D'Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwert d'„marchés publics" bestëmmt, wéi Kontrakter vergi ginn a garantéiert, datt all Staatsverwaltung mat der néideger Transparenz déi accordéiert Kreditter ausgëtt.

D'Gesetz seet kloer, wéini national an europäesch Ausschreiwunge musse gemaach ginn a gesäit spe-

zifesch Bestëmmunge vir, wou aner Prozedure gëllen a wou net muss ëffentlech ausgeschriwwe ginn. Dat sinn d'„procédures négociées avec ou sans publication d'avis" a „procédures restreintes sans publication d'avis". D'groussherzoglecht Reglement vum 8. Abrëll 2018 gesäit nach vir, datt all Marché ënnert 60.000 Euro (ouni TVA) ka fräi vergi ginn.

De Service des sites et monuments nationaux (SSMN) proposéiert dem Kulturminister d'Realisatioun vu Projeten, wou op staatleche Sitten historesch Bausubstanz soll reparéiert, restauréiert an opgewäert ginn. Wann d'Projeten approuvéiert sinn a Kreditter do sinn, huet de SSMN de gesetzlechen Optrag, dës Projeten ëmzesetzen, dat andeem en een Optragsnehmer fënnt, fir d'Aarbecht ze maachen. Dëst geschitt am Respekt vun de legale Bestëmmungen iwwert d'„marchés publics". De Contrôle financier, deen all Engagement gesäit, wa Kontrakter vum SSMN gemaach ginn, iwwerwaacht dës Prozeduren.

Vun 2016 bis haut huet de SSMN op 96 Plazen eng 160 Projeten als Bauhär realiséiert.

A véier Projete goufen 18 ëffentlech Ausschreiwunge gemaach, dovun 13 national a fënnef europäesch Prozeduren.

Donieft huet den SSMN iwwert 1.400 Verträg follgendermoossen ofgeschloss:

- 26 „procédures négociées avec ou sans publication d'avis", dat a Fäll, wou aus techneschen, artisteschen oder wëssenschaftleche Grënn de Marché just un ee spezifeschen Expert konnt vergi ginn, wann dréngend Aarbechten, déi net virauszegesi waren, néideg goufen oder wann Aarbechten no engem feste Barème bezuelt hu misse ginn;

- 72 „procédures restreintes sans publication d'avis", dat wou op d'mannst dräi Offeren tëschent 60.000 Euro an 123.121,60 Euro HTVA gläichzäiteg gefrot goufen;

- 1.332 Marchéen ënnert 60.000 Euro, déi fräi vergi goufen; och wann d'Gesetz dat an dësem Fall net virgesäit, huet den SSMN hei ëmmer Offere bei op d'mannst dräi kompetente Betriber gefrot, ausser bei dréngenden oder klenge Reparaturaarbechten. Esou hat den SSMN bal ëmmer eng Vergläichsméiglechkeet.

D'Optragsnehmer, déi ouni ëffentlech Ausschreiwung zanter fënnef Joer déi meeschte Marchéë kruten, sinn déi Follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Den SSMN freet dacks eng Offer bei neie Betriber, déi sech um Marché etabléiert hunn a sech heiansdo spontan mellen.

Question 5000 (22.09.2021) de **Mmes Francine Closener** et **Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**évaluation de la loi de 2018 relative à une administration transparente et ouverte :**

La loi relative à une administration transparente et ouverte a été adoptée il y a deux ans, en septembre 2018. L'accord de coalition 2018-2023 stipule que son « impact sera examiné après deux années, pour procéder, si nécessaire, à des ajustements ». Suite à une récente entrevue entre le Ministre des Communications et des Médias d'une part et l'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels (ALJP) d'autre part, l'ALJP a indiqué dans un communiqué de presse que la loi en question sera retravaillée une fois que les avis demandés auront été réceptionnés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre peut-il nous dire où en est l'évaluation de la loi de 2018 relative à une administration transparente et ouverte ?

- Quelle est la méthodologie retenue afin de procéder à cette évaluation ?

- À quelles associations/entités des avis ont-été demandés ?

- Quel est le calendrier fixé par le ministère afin de mener à bien cette évaluation ?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il répondre à la revendication de l'ALJP et d'autres associations partenaires d'introduire un droit à l'information pour journalistes dans le droit luxembourgeois ?

Réponse (14.10.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias :*

Les travaux d'évaluation de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte sont actuellement en cours.

À cette fin, un sondage en ligne sera soumis aux organismes visés par ladite loi, à l'exception des personnes morales fournissant des services publics, afin d'obtenir un retour sur l'efficacité de la loi et son application par les organismes publics. Le catalogue de questions comporte notamment des éléments de nature quantitative et qualitative, sur le nombre de demandes d'accès reçues ainsi que sur les suites réservées à ces demandes par les organismes publics depuis l'entrée en vigueur de la loi.

La préparation du sondage est en cours de finalisation et son lancement est imminent. Les résultats du sondage sont attendus pour la fin de l'année 2021 et seront ensuite exploités de façon automatisée. Les résultats devraient permettre d'apprécier la nécessité d'apporter d'éventuelles modifications ponctuelles au cadre légal.

Pour rendre l'accès des journalistes à l'information plus efficace, la circulaire régissant les obligations des agents de l'État et des établissements publics dans leurs relations avec la presse sera revue.

Question 5001 (22.09.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **financement d'un test génique lors d'un diagnostic de cancer du sein :**

Depuis 2018, la Fondation Cancer finance des tests d'expression génique dont le coût s'élève à 3.200 euros et qui ne sont pas pris en charge par la Caisse nationale de santé. Le nombre de tests financés est en augmentation constante.

Ces tests d'expression génique, réalisés sur les cellules cancéreuses de la tumeur du sein après une opération ou une biopsie, sont destinés à analyser plusieurs gènes différents, l'objectif étant de détecter dans quelle mesure le cancer est agressif et risque de se propager ou de réapparaître. Ces tests constituent une forme de médecine personnalisée permettant à une femme de savoir plus sur le cancer dont elle est touchée et d'adapter dès lors son traitement. Ainsi, les médecins peuvent d'une part utiliser les résultats de ces tests pour savoir quelles patientes doivent le plus probablement être soumises à une chimiothérapie après la chirurgie mammaire. D'autre part, le test génique peut permettre aux médecins d'avoir des informations quant aux cas dans lesquels un traitement par chimiothérapie peut être évité.

Compte tenu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Pour quelles raisons les tests géniques ne sont-ils actuellement pas pris en charge par la CNS ?

2) Quel est le pourcentage de cas dans lesquels le test génique permet d'éviter un traitement par chimiothérapie ?

3) Quel est le coût budgétaire occasionné par la chimiothérapie et qui est à charge de la CNS ?

4) N'est-il toujours pas envisagé que la CNS prenne en charge des tests géniques sur ordonnance médicale ?

Réponse commune (22.10.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les tests géniques sont déjà pris en charge par la Caisse nationale de santé (CNS). Cette prise en charge est basée sur le fait que le Laboratoire national de santé (LNS), en tant que centre de diagnostic dans le domaine de la génétique humaine et de l'anatomopathologie est financé par la CNS pour ces activités, selon le principe d'un budget global, comme aussi appliqué pour tous les établissements hospitaliers. Il n'est donc pas nécessaire d'avoir des actes spécifiques puisque la prise en charge est assurée par le mécanisme de financement précité.

ad 2) Plusieurs tests géniques sont actuellement disponibles. L'étude clinique MINDACT[16], qui évalue le test Mammaprint, conclut qu'environ 46 % des femmes avec cancer du sein et qui sont à risque clinique élevé n'ont probablement pas besoin de chimiothérapie. Cette étude concerne cependant un groupe de femmes âgées majoritairement entre 50 et 70 ans.

Il est probable que pour des femmes plus jeunes, ce pourcentage soit moins élevé. L'étude TaylorX[17] évalue un autre test, à savoir l'Oncotype DX et s'intéresse principalement à l'hormonothérapie et n'adresse qu'accessoirement la question de la chimiothérapie.

En général, les experts en oncologie estiment qu'entre 25 et 30 % des femmes avec cancer du sein et haut risque clinique pourraient éviter la chimiothérapie en cas d'utilisation d'un test génétique.

[16] 70-gene-signature as an aid to treatment decisions in early -stage breast cancer. F. Cardoso et al., for the MINDACT investigators. N Engl J Med 2016, 375;8:717-29

[17] Adjuvant chemotherapy guided by a 21-gene expression assay in breast cancer. J.A. Sparano et al. N Engl J Med 2018, 379;2:111-21

ad 3) À ce stade, la CNS n'est pas en mesure de chiffrer le coût des chimiothérapies dans le contexte spécifique du cancer du sein.

ad 4) Les tests géniques sur ordonnance médicale sont d'ores et déjà pris en charge par la CNS, comme mentionné dans la réponse à la première question.

Question 5004 (23.09.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**envoi tardif des factures à la CNS :**

No enger Visitt beim Dokter ass et fir vill Mënschen ee Reflex, hir bezuelte Rechnung direkt weider un d'CNS ze schécken. D'Consultatioun bei engem Spezialist ka scho mol e puer Honnert Euro kaschten, a vill Leit sinn drop ugewisen, dës Sue schnellstméiglech erëm vun der CNS remboursëiert ze kréien.

Elo kann et awer virkommen, dass een net drun denkt, seng Dokteschrechnung un d'CNS fir ee Remboursement weiderzeginn, an dës dann anzwousch an engem Tirang verschwënnt. Dëst ka virun allem bei Persoune mat Demenz oder anere Krankheeten oder Aschränkungen, déi d'Erfëlle vun alldeeglechen Aufgaben erschwéieren, e Problem sinn. Laut Artikel 84 vum Code de la sécurité sociale huet een Assuré maximal zwee Joer Zäit, fir d'Rechnung weiderzeginn. Duerno gëtt d'Rechnung net méi remboursëiert, och wann den Assuré virum Delai d'Recht op ee Remboursement hat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Rechnunge sinn an deene leschte fënnef Joer bei der CNS agaangen, déi wéinst engem lwwerschreide vum Delai ofgeleent goufen?

2. Ass de Minister net der Meenung, dass den Artikel 84 sollt eng Ausnam vun dësem Delai virgesinn, am Fall wou een Assuré ënnert enger psychescher oder physescher Krankheet leit, wéi zum Beispill Alzheimer, Depressiounen oder schwéiere Mobilitéitsaschränkungen an ee Certificat médical fir dës Krankheet ka virleeën?

3. Wéi steet de Minister zu dësem Delai vun zwee Joer? Ass de Minister der Meenung, dass dësen Delai laang genuch ass?

Réponse (15.10.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Wann d'Agente vun der Gesondheetskeess eng Rechnung saiséieren, déi viru méi wéi zwee Joer ausgestallt gouf, generéiert de System automatesch eng Alert, datt se misste kontrolléieren, ob de Paiement am Delai vun zwee Joer gemaach gouf. Wann de Paiement innerhalb vum Delai gemaach gouf, gëtt d'Rechnung remboursëiert.

Den aktuellen informatesche Programm enregistréiert dës Alert net, dowéinst kann d'Gesondheetskeess net vergläichen, wéi vill Rechnungen zu engem Refus geféiert hunn no der initialer Alert. Pro Mount ginn et ongefeier zwee bis dräi Refusen, well den Delai vun der Rechnung ofgelaf ass. Et ass awer méiglech, datt d'Unzuel vun den Alerten, wou d'Rechnung dann awer remboursëiert gëtt, well se am Delai vun den zwee Joer bezuelt gouf, driwwer läit.

Den neie System, deen d'Gesondheetskeess wäert kréien, wäert erméiglechen, déi Alerten ze enregistréieren.

D'Unzuel vun dëse Refusen ass awer limitéiert an de „paiement immédiat direct", dee soll 2023 ageféiert ginn, wäert hëllefen, datt esou Refusen evitéiert ginn.

ad 2. + 3. Den Artikel 84 3. Alinea vum Code vun der sozialer Sécherheet, gesäit vir:

« L'action des prestataires de soins pour leurs prestations à l'égard des assurés ou de la Caisse nationale de santé se prescrit par deux années à compter de la date des services rendus. Celle de l'assuré à l'égard de la Caisse nationale de santé et de la caisse de maladie dont il relève se prescrit par le même délai à partir du paiement du prestataire. »

D'Gesondheetskeess muss sech un d'Gesetzer halen a kann net eng Ausnam vun dësem Delai accordéieren, well dat esou net virgesinn ass. Allerdéngs ass et an der Reegel esou, datt eng Persoun, déi ënnert enger psychescher Krankheet leit, déi et net méi erlaabt, déi normal deeglech Affären ze geréieren, meeschtens ënnert enger Tutelle steet, wou eng aner Persoun sech ëm hir Affäre këmmert.

Den Delai gouf 1992 ageféiert, fir den Delai tëschent der Déngschtleeschtung vum Prestataire an der Saisine vun der Gesondheetskeess op e Minimum ze reduzéieren, woubäi iwwerhaapt keen Delai och keng Léisung wär an dës Fro sech egal wéi, och bei engem méi groussen Delai, géif stellen.

www.chd.lu

Question 5008 (24.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de communes :**

D'Stater Oppositiounsparteien hu sech den 21. September an engem Bréif un d'Madamm Banneministesch gewannt, an deem si d'Ministesch eng weider Kéier bieden, ze intervenéieren, fir datt d'Stater Gemeng d'Konventioun mat der privater Sécherheetsfirma kënnegt. Am Bréif gëtt op déi widderspréchlech Aussoe vun der Buergermeeschtesch an engem Schäffe par rapport zu den Aufgabe vun der privater Sécherheetsfirma an dem Incident op der Stater Gare vum 4. September opmierksam gemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wäert d'Madamm Ministesch beim Schäfferot vun der Stater Gemeng intervenéieren, fir de Kontrakt mat der privater Sécherheetsfirma ze kënnegen?

2. Wäert d'Madamm Ministesch beim Schäfferot vun der Stater Gemeng intervenéieren, fir dass kee weidere Kontakt mat enger privater Sécherheetsfirma, deen Aufgaben enthält, déi net vum Gardiennagegesetz vun 2002 ofgedeckt sinn, méi wäert ofgeschloss ginn?

Réponse (13.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Et ass e Recours en annulation virum Verwaltungsgeriicht deposéiert gi géint zwee Courrieren, déi ech am Kader vun de Gardiennagekontrakter vun der Stad Lëtzebuerg un d'Oppositiounsparteie verschéckt hunn. D'Affär ass nach net tranchéiert an, souwäit ech weess, ass och e Recours deposéiert gi géint d'Decisioune vun der Stad Lëtzebuerg, fir déi Gardiennagekontrakter ofzeschléissen. Ënner deenen Ëmstänn a bis en Urteel vum Verwaltungsgeriicht geholl ginn ass, imposéiert et sech, dass ech mech net zu der Legalitéit vun den Decisioune vun der Stad Lëtzebuerg a vun de Kontrakter prononcéieren.

Question 5010 (27.09.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **lots de chasse :**

Dat groussherzoglecht Reglement vum 8 November 2019 huet d'Grenze vu 621 neie Juegdlousen zu Lëtzebuerg definéiert. D'Date limite fir déi lescht Steeë war den 31. Januar 2021. D'Prozedur vun der Stee (inklusiv dem Delai fir a Recours ze goen) fir all 621 Juegdlouse misst deemno zu dem haitege Zäitpunkt ofgeschloss sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Lous?

2. Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro ha?

3. Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Lous an de verschiddenen Arrondissementer (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud)?

4. Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro ha an de verschiddenen Arrondissementer (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud)?

5. Wat sinn d'Differenzen am Duerchschnëttspachtpräis pro Lous pro Arrondissement (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud) par rapport zu 2012?

6. Wat sinn d'Differenzen am Duerchschnëttspachtpräis pro ha pro Arrondissement (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud) par rapport zu 2012?

7. Hunn déi 621 Lousen iwwerall e komplette Syndikat?

8. Wéi vill Louse goufen net versteet? Wéi vill ha sinn dat?

9. Wéi vill Lousen huet de Staat gesteet? Wéi vill ha sinn dat? Zu wéi engem Gesamtpräis?

10. Wéi vill Lousen hunn d'Gemenge gesteet? Wéi vill ha sinn dat? Zu wéi engem Gesamtpräis?

Réponse (03.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Lous ass 6.654 €.

ad 2. Den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro ha ass 16 €.

ad 3. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 4. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la*

Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 6. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 7. Ee Juegdsyndikat ass d'Kollektivitéit vun alle Proprietäre vu bejobare Flächen innerhalb vun engem Juegdlous. All Juegdlous huet also a priori ee Juegdsyndikat, ausser et wiere keng bejobar Flächen innerhalb vun engem Juegdlous.

Et muss een dovun ausgoen, dass déi honorabel Deputéiert mam „Syndikat" de „Collège des syndics", also de Comité vum Juegdsyndikat mengt. Dee Moment ginn et follgend Informatiounen:

604 Lousen hunn ee komplette „Collège des syndics", 14 Lousen hu kee komplette „Collège des syndics" an 3 Lousen hu kee „Collège des syndics" (474 [Findel], 592 a 593 [Stad Esch/Uelzecht]).

ad 8. Dräi Louse goufen net versteet, dëst well si quasi keng bejobar Fläch hunn. Déi dräi Lousen hunn zesummen 1.232 ha, woubäi an der Zomm knapps 80 ha bejobar wieren.

ad 9. De Staat huet aacht Louse gesteet. Dëst sinn insgesamt 3.374 ha. De Gesamtpräis pro Joer ass 44.300 €. Well dem Staat awer eng grouss Partie vum Terrain selwer gehéiert, muss de Staat finalement just 11.014 € ausbezuelen.

ad 10. 14 Louse goufe vu Gemenge gesteet. Dëst sinn insgesamt 6.276 ha fir insgesamt 28.759 €.

Question 5013 (27.09.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **sociétés agricoles :**

Eng Rëtsch landwirtschaftlech Betriber hunn entscheet, fir sech am Laf vun de leschte Joren als privat Gesellschaft ënner Lëtzebuerger Recht opzestellen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Betriber hu mëttlerweil de Statut vun enger privater Gesellschaft ugeholl? Kann een dat jee no Aktivitéit vum Betrib ënnerscheeden (Gäertner, Bauer, Wënzer, …)?

2. Wat fir eng juristesch Form huet am meeschten Erfolleg?

Wat ass d'Ursaach dofir?

3. Wéi a vu wiem ginn d'Betriber beroden, wann se sech als privat Gesellschaft opstelle wëllen?

4. Kann den Här Minister d'Entwécklung vun der Zuel vu private Gesellschaften am Verglach zu de Betriber, déi vun Eenzelpersoune gefouert ginn an op dës lafen, iwwer déi lescht zéng Joer retracéieren?

Réponse (20.10.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Vu ronn 1.900 landwirtschaftleche Betriber ginn der ronn 100 vun enger Gesellschaft exploitéiert.

Dovu sinn der ronn 70 Bauerebetriber a ronn 20 Wënzerbetriber.

ad 2. Déi heefegst gewielte Form ass d'Société civile immobilière.

Et steet jidderengem fräi, tëschent de Gesellschaftsformen, déi d'Gesetz ubitt, ze wielen, an et huet jidderee seng Grënn, fir sech fir déi eng oder eng aner Form ze entscheeden.

ad 3. Un éischter Stell ass dat den Domaine vun de Juristen.

ad 4. Wärend d'Zuel vun de landwirtschaftleche Betriber, déi „en nom personnel" exploitéiert ginn, an de leschten zéng Joer relativ konstant erofgaangen ass (insgesamt minus 15 %), huet d'Zuel vun de Betriber, déi vun enger Gesellschaft exploitéiert ginn; liicht zougeholl (insgesamt plus 5 %).

Question 5014 (27.09.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **grippe saisonnière :**

Suite au développement de la pandémie de la Covid-19, le virus de la grippe saisonnière a presque complètement disparu de l'actualité. En effet, comme beaucoup d'autres virus saisonniers, la grippe était sensiblement moins présente dans la plupart des pays.

Comme les conséquences de cette maladie ne doivent pas être sous-estimées, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé :

- Combien de cas de grippe saisonnière ont été signalés par le réseau « sentinelle » en 2020 et 2021 et quelle est l'évolution de ces chiffres par rapport aux années précédentes ?

- Combien de vaccins contre la grippe ont été commandés pour les saisons 2020-2021 et 2021-2022 ?

- Quand la campagne de vaccination sera-t-elle entamée et comment le public sera-t-il sensibilisé et informé sur le déroulement ainsi que sur les différences entre les vaccinations contre la grippe et les vaccinations contre la Covid-19 ?

Réponse (07.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Luxembourg possède un système sentinelle pour la surveillance de la grippe saisonnière et ceci depuis de nombreuses années. Le système se base sur des frottis nasaux prélevés et transmis au Laboratoire national de santé (LNS) par un réseau de médecins réparti sur le territoire national. Les médecins transmettent également des informations sur la fréquence des consultations pour des infections respiratoires aiguës, compatibles cliniquement avec des symptômes grippaux.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En résumé, pour la saison grippale 2020-2021, seuls deux frottis étaient positifs pour la grippe de type B, aucun frottis n'a montré un virus grippe de type A, et ceci malgré un nombre très élevé de frottis prélevés.

Pour les détails sur les commandes de vaccins grippe pour l'année 2020-2021, il est fait référence à la réponse à la question parlementaire urgente n° 2989 de l'honorable Député Halsdorf en date du 16 octobre 2020.

Pour l'hiver 2021-2022, un total de 94.100 doses de vaccin grippe a été commandé par les pharmacies, à savoir 27.005 doses de vaccin Alpharix tetra de la firme GSK, 30.365 doses d'Influvac tetra de la firme Viatris (anciennement Mylan) et 36.730 doses de Vaxigrip tetra de la société Sanofi. Par ailleurs, la société GSK a déjà annoncé qu'elle pourrait mettre des doses supplémentaires à disposition du Luxembourg en cas de besoin.

Question 5018 (28.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **infrastructures sportives de l'enseignement fondamental et du Lycée d'Echternach :**

A menger parlamentarescher Fro Nummer 4690, vum 20. Juli, hat ech d'Regierung no den Auswierkunge vum Héichwaasser op d'Sportinfrastruktur vum lechternacher Lycée souwéi der lechternacher Gemeng gefrot, déi bis zum Schouljoer 2020/2021 vum Lycée mat benotzt gouf. Obwuel d'Rentrée mëttlerweil erlaanscht ass, steet d'Äntwert op dës Fro leider weiderhin aus.

Den 22. September war dunn am „Lëtzebuerger Wort" ze liesen, datt souwuel d'Sportshal wéi och d'Schwämm vun der lechternacher Gemeng duerch d'Héichwaasser esou schlëmm beschiedegt wieren, datt se missten ofgerappt ginn. An den nächste Méint soll eng provisoresch Sportshal um sougenannte „Buletts-Terrain" (den Numm bezitt sech op d'Internat vum lechternacher Lycée) opgeriicht ginn. Den lechternacher Buergermeeschter geet aktuell vun enger Bauzäit vun e puer Méint aus.

Duerfir géif ech der Regierung nach gär dës drängend Froe stellen:

1. Wéi gëtt de Sport am lechternacher Lycée säit dem 15. September organiséiert? Wéi presentéiert sech d'Situatioun fir de spezielle Volet vum Schwammunterrecht?

2. Wéi gëtt de Sport an der lechternacher Primärschoul säit dem 15. September organiséiert? Wéi presentéiert sech d'Situatioun fir de spezielle Volet vum Schwammunterrecht?

3. Wéi wäit konnt d'Sportinfrastruktur vum lechternacher Lycée mëttlerweil nees gefléckt ginn?

4. Huet den lechternacher Lycée scho säin Accord ginn, fir op sengem Terrain eng provisoresch Sportshal am Besëtz vun der Gemeng opriichten ze loossen?

5. No wéi enge Modalitéite ginn d'Ënnerhaltskäschte vun de gemeinsam benotzten Infrastrukturen tëschent dem lechternacher Lycée an der Gemeng opgedeelt?

Réponse commune (09.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Souwuel déi zwee Turnsäll ewéi och déi baussenzeg Sportinfrastrukture vum lechternacher Lycée kënnen erëm fir de Sport genotzt ginn. Gläichzäiteg goufen a ginn zousätzlech Sportsequipementer kaf, déi temporairement a bestoende Raimlechkeeten (am Kräizgank an am Festsall) vum Lycée kënne fir de Sportunterrecht genotzt ginn. Domat ass de Sportunterrecht vum lechternacher Lycée assuréiert. Allerdéngs muss den naasse Sport eng Zäit duerch Sport am Sall ersat ginn. De Bau vun der neier Hal fir de Lycée ass an den Delaien a wäert Ufank 2023 fäerdeg ginn.

ad 2. Déi duerch d'Iwwerschwemmungen entstane Schied un de Sportinfrastrukturen hunn am Kader vun der Schoulorganisatioun zu onerwaarten Erausfuerderunge gefouert. Duerch déi exemplaresch Zesummenaarbecht vu sämtleche concernéierte Partner vun der Schoulcommunautéit konnt unhand vun enger Ëmorganisatioun vun de Stonnepläng a Verbindung mat Kooperatioune mat den Nopeschgemenge kuerzfristeg eng Léisung fonnt ginn, fir de Schüler och weiderhin ee flotten an ofwiesslungsräiche Sportunterrecht ze erméiglechen.

An dësem Zesummenhang goufen zu lechternach bis d'Allerhellegevakanz, an esouwäit d'Wiederkonditiounen dëst erlaabt hunn, déi geplangte Stonnepläng bäibehalen an de Sportunterrecht huet am Fräie stattfonnt. Fir no der Allerhellegevakanz gouf een alternative Stonneplang opgestallt, deen et erlaabt, datt d'Schüler och erëm banne Sportunterrecht kënnen hunn, an dëst entweeder am Festsall oder an der Turnhal (respektiv un der Kloterwand) vun der Jugendherberg.

Aktuell ass et leider fir d'lechternacher Grondschoul net méiglech, de Schwammunterrecht ofzehalen, mee och heifir gëtt aktuell intensiv no Léisunge gesicht, soudatt och dee viraussiichtlech am Wanter stattfanne kann.

ad 3. D'Sportinfrastrukturen, déi bausse leien, si komplett gebotzt a punktuell gefléckt ginn. De bestoenden Turnsall um Rez-de-chaussée ass gebotzt an traitéiert ginn. De Raum ass wärend sechs Woche mat Waarmloftkanoune gehëtzt ginn, fir d'Maueren ze dréchnen.

Wat déi nei Sportshal ubelaangt, déi nach amgaangen ass gebaut ze ginn, huet näischt misse gefléckt ginn, well et keng Schied gouf. D'Botzaktiounen hate weider kee groussen Afloss op den Oflaf vum Projet.

ad 4. Den lechternacher Lycée huet direkt no der Iwwerschwemmung, an de Reunioune mat der Gemeng an deenen anere staatlechen Instanzen, säin Averständnis signaléiert, fir datt d'Gemeng eng provisoresch Sportshal op deem Terrain kann opriichten. Allerdéngs ënnerläit et der Verantwortung vun der Gemeng, fir eng offiziell Demande un de Ministère des Finances ze riichten.

ad 5. De Projet vun der provisorescher Sportshal ass nach an der Ufanksphas an dowéinst sinn d'Diskussiounen iwwert d'Ënnerhaltskäschten nach net ofgeschloss.

Question 5019 (28.09.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **recommandations sur la qualité de l'air :**

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de publier de nouvelles recommandations sur la qualité de l'air en fixant des seuils nettement plus bas par rapport aux dernières recommandations datant de l'année 2005.

L'OMS explique cette approche par l'évidence que l'impact négatif de la pollution atmosphérique sur la santé humaine s'est avéré sensiblement plus important. Sur les estimations de l'OMS, environ sept millions de morts prématurés dans le monde sont imputables, du moins en partie, aux effets de la pollution de l'air.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Environnement quelles suites seront données à ces lignes directrices non contraignantes tant sur le plan européen que sur le plan national.

2) Est-il envisagé d'entamer des études pour déterminer les points forts et les faiblesses de notre pays par rapport aux recommandations de l'OMS ?

3) Dans quels domaines Madame la Ministre estime-t-elle actuellement les plus grands besoins d'agir ?

Réponse (05.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Sur le plan européen, la révision des directives européennes en matière de la qualité de l'air est actuellement en cours afin de prendre en compte les nouvelles lignes directrices de l'OMS. Le Luxembourg participe dans ce processus qui se fait actuellement au niveau des groupes de travail des experts en matière de la qualité de l'air.

Sur le plan national, les analyses sont en cours pour évaluer les niveaux actuels et futurs des différents polluants par rapport aux recommandations de l'OMS.

ad 2) Les analyses en cours sur le plan national se basent notamment sur des études déjà réalisées et encore en cours de réalisation au niveau européen. Ces études comprennent des prévisions de la qualité de l'air jusqu'en 2050. Elles montrent depuis quelques années une baisse progressive des concentrations des polluants dans l'air et qui va se poursuivre jusqu'en 2050. Du point de vue de notre pays, une attention particulière doit être apportée aux particules fines, au dioxyde d'azote et à l'ozone. Il n'est pas exclu que des études complémentaires devront être conduites sur le plan national pour analyser plus en détail les niveaux de qualité de l'air des différents polluants qui pourront être atteints dans les années à venir. Ces prévisions devraient tenir compte de l'évolution économique et démographique, des mesures prévues sur les sources d'émissions ainsi que de la pollution transfrontalière.

ad 3) À l'état actuel de nos connaissances, les besoins d'action se situent notamment dans les domaines du trafic routier, des installations de combustion, de l'industrie et de l'agriculture. Les actions concrètes sont décrites dans les plans et programmes suivants publiés en 2021[18] :

- Le Plan national de la qualité de l'air qui a comme principal objectif de réduire la pollution de l'air ambiant par le dioxyde d'azote (NO_2).
- Le Programme national contre la pollution atmosphérique qui a pour objectif d'atteindre les plafonds des émissions fixés au niveau européen pour le dioxyde de soufre (SO_2), les composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), l'ammoniac (NH_3), les oxydes d'azote (NO_x) et les particules fines (PM2,5).

À titre d'exemples on peut citer :

- La réduction des oxydes d'azotes en provenance du trafic routier par la promotion des véhicules à faible taux d'émission.
- La prévention et la réduction des émissions de particules fines en provenance de la combustion de la biomasse par la modernisation des installations de chauffage existantes et la promotion de nouvelles installations de chauffage à faibles émissions.
- La réduction des émissions de particules fines et des oxydes d'azote en provenance des installations de combustion industrielles par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles.
- La prévention de la formation de particules secondaires par la réduction des émissions d'ammoniac à l'aide de mesures appropriées, entre autres au niveau de l'épandage en agriculture.

Question 5020 (28.09.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**épuisement du budget RGTR :**

Il ressort d'un courrier envoyé par l'Administration des transports publics aux membres de la Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars (FLEAA), que le budget RGTR pour l'année 2021 serait quasiment épuisé. En effet, le paiement en octobre couvrant les frais de septembre serait le dernier paiement prévu pour l'année en cours.

Il me revient que la FLEAA aurait indiqué que cette information se révèlerait risquée pour ses membres en raison de la trésorerie faible de certaines de ces sociétés suite aux effets de la pandémie. Il s'ajoute à cette problématique que les engagements financiers nécessaires pour satisfaire aux exigences des nouveaux contrats RGTR demandent un financement en amont considérable pour ces sociétés.

Ainsi, la FLEAA aurait signalé que dans le cas où les mois d'octobre, de novembre et de décembre 2021 ne pourraient pas être payés avant janvier 2022, grand nombre de leurs membres se verra confronté à une situation financière extrêmement précaire risquant d'entraver sérieusement le fonctionnement du transport routier de personnes.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre pense-t-il également que l'épuisement du budget RGTR pour l'année 2021, à savoir l'annulation des paiements couvrant les mois d'octobre, de novembre et de décembre 2021 représente un risque financier pour les sociétés concernées, tenant en compte l'impact de la pandémie ainsi que les exigences des nouveaux contrats RGTR ?

- Selon Monsieur le Ministre, cette situation est-elle davantage problématique pour les sociétés de petite taille ?

- Quelle serait la solution possible afin de trouver une sortie de cette situation considérée comme risquée pour les sociétés concernées ?

Réponse (10.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'honorable Député se réfère aux échanges de courriers avec les exploitants des services de transports par autobus du RGTR ainsi que la Fédération

[18] https://environnement.public.lu/fr/loft/air/plans-air.html

luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars (FLEAA), dont il semble avoir eu connaissance en détail.

Il n'a évidemment jamais été question « d'annulation » de paiements de la part de l'État envers les exploitants pour les trois derniers mois de l'exercice. Cependant, des retards de paiements pour les mois d'octobre à décembre, en principe effectués mensuellement, ont été annoncés au vu de l'utilisation intégrale du budget accordé pour 2021. Au vu qu'il s'agisse d'un article budgétaire libellé « crédit non limitatif et sans distinction d'exercice », une demande de dépassement a dû être soumise au Ministère des Finances. Ainsi et conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, une demande de dépassement des crédits budgétaires avait été adressée au Ministre des Finances. L'autorisation sollicitée vient d'être accordée en date du 26 octobre 2021 de sorte que les angoisses éventuelles sont donc devenues sans objet.

Question 5021 (29.09.2021) de **MM. Léon Gloden**, **Laurent Mosar** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant les **problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence :**

Déi zoustänneg Ministeren haten an hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro confirméiert, datt et den 22. Juni 2021 eng informatesch Pann gouf, déi Repercussiounen op den Einsatzleitsystem (ELS) an d'Noutruffnummer 113 vun der Police hat.

Eisen Informatiounen no funktionéiert d'Software, déi benotzt gëtt, nach ëmmer net richteg an et gi permanent Problemer. Dee selwechte System géif anscheinend och an den USA benotzt an och do kënnt et wuel des Ëfteren zu Ausfäll.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt fir den ELS vun der Police d'Software vun Intergraph benotzt?

2. Wa jo, ass d'Regierung driwwer informéiert, datt et och am Ausland Problemer mat dëser Software gëtt?

3. Kann d'Regierung confirméieren, datt et och nom 22. Juni 2021 Problemer mam ELS vun der Police gouf?

4. Wa jo, war zäitweis déi permanent Disponibilitéit vum ELS net garantéiert?

5. Wat sinn déi konkreet Problemer vum besote System a wéi laang brauchen se am Fall vun enger Pann, fir erëm operationell ze sinn?

6. Wéi ass virgesinn, datt all zoustänneg Acteuren handelen am Fall vun enger Pann vum System?

7. Firwat hunn den 112 an den 113 ënnerschiddlech Systemer?

8. Op Basis vu wéi enge Critèrë gouf de System ausgewielt?

9. War deemools scho bekannt, datt et Problemer ginn?

Réponse commune (02.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. - 3. Et huet sech beim Virfall vum 22. Juni ëm Hardwareproblemer gehandelt, op deene verschidden informatesch Applikatioune gelaf sinn, dorënner den ELS (Einsatzleitsystem) vun der Police an aner Softwaren, déi vun den nationalen a regionalen Zentrale benotzt ginn. Och duerno ass et am Beräich Hardware zu Incidents mineurs komm, déi déi Programmer impaktéiert hunn, déi op deene Maschinne gelaf sinn. Et kann een also net vu generaliséierte Softwareproblemer schwätzen.

Et ass en externen Audit ugefrot, fir dofir ze suergen, dass esou Situatiounen an Zukunft net méi virkommen.

D'ELS-Software leeft zënter Joren technesch an operationell ganz zefriddestellend fir déi Besoinen, déi couvréiert solle gi bei der Police grand-ducale.

Dës Software ass bei der Police vu villen europäeschen Nopeschlänner am Asaz an ass zu Lëtzebuerg haaptsächlech um belsche Modell inspiréiert ginn.

ad 4. - 6. Verweis op d'Äntwert zu der Question parlementaire 4583 vum 24. Juni 2021

ad 7. D'Police an de CGDIS hunn ënnerschiddlech Dispatchingsystemer wéinst verschiddenen Ufuerderungen un esou Systemer, wéi zum Beispill d'Informatiounsgewënnung fir den Aspekt vun enger judiciairer Suite. D'Missiounen an déi operationell Organisatioun vun de Rettungsdéngschter si ganz anerer wéi déi vun der Police, esou datt deelweis aner technesch Programmer fir d'Ëmsetzung benotzt ginn. Et ginn awer Schnëttstellen tëschent béide Systemer, esou dass béid Entitéiten initial Informatiounen direkt hunn, wann et néideg sollt gi bei enger gemeinsamer Interventioun.

ad 8. Déi operationell Besoine vum CGDIS (deemools nach ASS) a vun der Police goufen an engem Cahier des charges opgestallt an de Programm, mat all senge Composanten, gouf iwwer eng regulär Acquisitiounsprozedur vun engem Marché public ausgeschriwwen.

ad 9. Verweis op d'Äntwerten 1. bis 3.

Question 5022 (29.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **commission d'intermédiaire pour les ventes d'immeubles :**

D'Logementskris zu Lëtzebuerg kennt vill Verléierer. Si kennt awer och vill Gewënner. Ënnert hinne fanne sech d'Immobilienagencen, déi sech fir all Vente eng Kommissioun sécheren. Dës Kommissioun ass am ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 20. Januar 1972 fixéiert:

« Le maximum de la commission d'intermédiaire pour les ventes d'immeubles jusqu'à concurrence d'un prix de vente de 12.500 euros est fixé à 375 euros. Pour les ventes dont le prix dépasse 12.500 euros le maximum de commission est fixé à 3 % du prix de vente réalisé. »

Zënter 2013 hu sech d'Präisser vun neie Wunnengen (Appartementer) bal verduebelt. Dat geet aus den Zuele vum Observatoire de l'habitat ervir. Fir d'Immobilienagencen ass dës Präishausse vu Virdeel, well si bannent manner wéi zéng Joer hir duerchschnëttlech Kommissioune bal konnte verduebelen, wärend hir Käschte quasi gläich bliwwe sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, Wirtschaft a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Fënnt d'Regierung dass, ugesiichts vun den extreeme Präishaussen um Wunnmarché, den aktuelle Plaffong vun 3 % fir Vermëttlungsgebühre misst reduzéiert ginn? Falls nee, wat schwätzt géint eng Reduzéierung vun dësem Plaffong?

2. Wäert d'Regierung d'Vermëttlungsgebühren an Zukunft deckelen, wann d'Präisser um Immobiliëmaart weider esou klammen, wéi an de leschte Joren?

3. Wéi gëtt kontrolléiert, dass Agencen net méi wéi déi 3 % Vermëttlungsgebühre froen?

4. Wéi vill Strofe goufen insgesamt ausgeschwat, wou Agencë méi wéi 3 % Vermëttlungsgebühren akasséiert hunn?

Réponse commune (02.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Dat groussherzoglecht Reglement vum 20. Januar 1972 ass implizitt duerch d'Gesetz vum 17. Mee 2004 iwwert d'Konkurrenz - speziell duerch den Artikel 32 - ofgeschaaft ginn. Dëst Gesetz huet de Prinzip vun der Fräiheet vun de Präisser festgeluecht.

D'implizitt Ofschafung vun deem Reglement gouf duerch e puer Geriichtsurteeler confirméiert (cf. Cassatiounsgeriicht vum 6. Juni 2013, Beruffungsgeriicht vum 30. Oktober 2013).

Deemno sinn d'Agence an de Verkeefer fräi, fir bei enger Immobilie d'Vermëttlungsgebühr vun der Transaktioun ofzemaachen.

Question 5023 (29.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **participation à la manifestation « Fridays for Future » :**

2019 ass d'Klimaprotestbeweegung „Fridays for Future" hei am Land fir d'éischt op d'Strooss gaangen. Wärend der Coronapandemie 2020 ass net manifestéiert ginn. De Freideg, 24. September 2021, sinn d'Schüler awer erëm op d'Strooss gaangen. Wéi d'Initiativ Youth for Climate Luxembourg no enger Reunioun mam Educatiounsministère ugekënnegt hat, konnten d'Schüler ënner follgende Bedéngungen un der Demo deelhuelen: Si hu missen ee „formulaire de demande de dispense" ënnerschreiwen oder, wat mannerjäreg Schüler ugeet, vun hiren Elteren ënnerschreiwe loossen an dëse Formulaire bis de Freideg, 24. September, um 9.00 Auer an de Schoulbüro schécken. No der zweeter Lektioun hunn d'Schüler kënnen den Unterrecht verloossen.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi vill Schüler an de verschiddene Lycéeë vum Land hu sech de 24. September am Kader vun der Manifestatioun géint déi aktuell Klimapolitik ofgemellt an deen Dag no der éischter Stonn gefeelt?

2. Wéi vill Schüler hunn déi mentionéiert Frist net agehalen a goufen als „non excusé(e)" ageschriwwen?

Réponse (09.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Fir kënnen um sougenannte Klimastreik vum 24. September 2021 deelzehuelen, hate sech 7.955 Schüler am Sekretariat vun hirem Lycée ofgemellt. D'Zuel vun de Schüler, déi déi virgeschriwwe Frist net agehal hunn, gouf net erfaasst.

Question 5024 (29.09.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **listes d'attente des promoteurs publics :**

La demande d'achat ou de location d'appartements ou de maisons abordables ne cesse d'augmenter. Ainsi la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) fait face à une liste d'attente d'appartements à vendre proche de 6.500 unités ; une demande comparable existe pour la location. Entre janvier et mai 2021, la SNHBM a enregistré plus de demandes de location d'appartements que la moyenne des années précédentes. D'autre part, le Fonds du logement, les initiatives communales et les initiatives telles la Fondation pour l'accès au logement connaissent une évolution similaire.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Combien de personnes sont actuellement inscrites sur les listes d'attente des promoteurs publics ?

- Ne serait-il pas opportun de renforcer les synergies entre les promoteurs publics et de créer une seule liste d'attente respectivement un guichet unique ?

- Sur quels critères est basée la classification des différentes personnes sur les listes actuelles ?

- Est-ce que les personnes sont informées de leur classification, voire de l'avancement de leur dossier et leurs perspectives ?

Réponse (13.10.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Au 1er octobre 2021, la liste d'attente pour des logements locatifs auprès du Fonds du logement compte 4.175 demandeurs. Celle auprès de la Société nationale des habitations à bon marché en compte 3.000.

L'idée de mettre en place une seule liste d'attente pour tous les logements abordables locatifs bénéficiant d'une aide étatique est inscrite dans le programme gouvernemental et sa réalisation prévue dans le cadre de la réforme de la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Les critères déterminant l'ordre de priorité dans l'attribution des logements sont ceux de l'article 10 du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

L'ordre de priorité étant relatif, et dès lors « l'avancement des dossiers » fortement tributaire de l'évolution générale de la composition de la liste d'attente, une information des personnes quant à « leurs perspectives » serait à prendre avec précaution. Par conséquent, les candidats-locataires ne sont informés que sur demande.

Question 5026 (30.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **renforcement des effectifs de la Police grand-ducale :**

De 27. September huet de Policeminister zesumme mam Direkter vun der Regioun Capitale an dem Directeur central vun der Police ee Plang fir ee bessert Sécherheetsgefill fir de Bierger virgestallt. Laut dësem Plang sollen d'Beamten an de Kommissariater an der Stad (Gare, Centre a Bouneweg) vu Beamten aus aneren Déngschter ënnert d'Äerm gegraff kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Beamte wäerte Vollzäit bei de Kommissariater an der Stad derbäikommen?

Wéi vill Beamte wäerten Deelzäit bei de Kommissariater an der Stad derbäikommen? Vu wéi enge Kommissariater wäerte Leit ofgezu ginn?

2. Ass geplangt, dass nach weider Policekommissariater (ausserhalb vun der Stad) bis Enn 2021 sollen op dësem Wee ënnerstëtzt ginn?

Falls jo,
- ëm wéi eng Kommissariater handelt et sech a wéini wäerten se ënnerstëtzt ginn (opgelëscht no Mount, an deem dës Opstockung soll stattfannen),
- kann de Minister d'Unzuel vu virgesinnenen zousätzleche Beamte pro Kommissariat nennen,
- kann de Minister Ugabe maachen, ëm wéi vill Prozent d'Aarbechtsstonnen op dëse Kommissariater géife klammen?

Réponse (20.10.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Sou wéi op der Pressekonferenz erkläert, handelt et sech bei deene „Beamten aus aneren Déngschter" net ëm Personal vun anere Kommissariater. Et ass e kollektiven Effort, fir kuerzfristeg besser dem Erwaarde vum Bierger am Garer Quartier ze entspriechen an dat mam selwechten Effectif vun all deenen Unitéiten, déi fir dee Quartier souwisou zoustänneg sinn, éier laangfristeg méi Renforten an der Police wäerten ukommen. Et handelt sech ëm eng aner Organisatioun mat enger differenzéierter Missiounsprioriséierung fir déi territorial zoustänneg Unitéiten.

Och déi regional Verkéiersunitéit (SRPR Capitale) an d'Hondsmeeschter/Patrulle souwéi och aner Beamten aus der Unité de garde et d'appui opérationnel ënnerstëtzen am Kader vun hiren originaire Missioune ganz geziilt déi lokal Kommissariater an deem Konzept.

Question 5027 (30.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **vente forcée d'animaux :**

Op de soziale Medien annoncéiert een Dierwiechter fir dëse Samschdeg eng Stee, bei där 50 islännesch Päerd solle versteet ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a Justiz dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4466 hat d'Regierung geäntwert, dass d'Déiereschutzgesetz d'Dignitéit vum Déier nach net op den nämmlechten Niveau wéi déi vum Mënsch stellt. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Versteeë vu Liewewiesen als kommerziell Aktivitéit ze verstoen ass?

2. Wéi ass séchergestallt, dass d'Déieren, déi bei enger Stee verkaf ginn, zum Schluss och a gudden Hänn landen? Kann zum Beispill ausgeschloss ginn, dass dës Päerd no der Stee wäerten direkt geschluecht ginn?

3. Wäerten déi nei Gesetzestexter, déi d'Regierung an hirer Äntwert op d'Fro N° 4466 annoncéiert huet, d'Versteeë vun Déiere mat berécksiichtegen?

Réponse commune (02.11.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 definéiert am Artikel 3 d'Kommerzialisiérung vun Déieren als: « mettre sur le marché des animaux, les offrir en vente, les garder, les acquérir, les transporter, les exposer en vue de la vente, les vendre, les échanger, les céder à titre gratuit ou onéreux de manière habituelle. »

Déi annoncéiert Stee vum Dierwiechter ass eng Zwangsstee am Kader vun enger Exekutiounsprozedur. An deem Fall handelt et sech net ëm eng kommerziell Aktivitéit, well den Dierwiechter am Kader vu senge gesetzleche Kompetenzen handelt. Den Dierwiechter, deen och d'Déiereschutzgesetz respektéiere muss, ass kee Commerçant. Eng Zwangsstee, déi vun engem Dierwiechter ofgehale gëtt, ass ni eng kommerziell Aktivitéit, egal ob Déieren oder Saache versteet ginn.

ad 2. Wéi bei all Verkaf decidéiert de Verkeefer, wiem hie seng Déiere wëll verkafen, sou och op enger Stee. Deen neie Proprietär kann iwwert säin Déier verfügen ënnert der Bedingung, dass hien d'Konditioune vum Déiereschutzgesetz respektéiert. Schluechte vu Päerd ass hei zu Lëtzebuerg net verbueden, soudass och déi Optioun besteet, wann dat dann esou gewollt ass.

ad 3. Déi nei Gesetzestexter, déi wäerte kommen, beschützen d'Wuelbefanne vun den Déieren an de Respekt virun den Déieren a sämtlechen Aspekter.

Question 5028 (30.09.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **réduction des déchets d'équipements électriques et électroniques :**

Mëtt Juni vun dësem Joer huet den Ëmweltministère am däitsche Bundesland Thüringen eng Primm („Reparatur-Bonus") agefouert, mat där d'Reparatur vun elektreschen Apparater zu 50 %, a mat engem Plaffong vun 100 €, ënnerstëtzt gëtt. D'Zil vun där Mesure ass net nëmmen, d'Quantitéit un Elektroschrott ze reduzéieren, mee och an engems d'Kreeslafwirtschaft ze stäerken an déi lokal Betriber ze ënnerstëtzen. Wéinst dem grousse Succès vun dëser Mesure huet de Budget dofir och entre-temps scho missen ëm 250.000 € gehéicht ginn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Här Minister fir Energie an dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Sinn d'Madamm an d'Häre Minister au courant vun dëser Mesure?

2. Wéi ass der Regierung hir Positioun zu sou enger Primm?

Gedenkt d'Regierung op en änleche Wee ze goen, fir d'Kreeslafwirtschaft zu Lëtzebuerg ze stäerken?

3. Wéi eng aner Mesurë gesäit d'Regierung vir, fir d'Flécke vu Gebrauchsgéigestänn ze förderen?

4. Wéi vill Elektroschrott ass zu Lëtzebuerg pro Joer wärend de leschte fënnef Joer ugefall?

Réponse commune (03.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. D'Regierung ass um Courant iwwer sou Mesuren an et gëtt och zu Lëtzebuerg Gemengen, déi déi Primme ginn. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro N° 3728, déi de 26. Februar 2021 vum honorabelen Deputéierte Paul Galles zu deem selwechten Theema gestallt ginn ass.

ad 2. Wéi schonns an der Äntwert op d'QP N° 3728 vum honorabelen Deputéierte Paul Galles geschriwwen, gëtt et am Moment keng Initiativ fir d'Afëierung vun esou enger Primm op nationalem Niveau. Aner Mesuren, fir d'Kreeslafwirtschaft ze förderen, ginn am Punkt 3 méi am Detail beschriwwen.

ad 3. Aktuell ass de Gesetzesprojet N° 7701 iwwert Offäll vun elektreschen an elektroneschen Apparater um Instanzewee. Gläichzäiteg gëtt de bestoende Règlement grand-ducal vum 30. Juli 2013 zu dësem Theema abrogéiert. Dat neit Gesetz féiert en Artikel an, deen net am Règlement grand-ducal stoung an deen exklusiv dem Réemploi gewidmet ass, dat heescht d'Weiderbenotzung vun Elektroapparater, déi keng Offäll gi sinn. Dësen Artikel deit kloer drop hin, datt d'Weiderbenotze vun Apparater als eng Form vun der Offallvermeidung an der Offallhierarchie prioritär ass. Apparater, déi just e Botzen oder eng gängeg Reparatur brauchen, mussen also net an d'Offallschinn geroden a kënnen esou mat manner Opwand am Kreeslaf bleiwen. Dësen Artikel leet prezis Krittäre fest, fir d'Sécherheet vun den Apparater ze garantéieren a fir ze vermeiden, datt Elektrooffäll an dës Schinn geroden, well et fir déi jo aner legislativ Dispositioune gëtt.

Eng weesentlech Responsabilitéit fir sécherzestellen, datt Apparater, déi nach gebraucht kënne ginn, agesammelt an nees weiderbenotzt ginn, läit bei de Produzenten entspriechend dem Prinzip vun der erweiderter Produzenteverantwortlechkeet.

Dës Dispositioune wäerten d'Service Centere vun der Ecotrel an änlech Initiativen, déi et an de Recyclingsparke ginn, ënnerstëtzen.

Den Artikel 14 (5) vum uewe genannte Gesetzesprojet zwéngt d'Hiersteller vun Elektroapparater, dem Konsument Informatiounen iwwert den Entretien an d'Flécke vun dem Apparat zougänglech ze maachen. Dës Informatioune fir d'Liewensverlängerung vum Apparat sollen den Acteure vun der Offallschinn duerch den Artikel 15 bereetgestallt ginn. Et mécht Sënn, dem Bierger se och mat op de Wee ze ginn.

Des Weidere gesäit de Gesetzesprojet vir, d'Virbereedung vun Elektrooffäll fir eng Weiderbenotzung als éischten Entsuergungswee prioritär ze betruechten, wann dëst méiglech ass. Dozou gehéieren och konkreet Virgaben, fir déi Offäll ze lageren an ze transportéieren, datt se net an der Offallgestiounsschinn futti ginn, wa se fir eng Reparatur gëeegent sinn.

Donieft ginn och am Gesetzesprojet N° 7659, deen d'Offallkadergesetz ofännert, Mesurë virgesinn, fir datt d'Elektrooffäll prioritär kënnen duerch eng „préparation à la réutilisation" goen an doduerch weider benotzt kënne ginn. Am Artikel 10, deen den Artikel 13 ännert, ginn dës Offäll als eng vun deene Fraktiounen opgezielt, déi an de Supermarchéé vun iwwer 1500 m^2 Verkafsfläch agesammelt solle ginn (fir klengen Elektroschrott).

An deem Projet steet och fir d'Centres de ressources eng weider Kompetenz fir de Réemploi vu verschiddene Produkter, dorënner och d'Elektroapparater.

Niewebäi gëtt de Projet „Flécken a Léinen" vun der Ëmweltverwaltung weiderverfollegt. Dëse Site www.flecken-a-leinen.lu gëtt vun der Aktioun SuperDrecksKëscht geréiert, mat der Ënnerstëtzung vun der Chambre des Métiers, der Ecotrel, dem Oekozenter Pafendall an dem INDR. En ass net nëmmen eng Informatiounsquell, fir Professioneller ze fannen, déi Reparature maachen, mee och fir Initiative wéi Repair-Café oder aner Do-it-yourself-Veranstaltungen.

De Wirtschaftsministère leet d'Initiativ vum Product Circularity Data Sheet (PCDS/www.pcds.lu), déi d'Kommunikatioun vu kreeslafwirtschaftlechen Eegenschafte vu Produiten duerch déi ganz Wertschöpfungskette fördert. Unhand vun enger internationaler Communautéit vun iwwer 50 Firmaen aus méi wéi zwielef Länner gouf een Dateblat erstallt, dat verschidden Aspekter wéi och d'Reparabilitéit vu Produite beschreift. Déi Date sollen et erméiglechen, dass den Endverbraucher déi néideg Informatioune kritt, fir kënnen e Produit nodréiglech ze flécken. Déi ganz Initiativ ass och um Niveau vun der ISO als international Norm opgeholl ginn a soll 2024 als ISO59040 publizéiert ginn.

ad 4. Follgend Tabell weist d'Gesamtproduktioun vun Offäll vun Elektroapparater, déi hei zu Lëtzebuerg separat agesammelt gi sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Laut Reschtoffallanalys sinn 2013/2014 587,58 Tonnen Elektroschrott iwwert de Wee vum Reschtoffall entsuergt ginn. Dës Zuel reduzéiert sech op 535,09 Tonnen an der Reschtoffallanalys 2018/2019. D'Sperrmüllanalys 2015 gëtt 9,54 Tonnen Elektroschrott un, déi iwwert de Wee vum Sperrmüll entsuergt gi sinn; laut Sperrmüllanalys 2020 waren et der nach 1,42 Tonnen.

Question 5029 (30.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence :**

Op zdf.de bericht een Artikel vum 29. September, dass op e puer Plazen an Däitschland d'Noutruffnummeren net méi iwwert d'Mobilfunknetz konnten erreecht ginn. D'Pann ass direkt op e puer Plazen opgetrueden. Iwwert d'Grënn vun der Pann wollte weeder d'Mobilfunkbedreiwer nach d'Autoritéiten eng Angab maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Ass ee bei de Rettungsdéngschter um Courant vun där Pann an eisem Nopeschland an ass een am Austausch mat den däitschen Autoritéiten, fir d'Ursaache vun der Pann gewuer ze ginn?

2. Kann ausgeschloss ginn, dass dëse Problem och zu Lëtzebuerg kéint optauchen?

3. Wéi eng technesch Sécherheetsmoossname ginn hei am Land agesat, fir dass et net zu esou engem Ausfall kéint kommen?

4. Existéieren nieft de klasseschen Noutruffnummeren nach aner Nummeren, déi am Fall vun engem Ausfall kéinte fir een Noutruff benotzt ginn?

Réponse (02.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. De CGDIS gëtt bei enger Pann am Ausland am Zesummenhank mat der Noutruffnummer 112 net automatesch informéiert. De rezente Fall kennt de CDGIS dofir och nëmmen aus der Press. Vu datt et reegelméisseg zu sou Problemer ka kommen, geet de CGDIS net all eenzele Fall am Ausland no. De CGDIS huet allerdéngs een direkten a reegelméissegen Austausch mat sengen Nopeschleitstellen an Däitschland, Frankräich an der Belsch a géif soumat iwwer all Problem informéiert ginn, deen en Impakt op Lëtzebuerg hätt. Ausserdeem ass de CGDIS an der „European Emergency Number Association (EENA)" vertrueden, am Kader vun där reegelméisseg „best practices" tëscht den europäesche Leitstellen ausgetosch ginn.

ad 2. Den Detail vun der Pann ass dem CGDIS wéi uewe gesot net bekannt. Deemno kann och näischt ausgeschloss ginn. Wéi bei all techneschem System kann et duerch intern oder extern Problemer ëmmer mol nees zu Stéierunge kommen. Eng 100%eg Ausfallsécherheet ass also net realistesch.

ad 3. De Lëtzebuerger 112 ass als „infrastructure critique" klasséiert. Aus deem Grond sinn eng sëlleg technesch, informatesch an organisatoresch Moossnamen en place, fir d'Resilienz vun der Noutruffzentral méiglechst héich ze halen. Beispiller sinn: No-Break-Systemer, Noutstroum, eng Backup-Leitstell, geduebelt Technik, redundant Leitungen asw. Déi nei Noutruffzentral um CNIS entsprécht och alle fachspezifeschen, europäeschen (Sécherheets-)Normen. Iwwert den Detail vun dëse Sécherheetsmoossname gëtt wéinst der Sensibilitéit vum Sujet awer net an der Ëffentlechkeet kommunizéiert.

ad 4. De Règlement ILR/T21/4 du 6 mai 2021 relatif à la détermination de numéros d'urgence au sens de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques - Secteur communications électroniques definéiert dës Nummeren, déi och ëmmer accessibel musse sinn an net extra fräigeschalt musse ginn. Dës Nummere sinn och bewosst ganz einfach ze verhalen, ginn awer just am Fall vun enger Stéierung kommunizéiert.

Question 5031 (30.09.2021) de **M. Claude Lamberty** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **validité de la vaccination contre la Covid-19 :**

Les premières personnes au Luxembourg ont été vaccinées contre la Covid-19 à la fin du mois de décembre 2020. Actuellement, certains pays s'apprêtent à renforcer les conditions d'entrée en limitant la durée de validité de la vaccination Covid-19. En Croatie, la première vaccination ne doit pas avoir été effectuée depuis plus de 270 jours. En Autriche, la limite est de 360 jours depuis la deuxième dose du vaccin.

Cela signifie que bientôt, pour les premières personnes, le certificat de vaccination contre la Covid-19 ne sera plus suffisant pour entrer dans certains pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Madame la Ministre, le Luxembourg envisage-t-il de limiter la validité de la vaccination contre la Covid-19 ?

2) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils informés sur les faits que d'autres pays européens vont introduire de telles restrictions d'entrée ?

3) Le Luxembourg préconisera-t-il des conditions d'entrée uniformes au sein de l'Union européenne ?

Réponse commune (02.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le règlement (UE)2021/953 du 14 juin 2021 qui définit le certificat Covid numérique de l'UE, ne précise pas la durée de validité du certificat de vaccination et permet donc aux États membres de fixer cette durée au niveau national.

Ainsi, au Luxembourg, la durée des certificats a été fixée provisoirement à douze mois après un schéma de vaccination complet (donc à la date d'injection de la 2ème dose pour la plupart des vaccins, à l'exception du vaccin Janssen qui est à dose unique). La durée de validité pourrait toutefois être prolongée ultérieurement en fonction de nouvelles données scientifiques qui prouveraient une efficacité des vaccins à plus long terme.

ad 2) Depuis le début de la pandémie de Covid-19, des restrictions à la libre circulation ont été mises en place par plusieurs États membres. Avec l'introduction du certificat Covid numérique de l'UE, le principe de libre circulation a été partiellement rétabli - or, on reste encore loin d'un plein rétablissement. Avec la montée du taux d'incidence en ce début d'automne 2021, de nouvelles mesures aux frontières ne sont pas à exclure. Le Luxembourg insistera sur le respect du cadre établi par le règlement précité pour faciliter la libre circulation et sur le principe de proportionnalité pour toute nouvelle mesure.

ad 3) Depuis le début de la pandémie, le Luxembourg a toujours soutenu une approche coordonnée en la matière, tout en soulignant la nécessité d'aboutir à un plein rétablissement de la libre circulation au sein de l'espace Schengen dans les meilleurs délais.

Question 5032 (30.09.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **prix de la viande porcine :**

D'Produzente vu Schwéngefleesch si säit ronn engem Joer an enger déiwer Kris. Vill Produzente vu Schwéngefleesch spillen dohier mam Gedanken, fir opzehalen, well aktuell e Verkafspräis vu ronn 1,25 € pro Kilo verrechent gëtt. De Käschtendeckungspräis läit allerdéngs aktuell bei 1,98 fir de Kilo Schwéngefleesch. Déi jeeweileg Produzente vu Schwéngefleesch - sief dat an der Zuucht oder am Beräich vum Mäschten - sinn deemno mat existenzielle Problemer konfrontéiert a wëssen net méi, wéi et soll weidergoen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Huet d'Regierung Pläng, fir am Kader vun där uewe beschriwwener akuter Noutfallsituatioun de Produzente vu Schwéngefleesch finanziell ze hëllefen? Bestinn hei Pläng oder Iwwerleeungen? Wa jo, wéi gesinn dës Pläng aus a wéini kënnen d'Produzente vu Schwéngefleesch mat der Ëmsetzung vun deene Pläng oder Iwwerleeunge rechnen?

2. Am Joer 2002 hat Lëtzebuerg en Import vu Schwéngefleesch vu 5.780 Tonnen ze verzeechnen, gläichzäiteg goufen 9.554 Tonne Schwéngefleesch an eist Land importéiert. Wéi gestalte sech an deem Kontext d'Export- an Importzuele vum Schwéngefleesch fir d'Joren 2019 an 2020?

Réponse (03.11.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'Regierung ass sech der ganz schwiereger Situatioun am Secteur vun der Schwéngsproduktioun wuel bewosst. Dofir huet Lëtzebuerg um leschte Conseil vun de Landwirtschaftsministeren den 11. an 12. Oktober intervenéiert, fir d'Kommissioun opzefuerderen, déi méiglech Schrëtt ze ënnerhuelen, fir dem Secteur ze hëllefen. Am Moment sinn niewent den Aiden am Kontext vun der Covidkris awer keng nei Aidë virgesinn.

Am Kontext vum Plan stratégique national fir d'PAC ab 2023 wäerte Mesure geholl ginn, fir och d'Schwéngsbetriber hin zu enger méi nohalteger an déierefrëndlecher Produktioun ze ënnerstëtzen.

ad 2. Laut den offiziell publizéierte Bilanzzuele vum Schwéngefleesch louchen d'Exportzuelen 2002 bei 4.361 Tonnen an d'Importer hunn 12.160 Tonnen ausgemaach. 2019 louchen d'Exporter mat 5.882 Tonne liicht méi héich a sinn 2020 mat 5.679 Tonnen nees liicht réckleefeg. D'Importer vu Schwéngefleesch hunn 2019 en Niveau vu 15.183 Tonnen erreecht a sinn 2020 weider op 16.047 Tonne geklommen. Et ass och ze gesinn, dass souwuel d'Exporter zu 100 % an d'Importer zu mindestens 96,7 % innerhalb vun der EU ofgewéckelt ginn. An et ass awer och wichteg ze bemierken, dass d'Quantitéit Fleesch sech aus enger ganzer Rei vun Intrastatcoden zesummesetzt, wou och veraarbecht Fleeschprodukter drënner falen.

An der Tabell sinn all Detailer zum Bilan nozekucken. Et gëtt do ënnerstallt, dass d'Variation de stocks ze vernoléissegen ass, well déi Produkter an der Reegel net länger gelagert ginn. Weiderhi muss ee wëssen, dass déi lieweg Béischte mat definéierte Koeffizienten a Schluechtkierpergewiicht ëmgerechent gi wéi all déi aner Produkter och.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5033 (30.09.2021) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **E-Commissariat :**

D'E-Kommissariat vun der Police gëtt et elo zanter dem 27. Juli 2018. Dee Portail huet net nëmmen de Virdeel, datt méi Polizisten um Terrain kënne sinn, mee och, datt d'Leit sech net méi mussen deplacéieren, fir eng einfach Plainte oder e puer aner Deklaratiounen, wéi zum Beispill verlueren Objeten oder en einfache Vol, ze maachen.

Déi zweet Hallschent vum Joer 2018 sinn direkt iwwer 1.000 Fäll online deklaréiert ginn. 2019 sinn eng 4.300 Affären iwwert d'E-Kommissariat erakomm. Dem Aktivitéitsrapport vun der Police no sinn 2020 esouguer ronn 5.500 Affären iwwert dee Wee traitéiert ginn. No gutt dräi Joer wier et elo un der Zäit, fir en éischte Bilan ze zéien.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Entspriechen déi genannten Zuelen den initialen Erwaardunge vum Här Minister?

2. Hat d'Pandemie en Afloss op d'Zuele vum leschte Joer? Wa jo, wéi bewäert de Minister dës Zuelen?

3. Gëtt eventuell dru geduecht, fir d'Palett vun den Deklaratiounen, déi ee kann iwwert d'E-Kommissariat mellen, ze vergréisseren?

4. Wa jo, wéi eng Deklaratioune wieren dat?

5. Wann net, wat sinn d'Grënn, fir d'Palett net auszebauen?

6. Wéi vill Persoune schaffen am Service, deen d'Deklaratioune vum E-Kommissariat verschafft?

7. Wéi laang dauert den Traitement vun den Affären an der Reegel?

8. Gëtt eventuell dru geduecht, fir weidert Personal anzestellen? Wa jo, wéi eng Formatioun mussen déi Leit hunn?

Réponse (20.10.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Am Kader vun der Digitalisatioun sinn déi genannten Zuelen als gudden Erfolleg unzegesinn.

ad 2. D'Pandemie hat effektiv een Afloss op d'Zuelen, well duerch de Lockdown méi Leit op d'E-Kommissariat verwise goufen. Generell sinn d'Zuelen awer all Joer an d'Luucht gaangen.

ad 3. + 4. Am Joer 2019 gouf e Stufeplang ausgeschafft, fir d'Demarchen iwwert d'E-Kommissariat ze erweideren. Dee Plang gesäit vir, datt an enger éischter Phas d'Lëscht vun den Objeten, déi een als geklaut ka mellen, vergréissert gëtt. An deenen nächste Phasen, déi sech dann iwwert déi kommend Joren erstrecke sollen, ass virgesinn, fir verschidden aner Strofdoten iwwert d'E-Kommissariat deklaréieren ze kënnen.

Dëse Stufeplang gëtt an den nächste Joren ëmgesat a Funktioun vun der Erweiderung vum Personalstand vum E-Kommissariat.

ad 6. Am Service, deen d'Deklaratioune vum E-Kommissariat verschafft, sinn aktuell zwee Beamten affektéiert.

ad 7. Vu dass déi Demarchen iwwert d'E-Kommissariat ganz verschidde sinn (vum Objet déclaré trouvé bis hin zum Vol simple), ass eng generell Moyenne net aussokräfteg.

ad 8. Am Kader vun der genereller Opstockung vum Policepersonal wäert och sécherlech d'Opstockung vum E-Kommissariat envisagéiert ginn. D'Formatioun vun deene Leit orientéiert sech a Funktioun vun der Offer vun Déngschtleeschtungen, déi d'E-Kommissariat an Zukunft muss garantéieren (OPJ etc.).

Question 5034 (01.10.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **vaccination du personnel des services de soins infirmiers à domicile :**

Depuis le 22 septembre 2021 de nouvelles recommandations, élaborées par le Ministère de la Famille et par la Direction de la santé, s'appliquent aux gestionnaires des maisons de soins, CIPA et logements encadrés. Celles-ci visent à éviter la propagation du virus Sars-CoV-2 dans les structures pour personnes âgées. Toutefois, les soins à domicile ne sont pas concernés par ces recommandations. Or, de nombreux patients qui recourent à des soins à domicile sont des personnes âgées et dès lors potentiellement vulnérables face au virus. En la matière, la loi du 17 juillet 2020 dite « loi Covid » soumet le personnel de réseaux d'aide et de soins à l'obligation de présenter trois fois par semaine un test autodiagnostique du Sars-CoV-2 pour les personnes ne présentant pas de schéma vaccinal complet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le patient d'un réseau de soins à domicile a-t-il le droit de revendiquer d'être soigné par une personne présentant un schéma vaccinal complet ? Mesdames les Ministres ont-elles eu des informations de patients qui auraient refusé l'accès de leur domicile à du personnel soignant non vacciné ?

2) Afin de renforcer encore le dispositif contre la propagation du virus, le Gouvernement envisage-t-il d'introduire le régime CovidCheck pour les réseaux d'aides et de soins à domicile ?

Réponse commune (04.11.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) L'article 5 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient ainsi que l'article 16 du Code de la sécurité sociale posent le principe du libre choix du patient quant aux prestataires de soins de santé. Le patient est en principe libre de choisir son prestataire de soins de santé qu'il s'agisse p. ex. de son médecin ou, comme en l'espèce, du réseau qui lui prodiguera les soins dont il a besoin.

L'article 6 de la loi précitée prévoit que le prestataire de soins de santé peut refuser la prise en charge d'un patient pour des raisons personnelles ou professionnelles, sauf en cas d'urgence. Ce refus ne peut pas être discriminatoire. Et en cas de refus, le professionnel de santé doit assurer les premiers soins d'urgence et la continuité des soins.

L'article 11 de la Constitution dispose que « l'État garantit la protection de la vie privée, sauf les exceptions fixées par la loi », et l'article 8 (1) de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne énonce que « [t]oute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant ». Les données de santé sont des données très sensibles qui bénéficient d'ailleurs d'une protection spécifique au sein du règlement 2016/679 (UE), dit « Règlement général de protection des données personnelles (RGPD) », entré en vigueur le 25 mai 2018.

Les réseaux de soins à domicile ne sont, dès lors, pas en droit de demander le statut vaccinal de leur personnel et encore moins de partager les informations relatives à celui-ci avec leurs patients.

ad 2) Il est rappelé dans ce contexte que le régime du CovidCheck ne s'applique pas à des personnes, mais à des établissements ou à des évènements.

Il est encore rappelé que l'article 3 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 a mis en place un cordon sanitaire qui s'applique à une série d'établissements ou de services. Les réseaux d'aides et de soins sont également visés par ledit article qui prévoit que les membres du personnel de tels réseaux sont soumis à l'obligation de présenter trois fois par semaine à l'arrivée sur le lieu de travail un test autodiagnostique servant au dépistage du Sars-Cov-2 réalisé sur place et dont le résultat est négatif. Les personnes vaccinées, rétablies ou testées négatives sont dispensées de cette obligation.

Par ailleurs, les recommandations aux gestionnaires des réseaux d'aides et de soins et aux gestionnaires des centres psychogériatriques, approuvées et validées par la Commission permanente pour le secteur des personnes âgées[19] et en vigueur jusqu'au 18 octobre, ont été actualisées et prolongées jusqu'au 18 décembre par la Commission permanente, et ce, lors de la séance du 12 octobre.

Ces recommandations à l'attention des gestionnaires de réseaux d'aides et de soins et aux gestionnaires de centres psychogériatriques peuvent être consultées et téléchargées sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/dossiers/faq/faqnew.html

Question 5035 (01.10.2021) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **cours de langue luxembourgeoise :**

La langue luxembourgeoise gagne de plus en plus en popularité et ainsi ses cours de langue. Entre 2008 et 2018, le nombre de cours de langue luxembourgeoise proposé à l'Institut national des langues s'est vu tripler.

Aussi dans les régions limitrophes du Grand-Duché, des cours de langue luxembourgeoise apparaissent davantage et y connaissent un grand succès.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution des inscriptions aux cours de langue luxembourgeoise au Luxembourg ? Quelles étaient les répercussions de la pandémie sur ces cours ?

2) Est-ce que le ministère suit l'évolution des cours de langue luxembourgeoise à l'étranger ? Existe-t-il par exemple un inventaire ou des chiffres sur les cours de langue luxembourgeoise tenus à l'étranger et le nombre de participants ?

3) Apprenant récemment que les régions frontalières ont parfois des difficultés à trouver le personnel nécessaire pour la tenue de ces cours, comment le Luxembourg soutient-il la promotion de sa langue véhiculaire dans la région frontalière ? Existe-t-il des programmes de coopération ou d'échange ?

Réponse (09.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Je confirme que les cours de langue luxembourgeoise pour adultes ont constamment gagné en popularité, comme le montre le tableau ci-après.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pendant la pandémie, les inscriptions aux cours conventionnés, organisés par le Service de la formation des adultes (SFA) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), ont connu une légère baisse de l'ordre de 10 %. Pendant les périodes où les formations en présentiel n'étaient pas autorisées, une grande partie des cours ont pu être organisés en mode eLearning.

Pour l'offre des cours de prestataires privés, mon ministère ne dispose pas de chiffres, vu que c'est la Direction des classes moyennes du Ministère de l'Économie qui est compétent pour ces institutions. À l'Institut national des langues (INL), des cours en Blended Learning ont été introduits en 2020-2021. Ce format a fait ses preuves et il sera maintenu afin de compléter l'offre de l'INL.

La faible baisse du nombre d'inscriptions aux cours de langue luxembourgeoise résulte d'une gestion efficace de la crise sanitaire, grâce notamment à la mise en place minutieuse des dispositions sanitaires. Une autre manière pour contrer les effets néfastes de la crise sanitaire a été d'introduire les bons donnant droit à une inscription gratuite à un cours similaire. De surcroît et conformément au règlement grand-ducal du 20 mai 2020 portant dérogation à l'article 6, paragraphe 1er, du RGD du 27 juin 2018 fixant le montant des droits d'inscription aux cours organisés à l'INL, les détenteurs d'un tel bon ont profité d'une priorité pour leur admission ultérieure à des cours.

ad 2) + 3) Depuis 1997, EuRegio coordonne l'organisation des cours de luxembourgeois dans des communes lorraines en coopération avec mon ministère et plus particulièrement le Service de la formation des adultes et le Syvicol (Syndicat des villes et communes luxembourgeoises). Les cours sont organisés dans les communes suivantes : Audun-le-Tiche, Florange, Hayange, Hettange-Grande, Sierck-les-Bains, Villerupt, Volmerange-les-Mines, Roussy-le-Village, Thionville, Yutz et la Communauté d'agglomération du Grand Longwy.

Le MENJE ne dispose à ce stade pas encore de statistiques concernant le nombre d'apprenants inscrits dans des cours de luxembourgeois dans les structures de formation d'adultes de nos pays limitrophes. Comme le SFA vient de conclure, en 2021, des conventions avec les autorités compétentes de la Sarre et de Rhénanie-Palatinat, des statistiques y afférentes devront être disponibles sous peu.

Plus précisément, le Luxembourg a conclu des accords avec le Ministerium für Bildung und Kultur des Saarlandes et la Kreisvolkshochschule Trier-Saarburg. En mettant à disposition des formateurs, le MENJE soutient les cours organisés aux établissements suivants : la Volkshochschule Konz, la Volkshochschule Saarburg, la Volkshochschule Schweich, la Volkshochschule Gusterath, la CEB Akademie Merzig-Hilbringen, la VHS Kreis Merzig-Wadern, le Sprachenzentrum udS et la VHS Regionalverband Saarbrücken.

Une collaboration avec le rectorat de la région académique Grand Est et de l'académie de Nancy-Metz est envisagée pour 2022. Les négociations y relatives sont en cours. Mon département vise surtout deux axes d'intervention :

1. L'organisation de cours de luxembourgeois destinés à des demandeurs d'emploi. Le SFA envisage d'intervenir au GRETA de Longwy, Metz, Talange et Thionville. (On entend par GRETA un groupement d'établissements qui fédèrent leurs ressources pour organiser des actions de formation continue pour adultes).

2. La mise en place de cours de luxembourgeois optionnels, destinés à des jeunes apprenants des domaines des soins, de l'éducation et de l'Horeca. L'INL entend collaborer avec des lycées professionnels dépendant de l'académie de Nancy-Metz. D'un point de vue format, ces formations auraient lieu de manière hybride, essentiellement en distanciel.

En vue de promouvoir l'apprentissage de la langue luxembourgeoise à l'étranger et surtout dans les pays limitrophes, l'INL, à l'initiative de l'ambassade du Luxembourg à Paris et en collaboration avec le MENJE, a organisé des cours de luxembourgeois pour particuliers pour le cercle des Luxembourgeois résidant à Paris. 24 personnes s'y sont inscrites et les cours se sont déroulés du 10 février au 14 février 2020. Ce projet ayant connu un grand succès, une deuxième session est en cours d'élaboration et sera probablement proposée en février 2022. Mon département se trouve actuellement en étroite communication avec plusieurs ambassades à travers le monde en vue de promouvoir davantage l'apprentissage de la langue luxembourgeoise à l'étranger.

D'autre part, en suivant le rythme de la digitalisation et dans le but de faciliter l'accès à une formation certifiée de la langue luxembourgeoise et de former des formateurs, l'INL travaille actuellement sur une nouvelle version du ZLSK (Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur). L'accent y est mis sur une formule Blended Learning, limitant ainsi les déplacements à l'INL et permettant ainsi à des personnes intéressées, répondant au profil recherché et demeurant à l'étranger, de participer à cette formation.

Question 5036 (01.10.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**impact de la pandémie de la Covid-19 sur la santé mentale :**

So wie es aus der internationalen Presse hervorgeht, leiden viele Menschen unter den Belastungen und Auswirkungen der Pandemie. Nicht nur Erwachsene, sondern auch Kinder und Jugendliche leiden an den Folgen von Lockdown, Homeschooling und der sozialen und gesellschaftlichen Distanz und Einschränkung. Das alles sind Gründe, weshalb die Coronapandemie vermehrt psychische Erkrankungen bei Menschen hervorgerufen hat.

Studien zufolge haben Depressionen und ähnliche Zustände bei vielen Leuten, und gerade bei jungen Menschen seit Corona deutlich zugenommen. Diese Erfahrungen hätte man auch in deutschen Schulen gemacht, seit diese wieder normal für den Unterricht geöffnet sind. So wurde an diversen Schulen von Schülern sogar der Wunsch nach einer verstärkten psychologischen Unterstützung in Bezug auf die coronabedingten Belastungen und deren Auswirkungen geäußert.

Die NRO Human Rights Watch hat in diesem Sinne und mit Hinblick auf den bevorstehenden Weltgesundheitsgipfel, in einem Brief an die Regierungen unterstrichen, dass die psychiatrischen Dienste seit der Pandemie noch wichtiger seien und dass Regierungen konkrete Schritte unternehmen sollen, um die psychosoziale Versorgung zu verbessern.

In diesem Zusammenhang möchte Ich folgende Fragen an die Herrn Minister für soziale Sicherheit als auch für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

1. Wie viele Erwachsene befinden sich seit der Pandemie in psychiatrischer Behandlung?

2. Wie viele Jugendliche und Kinder befinden sich seit der Pandemie in psychiatrischer Behandlung?

3. Konnte man auch an luxemburgischen Schulen feststellen, dass Schüler sich verstärkte psychologische Unterstützung in Bezug auf die coronabedingten Belastungen und deren Auswirkungen wünschen?

4. In ihrer Antwort auf meine parlamentarische Anfrage N° 4112 gab die Regierung bekannt, „einen nationalen Plan für psychische Gesundheit aufzustellen. Dieser Plan soll die weiterführende Dezentralisierung der Psychiatrie beinhalten, sowie die Zusammenarbeit der Krankenhäuser und den außerklinischen Strukturen verbessern, die Bereiche der psychotherapeutischen und psychosomatischen Medizin aufstellen, die Diversifizierung und die Erhöhung der Kapazitäten vom außerklinischen konventionierten Bereich vergrößern sowie die betreuungsrelevanten Ateliers thérapeutiques erweitern. In diesem Zusammenhang wird in Vereinbarung mit dem Bildungsministerium die Möglichkeit eines geeigneten pädagogischen Angebots für den Krankenhaussektor der Jugendpsychiatrie aufgestellt."

Kann die Regierung mich über die Entwicklung und Fortschritte des nationalen Plans für psychische Gesundheit informieren?

Réponse commune (09.11.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Der Generalinspektion der sozialen Sicherheit (IGSS) ist es nicht möglich, eine eindeutige Anzahl von Personen, die als „unter psychiatrischer Behandlung" gelten können, zu nennen. Dennoch erlauben die administrativen Daten der Datenbank der sozialen Sicherheit eine Quantifizierung der ausgestellten Rechnungen bestimmter medizinischer Handlungen, sowie Krankenhausbehandlungen, welche ein zuverlässiges Gesamtbild der Neupatienten unter psychiatrischer Behandlung ermöglichen.

Bei der Beantwortung dieser parlamentarischen Frage wurde das Einschlussfeld einer psychiatrischen Behandlung wie folgt festgehalten:

- Psychotherapiehandlungen, wie sie in der Nomenklatur der Ärzte festgehalten sind[20];

- Die Tageshonorare in den psychiatrischen Tageskliniken oder den Tageszentren der nationalen Fachabteilung für Jugendpsychiatrie (SNPJ);

- Das Tageshonorar der psychosozialpädagogischen Assistenz, welche von einem der Mitglieder der Entente des gestionnaires des structures complémentaires et extrahospitalières en psychiatrie (EGSP) erteilt wurde;

- Stationäre Behandlungen in einer spezialisierten psychiatrischen Rehabilitationseinrichtung;

- Die Sprechstunde, auch per Telefon, welche durch einen Facharzt in Psychiatrie, Kinderpsychiatrie oder Neuropsychiatrie erfolgte;

- Der Konsum von Psychopharmaka (Kapitel ATC N05 et N06 der Statuten der nationalen Gesundheitskasse).

Zur Feststellung des Datums, an welchem eine Person als Neupatient einer psychiatrischen Behandlung gilt, wird der Konsum von Psychopharmaka nicht berücksichtigt. Die Kapitel ATC bezüglich der Psychopharmaka enthalten nämlich unter anderem auch Medikamente, welche auch nicht in Bezug auf eine psychiatrische Behandlung verschrieben werden können. Dies bringt also mit sich, dass, um das Datum des Beginns einer Behandlung festzustellen, nur die oben aufgelisteten Leistungen berücksichtigt werden, es sei denn, der Konsum von Psychopharmaka entspräche der einzigen von der Person erhaltenen Leistungen.

Grafik 1: Entwicklung der Zahl neuer Patienten und der Wachstumsrate zwischen 2018 und dem dritten Quartal von 2021.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Die Grafik 1 lässt keine Steigerung der Anzahl an Neupatienten unter psychiatrischer Behandlung zwischen 2018 und dem dritten Quartal des Jahres 2021 feststellen.

Allerdings zeigen die dargestellten Zahlen, dass die Anzahl in der genannten Periode sich zwischen 200 und 400 Neupatienten, Kinder oder Jugendliche, unter psychiatrischer Behandlung wertestabil entwickelt. Ebenso zeigt sich dies bei den erwachsenen Neupatienten, wo die Anzahl sich zwischen 1.200 und 1.500 bewegt. Eine Ausnahme ist jedoch im zweiten Quartal 2020 festzustellen, wo sich die Anzahl der erwachsenen Neupatienten unter psychiatrischer Behandlung bei 968 befindet und somit deutlich niedriger als die in den, für diese Altersgruppe, anderen Zeiträumen festgestellten Zahlen ist.

Die Analyse des Verlaufs der Wachstumsrate zwischen den verschiedenen Perioden lässt einen saisonalen Effekt für die Erwachsenen, sowie auch für die Kinder und Jugendlichen im Endquartal jedes Jahres feststellen. Dieser Effekt ist bei den Erwachsenen im Jahr 2020 leicht abgeschwächt.

Die Daten des Jahres 2021 müssen immer als vorläufig betrachtet werden, da die Rechnungen der me-

[19] La Commission permanente, créée en vertu d'une motion adoptée par la Chambre des Députés en date du 13 juillet 2021, est composée de représentants du Ministère de la Famille, de la Direction de la santé, du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance-dépendance, de la Copas, de l'AMMD, du Conseil supérieur pour personnes âgées, du Conseil supérieur de certaines professions de santé.

[20] Règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie

dizinischen Honorare, sowie auch die Daten der Klinikaufenthalte, nicht in Echtzeit erfasst werden können.

ad 3. Es liegen aktuell keine Informationen zu erhöhten Anfragen an Luxemburger Schulen in Bezug auf die coronabedingten Belastungen vor. Trotzdem können einige Schlussfolgerungen aufgrund empirischer Fakten gezogen werden:

- Wissenschaftliche Berichte, wie z. B. die YAC (Youth and Corona) Studie und die Covid-Kids Studie der Uni Luxemburg, verdeutlichen trotzdem, dass die Pandemie eine zusätzliche Belastung für die Jugendlichen in Luxemburg darstellt und wahrscheinlich auch in Zukunft ihre Spuren hinterlassen wird: „Die Lebenszufriedenheit der Kinder ging deutlich zurück: von 96 % vor der Pandemie auf 67 % während der Ausgangsbeschränkungen. Einige Gruppen von Kindern berichteten über ein deutlich geringeres emotionales Wohlbefinden als andere. Dabei handelte es sich um Kinder im Alter von 11 bis 16 Jahren, um Kinder aus niedrigeren sozioökonomischen Verhältnissen und um Mädchen."- Covid-Kids Studie.

- Trotz coronabedingter Einschränkungen der individuellen Beratungen (Terminvereinbarung, Onlineberatung, Masken, Plastikscheiben) konnten seit dem 16.03.2019 viele Schüler und Schülerinnen weiterhin auf das Beratungsangebot der schulischen und außerschulischen Dienststellen (SePAS und CePAS) zurückgreifen. Es handelte sich einerseits um Jugendliche, die schon vorab in Beratung waren, andererseits aber auch um eine neue Zielgruppe, nämlich Schüler und Schülerinnen, die vor der Pandemie noch keine psychologische Beratung in Anspruch genommen haben und nun wegen akuten Schwierigkeiten einen Ersttermin vereinbarten. Hierbei ging es hauptsächlich um depressive Tendenzen, um auto-aggressives Verhalten sowie auch um Angststörungen, jeweils von sehr unterschiedlichem Schweregrad.

- Nationale Daten, die aufzeigen könnten, ob die Beratungszahlen eher stabil sind oder aufgrund der Pandemie eine steigende Tendenz aufweisen, sind derzeit noch nicht verfügbar. Eine statistische Erhebung zu den Beratungsmotiven, mit denen Schüler sich an die psychosozialen Dienste wenden, wird aber ab diesem Schuljahr 2021-2022 in allen SePAS und SSE (Services socio-éducatifs) durchgeführt und erste Resultate werden Anfang 2022 vorliegen. Die empirischen Erfahrungen deuten derzeit nicht auf eine radikale Zunahme der Anträge auf psychologische Unterstützung hin.

- Letztendlich hat das MENJE seit 2019 einen intensiven und kontinuierlich geführten Kontakt und Austausch zu den Vertretern der Jugend- und Schülerorganisationen gepflegt. Bei diesen Gesprächen wurde ausdrücklich der Wunsch geäußert:
• das Thema der mentalen Gesundheit vermehrt in Sekundarschulen zu behandeln;
• auf die Partizipation der Jugendlichen selbst zurückzugreifen (Sensibilisieren, Brückenbauen zu Beratungsstellen, auf die Stimme der Jugend hören);
• die Erreichbarkeit der schulinternen sowie auch schulexternen psychologischen Dienststellen zu erhöhen.

All diese Elemente werden aktuell vom CePAS/MENJE bei der Entwicklung der Maßnahmen zur-Förderung des Wohlbefindens von Jugendlichen in der Schule berücksichtigt und umgesetzt. Der nationale Jugendaktionsplan (Jugendpakt 2022-2025), der Anfang 2022 von der Regierung veröffentlicht wird, wird eingehend auf die verschiedenen Maßnahmen eingehen.

ad 4. Aufgrund der Covidkrise haben sich die Arbeiten am Plan für psychische Gesundheit verzögert und haben zu diesem Zeitpunkt noch nicht begonnen. Ein Experte, der diese Arbeit koordinieren soll, wird in Kürze eingestellt werden. Anzumerken ist, dass bei der Evaluation des „Plan national suicide" im Jahr 2020 viele Themenbereiche identifiziert worden sind, die in den Plan für psychische Gesundheit mit einfließen sollen.

Question 5038 (01.10.2021) de **Mmes Djuna Bernard** et **Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **trouble déficit de l'attention/hyperactivité (TDA/H) :**

En collaboration, le Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA) et le Service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur (SCAP) ont déclaré l'octobre 2021 comme mois de sensibilisation et de formation au sujet du trouble déficit de l'attention/hyperactivité (TDA/H).

Le TDA/H est un trouble neurodéveloppemental, parmi les symptômes duquel figurent l'inattention, l'impulsivité ou encore l'hyperactivité. Le « Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux - 5e édition » définit le TDA/H comme « un mode persistant d'inattention et/ou d'hyperactivité-impulsivité qui interfère avec le fonctionnement ou le développement, […] et qui a un retentissement négatif direct sur les activités sociales et scolaires/professionnelles »[21]. Le TDA/H est le troisième trouble de santé mentale en importance dans le monde, après la dépression et l'anxiété ; il touche une proportion estimative de 3,4 % des enfants et des adolescents.[22]

Pour le diagnostic ainsi que pour le traitement du TDA/H, il est primordial que les différents acteurs impliqués travaillent en étroite collaboration et ce à travers les domaines de l'éducation formelle, de l'éducation non formelle ainsi que des professionnels de la santé. Or, comme l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher l'a noté dans son rapport annuel le plus récent, « la multiplicité des intervenants et des interventions peuvent faire obstacle à une approche holistique, qui doit rester l'objectif afin de garantir une prise en charge cohérente, bien axée sur les besoins de l'enfant et les ressources de la famille.[23]

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien de cas diagnostiqués de TDA/H existe-t-il actuellement au Luxembourg, tant auprès des mineurs qu'auprès des adultes ? Quelles sont les estimations concernant le chiffre noir de cas non répertoriés ?

2) Quels sont les aides et soutiens ouverts aux mineurs et adultes concernés avant qu'un diagnostic médical ne soit établi ? Dans le domaine scolaire, est-il possible de prévoir des aménagements en faveur des enfants concernés avant un diagnostic médical ?

3) Quelles sont les stratégies que Monsieur et Madame les Ministres comptent mettre en œuvre pour pallier le manque de personnel, notamment au niveau de la psychiatrie et de la pédopsychiatrie ?

4) Comment est organisée la formation des enseignants et éducateurs au sujet des troubles neurodéveloppementaux ? Une amélioration sur ce niveau ne permettrait-elle pas de réduire le nombre de cas auxquels sont confrontés les centres de compétences ?

5) Étant donné l'importance d'une approche holistique pour le diagnostic et pour le traitement des troubles neurodéveloppementaux et du TDA/H en particulier, existe-t-il un cadre interministériel qui puisse chapeauter la coordination nécessaire ?

6) Existe-t-il une étude récente sur la situation globale de diagnostic et de traitement du TDA/H au Luxembourg ? Dans la négative, une telle étude n'apporterait-elle pas une réelle plus-value pour l'ensemble des acteurs impliqués et est-elle envisagée le cas échéant?

7) Existe-t-il déjà des projets futurs de sensibilisation à réaliser au-delà du mois d'octobre 2021 et en quoi consistent-ils en l'occurrence ?

Réponse commune (09.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Du côté du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), un certain nombre de cas de TDA/H sont référés au Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA) qui s'adresse aux élèves présentant un trouble de la lecture, de l'expression écrite ou du calcul, ou un trouble associé comme par exemple le TDA/H. Pour l'année scolaire 2021-2022, sur 361 élèves suivis par le CDA, 59 présentent une pathologie TDA/H, dont 16 diagnostics TDA, 28 diagnostics TDA/H et 15 suspicions TDA/TDA/H. La totalité des diagnostics n'ayant pas été finalisée au moment de la rédaction de la présente réponse, le CDA estime à 120 le nombre d'élèves qui pourraient être affectés de TDA/H pour l'année scolaire 2021-2022.

Le service Dys-positiv, agréé et conventionné par le MENJE, compte 17 enfants atteints de TDA/H parmi les enfants qui fréquentent le service. D'autres acteurs œuvrant dans le domaine des troubles d'apprentissage ou du déficit de l'attention, tels que le service agréé et conventionné SCAP ou l'ASBL Treffpunkt ADHS, ne recensent pas les enfants et adultes touchés par le TDA/H.

Il est difficile de recenser tous les cas de personnes atteintes de TDA/H, d'autant plus qu'un certain nombre de concernés ne sollicitent ni diagnostic ni prise en charge spécifique et s'approprient leurs propres techniques pour s'accommoder de leur trouble.

Quant à la population totale au Luxembourg, des études internationales estiment le taux de prévalence auprès des moins de 18 ans à 5-6 %, et à 3-4 % auprès de la population majeure.

Au niveau du Ministère de la Santé, il n'y a pas de statistiques précises sur les cas diagnostiqués de TDA/H chez les mineurs et les adultes. Ceci nécessiterait soit un système de notification obligatoire de ce diagnostic par les médecins, soit la mise en place d'une étude de santé publique sur les personnes avec TDA/H. Il est de ce fait également impossible de connaître actuellement les chiffres de cas de TDA/H non diagnostiqués.

ad 2) Lorsqu'un élève présente des signes de TDA/H au sein de l'enseignement fondamental, différents professionnels spécialisés peuvent intervenir à côté du titulaire de classe et de l'équipe pédagogique. L'instituteur spécialisé dans la prise en charge des élèves à besoins spécifiques (I-EBS) de l'école évalue la situation et cherche à mettre en place des mesures qui répondent aux besoins individuels de l'élève en concertation avec les parents de l'élève et le titulaire de classe. L'I-EBS peut assister l'élève en classe et collabore étroitement avec les membres des équipes de soutien des élèves à besoins spécifiques (ESEB) et la Commission d'inclusion (CI) de la Direction régionale de l'école concernée. L'ESEB est notamment chargée par la CI concernée d'évaluer les besoins de l'élève en établissant un diagnostic.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, une première détection du TDA/H peut être faite par le Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) ou l'ESEB du lycée. Elle se fait en relais avec les enseignants et les parents ou suite à la description du trouble par l'élève lui-même. Différents aménagements peuvent être mis en place par le directeur de l'établissement sans diagnostic médical tels que l'aménagement de la place de l'élève, la mise à disposition d'une salle séparée pour les épreuves ou la présentation adaptée des questionnaires. Ces mesures permettent de faciliter dans un premier temps le travail au quotidien. Si d'autres aménagements s'avèrent nécessaires, une demande à la Commission des aménagements raisonnables (CAR) est introduite. Les décisions de la CAR s'appuient sur la base de différents diagnostics, qu'ils soient psychologiques et/ou médicaux. Le diagnostic médical permet, dans le cadre du TDA/H, d'affiner la prise en charge de l'élève sur le court et le long terme.

Tant pour les élèves du fondamental que du secondaire, le premier diagnostic est le cas échéant affiné avec l'appui du CDA pour permettre de trouver les meilleures mesures de remédiation et aider l'élève à adopter les meilleures stratégies d'apprentissage.

ad 3) Le MENJE a déployé de considérables moyens ces dernières années afin de répondre aux besoins des élèves atteints de troubles comme le TDA/H. En particulier, la création du CDA a permis d'augmenter substantiellement tant la qualité de la prise en charge que le nombre d'élèves suivis présentant des troubles d'apprentissage et des troubles associés. En parallèle, du personnel spécialisé a été engagé dans les fonctions d'instituteurs spécialisés dans la prise en charge des élèves à besoins spécifiques (I-EBS) et dans les fonctions de collaborateurs des équipes de soutien des élèves à besoins spécifiques (ESEB) dans les enseignements fondamental et secondaire. Le développement des centres sociothérapeutiques (CST) contribue également à une prise en charge de qualité en plus des mesures d'aide proposées par l'Office national de l'enfance (ONE). En ce qui concerne les services SCAP et Dys-positiv, des moyens plus importants leur ont été alloués dans le cadre de leurs conventions avec le MENJE.

De plus, des efforts conséquents sont réalisés par le MENJE dans la promotion des métiers en lien avec la prise en charge des élèves à besoins spécifiques à l'occasion notamment de la Foire de l'étudiant.

Les pédopsychiatres sont fortement sollicités pour la prise en charge des enfants avec TDA/H, alors que leur nombre s'avère limité au Luxembourg ainsi que dans d'autres pays européens. Le recrutement en nombre suffisant de personnel compétent ne pouvant être effectué à brève échéance, vu notamment la durée de la formation concernée, il conviendrait de se concentrer dans un premier temps sur une optimisation du parcours diagnostique de ces enfants et adultes en passant notamment par une sensibilisation sur le sujet auprès des différents intervenants du terrain.

ad 4) Dans le cadre de l'offre de formation continue offerte par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), différentes formations au sujet des troubles neurodéveloppementaux sont proposées au personnel enseignant et socio-éducatif pour permettre un meilleur accompagnement des élèves. Sur la totalité de l'offre de l'IFEN pour l'année scolaire 2021-2022, 21 formations traitent directement du sujet du TDA/H et comptabilisent à ce jour 1.653 inscriptions aux sessions du 1er trimestre de l'année 2021-22. En outre, des cours sur les troubles des apprentissages et de l'attention sont dispensés dans la formation initiale des enseignants à l'Université du Luxembourg.

Des formations continues sur les troubles neurodéveloppementaux sont encore proposées par le Service national de la jeunesse (SNJ) et s'adressent au personnel des structures de l'éducation non formelle. Elles fournissent au personnel concerné les connaissances nécessaires à la compréhension des troubles neurodéveloppementaux et proposent des pistes d'intervention dans le cadre d'un accueil inclusif des enfants et jeunes à besoins spécifiques. Les sujets traités couvrent, entre autres, les troubles DYS (dyslexie, dysorthographie, dyscalculie, dyspraxie, dysphasie, dysgraphie), le trouble du spectre de l'autisme ainsi que le TDA/H.

Le développement des compétences des enseignants et éducateurs permet effectivement d'améliorer l'accompagnement des élèves à besoins spécifiques au niveau des directions de l'enseignement fondamental et des lycées, et de réduire en conséquence le nombre de cas pris en charge par les centres de compétences.

ad 5) La Direction générale de l'inclusion (DGI) du MENJE coordonne les activités en lien avec le TDA/H mises en œuvre par différents acteurs. Ainsi, la DGI pilote la totalité du dispositif de scolarisation des élèves à besoins spécifiques mis en place au niveau local, régional et national, incluant les Commissions d'inclusion des directions régionales de l'enseignement fondamental et les Commissions d'inclusion scolaires des différents Lycées avec leurs équipes spécialisées dans la prise en charge des élèves à besoins spécifiques (ESEB), la Commission nationale d'inclusion (CNI) et les centres de compétences, dont le Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA). La DGI suit également de près les activités menées par les services SCAP et Dys-positiv par la mise en place de conventions, d'agréments et la mise à disposition de moyens financiers.

En complément, il convient de noter qu'au niveau pédagogique, la CNI composée en partie de représentants du MENJE, de la Direction de la santé et du Ministère de la Famille a été instaurée dans l'optique d'une collaboration interministérielle pour coordonner et analyser les différents dossiers d'enfants ayant des difficultés dans leur scolarité. Elle permet avec l'aide du centre de compétences attitré pour le trouble de mettre en place des mesures éducatives adaptées.

ad 6) Différentes études en lien avec le TDA/H ont été réalisées par l'Université du Luxembourg, sans pour autant se concentrer spécifiquement sur le diagnostic et le traitement du TDA/H au Luxembourg. Une étude sur la situation globale de diagnostic et de traitement du TDA/H apporterait une ligne directrice aux différents intervenants et aurait un impact positif pour les enfants suivis, les parents et les acteurs en lien avec la thématique au Luxembourg.

ad 7) La pérennité des supports de communication réalisés à l'occasion de la campagne du mois d'octobre 2021 permettra de sensibiliser les publics cibles au-delà de cette date. Le site Internet dédié au TDA/H restera en ligne et permettra aux intéressés d'accéder à la brochure d'information ainsi qu'aux témoignages vidéo réalisés. Les conférences diffusées en live streaming resteront quant à elles accessibles sur le site dédié au TDA/H ainsi que sur la chaîne YouTube du MENJE. De plus, les formations continues proposées tout au long du mois d'octobre 2021 au personnel enseignant et psycho-socio-éducatif seront maintenues dans les catalogues de formations de l'IFEN et du SNJ et reconduites les années suivantes.

En complément et afin de favoriser l'inclusion dans le système éducatif, des campagnes d'information et de sensibilisation sont réalisées par le MENJE et les centres de compétences dans les écoles et auprès du grand public sur la situation et les compétences des personnes à besoins spécifiques.

Question 5040 (04.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **régime CovidCheck :**

Duerch de CovidCheck-Regimm am Horeca-Beräich kënne Restaurateuren a Cafetieren erëm méi Clienten an hire Lokaler empfänken. Fir dëse Regimm dierfen ze applizéieren, muss de Patron säi Betrib iwwert covid19.lu bei der Santé umellen a kann dann Affichen an Autocollante beim Staat bestellen. Vill, awer net all, Restauranten a Caféen annoncéieren op hire Social Media-Kanäl a Websäiten, wa si de CovidCheck-Regimm applizéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Fro stellen:

- Wéi steet de Minister zur Iddi vun enger Websäit, op där all Patron aus dem Horeca-Beräich kéint uginn, ob säi Betrib de CovidCheck applizéiert, fir esou de Clienten, déi dat wëllen, d'Méiglechkeet ze ginn, sech am Virfeld iwwert dem Betrib seng Covidmoossnamen ze informéieren?

[21] American Psychiatric Association. Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM-5), 5e édition. Elsevier Masson SAS, Issy-les-Moulineaux : APA, 2015 : 67-75.

[22] Polanczyk, GV, Salum GA, Sugaya, LS, Caye A, Rohde LA. Annual research review : A meta-analysis of the worldwide prevalence of mental disorders in children and adolescents. J Child Psychol Psychiatry 2015; 56 (3) : 345–65.

[23] Rapport ORK-OKaJu 2020, p. 106. http://ork.lu/index.php/fr/les-rapports-de-l-ork/rapport-2020.

Réponse (19.10.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Op der Pressekonferenz vum 8. Oktober hunn de Staatsminister an d'Gesondheetsministesch annoncéiert, dass de CovidCheck-Regimm am Horeca-Beräich obligatoresch gëtt. Dat entspriechend Covidgesetz gouf den 18. Oktober an der Chamber ugeholl. D'Fro vun enger Websäit, op där d'Betriber rezenséiert wieren, déi de CovidCheck applizéieren, ass deemno hifälleg.

Question 5041 (04.10.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **chargeur universel pour les téléphones et les ordinateurs portables en Europe :**

La Commission de l'Union européenne vient de présenter une initiative pour imposer un chargeur universel e. a. pour les téléphones et les ordinateurs portables en Europe et ceci dans l'intérêt des consommateurs et de l'environnement. Cette initiative fait suite à une résolution du Parlement européen votée en 2020.

- Comme cette proposition s'est heurtée à de grandes réticences de la part de l'industrie, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie quelles sont les modalités exactes de cette nouvelle réglementation.

- Endéans quels délais peut-on s'attendre à cette réglementation, permettant d'éviter l'accumulation de chargeurs devenus inutiles et ainsi de réduire les déchets électroniques ?

Réponse (02.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie* :

La proposition relative à l'introduction d'un « chargeur universel » a été adoptée par la Commission le 23 septembre dernier. Il s'agit d'une modification de l'actuelle directive 2014/53/UE relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques.

L'adoption de la proposition se fera en codécision entre le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen, qui vont seulement lancer les travaux techniques au cours des prochaines semaines. Il est donc difficile d'anticiper, à ce stade, une date d'adoption finale de ce texte. À noter aussi que le délai de transposition proposé par la Commission européenne est de douze mois et que la durée de celui-ci pourra encore évoluer au fil des négociations.

Sur le fond, la proposition de la Commission européenne repose sur quatre piliers et vise à :

- Introduire un port de charge harmonisé pour les appareils électroniques basé sur le port USB type-C, permettant aux consommateurs de charger leurs appareils avec le même chargeur quelle que soit la marque de l'appareil ;
- Introduire une technologie harmonisée de recharge rapide ;
- Dissocier la vente d'un chargeur de la vente de l'appareil électronique pour que les consommateurs puissent acheter un nouvel appareil électronique sans nouveau chargeur, ce qui devrait limiter l'achat de chargeurs indésirables ou le nombre de chargeurs laissés inutilisés ;
- Fournir une meilleure information aux consommateurs.

Les nouvelles exigences couvrent un large éventail d'appareils électroniques, notamment les téléphones mobiles, les tablettes, les appareils photos numériques, les casques d'écoute, les casques-micro, les consoles de jeux vidéo portatives et les haut-parleurs portatifs. Cette extension du champ d'application à des appareils autres que les téléphones mobiles permet de renforcer les effets positifs des dispositions.

Selon les estimations de la Commission européenne, la mise en œuvre de cette proposition, la réduction de la production et l'élimination des nouveaux chargeurs devrait réduire la quantité de déchets électroniques de près de 1.000 tonnes par an et ainsi contribuer à atteindre les objectifs du « Pacte vert pour l'Europe » qui figurent parmi les priorités du Gouvernement.

Le Luxembourg soutient pleinement les objectifs de la proposition, dont les dispositions sont actuellement examinées par les autorités compétentes, notamment l'ILNAS.

Question 5042 (04.10.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **NHS Covid Pass :**

Mengen Informatiounen no géif den Impfzertifikat (QR-Code) aus England hei zu Lëtzebuerg nach net kënne gescannt ginn. Iwwer 30 EU-Länner géifen de sougenannten NHS Covid Pass mëttlerweil awer schonn unerkennen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt den engleschen Impfzertifikat, de sougenannten NHS Covid Pass, hei zu Lëtzebuerg nach net unerkannt gëtt?

2. Am Fall wou dëst esou ass, aus wéi engem Grond, wëssend datt iwwer 30 EU-Länner den engleschen Zertifikat unerkennen a soumat déi technesch Hürde mëttlerweil geléist hunn?

3. Wat huet d'Regierung virgesinn, fir datt eis Studenten, déi momentan an England studéieren, heemkomme kënnen ouni Komplikatiounen?

Réponse (05.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Fir d'Vereenegt Kinnekräich huet d'Kommissioun den 28. Oktober 2021 eng Decisioun zur Equivalenz adoptéiert, soudass déi englesch Covidpäss, déi interoperabel mam EU-System sinn, och zu Lëtzebuerg unerkannt ginn.

ad 2. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 1.

ad 3. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 1.

Question 5046 (05.10.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **changement de carrière au sein de la Police grand-ducale :**

Mengen Informatiounen no goufen op den 1. Oktober vun dësem Joer eng Rei Employéë vum Centre d'intervention national (113) an hirer Karriär vum Groupe de traitement C1 an de B1 reklasséiert a kruten niewebäi d'Méiglechkeet ugebueden, fir Fonctionnaire ze ginn. Dëst op Initiativ vun der Police a mam Averständnis vum Minister. Grond heifir ass de concernéierte Leit hiren Diplôme de fin d'études, dee si schonn hate wéi se agestallt goufen oder dee si nogeholl hunn, wärenddeem se scho bei der Police geschafft hunn.

Anerersäits ass jo gewosst, datt e puer honnert Policebeamten, déi och en Diplôme de fin d'études hunn a scho jorelaang an der Police sinn, an hirer Karriär blockéiert sinn an eeben dës Unerkennung vun hiren Diplomer refuséiert kréien.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannten Informatioune bestätegen?

2. Wéi vill där Fäll gëtt et nach an der Police?

3. Wa jo, aus wéi engem Grond kréien d'Policebeamte weiderhin d'Unerkennung vun hiren Diplomer refuséiert (wëssend, dass eng „voie expresse" keng Valorisatioun vun den Diplomer ass)?

4. Gedenkt d'Regierung, de Policebeamten elo déi selwecht Unerkennung ze gi wéi den Employéen?

Réponse commune (09.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Am Laf vum Joer 2021 kruten eng 16 zivill Mataarbechter vun der Police d'Méiglechkeet, fir vun der Karriär C1 an d'Karriär B1 ze wiesselen, dëst am Respekt vun de legalen Dispositioune vum Regimm vun dem Employé de l'État. Verschiddener kruten dee selwechte Moment och d'Méiglechkeet, an de Statut vum Fonctionnaire-stagiaire ze wiesselen, wa si d'Reussite vum Examen-concours du groupe de traitement B1 virweise konnten.

Hei muss tëschent deenen eenzele Statuten differenzéiert ginn.

Am Géigesaz zu engem Kandidat, dee Fonctionnaire de l'État wëllt ginn, brauch e Kandidat, deen Employé de l'État wëllt ginn, keen Examen-concours ze maachen. E Fonctionnaire, deen an eng aner Karriär wëllt wiesselen, muss - ofgesi vum System vun der „carrière ouverte" - eng Reussite vum Examen-concours an der viséierter Karriär virweise kënnen a kënnt och doropshin nees a senger neier Karriär frësch an de Stage.

Question 5048 (05.10.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **participation luxembourgeoise au programme COVAX :**

En réponse à ma question parlementaire du 1er septembre 2021 relative à la participation luxembourgeoise au programme COVAX (n° 4924), Madame la Ministre de la Santé explique que le Luxembourg a déjà versé 1,5 million d'euros au programme de vaccination des Nations Unies communément appelé COVAX. Les 500.000 euros supplémentaires seraient programmés pour être déboursés en 2022. Par contre, aucune dose de vaccin ne semble encore avoir été mise à disposition du programme COVAX au moment de la réponse. Madame la Ministre explique que « [p]our des raisons de modalités pratiques, les 56.000 doses de vaccin partagées avec le Cap-Vert n'ont pas pu être diffusées via le COVAX ».

Suite à cette réponse, dont je remercie d'ailleurs Madame la Ministre, j'aimerais encore poser les questions suivantes :

1) Est-ce que vous pouvez m'expliquer la raison pour laquelle la somme des deux millions promise au programme COVAX a été scindée en deux tranches avec la deuxième tranche seulement prévue pour 2022 ?

2) Est-ce que vous pouvez m'expliquer plus en détail les raisons de modalités pratiques qui ont empêché une diffusion des 56.000 vaccins à travers COVAX ?

3) Est-ce que les 56.000 vaccins partagées avec le Cap-Vert sont à retirer du nombre de 350.00 vaccins que le Luxembourg s'est engagé à partager à travers COVAX ? À quelle échéance cet engagement pourra-t-il être respecté ?

De surcroît, j'aimerais encore avoir une vue plus précise sur le nombre de vaccins que le Luxembourg tient en réserve pour l'instant ainsi que sur les commandes et livraisons à venir.

4) Quel est le nombre de vaccins contre la Covid-19 que le Luxembourg détient actuellement en réserve sur son territoire ? Pouvez-vous me spécifier les dates de péremption des différents stocks ?

5) Est-ce que des stocks de vaccins tenus par le Luxembourg ont déjà dû être retirés ou détruits à cause d'un dépassement de la date de péremption ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner le nombre des vaccins concernés ?

6) De quelle manière le Gouvernement s'assure-t-il que des stocks de vaccins puissent être partagés avec des pays qui en ont besoin avant que ceux-ci risquent de dépasser leur date de péremption ?

7) Pouvez-vous me détailler l'état actuel des commandes et options que le Luxembourg a passé ou détient en matière de vaccins contre la Covid-19, ainsi que les dates prévisionnelles des livraisons ? Est-ce que toutes ces commandes passent par l'UE ou est-ce que le Luxembourg a aussi conclu des contrats directs auprès de sociétés pharmaceutiques ?

8) Quel est le prix moyen que le Luxembourg a payé par dose de vaccin pour l'ensemble des commandes déjà livrées ?

9) Pouvez-vous partager votre analyse sur les raisons pourquoi le programme COVAX ne sera très probablement pas en mesure d'atteindre ses objectifs ? Est-ce que selon vous un changement de stratégie est nécessaire au niveau international pour permettre une vaccination de l'ensemble de la population mondiale dans les meilleurs délais ? Est-ce que le Luxembourg a déjà entrepris des démarches diplomatiques ou autres en faveur de cet objectif ?

Réponse commune (09.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) La contribution luxembourgeoise de deux millions d'euros à la garantie de marché COVAX se compose de deux contributions distinctes à hauteur d'un million d'euros chacune, décidées respectivement en décembre 2020 et en juin 2021. Ceci a eu pour conséquence le déboursement en deux phases du montant global de deux millions d'euros.

ad 2) Le mécanisme de donation des vaccins Covid-19 via COVAX ne s'applique qu'aux doses de vaccin non encore livrées aux États donateurs de sorte que Gavi n'est pas en mesure de partager des doses de vaccin qui sont déjà stockées dans les États donateurs respectifs via le mécanisme COVAX. Puisque les 56.000 doses étaient dans le stock national actuel, elles ont été données directement au Cap-Vert via le mécanisme de protection civile de l'Union européenne.

ad 3) Les 56.000 doses de vaccin partagées avec le Cap-Vert s'ajoutent aux doses de vaccins qui seront partagées à travers le mécanisme COVAX. Actuellement, 400.000 doses de vaccins sont sur le point d'être partagées via COVAX. Les échéances pour ces envois, dont l'organisation est assumée par Gavi, dépendent de la capacité d'absorption des pays bénéficiaires, ainsi que des capacités d'acheminement des parties prenantes.

ad 4) Données du 05 novembre 2021 :

Comirnaty (Pfizer/BioNTech) - 81.840 doses viennent à péremption le 28.02.2022 et 31.03.2022 ;
Vaxzevria (AZ) - 13.110 doses viennent à péremption le 30.11.2021 ;
Covid-19 Vaccine Janssen (Janssen) - 9.900 doses viennent à péremption le 31.05.2023 et 30.06.2023 ;
Spikevax (Moderna) - 30.200 doses viennent à péremption le 27.12.2021 - 23.02.2022.

ad 5) À ce jour, aucun flacon du stockage central n'a été détruit suite à un dépassement de la date de péremption.

ad 6) Un suivi des livraisons et un suivi des stocks hebdomadaires permettent de suivre les dates de péremption. La Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) de la Direction de la santé préconise de suivre les recommandations de Gavi, à savoir un minimum de validité de trois mois pour permettre d'organiser les donations dans des délais ne dépassant pas cette durée de validité.

ad 7) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

À noter que ce tableau des commandes indique uniquement les quantités prévues par les « Vaccine Order Forms ». Les dates de livraison sont communiquées au fur et à mesure pour chaque fabricant.

ad 8) La fourchette de prix des vaccins Covid-19 s'étend entre 1,78 € et 28,50 $ (+/- 24,50 €). Il n'est pas possible d'indiquer une simple moyenne par dose de vaccin, car celle-ci diffère selon le type de vaccin et selon le fournisseur. En outre, le prix payé à un même fournisseur pour un vaccin identique varie également selon les différents bons de commande.

ad 9) En ce qui concerne les objectifs du COVAX, rappelons qu'ils sont multiples et que ses priorités ont dû être adaptées à l'évolution de la pandémie. Ainsi, des objectifs concrets ont pu être réalisés : 9,8 milliards d'USD ont été collectés pour la garantie de marché COVAX, par rapport à l'objectif pour 2021 fixé à 9,3 milliards d'USD ; le mécanisme COVAX a signé des accords avec onze candidats vaccins, par rapport à l'objectif de dix candidats vaccins fixés pour 2021. Le premier objectif que s'était fixé COVAX en juin 2020 qui consistait à livrer deux millions de doses de vaccins avant la fin 2021 devrait être atteint à la fin du premier trimestre 2022.

Le Luxembourg s'engage au niveau politique et diplomatique, ainsi qu'à travers des appuis concrets, à soutenir les efforts multilatéraux pour mettre fin à la pandémie et permettre une vaccination de l'ensemble de la population mondiale dans les meilleurs délais.

Finalement, considérant que beaucoup d'États bénéficiaires ont des difficultés d'absorption pour le déroulement d'une campagne vaccinale, le Luxembourg, à côté d'autres États donateurs, réalise outre des contributions financières également des dons de matériel médical dans le cadre de l'initiative Team Europe et en bilatéral.

Question 5051 (07.10.2021) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant la **révision de la loi sur l'intégration :**

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a chargé l'OCDE de mener une réflexion sur la révision de la loi sur l'intégration en se focalisant sur la perspective internationale et sur les meilleures pratiques d'autres pays. Selon le compte-rendu de la réunion du Comité interministériel à l'intégration datant du 12 mai 2021, l'étude était attendue pour juin 2021.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région :

1) L'étude de l'OCDE a-t-elle été finalisée ? Dans l'affirmative, quelles en sont les principales réflexions et thématiques prioritaires pour la révision de la loi sur l'intégration ? Quand Madame la Ministre compte-t-elle pouvoir présenter les résultats des travaux menés au sein de l'OCDE ?

2) Quelles sont les prochaines étapes prévues dans le cadre de la révision de la loi précitée ?

Réponse (04.11.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) L'étude réalisée par l'OCDE « Vers un parcours d'intégration réussi. Le fonctionnement du système d'intégration et ses acteurs au Grand-Duché de Luxembourg » a été finalisée et elle est accessible en ligne sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région à l'adresse https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/dossiers/faq/avis.html.

L'étude a eu pour objectifs :

- d'évaluer les aspects spécifiques de la politique luxembourgeoise d'intégration ;
- d'éclairer les différentes dimensions de l'actuel cadre légal réglant l'intégration au Luxembourg ;
- de donner la parole aux acteurs clés de la politique d'intégration, de mettre à profit leur expertise et leur expérience de terrain ;
- d'analyser les instruments existants dans un contexte international ;
- de formuler des recommandations concrètes d'orientation politique en vue de la révision de la loi de 2008.

Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi que les experts de l'OCDE présenteront les résultats de l'étude à la société civile et au grand public le 25 novembre 2021 à 17.00 heures au Centre culturel Schéiss.

ad 2) La prochaine étape dans le cadre de la révision de la loi sur l'intégration est la rédaction d'un

avant-projet de loi tenant compte des discussions menées lors du débat de consultation sur l'intégration qui a eu lieu à la Chambre des Députés le 28 janvier 2021, des conclusions de l'étude effectuée par l'OCDE et de l'ensemble des éléments réunis lors de la large consultation publique qui a eu lieu au cours des douze derniers mois et lors de laquelle tous les acteurs de l'intégration ont été sollicités. Les conclusions de cette consultation sont disponibles sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région à l'adresse https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/dossiers/faq/avis.html.

Question 5054 (07.10.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **bus à haut niveau de service entre Thionville et Esch-sur-Alzette :**

Il me revient par voie de presse et par les réseaux sociaux que les Gouvernements luxembourgeois et français se sont mis d'accord d'étudier la réalisation d'une ligne de « bus à haut niveau de service » entre Thionville et Esch-sur-Alzette. Cette ligne de bus remplacerait la ligne ferroviaire Longwy–Belval–Thionville, supprimée malheureusement depuis quelques années. L'idée concernant cette nouvelle ligne de bus ferait même l'objet d'une discussion lors de la prochaine Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la volonté d'étudier la réalisation d'une ligne de « bus à haut niveau de service » entre Thionville et Esch-sur-Alzette ?

- Dans l'affirmative, les villes et communes impliquées seront-elles invitées à participer à cette étude ?

- La possibilité de la revitalisation de la ligne ferroviaire Longwy–Belval–Thionville, importante pour le site universitaire, sera-t-elle également étudiée ?

Réponse (17.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En 2020, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, en collaboration avec la Ville d'Esch/Alzette, a lancé une étude pour analyser la liaison transfrontalière entre Audun-le-Tiche et Esch/Alzette, dont les objectifs de l'étude se sont présentés comme suit :

- amélioration de l'offre transfrontalière en transports en commun en garantissant un minimum de transbordements ;
- nette augmentation de l'attractivité de l'offre cyclable transfrontalière entre Audun-le-Tiche et Esch-sur-Alzette.

Le résultat de l'étude vise le remplacement de la navette ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Esch/Alzette par une piste cyclable et un corridor de priorisations pour bus (corridor BHNS transfrontalier) permettant de garantir un haut niveau de service entre Esch-sur-Alzette d'une part et au moins l'actuelle gare ferroviaire d'Audun-le-Tiche d'autre part.

Dans ce contexte, la réalisation d'une ligne de « bus à haut niveau de service » entre Thionville et Esch-sur-Alzette n'est pas étudiée, ni la revitalisation de la ligne ferroviaire Longwy–Belval–Thionville. Celle-ci fût en effet supprimée en 2016 au vu de la faible demande sur cette relation et ceci au profit du renforcement de l'offre sur la ligne ferroviaire Metz–Thionville–Luxembourg qui connaît une demande de transport très importante vers l'agglomération de la ville de Luxembourg.

Une future ligne de bus transfrontalière, arrivant de Thionville et ayant comme destination la région Sud, pourra également profiter de l'infrastructure du « corridor BHNS transfrontalier » entre Esch-sur-Alzette et Audun-le-Tiche.

Pour le projet du « corridor BHNS transfrontalier », le ministère vise une étroite collaboration avec les autorités françaises. Pour ces fins, un groupe de travail franco-luxembourgeois a été mis en place, regroupant l'ensemble des acteurs concernés et ayant comme missions d'étudier les détails techniques du projet et un éventuel prolongement de ce « corridor BHNS transfrontalier » côté français.

Question 5056 (07.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **gare d'autobus du Lycée E. Steichen de Clervaux :**

Plusieurs parents d'élèves ont attiré mon attention sur des problèmes de stationnement dans le cadre de la gare d'autobus du Lycée E. Steichen de Clervaux (LESC). Ainsi, contrairement à d'autres lycées, les bus n'auraient pas de quais fixes si bien que bon nombre d'élèves n'arriveraient pas à détecter aisément l'autobus qui les conduit vers leur village d'origine. De plus, il semble exister un problème d'espace empêchant les chauffeurs à garer leur véhicule dans de bonnes conditions. Vu que le nombre d'élèves a sensiblement augmenté ces dernières années, ce problème particulier semble s'accentuer.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il décrire, le cas échéant, de manière plus précise les problèmes de stationnement de bus qui se posent actuellement à la gare routière près du LESC ?

2) Monsieur le Ministre serait-il déjà en train de chercher une solution à cette problématique spécifique ? Quelles pourraient être les options possibles afin d'y remédier ?

Réponse (17.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Mes services sont conscients des problèmes de stationnement de bus RGTR au niveau de la gare routière à Clervaux près du Lycée Edward Steichen LESC.

La gare routière doit actuellement répondre à deux types d'usage :

- pour les lignes scolaires RGTR, elle permet l'accessibilité en bus du Lycée Edward Steichen de Clervaux,
- pour les lignes ordinaires RGTR, elle constitue un terminus important à échelle régionale et permet un échange avec la gare de Clervaux (Ligne 10 des CFL).

L'offre RGTR ordinaire et scolaire étant en croissance permanente depuis ces dernières années, la gare d'autobus est actuellement confrontée à un manque de capacité par rapport aux besoins effectifs. Il en résulte, surtout au début et à la fin des cours scolaires, une situation conflictuelle entre les lignes de bus ordinaires et scolaires.

ad 2) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse prévoit une extension de l'offre scolaire du LESC, arrivant ainsi à une capacité totale d'environ 1.600 lycéens. Cette extension nécessitera forcément une augmentation de la capacité actuelle de la gare routière.

En vue de cette extension, et en raison de la complexité des enjeux sur le terrain, mes services vont lancer une étude d'ici la fin de l'année avec comme objectif de chercher une solution à cette problématique à court, moyen et long terme.

Question 5060 (07.10.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**application du principe « pollueur-payeur » dans le cadre de l'électromobilité :**

D'Regierung huet an hirer Ëmweltpolitik bis elo ëmmer de Prinzip vum „pollueur-payeur" vertrueden. Dëse soll deemno garantéieren, datt Leit, déi duerch hire Gebrauch vun enger spezifescher Energiequell méiglech negativ Konsequenzen op d'Ëmwelt verursaachen, och finanziell fir d'Konsequenze vun dësem Schued opzekommen hunn, soudatt dës Käschten net op d'Allgemengheet ofgewälzt ginn. An deem Kontext stelle sech elo awer och eng Rei Froen am Hibléck op d'Notze vun der Elektromobilitéit. Rezent huet op en Neits en Elektroauto gebrannt, dee mat groussem Opwand vun den involvéierte Pompjeeën an e Container huet missen deplacéiert ginn, fir en do mat groussem Opwand ze läschen. Dës gréisser Asätz vun de Pompjeeën hunn iwwerdeems net seelen Auswierkungen op de Verkéier, wann z. B. Stroossen oder soss ëffentlech Plazen temporär fir de Verkéier musse gespaart ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung sech dem groussen Opwand - ëmweltméisseg a finanzieller Natur - bewosst, deen d'Läsche vun engem Elektrogefier mat sech zéie kann?

2. Misst an den Ae vun der Madamm Ëmweltminister an dem Här Mobilitéitsminister an deem Kontext - ganz an der Linn vum Prinzip vum „pollueur-payeur", deen d'Regierung vertrëtt - net och fir Gerechtegkeet gesuergt ginn, datt effektiv och just d'Notznéisser vun der Elektromobilitéit fir eventuell Schied opzekommen hunn, esou datt dës net op d'Allgemengheet ofgewälzt ginn?

3. Wa jo, wéi wëll d'Regierung elo konkreet virgoen, fir e System op d'Been ze stellen, dee garantéiere soll, datt d'Käschte vu méigleche Schied duerch d'Elektromobilitéit net op d'Allgemengheet ofgewälzt ginn?

4. Wann nee, wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze rechtfäerdegen, datt just am Beräich vun der Elektromobilitéit de Prinzip vum „pollueur-payeur" ausser Kraaft gesat gëtt? Ass dëst net eng Ongerechtegkeet am Hibléck op d'Allgemengheet vun de Bierger, déi fir hiren Deel jo och nom Prinzip vum „pollueur-payeur" finanziell belaascht ginn?

Réponse commune (16.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi pauschal Behaaptung, de Brand vun engem Elektroauto wier grondsätzlech mat groussem Opwand verbonnen, ass falsch. Den Opwand hänkt vu ville Facteuren of, geneesou wéi dat och bei Autoe mat Verbrennungsmotoren de Fall ka sinn. Dëst gouf méi am Detail an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 1774 an N° 4345 erkläert. Dofir kann een och net soen, datt de finanziellen Impakt oder deen op d'Ëmwelt beim Elektroauto ëmmer méi grouss wier, wéi bei engem Auto mat Verbrennungsmotor.

De Prinzip vum Pollueur-payeur gëtt grondsätzlech net bei der Brandbekämpfung ugewannt. Dës Leeschtung ass een Deel vum Service public, deem seng Käschte vun der Allgemengheet solidaresch gedroe ginn. Am anere Fall misst dee Prinzip fir all Asätz gëllen an net just fir Bränn vun Elektrogefierer. An der Praxis wier dat schwiereg ëmsetzbar.

Question 5067 (08.10.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **passeport pour le Royaume-Uni :**

À partir du 1er octobre, les voyageurs venant de l'Union européenne ne peuvent plus entrer sur le territoire de la Grande-Bretagne avec leur carte d'identité, mais devront présenter un passeport valable. Ce changement fait suite au Brexit et est expliqué par les autorités britanniques par des arguments sécuritaires.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes par quels moyens les voyageurs en partance de notre pays vers le Royaume-Uni seront informés de cette nouvelle exigence pour éviter de se voir bloqués à la frontière ?

2) Y a-t-il des exceptions à cette règle et existe-t-il un espoir de voir les autorités britanniques revenir sur leur décision ?

Réponse (09.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Afin de sensibiliser les voyageurs à destination du Royaume-Uni sur les nouvelles dispositions applicables depuis le 1er octobre 2021, le Ministère des Affaires étrangères et européennes a publié sur son site Internet, ainsi que sur celui de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Londres, un communiqué sur les nouvelles modalités de circulation entre le Royaume-Uni et le Luxembourg. Ces informations ont également été diffusées en septembre via les réseaux sociaux et peuvent être consultées sur la foire aux questions (FAQ) dédiée au Brexit disponible sur le site guichet.lu.

ad 2) En vertu de l'Accord de retrait entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, les citoyens européens qui résidaient au Royaume-Uni au 31 décembre 2020 et qui détiennent soit le statut de résident permanent (« settled status »), soit le prestatut de résident permanent (« pre-settled status ») peuvent continuer à utiliser leur carte d'identité jusqu'au 31 décembre 2025, date après laquelle le Gouvernement britannique peut exiger que les cartes d'identité utilisées pour l'entrée au Royaume-Uni aient une puce biométrique.

Le Gouvernement ne peut se prononcer sur d'éventuelles décisions futures des autorités britanniques en la matière.

Question 5074 (08.10.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**hébergement des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel (détachement) :**

De nouvelles dispositions en matière d'hébergement des salarié.e.s détaché.e.s ont été introduites par la loi du 15 décembre 2020 transposant la directive européenne 2018/957 du 28 juin 2018. Une des avancées principales de la directive transposée en droit national est sans doute l'élargissement du noyau dur de droits couverts par la directive détachement notamment en matière de conditions d'hébergement. Désormais le logement ou la chambre donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation par l'employeur.e au salarié éloigné ou à la salariée détachée de son lieu de travail habituel doit répondre aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité définis par la loi du 20 décembre 2019. L'Inspection du travail et des mines (ITM) est chargée du contrôle d'application de cette nouvelle disposition.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer dans combien de cas depuis l'entrée en vigueur de la disposition relative au détachement prémentionnée, l'employeur.e a mis à disposition ou donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à un.e salarié.e éloigné.e de son lieu de travail habituel ?

2) Dans combien de cas l'employeur.e a opté pour une allocation ou un remboursement des frais liés à l'hébergement d'un.e salarié.e éloigné.e de son lieu de travail habituel ?

3) Combien de contrôles de l'application des critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements ou chambres en question ont été effectués par l'ITM depuis l'entrée en vigueur de la disposition ?

4) Dans combien de cas des violations des dispositions ont été constatées par l'ITM ?

Quelles suites ont été données aux violations ayant été constatées ?

Tout en sachant que les frais de logement sont extrêmement élevés au Luxembourg, il se pose la question si l'employeur d'un.e salarié.e détaché.e ne préfère pas opter pour une allocation respectivement un remboursement des frais liés à l'hébergement de ce.tte dernier.ère.

5) Existe-t-il des minimas concernant les allocations liées à l'hébergement de salarié.e.s éloigné.e.s de leur lieu de travail habituel qui sont adaptés aux coûts du logement au Luxembourg afin d'éviter qu'un.e salarié.e soit contraint.e de se loger inconvenablement ?

6) L'ITM procède-t-elle à des contrôles des montants alloués ou remboursés au salarié détaché ou à la salariée détachée ?

7) Existe-t-il une coopération entre l'ITM et les autorités communales responsables de l'application sur leurs territoires respectifs de la loi du 20 décembre 2019 ?

8) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il de manière générale l'impact des prix et loyers immobiliers élevés sur les conditions d'hébergement de salarié.e.s détaché.e.s au Luxembourg ?

Réponse (16.11.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) À noter en premier lieu que la nouvelle version de l'application « e-détachement » reprenant notamment les modalités d'enregistrement relatives à l'hébergement n'a pu être déployée qu'à partir du 23 octobre 2021, ce qui explique le nombre de cas « encore » peu élevé dans lesquels l'employeur a mis à disposition ou donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à un salarié éloigné de son lieu de travail habituel.

Au cours de la période du 23 octobre 2021 au 5 novembre 2021, le nombre de déclarations de détachements suivantes ont été enregistrées :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Au cours de cette même période, le nombre de détachements pendant lesquels un employeur a mis à disposition ou donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à un salarié éloigné de son lieu de travail habituel s'élève à :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les entreprises qui ont mis à disposition ou donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à un salarié éloigné de son lieu de travail habituel sont établies dans les pays suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les logements ou les chambres qui ont été mis à disposition ou donnés en location à un salarié à des fins d'habitation sont situés dans les pays suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) L'article L.141-3 du Code du travail dispose que : « Dans le cas d'un détachement de salariés au sens de l'article L.141-1, les allocations directement liées au détachement sont considérées comme faisant partie de la rémunération visée à l'article L.010-1, point 2, dans la mesure où elles ne sont pas payées à titre de remboursement des dépenses effectivement encourues du fait du détachement, telles que les dépenses de voyage, de logement ou de nourriture. […]. »

L'employeur du salarié qui est détaché sur le territoire luxembourgeois est tenu de garantir que le montant effectivement versé au salarié pendant le détachement est au moins équivalent à la rémunération due en vertu des dispositions légales, réglemen-

taires et conventionnelles applicables au Luxembourg.

La rémunération comprend toutes les indemnités propres au détachement, sauf celles qui sont versées pour rembourser des frais de voyage, de logement ou de nourriture.

Ces frais de voyage, de logement ou de nourriture sont à prendre en charge par l'entreprise détachante.

Pour le cas où le salarié détaché aurait payé les frais de voyage, de logement ou de nourriture, l'employeur est tenu de lui rembourser ces dépenses et le remboursement de ces frais de voyage, de logement ou de nourriture n'est pas considéré comme faisant partie de la rémunération.

Au cours de la période du 23 octobre 2021 au 5 novembre 2021, les entreprises suivantes ont indiqué avoir versé des allocations ou avoir remboursé les frais liés à l'hébergement à des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les entreprises qui ont indiqué avoir versé des allocations ou avoir remboursé les frais liés à l'hébergement à des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel sont établies dans les pays suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) En date du 10 septembre 2020 et du 16 septembre 2020, l'Inspection du travail et des mines et les services de la Police grand ducale ont effectué des contrôles de deux entreprises luxembourgeoises du secteur de la construction, appartenant à un même employeur, sur cinq différents lieux de travail situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Il s'est avéré que ces deux entreprises avaient mis à disposition ou avaient donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à certains de leurs salariés éloignés de leur lieu de travail habituel et que ces logements ou ces chambres étaient situés à une adresse en France.

En date du 29 septembre 2020 et du 26 octobre 2020, l'Inspection du travail et des mines et les services de l'Unité régionale d'appui et de contrôle en matière de lutte contre le travail illégal (URACTI) ont effectué deux contrôles des logements ou des chambres qui ont été mis disposition ou donnés en location à des fins d'habitation à ces salariés.

En date du 19 octobre 2020, l'Inspection du travail et des mines a effectué un contrôle d'une entreprise luxembourgeoise du secteur de la construction sur trois chantiers situés sur le territoire luxembourgeois.

Il s'est avéré que cette entreprise avait mis à disposition ou avait donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à certains de ses salariés éloignés de leur lieu de travail habituel et que ces logements ou ces chambres étaient situés à deux adresses en France.

En date du 10 mars 2021, l'Inspection du travail et des mines et les services de l'Unité régionale d'appui et de contrôle en matière de lutte contre le travail illégal (URACTI) ont effectué deux contrôles aux deux adresses des logements ou des chambres qui ont été mis à disposition ou donnés en location à des fins d'habitation à ces salariés.

En date du 8 septembre 2021, l'Inspection du travail et des mines et les services de la Police grand-ducale ont effectué un contrôle d'une entreprise du secteur de la construction établie en Pologne sur un lieu de travail situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Il s'est avéré que cette entreprise avait mis à disposition ou avait donné en location à des fins d'habitation un logement ou une chambre à certains de ses salariés éloignés de leur lieu de travail habituel et que ces logements ou ces chambres étaient situés au Grand-Duché de Luxembourg.

Le même jour, l'Inspection du travail et des mines a effectué un contrôle de ces logements ou de ces chambres qui ont été mis à disposition ou donnés en location à des fins d'habitation à ces salariés.

ad 4) En ce qui concerne les contrôles des logements ou des chambres qui ont été mis à disposition ou qui ont été donnés en location à des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel et qui étaient situés en France, les dispositions légales françaises s'appliquent.

Au regard de ces dispositions légales françaises, les entreprises concernées étaient notamment en défaut d'avoir procédé à la déclaration de l'hébergement collectif et les logements ou les chambres n'étaient pas conformes par rapport à ces dispositions. Par ailleurs, les manquements suivants ont été constatés :

- Fils électriques nus sous tension et accessibles aux occupants ;
- Absence d'équipements (radiateurs) suffisants permettant de maintenir une température à 18 °C ;
- Lavabos en nombre insuffisants.

Les entreprises concernées ont fait l'objet d'une amende administrative.

En ce qui concerne le contrôle des logements ou des chambres qui ont été mis à disposition ou qui ont été donnés en location à des salariés éloignés de leur lieu de travail habituel et qui étaient situés au Grand-Duché de Luxembourg, les dispositions reprises aux articles L.291-1 à L.291-5 du Code du travail s'appliquent.

Les manquements suivants ont été constatés :

- Les surfaces de certaines chambres à coucher n'étaient pas suffisantes ;
- La salle de bain n'était pas équipée d'un dispositif de ventilation naturelle ou mécanique ;
- Les couloirs d'évacuation n'étaient pas signalés par des symboles normalisés conformément au règlement grand-ducal du 14 novembre 2016 concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et de santé au travail ;
- L'immeuble comportant plusieurs chambres n'était pas muni d'un extincteur par étage ;
- Les extincteurs disponibles n'étaient pas fixés à portée de main, n'étaient pas signalés par des pictogrammes et n'étaient pas munis d'un certificat de contrôle délivré par un organisme de contrôle agréé et n'étaient pas contrôlés au moins une fois tous les deux ans quant à leur état et à leur bon fonctionnement ;
- La cuisine collective n'était pas équipée d'une trousse de premier secours ;
- La cuisine collective n'était pas équipée d'un extincteur adapté aux risques pour feux de graisses du type A-B-F de six litres ;
- Les installations électriques n'étaient pas conçues et protégées de manière à ce qu'il ne puisse y avoir le moindre contact direct d'un occupant avec les voies d'un réseau électrique ;
- Les occupants n'avaient pas à tout moment accès à une deuxième sortie d'évacuation, ni sur le même étage, ni à un étage immédiatement supérieur ou inférieur ;
- Une chambre ne disposait pas d'une installation de chauffage ;
- L'éclairage de sécurité ne fonctionnait pas dans les escaliers.

L'employeur concerné a été enjoint de faire évacuer les salariés concernés de ces logements ou chambres qui ne répondaient pas aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité visés à l'article 2 de la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation, de les faire reloger à un autre endroit et de prendre en charge les frais relatifs au relogement des occupants concernés.

ad 5) Au Grand-Duché de Luxembourg, aucune disposition légale ou conventionnelle ne prévoit à l'heure actuelle des minimas concernant les allocations liées à l'hébergement de salariés éloignés de leur lieu de travail habituel.

ad 6) L'ITM procède régulièrement à des contrôles des montants alloués ou remboursés au salarié détaché ou à la salariée détachée.

ad 7) En cas de besoin, l'ITM coopère avec les autorités communales responsables de l'application sur leurs territoires respectifs de la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation.

ad 8) À ce stade, il n'existe pas de données fiables permettant de répondre à cette question.

Question 5075 (08.10.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **punaise diabolique :**

La punaise diabolique, ou punaise marbrée (Halyomorpha halys), est une espèce d'insectes envahissante originaire d'Asie de l'Est. Observée en Europe depuis 2007, elle est présente en France depuis 2012, notamment en Alsace, mais aussi en Allemagne, Suisse, Italie, Autriche, Hongrie et Grèce.

La punaise diabolique est un problème pour plusieurs espèces cultivées. Elle peut causer des dommages importants à de nombreuses cultures de fruits et de légumes. Ces dommages peuvent non seulement affecter l'apparence des fruits et légumes, mais aussi affecter la production en causant leur avortement prématuré, ce qui nuit à leur mise sur le marché.

En France, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) lui a consacré en 2014 une analyse de risques montrant que cette espèce peut significativement nuire à l'arboriculture, à la viticulture, au maraîchage et à d'autres cultures. De plus, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) a lancé un appel à vigilance via une application dénommée « AGIIR » pour que les citoyens puissent signaler sa présence.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Est-ce que la présence de la punaise diabolique a déjà été confirmée au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, quelles cultures étaient affectées ?

3) Que peut-on faire pour lutter contre cette espèce envahissante ?

4) Est-ce qu'une mise en place d'une application pour signaler la présence de cet insecte comme en France pourrait être envisagée ?

Réponse commune (09.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Selon les données du Musée national d'histoire naturelle (MNHNL) et de l'analyse des insectes capturés dans les différents pièges placés chaque année par le Service de la protection des végétaux de l'ASTA à différents endroits du pays, aucun individu de Halyomorpha halys n'a jusqu'à présent pu être confirmé au Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) Sans objet.

ad 3) La lutte contre cette espèce peut se faire selon différentes méthodes, selon les résultats de l'étude de risque faite suite à la détection de cet organisme nuisible à un certain endroit : lutte chimique par insecticides si une utilisation d'insecticides est autorisée dans la culture en question, mais la lutte chimique présente toujours le risque d'éliminer également les ennemis naturels ; utilisation de substances répulsives, si autorisées ; piégeages (p. ex. dans des pièges spécifiques à phéromones), contrôle biologique par le lâcher d'ennemis naturels ; mesures de confinement de l'espèce nuisible à un petit territoire, p. ex. par la destruction de plantes-hôtes dans les alentours immédiats ; promotion de la biodiversité (p. ex. par l'installation de bandes fleuries le long des cultures sensibles) pour limiter le développement des populations des insectes nuisibles et favoriser les ennemis naturels ; protection des cultures maraîchères et fruitières par des moyens physiques (p. ex. des filets), mais uniquement si l'insecte n'est pas déjà présent dans la culture, installation de plantes ou cultures-pièges autour des cultures à protéger. Bien qu'il s'agisse d'une espèce « importée », des ennemis naturels potentiels sont présents sur le territoire luxembourgeois, comme p. ex. les coccinelles, les chrysopes, les araignées, les perce-oreilles, d'autres punaises, etc.

ad 4) Selon les articles 14 et 15 du Règlement (UE) 2016/2031 sur les organismes nuisibles, il y a une obligation de notification immédiate auprès de l'autorité compétente en cas de soupçon de présence d'un organisme nuisible de quarantaine, et ce aussi bien pour les opérateurs professionnels que pour toute autre personne. La méthode de prise de contact avec les autorités compétentes est au choix de la personne concernée.

En outre, comme l'application iNaturalist auprès du MNHNL existe déjà, par laquelle quiconque peut signaler une espèce inconnue, l'installation d'une application supplémentaire n'est pas estimée nécessaire; l'accent principal doit être mis sur la propagation des informations concernant les différents « nouveaux » organismes nuisibles, surtout auprès des opérateurs professionnels, mais également au sein du public intéressé (randonneurs, naturalistes, etc.). Ceci est une des tâches de l'autorité compétente dans le cadre des différentes mesures à mettre en place pour augmenter la prise de conscience des opérateurs professionnels et du public envers les organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux.

Au Luxembourg, toute personne peut donc communiquer son observation d'une espèce directement au MNHNL ou la partager via le site ou l'application iNaturalist.lu, et les autorités compétentes peuvent récupérer ces données, voire (faire) installer un système d'alerte. La validation par un spécialiste ne peut se faire que sur base d'une bonne photo ou d'un exemplaire collecté. Il faut remarquer que Halyomorpha halys peut facilement être confondue avec Raphigaster nebulosa (stade adulte) ou Pentatoma rufipes (stade nymphe).

www.chd.lu

Question 5097 (13.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **politique nucléaire de la France :**

De franséische President Emmanuel Macron huet ugekënnegt, weider um Ausbau vun der Atomenergie festzehalen. Wéi France 24 an engem Artikel vum 12. Oktober schreift, wier d'Zil, bis 2030 vill kleng Atomreaktere mat Kapazitéite bis zu 300 Megawatt bauen ze loossen. Weider zitéiert France 24 een Expert:

« Mais la course aux petits réacteurs modulaires à laquelle la France veut participer constitue en fait une sorte de retour en arrière - en ce qui concerne la taille. "On a commencé, dans les années 1960 par des petits réacteurs avant de basculer vers les plus grands pour réaliser des économies d'échelle", souligne l'expert italien. »

Effektiv ass de Schrëtt zeréck zu méi klenge Reakteren net nëmmen ee Schrëtt zeréck zu méi klenge Reakteren, mee ee Schrëtt zeréck an der Ëmweltpolitik, deen d'Risike vun nuklearer Energie an déi tragesch Accidenter vun Tschernobyl a Fukushima bausse vir léisst.

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 2197 zum Atomendlager an der Belsch haten d'Ministeren eis geäntwert:

D'Lëtzebuerger Regierung wäert sech mat alle juristeschen a politesche Mëttelen dofir asetzen, dat keen Endlager un eis Grenz kënnt. Esou huet d'Ëmweltministesch den 11. Juni 2020 ee kriteschen Avis un déi belsch Ëmweltministesch an un d'ONDRAF geschéckt. […] De Regierungsrot war am Viraus iwwert dës Demarche informéiert an huet se ënnerstëtzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa, fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert d'Regierung sech vis-à-vis vun de franséische Pläng, fir weider un der Atomenergie festzehalen?

2. Wosste verschidde Regierungsmemberen am Viraus vun dëser franséischer Decisioun Bescheed?

3. Besteet fir eist Land de Risiko, dass nieft Cattenom weider Atomkraaftwierker an Endlageren op der franséisch-lëtzebuergescher Grenz erriicht kéinte ginn?

4. Iwwert wéi eng Mëttele wäert d'Regierung bei eisem franséischen Noper intervenéieren? Wéi ee staarke Message wëll d'Regierung a Richtung Paräis maachen?

5. Wäert d'Lëtzebuerg op EU-Niveau géint den Ausbau vun der Atomenergie aktiv ginn? Falls jo, wéi?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. + 2. D'Regierung ass onverännert géint d'Atomenergie. Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, déi sech an der EU am däitlechste géint dës nei Pläng vun der franséischer Regierung ausgeschwat hunn.

Den Energieminister Claude Turmes huet sech um Niveau vum EU-Ministerrot an der EU-Kommissioun wéi och an der europäescher an an der Lëtzebuerger Press ganz kritesch par rapport zu de franséische Pläng geäussert. D'Iddi, fir méi kleng Reakteren ze bauen, ass net nei a geet op d'50er-Joren zeréck, wéi Atomenergie als Technologie an U-Booter erprouft ginn ass. Wéi den honorabelen Deputéierte richteg seet, ass et e „retour en arrière" a villen Hisiichten an et weist, datt et am Beräich vun der Atomkraaft kaum sënnvoll a notzbar Fortschrëtter gëtt, esou wéi et bei den erneierbaren Energien am Géigesaz awer de Fall ass.

Der Regierung no ass et e Widdersproch ze mengen, et kéint ee mat enger Technik, déi deier an net sécher ass an immens laang Entwécklungszäiten huet, séier an effikass eppes fir de Klimaschutz maachen. Déi kleng Atomreaktere sinn, wéi vill Atomprojeten, nach komplett onausgeräift an et ass däitlech besser, op Onshore- an Offshore-Wandanlagen oder Solaranlagen ze setzen, déi däitlech méi gënschteg sinn, asazbereet an och den Entwécklungslänner Energie verschafe kënnen.

Och de Premier Xavier Bettel an d'Ëmweltministesch Carole Dieschbourg hunn um Klimasommet zu Glasgow däitlech gemaach, datt Atomkraaft weeder eng sécher nach eng nohalteg Optioun ass.

Dat däitscht Bundesamt für die Sicherheit der nuklearen Entsorgung (BASE) ass am Mäerz 2021 an enger Analys vum Risk vun den SMR-Reakteren zur Konklusioun komm, datt heimadder kee Gewënn am Beräich vun der Sécherheet kann erzielt ginn: „Man kann nach heutigem Wissensstand nicht konstatieren, dass grundsätzlich durch SMR-Konzepte ein höheres Sicherheitsniveau erreicht wird."

Ausserdeem gëtt déi immens héich Zuel vu klenge Reakteren ervirgehuewen, déi gebraucht ginn, fir ee klassescht Atomkraaftwierk ze ersetzen. Dobäi géife vill Risken ënnerschat ginn: „Anstelle von heute ca. 400 Reaktoren mit großer Leistung würde dies also den Bau von vielen tausend bis zehntausend SMR-Anlagen bedeuten. Verschiedene, mit der angedachten Vervielfachung der Zahl der Anlagen verbundene sicherheitstechnische Risiken werden bei der Planung weitgehend vernachlässigt, insbesondere Fragen des Transports, des Rückbaus sowie der Zwischen- und Endlagerung." Fir kleng Anlagen ass et och ganz wichteg, datt genee analyséiert gëtt, wat de Risiko vu Proliferatioun, also d'Gefor, datt Atommaterial a falsch Hänn géif geroden, kéint sinn.

Och sinn dem BASE no keng Käschtenaspuerung oder séier Bauzäiten ze erwaarden.

ad 3. D'Regierung hat vun dëser Annonce am Virfeld keng Kenntnis.

ad 4. Effektiv ass d'Offallproblematik bei de klengen Atomkraaftwierker net geléist. Generell werfen dës kleng Reakteren och eng sëllege Froen am Beräich vun den nationalen a grenziwwergräifenden Autorisatiounsprozeduren op.

De Bau vun enger Atomzentral vu méi wéi „1 kW de charge thermique continue" fält d'office ënnert d'Direktiv 2011/92/UE vum 13. Dezember 2011 iwwert d'Ëmweltverdréiglechkeetspréiwung bei bestëmmten ëffentlechen a private Projekter (ËVP). Dëst bedeit, datt muss eng ËVP virum Bau gemaach ginn. Wa grenziwwerschreidend Impakter net kënnen ausgeschloss ginn, da muss och eng grenziwwerschreidend Consultatioun ausgeféiert ginn no Artikel 7 vun där Direktiv.

Wéi d'Bundesamt für die Sicherheit der nuklearen Entsorgung awer schreift, ginn et am Beräich vun der Reglementatioun nach Defiziter: „So liegen bislang keine SMR-spezifischen nationalen oder internationalen Sicherheitsstandards vor", och well et nach keng Erfarunge mam Asaz mat dësen Technologië gëtt. Et gëtt e gewëssenen Drock, fir fir SMR op Basis vun enger gradueller Approche méi einfach Reegelen opzesetzen. Dat gesäit d'Regierung ganz kritesch, well Anlagen an hir Endlager, déi méi no un der Grenz zu Lëtzebuerg leie géifen, och d'Sécherheet fir Mënsch an Ëmwelt vun eisem Land géifen direkt betreffen. D'Regierung wäert dowéinst mat alle Mëttele géint esou eventuell Pläng an eiser Nopeschregioun intervenéieren.

ad 5. + 6. Bilateral gëtt et op verschiddenen Niveaue Gespréicher, och all Joer an der gemeinsamer franséisch-lëtzebuergescher Kommissioun fir nuklear Sécherheet, fir ëmmer rëm drop hinzeweisen, datt Lëtzebuerg géint eng Lafzäitverlängerung vu Kettenuewen ass an och generell géint d'Atomkraaft. D'Regierung war an ass zesumme mat enger Rei aneren EU-Länner konsequent géint den Ausbau vun der Atomkraaft op EU-Niveau aktiv a préift och all Méiglechkeeten, fir géint dës nei Pläng vun der franséischer Regierung virzegoen. An Zukunft gëtt och mat der neier däitscher Regierung eng méi staark Allianz gesicht, fir zesumme géint Atomenergie kënne virzegoen.

Question urgente 5676 (03.02.2022) de **Mme Jessie Thill** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **dispositions transitoires du Pacte Logement en matière de PAP/PAG et à la notion d'entamement de la procédure :**

L'article 14 de la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables contient les dispositions transitoires suivantes : « L'article 29, paragraphe 2, alinéa 4, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est abrogé. Il continue à s'appliquer aux plans d'aménagement particulier "nouveau quartier" dont la procédure d'adoption est entamée au plus tard dans les six mois suivant la publication de la présente loi. Cette disposition s'applique également à la modification de ces plans d'aménagement particulier "nouveau quartier".

L'article 29bis, paragraphe 2, alinéa 3, de la loi précitée du 19 juillet 2004 s'applique aux plans d'aménagement général dont la procédure de modification est entamée six mois après la publication de la présente loi. »

Il s'ensuit que la période transitoire prémentionnée viendra à échéance dans 15 jours et que bon nombre de communes se voient désormais confrontées à un nombre plus ou moins important de demandes de plans d'aménagement particulier (PAP) de la part de promoteurs souhaitant soumettre leur PAP sous le régime de l'article 29. Il s'ensuivrait une certaine pression de leur part aussi bien sur les communes concernées que sur le ministère afin que leurs demandes de PAP soient mises en procédure avant le 19 février 2022 !

Enfin, l'article 30, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, établit que : « Le collège des bourgmestre et échevins analyse la conformité du projet d'aménagement particulier avec le plan ou projet d'aménagement général. Dans un délai de trente jours de la réception, le dossier complet est transmis pour avis à la cellule d'évaluation instituée auprès de la commission d'aménagement par lettre recommandée ou par porteur avec avis de réception. »

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Ministre du Logement :

1) En ce qui concerne l'article 30, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous confirmer que le collège échevinal ne doit transmettre le projet d'aménagement particulier lui soumis à la cellule d'évaluation que si la conformité dudit projet avec le plan d'aménagement général a été constatée par le collège échevinal ?

2) En ce qui concerne l'article 14 de la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous confirmer que la procédure n'est considérée « entamée » qu'avec la transmission du dossier complet à la cellule d'évaluation ? Dans la négative, quel acte ou quelle étape équivaut à l'entamement de la procédure d'adoption d'un PAP ?

Réponse commune (11.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Nous partageons l'interprétation des députés quant à l'article 30, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain qui consiste à affirmer, en substance, que le collège des bourgmestre et échevins ne transmet le projet d'aménagement particulier (PAP) lui soumis à la cellule d'évaluation que si la conformité dudit projet avec le plan d'aménagement général (PAG) a été vérifiée.

En effet, les travaux parlementaires confirment la lecture que les députés opèrent dudit article alors qu'ils renseignent en effet que : « [...] le dossier n'est transmis à la cellule d'évaluation que si la conformité est constatée, le terme « vérifie » signifiant que la conformité est constatée. »[24]

Cependant, la procédure d'adoption d'un PAP est considérée « entamée » une fois que le dossier afférent a été déposé auprès du collège des bourgmestre et échevins. Le dépôt du dossier complet à la cellule d'évaluation n'est pas requis alors que la saisine du collège des bourgmestre et échevins consiste, en vertu de l'article 30, alinéa 1er, de la loi précitée du 19 juillet 2004, en la première étape officielle de l'entamement de la procédure d'adoption d'un PAP.

Finalement, nous tenons à informer qu'une circulaire a été envoyée aux administrations communales en date du 11 février 2022[25] afin qu'elles bénéficient des éléments nécessaires pour une bonne compréhension et exécution du mécanisme instauré par l'article 29bis visé.

Question urgente 5770 (15.02.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **hausse des prix du gaz :**

Dëser Deeg huet Enovos un déi lëtzebuergesch Stéit a Betriber, also hir Clienten, eng Informatioun verschéckt, laut där hir Avancë fir hire Gasverbrauch fir d'Méint Mäerz, Abrëll, Mee a Juni nei fixéiert ginn. Deemno géifen d'Avancë verduebelt, jo, an eenzele Fäll esouguer verdräifacht ginn.

Dat heescht, datt si beispillsweis de Mount net méi 150 Euro, mee 300 Euro sollten am Viraus bezuelen, fir hinnen et, esou d'Argumentatioun vum Energieversuerger, ze erspueren, massiv mussen nozebezuelen, dat opgrond vun der aktueller Energiepräisentwécklung.

Déi Upassung ass souwuel am Verglach zu den Ofschlossrechnunge vun 2019, der Ofrechnung vun 2020 awer och de Schätzunge vun 2021 enorm - virun allem fir Stéit mat engem klengen a bescheidene mëttleren Akommes.

Dobäi handelt et sech wéi ernimmt ëm Avancen, an net Rechnungen, fir effektiv Präisser an effektive Konsum.

- Ech géif dofir gär vum Här Energieminister an der Regierung wëssen, ob dës Virgoensweis vum Energieversuerger, an deem eise Staat an aner parastaatlech Partner als Haaptaktionäre staark engagéiert sinn, opgrond vun der aktueller Situatioun, vertrietbar respektiv normal ass.

- Ass dës Demarche net méi wéi kontraproduktiv opgrond vun där besuergneserreegender Situatioun, déi vill Stéit iwwerfuerdere wäert, an och déi envisagéiert Hëllefsmoossname vum Staat riskéiert ze ënnergruewen?

- Ass d'Regierung net der Meenung, datt sech dësen Energieversuerger, an där schonn ugespaanter Situatioun, sollt virun esou engem Schnellschoss mat sengen Aktionären ofstëmmen, dat ëmsou méi well déi geopolitesch Lag ganz volatill ass?

- War d'Regierung, respektiv hir Vertrieder, iwwert dës Fuerderungen informéiert?

- Wat réit d'Regierung deene Stéit a Betriber mat bescheidenem Akommes, déi vun dëser Fuerderung definitiv iwwerfuerdert sinn?

- Op wat fir enger Basis goufen déi Fuerderunge vun Enovos festgeluecht, a wien huet dës Schätzungen a Berechnunge gemaach?

- Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, falls dës Fuerderunge sollten ëmgesat ginn, fir deene betraffene Stéit, virun allem deene mat ganz niddregem Akommes, eng finanziell Katastroph ze erspueren?

- Kreéiert dës Demarche net zousätzlechen Drock fir schnell an effikass Hëllefen?

Réponse (22.02.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Generell ass ze soen, datt Enovos duerch de strukturéierten Akaf d'Präishaussen um Gasmarché fir hir Clientë glätt an deelweis offiedert. D'Upassung vun den Acomptë verhënnert, datt de Client d'Präiserhéijungen an enger Kéier op senger Decompterechnung rëmfënnt an erlaabt et de Léit, déi méi héich Gaskäschten iwwert e längere Zäitraum verdeelt ze bezuelen.

D'Energieversuerger zu Lëtzebuerg, déi Gas un Haushaltsclientë liwweren, hunn alleguer ee Verrechnungssystem en place, deen op Acompten an Decomptë baséiert. Selbstverständlech ginn et tëscht deene verschiddene Versuerger Ënnerscheeder, wéi déi Verrechnungssystemer am Detail ugewannt ginn. Zu deenen Ënnerscheeder gehéiere beispillsweis wéi oft am Joer een Acompte gefrot gëtt, zu wéi engem Zäitpunkt de järlechen Decompte gemaach gëtt, ob a wéi d'Acomptë wärend dem Joer opgrond vun der Präisentwécklung no uewen oder no ënnen ugepasst ginn, ob se dem monatleche Verbrauchsmuster ugepasst sinn an esou weider.

Den Detail vun deene Verrechnungssystemer ass eng individuell kommerziell Entscheedung vun den eenzelne Versuerger. D'ofgeännert Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Gasmarché gesäit an de Paragrafe 7bis, 7ter a 7quater vum Artikel 12 ënner anerem vir, dass de Client op d'mannst eemol am Joer eng Rechnung kritt, déi op dem reelle Verbrauch muss baséieren. Och op d'mannst eemol am Joer, entweeder an der Rechnung oder mat der Rechnung, muss de Client a verständlecher Form ënner anerem Informatiounen iwwert déi verrechent Präisser an de reelle Verbrauch kréien.

Wa Versuerger een traditionellen Acompte/Decompte-Verrechnungssystem ubidden, dann ass dat och fir dem Client ze hëllefen, d'Rechnung vu sengem Joresverbrauch gläichméisseg iwwert d'Joer ze verdeelen an se net an enger Kéier mussen ze bezuelen. Op där anerer Säit hëlleft dee System awer och dem Versuerger, fir reegelméisseg Liquiditéite vu senge Clienten ze kréien, déi et him erlaben, seng monatlech Rechnunge vu senge Virliwwerante kënnen ze bezuelen. Dat ass besonnesch wichteg an der aktueller Präissituatioun op de Grousshandelsmarchéen.

D'Ermëttlung vum Montant, déi ee Client vu sengem Versuerger iwwert Acompten a Rechnung gestallt kritt, baséiert generell op dem Verbrauch, deen de Client am Ofrechnungsjoer virdrun hat, an op dem Gaspräis, deen zu deem Moment aktuell ass respektiv op Präisprojektioune fir déi nächste Méint, déi sech op Präissinformatiounen aus dem Grousshandelsmaart baséieren. Beim Decompte gëtt dann de reelle Gasverbrauch am ofgelafenen Ofrechnungsjoer als Verrechnungsbasis geholl. Dee Verbrauch gëtt op déi eenzel zwielef lescht Méint opgedeelt. Déi Opdeelung geschitt opgrond vun norméierte Laaschtkurven, déi berécksiichtegen, dass ee Client am Wanter pro Mount méi Gas verbraucht wéi am Summer.

Bei Clienten, bei deenen hire Gas-Smartmeter schonns aktivéiert ass, kann de Versuerger dann och de reelle monatleche Verbrauch als Basis huelen. De monatleche Verbrauch gëtt da mam Gaspräis verrechent, deen dee Mount applicabel war an esou setzt sech dann d'järlech Basis vum Gesamtmontant fir den Decompte zesummen. Vun deem järleche Montant ginn da bei der Decompterechnung déi bezuelten Avancen ofgehalen an domat ermëttelt een dann dee Montant, deen de Client entweeder nach ze bezuelen huet oder deen de Client vum Versuerger zréckbezuelt kritt. Wann am Laf vum Joer d'Gaspräisser variéieren, da ginn et Versuerger, déi automatesch d'Avancen - no uewen oder no ënnen - upassen an hir Clienten doriwwer informéieren. Dat hänkt vun der Geschäftsphilosophie vum Versuerger of.

Der Enovos hire Plan de paiement fir Haushaltsclienten gesäit iwwert zwielef Méint fënnef Acompten an een Decompte vir. D'Enovos huet am Gasberäich bis viru Kuerzem d'Avancë vun hire Clientë wärend dem Ofrechnungsjoer net automatesch un d'Präisevolutioun ugepasst. Obschonns d'Gaspräisser an deene leschten zéng Joer op den europäesche Grousshandelsmäert ëmmer och variéiert hunn an domat och Präisupassunge fir d'Clientë mat sech bruecht hunn, waren déi Variatiounen ni an deem Mooss, wéi dat vu Mëtt 2021 un de Fall war. Doduerch, dass bis dohinner déi Variatioune manner grouss waren, konnten se iwwert de järlechen Decompte ausgeglach ginn an da mat der neier Fixatioun vun den Avancë fir dat nächst Ofrechnungsjoer berécksiichtegt ginn. Bis dohinner ass et bei den Decompten och eigentlech ni zu däitlech héijen Nobezuelungen oder héije Réckbezuelunge komm.

2021 war d'Situatioun allerdéngs eng aner: Bis an de Summer 2021 ass de Präis um Grousshandelsmaart konstant geklommen, am August war de Präisniveau duebel esou héich wéi Ufank 2021. No der Summervakanz sinn d'Präisser um Grousshandelsmaart ëmmer méi schnell geklommen, fir Mëtt Februar 2022 4-mol iwwert dem Präisniveau vu virun engem Joer ze sinn. Et ass wichteg ervirzehiewen, datt duerch de strukturéierten Akaf vun der Enovos déi Präishaussë fir hir Clientë lisséiert an deelweis ofgefiedert ginn. Nawell ass d'Enovos - esou wéi aner Versuerger och - net dolaanscht komm, fir hir Gaspräisser nom Summer e puer Mol unzehiewen.

Duerch déi Präishaussë bedéngt, ass et onausweichlech, dass zum Moment vum järlechen Decompte d'Differenz tëscht dem Montant, deen de Gas an deem Ofrechnungsjoer kascht huet an dee bis dohinner bezuelten Acomptë weesentlech méi grouss ass, wéi dat emol an de vergaangene Jore virkomm ass. Dat heescht, dass de Client da beim Decompte ee grousse Betrag muss nobezuelen. Fir déi Differenz bis zum nächsten Decompte ze lisséieren, huet d'Enovos entscheet, fir d'Avancen no uewen unzepassen.

Enovos wollt schonn am Dezember hire Clienten eng Kommunikatioun maachen, fir d'Acompten unzepassen, mee duerch déi extreem Präisvolatilitéit am Dezember huet Enovos decidéiert ofzewaarden an de Start vun der Kommunikatioun mat den Upassunge vun den Acompten op de Januar ze réckelen. Bis Enn Februar wäert Enovos all betraffe Clienten ugeschriwwen an hinnen hiren neie Plan de paiement kommunizéiert hunn.

Eng Adaptatioun vun den Acomptë verhënnert, datt de Client d'Präiserhéijungen an enger Kéier op senger Decompterechnung rëmfënnt an erlaabt et de Leit, déi méi héich Gaskäschten iwwert e längeren Zäitraum verdeelt ze bezuelen.

Wéi uewe schonns beschriwwe rechent Enovos, am Prinzip, op Basis vum Decompte, dem historesche Verbrauch an deenen zum Zäitpunkt vum Decompte aktuelle Präisser, deen neie Plan de paiement mat dem Montant vun den neien Acompten.

Enovos huet dëse Prozess der aktueller Maartsituatioun ugepasst. Op Basis vun de „Future"-Präisser um Grousshandelsmaart gi Präisprojektiounen an d'Zukunft gemaach, fir eventuell zukünftege Präisbaissë bei der Berechnung vum Plan de paiement Rechnung kënnen ze droen an esou kuerzzäiteg Präisspëtzten am Sënn vum Client ze glätten.

Enovos huet fir all Client d'Situatioun individuell gekuckt. An engem éischte Schrëtt ass, op Basis vum historesche Verbrauch, den aktualiséierte Präisser eng nei Berechnung vum Plan de paiement gemaach ginn an den Ënnerscheed vun de Käschten zum initiale Plan de paiement ass ermëttelt ginn. An engem weidere Schrëtt ass analyséiert ginn, wéi vill Avancen dem Client bis zum Decompte nach a Rechnung gestallt ginn.

Deen am éischte Schrëtt ermëttelten Ënnerscheed ass op déi reschtlech Acompten ëmverdeelt ginn. Bei dëser Ëmverdeelung ass séchergestallt ginn, datt den ugepassten Acompte net méi wéi dat Duebelt vum initialen Acompte konnt sinn.

Wann ee Client mat der Héicht vun den ermëttelten Acompten net eens gëtt, esou steet et him fräi - esou wéi och an der Vergaangenheet -, d'Serviceline vun Enovos ze kontaktéieren a mat engem Mataarbechter säi Fall ze diskutéieren, fir dann een neien Acompte festzeleeën, wat dann natierlech net ouni Afloss op d'Decompterechnung geet.

Et ass och ervirzehiewen, datt d'Regierung am Kontext vun den erhéichte Präisser bei Energie an anere Gidder amgaangen ass spezifesch nei Mesuren ze diskutéieren, déi de Bierger an de Betriber cibléiert sollen eng Ënnerstëtzung ginn. Et ass evident, datt dës Mesurë geholl musse ginn, fir dës Haussen ofzefiederen. Donieft huet de Statec ugekënnegt, datt geschwë mat enger weiderer Indextranche ze rechnen an eng weider an dësem Joer net ausgeschloss ass.

[24] Procès-verbal de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police du 15 novembre 2010, pages 6 à 7

[25] Circulaire n° 4107 - Mise en œuvre du nouvel article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

N°25
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 25 | Session ordinaire 2020-2021

Légalisation du cannabis récréatif p. 834
Flambée du prix des produits pétroliers p. 858
Sommaire des séances publiques nos 57 et 58 p. 867
Sommaire des questions parlementaires p. Q634
57e séance Jeudi 20 mai 2021
58e séance Mardi 8 juin 2021

La Chambre des Députés solidaire de l'Ukraine



#StandWithUkraine

La Chambre se montre solidaire avec l'Ukraine et la population ukrainienne. Pour cette raison, l'Hôtel de la Chambre des Députés est illuminé aux couleurs du drapeau ukrainien depuis le 25 février 2022.

La crise en Ukraine thématisée pendant deux séances publiques

Après une déclaration gouvernementale du Premier Ministre, M. Xavier Bettel, du Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Jean Asselborn, et du Ministre de la Défense, M. François Bausch, en séance plénière le 24 février 2022, où le Gouvernement a condamné l'attaque de la Russie en Ukraine, les députés ont mené un débat sur la guerre en Ukraine.

Dans ce contexte le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, a déposé une motion invitant le Gouvernement à condamner fermement cette attaque, à exiger que la Russie mette fin immédiatement à ses opérations militaires et qu'elle résolve ce conflit de manière pacifique.

Cette motion a été adoptée à l'unanimité. Tenant compte de l'évolution de la situation, les députés sont revenus sur le sujet pendant une heure d'actualité à la demande du Président de ladite commission, M. Yves Cruchten, en séance publique le 1er mars 2022.

Entrevue du Président de la Chambre avec son homologue lituanienne sur la situation en Ukraine

La guerre en Ukraine a également figuré à l'ordre du jour d'un échange de vues par visioconférence le 3 mars 2022 entre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et son homologue lituanienne, Mme Viktorija Čmilytė-Nielsen.

« Tout faire pour mettre fin à cette guerre horrible et injuste »

M. Fernand Etgen,

Président de la Chambre des Députés

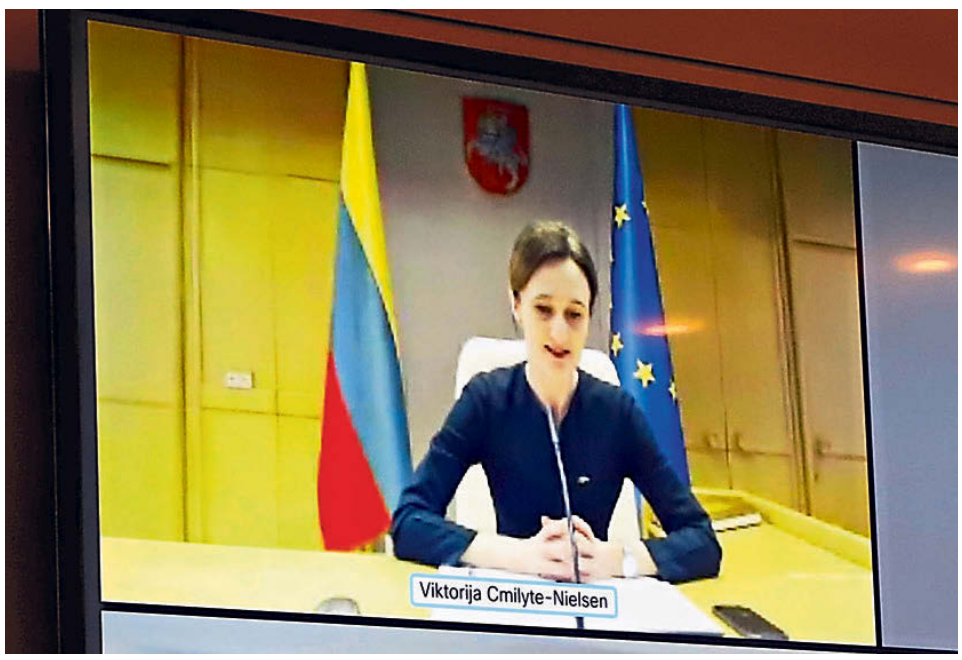
« La Chambre des Députés condamne fermement la guerre d'agression contre le peuple ukrainien. C'est une attaque contre nos valeurs démocratiques et contre nos sociétés pluralistes et libres. » Tel fut un des messages clés du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de l'échange de vues. « Je peux vous assurer que nous ferons tout ce qui est dans notre pouvoir pour mettre fin à cette guerre horrible et injuste », a-t-il ajouté.

M. Fernand Etgen a rappelé que le Parlement luxembourgeois a adopté à l'unanimité le jour même de l'agression russe une motion invitant le Gouvernement « à condamner fermement l'attaque non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie » et « à appeler à la solidarité avec l'Ukraine au niveau de l'Union européenne ».

À l'initiative de la Présidente du Parlement lituanien, le Seimas, les deux interlocuteurs ont discuté de l'assistance à l'Ukraine, du renforcement de la sécurité dans la région et de la réponse envoyée à la Russie. Les Présidents de Parlement ont salué que cette réponse soit ferme et communément portée par tous les membres de l'Union européenne et les alliés de l'OTAN. « Ce n'est que dans l'union que nous pouvons réussir à préserver notre modèle démocratique et que nous serons capables d'aider l'Ukraine », a affirmé le Président de la Chambre.

Les sanctions contre la Russie et la Biélorussie, voisin direct de la Lituanie, étaient également sujets des discussions. « Les relations bilatérales avec la Russie sont gelées tant que le Président Poutine est au pouvoir », a assuré M. Fernand Etgen face à son homologue lituanienne.

Le Luxembourg, par l'intermédiaire du Parlement Benelux, entretient des relations étroites avec les pays baltes, dont la Lituanie. Actuellement, le Luxembourg a déployé six militaires en Lituanie dans le cadre d'une mission de présence avancée renforcée de l'OTAN (Enhanced Forward Presence).



Mme Viktorija Čmilytė-Nielsen, Présidente du Parlement lituanien, lors de l'entrevue virtuelle



M. Fernand Etgen (au milieu) pendant la visioconférence

Le Vice-Président de la Commission européenne, M. Margaritis Schinas, en visite

Entre flux migratoires et mode de vie européen

La garantie du mode de vie européen passe par la protection des frontières extérieures pour M. Margaritis Schinas.

Le Vice-Président de la Commission européenne, premier commissaire européen chargé de la promotion du mode de vie européen, était en visite de travail le 25 février 2022 à la Chambre des Députés. Il a eu un échange de vues avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, ainsi que des membres luxembourgeois du Parlement européen.

Les conséquences de la guerre en Ukraine et la gestion des flux migratoires en général, et des migrations liées à ce conflit en particulier, ont dominé les discussions.

« Le mode de vie européen est particulièrement important dans une période de doute comme celle que nous traversons », a constaté d'emblée le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Il a également souligné l'importance de la solidarité entre les pays membres de l'Union européenne.

« C'est cette solidarité qui devrait nous guider et nous aider à endiguer la crise migratoire », a-t-il ajouté.

« Le Luxembourg a toujours travaillé en faveur des solutions européennes »

M. Margaritis Schinas,

Vice-Président de la Commission européenne

M. Fernand Etgen a déploré qu'un consensus fasse toujours défaut, un certain nombre de pays étant réfractaires à partager la charge.

Le Commissaire européen a expliqué que les négociations sur un nouveau pacte concernant la migration et l'asile n'ont pas pu avancer comme il l'avait souhaité.

« La pandémie n'a pas facilité ces négociations », a-t-il affirmé. « Le Luxembourg a toujours été un État membre favorable aux solutions européennes », a constaté M. Margaritis Schinas. Les flux migratoires pesant de plus en plus sur les pays de l'Europe de l'Est - à l'instar de la crise des migrants à la frontière de la Biélorussie ainsi que de la guerre en Ukraine - ne pourraient-ils pas changer la donne, ont voulu savoir certains députés. M. Margaritis Schinas a expliqué espérer que de telles crises pourraient faire évoluer la coopération européenne dans le bon sens.

Les flux migratoires au cœur des préoccupations des citoyens

Les flux migratoires sont par ailleurs au cœur des préoccupations des citoyens, a rappelé le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten. C'est ce qu'ont démontré les échanges avec les résidents luxembourgeois organisés par la Chambre des Députés concernant l'avenir de l'Europe.

Aller plus loin pour arrêter l'offensive russe ?

L'Union européenne ne devrait-elle pas aller plus loin pour arrêter l'offensive russe en Ukraine ? Voici une deuxième question soulevée par les députés luxembourgeois et européens.

D'autres sujets de la discussion concernaient une politique européenne de la défense, la coopération avec les pays tiers ainsi que les moyens déboursés en faveur de la jeunesse et des programmes d'échanges européens tels qu'Erasmus pour les étudiants ou Alma pour les décrocheurs.

Les commissaires européens à la rencontre des parlements nationaux

Afin de s'échanger avec les députés sur des sujets d'actualité, les commissaires européens se déplacent régulièrement auprès des parlements nationaux.

Le 13 décembre 2021, Mme Mairead McGuinness, Commissaire européenne aux services financiers, à la stabilité financière et à l'union des marchés des capitaux, avait été reçue à la Chambre des Députés.





Le Commissaire européen à la rencontre des députés et eurodéputés luxembourgeois

20e Conférence interparlementaire sur la PESC et la PSDC

Un ordre du jour bouleversé par l'invasion de l'Ukraine

Les représentants des commissions des affaires étrangères et de la défense des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne (UE) et du Parlement européen se sont déplacés au Sénat de France à Paris, les 24 et 25 février 2022, pour participer à la Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

En début de session, le Président du Sénat, M. Gérard Larcher, a d'emblée tenu à souligner son soutien et son attachement au peuple ukrainien face à l'agression russe.

Lors de ses propos d'introduction, il a ouvert la conférence interparlementaire « sous le signe funeste d'un coup de force de l'invasion par la Russie de l'Ukraine à quelques kilomètres des frontières de l'UE ».

Un drapeau ukrainien a également été érigé dans l'hémicycle à côté du drapeau européen en signe de solidarité. Les récentes actualités ont poussé la présidence française à adapter l'agenda, de sorte à dédier l'ensemble des discussions à la situation ukrainienne. L'ambassadeur d'Ukraine en France, M. Vadym Omelchenko, a insisté sur le fait que toute attente supplémentaire de la part de l'UE et des alliés ne serait qualifiable que d'acte de complicité avec les crimes de guerre commis par la Fédération de Russie.

Une déclaration solennelle et commune à l'égard des évolutions de la scène géopolitique internationale a été approuvée à l'unanimité par les parlementaires. L'accent y est mis sur le soutien sans faille aux autorités légitimes et au peuple ukrainiens, il est fait appel à la Fédération de Russie de rétracter immédiatement et sans condition ses troupes militaires déployées en Ukraine et il y est avancé que l'UE doit anticiper et se préparer à une gestion d'un nouvel afflux de réfugiés ukrainiens.

L'action de l'Union européenne en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine

La cheffe de fil de l'opposition issue de la société civile de la Biélorussie, Mme Svetlana Tikhanovskaïa, a ouvert la session de l'après-midi en revendiquant la nécessité de décréter également des sanctions contre le régime d'Alexandre Loukachenko.

Pendant cette session, M. Léon Gloden a tenu une intervention revenant sur la position luxembourgeoise par rapport aux actions envisageables en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. L'élu chrétien-social a mis en évidence la position luxembourgeoise en condamnant fermement la Fédération de Russie pour la violation de ses engagements internationaux et en réitérant son soutien inconditionnel envers le peuple ukrainien. Il a ajouté que l'UE devrait se « doter des moyens et des structures pour mettre en place une véritable armée européenne », faisant ainsi allusion à un recalibrage potentiel de la « Boussole stratégique » qui devait être endossée par la réunion du Conseil européen des 24 et 25 mars 2022.

M. Léon Gloden, membre de la délégation luxembourgeoise, a représenté la Chambre des Députés au Palais du Luxembourg à Paris.



Intervention de M. Léon Gloden, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire sur la PESC et la PSDC

Adaptation des procédure et organisation judiciaires

7307 - Projet de loi portant modification :

1° du Nouveau Code de procédure civile ;

2° du Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation ;

4° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; et ayant pour objet le renforcement de l'efficacité de la justice civile et commerciale

L'essor et le développement économique et démographique du Grand-Duché de Luxembourg entraînent nécessairement une constante augmentation du nombre de litiges.

À cet égard, le Grand-Duché se trouve dans une situation assez particulière sur le plan européen.

Il en découle, comme le relève le Conseil d'État dans son avis rendu en date du 7 avril 2017 à propos de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, qu'il est difficile d'établir une corrélation entre les effectifs de la justice et la population.

L'augmentation du nombre de magistrats moyennant la loi du 27 juin 2017 prévoyait le recrutement de 32 magistrats supplémentaires jusqu'en 2019. Un renforcement supplémentaire des tribunaux administratifs a été opéré par la loi du 5 août 2020 portant modification de 1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Ces renforcements des effectifs se sont avérés indispensables afin de répondre à une charge de travail du pouvoir judiciaire qui ne cesse de devenir plus importante en raison des facteurs précités. Finalement, la complexité croissante des affaires civiles, commerciales et pénales a également été l'un des arguments ayant motivé cette augmentation.

Il est indispensable de disposer d'un pouvoir judiciaire efficace qui répond aux attentes des justiciables. Cependant, à long terme, une simple augmentation des effectifs ne saurait apporter une solution au problème de l'évacuation prompte des affaires, voire de la lenteur judiciaire.

Une amélioration substantielle du fonctionnement du pouvoir judiciaire est également obtenue par l'évaluation et l'adaptation du fonctionnement et de l'efficacité des procédures qui sont d'application devant nos juridictions.

Par conséquent, le projet de loi n° 7307 vise à améliorer, simplifier et rendre plus efficace le régime procédural en matière civile et commerciale. Plus précisément, les modifications envisagées visent à rendre plus souple et logique la procédure applicable et à donner plus d'efficacité à certains mécanismes juridiques qui ne fonctionnent pas encore de manière adéquate dans la pratique.

La présente réforme comprend également des adaptations au niveau du Code du travail, de la procédure en cassation, de l'organisation judiciaire et de l'organisation des juridictions d'ordre administratif.

Parmi la panoplie de modifications proposées au niveau du Nouveau Code de procédure civile, il convient de citer :

- le relèvement du seuil de compétence des justices de paix ;
- l'introduction, voire la confirmation de la pratique, de conclusions de synthèse ;
- l'introduction d'une procédure de mise en état simplifiée ;
- l'introduction de la notification par voie électronique des ordonnances présidentielles ;
- la fixation de délais pour la réalisation d'expertises judiciaires ;
- l'augmentation des amendes en cas de rejet de la récusation des juges ;
- la clarification des critères définissant les jugements intermédiaires appelables.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 14.05.2018
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

15.01.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux
15.07.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et examen d'une série d'amendements parlementaires
21.07.2020	Présentation et adoption d'une série d'amendements
21.10.2020	Présentation et adoption d'une deuxième série d'amendements
03.02.2021	Présentation et examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.02.2021	Présentation et adoption d'une série d'amendements
21.04.2021	Présentation et examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
12.05.2021	Continuation des travaux
02.06.2021	Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.06.2021
Loi du 15 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 541, page 1

Relations entre producteurs et distributeurs d'aliments

7646 - Projet de loi sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire

Ce projet de loi transpose en droit national la directive 2019/633 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire.

L'intention de cette directive est d'équilibrer les relations entre les producteurs de produits alimentaires et les distributeurs afin de protéger les fournisseurs de ces produits en position de faiblesse économique contre des pratiques de commerce désavantageuses mises en œuvre par les différents acteurs commerciaux au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Le dispositif ne prévoit pas de définition générique d'une pratique déloyale et ne vise pas davantage des manœuvres destinées à conduire le consommateur en erreur. Le dispositif définit des fourchettes de chiffres d'affaires.

Ainsi, des fournisseurs qui se situent à l'intérieur d'une fourchette donnée sont protégés vis-à-vis de leurs partenaires commerciaux dont le chiffre d'affaires dépasse ces seuils.

Les pratiques concrètement interdites sont diverses. Au total, la directive identifie 16 pratiques commerciales déloyales. Certaines des interdictions sont d'ordre public (liste noire).

D'autres pratiques sont interdites à défaut de dispositions contractuelles contraires (liste grise). La directive oblige les États membres de nommer des autorités publiques qui devront disposer de pouvoirs d'enquêtes et de sanctions pour faire appliquer la future législation. Le projet de loi investit le Conseil de la concurrence de ces missions et prévoit des amendes et astreintes.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 07.08.2020
Rapportrice : Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

04.02.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.02.2021	Continuation des travaux
06.05.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.05.2021
Loi du 1er juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 403, page 1

Financement des travaux à la station de traitement du SEBES

7742 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de l'achèvement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) par dépassement du montant fixé par la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)

Le projet de loi propose une augmentation du plafond de la participation étatique dans les frais d'extension et de modernisation de la station de traitement du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) pour un montant de 21.200.000 euros. Le plafond initial de la dépense étatique retenu dans la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du SEBES était de 83.000.000 euros, sans que le financement étatique ne puisse dépasser 50 pour cent des coûts des travaux.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05.01.2021
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

21.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
10.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.05.2021
Loi du 14 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 454, page 1

Aides aux entreprises impactées par la pandémie

7804 - Projet de loi portant modification :

1. de la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle, 2) à la promotion de la création artistique ;

2. de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

3. de la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 ;

4. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Le 28 janvier 2021, la Commission européenne a adapté pour la cinquième fois l'« encadrement temporaire des mesures d'aides d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 ». Cet encadrement temporaire pose les conditions sous lesquelles les États membres de l'Union européenne peuvent accorder des aides aux entreprises impactées par la pandémie de Covid-19. C'est ainsi que la durée d'application de l'encadrement temporaire a été prolongée de six mois, soit jusqu'au 31 décembre 2021, et le montant maximum des aides d'État pouvant être octroyées par entreprise sur le fondement de la section 3.1 de l'encadrement temporaire a été augmenté, passant de 800.000 à 1.800.000 euros.

Au cours de l'année 2020, le Luxembourg a adopté plusieurs régimes d'aides aux entreprises sur le fondement de l'encadrement temporaire. Le présent projet de loi a pour objet de prolonger la durée d'application de ces régimes d'aides du 30 juin 2021 au 31 décembre 2021, comme le permet l'encadrement temporaire.

En ce qui concerne la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19, ce projet de loi vise également à augmenter de 800.000 à 1.800.000 euros le plafond des aides par entreprise pour les demandes soumises après son entrée en vigueur et à apporter certaines précisions supplémentaires.

En outre, dans le but d'encourager la stabilisation, voire la relance de l'économie nationale, ce projet de loi prévoit de faciliter la prise de participations et l'injection de capital dans des sociétés par des établissements de crédit ou des entreprises d'investissement. Ceci en excluant les prises de participations qualifiées qui ne dépassent pas un certain seuil du champ d'application de la procédure visée à l'article 57 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 20.04.2021
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

14.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
19.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

14.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique : 20.05.2021
Loi du 1er juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 404, page 1

Formation professionnelle : dérogations au système d'évaluation

7815 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Le présent projet de loi a comme objet d'introduire des dérogations temporaires au système d'évaluation des compétences et modules dans le domaine de la formation professionnelle, tel que prévu à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

Les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la crise sanitaire liée au virus Covid-19 continuent d'avoir des répercussions sur le fonctionnement de la formation professionnelle, que ce soit au niveau des stages, de l'évaluation des modules ou encore de l'organisation des projets intégrés.

L'enseignement à distance ainsi que l'interruption et le report des stages posent des problèmes pour l'évaluation des compétences et des modules dans le domaine de la formation professionnelle. Il s'avère donc nécessaire de prévoir des solutions pour les cas de non-évaluation d'une compétence, d'un module entier ou encore d'un stage.

Le système d'évaluation actuel, tel que prévu par l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, prévoit l'attribution d'une note à chaque compétence.

La note maximale d'une compétence correspond au résultat de la multiplication de 0,6 par l'indice de pondération de cette compétence. Lorsque la moitié du maximum est atteinte, la compétence est considérée comme acquise. Le module est alors calculé à partir de la somme des notes attribuées aux compétences qui le composent. Le module est réussi lorsque la note est supérieure ou égale à trente points.

Afin de permettre aux apprentis de terminer l'année scolaire 2020-2021 en bonne et due forme, le législateur vise à introduire des dérogations temporaires pour l'évaluation des compétences et modules dans la formation professionnelle.

Ainsi, aucune note ne sera attribuée aux compétences qui n'ont pas pu être évaluées pour des raisons liées à la pandémie de Covid-19.

Il va de soi que seules les compétences ayant fait l'objet d'une évaluation pendant l'année scolaire 2020-2021 peuvent être prises en compte pour le calcul des modules. Ce calcul se fera en plusieurs étapes suivant une règle de trois, afin de pouvoir rester sur une évaluation à soixante points au maximum.

Ces mesures dérogatoires constituent le seul moyen pour ne pas compromettre le parcours scolaire des élèves et apprentis face aux circonstances exceptionnelles dues à la crise sanitaire.

Limitées à l'année scolaire 2020-2021, elles correspondent à celles mises en place pour l'année scolaire 2019-2020 dans le cadre de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 29.04.2021
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

12.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
19.05.2021	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2021
Loi du 25 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 494, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la légalisation du cannabis récréatif au Luxembourg**
   - Exposé : M. Claude Wiseler
   - Débat : Mme Carole Hartmann - Mme Cécile Hemmen - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Claude Wiseler) (dépôt de la motion 1) - M. Jeff Engelen - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler) - M. Dan Biancalana
   - Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme la Ministre Sam Tanson
   - Motion 1 : M. Claude Wiseler - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Claude Wiseler - Mme la Ministre Sam Tanson (interventions de M. Claude Wiseler) - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
3. **Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser**
   - Exposé : M. Fernand Kartheiser
4. **7742 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de l'achèvement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) par dépassement du montant fixé par la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Stéphanie Empain
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Gusty Graas - Mme Cécile Hemmen - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7646 - Projet de loi sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire**
   - Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Tess Burton
   - Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. André Bauler - Mme Semiray Ahmedova (intervention de M. André Bauler) - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7786 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi**
   - Rapport de la Commission du Règlement : M. Marc Spautz
   - Discussion générale : M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
   - Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
7. **Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar**
   - Exposé : M. Laurent Mosar
8. **7804 - Projet de loi portant modification :**
   1. de la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
   2. de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;
   3. de la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 ;
   4. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
   - Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Claude Haagen
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. André Bauler - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. Pim Knaff) - M. le Ministre Franz Fayot - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. Sven Clement)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **Motion de M. Laurent Mosar relative à l'étude de la mise en place d'incitatifs fiscaux au profit d'investisseurs privés souhaitant entrer dans le capital d'entreprises**
   - Discussion générale : M. Claude Haagen
   - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Carole Dieschbourg, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la légalisation du cannabis récréatif au Luxembourg

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'Legaliséierung vum Cannabis. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, den Här Sven Clement, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Dan Biancalana. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, wannechgelift.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Ech hunn dës Interpellatioun viru 16 Méint ugefrot, den 21. Januar 2020, zu enger Zäit, wou am Fong nach villes anescht war, inklusiv d'Regierung. Dëse Sujet war an der Walcampagne en Aushängeschëld an och an dem Regierungsprogramm en Aushängeschëld fir dës Legislaturperiod. An déi éischt Diskussioune si vum Här Braz a vum Här Schneider geféiert ginn, déi och allen zwee sengerzäit héchstperséinlech a Kanada waren, fir eng Rees dohinner ze maachen, fir genau ze kucken, wéi dee kanadesche Modell géif lafen.

An duerno ass dat alles e wéineg ..., well do Regierungswiessele komm sinn, ass déi Interpellatioun hei e wéineg an eng Zäitmille komm, well déi nei Ministesche mer fir d'éischt gesot hunn, si wéilte sech an den Dossier eraschaffen - wat jo och logesch ass, wat och verständlech ass -, an duerno koum d'ganz Covidzäit, et waren aner Prioritéiten do. An dofir huet dat elo esou laang gedauert.

Ech sinn och am Fong gespaant, well mer elo zwee nei Titulairë vun deene Posten hunn, déi och vläicht aner Sensibilitéiten hunn, wéi déi Titulairë virdrun, fir am Fong mat hinnen déi Diskussioun weiderzeféieren.

Ech hu mech och ee Moment gefrot, ob mer déi Interpellatioun nach sollten oprechterhalen. Ech hu mer déi Fro awer selwer positiv beäntwert, well a verschiddenen Äntwerten op Question-parlementairen, déi mer gestallt hunn, awer d'Intentioun vun der Regierung nach kloer ervirkomm ass, fir den Dossier weiderzeféieren. An ech hu mer och geduecht: Da kommt, mir maache se elo zu enger Zäit, wou den Dossier nach net als Gesetzesprojet existéiert, dat heescht, nach net fäerdeg ass, wou ee kann eng Diskussioun féieren, déi dann eventuell nach an d'Aarbechte kéint erafléissen. A well ech dëse Sujet och wollt op eng, am Fong, onpoleemesch Aart a Weis ugoen an enger Diskussioun, wou Argumenter kënnen ausgetosch ginn, iwwer Argumenter kann diskutéiert ginn, déi net schwaarz-wäiss ass, wou mer net eng Diskussioun vun deenen engen, déi dämpen, an deenen aneren, déi do puritanesch Spaassbremse sinn, hunn, mee wou mer eng Diskussioun hunn iwwer Argumenter aus der Realitéit. An dat ass dat, wat ech hoffen, datt mer haut als Parlament fäerdegbréngen.

Well, mir hunn op där enger Säit jo - an dat hunn déi Zuelen, déi erauskomm sinn an deenen Etüde viru 14 Deeg, dräi Wochen ... - eng Rei reell Froen, déi sech stellen. D'Äntwerte waren, datt 38 % vun de Männer a 29 % vun de Frae wärend hirem Liewe scho Cannabis consomméiert hunn an datt, wann een dat op dat lescht Joer bezitt, et wärend deem leschte Joer 16 % vun de Männer an 9 % vun de Frae waren. Dat sinn Zuelen, déi stabel si säit 2014, mat enger liichter Hausse, héich Zuelen, wann ee se op d'Populatioun kuckt, mee awer a priori manner héich wéi dat, wat mer am Ausland kënne feststellen.

Wat mech awer haaptsächlech interesséiert huet, dat ass, datt déi Etüde respektiv déi Statistike soen, datt 15 % vun de Jugendleche an deem leschte Joer Cannabis consomméiert hätten, wat, par rapport zur Gesamtpopulatioun, awer relativ vill ass.

Et ass also an eisen Aen, a mengen Aen e Gesellschaftsphenomeen, an eng Diskussioun doriwwer ass iwwerfälleg.

Ech wollt och haut probéieren, déi Argumenter, zumindest vu mir aus, vun deenen zwou Säiten ze beliichten, well et gëtt Argumenter fir déi zwou Säiten. An et ass derwäert, déi Fro hei unzegoen, andeem een déi verschidden Aspekter ugeet an net just eng ideologesch Debatt iwwer Jo an Nee féiert.

Déi éischt Feststellung zu Lëtzebuerg ass, datt mer eng legal Situatioun hunn, déi am Fong wéineg respektéiert gëtt, wou e gewësse Flou ass, wat am Fong ni gutt ass, wann et esou ass. Mir hunn d'Gesetz vun 1973, 2001 an 2018, e Gesetz, wat de Besëtz an d'Benotzung vu Cannabis fir privat Zwecker am Fong dekriminaliséiert huet. Keng Prisongsstrofe sti méi drop fir déi Privatleit, op där anerer Säit stinn awer nach Amenden drop. Ech kréien an der Realitéit gesot, datt déi Amenden an dësem Moment awer ganz wéineg applizéiert ginn an datt de Contrôle kaum stattfënnt.

Polizeiinformatioune privater Natur soe mer och, datt a sech elo, säit am Fong–d'Annonce vun enger Legalisatioun vu Cannabis do ass, déi Hemmschwell bei Jugendlechen haaptsächlech méi erofgaangen ass, wat fir d'Polizei de Contrôle an der psychologescher Stëmmung vun dësem Moment relativ schwiereg mécht. Dat ass net zefriddestellend, wou mer momentan dru sinn, dat, mengen ech, schéngt jiddwerengem evident.

Dat ass sécher och en Argument, firwat mer de Sujet haut mussen upaken. Mir hunn och 2018 eng Legaliséierung fir therapeutesch Zwecker gemaach. Mir hunn och als CSV derfir gestëmmt. Ech hunn an deenen éischten Erfarungen elo doraus net weider gréisser Problemer héieren, ausser dem Problem, deen ech de Moien um Radio héieren hunn, wou d'Producteure sech da bekloen, datt si am Fong gär déi Produktioun deelweis gemaach hätten, an datt et schued ass, datt mer déi Produkter aus Kanada eriwwerhuelen, well dat hätt een och zu Lëtzebuerg kënnen anescht benotzen. Bon, dat ass awer eng aner Diskussioun, déi net onbedéngt heihinner gehéiert, mee déi effektiv awer zumindest fir de Cannabis fir therapeutesch Zwecker ze diskutéieren ass.

Mir sollten ufanks 2019, am Hierscht 2019, e Konzept virgeluecht kréien. Dat ass awer, aus ville Grënn, dee Moment net komm. Mee mir hunn an deene leschte Méint dann och a Question-parlementairen héieren, datt awer nach Consultatioune géife gemaach ginn, datt um Projet géif geschafft ginn an datt d'Chamber, esoubal dee Projet fäerdeg wär, dann och zumindest déi éischt Grondausriichtungen dovunner géif presentéiert kréien.

Ech setze mech elo gäre mat den Argumenter auserneen, an enger éischter Etapp notamment mat deenen, déi fir d'Legaliséierung vum Cannabis schwätzen.

Et ass ëmmer vun de Ministeren, vun der Regierung gesot ginn, datt et zwee Haaptargumenter wären, déi a sech déi Intentioun, fir d'Legaliséierung vu Cannabis ze maachen, géife begrënnen.

Dat éischt wär, datt een domat, wann een de Cannabis legaliséiert, eng Kontroll iwwert de Marché kritt. Mir hunn a sech e Schwaarze Marché, mir hu Kriminalitéit doranner. Duerch de Fait, datt een eng Legalisatioun mécht, bréngt een e Schwaarze Marché op e Wäisse Marché eriwwer, deen ee kontrolléiert, an dee Moment hu mer am Kampf géint d'Drogekriminalitéit e Schrëtt gemaach.

Dat ass dat éischt Argument, an dat ass verbonne mat engem aneren Argument, wat doranner besteet, datt een, wann een dat mécht, dann och d'Qualitéit vun dem Produit, deen op de Marché kënnt, ganz anescht ka kontrolléieren, well ee jo dann deelweis och d'Produktioun kontrolléiert oder den Achat kontrolléiert, deemno wéi een et wëllt maachen, an dee Moment och ka sécherstellen, datt d'Qualitéit vun de Produiten, déi dann haaptsächlech och jonk Leit kréien, esou ass, datt se net gesondheetsschiedlech sinn.

Dat sinn déi zwee Argumenter, déi haaptsächlech gesot gi sinn. An ech muss och soen, wann ech se esou abstrakt héieren, da verstinn ech och déi Argumenter. Et géif, sot den Här Schneider eng Kéier op enger Pressekonferenz, der Regierung och d'Méiglechkeet ginn, den THC-Gehalt vum Cannabis selwer ze bestëmmen an dee Moment och ze regléieren.

Wéi gesot, ech kann déi Argumenter gutt verstoen. Se sinn déi zwee Haaptargumenter fir d'Legaliséierung vum Cannabis, souvill ech bis elo an der Diskussioun vun der Majoritéit vun der Regierung héieren hunn. De Problem, deen ech awer domadder hunn, dat ass, datt déi do Argumenter och gebraucht gi sinn an anere Länner, déi eng Cannabislegaliséierung gemaach hunn, an datt d'Beispiller awer, respektiv d'Mise en pratique vun esou enger Legaliséierung an enger ganzer Rei Länner, notamment Kanada, gewisen huet, datt déi Ziler, déi ech deelen, net erreecht gi sinn, well a sech och op deene Marchéen nach e ganz grousse Circuit um Schwaarzmaart bestoe bliwwen ass. Dat war a Kanada, déi éischt Joren, bis zu 80 %, wou déi Produiten, déi verkaf gi sinn, dann net iwwert de legale Wee, mee zu 80 % - zwësche 60 % an 80 %, et hänkt vun de Statistiken of, déi ee liest - nach ëmmer iwwert de Schwaarzmaart gaange sinn.

Déi Zuele vun 2020 sinn, par ailleurs, relativ schwiereg ze interpretéieren, well dee ganze Marché mat de Covidconfinementer duerjerneegeroden ass, d'ailleurs inklusiv d'Consommatioun duerjerneegeroden ass. A Kanada hu se festgestallt, datt de Confinement eng 20 %eg Augmentatioun vun dem Cannabiskonsum mat sech bruecht, aus welche Grënn och ëmmer.

Mee wat mer feststellen, dat ass, datt de Schwaarzmaart net verschwënnt, wa mer de Cannabis legaliséieren, datt en do ass, well et méi schnell geet um Schwaarzmaart, datt en do ass, well de Schwaarzmaart och nach ëmmer e ganz anere Präis kann ofréieren, well keng Steieren drop sinn, aus wéi enge Grënn och ëmmer et ass, datt déi Präiskonkurrenz vum Staat och esou wäit geet, datt se eng Influenz op d'Qualitéit vun de Produiten um Schwaarzmaart huet. An dat ass dat, wat déi Experienz a Kanada - zumindest dat, wat ech gelies hunn - seet. De Fait, datt de Staat e Präis applizéiert, fir seng legal Produiten ze verkafen, obligéiert de Schwaarzmaart, deen nach ëmmer do ass a wou da vill Suen illegal verdéngt ginn, op eng Präiskategorie ze goen, déi selbstverständlech attraktiv ass par rapport zu deem, wat de Staat verkeeft, dee Moment ënnendrënner, dee Moment méi bëlleg an datt dat dee Moment och mat sech bruecht huet op deene Marchéen, datt d'Qualitéit vun deem, wat um Schwaarzmaart ugebuede gëtt, en fin de compte nach weesentlech méi schlecht ass, wéi et virdru war an datt mer dee Moment haaptsächlech e Problem um Schwaarzmaart hu vun der Qualitéit vun deem Produit, deen ugebuede gëtt, wëssend awer, op där anerer Säit, datt de Schwaarzmaart ganz vill vu Jugendleche benotzt gëtt, well, notamment an deene Länner, wou de Cannabis legaliséiert ass, en ëmmer nëmme legaliséiert ass fir Adulten, 18 Joer oder 21 Joer, deemno a wat fir eng kanadesch Provënz ee geet.

Natierlech, déi Leit, déi net kënnen op dem legale Marché sinn, dat sinn dann normalerweis Jugendlecher. Adolescentë kënnen net op de legale Marché kommen, mussen op de Schwaarze Marché eriwwergoen, wa se sech da wëllen déi Produite kafen, a fannen dann duerno, nodeem déi ganz Legalisatioun geschitt ass, um Schwaarzmaart méi schlecht Produiten, wéi dat, wat se virdru fonnt hunn, soudatt déi Logik fir ze soen: „Mir kréien et an de Grëff a mir iwwerwaachen d'Qualitéit vun de Produiten", eng ass, déi sech - zumindest an deenen Experienzen, déi ech elo e wéineg nogelies a suivéiert hunn - a mengen Aen als problematesch erwisen huet, eng ganz Rei Problemer kreéierend an am Fong déi Zilsetzung éischter verschlechterend wéi léisend. Dat ass op jidde Fall déi Experienz, esou wéi ee se am Ausland konnt novollzéien.

Da sinn eng ganz Rei aner Froen, déi sech nach stellen, mee ech wollt hei an dësem Kontext, éier ech op déi aginn, just nach e puer kuerz Remarken iwwert déi „Note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg" maachen, déi viru 14 Deeg erauskomm ass, well déi awer och an dësem Kontext net oninteressant ass. Do geet d'ailleurs zwar kaum vum Cannabis rieds, ech hat awer schonn d'Impressioun, wéi wann et akzeptéiert wär, datt déi Legalisatioun do wär, soudatt et dann och kee kriminelle Marché méi ass. Mee op jidde Fall gëtt wéineg doriwwer geschwat, mee et ginn eng

ganz Rei Suggestioune gemaach. Notamment, wann Der hannen an där Note kuckt, da gesitt Der, datt vu verschiddenen Institutiounen, staatlechen Institutiounen eng Rei Recommandatiounen un d'Regierung gemaach ginn, déi sollen awierken, datt een de Marché noir besser soll an der Grëff kréien.

Sou, an ech wollt froen … Dat sinn zum Beispill Propositioune wéi de Renforcement vun de Polizeikaderen, notamment fir déi do Zwecker; de Suivi vun den Action-policières; déi Diskussiounen iwwer Expulsiounen; d'Arrestatioun vu Persounen « en possession d'objets indiquant un trafic de stupéfiants », déi momentan vum Parquet als Délit mineur consideréiert gëtt; Froen iwwert d'Identifikatioun vun de Persounen; iwwert d'Lignes conductrices bei der Applikatioun vu verschiddenen Artikelen, wéi zum Beispill dem Artikel 142 iwwert d'Libre circulation; iwwert de Mangel u Plaze am Centre de rétention; d'Extensioun vun den Délais de rétention virun der Presentatioun vum Juge d'instruction, an dëse Fäll Artikel 93 vum Code de procédure pénale.

Dat sinn a sech Froen, déi net ech elo direkt opgeworf hunn, mee déi an där Etüd opgeworf gi sinn, déi e Groupe interministériel vun der Regierung gemaach huet. Meng Fro ass: Wat fir eng Äntwerte gëtt d'Regierung drop? Ass d'Regierung bereet, op déi Suggestiounen, déi do gemaach ginn, anzegoen oder net?

Dat Zweet iwwert déi Note, wat mech awer erstaunt huet, muss ech soen, dat ass, datt verschidde Konklusioune mer scho logesch schéngen an anerer mer awer relativ frustrant schéngen, haaptsächlech déi Haaptkonklusioun ganz zum Schluss: Dat ass, datt dee Groupe de travail haaptsächlech proposéiert - als Groupe de travail -, datt elo e Groupe de travail sollt gemaach ginn; an e Groupe de travail, deen da sollt e Livre blanc maachen. An an deem Livre blanc sollt eng Roadmap drastoen, an an där Roadmap sollt drastoen, wéi vill Suen a wéi vill Leit da gebraucht ginn, fir dann eng Chance ze hunn, där Kriminalitéit entgéintzewierken. An ech muss soen, an där Erfarung, déi ech hunn, ass et a mengen Aen ëmmer e schlecht Zeechen, wann een e Groupe de travail asetzt an haaptsächlech, wann e Groupe de travail dann e Groupe de travail proposéiert, deen eng Roadmap soll proposéieren. Wann ech dat liesen, da soen ech mer, do geschitt nach net ganz vill an deenen nächste Joren.

A firwat soen ech dat à propos vum Cannabis? Mee ech soen dat à propos vum Cannabis, well mer elo an der Situatioun sinn, wou eng Legalisatioun vum Cannabis nëmme sënnvoll ass, wann een hallefweegs probéiert, de Marché noir awer an de Grëff ze kréien oder ze empêchéieren. Wann ech dat awer liesen, wat an där Note iwwert d'Drogekriminalitéit zu Lëtzebuerg steet, an déi Propositiounen, déi do stinn an déi Konklusiounen, déi an der Note stinn, da soen ech: Do hu mer awer nach vill Problemer! Wann Der also wëllt legaliséieren, da musst Der och zumindest probéieren, dee Marché noir an de Grëff ze kréien! Or, dat, wat ech an där Note erëmfonnt hunn, dat mécht mer net vill Hoffnung, datt mer do an deenen nächste Joren iergendwou weider kommen, wéi do, wou mer momentan sinn.

Deen zweete Volet, deen ech wollt uschwätzen, dat ass dee vum gesondheetlechen Aspekt. Ech mengen, do gëtt et ganz vill Diskussiounen driwwer. Ech wëll och net agoen op dee Sujet, ob Cannabis duerno eng Astigsdrog ass oder net, well do gëtt et esou vill Meenungen an esou vill Etüden, déi dat Eent an dat Anert soen. An ech sinn och net Medezinner an ech wëll do och keng definitiv Meenung festleeën. Mee ech hunn awer vill driwwer gelies, an och vill Kontradiktoresches, mee dat, wat ech an alle Berichter a Rezensiounen an an allen Theorien ëmmer als eng Konstant erëmfonnt hunn, dat ass déi, datt haaptsächlech bei jonke Leit - an domat ass gemengt, Leit ënner 21 respektiv ënner 25 Joer, dat hänkt vun den Etüden of, déi ee liest -, wa se vill Cannabis zou sech huelen an der Entwécklung vun hirem Gehier, wat nach net fäerdeg ass, wat bis zu deem Alter nach net ganz ofgeschloss ass, dee grousse Konsum vu Cannabis eng ganz Rei Problemer ka stellen, déi duerchaus problematesch sinn: Follge wéi Konzentratiounsproblemer, Antriebslosegkeet, Gläichgültegkeet, bis zu Psychosen hin, net geschwat iwwert d'Dependenzen, psychesch Dependenzen, déi do kreéiert ginn. Dat ass am Fong medezinnesch kaum contestéiert. Wann et och kloer ass, datt e geleegentleche Gebrauch vu Cannabis vun Adulten, keng weider sanitär Problemer stellt, ass et grad esou kloer, datt de grousse Konsum bei Jugendlechen, bei Adolescentë gréisser Froen a gréisser Problemer stellt.

An dat ass och der Regierung absolutt bekannt. Ech liesen hei just deen Extrait, dee virun dräi Woche vun dem Gesondheetsministère an eisem Educatiounsministère an där Etüd „Gesundheit von Schülerinnen und Schülern in Luxemburg", déi am Ufank vun dësem Joer erauskomm ass, heiriwwer kloer an däitlech gesot gëtt: „Der Gebrauch von Cannabis kann die Gesundheit unmittelbar und mittelbar einschränken. Während des Gebrauchs von Cannabis kann es zu funktionsgestörtem Verhalten und Wahrnehmungsstörungen kommen, z. B. zu Euphorie, Enthemmung, Angst, paranoiden Vorstellungen sowie Einschränkungen der Reaktionszeit und der Urteilsfähigkeit. Dies kann unter anderem das Risiko von Unfällen erhöhen. Darüber hinaus ist Cannabisabhängigkeit ein Risikofaktor für psychische Erkrankungen, wie etwa Angststörungen und bipolare Störungen […]. Zudem wird Cannabis mit sozialen Problemen in Verbindung gebracht, wie einer geringen schulischen Leistung und dem Konsum anderer Drogen […]. Als besonders schädlich gilt der Konsum, wenn er früh in der Jugend beginnt, hoch dosiert ist und regelmäßig fortgesetzt wird […]."

Dat sinn net ech, deen dat seet, dat ass de Gesondheetsministère an dat ass de Lëtzebuerger Educatiounsministère.

Am Fall vun enger Legaliséierung vum Cannabis stelle sech also an eisen Aen eng Rei Froen. Dat ass haaptsächlech déi akut Fro vun der Protektioun vun de Jugendlechen. An déi ass evident an, ech mengen, och net contestéiert. An déi Froen, déi hu mer och sengerzäit dem Här Schneider gestallt. Do krute mer d'Äntwert: „Mee mir maachen en Akafsverbuet fir Mannerjäreger, minus 18" - o, eng Diskussioun, minus 18, minus 21, bis 25 … Op jidde Fall war dat d'Äntwert, déi mer sengerzäit kritt hunn. An ech muss soen, dat bréngt zwar erfarungsgeméiss net vill!

Mir mengen, datt d'Legaliséierung de Jugendschutz méi schwéier mécht, wéi en haut souwisou schonn ass, an datt Cannabis vun de Jugendlechen, zumindest psychologesch, als manner schiedlech agestuuft gëtt, wann e fir Erwuessener legal ass an normal ka consomméiert ginn. Dee ganz einfache Message, dee pedagogesch schwiereg ass, eriwwerzebréngen, dat ass deen, wann ee seet, op där enger Säit: „Cannabis ass vun elo u legal", an op där anerer Säit: „Mee huelt ëm Gottes wëlle keen!" Wéi een dee Message soll an der Logik verständlech, kredibel eriwwerbréngen, ass an eisen Aen eng grouss Schwieregkeet.

Hei kommen, noutgedrongenerweis, aner Hemmschwellen, eng gréisser Akzeptanz, wat an eisen Ae fir de Jugendschutz net gutt ass. An de Fait, datt déi Annonce, déi vu Regierungssäit gemaach gëtt, no Police-Aussoen d'Hemmeschwelle scho méi erofsetzt, ass och en éischten - a mengen Aen - Beweis dofir.

Jugendlecher verstinn net, datt wa jiddweree legal Cannabis huelen däerf, et fir si verbueden ass. A mir drécke se souwisou op den illegale Maart eriwwer: Wann de Cannabisverbuet ënner 18 Joer kënnt, gi se sech, wa se et da brauchen, hire Stoff anzwousch anescht sichen.

D'ailleurs, et ass och eng ganz grouss Kontradiktioun an der kanadescher Politik, déi och vun hinne konstant gesot gëtt: Op där enger Säit gëtt probéiert, de Cannabis, dee legalen, net esou attraktiv ze maachen, gëtt probéiert, de Präis net ze vill niddreg ze maachen, well soss gëtt et attraktiv, fir Cannabis ze kafen - ass jo logesch. Mee wann ech de Präis da méi héich maachen, da kreéieren ech natierlech ënnendrënner eng enorm Loftbulle fir de Schwaarzmaart, deen déi dann och voll ausnotzt. A wéi dee Problem, am Fall vun der Legalisatioun, geléist gëtt, dat hunn ech elo nach néierens héieren, obwuel ech kloer an däitlech muss soen, datt déi Approchen do an eisen Ae relativ kontradiktoresch sinn.

Mäin drëtte Punkt, dat ass dee vum internationalen Ëmfeld. Ech hunn, soen ech lech éierlech - dat war virun engem Joer, wéi déi Diskussiounen hei méi héichgeschnellt sinn -, selten esou vill Interview-Demandë kritt vun auslänneschen Tëleeën. Dat ass net alldeeglech zu Lëtzebuerg. Mee aus Frankräich, aus der Belsch, aus Däitschland si se dann och d'Oppositioun interviewe komm, wat mir géifen dovunner halen. An ech hunn da probéiert, do déi Explikatiounen ze ginn, déi ech als noutwendeg empfonnt hunn. Mee den internationalen Interêt war enorm grouss an et gëtt vill op eis gekuckt. An dofir muss een, wann een esou eppes wéilt maachen, extreem oppassen, datt mer hei net an Europa als Plattform vum Narkotourismus consideréiert ginn. Dat ass elo e schrecklecht Wuert, mee et ass einfach ze verstoen: Hei kriss de et ze kafen, da kënns de et heihinner kafen - c'est très simple! An Dir wësst - déi Leit, déi scho méi laang dobäi sinn -, datt d'Hollänner scho virun 20 Joer eng ganz Rei Schwieregkeeten haten, well de Jacques Chirac, dee sengerzäit franséische President war, hinnen d'Grenzen zougemaach huet, well en einfach deen Narkotourismus, deen aus Holland sengerzäit koum, net méi wollt a Frankräich akzeptéieren. Mir mussen also am Fall, wou mer esou eppes wéilte maachen, zumindest déi international Froen, déi Diskussioune mat eisen Nopeschlänner geféiert hunn, Ofsprooche gemaach hunn, déi eis erlaben ofzesécheren, datt mer net Reaktiounen aus dem Ausland dozou kréien.

Wéi mer déi Fro sengerzäit dem Étienne Schneider gestallt haten, krute mer eng relativ einfach Äntwert - bei him waren d'Äntwerten ëmmer relativ einfach -, an déi war, datt de Verkaf nëmme fir Resident wär an datt weeder d'Frontalieren nach d'Touristen hei zu Lëtzebuerg dierften, kéinte Cannabis kafen.

Bon, ech muss soen, wann ee mer esou eng einfach Äntwert gëtt, stellen ech mer natierlech eng Rei Froen, notamment d'Realitéitsfro: Wéi soll dat da goen? Wéi geet dat am EU-Recht, wann esou Geschäfter do sinn? Déi eng Cliente kënnen, déi aner däerfen et net kafen. Well dat bréngt jo direkt mat sech, datt wa Leit an esou Geschäft erakommen, een de Commerçant autoriséieren, mee net nëmmen autoriséieren, och obligéiere muss, fir e Contrôle d'identité ze maachen, fir ze wëssen: Ass dat do dann e Resident oder ass et kee Resident? Dir wësst, wat fir eng Diskussioune mer hei virun enger Woch haten iwwert d'Contrôle-d'identitéen a Caféen, wann Tester gemaach ginn, wou d'Regierung an aller Däitlechkeet gesot huet: „Dat kann, dat däerf iwwerhaapt net a Fro kommen!"

Sou. Wéi géif dat hei gereegelt ginn, fir esou e Contrôle d'identité ze maachen, fir dat dann an d'Realitéit ëmzesetzen? Wéi ass et mat der Revente, déi da gemaach gëtt un Non-Residenten, respektiv d'ailleurs och u Jugendlecher? Do ass mer da relativ séier geäntwert ginn: „Mee mir maachen eng Limitatioun: 30 g de Mount." Mir gëtt gesot - ech kennen näischt dovun -, dat wär enorm héich, 30 g de Mount; ech kann dat awer net richteg aschätzen. Mee op jidde Fall froen ech mech, wann een enger Persoun nëmmen 30 g de Mount wëllt verkafen, da muss ee jo natierlech e Fichier uleeën, fir ze soen, wéini wie wou wat kaaft huet. Soss geet dat jo net, wann een eng Limitatioun wëllt maachen.

An da muss ech mer awer nu wierklech d'Fro stellen: Wéi soll dat da goen, wann s de an esou e Geschäft eragees? Du muss éischtens deng Identitéit dem Commerçant weisen, zweetens muss deen en nationale Fichier hunn, wou Residenten drop sinn, fir dann all Mount an dee Fichier kënnen anzeschreiwen, wien da wat wou wéini kaaft huet. Do si mer awer wierklech an enger Iwwerwaachung respektiv an enger Utilisatioun vu privaten Donnéeën, déi ech als méi wéi fragwürdeg, an dësem Moment, empfannen. Ech hunn awer nach keng aner Léisung kritt, hunn nach keng aner Propositioun héieren. Mee ech warne virdrun, fir esou ee System opzebauen, well deen huet och nach op aner Beräicher ganz aner Konsequenzen. An der Realitéit ass en, mengen ech, och extreem, extreem schwiereg applikabel.

En résumé géif ech eis Iwwerleeungen, eis Positioun esou resuméieren: Déi meeschte Mënschen, déi Cannabis consomméieren, haaptsächlech Erwuessener, déi dat geleeëntlech maachen, sinn net gesondheetlech gefäerdet. An trotzdeem: D'Zuel vun den Ofhängegen, vun de psychesch Ofhängegen, haaptsächlech bei Jugendlechen a jonken Erwuessenen, ass ganz kloer a ganz däitlech do, mat heiansdo ganz schwéiere gesondheetlechen a soziale Follgen. De RELIS-Rapport, deen am leschte Mount erauskomm ass, gëtt do och relativ concluant Zuelen. Den Här Origer - deen d'ailleurs eng gutt Aarbecht op der Santé mécht, deem seng Interviewen ech gelies hunn -, dee seet, datt an deene leschten eelef Joer ëmmer méi Leit wéinst problemateschem Cannabiskonsum an Traitement musse goen. An hien erkläert dat domat, datt d'Stäerkt vum Cannabis, vum THC-Gehalt an deene leschte Joren an der Moyenne vun 11 % op 19 % an d'Luucht gaange wär.

Wann ee wëllt Cannabis legaliséieren, dann hëlt een all déi do Froen a Problemer a Kaf! Dat muss ee wëssen, wat et als Konsequenzen huet, wann een dat mécht. An déi Léisungen, déi ech bis elo héieren hunn am Ausland respektiv déi puer Léisungsusätz, déi ee konnt an Interviewe vun deem engen oder deem anere Regierungsmember liesen, déi, muss ech soen, stelle mech net zefridden, well ech doranner nach eng ganz Rei Gefore gesinn, ongeléiste Problemer gesinn an eng Risikoakzeptanz, notamment fir vulnerabel a fir gefäerdet Leit, déi fir mech schwéier akzeptabel ass. Dofir ass et aus eiser Siicht kloer: Mat Bléck op déi méi vulnerabel a schützenswäert Gruppe menge mer, datt een op esou eng Legaliséierung vum Cannabis sollt verzichten.

En Alleingang vu Lëtzebuerg huet och nach aner enorm Realitéitsproblemer, dat ass mäi véierte Punkt. D'Fro vun den internationale Konventioune steet och nach ëmmer am Raum. Dir wësst alleguer, datt mer dräi UNO-Konventiounen hunn, déi den Ëmgang mat psychotrope Substanzen an Drogen op internationalem Plang reegelen: d'Konventioun vun 1961, wou Commercialisatioun, Produktioun an Detentioun verbueden sinn, déi vun 1971 iwwert d'Substances psychotropes, déi vun 1988 iwwert den Trafic illicite de stupéfiants.

Ech hu sengerzäit och den Här Schneider drop ugeschwat, wéi en da wéilt a priori mat eisen internationalen Engagementer, déi duerch déi Konventiounen nu kloer an däitlech do sinn, wéilt ëmgoen. Seng Äntwert war esou, op seng onbeschreiflech cool Aart a Weis: „Da musse mer eeben d'Konventiounen änneren." Sou. Esou einfach kann een d'Welt natierlech ëmmer maachen an ech froe mech just, wéi dat da soll an deenen Delaie geschéien, déi ee sech virstellt.

A mir hunn déi do Fro och an de Question-parlementairë gestallt; do krute mer dann d'Äntwert, datt momentan eng Discussion interministérielle amgaang wär an datt Kontakter mat den Organisations compétentes de l'ONU opgeholl gi wären, fir ze analyséieren, wéi een déi Froen am Droit international kéint léisen. Dat huet mer och net ganz vill weidergehollef.

Déi Fro, déi ech mer stellen, ass: Wa mir wëssentlech international Konventiounen net anhalen, wéi solle mer dann an Zukunft verlaangen, datt aner Länner op anere Gebidder international Konventiounen awer mussen a sollen anhalen? De fréiere Gesondheetsminister hat zwar hei eng ganz cool Haltung an déi maach och vläicht bei deem engen oder deem anere gutt ukommen, mee ech sinn op jidde Fall gespaant op déi do Problematik vum internationale Recht. Deenen zwou eminente Juristinnen, déi elo op der Regierungsbänk sëtzen, hir Meenung einfach ze héieren: Wéi gi mer, wann Der dat do wëllt maachen, mat där internationaler Problematik ëm?

Mäi fënnefte Punkt , dat ass méi e klengen Niewepunkt, dat ass dee vun der Preventioun. En ass awer extreem wichteg, mee par rapport zu deem, wat ech bis elo gesot hunn, an deene grousse Geforen ass en … Enfin zu deem fënnefte wichtege Punkt, deen ech elo wëll soen iwwert d'Preventioun an doriwwer, d'Informatiounen ze verstäerken iwwerall, och an de Schoulen, krut ech dann ëmmer d'Äntwert an d'Iddi, datt déi Finanzen, déi erakommen, wann eng offiziell Produktioun, respektiv de Verkaf vu Cannabisprodukter gemaach gëtt, wéi zum Beispill d'TVA op der Vente vun dëse Produkter, datt déi da géife benotzt ginn, fir Preventioun ze maachen a fir déi jonk Leit am Fong dovun ofzehalen, déi Produkter ze kafen, op deene mer Suen erakréien ... fir da Preventiounsaarbecht ze maachen.

Ech muss soen, ech hunn einfach mat där Logik eng ganz Rei Problemer: Dat heescht: mir legaliséieren eppes, mir verkafen et an dann huele mer déi Suen, déi mer erakréie vum Verkaf, fir de Leit ze soen: „Kaaft et net!"

Ech kann déi Logik net honnertprozenteg novollzéien, iwwerhaapt net novollzéien. Ech mierken d'ailleurs och … Ech wollt lech soen, datt ech, säit déi Interpellatioun vun haut annoncéiert ginn ass, eng ganz Rei Kontakter kréien, Lobbyismus kréie vu bausse vu Leit, déi interesséiert sinn, sech dann an déi Produktioun ze lancéieren, falls se da legal géif ginn, déi elo schonn de Lobbying maachen, fir datt keng TVA soll opgehuewe ginn, fir datt steierlech Zougréffer vun der Regierung esou kleng wéi méiglech solle bleiwen, fir a sech de Produit méi attraktiv ze maachen. D'ailleurs hu mer dat och de Moien um Radio deelweis héieren, datt do eng ganz Rei Froen a Problemer sinn. Och do wollt ech d'Regierung froen, wéi se sech dann dozou stellt.

Mäi sechste Punkt ass eng zousätzlech Fro, déi awer och weesentlech ass: dat ass déi vun der Sécurité routière. Cannabis a Sécurité routière ginn net ëmmer gutt zesummen, grad esou wéi Alkohol a Sécurité routière net gutt zesumme ginn. An Alkohol a Cannabis zesummen a Sécurité routière ginn nach manner gutt zesummen. An dat ass schonn haut oft de Problem, datt déi Produkter zesumme consomméiert ginn an domat extreem geféierlech sinn.

Wann ech da kucken a mat der Polizei schwätzen, da kréien ech do natierlech eng ganz Rei Froen iwwert den Depistage an och d'Ausso, datt déi Optimisatioun vum Depistage, déi mer misste maachen am Fall vun enger Depenalisatioun respektiv enger Legalisatioun vu Cannabis, absolutt net evident ass, an datt den Depistage, de schnellen Depistage, den einfachen Depistage net einfach ass a weesentlech méi komplizéiert op jidde Fall wéi beim Alkohol. Mee op jidde Fall, deen Aspekt ass och net ze vergiessen, gradsou wéi den Aspekt net ze vergiessen ass vun der Reglementatioun vum Cannabis au lieu de travail an déi Konsequenzen, déi dat eventuell do kann hunn.

Sou. Elo, well meng Zäit scho quasiment ofgelaf ass, kann ech op eng Rei Punkten net méi agoen. Ech wëll déi awer just opzielen, well déi, wa mer eng Gesamtreflexioun maachen iwwert d'Legaliséierung vu Cannabis, einfach derzougehéieren. Zum Beispill déi Fro, wann dann eng legal Consommatioun do ass: Wou ka consomméiert ginn? Kann op ëffentleche Plaze consomméiert ginn, dobaussen? Sinn déi selwecht Plaze verbueden, wou haut e Fëmmverbuet ass? A wann ech kucken, wat an auslännesche Legislatiounen, déi eng Legalisatioun gemaach hunn, steet, da stellen ech do fest, datt zum Beispill a Kanada Proprietären hire Locataire och kënne verbidden, Cannabis an deem verlounten Appartement ze consomméieren, respektiv, datt et souguer legal introduiséiert ass, datt an d'Reglement vu Koproprietéiten e Verbuet, fir Cannabis an der Koproprietéit ze consomméieren, kann ageschriwwe ginn. Et mag elo sinn, datt dat Detailproblemer sinn, mee an der Realitéit fir d'Leit sinn dat awer alldeeglech Problemer, wou ee muss Stellung derzou huelen.

Den zweete Punkt, dat ass dee vun der Produktioun. D'Produktioun, liesen ech alt an deem engen oder an

deem aneren Interview, do géifen duerno Lizenzen erausgoen, et géife privat Producteuren dat kënne maachen, et géif net u privat Consommateure goen - Wéi ginn déi Lizenzen eraus? Wat heescht dat, esou Lizenzen? Firwat dann net och privat Consommateuren, wa schonn? - an den THC-Gehalt géif net limitéiert ginn, dat stoung op jidde Fall an der Zeitung virun engem Joer, datt dat am Programm vun der Regierung géif stoen. Elo froen ech mech, ob dat nach ëmmer richteg ass, wat ech sengerzäit gelies hunn. Op jidde Fall fannen ech dat äusserst problematesch als Ausso.

An den drëtte Punkt, dat ass de Verkaf a lizenzéierte Geschäfter - ech kommen nach eng Kéier zréck -: Ech gesinn iwwerhaapt net, wann een eng maximal Zuel, wat jiddwer eenzelnen de Mount däerf kafen, dohinner setzt, wéi dat da soll vun de Geschäfter kontrolléiert ginn - ech hunn dat scho virdru gesot -, d'Kontroll vun Identitéiten, national Registeren, fir dat ze kafen oder net ze kafen. Ech gesinn einfach net, wéi dat soll goen. An déi Léisungen, déi am Raum stoungen, déi ech an Interviewe gelies hunn, déi stelle mer nu wierklech eng ganz Rei aner Problemer a si fir eis absolutt an total inakzeptabel. An déi selwecht Fro stellt sech natierlech bei den Taxen a bei de Präisser, wéi a wéini déi festgeluecht ginn.

Als Konklusioun vun deem Ganze soen ech: Wa mer zum haitegen Dag den Tour vun den Argumenter maachen, da fannen ech eng Legaliséierung vum Cannabis eng ganz, ganz schlecht falsch gutt Iddi.

Um Pabeier gëtt et eng Rei positiv Argumenter: Kampf géint d'Kriminalitéit, Verifikatioun vun der Qualitéit an der Sécherheet vun de Produkter. An der Realitéit sinn a mengen Aen, an eisen Ae souguer dës positiv Argumenter schlussendlech richteg problematesch. Fir eis ass awer de sanitären Aspekt, haaptsächlech fir Jugendlecher, absolutt an total ausschlaggeebend.

Um Enn vun eisen Iwwerleeunge bleift fir eis just am Fong eng Fro iwwreg: Loosse sech Kanner a Jugendlecher besser schütze viru Sucht a virun Niewewierkungen, wann de Cannabis als Genossmëttel fir Erwuessener legaliséiert gëtt a wann de Verkaf fir Erwuessener staatlech kontrolléiert gëtt? Dat ass am Fong d'Fro, déi mer eis musse stellen. Loosse se sech besser schützen, wa mer et legaliséiere fir Erwuessener?

Eis Äntwert ass ganz kloer Neen. Mir mengen, datt de Contraire en fin de compte wouer ass. An dofir si mer der Meenung, datt d'Regierung de Cannabis net sollt legaliséieren.

Hëlt d'Regierung awer eng Decisioun, fir et ze maachen, da soen ech: Da verlaange mir als Oppositioun, datt all déi Froen, déi mer haut opgeworf hunn, an nach eng Rei anerer, déi mer aus Zäitgrënn net konnten opwerfen ..., datt mer awer déi Äntwerte kréien. Äntwerten, déi net nëmmen Äntwerten um Pabeier sinn, mee déi och Äntwerte sinn, déi der Realitéit entspriechen.

An all deem, wat mer héieren hunn, an all deem, wat mer an auslännesche Modeller gesinn hunn, gesi mer déi haut net. Wann een esou e Projet wëllt ugoen, da kann een net just e puer Iddien op e Pabeier setzen an dann emol kucken, wann ee se realiséiert huet, wat duerno geschitt. Wann een esou eppes wëllt maachen, da muss et vun hanne bis vir klappen, well an eisen Aen hei vill ze vill um Spill steet, an notamment d'Gesondheet vu Jugendlechen.

An ech si ganz gespaant op dat, wat d'Majoritéit an d'Regierung fir Propositiounen huet a wat se fir Argumenter huet, wéilt se dann déi Legaliséierung duerchféieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Auteur vun der Interpellatioun, dem Här Claude Wiseler.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Kampf géint d'Drogen ass eleng mat repressive Mëttelen net ze gewannen. Dat hunn déi lescht Joerzéngte gewisen. Mat der Globaliséierung si méi Handelsweeër an esou och méi Geleeënheete fir den Drogenhandel entstanen, och well all Joer nei, oft syntheetesch, Drogen op de Maart kommen - zanter 2009 goufen zum Beispill 57 nei syntheetesch Opioiden an Europa nogewisen -, an op all entdeckten a confisquéierte Kilo Droge kommen x onentdeckter derbäi. Dowéinst ginn ëmmer méi Länner op nei Weeër an der Drogepolitik.

A verschiddenen US-Bundestaaten a Kanada an an Uruguay gouf de Cannabis op ënnerschiddlech Manéiere legaliséiert. Portugal huet schonn 2001 alleguer d'Drogen entkriminaliséiert; et gëtt also weeder op de Konsum nach op de Kaf oder de Besëtz vun Droge penal Strofen. Norwegen huet viru Kuerzem ugekënnegt, dass si sech um portugisesche Modell orientéiere wëllen, well d'Drogeproblematik mat repressive Mëttelen net geléist konnt ginn.

D'Legaliséierung vum Cannabis, esouwéi och d'Dekriminaliséierung vun den Drogen a Portugal, hunn, entgéint den allgemengen Erwaardungen, laangfristeg net zu engem méi héijen Drogekonsum geféiert. Wann et zu enger Hausse koum, dann ass dës meeschtens kuerz no der Aféierung vun neie Gesetzer agetrueden, fir sech duerno nees op engem méi niddregen Niveau ze stabiliséieren. Portugal läit haut esouguer ënnert dem EU-Duerchschnëtt.

Och Lëtzebuerg envisagéiert, en neie Wee ze goen. Am Koalitiounsaccord vun 2018 huet d'Regierung virgesinn, dass de Cannabis och hei am Land sollt legaliséiert ginn. Bis dohinner stinn awer effektiv nach esou munch Froen op. Éier ech op dës aginn, géif ech gären op déi aktuell Drogesituatioun hei zu Lëtzebuerg agoen, op de Cannabis am Speziellen, a firwat eng Legaliséierung iwwerhaapt consideréiert gëtt.

2001 goufen de gerénge Besëtz an de Konsum vu Cannabis dekriminaliséiert, an et kënnen elo also nach Geldstrofen, awer keng penal streng Strofe méi verhaange ginn. Eng Ausnam besteet, an dat ass wichteg, bei Cannabiskonsum an/oder bei enger Schoul oder a Presenz vu Mannerjäregen.

Aner fortschrëttlech Mesuren an der Drogepolitik sinn d'Verdeelung an den Austausch vu Sprëtzen an den iwwerwaachte Konsumraum vum Abrigado, deen 2005 opgoung. Dës Mesuren hëllefen, Risiken ze reduzéieren, déi mam Drogekonsum opdauche kënnen. Dozou gehéieren zum Beispill d'Iwwerdroung vu Krankheete wéi dem HIV oder d'Iwwerdoséierung. Aleng 2017 goufe 448.000 Sprëtze verdeelt, an 92 % vun de verdeelte Sprëtze goufen och nees agetosch.

Trotzdeem bleift de Cannabis déi Drog, déi mat Ofstand am meeschten hei am Land konsuméiert gëtt. 2019 - dat lescht Joer, fir dat zouverlässeg Donnéeë verfügbar sinn - hunn 23,3 % vun de 15- bis 64-Järegen uginn, dass si scho Cannabis konsuméiert hunn. Et ass och déi Drog, vun där quantitativ am meeschte vun der Police an och vun der Douane confisquéiert gouf, nämlech iwwer 370 kg eleng 2019. Op zweeter Plaz läit den Heroin mat 6,4 kg.

Dës Zuele verdäitleche virun allem eppes: Wann eng Persoun Droge konsuméiere wëllt, da fënnt si och e Wee, un Drogen ze kommen. An et kommen ëmmer nees nei Drogen op de Maart, wéi ech et virdru gesot hunn, wat d'Aarbecht fir d'Police och ëmmer méi komplizéiert mécht.

Et stellt sech an dësem Debat d'Fro, firwat Cannabis iwwerhaapt zu den illegalen Droge gehéiert. Wéi gëtt festgeluecht, wéi eng Droge legal a wéi eng illegal sinn? Zwee Facteure spillen hei wuel eng wichteg Roll: Zum engen d'Suchtgefor, déi vun enger Drog ausgeet, zum aneren d'Niewewierkungen, déi beim Konsum optriede kënnen.

Als Beispill wëll ech hei nieft dem Cannabis op d'Suchtgefor an d'Niewewierkunge vun Heroin, Kokain an Alkohol agoen, fir dass mir eis e Bild dovunner kënne maachen, wou Cannabis sech am Verglach zu aneren Droge situéiert.

D'Suchtpotenzial vun Heroin ass extreem héich. Vill Konsumente vun dëser Drog sprëtzen oder inhaléieren de Stoff e puermol den Dag, well Heroin vum Kierper relativ séier ofgebaut gëtt. Gläichzäiteg bilt sech och séier eng Toleranz, wouduerch Ofhängeger dozou verleet ginn, d'Doséierung ëmmer méi héich ze setzen. De Risk vun enger Iwwerdoséierung, déi déidlech endege kann, ass bei Heroin dowéinst vergläichsweis ganz héich. Aner Follge vum Heroinkonsum kënne Schiedegunge vun der Liewer oder Erkrankunge vun de Longe sinn. De Gebrauch vu benotzte Sprëtze kann zousätzlech zu Infektiounen oder Entzündunge féieren.

Och Kokain ka gravéierend kierperlech a psychesch Schied mat sech bréngen, virun allem bei engem chroneschen an intensive Konsum. Et kann, ënner anerem, zu Perséinlechkeetsstéierungen, der Schiedegung vum Nervesystem oder vum Häerz-Kreeslaf-System féieren. Virun allem bei reegelméissegem Konsum kann et zu enger Ofhängegkeet kommen an, änlech wéi beim Heroin, och zu enger Toleranzbildung, wouduerch ëmmer méi héich Dosen a méi kuerzen Ofstänn konsuméiert musse ginn.

Och de Cannabiskonsum ass net ouni Risiken. D'Wierkung vum Cannabis ass vu ville Facteuren ofhängeg, zum Beispill vun der Manéier en ze consomméieren - ob e gefëmmt gëtt, ob e giess gëtt -, vun der Dosis, respektiv vun dem Taux vum THC, wéi och vun der Persoun selwer an hiren Erwaardungen zur Zäit vum Konsum. De Cannabis kann nämlech d'Gefiller vum Konsument verstäerken. War ee positiv agestallt, da kann een duerch de Cannabis high ginn; waren d'Gedanken awer negativ, da kann et och zu engem sougenannte Bad Trip kommen. Esou een Trip ka sech ënner anerem duerch Schwindel, Otemproblemer, Häerzklappen oder Halluzinatiounen auszeechnen.

Och geneetesch Veranlagunge kënnen en Afloss dorobber hunn, ob eng Persoun no Cannabiskonsum psychotesch Symptomer entwéckele kann. An der Reegel hänkt dat awer och mat engem exzessive Konsum oder mat engem héijen THC-Taux zesummen. Psychotesch Symptomer si bei deeglechem Konsum dräimol méi heefeg. Ma wann den THC-Taux och nach iwwer 10 % läit, da si se souguer fënnefmol méi warscheinlech.

Reegelméissegen a staarke Cannabiskonsum ass besonnesch fir jonk Leit mat Risike fir eng gesond Entwécklung vum Gehier verbonnen. Tatsächlech entwéckele sech d'Regioune vun eisem Gehier ënnerschiddlech. De prefrontale Kortex, dee fir Planung, Prioriséierung a Veraarbechtung zoustänneg ass, ass zum Beispill eréischt mat Enn 20 voll entwéckelt.

E Verglach musse mer awer hei och mat dem Alkohol zéien, well och hei handelt et sech ëm eng Drog, geneesou wéi Zigaretten, Zocker oder Koffein. Beim Alkohol ass den Ënnerscheed zum Cannabis deen, dass et eng legal Drog ass.

An der EU huet den Alkoholkonsum zu 3,3 Milliounen Doudesfäll geféiert an domat zu insgesamt 6 % vun allen Doudegen an engem Joer. Do dernieft dréit Alkohol zu Lëtzebuerg zu 5,5 % zu de Kriibserkrankunge bäi, zu 29,4 % vun den opgezeechente Blessuren an zu 74 % vun de Liewerzirrhosen. Dës Zuele baséieren op Donnéeën, déi fir d'Joer 2016 vun der WHO erhuewe goufen.

Den Alkoholkonsum zu Lëtzebuerg läit och iwwert dem EU-Duerchschnëtt. Besonnesch bei méi staarkem episodeschen Drénkverhale gëtt et däitlech Ënnerscheeder. Bei den 20- bis 24-Järege läit den Taux hei am Land bei de Männer bei 78,3 % a bei de Frae bei 43 %; an der EU jeeweils bei 72 % (veuillez lire: 62 %) a 24,1 %. Änlech gesäit et och bei de 15- bis 19-Järegen aus: Zu Lëtzebuerg läit den Taux fir d'Männer bei 72,4 % a bei de Frae bei 34,6 %; an der EU jeeweils bei 50,7 % a 15,5 %.

Ech kann net soen, firwat dës Zuele fir Lëtzebuerg esou héich sinn. Mee och wa mir eng gewësse Feelerquot hei mat géifen abezéien, esou musse mir eis trotzdeem agestoen, dass zu Lëtzebuerg vill Alkohol konsuméiert gëtt, an dat och vun deene Jonken. Ech begréissen dowéinst, dass d'lescht Joer ugekënnegt gouf, dass de Mindestalter, fir héichprozentegen Alkohol hei am Land kënnen ze kafen, vu 16 op 18 Joer gehéicht sollt ginn. Dëse Schratt ass nëmme richteg, well d'Auswierkunge vum Alkohol op déi physesch a psychesch Gesondheet vun deene Jonke kënne besonnesch gravéierend sinn. Lëtzebuerg zielt schliisslech zu de wéinege Länner an der EU, wou den Alkoholkonsum schonn ab 16 Joer erlaabt ass.

Här President, mat dëse Beispiller wollt ech weisen, dass, menger Meenung no, de Cannabis net wierklech ka mat haarden Droge wéi Kokain oder Heroin verglach ginn. De Verglach mam Alkohol läit awer méi no. Trotzdeem ass de Cannabis bis haut an de meeschte Länner weltwäit verbueden, wärend den Alkohol net nëmmen erlaabt, mee gesellschaftlech akzeptéiert an etabléiert ass.

Mat dësen Aussoe wëll ech awer weeder de Cannabis verharmlosen oder op e Podest stellen, nach den Alkohol schlecht maachen. Fir mech steet et och notamment ausser Fro, dass den Alkohol géif verbuede ginn. Mir wësse schliisslech alleguerten, wat d'Prohibitioun an den USA gemaach huet. Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass, am Verglach mat Alkohol oder Zigaretten, weeder d'Suchtgefor nach d'Niewewierkunge beim Cannabis däitlech méi héich sinn.

Ech si vill méi der Meenung, dass mir mat der Legaliséierung vum Cannabis fir méi Sécherheet suerge kéinten. Aktuell kënnt ëmmer méi oft Cannabis op de Maart, wou den THC-Gehalt däitlech méi héich ass, wéi nach virun e puer Joer. A Frankräich gouf zum Beispill rezent festgestallt, dass den THC-Taux am Cannabishaarz, dat heescht am Haschisch, an der Moyenne vun 11 % 2010 op 28 % 2019 geklommen ass. Am Cannabisgras ass den Taux vun 10 % op 13 % geklommen. Deelweis goufe Prouwe vu Cannabis séchergestallt, wou den Taux souguer bei iwwer 50 % loung.

Och syntheetesch Cannabinoiden tauchen ëmmer méi heefeg op a kënnen duerch héich Konzentratioun zu Hospitalisatioune féieren. Egal a wéi enger Form, Cannabis wäert och weiderhi konsuméiert ginn. Deen ëmmer méi héijen Taux un THC an de Produiten ass beonrouegend. D'Legaliséierung, an domat d'Kontroll vun der Quantitéit an der Qualitéit vu Cannabis, kéint do fir méi Sécherheet fir d'Konsumente suergen.

Här President, zu Lëtzebuerg ginn d'Risiken, déi vum Drogekonsum ausginn, net op déi liicht Schëller geholl. Dorunner wäert och d'Legaliséierung vum Cannabis näischt änneren. Dës Regierung huet dann och 2020 hiren zweeten nationalen Drogenaktiounsplang lancéiert, dee bis 2024 leeft. Haaptzil vun dësem Aktiounsplang ass et, zu engem bessere Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet, der ëffentlecher Sécherheet an der sozialer Kohäsioun bäizedroen.

An och déi lëtzebuergesch Beobachtungsstell vum Europäeschen Observatoire fir Drogen an Drogesucht leescht e wichtege Bäitrag bei der Iwwerwaachung vun der Drogenentwécklung hei am Land, dorënner och, wat nei Tendenze bei der Drogeconsommatioun an dem Drogemarché ugeet.

2018 gouf och de „European Web Survey on Drugs" als Pilotprojet lancéiert. 1.223 Persounen, déi zu Lëtzebuerg wunnen an zwielef Méint virdrun Droge konsuméiert hunn, hu bei dëser Ëmfro matgemaach. Si goufen ënner anerem gefrot, wéi si de Risiko vu verschiddenen Drogeconsommatiounen am Verhältnis zueneen aschätzen. Vun dëse Leit haten 93,2 % Alkohol am Joer virun der Ëmfro konsuméiert, 95,6 % Cannabis an 22,4 % Kokain. Wärend de Konsum vu Kokain oder Crack als am riskantesten empfonnt gouf, war et net den Alkohol, mee de Cannabis, wou de Risiko als am niddregsten ageschat gouf.

Dës Erkenntnis, obwuel se net als representativ kann ugesi ginn, fannen ech awer an zwou Hisiichten interessant: zum engen, well Leit, déi majoritär souwuel Erfarunge mat Cannabis wéi mat Alkohol hunn, déi legal Drog als méi geféierlech empfanne wéi déi illegal - wat d'Fro opwërft, firwat dat eent erlaabt ass an dat anert net -; zum anere gëtt de Risiko vu reegelméissegem Cannabiskonsum vu 70,3 % als inexistent oder nëmme geréng ageschat, wat als Aschätzung och net ganz richteg ass.

Dat mécht et fir mech kloer, dass wann de Cannabis zu Lëtzebuerg legaliséiert gëtt, mir d'Ëffentlechkeet nach besser iwwert d'Risiken, déi mam Cannabiskonsum verbonne sinn, opkläre mussen. Well och wa Cannabis a Moossen net esou geféierlech ass wéi Kokain oder Heroin an net vill méi geféierlech wéi Alkohol, esou musse mir awer ganz kloer kommunikéieren, dass Cannabis net harmlos ass.

Här President, wéi scho gesot, sinn ech der Iwwerzeegung, dass d'Legaliséierung vum Cannabis zu enger besserer Sécherheet fir d'Bierger bäidroe kéint, och well d'Police méi Zäit a Personal op aner Dossiere verdeele kéint. 2019 goufen 2.994 Strofdoten a Verbindung mat Droge gezielt. Wann ee bedenkt, dass Cannabis déi Drog ass, déi hei am Land am meeschte konsuméiert an och vun der Police confisquéiert gouf, da kann een doraus schléissen, dass och bei de Strofdoten oft een Zesummenhang mat Cannabis bestoung.

Fir Lëtzebuerg hunn ech keng zouverlässeg Donnéeë fonnt, dowéinst wéilt ech kuerz op d'Beispill Däitschland agoen. 2018 gouf et aleng mat Cannabis 220.000 Delikter an Däitschland. Vill Verfare ginn awer agestallt, aleng zu Berlin een Drëttel vun de Verfare respektiv 6.000 Fäll. Dat entsprécht 6.000 Stonnen Aarbecht fir d'Police, déi am Fong fir näischt geleescht goufen. Den Opwand fir d'Justiz ass hei nach guer net matagerechent. Zäit a Ressourcen, déi a mengen Aen op anere Plaze besser zum Asaz kéinte kommen.

Fir dass d'Legaliséierung tatsächlech zu méi Sécherheet bäidréit, kënnt et natierlech dorop un, wéi dës Legaliséierung wäert ausgesinn. Fir der Demande vum Schwaarzmaart entgéintzewierken ass et wichteg, dass eng grouss genuch Offer u Cannabis um legale Marché garantéiert gëtt. Den Ubau kéint duerchaus och hei am Land assuréiert ginn, wäert awer wuel och mussen duerch importéierte Cannabis kompenséiert ginn.

De Präis ass ee wichtege Punkt: Engersäits dierf en net ze niddreg ugesat ginn - et geet net drëms, d'Leit a virun allem Jonker ze lackelen, sech Cannabis ze kafen -, anerersäits dierf de Cannabis awer och net ze deier sinn, well de Schwaarzmaart sech soss mat méi bëllege Produite weider oprechterhale kéint. Mat de Steieren, déi um Cannabis erhuewe géife ginn, misst een ënner anerem d'Preventioun finanzéieren, ma awer och d'Prise en charge vu Leit mat Drogeproblemer.

De legale Konsum vu Cannabis muss natierlech och gewëssene Reegelen ënnerleien. Op dësem Punkt stinn och nach déi meeschte Froen op: Soll de Konsum ab 18 erlaabt ginn oder misste mir vläicht doriwwer nodenken, de Mindestalter nach eropzesetzen, well jo d'Niewewierkungen op déi psychesch Gesondheet vu Cannabis bei de Jonke méi héich sinn? Wéi vill Gramm dierft ee sech maximal kafen a wéi oft? Kënne just Residente kafen? Wéi genee géif een dat kontrolléieren? Muss ee sech am Viraus registréieren oder geet d'Carte d'identité duer? An et gëtt bestëmmt nach eng Rei weider Froen an de Claude Wiseler huet der och schonn e puer opgewisen.

D'Länner, wou de Cannabis bis elo legaliséiert gouf, hunn ënnerschiddlech Äntwerten op dës Froe fonnt. Lëtzebuerg, als Deel vum oppenen europäesche Marché, muss dobäi besonnesch Uecht ginn, dass et net zu engem sougenannten Drogentourismus hei kënnt. Kommerziell Reklamme fir Cannabis dierfen dowéinst och op kee Fall zougelooss ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, de Cannabis gëtt oft als eng vun deene méi soften Drogen ugesinn. Mir dierfen awer net vergiessen, dass et keng Drog op dëser Welt gëtt, déi ganz ouni

Risiko ka consomméiert ginn. De Konsum vun Drogen, egal vu wéi enger Natur, bréngt ëmmer eng gewësse Gefor fir d'Gesondheet mat sech. An och wann de Cannabis zu Lëtzebuerg legaliséiert gëtt, heescht dat net, dass d'Gefore vum Konsum op eemol verschwanne géifen. Bei der Ausschaffung vum Lëtzebuerger Gesetzeskader muss dofir besonnesch vill Wäert op d'Sensibiliséierung vun de Bierger geluecht ginn. Unhand vun nationalen Informatiounscampagnë muss d'Politik derfir suergen, dass d'Bierger esou gutt wéi méiglech iwwert d'Risiken an d'Niewewierkunge vun der Drog opgekläert ginn.

Wat kloer ass, dat ass, dass, genee wéi am Ausland, de Cannabis och zu Lëtzebuerg nëmme fir déi Erwuesse legaliséiert däerf ginn. Wéi virdru schonn erwäänt, kann de Cannabis nämlech zu Stéierungen an der mentaler a physescher Entwécklung vun de Kanner a Jugendleche féieren. Dofir muss de Kaf, de Besëtz an de Konsum vun der Drog fir déi Mannerjäreg och weiderhi verbuede bleiwen. Den Accès op de Cannabismarché muss streng kontrolléiert, an d'Verstéiss géint d'Altersbeschränkunge souwéi de Verkaf u Mineure musse konsequent verfollegt a bestrooft ginn.

Mir musse verhënneren, dass de legale Status vun der Drog deene Jonken eng falsch Iddi vu Sécherheet vermëttelt. Eng Verharmlosung vum Cannabis géif nämlech genee de Contraire vun de gewënschten Effete bewierken. Schliisslech geet et net drëms, fir d'Consommatioun vu Cannabis méi attraktiv ze maachen, mee fir d'Qualitéit an de Verkaf vun der Drog ze kontrolléieren a soumat d'Gesondheet vun de Bierger ze schützen an d'Drogekriminalitéit ze veréngeren.

Bei der Entwécklung vum Lëtzebuerger Cannabisgesetz ass et enorm wichteg, fir och d'Erfarunge vun de Länner, déi de rekreative Konsum vu Cannabis legaliséiert hunn, matafléissen ze loossen. Wa mir e Bléck an Amerika riichten, gesi mir zum Beispill, dass d'Unzuel vu mannerjärege Konsumente relativ stabel bliwwen ass. Entgéint den Ängscht an den Erwaardunge vu ville Kritiker, hu rezent Etüde keen direkte Lien tëscht der Legaliséierung vu Cannabis an der Consommatioun vun de Jugendleche fonnt. An éischter Linn sinn dës Resultater natierlech berouegend. Trotzdeem däerf een net vergiessen, dass et sech hei nëmmen ëm Kuerzzäitetüden handelt an et de Moment nach keng Laangzäitstudie gëtt.

Nieft den Erfarungen aus dem Ausland, ass et och interessant, eis eege Statistiken ze analyséieren. Am internationale Verglach gesi mir nämlech, dass zu Lëtzebuerg manner Cannabis konsuméiert gëtt wéi an aneren EU-Länner, an dat souwuel bei den Erwuessene wéi och bei deene Jonken.

Eng bësse méi nuancéiert Vue kréie mir duerch d'Rapporten iwwert den Drogekonsum vu Mannerjäregen, déi d'Uni Lëtzebuerg reegelméisseg am Kader vun der Etüd „Health Behaviour in School-aged Children" publizéiert. Aus dësem Rapport vun 2018 goung ervir, dass d'Consommatioun bei den 11- bis 18-Järegen iwwert déi lescht zéng Joer liicht an d'Luucht gaangen ass. Interessant si virun allem d'Ënnerscheeder tëschent de verschiddenen Altersklassen: Wärend de Konsum bei de 15- a 16-Järegen erofgaangen ass, gouf bei de 17- bis 18-Järegen eng däitlech Hausse festgestallt.

D'Resultater vun dësen Etüde sinn immens wäertvoll fir d'Entwécklung vun nationale Preventiouns- a Sensibiliséierungscampagnen. Soumat kënne politesch Moossname méi geziilt un d'Besoine vun deene betraffene Jonken adaptéiert ginn.

Bei der Preventioun vun de Jugendlechen ass d'Schoul een Haaptacteur. De formelle Kader bitt déi néideg Grondviraussetzung, fir déi Jonk iwwert d'Gefore vu Cannabis opzeklären, hinnen ee gesonde Liewensstil ze vermëttelen an hinne bäizebréngen, Eegeverantwortung fir hir Gesondheet ze iwwerhuelen. Zesumme mat privaten Organisatiounen an Associatioune gi reegelméisseg Seminären, Trainingen an Theemedeeg an de Schoulen organiséiert, wou d'Schüler op eng interaktiv Aart a Weis iwwert d'Drogeproblematik informéiert ginn. An deem Kader huet de Centre national de prévention des addictions, ofgekierzt CNAPA, eng Toolbox entwéckelt, déi d'Schoule bei der Ëmsetzung vun hire Preventiounsaktivitéite begleede soll.

Do dernieft huet de CNAPA och e Guide mat Recommandatioune fir d'Léierpersonal an d'Educateuren ausgeschafft a bitt speziell Formatioune fir den Ëmgang mat jonke Cannabiskonsumenten un. Och d'Police mécht reegelméisseg Visitten an de Schoulen, fir d'Schüler iwwert d'Gefore vum Drogekonsum opzeklären.

Natierlech ginn och ausserhalb vun de Schoulen eng Partie Preventiounsmesuren organiséiert. Esou gëtt et zum Beispill eng Rëtsch Ulafplazen, wou déi Jonk anonym Rotschléi an Informatioune kënnen ufroen. An Zukunft soll hei verstäerkt op déi digital Berodung zréckgegraff ginn an de Potenzial vun eHealth oder mHealth genotzt ginn.

All dës Mesuren, déi ech elo opgezielt hunn, falen ënnert d'Strategie vun der universeller Preventioun. Dëst sinn also generell Mesuren, déi un d'Gesamtbevëlkerung vun eisem Land adaptéiert sinn. Do dernieft gëtt et dann déi méi selektiv Preventioun, déi sech, wéi d'Wuert et scho seet, just op eng bestëmmten Zort vu Leit konzentréiert; nëmmen déi vulnerabelst Persounegruppe gi bei dësen Aktivitéite viséiert.

Här President, ech kann et net genuch betounen: D'Preventioun an d'Sensibiliséierung spillen eng absolutt Schlësselroll fir de Succès vun der Legaliséierung. Well wien un Droge wëllt kommen, dee fënnt och e Wee; dat weisen eis d'Zuele ganz däitlech. An der Drogepolitik muss dowéinst en Ëmdenke kommen. D'Legalisatioun vum Cannabis ass genee dat: Mir protegéieren d'Leit am beschten, andeems mir oppen iwwert de Sujet schwätzen, d'Leit, a virun allem déi Jonk, iwwert d'Risiken opklären an d'Qualitéit vun de Produiten duerch streng Kontrolle sécherstellen.

Domadder sinn ech um Schluss vu menger Interventioun ukomm. Ech wëll dem Claude Wiseler Merci soen, dass hien dës Diskussioun opbruecht huet. An ech soen lech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Carole Hartmann villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Damme Ministeren, Kolleegen, et gëtt wierklech net esou vill Theemen, wou d'Meenungen an eiser Gesellschaft esouwäit ausernee gi wéi beim Theema Cannabis. Et ass keen einfacht Theema, wou ee just mat Jo oder mat Nee, mat Schwaarz oder Wäiss kann äntwerten, duerfir wëll ech a menger Ried, am Numm vun der LSAP, méi spezifesch op de gesondheetlechen Enjeu vum legalen Accès op Cannabis agoen, deen, wéi mer et dann an dësem Kontext nennen, fir net medezinnesch Zwecker geduecht ass. Op déi juristesch Aspekter wäert mäi Kolleeg, den Dan Biancalana, a senger Ried agoen.

Fir eis als LSAP ass et kloer, dass eppes geschéie muss. Wa mir haut e Paradigmewiessel a Saache Cannabiskonsum an d'A faassen, dann an alleréischter Linn aus gesondheetlechen Iwwerleeungen. Et ass mir wierklech wichteg, dass dat vu vir eran ënnerstrach gëtt. D'Haaptzil vun enger neier Reglementéierung, wéi se aktuell ugeduecht ass, ass fir d'Gesondheet vun de Leit, déi mat Cannabis a Kontakt kommen, beschtméiglechst ze schützen an och, fir d'Konsumente vum Schwaarzmaart ewechzehalen.

Dat haten d'Gesondheetsministesch an d'Justizministesch schonns op eng Question parlementaire vun Iech, Här Wiseler, geäntwert. An domadder soen ech Iech och Merci fir dës Interpellatioun. Merci och fir déi vill Zuelen, déi Der eis geliwwert hutt. An dee Merci geet och un d'Madamm Carole Hartmann fir hir detailléiert Ried. Dat erméiglecht mir, hei iwwer vill Detailer ewechzegoen.

Et ass illegal, sech Cannabis ze beschafen; et ass illegal, Cannabis ze consomméieren. An awer ass dës Drog am Land méi present, wéi muncher een dat vläicht wëllt wouerhunn. Duerfir däerfe mir eis näischt virmaachen. Esou geet zum Beispill aus der Editioun vum 2020er nationalen Drogerapport ervir, dass de Cannabis déi heefegst illegal Drog ass, déi iwwerhaapt hei am Land consomméiert gëtt. Dat hu mer haut de Mëtteg schonn héieren.

Ech erënneren drun, dass mir hei vun enger Substanz schwätzen, déi aktuell als illegal Drog agestuuft ass; dat kann een net dacks genuch soen. Wann ee bis 2006 zréckkuckt, da gesäit een, dass den Taux vun de Jugendlechen tëschent 15 an 18 Joer, déi uginn, am vergaange Mount Cannabis consomméiert ze hunn, vun 11 % am Joer 2006 bis op 13 % am Joer 2018 geklomm ass, an dëst ass eng Hausse trotz all den Efforten a Saache Preventioun, déi an deenen zwielef Joer gemaach gi sinn. Aneschters ausgedréckt: Am Kampf géint de Cannabis als illegal Drog sti mir nu wierklech net op der gewonnener Säit. Ech mengen, do muss een esou éierlech sinn an dat och agesinn.

A mir sinn do net déi eenzeg, déi esou eng Konklusioun mussen zéien. Niewent deene bekannte Beispiller vu Länner wéi Kanada oder Uruguay respektiv nach amerikanesche Staaten, déi entscheet hunn, op de Wee vun enger Legaliséierung ze goen, gëtt et mëttlerweil souguer a Frankräich éischt lwwerleeungen dozou. Dëst, well och do de Constat gemaach ginn ass, an ech zitéieren aus engem Rapport d'étape aus der franséischer Assemblée nationale, deen elo ganz kierzlech, de 5. Mee ugeholl ginn ass, do ass dra festgehale ginn: « Les conclusions qui découlent de ces travaux sont sans appel : la politique répressive française coûte cher et mobilise à l'excès les forces de l'ordre sans pour autant contribuer, même de manière marginale, à la résorption de l'usage et du trafic de cannabis. »

Eng Erklärung kéint awer och sinn, dass den Image vum Cannabis am Wandel ass. Bekanntlech, an dat ass jo och schonn haut de Mëtteg gesot ginn, ass de Cannabis fir reng medezinnesch Zwecker jo zanter 2018 erlaabt. Dobäi ass jo kloer definéiert, wéi eng Produkter erlaabt sinn, fir wéi en Traitement si kënne verschriwwe ginn, an déi Produkter kënne jo och just an der Spidolsapdikt ofgeholl ginn an och just géint eng speziell Ordonnance.

Et ass natierlech falsch, de medezinnesche Cannabis mam net medezinnesche Cannabis gläichzestellen. Dat sinn zwee ganz verschidde puer Schong. Mee et muss een awer dervun ausgoen, dass de medezinnesche Cannabis derzou bäidréit, d'Bild vum Cannabis am Allgemengen ze veränneren.

En änleche Phenomee kann duerch déi sougenannte Cannabis-Produkter festgestallt ginn. De CBD ass jo bekanntlech e Cannabinoid, deen, contrairement zum THC, als net psychoaktiv gëllt. CBD soll souguer eng therapeutesch Wierkung hunn. Mëttlerweil gi Produkter, wou jo grouss CBD dropsteet a wou d'Cannabisplanz e Gehalt vu manner wéi 0,3 % THC huet, a Butteker an och an Automaten uechtert d'ganzt Land verkaf ginn. Mee opgepasst: CBD ass net THC! Mee och de Merchandising ronderëm de CBD dréit derzou bäi, dass de Cannabis am Allgemengen aneschters gesi gëtt. Jo, ech wéilt souguer behaapten, dass de Konsum bal kéint banaliséiert, jo, souguer verharmloost ginn.

Mee komme mer elo vun de legale Substanzen zum ganz illegale Cannabis. Do stelle sech jo haut eng ganz Rei Gefore fir Persounen, déi es consomméieren. An ech mengen domat net de Risiko, vun der Police erwëscht ze ginn. Ech menge virun allem d'Qualitéit vum Cannabis, deen am Ëmlaf ass. Déi ass - a wéi soll et och soss op engem Schwaarzmaart sinn - alles, mee net garantéiert. Dat geet och, ënner anerem, aus dem aktuelle Country Drug Report ervir, dee vun der Europäescher Drogenopsiichtsbehörd erstallt ginn ass, déi hire Sëtz zu Lissabon huet. D'Madamm Hartmann ass schonn dorop agaangen.

Mee zousätzlech zu deem héijen THC-Gehalt, vun deem jo schonn haut de Mëtteg geschwat ginn ass, kënnt nach en anere Problem derbäi, well d'Konsumenten net wëssen, wat eigentlech an hirem Cannabis-Produit dran ass, dee se an hirer Tiitche kafen. Der Profittgier - an eleng dorëms geet et jo beim kriminelle Geschäft mat Cannabis - sti wierklech keng Skrupelen am Wee: Do gi Produkter benotzt, déi vun einfachem Buedem iwwer Talk bis hin zu Glassplittere ginn. Do kënne fir d'Gesondheet wierklech ganz bedenklech Cocktailen derbäi erauskommen. An dann hunn ech nach guer net vun de syntheetesche Cannabinoide geschwat, déi nach guer net richteg erfuerscht sinn, mee déi en héicht Geforepotenzial a sech droen.

Gëtt elo d'Konzept vun enger Reglementéierung vum Accès op net medezinnesche Cannabis ëmgesat, dann ass virgesinn, e kontrolléierten Ubau vu Cannabisplanzen zu Lëtzebuerg unzeleeën. Op dësen Aspekt geet spéider de Kolleeg Dan Biancalana nach an. Aus Santéssiicht ass awer wichteg, dass duerch d'Kontrolle vum THC-Gehalt an deene Planzen dem Konsument e proppere Produit an engem kontrolléierten Ëmfeld verkaaft ka ginn. Well nëmmen eng Produktioun an e Verkaf ënner streng kontrolléierten Oplage wäerten et erméiglechen, dass de Gesondheets- an den Addiktiounsrisiko fir d'Konsumente kann erofgeschrauft ginn.

D'Zil vun enger Reglementéierung vum Accès op Cannabis, deen net fir medezinnesch Zwecker geduecht ass, muss sinn, dass et zu engem Méi u Gesondheet kënnt an net zu engem Manner u Gesondheet. An hei spillen d'Sensibilisatioun an d'Informatioun eng kruzial Roll. Deemno soll dësen Accès net zu enger Banaliséierung oder Verharmlosung vum Cannabis féieren. Et ass an et bleift eng Drog! Dat soll och esou vermëttelt ginn, speziell an de Schoulen a vum Léierpersonal, iwwert de Familljendokter bis hin zu den Elteren, natierlech de Schüler, de Jugendlechen, firwat net d'Leit aus dem Sportsmilieu, aus dem kulturelle Milieu - et muss zesummen un enger grousser globaler Preventiounsstrategie geschafft ginn.

Als LSAP ass et eis wichteg, dass eng Sensibilisatiounsoffensiv nach virun deem eigentlechen Akraafttriede vun dëser neier Reglementatioun an Ugréff geholl gëtt. Firwat eigentlech waarden? De Problem stellt sech schonn elo an d'Opklärung ass elo schonn néideg!

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Aktuell ass et jo awer och net esou, wéi wann näischt an deem Domän géif geschéien. Dofir wëll ech och op dëser Plaz all deenen Acteure Merci soen, déi an der Drogepreventioun, sief et op fräiwëlleger oder op professioneller Basis, schaffen.

Léif Kolleegen, Dir hutt et gesinn, betreffend den Accès op net medezinnesche Cannabis, hu mir als LSAP eng kloer Meenung: Jo, zu engem Accès, awer ënner ganz strengen Oplagen, op déi mer nach wäerten an eisem zweeten Deel vun der Ried zréckkommen. Net, well dat haut vläicht Moud wär, mee well mer gesinn, wéi e Leed duerch deen Dreck entsteet, deen hautdesdaags um Schwaarzmaart verkaaft gëtt, a well mer gesinn, dass de Konsum trotz Repressioun säit Jore leider net erofgeet.

Et kéint ee sech et einfach maachen a just ewechkucken, mee dat ass keng Optioun. Mir sinn eis onser Verantwortung bewosst, an aus gesondheetlecher Siicht musse mir handelen an deem Ganzen eng zolidd Rumm ginn. An nëmmen esou wäert et méiglech sinn, de Cannabisphenomeen esou gutt et geet an de Gréff ze kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een d'Chambersdebatte vu fréier noliest, da stéisst ee munchmol op ganz interessant Informatiounen! Esou zum Beispill op déi, datt et beim éischte Lëtzebuerger Drogegesetz zimmlech schëtzeg zougaangen ass: Ënnerhalb vun engem eenzegen Dag ass de Projet de loi deposéiert, virgestallt a gestëmmt ginn. An de François Altwies, den deemolege Chamberspresident, hat manner Aarbecht wéi deen haitege President, en huet am Fong just ee Saz misse soen, an zwar deen: « La discussion générale est ouverte. Personne ne demandant la parole, elle est close. »

(Hilarité)

Dat war 1922 - viru bal engem Joerhonnert -, wou d'Vente an d'Conservation en Gros gereegelt ginn ass. Dat heescht, et ass och decidéiert ginn, datt d'Apdikter geféierlech Substanze wéi Kokain an Opium an engem Schaf misste versuergen an dee Schaf mat engem Schlëssel missten zouspären.

En halleft Joerhonnert méi spéit, ëmmerhi 50 Joer, huet d'Welt ugefaangen ze änneren. Et koum nämlech zu der Aféierung vu schwéiere Strofe fir den Abus vu Stupefianten. Dat war an de 70er-Joren, wou d'Reaktioun vun der Politik op d'Studenterevolten aus de 60er net op sech waarde gelooss huet. An domat hat d'Repressioun sech fir eng laang Zäit duerchgesat.

Dir Dammen an Dir Häre, et huet bis an d'90er-Jore gedauert, bis verschidden Ënnerstëtzungsprogrammer fir Drogenofhängeger geschafe goufen - ech schwätze vum Methadonprogramm, ënner anerem - an de politeschen Discours sech och zum Positiven hi geännert huet. Et hat sech nämlech definitiv erausgestallt, datt d'Repressioun zum Echec geféiert hat, an datt nei Weeër missen ageschloe ginn. Esou hat d'CSV an hirem Walprogramm vun 1994 interessanterweis geschriwwen, datt si sech fir e Katalog vu stroffräie liichten Drogen op EU-Niveau géif asetzen. Dat ass net oninteressant, well stroffräi ass jo grad dat, wat mir och wëlle mat Cannabis, Marihuana an Haschisch maachen, déi zu de liichten Droge gehéieren. Ech mengen, d'Meenung ass haut eng aner, wat awer ganz legitimm ass. Oder Dir trëtt awer nach op EU-Niveau ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Nee, et ass en Ënnerscheed zwëschent Legalisatioun an Depenalisatioun.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- „Stroffräi", hutt Der deemools geschriwwen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, dat heescht depenaliséiert, jo!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wéi gesot, ech hunn et interessant fonnt, déi Debatte vun deemools ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat heescht depenaliséiert, dat heescht net legaliséiert!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... nozeliesen. Depenaliséieren ...

Ech wëllt awer nach eng Deputéiert zitéieren, déi och eng sympathesch Ausso gemaach huet. Dat war d'Madamm Anne Brasseur, déi 1994 bei der Kreatioun vum Centre de prévention des toxicomanies gemengt huet, et misst een endlech mat der Hypokrisie ophalen. A si huet dann och gemengt, datt déi repressiv Drogepolitik, wéi se bis dohi gefiert gi war, näischt géif bréngen a kontraproduktiv wier. Déi gutt Madamm hat natierlech Recht, mee d'Gesetzgeebung huet sech bis haut net grondleeënd geännert, quitte datt awer schonn eng Rei Verbesserunge virgeholl gi sinn.

Wat dann d'Positioun vun deene Gréngen ugeet, esou dierft se deene meeschten heibanne bekannt sinn. Zanter eiser Grënnung an den 80er-Joren, triede mir ganz kloer fir d'Depenaliséierung, fir d'Reglementéierung an den Ubau vu Cannabis um lëtzebuergeschen Territoire an. Dat heescht awer kengesfalls, datt mir d'Consommatioun vun Droge verharmlosen. A mir sinn och iwwerzeegt, datt de Konsum vun Droge scho ville Mënschen d'Liewe kascht huet. Eng falsch Drogepolitik huet allerdéngs nach méi Existenzen zerstéiert an nach méi Misär gemaach.

Wieren d'Ressourcen, déi an d'Repressioun gefloss sinn an de leschte Joren a Joerzéngten, an d'Preventioun gefloss, da wäre mer haut schonn e Stéck méi wäit. An dowéinst si mer frou, datt sech mat dëser Koalitioun eng Majoritéit fonnt huet, déi decidéiert huet, e Paradigmewiessel anzelauden, nodeems eng entspriechend Proposition de loi vun der fréierer grénger Deputéierter Renée Wagener viru genee 20 Joer, am Joer 2001, un der deemoleger Majoritéit gescheitert ass.

Wat am Koalitiounsaccord vun 2018 steet, dat wësst Der alleguer, an dofir brauch ech dat och elo net hei am Detail virzestellen. Et entsprécht grosso modo deem, wat mir ëmmer gefuerdert hunn, an do wéilt ech och déi jonk gréng ernimmen, well déi sech ganz intensiv mat där Matière beschäftegt hunn. Dofir hinnen och e grousse Merci.

Kuerz gesot geet et jo drëms, d'Vente, de Konsum an de Besëtz fir groussjäreg Residenten a gewësse Quantitéiten ze erlaben, eng national Produktiounskette mat gudder Qualitéit a Kontroll ze schafen, d'Konsumenten ze schützen an der Drogemafia wa méiglech d'Handwierk ze leeën oder einfach emol d'Liewe méi schwéier ze maachen.

Mir sinn eis bewosst: Nach muss de Projet ëmgesat ginn, wuel wëssend datt et eng komplex Matière ass, och am internationale Kontext. An ech denken, datt mer dozou eng Rei Erklärunge vun de Madamme Ministere wäerte kréien.

Datt d'Pandemie dertëschtgefunkt huet an d'Aarbecht un dësem Dossier leider retardéiert huet, ass verständlech, an et wier och onverantwortlech, de Kampf géint d'Pandemie an dësen Zäiten net als Prioritéit unzegesinn. Dat heescht awer net, datt den Dossier Cannabis soll leie bleiwen.

An dowéinst iwwerreechen ech Iech herno, Här President - ech hu se elo net bei mer, ech ginn Iech se herno - eng Motioun, déi vun deene Gréngen, der DP, der LSAP an de Piraten ënnerschriwwen ass, déi déi wichtegst Prioritéiten opzielt an d'Regierung och opfuerdert, mat den Aarbechten um Ball ze bleiwen. Ech denken, mir kréien och Erklärungen, wéi wäit déi Aarbechte bis elo fortgeschratt sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, an der Motioun steet d'Preventioun ganz uewen an als Vertriederin vun der grénger Fraktioun wéilt ech och betounen, datt dat keen Zoufall ass. D'Carole Hartmann ass virdrun drop agaangen a mir hunn eis och gëschter schonn doriwwer ënnerhalen: Mir sinn op genee där selwechter Linn. Am Numm vun der grénger Fraktioun wéilt ech och betounen, datt d'Drogepolitik sech net op d'Depenaliséierung an d'Reglementéierung vum Cannabis däerf limitéieren.

Wichteg Elementer, déi och an d'Diskussioun gehéieren, sinn dann och grad éischtens d'Preventioun, zweetens de Jugendschutz an drëttens déi adequat Therapien, Ënnerstëtzungsofferen an dezentral Opfaangstrukture fir süchteg Mënschen, déi et net beim Cannabis beloossen, mee déi op aner Drogen ëmsteigen, ugefaange beim Alkohol, enger haarder Drog, déi d'Wierkung vum Cannabis nach verstäerkt, mee zanter éiweg an ëmmer stroffräi war an dem Staat dann och nach zoufällegerweis iwwer 40 Milioune Recetten am Joer an d'Keess spillt.

Ech fänken u bei der Preventioun, déi um Grondprinzip opbaut, datt de Konsum vun Drogen - an dësem Fall dann de Cannabis - weeder verharmloost nach verdäiwelt däerf ginn. Et geet eis eenzeg an aleng drëms, unzeerkennen, datt bewosstsäinsverännerend Substanzen e gewëssent Geforepotenzial fir déi mental, sozial a kierperlech Gesondheet hunn. An dowéinst féiert kee Wee derlaanscht, dat Geforepotenzial duerch eng gutt Preventioun ze verhënneren oder zumindest ze reduzéieren.

Wichteg ass dobäi, datt eng gesond Liewenshaltung an eng gesond Ernärung vu Klengem u gefërdert ginn, an datt all jonke Mënsch léiert, wat et heescht, fir säin eegent Liewen a fir seng eege Gesondheet verantwortlech ze sinn. An der Psychologie schwätzt een hei vu verhalensorientéierter Preventioun.

Eng zweet an net manner wichteg Form vu Preventioun, Dir Dammen an Dir Hären, ass strukturorientéiert a bezitt sech op d'Verännerung vum Ëmfeld vun de gefäerdete Persounen, mee och op aner extern Facteuren, déi en Afloss op d'Konsumverhale kënnen hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Abus vun Drogen ass jo oft d'Resultat vu verstoppte Problemer oder d'Symptom vun engem grousse Malaise. Konsequenterweis ass et wichteg, déi néideg Ressourcë fräizeschëppen, fir den Ursaache vun deem Malaise op d'Spuer ze kommen a se ze behiewen. Ech denken u Konflikter am direkten Ëmfeld, u Mobbing, Gewalt am Stot, Erniddregungen an aner Problemer, déi oft net fréi genuch erkannt ginn an zu der Flucht an d'Droge féieren. Eng Flucht, déi oft mat Depressiounen a Selbstverletzung verbonnen ass. Dat ass fir eis e ganz wichtege Punkt, dee sech och am Koalitiounsaccord nidderschléit an och an de Kontext vun der Cannabisdiskussioun muss gesat ginn.

An am Koalitiounsaccord steet och ganz kloer, datt d'Preventioun an d'Lutte géint d'Toxicomanie an d'Addiktioun verstäerkt wäerte ginn. Well och wa Cannabis net direkt kierperlech ofhängeg mécht, esou kann en awer zu enger mentaler Ofhängegkeet féieren, déi de Réckgréff op haart Droge wéi Alkohol, Heroin an anerer mat sech zitt.

De Centre national de prévention des addictions mat sengen Initiativen, wéi ënner anerem dem PIPAPO, wou et ëm d'Zesummenaarbecht mat Organisateure vu Concerten a kulturellen Evenementer geet, huet scho sënnvoll Initiativen an deem Kontext ergraff a wierkt dem Problem geziilt entgéint. Net manner wichteg sinn awer och aner Initiativen, déi vu Berodungsstellen ausginn. Ech denken un de Centre de prévention des toxicomanies, de Service Impuls vu Solidarité Jeunes an anerer. All dës Ulafstelle gëllt et an Zukunft ze ënnerstëtzen a virun allem auszebauen. Besonnesch elo an der Pandemie, wou déi mental Gesondheet sech bewisenermoosse queesch duerch d'Gesellschaft verschlechtert huet, sinn dës Servicer méi wéi jee gefuerdert a brauchen dofir och déi néideg personell a finanziell Ressourcen.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Altersgrupp, déi ech am Kontext vun der Preventioun besonnesch wéilt ervirhiewen, ass dann awer och déi eeler Generatioun, an anere Wierder: d'Senioren. Den iwwerméissege Konsum vun Drogen ass jo schonn zanter Laangem e Phenomeen, deen eigentlech an der ëffentlecher Meenung éischter mat jonke Mënschen a Verbindung bruecht gëtt. D'Realitéit um Terrain weist awer, datt och d'Seniore riskéieren, e fataalt Suchtverhalen ze entwéckelen, an och si decke sech um Schwaarzmaart an. Ech wéilt ze bedenke ginn, datt den THC-Gehalt vun der Substanz do massiv eropgaangen ass an en negativen Afloss op d'Gesondheet huet.

Zu de Seniore wéilt ech soen, datt d'Angscht virum sozialen Ofstig - knapp Renten -, awer och d'Gefill vu Bedeitungslosegkeet an der Pensioun - vill, mee onerfëllte Fräizäit - oder ganz einfach Einsamkeet Grënn sinn, déi am Alter zur Sucht kënne féieren. An all dat sinn och Grënn genuch, fir sech geziilt ëm déi eeler Generatioun ze këmmeren, an net just ëm déi Jonk.

D'Strategie vum Active ageing, dem Aktiven Alteren, mee och de Plan gérontologique an de Plan national de santé mentale, déi alleguer am Koalitiounsaccord festgehale sinn, si gutt Usätz, fir der Problematik vun der Sucht am Alter entgéintzesteieren. Den Ausbau vu betreite Wunnstrukture wéi „dry, damp and wet houses", wéi se genannt ginn, fir eeler ofhängeg Leit, ass eng weider Pist, déi muss konkretiséiert ginn, vu datt dës Mënschen opgrond vun hire spezifesche Krankheetsbiller net an de klasseschen Altersheemer oder Fleegeheemer opgeholl kënne ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen da vun de Senioren eriwwer bei déi Jonk oder besser gesot déi Mannerjäreg, déi ënnert de Jugendschutz falen. Jugendschutz bedeit, datt de Gesetzgeeber alles muss maachen, fir déi kierperlech a mental Gesondheet vun de Mannerjäregen ze erhalen an ze stäerken, esouwéi och d'UN-Kannerrechtskonventioun et virgesäit.

Wann da vun Eegeverantwortung a Reguléierung vu Cannabis rieds geet, da freet ee sech, wat dat fir Mannerjäreger soll heeschen. Dir Dammen an Dir Hären, och hei muss een der Realitéit an d'Ae kucken: Fakt ass, an dat bestätegt all Medezinner a Psychiater, datt de Konsum vu Cannabis, gradewéi och de Konsum vun Alkohol an aneren Drogen, en negativen Afloss op d'Entwécklung vum Gehier vu jonke Mënschen huet. Am Fall wou Jonker reegelméisseg consomméieren, huet dat och ganz oft en negativen Impakt op d'Entwécklung vun der Perséinlechkeet a riskéiert, zu sozialem Réckzuch ze féieren. D'Vernoléissegung vun der Schoul bis hin zum Décrochage scolaire si weider Problemer, virun deenen d'Experte reegelméisseg warnen.

Fakt ass op där anerer Säit awer och, Dir Dammen an Dir Hären, datt Cannabis bei Jugendlechen déi beléifsten illegal Drog ass! Dat hu meng Virriedner schonn e puermol ënnerstrach. Vill vun deene Jonke beloossen et bei geleeëntlechem Probéieren an halen dann nees op; anerer bleiwen dobäi, ouni ze iwwerdreiwen; an nach anerer entwéckelen duerch en iwwerméissege Konsum eeschthaft psychesch a sozial Problemer, déi oft net méi réckgängeg gemaach kënne ginn - ech hu se virdru genannt.

Mir sinn eis eens, Dir Dammen an Dir Hären, datt eng Reglementatioun vum Cannabis fir Erwuessener, déi Mannerjäreger opgrond vum Jugendschutz ausschléisst, ganz sécher net verhënnert, datt Mannerjäreger Cannabis wäerte consomméieren. E Verkafsverbuet u Jonker féiert nämlech derzou, datt déi Jonk sech weiderhin um Schwaarzmaart andecken - a genee deene Geforen ausgesat sinn, déi Verbuetsmodeller mat sech bréngen -, wou den THC-Gehalt dann och méi héich ass. Dat ass an eisen Aen eng ganz wichteg Problematik, awer och eng ganz komplex Problematik, déi ech am Kontext vum Jugendschutz wéilt opwerfen.

Als Gréng stelle mir net a Fro, Dir Dammen an Dir Hären, datt Jugendschutz mat gesetzleche Virschréften a Restriktioune verbonne muss sinn; beim alterslimitéierte Verkaf vun Tubak an Alkohol u Jonker ass dat jo schonn de Fall. Esou Moossnamen hunn also duerchweegs hir Berechtegung: engersäits, well Drogen, egal a wéi enger Form, déi kierperlech Gesondheet vu Jonke méi schiedege wéi d'Gesondheet vun erwuessene Leit, anerersäits awer och, well déi psychesch Stabilitéit vu Kanner a Jugendleche méi verletzlech ass a well hir gesellschaftlech Integratioun duerch en iwwerméissegen Drogekonsum generell op d'Spill gesat gëtt.

Dat ass alles richteg. Et ass awer keen Argument, fir de Jugendschutz eesäiteg um Strofrecht an u Restriktioune festzemaachen, och wann dat dee gemittlechste Wee wier. De Problem ass, datt de Jugendschutz, deen eenzeg an aleng op Repressioun a gesetzlech Verbueter setzt, Jonker wéi Objete behandelt, déi keen eegene Wëllen hunn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- An anere Wierder dréit esou e Schutz vun uewen erof der Tatsaach net Rechnung, datt Jonker als handlungsfäeg an autonom Mënsche respektéiert musse ginn, och dann, wann et ëm de Konsum vun Droge geet.

A grad dowéinst si mir der Meenung, datt gesetzlech Restriktiounen onbedéngt mat positive Moossnamen ergänzt musse ginn: Mat Moossnamen, déi gefäerdet Jugendlecher geziilt ënnerstëtzen, stäerken a beroden, amplaz se ze verurteelen an ze bestrofen. Mat Moossnamen, déi déi Jonk derzou motivéieren, Eegeverantwortung ze iwwerhuelen an zu verantwortungsvollen Erwuessenen ze ginn.

Experte schwätzen an deem Kontext vu Jugendförderung a vun der Stäerkung vun der Risikokompetenz. Zentral Acteuren existéieren op ville Pläng, op déi ech aus Zäitgrënn net aginn. Se fänken u beim Streetwork a bei der oppener Jugendaarbecht, a reeche bis eran an d'Schoulen, d'Jugendhaiser an d'Veräiner.

Prinzipiell geet et hei drëms, systematesch op d'Stäerkung vun der Perséinlechkeet, mee och op d'Fréierkennung vun engem problematesche Verhalen ze setzen an déi Jonk opzefänken, éier den Zuch fort ass. Dee schwierege Spagat tëscht Jugendschutz mat restriktive Moossnamen op där enger Säit an Eegeverantwortung op där anerer Säit hinzekréien, ass fir eis ee vun de wichtegsten Defien iwwerhaapt. Allerdéngs däerf et net de Grond sinn, fir de Cannabis weiderhi komplett dem Schwaarzmaart ze iwwerloossen.

Här President, en aneren Defi, dee sech net just op déi Jonk bezitt, mee op déi ganz Bevëlkerung, gesi mer an der Prise en charge vu süchtege Persounen, deenen et nun emol net gelongen ass, sech aus dem Däiwelskrees vun der Sucht ze befreien, an déi och net eens gi mat der Eegeverantwortung, déi hinnen zougedroe gëtt. Ech si mir bewosst, datt ech heimat en Terrain betrieden, deen net direkt mat der Legaliséierung vum Cannabis ze dinn huet, allerdéngs huet en indirekt domat ze dinn, well et och ee wichtege Pilier vun der nationaler Drogepolitik ass, wuel wëssend, datt et ëmmer Mënsche wäert ginn, déi et net beim verantwortleche Konsum vu Cannabis wäerte beloossen an an d'Sucht wäerte geroden. An och déi kënnen net sech selwer iwwerlooss ginn.

Ech komme bei den Encadrement an den Opfangstrukturen, déi eis als Gréng immens wichteg sinn. Wann ee mat Experte vum Fach schwätzt, da gëtt ee gewuer, datt en Abrigado un der Limitt ukomm ass. Ech wéilt drop hiweisen, datt och mäi Fraktiounskolleeg, de François Benoy, kierzlech eng Question élargie dozou gestallt hat. An d'Situatioun am a virum Abrigado entsprécht och net deem, wat den nationalen Drogenaktiounsplang virgesäit. Dee Plang gesäit nämlech vir, datt d'Situatioun op der Plaz entschäerft muss ginn, virun allem doduerch, datt d'Offer méi breet a méi zentral mat klengen, nidderschwellege Strukture muss ausgestatt ginn.

Positiv ass hei, datt no zéng Joer Diskussiounen och en Drogekonsumraum zu Esch/Uelzecht entstanen ass mat engem ugepassten Encadrement, vun deem ech mer selwer op der Plaz e Bild konnt maachen. An ech muss soen, dee Projet huet mech iwwerzeegt. An deem Sënn wéilt ech och dem Escher Buergermeeschter, deen zwar elo net heibannen ass, trotzdeem awer e grousse Merci ausdrécken an him och dofir felicitéieren, datt e sech net virun esou enger Struktur op sengem Territoire gedréckt huet.

Mee och déi aner Regioune vum Land brauchen esou Offeren. Ech denken un den Norden an un den Osten. Dat géif et erlaben, den Drock op den Abrigado ze entschäerfen, wuel wëssend, datt och am Zentrum vill Leit liewen an och do nach muss nogebessert ginn. Ëmmerhin empfänkt déi Struktur vum Abrigado 180 Persounen den Dag. Laut den Experte läit déi optimal Zuel vun esou Strukturen allerdéngs bei just 50 Persounen. De Virdeel ass, datt méi kleng Strukturen eng ganz geziilt Sozial- an Drogenaarbecht kënne maachen a méi cibléiert kënne virgoen, well se sech ganz kloer mat deenen eenzelne Problematike vun de Leit kënne beschäftegen, emol onofhängeg dovun, datt och d'Akzeptanz vu klenge Strukturen an der Noperschaft méi grouss ass wéi am Fall vu groussen an héich frequentéierte Gebaier.

Doriwwer eraus brauche mer och méi Wunnstrukture fir drogenofhängeg Leit. Dat weist jo schonn eleng d'Zeltlager virum Abrigado. Am Moment huet de Comité national de défense sociale 27 Wunnengen am Housing First an eng Waardelëscht vu 50 Leit. Vum Terrain héiert een dann, datt déi nidderschwelleg Wunnstrukture fir Drogenofhängeger carrement verdräifacht musse ginn.

Alles dat sinn d'Erausfuerderungen, Dir Dammen an Dir Hären, déi bekannt sinn an déi mir zesumme musse meeschteren. Et geet hei net ëm Poleemik, mee et geet drëm, deenen Defien an d'Aen ze kucken a se unzegoen. Derbäi kënnt och, datt d'Waardezäite fir e Sevrage sech scho méi laang an de Klinicken unheefen. Dat mécht d'Saach nach ëmmer méi komplizéiert a weist eemol méi, datt d'Reglementatioun vum Cannabis zwar wichteg ass, fir der Hypokrisie endlech en Enn ze setzen an d'Konsumenten ze schützen, mat allen Elementer, déi domat verbonne sinn. Allerdéngs ass dëse Projet nëmmen eng vu villen Zillen, déi um grousse Chantier vun der Drogepolitik nach weiderhin a Beweegung musse gesat ginn.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que le Gouvernement, dans l'accord de coalition pour la législature 2018-2023, s'engage à :

• mettre en place une stratégie globale de prévention en matière de dépendance et de minimisation des risques de santé, résultant de toutes sortes d'addictions ;

• prendre des mesures de sensibilisation, de prévention et de prise en charge des personnes dépendantes de médicaments ou d'autres matières toxiques en développant et en renforçant les services de traitement des addictions ;

• élaborer une législation portant sur le cannabis à des fins non médicales ;

- que le Gouvernement vise à travers cette législation à :

• dépénaliser, voire à légaliser sous certaines conditions à définir, la production sur le territoire national ainsi que l'achat, la possession et la consommation de cannabis à des fins non médicales pour les besoins personnels des résidents majeurs ;

• éloigner les consommateurs du marché illicite ;

• réduire de façon déterminée les dangers psychiques et physiques liés à la consommation du cannabis à des fins non médicales ;

• lutter contre la criminalité au niveau de l'approvisionnement ;

• instaurer sous le contrôle de l'État une chaîne de production et de vente nationale afin de garantir la qualité des produits ;

• investir les recettes fiscales provenant de la vente du cannabis prioritairement dans la prévention, la sensibilisation et la prise en charge de la dépendance ;

- que les travaux préparatoires visant l'élaboration d'une législation portant sur le cannabis à des fins non médicales ont été poursuivis dans des groupes de travail interministériels mais ont été retardés du fait de la priorité accordée à la gestion de la crise sanitaire liée au Covid-19 ;

- que la légalisation strictement encadrée du cannabis à des fins non médicales telle que prévue par l'accord de coalition ne vise en aucun cas la promotion pour la consommation de cannabis, mais au contraire, la protection de la santé et la sécurité des citoyens et des jeunes en particulier, ceci en mettant un accent particulier sur la prévention ;

- que selon le dernier rapport annuel du LNS publié en 2020, les concentrations moyennes et maximales de THC du cannabis disponible sur le marché illicite national ont connu une hausse remarquable au cours de la dernière décennie et

- que pour cette raison la nécessité de légiférer sur le cannabis à des fins non médicales reste d'actualité,

soutient le Gouvernement

- dans sa démarche concernant la réglementation d'accès légal au cannabis à des fins non médicales au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à poursuivre les travaux préparatoires à l'élaboration d'une législation portant sur la réglementation d'accès légal au cannabis à des fins non médicales dans un souci de santé publique,

• en mettant un accent prioritaire sur l'information, la sensibilisation et la prévention en matière de consommation du cannabis, notamment à l'égard des mineurs concernant la consommation à haut risque ;

• en tenant compte des questions et enjeux juridiques, internationaux et de sécurité ;

• en traitant les aspects concernant la production, la distribution et la vente réglementée du cannabis, ainsi que les considérations financières et fiscales y liées ;

• en mettant en place les mesures nécessaires pour garantir le contrôle du respect du futur cadre légal et réglementaire ;

• en continuant les efforts garantissant la prise en charge et le traitement de la consommation à haut risque.

(s.) Josée Lorsché, Sven Clement, Carole Hartmann, Cécile Hemmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll domat ufänken, fir mengem Kolleeg, dem Här Claude Wiseler, en häerzleche Merci ze soe fir dës Interpellatioun. An den Ae vun der ADR ass dëst nämlech eng wichteg an noutwendeg Interpellatioun. Zanter datt dës Regierung sech op d'Kap geschriwwen hat, de rekreative Cannabis legaliséieren ze wëllen, stelle sech ëmmer méi Froen. Froen, op déi mer bis haut nach keng kloer Äntwerte kruten. A wéi solle mer eng Decisioun huelen an Diskussioune ronderëm d'Legaliséierung vum Cannabis féieren, wann absolutt noutwendeg Äntwerten op wichteg Froen an dëser Diskussioun nach ëmmer feelen?

Ech wëll meng Riedezäit duerfir benotzen, e puer vun deene Froe mat der néideger Pertinenz ze formuléieren, fir esou hoffentlech e bësse Liicht an eng verworren a vu villen Inkohärenze gepräägt Diskussioun eranzebréngen.

D'Euphorie vun der Regierung, fir de Cannabis ze legaliséieren, ass, sou wéi ech den Androck hunn, e bësse verflunn. Et stellt sech iwwerhaapt emol déi grondsätzlech Fro, wéi d'Regierung elo zwee Joer virun de Walen iwwerhaapt nach kohärent an deem Beräich legiferéiere wëllt, fir dem Land en ausgeräifte Gesetzestext ze proposéieren.

Als ADR hate mir en Hearing zu deem Theema an zwou parlamentaresche Kommissioune proposéiert. A mir hu bis haut nach keng Äntwert op déi Propositioun kritt.

Wann et ëm de Konsum vu Rauschmëttel an ëm d'Volleksgesondheet geet, wär et nämlech vëlleg inakzeptabel, lückenhaft an iwwerstierzt Gesetzer duerchzeboxen. An d'Lëscht vun deenen oppene Froen ass, wéi gesot, leider laang a schéngt och, bedéngt duerch international Entwécklungen, ëmmer méi laang ze ginn.

Als Politiker solle mer sécherlech net d'Ae virun der Realitéit zoumaachen. An d'Realitéit ass nun eemol, datt och hei zu Lëtzebuerg e substanzielle Grupp vu Leit de Cannabis zu rekreativen Zwecker consomméiert. Elo kann ee sécher doriwwer philosophéieren, ob d'Consomméiere vun engem Rauschmëttel an engem relativ groussen Deel vun der Populatioun iwwerhaapt e gëeegent Argument ass, fir am Hibléck op eng méiglech Legaliséierung Drock auszeüben. Konkreet stellt sech awer och emol déi grondsätzlech Fro, mat wat mer et hei ze dinn hunn a wéi harmlos oder net harmlos de Cannabis iwwerhaapt ass. Der Linn vun der Regierung entspriechend ass d'Legaliséierung vu Cannabis och dowéinst ze veräntwerten, well et sech ëm eng däitlech méi harmlos Drog handelt, wéi mer dat vun aneren Droge kennen.

Awer wéi harmlos ass de Cannabis iwwerhaapt? A genee hei weist sech déi éischt grouss Inkohärenz. Ech erënneren un de rezente Fall vum Mord un der franséischer jüddescher Damm Sarah Halimi. Wéi gewosst, gouf d'Madamm Sarah Halimi schwéier mësshandelt an ëmbruecht vun hirem Hausnoper. Skandaléis war, datt den Täter, well dëse Cannabis konsuméiert hat, vum franséische Kassatiounshaff fräigesprach gouf wéinst Scholdonfäegkeet. Et ass iwwerdeems keen Eenzelfall. An Däitschland gouf et 2018 en änleche Fall, wou sech ee 37-Järege virum Frankfurter Landesgeriicht huet musse veräntwerten, well en e Mann erstach hat. D'Staatsanwaltschaft ass zur Konklusioun komm, datt den Täter zum Dotzäitpunkt net scholdfäeg war, well e sech an eng Psychos eragekifft hat. Dës béid Fäll loosse ganz déif blécken a stellen eis viru wichteg Froen.

Entweeder de Cannabis ass ongeféierlech an harmlos - da musse mer unhuelen, datt béid Urteeler e Skandal sinn -, oder de Cannabis ka wierklech ganz grav psychesch Zoustänn verursaachen, déi e Mënsch dozou brénge kënnen, onabsiichtlech zum Mäerder ze ginn. An dësem Fall misst sech jo d'Erkenntnis erginn, datt dës sougenannten duuss Drogen a Wierklechkeet ganz bedenklech sinn.

D'Äntwert op dës Gretchefro stellt déi gesamt Diskussioun ëm eng méiglech Legaliséierung an e ganz anert Liicht. Mir froen d'Regierung: Wéi eng Äntwert huet si op déi Froen?

An enger mëndlecher Fro un d'Regierung wollt den honorabelen Deputéierte Gloden viru Kuerzem wëssen, wéi Lëtzebuerg an engem änleche Fall reagéiere géif. D'Madamm Justizminister hat doropshi gesot, datt een net mat enger Main tremblante Gesetzer reforméiere sollt - gesetzlech soll sech also näischt änneren, obwuel mer vum grousse Geforepotenzial vun eiser aktueller Legislatioun wëssen -, an iwwerhaapt kéint d'Regierung sech net positionéieren a méiglechen zukünftege Strofgeriichtsfäll. Mir sinn also esou schlau wéi virdrun.

Mat Sécherheet gëtt een net zum psychotesche Mäerder, wann een eng Kéier en Joint fëmmt. Et geet hei also sécherlech net drëm, d'Diskussioun op onnéideg Aart a Weis ze dramatiséieren, mee, wéi bei all Drog, déi op d'Gehier wierkt, wiisst d'Gefor mat der Konsumdosis. Och hei stelle sech Froen: Misst een net medezinnesch-biologesch méiglechst genee festleeën, vu wéini un een net méi zourechnungsfäeg ass? Mee ass et iwwerhaapt méiglech, beim Cannabis esou een Taux festzeleeën? Mir hunn et mat engem Rauschmëttel ze dinn, wat, jee no psychescher Dispositioun vum Konsument, staark ënnerschiddlech Auswierkunge ka bréngen. Froen iwwer Froen, awer keng Äntwerten.

Och am internationale rechtleche Konzept géif eis d'Legaliséiere vu Cannabis virun eng ganz Rei Problemer stellen. Ech verweisen hei op eng Rei vu parlamentaresche Froe vu mengem Kolleeg Fernand Kartheiser zu dësem Sujet. Och hei vermësse mer konkreet Äntwerten. Am internationalen ëffentleche Recht gëtt et nämlech eng Rei vu Konventiounen, déi d'Droge betreffen, an deenen de Cannabis och explizitt genannt a verbuede gëtt.

Ech erënneren hei un d'Drogekonventioun vun 1961, déi 1972 ofgeännert gouf, d'Konventioun iwwer psychotrop Substanze vun 1971 an d'Konventioun géint den illegalen Handel mat esou Substanze vun 1988.

Wann d'Regierung de Cannabis als sougenannte Genossmëttel legaliséiere wëllt, stelle sech eng Hellewull vu Froe zur Konformitéit vun eisem Land zu sengen internationalen Obligatiounen. Och hei waren d'Äntwerten, déi mer vun der Regierung kruten, ganz evasiv. D'Regierung géif zwar hei keen direkte Widdersproch gesinn, well d'Zil vun de sougenannte Reglementatiounen och wär, d'Gesondheet vun de Mënschen ze schützen, déi mat Cannabis a Kontakt kommen. Eng kloer Kompatibilitéit ass awer net ersiichtlech och net op deen zweete Bléck. Et bleiwen och hei méi Froe wéi Äntwerten.

Iwwerhaapt stellt sech och d'Fro, wéi Lëtzebuerg mat der Gefor vum Drogentourismus géif ëmgoen. Och hei feelt e kloert rechtlecht Konzept, fir dës Problematik ze ënnerbannen.

Eng ganz wichteg Fro ass d'Attitüd vun eisen Nopeschlänner: Wéi géife si reagéieren, wann de Cannabis hei géif legaliséiert ginn? Riskéiere mer vläicht nees Grenzkontrollen? Souwäit mer verstanen hunn, ass keent vun eisen Nopeschlänner domat d'accord, datt mer Cannabis géife legaliséieren. D'Regierung hat dovu geschwat, fir mat hinnen de Kontakt ze sichen. Wat dobäi erauskoum, wësse mer awer bis haut nach net.

Mir sinn eis, denken ech, zum groussen Deel heibannen eens, datt am Ableck méi Froen am Raum sti wéi Äntwerten. A méiglech Äntwerte brénge warscheinlech oder vläicht erëm nei Froe mat sech. Ier mer als ADR also eis definitiv Positioun festleeën, erwaarde mer vun der Regierung déi Äntwerten, déi mer brauchen, fir déi Diskussioun mat allen Elementer kënnen ze féieren.

Dozou gehéieren och nach eng ganz Rei aner Froe vu gesellschaftlechen a medezinnesche Konsequenzen an der Cannabispolitik. Et bräicht een eng Erfarungsanalys vun deene Länner, an deenen den net medezinnesche Gebrauch vu Cannabis depenaliséiert oder legaliséiert gouf, et bräicht een eng allgemeng Bestandsopnam vum Ëmgang mat de Drogeproblematik zu Lëtzebuerg, et muss ee Konzept ausgeschafft ginn, fir d'Ënnerstëtzung vun drogenofhängege Persounen, mir bräichte Preventiouns- an Opklärungscampagnen, de méiglechen Impakt vun enger neier Cannabispolitik op de Konsum vun aneren Drogen zu Lëtzebuerg an d'Diskussioun ëm hire legale Status misst och geféiert ginn. Et brauch een eng Erfarungsanalys iwwert de medezinneschen Impakt vum rekreativ gebrauchte Cannabis, besonnesch och déi neurologesch Konsequenze vum Cannabiskonsum op Jonker ënner 25 Joer. Et bräicht een eng Erfarungsanalys iwwert déi erwaarte positiv oder negativ Inzidenzen op d'Kriminalitéit, besonnesch och op d'Beschafungskriminalitéit, a schlussendlech misst een och iwwert déi verschidden Approchen an der Repressiounspolitik Kloerheet schafen.

Fir d'ADR ass d'Kläre vun all deene Froen eng essenziell Konditioun, fir iwwert all déi weider Schrëtt am Hibléck op eng méiglech Legaliséierung vum Cannabis zu rekreativen Zwecker kënnen ze schwätzen.

Ech wëll an deem Kontext d'Regierung hei nach emol drun erënneren, datt et hei ëm näischt manner wéi d'Volleksgesondheet geet. A wa jeemools nach sollt legiferéiert ginn, da wëlle mer op ons Froe kloer Äntwerten hunn. Alles anescht wär liichtfankeg a verantwortungslos. Grad an dësen Zäiten, wou d'Gesondheet vun der Bevëlkerung éischt Prioritéit huet an all Land, si mer op eng dramatesch Manéier do drop opmierksam gemaach ginn, zu wat falsch Decisiounen an onausgeräifte Konzepter féiere kënnen.

Ech soen Iech Merci, fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An d'Wuert ass elo fir déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, wa mer vun der Drogepolitik schwätzen, ass et gutt, an d'Ausland kucken ze goen, wou et Erfarungsmaterial gëtt. Ee vun den dräi Prinzippie vun der portugisescher Drogepolitik ass, dass de Kampf géint Drogen net ka gewonne ginn. En aneren ass, dass et keng haart a keng duuss Droge gëtt, mee just ongesond a gesond Relatioune mat Drogen. An den drëtte Prinzip ass, dass deem eenzelne seng ongesond Relatioun mat der Drog eppes ausseet iwwer seng gestéiert Relatioun mat Mënschen, déi him nostinn.

Wa mer iwwer dës dräi Prinzippie meditéieren, da gesi mer, dass drogesüchteg Mënsche krank sinn an net kriminell, an dass d'Drogen oft als Flucht-, Berouegungs- oder Spaassmëttel genotzt ginn, wat eppes ausseet iwwer eis krank Gesellschaft, iwwer eis dacks ongesond an toxesch Relatiounen ënnereneen, an eise Familljen an och oft am Aarbechtsëmfeld.

Mir sinn also hei am Kär vun enger gesellschaftlecher a sozialer Debatt. Firwat hu mir de Besoin, dacks Saachen ze consomméieren, déi eisem Gemitt an eisem Kierper op Dauer net gutt dinn? Firwat drénke mir a fëmme mir esou vill? Firwat sinn och ëmmer méi Leit kafsüchteg? Och dës Komportementer, onofhängeg vum Cannabis, soen eppes iwwer eis Gesellschaft aus, an där mir eis beweegen a wou mer engem permanente Performance- a Consommatiounsdrock ausgesat sinn.

Dës Debatt kann een op zwee Niveaue féieren: op dem Niveau vun deem, wat mer gäre wëllen, an op dem Niveau vun deem, wat realistesch a méiglech ass. Et kann een elo soen, dass déi Jonk ënner 21 Joer kee Cannabis solle fëmmen, well et jo net gutt fir d'Entwécklung vun hirem Gehier ass. Jo, dat wier schéin, wann dat esou géif fonctionéieren, mee mir wëssen, dass Jonker fëmmen a wäerte fëmmen.

Kanner a Jonker protegéiert een net mat engem Verbuet; dat fonctionéiert net, dat wësse mer längst. Droge gëtt et a mir mussen de Konsum encadréieren, an dat, fir d'Konsumenten ze beschützen. Mir begréissen, dass d'Regierung dëse Wee wëllt goe mat der Depenaliséierung an der Legaliséierung vum rekreative Cannabiskonsum.

Kanada, wéi mer wëssen, huet dee Schratt gemaach. Vill vun dem CBD, deen entre-temps schonn hei verkaf a consomméiert gëtt, gëtt aus Kanada importéiert - wat och net grad onproblematesch ass. Besser wier et, déi Produite regional a lokal hei unzebauen an och ze verschaffen.

Mee um kanadesche Beispill erkennt ee virun allem och, dass de Konsum a Kanada no der Legaliséierung net weider geklommen ass. Den illegale Maart awer ass bestoe bliwwen, bis dato. Dat ass dann och eng vun Erausfuerderungen: Wéi kann een de Cannabisverkaf esou gestalten, dass esou vill wéi méiglech Konsumenten um reguläre Maart akafen an net um illegale Maart?

Et dierf ee sech also keng Illusioune maachen, dass den illegale Maart - zumindest am Ufank - wäert verschwannen, e wäert warscheinlech éischter bestoe bleiwen. Dat weisen och Berichter, wéi zum Beispill aus Kanada eeben. Aus enger Thees geet ervir, dass d'Konsumenten de legale Cannabis bemängelen: E wier ze deier, d'Qualitéit wier net déi selwecht wéi déi, déi si gewinnt sinn, e wier esou agepaakt, dass een net géif gesinn, wat dran ass, an esou weider. Derbäi kënnt dacks, dass si privilegiéiert Relatioune mat engem Dealer hunn, deen hinnen dacks eng speziell Offer mécht. Aus deene kanadesche Berichter geet och ervir, dass vill Konsumenten Angscht hunn, fichéiert ze ginn, wa se legale Cannabis akafen. Si wëlle sech och net allze gären ausweisen, fir Cannabis ze kafen. Si bemängelen och, dass et net genuch Butteker gëtt, dass dës schwéier accessibel sinn an dass se net laang genuch op sinn.

En gros ass de legale Maart net esou flexibel wéi den illegale Maart. Dat ass och normal. Mee vläicht muss ee sech dann déi Flexibilitéit ginn, fir dem illegale Maart seng Clientèle ofzefänken, soudass dëse Maart iergendwa keng Daseinsberechtegung méi huet.

Bei der Legaliséierung vum rekreative Cannabis mussen d'Qualitéitskontroll an d'Doséierung esou ausgeriicht ginn, dass gesondheetlech Schied verhënnert bleiwen an de Konsument iwwer säi Konsum all Informatioune kritt, déi e brauch, fir bewosst ze consomméieren. THC-Grenzwäerter, Alterslimitt, limitéiert Dosen, alles dat muss regléiert ginn. Déi Limitatioune kënnen net ze streng sinn, fir net komplett laanscht d'Realitéit ze liewen, an de legale Produit muss also attraktiv an u sech och accessibel sinn.

Erënnere mer eis un ee vun de Prinzippien aus der portugisescher Drogepolitik: Et gëtt keng haart a keng duuss Drogen, mee nëmmen ongesond a gesond Relatioune mat Drogen. Mir all wëssen, dass ganz vill Leit ongesond Relatiounen zu Alkohol hunn. Vläicht gëtt et där Leit souguer méi wéi där, déi ongesond Relatioune mam Cannabis hunn. Firwat soen ech dat? Ma well mer eis an Erënnerung musse ruffen, dass den Alkoholkonsum net genuch encadréiert ass. Och den Alkohol ass eng Drog.

Alkohol ass nämlech mindestens esou schiedlech, wann net méi schiedlech wéi de Cannabis. Alkohol ass fir ronn 3 Milliounen Doudesfäll an Tubak fir 8 Milliounen Doudesfäll all Joer verantwortlech. Mir wëssen, dass Alkohol an Tubak allméiglech Krankheete wéi zum Beispill verschidde Kriibszorten ausléisen. An nëmmen - enfin nëmmen, et ass nach vill! - 9 % bis 10 % vun de Leit, déi Cannabis ausprobéieren, gi süchteg, woubäi et der beim Alkohol 16 % a beim Tubak souguer 32 % sinn.

Et ass net mäin Uleies, de Cannabis ze verharmlosen. Wierklech net! Iwwert de Cannabis gëtt et effektiv verhältnisméisseg manner Studie wéi iwwer Tubak an Alkohol an dofir och verhältnisméisseg manner Zuelematerial. Dat gesot, weess een awer, dass de Cannabis Psychose kann ausléisen. Genausou - wéi och meng Virriedner dat scho gesot hunn - kënnen awer psychesch Problemer wéi beispillsweis Depressiounen oder en Trauma de Risiko fir eng Ofhängegkeet erhéijen - wat awer éischter weist, dass mir e gesellschaftleche Problem hunn. D'Léisung kann also net sinn, dass krank Leit kriminaliséiert ginn. Si mussen Hëllef kréien, fir entweeder guer net eréischt ofhängeg ze ginn oder géint d'Ofhängegkeet virgoen ze kënnen.

Dat weist eis also d'Wichtegkeet vum legalen Encadrement vum Cannabiskonsum, vun der Unziichtung iwwert d'Hierstellung bis zu de Verkafspunkten an dem Konsum.

E leschte Punkt, deen ervirzehiewe bleift, ass, dass duerch d'Depenaliséierung an d'Legaliséierung vill Mënschen aus dem Däiwelskrees kënne gerappt ginn. Konsumentinnen a Konsumente riskéieren net méi penaliséiert ze ginn a lafen dohier keng Gefor méi, e Casier ze hunn oder kriminaliséiert ze ginn.

Esou kënnen och immens vill ëffentlech Gelder gespuert ginn an anescht, an der Preventioun, an der Informatioun, agesat ginn. Et kënnen net nëmme Sue gespuert ginn, mee et kënnen och Suen erhuewe ginn duerch d'Besteierung vun deem neie Konsumgutt. Mee och do heescht et oppassen, dës Steier net ze héich unzesetzen, well se soss nees de legale Konsum decouragéiert an de Consommateur riskéiert, nees op den illegale Maart zréckzegräifen.

D'Steieren, déi erhuewe ginn, kënnen a sollen an d'Preventioun an an d'Informatioun fléissen. Dat gesäit dat provisorescht Konzept vun der Regierung jo och vir. A mir begréissen dat. Wichteg ass et, Drogekonsum net ze stigmatiséieren, a virun allem den Drogekonsument net ze stigmatiséieren an och net ze tabuiséieren. Mir sinn ëmgi vun Drogen an eisem Alldag a sollen eis virun allem froen, firwat mer de Besoin hunn, ze consomméiere respektiv ze vill ze consomméieren. Déi Besoinen an den eventuellen emotional-mentalen Desequiliber, deen hannendrusteet, musse mer thematiséieren: Firwat maache mir eis an eis Gesellschafte krank? Déi Fro sprengt de Kader, mee ech mengen, déi musse mer eis an deem Kontext stellen.

Wou mir och eng Opportunitéit gesinn, ass ganz kloer bei de Produktiounslizenzen, fir de Cannabis unzebauen. Duerch eng lokal Produktioun ënnerstëtze mer alternativ Agrar- a Produktiounszweiger. Mee mir froen eis awer och, ob et deem klenge Konsument net soll iwwerlooss ginn, déi Fräiheet ze hunn, de Cannabis fir säin eegene Konsum unzebauen. Natierlech di sech do aner Froen op, wat eventuelle Mëssbrauch a Verkaf ugeet. Mee déi Fro soll ee sech awer zumindest an där Debatt hei stellen.

Schlussendlech stelle sech awer nach ganz vill Froen, wat den Dateschutz ugeet, wéi et och schonn eng Rei Virriedner gesot hunn: Wéi wäit ginn Daten erhuewe vun de Konsument/innen? Et soll jo eng Technologie entstoe fir d'Iwwerwaachung vun der Quantitéit, déi eng eenzel Persoun keeft. Do stellt sech trotzdeem déi prinzipiell Fro, firwat Donnéeë sollen erhuewe gi bei dem Cannabiskonsum an net beim Alkohol. Do ass dat jo natierlech net virgesinn, well dat jo legal ass. A wéi gëtt da séchergestallt, dass dës Daten net mëssbraucht ginn?

Dat si Froen, déi mir eis stellen. An esou prinzipiell Froe bleiwen ze léisen. A souvill dozou. Merci fir Äert Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ee Virdeel huet et, datt d'Madamm Oberweis elo Member hei vum héijen Haus ass, nämlech hir Gréisst: Ech muss de Mikro net méi an d'Luucht drécken no mengem Virriedner.

(Hilarité)

Komme mer zu deene méi seriöe Saachen! Suchtbehandlung amplaz vu Strofverfollgung, Preventioun an Ënnerstëtzung amplaz vu Repressioun: Dat mussen d'Piliere vun enger moderner Drogepolitik sinn, déi den Drogen net ganz einfach de Krich erkläert, mee de Suchtpatienten eng Hand reecht.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Gläichzäiteg muss engem bewosst sinn, datt net all Consommatioun vun Drogen direkt enger Suchterkrankung entsprécht an datt eng Verdäiwelung vu psychotrope Substanze kengem weiderhëlleft.

D'Legaliséierung vu Cannabis zu rekreativen Zwecker kéint e wichtege Schrëtt an enger moderner Drogepolitik sinn, wa se da richteg ugepak gëtt. Vill wësse mer vun de Pläng vun der Regierung jo nach net. Ze vill konkreet wollt bis elo nach kee ginn. Mee trotzdeem schéngt et, wéi wa ganz onerwaart fir eng rout-blo-gréng Regierung eng Aart protektionistesch Solutioun sollt gewielt ginn: Nëmme Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, solle Cannabisproduite kafe kënnen. An dës sollen am beschten och nach nëmmen zu Lëtzebuerg oder vu Lëtzebuerg produzéiert ginn.

Dat kéint ee sech elo ënner dem Begréff „regionale Commerce" iergendwéi nach schéischwätzen, mee eigentlech muss een et als dat enttarnen, wat et ass, an zwar eng antieuropäesch Approche.

Lëtzebuerg wäert mat der lokaler Produktioun der Nofro no Cannabisproduiten, sief et zu medezinneschen oder zu rekreativen Zwecker, net kënne gerecht ginn an op Liwwerungen aus dem Ausland ugewise bleiwen. Mir gesi jo scho bei der Nofro no medezinneschem Cannabis, datt d'Demande hei kloer d'Offer depasséiert an et dofir ëmmer nees zu Ruptures de stock kënnt, déi dann d'Patienten zwéngen, hir Therapie ze ënnerbriechen, wat fir déi Betraffe leider mat vill Péng ka verbonne sinn.

Mee am Ausland anzekafen an dann ze soen: „Jo, mir importéieren zwar ‚Är' Produiten, mir verkafe se dann awer nëmmen un ‚eis' Awunner", dat ass an eisen Aen net d'Aart a Weis, wéi e wirtschaftlech oppent Land sollt optrieden. Dat ass net europäesch, ganz ze schweige vum Problem, datt jo esou e System geschaf gëtt, deen eis Gesellschaft an zwou Klasse spléckt: engersäits déi, déi hei wunnen, an anerersäits déi, déi zwar hei liewen a schaffen, mee owes iwwert d'Grenz schlofe ginn. Mir schwätzen esou gär dovun, datt eis Frontalieren zu eiser Gesellschaft derzougehéieren, an trotzdeem solle se elo bei dësem Sujet anescht behandelt gi wéi de Rescht vun eis. Dat ass net solidaresch a sécher och net europäesch.

(Brouhaha)

Bei der Legaliséierung vum Cannabis a vun THC-haltege Produite geet et net drëm, eng nei Fräizäitbeschäftegung ze schafen, et geet drëm, de Schwaarzmaart ze zerstéieren an den Tabu, deen ëmmer nach mam Theema verbonnen ass, ze briechen. Well kommt, si mer emol éierlech: Wie vun eis heibannen huet nach keng Wick gefëmmt?

(Interruption)

An Dir musst elo keng Hand weisen, keng Angscht, ech kontrolléieren net. Mir ginn et ...

(Interruption)

... och net un d'Police weider.

(Brouhaha)

Well ech hu mer soe gelooss, et däerft een hei op der Tribün och net zouginn, dat schonn eng Kéier gemaach ze hunn, well soss kéint ee sech strofbar maachen.

Une voix.- Den Här Bauler, deen ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et geet drëm, wierklech deene Suchtkranken, deenen, wéi d'Madamm Oberweis et gesot huet, ...

(Interruption par M. André Bauler)

Ma, Här Bauler, ech hunn Iech elo grad gesot, datt ech dat hei op der Tribün net soe kann, well ech mech soss potenziell kéint enger Strof aussetzen. Deementspriechend zéien ech mäi Recht, drop ze schweigen.

Mee fir op d'Wierder vun der Madamm Oberweis zréckzekommen: Et geet drëm, wéi een Ëmgang ee mat Drogen huet, net, ob een Ëmgang mat Drogen huet. Well hätt ech elo d'Fro heibanne gestallt: „Wie vun Iech huet nach ni gedronk?", da wäre manner Hänn an d'Luucht gaangen. A genau dat ass de Problem. Mir behandele Suchtstoffer ënnerschiddlech. Mir behandelen Alkohol anescht wéi Tubak, anescht wéi Cannabis, an dann anescht wéi déi sougenannt „haart" Drogen.

An do gefält mer déi portugisesch Approche ganz gutt, well déi portugisesch Approche mécht eeben den Ënnerscheed: Wéi ginn ech mat deene Suchtstoffer ëm? An do geet et eeben drëm, deene Suchtkranken ze hëllefen, andeems ee se aus der Illegalitéit an domat och aus der Onsiichtbarkeet hélt, a gläichzäiteg déijéineg, déi einfach gäre vun Zäit zu Zäit emol owes eng fëmmen, esou wéi anerer e Whisky drénken, vun engem falsche Stigma ze befreien.

Wéi solle mer och nëmmen eent vun dësen Ziler erreechen, wa mer d'Frontalieren an d'Visiteure vun den Awunner ënnerscheeden? Wéi soll de Schwaarzmaart zerstéiert ginn, wann d'Frontalieren nach weiderhin op dësen zréckgräifen? Wéi soll de Stigma gebrach ginn, wann et fir Honnertdausende Leit nach ëmmer en Tabu bleift?

Jo, mir sinn eng Grenzregioun. A kee wëllt kilometerlaang Stauen un de Grenze wéinst dem sougenannten „Drogentourismus". Mee amplaz de Verkaf vu Cannabis op d'Awunner ze limitéieren, proposéieren d'Piraten e System, deen de Konsum vum Cannabis am ëffentleche Raum an och d'Consommation sur place op de Verkafsstelle verbitt, de Verkaf dofir awer net op d'Residentë limitéiert. Dat mécht den Drogentourismus bedeitend méi onattraktiv, well een d'Consommatiounsméiglechkeete vun den „Touristen" aschränkt, ouni awer d'Vente op eng diskriminéierend Aart a Weis op eng bestëmmt Persounegrupp anzeschränken.

Wann eppes an eisem Land legal ass, da muss et fir jidderee legal sinn. Anescht erhale mer, trotz der Legaliséierung, de Schwaarzmaart. Wat iwwregens och geschéie kéint, wann d'Präisser an de Verkafsstellen d'Präisser um Schwaarzmaart bei Wäitem iwwersteigen - och dat si Konklusiounen aus Länner, déi sech scho mat der Legaliséierung beschäftegt hunn. Et wäert ëmmer Leit ginn, déi mannerwäerteg Produiten zu méi gerénge Präisser ënnert der Hand verkafen. Do muss ee just an de Gebraucht-Auto-Handel kucke goen, fir dat ze verstoen. Mee mir mussen oppassen, datt mer de legale Maart net direkt schonn am Ufank duerch eng ze héich Besteierung esou deier maachen, datt de Leit keen Ureiz méi bleift, de legale Wee ze wielen.

Et kënnt, wéi d'Madamm Oberweis et virdru gesot huet, och op d'Verpackung un, et kënnt op d'Quantitéiten un, et kënnt drop un, wéi mer et besteieren, wou mer et zougänglech maachen a wéi mer et zougänglech maachen. Et ass eebe wichteg, eng Balance ze fannen tëscht enger gerechter Besteierung an enger Präispolitik, déi der Kriminalitéit net an d'Hänn spillt, tëscht enger Verpackung, déi net zum Konsum incitéiert, déi awer deem entsprécht, wat d'Leit, déi et haut um Schwaarzmaart kafen, gewinnt sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech soen, datt et hei net drëms geet, eng nei Fräizäitaktivitéit ze schafen, dann heescht dat och, datt mir Piraten mengen, datt d'Legaliséierung natierlech och mat enger Sensibilisatioun anhiergoe sollt. Grad d'Fëmme vu Cannabis ass duerch d'Verbrennung mat gesondheetleche Risike verbonnen, sou wéi dat jo och bei den Zigaretten de Fall ass. Souwuel bei Erwuessene wéi och bei Jonke muss dofir Opklärungs- a Sensibiliséierungsaarbecht geleescht ginn.

A bei deene Jonken ass et dann natierlech besonnesch wichteg, se ëmmer nees iwwert d'Konsequenze vum Konsum vu psychoaktive Substanze ganz allgemeng opzeklären, well all Aarte vun Drogen an och Alkohol an Tubak an engem Alter, wou d'Gehier nach an der Entwécklung ass, besonnesch problematesch kënne sinn. Dofir ass et fir eis och ganz kloer, datt et eng Alterslimitt soll ginn, déi d'Kafe vu Cannabis an THC-haltege Produiten eréischt ab fréistens 18 Joer erlaabt an de Verkaf u Mannerjäreger weiderhin ënner Strof stellt.

Gläichzäiteg proposéieren d'Piraten, eng Limitt anzesetzen, déi de legale Besëtz vu Cannabis an derivéierte Produiten op den Eegekonsum beschränkt, an och kloer Grenzwäerter fir de Stroosseverkéier festzehalen. Hei wär an eisen Aen de kanadesche System e gudde Modell, deen, sou wéi et jo och beim Alkohol bekannt ass, ab engem gewëssenen Taux e Protokoll virgesäit an da progressiv mat steigendem Taux och steigend Strofe virgesäit.

Eppes ass kloer: Keen, deen hanner engem Steier sëtzt, dierf ënner Substanzafloss stoen, sief et Alkohol, Medikamenter oder awer och Cannabis.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Presidentin - et deet mer leed, ech hat net gesinn, datt Der hannert mer gewiesselt hat -, loosst mech zum Schluss nach zu engem Punkt kommen, dee mech besonnesch erstaunt bei enger Regierung mat grénger Bedeelegung: an zwar deen, datt et soll verbuede ginn, selwer Cannabis unzebauen. Falls deem esou wär, kéint ech dat tatsächlech net verstoen!

Mir schwätze vun ökologeschem Konsum, vum Senke vun Zäregasen a ginn dann awer hin a verbidden de Leit, doheem zwou bis dräi Planze fir den eegene Konsum ze hunn, fir datt se dann an e Geschäft fuere mussen, fir do e Produit aus engem grousse Gewächshaus ze kafen, vun deem se net wëssen, ënner wéi enge Konditiounen et ugebaut gouf. An dat alles wéinst vermeintleche Qualitéitskrittären. Wann ech mer doheem eng Tomat ziichten, interesséiert de Staat sech jo och net dofir, wéi eng Qualitéit déi huet. A wann ech en Apel vu mengem Bam plécken, kënnt de Staat net kucken, ob e Wuerm dran ass oder net.

De Staat interesséiert sech dee Moment a muss sech interesséieren dee Moment, wou ech et verkafen! Mee genau dat ass jo d'Zil, datt mer dee privaten Handel net erlaben. Dat heescht: Wa mer de privaten Handel verbidden, da sollte mer wéinstens de Privatubau erlaben.

Mir hoffen, datt d'Regierung hei nach eng Pist wiele wäert, déi et de Leit erlaabt, e puer Planze selwer ze besëtzen. Wat kéint besser sinn, wéi den eegene Konsum mat der eegener Produktioun ze assuréieren? Ouni Pestiziden, ouni Liwwerweeër mat CO_2-Ausstouss, ouni Geschäfter oder Coffeeshops, déi Verschiddene jo en Dar am A sinn, an ouni datt d'organiséiert Kriminalitéit iergendwéi hir Hänn an d'Spill kéint kréien.

Wéi ech schonns sot: D'Legaliséierung vum Cannabis zu rekreativen Zwecker kann e wichtege Schrëtt hin zu enger moderner Drogepolitik sinn, mee si muss richteg ugepak ginn. Mir brauchen de Courage, de Leit hir Fräiheeten a Responsabilitéiten ze iwwerloossen. Mir brauchen e System, deen op Eegeverantwortung a Sensibiliséierung fousst an net op Ausgrenzung a Repressioun!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wärend d'Madamm Cécile Hemmen jo virdrun op déi méi gesondheetlech Aspekter agaangen ass, wäert ech méi de Fokus op déi juristesch Aspekter setzen. A virop och dem Här Wiseler merci, dass hien dës Interpellatioun ugefrot huet.

Fänke mer un um internationalen Niveau: Zu Wien (veuillez lire: New York), 1961, wou d'UNO-Konventioun iwwert d'Kontroll vun de Rauschmëttel ratifizéiert gouf - dräi Stéck entre-temps -, a Lëtzebuerg war do mat derbäi an huet se och ënnerschriwwen. A wat jo dësen Accord esou speziell mécht, ass, dass et deen éischte war, deen de Cannabis als Rauschmëttel op internationalem Niveau unerkannt huet an dobäi och den éischten Dispositif mat enger Klassifikatioun vu verschiddene Rauschgëfter huet.

No der Ënnerschréft hat all betraffent Land d'Obligatioun, d'Produktioun, d'Importatioun, d'Exportatioun, d'Verdeelung, de Commerce an d'Benotzung vun de Rauschmëttelen exklusiv op medezinnesch a wëssenschaftlech Zwecker ze limitéieren. Dass de Cannabis duerch dës Konventioun an de Kader vun der internationaler Drogekontroll komm ass, bon, dat war keen Zoufall, well dës Drog zu deem Zäitpunkt u Popularitéit an eiser Gesellschaft gewonnen huet. Et bleift also ze beuechten, dass mer eis an engem internationale Kader beweegen, mat enger ganzer Rei Obligatiounen.

Deemools sinn awer all dës Konventiounen, dat muss een awer och ënnersträichen, am Sënn vun enger repressiver Politik geholl ginn. D'Länner waren am Konsens, dass de Kampf géint d'Drogen nëmmen duerch eng prohibitionistesch Approche kéint gewonne ginn.

Et ass awer och - a verschidde Länner sinn hei jo schonn ugeschwat ginn - progressiv zu engem Ëmdenke komm, well den Drogenhandel an Drogekonsum sech an engem internationale Kontext ofspillen, an awer och, well gewalttäteg kriminell Organisatiounen am Drogenhandel ganz kloer täteg sinn, vertruede sinn an och do, wéi gesot, hiert Onwiesen dreiwen. Natierlech gouf awer och de Constat gemaach vun engem kollektiven Echec op internationalem Niveau, well den Drogekonsum net, wéi initial ugeduecht, konnt agedämmt ginn - also vun dem däitsche Wuert „eindämmen", net „agedämpt".

Dat éischt europäescht Land, dat jo de Schratt gemaach huet - et ass e puermol hei ugeschwat ginn -, war wéi gesot Portugal. Aner Länner sinn nokomm, wéi Uruguay, Kanada an och amerikanesch Staaten.

Och hei am Land wësse mer, dass d'Situatioun vum Cannabiskonsum net zefriddestellend ass. Et ass virdrun och schonn ugeschwat gi vun der Madamm Hartmann: D'Police grand-ducale huet an hirem Rapport 2019 ganz kloer geschriwwen, dass 371 Kilo Cannabis konnte saiséiert ginn. Fir 2019 fënnt een awer och am selwechte Rapport erëm, dass 70 % vun de Saisië Cannabis waren. Dat weist also, dass d'Police, d'Douane an och eise Justizapparat Aarbecht hunn.

A mir wëssen awer och alleguerten heibannen, dass um internationalen an och um europäesche Plang, a Lëtzebuerg ass do keng Ausnam, Cannabis déi psychoaktiv Substanz ass, déi am meeschte consméiert gëtt. An am aktuelle legislative Kader, repressive Kader, weess een, dass ee beim einfache private Konsum enger Geldstrof ausgesat ass bis maximal 2.500 Euro. Mee beweegt ee sech am Kader vun aneren Drogen am Kader vu sengem Suchtverhale respektiv och am Kader vun der Beschafungskriminalitéit, bon, do ass een natierlech éischter enger Prisongsstrof ausgesat, awer dann och nach anere Problemer, mat deenen een da befaasst gëtt, wann ee bis am Prisong ass. Respektiv och enger sougenannter Stigmatisatioun ausgesat - do sinn ech ganz op der Linn vun der Madamm Oberweis.

Beim Lëtzebuerger Modell ass et awer esou, dass och bei enger Legalisatioun vum Cannabis verschidde Verhale wäerte strofbar bleiwen, well de legale Kader beweegt sech an enger encadréierter, an enger kontrolléierter Approche, wéi gesot.

Wat mer awer net vergiessen däerfen, och bei enger Legalisatioun, dat sinn am Fong d'Ziler, déi verfollegt ginn. An eent vun den Haaptziler ass et och, den Discours um nationalen Niveau ze dréien an effektiv och do awer e Paradigmewiessel ze hunn, wéi dat och schonn an anere Länner ass, dat och um Niveau vun der Santé publique an och um Niveau vun der Sécherheet.

Wéi ech virdru schonns gesot hunn, déi international Konventiounen, déi hunn net déi erwaart Friichte gedroen. Si hunn et net fäerdegbruecht, de Cannabiskonsum an de Gréff ze kréien. Au contraire, mengen ech, déi joerzéngtelaang repressiv a prohibitionistesch Schinn huet net déi reell Ännerunge bewierkt, déi initial virgesi war am Kader vun de Konventiounen.

Madamm Presidentin, eent vun eisen Ziler bei der Legalisatioun soll sinn, dass eis jonk Matbierger weider verstäerkt solle geschützt ginn an och sollen ënnerstëtzt ginn. Dee legale Kader soll geschafe ginn, fir déi Mannerjäreg virun allem virum Ausgenotztginn duerch d'Acteuren, déi awer um Schwaarzmaart aktiv sinn, ze schützen. Domadder hëllefe mer net nëmmen deene Jonken, mee mir bremsen och de Schwaarzmaart aus. Ganz ewech kréie mer e sécherlech net, mee eng staatlech kontrolléiert Cannabisproduktioun a -vente si sécher effikass Dispositiffen a Moyenen am Kampf géint weider illegal Aktivitéiten. An am Moment, dat muss een awer och soen, ass de Konsument, egal wéi vill e consméiert, an och fir seng privat Besoinen, permanent am Kontakt mam kriminelle Milieu. An ech mengen, och dat ass sécherlech net ganz positiv.

Och bei enger neier Legislatioun sollt et sécherlech zu signifikanten a verstäerkte Sanktioune kommen, wat de Verkaf vu Cannabis u Mineuren ugeet. Dat selwecht gëllt, wann ee Cannabis huet an es effektiv méi bei sech huet wéi legal erlaabt, wann een dat weiderverkeeft respektiv dat hort, weiderverkeeft a speziell, als Circonstances aggravantes, wann een et u Mineure wëllt weiderverkafen. Ech mengen, déi legal Quantitéit bleift sécherlech nach ze definéieren. Mee op alle Fall sinn dat Verhalen, déi weider solle Sanktiounen ausgesat sinn.

Donieft, mengen ech, bleiwen awer och d'Modalitéite fir den Zougang ze definéieren. Natierlech d'Residenzklausel, iwwert déi soll ee ganz kloer schwätzen, fir de sougenannten Drogentourismus ze verhënneren. Awer och den Alter, ab 18 Joer oder driwwer eraus. Ech mengen, och dat ass e wichtegen Aspekt, dass een awer och iwwer Preventiounscampagnë weiderhin op d'Gefore vum Cannabis sollt opmierksam maachen. A fir de Cannabis um Schwaarzmaart awer ze verdrängen, muss natierlech och de Präis vum legale Cannabis dee vum Schwaarzmaart weider am A behalen.

An ech mengen, dass et och fir eis als LSAP ganz wichteg ass, dass déi erwuesse Leit an Zukunft kënnen de Choix maachen, Cannabis ze consméieren, an och dat an engem determinéierte legale Kader. Mee och hei ass a bleift d'Preventioun och bei deenen Erwuessenen actuellement - wéi gesot, legal oder illegal, Cannabis ass net harmlos - e wichtegen Aspect.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An deem Kontext muss een also och ënnersträichen, dass erwuesse Leit, déi sech generell mam Verkaf vu Cannabis beräicheren, a speziell u Mannerjäreger oder am Allgemengen am llegalen, och weider wäerten e strofbaart Verhalen hunn an dofir solle geahndet ginn. Hei bleift also eng repressiv Approche, wéi gesot, ubruecht. De Jugendschutz ass a bleift e wichtege Pilier, den Intérêt supérieur vum Kand, mat allem wat e beinhalt, soll hei kënne weider prevaléieren.

An et ass natierlech och duerch déi Recetten, déi mer duerch de staatleche Verkaf kréien, mee och déi solle genotzt ginn ... Well am Moment hu mer weider keng Einnamen, ausser vläicht duerch déi Saisien, déi gemaach ginn, dofir solle mer awer och déi Recetten notzen, fir verstäerkt an d'Preventioun ze investéieren. Ech mengen, mir maachen et, et gëtt gemaach, hei huet een dann domadder

d'Méiglechkeet, wéi gesot, nach weider drop ze setzen a méi geziilt d'Prévention primaire, secondaire an tertiaire och ze maachen. Well ech mengen, och dat sinn Aspekter, déi ganz wichteg sinn an der Preventioun.

Fir de Vertrib, natierlech ass et e puermol hei ugeschwat ginn, dat ass natierlech ee staatlech kontrolléierten an agreéierten. Dat schéngt mer kloer ze sinn, dass een esou e Wee kéint aschloen um Niveau vun der Produktioun an och vum Transport a vum Verkaf. D'Sécherheet soll also, mengen ech, ganz groussgeschriwwe ginn, och wann nach verschidden Obligatiounen, wéi gesot, prevaléieren.

Zum Schluss wéilt ech soen, dass een natierlech zum aktuellen Zäitpunkt nach keng definitiv Konklusiounen zéie kann, och net vun Experienzen, déi gemaach goufen, och wa se scho méi al sinn, oder vu méi rezenten, wann ee Kanada kuckt. Mee op alle Fall kann ee sech dorunner, wéi gesot, inspiréieren. Well nieft der Preventioun an der gesondheetlecher Äntwert brauche mir e kohärenten Ensembel, e legislatiivt Korsett, wéi gesot, och mat dissuasive Sanktiounen, wann déi encadréierend Legalisatioun net géif agehale ginn. D'Diskussioune ronderëm de Cannabis, an dat huet d'Diskussioun haut hei an der Chamber bewisen, beinhalten ëmmer e sanitären, en ekonomeschen an e sécherheetstechneschen Enjeu.

Fir d'LSAP ass op alle Fall d'Legalisatioun vum Cannabis wichteg, well et ganz besonnesch ëm d'Verbesserung geet vun der Gesondheet vun eise Bierger, ëm de Schutz vun de Mineuren an awer och vun eisen Erwuessenen, déi consomméieren, an awer och ëm eng Opwäertung vun der ëffentlecher Sécherheet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana.

D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Virop och e grousse Merci un den Här Wiseler, dass hien dës Interpellatioun bruecht huet, ech géif soen, „grad" och zu dësem Zäitpunkt - Dir hutt Iech et iwwerluecht, ob et dee richtege wär. Ech muss soen: Ech sinn Ärer Meenung, et ass e ganz gudden Zäitpunkt. Et ass e villschichtege Projet, op deem mer schaffe säit enger Zäit, deen natierlech e bëssen a Verzuch komm ass. An ech fannen, et ass e ganz gudde Moment elo, fir en Echange ze hunn, fir eeben nach ganz vill Froen, déi am Raum stinn, mat u Bord ze huelen.

Den Ubau, de Verkaf, de Konsum vum Cannabis fir de rekreative Gebrauch, dat ass e ganz ambitiéise Projet, wou Lëtzebuerg wäert an enger Virreiderroll bestäerkt ginn, déi mer schonn ageholl hunn um Niveau vum therapeuteschen, vum medezinnesche Gebrauch vum Cannabis. Och do hu mer jo eng Virreiderroll säit 2018, wéi d'Lydia Mutsch dës Initiativ als Gesondheetsministesch deemools geholl huet.

Dat dréit zu enger Destigmatiséierung sécherlech bäi, fir dem Hanf, der Planz vum Hanf hir Plaz ze ginn, déi se laang hat, geschichtlech gesinn, an déi se och verdéngt huet. Mee et soll iwwer eng Destigmatiséierung erausgoen. Et soll am Fong eng Unerkennung sinn, eng politesch Unerkennung och vun dem breede medezinnesche Profill, deen de Cannabidiol huet. De Virdeel vun dësem, fir kuerz op dat Medikamentööst anzegoen, ass d'Effizienz. Si ass entre-temps erwisen: wéineg Niewewierkungen a ganz vill Behandlungsmethoden, déi do kënne mat a Betruecht gezu ginn.

De Pilotprojet, just pour mémoire, dee leeft zwee Joer, ass an der Auswäertung am Moment. Et ass virgesinn, dass no zwee Joer soll e Bilan gezu ginn. Ech sinn och zouversiichtlech, dass mer deen Delai méi oder wéineger kënnen halen. Och dat huet liichte Verzuch kritt. Mee déi sechs Méint, déi geplangt waren, ab Februar, fir wierklech d'Daten zesummenzebréngen an da Konklusiounen ze zéien, déi kënne mer op alle Fall méi oder manner halen dëst Joer. Mir si bestrieft, dat ze maachen. Wéi bei all Pilotprojeten an der Reegel, sinn eng Rei Rigiditéiten, déi opgetaucht sinn. Do ass sécherlech Potenzial, fir dat ze verbesseren. Do schaffe mer drun, dat Ganzt och am Sënn vu méi Flexibilitéit am Interesse vum Patient.

Och sief gesot - et ass erwäänt ginn an der éischter Presentatioun vum Claude Wiseler -, wat d'Produktioun hei zu Lëtzebuerg ugeet, sinn ech frou, dass dës Debatt och de Moien un den Dag bruecht huet, dass dorunner geschafft gëtt. Dat wär eng gutt Saach, wa mer kéinten eng lokal Produktioun hunn. Déi hu mer haut net. Haut fuere mer iwwer Marché-publicke mat auslännesche Produzenten. Ech war frou, de Moie gewuer ze ginn, dass Demarchen um Lafe sinn, fir déi „Good manufacturing practice", déi GMP-Certificatioun ze kréien, bei verschiddene Produzenten hei am Land. Dat wär eng gutt Saach. Dat ass eppes, wat ech jiddefalls ënnerstëtzen a begréissen.

Wichteg niewent dësem Projet - dat ass natierlech e ganz prioritäre Projet um Cannabis-Theema fir d'Santé, fir dee weiderzebréngen an eng nächst Phas iwwert déi Pilotperiod eraus - sinn awer och d'Viraarbechten, déi geleescht gi sinn. Dir stellt haut d'Fro an der Interpellatioun: „Wou si mer drun?" Vun der Iddi un ass ganz vill geschitt. Ufank 2019 ass en interministerielle Grupp agesat ginn, fir déi eenzel Aspekter vun dëser Thematik ze beliichten. Et ass ganz villschichteg. D'Iddi huet ee schnell duergestallt, mee dann ass et am Detail, wou den Däiwel drastécht.

Dëse Grupp ass, Stand haut, eng 38-mol zesummekomm, säit en agesat ginn ass, och fënnefmol elo säit September 2020, wou ech dat selwer da méi no konnt matverfollegen. An enger éischter Phas si vill Kontakter mam Ausland opgeholl ginn op institutionellem Plang, mat Bréissel, mat der Kommissioun, och zu Wien, wou eeben de Sëtz ass vu verschiddenen Institutiounen, déi an der Kontroll vun de Stupefianten aktiv sinn, mat Paräis, och Berlin a mat Kanada, dat ass erwäänt ginn. Dat, fir dann éischter sech Modeller unzekucken, déi en place sinn.

Doropshi sinn éischt Iddien ausgeschafft ginn, en éischt Konzept, dat awer, wéi mer et presentéiert kritt hunn, och nach eng Kéier ganz vill Froen opgeworf huet. Dës Froen hunn ons dozou geféiert am September 2020, also d'lescht Joer, nach eng Kéier eis Aarbechtsgruppen ze reagencéieren, fir déi oppe Froen da méi geziilt opzeschaffen. Do sinn och vill Aarbechte gelaf, och sécherlech net am Rhythmus, dee mer eis vläicht gewënscht hätten, wärend der Pandemie, déi eis awer alleguerte ganz vill mobiliséiert huet iwwert d'lescht Joer. Mee trotzdeem ass an dësen insgesamt sechs Aarbechtsgruppe vill geschafft ginn. Mir hunn e Bilan virgesi virum Summer elo, viraussiichtlech am Juni - do si mer am Moment -, wou mer wäerten zesummekommen, fir dann eng Kéier de Bilan vun deene Viraarbechten ze zéien.

Wéi eng Aarbechtsgruppe sinn dat? Ee ganz wichtegen a mengen Aen, wou och d'Santé mat am Lead ass, zesumme mam Ministère de la Justice an dem Ministère vum Enseignement supérieur an der Recherche, do geet et drëms, Indicateuren zesummenzestellen. Wa mer e Projet an dësem Beräich wëlle maachen, dann ass dat sécherlech, fir e Plus u Santé publique domadder ze bezwecken. Wa mer gären e Progrès hätten, ass et wichteg, dass een eng Kéier moosst: Wou sti mer haut? An dass ee sech eens ass, wat ee wëllt moossen, well soss kënne mer jo net evaluéieren, ob dat Zil, wat mer eis ginn hunn, eng Kéier erreecht ass. Dat ass ee vun den Aarbechtsgruppen, deen eppes ganz Flottes schonn ausgeschafft huet. Ech kann deem elo haut net virgräifen. Wéi gesot, mir sinn an engem lafende Prozess vun Aarbecht, och bei eis intern.

Donieft ass ee ganz wichtegen Aarbechtsgrupp - et gouf schonn ugeschwat vu ville Säiten -, dee fir de ganzen internationalen Aspekt, déi diplomatesch Voleten dovunner: Wéi kann esou e Projet sech afügen an déi international Bestëmmungen, déi awer gëllen? Déi kritt een net vun haut op muer geännert, evidemment.

Ech géif och erwänen, dass nieft den UNO-Konventiounen, deenen dräi Stéck, déi et gëtt, eppes ass, wat eis vill, vill méi no ass: Dat sinn d'Schengen-Accorden. Och déi spillen. An och déi hu gewësse Contrainten, déi ee muss berücksichtegen.

Dann hu mer en Aarbechtsgrupp, dee sech méi spezifesch mat der Produktioun befaasst, wou wierklech iwwerluecht gëtt: Wéi kënne mer hei produzéieren? Wat kënnen d'Ramebedéngunge sinn? Wéi kann een dat ugoen? Och do ass den Agrarminister, also de Landwirtschaftsminister am Lead dran, zesummen allkéiers mat der Santé, och mat dem Ministère de la Justice. An och wichteg: Mir hunn och den Digitalisatiounsministère allkéiers hei derbäi an dëse Gruppe fir ze kucken, wéi ee kann operationaliséieren.

De véierten Aarbechtsgrupp befaasst sech mat der Vente. Och fir d'Vente, wann déi soll limitéiert sinn op Erwuessener, stelle sech selbstverständlech Froen, wéi eng Ramebedéngungen een do setzt. Ech mengen, Alkohol kann och net u jiddweree verkaaft ginn. Do muss een dat reegelen. Selbstverständlech muss dat gereegelt ginn. Och do gëtt driwwer nogeduecht an exploréiert, wéi een dat kann opstellen, iwwer wéi ee Wee, wat do méiglech ass.

Dann, de fënneften Aarbechtsgrupp, ganz wichteg, dat ass d'Preventioun. Wa mer e reglementäre Kader wëllen hunn, ass et ganz kloer, dass dat net ee Block ass, mee dat ass, et ass gesot ginn: „eng Zill vu villen". Dat muss Hand an Hand goe mat enger ganz konsequenter Preventiounspolitik, déi och muss weidergeféiert ginn. Och do schaffe mer ganz enk zesumme mam Educatiounsminister an och mam Konsumenteschutz - dat heescht, nach eng Kéier mat mir selwer.

Dann och den Traitement an d'Prise en charge. Dat ass dann de sechsten Aarbechtsgrupp. Traitement a Prise en charge, jo, firwat? Well mer natierlech och wëllen eng global Offer hunn an dee Mënsch, dee krank ass, well e kee gesonde Konsum huet, och deementspriechend gutt hei am Land wëlle versuergen.

An dann, ech hat gesot, et wären der sechs, mee eigentlech sinn et der siwen: Mir hunn dann nach dee ganze Volet pénal selbstverständlech. Dat Ganzt geet och Hand an Hand mat enger duerchduechter Approche, wéi een eeben de Schwaarzmaart kann ugoen. Et geet jo drëms, e propperen neie Maart ze kreéieren an doniewent - et ass dat, wat a Fro gestallt ass: Kann een dat bezwecken oder net? - ass Zil selbstverständlech, dass een dee Schwaarzmaart doduerjer besser an de Gréff soll kréien.

Dat sinn, wéi gesot, déi siwen Aarbechtsgruppen, déi mer ajustéiert hunn d'lescht Joer am September. Déi schaffen. An den nächste Bilan, dee mer hunn elo op interministeriellem Niveau, dat ass virun dësem Summer.

En éischte Constat, dee mer och gemaach hunn d'lescht Joer, dat ass, dass een net ganz vill Marge de manœuvre huet. Dat ass wierklech e Seeldanz, wann ee wëllt esou en ambitiéise Projet ugoen. Ech hat et erwäänt, nieft den UNO-Konventiounen hu mer eebe virun allem och d'Schengen-Verträg, déi hei maassgeebend sinn.

Mir hunn entre-temps d'Chance, awer en anert europäescht Land ze hunn, wat eis iwwerholl huet. Holland ass awer am Fong geholl zwee Joer vir. Dat ass och e Modell, dee mer am Moment ganz, ganz no suivéieren. Si hunn en Experiment en place gesat, wou se och ausgelot hunn, awéifern dat,-ënner anerem, eebe mat dem europäesche Kontext vereinbar ass. Dëse Projet huet och e legale Kader kritt. Dee Prozess ass ofgeschloss ginn - hätt solle fir Januar 2020 ofgeschloss ginn, et ass awer du Juli ginn - an huet awer de Virdeel, dass en eis ganz vill Elementer liiwert, och detailléiert Avise vun hirem Staatsrot an esou weider, wou ee sech wierklech Inspiratioun kann huele fir ze gesinn, wéi eng Hürden et gëtt a wat et vu Méiglechkeete gëtt, fir déi dann an engem europäesche Kontext och ze huelen.

Dëse Projet, wéi gesot, war och bei eis um Ordre du jour, fir dee visitéieren ze goen, Kontakt ze huele mat den hollänneschen Autoritéiten. Dat ass a Verzuch komm, aus deenen Ursaachen, déi ech lech hei net brauch ze erklären. Esou einfach ass een eeben net an Holland gereest iwwert déi lescht Méint. Mir wäerten dat awer och elo nohuelen. Dat ass jo elo erëm méiglech säit Kuerzem. An dat ass och bei eis elo d'Ambitioun, och deen Echange nach ze hunn, éier mer eise Bilan am Juni zéien, fir ze héieren, wéi et bei hinne gaangen ass. De Projet ass bei hinnen och elo net esou schnell operationaliséiert ginn, wéi si sech et gewënscht haten. Ech mengen, do si mer alleguerten an engem Boot am Moment, mat deem Verzuch, deen ee kennt.

E Plus u Gesondheet, sécherlech ass dat d'Zilsetzung. Ech kann dat net oft genuch betounen. Ech sinn och ganz frou, dass do e grousse Konsens hei ass. Et schéngt och keen ze niéieren, dass mer e Problem hei am Land hunn. Dat ass e Constat. Dass sech vill Froe stellen, däers si mer eis bewosst, do schaffe mer drop. Et ass awer net, well sech vill Froe stellen, dass een d'Bengele bei d'Tromm soll geheien. Mir si schonn iwwerzeegt, dass een do Äntwerte fënnt op déi Froen, déi am Raum stinn.

Cannabis, et ass oft gesot ginn, gehéiert zu deenen am meeschte consomméierten illegale Substanzen, och bei deene jonke Leit, an dat och hei zu Lëtzebuerg. Ech ginn net méi op d'Chifferen an, si sinn elo oft genuch matagefloss an deenen eenzelne Presentatiounen.

D'Prevalenz vum Konsum bei deene Jonke geet an d'Luucht hei am Land. Dat ass beonrouegend! A wat besonnesch beonrouegend ass vun engem Point de vue Santé publique, dat ass eeben d'Qualitéit vun deem, wat um illegale Maart ze fannen ass. Dat ass dramatesch! Den THC-Wäert huet sech méi wéi verduebelt iwwert déi lescht Joren. Dat ass just eng Saach. Dat heescht, et ass eng ganz aner Konzentratioun wéi dat, wat ee kannt huet, wéi mir anerer jonk waren. D'Qualitéit ass einfach definitiv schlecht. An et kënnt derbäi, dass eebe Streckmëttel benotzt ginn, dat ass schonn erwäänt ginn, ech mengen, d'Cécile Hemmen hat et kuerz ugeschwat: Glassplitter, Sand, Bläi, Schongwichs, Gott weess wat ass alles do dran! Et ass wierklech näischt Guddes, wat do ze kréien ass, an dat ass eng richteg Gefor.

Et ass e geféierlechen Trend an deem muss een, ob ee wëllt oder net, si mer der Meenung, wierklech entgéintwierken. Dat si ganz héich Risike fir d'Gesondheet, deenen d'Leit ausgesat sinn. A mir sinn och der Meenung, dass näischt maachen an nëmmen hoffen, dass et besser gëtt, sécherlech e Luxus ass, dee mer eis als Gesellschaft esou net kënne leeschten.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dofir sollt dat, wat mer undenken, e responsabele Pilotprojet sinn, dee verschidde Standbeen huet, eeben och e ganz staarke Volet op der Preventioun. Mir wëllen dem Schwaarzmaart d'Handwierk leeën, dat ass och d'Ambitioun. Dann ass ugeschwat ginn: Wéi ass d'Logik dran, wann ee seet: „Mir maachen de Maart op", an an engems maache mer d'Preventioun, dass d'Leit net solle Cannabis huelen? Ben, d'Logik ass déi, dass mer se justement vum Schwaarzmaart wëllen ewech hunn. Well mir wëllen effektiv iwwer Informatioun, grad bei deene jonke Leit, hinne bewosst maachen, wat se do zou sech huelen, wat dat fir en Dreck ass a wat dat fir Gefore fir si sinn. Et geet am Fong geholl drëm ze sensibiliséieren dofir, wat et fir Gefore gëtt um Schwaarzmaart, an an Aussiicht ze stellen, dass et séier wuel e verstännegen Ëmgang mat Genossmëttel ka ginn.

Dat ass dat, wat mer och probéieren ze promouvéiere generell: e gesonden, e gudden Ëmgang mat esou Mëttelen. Dat ass den Objectif vun der Preventioun hei. An eeben och parallell natierlech derfir suergen - an do wäert d'Justizministesch méi am Detail drop agoen, dass de Schwaarzmaart réckleefeg wäert sinn.

Fir d'Preventioun, wéi gesot, do ass e speziellen Aarbechtsgrupp dediéiert mat enger Preventiounsstrategie, déi och mam Educatiounsminister zesummen ausgeschafft gëtt. Et geet drëm, d'Kanner, déi Jugendlech ze stäerken, éischtens emol an hirem Wuelbefannen, dass se vläicht manner de Besoin hunn, sech un esou Saachen ze orientéieren, mee och virun allem um Informatiounsplang, dass een einfach weess, op wat ee sech aléisst, an dass een einfach léiert: Wat ass e gesonde Konsum, wann een eng Kéier erwuessen ass? Do erwaarde mer eis, dass effektiv dann eng aner Attitüd entsteet bei deene Jugendleche par rapport zu deene Saachen, déi et um Schwaarzmaart gëtt.

Ech sinn e bëssen intrigéiert mat den Enseignementer, déi Dir vu Kanada hutt, well ech vu menge Leit eppes anescht preparéiert kritt hunn. Mir hu genau gekuckt, wéi et sech do verhält. Wa mer elo déi rezentst Fuerschungs- a Metaanalysen huelen, wat d'Prevalenz ugeet, grad bei Mannerjäregen a Jugendlechen, deiten déi an Amerika jiddefalls net op méi en héije Cannabiskonsum hin, eisen Informatiounen no, bei jonke Leit nom Akraafttriede vun dëse Legaliséierungsefforten, déi gemaach gi sinn. Also do géif een näischt gesinn, dass dat géif eropgoen. Et ass de Géigendeel de Fall. Et geet éischter zréck, de Cannabiskonsum bei Mannerjäregen a Jugendleche géif zréckgoen zënter der Legaliséierung. An dat erkläert sech duerch eeben déi vill Efforten, déi an der Preventioun gemaach ginn. Dat ass jo och hei en Deel dovunner, dass eeben iwwer Gelder, also déi zousätzlech, déi nei Finanzéierungsméiglechkeete fir d'Preventioun, dass doduerjer e gudde Bilan ka fonnt ginn.

Och wat den illegale Marché ugeet a Kanada, grad dat Beispill ass zitéiert ginn, geet mengen Informatiounen no - ech hunn extra de Moien elo nach eng Kéier nogefrot, ob d'Leit sech do sécher sinn - aus den aktuelle Statistike vu Kanada ervir, dass den illegale Verkaf säit dem drëtte Quartal 2020 réckleefeg ass. Dat hat e bësse gedauert, et war effektiv ee Moment eng ëmgedréit Balance, wou dat Illegaalt dominéiert huet. Dat huet sech awer inverséiert. Op alle Fall mengen Informatiounen no wär dat an den offizielle Statistiken elo kloer ersiichtlech, wéi gesot, säit dem drëtte Quartal 2020. An et wär och e Shift ginn, dass dee legale Cannabis entre-temps dominéiert iwwert deen illegalen. Dat heescht, do wär awer e Renversement komm.

Och d'selwecht ass a Kanada e signifikante Réckgang bei dem Konsum bei Jugendleche vu 15 bis 17 Joer ze vermierken, an dat schonn ee Joer no der Gesetzgeebung. An zwar war dat nach bei 19,8 % 2018 an ass 2019 zréckgaangen op 10,4 %. Och do wär e signifikative Réckgang aus den offizielle Statistiken awer erauszeliesen.

Voilà, dat war et op alle Fall elo mol fir mäin Deel. Wéi gesot, e ganz groussen Akzent läit op der Zesummenaarbecht och mat der Educatioun, fir wierklech déi Preventiounsaarbecht verstäerkt ze maachen. An och vun eiser Säit aus als Santé gi mir natierlech eng grouss Wichtegkeet den Indicateuren. Dat ass fir eis wichteg, et ass e Projet, dee mer wëlle justifiéiere mat engem Objectif de santé publique. An et ass mir perséinlech och wichteg, dass een dat ka moossen, dass mer wëssen, wéi ee Progrès mer do wëlle gesinn, an dass mer vernünfteg Indicateuren hunn, déi mer dann och kënne benotze fir ze verifiéieren, ob dat, wat mer eis erwaarden, dann och esou wäert antrieden, wéi ee sech dat erhoffe géif.

Voilà. Ech géif dann d'Wuert weiderginn un d'Sam Tanson.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. An ech ginn d'Wuert weider fir d'Regierung un d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Merci, Här Wiseler, fir déi Interpellatioun. Ech fannen et ganz utile, dass mer déi Diskussioun de Mëtten hei féieren. An och, wann ech mat enger Konklusioun net d'accord sinn, sou kann ech mech awer a ganz villem erëmfannen, wat Der uganks gesot hutt. An et ass eeben, wann ech dann

op Är Trame zréckkommen, dass einfach meng Äntwert op Är Fro eng aner ass. Dat heescht, Dir hutt jo gefrot: „Wéi kënne mer déi Jonk, d'Kanner, déi Jugendlech am beschte schützen?" Dir mengt, mir kéinte se am beschte schützen, andeems mer d'Illegalitéit géife bestoe loossen. Or, ech si perséinlech der Meenung, an net nëmme perséinlech, ech mengen, hei si ganz vill Leit op dëser Säit vum Sall och där Meenung, dass déi Drogepolitik - net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, et geet net ëm eng Scholdzouweisung un iergendeen -, mee dass d'Drogepolitik, déi an deene leschte Joerzéngte weltwäit gemaach ginn ass, en absolutten Echec ass!

Et ass net doduerch, dass ee seet: „Mir verbidden eppes" ... Mir maachen doduerch eng illegal Produktioun méiglech. Do fléisse Milliarde weltwäit, wou mer mam Blanchiment ganz aner Suergen herno hunn. Do gi Leit exploitéiert, weltwäit, an der Produktioun, am Transport, herno an der Vente. Do si Leit, déi consommëieren. An et ass jo net eRandphenomeen, Dir hutt d'Zuele jo selwer gesot: Et si vill Leit zu Lëtzebuerg, déi Cannabis consommëiert hunn, consommëieren. Mir soen deenen dann: „Gitt lech op en illegale Wee déi Droge beschafen. Mir wëssen zwar, dass et do ass, mir wëssen, dass Der zu ganz vill et consommëiert, gitt awer, wannechgelift, an d'Illegalitéit lech déi Droge beschafen!" A surtout: Dir wësst net, wat Der kritt! Et ass kee Label drop. Et steet net drop, wéi et produzéiert ginn ass. Et steet net drop, wat alles dran ass. Et steet net drop, wéi een THC-Wäert et huet. Dat heescht, wann ech de Stréch zéien ënner all déi Saachen, déi ech elo do genannt hunn, da fannen ech et eigentlech eng fierchterlech Hypokrisie, wa mer esou weiderfuere wéi bis elo a wa mer einfach soen: ...

(Interruption et brouhaha)

... „Mir verbidden et!", well mer mengen, mir géifen doduerjer iergendengem iergendeppes besser oder méi einfach maachen.

Ech si wierklech der Meenung, mir mussen elo eng Kéier eis alleguerten an d'Ae kucken, weltwäit, international. A mir si jo net déi Éischt, déi déi Diskussioun hei ustoussen. Ech erënnere mech ganz gutt un déi Diskussioun, déi de Kofi Annan als fréieren UN-Generalsekretär net nëmmen zu Cannabis, mee zu all den Drogen ugestouss huet a gesot huet: „Mir musse fortkomme vun deem Verbuet. Mir mussen op en anere Wee goen!", well et einfach en Echec ass, wann een och déi ganz Produktiounschaîne kuckt, wann ee gesäit, wéi ee Misär et uriicht weltwäit. A mir gesinn dat jo och hei, wéi eng Konsequenzen den Drogenhandel huet an dass mir musse vun där Schinn fortkommen.

Duerfir hätt ech gär, dass mer eis wierklech domat konfrontéieren a kucken, ofweien - ech sinn do ganz bei lech -, ofweien: Wat huet méi positiv a wat huet méi negativ Konsequenzen? An ech stellen einfach fest, dass dat, wat iwwert déi lescht Joerzéngte weltwäit gemaach ginn ass, keng positiv Effekter huet. Loin de là! Ech gesinn eigentlech just negativer.

Dat heescht net, dass et einfach ass. Ech si ganz beim Paulette Lenert, wat dat elo grad och nach gesot huet - et ass net, well sech lauter Froe stellen, et ass net, well déi meescht Länner nach net op deen dote Wee gaange sinn, et ass net, well mer net op alles direkt eng Äntwert hunn, dass mer et net sollte maachen! Mir mussen hei kucken, och fir déi Jonk, och fir eis Kanner, mee net nëmme fir déi, fir all déi aner Konsumenten och, fir aner Léisungen an deem heite Beräich ze fannen.

Dir hutt vun der juristescher Situatioun haut geschwat; déi ass u sech eigentlech net flou, et ass eebe just: Mir hunn eng Politique pénale - also net „mir", déi gëtt eebe vum Parquet esou gemaach -, d'Strofe sinn eigentlech ganz kloer. Et ass kloer, fir d'Consommatioun huet een, Stand haut, just eng Amende, déi ee ka kréien, bis zu 2.500 Euro. Et ass natierlech awer esou, wann ee Jonke gepëtzt gëtt, dass virun allem probéiert gëtt, och haut schonn, Preventioun unzewenden, och haut scho Suchthëllef unzewenden. An dat selwecht ass natierlech och bei der Consommatioun vun Erwuessenen. Mee soubal een iwwert déi Consommatioun erausgeet, soubal een an der Vente ass, mat Circonstances aggravantes natierlech, wann och nach Mineuren am Spill sinn, da si mer bei Prisongsstrofen, da si mer bei méi héije Strofen, soudass eigentlech d'Situatioun Stand haut net wierklech flou ass.

Wou ech och bei lech sinn, dat ass, dass den internationale Kontext hei dee kriddelegsten ass. Mir hunn déi international Konventiounen, si sinn elo ganz vill zitéiert ginn, ech brauch net méi am Detail dorobber anzegoen.

Mir hu ganz vill schonn diskutéiert, mir si villes kucke gaangen - d'Paulette Lenert huet et gesot. Et ass virun allem och d'Diskussioun, d'Gespréich gesicht gi mat eisen Noperen! Well dat ass - ech komme vläicht herno nach op déi Remarke vum Sven Clement zréck -, dat ass eigentlech dee gréissten Defi, dee mer hunn: eis Noperen. Mee mir sinn e fundamental europäescht Land. Mir sinn e Land vu Multilateralismus. A mir stellen dat heimat op kee Fall a Fro! Mir wëllen dat heimat net a Fro stellen, mee mir wëllen awer weiderkommen an der Fro vun der Drogepolitik a vun der Gesondheet an dem Wuelbefanne vun de Leit.

Den Dan Biancalana hat et virdru scho gesot, dass et bei deenen internationale Konventioune jo och dorëms goung: ëm d'Gesondheet an ëm d'Wuelbefanne vun de Leit. Dat war d'Leitmotiv dovunner. Mir sinn der Meenung, wa mer op e Pilotprojet ginn, wou mer ganz streng encadréieren, wou gemonitored gëtt, deen zäitlech limitéiert ass, deen och reversibel ass, dass mer dann net géint dee Grondgedanke verstoussen. Et si jo och aner Länner, déi op dee Wee gaange sinn. Dat ass de generellen Esprit vun deene Konventiounen. A mir sinn optimistesch, wa mer eis och selwer dorunner halen, dass mer dann net dergéint verstoussen.

Mat den Auslänner, Här Clement, sinn ech sur le fond och mat lech d'accord. Et ass net eppes, wat bei eis passt, fir ze soen: „Mir maachen eppes just fir d'Lëtzebuerger Residenten." Et ass awer esou, dass et natierlech e Sujet ass - a mir hunn och gesinn iwwert déi lescht Méint, wéi séier eng Grenz op eemol erëm kann zougemaach ginn -, dass et also natierlech e Sujet ass, deen eis Nopere concernéiert. Wann een eng aner Drogepolitik huet, wann ee vläicht awer mengt, dass ee mat der Repressioun nach iergendwann eng Kéier op e gréngen Zweig kënnt, da ginn natierlech d'Alarmglacken un, wann en Nopeschland op eemol seet: „Mir erlaben d'Vente, zwar ganz streng reglementéiert, mee mir erlabe se."

An duerfir ass eeben déi Décision de principe dee Moment geholl ginn, fir ze soen: „Mir mussen eisen Nopeschlänner déi Garantie ginn, dass mer eeben d'Vente nëmmen op d'Residentë limitéieren." Do gëtt et och eng ganz Rei technesch Méiglechkeeten, par rapport zu deem, wat den Här Wiseler gesot huet. Ech géif deem elo scho virgräifen, wann ech do ze vill géif an den Detail goen, mee do si sech extreem vill Gedanke gemaach ginn, wéi een dat Ganzt ka reegelen, fir deem och Rechnung ze droen.

Just vläicht nach eng kuerz Remark zu deem anere interministerielle Grupp, deem iwwert d'Drogekriminalitéit op der Gare. Also ech mengen, Dir wësst dat genausou gutt wéi ech, dass de Problem vun der Drogekriminalitéit op der Gare sech wierklech net op de Cannabis limitéiert - loin de là! -, mee dass mer do bei där Diskussioun, vun där ech uganks geschwat hunn, wierklech bei den haarden Drogen, beim Kokain a beim Heroin sinn. Ech verschléisse mech do och kenger Diskussioun. Wann ech lech da richteg verstinn, hätt Der gär, dass mer dat ausweiden och op déi aner Drogen.

Ech wëll just zwou Saache soen: Dat eent ass dat, Dir wësst jo, dass dee Grupp ënnert dem Lead vum Policeminister ass. Do steet eng Debatt un, dat ass scho proposéiert ginn, dass mer hei wierklech sollten iwwert dee Sujet schwätzen, an dat wäerte mer och an de Chamberskommissioune maachen.

Deen zweete Punkt awer, wou Der gesot hutt, déi eenzeg Konklusioun vun deem Pabeier wär, dass soll en neien Aarbechtsgrupp geschaf ginn, do sinn ech dann awer e bëssen ... Dat muss ech awer vläicht eng Kéier e bësse recadréieren, well ech hu mer et elo séier nach eng Kéier ugekuckt: Et sinn zéng Säiten Annexen an deem Rapport, wou Problemer identifizéiert ginn an allkéiers Léisungsvirschléi do sinn. Et steet wuel och e Saz dran, dass ee muss weider - continuellement - an engem Aarbechtsgrupp dat dote maachen, dass ee muss e Livre blanc ausschaffen. Mee ech mengen awer och, dass de Problem grav genuch ass, fir dass een et net mat engem eenzege Pabeier aus der Welt geschaf kritt.

Voilà. Ech mengen, ech hätt souwäit plus ou moins op alles geäntwert, wat sech u mech adresséiert huet. Merci fir d'Nolauschteren an nach eng Kéier merci fir déi interessant Diskussiounen de Mëtten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Justizministesch, der Madamm Tanson. Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Ech hu gutt nogelauschtert an ech hu leider d'Erfarung gemaach, datt ech vill Jonker kenne geléiert hunn, déi hir Zukunft definitiv, wann ech dat kann esou soen, „verdämpt" hunn. An ech wëll wierklech do virdru warnen, datt mer dat hei banaliséieren. Et deet mer wierklech fir all Schicksal do leed.

(Interruption)

Ech hunn awer duerfir an deem Kader zwou Froen. An zwar sot Der jo, d'Einnamen, d'Recetten aus de Steieren, déi dann do kéimen, déi géift Der huele fir zousätzlech Preventioun, fir eeben ze verhënneren, datt mer nach méi Jonker dozou bréngen, datt se dat géife consommëieren.

Da froen ech mech, wann Der do elo schonn e Konzept hutt, fir zousätzlech Preventioun ze maachen, déi dat géif verhënneren ..., da géif ech mer wierklech wënschen, déi zousätzlech Preventioun géif elo scho gemaach ginn! Well et hënnert jo definitiv näischt ... Ech weess, et gëtt Preventioun gemaach, mee wann Der sot, mir kënnen zousätzlech Preventioun maachen, dat verhënnert näischt, do op déi zousätzlech Suen ze waarden (veuillez lire: dat hënnert eis net, dat ze maachen amplaz do op déi zousätzlech Suen ze waarden). Ech mengen, dat misst een direkt maachen.

Deen zweete Punkt ass: Am Moment kritt een, wann ee bei de Schoulen ass - ech mengen, jidweree weess et an et ginn iwwerall d'Aen zougemaach -, iwwerall dat ze kafen, wat ee gären hätt. Dee Problem, dee wäert sech sécherlech net léisen, wann Der sot, ab 18 ass et fräi an duerno ass et net fräi, also dat heescht, do virdrun ass et net fräi. Da wäert dee Schwaarzmaart nach ëmmer bestoe bleiwen. Och do d'Fro: Wat wëllt Der maachen, fir zousätzlech ze agéieren, datt et net onbedéngt do bei de Schoulen einfach esou ze kréien ass? Respektiv, firwat gëtt do net elo schonn awer eppes gemaach, fir méi ze verhënneren, datt dat fir all Jugendleche relativ einfach, wéi gesot, ze kréien ass?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Jo, ech géif dat ënnersträichen, falls dat mëssverständlech war: Selbstverständlech leeft déi Preventiounsaarbecht an et sinn och schonn Zousazmoyenen agefloss am Kader vum nationalen Drogeplang. Et sinn zousätzlech Ressourcë scho liberéiert. Do ass scho vill zousätzlech dran investéiert ginn. Hei ass natierlech nach eng Perspektiv derbäi, also mir waarden net op deen heite Projet, fir dee Plus u Preventioun ze maachen. Dat gehéiert zum nationale Plang, dee jo parallell leeft. Do ass d'Preventioun och e groussen Aspekt dovun. Do si schonn, ech weess et net méi auswenneg, mee op alle Fall schonn eng ganz Rei Zousaz-Ressource-humainen och um Niveau vum Educatiounsministère, déi bäigesat gi sinn, an déi Aarbechte lafen. Dat kann ech lech confirméieren, trotz Pandemie.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann zur Diskussioun respektiv dem Vott.

An d'Madamm Tanson wollt nach eppes soen?

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Also just vläicht, well d'Madamm Hansen hat jo nach eng Fro opgeworf, wou keng Äntwert direkt drop koum: Also et ass och elo haut schonn, wéi ech gesot hunn, eng Circonstance aggravante, wa Mineuren am Spill si bei den Drogen. Mee wéi mer jo virdru gesot hunn, gëtt et nach Aarbechtsgruppen, an deenen den Ament doru geschafft gëtt, a wann dat doten dann esou en Theema ass, da wäert ech dat natierlech och nach eng Kéier mat do eranhuelen. Da musse mer kucken, zesummen och mat der Educatioun, wéi een dann déi Saach nach besser kann ugoen. Mee, wéi gesot, et ass haut schonn esou: Et däerf ee souwisou keng Droge verkafen, mee wa Mineuren am Spill sinn, da gëtt een nach méi streng bestrooft.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci fir déi Äntwert. D'Diskussioun ass dann elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kéimen dann zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun, déi vun der Madamm Lorsché deposéiert ginn ass.

Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt agräifen? Den Här Claude Wiseler, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt awer och nach, well ech elo d'Wuert nach eng Kéier hunn, all deenen, déi hei intervenéiert sinn, Merci soen, an och fir d'Explikatioune vun der Regierung, quitte datt se mech net onbedéngt zefriddestellen an deem, wat gesot ginn ass. Mee ech hunn awer appreciéiert, datt mer hei iwwer e weesentleche Sujet konnten eng Diskussioun hunn, fir de Point eng Kéier ze maachen.

Mir stëmme selbstverständlech déi heite Motioun net mat. Mir stëmmen dergéint, well mer, ech mengen ech hunn dat a menger Ried laang erkläert, a sech net mat dem Prinzip vun der Legalisatioun averstane sinn, esou wéi en elo vun der Regierung virgeschloe gëtt an an der Motioun hei zréckgeholl gëtt, well mer net derfir sinn.

Ech wëll just eng Remark maachen, well dat fir mech an der Logik, och vun deem, wat d'Regierung sot a wat och vun enger Rei Kolleege gesot ginn ass, awer e Problem duerstellt. Hei gëtt ganz oft ugefouert, datt mer am Fong déi ganz Legalisatioun maachen, fir deene Jugendlechen dee Stigma vun dem Cannabiskonsum, vun dem Drogekonsum do ewechzehuelen. Et huet och ee vun de Kolleege gesot: „Mir maachen déi Legalisatioun, well mer déi Mannerjäreg musse virun dem Schwaarzmaart schütze respektiv kucken, datt se déi Produiten net huelen", déi dann esou schrecklech um Schwaarzmaart sinn, wéi se effektiv vun der Ministesch beschriwwe gi sinn, fir datt mer a sech déi Jugendlech do virdru schützen.

Ech soen elo just, datt ech mengen, datt déi Propositiounen, esou wéi se haut diskutéiert gi sinn a beschwat ginn, dat precisement „net" maachen, well déi Legalisatioun déi Jugendlech iwwerhaapt net betrëfft a well - zumindest wa mer eis „an d'Ae kucken", wéi d'Madamm Tanson esou léif gesot huet - an der Logik vun deem, wat geschitt, genau de Contraire geschitt! Dir maacht eng Legalisatioun fir 18- oder 21-Järeger an Dir dréckt dann automatesch - automatesch, well Der och nach d'Peinen an d'Luucht setzt, wat ech jo och nach logesch fanne fir Adulten, déi Jugendlechen dann de Cannabis vun dem legale Maart verkafen - déi Jugendlech op de Schwaarzmaart.

(Interruption)

Jo, wou kréie se et da soss? Ausser Dir sot, wéi d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Lenert, Dir erklärt hinnen: „Mee Dir musst waarde bis 18 Joer, bis Der legal kënnt kafen." Mee dat ass awer eng naiv Deskriptioun vun deem, wat wäert d'Realitéit sinn!

(Interruptions et brouhaha)

Dir dréckt se automatesch op de Schwaarzmaart. An ech menge wierklech, ech wëll wierklech keng Poleemik maachen, mee ech menge wierklech, datt d'Resultat dovunner ass, datt mer um Schwaarzmaart nach méi där Produite kréien, déi weesentlech Problemer wäerte stelle fir Jugendlecher, an datt mer dee Moment eng Accentuatioun, also absolutt kee Schutz fir déi Jugendlech maachen, au contraire se am Fong méi exposéieren, andeem mer hinnen dat verbidden, wat mer da fir d'Adulten am Prinzip zouloossen.

Mat där Logik hunn ech ganz einfach e Problem an ech hunn do keng Äntwerten. An dat ass awer meng absolutt zentral Fro. Dat wat Der proposéiert ass a mengen Aen de Contraire vum Schutz vun de Vulnerabelen a Mannerjäregen an där doter Problematik. Dofir stëmme mer d'Motioun net.

Une voix.- Et gëtt eng Katastroph fir d'Kanner.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, also d'Äntwert à ce stade: Wa mer Stand haut kucken, wat a Kanada geschitt, schéngt et sech awer kloer ze confirméieren, dass justement iwwert deen do Wee de Konsum bei deene Jonken awer zréckgeet, duerch déi verstäerkt Preventioun. Déi Chiffere schwätzen eigentlech fir sech, ausser si wäre falsch. Mee mir kënnen eis gären austauschen, wann Dir anerer hutt. Et ass e Prozentsaz, deen awer bedeitend ass, wou et zréckgaangen ass bei deene Jonke mat esou engem Modell.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also meng Lektür aus de Statistiken aus dem Land Kanada, dat ass, datt se soen, datt een am Prinzip déi Zuelen, déi 2020 Realitéit sinn a Kanada, iwwerhaapt net ka consideréieren als eng Kontinuitéit vun deenen Zuelen, déi virdru waren, well de fait duerch d'Confinementer sämtlech Marchéen, inklusiv deen hei, sämtlech Zuelen esou perturbéiert gi sinn, datt déi Zuele strictement näischt heeschen.

D'Zuele vun 2018 an 2019 si gekuckt ginn. Par ailleurs ass an deene Statistiken, déi ech gelies hunn, einfach festgestallt ginn, datt d'Augmentatioun vun dem Cannabiskonsum wärend de Confinementszäiten op 20 % méi Konsum vu Cannabis war, ouni datt déi Zuelen zwar elo opgeschlësselt waren op Mannerjäreger an Netmannerjäreger.

Mee nach, soen ech, ännert dat näischt un der Logik vun deem, wat ech hei der Regierung virwerfen. Well mir wäerten e Schwaarzmaart hunn. An ech gleewen a kengem Moment drun, datt Der domat d'Konsumverhale vun de Mannerjäregen erofgesat kritt, wann Der schéin a brav sot: „Esou, Dir hutt 15 Joer, do musst Der wannechgelift nach dräi Joer waarden." Da wäert Der jo net mengen, datt déi lech dat einfach esou ofhuelen!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler. Da geet d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, d'Madamm Lenert wollt just nach preziséieren, dass hir Zuele vun 2018 an 2019 sinn.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Vun 2018 an 2019 waren déi, wat d'Jugendlech betrëfft, net 2020.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- An natierlech ass dat doten eng zentral Fro. Dir kënnt lech jo virstellen, dass mer dat do och erop- an erofdiskutéiert hunn. Mir hunn hei zwou Saachen an der Wo. Mir hunn op där enger Säit de Prinzip fir ze soen: Mir wëllen net méi dee Schwaarzmarché, déi ganz Kriminalitéit ronderëm férdere fir vill Leit, déi consommëieren. An op där anerer Säit hu mer awer ganz kloer Etüden, déi beleeën, dass, soulaang wéi d'Gehier net komplett geformt ass - dat ass jo virdru gutt duergeluecht gi vu verschiddene

Leit -, et nach vill méi geféierlech ass, Cannabis ze consomméieren.

Voilà. An ech si perséinlech der Meenung, dass ee ka responsabiliséieren, dass ee kann erklären, dass dat eent dat anert net ausschléisst. An et ass net, well mer dat eent erlaben a well mer soen, mir reglementéieren elo an ab 18 Joer däerf ee consomméieren, dass duerfir d'Consommatioun bei deenen aneren an d'Luucht geet, loin de là. Et kann ee grad nach besser erklären, nach besser begleeden. Beim Alkohol ass et jo och esou! Den Alkohol ass jo och net vun 13 Joer un erlaabt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass awer och e richtege Problem heiansdo bei jonke Leit. Awer e richtegen!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Maja, mee wat ass dann d'Alternativ, Här Wiseler?

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, datt eng Legalisatioun am Fong sécherlech vun dem pedagogesche Message hier, fir ze soen: „Et ass legal fir jiddwereen, ausser fir dee Jugendlechen", a sech a mengen Aen e Contre-message ass.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ma dat hänkt jo ganz dovunner of, wéi een et erkläert. Wann een natierlech einfach higeet an et seet een: „Mir legaliséieren et, well et ass kee Problem", jo, dann hu mer näischt geschafft! Mee ech mengen net, dass een dat esou mécht. An ech mengen, dass mer ganz vill Outilen zur Verfügung hunn, fir et gutt ze erklären a fir ze erklären, firwat mer et maachen, a fir och ze erklären, wat d'Konsequenzen dovunner sinn. Ech si mer bewosst, dass ee mat 16 Joer net ganz vill op seng Gesondheet vun 30 Joer méi spéit hält ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mee ech mengen, dat kéint ...

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- ... an dass dat eppes ass, wat dee Moment nach relativ abstrakt ass. Mee et kann een erklären, et kann ee ganz gutt erklären, et kann een och verbildlechen, wat dat alles mat sech bréngt.

Et ass net eng perfekt Léisung, Här Wiseler. Mee a mengen Aen, an ech mengen, net just a mengen, ass et awer nach eng besser Léisung wéi déi, fir einfach näischt ze maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mee, Madamm Tanson, wann dat esou einfach ass, fir et ze erklären, da froen ech mech, firwat Der et net elo scho maacht.

Une voix.- Jo, genau!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da maacht et elo schonn, erkläert et elo schonn!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, d'Madamm Lenert huet dat jo gesot, do ass jo schonn e ganze Projet, deen op d'Bee gestallt gëtt, an dee gëtt natierlech ëmgesat, soubal deen ëmsetzbar ass. Dat hei ass eppes, dat ass lassgeléist dovunner. Mee et ass eeben dat, wat Dir jo sot, Dir sot: „Wa mer et legaliséieren, da mengen déi Jonk, si kéinten nach vill méi consomméieren." An do sinn ech eeben der Meenung, dass dat dovunner ofhänkt, wéi mer et erklären, a wéi mer et vun Ufank un erklären.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. An dann hat den Här Engelen d'Wuert gefrot.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. An dëser Motioun gi mer gefrot, fir d'Regierung ze ënnerstëtzen am Cannabiswiesen. Mee eiser Meenung no sinn awer nach op eis Froe vill Äntwerten, déi nach opstinn. An ech mengen, wa mer déi geliwwert kréien, da kënne mer hei eng Kéier driwwer befannen, eng nei Kéier. Awer haut musse mer mat Nee stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. An dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech hunn déi Motioun matënnerschriwwen, duerfir wäert ech se och matstëmmen. An ech wäert dem Marc Goergen genau dat nämmlecht recommandéieren.

Ech stelle mer awer e bëssen d'Fro, wann ech hei d'Argument vum Claude Wiseler héieren, vu weegen, mat enger Legaliséierung ab 18 géife mer déi Jugendlech domadder op der Streck loossen ... Ech wollt just constatéieren, Här Wiseler, datt d'CSJ haut eng Altersgrenz vun 33 Joer huet. Dat heescht, D'CSV consideréiert Leit als jonk bis 33. Wa mer also kucken, mir hu vu „15 bis se ophale jonk ze si" geschwat, da concernéiert et dräi Joer, 15 bis 18, wou déi Jonk dann net däerfe consomméieren, an duerno 15 Joer, vun 18 bis 33, wou se consomméieren dierften. Dat heescht, ech verstinn objektiv gesinn net, wéi Der hei kënnt soen, mir géife Jonker op e Schwaarzmaart drécken. Mir drécke vläicht Teenager, ...

Une voix.- A jo!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... eventuell, mee net all Jugendlecher, well „jugendlech" ass e vill méi groussen Term wéi nëmme 15 bis 18 Joer.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Dann hat d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, merci. Ech wollt just erklären, dass mir déi Motioun net matënnerschriwwen hunn, mee awer matstëmmen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei wannechgelift, e bësse méi roueg.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, well mir sinn eigentlech der Meenung, dass se net wäit genuch geet an dass dat, wat dosteet, och schonn esou am Regierungsprogramm steet. An an deem Fall fanne mir, dass se e bësse superfetatoire ass, wéi ee seet. Dofir hu mer se net matënnerschriwwen, mee mir stëmme se awer mat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 33 Jo-Stëmme bei 27 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 35 voix pour et 25 voix contre.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

3. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

Domadder kéime mer zum nächste Punkt. Fir d'éischt awer géif ech dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mat dëser Resolutioun zréckkommen op déi Diskussioun iwwert d'Verfassungsrevisioun. Dir erënnert Iech, mir hate virun e puer Wochen hei eng Diskussioun, wou mer gesot haten, datt mir als ADR géifen de Prinzip vum Referendum afuerderen, dee jo véier politesch Parteie virun de Wale versprach haten - d'CSV, d'DP, d'LSAP, déi gréng -, an deen ass refuséiert ginn.

Den Här Mars Di Bartolomeo hat um Enn vun där Diskussioun gesot, et géif eng Informatiounscampagne virbereet ginn an do wären och schonn - wann Der d'Band nolauschtert, Här Mars Di Bartolomeo, dann héiert Der Iech selwer, Dir hutt dat gesot -, do wäre scho Virbereedungen amgaang, fir dat dann am Hierscht ze maachen.

Gutt, da wollte mir eeben dorobber zréckkommen, well mir wësse jo alleguer, datt eng Verfassungsännerung eigentlech dee wichtegste legislativen Akt ass, dee mer als Parlament iwwerhaapt kënne maachen, mat enorme Konsequenze fir eist Land a fir déi Gesellschaft, déi mer nun eemol bilden.

Et ass also ganz wichteg, datt mer wierklech och d'Leit komplett informéieren an hinnen och d'Geleeënheet ginn, verschidde Standpunkten dozou ze héieren. Mir erënneren eis jo, wat 2015 bei der Referendumscampagne geschitt war. Do war eng Informatiounscampagne, déi komplett eesäiteg war! Ech erënnere mech nach drun, datt den haitegen Deputéierte Fred Keup deemools mam „Wee2050/Nee2015" a verschidde Säll iwwerhaapt net erageloss gouf, fir do säi Standpunkt ze vertrieden, de Standpunkt vum Nee. Awer déi Jo-Campagne - oder déi soi-disant „neutral", wéi et deemools dann opgebaut gouf -, déi huet kënnen hire Standpunkt organiséiert a Säll presentéieren.

Esou eppes däerf net méi virkommen. Et muss sinn, datt mer einfach déi Demokratie, déi mer hunn, eescht huelen. An duerfir wëlle mir proposéieren, datt eebe vum Hierscht un eng Informatiounscampagne gemaach gëtt zu all Punkt vun där zukünfteger Verfassung, an zwar esou, datt et wierklech eng Debatt ass, datt mer och zu all Punkt kënne kontrovers diskutéieren, datt d'Leit genau wëssen, wat sech soll änneren an eiser Verfassung an domadder och an eiser Gesellschaft.

An och d'Chamber huet do hire Rôle ze spillen. Mir hu Chamber TV, do kënnen Diskussiounsronnen organiséiert ginn. Mir kënnen ëffentlech Veranstaltungen organiséieren, wou och Organisatioune kënnen invitéiert ginn, déi hir Standpunkten duerleeën, selbstverständlech och Deputéierter. Mir kënne sou vill maachen, fir eng demokratesch Kultur hei virbildlech ze liewen, an där mer de Leit kënne weisen, wéi mer dëst Land wëllen änneren.

A wann ech soe „mir", da betounen ech, datt dat déi Parteie sinn, déi wierklech fir déi nei Verfassungsännerung sinn. An et gëtt och aner Parteien heibannen, déi do en nuancéierte Standpunkt hunn oder schonn aner Propositioune gemaach hunn.

Et ass einfach wichteg, datt mer déi Verfassungsrevisioun, déi elo amgaang ass an déi och séier Progrèse mécht, erëm an den Zentrum vun der Opmierksamkeet vun de Leit kënne réckelen, well et net akzeptabel ass - an dat ass deen Androck, dee ganz vill Leit hunn -, datt esou e Gesetz eigentlech hanner zouenen Diere geännert gëtt, datt esou e wichtegt, fundamentaalt Gesetz geännert gëtt, ouni, ganz ouni Informatioun an ouni Participatioun vum Vollek.

An deem Sënn wollte mir als ADR haut hei eeben eng Resolutioun hannerleeën, déi fuerdert, datt mer vum Hierscht un eng Informatiounscampagne zu all Kapitel lancéieren.

Ech wëll nach soen, et héiert een och Rumeuren, datt scho vläicht virun dëser Summerpaus éischt Texter sollte gestëmmt ginn. Ech hoffen, dat stëmmt net, well dat géif jo dann heeschen, datt souguer déi, déi ugekënnegt hunn, datt vum Hierscht un eng Informatiounscampagne sollt sinn, eigentlech emol dat net méi respektéieren, mee datt mer elo scho kuerzfristeg géifen an e Prozess eragoe vu Verfassungsännerungen, ouni Informatioun vum breede Public - e Wee, dee mir als ADR net matginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt d'Aarbechten an der Institutiounen- a Verfassungsrevisiounskommissioun vun der Chamber un den neie Verfassungstexter séier virukommen;

*- datt et sech bei enger Verfassungsrevisioun ëm déi wichtegst legislativ Änneru*ng an engem Rechtsstaat iwwerhaapt handelt;

- datt Verfassungsännerungen naturgeméiss fundamental Auswierkungen op de Fonctionnement vum Staat an d'Entwécklung vun der Gesellschaft hunn;

erënnert

- un dat Verspriechen, fir déi nei Verfassungstexter enger breeder ëffentlecher Debatt ze ënnerzéien;

decidéiert,

- vum Hierscht 2021 un eng breet Informatiounscampagne am Land ze organiséieren, an där all proposéiert Ännerungen un där aktueller Verfassung solle presentéiert ginn;

- datt déi Informatiounscampagne ënner anerem soll bestoen aus:

• enger Serie vun Informatiouns- an Diskussiounsowender,

• ëffentlechen Debatten zu eenzelen Artikelen, zu deenen all interesséiert Organisatiounen invitéiert ginn an an deene si op eng gläichberechtegt Manéier hir Propositiounen a Positioune kënnen duerstellen,

• Debatten op Chamber TV, an deene muss kontrovers kënnen diskutéiert ginn, dat heescht, datt ëmmer Leit mat verschiddene Standpunkter invitéiert ginn.

- datt dës Campagne muss esou organiséiert ginn, datt déi proposéiert Ännerungen op eng neutral an objektiv Manéier duergestallt ginn an datt zu all Punkt eng kontrovers Diskussioun erméiglecht gëtt, fir et de Leit ze erlaben, sech op enger gudder Informatiounsgrondlag eng eege Meenung zu all Punkt ze bilden.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

4. 7742 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de l'achèvement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) par dépassement du montant fixé par la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7742 iwwert d'Bedeelegung vum Staat un der Finanzéierung vun de Modernisatiouns-a Fäerdegstellungsaarbechte vun der neier Drénkwaasseranlag vum SEBES. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, de SEBES ass wuel bal jidderengem e Begréff, mee warscheinlech ass nach laang net jidderee sech der tatsächlecher Bedeitung vun der Aarbecht vum SEBES fir eist alldeeglecht Liewe bewosst.

(Brouhaha)

Une voix.- Pscht!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Merci.

Une autre voix.- Entschëllegt.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Merci.

An déi Bedeitung vum SEBES ass grouss: De SEBES liwwert dat Wichtegst, wat mir brauche fir ze iwwerliewen: eist Drénkwaasser. De SEBES, also de Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre, ass am Juli 1962 gegrënnt ginn, mam Optrag, Drénkwaasser fir e groussen Deel vum Land ofzesécheren, dëst mam Waasser aus dem Stauséi.

Stand haut kënnen aus dem Stauséi all Dag bis zu 74.000 Meterkibb Waasser opbereet ginn an domadder kënnen am Summer bis zu 75 % vun der Consommatioun un Drénkwaasser vum Land ofgedeckt ginn. Wat einfach kléngt, ass an der Realitéit awer e komplexen technesche Prozess, dee vu kruzialer Bedeitung fir eis all ass: Wa mir de Krunn opdréien, kréie mir op der Sekonn proppert Drénkwaasser, also quasi dat Wichtegst, wat mir fir ze iwwerliewe brauchen, direkt an d'Haus oder an d'Wunneng geliwwert.

Hei wéilt ech nach eemol drun erënneren, dass mir hei zu Lëtzebuerg, eeben och dank dem SEBES, Drénkwaasser vun exzellenter Qualitéit hunn. Vill Leit si sech däers och bewosst a consomméiere ganz bewosst d'Waasser vum Krunn, well et en plus dat gënschtegst, prakteschst a verpackungsäermst Waasser ass, wat mir hei kënne kréien. Mee wann een et esou einfach geliwwert kritt, vergësst ee vläicht ab und zu gär, dass et net selbstverständlech ass an dass do hannendrun awer ganz vill Efforte lafen, fir dass mir all esou gutt mat propperem Waasser versuergt ginn.

Well, wéi gesot, dat proppert Waasser ass net op direktem Wee einfach esou vum Stauséi bis bei eis an de Krunn gelaf komm, well eist Waasser ass an engem relativ schlechten Zoustand - dat war jo och elo rezent an der Press -: Et ass belaascht mat Schuedstoffer, Nitrater, Pestiziden aus der Landwirtschaft, anere Schuedstoffer aus dem Ofwaasser, Mikroplastik an esou weider. An dofir ass et esou wichteg, dass mer weider sensibiliséieren an de Schutz vun eisem Waasser héichhalen, well natierlech ass och déi performantst Opbereedungsanlag kee Fräifaartschäin fir manner Gewässer- oder Quelleschutz. Wat eist Waasser an engem besseren Zoustand ass, wat mir et och manner musse propper maachen, an dat gëtt eis all am Endeffekt och méi bëlleg. Virun allem ass eng gréisser Opbereedungsanlag och kee Fräifaartschäin fir e Verbëtze vun der Ressource Waasser. Mam Waasser soll spuersam ëmgaange ginn, och wa mir elo mat der neier Anlag méi héich Capacitéite wäerten hunn.

Une voix.- Richteg!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- An domadder wär ech och elo scho beim Kär vun

dësem Projet de loi ukomm, nämlech déi nei, méi grouss a méi modern Anlag vum SEBES, déi zu Eschduerf amgaang ass gebaut ze ginn, déi am Fong elo an de leschten Zich ass, fir deemnächst kënnen a Betrib ze goen.

Wisou also elo déi nei Anlag zu Eschduerf? Iwwert d'Joren ass d'Demande vum Drénkwaasser am Land natierlech geklommen an och an Zukunft wäert dës Demande nach weider an d'Luucht goen. Dofir huet de Kommitee vum SEBES am Joer 2011 decidéiert, d'Produktiounscapacitéite vum SEBES an d'Luucht ze setzen, an dat via de Bau vun enger neier Opbereedungsanlag. Dës nei Anlag zu Eschduerf wäert eng Capacitéit vun 110.000 Meterkibb den Dag hu par rapport zu den, wéi scho gesot, 74.000 Meterkibb Stand haut.

Den initialen Devis fir de Bau vun dëser Anlag louch bei 164.800.574 Euro hors TVA. A vu dass et sech beim SEBES ëm e Syndicat mixte tëscht Staat a Gemengen handelt, deen och paritéitesch verwalt a finanzéiert gëtt, bedeit dat, dass 50 % vun de Käschten dann och op de Staat zréckfalen. Dat waren also ronn 83 Milliounen Euro, déi de Staat sollt iwwerhuelen a fir déi de 5. Juli 2016 (veuillez lire: 8. Juni 2016) e Finanzéierungsgesetz an der Chamber gestëmmt ginn ass.

Wat genee ass elo mat deem Budget an deem Projet virgesi gewiescht? Ech wëll elo net ze vill an d'Detailer goen, mee et ass eeben eng gréisser Opbereedungsanlag geplangt ginn, samt neiem, méi groussem Reservoir, engem neien administrative Gebai mat Labo, awer och, am Dall vun der Sauer, dem Bau vun enger neier Station de refoulement mat hirer neier Leitung erop bis op Eschduerf.

De Chantier ass am éischte Semester 2017 lancéiert ginn an et handelt sech heibäi vun der Envergure hier ëm dee gréisste Chantier an deem Beräich, dee mer jee zu Lëtzebuerg lancéiert hunn. Net nëmmen ass d'Capacitéit vun der Opbereedungsanlag substanziell erhéicht ginn, mee mir hunn eis och elo d'Méiglechkeet ginn, besser ze filteren, dat och mat neien Opbereedungstechniken, déi eis et besser erméiglechen, zum Beispill Algen oder Mikroschuedstoffer, also ënner anerem Medikamenteréckständ, Industriechemikalien, Planzeschutzmëttel an esou weider, erauszefilteren.

Wichteg ass och ze soen, dass mir eis mat dëser Anlag elo d'Méiglechkeet ginn, fir zum Beispill am Fall, wou de Stauséi misst eidellafe gelooss ginn, d'Waasser direkt aus der Sauer ze bezéien, wat natierlech eng Partie technesch Schwieregkeete mat sech brëngt, mee wat awer elo, wéi gesot, an Zukunft wäert méiglech sinn.

Par contre huet sech am Laf vun dësem ganz komplexe Chantier eeben erausgestallt, dass den initialen Devis net kéint agehale ginn, an dëst aus verschiddene Grënn. Wéi scho gesot, schwätze mer hei vun engem Projet, dee wierklech eemoleg ass a fir dee mir keng Referenzwäerter haten a wou et virun allem eng Partie Inconnue gouf, déi et schwéier gemaach hunn, en exakten Devis virzeleeën.

An der Kommissiounssëtzung hu mir ganz transparent opgeschlësselt kritt, wéi d'Méikäschte sech opdeelen:

Dat wär ënner anerem zum Beispill eleng d'Konjunktur, déi e groussen Impakt hat an déi eleng zoustänneg war fir eng Hausse vun 12 Milliounen Euro.

Da gouf et technesch Modifizéierungen, déi sech als néideg erwisen hunn, dëst an Héicht vu 7,9 Milliounen Euro. Hei drënner fält zum Beispill de Fait, dass ee Fournisseur fir d'Fassad faillite gaangen ass oder de Fait, dass den Tracé vu verschiddene Leitungen huet missen adaptéiert gi respektiv och eng Adaptatioun um Daach, fir dass kënne Fotovoltaikpanels opgeriicht ginn.

Um Niveau vun der Sécherheet an der Informatik huet och nach missen eng Schëpp bäigeluecht ginn, wat en Ënnerscheed vun nach eemol 6,9 Milliounen Euro ausgemaach huet. An hei gouf et zum Beispill eleng fir d'Réier e Plus vun 3,8 Milliounen Euro, well den initialen Devis Réier aus der Tierkei virgesinn hat a sech herno awer fir anert Material aus der EU entscheet ginn ass, well et Doutte gouf um Niveau vun der Qualitéit vun de Leitungen, awer och well zu deem Zäitpunkt Onsécherheete bestounge wéinst etwaege Sanktioune vun der EU géigeniwwer der Tierkei.

An da koumen nach Méikäschte vun 2,2 Milliounen Euro fir eng besser Fiabilitéit, weider 1,4 Milliounen Euro fir Autorisatiounen a Servituden, weider 4,2 Milliounen Euro fir weider statesch a geologesch Etüden oder och nach 1,1 Milliounen Euro fir weider divers Imprevuen.

Insgesamt schwätze mer hei elo vun enger Hausse vu ronn 42 Milliounen Euro, dat ass e Plus vu 25,6 % par rapport zum initiale Budget, deen also vun den urspréngleche knapp 165 Milliounen Euro op elo ronn 207 Milliounen Euro gehéicht ginn ass.

Bon, dat bedeit elo automatesch, dass dat urspréngleche Finanzéierungsgesetz vun 2016, wat dem Staat et erlaabt huet, sech mat 50 % um Projet ze bedeelegen, elo net méi duergeet. An dat ass eeben och de Grond, wisou mer haut dës wichteg Rallonge stëmmen. Et geet drëm, der zousätzlech benéidegter staatlecher Finanzéierung de legale Kader ze ginn, deen de Projet brauch, fir kënne fäerdeggestallt ze ginn.

Konkreet stëmme mer haut also eng Rallonge vum Finanzéierungsgesetz, fir dass de Staat sech un der Finalisatioun vun den Aarbechte bedeelege kann. Dës staatlech Bedeelegung gëtt heimadder ëm den op 21,2 Milliounen Euro plafonnéierten zousätzleche Betrag gehéicht, dat si 50 % vun der Hausse. Déi aner 50 % si, wéi gesot, fir d'Gemengen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun ass ze soen, dass dëse Projet de loi eeben de 5. Januar 2021 an der Chamber deposéiert ginn ass. Den Avis vum Syvicol koum de 25. Januar, den Avis vum Staatsrot koum den 2. Abrëll an den Avis vun der Chambre de Commerce ass op den 20. Abrëll datéiert. Kee vun deenen Avisen hat gréisser Remarken ze maachen, et sief dann, dass d'Transparenz, mat där d'Méikäschten opgeschlësselt gi sinn, insgesamt positiv ervirgestrach ginn ass.

Mir hunn de Projet den 21. Abrëll an der Ëmweltkommissioun am Detail virgestallt kritt. Mir sinn du och den Avis vum Staatsrot duerchgaangen a konnten eis Froe stellen. An aus der Sëtzung ass virun allem ervirgaangen, dass et awer eng ganz breet Zoustëmmung fir dëse Projet gouf oder gëtt an dass jidderengem och wierklech d'Wichtegkeet bewosst ass, fir dëse Projet elo dann och zu Enn kënnen ze bréngen.

De Rapport vum Projet de loi hu mer an der Sëtzung vum 10. Mee ugeholl. Duerno, de 14. Mee, konnte mer als Ëmweltkommissioun awer och eng Visitt vun der neier Anlag maachen a konnten eis op der Plaz och e Bild maachen. Hei konnte mer zum Beispill gesinn, wéi de Site opgebaut ass, wéi d'Anlag duebel opgebaut, also gespigelt opgebaut ass, fir sécherzestellen, dass am Fall vun zum Beispill engem Ausfall op där enger Säit, déi aner Säit kéint weider fonctionéieren, ouni en Ausfall vun der Drénkwaasserversuergung ze riskéieren.

Wéi gesot, mir hunn hei d'Envergure an d'Komplexitéit vun deem Site virun Ae gehale kritt a kruten och, dat wéilt ech awer kuerz erwänen, wann Der mer et erlaabt, de Circuit des visites virgestallt. Dësen ass elo net am Budget vum Projet opgeschlësselt, well dee separat vum Ëmweltministère finanzéiert gëtt. Mee ech mengen, dass een awer net iwwert deen neie Site ka schwätzen, ouni kuerz op dës nei Méiglechkeet vu Visitten hinzeweisen. Well effektiv handelt et sech heibäi ëm eng ganz wichteg Sensibiliséierungsaarbecht, déi elo ka gemaach ginn, déi elo ka vum SEBES geleescht ginn. An et geet do natierlech och drëm, Bewosstsinn auszebilde fir d'Ressource Waasser a fir de Wäert vun eisem Drénkwaasser.

Voilà, mir hunn och matkritt um Site selwer, mir hunn et virun allem héieren, dass déi éischt Testleef schonn amgaange waren. Geplangt ass, dass de Block A, also déi eng Säit, am Juni soll a Betrib geholl ginn. De Block B, dat heescht déi aner Säit, soll dann am Oktober a Betrib geholl ginn, wat bedeit, dass déi nei Anlag elo net vun haut op muer a Betrib geholl gëtt, mee dass dat graduell soll passéiere bis zum Fréijoer 2022.

Voilà. Ofschléissend wéilt ech als Rapportrice vun dësem Projet de loi och nach eng Kéier jidderengem an der Kommissioun Merci soe fir déi ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an déi grouss Ënnerstëtzung fir dëse wichtege Projet. An ech wéilt awer och der Ekipp vum SEBES Merci soe fir hiren Accueil wärend eiser Visitt, mee virun allem fir hir ganz engagéiert a ganz gewëssenhaft Aarbecht. Dir sidd lech bewosst, wéi eng kruzial Déngschtleeschtung Dir all Dag erbréngt, an ech mengen, och mir heibanne sollten dat net vergiessen, well Drénkwaasser ass eist allerwichtegst Gutt. An domadder ginn ech natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Rapportrice, der Madamm Stéphanie Empain, Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Villmools Merci, Här President. An ech muss soen, ech sinn houfreg, datt ech mäi Kolleeg, den Aly Kaes haut däerf hei vertrieden. Den Aly ass leider verhënnert an ech si, wéi gesot, mam Stau u sech e bësse grouss ginn. Ech kommen aus der Uewersauer-Stauséi-Gemeng an ech wunnen elo an der Esch-Sauer-Gemeng, do wou eeben elo och de SEBES gebaut gëtt. Also sinn ech wierklech frou, datt ech zu dësem Projet de loi dierf schwätzen. Ech wäert et awer just ganz kuerz maachen.

D'Waasser ass definitiv dat Allerwichtegst, wat mer hunn. D'Madamm Empain huet dat och scho gesot an ech soen hir och villmools Merci fir hire Rapport. An duerfir sinn ech natierlech frou, datt ech am Numm vun der CSV hei kann den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Mir waren eis op der Plaz de SEBES ukucken. An ech wëll och nach eng Kéier Merci soe fir déi wierklech ganz interessant Visitt. Ech hu gesot ..., duerno war ech frou, datt elo keen en Test mat mir gemaach huet, well ech hunn esou vill Réier a Réier gesinn, ech wousst herno net méi onbedéngt, wou d'Waasser hin an hier géif lafen. Ech mengen, ech hat net alles verstan, mee mir kënne jo nach eng Kéier kucke goen.

Bei esou engem Projet ass et am Prinzip och schwéier ofzeschätzen, wivill et géif kaschten. Duerfir ass eng Rallonge hei näischt Aussergewéinleches. Wéi gesot, et ass net, fir gëlle Krinn hei iwwerall anzesetzen, mee et ass ganz einfach dat, wat gebraucht gëtt. An duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier eis vollst Ënnerstëtzung fir dës Rallonge.

Ech hunn awer dräi kleng Remarken ze maachen. Dat Éischt: Wéi mer op der Visitt waren, do hu mer och gesinn, datt do eng ganz Partie Pompelen do sinn - Pompelen: d'Waasser, de Stau, ass ënnen, Eschduerf ass uewen, d'Waasser muss gepompelt ginn. Pompele brauche Stroum, esou vill verstinn ech och dovunner, a Stroum muss produzéiert ginn. Déi ganz Anlag huet e relativ groussen Daach, wou nach keng Solaranlagen drop sinn.

De SEBES, ech hu mat hinne geschwat gehat, si hu gesot, si hu sech u sech als Zil gesat, datt se esou vill Stroum wéilte produzéieren, wéi se herno och verbrauchen. Duerfir mäi Wonsch un d'Regierung, datt dëse Projet dann och vun der Regierung ënnerstëtzt gëtt, well de SEBES kann dat eleng net esou stemmen; also dat Éischt ass fir d'Solarpanneauen.

Dat Zweet, wat mer och gesinn hunn a wat och immens wichteg ass, dat ass, datt Visitten zougelooss ginn an et ass do och extra e ganze Gank gebaut ginn, wou Gruppen de SEBES kënne kucke goen, wat, denken ech, immens wichteg ass, och fir d'Sensibiliséierung fir d'Bedeitung vun eisem Drénkwaasser. Fir d'Regioun ass et natierlech och eng zousätzlech touristesch Attraktivitéit.

Ech weess awer och elo, datt et op där anerer Säit net onbedéngt dem SEBES seng Haaptaufgab ass fir Touristen, loosse mer soen, ënner Gänseféisercher, „zefriddenzestellen". Et wär awer u sech flott, wann een no enger éischter Phas, wou méi grouss Gruppen dat kënne besichtegen, och vläicht kéint e Konzept erschaffen, wéi dat am Tourismus och fir méi kleng Gruppe kéint agesat ginn. An do bräicht de SEBES natierlech dann och d'Ënnerstëtzung vun der Regierung vun der Säit vum Tourismusministère.

An deen drëtte Punkt, wou ech wollt drop agoen, dat ass u sech och eng Question élargie, déi den Aly Kaes déi leschte Kéier hei gestallt hat, nämlech: Mir hunn och mat deenen Direkteren, wéi mer do waren, geschwat an et ass jo evident, datt bei der Drénkwaasserversuergung - ech hu gesot, dat ass dat Wichtegst, wat mer hunn -, och alt emol heiansdo séier mussen Decisioune geholl ginn. De SEBES ass e Syndicat. Dës Direkteren hunn awer u sech absolutt kee Pouvoir, fir Ënnerschréften ze maachen, fir Decisiounen ze huelen, esou datt si am Prinzip ëmmer esou op der Limitt vun der Legalitéit sinn, wa se u sech am Wuel vun eis all séier musse reagéieren. An duerfir wär et wierklech eise Wonsch, datt do ganz séier géif legiferéiert ginn.

Sou, mat deenen dräi Remarken, nach eng Kéier eisen Accord zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Martine Hansen. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Et kann ee soen, datt et ronn eng Milliard Leit op der Welt gëtt, déi keen Zougang hunn zu Drénkwaasser. An et sinn och Experten, déi fäerten, datt an deenen nächste Joren nei militäresch Konflikter wäerten entstoen, eebe just wéinst der Knappheet vun Drénkwaasser.

Glécklech dat Land, wou d'Leit moies opstinn, de Krunn opdréien an da kréie se Héichqualitéitsdrénkwaasser geliwwert. A Lëtzebuerg ass eent vun deene ganz, ganz wéinege Länner, déi an där Situatioun sinn. An ech mengen, dat kann een net oft genuch soen, dat kléngt guer net wéi e Klischee, mee au contraire, et muss een andauernd ëmmer erëm drop hiweisen, wat fir ee grousse Gewënn datt mer an deem Sënn hei zu Lëtzebuerg hunn, datt mer esou eng exzellent Drénkwaasserversuergung hunn.

Ech mengen, de SEBES, wéi virdru schonn hei gesot ginn ass, gouf 1962 natierlech mam Zil gegrënnt, fir e gudden Deel vum Land mat Drénkwaasser ze beliwweren. Haut variéiert dat tëschent 50, 60 bis 70 %. Dat ass schonn eng enorm Leeschtung. An et ass gewosst, datt mer nach ëmmer am Wuesse sinn, souwuel, wat d'Populatioun ubelaangt, wéi och, wat industriell Aktivitéiten ubelaangt. An et louch also op der Hand, datt do och huet missen d'Installatioun vum SEBES ausgebaut ginn. A wien dee Chantier scho gesinn huet, an et si jo eng Rei Kolleegen, déi dat d'lescht Woch konnte maachen, déi wëssen, datt dat e formidabele Chantier ass, en impressionnanten, eng immens Technik. An trotzdeem, wéi gesot, sti mer haut hei a mussen eng zousätzlech Rallonge stëmmen, well eeben d'Devisen net konnten agehale ginn.

Ech mengen, et sinn och eng ganz Rei Gemengepolitiker heibannen, déi wëssen, datt se reegelméisseg mat deem Problem vun Devisiwwerschreidunge konfrontéiert sinn, wou een och net ëmmer frou ass a wou et munchmol awer och hausgemaach ass. Och dat soll emol hei gesot ginn. Ech wëll op kee Fall hei pauschaliséieren, mee eenzel Architektebüroen, eenzel Bureau-d'étudë kéinte vläicht awer an Zukunft e bësselche méi seriö schaffen, woubäi ech dat awer elo net onbedéngt op dee Problem hei wëll konzentréieren.

Hei sinn eng Rei Ursaachen opgezielt ginn, firwat et eeben zu där Kredittiwwerschreidung vu plus ou moins 25 % komm ass. D'Madamm Empain huet dat am Detail gemaach. Ech soen hir och Merci fir hiren exzellente Rapport a brauch also net méi dorobber anzegoen.

Natierlech sinn e puer Punkten, déi awer e bëssen zum Nodenken ureegen. Do gëtt zum Beispill gesot, datt an der Moyenne nëmmen 1,8 Offeren erakomm sinn. Doraus kéint ee schléissen, datt entweeder de Marché saturéiert ass, datt net genuch Méiglechkeeten do sinn, fir eeben déi Aarbechten ze maachen. Et kéinten och vläicht aner Ursaache sinn. Déi konjunkturell Ëmstänn sinn natierlech déi, déi am meeschten derzou bäigedroen hunn, datt et zu deenen dach net onweesentleche Kredittiwwerschreidungen hei komm ass.

Dann natierlech beweege mer eis hei op engem ganz héichsensibelen Niveau: Ech mengen, et geet ëmmerhin ëm d'Drénkwaasserversuergung. Déi muss maximal geschützt ginn. A mir wëssen, datt et Leit gëtt, déi sech kéinte virstellen, souguer eng terroristesch Attack op de Stauséi, virun allem op d'Staumauer ze maachen. Also datt hei eng maximal Securitéit muss garantéiert ginn, ass och méi wéi normal. Datt doduerch och nach zousätzlech Käschten entstinn, ass, fir eis jiddefalls, dann och nozevollzéien.

Jiddefalls, wann et ëm d'Drénkwaasser geet, solle mer hei zu Lëtzebuerg e Maximum un Investitioune maachen. An dat maache mer och an dowéinst sinn natierlech déi Kredittiwwerschreidungen - och wann een e bëssen e mulmegt Gefill huet, ech ginn dat ganz gären zou -, fir eis awer kee Problem. Selbstverständlech wäerte mer als Demokratesch Partei och deem do zoustëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer trotzdeem bei dëser Geleeënheet, nach e puer Iwwerleeungen ze maachen, wat och d'Qualitéit vum Stauséi oder vum Uewersauerstauséi ubelaangt. Ech mengen, och do sinn d'Problemer bekannt.

Et wäert elo net méi allze laang daueren, da kréie mer erëm d'Meldung, datt erëm verstäerkt Algewuesstum am Stauséi festzestellen ass. Och do kenne mer d'Ursaachen; mir wëssen, wat et ass: d'intensiv Landwirtschaft, haislech Ofwässer, déi net gekläert ginn, industriell Ofwässer, déi nach vläicht op déi eng oder aner Manéier och an d'Sauer kommen. Zënter Joerzéngte schwätze mer doriwwer. Et gi gewëssen Efforte gemaach, mee mir mussen awer och zum Constat kommen, datt bis elo net genuch Efforte gemaach gi si an datt trotzdeem och nach mussen Ustrengunge gemaach ginn.

Et sinn och eng Rei positiv Entwécklungen ze erkennen: Stéchwuert LAKU (ndlr: Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer), zum Beispill. Ech sinn och frou, datt och elo do deen internen, loosse mer soen ..., jo, Kaméidi ass vläicht e bësse staark gesot, mee et ware jo e puer Reiwereien do entstanen, datt déi och elo konnte geléist ginn, datt och do nei Iddie kënnen entwéckelt ginn, fir d'Drénkwaasserqualitéit och nach ze verbesseren.

Et däerf ee jo net vergiessen, datt 65 % vum Anzuchsgebitt vum Stauséi - also d'Anzuchsgebitt, dat sinn eng ronn 42.000 Hektar - op belschem Gebitt leien. An dowéinst ass et och gutt, datt mer och do eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht hunn. Ech erënneren hei un déi Konventioun mat der Wallonie, déi mer elo nach kierzlech gestëmmt hunn.

An da wëll ech ofschléissend och vläicht nach op deen neie Règlement grand-ducal ze schwätze kommen, wou et ëm de Schutz vum Stauséi insgesamt geet. Och do si wichteg Neierungen dran. Sécher gouf et ëmmer Leit, déi sech do natierlech méi reservéiert gewisen hunn. Mee nach eng Kéier: Et geet hei awer schlussendlech ëm de Schutz vun eisem Drénkwaasserreservoir an dann däerfe mer awer net ze vill duerch d'Fangere kucken, och wann dat vläicht deem engen oder deem aneren net ëmmer esou gefält.

Ech wëll zum Beispill op zwee Artikelen hiweisen: Den Artikel 7 - do geet et ëm den Asaz vun Düngemëttel; och dat ass jo bekannt, datt dat grad derzou bäidréit, fir d'Algeproduktioun an d'Luucht ze dreiwen -, oder zum Beispill den Artikel 24 iwwert d'Produits phytopharmaceutiques. An och dat ass natierlech e Problem, well et ass gewosst, datt et nach Réckstänn vu Pestiziden och um Niveau vun dem Stauséi vun Esch-Sauer gëtt.

Et kéint een natierlech nach vill an nach méi laang iwwert déi ganz Problematik do schwätzen, mee dat ass engem a fënnef Minutte jo awer net erlaabt.

Ofschléissend, wéi gesot: Mir investéieren elo 207 Milliounen amplaz 165 Milliounen an déi ganz Infrastruktur. Mee déi Millioune si gutt investéiert, si si richteg investéiert. Dat Eenzegt, wat een nëmme kann hoffen, ass, datt de Konsument dobaussen dat och ze schätze weess.

An an deem Sënn bréngen ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, effektiv, den Här Graas huet et gesot, et kann een natierlech e mulmegt Gefill hunn, wann ee vun esou engem héijen Depassement schwätzt. Mee d'Argumenter sinn do. Merci der Madamm Empain, dass se wierklech och nach eng Kéier am Detail drop agaangen ass. Mir hate jo och d'Geleeënheet an de Kommissiounssëtzungen, fir vill Froen dozou ze stellen, vill Froen, op déi mer och Äntwerte kritt hunn. Merci och fir déi exzellent Visitt, déi organiséiert gouf, wou ee sech wierklech der Envergure vum Projet konnt bewosst ginn.

Ech sinn awer och ganz frou, dass nieft all deem Techneschen, wat do gebaut ginn ass - an dat ass vläicht haut net esou ernimmt ginn -, och nach esou eng Maison d'accueil fir d'Visiteure virgesinn ass. Ech mengen, d'Madamm Hansen hat et kuerz ernimmt. Och dat ass e ganz wichtege Punkt, wou Gruppe respektiv och individuell Persounen d'Méiglechkeet kréien, fir sech de Projet ..., net de Projet, mee eigentlech déi fäerdeg Anlag vu bannen unzekucken. A wann ech kann op eng kleng Erfarung zréckkucken, déi ech als Buergermeeschter gemaach hunn, wou ech d'Méiglechkeet gebueden hu fir eis Bierger, an deen neie Waasserbaseng kucken ze kommen a fir hinnen do déi ganz Technik ze weisen, wat déi Opbereedungsanlag a sech huet, dee ganze Volume vum Waasser - dat ass eppes, wat eigentlech och eng Prise de conscience ausléist bei de Bierger. A wéi den Här Graas et richteg gesot huet, dat soll een och incitéieren, fir dee Räichtum Waasser nach eng Kéier nei ze considteréieren an och doriwwer eraus dann de Schutz vum Waasser.

Dofir begréissen ech perséinlech déi Initiativ ganz staark an ech hoffen, dass och vill Gebrauch gemaach gëtt vun deene Visitten, well dat jo dann och dee pedagogesche Wäert kann hunn, net nëmme fir Kanner, mee och fir déi Erwuessen.

Selbstverständlech gëtt d'LSAP den Accord zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporter a merci och menge Virriedner, déi ganz villes hei gesot hunn, wat ganz richteg ass. Ganz wichteg natierlech: Waasser ass elementar wichteg fir eis, dat muss ee jo net widderhuelen, dat ass evident. Firwat musse mer dat hei soen?

Mir mussen dëse Projet matstëmmen - kloer. Ech wëll awer hei op eppes ganz aneres opmierksam maachen, wat vläicht elo net gesot ginn ass. An ech ka mech hei erënneren, ech hunn et nach hei erëmfonnt: 2018 huet den Här Lickes, Direkter vum Waasserwirtschaftsamt - et stoung am „Lëtzebuerger Wort" - gesot: „Das Land werde bereits in zwei bis drei Jahren mit Trinkwasserknappheit zu kämpfen haben, sollte sich die derzeitige Entwicklung fortsetzen". Dat heescht, mir hunn effektiv, an dat geet elo e bësse méi wäit, mee mir hunn e Problem, deen op eis zoukënnt mat der Versuergung vun Drénkwaasser. An dat huet domat ze dinn, wéi ech ëmmer erëm betounen - wéi ganz vill vun eise Problemer hei am Land, wéi zum Beispill och de Wunnengsproblem -: Dat ass eng Bevëlkerung, déi wiisst an déi natierlech ëmmer méi Ressourcen hei brauch. An déi Ressourcen, déi si begrenzt an dat zielt souwuel fir de Wunnraum, wéi och fir d'Waasser, wéi och fir, wat weess ech, d'Stroossen an esou weider an esou fort.

An do sinn ech gespaant, wann et dann ëm déi Léisunge geet, déi mer do wäerte proposéiert kréien. Do ass jo dann engersäits ëmmer geschwat ginn eventuell vu Waasser aus dem Ausland, Waasser aus der Musel an esou weider an esou fort. Mee dat gëtt dann en anert Theema. Ech wëll dat just eng Kéier hei an de Kontext setzen. Mir hunn hei e Problem, deen op eis duerkënnt mat der Waasserversuergung, an dat ass geschold duerch dee Bevëlkerungswuesstum, dee mer hunn.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. An dann ass d'Wuert fir déi honorabel Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Här President, Madamm Minister, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Versuergung vun der Bevëlkerung mat propperem Drénkwaasser, wat e kostbaart Gutt an e raart Gutt ass, ass eng essenziell Aufgab vun der ëffentlecher Hand. D'Investitiounen an d'Infrastrukture fir d'Produktioun, d'Distributioun an d'Kläre vum Waasser dierfen doweinst ni engem Finanzéierungsvirbehalt ënnerleien.

Dofir ass et fir eis och kloer, datt mir dëst Gesetz matstëmme wäerten, fir datt dem SEBES en zousätzleche Budget fir de Bau vun der neier Opbereedungsanlag zur Verfügung steet.

Ech wëll awer e puer Saache soen, déi méi fundamental mat der Drénkwaassersituatioun zu Lëtzebuerg ze dinn hunn an natierlech och direkt en lien si mam Bau vun der neier Opbereedungsanlag um Stauséi.

De Bau vun der Opbereedungsanlag ass néideg, well d'Capacitéite vun der aktueller Infrastruktur un d'Limitte komm sinn, dat engersäits, well de Waasserverbrauch steeteg eropgeet an anerersäits, well no an no ëmmer méi vum eigentleche Potenzial un Drénkwaasser op eisem Territoire wéinst Verschmotzungen net ka genotzt ginn.

Den Här Raymond Erpelding, den neie President vun der europäescher Waasserassociatioun, huet deslescht an engem Interview gesot, datt Drénkwaasser fir 60.000 Mënschen net méi ka genotzt ginn, well et verschmotzt ginn ass. Doduerch waren iwwert d'Joren ëmmer méi Gemenge gezwongen, d'Drénkwaasser vum SEBES ze bezéien, wat d'Infrastruktur um Stauséi natierlech zousätzlech beusprocht huet.

An dësem Beräich goufen et an de leschte Joren natierlech Fortschrëtter, sief et mat der Ausweisung vu Gewässerschutzzonen, och ronderëm de Stauséi, oder mat Investitiounen an d'Kläranlagen uechtert d'Land. Trotzdeem bleift fir eis kloer, datt de Schutz vun de Gewässer an natierlech vun eisem Drénkwaasser déi wichtegst Kontributioun fir eng gutt Versuergung vun der Populatioun bréngt.

Déi reegelméisseg Pollutioune vu Waasserleef a vu Grondwaasser, sief et wéinst Iwwerlaaschtung vu Kläranlagen - Stéchwuert: Beggen -, Accidenter oder Noléissegkeeten a Betriber - Stéchwuert: Aire de Berchem oder och Kronospan -, oder wéinst onverantwortlechem Verhale vu Ministèren - de Crassier CASA zu Beggen -, weisen eis awer ganz däitlech, datt nach vill Aarbecht ze maachen ass a méi streng Mesurë fir de Waasserschutz musse geholl ginn.

De Verbuet vu bestëmmten Aktivitéiten oder Produkter ass do fir eis déi méi nohalteg Approche an ass sécherlech ëmmer méi deieren an opwendegen Norüstunge vu Filteranlagen am Reseau virzezéien.

Ech hu virdrun de wuessende Waasserverbrauch ugeschwat. Deen ass natierlech och eng Konsequenz vun der wuessender Bevëlkerung, jo, mee de Verbrauch huet awer sécherlech och eng eegen Dynamik. Projektioune weise jo, datt de Verbrauch pro Persoun tendenziell erofgeet iwwert d'Joren, sief et duerch technologesch Neierungen, Investitiounen an d'Netz, Sensibiliséierunge fir d'Verbraucher an esou weider.

Mir sinn der Meenung, dass mir responsabel mat der Ressource Drénkwaasser ëmgoe mussen an dass esou gutt wéi méiglech muss Waasser gespuert ginn. De Käschtendeckungspräis beim Waasser - dee jo oft als ee Mëttel ugesi gëtt, fir d'Leit zu dësem responsabelen Ëmgang mam Waasser ze beweegen -, ënnerstëtze mir awer net, engersäits well et d'Iwwerliewenswichtegkeet vum Waasser fir all Mënsch ausblent an anerersäits awer dem Verbëtze vu Waasser fir extravagant Besoinen, wéi de Wuess netzen, den Auto all Woch wäschen, Schwämmen opfëllen, och net Rechnung dréit.

Dofir hu mir als déi Lénk eis och ëmmer fir de gestaffelte Präis agesat, fir esou déi Stéit ze responsabiliséieren, déi immens vill Waasser verbrauchen a sech et och leeschte kënnen, an déi ze entlaaschten, déi gutt op hire Waasserverbrauch oppassen a vläicht net déi néideg finanziell Ressourcen hunn.

Et sinn awer net eenzel Stéit, déi de problemateschste Verbrauch hunn, mee Betriber mat immens héijem Waasserverbrauch. Wa mir haut hei stinn an iwwert den Ausbau vun den Drénkwaassercapacitéiten decidéieren, a gläichzäiteg ass d'hallef Regierung hanner Google hier, fir en Datacenter heihinner ze lackelen, da stellt ee sech d'Fro, wou d'Prioritéite vun dëser Regierung leien. Bis haut sinn d'Informatiounen iwwert de Waasserverbrauch vu Google geheim. Asiicht an de Memorandum of Understanding tëschent Google an dem Staat hu mir ëmmer nach net kritt, obwuel mir dee viru Méint gefrot hunn. Ouni d'Fakten ze kennen, kënne mir eis natierlech just op Gerüchter bezéien, déi iwwert de Waasserverbrauch zirkuléieren. Wann et wierklech 10 % vum aktuelle Landesverbrauch sinn, da geet e Véierel bis en Drëttel vun der zousätzlecher Kapazitéit, déi mat dësem Projet vun der SEBES geschafe gëtt, drop fir den Datacenter vu Google!

Här President, d'Äerderwiermung, d'Verdonste vum Iwwerflächewaasser, de feelenden Néierschlag, d'Versigelung vu Biedem, déi réckleefeg Absorbtiounsfäegkeet vun eise Biedem an, an, an - kuerz, déi multipel ekologesch Krise maachen d'Waasserversuergung zu engem risegen Defi fir déi kommend Joren a Joerzéngten. Mir musse respektvoll a schounend mat där Ressource ëmgoen, se net verbëtzen, verschmotzen oder se fir Aktivitéite gebrauchen, déi onverhältnesméisseg vill Waasser verbrauchen. D'Waasser ass dat neit Gold - a vill méi wäertvoll, well Gold kann een net drénken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Myriam Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also, e puer Virriedner hunn et jo schonn ugedeit mat den eenzelne Firmen an Offeren - et ass jo esou: 25 % ass jo elo net näischt! Also, 42 Millioune vun 2016 bis elo ass net näischt! Ech mengen, dat ass awer och e Problem, den Här Graas hat et richteg gesot, deen och an de Gemengen oft virkënnt. Et ass vläicht och esou, dass d'Politik eng Kéier misst iwwerleeën, ob een de Firmen dann ëmmer esou nogëtt. Well heiansdo huet een awer och de Verdacht, dass et ze einfach ass fir verschidde Firmen, einfach emol beim Staat dat, wat se vläicht beim private Client net duerchkréien, herno nach eng Kéier nozefroen.

Trotz allem wäerte mer dem Projet net am Wee stoen. Natierlech ass et eng nobel Cause. Et kann een awer net all nobel Cause herno rechtfertegen, wann ee seet: „Mir gi 25 % méi aus wéi eigentlech geplangt!" Et ass jo haut net déi éischte Kéier, dass mer an der Chamber esou e Projet kréien, deen awer méi deier ginn ass, wéi déi viregt Regierung, déi awer nach ëmmer déi selwecht ass, geplangt hat. Trotzdeem wäerte mer haut awer den Accord ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt emol der Rapportrice, dem Stéphanie Empain, e ganz grousse Merci fir dee wierklech komplette Rapport.

Ech mengen, mir hunn alleguerte bei der Visitt um SEBES wierklech profitéiert, fir nach allméiglech Froen ze stellen iwwert dee wierklech flotten a grousse Projet, dee wäert komplettéiert gi mat engem Circuit de visite. A Madamm Hansen, ech kann Iech berouegen, dëse Circuit de visite wäert och op si fir de Public. Et muss ee sech natierlech umellen, well virgesinn ass, dass a Gruppe geféiert gëtt. Mee ech ka mer awer virstellen, dass dat wierklech e Point d'attraction am Norde vum Land gëtt, souwuel fir eis Bierger wéi och fir den Tourismus.

Fir op den Theemekomplex vun der Energie anzegoen, do si mer amgaangen ze kucken, iwwert de Klimafong ze hëllefen, dass déi Solarpannele kënne kommen. An ech weess och, dass de SEBES, zesumme mat SOLER an de Gemengen, an der Regioun amgaangen ass, och un enger Wandenergie ze plangen. Do wëllt een d'Bierger mathuelen an ech mengen, dass dat wierklech de richtege Wee ass, dass do Plaz zur Verfügung gestallt gëtt, dass och en Apport en nature gemaach gëtt, fir dass ee ka beweisen, dass een hei kann esou wäit wéi méiglech autonom sinn.

An ech mengen, déi drëtt Fro, wou Dir drop agaange waart, dat war de Message, deen dann éischter un d'Innenministesch goung, vum Direkterstatut, deen een natierlech - an do, mengen ech, ass jo och eng Reform vun der Gesetzgeebung ënnerwee -, hei muss diskutéieren, fir handlungsfäeg ze sinn.

Dann awer nach eng Kéier kuerz: Et ass jo ee vun deene ganz wichtege Projeten, fir d'Drénkwaasser vu Lëtzebuerg iwwer eng laang Zäit ofzesécheren, an dat mat deene modernsten Technologien, wou mer wierklech kënne sécher sinn, dass een de Krunn och dauerhaft kann opmaachen an da propert Drénkwaasser huet.

A jo, Madamm Cecchetti, et ass ee vun deenen dräi Pilieren, op deene mer schaffen: D'Investitiounen héichhalen a modern an nei Infrastrukturen - mat ënner anerem, mee net nëmmen, dem Bau vun enger grousser Anlag SEBES, wouvun awer 60 % vun der Populatioun kënnen direkt profitéieren -, mee awer och zum Beispill iwwert d'Reform vum Waassergesetz, déi mer 2017 gemaach hunn, dass mer och regional d'Gemenge vernetzen, fir dass iwwerall, och an deene Regiounen, déi autonom sinn, wann emol e Problem mam Drénkwaasser sollt sinn, maximal Sécherheet garantéiert ass, dass d'Leit kënnen hire Krunn opdréien an Drénkwaasser zur Verfügung hunn.

Dee wichtegste Pilier fir mech, deen éischte vun deenen dräi grousse Pilieren, dat ass natierlech de Schutz vum Drénkwaasser. An do sinn ech och ganz frou, dass mer net nëmmen elo eng Anlag bauen, mee dass eeben déi gréisste Schutzzon - och déi éischt Schutzzon, déi Lëtzebuerg hat -, de Stauséi, elo duerch d'Prozeduren ass, also a Kraaft ass, an dass mer zanter e puer Joer do an der Regioun wierklech aktiv mat der Landwirtschaft, och iwwert de Waasserfong, zesumme mat dem Landwirtschaftsministère, dee jo och Mesuren huet, gemeinsam kënne schaffen.

An do hu mer et och fäerdegbruecht, dëst Joer e Renouveau an der LAKU ze kréie mat enger neier Presidence, déi elo wierklech dynamesch un d'Wierk geet. Well preventiven Drénkwaasserschutz, dat ass dat bescht Mëttel. An eleng de Fait, dass an de leschte siwe Joer awer 90 % vum Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg an d'Prozedur gaange sinn, fir Schutzzonen ze maachen, déi deelweis fäerdeg sinn - 55 Schutzzone sinn haut scho fäerdeg -, dat weist, dass do eng Dynamik opkomm ass an dass d'Gemengevertrieder zesumme mam Staat an deene leschte Joren do wierklech richteg vill Wallung gemaach hunn. Well preventive Waasserschutz ass och dee gënschtegsten! Dat ass deen, wou mer d'Leit mathuelen a wou mer evitéieren, datt d'Drénkwaasser haut vu 60.000 Awunner net méi benotzt gëtt. Déi Zuel wëlle mer natierlech erofkréien, am Effort mat allen Acteure vum Terrain.

An dann de leschte Pilier, fir lech awer och ze soen: Mir si jo awer och ëmmer nach amgaangen, un der Spuerstrategie ze schaffen. Och do gëllt et, wierklech aktiv ze kucken, wéi een am Alldag - an dat gëllt souwuel fir doheem wéi an de Gemengen, déi hir Leitungsnetzer solle kucken, wéi awer och fir d'ekonomesch Acteuren - effizient mam Waasser ëmgeet, esou wéi mer insgesamt effizient mat eise Ressourcë wëllen ëmgoen. Och dat hu mer um Radar. Dat just, fir lech do awer nach eng Kéier ze berouegen. Mir sinn op deenen dräi Piliere wierklech massiv um schaffen.

A fir déi Leit, déi interesséiert sinn, an do profitéieren ech haut e bësse vu menger Riedezäit, fir dat nach eng Kéier ze soen: Mir sinn amgaangen, deen drëtte Bewirtschaftungsplang fir eist Waasser an d'Gewässer ze erstellen. Dee soll bis Enn dëses Joers, bis den 22. Dezember, fäerdeg sinn. Do hate mer virun e puer Wochen de Lancement. Et kommen elo Workshoppe fir Experten, mat Experten, mat de Leit, eebe grad fir déi Mesuren, déi Gewässerschutz solle maachen. An hei schwätze mer iwwert de Stauséi, da schwätze mer vun Iwwerflächegewässer, wat hei an dësem Fall fir Drénkwaasser genotzt gëtt.

Mee et ass natierlech ëmsou besser, wa mer an deem Ganzen vill Leit hunn. Dofir och nach eng Kéier hei, honorabel Deputéiert, en Augenmerk dorop. Mir schaffen um drëtte Bewirtschaftsungsplang, fir insgesamt d'Waasser an d'Gewässerqualitéit zu Lëtzebuerg virunzedreiwen. An ech freeë mech natierlech op Ären Interessi, a virun allem freeën ech mech iwwert déi ganz grouss Zoustëmmung hei am Haus. Dat weist, dass mer responsabel si vis-à-vis vun eise Bierger, dass mer eeben dat néidegt Geld elo zur Verfügung stellen, fir dass de SEBES ka fäerdeg gebaut ginn. An dann hoffen ech, dass mer herno alleguerten eng Kéier vun deem flotte Circuit de visite kënne profitéieren an eis dat live und in Farbe kënnen ukucke goen.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7742. Den Text steet am Document parlementaire 7742[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7742 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, par vote électronique.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme

Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7646 - Projet de loi sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire

Mir kommen elo zum Projet de loi 7646, enger Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwer onlauter Verkafspraktiken tëschent Betriber. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Tess Burton.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 7646 setze mer haut eng Direktiv an eist nationaalt Recht ëm, déi de 17. Abrëll 2019 vum EU-Parlament a vum Conseil decidéiert ginn ass.

D'Direktiv setzt op EU-Niveau e Kader fir deloyal kommerziell Praktiken an der Relatioun tëschent Entreprisen, déi innerhalb vun der Liwwerketten am Secteur vun der Landwirtschaft an de Liewensmëttel operéieren.

De Gesetzestext huet kloer d'Zil, d'Relatiounen tëscht de Produzente vu Liewensmëttel engersäits an den Acheteuren oder de Keefer respektiv den Distributeuren anerersäits an e gesonden Equiliber ze bréngen. Net seelen ass et nämlech esou, dass d'Fournisseure vu Liewensmëttel ganz wéineg bis kee Verhandlungsspillraum hu par rapport zu groussen Distributeuren, déi d'Präisser bestëmme kënnen, well d'Verhandlungsmuecht eeben eleng op hirer Säit ass.

Domadder ass dëse Gesetzestext e wichtege Schrëtt no vir am Sënn vun engem méi effikasse Schutz vun de Produzenten. De Gesetzestext gesäit e relativ breede Champs d'application vir: Viséiert sinn net nëmme landwirtschaftlech Produkter, mee och aus dëse Produkter transforméiert Liewensmëttel, wéi se an der Annex 1 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der EU opgelëscht sinn. An de Liwwerketten am Secteur vun der Landwirtschaft an de Liewensmëttele kann eng nämmlecht Entreprise nämlech an där enger Etapp de Produzent sinn an an där nächster Etapp vun der Liwwerketten da selwer de Keefer sinn.

Ech wëll betounen, dass et bei dëser Direktiv an deemno och bei dësem Gesetzestext net ëm deloyal kommerziell Praktiken aus dem Konsumenterecht geet. Et geet also net ëm d'Relatioun tëscht Entreprise a Konsument, mee eleng ëm d'Relatioun tëscht zwou Entreprisen.

Esou erkläert sech och, dass, contrairement zum Konsumenterecht, dëse Gesetzestext keng generell Definitioun vun enger deloyaler Praktik gëtt. D'Direktiv grad ewéi de Gesetzestext definéiere fënnef verschidde Forschette vum Chiffre d'affaires, soudass d'Fournisseuren, déi sech innerhalb vun der jeeweileger Forschett befannen, protegéiert gi vis-à-vis vun all Keefer, deem säi Chiffre d'affaires iwwert déi jeeweileg Forschett erausgeet.

Als deloyal Praktiken am Sënn vun der Direktiv ugesi ginn zum Beispill Delais de paiement, eng spontan Annulatioun vu Bestellungen duerch de Keefer, eng gezwonge Participatioun vum Produzent un de Käschte vu Remiseën un den Ennverbraucher bei enger Promotioun, eesäiteg Ännerungen um Liwwerofkommes oder och nach d'Zréckschécke vun de Produkter, déi net verkaaft gi sinn.

Am Ganzen identifizéiert d'Direktiv am drëtten Artikel net manner wéi 16 deloyal kommerziell Praktiken. Verschiddener sinn d'ordre public - si sinn an alle Fäll verbueden. Et schwätzt ee vun der sougenannter schwaarzer Lëscht. Déi aner befanne sech op der groer Lëscht, well se generell verbuede sinn, ausser se wiere kloer an ouni Ambiguitéit am Liwwervertrag festgehale gi respektiv an engem spéideren Accord tëscht dem Fournisseur an dem Keefer.

D'Chambre d'Agriculture huet an hirem Avis betount, dass si am léifsten alle 16 deloyal kommerziell Praktike géif op där schwaarzer Lëscht gesinn, mee dass Lëtzebuerg sech misst upassen un d'Transpositioun vun der Direktiv an eisen Nopeschlänner, fir dass mer net géife riskéieren, der Wettbewerbsfäegkeet vun eiser Landwirtschaft onbewosst ze schueden, just well mer et gutt gemengt hätten.

D'Direktiv obligéiert d'Memberstaaten, eng oder méi ëffentlech Autoritéiten ze bestëmmen, déi souwuel e Pouvoir d'enquête wéi e Pouvoir de sanction hunn, fir d'Anhale vum spéidere Gesetzestext ze garantéieren. Am Artikel 8 vun der Direktiv ass och eng effikass Kooperatioun tëscht de kompetenten Autoritéite vun de verschiddene Memberstaaten explizitt verankert, well mir wëssen, dass et am europäesche Bannemaart och eng grenziwwerschreidend Dimensioun ka ginn.

Fir Lëtzebuerg soll de Conseil de la concurrence déi wichteg Missioun iwwerhuelen. De Conseil de la concurrence huet souwuel um juristesche wéi um ekonomeschen Niveau déi néideg Erfarung vum Fonctionnement vum Marché. De Conseil de la concurrence kann op Basis vum Artikel 5 vum Gesetzestext eng Amende zwëschent 251 an 120.000 Euro géint déi Acteuren ausschwätzen, déi de Verbuet vun den deloyale kommerzielle Praktiken aus dem Artikel 3 net respektéieren.

Parallell dozou kann de Conseil de la concurrence och op eng Astreinte zréckgräifen, déi bis zu 10.000 Euro pro Dag Retard ka goen. An, Här President, den Tribunal administratif grad wéi d'Cour administrative hu sech scho méi wéi eng Kéier zum Exercice vum Conseil de la concurrence vu senge legale Pouvoire geäussert, soudass déi néideg juristesch Sécherheet fir all concernéierten Acteur misst garantéiert sinn.

De Considerant 32 an den Artikel 6 vun der Direktiv weisen d'Memberstaaten drop hin, de chargéierten ëffentlechen Autoritéiten och déi néideg Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir där neier Missioun kënne gerecht ze ginn. Och den Avis vum Conseil de la concurrence selwer ënnersträicht dëse Punkt, soudass ech als Rapportrice do keen Zweifel hunn, dass de Conseil de la concurrence dat zousätzlecht Fachpersonal och wäert zougestane kréien.

De Staatsrot hat a sengem initialen Avis véier Oppositions formelles, déi mer awer an der zoustänneger Chamberskommissioun konnten aus dem Wee raumen. Et ass notamment ëm den Artikel 3 Paragraf 1 gaangen. Hei huet de Staatsrot gemengt, et misst een allen dräi Ausnamen aus der Direktiv zum Verbuet vun den Delais de paiement an de Gesetzestext iwwerhuelen. Finalement hu mer decidéiert, zwou vun deenen dräi méiglechen Ausnamen ze iwwerhuelen, fir der Opposition formelle kënne Rechnung ze droen.

Et bleift awer weiderhin, dass mir d'Ausnam en faveur vun ëffentlechen Entreprisen am Gesondheetssecteur net gëlle loossen, well mer schonn 2013 bei der Transpositioun vun enger anerer Direktiv zu der Lutte géint Retard-de-paiementen der Meenung gewiescht sinn, dass den ëffentleche Secteur misst mam gudde Beispill virgoen, amplaz sech selwer e Sonderrecht ze ginn.

Voilà, domat hätt ech alles gesot. Fir all aner Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An domadder géif ech och schonn den Accord gi vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Rapportrice, der Madamm Tess Burton, villmools Merci a ginn d'Wuert un déi éischten ageschriwwene Riednerin, déi honorabel Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Jo, villmools merci, Här President. Wéi d'Rapportrice, d'Madamm Burton, et richteg gesot huet, geet et hei drëm, d'Produzente vun Agrarprodukter respektiv Liewensmëttelen ze schütze virun de sougenannte Pratiques commerciales déloyales vun de Keefer. Dat heescht, mir sinn hei eigentlech e bëssen an enger Situatioun, wou mer Produzente schütze mussen. An d'Produzente kann een an dësem Fall oft vergläiche mam David, deen amgaang ass, géint de Goliath ze kämpfen.

Duerfir ass dat heiten eng Transpositioun, déi wierklech äusserst wichteg ass fir eise Secteur hei am Land. A mir begréissen och, dass am Virfeld mat de Baueren a mat de Wënzer iwwert dat heite Gesetz geschwat ginn ass.

Mir bleift nach just eng Fro - d'Rapportrice hat et schonn ugeschnidden -: De Conseil de la concurrence huet drop higewisen, dass en de Moment net déi néideg personell Ressourcen huet, fir déi dote Missioun och nach zousätzlech wouerzehuelen. Duerfir meng konkreet Fro un de Minister: Kënnt do eng Personalopstockung beim Conseil de la concurrence? A wa jo, wéini kënnt se? Ass dat relativ kuerzfristeg virgesinn, well d'Gesetz soll awer elo relativ séier a Kraaft trieden? Oder ass dat e bësse méi op laang Dauer ausgeluecht?

An ech gi selbstverständlech och nach den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Diane Adehm. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Léif alleguer, fir d'éischt wollt ech der Rapportrice, der Madamm Tess Burton, en häerzleche Merci soen, souwuel fir hire gudde mëndleche wéi och detailléierte schrëftleche Rapport, deem ech ëm Gottes Wëllen näischt wëll bäifügen, si huet dat exzellent erkläert.

Ech géif dann awer och dem President vun der Kommissioun, dem Här Claude Haagen, Merci soe fir déi vill Rou, déi hien opbréngt, dat Wëssen an dat Feingefill, dat en un den Dag bréngt, fir déi Kommissioun hei ze leeden, ...

(Interruptions)

… well ech muss soen, mir hu ganz dacks technesch juristesch Dossieren, an do muss een an der Ekonomieskommissioun heiansdo e gutt Virwëssen hunn an och d'Nerve behalen. Duerfir och e Merci, Här Haagen.

Wéi meng Virriedner et gesot hunn: D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, fir d'Relatiounen tëscht de Produzente vu Liewensmëttelen an de Verdeeler an e gewëssent Gläichgewiicht ze bréngen a besonnesch déi ekonomesch schwaach Fournisseuren ze schützen. Hei geet et also ëm näischt aneres wéi ëm Gerechtegkeet a Fairness.

Ech weess och net, ob d'Madamm Adehm meng Gedanke ka liesen, mee am nächste Saz hat ech hei virgesinn ze soen: „Am agroalimentäre Beräich ass et effektiv dacks David géint Goliath." Ech hat nach derbäigefüügt: „Dee Klenge géint dee Groussen." Dee Groussen imposéiert effektiv seng Spillreegelen, wat net ëmmer ganz fair ass, fir dat emol héiflech ze formuléieren, oder korrekt iwwert d'Bün geet. Dat huet mech iwwregens un d'Monopoly-Experiment vun der Universitéit Berkeley erënnert, vun deem d'Nathalie Oberweis virun zwee Deeg an hirer Untrëttsried geschwat huet, wou deen ee Spiller vun Ufank un direkt eng besser Positioun huet wéi deen aneren an doduerjer net nëmmen am Virdeel ass, mee deen anere Spiller iwwerdubbere kann, soudatt en an d'Hannertreffe geréit, jo, dozou verdaamt ass ze verléieren. Dat Monopoly-Beispill gëtt et iwwregens och an anere Beräicher, wou déi eng um laangen Hiewel sëtzen an déi aner beschtefalls Waasserdréier däerfe spillen.

Mat dësem Gesetz gëtt also versicht, anticoncurrentiel Methoden, also restriktiv an deloyal Praktiken, ze ënnerbannen, déi op Käschte vun deene méi Schwaache ginn. Hei beweege mer eis also innerhalb vun deem Domän, wou Entreprisë mat Entreprisen ze dinn hunn - d'Rapportrice huet dat trefflech gesot.

Meng Fraktioun, déi sech natierlech aus Gewunnecht an aus Traditioun ëmmer vill fir kleng Mëttelständler a selbststänneg schaffend Leit asetzt, kann dëst nobelt Zil duerfir och nëmme mat dësem Gesetzesprojet guttheeschen. D'DP-Fraktioun, dat wäert lech wuel kaum iwwerraschen, gëtt dann duerfir och den Accord zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här André Bauler villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Déi sanitär Kris huet eis geléiert, datt mer musse méi autonom ginn - an all Hisiicht -, well doduerjer kënne mir eis Resilienz stäerken. Diversifikatioun a méi Eegeversuergung musse mir ënnerstëtzen a stäerken.

Fir gesond ze liewen, brauche mer qualitativ héichwäerteg Liewensmëttelen a mir mussen och vill méi op saisonal, lokal a regional Produktioun setzen. Als Gréng sti mir fir eng nohalteg Landwirtschaft. Nohalteg heescht, mat deene Ressourcë schaffen, déi zur Verfügung stinn, mee awer och am Aklang mat eisem Klima, eiser Ëmwelt an eisem Planéit.

Mir brauchen eng Transitioun hin zu enger klimafrëndlecher a buedemgebonnener Landwirtschaft, déi op Diversifikatioun setzt. Mat deem, wat haut zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, hu mir genuch, fir de Besoin ofzedecken, wat d'Fleesch- an d'Mëllechbesoine sinn. Mee dofir besteet awer nach vill Potenzial, wat de Geméis- an Uebstubau ugeet.

Méi Uebst a Geméis „made in Luxembourg", dat géif am Fong méi Resilienz a méi Onofhängegkeet bedeiten. Gläichzäiteg schafe mir regional Kreesleef a spueren och Transportzäiten, Transportweeër a stoussen an engems natierlech och manner Schadstoffer an d'Loft aus.

Méi eng nohalteg Landwirtschaft bedeit fir eis awer och, datt d'Bauere fir hir Aarbechten anstänneg a fair entlount ginn. An do ass e groussen Deel vum Problem. Virun allem méi kleng Betriber hunn et oft immens schwéier. Si zéien allgemeng an der Ekonomie oft de Kierzeren, well si manner konkurrenzfäeg sinn an doduerjer manner Verhandlungspouvoir hu vis-à-vis vun deene Groussen.

Och am landwirtschaftleche Secteur ass dat net anescht. Hei kënnt nach derbäi, datt de Marché vun der Landwirtschaft zu Lëtzebuerg - mee net nëmmen hei, och an anere Länner - aus enger grousser Unzuel u Verkeefer, also landwirtschaftleche Betriber besteet, awer nëmmen aus engem klenge Grappvoll Keefer. Dat féiert derzou, datt eng Ofhängegkeet entsteet an e puer Keefer de Produzenten diktéieren, zu wéi engem Präis an zu wéi enge Konditiounen d'Geschäfter gemaach ginn.

Fir deem entgéintzewierken, brauche mir méi regional a lokal Vermaartungsstrukture fir eis Produzenten, well wat manner Tëschestatioune gebraucht ginn, fir d'Iesse vum Feld op dem Teller ze hunn, wat d'Produzente manner ofhängeg sinn a wat méi e faire Präis kéint bezuelt gi fir d'Wueren.

Haut ass d'Tendenz déi, datt kleng Produzenten an hirer Entwécklung gebremst ginn, wann net esouguer vum Marché gedrängt ginn, wärend déi Grouss hiren Afloss ausbaue kënnen. Dat ass net just schlecht fir déi kleng Betriber, et ass och schlecht fir den Innovatiounspotenzial vum gesamte Secteur an och an Hisiicht op déi ekologesch Transitioun.

Contrairement zu deem, wat een ëmmer seet, datt de Marché sech kéint vum selwe reegelen, ass dat net wouer. De Marché brauch kloer Reegelen.

Dëse Projet de loi setzt genau do un: D'Zil ass et ze verhënneren, datt déi méi staark Keefer hir dominant Positiounen ausnotze mat deloyale Praktike par rapport zu deene méi schwaache Produzenten. Mat der Direktiv, déi dëse Projet de loi transposéiert, ginn dofir eng Rei Praktiken zwëschent Entreprisë verbuede bezéiungsweis ageschränkt. Zum Beispill gëtt verbueden, datt e Keefer, deen eng Commande gemaach huet, wou de Verfallsdatum vun der Wuer kuerzfristeg wäert oflafen, seng Commande annuléiert. Well doduerjer, datt deen dat géif maachen, géif de Produzent natierlech keen anere Keefer méi fannen an doduerjer géif d'Wuer en plus och nach verfalen.

Mat dësem Gesetz ginn also d'Produzente gestäerkt, fir datt si hir Produiten zu faire Präisser an zu korrekte Konditioune verkafe kënnen. Ech iwwersprangen e puer Saachen, well ech gesinn, datt meng Zäit ofleeft an ech komme wierklech …

M. André Bauler *(DP)*.- D'Riedezäit.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- … direkt zu engem Punkt, deen immens wichteg ass. Mat dësem Gesetz erkenne mir un, datt et wichteg ass, d'Produzenten um Enn vun der Liwwerketten ze stäerken a virun onfaire Praktiken ze schützen. Erlaabt mer, hei eng Parallell zum Devoir de vigilance ze maachen, bei deem et jo och drëms geet, d'Produzenten a virun allem d'Aarbechter, ënner anerem och am landwirtschaftleche Secteur, weltwäit ze schützen an hinne gutt Aarbechtskonditiounen ze assuréieren.

Ech denken hei zum Beispill un d'Kakaosindustrie, déi leider vill ze oft mat Kanneraarbecht verbonne gëtt. Experte schätzen, datt eleng an der Côte d'Ivoire an am Ghana, wou zwee Drëttel vun dem weltwäite Kakao produzéiert ginn, ronn 1,6 Milliounë Kanner an der Kakaosindustrie schaffen.

Duerfir sinn ech immens frou, datt d'Regierung elo en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff huet, fir datt do e Gesetz ausgeschaft gëtt zum Devoir de vigilance. An do soll wierklech am beschte séier gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen eng nohalteg Landwirtschaft, an dat geet just mat staarke Produzenten, déi nohalteg schaffen an déi hir Produiten zu faire Konditioune verkafe kënnen. Grad dofir brauche mir och an dësem Secteur fair Bedingungen a kloer Reegelen. Dat heite Gesetz leescht e wichtege Bäitrag dozou, datt d'Kräfteverhältnisser zwëschent groussen a klengen Entreprisen, bezéiungsweis zwëschent Fournisseuren an Acheteuren am Liewensmëttelsecteur equilibréiert ginn.

Dat gesot, soen ech selbstverständlech e ganz grousse Merci un d'Rapportrice Tess Burton fir de schrëftlechen, awer och fir de mëndleche Rapport. An ech ginn natierlech den Accord vun eiser grénger Fraktioun. Merci fir d'Nolauschteren a pardon fir déi Zäit.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Ahmedova villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif der Madamm Tess Burton e Merci soe fir hire schréftlechen an och mëndleche Rapport. Ech faasse mech kuerz. Ech mengen, et ass hei e Schratt an déi richteg Richtung. Et geet drëm, deloyal Konkurrenz ze ënnerbannen. An dat ass an eiser aller Interessi, am Interessi och vun de Liewensmëttelen. Ech mengen, déi brauche mer all, an all Schratt an déi Richtung ass ze begréissen. An duerfir gi mer eis Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Piraten ënnerstëtzen d'Ëmsetzung vun dëser EU-Direktiv géint onfair Handelsbezéiungen tëscht Liewensmëttelproduzenten an hire Keefer. Dat emol direkt, fir all Surprisen aus dem Wee ze raumen.

Hautzudaags sinn d'Baueren an d'Wënzer mat villen Defie konfrontéiert a leider zéie se vill ze heefeg bei de Präisverhandlungen, ganz speziell mat Discounter, neierdéngs awer och mat Internetfirmen, de Kierzeren. Zudeem sinn et oft déi Produzenten, déi nëmmen ee Produit produzéieren, also déi sougenannte „producteurs monoproduit", déi am meeschte Gefor lafen, beim Verkaf vun hirer Wuer schlecht ewechzekommen oder iwwert den Dësch gezunn ze ginn, well si eeben nëmmen ee Produit kënnen ubidden a besonnesch leiden, wann de Präis vun dësem Produit duerch de Keefer gedréckt gëtt.

Hei hunn d'EU a Lëtzebuerg eng Verantwortung, fir fir fair Kaderkonditiounen ze suergen. Mir sinn eis natierlech bewosst, datt dëst Gesetz net all Abus wäert verhënneren an datt d'Baueren an d'Wënzer och an Zukunft nach mat verschiddene Keefer ëm deen ee faire Präis fir hir Wuere kämpfe mussen. Duerfir geet d'Oplëschtung vun deenen zéng schwaarzen an deene sechs groe Praktiken eleng net duer. Dat ass jo och e Punkt, deen d'Landwirtschaftskummer an hirem Avis in extenso erkläert huet.

Dësen Text suergt awer fir e Minimum u Standarden, déi uniform an der ganzer EU mussen agehale ginn; Standarden, déi batter néideg sinn. Duerfir gesi mer dës Direktiv an dëst Gesetz awer als e Schrëtt an déi richteg Richtung a mir wäerten et duerfir ënnerstëtzen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Virop e grousse Merci un d'Tess Burton, d'Rapportrice, fir e ganz komplette Rapport, dee mir et erlaabt, mech hei ganz kuerz ze halen an e bëssen anzegoen op dat, wat d'Virriedner hei gesot hunn. Ech freeë mech och natierlech op déi breet Zoustëmmung, déi dësen Text hei an der Chamber huet.

Dësen Text, et ass gesot ginn, ass en neie Schrëtt fir eng weider Moraliséierung vun de Rapporten an der Wirtschaft. Et ass eng Pièce maîtresse am Kampf géint deloyal Praktiken. Mir sinn och eent vun deenen éischten, wann net dat éischt europäescht Land, wat dësen Text hei ëmsetzt. Et ass en Text, deen a ganz ville Länner wierklech e juristesche Casse-tête ass. An dofir sinn ech frou, dass mir dat esou gutt fäerdegbruecht hunn, dass mer och en Ophänker fanne beim Conseil de la concurrence, deen effektiv all d'Pouvoiren huet, deen e ganzen Arsenal huet vun Instrumenter, vu Pouvoirs d'enquête, vu Pouvoirs de sanction, fir dat hei och effikass ëmzesetzen.

D'Madamm Ahmedova huet d'Parallell gemaach mam Devoir de vigilance, deen haaptsächlech jo eng Partie Produktioune betrëfft, wou mer wëssen, dass haaptsächlech an den Entwécklungslänner ganz schlëmm Violatioune vu Mënscherechter sinn. Si huet d'Beispill vun der Kakaosproduktioun genannt. Et gëtt och nach eng ganz Rei anerer, un déi een hei kann denken an déi mer alleguerte kennen.

Net méi spéit wéi de Moien, wéi den Hasard vum Kalenner dat heiansdo esou wëll, hunn ech op enger internationaler Revue de presse héieren, dass elo an Afrika, an engem afrikanesche Land justement eng grouss franséisch Distributiounschaîne um Geriicht ass wéinst genau deenen heite Praktiken, well d'Baueren dohannen an Afrika genau dat hei accuséiert hunn: Délai-de-paiementen, déi indus sinn; Obligatiounen, fir Produktiounen zréckzehuelen, ouni rembourséiert ze ginn; Rabatter, déi forcéiert ginn. Do sinn natierlech d'Rapport-de-forcen nach vill méi ongläich, wéi dat bei ons hei de Fall ass, wou ee muss soen, dass eis grouss Distributioun dat hei schonn a ganz ville Beräicher net méi mécht.

Dofir ass dat effektiv, mengen ech, och e gudden Indice, dass et wichteg ass, esou Texter ze hunn, fir dass dat eebe justement net muss iwwert d'Geriicht goen, fir dass mer net dee Flou juridique hunn, wou esou Saachen natierlech besser méiglech sinn. Nawell wësse mer, dass et esou Tentativë gëtt, fir kleng Produzenten ze forcéieren, an illegal Rapporten ze goen.

Ech sinn och d'accord, datt dat heiten, wéi gesot, e weideren Deel ass vun engem Dispositiv fir d'Moraliséierung vun der Vie des affaires. Den Devoir de vigilance an den internationale Liwwerketten ass e weideren, Dir hutt et gesot. Mir sinn amgaang, dorun ze schaffen, dat ass den zweete Rapport vun der Madamm Bağlayan, deen elo virläit. Domat wäert sech elo e Comité interministériel befaassen. An ech si perséinlech iwwerzeegt, dass d'Anhale vun de Mënscherechter op all Etapp vun enger Wäertschëpfungsketten en Atout ass, dass et an Zukunft wäert e kompetitiven Avantage si fir eis Entreprisen, wa se kënne weisen, dass se dat à tous les niveaux respektéieren, an net e kompetitiven Desavantage. Dat ass eppes, wat international ëmmer méi Traktioun kritt. Dat ass l'histoire en marche, dovunner sinn ech iwwerzeegt. A mir géife wierklech gutt drun doen, dat ganz ambitiéis unzegoen. An dat maache mer och opgrond vun deem Rapport an och opgrond vun all deene Parameteren, déi do gestach sinn.

Mir mussen eis froen, wa mer esou en Devoir de vigilance aféieren, wat fir eng Entreprisë mer domadder viséieren. Wien ass concernéiert? Mat wivill Employéen? Mat wat fir engem Chiffre d'affaires? Huele mer och all d'Entreprises de participation do mat eran? Mir mussen eis iwwert de Champs d'application eens ginn. Mir mussen eis iwwert de Perimeter vun esou engem Gesetz eens ginn, och iwwert d'Sanktiounen, iwwert d'Possibilitéiten, fir dat duerno och ze verifiéieren. Dat sinn alles Saachen, déi an deem Rapport do esquisséiert sinn, mat deem mer eis mussen ausernanersetzen, wou och, mengen ech, d'Chamber gefuerdert ass, fir hiren Avis dozou ofzeginn, a wou ech mech wierklech op d'Diskussioun freeën. Ech mengen, do ass jiddweree gefuerdert, fir säi Grain de sel dobäizeginn.

D'Diane Adehm huet d'Fro opgeworf, déi och an dem Conseil de la concurrence sengen Avise steet, vun de Moyenen, fir dat heiten ëmzesetzen. Et ass esou, dass an engem éischte Schrëtt ... An de Conseil de la concurrence huet jo och gefrot, wivill Affären hei géife kommen. Dat wësse mer ganz einfach nach net à ce stade. An engem éischte Schrëtt, mengen ech, muss een einfach emol dovunner ausgoen, dass de Conseil de la concurrence d'Moyenen huet, fir dat heiten ze maachen.

An engem zweete Schrëtt wësst Der, dass mer och do amgaang sinn, drun ze schaffen, dass de Conseil de la concurrence soll en onofhängegen Etablissement ginn. Do ass e Projet de loi, deen ënnerwee ass, deen elo den 10. Juni eng éischte Kéier an der Chamberskommissioun diskutéiert gëtt. A wann de Conseil de la concurrence da bis en Établissement public gëtt, da kritt en natierlech och méi Ressourcen, fir all déi Missiounen do kënnen ze maachen.

Voilà. Dat gesot, nach eng Kéier merci fir déi breet Zoustëmmung a merci fir Är Attentioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7646. Den Text steet am Document parlementaire 7646[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7646 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7786 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

Elo komme mer zum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 7786 iwwert d'Propositions de loi. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Auteur-rapporteur zu dësem Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Marc Spautz *(CSV), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Mäerz hat ech d'Chance, déi Proposition de loi kënnen ze maachen, wou et drëm gaangen ass, dass, wa Proposition-de-loien erakommen, mer en aneren, méi séiere Wee kënnen huelen, fir den Deputéierten d'Méiglechkeet ze ginn, wa se Proposition-de-loie maachen, dass déi och méi séier an d'Prozedur erakommen, well mer déi eng oder aner Kéier schonn e Gesetz gestëmmt haten, wou d'Proposition de loi da méi spéit dru war.

Den 9. Mäerz hat ech hei den Depot gemaach an den 11. Mäerz huet d'Conférence des Présidents gréng Luucht ginn, fir dass d'Reglementsännerung an d'Prozedur goe kéint. De 4. Mee hu mer an der Commission du Règlement déi éischte Kéier iwwert deen Ännerungsvirschlag geschwat an den 11. Mee ass et an der Kommissioun zu engem unanimme Vott komm, fir déi Proposition de loi unzehuelen.

Ech wëll awer ënnersträichen, dass mer nach verschidden textlech Upassunge gemaach hunn, wou mer laang driwwer diskutéiert hunn iwwert déi Wierder „faire" oder „soumettre", wou mer eis awer herno op e gemeinsamen Text gëeenegt hunn, soudass et an Zukunft esou wäert sinn, dass, soubal eng Proposition de loi vun engem Deputéiertekolleeg agereecht gëtt, déi direkt virugeleet gëtt un de Staatsrot, un d'Regierung an och an engem bestëmmten Delai un d'Beruffschamberen, esou séier wéi méiglech, fir dass och d'Beruffschambere sech zu deenen Proposition-de-loien äussere kënnen.

Et ass och selbstverständlech, dass se direkt public gemaach ginn, souwuel um Internet wéi awer och a Pabeierform fir déi Leit, déi dat brauchen, an dass se dann … - och dat war eng Diskussioun, ob „immédiatement" oder „dans les meilleurs délais", wou mer eis och do an der Kommissioun e bëssen driwwer ënnerhalen hunn, wou mer eis awer duerno eng Kéier op „immédiatement" an eng Kéier op „dans les meilleurs délais" gëeenegt hunn -, soudass et elo misst méiglech sinn, dass alleguerten déi Proposition-de-loien, déi d'Deputéiert maachen, méi séier op den Instanzewee kommen an dass se domadder och an eng fructuéis Aarbecht an an déi jeeweileg Gesetzer kënnen afléissen an dass et eng Verbesserung ass fir d'Deputéiert fir matzegestalten an dass dat och dozou bäidréit, dass mer méi eng Aktivitéit kënnen un den Dag leeë mat Proposition-de-loien.

An ech wëll soen, de schréftleche Bericht läit Iech all vir, en ass unanime ugeholl ginn an d'CSV gëtt selbstverständlech d'Zoustëmmung zu dëser Projetsännerung. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Auteur-rapporteur, dem Här Marc Spautz, villmools Merci.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel.

Discussion générale

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech maachen et och ganz séier. Mir hunn och ganz séier geschafft hei an dëser Kommissioun: Wann et am Mäerz agereecht ginn ass an haut, den 20. Mee, kënne mer dat hei stëmmen, da gesäit een, dass et hei och heiansdo ganz séier ka goen. Mir haten awer och scho Projeten, déi nach méi séier an de Kommissiounen ofgeschafft goufen.

Ech wollt just nach eng Remark dozou bäifügen. Mir hunn dat elo net an dësem Reglement derbäigeschriwwen, mee et ass u sech jo esou, dass laut dem Kontabilitéitsgesetz vun 1979 allkéiers bei all Proposition de loi och eng Fiche financière muss dobäi sinn an och de Ministre des Finances muss mat informéiert ginn, fir dass hien och deen Impact budgétaire ka consideréieren.

Dat hu mer elo net hei derbäigeschriwwen, ech wollt et awer just nach eng Kéier hei op dëser Plaz ernimmen. Dat gëllt natierlech fir all Proposition de loi an och fir all Projet de loi, do muss jo ëmmer esou eng Fiche financière dobäi sinn. Et hätt een dat direkt an dat Reglement hei kënnen derbäischreiwen. Ech wollt Iech just hei rappeléieren, dass mer och dorunner sollen denken, wa mer eng Proposition de loi maachen, da behält een dat nach besser am Kapp.

Voilà, dat gesot, wéilt ech natierlech hei och den Accord vun der LSAP ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech wollt och dem Här Spautz Merci soe fir dës Propos. Mir ënnerstëtze se, well se ganz am Sënn ass vun der Stäerkung vun der Chamber a vun den acceleréierte Prozeduren an eisem héijen Haus. Duerfir all Respekt, datt Dir déi Iddi hat. An e Jo vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. An och virun allem mol e Merci un den Här Spautz fir déi Initiativ, déi en hei geholl huet. Ech mengen, wéi wichteg dat ass, dat kann een ermiessen, wann een d'Diskussioun hei am Land vergläicht mat där, déi mer um Niveau vun der Europäescher Unioun hunn. De Lëtzebuerger Deputéierten huet den Droit, d'Initiativ fir e Gesetz ze huelen - eng extreem wichteg Saach! An Dir wësst zum Beispill, datt d'Europaparlament dat Recht net huet. Dat weist eeben, wéi wichteg dat ass. Elo muss dat och seriö geholl ginn.

An et huet een natierlech, wann ee scho méi laang hei am Haus ass, déi ënnerschiddlechst Erfarunge gemaach. Dat éischt ass dee Problem, deen den Här Spautz mat senger Initiativ ugeschwat huet: Wéi kritt een eng Proposition de loi séier op den Instanzewee? An dat, wat haut hei ofgestëmmt gëtt, ass eng däitlech Verbesserung.

Mee domadder ass dat Gesetz nach net geholl. Da muss ee jo och kucken: Wéi geet et virun? An och do muss ee soen, datt d'Chamber selwer hir eege Propositions de loi, déi Kompetenzen, déi se huet, onbedéngt muss eescht huelen. Dat heescht, datt déi Propositions de loi an der Kommissiounsaarbecht musse gläichrangeg - op jidde Fall mindestens gläichrangeg! - behandelt wéi e Projet de loi, dee vun der Regierung kënnt. De Pouvoir législatif si mir, a mir huelen hei Initiativen als Deputéiert, fir eng Gesetzesinitiativ ze huelen. An dat däerf net méi schlecht behandelt gi wéi e Projet de loi, dee vun der Regierung un d'Parlament erugedroe gëtt.

An dann, wéi behandelt d'Administration parlementaire esou eng Proposition de loi? Mir wëssen, d'Administration parlementaire ass an éischter Hisiicht natierlech eng Verwaltung, déi eis Deputéiert soll an hirer Aarbecht ënnerstëtzen, wat se och ganz gutt mécht. An ech soen och dem Generalsekretär bei dëser Geleeënheet Merci dofir. Awer ech erënnere mech, och bei Propositions de loi, déi ech selwer scho gemaach hunn, do huet et op eemol geheescht - an et ass mer haut nach net ganz kloer, wéi dat konnt sinn -, datt d'Administration parlementaire de Rapport schreift - wat vill Aarbecht ass - fir e Projet de loi, dee vun der Regierung kënnt, awer datt den Deputéierte säi Rapport, fir en hei an d'Plenière ze bréngen, muss selwer schreiwen. An dat ass absolutt inconcevabel, well wéi kann et sinn, datt d'Administration parlementaire zwar e Projet de loi deen Ableck administrativ ënnerstëtzt, awer eng Proposition de loi, déi vun engem Deputéierten agereecht gëtt, deen Ableck net ënnerstëtzt?

Mir haten dat an deenen néidege Gremien zur Sprooch bruecht. An ech mengen och, datt sech dat an Zukunft net däerf an net ka widderhuelen. Et ass ganz kloer, datt d'Administration parlementaire, wann en Deputéierten eng Proposition de loi mécht, dat geneesou administrativ muss ënnerstëtzen, ech géif soen, op d'mannst geneesou administrativ muss ënnerstëtze wéi e Projet de loi, dee vun der Regierung an dëst Parlament abruecht gëtt.

Mir hunn nach e Wee virun eis. A mir hunn hei an der Chamber iwwer Joren e Kampf gefiert - ech wëll dat elo net heroiséieren, mee ech wëll et awer illustréiere mat deem Begréff -, datt mer musse kucken, datt dat Parlament hei, wat net ganz vill Rechter huet am internationale Verglach, sech selwer ëmmer méi eescht hëlt, sech selwer vill méi konsequent ëm d'Pouvoire beméit an déi Pouvoiren, déi et huet, och auslieft a lieft am Interessi vun der Demokratie hei am Land.

Dofir begréisse mer dee Virschlag, deen den Här Spautz hei gemaach huet. Et ass e wichtege Virschlag. Et ass net dee leschten, dee mer mussen op dësem Wee maachen, awer op jidde Fall huet en déi voll Ënnerstëtzung vun der ADR.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un déi honorabel

Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt emol als Éischt ufänken an dem Här Marc Spautz Merci soe fir d'Initiativ vun dëser Propositioun, fir d'Chambersreglement ze änneren.

Och wann et op den éischte Bléck ausgesäit, wéi wann et just technesch Detailer wieren, déi géifen änneren, sou bedeit dësen Text awer eng substanziell Verbesserung vum Initiativrecht vum Deputéierten. An dëst implizéiert och eng Opwäertung vun der Roll vun der Chamber an domadder vun der parlamentarescher Demokratie.

An der Schoul gi mir geléiert, datt d'Chamber, de Legislateur, d'Gesetzer mécht an d'Regierung, d'Exekutiv, dës Gesetzer ëmsetzt. Dat ass d'Theorie. An der Praxis ass et awer esou, datt déi meescht Gesetzer vun der Regierung kommen an d'Parlament se zwar dacks ofännert a verbessert, mee d'Initiativ meeschtens bei der Regierung läit. All Deputéierten huet zwar d'Recht, eege Gesetzespropositiounen ze maachen, mee am Alldag lande se dacks am Tirang oder ginn net mat deem néidege Seriö behandelt.

Wéi mir gëschter gekuckt hunn, wéi vill Propositions de loi um Rôle stinn, déi virun 10, 15 oder souguer 20 Joer deposéiert goufen an duerno einfach ouni Diskussioun a Vott an der Versenkung verschwonne sinn, do sinn eis bal d'Dronkenellen ausgaangen. Dësen Text, dee mir hei hunn an hoffentlech unanime unhuelen, ännert dës Praxis. Eng Gesetzespropositioun vun engem Deputéierten, egal ob Majoritéit oder Oppositioun, muss verëffentlecht ginn a bannent véier Wochen an der Kommissioun virgestallt ginn. Et muss e Rapporteur genannt ginn, a wann d'Avisen all do sinn, muss och e parlamentaresche Bericht gemaach ginn an hei an der Plenière zum Vott kommen.

Et ass fir mech schonns erstaunlech, datt dat net scho längst gängeg Praxis ass, mee zumindest huele mer dat elo mat dësem Text hei no a mir maachen dat, firwat d'Leit eis dobaussen och gewielt hunn. D'Chamber fänkt un, sech selwer seriö ze huelen. Dat legislativt Initiativrecht vun de Gewielten ze stäerken, ass e Prozess, dee virun e puer Joer ugefaangen huet, andeems am Gesetz iwwert d'Reform vum Staatsrot festgehale gouf, datt de Conseil d'État och obligatoresch misst d'Propositioune vun den Deputéierten aviséieren. Domadder sinn d'Propositioune vun den Deputéierten op den zumindest theoreetesch selwechten Niveau gehuewe gi wéi d'Gesetzesprojete vun der Regierung.

Dëst hei ass ee weidere Schrëtt op deem richtege Wee, dee mir als déi Lénk natierlech ënnerstëtzen. Mee et ass, wéi gesot, e Prozess, deen nach net ofgeschloss ass, an d'Reglementskommissioun huet nach eng Rëtsch Froen ze klären, fir datt mir als Deputéiert eise Rôle an der Demokratie och effektiv wouerhuele kënnen.

Merci fir d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir, mir alleguerte sinn d'Legislativ. Mir all zesummen, all Deputéierten an all Deputéiert heibannen, sinn d'Legislativ. Mee wann ech mech hei esou ëmkucken, da kënnen heibanne wuel déi wéinegst behaapten, datt se an dëser Legislaturperiod - oder och an deene leschten zéng Joer - eng Gesetzespropositioun agereecht hunn, geschweige denn, datt iwwert dës Propositioun och nach am Plenum ofgestëmmt gi wier.

Dat ass bei der Majoritéit verständlech, well d'Texter komme jo vun der Regierung; d'Regierungsbeamte schreiwe se a se ginn dann och an de Kommissioune prioritär behandelt, esou wéi et an eisem Reglement steet.

Mir Piraten hu vläicht an enger jugendlecher Euphorie, déi een eis jo gären noseet, schonn eng ganz Rei Propositions de loi agereecht, mee dat ass eigentlech net d'Reegel. Déi meescht vun eis heibanne maachen dat éischter rar. An datt d'Majoritéit dann natierlech Projet-de-loie méi séier aviséiert kritt, méi séier gestëmmt kritt, ass d'Reegel. Dat ass näischt Neies. Dat ass och keng nei Entwécklung. Nee, et ass eppes, mat deem een e bëssen esou geléiert huet ze liewen. An dobäi ass et awer eng geféierlech Situatioun, well u sech d'Gewaltentrennung tëscht Exekutiv a Legislativ seet, datt et d'Legislativ ass, bei där d'Originn vun den Texter sollt sinn. An et ass dës Legislativ, déi mer haut stäerken.

Mir begréissen duerfir dës Propositioun, déi zum Zil huet, den Traitement vun de Gesetzespropositiounen ze beschleunegen. Eng modern a participativ Demokratie brauch méi wéi eng Chamber, an där d'Majoritéit dat duerchsetzt, wat d'Regierung proposéiert.

Natierlech wäert dësen Text d'Gesetzespropositiounen net éischter gestëmmt kréien. Do maache mer eis näischt vir. Dat, wat mer awer doduerjer garantéieren, ass, datt se hei am Plenum, do wou se higehéieren, an der Ëffentlechkeet diskutéiert kënne ginn.

Et gëtt iwwregens nach e weidere Quack, an dat hu mer am Debat vun där heite Propos gesinn: Wann nämlech en Deputéierten - an dat huet de Kolleeg David Wagner, mäi fréiere Kolleeg David Wagner, nämlech och schonn dës Legislatur eng Kéier gewisen -, wann een nämlech als Deputéierte vun der Oppositioun seng Proposition de loi zréck an de Plenum kritt, wann een dann all d'Avisen an alles huet, muss een e Rapport schreiwen, deen an der Kommissioun majoritär ugeholl gëtt, wat dann zu där kokasser Situatioun féiere kann, datt een als Auteur-rapporteur hei steet an als Éischt als Rapporteur seet: „Also ech erzielen lech elo dat, wat d'Kommissioun zu mengem Text zréckbehalen huet; iwwregens, d'Majoritéit seet, datt en net gestëmmt gëtt", an dann duerno d'Kap wiesselt an als Auteur vun der Propos erëmkënnt a seet: „Also ech géif awer gär derfir stëmmen, mee d'Majoritéit ass eeben anerer Meenung." Dat ass och eng kokass Situatioun. Do misst ee sech och eng Kéier d'Fro stellen, wéi een dat bei de Proposition-de-loie generell handhaabt, well et awer eng duebel Kap ass, déi net onbedéngt ëmmer fonctionéiert.

Ech fannen et awer gutt, wann dat heiten dozou féiere wäert, datt mer hei am Plenum méi heefeg iwwer Proposition-de-loie kënnen diskutéieren an datt mer se net, wéi elo grad vun der Madamm Cecchetti virgedroen, zéng Joer drop nach ëmmer um Rôle matschleefen. Ech mengen, do kéint een och eng Kéier eng Fréijoersbotz maachen an e puer Saache vum Rôle sträichen, déi manifestement keng Chance méi hunn, jee eng Kéier an de Plenum ze kommen. Mir wäerten dës Propos hei matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert den Änneurungsvirschlag vum Chambersreglement 7786. Den Text steet am Document parlementaire 7786[1].

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7786

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dësen Änneurungsvirschlag eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Lies), MM. Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

Ier mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour ginn, ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Laurent Mosar fir den Depot vun enger Motioun. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Jo, merci, Här President. Ganz schnell a ganz kuerz, well mer e laangen Ordre du jour hunn. Ech wollt hei d'Wuert froe fir den Depot vun enger Motioun. Et geet a sech drëm, den Investissement vu Privatleit an Entreprisen ze analyséieren, wéi een dee méi favorabel kéint gestalten.

Firwat déi Motioun? Mir wäerten an e puer Minutten iwwer e Projet de loi diskutéieren, deen a sech déi Mesurë fir Entreprisen am Kader vu Covid verlängert. An do ass eng ganz interessant Dispositioun dran - an de Rapporteur an déi verschidde Riedner wäerte sécherlech och dorop agoen -, nämlech, datt et soll an Zukunft vill méi einfach gi fir Banken, fir kënne Participatiounen an eenzelne Gesellschaften ze huelen, ganz besonnesch duerch Banken, déi selwer Kreditter par rapport zu esou Gesellschaften hunn. Dat ass a sech eng ganz gutt Saach, besonnesch an enger Postcovidstrategie, a mir begréissen déi Mesure.

Allerdéngs muss ee wëssen, datt mir am Moment hei zu Lëtzebuerg - an dat ass de Statec, deen dat seet -, eleng par rapport zu 2019 am Joer 2020 méi wéi 1,2 Milliarden zousätzlech Spuergutthaben op de Banken haten. Elo musst Der lech emol virstellen, an engem Joer eng Progressioun vun 1,2 Milliarden! Do gesitt Der also dat Potenzial, wat eigentlech do op de Banke steet, wat net utiliséiert ass, wat ganz vill Entreprisen …, an ech denken och haaptsächlech u Startuppen, awer och Entreprisen, déi am Moment vläicht net gutt dru sinn, déi frou wären, wa se och kéinten Hëllefen aus dem Privatsecteur kréien.

An duerfir wollt ech déi Motioun hei deposéieren, wou mir einfach emol nëmme froen, datt d'Regierung do soll eng Analys maachen, well et eis awer interessant schéngt, och e Recours op déi dote Fonge kënnen ze maachen, well mir si jo alleguerten d'accord: Et mécht kee Sënn, datt déi Suen einfach do op Banke schlofen. An et mécht och kee Sënn - an, ech mengen, och do si mer d'accord -, datt all déi Sue just an Immobilie gestach ginn. Et wär och emol wichteg, datt déi reell Ekonomie kéint dovu profitéieren. An duerfir dës Motioun.

Ech soen lech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que via le projet de loi n° 7804, le Gouvernement entend faciliter les prises de participation et par conséquent l'injection de capital dans des entreprises par les établissements de crédit ou les entreprises d'investissement CRR ;

- considérant que cette mesure s'inscrit dans un contexte de stabilisation, voire de relance de l'économie ;

- souscrivant à l'objectif poursuivi ;

- estimant que l'épargne forcée des ménages et accumulée au cours de l'année 2020, que le Statec chiffre à + 1,2 milliards d'euros d'épargne supplémentaire par rapport à 2019, pourrait à cet égard constituer une source de financement complémentaire pour de nombreuses entreprises ;

- constatant que le Statec y voit en tout cas un important potentiel de rebond pour l'économie ;

- estimant qu'il importe dès lors d'inciter les ménages désireux de soutenir les entreprises lourdement impactées par la crise sanitaire actuelle ;

- estimant que la fiscalité de l'investissement privé pourrait constituer un levier à scruter dans ce contexte,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place d'incitatifs fiscaux au profit d'investisseurs privés souhaitant entrer dans le capital d'entreprises privilégiant ainsi également le recours aux fonds propres en lieu et place de l'endettement.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

8. 7804 - Projet de loi portant modification :

1. de la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

3. de la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 ;

4. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Da kéime mer elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour: Dat ass de Projet de loi 7804 iwwer verschidde Bäihëllefen en faveur vu Betriber am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Claude Haagen, dee scho prett ass.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Deen ass ëmmer prett, Här President.

(Hilarité et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'EU-Kommissioun setzt de Memberstaaten de Kader, ënner wéi enge Modalitéite se duerfen, am Aklang mat Artikel 107 vum EU-Traité, staatlech Hëllefen un d'Entreprisë ginn.

Den ieweschte Prinzip vun dësem Artikel 107 ass a sengem éischte Paragraf festgehalen: Staatlech Hëllefen duerfen ni zur Distorsioune vun der Konkurrenz tëschent Entreprisen am Bannemaart féieren. Dësen ieweschte Prinzip huet ëmmer Bestand, egal ob a Covidzäiten oder net a Covidzäiten.

Den drëtte Paragraf, Punkt b) vum Artikel 107 vum EU-Traité gesäit Ausname vir, am Fall wou d'Ekonomie vun der ganzer EU seriö impaktéiert wier - dat ass momentan de Fall -, an opgrond vun dësem drëtte Paragraf huet d'EU-Kommissioun den 19. Mäerz d'lescht Joer an hirer éischter Kommunikatioun en temporairen Encadrement vun de Staatshëllefen en place gesat. Den 28. Januar dëst Joer huet d'EU-Kommissioun eng fënnefte Kéier hir Kommunikatioun ugepasst.

Wéinst der Hartnäckegkeet, mat där d'Covid-19-Pandemie eis Gesellschaft trëfft an och wéinst den ekonomesche Repercussiounen, déi domadder verbonne sinn, huet d'EU-Kommissioun den temporären Encadrement vun de Staatshëllefen ëm sechs Méint verlängert, op den 31. Dezember vun dësem Joer. Parallell dozou ass de maximale Montant vun de Staatshëllefe fir Entreprisen op Basis vun de Reegele vun der EU-Kommissioun vun 800.000 op 1,8 Milliounen eropgeschrauft ginn.

Et ass wichteg an och richteg, datt d'EU-Kommissioun determinéiert handelt an hire Kader un d'Evolutioun vun der wirtschaftlecher Situatioun reegelméisseg upasst, dëst ëmsou méi, well déi ekonomesch Auswierkunge sécherlech nach laang wäerten undaueren. Déi lescht Wochen hu mer kënne feststellen, datt den internationalen Handel staark beschiedegt ass duerch dës Pandemie. Net manner wéi 11 % vum Personal vu Containerschëffer däerfen zum Beispill net méi am Hafen uleeën, well, bon, 11 % vun de Leit, déi dorop schaffen, aus Indie sinn. A vu datt d'Pandemie do momentan am stäerkste ass, bedeit dat natierlech och, datt vill Natiounen hir Hafen zoumaache fir déi Schëffer.

Dëst féiert, nieft dem Unzéie vun der Konjunktur an den USA an a China, zu gréisseren Enkpäss vu Materialien an den ënnerschiddlechste Secteuren an Europa. Déi aktuell ekonomesch Lag an der EU bleift deemno ugespaant.

Dir Dammen an Dir Hären, am Laf vum leschte Joer huet d'Regierung verschidde Régimes d'aide op Basis vun temporären Encadrementer en place gesat: Ze nenne wieren an deem Kontext d'Gesetz vum 3. Abrëll 2020 par rapport zur Avance remboursable, d'Gesetz vum 18. Abrëll 2020 par rapport zum Regimm vun der Staatsgarantie an Héicht vu 85 % vum Prêt vun Entreprisen a finalement d'Gesetz vum 24. Juli 2020 par rapport zu de Subventiounen, fir Investissementer vun Entreprisen a Covidzäiten ze stimuléieren.

Dës dräi Regimmer sinn an hirer Natur an och an hirer Philosophie ënnerschiddlech, mee allen dräi Regimmer sinn awer kloer sollicitéiert an och benotzt ginn. De Volume vun de Staatsgarantië beleeft sech op iwwer 150 Milliounen Euro, wat 85 % vun den 176 Milliounen Euro u Prêten entsprécht, déi am Kader vum Gesetz vum 18. Abrëll 2020 vun de Banken accordéiert gi sinn. D'Avances remboursables hirersäits summéiere sech de Moment schonn op méi wéi 161 Milliounen Euro.

Mam Gesetzesprojet 7804, also dësem Projet de loi, wäerte mir d'Uwendung, d'Applikatioun vun den dräi verschiddenen Hëllefen, déi ech grad genannt hunn, ëm sechs Méint verlängeren. Domadder gëllen dës Hëllefen en faveur vun den Entreprisen also wéi gesot vum 30. Juni vun dësem Joer bis den 31. Dezember.

Wat d'Gesetz vum 24. Juli 2020 am Speziellen ubelaangt, wëll ech besonnesch ervirhiewen, datt de maximale Plaffong fir d'Hëllefe pro Entreprise vun 800.000 op 1,8 Milliounen eropgoe wäert. Dëst gëllt fir all Demand, déi nom Akraafttriede vun dësem Gesetzesprojet beim Wirtschaftsministère erakënnt.

An deem Kontext kann een iwwregens och soen, datt bis elo iwwer 66 Milliounen Euro u Subventioune fir Projete vun der Extensioun vun den Aktivitéite vun der energeetescher Effikassitéit oder vun der Innovatioun accordéiert gi sinn. Dës Subventioun gëtt effektiv debourséiert, soubal déi Facturen, déi den Demandeur hannerleet, och bezuelt gi sinn.

Beim Gesetz vum 24. Juli ginn och e puer Prezisiounen am Text virgeholl, zum Beispill d'Definitioun vun den Actifs corporels, déi méiglecherweis als admissibel Käschte kéinten ugerechent ginn.

Esou ginn am Artikel 2 an der Definitioun vun den Actifs corporels sämtlech Bienen ausgeschloss, déi un aner Acteure fir Sue verlount ginn.

An deem Sënn ass och ze bemierken, datt, fir d'Relance vun eiser Ekonomie weider kënnen ze ënnerstëtzen, den Artikel 4 eng Vereinfachung um Niveau vun der Injektioun vu Privatkapital a Societéite virgesäit. Kredittinstituter an Investitiounsfirmen kënnen eng qualifizéiert Prise de participatioun an e Kapital vun enger Societéit huelen, ouni datt de Regulateur am Virfeld säin Agrement duerfir muss ginn. Déi üblech Obligatioun vum Agrement duerch d'CSSF um Niveau vum Artikel 57 vum Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur fält also ewech. Allerdéngs ass dës Vereinfachung fir d'Injektioun vu Privatkapital an Entreprisen un eng duebel Konditioun gebonnen: An zwar muss déi qualifizéiert Participatioun ënner 40 Milliounen Euro leien a si muss och manner wéi 5 % vun de Fonds propres vum Acquereur ausmaachen. Gëtt ee vun deenen zwee Seuilen iwwerschratt, esou muss weiderhin den Agrement vum Regulateur gefrot ginn. An der Praxis wäert bei grousse Kredittinstituter als Éischt de Seuil vun de 40 Millioune gräifen, well se Fonds propres vu méi wéi 800 Milliounen hunn, bei méi klengen Acquereure wäert deementspriechend fir d'éischt de Seuil vu 5 % gräifen.

D'Mobiliséiere vum Kapital en faveur vun den Entreprisen, déi nei Liquiditéite brauchen, ass sécherlech ee wichtegen Hiewel vun der Relance. De Staat huet - an dat ass och dat, wat mer an der Kommissioun sengerzäit diskutéiert hunn - awer schonns d'lescht Joer seng Responsabilitéit iwwerholl, andeems d'SNCI nieft Garantien an Héicht vun 200 Milliounen Euro fir PMEen de Programm Financement spécial anti-crise lancéiert huet. Dëse Programm an Héicht vu 400 Milliounen Euro - mat enger Hiewelwierkung bis 700 Milliounen Euro - ass schonn am Kader vun der Presentatioun vum PSC (ndlr: Pacte de stabilité et de croissance) d'lescht Joer gemaach ginn, also am Kader vum PSC 2020.

D'SNCI ka bis zu 60 % vun den exceptionelle Finanzementer decken, déi aner 40 % vum Finanzement ginn iwwer eent vun deenen aacht Kredittindstituter assuréiert, déi sech involvéieren. Dorënner befënnt sech och d'Spuerkees. Och dat war en Theema an der zoustänneger Kommissioun.

Dat gëtt mer och d'Stéchwuert, fir dorobber e bëssen anzegoen: Do ass d'Beispillfunktioun vun der Spuerkees ugeschwat ginn opgrond vun der Tatsaach, datt d'éffentlech Hand hei zu 100 % Aktionär ass. Hei ass et wichteg ze ënnersträichen, datt et fundamental ass, datt d'Banken eis Ekonomie ënnerstëtzen an dëse schwieregen Zäiten a besonnesch déi Entreprisen, déi à la base en zolitte Geschäftsmodell hunn. Gläichzäiteg ass awer och an der Kommissioun kloer gesot ginn, dass d'Politik enger Spuerkees keng direkt Instruktiounen ze ginn huet. Grad well et sech ëm eng systeemesch Bank handelt, ass et kruzial, dass se d'Kapital eegestänneg an onofhängeg opgrond vun den objektive Krittären asetze kann.

Aussergewéinlech Situatioune wéi déi, déi mer de Moment hunn, fuerderen natierlech och Solidaritéit, besonnesch och an der Wirtschaft. Aus deem Grond ass et natierlech och gutt, datt mir den Artikel 4 matstëmmen. Opgrond vun deem Artikel 4, denken ech, ass elo och d'Motioun vum Här Mosar deposéiert ginn, dat hate mer och schonn an der Kommissioun ugeschwat, well een de Privatpersounen d'Injektioun vum Kapital an eng Entreprise, déi Liquiditéite brauch, an dësem Fall méi einfach mécht.

An deem Sënn wëll ech och betounen, datt eis bestoend Steierlandschaft dës Injektioune vu Kapital begënschtegt. Dat ass awer och fir ze soen, datt mir an där Philosophie net an enger Spekulatioun vu Profit à court terme sinn, mee datt dat och an deem Sënn ass, datt eng Participatioun op méi wéi sechs Méint op jidde Fall ugeschwat gëtt an datt d'Plus-value vu verkaafte Parten dann natierlech steierlech méi attraktiv gëtt. Ech mengen, dat ass mat dran an deem ganze Konzept oder an där ganzer Iwwerleeung, déi vun der CSV duerch déi Motioun hei deposéiert ginn ass.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis keng Opposition-formellë gemaach. Et waren Avisen do vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, déi a mengem schrëftleche Rapport sinn, wou Der weider Detailer fannt.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Rapporter, dem Här Claude Haagen, villmools Merci a ginn d'Wuert un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporter e grousse Merci soe fir säin ausféierlechen an detailléierte schrëftlechen an och mëndleche Bericht.

An dësem Projet de loi geet et jo drëm, Upassungen ze maachen un europäesch Normen, déi mer hunn, wat d'Dauer, wat temporär Kreditter ubelaangt an awer och gläichzäiteg, wat d'maximal Beträg ubelaangt, déi bis elo méiglech waren.

Mir begréissen ausdrécklech, dass d'Dauer vun der Uwendung vum Gesetz bis Enn 2021 verlängert gëtt, wat eng gutt Saach ass. An dat berouegt och vill Chefs d'entreprise, déi sech vill Gedanke gemaach hunn, wat elo op se zoukënnt, dass dat bis Enn des Joers weiderleeft.

Mir begréissen des Weideren och, dass an deem Kontext de maximale Plaffong vun 800.000 op 1,8 Milliounen an d'Luucht gesat gëtt. Dat ass net evident, mee dat hëlleft awer verschiddene Betriber iwwert dat Schlëmmst ewech an et wäert och sécherlech derzou bäidroen, dass et net grad zu ze vill Faillitte kënnt - well och Faillitte wäerten duerno net ausbleiwen an och Faillitte wäerte mat sech bréngen, dass Aarbechtsplaze verschwannen. An dofir ass dat eng gutt Saach. Et ass besser, elo an d'Betriber ze investéieren, wéi dass mer herno mussen a Chômage investéieren.

De Projet de loi mécht et och méiglech, d'Prozedur bei de Kapitalinvestitiounen an engem Kredittinstitut méi interessant ze maachen. Dat ass schonn ausgefouert ginn.

Fir eis als CSV ass et awer och wichteg, an dat wëll ech eng Kéier ënnersträichen, dass ee sech och elo doriwwer Gedanke mécht, wat nach alles op eis zoukënnt. Mir hunn net manner wéi iwwer 40 Motiounen eraginn, mir hu parlamentaresch Amendementer eraginn, mir hu Proposition-de-loien eragi bei de Betribshëllefen, mee et war oft de Fall - dat war eng vun den Ursaachen, firwat ech déi Proposition fir d'Ännerung vum Reglement vu virdru gemaach hunn -, dass den Avis zu deene Proposition-de-loien, déi mir gemaach hunn, eréischt koum, wa schonn en anert Gesetz do war, well eebe Projet-de-loie méi séier behandelt gi si wéi Proposition-de-loien. An et ass och elo nach eng Kéier - net hei bei dësem Ministère, mee beim Schwësterministère, bei de Classes moyennes - erëm esou eng Situatioun, wou eng Proposition de loi vun eis elo eréischt aviséiert ginn ass, nodeems d'Gesetz schonn eng Kéier verbessert gi war, well dat eeben och ze laang gedauert huet.

Fir eis ass et eebe wichteg, dass mer de Betriber hëllefen, a mer waren och der Meenung, dass d'Regierung deen Handlungsspillraum vill méi fréi vill méi hätt kënne gebrauchen, fir de Betriber do och schonn éischter kënnen entgéintzekommen. Et ass och fir eis wichteg, dat nach eng Kéier ze ënnersträichen: Hei geet et ëm d'Betriber, mee hei geet et och ëm déi Beschäftegt an hei geet et och ëm déi Familljen, déi dovu liewen.

A mir sollen eis alleguerten och eens sinn - wa mer dat eng Kéier fäerdegbréngen -, dank der Impfcampagne, déi jo elo en aneren Tempo kritt huet, dass et och eng Kéier gëllt, de Bilan ze maachen; de Bilan ze maache vun all deem, wat geschitt ass, och vun all deem, wat vu Scholde komm ass, souwuel fir de Staat, mee awer och an de Betriber, a wéi et dann och wäert méiglech sinn, dass déi Geschäfter an déi Betriber liewensfäeg bleiwen. An do ass et och ganz wichteg, dass mer wachsam sinn als Parlament an dass mer de Betriber do net den Hals zoudréien.

Do denken ech och besonnesch un déi am meeschte betraffe Secteure wéi den Horeca, den Tourismus an och den Event-Secteur, wéi schwéier et fir déi war, fir de Kapp iwwer Waasser ze halen. An do gëllt et och, deene Betriber duerno net vun haut op muer den Hals zouzedréien, wann d'Hëllefsperiod sollt eriwwer sinn a wann et dann drëm geet, déi Scholden zréckzebezuelen.

Et ass ze hoffen, dass, wann déi Gesondheetskris gläich eriwwer ass - oder hoffentlech! gläich eriwwer ass -, dass mer dann och kucken an e genaue Bilan maachen, wat déi eenzel Mesurë bruecht hunn; wat déi eenzel Mesurë bruecht hunn am Ekonomeschen, awer och, wat déi eenzel Mesurë bruecht hunn als finanziell Konsequenzen op déi jeeweileg Secteuren, op de Staatsbudget an och, wat dat alles nach mat sech bréngt an deenen nächste Méint a Joren, well et gëllt, och do de Grondsteen ze leeën, dass déi Betriber produktiv kënne schaffen no där Kris.

A mir mierke jo schonn, wann een nëmme kuckt, wat elo lass ass am Bau, wat do fir eng Präisentwécklung ass, well net séier genuch Material erbäikënnt - déi nächst Branche, déi dovu betraff ass, ass den Automobillsecteur, well esou kleng Chippen net méi séier genuch erbäikommen, fir dass do d'Produktioun leeft, fir dass och do d'Vente erëm ka weidergoen -, dass et awer, och wa mer Liicht um Enn vum Tunnel gesinn, nach eng Zäitche wäert daueren, bis mer zur Normalitéit zréckfannen an dass et och dorëms geet, mat de Betriber dann an där néideger Rou déi Diskussiounen ze féieren.

An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: Duerfir hate mer jo och elo e Rappel un d'Regierung gemaach, fir elo schonn eng Tripartite zesummenzeruffen, fir do och mat de Sozialpartner kënnen doriwwer ze schwätzen.

Zum Artikel 4 an zu där Motioun, do ass mäi Kolleeg, de Laurent Mosar, schonn drop agaangen an och den Här Haagen huet schonn e Wuert dozou gesot. Ech mengen, dass et fir eis och wichteg ass, dass dat matberücksichtegt gëtt.

A mat all deene Remarken, déi ech elo gemaach hunn, géif ech awer den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet ginn an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Marc Spautz villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Meng Virriedner hunn et scho gesot: Et gesäit een effektiv, dass e gewëssenen Optimismus sech verbreet an der Gesellschaft an an der Wirtschaft, well duerch den Impfstoff komme mer an eng Perspektiv, wou mer wëssen, dass et warscheinlech 2022 an 2023 erëm besser ausgesäit, wirtschaftlech a sozial. An awer, mir sinn duerch déi Pandemie elle gerëselt ginn, gesellschaftlech souwisou, mee eeben och ekonomesch. An duerfir musse mer eise Betriber, deene klengen an deene groussen, hëllefen.

Dat geschitt mat deenen Aiden, déi elo haut iwwert dëse Wee ugepasst ginn. Meng Virriedner hunn dat op eng flott Manéier gewisen, wéi se gesot hunn, dass een dat Soziaalt an dat Ekonomescht net däerft dissociéieren, net däerf trennen, well - wéi ech ëmmer esou schéi soen -: „Et baut ee kee soziaalt Paradäis op en ekonomesche Kierfecht." An duerfir musse mer eis Betriber ënnerstëtzen.

Dat geschitt duerch déi Hëllefen, déi de Franz Fayot elo hei mat eis zesummen an d'Weeër wëllt leeden. Ech wëll awer och drun erënneren - an ech gesinn hei d'Presidentin vun der Mëttelstandskommissioun -, dass de Mëttelstandsminister Lex Delles ëmmer an der zoustänneger Kommissioun gesot huet, dass, wann Hëllefen noutwendeg sinn, verlängert musse ginn a verbessert musse ginn, d'Regierung dat selbstverständlech wëllt maachen.

Duerfir begréisse mer natierlech, wéi vill anerer hei am Parlament, dass dës Hëllefen ugepasst ginn - ugepasst souwuel, wat d'Demande ugeet, wéi och, dass se an der Zäit verlängert ginn -, am Interêt vun der wirtschaftlecher Infrastruktur vun eisem Land an domadder och zum Wuel vun deenen, déi een déi schaffend Leit nennt, an domadder och zum Erhalt vun diversen Aarbechtsplazen.

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här André Bauler. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, schlussendlech ass Lëtzebuerg vill besser duerch d'Kris komm, wéi mer eis dat nach virun enger Rei Méint virgestallt haten, a virun allem vill besser wéi de Rescht vun der EU: „Just" - ënner Gänseféisercher - eng Decroissance vun 1,3 % am Krisejoer 2020. D'EU-Moyenne war minus 6,1; just Litauen huet nach besser wéi Lëtzebuerg ofgeschnidden. A fir 2021 gesäit et esou aus, dass eis Ekonomie nees ëm 4 % wiisst. D'EU-Moyenne ass e wéineg méi héich, mee wann Der net esou déif faalt, da kënnt Der och net esou schnell erëm vu wäit eropkommen.

Mer däerfen awer dobäi net vergiessen, dass dës Zuelen net weisen, wéi ënnerschiddlech d'Situatioun a verschiddene Secteuren hei am Land ass. 4 %, dat ass nun emol dat, wat ënnert dem Strëch erauskënnt. A mir wëssen et all heibannen,- de Finanzsecteur ass schonn ugeschwat gi virun e puer Minutten -, virun allem kënnt dëst gutt Resultat zustanen duerch de Finanzsecteur, dee weider schaffe konnt wärend der Kris. Mee eng Rei aner Secteure sinn an enger ganz anerer Situatioun. Fir déi Secteuren an hirer Reprise ze ënnerstëtzen, ass et nun emol wichteg, dass dës Aiden den Entreprisen hëllefen, hir temporär Liquiditéitsengpäss ze iwwerwannen.

Et ass also gutt, dass mer déi mat dësem Gesetz weider oprechterhalen an dat bis zum Schluss vun dësem Joer, géif ech emol soen. Duerno kucke mer weider, oder op europäeschem Niveau.

Bei den Aides remboursables an och bei de staatleche Garantië goufen am Ganzen iwwer 300 Milliounen accordéiert. Mee de Regimm vun den Investitiounshëllefen ass nach zimmlech hannendran: Ok, Aidë fir knapp 40 Millioune goufen accordéiert bis Enn 2020 - just 2 Millioune goufe bis haut ausbezuelt. De Minister Fayot kann eis vläicht déi lescht Zuele ginn, wou mer do dru sinn.

Mee dowéinst begréisse mir Gréng déi staark Erhéijung vum Plaffong vun der Hëllef op 1,8 Milliounen a mir hoffen, dass dëse Regimm doduerch vill méi attraktiv wäert ginn. Grad an den nächste Méint, wärend deene sech déi sanitär Situatioun weider verbessere wäert, op d'mannst hei an Europa, ass et wichteg, dass d'Betriber vill investéieren an doduerch d'Relance ukuerbelen.

D'Ekonomie relancéieren, andeems mer d'Entreprisë weider ënnerstëtzen, och a puncto Investitiounen an Erweiderung vun hiren Aktivitéiten, dat bedeit jo och d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen. D'Verlängerung vun den Hëllefen ass also och eng Investitioun, déi de Leit zeguttkënnt, déi fir de Moment am Chômage sinn an déi et méi schwéier hunn, eng Aarbecht ze fannen, vu d'Konjunktur.

Wichteg ass an eisen Aen, dass d'Banke an der Relance och eng Roll musse spillen, genau sou, wéi se et bis elo an der Kris gemaach hunn, zum Beispill, wéi se am Ufank vun der Kris den Entreprisë Moratoiren op hire Kreditter accordéiert hunn. A jiddwereen heibannen huet dat matkritt an dem Secteur vun de Banken ass schonn oft Merci gesot ginn, dass se do zevirkommend waren.

Dofir ass d'Mesure an dësem Gesetzesprojet, fir et zum Beispill Investitiounsbanken, mee och deene sechs Banken a besonnesch der Spuerkeess, méi einfach ze maachen, Kapital an Entreprisen ze injizéieren. Eng Participatioun ze huelen, ass och eng richteg Mesure - eng Klammer: Ech hunn dat a mengem beruffleche Liewen ëmmer vermësst an ech hu vill Betriber kannt, deenen dat guttgedoen huet -, allerdéngs hunn all d'Banken eng kloer Responsabilitéit, fir aus dëser Relance eng Chance fir de Financement vun der ekologescher Transitioun ze maachen. Amplaz klimaschiedlech Aktivitéiten ze finanzéieren, mussen och si onbedéngt an Zukunftstechnologien investéieren an d'Betriber, mat deene se zesummeschaffen, a Richtung méi Nohaltegkeet pushen. Ech weess, et ass net evident fir d'Banken, well net ëmmer den néidegen Knowhow do ass, wéi se mir et schonn des Éftere soten.

Et geet awer ëm de Prinzip vum Responsible Banking. Hei ass en Zitat aus enger Ried vum leschte Joer, déi ech op dëser Plaz gehalen hunn: „D'Banke musse sech an Zukunft besser opstellen an déi néideg Kompetenzen entwéckelen, fir d'Entreprisen dobäi ze begleeden, hir Businessmodeller nohalteg ze gestalten a méi resilient géint Schocken ze sinn - Stéchwuert: Responsible Banking. Dës Virstellung iwwert d'Roll vun de Banken ass net a mengem Gaart gewuess, mee ass vun der EBA an der BEI kloer thematiséiert ginn, gradwéi vun der UNEP-Finance-Initiative, an och net eréischt elo, mee ganz kloer 2019." Also och virun der Coronakris waren d'Erausfuerderunge schonns bekannt, deenen eis Banke sech stelle sollen, fir bei der Transitioun eng Hand mat unzepaken.

Mir kënnen eis keng Relance à tout prix leeschten, déi just drop aus ass, de PIB kuerzfristeg an esou séier wéi méiglech nees no uewen ze drécken. Wat mer elo brauchen, ass en Ëmdenken a gezielt Investitioun an d'Ekonomie vu muer. Et geet elo drëm, déi nohalteg Transitioun vun eiser Ekonomie virunzebrénge mat Innovatioun, mat Investitioun an erneierbar Energien a mat manner Ressourcëverbrauch. Esou schütze mer net just de Klima, mee mir schafen op déi Aart a Weis och gutt a sécher Aarbechtsplaze fir d'Zukunft.

Nieft all den Neistarthëllefe sinn duerfir och d'Hëllefe fir nohalteg Investissementer, déi duerch dëse Gesetzesprojet erhéicht a verlängert ginn, e wichtegen Outil, dee mer an Zukunft weider ausbaue sollen. Dës Positioun vun eis Gréngen hunn ech zejoert scho beim Gesetz iwwert d'Staatsgarantië vertratt, wou mer och iwwert déi gréng Relance geschwat hunn. Deemno: Wat ech virun engem Joer gesot hunn, bleift méi wéi jee aktuell.

Op dëser Plaz merci dem Claude Haagen fir säi klore schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen deem Här Margue Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och vläicht just e puer Iwwerleeunge maachen hei bei déi vill gutt Rieden, déi scho gehale goufen, well ech mengen, et ass wierklech scho ganz vill gesot ginn.

Ech wéilt och vläicht ufänken, dem Här Haagen Merci ze soen, en huet wierklech e ganz komplette Rapport hei virgedroen.

Vläicht e puer Iwwerleeungen. Dat Éischt ass, wéi laang sollen déi Hëllefen un d'Betriber gëllen? Hei ass sech felicitéiert ginn, datt dat elo ka bis Enn vum Joer praktesch gemaach ginn. Mee dat ass net d'Positioun vun der ADR. Mir hunn ëmmer gesot: Déi Hëllefe sollen esou laang ausbezuelt ginn - op d'mannst esou laang ausbezuelt ginn! -, wéi de Staat d'Betriber drun hënnert, ënner normale Konditiounen ze schaffen! Dat ass d'Verantwortung vum Staat! De Staat gräift an, en hënnert d'Betriber op verschidde Manéieren drun, hir Aktivitéite esou kënnen ze ausféieren, wéi si dat wëllen. An esoulaang de Staat do an déi fräi Ekonomie agräift, huet en eng Verantwortung, fir weider ze ënnerstëtzen. Dat léisst sech u sech net un engem Datum festmaachen, dat léisst sech just dorunner festmaachen,

wéini de Staat et erëm erlaabt, datt d'Ekonomie ka fräi fonctionéieren. Esoulaang sollen déi Hëllefen ausbezuelt ginn, a selbstverständlech op eng grouss a generéis Manéier.

Déi zweet Iwwerleeung ass déi europarechtlech. Ech mengen, et ass jo hei ëmmer gesot ginn, mir missten op europäeschem Niveau kucken an esou weider, fir dat ze maachen. Ech sinn absolutt net iwwerzeegt, datt dat wierklech déi richteg Interpretatioun vum Artikel 107 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ass.

Vläicht e puer Wierder Erklärung: Dat europäescht Konkurrenzrecht huet als But, Distorsiounen am Bannemaart ze verhënneren. Dat ass den Objet. Ech mengen, mir kënnen net als Member vum Bannemaart hei Moossnamen huelen, déi Betriber an anere Staate géife schueden. Mee wéi wäit géif dat iergendengem schueden, wa mir hei e Café, e Restaurant oder en Hotel ënnerstëtzen? Dat ass schonn eng Konstruktioun, déi relativ wäit geet, fir dat ze soen. An et muss een einfach soen, datt, wann een den Artikel 107 vum Traité sur le fonctionnement liest, datt et ganz kloer ass, datt do just d'Distorsioun vum Bannemaart viséiert ass, a wa mir Moossnamen huelen, déi dat net als Effet hunn, ass u sech keng Dispositioun, déi eis dorunner hënnert, zemools well den Artikel 107 och virgesäit, datt e Staat duerchaus kann agräifen am Fall vun enger Calamité naturelle. An ech mengen, datt een hei ouni grouss Fantasie kann eng Krankheet, wéi elo zum Beispill e Virus, d'Expansioun vun engem Virus, als Calamité naturelle interpretéieren, wat also souwisou erlaabt ass nom Artikel 107 vum Traité sur le fonctionnement.

Dofir, dat Argument, datt mer ëmmer mussen op Europa zréckgräifen, fir do d'Erlabnis ze kréien, fir dëst oder dat däerfen ze maachen, ech wëll dat wierklech a Fro stellen. Ech mengen, et ass scho verwonnerlech, wa mer vun der Horesca oder vun anere klengen Associatiounen hei am Land - also, fir eis ass et eng grouss Associatioun, mee et ass elo europawäit keng ganz wichteg Associatioun -, erkläert kréien, datt d'Regierung am Dialog mat esou Verbänn, Associatioune seet: „Jo, dat geet net, mir kënnen Iech net méi hëllefe wéinst dem Artikel 107 vum EU-Vertrag." Dat ass warscheinlech eng Excuse vun der Regierung, dat berout net op enger korrekter Interpretatioun vum europäesche Recht.

Dann ass hei och nach geschwat ginn, och vu mengem Virriedner, iwwert déi ekologesch Transitioun. Jo, gutt, eng ekologesch Transitioun ass sécher sënnvoll, wann - an dat, mengen ech, ass och wichteg fir Betriber wéi d'Banken oder anerer, déi awer Exigenzen hu vu Profitabilitéit, vu Rentabilitéit, dat ass eeben an eisem Wirtschaftssystem esou de Fall - se och vu sech aus iwwerzeegt sinn a géintiwwer hiren Aktionäre kënne vertrieden, datt Investissementer an déi Beräicher ekonomesch fiabel sinn. Esou fonctionéiert eis Ekonomie. An ech muss soen, datt mer relativ gutt mat deem System fonctionéieren, wann ech e mat all anerem Wirtschaftssystem op der Welt vergläichen. Et ass sécher kee perfekte System, mee en ass esou gutt, datt mer hei am Land an engem gewëssene Wuelstand kënnen existéieren. Esou schlecht kann en also net sinn!

Wien also an déi fräi Wirtschaft agräift a probéiert - wéi dat massiv a leschter Zäit de Fall ass -, hei d'Investissementer vun der Ekonomie an déi fräi ekonomesch Aktivitéiten esou ze kanaliséieren, datt de politeschen Drock op verschidde Wirtschaftssecteuren esou grouss gëtt, datt se sech praktesch politesch obligéiert fillen, a verschidde Secteuren ze investéieren oder a verschidde Pabeieren ze investéieren, ouni datt d'Konditioune vun der Rentabilitéit erfëllt sinn, deen hëlt och eng politesch Verantwortung.

An ech wëll zum Beispill just op déi Kris vun de Subprimes an Amerika verweisen, déi haaptsächlech verursaacht gouf duerch politesch orientéiert Decisiounen an den Agréff vun der Politik an den normale Fonctionnement, an déi normal Konditiounen, déi am Bankesecteur gegollt hunn.

Wësst Der, et ass net ëmmer einfach, politesch Verantwortung ze droen. Mee eng vun de Charakteristike vun der politescher Verantwortung ass, ze wëssen, wou déi Muecht, déi een huet, soll limitéiert sinn, ze wëssen, wat sënnvoll ass, wat responsabel ass a wou d'Politik sech besser eraushält an d'Ekonomie gewäerde léisst!

An ech mengen, mir mussen hei e klore Message ginn: Mir sinn net do, fir an dee leschte klengen Detail vun der Ekonomie anzegräifen. Mir sinn do, fir e Kader ze schafen, an deem eis ekonomesch Akteure sech kënnen esou deployéieren, datt si an den Exercice vun hirer ekonomescher Verantwortung eis Gesellschaft mat no vir brénge kënnen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz ginn also d'Covidaidë bis Enn des Joers verlängert. An d'Limitt, wat de Staat un en eenzege Betrib ka verginn, gëtt mat 1,8 Millioune méi wéi verduebelt.

D'EU-Kommissioun hat schonn am Januar hiren Ok ginn, fir genau dës Verlängerung bis Enn des Joers ze maachen. Ech hat dowéinst och schonn am Januar eng Motioun deposéiert, fir d'Bäihëllefe bis den 31. Dezember ze verlängeren an esou de Betriber mëttelfristeg méi Previsibilitéit ze ginn. Déi Motioun war zwar deemools ofgeleent ginn, mee mir si frou, datt d'Verlängerung dann elo trotzdeem kënnt.

Leider gouf awer och bei dësem Text dee vun der EU virgesinne Kader nach net ganz ausgeschëpft, mee d'Kolleege vun der CSV sinn do jo mat enger Proposition de loi drun, a mir kucken, wéi déi dann diskutéiert gëtt.

Mir Piraten géifen endlech gär gesinn, datt et méi séier geet mam Ausbezuelen. Mir bräichten eng verbindlech Zäitlimitt, déi bestëmmt, wéi vill Zäit den Demandeur ab deem Moment, wou e seng Dokumenter all agereecht huet, maximal muss arechnen, bis d'Suen dann och um Kont ukommen.

Mir hunn d'Dauer vun deem Prozess schonn heefeg kritiséiert, d'Zäit, déi tëscht dem Areeche vun enger Demande an dem Moment, wou d'Suen dann endlech um Kont vum Demandeur sinn, vergeet.

D'Leit mussen hir Sue rechtzäiteg kréien an net eréischt Méint, nodeems se hir Demande agereecht hunn. D'Rechnunge musse bezuelt ginn, wa se an d'Haus flatteren an net eréischt zwee Méint méi spéit.

Mir Piraten hunn eis zwar, wéi warscheinlech jiddwereen heibannen, iwwert déi rezent Ouverturen am Sport, am Evenementiel an am Horeca gefreet. Dës rezent Ouverturë sinn awer, wéi mer an deene leschten Deeg och an der Press gelies hunn, nach keng Garantie fir en Akommes fir déi Betraffen an dëse Secteuren.

Den Horeca-Secteur huet an deem Kader scho mat genuch Onsécherheeten ze kämpfen. D'Betriber brauchen dës Aiden, well wien eng Rechnung bei engem Fournisseur net begläiche kann, kann oft och keng weider Bestellunge beim nämmlechte Fournisseur maachen. An dann ass de Betrib vill méi séier erëm zou, wéi en opgaangen ass.

Et ass och nach net ofzegesinn, wéi vill Leit sech no sechs Méint Zwangsschléissung a mat Schnelltestflicht an deenen nächste Wochen a Méint an de Restauranten a Caféen erëmfanne wäerten. Et ass och nach net gesot, wéi vill Leit an noer Zukunft wëllen u Concerten oder soss Evenementer deelhuelen. Mir hoffen natierlech all op eng séier Relance. Mee de Staat muss dëse Secteuren och weiderhin e Sécherheetsnetz spanen, falls et e puer Wochen oder Méint sollt daueren, bis d'Clienten erëmkommen.

Ech wëll hei kee pessimistescht Bild opzeechnen, keng schwaarz Wolleken um Horizont gesinn. An awer denken ech, datt een an dësem Fall nieft dem Sonnebrëll vläicht awer och direkt e Prabbeli sollt mat apaken an op dat Schlëmmst sollt virbereet sinn, och wa mer alleguerten zesummen op dat beschte Wieder hoffen. De Staat muss hei prett sinn, fir déi Betriber opzefänken, déi mussen opgefaange ginn.

An un d'Eegekapital ze goen ass eng gutt Pist, mee et ass och keen Allheelmëttel, well et ass sécher eng Pist, déi net fir jiddwereen an all Situatioun applikabel ass an och net an all Betrib an all Situatioun sënnvoll ass. Et gëtt Betriber, fir déi ass et immens interessant, eng Eegekapitalaugmentatioun ze maachen, amplaz sech ze verscholden. An da gëtt et aner Betriber, wou et engersäits fir de Betrib oninteressant ass an anerersäits och fir den Investor ganz oninteressant ka sinn. Ech mengen, datt dat eng ganz nuancéiert Diskussioun ass, déi mer awer onbedéngt féiere sollten.

Här President, mir brauchen Aiden, déi séier ausgeschott ginn a méiglechst keen duerch d'Netz fale loossen. Mir brauchen Aiden, fir och weiderhin eng Faillitewell ze vermeiden a fir Aarbechtsplazen ze sécheren, well wéi verschidde Kolleege virdru gesot hunn: „Et ass besser, mir investéieren elo an d'Weiderexistenz vun de Betriber, wéi herno Chômage mussen ze bezuelen."

Duerfir maache mer hei nach emol den Appell fir eng méi kloer Zäitlimitt an da fir d'Ausschëpfe vun de Limitten, déi d'EU eis virgëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Här President, léif Deputéiert, fir d'éischt emol e grousse Merci un de Claude Haagen, de Rapporter, fir säi ganz komplette Rapport zu dësem Projet de loi. Et ass ganz vill gesot ginn. Och merci all de Virriedner, déi hei intervenéiert hunn. Ech mengen - a mir hunn des Ëfteren am leschte Joer heiriwwer diskutéiert -, et war wichteg fir d'Stabiliséierung vun eiser Ekonomie, dass mer d'lescht Joer am Mäerz an och duerno am Mee esou schnell déi Stabiliséierungspäck do adoptéiert hunn, fir justement kënnen ze intervenéieren, fir d'Betriber ze stabiliséieren, fir eisen Tissu économique kënnen an dëser Kris ze begleeden.

An et ass och weiderhin extreem wichteg, dass mer d'Sortie de crise begleeden, awer och orientéieren. An de Claude Haagen ass op déi verschidden Instrumenter agaang, déi mer heimadder prolongéieren am Kader vun deem europäesche Framework. An dobäi sinn allen dräi Instrumenter extreem wichteg, alle véier éischter. Ech ginn nach kuerz méi prezis op déi verschidde Mesuren an, mee et ass eng, déi ganz besonnesch wichteg ass, an och dovun ass scho vun e puer Virriedner geschwat ginn: Dat ass déi Neistarthëllef, déi mer agefouert hunn am Juli d'lescht Joer.

Ech hunn dat schonn e puermol hei gesot, déi Neistarthëllef hat en immense Succès. Do sinn am ganze 66 Milliounen Euro accordéiert ginn. 219 Projete vun Entreprisen, déi alleguerten a Richtung vun där grénger nohalteger Relance ginn, vun enger méi digitaler Relance, vu Kreeslafwirtschaft, wou mer wierklech d'Potenzial ausgeschëpft hu vun deem europäesche Kader, fir nach méi staark Aiden ze ginn, fir d'Intensitéit vun den Aiden eropzeschrauwen, wa Betriber, wéi gesot, a méi digital Prozesser, a besser, méi ëmweltfrëndlech Produktiounsprozesser mat manner Emissiounen, mat méi Kreeslafwirtschaft investéiert hunn.

Mir gesinn unhand vum Succès vun deem Instrument, dat mer elo nach weiderféiere bis Enn des Joers, dass d'Entreprisen hei zu Lëtzebuerg optimistesch an d'Zukunft kucken an dass se wëllen innovéieren an dass se wëlle méi nohalteg ginn, dass se wëllen hir Prozesser dekarboniséieren.

An, Här Kartheiser, ech mengen, et ass och erkannt ginn, dass d'Diktat vun der Renditt eleng net méi deen eenzege Krittär ass, fir Investissementer ze maachen. Ech mengen, et ass erkannt gi vu ganz villen Entreprisen hei zu Lëtzebuerg an och vun Investisseuren, dass eng dekarboniséiert Ekonomie, eng nohalteg Ekonomie de beschte Garant ass fir d'Kompetitivitéit vu muer. Dat ass keen Investissement à fonds perdus, dat ass en Investissement an d'Zukunft. An d'Entreprisë wëssen, dass se, fir muer op Marchéen ze bestoen, musse Produiten hierstellen, déi niddreg sinn am CO_2, déi op eng gréng Aart a Weis produzéiert ginn: Grénge Stol, gréngen Aluminium, gréngen Zement, alles dat, dat ass déi Transitioun, an där mer dra sinn an déi accompagnéiere mer duerch déi Neistarthëllefen, déi mer heimadder och prolongéiert hunn.

Et ass och des Ëfteren hei am leschte Joer gesot ginn, dass déi Hëllef, déi Garantie d'État am Fong e retentissante Flopp wier. Haaptsächlech den honorabelen Deputéierte Mosar huet dat des Ëftere mat gusto hei widderholl. Abee, et gesäit een, an ech hunn dat e puermol gesot, dass dat eng Mesure ass, déi eréischt zu méi engem spéiden Zäitpunkt gegraff huet.

Mir hunn haut, de Claude Haagen huet dat nach eng Kéier rappeléiert, eng 150 Milliounen Euro, déi garantéiert gi si vum Staat op Prêten, déi vun deene siwen, aacht Banken do ausgi gi sinn un Entreprisen. Dat ass e considerabele Montant. Och dat weist, dass dat Instrument benotzt ginn ass vun Entreprisen, déi sech vläicht an enger éischter Phas mat deenen Avances remboursables agedeckt hunn, déi sech och iwwer Direkthëllefen iwwer Waasser gehalen hunn an déi duerno op déi Prêt-garantien do zréckgegraff hunn, fir, jo, och an hir Entwécklung ze investéieren, fir sech weider an Zukunft auszebauen. Dat heescht, och dat ass eng Mesure, déi gutt fonctionéiert huet, déi mer och heimadder nach weider wäerte fortféieren.

D'Instrument vun der Prise de participation ass och ugeschwat ginn. Jo, ech mengen, dat wär e ganz interessant Instrument an et ass gutt, dass mer dat maachen, dass mer de Banken d'Méiglechkeet ginn, fir en exception vun där Dispositioun oder vun eisem Gesetz iwwert de Finanzsecteur kënne Participatiounen ze huele vu bis zu 5 % oder bis zu 40 Milliounen Euro, ouni dass se domadder tangéiert sinn ënnert dem Reglement iwwert d'Kredittexigenzen.

Dat ass e gutt Instrument an ech mengen och, dass déi Motioun, déi Der eraginn hutt, am Fong eng interessant Pist ass. Ech si ganz bei Iech, dass et interessant wär, déi forcéiert Epargne, déi zesummekomm ass wärend där Zäit - net nëmme bei eis, ech mengen, a ganz ville Länner ass dee Phenomeen constatéiert ginn -, ze mobiliséieren, fir an d'Realwirtschaft ze investéieren, fir an déi lokal Realwirtschaft kënnen ze investéiere plutôt wéi zum Beispill an de Steen, wou se eise schonn ugespaanten Immobiliemarché nach weider géif unhëtzen.

Ech mengen awer, dat ass eng Iddi, déi iwwregens och an d'Richtung geet vun enger Reflexioun, wéi mer eise Regimm iwwert de Capital risque méi attraktiv kënne maachen. Dir wësst, dass mer do als Regierung och driwwer nodenken, wéi mer kënnen Incitative schafen um steierlechen Niveau, fir Investisseuren, Fongen, awer och privat Leit ze encouragéieren, fir a jonk, innovativ Entreprisen ze investéieren.

Dat hei geet e bëssen an déi selwecht Richtung. Ech fannen déi Iddi interessant, ech mengen awer, an ech géif hei déi Propositioun maachen un d'Chamber, dass déi Motioun am Fong éischter an d'Cofibu gehéiert. Ech géif also proposéieren, fir se dohinner ze verweisen, fir dass se do kann diskutéiert ginn, well ech mengen och, dass se an déi Diskussioun passt, an déi méi large Diskussioun iwwert d'Fiskalitéit, wou d'Cofibu jo och e Rapport preparéiert. Ech mengen, dass dat heiten eng vun deene weidere Mesuren ass, wou mer kënnen effektiv vun der Sortie de crise profitéieren, fir déi Epargne, déi Erspuernesser an déi richteg Richtung ze orientiéieren. Mee wéi gesot, ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi an d'Cofibu gehéiert. Voilà, dat wär déi Propos, déi ech Iech géif heizou maachen.

Voilà, wéi gesot, ech soen nach eng Kéier Merci fir deen interessanten Debat an ech freeë mech och hei iwwert déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Ech wollt kuerz nach eng Kéier op déi Bemierkung vum Här Minister Fayot agoe mat der grénger Transitioun. Mir hunn näischt dergéint, Här Minister Fayot, wann eng Entreprise vu sech aus decidéiert, fir an deen do Secteur ze investéieren. Mir hunn eppes dergéint, datt d'Ekonomie politiséiert gëtt.

An ech muss soen, Här Minister, zënter datt Dir Wirtschaftsminister sidd, héiere mer zwar vill Klengegkeeten, awer keng grouss Visioun fir déi Lëtzebuerger Ekonomie. Hu mir eppes vun Iech héieren, zënter datt Dir Minister sidd, iwwert d'Reindustrialiséierung vum Land oder déi Konsequenzen, déi mer aus der Covidkris sollen zéien? Hu mir eng Visioun héiere vun Iech, wéi Dir Iech d'Ekonomie zu Lëtzebuerg virstellt an Zukunft?

(Brouhaha)

M. Pim Knaff *(DP)*.- Dat ass hors sujet, dat do.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Wësst Der, Här Minister, et geet net duer, …

(Coups de cloche de la présidence)

… et geet net duer, den Entreprisen iwwer Liwwerkettegesetzer, iwwer dauernd nei Contrainten, iwwer Économie circulaire an aner gutt Iddie permanent Restriktiounen opzeerleeën, dauernd nei Fuerderunge politescher Natur opzeerleeën a keng Visioun fir d'ekonomesch Zukunft vun eisem Land ze hunn a keng Perspektiv, wéi eis Ekonomie ka fräi fonctionéieren, wéi dat sech kann entfalen an Zukunft.

Mir hate fréier Politiker, déi hunn dat gemaach, an dofir ass et haut nach ëmmer gutt an eisem Land, well mer en Tissu économique hunn, dee sech iwwert d'Jore bewäert huet. Mee mat Iech a mat Äre Parteien, muss ech soen, si mer an engem Vide.

Merci.

M. Pim Knaff *(DP)*.- Jo, a mat Iech ass …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Bon, ech si ganz entspaant. Ech mengen, den Här Kartheiser lauschtert mir net gutt no. Dat wonnert mech net weider vun him. Ech gesi just, dass den Här Kartheiser en ekonomeschen, wirtschaftlechen Dinosaurier ass. En ass ganz no bei de Bolsonaroen a bei den Trumpe vun dëser Welt, …

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- … awer leider mat där klenger Differenz, dass mer an engem miniklengen oppene Land sinn, enger vun deenen oppensten Ekonomien an der Welt. An déi Visioun, déi ech hu fir eis Ekonomie, Här Kartheiser, déi ech hei schonn oft widderholl hunn, dat ass d'Visioun vun enger nohalteger Ekonomie, déi no vir kuckt, déi digitaliséiert ass, déi méi gréng ass, déi dekarboniséiert ass, an et ass mat deenen Instrumenter, déi mer schonn hunn - an déi mer scho laang hunn! -, wou mer probéieren, d'Ekonomie an déi Richtung ze bréngen duerch Hëllefen, Investissementshëllefen am Beräich vun der Fuerschung, vun der Recherche, am Beräich vun der Nohaltegkeet, vun ëmweltfrëndleche Produktofleef, och am Beräich vun der Digitaliséierung. An dat hu mer nach eng Kéier renforcéiert duerch déi Neistarthëllef, déi mer d'lescht Joer agefouert hunn an déi, wéi gesot, ganz gutt fonctionéiert huet, an déi Ärem Discours, deen Der ëmmer erëm hei féiert, vun der Fermeture, vum Netinterventionismus an engem fräie Kapitalismus, dee just op Renditte baséiert ass, komplett Onrecht gëtt.

Wéi gesot, Dir sidd en Dinosaurier, net nëmmen um ekonomesche Plang, och op aneren Niveauen. An ech weess, dass Der Onrecht hutt, well ech weess, wann ech mat Entreprisë schwätzen, ...

(Interruption)

... dass déi och deem doten Discours komplett Onrecht ginn!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. D'Wuert geet nach eng Kéier un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ganz kuerz, Här President. Mee ech wollt just dem Här Minister Fayot soen, datt d'Dinosaurier iwwer 100 Milliounе Joer a wäit méi dës Welt regéiert hunn an datt hien an zwee Joer net méi Minister ass.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- An ausgestuerwe sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7804. Den Text steet am Document parlementaire 7804[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7804 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëst Gesetz mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Lies), MM. Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Motion de M. Laurent Mosar relative à l'étude de la mise en place d'incitatifs fiscaux au profit d'investisseurs privés souhaitant entrer dans le capital d'entreprises

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 848 de ce compte rendu.)

Da kéime mer nach zur Motioun, déi vum Här Laurent Mosar deposéiert ass ginn. Den Här Claude Haagen mellt sech direkt.

Discussion générale

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. No Ofsprooch mam Här Mosar, ech mengen, dee kann dat och bestätegen, géif ech proposéieren, déi Motioun an d'Finanzkommissioun ze verweisen, ob dat sous forme vun enger Jointe ass oder net, à voir, deemno wou se thematiséiert gëtt. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun mam Accord vum Här Mosar an eng Réunion jointe tëschent Ekonomie a Finanzen ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Une voix.- Dat gesäit gutt aus.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an eng Réunion jointe verwisen.

(La motion est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget et à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 8., 9. an 10. Juni virgesinn. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.18 heures.)

SÉANCE 58

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mardi 8 juin 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Changement de composition d'une sous-commission parlementaire**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale**
   - M. Fernand Etgen, Président
6. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 224 du 8 juin 2021 de Mme Martine Hansen relative à la construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et l'état d'avancement des travaux de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 225 du 7 juin 2021 de M. Gusty Graas relative à l'Ecobox, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. Gusty Graas - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 226 du 8 juin 2021 de M. Fred Keup relative à l'impact de la digitalisation sur l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - M. Fred Keup - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 227 du 7 juin 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à une pénurie d'éducateurs diplômés, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 228 du 7 juin 2021 de M. Sven Clement relative aux auxiliaires de vie, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - M. Sven Clement - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 229 du 8 juin 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution du nombre d'insectes dans nos contrées, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 230 du 8 juin 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à l'unité de sécurité de Dreiborn (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice

   Question n° 231 du 7 juin 2021 de M. Dan Biancalana relative à la prise en charge par l'Unité de sécurité pour mineurs (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice
   - Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Dan Biancalana - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 232 du 8 juin 2021 de M. Jeff Engelen relative à l'installation d'IRM dans des cabinets médicaux privés, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
   - M. Jeff Engelen (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
7. **Question élargie n° 98 de M. Roy Reding relative à la pension de survie**
   - M. Roy Reding - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Roy Reding - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
8. **Motion de Mme Martine Hansen relative à l'adaptation de la réglementation afin que les investissements dans les installations de biométhanisation éligibles à la prime de lisier puissent profiter des régimes d'aide au niveau des aides à l'investissement en biens immeubles prévues par la loi en voie d'adaptation**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
   - Discussion générale : M. François Benoy - Mme Myriam Cecchetti - M. Gusty Graas - M. Fred Keup
   - Prises de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   - Vote sur la motion (rejetée)
9. **Question élargie n° 90 de Mme Stéphanie Empain relative à la stratégie politique en matière d'énergie nucléaire**
   - Mme Stéphanie Empain - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de M. Léon Gloden et M. Claude Wiseler)
10. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la flambée du prix des produits pétroliers**
    - Exposé : M. Gilles Roth (dépôt de la motion 1)
    - Débat : M. André Bauler - M. Georges Engel - M. François Benoy - M. Fred Keup (intervention de M. Georges Engel) (dépôt de la motion 2) (intervention de M. François Benoy) - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
    - Motions : M. Georges Engel - M. François Benoy - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen - M. Fred Keup - M. Gilles Roth (intervention de M. Georges Engel)
    - Vote sur la motion 1 (rejetée)
    - Vote sur la motion 2 (rejetée)
11. **7307 - Projet de loi portant modification :**

    1° du Nouveau Code de procédure civile ;

    2° du Code du travail ;

    3° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation ;

    4° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

    5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; et ayant pour objet le renforcement de l'efficacité de la justice civile et commerciale
    - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (intervention de M. André Bauler)
    - Discussion générale : M. Léon Gloden (dépôt de la motion 1) - Mme Carole Hartmann - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi (interventions de M. Georges Engel et M. André Bauler)
    - Motion 1 : M. Charles Margue - M. Léon Gloden
    - Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*.- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun der Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés a vun de Projets de lois, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 8 juin 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7827** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux questions urgentes*

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, le 01.06.2021

3) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7825** - Projet de loi portant*

1° modification de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

2° modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

3° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

4° modification de la loi du 16 juillet 2019 portant mise en œuvre des règlements EuVECA, EuSEF, MMF, ELTIF et Titrisation STS ; et

5° mise en œuvre du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1973

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.05.2021

***7826** - Projet de loi portant modification :*

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;

2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31.05.2021

***7828** - Projet de loi portant sur la modification de :*

1° du Code de la sécurité sociale ;

2° du Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaire communaux

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 01.06.2021

***7829** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.06.2021

***7830** - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.06.2021

***7831** - Projet de loi modifiant : 1. la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles ; 2. l'article 16quater de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 03.06.2021

***7832** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï, le 30 juin 2019*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.06.2021

***7833** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière pour études supérieures*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 03.06.2021

***7834** - Projet de loi du * portant dérogation à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamentale*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.06.2021

***7835** - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 13 décembre 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 04.06.2021

***7836** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 04.06.2021

***7837** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 07.06.2021

***7838** - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.06.2021

***7839** - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.06.2021

***7840** - Projet de loi portant modification de :*

1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 07.06.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1810** - Demande de pétition ordinaire : Obtention d'un laissez-passer pour visiter ou accompagner une personne en milieu hospitalier ou autres structures de soins par un membre de la famille ou de l'entourage proche en bénéficiant d'un test rapide existant et des moyens nécessaires et adéquats par ce temps pandémique du Covid-19 et de ses variants*

Dépôt : Catherine Wagener, le 12.05.2021

***1876** - Demande de pétition publique : Boycott des Jeux olympiques 2022 en Chine*

Dépôt : Louis Burton, le 13.05.2021

***1877** - Demande de pétition publique : Congé payé pour l'employé qui veut donner du sang*

Dépôt : Michele Bergia, le 16.05.2021

***1878** - Demande de pétition publique : Finanziell Ënnerstëtzung vum Staat fir Elteren*

Dépôt : Olivier Betz, le 17.05.2021

***1887** - Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la révision du congé de maternité en cas d'accouchement prématuré*

Dépôt : Lydie Bertrand, le 18.05.2021

***1881** - Demande de pétition publique : Reconnaissance du handicap des enfants souffrant d'une des maladies rares et les souffrances subites par les familles « enfants nourris par gastrostomie » et autres maladies rares non reconnues comme handicap*

Dépôt : Fatima Zahra Daoudi, le 18.05.2021

***1880** - Demande de pétition publique : Pour que dans tous les parkings publics et privés (supermarchés, hypermarchés ...) des places de parking pour femmes avec enfants soient obligatoires*

Dépôt : Jeanny Moraes Andrade, le 18.05.2021

***1879** - Demande de pétition publique : „Nein" zur neuen Reform betreffend die Ausbildung zum/r Erzieher/in in Luxemburg*

Dépôt : Francis Hoven, le 18.05.2021

***1884** - Demande de pétition publique : Non à la retraite à 72 ans au Luxembourg !*

Dépôt : Yannick Astgen, le 19.05.2021

***1883** - Demande de pétition publique : Ofgeschlosse 1ère an der SO-Sektioun soll net no engem Joer LTPES Éducateur kënne ginn.*

Dépôt : Lisa D'Agostino, le 19.05.2021

***1882** - Demande de pétition publique : Erhöhung der Geschwindigkeitsbegrenzung*

Dépôt : Skye Young Débické, le 19.05.2021

***1888** - Demande de pétition ordinaire : Bourse étudiants*

Dépôt : Thomas Marits, le 20.05.2021

***1886** - Demande de pétition publique : Légalisation des armes à défense personnelle*

Dépôt : Joe Deltgen, le 20.05.2021

***1885** - Demande de pétition publique : FR : Dispense de travail d'au moins 2 heures pour tous les citoyens souhaitant faire des dons de sang LU : Eng Aarbechtsdispenz vun op d'mannst 2 Stonne fir all Bierger, déi Blutt spende wëllen*

Dépôt : Aurélie Carteri, le 20.05.2021

***1889** - Demande de pétition publique : Réserver une part des appels d'offres, pour les petites et moyennes entreprises et pour les nouvelles entreprises : un « Small Business Act ».*

Dépôt : Maria de Lourdes Pinheiro de Almeida, le 21.05.2021

***1890** - Demande de pétition publique : • Halte à la discrimination digitale. • Non à la quasi-obligation de posséder un smartphone avec un des deux systèmes d'exploitation usuels, et de le porter toujours avec soi. • Non à cette évolution que les personnes qui ne disposent pas des récents systèmes d'information (ou dont les systèmes ne fonctionnent pas) subissent des désavantages qu'elles n'avaient pas auparavant. • Stoppt die digitale Diskriminierung. • Nein zur Quasi-Verpflichtung, ein Smartphone mit einem der zwei üblichen Betriebssysteme zu besitzen und ständig bei sich zu tragen. • Nein zu dieser Entwicklung, dass Personen, die nicht über die neuen Informationssysteme verfügen (oder deren Systeme versagen), Nachteile erleiden, die sie vorher nicht hatten.*

Dépôt : Daniel Grommes, le 25.05.2021

***1891** - Demande de pétition ordinaire : Reconnaissance de la Fybromialgie*

Dépôt : Carine Dabe, le 26.05.2021

***1893** - Demande de pétition publique : Ofschafe vum Panachage bei de Chamberwalen.*

Dépôt : Alain Jean Loup Grosch, le 28.05.2021

***1892** - Demande de pétition publique : Pétition pour des forfaits au mètre carré du droit humain le plus élémentaire : l'accès au logement abordable pour toute la population*

Dépôt : Bruno Gomes, le 30.05.2021

***1894** - Demande de pétition publique : Abus de pouvoir des policiers : quels sont nos droits ?*

Dépôt : Constantin Cristache, le 01.06.2021

***1834** - Demande de pétition ordinaire : Fabrication et installation d'une statue au Luxembourg pour Napoléon Bonaparte (Napoléon 1er)*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 02.06.2021

***1895** - Demande de pétition publique : Reegelméisseg gratis PCR-Tester fir BiergerInnen, déi nach keng Méiglechkeet haten, sech impfen ze loossen*

Dépôt : Charel Thill, le 03.06.2021

***1896** - Demande de pétition publique : Méi Méiglegkeete fir Elteren, hir Kanner grousszezéien*

Dépôt : Nadine Heck, le 04.06.2021

***1897** - Demande de pétition publique : Dat Bescht ass fir Kanner, wa se vun engem Elterendeel doheem kënne betreit ginn.*

Dépôt : Mandy Karger, le 05.06.2021

***1898** - Demande de pétition publique : Zweifel an dem Familiengericht sowie eine Überarbeitung des Gesetzestextes (« protection mineur ») sind dringend von Nöten.*

Dépôt : Henri Majerus, le 06.06.2021

***1899** - Demande de pétition publique : Congé pour raisons familiales fir Elengerzéiender*

Dépôt : Valérie Charrue, le 07.06.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Changement de composition d'une sous-commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung matgedeelt kritt:

An der Sous-Commission « Avenir de l'Europe » de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ersetzt d'Madamm Simone Beissel den Här Gusty Graas.

(Interruptions)

Gëtt et nach iergendwéi aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

5. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass follgend Ännerung agaangen:

An der Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ersetzt den Här Gusty Graas den Här Gilles Baum als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an der Regierung stinn duerno véier Minutten zou, fir drop ze äntwerten.

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 224 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert de Bau vun engem neie Laboratoire fir d'ASTA an iwwert de Stand vun de Bauaarbechte vun der neier Akerbauschoul zu Gilsdref. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 224 du 8 juin 2021 de Mme Martine Hansen relative à la construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et l'état d'avancement des travaux de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. 2007, du war ech esou just Direktesch an der Akerbauschoul, dunn ass endlech d'Decisioun geholl gi vun engem neie Site fir d'Schoul. Et sollt ee ganz gréngen Zentrum ginn: d'Schoul, de Laboratoire, d'Landwirtschaftskummer an den Internat op engem Site zu Gilsdref Kréiwénkel.

Déi Pläng sinn och erstallt ginn. Ben, d'Regierung, déi dunn duerno komm ass, huet dunn decidéiert, datt just géif d'Schoul do gebaut ginn. De Labo brauch awer en neie Labo, well en u sech net méi konform ass. An dunn huet d'Sich no engem neien Terrain ugefaangen.

Et sollt u sech an d'Zone d'activité kommen op Dikrech. Dat ass dunn näischt ginn. Duerno hu mer elo héieren, datt de Labo elo eventuell trotzdeem erëm eng Kéier kéint op de Site vun der Akerbauschoul kommen. Also op jidde Fall: 14 Joer no der Decisioun ass nach ëmmer kee Labo do. Et ass och nach ëmmer keng Decisioun geholl ginn.

Dofir dräi Froen un den Här Minister:

Déi éischt Fro ass: Wéi wäit sidd Der amgaang mat kucken nom neie Site? Kënnt de Labo vun der ASTA awer elo op de Site vun der neier Akerbauschoul?

Déi zweet Fro: Wann en op de Site vun der neier Akerbauschoul kënnt, ginn déi Pläng, déi viru 14 Joer u sech ausgeschafft gi sinn, elo erëm eng Kéier geholl?

An déi drëtt Fro: D'Akerbauschoul huet Retarde kritt, hu mer héieren. Opgrond vun enger Question parlementaire vum Laurent Mosar a Marc Spautz hunn ech dat gelies. Ass d'Schoul fir d'Rentrée 2021 fäerdeg? Kënnen d'Schüler an d'Enseignanten dësen Hierscht eropplënneren?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, an och merci der Madamm Hansen fir déi Fro. Dat gëtt mer effektiv d'Geleeënheet, de Point eng Kéier ze maachen. Da fir d'éischt emol déi gutt Nouvelle, ech mengen, déi si jo och bestëmmt erfreet: Déi Schoul wäert den Hierscht kënnen opgoen. Mir sinn amgaangen, déi ganz Installatiounen ze receptionéieren am Moment. Dat wäert bis Juni, Juli, vläicht nach ufanks August goen. An dann ass virgesinn, datt direkt sollt geplënnert gi vun Ettelbréck op Gilsdref.

Am Mount Juli/August soll d'Geplënners och schonn ugoen, fir datt alles prett ass, fir datt d'Mise en service, esou wéi mer et gesot haten, trotz de Schwieregkeeten, déi mer am Covidjoer haten, fir de September dëst Joer kann am Kader vun der Rentrée scolaire gemaach ginn.

Wat d'Fro zu der ASTA ugeet: Et ass richteg, initialement war am Projet effektiv virgesinn, d'ASTA och dohinner ze setzen op de Site. Du koum op eemol d'Iddi op, fir déi op de Fridhaff ze setzen. Do war awer de Problem, datt dat mat Acquisitioune vun Terraine ganz schwiereg war um Fridhaff, wou et hätt sollen hikommen. Soudatt mer dunn 2020 erëm zréckkomm sinn op déi initial Iddi, fir op Gilsdref ze goen.

Déi Aarbechten an Analyse lafen och op Volltouren. Déi Pläng kënne gréisstendeels genotzt ginn. Et sinn e puer Ännerungen, déi gemaach ginn. Dat ass zum Beispill: d'Chambre d'Agriculture hat och nach Saache virgesinn. Dat kënnt net dohinner, mee et si reng d'Laboe vun der ASTA selwer. A mir sinn elo um Niveau, datt mer den Avant-projet sommaire souwäit fäerdeg hunn. Ech ginn dervun aus, datt bis de September den APS fäerdeg ass, an dann den APD. Soudatt dann och ganz zügeg wäert gebaut ginn, datt d'ASTA an hir Laboen och kënnen op de Site op Gilsdref kommen.

Vläicht nach just eng Remark: Dat ass, wann d'Schoul am September ugeet, et si vläicht nach e puer Alentouren net fäerdeg, wéi d'Zären an esou, well déi sinn dann nach am Bau, mee dat geet awer och ganz zügeg. Soudatt déi Schoul, wouriwwer mer, mengen ech, alleguer frou sinn, relativ séier voll kann do schaffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 225 vum Här Gusty Graas un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Ecobox. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 225 du 7 juin 2021 de M. Gusty Graas relative à l'Ecobox, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Madamm Minister, 2018 gouf jo de System vun der Ecobox agefouert. Et geet jo dorëms, fir u sech aktiv géint de Gaspillage alimentaire virzegoen. Ech mengen, jiddwerengem ass et scho virkomm, wann en am Restaurant souz, datt e jo net grad alles gepackt huet, oder wann ee ronderëm sech gekuckt huet, datt do ganz vill Reschter op den Tellere waren. Et deet engem awer ëmmer erëm wéi, wann déi Saachen dann ewechgeholl ginn. A mir wësse jo, wat herno dermat geschitt. Dowéinst ass et luewenswäert, datt esou e System dunn agefouert ginn ass.

Dee System ass jo ënnert der Verantwortung vun der SuperDrecksKëscht dunn ausgefouert ginn. De Moment - ech schwätzen elo am Conditionnel - sollen 82.000 Behälteren am Ëmlaf sinn. Ronn 148 Restaurante maache mat, 136 Kantinnen, 1 Gemeng an 10 weider Organisatiounen. Dat sinn Zuelen, déi hunn ech aus engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum leschte Samschdeg. A vu datt d'„Wort" jo ëmmer d'Wourecht schreift, ginn ech och dervun aus, datt dat heiten och alles stëmmt.

(Interruption)

Dowéinst wollt ech awer an deem Kontext e puer Froen un d'Madamm Minister stellen, well et geet jo awer hei ëm eng wichteg Saach. Et geet ëm de permanente Kreeslaf, dee jo hei kann an der Praxis ëmgesat ginn. Dowéinst, wéi gesot, eng Rei Froen.

Fir d'éischt: Madamm Minister, et sinn elo, et kann ee soen, gutt dräi Joer hier, datt de System agefouert ginn ass. Wéi gesäit deen éischte Bilan aus?

Eng zweet Fro: Wéi vill Boxe sinn dann effektiv de Moment am Ëmlaf?

Dann eng drëtt Fro: Et ass jo elo virgesinn um Niveau vum Projet de loi iwwert dat neit Offallgesetz, datt dee System do sollt quasi obligatoresch ginn, ass an där Hisiicht dann och virgesinn, datt vläicht de System nach ausgebaut gëtt, nach aner Forme vun där Ecobox sollen deementspriechend virgeholl ginn?

An dann eng véiert Fro: Den Directeur adjoint vun der Chambre de Commerce hat sech an deem Artikel och e bësse méi kritesch zu Wuert gemellt. En huet gemengt, et sollt een do en nationale Label schafen. Firwat? Mee eeben, fir datt och déi eenzel Betriber kënne praktesch hir eege Box zur Verfügung stelle respektiv souguer souwäit, datt een och seng privat Box kann dee Moment mat an de Restaurant bréngen.

An da vläicht nach eng lescht Fro: Stëmmt et, datt Äre Ministère och Kontakter mat anere Firmen opgeholl huet, fir u sech dee System herno kënnen auszeféieren? Wann dat sollt de Fall sinn, ob Der mer vläicht do kéint och schonn Indicatioune ginn, ëm wéi eng Firmen et sech do géif handelen.

Ech soen Iech am Viraus scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. D'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, éischtens emol wëll ech dem Här Graas Merci soen, dass mer eng Kéier och iwwert dëse wichtege Sujet hei schwätzen, well d'Ecobox ass wierklech agefouert ginn, als Zil an als Resultat vun enger Aarbechtsgrupp tëschent Ëmweltministère, Ëmweltverwaltung, Landwirtschaft, Santé, mat der Horesca a mat der Chambre de Commerce an och enger SuperDrecksKëscht dran.

Dat war en Aarbechtsgrupp, wou mer eis ganz intensiv Gedanke gemaach hunn am Kader vu Reduktioun vu Liewensmëtteloffäll op där enger Säit. An den zweete Volet ass natierlech och, dass mer Behälter kréien, déi multiusage sinn, fir dass dann déi Behälter, wann déi Leit hir Liewensmëttel, déi se net wëllen ewechgeheien, mat heem huelen, dass déi dann dee Moment och méifach genotzt kënne ginn, datt se do e System kréien, deen national opgestallt ass. Dat ass de Grondgedanken hannendrun.

Är Zuelen, Här Graas, déi Der genannt hutt, si vëlleg richteg. Mir hunn 2018 mat sechs Restauranten ugefaangen. Mëttlerweil sinn et 149 Restauranten, 74 Kantinnen, och 64 Schoulkantinnen. Well dat Ganzt fänkt jo och mat der Educatioun bei deene jonke Leit un, dass et och modern ass, dass mer näischt méi ewechgeheien, dass mer eppes méi oft benotzen, dass mer mam eegene Behälter kënne kommen! An ech mengen, déi Meerwegsystemer, fort vu Wegwerfgesellschaft, dat ass eeben en duebelen Zweck: net nëmmen d'Liewensmëttel net ewechzegeheien, mee eeben och d'Meerwegsystemer erëm méi a Moud ze bréngen.

Wat elo d'Gesetz ugeet, do hutt Der och Recht. Mir hunn dat nach net an der Chamber debattéiert, mee dat wäerte mer awer maachen. Elo ass et esou, dass mer net nëmmen, wat d'Geschäfter ugeet, kucken, dass zum Beispill de Client d'Recht kritt am Restaurant, säi Rescht vum Iesse kënne matzehuelen - well och dat ass nach net gereegelt -, mee dass mer och soen: Mir wëllen zesumme mat den Acteuren … a mir erwaarden och vun den Acteuren aus der Gastronomie, dass si sech eng Feuille de route ginn.

Dat heescht, mir imposéieren net ee Modell, mee ech mengen, dass mer ganz vill verschidde Léisunge brauchen. Bis Enn 2023 ass et esou. Mir maache jo eng éischt Etapp, wou mer fort vum Plastik insgesamt ginn, vum Eeweeplastik, deen direkt ewechfält. An da maache mer déi zweet Etapp eebe grad fir d'Gastronomie fir ze soen: Mir wëllen och dee ganze Beräich Take Away, Saache mat heem huelen, duerchaus ugoen an dat mat allen Acteuren.

An dat war dès le début och de Gedanken och vun der Ecobox 1, well et kann ee soen: Mir sinn och amgaangen ze kucken, an do hat ech selwer och scho Reunioune mat enger Chambre de Commerce, mat Vertrieder vun der Horesca, dass eeben och een zweete Modell oder eeben och weider Modeller op de Maart kommen.

Wéi gesot, dat Ganzt soll en Anschub sinn, eng Anregung, fir eebe méi Systemer kënnen ze maachen, an dat an Zesummenaarbecht mam Secteur. An dobäi mécht et Sënn. An ech mengen, an deem éischte Projet ass och schonn dat Aushängen, dat Weisen, dass ee mat der Ecobox schafft. Do hu mer haut scho Werbematerial. An natierlech kann een dee System och weiderdenken, fir dass de Client beschtméiglech informéiert gëtt, wat de Restaurant oder den Anbieter oder den Take Away einfach am Programm huet.

Fir op Är lescht Fro ze äntwerten: Mir sinn natierlech och amgaangen ze kucken, ob dat Ganzt kann op esou grouss Evenementer ausgeweit ginn. An do waren och Kontakter mat deenen übleche Liwweranten. Well dat si grouss Liwweranten am Liewensmëttelberäich. Dat sinn awer eeben och esou Firme wéi - ech soen elo ee Beispill - Party Rent, déi duerchaus Interessi kréien, fir eeben op esou Evenementer, déi da stattfannen, dat Ganzt matzehuelen.

Do sinn divers Kontakter gewiescht. A mir hoffen natierlech, dass dee Succès, deen déi Ecobox bis ewell kannt huet, mat deene villen Acteuren elo weidergeet an dass mer dat natierlech weiderféieren. Natierlech sinn do all Iddie wëllkomm, fir mat allen Acteuren déi Systemer weider auszebauen.

Villmools merci fir d'Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ëmweltministesch.

Da kéime mer zur Fro Nummer 226 vum honorabelen Här Fred Keup un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert den Impakt vun der Digitalisatioun op den Enseignement. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 226 du 8 juin 2021 de M. Fred Keup relative à l'impact de la digitalisation sur l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an de Schoule gëtt am Unterrecht ëmmer méi op Digitaliséierung gesat. Ech géif et éischter nennen „eng Bildschiermiséierung". Dat gesäit een un enger Partie neie Fächer, déi agefouert ginn, mee och un deenen ëmmer méi heefegen iPad-Klassen, déi een duerch d'Land an de Lycéeë fënnt.

Awer a ganz ville Bicher an Etüde stellen Experte mëttlerweil fest, dass Bildschiermer - dat heescht, Computer, Smartphone, Tablet - geféierlech kënne si fir d'Gehier vun engem Jonken. Déi agéieren nämlech deelweis op déi nämmlecht Gehierzone, wéi dat och Droge maachen. Si kënnen zu engem kognitiven, emotionellen a sanitäre Risiko féieren. Och geet dervu rieds, dass de pedagogesche Méiwäert vun dësen informateschen Instrumenter staark limitéiert ass.

Soudass een zur Konklusioun ka kommen, dass dës ganz modern Beweegung fir méi Digitaliséierung éischter enger wirtschaftlecher Logik a manner enger pedagogescher Logik entsprécht. Also: fir d'Wirtschaft, an net onbedéngt fir d'Kand. Interessant ass och, dass eng ganz Partie Perséinlechkeeten aus deem Beräich, wéi de Jeff Bezos zum Beispill, hir Kanner net a Schoule ginn, wou Computeren oder vill Computerbildschiermer benotzt ginn.

Doraus ergi sech eng Partie Froen: Sinn, en vue vun där ganzer Aféierung vu Bildschiermer, „Bildschiermiséierung", wéi ech et nennen, déi hei an de Schoule stattfënnt, déi néideg Etüde gemaach ginn oder consultéiert ginn? Ass hei och de psychologeschen an de medezinneschen Aspekt fir d'Kanner consideréiert ginn?

A méi allgemeng: Ass en vue vun der Entscheedung vum Ministère fir méi Bildschierm eng genee Analys gemaach ginn? A mat méi enger geneeër Analys mengen ech, dass een engersäits d'Virdeeler kuckt an anerersäits och d'Nodeeler kuckt. An deem Kontext wéilt ech wëssen: Wat sinn dann déi Nodeeler, déi de Minister eventuell festgestallt huet? A wat huet derzou geféiert, dass déi Nodeeler dach awer dunn net iwwerweit hunn, soudass et awer agefouert ginn ass?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. De Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem honorabelen Deputéierte Fred Keup, mer nach emol d'Geleeënheet ze ginn, hei ze ënnerstréichen, wat fir eng Haltung mer par rapport zu dem Asaz vun den digitalen Outilen an der Educatioun hunn.

Mir sinn eis duerchaus bewosst, datt mer Avantagë kënnen hunn. Mir gesinn awer natierlech och Risiken.

Op där enger Säit wësse mer, datt et an der ganzer Brandbreet vu Léierzenarien, ganz vill Méiglechkeeten haut gëtt, Wëssen digital ze vermëttelen; datt et ganz vill digital Materialie gëtt; datt se ëmmer verfügbar sinn; datt déi digital Outile ganz staark encouragéieren ze kooperéieren, zesummenzeschaffen, wat, mengen ech, per se eng Basiskompetenz vum 21. Joerhonnert duerstellt; datt et nei Méiglechkeete gëtt, och dem Schüler nei Méiglechkeete gëtt, eng Matière, seng Reflexiounen, jo, sech selwer duerzestellen - dat a Bild, an Text a Film an an Toun; datt et ganz ënnerschiddlech Léierkanäl haut gëtt, wéi et fréier leider net de Fall war; datt mer och ganz dacks den Unterrecht kënne méi staark individualiséieren, differenzéieren, no dem eenzelnen Entwécklungsstand vun deem jeeweilege Schüler an datt do den Enseignant awer nach ëmmer den Iwwerbléck behält; jo, datt den Enseignant, datt d'Schoul eigentlech den Unterrecht besser ka plangen an organiséieren, grad ewéi och d'Begleedung vun dem eenzelne Schüler. Den Impakt ass also considerabel. An ënnert dem Strëch si mer effektiv der Meenung, datt d'Schoulen duerch d'Digitaliséierung kënne gewannen.

Mir hunn dofir eng ganz Rei vun Initiativen iwwert déi lescht Jore geholl. Déi prominentst ass sécherlech de Projet one2one, wou mer mëttelfristeg alle Schüler am Secondaire en Tablet wëllen zur Verfügung stellen, fir domadder kënnen am Unterrecht an awer och doheem ze schaffen, ze léieren, seng Recherchen ze maachen, sech ze preparéieren och autonom kënnen ze schaffen.

Mir hunn och enorm vill investéiert an d'Acquisitioun vun digitale Léiermaterialien, wou mer permanent d'Entwécklung suivéieren a se zum Beispill och wärend der Kris iwwer schouldoheem.lu den Enseignanten an den Eltere konnten zur Verfügung stellen. Ech mengen, hätte mer dat dote virun dem Covid net gemaach - déi Investitiounen do -, da wäre mer sécherlech net esou gutt duerch d'Kris komm, well, wéi mer gesinn hunn, bei anere Länner dach villes gefeelt huet, wat bei eis an de Schoulen, virun allem am Lycée, awer scho laang zur Selbstverständlechkeet gehéiert huet.

Mir wëssen awer och, datt et keng Zauberei ass, datt och d'Digitaliséierung vun der Schoul nach ëmmer verlaangt, datt geléiert gëtt, datt ënnerriicht gëtt. D'Digitaliséierung vun der Schoul a vum Unterrecht ass sécherlech och kee Selbstzweck an et gëtt eng Rei vu Risiken. Jo, déi och zu engem ganz konkreeten Nodeel kënne ginn.

Ech denken, datt mer och den Dagesoflaf vum Kand als Ganzt musse gesinn an net nëmmen déi Zäit kucken, wou een an der Schoul vläicht op engem Ecran léiert, mee awer och déi aner Zäit, déi een ausserhalb vun der Schoul dann och nach op engem Ecran ënnerwee ass, da muss consideréieren. Woubäi ech awer och wëll ganz kloer hei den Ënnerscheed maachen tëschent engem digitale Léierprogramm an all deene raffinéierte Finessen, mat deene d'Computerspillindustrie dach probéiert, déi Jonk ze lackelen a méiglechst laang beim Ecran ze halen.

Mir sinn eis och absolutt bewosst, datt net nëmme soll geschriwwe ginn um Clavier, mee datt d'Handschréft och nach ëmmer eng grouss Bedeitung huet. Mir wëssen, datt déi digital Welt Risken an Niewewierkunge kann hunn. Och an deenen neie Schoulfächer, Här Keup, déi Der hei ugeschwat hutt, maache mer och grad op dee Volet opmierksam. Mee ënner dem Strëch fanne mer nach ëmmer, datt d'Schoul besser kann organiséiert ginn, datt den Enseignant och kann duerch a mat den digitalen Outilen entlaascht ginn, datt d'Léiere méi staark kann individualiséiert ginn an datt déi Jonk awer och do duerch den Asaz vun digitalen Outilen, ganz einfach op d'Liewensrealitéit ausserhalb vun der Schoul virbereet ginn.

An dat ass, mengen ech, awer eng ganz zentral Missioun vun der Schoul, ouni datt et Digitaliséierungsfanatiker wären. Soss hätte mer momentan net eng grouss a breet ugeluechte Liescampagne starte gelooss, …

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- … fir wierklech och déi Jonk an déi manner Jonk drop opmierksam ze maachen, wéi spannend a wéi flott … a wéi et d'Entwécklung vun deene Jonke virun allem ënnerstëtzt, wann een dach awer emol erëm eng Kéier e Buch a Pabeierform an de Grapp hëlt.

A mir hätten och net virun engem décke Joer eng Bildschiermzäit-Campagne gemaach, fir d'Eltere virun allem awer och déi Jonk selwer drop opmierksam ze maachen, datt iergendwann och eng Kéier muss Schluss si mam Geflimmers an datt ganz vill aner Aktivitéiten zum Wuel an zur gudder Entwécklung vu Kanner kënnen a musse bäidroen an duerfir d'Maschinnen an d'Ecranen iergendwann eng Kéier mussen augoen am Dag.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Claude Meisch.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 227 vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert de Manktem un diplomëierten Erzéier. Madamm Simone Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 227 du 7 juin 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à une pénurie d'éducateurs diplômés, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci, Här President. Den 18. Mee hat ech schonns eng Fro un den Educatiounsminister gestallt par rapport zu der Iddi, also der Testphas, dass d'Schüler op enger SO, also enger GSO, wéi se richteg heescht, nach ee Joer drunhänke kënnen an dann den Educateursdiplom domat kënne kréien. A senger Äntwert huet de Minister eis deemools gesot, et wär Fakt, dass et schwiereg wär, fir Educateuren ze recrutéieren, et wär eng Penurie.

Ech si mer ganz bewosst, dass elo wärend der Covidkris eng ganz Rëtsch un Educateuren, och Aide-éducateure gebraucht gi sinn, fir zum Beispill an den Maison-relaisen an an den SEAen déi Gruppen opzefänken, well se gedeelt gi sinn, fir an deem selwechte Schoulgrupp kënne weider ze fonctionéieren. An och weess ech, dass a Foyeren, wou d'Kanner placéiert gi si wärend dem Lockdown, ganz vill Leit um Terrain gefeelt hunn.

Et gëtt awer och eng Zäit no Covid. An ech denke jo, dass mer awer erëm an noer Zukunft einegermoossen normal kënne Schoul halen an eeben och d'Kannerbetreiung oder och soss d'Betreiung vu Mënschen, wou professionell Hëllef gefrot gëtt, normal kënnen organiséieren.

Dofir meng Fro opgrond vun Ärer Ausso, Här Minister: A wéi enge Beräicher wäerten an Zukunft Educateurs oder Educatrices diplômés feelen? A kënnt Der eis eventuell soen, wéi vill dat der sinn? Et ass mer awer kloer, dass Der elo vläicht net direkt d'Zuele bei Hand hutt, fir dat ze liwweren. Ech wär frou, wann Der dat da vläicht kéint nohuelen, wann Der der hutt. An et geet mir virun allem drëms, haut ze verstoen, wann eng Penurie do ass, wou se dann hierkënnt.

Voilà. Dat wär et fir mäin Deel. An ech soen Iech elo scho Merci fir d'Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An d'Wuert geet nach eng Kéier un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Et ass wouer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt eng Zäit nom Covid. Et gouf och eng Zäit virum Covid, an esou laang ass déi och nach net hier. An ech hu mol eng Kéier gekuckt, wat fir eng Chiffere mer effektiv hunn iwwert d'Penurië bei den Educateuren. An de PraxisBüro vun der uni.lu, dee Sozialformatioune jo ubitt an deen de Secteur och ëmmer ganz no suivéiert, huet 2019, also an engem Netcovidjoer, an engem normale Joer souzesoen, eng breet ugeluechten Analys gemaach an emol d'Offre d'emploien am soziale Secteur insgesamt gekuckt. An eng Konklusioun war kloer, datt d'Offre-d'emploien do, déi meeschten Offeren am Domän vun den Educateure fir dee gesamte soziale Secteur gemaach goufen, an de soziale Beruffer, an datt et bei Wäitem net duergeet. Fir d'Joer 2019 waren 801 Posten ausgeschriwwen, reell ausgeschriwwe vu Prestatairen am soziale Secteur. Also 801 Poste vum Educateur. Dat war reng den Educateur, deen do ausgeschriwwe war.

Mir ginn dovunner aus … An dat doten, déi 801, dat betrëfft jo eng Analys, déi am gesamte soziale Secteur gemaach gouf. Mir ginn dovunner aus, datt de Besoin pro Joer bei ëm déi 250 zousätzlech Educateure läit aleng fir de Service d'éducation et d'ac-

cueil, dat heescht, Crèchen a Maison-relaisen zesummegerechent.

Dat baséiert natierlech och dorobber, datt zum Beispill d'Services d'éducation et d'accueil däitlech ausgebaut goufen iwwert déi leschte Joren a se eng vill méi bedeitend gesellschaftlech Noutwendegkeet haut duerstellen. Den Taux vun de Kanner, déi an déi Strukture ginn an drop zréckgräifen, ass einfach vill méi grouss ginn. Sécherlech awer huet et och mat der Liewensmanéier ze dinn haut vun de Famillen an och mat der Approche, datt awer op d'mannst déi zwee Partner zum Deel solle schaffe goen. Et huet awer och mat der Entwécklung vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg ze dinn.

An et huet awer ganz staark och domadder ze dinn, datt mer a Qualitéit investéieren an datt mer kucken, e Secteur, dee virun enger Rei vu Joren, et kann ee bal scho soe Joerzéngten, ugefaangen huet, sech ze developpéieren, ganz dacks mat net qualifizéiertem Personal, datt mer awer nach ëmmer amgaange sinn, de Shift ze maachen hin zu qualifizéiertem Personal.

An ech ka mech erënneren, wéi mer d'Diskussioun haten ëm de Programme multilingue an de Crèchen, an dat huet sech och confirméiert, datt et net einfach ass, och Educatricen an Educateuren ze rekutéieren, déi d'Sproochekonditiounen, déi mer do gesat hunn, notamment och en C1 am Lëtzebuergeschen, erfëllen. An all déi Entrevuen, déi ech zanterdeem och hat, a Gespréicher um Terrain, déi ech mat de Leit um Terrain hat an de Crèchen an de Maison-relaisen, hunn dat ëmmer erëm ganz staark confirméiert. Ech war d'lescht Woch nach an enger Entrevue mat der FEDAS, dat ass den Daachverband vun de konventionéierten Träger, och vun den SEAen, déi mer nach eng Kéier ganz kloer ënnerstrach hunn, datt et e grousse Besoin gëtt. An ech gesinn och reegelméisseg d'FELSEA, dat ass d'Federatioun vun de privatrechtlechen Träger, déi mer déi selwecht Messagë mat op de Wee ginn.

Ech wëll awer vläicht kuerz nach eng Kéier déi Zuel 801 publizéiert Posten, Offre-d'emploie fir ee Joer vergläiche mat deem, wat momentan am LTPES ausgebilt gëtt: dat war fir dat selwecht Joer, also 2019, 139. Ech mengen, do gëtt engem kloer, datt awer do eng grouss Diskrepanz ass an datt mer e Problem hunn. Mir hunn och dat selwecht Joer op den SO-Sektiounen 339 jonk Diplomiert ausgebilt, déi do hir Première op der SO-Sektioun gemaach hunn. A mir stellen haut fest, wa mer elo d'SO-Sektioun kucke vun der Quatrième bis d'Première, dann hu mer do net manner wéi 2.253 Schülerinnen a Schüler. Dat mécht 28 % vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement secondaire général aus.

An dat ass jo éischtens emol eng gutt Saach, well dat si jonk Leit, déi Interessi hunn un enger sozialer Aarbecht, un enger sozialer Tätegkeet, un enger sozial ausgeriichter Formatioun. A mir brauche jonk Leit, déi an eng sozial Aarbecht wëllen eragoen, déi eng sozial Tätegkeet an hirem Beruffsalldag wëllen ausüben an déi eng sozial Formatioun wëlle maachen. An duerfir kënnt d'Iddi jo fir ze soen: Ben, da kommt, mer offréieren engem Deel vun deene Leit, déi all Joer do hire Premièresexame maachen an dee packen, eeben eng zousätzlech Ausbildung hin zum Educateur.

An et ass gekuckt ginn, an ech hunn dat jo hei virun zwou Woche schonn eng Kéier ënnerstrach, ob déi vum Curriculum kéinten openee passen. Et ass gekuckt ginn, ob och do vun der Praxiszäit dat kéint openee passen. An ech fannen et awer absolutt justifizéiert, an ech wëll dat nach eng Kéier soen, bei deenen dote Chifferen absolutt justifizéiert, fir dach op d'mannst e Pilotprojet do ze oséieren, fir deem eng Chance ze ginn an dann ze kucken, ob ee mat deene Krittären do beienee kënnt, ob een et fäerdegbréngt, d'Inhalter an deene Formatioune beieneenzebréngen, an ob een et fäerdegbréngt, och déi Praxiszäit beieneenzebréngen. Wa mer dat net géife maachen, da géife mer eis selwer d'Méiglechkeet huelen, eng Qualitéitsentwécklung am soziale Secteur kënnen iwwerhaapt ze erméiglechen an deenen nächste Joren, a mir géifen Honnerte vu Jonke vläicht eng Zukunftschance ewechhuelen. An dat géif ech schued fannen, Dir Dammen an Dir Häre.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

An d'Fro Nummer 228 kënnt vum Här Sven Clement a geet nach eng Kéier un dee selwechten Educatiounsminister. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 228 du 7 juin 2021 de M. Sven Clement relative aux auxiliaires de vie, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Wann ech den Ordre du jour richteg gelies hunn, ass et dann déi drëtt awer och déi leschte Fro haut un de Minister Meisch.

(Hilarité)

Da kann en duerno e bëssen entspanen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun e puer Deeg hunn d'Membere vum Kommitee vun der Associatioun vun den Auxiliaires de vie bekannt ginn, datt se alleguerten zesummen zrécktriede wäerten, well se, ech zitéieren hir eege Wierder: „mëttlerweil einfach midd si vun engem Kampf géint d'Wandmillen."

Trotz laanger Ausbildung fannen d'Auxiliaires de vie sech ganz oft an där selwechter Karriär erëm wéi d'Aides socio-familiales, déi awer vill manner Formatioune gemaach hunn an dofir da konsequenterweis och manner verdéngen. An dat just, well urspréinglech, an de Minister, deen dat schonn eng Kéier geäntwert huet, Romain Schneider, sëtzt och hei, dee geschriwwen hat, datt vergiess gouf, se an d'Reglement vum 13. Dezember 2017 opzehuelen. Dat geet aus enger Äntwert op eng Question parlementaire scho vun 2019 zréck. An do war d'Konklusioun, mee et kéim zu kenger Ännerung, well d'Commission consultative dat net zréckbehale wollt. Esou stellt sech also elo d'Fro net: Kënne mer se an d'Reglement ophuelen? Mee éischter, wéi mer jonk Mënsche solle motivéieren, eng Ausbildung zum Auxiliaire de vie ze maachen, wa se trotz der Ausbildung duerno um Terrain, nämlech wat d'Tâchen an de Salaire ugeet, majoritär mat den Aides socio-familiales gläichgestallt wären.

Dofir wéilt ech dem Minister follgend Froe stellen. Éischtens: Ass eng Reform vun der Ausbildung vum Auxiliaire de vie geplangt? Falls jo: Wat fir Ännerunge si virgesinn? Falls nee: Ass virgesinn, d'Ausbildung an hirer aktueller Form bäizebehalen oder soll d'Formatioun ganz ofgeschaaft ginn? A wéi géif en dee Choix da rechtfertegen?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An ech ginn d'Wuert eng leschte Kéier viraussiichtlech fir haut un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ob et dann eng leschte Kéier ass, dat gesi mer, wa mer den Detail vun de Froen iwwert d'Unisec kennen, ob dat dann d'Kolleegin Justizministesch oder mech éischter wäert betreffen. Egal wéi, mir si prett, dorobber ze äntweren.

Villmools merci dem Sven Clement fir déi heite Fro. Woubäi ech mengen, datt et zum Deel net aleng meng Kompetenz ass, op d'mannst wat d'Aarbechtskonditiounen ubelaangt a wat och dat Reglement, ob se do materageholl ginn oder net, ubelaangt. Fakt ass awer, datt mer amgaange sinn, an datt de Mëtteg nach eng Reunioun ass mat den Équipe-curriculairen, fir déi Formatioun ze iwwerschaffen. Mir hunn e breeden Dialog geféiert, e laangen Dialog, fir mäi Begréff ze laang, mee mir wollten do kucken, datt mer e méiglechst breede Konsens kréien, fir eng nei Formatioun ze schafen, nämlech en DAP Enfance, deen och am Regierungsprogramm ugekënnegt war, a fir parallell dozou den DAP Auxiliaire de vie ze iwwerschaffen.

Mir denken, an dat ass eis Propos, datt een en DAP Auxiliaire de vie virun allem soll hin orientéieren op eng ganz konkreet Praxisaarbecht duerno am Domän vum Handicap oder vun der Vieillesse, well mer niewendrun eeben en DAP Enfance hunn, déi dann an de Kannerbetreiungsstrukturen éischter hir Perspektive sollen hunn.

Wat awer wichteg war, wat eis wichteg war a wat awer och all deene Partner, mat deene mer dat diskutéiert hunn, wichteg war, dat ass, datt mer Passerellen hunn, fir vun där enger Formatioun och emol en cours d'emploi herno an déi aner kënnen ze wiesselen an de Secteur eng Kéier kënnen ze wiesselen. Ech mengen, dat ass wichteg, datt mer keen aspären an engem Secteur, an engem Aktivitéitsfeld, mee datt mer em do och Entwécklungsméiglechkeete ginn.

Wat awer och wichteg ass, dat ass, datt mer d'Passerelle no uewen heiansdo matdenken. A virun allem beim DAP Enfance wëlle mer déi och zum Educateursdiplom op d'mannst matdenken an deenen, déi en DAP do ofgeschloss hunn, och vläicht en Accès an d'Educateursformatioun ginn, fir engem vun eise Grondsätz an der Beruffsausbildung, nämlech keen Ofschloss ouni direkten Uschloss an déi nächst Formatioun, och hei kënne méi staark gerecht ze ginn.

Wat de Salaire ubelaangt, ass et ganz kloer: Jiddereen, deen eng Formatioun Auxiliaire de vie erfollegräich ofgeschloss huet, huet en DAP an domadder Urecht op de qualifizéierte Mindestloun. Ech ka mer awer virstellen, datt et och an deenen eenzelne Beräicher, an eenzelne Secteuren eng gewësse Konfusioun gëtt tëschent dem DAP Auxiliaire de vie an der Formatioun zum Aide socio-familiale. An do muss ee sécherlech, wat d'Kommunikatioun an och den Ënnerscheed vun deenen zwou Formatiounen ubelaangt, dat nach eng Kéier méi kloer maachen. An dann, mengen ech, war d'Formatioun vum Auxiliaire de vie och rezent nach eng Kéier Géigestand vun den Diskussiounen, déi mer geféiert hunn an engem Comité interministériel iwwert d'Gesondheetsberuffer, an do wäerte sécherlech nach Weiderentwécklungen da fir d'Zukunft méiglech sinn, fir och an déi Richtung nach eng Kéier kënnen ze denken a konkreet ze agéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 229 vum Här André Bauler un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Unzuel vun Insekten an eise Streecher. Här André Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 229 du 8 juin 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution du nombre d'insectes dans nos contrées, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Komme mer dann elo zu engem méi mikroskopeschen Theema. An Däitschland hunn d'Naturschützer d'Leit bis zum 13. Juni opgeruff, fir d'Insekten ze zielen an de Gäert, an de Parken a Flossgebidder an op anere Plazen, a Bëscher zum Beispill. An zwar eng Stonn laang sollen all Sechsbeener observéiert a gezielt ginn: Käferen, Beien, Mécken etc. D'Resultater sollen dann dem däitschen Naturschutzbond gemellt ginn, fir besser Informatiounen iwwert de Réckgang vun der Insektenzuel ze kréien.

Virun deem Hannergrond wollt ech der Madamm Minister follgend Froe stellen: Gëtt et änlech Initiativen a Studien hei zu Lëtzebuerg? Wa jo: Wie féiert se duerch? Fir wéini si se virgesinn? A wie verschafft se? Wien ass also habilitéiert an unerkannt, fir dës Observatiounen op objektiv Manéier duerchzeféieren? Gëtt et schonn instruktiv Resultater, wat d'Entwécklung vun der Insektewelt hei zu Lëtzebuerg ugeet?

Dat gesot, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An da ginn ech d'Wuert direkt un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, ech mengen, Här Bauler, villmools merci fir déi dote wichteg Fro, déi net nëmme virun zwou, dräi Wochen, wéi de Weltbestëbserdag war, eng grouss Wichtegkeet hat, wéi zu deem Ulass eeben op ville Plazen nach eng Kéier grad eis Bestëbserinsekten, also d'Beien an d'Hummelen, an de Fokus komm sinn.

Och zu Lëtzebuerg hu mer e Monitoring, e professionell ugeluechte Monitoring, an zwar zanter 2010 mécht de LIST fir den Ëmweltministère e Monitoring vun den Dagespäiperleken. An och do an änlech wéi d'Resultater vun deene leschte Joren an Däitschland - et gëtt jo eng wichteg Etüd aus Däitschland iwwert d'Biomass vun Insekten, wou kloer ass, dass 75 % vun der Biomass, also vun der gesamter Mass vun Insekten, zanter 1989 verschwonne wär - ass et zu Lëtzebuerg esou, dass, wa mer d'Dagespäiperleken, déi e gudden Indicateur si fir och aner Insekten, kucken, mer do soen, dass een Drëttel vun deene gemonitorten Aarte quasi virum Verschwanne sinn. Just als Indicatioun: 2018 huet de LIST fir den Ëmweltministère 89 Espècë gemonitored op 30 verschiddene Sitten. Et gëtt also professionell gemaach. An deementspriechend hu mer eeben och eng rout Lëscht. All déi Saachen, déi gemonitored ginn, do leene mer eis natierlech un déi europäesch Aart a Weisen, fir dat ze maachen, och un.

Zanter 2019 ass et esou, dass mer net nëmmen d'Dagespäiperleke kucken, mee mir hunn dat Ganzt ausgeweit, dee Monitoring, op d'Wëllbeien an op d'Hummelen an d'Schwebfliegen, dat heescht, fir nach e bessert Bild do ze kréien. An och do schaffe mer op 30 verschiddene Plazen zesumme mat dem LIST. An d'Zil dovunner ass: Enn des Jores wäert en Atlas fir d'Dagespäiperleke kommen. An dann an deenen nächste Jore wäerte mer dat eeben och kënne maache fir déi aner Aarten, fir dass mer do wierklech e geneeë Monitoring hunn.

Awer d'Iddi, d'Leit matanzebannen, déi ass och zu Lëtzebuerg zum Beispill vun den ONGe schonn opgegraff ginn. Zanter Jore scho gëtt et d'Vullenzielungen. Dat ass elo net den Insektevolet, mee do gëtt et och an deem Beräich sécherlech Iddien, déi een nach kann erweideren. Mee ech mengen, dass et awer och ganz wichteg ass, dass mer grad dee Monitoring maache mat der Wëssenschaft, engem LIST an och hei zesummen an där zweeter Phas mat engem Naturmusée, wou mer d'Experten um Terrain hunn, wou mer dat geziilt maachen op ënnerschiddleche Standuerter.

An da vläicht een zweet Element: Wat maache mer? Ma mir sinn am Moment an der Regierung amgaangen ze finaliséieren: e Bestëbser-Action-Plan, also e Bestëbserplang fir Lëtzebuerg ganz geziilt fir d'Schütze vun eise wichtege Bestëbserinsekten, déi eis jo hëllefen, dass mer eeben och ënner anerem ganz vill landwirtschaftlech Produiten hunn, ganz vill Liewensmëttel. Si hunn e groussen Apport zu eiser Liewensmëttelproduktioun, dofir si se immens wichteg, och ökonomesch wichteg fir eis.

Do hu mer 2019 ugefaange mat enger Plattform, uganks 2020 hu mer nach just virun der Pandemie Workshoppe gehale mat ganz, ganz villen Acteuren. A fir lech e bëssen en Aperçu ze ginn: Mir kruten no där ganzer Consultatioun vu villen Acteuren eng 563 Contributiounen erageliwwert, déi elo alleguerten zesummegefaasst ginn. Ënner anerem och 186 aus der Agrikultur, nëmme fir ze soen. Et ass awer och wichteg, dass wierklech déi Leit, well mir schwätze jo, wa mer vu Bestëbserinsekte schwätzen, och vu strukturräichen, aarteräiche Landschaften, da musse mer och zesumme mat der Landwirtschaft, awer och an engem Naturpakt herno zesumme mat de Gemenge schaffen.

An do wäerten Aktiounen dra sinn, fir d'Gestioun vun deenen eenzelnen. An da wäerten awer och Sensibiliséierung a weider Recherche mat dra sinn. Well ech mengen, et ass awer ganz wichteg, dass mer dat wierklech seriö huelen, d'Biodiversitéit och schützen, soumat och e ganz konkreete Plang maache fir d'Bestëbserinsekten. An ech hoffen, dass mer deen dann nach virum Summer hei zu Lëtzebuerg wäerten hunn.

An domat soen ech lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

An da kéime mer elo zur Fro Nummer 230 vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch an zur Fro Nummer 231 vum Här Dan Biancalana un d'Justizministesch iwwert d'Unisec zu Dräibuer. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 230 du 8 juin 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à l'unité de sécurité de Dreiborn (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice

- Question n° 231 du 7 juin 2021 de M. Dan Biancalana relative à la prise en charge par l'Unité de sécurité pour mineurs (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann e Jonke stroffälleg gëtt, da sollt dat eis net egal sinn, am Géigendeel. Ech mengen, mir mussen eis froen: Wat ass an deem sengem Liewe schifgelaf, dass dat dote konnt passéieren?

D'Justizministesch betount, dass am Hierscht en neie Gesetzesprojet soll um Dësch leien, wou kloer tëschent Jugendschutz a Jugendstrofrecht soll ënnerscheet ginn. An dat ass och näischt ze fréi. Mee eleng eng Reform vum Gesetz geet net duer.

Och eis Infrastrukture mussen ausgebaut ginn. Ech erënneren drun, dass kierzlech e mannerjärege Jugendlechen, deen eng Fra iwwerfall huet an hir eng Kette vum Hals gerappt huet, huet musse lafe gelooss ginn, well an der Unisec keng Plaz fir hie war. An dat war net fir d'éischt. Dat muss ee sech einfach emol virstellen: Wat fir e Message gi mer do un déi jonk Leit? Wat fir e Message gi mer awer och un eis Bierger? Dat schwätzt sech dach erëm, dass hinnen näischt geschitt. An déi laachen dann nach just iwwer eis an och iwwert d'Police. Wou kann do de Parquet senger Missioun vun engersäits dem Schutz vum Jugendlechen an anerersäits dem Schutz vun eiser Gesellschaft nach nokommen?

Dass d'Unisec ze kleng geplangt war, dorobber huet de Parquet zanter Joren, zanter der leschter Reform schonn higewisen. Déi limitéiert Plazenzuel vun zwielef ass an engem Artikel festgeluecht ginn. Deemools war gefaart ginn, dass, wann ee méi Better, méi Capacitéit hätt, dann eng Surcapacitéit géif entstoe respektiv dass d'Offer géif d'Demande kreéieren. Do si mer allerdéngs haut da wäit dervun ewech.

D'Justizvertrieder weisen drop hin, dass mer zousätzlech zur Unisec och nach aner zoue Strukture brauchen, déi eng speziell Prise en charge fir Jonker bidden, déi eng psychiatresch Diagnos hunn a ganz geféierlech sinn. Duerfir eng ganz Partie Froen, déi ech elo wéilt stellen: Wéi bewäert d'Justizministesch de Fait, dass scho wéinstens dräimol stroffälleg Jugendlecher hu musse lafe gelooss ginn, déi de Parquet eigentlech wollt an d'Unisec placéieren? Wat sinn d'Konsequenze fir déi jonk Leit? Wat geschitt mat hinnen?

Dann: D'Madamm Flammang huet an engem Interview erkläert, dass et laut der aktueller Gesetzeslag nach ëmmer erlaabt ass, e Mannerjäregen op Schraasseg ze setzen, an zwar a ganz grave Fäll. Wéi steet d'Justizministesch dozou? A wat fir Alternative ka si à ce stade virschloen?

Dann: D'Presidentin vum Kannerrechtsrot vun de Vereenten Natiounen, d'Renate Winter, seet kloer, dass mer e Prisong musse baue fir schwéier stroffälleg Jugendlecher. Gëtt et do Pläng entre-temps? Gëtt et eventuell Accorde mat eisen Nopeschlänner? Wéi gesäit et aus mam Suivi no der Unisec? Wat gëtt konkreet gemaach?

An zum Schluss, loosse mer vläicht och vir ufänken: Wat huet Lëtzebuerg a puncto Preventioun ze bidden ab deem Moment, wou e Jugendlechen, jo e Kand schonn ufänkt, opfälleg ze ginn? Reagéiere

mer séier genuch? Hu mer déi néideg hallef zouen oder ganz zouen Infrastrukturen an iwwerhaapt och dat néidegt ausgebiltend Personal?

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch. An ech gi fir d'éischt d'Wuert un den Här Dan Biancalana fir d'Fro Nummer 231.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, d'lescht Woch konnt een iwwert d'Medie gewuer ginn, dass e jonke Mann, deen en Iwwerfall mat Gewalt begaangen huet, net konnt op d'Unisec placéiert ginn, well déi voll ass. Hien ass deemno fräigelooss ginn. En ass awer och no den internationale Konventiounen, déi mer respektéieren, net op Schraasseg komm, wat déi richteg Decisioun ass.

D'Unisec ass säit 2017 op an huet zwielef Plazen. D'Unisec ass jo sécherlech net geduecht, fir e Jonken ze laang ewechzespären. Do, grad wéi zu Dräibuer, gëtt mat deene Jonken, déi mam Gesetz a Konflikt gerode sinn, vill geschafft, pedagogesch, edukativ, sozial, um Niveau vun der Santé mentale, well déi Jonk generell sech jo an enger Entwécklungsphas, an engem Entwécklungsverfare befannen.

Aspären ass jo deemno keng dauerhaft Léisung. A Jugendlecher, déi stroffälleg gi sinn, solle geschützt ginn an hunn och natierlech Recht op eng adequat Prise en charge, wou hinne Perspektive gebuede ginn a wou se och dru bedeelegt ginn a wou se och responsabiliséiert ginn an deene schwierege Situatiounen.

Natierlech soll een och kritesch hannerfroen unhand vun de Biografië vun deene Jonken, ob hir Placementer an déi jeeweileg Institutiounen déi richteg sinn oder net éischter leschte Ressort sollte sinn an ob net aner Mesuren éischter preventiver Natur vill méi konsequent sollte privilegiéiert ginn. An et konnt een och an deene leschten Deeg do eng Rei Aussoen, wéi gesot, héieren.

Dofir meng Froen: Ass den eventuellen Ausbau vun der Unisec déi richteg Äntwert? A falls jo: Besteet do net de Risiko, dass déi Plazen erëm schnell gefëllt ginn duerch nei Placementer? Wéi géife Placementer fir intermediaire Strukturen ausgesinn? A wéi kéinte se zur Entlaaschtung bäidroen? Ginn et do scho Konzepter? An déi drëtt Fro: Wat ass den Timing vun der Iwwerschaffung vum neie Jugendschutzgesetz separat mam Droit pénal des mineurs? A wéi kann déi nei Gesetzgeebung effektiv notamment och zu der Placementspolitik vum Parquet Jeunesse a vum Jugendgeriicht bäidroen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An elo ass d'Riednerpult fräi fir d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Merci fir déi Froen. Ech fänken dann emol un an de Claude Meisch, dee fir d'Unisec zoustänneg ass, completéiert le cas échéant dann zu deene Punkten.

Mir hunn effektiv hei eng gedeelte Kompetenz. An dat wäert sech och erëmspigelen an där Opsplittung, wann een esou wëllt, vun deem aktuelle Jugendschutzgesetz. Mir hu Stand haut een Text, dee gëllt fir all Situatioun, ob elo de Jugendlechen an enger Schutzsituatioun ass, wou e muss protegéiert ginn, loosse mer soen, wann zum Beispill doheem wierklech grav Problemer sinn, oder e Jugendlechen, dee stroffälleg gëtt. Bon, d'Zuele weisen eis, dass et oft déi selwecht sinn, leider, déi bekannt ginn am Jugendschutzberäich an déi herno opfälleg ginn a stroffälleg. Mee dat muss awer net esou sinn. Et kënnen natierlech och aner Cas-de-figurë ginn.

Mir hunn eng prinzipiell Decisioun geholl gehat. Dat ass déi fir ze soen: Mir trennen déi zwou Saachen, fir dass och dee Jugendleche genau weess, wou en drun ass. Dass deen och weess: Ech sinn elo hei an engem Strofmechanismus. Ech hunn eppes gemaach, wou eng Strof herno drop steet als Sanktioun. A wat och ganz wichteg ass, dat ass, dass dee Jugendlechen och weess, wat déi Strof beinhalt. Am Moment ass et jo esou, dass een dräi Méint an d'Unisec zum Beispill da placéiert gëtt, an dat ass da renouvelabel, gëtt dann evaluéiert fir ze kucken, ob deejéinegen dann nach do bleift oder net. Sachant awer, dass d'Moyenne vun engem Sejour, wann een esou wëllt, op der Unisec am Moment dräi Méint ass.

Déi Problemer, déi mer haut kennen, déi sinn hausgemaach. Et ass, wéi d'Madamm Hetto richteg gesot huet, déi si vun Ufank u kritiséiert ginn. D'Iddi geet zréck op d'90er-Joren, dass gesot ginn ass: Mir brauchen eng speziell Infrastruktur fir jonk Stroftäter. Et ass limitéiert gi mat deenen Argumenter, déi Der richtegerweis genannt hutt, déi ech och vum Standpunkt vun haut nach ganz gutt kann novollzéien, den Dan Biancalana huet et jo och nach eng Kéier ënnerstrach, dass l'offre crée la demande. Bon. Dat ass eng Fro.

Mee wat ech virun allem als problematesch gesinn, dat ass, dass et vun Ufank un net kloer war, wat déi Infrastruktur dann elo genau ass. Ass et e Prisong oder ass et awer fir déi Fäll, déi placéiert sinn an déi mer net Meeschter ginn op deene Plazen, wou se placéiert sinn, oder déi sech do net un d'Reegelen halen oder déi do fortlafen? An dat sinn awer zwee Cas-de-figuren, déi komplett ënnerschiddlech sinn. Well e Jugendlechen, deen eng Fugue mécht an enger placéierter Struktur, ass net dat selwecht wéi e Jugendlechen, dee sief et eeben e Vol avec violence gemaach huet oder méi schlëmm Saachen nach, woufir eeben déi Leit och dann op d'Unisec kommen.

An duerfir sinn ech der Meenung, an d'Madamm Winter huet dat och ënnerstrach gehat: Mir brauchen eng richteg Infrastruktur, déi designéiert ass als Strofinstanz, als Structure fermée fir de Prisong. Dat muss net e „Schraasseg bis" sinn. Op guer kee Fall. Do gëtt et och ganz flott Beispiller am Ausland. Mir sinn amgaangen, eis do e Bild dovunner ze maachen, wéi eng Méiglechkeete mer hunn. Mee mir brauchen an deem Konzept awer och eng Unitéit fir ganz grav Stroftäter. Well mir kënnen net ausschléissen, dass mer mat esou Jugendleche konfrontéiert ginn. An da musse mer och Solutiounen hunn.

Schraasseg ass do keng Solutioun. Mir hunn international Engagementer. Mir kënnen net e Mineur bei Majeure setzen. Dat ass allgemeng unerkannt. Dat gëtt och quasi ni esou gemaach, och wann d'Texter et erlaben. Just bei ganz ..., wann op eemol eng Hoffnungslosegkeet ass, well mer eeben net déi Infrastruktur hunn - nach net -, wou mer kënnen esou Fäll virgesinn.

Wat ass elo d'Zäitschinn? Mir hunn eeben déi zwee Voleten. De Volet Strofrecht, dee läit bei der Justiz. De Volet Jugendschutz, dee läit beim Claude Meisch. Mir schaffen awer natierlech enk zesummen, well et och do nach Vernetzungen absolutt gëtt. Mir hunn e Projet martyr, dee mer bei de Parquet ginn haten. De Parquet huet eis elo ganz pertinent Commentairen eraginn. Elo verschaffe mer déi. D'Prozedur muss natierlech klappe vum Jugendstrofrecht, soudass ech wierklech dëst Joer awer deen Text vum Jugendstrofrecht wëll deposéieren.

D'Infrastrukturen, ech wëll dat elo net schéirieden, mir hunn net muer do eng Léisung. Dat ass ganz kloer. Dat war mer vun Ufank u bewosst. Mee mir musse verschidde Prinzippie festhalen, fir déi Infrastruktur och uerdentlech kënnen ze plangen. Wat ass den Âge minimum? Ab wéi engem Alter kann een an e Prisong kommen? Déi meescht Länner hunn en Alter virgesinn an Europa. Mir mussen eis do eng Richtlinn ginn. Mir mussen dat menger Meenung no och an den Text schreiwen, ab wéi engem Alter een iwwerhaapt kann an esou eng Situatioun kommen. An dann och d'Cas-de-figuren.

Den Haaptesprit vun deem neien Text wäert awer dee sinn, dass fir d'éischt mussen all Mesures de diversion geholl ginn, dass fir d'éischt muss gekuckt ginn, wéi eng aner Moyenen hu mer, éier mer op dat doten zréckgräifen. An dann eréischt kann dee Fall antrieden, dass een an déi Structure fermée kënnt. Mir schaffen am Moment enk dorunner mat der Direction de l'administration pénitentiaire, mam Claude Meisch senge Servicer, fir do eeben, wéi dat ..., hie kann dat vläicht nach besser erklären, mee eeben och méi dezentral verschidde Saachen opzefänken.

Ech hoffen, dass ech elo plus ou moins op Är Froen, ...

(Interruption)

Déi wat?

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Wat geschitt deene Jonken dann, déi an deen dote Fall ...

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Déi, wou elo keng Plaz ass oder wéi? Ben, dat hänkt vun de Fäll of. Déi kréien natierlech ..., hir Affär ass natierlech doduerch net vum Dësch. De Fait ass gemaach. An da gëtt do e Suivi gemaach vun deem Fait an da kënnt dat och eng Kéier an eng Audienz. An da gëtt dann dee Moment eng Decisioun geholl. Dat, wat jo elo hei war, dat war eeben déi éischt Moossnam vun deem Moment un, wou dann ee gepëtzt gëtt, wann Der esou wëllt: Wat geschitt dann? An do kann decidéiert ginn direkt, dass ee placéiert gëtt an d'Unisec. Hei war elo leider keng Plaz, duerfir ass dat net gemaach ginn. Et läit dann elo beim Riichter, fir déi Decisiounen ze huelen, déi sech imposéieren. Mee et ass net, dass d'Affär elo dofir vergiess ass - loin de là!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, villmools merci. Ech wëll vläicht just ganz kuerz nach completéieren do derzou an nach eng Kéier dat ënnersträichen, wat d'Sam Tanson och scho gesot huet, datt et och an Zukunft esou ass, datt mer op där enger Säit d'Zoustännegkeet an och d'Kompetenz an d'Erfarung vun der Justiz wäerten hunn an och an Zukunft d'Kompetenz an d'Erfarung vun der Educatioun, der Enfance an der Jeunesse wäerten hunn. Dat ass haut esou an der Unisec, déi ënnert der Autoritéit vun der Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse exploitéiert gëtt, geréiert gëtt. Mee mir hunn awer och eng logistesch, eng materiell an eng personell Hëllef vun der Justiz. An ech denken, datt et och an Zukunft änlech wäert musse sinn, virun allem fir de pedagogesche Volet, och an engem Jugendprisong, deen dann an der Suite vun engem Jugendstrofrecht noutwendeg wäert ginn. Mir musse wëssen, datt et hei ëm déi jonk Leit geet an datt déi och eng pedagogesch Ënnerstëtzung an eng erzéieresch Ënnerstëtzung an och eng schoulesch Ënnerstëtzung wäerte brauchen.

Wat allgemeng d'Infrastrukture vum Centre socio-éducatif de l'État ubelaangt, ass et en oppent Geheimnis, datt mer dat Internat, wat jo nieft der Unisec nach steet zu Dräibuer, dréngendst musse renovéieren, an ech géif och souguer soen, konzeptuell iwwerdenken, well et ass deem haitege Besoin sécherlech net méi ugepasst. Mir brauchen haut ganz ënnerschiddlech pedagogesch an erzéieresch Approchen, mat deene mer kënne schaffen. Ech mengen, mir brauchen och däitlech méi kleng Gruppen, wéi dat haut do de Fall ass. An duerfir musse mer onbedéngt an eng aner Richtung goen.

Mir brauche sécherlech och, an dat net geballt op enger Plaz, Strukturen uechtert d'Land, fir d'Suite ze maachen, fir eng Reintegratioun zréck an eng normal Aktivitéit, sief dat an d'Famill, sief dat an d'Schoul, sief dat an d'Ausbildung, sief dat awer och vläicht schonn an d'Beruffsliewe kënnen ze assuréieren, wou en Encadrement noutwendeg ass. Awer sécherlech net en Encadrement, wéi en haut vum Centre socio-éducatif de l'État zu Dräibuer dann do ugebuede ka ginn an assuréiert gëtt - och nëmme ka ginn, well d'Infrastruktur leider momentan näischt aneres hiergëtt.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Claude Meisch eng leschte Kéier Merci fir haut.

Ech ginn d'Wuert un den Här Jeff Engelen fir d'Fro Nummer 232 un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Installatioun vun den IRMen an de private Praxissen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 232 du 8 juin 2021 de M. Jeff Engelen relative à l'installation d'IRM dans des cabinets médicaux privés, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. En Dokter krut virun zwee Joer vum Geriicht d'Recht zougesprach, fir a senger Praxis oder an enger Praxis en IRM an aner radiologesch an diagnostesch Geräter ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat ass net richteg!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- ... an enger privater Praxis bedreiwen ze däerfen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat ass net richteg, Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- D'Geräter goufen erausgesicht an d'Raimlechkeete goufen esou konzipéiert, datt si den europäeschen Normen entspriechen. Am November 2020 hat de Gesondheetsministère dem Dokter schliisslech d'Geneemegung ginn. An am Januar krut d'CNS de Projet presentéiert.

Bis haut huet déi besote privat Praxis nach keng Krankekeesstariffer kritt fir de Gebrauch vun dëse Geräter. Dëst, obwuel d'Madamm Gesondheetsminister an hire Sozialminister schonn de 7. August 2020 all déi néideg Ënnerlage kruten inklusiv Tariffvirschléi, déi ausgerechent goufe vun engem Expert, dee schonn iwwer 200 där radiologescher Zentere betreit huet.

Soulaang déi hei Betraffen awer keng Krankekeesstariffer hunn, soulaang sinn hinnen d'Hänn gebonnen an d'Praxis kann dee Service trotz der Geneemegung vum Gesondheetsministère net ubidden. A grad doduerch ass dëse konkreete Fall vun allgemengem Interessi, well mer wëssen, datt dëse Service, grad bei den IRM-Ënnersichungen, e grousse Problem am Land duerstellt duerch déi ze vill laang Waardezäit.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- An deem Kontext géif ech gär den Här Sozialminister Follgendes froen: Kann den Här Minister soen, wat hei de Problem ass? Wéi ass et méiglech, datt eng privat Praxis, déi virun zwee Joer d'Recht zougesprach krut a virun annerhallwem Joer vum Gesondheetsministère d'Geneemegung ausgestallt krut an zanter dem 7. August 2020 bei den zoustännegen Instanzen all déi néideg Ënnerlagen agereecht huet plus Tariffvirschléi, bis haut nach ëmmer keng Krankekeesstariffer krut, soudatt déi dee Service och tatsächlech ubidde kann? An dat, wou mir genau wëssen, datt et bei deem Service hei am Land esou laang Waardezäite gëtt, datt d'Leit alt iwwert d'Grenz an d'Nopeschlänner fir esou Ënnersichunge ginn, fir net musse méintelaang op eng Ënnersichung ze waarden.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Ech soen Iech fir Är Äntwert, Här Minister, en häerzleche Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. De Minister fir sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. A merci och dem Här Engelen fir dës Froen. Ech mengen, et ass net déi éischte Kéier, datt mer hei iwwer IRMe schwätzen. Engersäits iwwert d'Zuel an zweetens och iwwert d'Autorisatioun. An ech sinn iwwerzeegt, datt et och net déi leschte Kéier wäert sinn, wou mer dat wäerte maachen.

Ech wollt awer hei vläicht am Virfeld e puer Saache kloerstellen, ëm wat et eigentlech hei richteg geet, wann hei vun Decisioune respektiv Urteeler geschwat gëtt.

Fir dat éischt Urteel, mengen ech, muss ee kloer soen, datt dat heiten eng Annulatioun vun der Decisioun vun der Santé ass, déi drop baséiert ass, datt d'Reglement, wat d'Basis vum Refus war, keng legal Basis huet.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass d'Äntwert ...

Une autre voix.- Très bien!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- ... op dat, wat effektiv geschitt ass.

Dann hannendrun, mengen ech, ass et awer och esou, an ech hunn dat de Moien nach eng Kéier nogefrot, datt säitens der Santé keng Autorisatioun virläit fir d'Bedreiwe vun engem IRM ausserhalb vun engem Spidol, well jo och iwwerhaapt keng Base légale do ass, fir dat kënnen ze maachen an dat de Moment gesetzlech just am Spidol méiglech ass. An Dir wësst, mir hunn an de Spideeler, an ech kommen do op de Schluss vun Ärer Fro oder Interventioun zréck, jo grad an der leschter Period dës Zuel vun IRMe vu siwen op eelef gehéicht. An ech mengen, dat huet schonn, an d'Zuele bestätegen et och an de Klinicken, souwuel d'Waardezäite wéi och d'Servicer fir d'Assuréë beträchtlech no ënne gesat. Eng Erhéijung vu siwen op eelef ass deemools wierklech e grousse Sprong gewiescht, dee mer gemaach hunn.

An dat ass déi Autorisatioun, déi Der uschwätzt. Fir den IRM, wéi gesot, huet d'Santé keng Autorisatioun ginn. Allerdéngs huet, am Kader vun der Kommodosdispositioun, d'ITM eng entspriechend Autorisatioun ausgestallt, déi awer näischt mam Bedreiwe vun engem IRM direkt ze dinn huet.

Duerch d'Organisatioun, an dat wësst Der, vun eisem Gesondheetssystem ass och dofir deen ugeschwate spezifesche Finanzement, deen Der gesot hutt, fir esou Aktivitéiten ausserhalb vun dem Spidol de Moment net virgesinn. D'Diskussiounen awer - an do hutt Der Recht -, déi lafen de Moment iwwert d'Aktivitéiten, déi mer maache souwuel an de Spideeler wéi ausserhalb vun de Spideeler, also och ee vun de Punkten aus där ganzer Diskussioun ronderëm de Virage ambulatoire. An och do wäert jo d'Parlament nach relativ kuerzfristeg elo an deenen nächste Wochen, mengen ech, en Hearing hei maachen. Derniewent wäert et och ugesot ginn, datt duerno en Debat an der Chamber doriwwer ass. A mir selwer wäerten och de Resümmee vun deenen Diskussioune maachen, déi um Gesondheetsdësch gelaf sinn, esou wéi mer dat schonn eng Kéier gemaach hate bei de Kommissioune fir d'Groupes de travail 1 bis 3, do wäerte mer natierlech och e Rapport maachen zu de Gruppe 4, 5 a 6, wou genau déi dote Punkten ugeschwat ginn a wou mer de Moment och nach amgaang sinn ze kucken, fir déi Projeten ze ficeléieren an och mat konkreete Proposen erëmzekommen.

Eppes ass awer kloer: Ech mengen, mir mussen hei eng kohärent Approche fannen, déi vun allen Acteure gedroe gëtt. Bon, soulaang dëst net de Fall ass, mengen ech, kann een och schwéier déi legal Basis dofir schafen a sech d'Instrumenter ginn. Well ech rappelléieren nach eng Kéier: An der Constitutioun steet ganz kloer fir d'Santé a fir d'Sécurité sociale „matière réservée à la loi." An dofir och déi Interventioun, wéi Dir gesot hutt, deen Dossier, deen do léich. Mengen Informatiounen no ass effektiv elo Ufank Juni eng Saisine vun der AMMD bei der Commission de nomenclature agereecht ginn. An och déi Saisine, mengen ech, wäert een Element dovunner sinn, fir och hei déi gemeinsam Approche ze fannen an eeben och um Gesondheetsdësch am Kader vun deenen eenzelne Prozeduren dann och ze diskutéieren an dann och ze decidéieren.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schneider.

7. Question élargie n° 98 de M. Roy Reding relative à la pension de survie

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass déi erweidert Fro Nummer 98 vum Här Roy Reding iwwert d'Hannerbliwwenerent. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten zou, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, mir alleguerte ginn heiansdo ugeschwat vu Bierger, vu Wieler, well se e Problem hunn, wou se Hëllef brauchen. An dat ass mir geschitt virun annerhallwem Mount vun enger Wittfra, bon, eng Fra, déi virun 30 Joer gescheet ginn ass - 30 Joer! - an déi da gewuer gëtt, datt hiren deemolege Mann entre-temps verstuerwen ass an déi da vun der CNAP, der Caisse nationale d'assurance pension, e Formulaire kritt, dee se soll ausfëllen a wou se mech ëm Hëllef gefrot huet.

An ech muss soen, wéi ech dee Formulaire gesinn hunn, sinn ech op de Réck gefall, aus villen Ursaachen. Déi éischt Ursaach ass déi éischt Zeil: „Geburtsname (für Ehefrauen)". Dee Formulaire mëssuecht eng Jurisprudenz, déi elo 30 Joer al ass, datt d'Fraen en Numm hunn, an dat ass den Numm vun hirer Gebuert laut dem Gesetz vum 6. fructidor an II, 23. August 1794. Dat Gesetz gëtt haut nach vun der CNAP mëssuecht. Deemools ass de Recours gemaach gi vu bestuete Fraen, datt se op de Wallëschte kéinten agedroe ginn ënner hirem Numm an net dem Numm vun hirem bestuete Mann. Firwat gëtt haut, 2021, vun enger CNAP nach dat Wuert „Geburtsname für Ehefrauen" benotzt? Dat ass a mengen Aen e veritabele Skandal vun enger Administratioun. Ech hunn eigentlech keng Fro derzou. Ech constatéieren dat. An ech ruffen de Minister derzou op, där Illegalitéit, där Mëssuechtung vun engem Lëtzebuerger Gesetz Einhalt ze gebidden.

Wat mech awer du wierklech rose gemaach huet, wierklech rosen: An deem Formulaire ginn dann Donnéeë gefrot iwwert déi Fra. Dat ass normal. Wie sidd Dir? Hutt Der mat där Persoun zesummegelieft? Waart Dir selwer beruffstäteg? An esou weider an esou weider, Saachen, iwwert déi se kann Auskunft ginn.

An da kënnt op der Säit 2 vu 5 „Angaben über den verstorbenen Versicherten".

(Brouhaha)

Wéi soll eng Fra, déi virun 30 Joer gescheet ginn ass, wëssen, wéi d'Sozialversécherungsnummer vun hirem deemolege Mann ass? Zumindest déi lescht Chiffere goufe jo eréischt rezent agefouert.

Sterbeort und -datum - ma keng Anung, ech hunn dee Mann säit 30 Joer net méi gesinn, oder déi Fra.

Todesursache: Krankheit? Verkehrsunfall? - ma keng Anung. Si gëtt ugeschriwwen, datt deen dout ass. Wou soll si dat wëssen?

War e „gegen Lohn beschäftigt"? Zahlungsinstitut? War die hinterbliebene Person noch einmal verheiratet? Vläicht Jo, vläicht Nee. Wou soll ech dat wëssen? Ech hat säit 30 Joer kee Kontakt méi mat där Persoun.

An dann: Name und Vorname des Ehepartners. Erste Heirat, zweite Heirat, dritte Heirat. Ma wou komme mer do hin? Dat doten ass typesch Simplification administrative à l'envers. Mir froen de Bierger eppes, wat mir als Administratioun vläicht kënne wëssen, mee wat de Bierger bestëmmt net onbedéngt muss wëssen an net onbedéngt ka wëssen.

An ech géif wierklech bieden, dat doten ee fir allemol opzehalen, an alle Beräicher, datt d'Administratiounen eis Saache froen, déi si besser wësse wéi mir, an datt d'Administratiounen hir Citoyenen, hir Bierger, d'Administrés, eis Wieler, esou wéi dat dote behandelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Den Här Sozialminister Romain Schneider huet d'Wuert.

(Interruption)

D'Madamm Tanson freet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Ech wollt just, direkt, Här Schneider ..., mee ech sinn hei convoquéiert ginn, well hei steet, dat wär eng Fro fir mech. An ech hu mech vun Ufank u gefrot, firwat dat esou wär. Ech mierken elo, ech constatéieren, dass et effektiv weeder eng Fro ass nach ass se u mech adresséiert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da gi mer dem Här Sozialminister d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Et ass de Constat vun enger Illegalitéit duerch d'Administratiounen.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif da mol op d'Interventioun reagéieren, déi hei effektiv komm ass säitens dem honorabelen Deputéierten an déi eng Saach uschwätzt, déi awer ganz wichteg ass. Ech mengen, däers si mer eis alleguerte bewosst. Eng Pension de survie ass eppes, wat och wichteg ass fir jiddwereen herno. Wa mer gesinn, datt mer am Moment an eisem Land eng 44.000 där Pensions de survie hunn, ass et och ganz kloer, datt een och dëse muss Rechnung droen an och muss kucken, datt een natierlech och all Kéier déi richteg Decisioune kann huelen, fir effektiv och deenen Demandë gerecht ze ginn.

Et ass jo esou: Fir eng Pension de survie ze kréien, muss een eng Demande maachen. Dat geschitt entweeder op Basis vun engem Onlineformular oder op Basis vun engem gedréckte Formular, deen och ugeschwat gouf vun lech selwer. An ech si mer bewosst, ech hu mer dat och selwer ugekuckt an hunn eis Servicer och kontaktéiert: Mir sinn amgaang, dee Formular ze erneieren. Mir sinn amgaang, en ze adaptéieren. Mir sinn och amgaangen, niewent deem, wat Dir ugeschwat hutt, e virun allem och genderkorrekt ze erstellen. Et war, mengen ech, e bëssen enk elo, ech wëll net soen an deene leschte Joren, mee an deene leschte Méint, wou d'CNAP eng ganz Rei vun Adaptatiounen an hirem System, an den Informatiksystemer an an de Formulairë gemaach huet, fir och dësen ze adaptéieren.

Mee et ass awer nun emol esou, datt mer déi Donnéeën, déi Der hei zitéiert hutt, zu Recht zitéiert hutt, brauchen, fir beschtméiglech virun allem och den administrative Virgäng, déi hannendru si bei esou enger Demande, bei enger hannerbliwwener Persoun, och kënne gerecht ze ginn. Well bei deene Pensions de survie, déi mer gesinn, si ganz wéineger, déi eng normal Lëtzebuerger Karriär hunn, soen ech emol. Et si ganz dacks Karriären, wou virun allem och am Ausland muss nogefrot ginn. Et sinn eng Rei Donnéeën, déi gefrot ginn.

An ech hu mol eng Kéier opgelëscht, firwat mer dann déi Renseignementer froen. Firwat froe mer de Renseignement iwwert den Demandeur? Wou Dir gesot hutt: „D'Matricule ka se net wëssen." Dat stëmmt. Mee wann de Gebuertsdatum schonn do ass, dann déi Indicatioun! Et steet nämlech separat drop: Date de naissance, an dann d'Matricule. Wann déi Persoun effektiv esou Saachen net weess, ass et gutt, wann een iergendwéi Indicatiounen huet, datt effektiv geziilte Recherchen och kënne gemaach ginn, zum Beispill, wat d'Identitéit betrëfft. Well Dir hutt jo Recht, 30 Joer zréck weess een déi Informatiounen net, kann ee se eventuell net hunn. Mee wann ee Renseignementer iwwert den Demandeur freet, da wëllt een d'Identitéit kréien, et wëllt een den État civil, et wëllt een d'Relatioun zum Défunt wëssen, dat ass jo e wichtege Facteur.

Doniewent, wann ee Renseignementer freet iwwert de Benefiss vun enger Pensioun, ass dat wichteg ze wëssen, fir eeben och ze kucken, d'Anticumulreegelen ze respektéieren. Och dat spillt bei Pensiounen, dat spillt bei Pension-de-survien.

Genausou gutt ginn och Renseignementer iwwer Orpheline geholl, fir och hei ze kucken: Wat sinn hei effektiv nach d'Identitéiten? Wat sinn hei och effektiv nach Rechter, déi ustinn?

Genausou gutt wéi et och heescht: Wéi gesäit et aus fir d'Pensioun, déi Renseignementer iwwert den Assuré décédé? Och hei ass et wichteg, datt een einfach verschidden Elementer vun der Identitéit huet, fir kënnen engersäits ze kucken: Wat war dann elo effektiv och d'Circonstance vum Dout, well och do kënnen zum Beispill eventuell Recourse géint Tiersen erstallt ginn. Déi muss ee wëssen. An doniewent muss een awer och kucken: Wat sinn déi eenzel Rechter, Pensiounsrechter, déi do säitlech bestanen hunn?

Genausou gutt, wéi et drëm geet, fir Renseignementer iwwert d'Affiliatioun ze kucken, fir eeben déi Carrière d'assurance dann och komplett ze kréien. Well ganz dacks, an deene meeschte Fäll, wéi scho gesot, musse mer dës Demanden och viruginn un eis Kompetenz-Partnerlänner, soen ech emol, fir ze kucken, déi Renseignementer do ze kréien. Well ganz dacks musse mer effektiv déi Karriären, virun allem d'Affiliatiounen, aus dem Ausland siche goen, fir eeben dann déi ganz Approche ze maachen a fir dann effektiv och eng korrekt Äntwert ze ginn.

Et ass awer och esou, datt mer an der CNAP eng Hotline ageriicht hunn, fir kënnen dorop ze reagéieren. Doniewent ass och eng Persoun do, déi d'Leit begleede kann, déi net virukommen, an ech mengen, dat ass och d'Offer, fir deenen dee Message eriwwerzeginn: Wann Der Problemer hutt mat esou Demanden, da kontaktéiert d'CNAP direkt!

Wéi gesot, am éischte Fall ginn ech Iech Recht. Dee Formulaire, dee muss adaptéiert ginn, an dee wäert och adaptéiert ginn. An ech mengen, doriwwer kënne mer dee Punkt dann och dee Moment iergendwann eng Kéier kloermaachen.

A wat dat anert betrëfft: Mir brauchen déi Donnéeën, fir effektiv och eng korrekt an eng richteg Äntwert ze ginn am Kader vun der Pension de survie.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Sozialminister Romain Schneider.

8. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'adaptation de la réglementation afin que les investissements dans les installations de biométhanisation éligibles à la prime de lisier puissent profiter des régimes d'aide au niveau des aides à l'investissement en biens immeubles prévues par la loi en voie d'adaptation

(Motion déposée en séance publique n° 32 du 27 janvier 2021 - à consulter au compte rendu n° 13/2020-2021 en page 442)

An als nächste Punkt vum Ordre du jour hu mer d'Motioun vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Upassung vun der Reglementatioun, déi d'Investissementer an d'Biogasanlage betreffen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Merci, Här President. De 27. Januar hat ech hei eng Motioun deposéiert, fir d'Biogasanlagen - déi kleng Biogasanlagen, wou Biogas virun allem aus Gülle produzéiert gëtt - erëm kënnen iwwert d'Agrargesetz ze subventionéieren. An du war d'Demande komm u sech vun der Majoritéit, fir déi erëm zréck an d'Kommissioun ze ginn, an ech hat gesot, ech wär och domadder averstanen, wann et géif séier goen. Séier, dat waren elo sechs Méint. Ech gesinn ënner séier e bëssen eppes aneres.

Mee ech kommen awer nach eng Kéier zum Sujet. De Minister hat deemools gesot, dat wär eng ganz gutt Iddi. Ech hat mer nämlech elo d'Ried nach eng Kéier ugelauschtert. En huet gesot, dat wär eng ganz gutt Iddi, et geet nämlech drëm, datt mer jo d'Zäregasemissioune gäre wëlle reduzéieren an datt do d'Biogasproduktioun e wichtege Pilier an der Landwirtschaft ass, an datt et wichteg ass, datt mer déi Biogasanlagen, déi mer hunn, souwäit ënnerstëtzen, datt se kënne rentabel sinn an am beschten nach zousätzlech Biogasanlage kréien.

Fakt ass awer, datt d'Unzuel vun de Biogasanlagen, soulaang wéi dës Regierung elo do ass, just ofgeholl huet. 2017 hate mer nach 29 Biogasanlagen, elo hu mer nach ganzer 17. Fir de Klimaschutz wär et awer extreem wichteg, wa mer der méi hätten.

An dofir widderhuelen ech hei nach eng Kéier meng Fuerderung, an ech war, wéi gesot, mat der Kommissioun, mat deem, wat do diskutéiert ginn ass, net averstanen, dofir wëll ech dat hei nach eng Kéier ofstëmme loossen, meng Fuerderung, datt klengbetriblech Biogasanlagen, Biogasanlagen, déi virun allem den organeschen Dünger verwäerten, erëm solle kënne vun deenen am Agrargesetz virgesinnen Investitiounsbäihëllefe profitéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen.

An als éischte Riedner huet sech den honorabelen Här François Benoy agedroen. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. François Benoy *(déi gréng).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Hären, d'Madamm Hansen huet et elo gesot, si huet déi Motioun effektiv deposéiert dee Moment, wou mer iwwert d'Verlängerung vum Agrargesetz geschwat hunn am Januar. An dunn hu mer effektiv proposéiert, well d'Regierung, wéi et am Koalitiounsaccord steet, un enger Biogasstrategie schafft, fir dat dann, wann déi fäerdeg ass, zesumme mat där Strategie kënnen ze diskutéieren.

D'Madamm Hansen huet elo gesot, dat hätt sechs Méint oder fënnef Méint gedauert. Ech wëll awer just dozou soen, dass mer schonn eng Kéier eng Reunioun méi fréi fixéiert haten, no e puer Méint. An opgrond vun Ännerungen, déi mer hei an der Plenière haten, nämlech engem Covidgesetz, wat mer gestëmmt hunn, konnte mer dat dee Moment net traitéieren, soudass et awer net ganz korrekt ass, Madamm Hansen, wann Der sot, dass d'Majoritéit Iech hei sechs Méint waarde gelooss hätt. Well am Fong war et schonn eng Kéier um Ordre du jour méi fréi.

Ceci dit, zur Biogasstrategie: Wéi gesot, am Koalitiounsaccord steet ganz kloer dran, dass Biogas eng kloer Zukunft huet, dass et drëm geet, déi auszebauen an ze stäerken. An et ass och genau dat, wat mat där Biogasstrategie gemaach gëtt, déi d'Koalitioun elo virgeluecht huet, wéi se och am Accord virgesinn ass.

D'Prioritéit gëtt dobäi verstäerkt geluecht op d'Verwäertung vu Gülle a Mëscht a Biooffäll. An déi Quot soll nämlech op 90 % erhéicht ginn an d'Energieplanze reduzéiert ginn, dat am Sënn vun enger méi nohalteger an effizienter Notzung, déi generell soll mat där Biogasstrategie verbessert ginn, och wat d'Notzung vun der Hëtzt ugeet. Jee, mir wëllen d'Kreeslafwirtschaft verstäerken, och d'Klimaemissiounen an der Landwirtschaft verstäerken a gläichzäiteg verbesseren, gläichzäiteg och d'Loft-, d'Buedem- an d'Waasserqualitéit verbesseren.

A wéi Der et gesot hutt, mir hunn en Agrargesetz verlängert am Ufank vum Joer, wou mer eng ganz Partie Bäihëllefe verbessert hunn. An déi Iwwerleeunge sollen och elo weidergoen, grad wéi och soss Aiden, sief et vun der Ekonomie, sief et, wat d'Aspeisetariffer ugeet aus dem Energieministère. All dat ass eeben Deel vun där Biogasstrategie. An dat soll ressortiwwergräifend passéieren an net just an engem Ministère, mee wéi dat heiten Theema eeben ass, et geet ëm d'Kreeslafwirtschaft, et geet ëm eng ganz Rei Beräicher, et geet ëm Energie, et geet ëm Landwirtschaft, et geet ëm Ëmwelt, an dat soll ressortiwwergräifend gemaach gi mat eeben där doter Strategie.

An där Strategie ginn, wéi gesot, d'Aspeisetariffer iwwerkuckt. Grad déi kleng Anlage gi méi ënnerstëtzt. Effizienz an Nohaltegkeet stinn am Vierdergrond. An d'Regierung wäert an deenen nächste Méint och do nach méi konkreet ginn.

Dat Ganzt gëtt natierlech och mat dem Secteur zesummen diskutéiert, wéi mer et gesot kruten an nach eng Kéier bestätegt krute vun deenen zwee Ministeren, déi an der Kommissioun waren d'lescht Woch. Meng Fraktioun wäert dofir déi Motioun och net kënne matdroen. Se gräift kuerz an d'Strategie geet och vill méi wäit wéi dat, wat Dir an der Motioun proposéiert. An der Strategie geet et ëm eng ganz Panoplie vu Mesuren, déi virgesi sinn, fir dem Biogas eng besser Zukunft nach ze preparéieren. An dofir wäert meng Fraktioun déi dote Motioun net kënne matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Här President, prinzipiell si mir kritesch bei esou Investissementshëllefen, well et ëmmer op eng Konzentratioun vun der Landwirtschaft erausleeft. D'Betriber ginn ëmmer méi kapitalintensiv a manner aarbechtsintensiv. Et gi grouss Anlage gebaut, Fläche gi versigelt, et gëtt mechaniséiert an elo och schonn digitaliséiert. An deen eigentlechen Objet vun engem Bauerebetrib, also Iessen ze produzéieren, geréit ëmmer méi an den Hannergrond.

Déi franséisch Confédération paysanne huet folgend Kritikpunkte beim Biogas. Éischtens emol: Méi Biogas bedeit en Impakt op de Flächeverbrauch, wou vegetal Source wéi zum Beispill Mais agesat ginn a wou fir d'Energie d'lessensproduktioun op der Fläch verdrängt gëtt.

Zweetens: Eng méi staark Kapitaliséierung vergréissert oft d'Ofhängegkeet vun enger Aktivitéit um Bauerenhaff, déi net méi primär lessensproduktioun ass. Zousätzlech bedeit mat Piff a Mëscht Biogas maachen eng Ënnermauerung vun der Véihaltung; Véi, dat dann d'ganzt Joer am Stall fir Mëllech a Fleesch steet.

An drëttens: Et däerf een och net ze vill Kuelestoff aus dem Klima eraushuelen, fir datt d'Biedem verschlechteren iwwert d'Zäit. Mat de Biogasfilièrë riskéiert een, de Circuit ze desequilibréieren, well Piff a Mëscht net méi zréckginn, mee methaniséiert ginn. Allerdéngs wësse mer natierlech och, datt ze vill Piff ufält, fir op d'Fläch ausgebreet ze ginn, wat awer erëm mat der intensiver Haltung vu vill ze vill Véi zesummenhänkt.

Dofir stëmme mir géint dës Motioun, well et hei reng ëm eng Upassung vun Investitiounshëllefe geet, ouni datt mer aner Aspekter matabezéien, wat an eisen Aen awer onbedéngt néideg wier.

D'Regierung dréit an hirer Strategie iwwert de Biogas, déi se rezent presentéiert huet, jo awer och schonn deene Kritikpunkten, déi mir hei virgedroen hunn, Rechnung.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo. Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat hei ass natierlech eng interessant Motioun, déi mer hei zur Diskussioun virgeluecht kruten. Et ass jo och net déi éischte Kéier, datt mer iwwert déi ganz Problematik hei diskutéieren. Et ass evident, datt d'Demokratesch Partei sech och derhannert stellt, datt d'Biogasanlage sollen an Zukunft nach méi Ënnerstëtzung kréien. Et ass gewosst, datt et de Moment eng Rei Punkte gëtt, déi zur Diskussioun stinn. Net méi spéit wéi gëscht konnt ee jo och nach eng Prise de position vum President vun der Biogasvereenegung iwwert d'Press gewuer ginn, wou se sech net grad positiv ausgedréckt hunn.

Mee nichtsdestotrotz si mer awer der Meenung, datt ee soll dat Potenzial notzen, well d'Potenzial besteet effektiv. Esou wéi de Moment déi meeschte Biogasanlage bedriwwe ginn, muss ee sech natierlech d'Fro stellen, ob een net soll nach zousätzlecht Potenzial notzen. An dat ass nämlech d'Gülle virun allem, dat ass d'Mëscht. Do ass nach ganz vill do, wat ee ka gebrauchen. Wuel wëssend, datt dat natierlech och kann aner Problemer mat sech bréngen. Ech mengen, et ass jo an dem Biogasplang vun der Regierung virgesinn, fir bis zu 90 % vun der Gülle a vun der Mëscht ze benotzen, fir an de Biogasanlagen ze gebrauchen. An ech muss awer soen, datt ech d'Aussoe vu menger Virriednerin net kann novollzéien an och net kann zoustëmmen, well au contraire, hei bitt sech eng Méiglechkeet, fir op eng trotzdeem relativ nohalteg an dach och ëmweltfrëndlech Aart a Weis Energie ze produzéieren. An dorëms geet et jo virun allem. Mir wëlle jo awer eng méi gesond Energieproduktiounsmëschung erreechen. Mir wëlle fort vun där klassescher Energieproduktioun hin zu Forme vun Energieproduktioun, déi eeben och méi nohalteg sinn. A grad hei bitt sech déi Méiglechkeet.

Vläicht nach kuerz een anere Punkt, deen och ugeschnidde ginn ass gëschter Owend an där Prise de position, wou am Fong geholl gefrot ginn ass, datt misst méi eng enk Zesummenaarbecht mat enger Rei Offallgemengesyndikater ugestrieft ginn, datt déi géifen hire Gréngschnëtt zur Verfügung stellen. Dat ass a priori eng Iddi, déi soll duerchduecht ginn. Mee an der Praxis ass dat och net ëmmer esou einfach, well et däerf ee jo net vergiessen: Gréngschnëtt beinhalt jo awer och zu engem gudden Deel Holzreschter. An et weess een awer och, datt Holzreschter an enger Biogasanlag net onbedéngt esou kënne gebraucht gi wéi zum Beispill dee klassesche Gréngschnëtt.

Mir bleiwen awer trotzdeem der Meenung, datt d'Regierung hei um richtege Wee ass, datt se jo och wëllt den Aspeisetariff verbesseren, datt se wëllt am Fong geholl de Biogasanlagebedreiwer hei nei Méiglechkeete ginn, an datt och déi negativ Entwécklung vun der Zuel vun de Biogasanlagen dann dee Moment ka gestoppt ginn, an datt dee ganze Secteur awer eng Zukunft huet. Ech denke virun allem do u méi kleng Anlagen, déi awer och vläicht nach zousätzlech mat ënnerstëtzt kënne ginn.

Bedauernswäert ass natierlech, datt bei den Investitiounskäschten eleng et jo méi problematesch ass, bedéngt duerch europäesch Bailleuren, muss ee jo soen, mee wat elo déi Motioun u sech hei ugeet, si mer awer der Meenung, datt déi elo net muss hei gestëmmt ginn, well se nëmmen en Deelaspekt duerstellt. Ech mengen, dat Ganzt integréiert sech an e Gesamtplang, an deen huet d'Regierung elo presentéiert. An dee wäerte mir als Demokratesch Partei och ënnerstëtzen a mer wäerte géint d'Motioun stëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wëll awer als Éischt soen: Déi éischt Biogasanlag hei am Land, déi hat den ehemolegen Deputéierte vun der ADR, de Roby Mehlen, opgeriicht. Dat wollt ech eng Kéier hei ernimmen. Do gesitt Der, dass och d'ADR an den Technologien heiansdo mol Virreider ass.

An da wollt ech soen, dass d'Biogasanlagen aus engem Punkt eraus relativ interessant sinn. Dat ass deen, dass, contrairement zum Beispill zu Solarenergie a Wandenergie, se kënne 24 Stonnen op 24 Energie produzéieren, also do manner volatill sinn, wat am Fong eng gutt Saach ass.

Ech hu mer déi Argumenter hei och elo nach eng Kéier alleguerten ugelauschtert. Ech muss soen, et wonnert mech dann awer och, bon, et kann een alles iergendwéi argumentéieren, mee wann een an engem Koalitiounsvertrag stoen huet, et géif een d'Biogasanlagen ausbauen, an da gesäit een awer, dass se zréckginn, dann huet ee jo awer vläicht iergendwéi eppes gemaach, wat net gutt ass. An ech sinn der Meenung, dass dat, wat d'CSV hei proposéiert, dat Richtegt ass. An duerfir wäerte mir och hei bei dëser Motioun mat Jo stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup.

D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt de Landwirtschaftsminister, den Här Romain Schneider, an dann den Här Energieminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Jo, merci. Merci, Här President. Ech kann och kuerz sinn. Ech mengen, all déi Argumenter, déi mer an enger flotter Diskussioun bei der Presentatioun vun der Strategie an der Chamberskommissioun haten, hunn ech och do scho gesot.

Bon, éischtens, als Landwirtschaftsminister freet et mech emol, datt mer op dee Wee do ginn, well mer jo och ëmmer gesot hunn, datt mer ganz einfach den Offall, soen ech emol esou, aus der Landwirtschaft, Gülle a Mëscht, hei opwäerten. Ech mengen, dat ass e wichtege Facteur. An och, datt mer effektiv op de Wee gi vun deenen 90 % ass wierklech dee richtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

An ech mengen och ganz kloer, déi zweet Etapp, do muss ee jo hei derbäi bedenken: Wa mer Gülle erafëieren an herno Biogasgülle erauskréien, dee Meerwäert, dee mer do kréien, fir dann einfach och op eis Stécker ze bréngen, ass schonn essenziell. An ech mengen, dat ass och e wichtege Facteur, dee mer solle berécksiichtegen.

Et ass och wichteg, mengen ech, datt mer den Import reduzéieren. Och déi kloer Aussoen hu mer gemaach an där Strategie. A virun allem kucken, datt mer de Gebrauch vun Energieplanzen deckelen. Ech mengen, op 1.500 Hektar ass se elo hei gedeckelt ginn. Ech mengen, dat si Facteure fir mech als Landwirtschaftsminister, deen effektiv dofir steet, fir an Zukunft eng nohalteg Landwirtschaft ze notzen, do, wou mer esou vill wéi méiglech Kreesser kënnen zoumaachen an eigentlech och an enger flotter Zort Économie circulaire kënne schaffen, alles kënnen notzen, hei eeben dann och nach schlussendlech fir Energie.

Wat d'Subventionementer, d'Investissementer betrëfft, mengen ech, bleiwe mer op deem Zwee-Schinne-System, deen de Moment leeft. Dat ass emol dat, wat mer ausgemaach hunn. Engersäits d'Investissementer, gesteiert a finanzéiert vusäite vum Ministère de l'Économie. Do sëtzen effektiv och d'Fachleit, fir dat ganz genau ze begleeden, fir och ze beroden an déi richteg Entscheedungen de Leit kënnen ze proposéieren. An op där anerer Säit d'Aspeisungstariffer, woufir de Ministère de l'Énergie zoustänneg ass.

Den Agrarministère huet awer och schonn, an dat gouf hei schonn ugeschwat, am besteeënden Agrargesetz, dat mer jo erweidert hunn an ausgebaut hunn, eng Rei Saachen erabruecht. Virun allem am Kader vun der Ausbréngung vun der Gülle hu mer Verbesserungen erabruecht. Mir hunn hei zousätzlech Subventionementer, Subsiden, déi mer kënne ginn, déi och beim éischten Appell effektiv genotzt ginn. Eleng 70 nei Güllefässer goufen hei subventionéiert, déi genau op dee méi ekologesche Wee hi ginn. An mer hu jo och an dësem Gesetz virgesinn, datt d'Ofdeckunge kënnen iwwer eis subventionéiert ginn, genausou gutt wéi mer am Reglement 25 % Produktiounserweiderung ofgeschaaft hunn an doduerch am Bien-être animal a virun allem am Changement climatique direkt d'Modernisatioun vu besteeënden Infrastrukture kënne subventionéieren. An och do ass Sputt, fir elo scho kënnen ze hëllefen an och direkt als Landwirtschaftsministère matanzewierken. Voilà. Da géif ech, Här President, d'Wuert zréckginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider. An da kritt den Här Energieminister Claude Turmes d'Wuert.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Villmools merci. Dat hei ass eng gemeinsam Aarbecht vun dem Romain Schneider als Landwirtschaftsminister, dem Carole Dieschbourg als Ëmweltministesch an da vu mir als Energieminister. Ech mengen, mir hate schonn am Koalitiounsaccord gesot, dass Biogas eis wichteg ass, mee dass mer wëllen eng Rekalibratioun maachen, verschidde Saache riichtbéien, déi fréier vläicht net esou gutt gelaf sinn.

An eng vun de Saachen huet de Romain Schneider erwäänt. Mir hunn e System, an deem bis elo 30 % Energieplanzen a 70 % Gülle genotzt ginn, well dat war esou geduecht, also 2008, 2010 ass dat esou decidéiert ginn. A mir wëllen elo, an ech mengen, do si mer eis eens zu dräi Ministeren, manner Maismonokulturen a mir wëlle méi Offall aus der Landwirtschaft selwer, eebe Gülle an och Mëscht, notzen.

An dat Zweet, fir lech eng Gréisstenuerdnung ze ginn: Mir hunn haut 10 % vun der Gülle zu Lëtzebuerg, déi genotzt gëtt, an an eiser Strategie wëlle mer eropgoen op 50 %. An dat weist also - ech mengen, dat ass mol fënnef -, et ass eng ambitiéis Strategie! Mir hunn déi d'lescht Woch an enger gemeinsamer Reunioun vun der Ëmweltkommissioun an der Agrarkommissioun virgestallt. De Romain an ech an eis Beamten, mir wäerten elo iwwert déi nächst Wochen eng Rei Detailer festzurren: de Stroumpräis, de Güllebonus. De Romain schafft och drun, fir dass mer nei Ställ „Biogas ready" maachen, dat heescht, dass, wa mer en neie Stall bauen, deen och direkt esou gebaut gëtt, dass alles en place ass, fir eebe Biogas ze notzen.

Wat eis och wichteg ass, ass den Dialog. Mir haten dat Dokument, wat mer vun Experten erschaffe gelooss hunn, am Januar public gemaach. Mir hunn et dunn an engem Workshop Enn Februar en présence vun der Biogasvereenegung, mee och vu ganz villen aneren Acteure virgestallt. Duerno haten all d'Acteuren, déi do deelgeholl hunn, och d'Geleeënheet, fir eis nach eng Kéier schréftlech eeben ze schreiwen. An am grousse Ganzen ass d'Biogasvereenegung och mat eiser Strategie d'accord. Natierlech geet et elo drëm, dass mer eeben den Detail festleeë vu Stroumpräis, Güllebonus, „Biogas ready" an esou weider.

Vläicht nach e lescht Wuert zu deem, wat den Deputéierte Gusty Graas erwäänt huet: d'Offallsyndikater. En Deel vun eiser Strategie ass och, dass mer wierklech probéieren, bal all gréngen Offall, deen am Land ufält, ob dat Gréngschnëtt ass oder ob dat dat ass, wat an deene gréngen Dreckskëschten ëmmer méi gesammelt gëtt, dass mer dat notzen an eeben och da verwäerte fir Biogas.

Allerdéngs ass et do esou: Mir sinn do am Beräich vun der Offallwirtschaft, mir sinn am Beräich vun den Offallsyndikater an eeben dann och an der Gemengenautonomie respektiv an der Autonomie vun de Gemengen a vun de Gemengesyndikater. A wéi eng Stad Lëtzebuerg oder de SIDEC dat elo am Detail notzen an op wéi enger Plaz, ech mengen, dat ass hir Prerogativ an och hiert gutt Recht, fir ze soen: „Mir maachen dat. Mir hunn dat fréier do gemaach." A se fanne vläicht, dass dat op enger anerer Plaz besser ass. An dat, wat mir maachen, zesumme mam Romain Schneider a mam Carole Dieschbourg, ass, dass mir probéieren, déi finanziell Ramebedéngunge fir eeben déi Offallnotzung vu Gréngschnëtt a vu grénger Dreckskëscht optimal ze strukturéieren. A wéi gesot, mir hunn elo eng Strategie. An an deenen nächste Wochen a Méint gëtt déi am Detail fäerdeg gemaach. A mir sinn am Dialog mat allen Acteuren.

Ech soen lech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kéimen dann elo zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Gilles Roth), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Une voix.- Dat kann net sinn.

9. Question élargie n° 90 de Mme Stéphanie Empain relative à la stratégie politique en matière d'énergie nucléaire

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 90 vun der Madamm Stéphanie Empain iwwert déi politesch Strategie am Beräich vun der Atomenergie. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Stéphanie Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- War de Vott grad richteg, déi Lénk haten net dergéint gestëmmt?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech menge jo.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, déi Fro, déi ech haut stellen, ass am Fong geholl eng vun zwou Questions élargies, déi eis Fraktioun eigentlech schonn Ufank Abrëll erageréecht hat, nämlech am Kontext vun de Gedenkdeeg ronderëm d'atomar Katastrophen, déi et bis elo gi sinn, nämlech den Accident viru 35 Joer an der Atomzentral vun Tschernobyl a virun zéng Joer d'Katastroph vu Fukushima a Japan.

Déi éischt Fro, déi mäi Kolleeg, de François Benoy, scho gestallt huet, huet sech spezifesch mam Volet vum Eeschtfall beschäftegt respektiv vum Katastropheschutz. An dee Volet, deen ech haut an enger Fro méi wollt thematiséieren, ass méi en atompolitesche Volet.

Wéi ass déi aktuell Situatioun an eisen Nopeschlänner? Wéi setzt d'Lëtzebuerger Regierung sech an, fir den Atomrisiko ze minimiséieren an d'Alternativen zur Atomenergie auszebauen?

An deem Kontext stellen ech fest, dass sech zënter e puer Joer ronderëm eis eppes deet, wann och lues, an dass mer als Lëtzebuerg och zanter e puer Joer eng ganz visibel an aktiv Antiatompolitik bedreiwen, virun allem op EU-Niveau inklusiv och virum Europäesche Geriichtshaff, mee awer och heiheem.

Den Antiatomkonsens zu Lëtzebuerg, dee jo och grad nom Accident vu Fukushima eng ganz breet Koalitioun am Kader vum nationalen Aktiounskommitee géint Atomkraaft ervirbruecht huet, dee steet nach ëmmer. An dësem Aktiounsbündnis si jo nieft e puer Dosen Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft och all heibanne vertruede Parteie Member. Gläichzäiteg erliewe mer awer och an de Medien, awer och an eenzelnen internationale Gremien an Organisatioune relativ hefteg Lobbyefforte fir déi geféierlech, knaschteg an ëmmer méi onwirtschaftlech Technologie vun der Atomkraaft, déi momentan, trotz alle géigendeelege Behaaptungen, weltwäit u Bedeitung verléiert. Et ass relativ evident, dass den Effort besteet, fir änlech de 60er-Joren d'Atomkraaft als nei a modern Wonnerléisung am Kampf géint de Klimawandel ze promoten, dëst mam Zil natierlech, de Modell vun der defizitärer Atomenergiewirtschaft ze retten, dat natierlech och iwwert de Wee vun neie staatleche Subsiden.

D'Realitéit huet sech awer iwwert déi lescht 60 Joer net geännert. De Problem vun de radioaktiven Offäll, déi d'Atomreakteren an de leschte 60 Joer produzéiert hunn, an déi mussen etlech Dausende vu Jore stockéiert ginn, sécher stockéiert ginn, dee Problem ass net geléist an ass no mënschlechem Ermiessen och iwwer esou eng Zäitspan iwwerhaapt net léisbar. Au contraire klammen d'Käschte permanent, genee wéi och mam Alter vun de jeeweilege Reakteren d'Risike klammen, an dat och an Hightechlänner, wéi d'Beispill vu Fukushima et gewisen huet, wat natierlech derzou féiert, dass Investissementer an d'Atomwirtschaft net lukrativ sinn.

Eng wirtschaftlech erfollegräich Technologie mat Zukunftspotenzial gesäit deemno wierklech ganz anescht aus. An dëst gesot, stellen ech awer och mat Freed fest, dass d'Situatioun ronderëm Lëtzebuerg sech schonn däitlech verbessert huet, och wann a Frankräich d'Zentral vu Cattenom weiderhi lafe gelooss gëtt, an d'Firma däerf se och nach méi laang wéi virgesi lafe loossen.

D'Tatsaach ass nämlech, dass elo, Stand Mëtt 2021, d'Zuel vun de grenznoen Atomkraaftwierker an Atomreakteren duerch den däitschen Atomausstig a besonnesch awer och duerch d'Zoumaache vun den zwee eelste franséische Reakteren zu Fessenheim am leschte Joer elo esou niddreg ass wéi scho säit Joerzéngten net méi.

Dobäi kënnt dann nach, dass an der Belsch mat den Atomzentralen zu Tihange an zu Doel e Stopp vun der Atomstroumproduktioun bis Dezember 2025 geplangt ass. Dëst ass natierlech grad fir den Norde vum Land vu grousser Bedeitung, well dat, wat Cattenom fir de Süde vum Land ass, ass Tihange quasi fir d'Éislek.

Wat Däitschland ubelaangt, ass dësen Ausstig scho quasi ofgeschloss. Bis Enn d'nächst Joer, also 2022, wäerten déi lescht sechs däitsch Reakteren an Nord- a Süddäitschland vum Netz goen. An a Frankräich sinn déi zwee eelst Reakteren, wéi gesot, schonn zou. Laut dem aktuelle gesetzleche Plang ass en Zoumaache vun insgesamt 14 Reaktere bis 2035 virgesinn, mat enger Optioun op d'Zoumaache vun zwee weidere Reaktere schonn am Joer 2025 bis 2026. An hei insistéiert d'Lëtzebuerger Regierung jo weiderhin, dass grad Cattenom méiglechst ee vun deene Reakteren ass, déi fréizäiteg sollen zougemaach ginn.

Duerfir ass och eng Studie an Optrag gi ginn, déi analyséiere soll, wéi eng Roll Cattenom fir d'Versuergungssécherheet fir déi gesamt Regioun spillt a fir erauszefannen, wat fir en Impakt e fréizäitegt Ofschalte vun de Reakteren zu Cattenom deemno hätt.

An an dësem Kontext wollt ech follgend Froen un lech, Här Minister, stellen: Wéi gesitt Dir dës Entwécklunge ronderëm Lëtzebuerg? Wat wär den Effekt op d'Lëtzebuerger Netz, wa Cattenom géif zougemaach ginn? Kënnt Dir eis hei vläicht déi Haaptpunkten erausschielen, déi a besoter Etüd och erauskomm sinn? A wéi gesäit d'Regierung d'Fro vun der Nohaltegkeet vun der Atomenergie, an

dass se dofir och grad also déi Léisung am Kampf géint de Klimawandel wier? A meng lescht Fro wär, wat d'Perspektive sinn, fir international oder europäesch Kooperatioune géint d'Atomkraaft respektiv fir den Op- an Ausbau vu sécheren Alternativen zur geféierlecher Atomkraaft.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Villmools merci, Madamm Empain, fir dës Fro. Dir hutt scho bëssen duergestallt, wéi et ronderëm eis ausgesäit. Ech mengen, mir hunn déi ganz gutt Noriicht, dass Däitschland decidéiert huet, fir aus der Atomenergie erauszeklammen. An dat wäert elo am Joer 2022 dann definitiv de Fall sinn. Ech mengen, dat soll een och international net ënnerschätzen. Däitschland ass awer weltwäit ee vun de Role models, et ass eent vun de ganz groussen Industrielänner. A wann déi et fäerdegbréngen, Klimaschutz, Versuergungssécherheet an och Stroumpräisser, déi bezuelbar sinn, all déi dräi Saachen, ënner en Hutt ze kréien, ech mengen, dann huet dat natierlech och weltwäit eng immens Ausstralung.

Däitschland baut duerfir natierlech massiv am Moment seng erneierbar Energien aus. An eppes, ech weess net, ob Der dat matkritt hutt: Däitschland huet elo mat Norwegen, d'Madamm Merkel an dann déi norwegesch Premierministerin, virun zwou Wochen e Kabel, deen Däitschland mat Norwege verbënnt, ageweit. Firwat ass dee Kabel? Dee Kabel ass an der Gréisstenuerdnung vun zwee Atomkraaftwierker. An dee bréngt et eigentlech fäerdeg, dass, wa ganz vill Wand ass, de Stroum Richtung Norwege geschéckt gëtt an do quasi an de Waasserkraaftwierker stockéiert gëtt. A wa mol eng Kéier manner Wand ass, da kann eeben zu 100 % an och zu all Moment Stroum an Däitschland geliwwert ginn.

Fir eis, kann ee soen, ass dat wäit ewech, awer och net, well Däitschland jo niewent deem dote Kabel grad amgaang ass, quasi ënnerierdesch Kabelen ze baue vun der Ostsee a vun der Nordsee Richtung Ruhrgebiet an och Baden-Württemberg Richtung Hessen. An domat kommen eigentlech souwuel déi, et kann ee soen, norwegesch Waasserkraaftwierker, awer och all déi Offshorewandrieder, déi am Baltikum an an der Ostsee gebaut ginn, geografesch méi no bei eis. Dat sinn Direktstroumleitungen. An dat ass e bëssen eppes wéi Waasser, e Krunn, deen een op- an zoudréit. Dat kann ee steieren. An dat heescht, dat, wat Däitschland mécht, ass schonn eppes, wat eis hei och immens hëlleft.

An der Belsch hu se, säitdeem déi nei Regierung och mat grénger Bedeelegung do ass, ganz kloer am Koalitiounsaccord: 2025 definitiv eraus! Si sinn elo amgaang, dräi Preparativen ze maachen an déi Richtung. Déi éischt ass: Si hu sech quasi esou eGesetz ginn, dass, wa se elo nach zousätzlech Capacitéite brauchen, déi kënne schnell an de Marché kommen. Do gëtt elo eng europawäit Ausschreiwung gemaach. 2025 minus véier Joer - dat nennt een den T minus 4, an da gëtt nach en T minus 1 gemaach, fir dat ze ajustéieren, fir dass eeben och séchergestallt ass, dass, wann déi belsch Atomkraaftwierker 2025 vum Netz sinn, genuch Stroum do ass.

Ech hat virun zéng Deeg nach eng Kéier mat der belscher Ministesch geschwat. A si geet och dervun aus, dass zum Beispill eng ganz Rei Batterien eventuell dann op de Marché kommen. Dat ass e Phenomeen, dat hu mer haut schonn an Australien an an Amerika um Marché, dass a grousse Containere Batterië sinn, déi eeben och Stroum kënne stockéieren, wann es ze vill do ass, an natierlech och kuerzfristeg erëm an de Marché bréngen a bei d'Leit bréngen, wann et néideg ass.

Dat Zweet, wat d'Belsch decidéiert huet: D'Belsch wäert eng kënschtlech Insel baue virun der belscher Küst, fir dann do am grousse Stil - also dat ass da quasi wéi ganz Cattenom - an der Gréisstenuerdnung vu 5.000, 6.000 Megawatt an d'Nordsee ze bauen an déi natierlech mat Kabelen ze verbanne Richtung Belsch. A mir si jo haut schwaach ugeschloss un d'Belsch. Mee et kéint awer sinn, dass perspektivesch d'Belsch, nieft Däitschland, fir eis eeben och kéint e Partner ginn. Dat heescht, d'Belsch ass amgaang, massiv eeben och an déi gréng Energien ze investéieren.

An dann dat anert, wat d'Ministesch amgaang ass, an do kënne mir och eventuell e klenge Rôle spillen, dat ass, dass an de Joren 2025-2028, wann déi Atomkraaftwierker vum Netz ginn, eeben dann och genuch Netzcapacitéiten eventuell do sinn, fir vu baussen an d'Belsch heiansdo Stroum ze bréngen. Do kënne mir och eventuell e klengen Optiméierer si mat där enger Leitung, déi mir hunn. Awer och Däitschland kann do natierlech ganz vill hëllefen.

Da bleift eist Suergekand vun eisen Noperen: Dat ass Frankräich. Frankräich huet decidéiert, fir vu 75 % Atomstroum op 50 % erofzegoen. Ech mengen, d'Madamm Empain huet schonn erwäänt: Dat ass d'Gréisstenuerdnung vu 14, 15 Atomkraaftwierker, déi déi nächst Jore musse vum Netz goen. An ech mengen, dass et eis Flicht ass als Regierung - an ech sinn ëmmer frou, wann ech heihinnerkommen, well ech weess, dass Der alleguerten do hanner eis stitt -, fir eeben ze kucken, dass de Reakter zu Cattenom fir Frankräich esou onattraktiv wéi méiglech ass ze bedreiwen an dass dat eeben dann och ee vun deene Reakteren ass, déi ofgeschalt ginn.

Ganz oft, wann ech mat Frankräich diskutéiert hunn, dann ass op eemol dat Argument opkomm: „Jo, mee Cattenom kann ee guer net zoumaachen. Da ginn d'Luuchten aus an der Groussregioun." Et sinn der dann och heiansdo, déi behaapten, zuLëtzebuerg géifen d'Luuchten ausgoen. Fir dat Argument ee fir allemol vum Dësch ze kréien, hu Saarland, Rheinland-Pfalz a Lëtzebuerg, déi dräi Regierunge bei engem ganz renommëierten däitschen Institut, dem Consentec, eng Etüd an Optrag gi fir ze kucken: Ka Cattenom ofgeschalt ginn? A wa Cattenom ofgeschalt gëtt, wat ass den Impakt op d'Stroumversuergung an eeben och op d'Stroumleitungen an der Groussregioun?

Déi Etüd ass op eiser Internetsäit; dat heescht, fir déi, déi se gäre méi am Detail aliesen.

Wat muss ee kucke, fir sécher ze wëssen, ob genuch Stroum do ass? Dat eent ass de Volume vu Stroum. Gréisstendeels kënnt deen duerch grouss Offshorewandanlagen déi nächst Joren nei an de Marché. Duerfir kënnen a Westeuropa an deem grousse Stroumverbund eeben dann och zum Beispill Atomkraaftwierker erausgoen.

Da muss een natierlech nach kucken, dass d'Spannung vum Stroum ëmmer do ass. An do ass eeben och déi gutt Noriicht, dass hei an der Groussregioun genuch Kraaftwierker do sinn, fir dat ze maachen. An - an dat war och fir mech iwwerraschend - d'Experten hu virgeschloen, dass ee Generatricë vu Cattenom - déi véier Generatricen oder eventuell zwou dovunner - géif weiderhin notzen.

Dat ass eppes, wat déi Däitsch gemaach hunn zu Biblis. Biblis ass en Atomreakter, deen an der Géigend vu Frankfurt steet. Do ass deen atomare geféierlechen Deel ofgeschalt. Déi zwou Generatricen lafe wieder, déi hänken um Netz. A mat hire Schwungrieder lafe se eigentlech ëmmer mat am System. Duerfir hëllefe se, dass den Hertz eigentlech ëmmer agehale gëtt, dat heescht, dass d'Spannung vum Stroum ëmmer an där klenger Fënster ass, wou se muss bleiwen.

Dat ass eng Optioun, déi d'Experten och virschloe fir ze soen: „Cattenom kéint och de radioaktiven Deel zoumaachen, de geféierlechen Deel. An da géifen trotzdeem zwou oder véier Generatricen am Netz matlafen an esou och e weidere Bestanddeel bleiwe vun der Versuergungssécherheet.

Dat heescht, no där heiter Etüd ass et klipp a kloer: Cattenom kann ofgeschalt ginn! Et ass net eng Saach vun, dass dann d'Luuchten ausginn. Mee - an et ass souguer interessant gewiescht an der Etüd, wann Der eng Kéier duerchbliedert - de Stress op verschidde Stroumleitungen direkt hei an dem Ëmfeld gëtt souguer méi kleng, wéi e virdru war, well eeben natierlech manner massiv quasi esou Stroum an d'Netz kënnt.

Ech mengen, dat ass dat Éischt, wat mer elo rezent an d'Weeër geleet hunn. An dat Zweet, an do hunn ech mech elo haut nach eng Kéier informéiert: Däitschland wäert 2022, wéi gesot, aus der Atomkraaft erausklammen. An dat, wat mer elo probéieren an Däitschland, ass, dass Däitschland dann dee selwechte Schrëtt mécht wéi Lëtzebuerg, dat heescht, dass Däitschland erausklëmmt aus deenen internationalen Haftungsverträg vun Atom, dass si déi Atomaccidenter eigentlech bezuelen.

De Risiko vun der Atomkraaft ass eigentlech guer net bei EDF, mee ass quasi sozialiséiert iwwert d'Regierungen an hir Awunner a ganz Europa iwwert de Vertrag vu Paräis a vu Wien.

An déi däitsch Gréng, déi hunn elo an hirem Walprogramm e Passus - an dat hu mer elo séchergestallt -, dass eeben Däitschland och wäert ... Gutt, ech mengen, dat ass elo mol eng Partei, mee et gëtt jo eng gewësse Warscheinlechkeet, dass déi an der nächster Regierung ass ...

M. Léon Gloden *(CSV).*- E kann dat an den CV schreiwen.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen awer net.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo, elo sidd emol net esou pessimistesch, ne!

(Hilarité)

Et ass net op ee Sonndeg ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Turmes, loosst lech net duerjerneebréngen!

(Hilarité)

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo, mee gutt!

Also, mir hunn op alle Fall elo eng Partei an Däitschland, an dat ass net déi klengsten, …

(Hilarité)

... déi wäert eeben offensiv och probéieren, dat selwecht ze maache wéi Lëtzebuerg. Wat heescht dat praktesch? Dat heescht praktesch, dass d'Bedreiwe vum Reakter zu Cattenom finanziell méi deier ass a méi risikohaft ass fir EDF, wéi wa se en anere Reakter iergendwou a Frankräich bedreiwen. Well nämlech de Risiko dann, wann en Accident ass: Zu Lëtzebuerg gëtt d'Haftung aneschters ageschat, an eeben och duerno an Däitschland.

A virun allem, wann Däitschland ... Also Lëtzebuerg, kann ee soen, dat ass fir eisen Territoire wichteg. Mee mir sinn natierlech elo net dat gréisste Land. Mee wann Däitschland och erausklëmmt aus deenen internationalen Haftungsverträg, da wäert sech effektiv d'Fro stellen, ob Frankräich als Regierung iwwerhaapt solvabel genuch ass, fir esou Atomkraaftwierker ze bedreiwen. An domadder, mengen ech, setze mer e weidert Element, fir Drock ze maachen op Frankräich, fir Cattenom ofzeschalten.

E lescht Wuert zu där Saach, déi Der heiansdo an den Artikele gesitt an natierlech och vun der Atomlobby. „Klima, Klima, elo musse mer erëm Atom maachen!" Ech ginn Iech zwee Elementer.

Wéi d'Fransousen déi nei Generatioun vun Atomkraaftwierker geplangt hunn an dunn eent a Finnland gebaut hunn an eent a Frankräich: De Präis war ugesot bei 3 Milliarden an et ass gesot ginn: „Mir bauen déi an dräi Joer." D'Realitéit ass: De Präis ass mëttlerweil bei 12 bis 15 Milliarden. A souguer deen a Finnland leeft nach net, an dat sinn zéng, zwielef Joer.

Dat heescht, et ass esou: Nei Atomkraaftwierker, déi sinn zwee- bis dräimol méi deier wéi Offshore-Wandanlagen, wéi Solaranlagen. A wa mer wierklech Klimaschutz eescht huelen, an ech mengen, mir mussen dat eescht huelen: Mir kënnen eis et net leeschten, dass mer a 15 Joer 1.500 Megawatt bauen an dann iergendwéi Kuelekraaftwierker vum Netz huelen, well mir musse kucken, dass mer vill méi bauen. A mat Wandkraaft um Land, um Mier an och mat Solarenergie kann ee vill méi schnell virumaachen.

Vun dohier ass Atom, nieft sengem Risiko, nieft der Akzeptanz, och souwuel vum Geldasaz a vum Tempo einfach net schnell genuch an net präislech gënschteg genuch, fir eis wierklech ze hëllefe beim Klimaschutz.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, dem Här Energieminister Claude Turmes. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

10. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la flambée du prix des produits pétroliers

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Hausse vun der Bensinnstax. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Georges Engel, den Här François Benoy, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Gilles Roth als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Gilles Roth, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt gesinn, dass iwwert déi lescht Méint d'Präisser vum Koffer, vum Eisen, vum Stol, vum Weess a vum Mais reegelrecht explodéiert sinn. An dat zielt awer net nëmme fir déi Matière-premièren, mee dat zielt virun allem fir de Pëtrol! Beim Pëtrol ass et engersäits doduerch bedéngt, dass natierlech no dem Wirtschaftsopschwong, dee kënnt no dem Exit aus der Pandemie ..., et huet awer och ze di mat der Präispolitik vun de sougenannten OPEC-Staaten.

Fir lech dat ze verdäitlechen: De Präis vun dem Masutt ass zënter Januar 2021 ëm 15 % an d'Luucht gaangen. Dee vun dem Diesel a vun dem Bensinn zwëschent 10 % an 11 %. Elo sot Der: „Wat bedeit dat dann elo konkreet?" Mee konkreet e Beispill: Am Mee 2020, also virun engem gudde Joer, du war de Präis vum 95er Oktan 89 Cent op der Pompel zu Lëtzebuerg. Deen läit elo, wann Der kierzlech getankt hutt, bei 1,30 Euro. 1 Euro 30! Een Tank mat 50 Liter Bensinn, dat ass 20 Euro Méikäschten Juni 2021 par rapport zu Mee 2020.

Fir déi Leit, déi aus dem ländleche Raum kommen, an et sëtzen der jo eng Rei hei ënnert eis, mee et sinn der och vill, déi net déi Stëmm hunn an der Chamber, fir déi bedeit dat, wa se zwëschent 25.000 an 30.000 Kilometer fueren, mat ronn 8 Liter Bensinn - dat mag fir déi, déi an dem Speckgürtel vun der Stad wunnen, relativ vill sinn, mee fir déi Leit aus dem Éislek am Norden an anerer am Osten ass dat eigentlech d'Normalitéit -, abee, Dir Dammen an Dir Hären, op engem Joer eng Méibelaaschtung, haalt lech gutt un, vu 1.500 Euro pro Joer!

A beim Masutt, do war de Präis am Mee 2020 bei 33 Cent de Liter Masutt. Deen ass am Mee 2021 elo bei 63 Cent. Also, 33 Cent 2020, elo bei 63 Cent. Bei engem Tank mat 3.000 Liter Masutt pro Joer sinn dat nach eng Kéier ronn 1.000 Euro - 1.000 Euro! Dat heescht, fir e Bierger aus dem ländleche Raum, Fuerkäschte plus Hëtze vum Haus mat Masutt, sinn dat insgesamt 2.500 Euro Méibelaaschtung an Zäit vun engem Joer. A leidend, dat wësst Der alleguerten, ass bei deene steigende Pëtrolspräisser virun allem de Bierger, de Konsument.

Elo kënnt Der natierlech soen: „Ma déi Leit, déi kënne jo op en Elektroauto ëmklammen. Déi Leit, déi kënne sech jo energeetesch sanéieren." Or, dat ass séier gesot, ass awer an der Praxis guer net fir jiddweree realiséierbar. Et ass net jiddwereen, deen op de gratis ëffentlechen Transport kann ëmklammen, wann en nuets op d'Nuechtschicht fiert, wann en d'Kanner muss ofhuelen, wann e muss kucken, seng Kommissiounen ze maachen. Da sinn déi Leit besonnesch am ländleche Raum nun emol op hiren Auto ugewisen.

A bei den Haiser, jo, do ass et net vill anescht. Ech mengen, an de grousse Stied, an de Ballungszenteren, do ass dat méi einfach. Do kann een op aner Energiequellen zréckgräifen. Mee wann een en alengsteeënd Haus huet, iergendwéi an engem Duerf am Éislek oder soss am ländleche Raum, da geet dat net einfach esou, fir dee Masuttstank do erauszehuelen an op eng aner Energiequell ëmzeswitchen, a virun allem ass dat jo och mat Käschte verbonnen. Virun allem ass dat och mat Käschte verbonnen, an et ass net jiddwer pensionéiert Wittfra, déi d'Méiglechkeet huet, nach an hirem héije Liewensalter, d'Haus dann esou energeetesch ëmzegestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Däitschland, do läit den duerchschnëttleche Präis op dem Bensinn méi héich. Dee läit ëm ronn 18 Cent par rapport zu dem Lëtzebuerger Präis nach méi héich, bei engem Duerchschnëttspräis vun de Moment 1 Euro 48 Cent. Et muss een awer wëssen, dass an de Ballungszenteren, nämlech do, wou de Groussdeel vun der däitscher Bevëlkerung sech fokusséiert, den Accès zu dem ëffentlechen Transport, sief dat d'Schinnennetz, sief dat Metroen, vill méi einfach ass. Et muss een och wëssen, dass d'Wunnengsbaupräisser op deene meeschten däitsche Plazen net den Niveau hunn, wéi dat zu Lëtzebuerg ass, an net nëmmen am Verglach par rapport zum Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg.

An an Däitschland, Dir hutt dat an der rezenter Aktualitéit suivéiert, do si Vertrieder vu praktesch alle gréissere Parteien, déi schwätze souguer vun enger „Benzinpreisbremse" an déi soen: „Damit Autofahren kein Luxus wird, sondern noch für jedermann erschwinglich bleibt." A keen anere wéi de Spëtzekandidat vun der SPD, de Sozialisten an Däitschland, de Finanzminister Scholz, huet gesot: „Wer […] einfach immer weiter an der Spritpreisschraube dreht, der zeigt, wie egal ihm die Nöte […] der Bürger sind." Dat seet keen anere wéi de Kanzlerkandidat vun der SPD Däitschland, den Olaf Scholz.

Elo frot Der: Wat huet dat mat Lëtzebuerg ze dinn a wat huet dat mat der Positioun vun der CSV ze dinn? Also, d'Positioun vun der CSV, deene sougenannte Konservativen, wéi d'Madamm Bofferding eis kierzlech gemengt hat ze betitelen - ech hat ëmmer gemengt, déi Konservativ, dat wier eng Partei mat engem gewëssene Joe Thein un der Spëtzt, dee war fréier bei der ADR, en ass bei dem Här Halsdorf zu Péiteng usässeg -, abee, wann dat d'Meenung ass vun der Madamm Bofferding, dann huelen den Här Wolter, den Här Eicher an anerer vun eis Député-Mairen dat da mol zur Kenntnis a mir kucken, wat dann d'Zukunft an deenen nächste Wochen a Méint op deem Feld dann nach bréngt. Nun zur Positioun vun der CSV.

(Interruption)

Jo, jo. Mir sinn der Meenung, an dat soen ech och ganz kloer, dass d'CSV weiderhin zu enger CO_2-Bepreisung steet, et ass kee proppert Wuert, mee dass mir dozou stinn. Mir soen awer grad esou kloer, an dat hu mer virdrun och gesot bei de Budgetsdebatten, dass mir der Meenung sinn an och virdru waren, dass et zu dësem Zäitpunkt e Feeler war, fir déi CO_2-Steier aus dem Index erauszehuelen. Firwat? Well mir der Meenung waren a weiderhi sinn, dass grad elo an der Pandemie an am Ausgang vun der Pandemie de Leit hir Kafkraaft, déi se awer och duerch esou eng Steier entzu kréien - jiddwereen! -, muss erhale bleiwen.

A wann Der eigentlech dat do a Fro stellt, jo, da stellt Der de ganzen Indexsystem a Fro. Den Indexsystem, do ass e relativ gudden Artikel am „Tageblatt" rezent gewiescht, „Honnert Joer Index" ass deen iwwerschriwwen, dee verdäitlecht eigentlech, dass den Indexmechanismus, am Sënn vun enger sozialer Kohäsioun, d'Kafkraaft vun alle Bierger, vun deenen, déi manner verdéngen, a vun deenen, déi méi verdéngen, permanent soll ausgläichen. An duerfir fanne mir, dass dat zu dësem Zäitpunkt e Feeler ass.

Elo sot Dir: „Ma mir kompenséieren dat mat engem Steierkreditt vu 96 Euro." Dir Dammen an Dir Hären,

déi 96 Euro, setzt déi am Verglach zu deene Méikäschten, déi ech virdru gesot hunn, 1.000 Euro Masuttméikäschten, 1.500 Euro Käschte méi op dem Sprittverbrauch. An dann ass et esou, déi 96 Euro Steierkreditt, et ass jo net, dass all Mënsch an de Genoss dovunner kënnt! Neen, de maximale Genoss pro Joer vun deene 96 Euro Steierkreditt, wann ech dat duerch zwielef deelen, da landen ech bei ronn 8 Euro pro Mount, dat equivaléiert emol net een Tank, een Tank de Mount vu 50 Liter. Ech hunn lech virdru gesot, dass et e Méipräis ass fir jiddwereen hei am Land, vum Mindestlounbezéier bis zu dem Spëtzeverdénger, vun 20 Euro pro Tank weider.

Also, et kann een net argumentéieren, dass dee Steierkreditt déi sämtlech CO_2-Steier fir d'Leit ausgläicht. An e gläicht se virun allem fir iwwerhaapt kee méi aus, dee méi an engem Stot huet wéi 80.000 Euro. Well do ass de Steierkreditt null. Do ass en null! E spillt bis 40.000 Euro, an dann ass en degressiv bis 80.000 Euro. An doriwwer eraus ass e carrement null.

Mir sinn als Alternativ - dat frot Der jo: „Wat ass dann Är Alternativ?" -, an dat soen ech och ganz kloer op dëser Tribün, der Meenung, dass een, parallell zu weideren Erhéijungen - an ech wëll och do eng Motioun ofginn, ech gesinn nämlech, meng zéng Minutte si bal ëm, ech huelen duerfir d'Zäit vun der Motioun, Här President -, mir sinn der Meenung, dass ee soll, parallell zu enger weiderer Erhéijung vun der CO_2-Steier, déi jo geplangt ass vun der Regierung fir 2022 an nach eng Kéier 2023, eng Ëmgestaltung virhuele vun der sougenannter „Kilometerpauschal", ech explizéieren dat herno nach, an dat no soziale Krittären, no professionelle Krittären a virun allem och no de Krittären - de Minister vun der Landesplanung sëtzt hei bei eis - vun der Landesplanung.

Ech erkläre mech: Mir sinn der Meenung, dass een enger Persoun oder engem Stot, dee méi wäit ewech wunnt, deen net d'Méiglechkeet huet, fir sech op de gratis ëffentlechen Transport ze raccordéieren, dass et do keng Schan ass, wann een déi Kilometerpauschal fir déi Leit no uewen upasst. Ech soen awer grad esou kloer, dass et och fir d'CSV keen Tabu ass, och wann dat an der Oppositioun vläicht net esou populär sollt sinn, dass fir Leit, déi an der Stad respektiv an de Ballungsgebidder vun der Stad a ronderëm wunnen, dass et do keen Tabu ass, dass een do dee Fräimontant, deen de Moment bei véier Kilometer ass, wou d'Kilometerpauschal net spillt, dass een dee kéint no uewen upassen. Well ech soe ganz éierlech: Wann ech d'Méiglechkeet hunn, fir all zéng Minutten e gratis ëffentlechen Transport ze huelen, an ech wëll mer de Luxus leeschten, fir da mat mengem Privatauto op meng Aarbechtsplaz ze fueren, dann ass dat mäi Choix! A wann dat eppes kascht, da muss ech déi Fraise selwer assuméieren.

Firwat déi heiten alternativ Propositioun? Éischtens: Déi Kilometerpauschal, déi ass 1990 bei der Steierreform agefouert ginn. Déi 99 Euro, dat war just eng Ëmwandlung vun engem Montant vun deemools 3.900 Frang an Euroen.

Dat heescht, déi Kilometerpauschal, déi ass zënter 1990, also wärend geschloenen 30 Joer, guer net méi ugepasst ginn, soudass deen Avantage, deen een iwwert d'Kilometerpauschal kritt, sech natierlech praktesch halbéiert huet. Ech hunn dat emol ëmgerechent par rapport zum Index, wéi en 1990 war. Déi 99 Euro 1990, dat géif haut 182 Euro entspriechen.

Duerfir wëlle mer proposéieren, dass d'Leit, wéi gesot, déi méi no wunnen zu hirer Aarbecht an zu de Ballungszenteren, dass déi solle manner favorabel traitéiert ginn, an déi Leit, déi méi wäit ewech wunnen an doduerch méi Belaaschtungen hunn, doduerch solle kompenséiert ginn.

An ech wëll an deem Sënn, Här President, Iech och eng Motioun am Numm vun der CSV iwwerreechen. Ofschléissend wëll ech awer ganz kloer soen, dass et fir d'CSV ganz kloer ass, dass onofhängeg vun der Sprittpräisentwécklung souwuel um Weltmaart wéi och duerch zousätzlech Belaaschtungen um Niveau vun Accisen an CO_2-Steier, den Individualverkéier an insbesondere dee mat dem Auto, net däerf e Luxus ginn, op jidde Fall net eng reservéiert Plage fir déi Leit, déi mat subventionéierten Elektroautoen eigentlech dann hei zu de puer „happy few" gehéieren.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Ech erlabe mer, Iech och dann déi Motioun, déi ech virdrun ugeschwat hunn, ze iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre de Députés,

- vu la flambée des prix pétroliers au cours des douze derniers mois ;

- vu l'introduction d'une taxe carbone à hauteur de 20 euros la tonne à partir du 1er janvier 2021 et ses augmentations additionnelles de cinq euros en 2022 et de cinq euros en 2023 ;

- vu la gratuité des transports publics depuis le 1er mars 2020 pour tous les usagers des transports publics ;

- vu la non-adaptation du montant de la déduction forfaitaire pour frais de déplacement depuis la loi du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects ;

- vu l'accord de coalition 2018-2023 qui prévoit que « La gratuité des transports publics sera introduite sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg durant le premier trimestre 2020, en parallèle avec une réforme des frais de déplacement forfaitaires, déductibles des impôts. [...] La réforme des frais de déplacement tiendra entre autres compte des besoins spécifiques de personnes travaillant en dehors des heures de service »,

invite le Gouvernement

- à procéder parallèlement à l'augmentation de la taxe carbone en 2022 à une adaptation du système des frais de déplacement déductibles en matière d'impôt sur le revenu tenant compte notamment des critères de l'aménagement du territoire et de critères sociaux et professionnels.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

An ech ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif alleguer, ech denken, datt mer déi aktuell Präishausse mussen an hirem zäitleche Kontext kucken. D'ailleurs hunn ech elo de Site entdeckt www.petrol.lu. Do kann een d'Präisentwécklung vun de leschte Jore genee iwwerpréiwen. Ech hu mer dann och d'Entwécklung vum 98er-Bensinn a vum Diesel genau ugekuckt. De 5. Juni 2021 huet e Liter 98er 1,37 Euro kascht an e Liter Diesel 1,19 Euro, all Taxen abegraff natierlech. D'Präisser vun deene Jore virdrun hu sech an enger Forschett tëschent 1,18 Euro am Joer 2016 an 1,41 Euro am Joer 2012 beweegt fir den 98er. Fir den Diesel louch d'Forschett tëscht 0,94 Euro, 2017 war dat, an 1,19 Euro 2014. Den déifsten Niveau fir den 98er an den Diesel war effektiv dat lescht Joer an der éischter akuter Phas vun der Kris: 1,12 Euro fir den 98er an 0,91 Euro fir den Diesel.

Dir gesitt, wann een d'Zuelen iwwert déi lescht zéng Joer kuckt, da kann een éischtens keng „nette flambée des prix", vun där hei geschwat gëtt, feststellen. An zweetens mierkt een, datt d'Präisser haut bal beim Präis leie vu virun zéng Joer a souguer méi déif si wéi 2012, 2013 an 2014, wat de Bensinn ugeet.

Wat mir awer momentan feststellen, ass, datt d'Präisser op der Pompel iwwert déi lescht zwielef Méint staark an d'Luucht gaange sinn. Dat huet natierlech oder haaptsächlech domat ze dinn, datt d'Präisser d'lescht Joer, dat muss ech och soen, op engem historeschen Déifpunkt louchen. Dir erënnert Iech vläicht nach, am Abrëll 2020 war de Präis vum Barrel Pëtrol esouguer an dat Negatiivt gefall, du jamais-vu.

Deemools waren d'Tanke gutt gefëllt an d'Produzente ware frou, wa sech och nëmmen een décke Client gewisen huet, deem se iwwregens souguer nach Suen erausginn hunn, wa se de Produit lassgi sinn.

Am Mäerz 2020 huet d'Pandemie d'Weltwirtschaft nämlech a quasi alle Secteure vun haut op muer zum Stëllstand bruecht, zumindest mat Momenter. D'OPEC-Länner hunn hir Produktioun zwar relativ schnell gebremst, mee trotzdeem gouf et eng Zäit laang eng weltwäit Iwwerproduktioun, wouduerch d'Präisser natierlech staark gefall sinn. Mam Succès vun den Impfcampagnen, der Relance vun eiser Ekonomie, der nationaler esou gutt wéi der europäescher an internationaler, an der Appreciatioun vum US-Dollar par rapport zum Euro sinn d'Pëtrolspräisser dunn nees, wéi mer wëssen, ganz séier geklommen.

Wat d'Konsequenze fir d'Lëtzebuerger Konsumenten ugeet, weist de Statec sech zumindest fir de Moment berouegt. D'Hausse vun de Pëtrolspräisser hätt zwar wuel d'Inflatioun am Fréijoer op 2,1 % eropgedriwwen, mee se hätt bis ewell nach kengerlee Pressiounen op d'Präisser vun anere Wuere mat sech bruecht. Déi nächst Indextranche, déi war jo eigentlech fir 2022 virgesinn, déi géif dann awer elo Enn 2021 erfalen.

Ech kommen och nach gären op d'Äntwert op meng Question parlementaire zréck, wou de Minister Fayot och op d'Fro geäntwert huet, wat den Impakt vun der neier CO_2-Steier op d'Präisser ass, eng Steier, déi am Interêt vum Klimaschutz ass, eng Steier, déi e politesche Choix ass. Ech zitéieren den Här Fayot: « Outre l'adaptation de la fiscalité sur les prix pétroliers via l'introduction d'une taxe CO_2, le redressement du prix du pétrole brut est à l'origine des relèvements de prix des carburants observés entre la fin de 2020 et le début mars 2021 de l'ordre de 20 cents pour l'essence (dont 5 cents vont sur le compte de la taxe CO_2 et la TVA afférente) et de 15 cents pour le diesel (près de 6 cents liés à la taxe CO_2). Les fluctuations du cours du Brent sur les marchés internationaux se répercutent automatiquement avec un décalage de quelques jours sur les prix maxima fixés par le Ministère de l'Énergie […]. Ces fluctuations sont déterminées par l'offre et la demande de pétrole sur les marchés internationaux. »

Dorauser schlussfollgert den Här Fayot, ech kommen esou lues zum Schluss: « L'introduction de la taxe CO_2 ne représente qu'une petite partie de cette hausse des derniers mois et les prix des carburants sont ainsi, au début de mars 2021, proches des niveaux enregistrés à l'entrée dans 2020. »

Effektiv, d'Präisser vun haut leie liicht iwwert deene vun Enn 2019. Ech mengen, méi ass dozou eigentlech de Moment net ze soen. Mir mussen also déi nächst Méint ofwaarden a kucken, wéi d'Reprise weider verleeft, fir kënnen ze schlussfollgeren, ob mer hei wierklech enger netter mëttelfristeger Präishausse entgéintginn oder net. En Ekonomist an Däitschland schwätzt haut um Deutschlandfunk vu „vorübergehenden Effekten". Mol kucken, ob et esou geet. An engem Joer si mer spéitstens méi schlau.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci der CSV fir dës Heure d'actualité iwwert déi steigend Pëtrolspräisser. Effektiv ass de Präis vum Pëtrol an de leschte Woche geklommen. An engem gewëssene Mooss war dat ze erwaarden. Mam Abroch vun der Pandemie an der reduzéierter ekonomescher Aktivitéit ass de Pëtrolspräis agebrach. Wéi am Ufank dëst Joer ersiichtlech war, dass mat den Impfungen och d'Reprise vun dësen Aktivitéiten erëm géif ugekuerbelt ginn, ass de Präis erëm op den Niveau vu virun der Kris geklommen. Den Här Bauler huet et hei op beandrockend Aart a Weis jo nach eng Kéier duergeluecht.

De Präis vum schwaarze Gold gëtt an éischter Linn bestëmmt duerch d'Offer. Hei spille geopolitesch Consideratiounen an Tensiounen an der OPEC eng fundamental Roll. Saudi-Arabien a Russland als gréisst Exportateure vu Pëtrol hunn nach laang net déi nämmlecht geopolitesch Interessen a schonn nëmmen eng verbal Ausso vun deem engen oder deem anere ka gréisser Inzidenzen op de Präis vum Barrel hunn.

All Land, wat de Pëtrol importéiere muss, ass deene geopolitesche Phenomeener ausgesat, Lëtzebuerg natierlech och, an et ass doduerch falsch, hei ze soen, dass déi Präisdeierecht, déi mer elo erliewen, duerch d'CO_2-Steier komm wär. Dat huet och kee konkreet gesot, mee et ass e bëssen hei den Androck vermëttelt ginn, wéi wann dat de Fall wär.

Mir hunn zu Lëtzebuerg op dës Präisschwankunge keen Afloss. Den Impakt op eis Wirtschaft an op d'Konsumenten ass dogéint ganz considerabel. Et wäert eng Präisdeierecht ginn, déi net nëmmen d'Pëtrolsproduiten, mee och am Allgemengen d'Konsumgidder betrëfft. Dat verschäerft den Aarmutsrisiko zu engem Zäitpunkt, wou déi méi sozial Schwaach schonn uerg vun der Pandemie gebeidelt sinn.

Zu Lëtzebuerg huet d'LSAP duerfir säit Joerzéngten en Instrument „contre vents et marées" verteidegt, an dat ass den Index. Den Index schützt d'Salariéë virum Kafkraaftverloscht duerch d'Inflatioun a mir wäerten och weider zu deem Index hei stoen.

Déi aktuell Situatioun soll eis awer kloermaachen, dass et wichteg ass, dass mer eis manner ofhängeg maache vun de Pëtrolsproduiten a vun de fossillen Energien. A mir brauchen do och an de Privathaushalter déi néideg Investissementer. Der LSAP hir Suerg ass et duerfir, dass d'Virdeeler vun enger Energieeffizienz net enger räicher Minoritéit virbehale ginn. Fir d'Energieaarmut ze bekämpfen, ass et immens wichteg, dass de Staat eng Rei vu Mesuren hëlt, déi et Leit mat klengem a mëttlerem Akommes erlaaben, bei der energeetescher Transitioun matzekommen.

An hei kënnt dann och d'CO_2-Tax an d'Spill. Si kënnt op de Sprittpräis drop a mécht deen natierlech och e bësse méi deier. Allerdéngs ass et eng fix Tax, déi onofhängeg ass vum Marchéspräis vum Pëtrol.

Een Zil vun där Tax ass et, den Differenziell tëscht de Präisser hei zu Lëtzebuerg an deene vun eisen Nopeschlänner ze steieren, déi och eng CO_2-Tax agefouert hunn. Si kann a muss doriwwer eraus och e Bäitrag leeschten, fir de Risiko vun der Energieaarmut ze reduzéieren.

Et ass fir d'LSAP eng absolutt Konditioun vun dëser Tax, dass d'Recetten dovunner zumindest zur Hallschent un d'Haushalter zréckfléissen, déi aus eegener Kraaft net an der Lag sinn, d'Investissementer ze maachen, déi hinnen hëllefen, Energie ze spueren.

Et däerf een net vergiessen, dass d'Lëtzebuerger Regierung gläichzäiteg mat där CO_2-Tax, déi, ech soen et nach eng Kéier, fir e klengen Deel vun där Hausse hei responsabel ass, eng sozial Kompensatiounsmesure en place gesat huet. Déi bis zu 96 Euro Steierkreditt zousätzlech fir déi manner breet Schëllere grad wéi och d'Revalorisatioun vun der Allocation de vie chère ëm 10 % bedeiten ënnert dem Strëch awer ëmmerhin 53 Milliioune méi Kafkraaft fir déi Stéit, déi dës Stäip am meeschte brauchen.

Et ass duerfir falsch, d'Rechnung ze maachen, dass déi ganz Präishausse duerch dee Steierkreditt, deen nëmme fir d'CO_2-Steier agefouert ginn ass, also doduerjer déi ganz Präisser ze kompenséieren. Dat ass eng falsch Rechnung, well dee 96-Euro-Steierkreditt ass agefouert ginn, fir d'CO_2-Steiertax ze kompenséieren an net, fir déi ganz Hausse do ze kompenséieren.

De Statec huet déi lescht Jore virgerechent, dass déi zwee ënnescht Quintillen, also déi ënnescht 40 % vun de Stéit, duerch déi sozial Mesure de Käschtepunkt vun der CO_2-Tax integral - integral! - kompenséiert kréien, jo souguer liicht bäi kënne gewannen.

Fir d'LSAP ass vun Ufank un ëmmer kloer gewiescht, dass ee Klimaschutz net däerf um Bockel vun deene finanziell méi vulnerabele Bierger maachen. An dem Statec seng Etüd weist, dass d'LSAP mat dëser Decisioun richteg läit.

Déi sozial Mesuren, déi Mesuren, déi ech beschriwwen hunn, gräife konkreet a cibléiert. Si sinn deemno besser wéi en Neutraliséiere vun der CO_2-Tax am Indexwuerekuerf, well mir éischtens soss jo fir bestëmmte Secteure vun der Ekonomie géifen eng Duebelbelaaschtung provozéieren, an d'Ekonomie, déi muss schonn déi Präisdeierecht vum Pëtrol bezuelen an do niewendrun och nach d'Hausse vum Index, an zweetens géif ee gläichzäiteg och de Lenkungseffekt vun der Tax mëttelfristeg neutraliséieren.

Et geet jo drëms, fir dass d'Leit eebe manner fossill Energië verbrauchen. An duerfir, léif Kolleegen, net alles, wat op den éischte Bléck gutt kléngt, ass et op den zweete Bléck och.

Amplaz jiddwerengem déi Accisenerhéijung vun der CO_2-Steier zum Deel ze kompenséieren, wäerte mir se geziilt deene ganz kompenséieren, déi se och wierklech brauchen. An duerfir sti mir: net mat der Géisskan, mee geziilt an effektiv! Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, ech mengen, dat Wichtegst, wat ee schonn emol gesäit bei där ganzer Diskussioun, déi mer hei hunn oder am Moment erliewen, ass déi grouss Ofhängegkeet, déi mer ëmmer nach hu par rapport zu dem Pëtrol: de Präis, deen elo an d'Luucht geet, an awéifern mer alleguerten elo do dervunner ëmmer nach ofhänken. An aus där Ofhängegkeet musse mer, mengen ech, erauskommen. An et ass genau dat doten, wat mer elo bei där Relance, déi mer erliewen, mierken: wéi wichteg et ass, dass mer esou séier wéi méiglech déi Klimatransitioun hikréien a Richtung Klimaneutralitéit, wat déi Ofhängegkeet, déi existéiert par rapport zum Pëtrol, och ëmmer méi kleng mécht respektiv ganz verschwannen deet.

Wéi et elo scho gesot ginn ass, déi Hausse, déi mer hei hunn um Pëtrol, gëtt et och bei anere Ressourcen a korreléiert am Fong mat där wirtschaftlecher Reprise, déi mer grad erliewen. An et ass och eng Suite dovun, dass d'OPEC-Staaten an och Amerika déi Förderung grad eebe verknappen. Och déi grouss Pëtrolskonzerner spekuléieren hei op méi héich Präisser, fir eeben och hir Marge am Fong geholl ze erhéijen.

Wat observéiere mer zu Lëtzebuerg? Zënter engem knappe Joer elo, zënter deem éischte grousse Lockdown, ginn hei d'Präisser lues a lues erëm an d'Luucht, awer längerfristeg, wéi et och elo scho gesot ginn ass, ass et esou, dass d'Präisser sech eigentlech op engem Niveau stabiliséieren, dee mer och scho virun e puer Joer haten, och eng Evolutioun, déi mer aus den Nopeschlänner ronderëm kennen. Och längerfristeg am Beräich vun de Pëtrolspräisser kennt een dat, deen zykleschen Erop an Erof ëmmer erëm.

Et ass iwwert d'CO_2-Tax geschwat ginn, déi dëst Joer agefouert ginn ass; eeben en Instrument, wat agefouert ginn ass, fir an déi Klimatransitioun, a Richtung Klimaneutralitéit ze leeden. An duerch d'Afëierung vun där Tax gouf och de Verkaf vum Bensinn a vum Diesel gebremst, wéi de rezentste „Conjoncture Flash" vum Statec och gesot huet. Déi liicht Hausse, déi et gouf vum Präis duerch d'CO_2-Bepräisung ass awer kengesweegs - an dat gouf och scho gesot - verantwortlech fir déi grouss Hausse, déi mer elo hunn.

Wat awer ganz kloer ass fir eis: Mir mussen unerkennen a mir wëssen och, dass zwee Drëttel vun deenen CO_2-Emissiounen, déi mer hunn, op den Transport zréckginn an eeben och doduerjer ganz enk liéiert si mat dem Pëtrol. An dofir féiert kee Wee derlaanscht, fir a Richtung Klimaneutralitéit ze goen. An dat muss eis Prioritéit sinn. Dat musse mer maache mat där ganzer Rei Incentiven, déi mer eis ginn hunn, awer och mat engem sozial gerechten CO_2-Präis, dee mer eeben agefouert hunn, dee, wéi gesot, gerecht ass, well duerch de gestaffelte Steierkreditt an d'Hausse vun der Allocation de vie chère kréien déi Stéit mat de mannste Revenue souguer 60 Euro d'Joer bäi. Dat heescht, mir hunn am Fong fir déi Leit mat deem klengste Revenu e Klimabonus agefouert. An de Statec seet och, dass mir mat där doter Politik um richtege Wee sinn. E seet nämlech, dass mer bis 2024 par rapport zur urspréngleche Trajectoire ons CO_2-Emissiounen ëm 11 % dank där Mesure reduzéieren. An trotzdeem seet en och, dass mir ëmmer nach 17 % iwwert där Trajectoire sinn, déi mer eigentlech brauchen, fir Paräis-konform ze ginn.

Mir mussen also weiderhin ons Klimapolitik monitoren. Mir mussen eis Instrumenter evaluéieren a weiderentwéckelen, dat och am Interêt vun enger Previsibilitéit fir d'Bierger an d'Entreprisen am Sënn, fir se ze guidéieren a Richtung vun der Klimaneutralitéit. Dat maache mer mat Instrumenter wéi dem CO_2-Präis, deen ee muss weiderentwéckelen an den nächste Joren - fir déi nächst zwee Joer ass schonn eppes geplangt -, an eebe mat alleguerten den Incentiven.

Ech gi just e puer Beispiller am PNEC: éischtens emol klimafrëndlech Alternativen ausbauen a férderen, wéi de massiven Ausbau vum ëffentlechen Transport an de Vëlosweeër, d'Reorganisatioun vum RGTR-Reseau. Et gouf elo grad vum Gilles Roth iwwert déi ländlech Regioune geschwat. Abee, d'RGTR-Reform setzt genau do un, dat weekends ze verbesseren, owes ze verbesseren, méi laang ze fueren. Et ass u sech genau dat doten, wat mer brauchen.

De gratis ëffentlechen Transport ass e weidert Instrument, wou de Statec eis gesot huet, dass grad déi Leit mat dem mannste Revenu am meeschten dervu profitéieren - 120 Euro d'Joer spueren d'Leit mat de mannste Revenuen nämlech.

Mir hunn och d'Primmen alleguerte weider ugepasst. D'Elektromobilitéitsprimme krute mer kierzlech presentéiert: Et si Primmen, déi méi ekologesch ginn an och méi sozial gerecht ginn. Genausou gutt wëllen d'Regierung an déi heite Majoritéit d'Primme fir d'Bauen a fir d'Heize verbesseren. Ech ernimme just den Masuttersatzprogramm, och grad eppes, wat fir de ländleche Raum wichteg ass.

Mir mengen et also eescht mat där Transitioun an och mat enger sozial gerechter Klimatransitioun. An ech wëll hei emol eng Kéier feststellen: De Gilles Roth huet an aller Däitlechkeet gesot - an dat begréisse mir natierlech -, dass si och zu engem Instrument wéi der CO_2-Bepräisung stinn. Dat war net ëmmer esou. Mee ech mengen, dat hëlleft eis awer wierklech weider an der Debatt. A wann een da seet: „Mir wëllen dat doten Instrument tel quel och indexéieren.“, da stelle mir eis natierlech d'Fro: Déi Kraaft, déi mer eis mat deem doten Instrument ginn, hielege mer déi eigentlech net doduerjer aus? Well mir wëssen, dass grad déi Leit, déi méi am Portmonni hunn, wa mer et géifen indexéieren, doduerjer quasi nach dovu profitéiere géifen, also nach méi erauskréien. Mir géife se also quasi iwwerkompenséieren, an dofir menge mir, an dat gëtt och beluecht mat de Chiffere vum Statec, dass dat eigentlech net de richtege Wee ass.

Ech kommen zur Konklusioun. Déi Hausse vun de Pëtrolspräisser, déi mer am Moment hunn, do gi mir eigentlech zréck op en Niveau, dee mer viru Joren och schonn haten, a se ass och kengesweegs a Relatioun mat deenen Instrumenter, déi mer agesat hunn, se ass op jidde Fall net domadder ze erklären, mee mat enger genereller Evolutioun an der Weltekonomie. A mir mierken hei, wéi däitlech mer hei ofhängeg si vun de grousse Pëtrolsproduzenten a vun de grousse Pëtrolsstaaten, déi d'Präisser no uewen dreiwen. An dat spiere mer eeben och zu Lëtzebuerg.

A virun allem natierlech, an dat ass richteg, spieren déi Leit et mat deene klenge Revenuen. Mee genau do huet awer d'Regierung an déi heite Majoritéit ugesat, an dat muss een och an den nächste Jore weider maachen, mat Mesurë géigesteieren, fir dass eebe grad net déi schwächste Leit déi sozial Konsequenze vun der Kris spieren. Wéi gesot, et gouf och eng Hausse vun der Allocation de vie chère agefouert an och d'Afréiere vun de Loyeren.

An de PNEC ass eeben och grad dat Instrument, wat eis hëlleft an den nächste Joren, déi Instrumenter, fir nach bessere Klimaschutz ze maachen an a Richtung vun der Klimaneutralitéit ze goen, weider auszebauen. An déi Instrumenter musse mer weiderentwéckelen, wéi gesot: den ëffentlechen Transport, d'Infrastrukturen ausbauen, d'Primme verbesseren, den CO_2-Präis weiderentwéckelen am Interêt vun nach méi Previsibilitéit fir d'Leit a fir d'Entreprisen, dass se wëssen, a wat fir eng Richtung d'Weiche gestallt ginn, dat Ganzt natierlech sozial gerecht an ënnerstëtzend. Wa mer dat maachen, investéiere mer an eng klimaneutral Zukunft a mir ginn och der Ekonomie an den Aarbechtsplaze längerfristeg besser Méiglechkeeten a mir investéieren am Fong an en zukunftsfäegt Lëtzebuerg.

An déi Klimatransitioun, wa mer déi hikréien, da komme mer och eraus aus där Ofhängegkeet vun dem Pëtrol, wou mer grad elo spieren, dass dat eng ganz geféierlech Entwécklung ass, déi mer net brauchen. Mir wëllen onofhängeg sinn a mir wëllen ons Energie selwer an och propper produzéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools merci un den Här Roth, deen déi ganz Aktualitéitsstonn hei aberuff huet zu engem, mengen ech, ganz pertinenten Theema, grad besonnesch an dësen Zäiten, och wann et dach awer, en vue dervun, wat hei an de leschte Méint schonn emol heiansdo gesot ginn ass, dach awer verwonnert.

An ech géif hei och änlech ufänken, ech hunn dat awer net kopéiert, wéi den Här Roth, an zwar mam Kanzlerkandidat vun der SPD, dem Olaf Scholz, deen effektiv gesot huet: „Wer jetzt einfach immer weiter an der Spritpreisschraube dreht, der zeigt, wie egal ihm die Nöte der Bürgerinnen und Bürger sind.“

An en huet awer nach eppes gesot, dat huet den Här Roth awer net gesot, en huet nach gesot: „Ein immer höherer CO_2-Preis sorgt nicht für mehr Klimaschutz, sondern nur für mehr Frust.“ Et bréngt näischt fir de Klimaschutz. D'Leit musse souwisou tanke goen. Et ass egal.

An ech stelle fest hei, déi véier Parteien, déi elo hei geschwat hunn, déi sinn alleguerten net op der Säit vum Här Scholz, a mir sinn déi eenzeg, déi hei déi Meenung och vertrieden. An ech mengen, dass dat awer net déi falsch Meenung ass, mee déi richteg Meenung.

(Brouhaha)

Elo kann een natierlech richtegerweis soen: Déi Präissteigerung, déi mer am Moment hunn, dat ass net eleng doduerch, dass d'CO_2-Steier an d'Luucht gaangen ass. Dat huet natierlech domat ze dinn, dass allgemeng d'Präisser an d'Luucht ginn, well d'Wirtschaft erëm ugekuerbelt ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Keup, erlaabt Der, datt den Här Engel Iech eng Fro stellt?

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo, ganz gären!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Merci och, Här Keup, dass ech Iech däerf eng Fro stellen. Ech wollt Iech froen, ob Dir vläicht wësst, ob et an Däitschland en Index gëtt an ob d'CO_2-Steier do duerch eng sozial Kompensatioun esou ofgefierdert gëtt wéi hei zu Lëtzebuerg?

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo, an Däitschland gëtt et keen Index, a souwäit ech weess, gëtt et och do keng sozial Kompensatioun, ...

Plusieurs voix.- A!

M. Fred Keup *(ADR)*.- … wat natierlech awer trotzdeem och fir déi heite Situatioun a Lëtzebuerg, wou mer awer e Land sinn, wou trotzdeem d'Distanzen heiansdo méi grouss sinn,wéi ee mengt, och net déi Léisung ass, wéi Dir se versprecht. Dat wëll ech awer och betounen.

Da kommen ech hei zu de Präisser. Et ass scho vill gesot ginn an ech widderhuelen hei déi Präisser am Verglach vum 31. Dezember d'lescht Joer an elo, e bësse méi wéi fënnef Méint duerno, well do ass effektiv och déi Steigerung duerch déi CO_2-Steier, déi jo am Ufank vum Joer stattfonnt huet, dragefall. An da geet de Super 95 erop vun 1,078 op 1,301, dat ass eng Steigerung vun 22 Cent de Liter. Den Diesel huet eng Steigerung vun 21 Cent de Liter. De Masutt geet erop vu 45 op 64, dat sinn 19 Cent de Liter. Et sinn trotzdeem considerabel Erhéijungen, déi do stattfonnt hunn an déi och zum Deel eeben duerch déi héich CO_2-Steier kommen.

Als Beispill, wann een en Tank huet vu 50 Liter, mécht dat 11,15 Euro méi aus wéi nach am Dezember. Wann ech elo all Woch en Tank Bensinn brauch, an ech schwätzen elo mol net vun enger Persoun, déi vu Wäiswampech zum Beispill kënnt, mee ech schwätze vun enger Persoun, déi vun Habscht oder vu Péiteng kënnt, da brauch déi also pro Joer 579,8 Euro méi am Moment, wéi dat nach am Dezember de Fall war.

Wann eng Famill dann nach en zweeten Auto huet an och wann ee jo vläicht nach Fräizäitaktivitéiten huet, wou ee muss mam Auto fueren, an et gëtt jo awer vill Gemengen a Plazen hei am Land, do huet een näischt am Duerf, do muss ee sech eebe beweegen, fir an e Geschäft ze kommen, heiansdo och 10, 15 Kilometer dohin an zréck, da mécht dat bei engem zweeten Auto - a wéi gesot, ech schwätzen net vu Wäiswampach, ech schwätzen hei vun Habscht oder vu Péiteng - schonn 1.000 Euro d'Joer méi Käschten aus wéi nach am Dezember. Wann ee méi wäit wunnt, dann och gäre méi.

Derzou kommen dann nach effektiv d'Masuttspräiser. Rechent dat bei 3.000 Liter Masutt d'Joer, da kommt Der op iwwer 500 Euro Méikäschten, déi Der do hutt. Also erliewen d'Stéit an d'Familljen de Moment Méikäschten duerch Pëtrolspräisser vun 1.000 Euro, deemno wou ee wunnt nach méi, u Bensinn, a 500 Euro Heizung. Dat mécht dann am Ganzen, deemno wou ee wunnt, zwëschent 1.500 bis zu 3.000 Euro méi wéi nach viru sechs Méint.

An elo soen ech ganz haart: Dat ass vläicht den Dram vun der grénger Partei, mee dat ass den Albdram fir vill Familllje mat méi klenge Gehälter, déi net an der Stad wunnen!

Une voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- An ech widderhuelen dat, wat mer hei scho gesot hunn: D'CO_2-Steier belaascht d'Familllje besonnesch staark an et geet op d'Käschte vu méi Schwaachen, vu méi Aarmen, och wa Kompensatiounsmoossnamen do sinn. Mee fir deen, deen zu Wäiswampech wunnt, do hëlleft dat net ganz vill.

Dofir wëlle mer géigesteieren, an dofir wäerte mir elo hei eng Motioun proposéieren. An dëser Motioun stelle mer fest, dass d'Präisser eebe säit dem 31. Dezember staark geklomme sinn. Mir stelle fest, dass och d'Steieren do eng grouss Roll dra spillen, dass dës Steierbelaaschtung op d'Käschte geet vun de Leit, déi e klenge Revenu hunn an déi um Land wunnen. A mir stellen och fest, dass dat negativ Konsequenzen huet fir eng ganz Partie Secteure wéi d'Landwirtschaft an d'Logistik.

An da si mer eis och bewosst, dass dee wierklechen Impakt vun där Zäregassteier, déi hei agefouert ginn ass an déi hei esou gelueft gëtt vun deenen anere Parteien, dach am europäeschen a weltwäite Verglach fir den Zäregas op der Welt marginal ass, ënner anerem dowéinst, well d'Leit jo net doduerch manner tanken, mee si tanken einfach op enger anerer Plaz! Et bréngt also am europäeschen, am weltwäiten iwwerhaapt näischt!

An dofir fuerdere mir hei d'Regierung op, fir d'Zäregassteier op Masutt fir ze hëtzen an och op Brennstoffer fir d'Gefierer op den Datum vum 1. Januar 2022 ersatzlos auslafen ze loossen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt,

- d'Präisser vum Mazout fir ze hëtzen a fir ze tanken säit dem 1. Januar 2020 staark geklomme sinn;

- d'Steiere bei dësem Präisustig eng weesentlech Roll spillen, besonnesch och déi op den 1. Januar 2020 agefouert Zäregassteier;

- dës Steierbelaaschtung déi Leit mat engem klenge Revenu an déi Leit, déi um Land wunnen, iwwerproportional belaascht, esou wäit déi virgesinne steierlech Kompensatioun d'Méikäschten net kann opfänken;

- d'Zäregassteier och verschidden ekonomesch Aktivitéitsberäicher ganz staark trëfft, wéi zum Beispill d'Landwirtschaft, den Transport an d'Logistik, wat d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie staark belaascht,

ass sech bewosst,

- datt dee wierklechen Impakt vun esou enger nationaler Zäregassteier op déi europäesch a weltwäit Zäregasemissioune marginal ass, ënner anerem, well jo net manner getankt gëtt, mee just op enger anerer Plaz,

fuerdert d'Regierung op,

- d'Zäregassteier op Mazout fir ze hëtzen an op Brennstoffer fir Gefierer op den Datum vum 1. Januar 2022 ersatzlos auslafen ze loossen.

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Den Här François Benoy freet d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Ech wollt dem Här Keup eng Fro stellen, wann dat geet.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här Keup, Dir hutt elo driwwer geschwat an Dir hutt eis virgerechent, wat déi Hausse ausmécht, déi am Moment op der Pompel ass oder um Masutt. An Dir hutt och do vun der CO_2-Bepräisung geschwat. Ech wollt just froen, ob Dir eis zur Vollstännegkeet wannechgelift kéint soen, wat da wierklech d'Hausse vun den CO_2-Präisser ausmécht, opgrond vun deene Beispiller, déi Dir elo genannt hutt.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo, bei där Erhéijung, déi mer do hunn, mécht den CO_2-Präis, wann ech mech net ieren, e Véierel bis e Fënneftel aus.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wa mir iwwert d'Unzéie vun de Pëtrolspräisser diskutéiere sollen, da muss een déi Präisdiskussioun do ronderëm an de richtege Kontext setzen, esou wéi dat och schonn d'Virriedner gemaach hunn.

Éischtens ass ze soen, dass d'Unzéie vun de Präisser relativ ass. Am Joer 2020 ass de Präis fir ee Barrel Pëtrol op 50 Dollar gefall wéinst dem Confinement a senge Konsequenzen. En ass elo haut erëm op knapp 70 Dollar geklommen. Déi Hausse koum séier, mee de Präis un der Tanksail läit awer elo erëm do, wou en och am Juni 2019 scho war.

Zweetens ass de Präis eropgaangen, well d'Demande no an no erëm unzitt a gläichzäiteg d'Pëtrolsproduzenten an der OPEC a Russland, wou mir weider keen Afloss drop hunn, d'Förderung vum Pëtrol wärend dem Confinement limitéiert hunn, fir dass de Präis net ze wäit an de Keller geet.

Drëttens ass d'Steigerung vum Präis dofir just deelweis op d'CO_2-Steier zréckzeféieren, well déi jo op der Tonn CO_2 berechent ass an d'CO_2-Intensitéit vun engem Liter Spritt oder Masutt net ännert mam Präis pro Liter un der Tankstell. Et bleiwen also ëmmer 5 Cent pro Liter fix, déi op d'Taxe carbone zréckzeféiere sinn.

Wat heescht dat elo? Wéi kann een dat anuerdnen? Éischtens ass d'Reprise vun der Wirtschaft eng Reprise vun der Pëtrolsindustrie. D'Wirtschaft dréit mat Pëtrol, och no Covid, an dat wäert bis op Weideres och nach weider sou sinn - leider.

D'Nofro klëmmt an de leschte Wochen a Méint drastesch, wouduerjer och d'Präisser klammen. Dat ass jo och zu Lëtzebuerg ze beobachten, wou d'Stauen erëm onendlech laang ginn a wou och den Export vu Spritt erëm unzitt, trotz CO_2-Steier. Awéifern d'Zäregasen zu Lëtzebuerg doduerch erëm aus dem Rudder lafen, musse mir nach gesinn.

Zweetens ass den Ëmbau vun der Gesellschaft an der Wirtschaft hin zu erneierbaren Energien, Energieaspuerungen an allgemeng nohalteg Produktiouns- a Liewensweisen net wierklech virukomm, weeder zu Lëtzebuerg nach soss an de räichen Industriestaaten. Et gëtt a ville Fäll ze wéineg Alternativen zum Pëtrol. A wann et se gëtt, da bleiwe se éischter enger Schicht vu Leit virbehalen, déi iwwert den néidege Revenu verfügen, fir sech propper Technologien an nohalteg produzéiert Wuere kënnen ze leeschten.

An drëttens musse mir ënnert dësen ekonomesche Bedingunge ganz séier drastesch den Ausstouss vum Zäregas reduzéieren.

Wéi den Här Benoy och scho bemierkt huet, d'Schwieregkeet dobäi ass awer, dass den Ausbau vun den erneierbaren Energien de Besoinen zolidd hannendrunhänkt, virun allem och zu Lëtzebuerg. D'Energieaspuerungen, déi an de Wunngebaier kéinten erreecht ginn, ginn nëmme ganz wéineg mobiliséiert.

Den ëffentlechen Transport ass an der Stad a ronderëm bal um Topp. Mee an deene manner zentrale Regioune vum Land ass en am Takt an och oft an der Verlässlechkeet an an de Stousszäiten oftmools och an de Capacitéite vun den Zich an de Busser mangelhaft. D'Grondlag, fir séier an déifgräifend Reduktioune bei den Zäregasen op eng sozial Aart a Weis ze erreechen, ass iwwert déi lescht Joren einfach net geschafe ginn.

An dësem Kontext féiert d'Regierung eng CO_2-Steier an, well vu villen éischter orthodoxen Ekonomiste

Le saviez-vous ?

PROJET DE LOI

Le Grand-Duc dispose du droit d'initiative en matière législative, tout comme les membres de la Chambre des Députés. Son initiative, encore appelée initiative gouvernementale, s'appelle « projet de loi ». Celui-ci constitue un texte proposé pour être adopté par la Chambre des Députés. Les projets de loi sont accompagnés d'un exposé des motifs qui contient des développements sur l'objectif et la teneur de la loi proposée ainsi que d'un commentaire des articles.

behaapt gëtt, dass, wann de Präis klëmmt, dann d'Nofro erofgeet. D'CO_2-Steier verdeiert domat d'Ressourcen, fir essenziell Besoinen ze stëllen. Déi essenziell Besoinen, wéi d'Wunnengen hëtzen oder sech vun A op B ze deplacéieren, wäert et och an Zukunft ëmmer ginn, mee si mussen net mat Pëtrol gestëllt ginn.

Wann de Präis vum Pëtrol klëmmt, musse bezuelbar Alternative fir jiddwereen accessibel sinn, soss ännert sech och de Verbrauch u Pëtrol net. Well vill Leit haut nach net de Choix hunn, op den Auto ze verzichten - keen ëffentlechen Transport, ze wäit ewech wunnen, ze komplizéiert, eng Weltrees musse maachen, e schlechten Takt oder eventuell Schichtaarbechten -, muss den ëffentlechen Transport weider konsequent ausgebaut ginn, respektiv méi cibléiert Offere musse geschafe ginn - Stéchwuert: Ruffbus oder Covoiturage.

Och d'energeetesch Ausgabe si ganz oft fir Leit mat engem niddrege Revenu verhältnismëisseg vill méi héich wéi fir vill anerer: D'Logementer sinn oft vill méi al an/oder si si Locataires. D'Logementer gi ganz oft mat Masutt gehëtzt. Och hei misst méi proaktiv a kreativ vun ëffentlecher Säit eppes ënnerholl ginn. Wann dat net geschitt, déi ëffentlech Infrastruktur a Servicer fir en ekologeschen a sozialen Ëmbau net geschafe kënne ginn, da féieren héich Pëtrolspräisser zu klammenden Inegalitéiten an zu Widderstänn géint de Klimaschutz - leider.

Dowéinst, fräi nom Esso-Motto aus den 80er-Jore vum leschte Joerhonnert - heibanne wäerte sech nach eng Rei Deputéierte gutt dorunner kënnen erënneren - „Es gibt noch viel zu tun, packen wir's an!", an änneren eis Gesellschaft, ouni den Ëmweltschutz ze vergiessen, zu méi Solidaritéit a méi Equitéit.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci der CSV fir dës Aktualitéitsstonn, déi wierklech wichteg ass, well mir sinn, och wa Corona elo eng Kéier méi lues wäert trieden, nach ëmmer an enger Klimakris. Dat däerf ee bei deem ganzen Theema net vergiessen. An all Drëps Pëtrol, déi iergendwou duerch e Motor geet, verknascht herno eis Loft. Dat däerfe mer och bei där ganzer Diskussioun net vergiessen. A mir Piraten erkenne ganz kloer d'Klimakris un an dofir och, dass muss reagéiert ginn, och wann dat eeben onpopulär ass. Et ass natierlech méi populär ze soen, et misst alles bëlleg sinn, mee mir hunn nun emol och eng Klimakris, déi sech net einfach esou vum selwe wäert léisen.

Bei de Virbereedungen hu mer geduecht, et géif e bësse méi ëm d'CO_2-Steier goen. Et ass esou, dass jo elo vill gezielt ginn ass vun all den Haussen, déi awer guer näischt mat der CO_2-Steier a sech ze dinn haten. Dat si Phenomeener vun der Bourse. An ech mengen, et ass och elo keng Partei - d'CSV an den ADR hu jo e bëssen an déi Richtung gedréckt mat den Haussen -, déi elo seet: „Mir ginn hin a mir huelen zu Lëtzebuerg d'Präisgestaltung vun de Boursen ewech!" Well dat wär jo eigentlech d'Léisung gewiescht. Hei sinn et jo d'Boursen, déi de Präis eropgedréckt hunn. Ech hu mol bei de Recherchë fonnt, dass de Barrel bis zu 71 % deementspriechend eropgaangen ass, natierlech duerch politesch Iwwerleeungen. Déi aktuellsten ass do sécherlech elo den Iran, wou mer op Walen zousteieren an d'OPEC am Moment de Krunn zouhält, well se net wëssen, wéi do d'Walen ausginn an deementspriechend hei dann de Pëtrol an d'Luucht geet.

Déi aner Alternativ wär eeben do fir ze soen - a Lëtzebuerg ass schonn europäesch gesi fortschrëttlech -, dass een e Präis huet, deen awer fix ass. Gitt eng Kéier an Däitschland tanken. Do tankt der all Stonn fir en anere Präis! Bon, ech behaapten elo mol einfach: Do sinn d'Pëtrolsentreprisen déi grouss Gewënner an net de Bierger!

Mir zu Lëtzebuerg hunn awer nach e System, wou de Präis op d'mannst regléiert ass, wat awer fir eis net heescht, dass mir am Moment géife soen, de Bensinnspräis, Pëtrolspräis - och wa mir d'CO_2-Steier nawell sympathesch fannen, och wa se eis net sozial genuch ass -, wär fair. Et ass nämlech esou, dass dës Regierung nach ëmmer zouléisst, an dat hate mer deemools scho gesot, dass grouss Camionsentreprisë mat Remisen tanke ginn. Dat heescht, de klenge Bierger bezilt elo de volle Präis vun den Haussen, a grouss Entreprisë bis hin zu Firmen, déi dann déi Kaarten hunn, dat sinn déi schéi Plastikskaarten, déi kréien dann 2, 3, 10 Cent Remisen op der Statioun.

Dat ass fir eis net dee richtegen Effekt, deen ee wëllt hunn, wann ee wierklech eng Klimakris wëllt bekämpfen. Dat selwecht kënnt bei den Ongerechtegkeete fir de Kerosinn. Dir hutt nach ëmmer keng Lenkungsmanövere gemaach, fir iergendwéi de Kerosinn anzegrenzen. Den Här Bausch huet mer gëschter nach op eng Question parlementaire geäntwert, an ech huelen do fairerweis 2019 ... 2020 war jo e Coronajoer, an do ass jo méi geflu ginn, fir eebe Material eranzebréngen. D'Cargolux ..., den Här Bausch huet déi leschte Kéier hei grouss ervirgehuewen, wéi erfollegräich hien d'Gesellschaft gemaach hätt vun un, dass hien do ass. Dat heescht, hien ass och verantwortlech fir déi CO_2-Emissiounen, déi bäikomm sinn.

Dat heescht, eng Cargolux, déi flitt zum Beispill mat 1,1 Milliounen Tonne Kerosinn. Dee klenge Mann op der Pompel, dee seng 50 Liter tanke geet, muss bezuelen, awer déi grouss, zum Beispill eng Airline mat 1,1 Milliounen Tonne Kerosinn nix, keng Accisen, näischt! Dat ass de Problem.

Dat mécht dann 3,6 Milliounen Tonnen CO_2, als Beispill. Do geet awer keen drun. Mee dee klenge Mann op der Tankstell mat senge 50 Liter, dee muss awer bezuelen. Bon, ech schwätzen lech elo guer net vun Ärer Militärflott, déi Der bestallt hutt als gréng Partei, well ech mengen, do wär d'Bilanz net besser am Kerosinn.

Dat selwecht, jo, do hate mer och virun zwee Joer eng Motioun, wann een higeet an et hëlt een déi 200 Schëffer, déi Der fuere loosst ënner Lëtzebuerger Fändel, och alt nees ouni iergendee Wierkungsgrad oder soss eppes. Mee de Mann op der Tankstell muss fir seng 50 Liter seng CO_2-Steier bezuelen.

Dann zum Tanktourismus: Jo, ech hunn e puer Interviewe gelies an der Virbereedung vum Här Turmes, dass dat dote vläicht Lenkungsméiglechkeeten hätt. Et muss een awer och éierlecherweis soen: Wat maache mir mam Tanktourismus? Ma zumindest hei an der Regioun ënnergruewe mer d'Méiglechkeeten, déi déi aner Regierungen aus den Nopeschlänner sech huelen, fir op d'Klima anzewierken, andeems mir einfach higinn an hire Leit hei de Bensinn méi bëlleg verkafen. Dat ass net wierklech e richtege Klimaschutz. An ech erhoffe mer och do, dass grad vun engem grénge Minister wäerten nei Moossname kommen. Well Dir wësst selwer, an ech mengen, Dir hutt et och schonn e puermol op der Tëlee gesot, wivill Ëmweeër e Camion iwwerhaapt a Kaf hëlt, fir op Lëtzebuerg tanken ze kommen, trotz CO_2-Steier nach, well mer nach ëmmer vill méi bëlleg sinn.

Dat selwecht, an dee Projet kënnt och nach eng Kéier an d'Chamber, mir schwätzen hei vun enger Lenkung, déi Der wëllt erzilen iwwert d'CO_2-Tax, Dir hëlleft awer elo zum Beispill zu Steebrécken erëm, eng Megatankstell ze bauen. Dat heescht, mir wëllen, dass de Konsum erofgeet, ginn awer Projeten hei eran an d'Chamber, fir dass de Konsum erëm soll eropgoen. Wësst Der, dat ass e bësse kontradiktoresch, wa mer wierklech eng CO_2-Steier wëlle maachen, déi awer de Klimaschutz als Zil huet an net nëmme fir ze soen: Mir hunn iergendeppes gemaach.

Als Fazit also: Déi ganz CO_2-Steier, wa se fir de klenge Bierger ugewannt gëtt, muss se awer och sozial gerecht a fair fir jidderee sinn. Well et gëtt Konsumenten, déi vill méi Ëmweltschied maachen, déi vill méi Pëtrol, Kerosinn verbrauche wéi e klenge Bierger mat senge 50 Liter. An do muss gehandelt ginn an d'Ongerechtegkeete mussen aus der Welt geschaf ginn an et musse méi fair Moossname komme fir de Klimaschutz.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Villmools merci dem Här Roth fir d'Fro. Ech denken, dass den André Bauler et ganz gutt op de Punkt bruecht huet: Mir sinn eigentlech net hei an enger Flambée, op alle Fall net, wa mer et iwwer e Joer oder annerhalleft Joer kucken. Et ass éischter esou, dass beim Covid opgrond vum Confinement, dee jo eigentlech e weltwäite war - et ass unique -, d'Pëtrolspräisser agebrach sinn. An deemools an deene Méint Abrëll, Mee, do waren erstaunlech Phenomeener. Et war souguer een Dag eng Kéier, wou een an Amerika huet misse 15 Dollar op den Dësch leeën, fir de Pëtrol lasszeginn. Dat heescht, mir waren an enger komplett exceptionneller Situatioun an an där Situatioun si weltwäit d'Grousshandelspräisser fir all Pëtrolsprodukter agebrach, och fir Gas iwwregens.

Gutt, an elo wou d'Weltwirtschaft erëm usprëngt, ass et natierlech iergendwéi e bëssen en normale Phenomeen, dass dat erëm noréckelt. An natierlech ass dat fir Leit, déi wéineg Akommes hunn ... Ech mengen, déi Leit mussen all Euro ëmdréinen. Mee duerfir maache mer jo och hei zu Lëtzebuerg eng Sozialpolitik. A ganz wichteg: Wéi mer déi CO_2-Bepräisung agefouert hunn - an ech mengen, do gëtt et jo hei e grousse Konsens, dass déi sënnvoll ass -, hu mer eis natierlech ganz vill Gedanke gemaach. An ech mengen, de Georges Engel huet gesot, wa mer et iwwert den normalen Indexgemaach hätten, dann hätte quasi déi, déi ganz déck Paien hunn, déi hätten e bësse méi kritt, an déi, déi kleng Paien hunn, déi hätten net genuch kritt.

An duerfir si mer bewosst an d'Diskussioun ... An ech mengen, dat waren Diskussiounen, do waren d'Memberen aus der Regierung, mee ech mengen, dat waren och Diskussiounen, wou mer och d'Fraktiounen agebonnen hunn. A mir sinn herno zum Schluss komm, dass déi sozial gerechtste Moossnam eeben déi wier, dass mer géifen d'CO_2-Bepräisung kompenséiere virun allem op dem Quintill 1 an dem Quintill 2, dat heescht déi Leit, déi et am néidegsten hunn. A mir sinn eigentlech houfreg drop, dass mer déi Moossnam ëmgesat hunn. Et gëtt keen anert europäescht Land, wou d'CO_2-Bepräisung esou sozial gerecht ofgefiedert ginn ass wéi zu Lëtzebuerg!

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dat Zweet, mengen ech, wat awer wichteg ass ze verstoen: Wann elo de Pëtrolspräis eropgeet, da fëlle sech d'Keesse vun Uelegmonarchien, -oligarchien - net ëmmer ganz demokratesch Länner. D'Keesse vun de grousse Multinationalle fëlle mer. Gutt, dovun hu mir, dovun huet wierklech keen eppes hei! Wa mer eng CO_2-Bepräisung aféieren, dann hu mir net nëmmen déi Revenue geholl fir déi Kompensatioun, déi ech beschriwwen hunn, mee mir huele jo och déi Revenuen, fir Alternativen ze schafen. An ech mengen, eppes ass kloer: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg, mee och souguer Däitschland, Frankräich, grouss Länner hu ganz, ganz wéineg Impakt op d'Weltpëtrolspräisser.

An dat Flott eigentlech un der Noutwendegkeet, fir elo beim Klimaschutz méi schnell virunzekommen, ass, dass déi Moossnamen, déi mer maachen, eis Ëmwelt- an eis Klimaschutzmoossnamen eis och hëllefen, fir mat der Zäit manner ofhängeg ze gi vum Pëtrol. Dat heescht, alles dat, wat mer als Regierung déi lescht Méint en place gesat hunn: Ausbau vum ëffentlechen Transport, méi Vëlosweeër, Primme fir Vëloen, Primme fir net fossill Autoen, Masuttersatzprogramm, Renovatioun vun de Gebaier, alles dat si Moossnamen, déi eeben eis Ofhängegkeet vum Pëtrol reduzéieren, an déi ginn an déi richteg Richtung.

Zu der Geschicht vun der Kilometerpauschal: Mir haten dat och diskutéiert, wéi mer d'CO_2-Bepräisung agefouert hunn. A mir sinn als Regierung zum Schluss komm, dass dat sozial net esou gerecht wier wéi dat, wat mer gemaach hunn. A bürokratesch wier dat och e vill, vill méi groussen Opwand gewiescht. Duerfir hu mer déi Iddi verworf. An ech mengen, dass mer als Regierung och dozou elo nach ëmmer stinn. Duerfir géif ech och roden, dass d'Motioun vun der CSV net géif ugeholl ginn, och déi vun der ADR net.

Vläicht ganz zum Schluss: Kommt, mir sinn awer optimistesch! Mir hunn e groussen Elan an eiser Gesellschaft fir Klimaschutzmoossnamen. An déi Moossnamen hëllefen eis och, fir manner ofhängeg ze si vum Pëtrol. Dat heescht, ech mengen, dass mer alleguerten um richtege Wee sinn. Ech soen lech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Minister. Domat wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun ukomm.

Motions

A mir hunn nach zwou Motiounen, an do déi éischt, déi vum Här Gilles Roth virbruecht ginn ass. Wie freet d'Wuert zu där Motioun? Den Auteur selwer? Oder zum Schluss? Den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Och wann een ëmmer kann iwwert d'Kilometerpauschal diskutéieren, esou wéi den Här Roth dat hei och gesot huet, fannen ech, dass mer am Moment an enger Diskussioun sinn - an den Här Roth ass och Member vun der Cofibu, vun der Finanzkommissioun -, an enger Diskussioun sinn iwwert d'Justice fiscale. Mir sinn do an enger globaler Diskussioun, wou mer ganz vill Acteuren héieren, wou mer ganz vill Acteuren ëm hir Appreciatioun froen. Et ass iwwregens eng ganz flott an och eng ganz interessant Diskussioun. An natierlech ass all steierlech Diskussioun een Element och vun där ganzer Diskussioun iwwert d'Justice fiscale.

Wa mer elo hei eng Motioun unhuelen, da setze mer u sech schonn e Fait an där ganzer Diskussioun, wou mer awer nach vill aner Diere musse kucken, fir se opzemaachen oder fir se hannert eis erëm eng Kéier zouzemaachen. A souwisou, déi Diskussioun, déi een hei mat der Kilomaterpauschal sollt féieren, do muss awer och dann d'Diskussioun am Kader vum Teletravail mat gekuckt ginn.

Dir wësst, dass mer och do e Sousgrupp hunn an der Aarbechtskommissioun iwwert den Teletravail. Och do gëtt et sécherlech eng Diskussioun, wat d'Kilometerpauschal ugeet, an et ass virdru gesot ginn, och iwwert d'Offer vum ëffentlechen Transport. Also et gëtt eiser Meenung no nach eng ganz Rei vun Diskussiounen, déi ze féiere sinn, ier een esou eng Decisioun wéi déi heite kann huelen. Duerfir ass et fir eis verfréit, déi heiten Decisioun ze huelen, an duerfir géife mir och proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Iwwert d'Motioun vun der ADR - dat kéint ech direkt hannendrumaachen -, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... do géif ech och proposéieren, déi ofzeleenen. Virdrun hu mer alleguer d'Argumenter ginn, firwat dass esou eng CO_2-Steier wichteg ass. Duerfir géif ech proposéieren, déi och ofzeleenen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Gëtt et weider Wuertmeldungen zu där éischter Motioun? Jo, den Här Benoy, wannechgelift.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Also mir hunn zwou Motiounen elo virleien. Ech géif proposéieren, ech schwätzen zu deenen zwou Motiounen. Am Fong geholl geet et bei béide Motioune jo ëm den CO_2-Präis.

Wat ass den Haaptpunkt, firwat benotzt een en CO_2-Präis? Deen ass virun allem do, fir dass eng Klimaverschmotzung e Präis kritt, fir dann all de verschiddenen Acteuren ze soen: „Trennt lech dovun! Gitt a Richtung Klimaneutralitéit!" An dofir huet déi heite Majoritéit jo och e Präis agefouert: dëst Joer 20 Euro, d'nächst Joer 25 Euro, d'Joer drop 30 Euro d'Tonn, wou een also kloer gesäit, a wat fir eng Richtung et geet. A parallell dozou hu mer eng Kompensatioun, wou déi Schwächst an der Gesellschaft eppes zréckkréien, wou awer bis an d'Mëtt vun der Gesellschaft och wierklech keng Méibelaaschtung do ass - dat huet de Statec gerechent. Parallell dozou och gratis ëffentlechen Transport, wou mer och wëssen, dass grad déi Leit mat deem Mannsten am meeschten dovu profitéieren, seet de Statec.

An déi Suen huele mer jo dann op där anerer Säit, fir eebe grad eng Ëmverdeelung ze maachen, wéi gesot, an och an de Klimaschutz ze investéieren. Och eppes, wat mer mat deem heite Budget gemaach hunn, wou mer grad och am Pluriannuel gesinn hunn, dass an dem PNEC an den nächste Joren ëmmer méi Suen investéiert ginn: dëst Joer eng Milliard, dat geet bis an e puer Joer op 1,3 Milliarden erop. An déi Sue musse mer natierlech zur Verfügung stellen, a grad och, fir dee Problem, deen d'CSV an hirer Motioun thematiséiert, unzegoen, nämlech och ze kucken, dass mer jiddweree kënne bei där Transitioun mathuelen.

An do soen ech och ganz kloer: Natierlech musse mer och do extra oppassen op d'ländlech Regiounen. Mee grad dat maache mer jo zum Beispill och mat der Reform vun dem RGTR-Reseau. Mir maachen dat mat Primmen, déi solle verbessert ginn, zum Beispill dem Masuttersatzprogramm an esou weider. An ech mengen, dat ass och de Wee, wou ee weider soll dru schaffen. Dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren oder hinne roden, béid Motiounen ofzeleenen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Dann nach d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, och zu der Motioun elo vun der CSV. Also mir sinn och net mat allem averstanen, wat d'CO_2-Steier ugeet, mee mir ënnerstëtzen awer déi Mesuren, déi se méi gerecht maachen. A virun allem fält eng CO_2-Steier och beim Hëtzes an d'Gewiicht. An dës Motioun geet jo reng op d'Autosdeplacementer an, wat natierlech och dat beléiftstent Kand vun de Lëtzebuerger ass, fir et elo mol esou ze soen.

Une voix.- Dat ass de Vëlo.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Hoffentlech an Zukunft. Esou e System vun engem Abattement kann natierlech och zur Konsequenz hunn, dass een erëm laang Weeër mam Auto da géif subventionéieren, wou ee parallell awer kéint op e proppert Transportmëttel, nämlech den Zuch zum Beispill, zréckgräifen. Fir do d'Trennung ze maachen, dat schéngt eis awer immens schwiereg ze sinn. An dass dat dann iergendwéi zukunftsorientéiert ass a méi nohalteg gëtt, denke mer net, well hei gëtt jo dann erëm den Autosverkéier eigentlech ënnermauert.

An der Motioun gëtt zwar och gesot, dass ee soll dräi Krittäre festleeën, nämlech d'Landesplanung, sozialer a professioneller. Mee problematesch ass et awer och nach ëmmer mat deene Leit, déi net schaffen an awer vläicht missten an de Genoss komme vun engem Abattement, da wa se Pensionnairë sinn oder REVIS hunn an esou weider an esou fort a sech mussen deplacéiere fir iergendeppes. Duerfir gesi mir net an, dass dat do d'Léisung ass.

An den OGB-L an d'CSL hunn och e Crédit d'impôt mobilité gefuerdert, dat kann een och op enger Websäit nosichen. Dat geet an déi Richtung hei, wéi et schéngt. Mee mir sinn eigentlech éischter der Meenung, dass mir eis enthale wäerten an dass mer solle wierklech kucken, fir den ëffentlechen Transport nach méi op d'Schinn ze kréien. An déi Motioun ass eis och net kloer genuch, also et geet

net kloer genuch dorauser ervir, a wéi eng Richtung et ganz genau kéint goen. Dat do ass eng ganz komplex Fro an déi misst een am Fong geholl nach eng Kéier an enger Kommissioun dann diskutéieren. Duerfir wéilte mir eis do wierklech enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Dann den Här Goergen, wannechgelift.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also déi éischt Motioun vun der CSV ass eis ganz sympathesch, well et geet drëm, iwwert d'Frais-de-déplacementen ze schwätzen. Et steet nach net dran, wat d'Resultat soll sinn. Mir als Piraten géifen déi jo och gäre reforméieren, an ob et elo iwwert dee selwechte Wee ass wéi herno d'CSV, dat géif an der Diskussioun erauskommen. Mir verwieren eis awer net där Diskussioun elo, well d'CO_2-Steier ass elo do, d'Augmentatioune sinn elo do, net iergendeng Kéier, wann d'Steierreform kënnt. Mir hu jo elo héieren an engem RTL-Interview, dat kënnt souwisou net méi esou schnell. Dat heescht, deementspriechend wier elo de Moment, fir déi Frais-de-déplacementen ze reforméieren. A wéi eng Richtung, dat ass herno d'Diskussioun, dat ass d'Demokratie, déi dat géif entscheeden.

Zur zweeter Motioun, déi wäerte mer ofleenen. Mir als Piraten gesinn nach ëmmer eng Klimakris an dofir leene mer déi Motioun of. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, den Här Keup nach, an da géif ech dem Auteur d'Wuert zum Schluss ginn. Här Keup, wannechgelift.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Jo, zur Motioun vun der CSV, do ass eis Positioun, mengen ech, kloer. Mir schéngen och hei déi Eenzeg ze sinn, déi géint eng CO_2-Steier sinn. Dorop si mer och houfreg!

Déi Motioun vun der CSV, déi baséiert sech allerdéngs op d'CO_2-Steier. Bon, elo weess ech net, wéi d'Ofstëmmung vun eiser Motioun duerno wäert ausgoen, mee ech hunn natierlech liicht Zweifel, dass se ugeholl géif ginn, soudass ech unhuelen, dass et och duerno nach eng CO_2-Steier wäert ginn, obwuel mir alles probéiert hunn, fir dat ze verhënneren, soudass ech hei an dësem Fall géif menger Fraktioun - an et ass keng Fraktioun -, eisem Grupp géif proposéieren, dat heiten unzehuelen, well et dach awer déi negativ Konsequenze vun der CO_2-Steier e bësse géif offiederen. An dat ass eng gutt Saach fir d'Leit hei am Land!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dann huet den Auteur vun der Motioun d'Wuert, den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci fir déi Diskussioun an déi Inputte vun alle Fraktiounen. Ech mengen, et ass awer e Sujet, deen et trotzdeem derwäert ass, am Parlament diskutéiert ze ginn.

Ech muss soen, ech sinn awer e bëssen erstaunt, dass hei d'Majoritéitsparteie praktesch hiren eegene Regierungsaccord reniéieren. Well ech liesen hei am Accord de coalition, ech liesen lech dat dann eng Kéier vir: « La gratuité des transports publics sera introduite sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg durant le premier trimestre 2020, en parallèle avec une réforme des frais de déplacement forfaitaires, déductibles des impôts. » An da geet et weider: « La réforme des frais de déplacement tiendra entre autres compte des besoins spécifiques de personnes travaillant en dehors des heures de service. »

Ma Dir Dammen an Dir Hären, dat wat an dem Regierungsaccord steet, nämlech eng Reform vun de Frais de déplacement en parallèle zu der Gratuitéit vun den Transports publics, dat froe mir an der Motioun! An ech gesinn, dass hei eigentlech, géif ech soen, den Accord de coalition ëmmer méi zu enger „leeren Worthülse" gëtt.

Mir hunn dat virun dräi Woche vun dem Finanzminister iwwert den RTL-„Background" héieren, dass eigentlech an de Steieren net ganz vill geschéie géif. Déi grouss Reform, déi sollt ugekënnegt ginn, d'Ofschafe vun der Steierklass 1A, a jiddwereen, ob gepacst, gescheet, gekummert, bestuet, jiddweree géif iwwert dee selwechte Leescht mat de Steiere gezu ginn: Fort! Aacht Joer laang Diskussioun, aacht Joer laang Pannoen dohinnergestallt: Dat sinn eis Fuerderungen: Progressistesch Politik, Schluss mat dem Konservatismus vun der CSV! A wat ass geschitt? Näischt!

Zweete Punkt: Mir kommen heihinner, mir froe mat de Frais de déplacement dat, wat an dem Accord de coalition steet! Wat geschitt? Mir héieren hei aus dem Mond vun de beruffene Vertrieder vun deenen dräi Majoritéitsfraktiounen: „Dat maache mir elo net!"

Dir Dammen an Dir Hären, d'Bierger dobaussen - an ech kommen nach eng Kéier ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Ech kommen nach eng Kéier op den Olaf Scholz zréck. Ma lech sinn d'Interesse vun de Bierger dobausse gradesou egal, wéi den Olaf Scholz dat a senge Wierder …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass jo guer net wouer! Dat ass jo guer net wouer.

M. Gilles Roth *(CSV).*- … kierzlech hei an Däitschland och gesot huet. Wann d'Leit bis zu 1.500 Euro - an ech mengen, dee Chiffer contestéiert keen -, wann d'Leit bis zu 1.500 Euro musse méi bezuelen als Sprittpräis am ländleche Raum par rapport zu deem, wat se bezuelt hunn am Mee 2020, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dat eppes, wat d'Leit dobaussen ugeet! An da muss een och an enger „progressistescher Politik", wéi d'Madamm Bofferding eis dat jo ëmmer ënnert d'Nues wëllt reiwen, jo, da muss een och kënnen op deene Punkten hei de Leit vun der Méibelaaschtung, déi se hunn ...

An déi Méibelaaschtung, déi hu se och duerch steigend Frais de consommation! Wann Der akaaft hutt iwwert déi lescht Méint, wann Der iesse gaange sidd an d'Restauranten, da wësst Der, dass d'Liewe fir d'Leit méi deier ginn ass. A wann d'Hëtze méi deier gëtt a wann d'Leit mat engem duerchschnëttleche Loun eleng schonn op Spritt an op Hëtzes 2.500 Euro - an dat sinn Netto-Suen! -, wa se déi musse méi ausginn, a wa se och déi Repercussioune vun der Hausse vun de Präisser, sief et an de Restauranten, sief et um Niveau vun anere Gidder, déi se all Dag mussen hunn, zousätzlech musse bezuelen, dann ass dat eng Méibelaaschtung!

An dann ass et net, fir hei nëmmen ze soen: „Mir kucken, mir kucken eis Finanzen, mir si besser duerch d'Kris komm wéi all déi aner!"! Mee wann Der besser duerch d'Kris komm sidd wéi all déi aner, ma da gitt de Bierger déi Suen zréck an da steigert Der d'Kafkraaft! An da kuckt Der och iwwert dee Wee, dass d'Ekonomie och an dem Exit vun der Kris weidergeet.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Duerfir ass et fir mech onverständlech, dass déi heite Motioun net emol an eng Kommissioun verwise gëtt, fir analyséiert ze ginn. A mir halen duerfir drop, dass se ofgestëmmt gëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dat maache mer dann och esou, Här Roth. An ech wollt lech just drop opmierksam maachen, dass Der schonn, mengen ech, e gudden Deel vun Ärer Zäit bei der Motioun opgebraucht hat. Mee et ass eng Taktik wéi eng aner ...

(Hilarité et interruptions)

Dir waart esou gutt lancéiert. Ech mengen, Dir hutt eis elo de Wee gewisen, dass mer sollen ofstëmmen an da maache mer dat och esou.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech sinn erëm ganz roueg. Et waren dann dës Kéier fënnef Minutte Parole après ministre.

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, bon, dat ass eng ganz large Interpretatioun, et ass eng ganz large Interpretatioun vun eisem Reglement! Mee vu dass ech och net de Stammpresident sinn, sinn ech dann nach e bësse méi indulgent wéi d'habitude a wéi ech dat gewinnt war.

Une voix.- Au vote!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Voilà, au vote!

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un.

(Interruption)

Jo, selbstverständlech! Selbstverständlech! D'Ofstëmmung fänkt un. Mir huele fir d'éischt déi Motioun an da stellen ech nach eng Kéier d'Fro.

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

An den Appell fir d'Votes par procuration.

Une voix.- Här President, Dir musst och ofstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, ech muss och nach ofstëmmen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

D'Motioun ass ofgeleent mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Voilà, da géife mer zu där nächster Motioun kommen, déi vun dem Här Keup abruecht ginn ass.

Sinn dozou Wuertmeldungen?

(Négation)

Ma da géife mer direkt zum Vott iwwergoen.

Vote sur la motion 2

Dann dee selwechten Exercice wéi déi leschte Kéier!

(Appel nominal pour votes par procuration)

Also 4-mol Jo, 56-mol Nee. Voilà, domat wär och déi Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

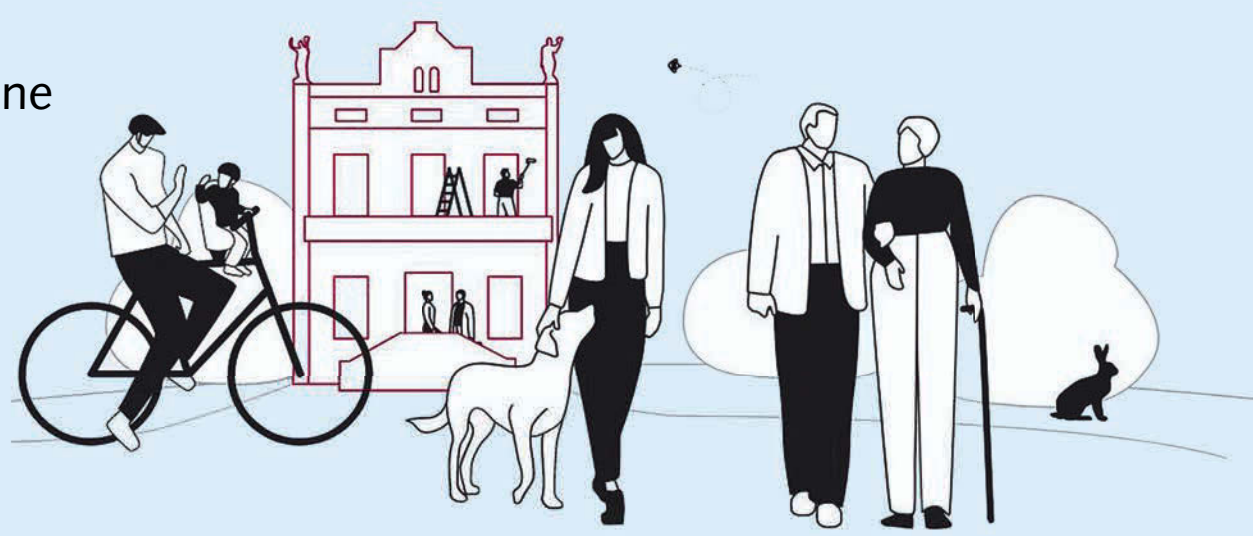
11. 7307 - Projet de loi portant modification :
1° du Nouveau Code de procédure civile ;
2° du Code du travail ;
3° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation ;
4° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; et ayant pour objet le renforcement de l'efficacité de la justice civile et commerciale

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7307, enger Ofännerung vum Aarbechts- an Zivillprozessrecht. An de Rapporter huet gebieden, fir e bëssen Nosiicht mat

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

him ze weisen. Wann en e bësse méi Zäit brauch, gi mer em déi. Gutt, awer net iwwerdreiwen!

Une voix.- Modell 1?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, et ass Modell 1. Här Rapporter, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Merci och fir déi puer Wierder, dass ech e wéineg méi Zäit hunn. Ech kéint nämlech och elo an deene 15 Minutten alles iwwert d'Bün bréngen, mee da wär déi technesch Matière vläicht net esou gutt vermëttelbar.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Eurobarometer-Ëmfro aus dem Januar 2020 iwwert d'Onofhängegkeet vun der Justiz, also vun de Geriichter an de Riichter zu Lëtzebuerg, gëtt dëst Resultat: 13 % ganz gutt, 61 % éischter gutt, 7 % éischter schlecht, 2 % ganz schlecht an och 17 % äussere sech net. Déi negativ Meenunge leie bei ronn 10 % an déi positiv bei dräi Véierels vun de befrote Persounen.

D'Begrënnung vun dëser éischter positiver Aschätzung vun der Onofhängegkeet vun eise Riichter a Geriichter baséiert op hirem Statut, deen dës Onofhängegkeet garantéiert. D'Onofhängegkeet vun der Justiz ass natierlech eng Grondviraussetzung dofir, dass de Bierger zefridden ass mam Justizsystem vun deem Staat, an deem e lieft.

Do dernieft gëtt et awer och de Volet vun der Zefriddenheet, déi mat der Effizienz vum Justizsystem ze dinn huet. A genau dorëms geet et am Projet de loi 7307: d'Verbesserung vun der Effizienz vun eiser Justiz; e Projet, dee vum Minister Félix Braz virun dräi Joer, am Mee 2018, deposéiert gouf.

Op Basis vun eisen Diskussiounen an der Kommissioun sinn ech zouversiichtlech, dass dëse Projet vun enger breeder Majoritéit wäert gedroe ginn. De Spezial-Eurobarometer vum Abrëll 2019 iwwert d'Rechtsstaatlechkeet an Europa seet och, dass d'Erwaardunge vun de Bierger grouss sinn, an dat och zu Lëtzebuerg, fir eist Justizwiese permanent weider ze verbesseren.

Abee, ech hoffen, dass mer mat dësem Gesetz den Erwaardungen e wéineg méi gerecht ginn. Et ass e Gesetzesprojet, wou ganz vill Energie an Erwaardungen drastiechen. Mir hunn eis op de Modell 1 gëeenegt, fir dass jidderengem genuch Zäit bleift, fir Stellung ze huelen a seng lwwerleeungen ze deelen. Et ass zwar en technesche Problem, mee en huet awer eng ganz staark gesellschaftlech Relevanz.

Et ass e weidere Schrëtt, fir eis Justiz esou opzestellen, dass se déi Prozedure kritt, déi se brauch, fir gutt a schnell, dat heescht effikass ze fonctionéieren. Dëst ass wichteg, fir dass d'Magistraten uerdentlech Konditiounen a Prozeduren hunn, fir hir Aarbecht ze maachen, a fir d'Attraktivitéit vun där Karriär ze erhalen. Dëst ass wichteg a weesentlech, fir dass de Bierger weider Vertrauen an d'Justiz huet. E Fonctionnement vun der Justiz, wat den Erwaardunge vu senge Bierger entsprécht, ass, wéi gesot, fundamental fir eise Rechtsstaat. Bis ewell ass dat Vertrauen zimmlech erhalen.

Déi demografesch Entwécklung vum Land - 23 % méi Awunner an de leschten zéng Joer, souguer 44 % méi zënter 2001 - an och déi wirtschaftlech Entwécklung féiere béid noutgedrongen zu enger méi grousser Zuel vun de Litigen an also och zu méi enger héijer Charge de travail op eise Geriichter.

De Problem ass net nei. En ass bekannt an d'Autoritéite sinn och net inaktiv bliwwen an deene leschte Joren. Et ass also néideg, dass mer dru schaffen, eis Justiz esou opzestellen, dass se déi gewuesse Charge de travail ka meeschteren, awer dat, ouni dass d'Qualitéit vun der Aarbecht drënner leit.

Fir dat ze erreechen, gëtt et e puer Stellschrauwen, wou ee kann drun dréinen: d'Zuel vun de Mataarbechter engersäits, d'Organisatioun an d'Prozeduren anerersäits.

D'Gesetz vum 27. Juni 2017 huet de Rekrutement vun 32 Magistrate bis 2019 virgesinn, dëst als eng Äntwert op d'Zouhuele vun den Affären an awer och op de Fait, dass d'Affären um Zivill, Commercial a Penal ëmmer méi komplex ginn. An de 5. August d'lescht Joer hu mer e Projet gestëmmt, wouduerch weider Magistraten um Verwaltungsgeriicht agestallt gi sinn.

Da wëll ech drun erënneren, dass nom Depot am Mee 2018 vum Gesetz, wat mer haut hei virleien hunn, och d'Gesetz 6996 vum Juge aux affaires familiales, vun der Reform vum Divorce an der Autorité parentale am Juni 2018 gestëmmt ginn ass an zënter dem 1. November 2018 applikabel ass. Do geet et wuel ëm de Regruppement vun de Familljenaffären ënnert dem Juge vun den Affaires familiales, mee och ëm d'Vereinfachung vu Prozeduren, wat notamment am Beräich vun den Divorcen dozou gefouert huet, dass weesentlech méi Affäre konnten evakuéiert ginn.

E puer Zuelen, déi fir sech schwätzen an den Zouwuess vun den neien Affären illustréieren. Mir huele just d'Zuele vun 2018 op 2019, sou ze liesen an der Broschür „La justice en chiffres" vun 2019. Bei de Bezierksgeriichter vu Lëtzebuerg an Dikrech zesummegeholl hu mer en Zouwuess vun neien Affären ëm 9 %. Um Commercial hu mer en Zouwuess vu 24 %. Eng aner Zuel: D'Urteeler am Zivill a beim Familljeriichter mat der Ordonnance fir déi éischt Instanz, wou d'Reform eebe vum Juge aux affaires familiales dran agaangen ass, do si carrement 80 % méi Urteeler vun engem Joer op dat anert geschwat ginn. Wat de Commercial ugeet, hu mer an deenen zwee Joer en Zouwuess vu 7 % méi Urteeler.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet vun haut reit sech also an e gréissere Kontext vu jorelaange Beméiungen an, fir d'Justiz nei opzestellen, se méi effikass a biergerno ze gestalten.

Och an Zukunft wäerte méi Leit an der Justiz agestallt ginn, notamment wäert d'Zuel vun de Poste vu Referendairë klammen, dat heescht, vun ausgebilte Juristen, déi de Riichter zouschaffen an net onbedéngt déi lëtzebuergesch Nationalitéit brauchen ze hunn. An de Rapports d'activité vun der Justiz vun 2019 an 2020 gëtt dat opgeworf an et liest een ausschliisslech positiv Erfarungsberichter iwwert d'Astelle vun de Referendairen. Den Effet vun hirer Aarbecht ass spierbar an eng Entlaaschtung fir d'Magistraten, soudass dëst eng Pist ass, déi nach weider wäert verfollegt ginn.

De Rekrutement vun zousätzleche Leit geet awer op Dauer net duer. Mir brauchen och Reformen, déi d'Aarbechtsaart a -weis vun de Geriichter betreffen. Den 7307 ziilt drop of, déi zivill a kommerziell Prozedur ze verbesseren, ze vereinfache respektiv ze beschleunegen. Esou steet et am Exposé des motifs. Et geet drëms, no beim Bierger ze bleiwen a Recht a räsonabelen Delaien ze schwätzen a gläichzäiteg d'Qualitéit vun der Rechtspriechung an d'Rechter vun all de bedeelegte Parteien awer ze garantéieren.

D'Haaptmesuren aus dem Gesetzesprojet betreffen haaptsächlech, awer net nëmmen, den Nouveau Code de procédure civile. Hei déi wichtegst a kuerze Wierder, déi, mengen ech, fir déi meescht Leit verständlech sinn: De Seuil de compétence vun de Friddensgeriichter gëtt gehuewen; déi formell Aschreiwung an d'Gesetz vun de Conclusions de synthèse; eng nei Prozedur, d'Mise en état simplifiée, féiere mer an; d'Notification électronique vun den Ordonnances présidentielles - am Covidjoer huet dat scho seng Effete gehat duerch d'zäitgebonne Gesetzer -; d'Aféierung vu bindenden Delaie vun de Justizexpertisen; d'Erhéijung vun den Amenden, wann Der zu Onrecht e Riichter recuséiert; d'Klärung vun de Krittäre fir festzehalen, wéini en Appell ka gemaach gi bei intermediairë Jugementer respektiv wéini net.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn elo gläich op eng Rei vun dëse Punkte méi am Detail an. D'Kolleegen aus den anere Fraktiounen, vun deenen der zwee op d'mannst jo selwer reegelméisseg op de Geriichter e Client verteidegen, wäerten eng Rei Punkten aus hirem prozeduralen Alldag kënne beliichten. Fir déi vun Iech, déi sech méi ausféierlech mat der Matière wëlle beschäftegen, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Direkt awer elo de Werdegang vun dësem Gesetzesprojet, deen awer och schonn a sech d'Wichtegkeet illustréiert. De Projet ass de 15. Mee 2018 vum Minister Braz deposéiert ginn. An dëse Projet - dat ass weesentlech ze wëssen - fousst op de Viraarbechte vu Reflexioune vun engem Grupp vu Magistraten an och vum Barreau. Béid waren drëm beméit, Virschléi ze maachen aus der Praxis eraus, fir eis Justiz nei opzestellen an, ech widderhuelen et ëmmer erëm, méi effikass ze maachen.

Eisen nach-ieweschte Riichter, de Jean-Claude Wiwinius, deem ech dann eng gutt Pensioun wënschen, wann et souwäit ass, huet den 22. Mee de Kontext vun den Iwwerleeungen, déi zu dësem Projet geféiert hunn, an engem Radiosinterview duergeluecht. 18 Documents parlementaires weisen, wéi grouss an intensiv den Aarbechtsopwand war. An néng Kommissiounssitzungen tëscht dem 15. Januar 2020 an dem 2. Juni 2021 ass zu dësem Projet deliberéiert ginn. Och dëse Projet ass staark verännert an adaptéiert aus der Chamberskommissioun erauskomm op Basis vu sëllegen Avisen, Amendementer an Diskussiounen.

Den Objet an d'Philosophie sinn awer ëmmer erëm déi selwecht bliwwen an et war déi gedeelte Suerg, eis Justiz méi effikass ze maachen, déi d'Zesummespill vun alle Bedeelegte geleet huet. Et ass mer wichteg, dëst ze ënnersträichen a jidderengem Merci ze soen, speziell de Vertrieder vun den Autorités judiciaires, vum Barreau an natierlech de Mataarbechter um Ministère.

D'Diskussiounen an eise Kommissioune ware méi wéi konstruktiv, erlaben ech mer ze soen. Jiddereen huet säint derzou bäigedroen, fir d'Zil vu méi Effikassitéit dann och ze erreechen.

De 26. Mäerz 2019 huet de Staatsrot säin éischten Avis ofginn an an der Folleg vun den Aarbechte gouf et nach véier Avis complémentaires. Den 13. Januar huet d'Regierung doropshin den urspréngleche Projet amendéiert an de 15. Januar an der Justizkommissioun presentéiert, wou dunn déi eigentlech parlamentaresch Aarbecht ugefaangen huet mat der Analys vun dësen Amendementer an dem Avis vum Staatsrot. An där Sitzung gouf och de Rapporter genannt.

De Staatsrot huet de 16. Juni en zweeten Avis ofginn, deen de 15. Juli examinéiert gouf, dat war zejoert, an et sinn eng Rei Amendements parlementaires formuléiert ginn, déi an der Sitzung déi Woch drop vum 21. Juli ugeholl goufen.

Den 21. Oktober d'lescht Joer gouf an der Kommissioun eng zweet Serie Amendementer analyséiert an ugeholl an en zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot koum de 26. Januar dëst Joer. D'Kommissioun huet sech den 3. Februar domat auserneegesat an eng weider Serie Amendementer ugeholl.

An der Kommissiounssitzung vum 24. Februar ass dunn eng drëtt Serie Amendementer examinéiert an ugeholl ginn. Den 2. Abrëll huet de Staatsrot säin drëtten Avis complémentaire ginn, deen d'Kommissioun den 21. Abrëll ënnert d'Lupp geholl huet.

Dir gesitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass et eng intensiv Zesummenaarbecht vun der Kommissioun mat dem Staatsrot an dësem Dossier gouf. Zu gudder Lescht hu mer dem Staatsrot den 12. Mee eng Missive misse schécken, fir eng Textinkohärenz ze eliminéieren. An dee selwechte Staatsrot huet de 1. Juni a sengem véierten Avis complémentaire dann och dozou säin Accord ginn. Dëst huet et der Kommissioun erméiglecht, de Rapport de leschte Mëttwoch definitiv unzehuelen.

Elo dann zum Detail vun enger Rei vun de wichtege Bausteng vun dësem Gesetz.

De Relèvement vum Seuil de compétence vun eisen dräi Friddensgeriichter: D'Friddensgeriicht ass no um Bierger. An der Reegel ass et dat Geriicht, mat deem een am Laf vu sengem Liewen am éischten a Kontakt kënnt. Wa mer hei de Seuil de compétence hiewen, da falen an Zukunft en Deel méi vun den Affären ënnert d'Kompetenz vum Friddensgeriicht amplaz wéi bis elo un d'Bezierksgeriicht. Um Friddensgeriicht sinn d'Prozedure mëndlech, méi séier, manner komplizéiert, wann ee wëllt och ouni Affekot. Eis Bezierksgeriichter - dat ass e Fait - sinn iwwerlaascht. Do waren all Avisen eendeiteg. Fir deem entgéintzewierken, ass et eng Verlagerung vun den Affären eeben op d'Friddensgeriicht. Déi lddi gouf gréisstendeels begréisst.

Awer et sinn och doropshi Froen opkomm: Ginn d'Friddensgeriichter dann elo net iwwerlaascht? Dat war d'Fro vun de Vertrieder vun de Friddensgeriichter vun Esch a vun Dikrech. Déi grouss Assureuren hei am Land hunn hire Sëtz am Süden. Gëtt d'Escher Friddensgeriicht dann net mat Affären do iwwerschwemmt? Wéi eng Konsequenzen huet dat fir d'Organisatioun vun de Geriichter? Bis wéi ee Seuil gi mer dann op d'Friddensgeriicht?

D'Meenunge si wäit auserneegaangen. Et gouf Reflexiounen iwwert de Montant, deen zënter 1996, also zënter 25 Joer, ni adaptéiert gouf. Den ursprénglech proposéierte Montant vun 20.000 Euro huet am Fong awer just erëmgespigelt, dass mer d'Inflatioun ausgeglach hunn a war net wierklech eng Erhéijung. Och de Staatsrot huet a sengem éischten Avis proposéiert, carrement bis op 50.000 Euro ze goen. Schlussendlech gouf vun alle Parteie gekuckt, en neien Equiliber ze fanne vun der Aarbechtsorganisatioun op de Geriichter an et gouf e Betrag vu 15.000 Euro zréckbehalen, net zulescht och wéinst der Pandemie. D'Avise ware bis zum Schluss op dësem Punkt divergent a munchereen huet bis zum Enn fir déi uganks geplangten 20.000 Euro plädéiert.

D'Aféierung vun de Conclusions de synthèse: Dëse Punkt inspiréiert sech un de Reformen an der Belsch an am Frankräich. Den Austausch vun de Konklusiounen « dans le cadre de la procédure écrite est de nature à rendre la tâche des magistrats compliquée dans la mesure où ils doivent reprendre tous les corps de conclusions communiqués en cour d'instance pour les relire et faire une synthèse des arguments et moyens finalement retenus par chaque partie », esou heescht et am Exposé des motifs vum Gesetz.

Op Basis vun enger Textpropos vum Barreau hu mer en Amendement gemaach, wou mer festgehalen hunn: D'Parteie reechen hir Conclusions de synthèse virun der Clôture vun der Instruktioun eran. Do steet dann dran, wat se zréckbehale vun de Konklusiounen, déi se bis dohinner ofginn hunn - souwuel an éischter Instanz gëllt dat wéi am Appell. Domat wëssen d'Affekote vu vireran och, dass d'Conclusions de synthèse, also hire leschte Saz vu Konklusiounen alles muss enthalen „et se suffire à lui-même". Dat heescht och, wéi de Staatsrot bemierkt, dass à défaut vu Conclusions de synthèse just déi lescht Konklusioune betruecht ginn.

D'Conclusions de synthèse sinn also déi lescht, déi geholl ginn. Se erlaben dem Riichter, all Elementer beieneen ze hunn, an hie brauch, fir säin Urteel ze schwätzen, net nach eng Kéier déi Konklusiounen, déi méi fréi verfaasst goufen, ze liesen an ze analyséieren.

E Kärstéck vum Gesetzesprojet ass d'Aféierung vun enger einfacher Prozedur vun der Mise en état. Heimat versiche mer ganz kloer, d'Affäre vu virera méi schnell ze evakuéieren an dem Versuch, se abusiv ze verlängeren an ze verschleefen, entgéintzewierken. Mir maachen den Ënnerscheed an Zukunft tëscht enger „mise en état simplifiée" an enger „mise en état ordinaire".

Bei der Mise en état simplifiée geet et ëm Affäre bis zu 100.000 Euro a wou et just zwou Parteie gëtt. De President vun der Geriichtskummer hëlt eng Ordonnance, wou kee Recours méiglech ass, wou hie seet, dass dës Prozedur gëllt. D'Prozedur kann awer och ugefrot gi vun enger oder vun den zwou Parteien. De Riichter decidéiert dann, nodeems hien déi zwou Parteien dozou gehéiert huet, ob hien deem Rechnung dréit.

Wann eng Affär als Mise en état simplifiée enger Chamber zougedeelt gëtt, kënnen d'Parteien aleng oder zesummen eng Requête beim Riichter maache fir eng Mise en état ordinaire. An dësem Fall decidéiert dann och erëm de Riichter ouni Recoursméiglechkeet, nodeems hien déi zwou Parteie gehéiert huet.

D'Reform inspiréiert sech un der Prozedur, déi mer de Moment schonn um Verwaltungsgeriicht hunn. Et geet bei dëser Prozedur drëm, onkomplizéiert a méi schnell mat den Affäre virunzekommen. Déi betreffend Artikelen 222-1 bis 3 am Neie Code de procédure civile goufen den 21. Juli 2020 an de 24. Februar dëst Joer amendéiert, fir déi fälleg Delaien eenheetlech ze klären an all Insécurité juridique aus dem Wee ze raumen. Notamment ginn d'Delaien an der Geriichtsvakanz am Summer vum hallwe Juli bis den hallwe September suspendéiert.

Véiertens: d'Aféierung vun der elektronescher Notifikatioun vun den Ordonnances présidentielles. Et kann eis vläicht verwonneren, mee och hei ass eng weesentlech Ännerung um Geriichtsfonctionnement. Am Kader vun der Mise en état simplifiée hu souwuel de Staatsrot wéi de Conseil de l'ordre virgeschloen, d'Ordonnances présidentielles parallell via Mail a Fax zouzestellen. De Fax gëtt et also nach ëmmer do.

D'Kommissioun huet dat mat engem Amendement gemaach, e Schrëtt a Richtung Digitalisatioun am ganz breede Sënn vum Wuert, awer och en däitleche Message un eng Rei Affekoten, fir hir Mailadress vum Barreau och effektiv ze benotzen. Donieft ginn an Zukunft eng Rei Onkäschte fir Recommandéen evitéiert an natierlech gëtt och den Delai verkierzt, deen iwwert de Postwee natierlech méi laang ass.

D'Fixatioun vu festen Delaie fir de Rapport vun den Expertisen - och eng Saach, déi jidderee versteet -: Bis ewell gëtt heefeg vill Zäit verluer, well ugefroten Expertisen net erbäikommen, dofir elo endlech d'Fixatioun vun Delaien. De Moment huet de Riichter kaum d'Méiglechkeet, sech dergéint ze wieren, wann den Expert mat sengem Rapport net erbäikënnt. Mir gesinn elo am Gesetz vir, dass de Riichter vu vireran dem Expert, dee vun him genannt gëtt, en Delai setzt, bis zu deem de Rapport muss virleien. Natierlech muss dësen Delai ugepasst sinn an der Komplexitéit vum Dossier Rechnung droen.

E puer Wuert zur Recusatioun vun de Riichter - mäi sechste Punkt. Et kënnt jo ëmmer erëm vir, dass eng Partei de Riichter a Fro stellt a versicht, en duerch eng Prozedur ze recuséieren. An och hei geet dann Zäit verluer. Mir gesinn elo am Gesetzesprojet vir, dass, wann déi Requête ofgewise gëtt, fir de Riichter ze ersetzen, eng signifikativ Amende ka gesprach gi vu bis zu 10.000 Euro. Bis elo war dat just eng symbolesch Amende vun dräi Euro.

Mir setzen hei e kloert Zeechen, dass et, wann een dës Prozedur vun der Recusatioun just benotzt, fir op Zäit ze spillen an eng Affär ze verschleefen, richteg deier ka ginn. Den Affekot wäert sech an Zukunft zweemol iwwerleeën, ob en den Drock vu sengem Client unhëlt oder ob e sengem Client réit, dat ze maachen.

E weidere Punkt sinn d'Krittären, déi hu misse gekläert gi fir ze wëssen, ob e Jugement intermédiaire „appelable" ass. D'Artikelen 579 a 580 vum Neie Code de procédure civile reegelen aktuell, ob e Jugement intermédiaire appelabel ass oder net. Allerdéngs ass et trotz der preziser Oplëschtung am aktuellen Text an der Praxis esou, dass dat awer net ëmmer kloer ass, ob esou e Jugement intermédiaire appelabel ass oder net. A follglech geet duerch dës Insecuritéit natierlech Zäit verluer, well Parteien zum Beispill Appell aleeë géint eng Decisioun, déi dann awer net de Krittäre vum Appell entsprécht. An Zukunft kënnen d'Parteien duerch eng Requête eng séier Äntwert op dës Fro geliwwert kréien an esou vermeiden, en Appell anzeleeën, dee souwisou riskéiert, als net recevabel erkläert ze ginn. Mir erreechen dëst mat enger liichter Upassung vum Artikel 580 an engem neie 580-1.

All déi Affären, déi am Moment um Bezierksgeriicht traitéiert ginn, wäerten och do weider behandelt ginn a mat den aktuelle Prozeduren zum Ofschloss bruecht ginn. Déi nei Bestëmmungen, wat d'Friddensgeriichter ugeet, triede fir d'Rentrée de 16. September dëst Joer a Kraaft.

Mir hunn och vun dësem Gesetz profitéiert, fir nach eng Partie aner Punkten ze reegelen oder ze klären. E weideren interessante Punkt ass d'Aféierung vun den Artikele 638-1 bis 3 am Neie Code de procédure civile. Hei geet et drëms, dass Feeler, „erreurs" oder „omissions matérielles", an den Urteeler kënne redresséiert ginn op Demande vun enger vun de Parteien, an dat op eng einfach Aart a Weis, ouni dass et zu komplizéierten a laangwierege Prozedure kënnt. Mir hunn eis hei ganz direkt bei eise franséischen Noperen an un hirem Code de procédure civile inspiréiert, wat eis erméiglecht, op déi franséisch Jurisprudenz och zréckzegräifen.

Et geet hei ëm Urteeler aus sämtleche Geriichtsinstanzen. Mir schwätzen hei vun „erreurs" oder „omissions matérielles", déi net d'Iwwerleeunge vun de Riichter beaflosst hunn. Déi geleefegst si Schreiffeeler, Rechefeeler oder Iertemer bei engem Numm, also manifest an onfräiwëlleg Feeler, wou duerch d'Elementer am Dossier beluecht ass, dass se eebe falsch sinn. D'Behiewe vun dëse Feeler dierf keng Kontestatioun vum Jugement zouloossen.

Ech zitéieren hei de Commentaire des articles, deen och weist, firwat dës nei Artikelen nach wichteg sinn an eisem Neie Code de procédure civile: « La Cour de cassation française en adoptant une conception extensive de la notion d'erreur matérielle progresse sur le chemin de sa politique de refoulement du pourvoi en cassation. » Mir sinn also do e Stéck weider um Wee, fir abusiv Pourvois en cassation ze ënnerbannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Rapporter, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. André Bauler *(DP).*- Dir musst dach doheem moossen.

(Hilarité)

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Jo. Ech versichen dann ze kierzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dir sidd elo bei aacht Minutten iwwert dem Konto. Also d'Chamber war ganz gedëlleg mat Iech.

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Den Artikel IV betrëfft d'Organisation judiciaire a méi speziell d'CRF, d'Cellule de renseignement financier. Der CRF hir Onofhängegkeet an hir Autonomie gëtt gestäerkt, dëst opgrond vu Regierungsamendementer. De Staatsrot schreift: « La référence explicite à la coopération de la CRF avec les autorités judiciaires s'inscrit dans la consécration d'une indépendance fonctionnelle de la CRF, malgré son rattachement administratif au procureur général d'État. »

Et geet drëm, dass d'CRF Informatiounen an Analyse weiderleede kann un déi kompetent Justizautoritéiten, awer och un all déi kompetent Verwaltunge wéi d'Steierverwaltung an den Enregistrement, wann et ëm de Kampf géint d'Wäisswäsche vu Geld geet. De Begrëff vun der „infraction sous-jacente associée", ëm déi et hei geet, huet seng Originnen an de Recommandatioune vum GAFI.

Nach e leschte Punkt, op deen ech wëll agoen: Rekrutement, Reorganisatioun, Reforme vun de Prozedure si Méiglechkeeten, d'Justiz méi effikass ze maachen. Et gëtt awer nach eng aner Schrauf, un där mer an dësem Gesetz dréien: déi vun der Unerkennung vun der Aarbecht, déi ze leeschten ass. Mir differenzéieren tëscht den Tâchen. Eng materiell Unerkennung bedeit an deem Sënn méi Gerechtegkeet, si verstäerkt d'Motivatioun a méi Motivatioun féiert och zu méi Effikassitéit.

Am Artikel IV verännere mer esou eenzel Passagen iwwert d'Organisation judiciaire, an zwar ginn eenzel Karriäre méi attraktiv gemaach duerch d'Schafe vun enger Indemnité spéciale, déi net pensionnabel ass, vun 30 bis 80 Punkten. Wien ass hei betraff? D'Magistrate vum Parquet, Untersuchungsriichter, d'CRF, den Delegué vum Procureur, zoustänneg fir d'Application des peines, d'Conseilleren aus de Chambres d'application des peines an och all aner Beamten, déi op de Greffe vun dësen Instanze betraff sinn. Et geet hei drëms, dëse Mataarbechter eng Indemnitéit ze bezuelen, well hiren Aarbechtsvolume méi grouss ass, well se zäitlech méi disponibel sinn an och bei Urgencë kënne geruff ginn. Et geet hei ëm näischt anescht wéi Unerkennung an eng méi ugepasste ...

(Interruption par la présidence)

... Remuneratioun fir Persounen, déi op dëse besonnesche Poste schaffen.

Da ginn ech elo net weider op d'Avisen an. Dat kënnt Der noliesen. Jidderee war begeeschtert. Ech soe jidderengem nach Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an och d'Reaktivitéit, déi mer haten. An ech ginn dann och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem grousse Reformpak an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. An ech entschëllege mech, wann ech ze laang war.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, also d'Indulgence erkläert sech och doduerch, dass Der fir Är Fraktioun matgeschwat hutt.

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dat gesot, géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll direkt hei op dëser Plaz dem Rapporteur an de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun Merci soe fir déi laang, interessant technesch Diskussiounen. Mee d'Prozedur ass nun emol d'Prozedur. Dir kennt de Sproch: „En normalen Affekot kennt d'Recht, e gudden Affekot kennt d'Prozedur."

Eise Code de procédure civile, Här President, dee geet op 1806 zréck an et ass eréischt 1980 zu den éischte gréissere Reforme komm. Déi gréisst Änderung, déi komm ass, war 1996 mam Gesetz vum 11. August iwwert d'Mise en état, déi mer vum franséische System iwwerholl hunn. Nodeem dëst Gesetz an der Lescht dräimol geännert ginn ass an den Taux de compétence vum Friddensgeriicht fir d'lescht 2004 eropgesat ginn ass, ännere mer ënner anerem och dës zwou Reegelen haut, mee och eng Rei aner Punkten. De Rapporteur huet se opgezielt.

De Projet de loi ass de 14. Mee 2018 deposéiert ginn. Haut, also den 8. Juni 2021, stëmme mer de Projet de loi. Dräi Joer Prozedur an der Chamber, do stellt sech d'Fro vum Délai raisonnable. Soumat geet et dësem Projet de loi wéi enger Rei Justiciabelen hei zu Lëtzebuerg: laang Prozeduren, déi duerch x Echangë vu Konklusiounen tëschent Affekoten, Expertisen an d'Längt gezu ginn.

D'Augmentatioun vun den Affäre kënnt natierlech awer och mat der Augmentatioun vun der Populatioun, net nëmmen der Populatioun, déi hei och wunnt, mee och vun där, déi hei schafft. Natierlech ginn ech ze bedenken, och wa mer iwwer Procédure civile haut hei schwätzen, datt mer och am Strofrecht ëmmer méi Infraktiounen aféieren, besonnesch am Ëmweltberäich, wou dann och ëmmer méi Riichteren an de Geriichter, déi zoustänneg si fir de Correctionnel an d'Crimmen, mussen agesat ginn.

D'Zuel vun de Riichteren - an dat ass gesot ginn an de Rapporteur schreift dat och kloer a sengem Rapport - geet eeben net proportionell zu den Affären erop, och wa mer probéiert hunn, an dësem héijen Haus déi lescht Joren eng Rei Ressortriichteren anzeféieren, wéi zum Beispill de Juge aux affaires familiales.

D'Procédure de mise en état, déi 1996 agefouert ginn ass, hat zwee Ziler: d'Prozedur méi ordonéiert a méi koordinéiert oflafen ze loossen, fir eeben dee berüümten Delai ze kierzen.

Här President, d'Realitéit ass awer eng aner. An ech verweisen an deem Kontext op de Rapport vum fréiere Procureur général Roby Biever vun 2016, dee sot: « La mise en état n'est pas de nature à faire avancer l'évacuation des affaires. » An en huet déizäit scho virgeschloen, sech un de Prozedure virun de Juridictions administratives ze inspiréieren, an och deemools virgeschloen zum Beispill, den Taux de compétence beim Friddensriichter vun 10.000 op 25.000 Euro ze hiewen.

D'CSV begréisst dëse Projet de loi, well d'CSV och scho laang eng Reform vun de Prozedure virgeschloen hat. De politesche Message vun dësem Projet de loi ass wierklech de Respekt vum Délai raisonnable. Et ass eent vun de wichtegsten Elementer, fir datt de Justiciabel Vertrauen an d'Justiz huet.

D'Haaptpunkten, déi geännert ginn elo, sinn: d'Eropsetze vun de Montante vun den Affäre virum Friddensriichter, d'Aféierung vun de Conclusions de synthèse - do gëtt et awer haut schonn d'Praxis -, d'Aféierung vun enger Procédure de mise en état simplifiée. D'Notifikatioun vun Ordonnancen iwwer E-Mail wéi och d'Kommunikatioun tëschent Affekoten iwwer E-Mail ass e weidere Schrëtt zu der eJustice an der Paperless Justice. Dann d'Fixatioun vun den Delaien, innerhalb vun deenen eng Expertis muss ofgeschloss ginn, an d'Eropsetze vun den Amenden, wann een de Riichter wëllt recuséieren an déi Demande als abusiv erkläert gëtt. Well, Här President, dat ass kee liichtfankegen Akt! Eng Recusatioun vun engem Riichter ass e ganz graven Akt an déi Prozedur däerf een net liichtfankeg declenchéieren. Da gëtt et och eng Klarifikatioun zu de Jugements intermédiaires.

Komme mer zum éischte Punkt, zum Eropsetze vum Taux de compétence. Haut, éier mer elo den Text stëmmen, läit dee bei 10.000 Euro. Elo gëtt en eropgesat op 15.000 Euro. Wann een esou Prozeduren ännert, dann ass dat ëmmer am Ufank spannend fir d'Confrèren. Do wäert doudsécher déi eng oder aner Irrecevabilitéit an den nächste Méint oder Jore geschwat ginn.

Ech erënneren drun, datt en Appell géint e Jugement vum Friddensriichter am Prinzip bei d'Bezierksgeriicht geet, ausser a spezifesche Matièrë wéi am Aarbechtsrecht. Déi Reegel gëtt elo net geännert.

Ech erënneren awer och drun, datt d'Prozedure beim Friddensgeriicht mëndlech sinn. An dat ass och en Argument fir ze soen, dat geet méi schnell. Awer och hei ass dat éischter Theorie, well an der

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Praxis ganz oft e Friddensriichter eng Note de plaidoiries écrite fuerdert, fir datt en eeben och d'Argumenter herno schrëftlech am Dossier huet, wann e säi Jugement schreift.

An och net all kleng Affär ass eng einfach Affär. Dat ass esou eng Duerstellung an der Ëffentlechkeet, well dat war och eent vun den Argumenter fir ze soen, datt ee bis 15.000 Euro ..., dat si kleng Affären. Wann een an der Geschicht vun de groussen Decisioune vun de Geriichter kuckt, sinn et ganz oft kleng Affären, déi déi grouss Prinzippien an der Jurisprudenz festleeën. Doduerch ass och d'Argument opkomm, fir eeben ze soen, duerch d'Eropsetze vun deem Taux bei dem Friddensriichter kéime manner Affäre bei d'Bezierksgeriichter. Jo, dat ass richteg. Mee op där anerer Säit, an dat ass och unisono vun de Judirictiounen an hiren Avise geschriwwe ginn, kommen natierlech och méi Affäre bei d'Friddensriichter, wou dann eebe mussen an den nächste Jore weider Efforte gemaach ginn, fir do ze rekrutéieren.

D'Aféierung vun de Conclusions de synthèse - de Rapporteur ass op dee Punkt agaangen -, dat gëtt et haut an der Praxis. Et huet e Virdeel an et huet en Nodeel. Et huet de Virdeel, datt de Riichter zum Schluss just nach een Dokument muss kucken. Mee den Nodeel ass fir d'Affekoten: Si musse wierklech oppassen, datt se all Argument, all Moyen, all Fakt an deene leschte Konklusioune stoen hunn. Geschitt dat net, dann zielt just déi lescht Konklusioun virun de Conclusions de synthèse, oder ginn ech guer keng Conclusions de synthèse, sti just déi lescht Konklusiounen zur Diskussioun.

Ech muss soen - a mir mussen dat evaluéieren, an ech wäert och duerfir eng Motioun deposéieren, fir no zwee Joer eng Evaluatioun ze maachen -, dat ass riskant, well awer déi aner Konklusiounen an der Prozedur sinn. An ech fäerten, wann et do eng Kéier zu engem Incident kënnt, datt mer héchstwarscheinlech op deen dote Punkt wäerten eng Kéier zréckkommen. Well et ass am Fong net richteg, fir einfach ze soen, déi aner Konklusioune sinn ecartéiert, well déi sinn an der Prozedur. Mee dee Punkt hate mer och an der Kommissioun ugeschwat.

Dann ass eng vun de groussen Ännerungen déi Mise en état simplifiée. D'Mise en état simplifiée ass awer nëmme méiglech a spezifesche Fäll: Et däerf net iwwer 100.000 Euro erausgoen an et däerf nëmmen een Demandeur an een Defendeur do sinn oder d'Parteie froen et fräiwëlleg un. D'Prozedur, déi mer hei aféieren, ass am Fong déi Prozedur, wéi se haut virun de Juridictions administratives festgeluecht ass. Dat heescht, et gëtt fix Delaien. Fir d'éischt ginn ech d'Requête eran. Dann hunn ech dräi Méint fir ze äntweren. Duerno huet den Demandeur erëm e Mount Zäit fir ze äntweren.

Da féiere mer och an där Prozedur, dat kléngt ganz komesch fir vill Leit dobaussen, d'Summerpaus souzesoen och vun de Juridictions administratives an. Dat heescht, tëschent dem 16. Juli an dem 15. September ginn d'Delaie suspendéiert. Dat do ass e Punkt, deen och ëmmer bei de Juridictions administratives zu Diskussioune féiert. Dobausse mengen d'Leit ëmmer, dat wier, well d'Riichteren zwee Méint Vakanz hunn. Dat ass net de Fall, soen ech ganz kloer hei op der Tribün. D'Argument ass einfach, well awer an der Summervakanz de part et d'autre d'Riichteren emol fort sinn, d'Affekoten emol fort sinn, fir einfach do fir de Justiciabel ze evitéieren, datt en Delai verpasst gëtt, datt dofir d'Delaie suspendéiert ginn. Och do, wéi gesot, muss ee kucken an den nächsten zwee Joer, wat d'Erfarung bréngt.

Da fir d'Expertisen, do ass de Rapporteur och drop agaangen, an ech wéilt e ganz liicht verbesseren: Och haut gëtt et schonn Delaie fir d'Expertisen. Wann en Expert genannt gëtt, gëtt en Delai festgeluecht, mee deen Delai ass net imperativ. A wat d'Affär natierlech ..., wann Der haut eng Expertis un engem Gebai hutt, dann dauert dat effektiv iwwer e Joer ganz oft, well jiddweree bréngt da jo och nach eng Contreexpertis eran. An elo, wat mer elo aféieren: Gëtt den Delai net respektéiert an den Expert huet keng valabel Argumenter fir ze soen, firwat en den Delai net konnt respektéieren, da kann de Riichter d'office, an dat ass déi grouss Nouveautéit, d'office den Expert ofsetzen an een neien nennen. Haut misst dat iwwert d'Requête vun de Parteie goen.

Iwwert d'Recusatioun hunn ech scho geschwat.

Dann en anere Punkt, wéi dat am technesche Jargon heescht, iwwert: d'Inkompetenzen, d'Nullitéit an d'Exception dilatoire. Dat gëtt elo preziséiert, wéini da kann e Jugement interlocutoire geholl ginn. Mee wat heescht dat konkreet? Dat ass eppes, wat d'Leit dobaussen elo vläicht net esou direkt verstinn. Huelen ech de Fall, ech géif zum Beispill - wat jo net an der Praxis wäert stattfannen - de Gilles Roth usichen. Elo géif ech de Gilles Roth als …

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- O!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Elo géif ech de Gilles Roth als „Gillchen" Roth usichen, da géif den Affekot vum Gilles soen, …

Une voix.- „Klenge Leo"!

(Hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV).*- … dat do wier eng Irrecevabilitéit, well et wier net kloer, wien den Defendeur wier. Dat wier eng Ambiguitéit iwwert d'Qualitéit vum Defendeur. Da kann den Affekot vum Gilles direkt soen: „Mir diskutéieren dat elo a Konklusiounen." An de Riichter kann elo direkt soen: „Mir huelen doriwwer en Urteel fir ze kucken, ob dat eng Irrecevabilitéit ass oder net."

Haut ginn déi do Saachen einfach am Prozess virun argumentéiert, zesumme mam Fong. An dann no zwee Joer Prozedur, wann dann e Riichter géif soen: „D'Affär ass irrecevabel", da sinn am Fong zwee Joer verluer gaangen, well dann ass och net iwwert de Fong statuéiert ginn - erëm an der Perspektiv vum Délai raisonnable.

Dann och e Punkt, deen ëmmer erëm an der Praxis och zu villen Diskussioune bis elo geféiert huet, ass: Wéini ass et e materielle Feeler an engem Jugement a wéini net? Zum Beispill, wann ech am Jugement stoen hunn, ech muss engem Schuedensersatz vu 15.000 Euro bezuelen, dat steet am ganze Räsonement vum Riichter, an herno op der leschter Säit - wat mir nennen „den Dispositif", also „à ces causes", wou dann d'Decisioun steet - géif stoen, ech bräicht just 10.000 Euro Schuedensersatz ze bezuelen, obwuel déi ganzen Zäit am Corps vum Jugement 15.000 Euro gestanen hätt, do huet sech ëmmer d'Fro gestallt: Ass dat eng Erreur matérielle? Bei wie ginn ech froen, fir déi ze rektifizéieren? Dat ass elo ganz kloer. Ech gi bei de Riichter zréck iwwer eng normal Requête, fir eeben esou ee Feeler, wat kee Feeler um Fong ass, kënnen ze rektifizéieren.

D'Konklusioune vun dësem Projet de loi, Här President, sinn, datt mer kloer prozedural Reegelen hunn. Si si wichteg an engem Rechtsstaat. Et ass néideg, datt mer weider rekrutéieren an der Justiz. Et ass wichteg a richteg, datt mer weider an d'eJustice investéieren, fir als Resultat ze hunn, datt mer e Jugement an engem Délai raisonnable kréien. Duerfir hunn ech och insistéiert, datt mer am Kader vun de Verfassungsaarbechten den Délai raisonnable an d'Verfassung, an d'Justizkapitel aschreiwen. Dat ass en Novum. Dat gëtt et net a ganz ville Verfassungen. Et steet jo och am Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun. Den Délai raisonnable ass den A an O fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Justiz.

Här President, ech deposéieren déi Motioun, fir dann no zwee Joer eng Evaluatioun vun dësem Gesetz ze maachen. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu l'objectif général assigné au projet de loi n° 7307 consistant à renforcer l'efficacité de la justice civile et commerciale ;

- considérant que parmi les adaptations législatives proposées, il est notamment prévu :

• d'augmenter le taux de compétence des justices de paix ;

• d'instituer une procédure de mise en état simplifiée pour les affaires moins complexes aux fins d'accélérer le cours des instances en question ;

• d'appliquer les règles de la procédure commerciale aux appels dirigés contre les jugements rendus en toutes matières par le juge de paix ;

• de supprimer l'opposition en matière d'ordonnance conditionnelle de paiement, pour ne citer que ces exemples ;

- considérant qu'il convient d'évaluer dans le temps et avec le recul nécessaire, si les différentes adaptations procédurales ont atteint leur but,

invite le Gouvernement

- à faire le bilan de la présente réforme deux ans après l'entrée en vigueur du projet de loi n° 7307 et à présenter les conclusions aux membres de la Chambre des Députés.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Octavie Modert, Laurent Mosar, Gilles Roth.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Gloden. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Rapporter e grousse Merci. Ech mengen, dat do war eng schwéier Aufgab. Et war en techneschen Dossier, wou mer laang dru geschafft hunn, an d'Rapporten, souwuel dee schrëftleche wéi dee mëndlechen, dee schwéier ass kuerzzefaassen, mengen ech, ware ganz gelongen, an dofir e grousse Merci.

Als Contentieux-Affekot ass een ëmmer nees mat laange Prozedure konfrontéiert. Wann et dobäi ëm juristesch komplex Affäre geet, kann een novollzéien, dass Geriichtsprozedure sech iwwer Joren zéien. Bei méi klenge Litigë wéi zum Beispill enger Rechnung, déi net bezuelt gouf, engem Noperschaftsstrëit, engem Kontrakt vun engem Prestataire, deen net zur Zefriddenheet exekutéiert gouf, an esou weider - et kéint ee ganz vill Beispiller nennen -, ass et méi schwéier, d'Laangwieregkeet vu verschiddene Prozeduren ze verstoen.

Ech soe bewosst „verstoen", well eng laang Prozedur bei engem a priori klenge Litige virun allem beim Justiciabel, ob dat elo eng Privatpersoun oder eng Firma ass, op Onverständnis trëfft. Da kënnt et zu Aussoe wéi: „Wéi kann et sinn, dass dat esou laang dauert? Ech wëll dach just dat, wat mir zousteet. Dat kann dach net esou komplizéiert sinn."

Fir vill Justiciabeler sinn d'Geriichtsprozeduren a virun allem hir Längt net verständlech an och net novollzéibar. Si si komplizéiert a schwéierfälleg. Dës Leit hunn dee Moment och kee gutt Bild vun eiser Justiz. Si ass hinnen net effikass genuch. Genau dorunner schaffe mer an dësem Projet de loi, fir notamment eis Prozeduren ze vereinfachen, ze verbesseren a méi effikass ze maachen. Ganz nom Motto "work smarter, not harder" ass et nämlech och wichteg, festgefuere Prozeduren ëmmer emol erëm op de Leescht ze huele fir ze evaluéieren, ob se nach der Zäit ugepasst sinn an hiren Zweck nach erfëllen oder ob et eventuell Méiglechkeete gëtt, dës Prozesser ze änneren, fir d'Aarbecht ze erliichteren a méi effizient ze gestalten.

Déi lescht gréisser Reform vun eiser Procédure civile, mäi Virriedner hat et gesot, geet entre-temps op d'Joer 1996 zréck, wou mer nom Beispill vun eise franséische Kolleegen déi aktuell Procédure de mise en état an de schrëftleche Prozeduren agefouert hunn.

Et ass net näischt geschitt entre-temps, an dat ass och scho gesot ginn. Ech erënneren notamment un d'Reform vun der ganzer Scheedungsprozedur vun 2018. Scheedungen hu ganz laang ëmmer jorelaang gedauert. Dës Prozedur ass allerdéngs staark vereinfacht an domat och verschnellert ginn.

25 Joer no der Aféierung vun der Mise en état gëtt et elo awer och Zäit, eng méi generell Prozedurreform ze maachen am Sënn vun der Zäit an och am Sënn vum Justiciabel.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, tatsächlech ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg mëttlerweil eng aner, wéi se dat nach virun e puer Joer war. Den ekonomeschen an den demografesche Wuesstum brénge mat sech, dass ëmmer méi an och ëmmer méi komplizéiert Litigë virun eise Geriichter verhandelt ginn. Och d'Liewen an d'Gesellschaft, an där mir liewen, ginn ëmmer méi komplex a komplex Situatioune bréngen nun emol d'Potenzial mat sech, zu Sträit an eeben och zu engem Rechtsstrëit ze féieren.

An dësem Projet de loi ass dofir de Fokus dorobber, eis Geriichter a virop eis Bezierksgeriichter ze entlaaschten an d'Justiz am Zivill- an Handelsrecht allgemeng erëm méi accessibel ze maachen, dat duerch Reforme vun de Prozeduren an e besseren Encadrement vun den Delaien. Duerch Simplificatiounen op verschiddenen Niveaue soll eis Justiz erëm méi effikass ginn, och fir den Erwaardunge vun de Leit gerecht ze ginn.

Ech wëll méi am Detail op véier Punkten aus dem Projet de loi agoen. De Rapporter an och mäi Virriedner sinn op déi aner Punkten, mengen ech, schonn explizitt genuch agaangen.

Den éischte Punkt ass d'Erhéijung vum Taux de compétence vu Friddensgeriichter op Litigë vu bis zu 15.000 Euro, eng wichteg Adaptatioun, fir d'Bezierksgeriichter ze entlaaschten. Den Haaptënnerscheed tëschent der Prozedur um Friddensgeriicht an där op de Bezierksgeriichter ass deen, dass um Friddensgeriicht direkt mëndlech plädéiert gëtt an um Bezierksgeriicht d'Argumenter schrëftlech an x Schrëftstécker hin- an hierargumentéiert ginn. Dat ka laang daueren an ass fir d'Leit och mat héije Käschte verbonnen.

Hei war am initiale Projet de loi ugeduecht, virun de Friddensgeriichter Affäre vu bis zu 20.000 Euro zouzeloossen. Aus Angscht, domat d'Friddensgeriichter ze vill ze chargéieren, si mer awer nees zréckgaangen op 15.000 Euro. Et muss ee kucken, wéi d'Augmentatioun vum Taux de compétence op 15.000 Euro sech an der Praxis auswierkt, a mat der Zäit kucken, ob mer net awer am Sënn vum Justiciabel nach e bësse mat deem Taux de compétence géifen eropgoen.

Huele mer d'Beispill vun enger Persoun, déi e Schued vun ëm déi 18.000 Euro aklot. Den Ament muss dës Persoun dofir eng schrëftlech Prozedur agoen. Mat där verbonne sinn awer och Affekotskäschten, déi dës Persoun eventuell net wëll oder net kann droen. Géif et hei awer d'Méiglechkeet vun enger vereinfachter Prozedur ginn, hätt de Justiciabel hei aner Méiglechkeeten. Deementspriechend war och d'Remark vum Staatsrot, firwat een den Taux de compétence net op 50.000 Euro géif eropsetzen, an eisen Aen net onpertinent an e Punkt, deen ee sech fir d'Zukunft op alle Fall och am Hannerkapp sollt behalen.

Wann duerch d'Augmentatioun vun dem Taux de compétence d'Friddensgeriichter personell un hir Limitte stoussen, sollt dat net zu Blocagen an der Vereinfachung vun de Prozedure féieren. Wa mer dat feststellen, da musse mer d'Unzuel vun de Riichter op de Friddensgeriichter eropsetzen, fir dass de Méi un Affären och kann op de Friddensgeriichter ofgewéckelt ginn.

Weider Erhéijunge vum Taux de compétence sollten dofir op alle Fall am Bléck behale ginn, notamment fir d'Bezierksgeriichter weider ze entlaaschten a fir d'Prozedur fir de Justiciabel manner komplizéiert a virun allem och manner käschtenopwänneg ze maachen.

Zweete Punkt: d'Procédure orale bei Appellaffäre vum Friddensgeriicht. Bis elo sinn déi meescht Affäre vum Friddensgeriicht, wou Appell gemaach ginn ass, vun enger mëndlecher Prozedur an éischter Instanz an eng schrëftlech Prozedur am Appell iwwergaangen. Mat dësem Projet de loi kënnen dës Appellprozeduren elo, wéi och an éischter Instanz, mëndlech an enger Sitzung plädéiert ginn, ouni dass schrëftlech Konklusiounen d'office gebraucht ginn.

Dës mëndlech Prozedur am Appell huet sech iwwert déi lescht Jore schonn en matière de bail à loyer bewäert. Eng mëndlech Prozedur ass hei méi einfach, méi séier an och manner deier wéi eng Procédure écrite, déi mat vill Zäit an deemno och mat ville Käschte fir de Justiciabel verbonnen ass. Fir de Justiciabel huet dës Prozedur och keng rechtlech Nodeeler. Au contraire: D'Procédure orale ass am Allgemenge méi favorabel fir de Justiciabel, well eng Persoun hir Affär entweeder selwer ka virstellen oder awer och bei de Plaidoirië vun hirem Mandataire kann dobäi sinn, mat him Récksprooch halen an esou och indirekt selwer kann intervenéieren. Duerch d'Iwwergoen op eng mëndlech Prozedur kënnen dës Affäre méi séier evakuéiert ginn an zu Urteeler kommen, wat zu enger weiderer Entlaaschtung vun eise Bezierksgeriichter bäidréit.

Den drëtte Punkt, op deen ech wëll agoen, ass d'Aféierung vun enger Mise en état simplifiée. Hei hu mer eis un der Prozedur virun eise Verwaltungsgeriichter, déi sech iwwert déi lescht Jore bewäert huet, orientéiert. De klenge Bemoll, deen ee par rapport zu dem Taux de compétence, deen elo nach net op 20.000 Euro eropgaangen ass, kann hunn, gëtt duerch dës Neierung vun der Mise en état simplifiée e bësse wettgemaach, andeems bei Affäre vu bis zu 100.000 Euro am Prinzip eng limitéiert Unzuel u schrëftleche Konklusiounen echangéiert gëtt.

De besseren Encadrement vun den Delaien ass duerchaus positiv: Domat, dass ganz kloer Delaien a Reegele festgehale sinn, kann een evitéieren, dass Abuse gedriwwe ginn an Dossieren an Affären onnéideg an d'Längt gezu ginn.

Et däerf nämlech net sinn, dass d'Prozeduren dofir benotzt ginn, fir Jugementer erauszezögeren, oder dass en Dossier allgemeng onnéideg schleefe gelooss gëtt, an dëst op d'Käschte vun de Justiciabelen. D'Zil soll ëmmer sinn, d'Affären a räsonabelen Delaien ze evakuéieren, dëst am Interessi vun de Leit, déi op eng Äntwert an hirer Affär waarden an déi den Affekot fir all geleescht Aarbecht och bezuelen, dëst awer och am Interessi vun de jeeweilege Geriichter, déi bekannterweis ëmmer méi Dossiere kréien an deenen et och eng Ënnerstëtzung ass, dës esou gutt an effikass wéi méiglech ze evakuéieren.

D'Mise en état simplifiée wäert deemno hëllefen, den Affären, déi méi effizient kënne gehandhaabt ginn, vill schwéierfälleg Etappen ze erspueren an dës Dossiere méi séier kënnen ze finaliséieren. Bei allen aneren Affären an och do, wou et vu béide Parteie gefrot gëtt, bleift et bei der klassescher Mise en état, déi grosso modo d'selwecht bleift.

Dës Prozedur kann a sollt awer och nach weider evoluéieren. Besonnesch - als Beispill - déi méi jonk Affekote verbrénge ganz vill Zäit domadder, op sougenannte Mise-en-étaten ze goen, oft just fir beim Geriicht en neien Delai ze froen. Dat kascht enorm vill Zäit - Zäit, déi dann och dem Justiciabel a Rechnung gestallt gëtt a fir hien oft einfach onnéideg Käschte mat sech bréngt.

Duerch de Projet de loi gëtt eng Zort vun onnéidegen Deplacementer vun Affekoten op d'Geriicht vermidden, nämlech domat, dass d'Clôture vun der Instruktioun a generell Ordonnance-presidentiellë per Courrier électronique kënnen ofgewéckelt ginn. Dës Evolutioun huet déi aktuell Coronapandemie mat sech bruecht.

Mir kënnen awer och nach weider Deplacementer spueren: Och duerch Corona ass et elo zur Praxis

ginn, dass ee seng Delaie fir ze concluéieren per E-Mail ufreet. Dat muss onbedéngt zur Normalitéit ginn, ausser d'Riichter oder en Affekot froen, dass ee sech physesch soll an enger Mise en état presentéieren. Generell kéinten d'Echangë mam Geriicht also à terme souwäit wéi méiglech elektronesch oflafen, fir esou all Demarchen aus der Procédure de mise en état ze erliichteren.

Do si mer da bei der och schonn ugeschwater eJustice oder Paperless Justice, wou jo och vill dru geschafft gëtt a wou och nach aner Prozeduren ënnert d'Lupp geholl gi fir ze kucken, wou mer nach méi effizient kënne ginn.

De leschte Punkt, op deen ech wëll agoen, sinn d'Conclusions de synthèse. Dëse Punkt war eng Revendicatioun vun eise Geriichter, déi a gréisseren, komplexen Affären absolutt Sënn mécht, déi awer och, wéi mer et och schonn héieren hunn, net onëmstridden ass.

Bis elo gouf et keng Reegel, mee verschidde Praxissen a Bezuch op Konklusioune vun Affekoten: Déi eng Riichter wollte Conclusions de synthèse, déi aner Conclusions récapitulatives, anerer hunn net duerno gefrot, dat heescht, et sinn dann x Corps de conclusions echangéiert ginn an zum Schluss si just nach Conclusions ponctuelles geholl ginn. Et war also bis elo ofhängeg vun der concernéierter Chamber, wéi et gehandhaabt gëtt. An deem Sënn ass et wichteg an och hëllefräich, dass elo kloer Reegelen opgesat ginn, déi eng eenzeg Demarche virun all de Chambere festleeën.

Wat fir Diskussioune suergt, ass de Fait, dass vum Geriicht um Enn vun der Prozedur just d'Conclusions de synthèse musse consideréiert ginn an domat alles, wat virdru concluéiert gouf, net méi consideréiert gëtt. Et läit dee Moment natierlech an der Hand vun den Affekoten, fir alles dat, wat si virdru concluéiert hunn, och an der Synthèse erëmzeginn. Mee fir de Fall, wou an enger gréisserer Prozedur eppes vergiess géif ginn, stellen ech mer awer d'Fro, ob mer hei konform mat de Prinzippie vun den Droits de la défense sinn, well eeben, wéi och scho gesot, déi Konklusiounen awer trotzdeem Partie vun där ganzer Prozedur hei sinn an dann net consideréiert ginn.

Da kënnen d'Conclusions de synthèse och fir de Justiciabel zu méi Käschte féieren, well d'Aarbecht, déi muss gemaach ginn, fir all viregt Konklusiounen an enger Synthèse zesummenzefaassen, awer eng considerabel ass, déi jo och muss facturéiert ginn. A wann een op all klengt neit Argument ëmmer nees mat Conclusions de synthèse muss äntweren, mécht dat d'Dossieren och vläicht ongewollt méi grouss.

Bref, et muss ee kucken, wéi sech d'Conclusions de synthèse an der Praxis etabléieren. Mir sollten d'Applikatioun dovunner op alle Fall am A behalen.

Ech kommen zur Konklusioun vu menger Interventioun. Et ass eng Prozedurreform vun enger gewëssener Envergure, déi mer haut stëmmen an déi bei der Rentrée judiciaire am September mat Sécherheet och fir e bëssen Opreegung op dem Terrain wäert suergen. Ech denken awer, dass mir mat dësem Gesetz, wann et bis arodéiert ass, eise Justizsystem soulagéiere wäerten.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Dësen Text huet awer och en Impakt op all Bierger, deen eng Affär viru Geriicht huet, duerch déi e finanziell, mee och mental affektéiert ass. Eng Justiz ass net nëmmen dann effikass, wa vill Dossieren evakuéiert ginn, eng Justiz ass effikass, wann d'Mënschen, déi op se zielen, se och als effikass wouerhuelen.

An deem Sënn kënne mir als DP-Fraktioun dëse Projet de loi nëmmen ënnerstëtzen an ech ginn dofir och den Accord vun der Demokratescher Partei a soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Hartmann. An elo huet d'Wuert den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo haut stëmme mer e wichtege Projet of, een, dee ganz am Zeeche steet vun enger moderner an zäitgeméisser ziviller Prozedur. An dann als Netaffekoten, als LSAP begréisse mir natierlech dëse Projet de loi.

Et geet - meng Virriedner si schonn drop agaangen, hunn et erkläert -, ëm e Projet, deen déi zivill a kommerziell Justiz stäerke soll. Dës zwou Matièrë sollen awer net nëmme renforcéiert ginn, mee och moderniséiert a vereinfacht ginn duerch innovativ an nei Mechanismen, an iwwert dee Wee sollen se och méi effikass ginn.

Dëst Zil ass sech gesat ginn, well déi sozial an demografesch Situatioun vu Lëtzebuerg - et ass schonn ugeschwat ginn - zu enger massiver Steigerung vu Litigen a vun zivillen a kommerzielle Matièrë gefouert huet. Bei der Lektür vum Exposé des motifs vun dësem Projet kritt ee jo och en Abléck an d'Unzuel vun den neien Affären a Jugementer, déi déi dräi Friddensgeriichter an déi zwee Tribunaux d'arrondissement betreffen. An och an de successive Publikatioune „La justice en chiffres" - an de Rapporteur huet se och zitéiert, notamment déi lescht vun 2019 -, gesäit een, wann een e Bléck op d'Chiffere vun 2018 an 2019 werft, dass dëse Volume weider klëmmt.

Eng Reform ass also néideg, fir dass eis Justiz sech net ze vill massiver Kritik aussetzt, well d'Prozeduren an d'Prozesser ze laang daueren. Eleng dowéinst ass dëse Projet e wichtege Schratt an eng modern zivill Prozedur. Hei spillt also och den Enjeu vum räsonabelen Delai.

Derbäi kënnt, dass net nëmme Changementer an Adaptatiounen um Niveau vun de Prozeduren, mee och um Niveau vun der Organisatioun an och um Niveau vum Rekrutement vun der ziviller Justiz komme mussen, fir och hei mat der demografescher Entwécklung vun eisem Land kënne matzehalen. An dorënner, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, fält och d'Erhéijung vum Seuil de compétence vum Friddensriichter op en Taux vu 15.000 Euro. No der Analys vun de sëllegen Avisen, déi mer an der Kommissioun virleien haten, an no der Diskussioun, déi mer haten, an och, mengen ech, opgrond vun deenen Offeren, déi virlouchen, deenen Avise fir ze héijen op 50.000 respektiv och op 20.000 Euro, hu mer eis op 15.000 gëeenegt.

E puer Neierungen a Modifikatiounen, eng Rei Stellschrauwen, déi dëse Projet de loi erabréngt: Fir d'éischt kann ee vun der obligatorescher Representatioun vun de Parteien um Niveau vum zivillen Appell duerch en Affekot schwätzen. Dës Obligatioun gëtt elo ofgeschaaft, an dëst mam Zil, eng simplifiéiert Prozedur um Niveau vum Appell ze hunn.

Et ass munchmol esou, datt, wann eng Partei an éischter Instanz gewonnen huet, si sech net onbedéngt nach eng Kéier an der zweeter Instanz duerch en Affekot representéiere loosse wëll, schonn eleng dowéinst, well dat jo effektiv och zousätzlech Käschte géif bedeiten. An hei ass also virun allem un de Bierger geduecht ginn, op deem seng finanziell Situatioun ass Uecht gi ginn. An dat läit eis natierlech als LSAP um Häerzen. Et ass natierlech ëmmer nach méiglech, dass ee sech duerch en Affekot op deem Niveau representéiere léisst, falls een dat fir néideg empfënnt als Justiciabelen, mee dann éischter op fräiwëlleger Basis an och am Kader vun der mëndlecher Prozedur. Den Affekot kann da just nach intervenéieren, wann et vu sengem Client, wéi gesot, erwënscht ass.

An deem Kontext vun der geriichtlecher Representatioun ass et elo och méiglech, dass ee sech, nieft sengem Conjoint, och vu sengem Partner representéiere ka loossen. An ech mengen, och dat gëtt iwwert d'Gesetz agefouert, eng méi generell Unerkennung, an och dat bréngt e Stéck Modernitéit an Normalitéit um Niveau vun den ziville Prozeduren.

Wat awer och, mengen ech, wichteg ass, dat ass d'Vereinfachung vun der Kommunikatioun tëschent den Affekoten. Esou gesäit den Neie Code de la procédure civile jo vir, dass iwwer verschidde Moyene ka kommunizéiert ginn, zum Beispill per Mail oder iwwert de Huissier. Dës verschidde Méiglechkeete sinn awer net obligatoresch a sollen awer och den Affekoten de Choix an der Prioriséierung vun deenen eenzelne Moyene loossen. Et geet u sech virun allem drëms, d'Kommunikatioun vu gréisseren Dokumenter effektiv ze vereinfachen, an doduerch dréit de Projet natierlech och zu der Digitalisatioun bäi, an dat ass sécherlech net onwichteg, grad an den haitegen Zäiten.

Zu der Kommunikatioun vun den Affekote gëtt et awer och eng Modifikatioun, wat d'Conclusions de synthèse ugeet, do sinn zwee Voleten nei:

Éischtens emol geet et ëm eng nei Aart vu Conclusions de synthèse. Ech mengen, den Ordre des avocats huet dat a sengem Avis opgeworf. An natierlech, déi nei Konklusioune vereinfache sécherlech den Affekoten an de Riichteren hir Aarbecht, an och d'Mandatairen an d'Justiciabel wiere besser informéiert. A wat an deene Konklusioune steet, ass keng Widderhuelung a stellt, wéi gesot, den aktuelle Stand duer. Mee natierlech, och déi Risiken, déi hei ugefouert goufe vu menge Virriedner, ech mengen, och déi setze mer als LSAP sécherlech an de Vierdergrond. Mee awer och fir den Affekot vun där anerer Partei kann et eng Erliichterung sinn, wann dat, wat drasteet, just nach dat Neitst vun der Géigepartei ass. An natierlech, fir de Riichter gëtt et och méi einfach ze appreciéiere - wéi gesot, mat all de Risiken - a senge Konklusiounen, ob déi nei Elementer déi al fundamental veränneren oder net, an doropshin d'Délais de réponse unzepassen. An dës Aart a Weis a puncto Appreciatioun gëtt jo schonns an der Belsch an a Frankräich mat Succès ëmgesat. Dat léisst also och hei fir Lëtzebuerg hoffen.

Den zweete Volet, deen hei modifizéiert gëtt, ass dee vun den neie Konklusiounen, déi virun der Clôture vun der Instructioun eragereecht ginn. Och hei viséiert d'Reform eng méi grouss Effikassitéit um Niveau vun der ziviller Justiz.

Här President, de Projet gesäit och nach e puer weider interessant Neierunge vir, déi een och als innovativ a modern bezeechne kann. Dozou gehéiert natierlech d'Mise en état simplifiée, déi agefouert gëtt, par rapport zu der Mise en état ordinaire, déi besteet. An déi Mise en état simplifiée, déi dréit natierlech och ganz kloer zu der Beschleunegung an Evakuatioun vun den Affäre bäi, an dat natierlech mat Hëllef vun enger simplifiéierter Prozedur, déi op verschiddene Punkten anescht ass wéi d'Mise en état ordinaire, mee am grousse Ganzen deenen nämmlechte Reegelen ënnerläit. Dës nei Prozedur huet, an dovunner si mer als LSAP iwwerzeegt, déi viséiert Effekter an hëlleft dobäi, d'Affären nach méi schnell ze evakuéieren.

Am Beräich vun de Recourse gëtt et awer och zwou Ännerungen, wat och hei erëm positiv ze ënnersträichen ass: Deen éischten ass en neie Recours, de Recours en rectification d'erreurs matérielles, an dann och de Recours en interprétation.

Eng aner Neierung, an et ass och déi lescht, op déi ech wäert agoen, dat sinn am Fong d'Delaien, déi fixéiert gi fir all Expert, dee vun engem Riichter designéiert gëtt, ab deem Moment, wéi gesot, wou de Riichter den Expert designéiert. Sou gëtt d'Prozedur net kënschtlech weider verlängert an et gewënnt een neierdéngs erëm un Effikassitéit an un Zäit am Kader vum ziville Prozess. An och dat ass zum Virdeel vun de Parteien a kënnt natierlech och dem Bierger erëm zegutt.

Zum Schluss wëll ech hei soen, dass mat dëser Reform fundamental Ännerungen an Neierungen an eisem ziville Rechtssystem agefouert ginn, déi eis als LSAP immens wichteg sinn a mat deenen op där anerer Säit natierlech déi néideg Modernitéit a Flexibilitéit agefouert ginn. An natierlech ass et och wichteg, wa mer dëst Gesetz haut hei stëmmen, d'Effete vun dëser Reform weider am A ze behalen an och deementspriechend ze evaluéieren.

Dowéinst ginn ech och dann am Numm vun der LSAP den Accord zu dësem Projet de loi a soen dem Rapporteur e ganz, ganz grousse Merci fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Biancalana. An ech hunn nach just een ageschriwwene Riedner, den Här Marc Goergen. Dat schéngt esou ze sinn. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech hat e bësse méi eng laang Ried virbereet. Mee ech gesinn, dass souwisou schonn alles souwäit ugeschwat ginn ass, soudass ech also e bëssen Zäit spueren. Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säin ausféierleche Rapport. Och wann en zéng Minutte méi gebraucht huet, war dat awer wichteg, well et si ganz vill Ännerungen. An dofir wollt ech déi elo net nach eng Kéier alleguerte widderhuelen.

Och mir Piraten wäerten eisen Accord ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eisem Debat iwwert de Projet de loi 7307 ukomm.

An d'Wuert huet direkt d'Regierung, d'Madamm Justizminister Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Dat ass awer séier gaangen. Sidd Der presséiert fir heem?

(Hilarité)

Merci fir d'éischt emol fir déi breet Zoustëmmung. Och wann elo vläicht net jidderee sech däers bewosst ass, dat hei ass en extreem wichtegen Text. Et geet an eng Richtung, déi mir perséinlech extreem wichteg ass an, ech mengen, all deenen …, op d'mannst de Practicienen heibannen och, mee eigentlech alle Bierger an eisem Land. Mir brauchen eng effikass Justice. Mir mussen Delaien hunn an der Justice - natierlech och am Parlament, do kann ech vläicht nach e Wuert dozou soen -, déi räsonabel sinn, wou ee weess, dass ee wierklech bannent engem adequaten Zäitpunkt eng Decisioun ka kréien.

Mir brauchen och eng Justice, déi net ze vill komplizéiert ass, déi accessibel ass, wou ee sech als Bierger ouni ze vill Ëmstänn kann un de Riichter wennen, ouni forcement musse via en Affekot ze passéieren, wann d'Affär et erlaabt, well dat ass e bëssen de Pendant dozou. Ech komme vläicht nach herno dozou.

Dat heescht, mir brauche wierklech eng Justice, déi oppen ass fir de Bierger, wou ee sech dran erëmfënnt, wou ee sech verstane fillt a wou et och eenegermoosse séier geet. Dat geet net ëmmer. Verschidden Affären hunn esou vill Intervenanten, sinn esou komplex, dass et eebe seng Zäit brauch, oder et geet duerch all d'Instanze bis nach op Stroossbuerg. Dofir hu mer jo och esou vill Instanzen, fir dass ee kann ëmmer erëm Saache contestéieren. Et ass och wichteg, dass d'Gesellschaft weiderkënnt, dass d'Texter sech der Gesellschaft och upassen. Dat heescht, alles brauch seng Zäit. Mee fir normal Affären ass et extreem wichteg, dass mer séier weiderkommen. Dofir schreift dat hei sech vollkommen an dat an, wat ech wëll maachen: dass mer séier weiderkommen, dass mer eng effikass Justice hunn.

Parallell dozou - et ass schonn ugeklongen - ass de Projet vun de Referendaires. Well et ass schéin a gutt ze soen: „Mir brauchen nach hei méi Riichter, mir brauchen nach do méi Riichter." Mir hunn extreem vill Magistraten iwwert déi lescht Joer rekrutéiert an och Posten ausgeschriwwen! Mee d'Poste gi leider net all besat. Dat ass am Fong e bëssen de Misär, dee mer den Ament hunn. Dofir hunn ech jo elo no Alternative gesicht. De Projet vun de Referendaires ass sou gutt wéi fäerdeg. Ech hoffen, dass ech lech deen nach ka virum Summer virstellen. Dat ass ee Moyen, e complementairë Moyen, wou kann en Deel vu verschiddenen Aarbechten nach ausgelagert ginn - wann een dat esou kann nennen - u Leit, déi dann de Riichter zouschaffen.

Parallell dozou, en anere wichtegen Text, wa mer schwätze vun Accès vun der Justice, ass eng Refonte vun der Assistance judiciaire. Och do si mer scho ganz gutt virukomm. Ech hoffen, dass ech lech dat och nach dëst Joer ka virstellen.

Dat heescht, dat ass am Fong déi Justice, déi mer brauchen! Eng, wou een einfach drukënnt, wou een och séier zu engem Resultat kënnt. An dofir: Jo, et hätt ee kënne bei der Justice de paix dat nach méi héich usetzen. Mee wa mer dann e Stau an der Justice de paix kréien, wat jo gefaart gouf vun de Riichter, wat ech och ganz gutt verstinn, dann hu mer eigentlech näischt geschafft. Dofir hu mer jo och no Diskussiounen an der Chamberskommissioun - do gouf et jo och ënner lech eng ganz Rëtsch Reserven - an och no den Avisen, déi do nach vun de Friddensriichter koumen, dunn decidéiert, erëm e bëssen erofzegoen.

A wann een och d'ailleurs d'Evolutioun vum Index kuckt, da komme mer op deen dote Montant. Zënter der leschter Upassung kënnt een exactement op deen dote Montant. Dat heescht, och an deem Sënn ass dat eigentlech eppes, wat wierklech Sënn mécht.

An dat anert, wat ech extreem wichteg fannen, well ech och als Affekot vill um Verwaltungsgeriicht war: Do hunn ech gesinn, wéi gutt a wéi flott dat ass, wann een en Delai huet, wann ee weess, wéini d'Affär op en Enn kënnt, an eebe mat deene fixen Delaien. Et huet een e Recours an da kritt een dräi Méint Zäit, fir eng éischte Kéier drop ze äntweren. Dann huet déi aner Partie erëm ee Mount Zäit fir ze äntweren an esou weider. Dat heescht, et weess een, wou een drun ass.

A just heiiwwer, do ass dat eeben net onbedéngt esou. Dat ka ganz vill Ursaachen hunn. An hei hu mer elo e Schratt, wou mer soen: „Voilà, mir probéieren, ob dat net och geet hei um Zivill- an um kommerzielle Geriicht, ob een net och do kann awer mat deenen Delaie fueren."

Dat ass eng Tentative. Vläicht ... Den Här Gloden huet et ugeschwat: Dat heescht net, dass eng Affär, déi elo net esou eng héich Envergure huet, dass déi elo onbedéngt net komplizéiert ass. Dofir ass jo och de Mechanismus virgesinn, dass een als Partei da ka soen: „Mir hätten awer elo hei gären nach e bësse méi Zäit fir ze concluéieren." Och dat ass wichteg, dass déi Alternativ virgesinn ass. Mee fir de Rescht kann et awer hëllefen. A vläicht komme mer jo och zur Konklusioun, dass mer dee Seuil nach kënnen an d'Luucht setzen.

Dofir, ech fannen och déi Motioun ganz gutt, déi Der proposéiert hutt. Ech froe mech just, ob et net sënnvoll wär, vläicht e bësse méi e laangen Delai virzegesinn - vun dräi Joer -, woumat een der Saach e bësse méi Zäit gëtt. Mir hunn dat elo gesi beim JAF-Text (ndlr: Juge aux affaires familiales - JAF), wou mer jo och amgaang sinn, eng Evaluatioun ze maachen, dass een awer e bëssen Erfarungswäerter brauch, ier een zu enger Konklusioun kënnt. Mee bon, do sidd Der fräi, fir dat ze decidéieren.

Vläicht nach zu de Juges de paix: Fir se parallell ze entlaaschten, hu mer jo och iwwer Règlement grand-ducal d'Prozedur vun de Saisien esou adaptéiert, dass manner Aarbecht op si duerkënnt.

Voilà, ech soen lech wierklech alleguer Merci fir déi ganz gutt, konstruktiv, flott Aarbecht, déi mer haten, dem Rapporter natierlech particulièrement, och wann en a sengem Elan haut e bësse gebremst gouf, awer och fir déi ganz Zesummenaarbecht. Well den Här Gloden huet virdrun dovu geschwat, dat hätt esou schrecklech laang gedauert - ech kennen aner Texter, do wier ech frou, wa mer, loosse mer soen, duebel sou laang kéinte brauchen an da wiere mer fäerdeg, de Filiationstext zum Beispill, fir en net ze nennen.

Hei hu mer dräi Joer dru geschafft. Mir hunn awer probéiert, déi verschidden Interêten esou gutt et geet ënner een Hutt ze kréien: déi vun de Riichter, vun de Magistraten, déi hir Contrainten hunn, op där enger Säit, an déi vun den Affekote vun de Parteien op där anerer Säit. Dofir hu mer all zesumme-

geschafft am Virfeld, an och herno mat den Avisen, déi erakomm sinn, och do hu mer probéiert, déi nees matanzebauen. Dofir och deenen e ganz grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. An natierlech och de Beamten am Ministère, a virop dem Tom Hansen, deen eng immens Gedold hei un den Dag geluecht huet, fir dat heiten duerch d'Prozedur ze kréien.

Dir sidd all am Detail dorobber agaangen. Ech soen lech e grousse Merci. Et ass och gutt, dass mer et elo haut scho stëmmen. Dann hu mer e bëssen Zäit, fir dass jiddweree sech kann drop astëmmen, dass dat heiten de 15. September un d'Lafe kënnt.

En anere wichtegen Aspekt, deen och ze negligéieren ass, dat ass deen, dass mer hei eng Valorisatioun maache vu verschiddene Karriären um Parquet, bei dem Ekonomeschen, bei der CRF (ndlr: Cellule de renseignement financier), well déi hunn einfach extreem Contrainten, wat d'Aarbechtszäit an d'Aarbechtsbelaaschtung ubelaangt. Et ass e Risiko do, dass mer vill vun deene spezialiséierte Leit verléiere Richtung Magistrature assise.

Dofir ass dat heite wierklech och e ganz gudden Incentive, fir déi Aarbecht ze valoriséieren. Mir brauche se och fir eis Finanzplaz, dass mer déi gutt kontrolléiert kréien, well dat ass och wichteg an eisen Evaluatiounen. Och dofir nach eng Kéier e ganz grousse Merci. A Merci och fir d'Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Minister.

Mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7307 iwwergoen.

(Interruptions et concertation interne)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7307 et dispense du second vote constitutionnel

Da géif ech no de perséinlechen Ofstëmmungen op d'Procuratiounsvotten iwwergoen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Voilà! Dat misst de Kont sinn. Dann hale mer de Vott un. De Vott ass eriwwer an de Projet ass mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Viviane Reding), Marc Lies (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Léon Gloden), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Guy Arendt), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Très bien! Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An d'Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dann hu mer nach eng Motioun.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, d'Dispens vum zweete Vott!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, d'Dispens vum zweete Vott, Dir hutt ganz Recht.

(Hilarité)

Dir hutt ganz Recht, ech si wierklech agerascht.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP).*- Dir sidd net ganz do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Voilà.

Dat selwecht gëllt och fir dee Projet virdrun, wann ech dat net sollt gefrot hunn.

(Hilarité)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, richteg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Gellt?! Ech léiere séier.

(Hilarité)

Motion 1

Da komme mer zur Motioun. Den Här Margue, wannechgelift, den Här Rapporter. Här Rapporter, Dir hutt och ganz vill Zäit.

(Hilarité)

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Mee ech mengen, d'Kolleegen hunn der net méi vill. D'Gedold ass um Enn.

Merci fir d'Motioun, déi mer esou kéinten unhuelen, awer mat der Suggestioun, ob mer net sollen op dräi Joer goen. Da wäre mer nämlech och am Joer 2024. 2023 gëtt e chargéiert Joer, an ob mer dann déi néideg Rou a Serenitéit hunn, weess ech net, fir dat do unzegoen.

Am Sënn, wéi mer bis elo zesummegeschafft hunn an der Kommissioun zu dëse Projeten: Wa mer Mëssele feststelle méi schnell, da sollte mer och net zwee Joer waarden. Da kënne mer déi jo dann opbréngen a vläicht kucken, déi néideg Schrëtt ze huelen.

Dat wär mäin Appell un d'CSV, un de Léon Gloden, deen d'Motioun proposéiert huet, fir op dräi Joer ze goen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Den Här Gloden huet d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech sinn d'accord, dass mer dann exceptionnellement den Délai raisonnable ...

(Hilarité)

... vun zwee Joer op dräi Joer eropsetzen, fir dann e Bilan ze zéien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Méi schéi kann et jo net goen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- vu l'objectif général assigné au projet de loi n° 7307 consistant à renforcer l'efficacité de la justice civile et commerciale ;

- considérant que parmi les adaptations législatives proposées, il est notamment prévu :

• d'augmenter le taux de compétence des justices de paix ;

• d'instituer une procédure de mise en état simplifiée pour les affaires moins complexes aux fins d'accélérer le cours des instances en question ;

• d'appliquer les règles de la procédure commerciale aux appels dirigés contre les jugements rendus en toutes matières par le juge de paix ;

• de supprimer l'opposition en matière d'ordonnance conditionnelle de paiement, pour ne citer que ces exemples ;

- considérant qu'il convient d'évaluer dans le temps et avec le recul nécessaire, si les différentes adaptations procédurales ont atteint leur but,

invite le Gouvernement

- à faire le bilan de la présente réforme trois ans après l'entrée en vigueur du projet de loi n° 7307 et à présenter les conclusions aux membres de la Chambre des Députés.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Octavie Modert, Laurent Mosar, Gilles Roth.

Vote sur la motion 1 modifiée

Da géif ech lech froen, ob Der d'accord sidd, mat der Hand ze weisen, dass Der d'accord sidd.

An ech brauch net ze zielen. Ech géif mengen, dass dat d'Unanimitéit ass.

Domat, Kolleegen, wäre mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm a mir gesinn eis muer um zwou Auer hei erëm. Kommt gutt heem an e schéinen Owend!

Plusieurs voix.- Merci gläichfalls.

(La séance publique est levée à 18.54 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 57 et 58

57e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 834

Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la légalisation du cannabis récréatif au Luxembourg ..... p. 834-843

Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser ..... p. 843

7742 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de l'achèvement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) par dépassement du montant fixé par la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) ..... p. 843-846

7646 - Projet de loi sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire ..... p. 846-847

7786 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi ..... p. 847-848

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar ..... p. 848

7804 - Projet de loi portant modification :

1. de la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

3. de la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 ;

4. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ..... p. 848-851

Motion de M. Laurent Mosar relative à l'étude de la mise en place d'incitatifs fiscaux au profit d'investisseurs privés souhaitant entrer dans le capital d'entreprises ..... p. 851

58e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 851

Communications ..... p. 851

Ordre du jour ..... p. 852

Changement de composition d'une sous-commission parlementaire ..... p. 852

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale ..... p. 852

Heure de questions au Gouvernement ..... p. 852-856

- Question n° 224 du 8 juin 2021 de Mme Martine Hansen relative à la construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et l'état d'avancement des travaux de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ..... p. 852-853

- Question n° 225 du 7 juin 2021 de M. Gusty Graas relative à l'Ecobox, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ..... p. 853

- Question n° 226 du 8 juin 2021 de M. Fred Keup relative à l'impact de la digitalisation sur l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 853

- Question n° 227 du 7 juin 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à une pénurie d'éducateurs diplômés, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 853-854

- Question n° 228 du 7 juin 2021 de M. Sven Clement relative aux auxiliaires de vie, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 854

- Question n° 229 du 8 juin 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution du nombre d'insectes dans nos contrées, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ..... p. 854

- Question n° 230 du 8 juin 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à l'unité de sécurité de Dreiborn (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice

et

Question n° 231 du 7 juin 2021 de M. Dan Biancalana relative à la prise en charge par l'Unité de sécurité pour mineurs (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice ..... p. 854-855

- Question n° 232 du 8 juin 2021 de M. Jeff Engelen relative à l'installation d'IRM dans des cabinets médicaux privés, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale ..... p. 855

Question élargie n° 98 de M. Roy Reding relative à la pension de survie ..... p. 856

Motion de Mme Martine Hansen relative à l'adaptation de la réglementation afin que les investissements dans les installations de biométhanisation éligibles à la prime de lisier puissent profiter des régimes d'aide au niveau des aides à l'investissement en biens immeubles prévues par la loi en voie d'adaptation ..... p. 856-857

Question élargie n° 90 de Mme Stéphanie Empain relative à la stratégie politique en matière d'énergie nucléaire ..... p. 857-858

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la flambée du prix des produits pétroliers ..... p. 858-862

7307 - Projet de loi portant modification :

1° du Nouveau Code de procédure civile ;

2° du Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation ;

4° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; et ayant pour objet le renforcement de l'efficacité de la justice civile et commerciale ..... p. 862-867

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4400	Martine Hansen, Octavie Modert	Émissions de méthane
4536	Martine Hansen	Service « First Responder »
4561	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Pénurie de logements
4594	Fred Keup	Contribution de la coopération au nation branding
4680	Fernand Kartheiser	Projet Google à Bissen
4693	Sven Clement, Marc Goergen	Conservation de données
4862	Jeff Engelen	Réglementation des pistes cyclables
4979	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	Logements pour étudiants à Esch-Belval
4983	Jean-Paul Schaaf	Test « Dry Blood Spot »
4986	Myriam Cecchetti	Série de reportages intitulée « E-Mobil - Ënnerwee mat Stroum »
4991	André Bauler	Contournement de Troisvierges
4993	Claude Haagen	Informations du « Road and Traffic Information System (RTI) » sur le trafic à Diekirch
4998	François Benoy	Traitement fiscal des revenus issus d'installations photovoltaïques
5002	Mars Di Bartolomeo	Prix du gaz naturel
5003	Fred Keup	Participation aux « classes de neige »
5005	Sven Clement	Obtention d'un numéro d'identification à la TVA
5007	Marc Goergen	Service CFL Flex
5009	Josée Lorsché, Marc Hansen	Médecine environnementale
5012	Fernand Kartheiser	« Health Emergency Preparedness and Response Authority »
5015	André Bauler	Goudronnage à l'aide de gravillon du CR308 entre Koetschette et Grevels
5016	Max Hahn, André Bauler	Évaluation archéologique de nouveaux projets et travaux d'aménagement par le Centre national de recherche archéologique
5017	Serge Wilmes	Digitalisation des permis de conduire
5025	Fred Keup	Alimentation électrique de certaines gares
5037	Jeff Engelen	Changement d'affectation de fonds forestiers
5039	François Benoy	Alimentation des animaux d'élevage
5043	Semiray Ahmedova, François Benoy	Vente de terrains par les communes
5044	André Bauler	Fermeture régulière du passage à niveau des CFL près de la gare de Diekirch
5045	Nancy Arendt épouse Kemp	Accidents sur la route liés à la drogue
5047	Fred Keup, Roy Reding	Recrutement dans la magistrature
5050	Myriam Cecchetti	Voitures électriques
5052	Léon Gloden, Diane Adehm	Prime informatique
5055	Nancy Arendt épouse Kemp	Impact de la pandémie Covid-19 sur le sport
5057	André Bauler	Sécurité routière autour du Lycée technique agricole (LTA) à Gilsdorf
5058	Marc Goergen	Abus sexuels au sein des communautés religieuses
5059	Jeff Engelen	Réaménagement de la route nationale 364 suite aux inondations de juillet 2021
5061	Gusty Graas	Expulsion des Hazaras par les talibans
5062	André Bauler	Bureau de poste de Troisvierges
5063	Marc Lies	Augmentation du taux d'effort
5064	Mars Di Bartolomeo	Bachelor en médecine (BMED)
5065	Martine Hansen	Conseil national des programmes
5066	Mars Di Bartolomeo	Révision des compensations fiscales
5068	Diane Adehm	« Global Media Monitoring Program » (GMMP)
5069	Yves Cruchten, Cécile Hemmen	Tram rapide entre le quartier Cloche d'Or de Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette
5070	Claude Lamberty, Max Hahn	Garde champêtre
5071	Fred Keup	Foyer de la femme ASBL
5072	Fred Keup	Diplômes de l'enseignement supérieur
5073	Myriam Cecchetti	Travail intérimaire dans le secteur de l'abattage et de la transformation de viandes
5076	Laurent Mosar, Diane Adehm	Situation des services financiers postaux
5077	Laurent Mosar, Diane Adehm	Taux d'intérêts négatifs chez POST Luxembourg
5080	Yves Cruchten, Cécile Hemmen	RGTR en région frontalière
5082	Marc Goergen	Cryptomonnaie
5083	Jeff Engelen	Explosion du prix des engrais
5084	Marc Goergen	Radars mobiles
5085	Gilles Roth	Carrière auprès du CGDIS
5086	Marc Goergen	Dépenses pour annonces effectuées par les différents ministères
5087	Léon Gloden	Changement d'administration dans le cadre policier
5089	Marc Lies	Tiny Houses
5090	Dan Biancalana	Évaluation de la loi instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale
5091	Fred Keup	Rénovation du Musée du Vin
5092	Marc Goergen	Organisation de fêtes pour les anniversaires de fusion de communes
5094	Dan Biancalana	Transposition de directives
		Session ordinaire 2021-2022
5095	Djuna Bernard, Chantal Gary	Égalité des genres dans le domaine des médias
5096	Fred Keup	Acquisition de la nationalité luxembourgeoise
5098	Nancy Arendt épouse Kemp	Obésité des jeunes
5099	Octavie Modert, Martine Hansen	Problèmes des étudiants de l'Université du Luxembourg
5101	Fred Keup, Fernand Kartheiser	Flotte électrique de la Police grand-ducale
5102	Fred Keup, Fernand Kartheiser	Flotte électrique de l'Armée luxembourgeoise
5103	Fred Keup	Sécurité énergétique
5104	Roy Reding	Pavillon luxembourgeois à Dubaï
5105	Marc Goergen	Aides financières suite aux inondations de juillet 2021
5106	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	Campagne de vaccination
5108	Sven Clement	Aides au logement
5109	Francine Closener	Taux des femmes représentant l'État dans les conseils d'administration
5110	André Bauler	Extension du Lycée E. Steichen à Clervaux
5111	Martine Hansen, Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf	Forfait pour matériel d'incontinence
5112 cf. 5122 cf. 5124	Sven Clement	Courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19
5113	Marc Goergen	Magazine « CO_2OL - Zesumme fir e gutt Klima »
5114	Sven Clement	Utilisation de listes informant sur le statut de la vaccination dans l'enseignement secondaire
5115	François Benoy, Carlo Back	Lignes RGTR circulant dans le quartier du Limpertsberg
5116	Fred Keup, Roy Reding	Réouverture des casemates
5117	Semiray Ahmedova, François Benoy	Imposition des revenus issus de la location de courte durée à travers des plateformes en ligne
5118	Semiray Ahmedova	Encadrement des plateformes de l'économie dite « de partage »
5121	Fred Keup	Évaluation des subsides payés pour installations photovoltaïques
5122 cf. 5112 cf. 5124	Françoise Hetto-Gaasch	Courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19
5124 cf. 5112 cf.5122	Jeff Engelen	Courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19
5126	Fred Keup	Mesures de sécurité autour d'une manifestation de miniers polonais devant la Cour de justice de l'Union européenne

5127	Marc Goergen	Augmentation des accises sur l'électricité
5129	Marc Hansen	Mesures positives pour encourager la vaccination contre la Covid-19
5132	André Bauler, Max Hahn	Transformation d'une maison unifamiliale en maison bifamiliale, voire multigénérationnelle
5133	Sven Clement	Transactions « Cum-Ex »
5134	André Bauler	Agences immobilières
5135	Sven Clement	Fonds d'investissement sous tutelle par la CSSF
5136	Marc Goergen	Primes pour camions électriques
5137	Françoise Hetto-Gaasch	Matériel informatique pour les enseignants de l'enseignement fondamental
5138	Marc Lies	Appartements à Grevenmacher loués par le Fonds du logement
5140	Nancy Arendt épouse Kemp	Maladie zona
5141	Fernand Kartheiser	Centre national de crise à Senningen
5142	Fernand Kartheiser	Autorisations des hélicoptères de la Police grand-ducale
5144	Mars Di Bartolomeo	Explosion des prix des produits pétroliers
5145	Nathalie Oberweis	Engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan
5147	Sven Clement	Rupture de stock du cannabis médicinal
5148	Jeff Engelen	Centre thérapeutique « Syrdall Schlass »
5149	Jean-Paul Schaaf, Léon Gloden	Accord relatif au temps de travail dans la Police grand-ducale du 17 juin 2019
5152	Léon Gloden	Recrutement pour la Centrale des secours d'urgence
5153	André Bauler	Office régional du tourisme du Centre et de l'Ouest
5154	Nathalie Oberweis	Achat du logiciel Pegasus
5169	Roy Reding	Statistiques dans le cadre de la Covid-19

Question 4400 (03.06.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **émissions de méthane :**

Am Dezember 2020 sinn d'Klimaschutzgesetz an den nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) ugeholl ginn. Am Kader vum PNEC ass am Beräich vun der Landwirtschaft virgesinn, ënner anerem Methangasemissioune bis 2030 ze reduzéieren. Ëm wéi vill Prozentpunkten dës Emissioune sollen erofgoen, ass awer net bekannt. Och ass am PNEC net preziséiert, mat wéi enge konkreete Moossnamen d'Regierung wëlles huet, d'Methangasemissiounen ze reduzéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister an un d'Madamm Ëmweltminister stellen.

1. Duerch wéi eng Moossname sollen d'Methangasemissiounen an der Landwirtschaft reduzéiert ginn?

2. Sinn déi eenzel Moossname mam Sektor diskutéiert ginn?

3. Zu wéi vill Prozent Reduzéierung soll all eenzel Moossnam bäidroen?

Réponse commune (06.07.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Am Klimaschutzgesetz (loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat) ass bis 2030 eng Reduktioun vun den Zäregasemissiounen, déi dem Lëtzebuerger Bilan ugerechent ginn, vu 55 % am Verglach zu 2005 verankert. Dës Reduktioun entsprécht deem Zil, dat d'Regierung am Mee 2020 mat der Adoptioun vum nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) fixéiert huet. Am PNEC ass donieft festgehalen, datt d'Zäregasemissioune vun der Landwirtschaft iwwert dee selwechten Zäitraum ëm 20 % ze reduzéiere sinn. Am Joer 2019 war de landwirtschaftleche Secteur fir knapp 8 % vun den Zäregasemissiounen am Lëtzebuerger Bilan verantwortlech. Dovun hat de Methan en Undeel vun ongeféier 2/3.

Déi honorabel Deputéiert froen no de Mesuren, déi d'Regierung wëllt huelen. Et sief drop higewisen, datt et, gemääss dem Prinzip Pollueur-payeur, un den Emittenten ass, d'Emissiounen ze reduzéieren, esou och an der Landwirtschaft. D'Regierung ass selbstverständlech bereet am Kader vun de bestehende Förderprogrammen d'Subventiounen esou ze orientéieren, datt d'Ustrengunge vu Säite vun de Betriber och finanziell ënnerstëtzt ginn.

ad 1. Esou wéi och am Kader vum europäesche „Green Deal" a vun der „Farm to Fork"-Strategie viséiert, soll den ökologesche Foussofdrock vum Ernärungssystem verklengert ginn. Dozou gehéiert, datt d'landwirtschaftlech Praktike méi nohalteg, klimaschounend a -resilient ginn.

D'Methanemissiounen aus der Landwirtschaft entstinn zum gréissten Deel bei der natierlecher Verdauung vum Fudder. Ee méi klengen Deel entsteet bei der Lagerung vu Mëscht a Gülle. Deementspriechend kann een d'Moossname fir d'Reduktioun vun dësen Emissiounen an dräi grouss Kategorien andeelen: Reduktioun vum Véibestand an/oder een ugepassten Herdemanagement, Upassung vun der Fidderung a verbessert Gestioun vu Gülle a Mëscht. An der Suite sinn eng Rei konkreet Moossname beschriwwen.

Esou ass eng Upassung vum Herdemanagement eng Méiglechkeet, fir d'Methanemissiounen ze reduzéieren, an zwar souwuel bei der Verdauung wéi och spéider bei der Lagerung vu Mëscht a Gülle.

- Hei gëtt un eng Reduzéierung vum weibleche Jongvéibestand geduecht. Iwwer Berodung soll drop higewierkt ginn, just déi Déieren ze halen, déi néideg si fir Bestandsergänzung. Duerch manner Ausfäll an eng méi laang Liewensdauer vu besonnesch de Mëllechkéi, kombinéiert mat engem méi fréien Ofkallefalter fir Ranner vu Mëllech- a vun de Fleeschrassen, ass dëst eng sënnvoll Moossnam, fir souwuel d'Emissioune vu Methan wéi och vun Ammoniak a Laachgas ze reduzéieren. Dës Moossnam dierft och nach ekonomesch dem Bauer eppes bréngen. Den aktuellen Duerchschnëtts-Ofkallefalter ass mat geschätzten 32 Méint éischter un der ieweschter Grenz fir déi gängeg Rassen, déi hei zu Lëtzebuerg gehale ginn, an ee méi fréien Ofkallefalter wier domat mam Bien-être animal kompatibel.

- Ausserdeem dierften och d'Ëmstellung vun de konventionelle Betriber op Biolandwirtschaft wéi och de Klimawandel, an déi méi laang an heefeg Dréchenten, dozou féieren, dass de Véibestand zu Lëtzebuerg reduzéiert gëtt.

- An der aktueller Ausschaffung fir déi zukünfteg gemeinsam europäesch Agrarpolitik sinn och Interventioune geplangt, dass déi Baueren, déi fräiwëlleg manner Béischten halen, kompenséiert solle ginn.

D'Fidderen ass een anere Volet, deen hëllefe kann, d'Methanemissiounen, déi wärend der Verdauung entstinn, ze reduzéieren.

- Esou stimuléiere verschidde Fuddermëttel d'Bakterien an der Panz respektiv am Daarm, fir méi oder manner Methan ze produzéieren. Duerfir soll och hei d'Berodung an deem Sënn ënnerstëtzt ginn, dass d'Véi eng equilibréiert a bedarfsgerecht Ratioun kritt, d'Methanproduktioun awer dobäi minimaliséiert gëtt.

- Eng aner Méiglechkeet ass, datt duerch den Zousaz vun Additiver, wéi z. B. essenziell Ueleger am Fudder, manner Methan wärend der Verdauung produzéiert gëtt. Dëst wieren da Fudderadditiver, déi weeder ee präventiven nach ee kurative Charakter hunn a weeder een Impakt op de Bien-être animal nach op d'Leeschtung vun de Béischten hunn. Hei gëtt momentan extreem vill gefuerscht an et kéinten iwwert 30 % Reduktioune méiglech sinn. Bei der aktueller Ausschaffung fir déi zukünfteg gemeinsam europäesch Agrarpolitik gëtt un Interventioune geschafft, bei deene Baueren, déi sech fräiwëlleg verflichten, via dëse Wee d'Methanproduktioun ze reduzéieren, kompenséiert solle ginn.

De leschte Volet ass d'Methanproduktioun, déi duerch d'Gülle an d'Mëscht entsteet. Hei kënnen technesch Léisungen hëllefen, déi duerch d'Exkrementer verursaacht Emissiounen ze reduzéieren: emissiounsaarmt Asammelen a Lagere vun den Exkrementer an och d'Notzen a Biogasanlagen. Wann d'Gülle an d'Mëscht an enger Biogasanlag verwäert ginn, kënne mir erneierbar Energie gewannen a gläichzäiteg d'Methanemissioune reduzéieren. Béides dréit zum Erreeche vun eisen nationalen Ziler fir 2030 bäi, déi am Klimagesetz respektiv am PNEC festgehale sinn. Zousätzlech ass et eng Energiequell, déi um Territoire vu Lëtzebuerg hiergestallt gëtt, ganz am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft. Am Joer 2018 gouf ongeféier 10 % vum Potenzial vu Gülle a Mëscht a Biogasanlage genotzt.

ad 2. Am Kader vun der Ausschaffung vun de Moossnamen zur Ammoniakverminderung war 2019 eng éischt Diskussioun mat der Landwirtschaftskummer. Uschléissend war de landwirtschaftleche Secteur och an der Virbereedung vum Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) agebonnen. An dësem Plang sinn déi grouss Linne vun de Mesurë festgehale ginn, an der Landwirtschaftskummer ass an deem Kontext am Joer 2020 och eng Beschreiwung vu Moossname mat dem geschätzten Impakt fir esouwuel den Ammoniak wéi och d'Zäregasen, wou de Methan dann een dovun ass, zougeschéckt ginn. Am Kader vun dëser Ausschaffung vum PNEC haten de Premierminister an de Landwirtschaftsminister, zesumme mat der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung souwéi dem Minister fir Energie, Vertrieder vum landwirtschaftleche Secteur op ee Klimadësch Landwirtschaft den 9. Mäerz 2020 invitéiert, fir déi geplangte Mesuren ze diskutéieren. Am Kader vun der Entwécklung vun der Biogasstrategie besteet dann och momentan e reegelméissege Kontakt mam Secteur.

ad 3. Op Basis vun der weltwäit eenheetlecher a vum Weltklimarot festgeluechter Methodologie ass eng Aschätzung vun deenen eenzele Moossname gemaach ginn.

Am Kader vun engem ugepassten Herdemanagement féiert z. B. d'Reduzéierung vum Jongvéibestand duerch een Erofsetze vum Duerchschnëtts-Ofkallefalter vun zwee Méint zu enger Reduktioun vun den Zäregasen aus der Landwirtschaft ëm 2 %, mat engem méi héije Potential, jee nodeems wéi d'Bauere sech bedeelegen.

D'Ëmstellung op Biolandwirtschaft, den Impakt vum Klimawandel an zousätzlech Moossnamen an der zukünfteger gemeinsamer europäescher Agrarpolitik kéinten de Véibestand, Ranner a Schwäin, ëm +/-5 % bis 2030 reduzéieren a géifen esou dozou bäidroen, dass d'Emissioune vun den Zäregasen aus der Landwirtschaft ëm 4 % géife reduzéiert ginn.

Den Asaz vun enger méi geziilter Förderung an den Zousaz vu Fudderadditiver bei de Mëllechkéi géifen dozou bäidroen, dass d'Emissioune vun den Zäregasen aus der Landwirtschaft ëm +/- 12 % géife reduzéiert ginn. Eng weider Reduktioun vun engen +/-1 % erreecht een, wann een och mat der Bullemast op den nämmlechte Wee geet, an eng weider Reduktioun vu +/-2 % kann een erreechen, wann am Wanter am Stall och deenen anere Ranner esou eng Förderung ugebuede gëtt.

Den theoreteesche Spuerpotenzial vun den Emissioune vun den Zäregasen aus der Landwirtschaft bei enger 100 %-Notzung vu Gülle a Festmëscht als Input fir Biogas gëtt op iwwer 5 % geschat.

Question 4536 (22.06.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **service « First Responder » :**

Le réseau du service « First Responder », qui fonctionne au sein du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), est établi dans un grand nombre de communes au Grand-Duché et assuré par différents centres d'intervention. Le but est de diminuer le temps d'attente jusqu'à l'arrivée des soins médicaux dans les situations d'urgences vitales.

Les pompiers de garde sont équipés avec du matériel de premiers secours. Ils se déplacent en voiture de service, en voiture privée ou par tout autre moyen de locomotion. Les pompiers qui assurent cette garde ont tous suivi une formation complémentaire englobant la manipulation d'un défibrillateur semi-automatique.

L'opérateur du 112 procède à l'alerte des services médicaux d'urgence, mais dispose de l'option complémentaire d'envoyer une équipe « First Responder » sur le lieu de l'incident.

En France, plusieurs applications pour smartphone dédiées au secourisme sont opérationnelles. Leur principe est simple : faire appel à un réseau de volontaires prêts à courir sur place pour prodiguer un massage cardiaque ou aller chercher le défibrillateur le plus proche. Ainsi, en cas d'arrêt cardiaque, les personnes géolocalisées à moins de 500 m du malade reçoivent un message d'alerte de la part des sauveteurs, qui envoient leur ambulance en parallèle.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Existe-t-il des statistiques sur le nombre d'interventions du « First Responder » ?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à un système d'application pour smartphone tel qu'il existe en France ?

Réponse commune (22.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Il ressort du dernier rapport d'activité du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) que le service « First Responder » est intervenu à 1.895 reprises en 2020.

Toutefois, il est à relever qu'en raison de la pandémie liée à la Covid-19, ledit service n'a été opérationnel que 265 jours sur 365.

Le Gouvernement soutient l'idée de l'introduction d'un système d'application pour smartphone, tel qu'il existe dans nos pays voisins. Avant de ce faire, il appartient au CGDIS d'étudier la faisabilité d'un tel projet.

Question 4561 (25.06.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **pénurie de logements :**

La crise du logement au Luxembourg est toujours plus prégnante : la pénurie de logements s'aggrave, les prix du logement explosent et les délais de réalisation des différents types de logement augmentent. Tous les acteurs insistent sur l'importance de réduire, voire d'éviter toute lourdeur et complexité administrative, ainsi que toutes contraintes environnementales trop sévères.

Dans ce contexte et dans un esprit de « la priorité du logement dans toutes les politiques », nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Combien de projets de logements, voire de demandes pour un PAP ont été enregistrés les cinq dernières années ? Combien de ces projets n'ont pas été autorisés et pour quelles raisons ? Quelle suite a été donnée aux projets refusés ?

2) Est-ce que le Gouvernement entend réviser les barrières en ce qui concerne la réalisation de logements ?

Réponse commune (29.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Entre 2016 et 2020, 836 plans d'aménagement particulier (« PAP ») ont été approuvés auprès du Ministère de l'Intérieur.

En ce qui concerne l'année en cours, 51 PAP ont été approuvés jusqu'au 8 juillet 2021. 18 demandes demeurent pendantes à cette date.

Depuis 2016, des refus d'approbation ont été prononcés dans 12 cas. Parmi ces derniers, 5 PAP n'ont pour l'instant pas encore été remis en procédure par les communes concernées, 6 PAP ont été approuvés sous une forme modifiée et 1 seul PAP est actuellement encore en procédure suite à la réouverture de l'enquête publique.

Les motifs de refus sont variés et tiennent à des violations des prescriptions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, étant précisé que certains motifs ont été soulevés dans plusieurs décisions et que certaines décisions reposent sur plusieurs motifs :

- dépassement des coefficients d'utilisation du sol retenus par le plan d'aménagement général (« PAG ») ;
- modifications au projet lors de son adoption, en dehors des cas de figure limitatifs énoncés par l'article 30 de la loi précitée ;
- adoption d'un PAP « quartier existant » en l'absence de refonte approuvée du PAG ;
- publication du projet de PAP dans un nombre insuffisant de quotidiens ;

- défaut de précision quant à l'indemnité compensatoire ;
- violation de la typologie de logements imposée par le PAG ;
- violation des reculs imposés par le PAG ;
- accès carrossable situé en zone verte ;
- dépassement des délais raisonnables de la procédure ;
- coûts disproportionnés pour le trésor public en termes d'entretien des infrastructures ;
- violation de la densité fixée par le PAG.

ad 2) Le Gouvernement entend poursuivre son engagement contre la pénurie de logements, notamment à travers les instruments mis en exergue dans le cadre du programme gouvernemental, tels que le Pacte logement 2.0, le Baulandvertrag, l'augmentation de l'offre de logements sociaux et de logements à coût modéré, la constitution d'un parc public de logements locatifs, la mobilisation du foncier, la lutte contre la spéculation foncière, etc.

Question 4594 (01.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **contribution de la coopération au nation branding :**

An engem Interview mam „Luxemburger Wort" vum 28. Juni 2021 mécht den Här Minister follgend Ausso iwwert d'Ziler vun der Entwécklungshëllef: „Wir verfolgen keine wirtschaftlichen Interessen." Am selwechten Interview gëtt den Här Minister follgendermoossen zitéiert: „Die luxemburgische Kooperation ist auch eine Form von Nation Branding." Vun der Lëtzebuerger Regierung goufen d'Ziler vum Nation Branding am Koalitiounsaccord vun 2013 follgendermoosse fixéiert: „Die Förderung Luxemburgs als Zielland ausländischer Investitionen, als Exportland und als touristisches, kulturelles und wirtschaftlich attraktives Ziel wird sich auf die Einführung eines Nation-Branding-Konzeptes stützen."

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen un den Här Kooperatiounsminister:

1. Den Här Minister behaapt, dass d'Kooperatioun och eng Aart Nation Branding ass. Wat fir Virdeeler huet deemno d'Entwécklungshëllef am Zesummenhank mat der „Förderung Luxemburgs als Zielland ausländischer Investitionen, als Exportland und als touristisches, kulturelles und wirtschaftlich attraktives Ziel"?

2. Den Här Minister seet engersäits, d'Kooperatiounspolitik hätt keng wirtschaftlech Ziler. Op där anerer Säit hieft hien d'Kooperatioun als Nation Branding ervir, woubäi Nation Branding jo awer kloer mat wirtschaftlechen Ziler fir eist Land verknäppt ass. Gesäit den Här Minister do kee Widdersproch?

Réponse (30.07.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Op d'Froe vum Här Deputéierte Fred Keup kann ee Follgendes äntwerten:

D'Entwécklungshëllef, als Deel vun der Lëtzebuerger Aussepolitik, dréit ënner anerem dozou bäi, d'Valeure vu Lëtzebuerg um internationale Plang ze promovéieren.

Vu, dass den „nation branding" net just eng exklusiv wirtschaftlech Dimensioun huet, eriwweregt sech d'Fro heizou.

Question 4680 (19.07.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **projet Google à Bissen :**

An engem Wort-Artikel vum 12. Juli heescht et, datt déi strateegesch Ëmweltprüfung (SUP) dovun ausgeet, datt fir de Projet Google mat enger Bauzäit vu fënnef bis zéng Joer ze rechnen ass an datt iwwerdeems ronn 1.000 Aarbechter dofir beschäftegt musse ginn.

Weider heescht et vun der strateegescher Ëmweltpréiwung, datt d'Zuel vun den zukünftege Beschäftegte vu Google misst ofgeschätzt ginn an datt een aktuell vun engem Wäert tëscht 250 an 8.000 Beschäftegten ausgeet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Kann den Här Minister déi Zuel vu ronn 1.000 Aarbechter fir de Bau vum Datenzenter confirméieren? Wa jo, wat sinn d'Grënn fir déi horrend Zuel un Aarbechtskräften?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt een aktuell vun engem Wäert tëscht 250 an 8.000 Beschäftegte fir Google ausgeet? Wa jo, wéi ass et ze erklären, datt beim Aschätze vun der Unzuel vun den zukünftege Beschäftegten eng därmoosse grouss Schwankung besteet? Wat sinn déi genee Grënn, firwat déi Aschätzung esou onprezis ausfält?

Réponse (13.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Den honorabelen Deputéierte berifft sech a senger parlamentarescher Fro op Zuelen an Donnéeën, déi aus der strateegescher Ëmweltprüfung (SUP) kommen, déi am Optrag vun der Gemeng Bissen am Hibléck op d'Ëmännere vum Flächennotzungsplang (Plan d'aménagement general - PAG) realiséiert gouf.

Et ass wichteg ervirzehiewen, datt et sech bei den Zuelen an Donnéeën an enger SUP generell just ëm éischt graff an theoreetesch Estimatioune vun enger Rei méiglechen Impakter handelt, déi am Kader vun de Prozeduren duerno ugepasst ginn, wann sech e Projet weider konkretiséiert.

Bei enger SUP gëtt sech op bestoend Pläng, Programmen oder Etüde referéiert. Am Kader vun der SUP am Optrag vun der Gemeng Bissen fir déi punktuell Ëmännerung vum Flächennotzungsplang „Datenzenter" gëtt sech ënner anerem op d'Dokument „Élaboration d'un concept de mobilité global pour la zone d'activités "Um Rouscht" à Bissen" aus dem Joer 2015 referéiert. An deem Verkéierskonzept geet een dervunner aus, datt op deem ganze Site vun der 150 Hektar grousser Aktivitéitszon um Rouscht laangfristeg en Total vun 8.000 Aarbechtsplaze kéinten entstoen. Fir déi doranner integréiert „Zone spéciale - Datenzenter" op enger Fläch vu 34 Hektar geet een am Kader vun der SUP vun 250 Aarbechtsplazen aus. Am Kader vun der SUP geet een och dervunner aus, datt d'Konstruktioun vum Datenzenter tëscht 5 an 10 Joer dauere kéint. Wann een all déi méiglech verschidde Bauphase consideréiert (Terrassementsaarbechten, Liwwerung vu Baumaterial asw.), da kéinten der SUP no iwwert dee geschätzten Zäitraum am Ganzen tëschent 800 an 1.000 Leit um Chantier present sinn.

D'Regierung huet doriwwer eraus keng méi konkreet Informatiounen iwwert déi eventuell Envergure vun engem Projet fir en zukünftegen Datenzenter op deem Site.

Question 4693 (20.07.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **conservation de données :**

Zënter den Enthüllunge vum Edward Snowden vun 2013 ass kloer, dass d'staatlech Iwwerwaachungsmoossnamen an Iwwerwaachungssoftwaren, wéi Pegasus, omnipresent sinn. Et ass och drun ze erënneren, dass och d'lëtzebuergesch Regierung ëmmer nach d'Vorratsdatespäicherung ënnerstëtzt an dat, obwuel den Europäesche Geriichtshaff a verschiddenen Arrêten dës als onverhältnesméisseg an illegal verurteelt huet. An eise parlamentaresche Froen N° 0813 an N° 1783 souwéi an enger Motioun vum Juli 2019 si mir am Detail op dës Illegalitéit agaangen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Verdeedegung a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi oft huet eis Justiz an de leschten zéng Joer, am Kader vun enger Ermëttlung, op d'Vorratsdaten zeréckgegraff?
Falls keng Zuelen dozou virleien, firwat net a wéi kann d'Proportionalitéit vun der Vorratsdatespäicherung an deem Fall garantéiert ginn?

2. Kann d'Regierung ausschléissen, dass - ausserhalb vun erlaabten Enquêten - op d'Vorratsdate vu lëtzebuergesche Journalisten, Aktivisten oder Oppositiounspolitiker zeréckgegraff gouf? Falls nee, wéi oft war dat de Fall?

Réponse commune (17.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Et ass net méiglech unzeginn, wéi oft an de leschten zéng Joer am Kader vun Ermëttlungen op Vorratsdaten zeréckgegraff gouf. Consultatioune vu gespäicherten Date gi vum Untersuchungsriichter opgrond vum Artikel 67-1 vum Lëtzebuerger Code de procédure pénale am Kader vun enger Enquête ugefrot. Dës Moossnam fléisst, wéi och all aner Moossnam, déi den Untersuchungsriichter hëlt, an den Dossier pénal, esou dass keng spezifesch Statistiken iwwert d'Notze vun esou Donnéeë gemaach ginn.

Den Artikel 67-1 vum Code de procédure pénale grenzt natierlech d'Notze vu Vorratsdate strikt an. Esou eng Moossnam kann nëmme geholl gi fir Strofdoten, op deenen op d'mannst ee Joer Prisong steet, a muss speziell motivéiert sinn. Déi concernéiert Persoune ginn och doriwwer informéiert. Weider hu si d'Recht, d'Nullitéit vun där Moossnam ze froen. Fir den Detail verweist d'Regierung op d'Äntwert vun der Justizministesch op déi parlamentaresch Fro Nummer 4155 vum 23. Abrëll 2021.

Et wäert awer zu Adaptatioune vun eiser Gesetzgeebung an dësem Beräich kommen, esou wéi d'Justizministesch dat och scho virun der Chamber ugekënnegt huet. Dat fir de rezenten Evolutioune vun der europäescher Jurisprudenz iwwert d'Vorratsdatespäicherung Rechnung ze droen.

Och op europäeschem Niveau sinn den Ament Analysen iwwert déi rezent Urteeler vun der CJUE amgaangen, fir eng Léisung op EU-Niveau ze fannen.

ad 2. Der Regierung ass keen onerlaabten Zougréff op Vorratsdate bekannt.

Question 4862 (16.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **réglementation des pistes cyclables :**

Ponts et chaussées sinn zu Lëtzebuerg och verantwortlech fir den Ënnerhalt vun de Vëlospisten. Et kënnt reegelméisseg vir, datt Vëlosfuerer op enger Vëlospist en panne falen, respektiv Hëllef brauchen - sief dat technesch Hëllef oder awer och gesondheetlech Hëllef.

An dësem Kontext géif ech gären dës Fro un den Här Infrastrukturminister riichten:

- Am Fall, wou e Vëlosfuerer sech op enger Vëlospist befënnt an op Hëllef ugewisen ass: Wéi eng Servicer däerfen sech mat engem motoriséierte Gefier op d'Vëlospiste begoen an ënnert wéi enge Konditiounen?

Réponse (16.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Fall wou e Vëlosfuerer gesondheetlech Hëllef brauch, däerfe laut den Artikelen 2, Ziffer 5.10, esouwéi 39, 44, 49, 104, 105, 110, 118, 136, 137, 138 an 139 vum ëmgeännerte groussherzogleche Reglement vum 23. November 1955 iwwert de Stroosseverkéier (Code de la route), nëmmen déi motoriséiert Gefierer op der Vëlospist fueren, déi ënnert de „service urgent" falen an déi deementspriechend equipéiert sinn.

Am Fall vun engem technesche Problem däerfen nëmmen déi motoriséiert Gefierer op der Vëlospist fueren, déi den Depannage duerchféieren. Dëst geschitt am Aklang mat den Artikelen 2, Ziffer 2.17, esouwéi 31, 44, 104 an 131 bis vum Code de la route.

Question 4979 (17.09.2021) de **MM. Yves Cruchten** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **logements pour étudiants à Esch-Belval :**

Dans le périodique du Fonds Belval n° 02/2008, paru en juillet 2008, les lecteurs peuvent lire :

« Entre le boulevard Micheville et le volume de la Maison des sciences humaines, une zone est réservée pour quatre maisons-tours, pouvant être développées en phases indépendamment de l'université. (…) Les logements peuvent être liés au parking souterrain et bénéficient d'une orientation parfaite. Le principe se base sur le bâti d'une enveloppe maximale, occupée pour les parties supérieures de logements selon les besoins ou le programme (chambres, studios, appartements). »

Or, le rapport d'activités du Fonds Belval de 2019 constate pour ce même projet : « La planification des logements Porte de France est en cours et se trouve au stade d'avant-projet sommaire. Suivant la demande du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et du Ministère du Logement, le programme de construction prévoit environ 150 logements (de typologies diverses) répartis dans quatre tours en bois d'une hauteur d'environ 39 m pour lesquelles une collaboration avec les autorités et instances compétentes en matière de sécurité a été nécessaire. »

Dans les 14 dernières années, le projet en question a donc uniquement connu un changement de nom et un avancement au compte-gouttes.

En parallèle, les coûts du logement ont explosé au Luxembourg, rendant la vie en général, mais aussi la vie estudiantine au Luxembourg beaucoup plus chère.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons pour les retards accumulés dans la réalisation de ce projet ?

- Endéans quel délai ce projet pourra-t-il être finalisé ?

- Quelles mesures ont été prises afin d'augmenter l'offre de logements pour les étudiants de l'Université de Luxembourg ?

Réponse commune (11.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Précisons tout d'abord que le programme de construction à la base du concours d'architecture organisé en 2008 avait pour principal objectif la réalisation de la Maison des sciences humaines à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg et ne revendiquait que des propositions de projet pour des logements pour étudiants, chercheurs et professeurs invités, afin de compléter l'îlot et définir un ensemble urbain cohérent. Faute d'une demande officielle de la part du ministère concerné par l'éventuel développement d'un programme de construction, le projet des logements Porte de France est resté au stade de proposition urbanistique.

Fin 2015 et suite au constat que l'Université du Luxembourg disposait d'un nombre suffisant d'unités de logements-étudiants pour répondre à ses besoins, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et le Ministère du Logement ont fait part de leur intérêt pour le projet. Le programme de construction a été élaboré en 2016, puis validé en 2017, permettant le lancement des études d'avant-projet sommaire. Les quatre tours devaient alors recevoir des logements pour personnes en situation de précarité.

Par la suite, le programme a été remanié et adapté.

Les études d'avant-projet sommaire qui ont été de ce fait mises en suspens ont par ailleurs dû tenir compte des contraintes des expertises poussées en matière de sécurité. Les tours en construction bois, d'une hauteur de 39 m, sont en effet une particularité qui a suscité une étroite collaboration avec les autorités de contrôle au courant de l'année 2019.

Enfin, une récente demande de l'Université du Luxembourg d'intégrer des logements pour étudiants dans deux des quatre tours, a amené à revoir une nouvelle fois le programme de construction. Différentes études de faisabilité lancées fin 2020 ont permis d'arrêter une nouvelle programmation soutenue par le Ministère du Logement, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les études d'avant-projet sommaire sont aujourd'hui en cours de finalisation.

ad 2) Les études relatives aux logements Porte de France sont actuellement au stade d'avant-projet sommaire. La mise en exploitation des tours est prévue pour l'année 2027.

ad 3) Le projet des logements Porte de France prévoit la réalisation de logements pour étudiants dans deux des quatre tours situées à proximité immédiate des infrastructures principales de l'Université du Luxembourg, dont notamment la Maison du Savoir avec ses auditoires et les restaurants universitaires.

Le programme détaillé reprenant les besoins actuels de l'Université du Luxembourg a été approuvé par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et détermine environ 120 logements à typologies diverses et principalement dédiés aux étudiants en bachelor et en master.

Question 4983 (20.09.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **test « Dry Blood Spot » :**

Fir ze kucken, wéi de Virus sech am Grand-Duché verbreet, gëtt nom Auslafe vum Large-Scale-Testing (LST) weiderhin e representativen Echantillon vun der Populatioun per Bréif oder Mail a sougenannt „Dry Blood Spot"-Anticorpstester invitéiert. Am Géigesaz zu den LST-Teststatiounen, déi méi oder manner iwwert de ganzen Territoire verdeelt waren, kann een dës Anticorpstester awer just an der Maison médicale an der Haaptstad oder am Laboratoire national de santé zu Diddeleng maachen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Aus wéi engem Grond kann ee besoten Tester just op deenen zwou Plaze maachen?

- Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt dëst wäert mat sech bréngen, datt eng ganz Rei Leit aus dem Norde sech kaum wäerten teste loossen?

- Ass ugeduecht, dës Tester nach op weidere Plazen am Land unzebidden?

- Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (18.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Dry-Blood-Spot-(DBS)-Antikierpertester kann een op dräi Plazen am Land maachen, an zwar am nationale Gesondheetslaboratoire (LNS) zu Diddeleng, an der Maison médicale an der Stad Lëtzebuerg an an der Maison médicale zu Ettelbréck.

Et ass richteg dass d'Maison médicale zu Ettelbréck aus technesche Grënn réischt am Oktober seng Diere fir Rendez-vousen opgemaach huet. Et muss ee verstoen, dass et bei den DBS-Antikierpertester sech ëm eng Iwwerwaachung vun der epidemiologescher Situatioun an der Bevëlkerung handelt aus Grënn vun der Santé publique a net primär ëm ee Service fir den eenzele Bierger. Dofir brauch ee just eng limitéiert Zuel vun Tester pro Mount an dofir brauch een net déi selwecht geografesch Disponibilitéit wéi beim Large-Scale-Testing mat PCR-Tester.

Hei gëtt probéiert, mat engem Minimum vun Opwand a Käschten ee Maximum vun nëtzlecher Informatioun ze kréien. Dofir ginn dräi Teststatiounen

duer an et ass net geplangt, weider Statiounen opzemaachen.

Question 4986 (20.09.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant la **série de reportages intitulée « E-Mobil - Ënnerwee mat Stroum » :**

Entre le 1er avril et le 8 juillet 2021, la chaîne de télévision RTL diffusait une fois par semaine une émission sur l'électromobilité. Intitulée « E-Mobil - Ënnerwee mat Stroum », la série présentait les différents moyens de transport à propulsion électrique et mettait en avant les atouts de cette technologie à travers d'exemples concrets de personnes en possession d'un tel moyen de transport. Sept parmi les 15 émissions portaient sur la voiture ou la moto individuelle, quatre sur les vélos ou trottinettes électriques et uniquement deux sur des moyens de transports en commun (le tram et le bus). À noter que les trains qui circulent dans un réseau à 100 % électrique et qui ont les capacités de transport les plus importantes n'ont pas fait l'objet d'une émission.

Une chaîne de télévision est évidemment libre de diffuser ce genre de reportages, mais cette série avait la particularité d'avoir le soutien du Gouvernement. Ainsi, il se pose la question de l'intérêt qu'un tel soutien peut avoir pour l'intérêt public.

Vu que le Ministère de l'Environnement offre déjà des subventions publiques aux ménages qui optent pour l'acquisition d'un moyen de transport électrique et individuel, la nécessité de produire des émissions qui prônent exclusivement les atouts de cette technologie et la possession individuelle d'un de ces moyens de transport n'est pas évidente. De plus, les émissions ont montré des personnes privées qui louaient les qualités de leur véhicule dont la marque de constructeur était facilement reconnaissable.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du Territoire :

1) Des fonds publics ont-ils été mis à disposition pour la production de ces émissions ?
Dans l'affirmative, quel montant a été dépensé et à quel poste budgétaire ce dernier a-t-il été imputé ?

2) Qui définissait les contenus et quels étaient les groupes cibles de ces émissions ?

3) Pour quelles raisons ces émissions ont-elles été produites et diffusées ? Madame et Monsieur les Ministres auraient-ils l'impression que la taxe CO_2 ainsi que les subventions accordées à l'électromobilité ne suffiraient pas pour réaliser les objectifs en matière d'électromobilité (49 % d'ici 2030) ?

4) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que les pouvoirs publics sont vraiment censés produire et financer des publicités faisant les éloges de certains produits de fabricants privés pour inciter à leur consommation ?

5) Madame et Monsieur les Ministres ne pensent-ils pas que la promotion des transports en commun, de la mobilité douce ainsi que de modèles de partage serait plus utile en vue de la préservation de l'environnement que des campagnes pour inciter les ménages à investir davantage dans l'automobile personnelle ?

Réponse commune (18.10.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le G.I.E. myenergy a conclu un contrat de sponsoring de l'émission avec RTL à hauteur de 65.799 € hors taxes, montant qui a été imputé sur le budget communication de myenergy. Dans le cadre de ce contrat, RTL a mentionné, au début et à la fin de l'émission, myenergy, afin d'orienter les spectateurs vers un acteur national compétent et neutre pour les questions liées à l'électromobilité.

ad 2) RTL s'est concerté avec myenergy sur l'orientation générale de l'émission, qui consiste à informer le grand public sur tous les moyens de transport utilisant l'énergie électrique. Cette concertation avait pour but de partager les expériences de myenergy au sujet de l'électromobilité et de l'utilisation de cette dernière au quotidien. La définition des contenus et le choix des groupes cibles ont été réalisés par RTL. Les sujets abordés concernent l'utilisation de l'énergie électrique dans le domaine des voitures, vélos, bus, trams, bateaux… Les scénarios détaillés ont été élaborés et les intervenants choisis par RTL sur base d'une enquête effectuée sur le site Internet de RTL. Il ne s'agit donc pas d'un publireportage, pour lequel le format et le contenu précis sont définis par l'organisme qui finance la production.

ad 3) L'électromobilité joue un rôle essentiel dans la décarbonisation du secteur des transports. Les émissions ont été produites afin de sensibiliser les spectateurs à l'utilisation de l'électromobilité au quotidien et sous toutes ses facettes. La sensibilisation et l'information des consommateurs font partie des paquets de mesures mises en place pour permettre une transition énergétique durable en vue de l'atteinte des objectifs nationaux du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat.

ad 4) L'émission n'a pas de vocation commerciale, mais informe sur la multitude de types de véhicules à traction électrique. Elle met en valeur les expériences concrètes des citoyennes et citoyens ainsi que les obstacles et défis identifiés au quotidien.

ad 5) Ci-après la liste des sujets abordés dans le cadre de l'émission. Elle témoigne de la volonté des auteurs de mettre en valeur toutes les formes de l'électromobilité, dont en particulier la mobilité douce et les transports en commun :

- Privatpersoun, déi sech elo just nach Elektroautoe keeft;
- Famill, déi hir Kanner mam Cargobike transportéiert;
- Privatpersoun, déi ausrechent, wéi vill si mat Bensinn brauch a wéi vill mat Stroum;
- Privatpersoun, déi den E-Bike als Transportmëttel fir d'Aarbecht entdeckt;
- Privatpersoun, déi E-Scooter fiert;
- Ënnerscheed tëscht Hybrid oder elektreschem Auto;
- E-Vëlo als ideaalt Mëttel fir Leit, déi wëllen aktiv sinn, ouni sech ze iwwerustrengen;
- E-Trottinette ëmmer méi present;
- Wéi lafe Revisioune vun E-Gefierer of?
- Wat geschitt am Fall vun enger Panne (ACL)?
- Busfirma stellt op E-Busser ëm;
- Nei Erausfuerderung fir CGDIS bei Accidenter mat E-Gefierer;
- Entreprise (POST) benotzt ëmmer méi E-Gefierer;
- Fär zu Waasserbëlleg fiert mat Stroum;
- Wéi funktionéiert Stroumversuergung beim Tram?

Question 4991 (21.09.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **contournement de Troisvierges :**

Pour ce qui est des grands projets d'infrastructure de l'État, l'accord de coalition de 2018-2023 a classé le contournement de Troisvierges selon l'ordre de priorité 3.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails concernant l'évolution du trafic journalier sur la N12 à Troisvierges au fil des cinq dernières années ?

- Dans le cas d'une progression importante du trafic ces dernières années, le Gouvernement serait-il disposé à revoir l'ordre de priorité du contournement de Troisvierges ?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'état des travaux actuel concernant la planification du contournement de Troisvierges ?

Réponse (25.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le poste permanent de comptage automatique, installé sur la route nationale N12 reliant Wilwerdange à Asselborn, montre une légère augmentation du nombre journalier moyen de véhicules circulant sur ce tronçon ces cinq dernières années.

La circulation est passée de 5.232 véhicules en 2017 à 5.702 en 2021. À noter que ce nombre a chuté à 5.100 véhicules en 2020, selon toute vraisemblance dû à la crise sanitaire où de nombreuses personnes ont travaillé à domicile. Depuis, le trafic est revenu à son flux habituel.

Bien que le trafic n'ait pas augmenté de manière significative sur la N12 entre Wilwerdange et Asselborn au cours des dernières années, nous constatons une augmentation générale de la circulation à l'échelle nationale. Cependant, le volume actuel du trafic sur la N12 ne justifie pas la construction d'un contournement pour le moment. Toutefois, si les autorités belges décident de retenir le tracé routier entre Saint-Vith et le lieu-dit « Schmëtt » afin d'améliorer l'itinéraire de la route nationale N62/route européenne E421, cela changerait la situation significativement.

En ce qui concerne le nord du pays, l'Administration des ponts et chaussées est actuellement en train, en parallèle du projet de la Transversale de Clervaux en plein essor, de préparer, respectivement de lancer plusieurs projets de grande envergure comme par exemple la sécurisation de la N7, la construction du contournement de Hosingen, et plus tard la construction de celui de Heinerscheid. En tenant compte des énormes investissements nécessaires pour la réalisation de ces projets estimés actuellement à 570 millions d'euros, et des ressources disponibles, il faudra un certain temps avant d'envisager d'autres grands projets.

Aussi nous pouvons nous attendre à une diminution du trafic, notamment des poids lourds, dans la localité de Troisvierges après l'achèvement de la transversale de Clervaux prévue en 2023.

Question 4993 (21.09.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **informations du « Road and Traffic Information System (RTI) » sur le trafic à Diekirch :**

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics en collaboration avec la Ville de Diekirch ont commencé en mai 2021 des travaux d'infrastructures souterraines au centre de Diekirch notamment dans la rue du Pont. Ces travaux entraînent d'importants changements des flux routiers à Diekirch et aux alentours. De même, le circuit unidirectionnel à Diekirch à l'image d'un rond-point a été supprimé et modifié dans un circuit bidirectionnel.

Or, il me revient que les systèmes de navigation utilisant le Road and Traffic Information System (RTI) indiquent une interdiction de circulation totale pour les entrées de Diekirch via la route d'Ettelbruck (N7), de même que via Fridhaff par la rue Bamerdall (N7).

Tous les fournisseurs d'entreprises locales voire régionales, tous les touristes, ainsi que tout utilisateur de véhicules routiers opérant avec le système RTI sont donc automatiquement invités à suivre des déviations menant à des directions inappropriées voire fausses.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelle est l'administration étatique responsable pour communiquer les données informatiques d'un changement de circulation temporaire au système RTI en cas de chantier ou d'accidents ?

- Quelle est la raison voire le but poursuivi par l'indication d'une interdiction de circulation totale au centre de Diekirch ?

- N'existe-t-il pas une contradiction entre les panneaux directionnels routiers et les informations obtenues par le système RTI ?

- Dans le cas où le système RTI ne pourrait être adapté à la circulation routière réelle Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis de remettre le système RTI à la situation antérieure afin que les utilisateurs routiers puissent se confier à la signalisation routière mise en place pour la durée du chantier ?

Réponse (11.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Avant de pouvoir répondre à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Haagen au sujet des travaux dans la rue du Pont à Diekirch, des précisions ainsi que quelques notions de base sont nécessaires quant au fonctionnement actuel de la mise à disposition de « données trafic » (chantiers, manifestations, incidents, etc.) au public.

De prime abord, un système ou module informatique nommé « Road and Traffic Information System » dit « RTI » n'est en ce sens pas connu ou utilisé par les instances de l'État. Il s'agit soit d'un logiciel ou système de navigation spécifique d'une entreprise privée, soit d'un terme générique décrivant la thématique de la gestion informatique de données de gestion routière dite « données trafic ».

Deuxièmement, l'enregistrement et la diffusion des données informatiques relatives à des chantiers ou accidents se font gratuitement ou contre paiement au travers de différentes technologies informatiques, soit par des instances administratives ou des entités privées, dépendant de leur degré de compétence ou de leur plan business. Il existe ainsi de multiples chaînes de saisie, de validation et de mise à disposition des données « trafic » de type « public » ou « privé ».

Finalement la réglementation et la gestion des chantiers incombent aux administrations territorialement compétentes.

- Les « données trafic » concernant la voirie de l'État sont mises à disposition par les services de l'Administration des ponts et chaussées (APC), tels que le service du CITA et les services régionaux, et incluent des interventions programmées à l'intérieur des agglomérations, organisées et réglementées par les autorités communales, si suffisamment connues à l'avance. L'État ne peut pas fournir des informations relatives à des interventions sur la voirie communale.

Après avoir généré et validé ces données, qui sont continuellement tenues à jour, l'APC met à disposition du public ces données de façon visuelle et informatique sur les portails « cita.lu » et « data.public.lu ».

Parallèlement ces informations sont transmises au Trafic Centre de l'Automobile Club du Luxembourg (ACL), qui se coordonne avec le centre de contrôle du trafic du CITA, pour alimenter les chaînes broadcast (média, radio) et le Traffic Message Channel (TMC) qui sont distribués gratuitement ou moyennant paiement, selon les licences. Toutes ces données peuvent ainsi être récupérées par des tiers et utilisées lors de leurs trajets ou incorporées dans leur propre système.

- Il est supposé que cette question se réfère à un système de navigation et il est ainsi impossible d'y répondre. En référence aux explications fournies ci-dessus, les instances étatiques n'ont aucun moyen de vérifier ou valider les outils informatiques mis à disposition des usagers de la route dans leur véhicule ou sur leur GSM. La source des « données trafic » et des informations de base fournis, par exemple la cartographie, relève de la compétence du fabricant.

Dans ce cas concret, l'Administration des ponts et chaussées est déjà intervenue auprès de fournisseurs de navigateur pour les informer de modifications apportées à la circulation pour la durée d'un chantier, avec comme réponse qu'il n'était techniquement pas possible de modifier les sens de circulation existants. Il faut en conclure que chaque système de navigation a ces propres matériaux cartographiques et sa propre programmation de routage. Dépendant de la génération du système de navigation, les « données trafic » peuvent être intégrées ou non dans un système de navigation en se basant sur TMC ou d'autres sources privées offertes. Il est peu probable que la majorité des systèmes de navigation puissent suivre, impérativement et à très court terme, ces modifications. Également, la validité et la précision des consignes et des informations des systèmes de navigation ne sont vraisemblablement pas garanties par les fournisseurs de ces systèmes aux clients finaux.

- Les données fournies par un système de navigation peuvent toujours être erronées ou en contradiction avec les données officielles fournies par les sources officielles comme l'Administration des ponts et chaussées ou l'ACL.

Les fournisseurs de matériel cartographique d'un système de navigation n'adaptent pas leurs logiciels aux changements temporaires, notamment en cas de chantiers. Si la cartographie intégrée du système de navigation ne prévoit pas une circulation bidirectionnelle, il est à l'heure actuelle et selon notre expérience, impossible de modifier temporairement un sens unique. Par exemple à Diekirch, le fait qu'il y a un changement de directions (uni/bidirectionnel) est très probablement responsable de l'erreur constatée. Il n'existe aucun moyen pour l'APC d'éviter cette erreur qui trouve sa source dans un produit du marché.

Les panneaux directionnels, mis en place par les services de l'APC en coordination avec les instances communales, sont adaptés au fur et à mesure de l'avancement du chantier. L'observation et le respect des signaux routiers prime sur toute autre source d'information.

- Concernant la circulation au centre de Diekirch pendant les travaux dans la rue du Pont, qui devrait s'achever fin novembre 2021, la Ville de Diekirch s'est concertée avec l'APC pour trouver une solution temporaire satisfaisante. Avant le démarrage du chantier, toute la signalisation verticale et horizontale a été planifiée en étroite collaboration. La Ville de Diekirch a, de plus, mandaté un bureau d'études afin d'analyser certaines variantes pour les déviations. Tous les règlements pertinents ont été édictés par la Ville de Diekirch. Une fois les travaux terminés, les anciens tracés et sens de circulation seront rétablis.

Il va de soi qu'il est difficile de trouver une solution globalement satisfaisante lors d'un chantier dans une ville comme Diekirch avec un trafic important, notamment durant les heures de pointe. Chaque chantier qui vise à améliorer une situation existante pour le bien de tous, demande un peu de compréhension et de patience de la part des conducteurs et, le cas échéant, des riverains concernés.

Question 4998 (21.09.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **traitement fiscal des revenus issus d'installations photovoltaïques :**

À l'heure actuelle, l'exploitation par une personne physique d'une installation photovoltaïque dont la puissance ne dépasse pas 4 kWp est considérée par l'Administration des contributions directes comme une activité d'amateur et par conséquent, les revenus respectifs ne sont pas imposables. Au-delà de la puissance de 4 kWp, cette activité est considérée comme une activité commerciale et les revenus sont imposables.

Lors du dépôt du projet de budget pour l'exercice 2021, le Gouvernement a annoncé qu'il entend hausser ce plafond. Cette adaptation est en phase avec l'augmentation générale de la puissance des installations photovoltaïques gérées par des particuliers suite aux avancées technologiques. De plus, face à l'urgence d'accélérer la transition vers une production d'énergie décarbonisée, il s'agit aussi d'une mesure qui encourage davantage les particuliers à investir dans les énergies renouvelables en les rendant encore plus attractives.

Or, depuis l'annonce de la mesure précitée, la circulaire respective (circulaire L.I.R. n° 14/2 du 23 mai 2003) n'a pas encore été adaptée.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Suite à l'annonce du Gouvernement en fin d'année 2020 de vouloir augmenter le plafond d'exemption fiscale, endéans quel délai la circulaire respective sera-t-elle adaptée ? Quel sera le nouveau plafond ?

2) Les ménages ayant investi dans une installation photovoltaïque depuis que le Gouvernement a annoncé une hausse du plafond pourront-ils profiter de cet avantage dès l'année 2021 ?

3) Les ménages qui exploitaient déjà avant 2021 une installation photovoltaïque dont la puissance se situe au-dessus de 4 kWp et en dessous du nouveau plafond pourront-ils aussi profiter de l'avantage fiscal dès l'année 2021 ?

Réponse (26.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En réponse à la question de l'honorable Député, il convient de souligner que la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 14/2 du 23 mai 2003 a été adaptée en date du 22 septembre 2021. Ces adaptations portent entre autres sur la hausse du plafond de puissance d'une petite installation photovoltaïque, qui s'élève à partir de l'année d'imposition 2021 à 10 kWc.

Dès lors les ménages ayant investi en cours de l'année d'imposition 2021 ou avant cette date dans une installation photovoltaïque avec une puissance inférieure ou égale à 10 kWc sont dispensés à partir de l'année d'imposition 2021 aussi bien de la déclaration que de la justification des revenus et des dépenses se rapportant à l'exploitation de l'installation photovoltaïque.

Question 5002 (22.09.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **prix du gaz naturel** :

L'Europe se voit actuellement confrontée à une véritable envolée des prix du gaz naturel, ce qui a comme conséquence que la facture d'énergie des ménages augmente sensiblement.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre le Ministre de l'Énergie :

1) Quelles sont les raisons de cette explosion des prix du gaz ?

2) Quel est le niveau des stocks de gaz en Europe ?

3) Notre pays connaît-il actuellement des problèmes d'approvisionnement ou risque-t-il d'en connaître dès cet hiver ?

4) Quelle est l'évolution du prix du gaz naturel au Luxembourg depuis le début de l'année et par rapport aux prix de 2020 ?

5) Quelles en sont les conséquences budgétaires pour un ménage moyen ?

6) Par quelles mesures le Gouvernement entend-il amortir le choc dû à l'augmentation des prix du gaz, de l'électricité et de l'énergie en général et prioritairement en faveur des ménages à faible revenu, afin de prévenir la précarité énergétique ?

7) La flambée des prix du gaz risque-t-elle de perdurer et le cas échéant pour quelles raisons ?

Réponse commune (26.10.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région :*

ad 1) L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a identifié une série de facteurs explicatifs tant du côté de l'offre que du côté de la demande. Parmi ceux-ci figurent, après la chute de la demande pendant les confinements dus au Covid, en bonne place une reprise économique post Covid plus marquée, notamment en Asie. Ces zones géographiques absorbent une part importante des ressources gazières transportées sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL). Dans un marché du gaz mondialisé, cette contrainte sur l'offre tire à la hausse le cours de la matière première dont les effets se font sentir partout, y compris en Europe. Un tel mécanisme peut également être observé sur d'autres chaînes de valeurs globales, comme le transport maritime.

En Europe, le printemps froid de cette année a nécessité davantage la consommation de gaz pour le chauffage jusque fin mai et a déplacé le début du remplissage des stocks gaziers jusqu'en juin et ainsi raccourci la période de remplissage de deux mois. De ce fait, la demande en été pour le gaz de remplissage des stocks a été plus élevée que les années précédentes. La demande en gaz a aussi été supérieure dans le secteur de la production d'électricité.

L'AIE souligne que sur la base des informations disponibles, la Russie remplirait ses contrats à long terme avec ses homologues européens, mais ses exportations vers l'Europe seraient en baisse par rapport à leur niveau de 2019. Elle estime que la Russie pourrait faire davantage pour augmenter la disponibilité du gaz vers l'Europe et s'assurer que le stockage sera rempli à des niveaux adéquats en vue de la prochaine saison de chauffage hivernale. Ce serait également l'occasion pour la Russie de souligner ses références en tant que fournisseur fiable sur le marché européen.

ad 2) Dans le cadre de son obligation en vertu de l'art. 8(3)(f) du règlement (CE) 715/2009, le European Network of Transmission System Operators for Gas (ENTSOG) a entrepris, comme tous les ans, une évaluation du réseau gazier européen pour le prochain hiver (octobre 2021 à mars 2022), dit « Winter Supply Outlook ». Le rapport étudie l'évolution possible des approvisionnements et des stocks de gaz souterrains au cours de la saison ainsi que la capacité de l'infrastructure gazière à répondre à la demande, en particulier pour faire face à des situations de forte demande.[1]

En ce qui concerne l'utilisation des capacités de stockage souterrain de gaz, le rapport conclut qu'au 1er octobre 2021, le niveau de stockage de l'Union européenne affiche un taux de remplissage de 75 % ou de 831 TWh, et ceci pour deux raisons principales :

- forte utilisation de la flexibilité du stockage durant l'hiver 2020-2021, se traduisant par un faible niveau de stockage (30 % ou 336 TWh) en début de la saison d'injection,
- faible injection pendant l'été tout en observant des prix du gaz inhabituellement élevés.

Selon le rapport de l'ENTSOG, en termes de volumes absolus dans les stockages de gaz, les plus importants sont situés en Italie, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas. Au 1er octobre 2021, le stock total initial des stockages souterrains est d'environ 831 TWh contre 1053 TWh en 2020. Les niveaux réels pour chaque pays montrent des différences substantielles d'un pays à l'autre. Par rapport aux années précédentes, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche ont un faible niveau de stockage, dû aussi à un manque de réglementation nationale en la matière. Ces trois pays, qui représentent une capacité de stockage cumulée de 470 TWh, soit 42 % du stockage européen, ont connu une injection limitée au cours de l'été alors que l'infrastructure gazière de l'Union européenne a été pleinement opérationnelle et fonctionnelle. Ces niveaux pourraient toutefois augmenter en octobre puisque la saison des injections se poursuit généralement dans certains pays jusqu'au 1er novembre.

Le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire est en contact régulier avec les fournisseurs de gaz nationaux afin d'évaluer la situation et avoir un échange sur des mesures à prendre. Dans ces échanges va aussi être abordée la question d'une éventuelle réglementation européenne plus stricte en matière de stockage et une éventuelle obligation pour les acteurs du marché d'acheter des quantités de gaz à long terme.

ad 3) Dans le rapport cité plus haut, l'ENTSOG a utilisé une analyse de sensibilité pour vérifier si le système gazier européen est capable de gérer l'hiver dans différentes conditions de demande : le scénario de l'hiver de référence et celui de l'hiver froid.

Selon la modélisation et les hypothèses d'approvisionnement de l'ENTSOG, le rapport confirme la capacité des infrastructures gazières européennes à faire face à un scénario d'hiver froid 2021-2022 avec une flexibilité suffisante dans la plupart des régions d'Europe. Cette évaluation est valable tout au long de la saison et dans des situations de forte demande. Ainsi, l'infrastructure gazière européenne offre une flexibilité suffisante pour assurer la sécurité d'approvisionnement en gaz en Europe, sous réserve que le gaz sera importé par des acteurs du marché en volumes similaires à ceux des dernières années.

Notre pays a des interconnexions gazières importantes aussi bien vers l'Allemagne que vers la Belgique. Selon le rapport de l'ILR « Chiffres clés du marché du gaz naturel - partie I » de juillet 2021[2], 22 % des importations de gaz naturel en 2020 ont été réalisées depuis l'Allemagne par rapport à 78 % depuis la Belgique. Depuis le 1er octobre 2015, le marché intégré BeLux entre le Luxembourg et la Belgique est opérationnel. Ainsi, les gestionnaires de réseau de transport de gaz luxembourgeois Creos Luxembourg SA et belge Fluxys Belgium SA ont intégré leurs deux marchés nationaux pour former la zone BeLux. De cette façon, les fournisseurs actifs au Luxembourg peuvent s'approvisionner directement au point d'échange virtuel ZTP, dans un environnement de prix plus compétitifs pour les clients finals luxembourgeois grâce à l'accès à un marché de consommation élargi. De plus, le marché belge du gaz naturel est un des plus interconnectés et liquides en Europe avec une sécurité d'approvisionnement très prononcée. En effet, dans les simulations entreprises par ENTSOG lors de l'établissement de leur Winter Supply Outlook 2021-2022, la Belgique, et a fortiori le marché luxembourgeois, n'aurait à s'attendre à aucun problème d'approvisionnement durant la saison hivernale prochaine.

En conclusion, notre pays n'a actuellement pas de problèmes d'approvisionnement en gaz naturel, ni risque-t-il d'en connaître dès cet hiver.

ad 4) En moyenne, le prix intégré du gaz par mètre cube pour un client domestique affiché au 1er novembre 2021 a augmenté d'environ 73 % par rapport à celui affiché au 1er janvier 2021. En moyenne, le prix intégré du gaz par mètre cube pour un client domestique affiché au 1er novembre 2021 a augmenté d'environ 58 % par rapport à celui affiché au 1er janvier 2020. En effet, cette augmentation est moins prononcée, car durant l'année 2020, ces prix avaient diminué d'environ 18 %.

ad 5) Selon le rapport de l'ILR cité plus haut, le client domestique type consomme 2.777 m^3 de gaz naturel par année. Si ce client domestique type compare sa facture annuelle de gaz naturel de 2020 avec celle de 2021, celle-ci passe en moyenne d'environ 1.310 € à 1.685 € en augmentant donc d'environ 375 € ou de 28,6 %.

ad 6) Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 12 octobre dernier, Monsieur le Premier Ministre a annoncé l'augmentation de l'allocation de vie chère (AVC) d'au moins deux cents euros par ménage à compter de l'année 2022. Cette augmentation de l'AVC vise, de manière générale, à permettre aux ménages bénéficiaires d'amortir la perte de pouvoir d'achat due à l'augmentation importante des prix à la consommation, dont les prix de l'énergie.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les montants de l'allocation de vie chère pour les années 2021 et 2022, par ménage éligible :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les offices sociaux peuvent dispenser une aide matérielle aux ménages en situation de détresse qui risquent d'être les plus affectés par la situation afin de leur permettre de supporter le surcoût temporaire impliqué par le renchérissement des factures de gaz et d'électricité.

ad 7) Alors que rien n'est aussi imprévisible que l'avenir, les prix affichés au point d'échange virtuel du gaz naturel TTF pour le deuxième et troisième semestre 2022 semblent indiquer un retour vers des niveaux moins élevés qu'affichés actuellement.

Question 5003 (22.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **participation aux « classes de neige » :**

A Lycéeën an a Primärschoule soll et Fäll ginn, wou Kanner vun Ausflich a sougenannte „classes de neige" vu vireran ausgeschloss ginn, well se net geimpft sinn. Eltere kruten a konkreete Fäll matgedeelt, dass hiert Kand net matfueren dierf, wann et net vollstänneg geimpft ass.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann de Minister confirméieren, datt ongeimpft Schüler net un Ausflich bzw. u „classes de neige" kënnen deelhuelen? Wa jo, ass an deem Zesummenhank eng Uweisung vum Ministère un d'Schoulen erausgaangen? Wann nee, wéi steet den Här Minister zu dëser punktueller Impfflicht fir Schüler? Gëtt et dozou eng gesetzlech Basis?

2. Hunn d'Elteren, deenen hiert Kand, dat net geimpft ass, net un engem Ausfluch oder enger „classes de neige" deelhuele kann, d'Méiglechkeet, géint dës Entscheedung vun der Schouldirektioun virzegoen? Wat réit den Här Minister an dësem Fall den Elteren?

Réponse (19.10.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierte geet aus der Instruktioun ervir, déi virum Schoulufank un d'Regionaldirektiounen am Enseignement fondamental an un d'Lycéesdirektiounen am Enseignement secondaire gaang ass. Wat d'Schoulreese betrëfft, heescht et do: « Les visites d'intérêt pédagogique ainsi que les excursions scolaires, même à l'étranger et comportant une ou plusieurs nuitées, sont autorisées sous réserve du respect du protocole sanitaire du lieu de destination. Les excursions comportant une ou plusieurs nuitées se déroulent sous le régime Covid check. » Eng Impfflicht ass deemno net virgesinn.

Ech bieden den honorabelen Deputéierten, mir déi Schoulen oder Lycéeë matzedeelen, an deenen dës Instruktioun net agehale gëtt, fir datt meng Servicer deene Fäll kënnen nogoen.

Question 5005 (23.09.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**obtention d'un numéro d'identification à la TVA :**

D'Prozedur, fir eng TVA-Nummer zu Lëtzebuerg unzefroen, léisst sech integral iwwert myguichet.lu maachen. Nom Aschécke vun de Formulairë muss ee just nach op d'Äntwert vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) waarden. Dee Moment, wou een d'TVA-Nummer awer erëm wëll ofmellen, besteet just nach d'Méiglechkeet, ee Formulaire erofzelueden, auszefëllen a per Bréif un d'AED ze schécken.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Ass virgesinn, dës Prozedur vun der Cessatioun och komplett ze digitaliséieren? Falls jo, ab wéini soll dëst méiglech sinn?

2. Existéiert ee festen Zäitplang fir d'Digitalisatioun vun den nach feelenden Demarchë bei der AED?

Réponse (26.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Ewéi am éierbaren Deputéierte senger Fro erwäänt, ass et effektiv haut scho méiglech, eng TVA-Identifikatiounsnummer iwwert den digitale Wee via Myguichet.lu unzefroen. Et ass virgesinn, och am Kader vun enger Cessatioun dës TVA-Nummer iwwert eng Demarche bei Myguichet.lu erëm kënnen ofzemellen. Dës Prozedur soll am Laf vum Joer 2022 operationell sinn.

D'Verwaltung ass permanent amgaang weider Demarchen ze digitaliséieren, dëst ënner Berécksiichtegung vun de Prioritéiten an den disponibele Ressourcen, an a Concertatioun mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE)

Question 5007 (24.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **service CFL Flex :**

De Minister fir Mobilitéit huet an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4281 Erklärungen zum Fonctionnement vun der Carsharing-Initiativ „CFL Flex" ginn. De Projet ass an der Mobilitéitsstrategie MoDu 2.0 virgesinn, fir de Carsharing an d'Fahrgemeinschaften hei am Land ze förderen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

- Zu de Clientszuelen huet de Minister follgend Informatioune ginn:

Esouwuel d'Zuel vun den ageschriwwene Clienten (ca. 5.160 den 31. Mee 2021) ewéi och d'Zuel vun de Reservatiounen hu weider eng staark positiv Tendenz.

Wéi vill vun deene 5.160 Clientë sinn dem CFL-Grupp zouzerechnen?

Réponse (18.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Vun de 5.160 Flex-Aboen, déi CFL Mobility um 31. Mee 2021 gezielt huet, ware 560 Aboen dem CFL-Grupp zouzerechnen.

Question 5009 (24.09.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **médecine environnementale :**

Dans la réponse gouvernementale à notre question n° 3705 datant du 24 mars 2021 et portant sur la médecine environnementale, certaines questions n'ont pas été abordées.

C'est pourquoi nous nous permettons de revenir sur les questions concernées à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien de visites de terrain le Service de la médecine de l'environnement a-t-il effectuées au cours des cinq dernières années et quelle est l'évolution du nombre des analyses effectuées ?

2) Quelles sont les substances toxiques détectées sur les lieux de travail d'une part et les habitations privées d'autre part ? Quelle est l'évolution de ces nombres ?

3) Quelles sont actuellement les mesures d'encadrement et de suivi apportées aux personnes confrontées à des substances toxiques détectées par le service en question ?

Réponse (25.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre de visites du Service environnement de la Direction de la santé.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

[1] https://www.entsog.eu/sites/default/files/2021-10/SO0032-21_Winter%20Supply%20Outlook_2021-22_Final%20.pdf

[2] https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU-1685561960-890.pdf

La diminution du nombre d'analyses pour les années 2017-2018 s'explique par une diminution du personnel affecté au Service de l'environnement et des restructurations au niveau du LNS, le laboratoire d'analyse partenaire de la Direction de la santé. Pour l'année 2020, le personnel du Service santé environnementale a été en partie réaffecté à d'autres tâches, ceci notamment en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

ad 2) Concernant les habitations privées, le Service environnement de la Direction de la santé établit les constats suivants :

- les substances chimiques semi-volatiles (COSV) le plus souvent détectées et présentes dans pratiquement tour les lieux analysés sont phtalates (plastifiant) et les retardateurs de flammes organophosphorés ;
- plus rarement, des biocides sont détectés, le plus souvent le perméthrine (10 % des cas) ;
- parmi les métaux lourds, l'antimoine et le nickel, le fer et l'aluminium sont détectés ;
- concernant les substances chimiques volatiles (COV), les substances les plus souvent détectées sont le formaldéhyde (45 % de cas), le butoxypropanol (27 % des cas), le benzène et le limonène (23 % des cas).

Concernant les lieux de travail, la plupart des analyses concernent les bureaux où l'on retrouve en général les mêmes substances toxiques que dans les habitations privées.

De manière générale, l'on constate que pour les cinq dernières années, la composition des contaminants détectés n'a pas beaucoup varié.

ad 3) Actuellement, le Service de la santé environnementale de la Direction de la santé émet des rapports de résultats d'analyses détaillés avec des évaluations et explications compréhensibles pour le patient. Dans le cas de dépassements des valeurs d'orientation, des analyses complémentaires sont effectuées sur demande de la personne concernée pour identifier la source de contamination et donner des conseils d'assainissement adéquats afin de réduire ou d'éliminer l'exposition.

En milieu privé où l'analyse est effectuée sur demande du médecin traitant, par ordonnance médicale, le patient doit, après réception du rapport, recontacter son médecin traitant pour le suivi médical. En ce qui concerne les lieux de travail, le suivi et contrôle médical est géré par le médecin de travail responsable qui est en général contacté par le Service santé environnementale ou par l'intermédiaire de la division de la santé au travail de la Direction de la santé.

Question 5012 (27.09.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **« Health Emergency Preparedness and Response Authority » :**

A senger Äntwert op meng urgent parlamentaresch Fro N° 2836 (Délocalisation de certains services administratifs de la Commission européenne) huet den Här Minister geschriwwen:

„D'Regierung setzt sech konsequent derfir an, fir d'Presenz vun den EU-Institutiounen an Agencen am Grand-Duché weider ze stäerken. Nieft der enker Zesummenaarbecht mat den EU-Institutiounen an Agencen, déi hire Sëtz schonn am Grand-Duché hunn, wat d'Realisatioun vu Bauprojete betrëfft, schafft d'Regierung och aktiv drun, fir nei EU-Agencen a Strukturen op Lëtzebuerg ze kréien, notamment an de Beräicher Digitales, Justiz, Finanzen a Gesondheet." Vu mir ënnerstrach ass „Gesondheet".

Mat Bezuch op d'Europäesch Exekutivagence fir Verbraucher, Gesondheet, Landwirtschaft an Ernierung (CHAFEA), déi no de Pläng vun der Europäescher Kommissioun vu Lëtzebuerg op Bréissel plënnere sollt, hat den Här Minister am gläichen Tounfall op d'parlamentaresch Fro N° 2149 geäntwert:

„D'Regierung setzt sech konsequent derfir an, fir d'Presenz vun den EU-Institutiounen am Grand-Duché weider ze stäerken a fir den EU-Fonctionnairen an Agenten déi beschten Aarbechts- a Liewenskonditiounen ze bidden. Nieft der enker Zesummenaarbecht mat den europäeschen Institutiounen an Agencen, wat d'Realisatioun vu Bauprojete betrëfft, huet d'Regierung eng ganz Rëtsch Mesurë geholl - wéi ënner anerem de Chèque-service accueil, Subventiounen, wat de Logement betrëfft, an de gratis ëffentlechen Transport -, déi zur allgemenger Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäidroen. An deem Kontext sief och gesot, datt et kee Lien gëtt tëscht der Intentioun vun der Europäescher Kommissioun, fir CHAFEA zouzemaachen an hir Aktivitéiten op Bréissel ze transferéieren, an den Aarbechts- a Liewenskonditiounen hei ze Lëtzebuerg."

D'Entscheedung vun der Europäescher Kommissioun, fir d'CHAFEA op Bréissel ze transferéieren, huet d'Deputéiertechamber den 11. Juni 2020 dozou beweegt, eng Resolutioun unzehuelen, an där et heescht:

« La Chambre des Députés, considérant

- l'intention de la Commission européenne de transférer les activités de l'Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA) établie actuellement à Luxembourg vers Bruxelles ;

- la volonté de la Commission européenne d'intégrer l'activité de cette Agence importante dans d'autres agences exécutives situées à Bruxelles ;

- qu'une telle décision en pleine crise sanitaire due au virus COVID-19 est difficilement compréhensible, ceci d'autant moins que la Direction C "Santé publique, connaissance des États membres, gestion de crise" de la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne est implantée à Luxembourg et fonctionne remarquablement bien ;

[...]

rappelant que l'implantation de la CHAFEA à Luxembourg est en ligne avec : 1. le Protocole n° 6 sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes, organismes et services de l'Union européenne, annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ; 2. la décision des représentants des gouvernements des États membres, du 8 avril 1965, relative à l'installation provisoire de certaines institutions et de certains services des Communautés (67/446/CEE) (67/30/Euratom), d'implanter la Direction de la protection sanitaire de la Commission européenne à Luxembourg ; 3. l'accord Kinnock/Polfer de 2003 qui stipule que la création de la CHAFEA à Luxembourg était destinée à compenser la réorganisation de la Direction Santé/C et le transfert de postes vers Bruxelles ;

[...]

s'engage à soutenir tous les efforts du Gouvernement luxembourgeois et des représentants luxembourgeois dans les institutions de l'UE en vue de convaincre la Commission européenne de reconsidérer sa décision et de renforcer la CHAFEA au Luxembourg et plus généralement le pôle santé au Luxembourg, en profitant pleinement des possibilités de synergies dans le cadre de la e-santé, au lieu de la dissoudre et de transférer ses activités vers d'autres agences exécutives implantées à Bruxelles [...] »

Dofir ass et ëmsou méi verwonnerlech, datt de 17. September an der Press ze liese war, datt d'EU-Kommissioun mat der „Health Emergency Preparedness and Response Authority" (HERA) eng nei Gesondheetsverwaltung zu Bréissel implantéiere wëll, an zwar net als eegestänneg Agence, mee quasi als Bestanddeel vun der EU-Kommissioun.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Baussen- an Europaminister:

1. Ass déi Lëtzebuerger Regierung iwwer dës Decisioun vun der EU-Kommissioun informéiert ginn?

2. Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dëser Decisioun? Torpedéiert dës Decisioun net déi vun der Chamber an der Lëtzebuerger Regierung getraffe Mesuren an déi mentionéiert Resolutioun?

3. Leien der Regierung Informatioune vir, wéi et zu dëser Initiativ vun der EU-Kommissioun komm ass?

4. Ass den Här Minister der Meenung, datt et der EU-Kommissioun iwwerhaapt zousteet, esou eng Verwaltung ze schafen a se sech quasi selwer ze incorporéieren? Ass et net esou, datt Gesondheetspolitik an der EU eng Kompetenz vun de Memberstaaten ass?

5. Gëtt et Iwwerleeungen, Deeler vun dëser Verwaltung op Lëtzebuerg ze huelen? Wëll d'Regierung Initiativen an deem Sënn huelen?

Réponse (28.10.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

D'Schafe vun enger europäescher BARDA ënnert der Form vun enger Agence gouf de 16. September 2020 vun der Kommissiounspresidentin, der Madamm von der Leyen, an hirer Ried zur Lag vun der Unioun 2020 eng éischte Kéier opbruecht. Ee Joer méi spéit, an der Ried zur Lag vun der Unioun 2021, huet d'Kommissiounspresidentin dunn d'Schafe vun der HERA (European Health Emergency Preparedness and Response Authority) als Autoritéit ugekënnegt.

Virum deem Hannergrond huet d'Europäesch Kommissioun all d'Memberstaaten iwwerrascht, wéi si den Dag drop, de 16. September 2021, eng Decisioun geholl huet, fir d'HERA direkt als interne Service vun der Kommissioun opzesetzen. D'Kommissioun huet dat argumentéiert mat der Noutwennegkeet, fir d'HERA esou séier wéi méiglech operationell ze hunn. Donieft huet d'Europäesch Kommissioun de Memberstaaten e Reglement virgeluecht, dat ënner anerem den Ëmfang vun den Aufgabe vun der HERA soll festleeën. Dës Propos gëtt aktuell am Conseil diskutéiert an d'Regierung huet, wéi déi aner Memberstaaten, eng Rëtsch Froen zu dëser Propos, och wat d'Kompetenze vun der Autoritéit an déi vun der Kommissioun virgeschloe juristesch Basis ubelaangt.

Am Sënn vun der Resolutioun, déi d'Chamber den 11. Juni 2020 ugeholl huet, huet d'Regierung scho ganz fréi, no der éischter Annonce vusäite vun der Kommissioun, dat se wéilt esou eng nei Agence grënnen, d'Initiativ ergraff, fir der Europäescher Kommissioun, an dat op allen Niveauen, eisen Interessi, fir dës Agence hei ze Lëtzebuerg unzesidelen, matzedeelen, mam Hiweis net nëmmen op déi grouss Experienz vun der Direktioun C vun der Generaldirektioun Gesondheet a Liewensmëttelsécherheet (DG Santé), mä och op déi zu Lëtzebuerg present Servicer vun der Kommissioun an aneren hei relevanten Domänen an déi dofir méiglech Synergien a Kooperatiounen zu Lëtzebuerg. D'Regierung wäert déi Efforte weiderféieren, och wa mer elo net vun enger Agence décentralisée oder enger Agence exécutive schwätzen.

Question 5015 (27.09.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **goudronnage à l'aide de gravillon du CR308 entre Koetschette et Grevels :**

Il me revient que suite aux travaux de route sur le CR308 entre Koetschette et Grevels, qui a été goudronné à l'aide de gravillon (« Rollsplitt »), de nombreux dégâts auraient été constatés par les riverains, tels que des fenêtres de voitures et de tracteurs cassées ainsi que des bosses dans bon nombre de véhicules.

Dans ce cadre j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- L'Administration des ponts et chaussées a-t-elle reçu des réclamations à cet égard ? Dans l'affirmative, combien de réclamations ont été recensées ?

- Pour quelles raisons le goudronnage à l'aide de gravillon est-il toujours employé ? N'existe-t-il pas d'alternative à cette technique ?

- Le gravillon est-il utilisé pour tous les chantiers de ce genre ? Quels sont les paramètres déterminant l'usage de gravillon lors de travaux de route ?

Réponse (08.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Les travaux sur le chemin CR308 entre Koetschette et Grevels ont été réalisés les 20 et 21 septembre 2021. Après ces travaux, la vitesse maximale a été limitée à 50 km/h (jusqu'au 24 octobre 2021), ce qui est le moyen approprié et usuel pour éviter les projections de gravillons subsistants, et correspond aux règles de l'art au niveau international.

Néanmoins, une vingtaine de réclamations écrites au sujet de dégâts subis par des automobilistes après l'exécution de travaux d'enduisage sur le CR308, sont parvenues à l'Administration des ponts et chaussées.

La technique utilisée lors des travaux sur le chemin CR308, soit l'entretien de surface par enduisage/gravillonnage, permet de prolonger la durée de vie des structures routières et des couches de roulement et constitue une technique qui a fait ses preuves pendant des années. Cependant, le dépassement de la vitesse autorisée peut entraîner les dégâts évoqués par l'honorable Député Monsieur André Bauler.

En termes d'économie, le recours à l'enduisage est un bon moyen de maintenir les routes dans un état convenable et de prolonger leur durée de vie de dix à 15 ans.

En effet, cette technique empêche l'eau de ruissellement de pénétrer par des fissures dans la couche de roulement ou dans l'assise de la chaussée, ce qui entraînerait en conséquence des dégâts en cas de gel (formation de nids de poule, décohésion de la structure, etc.). De plus, les tronçons de route traités par enduisage présentent une rugosité excellente, ce qui augmente la sécurité des conducteurs.

L'alternative aux travaux d'enduisage consisterait dans le renouvellement complet de la couche de roulement par la méthode du raclage, même si le corps de la couche est encore en bon état. L'Administration des ponts et chaussées traite en moyenne 180.000 m^2 de route par an par la méthode du raclage et 130.000 à 150.000 m^2 par la technique d'enduisage superficiel. Il s'ensuit que la substitution des travaux d'enduisage/gravillonnage par la méthode du raclage entraînerait une augmentation considérable des dépenses du budget de l'État.

D'un point de vue écologique, les émissions de dioxyde de carbone sont également plus importantes pour les travaux de raclage que pour les travaux d'enduisage. En effet, les travaux d'enduisage consomment seulement un quart des matières premières par rapport aux travaux de raclage.

Question 5016 (28.09.2021) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**évaluation archéologique de nouveaux projets et travaux d'aménagement par le Centre national de recherche archéologique :**

Et ass eis zu Ouere komm, dass et bei ville Logementsprojeten zu gréissere Retarde kéim, well et ënnert anerem zimmlech laang dauere géif, bis déi obligatoresch archeologesch Evaluatioun vum Centre national de recherche archéologique (CNRA) ofgeschloss wier.

An deem Kader wollte mir der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

- Wéi vill Demandë fir eng archeologesch Evaluatioun huet de CNRA déi lescht fënnef Joer pro Mount erakritt? Wéi vill Demanden huet de CNRA am selwechten Zäitraum evakuéiert?

- Kann d'Madamm Ministesch eis soen, wéi laang et duerchschnëttlech vun der Receptioun bis zum Ofschloss vun engem Dossier dauert?

- Wat wieren d'Grënn fir eng eventuell laang Waardezäit?

- Wéi gedenkt d'Ministesch, dës eventuell Problematik ze entschäerfen?

Réponse (12.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Tëschent 2017 an Oktober 2021 krut de CNRA eng 2.967 Demandë fir eng archeologesch Evaluatioun. Des Demandë sinn och all „evakuéiert" ginn (bis op d'Ausnam vu ganz rezenten Demanden), am Sënn, datt eng Decisioun fir Sondagen oder Fouillen oder vun enger „levée de contrainte archéologique" (wat bedeit, datt d'Potentialité archéologique, also d'Chance, archeologesch Elementer am Buedem virzefannen, geréng ass) geholl gouf.

Vun der Receptioun vun enger Demande fir eng archeologesch Evaluatioun bis zum Verschécke vun der Decisioun vum CNRA (Prescriptioun vu Sondagen oder Fouillen oder Levée vun der Contrainte archéologique) dauert et an der Reegel eng bis maximal dräi Wochen. Den Datum vun de Sondagë gëtt vum Operateur an dem Amenageur fixéiert. D'Dauer vun de Sondagen als Opération archéologique, déi aus der Evaluatioun resultéiert, ass an de meeschte Fäll bis zu fënnef Deeg, a méi seelene Fäll kann et bis zu zéng Deeg daueren. Ausnamefäll ginn et ganz wéineg a sinn duerch d'Komplexitéit vun de Projete bedéngt.

Bei méi komplexe Projeten, wou de CNRA schonn an der Planungsphas mat abezu gëtt, leeft d'Évaluation archéologique parallell an a Kooperatioun mam Aménageur, se kann also esoulaang daueren ewéi Planungsphasen, dat heescht, et kann och méi laang ewéi dräi Wochen daueren. Et kann och virkommen, datt et duerch net komplett Demandë vun der archeologescher Evaluatioun oder duerch Visitten op der Plaz mat alle Bedeelegten zu méi laangen Delaie kënnt. Weider Facteuren, déi zu Verzögerunge kënne féieren, si Prozeduren an Oplagen (zum Beispill: Beem an Hecken, déi just am Wanter däerfe geschnidde ginn oder Autorisatiounen déi feelen), an de Planning vum Operateur.

D'Problematik vun enger eventuell laanger Waardezäit gëtt am Gesetz doduerch entschäerft, dass all Projet d'office vun enger Levée de contrainte profitéiert, wann de/d'Kulturminister/esch net innerhalb vun 30 Deeg eng Prescriptioun vu Sondagen oder Fouillë gemaach huet.

Question 5017 (28.09.2021) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **digitalisation des permis de conduire :**

An Däitschland gëtt den digitale Fürerschäin lues awer sécher Realitéit. Engem Zeitungsartikel no ass déi éischt Etapp vum digitale Fürerschäin vum Kraftfahrtbundesamt a vun der Bundesdruckerei entwéckelt ginn. Iwwer eng spezifesch App kënne sech an Zukunft Leit, déi e Fürerschäin hunn, hire Permis an digitaler Form ausstelle loossen an dësen digital op hirem Smartphone ofleeën. Nach ersetzt den digitale Permis dee klassesche Fürerschäin net, et versprécht ee sech dovun awer méi einfach Prozeduren, beispillsweis bei der Locatioun vun engem Auto oder beim Carsharing.

Virun dësem Hannergrond wéilt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Gëtt zu Lëtzebuerg och un der Entwécklung vun engem Fürerschäin an digitaler Form geschafft?

- Wa jo, wéi eng Institutioune respektiv Entreprisë sinn an deen Developpement involvéiert?

- Wéi eng Avantagë wäert deen digitale Fürerschäin par rapport zum klassesche Permis hunn?

- Wéini kéint den digitale Fürerschäin zu Lëtzebuerg operationell sinn?

- Fir de Fall, wou d'Entwécklung vum digitale Fürerschäin fir Lëtzebuerg nach net ugelaf wier, wat ass de Grond fir déi Zréckhalung?

Réponse (11.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Et hunn an der leschter Zäit effektiv eng Rei europäesch Länner en digitale Fürerschäin erausbruecht oder probéiert dat ze maachen. Dëst ass zum Beispill an Däitschland oder och a Portugal de Fall. D'App huet awer an Däitschland wéinst technesche Problemer schonn no e puer Deeg nees missen zréckgezu ginn. Och Éisträich huet d'Aféierung wéinst technesche Problemer no hanne verréckelt.

Hei muss een awer ervirhiewen, datt dëst reng national Fürerschäiner sinn, déi just um Territoire national gülteg sinn, well déi europäesch Fürerschäinsdirektiv dës Form vu Fürerschäin (nach) net virgesäit. Wann een am europäeschen Ausland ënnerwee ass, muss een awer ëmmer nach e physescht Dokument bei sech hunn.

Déi europäesch Kommissioun huet fir Enn 2022 eng Modifikatioun vun der Fürerschäinsdirektiv ugekënnegt. An deem Kader soll dann och den digitale Fürerschäin europäesch gereegelt ginn, an dann och an all EU-Land gülteg sinn. D'Aarbechten um techneschen Niveau, fir ënnert anerem den technesche Standard, deen dës Führerschäiner mussen erfëlle festzeleeën, fänken elo am Hierscht zu Bréissel un.

Lëtzebuerg wäert dës Virgabe vu Bréissel ofwaarden.

Question 5025 (29.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**alimentation électrique de certaines gares :**

Zu Wuelmereng an zu Däitsch-Oth, wou d'CFL, also de Lëtzebuerger Staat, zwee Zuchquaie gebaut hu fir déi franséisch Frontalieren, gëtt et säit iwwert enger Woch owes kee Stroum op de Quaien. Dee gouf vun de franséischen Autoritéiten ofgespaart.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Leien dem Här Minister Informatioune vir, firwat déi franséisch Autoritéiten op dëse Quaien owes de Stroum ofgespaart hunn?

2. Sinn déi Lëtzebuerger Autoritéiten iwwert dës Decisioun informéiert ginn?

3. Ass den Här Minister bzw. d'Direktioun vun den CFL intervenéiert, fir dëse Problem ze léisen?

4. Koum et duerch dës Decisioun zu Tëschefäll op de Quaien?

Réponse (26.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Opgrond vun enger Gesetzesännerung (loi 2019-1147 relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019) a Frankräich, déi den 1. Januar 2021 a Kraaft getrueden ass, huet d'EDF (Électricité de France) de Kontrakt mat den CFL geännert an duerno déi fälleg Rechnungen op eng falsch Adress geschéckt. Well d'CFL déi Rechnungen ni kruten, konnte se net bezuelt ginn. Dofir huet d'EDF dunn de Stroum ausgeschalt.

ad 2. D'CFL sinn doriwwer informéiert ginn, dass de Kontrakt géif geännert ginn, mä dat sollt automatesch geschéien, ouni dass d'CFL do eppes hätte missen ënnerhuelen. Ewéi kee Stroum méi op de Quaie war, ass dat de Clienten an och den CFL opgefall, well ausser der Beliichtung, déi net méi funktionéiert huet, och d'Billjeesautomate keng Réckmeldung méi un den Informatikserver ginn hunn.

ad 3. Wéi de Problem bis bekannt war, hunn d'CFL direkt versicht, d'EDF ze erreechen. Dat war awer komplizéiert, well d'EDF schwéier aus dem Ausland ze erreechen ass an hire Clientssystem hallefautomatesch funktionéiert an een d'Clientsnummer muss aginn, fir eng Verbindung ze kréien. Déi Nummer gouf awer och vun der EDF geännert, wéi de Kontrakt geännert gouf. Deemno war et net méiglech, d'EDF vu Lëtzebuerg aus ze kontaktéieren. E franséische Mataarbechter vun der CFL huet du vu sengem privaten Telefon aus Frankräich d'EDF kontaktéiert. An engem Telefonsgespréich konnt de Problem du gekläert an och a kuerzer Zäit (zwee Deeg) geléist ginn.

ad 4. D'CFL krute keng Reklamatiounen zu deem Sujet an et ass och keen Tëschefall um Quai bekannt.

Question 5037 (01.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **changement d'affectation de fonds forestiers :**

Am Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 kann een am Artikel 13, Ofsaz 1, Follgendes noliesen:

Tout changement d'affectation de fonds forestiers est interdit, à moins que le ministre ne l'autorise dans un but d'utilité publique ou en vue de la restructuration du parcellaire agricole permettant une amélioration de l'exploitation concernée.

Laut enger Publikatioun vum Statec ass eise Bësch vun 91.450 Hektar am Joer 2000 op 91.400 Hektar am Joer 2010 zréckgaangen. Domat hätt Lëtzebuerg 50 Hektar manner u Bësch.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi vill Hektar Bësch goufen opgrond vum Gesetz iwwert d'Utilité publique ëmklasséiert? Aus wat fir engen anere Grënn goufen dës Bëscher ëmklasséiert?

2. Wéi vill Hektar Bësch goufen ëmklasséiert opgrond vu Restrukturatiounen am Beräich vun der Landwirtschaft?

Réponse (15.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Preliminär Remark: d'Zuelen aus besoter Publikatioun berouen op Terrainsinventaren an Héichrechnungen, woubäi den Degré d'incertitude 0,8 % betrëfft. Dësen Degré d'incertitude ass iwwer zéngmol méi héich, wéi déi vermeintlech Differenz vu 50 ha. Domat kann een affirméieren, datt de Bilan vun der Gesamt-Bëschfläch zu Lëtzebuerg tëschent de Joren 2000 bis 2010 onverännert bliwwen ass.

ad 1. Am Kader vum besote Gesetz goufe 40 Projeten iwwert d'Utilité publique an der Gréngzon autoriséiert, déi zu enger Ëmklasséierung an zu enger Reduzéierung oder Zerstéierung vu 4,7 ha Bësch gefouert hunn. Dëst waren haaptsächlech Projete fir Stroossebau, Vëlospisten, Kläranlagen, Collecteuren, Quellfaassungen, Gas, Waasser- oder Stroumleitungen.

Doriwwer eraus goufen och 85 Projeten an der Bauzon autoriséiert, déi och zu enger Reduzéierung oder Zerstéierung vun 11,2 ha Bësch gefouert hunn. Dëst si ganz divers Projete vu PAP-Bauprojete bis Fussballsterrain, vu Schoule bis Privathaiser.

ad 2. Aus Grënn fir d'Landwirtschaft goufen 12 Projeten autoriséiert, déi zu enger Ëmklasséierung an zu enger Reduzéierung oder Zerstéierung vun 12,9 ha Bësch gefouert hunn.

Question 5039 (04.10.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**alimentation des animaux d'élevage :**

En 2017, le Luxembourg a cosigné, avec douze autres pays de l'UE, la « European Soya Declaration », soutenant des initiatives locales, régionales, nationales et européennes pour développer des approvisionnements durables en protéines. Parmi les revendications des signataires, on retrouve l'augmentation de la production de légumineuses adaptées aux conditions locales, en fonction des ressources naturelles disponibles, en utilisant des techniques de production durables.

Or, en ce qui concerne l'alimentation des animaux d'élevage, l'agriculture luxembourgeoise est toujours fortement dépendante du soja importé dans l'alimentation des animaux d'élevage. Selon l'étude « Current soybean feed consumption in Luxembourg and reduction capability as a basis for a future protein strategy » réalisée par l'Institut pour l'agriculture biologique et la culture agraire au Luxembourg (IBLA), l'agriculture luxembourgeoise aurait utilisé 27.453 t de soja en 2018, dont 10 % auraient été importées de l'Europe et 90 % d'outre-mer. Selon ladite étude, chaque habitant luxembourgeois aurait besoin d'une surface de 187 m^2 de terres arables en dehors de l'Europe pour la cultivation de soja.

L'étude propose des pistes afin d'atteindre une autarcie en matière de soja de 29 %. En outre, elle propose de profiter davantage des pâturages comme source de protéines :

"Luxembourg is a favorable grassland site with a high potential of using grassland to provide a protein source for dairy cows. Thus, nationally produced soybeans should be fed to monogastric animals and so a potential soybean autarky of 55 % for monogastric animals could be reached."[3]

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de l'étude susmentionnée ?

2) Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de l'étude ?

3) Le ministère envisage-t-il de mettre en œuvre certaines des propositions de l'IBLA et, si oui, lesquelles ?

4) La cultivation de soja ou d'autres légumineuses pour l'alimentation des animaux d'élevage a-t-elle été développée davantage au Luxembourg depuis 2017 ?

5) Comment le ministère envisage-t-il de promouvoir l'alimentation des vaches laitières avec moins de protéines de soja ? Avec quelles mesures l'alimentation avec herbes et foin sera-t-elle promue ?

6) Selon l'étude de l'IBLA, une réduction de la densité de bétail entraînerait une autarcie de soja plus élevée. Quelles mesures sont envisagées afin de réduire cette forte densité ?

Réponse (27.10.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le tourteau de soja est une composante de l'alimentation animale (bovins, porcs, volaille) riche en protéines. Les résultats de l'étude sous rubrique dégagent des pistes et perspectives pour une amélioration de l'autonomie protéique au niveau de l'alimentation animale. Le Ministère de l'Agriculture estime que la recherche d'une plus grande autonomie protéique devra se poursuivre en engageant plusieurs voies en parallèle, tel que préconisé par l'étude en question. L'installation de cultures de soja sur le territoire luxembourgeois constitue seulement une des pistes à suivre, vu les aléas climatiques et les exigences en termes de surfaces à mettre sous culture de soja afin de satisfaire davantage aux besoins nationaux. Le Ministère de l'Agriculture est ainsi en faveur de toute initiative visant à améliorer, directement ou indirectement, l'autonomie protéique des exploitations luxembourgeoises et à aider à surmonter, dans la mesure du possible, les difficultés et obstacles rencontrés - un des facteurs clés étant certainement aussi la rentabilité économique des cultures protéiques et la compétitivité par rapport aux protéines végétales importées. D'une façon générale, il est jugé que l'implantation des légumineuses fourragères et à grains contribue positivement à une agriculture durable au Luxembourg (réduction de l'impact climatique, des effets environnementaux, favorable pour les insectes pollinisateurs).

ad 2) - 6) L'amélioration de l'autonomie protéique est au centre des préoccupations de l'UE (« Stratégie européenne pour la promotion des cultures protéagineuses »). Le Ministère de l'Agriculture est aussi à la recherche d'une amélioration de l'autonomie protéique en matière d'alimentation animale et renforcera ses initiatives et moyens de support lors de la prochaine période de programmation (mise en place du nouveau plan stratégique national).

Plusieurs mesures sont déjà en place respectivement s'inscrivent dans le contexte du nouveau plan stratégique national :

- Dans le cadre du conseil agricole dont notamment la formulation des rations alimentaires, il est d'ores et déjà demandé aux services de conseil agricole de s'engager davantage pour un recours à des sources protéiques alternatives dont notamment une amélioration de la valorisation de l'herbe, des légumineuses (fourragères et à grains) et les oléagineux. Dans ce contexte, certains paramètres permettant de caractériser l'efficience protéique des exploitations sont indiqués au niveau des rapports comportant les formulations des rations alimentaires pour les exploitations. Aussi, l'urée du lait est un indicateur facilement mesurable pour minimiser les rejets et optimiser l'utilisation des protéines de la ration alimentaire bovine. En matière de conseil agricole, ceci constitue un paramètre clé pour la surveillance de l'efficience des rations alimentaires distribuées. L'alimentation par phase (Phasenfütterung) des monogastriques (volailles et porcs) permet d'ajuster l'apport de protéines aux besoins physiologiques des animaux. À l'avenir, une digitalisation accrue des exploitations agricoles permettra certainement d'engager davantage de mesures afin d'adapter l'alimentation aux besoins physiologiques des animaux (fine-feeding).
- La culture du soja et d'autres légumineuses à grains, tout comme la culture d'herbe, font l'objet d'essais variétaux en vue d'une amélioration de l'autonomie protéique des exploitations et plus particulièrement aussi dans un contexte de changement climatique. Il importe d'améliorer le fort potentiel herbager et de diversifier les cultures fourragères aussi dans une optique de changement climatique - les essais variétaux y constituent un élément clé afin d'orienter les agriculteurs et conseillers agricoles. Les essais variétaux et l'expérimentation en matière de pratiques agricoles en vue d'une optimisation de ces cultures constituent une préoccupation majeure du Service de la production végétale (Administration des services techniques de l'agriculture).
- La mise en œuvre du PAN-Bio avec comme objectif l'atteinte d'une surface cultivée en mode de production biologique à hauteur de 20 % d'ici à l'an 2025 (100 % en 2050) devrait contribuer sensiblement à l'atteinte d'une meilleure autonomie protéique. D'après l'étude sous rubrique (ainsi qu'à l'instar d'autres études similaires), il ressort que les exploitations biologiques atteignent généralement une meilleure autonomie fourragère et protéique comparées aux exploitations conventionnelles.
- Actuellement, certains projets de recherche (INTERREG, PEI) auxquels sont également associées des institutions et organisations luxembourgeoises telles que Convis, le Lycée technique agricole, IBLA, ... visent de loin ou de près l'amélioration de l'autonomie protéique et la transition des exploitations vers des pratiques plus agroécologiques (exemples de projets : AUTOPROT, FABulous Farmers et MéiWeed).
- Par ailleurs, concernant spécialement la culture du soja, une condition supplémentaire à la mise en place d'une filière du soja serait l'acquisition et la mise à disposition d'installations pour le « toastage » des graines et pour l'extraction de l'huile des grains de soja, afin de produire du tourteau. Ces opérations de « toastage » et d'extraction d'huile sont un préalable à l'utilisation de soja en alimentation animale. Le Ministère de l'Agriculture a mis en place des aides financières pour le développement de la filière de soja. Le projet Soja LU profite d'un soutien financier sur une période de trois ans (2021 à 2023) afin de faciliter la mise en place d'une filière soja au Luxembourg couvrant à la fois des actions au niveau de la production primaire, du stockage, de la transformation et de la commercialisation.
- Le nouveau plan stratégique national (réforme PAC) comporte plusieurs interventions qui visent une amélioration directe ou indirecte de l'autonomie protéique et fourragère des exploitations agricoles. Il s'agit notamment des interventions suivantes :

• L'aide couplée aux légumineuses sera maintenue. Elle constitue un élément clé afin de promouvoir davantage la culture des légumineuses fourragères et à grains (aussi en mélange) et de combler les risques climatiques et surmonter les obstacles financiers pour l'installation de ces cultures, tenant compte du fait que les rendements souvent plus bas de ces cultures par rapport aux cultures fourragères classiques et les variations de rendement importantes constituent un obstacle à l'essor de ces cultures, qu'il importe de surmonter par le paiement d'une aide à juste titre.
• L'installation d'une aide encourageant la réduction de la charge de bétail bovin devrait sensiblement contribuer au déstockage partiel des troupeaux et favoriser ainsi une amélioration de l'autonomie fourragère des exploitations agricoles.
• L'installation d'une aide en faveur de la rotation des cultures comprend, entre autres, l'introduction de légumineuses dans la rotation. L'intégration d'une culture protéagineuse annuelle permet en plus de diminuer l'apport d'azote de la culture successive.
• L'installation d'une aide favorisant la mise à l'herbe des bovins s'inscrit également dans un objectif d'amélioration de la valorisation de l'herbe, donc de l'autonomie fourragère et protéique des exploitations. Dans la prochaine période de programmation, cette mesure sera étendue à toutes les catégories de bovins.
• Plusieurs autres mesures d'extensification et d'écologisation qui promeuvent les surfaces d'intérêt écologique et la diversification des cultures ainsi que l'encouragement de la production horticole contribuent également à une amélioration de l'autonomie protéique.
• À noter aussi que les protéines végétales font de plus en plus partie de la consommation humaine. La mise en place d'une politique alimentaire (projet de loi relative à la politique alimentaire) visant l'installation de systèmes alimentaires durables devrait aussi contribuer sensiblement à l'atteinte des objectifs visés, s'inscrivant parfaitement dans la stratégie « Farm to fork » et le « Europen Green Deal ».

Question 5043 (04.10.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **vente de terrains par les communes :**

Au vu de l'urgence en matière de logements, l'actuel Gouvernement mise sur l'expansion conséquente du parc immobilier des communes et de l'État. Pour atteindre cet objectif, la vente de logements abordables et de terrains sera strictement limitée aux cas d'exception, sachant que seulement 10 % du potentiel foncier destiné à l'habitat appartient à des entités publiques.

La commune de Helperknapp a opté pour une approche différente en annonçant la mise en vente de 55 terrains à bâtir viabilisés à Boevange et se trouvant dans sa propriété. Le prix moyen retenu par are est de 80.000 €.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) L'approche de la commune de Helperknapp ne contrecarre-t-elle pas la politique du Gouvernement qui consiste notamment à agrandir le parc immobilier public ?

2) Madame la Ministre a-t-elle approuvé l'opération immobilière en question ?

[3] Stéphanie Zimmer, Laura Leimbrock-Rosch, Marita Hoffmann et Sabine Keßler. Current soybean feed consumption in Luxembourg and reduction capability as a basis for a future protein strategy, 2020, p. 1

3) Combien de ventes immobilières publiques Madame la Ministre a-t-elle approuvées voire refusées aux communes depuis 2019 ?

Réponse (08.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dans le contexte de la lutte contre la pénurie de logements et la hausse des prix de l'immobilier au Luxembourg, certaines communes font le choix de mettre en vente des terrains leur appartenant en vue de leur affectation à la construction de logements. Or, le conseil communal est libre de délibérer sur la cession d'un bien immobilier lui appartenant, pour autant que le bien immobilier en question relève du patrimoine privé de la commune et que cette opération répond à un intérêt communal, conformément à l'article 28 de la loi communale du 13 décembre 1988 telle que modifiée.

Dans le cadre du contrôle effectué en vertu de l'article 106 paragraphe 2 de la loi communale telle que modifiée, les délibérations portant sur les opérations immobilières à effectuer par les autorités communales sont contrôlées quant à leur légalité et leur conformité à l'intérêt général. Sont par exemple considérées contraires à la loi et à l'intérêt général et donc susceptibles d'un refus d'approbation des opérations d'achats/ventes de fonds immobiliers destinées à la création de logements et dont le but serait la seule recherche du profit.

Or, en l'occurrence, les opérations immobilières concernées ne peuvent être qualifiées d'opérations immobilières de type achats/vente dans la mesure où les parcelles concernées appartiennent, d'après mes informations, à la commune de Helperknapp dès l'origine du cadastre.

Pour sensibiliser davantage les communes en ce qui concerne la nécessité de développer le patrimoine immobilier des communes dans le cadre du développement du logement abordable, le Ministère de l'Intérieur et le Ministère du Logement lanceront un processus partagé pour l'élaboration de recommandations et de critères de référence portant sur la mise en vente des terrains à bâtir. Il est fortement conseillé aux communes de ne pas céder leur patrimoine immobilier et d'avoir recours à l'emphytéose et de prévoir, en cas de vente terrains, un droit de préemption en leur faveur.

En ce qui concerne plus particulièrement le projet de la commune de Helperknapp, mes services ont reçu le règlement communal portant sur l'élaboration des critères de vente, qui n'est pas sujet à approbation. Le Ministère de l'Intérieur n'a pas encore reçu les transactions immobilières qui en découlent et qui sont soumises à approbation si la valeur en dépasse 50.000 euros.

Pour l'année 2019, 55 ventes immobilières ont été transmises au Ministère de l'Intérieur contre 56 en 2020. La pertinence de ces chiffres est cependant à relativiser dans la mesure où ces transactions ne concernent pas toutes la vente de terrains à bâtir. Aucune de ces ventes n'a fait l'objet d'un refus d'approbation.

Question 5044 (04.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **fermeture régulière du passage à niveau des CFL près de la gare de Diekirch :**

La fermeture régulière du passage à niveau des CFL près de la gare de Diekirch provoque tous les jours des files d'attente regrettables. Il n'est donc pas surprenant que, depuis des années, des politiques de la région proposent de réaménager le quai de la gare le long du parking du centre de rencontres « Al Seeërei » afin de mettre fin à ce problème.

Comme il ressort de la réponse à la question parlementaire n° 2809 du 14 septembre 2020, le projet de parking relais initial aurait été revu afin d'y intégrer la suppression du passage à niveau en question et la requalification de l'entrée de ville.

L'objectif du nouveau concept consisterait notamment à y développer un pôle d'échange mixte et à valoriser le quartier de la gare en améliorant les connexions piétonnes entre le centre-ville, les gares routière et ferroviaire et les différents quartiers d'habitation.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelle a été l'évolution du nombre de voyageurs sur l'antenne ferroviaire Ettelbruck–Diekirch depuis 2015 ?

Combien de personnes y prennent régulièrement le bus ?

2) Comment les voyageurs se répartissent-ils sur les différentes plages horaires ?

3) Durant combien de minutes les demi-barrières sont-elles fermées en moyenne en distinguant selon les jours ouvrables et le week-end ?

4) Ne serait-il pas opportun de déplacer le quai de la gare de Diekirch aux environs de l'ancienne scierie afin de supprimer enfin le carrefour formé par la ligne ferroviaire et la rue de l'industrie ?

5) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur l'état d'avancement des études de faisabilité du nouveau concept du parking relais en question ? Dans quel laps de temps les travaux y relatifs pourraient-ils être abordés voire finalisés au plus tard ?

Réponse (16.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Pour la période du 14.09.2020 au 14.09.2021, les deux arrêts de bus situés à la gare de Diekirch étaient desservis par 38 lignes de bus ayant effectué le tracé Diekirch–Ettelbruck, respectivement Ettelbruck–Diekirch, à savoir :

- 29 lignes RGTR ;
- 8 lignes de bus scolaires ;
- 1 ligne de substitution (SEV).

En moyenne, le pourcentage des bus équipés d'un compteur automatique de voyageurs (CAV), permettant le recensement du nombre de personnes à bord, était de 41 % pour les lignes susmentionnées.

Au total, 550.771 voyageurs ont été comptés dans les bus équipés d'un CAV lors de leur passage aux arrêts de bus à la gare de Diekirch. En extrapolant le taux d'équipement CAV à 100 % pour toutes les 38 lignes, il peut être estimé que quelque 700.000 voyageurs ont effectué le tracé Ettelbruck–Diekirch, respectivement Diekirch–Ettelbruck entre le 14.09.2020 et le 14.09.2021, par bus.

Pour la période de janvier 2015 à septembre 2018, aucun bus n'a été équipé d'un CAV, des statistiques n'existent donc pas. Vu que la période 2019 - 2020 a été fortement perturbée par la pandémie et les mesures sanitaires mises en place dans les bus, les services de l'ATP ont pris la période 14.09.2020 - 14.09.2021 comme référence.

Concernant les voyageurs par train, les statistiques suivantes ont été compilées par comptage :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Pendant les heures de pointe (06.00-09.00/16.00-19.00), 231.567 voyageurs ont été comptés dans les bus équipés d'un CAV sur l'une des 38 lignes susmentionnées pendant la période du 14.09.2020 au 14.09.2021.

Pendant les heures creuses (09.00-16.00/19.00-06.00), 319.204 voyageurs ont été comptés dans les bus équipés d'un CAV sur l'ensemble des 38 lignes susmentionnées pendant la période du 14.09.2020 au 14.09.2021.

Pour la répartition des voyageurs dans le transport par trains, la situation représentative d'avant la crise sanitaire (2019) est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Un cycle entier (fermeture, ouverture) dure en moyenne 2,5 minutes. Les jours ouvrables (lu - sa), le passage à niveau est fermé pendant 10 minutes par heure. Les dimanches, le passage à niveau (PN) est fermé 5 minutes par heure de 06.00 à 12.00 heures et 10 minutes par heure de 12.00 à 24.00 heures.

ad 4) Le concept horaire à long terme (2029) nécessite deux voies à quai en gare de Diekirch afin que les trains puissent s'y croiser. Comme il est également prévu de faire circuler des trains plus longs (neufs caisses) qui ont une longueur de l'ordre de 250 m et compte tenu de la distance de sécurité prescrite entre les signaux de sortie et le talon de l'appareil de voie, le déplacement du quai de la gare de Diekirch en direction d'Ettelbruck en amont du passage à niveau PN111d n'est techniquement pas faisable.

ad 5) L'État mettra la surface nécessaire pour la construction du parking relais à disposition de la Ville de Diekirch qui sera par la suite maître des études et de la construction du parking.

Question 5045 (04.10.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **accidents sur la route liés à la drogue :**

Ganz rezent gouf eng Persoun vun engem Camion ugestouss an ass un de Suitte vun hire Blessurë verstuerwen. De Camionschauffer huet missen een Drogeschnelltest maachen, deen dunn och positiv ausgefall ass.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung mech informéieren, wéi vill Accidenter op positiv Drogentester zeréckzeféiere sinn? Wéi vill dovun op Cannabis?
- Wéi vill vun dësen Accidenter sinn déidlech ausgaangen?

- Wat waren d'Konsequenze vun deenen Accidenter fir déi drogéiert Chaufferen?

Réponse commune (10.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Follgenden Tableau gëtt eng Iwwersiicht iwwert d'Accidenter ënnert Drogenafloss an deene leschte Joren, bei deene Persounen zu Schued komm sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et kann een dësem Tableau also enthuelen, datt et an de Joren 2015 bis 2020 15 déidlech Accidenter a 46 Accidenter mat schwéier Blesséierte gouf, bei deenen de Chauffer ënnert Drogenafloss gefuer ass.

Am selwechten Zäitraum si wéinst Fueren ënnert Drogenafloss follgend Punkten op dem Fürerschäin ofgeholl ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Des Weidere goufen no Drogenanalysen, déi vun der Commission médicale des permis de conduire vum Mobilitéitsministère gefrot goufen, 710 Fürerschäiner am Zäitraum 2015-2020 agezunn.

Well aus der parlamentarescher Ufro net ervirgeet, op wéi eng Joren sech déi gestallte Froe bezéien, hunn d'Justizautoritéiten, souwäit wéi et méiglech war, d'Zuele vun de Joren 2015 bis 2020 zesummegedroen, déi sech esou presentéieren:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 5047 (05.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant le **recrutement dans la magistrature :**

Vu datt d'Lëtzebuerger Justizwiese mat gréissere Rekrutementsproblemer konfrontéiert ass, huet d'Madamm Justizminister rezent annoncéiert, e Gesetzesprojet auszeschaffen, fir kënne méi Justizreferendairen anzestellen. Nei ass hei virun allem, datt d'Lëtzebuerger Nationalitéit net méi gefrot ass, fir déi genannte Posten ze besetzen. Et wier deemno esou, datt d'Kandidate just nach déi dräi administrativ Sprooche beherrsche mussen. Dëst ass virun allem dowéinst problematesch, well d'Justiz jo als eng Fonction régalienne vum Staat consideréiert gëtt, also als eng hoheitsrechtlech Funktioun, där hir Ausübung normalerweis Leit virbehalen ass, déi déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Sollten net genuch Kandidate fonnt ginn, déi déi dräi administrativ Sprooche beherrschen, esou gesäit d'Regierung souguer vir, Kandidaten unzehuelen, déi dës elementar Sproochekonditioun net erfëllen.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Madamm Justizminister, den Här Bausseminister, den Här Minister fir den ëffentlechen Dénscht, den Här Verdeedegungsminister an den Här Minister fir déi bannenzeg Sécherheet:

1. Wéi eng Instanz kontrolléiert, datt d'Kandidate fir d'Funktioun vum Justizreferendaire och effektiv déi dräi administrativ Sproochen op héijem Niveau beherrschen? Wéi eng Sproochenniveaue sinn iwwerhaapt, opgeschlësselt no deenen dräi offizielle Sproochen, gefrot?

2. Gouf déi uewe beschriwwen Decisioun iwwerhaapt mat den zoustännege Justizinstanzen an de representative Gewerkschaften aus dem ëffentlechen Déngscht am Virfeld diskutéiert? Wa jo, wéi war hei d'Reaktioun?

3. Ass et an den Ae vun der Madamm Justizminister net problematesch, datt ee Justizreferendaire net méi brauch Lëtzebuerger ze sinn, vu datt et sech jo hei ëm eng Fonction régalienne handelt?

4. Kann dëst e Prezedenzfall fir aner Beräicher sinn, zum Beispill fir d'Diplomatie oder d'Force publique (Arméi a Police)?

Réponse commune (09.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Froe betreffen de Gesetzesprojet N° 7863 iwwert d'Justizreferendairen, deen den 23. Juli 2021 op den Instanzewee geschéckt ginn ass.

An der Sëtzung vum 22. September 2021 vun der parlamentarescher Justizkommissioun ass de Gesetzesprojet N° 7863 presentéiert ginn, wou all dës Froen diskutéiert konnte ginn.

Well déi legislativ Prozedur nach en cours ass, an déi honorabel Deputéiert zu all Moment, bis den Dag vum Vott, hir Froe kënnen am Parlament stellen, ass et awer onüblech, dass nach parallell eng parlamentaresch Fro gestallt gëtt.

ad 1. De Gesetzesprojet N° 7863 gesäit kee spezifesche Sproocheregimm vir.

Den allgemenge Sproocheregimm aus dem ëffentlechen Déngscht ass fir d'Justizreferendairen applikabel.

ad 2. De Justizministère huet de Gesetzesprojet N° 7863 an enker Zesummenaarbecht mat de Justizautoritéiten ausgeschafft.

ad 3. D'Missioun vun de Justizreferendairen ass fir d'Magistraten ze assistéieren. D'Justizreferendairen hu keng eegen Entscheedungsgewalt. Si schaffen exklusiv op Instruktioun an ënnert der Kontroll vun de Magistraten.

ad 4. Nee.

Question 5050 (06.10.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **voitures électriques :**

Le Statec publie régulièrement les chiffres concernant les nouvelles immatriculations de voitures au Luxembourg, notamment en distinguant par type de carburant. Ainsi pour l'année 2020, le Statec recense 2.473 voitures 100 % électriques qui ont été immatriculées pour la première fois au Luxembourg. Ce chiffre correspond environ à 5,4 % des nouvelles immatriculations. Pour la première moitié de l'année 2021 (janvier 2021 à juin 2021), 2.071 voitures 100 % électriques ont été immatriculées pour la première fois au Luxembourg, ce qui correspond à environ 8,2 % des nouvelles immatriculations sur la même période.

Cependant, la consommation en énergie peut varier énormément selon les différents types de modèles. Partant, je voudrais vous poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Pouvez-vous me donner le nombre de voitures 100 % électriques nouvellement immatriculées séparément pour les années 2019, 2020 et pour la première moitié de 2021, en classifiant ces chiffres selon la consommation d'énergie électrique des voitures en fonction de la grille ci-dessous ?

< 12 kWh/100 km
de 12 kWh/100 km à < 14 kWh/100 km
de 14 kWh/100 km à < 16 kWh/100 km
de 16 kWh/100 km à < 18 kWh/100 km
de 18 kWh/100 km à < 20 kWh/100 km
de 20 kWh/100 km à < 22 kWh/100 km
de 22 kWh/100 km à < 24 kWh/100 km
de 24 kWh/100 km à < 26 kWh/100 km
≥ 26 kWh/100 km

Le programme gouvernemental « clever primes » prévoit des subventions publiques directes pour l'achat d'un véhicule 100 % électrique et a été modifié à deux reprises depuis 2019.

2) Pouvez-vous m'indiquer, pour les subventions des voitures ou camionnettes 100 % électriques, le nombre de demandes accordées et les montants accordés en différenciant selon les trois régimes différents (01.01.2019 - 10.05.2020/11.05.2020 - 31.03.2021/01.04.2021 - date la plus récente) ?

3) Pouvez-vous me donner le nombre de demandes, pour les subventions des voitures ou camionnettes 100 % électriques, introduites depuis janvier 2019 par des personnes physiques et le nombre de demandes introduites depuis janvier 2019 par des personnes morales ?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite recevoir des informations au sujet du nombre de voitures 100 % électriques nouvellement immatriculées pour les années 2019, 2020 et pour la première moitié de 2021.

Le tableau ci-dessous représente depuis 2019 les premières immatriculations de voitures à personnes 100 % électriques au Luxembourg et ceci selon leur consommation énergétique en kilowattheures (kWh) par 100 kilomètres :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Le tableau suivant indique le nombre de demandes accordées et le montant des aides versées pour les voitures automobiles 100 % électriques :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne le régime relatif à la période du 1er avril au 21 octobre 2021, un certain nombre de demandes d'aides (165 demandes) sont en cours de traitement et les premiers paiements pourront être opérés prochainement. En effet, il s'agit de noter que selon les dispositions de l'article 1er du règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2019 - portant introduction d'une aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO_2 - modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, la date de commande détermine le régime d'aide applicable et les paiements ne peuvent être opérés qu'après immatriculation. Vu que les délais de livraison des voitures électriques ont été de plusieurs mois ces derniers temps, les premières demandes en liquidation pour voitures commandées depuis le 1er avril 2021 n'ont pu être émises que récemment. Par ailleurs, les demandes pour les voitures immatriculées au nom d'une personne morale, du 1er avril au 21 octobre 2021, n'ont pas encore été introduites, étant donné qu'un délai de sept mois à partir de la date d'immatriculation doit être respecté.

Le nombre de demandes accordées et le montant des aides versées pour les camionnettes 100 % électriques sont repris dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Finalement, le tableau suivant indique le nombre de demandes pour des subventions des voitures ou camionnettes 100 % électriques introduites depuis janvier 2019 par des personnes physiques ou morales :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Cependant, il est important de signaler que les véhicules immatriculés au nom de personnes morales ne sont pas seulement des voitures de sociétés qui peuvent être mises à disposition à des fins non professionnelles par l'employeur au salarié, mais il peut aussi s'agir de véhicules soumis à un régime de leasing financier. Il s'agit ici d'un contrat de crédit-bail où en principe le prix d'acquisition du véhicule loué, ainsi que les frais accessoires et financiers sont payés pendant la durée de location.

Question 5052 (07.10.2021) de **M. Léon Gloden** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **prime informatique :**

Laut dem „Règlement du Gouvernement en conseil du 11 mars 1994 concernant la prime d'informatique", gesäit deen am Artikel 5 ënner anerem Folgendes vir: « La prime d'informatique est fixée à a) 12 points indiciaires pour les opérateurs détenteurs du diplôme d'opérateur, […]. »

Eisen Informatiounen no kréien awer weeder d'Operateure vum CITA (contrôle et information du trafic sur les autoroutes), nach déi vum 113 (a vun de jeeweilege Policeregiounen) an och net déi vum 112 déi genannte Primmen. Dat obwuel se alleguerten eng spezifesch a komplex Ausbildung als Operateur ofgeschloss hunn an hir Aarbecht quasi nëmmen op Informatik berout (ELS, RENITA Funk, Telefon, verschidden Datebanken, spezifesch Programmer asw.).

Dobäi géif eisen Informatiounen no eng einfach administrativ Validatioun vun hirer Qualifikatioun als Operateur zesumme mam CTIE duergoen, fir déi genannte Primmen ze bewëllegen, vu dass de gesetzleche Kader scho besteet.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannten Informatioune bestätegen, dass kee vun deenen Agenten déi genannte Primme kritt? Wa jo, firwat?

2. Gedenkt d'Regierung an deem Fall dat ze änneren an déi genannte Primmen ze bewëllegen? Wann nee, firwat?

Réponse commune (09.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique, Ministre délégué à la Digitalisation,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'geännert Gesetz vum 20. Abrëll 2009 iwwert den Opbau vum Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) gesäit vir, dass all déi Fonctionnairen an Employéen, déi un der Etüd, der Konzeptioun, dem Entwéckelen, der Organisatioun, der Realisatioun, dem Bedreiwen oder der Maintenance vun informatesche Léisunge schaffen, eng Prime informatique kënne kréien. D'Benotze vun enger informatescher Plattform, esou wéi am Fall vun den Operateure vum Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA), vun deene vum 112 oder vum 113, ass hei net viséiert. Duerch dëse Fakt ass och den Artikel 1 vum uewe genannte Reglement net erfëllt.

Wat spezifesch d'Police ubelaangt, hunn deemno d'Operateure vum CIN (113) a vun deene jeeweilege Policeregioune kee Recht op eng Prime informatique.

Ausserdeem ass ze betounen, dass d'Operateure vum CITA net berechtegt sinn, fir eng Primm am Sënn vum Artikel 5 vun dem genannte Reglement ze kréien, dëst well den Dispatching vum CITA keen agreéierte „Service informatique" ass. Zousätzlech ass ze vermierken, dass kee vun den Operateuren Detenteur vun engem „Diplôme opérateur" ass, well esou een Diplom net fir hir Aktivitéit verlaangt gëtt.

Question 5055 (07.10.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**impact de la pandémie Covid-19 sur le sport :**

D'Covid-19-Pandemie hat e groussen Impakt op de Sport. Zanter dem éischte Lockdown hätte vill Erwuessener, Jugendlecher a Kanner opgehalen, reegelméisseg Sport ze dréiwen.

D'Regierung huet an hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3083 annoncéiert, datt se nach keng verlässlech Zuelen hätt, wat d'Statistiken ubelaangt betreffend dem Impakt vun der Coronakris op de Sport. Allerdéngs hätt de Ministère am Juni 2020, a „Collaboratioun mam COSL, d'Lunex University vun Déifferdeng mat enger Studie beoptraagt, fir den Impakt vun der Covid-19-Pandemie op déi Lëtzebuerger Sportswelt ze identifizéieren". De Minister huet des Weideren uginn, datt „an deem Kontext Table-rondë mat Vertrieder vu Verbänn a Veräiner organiséiert ginn. Éischt Resultater ginn dann ufanks nächst Joer erwaart."

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung mech informéieren, ob déi ugekënnegt Table-rondë mat Vertrieder vu Verbänn a Veräiner mëttlerweil organiséiert gi sinn a wa jo, wat dobäi erauskomm ass?

- Kann d'Regierung opklären, ob déi annoncéiert Studie, fir den Impakt vun der Covid-19-Pandemie op déi Lëtzebuerger Sportswelt ze identifizéieren, scho gemaach ginn ass?
• Wann deem esou ass, wat sinn d'Resultater vun dëser Etüd, respektiv kann de Minister verlässlech Zuelen nennen, wat d'Statistike betreffend dem Impakt vun der Covid-19-Kris op de Sport ugeet?
• Am Fall wou dës Etüd nach net clôturéiert ass, wou ass se drun a wéini gedenkt de Minister se fäerdeg ze hunn?

Réponse (08.11.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Déi honorabel Deputéiert stellt Froen iwwer eng Etüd vun der Lunex University, déi ech effektiv a menger Äntwert vum 3. Dezember 2020, op hir Fro N° 3083 iwwer den Impakt vun der Coronakris op de Sport, ernimmt hat an déi e Bestanddeel vum „Plan de relance sport" vum Juni 2020 war.

D'Resultater vun där Etüd, déi op Basis vu Sondagen an Table-ronden ënnert a mat Verbänn a Veräiner, an der Period tëschent Juni 2020 a Februar 2021, vun der Lunex University gemaach ginn ass, goufen den 29. Juni 2021 vu mir selwer per Visiokonferenz an der Sitzung vun der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt, an dëst a Presenz vun der honorabeler Deputéierten, déi a beseter Sitzung eng Fro gestallt huet, esou ewéi dat och op der Säit 4 am Procès-verbal vun der Sitzung nozeliesen ass.

Ech hunn allerdéngs an där Sitzung net nëmmen déi Etüd virgestallt, mee och schonn direkt d'Konsequenzen an d'Suitten, déi d'Regierung aus der Etüd gezunn huet, presentéiert. Dës goufen deemools am „Plan relance Sport 2.0" festgehalen, deen iwwregens och den 29. Juni 2021, dee selwechten Dag also, an enger Videokonferenz, der Press virgestallt gouf an deem seng Moossnamen nach bis den 31. Dezember 2021 gëllen.

Question 5057 (07.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **sécurité routière autour du Lycée technique agricole (LTA) à Gilsdorf :**

Il me revient que, suite à l'ouverture des nouveaux bâtiments du Lycée technique agricole (LTA) à Gilsdorf, nombre d'automobilistes garent ou se voient obligés de garer leurs voitures le long de la N14 à l'entrée de la ville de Diekirch en venant de Larochette. Il va sans dire que ces stationnements sont à l'origine de problèmes de sécurité, en particulier dans le virage près de l'entrée du quartier « Schleed ». Il m'a en effet été signalé que tous les jours ouvrables, précisément le matin et l'après-midi, des automobilistes, après avoir quitté leurs voitures, marchent ainsi le long de la route nationale pour joindre les bâtiments du LTA et vice versa.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette problématique et peut-il en fournir des détails ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il disposé, le cas échéant, à agrandir le parking existant près du LTA afin de remédier à cette situation qui est à l'origine de maintes insécurités ?

Réponse (08.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Depuis la mise en service du nouveau Lycée technique agricole (LTA) à Gilsdorf le 15 septembre dernier, il s'avère en effet que des automobilistes stationnent leurs véhicules le long de la route nationale N14 à proximité du nouveau giratoire d'accès, majoritairement sur une petite zone de repos publique au bord de la route pour alors poursuivre leur chemin à pied en direction du lycée. Après une distance de quelque 300 m, les piétons arrivent au trottoir aménagé depuis le nouveau giratoire jusqu'au site scolaire.

ad 2) Conformément à l'objectif global du Gouvernement de promouvoir la mobilité douce et durable et le recours au transport en commun, des emplacements de stationnement pour élèves ne sont pas prévus dans le programme de constructions des lycées. Les emplacements de stationnement aménagés près des nouveaux lycées sont uniquement à disposition des enseignants, du personnel technique et administratif et de visiteurs. Tout en s'alignant à ce principe, un parking avec 100 emplacements a été construit près du nouveau LTA.

Pour assurer aux élèves l'accès au LTA sans avoir besoin de leurs voitures privées, des quais de bus pour le transport scolaire, ainsi qu'un chemin pour piétons depuis Diekirch ont été aménagés sur le campus.

Au vu de ce qui précède, il n'est pas prévu d'agrandir le parking existant ; l'aménagement d'une zone de parking supplémentaire se ferait par ailleurs au détriment des surfaces vertes actuellement dédiées aux activités pédagogiques du lycée.

Question 5058 (08.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **abus sexuels au sein des communautés religieuses :**

A Frankräich huet eng onofhängeg Ënnersichungskommissioun Fäll vu Pedokriminalitéit an der kathoulescher Kierch ënnersicht. Duerch 2,5 Joer Recherchë vun deelweis 70 Joer alen Donnéeën hunn déi Fräiwëlleg vun der Kommissioun Sauvé iwwert 300.000 Affer fonnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Cultes dës Froe stellen:

1. D'Affer vu (sexuellem) Mëssbrauch duerch d'Membere vun der kathoulescher Kierch kënnen sech iwwert Telefon (621-676349) oder E-Mail (firiech-do@cathol.lu) bei der Kierch mellen oder, esouwéi och all aner Affer vu Gewalt, iwwert déi staatlech Hotline (20601060) vu violence.lu Hëllef kréien. Wéi ginn aner Glawensgemeinschafte mat dësem Theema ëm? Hunn aner Glawensgemeinschaften och spezifesch Points de contact?

2. Denkt d'Regierung, dass hei weider Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Affer néideg sinn?

3. Gëtt an den Ae vun der Regierung genuch gemaach, fir Fäll vu Mëssbrauch duerch d'Kierch opzedecken?

Réponse (08.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

D'Regierung huet keng Informatiounen iwwer vergläichbar Faiten an anere Glawensgemeinschaften zu Lëtzebuerg.

Wat den Ëmgank mat dësem Theema ugeet, hunn nieft der kathoulescher Kierch, esouwéi an der Fro selwer scho preziséiert, och verschidden aner Reliounsgemeinschafte vergläichbar intern Ulafstellen.

D'Regierung rappeléiert, datt et strofrechtlech Prozeduren a staatlech Hotlinë ginn, fir sech dëser Thematik unzehuelen.

Question 5059 (07.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **réaménagement de la route nationale 364 suite aux inondations de juillet 2021 :**

Bei de schroen Héichwaasser vum 14.-16. Juli goufen hei am Land eng Rei Stroossen an ëffentlech Infrastrukture schwéier beschiedegt, dorënner och d'Nationalstrooss 364, déi d'Uertschaft Bäerdref mam Grondhaff an domat och mat der Dikrecher Strooss Richtung Nordstad verbënnt. No mengen Informatiounen, gouf der Gemeng Bäerdref vun de Verantwortleche vu Ponts et chaussées zougesécher, datt d'Strooss bis zum Schoulufank de 15. September nees soll opgoen. Wéi mëttlerweil gewosst ass, hunn d'Aarbechten opgrond vun interministeriellen Differenzen iwwert d'Finanzéierung awer nach guer net ugefaangen. D'Repercussioune fir de Privat- a Schoultransport falen entspriechend aus.

Duerfir géif ech dem Här Infrastruktur- an Transportminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Virgäng confirméieren? Wann net, wéi reagéiert hien dorop?

2. Wéi ee Montant gouf fir de Reamenagement vun där uewe genannter Strooss envisagéiert? Ënnert wéi engem Budgetsartikel sollten dës Sue fléissen?

3. Fir wéini soll d'Strooss opgrond vun deene beschriwwenen Entwécklungen nees opgoen? Wéi vill sollen dës Aarbechte kaschten an ënnert wéi engem Budgetsartikel sollen d'Sue schlussendlech fléissen? Wéi ee Ministère trëtt als Bauhär op?

4. Kann den Här Minister eng generell Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng Stroosse vum Héichwaasser betraff waren, bis wéini se solle gefléckt ginn, ob den urspréngleche Delai kann agehale ginn a wéi vill déi eenzel Reamenagementer kaschten? Kann den Här Minister fir déi Fäll, wou den urspréngleche Zäitplang net kann agehale ginn, den neien Datum preziséieren?

Réponse (10.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Bei de schroen Héichwaasser Mëtt Juli ass et zu enormen emotionalen a materielle Schied komm. Donieft sinn eng sëllege Stroossen a Vëlospisten, wéi och aner staatlech Infrastrukturen, net verschount bliwwen, wat ënner anerem fir d'Stroossebauverwaltung ee logisteschen, administrativen an techneschen Aarbechtsopwand mat sech bruecht huet.

Ëm déi 180 Stroossen a Verwaltungssitten hu misse gespaart, geraumt an dono gebotzt ginn. Niewent der Onmass vu Bulli a Waasser, ass op ville Plazen och en Äerdrutsch entstanen, deen zu weidere Problemer gefouert huet. Stëtzmauere sinn an de Koup gefall. Brécken, Häng a Remblaisen hu misse kontrolléiert ginn. Ëmgefale Beem hu missen aus der Strooss geraumt an Deviatiounen hu missen opgestallt ginn. Trotz de schwieregen Ëmstänn, konnt ee Groussdeel vun de Stroossen dono erëm relativ séier fir de Verkéier zougänglech gemaach ginn. Leider ginn et awer och eng Rëtsch Stroossen, wou de Schued esou grouss ausgefall ass, dass gréisser Aarbechte musse gemaach ginn a Verbindung mat zousätzlechen Expertisen a bautechneschen Etuden.

Et ass och ze ënnersträichen, dass bei Naturkatastrophen ëmmer mat Nowierkungen ze rechnen ass. Doduerch kann de „Bilan final" zum kompletten Ausmooss vun de Schied, déi entstane sinn, nëmmen zu engem spéideren Zäitpunkt verlässlech gemaach ginn. Et kann also ëmmer virkommen, dass d'Prioritéiten sech am Verlaf änneren, an aner Stroosse musse virgeholl gi wéi déi, déi am Ufank virgesi waren.

Bei deene méi komplizéierte Fäll hunn déi grouss Stroossenaarbechten, déi schonn deelweis amgaange sinn, am Virfeld misse koordinéiert an am Detail geplangt ginn. Dozou gehéiert, nieft dem Festleeë vu Prioritéiten, ënner anerem och d'Opdeele vun den ëffentleche Gelder, d'Ufroe vun Offere bei den Entreprisen an d'Ufroe vun Ëmweltgeneemegungen. Et ass evident, dass mat de verfügbare Ressourcen a finanzielle Moyenen net alles matenee ka gemaach ginn.

Wat den CR364 betrëfft, sinn 300.000 € HTVA fir de Reamenagement a 60.000 € HTVA fir d'Etude virgesinn. D'Dauer fir déi reng Bauaarbechte beleeft sech op sechs bis aacht Wochen a se ginn iwwert de Budgetsartikel 51.2.73.015 „Glissements de terrain" bezuelt. De Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ass de Bauhär. Duerch divers Facteuren (Ëmweltgeneemegungen, bautechnesch Etuden etc.) ass et net méiglech, ee genauen Datum ze annoncéieren, wéini d'Strooss erëm fir de Verkéier zougänglech ass.

Den annexéierten Tableau summéiert all d'Stroossen, déi wéinst dem Héichwaasser gemellt goufen, respektiv un deenen nach gréisser Aarbechte gemaach musse ginn. Zousätzlech sinn déi ongeféier Käschten an déi approximativ Dauer vun den Aarbechten am Tableau resuméiert. Wéinst der grousser Unzuel vu Stroossen, a wéinst méiglechen Imprevuen, kann een zu dësem Zäitpunkt net soen, wéini wéi eng Stroossen erëm fir de Verkéier opginn.

Déi zoustänneg Servicer vun der Stroossebauverwaltung viséieren awer, dass déi betraffe Stroossen an engem Joer erëm wéi gewinnt befuerbar sinn, dëst natierlech an Ofhängegkeet zu de genannte Facteuren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5061 (08.10.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**expulsion des Hazaras par les talibans :**

Selon une investigation de la chaîne d'information BBC, la minorité hazara serait à nouveau persécutée en Afghanistan. Des centaines de personnes de la communauté chiite hazara seraient expulsées de leurs maisons par le groupe taliban sous le prétexte qu'ils y habiteraient illégalement.

Les talibans ayant récemment considéré de prendre la parole aux Nations Unies, leurs actions et leur politique font preuve d'une mentalité qui va à l'encontre des principes de la charte de ce forum dédié au maintien de la paix, de la dignité et de l'égalité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Les échanges diplomatiques étant d'une importance non négligeable au niveau des politiques internationales, Monsieur le Ministre le considère-t-il concevable que le Gouvernement taliban s'exprime au sein des Nations Unies au futur ?

2) Telles les opérations militaires en Afghanistan lors de la prise de pouvoir des talibans en août de cette année, est-il prévu d'intervenir et de venir au secours de la minorité hazara à ce stade ?

Réponse (09.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) En septembre dernier, les talibans ont envoyé une lettre au Secrétaire général de l'ONU pour demander d'avoir la parole lors de la session de l'Assemblée générale de l'ONU, en proposant leur porte-parole officiel, M. Suhail Shaheen, en tant que Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'ONU, revendiquant ainsi le mandat actuellement attribué à Ghulam Isaczai, qui fut nommé par le Président Ashraf Ghani.

En cas de divergence sur l'octroi d'un siège à l'ONU, le dossier est renvoyé à la Commission de vérification des pouvoirs, composée de neuf États membres de l'ONU, qui soumet ensuite un rapport à l'Assemblée générale. La question de la représentation diplomatique de l'Afghanistan à l'ONU pourra être considérée au plus tôt par la Commission de vérification des pouvoirs lors de sa prochaine réunion qui devrait avoir lieu ce mois-ci.

À noter que dans le passé, les membres de la Commission de vérification des pouvoirs se sont souvent abstenus de trancher sur le fond des demandes relatives à la représentation diplomatique d'un État membre, en renvoyant la question à l'Assemblée générale pour que celle-ci se prononce lors d'un vote.

ad 2) Suite à la prise de pouvoir des talibans mi-août de cette année, le Luxembourg, ainsi que la communauté internationale, ont fait de nombreux efforts pour venir en aide aux Afghans les plus vulnérables.

À l'heure actuelle, des discussions approfondies sont en cours à différents niveaux afin de trouver une approche commune sur la mise en place de voies de protection en faveur des ressortissants afghans les plus à risque à la persécution et, plus particulièrement, afin de s'entendre sur des critères communs de vulnérabilité.

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) dirige l'élaboration des lignes directrices pour l'Afghanistan (EASO Afghanistan Country Guidance), dont une partie sera consacrée à la vulnérabilité des minorités dans le pays, dont les Hazaras. Dans ce contexte, la situation des Hazaras doit être évaluée à la lumière de la récente prise de pouvoir par les talibans, mais également au regard de la capacité opérationnelle du groupe terroriste ISKP (Islamic State Khorasan Province). Les informations concernant l'approche des talibans à l'égard de la minorité sont actuellement limitées.

Le Luxembourg suit de près les discussions en la matière et se tient informé de l'évolution de la situation des minorités en général, et des Hazaras en particulier, afin de pouvoir porter assistance aux personnes les plus vulnérables.

Question 5062 (08.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **bureau de poste de Troisvierges :**

Je viens d'apprendre que le bureau de poste de Troisvierges risquerait d'être fermé dans un avenir proche. Or, il y a peu de temps, le bureau en question avait été réaménagé pour répondre au mieux aux besoins de la clientèle régionale. Il est donc surprenant qu'une telle décision puisse être prise quelques mois après.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette décision ?

- Dans l'affirmative, quelles en seraient les raisons ? Endéans quels délais cette fermeture aurait-elle lieu ? Combien de clients et d'employés seraient concernés directement par cette décision ?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que de telles décisions ont un effet négatif sur la vie sociale et sur le futur économique de tout un village qui vit en partie du commerce local ?

Réponse (28.10.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'après les renseignements reçus de la part de POST Luxembourg, la fermeture du bureau de poste de Troisvierges n'est actuellement pas prévue.

Question 5063 (08.10.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**augmentation du taux d'effort :**

Den Undeel vun der Pai, dee Locatairen a Proprietäre vu Wunnenge musse virgesinn, fir hir Wunneng ze bezuelen, ass an de leschte Jore konstant an d'Luucht gaangen. Aus der Nott 27 vum Oktober 2021 vum Observatoire de l'habitat geet ervir, dass de sougenannten „taux d'effort" fir Locatairë vun 2016 op 2019 vun 31 Prozent op 37 Prozent geklommen ass. Fir Proprietären, déi hir Wunneng iwwert e Prêt bezuelen, läit den „taux d'effort" bei 29,5 %. Dës Zuele si staark Indizien, dass Lëtzebuerg méi wéi sécher amgaangen ass, an eng sozial Kris eranzesteieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un Regierung stellen:

- Wei gesäit den Här Wunnengsbauminister den imminente Risk vun enger Sozialkris zu Lëtzebuerg a wéi gedenkt de Ministère heirop ze reagéieren?

- Ass den Här Minister net der Meenung, datt och de privaten Investisseur verstäerkt an d'Schafe vu soziale Mietwunnenge misst mat agebonne ginn? Wéi soll dëst geschéien?

- Ass d'Madamm Minister fir Famill an Integratioun bereet, fir eng Evaluatioun vum Gesetz iwwert d'Offices sociaux duerchzeféiere respektiv ass d'Madamm Minister bereet, fir kuerzfristeg dëst Gesetz der aktueller prekärer Situatioun um Wunnengsmaart unzepassen?

Réponse commune (09.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Et ass richteg, datt d'Wunnen zu Lëtzebuerg ëmmer méi deier gëtt. Et si virun allem déi héich Loyeren, déi vill Mënsche staark belaaschten, well grad Leit mat niddrege Léin oft lounen. Dëst gouf jo och an der rezenter Etüd vum Observatoire de l'habitat nogewisen.

Et gëtt awer leider net déi eng Léisung, mat där mer all eis Problemer am Logement matenee léise kéinten. Dohier ass a bleift de Logement eng Prioritéit vun dëser Regierung, wéi de Premierminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun gewisen huet.

De Wunnengsbauminister wäert an de nächste Wochen dofir och de Gesetzesprojet fir d'Reform vun de sougenannten „aides à la pierre" am Regierungsrot deposéieren a kuerz dono och de Gesetzesprojet fir d'Reform vun de sougenannten „aides individuelles". Domadder gëtt net nëmmen en zolitte Kader geschaf fir de Bau vun abordabele Wunnengen, mee och d'Hëllefe fir Stéit mat moderatem Akommes wäerten opgewäert ginn.

ad 2. Och de private Secteur ass hei gefrot, eng Hand mat unzepaken. Hie mécht dat engersäits duerch de Bau vun de Wunnengen, net nëmmen iwwert den nei geschafenen Artikel 29 bis vum Gesetz iwwert den Aménagement communal, mee och bei de Projeten, déi vu Gemengen, SNHBM a Fonds du logement direkt geplangt ginn. Doriwwer eraus kann de private Secteur seng Wunnengen iwwert de System vun der Gestion locative sociale verlounen. Mëttlerweil ginn iwwert dee Wee iwwer 1.000 Wunnengen abordabel verlount. Oft ass et awer och esou, dat de Rendement, dee sech e privaten Investisseur erwaart, net kann iwwert den abordabele Loyer gedeckt ginn. Eng zousätzlech direkt oder indirekt Hëllef vum Staat géif awer der europäescher Legislatioun iwwert Staatshëllefen ënnerleien.

ad 3. De Regierungsprogramm gesäit keng Upassung vum Gesetz iwwer d'Offices sociaux vir. Den Accord de coalition 2018-2023 gesäit vir, datt d'Conclusioune vun der Etüd „Die Offices sociaux in Luxemburg aus Sicht der AkteurInnen und AdressatInnen", déi am Optrag vum Familljeministère vun der Universitéit Lëtzebuerg gemaach gouf, sollen analyséiert ginn.

Generell kann awer gesot ginn, datt d'Offices sociaux haut schonn aktiv sinn am Beräich vum Logement an hir Beneficiairen ënnerstëtzen an hiren Demarchë ronderëm d'Wunnengssich. Zousätzlech verwalte verschidden Offices sociaux Wunnengen, déi si vu Gemengen zur Verfügung gestallt kréien. Falls dës Logementer vum Wunnengsbauministère subsidéiert ginn, musse se no de Reegele vum 1998er groussherzogleche Reglement verlount ginn. Ausserdeem verwalte verschidden Offices sociaux Wunnenge vu private Leit a ginn dës am Kader vun enger Gestion locative sociale oder ënnert enger anerer Form vu „mise à disposition" u Leit mat moderatem Akommes weider, meeschtens gekoppelt un e soziale Suivi. An dësem Kader kënnen d'Offices sociaux och eng Konventioun mam Wunnengsbauministère ofschléissen.

Question 5064 (08.10.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **Bachelor en médecine (BMED) :**

L'Université du Luxembourg vient de lancer la deuxième année de son programme Bachelor en médecine (BMED). Alors que 25 places étaient disponibles, seulement 14 étudiants poursuivront cette formation.

- Or, comme 51 étudiants avaient été reçus en première année, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de Madame la Ministre de la Santé quelles sont les raisons pour lesquelles seulement la moitié des places disponibles seront occupées.

- Quelle est la voie qu'ont choisie les 37 étudiants admis en première année qui n'ont pas entamé la deuxième année à l'Université du Luxembourg ?

Réponse commune (10.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Sur base des informations fournies par l'Université du Luxembourg, nous pouvons confirmer que pour l'année académique 2020-2021, 51 étudiants ont été reçus en première année du programme d'études de Bachelor en médecine. Sur les 51 étudiants reçus, 15 étudiants ont décidé de continuer en deuxième année à l'Université du Luxembourg (un de ces étudiants s'est encore désisté pendant l'été pour s'inscrire en médecine vétérinaire). Sur les 36 étudiants restants, 25 étudiants ont choisi de continuer en deuxième année en France, dont 12 à Strasbourg, 7 à Paris et 6 à Nancy, 9 étudiants ont choisi de continuer en Belgique dont 1 à Namur, 2 à Mons, 3 à Liège et 3 à Louvain et finalement 2 étudiants ont choisi de continuer en Allemagne (à Munich et à Wurtzbourg).

Nous tenons à signaler qu'en date du 17 septembre 2021, le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a informé l'Université du Luxembourg que le projet d'annexe au règlement des études du programme d'études de Bachelor en médecine tel que soumis n'était pas conforme à l'article 36, paragraphe 3, de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg. Ce refus d'approbation était dû plus particulièrement au fait que la proposition de texte liait le passage en deuxième année d'études à l'obligation d'avoir validé soixante crédits ECTS dudit programme de première année, quelle que soit l'orientation future des étudiants, donc y compris pour les étudiants qui comptent poursuivre le Bachelor en médecine à l'Université du Luxembourg, alors que la loi précitée ne prévoit qu'un seuil minimal de 30 crédits ECTS pour le passage en deuxième année d'études.

Lors de sa séance du 22 octobre 2021, le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg a approuvé une proposition amendée de l'annexe du règlement des études relative au programme d'études de Bachelor en médecine qui prévoit que la progression en deuxième année est conditionnée, pour certaines matières fondamentales aux études de médecine, par la réussite de cours consécutifs au sens de l'article 35, paragraphe 3, point 6°, lettre d), de la loi précitée. Cette nouvelle annexe prévoit en outre une session de rattrapage après le jury du deuxième semestre portant sur toutes les matières de la première année.

L'approbation de la version révisée de l'annexe consacrée au Bachelor en médecine est en cours d'instruction.

Au cours des deux dernières semaines, le directeur du programme d'études de Bachelor en médecine a informé neuf étudiants de ce cursus ayant validé entre 42 et 59 crédits ECTS pendant les deux premiers semestres de l'année académique 2020-2021 des changements prévus à l'annexe du règlement des études relative au Bachelor en médecine et qui permettrait à ces étudiants de s'inscrire en deuxième année du programme d'études de Bachelor en médecine à l'Université. En vertu du principe des cours consécutifs évoqué ci-dessus, les neuf étudiants concernés seraient autorisés à s'inscrire, au-delà des examens des deux premiers semestres, au maximum à deux examens du troisième semestre et, par conséquent, ils ont tous renoncé à s'inscrire en deuxième année et ont déclaré vouloir redoubler la première année.

Question 5065 (08.10.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Conseil national des programmes :**

Le Conseil national des programmes, crée e 2018, a comme mission d'adresser au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse des avis dans les questions en matière curriculaire.

Il émet des recommandations et des avis lorsqu'il le juge utile et les adresse au ministre qui décidera des suites à leur donner. Le ministre peut, quant à lui, demander des conseils en matière curriculaire au Conseil national des programmes. Sur base de ces avis, le Conseil se prononce sur les conséquences possibles pour le système éducatif luxembourgeois. La cohérence entre les orientations générales et les objectifs des programmes et des plans d'études doit aussi être contrôlée par le Conseil.

Le Conseil remet un rapport d'activité au ministre lors du premier trimestre de chaque année scolaire concernant l'année scolaire écoulée.

Dans ce contexte, je voudrais bien poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse :

- Les rapports d'activités du Conseil national des programmes sont-ils publics ?

- Dans l'affirmative, où peut-on les consulter ?

- Quels constats et conclusions ont été tirés des premiers rapports ?

Réponse (09.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

La Loi du 13 mars 2018 portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale prévoit au Chapitre 1er la création d'un Conseil national des programmes et en définit les missions ainsi que les modalités de fonctionnement.

À l'heure actuelle, le Conseil national des programmes n'a pas encore été instauré. Dans une première phase, les efforts se sont concentrés sur l'institution des commissions nationales de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, telles que prévues par la même loi. En outre, l'instauration de la représentation nationale des parents en vue de renforcer la culture de coopération entre l'école et les parents d'élèves a été finalisée. En raison de la priorité accordée à ces organes et eu égard à la situation exceptionnelle de la pandémie, l'instauration du Conseil national des programmes n'a malheureusement pas encore pu aboutir.

Question 5066 (08.10.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **révision des compensations fiscales :**

En réponse à la question parlementaire n° 4613 concernant une révision des compensations fiscales dans le cadre du régime des recettes communes de l'UEBL, Monsieur le Ministre avait répondu qu'il ne pouvait donner des détails sur les pourparlers étant donné que les discussions étaient en cours.

Or, lors du sommet belgo-luxembourgeois « Gäichel », les ministres des Finances des deux partenaires se sont mis d'accord sur une révision de ce système de redistribution, faisant passer l'enveloppe de 34 mio en 2020 à 48 mio avec un taux d'ajustement annuel de 5 %. En contrepartie, la Belgique a accepté de revoir à la hausse le contingent de jours de télétravail accordés aux frontaliers belges.

- Comme notre pays est régulièrement confronté à des revendications de la part d'autres régions frontalières, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les modalités et conditions exactes du récent accord.

- Y a-t-il eu depuis lors de nouvelles revendications de la part du nos autres voisins ?

- Quels sont le cas échéant les arguments contre de telles demandes ?

Réponse (12.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député fait référence dans sa question parlementaire à la révision du régime actuel des recettes communes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL), telle qu'elle a été signée le 31 août 2021 en marge de la réunion commune dite « Gäichel XI » entre les Gouvernements belge et luxembourgeois.

À ce sujet, il convient de rappeler que le programme gouvernemental prévoit qu'« en tant que moteur économique d'une Grande Région de plus en plus interconnectée et mobile, le Luxembourg renforcera la coopération transfrontalière avec les États et les entités fédérées limitrophes ». Dans cet esprit, le Gouvernement est en échange permanent avec les Gouvernements des États et entités voi-

sins et reste toujours disposé à s'engager dans la réalisation d'objectifs et de projets concrets ayant des effets bénéfiques pour la qualité de vie des citoyens de la Grande Région. À ce titre, on peut mentionner par exemple la coopération transfrontalière dans le cadre de la gestion de la crise du Covid-19, la coopération au niveau des services de secours, encore illustrée à l'occasion des récentes inondations, ou encore les mesures en faveur d'une flexibilité accrue en matière de télétravail pour les travailleurs transfrontaliers.

Par ailleurs, le Gouvernement met un accent particulier sur le renforcement des infrastructures de transport transfrontalier. À ce sujet, on peut citer notamment l'accord récent avec la France du 19 octobre 2021 dans lequel le Luxembourg s'engage, à côté des 120 mio d'euros convenus dans l'accord de 2018, à contribuer en plus pour un montant supplémentaire de 110 mio d'euros dans des investissements ferroviaires permettant de faciliter la mobilité des frontaliers résidant en France.

En ce qui concerne les relations avec la Belgique, il convient de souligner que celles-ci s'inscrivent dans le cadre particulier de l'UEBL, dont l'année 2021 marque le 100e anniversaire. L'origine de l'accord belgo-luxembourgeois actuel en matière de recettes communes est basée sur une décision du Comité des ministres de l'UEBL datant de 1981. Cette décision prévoyait que les recettes communes de l'UEBL seraient réparties équitablement entre les deux pays, afin d'amortir les effets de la différence de taux de TVA sur des produits comme le carburant, l'alcool et le tabac, soumis à des droits d'accises communs. L'accord du 31 août 2021 vise à augmenter le montant défalqué des recettes générées dans le cadre de l'UEBL, et revenant à la Belgique. Le nouveau montant s'élèvera à 48 mio d'euros, et il sera augmenté annuellement de 2,4 mio d'euros.

Question 5068 (08.10.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **« Global Media Monitoring Program » (GMMP) :**

Le 4 octobre 2021, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a présenté les résultats de l'étude « Global Media Monitoring Program » (GMMP). Dans les conclusions du rapport, il est retenu que « les femmes restent largement sous-représentées dans les médias au Luxembourg. Ces dernières représentent moins d'un quart des personnes évoquées dans les médias lors de cette édition et moins d'un tiers des journalistes faisant l'information ». De plus, « la place des femmes dans les médias semblent donc clairement stagner au Luxembourg. Sur certains points et en analysant des indicateurs plus précis […], la situation semble même régresser ».

Le rapport formule finalement une série de recommandations, dont notamment « viser une plus grande parité parmi les journalistes », « augmenter le pourcentage de femmes qui occupent des postes à responsabilité dans les organes de presse », « créer une association de femmes journalistes », « sensibiliser et former les journalistes en stage », etc.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

- Quelles sont les actions concrètes que le Gouvernement entend entreprendre après la présentation de ce rapport ?

- Est-ce que le Gouvernement va suivre les recommandations du rapport en question ? Si oui, lesquelles et de quelle manière ? Est-ce qu'il est prévu de faire un bilan dans le futur pour rendre compte des améliorations dans la représentativité des femmes dans les médias au Luxembourg ?

Réponse commune (12.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les médias jouent un rôle crucial dans la formation des stéréotypes sexués et des rôles attribués respectivement aux deux sexes. Les médias conditionnent la façon dont la société définit les notions tant de la « masculinité » que de la « féminité », qui à leur tour sont souvent à la base de choix de vie se rapportant à la vie privée et professionnelle.

Le rapport 2020 du « Global Media Monitoring Program » (par la suite « GMMP ») est un outil très utile qui fournit un certain nombre d'indicateurs illustrant que les femmes et les filles restent largement sous-représentées dans les médias luxembourgeois.

Ceci concerne tant leur représentation dans les articles retenus dans l'échantillon que le ratio entre les sexes dans les professions du journalisme. Bien que le jour témoin choisi aléatoirement ne soit qu'une photographie momentanée, l'analyse qui en résulte est concordante avec les constats faits dans les autres 115 pays ayant participé en 2020.

Un autre aspect moins visé par l'étude est la représentation des femmes dans les directions et conseils de gouvernance des maisons d'édition et des entreprises médiatiques du Luxembourg où le taux de femmes exerçant des fonctions dirigeantes est très faible.

Le rapport tire un certain nombre de conclusions qui peuvent servir d'inspiration pour développer une démarche coordonnée pour apporter des améliorations quant à la représentation entre les femmes et les hommes dans les médias.

Dans cette optique, il faut souligner qu'il importe de respecter comme prémisse suprême le principe de la liberté de presse dans toute discussion concernant le contenu des publications de presse. Voilà pourquoi, des améliorations ne peuvent être apportées qu'à travers le dialogue avec le secteur des médias pour définir ensemble les mesures qui peuvent positivement influencer le ratio f/h en la matière.

Par conséquent, le plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes adopté en juin 2020 prévoit, au-delà de la participation au GMMP, l'élaboration « d'une collaboration active avec les professionnels du secteur et notamment le Conseil de presse pour évaluer la situation et discuter des pistes d'amélioration ».

À noter encore que la récente réforme en matière d'aide à la presse, à savoir la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel, vient d'introduire des éléments visant à lutter contre les égalités entre femmes et hommes, notamment via des obligations d'éducation aux médias et l'obligation, pour les éditeurs, de publier dans leur rapport annuel le rapport femmes-hommes au sein des rédactions.

Par ailleurs, l'évaluation de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel, telle que proposée dans la motion déposée le 8 juillet 2021, se fera par rapport aux dispositions susmentionnées afin de mesurer un éventuel impact de la réforme de l'aide à la presse sur l'égalité entre les sexes.

C'est sur cet arrière-fond que s'est tenue une première entrevue entre la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes Taina Bofferding et le Conseil de presse en date du 27 octobre 2021.

Question 5069 (08.10.2021) de **M. Yves Cruchten** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **tram rapide entre le quartier Cloche d'Or de Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette :**

D'ici 2028, la construction et la mise en service d'une ligne de tram rapide est prévue entre le quartier Cloche d'Or de Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette. À l'horizon 2035, cette ligne de tram doit être prolongée jusqu'au quartier universitaire de Belval. Une présentation du projet, ainsi que d'un corridor multimodal le long de l'autoroute A4, a eu lieu lors d'une conférence de presse en octobre 2020.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Le tracé du tram rapide, tel que présenté il y a un an, est-il définitif ou des modifications ont-elles été apportées depuis ?

- Selon un document graphique publié il y un an, un pôle d'échange est prévu près de Foetz. Or, cette localité compte moins d'habitants que par exemple Pontpierre, qui se situe également le long du tracé. Pour quelles raisons la localité de Foetz a-t-elle été retenue plutôt qu'une autre localité, comme par exemple Pontpierre ?

- Est-ce que l'État est propriétaire des terrains nécessaires pour la réalisation de la ligne de tram rapide ainsi que de la piste cyclable à voie rapide qui reliera Luxembourg-ville à Esch-sur-Alzette ?

Réponse (08.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le tracé présenté en 2020 reposait sur des études de faisabilité et d'opportunité, et documentait le projet à un état précoce. Ceci est largement suffisant pour illustrer le principe et définir un corridor pour la poursuite des études de l'infrastructure.

Dans la suite, et ceci vaut pour chaque projet, les études plus détaillées aident à définir le tracé de façon plus précise pour en analyser l'impact et étudier les spécificités techniques. Depuis la présentation fin 2020, certaines modifications ont en effet déjà eu lieu pour affiner localement le tracé.

Une étude sociodémographique a montré que le tram rapide a un fort potentiel pour faire un lien direct entre Luxembourg, bassin d'emplois et de population important, et le sud du pays qui concentre également de nombreux habitants et emplois à Esch-sur-Alzette, Belval, Belvaux. Entre ces deux pôles, très peu d'habitants se trouvent à proximité de l'axe du tram, ce qui justifie et permet un tracé rapide sans arrêt intermédiaire.

Un arrêt à Pontpierre à hauteur de l'échangeur autoroutier n'avait qu'un faible potentiel d'usagers en raison de l'urbanisation diffuse des localités d'Ehlange, Wickrange et Pontpierre, longeant la route des Trois Cantons. Par contre, un tel arrêt se situait sur le tronçon central, donc sur la partie rapide qui comporte un très grand nombre de voyageurs en transit. En fait avec un arrêt supplémentaire entre Foetz et Leudelange, le tram ne serait plus « rapide ». Il perdait un attrait décisif par rapport à la voiture privée.

La desserte de cette zone sera assurée par des lignes de bus performants qui profiteront de la voie de bus/covoiturage sur le corridor multimodal de l'A4 et offriront un service rapide et fiable. Pour les habitants des localités longeant la route des Trois Cantons, cette solution « bus » est plus avantageuse parce que d'une part, les arrêts se situent plus près de leur domicile et, d'autre part, les bus les amèneront directement à des pôles d'échanges desservis par plusieurs lignes de tramway et de bus.

Contrairement à Pontpierre, un arrêt tram à Foetz offre à l'horizon 2030 un potentiel de desserte important de 4.200 personnes, dont 2.300 visiteurs et 1.900 emplois dans un rayon de 500 m autour de l'arrêt.

Comme un projet définitif est encore en cours d'élaboration, la procédure d'acquisition des emprises nécessaires n'a pas encore été lancée, et tous les terrains nécessaires n'ont pas encore été acquis.

Question 5070 (08.10.2021) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **garde champêtre :**

De Garde champêtre, och Bannhidder genannt, ass nieft dem Agent municipal och am Gemengegesetz verankert. Si sinn ënner anerem dofir zoustänneg, fir d'Anhale vun de jeeweilege Policereglementer an de Gemengen ze kontrolléieren.

Verschidde Gemengen hu follgenden Artikel an hirem kommunale Policereglement stoen:

« Les distributeurs de tracts, annonces, affiches volantes et insignes ainsi que les mendiants ne peuvent interpeller, accoster ou suivre les passants, ni entraver la libre circulation sur la voie publique. »

An deem Kader wollte mir der Madamm Inneminister an der Madamm Justizminister follgend Froe stellen:

1. Hunn d'Madamme Minister Zuelen, wéi vill Pretekoller vun 2010 bis 2020, opgelëscht no Joer a Gemeng, vu Bannhidder geschriwwe gi sinn?

2. Kënnen d'Madamme Minister eis driwwer informéieren, wéi eng Suitten dës Pretekoller kruten?

3. Kënnen d'Madamme Minister confirméieren, datt d'Anhale vun dësem uewe genannten Artikel an de concernéierte Gemengen duerch d'Police respektiv dem Bannhidder ka kontrolléiert ginn, a Verstéiss dogéint deementspriechend vum Bannhidder zu Pretekoll kënne bruecht ginn?

Réponse commune (09.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'Zuele sinn opgeschlësselt no Arrondissementer a Joren. Den informatesche System gëtt eng Oplëschtung no Gemengen net hier.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3. D'Anhale vum genannten Artikel kann duerch d'Police kontrolléiert ginn an deene Gemengen, déi dëst an hirem Policereglement virgesinn hunn. Wat d'Kompetenzen an d'Aufgabe vun de Bannhidder ugeet, spillen eng Panoplie vu Gesetzestexter, ënner anerem den Artikel 14 vum Code de procédure pénale, den Artikel 97 Paragraf 2 vum ofgeännerte Gemengegesetz vun 1988 a verschidde Spezialgesetzer (z. B. d'Naturschutzgesetz).

D'Deputéiert viséiere speziell eng Dispositioun aus verschiddene Policereglementer vun de Gemengen: « Les distributeurs de tracts, annonces, affiches volantes et insignes ainsi que les mendiants ne peuvent interpeller, accoster ou suivre les passants, ni entraver la libre circulation sur la voie publique. » Infraktiounen dogéint kënne mat enger Amende correctionnelle vu 25 bis 250 Euro bestrooft ginn.

Aktuell huet de Bannhidder, op Basis vum Artikel 14 vum Code de procédure pénale, d'Kompetenz, Delikter a Contraventioune festzestellen an e Procès-verbal ze schreiwe bei Infraktiounen: « qui portent atteinte aux propriétés forestières et rurales ainsi que les infractions pour lesquelles compétence leur est attribuée par des lois spéciales ». Et gëtt awer am Moment keng speziell legal Dispositioun, déi et de Bannhidder erlaabt, fir aner Infraktiounen zu Gemengereglementer ze constatéiere wéi déi, déi vum Code de procédure pénale viséiert sinn.

Zum Artikel 97 vum Gemengegesetz ass ze soen, dass de Bannhidder de Buergermeeschter soll bei der Exekutioun vu Policegesetzer a -reglementer assistéieren. Hei sinn de Buergermeeschter an de Bannhidder an enger administrativer Funktioun, déi net als Zil de Constat vun Infraktiounen huet.[4]

An Zukunft soll dat sech awer änneren. De Projet de loi N° 7126[5] gesäit en neien Artikel am Code de procédure pénale vir, deen den Agents municipaux déi Funktioun an Zukunft soll ginn, wa si déi dofir noutwendeg Examen a Formatiounen hunn: « Art 15-1bis. Les agents municipaux qui ont réussi à l'examen de promotion de leur carrière et qui remplissent les conditions de formation requises recherchent et constatent par procès-verbaux, dans la ou les communes de leur ressort, les contraventions aux règlements de police générale de la ou des communes ainsi que les délits et les contraventions qui portent atteinte aux propriétés forestières et rurales. »

Question 5071 (08.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **Foyer de la femme ASBL :**

De Staat ënnerstëtzt de Foyer de la femme, esouwéi och aner Organisatiounen, finanziell. Och solle verschidde Leit fir hir Aarbecht oder benevole Aarbecht beim Foyer de la femme vum Staat bezuelt gi sinn.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch stellen:

1. Wéi eng Konventioune goufen an de leschte 25 Joer mam Foyer de la femme ofgeschloss?

2. Sinn an de leschte Jore Konventioune gekënnegt ginn, a wa jo, firwat? Sinn neier ofgeschloss ginn?

3. Wéi vill Persoune vum Foyer de la femme sinn an de leschte 25 Joer fir hir Aarbecht oder benevole Aarbecht vum Staat oder deelweis vum Staat bezuelt ginn? Wéi eng Beträg goufen dobäi ausbezuelt? Ëm wéi eng Aarbechten handelt et sech an deene Fäll?

Réponse (12.11.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. An de leschte 25 Joer huet den Educatiounsministère (MENJE) Konventioune mat der Associatioun „Foyer de la femme" fir zwou Aktivitéiten ofgeschloss. Eng Konventioun betrëfft d'Organisatioun an d'Finanzéierung vu Vakanzekolonien an d'Formatioun vun den Animateure fir dës Vakanzekolonien.

Eng aner Konventioun gouf mam Foyer de la femme an der Gemeng Rëmeleng ënnerschriwwen, dëst fir d'Gestioun vun der Maison relais „Roude Fiels" zu Rëmeleng. De Familljeministère huet keng Konventioun mam Foyer de la Femme ofgeschloss.

ad 2. Nee, an de leschte Joren hu weeder den Educatiounsministère, nach de Familljeministère nei Konventioune mam „Foyer de la femme" ofgeschloss. Et goufen och keng Konventioune gekënnegt.

ad 3. Bei Konventiounen, déi ënner d'ASFT-Gesetz (loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique) falen, bezilt de Staat net selwer d'Salariéen, mee finanzéiert den Associatiounen déi Käschten, déi an der Konven-

[4] Victor de Tollenaere : Nouveau commentaire de la loi communale, Tome II, n° 1024bis, Larcier 1955.

[5] Projet de loi n° 7126

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

tioun festgehale gi sinn, respektiv déi gesetzlech virgesi sinn.

Bei der Konventioun fir d'Gestioun vun der Maison relais entsprécht dës der Finanzéierung, wéi se am Gesetz (loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse) festgehalen ass.

D'Konventioun fir de Vakanzendéngscht gesäit fir 2020 vir, datt fënnef ETP vum Staat rembourséiert ginn. D'Frais de fonctionnement vum Joer 2020 hunn sech op 111.676 € belaf, dorënner 3.720 € fir d'Indemnités aux bénévoles. Dës Indemnitéite ware fir d'Moniteuren an de Vakanzekolonien. Dës Montanten a Remboursementer hunn an de leschten Joren och net staark variéiert.

Doriwwer eraus huet de MENJE keng weider Indemnitéite fir Benevoller an hiren Decompte iwwerholl. Nieft dëse Konventiounen ass et den Associatiounen hir eegestänneg Decisioun, wéi si hir Benevoller indemniséieren.

Question 5072 (08.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **diplômes de l'enseignement supérieur :**

D'Regierunge vun den EU-Memberstaate sinn autonom, wat hir Bildungssystemer ugeet, a kënnen no eegenem Ermiesse Reegelungen applizéieren, och wat d'Unerkennung vun akademesche Qualifikatiounen ugeet. Déi national Diplomer ginn zu Lëtzebuerg automatesch vum Staat unerkannt, bei auslänneschen Diplomer ass d'Androen an de „Registre des titres de formation" erfuerderlech, fir kënnen een akademeschen Titel ze droen a fir Zougank zu verschiddene Beruffer ze hunn.

Leider ginn et och zu Lëtzebuerg Héichschoulen, déi Diplomer ausstellen, déi net vum Lëtzebuerger Staat unerkannt ginn. Vill Studenten hunn an deem Kontext negativ Erfarunge gesammelt. Esou gi beispillsweis Diplomer vum „Business Science Institute", deen zu Wolz etabléiert ass an dee souwuel vun der Université Jean Moulin Lyon 3 wéi och vun der University of Technology zu Sydney ofhänkt, net vum Lëtzebuerger Héichschoulministère unerkannt. Studenten, déi een Diplom vum BSI an der Täsch hunn, kréie gesot, de BSI wier net hei am Land akkreditéiert an dierft eigentlech keng Diplomer ausstellen. Effektiv ass et esou, datt ausserhalb vun der Uni Lëtzebuerg just véier Héichschoulen hei am Land offiziell vum Ministère unerkannt ginn: d'Sacred Heart University, d'Luxembourg School of Business, d'LUNEX University an d'Miami University John E. Dolibois European Center. Op Nofro beim Lëtzebuerger Héichschoulministère kréie Studente gesot, ongeféier 6.000 Diplomer géifen hei am Land net unerkannt ginn, wat fir déi betreffend Studenten oft schlëmm Konsequenzen huet, well si vill Geld investéiert hunn, fir iwwerhaapt op deenen „illegalen" Héichschoulen ze studéieren an elo näischt mat hirem Diplom kënnen ufänken.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Héichschoulminister:

1. Wéi eng Héichschoulen hei am Land ginn net vum Héichschoulministère unerkannt? Aus wéi enge Grënn ginn dës Héichschoulen net unerkannt?

2. Firwat war den Här Minister 2015 als Éieregaascht bei der „Opening Ceremony" vum Business Science Institute zu Wolz present, obschonn dës Héichschoul net vum Héichschoulministère unerkannt gëtt?

3. Kann den Här Minister erklären, ob de CEDIES déi zukünfteg Studenten driwwer informéiert, wat fir Héichschoulen a wat fir Diplomer hei am Land net vum Ministère unerkannt ginn?

4. Kann den Här Minister Statistike virleeën iwwert d'Zuel vun Diplomer, déi hei am Land net unerkannt ginn? Hunn déi zukünfteg Studenten Accès zu dëse Statistiken?

5. Misst et net eng „obligation légale" fir all Héichschoulen hei am Land ginn, hir Studenten driwwer ze informéieren, ob d'Diplomer, déi si ausstellen, och vum Lëtzebuerger Staat unerkannt ginn?

6. Op wéi enge Premissë baséiert d'Validitéit bzw. d'Netvaliditéit vun Héichschouldiplomer hei am Land?

Réponse (28.10.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Am Virfeld wéilt ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4637 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement verweisen, wou ech schonn op eng ganz Rei vun de Froestellungen, déi den honorabelen Deputéierte Fred Keup hei opwerft, agaange sinn.

Et sief nach eemol preziséiert, dass d'Diplomer, déi am Kader vum Lëtzebuerger Héichschoulsystem, wéi en am ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwert d'Héichschoulwiesen definéiert ass, ausgestallt ginn, als national oder akkreditéiert Diplomer ugesi ginn an domat automatesch unerkannt sinn. Et handelt sech heibäi ëm follgend Diplomer:

- d'Diplomer vun der Universitéit Lëtzebuerg;
- d'Diplomer, déi am Kader vun de vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierte Lëtzebuerger BTS (Brevet de technicien supérieur)-Programmen ausgestallt ginn;
- d'Diplomer, déi vun enger zu Lëtzebuerg etabléierter a vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierter privater Héichschoul ausgestallt ginn an déi ee vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierte Studiegang sanctionéieren.

Déi offiziell Lëscht vun dësen zu Lëtzebuerg ugebuedenen a vum Héichschoul- a Fuerschungsministère unerkannte Formatiounen ass um Internetsite vum Ministère a franséischer an englescher Sprooch publizéiert, mat geneeën Indikatiounen iwwert d'Dauer vun der Gültegkeet vun der Akkreditatioun. Si kann op dëser Adress consultéiert ginn:

http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/index.html

All postsecondaire Formatiounen, Diplomer oder Certificaten, déi entweeder ausserhalb vun den op dëser Lëscht indiquéierte Gültegkeetsperiod vun der Akkreditatioun zu Lëtzebuerg ugebueden/ausgestallt ginn oder déi aktuell zu Lëtzebuerg ugebueden/ausgestallt ginn an net op dëser Lëscht opgefouert ginn, sinn net unerkannt.

Déi concernéiert Servicer vum Héichschoul- a Fuerschungsministère si beméit, d'Studenten a Studentinne souwéi och all aner interesséiert Persoune beschtméiglech iwwert déi potenziell Unerkennung (oder Netunerkennung) vun engem Studieprogramm, sief dat en nationalen oder en auslänneschen, ze informéieren.

Een Haaptobjektiv besteet doran, déi zukünfteg Studenten a Studentinne schonn am Virfeld dofir ze sensibiliséieren, dass net all postsecondaire Formatioun eligibel ass fir déi staatlech Studiebäihëllefen an dass och net all Diplom, deen um tertiären Niveau ausgestallt gëtt, kann als akademeschen Titel unerkannt ginn. An de verschiddene Publikatioune vum Service „Information études supérieures" a vum Service „Aides financières" gëtt op déi Problematik opmierksam gemaach, genee wéi och an den Informatiounsreuniounen, un deenen dës Servicer deelhuelen, an natierlech op der alljärlecher Foire de l'étudiant. Doriwwer eraus ginn d'Mataarbechter a Mataarbechterinne vun de concernéierte Servicer och zu all Moment op Nofro déi néideg Renseignementer iwwert de Statut vun enger spezifescher Héichschoulariichtung oder vun engem bestëmmte Studiegang, fir et jidderengem ze erlaben, seng Formatioune bewosst a mat deem néidegen Hannergrondwëssen auszewielen.

An den Aktivitéitsrapporte vum Héichschoul- a Fuerschungsministère ginn all Joer Statistike publizéiert iwwert d'Unzuel vun Demanden, wou den Diplom net kann an de Registre des titres agedroe ginn. Allerdéngs handelt et sech hei ëm ausländnesch Diplomer, well, wéi den honorabelen Deputéierten et a senger Fro jo och bemierkt, déi national Diplomer vun der Aschreiwungsprozedur dispenséiert sinn.

D'Diplomer vun der Universitéit Lëtzebuerg (Bachelor, Master an Doktorat) si vum Unisgesetz selwer (loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg) als national Diplomer definéiert. Wat d'BTS-Formatiounen an d'Formatiounen, déi vu privaten Héichschoulen zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, ubelaangt, sinn den Oflaf vun der Akkreditatiounsprozedur souwéi och d'Konditiounen an d'Krittären, déi am Kader vun dëser Prozedur applizéiert ginn, am Héichschoulgesetz (loi modifiée du 19 juin 2009 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur) an an den derzougehéierenden Ausféierungsreglementer festgeluecht.

Et ass eleng dës Akkreditatiounsprozedur, déi ausschlaggeebend ass fir d'Unerkennung oder d'Netunerkennung vun zu Lëtzebuerg etabléierten Héichschoulinstitutiounen an hire Programmer.

Am Kader vun der geplangter Revisioun vum Héichschoulgesetz ass ugeduecht, d'Denominatioune vun Héichschoulinstitutiounen a -programmer souwéi den domat verbonnenen Titelen (z. B.: „Universitéit", „Bachelor", „Master", „Doktorat" etc.) ze schützen, fir dass exklusiv déi unerkannten Institutiounen a Programmer zu Lëtzebuerg dës Nimm affichéieren däerfen. Dëst soll zur Transparenz bäidroen an de Studenten a Studentinnen domat eng zousätzlech Hëllefsstellung beim Choix vun hirem Formatiounsparcours bidden.

Question 5073 (08.10.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant le **travail intérimaire dans le secteur de l'abattage et de la transformation de viandes :**

Le journal britannique „Guardian" a récemment publié des reportages au sujet des conditions de travail dans le secteur de l'abattage/désossage et de la transformation/production de viandes en Europe. Les journalistes ont pu divulguer au cours de leurs recherches un recours important à des travailleurs et des travailleuses intérimaires dans ce secteur. Ces salarié.e.s souffriraient souvent de salaires et de conditions de travail largement inférieurs aux prescriptions légales en place dans les différents pays de l'Union européenne.

Dans le contexte de cette recherche du „Guardian", le commissaire européen Nicolas Schmit a rappelé que le contrôle de l'application du droit du travail incomberait aux pays membres et que les salarié.e.s embauchés en intérim devraient jouir des mêmes droits que les salarié.e.s permanents d'une entreprise.

Au Luxembourg il incombe à l'Inspection du travail et des mines (ITM) d'assurer cette mission de contrôle en matière de droit du travail. En 2017 cette dernière a mené, conjointement avec les autorités belges, un contrôle d'entreprises d'abattage et de désossage au Luxembourg et en Wallonie. Trois entreprises luxembourgeoises avaient alors été contrôlées et pour toutes les trois, l'ITM avait constaté des infractions en matière de contrats de travail, de clauses de non-concurrence, de paiements de salaires et d'enregistrement concernant la durée de travail. L'ITM n'avait pourtant pas communiqué plus de détails.

Il est dans ce contexte des conditions de travail dans ce secteur de l'économie et plus généralement de la situation des travailleurs et travailleuses intérimaires que je voudrais poser des questions à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de personnes sont actuellement employées dans le secteur de l'abattage et de la transformation/production de viandes ? Combien de ces personnes sont en possession d'un contrat à durée indéterminée respectivement à durée déterminée ?

2) Combien de personnes employées dans ce secteur ne sont pas directement liées par un contrat de travail à l'entreprise utilisatrice mais sont liées par un contrat de mission conclu avec une entreprise intérimaire ?

3) Combien de contrats de mise à disposition ont été signés depuis le 1er janvier 2020 dans le secteur prémentionné ? Ce chiffre connaît-il une évolution particulière par rapport aux années précédentes ?

4) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la part des salarié.e.s intérimaires dans le secteur prémentionné ayant conclu un contrat de mission avec une société intérimaire établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg ?

5) De manière générale, les salariés intérimaires ayant conclu un contrat de mission avec une société intérimaire établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg sont-ils considérés d'office comme salarié.e.s détachés auxquels s'applique le cadre légal spécifique du détachement ?

6) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me préciser si les droits des salarié.e.s concernés en matière de dépenses de voyage, de logement et de nourriture sont respectés dans ces cas de figure ?

7) Quelles ont été les suites des contrôles de l'ITM dans trois entreprises du secteur menés en 2017 ?

8) L'ITM a-t-elle refait des contrôles des entreprises de secteur de l'abattage, de désossage et de transformation/production de viandes ? Dans l'affirmative, a-t-elle constaté des infractions ? Si oui, lesquelles ?

Réponse commune (15.11.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) - 4) Le secteur « Transformation et conservation de la viande de boucherie » doit être analysé avec un certain recul compte tenu d'un nombre très élevé de travailleurs qui sont détachés du Luxembourg vers un autre pays.

Ainsi, les entreprises répertoriées dans ce secteur d'activité emploient, au 31 mai 2021, 965 personnes. Ce nombre concerne exclusivement les salariés ayant un contrat de travail avec une entreprise implantée au Luxembourg. En d'autres termes, il n'inclut pas le cas échéant les travailleurs qui pourraient avoir conclu un contrat de mission avec une société intérimaire établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, une telle information n'étant pas connue par l'IGSS.

Parmi ces 965 personnes, 155 vivent au Luxembourg, 413 en France, Belgique ou Allemagne et 397 vivent dans d'autres pays, notamment en Pologne. Toutefois, les pourcentages des salariés vivant hors du Luxembourg et de ses pays limitrophes (295 sur 397) sont détachés dans un autre pays, c'est-à-dire qu'ils n'exercent pas leur emploi sur le territoire luxembourgeois. C'est également le cas de 120 salariés (sur 413) résidant en France, Belgique ou Allemagne. La majeure partie de ces 120 salariés réside en France.

Ainsi, un peu moins de la moitié des salariés enregistrés au 31 mai 2021 dans une entreprise du secteur « Transformation et conservation de la viande de boucherie » (415 sur 965) sont détachés du Luxembourg dans un autre pays.

En conséquence, les statistiques qui suivent ne concernent que les salariés non détachés. Il faut distinguer :

- d'une part les deux abattoirs de Wecker et d'Ettelbruck, qui emploient 337 salariés et dont l'activité est réalisée au Luxembourg ;

- et d'autre part, quelques petites entreprises du secteur qui emploient au total environ 120 personnes non détachées.

Dans les deux entreprises Cobolux et Abattoir Ettelbruck, il n'existe, au 31 mai 2021, qu'un CDD et aucun intérimaire n'est rattaché à ces deux entreprises. La quasi-totalité du personnel apparaît donc comme ayant un CDI. Quelques missions intérimaires peuvent être observées en 2019, mais depuis, les fichiers de l'IGSS ne permettent pas d'en constater de nouvelles. Il semble ainsi que les abattoirs d'Ettelbruck et de Wecker ne fonctionnent pas avec du personnel intérimaire.

Dans les autres petites structures (comptant 120 personnes), 5 CDD et 2 intérimaires sont dénombrés au 31 mai 2021. Dans ces structures, le recours à l'intérim semble un peu plus important. Si le simple comptage du nombre d'intérimaires au dernier jour ouvré du mois de mai 2021 est dépassé pour analyser le nombre de contrats de travail intérimaires, ce dernier a été divisé par deux récemment : il s'élevait à une centaine de contrats entre avril 2019 et avril 2020 (soit 8 contrats intérimaires en moyenne par mois) et à une quarantaine entre avril 2020 et avril 2021 mars (soit 3 contrats intérimaires en moyenne par mois).

En ce qui concerne la question relative à la part des salariés intérimaires du secteur « Transformation et conservation de la viande de boucherie » ayant conclu un contrat de mission avec une société intérimaire établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, il y a lieu de noter que ni l'IGSS ni l'ITM ne disposent des informations aux fins de pouvoir répondre à cette question.

ad 5) Un salarié intérimaire ayant conclu un contrat de mission avec une société intérimaire établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg est à considérer comme salarié détaché auquel s'appliquent les dispositions légales nationales en matière de détachement pour le cas où celui-ci serait mis à disposition d'une entreprise utilisatrice, qui est établie soit sur le territoire luxembourgeois, soit hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, et qui exerce temporairement son activité sur le territoire luxembourgeois dans le cadre d'une prestation de services transnationale.

Par contre, le même salarié intérimaire n'est pas à considérer comme salarié détaché pour le cas où ce dernier serait occupé sur le territoire duquel l'entreprise de travail intérimaire est établie.

ad 6) L'article L.141-3 du Code du travail dispose que : « Dans le cas d'un détachement de salariés au sens de l'article L.141-1, les allocations directement liées au détachement sont considérées comme faisant partie de la rémunération visée à l'article L.010-1, point 2, dans la mesure où elles ne sont pas payées à titre de remboursement des dépenses effectivement encourues du fait du détachement, telles que les dépenses de voyage, de logement ou de nourriture. [...] »

L'employeur du salarié qui est détaché sur le territoire luxembourgeois est tenu de garantir que le montant effectivement versé au salarié pendant le détachement est au moins équivalent à la rémunération due en vertu des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables au Luxembourg.

La rémunération comprend toutes les indemnités propres au détachement, sauf celles qui sont versées pour rembourser des frais de voyage, de logement ou de nourriture.

Ces frais de voyage, de logement ou de nourriture sont à prendre en charge par l'entreprise détachante.

Pour le cas où le salarié détaché aurait payé les frais de voyage, de logement ou de nourriture, l'employeur est tenu de lui rembourser ces dépenses et le remboursement de ces frais de voyage, de logement ou de nourriture n'est pas considéré comme faisant partie de la rémunération.

ad 7) En date du 17 octobre 2017, les services d'inspection de l'ONSS, de l'Office national de l'emploi, de l'INASTI, de la Région wallonne, des Finances, du Contrôle des lois sociales ainsi que ceux de l'Inspection du travail et des mines ont contrôlé 24 entreprises du secteur de l'abattage et de la transformation de viandes.

Les contrôles, découlant de la coopération Benelux dans le cadre de laquelle la Belgique, les Pays-Bas ainsi que le Grand-Duché de Luxembourg luttent ensemble contre le dumping social et les sociétés fictives, ont eu lieu sur le territoire belge et luxembourgeois.

En Belgique, 21 entreprises ont été contrôlées à Bastogne (7 entreprises), à Rochefort (3 entreprises) et à Ciney (11 entreprises), auprès desquelles étaient occupées 176 salariés et 3 indépendants. Parmi ces entreprises contrôlées, seulement 3 entreprises et un indépendant étaient en règle. Plusieurs infractions ont été constatées dont notamment l'absence de registres de présences, le non-respect de la législation ONEM (Office national de l'emploi) ainsi qu'en matière de rémunération.

Au Grand-Duché de Luxembourg, 3 entreprises ont été contrôlées. Des infractions ont été constatées en matière de contrats de travail, de clause de non-concurrence, de paiements de salaires et d'enregistrement concernant la durée de travail. Les 3 entreprises concernées ont été enjointes de se conformer par rapport aux dispositions légales. Aucune sanction n'a été prononcée à l'encontre des 3 entreprises concernées étant donné que ces dernières s'étaient conformées par rapport aux dispositions légales.

ad 8) L'Inspection du travail et des mines a effectué les contrôles suivants en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et santé au travail dans le secteur de l'abattage et de la transformation de viandes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Lors de ces contrôles, des infractions dans les matières suivantes ont été constatées :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 5076 (08.10.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **situation des services financiers postaux :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 4314 du 19 mai 2021, Monsieur le Ministre de l'Économie expliquait : « POST Finance précise qu'elle est parfaitement consciente et fière de son rôle social et l'importance de faciliter un accès aux services financiers à tous, indépendamment de leur situation personnelle, financière ou sociale. […] POST Finance a été créée en 1911 avec exactement cette mission d'inclusion sociale et continuera d'assumer celle-ci dans le futur. »

Alors que POST Luxembourg présentait cette semaine sa nouvelle offre de services bancaires avec une nouvelle grille tarifaire des services financiers de POST qui est à voir en relation avec un environnement persistant de taux d'intérêts négatifs, il apparaît que la digitalisation des services bancaires est de plus en plus une priorité pour POST : ainsi, les opérations effectuées au guichet seront facturées séparément alors que les mêmes opérations effectuées en ligne seront inclues dans un abonnement mensuel et donc gratuites. Dans un même temps, Monsieur le Ministre délégué à la Digitalisation dévoilait cette semaine le Plan d'action national d'inclusion numérique, dans lequel on peut notamment lire : « Un nombre élevé de personnes âgées ne possèdent pas ou peu de compétences numériques nécessaires et manquent de motivation ou de confiance pour utiliser les outils numériques », « Certaines personnes en situation de handicap font face à des problèmes d'accessibilité numérique », « Les travailleurs les moins qualifiés n'ont souvent pas les compétences numériques de base nécessaires », etc.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre délégué à la Digitalisation :

- Messieurs les Ministres ne voient-ils pas dans la nouvelle grille tarifaire des services finances de POST un contraste frappant avec le rôle social que se doit de remplir POST Finance ?

- Comment assurer l'inclusion bancaire, alors que d'après le Plan d'action national d'inclusion numérique 6,3 % des ménages n'ont pas accès à Internet ?

Réponse commune (08.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

POST Finance précise qu'elle assume depuis 1911 un rôle d'inclusion financière en permettant à tous d'avoir accès à un compte courant et à des services de paiements. Cet accès est assuré sans discriminer les demandeurs sur base de leur situation personnelle, sociale ou financière. 30 % des clients POST Finance n'ont pas d'autre relation bancaire, ce qui témoigne de l'importance du rôle de POST Finance.

Dans ce contexte, POST précise qu'elle est en contact permanent avec des acteurs du milieu associatif engagés dans l'inclusion sociale comme par exemple l'Office national de l'accueil, la Croix-Rouge, Caritas, CLAE ou encore TouchPoints. POST indique qu'elle soutient l'action de ces organismes en faveur des populations fragiles en permettant notamment aux demandeurs de protection internationale de disposer d'un compte et d'une carte de paiement, mais également en maintenant un service d'encaissement de chèques pour la CNS ou encore certaines opérations gratuites pour les organisations reconnues d'utilité publique.

POST propose également sur demande la gratuité des opérations aux guichets et des virements papier à tout client pouvant justifier d'une incapacité à utiliser les solutions digitales. Tout en soutenant activement les initiatives nationales en faveur de l'inclusion digitale comme celle de l'ASBL ErwuesseBildung en faveur des seniors, POST prend ainsi en compte la situation particulière de certains de ses clients qui ne peuvent et ne pourront pas utiliser les solutions digitales en raison de leur âge ou d'un handicap.

Le Plan national d'inclusion numérique présenté par le Ministère de la Digitalisation, propose des pistes concrètes pour contrecarrer le clivage numérique au Luxembourg. Une des initiatives de ce plan d'action concerne le développement de cycles de formations en compétences numériques en collaboration avec l'ASBL ErwuesseBildung. Dans ce cadre, l'ASBL a développé deux cycles de formations « Internetführerschein 1.0 » et « Internetführerschein 2.0 », ainsi qu'un module préparatoire aux services bancaires en ligne « e-Banking ». Ce module préparatoire « e-Banking » est proposé en formation autonome dans le cadre du projet « Ech kann dat och » du Ministère de la Digitalisation et du Ministère de la Protection des consommateurs en collaboration avec la Commission de surveillance du secteur financier et la Fondation ABBL pour l'éducation financière. Les cycles de formations et le module « e-Banking » sont mis à disposition gratuitement aux acteurs intéressés.

De plus, un des leviers stratégiques du Plan d'action national d'inclusion numérique consiste à « faciliter l'accès au numérique ». Afin de permettre à tous les citoyens d'utiliser l'internet, le Plan d'action national d'inclusion numérique évoque, entre autres, la stratégie « Une connectivité performante pour tous » - stratégie nationale pour les réseaux de communications électroniques à ultra-haut débit 2021-2025, du Service des médias et des communications du Ministère d'État. La stratégie prévoit que chaque ménage devrait pouvoir disposer d'une connexion ultra-haut débit en 2025.

Concernant l'accès physique aux services de paiements, POST précise qu'elle accueille ses clients dans plus de 44 points de vente physiques, mais également par le biais de son réseau de facteurs qui peuvent permettre la réalisation de certaines opérations financières à domicile telles que les dépôts et retraits d'espèces jusqu'à 500 euros. Les services de paiement de POST sont donc accessibles à travers tout le territoire et sans rendez-vous.

La nouvelle offre commerciale présentée par POST vise à pérenniser et à amplifier le rôle social de POST en matière d'inclusion financière et ne remet pas ce rôle en question.

L'inclusion bancaire relève de l'accès à un compte, qui est possible chez POST pour tout le monde sans condition de revenus. Les ménages n'ayant pas accès à Internet peuvent avoir recours au large réseau de points de vente physiques de POST, aux 56 distributeurs automatiques de billets répartis sur le territoire du pays, à leur facteur, et ont également la possibilité d'appeler le call center de POST Finance.

Question 5077 (08.10.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **taux d'intérêts négatifs chez POST Luxembourg :**

Lors de la présentation cette semaine de sa nouvelle offre de services bancaires avec une nouvelle grille tarifaire des services financiers, POST Luxembourg a expliqué vouloir appliquer à partir du 10 janvier 2022 un taux d'intérêts négatifs de 0,5 % pour les dépôts supérieurs à 250.000 euros pour les clients particuliers et professionnels. D'après nos informations, les nouvelles conditions pour les communes comprennent par ailleurs 15 euros de frais fixes par mois ainsi que 0,40 euro par opération « MultiLine » (0,30 euro jusqu'à présent). Cette adaptation de l'offre s'explique par un environnement persistant des taux d'intérêts négatifs.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelle somme est-ce que l'État a déposé sur ses comptes chez POST Luxembourg ?

- Est-ce que POST Luxembourg applique les mêmes conditions à l'État qu'aux communes ? Dans la négative, quelles sont les conditions qui s'appliquent à l'État ?

- Quelle est la somme que l'État va dorénavant devoir payer au titre des taux d'intérêts négatifs à POST Luxembourg ?

- Quelles sont les conditions appliquées à l'État sur ses comptes dans d'autres banques ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que l'État et les communes devraient bénéficier de conditions plus avantageuses puisqu'il s'agit de fonds publics ?

Réponse commune (28.10.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La situation des liquidités de l'État est régulièrement présentée par le Ministre des Finances à la Commission des finances et du budget de la Chambre des Députés. Leur niveau varie journalièrement, en fonction notamment des rentrées fiscales et des dépenses budgétaires. Les montants en question sont déposés auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) ainsi que d'institutions financières de la place, dont notamment Spuerkeess (BCEE) et POST. Les soldes respectifs fluctuent journalièrement.

En ligne avec l'évolution des taux, l'État paie des intérêts négatifs depuis 2017 auprès de la BCL, depuis 2019 auprès de la BCEE et depuis 2020 auprès de POST. Les taux appliqués varient selon différents facteurs, en fonction du marché. Ils se situent actuellement autour de 0,50 %.

Inversement, l'État perçoit des intérêts négatifs sur ses emprunts émis depuis 2019.

Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2020, l'État a payé 11,7 millions d'euros en intérêts négatifs et en a perçu 36,7 millions d'euros.

Il ne semble ni cohérent, ni opportun pour l'État d'intervenir dans la politique tarifaire des établissements financiers, voire de compromettre la bonne transmission de la politique monétaire au sein de la zone euro, en octroyant à l'État et aux communes des taux qui ne correspondraient pas aux conditions du marché.

Pour autant, la Trésorerie de l'État est disposée à explorer des pistes pour permettre aux communes et établissements publics qui le souhaiteraient de placer auprès de l'État leurs surplus de liquidités à des taux avantageux.

Question 5080 (11.10.2021) de **M. Yves Cruchten** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **RGTR en région frontalière :**

Selon les chiffres du Statec, le Luxembourg comptait plus de 209.000 frontaliers au premier trimestre 2021. Si la pandémie a encouragé la pratique du télétravail, force est de constater que de nombreux frontaliers se rendent à nouveau quotidiennement au Grand-Duché. Or, l'offre en transports en commun n'est pas toujours adaptée. Ainsi certaines localités ne se trouvant parfois qu'à quelques kilomètres de la frontière ne sont pas raccordées au réseau de transport en commun allant vers Luxembourg. Ce qui force les nombreux frontaliers qui y vivent à prendre la voiture pour se rendre à leur lieu de travail.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Selon quels critères des localités situées en France, Allemagne ou Belgique sont-elles raccordées au réseau RGTR ? Cette logique est-elle amenée à évoluer avec la réorganisation du réseau RGTR ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'étendre l'offre en transport en commun dans des localités situées au-delà de la frontière ?

3) Combien d'infrastructures de type parking, desservies par le RGTR ou les CFL, et se situant sur territoire étranger, ont été financées ou cofinancées par le Luxembourg depuis 2013 ?

Réponse (16.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le RGTR en général dessert les plus importants pôles urbains et P&R dans la région transfrontalière en complémentarité avec le train. En plus, certaines agglomérations, comme Thionville ou Trèves, ont un tel besoin de mobilité que l'offre train, bien qu'existante, n'est pas suffisante en termes de capacité ou de destinations. Dans ces cas, le RGTR renforce l'offre de transport en commun. Dans l'étude sur la réorganisation du réseau RGTR de 2018, mes services ont repris les résultats de l'enquête ménages-déplacements Luxmobil de 2017 pour vérifier l'efficacité de l'offre transfrontalière.

Cette étude a démontré d'une part que les destinations desservies par le réseau RGTR étaient déjà les plus pertinentes, et d'autre part que l'offre en termes de capacité n'était pas suffisante. Dans ce deuxième cas de figure, la réorganisation du réseau prévoyait ainsi une forte augmentation de l'offre.

Avec la réorganisation achevée en 2022, l'offre bus vers l'Allemagne sera augmentée d'environ 60 % (+ 200 courses par jour ouvrable), celle vers la France de 40 % (+ 180 courses par jour ouvrable) et celle vers la Belgique de 100 % (+ 130 courses par jour ouvrable) par rapport à l'horaire de 2019.

ad 2) La réorganisation RGTR achevée en 2022, le réseau sera revu régulièrement et des adaptations se feront au fur et à mesure de l'évolution de la demande.

Actuellement deux études supplémentaires sont en réalisation :

- La première porte sur la mise en place d'un corridor de priorisation pour bus, qui sera exploité à un haut niveau de service (CHNS) entre Audun-le-Tiche et Esch-sur-Alzette ;
- La deuxième traite la réorganisation du réseau bus dans la région sud pour l'horizon 2028, ainsi que les adaptations nécessaires des réseaux TICE et RGTR en vue de l'insertion tram rapide.

Dans ces deux études les connexions transfrontalières sont d'une importance primordiale.

ad 3) Depuis 2013 le Luxembourg a cofinancé trois P&R sur territoire étranger : le P&R Thionville-Metzange qui est entré en service en 2021, le P&R de la gare de Longwy dont la réalisation est en cours et qui sera probablement achevé en 2022 et le P&R de la gare de Thionville actuellement en phase d'études.

Question 5082 (11.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **cryptomonnaie :**

Duerch dat ëmmer gréissert Opkomme vu Kryptowärungen, kënnt och de Lëtzebuerger Staat a seng Beamten ëmmer ëfters mat dësen a Kontakt - z. B. am Kader vum Steierrecht oder wann et zu Saisië kënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Am Fall wou de Staat Kryptowärunge beschlagnaamt, wéi ginn dës Wärunge stockéiert? Besëtzt de Staat eng Wallet, an där d'Coins gespäichert ginn?

2. Am Fall wou de Staat dës Wärungen net selwer stockéiere géif, mee op extern Firmen zréck géif gräifen, kann d'Regierung d'Modalitéite vun dëser Zesummenaarbecht erklären? Wéi gëtt/géif dësen externe Serviceprovider kontrolléiert (ginn)?

Réponse commune (11.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Fir all saiséierte Montant vun enger Kryptowärung gëtt e separate „Wallet" vun der Police „Section nouvelles technologies" erstallt, wourop dann dëse Montant transferéiert gëtt. Dës Eegenentwécklung baséiert op Erfarungen an Developpementer aus dem Ausland.

ad 2. Et gëtt aktuell net op extern Firmen zréckgegraff.

Mam Projet de loi N° 7452 soll en neie Kader mam „Bureau de gestion des avoirs (BGA)" geschafe ginn, deen déi Gidder da verwalte wäert.

Dozou gehéiert och d'Méiglechkeet, fir mat externe Prestatairen zesummenzeschaffen, wann d'Verwaltung vun de Gidder speziell Ufuerderunge stellt, esouwéi dat bei Kryptowärungen de Fall ka sinn. De BGA ka mat deene Prestatairë Kontrakter ofschléissen, laangfristeg oder fir punktuell Missiounen.

Well de BGA ënnert dem Statut vun engem „Service d'État à gestion séparée" geschafe soll ginn an ënnert der Tutelle vum Justizministère soll operéieren, ënnerläit de BGA de gesetzleche Bestëmmungen a Kontrollmechanismen, déi fir all staatleche Service applikabel sinn.

Dat heescht zum Beispill, dass jee no Envergure vum Kontrakt mam Prestataire, d'Reegele fir ëffentlech Ausschreiwunge musse respektéiert ginn.

Den externe Prestataire huet net d'Recht, selwer iwwert de Portefeuille ze decidéieren. Den Untersuchungsriichter muss ëmmer den Uerder ginn, fir saiséiert Gidder ze veräusseren.

Question 5083 (11.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**explosion du prix des engrais :**

An Europa grasséiert zurzäit net nëmmen eng Gesondheetskris, mee och eng Energiekris. D'Präisser fir Bensinn, Stroum, Gas, Kuel asw. explodéieren. Gläichzäiteg klammen och d'Präisser fir Liewensmëttel an aner Verbrauchsgidder exponentiell. Schold un dëser Kris sinn nieft extreem héije Produktiounskäschten och d'Liwwerketten, déi ënnerbrach sinn an net méi fonctionéieren. D'Düngerindustrie an d'Agrarchimie si ganz besonnesch vun

dëser Kris betraff. D'Produktiounsquantitéite ginn hei aus Käschtegrënn massiv gekierzt. Vill Betriber hu souguer hir Produktioun agestallt. Doduerch ginn d'Präisser weider an d'Luucht. Dat féiert dozou, datt d'Bauere mëttlerweil keen Dünger méi ze kafe kréien, onofhängeg vum Präis, dee si bereet sinn ze bezuelen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Agrarminister:

1. Wéi gedenkt den Här Minister op dës Situatioun ze reagéieren? Ass geplangt, de Bauere finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen?

2. Sinn op EU-Niveau Mesurë geplangt, fir de Baueren ze hëllefen?

3. Wéi gesäit den Här Minister an dësem Kontext d'Situatioun an d'Roll vum Logistiksecteur hei zu Lëtzebuerg?

Réponse (10.11.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. D'Hausse vun de Produktiounskäschten en général a vun den Düngemëttel am Speziellen ass um leschte Conseil vun den Agrarministeren thematiséiert ginn.

Och zu Lëtzebuerg weisen eis Statistiken eng drastesch Erhéijung vun de Präisser bei den Düngemëttel, wéi een hei drënner am Tableau gesäit.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Am Moment si keng speziell Mesurë virgesinn, sief et um europäesche Plang oder um nationalen Niveau. Meng Servicer wäerten d'Situatioun awer am Detail suivéieren, an och d'EU-Kommissioun huet versprach, fir e prezise Monitoring vun der Maartsituatioun ze maachen.

Am Kader vun der europäescher Agrarpolitik ass et awer net méiglech, fir Intrante wéi Düngemëttel direkt ze subventionéieren. E Virdeel fir d'Betriber hei am Land ass, datt fir d'Intranten den Taux super-réduit gëllt, do och fir d'Düngemëttel.

ad 3. D'Logistik huet natierlech notamment mat der Erhéijung vun den Dieselpräisser ze kämpfen. Wéi eng Auswierkungen dat direkt op de Verkafspräis vun den Düngemëttel huet, ass awer net genau ze beleeën.

Question 5084 (11.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **radars mobiles :**

Fir Vitesskontrollen duerchzeféieren, gräift d'Police op mobill Radaren zeréck. Am Artikel 1 vum ofgeännerte Règlement grand-ducal du 2 août 2002 concernant les modalités d'utilisation, d'homologation et de contrôle des cinémomètres steet geschriwwen:

« L'appareil utilisé par la Police grand-ducale pour contrôler le dépassement des limitations réglementaires de la vitesse est le cinémomètre, qui peut se présenter sous forme fixe, mobile, portatif, muni d'un support ou fixé à l'intérieur d'un véhicule de service ou sur le pourtour extérieur de celui-ci.»

Dës Cinémomètres ginn oft op enger Zort Remorque op eng Strooss bruecht, um Bord vun der Strooss ofgehaangen a bleiwen dann do esou stoen. (Meeschtens gëtt de Radar selwer nach verkleet, fir en net direkt als Radar siichtbar ze maachen.) D'Radaren, déi op de Remorquë bei der Strooss stoe bleiwen, kéinten also als Remorque ugesi ginn.

Am Code de la route fënnt een am Artikel 167 (RGD vum 26. Mäerz 1965) iwwert d'Remorque iwwerdeems Follgendes:

« Il est interdit :

a) de faire stationner une roulotte non accouplée sur la voie publique ;
b) d'utiliser comme logis un véhicule en stationnement ou parqué sur la voie publique ;
c) de faire stationner sur la chaussée entre 22.00 heures du soir et 06.00 heures du matin un autocar, un véhicule automoteur destiné au transport de choses d'un poids total maximum autorisé supérieur à 3.500 kg, une machine de travail d'un poids propre supérieur à 3.500 kg ou une remorque non accouplée. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Si mobill Radaren, déi op Remorquen um Bord vun enger Strooss stinn, virum Gesetz als Remorque unzegesinn?

- Falls jo, wéi wierkt sech den Artikel 167 vum Code de la route op d'Opstelle vu mobille Radaren aus? Ass et legal, ee mobille Radar op enger Remorque tëschent 22.00 a 6.00 Auer ofzestellen?
- Falls nee, wéi eng Dispositioune gëlle fir d'mobill Radaren?

2. Am Artikel 3 vum Gesetz vum 21. Dezember 2009 iwwert Permissions de voirie steet geschriwwen:

« Quiconque voudra […] entreprendre des aménagements constructifs ou de signalisation dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route et des riverains, faire des plantations ou d'autres travaux quelconques dans, au-dessus ou le long des tronçons de routes faisant partie de la voirie normale de l'État, soit dans les traversées des agglomérations, soit ailleurs, dans la distance ci-après, ne pourra le faire que sous le couvert d'une permission de voirie. »

Muss d'Police fir d'Installatioun vu mobille Radaren eng Permission de voirie bei Ponts et chaussées ufroen?

Réponse commune (15.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Effektiv sinn déi mobill Radaren als Remorque unzegesinn déi, nodeems se vun enger Zuchmaschinn op déi virgesinne Plaz bruecht goufen, laanscht d'éffentlech Strooss installéiert ginn. Laut dem Artikel 167 ter aus dem ëmgeännerte groussherzoglechen Arrêté vum 23. November 1995 iwwert de Stroosseverkéier (Code de la route) falen déi mobill Radare vun der Police awer net ënnert déi Dispositioune fir d'Remorquen:

« Art. 167 ter. Les dispositions de la présente section ne s'appliquent pas aux véhicules utilisés en service urgent et énumérés à l'article 39, ainsi qu'aux véhicules des agents chargés du contrôle de la circulation, pour autant que le service l'exige et à condition que les conducteurs tiennent compte en toute circonstance des exigences de la sécurité de la circulation. »

ad 2. Am Hibléck zur zweeter Fro ass op den Artikel 3 aus dem Gesetz vum 21. Dezember 2009 iwwert „permissions de voirie" ze verweisen, deen sech ënner anerem op Amenagementer, Signalisatiounen an Aarbechte bezitt. Vitesskontrollen, déi am Kader vun de Missioune vun der groussherzoglecher Police mat Hëllef vun engem mobille Radar duerchgefouert ginn, falen doweinst net ënnert dës Gesetz. Ausserdeem ass ze ënnersträichen, dass d'Emplacementer vun de mobille Radare laanscht d'Staatsstroossen an Zesummenaarbecht mat der Stroossebauverwaltung erausgesicht ginn.

Question 5085 (11.10.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **carrière auprès du CGDIS :**

An engem Communiqué fuerdert de Syndicat national des pompiers professionnels du Luxembourg (SNPPL), dass d´Derogatiounen am Gesetz vum 27. Mäerz 2018 geholl ginn, fir jidderengem am Cadre de base ee fairen Accès an d'Carrière ouverte ze erméiglechen. Et wär hautdesdaags esou, dass et mat Ausnam vun der Voie expresse fir kee Beruffspompjee am CGDIS eng Méiglechkeet géing ginn, an e méi héije Groupe de traitement ze klammen.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här Minister fir d'Fonction publique stellen:

- Kënnen déi zwee Ministeren dës Informatioune confirméieren?
• Wa jo, sinn do Upassungen am Gesetz, souwéi vun der SNPPL gefuerdert, geplangt?
• Wann nee, firwat?

Réponse commune (11.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Mir kënne bestätegen, dass et am Kader vum Accès an d'Carrière ouverte bei deenen Agenten, déi iwwert den Artikel 32 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 vun der ziviller Sécherheet an den neie „cadre des pompiers professionnels" gewisselt sinn, effektiv zu engem Moment Onkloerheet ronderëm eng vun de Konditioune fir den Accès an e méi héije Groupe de traitement gouf.

Wéinst dëser „insécurité juridique" huet d'Kommissioun, déi fir d'Carrière ouverte am CGDIS zoustänneg ass, no Récksprooch mam Verwaltungsrot vum CGDIS entscheet, fir bei engem prezisen Dossier en Avis beim Ministère fir d'Fonction publique anzehuelen, ier se an deem Dossier statuéiere géing. Mëttlerweil konnt d'Onkloerheet gekläert ginn. Et huet sech erausgestallt, dass et keen Element an dësem Dossier gëtt, wat d'Prozedur vun der Carrière ouverte kéint verhënneren. De Syndicat national des pompiers professionnels du Luxembourg ass iwwert dëst Resultat informéiert ginn.

Question 5086 (11.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **dépenses pour annonces effectuées par les différents ministères :**

Ministèren an hir Verwaltunge schalte reegelméisseg Annoncen an de Lëtzebuerger Medien, fir d'Bevëlkerung op Projeten oder Ännerungen opmierksam ze maachen. Esou gesäit een zum Beispill momentan op rtl.lu eng Annonce mam Logo vum Ëmweltministère zur Klima-Expo.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Finanzen dës Fro stellen:

- Wéi vill hunn déi eenzel Ministerë säit Ufank 2014 fir Annoncen an de Medien (geprint oder online Zeitungen a Radio) ausginn (opgelëscht no Joer, Ministère an no Medium)?

Réponse commune (11.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Déi an der Annex ugefouert Tableaue renseignéieren iwwert déi Ausgaben, déi de Service information et presse (SIP) vum Staatsministère fir déi eenzel Ministèren an där viséierter Period fir Annoncë gemaach huet (fir Ausschreiwungen, vakant Posten, offiziell Ukënnegungen, Convocatiounen etc.).

D'Notioun „indéterminé" bezeechent Ausgaben, vun deenen net méi ka retracéiert ginn, fir wéi e Ministère se gemaach goufen. Bei den negative Montanten, déi als „indéterminé" oder „pas destiné pour le SIP" ugefouert ginn, handelt et sech ëm Notes de crédit.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5087 (11.10.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **changement d'administration dans le cadre policier :**

Ufank 2021 hat d'Regierung ugekënnegt, datt, wat de Rekrutement vu Polizisten ugeet, eng Evaluatioun sollt gemaach gi vum „recrutement interne" an analyséiert ginn, ob e „changement d'administration" och fir d'Police kéint a Fro kommen.

Laut mengen Informatiounen ass an deem Zesummenhang awer nach näischt geschitt, soudatt et nach ëmmer net méiglech ass, fir vereedegt Beamten aus dem ëffentlechen Déngscht iwwert e „changement d'administration" an de „cadre policier" ze wiesselen. Dat obwuel d'Police dréngend nei Poliziste brauch an och do e gewësse Potenzial u Personal wier, deen zum Deel eng qualitativ Erfarung matbrénge géing.

Weiderhin si laut mengen Informatioune verschidde Polizisten, déi eng sougenannt „Out/In-Prozedur" gemaach hunn, nach ëmmer net am Groupe de traitement B1 reklasséiert ginn. Dës Poliziste waarden op hiren Arrêté, an dat obwuel se explizitt de B1 Staatsexame geschriwwen a gepackt hunn. Sou bleiwen déi Léit ouni valabele Grond am Groupe de traitement C1 blockéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt beim Rekrutement am „cadre policier" an Zukunft och de „recrutement interne" aus dem ëffentlechen Déngscht ëmgesat? Wa jo, wéini? Wann net, wisou net?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt verschidde Polizisten, déi eng sougenannt „Out/In-Prozedur" gemaach hunn, nach ëmmer am Groupe de traitement C1 blockéiert sinn? Wa jo, firwat?

3. Wa jo, wéi vill Polizisten hunn eng sougenannt „Out/In-Prozedur" gemaach, mee sinn nach net ëmklasséiert ginn, obwuel se all d'Konditiounen erfëllen?

4. Kann d'Regierung confirméieren, datt am Kader vun der Out/In-Prozedur verschidde Beamte säit iwwer engem Joer op hiert Reklassement am Groupe de traitement B1 waarden? Wa jo, firwat?

5. Wéini sollen déi concernéiert Poliziste reklasséiert ginn?

Réponse commune (08.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. Obwuel d'Gesetz iwwert de Changement d'administration d'Arméi, d'Police an d'Inspection générale de la police mat abegräift, ass et awer aktuell nach net méiglech, fir iwwert de Wee vum Recrutement interne an de Policekader eriwwer ze wiesselen. Dëst ass bedéngt duerch déi spezifesch Ufuerderungen, sief et un d'Ausbildung, wéi och un den zukünftege Polizist. D'Méiglechkeet vun engem Recrutement interne an de Policekader beinhalt deemno d'Ausschaffe vun enger Prozedur, souwéi och eng Upassung vun de Gesetzestexter.

ad 2. - 5. Effektiv huet et, wéinst Iwwerpréiwungen, bei dëse Kandidate méi laang gedauert, bis déi eenzel Arrêtéë geholl goufen. D'Arrêtés de nomination fir an de Groupe de traitement B1 sinn awer réckwierkend op den 1. Abrëll 2021 a Kraaft getrueden.

Question 5089 (12.10.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **Tiny Houses :**

D'Lag um Wunnengsmaart huet sech an de leschte Joren zougespëtzt an eng Entspanung ass kuerzfristeg net a Siicht. Een Deel vun der Léisung kënnen déi sougenannten Tiny Houses sinn, eng alternativ Wunnform, fir déi sech ëmmer méi Leit interesséieren. Laut mengen Informatioune verschléisse sech verschidde Gemengen net dëser neier Bauform a wieren och bereet, op adaptéierte Flächen, wéi z. B. bestoend Campinger, esou Projeten ze ënnerstëtzen. Leider ass déi aktuell Gemengegesetzgeebung (PAG, PAP, Bautereglementer …) net un de Modell vun Tiny Houses ugepasst a verhënnert domadder souwuel d'Opstellen a Bewunne vu solche Wunnformen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann eng Zone REC-CA (Zones de sports et de loisirs), déi ausserhalb vum Perimeter an der Zone verte läit, als HAB-1-Zon an iwwert e PAP-NQ als Zone spéciale fir Tiny Houses ëmklasséiert ginn?

- Wann nee, wat schwätzt géint esou eng Ëmklasséierung?

- Envisagéiert d'Regierung, déi bestoend Gemengegesetzgeebung esou ëmzeänneren, dass an Zukunft alternativ Wunnforme wéi Tiny Houses kënne realiséiert ginn?

- Wann nee, wéi eng Léisung envisagéiert d'Regierung dann ze huelen, fir dass deene Leit hire Modell vu Wunnen, ënnert der Form vun Tiny Houses, ka gesetzes- a reegelkonform realiséiert ginn?

Réponse commune (10.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Fir d'éischt emol ass kloerzestellen, dass eng „zone de sports et de loisirs - camping [REC-CA]" laut Artikel 21 vum groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune net an der Gréngzon, mee an der bebaubarer Zon, also innerhalb vum Perimeter, läit.

Generell ass e Reklassement, deen duerch de sougenannte Principe de mutabilité vun de PAGe bedéngt an an der Rechtsspriechung gutt verankert ass, u sech ëmmer méiglech, ënnerläit awer forcement verschiddene Konditiounen. Esou muss eng Ëmklasséierung konform sinn zu den Objektiver vum Artikel 2 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Ënner anerem muss den Terrain sech fir déi geplangte Klasséierung eegnen. Bei enger Parzell an der Gréngzon kommen nach eng Rei zousätzlech Ufuerderungen derbäi, zum Beispill déi noutwenneg Ëmweltstudien an den Accord vum Ëmweltministère.

Et gëtt am Prinzip kee Verbuet, fir an enger „zone d'habitation 1 [HAB-1]" sougenannten „tiny houses" opzeriichten, woubäi d'Koeffizienter vun der Erschléissung awer esou ze modeléiere sinn, dass et méiglech ass, esou e Projet ze realiséieren. D'Zréckgräifen op eng „zone spéciale [SPEC]" ass also net noutwenneg.

Déi aktuell Gesetzgebung verbitt alternativ Wunnforme wéi „tiny houses" net, soudass eng Adaptatioun vun den Texter net noutwenneg ass.

Le saviez-vous ?

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

Question 5090 (12.10.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**évaluation de la loi instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale :**

Le dépôt d'une motion parlementaire le 14 juin 2018 à la Chambre des Députés au sujet du projet de loi n° 6996 invitait le Gouvernement à réaliser une évaluation qualitative de la réforme instituée par le projet de loi et ceci trois ans après l'entrée en vigueur de l'éventuelle loi.

Ce délai de trois ans a commencé avec l'entrée en vigueur de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale. L'évaluation qualitative du contenu de cette loi devrait être présentée sous la forme d'un bilan, passant rétrospective des nouvelles dispositions et procédures prévues et introduites par cette nouvelle loi.

D'ailleurs, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit expressément qu'un tel bilan va être établi dans le délai mentionné.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelle est la situation actuelle du bilan de la loi du 27 juin 2018 ? Est-ce que Madame la Ministre peut approximativement me dire quand ce bilan pourrait être publié ?

2) S'il existe un retard au niveau de la publication, quelles en sont les raisons ?

Réponse (18.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

L'honorable Député souhaite obtenir des informations au sujet de l'évaluation de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale.

ad 1) L'évaluation de la loi du 27 juin 2018 est actuellement en cours. Il est prévu de présenter le bilan de l'évaluation fin novembre 2021 aux honorables députés.

ad 2) La motion adoptée en date du 14 juin 2018 invite le Gouvernement « à réaliser, après trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, une évaluation qualitative de la réforme ». Dans la mesure où la loi du 27 juin 2018 est entrée en vigueur le 1er novembre 2018, la présentation du bilan de l'évaluation de la loi du 27 juin 2018 interviendra endéans les délais impartis par la Chambre des Députés.

Question 5091 (12.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **rénovation du Musée du Vin :**

De Wäibaumusée zu Éinen gouf 1974 gegrënnt a befënnt sech an engem historeschen Areal, dat als „Monument national" klasséiert ass. De Musée u sech ass am Ablack wéinst Renovéierungsaarbechten zou a soll vun 2023 un de „Centre Mosellan" ëmfaassen. Leider ass net kloer, wat fir Exponaten och no dëser déif gräifender Ëmgestaltung vum Musée erhale bleiwen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, ob d'Renovéierung vum Musée vun der Gemeng Éinen oder vum Kulturministère initiéiert gouf?

2. Leien der Madamm Minister Informatioune vir, wat fir Exponate vun der Muséessammlung och am zukünftege „Centre Mosellan" besichtegt kënne ginn? Wat fir Exponate wäerten net am Musée verbleiwen?

3. Wéi vill Objete wäerte versteet ginn oder goufe scho versteet? Gehéieren dozou och d'Exponate vum Küferatelier? Wa jo, wouduerch wäerten dës Exponaten ersat ginn?

4. Aktuell gëtt vun engem „Centre Mosellan" geschwat. Ass net virgesinn, ee lëtzebuergeschen Numm ze wielen? Wann nee, firwat net? Wier een Numm an der typescher originaler Sprooch net méi authentesch fir ee regionale Musée?

Réponse (10.11.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. D'Gebailechkeete vun dem Wäibaumusée a sengen Annexe gehéieren dem Staat. De Projet vun der Renovéierung respektiv der Revalorisatioun vum Site gouf op Initiativ vun der viregter Regierung an Zesummenaarbecht mat der „Entente touristique de la Moselle" lancéiert. De Spuedestéch gouf de 26. September 2018 gemaach.

ad 2. En Deel vun den Exponaten, déi am Wäibaumusée zu Éinen ausgestallt waren, ginn och erëm an déi nei Scenographie vum Musée integréiert.

Déi Géigestänn, déi a multipeler Ausféierung do waren an och elo schonn net Bestanddeel vun der Ausstellung waren, goufen am Oktober versteet. Des Weidere war virun de Renovéierungsaarbechte vun de Gebailechkeeten en Appell bei anere Muséeë gemaach, fir e Maximum u Géigestänn weiderhin auszestellen. Esou wäerte beispillsweis verschidden Exponaten zukünfteg am Musée „A Possen" ausgestallt ginn, anerer, déi ausgeléint waren, sinn zréck un den Nationale Musée fir Geschicht a Konscht gaangen.

D'Lëscht vun den Exponaten, déi an der Stee waren, kann een um Site vun dem Enregistrement nokucke goen: https://pfi.public.lu/fr/agenda/2020/2021/0710.html.

ad 3. Vun de 40 Lousen, déi an der Stee waren, sinn der insgesamt 22 iwwert Soumission publique fortgaangen. De Rescht vun de Lousen ass no der Stee verkaf ginn.

De Lous N° 24 huet en Deel vun den Exponaten aus dem Küferatelier enthalen. De Rescht vun den Ausstellungsstécker aus der Küferei wäerten an Zukunft am Musée „A Possen" ausgestallt ginn.

ad 4. Bei der Bezeechnung „Centre Mosellan" handelt et sech leedeglech ëm e provisoreschen Aarbechtstitel. Den definitiven Numm vum zukünftege Musée gëtt an Zesummenaarbecht mat de regionalen Acteuren am Kader vun der „Entente touristique de la Moselle" bestëmmt. Zum aktuellen Zäitpunkt steet nach net fest, wéi de Musée an Zukunft wäert genannt ginn.

Question 5092 (12.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**organisation de fêtes pour les anniversaires de fusion de communes :**

D'Regierung huet am Koalitiounsaccord follgende Punkt fir d'Förderung vun de Gemengefusioune festgehalen:

Le processus des fusions volontaires des communes continuera à être activement soutenu. Aucun projet de fusion de communes ne sera mis en place sans le consentement des citoyens concernés exprimé par voie de référendum. Le système de soutien financier du processus de fusion par l'État sera adapté vers le haut.

Ënnert deene Gemengen, déi zënter Jore fusionéiert hunn, fannen sech Joer fir Joer ëmmer erëm därer, déi dat Joer ee ronne Gebuertsdag feieren. Eigentlech eng gutt Geleeënheet, fir den Zesummenhalt tëscht de fusionéierten Uertschafte weider ze stäerken. Ech kéint mir virstellen, datt den Inneministère esou Jubiläen, wéi se zum Beispill de Gemenge Parc Housen a Käerjeng elo bevirstinn, finanziell géif ënnerstëtzen. Méi Convivialitéit an ee verstäerkten Echange tëscht de Biergerinnen a Bierger kënnen ënner Ëmstänn dofir suergen, datt d'Akzeptanz fir eng Fusioun an der Bevëlkerung wiisst. Dat souwuel am Virfeld vun enger Fusioun, wéi och dono.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Stellt den Inneministère de Fusiounsgemengen, déi ee Jubiläum feieren, ee Subsid fir dësen Ulooss zu Verfügung?

Falls jo, kënnen d'Gemengen dofir eng Ufro beim Inneministère maachen a wéi vill Sue ginn heifir bereetgestallt?

Falls nee, wier d'Ministesch oppen, fir an Zukunft ee klenge Budget dofir bereetzestellen?

2. Ass d'Ministesch der Meenung, dass esou convivial Evenementer am Virfeld vun enger Fusioun d'Motivatioun fir ze fusionéiere kéinten erhéijen?

3. Ass d'Ministesch der Meenung, dass esou convivial Evenementer den Zesummenhalt an d'Adhesioun un déi nei Gemengenidentitéit vu fusionéierte Gemenge kéinten erhéijen?

4. Um Beispill vun der Nordstad: Wéi gedenkt d'Ministesch, den Zesummenhalt an dëse Gemengen ze stäerken, déi jo an de Preparatioune fir eng Fusioun stiechen?

5. Gedenkt d'Ministesch, Evenementer finanziell ze ënnerstëtzen, déi am Virfeld vu geplangte Fusiounen zum Zweck vum Zesummenhalt organiséiert ginn (z. B. Concerten, Familljefester)?

Réponse (26.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Ech erënneren den honorabelen Deputéierten drun, dass d'Regierung fräiwëlleg Gemengefusioune mat enger Aide spéciale ënnerstëtzt. De 14. Oktober 2020 huet d'Regierung déi Aide fir d'Tranche vun ee bis 2.000 Awunner ëm 10 % gehuewen, soudass am Moment all Gemeng, déi fusionéiert, 2.200 Euro pro Awunner fir déi éischt 2.000 Awunner an 1.000 Euro fir all Awunner vun 2.001 bis 5.000 Awunner kritt. De Maximum vun der Aide spéciale pro Gemeng beleeft sech also op 7.400.000 Euro. Fir dass all Fusioun d'selwecht behandelt gëtt, huet d'Regierung donieft decidéiert, dass keng aner Aiden accordéiert ginn.

An där Logik ass och keng speziell finanziell Ënnerstëtzung fir d'Fusiounsjubiläe virgesinn, an all Gemeng ka selwer am beschte jugéieren, wéi eng Initiativen dass si fir den Zesummenhalt an de Gemenge fir gutthält, souwuel viru wéi no enger Fusioun.

Question 5094 (12.10.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **transposition de directives :**

Les directives européennes, faisant partie du droit dérivé de l'Union européenne, sont intégrées ou transposées, endéans un certain délai, dans le droit national des différents États membres afin d'y être appliquées.

Cependant, cette transposition ou intégration peut aboutir en une procédure législative de longue durée impliquant l'intervention de nombreux acteurs et une certaine mise à point de la législation nationale.

Récemment, la Commission européenne s'est adressée au Luxembourg à travers une mise en demeure concernant la transposition de la directive sur les données ouvertes et sur la réutilisation des informations du secteur public dont le délai était fixé au 17 juillet 2021 au plus tard.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Combien de directives se trouvent actuellement en voie de transposition ? De quelles matières s'agit-il ?

- Environ combien de directives européennes vont devoir être transposées prochainement ?

- Quelles sont les directives pour lesquelles un projet de loi a déjà été déposé ?

- Quelles sont celles pour lesquelles un tel dépôt fait défaut ?

- Pour combien de directives le délai de transposition a été dépassé ?

- Quelles sont les directives pour lesquelles une procédure d'infraction a été lancée et pour lesquelles la Cour de justice de l'Union européenne a été saisie ?
En l'occurrence, le Luxembourg fait-il l'objet d'une telle procédure ?

Réponse (11.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Les informations ci-dessous se réfèrent à la situation au 11 novembre 2021.

ad 1) À l'heure actuelle, 41 directives sont en cours de transposition au Luxembourg. Ces 41 directives couvrent toute la panoplie des domaines réglementés par le marché intérieur, comme l'agro-alimentaire, les communications électroniques, les services, la gestion des déchets, les véhicules, le transport, la protection des consommateurs, la lutte contre la criminalité, la réglementation des professions, le marché financier, etc.

ad 2) À l'heure actuelle, 63 directives européennes publiées au Journal officiel de l'Union européenne vont devoir être transposées en droit luxembourgeois.

ad 3) Une directive peut être transposée en droit national par toute mesure (loi, règlement grand-ducal, ou autre mesure), comme nécessaire. Le plus souvent la transposition d'une directive implique une combinaison de plusieurs mesures.

Pour 30 directives, un projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés. Pour l'intitulé exact de ces directives, il est renvoyé aux services de la Chambre des Députés.

Pour les douze directives suivantes, le dépôt d'un projet de loi est actuellement prévu :

- directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte),
- directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services,
- directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) nº 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises,
- directive (UE) 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal,
- directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement,
- directive déléguée (UE) 2021/1270 de la Commission du 21 avril 2021 modifiant la directive 2010/43/UE en ce qui concerne les risques en matière de durabilité et les facteurs de durabilité à prendre en compte pour les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM),
- directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union,
- directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières,
- directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés,
- directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T),
- directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne,
- directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil.

ad 4) 26 directives sont actuellement en retard de transposition.

ad 5) La liste ci-dessous présente les directives pour lesquelles une procédure d'infraction pour non-transposition d'une directive dans le délai a été lancée :

- directive d'exécution (UE) 2020/432 de la Commission du 23 mars 2020 modifiant la directive 2002/55/CE du Conseil en ce qui concerne la définition des légumes et la liste des genres et espèces figurant à l'article 2, paragraphe 1, point b),
- directive d'exécution (UE) 2020/177 de la Commission du 11 février 2020 modifiant les directives 66/401/CEE, 66/402/CEE, 68/193/CEE, 2002/55/CE, 2002/56/CE et 2002/57/CE du Conseil, les directives 93/49/CEE et 93/61/CEE ainsi que les directives d'exécution 2014/21/UE et 2014/98/UE de la Commission en ce qui concerne les organismes nuisibles aux végétaux présents sur les semences et autres matériels de reproduction des végétaux,
- directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public,
- directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (refonte),
- directive (UE) 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil,
- directive (UE) 2019/1 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché,
- directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE,
- directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables,
- directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE,
- directive (UE) 2018/849 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques,
- directive (UE) 2018/852 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages,
- directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets,
- directive (UE) 2018/850 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets,
- directive (UE) 2019/2162 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE,
- directive d'exécution (UE) 2019/68 de la Commission du 16 janvier 2019 établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes

à feu et de leurs parties essentielles au titre de la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes,
- directive d'exécution (UE) 2019/69 de la Commission du 16 janvier 2019 établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes d'alarme et de signalisation au titre de la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes,
- directive (UE) 2018/1673 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal,
- directive (UE) 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil,
- directive (UE) 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire,
- directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen,
- directive (UE) 2019/770 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques,
- directive (UE) 2019/771 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE.

Pour les deux directives suivantes, la Commission européenne a décidé une saisine de la Cour de justice de l'UE :

- directive (UE) 2021/555 du Parlement européen et du Conseil du 24 mars 2021 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (texte codifié),
- directive 2014/42/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne.

Question 5095 (12.10.2021) de **Mmes Djuna Bernard** et **Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant l'**égalité des genres dans le domaine des médias :**

En date du 4 octobre 2021, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a présenté les résultats luxembourgeois de l'édition 2020 du Global Media Monitoring Program (GMMP). Dirigée par le Conseil national des femmes du Luxembourg et le CID/Fraen an Gender, il s'agit de la troisième participation luxembourgeoise à cette étude focalisée sur les représentations des femmes et des hommes dans les médias.

Parmi les conclusions regrettables de l'étude figure le constat que dans les quelque 200 articles et reportages recueillis lors du jour témoin, seulement 24,9 % des personnes évoquées étaient des femmes. En cinq ans, ce taux a progressé d'un seul point de pourcentage, alors que pour la période quinquennale précédente, la progression était encore de 8 %. De même, en 2020, seulement 30,2 % des articles et reportages étaient rédigés ou créés par des femmes, alors que ce taux se situait encore à 39,1 % en 2015.

Les médias exercent une forte influence sur la construction et la déconstruction des stéréotypes sexués. Ces derniers conditionnent à leur tour notre vue sur les concepts de « masculinité » et de « féminité » et orientent les décisions impactant les choix individuels pour la vie professionnelle et privée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Communication et des Médias et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Quelles sont les démarches concrètes que Monsieur et Madame les Ministres proposent de mettre en œuvre afin d'augmenter la visibilité des femmes dans les médias ? La sensibilisation des différents acteurs (jeunes, grand public, professionnels des médias) étant l'une des pistes déjà évoquées lors de la présentation de l'étude, par quels moyens sera-t-elle mise en œuvre ?

2) De même, quelles démarches sont envisagées afin de promouvoir la parité femmes/hommes dans le secteur des médias ?

3) Le Comité interministériel à l'égalité des femmes et des hommes sera-t-il chargé de dégager des recommandations sur base des conclusions du GMMP 2020 ? La prochaine évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes tiendra-t-elle compte plus spécifiquement du domaine des médias, ce dernier étant transversal aux sept priorités retenues dans la version initiale ?

4) À l'instar de la récente convention pluriannuelle avec Radio ARA, des exigences en termes d'égalité des genres seront-elles intégrées dans les futures conventions ou autres textes régissant les subventions publiques au secteur médiatique ?

5) Lors du vote du projet de loi n° 7631 relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel, une motion concernant l'évaluation du nouveau régime d'aides après deux ans a également été approuvée par la Chambre des Député-e-s. Des considérations d'égalité des genres seront-elles thématisées lors de cette évaluation ?

Réponse commune (12.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Pour le contexte général, il est renvoyé à la réponse du Gouvernement à la question parlementaire n° 5068 de l'honorable Députée Madame Diane Adehm.

La sous-représentation des filles et des femmes dans les médias est un phénomène qui est non seulement constaté au Luxembourg, mais qui représente également une réalité dans les 115 autres pays ayant participé à l'étude du Global Media Monitoring Program (GMMP).

Dans le passé, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) a pris des initiatives ponctuelles dans le domaine de l'éducation aux médias (p. ex. atelier pour étudiants en coopération avec le Conseil de presse lors du festival « Rock de Rack » en 2019) ou en subventionnant des études, telles que l'analyse de la représentation des femmes et hommes sportifs dans la presse luxembourgeoise avec le Conseil national des femmes du Luxembourg.

Le Plan d'action national pour l'égalité entre les femmes et les hommes adopté en juin 2020 prévoit une collaboration active avec les professionnels du secteur, et notamment le Conseil de presse, pour évaluer la situation et discuter de pistes d'amélioration.

Une première entrevue entre la Ministre de l'Égalité entre femmes et hommes Taina Bofferding et le Conseil de presse a eu lieu le 27 octobre 2021.

La démarche stratégique du Gouvernement est basée sur le dialogue avec tous les professionnels du secteur des médias sur les différents volets du dossier, en plein respect de l'indépendance éditoriale, à savoir :
- le déséquilibre entre les sexes au niveau des contenus de la presse écrite, audiovisuelle et dans les médias en ligne ;
- le déséquilibre entre les sexes dans les métiers journalistiques, donc des professionnels qui créent les informations ;
- la sous-représentation des femmes dans les rédactions en chef, les directions et les conseils d'administration des entreprises médiatiques.

Une des mesures proposées dans le cadre de la stratégie susvisée pour atteindre un meilleur équilibre entre les sexes dans les médias luxembourgeois pourrait être l'insertion des dispositions spécifiques relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes dans la convention-cadre entre l'État et les entreprises actives dans le secteur médiatique. Toutefois, cette question doit faire l'objet d'un dialogue entre le Gouvernement et les entreprises concernées.

Il y a lieu de noter qu'à la fois la convention pluriannuelle avec Radio ARA et la convention pluriannuelle conclue en 2019 entre l'État et l'établissement public de radiodiffusion socioculturelle 100,7 prévoient l'obligation, pour ces médias, de s'engager à atteindre et maintenir un juste équilibre dans la représentation des sexes dans la gestion de son personnel. La prochaine convention relative aux missions de service public de CLT-UFA inclura, par ailleurs, une clause pour promouvoir une représentation équilibrée des genres dans ses programmes.

Par ailleurs, le Code de déontologie de la presse, institué par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, incite les journalistes à s'engager « à éviter et à s'opposer à toute discrimination pour des raisons de sexe, de race, de nationalité, de langue, de religion, d'idéologie, d'ethnie, de culture, de classe ou de convictions, tout en assurant le respect des droits fondamentaux de la personne humaine ».

À noter également qu'en tant que membre du Groupe informel des amis de la sécurité des journalistes auprès du Conseil de l'Europe, le Luxembourg accorde une importance particulière à la question de la sécurité des journalistes, et plus particulièrement des femmes journalistes, comme le montre la déclaration 1 du 2 novembre 2021 à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes.

Enfin, la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel est partiellement assortie de conditions prenant en compte certains éléments d'égalité entre femmes et hommes et d'éducation aux médias. À titre d'exemple, l'article 3 (1) dispose : « Est considéré comme éditeur éligible à l'aide prévue à l'article 4, un éditeur qui remplit les critères suivants : (...) 3° publier dans son rapport annuel le rapport femmes-hommes au sein des rédactions. » L'article 9 au chapitre relatif à l'éducation aux médias et à la citoyenneté est libellé comme suit : « Est considéré comme éditeur citoyen, un citoyen qui remplit, depuis un an au moins à la date de la demande les critères suivants : (...) 3° contribuer à l'éducation aux médias, à l'intégration et à la cohésion sociale. » L'article 10 dispose que « le ministre alloue une aide annuelle d'un montant de 100.000 euros à un éditeur en fonction des critères suivants (...) 2° les actions menées en faveur de l'éducation aux médias, de l'intégration, de la promotion de la citoyenneté et de la lutte contre les discriminations ».

Par conséquent, une évaluation de la loi telle que proposée dans la motion déposée le 8 juillet 2021 se fera par rapport aux dispositions susmentionnées afin de mesurer un éventuel impact de la réforme de l'aide à la presse sur l'égalité entre les sexes.

Question 5096 (13.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**acquisition de la nationalité luxembourgeoise :**

Op Basis vun der „loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise" souwéi duerno der „loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de : 1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise ; 2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise" konnte Leit, déi am Ausland wunnen, awer bis zum Joer 1900 e Virfare mat Lëtzebuergescher Nationalitéit haten, dës wärend de leschte Joren och ufroen.

An deem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Wéi vill Leit hu vun dëser Méiglechkeet Gebrauch gemaach, säit déi uewen zitéiert Gesetzer a Kraaft getruede sinn?

2. Wéi vill Demandë goufen ugeholl a wéi vill goufen der ofgewisen? Wat waren déi heefegst Grënn, fir esou Demanden ofzeweisen?

3. Kann d'Madamm Justizminister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, op wéi eng Ursprongslänner sech déi eenzel Demandë verdeelt hunn a wéi sech déi accordéiert an ofgewisen Demanden op dës Länner verdeelen?

4. Verfüügt d'Madamm Justizminister iwwert en Iwwerbléck, wéi vill Leit hypotheetesch vun dëser Méiglechkeet kéinte profitéieren, wann se weider géif verlängert ginn? Falls d'Äntwert op dës Fro jo ass, kann si dann eng Tabell presentéieren, wéi dës Leit sech op déi eenzel Länner verdeelen? Wann net, ass eng entspriechend Etude geplangt?

Réponse (28.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Zënter dem 1. Januar 2009 gëtt et eng Prozedur fir de Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit duerch Persounen, déi Virfaren hunn, déi den 1. Januar 1900 Lëtzebuerger waren.

48.052 Persounen hunn e Certificat beim Justizministère ugefrot, dee beleet, dass si e Virfaren hunn, deen den 1. Januar 1900 Lëtzebuerger war. Dat ass déi éischt Etapp vun der Prozedur. Zënter dem 1. Januar 2019 ass et gesetzlech net méi méiglech, fir esou eng Demande beim Justizministère anzereechen.

31.647 Persounen hunn eng Recouvrementsdeklaratioun beim Officier de l'état civil ënnerschriwwen. Dat ass déi zweet Etapp vun der Prozedur. Dës Formalitéit muss bis zum 31. Dezember 2022 bei der zoustänneger Gemeng erleedegt ginn.

ad 2. Bis ewell sinn insgesamt 47.472 Certificate vum Justizministère ausgestallt ginn, déi beleeën, dass eng Persoun e Virfaren huet, deen den 1. Januar 1900 Lëtzebuerger war. 480 Persoune goufen ofgewisen, fir dëse Certificat ausgestallt ze kréien. De Motiv fir de Refus war haaptsächlech, dass de Virfaren den 1. Januar 1900 net am Besëtz vun der Lëtzebuerger Nationalitéit war.

31.151 Demandë fir e Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit, op Basis vum Artikel 29 vum Gesetz vum 23. Oktober 2008 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit respektiv op Basis vum Artikel 89 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Mäerz 2017 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, goufe bis ewell ugeholl.

23 Demandë goufe refuséiert. Den heefegste Grond fir e Refus war, dass den auslännesche Casier judiciaire am Dossier gefeelt huet.

ad 3. Fir d'Certificaten, déi beleeën, dass eng Persoun e Virfaren huet, deen den 1. Januar 1900 Lëtzebuerger war an déi accordéiert gi sinn, si keng Statistiken opgedeelt nom Ursprongsland verfügbar.

Refus vu Certificaten, déi d'Ofstamung vun engem Virfaren attestéieren, deen den 1. Januar 1900 Lëtzebuerger war

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Refus vum Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit op Basis vum Artikel 29 vum Gesetz vum 23. Oktober 2008 respektiv op Basis vum Artikel 89 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2017

Da goufen 23 Persoun ofgewisen, déi e Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit eragereecht haten.

Déi 23 Refuse verdeele sech op follgend Länner.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ursprongslänner vun de Kandidaten, déi de Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit accordéiert kruten op Basis vum Artikel 29 vum Gesetz vum 23. Oktober 2008 respektiv op Basis vum Artikel 89 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2017

Déi komplett Tabell mat all den Ursprongslänner vun den Demandë fir e Recouvrement, déi accordéiert goufen, ass an der Annex publizéiert.

Déi heefegst Ursprongslänner si Frankräich (11.455 Persounen), d'Belsch (11.161 Persounen), Brasilien (5.114 Persounen), d'USA (2.447 Persounen) an Däitschland (557 Persounen).

ad 4. De Justizministère huet keng Donnéeën, wéi vill Leit hypotheetesch vum Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit kéinte profitéieren.

Eng Etude doriwwer ass net geplangt.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5098 (13.10.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**obésité des jeunes :**

Laut der „Kaufmännische Krankenkasse" wieren ëmmer méi jonk Mënschen iwwergewiichteg. Esou wier d'Zuel vun de Kanner bis 17 Joer an Däitschland, déi ënnert extreemem Iwwergewiicht (Adipositas) leiden, an deene leschten zéng Joer (2010-2020) ëm 30 % eropgaangen. Am frappantste wier de Plus bei den Aacht- bis Eelefjäregen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Kanner zu Lëtzebuerg ënnert Iwwergewiicht leiden? Wéi vill dovu leiden ënnert extreemem Iwwergewiicht (Adipositas)?

2. Ëm wéi vill Prozent ass d'Zuel vun den iwwergewiichtege Kanner, respektiv extreem iwwergewiichtege Kanner, an deene leschten zéng Joer an d'Luucht gaangen?

3. A wéi enger Alterskategorie ass de Plus am frappantsten?

Réponse (16.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Wärend dem Schouljoer 2019/2020 goufen déi schoulmedezinnesch Ënnersichungen am Mäerz 2020 wéinst der Covid-19-Pandemie gestoppt. Dofir ginn et fir d'Schouljoer 2019/2020 keng komplett Donnéeën.

Baséierend op den disponibelen Donnéeë vun de schoulmedezinneschen Ënnersichunge kann een awer follgend Constaten ervirsträichen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Den nofollgenden Tableau renseignéiert iwwert den Taux vun den iwwergewiichtege Kanner respektiv extreem iwwergewiichtege Kanner an de Joren 2012 an 2016:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Verglach mat den uewe genannten Donnéeë vun 2019 an 2020 kann ee generell op deenen zéng leschte Joren eng ganz liicht Hausse vum Iwwergewiicht bei de Kanner feststellen. Allerdéngs ass dëst keng exponentiell Hausse, wat sécherlech och mat deene verschiddenen Aktiounen, déi an de leschte Joren organiséiert gi sinn am Kader vum Aktiounsplang „Gesond iessen, Méi beweegen", zesummenhänkt.

ad 3. Am Enseignement fondamental stellt ee fest, datt den Taux un iwwergewiichtege Kanner vum Zyklus 1 op den Zyklus 4 däitlech an d'Luucht geet. Wann am Zyklus 1 ronn 3,01 % vun de Kanner iwwergewiichteg sinn, läit dësen Taux am Zyklus 4 scho bei 6,39 % vun de Kanner.

Am Enseignement secondaire louch den Taux vun iwwergewiichtege Kanner an der Period 2018/2019 op de 7e-Klasse bei 8,69 %. Den Taux vun extreemem Iwwergewiicht louch iwwerdeems fir dës Klasse bei 4,68 %. Fir déi selwecht Period louch bei 3e-Klassen den Taux vun iwwergewiichtege Jonker scho bei 10,84 % an den Taux vun extreemem Iwwergewiicht bei 7,8 %. Et erkennt een also eng däitlech Hausse souwuel fir Iwwergewiicht wéi extreemem Iwwergewiicht bei den héijere Klassen.

Question 5099 (13.10.2021) de **Mmes Octavie Modert** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **problèmes des étudiants de l'Université du Luxembourg :**

D'Uni.lu zitt all Joers ëmmer méi Jonker un. An de leschte Joren huet sech vill op den eenzele Campusse gedoen, mee et bleiwen awer nach Problemer um Terrain.

Sou sinn d'Studenten och vum Logementsproblem hei am Land staark betraff. Den aktuelle Regierungsprogramm gesäit vir, dass zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir d'Zuel vu Studentewunnenge weider eropzesetzen.

Virun dësem Hannergrond wëlle mir follgend Froen un den Här Minister fir d'Héichschoul, un d'Madamm Kulturministesch an un de Minister fir Travaux publics stellen:

- Wat sinn der Regierung hir Pläng, fir d'Unzuel vu Studentewunnengen eropzesetzen?

- Wéi eng Projete sollen nach an dëser Legislaturperiod, also kuerzfristeg, ëmgesat ginn?

- Ëm wéi vill zousätzlech Wunnengen handelt et sech do konkreet?

Um Parking vum Fonds Belval bezuelen d'Proffen e manner héije Parktariff. Dat gëllt awer net fir d'Studenten. Trotz beschtem Wëllen ass et awer dacks net einfach, fir exklusiv mam ëffentlechen Transport op Belval ze kommen, an de Mangel u Studentewunnengen an d'Präisser vum Wunne maachen, datt d'Studenten dacks wäit ewech vun der Uni.lu resp. vu Belval wunnen.

- Aus wéi engen Ursaache ginn et ënnerschiddlech Parktariffer a keng Gläichbehandlung fir de Corps enseignant an d'Studenten? Ass d'Regierung net gewëllt, och de Studente präislech entgéintzekommen, fir um Parking ze parken?

D'Nationalbibliothéik (BNL) um Kierchberg ass eng wichteg Plaz fir d'Studente vun der Uni.lu, respektiv fir all d'Studenten, fir sech weiderzebilden a fir ze léieren. Leider sinn d'Ëffnungszäite fir de Moment net ëmmer adaptéiert. Aktuell ass d'BNL souwuel sonndes wie och méindes zou, a mécht déi aner Deeg um 19.00 Auer hir Dieren zou. Universitéitsbibliothéiken, och am Ausland, hu méi laang Ëffnungszäiten, fir sech un d'Studenten unzepassen. Fir de Campus Lëtzebuerg vun der Uni.lu erfëllt dee Moment d'Nationalbibliothéik déi Funktioun, och wann si nach aner Missiounen huet.

- Wëssend datt d'BNL dofir méi Personal bräicht, stellt sech d'Fro un d'Regierung, ob virgesi gëtt, datt d'BNL hir Ëffnungszäiten upasst, besonnesch z. B. wärend den Examenswochen, wou d'Studente méi dacks a méi laang Zäit an de Bibliothéike verbréngen?

Réponse commune (15.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Virfeld wéilte mir op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4979 vun den honorabelen Deputéierten Yves Cruchten a Mars Di Bartolomeo verweisen, wou schonn op déi éischt Fro, déi d'honorabel Deputéierten Octavie Modert a Martine Hansen hei opwerfen, agaange gouf.

Am aktuelle Regierungsprogramm gouf zréckbehalen, dass d'Regierung, zesumme mat der Universitéit Lëtzebuerg, de Gemengen an ëffentleche Promoteuren, versicht, d'Offer vu Studentewunnengen ze erweideren.

Um Campus Belval vun der Universitéit Lëtzebuerg wäert an noer Zukunft de Projet „Logements Porte de France" mat ronn 120 Studentewunnengen entstoen. Dës Studentewunnenge ginn haaptsächlech fir Bachelor- a Masterstudente geplangt. D'Planung vun dësem Projet ass och scho fortgeschratt, an d'Studentewunnenge wäerte viraussiichtlech fir 2027 fäerdeg gestallt sinn.

Niewent dësem Projet ginn et och nach weider Iwwerleeungen, fir Studentewunnengen um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ze bauen.

Wat de Parking vum Fonds Belval betrëfft, ginn et allgemeng keng Ënnerscheeder bei de Parktariffer pro Stonn. Een Deel vum Personal vun der Universitéit Lëtzebuerg, dat um Site Belval schafft, kann awer an de Genoss vun engem monatlechen Abonnement kommen.

D'Universitéit Lëtzebuerg soll de Studenten, déi hei am Land méi wäit ewech vum Campus Belval hir Residenz hunn, d'Méiglechkeet bidden, fir an de Genoss vun enger Studentewunneng ze kommen.

D'Nationalbibliothéik (BnL) huet hir Diere vun dënschdes bis freides vun 10.00 Auer bis 20.00 Auer a samschdes vun 10.00 Auer bis 18.00 Auer op. Ënnert der Woch ass de Liessall bis 20.00 Auer op, ab 19.00 Auer ouni Service am Accueil, am Prêt an am Renseignement, wat bis elo nach keng Problemer mat sech bruecht huet.

Am Programme de travail 2022-2024 vun der Nationalbibliothéik ass virgesinn, datt d'Ëffnungszäiten ab 2023 kéinte wéinst dem Succès vun der BnL geännert ginn. Zu dësem Zäitpunkt ginn et hei nach keng weider Prezisiounen. Et ass net virgesinn, d'Gebai sonndes opzemaachen.

Opgrond vum Fakt, datt d'Universitéit Lëtzebuerg mat dem Plënnere vu verschiddene vun hire Standuerter op de Belval an der Eréffnung vum Luxembourg Learning Center (LLC) keng eege Bibliothéik um Campus Kierchbierg huet, gouf 2019 eng Convention-cadre tëscht der Nationalbibliothéik, dem Rektorat vun der Universitéit Lëtzebuerg an dem Kulturministère ofgeschloss. Dës Konventioun gesäit ënner anerem eng Zesummenaarbecht beim Akaf vun den digitale Contenue wéi Datebanken an digital Fachzäitschréften, souwéi eng enk Concertatioun beim Akaf vu physeschen Dokumenter vir. D'BnL huet des Weideren de Prêt international iwwerholl, esou datt Studenten a Membere vun der Fakultéit Dokumenter aus auslännesche Bibliothéiken iwwert d'BnL bestelle kënnen. Och wann de Campus vun der Universitéit um Kierchbierg ganz no beim Gebai vun der Nationalbibliothéik ass, kann si d'Funktioun vun engem Liessall fir d'Universitéitspersonal an d'Studenten net komplett iwwerhuelen. Dëst ass d'Universitéit sech och bewosst an ënnersträicht déi gutt Zesummenaarbecht mat der Nationalbibliothéik.

Et ass an deem Kader wichteg ze betounen, datt an de Pläng vun der Universitéit fir déi nei Gebaier um Campus Kierchbierg keng Bibliothéik virgesinn ass. Si gesinn eng Antenn vum LLC vir, awer just fir Servicer, ouni Fonds op der Plaz. E BookTaxi Service ass och en place, fir de Studenten a Membere vun der Fakultéit um Kierchbierg Zougréff op de Fonds vum Luxembourg Learning Center ze ginn. D'Nationalbibliothéik, als ënnert anerem gréisst patrimonial Bibliothéik vum Land, mécht an Zesummenaarbecht mat der Universitéit wat méiglech ass, fir de Studenten, Chercheuren an dem Personal vun der Universitéit um Kierchbierg e méiglechst gudde Service ze bidden. Si kann awer net eng dauerhaft Léisung fir de Manque vun engem Liessall fir d'Studente sinn, well hir Missioune wäit iwwert déi vun enger wëssenschaftlecher oder universitärer Bibliothéik erausginn.

Question 5101 (13.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **flotte électrique de la Police grand-ducale :**

Vun 2030 u sollen Autoe mat Verbrennungsmotor zu Lëtzebuerg nom Wëlle vun der Regierung net méi nei zougelooss ginn. Sou wéi aus der Äntwert vun der Regierung op d'parlamentaresch Fro Nummer 3476 ervirgeet, huet d'groussherzoglech Police op de Stand vun Enn Februar dëst Joer iwwer véier honnertprozenteg elektresch gedriwwen Autoe verfüügt. 2019 hunn déi zwee Policeautoe vun Tesla fir kontrovers ëffentlech Diskussioune gesuergt, zum engen, well d'Firma zu all Moment op d'Donnéeën iwwert d'Fuerverhale vun der Police zeréckgräife kann, zum aneren, well zwee Agenten op der Autobunn mat deem lo just genannte Gefier hänke bliwwe sinn, well d'Batterie net geluede war.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, ob sech d'Zuel vun den Elektroautoe bei der groussherzoglecher Police zënter der Äntwert op déi uewen zitéiert Fro nach eng Kéier verännert huet? Wa jo, kann hien déi genee Zuel preziséieren an d'Ursaache vun dëser Decisioun elaboréieren?

2. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, vu wéi enge Marken déi eenzel Elektroautoe vun der Police stamen, ëm wéi eng Modeller et sech handelt, wéi se op déi eenzel Kommissariater opgedeelt sinn a wéi vill se jeeweils kascht hunn?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, iwwer wéi vill Luetstatiounen d'Police aktuell verfüügt, wéi d'Luetkapazitéit vun dëse Borne sech am Eenzele presentéiert, op wéi eng Kommissariater se sech verdeelen a wéi laang et dauert, fir déi eenzel Autoe mat wéi enger Born ze lueden?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, a wéi engem Aufgabeberäich déi eenzel Elektroautoen agesat ginn a wéi eng Dispositioune fir de Fall vun enger Urgence gëllen?

5. Iwwert wéi eng Reechwäit verfügen déi eenzel Elektroautoe vun der Police?

6. Kann den Här Minister elaboréieren, op wéi eng Donnéeën d'Hiersteller vun deenen eenzele Gefierer kënnen zeréckgräifen a wéi dës traitéiert ginn, notamment ob se mat Donnéeë vun anere Chauffeure vun der nämmlechter Mark kënnen ofgeglach ginn?

7. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng Auswierkungen d'Decisioun, fir vun 2030 u keng Autoe mat Verbrennungsmotor zu Lëtzebuerg méi nei zouzeloossen, op de Fonctionnement vun der Police wäert hunn a wat dat fir den aktuellen, gréisstendeels op Auto mat Verbrennungsmotor opgebaute Fuerpark wäert bedeiten?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1., 2. + 4. Aktuell huet d'Police zwanzeg Elektroautoen. De groussen Deel kënnt bei administrative Servicer zum Asaz, déi fest Missiounen hunn an déi hir Deplacementer am Viraus kënne plangen.

Follgend Autoe sinn am Kader vun der E-Mobilitéit kaaft ginn. Dës Präisser sinn ouni de Policeëmbau oder aner Käschten (ewéi z. B. d'Homologatioun beim Tesla).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Am Fall vun enger Urgence gëllen déi nämmlecht Dispositioune fir d'Elektroautoen ewéi och fir déi normal Policegefierer.

ad 3. Aktuell sinn 21 eenzel Bornen à 22 kW an 2 duebel Bornen à 22 kW a Betrib. Weider 4 eenzel Bornen à 22 kW sinn an der Realisatioun.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Luetzäit vun engem Auto hänkt vu verschiddene Faktoren of, wéi z. B. mat wéi vill kW een den Auto selwer luede kann oder och mat wéi vill Prozent Akkuzoustand den Auto un d'Borne gehaange gëtt. Déi maximal Luetleeschtung bei AC-Luetstatioune sinn 22 kW.

ad 5. Déi genau Autonomie vun eenzelen Elektroautoe kann een net uginn, well verschidde Faktore bei der Benotzung en Afloss op d'Autonomie hunn.

ad 6. Wéi schonn an der gemeinsamer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4912 vum 27. August uginn, ass et esou, dass d'pseudonymiséiert Sammele vu Fuerdonnéeë bei der Majoritéit vun den Autoshiersteller gemaach gëtt. D'Vernetzung vun Autoe betrëfft prinzipiell all modern Autoen.

An der parlamentarescher Fro N° 0140 vum 27. Dezember 2018 gouf schonn uginn, dass den Hiersteller (Tesla) keen Zougréff op d'perséinlech Donnéeë vun de Polizisten huet, déi am Auto fueren.

ad 7. Am Rapport final vum Projet-pilote „mobilité électrique" vun der Police ass kloer erauskomm, dass déi aktuell Elektroautoen haut nach net prett sinn, fir d'Ufuerderunge vun der Mobilitéit vun der Police ofzedecken. Ob déi betreffend Defiziter bis 2030 vun der Evolutioun vun der Technologie kënne geléist ginn, weess d'Police net. Dofir ass et bis elo och net méiglech, d'Auswierkunge virauszesoen.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3862 vum 16. Mäerz 2021 geschriwwen, wëll Lëtzebuerg net eleng als eenzegt Land ee Stopp vun Neiumeldungen ab engem gewëssenen Datum vun Autoe mat Verbrennungsmotor. Am Mäerz 2021 hunn néng Memberstaaten vun der Europäescher Unioun, nämlech Éisträich, d'Belsch, Dänemark, Griicheland, Irland, Litauen, Lëtzebuerg, Malta an Holland, e gemeinsamen Opruff un d'Europäesch Kommissioun lancéiert, fir een ambitiéise reglementaresche Kader mat konkreete Moossname fir den Iwwergang op Nullemissiounsautoen ze beschleunegen. D'Europäesch Kommissioun huet am Juli am Kader vum sougenannte „Fit for 55 Package" eng ganz Rei Mesurë proposéiert, fir déi ambitiéis Klimaziler vun der EU ze erreechen. Dorënner war och d'Propos, fir ab 2035 keng Neiimmatrikulatioune vun Autoe mat Verbrennungsmotor an all de Memberstaate méi ze erlaben. D'Regierung setzt sech mat anere Länner derfir an, datt dësen Datum ab 2030 virgezu gëtt. Aus den uewe genannten Erklärunge geet kloer ervir, datt d'Regierung net eesäiteg plangt, Autoe mat Verbrennungsmotor ze verbidden, mee sech derfir staarkmécht, datt um europäeschen Niveau ab engem gewëssenen Datum keng nei Gefierer méi däerfen ugemellt ginn, déi net gewëssen Emissiounsziler anhalen. Esou wéi dat an der Vergaangenheet och schonn oft de Fall war. Autoe mat Verbrennungsmotor, déi bis dohinner ugemellt goufen, sollen och weiderhi benotzt kënne ginn.

Et ass heibäi awer wichteg ze preziséieren, datt Spezialgefierer vun der Police, wéi zum Beispill d'Patrulleween, bei der Elektrifizéierung eng manner prioritär Roll spillen. Dowéinst sinn am Règlement grand-ducal vum 2. November 2021 iwwert d'Promotioun vu propperen an energieeffiziente Stroossegefierer, wat beim Beschafe vu Gefierer fir d'ëffentlech Hand Mindestziler vun esou Gefierer virschreift, an déi iwwerschafften europäesch Direktiv 2009/33/CE transposéiert, och ënnert anerem d'Spezialgefierer vun de „forces du maintien de l'ordre public" ausgeholl. An der selwechter Logik gi säit 2018 bei der zentraler Ausschreiwung vun Elektroautoe fir de Staat, déi all Joer vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten organiséiert gëtt, och Derogatioune fir dës Spezialgefierer vun der Police ausgestallt, soudatt hei nach Gefierer mat thermeschem Motor kënne bestallt ginn. Et sief awer preziséiert, datt fir Gefierer vun der Police, déi fir reng administrativ Zwecker benotzt ginn, dës Ausnamen net gëllen an doduerch nëmmen elektresch Gefierer ausgeschriwwe ginn.

Question 5102 (13.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **flotte électrique de l'Armée luxembourgeoise :**

Bis 2030 soll de Verbrennungsmotor zu Lëtzebuerg nom Wëlle vun der Regierung zu Lëtzebuerg net méi nei zougelooss ginn.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Arméiminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, ob am Virfeld eng Impaktofschätzung vun dëser Decisioun fir d'Arméi virgeholl ginn ass? Wann net, firwat net?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, iwwer wéi vill elektresch Gefierer d'Lëtzebuerger Arméi insgesamt verfüügt an a wéi engem Aufgabeberäich dës zum Asaz kommen?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, iwwer wéi vill Luetstatiounen d'Arméi aktuell verfüügt a wéi sech d'Luetkapazitéit vun dëse Borne presentéiert?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi d'Ëmstellung op Elektromobilitéit sech op déi zukünfteg Asazfäegkeet vun der Arméi wäert auswierken, souwuel op nationalem Plang wéi och am Fall vun Auslandsoperatiounen?

5. Kann den Här Minister elaboréieren, ob um Niveau vun der NATO scho Gespréicher iwwert d'Ëmstellung op Elektromobilitéit gefouert ginn, fir d'Interoperabilitéit vun der Arméi och zukünfteg ze garantéieren?

6. 2019 gouf bekannt, datt déi zwee Tesla Autoe vun der Police d'Donnéeën iwwert d'Fuerverhalen erfaassen an un den Hiersteller iwwermëttelen. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi dëse Sécherheetsrisiko bei der Arméi soll vermidde ginn?

Réponse (12.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Zesumme mat aneren Alliéierte beschäftegt sech d'Lëtzebuerger Defense och mat den Erausfuerderunge vun der Transition énergétique.

Am Mëttelpunkt vun deenen Iwwerleeunge stinn esouwuel d'Erausfuerderung, fir d'Zäregasemissioune vun der Defense ze reduzéieren, wéi och fir d'Efficacité opérationnelle an d'Interoperabilitéit vun der Arméi weider ze stäerken a mam technologesche Fortschrëtt matzehalen.

An deem Kontext gëtt och - zesumme mat aneren Alliéierten - iwwer d'Entwécklung vun alternativen Undriffsystemer a Kraaftstoffer nogeduecht, déi an der Zukunft am militäresche Beräich zum Asaz komme kéinten. Dozou gehéieren och elektresch Undriffsystemer.

ad 2. D'Arméi verfüügt aktuell iwwer 19 zivill elektresch Gefierer, déi fir den Transport vu Persounen agesat ginn. Dovunner fuere 7 Gefierer exklusiv elektresch a gi fir Missiounen hei zu Lëtzebuerg agesat. 12 Gefierer si vum Typ „Plug-in-Hybrid" a gi fir Missiounen hei zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland agesat.

À terme ass geplangt, dass all d'zivill Gefierer elektresch solle fueren.

ad 3. D'Arméi verfüügt iwwert 2 duebel Luetstatioune vu jee 3 kW (= 4 x 3 kW) am „Hangar de stationnement Herrenberg" (HSH). Déi aner Ween ginn un normal Steckdousen ugeschloss.

An Zukunft sinn 18 Emplacementer am neien Hangar à véhicules virgesinn, wou d'Militärween wäerte kënne geluede ginn.

Niewebäi wäerten op 2-3 verschiddene Plazen an a bausse vun der Kasär zentral Parkingen amenagéiert ginn, wou d'Personal vun der Arméi iwwer ëffentlech Bornen hiren Auto luede kann.

ad 4. Momentan ginn et, ofgesi vun e puer Prototyppen, nach keng taktesch Gefierer mat elektreschem Undriff um Marché ze kafen. Dëst ass op de ganz spezialiséierte militäreschen Ufuerderungs- an Asazprofill vun esou Gefierer zeréckzeféieren. Taktesch Gefierer mussen ënner anerem eng gewëss Autonomie hunn, aerotransportabel sinn an och e gewësse Brandschutz kënne garantéieren.

Well dës Ufuerderunge bei taktesche Gefierer mat elektreschem Undriff momentan nach net all erreecht sinn, gëtt och un aneren Undriffsystemer gefuerscht, wéi z. B. Undriffsystemer, déi mat klimaneutrale syntheetesche Kraaftstoffer fonctionéieren.

Wéi scho gesot, stinn d'Efficacité opérationnelle an d'Interoperabilitéit vun der Arméi, nieft der Reduktioun vun den Zäregasemissioune vun der Defense, dobäi am Mëttelpunkt.

Am Kader vun der EU an NATO, setzt Lëtzebuerg sech dofir an, dass d'Fuerschungsgelder fir klimaneutral Undriffsystemer massiv an d'Luucht gesat ginn.

ad 5. cf. d'Äntwerten zu de Froen 1 a 4

ad 6. D'Lëtzebuerger Arméi ënnerzitt all hir Ween enger Risikoanalys fir sécherzestellen dass keng sécherheetsrelevant Informatiounen un den Hiersteller iwwermëttelt ginn.

Question 5103 (13.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **sécurité énergétique :**

D'Regierung huet et sech duerch divers Initiativen zum Zil gesat, d'Lëtzebuerger Stroumversuergung méiglechst staark a méiglechst séier vu fossille Brennstoffer an Atomkraaft op ëmwandelbar Energien ëmzestellen. Souwuel Fotovoltaikanlage wéi och industriell Wandanlagen hunn awer den Nodeel vun der Volatilitéit. Hei spillt engersäits déi kuerzfristeg Volatilitéit mat ran, awer och déi saisonal Volatilitéit, wa wéineg Sonn a Wand herrschen. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4491 schreift d'Regierung ausserdeem, datt si den Äerdgas zwar nach als Iwwergangstechnologie gesäit, mee net méi besonnesch wëll förderen. Gläichzäiteg wäert den nationale Stroumbedarf an den nächste Jore staark klammen, zum engen duerch déi vun der Regierung forcéiert Ëmstellung vum Verbrennungsmotor op honnertprozenteg elektresch Gefierer, awer och d'Usiidlung vun energieintensive Betriber aus dem Beräich vun der Computertechnologie an der „data science", wéi dem neie Google-Zenter zu Biissen. Nieft dem héijen Energiebedarf selwer sinn dës Betriber awer och op eng héich Energiesécherheet ugewisen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi gedenkt d'Regierung, op déi genannte saisonal Volatilitéiten ze reagéieren?

2. Wéi gedenkt d'Regierung, d'Sécherheet vun den Energienetzer ze garantéieren, wann d'Leit hir Elektroautoe viraussiichtlech nuets lueden, wann d'Quantitéit vum verfügbare Stroum méi niddreg läit?

3. Wéi eng Gespréicher lafe mat neie Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen néierloossen, iwwert hir Energiesécherheet? Geet de Staat eng Responsabilité civile a fir de Fall, wou d'Betribsofleef duerch Schwankungen am Lëtzebuerger Stroumnetz gestéiert ginn?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. + 2. Sou wéi och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 4506 erkläert, sinn erneierbar Energien d'Viraussetzung, fir aus de fossillen Energien erauszeklammen an eist Klima ze schützen. Grad an dësen Deeg, wou déi extreem héich Energiepräisser an der Aktualitéit stinn, ginn d'Virdeeler vun de lokalen erneierbaren Energiequellen ëmsou méi siichtbar. Déi erneierbar Energië maachen eis net nëmme manner ofhängeg vun de Präisschwankungen op den internationalen Energiemäert, mee si féieren ënner anerem och dozou, dass mir an der europäescher an nationaler Energieversuergung méi onofhängeg vu geopolitesche Konflikter ginn.

D'Energietransitioun féiert dozou, dass ëmmer méi erneierbare Stroum produzéiert a genotzt gëtt. Dës Produktioun ass zum Deel wiederofhängeg. Gläichzäiteg erlaben eng richteg Zesummestellung vu Produktiounsanlagen op de richtege Plazen eng méi dynamesch Participatioun vun der Demande um Marché souwéi verschidden Upassungen um regulatoresche Kader (wéi z. B. Bilanzéierungsresponsabilitéit, dynamesch Präisser etc. ...), mat dëser Variabilitéit ëmzegoen. Doriwwer eraus ginn doduerch Opportunitéite fir nei Servicer grad am Beräich vun der Flexibilitéit geschaf. Zum Beispill kënnen an Zukunft dezentral Produktiounsanlagen am Kader vum Eegeverbrauch a vum Deele vu Stroum innerhalb vun Energiekommunitéiten och mat Batterien an de Quartiere kombinéiert ginn, fir de Stroum ze späicheren, wann en am Iwwerfloss do ass, an ze verbrauchen, wann een Defizit vu Produktioun do ass. Am Beräich vun der Elektromobilitéit gëtt et schonn haut Technologien, fir d'Luede vum Auto am Zesummespill mat aneren Utilisateuren, mam Reseau a mat der aktueller Disponibilitéit vu Produktiounsanlagen ze koordinéieren.

Fir d'laangfristeg Developpementer vun der Versuergungssécherheet ze analyséieren a le cas échéant Problemer fréi genuch ze identifizéieren an ze léisen, gi reegelméisseg op verschiddenen Niveauen Etüden ausgeschafft. Op nationalem Niveau ass fir Lëtzebuerg engersäits de Versuergungssécherheetsrapport vun der Regierung ze ernimmen, deen all zwee Joer erstallt gëtt, an anererséits de Scenario Report an Netzentwécklungsplang vu Creos. Op regionalem Niveau gëtt am Pentalateralen Energieforum zesumme mat Däitschland, Éisträich, Holland, Frankräich, der Belsch, der Schwäiz an engem spezifeschen Aarbechtsgrupp mat Lëtzebuerg als Co-Chair intensiv op dem Volet Versuergungssécherheet geschafft. Europäesch sinn et virun allem d'Electricity Coordination Group an de Verband vun all europäesche Stroumnetzbedreiwer ENTSO-E, déi sech mat der Versuergungssécherheet beschäftegen an déi an hirem leschte Rapport d'Probabilitéit fir Stroummanktem zu Lëtzebuerg am Joer 2025 mat manner wéi 0,1 Stonne pro Joer extreem positiv bewäert hunn, woubäi d'Wiederkonditiounen an och déi erwaarten Ännerungen am Produktiounspark a ganz Europa, inklusiv Kuelen- an Atomenergieausstig an Däitschland an der Belsch am Detail mat consideréiert goufen. Dës gutt Resultater si besonnesch op e staarke Stroumreseau, méi héich Produktiounscapacitéite vu Fotovoltaik a Wand, eng Integratioun an e performanten europäesche Stroummarché an eng méi flexibel Consommatioun zréckzeféieren.

ad 3. Nei Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg néierloosse wëllen, kënne sech am Virfeld ënnert anerem och iwwert d'Versuergungssécherheet an d'Versuergungsqualitéit am Energieberäich zu Lëtzebuerg informéieren. Effektiv ass d'Versuergungsqualitéit zu Lëtzebuerg, sou wéi all Joer vum ILR a sengem Rapport iwwert seng Missiounen am Stroum- an am Gassecteur dokumentéiert, op engem ganz héijen Niveau am Verglach mat aneren europäesche Länner (aktuell duerchschnëttlech manner wéi 17 Minutten Ausfall pro Client a pro Joer).

D'Netzbedreiwer si laut dem Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroummarché zoustänneg, fir d'Versuergung vun den Endclienten ze assuréieren a mussen derfir suergen, dass och laangfristeg déi Capacitéit vun hiren Netzer duergeet, fir d'Demande ze decken. De Staat kann net direkt haftbar gemaach gi fir eventuell Stéierungen am Stroumnetz bei den Endclienten.

Question 5104 (14.10.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **pavillon luxembourgeois à Dubaï :**

Lëtzebuerg ass op der Weltausstellung zu Dubai mat engem Pavillon vertrueden, deen aus architektonescher Siicht spektakulär ass. Et gëtt erwaart, datt déi 32 Milliounen Euro, déi an d'Lëtzebuerger Presenz zu Dubai investéiert goufen, sech laangfristeg positiv op d'Lëtzebuerger Wirtschaft auswierke wäerten. Trotzdeem ginn et elo schonns Stëmmen, déi behaapten, datt net alles sou ronn leeft, wéi dat vun der Regierung geplangt war, och wat déi Lëtzebuerger Aussteller ugeet.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Wéi ass de Lëtzebuerger Pavillon organiséiert? Gouf et Problemer bzw. Reklamatiounen, wat d'Organisatioun vun eisem Pavillon ugeet?

2. Wéi vill Aussteller sinn um Lëtzebuerger Pavillon am Ablack present? Entsprécht dat der Zuel, déi ursprénglech virgesi war? Wann net, wéi vill Aussteller hu sech mëttlerweil zréckgezunn? Aus wéi enge Grënn hu sech dës Aussteller zréckgezunn?

Réponse (02.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Ausstellung am Pavillon stellt verschidde Facettë vu Lëtzebuerg a senger Ekonomie duer, ouni awer dass hei Lëtzebuerger Betriber mat engem Stand vertruede sinn, fir hir Produkter auszestellen oder Promotioun fir hir Servicer ze maachen. Et gëtt an deem Sënn also keng Exposanten an der Ausstellung vum Lëtzebuerger Pavillon bei der Expo 2020 zu Dubai.

D'Ausstellung huet bis haut ganz positiv Echoe kritt, vum Publikum a vun alle Partner a Sponsoren. D'Partner a Sponsoren hunn de 24. Oktober am Kader vun der Wirtschaftsmissioun zu Dubai ronderëm de Secteur vum Weltall un enger Visitt vum Pavillon, a Presenz vum Wirtschaftsminister Franz Fayot, participéiert an och hir Zefriddenheet zum Ausdrock bruecht. Et si keng Kriticken zu der Ausstellung vusäite vu Partner a Sponsore bekannt an et huet och kee vun hinne sech am Laf vum Ausschaffe vun der Ausstellung zeréckgezunn.

Question 5105 (15.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **aides financières suite aux inondations de juillet 2021 :**

De Finanzminister ass a senger Ried beim Depot vum Budget fir d'Joer 2022 op d'Iwwerschwemmunge Mëtt Juli zu Lëtzebuerg agaangen:

„D'Iwwerschwemmungen, déi mir de 14.-15. Juli zu Lëtzebuerg erlieft hunn, weisen, datt d'Konsequenze vum globale Klimawandel scho längst hei zu Lëtzebuerg ukomm sinn. Och hei huet d'Regierung direkt gehandelt, an eng Enveloppe vun 100 Milliounen Euro gouf séier deblockéiert."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Laut der Äntwert op d'QP 4857 hunn 52 Entreprisen eng Ufro fir Hëllefen no den Iwwerschwemmunge gemaach. Laut Äntwert op d'Fro N° 4793 hunn 156 Entreprisë Kuerzaarbecht wéinst den Iwwerschwemmungen ugefrot.

Wéi vill Aiden u Betriber, déi vun den Iwwerschwemmunge getraff waren, goufe bis elo ausbezuelt (opgelëscht no dem Mount, an deem d'Aiden ausbezuelt goufen)?

2. Wéi laang hunn d'Betriber an der Moyenne missen nom Areeche vun enger Demande op ee Versement vun den Aidë waarden? Wat war hei dee kierzten Delai? Wat war dee längsten?

3. Wéi vill Aidë si bis elo u privat Persounen ausbezuelt ginn, déi vun den Iwwerschwemmunge getraff waren (opgelëscht nom Mount, an deem d'Aiden ausbezuelt goufen)?

4. Wéi laang hu Privatpersounen an der Moyenne missen nom Areeche vun enger Demande op ee Versement vun den Aidë waarden? Wat war hei dee kierzten Delai? Wat war dee längsten?

5. Wéi vill Demandë vu Betriber sinn net akzeptéiert ginn? Wat waren hei d'Haaptgrënn?

6. Wéi vill Demandë vu Privatpersoune sinn net akzeptéiert ginn? Wat waren hei d'Haaptgrënn?

7. Wéi vill vun der Enveloppe vun 100 Milliounen Euro fir d'Iwwerschwemmungsaffer gouf schlussendlech ausbezuelt?

Réponse commune (26.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro N° 4857 ënnerstrach gouf, sinn am Juli 156 Demandë fir d'Kuerzaarbecht accordéiert ginn. Am August goufen 43 Dossieren accordéiert, am September waren et der 31 an am Oktober 20.

Fir de Juli goufen am Kader vun der Kuerzaarbecht 526.222,08 Euro un 120 Betriber ausbezuelt. Fir den August goufen 251.127,99 Euro u 36 Betriber a fir de September 71.452,70 Euro u 14 Betriber ausbezuelt. Fir den Oktober 2021 goufen nach keng Dossieren ausbezuelt, well d'Entreprisen nach keng Decompten erageschéckt hunn. Et bleift ze präziséieren, datt d'Zuele fir d'Méint Juli, August a September 2021 nach net definitiv sinn, well fir verschidden Dossieren nach Decompten oder aner Ënnerlage feelen.

Bei der Generaldirektioun fir de Mëttelstand sinn um Datum vum 1. November 78 Ufroen am Kader vun den Iwwerschwemmungshëllefen agereecht ginn:

- 2 Dossieren si komplett ausbezuelt;
- an 33 Dossieren ass eng éischt Tranche ausbezuelt ginn;
- an 43 Dossiere sinn nach Piècen nogefrot ginn, respektiv sinn am Traitement.

Hei drënner ass d'Oplëschtung no Mount vun de 35 Dossieren, déi schonn ausbezuelt goufen:

- August: 13 Dossieren (328.275,66 Euro)
- September: 7 Dossieren (447.793,19 Euro)
- Oktober: 15 Dossieren (1.732.046,98 Euro)
- Total: 35 Dossieren (2.508.115,83 Euro)

ad 2. Et ass wichteg ze betounen, dass een Dossier fir Iwwerschwemmungshëllefen eréischt ka vun der Generaldirektioun fir de Mëttelstand clôturéiert ginn, wa souwuel d'Expertis vum Assureur virläit wéi och déi verschidde Rechnungen. Well d'Regierung sech der prekärer finanzieller Situatioun vun de betraffene Betriber awer bewosst ass, ass d'Generaldirektioun fir Mëttelstand de Betriber entgéintkomm an huet Avancen ausbezuelt. Dëst geschitt op Basis vun enger Expertis, och wann nach keng Rechnunge virleien. Bei den Delaie muss een sech awer bewosst sinn, dass et sech als extreem schwiereg erweist, fir d'Expertis séier erbäizekréien:

- komplett Dossieren (mat Expertis a Rechnungen) si bannent dräi Wochen ausbezuelt;
- bei onkompletten Dossieren (mat Expertis an ouni Rechnungen) ass déi 1. Tranche och bannent dräi Wochen ausbezuelt;
- bei Dossieren ouni Expertis muss leider op dës Expertis gewaart ginn, fir kënnen eng 1. Tranche auszebezuelen.

De Chômage partiel gëtt, wéi schonn an den Äntwerten op d'Froen N° 4857 an N° 4793 ënnerstrach gouf, ausbezuelt, nodeems de betraffene Betrib nom Enn vum Mount säin Decompte vun de Stonnen agereecht huet, fir déi hien effektiv op de Chômage partiel zeréckgegraff huet. Generell ginn d'Demanden direkt traitéiert, soudass den Delai tëschent dem Areeche vun engem vollstännegen Decompte mat all den néidegen Informatiounen an dem Ausbezuelen an der Moyenne bei fënnef Aarbechtsdeeg läit.

ad 3. De Familljeministère krut bis den 8. November vun dësem Joer 347 Demanden erageschéckt. Dovunner konnten 241 Dossieren ofgeschloss ginn. 181 Stéit kruten eng finanziell Hëllef fir ee Gesamtmontant vun 3.167.825 Euro.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. D'Waardezäit hänkt dovunner of, ewéi séier den Dossier komplett ass. Fir den Dossier ze completéieren, muss den Demandeur den ënnerschriwwene Formulaire areechen, eng Preuve vun de Revenue vum Stot an d'Äntwert vun der Assurance eraginn. D'Koproprietäre mussen zousätzlech d'Äntwert vun der Assurance vun der Koproprietéit eraschécken an d'Verdeelung vun de Käschten no Millième preziséieren. Bei Leit, déi vill Schued hunn, mandatéiert de Familljeministère och ee Bureau d'expertise, deen sech de Schued sur place ukucke geet.

Esoubal den Dossier komplett ass, gëtt en der „Commission des secours sociaux demandés à la suite de catastrophes naturelles" presentéiert. Dës Kommissioun huet am Schnëtt all zwou bis dräi Wochen eng Reunioun.

No der Decisioun, gëtt d'Hëllef an der Reegel ënnerhalb vun enger Woch ausbezuelt.

ad 5. Insgesamt si véier Dossiere fir Iwwerschwemmungshëllefe vun der Generaldirektioun fir de Mëttelstand net akzeptéiert ginn. An dräi Dossieren huet et sech ëm ee Schued am Ausland gehandelt a bei engem Dossier handelt et sech ëm eng Aktivitéit, déi net eligibel ass.

ad 6. Aus ënnerschiddleche Grënn, goufe 57 Demandë vum Familljeministère net akzeptéiert. An de meeschte Fäll huet d'Demande sech op Schied bezunn, déi am Kader vum Dispositif fir Privatpersounen net eligibel sinn (Autoen, Schied, déi net den Haaptwunnsëtz betreffen, Luxusobjeten etc.). A verschiddene Fäll huet sech erausgestallt, datt d'Versécherung déi eligibel Schied ganz iwwerholl huet.

Zousätzlech zu de 57 Demanden, déi net akzeptéiert goufen, hunn 2 Stéit hir Demande zeréckgezunn, an 1 Demande gouf dem Wirtschaftsministère aus Kompetenzgrënn weidergeleet.

ad 7. Et ass wichteg ze verstoen, datt e groussen Deel vun de Schied, déi am Privaten duerch d'Iwwerschwemmungen ugefall sinn, vun den Assurancen iwwerholl goufen.

Do wou d'Assurancen awer net gräifen, deckt de Staat ënnert verschiddene Konditioune mat der Enveloppe vun 100 Milliounen och en Deel vun essenzielle Reparature bei Menagen.

Wat den Dispositif fir Privatpersoune vum Familljeministère ugeet, si bis elo 3.167.825 Euro u Privatpersounen ausbezuelt ginn. Dëse Montant ass nach net definitiv, well op där enger Säit nach Dossieren ze clôturéiere sinn, déi am Moment net komplett sinn, an op där anerer Säit kënnen déi betraffe Leit nach eng Demande bis den 31. Dezember 2021 areechen.

Säitens der Generaldirektioun fir Mëttelstand sinn um Datum vum 1. November 2.508.115,83 Euro fir Entreprisen ausbezuelt ginn.

Fir d'Kuerzaarbecht am Kader vun den Iwwerschwemmunge si bis Enn Oktober 848.802,77 Euro ausbezuelt ginn.

Déi Enveloppe vun 100 Milliounen Euro ass awer och do, fir Schied ze decken, déi fir de Staat selwer ufalen. Dorënner falen Infrastrukturen a Gebailechkeeten. Esou gi Schied un administrative Gebailechkeeten an hiren Equipementer, Schoulen, Stroossen, Barragen, Muséeën, Kulturzentren, Kanalisatiounsreseauen, Kläranlagen an nach weider Infrastruktur vum Staat oder vun de Gemengen gedeckt.

Question 5106 (15.10.2021) de **MM. Yves Cruchten** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **campagne de vaccination :**

La vaccination est certes le moyen le plus efficace de prévenir les maladies infectieuses et la stratégie de vaccination Covid-19 du Luxembourg soutient l'accès à des vaccins sûrs et efficaces. Or, force est de constater que ces dernières semaines, le taux de vaccination générale de la population stagne, faisant ainsi retarder l'atteinte du seuil de l'immunité collective fixé généralement « entre 80 et 85 % ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre d'État :

1) Quel est le budget déboursé par le Gouvernement pour la campagne de vaccination depuis 2020 ? Existe-t-il un répertoire de toutes les initiatives prises par le Gouvernement dans le cadre de la campagne de vaccination ?

2) Combien de conférences de presse le Gouvernement a-t-il organisé depuis décembre 2020 pour informer sur les vaccins ainsi que sur la campagne de vaccination, voire pour sensibiliser et inviter la population à se faire vacciner ?

3) Dans le cadre de la campagne de vaccination, combien de publications sur les réseaux sociaux ont été réalisées par le Gouvernement afin de sensibiliser la population ?

4) Depuis début août 2021, les vaccinations sont aussi offertes dans les cabinets médicaux des médecins généralistes et médecins pédiatres. À ce jour, combien de médecins participent à la campagne de vaccination ? Combien de personnes ont été vaccinées dans un cabinet de médecin généraliste ?

5) Est-ce que le « Impfbus » a rencontré un succès et à combien d'endroits différents s'est-il rendu depuis son lancement ? Combien de personnes ont profité jusqu'ici de cette offre pour se faire vacciner ?

6) Vers quelles autres instances les gens peuvent-ils s'adresser s'ils ont encore des questions, voire hésitations, au sujet de la vaccination ?

7) Comment le Gouvernement entend-il redynamiser la campagne de vaccination ?

Réponse commune (16.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Les dépenses relatives à la campagne de vaccination ont été imputées en partie au budget de crise du Haut-Commissariat à la protection nationale ainsi qu'au budget de la Direction de la santé.

Ainsi, depuis 2020 et jusqu'à ce jour, quelque 14 millions d'euros ont été imputés sur les deux budgets en question pour financer d'un côté la mise en place et la gestion de la helpline vaccination avec environ 11,2 millions d'euros et d'un autre côté les différentes campagnes publicitaires tout support confondu, les « newsletters », les « lunchtalks », le matériel d'information/didactique envoyé à la population et celui mis à disposition dans les centres de vaccination ainsi que l'impression et l'envoi des invitations.

ad 2) Depuis décembre 2020, la Ministre de la Santé a tenu 15 conférences de presse portant sur la situation sanitaire liées à la Covid-19, y compris la vaccination ; s'y ajoutent 15 briefings presse qui se sont tenus ensemble avec le Premier Ministre ou un autre membre du Gouvernement (Messieurs les Ministres des Sports, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de la Fonction publique) en fonction des sujets d'actualité.

La presse a été invitée sept fois afin de couvrir les différentes phases de vaccination (dans les hôpitaux, les maisons de soins, les centres de vaccination).

63 communiqués de presse ont été rédigés portant plus spécifiquement sur la vaccination ; s'y ajoutent les communiqués hebdomadaires, faisant le point sur la situation vaccinale.

ad 3) Dans le cadre de la campagne de vaccination du Gouvernement, on recense 249 posts publiés par le Ministère de la Santé sur les médias sociaux pour sensibiliser la population.

Il s'agissait de 181 static posts et motion designs, 27 vidéos et 17 podcasts.

En outre, 24 newsletters sur la vaccination ont été publiées qui ont notamment fourni des informations encore plus détaillées sur des sujets liés à la vaccination.

ad 4) Il y a actuellement 295 médecins qui se sont engagés pour la vaccination dans leur cabinet médical. En date du 9 novembre 2021, 14.810 personnes ont été vaccinées dans un cabinet médical.

ad 5) L'initiative Impfbus a été un succès dans le sens où elle a permis d'offrir l'opportunité de se faire vacciner de manière plus spontanée que cela a pu être le cas dans un centre de vaccination ou dans un cabinet médical, bien que les centres de vaccination aient été accessibles sans rendez-vous depuis mi-août. D'août à octobre, l'Impfbus s'est rendu à 93 endroits différents (5 hôpitaux, 35 structures d'hébergement pour personnes âgées, 53 autres endroits) et un total de 4.428 personnes ont bénéficié d'une vaccination dans le cadre de l'Impfbus.

ad 6) Le médecin référent reste le premier interlocuteur auquel une personne qui aurait encore des questions quant à la vaccination peut s'adresser. Par ailleurs, le citoyen dispose de différents moyens pour s'adresser au Ministère de la Santé respectivement à la Direction de la santé en cas de question, soit via l'adresse e-mail corona-réponse@ms.etat.lu, la helpline vaccination ou encore les « Facebook Live » qui sont organisés de manière hebdomadaire.

ad 7) La campagne de vaccination constitue un outil de sensibilisation continue qui s'adapte au fur et à mesure de l'actualité ainsi qu'aux nouveaux questionnements qui peuvent émerger de part des professionnels de santé et des citoyens afin de faire face au mieux aux besoins d'un chacun en matière d'information.

Pour redynamiser la campagne de vaccination, les « Facebook Live » organisés par la Direction de la santé ont été repris en octobre, auxquels se sont joints notamment des experts externes. Des actions d'information et de sensibilisation sont en cours de préparation avec des acteurs issus du milieu de la santé, les partenaires sociaux ainsi qu'avec des entreprises luxembourgeoises. Le programme « ambassadeurs de la vaccination » sera par ailleurs relancé sous peu. En outre, des campagnes d'information visuelles (imprimées et en ligne) sensibilisent intensivement le public depuis plusieurs semaines déjà.

Question 5108 (18.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **aides au logement :**

De 15. September 2021 hunn ech an der parlamentarescher Fro 4967 de Logementsminister no Informatiounen zu den Aides au logement gefrot. Op d'Fro no der Unzuel un Dossieren, déi aktuell nach traitéiert ginn, huet de Minister keng Zuele genannt an auswäichend geäntwert:

„Zur Fro, wéi vill Dossieren aktuell nach traitéiert ginn, ass fir d'alleréischt ze bemierken, dass, fir eng finanziell staatlech Baihëllef kënnen auszebezuelen, muss kontrolléiert ginn, ob déi gesetzlech a reglementaire Bestëmmunge vum Demandeur erfëllt sinn. Den Temps de traitement vun den Demanden ass deemno net nëmmen ofhängeg vun de Prozesser am Service, mee och vun der Reaktivitéit vun den Demandeuren. Eng aussokräfteg Äntwert op d'Fro vum Här Deputéierten ass deemno net méiglech."

Am Staatsbudget 2022 an och a virege Budgete sinn d'Aides au logement op ronn 30 Milliounen Euro pro Joer festgesat ginn. Bei esou héije Subventioune muss de Ministère prezis Donnéeën hunn, fir d'Envergure an den Impakt vun dësen Hëllefen ze evaluéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi vill Dossieren, fir déi follgend Aiden, ginn aktuell nach traitéiert?

1. Subventions de loyer
2. Garantie locative
3. Prime de construction
4. Prime d'acquisition
5. Prime d'épargne
6. Complément de prime pour frais d'architecte et d'ingénieur-conseil
7. Aide pour aménagements spéciaux pour personnes handicapées physiques
8. Prime d'amélioration
9. Subvention d'intérêt
10. Bonification d'intérêt.

2. Wat ass an der Moyenne d'Zäit, déi tëscht der Introduktioun/Reouverture vum Dossier a senger Clôture/dem Ausschëdde vun der Aide vergeet (opgelëscht pro Aide aus der virdrun ugefouerter Lëscht)?

Réponse (18.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Déi gefrote Statistike stelle sech follgendermoossen duer:

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5109 (18.10.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **taux des femmes représentant l'État dans les conseils d'administration :**

En vue de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans la prise de décision économique, le Gouvernement s'était engagé à augmenter le taux des femmes représentant l'État dans les conseils d'administration des établissements publics et dans des sociétés dans lesquelles l'État détient des parts à 40 %.

En ce qui concerne les conseils d'administration des établissements publics, cet objectif est d'ores et déjà atteint depuis 2018. Ainsi, 41,19 % des mandats sont désormais occupés par des femmes comme l'indique le bilan intermédiaire publié en février.

Si cette évolution est encourageante, il s'avère que le taux global des femmes au sein des conseils d'administration des établissements publics ne se situe actuellement qu'à 34,99 %. Le Gouvernement souligne à juste titre que d'autres acteurs doivent également jouer un rôle dans ce contexte et invite les partenaires sociaux « à continuer à soutenir l'égalité femmes-hommes dans la prise de décision économique ».

En 2015, le Gouvernement a d'ailleurs lancé le « Female Board Pool », instrument qui devait permettre d'atteindre un meilleur équilibre entre femmes et hommes dans la prise de décision.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre estiment-ils qu'une approche volontaire permette de réaliser des progrès importants en ce qui concerne le taux global des femmes dans les conseils d'administration des établissements publics ?

- Une approche plus contraignante aurait-elle des mérites ? Dans l'affirmative, entendent-ils agir sur ce point ?

- Prévoient-ils prendre d'autres mesures en la matière ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

- Comment expliquent-ils l'évolution plus faible au niveau des sociétés ?

- Comment Madame la Ministre et Monsieur le Ministre évaluent-ils le « Female Board Pool » ?

Réponse commune (19.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le programme gouvernemental prévoit en effet que « [...] les efforts afin d'aboutir à une représentation de 40 % du sexe sous-représenté dans les conseils d'administration des établissements publics seront poursuivis. En ce qui concerne les nominations au sein de conseils d'administration d'entreprises privées que l'État peut effectuer en tant qu'actionnaire, il agira afin d'atteindre une représentation de 40 % du sexe sous-représenté ». Le Gouvernement suit la réalisation de ces objectifs de près et fait le point tous les six mois sur les chiffres y relatifs.

Le taux total des femmes dans les conseils d'administration des établissements publics est de 35,44 % au 30 juin 2021. Lors du premier recensement en date du 31 janvier 2015, le même taux était à 27,41 %, et il était à 34,99 % en date du 31 décembre 2020. Le taux des femmes représentant l'État dans ces conseils est actuellement de 40,67 % contre 30,34 % en date du 31 janvier 2015 et 41,19 % au 31 décembre 2020.

Ainsi, le pourcentage de femmes dans les conseils d'administration des établissements publics augmente progressivement, ce qui montre que les autres acteurs représentés dans les conseils d'administration des établissements publics nomment également plus de femmes.

Au niveau des sociétés de droit privé, le taux des femmes représentant l'État a considérablement changé, il est de 34,04 % au 30 juin 2021, contre 24,69 % au 31 janvier 2015 et 31,14 % au 31 décembre 2020. En ce qui concerne le taux de femmes représentant l'État dans les sociétés privées, on constate donc une augmentation significative de 3 % par rapport à décembre 2020.

Ces chiffres montrent qu'il y a eu un progrès substantiel, bien que des efforts supplémentaires restent nécessaires.

L'augmentation du pourcentage de femmes dans les conseils d'administration constitue une des 99 mesures du Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes que le Gouvernement a adopté en 2020.

Il convient en effet de situer cet objectif concret dans un contexte plus global d'une répartition équilibrée et équitable entre femmes et hommes des tâches et responsabilités dans tous les domaines de la vie.

C'est pourquoi, il est indispensable d'accompagner les efforts en faveur d'une égalité dans la prise de décision de stratégies connexes en matière de choix d'études, d'orientation professionnelle, de conciliation entre travail et vie privée et d'organisation de travail pour ne citer que ceux-ci.

Ce n'est que grâce à une action holistique que l'égalité de droit entre femmes et hommes pourra être une réalité de fait vécue au quotidien.

Question 5110 (19.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**extension du Lycée E. Steichen à Clervaux :**

Mir ass säitens der Elterevereenegung vum Clierfer Lycée gesot ginn, datt de Moment ronn 770 Schüler an dëser Schoul ausgebilt ginn, obwuel nëmme 720 Plaze virgesi sinn. An de leschte Joren ass d'Zuel vun de Schüler rasant gewuess, soudatt d'Raimlechkeete méi séier wéi ugeholl gefëllt goufen.

Et geet effektiv mat der aktueller Klassenzuel net duer, soudatt mëttlerweil an der Bibliothéik, am Gank, am Festsall oder an Deeler vun der Proffekonferenz muss Schoul gehale ginn. Viru ronn zwee Joer hat ech gefrot, ob de Ministère fir ëffentlech Aarbechten amgaang wier, um Ausbau vun dëser Schoul ze schaffen an et ass mer preziséiert ginn, datt een 2025 mat neie Gebaier kéint rechnen.

Dofir wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wou sinn d'Planunge fir de projezéierten Ausbau de Moment drun?

2. Wéini kéinten d'Bauaarbechten ufänken a wéi laang géifen dës daueren?

3. Gesäit de Ministère eventuell kuerzfristeg Léisunge vir, fir dem aktuelle Plazdefizit Meeschter ze ginn?

Réponse (16.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Momentan ass de Projet an der Phas vum Avant-projet détaillé.

ad 2. Fir de Fall dass d'Finanzéierungsgesetz fir den Ausbau vum Clierfer Lycée am Joer 2022 gestëmmt gëtt an d'Geneemegungen an d'Ausféierungspläng virleien, kéint de Chantier am Hierscht 2023 ufänken an géif bis an de Summer 2027 daueren.

ad 3. Et ass virgesinn, op dem aktuelle Parking vum Lycée eng temporär Struktur ze realiséieren, bis d'Extensioun vum Lycée fäerdeg ass.

Question 5111 (19.10.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Marc Spautz** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **forfait pour matériel d'incontinence :**

An hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 2663 vum 13. August 2020 betreffend engem Forfait fir Inkontinenzmaterial huet d'Regierung annoncéiert, datt de Ministère vun der sozialer Sécherheet déi zoustänneg Servicer beoptraagt huet, „eng Analys ze maachen, ob et am Respekt vun den Dispositioune vum Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet méiglech ass, eng Erweiderung vun der Prise en charge duerch d'Krankeversécherung ze maachen [...]".

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, ob dës Analys schonns ofgeschloss ass?

- Wa jo, wat ass d'Resultat vun dëser Analys?

- Wann nee, aus wéi engem Grond ass dës Analys bis dato nach net ofgeschloss a wéini gesäit d'Regierung vir, dës ze clôturéieren, wëssend datt dëst e wichtegt Theema duerstellt fir Leit, déi am Alldag op speziellt Material, wéi Wëndelen, ugewise sinn?

Réponse (08.11.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Déi urspréinglech Fro war, ob et kéint vun der Fleegeversécherung en charge geholl ginn. Déi Analys, déi deemools gemaach gouf, huet erginn, datt dëst net méiglech ass, well et de Kader vun der Fleegeversécherung depasséiert. Dofir sollt gekuckt ginn, ob et méiglech wär, datt d'Krankeversécherung dës Prestatioune kéint en charge huelen.

Déi Analys konnt awer nach net gemaach ginn, well d'Gesondheetskeess e puer gréisser Projeten um Lafen hat, wéi zum Beispill déi ganz Ëmsetzung vun der Digitalisatioun vun der Gesondheetskeess. An natierlech koum och e grousse Retard op wéinst der Covid-19-Pandemie.

Well et awer e wichtegt Theema ass, wäert d'Analys fir ze kucken, ob esou eng Erweiderung vun der Prise en charge duerch d'Krankeversécherung

méiglech ass, elo sou séier wéi méiglech nogeholl ginn.

Question 5112 (19.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19 :**

D'lescht Woch krut ech vun enger ganzer Rei Matbiergerinnen a Matbierger, déi schonn iwwert ee Schéma vaccinal complet verfügen, matgedeelt, dass si Invitatioune fir eng éischt Impfung erhalen hunn. Et ass souguer virkomm, dass Persounen iwwer 75 Joer direkt zwee Bréiwer kruten, ee fir eng éischt an ee fir eng drëtt Impfung. Dëst kann natierlech fir Verwirrung a Veronsécherung suergen an dës Bréiwer waren natierlech och mat engem gewësse Käschtepunkt verbonnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch erklären, firwat Biergerinnen a Bierger, déi iwwert ee Schéma vaccinal complet verfügen, eng weider Invitatioun fir eng éischt Impfung kruten? Wéi ass ze erklären, dass de Service un déi selwecht Persoune gläichzäiteg Invitatiounen erausgeschéckt huet fir eng éischt an eng drëtt Impfung? Mat wéi engen Donnéeë gouf hei geschafft a wisou hu se sech ënnerscheet?

2. Huet d'Santé d'Méiglechkeet, Persounen, déi komplett geimpft sinn, an hirer Datebank ze filteren a wa jo, wien huet Accès zu dësen Donnéeën?

Question 5122 (19.10.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19 :**

An de leschten Deeg hunn eng ganz Rei Leit uechter d'Land Invitatioune fir d'Covidimpfung kritt mam Opruff, sech impfen ze loossen, falls een dat nach net wier.

Virun dësem Hannergrond wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister follgend Froe stellen:

1. Firwat goufen dës Bréiwer verschéckt?

2. Weess d'Regierung net, wie geimpft ass resp. wien eemol a wien zweemol geimpft ass a wie mat wéi engem Vaccin geimpft ass?

3. Wann nee, op wéi enger Grondlag ginn d'Bréiwer fir déi drëtt Impfung erausgeschéckt resp. fir eng zweet Impfung, wann ee mam Johnson & Johnson Vaccin geimpft ass?

4. Wann d'Regierung déi Froe virdru mat jo konnt beäntweren, firwat verschéckt de Santésministère dann esou allgemeng an onkloer Invitatiounen, déi zu enger enormer Onsécherheet bei ville Leit féieren?

Question 5124 (20.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19 :**

An der Woch vum 11. bis de 15. Oktober 2021 krute vill Leit hei am Land ee Bréif vun der Regierung, an deem si opgefuerdert ginn, sech impfen ze loossen. An deem Bréif heescht et: „Sollt Dir nach net geimpft sinn, dann ass et elo esou einfach ewéi nach ni, dat nozehuelen." Dëse Bréif gouf allerdéngs net just un ongeimpft Mënsche geschéckt, mee och u Leit, déi scho geimpft sinn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Iwwer wéi eng Donnéeë verfüügt d'Regierung, wat d'Nimm vun de Leit ugeet, déi sech hei am Land bis elo géint Covid-19 impfe gelooss hunn? Wéi ginn dës Donnéeë benotzt?

2. U wéi eng Kategorië vu Leit ass dee genannte Bréif verschéckt ginn? Gouf dee Bréif och u Lëtzebuerger geschéckt, déi net hei am Land wunnen, bzw. u Frontalieren?

3. Verschidde Leit, déi dëse Bréif kritt hunn, hunn doropshin d'Helpline Santé ugeruff, déi um Bréif ernimmt ass, sinn awer net duerchkomm. Kann d'Regierung preziséieren, wéi vill Leit opgrond vun dësem Bréif een Impf-Rendez-vous iwwert dës Helpline ugefrot hunn? Gouf et Reklamatioune vu Leit, déi dëse Bréif an deem Sënn mëssverstanen hunn, datt si gemengt hunn, et wier ee Rappell, fir hir Impfung opzefrëschen (drëtt Dos)?

Réponse (22.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et si rezent dräi verschidde Bréiwer am Kader vun der Impfcampagne verschéckt ginn:

- eng Invitatioun fir d'Leit vu 75 Joer an driwwer fir eng drëtt Impfung,
- eng méi generell Invitatioun fir jiddereen iwwer 60 Joer, deen nach net geimpft ass, fir sech impfen ze loossen,
- eng Invitatioun fir d'Leit, déi eng éischt Impfung mam Impfstoff vu Janssen kruten, fir eng Opfrëschung ze maache mat engem mRNA-Vaccin.

Weil de Bréif fir d'Leit iwwer 60 Joer sech un déi Netgeimpften adresséiert a well d'Regierung awer keng Lëscht vun den Netgeimpften däerf hunn, war d'Santé gezwongen, de Bréif un all d'Leit, geimpft oder net geimpft, ze schécken op Basis vum Registre national des personnes physiques (RNPP), dat heescht un d'Residenten. Dëst ass sécher ëmständlech a kann och vereenzelt een Doute ausléisen, ob et sech hei ëm eng Invitatioun fir eng drëtt Impfung handelt, mee et war dem Gesondheetsministère do wichteg, keen Zweiwel opkommen ze loossen, dass d'Santé wierklech keng esou eng Lëscht etabléiert, an domat och strikt den Exigenze vun der Chamber a puncto Dateschutz Rechenschaft ze droen.

De Bréif fir déi drëtt Impfung ass un d'Leit vu 75 Joer an driwwer geschéckt ginn op Basis vun den Impfdonnéen, déi d'Santé huet fir Residenten a Frontalieren, konform zum Artikel 10 vum Covid-19 Gesetz, deen explizitt am Alinea 1 Punkt 1° („garantir aux citoyens l'accès aux soins et aux moyens de protection contre la maladie Covid-19") d'Finalitéit vum Traitement des données virgesäit. Et war an deem Sënn hei essenziell, de Leit, déi schonns zwou Impfungen haten, selektiv déi drëtt unzebidden, fir eng optimal Protektioun virun der Krankheet ze erreechen. Déi selwecht Prinzippie gëlle fir de Bréif, deen un d'Leit gaangen ass, déi eng éischt Impfung Janssen kritt hunn.

Allkéiers, wann esou ee Courrier un de Public erausgaangen ass, krut d'Helpline den Dag selwer an an deenen Deeg duerno eng ganz Rei Uriff. Dëst war och dës Kéier de Fall an dofir ass dunn och kuerzfristeg d'Personal bei der Helpline opgestockt ginn. Et gëtt awer keng genau Statistiken, wéi vill Leit via d'Helpline en Impf-Rendez-vous op Basis vun de verschiddene Bréiwer geholl hunn, an zwar aus follgende Grënn:

- Et ginn nach ëmmer Leit, déi weiderhi Rendez-vousen huelen, an dëst wäert och iwwert déi nächst Wochen de Fall bleiwen,

- Net all Persoun, déi urifft, seet kloer, dass de Wonsch, fir e Rendez-vous ze froen, ausgeléist ginn ass, well si e Bréif krut, vill Leit maachen dat och spontan,

- Et kann een och ouni Rendez-vous an een Impfzentrum goen,

- D'Leit hunn och d'Méiglechkeet, bei d'Hausdokteren ze goen, an do ginn d'Rendez-vousen direkt vun den Doktere geréiert an net iwwert d'Helpline.

Et ass dofir schwéier, den direkten Impakt vun de Bréiwer via d'Appeller op der Helpline ze moossen.

Question 5113 (19.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **magazine « CO_2OL - Zesumme fir e gutt Klima » :**

Dëse Mount hunn d'Ministèrë fir Energie an Ëmwelt een éischte Klimamagazine publizéiert. Ënnert dem Numm „CO_2OL - Zesumme fir e gutt Klima" gouf dësen un d'Stéit zu Lëtzebuerg verdeelt. Am Magazine heescht et, „d'Format, d'Gewiicht an d'Säitenzuel stinn optimal am Verhältnis, de Grammage vum Pabeier ass extreem liicht a selbstverständlech e Maximum zertifiéiert mat engem CO_2-Foussofdrock vu 86 CO_2 g/kg Pabeier".

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi héich war d'Oplag vun der éischter Editioun vum Magazine?

2. Wéi vill Kilo Pabeier sinn am Kader vun der Hierstellung vum Magazine verschafft ginn?

3. Wéi vill Kilogramm CO_2 goufen duerch d'Hierstellung, d'Material an de Versand vun dësem Magazine produzéiert?

Réponse commune (23.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Déi éischt Oplag vum CO_2OL-Magazine louch bei 264.032 Exemplairen. Dorënner fält den Direct Mailing vun der Post un all d'Haushalter vum Land, ewéi och d'Exemplairë fir déi zoustänneg Ministèren, Déngschtleeschter an d'Archive vun der Nationalbibliothéik.

ad 2. Et goufe fir déi éischt Oplag vum CO_2OL-Magazine insgesamt 42.949 kg Pabeier fir d'Bannesäite verschafft. D'Coversäiten hunn zousätzlech 4.543 Kilo u Pabeier an Usproch geholl. De Gesamtvolume louch insgesamt bei 47,5 Tonne Pabeier, wat fir eng flächendeckend Publikatioun vu 64 Säiten e ganz kompetitive Wäert ass.

ad 3. D'Fro vum honorabelen Deputéierten no der Klimabilanz vum Magazine ass eng gutt a wichteg Fro, fir déi och de Stat am Virfeld vun der Produktioun Äntwerten a Form vun engem nuancéierte Rapport gefrot huet. Eng standardiséiert Berechnung an Erfaassung vum Klimafoussofdrock ass nämlech e wichtege Baustee fir eng transparent Bewäertung vu klimafrëndleche Léisungen an doweinst onerlässlech fir d'Erreeche vun eisen nationale Klimareduktiounsziler.

Aktuell ass et awer esou, dass nach net all d'Acteuren an d'Betriber an all Liwwerkette genau kënnen aussoen, wéi vill CO_2 si am Kader vun enger bestëmmter Aktivitéit verbrauchen. Dofir gouf fir de CO_2OL-Magazine geziilt mat Déngschtleeschter zesummegeschafft, déi Opschloss iwwert d'Klimaperformanz vum Magazine konnte ginn, och wa bis haut nach keen eenheetleche Standard fir d'Berechne vun den Emissiounen existéiert.

D'Donnéeën, déi fir dës éischt Produktioun vum CO_2OL-Magazine virleien, ëmfaassen zunächst d'Beschafung vum Material, inklusiv d'Fälle vun de Beem an d'Verschaffe vun der Matière première, wéi och d'Produktioun vum Magazine selwer an der Dréckerei, fir déi insgesamt 16.914 kg un CO_2-Ausstouss verbucht goufen. D'Dréckerei huet sech am Kader vum Unhuele vum Optrag fir d'Produktioun vum Magazine des Weidere verflicht, geziilt an Effizienz- an Nohaltegkeetsmesuren ze investéieren. Am Kader vum Direct Mailing vun der Post sinn zousätzlech 4.253,02 kg CO_2 ugefall.

D'Leit vun der Agence, déi um CO_2OL-Magazine geschafft huet, sinn zu ronn 80 % mam Vëlo, mam Bus oder zu Fouss op d'Aarbecht komm. Déi grouss Majoritéit vun de Meetinge sinn iwwer Videokonferenze gemaach ginn, fir onnéideg Trajeten ze evitéieren. D'Niddregenergiegebai, an deem d'Agence schafft, benotzt grénge Stroum, mat engem Gesamtverbrauch vun 836,31 kg CO_2 pro Joer, déi dann an e Kompensatiounsprogramm afléissen. D'Raimlechkeete sinn des Weideren un e Nahwärmenetz ugebonnen a verfügen iwwert e Puits canadien, wat den Energieverbrauch zousätzlech erofschrauft. Fir d'Koordinatiouns-, d'Redaktiouns- an d'Designaarbechte ronderëm de Magazine falen netto deemno just nach 64 kg zousätzlech un CO_2-Emissiounen un.

Am Gesamtbild ergëtt de Bilan vun der éischter Editioun soumat e Klimafoussofdrock vun 21.231,02 kg CO_2.

Question 5114 (19.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**utilisation de listes informant sur le statut de la vaccination dans l'enseignement secondaire :**

Persounen, déi géint de Covid-19 geimpft sinn, mussen - anescht wéi Leit, déi nach net geimpft sinn - net an eng Quarantän goen, nodeems si e Kontakt mat enger Persoun haten, déi positiv getest ginn ass.

Am Secondaire, wou eng Rei vun de Schüler scho geimpft sinn, mee och ganz vill aner Schüler nach net, bedeit dat, dass bei positive Fäll an der Klass, verschidde Kanner a Quarantän ginn an anerer net.

Fir dem Léierpersonal ze hëllefen, am Infektiounsfall den Iwwerbléck ze behalen a sécherzestellen, dass och all netgeimpfte Kand a Quarantän geet, sollen d'Enseignanten, mengen Informatiounen, no Lëschte kréien, op deenen den Impfstatus vun de Kanner aus der Klass vermierkt ass. Dës Lëschte sollen, soubal d'Infektiounsketten nees ënner Kontroll ass an all d'Kanner nees an d'Schoul dierfen, vum Enseignant vernicht, voire „vergiess" ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass Lëschte mam Impfstatus vu Schüler un Enseignanten erausgaange sinn?

2. Op wéi enger legaler Basis ginn hei déi medezinnesch Date vu Mannerjärege weiderginn an traitéiert?

Réponse commune (22.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Impfstatus vun enger Persoun ass laut Gesetz nëmmen den Autorités sanitaires bekannt. An de Schoulen dierfe keng Lëschte gefouert ginn, déi den Impfstatus vu Schüler renseignéieren.

Mir bieden den honorabelen Deputéierten, eis d'Informatioune weiderzeleeden, déi him doriwwer schénge virzeleien, soudatt eis Servicer deene Fäll kënnen nogoen.

Question 5115 (19.10.2021) de **MM. François Benoy** et **Carlo Back** *(déi gréng)* concernant les **lignes RGTR circulant dans le quartier du Limpertsberg :**

La crise sanitaire a accéléré les réflexions et les initiatives autour d'un urbanisme plus humain et durable. L'installation de terrasses temporaires et de pistes cyclables pop-up a montré que l'espace en ville peut être redistribué en faveur des commerces locaux, de la convivialité et de la mobilité douce.

Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, l'échevin responsable de la mobilité de la Ville de Luxembourg s'indigne que le nombre important de bus RGTR (transport scolaire) circulant dans le quartier du Limpertsberg rendrait impossible l'apaisement du trafic dans l'avenue Pasteur.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de bus RGTR circulent quotidiennement dans le quartier du Limpertsberg ?

2) Quelles ont été les propositions faites par Monsieur le Ministre afin de réduire le nombre de bus RGTR circulant dans le quartier du Limpertsberg ?

3) Quelles solutions seraient envisageables à court terme et à moyen terme afin de réduire le nombre de bus RGTR circulant dans ledit quartier ?

Réponse (22.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le service RGTR assure quotidiennement la desserte du Campus Limpertsberg avec 130 courses scolaires dont 27 courses navettes ne circulant que sur le territoire de la ville de Luxembourg. La plage horaire entre 07 h 00 et 08 h 00 du matin étant la plus chargée avec 55 courses scolaires.

ad 2) Le département de la mobilité a effectué une évaluation de l'évolution des dix derniers ans, au cours desquels il a analysé à plusieurs reprises la situation des lignes scolaires au Limpertsberg. C'est surtout lors des préparations du chantier Hamilius (2014-15) et de la mise en service du tram au Kirchberg vers le centre-ville (2016-17) que les itinéraires des bus scolaires au quartier Limpertsberg ont été analysés. Plusieurs scénarios avaient notamment été étudiés:

- organiser un changement de véhicule (Umstieg) entre les lignes scolaires et des navettes desservant les lycées situés au nord du Limpertsberg. Vu la haute occupation des lignes scolaires en provenance de la région, cette démarche n'aurait cependant pas réduit le nombre de bus circulant dans le quartier, raison pour laquelle cette option n'a pas été retenue ;
- adapter les horaires scolaires en décalant le début des cours d'une heure entre différents groupes de lycées, ce qui aurait permis la réduction du nombre de bus par heure à la moitié, dans le meilleur des cas. Ce scénario n'a pas connu de suite favorable au vu de l'opposition du Ministère de l'Éducation et de la Jeunesse ainsi que des directions des lycées concernés, et a été motivé par la complexité de l'organisation scolaire ;
- dans le contexte de l'arrivée du tram au Limpertsberg/Glacis, il a été étudié de redistribuer les flux scolaires des lignes scolaires vers le tram. Cette décision aurait causé un flux considérable d'élèves rejoignant leurs lycées à pied. Ce scénario n'a pas été retenu étant donné que la Ville de Luxembourg s'y opposait ;
- dans plusieurs scénarios, la possibilité consistant à planifier le retour des lignes de bus de la gare de bus près du Lycée Michel Lucius et le centre en empruntant la rue de la Faïencerie a été discutée, ensemble avec les responsables de la Ville de Luxembourg. Or, ce scénario n'était pas accepté par la Ville de Luxembourg.

ad 3) En modifiant légèrement le tracé et la desserte de la gare routière au niveau du Lycée Technique du Centre et en adaptant le gabarit des avenues Joseph Sax et Victor Hugo (p. ex. réduction du nombre des emplacements parking), il est envisageable de réduire, voire mettre à zéro, à court terme le trafic RGTR dans l'avenue Pasteur.

Reste à préciser qu'à chaque rentrée scolaire, le service RGTR effectue des comptages afin d'optimiser et de réduire le nombre de courses scolaires desservant le Limpertsberg.

Question 5116 (19.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant la **réouverture des casemates :**

D'Kasematten an der Stad si säit iwwer engem Joer zou. En offiziellen Datum, wéini si rëm opginn, ass zurzäit net bekannt. Bei de Kasematten handelt et sech ëm eng vun deene wichtegsten touristeschen Attraktioune vun der Stad an dem Lëtzebuerger Land. Entspriechend negativ wierkt dës Decisioun sech op d'Betriber aus deem Beräich aus, déi schonn duerch déi rezent Covidpandemie héich Aboussen hu missen erleiden, notamment den Horeca-Secteur.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun motivéiert, d'Kasematten sou laang zouzeloossen? Spille sécherheetstechnesch Bedenken eng Roll? Wa jo, wéi eng?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi en Afloss déi rezent Covidpandemie op dës Decisioun hat?

3. Wéi een Datum gëtt aktuell envisagéiert, fir d'Kasematte rëm opzemaachen?

4. Gesäit d'Regierung et am Kader vun der Politik vum „Nation Branding" als opportun, den ëffent-

lechen Zougang zu sou engem wichtegen a representative Kulturgutt vun eisem Land iwwert sou e laangen Zäitraum ze spären?

Réponse commune (22.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

Opgrond vu Revalorisatiounsaarbechten an neie Sécherheetsmesurë goufen d'Bock-Kasematten an d'Kasematte vun der Bastioun Beck fir de Public zougemaach. Am Laf vun enger Visitt am Mäerz 2021 gouf festgestallt, datt verschidde Gardecorpse bei der Sortie vun de Kasematte vun der Péitruss net méi konform zu de Sécherheetsnorme sinn. D'Administration des ponts et chaussées ass doropshi beoptraagt ginn, d'Rampen a Gardecorpsen ze realiséieren, déi den neiste Sécherheetsnormen an och de Recommandatioune vum Comité de gestion Unesco Site Management entspriechen. Weider Aarbechte betreffen d'Installatioun vun Equipementer an Aarbechten um elektresche Reseau souwéi un de Schlässer.

Et ass virgesinn, dës Aarbechte bis zum Ufank vun der Tourismussaison 2022 ofzeschléissen an d'Kasematten dann nees fir de Public opzemaachen.

D'Fermeture vun de Bock-Kasematten an de Kasematte vun der Bastioun Beck stinn deemno a kengem Zesummenhang mat der Covid-19-Pandemie.

Et ass ni e gudden Zäitpunkt, fir e Kulturgutt wéinst Aarbechten zouzemaachen, mee d'Sécherheet vun de Visiteuren huet Virrang an et ass wichteg, hinnen optimal Konditiounen ze bidden, fir datt hir Visitt souwuel memorabel ass, wéi och alle Sécherheetsnormen entsprécht.

Question 5117 (19.10.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**imposition des revenus issus de la location de courte durée à travers des plateformes en ligne :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1449 du 7 novembre 2019, Monsieur le Ministre précise qu'« au regard de la loi fiscale, et de manière générale, afin de déterminer si un revenu net en provenance de la location de biens est imposable comme revenu net provenant de la location de biens au sens de l'article 98 U.R. ou comme bénéfice commercial au sens de l'article 14 L.I.R., il est nécessaire d'apprécier, à la lumière de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce et des critères de l'article 14, numéro 1» U.R. (cités ci-dessus), si la location en question relève de la gestion normale du patrimoine privé du contribuable, auquel cas le revenu est à imposer comme revenu net en provenance de la location de biens, ou si elle relève d'une activité commerciale du contribuable, auquel cas il y a imposition comme bénéfice commercial ».

Par ailleurs, Monsieur le Ministre explique que le ministère mène notamment des réflexions « sur comment adapter le système fiscal actuel afin de garantir une situation équitable pour toute activité de location, qu'elle soit effectuée par intermédiaire d'une plateforme comme Airbnb, ou par contrat de bail classique ».

De plus, il y est précisé que l'analyse porte aussi sur « la possibilité de moderniser le droit fiscal luxembourgeois pour tenir compte au mieux des spécificités de l'économie digitale et en particulier de l'utilisation de plateformes ».

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Sur la base de quels critères précis l'Administration des contributions directes (ACD) décide-t-elle si une location est à considérer comme relevant de la gestion normale du patrimoine privé du contribuable ou alors comme une activité commerciale ? À défaut de tels critères précis, Monsieur le Ministre envisage-t-il définir de tels critères et, si oui, endéans quel délai ?

2) Quel est l'état d'avancement des réflexions susmentionnées ayant comme but de « garantir une situation équitable pour toute activité de location » et de « moderniser le droit fiscal luxembourgeois pour tenir compte au mieux des spécificités de l'économie digitale et en particulier de l'utilisation de plateformes » ? Dans ce contexte, quelles sont les mesures concrètes que Monsieur le Ministre envisage mettre en œuvre et endéans quel délai ?

3) Tenant en compte qu'il n'existe pas de base de données centralisée renseignant sur les logements loués à travers des plateformes comme celle mentionnée ci-dessus, quels sont les moyens qui se trouvent à disposition de l'ACD pour faire en sorte que les revenus issus de telles locations soient effectivement imposés ?

Réponse (25.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés demandent des renseignements quant à l'imposition des revenus issus de la location de courte durée à travers des plateformes en ligne, et s'interrogent sur la base de quels critères une location est à considérer comme relevant de la gestion normale du patrimoine privé du contribuable ou alors comme une activité commerciale.

Dans le chef d'un contribuable personne physique, l'activité de location d'un bien est souvent réalisée dans le cadre de la gestion du patrimoine privé de ce contribuable et, partant, rentre du point de vue fiscal dans la catégorie du revenu provenant de la location de biens, conformément à l'article 98 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (ci-après « L.I.R. »).

En revanche, est à considérer comme bénéfice commercial au sens de l'article 14 L.I.R., le revenu provenant d'une activité indépendante à but de lucre exercée de manière permanente et constituant une participation à la vie économique générale. Il en résulte qu'il y a lieu d'apprécier en fonction des circonstances factuelles de chaque cas d'espèce si les quatre critères fournis par l'article 14 L.I.R. sont remplis, auquel cas le revenu de location est à imposer comme bénéfice commercial.

La transposition en droit luxembourgeois de la directive (UE) 2021/514 du 22 mars 2021 UE (communément appelée « DAC 7 ») et dont les travaux sont en cours, permettra de garantir une situation équitable pour toutes les activités de location, en tenant compte des spécificités de l'économie digitale et en particulier de l'utilisation de plateformes en ligne.

En effet, cette directive met notamment en place un échange automatique des informations sur les recettes générées par les bailleurs sur les plateformes numériques, que la plateforme soit située ou non au sein de l'Union européenne.

Ces informations permettront à l'Administration des contributions directes de mieux contrôler la déclaration des revenus de location réalisés à travers des plateformes en ligne.

Question 5118 (19.10.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant l'**encadrement des plateformes de l'économie dite « de partage » :**

Notons d'abord que selon l'accord de coalition du Gouvernement, « un cadre juridique clair pour les nouveaux modèles d'affaires de l'économie du partage (par exemple Uber, Airbnb) sera créé, afin d'éviter la concurrence déloyale pour les entreprises traditionnelles [...] ».

Au cours de la dernière décennie, des plateformes de location de biens immobiliers comme celle citée dans l'accord de coalition, qui permettent notamment la location de courte durée à des fins touristiques, se sont imposées sur le marché. Aujourd'hui, la ville de Luxembourg compte à elle seule plusieurs centaines d'annonces de logements sur ladite plateforme.

Dans la réponse à ma question parlementaire n° 1711 du 14 janvier 2020, Messieurs les Ministres ont indiqué que des travaux préparatoires seraient en cours afin de trancher si l'activité de louer des biens immobiliers à travers cette plateforme constituait une activité commerciale/professionnelle et sous quelles conditions ce type d'activité devrait faire l'objet d'une réglementation. Dans la réponse à la question parlementaire n° 1464 du 11 novembre 2019, il avait déjà été annoncé que le Ministère de l'Économie était en train de définir des critères afin de déterminer sous quelles conditions la location à travers cette plateforme constitue une activité professionnelle.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, de Monsieur le Ministre des Classes moyennes et de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quel est l'état d'avancement des travaux susmentionnés ? Endéans quel délai les travaux seront-ils achevés ? Quels sont le cas échéant les critères qui ont d'ores et déjà été retenus ?

2) Quelles sont le cas échéant les implications pratiques découlant de ces critères, notamment concernant la nécessité d'obtenir une autorisation d'établissement pour exercer une activité commerciale ?

3) Dans quelle mesure les ministres envisagent-ils englober les communes dans les réflexions menées autour d'une meilleure réglementation des plateformes susmentionnées, vu qu'elles sont également concernées par ces activités de location à courte durée dans leurs zones résidentielles ?

Réponse commune (24.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

La réforme du droit d'établissement prend en compte l'évolution de l'activité d'hébergement qui tend à se distinguer des autres professions de l'Horeca avec l'apparition des plateformes Internet telles que Airbnb permettant la mise à disposition rétribuée d'une unité de location meublée. La mesure n'a pas pour but d'intervenir dans le choix du modèle économique des plateformes de location, mais de faire rentrer leur activité dans le droit d'établissement.

Au stade d'avancement actuel, le projet de réforme se veut pragmatique en prenant en compte d'un côté la liberté de louer occasionnellement un logement privé dans l'esprit du modèle de la « sharing economy » et en tenant compte de l'autre côté de la nécessité de réguler toute activité finissant par s'apparenter à de l'activité d'exploitation d'un établissement d'hébergement.

Divers critères tels que le nombre de nuitées sur une période donnée en fonction du nombre d'unités de location aux mains d'un même propriétaire sont des éléments retenant l'intérêt de la Direction générale des classes moyennes afin de faire rentrer ce type d'exploitations, lorsqu'elles deviennent habituelles auprès d'une personne, dans le cadre des activités Horeca traditionnelles telles qu'elles sont actuellement règlementées en droit d'établissement.

Au niveau européen, la Commission européenne vient de lancer une initiative concernant la location d'hébergement à courte durée. D'après les informations actuellement disponibles, une telle initiative législative viserait à garantir des conditions de concurrence équitables pour tous les prestataires de services d'hébergement par la mise en place de règles uniformes, claires et simples dans l'ensemble de l'UE, tout en aidant les autorités publiques à défendre des objectifs d'intérêt public.

À l'heure actuelle, une consultation publique est ouverte pour toute partie intéressée, et ce encore jusqu'au 13 décembre 2021.

Le Luxembourg, soucieux du risque de fragmentation juridique découlant aujourd'hui de l'absence d'une approche commune au sein du marché intérieur et plaidant depuis plus de cinq ans pour une solution européenne à cette question, se félicite de cette initiative de la Commission.

Question 5121 (19.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**évaluation des subsides payés pour installations photovoltaïques :**

Am Artikel „Neue Impulse für die Fotovoltaik", deen de 5. Oktober am „Tageblatt" publizéiert gouf, heescht et, datt d'Regierung op den Dag vum 1. Januar réckwierkend nei Steierkreditter fir Photovoltaikanlagen erlooss huet, andeems de Fräibetrag vu 4 kWp op 10 kWp ugehuewe gouf. D'„Tageblatt" schreift weider, datt d'Regierung mat dëser Decisioun op den technologesche Fortschrëtt an deem genannte Beräich vun der Energieindustrie wëllt reagéieren.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi vill de Staat an de Joren 2010 bis 2020 direkt fir Subside vu Photovoltaikanlagen ausbezuelt huet? Wéi verdeelen déi Suen sech op privat Stéit, op Entreprisen an aner ëffentlech Institutiounen, zum Beispill Gemengen?

2. Ginn d'Subside just ausbezuelt fir d'Installatiounskäschten oder och fir d'Ënnerhaltskäschten ze droen?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi sech den duerchschnëttleche Wierkungsgrad vun de Photovoltaikanlage vu private Stéit an de Joren 2010 bis 2020 entwéckelt huet? Kann den Här Minister déi nämmlecht Zuele fir Anlagen, déi vu privaten Entreprisen an ëffentlechen Institutioune bedriwwe ginn, presentéieren?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, zu wéi engem Präis déi an de Froe virdru genannten Ubidder de Stroum an d'Netz aspeise kënnen a wéi de Maartpräis an dësen Dispositioune berücksichtegt gëtt?

5. Kënnen d'Empfänger vu Subsiden och vun Ufank u vun deenen uewe genannte Steierkreditter profitéieren oder mussen dës fir d'éischt zeréckbezuelt ginn?

6. Ënnert wéi eng Steierdispositioune fält Stroum, dee souwuel privat produzéiert wéi och verbraucht gëtt?

7. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4789 huet den Här Minister eng ganz informativ Tabell presentéiert, déi regruppéiert, wéi sech déi eenzel Komponente vum Stroumpräis fir de Lëtzebuerger Verbraucher zesummesetzen. Deemno bezilt de Konsument 3,63 Eurocent pro kWh Stroum u Kontributioun fir erneierbar Energien. An deem Sënn géif ech den Här Minister nach gär froen, wéi eng kWh Stroum aus Photovoltaikanlagen sech ënner Berücksichtegung vu sämtleche Käschten (Installatioun, Netzënnerhalt ...) am Staatsbudget néierschléit? Kéint den Här Minister idealerweis de Vergläich vun den nämmlechte Käschte fir all kWh Stroum presentéieren, déi aus enger anerer Energieform wéi der Photovoltaik gewonne gëtt?

Réponse commune (01.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Am Kader vun der PrimeHouse bezilt de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung direkt Subside fir d'Opriichte vu Photovoltaikanlagen an dat zum allergréissten Deel u privat Stéit an un Entreprisë fir Anlage vun enger Leeschtung vu bis zu 30 kW.

D'Subsiden, déi vun dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ausbezuelt ginn, deelen sech follgendermoossen op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Des Weideren huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung sech mat follgende Subside fir Photovoltaikanlage vu Gemengen a Gemengesyndikater engagéiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Et gi prinzipiell zwou Zorte vun Hëllefsstellungen: Engersäits finanziell Investitiounshëllefen, déi 20 % vun der Investitioun, mat engem Plaffong vu 500 € pro kW, a maximal Leeschtung vun 30 kW, ofdecken. Op där anerer Säit ginn et nach operativ Hëllefen, déi wärend 15 Joer bezuelt ginn an de produzéierten erneierbaren iwwert déi sougenannten Aspeisetariffer vergüten, dëst fir Anlage mat enger Leeschtung vu bis zu 200 kW (Kooperative bis 500 kW). Fir Anlagen iwwert dem Leeschtungswäert vun 200 kW gëtt et eng national Ausschreiwung, bei deenen déi Anlage matmaache kënnen, fir eng operativ Hëllef ze kréien.

Déi direkt Subsiden, déi de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ausbezilt, bezéien sech just op d'Installatiounskäschten.

ad 3. De Wierkungsgrad ass ofhängeg vun de Modüller, Neigung vun de Modüller, Sonnenastralung, Ausriichtung vun de Modüller, Afloss vum Wieselriichter etc. ... Fir den duerchschnëttleche Wierkungsgrad iwwert déi Period kënnen ze ermëttelen, misst een déi uewe genannte Parameeter an d'Rechnung ophuelen. D'Kapazitéit vun de Modüller, d'Leeschtung pro Modüll hunn sech säit 2020 quasi verduebelt, an d'Effizienz vum Wieselriichter ass an där Period ëm ronn 20 % geklommen.

Den Ament stinn op 37 Gebaier, déi vun der Administration des bâtiments publics geréiert ginn, Photovoltaikanlagen. Eng Opdeelung am Beräich vu privaten Haushalter an Entreprisë gëtt et net.

ad 4. Den Aspeisetarif gëtt opgrond vun der Nennleeschtung vun enger Anlag an opgrond vum Aspeisejoer ermëttelt. Déi Tariffer sinn am „règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables" festgeluecht. Fir 2021 läit den Tarif fir Anlage bis 10 kW bei 0,1552 €/kWh a fir Anlagen iwwer 10 a bis 30 kW bei 0,1458 €/kWh.

De Maartpräis kënnt bei gréissere Photovoltaikanlagen, also ab enger Leeschtung vun 200 kW an d'Spill. Am Cahier des charges vun den Ausschreiwungen ass ee „contrat de prime de marché" virgesinn. Den Anlagebedreiwer muss sech selwer ee sougenannten Direktvermarkter sichen, dee fir hien de produzéierte Stroum um Maart ënnerbréngt. De Reseausbedreiwer bezilt dem Anlagebedreiwer dann nach déi eventuell Differenz tëschent dem Referenzpräis, deen d'Anlag iwwer 15 Joer garantéiert huet, an dem Maartpräis vum Stroum.

ad 5. Et ass drop hinzeweisen, datt et sech net ëm nei Steierkreditter handelt, mee ëm eng Sonderreegelung fir Leit, déi eng kleng Anlag vu bis zu maximal 10 kWcrête bedreiwen. An deene Fäll generéiert de Bedreiwer kee Bénéfice commercial a muss duerfir dësen och net deklaréieren. Déi aktualiséiert Circulaire vun der Steierverwaltung huet deen ale Betrag vu 4 kWcrête op 10 kWcrête erhéicht an ass applikabel ab dem Steierjoer 2021.

ad 6. Et ginn zwee steierrechtlech Voleten (TVA a Stroumsteier).

Op dem verbrauchte Stroum gëtt eng TVA vun 8 % erhuewen. Wann de produzéierte Stroum vum Endclient selwer verbraucht oder innerhalb vun enger Energiegemeinschaft gedeelt gëtt, fält déi TVA ewech.

D'Stroumsteier fält op all Consommatioun vu Stroum un a läit bei Haushaltscliente bei 0,1 ct€/kWh. Bei selwer produzéiertem a consméiertem erneierbarem Stroum gëtt et eng Ausnam fir Anlagen, déi net méi wéi 100 Kilowatt Leeschtung

hunn oder d'Zomm vun den eegeverbrauchte Mengen ënner 1.000 MWh läit. Bei dësen Anlage fält keng Stroumsteier un.

ad 7. Am Rapport iwwert de „mécanisme de compensation" vum nationale Regulateur (Institut luxembourgeois de régulation (ILR)) vun 2020, si follgend Nettokäschte fir déi eenzel Technologien opgelëscht.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Gesamtkäschte vum „mécanisme de compensation" beinhalten nieft de Käschte vun der Produktioun vun erneierbarem Stroum, d'Käschte vun der Produktioun vu Stroum op Basis vun héicheffizienter Gascogeneratioun an déi verschidde Primmen, déi bei den erneierbare Stroumproduktiounen ufalen, wéi d'Wärmeprämie an de Güllebonus. D'Gesamtnettokäschte vum Mechanismus (no Ofzuch vun dem Marchéspräis vun de produzéierten erneierbaren Energien) louchen 2020 bei ronn 120 Milliounen Euro. Den Detail kann een um Internetsite vum ILR noliesen.

Fir dës Nettokäschten ze decken, mussen d'Stroumkonsumenten eng Kontributioun bezuelen an och de Staat ka selwer eng Kontributioun bäileeën, déi vu Joer zu Joer evaluéiert gëtt.

D'Kontributioun vum Staat fir 2020 louch bei 68,2 Milliounen Euro.

Question 5126 (20.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **mesures de sécurité autour d'une manifestation de miniers polonais devant la Cour de justice de l'Union européenne :**

Wéi aus Sécherheetskreesser ze héieren ass, bereet d'Police sech fir e Freideg den 22. Oktober massiv op eng grouss Manifestatioun vu polnesche Kueleminnenaarbechter virum Gebai vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchbierg vir, well dësen iwwert eng potenziell Schléissung vun hirer Aarbechtsplaz muss decidéieren. No mengen Informatioune befënnt d'Police sech an héijer Alarmbereetschaft, well si fir de Fall, datt d'Urteel net am Sënn vun den Interesse vun de genannten Aarbechter ausfält, mat sozialen Onroue rechent.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren? Wa jo, wéi reagéiert hien dorop?

2. Steet d'Police hei am Austausch mat de polneschen Autoritéiten, fir eventuell problematesch Eenzelpersounen am Virfeld ze identifizéieren?

3. Verfüügt d'Police iwwer genuch Personal, fir dës Manifestatioun ze encadréieren a gläichzäiteg hiren aneren Aufgaben nozegoen? Wann net, gouf Ënnerstëtzung aus dem Ausland ugefrot?

Réponse (08.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Déi polnesch Kueleminnenaarbechter hu géint een Urteel protestéiert, dat den Europäesche Geriichtshaff scho geholl hat. Am Virfeld vun där Manifestatioun war de Minister a reegelméissegem Austausch mat den zoustännege Policeautoritéiten, fir sech e Bild iwwert d'Virbereedunge kënnen ze maachen. Dank där virbildlecher Planifikatioun ass déi ganz Manifestatioun friddlech a roueg verlaf.

ad 2. D'Police war am Austausch mam Organisateur an de polneschen Autoritéiten, fir am Virfeld all méiglech Erkenntnisser ze gewannen, dorënner och Informatiounen zu de méigleche Sécherheetsrisiken.

ad 3. Fir souwuel d'Manifestatioun kënnen ze encadréieren, wéi och deenen aneren Aufgaben nozekommen, ass bei de belsche Kolleegen Ënnerstëtzung gefrot ginn am Kontext vun der Ofsécherung vum Perimeter ronderëm den Europäesche Geriichtshaff. Dëst ass eng gängeg a generell Praxis, déi duerch de Benelux-Traité am Kader vun der Coopération policière méiglech ass.

Question 5127 (20.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**augmentation des accises sur l'électricité :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 4462) huet de Mobilitéitsminister mir d'staatlech Recetten duergeluecht, déi duerch d'Aktivitéiten op den Tankstellen op den Aires de services zu Lëtzebuerg ageholl ginn. Esou huet de Staat an deene leschte fënnef Joer, laut Minister, bal 350 Milliounen Euro u Recetten ageholl. 83,6 % dovu waren Ofgabe vum Carburant. Wann d'Elektromobilitéit lues a lues de Verbrennungsmotor ersetzt, da wäerten och dës Steierrecettë mat der Zäit erofgoen, wëssend, dass d'Elektromobilitéit een onersetzleche Baustee vun eiser nationaler Klimapolitik ass.

Am Kader vun enger Diskussiounsronn, déi vum Automobilclub organiséiert gouf, huet de Minister, laut RTL, Follgendes erkläert:

„Op de Cent genee kéint hien de Präis vum Elektresch an Zukunft net soen. D'Opluede géif awer ouni Zweiwel méi bëlleg bleiwe wéi Diesel oder Bensinn tanken, esou de grénge Minister weider, deen och ënnerstrach huet, datt d'Präisser vum Elektresch vill manner volatill si wéi déi vum Pëtrol."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Energie dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass eng Erhéijung vun den Accisen op d'Elektrizitéit den Ausbau vun der Elektromobilitéit zu Lëtzebuerg kéint ausbremsen?

2. Ass et fir d'Regierung eng Optioun, fir an Zukunft d'Accisen um Stroum ze erhéijen, fir esou de Verloscht vun de Steierrecetten um Carburant auszegläichen?

Réponse commune (19.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. Attraktiv Stroumpräisser sinn e wichtege Beitrag zur Dekarboniséierung an den Haushalter, déi an Zukunft méi op Elektromobilitéit a Wärmepompele setze wäerten. Am Stroumpräis sinn nieft dem Akafspräis fir d'Energie an den Netzkäschten och eng TVA vun aacht Prozent an eng Stroumtax enthalen. Et ass aktuell weeder geplangt, d'Stroumtax nach d'TVA eropzesetzen. De Präis vum Elektresch fir Lëtzebuerger Clienten ass am internationale Verglach op engem ganz attraktiven Niveau an et ass net d'Zil, duerch d'Unhiewe vun Taxen d'Stroumpräisser zu Lëtzebuerg méi onattraktiv ze maachen.

Question 5129 (20.10.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **mesures positives pour encourager la vaccination contre la Covid-19 :**

À l'heure actuelle, le Luxembourg affiche un taux de vaccination contre la Covid-19 d'environ 64 % en ce qui concerne l'ensemble de la population et de 74 % au niveau de la population vaccinable. Afin d'éviter de nouvelles pressions sur le système sanitaire, le Gouvernement souhaite augmenter le taux de vaccination au niveau de la population vaccinable à un taux supérieur à 80 % avant d'envisager une levée des restrictions actuelles.

Afin d'encourager la vaccination, des offres incitatives très diverses ont été mises en place dans d'autres pays. Ainsi en Thuringe, où une collation a été offerte aux personnes prêtes à se faire vacciner. À Berlin, des concerts et soirées spécifiques ont été organisés pour encourager la vaccination. En Saxe, la Croix-Rouge allemande a lancé une initiative de bons d'achat pour toutes les personnes vaccinées ensemble avec plus de 500 entreprises partenaires, p. ex. pour l'achat de biens électroménagers ou encore de nuitées d'hôtel.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'afin d'augmenter le taux de vaccination pour atteindre la limite des 80 % et donc de permettre la sortie des mesures restrictives actuelles, il serait profitable de prendre une panoplie de mesures différentes, dont particulièrement des mesures positives et incitatives qui encouragent la vaccination ?

2) De manière plus générale, quelles sont les mesures incitatives envisagées par Madame la Ministre afin d'encourager les personnes non vaccinées à se faire vacciner et allant au-delà des campagnes d'information et de sensibilisation prévues ?

3) Madame la Ministre est-elle favorable à mettre en place des incitatifs tels que ceux décrits ci-dessus et notamment des bons d'achat qui seraient offerts aux personnes vaccinées ? Dans l'affirmative, sous quelle forme et endéans quel délai envisage-t-elle introduire de telles mesures ? Dans la négative, pour quelles raisons préfère-t-elle y renoncer ?

Réponse commune (22.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 le 18 octobre dernier, qui prévoit notamment l'obligation de la présentation d'un certificat CovidCheck pour pouvoir accéder à certains établissements et événements, accompagnée à la renonciation au dispositif de test antigénique réalisé sur place depuis le 1er novembre, l'on note que le taux de vaccination a sensiblement augmenté. Si l'on compare ainsi les chiffres de l'administration des premières doses de vaccins un mois avant l'entrée en vigueur du CovidCheck avec les chiffres dans le courant du mois suivant l'entrée en vigueur généralisée du CovidCheck, on constate que sur 28.873 premières doses administrées :

- 10.431 doses, soit 36 % ont été administrées du 14 septembre au 14 octobre ;
- 18.442 doses, soit 64 % ont été administrées du 15 octobre au 15 novembre.

1,8 fois (presque deux fois plus) plus de premières doses ont ainsi été administrées après l'entrée en vigueur renforcée du CovidCheck.

S'ajoute à cela qu'avec le vaccin de BioNTech/Pfizer qui pourrait recevoir dans les prochaines semaines une autorisation de mise sur le marché par l'Agence européenne de médicaments pour être administré aux enfants de cinq à douze ans, le taux de vaccination pourrait encore sensiblement augmenter puisque jusqu'à présent la population de cinq à douze ans était exclue de la possibilité d'avoir recours à la vaccination.

Finalement, tel qu'annoncé par le Premier Ministre et la Ministre de la Santé le 19 novembre dernier, la semaine du 6 au 12 décembre sera placée sous le signe de la vaccination et des actions ciblées seront organisées afin d'augmenter encore davantage le taux de vaccination.

Au vu des raisons détaillées ci-dessus, le Gouvernement n'entend actuellement pas mettre en place d'autres mesures incitatives, sous forme de bons d'achat ou autre, afin d'augmenter le taux de vaccination au Luxembourg.

Question 5132 (21.10.2021) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **transformation d'une maison unifamiliale en maison bifamiliale, voire multigénérationnelle :**

Alors que, depuis longtemps, d'autres pays tirent des expériences d'une variété de concepts de logement, tels que les communautés résidentielles ou les maisons multi- voire bigénérationnelles, le Luxembourg se trouve encore au début d'un processus de recherche de formes alternatives de logement.

Plus précisément, les maisons multi- ou bigénérationnelles permettent un espace de vie abordable et durable permettant de favoriser la solidarité entre les différentes générations, entre personnes jeunes et âgées.

À cet égard, il serait intéressant de connaître les possibilités qui existent actuellement dans les divers PAG quant à la transformation d'une maison unifamiliale en maison bifamiliale, voire multigénérationnelle.

C'est pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre peut-elle informer sur le nombre de PAG actuellement en vigueur qui autorisent la transformation de maisons unifamiliales en maisons bifamiliales ?

- Madame la Ministre dispose-t-elle des informations nécessaires sur les PAG en phase de procédure qui permettraient à l'avenir une telle transformation en des endroits précis ?

- Dans quelle mesure les communes sont-elles sensibilisées, voire encouragées à faciliter davantage la création de maisons bifamiliales ou multigénérationnelles dans leur PAG ?

Réponse (22.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Il n'existe, à l'heure actuelle, pas de données statistiques nationales relatives aux plans d'aménagement général (PAG) en vigueur ou en cours d'approbation qui permettraient de telles transformations.

Les dispositions portant sur le nombre de logements admis par immeuble et partant sur le nombre de maisons bifamiliales autorisables sur des terrains actuellement occupés par des maisons unifamiliales ne sont pas fixées systématiquement par le PAG pour l'ensemble des zones d'habitation qu'il désigne.

En effet, en vue de connaître le nombre de logements précis admissibles par immeuble, il y a lieu de prendre en considération les dispositions spécifiques de chaque zone que le PAG a désignée ainsi que les dispositions des divers plans d'aménagement particulier (PAP) « quartier existant » y applicables.

Il importe à cet égard encore de signaler que le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du Plan d'aménagement général d'une commune ne s'oppose pas à l'instauration d'un logement supplémentaire sous forme d'un logement intégré (« Einliegerwohnung ») dans les maisons unifamiliales sises dans des zones d'habitation, sauf si les autorités communales ont opté expressément pour leur interdiction dans leur PAG, respectivement PAP « quartier existant » afférent.

Pour rappel, on entend par « logement intégré » un « logement faisant partie d'une maison de type unifamilial et appartenant au propriétaire du logement principal. Le logement ne peut être destiné qu'à la location et doit être subordonné en surface au logement principal[6] ».

La réalisation de tels logements intégrés présente comme avantage par rapport à la maison bifamiliale de permettre aussi une certaine densification dans les quartiers d'habitation qui se caractérisent par des typologies de logement essentiellement unifamiliales tout en évitant les contraintes en matière de gestion découlant du statut de copropriété.

Il y a lieu de noter que les maisons dites « multigénérationnelles » ne constituent pas, en soi, une typologie de logement spécifique prévue par la législation concernant l'aménagement communal et le développement urbain, mais une forme de vivre en commun dont le choix appartient aux membres d'une communauté que les autorités communales ne sont pas habilitées à réglementer à l'occasion de l'élaboration de leur PAG. En effet cela reviendrait à fixer dans une réglementation urbanistique des modes de vie en commun hors de la compétence des communes.

La Commission d'aménagement de même que la Cellule d'évaluation encouragent les autorités communales dans leurs avis, à défaut d'une réglementation ayant trait aux maisons dites « multigénérationnelles », à opter davantage pour l'instauration de logements intégrés, et ceci en vue notamment de favoriser une densification et une utilisation rationnelle du sol qui est adaptée aux différents sites concernés.

Question 5133 (21.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **transactions « Cum-Ex » :**

An engem Artikel vum 21. Oktober beliicht Reporter.lu d'Konsequenze vun de sougenannte „CumEx Files". Laut Recherchezentrum CORRECTIV si weltwäit duerch Schlupflächer an de Steiergesetzer 150 Milliarden Euro u Steiereinnamen (2000-2020) verluer gaangen. Eleng zu Lëtzebuerg wieren et laut Reporter.lu 2,2 Milliarden Euro op 20 Joer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Huet de Lëtzebuerger Staat rechtlech Schrëtt ënnerholl, fir déi verluere Steiergelder duerch Cum-Ex- a Cum-Cum-Transaktiounen ze recuperéieren?

2. Wat fir Chancë gesäit d'Regierung, fir dës Zomm op d'mannst deelweis ze recuperéieren?

Réponse (25.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3524 ervirgehuewe gouf, ass et net méiglech, Cum-Ex-Transaktioune vun anere Prozedure vu Quellesteier-Remboursementer ze ënnerscheeden.

Allgemeng deelt de Finanzministère d'Konklusioune vum Recherchezentrum CORRECTIV iwwert den Ëmfang vu verluerene Steiergelder zu Lëtzebuerg net.

Question 5134 (21.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **agences immobilières :**

Les prix de l'immobilier ne cessent de grimper au Luxembourg, de sorte que de nombreuses entreprises cherchent à capter une part de ce marché lucratif. En effet, le nombre d'agences immobilières est allé croissant d'année en année. Il semble toutefois que le nombre de faillites est également en hausse dans les trois grands métiers du secteur (agent immobilier, administrateur de biens et promoteur immobilier).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre de professionnels de l'immobilier (promoteurs, agences immobilières et syndics de copropriété) au Luxembourg en distinguant selon leur statut juridique respectif ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions relatives à la création de valeur ajoutée par les promoteurs, agences immobilières et syndics de copropriété en distinguant selon leur forme juridique ?

3) Est-il possible de fournir également des statistiques concernant le nombre de faillites de professionnels de l'immobilier au Luxembourg depuis 2011 ?

4) Quelles ont été les raisons les plus fréquentes qui sont à l'origine de ces faillites ?

[6] Définition de « logement intégré » figurant à l'annexe II du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du Plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du Plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ».

5) Monsieur le Ministre peut-il donner un aperçu sur l'évolution des différentes catégories de personnels engagés dans les trois métiers en question ?

6) Est-il possible de quantifier les différents revenus découlant directement de l'exercice de ces métiers et leur évolution durant les dernières années ?

7) Monsieur le Ministre peut-il finalement fournir des détails concernant la répartition géographique des professionnels de l'immobilier [siège] par canton ?

Réponse commune (24.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Les deux graphiques ci-dessous retracent l'évolution du nombre d'entreprises du secteur immobilier (agences immobilières, entreprises de promotion immobilière et entreprises d'administration de biens immobiliers) en nombre absolu et par rapport à un indice 100 base 2005. Ces chiffres sont disponibles dans les statistiques structurelles sur les entreprises du Statec (tableaux D1101 et D1104).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du nombre net des autorisations d'établissement émises pour le secteur immobilier entre 2015 et 2021 avec une ventilation par activité et par statut juridique.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Les deux graphiques ci-après retracent l'évolution de la valeur ajoutée générée par les entreprises du secteur immobilier (agences immobilières, entreprises de promotion immobilière et entreprises d'administration de biens immobiliers) en nombre absolu et par rapport à un indice 100 base 2005. Ces données sont disponibles dans les statistiques structurelles sur les entreprises du Statec (tableaux D1101 et D1104).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de faillites des différentes catégories de professionnels de l'immobilier au Luxembourg depuis 2011.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Les faillites sont prononcées si les conditions suivantes sont remplies, à savoir la cessation des paiements et l'ébranlement du crédit. Il n'est donc pas opéré de distinction entre les raisons qui ont conduit à ce que ces conditions soient remplies.

Dans le cadre de la procédure de la faillite, le curateur désigné par le tribunal est amené à dresser un rapport destiné au parquet qui analyse certains éléments, mais ce rapport est surtout destiné à permettre de déterminer si l'on se trouve dans une situation de banqueroute simple ou frauduleuse ou s'il existe des indices d'autres infractions ainsi que les éventuelles responsabilités des dirigeants. Il ne comprend pas une nomenclature précise des causes ayant conduit à la faillite et il n'existe partant pas de statistiques disponibles sur les causes de la faillite.

ad 5) Les deux graphiques ci-après retracent l'évolution de l'emploi au sein des entreprises du secteur immobilier (agences immobilières, entreprises de promotion immobilière et entreprises d'administration de biens immobiliers) en nombre absolu et par rapport à un indice 100 base 2005. Ces données sont disponibles dans les statistiques structurelles sur les entreprises du Statec (tableaux D1101 et D1104).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6) Les deux graphiques ci-après retracent l'évolution de l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entreprises du secteur immobilier (agences immobilières, entreprises de promotion immobilière et entreprises d'administration de biens immobiliers) en nombres absolus et par rapport à un indice 100 base 2005. Ces données sont disponibles dans les statistiques structurelles sur les entreprises du Statec (tableaux D1101 et D1104).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7) Le tableau ci-dessous présente la répartition géographique des différents professionnels de l'immobilier par canton. Ces chiffres sont en partie provisoires voire reposent sur des estimations.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5135 (21.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **fonds d'investissement sous tutelle par la CSSF :**

D'Fonds d'investissement spécialisés gi laut dem Artikel 43 vum Gesetz vun 13. Februar 2007 vun der CSSF an enger Lëscht zesummegefaasst. Am Fall, wou ee Fong opfälleg gëtt an d'CSSF Doutten huet par rapport zu der Honorabilitéit, kann de Fong vun der Lëscht geholl an ënnert Tutelle vun der CSSF gestallt ginn. Dee Moment muss, bei all Paiement vum Fong, den zoustännegen Agent bei der CSSF informéiert ginn an och säin Accord ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Kann de Minister Detailer doriwwer ginn, wéi dës Prozedur am Alldag bei der CSSF gehandhaabt gëtt? Wéi eng Agente bzw. Servicer agéieren an dëser Prozedur, wat fir Demandë ginn ugeholl oder ofgeleent?

2. Wéi vill Fonge goufen an deene leschte fënnef Joer ënnert Tutelle gestallt?
- A wéi vill Fäll gouf d'Tutelle opgehuewen an de Fonds d'investissement opgeléist?
- A wéi vill Fäll gouf d'Tutelle opgehuewen, ouni dass de Fonds d'investissement opgeléist gouf?
- Wéi laang stoungen dës Fongen an der Moyenne ënnert der Tutelle vun der CSSF?

3. Wéi vill Fonge stinn am Moment ënnert der Tutelle vun der CSSF?

Réponse (26.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Gesetzer vum 17. Dezember 2010 iwwert d'Organismes de placement collectif, vum 13. Februar 2007 iwwert d'Fonds d'investissement spécialisés a vum 15. Juni 2004 iwwert d'Société d'investissement en capital à risque gesi vir, datt d'CSSF kann als Commissaire de surveillance agéieren. Aktuell agéiert d'CSSF als Commissaire de surveillance bei néng Fongen, déi esou hirer Supervisioun ënnerleien.

An der Period, an där d'CSSF als Commissaire de surveillance vum Fong agéiert, däerf de Fong näischt méi ausbezuelen (Sursis à tout paiement). Dëst bréngt mat sech, dass d'Bezuele vun de Creancieren (Covertragspartner an Investisseuren) an all Handlung ausser déi noutwendegst (autre que conservatoire) vum Fong musse suspendéiert ginn, respektiv engem Accord vum Commissaire de surveillance ënnerleien. D'Verbuet, eegestänneg Decisiounen ze huelen, verfollegt d'Zil, d'Creancieren ze schützen an d'Entitéit op eng eventuell Opléisung oder Liquidatioun virzebereeden. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass déi administrativ Organer vum jeeweilege Fong bestoe bleiwen an och weiderhi responsabel fir hir Akte sinn. D'Roll vun der CSSF, déi net aktiv an d'Gestioun vun der Entitéit agräift, limitéiert sech an deem Kader also haaptsächlech op d'Surveillance.

Zanter 2017 goufen et eng 42 Fäll, an deenen d'CSSF decidéiert huet, e Fong vun der offizieller Lëscht erofzehuelen, an deemno als Commissaire de surveillance huet missen agéieren. A 25 Fäll koum et zum Urteel, de Fong opzeléisen an ze liquidéieren, a 4 Fäll zu enger fräiwëlleger Liquidatioun (Mise en liquidation volontaire), an engem Fall zu enger Faillite an an 3 Fäll zu enger Transformatioun oder Fusioun vum Fong an eng Entitéit, déi net der Surveillance vun der CSSF ënnerläit.

D'Period, an där d'CSSF als Commissaire de surveillance huet missen agéieren, also den Zäitraum tëschent dem Urteel, de Fong vun der Lëscht ze huelen, an der Decisioun, de Fong opzeléisen an ze liquidéieren, louch an deenen uewe genannte Fäll an der Moyenne bei eelef Méint.

Le saviez-vous ?

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

Et koum zu kengem Recours virum Verwaltungsgeriicht, deen zu enger Annulatioun vun enger entspriechender Decisioun vun der CSSF gefouert hätt. An deem Sënn gouf et kee Fall wou ee Fong, dee vun der Lëscht geholl gouf, erëm zréck op dës Lëscht hätt kënne gesat ginn.

Question 5136 (21.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **primes pour camions électriques :**

Am Moment schaffe verschidde Firmen un der Produktioun vu reng elektresch bedriwwene Camionen. Éischt Modeller, déi bis zu 650 km Reechwäit sollen hunn, si schonn um Marché. Fir dës Camione brauch de Betrib, deen esou Camione besëtzt, speziell Luetstatiounen, déi ee gutt Stéck méi performant sinn, wéi d'Elektrobornë fir d'Autoen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Energie dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung, fir d'Primme fir d'Elektroautoen an d'Camionetten och op E-Camionen auszewäiten?
Wa jo, wéi eng Primme wäerte fir dës Camione virgesi sinn?
Wann nee, firwat net?

2. Plangt d'Regierung, fir d'Primmen op d'Elektrobornë fir Autoen och op méi performant „Megabornen/Megacharger", déi bis zu 1 MWh Leeschtung bréngen, auszewäiten?
Wa jo, wéi eng Primme wiere virgesinn?
Wann nee, firwat net?

Réponse commune (03.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Nodeems et bei den 100 % elektreschen Autoen a Camionnetten eng ëmmer méi breet Offer u Gefierer um Marché gëtt, kommen och éischt Modeller vu reng elektresche Camionen eraus oder goufen zumindest vun den Hiersteller annoncéiert. Deelweis handelt et sech heibäi awer nach ëm Prototypen a kleng Stéckzuelen. D'Regierung behält d'Evolutioun vun der Offer vun dëse Gefierer am A an dëst och am Hibléck, fir gegeebenefalls d'Offer u Primmen op dës Kategorie vu Gefierer auszewäiten.

D'Regierung ass sech och der Wichtegkeet vun enger adequater Opluetinfrastruktur fir d'Elektromobilitéit bewosst an huet rezent am Regierungsrot e Projet de loi guttgeheescht, dee virgesäit, Primme fir d'Installatioun vu Bornë fir elektresch Gefierer duerch Entreprisen anzefëieren. Dëse Regimm viséiert souwuel déi ëffentlech accessibel Infrastruktur wéi och d'Infrastruktur, déi fir den interne Besoin vun der Entreprise geduecht ass. Grondsätzlech ass dëse Regimm fir all Typ vu Bornen op, notamment och fir Borne mat héijer Opluetleeschtung. De proposéierte Regimm gesäit doriwwer eraus och eng Ouverture vir, déi et erlaabt, Ausschreiwunge fir spezifesch Kategorië vu Bornen ze maachen. An deem Kader wäert et grondsätzlech och méiglech sinn, Ausschreiwunge speziell fir eng Opluetinfrastruktur ze maachen, déi nëmme fir Camionen accessibel ass. Ier et allerdéngs zu esou enger spezifescher Ausschreiwung kënnt, soll de Besoin fir esou eng Infrastruktur um nationale Plang ënnersicht ginn.

An dësem Kontext huet d'Europäesch Kommissioun de 14. Juli 2021 am Kader vum „Fit for 55 Package" proposéiert, datt europawäit ee Reseau mat séiere Luetstatioune fir elektresch Camionen zäitno entstoe soll. Esou sollen ënnert anerem europawäit op den Haaptautobunnsachse bis Enn 2025 op d'mannst all 60 km béidsäiteg dediéiert séier Luetstatioune fir elektresch Camione kommen. D'Regierung setzt sech dofir an, datt dëst ambitiéist Zil zeréckbehale gëtt.

Wat d'Luede mat méi wéi engem Megawatt Leeschtung ugeet, esou ass ee Konsortium vu Firmen amgaangen, esou ee „Megawatt Charging System" (MCS) ze entwéckelen. Bis zum Moment, wou esou ee System als europäesche Standard proposéiert gëtt, an d'Hiersteller vu Gefierer an Opluetinfrastruktur dësen och integréieren, ass et awer nach ze fréi, fir Primmen heifir virzegesinn.

D'Regierung huet virun e puer Méint och een interministeriellen Aarbechtsgrupp geschaaft, deen als Zil huet, fir d'Dekarboniséierung vum Logistiksecteur ze facilitéieren. Eng eventuell Auswäitung vun de Primmen op elektresch Camionen, genee wéi de Besoin un dédiéierter Luetinfrastruktur, en ligne mam EU Staatshëllefrecht, soll hei ënnert anerem ënnersicht ginn.

Do dernieft lafen och Gespréicher mat dem „Groupement des entrepreneurs de transports" iwwert d'Dekarboniséierung, wou d'Thematik vun den elektresche Camione beschwat gëtt.

Question 5137 (22.10.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **matériel informatique pour les enseignants de l'enseignement fondamental :**

D'Schoulenseignanten am Fondamental kréien, am Géigesaz zum Personal am Secondaire, keen technescht Material wéi z. B. iPad oder Laptop zur Verfügung gestallt. D'Enseignantë mussen do op hir privat iPaden/Laptoppen zeréckgräifen.

Och wann si am Klassesall e fixe Computer zur Verfügung hunn, esou preparéieren si awer villes doheem, wat si dee Moment dann op hirem privaten iPad/Laptop späicheren. Niewent der Fro vum Dateschutz, wann dëst Material um private Laptop/iPad steet, besteet e weidere Problem doranner, datt d'Enseignantë mat hirem private Laptop oft keen Accès op de Wi-Fi vun der Schoul hunn.

Virun dësem Hannergrond wëll ech follgend Froen un den Här Minister fir d'Educatioun stellen:

- Kann de Minister dëst confirméieren?

- Am Kontext vun der Digitaliséierung vun der Schoul, envisagéiert de Minister, fir och den Enseignanten aus dem Fondamental informatescht Material zur Verfügung ze stellen, fir datt si net mussen op hir privat Laptoppen/iPaden zeréckgräifen?

Réponse (30.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Bei de Gebailechkeeten, an deene Coursë gehale ginn, wéi och beim Equipement, dat fir d'Ëmsetzung vum Unterrecht néideg ass, ginn et weesentlech Ënnerscheeder tëschent de Grondschoulen an de Lycéeën. Ginn déi ëffentlech Lycéeën eenzeg vum Staat geréiert, esou fält bei de Grondschoulen d'Bereetstelle vun de schoulesche Gebailechkeeten an Equipementer an de Kompetenzberäich vun de Gemengen. D'Artikele 35 an 58 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental hale fest, datt den Equipement vun de schoulesche Gebailechkeeten an de Kompetenzberäich vun de Gemenge fält. Den Artikel 35 preziséiert heibäi explizitt, datt den informateschen Equipement vun de Schoule vun de Gemengen ze assuréieren ass. Am Secondaire gëtt den Equipement vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) assuréiert, hei kënnen Enseignanten an Enseignanteën, déi am Programm one2one enseignéieren, en entspriechenden Apparat zur Verfügung gestallt kréien, deen och vun de Schülerinnen a Schüler op deene Klasse genotzt gëtt.

Mäi Ministère stellt awer aktuell den Enseignanten an Enseignanteë schonns ënner anerem den Office 365 gratis zur Verfügung, fir si an der Ëmsetzung vun esouwuel dem administrative wéi och dem pedagogesche Volet vun hirer Tâche ze ënnerstëtzen. Dëse Pak enthält ë. a. gängeg Programmer fir d'Textveraarbechtung, fir Tabellekalkulatioun a fir Presentatiounen. Des Weideren huet de CGiE informatesch Outilen entwéckelt, déi spezifesch op den Enseignement ausgeriicht sinn (z. B. eduFiles, Scolaria, eFormation) an de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRiPT) stellt Lizenze fir pedagogesch Applikatiounen zur Verfügung (z. B. mathemaTiC, Lauschterwee mam Sila, babbelbubble, meinUnterricht.de etc.), op déi d'Enseignanten an d'Enseignanteën an hirem schouleschen Alldag zeréckgräife kënnen. Am Zesummenhang vun der Entwécklung, respektiv der Bereetstellung vun dësen ënnerschiddlechen Typpe vu Software, gëtt ëmmer dorop opgepasst, datt se op allen informatesche Supporte kënnen agesat ginn, fir dem Schoulpersonal déi gréisstméiglech Flexibilitéit ze ginn.

Fir den Enseignanten an Enseignanteën ee séchert Ofspäichere vun den Donnéeën ze erméiglechen, kréien si vum CGIE een Accès op d'Applikatioun eduFiles zur Verfügung gestallt. Dës Cloud erlaabt et, dem Léierpersonal an engem sécheren Environnement, deen eenzeg via eng duebel Authentifikatioun (LuxTrust oder eduKey) accessibel a konform zum RGPD ass, bis zu 50 GB Donnéeën ofzespäicheren.

Wéi scho preziséiert, gesinn d'Artikele 35 an 58 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental vir, datt den Entretien an den Equipement vun de Schoulgebaier an der Verantwortung vun de Gemenge läit. De CGIE huet fir d'Gemenge Recommandatiounen ausgeschafft, wéi eng informatesch Equipementer an de Schoule sënnvoll sinn. Dës Recommandatioune kënnen am Guide du matériel informatique dans les écoles fondamentales nogelies ginn, deen um Internetsite vum CGIE erofgeluede ka ginn.

Vu datt d'Applikatioune vum CGIE alleguerte webbaséiert lafen, kann d'Léierpersonal bei der Organisatioun an der Realisatioun vun de schouleschen Aktivitéiten op d'informatescht Material, dat hinnen an de Schoulen zur Verfügung steet, zeréckgräifen.

Alternativ steet et hinnen natierlech fräi, fir mat engem private Medium d'Software ze notzen, wann si ausserhalb vun de reguläre Schoulzäiten oder de schoulesche Gebailechkeeten op d'Software wëllen zeréckgräifen. A sämtleche Fäll ass et recommandéiert, d'Donnéeën net lokal ofzespäicheren, mee jee no Typ vun Donnéeën an der Cloud, déi dofir virgesinn ass (eduFiles oder OneDrive).

Question 5138 (22.10.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **appartements à Grevenmacher loués par le Fonds du logement :**

An enger Residenz zu Gréiwemaacher an der rue Kahlenberg verlount de Fonds du logement eng Rei vun Appartementer ënnert verschiddene Konditiounen. An dëser Residenz huet de Fonds du logement e puer Appartementer vum Fonds de compensation iwwerholl. Laut mengen Informatioune ginn dës Appartementer allerdéngs net ënnert der Applikatioun vum groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 verlount. De Locatiounspräis vun dëse Wunnenge läit bei ronn 15 €/m² amplaz vu 5-6 €/m², deen iwwert d'groussherzoglecht Reglement vun 1998 géif bezuelt ginn. Elo stellt sech a Realitéit eraus, datt dës Appartementer zu 15 €/m² an dëser Residenz schwéier ze verloune sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

- Huet de Fonds de compensation vu staatlechen Hëllefe beim Bau oder beim Opkaf vun dësen Appartementer profitéiert?

- Wann net, firwat kann de Fonds du logement dës Appartementer dann net opkafe mat 70 % Subside vusäite vum Staat an dës Appartementer dann zu de selwechte Konditioune verloune wéi déi aner Appartementer?

- Wa jo, firwat kënnen dës Appartementer dann zu 15 €/m² verlount ginn amplaz zu de Konditiounen, déi ënnert dem groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 ze applizéiere wieren?

- Wat sinn déi genee Hëllefen, déi de Fonds de compensation kritt huet?

Réponse (18.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Den Accès zu abordabelem Wunnraum ass aktuell ee vun deene gréissten Defien am Land. Nieft de Promoteur-sociallen, déi am 1979er Gesetz eligibel si fir Hëllefen, versicht de Ministère du Logement awer och, aner sozial engagéiert Promoteuren/Investisseuren ze encouragéieren, fir an den abordabele Wunnengsmaart ze investéieren. De Projet „Kräizerbierg" weist, datt esou eng Kooperatioun am abordabele Wunnengsmaart méiglech ass. Dëst setzt awer viraus, datt de sozial engagéierten Acteur kee maximale Rendement sicht, mee an éischter Linn säin Interêt an der Realisatioun vun abordabele Wunnenge gesäit.

An dëser Optik ass d'Partnerschaft tëschent dem Fonds du logement (FDL) an dem Fonds de compensation (FDC) entstanen. An dem Pilotprojet vun der „Résidence Kräizerbierg" zu Gréiwemaacher hunn de FDL an de FDC Hand an Hand geschafft, fir 23 Wunnengen ze schafen, déi no sozioekonomesche Critërë verlount ginn. An dësem Projet huet den FDC als rengen Investisseur intervenéiert, de FDL par contre als Promoteur a Bauhär, an aktuell och als Bailleur social fir d'Gestioun vum Gebai, esouwéi fir d'Begleedung vun de Locatairen ze garantéieren.

Zil vun dësem Pilotprojet ass et, fir Synergien ze entwéckelen, domadder den abordabele Wunnengsbau weider ze developpéieren an d'Unzuel vu bezuelbare Wunnengen ze erhéijen.

Vu datt de Ministère du Logement keng finanziell Ënnerstëtzungen an dëse Pilotprojet mat afléisse gelooss huet, ënnerleien dës Wunnengen och net de Reegele vum groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 bezüglech de subventionéierte Wunnengen. Doduerch ass et méiglech, dës Wunnengen an engem Spektrum unzebidden. Well ëmmer méi Leit grouss Schwieregkeeten hunn, fir eng abordabel Wunneng ze fannen, ass an dësem Pilotprojet versicht ginn, Stéit mat méi disponibelem Revenu den Accès zu dëse Wunnengen ze erméiglechen. Ëmmer awer mam Fokus op déi Leit, déi finanziell am meeschten exposéiert sinn.

Gläichzäiteg ass et awer och noutwendeg, an dësem Pilotprojet eng grouss Mixitéit ze assuréieren, wat sech dann och beim Loyer fir eenzel Wunnengen erëmspigelt. Dofir variéiert an dësem Projet de Loyer tëschent 9 € a 15 €/m². De Loyer ass ofhängeg vum Revenu vun deenen eenzele Stéit, soudatt hinnen ëmmer genuch Suen iwwregbleiwen, fir dezent kënnen ze liewen.

Opgrond vun den éischten Erfarunge mat dësem Pilotprojet lafen am Moment och Gespréicher tëscht dem Ministère du Logement an dem Fonds de compensation iwwer weider änlech Projeten.

Question 5140 (22.10.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **maladie zona :**

Et gi Leit, déi praktesch onënnerbrach ënnert der Zona-Krankheet (Gürtelrose) leiden, déi ënner anerem e groussen Nervewéi mat sech brénge kann. Laut mengen Informatioune gëtt d'Impfung géint dës Krankheet net vun der Krankekeess iwwerholl, déi ëm déi 375 € soll kaschten.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi vill Leit leiden ënnert der Zona-Krankheet (Gürtelrose)?

- Huet d'Regierung dovu Kenntnis geholl, dass zemools Leit ab 50 méi engem héije Risiko ausgesat sinn, u Gürtelrose ze erkranken, an dass et vill Leit ginn, bei deenen dës Krankheet ëmmer erëm opdaucht?

- Kann d'Regierung bestätegen, dass d'Impfung géint Zona (Gürtelrose) net vun der Krankekeess rembourséiert gëtt?

- Falls jo, aus wéi engem Grond a wat ass de genaue Präis vun der Impfung?

- Hätt een net missen eng Impfcampagne organiséieren, fir d'Leit opzeklären an ze sensibiliséieren, wat dës Krankheet ugeet?

Réponse commune (25.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

De Zona ass eng heefeg Krankheet, woubäi et sech ëm eng Reaktivatioun vum Virus vun de Waasserpouken handelt, deen no dëser typescher Kannerkrankheet am Kierper erhale bleift a spéider, am Fall wou den Immunsystem manner aktiv ass, erëm ausbrieche kann. De Risiko fir Zona ze kréien, geet mam Alter erop an ass méi heefeg no 50 Joer. E Patient kann och geleeëntlech méi wéi een Ausbroch vun dësem Virus hunn. Et gëtt keng genau Statistiken iwwert de Zona, well en net zu de „maladies à déclaration obligatoire" gehéiert.

Aus Studien aus anere Länner kann een awer schléissen, dass eng Persoun op dräi oder véier an hirem Liewe wäert Zona kréien. Et muss een awer och soen, dass d'Kanner haut géint d'Waasserpouke geimpft ginn, woumat de Risiko vum Zona och erofgeet (ëm ronn 80 % no enger Etüd vun 2019).

Et ginn am Prinzip zwee Impfstoffer géint de Zona. Engersäits den Zostavax vun der Firma MSD, deen 2009 vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA) autoriséiert gouf. Et handelt sech heibäi ëm e liewegen, ofgeschwächte Virus, deen als Impfstoff benotzt gëtt. Et brauch een do eng eenzeg Impfung. Lieweg Impfstoffer hunn awer verschidden Nodeeler, an dofir ass en zweete Vaccin ënnert dem Numm Shingrix vun der Firma GSK entwéckelt ginn, deen 2018 vun der EMA autoriséiert gouf. Et handelt sech ëm ee rekombinanten Impfstoff, d. h. en Impfstoff op Eewäiss-Basis, fir deen zwou Impfdosisse virgesi sinn.

Béid Impfstoffer ginn an der Indikatioun vun der Preventioun vum Zona a vum Wéi no dem Zona (douleurs post-zona) benotzt, haaptsächlech bei Leit iwwert 50 Joer. De Shingrix kann elo schonns ab 18 Joer benotzt gi bei Leit, déi duerch verschidde Krankheeten, déi den Immunsystem beaflossen, engem méi héije Risiko fir Zona ausgesat sinn.

Déi aktuell Präisser vun den Impfunge géint d'Gürtelrose, fir déi d'Autorisatioun fir de Verkaf zu Lëtzebuerg unerkannt ass, si follgend:

- Zostavax (MSD Vaccins) 133,51 € TTC pro Unitéit;
- Shingrix (GlaxoSmithKline Biologicals SA) 165,44 € TTC pro Unitéit.

D'Impfungen, déi am nationalen Impfplang virgesi sinn, ginn am Prinzip zu Lëtzebuerg duerch d'Direktioun vun der Santé bezuelt an net duerch d'Gesondheetskeess. E Vaccin gëtt an den Impfplang opgeholl op Recommandatioun vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI).

Zousätzlech gesäit d'Gesetz awer och d'Méiglechkeet vir, e Vaccin iwwert eng Konventioun tëschent Staat an der Gesondheetskeess zu Verfügung ze stellen.

Den 2. Abschnitt vum Artikel 106 aus de Statute vun der CNS gesäit Follgendes vir:

« Les vaccins figurant sur la liste positive ne sont pris en charge que si cette prise en charge est prévue par une convention conclue entre l'État et la Caisse nationale de santé conformément à l'article 17, alinéa 3, du Code de la sécurité sociale. »

Den Artikel 17, Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« Des mesures de médecine préventive peuvent être organisées en collaboration avec la Direction de la santé dans le cadre de conventions de partenariat conclues entre les ministres ayant dans leurs attributions la Santé et la Sécurité sociale, la Caisse nationale de santé et, le cas échéant, des services spécialisés. »

Aktuell gëtt et awer keng Konventioun tëschent dem Staat an der Gesondheetskeess betreffend d'Gürtelrose, esou datt eng Prise en charge och net méiglech ass.

De Problem mam Shingrix war an der Vergaangenheet, dass de Vaccin duerch eng komplizéiert Produktioun net disponibel war, jiddefalls net a genügender Quantitéit, fir an den Impfplang opgeholl ze ginn. Dofir huet den CSMI bis elo och nach keng Recommandatioun ausgeschafft. D'Gesondheetsdirektioun ass amgaangen ze iwwerpréiwen, ob de Shingrix a genügender Quantitéit elo disponibel wier, an deem Fall géif dann och een Avis vum CSMI gefrot ginn.

Question 5141 (22.10.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Centre national de crise à Senningen :**

Säit Enn Mee 2021 ass deen neien nationale Krisenzentrum zu Senneng a Betrib. Am Fall vun enger nationaler oder internationaler Kris kommen hei d'Spëtze vum Lëtzebuerger Staat, vun der Police, vun der Arméi, vum CGDIS a vun anere Verwaltungen zesummen, fir iwwer d'Situatioun ze beroden an Entscheedungen ze treffen. De Krisenzentrum ass mat deene modernste Kommunikatiounssystemer ekipéiert. Dofir ass et verwonnerlech, Presseartikelen no, datt dëst Gebai vun engem Gardien vun enger privater Sécherheetsfirma bewaacht gëtt.

Den Héije Kommissär fir national Sécherheet, deen dem Här Staatsminister ënnerstallt ass, äntwert am Interview mam „Luxemburger Wort" vum 12.1.2021 („Generalprobe bestanden") op d'Fro, ob de Krisenzentrum net misst vun engem Zaldot oder engem Polizist bewaacht ginn: „Staatsverwaltungen gehen immer mehr dazu über, private Sicherheitsfirmen zu engagieren." An hie füügt derbäi: „Wir gehen nicht davon aus, dass das Krisenzentrum attackiert wird."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Häre Staatsminister, Arméiminister a Minister fir déi bannenzeg Sécherheet:

1. Mat wéi enger Begrënnung geet d'Regierung dervun aus, datt deen nationale Krisenzentrum net attackéiert gëtt?

2. Kann d'Regierung preziséieren, wéi et zur Decisioun koum, eng privat Sécherheetsfirma fir d'Bewaache vum Gebai ze engagéieren? Si Police an Arméi bei dëser Entscheedung consultéiert ginn? Wéi vill aner sensibel staatlech Infrastrukture gi vu private Firme bewaacht?

3. Kann d'Regierung erklären, wéi wäit déi Pläng avancéiert sinn, fir eng Carrière vum „gardien de l'armée" anzeféieren? Wann et déi bis gëtt, ass da geplangt, fir sécherheetsrelevant Infrastrukturen, wéi den nationale Krisenzentrum zu Senneng, duerch esou Leit bewaachen ze loossen?

4. Am genannten Interview weist den Héije Kommissär fir national Sécherheet drop hin, datt d'Aganksdiere vum Krisenzentrum „nicht mit handelsüblichen Türen zu vergleichen" sinn. Gi bei esou Infrastrukturen déi héchsten international Sécherheetsnormen, respektiv Vergläichswäerter, fir sensibel Infrastrukture respektéiert?

Réponse commune (23.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Analys vun dem Risiko vun enger Menace respektiv vun enger Attack gëtt zu Lëtzebuerg am Kader vum Vigilnat-Plang gemaach. An deem Kontext hunn d'Autoritéite keng Informatiounen iwwert eng konkreet Menace betreffend d'Infrastruktur vum Krisenzentrum.

ad 2. D'permanent Iwwerwaachung vu Gebailechkeete respektiv d'Gestioun vun de Fluxen an der Entrée vun engem Gebai gehéiert net zu der Käraufgab vun der Police an dem Militär.

ad 3. D'Carrière vum Gardien de l'armée besteet säit 2001. Et handelt sech ëm eng zivill Carrière am Statut vum Staatssalarié. Säit 2001 hunn d'Gardiens de l'armée sech exklusiv ëm d'Garde vu Sitte vun der Arméi gekëmmert. Et ass ugeduecht, d'Gardiens de l'armée och fir d'Garde an den Accueil vu verschiddene Ministèren oder Institutiounen anzesetzen. An deem Sënn leeft säit 2019 ee Pilotprojet beim Staatsministère. Zu de méigleche Sitten, op deenen d'Gardiens de l'armée an Zukunft zum Asaz komme kéinten, zielt de Konferenzzentrum vun der Regierung zu Senneng.

ad 4. D'Infrastruktur respektéiert déi Sécherheetsbestëmmungen, déi d'NATO an d'EU fir den Hebergement vu klassifiéierte Reseaue virschreiwen.

Question 5142 (22.10.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **autorisations des hélicoptères de la Police grand-ducale :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4966 schreift d'Regierung, datt d'Police hir modern H145M-Helikoptere vun der Arméi bezunn hätt, mee datt dës ënnert d'Legislatioun vun der ziviller, europäescher Loftfaart falen. Doduerch kënnen d'Polizisten aktuell och keng Waffe mat u Bord huelen, well déi gesetzlech Grondlag fir eng national „aviation étatique" feelt, wat am Beruffsalldag vun der Police zu staarke Perturbatioune féiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung nach gär dës Nofroe stellen:

1. Zu wéi engem Zäitpunkt ass de Kaf vun deenen uewe genannten Helikopteren am Regierungsrot gestëmmt ginn? Zu wéi engem Datum gouf de Kafvertrag ënnerschriwwen? Wéi ee Ministère ass als Keefer opgetrueden an ënnert wéi engem Budgetsartikel sinn déi Sue gefloss?

2. Falls d'Helikopteren ënnert der Verantwortung vum Arméiministère bestallt goufen, goufen déi Suen da mat eise Verflichtunge vis-à-vis vun der NATO verrechent?

3. Kann d'Regierung elaboréieren, aus wéi engen Ursaachen déi Zäit tëschent dem Ofschloss vum Kafvertrag an der Ausliwwerung vun den Helikopteren net genotzt gouf, fir eng entspriechend Legislatioun op de Wee ze bréngen? Dëst ëmsou méi, wou laut der uewen zitéierter Äntwert, och e Règlement grand-ducal duergaange wier, fir der Police d'Droe vu Waffen u Bord ze erlaben.

4. Kann d'Regierung elaboréieren, ënnert wéi engem gesetzleche Kader eis Loftkomponent vun der Arméi aktuell flitt, wann et zu Lëtzebuerg effektiv un där entspriechender Jurisprudenz fir eng staatlech Loftfaart feelt? Gouf d'Méiglechkeet gepréift, fir den nämmlechte Kader provisoresch op eis Police auszedeenen? Falls net, kann d'Regierung matdeelen, wéi dës Decisioun motivéiert war?

Réponse commune (22.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. De Kaf vun zwee H-145M-Helikoptere gouf am Regierungsrot vum 19. Januar 2018 approuvéiert. De Kafvertrag ass den 19. Juli 2018 am Optrag vun der Direction de la défense vun der NATO Support and Procurement Agency (NSPA) ënnerschriwwe ginn. Déi zwee H-145M Helikoptere sinn iwwert de Fonds d'équipement militaire (FEM) finanzéiert ginn.

ad 2. Jo, d'Fongen, déi an d'Acquisitioun vun deenen zwee H-145M-Helikopteren investéiert gi sinn, goufe vun der NATO als Verdeedegungsausgaben ugerechent.

ad 3. D'Decisioun vum Regierungsrot vum 19. Januar 2018 zum Kaf vun den zwee Helikopteren huet och d'Ausschaffe vum legale Kader fir d'Schafe vun enger militärescher Aviatiounsautoritéit beinhalt. Dofir huet d'Direction de la défense sech, parallell zu der Aquisitiounsprozedur vun den Helikopteren, direkt ëm d'Elaboratioun vun engem legale Kader fir militäresch a staatlech Aviatioun bekëmmert. Ab Ufank 2018 goufen Experte rekrutéiert, Konzepter diskutéiert a mat alle concernéierten nationalen an internationalen Acteuren a Verwaltungen ofgeschwat. Doropshin huet d'Direction de l'aviation civile (DAC) en „Département de l'aviation étatique", dee mat der Supervisioun an der Reglementatioun vun de militäreschen a staatlechen Aviatiounsaktivitéite beoptraagt soll ginn, an d'Weeër geleet an an Zesummenaarbecht mat der Direction de la défense am Oktober 2020 en deementspriechenden Avant-projet de loi op den Instanzewee ginn. No dem Avis vum Staatsrot am Juni 2021 ass de Projet de loi 7680 zur Zäit an der Amendementsprozedur.

Dat groussherzoglecht Reglement, fir d'policespezifesch Detailer ze reegelen, gëtt aktuell preparéiert a wäert baséierend op dem Gesetz vun der staatlecher Aviatioun geholl ginn.

ad 4. Den A400M an de MRTT si bei eisem belsche respektiv hollännesche Partner immatrikuléiert a fléien dohier ënnert deenen hirem militäresche gesetzleche Kader. Déi zwee H-145-M-Helikoptere sinn zu Lëtzebuerg immatrikuléiert a falen, wéi sämtlech national staatlech Aviatiounsaktivitéiten (y compris vun der Arméi an der Police), aktuell ënnert d'Reglementatioun vun der ziviller Aviatioun, sou wéi se vun der internationaler ziviller Aviatiounskonventioun (ICAO, International Civil Aviation Organisation) an der Europäescher Kommissioun (EASA, European Aviation Safety Agency) virginn ass, a sech an der Loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne an an de Bestëmmungen zu hirer Ausféierung erëmgespigelt. Déi Reegele gëllen iwwergräifend fir Arméi a Police.

Question 5144 (22.10.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**explosion des prix des produits pétroliers :**

Depuis maintenant plusieurs mois, les prix des produits pétroliers aux consommateurs ont tendance à exploser littéralement.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie comment les prix au consommateur ainsi que le prix hors taxes se sont développés.

2) Quel en est l'impact sur les prix des produits sur lesquels les frais de transport ont une forte influence ?

3) Comment s'est développé le différentiel des prix au consommateur et hors taxe avec nos voisins la France, la Belgique et l'Allemagne ?

4) Quelle est l'évolution de la part du tourisme respectivement des détours vers la pompe sur les ventes totales ?

5) Quelles sont les mesures qu'envisagent nos voisins pour réduire les conséquences de cette explosion des prix pétroliers et quelles sont les mesures envisageables le cas échéant au Luxembourg ?

Réponse (25.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) L'évolution des prix consommateurs toutes taxes comprises (TTC) et hors taxes (HT) est reprise dans les graphiques ci-dessous.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il y a lieu de noter que :

- Suite au début de la crise Covid, les prix pétroliers ont chuté très rapidement pour atteindre leur niveau le plus bas en été 2020. Depuis lors, les prix n'ont cessé de grimper de manière relativement continue et rapide.
- En valeur nominale, les prix des produits pétroliers oscillent depuis 2008 dans une fourchette de prix bas, atteints en 2009, en 2016 et en 2020, et de prix hauts, atteints en 2008, en 2012 et en 2021.

Actuellement, les prix en valeur nominale du diesel et de l'essence sont à des niveaux historiquement élevés, alors que le prix du gasoil de chauffage n'a pas encore dépassé les niveaux de 2008 et de 2012. La valeur nominale ne prend pas en compte l'évolution de l'inflation et du pouvoir d'achat.

ad 2) Les variations des prix pétroliers au niveau international impactent de manière relativement directe et rapide sur les prix des carburants (2,2 % du panier global de l'indice des prix à la consommation au Luxembourg en 2021)[7] et ceux du chauffage par mazout et gaz (1,8 %).

On pourrait penser que les prix des carburants jouent en premier lieu et de manière plutôt rapide sur les coûts des services de transport (de personnes essentiellement, 0,5 % du panier global) et des voyages à forfait (0,8 %). Cependant, les corrélations entre les variations de ces prix et les prix des produits pétroliers paraissent très faibles.

Le Statec a évalué l'impact global d'une hausse des prix pétroliers sur l'inflation sous-jacente (grosso modo l'inflation hors produits pétroliers) sur base de ses modèles économétriques utilisés pour les prévisions d'inflation[8]. La transmission serait relativement lente (1,5 à deux ans) et d'une ampleur limitée, de sorte que la hausse de 65 % du prix du pétrole brut anticipée pour 2021 contribuerait de moins de 0,1 point de % à l'inflation sous-jacente prévue pour 2022 et de l'ordre de 0,2 point de % pour 2023.

ad 3) Le différentiel des prix consommateurs TTC et HT avec nos trois pays voisins est illustré dans les graphiques ci-dessous.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

À la vue de ces graphiques, il y a lieu de noter que :

- L'évolution des prix au Luxembourg suit les tendances internationales.
- Les prix consommateurs TTC de l'essence 95 et du diesel au Luxembourg restent en dessous des niveaux de nos pays voisins, alors que le prix du gasoil de chauffage est comparable à nos pays voisins.
- Alors que le Luxembourg se situe en bout de la chaîne logistique, les prix HT des produits pétroliers importés au Luxembourg restent au niveau des pays voisins.

ad 4) Pour l'année 2020, le Statec estime que la part de la consommation de carburants routiers par les non-résidents est de 77,8 %. Cette part couvre aussi bien les volumes consommés par les clients en transit (transport routier et touristes), les frontaliers ainsi que le « tourisme à la pompe ». Dans un marché complexe, et alors qu'il est estimé que la part du pur tourisme à la pompe est relativement petite, les informations sur son évolution ne sont pas disponibles.

ad 5) En dehors des informations publiquement disponibles (pas de mesures spécifiques prises à ce stade en Allemagne, compensation financière plus modeste en France), l'État luxembourgeois ne dispose pas d'autres informations sur les mesures qu'envisageraient nos pays voisins dans le contexte actuel.

Au Luxembourg, le Gouvernement a décidé une hausse de l'allocation de vie chère afin d'aider les ménages concernés à compenser la hausse des coûts énergétiques.

Au 1er janvier 2022, l'allocation de vie chère sera ainsi augmentée d'au moins 200 euros par ménage. De plus, il y a eu un déclenchement d'une nouvelle indexation des salaires au 1er octobre 2021 qui a entre autres été due à la hausse des coûts énergétiques.

Par ailleurs, le Gouvernement continue à encourager les alternatives aux énergies fossiles, notamment en ce qui concerne la mobilité et le chauffage. Dans ce contexte, un projet de loi prévoit la prolongation et la simplification des subventions pour la rénovation des logements, le remplacement des chaudières, l'électromobilité, les vélos, ...

Question 5145 (25.10.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan :**

L'engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan a débuté en juin 2003 avec l'envoi d'un contingent dans le cadre de l'ISAF (International Security Assistance Force) qui fut en 2015 relayée par la mission « Resolute Support ». Le déploiement a pris fin en été 2021. En 49 rotations, plus de 330 soldats luxembourgeois ont été envoyés en Afghanistan où ils/elles ont été stationné.e.s pour la plupart à Kaboul et à Kandahar.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Pouvez-vous me donner une estimation des coûts totaux de l'engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan de 2003 à 2021, y compris les coûts liés (p. ex. en matière de formation, de logistique ou de suivi) ?

2) Est-ce que, lors du retrait précipité en 2021, du matériel militaire ou d'autres équipements de l'armée luxembourgeoise ont été laissés sur place ? Si oui, pouvez-vous me spécifier de quel matériel il s'agit ?

3) Est-ce que, lors du retrait précipité en 2021, toutes les personnes locales liées au contingent luxembourgeois (p. ex. traducteurs, personnel de service, etc.) ont pu être mises en sécurité ? Pouvez-vous m'en donner les détails ?

4) Est-ce que des membres de l'armée luxembourgeoise ont souffert, à la suite de leur déploiement en Afghanistan, de stress posttraumatique ou d'autres troubles anxieux ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me détailler le nombre de cas et les mesures de prise en charge ?

Dans ce même contexte, je voudrais aussi poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

5) Quel bilan tirez-vous de l'engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan de 2003 à 2021 ? Pouvez-vous me faire part de vos réflexions et de vos conclusions ?

6) Est-ce que l'engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan et le bilan que vous avez pu en tirer ont donné lieu (ou donneront lieu) à des changements dans l'orientation de la politique étrangère luxembourgeoise ? Si oui, lesquels ?

7) Pouvez-vous me faire part de vos réflexions quant à l'avenir des relations diplomatiques entre le Luxembourg et l'Afghanistan ?

8) Est-ce que le Luxembourg envisage de soutenir les pays voisins de l'Afghanistan dans l'accueil et le soutien des personnes qui ont dû fuir leur pays suite à la prise de pouvoir du nouveau Gouvernement ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me détailler les actions en cours ou prévues ?

En complément, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

9) Quelle est votre position par rapport à la question des réfugié.e.s afghan.e.s et notamment de leur accès aux procédures d'asile européennes ? Quel est l'état actuel des discussions en la matière au niveau de l'Union européenne ?

10) Est-ce qu'il est prévu de créer des couloirs sûrs pour permettre à des ressortissant.e.s afghan.e.s de demander l'asile au Luxembourg, voire de mettre en place ou de participer à des programmes de réinstallation ? Est-ce que de telles actions sont envisagées ou envisageables indépendamment des décisions de l'Union européenne en la matière ?

Finalement, j'aimerais encore poser deux questions à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

11) Pouvez-vous me détailler les actions que la coopération luxembourgeoise a entreprises ou soutenues en Afghanistan lors des cinq dernières années (aussi bien d'un point de vue qualitatif que quantitatif) ? Est-ce que les récents événements ont eu un impact sur ces projets, respectivement sur les résultats déjà obtenus par les projets ?

12) Est-ce que vous pouvez me faire part de vos réflexions quant à l'engagement futur de la coopération luxembourgeoise en Afghanistan ? Est-ce que des changements (p. ex. augmentation ou diminution de l'engagement) sont prévus ?

Réponse commune (25.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4093, le déploiement de l'Armée luxembourgeoise en Afghanistan a coûté environ sept millions d'euros au total.

ad 2) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4881, non.

ad 3) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4853, pendant la période où l'Armée luxembourgeoise faisait partie d'un contingent multinational en Afghanistan, le détachement luxembourgeois n'a jamais eu recours à du personnel local attitré.

Cela n'a pas empêché le Luxembourg d'accueillir un ancien employé de l'OTAN, accompagné de sa famille, au Grand-Duché.

ad 4) L'armée a connaissance de deux cas de trouble de stress posttraumatique (PTSD) qui ont été pris en charge par le service psychologique de l'armée.

ad 5) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4883, les processus d'analyse et de réflexion internes sont actuellement en cours tant au sein de l'OTAN que de l'UE. S'agissant d'un processus collectif, le Luxembourg ne saurait préjuger du résultat de ces analyses et réflexions.

Quelques éléments méritent d'être soulevés déjà à ce stade. L'engagement en Afghanistan a permis aux Alliés de combattre le terrorisme et d'éviter que l'Afghanistan devienne, tout au long de cet engagement, un refuge pour Al-Qaeda et d'autres groupements terroristes. Par ailleurs, l'engagement des Alliés en Afghanistan, à côté de l'engagement conséquent d'acteurs comme l'Union européenne et ses États membres, a permis, pendant la durée du déploiement, de consolider les droits des femmes, des filles, des enfants et des minorités, l'accès à la santé et à une véritable éducation, ainsi que la liberté de la presse en Afghanistan.

Sur le plan opérationnel, l'Armée luxembourgeoise a su faire face à l'épreuve du terrain et a entièrement rempli sa mission, dans ce déploiement sur un théâtre étranger, ainsi que dans la coopération et l'interopérabilité avec les forces alliées. L'action d'évacuation a permis à nos forces de mettre en exergue leurs capacités de réponse rapide.

Il est indéniable que l'engagement des Alliés en Afghanistan doit susciter des questions profondes auxquelles il faudra répondre, notamment sur le niveau d'ambition affichée de nos objectifs, l'évolution et la réévaluation de ceux-ci, ainsi que l'adéquation des ressources déployées pour les atteindre.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4883, les récents développements en Afghanistan représentent avant tout une tragédie pour la population afghane, comme les acquis précités risquent d'être remis en question par les talibans. Il faudra employer tous les moyens à notre disposition pour faire perdurer ces acquis.

ad 6) L'Europe doit tirer des conclusions de cette opération et du retrait mal coordonné des forces de l'OTAN d'Afghanistan. Nous plaidons pour que l'OTAN tire les enseignements de son engagement en Afghanistan et que ceux-ci puissent être pris en compte dans le développement du prochain concept stratégique de l'OTAN attendu au premier semestre 2022. Il est aussi essentiel que nous renforcions nos capacités européennes en matière de défense. Le processus de la boussole stratégique actuellement en cours devrait nous aider à définir nos priorités communes pour l'avenir et à préparer en conséquence nos capacités respectives.

En ce qui concerne son engagement en faveur des droits humains et du développement en Afghanistan, le Luxembourg considère que nous avons une responsabilité à l'égard des aspirations légitimes du peuple afghan à la paix, à la sécurité, à la dignité et au développement socio-économique. En tirant les leçons des derniers événements, l'UE se doit de peser de tout son poids pour contribuer à l'effort international pour préserver les acquis des vingt dernières années, notamment les droits des femmes, des filles, des enfants et des minorités, l'accès à la santé et à une véritable éducation, et la liberté de la presse.

ad 7) Le Luxembourg maintient une relation de travail normale avec l'Ambassade de l'Afghanistan à Bruxelles, accréditée au Luxembourg. Les États membres de l'Union européenne se coordonneront en cas d'éventuelles demandes d'accréditation d'ambassadeurs nommés par les talibans.

Le Luxembourg soutient l'idée d'un retour à une présence minimale européenne à Kaboul, sous condition que la situation en matière de sécurité soit garantie, sans que cela n'équivaille à une reconnaissance du régime des talibans.

ad 8) Lors des discussions dans les enceintes européennes, le Luxembourg a soutenu la mise en place d'une plateforme politique régionale avec les pays voisins de l'Afghanistan, pour gérer les défis créés par la nouvelle situation, en coordination avec l'ONU et d'autres acteurs pertinents. Cette plateforme aborderait notamment des questions liées à la sécurité et à la stabilité, à la migration, à l'assistance humanitaire, et au développement et à la coopération économique régionale. Or, le lancement de cette plateforme, initialement prévu en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York en septembre, a dû être reporté et prendra plus de temps. L'UE envisage de poursuivre l'engagement avec la région selon une approche différenciée selon les pays.

Le Luxembourg soutient les activités de l'UNHCR en matière d'approvisionnement en eau potable, de construction d'abris d'urgence et de distribution de biens de première nécessité (alimentaires et non alimentaires) aux réfugiés afghans dans les pays limitrophes de l'Afghanistan, c'est-à-dire au Pakistan, en Iran, au Tadjikistan, en Ouzbékistan et au Turkménistan.

ad 9) + 10) La question des ressortissants afghans à risque et notamment le fait que l'accès aux procédures d'asile européennes soit garanti pour ces personnes, est très importante pour le Gouvernement luxembourgeois. En ce qui concerne la procédure de protection internationale, tous les ressortissants afghans qui arrivent au Luxembourg peuvent faire une demande.

En l'absence de sources d'informations complètes et fiables, certaines décisions sont toutefois gardées en suspens dans le seul intérêt des concernés en attendant un éclaircissement de la situation sur le terrain en Afghanistan. Il s'agit avant tout de dossiers qui risquent, au stade actuel des informations, d'aboutir sur un refus. Dans ce contexte, et afin que les États membres puissent adopter une ligne de conduite commune et informée en matière de procédures d'asile, la « Country Guidance » du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) devrait être disponible sous peu. Le Luxembourg suit de près les discussions en la matière et se tient informé de toute évolution.

En attendant, l'Union européenne continue de s'engager pour une meilleure coordination en ce qui concerne la question afghane. Un forum à haut niveau sur la protection des Afghans à risque a été organisé par la Commissaire européenne aux Affaires intérieures Ylva Johansson. Ce forum a réuni les ministres UE en charge de l'Asile et des pays associés en présence notamment de Filippo Grandi, Haut- Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), et d'António Vitorino, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

ad 11) La coopération au développement et l'action humanitaire luxembourgeoise en Afghanistan sont mises en œuvre à travers différentes voies et partenaires.

Pour les programmes de coopération au développement, le Luxembourg travaille notamment avec la FAO et la fondation allemande PATRIP (Pakistan-Afghanistan-Tajikistan Regional Integration Programme).

Pour ce qui est de l'action humanitaire, ses partenaires sont la Fondation Caritas, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Bureau de coordination de l'action humanitaire des Nations Unies (UNOCHA).

Ci-après la liste de nos principaux projets au cours des cinq dernières années :

Depuis 2016, l'Action humanitaire luxembourgeoise finance par le biais de la Fondation Caritas Luxembourg un projet de lutte contre la tuberculose. Le partenaire de mise en œuvre est LEPCO, une ONG locale, active depuis 1984 dans la lutte contre la tu-

[7] cf. « Transmission du prix du pétrole aux prix à la consommation énergétique », Note de conjoncture 1-2015, p. 31 ff.

[8] cf. « Mieux capter les effets du cycle économique dans les prévisions d'inflation », Note de conjoncture 2-2017, p. 67 ff.

berculose. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a financé le projet en question pour une durée de cinq ans entre 2016 et 2020 à hauteur de 510.000 euros. Ce projet se concentrait surtout sur les prisons afghanes dans lesquelles la tuberculose pouvait sévir grâce aux conditions de détention. En complément aux interventions liées à la lutte contre la tuberculose, Caritas Luxembourg a été financé par le MAEE à hauteur de 170.000 euros pour mettre en œuvre des programmes de nutrition auprès des populations touchées par la tuberculose. Ces interventions se sont déroulées entre 2015 et 2017. Outre le financement de la lutte contre la tuberculose, Caritas Luxembourg a pu mener des activités de riposte à la pandémie du Covid-19 avec un financement du MAEE à hauteur de 100.000 euros. Il s'agissait ici d'un projet s'étendant sur plusieurs pays dont l'Afghanistan.

Par ailleurs, à travers son accord-cadre de développement 2016-2020, Caritas Luxembourg a mis en œuvre des activités en Afghanistan dans le secteur de la lutte contre les maladies infectieuses dans la région de Mazar-i-Sharif, de Kaboul et de Hazarajat. La part du MAEE se chiffrait à 76.565 euros.

Entre 2017 et aujourd'hui, le MAEE a financé les opérations humanitaires du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Afghanistan à hauteur de 3.200.000 euros. Il s'agit ici de financements prévisibles et flexibles permettant au CICR d'assister et de protéger la population affectée sur base des besoins. Le CICR est principalement actif dans la promotion du droit international humanitaire (DIH), de l'alimentation, de la protection, du support psychologique et de la santé mentale ainsi que dans la construction d'abris d'urgence et la distribution de biens de première nécessité.

Par ailleurs, le MAEE soutient l'appel d'urgence pour l'Afghanistan lancé par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) à hauteur de 500.000 euros. Cet appel d'urgence vise notamment à intensifier la réponse humanitaire du Croissant-Rouge afghan pour répondre aux besoins engendrés par les multiples crises humanitaires en Afghanistan (y inclus sécheresse, conflit, déplacements de personnes, carences des services de santé).

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) est le principal acteur onusien dans la prise en charge des personnes déplacées. Depuis 2017, les opérations de l'UNHCR au profit des réfugiés afghans sont financées à travers une contribution annuelle de 500.000 euros. Il s'y ajoute un financement de 500.000 euros en 2018 pour les opérations ciblant les réfugiés afghans au Pakistan et en Iran ainsi qu'une contribution supplémentaire de 500.000 euros aux opérations du UNHCR en Afghanistan et ses pays voisins en 2021 suite à la revue de l'appel d'urgence du UNHCR. Il en résulte un total de 4.000.000 euros au cours de la période 2017-2021.

Depuis 2020, le MAEE contribue 350.000 euros par an au Fonds humanitaire pour l'Afghanistan, un fonds géré conjointement par le Bureau de coordination de l'action humanitaire des Nations Unies (BCAH/OCHA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD/UNDP). Ce fonds vise le financement de programmes d'aide d'urgence en Afghanistan principalement mis en œuvre par des agences onusiennes comme le Programme alimentaire mondial (PAM/WFP), l'UNHCR, l'Organisation internationale pour les migrations (IOM) ou encore des ONG locales et internationales.

Dans le domaine de la coopération au développement, le Luxembourg a surtout travaillé avec la fondation allemande PATRIP. Un accord de décembre 2011 permet à la fondation de financer des projets de développement dans la région frontalière de l'Afghanistan et du Tadjikistan. La fondation PATRIP est soutenue et financée par le Ministère des Affaires étrangères allemand, via la KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau), la Direction de la coopération luxembourgeoise et le Ministère des Affaires étrangères norvégien et l'Union européenne. Le but de la fondation est de contribuer à la stabilité de la région frontalière de l'Afghanistan, du Pakistan et du Tadjikistan en réalisant, à travers différentes ONG, des projets transfrontaliers de petite ou moyenne envergure. Depuis 2016 la Coopération luxembourgeoise a versé 3.840.000 euros à la fondation PATRIP, ceci exclusivement dans le domaine du WASH (eau, assainissement et hygiène). Pour 2021, une enveloppe de 500.000 euros est encore prévue mais non déboursée. La coopération avec la fondation continuera dans les années à venir, ceci afin de fournir des services essentiels à la population afghane.

Depuis 2009, le Luxembourg soutient le projet « Household Food and Livelihood Security (HLFS) and Support to the Development of an effective Extension System » de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'objectif global du projet est de contribuer à la sécurité alimentaire en combattant la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Plus spécifiquement, le projet poursuit les objectifs suivants :

- promouvoir et améliorer les moyens de subsistance durables et résilients parmi les ménages les plus vulnérables et les plus exposés à l'insécurité alimentaire ;
- renforcer les capacités institutionnelles et les liens commerciaux.

L'actuelle phase du projet, disposant de trois millions d'euros sur quatre années, a comme objectif la réduction de l'insécurité alimentaire des familles les plus démunies dans quatre districts en particulier : Char Asyab, Jabal Seraj, Qarghayee et Mohammad Agha, et prévoit le renforcement des moyens de subsistance en visant la diversification des sources de revenu et d'alimentation et l'introduction de technologies et pratiques orientées vers la résilience et adaptées au changement climatique.

À noter encore que d'un point de vue budgétaire, la crise du Covid a eu des répercussions sur le financement des projets afghans. Il n'a pas été possible de maintenir le niveau de financement en 2020 et 2021 par rapport à 2019.

Tout comme l'ensemble des bailleurs internationaux, le Luxembourg cherche actuellement les voies d'acheminement les plus sûres avec ses partenaires de confiance pour faire en sorte que l'aide atteigne les personnes les plus dans le besoin, tout d'abord les femmes et les jeunes filles.

Si l'accès humanitaire a été rétabli en grande partie depuis août, un défi général auquel les acteurs présents en Afghanistan se voient confrontés en ce moment est le manque d'argent liquide. Cette situation est notamment due à l'effondrement du système économique et financier afghan, au gel des réserves de la banque centrale de l'Afghanistan ainsi qu'au régime de sanctions américain.

ad 12) Face à la dégradation inquiétante, le Luxembourg ne se désolidarisera pas de la population afghane et continuera son soutien dans la région dans les années à venir. Alors que le Luxembourg avait annoncé 2,5 millions d'euros en aide pour l'Afghanistan en 2021, le MAEE a décidé en fin d'année de porter ce montant à 7,85 millions d'euros pour permettre à ses partenaires de faire face à la crise humanitaire qui s'annonce. Ces fonds supplémentaires seront alloués à nos partenaires humanitaires stratégiques, à savoir le CICR, l'UNHCR, le PAM et la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR) ainsi qu'à certaines agences multilatérales comme l'UNICEF et le PNUD (fonds fiduciaire des NU). Une partie de ces fonds est également allouée à des ONG humanitaires luxembourgeoises en étroite collaboration avec leurs partenaires locaux.

Quant aux programmes de développement à long terme mis en œuvre ces dernières années, il s'agit d'explorer des voies avec les partenaires permettant de répondre aux besoins les plus urgents des populations les plus vulnérables tout en protégeant les acquis des 20 dernières années et de faire en sorte que les fonds nécessaires ne passent pas à travers les structures étatiques et ne servent donc pas à légitimer le Gouvernement actuel. L'opérationnalisation du nexus humanitaire-développement, avec le but d'éviter autant que possible l'effondrement des services sociaux de base, en particulier les systèmes de santé et l'éducation, joue un rôle important dans ce contexte.

Le Luxembourg envisage de participer à la mise en œuvre de l'initiative Team Europe (TEI) sur la crise des déplacements de population dans les pays voisins de l'Afghanistan. Les modalités de mise en œuvre de cette initiative restent encore à définir.

Question 5147 (25.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **rupture de stock du cannabis médicinal :**

No der leschter Liwwerung vu medezinneschem Cannabis am September kënnt et momentan, laut mengen Informatiounen, schonn erëm zu enger Rupture de stock vu Cannabis mat engem 18 % an 10 % THC-Gehalt. D'Santésministesch hat Enn August erkläert, dass ronn 30 kg bestallt wieren, an am September geliwwert géife ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass de momentane Stock u medezinneschem Cannabis mat 10 % THC- an 10 % CBD-Gehalt?

2. Wéi héich ass de momentane Stock un medezinneschem Cannabis mat 18 % THC- a manner wéi 1 % CBD-Gehalt?

3. Fir wéini ass déi nächst Liwwerung vu medezinneschem Cannabis geplangt?

4. Wäert d'Regierung ee méi héije Budget fir den Akaf vu medezinneschem Cannabis fir 2022 ufroen, fir esou Penurien an Zukunft ze verhënneren?

5. Wat fir Quantitéite plangt d'Ministesch fir 2022 anzekafen?

6. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4556 hat d'Ministesch erkläert, dass beim neie Fournisseur och Cannabisueleg bestallt soll ginn.

„Schlussendlech kann een nach erwänen, datt mat dësem neie Marché, deen elo attribuéiert gouf, et och fir déi éischte Kéier méiglech wäert sinn, konforme Cannabisueleg ze sécheren. Dësen Ueleg stellt virun allem eng Plus-value duer, well dëse méi einfach an der Therapie agesat ka ginn an dofir och vill méi einfach ze handhaben ass."

An der Äntwert op d'Fro N° 4797 gouf de Cannabisueleg awer net méi erwäänt.

Huet de Ministère scho Cannabisueleg akaaft?
- Wa jo, wéi vill Ueleg gouf fir 2021 kaaft a wéi vill ass fir 2022 virgesinn?
- Wann nee, firwat net?

Réponse (22.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Den 28. Oktober 2021 huet Lëtzebuerg 900 Tuten Tilray THC9:CBD9 No.1 à 15 g kritt. Dat entsprécht 13,5 kg. Um 17. November 2021 waren nach 310 Päck beim Grossist am Stock.

ad 2. Et gëtt zurzäit keng Cannabisbléie mat 18 % THC. E Qualitéitsproblem an der Produktioun vun den THC18 Cannabisbléien op der Säit vum Produzent huet dozou geféiert.

ad 3. Déi nächst Liwwerung vu medezinneschem Cannabis ass fir Dezember 2021 geplangt.

ad 4. D'Penurië sinn net op e Budgetsmangel zeréckzeféieren, mee leien eleng un de Liwwerungsproblemer vun de Säite vum Cannabisproduzent.

De Budget kann am Budget de l'État 2022 nogekuckt ginn.

Projet de budget 2022_VOL1_WEB.pdf (public.lu)

ad 5. De Gesondheetsministère orientéiert sech um Verbrauch vum Terrain, fir eventuell aner Quantitéiten anzekafen.

ad 6. Jo, de Ministère huet eng éischt Liwwerung u Cannabisueleg Ufank November kritt.

An dëser Liwwerung ware follgend Produkter dran:
- 100 Fläsche Cannabisueleg THC10 %/CBD10 % 25 ml,
- 100 Fläsche Cannabisueleg THC25 % 25 ml,
- 50 Fläsche Cannabisueleg THC5 %/CBD20 % 40 ml.

Question 5148 (25.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **centre thérapeutique « Syrdall Schlass » :**

Zënter dem Joer 1980 ginn am Therapiezentrum „Schlass Syrdall" zu Manternach drogesüchteg Leit behandelt. Dëst entweeder stationär oder net stationär.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Wéi vill Patiente goufen an de leschten 20 Joer hei behandelt, stationär an net stationär?

2. Wéi vill vun dëse Patienten aus de leschten 20 Joer goufe réckfälleg?

3. Wéi vill Patienten hunn hir Therapie an dësem Zäitraum ofgebrach?

Réponse (26.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Centre thérapeutique Manternach (CTM) ass eng Rehabilitatiounsklinik fir stationär Drogentherapie. Deemno hu bis dato exklusiv stationär Behandlungen do stattfonnt.

Pro Joer ginn am Duerchschnëtt 60 verschidde Patienten am CTM behandelt. Iwwert déi lescht 20 Joer gekuckt sinn dat ongeféier 1.200 Patienten (cf. Grafik 1).

ad 2. Et ass net méiglech unzeginn, wéi vill Patiente genau an deenen 20 leschte Jore réckfälleg gi sinn, engersäits, well aus Dateschutzgrënn Patientenakten net méi laang ewéi zéng Joer däerfe gehale ginn, an anerersäits, well d'Erhiewe vu validen Donnéeë problematesch ass. Systematesch Befrounge vun de Patienten no hirer Therapie, déi net an enger Nosuerg weider betreit goufen, si bis elo net duerchgefouert ginn. Den Haaptgrond dofir ass d'Liewenssituatioun vun de Betraffenen, déi an der Reegel oft de Wunnsëtz wiesselen an domadder och hir Kontaktdonnéeën. Wann e Patient net erreechbar ass, kann dat bedeiten, dass e stabill ass, mee awer och, dass en sech an enger prekärer Situatioun befënnt an eventuell réckfälleg ginn ass. Réckfälleg Patiente sinn dann och oft genéiert, fir iwwert hir aktuell Situatioun Auskunft ze ginn.

Wann ee vu Réckfall schwätzt, muss een en Zäitraum definéieren, an deem dee Réckfall no der Therapie stattfonnt huet. An der Literatur geet ee vun enger Réckfallquot vu 40 %-60 % am Laf vun den éischten zwielef Méint no dem Enn vun der Therapie aus. Bei Patiente mat Duebel- oder Méifachdiagnose souguer vun 80 %.

D'Zuelen aus der Nosuerg vum CTM bestätegen déi Zuelen: knapp 50 % vun de Patiente goufen an deenen éischten zwielef Méint no hirer Therapie réckfälleg. Et kann een awer dovunner ausgoen, dass d'Réckfallquot bei Patienten, déi net nobetreit goufen, nach méi héich ass.

Dobäi ass awer ze ënnersträichen, dass Réckfäll vu Persounen, déi an der Nosuerg sinn, meeschtens net laang undaueren, well se zäitno opgefaange ginn an e Groussdeel vun hinnen erëm stabiliséiert ka ginn.

Wann een sech spezifesch d'Proportioun vu de Leit ukuckt, déi am Laf vun engem Joer no der Therapie op en neits am CTM opgeholl gi sinn, esou läit déi duerchschnëttlech iwwert déi lescht zéng Joer bei ongeféier 21 %. Déi Proportioun kann als een Indicateur fir den Ausmooss vu Réckfäll gedeit ginn. D'Donkelziffer, dat heescht déi Leit, déi réckfälleg gi sinn, sech awer net méi a stationär Behandlung an den CTM beginn hunn, dierft awer sécherlech méi héich sinn.

Réckfäll gehéiere leider oft zu enger Suchterkrankung. Wichteg ass et un éischter Stell, dass déi Betraffe léieren, domadder ëmzegoen an bei Bedarf Hëllef kréien.

ad 3. Déi follgend Grafik weist d'Unzuel vun Opnamen, d'Unzuel vu verschiddene Patientegrade souwéi d'Zuel vun den Therapieofbréch a Readmissiounen am CTM pro Joer vun 2012-2021. D'Zuele fir 2021 bezéien sech op den Zäitraum Januar bis Oktober.

Den Taux vun den Therapieofbréch am CTM louch an deene leschten zéng Joer bei duerchschnëttlech 21 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5149 (26.10.2021) de **MM. Jean-Paul Schaaf** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**accord relatif au temps de travail dans la Police grand-ducale du 17 juin 2019 :**

Am Accord „relatif à la compensation de certaines contraintes liées à l'aménagement du temps de travail" vum 17. Juni 2019 tëschent de Policegewerkschaften, der CGFP a verschiddene Membere vun der Regierung ass Follgendes festgehale ginn:

Ënnert Punkt 1:

1. Les valeurs horaires de la prime d'astreinte, prévue à l'article 22, paragraphe 4, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, seront fixées comme suit :
1. celle de 0,60 point indiciaire sera portée à 0,66 point indiciaire ;
2. celle de 0,48 point indiciaire sera portée à 0,53 point.

Ënnert Punkt 4:

2. Les membres de la Police grand-ducale bénéficient par année travaillée en continu par équipes successives d'un repos compensatoire de cinq jours. En cas de tâche partielle, ce repos est calculé proportionnellement au degré de la tâche.
Le repos compensatoire est accordé au terme de cette année et affecté au compte épargne-temps.
La première année travaillée en continu par équipes successives à prendre en compte est celle qui précède la date d'entrée en vigueur de la loi à venir.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Firwat goufen dës zwee erwäänte Punkten, wou d'Beamte säit der Ënnerschrëft drop waarden, nach ëmmer net ëmgesat? Wéini wëllt d'Regierung dësen Accord ëmsetzen?

2. Kréien d'Beamten op d'Joer 2019 réckwierkend hir fënnef versprache Roudeeg an hir 10 % op d'Prime d'astreinte? Wann net, firwat?

Réponse commune (03.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. De Gesetzesprojet N° 7644, dee vum Minister fir d'Fonction publique am Juli 2020 deposéiert gouf, gesäit a sengen Artikelen 12 a 14 d'Ëmsetzung vun dësen zwee Punkte vir.

ad 2. Den Accord „relatif à la compensation de certaines contraintes liées à l'aménagement du temps de travail" vum 17. Juni 2019 tëschent de Policegewerkschaften, der CGFP an de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir d'Fonction publique gesäit vir, datt fir déi fënnef zousätzlech Roudeeg, déi ee fir ee Joer Schichtaarbecht wäert kréien, schonn dat Joer gezielt gëtt, wat just virun der Entrée en vigueur vum zukünftege Gesetz läit. Dëse Punkt ass

am Artikel 15 vun deem uewe genannte Gesetzesprojet virgesinn.

Question 5152 (26.10.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **recrutement pour la Centrale des secours d'urgence :**

Den 10. September 2021 ass en Avis de mobilité interne un de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) erausgaangen, wou Beruffspompjeeën sech kënnen an en anere Centre d'intervention oder d'Centrale des secours d'urgence vum 112 mellen. Mengen Informatiounen no huet kee sech gemellt fir op den 112. Des Weidere wëllen sech wuel aus verschiddene Grënn eng Rei Agente vum 112 fort mellen?

D'Madamm Minister hat rezent deklaréiert, datt déi Agente vum 112, déi nach net „Pompier professionnel fonctionnaire" wieren, mat hirer Formatioun amgaang wieren. Mengen Informatiounen no stëmmen dës Aussoen awer net, vill Agente si wuel guer net un dëser Formatioun, déi mat groussem Opwand verbonne wier, interesséiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt kee sech gemellt huet, fir intern bei den 112 ze wiesselen?

2. Stëmmt et, datt eng Rei Agente gedenken, den 112 ze verloossen?

3. Wat sinn d'Grënn heivir?

4. Wat fir eng operationell Konsequenzen huet dëst fir den 112?

5. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt d'Agente vum 112 vill Iwwerstonne leeschte mussen? Wa jo, wéi vill Iwwerstonne si bis elo 2021 geleescht ginn?

6. Op wéi eng Informatioune baséiert d'Madamm Minister hir Aussoen, datt quasi all Agente vum 112 de Statut vum „Pompier professionnel fonctionnaire" hunn, resp. mat der Formatioun amgaang sinn?

7. Wat heescht dat fir den 112, wann dës Beamte refuséieren, déi Formatioun ze maachen?

8. Den 112 huet als national Noutruffzentral eng wichteg Missioun fir d'Awunner ze assuréieren. Wéi wëll d'Madamm Minister sécherstellen, datt dës Missioun och an Zukunft adequat assuréiert ka ginn?

Réponse (16.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Ech wëll drop hiweisen, datt et net dem Inneministère seng Aufgab ass, sech ëm déi alldeeglech Gestioun vum CGDIS ze këmmeren, ech kann awer follgend Informatioune weiderginn, déi ech vum CGDIS matgedeelt krut:

Am Mäerz 2021 goufen am Kader vun enger spezifescher Procédure de mobilité interne véier nei Mataarbechter fir de CSU 112 rekrutéiert. D'Mataarbechter haten d'Wiel, fir sech op eng vu 17 vakante Plazen iwwert d'Procédure de mobilité interne ze mellen. Zënter der Grënnung vum CGDIS konnten am Ganzen aacht zousätzlech nei Mataarbechter fir de CSU 112 rekrutéiert ginn, soudatt een net vun engem Rekrutéierungsproblem kann ausgoen.

De CGDIS kann net confirméieren, „datt eng Rei Agente gedenken, de CSU 112 ze verloossen". Vu 34 Mataarbechter, déi um CSU 112 affektéiert sinn, huet just eng eenzeg Persoun sech gemellt, fir vum CSU 112 an e Centre d'incendie et de secours ze wiesselen. Dës Demande konnt dee Moment allerdéngs net zréckbehale ginn, well kee passende Posten disponibel war.

Operationell Konsequenze fir de CSU 112 ginn et keng, den Effectif war an ass zu all Moment garantéiert.

Am Joer 2021 hunn d'Mataarbechter vum CSU 112 keng Iwwerstonnen („heures supplémentaires") geleescht. Bis de 26. Oktober 2021 sinn awer am Ganze 4.097 Stonnen op de Compte épargne temps (CET) gebucht ginn.

Eng Rëtsch Mataarbechter vum CSU 112 hunn déi obligatoresch Formatiounen nogemaach a konnten an d'Karriär vum Beruffspompjee wiesselen. Weider Mataarbechter si fir déi divers Formatiounen ugemellt, wärend nach aner Mataarbechter hiren Interessi bei de Responsabele vum CSU 112 ugemellt hunn, fir un dëse Formatiounen deelzehuelen.

All Mataarbechter vum CSU 112 huet d'Méiglechkeet, fir un den néidege Formatiounen, déi fir de Changement an d'Karriär vum Beruffspompjee obligatoresch sinn, nozemaachen. Et gëtt also keen dozou obligéiert. Et ginn effektiv och Mataarbechter, déi sech aus perséinleche Grënn géint de Wiessel an d'Karriär vum Beruffspompjee entscheet hunn. E weidere Grond kann eng medezinnesch Inaptitude sinn. Et ass also net richteg, fir vun engem Refus ze schwätzen, well et weeder eng Obligatioun, nach Drock vun der Hierarchie gëtt, fir dës Formatioune mussen ze maachen. Och wann dës Mataarbechter net an d'Karriär vum Beruffspompjee kënne wiesselen, kënne si awer weiderhin hirer Aarbecht als Opérateur oder Chef de salle um CSU 112 nogoen. Schlussendlech ass et wichteg ze bemierken, datt alleguer d'Mataarbechter vum CSU 112 den néidege Formatiounen a Weiderbildunge fir hir Aarbecht nokomm sinn an datt et och zu kengem Refus koum, fir un iergendenger Formatioun deelzehuelen.

De Plan national d'organisation des secours (PNOS), deen den 20. Oktober 2021 vun der Regierung approuvéiert ginn ass, fixéiert fir den operationelle Beräich, dorënner de CSU 112, verschidden Axes d'amélioration, déi et bis spéitstens 2025 ëmzesetze gëllt.

Question 5153 (26.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**Office régional du tourisme du Centre et de l'Ouest :**

Avec la création de l'Office régional du tourisme du Centre et de l'Ouest en mai 2016, un souhait de longue date des acteurs locaux concernés s'est réalisé. En effet, cette structure régionale est censée faciliter le développement et la coordination d'activités touristiques afin de valoriser et de promouvoir le tourisme dans les régions occidentales du pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter les priorités stratégiques en matière de la promotion du tourisme dans la région Ouest du Grand-Duché de Luxembourg - et plus particulièrement dans le canton de Redange ?

2) Qui sont les acteurs et partenaires impliqués dans la réalisation de cette stratégie ? Quels sont les moyens de promotion déployés dans ce contexte ?

3) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le financement de cette stratégie ? Comment le budget étatique alloué au développement d'activités touristiques dans l'ouest du pays a-t-il évolué durant les dernières années ?

4) Dans quelle mesure les acteurs régionaux et locaux ont-ils déjà pu bénéficier de la création de l'Office régional du tourisme du Centre et de l'Ouest ? Quels changements a-t-on pu observer au niveau des emplois, des revenus et des offres d'activités dans le secteur touristique des régions de l'ouest depuis 2016 ?

Réponse (17.11.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

ad 1) En amont de la création en date du 2 mai 2016 de l'Office régional du tourisme du Centre et de l'Ouest ASBL, ci-après dénommé « l'ORT », les priorités stratégiques pour l'ORT ont été élaborées dans le cadre d'un processus participatif avec les forces vives du tourisme de la région. Sur base d'études quantitatives et d'entretiens qualitatifs ainsi qu'une série de workshops, un masterplan a pu être dressé qui définissait comme les premières priorités pour l'ORT de rattraper les autres ORT déjà en place :

- en s'appropriant le travail déjà effectué au sein de ces structures jumelles ;
- en effectuant un inventaire de l'offre ;
- en travaillant sur la suggestivité et la visibilité interne de l'offre touristique ;
- en développant des guidances touristiques ;
- et en développant des randonnées pédestres et des randonnées en vélo.

Sur base de ce qui précède, l'ORT a présenté son positionnement pour la région Centre/Ouest autour du concept du « Slow tourisme ».

ad 2) L'ORT compte actuellement 44 membres, dont :

- 28 communes ;
- 12 ASBL touristiques ;
- 3 fédérations touristiques ;
- et une entreprise privée.

Outre les membres de l'association, l'ORT collabore avec tous les acteurs régionaux œuvrant dans le tourisme, que ce soit les hébergements touristiques, les restaurants, les attractions touristiques, les syndicats d'initiatives ou d'autres ASBL œuvrant dans le tourisme et bien évidemment dans le domaine du marketing avec le GIE Luxembourg for Tourism dont il est membre et qui se charge de la promotion de la région à l'étranger.

En ce qui concerne les moyens de promotion, l'ORT utilise de nombreux canaux :

- un site web : www.visitguttland.lu
- les réseaux sociaux :
• Facebook : « Visit Guttland » et « Guttland Trails » ;
• et Instagram « visitguttland ».
- Publications
• Cartes (« Mam Vëlo am Westen », « Vallée des sept Châteaux »),
• Guides Tours ;
• Magazine « Guttland Stories »,
pour n'en citer que quelques-uns.

D'autres moyens de promotion sont les annonces publicitaires, les publireportages, les communiqués de presse, les vidéos de promotion et les voyages de presse réalisés en collaboration avec LFT. Avant la pandémie, l'ORT était aussi présent sur des foires ou d'autres types de manifestations pour promouvoir la destination.

ad 3) Le financement de l'ORT repose sur plusieurs piliers, dont les cotisations de ses membres et une dotation étatique annuelle. Il est à noter que cette dotation n'a cessé d'augmenter depuis la création de l'ORT :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) L'ORT conseille et supporte les acteurs régionaux dans le développement de leurs projets touristiques et il incite les acteurs régionaux à développer des projets touristiques, que ce soit dans le domaine de l'hébergement des attractions ou encore de bureaux d'information touristique.

Par ailleurs, l'ORT développe lui-même des projets touristiques en collaboration avec les acteurs régionaux comme p. ex. des visites guidées pour assurer que le touriste puisse profiter d'une offre variée et qualitative.

Étant donné que la professionnalisation du secteur touristique constitue une priorité gouvernementale, l'ORT organise des formations pour les acteurs touristiques.

L'ORT fait non seulement la promotion des activités touristiques de la région, mais supporte aussi les offres de ses partenaires dans leurs efforts de promotion en offrant par exemple un photoshooting professionnel ainsi que le tournage d'une vidéo de présentation à tous les hébergements de la région.

L'ORT offre ensuite aussi un point d'information central pour les visiteurs s'intéressant à la région et assume le rôle de porte-parole touristique de la région au niveau national vis-à-vis de l'organisation de promotion nationale « Luxembourg for Tourism » ainsi que vis-à-vis des différents ministères.

Depuis la création de l'ORT, celui-ci coordonne aussi les étudiants mis à disposition par le ministère ayant dans ses attributions le tourisme dans la région. Ces étudiants représentent un support important pendant la saison d'été aux musées ou points d'informations touristiques régionaux généralement gérés par des bénévoles.

Il n'y a à l'heure actuelle pas de chiffres collectés par rapport aux emplois et revenus générés dans le secteur touristique au niveau régional.

On peut tout de même dire que des hébergements se sont implantés dans la région de l'Ouest depuis la création de l'ORT (p. ex. Péitche Lauer à Useldange et Green & Breakfast à Niederpallen) et d'autres hébergements sont en cours de planification.

Question 5154 (27.10.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**achat du logiciel Pegasus :**

Lors d'une table ronde organisée par un média luxembourgeois anglophone le 25 octobre 2021, Monsieur le Premier Ministre a notamment évoqué le scandale entourant le logiciel Pegasus de la société NSO. Dans ce contexte, il a dit : « If other governments decided to buy this product to spy oppositions, journalists and other people ... it's a scandal. It's a scandal. But it's the fact that they bought it to misuse it. To misuse it. But at the beginning, when we bought it, it was for reasons of state security. »

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) Est-ce que Monsieur le Premier Ministre se référait bien au Gouvernement respectivement à l'État luxembourgeois en utilisant la formule « we bought it » [nous l'avons acheté] ?

2) Dans l'affirmative, pouvez-vous préciser vos affirmations publiques en m'informant au profit de quel(s) service(s) étatique(s) le logiciel en question a été acquis quand il a été acquis, s'il est encore utilisé par des services étatiques et quel usage en est fait ?

Réponse (28.10.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

L'article 8, paragraphe (1), c), de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État prévoit explicitement le recours, pour le Service de renseignement de l'État (SRE), à un moyen de recherche d'interception à la source, et ce dans les strictes limites et sous le strict contrôle imposés par ladite loi.

Afin de pouvoir remplir les missions lui attribuées par ladite loi, le SRE s'est doté d'un tel moyen.

Dans le cadre de l'entretien en question, le Premier Ministre, Ministre d'État s'est référé de manière générique à l'achat d'un tel moyen dans les conditions précitées.

Pour des raisons de sécurité et afin de protéger les enquêtes, il n'est pas possible de publier des détails concernant les équipements techniques.

Question 5169 (02.11.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **statistiques dans le cadre de la Covid-19 :**

Laut mengen Informatioune ginn an Däitschland déi vaccinéiert Leit bis zwou Wochen nom zweete „Shot" als „non vacciné" an der Statistik gefouert, wat natierlech dann heescht, dass déi Statistiken da quasi keng Impfduerchbréch oder Niewewierkungen am Kader vun der „Impfung" opweisen. Et géif mech interesséieren, wéi dat hei an eisem Land gehandhabt gëtt.

An de „rapports hebdomadaires" vun der Santé gëtt säit e puer Méint de „statut vaccinal" vun de positiv getesten an den hospitaliséierte Persoune publizéiert.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ech géif dozou gär wëssen:

1. Wat ass déi genee Definitioun vun enger „personne partiellement vaccinée"?

2. Wat ass déi genee Definitioun vun enger „personne avec un schéma vaccinal complet"? Ab wéini gëtt dës Persoun an déi Statistik opgeholl?

3. Aus wat fir engem Grond ginn déi „non vaccinés" mat de „partiellement vaccinés" an enger Kategorie zesummegeluecht?

4. An de Kalennerwochen 38 an 39 goufen d'Zuele fir déi dräi Kategorien „non vaccinés", „partiellement vaccinés" an „avec schéma vaccinal complet" getrennt uginn. Wier et méiglech, déi respektiv Zuelen och fir déi aner Woche gewuer ze ginn?

Réponse (24.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Fir d'Opstellung vum Rapport hebdomadaire a generell fir de Monitoring, deen d'Gesondheetsdirektioun assuréiert, gëtt d'Definitioun vun enger voll geimpfter, deelweis geimpfter oder net geimpfter Persoun a Relatioun mat der Unzuel vun Injektiounen, deen den Impfstoff virgesäit a mam Datum, op deen déi geimpfte Persoun de kompletten Impfscheema vum Impfstoff, deen hir administréiert gouf, duerchlaf huet.

Eng Persoun gëllt deemno als deelweis geimpft, wann si eng Dosis vun engem Impfstoff administréiert krut, deen eréischt mat zwou verimpften Dosen als komplett ugesi gëtt.

ad 2. Fir de Monitoring, deen d'Gesondheetsdirektioun assuréiert, huet eng Persoun mat engem kompletten Impfplang d'Unzuel vun den Dose kritt, déi néideg sinn (eng Dosis fir den Impfstoff Janssen, zwou Dose fir all aneren Impfstoff). Fir déi Leit, déi den Impfstoff Janssen kritt hunn, dee just eng Dosis virgesäit, gëllen d'Leit 14 Deeg no hirer Impfung als komplett geimpft, iwwerdeems d'Leit, déi en Impfstoff kritt hunn, deen zwou Dose virgesäit, den Dag selwer vun der zweeter Impfung als komplett geimpft gëllen. Dës Persoune ginn den Dag no hirer Impfung an de Statistike vun de Rapporten integréiert.

Fir verschidde Länner, dorënner och Däitschland, gëllt réischt e kompletten Impfscheema 14 Deeg no der leschter Injektioun vum Impfstoff, dat selwecht gëllt och fir Impfstoffer, där hire Scheema zwou Injektioune virgesäit.

ad 3. Net geimpfte Leit an deelweis geimpfte Leit sinn an der Kategorie vun den ongeimpfte Leit gruppéiert, well dës Leit d'Unzuel vun den néidegen Injektiounen nach net kritt hunn, fir hiren Impfplang ze vervollstännegen.

Dës Kategorisatioun fir net geimpfte Leit an deelweis geimpfte Leit gëtt benotzt, well béid Kategorië vu Leit no de Reegele vum CovidCheck net gréng sinn, mee rout uschloen, wat hiren Impfstatus ugeet.

ad 4. An deene leschte Wochen hunn déi deelweis geimpfte Leit ongeféier 3 % vun all den deklaréierte Fäll ausgemaach, esou datt déi Fäll, epidemiologesch gesinn, eng ganz kleng Roll spillen. Aus dësem Gronn ginn dës Kategorien net méi eenzel an de Rapporten opgelëscht.

N°26
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 26 | Session ordinaire 2020-2021

Création d'un Pacte Climat 2.0 p. 875
Soutien au développement du logement p. 889
Mesures de lutte contre la pandémie p. 898

Sommaire des séances publiques nos 59 à 61 p. 911
Sommaire des questions parlementaires p. Q661

59e séance Mercredi 9 juin 2021
60e séance Jeudi 10 juin 2021
61e séance Samedi 12 juin 2021

Offiziell Visitt vun der Presidentin vum Europaparlament

D'Presidentin vum Europaparlament, d'Madamm Roberta Metsola, war de 15. Mäerz 2022 op offizieller Visitt zu Lëtzebuerg.

An deem Kader huet si eng Deklaratioun an der Chamber gemaach an op d'Froe vun den Deputéierte geäntwert, nodeems si vum President vun der Chamber, dem Här Fernand Etgen, an dem President vun der Aussekommissioun, dem Här Yves Cruchten, empfaange gi war a sech an d'Gëllent Buch agedroen hat. Beim Theema Krich an der Ukrain huet d'Madamm Metsola véier Akzenter gesat: Et misst een d'EU onofhängeg vu russescher Energie maachen, d'Gemeinsam Sécherheets- a Verdeedegungspolitik weiderbréngen, d'Versuergung mat Liewensmëttel garantéieren a Solidaritéit an Eenheet groussschreiwen. „Mir hunn eis sécher an am Fridde gespuert, mee dem Vladimir Putin seng Invasioun huet dëse Fridden an Europa zerstéiert, eppes wat mir net erwaart hunn", esou d'Presidentin vum EU-Parlament wärend hirer Interventioun.



D'Presidentin vum Europaparlament Roberta Metsola gouf vum Chamberspresident Fernand Etgen a vum President vun der Aussekommissioun Yves Cruchten empfaangen.

Une délégation parlementaire aux Émirats arabes unis



Visite du pavillon ukrainien dont les murs sont recouverts par des messages de solidarité - de gauche à droite : M. Robert Lauer, ambassadeur, M. Yves Cruchten et M. Marc Spautz, députés, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Yvan Sydorenko, commissaire du pavillon ukrainien, Mme Simone Beissel, députée, et M. Laurent Scheeck, secrétaire général

Une délégation de députés a visité le 12 mars 2022 l'exposition universelle à Dubai, ouverte depuis le 1er octobre 2021. Huit pavillons étaient au programme de la visite, dont les pavillons japonais, néerlandais, ukrainien, luxembourgeois et portugais.

Lors de la visite de ce dernier, les députés ont souligné les relations exceptionnelles et amicales entre le Portugal et le Luxembourg.

Suite aux évènements actuels en Ukraine, la délégation parlementaire a tenu à visiter le pavillon ukrainien et rencontré le directeur de celui-ci, M. Yvan Sydorenko.

En signe de solidarité, les députés lui ont remis une réplique de la « Gëlle Fra », symbole de la résistance du peuple luxembourgeois pendant les guerres.

Par la même occasion, ils ont ajouté des mots de compassion et de solidarité aux innombrables messages de sympathie recouvrant déjà les murs du pavillon.

Le pavillon luxembourgeois à l'honneur

« Resourceful Luxembourg » est la thématique principale du pavillon luxembourgeois : la réinvention du Luxembourg par soi-même au fil des années grâce à l'usage créatif de ses propres ressources. Les députés se sont renseignés sur les différentes sections qui accentuent chacune les aspects globaux du pavillon : la diversité, la connectivité, la durabilité, le dynamisme et la beauté. Le but est de découvrir le pavillon par les cinq sens, a expliqué la commissaire du pavillon luxembourgeois, Mme Maggy Nagel.

« Il est important pour chaque pays de pouvoir se présenter lors d'un tel évènement universel », a souligné de son côté le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Dans le cadre de la visite, il a également donné rendez-vous à des membres de la communauté luxembourgeoise vivant à Dubai au pavillon luxembourgeois.

Dans le pavillon « Mission Possible » des Nations Unies dans le « Opportunity District » de l'Expo 2020 Dubai, les députés ont eu des informations sur les différentes possibilités pour préserver les ressources.

Le Japon accueillera la prochaine exposition universelle qui aura lieu en 2025 à Osaka.

Entrevue avec le Président du Conseil national fédéral des EAU

La délégation parlementaire luxembourgeoise a également eu une entrevue, à Abu Dhabi, avec le Président du Conseil national fédéral (FNC) des Émirats arabes unis, M. Saqr Ghobash, le 13 mars 2022.

Depuis 40 ans, le Grand-Duché de Luxembourg entretient des relations diplomatiques avec les Émirats arabes unis et, depuis dix ans, une ambassade est implantée dans le pays, a rappelé le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de l'entretien. Des sujets tels que l'Expo 2020 Dubai ou encore le 50e anniversaire du pays l'année dernière ont été abordés.

Actualité oblige, la guerre en Ukraine était un sujet prioritaire. Le Président du FNC a donné des explications sur la motivation des Émirats arabes unis (EAU) de s'abstenir lors d'un vote sur une résolution au Conseil de sécurité des Nations Unies qui visait la condamnation de l'attaque russe en Ukraine. Les EAU opteraient pour le dialogue, a précisé M. Saqr Ghobash.

La question des droits des femmes et la durabilité

Le Conseil national fédéral des Émirats arabes unis est composé de 40 membres dont 20 femmes. Cet exemple de parité devrait servir de « best practice » pour le monde arabe, ont expliqué les membres du FNC, également présents à l'entretien. Le pays se veut également exemplaire dans le domaine de la préservation des ressources et des énergies renouvelables.

En 2023, la conférence mondiale sur le climat COP28 (Conférence des parties) se tiendra aux EAU.

Présentation de la troisième révision de la Constitution

Les rapporteurs des quatre propositions de révision de la Constitution, Mme Simone Beissel (DP), M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), M. Léon Gloden (CSV) et M. Charles Margue (déi gréng), ont fait le point sur les travaux relatifs aux révisions de la Constitution lors d'une conférence de presse le 4 mars 2022.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné que la Constitution révisée permettrait d'avoir un texte adapté au 21e siècle. La campagne d'information du grand public se poursuit, une deuxième brochure sur les révisions de la Constitution sera distribuée à la population lorsque le dernier chapitre « Chambre des Députés et Conseil d'État » sera voté en séance plénière. Une date pour ce vote n'est pas encore fixée.

Les rapporteurs des propositions de révision sont revenus sur les nouveautés du chapitre « Des droits et libertés » par rapport à la Constitution actuelle. Le Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, M. Mars Di Bartolomeo, a souligné que ce chapitre se caractérise par des adaptations fondamentales se basant sur l'apport des citoyens.

Le chapitre tiendrait compte d'un équilibre entre les pouvoirs des autorités et la protection des citoyens, a expliqué la rapportrice du chapitre « Des droits et libertés », Mme Simone Beissel. Le chapitre se divise en trois catégories :

- les droits fondamentaux, comme par exemple l'interdiction de la torture, l'inviolabilité de la dignité humaine, le droit à l'intégrité physique et mentale,

- les libertés publiques,

- les objectifs à valeur constitutionnelle.

Cette dernière catégorie est une nouveauté. Il s'agit de lignes de conduite pour le Gouvernement actuel et les Gouvernements futurs, selon la rapportrice. Ces objectifs ne peuvent pas être invoqués en justice, contrairement aux autres catégories. Sous cette catégorie tombent par exemple le droit au logement, la reconnaissance des animaux comme êtres vivants non humains dotés de sensibilité et la protection de leur bien-être, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité.

Il s'agit d'objectifs politiques qui empêcheront que la situation se dégrade dans les domaines concernés, a expliqué M. Léon Gloden. C'est le chapitre « Des droits et libertés » qui a subi le plus de changements par rapport à la proposition de révision n° 6030 déposée en 2009, selon le rapporteur du chapitre « Justice ». Avec le texte « Des droits et libertés », l'identité du pays et les valeurs sociétales seraient visées, a souligné le rapporteur du chapitre « Chambre des Députés et Conseil d'État », M. Charles Margue.



De gauche à droite : M. Laurent Scheeck, M. Mars Di Bartolomeo, M. Fernand Etgen, Mme Simone Beissel et M. Charles Margue

La procédure parlementaire pour réviser la Constitution

Chaque chapitre est soumis à deux votes successifs séparés par un intervalle d'au moins trois mois. Un premier vote constitutionnel a déjà eu lieu sur le chapitre « Justice » des révisions de la Constitution. Ce vote a eu lieu le 20 octobre 2021. Le 25 janvier 2022, le chapitre « Organisation de l'État » a été soumis au premier vote constitutionnel à la Chambre des Députés. Le 9 mars 2022, elle a émis un premier vote constitutionnel sur le chapitre « Des droits et libertés ».

Le deuxième vote peut être remplacé par un référendum. En effet, la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national donne la faculté aux citoyens de présenter une demande au Premier Ministre en vue de l'organisation d'un référendum. Actuellement, la procédure de signature est en cours pour le chapitre « Organisation de l'État » jusqu'au 25 mars 2022.

Fonds Belval

7601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest

Le projet de loi ne comprend que trois articles et a pour objet d'apporter des modifications à la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest, des modifications qui visent principalement à :

- supprimer la condition selon laquelle le Fonds Belval a besoin d'être autorisé au préalable par une loi spéciale pour pouvoir mettre en œuvre un projet d'infrastructures et cela même si le montant de la dépense totale en relation avec le projet ne dépasse pas le seuil fixé par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, à savoir quarante millions d'euros ;

- augmenter la durée de la garantie étatique couvrant le remboursement des emprunts du Fonds Belval de vingt-cinq à cinquante ans ;

- exonérer le Fonds Belval de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'État et des communes.

Actuellement, le Fonds Belval a besoin d'être autorisé au préalable par une loi spéciale fixant le montant de la dépense avant de pouvoir mettre en œuvre ses projets, et ce quel que soit le montant de la dépense totale. Le Fonds Belval, bien qu'il ne fasse que réaliser des projets d'infrastructures pour le compte de l'État, a donc en tant qu'établissement public des conditions plus contraignantes pour la réalisation de projets de construction ou de transformation pour le compte de l'État que les administrations publiques.

Pour les projets dépassant les dix millions d'euros (sans dépasser néanmoins le seuil légal de 40 millions d'euros), s'applique la procédure des grands projets d'infrastructure, en vertu de laquelle la Chambre reçoit chaque année une liste de projets pour lesquels son accord de principe est sollicité et pour lesquels le Gouvernement doit présenter ensuite, tous les six mois, un bilan financier des grands projets d'infrastructure dépassant dix millions d'euros à la commission parlementaire compétente.

Dépôt par François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25.05.2020

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

10.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
04.02.2021	Continuation de l'examen du projet de loi
12.02.2021	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
06.05.2021	Présentation et examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport
03.06.2021	Clarification des points tenus en suspens
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.06.2021

Loi du 8 juillet 2021

Mémorial A : 2021, n° 550, page 1

Pacte Climat 2.0

7653 - Projet de loi portant création d'un Pacte Climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

Pour rappel, le Pacte Climat, introduit par la loi du 13 septembre 2012 portant création d'un Pacte Climat avec les communes, offre aux communes un cadre législatif, technique et financier pour faciliter leur intervention dans la lutte contre le changement climatique. Il est arrivé à échéance fin 2020.

L'objet du projet de loi est de porter création d'un Pacte Climat 2.0 avec les communes, et ainsi de continuer de promouvoir l'engagement climatique des communes dans le cadre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de l'adaptation au changement climatique et de la transition vers une gestion efficace des ressources au niveau communal. Le projet de loi autorise l'État, pendant la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2030, à subventionner les communes s'engageant par la signature d'un Pacte Climat 2.0 à mettre en œuvre sur leur territoire un programme de gestion de qualité en matière d'action climatique sanctionné par l'attribution d'une certification.

Au niveau du soutien financier, le projet de loi fixe trois catégories de subventions :

- une subvention fixe liée à la prise en charge de l'État des frais liés aux conseillers climat généraux et spécialisés, internes ou externes, mis à disposition des communes. Le nombre de jours prestés par le conseiller climat pris en charge par l'État, revu à la hausse de 50 %, varie en fonction de la taille de la commune et est plafonné à 75 jours et à 100.000 euros par an ;

- une subvention variable annuelle (« bonus Pacte Climat 2.0 ») accordée aux communes qui ont atteint un des quatre niveaux de certification. Ce bonus est fonction du nombre d'habitants de la commune (des plafonds correspondant à 10.000 habitants sont prévus), du niveau de certification atteint et du moment où la certification a lieu. Il varie de 8 à 45 euros par habitant ;

- une prime unique de 10.000 euros allouée aux communes qui obtiennent une certification thématique, à l'image de, par exemple, l'économie circulaire, la qualité de l'air, la rénovation énergétique, etc.

Un niveau de certification de 65 % a été rajouté aux catégories qui existaient déjà sous la première mouture du Pacte Climat afin d'encourager les communes qui jusqu'à présent se trouvaient dans la catégorie s'étendant de 50 % à 75 %.

L'État prendra également en charge les frais d'audit et les frais liés à l'administration et à l'assistance technique dans le cadre du Pacte Climat, assurées par le GIE « myenergy ». Le financement de l'ensemble des dépenses liées au Pacte Climat 2.0 sera assuré à travers le Fonds climat et énergie.

Un contrat entre les communes adhérentes et l'État fixe le programme de gestion de qualité ainsi que les montants, critères et modalités d'allocation des subventions.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.08.2020

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

17.09.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
16.03.2021	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
21.04.2021	Présentation et examen d'une proposition d'amendement
17.05.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
31.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2021

Loi du 25 juin 2021

Mémorial A : 2021, n° 482, page 1

Accords aériens avec le Chili et avec le Rwanda

7740 - Projet de loi portant approbation :

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Chili relatif à des services aériens, fait à New York, le 26 septembre 2019 ;

2° de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda on air services », fait à Luxembourg, le 26 novembre 2019

Le projet de loi porte approbation des deux accords aériens bilatéraux signés en 2019, l'un avec le Chili et l'autre avec le Rwanda.

Ces accords s'inscrivent dans le contexte de la politique poursuivie par le Gouvernement en matière de transports aériens. Cette politique a pour objectif de mettre en place un cadre, constitué d'un réseau d'accords bilatéraux, permettant d'assurer l'avenir des compagnies aériennes luxembourgeoises, en leur procurant un maximum de droits de trafic, ainsi que celui de l'Aéroport de Luxembourg comme plaque tournante internationale pour le trafic de passagers et de fret.

Sur le fond, les deux accords sont largement identiques et contiennent les dispositions que l'on retrouve traditionnellement dans des accords de ce type, à savoir les dispositions concernant les tarifs, les activités commerciales ou encore celles relatives à la sécurité et à la sûreté de l'aviation.

Les principaux éléments contenus dans les accords sont les suivants :

- les définitions arrêtées par la Convention de Chicago, signée à Chicago le 7 décembre 1944 ;

- l'indication des droits octroyés pour l'exploitation des services comme p. ex. le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;

- la désignation des compagnies aériennes respectives pouvant bénéficier des droits octroyés par l'accord : Les accords prévoient la désignation multiple de transporteurs aériens, une pratique qui répond déjà à la politique aéronautique communautaire de ne pas limiter la possibilité de désignation au seul transporteur national ;

- la stipulation qu'une autorisation peut être limitée et retirée si la compagnie aérienne exploitant un service aux termes de l'accord ne se conforme pas aux termes de l'accord, ni aux lois et règlements de la partie contractante ayant délivré l'autorisation ;

- l'exonération, sous certaines conditions, de tous droits de douane, frais d'inspection et autres taxes imposées aux avions utilisés, y compris les droits et taxes appliquées aux équipements normaux, le carburant, les pièces de rechange, les provisions de bord, etc. ;

- les principes déterminant la capacité de transport de biens fournie par chaque compagnie aérienne désignée. La capacité doit être telle qu'elle lui permet, à un taux de remplissage raisonnable, de fournir les services convenus en tenant pleinement compte des exigences de l'exploitation de lignes aériennes directes ;

- la procédure d'établissement des tarifs ;

- l'application des lois et règlements internes des deux parties contractantes. Les lois, réglementations et procédures d'une partie contractante relatives à l'admission, au séjour ou au départ de son territoire des aéronefs assurant la navigation aérienne internationale ou à l'exploitation et à la navigation de ces aéronefs doivent être respectées par le ou les transporteurs aériens de l'autre partie contractante à l'entrée, au départ et pendant le séjour sur ledit territoire ;

- l'engagement des parties contractantes de faire respecter les conventions internationales existantes en matière de sûreté de l'aviation civile ;

- le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie contractante ;

- le principe de la consultation périodique entre les autorités aéronautiques ;

- la procédure de règlement des différends ;

- l'engagement d'adapter l'accord à toute convention multilatérale ultérieure, liant les parties en matière aéronautique ; et

- l'égalité des chances des entreprises désignées, la sauvegarde de leurs intérêts mutuels ainsi que la primauté de l'intérêt du public.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.12.20200

Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :

06.05.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
20.05.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.06.2021

Loi du 30 juin 2021

Mémorial A : 2021, n° 493, page 1

Prolongation de l'abattement fiscal pour propriétaires

7801 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger l'abattement fiscal introduit dans le cadre de la loi budgétaire pour l'exercice 2021 au bénéfice des propriétaires qui renoncent à une fraction des loyers dus par les locataires.

Le 20 mai 2020, le Gouvernement avait présenté le plan de relance « Neistart Lëtzebuerg », qui avait pour objectif de poser les jalons pour un nouveau départ de l'économie luxembourgeoise à la suite de la crise sanitaire liée au Covid-19. Une des mesures du paquet visait à faire bénéficier aux bailleurs, louant tout ou partie de leurs immeubles dans le cadre de contrats de baux commerciaux, d'un abattement fiscal correspondant à deux fois le montant de la réduction de loyer accordée jusqu'à hauteur de 15.000 euros pour l'année civile 2020.

Au vu du coût très important que représente le loyer pour les locataires qui exercent une activité commerciale, industrielle ou artisanale, la réduction partielle voire totale des loyers à payer permet d'améliorer considérablement la trésorerie des locataires concernés, et surtout pour ceux impactés par l'interdiction d'exercer des activités commerciales et artisanales accueillant du public, notamment dans le secteur Horeca.

La crise sanitaire, qui persiste au-delà l'année 2020, a engendré la prolongation d'un certain nombre de mesures sanitaires impactant la vie économique de manière conséquente.

Considérant que cette situation continue d'affecter le secteur Horeca et une partie des acteurs dans le commerce, le présent projet de loi vise à étendre l'application de l'abattement fiscal pour réductions de loyers accordées. Ainsi, il est proposé que les bailleurs, qui vont réduire au titre de l'année civile 2021 les loyers des entreprises dans le cadre de baux commerciaux, auront droit à un abattement fiscal correspondant à deux fois le montant de la réduction de loyer accordée jusqu'à hauteur de 15.000 euros par immeuble ou partie d'immeuble et par contrat de bail commercial.

Cette mesure d'incitation fiscale, qui s'inscrit dans un catalogue de mesures spécifiques pour les entreprises particulièrement touchées par les mesures sanitaires prises depuis le deuxième confinement, ainsi que la prolongation de la majorité des dispositions fiscales prises au courant de l'état de crise, permet donc de continuer à favoriser la réduction des coûts fixes des entreprises. Par ailleurs, la reconduction de la mesure permet de prendre en compte les revendications formulées à ce titre par certaines chambres professionnelles au cours des derniers mois.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.04.2021

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

17.05.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
21.05.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2021

Loi du 21 juin 2021

Mémorial A : 2021, n° 471, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7836 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi prévoit un certain nombre de nouveaux assouplissements par rapport aux mesures actuellement applicables sous l'égide de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie (« loi Covid »). Ces modifications trouvent leur fondement dans la situation épidémiologique actuelle et dans l'évolution généralement favorable des indicateurs d'évaluation.

Certains des assouplissements s'inscrivent dans la mise en œuvre du certificat Covid numérique de l'Union européenne, dont l'entrée en vigueur au niveau de l'Union européenne (UE) est prévue pour le 1er juillet 2021 et qui sera déployé au niveau national avec l'entrée en vigueur de la nouvelle mouture de la loi Covid.

Le projet de loi prévoit d'introduire un régime CovidCheck applicable à des établissements accueillant un public, à des manifestations ou événements, dont l'entrée est réservée aux seules personnes pouvant se prévaloir d'un certificat prouvant qu'elles sont soit vaccinées, soit rétablies, soit testées négatives, ou aux personnes qui présentent un test autodiagnostique servant au dépistage du virus Sars-CoV-2 réalisé sur place et dont le résultat est négatif. Sont soumis à cette obligation non seulement les clients des établissements visés, les spectateurs ou les participants des manifestations ou événements concernés, mais aussi le personnel de ces établissements et les organisateurs et encadrants des manifestations ou événements dès lors qu'ils sont présents au moment de la manifestation proprement dite.

Le régime CovidCheck doit être préalablement notifié par voie électronique à la Direction de la santé et affiché de manière visible lors de l'événement.

Les autres mesures prévues par le projet de loi peuvent être résumées comme suit :

1) suppression du couvre-feu.

2) pour le secteur Horeca :

- suppression des limites aux horaires d'ouverture ;

- deux options pour le fonctionnement :

• exploitations fonctionnant selon le régime CovidCheck : dans ce cas, les mesures sanitaires strictes telles que port du masque, distanciation physique, nombre de personnes limité par table ne s'appliquent pas ;

• exploitations fonctionnant sans être soumises au régime CovidCheck : ces établissements doivent continuer à respecter des conditions strictes, à savoir :

1. port du masque obligatoire pour le personnel en contact avec les clients et pour les clients lorsqu'ils ne sont pas assis à table ;

2. consommation à table obligatoire ;

3. respect d'une distanciation d'un mètre et demi pour les tables placées côte à côte ;

4. nombre limité de clients par table, dix en terrasse, quatre à l'intérieur ;

- les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons sont uniquement autorisées si l'événement auquel elles se rattachent est organisé sous le régime CovidCheck ;

- l'interdiction de la consommation sur place à l'intérieur des centres commerciaux ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport est abolie.

3) à l'intérieur des exploitations commerciales : suppression de la surface minimale de dix mètres carrés par client.

4) en ce qui concerne les rassemblements :

- à domicile ou à l'occasion d'événements à caractère privé : possibilité d'inviter jusqu'à dix visiteurs (ou plus, si les personnes font partie du même ménage ou si elles cohabitent) ;

- les rassemblements en dehors du domicile peuvent avoir lieu dans les conditions suivantes :

• jusqu'à dix personnes : sans restriction ;

• entre onze et cinquante personnes : obligation de port du masque et du respect d'une distance minimale de deux mètres ;

• entre cinquante-et-une et trois cents personnes : obligation de port du masque, de places assises et du respect d'une distance minimale de deux mètres. Ces restrictions ne sont pas applicables si le rassemblement tombe sous le régime CovidCheck ;

• au-delà de trois cents et jusqu'à deux mille personnes au maximum : avec protocole sanitaire (dont les éléments sont définis dans le projet de loi) à accepter préalablement par la Direction de la santé ;

• l'interdiction de consommer de l'alcool sur la voie publique est abolie.

5) pour les activités sportives et de culture physique :

- superficie minimale de dix mètres carrés par personne exerçant une activité sportive ou de culture physique (comme sous l'égide de la loi actuelle) ;

- jusqu'à dix acteurs sportifs sans autres restrictions ;

- au-delà de dix sportifs :

• distanciation d'au moins deux mètres ou obligation de port du masque entre les acteurs sportifs ou de culture physique ;

• ces restrictions ne s'appliquent pas aux manifestations sportives organisées sous le régime CovidCheck ;

• conditions pour pouvoir participer à des compétitions : autotest négatif réalisé sur place, sauf si la personne est vaccinée, rétablie ou testée négative ;

• les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons sont uniquement autorisées si l'événement auquel elles se rattachent est organisé sous le régime CovidCheck.

6) pour les activités artistiques :

- l'obligation de distanciation physique et de port du masque ne s'applique pas aux acteurs de théâtre et de film, aux musiciens, ainsi qu'aux danseurs qui exercent une activité artistique (professionnelle ou non).

7) pour les activités musicales (intérieur et plein air) :

- jusqu'à dix personnes sans obligation de port du masque ou de distanciation physique ;

- entre onze et cinquante musiciens : observation d'une distance minimale de deux mètres ;

- ces restrictions ne s'appliquent pas lorsque l'activité musicale se déroule sous le régime CovidCheck ;

- les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons sont uniquement autorisées si l'événement auquel elles se rattachent tombe sous le régime CovidCheck.

8) concernant la protection des personnes vulnérables dans les maisons de soins, réseaux d'aides et de soins et établissements hospitaliers, le projet de loi prévoit l'insertion dans la loi Covid de certaines dispositions de la proposition de loi 7808[1], dont la mise en place d'un cordon sanitaire :

- obligation d'un test négatif à l'entrée pour les personnes entrant de manière occasionnelle (visiteurs et sous-traitants) ;

- obligation d'un test négatif trois fois par semaine pour le personnel de la structure en contact avec les personnes vulnérables.

Les personnes pouvant faire preuve d'un des certificats attestant la vaccination, le rétablissement ou le résultat d'un test négatif sont exemptées de ces obligations.

9) concernant l'enseignement (y compris péri- et parascolaire) :

- obligation de port du masque seulement à l'intérieur du bâtiment.

10) concernant la mise en quarantaine :

- exemption de la mise en quarantaine (après le contact avec une personne infectée) de la personne complètement vaccinée ou rétablie.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 04.06.2021

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
10.06.2021 Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux
20.05.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport
11.06.2021 Présentation et examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État et d'une deuxième série d'amendements gouvernementaux
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.06.2021

Loi du 12 juin 2021

Mémorial A : 2021, n° 442, page 1

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

[1] Proposition de loi 7808 relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins ; dépôt : M. Michel Wolter, le 23.04.2021.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter**
   - M. Michel Wolter
3. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la rentrée scolaire 2021-2022**
   - Exposé : Mme Francine Closener
   - Débat : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) - M. Gilles Baum - Mme Josée Lorsché - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Motion 1 : M. Gilles Baum - Mme Myriam Cecchetti - M. Fred Keup - Mme Josée Lorsché - M. Sven Clement
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
4. **7815 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle**
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7816 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail**
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7801 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **Changement de composition du Comité de discipline**
   - M. Fernand Etgen, Président
8. **7653 - Projet de loi portant création d'un Pacte Climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. Carlo Back (intervention de M. Léon Gloden)
   - Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen - M. Aly Kaes
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter

Da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Michel Wolter gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Fënnef Minutten hunn ech. Majo, ech hunn elo Gefalen dru fonnt. Wann s de als Oppositiounspolitiker an der Situatioun bass, dass de déi éischte Kéier eppes duerchkriss, da kënns de op de Goût.

(Interruptions et hilarité)

Voilà! A vu dass ech elo um Goût sinn an an der Suite vun enger Proposition de loi, déi ech hei den 28. Abrëll deposéiert hunn, wëll ech elo nach eng deposéieren. An zwar geet et ëm Follgendes: Dir kënnt lech drun erënneren, dass, ier de CGDIS geschaaft ginn ass, dervu geschwat ginn ass, dass d'Répartition des frais am CGDIS tëschent dem Staat an de Gemenge fifty-fifty wär: 50 % fir d'Gemengen a 50 % fir de Staat.

Ech hunn den 28. Abrëll eng Proposition de loi deposéiert, well ech festgestallt hunn, dass duerch en Trick - vläicht e legalen Trick, mee awer en Trick - deen Deel vun de Recetten, deen aus der Netaffektatioun vun den TVAen, deemools 2015 de Gemenge virenthale ginn ass an awer bis haut legal Gemengesue sinn, eigentlech am Dekont vum CGDIS de Gemenge virenthale gëtt an eigentlech, wann een dat esou richteg hëlt, op de Kont vum Staat iwwerdroe gëtt. Dat ass fir mech absolutt net akzeptabel gewiescht.

Ech hu beim Depot vun där Proposition de loi och monéiert, dass d'Bilane vum CGDIS fir d'Joren 2018, 2019 an 2020 net public wären. Dat ass entre-temps geschitt. Ech hunn déi Bilanen da gekuckt. An do muss ech soen: Dat, wat ech do gelies hunn, dat schléit dann awer dem Faass d'Kroun aus dem Gesiicht - wéi e Kolleeg vu mir ëmmer gesot huet -, well et stellt sech nämlech elo eraus, Dir Dammen an Dir Hären, dass de Staat net nëmmen de Gemengen d'Sue vun der TAV virenthält all Joer, mee dass de Staat säin Apport initial net bruecht huet.

Dat heescht, den Apport initial vum CGDIS, esou wéi en haut an de Bicher vum CGDIS steet, dee resuméiert sech op 119.241.000 Euro, déi exklusiv an integral vun de Gemenge bruecht gi sinn. Eemol 12,5 Milliounen als Kapital an eemol 106.741.000 Euro, déi an d'Reserv gesat gi sinn, fir Investissementer. De Staat huet als Contrepartie 0 Euro bis elo abezuelt.

An och dat, muss ech lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir mech en absolutten No-Go. Geet guer net! Geet awer, well am Text vum Gesetz vun 2018, wat ech awer der Meenung war, wat net hätt missen onbedéngt do stoen, net expressis verbis stoung, dass de Staat seng Contrepartie och géif bezuelen. Aus dem Fait, dass dat net am Artikel 125 vum Gesetz steet, huet de Staat d'Konklusioun gezunn, dass hien elo emol seng 119 Milliounen net brauch anzebezuelen.

An dat bréngt - an elo géif ech d'Buergermeeschteren an d'Buergermeeschteschen awer bieden nozelauschteren - eis dann awer zu där grotesker Situatioun, dass bis haut, also bis op den 31. Dezember 2020, den Apport vun de Gemengen am CGDIS sech op 283.530.750 Euro beleeft an den Apport vum Staat am CGDIS op 56.286.724 Euro. Dir hutt richteg héieren! Bis haut hunn d'Gemengen 83,44 % vum CGDIS bezuelt an de Staat ganzer 16,56 %.

Ech komme mer, léif Kolleegen, nees vir wéi an der Zäit vu fënnef Sechstel. Mee et ass en anere fënnef Sechstel! Et ass ee fënnef Sechstel, deen am Prinzip e Fifty-Fifty sollt sinn an dee sech erausstellt als - wat ech haut géif qualifizéieren - e legaliséierte Vol un de Gemengen.

Dofir deposéieren ech eng weider Proposition de loi, vun där ech gär hätt, dass se géif traitéiert ginn an och dem Vott hei vun der Chamber virgeluecht ginn, fir duerch en Ajout am Artikel 125 vum Gesetz iwwert de CGDIS derbäizeschreiwen: « L'État verse au CGDIS un montant identique à celui des avoirs du Fonds pour la réforme des services de secours. »

Domadder géife mer sécherstellen, dass déi 119 Milliounen, vum Staat och an de CGDIS bäigefüügt ginn. Wat fir d'Gemengen deen net onweesentlechen Avantage nach hätt, dass ee bei zukünftegen Investitiounen op déi Reserven an op déi 108 Millioune Reserven, déi d'Gemengen drageluecht hunn, kann zréckgräifen. Geschitt dat net, da geet d'Part vun de Gemengen an deenen nächsten Investissementsjoren an Investissementer nach eng Kéier an d'Luucht, well de Staat sech dann definitiv iwwer eng 150, 160, 180 Milliounen à décharge vun de Gemengen eigentlech ofgeluecht huet.

Här President, an deem Sënn - an et deet mer leed, dass et an zwou Etappe geschitt ass, mee déi zweet Etapp kënnt eeben doduerch, dass ech d'Bilane vum CGDIS eréischt no där éischter eigentlech zur Verfügung hat, fir dat ze analyséieren - géif ech dann en complément vu menger Proposition de loi vum 28. Abrëll, wou ech proposéieren den Artikel 62 vum Gesetz ëmzeänneren, hei eng Proposition de loi deposéieren, wou mer den Artikel 125 vum Gesetz géifen änneren.

Ech hu kee Problem domadder, dass de Conseil d'État déi zwee géif mateneen aviséieren, fir dass mer och kënnen an enger Kéier déi Saach an der zoustänneger Kommissioun diskutéieren.

Villmools merci.

***7842** - Proposition de loi portant modification de l'article 125 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter.

3. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la rentrée scolaire 2021-2022

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Schoulrentrée 2021/2022, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gilles Baum, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement an d'Madamm Djuna Bernard. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Francine Closener als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt mer eis haut eng Stonn Zäit huelen, fir iwwert d'Schoulrentrée ze schwätzen. Well och wann - hoffentlech! - am September e Presenzunterrecht gehale wäert kënne ginn, och da gëtt et awer keen einfache „back to normal".

Déi Jonk sinn déi, déi mat am meeschten ënnert der Pandemie gelidden hunn. Et ass ganz gutt, datt dee Constat vun ëmmer méi Leit gedeelt gëtt. Well d'Kanner an déi Jugendlech fille sech mat hire Suergen dacks vergiess, vun der Politik iwwersinn an am Stach gelooss. Dat geet aus villen, och internationalen Ëmfroen ervir. An duerfir mussen déi Jonk an hiert Uleies zum Theema Nummer 1 op eiser politescher Agenda ginn.

An deem Sënn begréissen ech et, datt den Educatiounsminister virun e puer Deeg eng ganz Rei vun Initiative lancéiert huet, fir zesumme mat den Acteuren aus der Schoul e Bilan ze zéie vun deem leschte Schouljoer. Et ass richteg ze kucken, wat dëst Joer gutt gelaf ass a wat manner, wat ee soll a wat ee ka bäibehalen a wat och laangfristeg muss geännert ginn. Op där anerer Säit leeft jo awer d'Schoulorganisatioun fir dat nächst Joer elo un, soudatt och elo eng Rei Decisioune musse geholl ginn.

Här President, ech géif gären op véier Theemefelder agoen.

Dat éischt Theema ass dat sanitäert Konzept fir d'Schoul. Lëtzebuerg huet et fäerdegbruecht, am Géigesaz zu ganz villen anere Länner, d'Schoulen zum allergréissten Deel opzebehalen. Dat ass eng Leeschtung an dat ass alles anescht wéi selbstverständlech! Awer et goung natierlech net ouni Homeschooling, ouni A- a B-System, Masken, Tester, Quarantän a villen, villen Ongewëssheeten. An d'Fro, déi sech opdrängt, ass déi, wéi et d'nächst Joer wäert weidergoen.

Bei den aktuellen Zuele schéngt, wéi gesot, e Presenzunterrecht, wéi mer e viru Corona kannt hunn, realisabel. Trotzdeem muss een op alles virbereet sinn. Déi Deltavariant zum Beispill trëfft jo besonnesch déi Jonk. Mir gesinn dat zum Beispill a Groussbritannien. An déi Jonk si jo bei eis nach net un der Rei, fir geimpft ze ginn. Et ass also wichteg ze wëssen, wat elo d'Strategie ass fir déi nächst Méint, virun allem awer och fir den Hierscht, wann d'Schoul erëm ugeet. Dat, wat déi Jonk guer net gutt verdroen hunn, dat waren déi stënterlech Changementer - eeben d'Ongewëssheet. Si brauchen, souwäit et eebe geet, e klore Plang, zouverlässeg Aussoen, zouverlässeg Strukturen. Dofir wier et wichteg, elo déi verschidden Zenarien ze definéieren an och ze kommunikéieren.

Zweet Theema: d'Opschaffe vun de Léierréckstänn. Un deenen allerwéinegste Schüler ass d'Pandemie spuerlos erlaanschtgaangen. Déi sozial awer och déi schoulesch Entwécklung hu gelidden. Duerfir muss een e Konzept hunn, wéi een déi entstane Lacunne kann opschaffen. D'Épreuves standardisées hunn eis jo awer och kloer gewisen, datt bäi Wäitem net alles roseg ass an eiser Schoul an datt déi sougenannte „Bildungsschéier", wéi gefaart, nach weider auserneegaangen ass. An anere Wierder: D'Ongläichheeten an der Schoul, och duerch d'Schoul, sinn nach méi grouss ginn. D'ÉpStan-Resultater weisen dat. An d'Problemer komme ganz fréi an der Grondschoul. Am Cycle 3.1 sinn d'Leeschtungen am däitschen Oral däitlech méi schlecht ginn. A beim Liesverstoe geet déi Bildungsschéier da wäit op. Wärend d'Kanner aus engem sozioekonomesch favorabelen Ëmfeld souguer Punkte konnte bäileeën, verléieren déi sozial benodeelegt Kanner u Punkten. Och am Secondaire hu quasi all d'Schüler aus den „ënneschte 25 %" Punkten agebéisst. Dat kann een net ignoréieren. Ons beonrouegen déi Feststellungen op alle Fall.

Mir sinn deene Jonken et schëlleg, datt si déi Léierréckstänn kënnen opschaffen. Si kënnen net fir d'Pandemie! Si hunn op hir Fräiheete verzicht, si hu sech solidaresch an zum allergréissten Deel och exemplaresch verhalen, an et ass elo eis Flicht, derfir ze suergen, datt hir schoulesch an duerno berufflech Karriär net dorënner leit. Duerfir muss d'Schoul elo kënne reagéieren.

De Minister huet als Reaktioun dat däitscht Hörverstehen zur Prioritéit erkläert. De Minister huet och op en Neits eng Summerschool annoncéiert. An d'Virbereedungen, fir déi zwou Wochen an der Summervakanz Nohëllef ze ginn, déi lafen.

Allerdéngs froe mir eis, ob dat duergeet. Et sinn, esou héiert een, fënnef Coursë vun allkéiers zwou Stonnen, also zéng Stonne geplangt, dat op fräiwëlleger Basis an der grousser Vakanz virun der Rentrée. Ass dat wierklech genuch, fir déi gewënschte Remise à niveau ze kréien? Virun engem Joer, an Dir erënnert lech dorun, hu mer jo e ganze Pool opgebaut mat 400 Leit, déi gehollef hunn, fir datt, trotz Pandemie, d'Organisatioun an der Schoul an an de Maisons relais fonctionéiert. Firwat déi Iddi net relancéieren?

Ech kéint mer zum Beispill eng Campagne virstellen ënnert dem Motto „Solidaritéit mat eise Jonken". Firwat net ënnert dem Statut vum Chargé d'éducation Leit rekrutéieren, déi an enger Testphas dat éischt Trimester Nohëllef ginn an zwar geziilt deene Schüler, déi et dréngend brauchen? Also eng permanent Begleedung iwwer e gewëssenen Zäitraum. Déi Chargéë kriten, esou kéint ech mer dat virstellen, eng Tâche d'appui. D'Enseignanten an der Grondschoul, am Conseil de classe am Secondaire kéinten elo den Optrag kréien, fir bis de 15. Juli festzeleeën, wéi eng Schüler d'office mussen Nohëllef kréien a fir wien een Appui facultatif sollt kënnen ugebuede ginn.

Nach eemol: Et ass eis Flicht, der ëffentlecher Schoul all d'Moyenen ze ginn, fir déi Jonk erëm séier op d'mannst op deen Niveau ze bréngen, wou se ouni Pandemie wieren!

Esou ee Konzept kéint och e grousse Schrëtt sinn a Richtung professionell a gratis Nohëllef, zu där sech d'Regierung am Koalitiounsaccord engagéiert huet a wat fir d'LSAP e wichtegt Instrument ass, fir och deene Kanner eng Chance ze ginn, fir matzehalen, deene Kanner, déi doheem keen hunn, dee mat hinnen drummt.

An deem Kontext kann ee sech och d'Fro stellen, ob een net a puncto Contingent muss nei Weeër goen. Och dat ass en Uleies, dat ee vu villen Enseignanten a ville Gemengen héiert.

D'Theema dräi dann: de Bien-être vum Kand. D'Santé mentale ass zanter e puer Méint in aller Munde. An dat ass och gutt esou. All Psycholog weess, datt e Kand, dat Suergen an Ängschten huet, net gutt ka léieren. Dann ass am Kapp keng Plaz méi fir Mathé a Franséisch. Ech hunn et hei schonn eng Kéier gesot: Fir déi schoulesch Reussite ass et ganz einfach indispensabel, datt et dem Kand och mental gutt geet.

De Bien-être vun de Kanner, an iwwregens och dee vun den Enseignanten, ass eent vun de wichtegsten Theemen an der Educatioun! Et gëllt, Tabuen ze briechen, Vertrauensrelatiounen ze schafen an de Kanner ouni Hürden déi Hëllef ze ginn, déi se

brauchen. Den Enseignant ass natierlech e ganz wichtegen Uspriechpartner, dat ass evident, mee hien eleng kann awer och net alles stemmen. Dat geet einfach net! Hie soll sech jo haaptsächlech op d'Enseignéiere konzentréieren.

Duerfir menge mer, datt d'Fuerderunge vum Jugendparlament a villen aneren net vun der Hand ze weise sinn. An am Januar hu mir hei als Chamber och selwer eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung invitéiert, eng reegelméisseg Interventioun vu Psychologen an der Grondschoul virzegesinn. Et geet drëm, d'Hemmschwell, d'Beréierungsängscht vun de Kanner ofzebauen an eventuell Problemer matzäiten ze erkennen an ze behandelen. Wann den Enseignant mam Educateur aus der Maison relais a mat engem Psycholog systematesch zesummeschafft an natierlech och d'Elteren dann nach mat an d'Boot geholl ginn, da kann dat dem Kand jo awer dach nëmmen zeguttkommen. Da kréie mer effektiv déi holistesch Vue vum Kand, déi mer brauchen.

Dee leschten Theemeblock: Et wäert eng Zäit no Corona ginn, och an der Schoul. An dorobber freet jiddweree sech. An da muss den Akzent awer och nees méi op d'Pedagogik geluecht ginn. Wat wëlle mer eise Kanner eigentlech iwwerhaapt vermëttelen? Wat sinn d'Ziler vun deem ganze Schoulparcours?

Interessant Piste liwwert do den ONQS, den Observatoire national de la qualité scolaire. Dee schreift vun engem „cadre curriculaire pour l'ensemble de la scolarité". Also eng Strategie fir all Fach vum éischte Schouljoer bis bei d'Première. Dat gëtt et haut esou net. Besonnesch bemierkbar mécht dat sech beim Switch, beim Wiessel vun der Grondschoul an de Lycée. Mir begréissen et, datt verschidde regional Direktiounen elo hir Acteuren derzou unhalen, emol tëscht deene verschiddenen Zyklen am Fondamental esou e Curriculum opzestellen. Dat ass eng gutt Saach, e gudden Ufank, allerdéngs och natierlech erëm eng zousätzlech Charge de travail fir den Enseignant. Och do, mengen ech, brauche mer nach méi eng grouss Zesummenaarbecht vun allen Acteuren.

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt elo déi richteg Zäit ass, fir vill Problemer vum Genre: „O, dat war schonn ëmmer esou.", unzegoen. Zum Beispill fir och Programmer ze entlëften op Basis vun der Definitioun vun de Contenus essentiels, déi jo och an der Pandemie applizéiert gi sinn. Dat ass dach keng schlecht Basis.

Här President, ech kommen zum Schluss. All Kris ass och eng Chance, dat wësse mer. Da kommt, mir notzen déi Chance elo a maachen eis Schoul an eisen Unterrecht besser! Mir schaffe Retarden op, iwwerschaffen, entlëften d'Programmer, mer suergen derfir, datt d'Kanner sech sécher a gutt spieren an der Schoul an notzen d'Geleeënheet, fir eng aner Pedagogik anzeféieren, mam Bléck op d'Stäerkte vum Kand a mam Bléck op d'Kompetenzen, déi déi Jonk haut a muer brauchen.

Mir als LSAP si gewëllt, eis deem Defi ze stellen, zesumme mat den Enseignanten - si wëssen, wéi et geet -, mam Observatoire vun der Schoulqualitéit - seng Recommandatioune leien um Dësch -, mat den Elteren - si kennen hir Kanner am beschten - an zesumme mat de Schüler - si erwaarden, zu Recht, datt een net just iwwert si schwätzt, mee mat hinne schwätzt. An dat ass richteg, well et geet jo schliisslech ëm hir Zukunft.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, an och villmools merci der Madamm Closener fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn zur Schoulrentrée. An ech hunn eng Partie ... Ech hu leider nëmme fënnef Minutten, dofir muss et séier goen, mee ech hunn awer eng Partie Hausaufgabe fir den Här Minister Meisch.

Ech hu mer dat Ganzt opgedeelt an dräi Punkten: eemol Covid, eemol d'Bildung speziell an eemol d'Wuelbefannen.

Wann ech beim Covid ufänken, da wëll ech do véier Punkten ernimmen. Éischtens: Mir brauchen e kloert an e kohärent Impfkonzept. Ech mengen, d'Madamm Closener huet dat och gesot. Ech denken, datt d'Enseignantë bis de September geimpft sinn. Wann net, da musse mer kucken, datt se bis de September geimpft sinn. A mir brauchen awer genau dat selwecht fir d'Kanner a fir déi Jugendlech. Mir mussen et elo plangen an och kommunizéieren.

Dat Zweet: Mir brauchen e CovidCheck-Konzept fir an de Schoulen. De CovidCheck gëtt iwwerall agesat, firwat net an de Schoulen? Dat heescht, och do déi dräi Grënn: geimpft, geneesen a getest. Wann een dat huet, dann huet ee méi Fräiheeten. Da muss een d'Konsequenzen upassen. Also muss een och do iwwert d'Maskendroen an der Schoul diskutéieren. Am Prinzip misst dat elo scho geschéien, well déi Jugendlech kënnen u sech op ee CovidCheck-Bal goen, mee an der Schoul musse se nach ëmmer mat der Mask dosëtzen. Da solle mer eeben dräimol an der Woch testen, da si mer CovidCheck-konform.

Drëttens dann een Noutfallplang, falls d'Inzidenzzuelen erëm eng Kéier eropginn. Dat heescht, een Hygièneskonzept, e klore Stufeplang kommunizéieren, fir datt jiddweree weess, wou en drun ass. Homeschooling - wann dat nach eng Kéier muss sinn -: Mir brauchen ee klore Bilan a mir mussen dat upassen, wou et net gutt geklappt huet u sech mam Zil, datt egal a wéi enger Klass een ass, egal wou ee wunnt, egal wat engem seng Eltere sinn, et muss een déi selwecht Ausgangsbedéngungen hunn. Dozou gehéiert u sech och e gratis Internetuschloss, déi néideg Software, Hardware. A mir brauchen och en Tool, och fir d'Zukunft en Tool fir Onlineprüfungen.

Dee véierte Punkt zu Covid dat ass: Mir hunn nach ëmmer Kanner, déi u sech am Homeschooling sinn, well se vulnerabel sinn oder well vläicht d'Eltere vulnerabel sinn. Mir brauchen hei kloer Perspektive fir dës Kanner, well dat kënnen net déi sinn, déi herno d'Coronaaffer sinn.

Da kommen ech bei deen zweeten Deel, de Bildungsdeel - an och do véier Punkten.

Éischtens: Natierlech, et geet dorëms, fir déi Retarden opzeschaffen, déi entstane sinn. An do kann ech just déi Motioun, déi mer d'lescht Joer hei u sech zimmlech déi selwecht Zäit erabruecht hunn, widderhuelen. Déi Motioun war eestëmmeg ugeholl ginn. Ech fanne just, datt se net esou ëmgesat ginn ass. An do fannen ech, Här President, musse mer eis d'Moyene ginn, wann emol eng Kéier eng Motioun ugeholl gëtt, datt mer och d'Kontroll maachen, ob dat ëmgesat gëtt.

Mir hunn nämlech gefrot gehat, datt individuell Problemer, datt déi kënnen detektéiert ginn an datt déi dann och individuell cibléiert Hëllef kréien. Déi gratis Hausaufgabenhëllef, wéi d'Madamm Closener se gefrot huet, hate mer och eng Kéier hei an enger Motioun ofstëmme gelooss. Déi war leider refuséiert ginn.

Mir brauchen also individuell Hëllef. An dat ass eppes aneschters wéi d'Summerschool. Summerschool héiert sech gutt un. D'lescht Joer war et e bësse Chaos. Ech weess net, ob se evaluéiert ginn ass. Ech hoffen, datt se dës Kéier da besser leeft. Mee d'Fro ass wierklech: Kënnt d'Hëllef do un, wou se gebraucht gëtt?

Dat Zweet: Mir brauchen déi noutwendeg Upassungen un der Contingentsberechnung, eemol wéinst Covid, mee awer och allgemeng. De System muss adaptéiert ginn, fir datt wierklech déi Kanner, déi aus sozial méi schwaache Famillje kommen, och déi Hëllef kréien, déi se brauchen.

Drëttens: Dat noutwendegt Personal muss agestallt ginn. Ech hunn elo net genuch Zäit, fir dorop zréckzekommen. Mir haten ee Fënnefjoresplang eng Kéier gefrot. Du war en nach net prett, virun e puer Wochen. Ech weess net, vläicht ass en elo prett. An d'Interpellatioun iwwert den Enseignementsberuff hoffen ech jo, datt mer déi d'nächst Woch oder d'iwwernächst Woch kréien.

An da kommen ech bei dee véierte Punkt an dat ass deen, deen u sech am erschreckendsten ass, dat ass d'Bildungsschéier. D'Bildungsschéier muss méi zesummegoen. Ben, de Minister an ech mengen och déi Verantwortlech vun der Uni, déi ware bei den Épreuves standardisées relativ frou festzestellen, datt et u sech net vill méi schlecht ginn ass. Mee et ass schonn extreem schlecht. Hei zu Lëtzebuerg hunn d'Kanner aus de sozial schwaache Milieue vill manner Chancë fir weiderzekomme wéi an eisen Nopeschlänner. An dat ass net akzeptabel. Do geet et net duer, fir ëmmer erëm Etüden ze maachen. Mir mussen do ee konkreeten Aktiounsplang maachen, konkreet Mesurë festhalen, kucken, wéi mer déi Mesurë kënnen evaluéieren. Wa se eppes bréngen, setze mer se virun ëm, wa se näischt bréngen, musse mer virun de Problem richteg ugoen.

An an deem Sënn wäert ech och eng Motioun hei deposéieren, fir eebe wéi gesot ee schlëssegt Konzept an dësem Sënn, fir d'Bildungsschéier erëm méi no beieneenzekréien, ze erschaffen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant l'importance de l'enseignement pour l'avenir des enfants et des jeunes ainsi que pour la cohésion sociale du pays ;

- rappelant que l'année scolaire 2019/2020 a été affectée considérablement par la pandémie dite Covid-19 ;

- considérant que l'écart des performances scolaires des enfants issus de familles socialement défavorisées par rapport à leurs condisciples issus de familles plus aisées est plus important au Luxembourg que dans les pays limitrophes ;

- considérant que l'écart des performances scolaires des enfants dans un contexte socio-démographique a été constaté par différentes études, dont l'édition PISA 2018 ;

- considérant que selon la dernière édition de l'étude « Épreuves standardisées » menée par le « Luxembourg Center for Educational Testing » de l'Université du Luxembourg le fossé éducatif se creuse davantage suite aux répercussions de la pandémie sur l'enseignement,

invite le Gouvernement

- à élaborer et à instaurer un concept se basant sur les critères du « Qualitätskreislauf » destiné à accroître les chances des enfants issus de familles socialement défavorisées de réussir leur parcours scolaire au sein de l'enseignement fondamental et secondaire et à réduire l'écart des performances scolaires constaté ;

- à doter le concept défini d'actions concrètes et d'objectifs chiffrés ;

- à définir des critères d'évaluation pour les différentes actions ;

- à adapter les modalités de calcul du contingent de leçons au niveau de l'enseignement fondamental afin de procurer aux établissements scolaires concernés les moyens nécessaires pour soutenir au mieux chaque élève - faible ou fort - en fonction de sa performance scolaire respective.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann hunn ech deen drëtte Punkt nach. D'Zäit ass ofgelaf, da maachen ech awer just ganz séier. D'Wuelbefannen an der Schoul fir d'Enseignanten, fir d'Kanner, fir déi Jugendlech. Et ass extreem wichteg, datt d'Kanner an déi Jugendlech erëm eng Kéier eppes Schéines erliewen an och eppes Schéines an der Schoul erliewen. A Kanner mat Problemer, déi musse séier gehollef kréien. An och do brauche mer déi néideg Moyenen.

Also zesummefaassend wierklech wëll ech fir d'éischt och nach eng Kéier ee Merci soen den Enseignanten, den Educateuren, de Leit um Terrain an och de Kanner a Jugendlechen.

An zweetens: Ech hunn eng Partie Hausaufgabe fir den Här Minister. An ech wär wierklech frou, dat, wat u sech am wichtegsten ass, wat logesch ass, datt een dës Hausaufgaben zesumme mat de Leit vum Terrain mécht.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, minimal Chancë fir de Virus, maximal Chancë fir d'Bildung, dat war vun Ufank un d'Devise vum Educatiounsminister Claude Meisch. A bei all sengen Entscheedungen huet hie probéiert, engersäits d'Gesondheet vun de Schüler an den Enseignanten ze schützen an anerersäits awer och deene fundamentale Missioune vun der Schoul gerecht ze ginn. A fir dëse schwieregen Equiliber ze fannen, huet d'Regierung, zesumme mat de concernéierten Acteuren, eng ëmfaassend Strategie opgestallt. Eng Strategie, déi esou néierens anescht ze fanne war.

Am europäesche Verglach ass Lëtzebuerg eent vun deene Länner, dat zënter Ufank vun der Pandemie am meeschte Presenzunterrecht assuréiert huet. An dorobber, mengen ech, sollte mer zu Recht houfreg sinn. Éischtens, well och dee beschten Homeschooling nimools déi selwecht Qualitéit u Wëssen an u Kompetenze ka vermëttelen, wéi dat an der Schoul de Fall ass, an zweetens, well dee soziale Kontakt déi primär Viraussetzung ass fir eng gesond Entwécklung vun eise Kanner an eise Jugendlechen.

An d'Resultater vun den Épreuves standardisées vun 2020 weisen eis, dass de Lëtzebuerger Modell déi richteg Approche gewielt hat. Anescht wéi ee sech dat vläicht an dëser aussergewéinlecher Situatioun hätt kënnen erwaarden, gesi mir am Verglach zu 2019 nämlech keen negativen Trend bei de Resultater.

Ouni de kollektiven Effort vun den Enseignanten, den Educateuren, den Elteren, de Kanner an de Schüler wär dëse Succès mat Sécherheet net méiglech gewiescht. An erlaabt mer dofir, hinnen alleguerte vun dëser Plaz nach eng Kéier e ganz grousse Merci ze soe fir hiert Engagement.

Och wann d'Performancë vun de Schüler am grousse Ganzen zimmlech stabel bliwwe sinn, si bei vereenzelte Schüler méi oder manner grouss Léierretarden opgetrueden. An deem Kader ass et wichteg, dass Initiative wéi d'Summerschool an och d'Internetplattform schouldoheem.lu op d'mannst nach iwwert dëse Summer weiderfonctionéieren, well besonnesch déi Schüler, déi et méi schwéier hunn, a besonnesch déi Schüler, déi doheem net oder net esou vill gehollef kréien, sinn op dës Hëllef ugewisen.

Am Réckbléck kënne mer soen, dass Lëtzebuerg awer, mengen ech, gutt op den Homeschooling virbereet war. Déi digital Infrastruktur vun eise Schoulen an awer och dat konsequent Eruféiere vun deene Jonken un déi digital Outilen hunn dobäi eng wichteg Roll gespillt. An dat hu mer virun allem de groussen Investissementer an deene leschte Joren ze verdanken.

D'Ëmsetze vum Stufeplang, den Enseignement en alternance an och den Asaz vu mobillen Testekippen hunn all derzou bäigedroen, den Ustiechungsrisiko an eise Schoulen däitlech ze reduzéieren. An d'Selbsttester, déi säit der Ouschtervakanz gratis un d'Schüler an un d'Enseignantë verdeelt gi sinn, sinn e weidere wichtegen Deel vun dëser Teststrategie. Nieft dem Fortschrëtt vun der Impfcampagne sinn et virun allem dës Tester, déi eise Schüler méi Presenzunterrecht, méi soziale Kontakt an awer och méi Normalitéit erméiglecht hunn. A säit dem 31. Mee ginn och déi iewescht Klassen am Lycée erëm ganz normal an d'Schoul. An ech mengen, dat ass eng Nouvelle, iwwert déi ech mech gefreet hunn. An ech mengen, et ass eng Nouvelle, iwwert déi och ganz, ganz vill Schüler sech gefreet hunn.

Eng weider gutt Noriicht, dës Kéier op medezinneschem Plang, déi koum déi virlescht Woch vun der Europäescher Medikamentenagence. D'EMA huet nämlech gréng Luucht ginn, fir dass Jonker tëschent 12 a 15 och kéinte mam Vaccin vu BioNTech/Pfizer geimpft ginn. An och Moderna soll Ufank Juni eng deementspriechend Zouloossung bei der EMA ufroen.

Ech mengen, een Theema, wat d'Eltere beweegt, dat sinn d'Masken. An e Méindeg an der Santéskommissioun ass dat och en Theema gewiescht. Den Direkter vun der Santé huet eis do ze verstoe ginn, dass zu dësem Moment besonnesch déi Kleng, déi Jonk an déi Jugendlech der Gefor am gréissten ausgesat sinn, well se nach net kënnen zu dësem Moment geimpft ginn. Dofir ass och elo nach net de Moment, fir d'Masken an der Schoul op der Säit ze loossen. Wa mer awer bis eng Kéier genuch Leit geimpft hunn, och a besonnesch d'Eltere vun de Kanner, wann déi bis geimpft sinn, mengen ech, da kann ee vläicht am September drun denken, erëm eng Kéier ouni Mask an d'Schoul ze goen.

Dat eleng, mengen ech, sollt Grond genuch sinn, fir d'Leit weider ze motivéieren, sech impfen ze loossen. D'Leit solle sech impfe loossen och, fir dass eis Kanner an eis Jugendlech am September erëm kënnen ënner normalen Ëmstänn an d'Schoul goen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den negativen Impakt vun der Covidkris op déi mental Gesondheet vu ville Kanner, mee och op hir Bildung ass gravéierend. Den Impakt ass mëttlerweil och an enger ganzer Panoplie vun nationalen an internationalen Etüde beluecht a stellt natierlech och Lëtzebuerg viru grouss Erausfuerderungen. An duerfir wéilt ech och der Kolleegin Francine Closener Merci soen, datt se dës Heure d'actualité ugefrot huet.

Ech wéilt awer och eng weider Kéier betounen, datt Lëtzebuerg d'Kannerrechtskonventioun 1994 ratifizéiert huet a sech zanterhier engagéiert, d'Kannerrechter konsequent ëmzesetzen. Dat zielt och a besonnesch an Ausnamesituatiounen, wou alles muss drugesat ginn, datt dës Rechter, mee och d'Bedierfnisser vun de Kanner a Jonke respektéiert ginn. An et muss och alles drugesat ginn, datt d'Ongläichheete sech an Ausnamesituatiounen net weider verschäerfen. An duerfir ass et och net fir näischt, datt d'OECD virun de Konsequenze vu Schoulschléissunge warnt.

Wat d'Bildungsréckstänn zu Lëtzebuerg ugeet, esou ass et awer positiv festzestellen, Här Minister, datt Lëtzebuerg, laut der rezenter Etüd vum LUCET, dem Zenter fir Educational Testing, besser dosteet wéi all déi aner Länner praktesch an Europa. Woumat ech net wëll soen, datt ech d'Situatioun wëll schéirieden.

Ganz bedenklech sinn awer déi steigend Depressiounen, Réckzuchverhalen, Suiciden a souguer suizidär Gedanke scho bei deene Jéngsten, mee och eng wuessend Gewaltbereetschaft am Alldag.

Datt déi mental Gesondheet awer eng vun de Grondviraussetzungen ass, fir d'Kanner a Jonker an der Schoul reusséieren ze loossen, ass evident. D'Experte vun der Weltgesondheetsorganisatioun schwätzen an deem Zesummespill vu „Bildungsgesondheet", wat och e Kannerrecht ass. Wann een da weess, datt d'Bildungsgesondheet vun enger ganzer Schülergeneratioun a Gefor ass, da weess een och, wéi wichteg et ass, ze handelen an déi néi-

deg Hiewelen esou séier wéi méiglech a Beweegung ze setzen.

Een entscheedenden Hiewel, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir eis den Ausbau vun der Kanner- a Jugendpsychiatrie zu Lëtzebuerg, e Beräich, deen an den Diskussioune ronderëm d'Santéspolitik oft am Schiet vun aneren Theeme steet an nees méi an de Mëttelpunkt muss geroden. Virun allem denken ech un den Ausbau vun dezentralen an oppenen Therapieplaze fir Kanner a Jonker, déi natierlech an der Kompetenz vun der Santé leien - dat ass mer bewosst - an déi konsequent Brécken zu der Educatioun musse schloen an natierlech och ëmgedréit. Dozou gehéiert notamment eng verstäerkt Mise en réseau vun allen zoustännegen Acteuren a Servicer vu béide Ministèren an déi kann och nëmmen da geléngen, wann d'Zesummenaarbecht natierlech och tëscht de Chefetagë vu béide Ministërë gutt organiséiert ass.

All dat ass e Laangzäitchantier an e Reformprozess, dee ganz sécher net fir d'Rentrée 2021 fäerdeggestallt ass, deen an eisen Aen awer méi konsequent muss ugepaakt gi wéi an de leschte Joren. An dowéinst wier et an Zukunft eiser Meenung no och net vu Muttwëll, d'Santé bei Diskussioune vun der mentaler Gesondheet ronderëm d'Kanner mat an d'Boot ze huelen.

Deen zweete groussen Defi gesi mir da bei de Servicer vun der Éducation nationale, déi an de Schoule selwer, mee och an de verschiddene Kompetenzzentren a Servicer ugesidelt sinn a bei wuessende Problemer natierlech méi Ressourcë brauchen, engersäits fir méi geziilt op déi individuell Problematike vun de Kanner a Jonken anzegoen, anerersäits awer och fir d'Elteren an d'Léierpersonal méi konsequent ze ënnerstëtzen.

An deem Kontext si mir och der Meenung, datt et net vu Muttwëll wier, de Contingent de leçons, mee och d'Stonnen, déi de Schoulen hors contingent zur Verfügung gestallt ginn, de reellen Ufuerderunge vun de Schoulen no der Pandemie unzepasse respektiv se einfach emol ze evaluéieren. Dës Stonne si ganz wichteg och fir den Appui intégré an de Schoulen, wou ee jo muss wëssen, datt dat an de Schoulzäiten ofleeft, en Appui, deem d'Kanner also net och nach an der Fräizäit da mussen nogoen.

Bei der Berechnung vum Contingent ass de LISER gefuerdert, deen de sozioekonomeschen Indice vun de Gemenge bekanntlech all dräi Joer nei definéiert. Bedéngt duerch dësen Dräijoresrhythmus ass déi nächst Adaptatioun vum Indice eréischt fir d'Schouljoer 2022/2023 fälleg, soudatt den Impakt vun der Pandemie net kuerzfristeg zum Droe ka kommen, falls dësen Delai da bäibehale gëtt.

Wat dann d'Vermëttlung vun de Bildungsinhalter an den Opbau vu Kompetenzen no der Rentrée ugeet, esou besteet mëttlerweil keen Zweifel méi drun, datt de Léierprozess an oppene Schoule méi effikass ofleeft wéi beim digitale Léieren op Distanz, wou net nëmmen d'Kanner gefuerdert waren, ganz staark, mee och d'Léierpersounen an d'Elteren. Mol onofhängeg vun de mentalen a soziale Problemer an Ongläichheeten, déi sech beim Homeschooling stellen, ass dat awer och e weidere Grond, fir d'Schoulen och am Fall vun enger hoffentlech net kommender véierter Well méiglechst op ze halen an op Tester zréckzegräife respektiv op sanitär Konzepter an natierlech och op eng gutt Kommunikatioun, jiddefalls soulaang wéi d'Kanner net geimpft kënne ginn. A mir si frou ze héieren, datt et biergop geet an där doter Saach.

Här President, meng lescht Remark - ech kommen och zum Schluss - bezitt sech dann op déi sougenannten „Hausaufgabenhëllef", déi am Kontext vun de Bildungsongläichheeten ëfters thematiséiert gëtt. Se ass geduecht eigentlech, fir d'Elteren doheem - et heescht jo „Hausaufgaben" - ze ersetzen, am Fall, wou se mat den Hausaufgaben aus wéi enge Grënn och ëmmer, oft si se sproochlecher Natur, iwwerfuerdert sinn oder ganz einfach keng Zäit hunn, fir hire Kanner bei den Hausaufgaben zur Säit ze stoen. D'Hausaufgabenhëllef ass deemno net ze verwiessele mat Initiative wéi déi vun der Summerschool, déi en place gesat ginn ass, fir d'Bildungsréckstänn aus der Pandemie geziilt opzehuelen an déi ech ganz sécher net a Fro stellen, ganz au contraire. Ech ka bezeien als Schäffin vun enger gréisserer Gemeng, datt d'Summerschool de Kanner souguer Freed gemaach huet, wat beim Schouloflaf net ëmmer de Fall ass, an ech mengen, datt déi Offer och wierklech kann, mat deem ville Personal, wat zur Verfügung gestallt ginn ass, nach eng Kéier widderholl gi respektiv och ausgebaut ginn. Allerdéngs net ze laang am Dag, wou ech mer nëmme soen, manner ass munchmol méi, wann d'Offer geziilt agesat gëtt.

Bei den Hausaufgaben hunn ech allerdéngs meng Bedenken. An ech schwätzen hei am Numm vun der grénger Fraktioun an duerfir sinn ech och frou, datt ech dat eng Kéier kann hei soen. D'Hausaufgaben existéiere schonn zanter Joerhonnerten. An awer leien an der pedagogescher Fuerschung nach ëmmer keng iwwerzeegend Resultater vir, déi de Sënn an Zweck vun Hausaufgabe beleeën. Dat Eenzegt, wat bekannt ass, ass, datt d'Hausaufgaben zu vill Drock an de Famillje féieren an d'Kanner um Stull festhalen nodeems se scho stonnelaang um Stull souzen.

Bekannt ass och, datt d'Hausaufgaben d'Ongerechtegkeete bei de Kanner nach weider verschäerfen, esou gutt wéi d'Hausaufgabenhëllef och gemengt ass. De Problem ass ganz einfach deen, datt d'Kanner, déi iwwerméisseg vill Zäit fir Hausaufgabe brauchen, manner Zäit hunn, fir sozial Kontakter opzebauen, manner Zäit hunn, fir sech ze beweegen a Veräiner ze besichen, manner Zäit hunn, fir kulturellen Aktivitéiten nozegoen a virun allem manner Zäit hunn, fir hiert Grondrecht op Fräizäit, Spill an Erhuelung wouerzehuelen. An aus all deene Grënn schloen ech am Numm vun der grénger Fraktioun vir, datt mer eis eng Kéier méi mat den Hausaufgaben a mat hirem Sënn an Zweck beschäftegen. An deem Sënn wier dat och een Optrag, dee mer kéinten an der Rentrée scolaire dann eng Kéier eis zu Häerz huelen. A wann d'Kanner dann och nach kënne matschwätzen, da si mer de Kannerrechter nach e Stéck méi no.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass effektiv eng gutt Iddi gewiescht hei vun der Madamm Closener, fir dat heiten op den Ordre du jour ze setzen, fir eng Kéier iwwert d'Schoul, oder haaptsächlech iwwert de Schoulufank vum September dëst Joer ze schwätzen. Mir haten effektiv eng Situatioun, dat ass elo hei e puermol ugeklongen, wou déi Jonk ..., wou gesot ginn ass, déi Jonk hätte gelidden. Ech géif awer net onbedéngt soen, dass se an der Schoul esou vill gelidden hunn. Ech géif soen, si hunn haaptsächlech gelidden ënnert den Aschränkungen, déi se nieft der Schoul operluecht kruten. Ech mengen einfach, fir et emol esou ze soen, et huet och verschiddener arrangéiert, dass se deelweis doheem am Bett konnte mam Computer d'Schoul suivéieren. Sou!

Mir hunn natierlech d'Hoffnung, dass et am September erëm tipptopp opgeet. An ech hoffen och, dass mer dann am September erëm alles opmaache kënnen, wann natierlech d'Méiglechkeet ginn ass. Ech hoffen och, dass mer, falls et net esou wier - et weess ee jo net, wat alles geschitt -, dee Moment awer trotzdeem e bësse besser virbereet wieren op all Eventualitéiten, wéi dat dëst Schouljoer de Fall war, wou op eemol villes hei huet missen iwwert de Knéi gebrach ginn. Dat war net esou gutt.

Ech wëll soen, dass d'Schoule gréisstendeels opbliwwe si wärend dësem Schouljoer. Ech fannen dat effektiv och eng ganz gutt Saach. Dat war déi richteg Initiativ. Et ass ugeklongen hei mat de Masken ... Ech mengen och elo, trotzdeem, natierlech besteet ee Risiko weider, mee et kéint een awer higoen, fir an enger Schoulklass oder op d'mannst um Gank ënner verschiddenen Ëmstänn, wann d'Kanner och auserneesëtzen, wa gelëft gëtt, déi Maskeflicht fir d'Kanner opzehiewen. Dat wier op jidde Fall fir elo schonn eppes, wat mir géife begréissen.

Et sinn och verschidde Saachen elo virgesinn, fir d'Schüler erëm op - soen ech emol - den Niveau ze bréngen, wa se iergendwéi eppes verpasst hätten. Do si Coursen an der Vakanz virgesinn, dann erëm déi typesch Saachen och wéi Nohëllef. Dat ass alles ganz gutt. De Problem ass awer, dass mer, menger Erfarung no och, ech war 17 Joer Proff ..., menger Erfarung no erreeche mer ëmmer nëmmen en Deel vun de Schüler. A grad déi, déi et am meeschten néideg hätten, erreeche mer ganz oft mat deene Saachen net.

Et ass e bëssen ..., ech ginn Iech e Beispill: Dir hutt e ganz schwaache Schüler, dee sëtzt de ganzen Dag an der Schoul bis 15.00 Auer zum Beispill, eng Stonn op déi aner. An da sot Der zu deem um 15.00 Auer: „Elo gees de nach eng Stonn an d'Nohëllef." Dee war déi ganzen Zäit schonn iwwerfuerdert, dee wäert och an der Nohëllef iwwerfuerdert sinn, an dat wäert deem net onbedéngt eppes hëllefen. Dat ass e grousse Problem: Wéi kommen ech wierklech un déi Schüler, déi grouss Problemer hunn?

An déi grouss Problemer, et ass och oft hei ugeklongen, Ongläichheeten an esou, natierlech huet dat oft mam sozioekonomeschen Hannergrond an esou ze dinn an natierlech ass dat zu Lëtzebuerg och nach vläicht méi däitlech wéi an anere Länner, och doduerch, dass mer immens vill Sproochen an der Schoul hunn, an déi eng kënne keng, wa se an d'Schoul kommen, vun all deenen, an déi aner kënne se scho quasi alleguerten. Awer fir mech, mengem Erliefnis no, war de wichtegste Facteur ëmmer, wann d'Eltere sech fir d'Kanner a fir d'Schoul interesséiert hunn. Dee Moment war de sozioekonomesche Facteur am Fong och manner relevant. Dann hunn d'Kanner et gepackt. De Contraire war och de Fall. Och wann d'Eltere gutt waren, soen ech elo emol, mee wa se sech net interesséiert hunn, dann hunn och déi Kanner an der Schoul oft net déi néideg Reussite bruecht.

Et ass elo grad geschwat ginn interessanterweis vun Hausaufgaben, fir d'Hausaufgaben ofzeschafen oder respektiv iergendwéi ze erliichteren, d'Kanner solle spillen. Jo, also, mee ech hunn och zwee Kanner, déi hunn awer trotz Hausaufgaben ..., dat ass heiansdo emmerdant - pardon fir d'Wuert -, mee dat muss awer sinn. An duerno hu se nach Zäit, fir op de Fussball ze goen oder fir soss ze spillen. An ech ka mech och u meng Zäit erënneren an der Schoul, ech hunn och net gär Hausaufgabe gemaach. An ech hat awer do ee Franséischproff op der Cinquième, den Här Schmit am Michel-Rodange, deen huet mir all Dag 30 onméiglech Vokabelen ze léiere ginn, an ech hunn déi doheem geléiert an dee Moment huet et mech immens rose gemaach, mee am Nachhinein sinn ech him immens dankbar, dass ech dat konnt maachen a ganz vill do konnt bäiléieren.

Mir wëllen och de Programm net, wéi d'Madamm Closener hei gesot huet, entlëften. Mir wëlle vläicht Detailer änneren, mee mir wëllen d'Schüler awer weider fuerderen, natierlech och fërderen. Mee mir wëllen d'Schüler och fuerderen, well ee ganz grousse Problem, dee mer hunn, dat ass den Niveau an de Schoulen, dee grad - soen ech emol - am Général trotzdeem, an dat ass och elo vu Gewerkschafte festgestallt ginn, an den niddrege Klasse wierklech däitlech erofgaangen ass. An ech mengen, dat ass e grousse Problem. An do musse mer drugoen. Do musse mer eis drop konzentréieren.

An dann och op déi ganz banal Aufgabe vun der Schoul, d'Schüler léiere liesen, schreiwen, rechnen an dann nach d'Culture générale mat de Sciencen, eis emol dorop konzentréieren. Dat wier, mengen ech, eppes ganz, ganz Wichteges. An do geet d'Léierpersonal och mat. An da kréie mer och staark Generatioune fir d'Zukunft vun eisem Land.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Merci och der LSAP, fir dëst wichtegt Theema an enger Heure d'actualité unzeschwätzen. Virun nach net esou laanger Zäit huet de Minister an enger Pressekonferenz eng Etüd virgestallt, déi een Aperçu gëtt iwwert den Impakt vu Covid op d'Léierfäegkeeten - dee Begréff ass u sech scho Performance - vun de Schüler/innen. Déi Etüd, déi de LUCET mat Suergfalt ausgeschafft huet, kënnt zu der genereller Konklusioun, datt sech déi schoulesch Inegalitéiten net onmoosseg verschlëmmert hunn, datt d'Schüler/inne mat bessere soziale Viraussetzungen doheem och besser konnte schaffen, datt jiddweree mat deem néidegen Homeschoolingmaterial ekipéiert war. Méi spezifesch gëtt een an dëser Etüd gewuer, datt trotzdeem 26 % vun den Elteren, déi dann dee Questionnaire ausgefëllt hunn, sech méi Ënnerstëtzung vun den Enseignanten erwaart hätten, an datt et awer net esou spaasseg war fir d'Elteren an d'Kanner doheem, mat de Kanner um Ecran den Unterrecht ze suivéieren. Oft huet een Hond gebillt, e Bëbee gejaut et j'en passe.

Déi gréisste Schwieregkeeten haten d'Schüler am Däitschen. A besonnesch am däitschen Oral goufe Kompetenzen ofgebaut. Dat Ganzt ass natierlech mit Vorsicht zu genießen. De wëssenschaftleche Presentateur vun der Etüd huet selwer uginn, datt een de richtegen Impakt vum Covid op d'Performance vun de Schüler/innen nëmmen am Verglach mat de Resultater am nächsten Hierscht ka moossen. Beim Questionnaire, deen un d'Eltere gaangen ass, stellt sech d'Fro, awéifern d'Elteren, déi kontaktéiert goufen, och all um Questionnaire deelgeholl hunn. Ee Questionnaire ausfëllen an aschécke setzt scho bei den Eltere sozial a schoulesch Kompetenze viraus, déi net jiddwerengem gläich gi sinn.

Mir begréissen op jidde Fall d'Initiativ, déi geholl ginn ass. Esou Etüde sinn immens wichteg a wäertvoll, fir déi zukünfteg Entwécklung vun der ëffentlecher Schoul ze plangen. Mee wat awer ka sinn, ass, datt déi Etüde genotzt ginn, fir en „Heile-Welt Zenario" vun eisem Schoulsystem ze molen, mat Lobgesang op déi digital Mëttelen, ouni déi d'Schoulhalen da wuel net méiglech gewiescht wier, wat zum Deel jo och net falsch ass, mee wat awer elo och net däerf a kann als Pretext gëllen, fir den Unterrecht nach méi verstäerkt an d'Stuff vun den Elteren ze transferéieren.

Här President, fir déi Lénk musse fir d'Rentrée 2021/2022 eng ganz Rei Iwwerleeungen zum Schoulprogramm stattfannen. Jee nodeem wou de Schong am meeschten dréckt, musse Prioritéite gesat ginn. De Programm muss adaptéiert ginn, de Curriculum reevaluéiert ginn an un déi aktuell Besoinen ugepasst ginn. Dobäi muss d'Opmierksamkeet bei deene méi schwaache Schüler leien an de Fokus op deene Fächer, bei deenen d'Schüler/innen am meeschte Krämpes hate wärend dem Homeschooling.

Fir dës Rentrée wënsche mir eis, datt déi néideg Moyenen agesat gi fir eng Remise à niveau vun de Kompetenze vun de Schüler/innen. Natierlech gëllt et dobäi ganz besonnesch, Schüler/inne mat Léierschwieregkeete besser ze encadréieren. D'Situatioun an de Kompetenzzentren, och bei der fréierer Ediff, dem CDI (ndlr: Centre pour le développement intellectuel) elo, war wärend der Kris katastrophal. D'Personal huet sech am Stach gelooss gefillt. Momentan komme si, esou wéi d'Clen an den Direktiounen, den Demanden net méi no. Den Depistage an d'Rapporten an alles, wat een esou brauch, dauert immens laang. Et dauert oft e ganzt Schouljoer, souguer wann en I-EBS (ndlr: instituteur spécialisé dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs spécifiques) am Gebai ass. An dat weist, wéi dréngend d'Ënnerstëtzung gesicht a gebraucht gëtt a wéi d'Tendenz bei Kanner a Jugendlechen, d'Schlappen ze verléieren an aus dem System ofzegleisen, eropgeet. Déi klassesch pedagogesch Methode stoussen un hir Limitten an enger moderner Welt, bei där Kanner a Jugendlecher nei Forme vun Disabilitéiten entwéckelen.

Vis-à-vis vun all dësen Erausfuerderungen, déi och vun eise Virriedner/innen ugeschwat goufen, kann de Minister net weiderhin de Kapp an de Sand stiechen an d'Rentrée duerch d'Hannerdier am klenge Kommitee plangen. D'Schoulrentrée 2021/2022 setzt politesch Transparenz a Kommunikatioun mat allen Acteuren aus dem Bildungsberäich viraus. Meng Virriedner/innen an ech stinn dem Bildungsminister haut ganz erwaardungsvoll géintiwwer. Eis interrogativ Blécker riichte sech un hien, well nëmmen hie weess, wéi et mat der Rentrée steet a wéi et weidergeet. Hie misst d'Äntwerten op eis Froe jo scho bal parat hunn.

Merci fir d'Nolauschteren!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vu mir ee grousse Merci un d'LSAP an un d'Madamm Closener, fir dëse wichtege Sujet elo schonn eng Kéier op den Ordre du jour ze setzen, well ech mengen, mir hoffen alleguerten, datt eis Covid-19-Vaccinen hir Wierkung weiderhi behale wäerten, mee kee kann ausschléissen, datt mer net awer nach mat enger neier Variant vum Covid-19 kéinte konfrontéiert ginn, géint déi eis Impfunge vläicht awer net dee Schutz bidden, dee mer eis erhoffen.

Dat géif eis wäit zréckgeheien an hätt natierlech och nees en Afloss op de Schoulbetrib. Dofir ass et wichteg, datt mer eis deementspriechend virbereeden. Déi vergaange Lockdownen hu gewisen, wou de Schong dréckt, an dës Erfarunge sollte mer notzen.

Mir hu gesinn, datt net an all Famill d'technesch Geräter esou disponibel waren, wéi se gebraucht goufen, datt den Dateschutz e grousse Problem duergestallt huet an datt d'mental Gesondheet vun deene Jonken eng besonnesch Opmierksamkeet verdéngt. Dat sinn alles Punkten, un deene mer schaffe mussen, an dat net just, fir op e Worst-case-Zenario preparéiert ze sinn. All Kand e besseren Zougang zur Technologie ze erméiglechen, d'Date vu Mannerjärege gesetzeskonform ze schützen an emotional Problemer eescht ze huelen, dat sinn d'Ziler, déi och iwwert d'Pandemie eraus eng wichteg Bedeitung hunn.

D'Piraten géife sech dofir freeën, wann iwwert de Summer gemeinsam mam Terrain géife Léisungen ausgeschafft ginn, fir genau dës wichteg Punkten unzegoen. Ech limitéiere mech op dës Punkten, well d'Zäit an den Heure-d'actualitéë jo dach uerg limitéiert ass.

Een dovun ass awer wéi gesot den Dateschutz. Aktuell ginn am Enseignement Applikatioune benotzt, déi Benotzerdaten am grousse Stil späicheren an u Serveren, bei deenen de Standuert net ëmmer ganz kloer ass, weiderginn. A wa mer vum Enseignement schwätzen, da schwätze mer vu Mannerjäregen. Si verdéngen e besonnesche Schutz. Mee dee kréie se am Moment net. Dofir huet et mech och schockéiert, wéi ech gëschter d'Äntwert vum Bildungsminister op meng Question parlementaire gelies hunn, wou e seet, d'Kommunikatioun an d'Dateveraarbechtung duerch d'Programmer vu Microsoft Office 365 wäre sécher a géifen de Richtlinne vum GDPR entspriechen.

De Landesbeoptraagte fir Dateschutz an Informatiounsfräiheet aus Baden-Württemberg huet virun engem Mount eréischt nees dovir gewarnt, datt Office 365 fir den Asaz a Schoulen net gëeegent ass, emol net an enger extra fir d'Schoul ausgeschafftener Form, well d'Schoule keng vollstänneg Kontroll iwwert de System hunn, een net novollzéie kann, wéi eng Daten zu wéi engem Zweck gespäichert ginn, an och kee weess, ob d'Späichere wierklech op deen néidege Minimum beschränkt gëtt.

Eng Recherche vun „Netzpolitik" huet erginn, datt d'Dateschutzerklärung vu Microsoft Office 365 an der PDF-Versioun 459 Säiten ëmfaasst, mat Informatiounen iwwer schätzungsweis 8.000 bis 10.000 Dia-

gnosedaten, déi bei der Notzung erhuewe kënne ginn. An dat soll engem gesetzeskonformen Dateschutz entspriechen! Et kann ee sécher verzeien, datt an enger éischter Phas, dunn, wéi d'Kris ugefaangen huet, mer net virbereet waren an eeben deen Outil benotzt hunn, dee mer séier konnten deployéieren. Mee dësen Hierscht wäert schonn dat drëtt Schouljoer an der Covid-19-Zäitrechnung ugoen, an da muss een einfach gesetzeskonform Kommunikatiounsalternative bidde kënnen. Vläicht kann eis de Minister haut jo nach eng Kéier e wéineg méi zu senger eegener Interpretatioun vum Europäeschen Dateschutzreglement soen.

Här President, en anere ganz wichtege Punkt, deen iwwert de Summer misst gekläert ginn, ass wéi gesot - an e puer Virriedner hunn et ugeschwat - deen, wéi mer d'psychologesch Prise en charge vun eise Kanner verbessere kënnen. Mir héieren et vun alle Säiten: D'Kanner leiden, d'Kris ass net spuerlos un hinne laanschtgaangen. Déi méi grouss kënnen et méi kloer kommunizéieren, fanne vläicht Wierder. Mee och déi kleng hate mat Ängschten an Ongewëssheeten ze kämpfen. Dofir mussen dréngend Weeër fonnt ginn, wéi mer d'Aarbecht vu Psychologen a Psychotherapeuten esou an de Schoulalldag abaue kënnen, datt mer d'Kanner opfänke kënnen, éier et ze spéit ass.

An dat wäert net goen, andeems mer weiderhi just e Schoulpsycholog hunn, deen zwar e Büro huet, mee wou d'Majoritéit vun de Schülerinnen a Schüler sech net hintraut, well de Stigma, „verréckt ze sinn" oder „Problemer ze hunn", ze grouss ass. Mir mussen den Austausch tëscht de Kanner an de Psychologen zu engem feste Bestanddeel vum Schoulalldag maachen. Firwat huet zum Beispill net all Kand d'office all Trimester e Rendez-vous beim Schoulpsycholog, fir einfach e bëssen iwwert dat Erlieftend ze schwätzen, wann d'Elteren zoustëmmen? Esou kéint d'Äis gebrach ginn an de Psycholog zu engem bekannten Uspriechpartner gemaach ginn, fir Problemer esou fréizäiteg ze erkennen. Vill mental Problemer entwéckele sech mat der Zäit, soudatt de Leidensdrock vun de Betraffenen däitlech reduzéiert kéint ginn duerch eng fréizäiteg Erkennung.

Här President, et géif nach vill ze soe ginn, mee ech kommen zum Schluss. Ech hu probéiert, zwee Punkten, déi mer ganz besonnesch um Häerz leien, hei unzeschneiden. Mee ech denken, datt mer eis all eens sinn, datt et nach vill weider Sujete gëtt, déi eis Opmierksamkeet fir déi nächst Rentrée verdéngen an déi jo och zum Deel vu menge Virriednerinnen a Virriedner ugeschwat goufen.

Et gëtt also genuch ze maachen. An ech hoffen, datt hei déi néideg Aarbechten esou séier wéi méiglech vun der Regierung an Zesummenaarbecht mam Terrain an Ugréff geholl wäerte ginn.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Francine Closener, fir eis alleguerten d'Geleeënheet ze ginn, e Bléck no vir ze werfen op déi nächst Schoulrentrée, wat nach ëmmer e schwieregen Exercice ass! Et leien nach iwwer dräi Méint virun eis. Wa mer emol dräi Méint zréckkucken, ware mer nach an enger ganz anerer Situatioun. Dat war kuerz nodeem mer och decidéiert haten, datt no der Fuesent nach eng Woch generellen Homeschooling sollt sinn, well mer Angscht hate virun den neie Varianten, well mer steigend Zuele gesinn haten.

Nu kënne mer alleguerte probéieren, an d'Glaskugel ze kucken, jiddweree wäert eppes aneschters gesinn. Mir sollen eis awer ëmmer bewosst sinn, datt et nach ëmmer nëmmen eng Glaskugel ass an datt mer nach keng Sécherheet hunn, wéi déi nächst Rentrée dach wäert verlafen a wéi déi sanitär Situatioun, virun allem bei deene Jonken, wäert sinn. Well mer riskéieren, eng Rentrée ze hunn, wou virun allem déi Jonk, d'Schülerinnen, d'Schüler zu där Kategorie vun der Populatioun wäerte gehéieren, déi zum groussen Deel nach net wäerte geimpft sinn. An dat ass sécherlech e ganz besonneschen Challenge.

Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt d'Impfe weidergeet, fir datt mer och bei déi Jonk kommen, och esou wäit wéi méiglech virum nächste 15. September. Mee mir mussen awer sécherlech virsiichteg bleiwen, virsiichteg bleiwen, datt mer, an dat ass vu jiddwerengem hei gesot ginn, prett sinn, falls sech awer méi eng schwiereg sanitär Situatioun sollt astellen.

Mir hu gesinn am Laf vun dësem Schouljoer, datt et méiglech war, d'Schoulen esou laang wéi méiglech op ze halen. Mir hunn am Fondamental zwou Woche generellen Homeschooling gehat, mir haten am Secondaire eng Woch generellen Homeschooling, nieft den ieweschte Klasse vun der Quatrième bis op Deuxième, déi eng gutt Zäitchen en alternance hu misse fonctionéieren.

Jiddwereen huet de Mëtteg hei de Wäert vun der Schoul nach eng Kéier ënnerstrach. Ech denken, dee gëtt besonnesch wichteg an Zäiten, wann et net selbstverständlech ass, datt d'Schoul op war. An dat ass sécherlech eng vun de grousse Konklusiounen, déi mer alleguerte kënnen an och mussen zéien aus deem schwierege Covidjoer.

Mir wäerten - dat ass meng Hypothees, dat ass, wann ech de Bléck an d'Glaskugel woen -, eng Situatioun hunn, wou mer warscheinlech awer eng Entspanung weiderhin hunn, well mer mierken och elo, datt, trotz enger relativ grousser Normalitéit, mat Ausnam vum Port vun de Masken am Klassesall, mer och eng däitlech Entspanung bei der Schoulpopulatioun hunn, bei de Schülerinnen, de Schüler an och den Enseignanten hunn, déi eigentlech am Gläichschrëtt ass mat der Gesamtpopulatioun. Dat weist nach eng Kéier, an dat hu mer iwwert déi ganz Pandemie gesinn, datt, wann d'Gesamtzuel vun den Neiinfektiounen héich war, da war se och an de Schoulen héich, a wa se erofgaangen ass, dann ass se och an de Schoulen erofgaangen. A mat engem weideren Impfen, och vun der Elteregeneratioun, kënne mer eis sécherlech drop astellen, datt d'Situatioun sech bei deene Jonken, bei der Schoulcommunautéit, och weider wäert entspanen. Et ass op jidde Fall dat, wat mer momentan am Alldag erliewen.

Mee wéi et genee ass de 15. September mat de Masken, wéi et genee ass mat den Tester, mat wat fir engen Tester, ob et nei Tester gëtt, alles dat, denken ech, ass haut nu wierklech ze fréi, fir dat mat Sécherheet kënnen ze soen. Mee kloer ass, datt mer opgrond vun den Erfarunge vun dësem Schouljoer, wou mer et fäerdegbruecht hunn, awer an enger grousser Normalitéit de Gros vun all deene Wochen do ofzedecken, och fir d'nächst Schouljoer sécherlech prett wäerte sinn, och wann et nach sanitär Erausfuerderunge gëtt.

Jo, mir reagéieren! Mir reagéieren op dat, wat mer gefaart hunn, an och wann dat, wat mer gefaart hunn, net an deem Mooss agetratt ass, wéi zum Beispill en Abrieche vun de Kompetenze bei de Schüler, esou wéi d'ÉpStan et erginn hunn, datt déi jo awer éischter an der Kontinuitéit louchen, net méi signifikativ Ännerunge ware wéi déi Jore virdrun, an do, wou se da méi signifikativ waren, se och ganz gutt ze erkläre sinn, musse mer awer dorobber reagéieren, kënne mer dat doten net einfach esou hinhuelen. Duerfir hu mer decidéiert, datt d'selwecht ewéi d'lescht Joer och dëst Joer am Summer nees eng Summerschool soll stattfannen déi zwou lescht Woche vun der grousser Vakanz, wou d'Schülerinnen an d'Schüler, jo, fräiwëlleg kënnen higoen. Wou ech awer erëm eng Kéier ganz kloer den Appell wäert maachen un d'Enseignanten, mat de Schüler a mat den Elteren ze schwätzen!

Ech war d'lescht Joer deen éischten Dag vun der Summerschool zu Monnerech an ech hunn do mat der Schoulcommunautéit geschwat, ech hunn och mat der Schoulpresidentin geschwat, déi mer gesot huet, datt se eigentlech all Schülerin an all Schüler, déi se wollten an där Summerschool hunn, erreecht hätten, datt déi och fräiwëlleg komm wären. Dat geet awer nëmmen, wann den Enseignant sech natierlech d'Fro stellt: Fir wien ass dat doten noutwendeg? A wat fir engem Fach ass et noutwendeg? Bei wat fir enge Contenue soll sech da besonnesch Méi gemaach gi wärend där Zäit vun der Summerschool? An dann do den Dialog mat den Eltere gesicht gëtt. Duerfir wäert ech nach eng Kéier den Appell maachen, esou wéi ech et d'lescht Joer gemaach hunn, fir datt d'Enseignantë sech elo an deenen nächste Woche wierklech d'Fro stellen, wien da muss ugeschwat ginn a sensibiliséiert ginn, fir vun där Summerschool och do kënnen ze profitéieren.

An d'selwecht wéi d'lescht Joer wäerte mer och dëst Joer nees e groussen, e vergréisserten Onlineprogramm och nach eng Kéier ubidden, wou mer all de Schüler am Fondamental an am Secondaire d'Méiglechkeet ginn, e gudden Deel vun der Matière ze widderhuelen, online, eegestänneg, ob doheem hei zu Lëtzebuerg oder iergendwou an der Welt an der Vakanz, fir datt mer do jiddwereen och kënnen erreechen, och deen, dee vläicht déi zwou Woche vun der Summerschool dach awer nach an der Vakanz ass an zu Recht och vun der Vakanz profitéiert.

Hei ass eigentlech just d'Summerschool ugeschwat ginn de Mëtteg. Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, datt mer och en Appell gemaach hunn, datt mer aner Ressourcen, déi mer hunn, an zum Deel Ressourcen, déi mer verstäerkt hu bei der leschter Rentrée an déi mer wäerten och op deem Niveau halen, fir zousätzlech en Appui ze ginn, datt mer déi maximal notzen, an datt mer duerno natierlech och do kucken, wat fir e Schüler besonnesche Retard nach huet duerch déi schwiereg Situatioun, déi mer elo iwwer e Joer laang haten.

Ech denken do un deen Appui, dee mer am Secondaire dach däitlech erhéicht hu bei der leschter Rentrée. Ech denke ganz besonnesch awer och un den Appui pédagogique, also eng Ressource, déi all Enseignant am Fondamental huet, fir geziilt mat Schülerinnen a Schüler, déi Schwieregkeeten hunn an déi och elo vläicht e Retard duerch de Covid hunn, kënnen dat opzeschaffen. An do hu mer nach eng Kéier d'Chance, jiddwereen ze erreechen! Do si mer net am Domän vun der Fräiwëllegkeet, datt d'Eltere mussen d'accord sinn, fir datt d'Kanner zousätzlech dohinnerkommen ausserhalb vun der Schoulzäit an enger Schoulvakanz; do ass et an der Schoul wärend der Schoulzäit, an den Enseignant kann dat doten decidéieren. Duerfir mengen ech, datt et evident ass, datt mer déi Ressource an déi Zäit och ganz besonnesch nach am Ufank vum nächste Schouljoer notzen, fir deene Schüler, wou nach Retarde sinn, kënnen ze hëllefen.

Dann hunn ech e breeden Appell gemaach, an ech wäert mer ganz vill Zäit huelen - Här President, Dir entschëllegt mech, datt ech da vläicht net ëmmer disponibel sinn, wann d'Chamber et sollt wënschen iwwert déi nächste Wochen -, well ech mat ganz villen Acteuren och mech wëll ënnerhalen iwwert dee Bilan, dee mer kënnen a mussen zéien no iwwer engem Joer Pandemie an dat, wat se mat der Schoul gemaach huet, mat eisen anere Bildungsariichtunge gemaach huet a virun allem mat de Kanner an deene Jonke gemaach huet, awer och, wat fir eng Konklusioune mer kënnen doraus zéien.

Well mir hunn eis sécherlech getraut am Laf vun deem Joer, dat eent an dat anert ganz schnell anzefiéieren, ze probéieren, an der Nout oder aus der Nout eraus, wat vläicht guer net esou falsch ass, ewéi zum Beispill eng generell Summerschool. An ech géif mer wierklech wënschen, datt mer dat och an Netcovidzäiten zur fester Offert vun eisem Bildungswiese kéinte maachen. Ech géif mer och wënschen, datt mer e bësse vun deem Aspekt „Nohëllef" oder „exklusiv op Nohëllef ausgeriicht" géifen ewechkommen. Fir mech ass eng Summerschool dach awer och eppes, wou ganz ludique Aktivitéite kënne gemaach ginn an, esou wéi et virdru gesot ginn ass, wou d'Kanner wierklech gären dohinnerginn, well eebe wuel geléiert gëtt, mee awer net nëmme geléiert gëtt. An dee Schratt, dee musse mer eis nach gutt iwwerleeën.

Mee wéi et da méiglech war, datt mer als Schoulcommunautéit op eemol esou enk zesummegestanen hunn, wéi mer déi Kommunikatiounsplattformen dach do wierklech zum Maximum genotzt hunn, wéi Elteren, wéi Enseignanten, wéi Schüler dach permanent matenee kommunikéiert hunn, fir an där schwiereger Situatioun, wou ee sech net an der Schoul konnt gesinn, fir awer do eens ze ginn, do ass ganz vill Positives erauszezéien! Wéi dach och emol eng Matière doheem virbereet ginn ass, am Sënn vun engem „inverted classroom", ech denken, och do kann ee sécherlech positiv Aspekter erauszéien. Wéi mer de Schoulrhythmus och emol op déi eng oder déi aner Manéier adaptéiert hunn, och dat soll kritesch, awer och vläicht konstruktiv kënnen analyséiert ginn, an et soll gekuckt ginn, wat fir eng Konklusioune mer doraus kënnen zéien.

Mee virun allem, mengen ech, musse mer eis nach ëmmer mat der Fro beschäftegen: Jo, wat huet de Kanner gefeelt an där doter Zäit a wéi kënne mer dat kompenséieren? An duerfir wäert ech muer de Mëtteg, am spéiden Nomëtteg um 17.30 Auer, en Internetchat ubidden, fir déi Diskussioun do opzemaachen. Mir wäerten awer och Workshoppen hu mat ganz ville Schoulpartner. Ech wäert déi offiziell Representantë vun eise Schoulpartner alleguerte gesinn an deenen nächsten zwou Wochen. Mir wäerten och de Conseil supérieur de l'éducation nationale, deen och zum Deel covidbedéngt net konnt fonctionéieren zanter enger gudder Zäit, reaktivéieren a grad em d'Missioun och ginn, sech hei anzebréngen, wann et drëms geet, e Bilan ze zéien aus der Covidzäit, awer och en Ausbléck ze maachen a konkreet Piste virzeweisen, wat mer kënne léieren a wéi mer eis Bildungslandschaft nohalteg kënne stäerken.

De Mëtteg sinn hei jo net nëmmen déi Punkten ugeschwat ginn, déi eis dat lescht Joer beschäftegt hunn, ass och net nëmmen d'Fro gestallt ginn, wéi mer op d'Nowéie vun der Covidzäit bei de Kanner a bei deene Jonke kënnen adequat reagéieren, mee et sinn och déi grouss Chantieren ugeschnidde ginn, déi virum Covid existéiert hunn an déi mam Covid net verschwonne sinn; dat ass sécherlech wouer. Och déi grouss sozial Fro, datt et nach ëmmer net d'selwecht ass, datt ech déi selwecht Chancen hunn an eisem Bildungssystem, jee nodeem aus wat fir engem Elterenhaus ech kommen, wat fir e soziale Statut meng Famill huet, wat fir eng Sprooch doheem geschwat gëtt, déi Froen däerfe mer net vergiessen, déi musse mer erëm an den Zentrum vun eisen Iwwerleeunge stellen. An d'Regierung war amgaangen, do ganz vill Äntwerten drop ze definéieren an ëmzesetzen. An och do musse mer elo uknäppen un all deem, wat mer virum Covid preparéiert hunn.

Eng Fro zu engem sécherlech grousse Chantier ass vum Francine Closener opgeworf ginn, nämlech d'Inhalter an der Schoul, de Curriculum, dat, wat mer léieren, dat, wat mer vermëttelen. Jo, ech mengen, déi Fro muss ee stellen. Ech hu muer de Moien e längeren Austausch mat de Programmkommissiounen aus dem Fondamental, déi mer jo an der leschter Legislaturperiod geschafen hunn, fir sech méi systematesch mat der Programmatik, mam Curriculum vum Fondamental ze beschäftegen. An de Message ass ganz kloer: Mir brauche méi eng transversal Approche a mir mussen do d'Zesummeschaffen tëschent de Fächer an d'Aneeegräifen tëschent de Fächer an de Joergäng onbedéngt stäerken.

Mee et wäerte vill Punkte mussen do diskutéiert ginn. An ech denken, datt mer déi nächst Zäit, op jidde Fall och d'Enn vun dëser Legislaturperiod ganz besonnesch mussen notzen, fir eis déi dote Froen ze stellen. An ech mengen dat net nëmmen hei an engem Ministère, an der Chamber, am politesche Raum, ech mengen et wierklech ganz breet mat den Acteure vun der Schoul, fir vläicht och duerno awer nach eng Guidance kënnen der nächster Legislaturperiod mat op de Wee ze ginn, der nächster Regierung, der nächster Chamber mat op de Wee ze ginn, wéi et da ganz konkreet kann och an den Inhalter vun der Schoul weidergoen an awer an engem méiglechst breede Konsens. An datt dee schwéier ass, schwiereg ass, an alle Froen ze kréien, dat wësse mer. Mee do géif ech mech eigentlech ganz gären och an deenen nächsten zwee an halleft Joer ganz intensiv dran engagéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, et gouf nieft deenen dote Froen een Theemeblock ugeschnidden, deen, mengen ech, eis alleguerte bewosst ginn ass. Dat ass, datt d'Schoul a vill aner Aktivitéite vun de Kanner esou fest zu hirem Liewensalldag gehéieren an esou eng grouss Noutwendegkeet och fir hir Entwécklung a fir hiert Wuelbefannen duerstellen, datt et ëm d'Wuelbefanne vu ville Jonken net méi gutt gestallt ass, well d'Schoul a villes aneres dach ze laang gefeelt hunn - sozial Kontakter gefeelt hunn, d'Engagement gefeelt huet, de Sport, d'Kultur gefeelt huet, einfach Kontakter an der Strooss, wou och ëmmer datt se net méi do waren, an datt sech ze vill an de virtuelle Raum verlagert huet.

An dat muss eis alleguerte waakregrëselen, virun allem an enger Zäit, wou et eis awer ëmmer méi kloer gëtt, datt déi Jonk eigentlech kaum e Risiko haten duerch de Covid-19 an datt se sécherlech och net dat, wat am Ufank gefaart ginn ass, déi Altersgeneratioun wären, déi Generatioun wären, déi Alterskategorie wären, déi besonnesch schnell de Virus géife weiderdroen. Mee trotzdeem hu se ganz villes opginn, missen opginn, hu sech mat enormer Disziplinn och un all déi Reegele gehalen, bis op selbstverständlech e puer Ausnamen, wou ech mech eigentlech dann awer muss driwwer opreegen, datt sech esou staark iwwert déi puer Ausnamen opgereegt gëtt, a wou ech mer éischter géif wënschen, datt mer den Hutt géifen zéie virun deene Jonken, datt se iwwert dat ganzt Joer esou disziplinéiert an esou verständnisvoll matgemaach hunn.

An et ass effektiv elo un eis alleguerten, well se hunn et fir déi aner Generatioune gemaach, fir och e Stéck zréckzeginn. Dat och am Domän vum Bien-être vun deene Jonken, wou mer villes kënne maachen, wat iwwer politesch Programmer leeft, wou mer awer alleguerten, denken ech, gefuerdert sinn, fir eis Zäit fir déi Jonk ze huelen, fir mat hinnen Zäit ze verbréngen, fir Verständnis ze weisen. Alles dat kënne mer net iwwer Programmer, Initiativen an der Schoul a ronderëm d'Schoul maachen. Dat läit un eis alleguerten, fir dat am Alldag och e Stéckwäit zréckzeginn an der Famill, am Veräin, am Frëndeskrees, wou och ëmmer. Jo, an der Schoul soll et och geschéien.

An Dir wësst, datt mer e grousse Schwéierpunkt och schonn an der leschter Legislaturperiod dorobber geluecht haten, wat zousätzlech néideg ass fir Kanner, déi extra Besoinen hunn, wat zousätzlech néideg ass fir Kanner, déi och an hirer sozioemotionaler Entwécklung net ëmmer dee riichte Wee konnte goen. An do hu mer villes lancéiert. An déi Strukturen, déi Kompetenzzentren zum groussen Deel an déi Initiative sinn amgaangen, de Stresstest hei ze maachen. An ech wëll net wëssen, wéi et gaange wär, wa mer net esou massiv an den Ausbau vun deenen dote Strukture virdrun investéiert hätten. An ech denken, datt och d'Pandemie nach eng Kéier derzou bäigedroen huet, datt mer do e Bilan mussen zéien a weider musse kucken, wéi sech déi Strukture sollen entwéckelen, fir engem gesellschaftleche Besoin kënne Rechnung ze droen.

An do mengen ech nach eng Kéier, an Här President, dat ass déi lescht Iwwerleeung, déi ech wëll mat op de Wee ginn, musse mer kucken, datt mer d'Schoul fit maachen a weider fit maachen, fir dorobber ze reagéieren. Mir mussen awer och kucken, datt, wann de Problem net onbedéngt an der Schoul läit, mer och op aneren Niveaue kënnen intervenéieren. Ech denken, datt mer d'Chance a mengem Ministère hunn, datt mer souwuel de Volet Schoul ënner eiser Kompetenz hu wéi och den Office national de l'enfance, deen an der Famill och do mam Kand ka schaffen. An déi Vernetzung géif ech mer nach vill méi staark wënschen, well dacks gesi mer e Symptom vun engem Malaise an der Schoul, mee

d'Léisung läit net onbedéngt an der Schoul. A mir mussen och ausserhalb vun der Schoul eis d'Moyene ginn, fir zesummenzeschaffen, fir Kompetenzen ze bündelen, well mer hunn der ni ze vill, an da geziilt och do kënne virunzegoen. Do gesinn ech och nach Potenzial, fir besser ze ginn. An dat huet eis sécherlech och déi ganz Pandemie nach eng Kéier gewisen.

Villmools merci fir Är Opmierksamkeet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Motion 1

Ier mer dëse Punkt definitiv kënnen ofschléissen, musse mer nach zur Diskussioun, respektiv dem Vott vun der Motioun kommen, déi d'Madamm Hansen deposéiert hat. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President. An de Consideranten ass mer opgefall, dass sech hei referéiert gëtt op déi sozial Schéier, déi bei eis am Land soll méi substanziell si wéi an eisen Nopeschlänner. Ech wär ganz frou, wann ech kéint vläicht do ... Berufft Der Iech do op eng Etüd, op en Zeitungsartikel? Wann ech dat kéint kréien, da wär ech ganz frou.

Da gëtt gefuerdert, mir sollen e Konzept ausschaffen, fir effektiv deene Kanner ze hëllefen, déi méi defavoriséiert sinn, déi et méi schwéier hunn, déi vläicht aus engem méi bildungsfernen Ëmfeld kommen. Ech muss Iech soen: Dat kléngt gutt. Ech gesinn eis awer schlecht, e Konzept ausschaffen, wat mer dann herno an de Schoulen esou 1:1 dohileeë wéi en Aarbechtsmaterial.

Ech muss Iech soen: Déi Leit, déi all Dag mat de Kanner schaffen, sief dat an der Spillschoul, sief dat am Fondamental oder sief dat am Lycée, déi Leit, déi d'Kanner am beschte kennen, dat sinn och déi Leit, déi an hirer Formatioun ugehale gi sinn, fir dorobber kënnen ze reagéieren.

E Stéchwuert ass hei den differenzéierten Unterrecht. An ech mengen, ech verroden Iech kee Geheimnis, wann ech Iech soen - et si jo nach e puer Enseignanten heibannen -: Déi Kanner, déi gutt léieren, déi brauchen d'Presenz vum Schoulmeeschter oder der Joffer net esou vill, wéi déi Kanner, déi Schwieregkeeten hunn. An dorëms geet et jo!

Ech mengen, den differenzéierten Unterrecht - dat heescht net, dass alleguer d'Kanner aus der Klass zum gläiche Moment dat selwecht musse maachen, mee dass ee sech kann Zäit huelen, fir déi Kanner, déi et méi brauchen -, dat ass en Deel vun der Formatioun vun den Enseignanten. An ech mengen, wa mer do géifen drop higoen an nach eng Kéier Formatiounen ubidden oder zu den Enseignante soen: „Maacht Iech do nach eng Kéier méi staark", do géift Der bei eis oppen Dieren oprappen.

Eppes, wat, mengen ech ... En zweete Volet, deen immens wichteg ass, dat ass d'Elterenaarbecht. Ech sinn amgaangen, am Kader vun der Preparatioun vun der Interpellatioun vun der Madamm Hansen mat enger ganzer Rei Enseignantë Kontakt opzehuelen, effektiv fir dat Theema, wat d'Madamm Hansen eis virginn huet, opzeschaffen.

An et gëtt mer gesot, dass effektiv d'Elterenaarbecht schwaarz oder wäiss ass. Dat heescht, dass de Elteren hues, déi ganz, ganz engagéiert sinn. An du hues Elteren - an dat si grad déi, déi aus engem méi bildungsfernen Ëmfeld kommen -, déi et ganz, ganz schwéier hunn, fir an der Schoul matzekommen, respektiv et och schwéier hunn, fir de Kontakt zum Léierpersonal ze sichen. Ech mengen, dass dat ee Punkt ass, un deem ee vläicht an Zukunft verstäerkt misst schaffen.

Et ass virdrun ugeklongen hei: Den Appui pédagogique, deen an der Tâche vun den Enseignanten ass, ass eng Méiglechkeet, fir Lacunnen hei opzefänken. D'Hausaufgabenhëllef natierlech, déi an enger Rei Gemengen ugebuede gëtt. D'Summerschool ass ugeschwat ginn.

Ech mengen, wat awer wichteg ass ze soen, dat ass, dass mer och hei vläicht mussen Efforte maachen - ech kann hei ganz e bësse matschwätzen, well mäi Jong dat d'lescht Joer an enger Gemeng och matgemaach huet, wärend deenen zwou Wochen, dat och mat encadréiert huet -, fir un déi Kanner erunzetrieden, déi et effektiv méi brauchen.

D'Vernetzung tëschent der Schoul an der Famill - ass virdrun ugeklongen -, ass eppes, wat extreem wichteg ass a wat ëmmer méi wichteg gëtt. Ech mengen, déi, déi e bësse méi al sinn, oder déi, déi a mengem Alter sinn, oder méi al si wéi ech, déi kënne sech erënneren: Ech mengen, mir kruten eemol am Trimester d'Zensur. An dat war et! Mam Schoulgesetz vun 2009 ass d'Obligatioun komm, dass d'Eltere mussen eemol pro Trimester bei d'Léierin goen, fir sech auszetauschen. Ech fannen dat eng ganz gutt Saach. Ech fannen dat eng super Saach.

Nonobstant dovunner, wëll ech just soen, dass dat, wat hei gefuerdert gëtt, déi Bildungsschéier hei méi kleng ze maachen, dat ass effektiv d'Aufgab vun den Enseignanten. Déi sinn dorobber forméiert. Ech weess, dass dat och iwwert den differenzéierten Unterrecht a ganz, ganz ville Klassen a ganz, ganz ville Gemenge gemaach gëtt. Ech géif dofir menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun hei net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. D'Madamm Myriam Cecchetti freet nach d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Jo, ech äntweren elo e bëssen hei aus dem Bauch eraus. Also, ech kommen och aus deem Beruff an ech war nach bis den 18. Mee an enger Schoul am Süde vum Land I-EBS. D'Enseignantë maachen hiert Bescht. Et gëtt där Gudder, et gëtt Besserer an et gëtt ganz Gudder. Dat ass wéi an all Beruff.

Mee déi meescht Enseignantë maachen hiert Bescht an déi si ganz no um Burnout deelweis, well et gëtt einfach Schoulen hei am Land, wou a vill méi defavoriséierte Milieue Schoul gehale gëtt. Do ginn déi Differenzéierungen net duer. Do huet ee ganz vill verschidde Problematiken an der Klass. An do si ganz oft d'Enseignanten iwwerfuerdert. Do geet et och net duer, einfach ze soe „mir ginn e Coaching" oder „mir ginn eng Formatioun".

Do geet et drëms, d'Ekippen ze verstäerken. D'Ekippen, déi mulitprofessionell musse sinn a fest an de Schoule musse sinn. Dat gëllt et! Et gëllt, den Enseignanten dee Moment och prinzipiell eng Hëllef unzebidden. Oft dauert et méintelaang, ier se iwwerhaapt ee Rapport vun engem anere Professionelle kréien an da kréie se gesot: „Probéiert!" Dat hu se awer scho méintelaang gemaach.

Da kréie se einfach gesot: „Probéiert! Mir kënnen Iech kee Rezept ginn." Mir sinn an enger Kachschoul an der Schoul. Mir hu mat Liewewiesen ze dinn. An déi Enseignanten, déi schonn ee ganzt Joer probéieren an hiren Hänn kee Rot méi wëssen, déi sinn drop ugewisen, Hëllefen ze kréien! Ech mengen, déi Motioun hei geet awer gutt an déi Richtung. Mir géifen déi matstëmmen, well et gëllt wierklech, de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen an deene Milieuen, wou et chaud ass.

Den Här Minister huet gesot, hien hätt an der Summerschool an enger Gemeng geschafft, déi ech och ganz gutt kennen, an do hätt dat super geklappt an d'Enseignante missten un d'Elteren an un d'Schüler eruntrieden, fir déi ze sensibiliséieren.

Ech hunn an engem anere Milieu geschafft. Do kann ee ganz vill un Elteren eruntrieden, do kann ee ganz vill sensibiliséieren. Do komme verschidden Elteren net op d'Gespréicher! Si kommen och eng zweete Kéier net op d'Gespréich. Si kommen och eng drëtte Kéier net op d'Gespréich. An et ass hinnen zimmlech egal, well se einfach bildungsfern sinn.

An dat ass genau dat, wat de Minister och gesot huet, wou mer einfach musse kucken, fir d'Schoul an d'Doheem méi no beieneenzekréien. Dat ass ee ganz, ganz wichtege Volet. An dee kritt een aleng an der Schoul net ëmgesat, well effektiv: Do hu mer mat de Symptomer ze kämpfen, wou d'Léisunge ganz oft mussen doheem gesicht ginn oder wou eng ganzheetlech Léisung muss gesicht ginn.

A mir kënne wierklech den Enseignant net aleng domadder stoe loossen. Dofir, mengen ech, hu mer och zum Deel eng Penurie an deem Beruff, well den Enseignant sech einfach net méi opgewäert fillt a well e wierklech no um Burnout ass a gewëssene Schoulen. Voilà!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Cecchetti. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech kann der Madamm Cecchetti am Fong hei gréisstendeels zoustëmmen. Dat, wat si uschwätzt, dat ass effektiv de Fall. Ech géif et resuméieren: Dat eent ass d'Theorie. Dat ass e bëssen dat, wat mir hei schwätzen. Dat anert ass d'Praxis. Dat ass dat, wat um Terrain leeft, an och leeft op deenen Terrainen, déi ech och vill kannt hunn, op deene Plazen, déi wierklech éischter defavoriséiert sinn.

Dat sinn zwou Welten. A mir sollten eis wierklech eng Kéier alleguerte bewosst ginn, och vill Leit, déi hei vläicht ni an der Schoul oder an deem Milieu geschafft hunn, dass d'Realitéit eeben net dat ass, wat mir hei esou diskutéieren oder wa mer vu Projete schwätzen: „Alles super! Mega! D'Kanner matabezéien an d'Eltere ruffen. Ma, déi kommen dann an da maache mer Nohëllefcoursen."

Also, dat ass alles wierklech Theorie! An der Praxis funktionéiert dat ganz oft ganz schwiereg. An et ass esou: Et rifft een d'Elteren eemol, zweemol, dräimol. A si kommen nach ëmmer net! An ech mengen - ech widderhuelen et vu virdrun -, dat ass den Haaptpunkt, deen ech ëmmer erlieft hunn: Sinn d'Elteren interesséiert oder si se net interesséiert?! Dat ass den Haaptfacteur, ob d'Kand Erfolleg huet an der Schoul. Sou!

Dann eng Kéier kuerz hei zu der Motioun. Déi ass jo eigentlech och ganz gutt gemengt. Et stinn zwar e puer Saachen dran. Ech mengen, wann ee Lëtzebuerg mat anere Länner vergläicht, dat schéngt mir ganz schwiereg ze sinn. Mir hunn hei Schoulen, do hunn 80 %, 90 % vun de Kanner e Migratiounshannergrond. Ech mengen net, dass et dat an engem anere Land och nëmmen annähernd hei an Europa gëtt. Et ass also ganz schwéier, esou Vergläicher opzestellen.

Ech géif och drop opmierksam maachen: Et ass einfach ze soen, dass d'Resultater elo méi schlecht waren an den Épreuves standardisées an dass dat duerch d'Pandemie ass. Dat ass eng Korrelatioun, mee et ass net onbedéngt eng Kausalitéit. Et kënnen och aner Grënn ginn, firwat dat esou ass. Ech hunn d'Etüd elo net gelies, mee ech soen dat emol einfach. Theoreetesch misst dat esou sinn.

An da wëll ech eng Kéier soen: Wa mer wëllen déi Schéier zesummekréien, da muss een oppassen, dass een dat, wat uewen ass net erofdréckt. Well mir brauche Schüler, déi exzellent sinn. An de Risiko ass, wann ee wëllt d'Schéier zesummendrécken, dass een dann déi gutt manner fërdert an dass déi erofkommen. Dann ass de Buttek erëm beieneen, mee dann huet een am Fong, mengen ech, d'Zil verfeelt. Dat heescht, d'Zil muss sinn: Déi, déi gutt sinn, um gudden Niveau ze halen, an eeben déi, déi schwaach sinn, jo, eropzekréien, souwäit et geet.

Bon, also Dir héiert, ech hu vill ze kritiséieren un der Motioun. Ech maachen et dann awer, wéi et a ganz villen ... oder, soe mer emol, am Lycée esou üblech ass: D'Motioun gefält mer net immens, mee et ass Ok. Ech loosse se awer duerchkommen. Mir stëmme mat Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Déi nächst Wuertmeldung ass fir déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Ech wéilt eppes zum leschte Punkt vun den Invitte soen, wou geschriwwen ass, datt de « calcul du contingent de leçons au niveau de l'enseignement fondamental » soll adaptéiert ginn, fir de betraffene Schoulen déi néideg Mëttelen zur Verfügung ze stellen.

Do muss een awer wëssen, datt dee Contingent net de Schoulen zougestallt gëtt, mee de Gemengen op Basis vun hirem Indice socio-économique an op Basis vun der Kannerzuel, déi an där Gemeng erfaasst ass. Soudatt dee Punkt hei menger Meenung no och net d'Strooss hält an deem Sënn. Ech hunn och a menger Ried gesot, den Indice socio-économique vun de Gemenge wier interessant, eng Kéier elo evaluéiert ze ginn - wat awer hei och net draus erausgeet -, eebe fir déi ganz Auswierkunge vun der Pandemie ze erfaassen.

Do niewendru gëtt et awer e wichtegt Instrument, wou ech awer wéilt begréissen, datt eebe grad vum Ministère, op Demande motivée vun de Gemengen hin, schonn elo zousätzlech Posten zur Verfügung gestallt ginn; wuel wëssend, datt d'Personal net endlos ze fannen ass. Mee ech sinn awer Zeien dervun, datt elo scho fir d'Summervakanz gewësse Poste méi zur Verfügung gestallt ginn. Wat och geduecht ass, fir den Appui intégré an de Klassen ze verstäerken. An ech mengen, et muss een och emol déi dote Säit positiv kucken, quitte datt nach vläicht zousätzlech Poste gebraucht ginn. Et soll een awer net just negativ gesinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Lorsché. Da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo. Merci, Här President. Ech verspriechen, ech maachen et e bësse méi kuerz wéi meng Virriedner. Ech sinn der Meenung, datt mer elo heibanne ganz interessant Diskussioune geféiert hunn, déi u sech eng eegen Heure d'actualité nach eng Kéier iwwert de Contingent u sech géife meritéieren. Well, ech mengen, dat ass ee ganz komplext Theema, wat definitiv een Débat au fond géif verdéngen.

Mir hunn an der Vergaangenheet schonn e puermol gesot, datt de Contingent misst reviséiert ginn. Mir sinn der Meenung, datt hei verschidde Gemengen ze kuerz kommen. Mir wëssen: Et gëtt eng Penurie. Déi wäerte mer och elo net heibanne mat engem Vott vun enger Motioun ewechhuelen. Nichtsdestotrotz sollte mer eis d'Moyene ginn. An, ech mengen, an dat ass dat Haaptzil, wat ech aus där Motioun hei eraushuelen, dat ass, fir d'Chancë vun de Kanner, déi aus defavoriséierten Haushalter kommen, ze erhéijen. Dat misst eppes sinn, wat mer alleguerte géifen ënnerschreiwen. Dofir wäerten d'Piraten dës Motioun och mat Jo stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

Ass nach eng weider Wuertmeldung do?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Vote sur la motion 1

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

4. 7815 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Mir kommen elo zum Projet de loi 7815 iwwert d'Aféierung vun temporairen Derogatiounen am Beräich vun der Beruffsausbildung. Ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, bei deenen zwee nächste Gesetzer handelt et sech ëm ganz kleng Gesetzer, awer dofir ëmsou méi wichteg Gesetzer fir alleguer déi jonk Jongen a Meedercher, déi an der Beruffsausbildung ënnerwee sinn. An et geet ëm temporaire Ännerungen an der Formation professionnelle.

Duerch déi sanitär Kris Covid-19 muss den Artikel 33 vum geännerte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung, wat d'Evaluatioun vun de Kompetenzen a vun de Modülle betrëfft, ugepasst gi fir d'Enn vum Schouljoer.

D'Konsequenze vun der Kris op d'Beruffsausbildung sinn net nëmmen d'Aussetze vu Coursen, mee och d'Stoppe vu Stagen a vu Beruffsléieren. Et muss een also dermat rechnen, dass et Fäll gëtt, wou keng richteg Evaluatioun vun de Kompetenze ka stattfannen. Dat kann eng Kompetenz sinn an engem bestëmmte Modüll. Dat kënnen awer och vläicht ganz Modülle sinn, déi net evaluéiert ginn.

Fir dass eis Léiermeedercher an eis Léierbouwen awer am September hir Ausbildung weiderféiere kënnen, muss um Enn vum zweete Semester eng Evaluatioun gemaach ginn. E Stage, deen ofgebrach ginn ass, oder eng Léier, déi net ofgeschloss konnt ginn, kann natierlech net derzou féieren, dass den Apprenti oder de Léierbouf oder d'Léiermeedchen am September net erëm kéint an d'Schoul goen. Dat wär inakzeptabel. An dofir musse mer fir déi Fäll Dispensen aféieren.

Et geet also ausschliisslech drëm, dass kee Schüler, Apprenti oder Stagiaire duerch d'Kris vum Coronavirus a senger Ausbildung benodeelegt gëtt. Dofir setze mer alles drun, fir hinnen e propperen Ofschloss vum Schoul- a vum Léierjoer ze erméiglechen.

Follgend Ännerunge beschränke sech natierlech just op d'Schouljoer 2020 an 2021. Et geet am Kontext drëm, fir déi vill negativ Konsequenzen, déi dës Kris op eis Schüler, Apprentien oder Stagiairen huet, erëm eenegermoosse riichtzebéien.

Den Artikel 1 hëlt verschidden Ännerunge vum Artikel 33, Paragraf 3, Punkt 1 vum verännerte Gesetz vum 19. Dezember 2008 vir. Konkreet soll keng Nott vergi gi fir eng Kompetenz oder e Modüll, déi net konnte wärend deem Joer evaluéiert ginn. Et geet also hei ëm eng Dispens.

Am Artikel 2 vum selwechten Artikel a vum selwechte Paragraf, do geet et drëm, fir déi Modülle

mat evaluéierte Kompetenzen an net evaluéierte Kompetenzen eng Rechnung mat Règle de trois ze maachen. Wann Der ee Modüll hutt, wou op enger Säit d'Kompetenzen evaluéiert gi sinn, mee net alleguerten d'Kompetenze konnten evaluéiert ginn, gëtt eng Règle de trois gemaach. Als Éischt gëtt d'Zomm vun den evaluéierte Kompetenze gerechent, duerno duerch d'Zomm vun de maximale Punktzuele vun dëse Kompetenze gedeelt an dann op 60 eropgerechent fir ze kucken, wat da géif erauskommen. An hoffentlech läit déi Nott dann iwwer 30.

Den Artikel 3 féiert eng weider Ännerung vum Punkt 2 Paragraf 3 an. An zwar kritt hei de Klasserot d'Méiglechkeet, een oder méi Modüllen ze dispenséieren, well eng Evaluatioun net konnt gemaach gi wéinst der sanitärer Kris.

An den Artikel 4 preziséiert just, dass déi dräi éischt Artikele vum Gesetzesbuch sech op d'Evaluatioun vun de Modüllen aus der Schoul an aus der Beruffsausbildung bezéien.

Zu den Avisen: De Staatsrot an och d'Chambre de Commerce haten zu dësem Gesetzestext keng gréisser Umierkungen.

D'Chambre des Métiers weist drop hin, dass déi geplangten Ännerungen op kee Fall zu enger Devalorisatioun vun dësem Schouljoer däerfe féieren. D'Zertifikater an d'Diplomer vum Schouljoer däerfen net als mannerwäerteg ugesi ginn an esou d'Zukunftschancen a Gefor bréngen. Gläichzäiteg muss awer och séchergestallt ginn, dass déi Jonk iwwerhaapt dat néidegt Wësse vermëttelt kruten, fir weiderhin hire Beruff auszeüben. An d'Staatsbeamtekummer gëtt hiren Accord, mee fuerdert, dass d'Zensure kloer drop hiweisen, wéi eng Kompetenzen a Modüllen opgrond vun der Kris net konnten evaluéiert ginn.

E ganz e bësse Statistik, awer trotzdeem wat dat lescht Schouljoer ugaangen ass, wou mer schonn en änleche Gesetzestext och hei an der Chamber gestëmmt hunn: Am leschte Schouljoer waren 128.317 Modüllen um Programm. An dovunner goufen der 22.576 dispenséiert. Dat waren am leschte Schouljoer 18 %.

Elo frot Der mech: Wéi gesäit et da fir dëst Schouljoer aus? Dat kann ech lech natierlech nach net soen, well nach keng Conseil-de-classë waren. Fest steet awer, dass de Lockdown an dësem Schouljoer vill, vill, vill méi kuerz war. Am zweete Semester konnte virun allem d'Schüler, déi am Horeca-Beräich waren hir Stagen net maachen. Déi hunn do kee Patron fonnt.

Wéi gesot, zu dësem Zäitpunkt ass et schwéier ze soen, wéi de Prozentsaz wäert si vun den Dispense vun de Modüllen. Mee, ech mengen, et ass kloer, dass dee Prozentsaz wäert vill, vill méi niddreg si wéi d'lescht Joer.

Domadder ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Rapporter Gilles Baum villmools Merci a ginn direkt d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, mir hunn u sech dee selwechte Problem wéi d'lescht Joer. Et ass fir eis kloer, datt mer hei Léisunge brauche fir d'Schüler. An et däerf kee Schüler u sech de Leidtragende vum Covid sinn.

Et sinn awer zwou Saachen, déi net kloer sinn. Dat heescht, ech weess net ... oder mir wëssen net, ob séchergestallt ass, datt definitiv déi Kompetenzen, déi elo d'lescht Joer schonn net gepréift gi sinn oder u sech ënnerriicht gi sinn an dëst Joer net, ob déi iergendwann eng Kéier nogeholl ginn. Net datt herno d'Konsequenzen dora bestinn, datt déi Kanner oder Jugendlecher am Beruff herno Schwieregkeete kréien. Dat ass dat Éischt.

An deen zweete Problem, deen ech och d'lescht Joer hei genannt hat, dat ass: Am Text steet ... Den Här Baum - an ech soen nach eng Kéier Merci fir de Rapport - huet och gesot, wann een e Modüll elo zum Beispill mat siwe Kompetenzen huet an et géif just eng evaluéiert ginn, da gëtt déi héichgerechent. Wann ech elo soen, ech hätt siwe Kompetenzen, ech hätt der fënnef mat 10 Punkten an ech hätt der zwou mat 5 Punkten, an et wär just eng vu 5 Punkten evaluéiert ginn an de Jong oder d'Meedchen hat eng kleng Schwieregkeet oder hat keng Loscht gehat, dat ze léieren an hätt just 1 Punkt, da gëtt dat héichgerechent. Dann huet et herno ganz genau 10 Punkten am Modüll.

Dat wär u sech net gerecht. Et ass net séchergestallt, datt et net esou geschitt. Dofir wäerte mer eis hei enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, mir hu virdru scho gesot: Déi Jonk kënnen net fir d'Kris a mir sollen alles derfir maachen, datt se esou mann ewéi méiglech ënnert de Kollateralschied leiden. Ech denke mat dësem Projet de loi gi mer an déi richteg Richtung. D'Léiermeedercher an d'Léierbouwe musse kënnen hir Formatioun ofschléissen, fir datt de Jugendchômage, deen d'lescht Joer extreem an d'Luucht gaangen ass, net nach méi an d'Luucht ze dreiwen.

Duerfir, ech denken de Rapporter huet alles ganz gutt argumentéiert an erkläert. Heimat ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. D'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et geet drëms, an et gouf scho gesot, de Jonken an der Formation professionnelle keng Steng an de Wee ze leeën, mee ënnerstëtzend ze wierken. Grad do, wou se urgence-bedéngt Ännerungen hu mussen erliewen. An dat ënnerstëtze mer, dass mer hei pragmatesch Léisunge fannen am Sënn vun deene Jonken, am Sënn vun de Schüler.

Mir gi ganz gär den Accord heifir. Ech soen awer trotzdeem ofschléissend dem Rapporter ee ganz, ganz grousse Merci hei fir dëse Rapport. An ech hoffen, dass mer dës Dispositioune fir d'leschte Kéier hu mussen huelen an dass et fir d'nächst Schouljoer erëm besser geet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. D'Wuert geet dann un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President, an och merci dem Rapporter fir dee gudden, detailléierte Rapport. Also, d'Situatioun ass eeben déi, déi se ass. An dat, wat mer elo hei maachen, dat ass sécherlech och net dat Allerbescht. Mee ech mengen och, dass et net vill aner Léisunge gëtt!

An iwwregens ass dee ganze System mat Modüllen och net ëmmer dat Bescht gewiescht. Och scho virun der Pandemie hu sech do oft Froe gestallt. A just pour la petite histoire: Mir souzen emol a Conseil-de-classen zu 25 Leit a mir woussten net, ob e Schüler dann elo iergendwéi säin Déngen do gepackt hätt oder net. Dat ass heiansdo scho komplizéiert gewiescht.

Bon, egal. D'Situatioun ass elo nach méi komplizéiert. Mir stëmmen dat heite mat, fir dass mer iergendwéi derduerchkommen an dass mer kënnen no vir kucken a weider. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter Gilles Baum, deen dat hei exzellent virgedroen huet.

Et ass e bëssen en Déjà-vu. Mir hate gehofft, mir missten dat heiten net nach eng Kéier stëmmen. Bref! Elo si mer hei. Da wëlle mir deene konstruktiven a pragmatesche Léisungen net am Wee stoen. Dofir gi mir eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Jo. Just vläicht nach eng Kéier ganz kuerz e Merci fir déi Zoustëmmung hei. An effektiv, jidderee gesäit et an, datt mer an enger Noutsituatioun do waren an datt dat heiten eng vun den Initiative war, déi mer geholl hunn, fir den Apprentissage ofzesécheren, ze stäerken an ze kucken, datt en net a sech géif kollabéiere wärend der Kris.

Ech soen „eng vun de Mesuren". Mir hunn do dernieft eng Primm fir d'Entreprisen agefouert, déi Léiermeedercher a Léierbouwen erëm an d'Entreprise zréckgeholl hunn, déi vläicht duerch eng Faillite oder en Arrêt vun der Aktivitéit hire Léierkontrakt verluer hu bei enger anerer Entreprise. Mir hu gekuckt, datt den Delai, fir e Contrat d'apprentissage ofzeschléissen, verlängert ginn ass. Et ass esou, datt de Contrat d'apprentissage och konnt profitéiere vum Chômage partiel, wat, mengen ech, och eng ganz sënnvoll Initiativ war fir ze kucken, datt mer eng Kontinuitéit vun de Kontrakter a vun der Aktivitéit haten. An eeben hei och d'Dispens.

Ech denken awer, datt virun allem och d'Engagement vun den Enseignanten an de Schoulen an d'Engagement awer och vun de Formateuren an den Entreprisen derzou geféiert huet, datt mer gréisstendeels gutt finalement an der Beruffsausbildung duerch d'Kris komm sinn. Wa mer eis am Ufank ganz grouss Suerge gemaach hunn, dann hunn déi sech zum ganz, ganz groussen Deel glécklecherweis net confirméiert. A jiddereen huet wierklech gekuckt, hei matzehëllefen a matzeschaffen an och emol nach eng Kéier dat eent an dat anert nozehuelen, sief et an der Schoul, sief et awer och an den Entreprisen, fir datt déi jonk Leit gutt preparéiert waren, och wa se hiren Ofschloss, hire Projet intégré final, d'lescht Joer konnte maachen.

Ech wëll och nach eng Kéier soen - an de Gilles Baum huet d'Chiffere genannt virdrun -: Déi Modüllen, déi dispenséiert gi sinn, dat si 17,6 % vun de gesamte Modüllen. Wa mer eis awer elo erënneren, datt mer net woche-, mee méintelaang d'Schoulen zouhaten, datt ganz vill Entreprisen einfach och zou waren, well ganz vill Secteuren och zou waren, an datt et och ëmmer Modülle gëtt, déi nëmme vum Patron kënnen herno evaluéiert ginn, dann, denken ech, ass hei och wierklech just de Minimum dispenséiert ginn an et ass iwwer ganz vill Engagement iwwer aner Weeër probéiert ginn, dach awer de Schüler déi Matière an déi Kompetenz ze vermëttelen, déi ouni Covid sécherlech um Programm gestanen hätten.

Merci lech alleguerte fir d'Versteesdemech fir déi Noutsituatioun an awer och fir d'Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7815. Den Text steet am Document parlementaire 7815[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7815 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi mat 39 Jo-Stëmmen an 21 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7816 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7816, eng temporaire Derogatioun vum Aarbechtsrecht. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Hei geet et ëm e Gesetz mat engem Article unique, wat, jo, ganz kuerz ass, awer och extreem wichteg fir all eis Léierbouwen an eis Léiermeedercher. Et geet ëm eng zäitlech begrenzten Derogatioun zum Paragraf 4 vum Artikel L. 111-3 vum Code du travail, wat d'Reprise vun engem Contrat d'apprentissage ugeet.

Zwou Méiglechkeeten, leider: Verschidden Organisme kënnen oder konnte keng Léierbouwen an dësem Joer wärend der Kris unhuelen oder anerer hu musse wéinst der Kris Kontrakter opléisen, soudass d'Léierjongen an d'Léiermeedercher hu mussen en neie Patron formateur fannen.

D'Gesetz huet bis elo virgesinn, dass se dofir sechs Wochen Zäit hunn - dat heescht, en Delai vu sechs Woche maximal -, fir en neie Kontrakt ze fannen. Dat ass natierlech extreem kuerz an där Krisesituatioun, an där mer eis awer nach befannen. Mat dësem Gesetz soll den Delai, fir sech en neie Patron ze sichen, op dat ganzt zweet Semester ausgedeent ginn.

Wa mer dat dote stëmmen, mengen ech, hëllefe mer ganz ville Léierbouwen a Léiermeedercher, kee Retard an hirer Formatioun ze kréien. Dofir gëtt d'Demokratesch Partei och hei den Accord zu dësem Gesetz.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo. Ech soen dem Rapporter villmools Merci. Mir wäerten dëse Projet de loi natierlech ënnerstëtzen, well et kann net sinn, datt een, deen elo grad kee Betrib fënnt, seng Ausbildung misst ophalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Da wier et un der honorabeler Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Och mir schléissen eis deem Gesoten un. Ech soen dem Rapporter Merci a mir droen dëse Projet natierlech ganz gäre mat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Bernard. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President, an och merci dem Rapporter. Mir stëmme mat Jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Jo. Merci, Här President. Duerch de Covid-19 koum et och bei der Formation professionnelle zu gréisseren Ëmstellungen. An der Formation professionnelle musse Modüllen nogeholl ginn an evaluéiert ginn; wéi virdru jo och schonn ugeschwat.

Fir evaluéiert ze ginn, mussen d'Schüler awer och aus der Formation professionnelle emol fir d'éischt een Apprentissage fäerdeg kréie respektiv ufänken. Wou fannen d'Schüler fir d'Rentrée dann eng Léierplaz? Den Impakt vum Covid op d'finanziell Situatioun vu Kleng- a Mëttelbetriber, besonnesch am handwierkleche Beräich, ass sécher net ze ënnerschätzen.

Punktuell Hëllefe gouf et jo, mee wéi gräifen dës Hëllefen? Gëtt et schonn Estimatiounen, awéiwäit d'Betriber nei Léierstelle konnte mat deene finanziellen Ustéiss schafen, respektiv sinn dës Hëllefen duergaangen, fir d'Betriber ze motivéieren, an d'Ausbildung ze investéieren?

Et gouf jo am Dezember 2020 déi punktuell finanziell Hëllef fir Handwierksbetriber, déi och wärend der Kris ausgebilt hunn, mat engem Zouschlag pro Léierbouf a Léiermeedchen. Gëtt et do schonn e Bilan driwwer? Dat wier immens interessant.

Net just d'Entwécklung vun de Finanze mécht de Leit an deem Secteur Angscht, mee och elo scho mierkt een, wéi d'Logistik an enger globaliséierter Welt mat Barriäre konfrontéiert gëtt, déi et esou virdrun net gouf. Wéi kréien eis Betriber hir Wuer? Dacks ze spéit. An d'Pandemie ass nach net eriwwer. Dräi Wochen zum Beispill, fir eng Toilette ze ersetzen. Dräi Méint, fir d'Hott vun enger Kiche kommen ze loossen. Mangel u Wuer an u Personal, wann d'Leit am Betrib sech ugestach hunn. Wéi wëllt een ënnert dëse Konditioune jonk Leit ausbilden? Do misst scho virun der Rentrée en zolitten Aktiounsplang um Dësch leien.

Also, mir stëmmen dat do natierlech awer och mat. Mee et ass just, fir drop opmierksam ze maachen, datt d'Betriber et net einfach hunn, an datt mir fäerten, datt awer eng Rei jonk Leit op der Streck bleiwen. An och fir déi, déi d'Ausbildung gemaach hunn elo, déi d'Modullen net konnten esou maachen, wéi se sollten, do wier et awer vläicht wichteg, esou wéi d'Chambre des Métiers och an hirem Avis gefuerdert huet, zolidd Formation-continuë vläicht nach unzebidden. Well wie wëllt herno een, dee keng zolidd Ausbildung hat? An et kann net sinn, datt déi jonk Leit dorënner leiden. Voilà.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Elo wollt ech einfach nëmme soen: „Et ass en Déjà-vu, mir ginn eisen Accord." Dunn huet d'Madamm Cecchetti mer e klenge Stréch duerch d'Rechnung gemaach. Mee merci nach eng Kéier hei un de Rapporter fir dee kuerzen a pregnante Rapport iwwer eng ganz punktuell Ännerung, déi awer ganz wichteg ass, fir eebe grad jonke Mënsche keng Steng an de Wee ze leeën. An dofir gëtt et dann och vun eis gréng Luucht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Mir hu grad erlieft, datt ni alles gesot ass. An dat ass och gutt esou. Mee ech denken, et geet awer elo duer.

Villmools merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7816. Den Text steet am Document parlementaire 7816[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7816 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Voilà. Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7816 est adopté par 58 voix pour.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7801 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

Mir kommen elo zum Projet de loi 7801, enger Ofännerung vum Budgetsgesetz 2021. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- D'Lat läit héich.

(Hilarité)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President, elo hat ech bal de Brëll ofgedo amplaz d'Mask.

(Hilarité)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir behandelen haut nees eng Thematik, déi mer schonn eemol hei am Plenum beim Budgetsgesetz fir den Exercice 2021 behandelt hunn. Et geet nämlech drëm, fir de Locataren am Kader vun engem Contrat de bail commercial an dem Proprietär nach eppes weider entgéintzekommen. An dat, andeems de Proprietär vum Gebai vun engem Abattement profitéiere kann, falls dëse sengem Locataire de Loyer noléisst respektiv reduzéiert. Et ass also eng indirekt Hëllef fir déi betraffe Locataren.

Den 20. Mee d'lescht Joer hat d'Regierung de Relanceplang „Neistart Lëtzebuerg" presentéiert, deen als Grondlag fir en neie Start vun der Lëtzebuerger Wirtschaft déngt. Eng vun de Moossname war, datt d'Proprietären, déi Gebaier mat engem Bail commercial verlounen, vun engem gedeckelten Abattement fir d'Kalennerjoer 2020 profitéiere kënnen, deen zweemol dem Betrag vun enger eventueller Reduktioun um Loyer oder enger Annulatioun entsprécht.

D'Loyerskäschte kënnen effektiv, wéi mer alleguer wëssen, en décke Batz vun de Gesamtkäschten duerstellen, déi vun de Betriber mat enger kommerzieller, industrieller oder handwierklecher Aktivitéit Mount fir Mount musse bezuelt ginn. Eng Reduktioun, oder souguer am beschte Fall d'Ewechfale vun engem Loyer, kann eng grouss Entlaaschtung vun der Tresorerie vun dëse Betriber bedeiten. En Otem, dee besonnesch fir déi Entreprisë vu grousser Hëllef ka sinn, déi wéinst dem Genre, der Typologie vun hirer Aktivitéit, hu mussen an dëser Kris zäitweis fir de Public zoubleiwen. Virun allem sinn heimat d'Betriber aus dem Horeca-Beräich gemengt.

Och wa bei ville vun eis d'Hoffnung grouss war, datt mer d'Joer 2021, also dëst Joer, mat enger däitlecher Verbesserung vun der sanitärer Situatioun ugoe géifen, hu mer musse feststellen, datt et zu enger Verlängerung vu verschiddene sanitäre Moossnamen huet musse kommen, fir d'Pandemie an de Gréff ze kréien. Dës Mesurë ware wichteg an néideg. Si sinn awer natierlech net ouni Impakt, wéi mer wëssen, op dat wirtschaftlecht Liewe bliwwen.

Dëse Gesetzesprojet soll also den Ëmstänn Rechnung droen a proposéiert, fir d'Moossnamen aus dem genannte Budgetsgesetz op d'Joer 2021 ze verlängeren. D'Zil ass et, fir de Proprietären en Ureiz ze ginn, fir hire Locatairen, déi duerch d'Kris schwéier gelidden hunn, ënnert d'Äerm ze gräifen an dem Locataire iwwert dëse Wee e Liquiditéitssputt ze ginn.

Wie kann dat maachen? Dat kann e Proprietär vun engem Immeubel hei zu Lëtzebuerg geltend maachen. Et kann entweeder eng Personne physique oder eng Personne morale, also eng Gesellschaft sinn, déi Resident oder Netresident ass an d'Gebai respektiv en Deel vum Gebai mat engem Contrat de bail commercial verlount.

Wéi fonctionéiert dës Moossnam? Wann een als Proprietär eng Reduktioun, sief et eng partiell oder eng ganz, also total Reduktioun accordéiert, da kann een zweemol de Montant vun der Reduktioun als Abattement geltend maachen, mat engem Plaffong vu 15.000 Euro. Wann de betraffene Bien immeuble am Bësetz vu Koproprietären ass, da gëtt den Abattement selbstverständlech proportional opgedeelt.

Doriwwer eraus ass awer och eng Brems agebaut ginn, déi Follgendes seet: Wann Erhéijunge vu Loyeren ënnerholl goufen, déi vum Kontrakt hier virum 18. Mäerz 2020 net virgesi waren, also virum Ufank vum État de crise, da ginn dës Erhéijungen net berécksiichtegt fir d'Berechnung vum Abattement! Soumat soll also eventuelle Mëssbrauch evitéiert ginn.

Et sief och nach ugemierkt, datt d'Verlängerung vun der Moossnam eng Revendicatioun vu verschiddene Beruffskummeren an de leschte Méint war a mir als Chamber dëser Demande heimat wëllen nokommen.

Här President, de Staatsrot, de Conseil d'État, huet a sengem Avis vum 11. Mee 2021 keng Remark zum Fong vum Gesetzesprojet formuléiert. Hien huet sech awer mat der Method beschäftegt, wéi hei legiferéiert gëtt. Déi héich Kierperschaft hätt léiwer en autonoomt Gesetz gehat amplaz eng Ofännerung vum Budgetsgesetz.

Mir kruten an der Finanzkommissioun vun de Beamten an dem Finanzministère erkläert, datt dëse Wee aus technesche Grënn erausgesicht gi wier, an datt soumat eng Kohärenz mat der viregter Approche oprechterhale kéint ginn.

An hirem Avis vum 22. Abrëll vun dësem Joer begréisst d'Handelskummer d'Verlängerung vum Abattement ausdrécklech. Si géif just bei de Modalitéiten un e puer klenge Schrauwen dréie goen.

Als Éischt mengt si, datt de Plaffong net an enger absolutter Zuel, also 15.000 Euro pro Gebai oder Deel vu Gebai, ausgedréckt soll sinn, mee éischter als Prozentsaz vum Loyer, fir eng gläichberechtegt Behandlung vun de Steierzueler ze garantéieren.

Zweetens, wat d'Beneficiairen ugeet, fuerdert d'Handelskummer, fir dëse steierlechen Avantage net nëmmen op de Contrat de bail commercial ze begrenzen, si wéilt also, datt all d'Baile betraff sinn, déi am Zesummenhang mat wirtschaftlechen Aktivitéite stinn.

Schlussendlech ass d'Chambre de Commerce der Meenung, datt och d'Loyere vun 2020 vun dësem Projet de loi sollte viséiert ginn.

Vu datt mir och nach en Avis nom Unhuele vum schréftleche Rapport an der Kommissioun erakruten, also e weideren Avis wuelgemierkt, erlaabt mir, fir awer nach kuerz mëndlech op dësen Avis anzegoen. Et ass dee vun der d'Chambre des Métiers, der Handwierkerkummer. Och d'Chambre des Métiers begréisst hei d'Verlängerung vun dëser Moossnam. Si géif sech awer derfir ausschwätzen, datt méi wéi zweemol de reduzéierte Loyer kéint ofgesat ginn, an datt de Plaffong ugehuewe soll ginn. Doriwwer eraus freet d'Handwierkerkummer, d'Chambre des Métiers wuelgemierkt, fir dës Moossnam no dësem Joer, also no 2021 weiderzeféieren.

E weidere Punkt ass dann och deen, datt de Gesetzesprojet virgesäit, datt de Bailleur d'Prekaritéit vun der Situatioun vum Locataire motivéiere muss, e muss déi begrënnen. D'Handwierkerkummer fënnt, datt dëst komplizéiert ass an datt dës Dispositioun eng Rechtsonsécherheet duerstelle géif.

Zu gudder Lescht kéint dann d'Handwierkerkummer sech virstellen, datt den Abattement kéint an alle Fäll integral applizéiert ginn, an dat onofhängeg vun all deenen aneren Ofschreiwungen, och a Fäll, wou de Revenu net kéint negativ ginn.

Här President, ech wéilt nach emol d'Wichtegkeet vun dësem Gesetzesprojet ervirhiewen. Et ass wierklech eng wichteg, jo, eng noutwendeg Moossnam, déi fir vill ugeschloe Betriber eng onëmgänglech finanziell Entlaaschtung bedeite kann. Dofir och den Appell un d'Proprietären, fir heirobber zréckzegräifen, wa se finanziell Schwieregkeete bei hirem Locataire gesinn.

Dat gesot, bleift mer nach just, lech Merci ze soe fir Är Opmierksamkeet. An ech ginn natierlech och am Numm vu menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, den Accord zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporter André Bauler.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Gilles Roth als éischten ageschriwwene Riedner.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dem Rapporter merci, an d'CSV wäert dëse Gesetzesprojet stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Jo, d'Lëtzebuerger Regierung huet jo, wéi gesot, eng Rei Aiden en place gesat, fir d'Ekonomie ze ënnerstëtzen. Ma hei maache mer och en Appell un d'Solidaritéit, un d'Acteuren, déi Deel vun eiser Gesellschaft sinn, fir iwwert dësen Abattement d'Réduction du loyer ze accordéieren. A wéi gesot, als LSAP ënnerstëtze mer dëse Gesetzesprojet. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech soen och am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporter villmools Merci fir déi ganz Expositiounen, déi e gemaach huet an ech ginn den Accord vun onser Fraktioun. Dat heiten ass eng gutt Mesure och fir alleguerten d'Commerçanten an alleguerten déi Leit, déi Schwieregkeeten haten an deem Krisejoer, fir dass d'Proprietären incitéiert ginn, fir d'Loyeren nozeloossen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, och vun eiser Säit aus en häerzleche Merci un den Här Bauler fir e ganz komplette Rapport. Deem ass näischt bäizefügen. A mir schléissen eis deem allgemenge Konsensus hei gär un. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, am Ufank vun der Pandemie hu vill Leit gemengt a gesot, mir wieren all an deem selwechte Boot - mir kënnen eis dorun erënneren -, de Virus géif eis jo schliisslech alleguer treffen. Dofir hu mer an där Illusioun gelieft, dass mer all d'selwecht vis-à-vis vum Virus wieren.

Schnell awer hu mer gemierkt, dass mer net all an deem selwechte Boot sinn, mee déi eng op Yachten an déi aner a Schlauchbooter. De Virus huet eis net d'selwecht getraff an och d'Géigemoossnamen zum Virus net. An dat heite Gesetz, wat vläicht gutt gemengt war an d'Konsequenze vun de Covidmoossname wollt drosselen, dréit awer derzou bäi, dass déi Déck méi kréien an déi Kleng manner. Et ass eng regressiv Steiermoossnam. Well wat gëtt hei gemaach? Mat deem heite Gesetz schenkt d'Allgemengheet de grousse Proprietäre Suen, wa se hire Locatairen en Deel vum Loyer noloossen.

Domadder net genuch. Dës Reegelung kompenséiert net nëmmen hir Loyersausfäll, mee se iwwerkompenséiert se, soudass de Proprietär besser ewechkënnt, wann en dem Commerce de Loyer noléisst, wéi wann en et net géif maachen. Mee opgepasst! E kritt d'Baisse vum Loyer nëmmen dann iwwerkompenséiert, wann en op d'mannst e Joresakommes vu 50.000 Euro huet. A wat e méi héich Revenuen huet, wat e méi verdéngt mat dëser Steiermesure!

D'Handwierkerkummer huet dat schéi virgerechent. Mir wollten et eigentlech maachen, mee do hu mer gesinn, dass si et scho gemaach haten. Eng Persoun mat engem Joresakommes vu 50.000 Euro an der Steierklass 1, dee sengem Locataire 7.500 Euro noléisst, kritt déi 7.500 Euro vun der Steier zréck an nach e klenge Kaddo drop - anerer nennen dat Incitatif - vun 21 Euro. Eng Persoun mat engem Joresakommes vun 200.000 Euro, déi also véiermol esou vill verdéngt, kritt déi 7.500 Euro vun der Steier zréck an uewendrop 2.555 Euro.

Do hu mer et: Wat ee méi räich ass, wat ee méi e grousse Kaddo vun der Allgemengheet kritt. An dat, obwuel een dee selwechten Effort gemaach huet. Eigentlech souguer manner. Well deem Räichen di 7.500 Euro Baisse manner wéi wéi engem, dee manner Revenu huet.

Richteg lount et sech dann, wann een e puer Geschäftslokaler huet fir ze verlounen. Mat 200.000 Euro Joresakommes a fënnef Geschäftssurfacë kritt een zousätzlech also nach e Kaddo vum Staat vun 11.400 Euro.

A well deen Dispositif jo och fir Personne-moralë gëllt, wäerte virun allem déi grouss Akafszenteren hir Freed drun hunn, well déi kënnen dann och fir all Geschäftssurface, déi se verlounen, zousätzlech Benefisser maachen.

Här President, d'Covidkris huet vill kleng Geschäftsleit haart getraff, ouni dass si dofir kënnen. Dass déi ëffentlech Hand an esou enger Ausnamesituatioun déi betraffe Persoune muss mat ëffentleche Gelder ënnerstëtzen, domadder si mir natierlech averstanen, well, an dat hu mir als Lénk och scho méi oft hei gesot, kee Mënsch en Interêt drun huet, dass déi kleng Commercë faillite ginn an och manner nach hir Salariéen. Dat ass kloer. An aus deem Grond si jo och ganz generéis Hëllefsprogrammer hei fir Entreprisen a fir Commercen agefouert ginn: forfaitaire Hëllefen, Hëllefe fir Frais non couverts, Hëllefe pro Salarié, Aide-remboursablen an och Staatsgarantien. Mir hunn eis dobäi oft enthalen, well den Däiwel am Detail stécht, mee am Prinzip si mer mam Prinzip averstanen.

Mat deem heiten awer kënne mer net averstane sinn, well dat heiten ass eng Mesure, déi virun allem deene grousse Proprietären zeguttkënnt an eeben och Ongläichheeten ënnerstëtzt. Dass déi fortunéiert Klasse musse fir all Akt vu Solidaritéit extra vum Staat kompenséiert ginn, dat ass eigentlech schonn traureg genuch, mee dass se dann och nach musse méi erauskréien, wéi se eeben u Loyer noloossen, an och nach méi erauskréien, wat se méi räich sinn, dat schléit awer dem Faass de Buedem aus. Mir fannen dat e schlechte Witz, a mir wäerten natierlech dergéint stëmmen.

Merci fir Äert Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Rapporter André Bauler, deen hei, wéi gewinnt, en ausféierleche Rapport souwuel mëndlech wéi och schréftlech virgeluecht huet.

Mir Piraten si prinzipiell d'accord mat der Verlängerung vum Abattement fir Proprietären, déi hire kommerzielle Locatairë manner respektiv kuerzzäiteg guer kee Loyer froen.

Dat, wat d'Madamm Oberweis elo grad hei op der Tribün presentéiert huet, ass eng generell Kritik vun dem System vun Abattementer am Steierwiesen. Et ass esou: Wie méi verdéngt, dee bezilt méi en héije Steiersaz. Dat heescht, wa mer en Abattement maachen, profitéiert e méi dervun.

Dat ass e Kritikpunkt, dee mer schonn e puermol hei formuléiert hunn. Dat geet vum Vëlo, vum elektresche Vëlo, iwwert d'Aiden, den Abattement zum Beispill fir Frais-domestiquen. Wie méi verdéngt, dee bezilt méi Steieren, méi en héijen Taux, kritt also méi eraus, wann en déi ofsetzt. Esou einfach ass et u sech. Dofir, mengen ech, ass et eng ganz berechtegt Kritik, déi hei formuléiert gouf. Eng Kritik, déi mer och generell, wa mer elo iwwert d'Steierreform schwätzen, musse berécksiichtegen. An ech denken, datt mer do jo op deene richtege

Schinne stinn, fir deen Debat an abseebarer Zäit hei an der Chamber kënnen ze féieren.

Zréck awer zu dësem Text. Dësen Abattement hëlleft a priori deene Betriber, déi eebe Problemer an der Kris kruten. Déi Betriber, déi bei hire Proprietär ginn a soen: „Ech ka mer et am Moment net leeschten. Kanns de mer dat heiten noloossen?" A fir datt dee Proprietär eebe grad keng Perte huet, gëtt en Abattement geschaf. Dat ass grondsätzlech ze begréissen. Mir wëllen et klenge Betriber erméiglechen, duerch d'Kris ze kommen. Mir wëllen et erméiglechen, datt se eebe grad hire Bailleure kënnen de Loyer bezuelen, dee geschëllt ass, respektiv wa se dat net kënnen, datt et do opgeet um Enn vum Dag.

Et gëtt awer ee klenge Couac nach an deem heite Projet, e Couac, wou et éischter drëm geet, fir Flexibilitéit ze weisen. Et geet nämlech drëm, datt ee muss noweisen, datt ee covidbedéngt eng prekär Situatioun huet. Den Afloss vum Virus op de Betrib ass awer net ëmmer einfach ze beweisen. Dat kann een elo vläicht bei engem Hotel oder bei engem Restaurant, deen eng Fermeture administrative hat, ganz einfach noweisen. Bei engem normalen Handelsgeschäft ass et awer vläicht scho méi schwéier. Spéitstens wa mer dann an d'Büroe ginn, fänkt et un, ganz schwiereg ze ginn, fir vläicht am Detail nozeweisen, datt dat heite covidbedéngt eng prekär Situatioun ass. Mir géifen eis also wënschen, datt hei d'Steierverwaltung déi néideg Largesse géif weisen, déi néideg Largesse, fir eeben derfir ze suergen, datt, wann dat deklaréiert gëtt a plausibel gemaach ka ginn, datt dat dann och ugeholl gëtt.

D'Aféiere vun engem Abattement ass also sécherlech ni perfekt, mee awer eng wichteg Mesure am Kontext vun dëser Kris. An dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten fir dës Mesure. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Regierungskolleegin, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, et ass vläicht derwäert, dass een awer e puer Minutten iwwert dës Mesure nodenkt, well et awer eng originell ass. Et sinn e puer Kriticken opkomm. Ech freeë mech awer natierlech driwwer, dass eng ganz breet Majoritéit dës Mesure, déi mer jo elo da fir d'Zweet maachen, hei ënnerstëtzt.

Den Haaptgrond, firwat mer dat gemaach hunn, ass, well mer erkläert kruten, an dat huet och ageliicht, wa mer an där Period, an et muss ee sech zréckversetzen an déi éischt Well, 4.000, 5.000 Euro engem Independant ginn hunn, fir dass en iwwert d'Ronne kënnt, wou der ganz vill eis erkläert haten: „Dat ass alles schéin a gutt, mee ech hunn esou en héije Loyer ze bezuelen an do kommen ech iwwerhaapt net méi iwwert d'Ronnen." - Punkt 1.

Punkt 2: Mir wollten esou minimal wéi méiglech an de Kontrakt, an de Loyerskontrakt intervenéieren. Ech mengen, däers muss ee sech bewosst sinn, dat ass eng komplizéiert Saach. De Bailleur huet jo en Accord mat sengem Locataire. An ass et dann d'Roll vum Staat, op eemol do ze intervenéieren? An du war dat heiten déi meescht cibléiert Mesure, déi eis agefall ass. Ech muss lech soen, ech hunn och international mat Kolleegen, anere Finanzministeren, mech ausgetosch driwwer an ech krut vu ville gesot, dass dat eng ganz originell Manéier wär an eng gutt Manéier wär, fir de Problem unzepaken, ouni un d'Kontrakter ze goen. Dat heescht, et versteet een, dass den Ausgangspunkt vun der ganzer Filiatioun extra war, an dofir hu mer déi Léisung hei gewielt.

Den „double abattement", wat heescht dat? Jo, dat heescht jo dann, dass de Proprietär, wann en dann deen Abattement kritt op déi Reduktioun, déi en do gëtt, dass déi en näischt kascht. Et ass jo am Fong geholl dat.

Wat hu mer do nach agefouert? Mir hunn e klengen, e relativ klenge Montant drageschriwwen, well et ass eis jo drëms gaangen, deene Commerçanten an Handwierker an Entrepreneuren ze hëllefen, déi net riseg Loyere bezuelen. Well déi, déi riseg Loyere bezuelen, si ganz oft grouss Gesellschaften, déi sech esou e Loyer kënne leeschten. Hei geet et natierlech ëm d'PMEen, Horeca ganz bestëmmt, awer net nëmmen Horeca. Dofir déi absolutt Montanten, wat déi eng oder déi aner och emol kritiséiert hu vun de Chambre-professionnelle. Ech versti si. Si vertriede se alleguerten, si hätte gären, dass jiddwereen eppes kritt. Mee mir mussen natierlech och dorop beduecht sinn, dass mer grad deenen hëllefen, déi et am meeschte brauchen.

An dofir ass déi Mesure eebe gemaach ginn, wéi mer et hei presentéiert krute vum Rapporter André Bauler, deem ech villmools Merci wëll soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Bericht.

Ech kann lech och versécheren, fir déi, déi dat opgeworf hunn, dass et der Steierverwaltung mat deene Krittären, déi hei drastinn, net drëms geet, dat heiten net unzehuelen. Mir hu jo mussen e Krittär draschreiwen. Mir hu jo eppes musse soen. De But hei ass, dass et esou vill wéi méiglech ugeholl gëtt. An de Fait, dass déi Locatairen, déi virun der Kris scho Problemer haten, exclu sinn, dat huet och mat de Konkurrenzreegele vun der EU ze dinn. Dofir ass déi Aschränkung dran.

Ech mengen, dass ee mat deenen Erklärungen hei alleguerte versteet, wat fir eng Logik mer hei verfollegt hunn. A well déi Mesure en fait ganz gutt vun den Entreprisen opgeholl ginn ass a mer vill positiv Echoe kruten, hu mer dann am Laf vum éischten Trimester vun dësem Joer decidéiert, dass mer dës spezifesch, geziilte Mesure nach eng Kéier géife wëlle maachen. Dofir haut dee Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7801. Den Text steet am Document parlementaire 7801[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7801 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7801 est adopté par 57 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. Changement de composition du Comité de discipline

Erlaabt mir, zwëschenduerch d'Chamber ëm en Averständnis ze froen. Wat d'Zesummesetzung vum Comité de discipline ugeet, proposéiert d'CSV-Fraktioun, datt den Här Michel Wolter den Här Léon Gloden ersetzt. Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. 7653 - Projet de loi portant création d'un Pacte Climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7653 iwwert de Klimapakt mat de Gemengen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti, den Här Marc Goergen. An d'Wuert kritt elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei ëm d'Kreatioun vum Klimapakt 2.0 mat de Gemengen, dem Nofollger vum Klimapakt 1.0, deen, mengen ech, déi meescht heibanne ganz gutt kennen.

Et geet drëms, de Klimapakt, en Instrument, ...

Une voix.- Sch!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- ... dat enorme Succès hat, bis 2030 ze verlängeren a weider ze verstäerken. Mam Klimapakt 2.0 kréien d'Gemengen nach méi Ënnerstëtzung, fir sech um lokale Plang fir de Klimaschutz staark ze maachen. D'Berodung fir d'Gemenge gëtt ëm 50 % eropgesat an de Klimapakt gëtt och thematesch méi breet opgestallt, soudatt en dem Defi vum Klimawandel an all senge Facette ka gerecht ginn.

Getrei nom Motto „Think global, act local" ass de Klimapakt en Instrument, dat d'Aarbecht am Klimaschutz an an der Transition énergétique vun de Gemengen um lokalen Niveau valoriséiert an d'Gemengen ënnerstëtzt, fir an hire Klimaaktiounen ëmmer méi ambitiéis ze ginn.

Mam Klimapakt 1.0 gi ganz konkreet Resultater a puncto Klimaschutz um Terrain ervirbruecht. A mam Kilmapakt 2.0 wëlle mer elo déi positiv Dynamik weiderféieren an acceleréieren, well mir kënnen d'Defie vum Klimawiessel nëmmen zesumme mat de Gemengen a hire Bierger ugoen. De Klimapakt 2.0 ass natierlech och e wichtegt Instrument bei der Ëmsetzung vum PNEC, Plan national énergie et climat oder och nach dem nationalen Energie- a Klimaplang, souwéi och vun der Ëmsetzung vum drëtten nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung. 2012 ass de Klimapakt 1.0 mat de Gemengen iwwer Gesetz agefouert ginn an en ass 2020 ausgelaf.

Dës éischt Versioun war e groussen Erfolleg. 2020 waren all d'Lëtzebuerger Gemengen am Klimapakt 1.0 agebonnen an 93 % (veuillez lire: 96 %) vun hinne waren zertifizéiert ginn. Et muss ee bedenken: De Klimapakt 1.0 ass op fräiwëlleger Basis geschitt, sou wéi och natierlech den 2.0. Si haten also op d'mannst 40 % vum maximale Score aus dem Mesurëkatalog erreecht. 78 Gemengen ...

(Interruption par M. Léon Gloden)

Här Gloden, kommt Der matschwätzen, wannechgelift? A. Merci.

(Hilarité)

78 Gemengen hu 50 % erreecht a ganzer 13 Gemenge si Gold-zertifizéiert. All dës Gemenge setze Moossnamen ëm, fir d'Emissioun vun Zäregasen an hirer Gemeng ze reduzéieren, fir zu enger Adaptatioun vum Klimawandel bäizedroen, d'Loftqualitéit ze verbesseren an d'Kreeslafwirtschaft ze stäerken.

De Klimapakt 2.0, deen iwwert d'Period vun 2021 bis 2030 geet, huet d'Ambitioun, fir den aktuellen Dispositif vu Moossnamen ze verstäerken an nach weider auszebauen.

Dräi Domäner sinn hei haaptsächlech betraff. Éischtens: D'Zil vum Klimapakt 2.0 ass, d'Capacitéiten op lokalem Niveau ze verstäerken. D'Berodung vun der Gemeng duerch Klimaconseilleren ass hei besonnesch wichteg. An duerfir gëtt dës Offer am Klimapakt 2.0 weider ausgebaut. D'finanziell Ënnerstëtzung vun de Klimaconseilleren, déi d'Gemenge begleeden an technesch ënnerstëtzen, gëtt ëm 50 % erweidert.

De Klimapakt gëtt och thematesch méi breet opgestallt an d'Gemenge kënnen op eng spezialiséiert Berodung zréckgräife fir spezifesch Thematiken, déi am Klimaschutz eng wichteg Roll spillen, wéi zum Beispill energeetesch Renovatioun oder d'Kreeslafwirtschaft. D'Kollaboratioun mat de Partnerorganisatioune wéi SIGI, Klimabündnis, CELL, IMS oder EBL gi verstäerkt. An da gëtt och d'Gouvernance an de Gemenge selwer verbessert, virun allem doduerch, datt e Klimaschäffen agefouert gëtt, also e Member vum Schäfferot mandatéiert gëtt, sech aktiv an dëse Prozess anzebannen, de lokale Klimaschutz politesch weiderzedreiwen an de Suivi vun der Evolutioun vum Klimapakt ze maachen. Domat gëtt och d'Klimaekipp politesch gestäerkt a verstäerkt.

Zweetens: De Klimapakt ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, keng bilateral Reuniounen, soudatt een dat ze vill gutt héiert an datt de Rapporter gestéiert ass. Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. De Klimapakt 2.0 soll och eng besser Quantifizéierung erlaben, et also erlaben, den Impakt vun de Mesuren, déi d'Gemengen um lokale Plang huelen, besser kënnen ze verfollegen. Esou kann een de Suivi vum Programm verbesseren, d'Gemeng ka vis-à-vis vun de Biergerinnen a Bierger besser duerstellen, wat se puncto Klimaschutz mécht an et dréit och zu enger verbesserter Interkomparabilitéit bäi.

An dann drëttens - last but not least - soll de Klimapakt 2.0 och derzou bäidroen, der Biergerbedeelegung méi Opmierksamkeet ze ginn: d'Gemengen ënnerstëtzen, fir méi op d'Awunner/innen duerzegoen. Dëst soll derzou bäidroen, datt d'Acteuren an der Gemeng - also Biergerinnen a Bierger, Entreprisen an aner lokal Acteuren - sech méi aktiv an de Kampf géint d'Klimaännerungen abannen.

Wéi fonctionéiert de Klimapakt 2.0? De Klimapakt 2.0 fonctionéiert am Allgemengen no de Prinzippie vum Klimapakt 1.0 an ech mengen, deen ass och an dësem Haus hei bekannt.

De Projet de loi 7653 kreéiert also de Klimapakt 2.0 an autoriséiert de Staat, d'Gemengen, déi um Klimapakt deelhuelen, zwëschent 2021 an 2030 finanziell ze ënnerstëtzen. D'finanziell Ënnerstëtzung vun de Gemenge gëtt och iwwert de Projet de loi gereegelt.

Wéi gesäit nun déi finanziell Ënnerstëtzung vun de Gemengen aus? D'Gemeng kritt eng finanziell Ënnerstëtzung fir de professionelle Klimaberoder, sief dat en allgemenge Beroder oder e spezialiséierte Beroder, sief dat intern oder extern Persounen zu der Gemeng, déi der Gemeng zur Verfügung stinn, déi scho Salariéë bei der Gemeng sinn. Wéi éinescht scho gesot: De Volume vun der Berodung gëtt massiv an d'Luucht gesat. D'Gemengen hu mam Klimapakt 2.0 50 % méi Berodung zegutt. Dat si bis zu 75 Deeg, natierlech a Fonctioun vun der Populatioun.

Eng variabel järlech Subventioun - Bonus-Klimapakt 2.0 - gëtt et fir déi Gemeng, déi ee vun deene véier Certificatiounsniveauen erreecht. Wéi virdru gesot: Véier Niveaue vu Certificatioun si méiglech - 40 %, 50 %, 65 % a 75 % vun deem, wat maximal méiglech ass. Den Niveau 65 % ass hei bäigesat ginn, well de Sprong vu 50 % op 75 % als ze grouss estiméiert gouf. Dëse Bonus hänkt natierlech ënner anerem vum Niveau de certification of - zum Beispill wann een op Gold wëllt goen. Eng Gemeng, déi méi een héije Certificatiounsniveau erreecht, kritt méi Ënnerstëtzung.

An da gëtt et eng Prime unique vun 10.000 Euro fir déi Gemengen, déi eng Certificatioun zu engem spezialiséierten Theema hunn, wéi zum Beispill Kreeslafwirtschaft oder energeetesch Renovatioun.

D'Regierung huet ofgeschat, datt d'finanziell Ënnerstëtzung fir de Klimapakt 2.0 all Joer an der Moyenne ongeféier 14,2 Milliounen Euro kascht, déi iwwert den Energie- a Klimafong un d'Gemengen ausbezuelt ginn.

Ech wéilt dann hei och kuerz op den Amendement vun der CSV agoen, dee sech speziell ëm déi finanziell Ënnerstëtzung vun de Gemenge gedréit huet. An hirem Amendement huet d'CSV proposéiert, datt d'Awunnerzuel bei der Héicht vun der Subventioun vun der Klimaberodung kee Krittär sollt sinn, mee datt all Gemeng, egal ob kleng oder grouss, déi nämmlecht Subventioune sollt kréien. Bei der variabeler Subventioun huet d'CSV proposéiert, datt dës eng forfaitaire wéi och eng variabel Subventioun sollt beinhalten, déi am gläiche Mooss op d'Awunnerzuel an op d'Fläch vun der Gemeng berechent gëtt.

Den Amendement ass an der Kommissioun net ugeholl ginn, well de Projet de loi generell schonn de Volume vun der Berodung staark eropschrauft - ëm 50 % - an och well mam Klimaschutz d'Infrastrukturen éischter vu Wichtegkeet si wéi d'Fläch vun der Gemeng an esou d'Awunnerzuel vun der Gemeng e bessere Facteur ass, fir d'Subventiounen ze berechnen.

Beim Naturpark, dee mer jo och hei deemnächst eng Kéier op de Leescht huelen an deen den Naturschutz an de Gemenge valoriséieren an encouragéiere soll, gi mir jo schonn an dës Richtung, well beim Naturschutz d'Fläch vun enger Gemeng ganz kloer eng grouss Roll spillt. An deem Sënn wäert den Naturpark dann och komplementar sinn zum Klimapakt 2.0.

Zum Avis vum Staatsrot: De Staatsrot hat just eng Opposition formelle gemaach, nämlech um Punkt vum Finanzement vun de Beroder a Beroderinnen. De Staatsrot huet méi Prezisioun verlaangt a wollt, datt eng kloer Definitioun vu Klimaberoder oder -beroderin an hir professionell an technesch Kompetenze missten an d'Gesetz ageschriwwe ginn an net an eng Annex vum Contrat-cadre tëschent der Regierung an der Gemeng.

Den Avis vun der Chambre de Commerce: Dës Chamber insistéiert drop, datt déi Entreprisen, déi an enger Gemeng ugesidelt sinn, ganz no an de Klimapakt 2.0 solle agebonne ginn, notamment wärend der Ausaarbechtungsphas wéi och der Ëmsetzungsphas. Och begréisst d'Chambre de Commerce d'Aféierung vu spezialiséierte Conseilleren, mee freet, datt eng Definitioun vun dëse Persounen an dëse Projet de loi integréiert gëtt.

D'Chambre des Métiers hat keng Observatioun zu dësem Projet de loi.

Avis vum Syvicol, dem Syndicat des villes et communes luxembourgeoises: De Syvicol ënnersträicht, datt d'Gemenge sech scho laang an aktiv a fräi-

wëlleg fir de Klimaschutz um lokalen Niveau engagéieren. En huet virun allem eng Rei Remarken iwwert d'Subventioune gemaach. De Syvicol bedauert, datt déi forfaitaire Subventioun aus dem Klimapakt 1.0 gestrach gouf. Och freet de Syvicol méi Flexibilitéit bei der Attributioun an der Verdeelung vum Contingent vu Stonnen, déi dem Klimaberoder zoustinn, fir d'Gemeng ze ënnerstëtzen. Dëst a Fonctioun vun de Besoine vun enger Gemeng. Da mécht de Syvicol eng Rei Propositiounen, wat d'Iwwergangsphas vum Klimapakt 1.0 zum Klimapakt 2.0 betrëfft.

Schlussendlech begréisst de Syvicol d'Propositioun, datt e „Klimaschäffen" an de Klimateam genannt gëtt. De Syvicol freet awer och, datt de Gemengerot schonns am Virfeld méi agebonne gëtt. Dëst virun allem, fir d'Adhesioun vun der Gemeng, vun de Gemengeconseilleren an an de Kommissiounen an den Aarbechtsprogramm a seng Ënnerstëtzung ze garantéieren, fir datt de Gemengerot sech de Klimapaktprogramm politesch appropriéiere kann.

Da gouf et och nach eng Prise de position vum Mouvement écologique, déi Dir um Portail vun der Chamber erëmfannt. Dës ass eng iwwergräifend Stellungnam zu den dräi Pakten: Pacte Climat, Pacte Nature a Pacte Logement. De Mouvéco gräift d'Partnerschaft Staat/Gemenge mam follgendem Titel an dësen dräi Pakten op: „De richtege Kader setze fir eng zilorientéiert Partnerschaft Staat-Gemengen!"

Zum Klimapakt seet de Mouvéco ënner anerem: „Um aber ein chiffriertes Monitoring des Klimapakts 2.0 zu ermöglichen, braucht es eine deutliche Verbesserung der Datenlage auf kommunaler Ebene".

De Projet de loi ass de 25. August 2020 vun der Ëmweltministesch an der Chamber deposéiert ginn. An der Sitzung vun eiser Kommissioun vum 17. September 2020 sinn ech zum Rapporter vu dësem Projet de loi ernannt ginn. De Staatsrot huet säin éischten Avis de 4. Mäerz 2021 ofginn, dee mir de 16. Mäerz analyséiert hunn. Säin zweeten Avis ass vum 11. Mee, dee mir de 17. Mee analyséiert hunn. An der Sitzung vum 21. Abrëll 2021 goufen d'Amendementer vun der CSV-Fraktioun an eiser Kommissioun examinéiert. De Rapport, sou wéi en Iech hei virläit, ass den 31. Mee 2021 an eiser Kommissioun ugeholl ginn.

Mat dësem Projet de loi kreéiere mir also de Klimapakt 2.0. Deen éischte Klimapakt hat en enorme Succès an dofir läit et op der Hand, dëst Instrument bis 2030 weiderzeféieren a weider ze verstäerken.

Mam Klimapakt 2.0 kréien d'Gemengen nach méi Ënnerstëtzung, fir sech um lokale Plang fir de Klimaschutz staarkzemaachen. D'Berodung fir d'Gemenge gëtt ëm 50 % eropgesat an de Klimapakt gëtt och thematesch méi breet opgestallt, fir den Defie vun haut a muer gerecht ze ginn.

Ech soen Iech villmools Merci fir Äert Nolauschteren a ginn domat och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Ech soen dem Här Rapporter Carlo Back villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, fir d'éischt emol dem Karel Back villmools merci fir säi Rapport zu dësem Gesetz, souwuel de schréftleche wéi och de mëndlechen. En huet dat, fannen ech, gutt gemaach, well de Klimapakt 2.0 e Gesetzesprojet ass, deen eeben um Klimapakt 1.0 fousst. En huet gutt duergestallt, wat deemools schonn alles entscheet gi war, Succès hat a wourop elo de Klimapakt 2.0 opbaut an a wat fir enge Beräicher en iwwert de Klimapakt 1.0 erausgeet.

An de Klimapakt 2.0 ass ee Gesetzesprojet, deen - menge mer - eng besonnesch grouss Opmierksamkeet verdéngt, well en de Klimaschutz op deen Niveau dréit, op deem déi politesch Entscheedunge besonnesch vill Wierkung entwéckelen, nämlech op den Niveau vun de Gemengen, no bei d'Leit. An dofir sti mer als CSV voll a ganz hannert den Ziler vum Klimapakt, zumools dem Klimapakt 1.0, deen duerch déi entscheedend Fiederféierung vum Marco Schank, gudde Frënd a fréiere Kolleeg hei an der Chamber, deemools säi ganze Succès entfaalt huet.

Wat mécht de Succès vum Klimapakt eigentlech aus a wat kënne mer och als Nationalpolitik iwwerhaapt fir eis ganz Klimapolitik aus deem Klimapakt do fir Léieren zéien? U sech hätt ee jo bei esou engem transversale Gesetz, dat probéiert, sech an all déi verschidde Gemengen eran ze iwwersetzen, e puer prinzipiell pedagogesch Méiglechkeeten. Gewielt gouf vun Ufank un de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet. Wie Klimaschutz wëllt an dofir attraktiv Konditiounen ugebuede kritt, engagéiert sech och spierbar an och mat Houfert a mat vollem Engagement. An d'Ufäng vum Klimapakt hu gewisen, wéi een d'Leit an dat berüümt Klimaboot mat erakritt.

A wat beim Klimapakt doriwwer eraus interessant ass, dat ass, dass en eng miessbar Struktur huet, déi a Kategorien an an Niveauen agedeelt ass an an där ee sech selwer anuerdnen a moosse kann, an där ee sech selwer Ambitioune stelle kann an an där ee sech och positiv un aneren inspiréieren an engagéiere kann. Et ass e System, deen uspornt. Et ass also net eleng de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet, mee och dee vum „Incentive", de Prinzip vun der Motivatioun.

An dass de Klimaschutz duerch de Klimapakt um Niveau vun eise Gemengen deemools schonn esou konkreet siichtbar ginn ass, war deemools och deenen ze verdanken, déi sech voll engagéiert hunn an déi sech regional zesummegeschloss hunn. An dat waren am Ufank eebe besonnesch d'Naturparken. Ech hunn déi grouss Chance, an eiser Fraktioun iwwert den Aly Kaes an iwwert de Mulles Eicher ganz villes iwwert den Naturpark Our gewuer kënnen ze ginn an och verstanen ze hunn, wéi si dat deemools ugepaakt hunn, wéi se Klimapakt a wéi se Naturpakt matenee verbonnen hunn a lokal a regional hir Aktiounen openaner ofgestëmmt hunn.

Ganz vill aner Gemengen a Gemengepappen a Gemengemamme kënnen och vu sech erzielen, wéi se dat gemaach hunn. Et war deene Gemengen, déi sech direkt voll dragestierzt hunn a sech net mat engem Mëttelmooss zefridde wollte ginn, ze verdanken, dass de Klimapakt deemools um Niveau vun de Gemenge richteg gegraff huet. An et waren zum Deel ganz vill éischter kleng Gemengen, déi e fantastescht Virbild ofginn hunn. Dat ass eigentlech dat, wat mer och als CSV nimools genuch kënne betounen. Dat ass och de Grond, firwat mäi Kolleeg Aly Kaes ëmmer erëm op d'Bedeitung vun de klenge Gemengen hiweist. Et ass iwwregens net hien eleng: Och am Avis vun der Chambre de Commerce war kloer ze liesen, wéi wichteg et ass, dass déi kleng Gemengen - proportional vis-à-vis zu deene grousse Gemengen - ganz gutt, d'selwecht gutt a gerechterweis richteg gutt ewechkommen.

Dass de Klimapakt esou vill Elan krut a bis enges Daags eng Kéier alleguerten d'Gemenge souguer fräiwëlleg matgemaach hunn, war am Ufank deenen an deene klenge Gemengen ze verdanken, déi duerch regional Zesummeschléiss eng immens Dynamik entwéckelt hunn. Ech wëll et nach eng Kéier erwänen: Déi Gemeng zum Beispill - an den Aly Kaes huet et an de Kommissiounen och ëmmer erëm widderholl a gesot -, an där hie Buergermeeschter ass - Tandel -, ass als éischt mat Sëlwer zertifizéiert ginn. Zu véier Gemengen hu se deemools och nach zesumme mam Camille Gira als Staatssekretär zu Leipzig dat europäescht gëllent Ofzeeche kritt. Ech mengen - wa mer eis do sécher sinn -, et ware Biekerech, Schëffleng, Tandel an Housen, déi deemools concernéiert waren.

Grad dowéinst wëlle mer a wäerte mer weiderhin ëmmer erëm op d'Interessien an d'Besoine vun de klenge Gemengen opmierksam maachen an hunn dat och hei gemaach aus der Suerg eraus, dass eebe wéinst dem Krittär vun der Awunnerzuel déi kleng Gemengen net an de Genoss komme vun de Mëttelen, déi se brauchen, fir Personal ze hu fir déi vill Aarbecht, déi se wëlle leeschten, fir de Klimapakt ëmzesetzen.

Ech soen dem Karel Back och Merci dofir, dass en d'Amendementer vun der CSV erwäänt, kommentéiert an och duergestallt huet, zumools de Klimapakt 2.0 ëm e puer Dimensiounen erweidert gouf. Besonnesch ëm déi vun der Participatioun, déi jo och gestalt muss ginn a wou ee mat de Leit muss kënne schwätzen. An dofir brauch een Zäit, fir mat de Leit kënnen ze schwätzen an hir Doleancen ze lauschteren an ëmzesetzen.

„Think global, act local" oder „Think global, pact local", wéi d'„woxx" et an engem Artikel deemools zitéiert huet, Här President. Dëse Prinzip mécht den Erfolleg vum Klimapakt aus: de Prinzip vun der lokaler Motivatioun an de Gemengen an de Prinzip vun der regionaler Zesummenaarbecht.

Ech wëll awer och nach eng Kéier erwänen, dass et mech perséinlech zum Beispill beandrockt huet, wéi ech gesinn hunn, dass eng Gemeng wéi Wolz den Zertifikat fir d'Économie circulaire krut an esou Pakten an esou Zertifikater natierlech och matenee verzaant sinn an een dat an enger Gemeng zu enger Gesamtdynamik bréngt, wann ee sech nach aner Zertifikater, un deenen ee wëllt schaffen, als Leescht wëll ginn. Oder zum Beispill an der Gemeng Mäerzeg, an där ee gudde Frënd vu mir Schäffen ass, soudass ech och do d'Informatiounen direkt matkréien a gesinn, wat fir eng Freed se dorun hunn, fir an der Gemeng Mäerzeg d'Gemeinwohl-Ökonomie-Zertifikat kënnen ze kréien an dat an hirer Gemeng zesumme mat Klimapakt an Naturpakt och ëmzesetzen.

D'Erfollegsprinzippie vum Klimapakt: Vill Leit, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, waarden elo op dëst Gesetz, op de Klimapakt 2.0, well se sech weider engagéiere wëllen. Ech weess och vun e puer Gemengen, déi nach net ënnerschriwwen hunn, well se drop gewaart hunn, dass d'Gesetz endlech gestëmmt ass. Et gëtt anerer, déi et anescht gemaach hunn, mee et gëtt der vill, déi drop waarden, fir sech elo endlech erëm lancéieren an op den aktuelle Stand kommen ze kënnen. Grad, well och den aktuelle Klimapakt 1.0 jo degressiv ausleeft a se alleguerte wëllen, dass elo de Klimapakt 2.0 sou richteg unzitt.

Wat elo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Klimapakt 2.0 auszeechent par rapport zum Klimapakt 1.0, dat ass engersäits, dass en dës Erfollegsprinzippie weiderféiert, an anerersäits, dass en se zum Beispill duerch eng besser Quantifikatioun erweidert - zum Beispill duerch d'Collecte des données -, awer och duerch eng Verbesserung vum operationelle Kader vun de Gemengen, zum Beispill eeben duerch d'Asetze vun engem Expert oder och e bessere Suivi am Gemengerot - deen ech perséinlech och begréissen als Member vun engem Gemengerot, an deem mer un deene Saache gäre matschaffe wëllen -, an dann och d'Participation citoyenne, déi d'Gemengen encouragéiere sollen.

Dräi Punkte wëlle mer als CSV elo hei awer nach besonnesch betounen. Éischtens, dass et gutt a wichteg ass, dass d'Ziler verschäerft a besser quantifizéiert solle ginn, well mer beim Klimaschutz eebe méi effikass Efforte musse maachen. Efforte, vun deene mer wëssen, dass se dem Klimaschutz tatsächlech eppes bréngen, dass se net nëmme gutt ausgesinn a vläicht iergendwéi grouss Opmierksamkeet bréngen, mee dass se tatsächlech dem Klimaschutz eppes bréngen. Wa mer den Erfollegsprinzippien trei bleiwen, dann hu mer mam Klimapakt 2.0 tatsächlech eng grouss Chance dozou.

An ech wëll Iech froen, Madamm Minister: Wéi gitt Der an deem heite Kader domat ëm, wann et eng Rei Gemenge gëtt, déi scho Mesurë geholl hunn, déi net un de Klimapakt gebonne sinn? Wéi ginn déi Mesuren elo am Klimapakt 2.0 weider betreit, bezéiungsweis ginn déi iergendwéi doran opgeholl?

Dat Zweet, wat mer als CSV soe wëllen, ass, dass et gutt ass, dass Experten agesat a bezuelt ginn, dass d'Subventioune gestaffelt ginn, och wa mer natierlech weiderhin der Meenung sinn, dass an eisen Aen déi kleng Gemenge méi schlecht ewechkommen. Et ass awer wichteg, dass an der Gouvernance elo drop opgepasst gëtt, dass duerch déi ganz Mesuren - et ass jo e ganze Katalog vum Klimapakt 2.0 - keen esou e groussen administrativen Opwand entsteet, dass de Courage iergendwéi direkt schonn an de Kannerschong stieche bleift. Et wär schued, wa Gemengen doru scheitere géifen, dass se zwar villes wëlle maachen, mee esou vill Formulairë mussen ausfëllen, dass dat d'Administratioun hannen um Enn esou vill Energie kascht, dass herno trotzdeem net dat geschitt, wat déi Gemengen eigentlech wëllen ëmsetzen.

Dat Drëtt ass d'Participation citoyenne, déi elo derbäikomm ass, fir esou vill Leit wéi méiglech mat an d'Klimaboot ze kréien. Dass heirop gesat gëtt, ass besonnesch begréissenswäert. Vill Leit waarden elo drop, Geleeënheeten ugebueden ze kréien oder dass hir eegen Iddie seriö geholl a gelauschtert ginn. Fir eis wär et op alle Fall héich interessant, hei an der Chamber reegelméisseg eng Evaluatioun ze maachen, grad vun dësem Punkt: A wat fir Gemenge gëtt Participation citoyenne gemaach? No wat fir enge Krittären a Methode gëtt se organiséiert? Wéi vill Leit maache mat? Wéi vill nei Leit konnten erreecht ginn? A wat si virun allem d'Best Practices, un deene sech och aner Gemenge kënnen inspiréieren? Ech erliewe selwer oft, dass Kolleeginnen oder Kolleegen a Bekannter a Frënn sech an hire Gemengen, an hire Stroossen, an hire Quartieren aktiv un enger méi natierlecher a klimafrëndlecher Ëmgéigend bedeelege wëllen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, als eng Partei vun de Gemenge wënsche mir als CSV dësem Gesetz op alle Fall e gudde Wee a mir wäerten eis erlaben, e Bléck op déi méi kleng Gemengen ze halen a proaktiv un der weiderer Verbesserung vum Klimapakt matzeschaffen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, ech wëll domat ufänken, dem Rapporter - dem Carlo oder Karel Back, wéi en dann och vu senge Frënn genannt gëtt - villmools Merci ze soe fir seng zwee Rapporten, souwuel säi mëndleche wéi och säi schréftlechen. An ech géif och direkt d'ganz Spannung eraushuelen. Ech géif direkt um Ufank vu menger Ried den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzestext ginn.

De Klimapakt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass e ganz wichtegt Instrument, fir d'Gemengen um Klimaschutz ze bedeelegen, ze beroden a bei der Realisatioun vu konkreete Projeten ze ënnerstëtzen. Grad méi kleng Gemenge brauchen dës Ënnerstëtzung. Si sinn dorop ugewisen, well si net ëmmer den techneschen Knowhow hunn, deen een an deem heite Beräich awer ganz kloer muss hunn.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz richteg!

M. Max Hahn *(DP).*- Déi zweet Versioun vum Klimapakt ass an deem Kader nach emol op verschiddene Punkten ugepasst an och verbessert ginn, fir de Gemengen eebe justement e beschtméiglechen Encadrement bidden ze kënnen.

Här President, ech zielen Iech näischt Neies, wann ech soen, dass d'Klimakris déi gréisste Bedroung ass, déi d'Mënschheet bis elo kannt huet. Iwwregens net eleng fir d'Mënschheet, mee fir quasi d'ganzt Liewen op eisem Planéit ass d'Klimakris eng ganz, ganz grouss Bedroung. An awer: Trotz der Monumentalitéit vun dëser Aufgab ass et kloer, dass d'Politik alles drusetze muss, fir d'Katastroph, op déi mer zousteieren, ze evitéieren. Den Effort, deen hei néideg ass, kann net eleng vun deem engen oder deem anere geleescht ginn. Et ass net eleng de Bierger oder eleng de Staat oder eleng d'Betriber. Nee! Klimaschutz ka just geléngen, wa jidderee matmécht, op allen Niveauen. An dozou gehéieren eeben och d'Gemengen.

Esou wéi et um Staat ass, ass et och un de Gemengen, mam gudde Beispill virzegoen, bei sech selwer unzefänken an den eegene Foussofdrock a Saachen Emissiounen ze reduzéieren. Ech mengen - an ech mengen och, dass mer eis do alleguerten eens sinn -, déi ëffentlech Hand ka schlecht vun hire Bierger verlaangen, dass si hir Haiser energeetesch sanéieren a méi op klimafrëndlech Transportmëttele setzen, wann déi ëffentlech Hand selwer hir Hausaufgaben net mécht. D'Gemenge sinn donieft a villerlee Hisiicht déi éischt Uspriechpartner fir d'Bierger an hunn domat e wichtegen Hiewel, fir d'Awunner am Hibléck op e méi klimabewosst Handelen ze sensibiliséieren.

D'Gemenge si sech där Roll, déi se spillen, bewosst. De Bilan vun der éischter Period vum Klimapakt weist dëst ganz kloer. Alleguerten d'Lëtzebuerger Gemengen hu matgemaach, mat ënnerschiddlechen Niveauen, Zertifizéierungen. 78 Gemengen haten deen zweeten Niveau vun dräi Niveauen erreecht, 13 Stéck souguer deen héchsten Niveau. Dat bedeit awer natierlech net, dass net nach ganz vill Loft no uewe wier. Ganz am Géigendeel! Ech mengen, déi Zertifizéierung ass jo genau dat - an ech mengen, dofir ass se agefouert ginn -: fir de Gemengen, déi mengen, si wiere ganz gutt a se hätte scho ganz vill opweises a Saachen Natur- an Ëmweltschutz op där enger Säit ze weisen, ob dat dann och tatsächlech de Fall ass, an hinnen op där anerer Säit vläicht och iwwert d'Instrument, dat hinnen déi eenzel Pisten, Mesuren an Toolen opweist, ze weisen, wat do nach alles méiglech ass.

Eppes, wat ech ganz, ganz flott am Klimapakt 1.0 an natierlech och am Klimapakt 2.0 fannen, ass virun allem, dass eng Gemeng vun där anerer Gemeng léiere kann. Dat ass net an alle Beräicher esou. Ech géif mer wënschen, dat géif sech nach op aner Beräicher ausbaue loossen. Ech mengen, de Pacte Logement 2.0, mat deem dat jo och soll agefouert ginn, ass och e Sujet, mat deem mer eis hei beschäftegen. Eigentlech gëtt och kloergestallt, dass de Klimapakt, wéi mer e kennen, eppes ass, dat ganz, ganz sënnvoll ass an dat mer dann eeben och zum Beispill op de Logement wëllen ausbauen.

Wéi gesot, d'Gemenge sollen op där enger Säit no bausse kënne weisen, wat se opweises hunn a wat se kënnen. Op där anerer Säit solle se gesinn, dass se nach vill Potenzial hunn. Ech mengen dofir och, dass, wann eng Gemeng elo nach net gutt qualifizéiert ass, dat net soll heeschen: „Déi dote maachen näischt." Nee, ganz am Géigendeel! Et soll heeschen: „Déi dote musse vläicht elo e bësse méi séier maachen, fir an déi Richtung ze kommen, esou wéi mer dat alleguerte wëllen."

Et ënnersträicht awer och däitlech, dass d'Gemengen am Kampf géint d'Äerderwiermung e wichtegen an zouverlässege Partner sinn. Vill Gemenge wëlle méi maachen. Jo, si wëllen och hiren Deel fir eng méi ëmwelt- a klimafrëndlech Gesellschaft leeschten. Dat ass immens wichteg, well et ass, wéi gesot, schlussendlech an de Gemengen, wou d'Leit liewen, wou de Kontakt mam Bierger am direktsten ass an natierlech och gräifbar Projete kënne realiséiert ginn, déi en direkten Afloss op d'Liewe vun de Leit hunn. Ech mengen, ech brauch Iech - deene Leit, déi gemengepolitesch engagéiert sinn - et net ze soen: Et ass um Gemengenniveau, wou een am konkreetste ganz séier gesäit, dass wann een haut eng Decisioun hëlt, een d'Resultat zwar vläicht net muer oder iwwermuer gesäit, mee heiansdo oder meeschtens awer vill méi séier wéi bei Gesetzer, déi mer hei an dësem Haus stëmmen.

An deem Beräich denken ech zum Beispill u kooperativ Fotovoltaikanlagen, woubäi a menger Gemeng zum Beispill probéiert gëtt, och d'Bierger ze incitéiere fir matzemaachen. Vläicht hunn déi och oft keng Diecher, déi se, vläicht och aus statesche Grënn, zur Verfügung stelle kënnen. Wéi gesot, se sollen do matmaachen an och an deene Gruppen hëllefe kënnen.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Mobilité douce. Ech mengen, mir hunn hei kierzlech iwwert d'Verkéierssécherheet geschwat, mir hunn och

iwwer sécher Vëlospiste geschwat an an deem Kontext hu mer iwwert den nationale Vëlospistereseau geschwat. Jo, et ass ganz wichteg, dass mer deen ausbauen, dass mer do virukommen. Do ass nach ganz, ganz vill Loft no uewen! Mee d'Gemenge selwer sinn och gefuerdert. D'Gemenge mussen, wéi gesot, déi Tëschestécker bauen, déi eeben op Landesniveau net kënne realiséiert ginn.

An deem Beräich ass och de Klimapakt immens wichteg, well ee mam Pacte Climat 2.0 och méi spezifesch Berodung ka kréien, soudass een och an deenen dote Beräicher méi aktiv ka ginn. Well et huet vläicht net an all Schäfferot oder an all Gemengerot een déi Sensibilitéit fir deen dote Sujet, wat dann zwar ze bedaueren ass, mee da kann ee sech déi extern Hëllef dann huelen, fir vläicht ze kucken, nei Vëlosverbindungen ze schafen, Uertschafte mateneen ze verbannen, Rondweeër ze maachen an - virun allem ganz wichteg fir eis heibannen, mengen ech - och d'Uschlëss un déi national Vëlospistereseauen ze kréien.

Nieft deem technesche Volet ass et och ganz kloer eng Saach vun de Finanzen, bei deenen de Staat de Gemengen ënnert d'Äerm gräift, fir e Projet kënnen ze realiséieren, well och do däerfe mer eis näischt virmaachen: D'Gemengen hunn net ëmmer déi finanziell Moyenen. An dofir ass et ganz gutt, dass een och finanziell Ënnerstëtzung ka kréien, fir eebe justement déi dote Projeten ze realiséieren an - net ze vergiessen an ech sot et virdru schonn - déi technesch Berodung kënnen zur Verfügung gestallt ze kréien.

Dofir begréisse mir als Demokratesch Partei, dass de Klimapakt a seng zweet Period, also bis 2030 geet. Bei där Geleeënheet goufe jo nach verschidde Punkten nogebessert. De Rapporter ass schonn am Detail dorop agaangen. Dofir brauch ech net méi op all d'Punkten anzegoen.

Ech géif mech awer op verschiddener beschränken, wéi zum Beispill d'Unzuel un Deeg oder Stonnen - mee dat ginn dann natierlech Deeg -, déi de Klimaberoder der Gemeng zur Verfügung steet, déi nämlech ëm 50 % an d'Luucht gesat ginn. Dat ass eppes, wat mer begréissen, well et ass justement duerch déi Berodung, sief et intern oder extern - do kënnen d'Gemenge jo wielen -, dass mer an deem heiten Dossier virukommen. Wann s de ëmmer erëm däi Klimaberoder hues, deen dech dréckt als Schäfferot - ech gesinn dat -, deen ëmmer erëm bei dech kënnt a seet: „Hei, mir setzen erëm eppes op den Ordre du jour", dann ass dat eppes, wat ganz interessant ass, well - an ech mengen, déi meescht Gemengepolitiker wëssen dat - d'Panoplie vun de politesche Felder, op deenen een op Gemengenniveau aktiv gëtt, esou vast, esou breet ass, dass vläicht dat eent oder dat anert Theemefeld kéint ze kuerz kommen.

Justement dofir sinn d'Klimaberoder do, fir ëmmer erëm de Fanger an d'Wonn ze leeën, fir ze soen: „Kommt, mir kucken, dass mer nach besser ginn!" Mir kucke vläicht, wat d'Nopeschgemeng gemaach huet, wat se iergendwou an enger anerer Gemeng gemaach hunn an da kucke mer, fir dat ze kopéieren a vläicht souguer nach besser ze maachen an dann ass, mengen ech, kee jalous, well de Gewënner ass hei ganz kloer d'Ëmwelt.

Allgemeng gëtt donieft och d'Gouvernance vum Klimapakt gestäerkt. Notamment doduerch, dass d'Klimaekipp eng méi wichteg Roll kritt. An deem Kader ass jo och festgeluecht ginn, wéi den Aarbechtsprogramm ausgesäit. Sou gëtt eebe fir d'éischt en État des lieux gemaach - eppes ganz, ganz Wichteges: wéi d'Situatioun um Enn vum éischte Klimapakt ausgesinn huet -, fir duerno dorop opbauend de Programm fir justement de Klimapakt 2.0 opzebauen a fir sech och eens ze ginn, wéi eng Projeten ee primär wëllt realiséieren.

An deem Kader sinn déi verbessert Dispositiounen zur Quantifizéierung - also d'Sammele vun Donnéeën op Basis vu kloren Indicateure vun der Ëmsetzung vum Klimapakt - och ganz nëtzlech. Net just, fir e bessere Verglach tëscht de Gemenge kënnen ze maachen, mee natierlech och fir d'Gemenge selwer, fir ze gesinn, wou si dru sinn.

Schliisslech sollen d'Bierger an och d'Entreprisë bei der Ëmsetzung vum Klimapakt méi staark matagebonne ginn, soudass zum Beispill virbildlech Privatinitiativen zum Klimaschutz ënnerstëtzt kënne ginn. Och dat begréisse mir als Demokratesch Partei. Ech mengen, dass dat de richtege Wee ass.

Alles an allem - ech mengen, Dir hutt et eraushéieren, ech hat et am Virfeld och scho gesot, d'ganz Spannung schonn erausgeholl an trotzdeem wäert ech et nach eng Kéier widderhuelen, well mer sou frou sinn, dass mer dat Gesetz hei kënne stëmmen - géif ech dann, wann Der dat erlaabt, Här President, nach eng Kéier den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

An ech géif Iech, léif Kolleegen, villmools Merci soen, fir dat opmierksaamt Nolauschteren.

Une voix.- Doppelt genäht hält besser.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un deen nächste Riedner an dat ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Carlo Back fir säin exzellente Rapport, mëndlech a schréftlech. En ass op ganz vill Eenzelheete vun dësem Projet de loi agaangen. Da brauch ech dat net hei ze maachen. Dat ass tipptopp. Da kann ech meng Ried hei och e bësse kierzen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Pandemie huet déi ëffentlech Diskussioun esou staark besat, dass de Klimaschutz e bëssen an den Hannergrond gedrängt ginn ass. Et huet awer näischt un der Urgence vun dësem Sujet geännert, au contraire. Grad elo, wou d'Covidmesurë schrëttweis gelackert ginn an d'Leit sech erëm op e gewëssent Mooss un Normalitéit freeën, ass de Moment, vläicht e puer vun eise fréiere Gewunnechten ze iwwerdenken, well mer net vergiessen däerfen: Géint de Klimawandel gëtt et - am Géigesaz zum Virus - keng Impfung. Mir kënnen eis Klimaschutzziler nëmmen erreechen, wann alleguer d'Acteuren an der Gesellschaft matzéien. Mir mussen investéieren, fir eis Energieeffizienz ze verbesseren an d'Produktioun vun erneierbaren Energien ze steigeren. Mir brauchen awer doriwwer eraus och e Mentalitéitswiessel an eng Verhalensännerung an eiser Gesellschaft.

D'Gemenge spillen dobäi eng ganz, ganz wichteg Roll. Zum enge kënne si selwer an hirer Gestioun Verbesserunge maachen, wéi zum Beispill an der energeetescher Sanéierung vun hire Gebaier. D'Gemengen hu ganz oft vill Gebailechkeeten. Si erfëllen domadder dann och eng Virbildfunktioun a kënne fir hir Bierger konkreet visibel maachen, wat et un technesche Méiglechkeete gëtt, fir Ressourcë méi effizient ze notzen.

Dës Erkenntnis ass net nei. D'Gemengen hunn esou Initiative scho geholl, ier den éischte Klimapakt entstanen ass. Si hunn do net op de Staat gewaart. Wéi mer d'Gesetz iwwert deen éischte Klimapakt gestëmmt hunn, war ronn een Drëttel vun de Gemenge scho Member vum Klimabündnis a vill Aktioune goufe schonn am Sënn vum Klimaschutz ënnerholl, wéi zum Beispill eng Gemeng, déi ech gutt kennen - d'Gemeng Suessem - an déi scho wäit iwwer 50 Joer reegelméisseg nei Beem planzt, déi viru Joren eng Maison Témoin 2020 geschafen, gebaut an ëmgebaut huet, fir ze weisen, wéi eng technesch Méiglechkeeten et do gëtt. An nach ganz vill aner Gemengen hu ganz vill aner Initiative geholl, déi an deem Sënn ganz gutt waren.

De Klimapakt huet de Verdéngscht, dass ee quasi alleguer d'Gemengen an ee Boot kritt huet an dass déi Aart a Weis, wéi d'Gemengen Initiative plangen an evaluéieren, eng kloer Struktur kritt huet. Duerch déi finanziell Ënnerstëtzung an d'Berodung hunn d'Gemenge generell d'Moyene kritt, déi si gebraucht hunn, fir Fortschrëtter am Beräich vu Klimaschutz ze maachen. Wéi de Rapporter et virdrun erkläert huet, ka sech do d'Resultat och ganz gutt weise loossen.

Als LSAP begréisse mer natierlech, dass de Klimapakt eng Neioplo kritt. De Klimapakt 2.0 baut op den Erfarunge vun de leschte Joren op. Ganz positiv fanne mer, dass souwuel de Katalog vun de Mesurë wéi och d'Berodung weider ausgebaut ginn. Déi nei Staffelunge vun der Zertifizéierung, wann dann elo déi zousätzlech 65 % derbäikommen, maachen och eng Rei méi Méiglechkeete fir d'Gemengen op.

Op zwee Punkte wëll ech nach agoen. Besonnesch wichteg fannen ech et allerdéngs, dass de Klimapakt 2.0 enger Kritik Rechnung dréit, déi vun Ufank u bestanen huet, an zwar déi, dass d'Resultater, déi d'Gemenge mat hire Mesuren erreechen, net quantifizéiert géife ginn. Et ass schéin a gutt, wa Gemenge sech andauernd nei Mesuren afale loossen, fir ee Bäitrag zum Klimaschutz ze maachen, mee wat bréngen déi Mesuren dann iwwerhaapt? Heimadder gi mer eis e Moyen, fir dat ze quantifizéieren. Mir brauchen déi Donnéeën doriwwer, wat d'Mesuren am Endeffekt bréngen, a fir d'Gemenge selwer ass et jo och am Virfeld wichteg, Prioritéite kënnen ze setzen an déi Mesurë virzezéien, wou d'Käschten-Notzen-Verhältnis am beschten ass. Op nationalem Plang brauche mir eng Iwwersiicht, wéi héich dee Bäitrag, deen d'Gemengen fir d'Erreeche vun de Klimaschutzziler leeschten, insgesamt ass a wéi en zum Käschtepunkt vum Klimapakt a Relatioun steet.

Déi gemeinsam Plattform, déi dann eebe Vergläicher tëschent de Gemenge méiglech mécht, ass dobäi eng gutt Hëllef an hëlleft och bei der Identifizéierung vun de Best Practices. Et muss net jiddwereen d'Rad nei erfannen. Et kann ee Saache vun anere Gemengen iwwerhuelen. De Max Hahn huet et virdrun och scho gesot.

Och ouni dës Donnéeë wësse mer, dass, wann een de gesamten Energie- a Ressourcëverbrauch um Territoire vun enger Gemeng kuckt, d'Aspuerunge bei de Gemengen, déi si bei sech selwer kënne maachen, awer just dacks ëmmer nëmmen eng Drëps op de waarme Stee sinn. De Verbrauch vun de Betriber a vun den Haushalter, dee weit do natierlech vill méi schwéier.

Duerfir ass et - dat ass mäin zweete Punkt - och ganz besonnesch wichteg fir eis, dass de Klimapakt 2.0 eng staark Abannung vun de Bierger an den Entreprisë virgesäit. D'Gemenge sinn nun eemol no beim Bierger an hu ganz aner Moyene wéi de Staat, fir Informatiounen ënnert d'Leit ze bréngen, fir ze sensibiliséieren, fir d'Leit an d'Entreprisë matzehuelen a si fir konkreete Klimaschutz ze sensibiliséieren an ze begeeschteren.

All déi Mesuren hunn nëmmen eng grouss Wierkung a si verpuffen net als e „one shot", wa se zur Gewunnecht ginn, wa se an d'Verhale vun de Bierger integréiert ginn, wa se unerkannt ginn a wa se verstan an akzeptéiert ginn. Nëmmen da gi se och richteg ëmgesat. Nëmmen dann hu se och hir gréisste Wierkung. Dofir ass d'Abanne vun de Leit a vun de Betriber jo och esou wichteg.

D'LSAP, Dir hutt et matkritt, wäert dëst Gesetz natierlech ënnerstëtzen a mir wäerten dëse Projet de loi och stëmmen. Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Engel. An den nächsten agedroene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. A merci och dem Rapporter fir säi ganz prezisen a gudde Rapport, deen en hei gemaach huet, fir dat Ganzt ze erklären.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Minister, et kann een eppes gutt fannen. Et kann een awer och heiansdo, mengen ech, e bëssen iwwerdreiwen. Wann ech hei de Lobgesang héieren, e bëssen esou duergestallt, wéi wa mer elo d'Léisung hätte fir déi gréisste Problemer, déi d'Mënschheet betreffen, mat deem Klimapakt fir d'Lëtzebuerger Gemengen. Ech mengen, et ass awer e bëssen iwwerdriwwen a mir sollten awer mat zwee Féiss um Buedem bleiwen.

Ech wollt e puer Saachen dozou soen.

Fir d'éischt emol den Numm vun deem ganze Klimabündnis elo: Klimapakt. Ech fannen, et trëfft et net ganz richteg. Ech fannen, et ass éischter eng Mesure fir d'Energie, vun Energieverbrauch respektiv fir d'Produktioun vun CO_2. Duerfir hätt ech éischter dat genannt en Energiepakt oder en CO_2-Reduzéierungspakt; nenne mer et esou.

Dat wier méi prezis gewiescht, och well eng Partie Saachen dra sinn am Klimapakt, déi elo awer net direkt och domat eigentlech ze dinn hunn. An ech wëll och op eppes opmierksam maachen, wat oft duerjerneegehäit gëtt. Also: Ëmweltpolitik ass net dat selwecht wéi CO_2-Reduzéierungspolitik respektiv wéi Klimapolitik. Dat sinn zwee verschidde Puer Schong. Et kann ee ganz gutt Ëmweltpolitik maachen, ouni Klimapolitik ze maachen, an och ëmgedréit. Dat ass esou.

Da wëll ech nach op eppes opmierksam maachen, wat ee vläicht ... jo, e klenge Paradoxon, deen dran ass. Et geet ganz vill hei am Klimapakt ëm de Verbrauch vun Energie an déi domat verbonne Produktioun vun CO_2. Et ass awer eigentlech net nëmmen de Verbrauch, deen ausschlaggeebend ass, mee et ass och: Ech mengen, eng Gemeng investéiert ganz vill a Material. D'Gemeng baut ganz vill. Do hu mer also och d'Produktioun, déi e Faktor ass.

A souwäit ech dat elo gesinn hunn, gëtt dat hei elo net ganz vill beuecht. Ech ginn elo e Beispill: Eng Gemeng geet hin a si mécht am Fong eppes, wat gutt ass, si kritt nei Stroosseluuchten, déi amplaz - wat weess ech - 100 Watt verbrauchen, elo just nach 20 Watt verbrauchen. Dat ass jo eigentlech dann eng flott Saach, well doduerch geet de Verbrauch jo erof. Op där anerer Säit gëtt dann awer vläicht net genuch gekuckt: D'Produktioun vun deenen neie Luuchten, déi jo och ganz vill Energie kascht huet, wéi vill dat da Wäert ass.

An dat selwecht hu mer och beim ... Mir hunn en immense Wuesstum hei am Land. Ech mengen, dat wësse mer alleguerten. D'Gemenge wuessen immens a Populatioun. Se kommen net méi no mat den Infrastrukturen. An de Bau vun deenen Infrastrukturen, de Bëton, deen do verbraucht gëtt, all déi Materialien, déi do verbraucht ginn, déi importéiert ginn, déi awer op enger anerer Plaz produzéiert ginn - an den CO_2 gëtt domat op enger anerer Plaz ausgestouss, dee gëtt am Fong net matagerechent.

Ech wëll ee Beispill ginn: Wann eng Gemeng zum Beispill higeet a si huet eng Schoul, déi Schoul, déi ass vläicht 50 Joer al an déi ass och am Energieverbrauch net immens gutt. Mee, wann een natierlech elo higeet an et rappt een déi of an et baut een eng ganz nei, dann ass dat natierlech vum CO_2-Ausstouss, wat dat Ganzt mat sech bréngt, katastrophal! En Neibau - ofrappen an nei bauen - ass CO_2-technesch eng Katastroph. Do kéint een och vläicht eng Kéier higoen a kucken, fir dat iergendwéi matanzebauen. Allkéier dann, wann eppes ofgerappt gëtt an nei gebaut gëtt: Dat ass CO_2-technesch ganz schlecht! Dat héiert een awer net ganz vill.

Bon, ech wëll awer elo net weider hei nach alles kritiséieren. Ech mengen, am grousse Ganzen ass et esou, dass dee Klimapakt fir d'Gemengen eppes ganz Positives ass. Et gëtt jo och e puer Mouken ze verdéngen. Mir sollten dat also weider ënnerstëtzen. Den Energieverbrauch geet erof, dat ass och eng gutt Saach. Mir mussen eis Ressourcë schounen - do si mer eis alleguerten eens. Mir wäerten duerfir dee Projet de loi hei matstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Här President, de Klimapakt mat de Gemenge gëtt allgemeng als eng Erfollegsgeschicht bezeechent. Op deen éischte Bléck ass dat sécher och novollzéibar. All 102 Gemengen zu Lëtzebuerg maache mat beim Klimapakt a 95 vun deene Gemengen hunn och eng Zertifikatioun, wat heescht, datt se och Klimaschutzmesuren ergraff hunn.

De Klimapakt huet d'Klimapolitik op lokalem Plang verstäerkt zum Theema gemaach a sécherlech vill derzou bäigedroen, fir de Leit d'Wichtegkeet vum Klimaschutz a säi Stellewäert respektiv och säin Impakt am alldeegleche Liewen an hire Stied oder an hirem Duerf méi nozebréngen.

De Klimapakt huet wichteg Bäiträg geliwwert. Aus deem Grond hu mir als déi Lénk de Klimapakt och ëmmer ënnerstëtzt a maachen dat och elo bei der zweeter Oplag. Mee een zweeten, méi kritesche Bléck op de Klimapakt weist eis awer och d'Schwaachstellen, déi een an eisen Ae méi däitlech hätt missen ugoen. Dat ass awer net just op de Klimapakt bezunn, mee op d'Klimapolitik am Allgemengen.

2012 gouf et d'Urgence climatique och schonn. Och wann d'wëssenschaftlech Erkenntnisser iwwert d'Äerderwiermung weiderhi progresséieren an d'Bild dowéinst och ëmmer méi schaarf gëtt, war et och 2012 scho fënnef vir zwielef - mindestens. Wat haut anescht ass, dat ass dat méi breet gedeelt Bewosstsinn an der Gesellschaft, datt et wierklech fënnef vir zwielef ass respektiv vläicht scho fënnef op zwielef, well déi lescht zéng Jore vill ze wéineg gemaach ginn ass.

Ëmweltkatastrophen a spierbar Konsequenze vun der Klimareguléierung, och zu Lëtzebuerg, wéi e Freideg nees en Tornado an ënner anerem och déi vill Iwwerschwemmungen zu Déifferdeng. De Paräisser ...

(Interruption)

„Ënner anerem" hunn ech gesot. Duerfir hunn ech „ënner anerem" betount. Net nëmmen, mee ënner anerem.

De Paräisser Klimasommet am Joer 2015 an eng weltwäit Mobiliséierung vu Klimaaktivisten hu sécher ganz vill derzou bäigedroen, datt Klimaschutz an allen Deeler vun der Welt déi zentral Aufgab ginn ass. Wa mir dann op déi lescht zéng Joer zréckkucken, da fält eis op, datt laut Eurostat d'Zäregasemissioune vu Lëtzebuerg stabillbliwwe sinn. Vun 2012 bis 2016 si se réckleefeg gewiescht, fir ab 2017 bis 2019 erëm dohinner zréckzeklammen, wou se 2012 waren. Eng pandemieberengecht Zäregasbilanz bis 2020 géif deen Trend bestätegen an hätt och e Verfeele vun eise Klimaziler op EU-Niveau verhënnert.

D'Zuele fir 2021 wäerten dat däitlech maachen an och, well et keen objektive Grond gëtt, fir datt et aneschters soll sinn. Déi Evolutioun ass natierlech elo net op e mësslongene Klimapakt zréckzeféieren, mee et weist awer, datt d'Klimapolitik an de leschte Joren net duergaangen ass, fir d'Zäregasemissiounen am entscheedenden Ëmfang ze drécke respektiv se iwwerhaapt emol nohalteg ze reduzéieren. An och d'Tatsaach, datt 95 (veuillez lire: 98) vun 102 Gemengen eng Zertifikatioun am Klimapakt kritt hunn, huet quantitativ a moossbar wéineg - leider wéineg - zum Klimaschutz bäigedroen.

Dat bréngt mech och zu der zentraler Schwaachstell vum fréieren Dispositif, déi och am neie Klimapaktgesetz net behuewe soll ginn. Et gëtt net genuch quantifizéiert a moossbar gemaach, wouduerch eng Gemeng net weess, wou genee se steet a wouduerch se och ka schwéier wëssen, wou se hi wëllt.

De Klimapakt vergëtt Zertifikatiounen op Basis vu Punkten. Déi Punkten abstrahéieren awer d'Realitéit vun deem, wat an der Ëmwelt geschitt. Se gi jo guer net erëm, awéifern eng Mesure, déi zéng Punkte bréngt, och tatsächlech méi zur Reduzéierung vun Zäregase bäidréit, wéi eng Mesure, déi sechs Punkte bréngt.

An deem Sënn ass déi Klimapaktkontabilitéit ganz vereinfachend a bestëmmt och fir verschidden Zwecker sënnvoll, mee gläichzäiteg verléiert een awer dat Weesentlechst aus den Aen, nämlech: Wat

reduzéiert een? Well déi zentral Froe musse jo heeschen: Wéi vill Zäregase ginn an enger Gemeng ausgestouss? Wéi vill Zäregase musse manner ausgestouss ginn? Wéi eng kënnen oder musse prioritär reduzéiert ginn? Mat wéi enge Mesurë gëtt dat gemaach? A wéi een Effekt hunn déi verschidde Mesuren?

Mir sinn eis scho bewosst, datt dat net fir all Beräich integral machbar ass, mee am Beräich vum Energieverbrauch vum gesamte Baubestand ... Eng Gemeng muss jo den Iwwerbléck hunn iwwert déi renovatiounsbedürfteg Bestänn vun de Gebaier, an net nëmmen eng Mesure ergräifen zum Beispill an hirem Gemengenhaus an do bis zum Gehtnichtmehr renovéieren. An enger Gemeng misst dat méiglech sinn, och dat, wat d'Buedemnotzung eigentlech ugeet. Well d'Versigelung vu Biedem kann och reduzéiert a réckgängeg gemaach ginn. Zum Beispill duerch Renaturéierunge vu Flëss, Fiichtgebidder, naturbeloosse Weeër, Bësch-Management. Esou kann ee ganz vill Mesuren ergräifen.

De Klimapakt gräift hei awer ze kuerz an eisen Aen. Datt eng Gemeng e Monitoring mécht iwwert den Energieverbrauch vun hire gemengeneegene Gebaier an Efforten, fir deen ze reduzéieren, och belount ginn, ass natierlech richteg. Mee dat spigelt awer nëmmen e klengen Deel vum Energieverbrauch erëm, deen an enger Gemeng ufält.

Am Mesurëkatalog gëtt de Fokus awer an éischter Linn op d'Gemengegebaier geluecht, déi jo dank dem Klimapakt 1.0 gréisstendeels schonn héich Standarden erfëllen. Sollt de Klimapakt 2.0 e méi entscheedende Bäitrag leeschten zum Klimapakt, da missten hei méi déifgräifend Programmer op Gemengenniveau zum Droe kommen, wat zum Beispill d'energeetesch Sanéierung ugeet.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir mengen donieft och, datt de Klimapakt der Urgence climatique muss Rechnung droen. Dat heescht, datt déi konkreet Zilsetzunge fir den Ausstouss vun Zäregasen, déi et beispillsweis elo emol bis 2030 gëtt, och op de lokalen Niveau mussen erofdeklinéiert ginn. Donieft misst a reegelméissegen Ofstänn en Tëschebericht kommen, fir datt och e Fortschrëtt erkannt a gemooss ka ginn, gegeebenefalls een och kann noajustéieren.

Mir sinn hei awer bei enger allgemenger Schwaachstell an der Klimapolitik op nationalem Plang, wou et engersäits net séier genuch virugeet - Stéchwuert „Règlement grand-ducal", deen ëmmer nach net do ass - an anerersäits och net wierklech ze erkennen ass: Wéi eng Mesure wéi eng Zilsetzunge verfollegen?

Den nationale Klima- an Energieplang bis 2030 steet hei sënnbildlech derfir. A mir si jo net aleng der Meenung, datt wéineg déifgräifend Mesuren do drastinn, déi awer néideg wieren, fir an enger Generatioun - well dorëm geet et - klimaneutral ze sinn.

Här President, mir sinn eis natierlech bewosst, dass méi staarke Klimaschutz op Gemengenniveau nëmme méiglech ass, wann d'Gemengen d'Moyenen hunn, fir dat och ze leeschten. Wéi och beim Logement si mer der Meenung, datt d'Gemengen engersäits méi kloer Obligatioune musse kréien, mee se anerersäits awer och déi finanziell Méiglechkeete musse kréien, fir dat och kënnen ze maachen! De Fokus läit hei natierlech op enger Stäerkung vun de Gemengendéngschter. Well nëmme gutt opgestallte Gemengeservicer kënnen déi villfälteg Aufgaben am Klimaschutz ewéi och am Wunnengsbau meeschteren a kënnen och derfir suergen, datt d'Autonomie vun der Gemeng an der Ëmsetzung vun Ziler och reell ass.

Net nëmme fir d'Ëmsetzung vu Mesurë si staark Gemengendéngschter wichteg, mee och hir Ausaarbechtung. Wann d'Bierger an d'Biergerinnen an der Gemeng entscheeden, mat an de Klimaschutz sollen agebonne ginn, da brauch eng Gemeng Ressourcen, fir déi participativ Prozesser ze koordinéieren, fir Initiativen an engem Quartier ze begleeden, fir proaktiv bei Leit ze goe fir ze kucken, wéi eng energeetesch Sanéierung kann ëmgesat ginn an esou weider. Dat ass e ganze Prozess an et kann een d'Gemengen einfach net aleng domadder loossen.

Dat gesot, stelle mir fest, datt an dësem Beräich e puer, wann och zréckhalend Schrëtt an déi richteg Richtung ginn, mee et hätt awer gäre kënne méi sinn. Opgrond vun der Urgence hätt et och méi misse sinn!

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, bei den Aktioune géint de Klimawandel ass jidderee gefrot fir matzemaachen. Mir Piraten erkenne kloer dës Klimakris un. De Bierger kann eigentlech decidéieren, op nohalteg a biologesch Produkter zréckzegräifen, mee just d'Entreprisë kënne mat sozialen an nohaltege Geschäftsmodeller derfir suergen, dass de Bierger op nohalteg Produkter kann zréckgräifen. Well wou keng Offer ass, kann de Bierger och net decidéieren.

Eng Gemeng kann derfir suergen, dass d'Mobilitéit op hirem Territoire méi nohalteg gëtt an nohalteg Projeten op hirem Territoire ënnerstëtzt ginn. De Staat kann derfir suergen, dass d'Leit op eng ressourcëschounend Mobilitéit zréckgräife kënnen. De Staat kann derfir suergen, dass nohalteg Moossnamen an der Landwirtschaft besser subventionéiert gi wéi déi, bei deene vill Schued oder och Déiereleed produzéiert gëtt. Jidderee ka mat de verschiddene Méiglechkeeten, déi em zur Verfügung stinn, selwer d'Initiativ huelen.

Ech hunn elo a menge Beispiller ganz oft d'Verb „kënne" benotzt. Jo, de Bierger kann, d'Gemeng kann, d'Firma kann, mee ganz oft ass et awer och esou, dass vill vun deenen Acteuren net kënnen. E Bierger, deen an dësem Land mam Mindestloun oder e bëssi méi liewe muss, dee kann net op nohalteg Bioprodukter zréckgräifen. Mam Mindestloun kann een net de ressourcëschounenden Elektroauto kafen, well engem d'Suen dofir feelen. Kuerz: De Bierger kann net ëmmer déi Decisiounen huelen, déi am beschte fir d'Klima oder d'Ëmwelt sinn. An esou ass et och fir d'Gemengen, déi net ëmmer kënnen déi Decisiounen huelen, déi am nohaltegste sinn, ganz einfach, well d'Suen an deenen eenzelne Keese feelen.

Fir enger Persoun oder enger Organisatioun wierklech kënnen de Choix ze ginn, muss een deem Betraffenen och d'Méiglechkeet ginn, e Choix ze maachen. Dat bedeit, dass d'Persoun oder d'Gemeng éischtens d'Méiglechkeet muss kréien, tëscht Optiounen ze wielen, an zweetens d'finanziell Méiglechkeet muss hunn, fir ee vun deenen zwee Choixe kënnen ze treffen.

Ab hei si mir da beim Staat, dee mat Milliounen Euro am Staatsbudget um längsten Hiewel sëtzt. Wuel wëssend, dass de Staatsbudget do ass, fir d'Wuel vun der Allgemengheet ofzesécheren a jiddwerengem e Recht op gläich Chancen a Méiglechkeete gëtt.

Am Kader vun dësem Gesetz geet et dorëms, dass d'Gemenge méi nohalteg solle ginn; dëst am Kader vum Programm vum Naturpakt, an deem jo bal all Gemeng hei am Land misst matmaachen.

Fir eis Piraten ass d'Richtung vun dësem Projet gutt. D'Gemenge solle motivéiert ginn duerch e fixe Katalog vu konkreete Moossnamen, eppes fir d'Klima an d'Ëmwelt ze maachen. Jee nodeems, wéi vill Prozent se aus dësem Katalog ëmsetzen, kréie se eng Primm vum Staat ausbezuelt, déi méi héich ass, wann d'Gemeng en héije Score erreecht a wat méi Awunner an der Gemeng liewen.

Et gëtt och ee Plaffong, soudass déi gréisser Gemengen net iwwer 450.000 Euro d'Joer wäerte komme fir déi éischt zwee Joer. An deene Joren duerno geet d'staatlech Ënnerstëtzung da souguer erof.

Hei stelle mir eis d'Fro, ob dëse Mechanismus ëmmer sënnvoll ass, well e puer Risike bestinn, dass d'Gemengen an éischter Linn ökonomesch handelen. Dat bedeit, dass an éischter Linn déi Moossnamen ëmgesat ginn, bei deenen d'Gemengen als Éischt selwer profitéieren.

Wann ech als Gemeng ënnerstëtzt ginn, fir meng Gebaier méi energieschounend ze maachen, da profitéiert ee jo och an Zukunft vun den Erspuernisser bei Gas- an Elektreschrechnungen. Wann ech da weess, dass ab 2023 meng Primm aus dem Naturpakt wäert erofgoen, dann ass et logesch, emol net mat deene Moossnamen unzefänken, wou ech de Gemengebudget op laang Siicht verbessere kann.

Natierlech sinn déi Moossnamen am Katalog alleguerte wichteg. An et ass och näischt verkéiert drun, dass de Kampf géint de Klimawandel och positiv Aspekter kann hunn an d'Gemenge bei hire Gebaier ufänken. Mir sollten oppassen, dass d'Gemengen dann net aner Beräicher vernoléissegen, wéi zum Beispill d'Förderung vun enger lokaler an nohalteger Landwirtschaft, wou de Gewënn fir d'Gemeng, op den éischte Bléck, net esou héich ass wéi bei der Renovatioun vun hire Gebaier.

En anere Punkt dann nach, an zwar wann ee vergläicht, wat d'Gemengen u Subventioune beim éischte Klimapakt kruten a wat se elo wäerte kréien. Hei ass et ganz kloer - d'Zil vum Klimapakt ass et: D'Gemenge solle méi Moossnamen ëmsetzen an e bessere Score kréien. Dat ass jo och richteg. Dofir sinn d'Subventiounen an den héije Kategorië méi héich. Mee hei stellt sech d'Fro, ob d'Gemenge mat méi engem héije Budget net einfach soen: „Dat ass et dann net derwäert.", an aner Gemengen, méi kleng Gemengen, vläicht soen: „Mir géife jo gären, mee eis feelen d'Méiglechkeeten."

Jo, et gëtt Gemengen, déi maache Klimaschutz aus Léift an Iwwerzeegung. Aner Gemengen, déi kënne mam Klimaschutz näischt ufänken, leider och aus Léift an Iwwerzeegung. Mee et gëtt och där, déi méi op d'Finanzen aus sinn, an zwar, well hire Budget knapp ass. Bei de Montanten, déi hei am Gesetz festgehale sinn, besteet de Risiko, dass déi, déi finanziell gutt dostinn, sech vläicht keng Méi maachen, wärend déi, déi wëllen, et net kënnen.

An ech kommen dofir op dat zréck, wat ech am Ufank vu menger Ried gesot hunn: Et gëtt Gemengen, déi net ëmmer déi Decisiounen huelen, déi am nohaltegste sinn, ganz einfach, well d'Suen an de Keese feelen. Donieft kritiséiert de Syvicol a sengem Avis, dass de Staat finanziell hätt kënne méi grouss Ustrengunge maachen. Dat gesi mir Piraten och esou, well d'Montante bleiwen, wéi beim éischte Pakt schonn, recht bescheiden.

Als Verglach: 2021 krut d'Gemeng Péiteng 235.000 Euro vum Klimapakt ausbezuelt. Am Verglach: Den Impôt commercial zu Péiteng läit bei 1,4 Milliounen. A wann ee weess, wivill Prozent dovun awer op dem Tanktourismus zu Rodange entfält, da komme bei eis Zweifel op, ob dësen Naturpakt net nëmmen eng Etikett ass, fir als Regierung kënnen ze soen: „De Staat mécht eppes fir d'Klima." Eeben e gudde Marketing!

De Klimawandel ass de Problem vun haut. Mir brauchen dofir all d'Acteuren am Boot. Dofir wär et gutt, wann d'Gemengen an Zukunft méi finanziell Méiglechkeete géife kréien, fir effektiv de Klimawandel op lokalem Niveau ze bekämpfen.

Eise Fazit zum Naturpakt 2.0: D'Iddi ass gutt, mee se geet nach net wäit genuch, well d'finanziell Ënnerstëtzung net wäit genuch geet. 10 Milliounen Euro d'Joer fir Klimaschutz, wa mer zu Dubai oder Osaka e Pavillon fir 30 Millioune bauen, ma do besteet eiser Meenung no nach akuten Nohuelbedarf. Mir Piraten wëlle méi Ambitiounen am Klimaschutz, eng richteg an effektiv Klimaschutzpolitik. Elo ass dee Pakt hei awer besser wéi näischt. Et ass e klenge Kompromëss, deen d'Regierung huet, wéi et schéngt. Dofir stëmme mir dëse Projet haut mat.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Ech hat a sech net direkt wëlles, nach ze intervenéieren. Ech hu mer awer iwwerluecht, ech misst et dach maachen, fir nach an Zukunft awer eng leschte Kéier ze versichen ze iwwerzeegen. Och wann ech weess, datt dat wäert schwéier ginn, probéieren ech et trotzdeem.

Et geet ganz einfach dorëm, datt eng Ongerechtegkeet besteet tëschent deenen awunnerméisseg grousse Gemengen an tëschent deene flächegrousse Gemengen, wat net onbedéngt awunnerstaark Gemenge sinn.

Wann ee wëllt optimal Klimaschutz maachen a wann ee wëllt optimal am Klimapakt schaffen ... An ech behaapten emol, datt ech awer eng kleng Anung dervun hunn. Ech wëll och ganz kloer soen: Madamm Minister, et huet ëmmer Spaass gemaach. Et huet wierklech Spaass gemaach, do matzeschaffen, sech ze engagéieren - och als Politiker, net nëmmen als Beamten oder als een deen am Team matgeschafft huet, mee ganz einfach als Politiker, well een e Sënn an där Aarbecht gesinn huet.

Mee et deet mer leed! Wann een elo higeet ... An dat waren och a sech d'Amendementer vun der CSV: engersäits d'Stonnenzuel vum Klimaberoder an anerersäits d'Remuneratioun oder de finanzielle Merci, deen een da kritt, wann een dach awer versicht, optimal Efforten ze maachen.

Ben, d'Stonnenzuel. Jo, et ass e bëssen un der Schrauf no uewe gedréit ginn, mee duerfir ass et awer vill méi komplex ginn. Et brauch een, schonn eleng duerch déi Komplexitéit ... Nëmmen ee Punkt: Et ass richteg, datt een d'Bierger méi matabënnt. Dat schéngt jo iwwert de Volet participatif méi participativ ze sinn. Dat kascht awer enorm Zäit! Dat kënnen net Éierenamtlecher maachen. Dat mussen Haaptberufflecher maachen.

A fir dat kënnen ze maachen, muss een ënner anerem e Klimaberoder hunn, dee genuch Zäit huet, fir dat ze maachen. Dat hunn awer ländlech Gemenge mat enger grousser Fläch definitiv net! Et sinn awer eng ganz Rei Klimamoossnamen, déi am direkte Lien sti mat der Fläch vun enger Gemeng.

Et ass net nëmme mat de Gebaier, wéi et elo grad erwäänt ginn ass. D'ailleurs hunn awer sougutt d'Spriecherin vun déi Lénk wéi och hei de Sprieche vun de Piraten och, mengen ech, an déi selwecht Kerb gehaen, wann ech dat richteg verstan hunn, datt ee misst grad déi Gemenge méi ënnerstëtze vläicht, déi nëmme just eppes an deem Dossier kënne maachen, wa se déi néideg Ressourcen hunn, fir dat kënnen ze maachen. An dat si flächegrouss Gemenge mat manner Awunner.

Et ass also ganz kloer: Wa mer wëllen eppes Optimales och am Klimapakt 2.0 maachen, da musse mer et änneren, datt wann ee vill Awunner huet, kritt ee vill Stonnen, kritt ee 600 Stonne maximal, an déi kleng Gemengen, déi flächeméisseg grouss sinn, kréie wäit manner Stonnen.

Duerfir war d'Fuerderung vun der CSV, datt een déi 75 Deeg, dat sinn déi 600 Stonnen, optimal ausnotzt, och fir deene Gemengen eng zousätzlech Hëllef ze ginn. Well et si grad déi Gemengen, déi och am Gesamten net esou vill Personnel administratif, technescht Personal hu wéi aner grouss Gemengen. Déi kënne sech dat aneschters leeschte wéi déi dote Gemengen. Dat muss een einfach ganz kloer soen an do kann een drun dréien esou vill, wéi ee wëllt - dann ass dat nach ëmmer richteg an dat bleift richteg! Dat ass deen ee Punkt.

An deen anere Punkt, jo, verstitt Der: Et kann ee Gold hunn - et si jo elo véier Stufen - an da kritt ee jo pro Bierger - an erëm eng Kéier pro Bierger - méi eng héich Subventioun. Mee et kann een awer och déi ënnescht Stuf hunn an da kritt een trotzdeem, wann et eng grouss Gemeng ass mat villen Awunner - eng awunnergrouss Gemeng also -, da kritt een trotzdeem méi Suen, och wann een op där ënneschter Stuf vum Klimapakt 2.0 ass.

Dir gesitt also, datt dat eng Ongerechtegkeet, jo, eng Ongerechtegkeet sonnergläichen ass! Et huet een einfach ... oder et hätt ee kënnen ... An dat war e Kompromiss, deen och vusäite vun der CSV virgeschloe ginn ass, fir e Fix ze hunn, e variabelen Deel no den Awunner an e variabelen Deel awer och no der Fläch. Mee d'Fläch spillt anscheinend jo zënterdeem, datt eng Gemengefinanzreform gemaach ginn ass ... déi genausou ongerecht war, well do de Volet vun der Fläch einfach erausgeholl ginn ass!

Hei gëtt erëm eng Kéier an déi selwecht Kerb gehaen! An dat ass einfach net richteg, Madamm Minister! Wéi gesot, esou wéi ech et schonn an der Kommissioun gesot hunn: Mir kréie kee Sträit, mee et ass net richteg! Et ass net richteg an et gëtt net méi richteg, egal wat Dir och elo op deem Pult hei wäert als Erklärung hunn, firwat et awer vläicht méi richteg ass! Et gëtt net richteg, soulaang wéi net déi Gemengen esou ënnerstëtzt ginn, wéi se mussen ënnerstëtzt ginn, fir datt se kënnen eng optimal Politik an deem dote Beräich maachen.

Mir wëlle jo eppes erreechen. Mir wëlle weiderkomme mam Klimaschutz. Mir wëlle weiderkomme mam Klimapakt 2.0. Da musse mer och de Courage hunn, grad deenen ... Well dat sollt een net vergiessen: Et ware grad d'Landgemengen, déi enorm Efforte bruecht hunn, fir de Klimapakt 1.0 no vir ze bréngen.

Et ware virun allem Landgemengen. An dunn hunn eng Rei aner Gemengen ... Dat hunn elo Virspriecher gesot, am Verhältnis zu anere Ressourcen sinn dat Peanuts. Jo, fir eng grouss Gemeng mat villen Awunner sinn dat ganz dacks Peanuts. Fir eng kleng Gemeng respektiv fir eng flächegrouss Gemeng mat net esou villen Awunner sinn dat keng Peanuts! Et ass de Moyen, fir sech kënnen nach méi an d'Saach selwer ze investéieren! An nëmmen esou kréie mer d'Saach no vir bruecht!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, éischtens emol wëll ech och dem Karel Back e ganz grousse Merci soe fir dee gudden a wierklech prezise schréftlechen a mëndleche Rapport. An da wëll ech awer och den Deputéierten, déi sech hei wierklech engagéiert gewisen hu fir de Klimapakt 2.0, eng Kéier e grousse Merci soen, well ech mengen, dass mer hei an deem héijen Haus zu Lëtzebuerg wierklech erkannt hunn, dass dat e ganz flott Instrument ass, op dat mer opbauen.

D'ailleurs, da wär d'Logik och am éischte Pakt total falsch gewiescht. Ech mengen, dass déi Logik, déi mer hei hunn, e Pakt weiderzeentwéckelen, dee super fonctionéiert huet, wou mer dat Land sinn, wou all d'Gemenge sech engagéiert hunn ... Wann Der - a Verschiddener vun Iech sinn op Gemengenniveau täteg - op engem vun de leschte Klimapaktdeeg waart, wou mer déi positiv Dynamik, dee positive Wettlaf, fir dat Potenzial op Gemengenniveau fir Klimaschutz ..., dass mer dat uerdentlech weiderentwéckelen, do, mengen ech, ass hei am Haus wéineg Dissens. An dat wëlle mer am Klimapakt 2.0 maachen.

A mir wëllen natierlech am 2.0 genau deene Bedenke Rechnung droen - an dat maache mer och mat deem Projet, deen haut zum Vott steet -, dass mer op där enger Säit méi effiziente Klimaschutz maachen, andeems mer besser Indicateuren hunn, andeems mer dat méi quantifizéieren. Well genee

dat ass Objet vun der Weiderentwécklung. An do schaffe mer jo och mam SIGI zesummen. An ech mengen, dass do de Gemengen e groussen Déngscht geleescht gëtt, wa se besser gesinn, wéi effikass se schaffen.

Dann, wa mer de Gemengen e verbesserten Aarbechtskader, awer mat 50 % méi Stonnen u Klimaberoder ginn … A mir ginn och nach ee spezifesche Klimaberoder, eebe well et net nëmme just Energieeffizienz an CO_2-Reduktioun ass, mee eeben och, well mer wëlle besser renovéieren, well de Shift Richtung Kreeslafwirtschaft soll geschéien. Dofir brauche mer spezialiséiert Leit, déi de Gemengen zur Säit stinn. An do gëtt et also 50 % méi.

An dann, wa mer kucken, wat den Erfolleg vum éischte Pakt ass: Wann dat alles richteg wär, well elo d'Kritik war, dass mer missten hei elo méi an d'Fläch goen, dann, mengen ech, wären d'Landgemengen, déi awer grouss Surfacen hunn, net esou gutt weiderkomm. An déi ginn elo eeben nach bestäerkt. Se kréien eebe méi Berodung. Alleguerten d'Gemenge kréie méi Berodung, well mer eng Urgence hunn! Dofir kucke mer elo och net méi am Véierjorestakt, mee am Dräijorestakt, eebe grad fir d'Kadenz eropzesetzen, fir et méi ze beschleunegen.

An deen drëtte wichtege Punkt, dat ass, mengen ech, deen, dee gouf och méifach betount: Mir hunn hei eppes, wou mer no bei der Bierger sinn. An d'Gemenge sinn direkt beim Bierger. Dofir ass dat Element vun der Bedeelegung vun de Bierger fir d'Entreprisen, um lokale Plang d'Initiativen ze entwéckelen, eppes ganz Wichteges.

Dofir si mer och frou, dass déi Kollaboratioun, déi mer mat eise Partner hunn - ech mengen, „myenergy" begleet de Klimapakt -, mee déi Kollaboratioun iwwert déi lescht Joren, wou d'Gemengen, mengen ech, och ëmmer Demandeur waren, fir d'Transitioun, fir de CELL materanzehuelen, fir IMS fir d'Betriber materanzehuelen, fir d'Klimabündnis materanzehuelen an d'Ëmweltberodung Lëtzebuerg am Déngscht vun de Gemengen.

Ech mengen, dass déi verstäerkte Bedeelegung um lokale Plang wierklech een Atout ass. An do si ganz vill ... Ech hu muer Ëmweltconseil an ech kann lech soen, dass vill Kolleeginnen a Kolleegen am Ëmweltberäich ëmmer soen: „Et ass flott. Lëtzebuerg ka soen: ‚All d'Gemenge sinn engagéiert.'" An ech mengen, dee positiven Narrativ, dass mer um lokale Plang weiderkommen, deen ass terribel wichteg!

An dann ass awer och terribel wichteg, dass mer kohärent sinn an eisem nationale Klima- an Energieplang an dass mer eeben déi Erweiderung grad maachen. An déi Staark-Reen-Evenementer vun der leschter Woch weisen dat natierlech och: d'Upassung un de Klimawandel och elo mat derbäi. Dat ass e wichtegt Element, wou grad d'Gemengen eng ganz, ganz wichteg Roll bei hiren Infrastrukturen, konkreet bei hire Waasserinfrastrukturen zum Beispill, mat spillen.

Dofir ass eeben och Waasser an och Waasserverbrauch hei am Klimapakt 2.0 mat derbäi. Déi Erweiderung, déi mécht wierklech Sënn! Ech mengen och, dass d'Gemenge wierklech bereet sinn.

A firwat mengen ech dat? Majo, wann Der mer erlaabt nach zwee dräi Wuert zu deem, wou mer elo sinn, ze soen: Mir hunn de 7. Abrëll de Gemenge schonn hir Kontrakter geschéckt. Déi Gemengeresponsabel, déi heibanne sinn, wëssen dat. An do hunn elo schonn 58 Gemengen zréckgeäntwert, eis hir Kontrakter geschéckt. Do si mer also um Wee, dass si hire Klimaberoder ... An ech kann lech och soen, och wa mer do kucken: de Choix vum Klimaberoder - e wichtege Moment fir eng Gemeng. Do sinn der awer och schonn 43, déi wëssen, a wéi eng Richtung dass et geet.

Dat heescht, d'Bereetschaft, fir elo konkreet direkt ze schaffen, déi ass do! An déi positiv Dynamik, déi wëll ech hei eng Kéier explizitt begréissen, déi mer op Gemengenniveau fannen. Well wa mer elo haut fäerdeg sinn, da kënne mer dee Lancement maache vun all deenen Aarbechten. Dann hoffe mer, dass d'Gemenge wierklech schnell ukommen, dass se hire Klimaschäffen designéieren, dass se hir Klimateamen, déi hoffentlech méi wäit, vläicht och méi jonk, mat méi Leit besat sinn, dass mer do wierklech méiglechst ville Leit och d'Geleeënheet ginn ...

Dir op lokalem Plang, Dir mierkt jo déi Dynamik, déi do kënnt aus deene Klimateamer. Dat ass jo wonnerbar! Um Klimapaktdag gëtt dat ëmmer erëm gesot. An ech mengen, de Max Hahn hat eeben och gesot, dass ëmmer, wann dann de Klimaberoder bei ee kënnt a seet, hu mer nach hei an do gemaach. Ech mengen, déi Dynamik ass et jo, déi mer brauchen, fir dem Klimaschutz konkreet op d'Been ze hëllefen.

Et ass also esou, dass mer prett sinn, dass mer hei eng Hellewull u méi - méi ambitiéis, méi effikass, méi Méiglechkeeten - bidden. An der Transitiounsperiod wäert et och esou sinn - an dat wäert d'Gemengepappen a -mammen och sécher interesséieren -, dass déi Klimaberoderstonnen - an dofir hu mer elo och gesuergt -, déi elo 2021 net ganz geholl ginn, dass een déi ka materiwwerhuelen an 2022, fir dass mer op jidde Fall an der Course, fir Klimaschutz ze maachen, do net hannendrageroden.

Dat ass och eng Decisioun, déi mer scho geholl hunn. Soudass dat kann ... Zréckgerechent op den 1. Januar kritt Der déi ganz Beroderstonnen. An ech mengen, dorëms geet et: dass mer de Leit Hëllefstellung ginn, wéi mer am Alldag an hirer Gemeng, an hiren Decisiounen, bei de Renovatiounen, bei dem deegleche Choix vum Konsum, wéi mer do Hëllefstellunge kënne ginn, fir konkreete Klimaschutz ze maachen.

An dann nach e puer Wuert zu den zentralen Outilen. Mir hunn dës Kéier fir déi Leit, déi sech nach net esou gutt zurechtfonnt hu bis ewell, eng flott Ëmsetzungshëllef, wou Der wierklech Kapitel fir Kapitel kënnt kucken, wou praktesch Beispiller dra sinn: „Wéi hunn anerer et gemaach?" Well genee dat geschitt um Klimapaktdag. Do weise mer: Wien huet wat gemaach? Wou sinn d'Erfollegsbeispiller? Wou sinn d'Best Practices? Do hu mer eng praktesch Ëmsetzungshëllef.

Mir hunn och fir déi Leit, déi interesséiert sinn, eng nei Homepage, wou Der eeben net nëmmen de Klimapakt fannt - also et ass pacteclimat.lu -, wou Der net nëmmen de Klimapakt an d'Neierungen elo fannt, déi elo kommen, mee eeben och, wou Der lech och eng Kéier kënnt déi Partner ukucken, déi alleguerten aktiv sinn.

Da gëtt et och eng Plattform an Zesummenaarbecht mam SIGI.

An dann zulescht wëll ech och all deenen - d'Gemengepappen a -mamme wëssen et schonn - soen: Et gëtt och ee Webinar fir d'Gemengen. Dat ass de 16. Juni, wou mer nach eng Kéier den Detail wëllen erklären.

Dat heescht, mir si prett. Ech soen nach eng Kéier e ganz grousse Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung fir dëse flotten Outil. E wichtegen Outil am Klimaschutz! Well de lokalen Niveau grad bei Upassungen, an dat kënnt elo mat eran, awer och beim Klimaschutz eng wichteg Roll spillt, well Der no beim Bierger sidd. Dofir wënschen ech lech alleguerten, a virun allem och de Pappen a Mamme vun de Gemengen, vill Spaass elo beim Schaffen. Mir si prett!

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7653. Den Text steet am Document parlementaire 7653[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7653 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Schluss vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.31 heures.)

SÉANCE 60

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Jeudi 10 juin 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 101 de M. Serge Wilmes relative aux nouvelles formes de mobilité**
   - M. Serge Wilmes - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
3. **Question élargie n° 102 de Mme Nathalie Oberweis relative à une éventuelle mission militaire au Mozambique**
   - Mme Nathalie Oberweis - M. François Bausch, Ministre de la Défense - Mme Nathalie Oberweis - M. le Ministre François Bausch
4. **7601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest**
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
   - Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
5. **7740 - Projet de loi portant approbation :**
   1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Chili relatif à des services aériens, fait à New York, le 26 septembre 2019 ;
   2° de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda on air services », fait à Luxembourg, le 26 novembre 2019
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   - Discussion générale : M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Gilles Roth - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Carlo Back - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
6. **Question élargie n° 100 de M. Laurent Mosar relative à la Société LuxTrust**
   - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot
7. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la Coopération luxembourgeoise**
   - Exposé : Mme Lydia Mutsch
   - Débat : M. Paul Galles - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fred Keup - Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire - Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) - M. Paul Galles (parole après ministre) - M. le Ministre Franz Fayot
   - Motion 1 : M. Yves Cruchten
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
8. **Changement de composition d'une commission**
   - M. Fernand Etgen, Président
9. **Débat de consultation au sujet du Rapport sur le Fonds spécial de soutien au développement du logement**
   - Exposé : M. Henri Kox, Ministre du Logement
   - Débat : M. Marc Lies - M. Max Hahn (intervention de M. Marc Lies) - M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova (dépôt de la motion 1) - M. Roy Reding - Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 2) - M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement - Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre)
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Motion 2 : Mme Semiray Ahmedova - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

www.chd.lu

2. Question élargie n° 101 de M. Serge Wilmes relative aux nouvelles formes de mobilité

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der erweiderter Fro Nummer 101 vum Här Serge Wilmes iwwert déi verschidde Mobilitéitsformen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Ma merci villmools, Här President. An dëser Fro geet et ëm nei Mobilitéitsformen. Där hu mer der jo schonn an de leschte Joren eng ganz Rei um Marché gesinn, sief dat Hoverboarden oder Eerieder oder och elektresch Vëloen. Déi si jo och an de leschte Joren explodéiert. An esou geet et ëmmer weider mat der Entwécklung an elo schéngt déi neisten Entwécklung ze sinn, datt ëmmer méi Autos- an och Vëlosconstructeuren amgaange sinn, konkreet u Modeller ze schaffen, déi weeder Auto nach Vëlo sinn, mee béides, dat heescht Vëlomobill oder Autovëlo, wéi een dat och ëmmer wëll nennen. An et ass awer schonn esou konkreet, datt ze erwaarden ass, datt 2022, 2023 éischt Modeller och wäerten op de Marché kommen.

Ech hunn och elo rezent gelies, datt besonnesch dee Modell, bei deem een net ka soen, ob et en Auto oder e Vëlo ass, mee béides, an dee béid Fonctiounen huet, zum Beispill an Däitschland den Administratiounen eebe géif Kappzerbrieches bereede fir ze kucken, wéi een dat dann herno och soll offiziell autoriséieren oder reglementéieren.

Besonnesch bei engem Modell ass et esou, datt ee Vëlosconstructeur elo op de Wee geet fir ze kucken,

datt och méi Leit sollen op d'duuss Mobilitéit iwwergoen, déi Auto fueren, déi awer vläicht net onbedéngt gäre mam Vëlo fueren, a fir deenen eng flott Alternativ unzebidden. Dowéinst hunn déi e Modell entwéckelt, deen och ganz schmuel ass an deen och op d'Vëlospiste passt, wou een da mat bis zu 25 km/h pedalléiere ka mat enger elektrescher Assistenz. An da kann een en Hëllefsmotor bäischalten an da kann een awer zum Beispill mat bis zu 60 km/h op der Strooss fueren.

Dat heescht, hei ass elo dann d'Fro och un lech, Här Minister: Hutt Dir esou Entwécklungen um Radar? Ech ginn emol dovun aus, datt Der lech do natierlech och lafend informéiert. Et ass jo net déi éischte Kéier, datt Der hutt missen och nei Mobilitéitsforme reglementéieren. Sinn lech déi doten Entwécklunge bekannt? Hutt Dir do och en Aarbechtsgrupp oder iergende Gremium bei lech, deen do reegelméisseg e Monitoring dovunner mécht, och an deem heite spezifesche Fall eeben, wou esou Mëschformen tëschent Auto a Vëlo amgaange sinn ze entstoen?

Ass lech dat, wéi gesot, bekannt a sidd Der amgaang ze iwwerleeën, wéi een do kéint dorobber reagéieren, wann hei zu Lëtzebuerg déi éischt Modeller dovunner géifen optauchen, esou wéi dat virdru bei deenen Hoverboarde war oder bei de Segwayen oder bei deene Monowheelen oder eebe bei elektresche Vëloen?

Hei ganz besonnesch ass et jo déi interessant a kokass Situatioun, datt een dann theoreetesch kéint op enger Vëlospist fueren an da kéint een herno eriwwerfueren an eeben op de Stroosseraum iwwergräifen, wou een dann u sech jo och erëm eng Plack misst hunn. Mee wann een eng Plack huet, dierf een dann op eng Vëlospist fueren? Dat ass dat, wat eeben interessant ass fir ze kucken, wéi een dat kéint reglementéieren.

Et gëtt awer och en neit Element an dëser ganzer Diskussioun, déi mer elo och schonn zënter Joren a Méint a Wochen hunn, vun der Opdeelung vum Stroosseraum, wou mer och strikt sinn, eebe méi Plaz fir de Vëlo ze kréien an och Plaz fir den Auto ze behalen, well dat hei natierlech déi breet Forme sinn, déi et engem erlabe kënnen, op béidem kënnen ze fueren an och vläicht méi Flexibilitéit an déi Diskussioun do eranzekréien.

Duerfir nach eng Kéier: Hutt Der dat um Radar? Hutt Der dat souwisou um Radar allgemeng, fir do nei Mobilitéitsformen ëmmer erëm ze analyséiere respektiv dat dann och ze reglementéieren? Wéi gitt Der do vir? A sinn lech an deem heite spezifeschen Domän déi Modeller do bekannt an hutt Der do wëlles, eeben deem dann och scho virzegräifen, ier se op de Marché kommen an do Reglementatiounen dozou ze maachen um Niveau vum Code de la route respektiv vun dem Umellen zu Sandweiler?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wilmes. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, an och merci fir déi Froen. Natierlech hu mer alles um Radar, wat iergendwéi sech beweegt. Duerfir heesche mer Mobilitéitsministère. An ech hunn och Fotoen hei, wéi déi Gefierer ausgesinn. Et ass allerdéngs esou: Dat, wat bis elo an der Produktioun ass - ech wëll elo hei keng Mark nennen, well ech wëll keng Schleichwerbung fir eng maachen, mee bon -, ass awer dat, wat den Här Wilmes hei beschreift. Et sinn am Fong Vëloe mat enger Kabinn ronderëm, wann een et esou wëllt huelen, dat heescht, et muss ee pedalléieren. Déi hunn awer och eng elektresch Assistance an déi ass am Prinzip d'nämmlecht gestalt wéi beim Pedelec, dat heescht bei 25 km/h setzt se aus.

Bon, elo kann et natierlech sinn, datt et an Zukunft hei och geet wéi bei de Pedelecken: Do gëtt et jo haut Speedbiken, dat heescht, da fält ee schonn erëm éischter an d'Kategorie vu motoriséiert, a Richtung Motorrad an esou weider, dat heescht, wann den elektresche Motor net aussetzt bei 25 km/h. Am Fong hu mir dat alles ganz gereegelt. Wann et eppes ass, wat 25 km/h fiert an dann de Motor aussetzt, wat also am Stil Pedelec ass - ob et eng Kabinn huet oder net -, da gëtt et laut de Reegelen, ob een et muss umellen oder net, betruecht wéi e Vëlo, dat heescht, et brauch een et net unzemellen. Wann et méi séier ass, wann de Motor net aussetzt, dat heescht, datt et dann och nach Vitesse fiert vu 40 km/h, 50 km/h oder wat weess ech, jo da fält et ënnert d'Kategorie vun engem Motocycle. Da muss et eng kleng Plack kréie fir hannendrop. Et gëtt iwwregens schonn haut eenzel Gefierer, déi änlech si wéi dat doten. Dat ass zwar nach e bëssen eppes Aneres, mee dat wär am Fong déi Kategorie.

Méi komplizéiert gëtt et natierlech ... Also ech mengen, datt et a sech net esou komplizéiert ass, wann et eppes ass, wat souwisou muss immatrikuléiert ginn. Dann dierf et souwisou guer net op enger Vëlospist fueren. Dann ass dat d'office ausgeschloss, well bei eis ass et jo esou, datt een op der Vëlospist nëmme mat engem Pedelec dierf fueren. Soubal ech e Speedbike hunn, dierf ech net méi op d'Vëlospist goen, well dat einfach ze gefäierlech ass mat deene Vitessen, déi do gefuer gi par rapport zu de Vëlosfuerer, déi soss gemittlech do fueren, a Kanner an esou weider an esou virun. D'Vëlospiste solle jo geduecht sinn, fir datt den normale Vëlosfuerer sécher ka fueren.

Et gëtt elo eng Rei Längten a Breeten an Héichten, déi nach virgeschriwwe sinn am Code de la route par rapport zu engem Gefier, déi festhalen, wéini et dierf op d'Vëlospist goen. Déi dote Gefierer, wat d'Längt, d'Breet an d'Héicht ubelaangt, géifen all op d'Vëlospist passen. Dat ass net de Problem. Mee, wéi gesot, déi Konditioun, datt ech nëmmen eng Assistance électrique - eng Assistance! - dierf hunn, also datt se bei 25 km/h aussetzt, ass am Fong d'Schmäerzensgrenz, bis un déi ech op der Vëlospist dierf fueren.

Also, wéi gesot, vun der Reglementatioun hier, mengen ech, brauche mer näischt ze änneren. Wat allerdéngs ass - an duerfir géif ech de Gemengen uroden, dat doten op de Radar ze huelen -: Dat huet natierlech en immensen Impakt op Vëlospisten, Vëlosinfrastrukturen. Well et ass relativ kloer: Wann där doter Gefierer méi kommen oder wann där iwwerhaapt bis kommen, da gëtt et enk op der Vëlospist, wann ee keng uerdentlech gebaut huet, déi breet genuch ass, dat heescht, wann ee keng ofgetrennte Vëlospisten huet. Wann een zum Beispill just e Strëch gemoolt huet an der Strooss, eng Vëlospist, déi just gezeechent ass, déi net breet ass, déi nëmmen 1,50 Meter huet, gëtt dat natierlech da problematesch.

An duerfir géif ech de Gemengen uroden, och wéinst all deenen Neierungen - et gëtt och nach aner Grënn, mee och wéinst deenen heite Grënn -, wierklech innerorts e Maximum ze maachen, fir an Zukunft ofgetrennte Vëlospisten ze schafen, well de Vëlo hëlt zou, de Pedelec hëlt zou, d'Mikromobilitéit hëlt zou, an elo kommen déi dote Saachen nach derbäi an dat wäert eis viru ganz aner Erausfuerderunge stellen.

Dat Eenzegt, wou ech géif soen, datt et en No-Go ass, fir och déi dote Gefierer gläichzestelle mam Vëlo, dat ass: Mir hunn haut oft a Gemengen innerorts Kompromësser, dat sinn dann déi sougenannte Mixedzonen - Foussgänger a Vëlo. Dat ass ondenkbar mat esou engem Gefier, well vun der Wendegkeet, vun der Breet, vun der Plaz hier, déi et anhëlt, kann een dat zum Beispill net zesumme mam Foussgänger organiséieren. Dat geet ganz sécher net.

An dat ass och deen eenzege Punkt, dee mer warscheinlech musse reglementaresch nobessere goen, bei deem ech mengen, datt ee muss soen, datt esou e Gefier wéi dat doten net kann iwwer e Passage mixte fueren, wéi mer se haut kennen, well dat einfach ze vill gefäierlech ass par rapport zu de Foussgänger, de Kanner an esou weider.

Mee, wéi gesot, fir de Rescht: Wannechgelift, mir mussen all zesummen iwwerall do, wou et geet, Staat mat de Gemengen, méiglechst grouss an uerdentlech ofgetrennte Vëlosinfrastrukture bauen! Dat ass d'Viraussetzung, fir datt dat harmonesch fonctionéiert. Mir kënnen de Code de la route esou gutt an esou streng maachen, wéi mer wëllen, mee wa mer keng Plaz a kee Raum loosse fir déi Gefierer, da sichen déi sech hir Plaz an hire Raum an da féiert et zu Konflikter. Duerfir, wéi gesot, ass dat esou wichteg, datt mer eng gutt Infrastruktur bauen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Mobilitéitsminister François Bausch.

3. Question élargie n° 102 de Mme Nathalie Oberweis relative à une éventuelle mission militaire au Mozambique

Da komme mer zur erweiderter Fro Nummer 102 vun der Madamm Nathalie Oberweis iwwer eng méiglech Militärmissioun am Mosambik. Och hei huet den Auteur fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn och hei zéng Minutten zou. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Am Norde vum Mosambik un der Grenz zu Tansania sinn 2010 riseg Äerdgasfelder un der Küst entdeckt ginn. Dräi Konsortie vu Multinationalen hu sech mëttlerweil zesummegesat, fir déi Äerdgasfelder auszebeuten, woubäi de Konsortium ronderëm déi franséisch Pëtrolsfirma Total awer déi eenzeg ass, déi bis ewell Installatiounen op der Plaz gebaut huet.

Op deem selwechte Gebitt operéiert säit 2017 och eng islamistesch Miliz, déi mat extreem gewalttätegen Iwwerfäll op sech opmierksam gemaach huet. Si rekrutéiert Jonker aus der immens aarmer Regioun, déi u sech vun der zentraler Regierung ëmmer vernoléissegt gouf. An deene leschte véier Joer gouf et Schätzungen no 2.600 Doudeger a wéinst de Kampfhandlunge sinn iwwer eng hallef Millioun Mënsche geflücht.

De franséische Pëtrolskonzern Total huet dann och am Mäerz seng Operatiounen op der Plaz aus Sécherheetsgrënn missen op Standby setzen an huet säin auslännescht Personal ausgeflunn. Säitdeem gëtt et ëmmer méi Appeller fir eng europäesch Militärmissioun am Mosambik.

Portugal huet schonn Zaldoten an de Mosambik geschéckt an den EU-Aussebeoptraagte Josep Borrell setzt sech aktiv a fir eng EU-Militärmissioun. Dat Theema war dann och Géigestand vun engem Conseil vun de Verteidegungsministeren de 6. Mee.

No der Sitzung huet de Josep Borrell virun der Press gesot, de politesche Wëlle wär do fir eng Missioun. D'Theema ass duerno op engem informellen Treffe vun de Verteidegungsministeren den 28. Mee weider diskutéiert ginn. Als Argument fir esou eng EU-Missioun gëtt natierlech erëm de Kampf géint den internationalen Terrorismus genannt, obwuel et sech hei ëm e lokale Konflikt handelt. An et gëtt sech op d'Tatsaach beruff, dass de President vum Mosambik d'EU ëm Hëllef gefrot huet - woubäi ee wësse muss, dass dëse President bei Walen un d'Muecht komm ass, déi laut enger EU-Walbeobachtermissioun duerch Intimidatioun, Gewalt a Walfälschung gekennzeechent ass.

Mir hunn d'Gefill, dass dat heiten an eng Richtung geet, déi mir ëmmer gefaart a kritiséiert hunn, nämlech dass d'EU iergendwann eng Kéier ufänkt, hir Wirtschaftsinteressien an déi vun hire Memberlänner op anere Kontinenter militäresch duerchzesetzen. Och wann zurzäit just iwwer eng Trainingsmissioun geschwat gëtt, wësse mir alleguer, dass dorauser ganz schnell eng Kampfmissioun ka ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Duerfir folgend Froen un den Här Minister:

Wou si mer aktuell drun um europäeschen Niveau mat den Diskussiounen?

An envisagéiert déi Lëtzebuerger Regierung, sech un enger eventueller Militärmissioun am Mosambik ze bedeelegen? A wa jo, ënner wéi enger Form?

Donieft si mir ufangs Mee och gewuer ginn, dass d'EU wéilt hir militäresch Interventiounstruppen, déi sougenannt „Battlegroups", vun därzäit 1.500 op 5.000 Zaldoten erhéijen. 14 Länner hätte schonn zougesot, do matzemaachen, an dorënner - dat si mer och aus der Press gewuer ginn - och Lëtzebuerg. An duerfir nach eng Zousazfro un den Här Minister, ob hien dat ka bestätegen an eis kann erklären, aus wéi enge Grënn Lëtzebuerg och do wëllt matmaachen.

Merci am Viraus.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. An och merci fir déi Froen. Fir d'éischt emol muss ee soen, datt d'Situatioun am Mosambik - natierlech wéi iwwerhaapt an der ganzer Sahelzon - eng ganz komplex ass an datt een déi net mat - wéi soll ech soen? - Schwaarz-Wäiss-Zeechnunge kann ëmräissen. An dem Mosambik ass de Moment e Regimm um Pouvoir, deen - dat war fréier - am Fong eng Befreiungspartei ass, déi deemools de Mosambik befreit huet. Eng marxisteschleninistesch Organisatioun war dat deemools. Mee dat ass an den 90er-Jore (veuillez lire: 70er-Joren) gewiescht. Duerno ass villes geschitt. Dat war, wéi am Fong de Kolonialkrich géint Portugal op en Enn gaangen ass.

Effektiv ass an den 90er-Joren e Multiparteiestaat akzeptéiert ginn. An och déi Organisatioun huet sech dann - wat och ëmmer dat heescht, ech weess et net - elo entre-temps zum demokratesche Sozialismus bekannt. Mee op alle Fall gëtt et e Multiparteiestaat, woubäi een do awer natierlech ëmmer muss als Reserv soen: An dem Mosambik ass et net anescht wéi an deene meeschte Länner an der Géigend. Dat ass alles relativ fragill. Do ass bei villem nach d'Kolonialvergaangenheet, déi matspillt, déi mécht, datt mer ganz sécher keng stabel Situatioun, keng stabel Institutiounen hunn an och sécherlech net kënnen, och wann et hei heescht Multiparteiestaat, vun enger Demokratie schwätzen, wéi mer dat an Europa zum Beispill kennen.

Et bleift awer, datt et natierlech do, wéi och an anere Länner, wou d'EU engagéiert ass, der EU hir Haaptmissioun wäert sinn, fir ze kucken an ze hëllefen, Stabilitéit ze kréien. Et muss een och wëssen, datt Enn 2020 effektiv déi Hëllef vum Mosambik ugefrot ginn ass bei der EU. Et geet ëm e Konflikt, dee sech op eng Regioun bezitt, dat ass d'Regioun vum Cabo Delgado. Dat ass och déi, déi d'Madamm Oberweis effektiv hei beschriwwen huet. An et ass och richteg, wat d'Madamm Oberweis seet: Do geet et natierlech ëm Rostoffer, haaptsächlech Rostoffer, wéinst deene verschidde Firmen - ënnert anerem huet se Total genannt - de Moment do aktiv sinn.

Ech géif och elo net wëllen hei behaapten, datt dat an deem ganze Konflikt an där Regioun do vun alle Säiten hier keng Roll spillt. Ganz sécher spillt et awer keng Roll bei deem, wat an der EU de Moment diskutéiert gëtt, well et ass esou, datt d'Europäesch Unioun absolutt net wëlles huet, fir do eng offensiv aktiv militäresch Aktioun ze maachen, am Sënn, datt elo déi Europäesch Unioun géif militäresch agräifen am Mosambik.

An iwwregens, wëll ech soen, seet d'Madamm Oberweis hei, da géif et goe wéi am Mali, mee dat ass net richteg. Frankräich hat eng aner Positioun am Ufank am Mali an ass aneschters virgaangen. Dat, wat d'European Union Training Mission am Mali bis elo gemaach huet, ass rengen Training. A bis elo huet d'Europäesch Unioun als Europäesch Unioun am Mali nach net intervenéiert an deem Konflikt. Dat heescht, eis Zaldoten, déi am Mali sinn, maachen näischt aneschters, wéi wa se …

Mir hu jo zwou Missiounen: eng ass eng UNO-Missioun an dat anert ass eng europäesch, eng EUTM-Missioun. Bei där enger liwwere mer just nëmme Satellittekommunikatioun an d'Campe vun der UNO, fir datt am Fong d'UNO-Friddenstruppen, d'Blohelmer, déi jo am Optrag vun der UNO do sinn, Kommunikatiounsmëttelen hunn. An déi aner Zaldoten, déi mer do hunn an déi an der europäescher Missioun sinn, maache just Training.

Dat heescht, entweeder bewaache se mat Dronen déi Plazen, wou trainéiert gëtt, wou d'Zaldoten aus dem Mali trainéiert ginn, oder se hëllefe mat, Training ze organiséieren. Dat leeft natierlech ganz kloer ënner gewëssene Premissen of an déi sinn natierlech an der Europäescher Unioun kloer virgi bei esou Missiounen. A wann et hei zu enger Missioun sollt kommen, wäert et och hei esou sinn. Dat wäert mussen no de Methoden oflafen, datt déi Arméi Rechtsstaatsprinzippie geléiert gëtt, datt se Mënscherechter bäibruecht kritt, datt se natierlech als Arméi muss kënne fonctionéieren oder soll kënne fonctionéieren, wéi et an engem Rechtsstaat ass oder wéi et an Europa de Fall ass.

Dat heescht also, et geet wierklech drëms ze hëllefen, Institutiounen opzebauen. An deem heite Fall ass et eeben dann, fir datt d'Arméi als Institutioun an engem Staat–kann no demokrateschem Prinzip an engem demokratesche Staat fonctionéieren.

Bon, elo ass et esou, datt effektiv déi Demande vun dem Mosambik komm ass. D'portugisesch Presidentschaft huet och déi Demande weidergereecht. Portugal huet natierlech Lienen zum Mosambik, eeben duerch d'Vergaangenheet, wéi mer alleguer wëssen. An déi meescht europäesch Länner, fir net ze soen all, dorënner och Lëtzebuerg, hu gesot, datt mer prinzipiell bereet wären, un enger Trainingsmissioun am Mosambik deelzehuelen.

Et ass esou, datt dat awer nach net definitiv ass. A souwisou, wann et sollt eng Trainingsmissioun ginn, egal wat mir dann do maachen, da fale mer ënnert dat neit OMP-Gesetz (ndlr: OMP - Opérations de maintien de la paix). Da musse mer e Reglement maachen an da komme mer selbstverständlech an d'Chamber an da wäerte mer bei der Chamber en Assentiment froe fir dat Ganzt. Also, mir schécken net elo einfach Leit dohinner.

Ech kann lech awer soen, u wat mir denken, wa mer géife matmaachen. Dann denke mer drun, fir haaptsächlech och an der Kommunikatioun Hëllefstellung ze ginn, an zwar och net mat enger laangfristeger Missioun, mee éischter, datt eng Ekipp dohinner geet fir e puer Méint - zwee, dräi Méint -, Telekommunikatiounsmoyenen opriicht, eng kuerz Formatioun mécht, wéi een domadder ëmgeet, an dann zréckkënnt. Also, mir denken net drun, datt mir elo vun der Lëtzebuerger Arméi aus e Contingent ... also Leit géife en permanence erofschécken, déi eng längerfristeg Missioun hätten. Dat hu mer der portugisescher Presidence och esou matgedeelt, datt dat de Bäitrag wär, dee mir kéinte leeschten, sollt et zu esou enger Missioun kommen.

Et ass och esou: Net nëmmen déi Demande kënnt vum Mosambik selwer. Elo kéint ee jo nach soen: Jo, dat ass alles natierlech awer e bësse gefierft, well effektiv, bon, de Regimm net grad esou fonctionéiert wéi mir eis dat vläicht hei virstellen. Mee, wéi gesot, dat ass fir all déi Regimmer nach net de Fall. Mee et ass och d'SADC, also d'Communautéit vun de südafrikanesche Länner, déi schonn do ass. Déi bereet de Moment 3.000 Leit vir, fir dohinner ze schécken. Dat heescht, et sinn och eng ganz Rei aner afrikanesch Staaten, déi dat wëlle maachen, natierlech och aus deem nämmlechte Grond, well et eng immens Suerg ass, datt do e weidert Land destabiliséiert gëtt, komplett destabiliséiert gëtt.

Da muss een awer och soen, datt den Hannergrond ass, datt an deem arméierte Konflikt do ganz brutal virgaange ginn ass an datt déi Dschihadisten, déi do virginn, haaptsächlech géint d'Zivillbevëlkerung virginn, datt extreem vill Kanner ëmbruecht gi sinn an där Regioun. Et ass also net esou, datt do kee Problem wär. Et ass e reelle Problem, datt virun allem och d'Zivillbevëlkerung attackéiert gëtt, virun allem Kanner, soudatt, mengen ech, awer als inter-

national Communautéit eng gewësse Responsabilitéit do ass.

Also, wéi gesot, déi Missioun, déi ass an der Diskussioun, an der Planung. Se ass awer nach net 100%eg decidéiert. A wa se decidéiert gëtt - mir falen dann ënnert dat neit OMP-Gesetz -, da komme mer souwisou bei d'Chamber, fir dat virzestellen. Mir mussen e Reglement maachen an da froe mer och d'Chamber ëm hiren Assentiment.

Firwat ass an der Europäescher Unioun déi Diskussioun ronderëm déi sougenannt - entre guillemets - „schnell" Agräiftruppen? Et muss ee jo wëssen: Mir si jo als Europäesch Unioun, och am Kader vun der NATO, a verschidde Bereetschaftssituatiounen integréiert, an deene mer musse kënne schnell mobiliséiert ginn. Et gëtt natierlech als méi sënnvoll ugesinn, datt d'EU selwer sech do nach besser koordinéiert, hir Kräfte bündelt. An deem Sënn gëtt dat och op europäeschem Niveau versicht zesummenzestellen.

Do geet et natierlech net drëms, fir elo ze soen, „mir maachen eis prett, fir iwwerall an de Krich ze zéien", mee et ass einfach, fir rationell virzegoen, fir méiglechst am Fong Kräften ze bündelen an och eenheetlech virzegoen, wat sécherlech net vu Muttwëll ass. Duerfir fannen ech dat och eng gutt Saach an duerfir mengen ech, datt mer en Interêt hunn, eis an esou europäesch Prozesser positiv anzebréngen. Ech hu léiwer, mir hunn an der Defensepolitik, wéi iwwregens och an der EU-Aussepolitik, europäesch gemeinsam Positiounen - wa mer dat da fäerdegbréngen, wat nach laang net ëmmer de Fall ass. Dat ass sécherlech méi rassurant, wéi wann all Land selwer fir sech do versicht, seng Operatiounen ze maachen a virzegoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Vizepremier a Verdeedegungsminister François Bausch. D'Madamm Oberweis huet nach eng Zousazfro. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, villmools merci. Ech héieren aus dem Här Minister senger Äntwert, dass de Mosambik eeben e Land ass, dat effektiv instabill ass, dat fragill ass. An dat ass d'Resultat vun enger kolonialer Vergaangenheet, hutt Der gesot. Ech héieren dat, ech weess dat och. Dir sot awer och gläichzäiteg, dass et ëm Rostoffer geet. Dat hutt Der selwer gesot. Dir sot awer och: „Et geet drëms ze hëllefen, d'demokratesch Gouvernance opzebauen." „An et geet och drëms, d'Land ze stabiliséieren", sot Der. Et wär effektiv eng Suerg, dass e weidert Land, wéi esou viller, destabiliséiert gëtt. Ech héieren dat.

Ech froe mech just, ob ee mat enger militärescher Interventioun déi Saachen, déi Ziler do kann erreechen. Kommt, mir kucken op den Irak, kommt, mir kucken op aner Länner, wou mer militäresch agegraff hunn, vläicht net Lëtzebuerg, wou een och als Zil hat, d'Land ze demokratiséieren, gewëssen demokratesch Institutiounen opzebauen. Dat ass net méiglech mat enger militärescher Interventioun, och wann et just eng Trainingsmissioun ass. Ech hunn dat héieren, dass et elo net direkt - Dir hutt gesot - eng aktiv militäresch Missioun ass, eng Trainingsmissioun. D'Leit sur place maachen net onbedéngt den Ënnerscheed. Et niert Frust, et niert och gewëssen - wéi soll ech soen? - negativ Gefiller par rapport zum Westen, déi opkommen a ganz ville Länner. D'Leit maachen net onbedéngt den Ënnerscheed.

An dat, wat d'dschihadistesch Milizen niert an och wuessen deet, si virun allem d'Aarmut an d'Perspektivlosegkeet vun de Leit sur place. An dat ännere mir net mat enger militärescher Missioun an och net mat enger Trainingsmissioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Also éischtens emol ass ze soen, datt et fir mech eng militäresch Interventioun, esou wéi d'Madamm Oberweis se beschreift, wär, wann d'Europäesch Unioun géif decidéieren, militäresch ze intervenéieren, an de Konflikt eran ze intervenéieren, dat heescht, datt se géifen zum Beispill an déi Regioun goen, déi ech genannt hunn, wou de Problem ass, a se do mat Waffegewalt géifen intervenéieren.

Éischtens emol: Déi Trainingsmissioun fënnt guer net do statt. Déi fënnt op enger ganz anerer Plaz statt, wäit ewech vun do, wou de Konflikt ass. An zweetens, wéi gesot: Op kee Fall huet déi Missioun, esou wéi et de Moment diskutéiert gëtt an och wéi eeben d'EUTM-Missioun am Mali, als Objektiv fir ze intervenéieren. An déi dierfen dat och net maachen, déi Zaldoten, déi do sinn. Dat ass ganz kloer.

Dat anert ass: Natierlech hutt Der Recht, wann Der sot, et ass net nëmmen duerch den Opbau vun engem militäreschen oder Polizeiapparat, duerch dee mer d'Regioune stabiliséiert kréien. Et ass jo net nëmmen dat, wat mir maachen an der Reegel. Ech wëll awer drop hiweisen, datt Lëtzebuerg an der Sahelzon par excellence d'3D-Politik applizéiert: Diplomatie, Developpement an natierlech Defense.

Et ass déi Regioun - also ech schwätzen elo vun der Sahelzon -, an déi d'lëtzebuergesch Kooperatioun de Moment de loin am meeschte Suen investéiert fir d'Entwécklung vun der Regioun. Natierlech muss ee sech och Froe stellen an et muss een och kucken am Mosambik. Do ass am Moment haaptsächlech Portugal, dat dat de Moment mécht. Mee et muss ee sech doriwwer eraus och d'Fro stellen, wat fir eng Roll d'EU an deem Sënn an Zukunft och do nach vläicht méi spillt.

Natierlech muss och do 3D applizéiert ginn. Dat heescht, et muss ëmmer mat Developpement an engems goen. Mee ech soen lech awer och, datt et awer och ze naiv ass ze mengen, wa mer an der Sahelzon nëmmen Developpement maachen an nëmmen Diplomatie maachen, mat där Situatioun, wéi ee se haut do virfënnt ... Den historeschen Hannergrond, dat ass natierlech eng ganz aner Diskussioun, firwat et souwäit komm ass.

Duerfir kënne mer haut ... a warscheinlech wäre mer eis och eens, wa mer géifen zesummen analyséieren, wéi ee Rôle a wéi eng Schold Europa an och de Kolonialismus iwwerhaapt dorunner huet. Mee dat bréngt eis awer haut net weider. Haut ass d'Situatioun esou, wéi se ass. A wa mer do nëmmen op Developpement setzen an net en Encadrement maachen, fir och stabel Institutioune mat hëllefen opzebauen, an do gehéiert och eng Police oder eng Arméi dozou, da soen ech lech, da gi mer vill Suen aus fir deen Developpement, deen net ganz laang wäert halen. An dat ass de grousse Problem.

Duerfir nach eng Kéier: Lëtzebuerg ass ganz kloer hei derbäi, well mer eebe gesinn, datt dat doten eng Missioun gëtt, déi just als Trainingsmissioun geduecht ass an net als offensiv Militärmissioun, fir eis an de Konflikt anzemëschen. An dat ass och esou, wéi den Objektiv wäert ganz kloer formuléiert ginn an der EU.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister.

4. 7601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7601, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Fonds Belval. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Max Hahn, den Här Dan Biancalana, den Här Jeff Engelen an d'Madamm Myriam Cecchetti.

An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei an deem Projet ëm eng Ännerung vum Gesetz vum 25. Juli 2002. D'Gesetz ass « portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest ». D'Gesetz vum 25. Juli 2002 beoptraagt dësen Établissement public, allgemeng bekannt als Fonds Belval, fir eng Rei Ekipementer a Gebaier opzeriichten, dëst am Optrag vun der Regierung. Déi bekannteste vun dëse Gebaier sinn d'Rockhal - ech mengen, déi kenne mer all -, an och d'Gebaier vun der Uni. Doniewent ginn et awer och nach eng Rei aner Gebaier. An opgrond vun enger viregter Gesetzesännerung ass de Fonds Belval zënter 2015 och zoustänneg fir d'Verwaltung, d'Maintenance, d'Ëmbauprojeten, d'Moderniséierungsaarbechten an esou weider.

Dëst Gesetz besteet aus dräi Artikelen. Domat ginn dann och dräi Modifikatiounen am Gesetz virgeholl.

Éischtens: Fir all Projet, deen de Fonds Belval opriicht, muss e speziellt Gesetz gemaach ginn, och wann de Montant vum Projet ënnert der Limitt vu 40 Milliounen Euro läit, esou wéi et am Artikel 80 am Budgetsgesetz vun 1999 festgehale gëtt. De Fonds Belval, deen Infrastrukturprojete realiséiert fir de Kont vum Staat, huet also méi streng Oplage wéi staatlech Administratiounen. Dëst gëtt mat dësem Gesetz ofgeschaaft an et gëllen déi selwecht Bedéngunge wéi wann eng ëffentlech Administratioun de Projet géif realiséieren.

Wann de Projet vum Bau oder vun der Infrastruktur ënner 40 Milliounen Euro läit, brauch de Fonds Belval kee Projet de loi méi ze ënnerbreeden. Fir de Rescht gëllt d'Prozedur vun de Grands projets d'infrastructure, wou d'Chamber jo alljärlech fir Projeten ab zéng Milliounen ëm hir Zoustëmmung gefrot gëtt. De Contrôle ex post ass dee selwechte wéi fir déi aner Projete vum Staat, dat heescht, déi mussen duerch d'Comexbu goen.

Zweetens: D'Projete vum Fonds Belval si meeschtens iwwer en Emprunt finanzéiert ginn, dee vum Staat - Zënsen a Frais accessoires inclus - ofgedeckt war. Den Artikel 2 gesäit vir, datt dës Staatsgarantien, déi dozou déngen, Remboursementer ze assuréieren, eng Period vu 50 Joer ofdecken, an net méi 25 Joer, esou wéi et de Moment ass. Ouni dës Adaptatioun géif dës Garantie nämlech no 2027 ewechfalen, obwuel bis dohinner nach net all Projete wäerte fäerdeg sinn.

Am drëtte Punkt an am leschten Artikel gëtt de Fonds Belval exoneréiert vun all Taxen a Steieren, déi dem Staat oder der Gemeng zoukomme sollen, mat Ausnam natierlech vun der TVA, déi europäesch gereegelt ass.

Dëse Projet de loi gouf de 25. Mee 2020 vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, dem Här Bausch, an der Chamber agereecht. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 13. Oktober 2020 eng Rei Froen opgeworf an huet eng Opposition formelle gemaach. Dëst huet zu zwee Amendements parlementaires gefouert, déi dem Staatsrot dann och Satisfaktioun ginn hunn. De Rapport, esou wéi en hei virläit, ass an der Sitzung vun der Kommissioun fir Mobilitéit an Travaux publics vum 20. Mee 2021 ugeholl ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Rapporter Carlo Back villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President. An och merci dem Rapporter fir säi gudde Rapport. Et ass zwar e kuerzt Gesetz dat hei, mee am Fong gëtt et awer e bësse méi wéi fënnef Minutten hei dozou ze soen. Well wann een zum Beispill d'Entsteeungsgeschicht vu Belval hëlt an den Entsteeungsprozess op den Industriebroochen, do wär scho villes dozou ze soen.

Deemools ware vill Kontroversen, vill Ängschten an et ass vill diskutéiert ginn, och heibannen, beim Gesetz vun 2002, dat mir haut elo hei änneren. Esou hunn zum Beispill Kolleege vun der grénger Fraktioun sech enthalen, Amendementen erabruecht a vill driwwer diskutéiert.

Et war eng länger Diskussioun och dobaussen an der Gesellschaft, wéi ee soll mat Belval virgoen, wéi ee soll mat Industriebrooche virgoen a firwat een dat iwwerhaapt sollt maachen.

Haut ass Belval normal. D'Uni, d'Cité des sciences, d'Rockhal an esou weider, dat gehéiert zum Selbstverständleche vun allen Awunner vum Land, zum Selbstverständnis vun eis alleguerten.

Ech erënneren un déi weesentlech Aarbecht vum Michel Wolter als Landesplanungsminister, dee sech fir de Projet Belval agesat hat wéi keen zweeten, un d'Erna Hennicot als Bauteministerin, zesummen och mam Henri Grethen als Wirtschafts- an Transportminister, souwéi och an der Denkphas virdrun de Robert Goebbels. Dat alles ass duerno weidergefouert gi vum Claude Wiseler als Bauteminister, dem Lucien Lux, Transport, François Biltgen, Héichschoulminister, a mir an all den zoustännege Ministeren a Ministerinnen duerno an haut och nach.

Belval ass haut normal, akzeptéiert, do, gefrot, gebraucht an net méi a Fro gestallt. Doriwwer kéint een nach ganz villes soen, awer ze kuerz ass d'Riedezäit an ech kommen zum Gesetz vun haut.

Dat Éischt: E weesentleche Punkt ass dee vun der parlamentarescher Kontroll. Well wat ännert sech mat dësem Gesetz hei? Dat ass d'Prozedur, fir d'Bauten ze geneemegen, déi de Fonds Belval fir de Staat mécht.

An ech wëll do dem Rapporter en häerzleche Merci soen. Hien huet dat hei gutt exposéiert an och a säi Rapport afléisse gelooss, datt mer dat herno nodréiglech erakritt hunn, fir dann och ausgedäitscht dran ze hunn, wéi d'Prozedur an Zukunft geet.

Firwat ass dat wichteg? Well de Staatsrot huet sech zimmlech ferm doriwwer ausgelooss, awer de Minister Bausch huet op meng Nofro hi verséchert, datt et genau d'selwecht soll oflafe wéi fir all staatlech Bauprojeten, fir déi d'Chamber muss befaasst ginn, zwëschen 10 a 40 Milliounen an iwwer 40 Milliounen, mat dem Suivi an esou virun an esou weider, well elo gëtt déi parlamentaresch Prozedur fir de Fonds Belval calquéiert op déi, déi de Claude Wiseler als Bauteminister 2006 déizäit mat der Chamber agefouert hat.

Domadder ass also nach ëmmer méi eng systematesch Kontroll a Suivi iwwert de Fonds Belval heibanne wéi zum Beispill iwwert de Fonds Kirchberg. Hei kéint ee sech och emol eng Fro stellen.

Wat sech nach mat dësem Gesetz ännert, ass, datt de Fonds Belval keng Steieren an Taxe méi bezuele muss. Meng Fro war un de Minister, ob déi zwou betraffe Gemenge gefrot gi waren. Dat war net de Fall. Duerfir huet en et nogeholl an en huet eis verséchert, si wären averstanen.

Als Beispill: D'Stad Esch krut bis elo iwwert dee Wee ongefeier 300.000 Euro Steieren eran. Déi falen natierlech elo ewech, awer et kommen haut Gemengesteieren eran iwwert d'Geschäfter an aner ekonomesch Aktivitéiten um Belval, déi natierlech am Ufank net do waren.

E puer Froen zur Zukunft: Wéi laang brauche mir de Fonds Belval? 2015 sinn hei scho mat engem neie Gesetz seng Missioune geännert ginn, och ausgedeent ginn - ënner anerem op d'Maintenance. D'Fro no senger Lafdauer stellt sech also an ass trotzdeem net wierklech einfach ze beäntweren. Elo jiddefalls gëtt emol implizitt op 50 Joer amplaz op 25 erhéicht. Esou laang gëtt jiddefalls elo mol déi staatlech Garantie zougestanen. Dat ass also schonn een Indiz.

Eng aner Fro: Wat brauche mir nach um Belval vun neie Strukturen? Nun, et gëtt natierlech Zäit fir d'Staatsarchiven. Déi Majoritéit virdrun huet ville Spuerzwäng ënnerleeën, mee de Claude Wiseler an ech wossten, datt et vun 2016 un Plaz a Suen an den Investitiounsfonge géif ginn, soudatt vun do un de Wee fräi gewiescht wär, fir d'Archiven ze bauen.

Den CNCI, de Centre fir Industriekultur, ass natierlech e wichtegt Element. D'Viraarbechte sinn awer geleescht ginn, andeem d'Héichiewe stabiliséiert gi sinn, virun a bis 2014; duerno weiderhin iwwer Ënnerhaltsaarbechten. D'Gebléishal ass natierlech erhale bliwwen, bis elo net ewechgerappt ginn an et ass kengem Drock nogi ginn, fir dat ze maachen.

Fir Esch2022 ginn och grouss Investitioune virgesinn a scho gemaach. D'Investissementsgesetz ass heibanne gestëmmt gi virun nach net esou ganz Laangem, virun e puer Joer.

Wat - kann een dann elo froen - gëtt dann elo deen éischte Projet no der neier Prozedur vun haut? Här Minister, wat bréngt Dir als éischten neie Projet an d'Chamber no där neier Prozedur?, kéint ee sech elo froen. A bréngt Dir dann och gläich mat där Lëscht vum 30. Juni och Projete vum Fonds Belval mat drop? Dat musst Der jo am Fong geholl elo, mat dësem neie Gesetz.

E lescht Wuert zu den Zukunftsfroen. Wéi geet et viru mat den aneren Industriebroochen - Déifferdeng, Rodange, Élereng an esou weider -, awer och an anere Géigende vum Land, wou et esou Brooche gëtt? Dat war iwwregens eng ganz grouss Diskussioun a Fuerderung vun 2002 beim urspréngleche Gesetz.

Belval huet Dezentraliséierung bruecht an et wär gutt, wann och op anere Plazen am Land méi dezentraliséiert géif ginn, besonnesch och a méi benodeelegte Géigenden, wou et virdrun net emol Industrie ginn ass - also net just Reconversioun zielt, mee och normal Entwécklung zielt fir ländlech Regiounen.

Fazit: Vu Belval ass vu Wëssenschaft, Fuerschung a Kultur eng nei Dynamik ausgaangen, déi iwwert de Fonds Belval an deem Sënn realiséiert ginn ass, well hien déi Saache gebaut huet. Deen Impetus muss bäibehale ginn, besonnesch och iwwert d'Kraaft vun der Kultur an och an anere Géigende vum Land.

A mat deem fir eis ganz wichtegen Input ginn ech am Numm vun der CSV d'Averständnis zu dësem Gesetz. Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Modert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Jo, merci, Här President. Ech géif op dëser Plaz dem Rapporter Merci soe fir seng zwee gutt Rapporten, säi mëndlechen a säi schréftlechen. An ech géif heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, d'nächst Joer wäerten et 25 Joer hier sinn, datt dee leschten Héichuewen um Belval am Asaz war. Dat war 1997, an domadder ass d'Ära vun de groussen Héichiewen hei am Land op en Enn gaangen. Deemools ass och dovunner geschwat ginn, dass een eng nei dreiwend Kraaft brauch an dass déi och noutwendeg ass. Abee, déi ass elo do. Laut den Zuele vun der Entwécklungsgesellschaft Agora hunn Enn 2019 dagsiwwer 10.000 Leit a 5.700 Studenten um Site geschafft respektiv studéiert, dëst ënnert anerem, wéi gesot, op der Uni an op deene verschiddene Recherchezentren, déi do sinn an déi och wichteg si fir eist Land. Dat huet jo och d'Pandemie gewisen.

Et kann ee festhalen, dass d'Entwécklung vun der deemoleger Schmelz zu engem neie moderne Quartier am Fong en Erfolleg ass. Et ass 2005 ugaange mat engem éischte Gebai op der Friche, bon, dat mëttlerweil natierlech iwwert d'Grenze bekannt ass: d'Rockhal.

D'Rockhal war effektiv den éischte grousse Bauprojet, deen ënnert der Leedung vum Fonds Belval gemaach ginn ass. Bon dorënner, just fir der e puer

ze ernimmen, awer och nach d'Maison du savoir, jo, mam Sëtz vun der Uni, de Lycée Bel-Val an de Luxembourg Learning Centre. Mat der Zäit huet och de Rôle vum Fonds Belval geännert. Hien ass net méi just Bauhär, mee och Gestionnaire vun enger ganzer Rei ëffentleche Gebaier ginn.

Bon, an dësem Projet de loi, mengen ech, sinn zwee Punkten ervirzesträichen: D'Aarbecht vum Fonds Belval wäert nach eng Kéier evoluéieren. Ech wëll och hei op dëser Plaz dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. A wéi hien eis schonns erkläert huet, brauch een an der Zukunft kee Finanzéierungsgesetz méi, wann de Fonds Belval e Bauprojet wëllt duerchféieren, deem säi Präis ënnert dem Seuil vun deene 40 Milliounen Euro läit.

Déi zweet Modifikatioun - net onwichteg - betrëfft am Fong d'Dauer vun der staatlecher Garantie fir Emprunte vum Fonds Belval. Ech mengen, d'Gesetz vun 2002 war op 25 Joer limitéiert, also bis 2027. Dës Dauer gëtt also ëm weider 25 Joer verlängert.

Mee de Bauprogramm ass nach laang net fäerdeg. Ech géif vläicht dräi Projeten hei ervirsträichen:

Engersäits vläicht de Sportszentrum um Site vun der Uni selwer. Ech mengen, bei eng Uni gehéiert och eng gutt sportlech Ausbildung. Duerfir vläicht d'Fro nach eng Kéier hei un de Minister, wou dee Projet drun ass, vun deem oft geschwat gouf.

Dann awer och, an dat ass schonn hei ugeschwat gi vun de Virriedner, d'Gebléishal, e ganz wichtegen Zäitzeie mam zukünftege Sëtz vum CNCI.

An awer och en drëtte Projet: d'Möllerei, déi natierlech och am Kader vum Kulturjoer 2022 der Stad Esch an och, wéi gesot, den eelef Gemengen, déi beim Projet matmaachen, zeguttkënnt.

D'Konklusiounen, déi een zéie kann: Dem Fonds Belval wäert op alle Fall an deenen nächste Joren d'Aarbecht net ausgoen. Dat ass och ganz gutt esou, notamment och, well de Patrimoine industriel och weider, wéi gesot, valoriséiert gëtt. An doropshi kann ech nëmmen den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech géif dem Här Carlo Back wëllen en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, hei beim Fonds Belval geet et an dësem Fall vun haut ëm dräi technesch Upassunge finanzieller Natur. Ech mengen, et ass net méi vill dozou ze soen. Ech géif den Accord gi vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Här President, bei dësem Projet de loi geet et drëms, dem Fonds Belval méi Autonomie ze ginn. Dësen Établissement public, deen déi ëffentlech Gebaier um Fonds Belval baut a geréiert, soll elo däerfen Infrastrukturprojeten ënner 40 Millioune realiséieren, ouni iwwer e speziellt Finanzéierungsgesetz ze fueren.

Ausserdeem soll d'Staatsgarantie fir d'Emprunte verlängert ginn an de Fonds Belval soll vun alle Steieren, notamment och de Gemengesteiere befreit ginn. Och wa bis elo just Esch vun dëse Steiere profitéiert huet an net Suessem, obwuel zwee Drëttel vum Belval mam Terrain zu Suessem gehéiert, wonnere mir eis, datt dat, mam Accord vun Esch, elo soll ofgeschaaft ginn.

Leider ass de Fonds Belval elo keng Struktur, an déi mir immens vill Vertrauen hunn. An duerfir si mir elo net onbedéngt derfir, dem Fonds méi Autonomie ze ginn. Dat huet jo bis elo och keng gréisser Problemer gemaach, fir déi Gesetzer hei am Parlament ze stëmmen, an esou vill waren et der och net bis elo. Mir sinn am Géigendeel der Meenung, datt hei an der Plenière méi oft misst iwwert de Belval geschwat ginn, well do sinn eng ganz Rei Saachen ze kritiséieren.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg wierklech en Talent, fir esou nei Quartieren an de Sand ze setzen: De Kierchbierg ass eng urbanistesch Katastroph; de Belval ass net vill besser; an de Ban de Gasperich ass nach vill schlëmmer.

Et gëtt vun uewen erof geplangt, ouni Participatioun, reng no Rentabilitéitskrittären an ausgeriicht op de Kinnek Auto. Um Belval huet een d'Gefill, datt sämtlech wëssenschaftlech Erkenntnisser fir eng besser Liewensqualitéit konsequent ignoréiert goufen. Et feelt u Begréngung vun de Stroossen, vun de Weeër an de Fräiraim, vum Quartier am Allgemengen. Et si just e puer Lächer am Pavé, wou eenzel Beem drastinn.

De Reen- an Ofwaassermanagement ass problematesch, genee wéi den Energiemanagement an d'Planung vun CO_2-Neutralitéit. Ekologesch a klimatesch Krittäre schéngen, wann iwwerhaapt, dann nëmmen eng ganz ënnergeuerdent Roll ze spillen. D'Haiserfluchte sinn och esou gebaut, datt et an de Stroosse praktesch ëmmer zitt wéi an engem Kamäin. Och d'Typologie vun de Logementer an déi sozial Mixitéit schéngt problematesch ze sinn: E Studio vu 40 Meterkaree kascht um Belval ronn 1.200 Euro pro Mount. 1.200 Euro! Mëttlerweil gi vill Logementer och just nach fir Spekulatiounszwecker gehalen.

Wann een elo emol vun der Gare ofgesäit, ass d'Mobilitéit och net wierklech duerchduecht: Déi allermeeschte Leit fuere mam Auto op de Belval, an trotz breede Boulevarden hu mer all moies Stau.

Extra amenagéiert Vëlospisten? Gëtt et net! Virum Belval Plaza goufen nach extra e puer Parkplazen higeprafft, obwuel ënnendrënner eng grouss Parkgarage ass mat véier Stäck. Mee gëtt et virum Belval Plaza e Vëlosstänner? Nee! D'Leit mussen hire Vëlo un de Luuchtepoteau ustrécken.

Den Deputéierte Michel Wolter, dee virun 20 Joer de Fonds Belval als Minister begleet huet, ka sech bestëmmt nach ganz gutt drun erënneren, datt ech deemools schonn op verschidde Problematiken higewisen hunn, notamment datt den ëffentlechen Transport misst mam éischte Betrib respektiv éischte Bierger um Top fonctionéieren. Dat war awer leider net de Fall an ass och elo nach staark ausbaufäeg.

Eng weider grouss Schwächt vum Quartier Belval ass seng feelend Ubannung a Kohärenz mat den zwou Nopeschgemengen: Belval ass weeder en Deel vun Esch nach en Deel vu Suessem. Et ass en Ufo, deen zoufälleg do gelant ass an dee säin Eegeliewen huet. Dat ass och net weider verwonnerlech, well d'Gemengen hunn do och net vill matzeschwätzen. Am CA (ndlr: Conseil d'administration) vum Fonds Belval, zum Beispill, sëtze Gemenge jo just mat jeeweils engem Observateur.

De Quartier Belval ass weeder innovativ nach dem jëtzegen Zäitgeescht ugepasst. Et ass, wéi ëmmer, just no der Rentabilitéit gekuckt ginn a mir schwätzen eeben net vun de Feeler vun der Vergaangenheet.

Wann ee gesäit, wéi elo de Belval Sud geplangt gëtt, da ginn erëm genee déi selwecht Feeler gemaach! Sorry, datt ech mech elo e bëssen hei opreegen, mee wéi Der wësst, sinn ech vu Suessem an hunn et e bëssen op dee Belval sëtzen duerch all déi Feelplanungen. A well mer mengen, datt hei an der Chamber éischter méi wéi manner misst doriwwer debattéiert ginn, géife mir dat do net wëlle matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cecchetti.

D'Regierung huet d'Wuert, de Vizepremier a Minister fir ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President. A merci och alle Riedner fir hir Beiträg, ob se positiv oder negativ waren. Déi meescht ware jo positiv.

Ech wëll vläicht ufänke bei der grondsätzlecher Ännerung, déi an deem Gesetzesprojet hei virgeholl gëtt an nach eng Kéier och, éischtens, der Chamber d'Garantie ginn, datt selbstverständlech, wann dat Gesetz elo haut gestëmmt gëtt, mer do d'nämmlecht virgi wéi bei allen anere Bauteprojeten och, also vun der Prozedur hier. An ech wëll och dozou soen, datt bis elo, géif ech soen, 75 % vun där Prozedur, déi mer dann elo zu 100 % wäerten ëmsetzen, och schonn applizéiert ginn ass. Well de Fonds Belval ass bis elo just net op d'Lëscht gesat gi vun de Projeten iwwer 10 Milliounen an ënner 40 Milliounen aus deem ganz einfache Grond, well ee bis elo fir all Projet, souguer wann en nëmmen eng kleng Zomm kascht huet, e Gesetzesprojet huet misse maachen.

Mir hate jo d'Gesetz iwwert d'Kulturjoer 2022, Esch2022. Dat war ënner 40 Milliounen, ass awer an d'Chamber komm. An do hu mer och gesinn, wou de Problem hierkënnt. Wa mer natierlech eng Kéier an enger e bësse méi urgenter Situatioun si wéi do, dann ass et natierlech ganz schwiereg oder, loosse mer soen, da gëtt et ganz sportlech, wann een dat natierlech op deem awer méi schwéierfällege Wee vum Gesetzgeeberesche muss maachen; Staatsrot an esou weider an esou fort. Dat war och eigentlech den Hannergrond, firwat mer gemengt hunn, datt et vläicht awer elo un der Zäit wär, fir effektiv beim Fonds Belval dat nämmlecht ze applizéieren, wat mer bei alle Bauteprojete maachen.

Mee, wéi gesot, de Rescht hu mer applizéiert. Ech komme jo reegelméisseg an d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire. Do gëtt e Suivi gemaach vun deene Gesetzer, déi gestëmmt gi sinn, also e Suivi budgétaire. Elo könnt just hei derbäi - well mer natierlech elo d'Méiglechkeet hunn, wa mer ënner 40 Millioune sinn -, eeben dat kënnen normal iwwert d'Budgetsgesetz ofzewéckelen. Da wäerte mer dat selbstverständlech op d'Lëscht schreiwen, wann et iwwer zéng Milliounen ass, wéi all aner Bauteprojeten och. An natierlech sinn ech och bereet, zu all Moment an d'Kommissioun ze kommen, fir den Deputéierte Ried an Äntwert ze stoen oder fir hinnen de Stand vun der Planung ze presentéiere vun alle Projeten, déi et gëtt. Guer kee Problem, dat könne mer gär maachen.

Duerfir wëll ech och soen: Ech kann net verstoen ... Also, et gëtt vläicht ... Ech sinn natierlech net mat där Cassandra-Analys averstanen, déi elo hei gemaach ginn ass iwwert de Fonds Belval. Mee souguer wann een déi wëllt diskutéieren, en Deputéierten huet permanent zu all Sekonn d'Méiglechkeet, de Minister ze interpelléieren, entweeder duerch eng Heure d'actualité, duerch en Débat d'actualité, duerch eng Interpellatioun oder wann et ëm grad afält oder duerch Question-parlementairen, wat och ëmmer. Ech sinn do fir d'Chamber. Da kommen ech an da schwätze mer doriwwer.

Duerfir, mir könne ganz gären och eng Kéier en Debat maachen iwwert d'Entwécklung vum Fonds Belval vun der Entsteeungsgeschicht bis haut an da kucken: Wéi ass dat historesch gelaf? Firwat ass dat esou gelaf? An dann: Firwat ass déi eng Infrastruktur gebaut ginn, déi aner nach net?

Ech hunn och par rapport zum Ufank a par rapport zum Enn warscheinlech ... Éischtens emol: Am Ufank hat ech verschidden aner Meenungen, déi deemools net berücksichtegt gi sinn. Ech hunn och zu verschiddene Saache meng Meenung entre-temps e bësse geännert. Dat ass normal am Liewen. Deen, dee seng Meenung a sengem Liewen ni zu kengem Theema ännert, ech weess net, ob deen op der gudder Schinn ass. Ech mengen, et muss och méiglech sinn, datt een heiansdo seng Meenung ka revidéieren.

Mee, wéi gesot, dat könne mir hei zu all Sekonn diskutéieren. An dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, dat mécht deem guer keen Ofstréch, iwwerhaapt keen, d'autant plus wou ... Wéi gesot, wann ech jo elo all déi Projeten iwwer zéng an ënner 40 Millioune muss op d'Lëscht schreiwen a mer jo eng Debatt hunn dann am Hierscht, an déi Debatt gëtt jo an enger Chamberskommissioun virbereet virdrun, wou mer da mat dem Fonds Belval dohinnerkommen, eng Presentatioun maachen, wou all Deputéierte kann abréngen, wat e wëllt, herno och géint d'Motioun ka stëmmen, wann en e Projet schlecht fënnt oder soen: „Ech froen e Vote séparé, ech stëmmen da just dee Projet net, deen do dra steet." Also all déi Méiglechkeete bestinn. Dat heiten, wat mer hei maachen, ass am Fong just eng administrativ Vereinfachung, déi eis, mengen ech, alleguerten herno zegutt kënnt - ob mer an der Regierung sinn oder net an der Regierung sinn oder ob mer an der Majoritéit oder an der Oppositioun sinn -, déi just am Interêt ass, mengen ech, vun engem rationelle Schaffen.

Ech wëll awer drop hiweisen: D'Chamber ass jo awer trotzdeem kee Gemengerot, mee en nationaalt Parlament. An ech mengen, datt et net sënnvoll wär, wann d'Chamber sech géif beschäftegen, wéi mer mat Projeten, déi - ech weess net - tëschent enger Millioun an dräi Milliounen kaschten ... Am Budgetsgesetz huet ee jo och nach ëmmer Méiglechkeeten, Froen ze stellen, wann een dat wëllt. Zu deene Projete kann een dat iwwregens och nach maachen.

Ech sinn op alle Fall frou, Här President, fir déi breet Zoustëmmung, an da kann de Fonds Belval méi effikass schaffen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7601. Den Text steet am Document parlementaire 7601[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7601 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen a 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da ginn ech direkt dem Här Minister Bausch d'Wuert zréck.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Jo, merci, Här President. Just ganz kuerz. Et haten zwee Deputéiert d'Fro gestallt - ech mengen, et war den Här Biancalana an och d'Madamm Modert -, wat déi nächst Projete wären. An ech kann déi zwee zefriddestellen an dem Här Biancalana an och der Madamm Modert soen, wat mer elo als éischt maachen: D'Sportshal ass dat éischt, wat elo drukënnt. An dann e Pilotlycée, dee mer op Belval maachen. Da kommen nach eng Rei Laboen an och nach Wunnengsprojeten hannendrun. Also d'Sportshal ass op alle Fall dat éischt, wat elo wäert gemaach ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Minister fir déi Prezisiounen.

5. 7740 - Projet de loi portant approbation :

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Chili relatif à des services aériens, fait à New York, le 26 septembre 2019 ;

2° de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda on air services », fait à Luxembourg, le 26 novembre 2019

Da könne mer elo zum Projet de loi 7740 kommen. Dat ass d'Adoptioun vun zwee bilateralen Accorden am Fluchberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech hei ageschriwwen: den Här Serge Wilmes, den Här Max Hahn, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Jeff Engelen an d'Madamm Myriam Cecchetti.

An d'Wuert huet d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Projet de loi 7740 gouf d'lescht Joer den 30. Dezember 2020 vun eisem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, an der Chamber deposéiert. D'Chambre de commerce huet hiren Avis den 12. Mäerz an de Staatsrot säin Avis den 2. Abrëll 2021 ofginn. Doropshin huet d'Mobilitéits- an d'Travaux-publics-Kommissioun mech de 6. Mee dëst Joer als Rapportrice designéiert an de Rapport gouf den 20. Mee vun der Kommissioun ugeholl.

Ëm wat geet et bei dësem Projet de loi? Et geet ëm d'Zoustëmmung vun eisem Parlament zu zwee Aviatiounsaccorden, déi d'Regierung 2019 mam Chile a mam Ruanda ausgehandelt an ënnerschriwwen huet. Dëse Projet de loi bëndelt deemno zwee bilateral Accorden, deenen hiren Zweck et ass, e Kader ze schafen, fir de Fluchverkéier tëscht Lëtzebuerg an de jeeweilege Staaten ze reegelen an domadder och déi bilateral ekonomesch Relatiounen ze förderen.

Fir Lëtzebuerg geet et virun allem drëms, déi néideg Bedéngungen ze schafen, fir d'Aktivitéit vun eisen nationale Fluchgesellschaften ze ënnerstëtzen a juristesch ofzesécheren an d'ekonomesch Weiderentwécklungen ze erméiglechen. Mat dësen Accorde probéiert d'Regierung deemno, e Maximum vu Fluchrechter fir d'Lëtzebuerger Compagnieën auszehandelen an och de Stellewäert vum Findel als international Dréiplack fir de Persounen- a Wuerentransport ofzesécheren.

Dës bilateral Aviatiounsofkommesse maachen et eise Fluchgesellschaften natierlech och am konkreete Fall - an éischter Linn der Cargolux - méi einfach, fir Vollen an déi betreffend Länner duerchzeféieren, ouni eeben allkéiers bürokratesch Hürde fir all eenzelne Fluch mussen ze huelen.

Dat selwecht gëllt awer dann natierlech och ëmgedréit, dat heescht, wann d'Fluchgesellschaften aus deene Länner, mat deene mer esou Accorden hu respektiv ofschléissen, wëlle Lëtzebuerg ufléien.

Duerch d'Schafe vun engem feste legale reciproquë Kader an d'Vereinfache vun de bilaterale Fluch-

beweegungen leeschten dës Accorden natierlech och e Bäitrag fir d'Entwécklung vun der ekonomescher Kooperatioun tëscht de betreffende Vertragsstaaten an och doriwwer eraus. Dass Passagéier a Wuere per Fliger duerch d'Welt transportéiert ginn, ass net nei, mee et ass awer e Phenomeen, dat an de leschte 25 Joer staark zougeholl huet an dat mëttlerweil wirtschaftlech gesinn zu enger Selbstverständlechkeet ginn ass.

Doduerch sinn awer och déi negativ Ëmwelt- a Klimaimpakter vun der Aviatioun ëmmer méi grouss a visibel ginn. Mat Bléck op d'international Klimaziler muss dofir och d'Aviatioun als schnell wuessenden Transportberäich an de kommende Joren däitlech Efforte maachen, fir manner Zären- a Klimagas auszestoussen.

Grad an der aktueller Pandemie hu mer awer och gesinn, wéi wäertvoll zum Beispill eng Cargolux war, fir eis, awer och fir aner Regiounen a Länner an dëser globaler Kris mat wichtegem medezinneschen an anerem Material ze versuergen, dat bei eis respektiv um europäesche Marché net oder kaum disponibel war.

Dëse Projet de loi fir d'Approbatioun vun den zwee bilateralen Accorden ass net deen éischten an dëser Legislaturperiod.

(Interruption)

Leschte September (veuillez lire: Leschten Oktober) hu mir hei an der Plenière unanime de kombinéierte Projet de loi zu Loftfaartaccorde mam Burkina Faso, mat Uruguay, mat Brasilien a mat Sri Lanka approuvéiert, an 2019 och unanime de kombinéierte Projet de loi fir d'Approbatioun vun néng bilateralen Aviatiounsaccorde mat Länner vum afrikaneschen, amerikaneschen an asiatesche Kontinent.

Dës genannten Accorden, genee wéi och déi zwee, déi mer haut zur Approbatioun virleien hunn, suivéieren d'Recommandatioune vun der OACI, der internationaler Organisation de l'aviation civile, an et gëtt sech fir d'Ausschaffen och ëmmer un engem Accord type vun der OACI inspiréiert.

D'Accorden änele sech dofir ëmmer méi oder manner staark, och wann et natierlech jee no Land ëmmer och e puer Ënnerscheeder respektiv Upassungen un d'spezifesch Wënsch vun de respektive Partner gëtt.

All weider inhaltlech Detailer kënnt Der am schréftleche Rapport an am Dossier de dépôt vum Projet de loi noliesen. De Conseil d'État hat zu dësem Projet de loi keng Opposition formelle a just eng generell Remark zu der legaler Prozedur fir eventuell Ännerungen un de bilateralen Accorden, déi hien och bei de viregten Aviatiounsaccorde jeeweils gemaach huet. An d'Chambre de Commerce begréisst an hirem Avis grondsätzlech d'Initiativ, fir esou bilateral Loftfaartofkommessen ze negociéieren.

Domadder hunn ech elo dëse Projet a groussen Zich duergeluecht an a kuerze Wierder probéiert ze erklären, ëm wat et hei geet a wat den Zweck vun esou Accorden ass.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat dann och den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Rapportrice Chantal Gary. An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn.

Discussion générale

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, merci, Här President. An de Max Hahn kann et och ganz kuerz halen. Ech géif just der Rapportrice villmools Merci soe fir hir zwee Rapporten, souwuel fir hire mëndleche wéi fir hire schréftlechen. An ech géif da selbstverständlech hei och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. An och ech géif mech de Wierder vum Här Max Hahn uschléissen, fir der Madamm Gary e grousse Merci ze soen. Si huet dat tipptopp erkläert. Deem ass wierklech näischt bäizefügen an d'LSAP-Fraktioun dréit dee Vott natierlech mat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Och der Madamm Gary e Merci fir hire Rapport. Mir entschëllegen eis, dass mer net ëmmer esou andächteg roueg waren a mir gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass deem näischt méi bäizefügen an ech ginn den Accord vun der ADR zu dëser Konventioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, villmools merci. Mir stëmmen dëse Projet de loi natierlech och mat, well dat immens wichteg ass fir den ekonomeschen Developpement vu Cargolux an och vun dem Flughafen. Dës grouss Entreprisë stellen Aarbechtsplazen zur Verfügung fir Leit, déi ganz oft wéineg qualifizéiert sinn, an där Plaze musse mir hei am Land bäibehalen.

Op eng gewëssen Aart a Weis kann dëst och derzou bäidroen, datt déi aner Länner, mat deenen eeben esou een Accord ofgeschloss gëtt, och eppes dovunner hunn an hirem Developpement.

Awer: Et misst ee sech am Fong emol Gedanken doriwwer maachen, wat fir Wuere wierklech vun A op B musse gekarrt, geflu ginn, an dat souwuel iwwer Fliger wéi och iwwer Schëff oder Camion, a wéi eng net.

Déi zweet Fro, déi ee sech stelle muss, ass, wéi eng Wueren een eventuell och emol erëm kéint bei eis an der Regioun oder an der Groussregioun produzéieren an ubauen.

An déi drëttwichtegst Fro ass déi, wéi et méiglech ass, datt trotz deenen enorm ville Kilometeren, déi oft mussen zréckgeluecht ginn, de Produit dann awer vill méi bëlleg ass wéi aus der Groussregioun oder aus dem Land. Ech denken, datt do awer eng grondleeënd schifleeft. An da muss een natierlech och e bësse Rücksicht huelen op de Kaméidi ronderëm de Fluch. Do muss een och, mengen ech, drop oppassen.

Mee, wéi gesot, mir stëmmen awer mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

(Éternuement)

Gesondheet!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Virun allem beim Ruanda hate mer jo och kuerz eng Diskussioun an der Kommissioun - ech ginn awer elo net ze laang dorop an, well dat jo éischter dem Här Asselborn säin Dossier ass -, well am Ruanda d'Mënscherechter ganz, ganz kritesch ze betruechte sinn. Mee an der Kommissioun krute mer jo awer d'Zousécherung, dass den Här Asselborn do wäert en A drop halen a sech wäert dorëms këmmeren.

A sech ass dëse Gesetzesprojet onspektakulär. Mee denkt ee weider, denkt een un d'Follgen, dann ass de Projet awer derwäert, fir driwwer ze schwätzen. Duerfir hunn ech mech och derfir entscheet, eebe fir d'Ëmwelt, fir de Klimaschutz.

An duerfir hu mir haut och eng Motioun matbruecht fir méi Transparenz, an där mir fuerderen, dass der Chamber bei Gesetzer iwwer nei Fluchstrecken och den Ëmweltimpakt soll als Informatioun virgestallt ginn, dat änlech wéi soss mat der Fiche zum finanziellen Impakt.

Wann dës Regierung wierklech den Ëmweltschutz wëll, muss se och d'Chamber, awer och d'ganzt Land voll an ëmfänglech informéieren, wat den Impakt fir d'Ëmwelt ass.

Ech erklären Iech wéisou: Et ass wuel onëmstridden, dass och Fligeren e gewëssene Schued uriichten an der Ëmwelt. Sou sinn dat als Beispill bei der Cargolux am Joer iwwer 3,8 Milliounen Tonnen CO_2. Derbäi komme jo nach d'Qatar Airways Cargo souwéi aner Gesellschaften, déi elo laut Gesetz op dësen neie Strecke fléien dierfen. Do kann een also net soen, et wär keen Impakt op d'Ëmwelt do.

A wann esou en Impakt do ass, misst d'Chamber, esouwéi jiddereen am Land, och transparent matgedeelt kréien, wat esou e Gesetz fir Auswierkungen op d'Ëmwelt oder d'Klimakris huet. Et ka jo net sinn, dass dës Regierung dee klenge Bierger op der Pompel mat Steieren dozou beweege wëll, manner ze fueren, manner Pëtrol ze verbrauchen, awer do, wou de grénge Transportminister selwer an der Verantwortung ass, Gesetzer kommen, fir kënne méi ze fléien, méi ze verbrauchen, dat ouni Accisen, ouni CO_2-Steier. Dat ass einfach onfair. Dat ass keng Klimaschutzpolitik.

Et kann een net dem Bierger all Steieren operleeën, em säin Auto, seng Masuttsheizung a wat nach alles schlecht maachen - do erkenne mir Piraten och kloer den Ëmweltschued un -, mee awer als Regierung selwer anescht handelen. Dat ass de Punkt!

Wann een eng fair Politik wëll, muss ee kloer net de Bierger méi belaaschten, mee déi grouss Firmen. Dat wär eng sozial a fair Politik.

Et kéint een och bei esou Gesetzer Informatioune ginn, mat wéi villen Nuetsflich ze rechnen ass, well och do waren et déi gréng, déi soss an der Press net midd gi sinn, géint esou Nuetsflich um Findel ze schwätzen - vollkommen zu Recht an den Ae vun de Piraten -, mee haut, wou si selwer an der Verantwortung stinn, fannen awer esou Nuetsflich statt. Sou waren dat 2019 eleng vu Cargolux 924 Stéck, 70 vu Qatar Airways Cargo, 38 vu Cargolux Italia; dat waren 1.951 Nuetsflich, Passagéier a Cargo.

A wa mir da beim Cargo sinn, wou elo, net wéi virdrun ugekënnegt, net nëmmen déi national Fluchlinnen, mee och Qatar Airways Cargo nei Fluchrechter mat dësem Gesetz kréien, kann een och den Accord mam Land Katar hannerfroen, e Land, dat bekanntlech kee Wäert op Klimaschutz leet, wou de Kerosinn weltwäit mat am bëllegsten ass, wou - fein ausgedréckt - d'Gehälter fir d'Leit …, wou d'Leit, déi um Buedem fir de Cargo schaffen, mat am schlechtste bezuelt ginn. Mee mat deem Land ënnerhält Lëtzebuerg en Deal fir fräi Flich, wouvun a mengen Aen och just de Staat Katar profitéiert, fir hei um Findel kënnen aktiv ze sinn, dat mat dubiéisen Aarbechts-, Mënscherechts- a Klimamethoden am Heemechtsland.

Dem Theema Mindestbedéngunge fir Fluchrechter sollte mir eis och eng Kéier getrennt an der Chamber unhuelen, fir doriwwer ze diskutéieren. An do sollt een och iwwer Cargolux Italia diskutéieren, och eng Method fir eng Auslagerung.

Mir Piraten sinn net géint de Fluchverkéier an och net géint de System vun der Loftfracht. Mee mir maachen op d'Onlogik vun dëser Regierung opmierksam, grad am Dossier vun de grénge Ministeren, wou eis mat esou Gesetzer net konsequent genuch Wäert op den Ëmweltschutz an dëser Klimakris geluecht gëtt.

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

- dass elo scho bei all Gesetzesprojet a -propositioun eng Fiche financière soll hannerluecht ginn, fir den Impakt op de Budget ze bestëmmen, an dass den Impakt op d'Ëmwelt net manner wichteg ass;

- dass den Aviatiounssecteur 3,8 % vun de gesamten EU-CO_2-Emissioune produzéiert (dovun eleng 13,8 % am Transportwiesen) an dëse Montant riskéiert, sech bis 2050 ze verdräifachen, wann d'Politik net reagéiert;

- dass am „European aviation environmental report" vun der EASA (European Union Aviation Security Agency) steet, dass: "A high level of scientific understanding of the long term climate effect from aviation CO_2 emissions make it a clear and important target for mitigation efforts", an dass "climate impacts from non-CO_2 emissions (e. g. NO_x, particles) cannot be ignored as they represent warming effects that are important in the shorter term, but the level of scientific understanding of the magnitude of the effects is medium to very low."

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. bei all Gesetzespropositioun, déi de Fluchverkéier betrëfft, eng Fiche d'analyse zum Ëmweltimpakt vun der potentieller Gesetzesännerung bäizefügen.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. An och merci allen Deputéierte fir hir Bäiträg. Vu datt nëmmen ee Bäitrag negativ war par rapport zum Projet, wëll ech dann och just op deen agoen.

Ech wëll fir d'éischt emol eng Virbemierkung maachen. Ech sinn elo aacht Joer Verkéiersminister, Transportminister oder Mobilitéitsminister, wéi een et wëll nennen, an och virdrun a menger Lafbunn ... Ech sinn, war a wäert och ni géint de Fliger sinn, esou wéi ech och ni géint den Auto war, sinn a wäert sinn! Wat ech gären hätt, dat ass eng aner Mobilitéit, eng aner Mobilitéitsketten, an datt déi Mobilitéitskette méiglechst dekarboniséiert ass, also eng Kéier klimaneutral ka fonctionéieren. An ech sinn och genausou iwwerzeegt, datt et eng Kéier wäert misse méiglech sinn. An ech sinn awer och genausou iwwerzeegt, datt de Fliger e Bestanddeel wäert bleiwe vun der Mobilitéitsketten, well ech net wéisst, wéi mer eis géifen op laangen Distanzen ouni Fliger deplacéieren.

Dat, fir datt et emol eng Kéier kloer ass. Duerfir brauch een net ëmmer heihinner ze kommen an ze soen ... Dir fannt iwwregens och kee Walprogramm, op deem ech kandidéiert hunn, an deem esou eppes dragestan hätt, esou eppes Abstruses, datt de Fliger eng Kéier géif verbuede ginn oder datt mir eis géifen asetzen, fir de Fliger komplett onméiglech ze maachen. Dat fannt Der net an eise Programmer, fir datt dat emol ee fir allemol kloer ass!

Da muss ech awer soen: Wann een iwwer eppes schwätzt, da muss een awer och den Text liesen. Well ëm wat geet et hei? Hei geet et ëm en Accord aérien tëschent Lëtzebuerg an engem anere Land. Wat heescht dat? Dat heescht, datt iwwerhaapt tëschent deene Länner e Fluchaustausch ka stattfannen. An da gëtt et do nach verschidde Kategorien - ech erspueren lech do elo d'Detailer -, et gëtt „fifth freedom rights", et gëtt „seventh freedom rights". Dat hänkt dovun of, wéi een déi Vollen organiséiert, ob ee vu Lëtzebuerg just dohinner flitt oder vun do nach enzwousch anescht hiflitt an esou weider an esou fort. Mee am Endeffekt ass et näischt aneres, wéi datt vun deem Land, aus deem déi Fligere kommen, an deem Land, an dat se fléien, eng géigesäiteg Unerkennung kënnt, soudatt iwwerhaapt Fluchverkéier ka stattfannen. Méi steet an deem Text hei net dran.

An alles dat, wat elo hei opgefouert ginn ass, wann doriwwer diskutéiert gëtt, iwwer Fluchlinnen ..., well wann een dat heite bis gestëmmt huet, dann huet nach keng eng Fluchlinn iergendeng Linn, well dat ass nach eppes ganz aneres. Da muss een emol kucken, ob dat sech iwwerhaapt rentéiert. Mee dat ass jo eng privat Airline, déi dat mécht. Dat ass jo net de Staat, dee Fluchlinnen organiséiert. De Staat selwer organiséiert keng eng Fluchlinn. De Staat, dee verdeelt just Slotten. An déi Slotten, dat ass am Fong dat, wat ee vergëtt, fir datt e Fliger um Flughafen hei zu Lëtzebuerg ka starten oder landen. An do si mir elo net Här a Meeschter zu Lëtzebuerg - wou wäre mer dann? Also ech géif Iech soen, ech géif eis also net uroden, ze probéieren ze mengen, mir missten do eleng Här a Meeschter ginn, eis auszeklinken aus dem internationale Kontext. Well da soen ech Iech: Da fléie mir nach just vun hei op Ëlwen a vun Ëlwen op Iechternach a vun Iechternach op Esch. Well wa mer géifen do ufänken, Restriktiounen anzebaue fir anerer, esou wéi se hei beschriwwe gi sinn, da soen ech Iech: Da wär zu Lëtzebuerg de Fluchverkéier um Nullpunkt. Ganz sécher!

Elo kënnt Der soen, Här Goergen, dat géif Iech da vläicht an Ärer Logik arrangéieren. Dat ass net meng Meenung an och net d'Meenung vu menger Partei respektiv och net vu menger Fraktioun, do sinn ech mer och sécher.

Do geet et also ëm Slotten an do geet et ëm d'Airlinë selwer. D'Slotte gi vun den Airlinë selwer ugefrot a wann ee Slotte fräi huet, mussen déi natierlech bezuelt ginn. Da muss een deenen Airlinen déi och ginn. Do gëtt et erëm eng Kéier international Reegelen, déi ganz kloer soen, datt ee kee kann diskriminéieren. Da kann een net egal wat do zielen a soen. Et muss een och iwwregens publizéieren, wat ee fräi huet u Slotten. Och do kann een net egal wat maachen an et kann ee scho guer net higoen an eegestänneg Saachen decidéieren, wat d'Fräiheet vum Loftraum ubelaangt - an deen ass weltwäit zimmlech fräi, kann ech Iech soen -, an do decidéieren, wat ee wëll.

Wat awer elo d'Landen an d'Starten um Flughafen ubelaangt, do hu mer dat gemaach, wat mer am Koalitiounsofkommes stoen haten a wat mir iwwregens och an eisem Walprogramm stoen haten: Mir hunn en neien Taxesystem agefouert um Flughafen. Virdrun hat Der just eng sougenannt „charge terminale", déi vun der ANA erhuewe ginn ass. Och déi ass schonn eng Kéier an der leschter Legislaturperiod modeléiert ginn an deem Sënn, datt mer nuets zum Beispill méi deier Tariffer froe wéi am Dag. Mir hunn elo zousätzlech Taxen agefouert: Start- a Landetaxen. Där hate mer keng virdrun um Flughafen. Do ass d'Prozedur elo just ofgeschloss ginn an déi si gestaffelt ginn, net nëmme par rapport zu den Nuetsflich, mee och par rapport zum Kaméidi, deen de Fliger mécht, deen ee benotzt. Dat heescht, jee nodeem, wat fir en Avion ee benotzt a wéi vill Dezibel dee mécht, ginn d'Taxe méi héich oder manner héich, wann et da positiv ass. Also do maache mer dat, wat mer an eisem Programm stoen haten, nämlech wat an d'Richtung geet …, awer mir sinn nach laang net do, wou mer musse sinn.

Dat ass eng aner Diskussioun, datt de Fluchverkéier, dee mer brauchen, eng Kéier och op enger anerer, méi ëmweltfrëndlecher an nohalteger Basis steet. Dat Eenzegt, wat kloer ass, wa mer eng Kéier eng generell Diskussioun wëlle féieren iwwert de Fluchverkéier ... Et ass kloer: Mir maachen haut oft Fluchbeweegungen, wéi mer iwwregens och Autosbeweegunge maachen, déi net ganz sënnvoll sinn. Ech soen ëmmer: Eng Autosbeweegung ënner fënnef Kilometer, wéi mer der zu Lëtzebuerg nach iwwer 30 % hunn, ass net ganz rational. Do gëtt et aner Verkéiersmëttelen, déi méi rational sinn.

Esou ass et och mam Fliger. Ech sinn der Meenung, datt ee bei Kuerzstrecken, wann ech nëmme „point to point" fueren a guer net am internationale Verkéier, wann ech just am Transit wëll fueren an esou weider, och nach driwwer diskutéiere kann, ob een do net besser Méiglechkeete fënnt. Mee do mécht et nach iergendwéi hallefweegs Sënn. Mee wou et ganz sécher kee Sënn mécht, dat ass kräiz a queesch an Europa, wou et vill Kuerzstreckefluchverbindunge gëtt. Mee fir datt mer dat eng Kéier kënnen ersetzen, musse mer eppes amplaz schafen, an do setzen ech

mech - gleeft mer es - massiv zu Lëtzebuerg, mee virun allem och an Europa derfir an, datt den europäesche Schinnereseau esou ausgebaut gëtt, datt mer eng Kéier op eng ganz natierlech Aart a Weis de Fluchverkéier op Kuerzstrecken iwwerflësseg maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Vizepremier a Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7740 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7740. Den Text steet am Document parlementaire 7740[3].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer nach zur Diskussioun respektiv dem Ofstëmme iwwert d'Motioun vum Här Marc Goergen.

Motion 1

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, déi Motioun u sech freet jo, datt mer elo solle kucken, wat dat da géif ausmaachen, wann zum Beispill ee Fluch an de Ruanda géif goen. Mir maache jo elo hei nëmmen eng ... Mir erlabe jo hei just eng Negociatioun vu Fluchlinnen tëschent deene verschidde Länner. A mir wësse jo guer net, ob iwwerhaapt een an de Ruanda flitt. Dat heescht, mir bauen op eng Hypothees op, déi ganz, ganz schwaach ass. An ech mengen, et ass sécher net interessant, an dësem Kontext esou eppes unzegoen. An duerfir proposéieren ech och eiser Fraktioun, déi Motioun hei net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Da freet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. An ech soen och de Piraten Merci, datt se hei déi Motioun presentéiert hunn. Prinzipiell, mengen ech, huet den Här Minister Bausch an och elo mäi Virriedner, den Här Deputéierte Back, eigentlech dat gesot, wat an dësem Kontext nach déi éischt Reflexioun ass. Mir maachen hei u sech eng Méiglechkeet op fir eng Fluchverbindung. An an der Logik vun de Piraten misste mer dann elo all Kéiers eng CO_2-Evaluatioun maachen, wa mir iergendwou eng Schinn bauen oder eng Strooss, ouni ze wëssen, wéi vill Autoen dann enges Daags driwwer fueren oder wéi vill Zich dann eng Kéier déi Eisebunn gebrauche wäerten. Et ass also u sech e Virschlag, deen nëmme reng spekulativ ass an duerfir och net wierklech kann zréckbehale ginn.

Ech géif de Kolleege vun de Piraten iwwerhaapt roden, wa se esou eppes hei presentéiere wéi dat hei, sech dann och emol Gedanken ze maachen iwwert d'Alternativen a vläicht och un d'Pandemie zréckzedenken. Wa mer Cargolux net gehat hätten, fir Beootmungsapparater a Maske vu Gott weess wou aus der ganzer Welt op Lëtzebuerg ze bréngen, wat wären dann hir Alternative gewiescht a wéi eng Kuelendioxidbelaaschtung hätte mer da gehat a wéi wichteg wieren déi iwwerhaapt gewiescht?

Eisen Androck ass, wann een esou eppes liest - et ass net deen éischten Text, dee mer esou vun hinne kréien -, datt d'Piraten probéieren, sech als déi nach méi radikal Gréng ze profiléieren, datt do eng Course ass um lénke Bord, wien dann elo dee Radikaalsten ass, wien dee Puristeschsten ass. Ech kann Iech just soen, mir bleiwe pragmatesch. An eng Motioun, wéi déi hei, déi wierklech eiser Wirtschaft näischt déngt, de Leit näischt déngt a reng wierklech just op den Effekt aus ass, esou eppes droe mir net mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Also ech kann den Här Kartheiser berouegen, mir stinn aus Iwwerzeegung fir de Klimaschutz an, an net fir iergendwellech Borden oder soss iergendeppes.

(Brouhaha)

Mee ech ginn dem Här Bausch awer zimmlech Recht a senge Bemierkungen, déi e virdru gesot huet. Ech mengen, d'Zil - do si mer eis souguer zimmlech eens - ass, dass mer de Fluchverkéier wëlle reforméieren. Vläicht si mir Piraten e bësse méi ongedëlleg an Dir hutt och natierlech Kompromësser ze maachen. Ech verstinn dat och an ech respektéieren dat och.

Déi Motioun hei hat ech och an der Kommissioun esou ugesprach, dass een einfach bei Gesetzer ... - an dat ass awer hei méiglech, et kann een déi awer maachen! Herno fléien 100 Linnen, zéng Linnen oder wéi och ëmmer. Et kann een dat iwwerall bemoossen. Ech menge, mir kréie vun alles Etüde mat, da muss et jo awer och méiglech sinn, dass, wann iergendwéi Gesetzer zum Fluchtrafick kommen, d'Chamber transparent ...! Mir schwätzen déi ganzen Zäit iwwert de Klimaschutz, mir wëllen eis awer keng Informatioune ginn, wat e Gesetz, dat mer hei stëmmen, iwwerhaapt fir eng Auswierkung op d'Klima huet. Dat ass jo awer dat Normaalst vun der Welt, eng Finanzfiche ass genau dat selwecht. Hei ass et eebe fir d'Ëmwelt - jo, eng Kéier fir d'Ëmwelt, net nëmme fir d'Finanzen!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, Här President, just nach eng Kéier ganz kuerz.

Also éischtens nach eng Kéier, et ass wéi et och virdru gesot ginn ass: Wa mir en Accord maache mat engem anere Land - mir maachen och aner Wirtschaftsaccorde mat anere Länner, wou et dann ëm de Finanzsecteur geet oder wat och ëmmer -, da kënne mir net soen … Mir wësse jo net, wat sech doraus entwéckelt. Dat ass éischtens emol reng onméiglech ze chiffréieren.

Dat Zweet ass, datt Fluchbeweegungen net d'Saach vum Staat sinn. De Fluchverkéier ass dat Liberalséierst, wat et iwwerhaapt gëtt. An de Fluchverkéier ass kloer extreemst maartorientéiert organiséiert, an Europa an och doriwwer eraus. An duerfir, wann elo eng Airline decidéiert, eng Fluchbeweegung ze maachen, da wësse mir net, wien do dra sëtzt, an et geet eis och näischt un. Dat huet eis och näischt unzegoen, verstitt Der! Déi hu jo hir Dokumenter ausgefëllt, an et ass net um Staat ze decidéieren, ob ee sech vun A op B beweegt. Duerfir ass et abstrus ze fuerderen, datt mir hei sollte virleeën, wéi den CO_2-Bilan vu Qatar Airways wier oder soss eppes. Et kann ee warscheinlech, wann ee wulle geet am Internet, nach bestëmmt Chifferen erausfannen. Ech géif mech zwar net allze vill op déi verloossen. Mee bon, mee mindestens mir als Staat kënnen do näischt nofroen, well dat guer keng national Aufgab ass, fir dat esou an deem Sënn ze reegelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Ok. Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

6. Question élargie n° 100 de M. Laurent Mosar relative à la Société LuxTrust

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass déi erweidert Fro Nummer 100 vum Här Laurent Mosar iwwert d'LuxTrust-Gesellschaft. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt de Mëtten der Regierung a ganz besonnesch dem Wirtschaftsminister eng Question élargie iwwer LuxTrust stellen. An dëser Fro geet et a sech ëm eng Prise de participation vun där Gesellschaft an et ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech symptomatesch fir déi Aart a Weis, wéi dës Regierung Participatiounen an hiren diversen Établissement-publicke geréiert.

Ech mengen, Dir kennt alleguerte LuxTrust. Dir hat och sécherlech alleguerten eng Kéier mat där Firma ze dinn. Et ass déi Firma, déi a sech Är Signature électronique fir d'éischt kreéiert an duerno och validéiert. Déi Firma LuxTrust ass a sech 2005, deemools op Initiativ vun der lëtzebuergescher Regierung a verschiddene Banken, hei gegrënnt ginn an hat och direkt e gewëssene Succès.

2015 ass dann decidéiert gi vun där selwechter Regierung wéi haut, et wär wichteg, datt ee LuxTrust géif en internationale Kader ginn. A vun deem Moment un ass no engem groussen auslännesche Partner gesicht ginn. An deen ass dann 2018 fonnt ginn an enger Gesellschaft, déi sech Tinexta nennt. Dat ass eng grouss italieenesch Gesellschaft aus deem Secteur, déi a sech 50 % vun de Parten a LuxTrust iwwerholl huet iwwer eng Filial, déi InfoCert heescht. Deemools huet déi Gesellschaft zwielef Milliounen Euro dragepompelt - Dir kënnt Iech vläicht nach erënneren:

Den deemolege Wirtschaftsminister huet - an hei ass eng grouss Foto - …

(M. Laurent Mosar montre une photo)

… deemools gesot, hei géif elo en neie Champion, e paneuropäesche Champion gebuer ginn an dat géif elo eng vun deene gréisste Gesellschafte ginn, déi deene ganz groussen amerikanesche géif Konkurrenz maachen. Dat also, wéi gesot, alles 2018. Do ass, wéi gesot, dann déi italieenesch Boîte do mat erakomm.

Knapps zwee Joer méi spéit, 2020 - an et ass alles e bëssen diskreet iwwert d'Bün gaangen -, ass déi Participatioun erëm verkaf ginn, angeeblech fir dee selwechte Präis vun zwielef Milliounen Euro. Wann een awer an d'Bilane vun där italieenescher Gesellschaft kucke geet, weisen déi gelungenerweis e Benefiss vun zwou Milliounen Euro op. Do muss ee sech dann also och froen: Ass dat dee reelle Präis, dee bezuelt ginn ass?

Dat, wat awer haaptsächlech ganz interessant ass, ass: Wien huet déi 50 % fir zwielef Milliounen iwwerholl? Ech wëll nach eng Kéier hei widderhuelen: Hei sollt en internationale paneuropäesche Champion entstoen. D'lëtzebuergesch Post, Dir Dammen an Hären, huet dee Champion do iwwerholl. A wann een dann och e bësselchen esou d'Artikele liest, déi doriwwer geschriwwe gi sinn, ass et warscheinlech nach esou gewiescht, datt d'Post huet missen e bësse gefléift kréien, fir iwwerhaapt dee Champion do ze iwwerhuelen.

Abee, ech wollt duerfir eng ganz Rei vu Froen un den zoustännege Wirtschaftsminister stellen. Fir d'alleréischt natierlech, firwat déi Participatioun do verkaaft ginn ass an och ob dee Präis vun zwielef Milliounen Euro stëmmt an haaptsächlech firwat ... an dat ass eng Informatioun, déi och iwwerall zirkuléiert: Déi italieenesch Boîte wär veriergert gewiescht, well 2018, just nodeem se hir Participatioun kaaft hätt, wäre wéi duerch e Wonner véier Milliounen Euro, déi déi Societéit als Kapital hat, verschwonnen. Dat heescht, deen Aktionär ass a sech an déi Gesellschaft erakomm an hat de Glawen, do wäre véier Milliounen Euro. A wéi et fäerdeg war, waren awer keng véier Milliounen Euro do, mee et ass nach eng Perte vun 300.000 Euro ausgewise ginn. An anscheinend wär dat dann och de Grond gewiescht, firwat déi italieenesch Firma sech do zréckgezunn huet.

Duerfir wollt ech vum Minister wëssen, ob déi Informatioun do stëmmt, ob dat wierklech de Grond ass, firwat déi do erausgaangen ass.

Da géif ech och gär wëssen, wéi et virugeet. Et ass och ze liesen, datt et weider eng ganz enk Kooperatioun géif ginn zwëschent deem Grupp Tinexta an där heiter Gesellschaft LuxTrust. Ech géif awer haaptsächlech gäre wëssen, Här President: Wéi geet et da mat där Stratégie d'internationalisation do virun? Mir sinn elo hei a Presenz vun enger 100%eg lëtzebuergescher Gesellschaft. Sinn domadder déi Ambitiounen, déi Objektiver fort?

An an deem selwechte Kontext - an dat wär dann eng lescht Fro, déi ech wëll stellen, déi awer nëmmen indirekt heimadder ze dinn huet -, nach eng Kéier de Wonsch, datt mir eis och emol eng Kéier intensiv - an ech kucken do mäi gudde Frënd, de President vun der Cofibu - géife Gedanke maachen iwwert d'Investmentstrategie vun dësem Staat, well ech muss Iech soen: Et ass ëmmer méi schwéier nozevollzéien, wat eigentlech d'Politik vun der lëtzebuergescher Regierung an dësem Kontext ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci dem Laurent Mosar fir seng Fro. Dat erlaabt et effektiv, hei och nach eng Kéier e bëssen drun ze erënneren, wat LuxTrust ass als Betrib. Ech mengen, de Laurent Mosar ass scho kuerz drop agaang a senger Interventioun. LuxTrust ass e Betrib, dee wierklech eng Schlësselroll huet fir déi digital Entwécklung vun eisem Land, vun eiser Wirtschaft, besonnesch och fir d'Entwécklung vun eiser Finanzplaz.

Et si ronn 600.000 Certificate vu LuxTrust, déi heizuland zirkuléieren, Tokens oder Kaarten. Dat si Produiten, mat deenen all Joer ronn 65 Milliounen Transaktioune gemaacht ginn. Dat sinn entweeder elektronesch Ënnerschréften oder einfach Transaktiounen, mat deene Proprietäre vu LuxTrust-Produite sech identifizéieren an authentifizéieren. LuxTrust ass och e Produit an eng Léisung, déi wierklech wichteg waren, och am Kontext vun der Pandemie, fir e securiséierten Accès och am Kader vum Teletravail ze garantéieren.

Dat ass eng Firma, déi dëst Joer hire 15. Gebuertsdag feiert, an - fir dann direkt op eng éischt Fro anzegoen - d'Zil ass a bleift och, fir déi Firma nach méi ze internationaliséieren. Dat ass eng Entreprise - an dat war och de Grond fir den Zesummeschloss mat InfoCert -, déi hei um lokale Marché „à l'étroit" ass, dat heescht, déi am Fong Produite matentwéckelt huet, déi ganz innovativ sinn a waren an déi och gutt ukomm sinn, mee déi effektiv fir de Marché vu Lëtzebuerg am Fong hei „à l'étroit" waren. Dat heescht, duerfir ass no anere Marchéë gesicht ginn, a wann ee sech international wëll weiderentwéckelen, da kann een dat am beschte mat engem staarken internationale Partner.

Dat erkläert déi Allianz, déi 2018 gemaacht ginn ass mat InfoCert, enger Filial vun Tinexta. Tinexta ass eng Entreprise, déi aus dem Zesummeschloss vu verschiddenen norditalieenesche Chambre-de-Commercen entstanen ass, an déi op der Bourse vu Mailand quotéiert ass. An et ass deemools no Diskussioune fonnt ginn, dass et eng gutt Iddi wär, fir mat InfoCert zesummenzegoen.

InfoCert war deemools eng Entreprise, déi a Konkurrenz war mat LuxTrust. Si hu sech en fait bekämpft, concurrencéiert, fir déi selwecht Clienten, oft op deem selwechte Marché, mat ganz änleche Produiten. An duerfir ass dunn decidéiert ginn, fir zesummenzegoen, fir seng Efforten zesummenzeleeën, fir och gemeinsam op deene jeeweilege Marchéen, wou deen een oder deen anere méi staark war, déi jeeweileg Produite vun deem anere mat unzebidden.

Nach am Januar d'lescht Joer ass e gemeinsame Büro zu Paräis opgemaacht ginn, fir op de franséische Marché ze kommen. Wéi gesot, LuxTrust ass a bleift och e strateegesche Betrib fir Lëtzebuerg an duerfir ass och deemools, 2018, decidéiert ginn, fir just 50 % vun deem Betrib ze cedéieren, obwuel och aner Optiounen um Dësch louchen. Dat ass gemaach ginn, well een deemools virsiichteg war. A wann ee sech bestit an et ass ee virsiichteg, da mécht een och e Contrat de mariage. Dat ass och hei geschitt: Et ass e Pacte d'actionnaires gemaach gi mat InfoCert, wou dann no zwee Joer sollt de Bilan gemaach ginn no där Fusioun oder no där ... net Fusioun, mee no deem Zesummeschloss.

An duerfir gouf dee Pacte d'actionnaires gemaach, an deem och schonn e méiglechen Echec vun där Zesummenaarbecht envisagéiert gouf. Wéi gesot, et war vun Ufank un envisagéiert, dass eventuell näischt géif doraus ginn, well esou eng Kollaboratioun natierlech ëmmer mat enger gewëssener Incertitude verbonnen ass. An ech muss soen, en rétrospective, dass ech immens frou sinn, dass dat deemools esou gemaach ginn ass.

Dann ass d'Fro natierlech: Wéi koum et zum Divorce zwëschent deenen zwou Entreprisen? Majo, et ass u sech esou, dass et hei wierklech zwou fundamental divergent Approchë gouf zu der Entwécklung vu LuxTrust. Tinexta ass, wéi gesot, eng quotéiert Entreprise an huet méi eng kuerzfristeg Ausriichtung wéi dat bei LuxTrust de Fall ass. Et gëtt jo oft kritiséiert, wann de Staat enzwousch Aktionär ass; mee am Fall vu LuxTrust ass et esou, dass den Aktionär Staat zesumme mat der SNCI, der Chambre de Commerce, awer och mat deenen aneren historeschen Aktionären, de grousse Banke BGL, Spuerkeess, Banque de Luxembourg a BIL, awer och der Post u sech e strateegesche Longterm-Projet hat fir LuxTrust, dat heescht, laangfristeg geplangt huet an och laangfristeg eng Entwécklung vu LuxTrust gekuckt huet.

Dat huet mat sech bruecht, dass een natierlech, wann een dat mécht, éischter investéiert, wéi dass een Dividenden ausbezuelt. An dat ass och geschitt. Dat heescht, LuxTrust an d'Aktionären ... LuxTrust huet weider a seng Entwécklung investéiert, huet Suen doranner gestach, wat natierlech mat sech bruecht huet, dass d'Profitter da logescherweis net esou grouss ausfalen. An natierlech kommen dann och Amortissementer derbäi, déi nach eng Kéier dozou bäidroen, dass d'Profitter net esou grouss sinn.

Dat huet zu Friktioune an in fine och dozou gefouert, dass béid Säiten no zwee Joer Zesummenaarbecht schlussendlech konstatéiert hunn, dass näischt géif draus ginn an och doropshin decidéiert hunn, sech ze trennen.

Dat ass, wéi gesot, den ausschlaggeebende Grond gewiescht vun dësem Divorce. Et ass awer esou, dass LuxTrust an InfoCert net am Sträit ausernanergaange sinn. Et besteet hei weiderhin en Accord commercial zwëschent deenen zwou Entreprisen, déi sech elo gutt kennen an déi weiderhin d'accord sinn, fir mateneen zesummenzeschaffen a gegeebenefalls punktuell op Projeten zesummenzeschaffen an och hir Gamm vu Produiten zesummen unzebidden. Dat heescht, et ass en - et kann ee bal soen - Divorce à l'amiable, deen hei mat deem Pakt, mat deem Accord commercial geschloss ginn ass.

Dann zur Fro vun der Participatioun vun der Post. D'Post huet déi 50 % a LuxTrust effektiv vun InfoCert iwwerholl zu engem Verkafspräis vun zwielef Milliounen Euro. Et ass och net esou, dass do mat deene véier Milliounen, déi Der mentionéiert hutt, do iergendwellech ... iergend e krommen Deal gemaach gi wär. D'Explikatioun dovunner ass, dass d'Valorisatioun vu LuxTrust initialement, wéi Tinexta erageklommen ass, op am ganzen 32 Milliounen Euro geschat war. Dat heescht, dat ware 16 Milliounen Euro fir déi Participatioun vu 50 % gewiescht, déi InfoCert deemools kaf huet. A well se awer, et kann ee bal soen, kee cash wollte kafen, dat heescht, net nach eng Kéier bezuele wollte fir déi véier Milliounen, déi effektiv en réserve waren ... Bei LuxTrust sinn déi véier Milliounen dee Moment erausgeholl ginn a sinn an eng Holding gestach ginn, LuxTrust Development, an där déi historesch Aktionären dra waren an an déi déi Suen dragesat goufen als Dividend en vue vun zukünftegen Investissementer.

Dat ass d'Explikatioun an dat huet näischt domat ze dinn, dass aus där Zesummenaarbecht näischt ginn ass. Dat war vun Ufank un esou geplangt, wéi InfoCert an de Betrib erageklommen ass.

D'Justifikatioun vun der Acquisitioun duerch d'Post ass och net einfach eppes, wat sech reng aus Necessitéit erkläert. D'Post ass e Betrib, dee sech iwwert déi lescht Joren digital immens staark entwéckelt huet. Si huet eng ganz Rei Filialen an deem Gebitt, notamment i-Hub oder EBRC. Si huet och selwer eng Strategie, déi extreem op dat Digitaalt ausgeluecht ass. An dofir mécht dat extreem vill Sënn, fir déi Participatioun a LuxTrust, déi 50 % do, ze iwwerhuelen. Dat ass kompatibel mat deene Solutiounen, déi se weider och ubitt am Beräich vun der Authentifikatioun a komplementéiert sech ganz gutt mat der digitaler Offer vun der Post.

Et gëtt also hei eng ganz Rei Synergien, déi do nach kënnen ausgebaut gi mat dem Aktionär Post, deen effektiv elo majoritär ass no där Acquisitioun.

Wat awer nach eng Kéier net heescht, dass de Betrib LuxTrust sech net weiderhin international wëll ausbauen. Wéi gesot, de Contraire ass de Fall an duerfir gëtt och weiderhin nach no internationale Partenariater gesicht, fir LuxTrust, wéi gesot, och op engem méi grousse Marché ze positionéieren.

LuxTrust ass, wéi gesot, eng strateegesch Firma. Ech hu se am September d'lescht Joer op der Cap besicht. Ech konnt constatéieren, dass hir Produiten extreem gutt ukommen, dass se Marchéen hunn a Frankräich bei groussen Entreprisë wéi zum Beispill bei EDF, dass se och bei der Europäescher Kommissioun bekannt an appreciéiert sinn an dass et do, wéi gesot, nach eng ganz Rei flott Projete gëtt, déi an deenen nächste Jore wäerte weider ausgebaut ginn. Dir wësst, dass Cybersécherheet, wat jo wierklech och d'Kärgeschäft ass vu LuxTrust, en extreem wichtege Punkt ass fir eist Land als Investitiounsstanduert an och als wichtegen Acteur am Beräich vun der Digitalisatioun.

Ech mengen, Här Mosar, domadder hätt ech op Är Froe geäntwert. An ech soen lech da Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wirtschaftsminister. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Auteur, den Här Laurent Mosar, fir eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci fir dem Här Wirtschaftsminister seng Äntwerten. En huet sech ganz vill Méi ginn. Ech wëll och direkt soen: Ech mengen, hien ass an dësem Fall net responsabel. An ech weess, datt e vläicht och e bësse schlecht drun ass, fir op déi Froen ze äntweren.

Ech muss allerdéngs soen, datt déi Äntwerte mer guer keng Satisfaktioun ginn a se eigentlech och net logesch sinn. En huet hei gesot, an dat ass richteg, datt normalerweis, wann en neien Aktionär an eng Gesellschaft kënnt, e Pacte d'actionnariat ënnerschriwwe gëtt. Dee gëtt verhandelt an do ass ee vun de weesentleche Punkten - an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle vu Leit, déi dat nawell oft maachen -, ee vun deenen éischte Punkten, deen normalerweis do fixéiert ass, deen, wéi d'Investitiounspolitik ass a wéi d'Dividenden ausbezuelt ginn.

Elo muss ech lech soen: Ech huele jo un, datt dat do drastoung. A wann et schonn no zwee Joer zu enger Scheedung kënnt, dann muss ech mer awer wierklech ganz seriö Froe stellen, ob dee Pacte de mariage oder dee Pacte d'actionnaires dann awer wierklech ganz glécklech opgestallt ginn ass.

Da wollt ech lech, Här Minister, trotzdeem awer nach eng Fro stellen, déi Der mer net ganz kloer beäntwert hutt. Ech hu verstan. Dir sot: „Déi Firma muss weider internationaliséiert ginn." Dat heescht, wann ech dat richteg interpretéieren, sicht LuxTrust weider, fir eventuell e groussen auslännesche Partenaire ze fannen. An dat géif jo och dann e bësselche bedeiten, datt a sech d'Post hei ..., datt d'Aktien eigentlech e bësse bei der Post geparkt wären, en attendant, bis dee groussen neien Aktionär do fonnt gëtt, wat och eng gewësse Logik hätt, well wann een de Bilan vun der Post kuckt, Här Wirtschaftsminister, gesäit een, datt een Drëttel vum Benefiss vun 2019 - an d'Post huet do e ganz anstännege Benefiss gemaach - integral an d'Acquisitioun vun dëser Participatioun eragaangen ass, wat trotzdeem enorm vill ass.

Dofir wär ech awer nach eng Kéier frou, wann den Här Fayot eis kéint soen, wéi dat da soll goen, well ech huele jo un, datt dann och e Partenaire gesicht gëtt. Dee kënnt jo net mat 5 % oder 10 % do mat dran. Dee kënnt jo dann eventuell och mat enger 40-, 50%eger Participatioun eran. An ech huele jo dann och un, datt dat wäert d'Participatioun vun der Post sinn.

Duerfir nach eng Kéier: Kann een dovun ausgoen, datt dat hei also eng Operatioun ass, wou a sech wärend enger gewëssener Zäit, en attendant fir dee richtegen Aktionär do ze fannen, déi Participatioun eeben elo mol bei der Post geparkt ass?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An d'Wuert geet zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, also et ass keng ... et ass sécher net just eng Parkoperatioun oder eng Mise en pension, wann een esou wëll. Ech hunn dat a menger Interventioun gesot. D'Post ass en Acteur, deen eppes ka mat LuxTrust ufänken am Kader vun hirer digitaler Strategie, déi se an deene leschte Jore ganz staark entwéckelt huet. An dofir ass dat hei complementaire. Dat seet näischt aus an dat prejugéiert och net iwwer zukünfteg international Kooperatiounen, déi dee Betrib gegeebenefalls wëll maachen.

A wann Der mer sot, dass d'Post een Deel vun hirem Benefiss op déi Operatioun hei verwennt huet, dann, mengen ech, sinn dat Suen, déi gutt investéiert sinn. Well, wéi gesot, LuxTrust ass e Fleuron vun eiser Ekonomie, ass e Schlësselbetrib fir d'Finanzplaz, awer och fir d'Ekonomie de manière plus large. An do ka ganz vill domat gemaach ginn, wann een dran investéiert a wann een e Plan, eng Vision à long terme huet. An dat ass dat, wat elo heimat geschitt. De ganze Rescht ass, mengen ech, Spekulatioun, wéini dat soll geschéien, wéini dee Partner do fonnt gëtt. Mee dat ass weiderhi ganz kloer d'Ambitioun fir LuxTrust.

Dass Der net zefridde sidd mat menger Äntwert, enttäuscht mech natierlech, iwwerrascht mech awer net outre mesure; de Géigendeel hätt mech iwwerrascht, mee bon, wéi Der sot, ech hu mer awer trotzdeem d'Méi ginn, wéi ëmmer.

Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la Coopération luxembourgeoise

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Lëtzebuerger Kooperatioun, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Gusty Graas, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fred Keup, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo d'Madamm Francine Closener, nee d'Madamm Lydia Mutsch als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Lydia Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eng ganz schwiereg an eng ganz mouvementéiert Period, déi mir am Moment duerchliewen. Duerch Covid-19 goufen all d'Länner an hirer Entwécklung ageschränkt a wichteg Projete si leie bliwwen. Dofir ass et keng Iwwerraschung, dass och d'Bekämpfung vun der extreemer Aarmut an der Welt erschwéiert ginn ass. Fortschrëtter si gebremst an zum Deel och ganz a Fro gestallt ginn. Beispiller gëtt et der genuch, Stéchwuert: Gesondheetsversuergung, Zougang zur Educatioun oder Liewensmëttelsécherheet.

Déi rezent bluddeg Attacken am Burkina Faso hunn doriwwer eraus gewisen, dass déi politesch Situatioun an deene Länner ganz oft ganz fragill ass, wat natierlech fir hir nohalteg Entwécklung eng Katastroph ass. De Burkina Faso ass zesumme mam Niger, dem Senegal, dem Cap Vert, dem Mali an dem Laos eent vun de Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, Länner, deene mir zur Säit stinn, fir dass si sech eng besser Zukunft opbaue kënnen.

Am Mee hu sech all d'Acteure vun der Kooperatioun an den Assises de la coopération zesummefonnt a kloer gemaach, dass sech duerch déi sanitär Situatioun d'Liewensbedéngunge vun de vulnerabele Populatiounen op ville Plazen nach weider verschlechtert huet. A wéi ëmmer trëfft et an der grousser Majoritéit virun allem déi, déi schonn net vill hunn, déi oft keen Accès zu elementare Gesondheets- a Sozialservicer hunn a wéineg Méiglechkeeten, fir sech aus eegener Kraaft eng mënschewierdeg Existenz opzebauen.

Wärend der Covidpandemie, déi nach net eriwwer ass, huet eis Lëtzebuerger Kooperatioun mat hirer Agence LuxDev a mat alle Partner an ONGe rapid an effikass reagéiert a ganz flexibel iwwerall do gehollef, wou et nëmme méiglech war. Déi sanitär Kris huet also ganz kuerzfristeg nei an zousätzlech Ufuerderungen un eis Kooperatioun gestallt, déi si mat ganz vill Engagement gemeeschtert huet. An ech mengen, dorop kënne mir als Land ganz houfreg sinn!

Virum Hannergrond vun den Diskussiounen an den Assises de la coopération hunn ech dës Aktualitéitsstonn am Numm vu menger Fraktioun ugefrot, fir och an der Chamber zesummen ze kucken, wou mer stinn a wou mer histeieren. Ronn siwe Méint nom leschten Debat iwwert d'Lëtzebuerger Kooperatioun stellt sech als éischt d'Fro, wéi mer mat den iwwer 50 lafende Projeten um Terrain virukommen. Wéi eng Roll spillen an der Zukunft déi dräi nei Strategien, déi de Kooperatiounsminister an de Beräicher Geschlechtergerechtegkeet, Ëmwelt a Klima an inklusiv an innovativ Finanze rezent presentéiert huet an déi mir als LSAP ausdrécklech begréissen?

Et geet mir also haut drëm, fir engersäits an dësem dach aussergewéinleche Kontext de Point ze maachen an anerersäits ze kucken, wéi sech d'Lëtzebuerger Kooperatioun weiderentwéckelt a wou grad elo déi gréisst Erausfuerderungen op eis waarden. Ech wëll dobäi méi spezifesch op d'Voleten Gender an Educatioun a Santé agoen.

Wärend et bei eis heiheem ëm d'Fro geet, wéi mer de Bildungsréckstand, deen duerch Covid-19 entstanen ass, beschtméiglech opschaffe kënnen, schwätze mer an aneren Deeler vun der Welt carrement vu Bildungsschluss. Den Zougang zur Educatioun huet a Pandemiezäiten effektiv ganz staark gelidden. Laut Unicef si wéinst der Pandemie weltwäit iwwer 168 Millioune Kanner vum Schoulunterrecht ausgeschloss ginn. D'Exekutivdirektesch Henrietta Fore huet wéinst dem weltwäite Lockdown vun enger „katastrophaler Bildungskris" geschwat. Virun allem d'Meedercher sinn hei betraff: Fir si besteet nämlech a ville Länner en erhéichte Risiko, dass si ni méi an d'Schoul zréckgoe kënnen oder vill ze jonk a Bestiednisser gedriwwe ginn.

Do musse mir am Verbond mat eise Partnerlänner onbedéngt géigesteieren an ëmmer erëm widderhuelen, dass mir der Meenung sinn, dass et ouni d'Ausbildung vun de Meedercher iwwerhaapt net méiglech ass, eng nohalteg Entwécklung an deene Länner ze erreechen an d'Aarmut wierklech ze bekämpfen.

An deem Zesummenhang ass d'Aarbecht vum Global Partnership for Education ganz besonnesch wichteg. Dat ass en internationale Gremium, bei deem mir och matmaachen an dee mer zënter 2006 mat iwwer néng Milliounen US-Dollar ënnerstëtzt hunn.

De GPE, dat ass d'Ofkierzung vun deem Gremium, huet Enn 2020 de „Girls' Education Acceleration"-Programm lancéiert, fir justement de Meedercher eng Educatioun ze erméiglechen. Och déi däitsch SHE-Initiativ (ndlr: SHE - Support Her Education), déi mir als Lëtzebuerger ënnerstëtzen, ass en zousätzleche Vecteur, fir op deem Gebitt weiderzekommen.

An deem Zesummenhang sinn ech och der Meenung, dass bei der geplangter Kreatioun vun engem Centre de formation am Senegal - mer hate kierzlech d'Geleeënheet, dat vum Minister ze héieren -, an deem déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien am Mëttelpunkt stinn, d'Ausbildung vun de Meedercher - och a grad an deem Domän - mat am Virdergrond muss stoen, genee wéi och d'Formatioun am Secteur vum Tourismus a vun der Hotellerie, wéi zum Beispill am Laos.

Doduerch, dass mer de Populatiounsfong vun der UNO nohalteg ënnerstëtzen - zum Beispill am Niger, am Burkino Faso an am Senegal -, droe mir mat derzou bäi, dass éischtens d'Autonomisatioun vun de Frae virugeet, zweetens den Accès zur sexueller a reproduktiver Gesondheet fir Fraen a Meedercher verbessert gëtt an drëttens Fraen a Jonker och am Schutz vun der Ëmwelt oder bei der Konfliktpreventioun mat mobiliséiert kënne ginn.

Ech sinn der Meenung, dass mer d'Efforten an deem Beräich och an Zukunft nach weider ausbaue sollen, zum Beispill am Kader vun enger Zesummenaarbecht mat ONU Femmes, woubäi ech Projete mat transversalem Charakter besonnesch interessant fannen - zum Beispill den Accès vu Fraen zu Produktiounsmoyenen am Mali, fir eng méi resilient Agriculture a fir dem Klimawiessel entgéintzewierken - oder Projeten, bei deene Frae bei Reforestatiounsprogrammer ganz cibléiert forméiert ginn an agesat kënne ginn.

Ech deelen hei iwwregens d'Meenung vun der Susanna Moorehead, der Presidentin vum Kommitee fir Entwécklungshëllef vun der OECD, déi bei den Assisë gesot huet: "We have to be more serious about gender equality. Countries that are serious about gender equality are doing better. Thanks for stepping up on gender equality. If we can get policies even more aligned, we can further improve." Dee Merci gouf bei den Assisen ausgedréckt an e war fir Lëtzebuerg. Ech muss soen, dass ech mech wierklech doriwwer gefreet hunn, dass mir als Land hei op där richteger Säit stinn!

Dir Dammen an Dir Häre, vun Ufank u spille Froe ronderëm Gender an Educatioun an och ronderëm d'Gesondheetsversuergung wierklech eng zentral Roll bei der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, souzesoen als Virbereedung fir nohalteg Verbesserungen oder als Virbedéngung fir nohalteg Verbesserungen.

Dëst Joer wäerten et iwwer 400 Millioune sinn, déi mir an d'Zesummenaarbecht mat eise Partner a mat eise Partnerlänner, a Projeten investéieren. Am Endeffekt kënnt dat eis alleguer zegutt. Duerfir brauche mer eng Entwécklungszesummenaarbecht, déi innovativ, inklusiv an nohalteg ass. Genee dat ass jo déi erkläert Zilsetzung vun deenen dräi neie Strategien, déi de Minister Fayot bei den Assisë presentéiert huet.

Wéi ech et virdru scho gesot hunn, sinn d'Erausfuerderungen an d'Problemer um Terrain a Pandemiezäiten net méi kleng ginn. Am Contraire. Duerfir muss sech d'Entwécklungszesummenaarbecht ëmmer weiderdenken, fir dass all d'Länner besser preparéiert a méi resilient sinn, ganz nom Motto: net nëmme „build back", mee „build back better and greener" oder, wéi de Franz Fayot et bei den Assisë weider ausgedréckt huet: "What we do in the western world in terms of climate change or finance is what we should do in our development cooperation."

Här President, och a Saache fairen Zougang zu Vaccine mussen déi räich Länner nach eng Schëpp bäileeën. Duerfir fannen ech et wichteg, dass Lëtzebuerg d'Efforte vun der EU a vun der WHO ënnerstëtzt, fir den Accès zu den Impfunge méi equitabel ze maachen. An deem Zesummenhang begréissen ech och, dass eis Regierung der internationaler Impfallianz verstäerkt Ënnerstëtzung zougesot huet, fir als Land aktiv dozou bäizedroen, dass Mënschen an allen Deeler vun der Welt en Accès zu engem Covidvaccin kënne kréien.

Fir e besseren Zougang zur Gesondheetsversuergung an eise Partnerlänner ze erméiglechen, spille vill Facteure mat, ënner anerem och d'Telemedezinn, déi eng richteg wichteg Roll spillt, virun allem fir d'Consultatiounen an d'Versuergung a méi ent-

leeëne Géigenden. D'Notzung vu spezialiséierten Tools ass iwwregens och en zentraalt Element, fir duerch eng besser Informatioun, Kommunikatioun a Wëssensvermëttlung bei Gesondheet, Hygiène an Nutritioun méi Resilienz a méi Nohaltegkeet an deene Länner ze kréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis Lëtzebuerger Kooperatioun an dësem Moment kucken, da gesi mer, dass mer an déi richteg Richtung ginn: Mir konsolidéieren eis Partnerschaften, mir bauen op Gemaachtem op, mir konzentréieren eis op prioritär Achsen a stellen eis an deem Zesummenhang d'Fro, awéiwäit dës Achsen adaptéiert musse ginn, fir dass déi dräi nei transversal Strategien a bestoend Prioritéiten integréiert kënne ginn.

Ech komme schonn zum Schluss, Här President. Mir hu schonn eng ganz Rëtsch vun interessante Projeten, an déi mer déi verschidden Aspekter, déi och an deenen dräi Strategien thematiséiert ginn, integréiert hunn. Ech wéilt awer zum Schluss och nach eng Iwwerleeung zum Volet humanitaire maachen: Den Norwegian Refugee Council huet rezent seng Lëscht mat de sougenannte „vergiessene Krisen" erausginn. Grad a Pandemiezäite besteet e Risiko, dass d'Opmierksamkeet ännert an d'Ressourcë komplett anescht prioriséiert ginn. Bon, do kann ech e Beispill nennen: Indien oder och Afghanistan, wou et grad elo mam Réckzuch vun den NATO-Truppe besonnesch wichteg bleift, weiderhi Projeten ze ënnerstëtzen. Och d'Verlängerung vum Projet emergency.lu bis 2026 ass ze begréissen.

Fir eis als LSAP ass op alle Fall de Volet humanitaire nieft der Kooperatioun e ganz zentrale Volet. Et ass am Endeffekt eng Iwwerliewensfro fir eis all, dass déi méi räich Länner deene méi aarme Länner weider zur Säit stinn, fir dass si méi Resilienz opbauen an d'Erausfuerderunge vun der Zukunft besser meeschtere kënnen.

Dozou sti mir an ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen der honorabeler Madamm Lydia Mutsch villmools Merci.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, erlaabt mer, der Madamm Lydia Mutsch villmools Merci ze soe fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn, fir eng Tëschenevaluatioun vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik ze maachen. Erlaabt mer och, Här Minister, direkt déi Fro un lech unzeschléissen, ob a wéini mer ongeféier dëst Joer den Débat d'orientation iwwert d'Enwécklungszesummenaarbecht hei an der Chamber wäerte féieren.

Als CSV fanne mer et immens wichteg, dass dës Aktualitéitsstonn hei gehale gëtt, well d'Pandemie gewisen huet, dass Kooperatiounspolitik ni „de l'art pour l'art" ass, mee en Engagement am Sënn vun enger weltwäiter Kohäsioun. Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier d'Ënnerstëtzung vun der CSV betoune fir all System, deen hëlleft, dass d'Mënsche weltwäit op eng gerecht Aart a Weis geimpft kënne ginn. An ech wëll drun erënneren, dass duerch d'Pandemie weltwäit Honger an Aarmut weider an d'Luucht gaange sinn a mer erëm an d'Hannertreffe gerode sinn, wat eis Nohaltegkeetsziler eigentlech ugeet. An och hei engagéiere mer eis als CSV fir eng konsequent Bekämpfung vun der Aarmut, weltwäit an och heiheem!

Virum Hannergrond vun den Erfarunge wärend Corona, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaben ech mer duerfir nach eng Kéier, d'Grondprinzippie vun der Kooperatioun ze beschreiwen, ier ech versichen, eng Tëschenevaluatioun ze maachen.

Dat Éischt ass: Kooperatiounspolitik ass keng Almosepolitik, mee Aussepolitik! Si ass net do, fir iergende schlecht Gewëssen ze berouegen, mee se ass do, fir Verantwortung ze huele fir eng „cohésion mondiale", well och hei gëllt de Grondsaz: Keen ass definitiv sécher, soulaang net jiddwereen zur Geltung kënnt an agebonnen ass.

Den zweete Prinzip ass: Kooperatiounspolitik ass keng Politik mat der Strenz, mee eng Politik mat Partner! Partnerschafte wuessen iwwert d'Zäit a Lëtzebuerg huet sech Zil- a Partnerlänner ginn an iwwerhëlt dofir och eng laangfristeg Verantwortung.

An deen drëtte Prinzip ass: Kooperatiounspolitik ass net einfach nëmmen direkt oder indirekt Finanzpolitik, mee Gestaltungspolitik unhand vu Wäerter! An deem Kontext beweege sech déi dräi Strategien, déi bei den Assisë Mëtt Mee 2021 virgestallt goufen.

Ech hat iwwregens och versicht, mech esou oft wéi méiglech anzeklicken, mee ech sinn hei un d'Grenze vu mengem Multitasking gestouss, well gläichzäiteg ganz vill Kommissiounssëtzungen an och Chamberssëtzunge waren.

Déi dräi Strategien, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sinn déi vun den inklusiven an innovative Finanzen, déi vum Gender an déi vum Klimaschutz. D'Klima- an d'Gendergerechtegkeet sinn zwou transversal Strategien. Bis elo hate mer Guidelines, déi eis eng kloer Richtung ginn hunn, an elo kënnt et zu nach méi klore Positiounen, an dat begréisse mer am Sënn vun: Wann et hei net konkreet ass, kann et um Terrain och net funktionéieren!

Wichteg sinn dobäi déi Prozeduren, Formulairen an Checklëschten, déi mat de Strategië verbonne sinn, well se hëllefen, déi grouss Iddien a klenge Schrëtt an d'Realitéit ze iwwersetzen.

Ech wéilt Iech, Här Minister, an dësem Zesummenhang gäre froen, wéi déi implizéiert Leit op eiser Säit forméiert ginn, fir dës Strategien op den Terrain ze brëngen - Leit aus dem Ministère oder souguer de Ministèren, an natierlech och d'Leit aus den ONGen.

An ech wéilt zwou Saache besonnesch uschneiden: Déi éischt ass eng Verdéiwung vun der Klimastrategie an déi zweet ass e Bléck iwwert dës dräi Strategien eraus.

Zur Klimastrategie: Hei gëtt et jo déi sougenannte „Rio-Konventiounen"; dierf ech nofroen, wéi sech eis Klimastrategie vis-à-vis vun deene Konventioune verhält? Deckt se se allen dräi of - dat si jo Biodiversitéit, Desertifikatioun a Klimawandel - oder just déi vum Klimawandel? A wéi ass hei d'Zesummenaarbecht mam Ëmweltministère?

A beim Klima stelle sech jo och eng ganz Rei Froen an der Kooperatioun. Et ass jo iwwregens eng enorm Ongerechtegkeet, dass déi, déi am mannste Pollueur sinn, am meeschte musse bezuelen, doduerch, dass hir Liewenskonditiounen dramatesch ënnert dem Klimawandel leiden. Et wäert sécher en zentraalt Theema op der COP 26 (ndlr: UN Climate Change Conference) zu Glasgow ginn, wéi genuch Suen - och iwwer Public-private-Partnerships - labber gemaach kënne ginn, fir dass déi betraffe Länner Accès op d'Finanzéierung kréien an déi néideg Suen zur Verfügung gestallt kënne kréien - déi sougenannt „transition finance".

Et däerf een och net vergiessen, dass do eng ganz Rei Länner - wéi zum Beispill Nigeria - nach dovu liewen, dass se fossill Brennstoffer produzéieren. Och déi Länner musse mer an deem Moment, wou mer ëmschwéngen, mathuelen. An och bei der Léisung mussen déi Länner kënnen ageschloss ginn, well no engem Rapport vum brittesche Thinktank „Carbon Tracker" 39 % vum globale Potenzial beim Ëmschwong op Energien, déi erneierbar sinn, an Afrika leien. Si mer prett, aus hinnen Acteuren ze maachen, déi dann och eng Kontroll driwwer hunn? De Josep Borrell hat et eng Kéier esou formuléiert, datt Europa eng global Klimamuecht misst ginn, déi all diplomatescht an ekonomescht Gewiicht an den Déngscht vun der Klimapolitik stellt.

An da stellt sech natierlech och d'Fro vun de Klimaflüchtlingen: Siwe Milliounen nei Klimaflüchtlingen am Land selwer am leschte Joer. Mir musse prett si fir déi Froen, déi sech stellen am Kader vum Klimawandel!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach ganz kuerz e Bléck iwwert déi dräi Strategien eraus: Plangt Dir, Här Minister, an deenen nächsten dräi Joer och en Ausbau an anere Beräicher, also e strateegeschen Ausbau? Zum Beispill kéint ee jo no Covid eng transversal Strategie ronderëm d'Fro vun der Gesondheet opbauen - och der mentaler Gesondheet an dem Ausbau vum Gesondheetssystem an eisen Zil- a Partnerlänner - oder eeben eng Strategie zu den erneierbaren Energien, déi ech elo just e bësse skizzéiert hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an der Kooperatioun geet et ëm d'Zesummenaarbecht fir d'Entwécklung. Als CSV ënnerstëtze mer déi Strategien, déi Der presentéiert hutt. An zugläich wënsche mer eis, dass se agebett sinn an ee grousst, een holistescht Bild vu mënschlecher an nohalteger Entwécklung, déi dem eegene Potenzial vun eise Partner gerecht gëtt, wou aus Empfänger Acteure ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Et ass natierlech wichteg, datt ee sech reegelméisseg Gedanken iwwert d'Kooperatiounspolitik mécht. An et ass och net ëmmer esou evident, déi richteg Strategien zréckzebehalen. Et däerf een net vergiessen: Allgemeng Strategië kënnen net iwwerall an deene Länner, déi mer sollen ënnerstëtzen, ugewannt ginn, well et eeben och einfach ze vill Differenze gëtt.

Et ass awer ze begréissen, datt déi Assisen - déi jo schonn eng gewëssen Traditioun hei zu Lëtzebuerg hunn - alljoers stattfannen, well se eng gutt Plattform sinn, fir den Echange ze hunn, virun allem mat - a mengen Aen - ganz wichtegen Acteuren. Dat si virun allem d'ONGen, wat munchmol vläicht vergiess gëtt. Op där anerer Säit natierlech déi staatlech Responsabel. Mee ouni d'ONGe kéinte mer ganz villes um Terrain net ëmsetzen.

Déi dräi Strategië sinn hei elo schonn e bëssen am Detail duergestallt ginn. Ech wëll déi net verdéiwen, well ... - ouni elo falsch verstan ze ginn -, mee déi dräi Strategië gi selbstverständlech net duer. Mir mussen - an dat huet de Paul Galles hei richteg gesot - dat vill méi an engem breede Kontext gesinn.

D'Entwécklungspolitik vun haut ass net méi vergläichbar mat där vu gëschter a scho guer net méi mat där vu virgëschter. Virun 30, 40 Joer waren Theeme wéi de Klimaschutz an de Rôle vun der Fra an der Gesellschaft u sech net esou dominant Theeme wéi dat haut ass. Wat muer ass, kann een hei och nach net am Viraus soen.

Et si jo eng Rei Kärziler gesat gi bis d'Joer 2030, ënnert anerem d'Eradicatioun vun der Aarmut. Dat ass natierlech eng nobel Erausfuerderung, mee mir mussen awer ganz éierlech sinn: Ouni ze vill Pessimist ze sinn, mengen ech awer, elo scho kënnen ze behaapten, datt mer dat Zil warscheinlech net wäerten erreechen, wat awer net soll verhënneren, datt mer eis et awer als Zil setzen an dorop hischaffen.

D'Roll vun der Fra ass mat Sécherheet och an der Entwécklungs- an an der Kooperatiounspolitik ëmmer méi wichteg ginn a spillt och eng ganz weesentlech Roll. Et ass net ze vertrieden, datt leider nach a ganz ville Länner Frae wéinst kulturellen Aflëss, wéinst reliéisen Ursaachen, wéinst Traditiounen am Fong net déi Méiglechkeet hunn, hir Perséinlechkeet ze entwéckelen. Dowéinst ass et also wichteg, datt och mir dorobber hiweisen - mir, déi d'Chance hunn, an enger Gesellschaft ze liewen, an där dat mat Sécherheet net de Fall ass.

Mir mussen eis awer och bewosst sinn, datt et net richteg ass, wa mir eis materiell Wäertvirstellungen einfach exportéieren a mengen, datt mer ...

(Interruption)

...de Leit op anere Plaze eis Maximme praktesch kéinten octroyéieren. Dat ass eng falsch Entwécklungspolitik. Entwécklungspolitik muss esou gestalt ginn, datt se de Leit op der Plaz selwer Méiglechkeete gëtt, sech ze entfalen. Ech denke virun allem och un den ekonomeschen Aspekt. Et ass wichteg, datt mir hëllefen, d'Basis ze schafen. Et geet net duer, datt mer einfach nëmme Suen exportéieren. Mir mussen eng Basis schafen, fir datt se sech, wéi gesot, op hirem Terrain selwer kënnen entwéckelen, hir eege Grondlag schafen, fir ekonomesch och kënnen ze existéieren.

Natierlech huet déi ganz Covidpandemie villes duercherneebruecht a virun allem natierlech och um Niveau vun der Kooperatiounspolitik. Dat ass méi wéi schued, well wien trëfft et hei natierlech erëm am meeschten? Just déi, déi scho ganz grouss Existenzproblemer hunn. An elo kënnt natierlech nach dee schwéieren Hummer do derbäi.

Mir mussen deem also och an Zukunft elo verstäerkt Rechnung droen. Ech sinn och frou, datt mer als Lëtzebuerg do awer an der éischter Rei stoungen, wéi et geheescht huet - och virun allem op deem Niveau an deene leschte Méint -, déi néideg Aide humanitaire ze leeschten.

Wa mer iwwert d'Kooperatiounspolitik vu muer schwätzen, da musse mer eis awer och iwwert d'Scholdelaascht vun deene Länner Gedanke maachen. Et däerf ee jo awer net vergiessen - an ech beruffe mech hei op d'Konferenz vun der UNO iwwert de Commerce an d'Entwécklung -, datt geschat gëtt, datt déi Länner als Konsequenz vun der Covidkris ronn eng Billioun Dollar Scholden hunn, déi hinnen och hu missen nogelooss ginn. D'Weltbank schätzt, datt ronn 34 Länner net méi à même sinn, déi Scholden zréckzebezuelen. Et ass also och e Sujet, deen een net ausser Uecht loosse kann. Ech weess, et ass e relativ delikate Sujet, mee och doriwwer muss ee sech awer ënnerhalen.

Evident ass et, wa mer iwwert d'Entwécklungspolitik vu muer schwätzen, datt mer och direkt de Lien zum Klimaschutz maache mussen. Dat kann een einfach net méi vuneneen trennen. An do ass et och, wou an Zukunft den Akzent muss gesat ginn.

Mir mussen eis allerdéngs och Gedanke maachen, wou mer an Zukunft aktiv ginn. Mir hunn de Moment siwen Zillänner. Mir hunn eng Rei Länner, wou mer zimmlech aktiv sinn. Ech wëll op zwee Länner agoen, déi de Moment ganz an der Aktualitéit sinn, virun allem, op der éischter Plaz Nicaragua, dat u sech jo nach en Zilland ass. Net méi spéit wéi gëschter konnt ee jo erëm aus der Press gewuer ginn, wéi d'Attitüd vun der - et muss ee scho soen - Dynastie Ortega ass, wéi do d'Oppositioun am Fong geholl ausgeschalt gëtt. Dann ass awer natierlech d'Fro ze stellen, ob eis Aiden net musse reorientéiert ginn.

Dat selwecht gëllt fir de Myanmar. Et ass wierklech ze bedaueren, datt de Myanmar an deene leschte Woche praktesch e bëssen aus der internationaler Aktualitéit verschwonnen ass. Ech kann Iech awer soen: D'Situatioun ass extreem eescht do ënnen, ganz schlëmm ass se! An net méi spéit wéi gëschter sinn nach kleng Dierfer an de Bierger einfach esou sënnlos, muss ech soen, bombardéiert ginn, mat allen negative Konsequenzen. Dat heescht, do entsteet erëm en Exodus am Land selwer respektiv iwwert d'Grenzen eraus.

Mir mussen eis also d'Fro stellen: Wéi gi mer an Zukunft mat esou Regimmer ëm? Dat ass fir mech eng ganz weesentlech Fro. Mir kënnen net einfach nëmmen esou weiderfueren, wéi wann näischt geschitt wär. Do muss een natierlech awer och d'Fro stellen: Wien trëfft et, wann eis Aide politique géif ëmgestallt gi respektiv souguer vläicht géif agestallt ginn? Mir kënnen eis an Zukunft awer net einfach praktesch ëmmer nëmmen heiheem iwwert de Regimm opreegen an dann awer um Terrain vläicht net genuch entspriechend reagéieren.

Wéi gesot, mir hunn haut nëmme fënnef Minutten, fir iwwert déi interessant Punkten hei ze diskutéieren. Ech soen der Madamm Mutsch och Merci, datt se dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Fir eis als Demokratesch Partei ass et jiddefalls nach wie vor wichteg a weesentlech - och grad an Zäite vu Covid -, datt e Land wéi Lëtzebuerg an doriwwer eraus vill aner Länner sech solle bewosst sinn: All Aide, déi se dohinner exportéieren, wou se gebraucht gëtt, kënnt am Endeffekt och eis zegutt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt, fir unzefänken, och der Madamm Mutsch villmools Merci soen, dass se dëse Punkt haut op den Ordre du jour bruecht huet an dass mer eis alleguerten dozou äussere kënnen, quitte dass effektiv fënnef Minutte relativ kuerz sinn. Dat ass net vill Zäit, fir iwwert déi wichteg Aarbecht vun der Kooperatioun ze schwätzen, ganz besonnesch an dësen Zäite vun der Pandemie, wou der Kooperatioun awer ganz vill Bengelen an d'Rieder gehäit gi sinn.

Fir unzefänken, musse mer natierlech ... Et war jo och esou gewënscht oder ugeduecht, dass mer haut iwwert d'Ausriichtung vun der Kooperatioun am Kader vun der Pandemie schwätzen an eventuell vläicht och schonn en éischten Tëschebilan maachen.

Ech mengen, et ass ganz schwéier, elo schonn en Tëschebilan ze maachen, well mer ganz einfach nach ëmmer an der Urgence sinn. Et ass vläicht vun eisem Point de vue hier schonn e gudden Zäitpunkt, well mer d'Gefill hunn, mir kommen esou lues aus dem Schlamassel eraus. Mee wat d'Kooperatioun ubelaangt, muss een einfach feststellen, dass Covid eis ëm Joren zréckgehäit huet an dass d'Pandemie am globale Süden nach laang net eriwwer ass.

Déi sanitär Situatioun ass an all deene Länner nach laang net am Gréff, an dat weisen och d'Zuelen aus eise Partnerlänner. Duerfir géif ech gär e puer Zuele ginn, besonnesch, wat d'Impfungen an eise Partnerlänner ubelaangt:

Am beschte steet aktuell de Laos do mat 3,48 % vun der Bevëlkerung, déi voll geimpft sinn an ëmmerhin 9,14 %, déi schonn eng éischt Dosis kritt hunn. Mee obwuel dat och net terribel vill ass, geet et duerno dramatesch erof mat den Zuelen. Um Cap Vert hunn 3,9 % vun de Leit eng éischt Dosis kritt; am Senegal sinn et 2,7 %; an Nicaragua 2,5 %; am Niger 0,63 %; am Mali 0,43 %; an de Burkina Faso huet grad eréischt ugefaangen, déi éischt Dosen AstraZeneca ze verimpfen.

An do däerf ee jo natierlech och net vergiessen, dass et grad an deene Länner och riseg Erausfuerderunge gëtt, fir dann herno zur richteger Zäit och déi zweet Dosis zur Verfügung ze hunn, an dat Ganzt och logistesch an informatesch ze organiséieren. An de Constat dorauser ass natierlech ganz kloer, dass d'Santé e Beräich ass, an deem mer och an Zukunft prioritär mussen handelen.

Wat déi lëtzebuergesch Äntwert op d'Covidkris an eiser Kooperatioun ubelaangt, sou dierfe mer, mengen ech, awer festhalen, dass Lëtzebuerg sech immens vill beméit huet, fir esou flexibel a schnell wéi méiglech op d'Situatioun ze reagéieren, och wann eise Budget 2020 manner héich war wéi 2019. D'ONGe selwer hunn hir budgetär Flexibilitéit behalen, eeben och grad, fir sech der Situatioun vun der Pandemie unzepassen an hir Hëllef flexibel kënnen ze gestalten. Hei musse mer natierlech och elo sécherstelle fir d'Zukunft, dass mer eis déi néideg Moyene ginn, fir déi Retarden, déi sech elo accumuléiert hunn, och erëm opzehuelen.

Da géif ech natierlech och gären op d'Assises de la coopération an déi nei Ausriichtung vun der lëtzebuergescher Kooperatiounspolitik, déi do virgestallt ginn ass, zréckkommen. Déi Assisë stounge jo dëst Joer ënnert dem Zeeche vun enger méi nohalteger, méi inklusiver a méi innovativer Kooperatioun, also enger Approche, déi ganz drop setzt, déi verschidde Sujeten op eng vernetzt Aart a Weis unzegoen. An dat kënne mer natierlech nëmme begréissen.

Et ass schonn ugeschwat ginn: Lëtzebuerg ass op den Assisë vun der Madamm Susanna Moorehead,

der Presidentin vum Comité d'aide au développement vun der OECD, des Ëfteren als Virbild gelueft ginn. Hirer Ausso no géif, wann all anert Land dem lëtzebuergesche Beispill am Beräich vun der Kooperatioun géif nokommen, weltwäit dat Dräifacht un Aiden zesummekommen. Net nëmmen d'Héicht vun eiser Hëllef, mee och d'Ausriichtung an d'Pochen op d'Cohérence des politiques ass ëmmer erëm positiv ervirgestrach ginn.

Op den Assisen ass also déi nei Ausriichtung vun der Kooperatioun mat hiren dräi Haaptstrategien an de Beräicher Ëmwelt a Klimawandel, Gender a Finances inclusives virgestallt ginn. Fir hei kuerz op d'Finances inclusives anzegoen: Dës Strategie geet eeben elo méi wäit wéi déi viregt Mikrofinanzstrategie. Hei musse mer natierlech weiderdenken - och grad an engem Kontext no der Pandemie -, well extreem Aarmut sech natierlech och a fragillen Ekonomië konzentréiert, an deenen engersäits vill Leit guer keen Zougang zu finanziellen Servicer hunn an anerersäits awer och e risege Besoin un Investissementer besteet.

Hei musse mer fir d'Zukunft sécherstellen, dass och jonk Leit a Fraen net vun der sozioekonomescher Entwécklung ausgeschloss ginn, dass se Zougang zu engem Bankkonto hunn, dass se eege Projete realiséiere kënnen an esou weider.

Bon, wat an deem Kader op kee Fall dierf vergiess ginn, ass, elo schonn un d'Rechter an och d'Sécherheet vun de Leit ze denken, well grad an engem Kontext, an deem et eventuell un enger stabiller Digitaliséierung hapert an an deem och deementspriechend vill Risike bestinn - fir Datemëssbrauch zum Beispill -, ass et wichteg, dass mer e séchere Kader schafen, deem d'Leit och vertraue kënnen, well soss benotze se en einfach net. Ech mengen, hei huet Lëtzebuerg awer och e wichtegen Knowhow, dee mer do kënne matabréngen.

Op där anerer Säit sinn et déi zwou Strategië fir Gender engersäits an Ëmwelt a Klimawandel anerersäits, déi virgestallt gi sinn, wat mer natierlech och immens begréissen. Ech kann hei elo net am Detail op dës Strategien agoen, mee ech wéilt awer soen, dass mer et begréissen, dass mer eis fir de Post-Covid-Zenario och en neie Kader stiechen, deen eis verflicht, eis nach vill besser an déi lokal Kontexter eranzeversetzen an déi verschidde Problemfelder vernetzt unzegoen.

Natierlech ass et essentiel, dass mer all déi Erausfuerderungen - vum Klima, der Biodiversitéit, der Fruchtbarkeet vun de Biedem, dem Bien-être, der Bonne gouvernance, der Aarmut, der Inklusioun, der Sécherheetslag an esou weider - als interconnectéiert ugesinn. Duerch zouneemend Verwüstung, Waasserknappheet an esou weider steigt de Risiko vu bewaffnete Konflikter extreem. Dat bitt Terroristen e fruchtbaren Närbuedem, an dat gesäit ee jo och elo an eise Partnerlänner am Sahel.

Eis Kooperatiounsaarbecht ass also och e wichtegt Mëttel am Kampf géint Radikaliséierung a géint bewaffnet Konflikter. Et ass gutt, dass dee Constat esou lues richteg asickert. Elo geet et drëm, d'Theorie um Pabeier och an der Praxis ëmzesetzen. An hei wéilt ech eng Fro un den Här Minister stellen: An zwar wollt ech froen, wéi mer eis dat kënne virstellen, ... wéi elo d'Implementatioun vun deenen dräi Strategien an der Zäitschinn virgesinn ass. Ob dat eng Saach ass vun ... also court terme, ee Joer, oder ob dat sech méi laangfristeg iwwer fënnef oder zéng Joer soll hinzéien.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och der Madamm Mutsch fir d'Iddi zu dëser Aktualitéitsstonn. Merci och dem Här Gusty Graas fir seng - fannen ech - ganz pertinent Interventioun. Dat hunn ech ganz interessant fonnt an ech hu mer geduecht: Do ass awer e Mann, deen e gudden Ausseminister oder och Minister fir Entwécklungshëllef wier - déi zwee! -; dee wier, mengen ech, besser wéi dat, wat mer hunn. Mee ech kommen hei zum Theema, zur Entwécklungshëllef.

Mir sinn natierlech och fir eng Entwécklungshëllef mat Häerz, awer och mat Verstand. D'Entwécklungshëllef ass e positive Wäert, wou et sech lount, dass eist Land sech voll a ganz engagéiert huet. Et soll een awer net den Androck entstoe loossen, wéi wa Lëtzebuerg eleng d'ganz Welt rette kéint. Och an dësem Beräich musse mer awer och ëmmer kucken, wéi mer d'Ausgabe vun eise Steiergelder mat der néideger Suergfalt geréiert kréien.

Mir si wäit iwwert deenen 0,7 % vum nationale Bruttoakommes, déi ee säit dem Accord vu Rio als räicht Land fir d'Entwécklungshëllef soll ausginn. Aner Länner leien effektiv vill méi niddreg. Ech mengen, Frankräich läit bei 0,4 %, Italie bei 0,2 %. Mir si bei 1 % an nawell ass dat net esou ganz richteg, well wann een alles matrechent, wat nach derbäigehéiert - wat mer och fir Flüchtlinge maachen, wat mer nach fir verschidde Klimaziler maachen, fir déi nach zousätzlech Gelder deblockéiert ginn -, da komme mer warscheinlech nach e gudde Krack iwwert deen 1 %. An ech mengen, dat ass schonn eng ganz considerabel Zomm. Do si mer bei engem gudde Krack iwwer 400 Milliounen d'Joer. Dat sinn iwwer zwou Milliarden an enger Legislaturperiod. Dat ass considerabel an och exemplaresch.

E bësse Konkreetes zu deem, wat och elo gesot gouf: An der Sahelzon hu mer jo eng ganz Partie Länner, an déi mer hëllefe ginn. Do gëtt awer och ëmmer geschwat vum Impakt vum Klimawandel. Et ass awer esou - an dat weess ech och als Geograph -: Och scho viru Jorzéngte war d'Situatioun an deene Länner am Sahel wéinst dem Klima schwiereg, well d'Klima do einfach esou ass. Mir sinn do an enger dréchener Savann, an där et ëmmer erëm zu Drécheperiode kënnt. An der Zäit ass dat vläicht manner opgefall, mee de Problem ass: An deene Länner hu mer eng Iwwerbevëlkerung. Dat féiert och zu enger Iwwerweedung vun deene Savannegrieser.

„Desertifikatioun" ass jo och gefall, an dat féiert ganz vill zu deenen typesche Problemer, déi mer an deene Länner hunn - och zwëschent deene Leit, déi nach als Nomaden, als Hierte gelieft hunn, an deenen, déi sesshaft waren an esou weider an esou fort. Ech mengen, et ass och näischt Neits, mee de Problem gëtt natierlech méi grouss, wat vu Joer zu Joer méi Millioune vu Leit an där Zon liewen.

Da wollt ech eppes soen: Et ass jo ee groussen Aspekt, dee vum Gender, dee virgesinn ass, fir dohannen do virzegoen. Dass mir eis net falsch verstinn: Mir wënschen eis och, dass d'Meedercher an d'Jongen déi selwecht Chancen hunn an dat esouwuel bei eis wéi eigentlech iwwerall op der Welt. Et kann ee sech awer eng Rei Froe stellen - den Här Graas huet et vläicht elo méi nuancéiert ausgedréckt wéi ech, mee ech wëll awer e bëssen an déi Richtung goen -: Ass et un eis hei aus dem - soen ech emol - westleche Kulturkrees, fir hinnen eis modern Virstellungen opzwéngen ze goen? Dat ass eng Fro. Wéi wäit wëllt Der hir Kultur, hir Traditioune respektéiere respektiv hinnen eng nei Kultur, eppes Neies imposéieren?

A wann ech et e bëssen iwwerspëtzt wëll soen, da soen ech: Ass dat net awer heiansdo och eng Form vun Neokolonialismus, déi do stattfënnt, wa mer an déi Länner ginn an deene Leit da soe wëllen: „Sou, Dir hutt elo dausend Joer esou gelieft, mee elo musst Der alles änneren, da geet et Iech besser"? Et geet hinne da warscheinlech materiell och besser. Mee ass et un eis? Dat ass einfach eng Fro, déi ee sech ka stellen an deem Kontext.

Effektiv gesäit een och, dass eng ganz Partie Länner, an deene mer hëllefen, ganz grouss Problemer hu mat hire Regimmen, mat Onrouen. Nicaragua ass gefall, den Niger, de Mali elo virun enger Woch. Frankräich wëll seng Kooperatioun op militärescher Basis mam Mali net méi weiderféieren, well et fäert, d'Regierung wär ze no bei den Islamisten. Dat ass eng ganz - awer am negative Sënn - spannend Situatioun an d'Fro ass effektiv: Wéi gi mer mat esou Regimmer ëm a wéi gi mer ëm mat esou Situatiounen, an deene mer engem Land op eemol 30 Milliounen d'Joer ginn, an do ass op eemol e Regimm, dee sech duerno katastrophal behëlt.

Voilà, ech menge fir eis ass kloer: Mir sollen Entwécklungshëllef maachen a mir maachen dat jo och. An ech géif nach e weesentleche Punkt ervirsträichen, an deem mer vläicht nach eppes méi maache sollten, quitte dass mer dann an der normaler Entwécklungshëllef vläicht manner géife maachen: Dat ass wierklech an der humanitärer Hëllef. Dat heescht, grad dann, wann eppes Schlëmmes geschitt - iergendeng Naturkatastroph, eng Hongersnout, wat weess ech, eng Seuch -, dass mer dee Moment higinn a wierklech massiv hëllefen. Ech mengen, dat ass eppes, wat ganz wichteg ass a wat mer staark am A behale sollten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. An da wier et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President, léif Kolleegen. Merci och der Madamm Mutsch fir dës Aktualitéitsstonn.

Den Impakt vun der sanitärer Kris, vun där mer schwätzen, op d'Entwécklungslänner verstoppt ganz aner Krisen - hei, mee och an den Entwécklungslänner. Wann ech mat menge Kolleegen do ënne schwätzen, soe se alleguerten: „Mir hate virun der sanitärer Kris scho ganz vill aner Krisen, an dat heiten ass eng Kusch méi, ganz éierlech!"

Déi sougenannt „Entwécklungslänner" waren also scho laang a multiple Krisen. Déi sinn ekonomesch, sozial a politesch an hunn eiser Analys no hir Ursaach an engem Entwécklungsmodell - en Entwécklungsmodell, deen zum groussen Deel en neokolonialen extraktivistesche Modell ass an deen net de Besoine vun de Populatiounen op der Plaz, mee de Besoine vun eise Länne hei am Norden déngt. Et ass deen neokoloniale Modell, vun deem mer schwätzen. Entwécklung ass awer alles an engem Land, an net just de Kooperatiounssecteur. Dat hunn ech fréi gemierkt, wéi ech viru 14 Joer am Niger war, wéi ech do geschafft a gelieft hunn a wéi ech gesinn hunn, dass mer Schoule gebaut hunn. Et ass och ganz schéin: D'Kanner ginn an d'Schoul, déi Jugendlech ginn an d'Schoul. Mee wa se duerno keng Perspektiven hunn an hirem Land, fir do ze schaffen an ze liewen, dann hu si näischt dovunner an dann emigréiere si. Fir konkreet ze ginn: Si ginn an den Exil! Si ginn an d'Südlänner - ech war am Niger -, an déi méi räich Länner, déi Accès zum Mier hunn, mee si kommen och bei eis.

Ech sinn duerfir dat Lescht, dat seet, mir solle manner maachen. Nee, mir musse méi maachen! Mir mussen awer virun allem net méi mat enger Hand eppes huelen, wat mir mat där anerer Hand ginn. Dat nennt een - an Dir wësst et - Politikkohärenz fir d'Entwécklung a fir d'Mënscherechter. All eis Secteuren - net just d'Kooperatioun, mee all eis Secteuren: d'Finanzpolitik, d'Steierpolitik an den internationalen Handel - mussen also esou ausgeriicht sinn, dass se och de Besoine vun deene Vulnerabelsten an de Südlänner - hei natierlech och, mee och an de Südlänner - déngen.

D'ONGDen, also d'Enwécklungs-ONGen aus dem Kooperatiounssecteur, engagéiere sech säit enger Dose Jore fir dës Politikkohärenz fir d'Entwécklung. Et ass eigentlech schonn eng Schan, dass dëst keng Evidenz ass. Dëst ass eng immens wichteg Aarbecht. A wa si et net gemaach hätten, wa si net d'Luucht do drop geriicht hätten, dann hätt soss keen et gemaach. Duerfir ass d'Roll vun den ONGDen esou wichteg. Si sinn et, déi éischtens emol mat de Mënschen direkt am Kontakt sinn. Si schaffen direkt mat de Partnerorganisatiounen zesummen. D'Kooperatioun ass direkt tëscht Mënschen an tëscht Associatiounen, an net um Regierungsniveau.

An do, wou Regierungen eventuell net kënne matenee schaffen, wéi zum Beispill am Fall vun Nicaragua - et gouf virdru gesot -, do kënnen d'Zivillgesellschaften also weiderhi matenee schaffen. An dat ass dann och d'Äntwert op dem Här Keup seng Fro vu virdrun. Bei Regimmer, mat deenen een eventuell net méi kann zesummeschaffen, kann ee weiderhin um Niveau vun den Zivillgesellschafte matenee schaffen, well et soll een déi Populatiounen net eleng loossen.

D'Approche vun den ONGen ass eng aner wéi d'Approche vun der Regierung: Et ass keng vun uewen erof, mee et ass eng op Aenhéicht. D'ONGDe fleegen direkt mënschlech Relatioune mat de Mënschen a si kréien och d'Informatiounen direkt aus éischter Hand. A well si am direkte Kontakt si mat deene Mënsche sur place an hir Besoine kennen, hu si noutgedrongen eng politesch Analys. Si wëssen, dass alles en Impakt op d'Entwécklung huet an net just de Kooperatiounssecteur, deen den Ament gefrot ass. Duerfir ass déi politesch Aarbecht vun den ONGen eng logesch an eng néideg Konsequenz vun der Aarbecht um Terrain. An et soll een et net trennen, mee d'ONGe solle politesch sinn - menger Meenung no zumindest.

(Interruption)

Ee Beispill vun enger politescher Fuerderung ass sécherlech d'Ophiewe vun de Breveten op de Covidimpfstoffer, wat mir och hei virun e puer Woche gefuerdert haten. Vill ONGe fuerderen och, dass d'Breveten opgehuewe ginn an dass den Impfstoff en Allgemenggutt soll ginn.

Wann ee sech éierlech mat de Besoine vun de Populatiounen an de Südlänner auserneesetzt, da kënnt een net derlaanscht, eng politesch Analys ze hunn an déi politesch-strukturell Ursaache vun de Problemer ze gesinn. D'ONGDe sollen also politesch Aarbecht maachen. Dat ass gutt a wichteg an enger Demokratie, déi eppes op sech hält - ëmsou méi, wéi d'Kooperatiounspolitik selwer sech ëmmer méi depolitiséiert an technokratiséiert.

En anere wichtegen Deel vun der Aarbecht vun den ONGDen - nieft hirer politescher Aarbecht - ass d'Educatiouns- an d'Sensibiliséierungsaarbecht. Et geet hei drëms, op déi déifgräifend Ursaache vun der sougenannter „Ënnerentwécklung" an deene Länner anzegoen. D'Realitéite vun de Südlänner sinn eis Erwuessenen, mee och deene Jonke ganz dacks immens friem. Ëmsou méi wichteg ass et also awer, mat deene Jonke virun allem iwwert dës Realitéiten ze schwätzen an an deem Sënn och hire Kapp e bëssen opzemaache fir aner Realitéiten ausser deenen, déi mir hei erliewen.

Aus eegener Erfarung kann ech soen, dass dës Aarbecht immens noutwendeg ass, well ech si jorelaang fir eng ONG - fir de Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient - an d'Schoule gaangen. Ech hunn dës Aarbecht gemaach. Si kënnt immens gutt un an et ass e grousse Besoin do. An déi Jonk sinn immens interesséiert un dëser Aarbecht.

(Interruption)

Wann Der eng Fro hutt, kënnt Der mer se gär herno stellen.

En anere Volet, deen d'ONGDen an de leschte Joren aus de Südlänner mat bei eis bruecht hunn, ass dee vun de Mënscherechtsverteideger, och „défenseurs des droits humains" genannt. Ëmmer méi Südlänner an och Partnerlänner vun der lëtzebuergescher Kooperatioun gesinn, dass zivillgesellschaftlech Acteuren a Gefor sinn. Och vill vun de Partnerorganisatioune vu Lëtzebuerger ONGDe kréie Bedroungen. Si ginn intimidéiert, attackéiert, kriminaliséiert an och ëmbruecht, an dat, well si sech fir hir Rechter a fir déi vun hire Matmënschen engagéiert hunn.

Am Joer 2018 sinn 321 Mënscherechtsverteideger ëmbruecht ginn, well se sech friddlech entweeder fir Ëmweltrechter a Landrechter oder Indigènërechter engagéiert hunn. Vill vun hinnen - an dat ass ganz wichteg - sinn awer an déi Roll als Mënscherechtsverteideger gerutscht. Si hu se sech net erausgesicht. Et ass ganz dacks eng Fro vum Iwwerliewen. An duerfir ass d'Visibilitéit vun den Defenseuren och esou wichteg a liewensrettend. Och hei ass d'Roll vun den ONGDen nees ervirzesträichen, well si dës Mënsche kennen, ënnerstëtzen an aus hirer Isolatioun eraushuelen.

Mënscherechtsaktivisten a -verteideger kréien och ëmmer manner Plaz a Raum, fir sech ze engagéieren. Dee Phenomeen nennt sech op Englesch „the shrinking space". Dat si legal an administrativ Hürden, déi et de Mënscherechtsaktivisten an -organisatioune schwéier maachen, fir sech fräi ze äusseren. An de Lockdown a ville Länner am Süden huet et den Defenseuren nach méi schwéier gemaach, well si nach méi isoléiert waren.

Mir gesinn, dass och zu Lëtzebuerg eng Rei ONGen diffaméiert an deligitiméiert ginn. Et si virun allem déi ONGen, déi politesch Analysen hunn, well se den Acteuren um Terrain nolauschteren an d'Besoine vum Terrain kennen a well si deemno stéieren.

D'Acteuren aus deem Secteur si besuergt, dass den Espace, wou si sech kënne kritesch äusseren, méi kleng gëtt. Och hei zu Lëtzebuerg kann ech d'Beispill vun SOS Faim nennen, déi vun enger multinationaler Firma ugeklot gi sinn.

Mir géifen eis wënschen, dass déi spezifesch Roll vun den ONGen unerkannt gëtt an dass och de Kooperatiounsministère sech resolutt hannert si stellt, wa si attackéiert an delegitiméiert ginn.

Wann ech haut den Accent vu menger Ried op d'Roll vun den ONGDe leeën, dann ass et, well vill ONGDe säit Längerem d'Gefill hunn, dass si net méi als vollwäertege Partner wouergeholl ginn, mee als e lästegen Acteur, dass hire Spillraum fir Eegeninitiative méi kleng an den administrativen Opwand ëmmer méi grouss gëtt an dass hir politesch Analys awer net méi esou erwënscht ass.

Mir géifen eis wënschen, dass déi spezifesch Roll vun den ONGDen an der Kooperatioun erëm méi unerkannt gëtt an dass si erëm als dat gesi ginn, wat si nämlech sinn: e wichtegen an onëmgänglechen Acteur vun der lëtzebuergescher Kooperatioun!

Ech wollt awer nach zum Schluss hei meng Motioun deposéieren, déi net direkt d'Kooperatioun betrëfft, awer d'ONGen. Dir wësst, dass eng ganz Rei ASBLen, déi net konventionéiert sinn, awer duerch d'Pandemie Ausfäll hu bei hire Recetten. Dat betrëfft virun allem d'Associatiounen, déi representativ si fir gewëssen auslännesch Gruppen a Kulturen, déi ... An engem Schreiwes vum CLAE, dat Der eventuell - vläicht op der CLAE-Plattform vun den Associations d'étrangers - och kritt hutt, hu si viru Kuerzem op déi Problematik higewisen. Et si virun allem kleng Associatiounen, déi deelweis Loyeren ze bezuelen hunn an och Salariéen ze bezuelen hunn an awer wéinst den ..., déi och zum Deel net de Chômage partiel konnte benotzen, fir dës Salariéen ze bezuelen. Wéinst de Covidmesurë konnte si awer eebe keng Fester, keng Aktivitéite méi organiséieren, an duerfir krute se keng Recetten eran a stinn elo zum Deel virun existenzielle Problemer.

Duerfir wollt ech eng Motioun erareechen, déi d'Regierung opfuerdert, finanziell Hëllefe virzegesi fir dës Associatiounen, déi vun der Pandemie betraff sinn an déi bis elo eeben - wéi gesot - net konnte vu staatlechen Hëllefe profitéieren. Wéi gesot, ech weess, dass dat net direkt d'Kooperatioun betrëfft. Duerfir verzeit mer, wann ech e bëssen hors-sujet sinn, mee ech sinn och direkt averstan, dass mer dës Motioun an d'Kommissioun verweisen - wann Der wëllt - a se do wannechgelift zäitno diskutéieren, well et ass wichteg an awer och besser spéit wéi ni.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'un certain nombre d'associations sans but lucratif n'ont pas eu accès à un soutien financier de la part de l'État pendant la pandémie du Covid-19 ;

- considérant que certaines de ces associations ont été durement touchées sur le plan financier par la pandémie, puisqu'elles ont dû faire face aux dépenses courantes sans pouvoir maintenir leurs acti-

vités habituelles qui leur assuraient leurs recettes en temps normal ;

- considérant que la plupart de ces associations assument un rôle important dans la société luxembourgeoise et que beaucoup d'entre elles ont fait preuve d'un important engagement en faveur de la mitigation des effets de la pandémie ;

- considérant les appels répétés du Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE) en faveur d'une aide financière pour ces associations ;

invite le Gouvernement :

- à mettre en place un mécanisme spécifique d'aides financières en faveur des associations sans but lucratif qui sont confrontées à des difficultés financières à cause de la pandémie du Covid-19 et qui n'ont pas eu accès à des aides ou subventions étatiques.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech der Madamm Mutsch an der LSAP Merci soe fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn, well et ass e wichtegt Theema.

Mir Piraten sinn och frou, datt d'Kooperatiounsassisen dëst Joer erëm konnte stattfannen an esou erëm mat den Acteuren um Terrain iwwert d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef konnt diskutéiert ginn.

D'Piraten freeë sech virun allem, datt d'Égalité du genre - also ee vun den dräi Kärtheeme vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef - festgehale gouf. Covid huet vill Projeten no hanne verréckelt an d'Zukunft vu ville Kanner op d'Spill gesat. Laut den Zuele vun der Unesco wäerte 24 Millioune Schülerinnen a Schüler de Wee an d'Schoul net méi zréckfannen. Covid eleng huet d'Käschte fir de Bildungssystem an äermere Länner laut dem Global Education Monitoring Report ëm 50 Milliarde klamme gelooss. Virun allem Meedercher a Kanner mat Handicap hunn hir Chance op Bildung an deene leschte Wochen, Méint, jo, an deem leschte Joer verluer. Dës Kanner gi vun hiren Elteren erëm schaffe geschéckt. Laut Unicef kéint d'Unzuel vu Kanneraarbechter esou déi éischte Kéier zanter 20 Joer erëm klammen. D'Kanner an hir Eltere wäerten Hëllef brauchen, fir erëm aus dësem Lach erauszefannen.

D'Piraten si frou, datt d'Gläichberechtegung bei all zukünftegem Investissement vu Lëtzebuerg sollt eng Roll spillen. Allerdéngs liest een am Plang vun der Regierung ganz vill vun der Gläichberechtegung tëscht Mann a Fra an net vill iwwert d'Rechter vun der LGBT+-Community. Mir all wëssen, datt Persoune wéinst hirer Sexualitéit oder hirem Geschlecht nach ëmmer a ville Länner ausgeschloss oder souguer bestrooft ginn. Dorun huet och d'Deklaratioun vun der EU, sech selwer als LGBTIQ-free-Zone - also fir sech do dergéint ze stellen - net direkt eppes geännert, och wann et e ganz wichtegt Zeeche war.

„Leave no one behind" soll jo ee vun eise Mottoen a puncto Entwécklungshëllef sinn. A genau dorop poche mir Piraten och weiderhin. Fir eis musse Länner, déi Hëllef vu Lëtzebuerg kréien, sech net nëmme fir e politescht Matsproocherecht fir Fraen an eng Reduktioun vu Gewalt asetzen, mee se mussen och kloer weisen, datt LGBTQ+-Persoune bei hinnen als gläichwäerteg Membere vun der Gesellschaft unzegesi sinn, an dëst och net spéitstens 2030, mee elo direkt.

D'Piraten fuerderen, datt d'Kooperatiounspolitik vun eisem Land onofhängeg vun eise wirtschaftlechen Interessen ass. Duerfir sti mer der Prioritéit vun der Regierung, fir d'Finanzsecteuren an dëse Länner a puncto Digitaliséierung a Cybersecurity weiderzedreiwen, dach e bësse skeptesch géintiwwer.

Natierlech mussen déi sougenannt „FSPen" (ndlr: Financial Service Provider) an dëse Länner hir Servicer kënne sécher ubidden, an natierlech huet Lëtzebuerg e groussen Knowhow weiderzeginn. Mee de Saz - an ech zitéieren - "As […] populations gain extended access to financial services, they can undertake investments in essential social services, which in turn improves their livelihoods" ass dach awer e bëssen ze kuerz gefaasst, well d'Mënschen am Mali am Moment wuel aner Suergen hu wéi de sécheren Accès op eng Bank.

Ech selwer hunn et am Senegal erlieft, wéi schwiereg d'Situatioun um Terrain ass, och wa Mikrokreditter zur Verfügung stinn, och wann et Mutualitéite gëtt. An do schwätzen ech nach net vun enger multinationaler Bank, mee wierklech vun enger Mutualitéit, déi um Terrain probéiert, Mikrokreditter ënnereneen ze vermëttelen. Mee dat ass net déi éischt Suerg vun de Leit!

Déi éischt Suerg vun de Leit um Terrain ass meeschtens, eng gutt Bildung ze kréie fir hir Kanner, wa se sech dat leeschte kënnen. Haaptsächlech eeben och fir Kanner, déi vläicht aus nach méi prekäre Situatioune kommen, haaptsächlech och behënnert Kanner. Dat ass e risege Problem, well déi Schoulsystemer si meeschtens net ekipéiert.

Dann hu mer de Problem vu Koranschoulen, eppes, wat souwisou och e ganz abstruust Konzept ass, wann ee sech dat hei zu Lëtzebuerg eng Kéier ukuckt, mee bei deem Kanner awer wéinstens - an do gesäit een dann och d'Kompromësser an der Entwécklungspolitik - nach iergendeng Bildung kréien! Soss wär d'Alternativ, datt se schaffe geschéckt ginn.

Mee den Accès zur Bank oder en digitale Bankeservice, wéi mir dat kennen, gëtt et do net. Ech si ganz éierlech: Ech hunn och e bëssen Zweifel dorunner, ob eis Finanzplaz, déi scho Richtung Webbanking, Digital Banking, Mobile Banking geet, iwwerhaapt direkt déi richteg Kompetenzen huet, fir mat engem afrikaneschen Handysprovider kënnen ze kooperéieren, bei deem et nach ëm ganz aner Zougäng zum Bankesystem geet, wéi dat hei zu Lëtzebuerg respektiv an der éischter Welt am Moment de Fall ass.

Wéi gesot, Lëtzebuerg huet eng gewëssen Expertis, an déi solle mer och weiderginn. Mee Piliere wéi Gläichberechtegung an Aarbechtsplazen am Secteur vun der Nohaltegkeet schafe sinn awer fir eis méi wichteg Prioritéiten, wéi datt mer Digitaliséierung a Cybersecurity vu Financial Service Providers stäerken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir si mat den Ziler vun der Regierung, esou wéi se an den Assisë presentéiert goufen, grondsätzlech averstanen. Bildung, Gläichberechtegung an de Kampf géint op Geschlechter baséierend Gewalt dierfen net eréischt 2030 bei all eise Projeten eng Roll spillen, mee mussen haut schonn den Eckpeiler vun eiser Entwécklungspolitik sinn.

Mir sinn duerfir mat der genereller Richtung averstanen, wat d'Kooperatiounspolitik ugeet. Mee mir wëllen drop hiweisen, datt mer eis als eent vun deene räichste Länner op dëser Welt dach méi e héicht Zil misste setzen, wéi nëmmen „do not harm".

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, léif Deputéiert, fir d'éischt e grousse Merci un d'Lydia Mutsch fir dës Geleeënheet, fir iwwert d'Erausfuerderunge vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht hei zesummen an der Chamber ze schwätzen.

Ech mengen, dass et effektiv wichteg war, déi Assisen dëst Joer ze organiséieren. Mee ech mengen, et ass grad esou wichteg, dass mer hei an der Chamber kënnen zesummen doriwwer diskutéieren. E weidere Rendez-vous wäert Enn Juli sinn, wann ech an d'Chamberskommissioun kommen - bei den Yves Cruchten an d'aussepolitesch Kommissioun -, fir eng Rei nei Picken ze presentéieren an och eng Rei aner Sujeten a Projete vun der Entwécklungszesummenaarbecht an der Aide humanitaire mat Iech ze diskutéieren. Natierlech wäerte mer och an der zweeter Hallschent vum Oktober dëst Joer den Debat iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht hei zesummen an der Chamber féieren, wéi mer dat och schonn d'lescht Joer gemaacht hunn.

Et ass wichteg, mengen ech, fir elo à ce stade och eng Kéier de Punkt ze maachen an enger Zäit, wou mer no engem Joer ... wou mer och an der Entwécklungszesummenaarbecht ganz intensiv mat der Pandemie vum Covid-19 konfrontéiert waren. Offiziell - an Dir kennt de Chiffer - si méi wéi dräi Millioune Mënschen un de Suitte vum Virusgestuerwen. Allerdéngs gëtt et verschiddene Recherchen no - an dat ass an engem Artikel vun „The Economist" virun e puer Wochen och verëffentlecht ginn - eng wäit méi héich Donkelziffer, déi seet oder virgesäit, dass op d'mannst zéng Milliounen Doudesfäll mat der Pandemie kéinten zesummenhänken. An eng grouss Majoritéit vun deenen Doudesfäll, ronn sechs bis siwe Millioune Verstuerwener, déi net offiziell gezielt goufen, wieren an den Entwécklungslänner ze fannen.

De Virus verbereet sech ouni Erbaarme weider, a wa mer et net packen, eng Impfung op globalem Niveau ze assuréieren, lafe mer Gefor, dass sech déi tragesch Zeenen, wéi mer se an deene leschte Wochen notamment an Indie gesinn hunn, an anere Länner widderhuelen.

Ech war dës Woch zu Genève, wou ech bei enger Rei UNO-Agencen am Beräich vun der Aide humanitaire war, wou ech och eng Rei nei Accord-cadren ënnerschriwwen hunn, fir se ze ënnerstëtzen. Ech war notamment och bei der OMS, wou ech eng Entrevue mam Directeur général Dokter Tedros hat, deen dat effektiv nach eng Kéier betount a gesot huet: „Jo, et besteet effektiv e Risiko, dass, wa mer mat der Impfcampagne am globale Süden net schnell virukommen, effektiv nei Varianten opkommen, nei Varianten entstinn, déi dann och nach eng Kéier bei eis an de Weste kënnen zréckkommen." Et ass esou, dass am Westen, an der entwéckelter Welt, ee vu véier Leit mëttlerweil geimpft ass oder op d'mannst eng éischt Impfdosis kritt huet. Am Verglach dozou ass et ee vu 500 am globale Süden.

De Sproch "no one is safe until everyone is safe" ass also ganz sécher net eng einfach Floskel. D'Weltbank schätzt, dass wéinst dem Virus méi wéi 150 Millioune Leit an extreem Aarmut fale kéinten. Dat ass déi éischt Steigerung an der globaler extreemer Aarmut zanter 1998.

D'Entwécklungszesummenaarbecht ass also haut méi wichteg a méi pertinent wéi jee virdrun. Si ass méi wichteg, mee se ass awer och méi komplizéiert. Mir hu wärend der Pandemie alles missen ëmorganiséieren. Mir hu Budgete frësch programméiert. Mir hunn d'Presenz um Terrain missen iwwerdenken an esou weider. D'Situatioun war an ass och an all Land anescht an et war net evident, fir iwwerall den Teletravail an d'Securitéit vun onse Leit op der Plaz ze garantéieren. Alleguerten hu se e groussen Asaz bewisen an alles drugesat, fir dass d'Lëtzebuerger Kooperatioun schnell an effikass konnt op de Covid-19 reagéieren.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun huet, wéi d'Lydia Mutsch dat och ënnerstrach huet, séier reagéiert, fir hir bi- a multilateral Partner souwéi och d'Zivillgesellschaft ze ënnerstëtzen. Mir konnte méi wéi 70 Milliounen Euro bäisteieren, fir op d'Covidpandemie ze reagéieren an och fir déi sozioekonomesch Konsequenzen anzedämmen. Dozou gehéiert eis Ënnerstëtzung vum internationale Mechanismus fir d'Impfstoffverdeelung, dem COVAX. Ech hu viru Kuerzem och decidéiert, ons Kontributioun zum COVAX ze verduebelen an eng weider Millioun Euro bäizesteieren.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Och wa mer iwwerzeegend Resultater erreeche konnten, leien evidemment nach enorm Erausfuerderunge virun eis.

D'Ëmsetzung vun de Projeten an onse siwe Partnerlänner leeft den Ament relativ gutt. No enger Adaptatiounsphas am Ufank vun der Pandemie, wou alles méi lues gaangen ass, hu mer elo do eise Rhythme de croisière fonnt. Obwuel evidemment d'Covidzuelen a verschiddene Länner nach an d'Luucht ginn - notamment an Asien, wou d'Grenzen och nach zoubleiwen, wouduerch eis Aarbecht natierlech net méi einfach gemaach gëtt -, gesi mer awer trotzdeem eng Amelioratioun an der Ëmsetzung vun eise Projeten.

Politesch Evenementer wéi déi am Mali hunn natierlech och en Impakt an eng Situatioun wéi déi am Myanmar féiert ons leider dozou, do ganz opzehale mat der bilateraler Hëllef. Myanmar war natierlech, wéi Der wësst, kee Partnerland, mee en Zilland, wou mer nach ee Projet haten, deen och esou gutt wéi ofgeschloss war. Mee mir hunn awer - fir do och e Signal ze setzen - decidéiert, fir dee Projet net weiderzefëieren.

De Gusty Graas an och aner Deputéiert sinn och op d'Situatioun am Nicaragua agaang. Nicaragua ass natierlech och e komplizéiert Land mat engem Regimm, deen evidemment net an déi richteg Richtung gaangen ass. An et ass esou, dass mer decidéiert hunn, eis bilateral Kooperatioun mam Nicaragua net weiderzefëieren. Allerdéngs ass et awer natierlech esou, dass mer do weiderhin am Multi täteg sinn, awer och nach weiderhi Projete maache mat der Société civile, mat ONGen, an eis och um regionalen Niveau net desengagéieren.

Wann eng humanitär Kris opkënnt, muss ee schnell reagéiere kënnen a mir hunn déi néideg Moyenen a Prozeduren, fir dat kënnen ze maachen. Notamment de Fait, dass mer d'Aide humanitaire an de Fonds de la coopération au développement migréiert hunn, erlaabt ons, méi schnell a méi flexibel ze reagéieren, obwuel dat d'lescht Joer fir e bëssen Opreegung gesuergt huet, well déi Ligne budgétaire op eemol verschwonne war.

Och oder grad an humanitäre Kontexter muss awer och op eng koordinéiert Manéier geschafft ginn. An et kann een net einfach esou anzwousch hifléien a probéieren ze hëllefen, ouni déi genau Besoinen, mee och d'Sekuritéitssituatioun sur place ze kennen. Dat hëlt natierlech alles e bëssen Zäit, mee och do sinn an de leschte Joren enorm Progrèse gemaacht ginn.

Mir hunn ee Projet - d'Instrument vum emergency.lu -, wou mer oft mat deenen Éischten op der Plaz sinn. Dank onser Zesummenaarbecht mam ETC, mam Emergency Telecommunications Cluster vum PAM (ndlr: Programme alimentaire mondial) - mat deem ech d'ailleurs Enn des Mounts ons Partnerschaft verstäerke wëll -, brénge mer dat fäerdeg. Ech war op menger Rees och den ETC-Hub zu Dubai besichen an ech kann Iech soen, dass dat eng Facilitéit ass, déi wierklech ganz impressionnant ass.

Dat ass och eent vun de Beispiller, Här Clement, vun enger Zesummenaarbecht publique-privée, wou mer effektiv mat eisem Privatsecteur an deene Léisungen, déi mer hei zu Land hunn - en l'occurrence an der Konnektivitéit -, mat SES a mat engem Acteur wéi HITEC zesummegeschafft a wierklech e Projet an e Produit op d'Bee gestallt hunn, déi haut an der humanitärer Communautéit universell solicitéiert an och appreciéiert ginn. Besonnesch am Kontext vum PAM, awer och vun aneren humanitären Acteuren, gi mer ëmmer erëm gefrot, fir den emergency.lu anzesetzen.

Firwat soen ech dat? E bëssen als Äntwert an als Reaktioun op Är Ausso, dass Der et mat enger gewëssener Suspicioun gesitt, wa mer dat am Beräich vun der Finanz, awer och an anere Beräicher vun eiser Ekonomie, wéi zum Beispill am Digitalen, an eiser Entwécklungszesummenaarbecht an och an eisem Humanitaire probéieren anzesetzen, géif ech gäre soen, dass dat absolutt Sënn mécht, dass dat ganz wäit ewech ass vun enger komescher an ongesonder Verquickung vun Ekonomie a, Kooperatioun, mee dass dat au contraire dat ass, wat mer musse maachen, fir nei Weeër ze goen, fir eeben déi Forcen, déi mer hei hunn - déi „unique selling proposition" - am Digitalen, awer och an de Finances inclusives am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht anzesetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Leider gesi mer awer och, dass et - an d'Lydia Mutsch huet et ugeschwat - ëmmer méi humanitär Krise gëtt, déi sech och an der Durée - heiansdo souguer op Joerzéngten - verlängeren, sougenannt „protracted crises". An do muss och d'Hëllef un de Kontext ugepasst ginn.

An deem Kontext hat ech och zu Genève eng ganz interessant a räich Diskussioun mam Peter Maurer, dem President vum Comité international de la Croix-Rouge, e ganz interessanten, ganz erfarene Mann, dee mer wierklech och nach méi ze verstoe ginn huet, wéi komplex d'humanitär Zesummenaarbecht haut ass am Kontext vun deene verlängerte Krisen, déi iwwer Joren, Jorzéngten daueren - sief et am Jemen, a Syrien, am Afghanistan oder op anere Plazen -, a wéi wichteg haut déi Approche vum Nexus „paix-sécurité-développement" ass, wann een iwwert d'Aide humanitaire schwätzt.

D'Aide humanitaire kann een haut u sech bal net méi lassgeléist vun der Entwécklungszesummenaarbecht gesinn. Déi zwee gräifen haut aneneen. Dat mécht d'Saachen natierlech net méi einfach, mee et ass indispensabel, fir dat och an der Entwécklungszesummenaarbecht mat anzeplangen.

An deem Kontext wëll ech Iech och gäre soen, dass eis Stratégie humanitaire am Ministère vun der Kooperatioun nach dëst Joer am Sënn vun deenen neie Begeebenheeten an am Sënn vun där neier Donne, déi ech Iech elo just beschriwwen hunn, adaptéiert gëtt.

Am Afghanistan si mer säit 2011 mat der PATRIP Foundatioun aktiv, an dat am Secteur WASH - water, sanitation, health -, méi prezis mat Drénkwaasser a sanitären Installatiounen an de Biergdierfer am Grenzberäich Afghanistan/Tadjikistan.

Fir dëst Joer hu mer en neien Accord mat hinne geplangt, an och am Afghanistan hu mer mat der FAO (ndlr: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) eng drëtt Phas - 2021 bis 2023 - vun engem Projet am Beräich Agrikultur an Alimentatioun mat engem Budget vun dräi Milliounen Euro lancéiert.

Wat d'Schwéierpunkte vu Santé an Educatioun ugeet, déi och eng Partie Deputéiert ugeschwat hunn, erënnert d'Pandemie eis all Dag drun, wéi wichteg Investissementer an den Zougang zur Ausbildung an zur Gesondheet sinn, besonnesch wat Diagnosen, Traitementer an Impfungen ugeet. Duerfir wäerte mer och weiderhin zirka 15 % vun eiser APD (ndlr: aide publique au développement) an den ODD 3 - bonne santé et bien-être - investéieren, deen d'Réckgrat bilt fir d'Ëmsetzung vun der Agenda 2030.

D'Basiseducatioun a professionell Ausbildung - notamment fir Jonker a Fraen - sinn des Weideren de Grondstee vu souzesoen all onse PICen (ndlr: Programmes indicatifs de coopération), wéi zum Beispill deene mam Niger, déi mer den 19. Mee wärend der Visitt vum President Bazoum ënnerschriwwen hunn. An dat ass och e gutt Beispill, fir ze weisen, dass dat, wat mer do am Beräich vum Gender maachen, alles anescht ass wéi eng neokolonial Politik, wéi dat hei vu verschiddene Riedner ugelaut ginn ass. Gender ass absolutt net eppes, wat mir anere Länner opdrécken; et ass absolutt net eis Valeuren transposéiert an e Kontext, an dee se net erapassen. Bien au contraire! Den Niger ass do en exzellent Beispill.

Am Niger huet de President Bazoum eng Politik vu „family planning" virgesinn, mat där en och zum groussen Deel gewielt ginn ass a wou en zum Beispill Internater wëll asetzen, fir justement jonk Meedercher bis zu 15, 16 Joer an der Schoul ze behale fir ze evitéieren, dass se ze vill fréi Kanner kréien, a fir ze evitéieren, dass se hiert Liewe net esou kënne gestalten, wéi se et gären hätten.

An all deene Länner an och an all eise Partnerländer ass erkannt ginn, dass den „empowerment" - d'Autonomisatioun, d'Independenz vu Meedercher a vu jonke Fraen - e ganz wichtege Schrëtt ass, wann ee gäre weiderkënnt an der Entwécklungszesummenaarbecht an deene Länner. Wann ee jonk Fraen autonomiséiert, wann ee se an d'Responsabilitéit kritt, wann een hinnen e selbststännegt Liewe gëtt …, dat huet näischt mat Neokolonialismus ze dinn! Dat huet mat der Demande ze dinn, déi vun deene Länner kënnt. An duerfir maache mer dat an eiser Entwécklungszesummenaarbecht.

D'Pandemie huet och nach emol ënnerstrach, dass international Zesummenaarbecht a Solidaritéit den onverzichtbare Grondsteen si fir en effikasse Kampf géint de Virus a géint d'Aarmut an der Welt.

Als leidenschaftlech Verdeedeger vum Multilateralismus si mer Deel vun der Initiativ „Team Europe", déi den Impakt an d'Visibilitéit vun eisen Aktioune renforcéiert. An duerfir hu mer och trotz Kris a Budgetsaschränkungen eis Ënnerstëtzung fir eis wichtegst multilateral Partner am Beräich Santé verstäerkt, dorënner d'OMS, de Fonds mondial an d'Impfallianz Gavi. A wéi gesot, nach eng Kéier: Wärend menger Visitt zu Genève krut ech nach eng Kéier confirméiert - och vum Generaldirekter vun der OMS -, wéi wichteg eis Partnerschaft ass fir Organisme wéi d'OMS, awer och fir munch anerer am Beräich vun der Santé.

Här President, ech géif zum Schluss och nach gär e Wuert soen zu zwee Punkten.

Deen ee Punkt, dat ass de Reproche, deen hei formuléiert ginn ass vun der Deputéierter Oberweis, dass mer net genuch géifen op d'ONGe lauschteren, op d'ONGDe lauschteren an eiser Entwécklungszesummenaarbecht.

Ech géif lech gäre soen, dass dat net stëmmt! Mir hunn en Dialog mat den ONGen, dee continu ass. Mir hunn notamment en Dialog mam Cercle des ONG, deen am Kontext vum Comité interministériel bei eis allkéiers invitéiert gëtt, wann et justement ëm d'Cohérence des politiques geet. Ech war och viru Kuerzem beim CITIM, deen ech och perséinlech als Partner schätzen, deen eng wichteg Aarbecht mécht a senger Analys vun der Cohérence des politiques. Ech sinn och dorobber agaang wärend den Assisen, wéi ech op eng Partie Saachen ugeschwat gi sinn, wou Inconhérencë pointéiert gi sinn.

Et ass also guer net esou, dass mer deen Dialog net hunn an dass mer se net seriö huelen, bien au contraire. Et ass och eng Diskussioun, déi mer féieren am Kader vun der OCDE am CAD (ndlr: Comité d'aide au développement), deen eis par ailleurs och seet, dass eis global Strategie an der Entwécklungszesummenaarbecht déi richteg ass an dass se an déi richteg Richtung geet. Mee dat ass eppes, wat mer immens wichteg ass: Dee Seriö, mat deem mer op d'ONGen zouginn, mat deene mer se begéinen a mat deene mer mat hinnen dialogéieren. Ech géif dat also wierklech net gären esou am Raum stoe loossen, wat do gesot ginn ass.

Et ass och nach vum Paul Galles gesot ginn, dass mer solle kucken, dass mer net mat der Strenz an net op eng ondifferenzéiert Aart a Weis virginn an eiser Kooperatiounspoltik. An ech géif och do gäre soen, dass dat wierklech net de Fall ass.

Zum Beispill bei der Ëmsetzung vun eisen neie Strategien - d'Strategie Gender, mee awer och déi Strategie am Ëmweltberäich an an dem Klimawandel -, do gi mer elo hin a mir maachen e Plan d'action fir eng konkreet Ëmsetzung vun deene Strategien, wou mer se engersäits transversal op all eis PICen, op all eis Projeten applizéieren. Dat heescht, den Aspekt Gender wéi och den Aspekt Ëmweltprotektioun a Klimawandel wäerten allkéiers an all eis Projeten, an all eis Beräicher mat erafléissen. An zweetens wäerte mer och ganz konkreet Projeten definéieren an deene Beräicher, am Partenariat mat all eise Partnerlänner, wéi dat zum Beispill am PIC mam Cap-Vert geschitt ass. Dat selwecht wäert och elo geschéien an deem nächste PIC mam Burkina Faso an och an all deenen aneren, wou mer eis Strategien do wäerten ëmsetzen.

D'Ëmsetzung, fir dem Stéphanie Empain ze äntweren, wäert also geschéien am Kader vun deene Plans d'action, déi mer elo formuléieren. Et wäert also och elo ganz schnell geschéien. An och am Kontext vun deene Plans d'action wäerten d'Leit forméiert ginn, souwuel am Ministère wéi och bei LuxDev wéi och um Terrain bei eisen Ambassaden. Dat ass alles virgesinn.

Et ass natierlech esou, dass een et ëmmer nach ka besser maachen. Mee et ass wierklech Suerg dofir gedroe ginn, dass mer de maximalen Impakt an eiser Entwécklungszesummenaarbecht kréien. An duerfir hu mer eis och déi nei Strategien do ginn, fir nach méi inklusiv an nach méi effikass kënnen ze schaffen.

Ech soen lech villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Kooperatiounsminister Franz Fayot. Parole après ministre fir d'éischt fir d'Madamm Nathalie Oberweis an dann duerno fir den Här Paul Galles. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci. Souwäit ech weess, däerf een hei äntweren, wann ee mam Numm genannt gëtt. Ech hoffen, ech maachen elo kee Feeler hei.

Merci, dass Der mer geäntwert hutt op dat, wat ech u sech ugedeit hunn. Ech sot net, dass et keen Dialog géif ginn. Well ech weess, et gëtt en Dialog, deen och institutionaliséiert ass. Ech weess dat.

Et war méi d'Fro, awéiwäit d'ONGen an hirer politescher Aarbecht, an hirer kritescher politescher Roll, déi se solle spillen, vum Ministère och ënnerstëtzt ginn. Ech weess, dass dat um Pabeier stëmmt. Ech sot just, dass ech mengen, souwäit ech dat matkréien, dass d'ONGen ëfters d'Gefill hunn, dass se eventuell net onbedéngt ënnerstëtzt ginn an där politescher Roll, déi kritesch Aarbecht ze maachen, déi se solle maachen, an eeben och, dass elo an der Lescht ëfters ONGen diffaméiert goufen, delegitiméiert goufen. An awéiwäit de Ministère si do ënnerstëtzt. Et war méi dat.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Da vläicht nach den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Jo merci, Här President. Och merci, Här Minister, fir déi vill Erklärungen. Ech fannen, et ass e ganz interessanten Debat.

Ech wollt nach eng Kéier nofroen, well ech mech besonnesch op d'Klimastrategie e bësse fokusséiert hunn, well déi mech immens interesséiert, wéi d'Zesummenaarbecht tëschent Ärem Ministère an dem Ëmweltministère an deem Beräich ass, also, wie sech do firwat kompetent fillt a wéi sech do dann och déi verschidde Verantwortungen opgedeelt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Galles. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Kooperatiounsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Fir vläicht da mat där zweeter Fro unzefänken: Et ass esou, dass mer eng ganz gutt an eng ganz enk Zesummenaarbecht hu mam Ëmweltministère. Dir wësst, dass mer an deem leschte Regierungsprogramm eng sougenannten „Approche pangouvernementale" festgehalen hunn, wou mer och aner Ministèren an aner Beräicher mat eranhuelen an eis Entwécklungszesummenaarbecht, wéi zum Beispill d'Klima an d'Ëmwelt.

Dat hu mer zum Beispill gemaach an deem neie PIC mam Cap-Vert, wou mer erneierbar Energië mat dran hunn, awer och Ëmweltaspekter mat dran hunn. All déi Saache sinn natierlech zesumme mam Ëmweltministère ausgeschafft ginn an och zesumme mat hinne formuléiert ginn. Mir kucken … Dir wësst, dass och nach e bëssen APD (ndlr: Aide publique au développement) beim Ëmweltministère ass. An och do kucke mer natierlech, dass mer déi Projeten elo zesumme formuléieren, fir dass déi och mateneen zesummegräifen an aneneegräifen, fir do eng maximal Effikassitéit ze kréien. Dat gëtt also scho gemaach.

Zu der Observatioun oder der Fro vun der Madamm Oberweis. Nach eng Kéier: Ech mengen, ech kann dat net wierklech novollzéien, dass mer elo déi ONGen, déi sech méi politesch asetzen … A wann een iwwer Cohérence des politiques schwätzt, ass een natierlech direkt an der Politik dran. Par ailleurs sinn ech der Meenung, dass bal alles politesch ass, besonnesch an der Entwécklungszesummenaarbecht.

Ech hunn do en oppene Kanal mat all deenen ONGen a mat all deene Leit. Dat bescht Beispill ass dat vum Devoir de vigilance am Beräich vun de Mënscherechter, wou ech ganz oft dat Kollektiv vun deenen ONGe gesinn, déi sech asetze fir eng Legislatioun fir den Devoir de vigilance, souwuel am Wirtschaftsministère, mee och an der Kooperatioun, wou ech mat deene Leit schwätzen, voilà, wou mer net ëmmer eent zu eent op där selwechter Linn sinn, mee wou mer oppe matenee schwätzen a wou ech absolutt kee Problem domat hunn.

Mir hunn och wierklech … Ech hunn net d'Impressioun, dass mer iergendeen do briméieren oder versichen, iergendengem ee Maulkuerf opzesetzen. Gutt, wann natierlech judiciaire Prozeduren ënnerwee sinn, déi vun iergendengem, déi vu Betriber oder vu Privatinterête lancéiert ginn, bon, do hu mer natierlech net schrecklech vill Influenz drop.

Ech fannen net, dass dat eng gutt Method ass, fir alles ze judiciariséieren - och d'ailleurs net an der Politik, mee dat ass eng aner Diskussioun. Mee ech mengen net, dass mer iergendwéi engem do e Maulkuerf undinn. Dat heescht, dat Gefill, ech notéieren dat, ech huelen dat zur Kenntnis, mee ech kann dat net richteg novollzéien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Kooperatiounsminister.

Motion 1

Ier mer dëse Punkt kënnen definitiv ofschléissen, musse mer nach iwwert d'Motioun befannen. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. An ech mengen, d'Madamm Oberweis hat et selwer gesot: Si hat proposéiert, dass mer sollten an der Kommissioun driwwer diskutéieren. Ech mengen, dass et effektiv gutt wier, sech eng Kéier Gedanken driwwer ze maachen, well d'Associatiounen, d'ONGen, ob se elo hei am Land aktiv sinn oder och am Ausland, déi leiden natierlech och wéi vill anerer ënnert de Suitte vun der Covidpandemie.

Duerfir, mengen ech, wier et gutt, wa mer eis eng Kéier géifen driwwer austauschen. An ech géif profitéieren, well de Minister Fayot haut hei ass, fir en ze froen, ob mer dat da kéinten zum Beispill den 19. Juli mat op den Ordre du jour huelen. Dat ass deen Dag, wou e bei eis kënnt, fir dann iwwert deen neie PIC Niger ze schwätzen, entre autres, an all déi aner Saachen, déi hien a senger Fonctioun als Minister nach um Leescht huet.

Duerfir, wann hien domadder d'accord ass a wann d'Madamm Oberweis dermat d'accord ass, géif ech proposéieren, se an d'Kommissioun ze huelen. Da bräichte mer elo net driwwer ofzestëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Cruchten.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da soll d'Kommissioun sech mat dëser Motioun befaassen.

(La motion 1 de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

8. Changement de composition d'une commission

Ier mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour kommen, wëll ech nach Äert Averständnis froen, wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Santé et des Sports ugeet, wou d'CSV-Fraktioun ugefrot huet, datt den Här Michel Wolter den Här Georges Mischo all Kéier fir de Punkt iwwert d'Proposition de loi 7808 iwwert d'Teststrategie an den Alters- a Fleegeheimer ersetzt, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Proposition de loi.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun dëser parlamentarescher Kommissioun ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. Débat de consultation au sujet du Rapport sur le Fonds spécial de soutien au développement du logement

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Consultatiounsdebatt iwwert de Rapport vum Spezialfong fir de Logement. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An ech géif elo d'Wuert ginn un den Här Henri Kox, de Logementsminister.

Exposé

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Ech weess net, ob et lech och esou waarm ass, awer et ass extreem dompeg heibannen.

E schéine gudde Mëtten. Merci, Här President, fir Är Wierder an och d'Wuert. Jo, haut ass et méi wéi e Joer hier, dass dee Spezialfong vum Wunnengsbau en vigueur ass. An nodeem mer am Hierscht schonn esou en Zwëscherapport an der Kommissioun vum Logement diskutéiert hunn, konnte mer dee Rapport da viru Kuerzem och fir d'éischte Kéier presentéieren. An haut hunn ech mer erlaabt, dann och eng Consultatiounsdebatt unzefroen, fir mat lech d'Konklusiounen aus deem Rapport kënnen ze deelen.

Ech wollt déi Debatt … oder mäi Resümmee am Virfeld schonn direkt awer mat op de Wee ginn. Fir mech entsprécht dëse Rapport méi Transparenz a Previsibilitéit am Wunnengsbau. Den zweeten Deel ass, mengen ech, dass heimadder och e Beweis erbruecht gëtt, dass d'Offensiv am abordabele Wunnengsbau lancéiert gouf. An de leschte Punkt musse mer nach méi oft diskutéieren, dat ass e bëssen d'Recht op d'Wunne fir jiddereen. Ech géif dat resuméieren an dräi Punkten: d'Struktur, d'Zuelen an och den Ausbléck, wat an deem Rapport ze fannen ass.

Erlaabt mer, dass ech op den éischte Punkt kommen, an dat ass d'Struktur a sech vun deem Rapport. An do huelen ech e bësse méi laang aus, oder net méi laang, awer ech gi méi wäit an d'Geschicht, an d'parlamentaresch Geschicht och zréck an ech huelen eng Motioun vun 2006, wou hei an der Chamber gesot ginn ass: „Alles wat ëffentlech Sue sinn, insbesondere wat d'Travaux publics ubelaangt, soll transparent duergestallt ginn." An eng zweet Motioun, dat war 2009, do ass gesot ginn: „Alles wat eng Envergure huet vun zéng Milliounen, soll an enger spezieller Motioun definéiert ginn", an der Regierung soll eeben op d'Fangere gekuckt ginn - an dat sidd Dir! -, respektiv soll gekuckt ginn, ob dee Budget, dee virgesinn ass, och d'Strooss hält an ob déi Zuelen och déi richteg Ausweisung opweisen.

An dann eng drëtt Motioun, an déi betrëfft grad de Logement, an dat war den 28. Januar 2019, wou gesot ginn ass, fir esou en Instrument an d'Liewen ze setzen, fir déi Transparenz kënnen ze maachen.

Duerfir, am Rapport géif ech och dräi Deeler …

(Brouhaha)

Entschëllegt, Dir Hären, ech héiere vill Stëmmen op der rietser Säit ... Ass dat elo riets? Bon, ech wollt zréck dann op de Rapport kommen, wann Der erlaabt?

Une voix.- Dir mengt jo déi geografesch riets Säit?

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Geografesch op der rietser Säit, jo, pardon. Entschëllegt, dass ech mer erlaabt hunn, op déi riets Säit ze kucken.

De Rapport weist déi Struktur op, fir kënnen en lwwerbléck ze weisen. A wann een e bëssen zréckgeet an d'Geschicht, wéi mer soss higaange sinn: Do hu mer alljoers e Budget gehat, dee mer am Budgetsrapport och ëmmer ageschriwwen hunn, an deen huet een, wat de Wunnengsbau ubelaangt, op 15 ënnerschiddleche Plaze fonnt. An déi 15 ënnerschiddlech Plaze sinn natierlech, wéi de Budget dat virgesäit, ëmmer erëm en économie gefall an hunn ëmmer erëm missen ugefrot ginn.

An doduerch, dass mer dee Fong hei fir de Wunnengsbau geschafen hunn, fält dat ewech a mir hunn een Dëppen, esou wéi dat och an de grousse Projete wéi fir den Zuch, fir d'Stroossen, fir d'ëffentlech Bauten ass, do hu mer elo ee Fong mat engem Budget, deen dann d'ëffentlech Wunnenge subventionéiert.

Duerfir fanne mer an deem Rapport dann d'Zuelen, wat gebaut gëtt, wou gebaut gëtt, wéi gebaut gëtt. Mir fannen de Montant, d'Héicht dovun, an zum Schluss, an dat ass dat, wat de fréiere Minister vun de Baute jo an d'Weeër geleet huet, en Ausbléck, fir déi Projeten ze identifizéieren, déi méi wéi zéng Millioune beinhalten. An duerfir mengen ech, dass mer mat dësem Rapport de Bedenke vu fréieren Interventiounen hei aus der Chamber an och mengen eegene Bedenke vun deemools Rechnung droen, andeem mer méi Transparenz hei erabréngen.

Also, mir kréien heiduerch méi Planungssécherheet fir d'Promoteuren, fir d'Gemengen. Mir kréie méi Transparenz, méi Kloerheet iwwert d'Suen, déi ausgi ginn, nämlech vis-à-vis vun der Ëffentlechkeet an, fir mech natierlech ganz wichteg, och vis-à-vis vun der Chamber. A mir kréien e Gesamtbild, wou déi Suen iwwerall higaange sinn a wou dann och déi Wunnenge sinn. An dat muss een awer soen, mir sinn e bësse blann op deem, wat mer an der Vergaangenheet alles esou subventionéiert hunn, well mer keen lwwerbléck iwwert déi Gesamtzuel vu Wunnengen hunn, déi an de Gemenge sinn. Duerfir ass et wichteg, dass mer och endlech en Instrument kréien, dass déi Wunnengen net méi verluer ginn. An dat ass och hei indirekt mat derbäi.

Et muss ee wëssen, dass dee Fong a sech dat beinhalt, wat de Moment konventionéiert ass mat de Gemengen, mat ASBLen, mat de Promoteurpublicken, dat heescht, de mëttelsten Deel vun hirer Aktivitéit, nämlech do, wou konkreet ugefaange gëtt ze plangen, bis hin zum Ofschloss, wann déi Haiser a Wunnenge bis bezuelt ginn. An da fale se aus deem Fong eraus an da gi se zukünfteg och kontabiliséiert, dass se nach ëmmer do si fir déi zukünfteg Generatiounen. An dat ass wichteg!

Zwee nei Instrumenter sinn derbäikomm. An do ass et e bëssen Diskussioun ginn. Dat éischt ass de Cahier des charges. De Cahier des charges ass näischt Neies. De Cahier des charges féiert och keng nei Plaffongen an, zu wéi engem Montant ee subventionéiert gëtt. De Cahier des charges ass en Instrument, fir kënnen dem Bauhär mat op de Wee ze ginn, wéi a wat a wou ka gebaut ginn a wéi en dat soll bauen. E gëtt em en Instrument, e Kader, wou e sech zurechtfënnt. An duerfir, mengen ech, ass et ganz wichteg, wann een en ukuckt - en ass um Internet ze fannen, d'Acteuren hunn en och schonn zur Verfügung gestallt kritt -, dass en immens technesch ass, mee ech mengen, et gëtt genuch Fräiheete fir de Planer, fir den Architekt, fir de Bauhär, an enger gewëssener Rumm vun deene Materialien, déi um Marché

natierlech do sinn, fir kënnen déi Wunnengen ze erriichten.

An dann, dat Zweet, dat ass fir mech awer och eng ganz wichteg strukturell Ännerung innerhalb vun eisem Ministère. An dat fannt Der jo och mëttlerweil am Interieur, wa Wunnengen oder PAPe sollen autoriséiert ginn. Am Virfeld gëtt driwwer diskutéiert, an duerfir hu mer eng CAAP, dat ass eng Commission d'analyse critique des aides à la pierre. Wat ass dat? Et ass net nëmmen een, dee sech de Projet ukuckt am Zesummenhang mat de Gemengen oder mat dem Promoteur, mee et ass e Kommitee vu véier Leit, déi sech austauschen, fir eng gutt Guidance ze ginn, fir eebe mat deem Cahier des charges déi néideg Informatioune weiderzeginn an och, fir eng besser Traçabilitéit ze hunn, awer och fir d'Reproduzéierbarkeet vun deem nächste Projet, deen da mat deene selwechte Krittäre gekuckt gëtt. An duerfir, mengen ech, ass mat deenen zwee Instrumenter eppes ganz Wichteges entstanen. Dat zum éischte Punkt, wat déi strukturell Ännerung ugeet.

Den zweete Punkt, wou ech wollt drop agoen, dat sinn d'Zuelen. Dat ass déi Offensiv, déi awer bewise gëtt vun deenen Zuelen, déi dra sinn. An de Fong weist zum Enn vum leschte Joer, 31. Dezember 2020, 300 Projekter. Déi 300 Projete sinn och am Rapport zréckzefanne mam Numm, mat der Gréisst, mat der Unzuel vun de Wunnengen an och, wou wie se a sech baut. Dat heescht, eng total Transparenz. Dat sinn am ganzen 3.125 Wunnengen an dat mécht iwwer eng hallef Milliard aus. Dat ass net näischt, wëssend, dass dat awer iwwer eng gewësse Period scho geet. Et ass net dee Montant, deen dat Joer dann och ausbezuelt gëtt.

Wat mer ausbezuelt hunn, an dat ass och nozeliesen, si 96 Milliounen. Elo kann ee soen: „Do ass nach Loft no uewen." Fir mech ass do och nach Loft no uewen. Awer wann een an d'Vergaangenheet kucke gaangen ass, an dat ass och am Rapport ze fannen, da ware mer ëmmer bei 40 Milliounen. Ab 2017, 2018 ass et an d'Luucht gaangen. 2018 hate mer scho 70 Milliounen, 2019 84 Milliounen, an 2020, wéi virdru gesot, 96 Milliounen.

Et ass och erauszefannen, wien do baut. An et muss een awer soen: 70 % vun all deene Wunnengen, déi de Moment am Abordabelen am ganze Land gemaach ginn, dat sinn nees ëffentlech Promoteren. 70 % duerch d'Land!

An do muss een och d'Komplementaritéit kucke vun deenen zwee ëffentleche Promoteuren. Oft liest een: „Deen ee gëtt géint deen aneren ausgespillt. D'SNHBM, déi mécht awer vill méi Produktioun an de Fonds du logement mécht net genuch." Nee! Déi hunn ënnerschiddlech Visiounen. Si sinn ënnerschiddlech ënnerwee. D'SNHBM ass spezialiséiert, ech soen elo emol, op der Grénger Wiss - dat ass Elmen -, wou do am Schnellverfare kann an enger Reproduzéierbarkeet eppes gemaach ginn. Si wäerten aktiv ginn hei um Kierchbierg - ganz aktiv. Se si schonn do aktiv a se si méi, géif ech emol soen, an der Stad Lëtzebuerg ënnerwee.

An de Fonds du logement, wann Der déi Kaart kuckt, déi sinn iwwerall ënnerwee. Dat heescht, de Fonds du logement huet immens vill Projeten. Si si vill méi a Kontakt mat de Gemengen. Si maachen och kleng Projete mat de Gemengen, well d'Gemenge jo net ëmmer gär oder kënnen alles eleng maachen. Duerfir ass de Fonds du logement méi ronderëm am Land verstreet. A se hu vill méi Projeten. Awer ëmgedréit hu se manner Logementer pro Projet.

Duerfir däerf een déi zwee net géinteneen ausspillen. Déi zwee si wichteg an hirer Komplementaritéit! An duerfir ass et esou wichteg, dass dat ass.

An d'Gemengen hunn och eng gewësse Part. Si hunn net déi Part, wéi awer vläicht ëmmer gesot gëtt. Si hunn 23 % de Moment am Fong. Si sinn och aktiv. Et sinn der ganz vill, déi aktiv sinn. Et sinn der awer och, déi net esou aktiv sinn. A mir hätte se jo gär alleguerte mat am Boot.

An et si wuel Projeten derbäi vun de Gemengen, wou d'Gemeng deen ass, deen d'Konventioun ënnerschreift, an da kann et nach sinn, dass d'SNHBM oder de Fonds du logement et baut. An dat ass och gutt esou. Et ass wichteg, dass déi gutt Kooperatioun do entsteet tëschent deenen ënnerschiddleche staatlechen Acteuren, well ouni déi kann et net funktionéieren.

An dann, wou mer och mussen driwwer diskutéieren, mengen ech, dat ass de Pro rata vun: Wéi eng Wunnform entsteet do? Dat ass engersäits d'Locatioun, de Moment 53 %, an d'Vente. An do muss een awer soen, dass d'Locatioun elo definitiv an der ëffentlecher Hand bleift, och wat an de Gemenge subventionéiert gëtt, an och d'Vente. D'Vente: Am Emphyteotique gëtt verkaaft, awer d'Réckkafrecht bleift bei der ëffentlecher Hand, dass déi net méi (veuillez lire: fir dass déi Wunnengen net méi) um private Marché verschwannen.

E wichtege Punkt, an dat war och e Wonsch vun eis alleguerten: dass de Staat méi aktiv gëtt beim Kaf vun Terrainen. An duerfir ass et jo ausgewisen am Fong. D'lescht Joer ware mer ganz aktiv zesummen: de Logementsministère mam Fonds d'acquisition vum Finanzministère, wou och eng ganz gutt Kooperatioun ass a wou d'Spezialiste sinn, fir kënnen ze negociéieren an ze kafen. D'lescht Joer hu mer fir 7,5 Millioune kaaft. Dat si plus ou moins 400 Wunnengen, och mat Loft no uewen, wa mer weiderginn.

Da komme ganz grouss Projeten no an dat hutt Der jo am Rapport gesinn. Eleng déi Projeten an där Motioun, déi mer jo diskutéiert hunn, do sinn der eng ganz Rei opgezielt. Et sinn der 17. Dat sinn haaptsächlech Projete vun den ëffentleche Promoteuren, déi ënnerwee sinn an deem Beräich. An dat sinn der ... Ech wëll net alles virewechhuelen, wat vläicht an der Motioun herno och nach debattéiert gëtt, mee ech mengen, mir hunn do eng ganz konstruktiv Diskussioun gehat iwwert dëse Fong. Duerfir erlaabt mer, dass ech dann déi Zuelen awer nennen, well et sinn awer schlussendlech 8.200 Wunnengen, déi do an der Planung sinn. Déi sinn nach net an der Konventioun mat dem Ministère fir Suen, dat ass nach an der Planungsphas.

An den Artikel 29bis, dee mam Pacte Logement hoffentlech hei eng Zoustëmmung wäert fannen, deen ass emol nach guer net hei dran! Da gëtt et en Automatismus, dee mer a sämtleche Gemenge kréien. Sämtlech Gemenge wäerte mat an d'Boot kommen, fir abordabele Wunnengsbau dann ze schafen.

Da kommen ech zum leschte Punkt. Dat ass dann e bëssen den Ausbléck. Erlaabt mer, dass ech awer e puer prinzipiell Aussoe wëll maachen, och wat de Wunnengsbauminister mat dem Ministère wëllt maachen, nämlech: och déi Philosophie vum Recht op Wunnen.

Ech mengen, mir hunn an der Vergaangenheet oft ... Den Accès op d'Proprietéit, ech wëll net soen, dass dat net erlaabt ass, an dat soll och net verhënnert ginn. Ech mengen, mir wëssen: Mir hu 70 % vun der Populatioun hei am Land, déi si Proprietären. Dat ass och gutt esou. Mee mir hunn awer och e ganz groussen Deel, déi ganz grouss Schwieregkeeten hunn, fir eng Wunneng ze fannen. An dat Recht op Wunnen, adequat ze wunnen, dezent ze wunnen an enger gewëssener Belaaschtung vu sengem Budget ausgesat ze sinn, déi net iwwer x Prozent dierf erausgoen, dat ass d'Iddi, déi do derhannertsteet.

Well de Bestand, an dat musst Der jo éierlech soen: Am Verglach mat dem Ausland si mir awer e bëssen hannendran. An do si mer alleguerten an der Verantwortung. Mir hunn 1.300 abordabel Locatiounswunnengen an de Gemengen. Dat sinn déi, déi no dem Interieur finanzéiert ginn. Déi kritt Der jo iwwert dee Fonds de dotation, wann Der Locatiounswunnengen nom '98er Reglement hutt.

Et sinn der 314 - SNHBM. D'SNHBM wäert och an Zukunft méi an d'Locatioun goen. Dat diskutéiere mer jo och. Dat hu mer och am leschte Kommitee diskutéiert, wéi mer zesummesouzen. An dann hu mer 2.000 Wunnengen, déi beim Fonds du logement an hirem Park sinn. Dat ass dee Gréissten, deen huet och am meeschten Erfarung mat der Gestioun vun deem Marché.

53 %, wéi gesot, sinn an der Locatioun. A mir mengen, mir mussen do nach eng Schëpp bäileeën, well, jo, mir musse kucken, dass déi, déi am mannsten de Moment an der Täsch hunn, och adequat Wunnenge kënne fannen. Duerfir, dat Recht op Wunnen: Do si mer all an der Verantwortung. Mir natierlech als Éischt, also ech als Minister, zesumme mam Ministère, mat Staat, fir déi néideg Moyenen, awer och déi logistesch Hëllefstellung zur Verfügung ze stellen. Mir si jo amgaang, mat verschiddenen Instrumenter dohinnerzegoen. An dat ass ganz wichteg, fir dat unzegoen.

An dann hunn d'Gemengen jo hir Responsabilitéit - déi huelt Der -, well si sinn déi, déi de Krop a sech op d'Baugeneemegung maachen. Et sinn déi, déi d'Diskussioune musse féieren, an et sinn déi, déi och musse mat eis aktiv kënne schaffen. Et sinn awer och - an déi soll een net vergiessen - d'ASBLen an d'Fondatiounen, déi e ganz soziale Charakter hunn an déi sech ëmmer ëm eng spezifesch Clientèle këmmeren, déi ganz wichteg sinn, wou deels déi Staatlech an déi Kommunal iwwerfuerdert sinn, a wou awer den Engagement esou wichteg ass vun deene Leit, fir deenen ënnert d'Äerm ze gräifen. An déi gi jo och, sief et vun de Gemengen, sief et awer och vum Staat ganz staark ënnerstëtzt.

D'Privatwirtschaft, jo! Mee wie baut?! D'Privatwirtschaft baut, an ech mengen, ouni elo virzegräifen: Am Pacte logement hu mer jo och en Instrument fonnt, fir se mat an d'Verantwortung ze huelen a bauen ze loossen a kënnen do aktiv ginn ze loossen.

Mir brauchen awer e Mentalitéitswandel fir ze diskutéieren, dass mer och an all Gemeng abordabele Wunnengsraum kréien. Ech mengen, de Mëtten ... Ech wëll net op déi eenzel Gemengen agoen, um RTL-Site kënnt Der eppes noliesen. Mir mussen driwwer diskutéieren! Mir mussen driwwer diskutéiere mat de Leit um Terrain. Dat ass e Mentalitéitswandel, deen do op eis duerkënnt. Et ass net ëmmer nëmmen dat fräi leiend Eefamilljenhaus. Mir mussen awer och d'Konzentratioun méi iwwerdenken do, wou déi stättesch Strukture sinn. Dat ass fir mech de Kierchbierg virun allem, well do si mer amgaang jo ganz aktiv ze ginn an och aktiv an der Densitéit ze ginn.

Et sinn aner gréisser Projeten, wou mer och d'Densitéit mussen iwwerdenken an iwwerkucken, awer ëmmer am Zesummenhang mat der Liewensqualitéit. A wann ee jo kuckt, de Modell Elmen oder ..., wat jo awer zur Diskussioun hei gefouert huet, wat de Budget ubelaangt: Densitéit versus ëffentleche Raum. An den ëffentleche Raum, muss ech awer éierlech soen - an Dir sidd déi, déi an de Gemengen aktiv sinn -, eng vun de gréissten Erausfuerderungen ass d'Mobilitéit ëmmer erëm!

Dat beinhalt och ëmmer d'Wunnform, déi do an där Wunneng kënnt. Well mat der Wunnform kommen och Mobilitéitsuspréch, kommen Autoe mat an d'Spill. An domadder ass dann d'Retizenz éischter géint déi Wunnform, well d'Mobilitéit am Wee steet - éischtens, déi individuell. Duerfir musse mer déi Rückeroberung vum ëffentleche Raum méi diskutéieren, mat Alternative vun der Mobilitéit, mat Parkhaiser, mat ënnerschiddleche Wunnstrukturen. An ech mengen, do gëtt et Ouverturen, do gëtt et Méiglechkeeten, fir an déi Richtung kënnen ze goen.

Well eppes ass sécher: Ech mengen, déi Cohésion sociale ass eis all ganz, ganz wichteg. Duerfir brauche mer e gewëssene Sockel un ëffentleche Wunnengen. Dat ass esou! Dat braucht Der nëmmen am Ausland ze kucken: Holland huet der 30, Wien huet der ganz vill - mir brauchen net dohinner! Mir brauchen e Sockel, fir kënnen do deenen entgéintzekommen, déi et ganz schwéier hunn, fir kënnen eng Wunneng ze fannen. An e Sockel vun abordabele Locatiounswunnengen ass esou fir mech wéi e Fundament vun engem Haus: Wann d'Fundament vum Haus extreem staark ass, da kënnt Der drop bauen an do kënnt net esou séier e Rass an d'Haus, well d'Fundament gutt staark ass.

An dee Sockel un ëffentlechen abordabele Wunnengen, wa mer deen hätten a géifen ausbauen, da kréiche mer och kee Rass an der Gesellschaft, nämlech vun der Cohésion sociale. An dat ass mer ganz wichteg. Duerfir brauche mer där Wunnengen. Duerfir musse mer aktiv ginn. An duerfir, mengen ech, däerf ech och nach eng Motioun zitéieren. Dat war, wéi ech nach hei mat lech an der Chamber souz, den 1. Mäerz 2018. Dunn hu mer d'Regierung opgefuerdert, an deem Beräich aktiv ze ginn. An ech mengen, an dësem Rapport fënnt sech dat zréck.

Duerfir erlaabt mer, dass ech zum Schluss kommen, fir just dräi Punkten nach eng Kéier erauszehuelen: dass déi Lëscht, déi Der an deem Rapport fannt, eng Opzielung vu sämtleche Projeten ass, déi iwwer déi zéng Millioune sinn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wann Der se zesummenzielt, ass et net näischt! Ech hat virdru gesot: „100 Millioune sinn de Moment do", ma déi hätte mer, mat Ärer Ënnerstëtzung musse mer déi Milliounen nach do lockermaachen, fir an den nächste Jore substanziell kënnen do ze investéieren.

Mäi Fazit - an ech wëll der Motioun net ze vill virgräifen -, dat si fir mech nach eng Kéier déi dräi Elementer, déi ech virdru genannt hunn. Dëse Fonds spécial steet do fir méi eng Transparenz a Previsibilitéit. D'Zuele weisen, dass mer awer amgaang sinn, déi Offensiv ze lancéieren - a mat lech zesummen, déi an de Gemenge responsabel sinn -, an déi éischt Resultater sinn nozeliesen.

An dee Systeemwiessel, e bëssen, dass jiddereen d'Recht op Wunnen huet: Mat lech zesumme kënne mer dat fäerdegbréngen. Ech freeë mech op Är Suggestiounen a Kriticke vis-à-vis vun dësem Fong, fir da vläicht kënnen nach Verbesserungen duerchzeféieren. Ech lauschteren lech mat grousser Attentioun haut elo no. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Minister.

D'Wuert huet direkt den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen och dem Minister Merci fir seng Explikatiounen, wat elo de Fonds spécial de soutien au développement du logement ugeet. Wat de Constat, awer och d'Explikatiounen ugeet, déi de Minister elo just ginn huet iwwert dëse Fong, ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Wéi viru Joren d'Diskussioun iwwert dëse Fong gaangen ass respektiv wéi en och en place gesat ginn ass, huet och deemools d'CSV-Fraktioun, ech mengen, déi Mise en place mat ënnerstëtzt, absolutt, well dee Fonds spécial ersetzt eigentlech en tant que tel de Programme de construction d'ensembles, deen de Ministère du Logement iwwert déi lescht Joren ëmmer hat, wou et och drëm gaangen ass, eng Uglidderung vun alleguerten deene Projet, déi am Wunnengsbau sollten ëmgesat ginn - also alles konventionéiert Projete mat de Gemengen, mat de Promoteurs publics respektiv mat den Acteurs sociaux vum Terrain dobaussen -, ëmzesetzen.

Richteg ass och respektiv, wéi de Minister et gesot huet, datt et drëm geet, an Zukunft méi erschwéngleche Wunnraum ze schafen. Ech mengen, dee Constat deele mer alleguerten. An do ass et eis alleguerte wichteg an et läit eis och um Häerz, datt dat an Zukunft méi a verstäerkt gemaach gëtt vun all Zort vun Acteuren, och vun de Gemengen.

Ben, ech mengen, wat de Constat ugeet, wéi et soll ëmgesat ginn, do „scheiden sich ein bisschen die Geister". Do wäerte mer och nach d'Méiglechkeet kréien, am Kader vum Pacte Logement 2.0 dorop anzegoen. Op jidde Fall, d'Intentioun vun deem enge wéi vun deem aneren, fir dee Wee ze goen, wat abordabele Wunnraum ugeet, ass richteg a wichteg, an dat wäerte mer och mat ënnerstëtzen.

Fir fir méi Transparenz ze suergen, ass dëse Fong kreéiert ginn, fir dann och déi jeeweileg Projeten ze suivéieren, souwuel wat d'Ëmsetzung dovun ugeet. Duerfir, ech mengen, dat ass och dat, wat d'CSV gefrot hat, respektiv och, datt op de Fong mat eeben deene jeeweilege Projeten, déi am Fong drastinn, mat deenen 3.125 Wunnengen, datt do effektiv nach méi detailléiert soll drop agaange ginn iwwer eventuell Projeten, Project Managment, wou genau de Projet drun ass, a wat fir engem Stadium datt et ass. Well dat ass jo genau dat, wat de Knackpunkt bei där ganzer Saach ass vun der Ëmsetzung.

Wunnengsbau ass keen einfache Sujet! Ech wäert herno och nach op verschidden aner Punkten agoen, natierlech och Kritikpunkten. Ech mengen, dat sief erlaabt. Mee et ass wichteg, en adequate Suivi iwwert dat Ganzt ze hunn an ze wëssen, wou effektiv de Projet X oder Y drun ass. Ass en am PAP-Stadium? Ass en effektiv derbäi, datt e kann ëmgesat ginn? D'Infrastrukturaarbechten, sinn déi en cause? Sinn et effektiv eventuell schonn d'Aarbechten, déi um Bau ugefaangen hunn, net nëmmen d'Infrastrukturkäschten?

Mee et geet jo herno drëm, datt de Bau och stattfënnt. A bis datt e Bau ka stattfannen, do gi Joren a Jore an d'Land, bis dat och kann ëmgesat ginn. Duerfir ass et wichteg, och genau ze wëssen: Wou si mer dru mat dësem Projet a wéi ass effektiv de Finanzement? An d'Finanzmëttel, wat ass do engagéiert ginn a wat ass schonn ausbezuelt ginn? An da gesäit een och eng Transparenz iwwert dat Ganzt. Duerfir, de Wee ass richteg! Domat si mer averstanen.

Wat elo dëse Fong ugeet, wann een d'Chiffere kuckt: 2020 - 96 Milliounen. Ech mengen, do ass nach ganz, ganz vill Loft no uewen. Wa mer vun engem dräifache Betrag, vu ronn 300 Millioune d'Joer géife schwätzen, dann hätte mer och méi Wunnengen, déi effektiv ënner erschwéngleche Konditioune géifen ëmgesat ginn. Dann hätte mer dat erreecht. Duerfir, 96 Milliounen ass net näischt, mee et geet bei Wäitem awer net duer.

De Minister huet jo och geschwat vum Cahier des charges respektiv der Charte, déi vum Logementsministère erstallt ginn ass, mengen ech, wat och e gudden a wichtegen Outil ass. Et ass en extreem techneschen Outil, deen an Zukunft dann effektiv derzou wäert féieren, wéi Projete kënnen ëmgesat ginn. Och do nees eng Kéier, iwwert d'Ëmsetzung hannendrun iwwert de Pacte Logement, notamment den Artikel 10 oder den Artikel 29bis, Aménagement communal: Do si mer eis net eens. Ech wäert herno kuerz drop agoen. Mee ech mengen, mir wäerten dat méi detailléiert am Kader vum Pacte Logement 2.0 maachen, wann deen hei zum Vott steet.

Wann een eng Kéier an den Detail geet vun dësem Fong elo an et kuckt ee sech verschidde Projeten un - an et ass dat, wat ech virdru gesot hunn, d'Ëmsetzung ass effektiv e ganz, ganz wichtege Facteur vun deem Ganzen -, esou sti Projeten dran, déi bis 2034, Iechternach-Manertchen, oder 2042, zu Diddeleng, ginn, bis dass déi lescht Wunnengen do gebaut sinn. Ech kucken och de Buergermeeschter - dat muss ee sech wierklech op der Zong zergoe loossen -: 21 Joer bis dat ëmgesat ass; dat ass e ganz, ganz wäite Wee! A wärend där Zäit, ben, ech mengen, do ass et einfach emol esou, datt mer awer trotzdeem, mat deem Wuesstum, dee mer kennen - ech wäert herno och nach op de Wuesstum agoen -, do einfach net genuch realiséiere respektiv datt et ze laang dauert.

An ech mengen, dat ass dann och e Constat, dee vun eiser Säit aus gemaach gëtt: D'Promoteurs publics, d'Gemengen eleng, dat geet net duer! Mir brauchen aner Acteuren. Mir brauchen och de Privaten, deen eis do derbäi hëlleft, fir dat ëmzesetzen. Duerfir, 21 Joer ... An dat sinn einfach nëmme Projektiounen, just Projektiounen! Wéi et duerno an der Realitéit wäert ausgesinn, dat sief elo emol einfach dohinnergestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat wat de Fong ugeet. Et geet mer awer

och drëm, e Constat respektiv e Bilan ze maachen iwwert déi lescht Jore Wunnengsbau. An de Constat, respektiv wéi d'Situatioun ausgesäit, dat gouf och virun enger Rei vu Wochen nees eng Kéier och an der Press kommentéiert.

Mir hunn e steetege Wuesstum, deen derzou féiert, datt d'Präisser eis manifestement fortlafen. Mir sinn elo bei engem Wuesstum vun de Präisser fir Wunnengen: d'lescht Joer 16,7 %. Dat Joer virdru waren et 11 %. Elo muss ee wierklech de Constat maachen: an deene leschten aacht, néng, zéng Joer, ben, awer och wärend deenen aacht Joer, wou dës Koalitioun dann d'Responsabilitéit huet, datt do awer e gewëssenen Echec ze constatéieren ass!

Wa mer Präisser hunn, ech huelen elo einfach d'Moyennespräisser an der Stad, ronderëm d'Stad, well awer vill Leit do wunnen, och duer wëlle wunne kommen: Virun zéng Joer waren dat nach 5.000 Euro de Meterkaree fir eng Wunneng. Haut si mer op 10.000. Dat ass dat Duebelt! Dat ass effektiv eng Verduebelung vun deene Präisser vu virun zéng Joer. Duerfir, dat ass dramatesch, wann ee sech dat wierklech eng Kéier op der Zong zergoe léisst: 10.000 Euro an der Stad oder ronderëm d'Stad, eng Wunneng vun 100 Meterkaree, déi kascht eng Millioun! Wie ka sech dat haut nach erlaben? An ech mengen, dat ass e ganz, ganz grousse Problem, dee mer domat hunn: Wat maache mer mat eiser Jugend? Wou geet eis Jugend hi wunnen? Ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck, wat dann effektiv de Problem ass ronderëm dës Generatioun, awer och déi nächst Generatioun.

Elo kënnt Der mer soen: „Et ass d'Offer an d'Demande." Dat ass absolutt richteg. Offer an Demande, dat ass effektiv e ganz kloren ekonomesche Facteur. Wat effektiv méi Demande do ass, wat d'Präisser méi an d'Luucht ginn. Mir hunn e Wuesstum, deen iwwert déi lescht Joren dramatesch an d'Luucht gaangen ass. Positiv fir eist Land: Eng gutt Croissance, och wirtschaftlech Croissance, mat Zuele vu 4 oder 4,5 % Wuesstum, dat ass gutt fir d'Staatskeess.

Mir hunn e Wuesstum en chiffres absolus, wat d'Zuelen ugeet vun neien Awunner. No der Finanz-, Schlden- a Wirtschaftskris waren dat der 12.000 bis 14.000, e Saldo plus. D'lescht Joer ass dëse Saldo erofgaangen op 9.470. Wann een eng Kéier dat berechent mat engem Koeffizient vun 2,3 pro Wunneng, da mussen effektiv vill Wunnenge geschaaft ginn, fir dann déi Leit och ënnerdaach ze bréngen.

An da stellt sech d'Fro vum Wuesstum: Wat fir e Wuesstum wëlle mer a wat fir e Wuesstum brauche mer? An ech mengen, déi kruzial Fro, déi muss och an deenen nächste Joren nach eng Kéier gestallt ginn. A wann een elo d'Chiffere kuckt, plus 9.470, a virun zwee, dräi Joer war et nach e Plus vu 14.000 Awunner, dat sinn effektiv Zuelen, déi scho frappant sinn!

Elo freet ee sech, opgrond vun deene Präisser, déi mer effektiv momentan um Marché hunn, ob net vill Leit, vill Jonker effektiv an dat not Grenzgebitt da wunne ginn, well se sech hei einfach keng Wunneng méi kënne leeschten. An dat ass e Constat, dee muss een effektiv maachen. An ech mengen, alleguerten déi Leit, déi Responsabilitéit an de Gemengen hunn, op déi komme reegelméisseg Elteren oder och dann aner Leit zou, Jugendlecher, déi soen: „Jo, ech ka mer näischt méi leeschten. Ech sinn elo op Tréier, op Metz oder op Arel oder ronderëm wunne gaangen, well ech mer dat einfach net ka leeschten. Ech hu mech ageschriwwe bei engem Promoteur public, fir do kënnen eng Wunneng ze kafen, mee do sinn och d'Waardelëschten effektiv esou laang, bis datt een do wierklech eng Kéier un d'Rei kënnt."

Also ass et richteg, datt mer an de Gemenge méi Efforte musse maachen, datt d'Allgemengheet, de Staat, d'Promoteurs publics méi sollen ënnerhuelen. An et ass, mengen ech, awer dee kruziale Facteur, datt iwwert déi lescht Jore sécherlech och Mesuren do entaméiert gi sinn, mee och handwierklech Feeler gemaach gi sinn. Ee groussen handwierkleche Feeler iwwert déi lescht Jore war d'Hausse vun der TVA vun 3 % op 17 %. Wie wor dobäi dee gréissten Nutznießer? An ech mengen, dat wësse mer heibannen alleguerten: Dat ass de Staat, dee sech wierklech eng gëllen Nues op där Hausse vu 14 % verdéngt huet.

2019 huet duerfir d'CSV-Fraktioun iwwer eng Proposition de loi gefrot, fir de Fräibetrag, vu datt d'Präisser sech verduebelt hunn an deene leschten aacht, néng, zéng Joer, fir dee Fräibetrag op d'mannst vu 50.000 op 100.000 an d'Luucht ze setzen, well och den Häuslebauer, dee sech effektiv fir eegen Zwecker en Haus oder eng Wunneng wëllt leeschten, dee bezilt zanter dësem Changement vun 3 % op 17 % manifestement méi fir seng Wunneng. En plus sinn d'Präisser esou dramatesch an d'Luucht gaangen, datt et praktesch onméiglech ass, fir sech nach eng Wunneng hei kënnen ze leeschten.

De Kär vum Problem ass awer deen, an ech mengen, dat ass en anere Constat, deen op d'mannst mir als Oppositioun da maachen: De Konsens innerhalb vun den dräi Koalitiounspartner, wann et ëm d'Wunnengsbaufro respektiv ëm d'Ëmsetzung oder d'Ophiewe vun der Problematik oder eng Verbesserung vu gesetzlechen Dispositioune geet, do ass ee sech net eens.

Viru Joren ass ëmmer nees gefrot ginn - och vum zoustännege Minister, wéi en nach normalen Deputéierte war - an an der Chamberskommissioun ass ëmmer driwwer diskutéiert ginn, datt mir mussen eng Definitioun kréien an och brénge vum „logement à coût modéré". Elo si mer am Kader vum Pacte Logement 2.0 an déi Definitioun hunn ech nach ëmmer net fonnt! Bon, dat ass op jidde Fall emol eis Meenung vun der CSV.

Am Kader vum Pacte Logement 2.0 hu mer och undiskutéiert respektiv Amendementer erabruecht fir eng gewëssen Deckelung vun de Präisser vun dem Grond a Buedem. De Problem ass jo deen: De Grond a Buedem, dee leeft eis fort, d'Präisser dovun. Ech bréngen duerno nach e puer Beispiller, wat fir Präisser effektiv momentan gefrot an deelweis och bezuelt ginn. Do hu mer e Problem! Wa mer do net Dispositiounen an och Parametere setzen, da geet et monter weider a mir kommen einfach net derzou, fir och innerhalb vum Perimeter iwwerhaapt nach erschwéngleche Wunnraum kënnen ze schafen.

Bon, op där enger Säit soen ech, datt den Accord e bësse feelt ënnert de Koalitionären. Op där anerer Säit sinn et dann d'Kolleege vun der Demokratescher Partei, déi sech ganz, ganz schwéier dinn domat, fir dann effektiv eng Spekulatiounssteier op eeben dee Bien dropzesetzen, deen do heescht: de Grond a Buedem, de Bauterrain. Ech hu virdru vun enger Deckelung vun de Präisser am Kader vum Logement à coût modéré geschwat. Déi Deckelung, mengen ech, déi soll natierlech net fir alles gëllen. Mee iergendwéi musse mer awer usetzen, well d'Präisser um Grond a Buedem, déi lafe fort.

An do geet et net, fir dat nach eng Kéier kloer ze betounen, och wann eng Steier do soll agefouert ginn, wat de Grond a Buedem ugeet, ëm Leit, déi deen een oder aneren Terrain hu fir d'Kanner oder fir d'Kandskanner. Dorëms geet et ganz sécherlech net! Et geet awer drëm, an dee Constat ass jo och gemaach ginn, datt e Minimum vu Leit respektiv just eng Handvoll oder net méi wéi e puer Hännvoll Leit 10, 20 an 30 Terraine respektiv doriwwer eraus hunn, oder Terrainen do leien hunn, déi nach brooch sinn, déi nach net valoriséiert gi sinn, fir deem effektiv nozekommen. An ech mengen, do muss an deenen nächste Joren eppes geschéien, well soss geet et effektiv monter weider esou.

Déi Kolleege vun deene Gréngen, déi soen ëmmer: „Jo, et ass dach genuch am Perimeter dran." Jo, et ass nach vill dran, 2.846 Hektar, fir et genau ze soen. Dat sinn op jidde Fall déi lescht Zuelen, dovun 941 Hektar Baulücken.

Jo, Baulücken, wéi kritt een déi effektiv valoriséiert? Ech mengen, déi Leit, déi hei an de Gemenge Responsabilitéit hunn an och emol eng Kéier gefrot hu bei engem Proprietär vun engem Terrain, also enger Baulück: „Wëllt Der Ären Terrain net bebauen?" Wat ass d'Äntwert, déi een ëmmer kritt? Ëmmer déi selwecht, et ass déi: „Ech brauch d'Suen net. Ech kréien effektiv fir meng Sue momentan bei der Bank näischt bezuelt. Et sinn Negativzënsen. Meng Sue gi mer op der Bank futti, also halen ech den Terrain, well d'Präisser gi jo weider an d'Luucht." Voilà, dat ass de Constat, deen ze maachen ass, wat d'Baulücken ugeet.

An dann, déi Terrainen, déi hannendru sinn, déi nach net valoriséiert sinn, déi hunn haut och schonn eng Valeur, déi enorm an d'Luucht gaangen ass. An d'Promoteuren, déi lafe sech haut d'Bee stompeg, een iwwerbitt deen anere mat de Präisser. Duerfir, dat ass eng absolutt Katastroph, wat do geschitt. Also musse mer och eng Kéier dohinnergoen an iwwerleeën, fir eng gewësse Perimetererweiterung op Plazen ze machen, déi wierklech Sënn maachen. An ech betounen dat, „déi Sënn maachen", an näischt anescht!

2.586 Quadratkilometer huet eist Land. Dovu sinn 10 % bebaut - 10 %! -, 35 % Bëscher a 50 % Wisen an Aker. An da bleiwen nach 5 % fir d'Reseauen, also d'Infrastrukturen, Stroossen- a Schinnennetz. Et geet natierlech drëm, datt Lëtzebuerg seng gréng Long soll behalen, absolutt. Mee mir mussen awer oppassen, datt aus deem ganze Wunnengsbauproblem net eng Kéier eng Sozialkris entsteet. Ech mengen, dat wëllt kee vun eis an dat soll och an Zukunft net de Fall ginn, obwuel een déi éischt Parameteren awer scho gesäit: Wann ee bei de Monoparentalle kuckt, wou effektiv den Taux d'effort bei iwwer 40 % läit, fir sech nach eng Wunneng kënnen ze leeschten, dann ass dat dramatesch, an d'Tendenz ass steigend. Also, Efforten an déi Richtung sinn ze maachen.

Fir op de Präiswansinn eng Kéier anzegoen: Fir en Eefamilljenhaus, an der Stad Lëtzebuerg respektiv enger vun de Randgemengen, déi ech besser kennen, gi Präisser vun ëm 200.000 Euro den Ar gefrot. Rechent Iech dat eng Kéier héich! 5 Ar, wat net vill ass: 1 Millioun den Terrain! Baut Der nach eng Kéier drop: 1 Millioun bis 1,2 Milliounen. Da sidd Der bei 2,2 Milliioune fir en Haische mat e bësse Gaart ronderëm, e bësse Gréngs ronderëm. Wie bezilt dat nach?

Dat Ganzt gëtt wierklech op d'Spëtzt gedriwwen, wann et ëm Promotioun geet. D'Promotioun, dat ass, wann et dann eeben ëm de residentielle Beräich geet. Och e Beispill aus enger Gemeng, déi ech besser kennen, no un der Stad Lëtzebuerg leiend: Eng Residenz soll gebaut ginn op engem Terrain vun 11 Ar. 11 Ar ass net vill. Do ass dann e CUS, also e Coefficient d'utilisation du sol, vun eent, dat heescht, op 1.100 Meterkaree Terrain kënnen och 1.100 Meterkaree Wunnfläch gebaut ginn. Uschafungspräis vum Terrain: 7,7 Milliounen. Da rechent een nach eng Kéier Baukäschte vun 2,3 Milliounen. Da komme mer op 10 Milliounen, den Terrain plus dann d'Constructiounskäschten.

Bon, de Promoteur, dee rechent sech relativ séier aus: „25 % muss ech d'office u Benefiss maachen, fir dat Ganzt dann awer e bëssen ze rentabiliséieren!" Da komme mer herno op e Präis vun, elo haalt lech un: 13.500 Euro de Meterkaree, fir eng Wunneng! Voilà, an dat ass elo effektiv kee Witz, dat ass d'batter Realitéit vun dem Ganzen, ech soe „Constructibilitéit". Wou dann en plus nach am Kader vum Pacte Logement 2.0 vum Ministère de l'Intérieur 25 % propagéiert ginn als Benefiss, deen ee soll op engem Promotiounsobjet da maachen! Dat kann à la fin du compte jo einfach net sinn!

Op d'Fro un d'Ministesch Madamm Bofferding, wéi dann elo effektiv dat ze gesinn ass mam Koeffizient, also dem CUS, dem Coefficient d'utilisation du sol, mengt d'Ministesch d'lescht Woch an der Chamberskommissioun nach, e CUS hätt awer näischt mat engem PAP ze dinn. Also, ech hu mer do awer wierklech eng Kéier ganz fest missen un de Kapp faassen, ben, datt effektiv dee Koeffizient näischt soll mat engem neie PAP ze dinn hunn!

Ech kommen dann och weider drop ze schwätzen, well ech kucken de Max Hahn, deen och gesot huet am Kader vum Klimapakt: „Mir sollen als Gemeng méi maachen." Jo, da kommt, mir maachen och méi! Mir wëlle méi maachen. Da kennen ech och Gemengen, déi dann effektiv méi wëlle maachen.

Intergenerationelle Wunnengsbau gëtt zanter Joren hei an der Chamber ëmmer nees diskutéiert an debattéiert. Da maacht et! Da wëllt een et maachen, et ass eng Gemeng do: 16 Wunnengen intergenerationelle Wunnengsbau, d'Konventioun gëtt iwwer e Joer mat sozialen Acteuren ausgehandelt. Da gëtt déi Konventioun vum Gemengerot approuvéiert. An da bleift se fënnef Méint am zoustännege Ministère de tutelle vun de Gemengen, am Ministère de l'Intérieur, leien!

Sou komme mer net virun. Mam beschte Wëllen, esou komme mer net virun! Iwwert den Artikel 29bis vum Pacte Logement 2.0 wëll ech elo iwwerhaapt net schwätzen, well ech mengen, als CSV-Fraktioun si mir schockéiert iwwert déi Aart a Weis, wéi effektiv dann deen Artikel 29bis soll applizéiert ginn. Also, dat doten, ech mengen, déi éischt Konventiounen, déi lande virum Verwaltungsgeriicht an dann ass et ganz séier eriwwer mat dem Artikel 29bis!

Duerfir, bon, ech mengen, wann ee wëllt d'Gemengen als Partner hunn, da soll ee se och als Partner consideréieren an effektiv als Partner mat hinnen zesummeschaffen. Un d'Inneministesch: CSV-Bashing a bretzen an téinen eleng, dat geet definitiv net duer! Et muss ee sech effektiv och mat der Matière ausenanersetzen an dann emol kucken, …

(Brouhaha)

… jo, datt et ...

(Interruption)

Jo kommt, de Pacte Logement 2.0 ass Sujet eng nächste Kéier. Eis sozialistesch Kolleege brauche sech elo guer net opzereegen, well ech hunn hei nach e klenge Bonbon.

(Interruption)

Ech hunn nach e klenge Bonbon fir déi sozialistesch Kolleegen, wann et ëm de Pacte Logement 2.0 geet, duerfir elo dee leschte Saz doriwwer: Do stoungen am initialen Text 30 % dran, déi effektiv sollte cedéiert ginn, wann de Perimeter géif erweidert ginn. Elo op eemol stinn 20 % dran!

(Brouhaha)

Wou ass dee sozialen Aspekt vun eise sozialistesche Kolleegen? Vun 30 % op 20 % erof. Also, wéi gesot, wien dat versteet, oder wien et wëllt verstoen, mir verstinn et definitiv net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Voilà! Ech kéint elo weiderfueren. Ben, ech mengen, wann et drëm geet, datt d'Gemenge solle mat an d'Boot geholl ginn, majo, da solle mer et och maachen.

En anere Ministère ass dann e Ministère, deen ënner grénger Féierung ass, vun der Madamm Dieschbourg, fir se net ze nennen. Wann et ëm de Wunnengsbau geet, besonnesch och ëm den erschwéngleche Wunnengsbau am Kader vun de PAGen, vun der Refonte vun de PAGen, hu wivill Gemenge gesot kritt: „Wann s Du eppes an dee Perimeter mat eranhëls aus der Zone verte, da suerge mir derfir, datt effektiv de PAG net approuvéiert wäert ginn!" Bon, dont acte.

An enger Gemeng, déi ech och gutt kennen, sinn dann effektiv 4,5 Hektar aus dem Perimeter erausgeholl ginn, vu datt d'Artikele 17 an 21 vum Naturschutzgesetz do wierklech gespillt hunn, vu datt topografesch déi Terrainen och net ganz gutt louchen. Du si se erausgeholl ginn. Ech mengen, doriwwer ass de Proprietär net ganz erfreet, dat brauch ech kengem heibannen ze soen. Den Ëmweltministère hëlt dat dann „in the pocket", alles an der Rei, wonnerbar. Da geet déi selwecht Gemeng hin a seet: „Mir hunn 1,8 Hektar direkt adjacent zum Perimeter, wou viru 40 Joer och subventionéierte Wunnengsbau realiséiert ginn ass." Do geet et awer net. Do ass weeder den Artikel 17 nach den Artikel 21 vum Naturschutzgesetz, deen do spillt. D'Gemeng ass vu 75 % Proprietär, domat hätten easy ëm déi 50 Wunnengen an deenen nächste Jore kënne geschaaft ginn. Mee bon: „Domat si mer net averstanen." An effektiv: en negativen Avis vusäite vum Ëmwelt- wéi awer och vum Inneministère.

Duerfir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir musst mer dat erklären. Alleguerten déi Jonk, déi an Zukunft bei lech froe kommen: „Wou soll ech muer an iwwermuer wunne goen?", dann erkläert hinnen dat! Wann effektiv eng Gemeng wëllt eppes ëmsetzen, da kritt se riets a lénks Steng an de Wee geluecht.

Ech kucken op de Kolleeg Aly Kaes, dee gëschter och hei uewen op der Tribün stoung, iwwert de Pacte Climat geschwat huet, wou et dann och ëm eng Gewiichtung vun de Finanze gaangen ass, wéi de Staat effektiv kéint op déi Gemengen zougoe mat méi grousser Fläch. Bon, ech mengen, datt een iergendwann eng Kéier d'Flemm kritt bei deem Ganzen, wann een effektiv Saache probéiert ëmzesetzen.

Ech kéint elo, wat d'Infrastrukture respektiv de Wuesstum ugeet, nach weiderfueren. Mir hätte gär e Wuesstum, deen exponentiell ass. Viru Joren huet den haitege Logementsminister dann am Budget fir 2016 vun engem 1,2-Milliounen-Awunner-Staat geschwat, wat jo en exponentielle Wuesstum heescht. Da musse mer och hannendrun eppes maachen!

Wann d'Gemengen dann dohinnerginn a si wëlle gären hëllefen - an ech kucken op eis gréng Kolleegen, déi dann iwwerall Vëlospiste gären hätten, securiséiert Vëlospisten am urbane Raum an dann awer och adjacent an der Zone verte -, a wann een do Projete realiséiert an do Gemenge sinn - an ech kucken nees eng Kéier op de Kolleeg Max Hahn, dee seet, datt d'Gemenge sollen a musse méi maachen -, mee da loosst d'Gemengen och schaffen!

Wann dann effektiv e Beemchen oder eng Heck do am Wee steet, da mussen Etüde gemaach ginn, eng iwwert déi aner. Mir ginn net méi eens mat den Etüden. Wat fir eng Etüd musse mer nach maachen? De Projet läit vir, alles ass entaméiert, d'Käschte si prefinanzéiert. Et ass alles do, d'Ingenieure si prett fir lasszeleeën, de Soumissiounsdossier ass scho prett. „O nee! Stopp! Do ass elo effektiv nach eppes, wat feelt. Déi Heck ass net analyséiert ginn, elo musse mer nach eng Kéier eng nei Etüd vun der Heck maachen!" Also, bon. An dat selwecht ass genau dat, wat een dann effektiv virun e puer Deeg vum Här Kuhn, Entrepreneur - ech mengen, déi meescht vun lech heibanne kennen en -, héieren huet, deen dann och vun engem Projet geschwat huet, wou et ëm Wunnengsbau gaangen ass - ëm Wunnengsbau! -, wou en ëmmer nees retardéiert ginn ass. Jo, esou komme mer mam beschte Wëllen net virun.

Duerfir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat Konzepter vu gëschter a verschiddenen Ideologië komme mer definitiv am Wunnengsbau net virun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- An ech ginn elo net op déi 23 Propose respektiv déi 4 Propositions de loi oder 9 Motiounen an, déi d'CSV-Fraktioun an deene leschte Joren eragereecht huet. Miet- an Optiounskaf, Här Minister, huelt lech dat nach eng Kéier zu Häerzen a kuckt och dee Moment an deene Quartieren, déi elo nei developpéiert ginn, wou eng gewësse Mixitéit soll erakommen, eng Mixité sociale, déi absolutt erfuerderlech a wichteg ass.

Dir hutt virdru vun enger Cohésion sociale geschwat. Jo, mir brauchen och eng Mixité sociale an deene Quartieren, déi ëmgesat ginn, Quartieren, wou vill Wunnenge gebaut ginn, wou och méi soll fir d'Locatioun gesuergt ginn.

Et muss awer och gesuergt gi fir dee Jugendleche vun haut, well et sinn awer nach vill Jonker, déi sech gär eng Wunneng géife kafe fir eegen Zwecker, net nëmmen eleng Locatioun, mee och fir hir eegen Zwecker kafen. An datt déi Mixitéit do erakënnt vu Locatioun a vun Eegebesëtz, awer och vun ëffentlech a privat. Duerfir, wa mer déi sozial Mixitéit net an d'Quartieren erakréien, da kann dee Schoss ganz séier emol eng Kéier no hanne lass-

goen. An duerfir, loosst eis dorunner schaffen, datt effektiv déi Mixitéit an d'Quartieren erakënnt, an alleguerten déi Quartieren, déi hei elo ernimmt gi sinn.

Als CSV-Fraktioun ënnerstëtze mer lech do an alle Beräicher, fir dat ëmzesetzen, mee, wéi gesot, et muss eng Kohärenz op allen Niveaue kommen, fir deem och Rechnung ze droen. A wéi ech virdru scho gesot hunn, fir dat Ganzt kënnen ze realiséieren, brauche mer och de privaten Acteur, net eleng d'Gemengen oder d'Promoteurs publics. Ech mengen, d'Zuelen, déi beweisen et, domat eleng geet et net duer. E privaten Acteur, dee setzt vill méi séier ëm. An duerfir, déi Zäiten, vun deenen ech virdru geschwat hunn, vun 21 Joer fir e PAP - fir en net nach eng Kéier ze nennen: NeiSchmelz zu Diddeleng, an ech kucken den Här Buergermeeschter -, wann effektiv do déi Mixitéit vu privaten Investisseure mat dra wär, da géif ee vill méi séier weiderkommen an déi Wunnenge wären och méi séier um Maart.

Duerfir, firwat net och dohinnergoen an emol engem Privaten hëllefen iwwer Subsiden, Hëllefe vum Staat, wann e sech obligéiert, déi Wunnengen ënner abordabele Konditioune wärend Joren och um Maart ze verlounen? Da géife mer effektiv e gewëssene Saldo erreechen. Mee dee Saldo erreeche mer net eleng mat de Gemengen a Promoteurs publics, a wäerte mer an deenen nächste Joren och net erreechen.

Ech hunn et virdru gesot, ech ginn net méi op déi Proposen an, déi d'CSV-Fraktioun an deene leschte Jore gemaach huet. Duerfir nach eng Kéier: Innovativ Konzepter, mir verschléissen eis net, fir un innovative Konzepter matzeschaffen. Propose leien um Dësch, goufen effektiv och vun eiser Säit gemaach. Ech ginn och net méi op déi aacht Amendementer an, déi am Kader vum Pacte Logement 2.0 vun der CSV gemaach gi sinn. Do komme mer effektiv dann an e puer Wochen drop zréck, well en fin de compte ass de Verdikt, an dat hu mer an deene leschte Wochen och an de Kommissioune gesinn, 31 zu 29, an un deem wäert sech warscheinlech an den nächste Joren och näischt änneren.

Duerfir sot eis net: „Kommt, mir schaffen zesummen!", an en fin de compte, wann et dann drëm geet zesummenzeschaffen, dann ass et d'office: „Nee, d'Propos CSV daacht näischt, bréngt näischt." Duerfir, wann Der et eescht mengt, dann op d'mannst zesummeschaffen: Mir sinn do, fir lech an dësem wichtege Sujet d'Hand ze reechen an och do mateneen zesummenzeschaffen.

De Wunnengsbau ass eng Herkulesaufgab, zemools fir abordabele Wunnraum ze schafen. Ech hunn hei e puer Beispiller opgezielt an ech mengen, déi missten eis alleguerte verdäitlechen: Wa mer net hei zesummestinn an dat zesumme maachen, da komme mer definitiv net virun.

Wat elo dëse Fong ugeet, ass den Accord vun der CSV-Fraktioun do. Et ass e gudden Outil. E muss nach méi transparent duergeluecht ginn. Mee op jidde Fall: Dëse Wee ass richteg. D'Ëmsetzung vun deem, wéi et soll gemaach ginn, do kommen nach Diskussiounen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An den nächste Riedner ass prett. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Wie vun eis de Beweis nach gebraucht hätt, krut et an diverse rezenten Ëmfroe matgedeelt: Jo, d'Präisentwécklung um privaten Immobiliemarché entsprécht fir d'Lëtzebuerger där gréisster politescher Erausfuerderung vun haut an och vu muer. D'Präisentwécklung belaascht ganz kloer d'sozial Kohäsioun am Land an doriwwer eraus an der ganzer Groussregioun. Och a Covid-19-Zäiten hunn d'Logementspräisser nämlech nëmmen eng Richtung kannt, nämlech déi no uewen.

Jo, ganz kloer, dëse Constat ass net nei. "Same procedure as every year", kéint een also soen, well d'Hausse vun de Logementspräisser ass net nei. De Wunnengsmaart ass spéitstens zanter de 70er-Joren e politeschen Dauerbrenner, dee scho méifach hei an der Chamber respektiv och hei am Cercel debattéiert gouf.

Mee firwat deet sech d'Politik esou schwéier, fir d'Deierecht am Logement an de Grëff ze kréien? Eng Fro, déi een iwwert déi lescht Wochen a Méint an der Aktualitéit quasi dagdeeglech héiert. D'Ursaach vum Problem ass evident: Et wëlle méi Mënschen zu Lëtzebuerg liewen, wéi mer Wunnraum hunn. Et handelt sech ëm de Prinzip vun der Offer a vun der Demande.

Et sinn zanter de 70er-Joren divers Mesuren decidéiert ginn, déi och punktuell Verbesserunge mat sech bruecht hunn. An awer: Den Trend vun ze wéinegen an ze deiere Wunnenge konnt ganz kloer net gestoppt ginn. Et gehéiert an deem Kontext zur politescher Éierlechkeet dozou sech anzegestoen, dass déi jeeweileg Regierungen an de leschte 40 Joer net genuch gemaach hunn, fir der Logementsproblematik virzebeugen. Dat ass ganz kloer e Fakt.

De Moment lafe mir de politesche Versäumnisser aus de leschte Joerzéngten hannendrun. Ech denken hei un de sougenannte „retard historique cumulé" bei Wunnengen, déi mir eigentlech an de leschte Jore respektiv Joerzéngten hätte misse bauen an, wéi mer wëssen, awer leider net gebaut hunn.

Ech wëll op dëser Plaz net falsch verstane ginn. Jo, et sinn divers Mesuren ënnerholl ginn, fir méi an och méi séier ze bauen, déi och hir Friichte gedroen hunn - oder besser gesot: hir Friichte wäerten droen. Mee, an och dat gehéiert zur politescher Éierlechkeet dozou, dës Mesuren, besonnesch d'Mesuren am Logement, déi brauchen hir Zäit. Jo, dës Mesurë ginn och eleng net duer, fir der héijer Demande u Wunnengen am Grand-Duché nozekommen. De Logementsproblem ass ze komplex, fir en an engem Zoch ze léisen.

Mir brauchen hei eng ganz Rei vu Schrauwen, un deene mer mussen dréinen, fir d'Wunndeierecht an de Grëff ze kréien. Eng vun dëse Schrauwen ass de Spezialfong fir de Wunnraum, deen d'lescht Joer am Mäerz op dëser Plaz an d'Liewe geruff gouf, fir d'Efforte vum Staat an der Logementsthematik ze verstäerken. D'Zil besteet doranner, d'Offer un abordabele Wunnengen drastesch an d'Luucht ze setzen.

Här President, et ass kloer, dass eng Erhéijung vun de Wunnengspräisser vu méi wéi 10 % pro Joer net duerch d'Erhéijung vum Akommes an der selwechter Gréisst ka kompenséiert ginn. Nieft den néidegen Efforte betreffend d'Regulatioun vu finanziellen Investitiounen, fir d'Entwécklung vun den Immobiliepräisser erëm a räsonabel Beräicher ze steieren, muss weiderhin dréngend bezuelbare Wunnraum geschaaft ginn, fir haaptsächlech Stéit mat engem niddregen Akommes ze hëllefen, wuel wëssend, an dat sief op dëser Plaz och ganz kloer gesot: Et däerf een an dëser Diskussioun d'Mëttelschicht net vergiessen, Leit, déi zu zwee schaffen, Elengerzéiender, Leit, déi am Liewe stinn, divers Formatiounen an Unisstudien ofgeschloss hunn an awer dach dacks immens Krämpes hunn, eng Wunneng ze fannen, a besonnesch, eng bezuelbar Wunneng ze fannen.

Net ze vergiessen an dëser aktueller Logementskris sinn natierlech déi jonk Generatiounen. Wann ee vun doheem net grad d'Chance huet, fir en Terrain oder en Appartement zur Verfügung gestallt ze kréien, ass et als Jonken, deen nach net d'Méiglechkeet hat forcement, fir vill ze spueren, enorm schwiereg, um Lëtzebuerger Wunnengsmaart eppes ze fannen, wat ee sech dann och finanziell leeschte kéint. A wa mer éierlech sinn, et ass hautdesdaags mat eisen alldeegleche Käschten, déi mer hei am Land kennen, äusserst schwiereg fir e Jonken, dee just ufänkt mat schaffen, eng Reserv op d'Säit ze leeën.

An deem Kontext ass de Spezialfong vum Wunnengsbau d'lescht Joer am Abrëll a Betrib geholl ginn, fir der Penurie un abordabele Wunnengen entgéintzewierken an deementspriechend d'Produktioun u bezuelbare Wunnengen ze encouragéieren, an dat besonnesch, wat d'Locatiounswunnengen ugeet.

Wéi schonn d'lescht Joer beim Vott vun dësem Gesetz gesot, begréisse mir als DP, dass dëse Rapport järlech hei an der Chamber virgestallt gëtt an och deem breede Public zur Verfügung gestallt gëtt. Dat suergt fir déi Transparenz, déi mer wëllen hunn, fir d'ëffentlech Investitiounen an der Entwécklung vu bezuelbare Wunnengen eeben ze garantéieren.

Här President, d'Zäit erlaabt mer et net, fir op dee ganze Rapport am Detail anzegoen. Deementspriechend wéilt ech op dëser Plaz kuerz op verschidden Zuelen agoen, divers Zuelen, déi de Minister eis grad och scho presentéiert huet, Zuelen, déi der DP no ganz kloer weisen, dass mer mam Spezialfong um richtege Wee sinn, sachant dass et nach e wäiten an e laange Wee wäert sinn.

Et muss ee festhalen, dass dëse Fong 2020 éischt positiv Resultater opzeweisen huet. Am Ganze goufe 514 Milliounen Euro un Hëllefsverspriechen op 300 Projeten an 59 Gemenge mat am Ganzen 3.125 Wunnunitéiten uechtert d'Land opgedeelt, fir an den nächste Jore schnellstméiglech bezuelbare Wunnraum ze schafen.

Fakt ass awer och, dass just 40 % vun dëse Wunnunitéiten, déi vum Spezialfong d'lescht Joer ënnerstëtzt goufen, och ëmgesat konnte ginn, sprëch e bësse méi wéi 1.000 Wunnenge sinn zougänglech.

Mat dësem Fong huet de Staat iwwert déi nächst Joren déi finanziell Moyenen, fir souwuel méi kleng wéi och gréisser Wunnprojeten ze realiséieren, divers Projeten an Zesummenaarbecht mat de Gemengen iwwert de Pacte Logement 2.0, iwwert d'Kooperatioun mat de Promoteur-publicken natierlech an och mat deene privaten.

Iwwert déi lescht Jore goufe bei der SNHBM an och beim Fonds du logement divers Changementer ënnerholl, fir d'Produktivitéit bei dësen zwee ëffentleche Bauträger ze steigeren, an dat dréit och seng Friichten. Ech mengen, d'Zuele beweisen dat ganz kloer. Schued, dass dat net schonn éischter an Ugrëff geholl ginn ass, well ech mengen, wa mer vun de Produktiounszuele schwätzen, déi aktuell duerchgeféiert ginn, respektiv och e bësse kucken, wat d'Perspektive sinn, da geet dat sécherlech och an déi richteg Richtung: An och hei bleift ganz sécher nach - an de Minister, mengen ech, gëtt mer do Recht - Loft no uewen. Sou éierlech musse mer sinn!

Här President, 2020 huet de Staat, a meng Virriedner hunn et gesot, bal 100 Milliounen Euro fir de Bau vu bezuelbarem Wunnraum bäigesteiert. Och hei - jo, ganz kloer! - gëtt et nach Loft no uewen. Mee dank den 826 Logementer, déi eleng 2020 am Spezialfong integréiert goufen, an dank deene ville Projeten, déi iwwert déi nächst Joren ageplangt sinn, wäert dëse Beitrag substanziell gehéicht ginn a spéitstens 2025 de Montant vun 250 Milliounen Euro d'Joer iwwerschreiden. Wa mäi Virriedner also dovu schwätzt, e misst éischter bei 300 Millioune leien, dann, wéi gesot, geet d'Aussiicht jo dann, mengen ech, och an déi Richtung, wéi Dir et eigentlech prônéiert.

Des Weideren huet de Spezialfong och den Zweck, dem Staat déi finanziell Ressourcen zur Verfügung ze stellen, fir direkt Terraine kënnen ze kafen, well dat ass enorm wichteg an dat huet och fonctionéiert. Mat 27,5 Milliounen Euro goufen 2020 13 Hektar fir potenziell 406 Wunnunitéite kaf, eng Pist, déi och an den nächste Jore muss verdéift ginn. Well wa mir wëllen an Zukunft bauen, och eis ëffentlech Bauträger, wa mer vun deene wëllen, dass se an Zukunft bauen, ben, da brauche si, an dat, mengen ech, geet jidderengem um Logementsmarché d'selwecht, natierlech Bauland, wat se erschléisse kënnen, notamment déi ëffentlech Bauträger dann, fir do eebe bezuelbare Wunnraum ze schafen.

Déi ëffentlech Bauträger hu rezent d'Fäerdegstellung vu ronn 4.300 Logementer bis 2025 ugekënnegt. Dat wieren also am Duerchschnëtt 860 Wunnengen d'Joer. Ech denken an dësem Kontext besonnesch un déi ganz, ganz grouss Projeten - ech brauch se eigentlech net ze ernimmen, ech maachen et dann awer - wéi zu Wolz oder zu Diddeleng respektiv zu Elmen, alles Projeten, déi vum viregte Minister, DP-Minister, Marc Hansen lancéiert respektiv deblockéiert goufen an déi et elo gëllt ëmzesetzen.

Nieft dëser Perspektiv ass et interessant ze soen, dass weider nei Kontrakter fir insgesamt 8.200 Wunnengen tëscht 2021 an 2025 sollen ënnerschriwwe ginn, wou d'Fäerdegstellung no 2025 geplangt ass.

Här President, ech hunn an de leschte Minutten iwwer e puer vun deene ville Montanten aus dem Rapport d'activité geschwat a probéiert, op hir Wichtegkeet anzegoen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et handelt sech ouni Zweifel ëm grouss Investitiounen, Investitiounen, déi souwuel der sozialer Kohäsioun wéi och dem Bien-être socio-économique vun den Awunner an Zukunft zegutt wäerte kommen, grouss Investitiounen, déi néideg, a jo, och wichteg sinn, fir d'Offer duerch déi ëffentlech Hand, duerch de Staat, mee och duerch d'Gemengen an de Privatmarché weider an d'Luucht ze setzen an esou der immens komplexer Logementsproblematik entgéintzewierken.

D'Wichtegkeet vun dësen Investitioune gouf och mat der Hausse vun 11 % am Budget vum Wunnengsbauministère vun dësem Joer däitlech ënnermauert. Dës Tendenz muss sech kloer iwwert déi nächst Jore weiderzéien. D'Prioritéit vun der Logementskris muss sech ouni Zweifel och an der finanzieller Ënnerstëtzung vum Staat erëmspigelen. De Fonds spécial de soutien au développement du logement representéiert eng vu ville Schrauwen, un deene mer mussen dréinen, fir d'Hausse vun de Logementspräisser an den nächste Joren an de Grëff ze kréien.

Et gëtt leider net déi eng richteg Léisung, e Wonnermëttel, fir vun haut op muer d'Logementsproblematik an de Grëff ze kréien an aus der Welt ze schafen. Ënnert dësem Aspekt wéilt ech engersäits kuerz op e puer Pisten agoen, déi rezent ëmgesat goufen, an anerersäits weider Pisten opweisen, déi an Zukunft an der Logementsdebatt interessant kéinte sinn, ugefaange mat der Mobiliséierung vum Bauland, dat broochläit, also Terrainen, déi am Bauperimeter leien an net direkt bebaut ginn.

Dir wësst, an der Vergaangenheet si vill Terrainen an de Bauperimeter geholl ginn, ouni awer en Offalldatum dropzeleeën. A genau dat soll elo passéiere mam sougenannte Baulandvertrag, eng Iddi, déi d'DP 2013 an hirem Walprogramm hat a wou mer elo voller Erwaardung sinn, fir dëse Projet ëmzesetzen, well de Baulandvertrag ass näischt anescht wéi engem Proprietär ze soen, deen haut e Gromperesték huet: „Däin Terrain, dee kënnt an de Bauperimeter, mee mat engem Offalldatum. Dat heescht, wann net an enger gewëssener Zäit drop gebaut gëtt, da gëtt däi Bauterrain erëm e Gromperesték." Ech fannen, dat ass déi richteg Approche. Et ass virun allem déi richteg Approche, wa mer dovu schwätzen, fir Baulücken ze erschléissen: Ma de Baulandvertrag ass eigentlech d'Léisung, fir keng Baulücke vu muer méi ze hu respektiv keng neier ze schafen.

D'Gemengen, fir déi ass dat och iwwregens e ganz interessant Instrument, well d'Gemengen eeben och méi Planungssécherheet hunn. Wa se dann Terrainen an de Perimeter huelen, wësse se ongeféier, wou wéini gebaut gëtt, wat och domat ze dinn huet, wéi se eventuell e Waasserbaseng, Schoulen, jee, déi ganz Panoplie vun ëffentlechen Infrastrukturen, unzepassen hunn. An et gëtt hinnen einfach, mengen ech, hei och e bësse méi Planungssécherheet, wéi gesot, eppes, wat ech ganz, ganz positiv fannen a wou mir als Partei och kaum kënnen erwaarden, fir dëse Projet hei an der Chamber ze diskutéieren an dann och herno an der Praxis ëmzesetzen.

Wa mer vun der Logementsproblematik schwätzen, komme mer och ëmmer drop ze schwätzen, dass mer méi séier baue mussen an eis Prozedure vereinfache mussen. Wann mer elo, well mer en eeben d'leschte Kéier hei an der Chamber diskutéiert haten, e Projet huele wéi zum Beispill Elmen, e ganz flotte Projet - wou de Buergermeeschter hei sëtzt -, dee mer och presentéiert kruten, dee mer hei gestëmmt hunn, respektiv d'Rallonge, en SNHBM-Projet, wou mer awer gesinn, un deem Projet: vun deem Moment, wou den Terrain kaf ginn ass, wou mer vun 2007 bis 2009 schwätzen, bis herno, wou mer vu Wunnunitéite kënne schwätzen, hu mer am Ganze 25 Joer - et ass e bëssen dat, wat de Kolleeg Marc Lies och virdru gesot huet, wou hien och vun änlechen Zäitraim geschwat huet -, da gesi mer allgemeng, dass mer musse kucken, an eise Prozedure méi effikass ze sinn, fir nach méi séier ze ginn, well mer einfach deen enorme Bedarf u Wunnunitéiten hunn.

Also, wat d'Geneemegungsprozeduren ugeet, wéi gesot, do musse mer nach weider beschleunegen. An ech denken och, wa mer vu Simplification administrative schwätzen, däerf hei natierlech d'Digitaliséierung och net feelen. A firwat net och - an dat, mengen ech, ass ganz wichteg, an et ass jo och virgesinn - déi Prozedure fir d'allgemeng Bebauungspläng an och d'Deelbebauungspläng beschleunegen? Ech denken, dass dat enorm wichteg ass, fir einfach méi séier ze ginn an engem Beräich, wou mer wierklech grouss Zäitnout hunn.

Här President, d'Offer vu bebaubarem Terrain ze erhéijen an engem Land, wou Terrain e ganz seelent Gutt ass, bréngt mat sech, dass ee sech ganz gutt iwwerleeë muss, wou a virun allem wéi ee baut. Jo, mir musse méi bauen an och méi séier bauen. Fakt ass awer och, dass mer an enger gudder Qualitéit a virun allem nach méi nohalteg musse bauen. Ech hunn et schonn op dëser Tribün gesot, mir Lëtzebuerger ware bis elo virun allem bekannt dofir, fir an d'Breet ze bauen amplaz an d'Héicht. Et ass dann och en natierleche Reflex, dass een a senger Noperschaft léiwer Wise wéi Bëton huet. Ech kann dat ganz gutt novollzéien. An ech si mer och sécher, dass iergendwou an deene meeschten en heemlechen NIMBY - „Not in my backyard" - stécht.

Et ass kloer, dass et net iwwerall Sënn mécht, méi dense an och méi héich ze bauen. Héichhaiser um Duerf, ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, dat ass definitiv net d'Léisung. Mee mir mussen an d'Luucht bauen, wou et a priori kee stéiert, wéi zum Beispill an den neie Quartieren op alen Industriefrichen oder um Kierchbierg. Op deene richtege Plaze stellen Héichhaiser nämlech just Virdeeler duer. Si brauche manner Plaz, sinn am Quadratmeterpräis méi bëlleg a si entlaaschten duerch eng gutt Mixitéit vu Commerce a Logement natierlech och vun onnéidegem Verkéier. An deem Kontext bitt de Pacte Logement 2.0 ganz interessant Usätz, fir méi dense ze bauen an och eng gréisser Mixitéit an de Quartieren ze garantéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, eng weider interessant Pist, déi eiser Meenung no muss ausgebaut ginn, ass d'Loune vu Bauland iwwer e festgesaten Zäitraum, eng DP-Iddi, déi mir als Partei an eisem Walprogramm 2018 als éischt Partei stoen haten. Aus diverse Grënn wëllen d'privat Proprietären hir Terrainen net direkt bebauen, wieren awer bereet, dëst Bauland zur Verfügung ze stellen, sprëch dem Staat, ëffentleche Bauträger, de Gemengen ze verlounen, fir do Constructiounen drop ze bauen, wou een dann eebe fir 5, 10, 15 oder 20 Joer géif Konventiounen ausschaffen, wou een da kéint abordabele Wunnraum schafen, wou de Proprietär dann e gewëssene Loyer kréich a wou de Staat, d'Gemenge respektiv ëffentlech Bauträger dëse Wunnraum da kéint zu abordabele Präisser verlounen. Dat Ganzt kann ee sech och bei kuerzen Zäitraim natierlech als amovibel Constructiounen virstellen, an dat Ganzt natierlech och no de Krittäre vun der Économie circulaire.

Bei der Realisatioun vun dëser Iddi kann ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi d'ëffentlech Hand u fi-

nanziell Mëttele kënnt. An och hei kann ee sech vläicht mat enger Iddi ausenanersetze fir ze kucken, dat net onbedéngt iwwert de Staatsbudget ze finanzéieren, mee firwat net privat Leit mat investéiere loossen? Mat deene Suen, déi esou zesummekéimen, baut a lount déi ëffentlech Hand dann d'Wunnengen an deelt d'Recetten eebe mat de privaten Investisseuren. Dës Approche hätt eiser Meenung no nëmme Virdeeler: dass de Staat u Sue géif kommen. An dës Approche géif och d'Leit sech um Wunnengsmaart bedeelege loossen, déi net genuch Suen hunn, fir sech vläicht direkt en Terrain oder en Haus als Investitioun ze kafen.

Här President, de Mangel u bezuelbarem Wunnraum zu Lëtzebuerg ass zanter ville Joren eng ganz grouss Erausfuerderung. Déi haiteg Situatioun ass, wéi virdru schonn ugeschwat, dorop zréckzeféieren, dass de Wunnengsbau den tatsächleche Besoin zanter Joerzéngten net decke kann.

Rezent goufen, éischtens, eng Rei Mesuren en place gesat, zweetens, Gesetzestexter ausgeschafft, déi an der Prozedur sinn, an, drëttens, Mesuren annoncéiert, déi dëser Problematik sollen entgéintwierken. Fakt ass och, dass vill vun dëse Mesuren eréischt an e puer Joer hir Friichte wäerten droen. Ech widderhuele mech dann: Et gëtt net déi eng eenzeg Léisung, mee et ass en Zesummespill vun enger ganz Rei vu Mesuren, déi mussen agesat ginn, fir der akuter Wunnengsnout, déi all Alters- a Gesellschaftsschichten am Land betrëfft, iwwert déi nächst Jore Meeschter ze ginn.

De Spezialfong vum Wunnengsbau ass an deem Sënn e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir schwätze vu considerabele finanzielle Mëttelen, déi dem Staat iwwert déi nächst Joren erlaben, seng Responsabilitéit zesumme mat allen Acteuren um Terrain ze iwwerhuelen, fir esou d'Offer u Wunnengen drastesch an d'Luucht ze setzen.

Här President - an ech mengen, dat ass ganz wichteg -: Beim Logement handelt et sech ëm eng Thematik, déi eis alleguerte betrëfft an déi mer nëmmen all zesumme meeschtere kënnen.

Ofschléissend géif ech dem Minister villmools Merci soe fir dës Debatt. An ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Nach vläicht ee Wuert, well de Marc Lies virdrun de Pacte Logement 2.0 ugeschwat huet, a wou en absolutt Recht huet, mir wäerten nach am Detail drop ze schwätze kommen. Ech wëll em just soen, der Éierlechkeet halber musse mer dat awer och esou soen: Deen éischte Modell respektiv d'Propose vun der CSV, wou se och elo probéiert huet, Amendementer ze maache vun engem ale System, fir deen ze verbesseren, awer, soen ech elo emol, um Grondsystem festzehalen, do ass et elo mat den Amendementer vun der Regierung eigentlech e ganz anere System, deen en place gesat gëtt, dee just eppes gemeinsam huet mat deem alen, dat ass, dass et sech jeeweils ëm Prozentsätz handelt.

Bei deem éischte waren d'Prozentsätz nämlech esou gerechent, dass et drëms gaangen ass, zu 10, 15, 20 oder dann 30 % fir onbebaut Terrainen, déi nach net am Bauperimeter sinn, iwwer 25 Unitéiten, fir do 30 % zum Gesteeungspräis ze kréien. Hei ass et eppes ganz aneschters! Et ass e ganz anere Modell. Do géif een 20 % vum Bauland, nieft deene 25 %, déi ee souwisou schonn zegutt huet als Gemeng - an ech mengen, dat wësse mer alleguer heibannen, oder déi meescht: déi se souwisou scho fir Infrastrukturen zegutt huet -, do géif d'ëffentlech Hand nach 20 % an deem dote Fall, dee grad ugeschwat ginn ass - mee, wéi gesot, mir wëssen, dass déi sech ënnerscheeden -, gratis zur Verfügung gestallt kréien.

M. Marc Lies *(CSV)*.- 30 % wäre besser!

M. Max Hahn *(DP)*.- Ee Paradigmewiessel, dee menger Meenung no - a wéi gesot, do kënne mer gären eng aner Meenung hunn, domadder hunn ech iwwerhaapt guer kee Problem - awer der ëffentlecher Hand wäert erméiglechen, méi bezuelbare Wunnraum ze schafen! Firwat? Well se eebe grad deen héije Käschtefacteur vum Bauland selwer ... An ech mengen, dat hutt Dir jo och ugeschwat, fir dee kuerzzeschléissen, an dat geschitt genau mat dëser Mesure.

Wéi gesot, ausser dass et sech jeeweils ëm Prozentsätz handelt, hunn déi zwee Modeller iwwerhaapt glat a guer näischt mateneen ze dinn.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, ech fueren do weider, wou de Max Hahn opgehalen huet. Ech soen dem Här Kox villmools Merci, dass en hei an d'Chamber komm ass an dass en och an eis Kommissioun komm ass, fir iwwert all déi Projeten ze diskutéieren, déi iwwert de Fong, deen neie Spezialfong, finanzéiert ginn. Dat ass ganz gutt. Dat erlaabt eis Deputéierten, e bessert Bild ze kréien iwwert dat Ganzt an dass mer elo haut kënnen eng Debatt féieren. Dass déi warscheinlech méi iwwert de Logement en général awer geféiert gëtt, ass dobäi nach eng Kéier ze begréissen.

Här President, ech géif gären ufänke mat engem Constat, engem éierlechen an och engem ongeschminkte Constat: dem Constat, dass d'Politik, an domadder mengen ech och meng Partei, et an deene leschte Joerzéngten net fäerdegbruecht huet, de Wunnengsproblem un tant soit peu an de Gréff ze kréien.

An dobäi louch et net um gudde Wëlle vun der Politik. Vill Initiative goufe geholl. Vill Debatte goufe geféiert, déi all d'Zil haten, d'Präisspiral um Wunnengsmaart ze briechen. Ech erënneren un de Pacte Logement 1, de bëllegen Akt, d'Loyerssubventiounen, d'Aides à la pierre, d'Wunnengsbäihëllefen an d'Primmen, déi niddreg TVA op der Éischtwunneng, d'Zënssubventiounen an esou weider an esou fort.

Wann nawell an de leschte Joren d'Präisser ëm 7, 10 an zejoert souguer ëm iwwer 16 % geklomme sinn, da komme mer net derlaanscht festzestellen, dass all eis Beméiungen, fir d'Präisevolutioun um Wunnengsmaart ze bremsen, eigentlech en Echec sinn. Dat musse mer och esou kloer an onverblimmt soen. An do gëtt et näischt schéinzerieden. Dat si mer deene Jonke schëlleg, déi op der Sich no hirer éischter Wunneng sinn. Dat si mer de Famillje schëlleg, déi bei den héije Wunnengspräisser ënnert d'Rieder kommen. Dat si mer deenen Honnerte Leit schëlleg, déi zënter Joren op Waardelëschte vum Fong oder vun der SNHBM stinn.

An dee Constat, deen deet wéi, an éischter Linn emol natierlech deenen, déi Loyer bezuelen oder sech eng éischt Wunneng wëllen uschafen. Et deet wéi, well all déi virdru genannt Initiativen am Logement eis alljoers vill Sue kaschten - ech schwätzen hei vun Honnerte Milliounen all Joer.

An als President vun der LSAP deet et engem duebel wéi, well all déi politesch Moossnamen, déi besonnesch menger Partei um Häerz leien an op déi mer esou houfreg sinn, wéi d'Erhale vum Index, d'Erhéije vum Mindestloun ëm 100 Euro, de Crédit d'impôt pour salariés, de Crédit d'impôt monoparental an esou weider, déi jo all zum Zil hunn, de schaffende Leit e wierdegt Liewen ze erméiglechen a fair Léin fir hir Aarbecht ze garantéieren, all dës Moossname riskéieren ze verpuffen, wann zäitgläich d'Loyeren an d'Wunnengspräisser grouss Spréng maachen. An ech schwätzen hei emol net nëmmen iwwert den Impakt op den Aarmutsrisiko, well hei ass et och d'Mëttelschicht, déi déi Auswierkungen do spiert, déi schaffend Leit, souguer wa se zu zwee am Stot eng korrekt bezuelten Aarbechtsplaz hunn.

Dee leschten LSAP-Minister am Logement war de Benny Berg. An aus där Zäit, de 70er-Joren, stamen zwee vun de wichtegste Gesetzer, déi mer och haut nach am Logement hunn: d'Schafe vum Fonds du logement an d'Wunnengsbäihëllefen.

Haut schwätze mer iwwert de Rapport zum Fonds spécial, deen a mengen Ae grad esou eng grouss Bedeitung huet wéi déi zwee genannt Gesetzer. D'Schafe vun deem Fong geet eigentlech zréck op d'Consultatiounsdebatt hei an der Chamber am Joer 2018. Deemools hat ech am Numm vu menger Partei d'Schafe vun eeben esou engem Spezialfong gefuerdert. An ech felicitéieren der Regierung an dem Minister Kox ausdrécklech duerfir, dass net laang gewaart gouf, fir dëse Fong ze schafen, an dass mer haut schonn iwwert en éischte Rapport kënnen diskutéieren. Dat war wichteg, well grad am Logement, do leeft eis jo d'Zäit fort.

De Minister Kox schwätzt vun enger „Offensiv". An effektiv, am Rapport gi vill Projeten opgezielt an dat ass och ze begréissen. An deem Kontext wéilt ech dann och op de Pacte Logement 2.0 hiweisen, deen ënnerwee ass. Am Volet vun der Städteplanung huet d'Inneministesch Taina Bofferding hei eng Reform proposéiert, déi méi déif an den Immobiliemarché agräift, wéi dat bis elo zu Lëtzebuerg jee de Fall war. An dës Propos, wou awer vill Zweifelen och vun der Oppositioun komm sinn - Dir hutt den Här Lies virdrun héieren -, ass nawell elo vum Staatsrot guttgeheescht ginn. An dat ass absolutt ze begréissen!

An Zukunft suerge mir derfir, dass bei all PAP vu mindestens zéng Wunnengen e Prozentsaz vun de Wunnengen d'office un d'Gemenge respektiv un de Staat geet an d'Wunnengen och do bleiwen. A virun allem neutraliséiere mer dat Deierst fir d'ëffentlech Hand, nämlech de Präis vum Terrain. Dat gëtt also effektiv e wierkleche Systemwiessel an esou kënne mer vill méi effizient just nach a Wunnengen investéieren an doduerch am Endeffekt och méi bezuelbar Wunnenge schafen.

De Baulandvertrag, deen och ënnerwee ass, wäert verhënneren, dass Bauland zu Spekulatiounszwecker joerzéngtelaang broochleie gelooss gëtt oder just drëpserchersweis op de Marché kënnt - wuelgemierkt schwätze mer vun zukünftegem Bauland.

De Baulandvertrag gëtt e wichtegt Instrument, fir d'Spekulatioun ze bekämpfen, an hëlleft de Gemengen, Baulücken ze schléissen an och bei der Entwécklung vun hirer Gemeng. Grad d'Gemengen, an do si mer eis jo all heibannen eens, gehéieren an der Logementspolitik zu deene wichtegsten Acteuren. An ech wéilt hei och duerfir mat engem Virurteel opraumen: Et ass net esou, dass all d'Gemenge bremsen am Logement. Vill, jo ganz vill Gemengen investéiere sech staark an d'Erschafung vun neiem Wunnraum. Als President vun der LSAP ruffen ech duerfir all d'Gemengen op, an deene mir an der Verantwortung sinn oder mat an der Verantwortung sinn, beim Pacte Logement 2.0 matzemaachen. An ech sinn och iwwerzeegt, dass se dat all wäerte maachen.

Wann ech am Rapport vum Fonds spécial kucken, da gesinn ech, dass vill Projete vum Fonds du logement a vun der SNHBM an der Stad sollen entstoen, mee déi dräi gréisste Projeten zu Diddeleng, zu Wolz oder zu Kielen eleng maache scho quasi 50 % vun alle Wunnengen aus, déi an Zukunft sollen am Land entwéckelt ginn - iwwregens dräi Gemengen, an deenen d'LSAP Verantwortung huet oder mat an der Verantwortung steet.

Wann een de Rapport vum Fonds spécial liest, da gesäit een, dass gutt a vill geschafft gëtt am Ministère, bei eisen ëffentleche Wunnengsbaugesellschaften, an de Gemengen, fir an Zukunft vill neie Wunnraum ze erschléissen an nei Wunnengen zu bezuelbare Präisser ze realiséieren.

Et spréngt engem awer och direkt an d'An, dass all déi Projete laang, ganz laang, éiweg laang brauchen! Jo, duerfir gëtt et dacks gutt Ursaachen, sinn dach vill vun deenen Terraine komplizéiert ze erschléissen, sief et duerch Allaaschten oder well den Accès nach komplett feelt. Nawell muss een als Bierger awer heiansdo de Kapp rëselen, wann ee liest, dass gréisser Projeten 20, 25, bal 30 Joer brauche vun där éischter Iddi bis zur fäerdeger Realiséierung. Wéi dacks krute mir zum Beispill als Deputéiert scho vun deene sëllege Logementsministeren aus de leschten zéng Joer, an dat waren der jo e puer, d'Projeten Elmen oder „Wunne mat der Wooltz" virgestallt.

Et läit awer och un eise Prozeduren. Dat wësse mer. All déi, déi an de Gemengen aktiv sinn, wëssen dat ganz besonnesch. Ech sti jo och net am Verdacht, de Patronatsorganisatiounen ëmmer nozeplappperen, mee hei hu se Recht, wa se déi laangwiereg a komplizéiert Prozedure kritiséieren. En éischten Effort gouf jo scho mam Omnibusgesetz gemaach. Do mussen der awer nach nokommen.

Den Ëmwelt-, den Natur- an den Aarteschutz sinn eis all wichteg. Nach musse mer kucken, dass dësen eis net onnéideg bremst a behënnert bei der Erschléissung vun neiem Wunnraum. Ech sinn iwwerzeegt, dass et méiglech ass, déi zwou Saachen ënner een Hutt ze bréngen, et duerf een et just net nëmmen aus engem Bléckwénkel kucken. Duerfir muss en Terrain, deen eemol gepréift gouf a fir de Wunnengsbau reservéiert gouf, och fir de Wunnengsbau reservéiert bleiwen an net no e puer Joer nees déi selwecht oder quasi änlech Prozeduren mussen duerchlafen.

Ech wéilt an deem Kader och emol mat engem anere Schauermärchen opraumen: Et ass net esou, dass bei eis am Land keng Plaz méi wier. Eist Land ass ongefëier esou grouss wéi d'Saarland an d'Saarland huet eng Millioun Awunner. A wien an d'Saarland fiert, dee gesäit, dass do d'Leit net openee wunnen.

Wann Der emol d'Geleeënheet hutt, de Fliger ze huelen um Findel, da kuckt eng Kéier zur Fënster eraus oder kuckt Iech Lëtzebuerg op de Satellittebiller um Computer un, da gesitt Der, dass eist Land gréng ass. Et ass gréng tëschent eisen Uertschaften. Awer och an eisen Dierfer an an eise Stied ass et gréng. Et ass also Raum do fir ze bauen, selbstverständlech prioritär an den Uertschaften, awer och am direkten Ëmfeld kënnen do, wou et Sënn mécht - do, wou et Sënn mécht! -, Bauperimeteren erweidert ginn.

D'Fro, déi sech duerfir opzwéngt, ass manner d'Fro vun der Plaz, mee éischter d'Fro: „Packe mer et, och wa mer eis ambitiéis Ziler ginn, fir all déi Wunnengen ze bauen? Gëtt et genuch Baufirmen? Gëtt et genuch Main-d'œuvre, fir déi alleguerten ze realiséieren? Ech fäerten, och hei sinn eis Limitte gesat. An et gëtt schwéier, net nëmmen, dat ze bauen, wat mer mussen, fir der Entwécklung nozekommen, mee virun allem och, fir dee risege Retard opzeschaffen, dee mer an de leschte Joerzéngten ugesammelt hunn.

Eng weider Saach, déi engem bei der Lektür vum Rapport opfält, ass, dass den Undeel vun de private Promoteure beim Realiséiere vum bezuelbare Wunnraum quasi inexistent ass. Ganzer 5 vun den 3.125 Wunnengen, déi am Rapport ernimmt ginn, goufe vu private Promoteuren entwéckelt. Dat si mickreg 0,2 %. Dobäi misste mer dach probéieren, och déi privat Promoteuren ze gewannen, fir sech am abordabele Wunnengsbau ze investéieren.

An ech sinn och fest dervun iwwerzeegt, dass si dat wëllen. Un eis ass et, e gerechten an e faire Kader ze schafen. De Ministère huet viru Kuerzem e Cahier des charges opgestallt, fir de subventionéierte Wunnengsbau ze encadréieren. Mir begréissen ausdrécklech, dass dëse sech net nëmmen un d'Promoteurs publics an un d'Gemenge riicht, mee och un déi privat Promoteuren. Speziell fir heiriwwer ze schwätzen, sollte mer eis an der Logementskommissioun emol Zäit huelen, a fir erauszefannen, wéi mer am beschten d'Privatinitiativ kënne begleeden an och encouragéieren.

Här President, ech hu virdrun en ongeschminkte Constat gemaach. Ech wéilt duerfir awer net dëst Pult verloossen, ouni och e puer Virschléi ze maachen.

Am Rapport vum Fonds spécial geet rieds vun 300 Projeten an engem Finanzvolume vu 518 (veuillez lire: 514) Milliounen Euro. De Fong gëtt gespeist direkt aus dem Staatsbudget. Ech mengen, zejoert waren dat gutt 130 oder 137 Milliounen Euro. Dat gesi mir Sozialisten natierlech just als en Ufank an erwaarden, dass dee Fong wéinst deene risegen Erausfuerderungen an Zukunft déi néideg Mëttele kritt, déi e brauch. Eng Iddi wier et awer vläicht, sech Gedanken ze maachen, deem Fong an Zukunft eege Recetten ze affektéieren, zum Beispill, dass e kéint gespéist gi vun Antispekulatiounssteieren, Steieren op eidele Wunnengen oder op Bauland, wat broochleie gelooss gëtt. Dat géif och dem Logementsminister et erspueren, alljoers bei de Finanzminister ze pilgeren an ëm Suen ze biedelen. Mir wëssen, dass dat besonnesch schwéier ass, wann de Staatsbudget selwer ënner Drock kënnt.

Weiderhi musse mer onbedéngt all Hemmschong, deen eis am Logement bremst, aus der Welt schafen. De Logement soll déi selwecht héich Prioritéit genéisse wéi zum Beispill de Klimaschutz oder och de Schutz vun eiser Gesondheet.

Duerfir sollte mer all concernéiert Acteuren, ëffentlecher a privater, un een Dësch bréngen, fir all déi Problemer ze léisen, déi eis blockéieren oder eis bremsen an der Schafung vun neiem Wunnraum.

D'Regierung an de Minister Kox kréien déi voll Ënnerstëtzung vu menger Partei bei all hire Bestriewungen, fir méi abordabelen an ëffentleche Wunnraum ze schafen. Geléist kréie mer domadder d'Wunnengskris awer net. Wat mer domadder awer fäedegbréngen, ass, nieft dem onbezuelbare Wunnraum um private Marché e bezuelbare Wunnraum unzebidden. Dat ass net näischt. Mee fir d'Wunnengskris richteg unzegoen, musse mer virun allem d'Spekulatioun bekämpfen. An dat hunn ech hei och schonn e puermol gesot: Mir musse verhënneren, dass Terrainen a Wunnengen zu renge Finanzprodukte verkommen. Mir mussen duerfir déi ausländnesch Investissementer erschwéieren, déi eleng aus Grënn vun der Profittmaximéierung gemaach ginn a wou et guer net méi drëms geet, fir Wunnraum ze schafen. Op alle Fall duerfe mer déi Investissementer net och nach steierlech fërderen.

A wann ech hei vu Steiere schwätzen, da wëll ech och emol eppes Grondleeëndes soen, wat net direkt eppes mat dëser Debatt ze dinn huet, an awer: Steiere sinn dat onbestridde wichtegst Mëttel, fir vun ëffentlecher Säit aus do ze korrigéieren, wou eppes aus dem Rudder leeft, fir en Ausgläich ze schafen an eng Ëmverdeelung ze maachen tëschent deenen, déi vill hunn, an deenen, déi näischt hunn oder nëmme wéineg.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Allerdéngs fält mir op, dass mer et zu Lëtzebuerg verléiert hunn, konstruktiv a sachlech iwwert d'Besteierung am Allgemengen ze schwätzen.

De Parteipresident vun der CSV gëtt zesummegestaucht, wann e proposéiert, dass mer emol sollen iwwer Räichen- an Ierfschaftssteieren nodenken. D'LSAP kritt gesot, et wär net den Ament, iwwer Steieren ze schwätzen, wa si fënnt, dass déi, déi iwwerméisseg Gewënner duerch oder wéinst der Coronakris gemaach hunn, aus engem solidaresche Prinzip an och aus Gerechtegkeet en zousätzleche Beitrag leeschte sollen. „Et ass net den Ament", kënnt et da wéi aus dem Chorus.

Mee, Dir Dammen an Hären, an den Ae vun deenen, déi am Iwwerfloss liewen, ass et ni den Ament, fir iwwer méi Steieren ze schwätzen. Dat ass jo kloer. Et ass scho bemierkenswäert, wéi déi Räich an all hir Lobbyen et ëmmer erëm fäerdegbréngen, hei am Land deenen einfache Leit anzetriichteren, wa Steiererhéijunge kéimen, da wäre si matbetraff, souguer, wa vu Fräibeträg a Milliounenhéicht geschwat gëtt.

An duerfir appelléieren ech un all déi Leit, déi ech agangs a menger Ried opgezielt hunn an déi ënnert deenen iwwerdriwwene Wunnengspräisser leiden: Mellt Iech zu Wuert! Loosst Iech keng Angscht maache vu Steieren! Au contraire. Engagéiert Iech an dësen Diskussiounen, well et geet do ëm Iech!

Wa mer iwwer Antispekulatiounssteiere schwätzen, wa mer iwwer Steieren op eidele Wunnengen oder broochleiendem Bauland schwätzen, dann ass et, fir Méssstänn ze bekämpfen, dann ass et, fir dem

Staat an de Gemengen déi finanziell Méiglechkeeten ze ginn, fir an de Wunnengsbau ze investéieren. Mat Steiere kënne mer lenken, dirigéieren - d'Wuert seet et jo schonns -, besonnesch wann et, wéi hei am Wunnengsbau, an déi falsch Richtung geet.

Mir brauchen e besseren Ëmgang mat der Steierfro, méi en onkomplexéierten, fundéierten a sachlechen Ëmgang. An duerfir sinn ech frou, dass meng Partei eng grouss Steierdebatt ugefrot huet, ënnerstëtzt vun deenen anere Parteien hei am Parlament. Dës Debatt gëtt den Ament preparéiert an ech erhoffe mer dovun, dass och d'Besteierung vum Besëtz, besonnesch am Logement, wäert thematiséiert ginn. Meng Partei, d'LSAP, wäert sech op alle Fall an där Diskussioun net verstoppen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer schonn ugekënnegt hunn, schwätze mer haut en Theema un, wat immens wichteg ass an eisem Land, well et eeben e grousse Problem ass, nämlech de Logement. Duerfir wëll ech och direkt op dëser Plaz, esou wéi meng Virriedner, dem Minister Kox Merci soen, dës Debatt ugefrot ze hunn, fir datt mer eis kënnen hei echangéieren a virun allem debattéieren.

Mir liewe momentan an enger Zäit, déi zimmlech onsécher ass, mat engersäits där sanitärer Kris, wou eng onstabill Situatioun awer trotzdeem nach ëmmer herrscht, mee wou mer awer trotzdeem ufänken, en Enn vum Tunnel ze gesinn, an op där anerer Säit där Logementskris, wou d'Enn vum Tunnel nach e bësse wäit ewech ass, mee wou mer elo schonn d'Schinne bauen, fir dohinnerzekommen.

D'Präisser am Logement gi fir ëmmer méi Leit ëmmer méi onbezuelbar - op jidde Fall net ënner normale Konditiounen! An ech erlabe mer, op dëser Plaz e klengt perséinlecht Beispill ze nennen. Virun e puer Joer, wéi mir op Lëtzebuerg komm sinn, konnte meng Eltere sech awer trotzdeem eng Wunneng leeschten, a mir hu sécherlech net zu der Mëttelschicht gehéiert, éischter drënner, an de Kreditt war awer op 20 Joer. Hautdesdaags sinn déi Jonk bei engem Kreditt, deen op 30, 35 voire méi Jore muss bezuelt ginn.

Fir vill Leit gëtt den Zougang zu bezuelbare Wunnengen ëmmer méi schwéier an déi Leit riskéieren esou, net méi voll um Wuelstand vun eiser Gesellschaft participéieren ze kënnen. Et ass wichteg, datt mer deene Leit dobausse Sécherheet a Stabilitéit kënnen ubidden. Mir musse massiv an de Bau vu Wunnengen investéieren, fir aus dëser Kris kënnen erauszekommen.

D'Prioritéit vun der grénger Logementspolitik ass fir d'alleréischt, an de Bau vun ëffentleche Wunnengen ze investéieren, déi dann awer och an der ëffentlecher Hand solle bleiwen. Déi Wunnenge sollen och bezuelbar sinn. D'Leit sollen net méi wéi d'Hallschent vun hirer Pai ofginn, fir kënnen eng Wunneng ze bezuelen. Et muss bezuelbar sinn, natierlech fir déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft, awer och mëttlerweil fir d'Mëttelschicht.

Fir eis ass Wunnen eng Fro vun der sozialer Gerechtegkeet an och en Integratiounsfacteur nach derbäi: Integratioun an der Gesellschaft fir déi Jonk, fir déi Al, fir Singlen, fir Familljen, fir Monoparentallen, enfin bref, fir jiddereen. Duerfir muss jiddereen déi Chance hunn, eng wierdeg Wunneng kënnen ze kréien.

Mee net nëmme Wunnenge kënnen iwwert de Spezialfong ënnerstëtzt ginn. Och den urbane Raum kann iwwert de Fong méi qualitativ gestalt ginn. Mir musse vu Liewensqualitéit am Wunnraum schwätzen, awer och am ëffentleche Raum, do, wou de soziale Kontakt eebe stattfënnt.

Déi Fro, déi ech mer géif stellen, wann ech mer dat alles géif unhéieren, ass: Schéin a gutt, mir musse bauen, mee wou? Wat sinn d'Erausfuerderungen a wat wëlle mer erreechen?

Fir kënnen dorop eng Äntwert ze ginn, wëll ech och kuerz op dëser Plaz de Pacte Logement uschwätzen. Eent vun den Haaptziler vum Pacte Logement ass dat, datt déi ëffentlech Hand, sief dat d'Gemengen oder Staat, Terraine muss mobiliséieren, fir justement kënnen dorobber ze bauen, Terrainen, déi schonn am Bauperimeter sinn, mee awer och nei Terrainen, déi solle punktuell an de Bauperimeter erakommen, natierlech do, wou et Sënn mécht, punktuell do, nach eng Kéier, wou mer kënnen déi „gréng Flächen" duerch Logementer ersetzen.

Mir hunn och natierlech op där anerer Säit Plansectoriel-logementen, op déi ech elo am Moment net wäert direkt agoen. Mir wäerten deemnächst och nach déi néideg Zäit kréien, fir iwwert de Pacte Logement 2.0 ze schwätzen. Mee just kuerz op dëser Plaz wëll ech awer och gesot hunn, wéi wichteg deen neie Pakt wäert sinn, fir kënne massiv an de Wunnengsbau ze investéieren an do zu abordabele Präisser kënnen ze bauen.

Hei ass et nämlech esou, datt an Zukunft d'Gemengen Terraine vu Promoteure wäerte „gratis" zur Verfügung gestallt kréien. An, wéi verschidde béis Zonge behaapten (veuillez lire: An am Géigendeel zu deem, wat béis Zonge behaapten), wäerte justement dës Terrainen der ëffentlecher Hand net verluer goen. Wann eng Gemeng net gewëllt ass, déi ze entwéckelen, da wäert de Staat mat Hëllef vu sengen ëffentleche Promoteuren dat kënne maachen. Wat hei wierklech muss ënnerstrach ginn, ass, datt déi ëffentlech Hand dës Terrainen ouni finanziell Contrepartie wäert kréien.

Vläicht kann ee sech elo op dëser Plaz froen, wat d'Plus-value soll sinn. Mee ganz einfach: Déi aktuell Pandemie, déi nach ëmmer present ass, mécht, datt och d'Gemengen net onbedéngt wëssen, wat muer geschitt. Si wëssen net onbedéngt, wéi et wäert mam Budget am nächste Joer ausgesinn. An anstatt de Risiko anzegoen, dës Terrainen ze verléieren, well d'Gemenge se eeben net wäerte kënnen opkafen, huet de Pacte Logement eeben de Wee vun der Gratuitéit ageschloen.

Dir kënnt och elo soen: Wou ass do den Hick? Well meeschtens kritt ee jo näischt fir näischt. Dat ass och ganz einfach: D'Gemenge kréien d'Terraine gratis zur Verfügung gestallt, an dofir däerfen d'Promoteure méi bauen. Esou gesinn ass dat eng Win-win-Situatioun wierklech fir jiddwereen. An Zukunft wäert déi ëffentlech Hand also méi einfach un Terraine kommen. Mee Terrainen eleng ginn natierlech net duer. Mir musse se och schnellstméiglech bebauen, mat abordabele Wunnenge bebauen. An dat erlaabt eis justement de Fonds spécial.

De perfekte Cas de figure ass natierlech, déi gratis Terrainen ze kréien, mee et gëtt net nëmmen däers. Heiansdo muss ee kënne soen, datt eng Baulück muss opkaaft ginn oder eeben en eidel steeënd Haus. A genau dofir brauche mir och de Fondsspécial, fir datt, wa sech esou eng Occasioun sollt ubidden, mir déi néideg Flexibilitéit hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Fir ee weidere Schratt an déi richteg Richtung ze maachen a puncto Logementskris, hu mer virun engem Joer hei an der Chamber e Gesetz fir dëse Fonds spécial votéiert. Dat war e klengt Gesetz, wat ech hei presentéiert hunn, mee et ass wierklech eng grouss Revolutioun an der Gestioun vum Logementsbudget ginn.

Wat ass dann esou extra gewiescht? Ech probéieren dat ganz einfach ze erklären:

Op ministeriellem Niveau ass et esou, datt ee muss alljoers de Budget virgesi fir dat Joer drop. A falls sech dozwëschent sollt eng Occasioun justement ubidden, fir eppes opzekafen, wier et schwéier gewiescht, fir do déi néideg Suen ze mobiliséieren. Dat ass dann net ëmmer evident gewiescht. Virun allem am Bausecteur ass et jo esou, datt e Projet meeschtens méi laang wéi ee Joer dauert, souguer zwee, dräi, véier bis zéng Joer. An déi Flexibilitéit huet justement bis elo gefeelt.

Fir wéi eng Projete kann de Spezialfong nach weider benotzt ginn? Wéi ech scho virdru gesot hunn: fir de Kaf vun Terrainen, de Bau vu Mietwunnengen, de Kaf vun ale Wunnengen, Transformatiounen, Renovatiounen, mee awer och fir Infrastrukturen, och technescher Natur. An Etüde kënnen och iwwert de Fong bezuelt ginn. Alles, wat zur Liewensqualitéit, wat zu engem bessere soziale Liewe bäidréit, kann iwwert de Fong finanzéiert ginn.

Dëse Fong ass en Instrument, dat méi eng flexibel Gestioun vun de Suen am Beräich Wunnengsbau erlaabt, an d'Contraintë justement vum Budget annuel falen ewech. En plus kënnt nach derbäi, datt mir als Chamber och eng besser Previsibilitéit an Transparenz a puncto Aarbechten am Beräich Wunnengsbau wäerte kréien. Et ass och wichteg ze soen, datt jiddwereen hei kann de Suivi vun den Investissementer verfollegen, well de Logementsministère nämlech alljoers e Rapport iwwert de Fonctionnement an d'Depensë vum Fong publizéiert - logement.lu.

Op dëser Plaz erlaben ech mer och eng Motioun ze deposéieren, déi mer an der Chamberskommissioun diskutéiert hunn. Mir fuerderen nämlech d'Regierung op, nach méi an den Detail ze goen, wéi dat am Gesetz virgesinn ass. Ech kommen nach zum Schluss vu menger Presentatioun dozou, fir lech d'Detailer ze erklären, mee ech erlabe mer op dëser Plaz och, déi Motioun ze deposéieren.

Motion 1

« Les projets d'envergure en matière de logements abordables »

La Chambre des Députés,

considérant

a) la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des projets d'envergure en matière de logements abordables ;

b) les procédures à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptées en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et la Commission des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructure Travaux publics » en date du 23 octobre 2008 ;

c) la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros ;

d) la motion de la Chambre des Députés du 1er mars 2018 prise dans le contexte du débat de consultation sur la problématique du logement et invitant le Gouvernement à inciter le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché ainsi que les communes à construire davantage de logements locatifs ;

e) le rapport spécial de la Cour des comptes du 28 janvier 2019 sur la réalisation des logements sociaux et ses recommandations visant notamment la nécessité de mettre en place les outils nécessaires afin d'avoir une vue globale des projets, notamment en matière de consommation financière, d'état d'avancement et de réalisation effective de logements ;

f) la volonté du Gouvernement de dynamiser la création de logements abordables publics en développant en premier lieu le parc public de logements en location abordable et en second lieu celui des logements en vente à coût modéré ;

g) la motion de la Chambre des Députés du 10 décembre 2019 prise dans le contexte du débat de consultation sur le Pacte logement 2.0 et considérant qu'une des priorités en matière de politique du logement consiste dans la création d'une offre nettement plus large de logements abordables destinés en premier lieu à la location ;

h) l'article 5 de la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement et obligeant le ministre à soumettre annuellement à la Chambre des Députés un rapport sur le fonctionnement et les activités du fonds, ainsi qu'un programme pluriannuel des dépenses du fonds tenant compte des besoins de logements et des projets soumis par les promoteurs,

invite le Gouvernement à

a) présenter chaque année, avec le rapport sur le fonctionnement et les activités du Fonds spécial de soutien au développement du logement et en vue d'un débat à mener par la Chambre des Députés, une liste des projets d'envergure en matière de logements abordables à réaliser prioritairement par les promoteurs sociaux avec l'appui financier de l'État au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et dont l'appui financier de l'État est susceptible d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros,

considérant en outre

a) la liste des projets d'envergure en matière de logements abordables susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros, soumis à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors des réunions du 20 mai et du 3 juin 2021 de la Commission du Logement ;

b) que les projets susceptibles d'engendrer un engagement financier de l'État de plus de 40 millions feront l'objet d'un projet de loi d'autorisation budgétaire spécifique permettant ainsi de présenter en détail l'évaluation critique des coûts et l'optimisation des coûts d'assainissement et de renaturation par une augmentation de la densité de logements et meilleure économicité des typologies de logements ;

c) que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère du Logement, du Fonds du logement et de la Société nationale des habitations à bon marché, la Commission du Logement a avisé favorablement les projets présentés,

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets suivants :

a) En ce qui concerne les projets à réaliser par le Fonds du logement et le Fonds d'assainissement de la cité Syrdall

Promoteur public	*Commune d'implantation projet*	*Adresse/Lieu-dit*	*Durée de réalisation*	*Unités de logement*	*Participation étatique estimée en millions*
Fonds d'assainissement de la cité Syrdall	*Biwer*	*Cité Syrdall/ An der Schmëtt*	*2022-32*	*146*	*36-55*
Fonds du logement	*Dudelange*	*Laminoir Neischmelz*	*2024-42*	*1.300*	*372-560*
Fonds du logement	*Echternach*	*Cité Manertchen*	*2024-34*	*214*	*62-93*
Fonds du logement	*Luxembourg*	*Val St André*	*2023-27*	*92*	*20-31*
Fonds du logement	*Mamer*	*Wëltgebond*	*2021-28*	*162*	*41-62*

b) En ce qui concerne les projets à réaliser par la Société nationale des habitations à bon marché

Promoteur public	*Commune d'implantation projet*	*Adresse/Lieu-dit*	*Durée de réalisation*	*Unités de logement*	*Participation étatique estimée*
SNHBM	*Diekirch*	*Cité militaire*	*2023-28*	*124*	*26-39*
SNHBM	*Grosbous*	*Laangfelder*	*2022-25*	*85*	*11-22*
SNHBM	*Lac de la Haute-Sûre*	*Bierg*	*2021-24*	*67*	*10-16*
SNHBM	*Luxembourg*	*Merl, Boulevard Pierre Dupong*	*2023-27*	*184*	*25-38*
SNHBM	*Luxembourg*	*Kirchberg/Kiem*	*2024-30*	*320*	*47-71*
SNHBM	*Luxembourg*	*Merl, Rue des Ligures*	*2024-30*	*320*	*48-72*
SNHBM	*Luxembourg*	*Kirchberg/JFK Sud*	*2023-28*	*175*	*35-45*
SNHBM	*Luxembourg*	*Bonnevoie, Itzegerknupp*	*2023-33*	*484*	*57-86*
SNHBM	*Mersch*	*Quartier de l'Alzette, ancien site Cepal*	*2023-33*	*320*	*31-48*
SNHBM	*Sandweiler*	*Am Bongert/ Beim ale Kiirfech*	*2024-27*	*83*	*18-28*
SNHBM	*Sanem*	*Belval Nord*	*2021-25*	*68*	*22-28*

(s.) Semiray Ahmedova, Yves Cruchten, Marc Goergen, Max Hahn, Marc Lies, Nathalie Oberweis, Roy Reding.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Ech wëll lech awer och e puer pertinent Zuelen aus dem Rapport vun dësem Joer nennen.

Den Inventaire vum Fonds spécial de soutien au développement du logement huet um 31. Dezember 2020, dat heescht dat éischt Joer, wou mer dat géifen ofschléissen, insgesamt 300 konventionéiert Projete virgesinn. Dat si ronn 3.100 Wunnengen, wou mer scho wëssen, datt déi och wäerte gebaut ginn.

Vun deenen 3.100 Wunnenge gi 47 % verkaaft iwwert de Wee vun der Emphytheos an 53 % ginn zu abordabele Präisser verlount. D'Participatioun vum Staat fir déi 300 Projete läit bei ronn 514 Milliounen Euro. Eleng 2020 huet de Staat déi ëffentlech Promoteure mat 96 Milliounen ënnerstëtzt an d'Tendenz geet och an déi richteg Richtung.

D'Regierung huet bis elo eng ronn 1.300 Ar Terrain kaaft, an déi ëffentlech Promoteuren hu scho versprach, fir bis 2025 ronn 4.300 Wunnengen ze bauen, sou eng järlech Moyenne vun 860 Wunneenheeten. Ech enthalen lech och net vir, datt d'Promoteure schonn ugekënnegt hunn, datt si an der Period zwëschent 2021 an 2025 wäerte weider Verträg ënnerschreiwen, fir dann insgesamt op ronn 8.200 nei Wunneenheeten ze kommen, déi no 2025 geliwwert wäerte ginn.

Als Konklusioun vu menge Chiffere wëll ech awer och soen, datt eleng am Joer 2015 - dee Moment war dat natierlech net ënnert dem Fonds spécial, mee ënnert deenen 21 Budgetsartikele virgesinn - 39 Milliounen Euro ausbezuelt gi si fir de Logement. Am Verglach mat 2020, wou 96 Milliounen ausbezuelt goufen, kann een definitiv soen, datt de Chiffer vun dem Invest fir de Wunnengsbau verduebelt gouf, méi wéi verduebelt souguer. An et geet weider an déi richteg Richtung: Laut Previsioune sollen 2023 schonn 200 Milliounen Euro investéiert ginn.

Ech wëll awer och kuerz e puer Projet-d'enverguren uschwätzen. Verschiddener wéi Elmen zu Ollem si scho lancéiert an anerer si momentan nach an der Planung. Hei schwätze mer wierklech vu grousse Quartieren, déi wäerte gebaut ginn a wou esou kuerz- a mëttelfristeg vill Wunnenge wäerten entstoen. Dës grouss Projete sinn natierlech och mat enger gewëssener Virlafzäit verbonnen, well ier een ufänkt, richteg ze bauen, mussen natierlech Etüde gefouert ginn, mee virun allem muss déi néideg Infrastruktur scho virleien. Elmen ass ee vun den éischte Projeten, dee schonn amgaangen ass an dee mer och konkreet konnte mat der Logementskommissioun besiche goen.

Weider Projete wieren zum Beispill „Wunne mat der Wooltz", wat och schonn deposéiert ass a wou mer vu ronn 400 abordabelen an ëffentleche Wunnenge schwätzen, de Kierchbierg mat 320, Märel mat 320, Bouneweg mat ganze 480. Mee als Diddelenger kann ech net de Projet NeiSchmelz vergiessen. Dat ass ee vun deene gréisste Projeten, wou mer wäerten abordabel Wunnenge bauen. Ronn 1.300 abordabel Wunnenge kommen dann och op Diddeleng. D'Bauzäit entsprécht och deene groussen Ambitiounen a wäert bis 2042 goen.

Ech kéint lech natierlech nach weider Projeten opzielen, mee ech géif lech einfach proposéieren, lech de Rapport vum Fonds spécial unzekucken.

Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer, op dëser Plaz meng Konklusioun ze maachen an ze soen, datt dëse Fonds spécial einfach néideg war an datt mer e weidere Meilestee setzen, fir déi Logementskris ze bekämpfen. Mir brauchen dëse Fong, fir eiser Jugend, déi e Recht op Wunnen huet, kënnen eng sécher Zukunft unzebidden. Mir brauchen dëse Fong, fir endlech emol d'Präisser um Wunnengsmarché kënnen ze stabiliséieren a fir kënnen de Bierger a Biergerinnen dobaussen eng Stabilitéit a Planbarkeet am Liewen unzebidden.

Dat gesot, erklären ech lech och kuerz déi Motioun, déi ech deposéiert hunn a wou ech muss betounen, datt déi wierklech vun eis alleguerten, alleguerten de Parteien heibanne gedroe gëtt. Also d'Chamber fuerdert, datt d'Regierung eis all Joer e Bilan respektiv e Rapport mécht, wat alles am Fonds spécial geschitt an natierlech, wat déi ëffentlech Promoteuren - wéi mer bis elo gesot hunn: SNHBM, de Fonds du logement - amgaange sinn ze bauen oder respektiv, wat si schonn an der Pipeline hunn. Dëse Rapport soll de Fonctionnement an d'Aktivitéit vum Spezialfong an der Logementskommissioun presentéieren, am Hibléck op eng järlech Debatt an der Chamber, esou wéi se elo am Moment amgaangen ass ze geschéien.

Contrairement zum Gesetz, wou eng finanziell Ënnerstëtzung vum Staat ab 40 Millioune virgesinn ass - dat muss an der Chamber dann dee Moment och votéiert ginn -, fuerdere mir d'Regierung op, datt esouguer Projeten, déi mat 10 Millioune subventionéiert ginn, sollen op d'Lëscht kommen, fir debattéiert kënnen ze ginn. Schlussendlech ass et wichteg, egal ob et e grousse Projet ass oder e klenge Projet, et ass wichteg, Logementen ze bauen.

D'Zil vun der Motioun ass natierlech, e besseren Iwwerbléck ze kréie vun deem Ganzen, wat um Terrain konkreet geschitt. Mee dat Allerwichtegst fir eis Chamber ass, eng gewësse Previsibilitéit, Transparenz an Anticipatioun ze hunn.

Merci villmools fir d'Nolauschteren an ech wier fäerdeg.

(Hilarité)

Jo, ech konnt et net anescht ofschléissen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, de Fong fir de Wunnengsbau, dat ass haut d'Theema, net en allgemengen Exkurs an d'Wunnengsbaupolitik - do hate mer scho méi wéi een Débat d'orientation - an och net d'Steierpolitik - do kréie mer en Débat d'orientation. Hei geet et ëm dee Fong, deen indiskutabel eng gutt Saach ass. Mir wëlle wëssen, mir als Deputéiert, déi d'Regierung ze kontrolléieren hunn an déi ëffentlech Bauträger ze kontrolléieren hunn, wat, wéi vill, wou gebaut gëtt a wat et kascht. Dat ass eng flott, transparent Saach an do kann een nëmmen derfir sinn.

De Minister Kox war asoufern ganz erfrëschend, well en huet sech op dee Fong konzentréiert a keng Exkurse gemaach an aner Theemeberäicher. En huet eng prinzipiell Ausso gemaach, déi mer gutt gefall huet: E sot, d'Recht op Proprietéit soll net verhënnert ginn. A wann haut de Mëtteg fir soss näischt gutt war, dat war dach emol eng Ausso! Mir wëssen also elo, datt dee grénge Wunnengsbauminister an dës Regierung d'Proprietéit an Zukunft net verhënnere wëllen.

(Interruption)

De Marc Lies huet domadder - a mengen Ae - gesënnegt, datt e fundamental seng Rieden, déi en an den Orientéierungsdebatte gehalen huet, dann nach eng Kéier gehalen huet. Seng Ausso zum Fong war: „Mir sinn eis all eens!" Duerfir mussen 30 Minutten ze schwätzen, schéngt mer relativ laang ze sinn.

Wat wouer ass, den Yves Cruchten war a mengen Ae ganz erfrëschend. Hien huet eng Lanz gebrach fir de private soziale Wunnengsbau. An dat ass eppes, wat ech och schonn hei gesot hunn am Numm vun der ADR: Privat Promoteure sollen net ausgeklamert ginn. An ech hunn hei schonn eng Kéier d'Rechebeispill ginn, datt, wann de Staat eleng nëmmen duerch eng Staatsgarantie déi 20 % oder 30 % Eegebedeelegung deckt, déi de private Promoteur brauch fir kënnen ze bauen, dann eleng kéint e Wunnenge bauen, déi laangfristeg kéinten zu soziale Miete verlount ginn. An dat géif eis vill hëllefen, well da brauche mer net nëmme staatlech Acteuren, mee dann hu mer eng ganz Arméi vu privaten Acteuren, déi och eppes kënnen dozou bäidroen, datt méi soziale Wunnengsbau hei am Land geschitt. An dat wär eng gutt Saach!

E war och erfrëschend, wéi e gesot huet, de Kärproblem oder ee vun den absolutte Kärproblemer wieren éiweg laang Prozeduren. Et ass einfach onerdréiglech, datt et Projete gëtt, ob privat oder ëffentlech, déi 10, 15, 20, 25 Joer brauchen! Dat kann net sinn! An dat ass d'Folleg vun enger iwwergrousser Bürokratiséierung. Mir soen hei ëmmer: „D'Prozedure musse méi einfach sinn, musse méi schnell ginn." Ma kommt, mir maachen et! An ech denken, dat ass eng interministeriell Aufgab fir ze kucken: Wou kënnen do Prozedure gestrafft a virun allem och acceleréiert ginn?

Bon, dann huet den Yves Cruchten - ech hunn en oft genuch gelueft - en Exkurs gemaach an d'Steierrecht, wou ech em wollt soen: Steiere kënnen net affektéiert ginn! Mir hunn eng Règle de non-affectation, an dat ass och richteg esou. Et ass verbueden, eng speziell Recette enger spezieller Depense ze affektéieren. Dat soll och esou bleiwen. Et ass also keng gutt Iddi ze soen: „Mir maachen elo eng spezifesch Steier, déi dëse spezifesche Fong speist." Dat ass rechtlech falsch. Dat ass politesch flott, et kléngt gutt: „Mir maachen elo eng Spekulatiounssteier an domadder baue mer da Sozialwunnengen." Politesch kléngt dat gutt, mee rechtlech ass et net méiglech.

An da wollt ech dem Semiray Ahmedova Merci soe fir seng ganz objektiv a gutt Ried a virun allem och fir déi flott Motioun, déi et virbereet huet. A wéi et richteg sot, droe mer déi hei unanimement. An ech denken, dat steet eisem Parlament gutt zu Gesiicht.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass e wäite Wee vun dohannen, ech brauch ëmmer e bëssen.

Léif Kolleegen, mir begréissen, dass dësen Debat iwwert de Fonds spécial logement dëst Joer fir d'éischte Kéier stattfënnt an hoffentlech dann och méi reegelméisseg wäert stattfannen. De Rapport vum Fonds spécial liwwert e gudden Iwwerbléck iwwert déi ëffentlech an abordabel Wunnengspolitik. Dat ass sécherlech eng méi gëeegent Grondlag wéi déi éischter konfus Usammlung vun Informatiounen am Budget an a Reglementer an erlaabt eis, eng seriö Bestandsanalys vun de Projeten ze maachen a vun do aus dann och kënnen ze bewäerten, ob dat, wat de Fong geplangt huet, dann och duergeet, fir der Logementskris gerecht ze ginn.

Als Lénk hu mir fir dës Debatt an d'Analys vum Rapport d'Fro vun dem Besoin u Wunnengen an den Zentrum gestallt. Mir ginn also aus vum Besoin un abordabelem Wunnraum haut an och an der Zukunft a wielen domat eng aner Approche wéi d'Auteure vum Rapport, déi d'Finanzen an déi konventionéiert Projeten am Fong duerstellen an um Enn d'Froe ronderëm de Besoin vun de Leit, déi op eng Wunneng waarden, e bëssen ze kuerzkomme loossen.

Den Här Logementsminister seet an der Aleedung vum Rapport, dass et drëm geet, fir d'Recht op d'Wunnen ze realiséieren. Mir moossen d'Logementspolitik vun der Regierung dann och un dësem Zil, an de Fonds fir den ëffentleche Wunnengsbau ass e wichtegt Instrument an dëser Politik.

Här President, mat den Zuelen, déi mir vun der SNHBM, vum Fonds du logement an och aus der Gestion locative sociale kennen, kann een dovunner ausgoen, dass méi wéi 15.000 Leit den Ament op enger Waardelëscht vun engem Promoteur public oder engem Acteur aus der GLS stinn. An derbäi komme Lëschten an de Gemengen, déi mir net kennen.

Dernieft ass laut den Zuelen an Etüde vum Statec oder dem Observatoire de l'habitat dovunner auszegoen, dass zousätzlech Zéngdausende Leit zwar net op enger Waardelëscht stinn, mee eligibel wiere fir eng ëffentlech subventionéiert, abordabel Wunneng. Heizou eng Zuel: 2018 haten 63 % vun de Stéit, déi lounen an e klenge Revenu hunn, also dee sougenannte „premier quintile", en Taux d'effort fir de Loyer, dee bei iwwer 40 % vun hirem Revenu disponible louch. All dës Stéit bräichten eng méi gënschteg Wunneng, fir anstänneg liewen ze kënnen. An um Privatmarché gëtt et déi net.

D'Zuel 30.000 ass dofir och ganz realistesch, wat de Bedarf un abordabelem Wunnraum fir d'Locatioun ugeet. Dat wieren zirka 10 % vum Wunnengsbestand. Si gouf viru Jore vun der Caritas genannt an ass vläicht haut souguer ze déif ugesat. Ech ënnersträichen och nach eng Kéier de Bedarf no Wunnengen an der Locatioun. Eleng déi grouss Zuel u Locatairë mat Schwieregkeete weist dat schonn. Mee dernieft ass och de finanziellen Opwand fir de Kaf vun enger abordabeler Wunneng mat enger Aide à la pierre fir vill Leit net ze stemmen an domat och keng Optioun.

Aus der Annex vum Rapport vum Fonds geet ervir, dass et aktuell 3.612 Wunnengen an der Locatioun gëtt. Et feelen der also ronn 27.000, fir op déi 30.000 ze kommen. Deen Ecart ass enorm, a mir mengen, dass et ouni zousätzlech Mesuren net gelénge wäert, fir den Ecart tëscht der Offer an dem Besoin wierklech méi kleng ze maachen.

Natierlech ass och eng Acceleratioun am ëffentleche Wunnengsbau ze erkennen. Mir streiden dat net of, och wann een et bis haut nach net esou an den Zuelen erëmgesäit. Mee d'Präisser um private Marché, déi wuessend Populatioun, déi éischter lues klammend bis stagnéierend Léin an der breeder Bevëlkerung loossen drop schléissen, dass d'Demande fir abordabele Wunnraum ëmmer méi séier klamme wäert an d'Offer an hirer aktueller Form deem net nokomme wäert.

Bis 2025 gëtt d'Fäerdegstelle vun 860 Wunnenge pro Joer virausgesot. Dat wier also e gutt Stéck méi wéi dat, wat an de Jore virdrun de Fall war, an dat ass natierlech eng gutt Noriicht. Mee vun den aktuell konventionéierte Wunnenge sinn der awer knapp d'Hallschent fir de Verkaf virgesinn. Och wann den Undeel vu Wunnenge fir d'Locatioun an Zukunft méi héich ausfale soll, stelle mir awer fest, dass d'SNHBM de Fokus éischter méi op d'Vente leet. A vu dass d'SNHBM awer de gréissten Deel vun de Wunnengen achevéiert an de Fonds du logement dogéint méi an d'Locatioun geet a méi grouss … Pardon, ech hu mech elo ..., ech hat elo gemengt, ech géif nëmme resuméieren, mee ech fänken nach eng Kéier vu vir un. Ech wollt et méi kuerz maachen, mee et ass net gaangen.

(Hilarité)

Och wann den Undeel vu Wunnenge fir d'Locatioun also an Zukunft méi héich soll ausfalen, stelle mir awer fest, dass d'SNHBM de Fokus jo méi op d'Vente leet an d'SNHBM awer och de gréissten Deel vun de Wunnengen achevéiert. De Fonds du logement dogéint geet méi an d'Locatioun, mee mécht méi kleng an oft méi komplex Projeten, bei deenen um Enn manner Wunnenge wäerten erauskommen.

D'Fro stellt sech, ob déi Strategie net iwwerduecht misst gi respektiv wéi eng Iwwerleeungen hannert dëser Aufgabendeelung stinn, déi tendenziell also ëmmer d'Iwwergewiicht bei d'Vente verlagert. Mir mengen, dass et éischter d'Gemenge misste sinn, déi méi kleng Projete - Stil Baulücken - duerchféiere missten, wärend SNHBM a Fonds sech missten op méi grouss Projete konzentréieren.

Dozou kann een en aktuellt Beispill ginn: D'SNHBM huet den zweeten Appel à candidatures bei engem grousse Projet zu Bieles lancéiert; beim éischten Appell goung alles an d'Vente, elo beim zweeten och. Och hei ass d'Fro, firwat d'Vente ëmmer virgezu gëtt, obwuel et eng grouss Urgence fir abordabel Locatiounswunnenge gëtt. Beim grousse Virzeigeprojet Elmen ass et genee dat selwecht: Zwee Appel-à-candidaturë sinn ofgeschloss fir iwwer 100 Wunnengen, an net eng eenzeg locativ Wunneng.

Här President, de Rapport vum Fonds spécial geet um Enn op de Profill vun de Leit op der Waardelëscht vum Fonds du logement an. Mir ginn dovunner aus, dass d'Waardelëscht vum Fonds tendenziell representativ ass fir d'Populatioun, déi generell op Waardelëschte steet. Hei froe mir eis, ob den Typ vu Wunnengen, dee majoritär gebaut gëtt, och tatsächlech dem Besoin entsprécht.

Wann ee sech hei den SNHBM-Projet zu Elmen ukuckt, da stellt ee fest, dass d'Fläch vun Haiser wéi vun Appartementer bei 85 bis 140 Meterkaree läit. Och bei anere Projeten ass ganz seelen emol en Appartement dobäi, dat ënner 70 Meterkaree läit. Dobäi sinn et awer grad eenzel Erwuessener, déi dee gréisste Grupp op der Waardelëscht bilden an dobäi och nach déi mannste Prioritéit genéisse bei der Vergab vun enger Wunneng. Dat ass och guer net verwonnerlech, well grad kleng Wunnenge respektiv Studioen um Privatmarché schwéngseg deier sinn.

Dofir froe mir eis, ob d'Gréisst vun de Wunnengen, déi ëffentlech Promoteure bauen, net verstäerkt dem Bedarf vun de Leit, de Profiller vun de Leit also op de Waardelëschten, ugepasst sollt gi respektiv awéiwäit dat iwwerhaapt haut scho passéiert bei der Entwécklung vun neie Projeten. Awéiwäit et fir ëffentleche Wunnraum géif Sënn maachen, verstäerkt op modular Bauformen ze setzen, fir esou och méi flexibel op de Bedarf kënnen ze reagéieren, wier an dësem Kontext eng weider Iwwerleeung.

Här President, nieft dem Finanzement vun der Konstruktioun vu Wunnengen ass och d'Acquisitioun vun Terrainen eng Missioun vum Fong. Am Rapport ass ze liesen, dass de Fonds 1.300 Ar fir zirka 400 Logemente kaf huet. Op den éischte Bléck wierkt dat net wéi immens vill, mee dat eleng ass eigentlech net eist Haaptbedenken. D'Terraine leie gréisstendeels a Regioune vum Land, déi oft schlecht erreechbar sinn, wann ee keen Auto huet. Vill vun deenen Dierfer a Stied leien an enger net prioritär ze entwéckelnder Regioun vum Land, an dat mécht Sënn, well et eeben do keng Zuchstrecke gëtt. An deene Regiounen abordabele Wunnraum unzesidelen, ass fir eis awer och net onbedéngt dee beschte Choix, well déi Leit, déi an Zukunft do wäerte wunnen, riskéieren en ageschränkten Zougang zu wichtegen Infrastrukturen a Servicer ze hunn, einfach well se net mobill sinn. An d'Leit kriten dann eventuell eng Automobilitéit opgezwongen, déi se eventuell nach méi Geld kascht.

Dofir si mir der Meenung, dass de Fonds bei sengen Acquisitiounsaktivitéiten och d'Landesplanung muss mat consideréieren an dann och Terraine kafen a Regiounen, besonnesch a Stied an Uertschaften, déi prioritär wuesse sollen, also Regioune mat gudder ëffentlecher Transportubannung. Op der Lëscht vun den Terrainsacquisitiounen erfëlle Miersch an Hesper dës Krittären, d'Cité Syrdall à la rigueur och.

Dass d'Acquisitioune vu gënschteg geleeënen Terraine fir de Fonds esou schwéier ass, verdäitlecht, dass de Fonds natierlech och tributaire ass vum Marché, dee komplett aus dem Rudder gelaf ass.

Vill ass geschwat gi vu private Promoteuren, déi emol 180 Milliounen Euro op den Dësch leeë kënnen, fir en Terrain um Kierchbierg ze kafen, en Terrain, deen de Staat wuelverstane selwer opgewäert huet mam Bau vum Tram. Dëse Wäert, dee mat ëffentleche Sue geschaf gouf, gëtt awer privatiséiert an domat ginn da Wunnenge gebaut, déi fir déi grouss Majoritéit vun den Awunner am Land präislech onerreechbar wäerte sinn.

De Fonds spécial taucht bei esou Transaktioune guer net op; dee spillt net mat an dëser Liga, wann et ëm Terrainen an der Stad oder op Industriebroochen am Süde geet, och net an der Nordstad, déi prioritär wuesse soll. An dat ass jo den eigentleche Problem: Wann d'Präisentwécklung bei den Terrainen net gestoppt gëtt, da wäert et an Zukunft ëmmer méi schwéier ginn, fir abordabel ëffentlech Wunnengen ze bauen, an um Privatmarché lafen d'Präisser fort.

De Fonds spécial misst jo eigentlech eng wichteg Roll spillen, fir grouss Bauterrainen op urbaniséierte Plazen an de Stied ze kafen an do dann den ëffentleche Wunnengsbau unzekuerbelen. Aus sozialer an ekologescher Siicht wier dat och sécherlech am sënnvollsten, an éischter Linn emol fir déi Leit, déi eng abordabel Wunneng sichen.

Mee fir op dee Punkt ze kommen, brauche mir an eisen Aen e ganze Katalog vu Mesuren: Mir mussen d'Spekulatioun op Terrainen oninteressant maache mat méi héije Besteierungen op realiséierten an awer och op latente Plus-valuen a mir brauchen eng seriö Besteierung vun Terrainen, déi broochleien, an dat net just zu Dikrech. Mir musse kuerzfristeg Baulücken an eidel stoend Wunnenge mobiliséieren a mir mussen ophalen, Investoren, déi a Locatiounswunnengen investéieren, steierlech esou ze privilegéieren, dass déi manner Steiere bezuele wéi déi Mënsche mat engem normale Salaire, déi an hire Locatiounswunnenge liewen.

Mir mussen och de Pacte Logement 2.0 notzen, fir privat Promoteure méi staark an d'Verantwortung ze huelen, mat däitlech méi héijen Obligatiounen, wat den abordabele Wunnraum ugeet. A mir mussen elo direkt d'Loyersentwécklung an de Grëff kréien.

Ech erënneren an deem Zesummenhang nach eng Kéier un eise Gesetzesvirschlag, dee genee dat erreeche soll, am Géigesaz zum Regierungsprojet, deen de Status quo fortféiert an de Locatairen domat d'Liewe guer net méi einfach mécht.

De Gel vu Loyeren, deen nach dräi Wochen a Kraaft ass, muss an eisen Aen och verlängert ginn, well de Gel fir vill Locatairen a Pandemiezäiten eng Suerg manner bedeit. Sollt de Gel elo auslafen, da gi vill Locatairë mat Erhéijunge vum Loyer konfrontéiert an enger Zäit, wou déi sozial an ekonomesch Schied vun der Pandemie awer nach nowierken.

Dofir deposéiere mir och hei eng Motioun, fir de Gel bis Enn des Joers ze verlängeren, esou wéi mir et an eiser Gesetzespropos am Oktober och scho wollten.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu que le gel des loyers introduit le 20 mai 2020 viendra à échéance le 30 juin 2021 ;

- vu la persistance de la pandémie de la Covid-19 ;

- vu la très forte croissance continue des prix du logement ;

- considérant que selon les chiffres de l'Observatoire de l'habitat, 55% des ménages du premier quintile de niveau de vie sont locataires ;

- considérant par ailleurs que 63 % des ménages-locataires du premier quintile de niveau de vie ont un taux d'effort supérieur à 40 % ;

- considérant que les ménages les moins aisés sont souvent le plus durement touchés par les effets de la pandémie de la Covid-19,

invite le Gouvernement

- à prolonger le gel des loyers au moins jusqu'au 31 décembre 2021.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Här President, d'Ausmooss vun der Logementskris ass gewalteg. De Fonds spécial ass sécherlech een Usaz, awer just ee vu villen, déi néideg sinn. De Fonds eleng wäert net vill bréngen, wann de Privatmarché parallell onkontrolléiert weider gewäerde gelooss gëtt. Mir lafen der Wunnengskris hannendrun an dëse Fonds mécht dat och. Dofir brauche mir eng méi interventionistesch Approche vum Staat, fir an de Maart eran ze intervenéieren, fir eeben d'Recht op d'Wunnen ze erméiglechen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Viru ronn engem Joer hu mir hei an der Chamber alleguerten e Gesetz gestëmmt, mat deem decidéiert gouf, déi verschidden Ausgabe vum Staat am Beräich Logement an engem eenzelne Fong ze bündelen. Doduerch gouf et der Regierung erlaabt, méi Iwwersiicht iwwert d'Ausgaben ze hunn, déi am Logement gemaach ginn. Et handelt sech bei dësem Fong an éischter Linn ëm e Kontrollinstrument. Et geet dorëm, d'Ausgabe vun der ëffentlecher Hand méi schnell, méi effikass an och méi transparent ze gestalten. Dat sot och de Minister Kox d'lescht Joer hei an der Chamber.

De Minister hat och gesot, dass et wichteg wier ze kucken: Wou gëtt investéiert? Wéi vill gëtt investéiert? An a wat gëtt investéiert? Esou wäit, esou gutt. Wa mir eis dann den éischte Rapport vum Logementsministère ukucken, kréie mer emol en Iwwerbléck iwwert déi plakeg Zuelen: 300 Bauprojeten a bal 3.000 Wunnengen, déi aktuell am Bau sinn. Derbäi kommen nach 1.300 Ar Terrainen, op déi weider 400 Wunnenge kënne gebaut ginn. Bis 2025 rechent de Ministère mat 4.300 Wunnengen, déi kënne gebaut ginn - et sinn nach gutt véier Joer bis dohin.

Dat kléngt jo emol gutt, wann ee sech dat esou uliest. Wann een awer e bësse méi an de Rapport erageet, wéi vill Leit eleng op der Waardelëscht vum Fonds du logement stinn, déi „elo" Hëllef brauchen, fir zu engem faire Präis kënnen zu Lëtzebuerg ze liewen, dann ännert d'Bild sech scho ganz schnell: 6.500 op de Waardelëschte bei der SNHBM, 3.800 op der Lëscht vum Fonds du logement - an hei schwätze mer nëmme vun deene Leit, déi wierklech Hoffnung hunn, eng erschwénglech Wunneng ze kréien. D'Donkelziffer u Leit, déi wéinst dem Logement an d'Aarmut gedréckt ginn, ass vill méi héich. Vill Mënschen hunn emol keng Hoffnung, dass si iergendeng Kéier eng bezuelbar Wunneng wäerte kréien. Si probéieren dofir emol guer net, sech op déi Waardelëschten anzeschreiwen. Zu Recht, muss ech leider soen, well bei esou enger Waardelëscht kritt een einfach d'Flemm.

Stand haut a Stand d'nächst Joer feelen nach ëmmer Wunnengen hei am Land fir Zéngdausende vu Leit. Dozou kënnt, dass déi ganz grouss Bauprojeten eréischt a gutt 10 bis 20 Joer, wann alles riichtgeet, wäerte fäerdeg sinn. Bis dohinner si mer heibannen alleguerten e Stéck méi gro. Ma grad dëst weist, dass dës Regierung, déi jo awer zënter 2013 am Amt ass, elo och an der Verantwortung ass fir déi aktuell Situatioun an net genuch Léisunge bruecht huet.

Wéi eng Perspektive gi mer de Leit hei am Land, wa mer hinne soen, dass se eventuell a 5 bis 20 Joer eng gënschteg Wunneng wäerte kréien? Musse si dann nach 20 Joer schaffe goen, fir nëmmen de Loyer kënnen ze bezuelen? An da spéider nach weider 30 Joer, fir en Appartement oder en Haus ofzebezuelen? Ass dat den Dram, deen dës Regierung fir Lëtzebuerg huet? Fir mech kléngt dat éischter no engem Albdram.

An da kënnt nach derbäi, dass déi Wunnengen, déi vun der ëffentlecher Hand gebaut ginn, oft nach vill ze deier si fir déi meescht Leit. Scho beim Finanzéierungsgesetz vum Projet Elmen hat ech dat d'lescht Joer gesot, dass Dir musst ophalen, d'Wuert „abordabelen" oder „erschwéngleche" Wunnengsraum egal wéi ze benotzen. Pauschal 400.000 oder 600.000 Euro ze froe fir en Appartement oder en Haus, dat mat Steiergelder gebaut gouf, dat ass fir eis Piraten net an der Rei. A jo, soziale Wunnengsbau ass nun emol net, fir Profitt ze maachen an et kascht de Staat och Geld. Sozial heescht, fir d'éischt un d'Leit denken, net un de Budget.

All Haiser an Appartementer, déi mat Steiergelder gebaut ginn, missten an eisen Aen un déi reell Salairë vun de Leit ugepasst ginn an net, wéi beim Projet Elmen ze gesinn, zu fixe Präisser. Sozialen an abordabele Wunnengsraum heescht, dass och eng Famill mam Mindestloun soll kënnen an engem Appartement oder Haus wunnen. Ma dovunner si mer aktuell nach wäit ewech.

Wéi soll eng Persoun, déi e bësse méi wéi de Mindestloun verdéngt, an de Genoss kommen, en Appartement oder souguer en Haus ze kafen? Wou huelen Alengerzéiend, déi souwisou schonn duerch hir Steierklass genuch gestrooft ginn, d'Suen hier, fir sech eppes ze kafen? Wou huelen déi Jonk, déi frësch vun der Uni kommen, déi Suen hier?

Fir eis Piraten muss dofir elo gehandelt ginn! Fir där Erausfuerderung gerecht ze ginn, missten d'Ausgaben am Wunnengsfong fir de soziale Wunnengsbau mindestens duebel esou grouss sinn, fir dass bei de Leit um Enn och wierklech eppes ukënnt.

Mir sinn derfir, dass Wunnenge solle fir zéng Euro de Meterkaree verlount ginn, dat a Form vun engem Mietkauf, soudass een de Loyer ugerechent kritt, wann een duerno d'Appartement oder d'Haus wéilt kafen. Dat ass fair a sozial.

An et muss och gekuckt ginn, dass déi puer Wunnengen, déi an den nächste Joren op de Maart kommen, virun allem bei deene Leit ukommen, déi se elo wierklech brauchen. Dat heescht och, dass mer musse prioriséiere fir déi nächst Joren. Et ass e bësse wéi beim Impfstoff: Mir hu méi Leit, déi eng Wunneng brauchen, wéi et Wunnenge gëtt. Bei staatleche Projete muss dofir gekuckt ginn, dass elo virun allem déi Leit drukommen, déi jorelaang an enger Gemeng gewunnt hunn, do opgewuess sinn, do an d'Schoul gaange sinn. Et dierf net sinn, dass Jonk an Al aus hire Gemenge gedréckt ginn, well keng Plaz méi fir si do ass oder well se Kanner grousszéie wëllen. Hei misst e feste Prozentsaz un ëffentleche Wunnengen deene Leit zeguttkommen, déi an hirer Gemeng wëlle wunne bleiwen.

Och wa mir Piraten de Fong begréissen a fir nëtzlech halen, esou muss een als Fazit vun der Wunnengspolitik soen: Et geet nach net duer! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här „Di Bartolomeo". Ech hu grad eng schéi Ried gehalen, hunn ech gemierkt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- O entschëllegt!!

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et war den Här Goergen um Riednerpult.

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet d'Wuert, jo!

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Jo, merci. A merci och fir d'éischt fir déi konstruktiv, awer natierlech deels och kritesch Ureegungen zu dësem Debat. Dat weist, dass de Logement an all de Fraktiounen natierlech och eng Prioritéit genéisst. An duerfir erlaabt mer, dass ech, ier ech déi eenzel Riedner kuerz ernimme mat hiren Iddien, am Ufank eng generell Umierkung wëll soen.

Dat Éischt: Dat hei ass jo e Fong, deen a sech de Kader vun de Suen, vun der Ënnerstëtzung fir den ëffentlechen abordabele Wunnengsraum definéiert. En definéiert net all déi aner Politicken, déi natierlech an deem Riedche vun där gesamter Wunnengsbaupolitik anenee musse gräifen, fir dass d'Auer och richteg ka funktionéieren. Dat heescht, mir hunn e punktuell finanziellt Dokument, wat a sech vis-à-vis vun der Chamber eng Transparenz sollt weisen. An ech mengen, dat hunn d'Virriedner alleguerte gesot, dass mer dat och heimadder erreecht hunn. Natierlech wäerte mer nach probéieren - an dat war dat, wat den Här Lies virdru gesot huet -, nach versichen, méi Detailer ze ginn, wéi déi Projeten a wou se sinn. Ech mengen, dat hu mer probéiert an der Mëtt vun dem Projet, wéi mer déi Kéisen (ndlr: graphesch Duerstellungen) do presentéiert hunn, wéi eng Phas vun der Realiséierung de Projet duerstellt.

Ech wëll awer am Ufank vläicht iwwer ee Punkt schwätzen, dat ass, wat a sech dozou gehéiert, fir dat ze realiséieren, déi Sue kënnen ze deblockéieren: Dat ass d'Gesetz vun 1979, et ass hei schonn ernimmt ginn, dat ass d'Gesetz iwwert d'Aides à la pierre. Dat si mer jo amgaang ze reforméieren an do gëtt jo dat definéiert, wat hei virdru vu verschiddene Riedner gesot ginn ass, déi Abordabilitéit. Déi Abordabilitéit hu mer jo an der Kommissioun och diskutéiert. Wat heescht Abordabilitéit? Ma mir kucken, éischtens, déi Abordabilitéit méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft ze zéien, insbesondere bei der Locatioun. An dat zweet grousst Element dovun ass: Mir kucken nom Revenu disponible vun de Leit, déi sech do zesummefanne fir zesummenzewunnen, fir jee no Akommes bei der Belaaschtung vun 10 % eropzegoe bis op 35 % - 10 % fir déi, déi an der ganz ënneschter Akommesquell sinn. Dat ass d'Abordabilitéit, esou wéi mer se da virgesinn.

Gläichzäiteg kënnt och mat derbäi - an dat ass jo implizitt och an dem Fong ugeschwat ginn -, nämlech déi Wunnengen, déi mer kreéieren, musse mer natierlech an engem Register, dat mer nennen: de RENLA, Register vun abordabele Wunnengen, déi an d'Locatioun ginn, opstellen. An dat ass eppes ganz Wichteges. An do froe mer och nach eng Kéier de LISER - an dat ass, wat d'Nathalie Oberweis an hirer Ried hei gesot huet -, fir eis ze soen: Mir musse wëssen, wéi eng Demandeuren ënnerwee sinn. Wéi kënne mer dee Profill gesinn? A mir hunn dem LISER eng Rei vun Opträg ginn, fir dat méi genau ze analyséieren, fir dass mer déi séllege Lëschten och kënnen integréieren an eng Lëscht, ouni natierlech déi Regionalitéit herno ze vergiessen. An duerfir ass dat e ganz wichtegt Reformwierk, wat mer amgaang si fäerdeg ze maachen.

Ech weess net, ob mer et fäerdegbréngen, virum Summer nach deen Depot ze maachen. Mir hu jo eng Rei Saache schonn an der Kommissioun diskutéiert. Ech fäerten awer, dass mer nach de Summer mussen huelen, fir dass dat Ganzt och fäerdeg gëtt, dass et am Hierscht awer kann op den Instanzewee goen, wou dann och déi Punkten definéiert ginn, déi Der all hei gefrot hutt.

Ech wëll awer eppes am Virfeld och nach eng Kéier soen: Mir mussen do bauen, an dat ass och e puermol gesot ginn, wou den ëffentlechen Transport ass, wou déi stättesch Strukture sinn. A mir kommen net derlaanscht, eis Projeten ze iwwerdenken. Mir kommen net derlaanscht ze kucken: Wat ass d'Ekonomie vun deem Projet a wéi ass d'Rationalitéit zwësche Wunnengsbau an ëffentlechem Raum, dee mer musse finanzéieren?

An dat hu mer zu Elmen jo erfuer, wéi mer den éischte Projet de loi hei deposéiert hunn, dass mer déi Wunnengen …, an den Här Goergen huet vun enger Zuel geschwat, vu 500.000, 550.000 Euro. Wéi entstinn déi, wa se herno an d'Vente kommen? An der Emphytheos. Mir maache jo d'Neutraliséierung vum Terrain, da musse mer jo par rapport deen Invest, dee mer an den ëffentleche Raum maachen, opdeelen op déi Wunnengen. A wat mer méi Wunnenge bauen, wat deen Invest an den ëffentleche Raum automatesch méi op Wunnengen opgedeelt gëtt. An duerfir ginn déi Wunnengen och am Endpräis méi bëlleg fir den Acquereur.

Duerfir musse mer driwwer diskutéieren, ouni d'Wunnqualitéit a Fro ze stellen, ouni d'Liewensqualitéit am ëffentleche Raum a Fro ze stellen. An et ass dat, wat mer diskutéieren, an et ass dat, wat an de Gemengen och déi Angscht heiansdo mécht vun de Leit, awer och deels vu Gemengeresponsabelen, well si mussen dat verkafe vis-à-vis vun hire Bierger. An do wëll ech gäre mathëllefen, fir dass mer déi Diskussioun féieren.

Well déi Stied vu fréier, wéi si se entstanen? Firwat sinn et iwwerhaapt Stied ginn? Firwat sinn do Aktivitéitsmechanismen entstanen? Firwat si Geschäfter do entstanen? Well eng gewësse Masse critique vu Leit zesummekomm ass, déi sech géigesäiteg konnten ënnerstëtzen. Do ass d'Aarbechtsdeelung opgaangen - deen een ass Schouster ginn, deen aneren ass Bäcker ginn, deen aneren huet eng Déngschleeschtung erbruecht -, awer nëmmen, well déi Communautéit sech zesummegedoen huet an engem begrenzte Raum, fir zesummen ze liewen an ze schaffen an d'Fräizäit ze genéissen.

An dat musse mer diskutéieren. An duerfir ass eng Densificatioun iwwerall esou ze maachen, dass et erträglech ass - natierlech! -, awer mir mussen och d'Ekonomie vun den eenzelne Projeten ënnert d'Lupp huelen, fir dat och kënnen ze rechtfertegen, fir dat ëmzesetzen.

An dann, vill gëtt dovu gesot: D'Privatwirtschaft, déi muss mathëllefen. An ech zitéieren do de Staatsrot am Avis iwwert de Bail à loyer - den Avis ass do; ech mengen, dee wäerte mer am Hierscht zesummen ugoen -, an dee seet: « […] les investisseurs privés recherchent avant tout un rendement maximal : il serait donc illusoire de croire que les investisseurs privés pourraient se substituer aux pouvoirs publics en matière de politique sociale, en l'occurrence de logement social. »

Ech wëll net soen, dass … Si hunn en anert Bestriewen! Wat mir awer als ëffentlech Hand musse maachen, dat ass de Kader. Mir mussen d'Gestioun vun deene Wunnengen hunn. Mir brauchen awer d'Privatwirtschaft fir ze bauen, well si sinn d'Profie fir ze bauen. Well de Fonds du logement huet kee Bagger an d'SNHBM huet och keng Firma. Si maachen den Encadré. A si hu jo och opgestockt: Si sinn op 150, 160, 170 Leit gi se elo deemnächst, well se déi Projeten an Zukunft och musse realiséieren, déi mer elo in petto hunn hei an deem Fonds.

Mee mat wiem baue se dann? Si baue mat der Privatwirtschaft! Si baue mat deenen, déi um Terrain ënnerwee sinn, well si bauen net eleng. An duerfir gëtt et Ausschreiwungen, déi dat och kënne maachen.

Et ass iwwert d'Prozedure geschwat ginn, firwat déi ëmmer esou laang sinn. Déi sinn oft méi laang, wa mer als ëffentleche Promoteur dohinnerkommen, well mer och vill mussen iwwerzeegen als ëffentleche Promoteur, wa mer méi eng Densitéit an enger Gemeng wëllen erreechen. Dat muss diskutéiert ginn, well d'Angscht virun iergendeppes do ass. Well duerfir ass jo déi Abordabilitéit, déi mer méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft bréngen, awer och déi Mixitéit tëschent Logement abordable an der Locatioun a Vente emphythéotique, fir dass mer e ganz breet Element vun der Societéit an esou Projeten ënnerkréien. Dat wäerte mer zu Wolz fäerdegbréngen, dat si mer amgaang zu Elmen, och an deene Projeten hannendrun, am PAP 2, PAP 3 ze diskutéieren, an dat wäerte mer och zu Wolz ugoen, fir dat ze maachen.

An dann hunn ech nach - ech war jo selwer eng Zäitche Buergermeeschter -, ech hunn all déi Projete gekuckt, déi de Moment a menger Stiedchen op der Musel do gebaut ginn. Do ginn der ganz vill gebaut. Wësst Der nach, wien déi autoriséiert huet? Dat war ech, deen déi PAPen zesumme mam Gemengerot guttgeheescht huet. Dat ass deels sechs, siwen, aacht Joer hier. Do ass net vu Fliedermaus ze schwätzen, do ass net vun iergendenger klenger Maischen ze schwätzen! Do ass vun deels och Spekulatioun, vum Verkaf vum éischte Projet, deen, deen d'Geneemegung ufreet … An dat wësst Der alleguerten, déi Der an der Responsabilitéit an enger Gemeng sidd: Ee kënnt d'Autorisatioun froen, deen Nächsten, et gëtt verkaf an da kënnt en anere fir d'Baugeneemegung, an dann ass et nach net esou wäit, da gëtt nach e bësse gewaart an dann ass en Drëtten, deen da bei der Baugeneemegung ass, an zum Schluss, d'Promotioun, dat ass souguer nach e Véierten.

Dat huet näischt mat Prozeduren ze dinn! Dat huet wierklech näischt mat Prozeduren ze dinn! Jo, an de Prozedure kënne mer deels méi schnell sinn, mee mir mussen awer kucken, wéi mer se all an d'Boot kréien! An et ass net ëmmer déi Ëmwelt, déi do an de Féiss läit. Och do hu mer eng Kris, ech wëll déi awer och elo net klengrieden. An duerfir, mengen ech, solle mer zesummen e Wee sichen, fir do erauszekommen.

An dann, well ech elo nach am Virfeld méi en allgemenge Punkt wollt soen zu deenen eenzelnen Intervenanten, fänken ech un, esou wéi se hei opgetruede sinn, mam Här Lies - och merci fir d'Ënnerstëtzung.

Natierlech, mir maache scho laang Wunnengsbaupolitik. Natierlech ass et de Präis, dee mir och Suerge mécht. Et däerf een awer och net vergiessen, dass dee Präis, deen de Moment ënnerwee ass, och net déi éischte Kéier eng Well ass - mir

schwätze jo vu Wellen. An ech hunn dat nogekuckt, an de Statec seet jo selwer, de Präis géif elo Gott sei Dank e bëssen erofgoen, obschonn dat deels Kaffissaz (veuillez lire: Kaffissazlieserei) ass. Mee ech hunn déi lescht 30 Joer gekuckt: 1989-1991 hate mer méi eng prozentual Héicht vun de Logementspräisser dee Moment, 2006-2007 war eng zweet Well an elo ass effektiv déi drëtt Well d'lescht Joer gewiescht. Natierlech si mer elo op engem Niveau …, an dat hutt Der all mat Recht gesot, dass de Loun net deementspriechend nogezunn ass, an duerfir musse mer en Deel an der ëffentlecher Hand hunn, fir deenen den Zougang ze maachen, fir dann abordabel kënnen ze wunnen. An hei ass d'Abordabilitéit nach eng Kéier ernimmt ginn an duerfir wollt ech do net manner ...

An déi Spekulatiounssteier … - an den Här Hahn huet et virdru ganz kloer gesot -: Dat wat mer elo am Pacte Logement 2.0 mam Artikel 29bis maachen, deen hu mer scho probéiert, zu Miersch nämlech, do wou den Agrarzenter war a wou elo e grousse Projet kënnt, wou d'ëffentlech Hand do ass, d'CFL ass do, mir sinn do als Staat, d'SNHBM ass do, an et ass drëms gaangen: Wéi komme mer op e bëllegen Terrain? An do ass d'Léisung deels gemaach ginn: „Ok, da loosst eis e bësse méi héich bauen. Loosst eis dat maachen." Déi Win-win-Situatioun, déi virdrun ugeschwat ginn ass, déi ass do exercéiert ginn. A mir brauchen elo en Automatismus, an dass dësen Automatismus am ganze Land an deenen 102 Gemengen applizéiert gëtt an dass d'office en Deel tëschent deem Prozentsaz ofgetruede gëtt.

A wann Der d'Gesetz richteg gelies hutt, a mir komme jo nach eng Kéier zréck: „au moins" steet do! Et ass nach all Gemeng fräi, méi en héije Prozentsaz kënnen ze maachen an do dann nach pekuniär eens ze ginn, esou wéi dat am Plan sectoriel « Logement » de Fall ass: 20 % ginn deemno nom Modell, dee mer am Pacte Logement hunn, déi reschtlech 10 % ginn no engem Modell, wou een dann eens gëtt zwëschent dem Promoteur an der Gemeng. Mee dann hätt Der missen all Promoteur, esou wéi mer dat an deene leschten zwielef Joer gemaach haten …, wär allkéiers eng Verhandlung komm. Hei hu mer en Automatismus, jidderee weess, wou mer dru sinn, an duerfir mengen ech, dass mer do an déi richteg Richtung ginn.

An ech hunn och hei nach d'Fro vum Promoteur public, déi hat Der gestallt. Jo, si ginn opgestockt - ech hunn d'Zuelen net méi ganz am Kapp -: D'SNHBM geet a Richtung vu bal 200 an de Fonds du logement ass de Moment bei 156 Leit. Dat heescht, déi ginn extreem … Jo, fir déi Projeten ze suivéieren an och, wat d'Quantitéit vu Produktioun vum Fonds du logement ugeet, wäert deen an der Zukunft méi liwweren - natierlech! -, well déi grouss Projete vu Wolz an Diddeleng an d'Produktioun kommen.

Ech muss awer och do soen: Dat si Frichen! De Privaten huet eis - bon, dat war en Deal zwësche Staat a Privat -, en huet eis awer dat iwwreggelooss a mir mussen do emol eng Sanéierung maachen, eng Sanéierung innerhalb vun enger Stad, wat net esou evident ass! An dat hëlt Zäit an Usproch, well déi Biedem, ech wëll dat net onbedéngt soen hei, awer déi sinn net ganz fein, déi Biedem, déi mer do fonnt hunn. Ech géif meng Tomaten elo net direkt dorobber uplanzen. Mee mir hunn zu Wolz eng gutt Léisung fonnt a mir wäerten zu Diddeleng selbstverständlech och eng gutt Léisung fannen, an dat ass jo dee Projet de loi, dee mer elo amgaang sinn auszeschaffen.

Da wëll ech och dem Max Hahn Merci soen: En huet „Elmen" gesot. Den Här Hansen huet de Projet no vir bruecht. Jo, en huet e mat no vir bruecht. Ech hat elo d'Chance, dass ech en als Gesetzesprojet konnt deposéieren. Mee ech mengen, wann ech mech gutt erënneren: Ech sinn de sechsten, ech sinn effektiv de sechste Minister, deen dat mécht. An ech wëll awer och ukënnegen - an ech kucken op de Buergermeeschter -: D'nächst Woch hunn ech d'Éier, mam Grand-Duc dann op Elmen ze goen, fir him och dee Projet vun abordabele Wunnengen an och déi Politicken, fir déi mer hei jo awer d'Ënnerstëtzung kréien, fir eisem Staatschef déi och mat op de Wee ze ginn.

Dir hutt vu Sue geschwat, den Här Lies och virdrun: „Mir mussen op 300 Millioune kommen." Mee an Zukunft wäerte mer op 250 Millioune kommen! Do sinn déi 10 % vum Pacte Logement nach net dran! Mir mussen dat nach diskutéieren a mir musse kucken, dass mer déi Suen och dann intelligent asetzen, rationell asetzen, fir dass mer och déi Obligation de résultat kréien un abordabele Wunnengen - wat méi, wat natierlech besser.

An dem Nathalie Oberweis wëll ech soen, fir dorobber ze äntweren, wéi et mat der Modularitéit ass: Mir sinn, de Fonds du logement ass amgaang ze kucken, mir sinn och Projete mat ASBLen amgaang ze kucken: Wéi kéinte mer Baulücke mobiliséieren, wou modular Elementer kéinten dropkommen, fir iwwer eng gewëssen Zäit do eppes kënnen ze maachen? Déi géifen dann - esou änlech wéi bei der GLS (ndlr: Gestion locative sociale), wat eidel stoend Wunnengen ubelaangt - keng Tax oder keng Steier bezuelen an déi kéinten deen Terrain fir eng gewëssen Zäit liberéieren an do wär dann e Bauelement drop, wat flexibel ass. An duerfir wäerten dee Register vun de Wunnengen an awer och dee vun den Demandeuren esou gekoppelt ginn, dass een och weess: Wou kënnen déi hikommen? Duerfir hu mer déi Modularitéit, déi mer eis do maachen.

Dann den Här Cruchten, jo: En huet natierlech d'Steierpolitik …, do wëll ech mech elo hei net äusseren. Dir hutt eng Méiglechkeet, deemnächst hei haart an däitlech Är Meenungen alleguerten ze soen. Dat geet dann an d'Gebitt vu mengem Kolleeg Finanzminister. Awer eppes hutt Der gesot, Dir hutt de Verglach gemaach mam Saarland. An dat ass mer awer och schonn … Gitt an d'Saarland - an ech kennen d'Saarland jo gutt, et ass meng Nopeschregioun -, do ginn et ongeféier 25 Stied, richteg Stied, Stied, déi méi héich ginn: 15.000, 20.000 an nach 30.000 Awunner. Mir hu jo Stad Lëtzebuerg, ok, dann Esch, Diddeleng, Déifferdeng, an dann zerbröselt et.

D'Nordstad kritt elo eng Dynamik, wa se se fäerdeg kréien. An ech gi gutt dovun aus, dass d'Nordstad wäert eng Fusioun ginn, well se awer d'Virdeeler doranner kënne gesinn, an da wäert eng Dynamik do erauskommen, déi do och erëm e Pôle d'attraction ergëtt. Dann hu mer der dräi; landesplaneresch hu mer dat jo virginn. An do, wou mer kafen - an ech weess net, wie mer dat gesot hat, d'Nathalie Oberweis, déi hunn ech elo schonn e puermol zitéiert hei, awer Dir hutt dat … Wou si mer kafe gaangen? Firwat si mer an deene Regioune kafe gaangen?

Mir si fir d'éischt emol do kafe gaangen, wou mer, éischtens, en Ugebot hunn. Dann hu mer dee Kommitee, dee mer och bei eis am Ministère nei gegrënnt hunn, deen d'Analysen zesumme mam Finanzministère mécht, nämlech de Comité d'acquisition: a) Klappt et mam Präis? Well wa mer d'Suerg Präis, „d'Schallmauer", géif ech emol soen, eng Kéier duerchbriechen, da kënnt kee méi bei de Staat fir ze verkafen, well da seet deen: „Nee! Ma do hutt Der jo awer esou vill bezuelt." Duerfir musse mer oppassen, duerfir musse mer kucken: Passt dat an eise Scheema? An d'Längerfristegkeet: Wéi kënne mer dat abannen? Natierlech ass d'Konzentratioun um Kierchbierg, wou mer do Wunnenge schafen, wou mer den ëffentlechen Transport natierlech primordial dohunn. An duerfir musse mer dat och do méi konzentréiert ugoen. Mee et muss eng Obligatioun sinn, dass mer iwwerall dohikommen an an all de Gemengen déi Abordabilitéit kréien.

An duerfir ass jo deen Artikel, deen Automatismus vum Artikel 29bis esou wichteg, dass d'office 10 % ofgetruede ginn, och innerhalb vun deene Perimeteren. An Dir hutt d'Zuel genannt virdrun: D'Baulücken, 900 Hektar, an déi aner, déi nach net erschloss sinn, 1.900 Hektar, a wann do e Projet entsteet, falen automatesch 10 %, jee no Gréisst 15 % an esou weider of. An do kréie mir dann déi Win-win-Situatioun, dass éischtens eng Densificatioun kënnt, an zweetens, dass mir dann Terraine cesséiert kréien, dass mer just Baukäschten … An duerfir ass dann erëm dee Cahier de charge esou wichteg, fir dass déi Baukäschten dann no engem räsonabele Präis, ouni op d'Qualitéit mussen ze verzichten, dass do dee richtege Präis och ka bezuelt ginn.

An da wëll ech och der Madamm Ahmedova Merci soe fir d'Motioun. Jo, d'Motioun ass e wichtegt Element, an dat gëtt mer jo awer - net nëmme mir, mee och der Regierung - de Soutien vun Iech, fir do weiderzegoen, dass mer nach méi intensiv an där Richtung mussen eisen Invest maachen.

Do steet awer och e ganz wichtege Saz: dass mer all déi Projete mussen op hir Ekonomie ënnersichen, awer och hir Densitéit mussen ënnersichen, well soss déi Rationalitéit tëschent deem, wat ech virdru gesot hunn, fir en erschwéngleche Präis herno do ze kréien …, dat musse mer ganz kloer do kucken. An da musse mer eis awer och iwwerall mat dem NIMBY-Effekt ausenanersetzen, bei jidderengem, sech selwer froen: Wat kënne mer maachen, ouni dat wëllen a Fro ze stellen?

Den Här Reding, och dee wollt ech hei ernimmen, mat der Proprietéit: Jo! Ech ka jo net soen: „Hei, Du däerfs dat net kafen!" Also kann ech jo net d'Proprietéit verbidden, well dat läit guer net a menger Kompetenz a scho guer net méi a mengem Wëllen, well ech gi jo och heiansdo mol e Vëlo kafen oder eppes aneres kafen. An duerfir, mengen ech, ass dat schéin. Mee op där anerer Säit hunn ech awer eppes ganz Wichteges gesot: dass d'ëffentlech Hand och hir Verantwortung muss huelen.

Ech mengen, beim Nathalie Oberweis hat ech dat virdru schonn agefüügt. Ech kucke séier, ob ech do näischt vergiess hat, wat déi eenzel Riedner alles gesot hunn. Ech mengen, ech hat alles gesot.

Da wëll ech awer zum Schluss …, ech fänken da mat där éischter Motioun un. Ech gi jo dovun aus, an dat freet mech natierlech, dass et do Unanimitéit gëtt, fir dat kënnen ze maachen.

Da kommen ech op déi zweet Motioun, déi vun déi Lénk proposéiert gëtt, fir de Gel des loyers kënne weiderzeféieren. Bon, et sinn elo dräi Wochen, ier et ofleeft. Äre Virgänger, den Här Wagner, huet deemools eng Gesetzespropos proposéiert. Do konnte mer dee ganze Wee do maachen. Deemools ware mir och an der Regierung amgaang driwwer ze diskutéieren, well mer dee Moment voll an der Kris waren. An et ass e Krisenelement gewiescht, de Gel des loyers, e Krisenelement, dat och do gedroen huet an dat mer och do parallell mat eppes anerem agefouert hunn, nämlech: Mir hunn d'Subvention de loyer erëm an d'Luucht gesat. An duerfir war dee Gel des loyers dann eng Zäit laang wichteg, wéi d'Kris am schlëmmste war.

An ech si jo frou, mir sinn alleguerte frou - ech konnt och elo gottseidank beim Schwätzen déi Mask ausdoen an ech hoffen, dass mer op déi Mask elo eng Kéier kënne verzichten -: Mir sinn awer um Enn vun der Kris ukomm! D'Relance gesäit och gutt aus. Jo, et sinn nach Problemer. Wat awer wichteg ass beim Gel des loyers: En trëfft net jiddereen. Dir wësst automatesch, hei mam Gel des loyers gëtt just d'Hallschent vun deene getraff, déi innerhalb vun zwee Joer souwisou eng Augmentatioun hätte kënne froen. Well, en ass elo ee Joer amgaang, et trëfft a sech nëmmen déi, déi innerhalb vun deenen zwee Joer e Changement hunn, an dat ass d'Hallschent.

A wat et net trëfft, an dat ass och eppes: Et trëfft net déi nei Wunnengen, nei Loyeren, déi ausgehandelt ginn. Et ass just e begrenzten Deel. Dee Moment, wou gefaart ginn ass, Leit géifen op d'Strooss gesat ginn, dunn hu mer eng Brems ageheit, dat hat zesummen ze di mam Deguerpissement. An duerfir hu mer decidéiert, och dee Gel dann net méi weiderzeféieren; well d'Retourkutsch kënnt da méi spéit. Och wa mir dat elo nach weiderféieren, da kann et zu enger Augmentatioun kommen, déi mer elo dee Moment net wëlle maachen.

An duerfir kënne mer …, obscho mer laang driwwer diskutéiert hunn, och intern, wéi wäit mer de Gel nach kënne weiderféieren, an duerfir, well et och nëmmen en Deel trëfft, e minimalen Deel, a se net alleguer drakommen … Déijéineg, déi net an déi zwee Joer falen, wären dann net geschützt gewiescht. An duerno, mir verschiben et, ouni et ze léisen, an duerfir hu mer déi Politicken en place gesat, déi de Moment ënnerwee sinn. Duerfir, d'Regierung ass net gewëllt, elo nach an den nächsten dräi Wochen eng Gesetzespropos weiderzeféieren. Och do hätt een, wann een et gewollt hätt, éischter kënnen eng Propos eraginn. Da wär déi Diskussioun sécherlech gefouert ginn.

Duerfir sinn ech dann elo fäerdeg. Ech soen Iech nach eng Kéier Merci fir déi Debatt an da géif ech zréck op meng Plaz goen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. An direkt Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Nach eng Kéier ganz kuerz. Ech sinn net mam Här Minister senger Ausso averstanen, dass d'Kris eriwwer wier oder quasi eriwwer wier. Ech mengen, déi Ausso, do fannen ech, dass mer eis déi elo nach net kënnen erlaben. D'sanitär Kris kënnt vläicht op en Enn elo iergendwann, a souguer dat wësse mer net. Mee wat d'sozial Auswierkunge sinn, dat wësse mer nach net! Mir kënnen eis dat dach elo net erlaben, dat schonn ze soen!

An aus engem Precautiounsprinzip eraus kéint een nach soen: Da maache mer dee Gel elo nach fir eng Zäitchen aus Precautioun. Et ass jo net, wéi wann déi Leit net géife bezuelen, de Loyer ass jo just agefruer. Dat heescht, ech géif schonn, wa méiglech, awer nach eng Kéier dofir plädéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Da kéime mer elo zum Vott vun de Motiounen. Fir d'éischt déi Motioun, déi vun der Madamm Ahmedova deposéiert ginn ass an déi vun alle politesche Kräfte gedroe gëtt, soudatt ech dovun ausginn, datt mer dës Motioun à main levée kënnen ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun, déi vun der Madamm Nathalie Oberweis deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Madamm Ahmedova, wannechgelift.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Merci villmools, Här President. Ech mengen, ech wollt och kuerz Stellung huelen. Et ass effektiv esou: Wéi déi sanitär Kris ugefaangen huet, hu mer direkt e Gel des loyers agefouert. Ech mengen, mir waren eis alleguerten eens, datt dat wierklech eng néideg Mesure war. An dat hu mer och dee Moment verlängert.

Par contre ass et effektiv esou, datt mer ufänken, d'Enn vum Tunnel ze gesinn, wat déi sanitär Kris ugeet. A vläicht geet et natierlech weider mat den Impakter, déi mer bis elo kannt hunn, mee par contre ass dat net de richtegen Outil, fir kënnen d'Loyeren ze reegelen. An duerfir plädéieren ech derfir, datt mer wierklech eng Mesure fannen, déi eeben op laang Dauer eng Léisung wär fir déi Loyeren an déi net onbedéngt op eng Covidzäit limitéiert ass.

Anerersäits ass et och, wéi den Här Minister gesot huet: Et trëfft net jiddereen. Dat heescht, mir si just bei der Hallschent vun de Leit, déi dervunner betraff sinn; et gëtt och Leit, déi vläicht e bësse vun der Situatioun kënne profitéieren, datt e Gel des loyers agefouert gouf. Ech wëll net soe jiddereen. Natierlech ass et ville Leit zeguttkomm, dat Ganzt.

A voilà, wat ech och fäerten, wa mer dat Ganzt, vu datt et eng limitéiert Zäit war, géifen nach méi prolongéieren, riskéiere mer genau de Géigendeel: Wann et bis iergendwéini trotzdeem eng Kéier opgehuewen ass, vu datt et awer am Kontext vum Covid war, datt dee Moment d'Loyerspräisser wierklech explodéieren, an dat wëlle mer jo vermeiden. Wichteg: Mir musse wierklech eng laangfristeg Mesure fannen, déi net onbedéngt mam Covid zesummenhänkt.

Merci villmools, a jo, ech wëll soen, datt mir dann déi Motioun net wäerte matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Fir d'Spannung erauszehuelen: Mir Piraten wäerten déi Motioun matstëmmen, an ech soen Iech och firwat. Haut eréischt ass an Däitschland eng Studie publizéiert ginn, datt zwar d'Insolvenzen, also d'Faillitte bei de Betriber méi geréng ausgefall si wéi een dat gefaart hat, datt et awer dofir e ganz bedenklechen Ustig vun de sougenannte Privatinsolvenze gëtt, also vun deene Faillitten, déi eenzel Persounen oder Famillje betreffen - Leit, déi also potenziell och net Proprietär vun eppes sinn, mee déi loune ginn; déi, déi souwisou schonn an der Prekaritéit stiechen.

A genau déi Leit gëllt et elo nach an der Sortie de crise ze schützen, fir datt se net duebel ënnert d'Rieder kommen, nämlech elo eng Kéier, an dann, wa se dann nach virun d'Dier gesat goufen oder, well se sech hire Loyer net méi leeschte kënnen, eppes méi Klenges hu misse sichen. Wou een dat dann am Moment soll fannen, dat loossen ech dem Nolauschterer als Exercice, well esou einfach ass dat net.

Da muss ee sech d'Fro stellen: Wéi kënne mer déi elo schützen? Jo, ech deelen natierlech der Madamm Ahmedova hir Angscht, datt et zu enger Explosioun vun de Loyere ka kommen, soubal de Gel opgehuewe gëtt. Mee genau dat Argument misst derfir schwätzen, et elo mol nach ze verlängeren, fir datt mer nach eng Kéier Zäit hunn, Loft ze huelen an eis eng richteg Léisung auszedenken, an net et elo opzehiewen an dann ze hoffen, datt mer iergendwéi eng Léisung fannen. Duerfir wäerte mir dës Motioun matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President, an och merci un d'Kolleege vun deene Lénken fir dës Initiativ. Mir sinn als ADR an där ganzer Covidkris eng ganz kohärent Linn gefuer, wou mer gesot hunn: Mir mussen d'Ekonomie ënnerstëtzen, esoulaang de Staat verhënnert, datt d'Betriber kënnen ënner normale Konditioune schaffen. Dat selwecht gëllt fir d'Sozialpolitik. Mir mussen d'Leit weider ënnerstëtzen, esoulaang an eiser Gesellschaft, bedéngt duerch staatlech Moossnamen, déi eeben aus der sanitärer Kris ofgeleet ginn, nach net déi normal Konditiounen do sinn.

Mir kënnen natierlech net elo higoen, wéi d'Kolleege vun deene Lénken dat proposéieren, an dat elo bis zum Enn vum Joer maachen. Dat schéngt eis iwwerdriwwen. Wat awer eis Approche wär, dat wär ze soen: Kommt, mir komme jo nach eng Kéier zesumme virun der Summerpaus, fir d'Covidgesetz nach eng Kéier ze kucken, a mir sollten an deenen nächste Wochen déi sozial an ekonomesch Konsequenze vun der Kris besonnesch beliichten. Eeben och well, wéi de Minister et gesot huet, mer déi sanitär Etapp vun der Kris lues a lues hannert eis loossen, musse mer ëmsou méi kucken: Wéi geet et elo eiser Ekonomie? Wéi geet et de Leit, déi ënnert deene soziale Konsequenze gelidden hunn, zum Beispill, well se nëmmen 80 % vun hirem Akommes haten, oder anerer, well se an de Chômage gefall sinn? Mir mussen no hinne kucken.

Et ass, mengen ech, keen Argument fir ze soen: Et betrëfft nëmmen esou an esou vill Leit. Well fir jiddereen, deem mer kënnen hëllefe mat esou Moossnamen, ass dat eppes Wäertvolles. Mir hunn et vläicht dann erméiglecht, fir eng méi schwéier familiär oder sozial Kris ze verhënneren.

Eise Virschlag an eis Demande un d'Kolleege vun deene Lénke wär dann och fir ze soen: Kommt, mir maachen dat hei emol bis Mëtt des Joers, 31. Juli. Mir géifen dat gär matstëmmen, fir ze soen, da kënne mer an den nächste Wochen eng Kéier a Rou iwwert déi sozial Situatioun vum Land diskutéieren an da kucken, ob nach Moossnamen néideg sinn oder net. Awer fir eis elo bis zum Enn vum Joer ze engagéieren, dat wéilte mer net maachen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ass ee gewuer gi vun der Madamm Oberweis, ob si d'accord si fir den 31. Juli oder ob mer bis den 31. Dezember ofstëmmen? Dat ass eigentlech déi Fro, déi mer haten. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Oberweis huet sech net zu Wuert gemellt, duerfir sinn ech dovun ausgaangen, dass si bei hirem Delai bleift.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, also merci fir d'Propositioun. Ech géif awer effektiv och léiwer bei sechs Méint bleiwen, well ee Mount, dat gesinn ech elo wierklech net esou an. Et deet mer leed. Ech gesinn dat elo esou op Anhieb net an. Sorry. Ech bleiwe bei sechs Méint. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kënne mer weider ofstëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Dem Här Marc Spautz säi Vott, dee muss korrigéiert ginn.

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- … a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... just fir komplett ze sinn: Den Här Roy Reding stëmmt och mat Nee.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 55 voix contre et 5 voix pour.

Ont voté oui : M. Marc Spautz ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Lies), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt deen nächste Samschden, den 12. Juni, moies um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.39 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7836 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

   7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports sur le projet de loi n° 7836 : M. Mars Di Bartolomeo
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports sur la proposition de loi n° 7808 : M. Michel Wolter (intervention de Mme Martine Hansen)
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Gilles Baum, M. Sven Clement et M. Roy Reding) - M. Gilles Baum (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Georges Engel (interventions de M. André Bauler, M. Michel Wolter, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Yves Cruchten) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Jeff Engelen (dépôt de quatre demandes de vote séparé concernant le projet de loi 7836) - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement (interventions de M. Claude Wiseler et Mme la Ministre Paulette Lenert)
   - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - M. Michel Wolter
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen (parole après ministre) (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (interventions de M. Claude Wiseler) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Michel Wolter - M. Fernand Kartheiser
   - Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 7836 (adopté)
   - Vote séparé sur l'article 8 du projet de loi 7836 (adopté)
   - Vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 7836 (adopté)
   - Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 7836 (adopté)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Corinne Cahen et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee.

2. 7836 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins

M. **Fernand E**tgen, *Président.*- Um Ordre du jour vun der Sitzung vun de Moie stinn de Projet de loi 7836, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie, an d'Proposition de loi 7808 iwwert d'Teststrategie an den Alters- a Fleegestrukturen.

D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Georges Engel, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi 7836, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. An duerno geet d'Wuert un den Auteur-rapporteur vun der Proposition de loi 7808, den Här Michel Wolter. An ech ginn elo d'Wuert un de Rapporter, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports sur le projet de loi n° 7836

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru 15 Méint huet d'Chamber den État de crise wéinst der Pandemie verlängert, nodeems d'Regierung en zéng Deeg virdrun ausgeruff hat. Fir eis all war dat eng schwéier Decisioun, mat déifgräifende Konsequenze fir eis Fräiheeten an eis Gewunnechten, fir eisen normalen Alldag. Dee mäerderesche Virus hat eis awer keng aner Wiel gelooss.

Déi Méint duerno hu mer en Op an Of vu Verschäerfungen an Erliichterunge vun deene Moossnamen an erëm neien Aschränkungen erlieft; Hoffnungen, déi enttäuscht gi sinn. Mee haut presentéieren ech lech am Numm vun eiser Gesondheets- a Sportskommissioun fir d'20. Kéier e Covidgesetz, iwwert dat ech mech zesumme mat lech all fir eng Kéier, fir d'éischte Kéier, erëm freeën.

Mir huelen eis mat dësem Gesetz vill vun deene Fräiheeten erëm, déi mer am Kampf géint de Virus hu mussen a Klammere setzen. Ech ënnersträichen: A Klammere setzen, net ofschafen! Mir hu 15 haart Méint hannerun eis. A virun allem déi Leit, déi krank, jo, schwéier krank goufen, Familljememberen oder Frënn duerch de Virus verluer hunn oder bis-zum-Geet-net-méi am Asaz waren, hu gelidden. Schwéier gelidden! Ganz ze schweige vun deene Leit, déi ëm hir Existenz hu mussen an nach musse fäerten.

Déi Aussgangsspär, de Fullstop vun eisem Sozialliewen, d'Schléissung vu Lokaler, wou mer eis gär begéinen, déi nei Aschränkungen am Privatliewen, Grenzen, déi erëm opgeriicht goufen, Masken, hannert deene mer eis net méi onbedéngt erkannt hunn an déi eis genervt hunn an nerven, hunn dat lescht Joer markéiert, villes maskéiert.

Dee festen Hänndrock oder d'Ëmäerbelung, déi tabu sinn an déi duerch en Ielebou-Kick oder Fauscht bei Fauscht - wou ech mech ëmmer gefrot hunn: Ass dat iwwerhaapt erlaabt? - oder, schlëmmer, Fouss bei Fouss - och symbolesch: bei Fouss! - ersat goufen. An dat Schlëmmst: Eis Kanner a Kandskanner, Elteren, Grousselteren a krank, jo, doudkrank Familljememberen oder Frënn, déi mer net konnten empfänken oder besichen, dat huet eis staark belaascht.

Gestes barrières, Quarantän, Confinement, Impfunge mat engem a Rekordzäit entwéckelte Vaccin, schaffe vun doheem aus, Schoulen, déi zäitweileg zoubliwwe sinn; war dat - mir hunn eis dat gefrot, dobaussen hunn d'Leit sech dat gefrot - dat Richtegt? Ech soen: Jo. Ech soe Jo, well haut, och wann et an deene leschte Wochen Nuancen dozou, wéini wat fir eng Moossnamen a wat fir engem Mooss komm sinn, gëtt an ëmmer gouf, haut hu mer déi provisoresch Äntwert: Jo. Jo, all déi Affer hunn eis et erlaabt, dee Virus zréckzedrécken. An haut huele mer eis vill vun deene Fräiheeten erëm, déi mer esou gär hunn.

Mee opgepasst! Et ass eng „liberté conditionnelle", wann ech mer deen Ausdrock däerf ausléinen aus engem exzellente Leitartikel vum Béatrice Delvaux aus dem Bréisseler „Le Soir". Mir sollen déi Fräiheete genéissen, d'Virsiichtsmoossnamen net vernoléissegen, jo, bäibehalen an deem Virus net duerch onverantwortlecht Verhalen d'Dieren erëm oprappen. Dee Virus ass nach ëmmer do. An och wann eis Chifferen haut - an ech kommen elo gläich do drop zréck - gutt sinn, erënnere mer eis, dass se virun engem Joer nach besser waren.

Kuerz virun der Vakanz waren déi Chiffere ganz, ganz gutt. An duerfir, et ass kee Grond, all dat ze vergiessen, wat mer musse weiderhin anhalen, fir dass mer deem Virus keng Ugréffsfläche ginn. Dat ass, mengen ech, ee vun deene Messagen, deen och haut muss erausgoen. Mir si mat der Spëtzt aus dem Tunnel eraus. Mee kommt, mer passen op op deen Zuch, deen eis kéint entgéintkommen op deem selwechte Gleis!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu der jëtzeger Situatioun: D'Zuele gi weider erof. All d'Indicateuren - d'Zuel vun de Stierffäll, d'Inzidenz, de Reproduktiounstaux, d'Hospitalisatiounen, déi esou niddreg si wéi kaum säit Ufank vun der Kris, déi ganz niddreg Zuel vun deene besaten Intensivbetter an d'Konzentratioun an den Ofwässer, déi ee bal net méi noweise kann - hu sech staark verbessert.

D'Ouvertüren, déi mer virun engem Mount decidéiert hunn, hunn also keng nei Hausse vun den Ustiechunge mat sech bruecht. D'Impfunge gi gutt virun, och wa mer weiderhin ofhängeg bleiwe vun de Liwwerungen an dem Rhythmus, an deem se bei eis ukommen. Bis gëschter Owend ware 423.000 Impfdose gesprëtzt ginn, woubäi 176.000 Persoune komplett geimpft sinn. Et soll also kee méi soen, dass mer grouss Nachzügler a Saachen Impfunge sinn, Impfungen, déi de Schlëssel sinn, fir dauerhaft déi Fräiheeten, déi eis esou léif sinn, kënnen ze behalen.

Eenzege Bemoll ass d'Delta-Variant aus Indien, déi un Terrain gewënnt, mat allen Ongewëssheeten, déi domadder zesummenhänken. Duerfir musse mer weiderhin oppassen.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut diskutéieren, proposéiert an deem Sënn weider Ouvertüren a weider Schrëtt a Richtung Normalitéit, mat dobäi awer Moossnamen, déi do solle fir gréisstméiglech Sécherheet suergen, wou et am noutwendegsten ass.

D'Haaptneierung ass de Regimm vum CovidCheck, dem 3G-Zertifikat - dee steet fir geimpft, getest oder erëm gesond -, deen et den Etablissementer vum Horeca an och soss Evenementer a Manifestatiounen erméiglecht, erëm méi oder manner normal ze fonctionéieren. Dat gëllt fir all d'Participanten, d'Clienten an och d'Personal, dat do schafft. Dëse Regimm CovidCheck, deen net bei sech doheem méiglech ass, muss per Mail un de Santésdirekter kommunizéiert oder gemellt ginn, mat enger Rei vun Donnéeën. An de Perimeter vun dësen Evenementer, Manifestatiounen oder Etablissementer muss kloer determinéiert sinn, grad wéi den Organisateur, dee kloer muss bekannt sinn. Spontisaktioune sinn also net dran, et liicht lech an, firwat! Et muss een och kënnen d'Anhale vun deem dote Regimm garantéieren, oder probéieren, et ze iwwerwaachen.

An dozou nach gesot, dass déi Formule, déi mer hei gewielt hunn, sech eent zu eent um europäesche Covidzertifikat inspiréiert, deen, wéi jo op enger Pressekonferenz am Detail erkläert ginn ass, d'Reese bannent der EU, a Liechtenstein, Island, an Norwegen an an d'Schwäiz erméiglecht, a weider Länner wäerten och an Zukunft derbäikommen.

Mee opgepasst, och mat dem CovidCheck als Schlëssel, fir erëm kënnen dorëmmer ze reesen, sinn net all d'Problemer geléist! Well och wann een iwwert d'Grenze kënnt an och erëm vläicht heemkënnt, gëllen an deenen eenzelne Länner Moossnamen, spezifesch Moossnamen am Kampf géint de Virus. Also, wa mer reesen, hu mer all Interêt, eis am Virfeld ze informéieren, wat fir eng spezifesch Lännerreegelunge gëllen, fir net béis Iwwerraschungen ze kréien. Mir kommen eran, mee da kënnt déi béis Iwwerraschung! Also, och wann et eng Harmoniséierung an de Reegelen, fir kënnen ze zirkuléieren, gëtt, gëtt et net eng Eent-zu-Eent-Reegelung, wat d'Moossname géint de Virus ugeet. Also opgepasst a sech wannechgelift virdrun informéieren!

Mir si bei dem CovidCheck e Schratt viraus. Op EU-Niveau trieden d'Moossnamen am Prinzip den 1. Juli a Kraaft, an d'Länner hunn nach emol en Delai vu sechs Wochen, fir sech ze konforméieren.

Mir hu probéiert, dat esou séier wéi méiglech ëmzesetzen. D'Regierung huet probéiert, dat esou séier wéi méiglech ëmzesetzen, fir de Leit dee Schlëssel an de Grapp ze ginn. Duerfir, et ass net vun der éischter Stonn, vun der éischter Sekonn un alles perfekt! Mee dat probéiere mer, an deenen nächsten Deeg a Wochen zesummen ze maachen, mat ganz kloren Informatiounen, déi un d'Leit ginn. Mir hunn et e bësse méi fréi. Also, Perfektioun, déi net vun dëser Welt ass, solle mer bei esou engem Schlëssel net direkt afuerderen. Et ass definitiv e gutt Instrument!

Ech wëll just soen, dass bei den Impfunge just déi unerkannt sinn, déi vun der EMA zougelooss sinn. A fir eng Unerkennung vun Impfungen aus Drëttlänner lafe jo nach Bestriewungen, et gëtt Negociatioune fir bilateral Ofkommessen op EU-Niveau. All Bedeelegt schaffe mat Héichdrock un der praktescher Ëmsetzung vun dësem CovidCheck, deen digital, awer och op Pabeier méiglech ass nozeweisen.

D'Haaptmesuren, déi mat deem neie Gesetz agefouert ginn, wäerten ab muer, eng Sekonn op Mëtternuecht, gëllen. Esou no ware mer nach ni beim Termin. Ech wëll och soen, dass mer hei en extreem komplext Gesetz haten - ech kommen herno ganz kuerz do drop zréck -, mee esou no beim Termin, wou et a Kraaft trëtt, ware mer bei deene leschte Gesetzer ni. Et ass awer e bësse méi liicht ze vertrieden, well et zum Gros Verbesserungen, Erliichterungen, méi Fräiheete sinn a just am Ausnamefall méi stringent Moossnamen.

De Couvre-feu gëtt duerch dat heite Gesetz opgehuewen, dat heescht, déi Spärstonn vu Mëtternuecht bis sechs, déi gëllt net méi. Et gëtt keng Ausgangsspär méi. An am Horeca-Secteur gëllen erëm déi normal Ëffnungszäiten. Wat d'fräi Nuechten ugeet, do läit d'Responsabilitéit, fir se ze ginn oder net ze ginn, à moins, dass spezifesch Reglementer bestinn, bei de Gemengen.

Ech géif och mengen, fir dat esou auszedrécken: Et ass net d'Zäit, fir do de Bou ze iwwerspanen! Well wat d'Nuecht méi spéit, de Moie méi fréi gëtt, wat d'Gefor méi grouss ass, dass d'Geste-barrièrë verschwannen an dass de Virus hannert der Dier lauert. Duerfir, ech huelen d'Wierder vum Premier erëm, déi ech a meng eegen iwwersetzen: Et ass nach net d'Zäit, fir Halligalli ze maachen!

Da gëtt et fir d'Etablissementer aus dem Horeca zwou Méiglechkeeten: Entweeder si fonctionéieren ënnert dem Regimm vum CovidCheck, ouni Aschränkungen an Distanzreegelen. Oder si fonctionéieren ouni CovidCheck, da gëllt d'Maskeflicht fir d'Personal am Kontakt mat de Clienten a fir d'Clienten, wa se net um Dësch sëtzen; d'Consommatioun un den Dëscher, mat banne maximal véier Persounen un engem Dësch a bausse maximal zéng Persounen - dat Ganzt awer ouni Testflicht -, ausser d'Leit kommen aus deem selwechten Haushalt, dann ass déi Ouverture méi grouss.

Occasionell an accessoire Restauratiouns- a Cafésaktivitéite sinn erlaabt am Kader vun Evenementer a Manifestatiounen, och fir sportlecher a kultureller, ënnert dem Regimm vum CovidCheck. Wéi gesot, do muss eng Notifikatioun oder eng Demande gemaach ginn.

D'Consommatioun bannen an de Centres commerciaux, de Garen, am Flughafen ass erlaabt ënnert deenen normalen Horeca-Reegelen.

An de Commercen ass d'Limitt vu minimum zéng Meterkaree pro Client ofgeschaaft. Méi labber Reegelunge gëtt et och bei de Rassemblementer: Doheem kann ee bis zu zéng Persounen invitéieren. Bei anere Rassemblementer gëllt: Bis zu zéng Leit ouni Restriktioun, ab eelef bis 50 Persounen de Mask an zwee Meter Distanz, iwwer 50 a bis 300 de Mask a Sëtzplazen op zwee Meter Distanz. Dës Restriktioune gëllen net bei Evenementer, Manifestatiounen an Etablissementer, déi am Regimm vum CovidCheck lafen.

An da gëtt et doriwwer eraus d'Méiglechkeet, méi grouss Evenementer ze organiséieren, mat iwwer 300 bis 2.000 Persounen, mat engem Protocole sanitaire, dee vun der Santé muss akzeptéiert ginn. De Projet de loi definéiert, wat d'Elementer vun esou engem Konzept sinn.

Och de Verbuet vum Alkoholkonsum op der Voie publique ass opgehuewen, wat awer sécher net e Fräibréif ass fir Saufgelage am ëffentleche Raum!

Beim Sport gëlle follgend Reegelen: Wéi bis elo eng minimal Surface vun zéng Meterkaree pro Acteur. Bis zéng Acteure keng Restriktiounen, iwwer zéng d'Distanz vun zwee Meter oder Mask. Dës Restriktioune gëllen net fir Manifestatiounen ënnert dem Regimm vum CovidCheck.

Bei Kompetitioune bleift et bei der Testflicht oder eeben engem Zertifikat, dee beleet, dass een entweeder negativ getest, geimpft oder nees gesond ass.

Bei den Activités artistiques sinn all d'Acteuren, ob Schauspiller, Museker oder Dänzer, wärend hirer kënschtlerescher Aktivitéit, ob professionell oder net, vun der Maskeflicht befreit.

Fir Museksaktivitéite gëllen - virun allem jo wéinst Risiken, déi bei Blosinstrumenter awer bestinn - speziell Reegelen, soufern se net ënnert de CovidCheck-Regimm falen. Bis zu 10 Museker ouni Restriktiounen, vun 11 bis 15 muss eng minimal Distanz vun zwee Meter agehale ginn.

D'Gesetz gesäit parallell zu all deenen dach groussen Ouverturen awer Bestëmmunge vir, fir d'Protektioun vu vulnerabele Leit ofzesécheren. Dës sinn zum gréissten Deel aus der Gesetzespropositioun 7808 vum Kolleeg Michel Wolter an de Projet de loi agefloss. An ech ginn dervun aus, dass den Auteur vun dëser Proposition de loi no mir méi am Detail wäert drop agoen. Dofir ginn ech e bësse méi schnell doriwwer ewech, well d'Zäit mer fortleeft.

An engem Wuert wéi a villen: Fir déi Leit, déi sech an de Strukture fir vulnerabel Leit net impfe loossen, gëtt et eng Testflicht. Mir hu laang driwwer diskutéiert, wéi een déi Testflicht kann ëmsetzen. Mer si vun zwee- op dräimol pro Woch beim Personal gaang; allkéiers wa se erakommen, bei Leit, déi vu bausse kommen.

Mer hu laang driwwer diskutéiert: Wat geschitt, wann dat refuséiert gëtt? Wéi gesot, an engem Wuert wéi a villen: Do spillt d'Aarbechtsrecht an d'Obligatioun vum Patron respektiv vum Responsabele vun där Institutioun, fir de Schutz vu senge Leit ze garantéieren an de Schutz vun deene Leit, déi him uvertraut ginn a Saache Fleeg, Gesondheet. Am Zweifelsfall - dat hoffe mer net, dass et dozou kënnt, dass awer jiddwereen agesäit, dass esou Schutzmoossnamen an hirem eegenen Interêt, am Interêt vun hire Kolleegen an am Interêt vu Pensionären a Patiente sinn -, jo, da mussen dee Moment d'Geriichter decidéieren.

D'Fro gouf och gestallt, ob dat Personal, dat net direkt am Kontakt mat deene vulnerabele Persounen ass, net och misst geimpft ginn. Do ware mer der Meenung, dass mer bei enger staarker Recommandatioun solle bleiwen, grad eméi bei den Aidanten, déi sech doheem ëm vulnerabel Leit këmmeren.

Eng Ännerung gëtt et och an de Schoulen: Do brauchen d'Masken nëmmen nach dobanne gedroen ze ginn, net méi an dem Pausenhaff dobaussen.

An zu gudder Lescht wëll ech nach soen, dass geimpften a geheelte Persoune vun der Quarantänflicht ausgeholl sinn.

D'Prozedur an dräi Wierder - Rekord, wéi ëmmer -: den Depot: 4. Juni vun dësem Joer; Amendementen, eng éischt Amendementsserie: 8. Juni; den Avis vum Conseil d'État den 9. Juni. Eng zweet Serie vun Amendementen: den 10. Juni ; Avis complémentaire vum Conseil d'État: den 11. Juni - eng ganz Partie Observatiounen, eng Observation formelle, där mer Rechnung konnten droen. Reunioune vun der Kommissioun: den 10. Juni, 11. Juni, an de Rapport ass den 11. Juni unanime mat enger Enthalung ugeholl ginn. An Dir verstitt, dass dat no laangen Hoffnungen, dass et eng Kéier esou géif goe bei engem Rapport, déi awer net ëmmer erfëllt goufen, dem Rapporter ganz besonnesch guttgedoen huet. An ech soen och dofir en häerzleche Merci.

Här President, wann Der nach eng Minutt mat mer Gedold hutt, kommen ech zur Konklusioun. Fir dass mer kënnen nach méi no bei d'Normalitéit kommen, musse mer responsabel a solidaresch bleiwen, dat heescht, déi Oplagen, déi nach bestinn - an déi sinn net ewechgeblosen, well de Virus och net ewechgeblosen ass -, déi Schutzmoossnamen, déi et gëtt ..., Schnelltester korrekt maachen, net fuddele bei den Zertifikater - iwwerhaapt net fuddelen, well mer fuddelen an eis eegen Täsch, well mir kréien d'Rechnung herno méi gesalzt wéi virdru presentéiert -, e korrekten Ëmsaz vun deem Covidcheck-Regimm, net ee mat deem anere sengem Covidcheck sech wëlle beweegen … An, mam Kolleeg Gilles Baum, de Prinzip HOM - H-O-M - net vergiessen: Hygiène, bezéiungsweis Hänn wäschen, Ofstand halen do, wou et noutwendeg ass, Mondschutz och do, wou et Sënn ergëtt.

Mer sollen dat gemeinsam maachen, responsabel maachen, net liichtfankeg ginn. Zesummen hu mer et bal gepackt! Déi Solidaritéit solle mer materiwwerhuelen an déi nächst Wochen a Méint. An zum Schluss vun dësem ze vill laange Rapport wëll ech dobaussen de Leit Merci soen an eiser aller Numm fir dee Courage, fir déi Gedold, déi se gewisen hunn an déi et eis erlaben, fir haut mat besseren Nouvellen, vill besseren Nouvellen, dëst Gesetz ze presentéieren.

Merci deene klengen Ekippen hei an der Chamber, an ech nenne se mam Virnumm: Patricia, Laurent an all déi, déi ronderëm sinn, mat enger formidabeler Ënnerstëtzung vun deenen, déi hei hanneru mer sëtzen. Merci, Här President, merci, Generalsekretär, merci der ganzer Direktioun vun Adjointë fir déi staark Ënnerstëtzung.

Merci deene klengen Ekippen an de Ministèren. Madamm Minister, Här Staatsminister, Madamm Familljeminister, gitt et weider un Är Leit! Déi verdéngen et, déi verdéngen et! Déi fueren op de Felgen an Eenzelner hu souguer scho keng Felge méi, mee si fueren nach ëmmer weider.

Merci dem Staatsrot fir seng Just-in-time-Aarbecht.

An dann zum Schluss: Léif Kolleegen alleguer, déi heibanne sëtzen a wou mer zesummen an deene jeeweilege Kommissioune geschafft hunn, am meeschten an der Santés- an an der Sportskommissioun, mee och an anere Kommissiounen: Iech e ganz, ganz häerzleche Merci fir dat Vertrauen a fir dat progressiivt Sech-Openeen-Zouschaffen! Och mir hunn aus där Kris geléiert. An och mir hunn aus där Kris geléiert, dass mer am beschten zesummen derduerchkommen.

Merci, Här President. Merci Iech alleguer fir déi ganz kollegial Zesummenaarbecht - meeschtens. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Ech soen dem Här Rapporter e groussen oprichtege Merci.

D'Wuert huet elo den Auteur-Rapporter vun der Proposition de loi 7808, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports sur la proposition de loi n° 7808

M. Michel Wolter *(CSV), auteur-rapporteur.*- Ech soen Iech Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ier ech zu mengem Rapport kommen, wollt ech fënnef oder sechs Remarques préliminaires maachen.

Fir d'éischt wollt ech alle Kolleegen hei an der Chamber Merci soen, datt se mer d'Geleeënheet ginn, fir de Moie meng Proposition de loi virzedroen, wat zum enge vläicht där neier Prozedur geschélt ass, mee zum aneren awer och dem Fait, dass déi Méien, déi mer eis gemaach hunn an deene leschte Méint, fir eng kohärent Solutioun op den Dësch ze leeën, domadder och akzeptéiert a gewierdegt ginn.

Villes vun deem, wat ech haut soen, soen ech net fir haut, mee ech soen et eigentlech fir spéider, wann d'Geschicht vun der Pandemie, a besonnesch dëst Kapitel, eng Kéier wäert an 10 oder 15 Joer opgeschafft ginn.

Meng zweet Remarque préliminaire ass déi, datt ech besonnesch dem President vun der Kommissioun an der Ministesch vun der Santé Merci soen, datt se aktiv gehollef hunn, datt mer an enger Situatioun, wou mer eis net eens waren, eens gi sinn. Dat alles mat der stillschweigender Ënnerstëtzung och vun déi gréng. Ech mengen, dass wann dat net geschitt wär, mer aus där Blocksituatioun, an där mer den 1. Abrëll waren, net erauskomm wieren.

Ech sinn awer, Här President, net gradesou euphoresch wéi de President vun der Kommissioun. Also, wann ech en elo héieren hunn, de Frënd Mars, dann hat ech d'Impressioun, wéi wa mer eis an deene leschte Méint hei permanent an den Äerm geleeën hätten. Esou war et dann awer net grad. Ech mengen, dat hei war en haart Stéck Aarbecht! Mee wou Der Recht hutt, Här President, dat ass, dass mer no an no wierklech openeen zougaange si fir ze kucken, eng Solutioun ze fannen.

Déi véiert Remarque préliminiaire ass, datt dat awer alles näischt un der Fundamentalkritik ännert, datt dës Mesurë Méint ze spéit kommen, datt se an eisen Ae vill éischter hätte missen ëmgesat ginn, datt net matzäit am November an duerno gekuckt ginn ass a reagéiert ginn ass, fir no där éischter Well vu grousse Clusteren - déi mer soi-disant en passant nach ëmmer net offiziell zur Kenntnis kruten - déi Clusteren am Februar a Mäerz vläicht kënnen ze verhënneren duerch eng méi resolutt Politik an de Méint Dezember, Januar, Februar a Mäerz.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Chrëschtdag och.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur-rapporteur.*- Dat ännert och näischt drun, datt ech der Meenung sinn, datt wann net massiven Drock - net nëmmen hei an der Chamber, och hei an der Chamber, mee vu ville Plazen a vu villen Instanzen - komm wier ..., datt et nëmme méiglech war duerch d'Zesummespill vu ganz villen, fir dohinner ze kommen, wou mer haut sinn.

Ech hat schonn den 1. Abrëll d'Impressioun, datt an der Chamber eng Majoritéit eigentlech fir d'Propose vun der CSV wier an datt déi Proposen den 1. Abrëll nëmmen op massiivsten Drock vun der DP ... Den Här Baum huet vun „Ofwierge" geschwat, wat ech e ganz, ganz terribelen Term an der Politik fannen. Ech hunn et net gesot, hien huet et gesot. Hien huet gesot, d'DP hätt d'Diskussioun ofgewiergt. Esou war et och! Esou war et och a mengen Aen. Dozou stinn ech an dat ass meng Meenung.

A meng sechst Remarque préliminaire ass déi, datt ech nach ëmmer net verstinn, firwat d'Familljeministesch sech an engem Dossier, dee si awer eigentlech prioritär concernéiert, net implizéiert. Mir hunn d'Kriticken den 1. Abrëll gemaach. Ech reiteréiere se nach eng Kéier: Ech verstinn et net - et ass mir absolutt onbegräiflech! -, datt d'Ministesch a kenger vun de Santéskommissiounen derbäi war, wéi mer iwwert den Inhalt vun dëser Proposition de loi an iwwert de Projet de loi diskutéiert hunn, fir mat an d'Diskussioun anzegräifen. An de Verweis, datt d'Santésministesch dat géif maachen, dat ass e Verweis, deen ech net kann akzeptéieren.

Wann een de Sënn vu menger Proposition de loi wëllt verstoen, da muss een nach eng Kéier op den Historique agoen. De 15. Mäerz sinn ech, a menger Funktioun als Buergermeeschter vu menger Gemeng, vu menge Beamten alertéiert ginn, datt wuel an der Ëffentlechkeet vun engem Cluster zu Nidderkuer géif geschwat ginn, mat deemools an déi 30 positive Fäll a fënnef Doudegen, mee datt si awer elo amgaange wären, déi 15. oder déi 16. Persoun ze notéieren, déi an deem Altersheim an deene leschte 14 Deeg gestuerwe wier.

Ech hat bis den 18. Mäerz gewaart, donneschdes, well ech geduecht hat: Iergendwann eng Kéier wäert d'Regierung jo iwwert dee Cluster do schwätzen an iergendwann eng Kéier wäert et eriwwer si mat där Positioun vun der Ministesch, fir den 12. Mäerz nach an der Zeitung ze soen, et wär alles ënner Kontroll. An et ass eréischt, wéi den 18. Mäerz nach ëmmer keng offiziell Reaktioun komm ass, datt ech an dëser Chamber eng Motioun deposéiert hunn, an där mer Opklärung iwwert dat, wat zu Nidderkuer geschitt ass, gefrot hunn.

An deenen Deeg duerno - an och nees net duerch d'Kommunikatioun vun der Regierung, mee duerch Recherche vu Journalisten, haaptsächlech beim 100,7 a bei reporter.lu - si weider Clusteren opgedeckt ginn. A vun donneschdes un, muss ech soen, ass bei mir perséinlech doheem den Telefon net méi stoebliwwen, vu Familljememberen, Professionellen, Direkteren, Dokteren, déi mer eigentlech ëmmer weider Detailer ginn hunn iwwert d'Situatioun, an där mer zu Nidderkuer, mee och op anere Plazen, wieren.

Ech erënneren drun, datt et am Fall vu Lauterbann net manner wéi véier verschidde Versioune ginn huet:

Déi éischt vu Servior, den 12. Mäerz an der Press verbreet: Et wär e Besuch gewiescht. Et wäre Familljememberen, déi eigentlech quasi de Virus erabruecht hätten.

Den 12. Mäerz ass an der Chamberskommissioun eng zweet Versioun erakomm, nämlech den „non-respect des règles en matière de restauration". Dat hat de Kolleeg Marc Baum vun deene Lénken derzou bruecht, op d'Legalitéit vun all deem anzegoen.

Eng drëtt Versioun ass den 23. Mäerz vun der Madamm Cahen op enger Pressekonferenz kolportéiert ginn, wéi se gesot huet, et wär en aalt Haus, et wären al Leit, si wäre polymorbid. An et ass gesot ginn, et wären eigentlech net méi Doudeger an deem Haus wéi och am Ausland.

An déi véiert Versioun, an déi hunn ech entre-temps och kontrolléiert, déi war an engem Artikel op reporter.lu den 31. Mäerz: « Pourquoi le 18 février pause question », wou vun engem « dysfonctionnement dans l'organisation de la vaccination » geschwat gëtt. Ech hunn dat entre-temps bestätegt kritt vun engem Dokter, deen deemools derbäi war.

Mir waarden an all deene Punkten op de Rapport vum Här Waringo fir ze kucken, wat do dra steet an a wéi engem Mooss alles dat, wat tëschent dem Summer vum leschte Joer an dem 1. Abrëll geschitt ass a wat zu enger Motioun gefouert huet hei an der Chamber, déi, wann och net an deem Mooss, wéi mir et gäre gehat hätten, eng Opklärung vun all deene Méint soll no sech zéien.

Mir hunn, Dir Dammen an Dir Hären, de 25. Mäerz als CSV eng Pressekonferenz gemaach. An där Pressekonferenz hu mer sechs zentral Fuerderunge gestallt. Ech wëll déi hei virliesen, well et awer interessant ass an engem Debat, wou ëmmer gesot gëtt, d'Oppositioun hätt keng Propositiounen ze maachen, ze gesinn, wat mer dann de 25. Mäerz, also gutt eng Woch, nodeem mer den Dossier public gemaach hunn, als Propositioune vun der CSV abruecht hunn.

Éischt Fuerderung vun eis: Dat sofortegt Opstelle vun engem Cordon sanitaire prioritaire an den Altersheimer, um Beispill vun de Spideeler.

Zweetens: eng national Informatiounsstrategie fir Altersheimer, baséiert op verbindlech Reegelen an net op wäertlos Recommandatiounen.

Drëtt Fuerderung: Eng sofortegAféierung vun engem Greenpass fir all Leit, déi an dësem Secteur schaffen, direkt oder indirekt, baséiert op dräi Prinzippien: impfen, negativen Test oder Anticorpsen. Ouni et ze nennen, ass et eigentlech en 3G, dee mer haut aféieren, dee mer deemools gefrot hunn an deen eise mandatéierte Spriecher vun der Partei och an deene Méint virdru schonn ëmmer erëm, wéi och bei anere Punkten, hei an der Chamber agefuerdert huet.

Mir hunn, véiertens, gefrot: déi sofortegZurverfügungstellung vu Schnelltester duerch d'Regierung un all d'Leit, déi do schaffen, an och fir d'Familljememberen, déi op Besuch géife kommen.

Mir hunn, fënneftens, gefrot: déi sofortegZurverfügungstellung vu Schutzmaterial duerch d'Regierung an allen Haiser, well mer an eise Gespréicher virum 1. Abrëll drop opmierksam gemaach gi sinn, datt dat an enger ganzer Rei vun Haiser net de Fall wier.

A mir hunn, sechstens, eng onofhängeg Etüd an zwee Volete gefrot: eng gesondheetstechnesch Analys vun deem, wat passéiert ass, an eng Analys iwwert d'Prozeduren am Secteur.

Aus deem sechste Punkt hu mer dann nach gesot, datt mer wéilten d'politesch Responsabilitéit definéieren. Mir hunn eis besonnesch beonrouegt gewisen iwwert den offensichtleche Wëlle vun der Madamm Cahen, fir eigentlech net dobaussen dat ze kommunikéieren, wat an der Realitéit an den Haiser geschitt ass.

Et ass also kee Märchen, et si keng Proposen. Et reit sech an d'Fuerderungen an, déi d'CSV iwwer Méint gestallt huet. An dat ass och de Beweis, datt een och, wann een an der Oppositioun ass an net „voix au chapitre" huet, wann et ëm d'Ofstëmmung geet, schonn a Momenter, wou ee Problemer gesäit, ganz zolidd an uerdentlech Propositiounen op den Dësch ka leeë fir ze hëllefen, Solutiounen ze bréngen.

Mir hunn den 1. Abrëll, Dir Dammen an Dir Hären, hei an der Chamber eng inhaltlech Argumentatioun gefouert. Ech géif nach eng Kéier wëlle widderhuelen: Mir hunn eis op d'Artikele 6 an 9 vum ASFT-Gesetz vun 1998 referéiert. Dat seet: E Minister huet d'Flicht, alles ze maachen, wat a senge Méiglechkeeten ass, fir eng Pandemie ze stoppen. Dat kläert - d'Artikele 6 an 9, dat sinn also legal Dispositioune vun deem Gesetz vun 1998 - ganz prezis d'Responsabilitéit, déi politesch Responsabilitéit vun engem Minister, a besonnesch a Krisenzäiten.

Ech widderhuelen am Telegrammstil nach eng Kéier déi fënnef haaptsächlech Kriticken, déi mer an deem Debat opgefouert hunn. Wann ee méi den Detail wëllt wëssen, mat alle Chifferen, déi ech deemools ënnerluecht hunn, mat alle Beweiser, allen Dokumenter, allen Zuelen an allen Daten, da kann een dat a meng Ried vum 1. Abrëll zrécksiche goen.

Mir hunn haaptsächlech bedauert, datt et keen nationale Plang an den Altersstrukture gëtt, dee kloer definéiert, wat wéini muss geschéien oder ze geschéien huet. Mir hunn dat iterativ gefrot. Dat ass ëmmer ofgeleent ginn.

Et ass dunn zu enger Proposition de loi vum Här Clement komm a prezis deem doten Domän. Ech hunn de Moien d'„Lëtzebuerger Wort" gelies. Den Här Clement ass der Meenung, datt seng Proposition de loi, riskéiert an en Tirang ze kommen. Ech wëll d'Chamber opfuerderen, déi Proposition de loi souwéi meng Proposition de loi net an den Tirang ze leeën, mee se fir d'éischt an der Kommissioun ze diskutéieren a se duerno zum Vott hei am Plenum vun der Chamber ze bréngen.

Ausser, wéi am Fall vun haut, datt d'Regierung Deeler oder ganz Propositiounen, déi an der Proposition de loi vum Här Clement sinn, unhëlt oder mat staarken inhaltlechen Argumenter ka beweisen, datt déi Iddien, déi vum Här Clement deposéiert gi sinn hei an der Chamber a vum Staatsrot aviséiert gi sinn, net richteg sinn, net pertinent sinn oder aneschters misste behandelt ginn.

Mir hu fir d'zweet monéiert, datt d'Familljeministesch a kengem Moment hir Responsabilitéit geholl huet, an eisen Aen, déi waarm Gromper ëmmer wieder, vun Haus zu Haus, vun Haus zu Copas ginn huet, déi sech a Gespréicher, déi ech konnt féieren, nawell zimmlech aleng gelooss gefillt hunn. Mir hu gesot, datt déi Politik vum Laisser-faire, Laisser-aller, ouni Plang, ouni Zil an ouni Strategie ophale misst.

Mir hunn, drëttens, monéiert, datt d'Ministesch, obscho se wärend Méint ëmmer um Courant war iwwer Clusteren, déi konsequent der Ëffentlechkeet verschwigen huet. Si huet dat an hirer Stellungnam net nëmmen net widderluecht, mee si huet et souguer zouginn, mam Argument - dat ech an enger Demokratie net gëlle ka loossen -, datt dat méi Veronsécherung bruecht hätt, wéi datt et der geholl hätt.

Esou kann een, Madamm Minister, keng Politik an enger Demokratie maachen! Esou kann een net iwwer Méint - iwwer Méint! - de Leit d'Wourecht net erklären. Mir hunn dat deemools ugefecht an ech wollt lech haut nach eng Kéier soen, datt, wann ech et haut ze soen hätt, ech et exakt an deene selwechte Wierder nach eng Kéier géif soen.

Mir hunn, véiertens, gesot, datt kee Plang do wier an och keng Prozedur, wat géif geschéien, wann e Cluster optaucht. Keen Alarm, keng Interventioun, keng Nobehandlung, keng Kommunikatioun. Mir sinn der Meenung gewiescht, datt d'Clusteren hätte kënne verhënnert ginn, a bleiwen där Meenung.

Et ass manifest an eisen Aen, datt grouss Clusteren, déi am November 2020 opgetaucht sinn, net ausreechend behandelt gi sinn an datt keng Konklusiounen, keng verbindlech Propositiounen ausgeschafft gi sinn, wéi een et besser hätt kënne maachen. Och hei waarde mer op de Rapport vum Här Waringo zu deem dote Sujet.

A mir hunn, fënneftens - an dat ass eigentlech dee fundamental déifste Reproche, dee mer der Regierung maachen -, bedauert, datt d'Altersheimer net an de Cordon sanitaire opgeholl gi sinn, datt keng prioritär Impfung an enger éischter Phas gemaach ginn ass. Ech bleiwe perséinlech - ech soen dat a mengem perséinlechen Numm - der Meenung, datt dat dee schwéierwigendste politesche Feeler vun dëser Regierung an der Coronabekämpfung vun deem leschten annerhallwem Joer ass.

Wann een net déi vulnerabelst Leit vu senger Gesellschaft - 50 % vun den Doudesfäll - esou gutt schützt, wéi ee se nëmme schütze kann, da stellen ech haut d'Fro, esou wéi ech se den 1. Abrëll gestallt hunn, firwat datt mer zu 650.000 Leit an dësem Land iwwer Méint eis Fräiheeten ageschränkt kruten, net konnten esou liewen, wéi mer wollte liewen, wann et ëm ee vun deenen zwee haaptsächlechste Piliere geet, déi vun der Regierung ëmmer erëm opgeworf gi sinn, wat noutwendeg wär - nämlech d'Spideeler entlaaschten an déi vulnerabel Leit schützen -, wa mer manifestement net alles dat gemaach hunn, wat noutwendeg war, fir zumindest deen Deel vun deene Vulnerabele ze schützen, et net esou gemaach hunn, wéi et an eisen Aen hätt misse geschéien?

Ech gesinn, an ech kann haut, zwee an en hallwe Mount duerno, an nodeem ech meng Ried nach eng Kéier vu vir bis hannen duerchgelies hunn zu deem Sujet ... Ech erënneren drun, datt ech deen Dag dräi Riede gehalen hunn. Mir hunn nämlech fir d'éischt eng méi generell Debatt gefouert. Mir hunn iwwert d'Motiounen diskutéiert. An duerno, en dernière instance, hu mer zesummen - déi 29 Kolleege vun der Oppositioun, devant le refus manifeste vun der Majoritéit, fir inhaltlech bis zum Schluss déi Froen an deem Moment auszediskutéieren - eng Motioun hei deposéiert, déi d'Demissioun vun der Ministesch gefrot huet, déi mat 29 géint 31 Stëmmen ofgeleent ginn ass.

Ech wëll op een, zwee Punkten agoen, déi deemools vun de Majoritéitsparteien an d'Diskussioun geworf gi sinn. Woubäi ech dat Wuert „Diskussioun" do net richteg ka gëlle loossen, well ech och déi Rieden nach eng Kéier nogelies hunn an eigentlech ganz wéineg inhaltlech Aspekter, ausser bei deem engen oder deem aneren, an de Riede fonnt hunn. Mee et ass sech haaptsächlech mat mir, mat menger Partei - „Intrigantestadl" - ausenanergesat ginn.

Et war: „De Wolter a seng Akolythen". Eigentlech eng ganz flott Beschreiwung fir d'Relatioun an der Oppositioun, wou mer véier onofhängeg Parteien hunn. An den Här David Wagner, dat wëll ech nach eng Kéier soen, als Vertrieder vun deene Lénken, huet gesot, datt si eigentlech als déi Lénk d'Demissioun vun der Madamm Cahen virun der CSV gefrot hätten, well se opgrond vun deem, wat hire Kenntnisstand am Dossier wier, zur Konklusioun géife kommen, datt déi Ministesch net dat gemaach gehat hätt, wat se eigentlech hätt misse maachen.

Den Här Engel vun der DP huet da schlussendlech gemengt, ech wär de Problem.

Plusieurs voix.- LSAP!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur-rapporteur.*- LSAP, entschëllegt.

... ech wär de Problem. Ma ech wëll dem Här Engel haut äntweren: Mir haten d'Léisung! Well déi Proposen, déi mer deemools gemaach hunn, dat ass d'Léisung vun haut. Zwee an en hallwe Mount méi spéit sinn ech net méi de Problem, mee zumindest e klengen Deel vun der Léisung. An ech soen Iech, well Der herno och wäert derfir stëmmen, am Viraus scho villmools Merci.

Nom 1. Abrëll ass un der Uewerfläch net ganz vill geschitt. Et hat een d'Impressioun - esou wéi dat a verschiddenen Debate schonn an deene leschte Jore war -, doduerch datt d'Diskussioun ofgewiergt géif ginn, d'Diskussioun wär eriwwer. Et ass keng ëffentlech Reaktioun méi komm op all déi Proposen inhaltlecher Natur, déi gemaach gi sinn. An et ass gesot ginn: „On passe à l'ordre du jour."

Net ganz! Et ass net ganz à l'ordre du jour passéiert ginn, well net méi spéit wéi den 12. Abrëll - dat heescht, zwielef Deeg, nodeem mer hei diskutéiert hunn - ass eng Ordonnance vum Direkter vun der Santé komm, déi zwar nach ëmmer op fräiwëlleger Basis ass, awer eng ganz staark Recommandatioun ausgeschwat huet un d'Haiser, also un d'Haiser, déi an der Altersbetreiung täteg sinn, an hinnen eng Uleitung ginn huet, wéi een et an dëser Matière soll maachen.

Den Dokter Schmit, deen eis de Pleséier gemaach huet, an d'Kommissioun ze kommen, huet dës Woch dervu geschwat, datt, obschonn et nëmmen eng streng Recommandatioun gewiescht wier, hien zur Konklusioun géif kommen, datt d'Haiser sech alleguerte géifen drun halen.

D'Äntwert, déi ech krut vu verschiddenen Haiser war déi, datt se gesot hunn: „Ma duerch de Fait, datt mer dunn eng Ordonnance vun der Santé kruten den 12. Abrëll, hate mer endlech e Pabeier am Grapp, mat deem mer eigentlech méi ferm, wann och net legal stringent, mee zumindest méi ferm par rapport zum Personal wéi och de Visiteure konnte virgoen, fir deen Dossier do zu engem besseren Enn ze féieren.

Den 19. Abrëll, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng Question parlementaire vun déi gréng komm: d'Question parlementaire 4108 vun der Madamm Lorsché. Ech hunn d'Madamm Lorsché ... Ech hu mech jo bis de 15. Mäerz net an déi Diskussioun hei agemëscht, well den Här Wiseler eise Spriecher ass, mee ech hunn ëmmer nogelauschtert, ganz gutt nogelauschtert, wat déi eng an déi aner esou hei wärend der Covidkris gesot hunn.

An ech hu bei der Madamm Lorsché vun déi gréng scho säit dem Dezember vum leschte Joer festgestallt, datt se eigentlech e gudde Strapp méi wäit wéilt goen an dësem Domän, wéi d'Regierung dat en fin de compte gemaach huet. An déi Question parlementaire 4108, déi ech jiddwerengem nach eng Kéier géif recommandéieren ze liesen, ech hu se nach eng Kéier gelies a kommen zur Konklusioun, datt se quasi zu 100 % deckungsgläich ass mat deene Proposen, déi d'CSV vum 25. Mäerz u gemaach huet, an och aner Kolleege vun der Oppositioun an hire Stellungname verteidegt hunn.

D'Debatt - an elo fänkt et un, positiv ze ginn - ass deemno net spuerlos laanschtgaangen. Dat, wat den 1. Abrëll hei an der Chamber lass war, dat war net fir näischt. Et ass eppes geschitt! Et ass eppes geschitt an der Majoritéit, et ass eppes geschitt a verschiddene Ministèren.

Et ass ugefaange ginn, Verantwortung ze iwwerhuelen, wann och vläicht net an deem Mooss, wéi mir eis et virgestallt hunn. Mee da si mer schonn um Niveau vun der Nuance. Da si mer net méi um Niveau vum Prinzip! Prinzipiell Ofleenung den 1. Abrëll, fir iwwerhaapt iwwert déi Sujeten ze diskutéieren; an den 12. Abrëll, 19. Abrëll Signaler aus der Majoritéit eraus fir ze weisen, datt een dach awer der Meenung wier, datt een iwwert dee Sujet hei net ofgewiergt soll ginn, mee inhaltlech diskutéiere soll.

Dat hat eis derzou bruecht, Dir Dammen an Dir Hären, fir eng Proposition de loi ze maachen. Och do, fir mengem Frënd Engel eigentlech op en Neits ze widderspriechen, deen hei - well ech deem jo och ëmmer nogelauschtert hunn - der Meenung war, datt d'Oppositioun eigentlech keng Alternativen ... mir géifen näischt proposéieren, mir géifen nëmme meckeren, mir géifen nëmmen nörgelen.

Dunn hu mer eis geduecht: Da maache mer eng Proposition de loi. Da kënnt Der Iech, Dir Dammen an Dir Hären, emol konkreet mat den Alternativvirschléi vun der CSV ausenanersetzen. A mir wollten och een Zeeche setzen, datt d'Diskussioun géif virugoen.

Ech ginn op d'Argumentatioun an, déi ech deemools a mengem Depot vun der Proposition de loi den 22. Abrëll gemaach hunn. Ech hunn d'Säit nach eng Kéier matbruecht. Ech soen et elo net auswenneg, mee esou, wéi et hei op mengem Ziedel steet.

Éischtens hunn ech gesot, datt ech der Meenung sinn, datt ech zu deene gehéieren, déi mengen, datt mer eis mat deem Virus do nach laang mussen ausenanersetzen, datt mer Mutatioune wäerte kréien, datt mer zousätzlech Impfunge wäerte kréien an datt mer, wa mer nees eng normal Situatioun wëllen erëmkréien, musse léieren, mam Virus ze liewen, datt déi technesch Viraussetzungen elo, opgrond vun der Technologie - Tester an esou weider - gi wären an datt mer eng breet Debatt misste féieren. Ech hu gesot, datt mer eis prioritär ëm déi Vulnerabel an eiser Gesellschaft misste këmmeren. Mir wéilte méi wäit goen, däitlech méi wäit, wéi d'Regierung dat bis elo gemaach hätt.

Jiddwereen, dee mat Leit a Kontakt kënnt, esou a menger Proposition de loi, esou wéi se an der Ordonnance vum 12. Abrëll vum Direkter vun der Santé definéiert ginn ass, misst den Noweis vun engem negativen Test bréngen. Soss kéint en net a Kontakt triede mat deene betraffene Leit. Dës Obligatioun ass an eisen Aen net nëmme fir eng Zort Leit gemënzt gewiescht, nämlech fir d'Visiteuren - do war se obligatoresch, fir déi aner war se fortement recommandée -, mee fir jiddwereen, deen a Kontakt mat de Leit kënnt.

Ech hu gesot, datt mer dat do net erfonnt hunn. Mir si kucke gaangen an d'Ausland, wat fir eng Solutiounen am Ausland an deem doten Domän geschitt sinn. A mir sinn op e Gesetz, dat heescht eng Verordnung - et ass kee Gesetz, et ass e Règlement grand-ducal eigentlech, hire Règlement grand-ducal - aus Baden-Württemberg gestouss, déi Ufank Mäerz eng Obligatioun gemaach huet fir Leit, déi an de Strukture schaffen, fir sech dräimol pro Woch testen ze loossen; a fir Leit, déi bei d'Leit doheem ginn - e Sujet deen d'Madamm Lorsché och ëfters op d'Tapéit bruecht huet -, do zweemol d'Woch.

Mir hunn eis un dat ugeleent. Mir hu probéiert, de Sënn ze verstoen an dat ëmzeschreiwen op eng Lëtzebuerger Solutioun. Mir sinn och der Meenung gewiescht, datt d'Resultat vun den Tester dem Patron sur simple demande virzeleeë wier.

An enger a mengen Ae kohärenter Demarche hu mir den 22. Abrëll an eiser Proposition de loi den Univers hospitalier net materageholl. Mir hunn dat express gemaach, well mer eis wollte konzentréieren op dat, wat mer säit iwwer engem Mount diskutéiert hunn.

Ech wëll der Madamm Ministesch Merci soen, datt si den Domaine hospitalier elo materanhëlt, well et eigentlech logesch ass, datt wann een et bei deenen enge Vulnerabele mécht, datt een et bei deenen anere vulnerabele Leit och mécht. Ech wollt et net maachen, mee ech begréisse wierklech, datt dat sech elo en fin de compte an der Version définitive net op d'Strukturen an den Altersheimer limitéiert, mee datt et sech eigentlech op dee ganze Secteur, wou an der ganzer Breet mat vulnerabele Leit geschafft gëtt, applizéiert.

Ech hu gesot, datt mir eis enger Diskussioun iwwer Verbesserungen net géife verweigeren, datt mir déi géifen op eis duerkomme loossen, datt mir gäre mat deenen anere géifen diskutéieren. Ech hu gesot, datt mir ee Steen an d'Rulle wëlle bréngen. Mee ech hu gesot, datt et misst eriwwer si mam Laisser-faire, Laisser-aller an datt mir gären hätten als CSV ... An dat ass keng Exclusive! Et gëtt ëmmer esou gemaach, wann ech hei am Numm vun der CSV schwätzen, wéi wann ech automatesch géif soen, déi aner, déi wéilten dat net. Dat ass jo net de Fall!

Mee aus eiser Siicht ware mir der Meenung, datt d'Liewe vun de Leit an den Altersheimer nees liewenswäert misst ginn, well mer opgrond vun Dosende vu Gespréicher mat Familljemembere festgestallt hunn, datt villes, ganz villes an den Altersheimer net esou gaangen ass an deene Méint virdrun an der Relatioun tëschent deene Leit, déi do wunnen, an hire Familljememberen. An ech kann lech 20 - 20! - Telefonsnummere gi vu Familljememberen, mindestens, déi mer ugeruff hunn, fir hir perséinlech Situatioun ze beliichten.

Nom Depot vun der Proposition de loi huet sech dunn eng weider Dynamik gemaach. Ech soen dem Här Marc Spautz Merci, datt en et fäerdegbruecht huet, de Steen an d'Rullen ze bréngen, datt eng Question parlementaire an Zukunft hei am Parlament zesumme mat de Projet-de-loie vun der Regierung diskutéiert gëtt. Ech sinn och dervun iwwerzeegt, datt dëst Beispill vläicht Schoul wäert maachen, fir datt mer doduerch och zu enger méi breeder Diskussioun iwwer inhaltlech Alternativen, déi d'Oppositioun zu de Propositioune vun der Regierung mécht, wäerte kënne kommen.

Et ass e positiven Avis vum Staatsrot komm mat enger Rei vu Remarken, wou se Propositioune gemaach hunn, wéi een dat nach besser kéint schreiwen. Mir hunn dat gemaach. Déi sinn duerch d'Kommissioun gaangen. Déi sinn ugeholl ginn an der Kommissioun. Elo net inhaltlech, ech wëll dat ëmmer soen, dat ass jo eigentlech eng prozedural Unerkennung vun deem Ganzen. Déi si bei de Staatsrot gaangen. Se sinn nach eng Kéier positiv aviséiert ginn, soudatt dem Unhuelen, dem Vott iwwer meng Proposition de loi, eigentlech näischt am Wee géif stoen.

Ech soen der Regierung Merci - an ech mengen, datt ech dat der Madamm Santésministesch muss soen -, datt am Projet de loi vun der Regierung expressis verbis am Commentaire des articles drasteet, datt sech d'Regierung inspiréiert huet u menger Proposition de loi bei der Redaktioun vun deem doten Artikel. Ech fannen, datt dat wierklech e Luef wäert ass, well een doranner och d'Unerkennung vun der Aarbecht gesäit, déi ee sech awer inhaltlech gemaach huet.

Mir haten an der Kommissioun - Dir, Här President, hat gesot, ech géif dorobber agoen - nach dräi Punkten, iwwert déi mer diskutéiere wollten.

Dat Éischt ass, datt mer der Meenung wären, datt een dräi Tester d'Woch soll maachen, amplaz zwee, esou wéi et am Projet de loi stoung. Dat, fir dat Ganzt méi kohärent ze maache mat där Reegel vun 48 Stonnen, déi d'Schnelltester solle valabel sinn.

Mir haten eng Diskussioun, an och do wollt ech soen, Här Di Bartolomeo: Dir sidd e Fuss! Dir sidd elo soulaang derbäi. Dir hutt gemierkt an der Kommissioun, wéini de Moment war, datt sech eng Majoritéit an herno souguer eng Unanimitéit géif fannen. Dir hutt eis Kommissioun am richtege Moment derzou bruecht, aus där dote Propositioun eng Proposition de bon sens ze maachen, déi sech och logesch an de Wochekalenner vun de Leit aschreiwe léisst.

Mir hunn eng zweet Nuance gehat tëschent deem, wat d'Regierung iwwerholl huet, an deem, wat ech proposéiert hat, an deem Sënn, datt sech eis Proposition de loi op all d'Personal applizéiert, an d'Regierung awer eng Differenz gemaach huet zwëschent op där enger Säit deene Professionelle vun der Santé an op där anerer Säit dem Rescht vun de Leit, déi an engem direkte Lien zu enger vulnerabeler Persoun sti respektiv net zu deem Lien stinn (veuillez lire: respektiv net an engem professionelle Lien stinn).

Déi Divergenz, Här President, déi bleift! Mir bleiwen der Meenung, esou wéi vill Leit am Land, wann een entweeder direkt oder indirekt a Kontakt mat enger vulnerabeler Persoun an enger Altersstruktur kënnt, datt een eigentlech den 3G ëmmer muss noweisen: geimpft, getest oder geheelt, an zwar à tout moment, an net nëmme fir déi Leit, déi en direkten, also - ginn ech mol dervun aus - physesche Kontakt hunn, mee och fir déi Leit, déi en direkten awer net physesche Kontakt hunn, en direkte Kontakt duerch de Fait, datt se an deem Haus schaffen.

Déi Divergenz bleift. Mir sinn also nach net ganz zefridden, mee vu l'ensemble vun deem wollt ech soen, datt mir et akzeptéieren. Mir akzeptéieren et.

Mir bieden Iech awer, Här President, an och d'Madamm Santésminister, sech nach eng Kéier Gedanken ze maachen an ze kucken, ob net bei enger nächster Versioun ... Well deen heiten Deel vum Gesetz, deen ass jo net nëmme Covid. Dat ass eppes, wat ech hoffen, datt et sech iwwer en Infektiounsgesetz, wat iergendwann eng Kéier muss kommen, eigentlech definitiv an d'Reegele wäert aschreiwen.

Ech hoffen, datt mer déi Diskussioun virum 15. Juli, opgrond vun den Erfarungen - ech sinn do ganz op -, déi an den Haiser gemaach ginn, nach eng Kéier kënne féieren.

Mir hunn eis an der Fraktioun ee Moment gefrot, ob mer e Vote séparé vum Artikel 3 géife froen. Den Artikel 3 beinhalt awer precisement ënner anerem all déi ganz positiv Aspekter, déi mer gesinn, soudatt mer decidéiert hunn, datt mer dorobber verzichten an eigentlech just a menger Ried dorobber opmierksam maachen, datt dat e klenge Bemoll ass, dee bei eis bleift, deen eis awer net dovun ofhält, fir déi substanziell Verbesserungen, déi mer haut zesumme wäerte stëmmen - ech géif soen, vu 95 % um Wee fir op 100 % -, ze erreechen.

An et war nach eng drëtt Divergenz, dat war eng um Droit du travail. Et war eigentlech keng Divergenz, et war eng aner Formulatioun. A menger Proposition de loi hat ech net iwwer Konsequenzen um aarbechtsrechtlechen Niveau geschwat. Am Projet de loi war awer eng eventuell aarbechtsrechtlech Konsequenz am Sënn vun, datt déi Leit net op hir Aarbechtsplaz kéinte goen. Mir hunn doriwwer an der Kommissioun diskutéiert. An no Diskussioun ass festgehale ginn, datt déi Conséquence immédiate, fir net op d'Aarbechtsplaz ze goen, eigentlech keng direkt aarbechtsrechtlech Konklusioun ass, mee datt d'Aarbechtsrecht par ailleurs fir eng Persoun, déi refuséiert, sech testen ze loossen, an déi refuséiert, sech impfen ze loossen, datt dat dann an de Perimeter vum Arbeitgeber, vun der normaler Relatioun tëschent dem Arbeitgeber an dem Arbeitnehmer erageet.

Ech perséinlech hoffen, datt dës Diskussioun net spille wäert. Et wäert fir mech onerkläerlech, onverständlech bleiwen, wa mir an engem Domän, wou d'Beruffsbild dat ass, datt ee mat deene vulnerabelste Leit vun eiser Gesellschaft zesummeschafft, an eng Situatioun kommen, datt d'Leit d'Impfunge refuséieren - déi mer jo och net gefrot hunn, datt dat eng Impfflicht géif ginn -, mee och den Test géife refuséieren. Ech kann dat, muss ech soen, net verstoen a ganz vill Leit am Land, mat deenen ech geschwat hunn an deene leschte Wochen, kéinten dat net verstoen, well ee sech dann awer d'Fro muss stelle vun der Eethik, vun der Beruffseethik vu Leit, déi wëssentlech a wëllentlech eigentlech déi Leit, déi an hirer Ophut sinn, an e Risk géife goe loossen.

Ech kommen zu menger Konklusioun, Här President. Éischtens si mer zefridden, och wa mer, ech hunn et virdru gesot, der Meenung sinn, datt déi Dispositiounen e gudde Strapp ze spéit kommen. Ech mengen, datt et méiglech gewiescht wier, datt se éischter komm wieren, wann éischter probéiert gi wier, am Konsens ze diskutéieren.

Et ass a mengen Ae geschitt, zweetens, well net nëmme mir hei an der Chamber, mee och doriwwer eraus d'Commission consultative des droits de l'homme notamment, d'Amiperas notamment, d'COPAS notamment an anerer ëmmer erëm drop higewisen hunn, datt et noutwendeg ass, datt do méi stringent Reegele géife kommen.

An ech hat am Mäerz enger ganzer Rei Leit a Familljemembere versprach, datt ech mech an dësem Sujet net géif ginn, bis eng méiglechst gutt Protektioun vun deene vulnerabelste Leit an eiser Gesellschaft a Relatioun mam Covid-19 am Gesetz verflichtend ageschriwwe wier.

Fir eis, Dir Dammen an Dir Hären, ass et essentiell, datt all Persoun, déi an direkten oder indirekte Kontakt an enger Altersstruktur mat vulnerabele Leit kënnt, ob berufflech oder familiär, de permanente CovidCheck-Dispositiounen - geimpft, getest, geheelt - entsprécht.

Mir kommen haut där Erausfuerderung, déi eng Viraussetzung fir en „normaalt" - entre guillemets - Liewen an den Altersstrukturen am Respekt vun der Dignitéit vun de Leit an hire Familljen entsprécht, een entscheedende Schrëtt méi no. Duerfir - ausser et geschitt elo nach eppes Aussergewéinleches, wouvun ech awer net ausginn - wäert ech um Enn vun der Diskussioun, Här President, an nodeem all d'Parteien hei an der Chamber d'Méiglechkeet haten, net nëmmen zum Projet de loi, mee och zur Proposition de loi inhaltlech Positioun ze ergräifen, sou wéi ech dat hei gemaach hunn, proposéieren, fir meng Proposition de loi virum Vott dann au profit vum Projet de loi zréckzezéien, dans la mesure wou wierklech bis op eng kleng Ausnam de Gros vun de Fuerderungen, déi mir an eiser Proposition de loi vum 26. Abrëll gestallt hunn an déi mir schonn an eisen Diskussiounen den 1. Abrëll an de 25. Mäerz op eiser Pressekonferenz dem Public offegeluecht hunn, haut an d'Gesetz drakommen. Dat ass fir eis e ganz positiven, e ganz gudde Schrëtt am Interêt vun alle Leit, déi concernéiert sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech och dem Rapporter Merci soe fir déi Aarbecht, déi en elo gemaach huet. Den Här Wolter huet dat ausgedréckt, andeem e gesot huet, datt en heiansdo e Fuuss wär, den Här Di Bartolomeo. Ech géif einfach soen, datt et esou ass, datt d'Erfarung matspillt, an déi mécht et heiansdo méiglech, datt ee mat engem Saz, deen am richtege Moment gesot gëtt, en Dossier kann deblockéieren an eng Barriär kann ewechhuelen, fir duerno eng Strooss opzemaachen, déi dann dozou féiert, datt mer haut kënnen op e gemeinsame Wee goen, well mir hunn de Rapport jo och als Partei matgestëmmt.

Dofir dem Rapporter merci. Mee awer och wierklech eng Kéier der ganzer Ekipp, déi elo säit ville Gesetzer heidru schafft, a wou et net ëmmer evident ass, déi Aarbecht an deem Zäitdrock hinzekréien, wéi mer et awer musse maachen.

Ech fänken un, andeem ech soen, datt d'Richtung vun deem Gesetz stëmmt. Mir maache lues a lues erëm op. Dat ass en europäeschen Trend, well d'Zuelen an Europa an zu Lëtzebuerg all an déi selwecht Richtung ginn. Et muss ee ganz einfach objektiv feststellen, datt den Taux d'infection an alle Länner, inklusiv zu Lëtzebuerg, erofgaangen ass. Mir leien hei, wa mer et am europäesche Verglach kucken, ongeféier an der Mëtt vun deenen Zuelen, wou och déi aner europäesch Länner sinn.

Wann ech d'Impfunge kucken, da stellen ech fest, datt mer do och weiderkomm sinn, gradesou wéi aner europäesch Länner. Et gëtt e puer Ënnerscheeder, déi doranner bestinn, datt mir zum Beispill an de generellen Impfungen elo méi hanne si par rapport zu deene Leit, déi fir d'éischt geimpft ginn, par contre op där anerer Säit méi vir si par rapport zu deene Leit, déi schonn zweemol geimpft gi sinn, well et einfach esou ass, datt d'Lëtzebuerger Regierung eng Politik geholl huet, fir déi zweet Impfung relativ kuerz no där éischter ze maachen. Aner Länner hunn aus sanitäre Grënn gesot: „Mir maache léiwer méi e laangen Espace zwëschent deenen zwou." Déi zwee loosse sech par ailleurs verteidegen. Am Kader vun der Aféierung vum CovidCheck ass dee Choix, deen d'Lëtzebuerger Regierung geholl huet, awer an dësem Fall sënnvoll, well en et an dësem Moment am Fong méi Leit erlaabt, schonn esou schnell wéi méiglech e Covidzertifikat ze kréien.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wéi gesot, et gëtt och Argumenter fir déi aner Richtung, aus sanitäre Grënn. Mee alles huet seng Virdeeler, alles huet seng Nodeeler. An dësem Moment fannen ech, datt se eis éischter hëlleft, déi Decisioun, déi geholl ginn ass.

An de Spideeler ass et dat selwecht: Et ass eng Decrue souwuel vun deene Leit, déi op den Intensivstatioune leien, wéi vun deenen, déi an den normale Better leien. An der Mortalitéit dat selwecht. Duerfir ass et an eisen Aen absolutt logesch, datt eng Rei Schrëtt a Richtung Ouverture gemaach ginn.

Mee fir eis ass et och kloer, datt mer nach ëmmer mussen op engem virsiichtege Wee bleiwen, well eng total Ouverture nach net méiglech ass, well déi indesch Variant oder d'Delta-Variant ëmmer méi lwwerhand och an Europa hëlt. A mir hu gesinn, datt aner Regierungen, notamment déi englesch Regierung gëschter d'Decisioun geholl huet, fir déi Ouverturen ee Mount no hannen ze vertagen, well bei hinnen déi Delta-Variant extreem héich an extreem geféierlech ass. Also muss een oppassen. Et muss ee virsiichteg och hei zu Lëtzebuerg sinn. Dat selwecht gëllt fir den Approvisionnement vun de Vaccinen, wou mer zwar momentan gutt fueren, mee wou den Approvisionnement awer och net bis zum Schluss ofgeséchert ass. Also muss een do och Virsiicht gelte loossen.

A schlussendlech ass et och esou, datt mer - de Rapporter huet dat virdru scho gesot - och schonn de leschte Juni, Juli gemengt haten, mer géifen déi Saach lues a lues an de Grëff kréien, duerno am Oktober awer nach en décke Coup hannendru komm ass. Och duerfir musse mer eng Rei Virsiichtsmoossnamen huelen, fir datt mer net nach eng Kéier an déi selwecht Situatioun kommen, déi awer ëmmer méiglech ass.

Ech soen awer och ganz kloer, datt mer säit engem Mount, säit deem leschte Gesetz, an enger Phas sinn - an dat hu mer virun engem Mount gesot -, wou hallefhäerzeg, onpreparéiert an oncoordonéiert Moossname geholl gi sinn. An dat ass en Zoustand, an deem mer elo ee Mount gelieft hunn. Ech ginn e puer Beispiller: Dat ass dat vun de Schnelltester an de Restauranten, an haaptsächlech, well den Detail net gereegelt war vun enger Praxis, déi awer, wann een an deen een oder an deen anere Restaurant gaangen ass, an deem engen esou an an deem aneren anescht, an deem enge besser an an deem anere manner gutt, a verschiddenen d'ailleurs guer net respektéiert ginn ass.

De Problem, deen ech haut gesinn, dat ass, datt mer och net d'Méiglechkeet kréien, eng Evaluatioun vun esou enger weesentlecher Moossnam ze hunn. Huet se eis eppes bruecht? Mir hu keng Zuelen aus de Restauranten. Mir hunn och einstweilen nach keng Zuelen aus de Gemenge kritt, déi jo och eng ganz Rei Tester vu sech aus gemaach hunn. Ech hätt mer gewënscht, datt mer awer kéinten eng Konklusioun aus där Moossnam do zéien, well mer wëssen net, wat am September, Oktober nach geschitt. Méiglecherweis musse mer nach déi eng oder déi aner Moossnam erëm huelen. Da wär et absolutt sënnvoll gewiescht, haut och ze wëssen, wéi déi Moossnam gegraff hätt a wat fir en Typ vu Konklusioune mer hätte kënnen doraus zéien.

Déi zweet Remark, déi ech muss maachen, dat ass, datt ech fonnt hunn, datt de Staat onvirbereet an déi Phas eragaangen ass an eng ganz Rei Responsabilitéiten op d'Gemenge verlagert huet. Déi eng, déi hu se ugeholl, déi aner hunn aner Politicke gemaach. Jiddwer Gemeng huet et esou gemaach, wéi si et am Fong konnt a wéi si gemengt huet, datt et richteg wär. An dat huet net ëmmer ..., dat huet oft zu Konkurrenz gefouert an zu vill Onzefriddenheet tëschent de Gemengen. Ech hätt mer do gewënscht, mir hätten eis do gewënscht, datt weesentlech méi eng coordonéiert, méi eng virbereet Politik gemaach gi wär an datt de Staat an deem Kader och seng Responsabilitéite geholl hätt. Op d'mannst mat enger uerdentlecher Virbereedung mat de Gemengen, fir eng Couverture iwwert d'ganzt Land vun dem Ubidde vun deenen Tester en place ze setzen. Mir si säit Méint amgaang, eng Strategie vu Schnell- a Selbsttester ze froen. Dat hei hätt dozou gehéiert, ass awer net gemaach ginn, an dat huet sécherlech zu Problemer um Terrain gefouert.

Mäin drëtte Punkt, dat war d'Bäibehale vum Couvrefeu. Dat wësst Der, dat war an eisen Ae weeder noutwendeg nach proportional, net nëmmen am leschte Mount, mee iwwer all déi Méint, déi mer elo kannt hunn, well déi Moossnam mat deene Moossnamen, déi mer ansonsten haten - Restriktiounen doheem, Rassemblementer extern, Restauranten, déi limitéiert waren, respektiv Verbuet, fir Alkohol dobaussen ze verkafen -, an eisen Aen absolutt iwwerflësseg war. An och well déi Etüden, déi de Staatsminister sengerzäit zitéiert huet, net zu deene Konklusioune komm sinn, zu deenen d'Lëtzebuerger Regierung komm ass, a well aner Etüden am Fong ganz kloer an däitlech gesot hunn, datt esou eng Ausgangsspär vun der Proportionalitéit an och vun dem Point de vue vun de Mënscherechter als inakzeptabel ze consideréiere wär. Se ass awer bis elo weidergefouert ginn.

De Large-Scale-Testing ass och esou eng Fro gewiescht. Deen ass och monter weidergefouert ginn, och wa schonn eng ganz Rei Leit geimpft waren. Mat wéi engen Zilsetzungen, war eis net ëmmer bekannt. Wat soll geschéie mat deene Leit, déi scho geimpft sinn? Wéi sollen déi sech par rapport zum Large-Scale-Testing behuelen? Wéi eng Zilsetzungen huet en nach? An haut hu mer d'Impressioun, datt do en neie Public gesicht gëtt, fir déi Zentren ze desservéieren, ouni datt se am Fong nach dem Originalnotze géifen entspriechen. Ech kommen duerno nach eng Kéier dorobber zréck.

Dat selwecht bei de Schnelltester: Et ass eng Decisioun geholl gi vun der Regierung, datt déi nëmme 24 Stonne géife gëllen. Mir hu fonnt, datt dat schonn e Problem wär, well a sech d'Utilisatioun dann extreem komplizéiert an et och extreem deier géif ginn, fir all Dag deen Typ vu Schnelltester ze maachen - mir hu sengerzäit fir 48 Stonne plädéiert, och dorop kommen ech nach eng Kéier zréck -, mee dat ass bis elo tel quel duerchgezu ginn.

An da muss ech soen, datt mer och virun engem Mount an aller Panik e Règlement grand-ducal ëmgeännert hunn. Dir kënnt Iech erënneren, datt mer an der Kommissioun doriwwer geschwat hunn, datt mer op eemol an der Kommissioun gewuer gi sinn, datt e Règlement grand-ducal iwwer e Feierdag ëmgeännert gi war iwwer eng Eilprozedur. Datt mer dunn nach freides moies, wéi mer deen Text gestëmmt hunn, Ännerungen am Règlement grand-ducal annoncéiert kritt hunn.

Mir hunn déi Zäit gesot, datt dat eng onméiglech Aart a Weis wär fir ze schaffen. Abee, haut soen ech, datt mer, nodeem mer deen Text nach eng Kéier ganz genau gekuckt hunn, och eng Rei Problemer gesinn. Well deen Text, dee baséiert sech op e Gesetzestext vun 1990, zwar och op ee vun 1984, mee haaptsächlech op ee vun 1990, wann et drëm geet, fir d'Personnes habilitées à manipuler les tests ze definéiere respektiv ze preziséieren, wéi eng Instructioune se do hunn. Or, wann ee kuckt am Gesetz vun 1990, da steet do, datt ee Règlement grand-ducal precisement nëmme mat engem Avis vum Conseil d'État kéint geholl ginn, wat juristesch heescht, datt en net an enger Procédure d'urgence ka geholl ginn.

Precisement dat ass awer dat, wat d'Regierung gemaach huet. Dat heescht, an eisen Aen ass och nach d'Prozedur vum Gesetz net respektéiert ginn, wat als Konsequenz huet ... - an ech soen et haut nach eng Kéier, well dee Règlement grand-ducal och nach wäert an deenen nächste Méint seng Applikatioun fannen -, dat heescht a mengen Aen, wann dat Reglement eng Kéier contestéiert gëtt, an dat kéint et duerchaus ginn, datt déi Base juridique extreem schwaach ass an datt ech der Meenung sinn, datt deen Text bei enger Contestatioun direkt wäert ëmgedréit ginn. Ech fannen déi Aart a Weis vun der Regierung fir ze schaffen am Fong net korrekt, net adequat a sécherlech net professionell.

Schlussendlech och nach den Ëmgang mat deene Leit, déi schonn zweemol geimpft waren an déi sech trotzdeem nach ëmmer wärend engem ganze Mount dem Testen hu mussen ënnerzéien. Dat war fir eis onnéideg; onnéideg Zäit verluer, onnéideg Geld verschwent. Dat war fir eis eng oniwwerluecht an onpreparéiert Situatioun, wou mer eragereest sinn an en Text (veuillez lire: an déi mer eragerode sinn duerch en Text), dee mer virun engem Mount gestëmmt hunn an deen eis elo ee Mount laang eng Situatioun verschaaft huet, wou villes hätt kënne besser ginn, villes a Propositioune beinhalt war, déi mer sengerzäit gemaach hunn.

Dat selwecht gëllt, an de Michel Wolter ass virdrun am Detail drop agaangen, fir all déi Kontrollen an den Altersstrukturen, déi haut zwar am Text stinn, mee déi schonn an deene Propositiounen, déi mer viru méi wéi engem Mount gemaach hunn, weesentlech méi fréi hätte kënnen, hätte misse kommen an dee Moment eng ganz aner Situatioun och an den Altersheimer geschaaft hätten.

An eisen Ae sinn hei wochelaang Saache verpasst ginn a mer sinn hannendrugehinkt. A mer haten elo eng Situatioun, déi absolutt alles anescht wéi ideal war an deene leschte Wochen.

Duerfir si mer frou, an da kommen ech op mäin zweeten Deel, datt mer grouss Prinzippien hei an deem Text, sou wéi en haut virläit, och kënne matdeelen an och kënne matdroen, well se zu engem ganz groussen Deel deem entspriechen, wat mer scho wochen- a méintlaang gesot hunn.

Dat Éischt, dat ass déi Abolitioun vun enger Ausgangsspär. Mir hu se a Motioune gefrot. Mir hu se gefrot, andeem mer a sech Votten iwwer Articles séparés gefrot hunn iwwer genau deen do Prinzip. A mir hunn dauernd Äntwerte kritt iwwert d'Noutwendegkeet vum Bäibehale vun der Ausgangsspär, déi an eisen Ae strictement näischt iwwer Méint bruecht huet an d'Leit am Fong fir näischt embêtéiert huet an déi och nach am Prinzip géint d'Grondrechter, géint d'Mënscherechter war, well se net proportional war, well se net noutwendeg war a well d'Regierung sech hei iwwer Méint stuer duerchgesat huet. Mir sinn elo frou, datt se fort ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Zweete Punkt, dat ass d'Aféierung vun engem CovidCheck fir déi Geimpften, fir déi, déi geheelt sinn, fir déi, déi getest sinn.

Fir eis ass et eng Evidenz säit Januar, an doriwwer hu mer och schonn eng Motioun erabruecht, notamment wéi dat lescht Gesetz ëmgesat ginn ass: Mir froe säit Méint déi Gläichstellung vun de Geimpften, vun de Geheelten, vun de Getesten. D'Regierung huet just am leschte Gesetz eng Rei Ëffnungen, eng Rei Avantagë fir déi Leit ginn, déi getest sinn, an domat am Fong déi, déi geimpft waren, obligéiert, nach eng Kéier getest ze ginn, obwuel et an eisen Aen net noutwendeg war. An dat beweist sech am beschten duerch de Fait, datt d'Regierung et haut ofschaaft an haut déi Propositioun hëlt, déi mer viru véier Woche schonn onbedéngt gäre gehat hätten.

Ech hunn och gelies, wat all d'Riedner hei gesot hunn. D'Madamm Lenert huet virun engem Mount gesot, datt d'Froen iwwert d'Reinfectiounen nach oppe wären. „Wéi ass dat, wann d'Leit geimpft sinn", sot se, „a sech nach eng Kéier infizéiere kënnen? Mir hunn iwwert déi Froen eng Enquête lafen." An da sot se: „Ech fille mech méi à l'aise, wann ech d'Resultater vun där Enquête hunn, an da kënne mer eventuell deen nächste Schrëtt goen."

An den Här Bettel, hie sot: „Et soll een ophalen, et soll een ophalen", sot en, „de Leit anzerieden, datt een, wann ee geimpft wier, keng Gefor méi hätt an ee sech net méi bräicht testen ze loossen." Dat war dat, wat den Här Bettel virun engem Mount gesot huet.

Wann ech haut kucken, wat mer proposéiert kréien, da froen ech mech: Wat ass dann elo den Ënnerscheed, datt et elo leschte Mount esou violent als Propositioun huet musse bekämpft ginn, an datt dat mer elo op eemol alleguer gemeinsam ouni Pro-

blem kënne stëmmen? Wat huet da geännert säithier an der Argumentatioun? Wat huet da geännert?

An da wëll ech och froen: Déi Enquête, déi mer versprach kruten, op déi nach géif gewaart ginn, wou ass se dann? A wat steet dran? Dat wéilt ech gär wëssen. Kréie mer awer net. Krute mer net. Wësse mer net.

(Interruption)

Här Baum, Dir schwätzt hei mat mer. Also Dir hutt, wann ech mech gutt erënnere kann, virun engem Mount iwwer onnéideg Jalousien an de Famillje geschwat. Dir hutt d'Beispill vun dem Grousspapp gesot, dee scho geimpft wär, deen dann d'ganz Nuecht kéint feiere goen, a vu senger Enkelin vun 18 Joer, déi nach misst doheem bleiwen. An dann d'Zitat vum Här Baum: „[…] dat brauche mer elo wierklech net. Dat, wat mir brauchen, ass och weider Solidaritéit tëschent de Generatiounen." Sou. Da froen ech lech elo: Wat ass dann elo anescht? Haut ass et nach ëmmer esou, datt de Grousspapp, dee geimpft ass, elo kann erausgoen an datt déi jonk Persoun, déi nach net geimpft ass, sech nach ëmmer muss teste loossen, éier si kann erausgoen. Genau dat selwecht wéi virun engem Mount! Mee virun engem Mount war et net akzeptabel. An elo op eemol ass dat d'Solutioun vun alle Problemer. Da musst Der mer just soen, wat elo den Ënnerscheed ass. Ausser, datt mer ee Mount méi al gi sinn.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Dir wëllt eppes soen. Wann de President Iech et erlaabt, soss erlaben ech lech dat.

M. Gilles Baum *(DP).*- Entschëllegt. Merci, Här Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Baum, Dir däerft roueg.

M. Gilles Baum *(DP).*- Entschëllegt, ech ënnerbriechen den Här Wiseler wierklech net gären, mee ech wëll awer just drop hiweisen, dass mer an deem Mount iwwer 150.000 Leit méi geimpft hu mat éischten an zweeten Dosen an dass mer doduerch eng méi grouss Sécherheet hunn, mengen ech, wéi mer se virun engem Mount haten. An ech mengen, dass dat awer e staarkt Argument ass, fir kënnen ze soen: Haut kënne mer aner Saachen erlaben, déi mer eis virun engem Mount vläicht nach net konnten erlaben.

An dat ass fir mech d'Argumentatioun, Här Wiseler, dass mer iwwer 150.000 Leit an deem Mount tëschent dem leschte Covidgesetz an dësem Gesetz geimpft hunn, fir méi Sécherheet ze hunn a fir méi no un eng Herdenimmunitéit ze kommen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also ech gesinn dat absolutt net esou. Ech gesinn, datt, wa mer dat de leschte Mount agefouert hätten, mer ville Leit Inconveniente vermidden hätten. An ausserdeem, an deem Beispill, wat Der dann dramatesch hei zitéiert hutt, dat ass haut nach ëmmer genau dat selwecht. Näischt changéiert. An haut mécht et Iech just näischt méi aus.

Och den Här Di Bartolomeo, deen huet de leschte Mount gesot, datt mer missten oppassen, datt mer net eng verkappten Impfflicht géifen afféieren. An duerfir missten déi nach net geimpft Persounen (veuillez lire: An duerfir missten och déi geimpft Persounen) nach weider Tester maachen, well soss géife mer jo eng verkappten Impfflicht afféieren. Dat waren d'Aussoe vun dëser Zäit. Meng Fro: Wat huet dann elo geännert, datt et elo op eemol geet?

De Sven Clement, deen huet eis hei gesot, ech zitéieren och hien, well d'Oppositioun soll och ..., déi aner Oppositioun soll och zu Éiere kommen: „Soulaang wéi mer ..."

(Interruption)

„Soulaang mer net sécher sinn, datt jiddweree kann d'nämmlecht vun alle Grondrechter profitéieren, wäerte mer op kee Fall higoen an eng Zwouklassegesellschaft zwëschent Geimpften an Netgeimpfte schafen." Dat war Är Explikatioun d'lescht Kéier.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An dozou stinn ech och haut!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Och do, no deene grousse staatsmännesche Wierder, wat ass dann elo den Ënnerscheed dotëschent?

De Fernand Kartheiser, deen huet et esouguer nach méi wäit gedriwwen, deen huet d'Propositioune vun der CSV als geféierlech fir eis Gesellschaft dohigestallt, als geféierlech fir eis Gesellschaft, well se géifen d'Grondrechter konditionéieren a well se e grousse Verstouss géint d'Perséinlechkeetsrechter wären. Dat waren d'Aussoen d'leschte Kéier, déi den Här Kartheiser gemaach huet. An elo? An elo? Wat huet dann elo geännert un där Situatioun? Wat ass den Ënnerscheed tëschent deem, wat virun engem Mount war, an deem, wat elo ass, ausser datt d'Iddi vun der CSV de Leit schonn ee Mount laang, wa se duerchgesat gi wär, vill Inconvenianten hätt kënne vermeiden?

Virun engem Mount hu mer op dëser Plaz gesot, hunn ech op dëser Plaz gesot, ...

M. Roy Reding *(ADR).*- Et ass eng verkappten Aféierung!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... datt ech gespaant wär op déi Argumenter, déi haut géife gebraucht ginn.

M. Roy Reding *(ADR).*- Et ass eng verkappten Aféierung vun enger Flicht!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech si gespaant op déi Argumenter, déi elo gebraucht ginn, fir am Fong kënnen déi Positioun, déi Der d'leschte Kéier hat, an déi, déi Der dës Kéier wäert hunn, fir déi eng mat där anerer ze vergläichen. Mir hunn op jidde Fall leschte Mount scho ganz kloer eppes gefrot. A mir si frou, datt et dëse Mount kënnt. Zumindest si mer an der Konsequenz vun eisen Iddien.

Mäin drëtte Punkt, dat ass d'Aféierung vum CovidCheck, vum Prinzip vum CovidCheck, an och vun der Introduktioun vum Choix, dee méiglech gemaach gëtt zwëschent engem Regimm CovidCheck an engem klasseschen Testregimm. Mir fannen dat am Fong eng gutt Iddi, fir et ze maachen, dat wëll ech jo hei och ganz kloer an däitlech soen. Bei Rassemblementer, Sportsaktivitéiten, kommerziellen Aktivitéiten schéngt eis dat sënnvoll, schéngt eis dat eng positiv Iddi ze sinn, fir den Organisateuren de Choix ze loossen, wéi se hir Manifestatioun wëllen organiséieren, an der Hoffnung, datt lues a lues sou vill wéi méiglech Leit oder Organisateuren an de CovidCheck eriwwerginn.

Mir hätten eis erhofft, datt déi Definitiounen, déi an dem Gesetz géife stoen, e wéineg méi prezis an e wéineg méi kloer wären. Well mir hu gëschter gemeinsam an der Kommissioun gemierkt, datt mer eng laang Diskussioun haten, wéi dann elo déi Texter ze interpretéiere wären. An ech ginn dovun aus, wa mer an der Kommissioun, déi sech awer drëm bekëmmert, scho mussen eng hallef Stonn diskutéieren, fir eis duerno iwwer eng Interpretatioun eens ze ginn, dann ass dat och fir d'Leit dobaussen net einfach. Do sinn ech frou, datt de Rapporter am Fong Prezisiounen an de Rapport materageholl huet, a wär och frou - an ech si sécher, datt d'Santé dat mécht - wann déi Explikatiounen, wéi d'Interpretatioun dann um Terrain praktesch soll gemaach ginn, wann déi och nach eng Kéier kéint an enger Kommunikatioun oder ech weess net, wéi Der et wëllt maachen, public no bausse gedroe géife ginn, well vill Organisateure froe sech, wéi se dat do am Detail sollen ugoen, mat där gudder Iddi ëmgoen, wëll ech nach eng Kéier soen.

Véierte Punkt, dat ass, d'Schnelltester vu 24 Stonnen op 48 Stonnen eropzesetzen. Fir eis ass dat ok. Mir haten dat och schonn an enger Motioun virun engem Mount gefrot. Déi Zäit krute mer d'ailleurs vum Här Clement eng ganz wëssenschaftlech Explikatioun, firwat dat alles net gutt wär an net géif goen. Haut geet dat elo. An ech sinn och frou, datt et elo geet.

D'Madamm Lenert sot eis, et wär eng Diskussioun am Europaparlament gewiescht, wou d'Europaparlament och éischter op der Tendenz 24 Stonne wär. Ech hunn e wéineg gekuckt, wat d'Diskussiounen am Europaparlament waren. D'Europaparlament huet éischter eng Diskussioun gefouert virun zwou Wochen, dräi Wochen, wou se gesot hunn, si wéilten am Fong déi Schnelltester iwwerhaapt net akzeptéieren, well d'Schnelltester fir si zu där Zäit nach net prezis an nach net fiabel, sécher waren. Elo wëll ech awer soen: Déi Diskussioun war awer scho sengerzäit bei eis geléist, well mir hate se schonn akzeptéiert, wéi d'Europaparlament a sech doriwwer geschwat huet. Mee wéi och ëmmer, ass och egal. Ech wollt am Fong soen, datt mer frou sinn, datt Der dat elo maacht an datt Der op déi 48 Stonnen eropgitt.

Och d'Definitioun vun de Vaccinéierten, si mer frou, datt dat elo méi kloer ass. Och do wär ech frou gewiescht, wa se e wéineg méi fréi hätt kënne kommen. Datt deen, dee scho Covid hat, net nach eng Kéier misst zweemol vaccinéiert ginn. Dat hätt deem engen an deem aneren, inklusiv mir, eng Vaccinatioun an een Dag zolidd Féiwer a Kappwéi erspuert. En fin de compte ass et elo egal, ech sinn elo zweemol vaccinéiert plus krank, soudatt ech 3G vun hanne bis vir sinn, an dat ass jo och tipptopp esou. Mee och do wär et gutt gewiescht, wa mer déi Definitioun éischter gehat hätten. Mee ech soen och do: Mer hu se elo. An et ass gutt, datt se elo am Gesetz steet. An duerfir si mer och derfir.

Op de Schutz vun de vulnerabele Persoune ginn ech elo net nach eng Kéier an, dat huet de Kolleeg Michel Wolter an all Detail gemaach. Déi eenzeg Fro, déi ech stellen, dat ass, vu datt den Här Waringo elo e Bericht doriwwer mécht, fir eng Evaluatioun vun der Situatioun ze maachen, si mir nach eng Kéier Demandeur, fir och dann déi Detailer ze kréien, wéi den Här Waringo säin Expertegrupp zesummesetzt respektiv wat fir eng genau a prezis Missiounen en huet, wou en drop schafft. Mir mengen, datt mer dat och nach eng Kéier sollten an enger Kommissiounssëtzung ugoen, datt mer och de Suivi vun deenen Aarbechten an eventuell e Rapport intermédiaire kënnen dovunner kréien.

Mäi siwente Punkt, dat ass, datt mer och zefridde sinn, datt keng Quarantän ass fir déi Leit, déi vaccinéiert sinn oder déi krank waren, datt do d'Quarantän opgehuewe gëtt. Dat schéngt eis logesch. Dat schéngt eis sënnvoll. Dat schéngt eis richteg.

Mäin aachte Punkt, dat ass e Punkt iwwert d'Schoulen. Mir stelle fest, datt hei d'Obligation de masque nëmme méi banne vun de Gebaier oprechterhale gëtt. Dat fanne mer och als Minimum richteg. Well d'Kanner nach net geimpft sinn, schéngt dat eis logesch. Mir stellen eis awer d'Fro, firwat mer an de Schoulen net och schonn eppes Änleches wéi e CovidCheck-Regimm kënnen aféieren. Well et eis awer sënnvoll erschéngt, datt een déi Mesuren uwent, déi an engem CovidCheck-System existéieren, dat heescht: Kanner, déi geimpft oder krank waren op där enger Säit - där gëtt et der net vill; där, déi krank waren, gëtt et der warscheinlech méi - respektiv Kanner, déi sech dann dräimol d'Woch teste loossen, sou wéi et och an deem 3G-System virgesinn ass, dann hätt een do warscheinlech nach eng aner Situatioun an de Schoule kënne kréien.

Mir regrettéieren e wéineg, datt mer déi Diskussioun mam Educatiounsminister net kënne féieren. A mir regrettéiere souwisou, datt all déi Moossnamen, déi an der Educatioun gemaach ginn, ëmmer separat vun dësen Diskussioune lafen, well d'Schoul ass Partie intégrante vun eiser Gesellschaft a gehéiert am Fong an déi Diskussiounen eran. Dat heescht, mir froen och haut, datt mer déi do Diskussioun mam Educatiounsminister esou schnell wéi méiglech kënne féieren a spéitstens beim nächsten Text a Preparatioun vun der Rentrée vun 2021 da méi kloer wëssen, wou et soll higoen.

Néngte Punkt, dat sinn déi Rassemblementer, déi elo autoriséiert ginn doheem, ouni Protektioun, vun zéng Leit, wou et an d'Luucht geet. Och dat begréisse mer. Mir liesen, datt eng Diskussioun vum Conseil d'État ass, ob et nach justifiabel ass, esou Restriktiounen doheem ze maachen. Ech soen awer och do, datt mer duerchaus verstinn, datt een an engem Raum, wou net ka kontrolléiert ginn, awer nach eng ganz Rei Virsiichtsmoossname walte léisst.

Dir hutt och eng Solutioun geholl vun 10, 50, 300 Leit, fir dann Ouverturen ze maachen. Dat hätt een och kënnen anescht maachen. Mee och all aner Definitioun oder all aner Zuel - 100, 150, 200 - hätt zu änlechen Diskussiounen a Kontroverse kënne féieren. Duerfir soe mer: Dat hei ass eppes, woumat mer kënnen d'accord sinn, wat eis och logesch schéngt. Mee ech soen awer och hannendrun: Et ass eng grouss Ouverture, déi ee muss absolutt mat Responsabilitéit ugoen.

An et ass ee Punkt, deen eis awer net onproblematesch schéngt, dat ass déi Diskussioun, déi mer haten iwwert d'fräi Nuechten, wou mer elo automatesch, well mer d'Restriktiounen ewechfale loossen, an den Droit commun zréckfalen. Dat ass fir eis net onproblematesch aus deem Grond, well d'Madamm Minister sot, do missten d'Gemengen hir Responsabilitéiten iwwerhuelen, ob se fräi Nuechte ginn oder net.

Dat kann ech jo à la limite verstoen am Kader vun der Autonomie communale, just, datt ech awer e Problem, soen ech elo mol, wierklech e Problem domadder hunn, well eng Rei Gemengen, notamment fir Nationalfeierdag, dee Choix net méi hunn, well se an hire Reglementer stoen hunn, datt a sech d'fräi Nuecht fir verschidden Deeg, dont Nationalfeierdag, schonn autoriséiert wier. Datt also am Fong déi Responsabilitéit, déi se vläicht wéilten hunn, andeem se et net géifen autoriséieren, well et hinnen an dësem Moment sanitär nach problematesch géif schéngen, datt se dat a sech guer net méi kënnen an der Realitéit exercéieren. Ech muss soen, ech hunn do e wéineg de Bauch wéi dermat, well ech hunn d'Impressioun, datt mer awer bei esou Punkten e wéineg wäit ginn an datt dat e Schrëtt ass, dee mer kéinte regrettéieren. Do hätt ech preferéiert, datt d'Regierung eppes anescht an den Text geschriwwen hätt an notamment fir Nationalfeierdag net onbedéngt fräi Nuecht erlaabt hätt.

Zousätzlech e wichtege Punkt fir eis sinn déi Leit, oder déi jonk Leit, déi nach net konnte geimpft ginn, déi deelweis desavantagéiert sinn. Ech hu festgestallt, datt d'Regierung, och op den Drock vun enger Rei Parteie respektiv Ënnerorganisatioune vu Parteien, reagéiert huet an de Large-Scale-Testing elo och fir déi Jonk opgemaach huet. Ech fannen d'Richtung déi richteg. Ech soen zwar och hannendrun: Ech fannen den LST elo net onbedéngt déi richteg Solutioun hei, well den LST a mengen Aen awer souwisou schonn intern eng ganz Rei Problemer stellt a well ech d'Impressioun hunn, datt hei dat Eriwwershifte vu jonke Leit op den LST haaptsächlech doduerch bedéngt ass, datt ganz wéineg Leit nach dohinner ginn.

D'ailleurs hutt Dir, Madamm Minister, eis d'leschte Kéier gesot, datt et awer wichteg wier, datt am Prinzip och déi geimpfte Leit nach géifen dohinner goen, fir kënnen de Suivi ze maachen, ob no den Impfungen nach Infektiounen entstinn oder net. Dat hunn ech och nach richteg fonnt. Gëschter sot Der awer, datt Der am Fong elo erëm den LST géift op dee richtege Wee eriwwerkréien, fir datt haaptsächlech d'Leit, déi nach net geimpft wären, kéinten dovunner profitéieren.

(Interruption)

Also, bon, dat ass am Fong och en Detail. Wat mir gäre gehat hätten, dat ass, datt jonk Leit zur Verfügung gestallt géife kréien, fir zwee oder dräi PCR-Tester kënnen ze maachen, wou se wëllen. Net onbedéngt am LST, well fir verschidde Leit, déi am Norde wunnen, ass et awer e wäite Wee, fir bis op déi éischt LST-Statioun ze goen. Mee do, wou se wëllen, dat heescht, an deene ville Laboratoiren, déi do si respektiv bei hirem Hausdokter. Dat wär fir eis méi einfach a méi sënnvoll gewiescht wéi déi Solutioun, déi Der elo gewielt hutt. Ech soen awer och hannendrun: Dir sidd do e Schrëtt gaangen, an dat gesi mer jo och an!

Den nächste Punkt, dat ass elo eppes, wat manner mam Gesetz ze dinn huet, mee wat éischter mat der Zukunft ze dinn huet. Ech mengen, datt mer awer och sollten ufänken, an der Politik respektiv och um Ministère de la Santé méi eng approfondéiert Reflexioun ze féieren iwwert d'Konsequenze vun de Laangzäitcoviden. Well och do héieren ech ëmmer méi am Bekanntekrees an an der Famill vu Leit, déi Méint, nodeem se vum Covid geneese sinn, awer nach d'Impressioun hunn, enger ganzer Rei Schwieregkeeten ze begéinen, sief dat Otemschwieregkeeten, sief dat Konzentratiounsschwieregkeeten oder Ermiddungserscheinungen, an déi net richteg wëssen, u wie se sech solle wenden, wéi dat suivéiert gëtt, wéi dat traitéiert gëtt a wéi se sech do richteg sollen uleeën.

Ech wär wierklech frou, wa mer iwwert dee Sujet och eng Kéier kéinten eng Diskussioun féieren, och e Relevé féieren, wat bei den Dokteren an an de Spideeler scho vu Laangzäitcoviderkrankungen erkannt wär. An och d'Fro stellen: Wéi kann deene Leit gehollef ginn? Do ass de Rehazenter, dee schonn déi eng oder déi aner Saach, mengen ech, en place gesat huet, wat ech eng flott Initiativ fannen. Mee ech mengen, et soll een et awer an der Diskussioun an där nächster Zäit eng Kéier méi systematesch ugoen.

An dann, deen nächste Punkt ass dee vun der praktescher Exekutioun vum Text. Ech mengen, dat hat ech scho virdru gesot. Wichteg ass haaptsächlech beim CovidCheck, datt mer elo deene Leit, déi wëllen Organisatioune maachen, och déi praktesch Erklärungen esou schnell wéi méiglech zoukomme loossen, datt se genau wëssen, wéi et soll goen, wat se däerfen a wat se kënne maachen. An datt se och de CovidCheck-Regimm do richteg ëmsetzen, datt en och sanitär korrekt ass.

D'ailleurs wollt ech dem President vun der Chamber soen, datt mir eis als Chamber och musse Gedanke maachen zum CovidCheck-Regimm. Dat wär nämlech flott, wa mer kéinten an deenen nächste Reuniounen ouni Masken hei sëtzen. Da kann een an de Gesiichter och besser liesen, wat d'Leit denken, wann een hei amgaang ass ze schwätzen. Dat ass och eng Iwwerleeung, déi mer eis och schonn intern misste maachen a wou mer sécher gemeinsam zu Konklusioune kommen.

Mäi leschte Punkt, dat ass dee vun der Konformitéit vun de Mënscherechter. Ech hu virdrun iwwer eng Rei Moossnamen, notamment déi vun der Ausgangsspär, geschwat, wou vill Gremien, de Conseil d'État, mee och d'Mënschrechtskommissioun, ëmmer an ëmmer erëm déi Fro zur Konformitéit vun de Mënscherechtserklärunge gestallt hunn.

Mir sinn der Meenung, datt dat bei der Ausgangsspär net de Fall war, et war weeder necessaire nach proportional. Mir mengen awer, et wär elo Zäit, fir eng Analys ze maachen, esou wéi d'Mënscherechtskommissioun et d'ailleurs och virgeschloen huet, eng Analys, wou am Fong d'Konformitéit vun de Mënscherechter zu all deene Propositiounen, all deene Moossnamen, déi an deene leschte Méint geholl gi sinn, ka gekuckt ginn. Ech soen „elo", well ech et wichteg fannen, datt mer dat an deenen nächsten zwee, dräi, véier Méint hikréien, fir datt mer, wann am September, Oktober erëm géife Problemer opkommen, wat jo net auszeschléissen ass, dann zumindest eng Evaluatioun iwwert d'Mënscherechtskonformitéit vun deene Moossnamen hätten an dann och vläicht anescht kéinten evaluéieren, wat mer dee Moment en place setzen oder net en place setzen.

Meng Konklusioun ass, datt dësen Text an déi richteg Richtung geet. Mir si mat de grousse Linne vun dëse Moossnamen d'accord. Mir fannen, datt eng Rei vun deene Moossname scho weesentlech méi fréi hätte kënnen ëmgesat ginn, notamment d'Gläichstellung vun deene Getesten, Genesenen an Geimpfte scho virun engem Mount. Mir fannen, datt den Text net ëmmer prezis genuch ass an datt een och riskéiert, datt eng Rei Detailer net klappen. Mee mir wäerten deen Text awer stëmmen, well mer der Meenung sinn, datt déi positiv Elementer am Text déi Problemer, déi nach dra sinn, iwwerweien.

Et ass ganz kloer, datt dëse Jo zum Text net e Jo zu der Covidpolitik vun der Regierung ass. Et ass e Jo

zu deene Moossnamen, déi haut gestëmmt ginn, well mer déi Moossname richteg fannen. Mir fannen, datt d'Covidpolitik vun der Regierung en général nach wie vor oniwwerluecht, ouni Konzept an ouni Strategie ass. Mir si frou, datt déi hei Moossnamen haut a Kraaft trieden, well mer der Meenung sinn, datt vill vun hinne scho laang hätte missen a Kraaft sinn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dësen neie Gesetzestext, dee mer haut de Moie wäerte stëmmen, dee mécht Loscht op Summer. An ech géif mengen: Endlech! Esou vill Normalitéit, wéi déi nei Mesuren erlabe wäerten, konnte mir scho ganz laang net méi genéissen. Zéng Leit nees bei sech doheem kënnen invitéieren, de CovidCheck, deen eis méi Fräiheete gëtt, wat d'Rassemblementer ugeet, datt et iwwerhaapt nees méi einfach gëtt, sech a méi grousse Gruppen ze treffen, dat ass no iwwer engem Joer Pandemie eng bal ongewinnte Situatioun, well ee sech un déi Aschränkungen dach awer schonn zum Deel gewinnt hat.

Déi aktuell Zuelen erlaben eis et dann effektiv och, d'Restriktiounen ze lackeren. D'Analyse vun de Kläranlage ginn eendeiteg an déi richteg Richtung. Et gëtt vill manner Hospitalisatiounen, d'Infektiounszuele ginn erof, a virun allem d'Entwécklung an de Spideeler däerf eis dach awer optimistesch stëmmen.

A mir haten elo déi éischt Woch säit ganz, ganz Laangem ouni Affer vum Covid-19. An duerfir verzichten ech haut hei och bewosst op meng traditionell statistesch Ausféierungen.

De Premierminister huet et dann och gesot: Déi nei Mesuren accordéieren eis méi Normalitéit, méi Fräiheeten, mee si verlaangen awer och, dass mer weiderhin alleguerten eis Responsabilitéiten iwwerhuelen.

Et ass offensichtlech, dass d'Impfungen zu dëser positiver Entwécklung bäidroen an eis Erwaardungen, eis Hoffnungen op d'mannst bis elo erfëllt hunn. Mir sinn an där richteger Richtung ënnerwee. De CovidCheck wäert do e ganz wichtege Bäitrag leeschten, souwuel hei am Land wéi och europawäit.

Mee wat ass de CovidCheck? De CovidCheck ass en Zertifikat, deen ab dem 1. Juli europawäit an elo och schonn zum Deel bei eis gëllt. Mat dësem Pass kann een noweisen, dass ee komplett geimpft ass, dass ee getest ginn ass mat engem PCR-Test oder engem zertifizéierte Schnelltest oder dass een erëm gesond ass. Ech soe „gesond", well dat Wuert „genesen" gefält mer net esou gutt. Gesond ass een no eelef Deeg no engem positive PCR-Test, an dat da fir sechs Méint.

No enger kompletter Impfung oder engem Test kritt een en Zertifikat, digital, awer och op Pabeier, mat engem QR-Code. Fir de CovidCheck muss een also net onbedéngt e Smartphone hunn, et kann een deen och a Pabeierform bei sech droen. De QR-Code kann een da virweisen, wann een zum Beispill wëllt an de Restaurant goen, wann ee wëllt op e Concert goen, wann ee wëllt e Basketmatch, e Fussballsmatch kucke goen, wou d'Personal dee Code dann op der Plaz scannt.

Mam CovidCheck gëtt d'Normalitéit europawäit nees méi gräifbar. 160.000 Impfbescheinegunge si scho verschéckt gi respektiv sinn ënnerwee a wäerten an deenen nächsten Deeg ukommen.

Gëschter hat ech mäi Papp op Besuch. Deen huet dee CovidCheck scho kritt. Ech hunn em dat erkläert. Mir hunn dat zesumme gescannt, an ech hunn em erkläert, dass en effektiv, wann en elo misst enzwousch goen, dat doten da misst bei sech hunn. Mir hunn och eng Foto gemaach vu sengem QR-Code. Dat ass méi einfach, wéi wann een ëmmer muss säi Pabeier mat ronderëm droen. Also, dat dote fonctionéiert. A mäi Papp huet, ech wollt lech dat soen, 81 Joer. Dat huet tipptopp fonctionéiert. An ech wëll vun dëser Plaz eng Kéier de Leit vum CTIE - déi, mengen ech, eng enorm Aarbecht gemaach hunn um informatesche Volet, fir dass dat doten elo klappt an och einwandfrei méiglech ass; ech mengen, vun deene gëtt net ganz, ganz oft geschwat - e ganz, ganz grousse Respekt a mäi grousse Merci hei mat op de Wee ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir däerfen awer net vergiessen, dass d'Pandemie nach net eriwwer ass, och wa mer eis nees enger méi grousser Normalitéit kënnen erfreeën. D'Impfunge wierken zwar, mee nach sinn net alleguerten d'Leit geimpft, weeder hei am Land nach global gekuckt.

Hei zu Lëtzebuerg ware gëschter schonn iwwer 176.000 Leit komplett geimpft. Déi meescht dovunner sinn iwwer 50 Joer. An aktuell ginn d'Invitatiounen eraus bis op d'Alterskategorie 33, déi si verschéckt ginn, fir sech impfen ze loossen. Bis Enn Juli misst also jiddwereen ab 18 Joer seng éischt Impfung kritt hunn.

Déi méi Jonk musse sech also nach e bësse gedëllegen. A grad, well si an dëser Hisiicht benodeelegt sinn, wäert d'Regierung de Leit tëschent 18 an 30, déi eeben zum groussen Deel nach net d'Méiglechkeet haten, sech impfen ze loossen, den Zougang opmaachen op eng fräiwëlleg Lëscht an hinnen esou vill PCR-Tester, wéi se der brauchen, zur Verfügung stellen.

Ab haut kënnen déi Jonk sech also fräiwëlleg op eng Lëscht androen, wou se entweeder da fir den Johnson & Johnson oder fir den AstraZeneca kënnen optéieren. D'DP-Fraktioun begréisst dat ausdrécklech, dass déi 18- bis 30-Järeg sech elo fräiwëlleg op zwou Impflëschte kënnen androen, natierlech ëmmer ënnert de Recommandatioune vun der EMA. Mat dëser Mesure acceleréiere mer elo nach eng Kéier d'Impfcampagne am Endspurt a mir ginn deene Jonken och d'Méiglechkeet, séier nees vu méi Fräiheete kënnen ze profitéieren.

Et ass och wichteg, dass sech esou vill Leit wéi méiglech impfe loossen. Dat mécht net nëmmen den Alldag méi einfach, fir vum CovidCheck profitéieren ze kënnen. D'Impfung ass virun allem wichteg, fir d'Infektiounsketten ze stoppen an d'Entwécklung vun neie Mutatiounen, déi eeben duerch vill Infektiounen eng méi grouss Chance hunn ze entstoen, ze verhënneren. Eng massiv Impfung ass awer och e ganz wichtege Gest fir eis Kanner, e ganz wichtege Gest fir méi Normalitéit, an dass eis Kanner ënner normale Konditiounen an hoffentlech ouni Mask de 15. September kënnen an d'Schoul goen.

A Groussbritannie verbreet sech déi indesch Variant, déi offiziell Delta-Variant genannt gëtt, ëmmer méi. Déi nei Variant ass warscheinlech och méi infektiéis. An och zu Lëtzebuerg kënnt d'Delta-Variant ëmmer méi op: Bei de leschte Sequenzéierungen huet se scho 16,3 % ausgemaach. An déi normal Variant, d'Alpha-Variant, ass amgaangen, liicht zréckzegoen.

Éischten Informatiounen no wierken awer d'Impfstoffer och géint dës Variant, wann och net grad esou effikass wéi bei anere Coronavirusmutanten. Wichteg ass et hei, britteschen Etüden no, ze wëssen, dass ee muss komplett geimpft sinn. Also, eng eenzel Impfung geet net duer, fir virun allem virun der Delta-Variant geschützt ze sinn. Et muss ee sech wierklech komplett impfe loossen.

Mir ziele weiderhin op d'Eegeverantwortung vun alleguerten eise Matbierger, déi sanitär Hygiènesreegele weider anzehalen an openeen opzepassen. Mir dierfen net mengen, d'Pandemie wär eriwwer. Mir däerfe se net verdrängen a mir däerfe se net vergiessen. Esou e Feeler ass vläicht ville vun eis am Summer ënnerlaf. An déi Situatioun, déi am Hierscht entstanen ass, un déi kënne mer eis alleguerten nach erënneren. Dat musse mer natierlech fir dëst Joer verhënneren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Mesuren, déi mer huelen, sinn e ganz grousse Sprong fir den Horeca, fir den Evenementiel an och fir d'Discoen. Ënner anerem, well mat dësem Gesetz endlech d'Ausgangsspär ewechfale kann an deemno och déi fréi Spärstonnen opgehuewe ginn. D'Restauranten, déi an der Mëttesstonn op d'Salariéen ugewise sinn, wäerte mat engem méi héijen Undrang rechne kënnen, mat Hëllef vum CovidCheck an och der Verlängerung vun der Gëltegkeet vun den zertifizéierte Schnelltester vu 24 op 48 Stonnen.

An d'Selbsttester, dat heescht, déi Tester, déi op der Plaz gemaach ginn, bleiwen natierlech och weiderhin eng Optioun fir déi Leit, déi nach net geimpft gi si respektiv déi sech net konnten teste loossen. Mee de CovidCheck, also dee berüümte QR-Code, deen een no enger kompletter Impfung oder no engem Test kritt, wäert d'Liewe fir vill Leit nees méi einfach maachen.

An trotzdeem war et wichteg, an et war och richteg fir eis, fir d'DP, fir déi éischt Ouverturen, fir erëm banne kënnen iessen ze goen oder e Patt huelen ze goen, déi mer mam leschte Gesetz ugeholl hunn, mat Tester fir jiddwereen ouni Ausnam ze begleeden an déi Weiderentwécklung ofzewaarden. Elo hu mer gesinn, dass d'Verbesserung vun den Zuele sech confirméieren, an duerfir kënne mer och mat guddem Gewëssen déi nei Lackerunge beschléissen.

Mir begréissen och d'Lackerungen am Sport an an der Kultur. Matcher a Concerte kënnen esou erëm mat groussem Public gekuckt ginn, live gekuckt ginn. An net nëmme fir d'Zuschauer, mengen ech, ass dat e Genoss, mee och fir d'Acteuren, fir d'Sportler an och fir d'Kënschtler. Et wäert hinne vill Freed maachen, nees kënnen an enger lieweger Atmosphär opzetrieden, déi duerch déi virtuell Presenz an dee limitéierten Accès net kann ersat ginn.

Virun allem fir eis Kanner ass et awer wichteg, dass d'Veräinsliewen nees an eng Routine zréckkënnt, well dat hirer mentaler Gesondheet zeguttkënnt. Ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer zu Lëtzebuerg d'Schoule quasi déi ganzen Zäit ophaten. Ech mengen, dat huet de Kanner gutt gedoen, souwuel fir hir schoulesch Leeschtunge wéi och fir hiert soziaalt Liewen. De Kontakt mat Gläichaltregen ass einfach immens wichteg fir eng gesond Entwécklung.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- De CovidCheck erlaabt et dann elo och, Evenementer vu bis zu 300 Leit ouni Distanzen an ouni Masken ze organiséieren. Esou kënne mer eis am Summer drop freeën, dass mer nees villes ënnerhuele kënnen, ouni dass d'Sécherheet vun de Leit géif um Spill stoen. Duerfir ass et awer ganz wichteg - an ech maachen hei en Appell -, dass mer wierklech keng Abuse mam CovidCheck bedreiwen. Dat wär kontraproduktiv an dat wär och geféierlech. Jiddwereen, dee sech net un d'Reegelen hält, deen hëlt a Kaf, dass e potenziell d'Leit kéint ustiechen a riskéiert domat, zu der Entwécklung vun enger nächster Infektiounswell bäizedroen. An dat wëlle mer net, well et geet just mateneen.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Wochen hu gewisen, wat hëlleft: D'Impfen. D'Impfung wierkt! Dowéinst nach eng Kéier den Appell vu menger Säit: Wann et un lech ass, da loosst lech impfen! Den immunitäre Schutz kënnt nämlech net nëmmen lech zegutt, mee och alleguerten deene Leit ronderëm lech. Nëmmen esou kënne mer dës Pandemie hanner eis loossen an endgülteg zréckfannen an d'Normalitéit.

Ech wéilt awer net ofschléissen, ouni dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, Merci ze soe fir déi exzellent Aarbecht, déi en, wéi ëmmer, gemaach huet mat all deene Leit och hei aus der Administratioun. E Merci awer och un den Här Wolter fir seng Proposition de loi. Ech gesinn et e bësse méi positiv wéi hien. Ech fannen, dass mer ganz gutt zesummegeschafft hunn ...

(Interruption)

... an dass mer eis vill openeen zoubeweegt hunn. Mir hunn eis openeen zoubeweegt, andeems mer et begleet hunn, dass konnten Amendementer beim Staatsrot agereecht ginn, genausou wéi mir och nach eng Kéier eng zweet Ronn gedréit hu beim Staatsrot, fir den Text openeen ofzestëmmen. Mir sinn eis do effektiv ganz, ganz no komm. An ech géif d'Kolleege vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei bieden, natierlech de Gesetzestext vum Här Mars Di Bartolomeo matzestëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och vu menger Säit aus e grousse Merci u mäi Frënd Mars Di Bartolomeo mat senger ganzer Ekipp an alleguerten de Leit, déi un dësem Rapport an un dësem Gesetz matgeschafft hunn. Et ass den 20., wéi hie gesot huet, an ech hoffen, dass der net méi vill nokommen.

Et fänkt ee sou lues un, Liicht um Enn vum Tunnel ze gesinn. Jo, d'Pandemie ass nach net eriwwer an de Virus ass nach ëmmer do. Mee de Virus fänkt un, endlech un Terrain ze verléieren. Wat net heescht, datt mer alleguer d'Geste-barrièrë kënne fale loossen, déi mer elo iwwer 16 Méint haten, an da maachen, wéi wann näischt wier. Nee, dat wär net richteg. Par contre musse mer a kënne mer elo, esou wéi et iwwregens och schonn hei ugekënnegt ginn ass, déi nächst Schrëtt a Richtung Normalitéit goen. Et ass dës Kéier e grousse Schratt, dee mer op eisem eegene Lëtzebuerger Wee aus dëser weltwäiter Kris kënne maachen.

E puer Zuelen, an déi weisen an déi richteg Richtung. Esou ass d'lescht Woch den Inzidenztaux op 51 Fäll op 100.000 Awunner erofgaangen. Zum Verglach: Ee Mount virdrun, wou mer dat lescht Covidgesetz gestëmmt hunn, du ware mer nach bei 120 Fäll pro 100.000 Awunner. An och d'Zuelen aus de Spideeler, déi eis kommunizéiert ginn, ginn Ulass zur Hoffnung. Sou waren d'lescht Woch nach 15 Persoune wéinst Covid am Spidol, a just 4 Persounen op der Intensivstatioun. Déi Woch virdrun, do waren et der nach 19, an 13 op der Intensivstatioun. Dir gesitt dat geet an déi richteg Richtung.

Ech wéilt hei gären op siwe Punkten agoen.

Éischtens op d'Impfcampagne. Mir kënnen eis dës Kéier ee méi grouss Schratt a Richtung Normalitéit erlaben. Méiglech gemaach huet dat d'Impfcampagne. An duerfir war dat och virun engem Mount nach net méiglech. Leider ass déi Vitess an deem Beräich ofhängeg vun de Liwwerunge vun den Impfdosen, op déi mer leider keen Afloss hunn. Ëmsou méi erfreelech ass et, datt mëttlerweil iwwer 400.000 Impfdose gesprëtzt gi sinn. Iwwer 150.000 Leit si lo ganz geimpft. Mir sinn deemno och hei um gudde Wee. A leider krute mer awer gesot, datt Johnson &Johnson seng versprache Liwwerungen net kann halen; 47.000 Vaccinen, déi mer sollte kréien, kréie mer elo net. Dat mécht natierlech, datt d'Impfcampagne manner séier virukënnt. Et ass fir d'Impfcampagne deemno och normal, datt mer net esou gutt virukommen. Dat ass verständlech. Mee gutt ass et op alle Fall net!

Zweete Punkt: Ee grousse Schratt, dee mer haut kënne maachen, kënne mer maache wéinst eiser Schnellteststrategie. Net nëmmen an de Schoulen, och an de Betriber an an de Restauranten ass an deene leschte Woche ganz massiv getest ginn. Jo, et gëtt méi Agreabeles, wéi sech mat engem laange Stäbchen an der Nues ze wullen. Mee et ass och, well d'Regierung esou vill Schnelltester zur Verfügung gestallt huet, datt mer elo erëm an eng relativ Normalitéit erëmfannen, zumindest fir verschidden Evenementer a fir verschiddener vun eise Restauranten.

An och wann eis Schnellteststrategie hei nach viru véier Wochen zerriet ginn ass, huet se sech bewäert. Natierlech hätt ee sech deemools kënnen deen een oder deen aneren Dag méi ginn, fir d'Kommunikatioun mat de Restauranten ze optimiséieren. Mee ech denken, datt d'Restaurateure frou ware fir all Dag, dee se éischter konnten opmaachen. An d'Praxis um Terrain, a virun allem d'Entwécklung vun den Zuelen, hu gewisen, datt déi Teststrategie do fonctionéiert.

Dës Strategie huet och medezinnesch eppes bruecht, well eng Rei vu positiven Tester erausfonnt goufen, déi dann hoffentlech mat engem PCR-Test net dat selwecht Resultat bruecht hunn, mee sécherlech huet et op där enger oder anerer Plaz e positive Befund ginn; do konnte mer déi Leit dann éischter behandelen a se éischter isoléieren, fir datt se net nach weider Leit ustiechen.

An deem Zesummenhang wéilt ech hei de Gemenge Merci soen, déi hei eng gutt Hand matugepaakt hunn an d'Méiglechkeet ubidden, fir zertifizéiert Tester ze maachen. Dat ass eng ganz, ganz gutt Saach!

Mäin drëtte Punkt ass dee vum Bléck an d'Ausland. Jo, mir kucke mol eng Kéier iwwert d'Grenzen ewech, wat se am Ausland maachen. A Frankräich an an der Belsch si keng systematesch Schnelltester an der Gastronomie agesat ginn. An a béide Länner konnten d'Restauranten hire Banneberäich eréischt dëse Mëttwoch opmaachen. An der Belsch dierfe se bis hallwer zwielef opbleiwen a mat maximal véier Leit um Dësch. A Frankräich gëllt weiderhin de Couvre-feu, och wann ee sech säit dem Mëttwoch elo erëm - amplaz bis 21.00 Auer - bis 23.00 Auer, méi laang, kann dobausse gesinn. Mee de Couvre-feu gëllt nach ëmmer ab 23.00 Auer.

Ech sinn net dem Här Wiseler senger Meenung, datt de Couvre-feu näischt bruecht huet. Ech sinn awer frou, datt en opgehuewe gëtt. Ech si wierklech der Meenung, datt de Couvre-feu eng Wierkung hat, an datt mer domadder konnten Infektioune verhënneren. Mee ech sinn awer gradesou frou, datt mer en haut kënnen ofschafen.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz räsonabel!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An Däitschland dogéint ass zum Deel och op Schnelltester gesat ginn, zum Beispill am Saarland, wou d'Restauranten säit dem 31. Mee och erëm op sinn, awer just fir Leit mat engem negative Covidtest oder déi, déi geimpft oder geheelt sinn. D'Testflicht, fir op enger Terrass zerwéiert ze ginn, ass säit gëschter hifälleg. Dir gesitt, et ass e Wee, dee ganz no um Lëtzebuerger Wee ass an deen hinnen et och erlaabt huet, éischter erëm opzemaachen, änlech wéi bei eis. Mir sinn do ganz no bei deene Leit, déi am Saarland dann och d'Decisioune geholl hunn.

Dee véierte Punkt geet ëm d'Jugend. Schnelltester wäerten einfach e wichtegen Deel vum Dispositif bleiwen. Och wann elo de Regimm vum CovidCheck kënnt, op deen eng Rei vu Virriedner jo schonn agaange sinn, wäerten d'Schnelltester eng wichteg Komponent bleiwen.

Natierlech ass et esou, datt wat méi Leit geimpft respektiv getest sinn, wat méi Leit wäerten un Evenementer deelhuelen oder a Lokaler goen, déi ënnert dem CovidCheck-Regimm ugemellt sinn. Bis zu 300 Leit kënnen dann och erëm u kulturellen a sportleche Manifestatiounen deelhuelen. Dat ass eng immens grouss Ouverture. Dat ass och gutt esou. Mee hei musse mer awer gutt oppassen, well bis haut hat jo bekanntlech nach net jiddwereen d'Méiglechkeet, sech impfen ze loossen.

Ech denken do besonnesch un déi jonk Generatioun, déi elo kuerz virun der Summervakanz och gären dat Enn vum Tunnel gesinn, wat mir elo hei scho wéi vill mol ugeschwat hunn. Mir mussen oppassen, datt si net aus deene CovidCheck-Aktivitéiten ausgeschloss ginn. Dat gëllt och fir d'Leit, déi sech vläicht aus aneren Ursaachen net konnten impfe loossen. Mir mussen hei verhënneren, datt d'Solidaritéit, déi eis bis elo esou gutt duerch déi Kris hei begleet huet a wou mer wierklech staark dra waren, net verluer geet. Et gëllt ze verhënneren, datt et zu engem Clivage an eiser Gesellschaft

kënnt: jonk géint al, geimpft géint netgeimpft. Dat wär wierklech net gutt. An op dës Problematik weist jo dann och d'Commission consultative des droits de l'homme an hirem Avis hin.

Esou eng Spaltung dierfe mer net zouloossen. An duerfir ass et wichteg, och en Zeechen hei vis-à-vis vun der Jugend ze setzen. Duerfir sinn ech frou, a meng Fraktioun ass natierlech och frou doriwwer, datt, esou wéi dat gëschter ugekënnegt gouf, eng Rei vu Proposen, vun deene mir och schonn eng länger Zäit geschwat hunn, ëmgesat goufen, notamment déi, datt vun haut de Moien u jiddwereen iwwer 18 Joer sech ka fräiwëlleg umellen, fir de Vaccin AstraZeneca oder dee vun Johnson & Johnson ze kréien. Do kann ech mer virstellen, datt haut de Moien eppes lass war op deem Site, fir sech do kënnen unzemellen.

An och déi Mesure, datt fir déi jonk Leit, déi nach net oder nach net fäerdeg geimpft sinn, de sougenannte Large-Scale-Testing ëmfonctionéiert gëtt vum 20. Juni un - fir déi nächst Méint kann ee sech dann do e Rendez-vous fir e PCR-Test huelen, wann een ee brauch, an et kann een esou dacks Rendez-vous huelen, wéi ee wëllt -, dat ass eng ganz gutt Saach.

Dëst ass ëmsou méi fir si vu Virdeel, well deemnächst d'Summervakanz kënnt an dann och net méi op déi Tester vun der Schoul kann zréckgegraff ginn. Mir dierfen déi Jonk, déi elo schonns ganz laang waarden, an all déi, déi sech och net impfe loosse konnte, oder déi, déi sech net impfe loosse wollten, hei net vergiessen. An duerfir fanne mer déi Mesuren hei exzellent gutt.

Eng gutt Nouvelle ass och, datt an engem éischter dach optimisteschen Zenario bis de 15. Juli - an hoffe mer, datt mer deen optimisteschen Zenario kënnen halen -, all Mënsch iwwer 18 Joer eng Invitatioun kritt, fir sech impfen ze loossen. An engem méi pessimistesche Fall wier et géint Enn Juli. Dat ass alles eng ganz gutt Saach.

Mäi fënnefte Punkt ass den 3G+. Et ass wichteg, datt mir hei zu Lëtzebuerg weider dee Wee ginn, dee mer an där ganzer Pandemie gaange sinn, eisen eegene Wee. Do, wou aner Länner sech op de sougenannten 3G verloossen - geimpft, geheelt, getest -, do gëllt bei eis den 3G+. Dat heescht, déi Leit, déi net den 3G hunn, déi kënnen och mat un deene CovidCheck-Evenementer deelhuelen, wa se e Schnelltest gemaach hunn, deen dann negativ ass. Och dat ass e wichtege Schratt, fir eis Jugend kënne matanzebannen. An och dat ass een Deel vun eiser Schnelltestestrategie, wou iwwregens scho 14 Milliioune vun deene 17 Milliounen Tester verdeelt sinn, wat och extreem vill ass.

D'Resultater vun deene Schnelltester, déi zertifizéiert sinn, déi sinn dann och elo 48 Stonne gutt amplaz vu 24 Stonnen. Dat ass, well sech europawäit dorobber gëeenegt ginn ass an déi Europäesch Kommissioun eis dat esou proposéiert huet. Ech denken, datt mer eis dorunner sollten halen. Dat ass och gutt, an am Sënn vun enger Harmoniséierung vun de Mesuren ass dat jo och dee richtege Wee.

An et kënnt dann och deenen zegutt, déi, wéi ech virdru gesot hunn, nach keng Méiglechkeet haten, sech impfen ze loossen.

Mäi sechste Punkt ass dee vun der Testflicht an de Spideeler, an den Altersheimer. De CovidCheck, dee bréngt, wéi gesot, eng immens grouss Ouverture mat sech. Well d'Pandemie awer nach net eriwwer ass, ass et weider extreem wichteg, déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze schützen. An dat sinn nun emol eis eeler Matbierger respektiv déi, déi am Spidol leien an deenen hiren Immunsystem net méi esou gutt fonctionéiert.

Fir all dës Persounen ze schützen, gëtt elo eng Testflicht agefouert fir Leit, déi an de Spideeler oder an de Strukturen ewéi Alters- a Fleegeheimer täteg si gradesou wéi fir d'Visiteuren. Dës Bestëmmunge si gréisstendeels iwwerholl ginn aus der Proposition de loi vum Michel Wolter, d'Proposition de loi 7808, déi vum Auteur-rapporteur hei virgestallt gouf. Wou ech awer muss soen, esou e Rapport hunn ech och u sech nach ni hei héieren. Et war awer eng komesch Prozedur. Mee soit. En ass nach eng Kéier op alles agaangen, wat en och schonn eng Kéier hei gesot hat. A si ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Engel, erlaabt Der, datt den Här Wolter eng Fro stellt?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Bien sûr! Wann et eng Fro ass.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass éischter, fir den Här Engel drop hinzeweisen, dass déi Prozedur en accord mam President vun der Chamber esou gewielt ginn ass, dass de Rapport a meng Ried géifen zum selwechte Moment stattfannen, wat evitéiert huet, dass ech fir d'éischt de Rapport géif maachen an duerno nach eng Kéier géif kommen. Ech hunn dat am Virfeld mam President vun der Chamber esou ofgemaach. Ech wollt Iech just doriwwer informéieren.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci fir déi Informatioun.

Voilà, Majoritéit an Oppositioun hu sech hei dann zesumme fir e besseren, e maximale Schutz vun deene méi Vulnerabelen agesat. Dat ass ganz gutt esou. An der Praxis muss ee soen, datt dat och op ganz ville Plaze schonn esou fonctionéiert.

Vläicht hei awer eng kleng Klammer op: dat, wat de Rapporteur vun där Proposition de loi a wat de Riedner vun der CSV virdru gesot hunn. Bon, et war awer e bëssen hei Lobhudelei vun der CSV, muss ech soen, wat se hei gesot hunn. An ech froe mech, firwat d'WHO net vun Ufank u bei d'CSV gaangen ass, fir ze soen: „Kënnt Dir eis déi Pandemie hei net léisen?", well esou, wéi dat hei ugeklongen ass, si wëssen, si wousste schonn alles ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Alles!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... virdrun, si wousste op all Problem virdrun eng Äntwert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A besser!

M. Georges Engel *(LSAP).*- A si hätten alles hei besser gemaach. Ech muss soen: E bësse méi Bescheidenheet, mengen ech, wär hei awer ubruecht, zemools wann een dach ... Ech wëll nëmmen op dräi Saachen agoen, déi d'CSV, niewent all deenen Honnertdausende vu Froen, déi se hei gestallt hunn a wou se elo soen: „Mir hunn dat jo scho virdru gesot"; op dräi Saachen awer vläicht agoen, déi se och hei gefuerdert hunn.

Ënner anerem hate mer hei eng grouss Diskussioun iwwert d'Ouverture; datt d'Bistroe méi laang sollten opbleiwen, huet d'CSV gefuerdert. Ee Moment war et 23.00 Auer. Et ass hei mat Vehemenz gesot ginn: „Mir kënnen d'Bistroen dach hei net schonn um 23.00 Auer zoumaachen! Déi musse bis 24.00 Auer opbleiwen, oder bis 1.00 Auer souguer!" - fir nach méi Kontakter ze kréien, fir nach méi Infizéierter ze kréie warscheinlech.

Une voix.- Irresponsabel!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat hu mir hei net gewollt a mir hunn eis Responsabilitéit iwwerholl a mir hu gesot: „Nee, et bleift bis 23.00 Auer."

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat huet d'CSV hei gefuerdert!

Grouss Käpp vun der CSV hunn och gefuerdert, datt mer Chrëschtdag sollten d'Famillje beienee loossen, datt mer sollten opmaachen doheem, Kontakter doheem färderen, datt d'Famill ... Et wär dach eng Sauerei, datt ee Chrëschtdag net kéint zesumme feiere mat senger Famill!

Déi Länner, déi dat gemaach hunn, Portugal, Italien ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hutt Dir dat ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... a Spuenien, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... jee hei an der Chamber ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... hutt Der gesinn, wéi do d'Zuelen an d'Luucht gaange sinn! Hutt Der gesinn, wat déi vu Problemer haten a wéi vill Doudeger datt déi do méi haten, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hutt Dir dat jee, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... well se déi dote Mesuren, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... hutt Dir dat jee an der Chamber vun eis héieren?

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... well se déi dote Mesurë gemaach hunn!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... Huet an der Chamber jee ee vun eis dat do gefrot?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech wëll ... Ech hunn duerfir net gesot „an der Chamber", mee et hunn awer ganz wichteg Leit vun der CSV dat ...

(Interruption par Mme Octavie Modert)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, jo! Also, mir hunn ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ganz wichteg Leit vun der CSV hunn dat erzielt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wannechgelift, wannechgelift, sidd prezis an deem, wat Der sot!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ganz vill ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... de Riedner, wann e schonn hei ass!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel huet d'Wuert a soss keen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ganz wichteg Leit vun der CSV hunn dat ëffentlech gefuerdert. Beweiser kann ee ganz gäre geliwwert kréien, wann een dat wëllt, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech just soen, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wann een dat wëllt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... datt ech ëmmer de Contraire hei gesot hunn!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An en drëtte Punkt, wollt ech nach soen: Jo, hei ass ëmmer no engem Stufeplang gefrot ginn. D'CSV huet sech net ginn, fir dee Stufeplang hei ze froen. Ma déi Länner, déi e Stufeplang agefouert haten, si buede gaange mat deem Stufeplang! Et war een Hickhack hin an hier! Kuckt emol an Däitschland, wou se u sech mat deene Stufepläng op eemol selwer net méi wousste, wat se decidéiert haten, wou déi lénks Hand net méi wousst, wat déi riets Hand gemaach hat! Dat wär dat gewiescht, wat d'CSV hei ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Här Engel, ech géif gär déi Zuelen zwëschent Däitschland a Lëtzebuerg vergläichen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här Wiseler, ech hunn ...

(Coups de cloche de la présidence)

... Iech ausriede gelooss virdrun, ech hunn net dertëschentgeschwat. Ech wär frou, wann Der déi selwecht Attitüd hei och vis-à-vis vun deenen aneren ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn Iech och net ugegraff gehat.

M. Georges Engel *(LSAP).*- O!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt och net brauchen ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Wourecht deet wéi.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo. Also Dir hutt d'Regierung ugegraff an Dir hutt déi Parteien ugegraff, déi an der Regierung sinn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Lauschtert, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech géif emol mengen, datt d'LSAP nach ëmmer eng vun deene Parteien ass.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dat ass richteg!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här Cruchten.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass sécher. Jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Also dat sinn nëmmen dräi Mesuren, déi Dir hei, déi d'CSV zum Deel heibannen oder dobausse gefuerdert huet. Kommt also elo net heihinner a maacht, wéi wann Dir d'Wäisheet gepacht hätt an alles hei méi richteg gemaach hätt a vill besser gemaach hätt! D'WHO ass net bei lech froe komm, fir dës Pandemie ze léisen, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma och net bei lech.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wëll ech just soen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mee mir hu just ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Nee, och net bei eis! An ech hunn dat och ëmmer hei, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... déi Motiounen zitéiert, déi mer d'leschte Kéier bruecht hunn.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... ëmmer hei gesot, Här Wiseler.

Hei si sécherlech ganz vill Decisioune geholl ginn. An et kann een och déi eng oder déi aner a Fro stellen, jo! Dat ass richteg. Dat hunn ech hei op dëser Tribün ëmmer gesot. Mee Dir kommt heihinner an Dir sot: „Mir woussten et besser, mir hätten alles besser gemaach." Dat ass menger Meenung no en Discours, deen hält d'Strooss net!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Engel, Dir iwwerdreift maasslooss mat Ärer Interpretatioun!

Une voix.- Jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Nee, nee, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hu just ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... ech iwwerdreiwen hei iwwerhaapt net!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... déi Motiounen zitéiert, déi mer d'leschte Kéier bruecht hunn. Dat kënnt Der absolutt noliesen.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel huet nach ëmmer d'Wuert!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An Dir hutt all déi Motiounen ofgeleent!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass nach ëmmer esou, datt hien d'Wuert ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt all déi Motiounen ofgeleent!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... eleng huet de Moment!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech weess ganz ..., ech hu ganz gutt nogelauschtert, all Är Rieden, déi Der hei ëmmer gefouert hutt am Numm vun der CSV. Duerfir, e bësse méi Bescheidenheet wär do sécherlech ubruecht.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci fir d'Moralpriedegt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Fir erëm zréck op d'Testflicht ze kommen. Mir, ech si frou, datt d'Majoritéit an d'Oppositioun an der Santéskommissioun festgehalen hunn, datt d'Personal an d'Visiteuren an deene Strukturen, an de Reseauen elo dräimol d'Woch musse getest ginn an net zweemol, wéi am originalen Text virgesi war. Dat ass menger Meenung no e gudde Wee, och e gudde Wee, fir Politik ze maachen! An an de Kommissiounen, muss ech soen, an de Kommissiounen ass de Langage en anere wéi heibannen. An de Kommissioune gëtt oft vill méi konstruktiv matgeschafft. Heibannen ass dann éischter Show. Dat dréit net ëmmer zum Gudde bäi.

(Interruption)

Fir Diskussioune gesuergt, jo, ...

(Interruption)

... dat ass richteg, vläicht, vläicht kënnt Der dat soen. Mee Dir kënnt awer hei net verlaangen, datt, wann de Riedner vun der CSV erausgeet, hei hannendru jiddweree „Jo an Amen" seet! Do muss een awer och kënnen drop reagéieren! Also, esou wéi een an de Bësch rifft, esou kënnt et dann awer och heiansdo zréck.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Da wëll ech nach op mäi leschte Punkt kommen, dee vum private Beräich. Am private Beräich kann een elo amplaz vu véier Leit zéng Leit invitéieren. Ech héieren och elo d'Leit dobausse soen: „Jo, CovidCheck, da kanns de mat 300 Leit zesummekommen op engem Concert, mee doheem dierfs de nëmmen zéng Leit an däi Gaart huelen. Firwat ass dat esou? Wéi ass do d'Verhältnis?" Jo, och doriwwer kann een diskutéieren. Mee den Ënnerscheed ass, datt een am Kader vum CovidCheck eng Kontroll maachen dierf, am familiäre Kader ass dat net de Fall. An et dierf een net vergiessen, datt déi meescht Ustiechungen awer nach ëmmer am familiäre Krees stattfannen. D'lescht Woch war dat fir iwwer en Drëttel vun den Neiustiechungen, 35 %, de Fall.

An da kënnt och nach derbäi, datt Policekontrollen am private Raum net zougelooss, net méiglech sinn, anescht wéi op enger Plaz, wou de Public zougelooss ass. An ech fannen dat och gutt, datt mer doheem net vun der Police kënne belaangt ginn. Mir wëlle jo kee Polizeistaat. Duerfir ass déi Reegelung hei awer, fannen ech, e richtegen Equiliber tëschent deene sanitäre Restriktiounen an de private Fräiheeten.

Mir sinn der Meenung, datt deen Equiliber effektiv hei e gudden ass mat dem CovidCheck op där enger Säit a mat der Zéng-Persoune-Reegel op där anerer Säit, well een dann eebe vu véier op zéng kann eropgoen, wat jo awer och net eng kleng Ouverture ass; et ass méi wéi dat Duebelt. Duerfir fanne mer dat e richtege Wee. Mee mir hoffen och hei, datt mer am nächste Gesetz och do kënnen Ouverturë maachen.

Zur Konklusioun: Och wa mer deemno d'Enn vum Tunnel esou lues gesinn, ganz roseg ass et nach net. Den indesche Variant - deen elo, pardon, den Delta-Variant ass, esou muss een dat jo elo nennen -, dee mécht eis Suergen. An der leschter Woch ware 16,3 % vun den Infektiounen op dee Variant zréckzeféieren, géint 7,5 % an där Woch virdrun, also wäit méi wéi verduebelt. A wéi esou dacks an dëser Kris feelt et eis do erëm eng Kéier un Daten, fir seng Geféierlechkeet richteg kënnen anzeschätzen. An duerfir musse mer nach virsiichteg bleiwen. An duerfir ass dëst Gesetz dann och op véier Wochen ausgeluecht, fir hoffentlech am Juni kënne weider Schrëtt an d'Normalitéit ze maachen.

Mir gesi wuel d'Liicht um Enn vum Tunnel. De Rapporteur huet gesot, mir wäre scho mat der Nues aus dem Tunnel eraus, mee mir sinn nach net derduerch. An ech hoffe wierklech, datt mer de 15. Juli hei nach méi Lackerunge kënne maachen. Mee fir elo emol ass dat heiten e gutt Gesetz. Mir wäerten den Accord hei natierlech ginn. An ech soen lech och elo scho Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. „Happy Covid-Exit, Summer, Sonn, Covidzertifikat, Orgien a mam Virus an d'Disco": Dir Dammen an Dir Hären, fir dat neit Gesetz ze beschreiwen, sinn d'Journalisten an der Lëtzebuerger Press ganz aktiv a kreativ ginn. Et si Wierder, déi si benotzt hunn an déi een an der Press konnt liesen.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

D'Madamm Santésministesch huet hirersäits an der Kommissioun vun enger „brutaler Erausfuerderung" geschwat an de Premierminister vun engem „Expe-

riment“. Ech ginn emol dovun aus, Här Premier, datt Dir dobäi net un dat beklemmend Experiment aus dem Film „Das Experiment“, engem Psychothriller, geduecht hutt vum Oliver Hirschbiegel aus dem Joer 2001. An deem Film ass op eng skrupellos a brutal Manéier mat de Grondrechter a Fräiheete vun de Mënschen experimentéiert ginn. Mee de Film hat zum Gléck en Happy End.

Bei dësem Projet de loi geet et jo ganz sécher net drëms, d'Gesellschaft ze brutaliséieren. An awer hat de Premier net Onrecht, wéi e vun engem „Experiment“ geschwat huet. Dëse Projet de loi ass en Experiment an deem Sënn, datt en der Gesellschaft méi Verantwortung operleet wéi jee virdrun an der Pandemie. Am Fong bitt en der Gesellschaft d'Geleeënheet, dat nei geschafent Instrument mam Numm CovidCheck+ ze erprouwen, Erfarungen domat ze sammelen an no engem Mount en éischte Bilan ze zéien an domat och Konklusiounen am Hibléck op d'Zukunft. Experimenter lafen net vill anescht of.

Dëst Gesetz, Här President, schaaft jo net nëmme méi Fräiheeten, et ass och méi laang a Kraaft wéi seng Virgänger. Datt Lëtzebuerg sech déi breet Ouverturë ka leeschten, souzesoen, fir e Mount, huet seng Grënn. Et ass fir d'éischt emol op déi berouegend Situatioun op den Intensivstatiounen a generell an de Spideeler zréckzeféieren. Wiere mir haut mat enger Iwwerbelaaschtung vun de Capacitéite konfrontéiert a mat der Horrorentscheedung, wéi eng Mënsche gerett misste ginn a wéi eng stierwe gelooss misste ginn, wier dëse Projet de loi ganz sécher net denkbar. An ech wëll och betounen: Zum Gléck huet Lëtzebuerg sech ni mat dëser schwiereger eethescher Fro misse beschäftegen! Dat heescht net, datt dës Koalitioun alles richteg gemaach huet. Et heescht awer ganz sécher och net, datt se alles falsch gemaach huet, och wa villes vu ville Säite schlechtgeriet ginn ass. An et kann een net oft genuch betounen, datt d'Gestioun vun enger Pandemie keng applizéiert Wëssenschaft ass.

E weidere Grond, firwat mir eis dëst Gesetz kënne leeschten, ass natierlech déi acceleréiert Impfcampagne, mat der Rekordzuel vu genee 43.934 Dosen ënnerhalb vun der leschter Woch. Wann een dann nach weess, datt am Juli dann och déi iwwer 18-järeg Persounen un den Tour kommen an deemnächst och déi iwwer 12-järeg, dann ass et kloer, datt et mat der Immuniséierung vun der Populatioun rasant biergop geet.

Dat stëmmt ëmsou méi optimistesch, well d'Impfbereetschaft an der Populatioun zouhëlt an ëmmer méi Mënsche sech hirer kollektiver Verantwortung bewosst ginn. De Rush op d'Aschreiwungen op d'Lëschte schwätzt och bei deene Jonke Bänn.

Vu datt d'Efforten, déi an der Impfstrategie gemaach ginn, duerch grouss Efforten, wierklech grouss Efforten a Vereinfachungen um Niveau vun de Schnelltester ergänzt ginn, entsteet eng weider Sécherheet, déi sech dann och am Covidzertifikat nidderschléit.

Dir Dammen an Dir Hären, dat féiert mech zu der EU, wou een nëmme ka begréissen, datt d'Reiwereien tëscht de Länner an d'Blockaden aus de leschte Méint enger besserer Zesummenaarbecht Plaz gemaach hunn. D'Resultat ass en harmoniséierte Modell mam Numm CovidCheck, deen op de sougenannten 3G baséiert an d'Dier zu de gewinnte Fräiheete wäit opmécht. Et ass en Instrument, wat no laange Verhandlungen a wëssenschaftlechen Erkenntnisser awer och an der ganzer EU zum Asaz kënnt. An och, wann all Staat seng eege Reegele bei der Applikatioun wäert kënnen uwenden, esou vereinfacht dëst Instrument trotz allem d'Mobilitéit an der EU a verhënnert vill onnéidegen Opwand. Op nationalem Plang erliichtert et d'Liewen a ville Secteuren an erhéicht gläichzäiteg de Schutz virum Virus, well de Covidpass eigentlech keng Schlupflächer zouléisst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat dann déi eenzel Dispositioune vun dësem Projet de loi ugeet, esou maache mer, wéi gesot, e grousse Sprong a Richtung Fräiheet. Dee Sprong ass esou grouss, datt esouguer déi gréissten Optimisten iwwerrascht waren, obwuel de Respekt vun de Grondfräiheeten an engem Rechtsstaat eigentlech ëmmer als Selbstverständlechkeet misst ugesi ginn. An da stellt sech d'Fro, ob net awer Verschiddener schonn ugefaangen haten, sech un d'Aschränkungen ze gewinnen.

Emol onofhängeg dovun, datt de Couvre-feu mat dësem Projet de loi dann endlech der Vergaangenheet wäert ugehéieren, ginn d'Rechter an d'Fräiheeten a praktesch alle Secteuren nees zu engem groussen Deel hiergestallt. Natierlech ëmmer ënnert der Bedéngung, datt de CovidCheck souzesoen als Dréi- an Aangelpunkt vun der Fräiheet applizéiert gëtt.

Et ass also net esou, wéi wann ee sech kéint verhalen, wéi wann de Virus net méi géif existéieren. D'Gesellschaft, d'Verwaltungen, d'Betriber, d'Kultur, de Sport, den Horeca sinn nach ëmmer u Reegele gebonnen. A wat déi eenzel Secteure sech méi konsequent un déi nach bestoend Reegelen hale respektiv de Regimm vum CovidCheck dann och applizéieren, wat d'Chancë méi grouss ginn, datt mir an engem Mount net nees mussen zréckrudderen.

Dat wier eiser Meenung no net nëmmen eng psychologesch Zoumuddung fir all Eenzelnen, mee et wär och eng Katastroph fir all Secteur. A fir déi Katastroph ze verhënneren, ass déi ganz Gesellschaft gefuerdert. Ech schwätze bewosst vun der Gesellschaft a vun der Eegeverantwortung vu jiddwerengem, well et ass ganz einfach net denkbar, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Police bei all Evenement, bei all Rassemblement, bei all Concert, all Fräizäitaktivitéit, all Sportmanifestatioun, Training, Museksprouf an esou weider an den Asaz geet, fir iwwerall a permanent Kontrollen duerchzeféieren.

Emol onofhängeg dovun, datt eng grouss Policepresenz schonn eleng personalméisseg net ze bewältege wier, géif se eis Gesellschaft och entmëndegen an eisem Land de Stempel vun engem Iwwerwaachungsstaat opdrécken. Ech denken, mir sinn eis eens, datt esou e Regimm vu kengem heibanne gewollt ass, woumat ech geziilt Kontrollen oder Stéchkontrollen natierlech net a Fro stellen.

Eng grouss Responsabilitéit läit dann och bei den Organisateure vun Evenementer inklusiv de Gemengen, de Schoulen an de Betriber, mee och beim Eenzelnen am Privatberäich. An et ass grad do, wou ëmmer nach déi meeschten Infektioune festgestallt ginn, an dat soll een och wierklech berücksichtegen. An et ass och do, wou dëse Projet de loi dann och nach ëmmer zimmlech restriktiv bleift.

An deem Kontext kritiséiere souwuel de Staatsrot wéi och déi berodend Mënscherechtskommissioun, datt d'Verhältnis tëscht de Fräiheeten, déi am Privatberäich gëllen, an deenen, déi am ëffentleche Raum applizéiert ginn, alles anescht wéi equilibréiert ass. Effektiv ass et och, op den éischte Bléck jiddefalls, schwéier nozevollzéien, datt deen Desequiliber am Fong ëmmer méi grouss gëtt mat dësem Projet de loi.

De Staatsrot werft dowéinst och d'Fro op, ob déi grouss Amëschung vum Staat an de Privatberäich iwwerhaapt nach ze rechtfertegen ass. An eisen Ae sinn dat natierlech wichteg Iwwerleeungen, déi am Hibléck op de Summer an doriwwer eraus gefouert musse ginn. Op där anerer Säit muss een awer bedenken, datt grad de Privatberäich, wéi scho gesot, dee Beräich ass, dee vun Ufank un am meeschte vun Infektioune betraff war an et och elo nach ëmmer ass. Dowéinst versti mer de Wëlle vun der Regierung, d'Kand net mat der Bidden auszeschëdden, well et jo grad d'Zil muss bleiwen, d'Infektiounen eebe grad och am private Beräich nach weider ze reduzéieren.

Sollte mir déi Erausfuerderunge meeschteren, geléngt et eis hoffentlech, an dëser Pandemie eemol méi opzestoen, wéi vum Virus ëmgehäit ze ginn a stoen ze bleiwen, an e bal normale Summer ze erliewen. An deem Sënn mécht dëse Projet de loi net nëmmen d'Eegeverantwortung, mee och d'Hoffnung zur Flicht. De Prinzip Hoffnung, fir dee schéinen Ausdrock vum Philosoph Ernst Bloch ze gebrauchen, gëllt och fir déi vulnerabel Mënschen, déi an de Spideeler oder an anere Strukturen ënnerbruecht sinn, respektiv fir d'Beneficiairë vun der Assurance dépendance, déi doheem vun de Réseaux d'aides et de soins versuergt ginn an ënnert de Regimm vum Maintien à domicile falen.

Dozou wéilt ech am Numm vun der grénger Fraktioun zwou Remarke maachen.

Éischtens begréissen ech ganz staark, datt mir eis an der Kommissioun drop eenege konnten, datt d'Gesondheetspersonal, dat weeder geimpft nach gesond ginn ass, genesen, sech net nëmmen zweemol, mee dräimol d'Woch muss teste loossen. Dat schaaft weesentlech méi Sécherheet an deem ganz vulnerabele Secteur, dee jo vill an der Diskussioun war, well déi ganz Woch duerch déi dräi Tester ofgeséchert gëtt, ofgedeckt gëtt, an net just e puer Deeg an der Woch.

An deem Kontext wéilt ech dem President vun der Kommissioun, och dem Rapporter vum Projet de loi natierlech Merci soen, datt e bereet war, zesumme mat der Kommissioun an déi Richtung ze goen an dann op der leschter Ligne droite och nach en Amendement proposéiert huet. Mäi Merci gëllt dem Mars Di Bartolomeo also net just fir de Rapport, mee och fir d'Manéier, an der Kommissioun ze schaffen. Den Här Wolter huet vum Fuuss geschwat. Den Här Mars Di Bartolomeo wär e Fuuss, sot en op dëser Plaz. Fir eis ass dat e schéine Verglach, well de Fuuss am Fong e ganz schlaut a léift Déier ass, wat geschützt muss ginn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- A geschützt ass.

(Hilarité)

Ech hoffen, dass ech net opgestoppt ginn.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Vum Pelz schwätze mer elo net.

Une voix.- Passt op!

(Interruptions et hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Se si gefäerdet, fir Tollwut ze kréien, hunn ech elo grad hei gesot kritt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wann ee se net reizt, da geet d'Tollwut eraus.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech kommen awer elo zréck zum Text an zu der Impfflicht (veuillez lire: Testflicht), dräimol d'Woch, déi och vun der Fédération des hôpitaux begréisst gëtt. An dat ass och ganz verständlech. Ech wéilt och nach eng Kéier drop hiweisen - den Här Wolter huet et och gemaach -, dass ech selwer och eng Question parlementaire dozou gestallt hunn, well et mer wierklech um Häerz louch, op d'Wichtegkeet vun den Tester an deene Strukturen opmierksam ze maachen.

Zweetens wéilt ech dann awer och dem Kolleeg Michel Wolter Merci soen, wat mer eigentlech net oft virkënnt.

(Interruptions)

No engem gewëssene Stuerm, deen dann awer och hei ze spiere war, ass d'Zesummenaarbecht besser ginn, wierklech gutt ginn, och an der Kommissioun, wou hie jo net permanent Member ass, mee fir seng Proposition de loi awer Member ginn ass. Ech muss soen, no deem Stuerm ass d'Zesummenaarbecht gutt gelaf. Se huet e konstruktive Charakter ugeholl. An ech mengen, wann et ëm den Intérêt général geet, sollte mer méi oft an déi dote Richtung zéien. Et weist jiddefalls, datt een op e gemeinsamen Nenner ka kommen, wa jiddwereen e wéineg Waasser a säi Wäi schëtt an wann een openeen zougeet.

E klenge Bemoll, Här President, deen dësem Projet de loi allerdéngs nach ëmmer unhänkt, ass d'Konfliktpotenzial, wat sech hannert dem Term „refus de travail“ verstoppt a vu ville Säiten dach awer kritiséiert ginn ass respektiv hannerfrot ginn ass. D'Dispositioun, datt e Salarié, dee sech net un déi dräifach Testflicht pro Woch hält, esou e Refus vum Patron muss ausgeschwat kréien, ass an eisen Aen net ganz ausgeräift. Dat soen och net nëmme mir.

Dowéinst ass et och keen Zoufall, datt de Staatsrot, grad bei dësem Artikel, déi meeschte Froen opgeworf huet a sengem Avis, ouni awer Äntwerten ze liwweren. Virun allem déi, wat et konkreet am Alldag heescht a wéi eng Suitten et an de betraffenen Haiser huet, wann een oder méi Salariéen, aus de genannte Grënn, e Refus de travail ausgeschwat kréien. Gi se heemgeschéckt oder op e Stull gesat? Fir et e bëssen iwwerspëtzt auszedrécken.

Wat dee Refus reng aarbechtsrechtsméisseg heescht, ass, trotz enger Rei Erklärungen, och nach ëmmer net ganz kloer. Mee op där anerer Säit, wëll ech awer betounen, datt een den Däiwel trotz allem net un d'Mauer sollt molen. Well vill Salariéë scho geimpft sinn a vill anerer sech elo scho reegelméisseg teste loossen, ass zumindest d'Gefor, datt net méi genuch Personal zur Verfügung stéing, éischter kleng, wann och net ganz aus der Welt.

Da muss een och wëssen: Dat Gesetz zielt just fir ee Mount. A sollt sech no engem Mount erausstellen, datt dës Dispositioun effektiv grouss Problemer duerstellt, muss et nach emol op de Leescht geholl ginn.

E Phenomeen, deen allerdéngs ganz wäit an d'Zukunft reecht an eis nach laang wäert beschäftegen, ass dee vum sougenannte „Long Covid“, vun deem dann och de Claude Wiseler virdru geschwat huet. Ech profitéiere vun dëser Geleeënheet, fir dat Theema och nach eng Kéier opzegräifen, well et eis wierklech staark um Häerz läit.

De Long Covid hëlt nämlech ëmmer méi beonrouegend Ausmoossen un. E weist sech och ënner méi ënnerschiddleche Formen. Ech schwätze vum Erschëpfungssyndrom, der sougenannter „Fatigue“ an der Fachsprooch, mee och vu chroneschem Kappwéi, Konzentratiounsverloscht a Verloscht vum Kuerzzäitgediechtnes, vu Kuerzootmegkeet an neurologesche Stéierungen a vu ville Symptomer, déi sech zesumme cumuléieren.

Grad ewéi bei de Schlagpatienten, riskéieren dës Symptomer engersäits zu sozialem Isolement an zum Verloscht vun der Aarbechtscapacitéit ze féieren, anerersäits awer och zu der Iwwerfuerderung vum familiären Ëmfeld vu betraffene Persounen.

Wat dann d'Prise en charge vun deene Patienten ugeet, féiert laut der Weltgesondheetsorganisatioun kee Wee laanscht eng geziilt Reeducatioun, déi et deene Betraffenen, änlech wéi bei de Schlagpatienten, soll erlaben, nees Fouss am Liewen ze faassen an net an d'Ofhängegkeet ze geroden.

Laut neisten Erkenntnisser, Dir Dammen an Dir Hären, ass et mat e puer Woche Reeducatioun net gedoen. Oft si Méint a Joren néideg, wann d'Sequellë gravéierend sinn. An deem Kontext erënnert d'Weltgesondheetsorganisatioun un d'Laangzäitsequellë vum Sars, déi eigentlech dee selwechte Verlaf hu wéi elo bei de Long-Covid-Patienten. Dat huet sech Ufank den 2000er-Jore gewisen. Et huet sech deemools erausgestallt, dass d'Reeducatioun dräi an en halleft Joer, an der Moyenne, dauert.

Alles dat si gutt Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis deem Problem wierklech geziilt unzehuelen, wuel wëssend, datt de Rehazenter awer elo scho praktesch iwwerlaascht ass an net outilléiert ass, fir Laangzäitreeducatiounen iwwer Joren ze maachen.

Dowéinst wier et eiser Meenung no och net vu Muttwëll, d'Iddi vum Nosuergezentrum, wat am Koalitiounsaccord am Kontext vun der Versuergung vu Schlagpatiente festgehalen ass, nach eng Kéier méi ënnert d'Lupp ze huelen an ze konkretiséieren. Ech mengen, mat deem Zentrum - en Zentrum, wat déi Patienten en charge hëlt, déi aus der Reha entlooss ginn, well se do hir Prise en charge ofgeschloss hunn, déi akut Prise en charge, an duerno nach wärend Méint a Joren op eng Ënnerstëtzung ugewise sinn-, esou en Zentrum kéint da souwuel de Schlagpatiente wéi och de Long-Covid-Patienten zegutt kommen.

Datt de CHL am Mäerz schonn eng éischt Initiativ a Form vun enger Konferenz mat Spezialisten zu deem Theema organiséiert huet, ass jiddefalls positiv - och wann d'Konferenz leider net méi online ze fannen ass, duerfir awer d'Nimm vun den Experten, un déi ee sech ka wenden.

An och den LIH ass schonn aktiv ginn an huet e Questionnaire ausgeschafft. Mee och deen ass de Moment net online ze fannen; et sief dann, ech hätt mech schlecht ugeluecht.

Da gëtt et och nach e klenge Filmche vun net grad enger Minutt vun der Santé op Facebook, deen och ganz sécher gutt gemengt ass an informativ ass, mee och deen ass an Zukunft ganz sécher ausbaufäeg. Am Ausland kënne mer eis inspiréieren. Ech hunn e bësse riets a lénks gekuckt, do si scho ganz vill Informatiounscampagnen um Lafen. An ech mengen, mir sollten eis an där doter Hisiicht och mam Ausland zesummen opstellen. Dat just als konstruktiven Input eisersäits.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'WHO schätzt, datt all zéngte Coviderkrankten, virun allem Fraen, mat Long-Covid-Symptomer konfrontéiert gëtt.

Kucke mer dann emol op Lëtzebuerg: Bei 70.300 Fäll, déi Lëtzebuerg, Stand dem 9.6.2021, ze vermellen hat, gëtt dat am Ganze 7.000 Persounen, déi wärend Joren op eng gutt Informatioun, a virun allem awer dann och op eng gutt Nosuerg ugewise sinn. Ech sinn iwwerzeegt - mir sinn eis eens -, datt mer deen Zuch zu Lëtzebuerg net däerfe verpassen.

Dowéinst wéilt ech d'Madamm Minister dann och froen, ob schonn éischt Schrëtt a Richtung Nosuergezentrum an Ënnerstëtzungsofferen, am breede Sënn, fir Long-Covid-Patiente gemaach gi sinn, a wéi eng konkreet Schrëtt datt dat, de Fall gesat, sinn? Ech hunn héieren, dass de Site Mondorf schonn am Gespréich war, weess awer net, ob dee festgehale gëtt respektiv ob déi Prise en charge dann dezentral soll organiséiert ginn. Wéi gesot geet et ëm déi Phas vun der Prise en charge, déi dann nom Rehazenter soll en place gesat ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, alles dat weist, datt mir d'Hänn och bei niddregen Infektiounszuelen nach soubal net an de Schouss leeë kënnen. An et weist, datt dës Pandemie mat all hire Konsequenzen eis nach ëmmer wäert mat aneren Erausfuerderunge konfrontéieren, och eeben dann, wann de Virus sech lues a lues verzitt. Dozou gehéiert och, datt mir eis Strategie réckbléckend evaluéieren, wat och an der Kommissioun gesot ginn ass, an eis Gedanke maachen iwwer en iwwergräifend Pandemiegesetz, wuel wëssend, datt dat, wat mer hunn, aus dem 19. Joerhonnert staamt, wann ech mech net ieren.

Dat gëtt e schwéieren, mee e ganz wichtegen Exercice, wuel wëssend, datt d'Covidpandemie net déi lescht Pandemie ass, déi dëse Planéit erlieft. An zu dësem Planéit gehéiert och Lëtzebuerg, esou kleng wéi eist Land och ass. D'Verantwortung hänkt net un der Gréisst vum Land, mee d'Verantwortung gëllt fir jiddwereen.

Als Gréng wënsche mer eis natierlech, datt mir dës Erausfuerderunge weiderhin zesumme kënnen ugoen an, grad ewéi haut, de Beweis liwweren, datt mir zesummenhale kënnen, wa mir zesummenhale wëllen, am Hibléck op en normaalt Liewen an eiser Gesellschaft.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz, *Président de séance.*- Merci, der Madamm Lorsché. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi et scho bal Traditioun ass, wëll ech dem Här Mars Di Bartolomeo villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem neie Covidgesetz. Ech hoffen, datt mer do och eng Kéier en Enn gesinn.

Mir begréissen ausdrécklech, datt et elo zu enger Rei vu Lackerunge kënnt. Déi relativ entspaante Situatioun an de Spideeler erlaabt dat, grad ewéi och déi Tatsaach, datt ëmmer méi Leit am Land fräiwëlleg geimpft ginn a sinn. Mir begréisse ganz besonnesch, datt eng wichteg Aschränkung vun eiser Grondfräiheet, déi mer ëmmer kritiséiert hunn, nämlech d'Ausgangsspär, elo endlech ewechfält. Dowéinst, an net nëmmen dowéinst, stëmme mer dës Kéier net géint dat Gesetz, mee mir wäerten eis enthalen. D'Ewechfale vun der Ausgangsspär ass nämlech ëmmer eng wichteg Fuerderung vun der ADR gewiescht, an déi gëtt elo erfëllt.

Loosse mer awer gläich soen, Här President, datt et ëmmer nach eng ganz Rei vun Dispositiounen an dësem Gesetz gëtt, deene mer prinzipiell ganz negativ géintiwwer agestallt sinn a wéinst deene mer och separat Ofstëmmungen, esou wéi dat eist Chambersreglement virgesäit, froen.

Eis Kärmessagë sinn dës.

Éischtens: Vun Ufank un, dat heescht schonn direkt nom État de crise, war d'ADR géint all Aschränkunge vun de verfassungsméisseg garantéierte Grondrechter. Mir hu verlaangt a verlaangen och virun, datt de Staat sech aus dem Privatliewen an aus der Privatsphär vun de Leit eraushält.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Dobäi ass et egal, ob de Staat de Leit grousszügeg erlaabt, doheem véier oder zéng Leit ze empfänken. Et ass eng Fro vum Prinzip! Well et geet de Staat näischt un, ob mer zu véier oder zu zéng doheem sinn. An eisem Gesellschaftsbild decidéieren d'Leit selwer als fräi Bierger, wat si bei sech doheem wëlle maachen, an eeben net de Staat.

Mer verlaangen also e Vote séparé iwwert déi nei Reegel, datt de Staat de Leit elo zéng Leit doheem erlaabt, a mer stëmme selbstverständlech dogéint. Mer notéieren och, datt de Staatsrot sech bei Aschränkungen am private Beräich kritesch weist.

Zweetens: Mir wëllen als ADR net, datt Privatleit anere Privatleit hire Gesondheetszoustand kontrolléieren. Fir eis als ADR ass dat eng Aufgab, déi, am Kader vu prezise Gesetzer a Reegelen, dem Staat zoukënnt, oder eeben dem Personal, dat dozou berechtegt ass.

Mir wëllen d'Perséinlechkeetsrechter, den Dateschutz an de Secret médical vun de Bierger schützen a garantéieren. Sensibel Donnéeë solle privat bleiwen. Kee soll mussen engem Wiert, engem Restaurateur, engem Employé an engem Kino oder engem Trainer am Sport seng medezinnesch Donnéeë weisen. Mir froen also zu deene betreffenden Artikelen och e Vote séparé. A mir stëmmen als ADR dergéint!

Mir warne virun dësen Entwécklungen, well déi Reegelen, déi mer haut aféieren, kënne muer fir aner Krankheete gëllen. Mir fänken hei liichtfankeg eng Entwécklung un, vun där mer net wëssen, wuer se hifféiert. Fir all déi, déi esou gär vum Principe de précaution schwätzen, sief gesot: Néierens wier dat méi wichteg ewéi hei, an néierens gëtt et elo leider esou ignoréiert ewéi hei.

Nieft dëse méi prinzipiellen Iwwerleeunge stelle sech awer och e puer praktesch Froen. Och wann d'Schnelltester elo fir 48 Stonne gutt sinn, zweifele mer awer drun, datt déi Kontrolle sech zum Beispill am Horeca-Secteur och wierklech duerchsetze loossen. Et gëtt nieft de logistesche Problemer och nach eng ganz Rei vu Barriären am psychologeschen oder organisatoresche Beräich.

Drëttens: Mir froen als ADR och méi Flexibilitéit bei de Maske fir d'Kanner an de Schoulen. Wou d'Kanner déi wëllen undoen, soll dat selbstverständlech méiglech sinn. Déi allgemeng Flicht, fir Masken ze droen, geet eis awer ze wäit an dowéinst froe mer doriwwer eng separat Ofstëmmung.

Am Sport verlaange mer, datt all déi Sportaarten, déi ënner fräiem Himmel sinn, wéi zum Beispill de Fussball, nees kënnen normal gespillt ginn, ouni Restriktiounen. Dat och, well et wëssenschaftlech beluecht ass, datt d'Probabilitéit, fir sech dobausse mam Covidvirus unzestiechen, extreem kleng ass.

Souwäit elo zu deene separate Votten. Ech géif lech dat dann iwwerreechen, Här President.

(M. Jeff Engelen dépose quatre demandes de vote séparé concernant le projet de loi 7836.)

M. Marc Spautz, *Président de séance*.- Merci, Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Här President, eis Gesellschaft huet sech duerch de Covid geännert, a leider net zum Gudden. Eis Grondwäerter, déi nach virun der Kris net hunn däerfen a Fro gestallt ginn, ginn haut deelweis net méi oder net genuch respektéiert. Fir d'ADR ass dat eng ganz geféierlech Entwécklung, déi mer net kënne matdroen.

Schonn héiere mer Parteien, déi soen, datt d'Klimakris nach vill méi schlëmm wär wéi d'Covidkris. Da froe mer eis als ADR: Op wéi eng Aschränkunge musse mer eis dann elo virbereeden? Wat wëllen déi gréng an hir Hëllefstruppen de Leit an den nächste Jore virschreiwen? Wéi eng Fräiheete wëlle se eis ewechhuelen? Wéi e Verzicht wëlle se hinnen, am Numm vun hirer Ideologie an hirer Politik vun der Angscht, diktéieren?

(Interruption)

Mir als ADR verdeedegen d'Fräiheet an eiser Gesellschaft a vun eiser Gesellschaft! Si ass eist héchst politescht Gutt. Mir hunn an dëser Kris bewisen a beweisen haut op een Neits, datt nëmmen d'ADR versteet, datt bei der Bewältegung vun enger Kris ëmmer muss an engem Geescht vu Verantwortung iwwerluecht an och ofgewie ginn, wat néideg ass a wat net méiglech ass.

Nieft deene Geforen, déi ech haut schonn ugeschwat hunn, gouf et och nach anerer, zum Beispill: D'CSV wollt eng Tracingapp. Mir als ADR awer net. Do hätte mer net gewosst, wat déi laangfristeg Konsequenze gewiescht wieren.

Här President, mir gesinn elo, datt vill vun deene geimpften, getesten a geheelte Persoune geschwat gëtt, déi sougenannt „3G". Iwwer eng G-Kategorie gëtt dobäi awer net oder net vill geschwat, an zwar déi, déi einfach nëmme gesond sinn. Dat schreift sech och mat G. Si si keng Gefor fir iergendeen an och si hei hu Rechter, op déi mer mussen oppassen.

Mir wëllen als ADR keng Gesellschaft, an där et iwwerall eng Testflicht gëtt. Mir akzeptéieren déi awer punktuell op verschiddene Plazen an ënner genee beschriwwene Konditiounen am Interessi vum Schutz vu vulnerabele Persounen. Dowéinst begréisse mer och dem Här Wolter seng Gesetzesinitiativ vun haut a mir soen him dofir e grousse Merci. Datt déi Gesetzesinitiativ gutt war, beweist jo och, datt e groussen Deel vu senge Gesetzer haut mat an d'Basisgesetz iwwerholl ginn.

Als ADR hale mer och op d'Fräiwëllegkeet vun der Impfung. An hei iwwerhuele mer awer och kloer eis Verantwortung, wann et ëm de Schutz vun de vulnerabele Persoune geet an ëm de Schutz vu Persounen, déi gesellschaftlech besonnesch exposéiert sinn.

Heizou dräi Beispiller.

D'Impfe vu Kanner a Jonken. Mir hunn als ADR all déi Diskussioune ronderëm d'Impfunge ganz genee verfollegt. Mir erënneren eis, datt RTL de 4. Mee en Interview mam Santésdirekter hat, dem Här Dokter Schmit, ënnert dem Titel „All Impfphas ass gläichzäiteg och eng Testphas". An do gouf en och publizéiert.

A genau an dësem Interview hat de Santésdirekter dann och eppes besonnesch Interessantes gesot. An zwar sot hie wuertwiertlech, ech zitéieren: „Mir benotzen deen Impfstoff net ënner 30 Joer, well mir einfach der Meenung sinn, dass ënner 30 Joer de Risiko, fir krank ze gi vum Covid, esou kleng ass, an dass et absolutt net justifiéiert ass, iergendee Risiko ze huele vun Niewewierkungen."

Nach dee selwechten Dag konnt een dann och op RTL liesen: „Kannerdokteren a Santé si sech eens: Jonker géint Covid impfen, mécht Sënn." Dat sinn e bësse kontradiktoresch Aussoen dee selwechten Dag. Elo, e puer Deeg méi spéit, schéngt dat dann nees alles anescht ze sinn. Esou solle Kanner vun zwielef Joer u kënne geimpft ginn. D'Fro ass dann: Wat ass hei wierklech sënnvoll?

Mir schléissen eis als ADR de Fuerderunge vun der Däitscher STIKO un - dat ass déi stänneg Impfkommissioun vum Robert Koch-Institut - iwwert d'Impfempfeelunge bei de Kanner a Jugendlechen. D'STIKO schwätzt keng generell Impfempfeelung fir Kanner a Jugendlecher vun zwielef Joer un aus. Si gëtt awer eng Impfempfeelung fir Kanner a Jugendlecher eraus, déi gewësse Virerkrankungen hunn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Zu dëse Virerkrankunge gehéieren Häerzproblemer, chronesch Longenerkrankungen, Diabetes an och Iwwergewiicht. Och Persoune mat Trisomie 21 gëllen als méi a Gefor wéi anerer. Mir fuerderen an deem Sënn fir dës Kanner a Jonker, wann dat gewënscht ass, eng séier an onkomplizéiert Impfméiglechkeet.

Wa mer scho bei de Kanner sinn, wëll ech och nach e Wuert verléieren iwwert den Ëmgang mam Impfstoff wärend enger Schwangerschaft. Beim Ofweien tëschent Risiko an Notze ginn d'Meenunge bei de Gynekologen nämlech och staark auserneen. reporter.lu hat den 28. Abrëll en Artikel zu genau dësem Sujet publizéiert, fir dee méi Gynekologe kontaktéiert goufen, vun deenen een Deel awer nëmme bereet war, Stellung ze huelen, wann hinnen d'Anonymitéit zougeséchert géif.

Dobäi koum et zu Aussoe wéi, ech zitéieren: „Wir dürfen offiziell nicht gegen die Impfung argumentieren." Esou soll eng Circulaire vum Ministère erausgaange sinn, déi de Gynekologen nogeluecht hätt, d'Impfung ausdrécklech ze empfeelen. „Wer dagegenhält," zitéieren ech erëm, „bekommt Probleme und wird diskreditiert", hätt eng Gynekologin hei preziséiert. Mir froen d'Madamm Minister: „Ass dat esou? Wéi eng Instruktioune si wierklech un d'Gynekologen erausgaangen?"

Op Nofro vu reporter.lu huet de Gesondheetsministère matgedeelt: „Die provisorischen Angaben des Registers für Todesursachen zeigen, dass es bis heute noch keinen Fall vun Muttertod in Verbindung mit Covid-19 gab."

Firwat also ginn d'Gynekologen derzou gedréckt, d'Impfung wärend der Schwangerschaft ze propagéieren, och wa si dat net wëllen, well eeben einfach keng Laangzäitstudien existéieren an domat d'Froe vun de spéideren eventuelle Schied net gekläert sinn?

Mir sinn als ADR der Meenung, datt d'Dokteren hir Siicht op de Risiko an den Notze vun enger Impfung solle kënne fräi an ouni Drock vertrieden an deemno solle kënnen handelen. Si hu schliisslech en Eed geleescht, dee si no beschtem Wëssen a Gewësse sollen anhale kënnen.

Impfprioriséierung: D'ADR huet sech dann och ëmmer fir eng Impfprioriséierung fir Persounen ausgeschwat, déi besonnesch exposéiert sinn oder vill Kontakt mat potenziell vulnerabele Persounen hunn. Mir haten do zum Beispill gefrot, fir Polizisten, Giischtercher, Membere vum Rettungsdéngscht, Enseignanten an Educateuren eng Prioritéit ze ginn.

Eis däitsch Noperen hunn an deem Sënn vill méi séier reagéiert, well do schonn d'Poliziste prioritär geimpft goufen. Natierlech muss och hei d'Fräiwëllegkeet respektéiert ginn. An deem Sënn freeë mer eis, datt elo - leider eréischt no iwwer zwee Méint - der Initiativ vu mengem Kolleeg Fred Keup zugonschte vun der Impfprioriséierung bei verschiddene Staatsberuffer Rechnung gedroe gëtt an datt si elo déi nächst Woch op d'Dagesuerdnung vun der Kommissioun vun der Fonction publique kënnt - leider mat iwwer zwee Méint Verspéidung, wou et elo scho bal kale Kaffi gëtt.

An Zäite vu Corona muss een allerdéngs séier reagéieren. Mir sinn an deem Sënn besuergt iwwert déi ganz laang Delaien, mat deenen hei awer ganz wichteg Initiativen traitéiert ginn.

Systemrelevanz, drëtte Punkt: An Däitschland gëllt och e Prinzip, datt de Staat och am Fall vun enger Pandemie soll kënne virufonctionéieren an datt déi Beruffer, déi systemrelevant fir d'Gesellschaft sinn, prioritär solle geimpft ginn.

Niewent dem Schutz vu besonnesch vulnerabele Persounen ass an eisen Aen och dee Krittär vun der Systemrelevanz eng ganz wichteg Orientéierungshëllef bei der Definitioun vun enger Impfstrategie am Fall vun enger Pandemie.

International Solidaritéit: D'ADR deelt och déi Meenung, datt mer eis mussen iwwerleeën, ob mer net solle verstäerkt derzou bäidroen, fir vulnerabel Persounen am Ausland, besonnesch an deenen aarme Länner, ze impfen. Et gëtt dozou verschidde Méiglechkeeten an d'ADR verschléisst sech do kenger Diskussioun.

Här President, zu der neier gesetzlecher Testflicht an de Klinicken, Altersheemer a Fleegeheemer stelle sech weider eng Rei wichteg Froen, och wann d'ADR net dergéint ass. Mir hätten eis awer méi prezis Dispositioune gewënscht.

Datt et wichteg ass, elo ganz prezis ze sinn, huet bei eisen däitschen Noperen, a Bayern, d'Verwaltungsgeriicht gewisen. Do gouf déi Testflicht nees gekippt. Och d'COPAS, d'Federatioun vun den Alters- a Fleegeheemer, huet op eenzel Kontradiktiounen am Gesetz higewisen. Esou dierfe Leit, déi Familljememberе besichen, oder och externt Personal mat engem negativen Test erakommen. A sengem Avis huet och nach de Staatsrot eng Rëtsch vun aarbechtsrechtleche Froen opgeworf, wat d'Testflicht ugeet. Am Gesetzestext feelen eiser Meenung no nach rechtlech Dispositioune fir dat Personal, dat sech net wëllt teste loossen.

Mir als ADR wënschen eis, datt déi eeler a vulnerabel Leit an de Strukture gutt geschützt ginn, awer op där anerer Säit och net ze vill isoléiert ginn, fir datt de mënschleche Kontakt net ofgeschnidde gëtt.

An elo zum Schluss. Här President, als ADR wäerte mir an den nächsten Deeg a Wochen och déi ekonomesch a sozial Konsequenze vun der Covidkris weider thematiséieren. Fir eis gëllt och weider: Soulaang d'Betriber net kënnen ënner normale Konditioune fonctionéieren, soulaang musse si ënnerstëtzt ginn. Mir mussen och d'Entwécklung vun de Faillitten, speziell déi, déi an der Zukunft kommen, am A behalen.

Déi sozial Konsequenze maachen eis besonnesch Suergen. Vill Leit haten héich materiell Aboussen an dëser Zäit. De Chômage ass och an d'Luucht gaangen. Mir brauchen elo och e grousse solidareschen Effort, fir ze verhënneren, datt dës sanitär Kris, bei där mer hoffentlech elo lues a lues en Enn gesinn, sech net an eng Sozialkris transforméiert.

Wat och wichteg ass, dat ass, datt sech no dëser Covidzäit oder -kris och Gedanke gemaach gëtt iwwer en allgemengt Pandemiesgesetz als Basis. Dat hätt eis - ech mengen, dat ass bewisen - villes hei erliichtert an dëser Zäit.

An ech géif lech Merci soe fir Äert Nolauschteren.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Léif alleguer, fir vill un lech ass dëst déi 20. Kéier, wann ech mech elo net ieren a wann ech richteg héieren hunn, dass Dir hei Positioun huelt zu dem Covidgesetz. Fir mech ass et déi éischte Kéier.

Une voix.- Mais très bien!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Deemno kucken ech mer dat Gesetz hei vläicht och mat e bësselche méi Recul u wéi Dir, mee vläicht och mat e bësse méi engem naive Bléck.

Kloer ass et awer fir mech, dass, no Deeg an Deeg Kommissiounen, Gesetzestexter liesen, Avise liesen a Froen an Äntwerten, de Prozess selwer eigentlech ganz onglécklech ass an den Inhalt och net ganz kloer.

Fir d'éischt zum Prozess. Nodeems mer de leschte Samschden oder leschte Weekend d'Gesetz geschéckt kruten an ech mer dat de Samschdegmoien tëscht Kaffi a Kanner ugekuckt hunn, dunn de Méindegmoien an der Kommissioun konnt ee seng Froe stellen a seng Kriticken äusseren, an nieft der Kommissiounsaarbecht, eventuell enger anerer Aarbecht, Plenière ab en Dënschden, niewebäi Kanner a Stot, krute mer dunn d'Avise vun der COPAS, der Chambre des Métiers, vum Staatsrot, vun der Mënscherechtskommissioun, der Chambre des Salariés an anere Kummeren de Mëttwoch den Owend geschéckt. An en Donneschdegmoien um 8.00 Auer war Gesondheetskommissioun!

Ech weess net, wéi et lech geet, mee wéi ech e Mëttwoch no der Plenière heemgaange sinn an no menge Kanner gekuckt hat a bis déi bis am Bett louchen, souz ech nach bis Mëtternuecht do, fir d'Avisen ze liesen.

Une voix.- Jo, dat ass normal!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Et ass normal jo, ok, maja. Jo, et ass net aussergewéinlech, mee et kann een et trotzdeem ervirhiewen. Ech hunn hei haut en anere Bléck an ech weess net, ob dat ganz glécklech ass.

Une voix.- Dat maache mir jorelaang!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Dat maacht Dir jorelaang. Jo, ech hunn och jorelaang an engem anere Beräich geschafft. Ech fannen et trotzdeem fir en demokratesche Prozess, wou ee sech sollt Zäit loossen, fir ze iwwerleeën a fir mat Acteuren ze schwätzen, vläicht net onbedéngt glécklech!

An deen nächste Punkt, deen ech eebe wéilt soen, ass, dass ech festgestallt hunn, dass mer en Donneschdegmoien an der Santéskommissioun um 8.00 Auer vill vun deenen Avisen, déi mir gelies hunn, déi Dir, wéi Dir elo just gesot hutt, och gelies hutt, awer guer net thematiséiert hunn! Notamment den Avis vun der Mënscherechtskommissioun ass eigentlech guer net thematiséiert ginn an der Gesondheetskommissioun.

An ech zitéieren aus dem Avis vun der Mënscherechtskommissioun: « La CCDH rappelle encore une fois que l'urgence dans laquelle le projet de loi doit être examiné et avisé limite de manière considérable la possibilité pour les différents acteurs d'alimenter le débat public et d'effectuer ainsi une analyse plus profonde des nouvelles mesures. »

Dorauser liesen ech, dass si sech a fënnef gedeelt hunn, fir deen Avis ze schreiwen, an en ass kaum gekuckt a betruecht ginn. Vu dass ech aus dem Mënscherechtsberäich kommen, hunn ech mer hiren Avis natierlech gutt ugekuckt a wäert och nach dorop zréckkommen. Et ass awer ernüchternd, fir mech zumindest, ze héieren, dass deen Avis, deen elo wierklech fundamental ass, einfach an de Rapport verwise gëtt. E gouf net weider diskutéiert, mee et koum e Resümmee an de Rapport stoen. Wat hunn d'Auteure vun deem Avis dann dovunner, dass e Resümmee am Rapport steet?

(Interruption)

Jo, an esou ass et dann eigentlech och virugaangen, alles ganz kuerzfristeg. De Rapport krute mer gëschter dräi Stonne virun der Kommissioun. Dat schéngt dann och normal ze sinn. Ech fannen, trotzdeem kann een et ervirhiewen. Dir wësst dat jo alleguerte warscheinlech an Dir belächelt mech warscheinlech och, mee ech denken awer, dass dat net ganz gutt an net ganz glécklech ass fir en demokratesche Prozess.

Änlech iwwerrascht war ech awer iwwer verschidden Äntwerten an och Diskussiounen an der Kommissioun: Et war, wéi wann alles einfach guer net ganz kloer wier, souguer fir d'Majoritéit hei a vläicht

souguer och fir d'Auteuren. Op verschidde Froe koume keng kloer Äntwerten. Am Géigendeel, d'Äntwerte si quasi an der Diskussioun entstanen. „Ma dat ass jo e liewegen an e gesonden Echange", denkt Der elo warscheinlech hei. An dat stëmmt och. Mee wa verschiddener vun deene Froe guer net gestallt gi wieren, da wäre warscheinlech och keng Äntwerte komm.

(Interruption)

An et sti bestëmmt nach aner Onkloerheeten am Gesetz, déi mir eventuell iwwersinn hunn, vu dass de Prozess esou kuerz war.

Ee Beispill: Op meng Fro hin, déi am Avis vun der Chambre des Salariés opgeworf gouf, ob dann elo d'Testen zu der Aarbechtszäit vum Salarié zielt oder net, koum eng Äntwert vum President, déi mech zwar zefriddegestallt huet, well hie gesot huet, hie géif mengen, et misst jo eigentlech an der Aarbechtszäit sinn, mee déi awer esou geklongen huet, wéi wann hie sech déi Äntwert deen Ament esou zesummegereimt hätt. Esou eppes stoung net am Gesetz, awer ech si ganz frou iwwer seng Äntwert.

Mee och, léif Kolleegen, fir déi, déi derbäi waren, mir hu gëschter Owend um 18.00 Auer nach driwwer diskutéiert, wien dann elo esou e Covid-Check-Regimm kann ufroen. Och dat war zimmlech oppen an net kloer. Privatleit dierfen also kee CovidCheck-Regimm ufroen, mee nëmmen Etablissementer, Organisatiounen oder Institutiounen. Ech hoffen, ech hunn dat elo richteg verstanen!

Ech krut gesot: Et geet ëm d'Responsabilitéit. Mee hanner all Organisatioun an hanner all Etablissement stinn och eenzel Persounen, déi verantwortlech sinn. Firwat kënne mer dann net deem Eenzelnen do trauen?

Och goung dacks rieds dovunner, dass et misst en Traiteur sinn oder esou en änlechen Etablissement, dee bei engem Fest also de CovidCheck-Regimm ufreet. Huele mer e Beispill: Eng Famill, déi hir Hochzäit am Ellergronn feiert mat engem Traiteur. Se fiert dann iwwert den Traiteur, fir dee Covid-Check-Regimm unzefroen. Den Traiteur freet de Regimm dann och un. Mee déi Famill, déi vläicht mannerbemëttelt ass oder déi sech bewosst dozou entscheet huet, fir alles selwer ze preparéieren, an domadder wëllt am Ellergronn feieren, iwwer wie fiert déi? Wat ass, wann d'Plaz - den Ellergronn an deem heite Beispill, mee dat kann och eng aner Plaz sinn - sech net kann drëms këmmeren oder sech net wëllt drëms këmmeren? Kënnen da just nach Leit, déi sech en Traiteur kënne leeschten, esou e Regimm ufroen?

Ech stelle Froen. Mee déi Froe ginn e bëssen an déi Richtung vun deenen, déi d'Kritik vun der Mënscherechtskommissioun och ugedeit huet. An hirem Avis warnt d'Mënscherechtskommissioun virdrun, dass Ongläichheete sech mat dem CovidCheck-Regimm nach weider verschäerfen. Si befierchten, dass weider Hürde Mënschen, déi schonn um Rand vun der Gesellschaft liewen, weider marginaliséieren. D'CCDH erënnert d'Regierung drun, dass dës och fir déi prekariséiert Mënsche responsabel ass, a si fuerdert d'Regierung op, d'Risiken an den Impakt vum CovidCheck-Regimm ze analyséieren. Ech schléisse mech hirem Appell un a froen d'Regierung, sech déi néideg Instrumenter ze ginn, fir ze iwwerwaachen, ob de CovidCheck-Regimm gewësse Gruppe vu Mënschen ausschléisst.

Une voix.- Très bien!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Wann d'Regierung esou e Regimm aféiert, muss si mindestens eng Evaluatioun an Optrag ginn, fir den Impakt op d'Mënscherechter ze moossen.

Ee Beispill vun enger Privilegéierung ass dann och, eiser Meenung no, dass d'Staatsbeamten am Ausland hir Impfung vun der Santésdirektioun zertifizéiert kréien. Am Kloertext heescht dat, dass en Diplomat, deen am Senegal schafft, seng Impfung zertifizéiert kritt, mee net deen, deen do an enger ONG schafft.

Fir eis ass esou eng Privilegéierung Deel vum Problem. Mir sinn net all gläich, net virum Virus, net virum Vaccin an och net virun der Zertifizéierung vum Vaccin!

En anere Problem, dee mir mat dësem Gesetz hunn, ass d'Testflicht fir d'Personal aus de Gesondheets- a Fleegeberuffer. Déi, déi mir elo säit 15 Méint als Helde feieren, déi kréien elo eng Testflicht operluecht mat der Warnung, hir Aarbecht ze verléieren! Déi, déi esou vill geleescht hunn an dëser Pandemie, kréien ënnerschwelleg ënnerstallt, hir Aarbecht net gewëssenhaft ze maachen.

Souwäit ech weess, gëtt jo den Ament scho getest, an dat géif och relativ gutt klappen. Firwat brauche mer dann eng Testflicht fir si? A grad elo, wou d'Infektiounszuelen esou niddreg sinn, wou esou vill Leit scho geimpft sinn a wou virun allem déi vulnerabel Leit geimpft sinn, firwat brauche mer dann déi Testflicht?

Elo, wou mer dës Lackerunge stëmmen, erleeë mer dem Gesondheetspersonal an dem Fleegepersonal also eng weider Flicht op, mat där mer hinnen indirekt soen, dass mer hinnen net vertrauen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi lues!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- D'Avise vun deene verschiddene Kummeren hunn dann all no de Konsequenze vun engem eventuelle Refus vum Salarié gefrot. Also wat ass, wann de Salarié sech géif wieren, getest ze ginn, aus wéi enge Grënn och ëmmer? Ech wëll dat net jugéieren. „Ma da géif d'Aarbechtsrecht wierken", kréie mer gesot. Dat gesäit vir, dass den Employeur an der Obligatioun ass, déi néideg Moossnamen ze huelen, fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun de Salariéen ze garantéieren, an dass de Salarié d'Consignen an d'Uerderen an där Matière muss respektéieren.

Här President, en anere Punkt, dee mir direkt an d'A gefall ass beim Liese vum Gesetz, ass, dass mer, nieft deene grousse Lackerungen, déi mir hei stëmmen, d'Schoul an domadder d'Kanner bausse vir loossen. Doheem kënne mir elo geschwënn nees Larifari maachen. Mir kënnen all Dag zéng nei Leit invitéieren, an dat Ganzt ouni Test a Mask. An der Schoul awer sëtzen d'Kanner mat hire Masken op hire Pulter a versichen, sech mat där Summerhëtzt, déi elo kënnt, ze konzentréieren. An dat ass sécher net ëmmer einfach.

D'Mënscherechtskommissioun hat dëse Punkt och ervirgehuewen a sech gefrot, awéiwäit een de Covid-Check-Regimm do kéint applizéieren. Dat ass jo och scho vun engem Virriedner hei gesot ginn. Ech hat och dës Fro an der Kommissioun gestallt a krut als Äntwert, dass d'Kanner jo nach net geimpft sinn. Ech weess dat natierlech och. Mee d'Kanner loosse sech duerfir jo zweemol d'Woch testen. De Covid-Check-Regimm gesäit duerfir jo och vir, dass et entweeder geimpft, geneesen oder getest ass. D'Kanner awer maachen heldenhaft mat beim Testen. Souwäit ech weess, gëtt et e ganz groussen Adhesiounstaux an de Schoulen.

An elo, wou d'Zuelen niddreg sinn an déi Vulnerabel geimpft sinn, misst een d'Maskeflicht dann net am Klasseraum ophiewen? Ech erënneren nach emol drun: Mir Erwuessener kënnen all Dag zéng nei Leit ouni Mask an Test gesinn, vun deene mer also net wëssen, ob se negativ sinn, mee d'Kanner, déi all Dag mat deene selwechte Kanner do sëtzen a getest sinn, mussen hir Masken unhalen. Dat mécht kee Sënn an ech fannen dat ongerecht par rapport zu hinnen.

Ech hunn hei d'Gefill, dass si vergiess goufen. Et héiert sech bal esou un, wéi wann d'Kanner eis Erwuessener misste schützen. Dat huet vläicht nach virun e puer Méint Sënn gemaach, mee, ech fannen, dat mécht elo kee Sënn méi.

Ech hunn d'Gefill, hei si Choixe getraff ginn, well een huet misse Choixen treffen - an ech verstinn dat -, an dass déi awer net ëmmer ganz objektiv nozevollzéie sinn.

En anert Beispill ass, dass elo déi Schnelltester 48 Stonne gutt solle sinn an net méi nëmme 24 Stonnen. Dofir krute mir awer keng sanitär Erklärungen. Et schéngt och keng ze ginn. D'Erklärung war eng politesch, krute mer gesot, et huet ee sech un d'EU alignéiert.

Verstitt mech net falsch! Ech verstinn dat Ganzt. Ganz éierlech, ech weess och net, ob mir et besser gemaach hätten. Ech mengen, esou éierlech muss ee sinn. A wie weess dat da schonn?

Une voix.- Richteg!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Ech wëll just soen, dass ee soll éierlech si mat sech a mat der Welt, an d'Inkohärenz soll ee gesinn. An et soll ee versichen, esou éierlech wéi méiglech an esou fair wéi méiglech dorunner ze schaffen. Et soll ee versichen, proportionell a fair un déi Saach erunzegoen.

An da gëtt et jo nach déi Fro vun de Varianten. D'Gesondheetsministesch sot an enger Kommissioun - an dat héiere mer jo méi dacks -, dass déi eenzeg grouss Onsécherheet, déi nach besteet, d'Variante sinn, wéi zum Beispill déi Delta-Variant, déi jo och elo zu Lëtzebuerg proportionell eropgeet.

Mee da froen ech: Wat ass dann do d'Léisung? Fir d'Varianten an de Grëff ze kréien, musse mer de Virus an de Grëff kréien an da misste mer emol wierklech weltwäit solidaresch sinn. Ech weess, dass Lëtzebuerg dem COVAX-Programm zwou Millioune gespent huet. Dat ass jo och ganz léif. Mee mir brauche strukturell Léisungen a keen Almosen. An dat ass d'Ophiewe vun de Breveten op den Impfstoffer. D'Impfunge mussen en allgemengt Gutt ginn, fir all Mënsch!

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ënnert dem Strëch awer begréisse mir d'Lackerungen. Si sinn eng logesch Konsequenz aus der sanitärer Situatioun, an där mir elo sinn. D'Aschnëtter an d'Rechter waren a sollen temporär an eeben och proportionell sinn.

Mir begréissen natierlech och virun allem d'Enn vum Couvre-feu, dee meng Kolleegen, de Marc an den David, net midd gi sinn, hei ze kritiséieren, well deen op ganz wackelege Bee stoung. Mir begréissen och virun allem d'Enn vum Alkoholverbuet am ëffentlechen Espace, d'Lackerungen, wat d'Ouverturen an d'Unzuel vun de Leit un den Dëscher fir d'Restaurateuren an d'Cafetieren ugeet, an d'Lackerungen am Sport an an der Musek.

Ech wëll och nach emol ënnersträichen, dass mir eis ganz bewosst sinn, dass deen Exercice hei keen einfachen ass. Mir sinn och ganz zefridden driwwer, dass Lëtzebuerg zum Beispill d'Maskeflicht ni op der Strooss agefouert huet, dass d'Schoulen net allze laang zou waren an dass mir eis och an deene schwéierste Momenter vun der Pandemie nach relativ fräi dobausse konnte beweegen. Mee mir wäerten eis aus all deene virdru genannte Grënn bei dësem Gesetz enthalen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt eng Kéier ganz kuerz: Ech sinn elo bal forcéiert, zur Prozedur ze schwätzen. Ech mengen, et ass déi n-te Kéier - mir ginn elo schnurstracks op déi 20. Kéier hin -, datt mer eng Mouture vun deem Text hei stëmmen an a ganz penibelen a séiere Konditioune beschaffen. Mee ech mengen, datt mer alleguerten, a virun allem d'Personal vun der Chamber a vun de Fraktiounen, Heroesches geleescht hunn, fir dat ze erméiglechen, och d'Servicer vum Ministère.

Ech mengen, datt et Äntwerten op eis Froe gëtt, an déi Froen, déi d'Deputéiert stellen, dat ass justifiéiert, datt mer déi stellen. An datt mer déi Äntwerte kréien, dat geet op d'Aarbecht vun enger ganzer Hickecht vu Leit zréck, déi all Dag an Nuecht schaffen, fir datt mer eeben déi Äntwerte kënne kréien. Deenen also als Éischt emol e grousse Merci. Ech fannen et e bësse penibel, datt mer hei grad op déi Leit wëlle klappen, déi et an deene penibele Situatioune méiglech maachen.

Ech verweise vläicht och nach eng Kéier op meng Rieden an op eng ganz Rëtsch Riede vun der Oppositioun, mee och deelweis vun der Majoritéit vum Ufank vun dëser Pandemie, wou mer dorobber higewisen hunn a wou mer au fur et à mesure dann eeben och gesinn hunn, wat fir eng Aarbecht dohannert stécht.

Da kommen ech zum Contenu vu menger Ried: „Den Dag ass endlech komm!", kann ee bal soen. Ech hat déi lescht Méint iergendwou d'Hoffnung bal opginn, mee haut ass et endlech esou wäit: Déi grondrechtswiddreg Ausgangsspär gëtt endlech opgehuewen. An ech wëll et duerfir och direkt virewechhuelen: D'Piraten wäerten dëse Gesetzesprojet duerfir haut och matstëmmen.

(Brouhaha)

De virleienden Text ass sécher net perfekt, an ech wäert gläich nach op déi méi konkreet Punkten agoen, déi ech gesinn. Mee kee vun dëse Problemer ass och nëmmen hallef esou dramatesch wéi de Fait, datt eis Regierung ouni wëssentschaftleche Grond méintelaang d'Beweegungsfräiheet vun de Biergerinnen a Bierger ageschränkt huet. Duerfir huet et fir eis absolutt Prioritéit, mat dësem Text elo emol fir d'alleréischt d'Ausgangsspär opzehiewen a konkreet Entspanungen am Private matzestëmmen.

Mir hunn et an de vergaangene Méint nämlech ëmmer nees gesot: Mir wëllen an dëser sanitärer Kris konstruktiv matschaffen a sinn och fäeg, Kompromësser ze maachen ënner enger Bedingung: D'Ausgangsspär muss fort an et brauch Entspanungen am Privaten. Dat ass hei geschitt. De Couvre-feu soll der Geschicht ugehéieren an d'Zéng ass déi nei Véier. An duerfir si mer elo och gär bereet, dëse Projet ze ënnerstëtzen. Mee dat soll awer natierlech net heeschen, datt mer net nach Verbesserungspotenzial gesinn.

Wéi scho gesot, dëse Projet kränkelt un e puer Plazen, a virbäi ass do natierlech déi Saach mat de Schnelltester fir d'Employéen aus den Alters- a Fleegeheemer. Ech ënnerstëtzen d'Grondiddi, déi Vulnerabelst an dëser Pandemie nach besser wëllen ze schützen, voll a ganz. An ech hat jo duerfir och selwer eng Proposition de loi, iwwert déi haut och schonn indirekt geschwat gouf, agereecht, déi virgesinn huet, datt d'Altersheemer missten e sanitäert Konzept ausschaffen an der Santé virleeën, genee esou, wéi dat vun de groussen Akaafszentren och gemaach gëtt.

Déi Propos soll jo deemnächst dann an dat neit Gesetz iwwert d'Alters- a Fleegeheemer integréiert ginn, huet awer nach net - ech hunn d'Hoffnung nach net opginn - genuch Ënnerstëtzung fonnt, fir et an dëst Gesetz ze packen. Ech profitéieren haut awer dann nach eng Kéier, fir drop hinzeweisen, datt mer dat trotzdeem sollten zäitno maachen an net aux calendes grecques verschiben. Falls nämlech dat Gesetz nach eng länger Zäit bräicht, sollte mer eis vläicht awer d'Fro stellen, ob mer net missten d'Proposition de loi éischter op den Ordre du jour huelen. Mee ech waarden do mol of, wat de President vun der zoustänneger Kommissioun mer dann an nächster Zukunft eng Kéier seet, wéi laang dat Gesetz nach wäert brauchen.

Ech sinn nämlech iwwerzeegt, datt mer déi eeler Populatioun weider schütze mussen, eleng well gewosst ass, datt Persounen am héijen Alter och net méi esou gutt op Impfunge reagéiere wéi Jonker, well hir Réponse immunitaire net méi esou séier ass an duerfir deelweis manner Antikierper produzéiert ginn. Mee d'Protektioun vun de Residenten aus de Strukturen däerf awer kengesfalls mat enger Verschlechterung vun hirer Versuergung anhiergoen.

An do mécht de virleiende Projet mer dann awer e puer Suergen. Wat geschitt dann, wann eng Fleegekraaft refuséiert, sech testen ze loossen? Dann däerf se net op hire Posten, dat ass kloer. Mee wat mécht de Chef dann? Wien iwwerhëlt dann déi Aarbecht? A kann de Refus, en Test ze maachen, wann een net geimpft an och net nees gesond ass, zu enger Kënnegung oder Verwarnung féieren? Do gëtt einfach op de Code du travail verwisen, an ech denken, datt et do zu verschiddenen Interpretatioune wäert kommen an datt een do awer nach eng gewëssen Onsécherheet huet.

Jo, an dat wëll ech ganz kloer soen: De Patron an och d'Salariéen hunn d'Obligatioun, fir hir eege Sécherheet a fir déi vun hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter Suerg ze droen. An duerfir misst eigentlech jiddereen, deen an engem Beruff mat vulnerabele Leit schafft, sech fräiwëlleg teste loossen, well jo eigentlech keen e Risiko fir seng Matmënsche wëllt sinn. Mee Desinformatioun ass leider net ze ënnerschätzen, och hei op der Tribün net.

Et fäerte leider ëmmer nach ganz vill Leit, sech op de Virus testen ze loossen, well se Angscht hunn, se géife vun den Teststäbercher Kriibs kréien, se géife verletzt ginn oder se géifen als Falsch-Positiven diagnostizéiert an dann isoléiert ginn. Esou Nouvellen, déi hir Ronne scho méintelaang op de sozialen Netzwierker maachen, hunn e méi groussen Impakt op de Leit hir Meenungen, wéi ech heiansdo gleewe wëll.

An ech wëll duerfir hei elo nach emol an enger klorer Däitlechkeet soen: Wannechgelift, loosst lech testen! D'Tester maachen lech net krank, mee de Virus schonn. An dee mécht net nëmmen lech krank, mee och déi aner. A wie gemengt huet, de Virus géif 5G bréngen, ass elo entweeder erliichtert oder frustréiert - jee nodeem -, datt mer elo just en 3G+ kréien.

Ech mengen, datt hei deen eenzege Wee, deen ass, fir un de Leit hir Eegeverantwortung ze appeléieren, an hätt duerfir vun engem Gesetz mat verankerter Testflicht ofgesinn zugonschte vun enger méi oppener Léisung mat de Protocoles sanitaires. Mee ech wëll mech, wéi gesot, haut kompromëssbereet weisen a ginn der Regierung dës Kéier dee Vertrauensvirschoss, datt se, wéi ugekënnegt, déi Onsécherheeten, déi um Terrain bestinn, nach aus dem Wee geraumt kritt. Falls dat net de Fall ass, dann hu mer den nächste Rendez-vous hei an der Chamber, wou mer kënnen driwwer schwätzen, wéi mer déi behiewe kënnen. An ech mengen, dat ass, wéi eng parlamentaresch Demokratie fonctionéiere soll.

Mee, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Santés- a Fleegepersonal aus de Strukture si jo net déi Eenzeg, déi sech an Zukunft solle méi reegelméisseg teste loossen. Iwwert de Wee vum CovidCheck sollen elo alleguerten d'Biergerinnen an d'Bierger ugehale ginn, sech testen ze loossen, wa se dann nach net geimpft sinn oder de Virus net schonn haten, fir esou nees méi Fräiheete kënnen ze genéissen.

Wichteg: Mir si frou, datt op Basis vum CSMI sengem Avis oder sengen Avisen elo Geneesener individuell kënne kucken, ob eng zweet Impfung fir si nach Sënn mécht oder ob et mat enger duergeet, an dann och de Certificat kréien.

Genau esou begréisse mer prinzipiell, d'Waardelëschten opzemaachen, och fir méi Jonker. Mir sollten awer do oppassen an der Recherche net virgräifen. Bis elo ass et een Impfstoff, dee fräiginn ass fir ënner 18-Järeger, anerer sinn nach an der Etüd.

An da wëll ech ganz kuerz dorobber äntweren, wat virdrun iwwer schwanger Frae gesot gouf. Wéi verschiddener vläicht wëssen, erwaart meng Fra grad e Kand an ech kann lech soen, si war frou, sech kënnen impfen ze loossen. Firwat war si frou? Ma ganz einfach, well bis elo keng schwanger Fra un der Impfung gestuerwen ass, et awer scho schwanger Frae gouf, déi mat ganz schwéiere Komplikatiounen am Spidol louchen a virun allem och hei zu Lëtzebuerg leider eng schwanger Fra am zweeten Trimester un de Suitte vum Covid-19 gestuerwen ass. Dat hänkt domadder zesummen, datt een e méi niddrege Longevolume huet an datt grad eng Longekrankheet dann e ganz, ganz schlechten Ausgang kann hunn. Duerfir loosst lech keng Angscht maachen! Informéiert lech! Huelt Ären eegene Choix! Mee virun allem, huelt „Äre" Choix a loosst lech näischt arieden!

An deem Kontext wëll ech awer nach eng Kéier drop zréckkommen, wat ech och an der Vergaangenheet gesot hunn: Mir dierfe keen opgrond vu sengem Gesondheetszoustand diskriminéieren. An do ass da meng Äntwert op de Claude Wiseler, dee jo virdru gemengt huet, mir wären inkohärent, wa mer haut de CovidCheck géifen ënnerstëtzen an op där anerer Säit d'leschte Kéier nach géint eng Zwouklassegesellschaft geschwat hunn: De CovidCheck - an duerfir si mer mat deem heite Gesetz averstanen -, dee virgesinn ass, ass duerfir an eisen Ae gutt, well en eebe grad keng Zwouklassegesellschaft schaaft, well e geimpfte Persoune keng exklusiv Virdeeler opmécht, mee ganz am Contraire, et jidderengem iwwert de Wee vum Test erméiglecht, déi selwecht Fräiheeten ze hu wéi e Geimpften.

Dësen Ënnerscheed ... Ech hunn d'leschte Kéier gesot, an Dir hutt mech richteg zitéiert, Här Wiseler, datt ech gesot hätt, mir sollte keng Zwouklassegesellschaft kréien. An iwwregens hat ech lech dat geäntwert op d'Propos vun der CSV, fir Impfprioritéiten ze maachen, géint déi mer gestëmmt hunn. Ech wëll just drop hiweisen: Mir hunn do dergéint gestëmmt, well mer géint eng Zwouklassegesellschaft sinn. A mir si ganz frou, datt de CovidCheck keng Zwouklassegesellschaft aféiert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et gouf dach guer keng Impfprioritéiten, wëll ech lech just soen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Duerfir ass et och esou wichteg, datt de System vum LST elo ëmgestallt gëtt, fir et jidderengem ze erlaben, e Rendez-vous ze huelen, wann en dann ee brauch. Well dat ass konsequent. Wa mer soen, e Getesten huet déi nämmlecht Fräiheete wéi e Geimpften, da muss een Tester erméiglechen.

An zu den 48 Stonne bei de Schnelltester hunn ech hei op der Tribün scho méi wéi eng Kéier eppes gesot; ech fannen dat geféierlech. Ech verstinn, datt dat hei op europäeschen Drock hin zustane koum. Ech sinn awer nach ëmmer der Meenung, datt 48 Stonne fir e Schnelltest irresponsabel ass.

Wichteg ass awer, datt ee weider och an den LST geet, wann een invitéiert gëtt. Well och wa mer elo den LST opmaachen, fir selwer eng Invitatioun ze froen, ginn och nach ëmmer e puer Leit - 1.000, mengen ech - d'Woch invitéiert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- 3.000.

M. Sven Clement *(Piraten).*- 3.000 d'Woch, seet d'Madamm Ministesch. 3.000 Leit d'Woch gi weiderhin invitéiert, an déi 3.000 Leit: Wannechgelift, gitt an den LST, well nëmmen esou kënne mer wierklech un engem Echantillonnage novollzéien, wéi d'Pandemie zu Lëtzebuerg weider evoluéiert.

Eppes ass op alle Fall kloer: Et däerf keng Fräiheete fir Eenzelner ginn, et däerf just Fräiheete fir jidderee ginn. An dat soll mam CovidCheck, esou wéi et hei am Gesetz steet, realiséiert ginn. Nëmmen dann, wa keen diskriminéiert gëtt, kann de CovidCheck zu engem wierklech gewënnbréngenden Outil an dëser Kris ginn. Technesch ass et en Outil, deen den Dateschutz respektéiert, och well meng Kolleegen am Europaparlament drop insistéiert hunn, datt en offline fonctionéiert, datt eebe just eng Signature iwwerpréift gëtt an net Donnéeën zwëschent Handyen a Serveren hin- an hiergeschéckt ginn - och dat ass eis wichteg.

An dann nach eng Kéier den Appell, deen de Mars Di Bartolomeo virdru gemaach huet. Passt op: D'Reegelen, wéini een als geimpft gëllt, sinn ënnerschiddlech tëscht de Länner. Do hu mer leider keen Accord an der EU fonnt. Dat heescht, hei zu Lëtzebuerg gëllt Der no der zweeter Sprëtz direkt als geimpft a kënnt am CovidCheck gréng sinn, am Ausland musst Der eventuell nach 14 Deeg waarden. Dat heescht, denkt dorunner, wann Der reese wëllt, datt Der dorobber oppasst!

Ech denken awer och, datt de CovidCheck nach iwwert den aktuell virgesinnen Asazberäich eraus kéint nëtzlech si fir d'Zukunft. Ech kéint mer zum Beispill virstellen, datt de CovidCheck fir d'Rentrée am Hierscht an de Schoulen eng Alternativ zu der Maskeflicht kéint sinn, zemools am Fondamental, wou d'Klassen net all Stonn en neie Proff hunn a wou et keng Wanderklasse gëtt.

Schnelltester sinn an de Schoule schonns am breeden Asaz an ech mengen, datt een aus den éischten Erfarungen, déi een iwwert déi nächst Méint mécht, och sollt Konklusioune fir d'Schoul mam CovidCheck zéien. Den Avis vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher huet et jo och nach eemol betount: Mir kënnen d'Maskeflicht an der Schoul net een Dag méi laang akzeptéieren, wéi se aus enger sanitärer Perspektiv gerechtfertegt ass. Mee esou laang musse mer se awer akzeptéieren.

Sollt sech also erausstellen, datt de CovidCheck gutt fonctionéiert - an ech hoffen dat -, sollt een op alle Fall envisagéieren, och de Schoulklassen ze erlaben, un deenen Deeg, wou d'Klasse sech ganz getest hunn, de Mask wärend dem Cours auszedoen. Mee dat ass alles nach Zukunftsmusek, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a wierklech soen, wat am Hierscht wäert sinn, ka leider keen.

Mir freeën eis zwar aktuell iwwert déi gutt Zuelen - souwuel den Infektiounstaux wéi och de Fortschrëtt vun der Impfcampagne -, mee mir wëssen net, wat geschéie wäert, wann d'Temperaturen nees falen. Mir hunn d'lescht Joer schonns gesinn, datt déi waarm Temperaturen eis an d'Kaarte spille bei der Bekämpfung vum Virus, net well de Virus manner zirkuléiert, mee ganz einfach, well mir méi dobausse sinn. An dëst Joer hu mer en en plus nach duerch d'Impfunge weider kënnen zréckdreiwen.

Mee och hei: D'Virusvariante bleiwen eng Inconnue, déi een net ënnerschätzen däerf. Duerfir musse mer weiderhi virsiichteg bleiwen. An duerfir ass et och gerechtfertegt, trotz ganz ville Lackerungen nach eng Rei Aschränkunge bäizebehalen.

Ech maachen dann och hei nach eng Kéier e ganz kloren Appell: Haalt lech och doheem un den 3G! Schützt lech an Är Nächste selwer! Maacht dat fräiwëlleg! Dir braucht kee Staat, deen lech seet: „Schützt lech!" Wann et reent, dot Der jo och e Reemantel un. Wann et reent, huelt Der och e Prabbeli. Ma wann e Virus zirkuléiert, schützt lech an Är Nächste fräiwëlleg a selwer!

Trotzdeem, dat gesot, hätte mer eis gewënscht, datt och am private Raum nach e wéineg méi Méiglechkeete fir grouss Familljefester geschaf gi wären. D'Méiglechkeet, no dëse schwéiere Méint am Krees vu senge Léifsten ze feieren, sollt eeben net um Portmonni hänken. Ech géif mech duerfir freeën, wa mer eis als Chamber zesumme mat der Regierung kéinten zum Zil setzen, an de kommende Wochen eng Méiglechkeet auszeschaffen, wéi och privat Feieren am private Krees ënnert dem CovidCheck-Regimm kéinte méiglech ginn. Zum Beispill kéint ee jo iwwert d'Gemenge fueren, bei deene gréisser Feiere kéinten ugemellt ginn a wou den Organisateur vum Fest responsabel wär, ze kontrolléieren, ob dann d'CovidCheck-Reegelen agehale ginn, wou och Kontrolle kéinte gemaach ginn.

Mee dat ass nëmmen en éischte Gedanken. An ech géif mech, wéi gesot, freeën, wa mer hei gemeinsam kéinte Léisunge schafen, fir dëse Summer net nëmmen deene mam décke Portmonni méi Fräiheeten ze bidden, mee alleguerten den Awunnerinnen a Awunner vun dësem Land. Ech sot et schonns méi heefeg op dëser Plaz, mee et ass esou wichteg, datt ech mech ëmmer nees widderhuelen: E Liewen an Aarmut ass net eréischt säit Covid-19 mat Aschränkungen an Entbeerunge verbonnen. Vill Leit waren och schonns virun der Pandemie méinten- oder jorelaang net méi an engem Restaurant. Mir däerfe si net vergiessen! Grad am Ufank vun der Pandemie, wou et vill Restriktioune gouf, war dës Kris geprägt vun enger enormer Solidaritéit. Ech géif mer wënschen, datt dat och elo nach esou wär, wou d'Restriktiounen nees Schrëtt fir Schrëtt opgehuewe solle ginn. Solidaritéit fir déi Äermsten a Schwächsten aus eiser Gesellschaft ass kee Gimmick, mee eng Basis vun eisem Zesummeliewen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eng Zäitchen hier, datt d'Piraten hei am héijen Haus e Covidgesetz matgestëmmt hunn. Mee duerfir freet et mech elo ëmsou méi, haut den Accord vun de Piraten zu dësem Text kënnen ze ginn, net ouni e grousse Merci ze soen un de Rapporter fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport, deen nach eng ganz Rëtsch Onkloerheeten op der leschter Ligne droite behuewen huet. Ech hoffen, datt dësen Text de Biergerinnen a Bierger hëllefe wäert, nees e Stéck zur Normalitéit zréckzekommen, an datt et eis och fir déi kommend Adaptatioune gelénge wäert, gemeinsam u Léisungen an der Kommissioun ze schaffen.

An deem Sënn soen ech lech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Wolter hat gesot, hie wéilt nach nom Debat schwätzen, oder ass dat no der Regierung eréischt?

M. Michel Wolter *(CSV).*- No der Regierung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi ee Modell ass dat dann, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass de Modell 2 an dat sinn dann …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... well d'Regierung hëlt Positioun no den Deputéierten, Här President. Wann den Här Wolter schonn ugemellt huet, e wéilt nach schwätzen, ass en Orateur. Ech verstinn net, dass en dann nach wëllt no der Regierung …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hie wëllt herno nach gär Parole après ministre virum Vott, fir eventuell, esou wéi ech e verstanen hunn, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi ee Modell ass dat?

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... seng Proposition de loi zréckzezéien. D'CSV-Fraktioun, déi hat 20 Minutte fir den Auteur-rapporteur zegutt, an 62 Minutten hat d'CSV am Modell zegutt. Si huet gebraucht: 37 Minutten huet den Här Wolter geschwat gehat, wou dann 20 Minutte derbäi ware fir Auteur-rapporteur, an déi aner Zäit sinn dann 32 Minutten. Dat heescht, Dir kommt op 69 Minutten an hinne bleiwen dann nach nach Adam Riese 13 Minutten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn domadder kee Problem, Här President. Mee dann ass dat elo! Den Debat ass jo awer elo! An da schwätzt d'Regierung. Wou si mer da soss?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wann den Här Wolter just d'Wuert freet, fir seng Proposition de loi zréckzezéien, da kann hien dat virum Vott maachen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech mengen, den Här Staatsminister ass zimmlech opgereegt haut. Dofir hat en net matkritt, wat virdru gesot gi war. Wéi ech ugefaangen hu mat schwätzen, hunn ech gesot, ech géif mäi Rapport maachen an ech géif derzou meng Meenung soen. An en fin du débat, en fonction vun den eenzelnen Eingaben, géif ech der Chamber duerno eng Propositioun maachen, wat mat menger Proposition de loi soll geschéien. Dat ass dat, wat ech gemaach hunn. Dozou stinn ech, soudatt, mengen ech, näischt verhënnert, datt den Här Staatsminister sech elo d'Wuert hëlt an eis dat dann zielt, wat hien eis ze zielen huet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter. Dat heescht, den Här Wolter kritt d'Wuert zréck, wann e wëllt seng Proposition de loi zréckzéien ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... an datt net doriwwer däerf nach ofgestëmmt ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hutt just virdrun erkläert, Här President, et wier Parole après ministre. An ech sinn e bëssen iwwerrascht gewiescht, dass scho Parole après ministre „avant ministre" gefrot gëtt. Dowéinster war ech e bëssen iwwerrascht. Mee dann ass dat esou an dann hunn ech domadder kee Problem.

Prises de position du Gouvernement

Här President, erlaabt mer fir d'éischt, dass ech kuerz en Topo maachen iwwert d'Situatioun. D'Situatioun ass eng, déi besser ass. An ech wëll och direkt dem Rapporteur perpétuel Mars Di Bartolomeo och Merci soe fir déi 20. Kéier, wou mer hei en Echange hunn. D'Situatioun ass besser, d'Situatioun ass an de Spideeler besser. Si ass an den Infektioune besser. Mee mir gesinn awer och, dass eng indesch Variant, déi haut Delta-Variant jo genannt gëtt, awer och present ass zu Lëtzebuerg. A mir gesinn, dass schonn op verschiddene Säite vum Globus verschidde Restriktiounen nei kommen, dat souguer um europäesche Kontinent, souguer elo zu Moskau, hunn ech just gelies, awer och an Asien. Dat heescht, et soll een net mengen, et wier alles fäerdeg.

Mee déi Zuele sinn encourageant. Déi Zuele sinn e Resultat vun e puer Facteuren: éischtens vu Mesuren, déi geholl gi sinn, zweetens, vun enger Politik, déi mer zesummen decidéiert hunn, mee virun allem vun engem Behuele vun de Bierger, déi säit Méint dat respektéieren, wat och an hirem Interêt ass, a vun enger genereller Solidaritéit, déi mer alleguerten hunn. A last but not least a virun allem, wa mer déi dote Schrëtt kënne maachen, ass et wéinst den Impfungen. An ech soen och do wierklech de Leit Merci fir d'Bereetschaft, geimpft ze ginn. Mir gesinn dat zu Lëtzebuerg, dass se grouss ass. An dat ass am Moment déi eenzeg Hoffnung, wou een och, wann een d'Zuele genau analyséiert, gesäit, dass do, wou d'Leit wierklech vill geimpft sinn, d'Zuele vun den Neiinfektiounen oder vun den Hospitalisatioune ganz, ganz déif erofginn.

Mir hunn e puer nei Momenter, an erlaabt mer, dass ech hei eppes soen, wat vu wéinege Leit zitéiert ginn ass - ech mengen, deen een oder anere Riedner huet et gesot -: Mee dat ass de Succès, dee mer fäerdegbruecht hunn, och zu 27, mat der Applikatioun! Ech mengen, d'Vertriederin vun deene Grénge huet dat zitéiert, oder vun deene Rouden oder vun deene Bloen, ech weess net méi wien, mee vun der Majoritéit gouf gesot, wat dat fir e Succès ass, Här President! Wat dat fir e Succès ass, wou mer ënnert dem Impuls vun der Kommissioun ..., well mir jo ëmmer eis beschwéiert hunn - a wéi oft hunn ech Politiker héiere sech beschwéieren -, wéi schlecht awer d'EU fonctionéiert.

Mir hunn et fäerdegbruecht, zu 27 e Pass ze kréien, deen et ab dem 1. Juli fir all d'Bierger aus der EU erméiglecht ze reesen, eng Securitéit ze hunn. A 27 Länner op e gemeinsamen Nenner ze kréien, gleeft mer et, Här President, dat ass net evident. Duerfir erlaabt mer, wierklech hei awer ze soen, dass mer gemeinsam hei bewisen hunn, dass d'EU eng Plusvalue ass, och an deem heite Fall.

(Interruption)

Erlaabt mer och, Här President, an dat ass och schonn - ech mengen, et war den Här Baum - en long et en large gesot ginn, dem CTIE wierklech Merci ze soen. Déi hunn Dag an Nuecht geschafft. A gleeft mer, haut de Moien ass jo och den Internetsite vun impfen.lu online gesat ginn, fir sech och kënne fräiwëlleg anzeschreiwe fir den AstraZeneca a fir den Johnson. An ech weess, dass dat ëmmer kuerz Nuechte ginn, ier esou e Site online geet. An dat hu se wierklech ganz gutt gemeeschtert. An erlaabt mer, duerfir och en extrae Merci ze soen.

Firwat dee Switch? Déi éischt Saach ass, Dir hutt jo matkritt, dass gëschter och den Avis vum CSMI fir d'Méiglechkeet, fir déi Leit zwëschen 12 an 18 Joer kënnen ze impfe mat Pfizer, adoptéiert ginn ass. Dat heescht, mir sinn an de Startingblocks, fir kënnen déi jonk Leit och ze impfen. Mee fir se kënnen ze impfen, musse mer och un den Alter kommen. An do ass elo d'Méiglechkeet, fir den AstraZeneca an eebe fir den Johnson fräiwëlleg kënnen ze kréien.

Mir hunn déi schlecht Noriicht kritt - an dat hunn ech och gëschter annoncéiert -, dass mer 47.000 Dosen Johnson manner kréie wéi geplangt. Dat ass schued, well bei där Populatioun, déi mer hunn iwwer 18 Joer, sinn dat bal 10 % manner Leit, déi mer kënnen impfen. A fir eis ass et awer ganz wichteg, dass mer dat, wat mer hunn, och direkt kënne verbrauchen, fir esou séier wéi méiglech och un déi jonk Leit ze kommen. An ech hunn et och gëschter schonn ugekënnegt, och wann et optimistesch ass - an ech mengen, et war den Här Baum oder den Här Engel ... -: de 15. Juli ass eng Date butoir an engem optimisteschen Zenario, wou mer et dann och kéinte fäerdegbréngen, déi Leit bis 18 Joer invitéiert ze hunn. Soss gëtt et Enn des Mounts an da kéinte mer och ufänke mat deenen ënner 18.

Mir hunn haut elo um zwielef Auer op deene Fräiwëllegelëschte scho 6.355 Leit, déi sech ugemellt hunn, fir mat Johnson geimpft ze ginn, 6.355 Leit, bei AstraZeneca 2.151 Leit, déi sech scho gemellt hunn, fir mat deem Impfstoff geimpft ze ginn. Ech soen deene Leit Merci. Merci éischtens, well et en Zeechen ass vu Solidaritéit, zweetens en Zeechen ass, dass mer méi séier am Fong bei déi Jonk kënne kommen, wat méi Leit och elo geimpft ginn. Dat ass en Zeeche vu Solidaritéit. Et ass en Zeeche vu Responsabilitéit. An et erlaabt ..., a mir sinn eis awer alleguerte bewosst ... Ech wier haut net gäre 16 Joer al. Bon, wéinst anere Grënn vläicht, mee haut jonk ze sinn ...? Erënnert lech, wéi Dir 16 oder 20 Joer al waart. Do hat ee keng Loscht, gesot ze kréien: „Um zéng Auer ass Pillo." „Um eelef Auer ass Pillo." „Du dierfs net méi wéi véier Leit gesinn." „Du dierfs net e Patt drénke goen." Du dierfs net ..., du dierfs net!

Mir hunn déi lescht Méint an enger Gesellschaft gelieft, wou een net huet vill Saachen einfach kënne maachen. Et huet een och eng Rëtsch vu Saachen net dierfe maachen. An duerfir sinn ech och frou, dass mer mam CovidCheck méi Fräiheete fannen a mat der Méiglechkeet, dass jonk Leit geimpft kënne ginn, och hinnen d'Potenzial kënne ginn, fir kënnen esou séier wéi méiglech och méi Libertéiten ze fannen, elo ab 18, an ech hoffen, och esou séier wéi méiglech fir déi Leit ënner 18.

Mir hu beim LST, an dat war eis och wichteg, well mer net eng Impfflicht wëllen imposéieren hei am Land ... Mee mir wëllen awer och deene Leit ..., an am Ufank war jo d'Iddi, ob mer net sollen e Bong maache fir an de Laboratoire ... Mir mussen eis bewosst sinn, dass eng Rëtsch vu Leit, och iwwer 30 Joer, nach net déi zweet Impfung hunn. An déi kann een dann net ausschléisse vun där Méiglechkeet, awer déi selwecht Fräiheeten ze hu wéi déi Leit, déi geimpft sinn. An duerfir war et eis wichteg, och eeben den LST, an d'Madamm Ministesch huet et gëschter „open bar" genannt, dass ee kann einfach dat huelen am Fong, wat ee wëllt: den Test oder d'Impfung oder fir déi, déi geneese sinn, ass et ..., do hu se kee Choix, dat ass dann esou, mee bei deenen aneren, dass een de Choix huet an dass een esou awer och eng Garantie ass fir déi aner.

Här President, ech sinn net hei, fir e Bilan ze zéien, well et ass ze fréi. Et ass ze fréi, fir e Bilan ze zéien. De Bilan zéie mer an deenen, hoffe mer, nächste Wochen oder no der Vakanz. Mee et sinn e puer Saachen, déi ech just wollt hei mat op de Wee ginn.

Ech hunn et schonn eng Kéier hei gesot an ech widderhuelen et: D'Regierung oder eng Majoritéit huet net de Monopol vu gudden Iddien, mee eng Oppositioun och net. Den Här Engel huet virdrun hei zitéiert vu verschiddene Mesuren, déi vun der gréisster Oppositiounspartei hei gefrot gi sinn. Ech hätt kënne weiderfueren, mee Dir hutt eis e Modell 2 ginn, mir hunn 20 Minutten. Ech wëll, dass d'Madamm Gesondheetsministesch och nach d'Méiglechkeet huet, fir eppes ze soen.

Mee erënnert lech: E Masque obligatoire dobaussen an alle Situatioune war hei gefrot ginn, eng Tracingapp, ouni Tracingapp géif et jo net goen. Ech si frou, Här President, dass déi eng oder déi aner heibannen an och dobaussen heiansdo Moralapostel gespillt hunn a selwer awer dann aner Saache prônéiert hunn - hei Moralapostel an dann aner Saache prônéiert hunn. An an deene ganzen Diskussioune sinn och perséinlech Attacke gewiescht.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Ech stelle mech als Premierminister virun ons Beamten a virun déi ganz Regierung. D'Regierung huet de Maximum gemaach, wat ee konnt maachen. Mir hunn net de Monopol vun de gudden Iddien. Mir hu consultéiert. Mir hunn ons iwwerluecht, wat déi bescht Léisunge wären. Mir hu gekuckt, de Lëtzebuerger Modell ze fannen.

Ech ka mech erënneren, wéi ech och hei vun der Oppositiounspartei gesot kritt hunn: „Jo, mee wann den Här Macron eppes seet, da maacht Dir dat." Nee! Ech mengen, den Här Macron wäert sech haut d'Fro stellen: „Hätt ech vläicht och méi de Lëtzebuerger Modell suivéiert, wier et vläicht an där enger oder anerer Situatioun" -vläicht an där enger oder anerer Situatioun! - „gutt gewiescht?" Mir hunn eisen eegene Modell gemaach! Mir hu keen däitsche Modell gemaach. Et ass eis och gesot ginn, dass mir dat maachen, wat déi Däitsch maachen. Dunn ass eis gesot ginn, mir géifen dat maachen, wat d'Fransouse géife maachen. Mee mir hunn eise Wee gemaach!

An ech kann lech just soen, ech sinn der Iwwerzeegung, dass de Lëtzebuerger Wee dee Wee war, wou mer den Equiliber fonnt hunn, an dass d'Resultater dat haut weisen, och wa verschidde Leit gemengt hunn, dass dat depuis le départ ëmmer falsch war, dass si de Monopol vun de richtegen Iddien hätten a vun de richtegen Decisiounen an einfach alles géife besser maachen, mee eeben haut net an der Verantwortung sinn. An ech muss lech soen, dass ech houfreg sinn iwwert d'Aarbecht, déi dës Regierung, dës Administratioun, all déi Fräiwëlleg, déi gehollef hunn, all déi Leit aus dem Secteur hospitalier an déi aner Leit, déi geschafft hunn, geleescht hunn. An all d'Bierger, déi sech un d'Reegele gehalen hunn, deene kann ech e grousse Merci soen. Dat nennen ech konstruktiv Aarbecht, déi et fäerdegbruecht huet, dass mer haut wierklech nach ganz, ganz wéineg Restriktiounen hunn.

Dat do ass e Succès - a kommt, mir loossen eis deen net klengrieden! A wann ech nëmmen un d'Schoulen denken, wat och hei zitéiert ginn ass! Déi jonk Leit hunn hei zu Lëtzebuerg méi Presence gehat an der Schoul wéi Net-an-der-Schoul-Sinn, wann ech mam Ausland vergläichen. Dat sinn Hypothéiken, déi mer maachen op déi nächst Generatiounen. Ech kann lech just soen, dass de Lëtzebuerger Wee dee richtege Wee war. An ech sinn och ganz houfreg, dass mer dee Wee - fir ganz vill Leit heibannen - an déi Richtung gaange sinn, mee virun allem och op déi Leit, déi eis dobaussen ënnerstëtzt hunn.

Well mir kënnen egal wat stëmmen heibannen, wann d'Leit net matmaachen, dann hu mer keen Erfolleg! A wann d'Leit et net verstinn, hu mer keen Erfolleg! A well d'Leit et verstanen hunn a well d'Leit et matgemaach hunn, ass et och de Wee vun der Akzeptanz, vun der Toleranz a virun allem vun der Solidaritéit, an ech si ganz houfreg dorobber.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Et ass erëm de Moment fir en Tëschebilan, eng 20. Editioun vum Pandemiegesetz. Virop e ganz grousse Merci un de Mars Di Bartolomeo, deen dat heite wéi ëmmer erëm an der leschter Ligne droite an d'Riicht kritt huet an engem ganz kuerzen Zäitraum.

An definitiv ass et net normal, et ass gesot ginn, wéi mir hei schaffen. Dat ass net normal! Dat ass vun Ufank un net normal gewiescht an et ass net, well et sech ëmmer erëm widderhëlt, dass et géif méi normal ginn. Mir schaffen ënner Ëmstänn, déi katastrophal sinn. Esou legiferéiert een net, an esou enger kuerzer Zäit! Mee och dat ass de Lëtzebuerger Wee. Mir hunn de Choix zesumme geholl, den demokratesche Prozess hei ze respektéiere queesch duerch déi Kris. Dat huet säi Präis, dat huet e Präis an Zäit vu Stonnen. Wivill Stonne sëtze mer hei! Mir si matten an enger Kris, déi geréiert een normalerweis als Exekutiv.

Et huet en héije Präis a mir hunn de Choix gemaach, dëse Wee ze goen. Da kënnt natierlech de Moment, wou ee sech muss an d'Ae kucken a soen: „Wat mer hei maachen, ass net perfekt!" Wéi soll et et och sinn? Wéi soll ee kënnen en anstännegt Gesetz an esou kuerzer Zäit schreiwen? Wann ee mer dat kann erklären - mir kréien et net hin. Ech hunn et schonn e puermol gesot: Mir hunn onst Bescht gemaach. Mir maachen nach ëmmer eist Bescht! Mir sinn och alleguerte midd, mee mir maachen eist Bescht.

Mir hunn e Choix geholl. Et ass eist Gesetz an et ass net aus engem virvirviregte Jorhonnert, et ass vun 1980, dat Gesetz, dat mer hei hätte kënne beméien. Et ass vun dëser Chamber deemools esou gestëmmt ginn. Et war e fortschrëttlecht Gesetz, et ass d'ailleurs méi fortschrëttlech wéi vill aner Pandemiegesetzer, déi hei beméit ginn an Europa wärend där Pandemie. Mir hunn en anere Choix gemaach. Mir wollten et zesumme maachen. A wann een dat heiten zesumme mécht, da kann dat net perfekt sinn. Dat ass ganz kloer.

Den Tëschebilan, wann een eleng d'sanitär Situatioun kuckt, ass guer net esou schlecht: Mir hu säit Wochen - säit Wochen! - vill méi labber Mesuren hei am Land wéi eis Nopeschlänner. A mir hu mëttlerweil an och säit Wochen eng ganz gutt stabiliséiert Situatioun, grad do, wou et zielt. Kuckt eng Kéier „Our World in Data", Dir kennt alleguerten dee Site, e gëtt oft zitéiert, en ass oft zitéiert ginn. Ma kuckt en haut a kuckt d'Situatioun an den Intensivbetter, da gesitt Der, dass Lëtzebuerg immens gutt dosteet am Verglach zu anere Länner, an dat mat labbere Mesuren, mat méi labbere Mesurë wéi Schweden, mat engem bessere Resultat wéi Schweden. An och an anere Parameteren ass dat haut net méi ze niéieren.

Sécher hätt ee villes kënne besser maachen. Sécher, am Réckbléck gesäit alles anescht aus. Mee ech mengen, jiddweree muss hei soen an zouginn, wann en éierlech ass, dass keen hei déi optimal Léisung hat. An ech hunn och nach kee Land gesinn, wou een haut géif am Réckbléck soen: „Ma déi, déi woussten et. Bis an de leschten Detail hate se et ëmmer richteg."

Jiddwereen ass iergendwou bäigelaf op senger Streck. Och mir si bäigelaf. Mir krute béis Iwwerraschunge mat Momenter, an déi aner Länner och. An am Nachhinein ka warscheinlech ee vun deem anere léieren. Et kann ee kucken: Wat huet da geklappt? Wat ass schifgelaf? Mee esou d'Pretentioun ze hunn, zu all Moment et ëmmer besser gewosst ze hunn an dat Richtegt virausgesot ze hunn, dat geet schonn e bësselche wäit, dat ass anmaßend.

Mir louchen eis effektiv net ëmmer an den Äerm, dat stëmmt, an dat huet näischt mam Covid ze di gehat. Mir waren eis oft net eens hei: Et ass meeschtens net duergaangen, da war et ze fréi, et war ze spéit, iergendwou war et ni gutt. Mir sinn dru gewinnt no 20 Kéieren a mir behalen eis Moral! Et ass sech „geschummt" gi fir eis, dat war haart, dat ze héieren, dat muss ech zouginn. Et si béis Wierder gefall, oder uerg Wierder. Mee iergendwou hu mer eis och dorunner gewinnt. Mir sinn op eiser Schinn bliwwen.

Haut gëllt et, mat deenen Ouverturen, déi mer maachen - a kee Land mécht se an deem Genre, wéi mir se am Moment maachen -, sech wierklech bewosst ze sinn, dass déi Saveguards, déi mer setzen, musse respektéiert ginn. Testen ass extreem wichteg!

Vläicht e klengt Wuert zum Large-Scale-Testing. Ech kann net op alles agoen, wat ugeschwat ginn ass. Mee de Large-Scale-Testing, déi grouss opgestallten Teststrategie, déi mer hunn, war vun Ufank un duerch Flexibilitéit markéiert. Ech hunn dat ganz oft ervirgestrach, oft erkläert. Mir hunn a sech ni eng figéiert Approche am Large-Scale-Testing gehat. En ass ëmmer esou agesat ginn, wéi e grad Sënn gemaach huet. Hate mer Clusteren, si mer massiv an d'Clustere gaangen. Elo hu mer keng Clusteren, elo gi mer dohinner, wou et elo Sënn mécht. An enger Situatioun, wou mer ganz nei Ouverturë maachen, mat engem CovidCheck, do mécht et eebe Sënn, d'Prioritéit vum Large-Scale-Testing dohinner ze drainéieren, wou déi Leit sinn, déi nach net geimpft sinn. Dat ass dat, wat elo an där grouss ugeluechter Strategie Sënn mécht.

Donieft behale mer selbstverständlech d'Objektiv, eis Vue générale ze hunn. An ech hat et ënnerstrach: Mir wëllen nach ëmmer en Echantillon hunn och vu Leit, déi geimpft sinn, fir déi néideg Erkenntnisser ze kréien, wéi do d'Entwécklung mam Virus weidergeet. Mir wäerten och weiderhi serologesch Tester maachen am Kontext vum Large-Scale-Testing. Dat ass och e Standbeen dovun. A mir wäerten och weiderhi mat eisen Équipe-mobillen ënnerwee sinn, wat e grousse Baustee vun eiser Large-Scale-Testing-Strategie ass, wou mer an den Altersheemer present sinn an dat och nach ëmmer waren.

Mir hunn de Choix gemaach, Verschiddenes an d'Gesetz ze schreiwen, an aneres hu mer recommandéiert. Dat ass an den Altersheemer de Fall gewiescht. Do ass et sanitär Konzepter ginn an dëser Kris. Si si mat der Santé erstallt ginn. Et ass net, wéi wann dat net bestanen hätt! Dat ass geschitt. Et ass och getest ginn. Et si Schnelltester dohinner geliwwert ginn. Villes ass gemaach ginn, dat eent iwwert d'Gesetz, dat anert iwwert de Wee vun Ordonnancen a vu Recommandatiounen.

Eis Ekippen hu gutt geschafft. Si hu vill geschafft. A si schaffen och weider. Ech kann haut nëmme Merci soe fir d'Vertraue vun de Leit, Merci soe fir d'Ënnerstëtzung fir dee Schrëtt haut. Et ass en extreem ambitiéise Schrëtt, dee mer hei proposéieren.

An ech géif nach gären drop agoen, dass gesot ginn ass: „Firwat net scho virun engem Mount?" Ma ee ganz groussen Ënnerscheed zwëschent elo a virun engem Mount ass nämlech, dass mer eis ralliéiert hunn op dat, wat mer an Europa maachen. Villes war absolutt nach net kloer virun engem Mount. Déi Definitiounen, déi mer hei hunn, déi sinn d'Resultat vu laangen Diskussiounen tëschent Experten, net nëmme bei eis am Land, mee aus ganz Europa, wou nach bis viru 14 Deeg diskutéiert ginn ass, wéi déi Definitioune sollen opgesat ginn. A mir hunn de Choix gemaach, do nozelauschteren. Mir sinn do net virgeprescht. D'ailleurs ass kee Land virgeprescht op deenen dote Parameteren, kee Land.

Mir hu gewaart, bis deen Accord do war, a mir hunn deen Accord, dee mer gefrot haten, op Definitiounen: Wéini gëllt een als geheelt? Wéini kann een effektiv dovunner ausgoen, dass een e ganzen Impfscheema huet, wann ee just eng Kéier geimpft ass a virdru krank war? Dat sinn Definitiounen, déi eréischt viru ganz Kuerzem, virun zéng, zwielef Deeg stabiliséiert gi sinn op europäeschem Plang. An dofir ass d'Situatioun eng ganz aner haut, wéi se virun engem Mount war!

Och d'Erfarunge mat eiser Impfung, déi hu mer elo! Elo eréischt gesi mer ganz kloer, iwwert déi lescht zwou Wochen, wéi kloer et ass. Dat war virun engem Mount nach net esou kloer. Do hu mer eréischt just ugefaange gehat, à grande échelle ze impfen, an do konnt een dat nach net esou stabill gesinn. An dofir ware mer nach virsiichteg virun engem Mount. Haut hu mer eis Erfarungen erageholl a mir zéien d'Konsequenzen draus, relativ ambitiéis Konsequenzen.

An ech wënsche mer näischt méi, wéi dass dat alles riichtgeet. Wa mer dat heiten zesumme packen, wa mer dat elo nach opbréngen, déi wéineg Reegelen, déi mer nach hunn, ze respektéieren, sinn ech iwwerzeegt, dass mer ganz gutt preparéiert si fir den Hierscht, op alle Fall am Verhältnis. Ech mengen, mir sinn alleguerten net geséchert, dass näischt méi geschitt. Mee an där Hisiicht geet et eis net anescht wéi eisen Nopeschlänner. Op alle Fall, och wann et net perfekt ass, ech fir mäin Deel kann lech ëmmer nëmme soen, datt mir probéieren, dat Bescht ze maachen. Mir kucken ze lauschteren, wou mer kënnen. Mir lauschteren op d'Experten. Mir kucken op Europa. An a Fonctioun dovunner huele mer déi Decisioune fir eist Land, vun deene mer ausginn, dass et déi Bescht sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass domat …

D'Madamm Hansen freet nach d'Wuert. Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech hunn u sech zwou Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch. Dat Éischt - an do och vläicht eng Remark un den Här President -, d'leschte Kéier, an dat huet de Claude Wiseler gesot a senger Ried, hat d'Madamm Gesondheetsministesch gesot, si kéinten déi Greencard oder de Prinzip vun der Greencard net ëmsetzen. Si géifen eng Enquête maachen, ob déi Geimpft …

(Interruption)

Jo, dat hat Der gesot, mir hunn dat nogelauschtert - de Claude huet dat och nach eng Kéier widderholl gehat -, Dir géift eng Enquête maachen. Mir hunn eng Question urgente gestallt, Här President, fir déi Enquête am Prinzip am Virfeld vun dëser Debatt ze kréien. D'Urgence ass net unerkannt ginn. Dat ass eppes, wat mer net kënnen akzeptéieren, well wa mer eng Enquête versprach kréie vun der Madamm Ministesch, fir datt se hir Decisioune kann huelen, an déi Enquête kréie mer net, …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir héieren net gutt! Mir héieren net gutt, ass et méiglech, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mee ech sinn nach net fäerdeg.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mee mir héieren net gutt, mir héieren lech net gutt.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Pardon, dann dinn ech meng Mask aus.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Hansen, et wier vläicht gutt, wann Der da bei de Mikro kéimt - et ass wéinst der Akustik heibannen -, fir datt jiddereen och matkritt, ëm wat datt et geet.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Gutt. Merci, Här President. Ech hunn zwou Froen. Dat Éischt ass, a mäi Kolleeg Claude Wiseler huet dat schonn ernimmt gehat: Bei där leschter Debatt hate mir jo de Prinzip vum CovidCheck - do hate mer en nach net „CovidCheck" genannt - hei gefrot. D'Madamm Minister huet eis erkläert, datt se net kéinten domadder averstane sinn, datt e Geimpfte kéint zousätzlech Rechter kréien, well si géifen eng Enquête maachen, ob déi Geimpft tatsächlech de Virus net méi géifen iwwerdroen oder net.

Mir hunn an deem Kader an am Virfeld vun dëser Debatt eng Question urgente gestallt gehat, well ech fannen, datt, wann e Minister esou eppes als Ursaach hëlt, fir eng Propos vun enger Oppositioun net unzehuelen, mer zumindest d'Urecht hätten, déi Enquête och am Virfeld vun enger neier Debatt ze kréien. Duerfir ass déi éischt Remark déi - dat ass u sech eng un den Här President -, datt mer et ganz komesch fannen, datt an esou engem Fall d'Urgence net unerkannt gëtt.

An déi zweet Fro ass eeben d'Fro un d'Madamm Ministesch, ob et dann elo méiglech wär, datt mer déi Enquête kriten.

An en zweete Punkt, wou ech nach wëll drop agoen, dat ass den LST. D'Madamm Minister sot, si géif op d'Leit lauschteren. An dofir wär ech och frou, wa si géif op eis lauschteren, virun allem vläicht op déi Leit, déi net grad ronderëm en Zentrum wunnen, wou och den LST ugebuede gëtt. Mir hunn oder ech hunn am Virfeld scho méi dacks drop higewisen, datt de Large-Scale-Testing am ländleche Raum, zum Beispill am Norden, just zu Housen ugebuede gëtt. Wann déi Jugendlech gäre wëllen am ländleche Raum elo erausgoen, da mussen déi op House fueren oder op Miersch. Zu Miersch ass et emol net op der Gare. Dat heescht, déi Jugendlech hunn definitiv net déi selwecht Chancë wéi déi Jugendlech, déi soss éierens wunnen.

An dofir maachen ech hei nach eng Kéier de Rappell: Wannechgelift! De Premier sot: „Ech wéilt elo net jonk sinn." Da wëll ech soen: Ech wëll nach vill manner jonk sinn am ländleche Raum, well déi hunn nach vill manner Chancë wéi soss éierens! An do ass et eis Flicht, an et ass an dësem Fall virun allem och Är Flicht, fir deene Jugendlechen a Kanner déi selwecht Chancen ze ginn.

An dofir maachen ech nach eng Kéier den Appell: Wéi wëllt Der dat garantéieren, datt déi déi selwecht Chance kréien, respektiv firwat huelt Der net d'Propos u vum Kolleeg Wiseler, dee seet: „Ma gitt deene Jugendlechen d'Chance, einfach zertifiéiert Schnelltester ze maachen op verschiddenen ënnerschiddleche Plazen, an den Apdikten an esou weider, fir datt déi Kanner och kënne vun hirer Fräiheet profitéieren."

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, merci. Ech ka mech net erënneren, vun enger Enquête geschwat ze hunn. Do musst Der mer de Verbatim wierklech sichen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, mir hunn en.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dat ass natierlech eppes, wat mer suivéieren, selbstverständlech, a mir hunn lech och schonn éfters Erklärunge ginn. Dat sinn déi Fäll - ech hunn déi Zuelen elo net derbäi -, wivill Leit sech no enger Impfung nach ugestach hunn. Dat si Saachen, wou mer mat enger gewëssener Reegelméissegkeet rapportéieren. Eng „Enquête" an deem Sënn, wéi Dir dat nennt, hu mir net lafen. Wann ech dat esou sollt gesot hunn, da muss ech mech schlecht ausgedréckt hunn.

Ech géif awer gären drop insistéieren, dass an der Tëschenzäit jo e ganz neie Moment ass. Mir waren zu deem Moment an der Observatioun heiheem, wat mer och souwisou lafend maachen. Dat dote sinn Informatiounen, déi mer schonn ëffentlech och erausginn hu vun de geimpfte Leit, wéi vill der effektiv nach eng Kéier a wéi engem Delai do krank gi sinn. Mee et ass e ganz neie Moment an deem Sënn, dass mer en europäesche Reglement hunn entre-temps, deen eng ganz kloer Definitioun gëtt. Do hu mir iwwerhaapt keng Latitude an deem europäesche Reglement, deen ass d'application directe. An do gëtt et mëttlerweil eng Definitioun fir déi dote Saachen. Dat ass eebe justement deen neie Moment.

An ech mengen, do hu mer e Verständnisproblem ënnereneen, well et ass wierklech do insistéiert ginn an den Här Wiseler huet et zéngmol gefrot: „Wat ass dann elo anescht?" Mee genau dat ass anescht! Ab dem nächste Méinden ass en europäesche Reglement applikabel. An dat ass e Reglement - dat ass net eng Direktiv, déi mer mussen ëmsetzen -, deen ass d'application directe, mat deene Krittären, déi dra sinn.

An do ass e Konsens komm ronderëm déi dote Saach, wéini een als geheelt gëllt a wéini een als geimpft gëllt. Do ware vill Diskussiounen tëscht dem Europaparlament an de Länner. An et ass en Accord fonnt ginn a mir respektéieren deen Accord. Dozou gëtt et och nach Recommandatioune vun der Kommissioun, un déi mer eis och ugeleent hu fir dat heite Gesetz. An deem Sënn ass et och effektiv müüsseg, op eise reng nationalen Date vläicht weider Konklusiounen ze huelen, well mer d'Decisioun geholl hunn, eis deem europäesche Standard unzepassen.

Fir de Rescht kann ech lech awer gären an der nächster Chamberskommissioun nach eng Kéier deen Detail ginn. Et ass schued, dass Der dat net gefrot hutt. Mir souze jo ëmmer stonnelaang zesummen an deene leschten Deeg. Et huet kee mech drun erënnert. Wann Der mer eng Chance ginn hätt, hätt ech dat kënne froen. Ech kréien dat awer elo net aus dem Aarm gerëselt, muss ech éierlech soen.

A fir de Rescht, mat den Tester, géif ech gären och profitéieren - et war mer d'Zäit net gi virdrun -, fir all deene Gemenge Merci ze soen. Mir hu mëttlerweil ganz vill, ech mengen, iwwer 50 Gemengen, déi ugefrot hunn, fir Leit, Beamten ze zertifiéieren, do, wou gratis zertifiéiert gëtt, och lokal, bei Schnelltester. Do ass eng grouss Offer en place. Och do kann ee gären eng Kéier de Bilan zéien. Mee dat ass jo complementaire zu engem Large-Scale-Testing. Dat ass eppes, wat lancéiert ginn ass. An do och e ganz grousse Merci un déi Gemengen, déi sech do aktivéiert hunn. Do ass villes en place mëttlerweil. An ech ginn dervun aus, dass mer doduerch awer eng geografesch Ofdeckung hu mat engem Accès, och fir Jonker, zu Schnelltester, déi gratis zertifiéiert sinn, déi also net just op dat ze reduzéieren ass, wat elo iwwert de Large-Scale-Testing ugebueden ass.

Et kënnt derbäi - gutt, et ass net eent zu eent d'Propos, mee hei ass et effektiv Open End -, mir maache keng iewescht Limitt drop. Dat ass och e grousse Virdeel fir déi Jonk iwwert de ganze Summer: Et kann een dat en cas de besoin maache goen. Déi Tester si jo och 72 Stonne gutt. D'Land ass och elo net esou grouss, et kritt ee sech deplacéiert. A wéi gesot, et ass eng grouss Offer entre-temps en place. Ech hunn net de genaue Chiffer, mee ech mengen, et sinn op alle Fall iwwer 50 Gemengen, déi hei schonn ugefrot hunn.

Wann Der erlaabt, da géif ech nach drop agoen, den Här Wiseler hat och no Zuele gefrot vun de Schnelltester, déi gemaach ginn. Dir wësst, dass mir déi Daten net hunn. Do hate mer och schonn Echangen driwwer. Dat ass jo eng fräiwëlleg Deklaratioun, déi d'Leit maachen, wa se positiv sinn. Dat sinn Daten, déi mir zentral elo net hunn. Ech ka just soen, dass dat, wat mer deklaréiert kréien, der iwwer 200 d'Woch sinn. Dat gesitt Der och an eisem Rapport hebdomadaire, wou dat ëmmer drasteet. Dat heescht, där Schnelltester ginn der ganz vill gemaach. A wann esou vill positiv Resultater deklaréiert ginn, da weist dat drop hin, dass dat och mat engem néidege Seriö gemaach gëtt vun de Leit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Dann hat den Här Claude Wiseler nach d'Wuert gefrot. Parole après ministre fir den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn d'Argumentatioun elo gutt nogelauschtert an ech si wierklech der Meenung, datt een duerchaus hätt kënne virun engem Mount schonn eng Lëtzebuerger Solutioun do maache fir déi Leit, déi geimpft wären, datt een och net hätt missen Tester operleeën. An anere Länner war deelweis dee Choix geholl ginn.

Mee et ass net dofir, wou ech mer d'Wuert gefrot hunn. Ech hu mer d'Wuert gefrot, well Der elo fir déi Enquête net richteg wësst, ëm wat et geet. Ech hunn d'Zitat hei, wat Der gesot hutt. Dir hutt d'leschte Kéier gesot, et géifen nach Froen iwwert d'Reinfektiounen opbleiwen. „Wéi ass dat, wa Leit geimpft sinn a sech nach eng Kéier infizéiere kënnen? Mir hunn iwwert déi Froen eng Enquête lafen. [...] Mir waarde gär d'Resultater of. [...] Soubal mer déi Resultater hunn, spiere mir eis méi à l'aise, fir weider Schrëtt ze huelen an eeben och dee Certificat auszestellen." Dat ass textno d'Ausso, déi Der gemaach hutt. An dofir hu mir eis gefrot: Wat fir eng Enquête ass dat? Kënne mer se wannechgelift gesinn? Wat awer eng normal Fro ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn direkt d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Dir hutt mer elo op d'Spréng gehollef. Effektiv hunn ech Referenz op d'Waringo-Enquête gemaach, wou jo och dat doten en Deel dervunner ass. Ech mengen, eng vun de Problematiken - an dat ass eng Fro, déi opgeworf ginn ass, ech mengen, déi ass villschichteg, déi Enquête, déi gemaach ginn ass -, ee sanitären Aspekt, wou mer eeben och international Experten derbäigeholl hunn, ass fir ze verstoen: Wéi kann et sinn, dass trotz Impfungen nach esou vill Leit sech infizéiert hunn? Dat ass een Aspekt dovunner, an et ass dovunner, wou ech deemools geschwat hunn.

An ech weess net, wéi de Saz geschachtelt war, mee ech ka mech awer genau erënneren, dass ech op déi Enquête Referenz gemaach hunn, wou ech gesot hunn: „Dat waarde mer natierlech of, well mer net nëmmen zum Administrative wäerten Opschloss kréien, mee och iwwert dee sanitären Aspekt." Dat war jo gewënscht, dass mer do solle verdéiwen. An dat war de Wonsch deemools vun der Chamber an ech hunn op déi Enquête verwisen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci fir déi Prezisiounen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat anert, selbstverständlech sinn …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll awer kuerz drop äntwerten. An dësem Kontext ass et awer elo net iwwert de Waringo-Rapport gaangen. Et ass ëm de Green Certificate gaangen an Är Positioun zum Green Certificate. Par ailleurs, wär et de Waringo-Rapport, da stellen ech fest, datt deen och nach net do ass an Dir awer elo d'Mesuren huelt, déi ech zwar begréissen; mee et ass net ganz logesch, wat Der sot.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, well de Reglement applikabel ass, Här Wiseler, den nächste Méinden! Et ass en europäesche Reglement. Ech mengen, ech kann och net méi wéi op …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech sinn d'accord. Mee déi Enquête, déi Der hei annoncéiert hutt, war net déi. Dir hutt d'leschte Kéier eng total aner Argumentatioun gebraucht wéi déi, déi Der haut braucht.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech weess, dass ech dat gemengt hunn domadder, voilà. Wat kann ech lech aneschters soen? Mir hu keng aner lafen an ech hunn déi gemengt. Ech ka mech ganz gutt un dee Passus do erënneren. Et ware vill Sujeten, déi do zur Debatt stoungen. A wéinst deem Sanitären hunn ech dorobber verwisen. Ech ka mech nach ganz gutt erënneren, wat ech gesot hunn. Voilà, dat ass jo, an ech hunn dat d'ailleurs deemools och gesot, dass dat een Aspekt vun där Enquête ass an dass mer do natierlech och nach Opschloss kréien derzou.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Dann nach Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass zum Vote séparé, Här President. Soll ech elo schonn dozou eppes soen oder gëtt et vläicht nach aner Paroles après ministre?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech sinn nach net bei der Ofstëmmung, leider, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir sinn ongedëlleg, Här President, da waarde mer nach.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ok, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Här Michel Wolter, fir seng Proposition de loi zréckzezéien, wann ech dat richteg verstanen hunn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Majo, da bräicht ech jo eigentlech elo net méi ze schwätzen.

(Hilarité)

Dans la mesure, wou Dir se elo schonn zréckgezunn hutt, ...

(Hilarité)

… géif ech mech dann domadder eigentlech begnügen, fir lech zouzestëmmen, Här President.

Ech hunn eng Proposition de loi deposéiert. Déi ass haut ageschafft ginn an de Projet de loi - ech hunn et a menger Ried gesot - zu 95 %. Et bleiwen nach e puer kleng Prozenter, iwwert déi mer an deenen nächste Wochen nach mussen diskutéieren. Dat hënnert eis net drun, fir dem Text dans son ensemble d'Zoustëmmung ze ginn. An ech sinn awer trotzdeem frou, dass mer iwwert déi Proposition de loi am Kader vun där ganzer Diskussioun konnten diskutéieren, fir datt dat och an der Mémoire collective herno bleift.

An deem Sënn maachen ech dat, wat Dir schonn annoncéiert hutt: Ech zéien da meng Proposition de loi 7808 elo virum Vott zréck, fir dass mer nëmme bräichten iwwert de Projet de loi ofzestëmmen.

(M. Michel Wolter demande le retrait de la proposition de loi n° 7808 du rôle des affaires.)

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7836 kommen.

Et ass vun der Sensibilité politique ADR gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen a véier Votes séparés ze maachen. An dozou wëllt den Här Kartheiser nach kuerz eppes preziséieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech géif vläicht ufänke mat zwee Mercien. Dat Éischt ass, Dir wësst, datt eist Reglement seet, datt ee fir e Vote séparé fënnef Ënnerschréfte brauch. Ech wëll dofir deenen Damme vun deene Lénken ausdrécklech Merci soen, datt se dat hei mat ënnerstëtzen, soudatt mer déi noutwendeg Zuel vun Ënnerschréften hu fir de Vote séparé.

En zweete Merci geet un eise Generalsekretär, den Här Scheeck a seng Administration parlementaire, well mir haten eis an deenen Dokumenter bezunn op d'Numerotatioun vun den Artikelen, wéi se am Texte coordonné sinn. Mir stëmmen awer selbstverständlech elo equivalent iwwert déi Artikelen of, déi an dem Projet de loi vun haut stinn, soudatt ech elo just kuerz soen, ëm wat et geet.

Den éischte Vott geet ëm den Artikel 2. Do geet et ëm de CovidCheck. Den Här Engelen huet de Fong vun eisem Argumentaire entwéckelt, dofir widderhuelen ech deen hei net, ausser eebe fir ze soen, datt et do ëm déi Tatsaach geet, datt Privater aner Privater kënne kontrolléieren, woumat mir net d'accord sinn.

Den zweete Vott ass iwwert d'Rassemblementer, och e Grondrecht. Och doriwwer hat den Här Engelen scho geschwat.

Deen drëtte Vott geet ëm déi Leit, déi doheem kënnen empfaange ginn, wou mir jo net dermat d'accord sinn, datt de Staat de Leit seet, wivill Leit se doheem kënnen empfänken.

An de véierte Vott betrëfft déi Reegelen am Sport, an der Kultur an an der Schoul, déi mir fir excessiv halen. Wéi gesot, den Här Engelen huet de Fong vun eiser Argumentatioun schonn entwéckelt, dofir wëll ech déi net nach eng Kéier hei widderhuelen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Mir mussen dann elo e Vote séparé maachen iwwert déi richteg Artikelen aus dem Projet de loi 7836.

Als Éischt ass also gefrot ginn, e Vote séparé iwwert den Artikel 2 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert déi eenzel Artikelen ofstëmmen. Wien d'accord ass mat dem Artikel 2 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 7836

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass den Artikel 2 mat 54 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Als nächst ass gefrot, fir den Accord zum Artikel 8 vum Projet de loi 7836 ze ginn. Wie mam Artikel 8 vum Projet de loi d'accord ass, soll mat Jo ofstëmmen.

Vote séparé sur l'article 8 du projet de loi 7836

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass den Artikel 8 mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorschée), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Als nächst ass e Vote séparé iwwert den Artikel 6 gefrot. Wien d'accord ass mat dem Artikel 6 vum Projet de loi 7836, dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 7836

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass den Artikel 6 mat 54 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : l'article 6 du projet de loi 7836 est adopté par 54 voix pour, 5 voix contre et 1 abstention.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mme Myriam Cecchetti.

S'est abstenue : Mme Nathalie Oberweis.

De leschte Vote séparé ass de Vott iwwert den Artikel 7. Duerfir stellen ech dann och hei d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel 7 vum Projet de loi 7836, esou wéi en am Projet de loi virgesinn ass, dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 7836

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech elo de Vott zou an den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass den Artikel 7 mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7836. Den Text steet am Document parlementaire 7836[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7836 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt u mat fir d'éischt dem Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 54 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

A voté non : M. Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 29. Juni, 30. Juni an 1. Juli virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 13.04 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 59, 60 et 61

59e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 868
Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter ..... p. 868
Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la rentrée scolaire 2021-2022 ..... p. 868-872
7815 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle ..... p. 872-873
7816 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail ..... p. 873-874
7801 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 ..... p. 874-875
7653 - Projet de loi portant création d'un Pacte Climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat ..... p. 875-879

60e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 879
Question élargie n° 101 de M. Serge Wilmes relative aux nouvelles formes de mobilité ..... p. 879-880
Question élargie n° 102 de Mme Nathalie Oberweis relative à une éventuelle mission militaire au Mozambique ..... p. 880-881
7601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest ..... p. 881-882
7740 - Projet de loi portant approbation :
1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Chili relatif à des services aériens, fait à New York, le 26 septembre 2019 ;
2° de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda on air services », fait à Luxembourg, le 26 novembre 2019 ..... p. 882-884
Question élargie n° 100 de M. Laurent Mosar relative à la Société LuxTrust ..... p. 884-885
Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la Coopération luxembourgeoise ..... p. 885-889
Changement de composition d'une commission ..... p. 889
Débat de consultation au sujet du Rapport sur le Fonds spécial de soutien au développement du logement ..... p. 889-898

61e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 898
7836 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19
et
7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins ..... p. 898-911

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4707	Stéphanie Empain, Charles Margue	Devoir de vigilance des entreprises
4710	André Bauler, Carole Hartmann	Installation de polders pour réduire le risque d'inondations
4716	Jeff Engelen	Observatoire de l'environnement
4743	Nathalie Oberweis	Création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement
4773	Fred Keup	Fourrière dans le sud du pays
4774	Marc Lies	Taux de TVA super-réduit de 3 %
4775	Gilles Roth	Imposition individuelle optionnelle
4776	Charles Margue	Garanties optionnelles contre les risques d'inondation proposées par les assurances
4778	Gilles Roth	Interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021
4845	Diane Adehm	Protection accordée par l'État aux agents de l'État
5081	Francine Closener	Écriture inclusive dans les documents administratifs au Luxembourg
5093	Marc Goergen	Conduite autonome
	Session ordinaire 2021-2022	
5100	Fred Keup, Jeff Engelen	Mobilité électrique
5123	Djuna Bernard	Missions du Fonds national de recherche
5125	Fred Keup	Statistiques sur la campagne de vaccination
5131	Myriam Cecchetti	Avancement des travaux de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg–Bettembourg
5139	Sven Clement, Marc Goergen	Wi-fi dans les transports publics
5146	Martine Hansen, Gilles Roth, Diane Adehm	Frais de déplacement
5151	Paul Galles	Crise politique en Bosnie-Herzégovine
5155	Myriam Cecchetti	Prix de l'énergie
5156	Georges Engel, Cécile Hemmen	Bus électriques du réseau RGTR
5157	Marc Hansen, Josée Lorsché	Traitement pharmacologique du trouble déficit de l'attention/hyperactivité chez les enfants et les adultes
5159	Sven Clement	Délai d'attente pour un examen IRM
5160	Jeff Engelen	Nouveau Centre d'intervention et de secours à l'Aéroport de Luxembourg
5161	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	Impact des conditions sanitaires d'entrée sur le territoire de certains pays pour les étudiants en provenance du Luxembourg
5162	François Benoy	Domaine de compétence décisionnelle du conseil communal
5164	Francine Closener, Cécile Hemmen	Rôle et responsabilités du Collège des bourgmestre et échevins au regard de la sécurité et la sûreté dans les écoles
5165	Nathalie Oberweis	Logements de service et anciens logements de service de la Police grand-ducale
5166	Fred Keup	Réacteur à sels fondus
5167	Fred Keup, Jeff Engelen	Camion du type « Eco combi »
5168	Martine Hansen, Serge Wilmes	Service de transport Adapto
5170	Laurent Mosar, Michel Wolter	Étude sur la concentration des terrains entre les mains de peu de propriétaires
5171	Myriam Cecchetti	Manque de données dans le cadre du « Gender Equality Index 2021 » et du « Social Institutions and Gender Index 2019 »
5173	Marc Spautz	Troisième dose de vaccin contre la Covid-19 pour le personnel soignant
5176	Carole Hartmann	Réouverture de la route CR364
5177	Gusty Graas	Réhabilitation suite à un accident vasculaire cérébral
5178	André Bauler, Carole Hartmann	Statistique sur la formation continue durant la crise sanitaire
5179	Viviane Reding	Digital Markets Act
5180	Tess Burton	Travailleurs saisonniers embauchés pour participer aux vendanges
5181	Sven Clement, Marc Goergen	Demande d'information par les autorités judiciaires luxembourgeoises envers le service de messages « Signal »
5182	Marc Goergen	Entreprise israélienne de sécurité informatique NSO Group
5183	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	Imposition de logements non occupés
5186	Marc Goergen	Pénurie de carburant
5188	Fred Keup, Jeff Engelen	Informations sur le contact tracing dans le cas de parents séparés
5194	Marc Lies	Résultats des tests PCR
5195	Roy Reding, Fred Keup	Formation des experts en cybersécurité
5197	Roy Reding	Restructuration chez DuPont
5200	Françoise Hetto-Gaasch	Vaccination « booster » pour les personnes ayant reçu la dose unique du vaccin Janssen
5201	Martine Hansen	Incidents avec des renards
5202	Myriam Cecchetti	Introduction de frais de dossier à l'Université du Luxembourg
5203	Guy Arendt	Incidents avec des renards
5205	André Bauler	Maison « Max Goergen » à Wilwerwiltz
5206	Marc Lies	Reclassement de zones de sports et de loisirs pour y installer des « Tiny Houses »
5208	Josée Lorsché, Marc Hansen	Installation d'un appareil IRM
5209	Marc Goergen	Travail forcé des ouïghours
5845 urgente	Djuna Bernard, Stéphanie Empain	Dispositif d'accueil des personnes fuyant la guerre en Ukraine
5848 urgente	Stéphanie Empain	Sanctions envers les oligarques russes
5850 urgente	Laurent Mosar	Cyberattaques sur des infrastructures critiques
5855 urgente	Paul Galles	Accusations contre Frontex

Question 4707 (22.07.2021) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant le **devoir de vigilance des entreprises :**

Dans un article dans la presse nationale datant du 21 juillet 2021, il est question du « Pacte national Entreprises et droits de l'homme » présenté le 20 juillet par Monsieur le Ministre et qui prévoit un cadre facultatif pour les entreprises souhaitant mettre en œuvre les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Notons qu'il s'agit d'un cadre purement facultatif, contrairement aux efforts entrepris par plusieurs pays européens pour mettre en place des règles contraignantes sur le devoir de vigilance des entreprises en ce qui concerne le respect des droits humains et la protection de l'environnement.

L'article reprend aussi des affirmations de Monsieur le Ministre sur une éventuelle loi nationale en matière de devoir de vigilance des entreprises. Notons que le Gouvernement a mis en place fin avril 2021 un comité interministériel sous la coordination du Ministère des Affaires étrangères et européennes afin d'étudier une éventuelle mise en place d'une loi sur un devoir de vigilance pour les entreprises au Luxembourg. Cependant, dans les propos de Monsieur le Ministre relatés dans la presse, il plaide en faveur d'une stratégie commune au sein de l'Union européenne, propos qui vont à l'encontre d'une initiative nationale.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il affirmer que les propos repris dans la presse reflètent la position du groupe interministériel au sujet d'une éventuelle loi nationale en matière de devoir de vigilance des entreprises ?

2) Tenant compte des affirmations précitées, ce comité continue-t-il toujours ses travaux en vue de la mise en place d'une loi sur le devoir de vigilance des entreprises ?

3) Dans l'affirmative, quel est l'état d'avancement des travaux au sein du comité interministériel et quel est le calendrier fixé pour ses travaux ?

Réponse (16.08.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

L'Accord de coalition 2018-2023 prévoit que :

« […] Le Luxembourg soutiendra des initiatives européennes pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales dans la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement et s'engagera au niveau européen pour une législation contraignante et effective. Dans ce contexte, la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg sera étudiée, dans la mesure où ce dernier permettra de garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur et représenterait une mesure complémentaire au Plan d'action national sur les entreprises et les droits humains qui souligne l'importance de la diligence raisonnable pour prévenir des violations des droits humains et des dommages environnementaux engendrés par les activités des entreprises. […] »

C'est dans ce contexte qu'en date du 17 novembre 2020, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a commandé une étude sur la possibilité de légiférer sur un devoir de diligence auprès de la Dr. Basak Baglayan, experte de l'Université du Luxembourg.

En date du 14 avril 2021, l'experte a remis son rapport d'étude intitulé « A Study on Potential Human Rights Due Diligence Legislation in Luxembourg » au ministre. Dans son rapport, qui est publié dans sa version originale, avec une traduction officieuse en français, sur le site du Ministère des Affaires étrangères et européennes (https://maee.gouvernement.lu/fr/directions-du-ministere/affaires-politiques/droits-de-l-homme/entreprises-droits-de-l-homme1/efforts-mise-en-oeuvre.html), l'experte passe en revue les initiatives internationales et européennes en la matière, de même que celles de plusieurs autres pays en Europe. Par ailleurs, elle analyse les implications juridiques et politiques d'une éventuelle future législation à Luxembourg.

Dans ses conclusions, elle qualifie de « peu constructif » le débat sur « les avantages et inconvénients relatifs d'une initiative législative au niveau européen par rapport à une initiative au niveau national … notamment si l'on considère que l'adoption d'une législation nationale et d'une législation européenne ne s'excluent pas mutuellement ».

Le 23 avril 2021, le Conseil de Gouvernement a chargé un comité interministériel, sous la coordination du Ministère des Affaires étrangères et européennes, d'examiner notamment les questions prioritaires soulevées dans le rapport d'étude en vue de définir les grandes orientations soit d'une future législation nationale, soit de la position du Luxembourg pour la négociation d'une future directive européenne en la matière, et de tenir le Conseil de Gouvernement informé de l'état d'avancement de ses travaux.

Le Comité interministériel s'est réuni en dates des 18 mai, 18 juin et 14 juillet 2021. Il a convenu de

son mode de fonctionnement et a commencé à discuter les questions cruciales soulevées par l'experte dans son rapport d'étude (champ d'application spécifique et matériel de la loi, caractère et portée des obligations, moyens d'application, accès aux recours et sanctions…). Le Comité interministériel reprendra ses réunions à un rythme mensuel, dès la rentrée en septembre.

Question 4710 (22.07.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant l'**installation de polders pour réduire le risque d'inondations :**

En Bavière, il est actuellement discuté de l'aménagement de polders dans les vallées du Danube suite aux récentes pluies fortes. Des mesures analogues avaient été prises jadis au Luxembourg, par exemple dans la vallée de la Sûre à Erpeldange-sur-Sûre, à Ingeldorf et à Diekirch, au confluent de la Sûre et de l'Alzette.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions parlementaires suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle informer sur d'éventuels potentiels de rétention supplémentaires dans la vallée de l'Alzette et dans la vallée de la Sûre ?

2) Est-il prévu de mettre en place de nouvelles zones de rétention afin de délester les vallées situées en aval en cas d'inondations fortes ?

3) Dans quelle mesure l'Administration de l'eau intervient-elle afin de conseiller les collèges échevinaux des communes concernées en la matière ?

Réponse (18.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les zones de rétention, en tant que zones inondables naturelles, sont des zones situées le long d'un cours d'eau qui sont périodiquement inondées.

Du point de vue de la protection contre les inondations, les effets positifs de zones de rétention se basent à la fois sur un agrandissement de la section hydraulique, sur une réduction des profondeurs ainsi que sur une rugosité plus élevée de la section d'écoulement, en plus de l'augmentation des possibilités d'infiltration de l'eau stagnante.

Il en résulte un ralentissement de la propagation de l'onde de crue suite à la possibilité de s'étendre dans la zone de rétention. En d'autres termes, la pointe des hautes eaux est retardée et atténuée grâce à la présence de zones de rétention.

Le potentiel de rétention des cours d'eau majeurs du Luxembourg fait l'objet d'une étude de l'Administration de la gestion de l'eau dénommée « cadastre des zones de rétention », lancée en 2020. Dans une première phase, le potentiel de rétention global a été déterminé pour les 17 « cours d'eau à risques d'inondation significatifs ». Après la définition de différentes zones de rétention locales, la vérification de leur efficacité hydraulique est en cours. Une deuxième phase consiste à étudier la possibilité d'augmenter le potentiel de rétention hydrauliquement efficace, par exemple par la reconnexion de zones inondables historiques. L'étude devrait être achevée début 2022.

De plus, tous les projets de renaturation visent non seulement une augmentation de la valeur écologique de nos cours d'eau, mais aussi l'augmentation de la capacité de retenir de l'eau en cas de crues. Plus l'ampleur de ces projets de renaturation est importante, plus le potentiel de rétention est important.

Actuellement, plusieurs projets de renaturation de grande envergure sont en cours de planification, en collaboration avec les administrations communales et l'Administration de la nature et des forêts. Ainsi, il est prévu de renaturer l'Alzette sur différents tronçons, notamment le tronçon de Luxembourg-ville à Mersch, mais aussi dans les communes de Bettembourg, Roeser et Hesperange. La renaturation de certains tronçons de la Sûre est également prévue dans le troisième programme de mesure de la directive-cadre sur l'eau (DCE, 2000/60/CE) et dans le deuxième programme de mesure de la directive inondations (DI, 2007/60/CE).

ad 2) En effet, et comme décrit ci-dessus, l'augmentation du potentiel de rétention constitue un type de mesure pour atteindre « la réduction des risques d'inondations par protection » ; et un des objectifs primordiaux du projet du deuxième plan de gestion des risques d'inondations du Luxembourg. Afin de parvenir à cette fin, différentes mesures, telles que l'établissement d'un « cadastre des zones de rétention » ou des projets de renaturations de grande envergure, ont été définies dans le programme de mesures relatif au plan de gestion des risques d'inondations (publié le 24 juin 2021 et consultable sur le site Internet www.waasser.lu).

ad 3) Le conseil spécifique des administrations communales en matière de faisabilité, de mise en œuvre et de financement de projets de renaturation de cours d'eau, de franchissabilité écologique, de mesures anticrues est une des missions principales de l'Administration de la gestion de l'eau. L'administration a également publié un guide technique pour la construction dans les zones inondables, expliquant les conditions à respecter pour toute nouvelle construction dans une zone inondable. D'autre part, des cartes des zones inondables, des cartes des risques d'inondations ainsi que des cartes de zones à risques lors de crues subites ont été élaborées et sont également consultables sur le Géoportail national du Grand-Duché de Luxembourg. Ces informations sont à considérer lors de l'élaboration de nouveaux plans d'aménagements particuliers et les agents de l'administration sont à disposition des communes pour fournir les conseils et les informations nécessaires en la matière.

Question 4716 (22.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**Observatoire de l'environnement :**

An engem rezente Leitartikel am „Lëtzebuerger Bauer" vum 25. Juni 2021 mam entspriechenden Titel „Wenn Experten Theoretiker sind" schreift den Direkter vun der Centrale paysanne, datt et opfalend ass, datt am Observatoire de l'environnement zwar Soziologen an ee „Professor für Heizungs-, Lüftungs- und Klimatechnik" sëtzen, awer kee „Praktiker, der tagtäglich durch seiner Hände Arbeit mit der Natur in Kontakt ist", dat heescht: kee Bauer.

Zugläich weist den Direkter vun der Bauerenzentral an deem Artikel drop hin, datt am Moment 18 Persoune Member vum Observatoire de l'environnement sinn. D'Gesetz vum 3. August 2005 „concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles" schreift eng Memberzuel vu 14 Persoune fir dëse Gremium vir.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister an un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi ass et ze erklären, datt am Observatoire de l'Environnement kee Vertrieder vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft sëtzt?

2. Firwat sinn an deem Gremium zurzäit 18 Persounen, obschonn d'Gesetz just 14 Membere virschreift?

3. Am genannte Gesetz steet: « Les représentants sont nommés par le Ministre pour un terme de trois ans. » No wéi enge Krittäre ginn dës Persounen ausgewielt? Wat sinn déi individuell Qualifikatiounen, déi dës Persounen erfëlle mussen?

Réponse (13.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Zesummestellung vum Observatoire de l'environnement naturel gëtt de Missioune gerecht, déi dëse Gremium laut Artikel 3 vum sougenannte Partenariatsgesetz vum 3. August 2005 (loi concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles) kritt huet, i. e.

« - de constater l'état de conservation de la diversité biologique ;

- de proposer des recherches et études en matière d'environnement naturel ;

- de proposer un programme d'actions concrètes à réaliser par l'État et les syndicats ;

- d'évaluer les mesures réalisées par l'État et les syndicats ;

- de rédiger tous les deux ans un rapport circonstancié sur la politique en matière d'environnement naturel et sur la mise en œuvre de cette politique au niveau étatique et communal ;

- de suivre la mise en œuvre du plan national concernant la protection de la nature ;

- de saisir le Ministre des projets, actions ou mesures susceptibles de promouvoir la protection de l'environnement naturel. »

Zu dëse Missioune koum opgrond vum Artikel 64 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 d'Missioun derbäi, fir Kompensatiounsprojeten ze aviséieren.

ad 2. Den Artikel 4 vum modifizéierte Partenariatsgesetz gesäit follgend Kompositioun fir den Observatoire de l'environnement naturel vir:

« 1) deux représentants du Ministre ayant la Protection de la nature dans ses attributions ;

2) deux représentants de l'Administration de la nature et des forêts ;

3) un représentant de l'Administration de la gestion de l'eau ;

4) deux représentants du Musée national d'histoire naturelle ;

5) un représentant de l'Université du Luxembourg ;

6) quatre représentants appartenant aux organisations non gouvernementales en matière de protection de la nature ;

7) un représentant par syndicat. »

Vu datt et sechs Naturschutzsyndikater ginn an ee Representant pro Syndikat genannt ass, sinn aktuell 18 Memberen am Observatoire de l'environnement naturel. Deemno ass d'Memberszuel, déi an dëse Gremium aktuell genannt sinn, korrekt.

ad 3. D'Membere vum Observatoire de l'environnement naturel besëtzen d'Qualifikatiounen, fir de Missioune vun dësem Gremium gerecht ze ginn, déi am Artikel 3 vum Partenariatsgesetz operluecht gi sinn (cf. Äntwert op d'Fro 1). All hunn se laangjäreg Experienz um Terrain sammele kënnen am Beräich vum Naturschutz, soit an der applizéierter Recherche an dësem Beräich, soit an de Volete vun der Gesetzesgeebung, de Reglementatiounen oder der Politik zur natierlecher Ëmwelt, an zwar op lokalem, regionalem oder/an nationalem, voire internationalem Plang.

Question 4743 (26.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement :**

L'accord de coalition pour la période 2018-2023 prévoit dans son chapitre 8 dédié au logement la création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement. Dans ce même chapitre il est également précisé que des mesures seront mises en place pour faciliter la mise à disposition de terrains par emphytéose à de telles formes de logement collaboratives à condition qu'elles soient de nature non lucrative.

Au Luxembourg il existe depuis 2016 une coopérative de logement qui a pris entre-temps le statut d'une société d'impact sociétal (SIS) constituée à 100 % de parts d'impact. Cette dernière a été depuis sa création en négociation avec le « Fonds Kirchberg » pour la mise à disposition d'un terrain à bâtir par ce dernier en vue d'y construire le premier projet de coopérative de logement. Or, ces négociations se sont soldées par un échec en 2020 pour diverses raisons.

Monsieur le Ministre du Logement a pourtant affirmé récemment lors d'un débat télévisé (20 mai 2021) qu'il soutiendrait en principe cette nouvelle forme de logement et qu'il serait en contact avec les responsables de ladite coopérative de logement quant à la mise à disposition d'un terrain à bâtir, tout en se référant à l'accord de coalition.

Il est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre du Logement peut m'éclaircir sur l'avancement des travaux législatifs quant à la création du cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement prémentionné ?

2) Si jamais le Ministre du Logement n'aurait pas encore entamé les travaux législatifs sur ce cadre légal spécifique, est-ce que le Ministre du Logement peut me fournir un calendrier concret quant à sa création ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre du Logement peut m'éclaircir sur des actions gouvernementales mises en place, en cours d'implémentation ou prévues d'êtres implémentées quant à la facilitation de la mise à disposition de terrains par emphytéose à des formes de logement collaboratives étant de nature non lucrative ?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'éclaircir sur l'avancement quant à la mise à disposition d'un terrain à bâtir à la coopérative de logement susmentionnée ?

Réponse (05.08.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Actuellement, l'État peut participer jusqu'à concurrence de 75 % du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement de logements locatifs réalisés par les sociétés d'impact sociétal régies par la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et dont le capital social est constitué à 100 % de parts d'impact. Il est entendu que les conditions de location telles qu'arrêtées par règlement grand-ducal doivent être respectées. Ceci implique que les surplus de recettes provenant de la location des logements subventionnés doivent être intégralement réinvestis dans des logements locatifs subventionnés. Cette facilité sera maintenue et précisée dans le contexte de la réforme du cadre réglementaire portant sur les aides à la pierre dont le dépôt est prévu pour avant la fin de l'année.

Pour ce qui est de la mise à disposition de terrains par emphytéose à des porteurs de projets qui souhaitent élaborer des formes de logement collaboratives, il est entendu que cette mise à disposition ne peut pas être réalisée à titre gratuit. L'attribution d'un tel terrain devra dès lors se faire à travers un ou plusieurs appels à projets. Actuellement le Ministère du Logement est en train d'identifier des terrains qui pourraient se prêter à ce type d'appel à projets et d'en élaborer les termes de références.

Question 4773 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **fourrière dans le sud du pays :**

Am Süde vum Land, besonnesch zu Esch, encombréiere weiderhin Autoen, déi vun der Police konfiszéiert goufen, d'Parkplaze mat hiren typesche giele „Krallen". Schonn Enn Januar hat de Gemengesyndikat ProSud eng Resolutioun un den Här Minister geschéckt, an där hien zu enger schneller Léisung vum Problem opgefuerdert gouf. Den Här Minister hat dunn awer just eng provisoresch Léisung um Site Raemerich ugekënnegt, woubäi dës Fourrière awer fréistens 2023 a Betrib goe kéint. Dës Léisung ass fir déi betraffen Urainer net akzeptabel. Doriwwer eraus huet den Här Minister kloer präziséiert, datt d'Fourrière fir d'Regiounen Osten an Zentrum um Findel ze kleng wier, fir zousätzlech Autoen aus anere Landesdeeler opzehuelen (Source: „Schnelle Lösung in weiter Ferne"; „Tageblatt" vum 28. Juli 2021).

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Bannesécherheet:

1. Schonn am Hierscht 2020 hat d'Gemeng Esch de „Crassier Terres Rouges" als Site fir eng nei Fourrière proposéiert. Dës Propositioun gouf vun der Police awer mat Skepsis opgeholl. Kann den Här Minister präziséieren, firwat dës Léisung fir hien net a Fro kënnt?

2. Ass dru geduecht, fir eng national Fourrière ze kreéieren, wou all konfiszéiert Autoen ofgestallt ginn, onofhängeg vun der Regioun, wou se konfiszéiert goufen?

3. Geet den Här Minister dervun aus, datt sech de „Fourrière"-Problem an deenen nächste Méint verschäerfe wäert?

4. Et ass warscheinlech, datt vill vun deene konfiszéierten Autoen een auslännescht Nummereschëld hunn. Ginn et Accorde mat anere Länner, wat d'Konfiszéierung an den Deplacement vun dësen Autoen ugeet? Ginn et Iwwerleeungen, fir Autoe mat franséischem, däitschem oder belschem Nummereschëld an deene betreffende Länner ofzestellen amplaz hei am Land?

Réponse commune (27.08.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. De Crassier Terres Rouges ass en Terrain vague, deen net befestegt ass, an domadden net gëeegent ass, fir datt do reegelméissege Verkéier mat Depanneusë stattfënnt. Doriwwer eraus ass den Terrain net geséchert an och do wären d'Autoen dem Vandalismus ausgeliwwert.

ad 2. Am Fall vun den Autoen, déi mat „Krallen" am Süde vum Land stinn, schwätze mir vun immobiliséierten Autoen, déi vun der Police séchergestallt ginn. Déi kommen an eng Fourrière administrative a ginn an de meeschte Fäll vun hire Besëtzer no e puer Deeg rëm aus der Fourrière ofgeholl, nodeem se hire Protokoll an d'Fraise fir d'Ofschleefen an d'Versuergen an der Fourrière bezuelt hunn. Wann déi Fourrière op nationalem Plang géif organiséiert ginn, da missten d'Bierger aus dem ganze Land dohin hiren Auto rëm aléise goen. Well dat awer ëmständlech an net biergerfrëndlech ass, prekoniséiert d'Police eng Fourrière administrative pro Regioun.

Déi saiséiert a confisquéiert Autoe kommen an d'Fourrière judiciaire zu Suessem oder op Colmar-Bierg. Fir d'Joër 2020 stounge ronn 555 Autoen an de respektive Fourrièren, woubäi awer och 325 Autoe verkaf gi sinn. Laut dem Gestionnaire sinn och dës Fourrièren op hirer Limitt ukomm.

Aktuell kënne just Autoe verkaf ginn, déi „delaisséiert" goufen an no enger gewëssener Frist net reklaméiert goufen, am Respekt vum Artikel 17§7 vum Code de la route, respektiv déi Autoen, déi duerch e rechtskräftegt Geriichtsurteel confisquéiert goufen. De Projet de loi N° 7452 iwwert d'Schafe vum „Bureau de gestion des avoirs" gesäit zukünfteg vir, dass och saiséiert Objeten, ewéi z. B. Autoen, kënne veräussert ginn, wann notamment de Risque vun enger Depreciatioun besteet, wat jo bei Autoe ganz gären de Fall ass. Dës nei Dispositioun misst et dann och erméiglechen, fir d'Fourrièren ze entlaaschten.

ad 3. De Problem gëtt mat der klammender Zuel vu Residenten a Frontalieren an domadder mat der klammender Zuel vun Autoen op der Strooss méi grouss.

ad 4. Och auslännesch Autoe ginn zu Lëtzebuerg séchergestallt, wann e Verstouss géint Lëtzebuerger Reegele virläit. Déi Lëtzebuerger Prozedur, ob administrativ oder judiciaire, ass onofhängeg vun der Nationalitéit vum Proprietär an och onofhängeg

vum Land, an deem den Auto ugemellt ass. Dofir kënnen déi net einfach exportéiert ginn.

Question 4774 (30.07.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **taux de TVA super-réduit de 3 % :**

Je fais suite à ma question parlementaire n° 4531 du 21 juin 2021 concernant le taux de TVA super-réduit de 3 %. Monsieur le Ministre des Finances y a répondu le 28 juillet 2021, mais sa réponse me semble incomplète.

Comme précisé dans ma question parlementaire évoquée ci-dessus, le Gouvernement a relevé en 2015 le taux de TVA sur l'acquisition d'un logement destiné à la location de 3 à 17 %. Le taux de TVA super-réduit de 3 % n'est dès lors que maintenu pour l'acquisition d'un logement affecté à des fins d'habitation principale.

Monsieur le Ministre des Finances m'a fait parvenir les chiffres relatifs à la moins-value de la TVA logement perçue pour la période entre 2013 et 2020. Je souhaiterais néanmoins obtenir une réponse à la question suivante :

- Quelles ont été les recettes de la TVA logement pour la période entre 2013 et 2020 perçues sur l'acquisition d'un logement destiné à la location ?

Réponse (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En réponse à la question de l'honorable Député, je réitère ma réponse à la question parlementaire n° 4531, qui précise qu'en ce qui concerne les recettes TVA en relation avec les travaux de création et de rénovation de logements, aucunes données statistiques y relatives ne sont disponibles puisque lesdits travaux ne font pas l'objet de déclarations spécifiques, ni de la part des entreprises, ni de la part des propriétaires.

Question 4775 (02.08.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**imposition individuelle optionnelle :**

À partir du 1er janvier 2018 et pour l'année d'imposition 2018, un nouvel article 3 ter LIR introduit l'imposition individuelle sur option notamment pour les contribuables mariés résidents.

À cet égard, plusieurs choix s'offrent à eux :

- une imposition individuelle pure des revenus mondiaux indigènes et étrangers d'un seul conjoint en classe d'impôt 1, conformément à l'article 3 ter alinéa 2 LIR,

ou

- une imposition individuelle avec réallocation des revenus entre les conjoints pour déterminer le taux de la classe d'impôt 1, conformément à l'article 3 ter alinéa 3 LIR.

Les avantages de cette levée d'option sont vantés comme suit sur le site Internet de l'Administration des contributions directes :

- individualisation sur mesure : libre choix d'opter pour l'imposition individuelle ou non ;
- l'individualisation évite en principe le paiement d'avances supplémentaires en optant pour la classe 1 ou le taux réel sur la fiche de retenue d'impôt pour les contribuables salariés ou pensionnés;
- responsabilité limitée au montant de l'impôt qui aurait été dû individuellement (classe 1).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de contribuables mariés résidents ayant choisi l'imposition individuelle sur option en 2018 ? Combien de contribuables mariés résidents ont choisi le régime pur et combien ont opté pour le modèle avec réallocation ?

2) Quel est le pourcentage de contribuables résidents mariés ayant opté pour l'imposition individuelle en 2018 sur le total de cette même catégorie de contribuables pour l'année en question ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir les informations demandées sub 1) et 2) pour les années 2019, 2020 et 2021 ?

4) Combien de contribuables mariés résidents ont opté pour une imposition individuelle sur la fiche de retenue d'impôt pour l'année 2018 et ont révoqué leur choix au moment voire en vue de la remise de leur déclaration d'impôts pour cette même année ? Comment ces données ont évolué au cours des années 2019 et 2020 ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le nombre de contribuables mariés résidents ayant opté soit pour l'imposition individuelle dite « pure », soit pour l'imposition individuelle dite « avec réallocation », a évolué comme suit depuis l'introduction de l'imposition individuelle optionnelle en 2018 et jusqu'en août 2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Sur l'ensemble de la période visée, le pourcentage de contribuables mariés résidents ayant opté pour un des deux types d'imposition individuelle sur le total de cette même catégorie de contribuables, est donc inférieur à 1 %. Pour autant, on constate une tendance haussière claire.

Le pourcentage de contribuables mariés résidents qui avaient opté pour une imposition individuelle sur la fiche de retenue d'impôt en début d'année, mais qui n'ont pas été immatriculés comme tel par le bureau d'imposition, soit parce qu'ils ont révoqué leur choix ultérieurement, soit parce qu'ils n'ont pas confirmé leur choix initial lors de la remise de la déclaration, est le suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il faut cependant préciser que les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus se basent sur les impositions achevées fin août 2021, de sorte que ces statistiques peuvent encore varier dans le futur.

Question 4776 (30.07.2021) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant les **garanties optionnelles contre les risques d'inondation proposées par les assurances :**

En mars 2017, le Ministère des Finances et l'Association des compagnies d'assurance et de réassurance du Grand-Duché de Luxembourg (ACA) ont présenté une nouvelle garantie de base optionnelle contre les risques d'inondation en complément de l'assurance Habitation privée. Il s'agissait d'une réaction des assureurs aux pluies torrentielles de juillet 2016, qui avaient engendré des inondations d'une ampleur inédite au Luxembourg. Selon les modalités retenues en 2017, les garanties de base optionnelles prévoient une indemnité annuelle minimale de 20.000 euros par an et par sinistre pour les personnes (moins d'1 % de la population) résidant en zone de risque décennal avec une forte exposition au risque d'inondation. Pour les autres 99 % de la population, la couverture de base optionnelle proposée par les assureurs prévoit une indemnité annuelle minimale de 200.000 euros par an et par sinistre.

Suite aux inondations de juillet 2021, les assureurs ont émis un premier bilan chiffré des dégâts. Avec un chiffre provisoire de 120 millions d'euros, il s'agit d'ores et déjà des plus importants dommages causés par un phénomène météorologique au Luxembourg. Lors d'une interview à la radio, l'administrateur-délégué et président du comité de direction de l'ACA n'a pas été en mesure d'indiquer des chiffres exacts sur le niveau de souscription des garanties optionnelles contre les risques d'inondations.[1] Or, vu l'importance des dégâts occasionnés et la fréquence de plus en plus élevée de phénomènes météorologiques extrêmes ces dernières années, il est important de s'interroger sur la couverture de ces événements par les assurances et sur les produits que les assureurs proposent à leurs clients. À cet effet, des données chiffrées s'avèrent indispensables.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle proportion des assurés a opté en faveur des garanties optionnelles contre les risques d'inondations proposées par les assureurs ? Quel est le montant total des primes versées aux assureurs dans ce contexte et quelle est la prime moyenne versée par assuré ?

2) Le total des primes versées depuis 2017 est-il suffisant pour couvrir les sinistres occasionnés par les catastrophes naturelles pendant la même période, y inclus le chiffre provisoire de 120 millions d'euros pour les inondations de juillet 2021 ?

3) Les indemnités minimales couvertes par les garanties optionnelles s'élèvent à 20.000 euros par an et par sinistre dans les zones à haut risque d'inondations, respectivement à 200.000 euros en dehors de ces zones. Quelle est la proportion des garanties souscrites se limitant à ces montants minimaux ? Pour l'ensemble des garanties souscrites, où se situe la moyenne et la médiane des indemnités prévues, endéans respectivement en dehors des zones à haut risque d'inondations ?

4) Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un bilan provisoire des dégâts non-couverts par des assurances, occasionnés auprès des ménages et entreprises par les pluies diluviennes et les inondations de juillet 2021 ?

[1] https://www.100komma7.lu/article/aktualiteit/wiederschied-d-assurance-primme-keinte-klammen

5) Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un bilan provisoire des dommages occasionnés auprès des infrastructures publiques, dont notamment ceux concernant les communes et les syndicats intercommunaux ? Ces dégâts sont-ils entièrement couverts par des contrats d'assurance, où existe-t-il des découverts ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les données collectées par le Commissariat aux assurances auprès des principaux assureurs actifs sur le marché luxembourgeois, font apparaître qu'environ 50 % des ménages ont souscrit à la garantie optionnelle spécifiquement conçue contre les risques d'inondations des habitations privées. À ce titre, en moyenne sept millions d'euros de primes annuelles ont été collectées au cours des cinq dernières années. La prime moyenne par assuré fluctue entre 20 et 30 euros pour 100.000 euros de somme assurée. Étant donné que les assureurs proposent des garanties qui peuvent être supérieures aux garanties de base, il serait peu représentatif de calculer des sommes assurées moyennes ou des indemnités moyennes.

Ces mêmes données montrent que le total des primes collectées depuis 2017, concernant la garantie optionnelle « risque inondation » de l'habitation privée, ne suffisent pas pour couvrir les sinistres occasionnés par les catastrophes naturelles pendant la même période. Il faut cependant ajouter que les assureurs se réassurent afin d'écrêter les impacts sur leurs bilans dus à des pics de sinistralité.

Il est encore trop tôt pour avancer un chiffre consolidé relatif aux dégâts occasionnés auprès des ménages, des entreprises ou des infrastructures publiques.

Question 4778 (30.07.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021 :**

A verschiddene Regioune vum Land sinn de 14. an de 15. Juli iwwer 100 Liter Reen op de Quadratmeter gefall. D'Konsequenz waren Iwwerschwemmungen an engem enormen Ausmooss. Iwwer 6.000 Telefonsuriff si beim Noutruff 112 agaangen, d'Rettungsdéngschter hu ronn 1.200 Asätz assuréiert an iwwer 400 Leit hunn zäitweileg hire Logement misse verloossen. Dës Iwwerschwemmunge si vun der Association des compagnies d'assurances (ACA) als „catastrophe la plus coûteuse de l'histoire de l'assurance luxembourgeoise" qualifizéiert ginn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Wéi vill Pompjeeën an aner Asazkräfte vum CGDIS waren am Kader vun der Iwwerschwemmungskatastroph am Ganzen am Asaz?

- Kann d'Madamm Inneministesch eng detailléiert Statistik vun allen Asazkräfte virleeën, opgeschlësselt no professionellen a fräiwëllege Rettungsleit, no Affektatioun un de jeeweilegen Zenter an no de Gemengen, wou se de 14. a 15. Juli am Asaz waren?

Réponse (06.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Wärend der Iwwerschwemmungskatastroph vum 14. a 15. Juli 2021 ware vum CGDIS, zu Lëtzebuerg an am Ausland, 94 Unitéiten (Asazzenteren (CIS) a Spezialunitéiten (GIS)) mat engem Gesamteffectif vun ongeféier 1.600 fräiwëllegen an haaptamtleche Fraen- a Männerpompjeeën am Asaz.

Déi gesammelt Donneeë weisen eng minimal Feelerquot. Niewent de villen Interventioune wéinst den Iwwerschwemmunge waren och parallell vill gewéinlech Asätz, déi keen direkte Lien zum Héichwaasser haten, wat et elo schwiereg mécht, eng prezis, detailléiert Oplëschtung virzeweisen. Well praktesch all d'Unitéite vum CGDIS iwwer méi e laangen Zäitraum am Asaz waren, dëst wéinst dem Ausmooss vun der Katastroph. Déi vill Asätz konnten doduerch statistesch net eenzel erfaasst ginn. De CGDIS kann awer d'Unzuel u Pompjeeën ausrechnen, déi zu engem gewësse Moment an de jeeweilegen Unitéiten am Asaz waren. Et ass allerdéngs net méiglech, anescht wéi dat am gereegelten Alldag de Fall ass, genee ze soen, zu wéi engem Zäitpunkt wéi vill Pompjeeë genee an där enger oder anerer Gemeng respektiv op där enger oder anerer Interventioun aktiv waren.

Vu dass d'Pompjeeën am Asaz all déi nämmlecht Aarbechten ausféieren, gëtt keen Ënnerscheed tëschent fräiwëllegen an haaptamtlechen Agente gemaach.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Jidder lokale CIS war um Territoire vu senger Gemeng am Asaz. D'GISen hunn, par définition, eng national Zoustännegkeet.

Zousätzlech si vill CISen an anere Gemengen intervenéiert, fir hir Kolleeginnen a Kolleegen do ze ënnerstëtzen. De follgenden Tableau resüméiert d'Asazberäicher vun de CISen a GISen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4845 (12.08.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **protection accordée par l'État aux agents de l'État :**

Les paragraphes 4 et 5 de l'article 32 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que :

« 4. L'État protège le fonctionnaire ou l'ancien fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation dont lui-même ou les membres de sa famille vivant à son foyer seraient l'objet en raison de sa qualité ou de ses fonctions ainsi que contre tout acte de harcèlement sexuel et tout acte de harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à intenter contre les auteurs de tels actes. Il en est de même pour les actions qui seraient intentées par des tiers ou par les autorités judiciaires contre le fonctionnaire en raison de sa qualité ou de ses fonctions devant les juridictions de l'ordre judiciaire.

5. Si le fonctionnaire, ou l'ancien fonctionnaire, subit un dommage en raison de sa qualité ou de ses fonctions, l'État l'en indemnise pour autant que l'intéressé ne se trouve pas, [...] par faute ou négligence graves, à l'origine de ce dommage et n'a pu obtenir réparation de l'auteur de celui-ci. »

Au regard de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Combien de demandes d'assistance ont été adressées à l'État sur base de l'article 32, paragraphe 4, 2e phrase précité au cours des cinq dernières années ?

- Combien de demandes ont été soumises à l'État sur base de l'article 32, paragraphe 4, 3e phrase ?

- Qu'est-il du nombre de requêtes d'indemnisation adressées à l'État sur base de l'article 32, paragraphe 5 ?

- Pour chacune de ces catégories de demandes :
• à combien de requêtes l'État a-t-il accordé une suite favorable ? Quels ont été les motifs de refus, si applicable ?
• à quel ministère, administration, service, établissement public, les agents ayant adressé de telles demandes ont-ils appartenu ?

- À quel montant se sont chiffrées les indemnisations réglées pour compte des agents de l'État en question (par an) au cours des cinq dernières années ?

- Sachant que l'État est subrogé dans les droits de l'agent indemnisé, Monsieur le Ministre peut-il m'informer du montant récupéré par l'État auprès des tiers ?

- Sachant que d'après l'article 35 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, « l'État peut assurer, auprès de compagnies d'assurances privées, certaines catégories de fonctionnaires contre les risques de responsabilité civile en rapport avec l'exercice de leurs fonctions », Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails à cet égard (ministère, administration, service, etc. couvert, catégorie de fonctionnaires visés, montant de la couverture de chacune de ces polices d'assurance, risques couverts, franchises, etc.) ?

- À combien de reprises, les compagnies d'assurances ont-elles dû intervenir et dans quelle situation ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir plus de détails à ce sujet ?

Réponse (14.09.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Concernant les chiffres des cas de protection et d'indemnisation prévus par les articles 32, paragraphe 4 et 32, paragraphe 5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, je peux fournir à l'honorable Députée les informations suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Au niveau des demandes d'assistance, les administrations concernées étaient :

- la Police grand-ducale,
- l'Enseignement,
- l'Armée,
- l'Administration pénitentiaire,
- l'Administration des douanes et accises,
- l'Administration des ponts et chaussées,

- l'Administration de la nature et des forêts,
- le Service de renseignement de l'État,
- l'Administration judiciaire,
- l'Administration des enquêtes techniques,
- le Ministère du Développement durable et des Infrastructures,
- le Musée d'art moderne,
- l'Inspection du travail et des mines.

Pour les années 2016 et antérieures, les données ne sont plus disponibles car elles sont hors période de conservation.

Pour les statistiques, il est seulement distingué entre les articles 32, paragraphe 4 et 32, paragraphe 5, mais aucune distinction n'est faite entre les différentes phrases des paragraphes respectifs.

Pour ce qui est des motifs des refus :

Les raisons pour lesquelles une demande de protection ou d'indemnisation est refusée sont le plus souvent les mêmes.

Les refus de demandes de protection basées sur l'article 32, paragraphe 4, sont liés au fait qu'elles concernent des litiges qui opposent l'agent à l'État employeur (par exemple en matière disciplinaire) ou que les faits n'ont pas de lien avec l'exercice des fonctions.

Les refus de demandes d'indemnisation basées sur l'article 32, paragraphe 5, sont motivés par le fait que le dommage n'est pas lié à l'exercice des fonctions ou que l'auteur du dommage peut l'indemniser.

Pour ce qui est de la subrogation des droits et des montants récupérés dans ce contexte :

L'article 32 du statut général des fonctionnaires de l'État dispose en son paragraphe 6 que « Dans la mesure où l'État indemnise le fonctionnaire, il est subrogé dans les droits de ce dernier ».

Théoriquement, en indemnisant l'agent - dans les cas où ce dernier n'a pas pu obtenir réparation de son dommage de la part de l'auteur responsable - l'État est donc subrogé dans ses droits et peut se retourner contre l'auteur. Toutefois, en pratique, dans la quasi-totalité des cas, les auteurs s'avèrent insolvables ou introuvables, de sorte que les chances de pouvoir réclamer le remboursement des montants sont infimes.

Pour ce qui est des questions relatives à la conclusion d'assurances :

L'article 35, paragraphe 3 du statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que « L'État peut assurer, auprès de compagnies d'assurances privées, certaines catégories de fonctionnaires contre les risques de responsabilité civile en rapport avec l'exercice de leurs fonctions ».

Mon département ministériel ne recourt pas à la pratique prévue par le prédit article 35(3).

Question 5081 (11.10.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**écriture inclusive dans les documents administratifs au Luxembourg :**

Selon divers articles de presse, la Ministre de la Famille allemande a récemment recommandé aux différentes administrations fédérales en Allemagne de ne pas recourir à des symboles tels que le « Gendersternchen » dans des documents officiels qui s'adressent à la fois à des personnes féminines et masculines. De même, les administrations sont invitées à ne pas recourir au trait d'union ou au grand « I », tels qu'ils sont parfois utilisés en langue allemande dans l'écriture inclusive. Par contre, il est préconisé d'utiliser soit des formes neutres, soit de nommer explicitement les formes masculines et le féminines dans les documents administratifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

- Quelle est la position de Madame la Ministre concernant l'écriture inclusive dans les documents administratifs au Luxembourg ?

- Madame la Ministre a-t-elle adressé des recommandations en matière d'écriture inclusive aux administrations ? Si oui, lesquelles ? Est-ce qu'une distinction est faite en fonction de la langue (luxembourgeois, français, allemand) employée ?

- Le Ministère a-t-il adressé des recommandations de ce type à d'autres entités publiques, telles que les communes ou des établissements publics ?

- Madame la Ministre prévoit-elle de sensibiliser les médias et plus particulièrement la presse écrite au sujet de l'écriture inclusive ?

Réponse (30.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

L'expression « langage neutre du point de vue du genre » est une expression générique couvrant l'usage d'un langage non sexiste, inclusif ou équitable du point de vue du genre. L'emploi d'un langage neutre du point de vue du genre vise à éviter les formulations susceptibles d'être interprétées comme porteuses de préjugés, discriminatoires ou dégradantes en laissant entendre qu'un sexe ou genre social représente la norme. L'usage d'un langage inclusif et équitable du point de vue du genre contribue également à réduire les stéréotypes liés au genre, à promouvoir un changement dans la société et à parvenir à l'égalité des sexes. »[2]

Dans le contexte de la transition de l'égalité de droit entre les sexes en une égalité de fait au Luxembourg, une représentation équilibrée et équitable entre femmes et hommes dans tous les domaines de la vie est à rechercher.

L'écriture et le langage jouent un rôle important dans la mesure où ils influencent nos mentalités, nos habitudes et nos comportements.

Des règles de grammaire comme celles de la langue française où « le masculin l'emporte sur le féminin » ne sont pas innocentes dans la mesure où elles confirment au quotidien les inégalités entre les sexes et, en l'occurrence, la domination masculine.

En plus, une communication marquée par des formulations exclusivement masculines ou féminines risque d'exclure la moitié de la population ce qui peut avoir des conséquences néfastes, par exemple en matière de choix professionnels.

La mesure 2.7. du Plan d'action national pour une égalité entre femmes et hommes, adopté par le Gouvernement en 2020, vise la discussion de pistes pour rééquilibrer le poids des termes féminins et masculins dans la communication écrite et parlée.

En étroite collaboration avec le Ministre de l'Éducation nationale, de l'enfance et de la jeunesse, Ministre de tutelle du Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch (ZLS), un groupe de travail informel incluant des représentants et représentantes de la société civile pouvant se prévaloir d'une expérience établie en la matière.

L'objectif de ce groupe est de préparer des lignes directrices (« Leitfaden ») pour adresser à la fois les femmes et les hommes dans la communication écrite et parlée, ceci dans les quatre langues le plus couramment utilisées au Luxembourg, à savoir le luxembourgeois, l'allemand, le français et l'anglais.

Ces lignes directrices serviront de guide et de conseil à celles et ceux qui désirent pratiquer une communication inclusive au sens d'une représentation équilibrée des termes féminins et des termes masculins.

Elles seront mises à disposition et diffusées à la plus large échelle possible.

Un accent particulier sera mis sur les titres et fonctions où les formes stéréotypées (« un médecin » et « une infirmière ») continuent à dominer en dépit des évolutions du marché de l'emploi et de la diversification des fonctions.

Le Gouvernement continue à privilégier une approche volontariste face à l'utilisation d'un langage plus visible de la mixité de la population.

Au stade actuel des travaux, différents niveaux (par ordre prioritaire) seront recommandés sur base d'exemples concrets :

1. Favoriser l'utilisation de termes génériques/unisexes et de singuliers collectifs (comme par exemple les êtres humains, les bénéficiaires, les membres, le corps enseignant, la direction, le personnel, ...)

2. Promouvoir la féminisation des noms de métiers, professions, titres et fonctions (comme par exemple la maçonne, la juge, la directrice, la conseillère, ...)

3. Utiliser la double désignation pour le cas où un terme unisexe/générique n'est pas possible (comme par exemple les citoyens et les citoyennes, le doyen et la doyenne, ...)

4. Proposer un signe de ponctuation pour le cas où les points 1 à 3 ne donnent pas satisfaction tout en veillant à l'objectif de maintenir les textes écrits clairs et lisibles.

Il est prévu de publier les lignes directrices pour la langue luxembourgeoise au début de l'année 2022

Question 5093 (12.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **conduite autonome :**

D'Regierung huet am Koalitiounsaccord ugekënnegt, d'Innovatioun an der Automobilitéit ze ënnerstëtzen, andeems d'Technologien, déi fir d'autonoomt Fuere gebraucht ginn, reglementéiert solle ginn. Am Automobillsecteur gëtt et aktuell eng Rëtsch Autoen ze kafen, déi d'autonoomt Fueren op zweeter Stuf erméiglechen. Op eise Stroossen hunn dës Autoen awer aktuell nach mat ville Problemer ze kämpfen, well eng schlecht Beschëlderung, mangelhaft Stroossemarkéierungen oder d'Presenz vu Chantieren de Bordinstrumenter Problemer bereeden.

A menger parlamentarescher Fro N° 0508 war ech schonns op mangelhaft Stroossemarkéierungen agaangen. E weidere Problem stellt sech bei den Emplacementer vu Schëlder, déi a verschiddene Situatiounen d'Bordmechanik iwwerfuerderen. Esou ass zum Beispill bei der Beschëlderung vun Tempolimitte festzestellen, dass verschidden Autoen net schnell genuch ofbremsen, fir hannert dem Schëld um Tempolimitt ze sinn.

Wa mer autonoomt Fueren op eise Stroossen erlabe wëllen an d'Software an den Autoe richteg soll funktionéieren, da muss d'Stroossennetz, dat aktuell fir d'Mënsche gemaach ass, och fir d'Computeren adaptéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi muss d'Stroossebeschëlderung zu Lëtzebuerg an Zukunft ëmgestallt ginn, fir et autonome Bordsystemer ze erméiglechen, sech un d'Dispositioune vum Code de la route ze halen?

2. Wäert d'Ëmstellung op autonom Autoen och Konsequenze fir d'Placéierung vu verschiddene Vitesslimitatiounen a Vitesskontrollen hunn? Wéi eng Krittäre wäerten hei applizéiert ginn?

Réponse (13.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte stellt sech d'Fro, wéi d'Stroossebeschëlderung wäert mussen ugepasst ginn, fir et de Bordsystemer vun Autoen, déi zum Deel oder komplett autonom kënne fueren, ze erméiglechen, d'Dispositioune vum Code de la route anzehalen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0508 gouf schonn de Fonctionnement vum autonome Fueren erkläert an explizitt dorop higewisen, dass et de Chauffer ass, dee bei engem autonome Gefier vum Niveau 2 eleng responsabel fir d'Anhale vun den Dispositioune vum Code de la route ass an d'Funktioune vun der Automatiséierung de Chauffer nëmmen assistéieren.

Laut dem Code de la route mussen d'Stroosseschëlder esou opgestallt sinn, dass se fir den Usager visibel sinn. Dësen ass och responsabel fir aner Virschrëften am Zesummenhang mat der Geschwindegkeet, déi vum System net duerch en einfache Panneau ze erkenne sinn, wéi z. B. „Vitesse dangereuse selon les circonstances" oder d'obligatorescht Luesmaachen a verschiddene Fäll.

Am Kader vun der Entwécklung vu Gefierer, déi autonoomt Fueren erméiglechen, ass onbedéngt ze envisagéieren, dass d'Technik sech der Stroossebeschëlderung upasst, fir dee beschtméiglechen a séchere Fonctionnement ze garantéieren. D'Automobillhiersteller an d'Softwareentwéckler mussen hir Technik esou entwéckelen, dass en autonoomt Gefier ënnert alle Situatioune fäeg ass, d'Stroossebeschëlderung ze erkennen an entspriechend drop ze reagéieren. D'Stroosseschëlder sinn haut esou placéiert, dass en Autosfuerer se fréi genuch erkenne kann a seng Fuerweis deementspriechend upasse kann. Genau esou muss och en autonome System entwéckelt ginn. Zousätzlech wäert an dëse Gefierer an der Reegel och eng digital Kaart hannerluecht sinn, wou fir all Stroossesegment déi jeeweileg Reglementatioun vermierkt ass. Doduerch weess dat autonoomt Gefier och, mat wéi vill et fuere kann a muss nëmmen nach ofgläichen, ob et eventuell temporär Ännerungen zu dësen hannerluechten Donnéeë gëtt.

E redundante System verléisst sech also zousätzlech op Datebanken, déi Informatiounen zu de Stroossen enthalen, an och reegelméisseg vum jeeweilegen Hiersteller um leschte Stand gehale ginn. Esou kënnt et zu engem Zesummespill tëschent der Infrastruktur (Stroossebeschëlderung, Stroossemarkéierungen an de respektive Signalisatiounen) an dem Kaartematerial vu der Bordelektronik.

Am Kader vun der General Safety Regulation gëtt den Intelligent Speed Assistance (ISA) System entwéckelt. Den ISA System soll de Chauffeur vun engem Gefier duerch Erkenne vun de Stroosseschëlder iwwer déi aktuell Vitesslimitatioun informéieren. Dëse System ass schonn a verschiddene Gefierer enthalen a gëtt schrëttweis an der Europäescher Union zu enger genereller Obligatioun. Heifir ass et néideg, dass de System déi ënnerschiddlech Stroosseschëlder an hir Bedeitung kennt.

Well et international an europawäit awer Ënnerscheeder an der Stroossebeschëlderung gëtt, ass op europäeschem Niveau d'Initiativ geholl ginn, fir, am Kader vum Developpement vum ISA, e Katalog auszeschaffen, deen all d'Stroosseschëlder regruppéiert, déi et an de verschiddenen europäesche Länner gëtt. Dëse Katalog erméiglecht et den Hiersteller, hiren ISA System esou ze programméieren, dass dësen alleguer d'Stroosseschëlder an deene verschiddene Länner erkenne kann. Et sief ze soen, dass Lëtzebuerg säi Katalog vun den nationale Stroosseschëlder ugangs 2021 eragereecht huet.

Wat Verkéierskontrollen ubelaangt, si Gefierer, déi eng Deelautomatiséierung besëtzen, net anescht ze behandele wéi normal Gefierer, an dëst op d'mannst esou laang, wéi d'national Gesetzgeebung net d'Responsabilitéit vum Fuerer op den Auto verlagert, wat eréischt dann de Fall ka sinn, wann d'Gefier tatsächlech ka voll autonom fueren (Niveau 5), woubäi hei awer nach ze kläre bleift, wie responsabel ass, wann et zu engem Verstouss géif kommen.

Question 5100 (13.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **mobilité électrique :**

Vun 2030 u soll de Verbrennungsmotor zu Lëtzebuerg nom Wëlle vun der Regierung net méi nei zougelooss ginn. Wéi aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1907 vum éierewäerten Deputéierte Fernand Kartheiser ervirgeet, waren zum Stéchdatum vum 31. Januar 2020 grad emol 2.525 honnertprozenteg Elektroautoen oder Camionnetten zu Lëtzebuerg ugemellt, dovun 1.050 am Numm vu Privatpersounen an 1.475 am Numm vu moralesche Persounen.

D'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3746 vun den éierewäerten Deputéierte Sven Clement a Marc Goergen vum 2. Mäerz 2021 ergëtt en änlecht Bild fir den ëffentleche Fuerpark. Deemno louch den Undeel vun den honnertprozentegen Elektroautoe beim Staat, op den 1. Januar dëst Joer bei 4,13 Prozent (91 vun 2.202). Den Undeel vun Autoe mat Verbrennungsmotor huet dogéint 91,78 Prozent (2.021 vun 2.202) bedroen.

Zu den Neiuschafunge beim ëffentleche Fuerpark huet d'Regierung an der nämmlechter Fro ënnert anerem dat hei geschriwwen: „Zënter 2017 gëtt eng zentral Ausschreiwung vun 100 % Elektroautoen a Plug-in-Hybride fir de Fuerpark vum Staat gemaach an de Regierungsrot huet festgehalen, datt alleguerten déi nei Autoe prioritär sollen 100 % Elektroautoen oder Plug-in-Hybride sinn". Trotzdeem si bei den ëffentlechen Déngschtautoen 2020 nëmmen 38 Elektroautoen, awer gläichzäiteg nach eng Kéier 135 Autoe mat Verbrennungsmotor dobäikomm. Dat, obwuel d'Regierung opgrond vun den einfachen technesche Viraussetzunge prioritär de Fuerpark vun de Verwaltunge wëll ëmrüsten, wéi si an der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 3939 informéiert huet.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung nach gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill honnertprozenteg elektresch Gefierer waren op de Stéchdatum vum 30. September 2021 zu Lëtzebuerg ugemellt? Wéi waren d'Besëtzverhältnisser tëschent Privatleit, Entreprisen an dem Staat opgedeelt? Wéi gedenkt d'Regierung, hir éiergäizeg Ziler bis 2030 beim eegene Fuerpark ëmzesetzen?

2. Wéi huet sech zu deem an der Fro virdru genannten Zäitpunkt d'Ratio „Elektroauto pro Luetstatioun" presentéiert?

3. Wéi vill 100 Prozent elektresch Gefierer sinn aktuell beim CGDIS am Asaz? Op wéi eng Manéier gedenkt d'Regierung de Fuerpark vun 2030 un ëmzerüsten? Gi scho Pläng fir d'Ausmusterung fir d'Gefierer mat Verbrennungsmotoren ausgeschafft, déi zu deem Zäitpunkt jo kaum méi ënnerhalb vun der Europäescher Unioun op den Occasiounsmarché kënne bruecht ginn?

4. Wéi vill honnertprozenteg elektresch Bussen a Minibusse sinn aktuell bei den CFL an aneren ëffentlechen Transportentreprisen am Asaz? Wéi sollen dës Zuele bis 2030 evaluéieren? Ginn am Sënn vun der Fro virdru scho Pläng fir d'Ausmusterung fir d'Gefierer mat Verbrennungsmotoren ausgeschafft?

5. Wéi vill Suen huet de Staat opgeschlësselt no Budgetsjore vun 2013 bis 2020 fir Subside vun Elektroautoen ausginn?

6. Wéi vill Suen huet de Staat opgeschlësselt no Budgetsjore vun 2013 bis 2020 fir den Ausbau vun der Verkéiersinfrastruktur ausginn, déi just Elektroautoe betrëfft, notamment Luetstatiounen, awer och zum Beispill d'Ausweisung vun neien exklusive Parkplazen an de Reklassement vu bestoende Parkplazen?

7. Wéi vill Suen huet de Staat opgeschlësselt no Budgetsjore vun 2013 bis 2020 fir d'Ëmschoulung vu Personal am Beräich vun der Elektromobilitéit ausginn, dëst besonnesch um Niveau vun den zoustännegen Techniker an deene verschiddene Beräicher an de Pompjeeën en vue vun de geännerten Ufuerderunge beim Läschasaz? Wéi vill weider Formatioune si bis 2030 geplangt a wéi presentéiert sech de Käschtepunkt?

8. Huet d'Regierung am Virfeld vun der uewen zitéierter Decisioun Impaktstudië fir de Lëtzebuerger Autohandelsmaart, den Occasiounsmaart an den entspriechenden Energiemaart virgeholl? Wéi beurteelt d'Regierung den Impakt vun dëser Decisioun op de Grenzverkéier?

9. Ass de Verbuet vum Verbrennungsmotor mam Recht op Privatbesëtz an der bestoender Verfassung kompatibel? Wéi gedenkt d'Regierung d'Bierger wärend deenen nächste Jore fir dee massive Wäertverloscht vu hire Gefierer ze entschiedegen?

[2] Définition élaborée par le Parlement européen en 2018

10. Wéi beurteelt d'Regierung den Impakt vun dëser Decisioun op de soziale Fridden hei am Land, wann d'Leit aus der Groussregioun weider all Dag mam Verbrennungsmotor dierfen iwwer d'Grenz kommen?

11. Wéi eng Roll soll de Verbrennungsmotor nom Wëlle vun der Regierung vun 2030 un am Beräich vun energieintensive Gefierer wéi Baggeren, Camionen asw. spillen?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Op de Stéchdatum vum 1. Oktober 2021 waren zu Lëtzebuerg 7.219 reng elektresch Autoen ugemellt. Dovunner 3.424 op Privatpersounen an 3.795 op Personnes morales. D'Autoen, déi op de Staat ugemellt sinn, si bei der leschtgenannter Kategorie abegraff. Ufank Oktober waren dëst 111 honnertprozenteg elektresch Autoen. Wat d'Erreeche vun den Ziler am Fuerpark vum Staat ugeet, sief op d'Äntwert zu der parlamentarescher Ufro N° 3746 vum 2. Mäerz 2021 verwisen.

ad 2. Op déi 15.205 zu Lëtzebuerg ugemellten Elektroautoen (100 % elektresch a Plug-In-Hybriden) sinn Ufank Oktober 1.271 ëffentlech zougänglech Luetpunkten am „Chargy"-Reseau komm. Dëst entsprécht enger Ratio vun 11,96 Elektroautoe pro Luetpunkt. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3769 vum 4. Mäerz 2021 erkläert, huet Lëtzebuerg hannert Holland dat zweetdichtsten Netz un ëffentleche Luetstatiounen an Europa. Et sief heibäi awer och bemierkt, datt de Gros vun de Luetvirgäng zu Lëtzebuerg op net ëffentleche Luetpunkten (doheem oder Aarbechtsplaz) geschitt.

ad 3. Wéi an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 4728 vum 23. Juli 2021 erkläert, ass d'Offer vun elektresch ugedriwwene Pompjeesgefierer nach zimmlech limitéiert. De CGDIS plangt awer, d'nächst Joer éischt Tester mat diversen Asazgefierer ze maachen. Opgrond vun dësen éischten Erfarungen, wäert de CGDIS seng Strategie am Beräich Elektromobilitéit kënne festleeën. Et ass kloer, datt d'Zouverlässegkeet an d'Betribssécherheet vum CGDIS sengem Fuerpark zu all Moment, a virun allem am Katastrophefall, muss garantéiert sinn.

Et ass heibäi awer wichteg ze preziséieren, datt Spezialgefierer, wéi déi vun de Rettungsdéngschter, beim ugestriefte Verbuet vun neien Autoe mat Verbrennungsmotor op europäeschem Niveau guer net betraff sinn. Do dernieft ass bewosst, datt fir dës Spezialgefierer, déi nëmmen a klenge Stéckzuele gebaut oder ëmgebaut ginn, réischt spéit adequat Léisungen op de Marché kommen. Dowéinst sinn am Règlement grand-ducal vum 2. November 2021 iwwert d'Promotioun vu propperen an energieeffiziente Stroossegefierer, wat beim Beschafe vu Gefierer fir d'ëffentlech Hand Mindestziler vun esou Gefierer virschreift, an déi iwwerschafften europäesch Direktiv 2009/33/CE transposéiert, och ënnert anerem d'Spezialgefierer vun de Rettungsdéngschter ausgeholl.

ad 4. Bei den CFL si säit dem Joer 2020 zwee 100 % elektresch Bussen am Asaz. Dëst stellt de Moment 2,5 % vun hirem Gesamtfuerpark duer. D'CFL hunn awer ee Bureau d'études mam Ausschaffe vun enger Strategie chargéiert, déi ee progressiivt Ersetze vun hiren aktuell nach 77 Diesel-Bussen duerch Elektrobusse bis d'Joer 2030 virgesäit.

Beim TICE gëtt et ee Fënnef-Jores-Investmentplang fir d'Bussen, deemno gëllen dës Aussoe bis 2025. Am Beräich vun den Elektrobusse lafe Studië vun engem Bureau d'études, wéi eng elektresch Gefierer am beschte fir de Reseau gëeegent sinn. Des Weidere gëtt och nach ëmmer d'Alternativ mam Waasserstoff net ausgeschloss. Bis 2025 sollen d'Midibussen (Längt 10 m) ganz duerch 100 % elektresch oder Brennstoffzell-Bussen ersat ginn.

2025 wäerten dem Plang no vun 136 Bussen nach 10 Diesel am Standard a 27 am Gelenkwon lafen, déi héchstwarscheinlech just am Schülertransport wäerten agesat ginn. Ab 2023 a bis 2030 wäert dann déi ganz Flott op entweeder Bio-Äerdgas oder Elektresch respektiv Waasserstoff ëmgestallt sinn. E Strategiepabeier dozou gouf Mëtt November am Comité vum TICE gestëmmt.

Am RGTR sinn am September 2021 110 reng Elektrobussen am Asaz gewiescht. Insgesamt sinn am RGTR 1.140 Bussen am Asaz (ouni Reserven a mat Schülerween). Dat heescht, dass haut scho ronn 9,6 % vum Fuerpark zu 100 % elektresch bedriwwe ginn. Besonnesch d'Elektrobusse gi vill agesat, fir vun dem méi propperen a rouege Fueren ze profitéieren.

Den neien RGTR-Kontrakt gesäit vir, dass ronn 50 % vum Fuerpark an den nächsten dräi Joer op 100 % elektresch ëmgestallt solle ginn. Dat gëtt erreecht, andeem virun allem méi al Bussen ausgetosch ginn. Am Prinzip gëtt all Bus vun zéng Joer ersat. Am Kader vun der Ausschreiwung ass profitéiert ginn, de Fuerpark méi ökologesch, modern a behënnertegerecht ze maachen. Bis 2030 soll den RGTR zu 100 % op alternativ Undriwwer ëmgestallt sinn.

Bei der AVL sinn haut scho 17 % vun der eegener Busflott elektresch (23 reng elektresch a 5 Plug-in a Pantograph-Hybriden). Do dernieft ginn nach 12 Elektrobussen (7 reng elektresch a 5 Plug-in a Pantograph-Hybriden) iwwert Sous-Traitance agesat an nach 10 % reng elektresch Busse ginn op de Linne vum Service „coordonné" AVL-RGTR gefuerenen AVL-Linnen agesat. Et ass geplangt, bis 2025 alleguerten d'Standardbussen ze elektrifizéieren a bis 2030 alleguerten d'Gelenkween.

ad 5. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Et sief heibäi bemierkt, datt et sech hei reng ëm d'Montante fir Subside fir Elektroautoen handelt, déi iwwert de Klimafong ausbezuelt goufen, also ëm d'Primm „Car-e" an och ëm d'Primm „Clever fueren, Sue spueren". De Steierabattement „Clever fueren, Steiere spueren" ass hei net mat abegraff.

ad 6. Déi national ëffentlech Infrastruktur fir Elektroautoen opzelueden („Chargy" a „Super-Chargy"), déi vun den Netzbedreiwer opgeriicht an exploitéiert gëtt, gëtt haut ugesi wéi en Deel vum Stroumnetz a gëtt dofir laut dem ëmgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwer d'Organisatioun vum Stroummarché iwwer d'Netztariffer vun der Nidderspannung finanzéiert. De Staat huet deemno keng Suen direkt fir den Ausbau vun dëser Infrastruktur ausginn. Do dernieft, si bis elo gréisstendeels bestoend oder schonn am Viraus geplangte Parkplaze mat Luetstatiounen ekipéiert ginn.

ad 7. Fir dës Froe sief op d'Äntwerten op déi rezent parlamentaresch Ufroen N° 3746, N° 3870 an N° 3945 verwisen.

ad 8. - 10. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3862 vum 16. Mäerz 2021 geschriwwen, wëll Lëtzebuerg net eleng als eenzegt Land ee Stopp vun Neiumeldungen ab engem gewëssen Datum vun Autoe mat Verbrennungsmotor. Am Mäerz 2021 hunn néng Memberstaate vun der europäescher Unioun, nämlech Éisträich, Belsch, Dänemark, Griicheland, Irland, Litauen, Lëtzebuerg, Malta an Holland, e gemeinsamen Opruff un d'Europäesch Kommissioun lancéiert, fir een ambitiéise reglementaresche Kader mat konkreete Moossname fir den Iwwergang op Null-Emissiounsautoen ze beschleunegen. D'Europäesch Kommissioun huet am Juli am Kader vum sougenannte „Fit for 55 Package" eng ganz Rei Mesurë proposéiert, fir déi ambitiéis Klimaziler vun der EU ze erreechen. Dorënner war och d'Propos, fir ab 2035 keng Neiimmatrikulatioune vun Autoe mat Verbrennungsmotor an all de Memberstaate méi ze erlaben. D'Regierung setzt sech mat anere Länner dofir an, datt dësen Datum op 2030 virgezu gëtt.

Aus den uewe genannten Erklärunge geet kloer ervir, datt d'Regierung net eesäiteg plangt, Autoe mat Verbrennungsmotor ze verbidden, mee sech dofir staark mécht, datt um europäeschen Niveau ab engem gewëssen Datum keng nei Gefierer méi däerfen ugemellt ginn, déi net gewëssen Emissiounslimitten anhalen. Dëst war an der Vergaangenheet bei den europäeschen Emissiounsstandarde fir Gefierer (Euro-Norm) och schonn oft de Fall. Autoe mat Verbrennungsmotor, déi bis dohinner ugemellt goufen, sollen och weiderhi benotzt kënne ginn. Do dernieft géif dës Mesure da fir d'ganz EU gëllen a Lëtzebuerger Residente wieren domadder net par rapport zum Ausland benodeelegt.

Et sief hei betount, dass de gesamten Autosmarché an Europa iwwert d'Homologatiounsprozedure genau reglementéiert ass, a just Gefierer dierfen op de Marché kommen, déi dëse Bestëmmungen entspriechen. Esou dierfen och haut keng Autoe méi op de Marché kommen, déi zum Beispill keen ESP hunn, an awer dierfe méi al Autoe weider genotzt ginn.

ad 11. Wéi uewen erkläert, sinn dës energieintensiv Gefierer aktuell net viséiert.

Question 5123 (19.10.2021) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **missions du Fonds national de recherche :**

Créé en 1999, le Fonds national de la recherche (FNR) est le principal pourvoyeur de financements publics pour la recherche au Luxembourg. Selon l'article 3, paragraphe 2 de sa loi organique[3], peuvent bénéficier des interventions du Fonds, entre autres, les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale, ainsi que les organismes, services et établissements publics entreprenant, dans les domaines qui les concernent, des activités de recherche. L'inclusion de ces bénéficiaires reflète la vocation du fonds à contribuer à la dissémination des résultats de la recherche scientifique et au renforcement des liens entre la recherche et la société.

[3] Loi mod. du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public

Or, en passant en revue les rapports annuels du FNR des dernières années, le constat s'impose que parmi les projets retenus pour un financement, ceux portés par des organismes, services ou établissements publics, respectivement par des chercheur-e-s qui leur sont affilié-e-s, ne sont pas nombreux. Ainsi, au cours des trois dernières années, quatre projets portés par un institut culturel de l'État ont été cofinancés dans le cadre du programme de dissémination « PSP-Classic » et ce à hauteur totale de 175.000 €. Pendant la même période, du côté des programmes de financement de la recherche fondamentale, un seul projet porté par un chercheur affilié à un tel institut a été retenu.

Dans le cadre de la préparation du débat d'orientation au sujet du Plan de développement culturel (Kulturentwécklungsplang), la Commission de la Culture a organisé des entrevues avec différents acteurs du secteur culturel, y inclus avec les dirigeants de différents instituts culturels de l'État. Lors de ces entrevues, les attributions de recherche des institutions étatiques et les moyens disponibles pour leur mise en œuvre ont été l'un des sujets récurrents. Il en est ressorti clairement que l'attribution de recherche est essentielle pour ces institutions, mais que sa mise en œuvre s'avère souvent difficile en raison des ressources financières et humaines nécessaires.

En Allemagne, la Commission scientifique de l'État fédéral de Basse-Saxe a résumé l'importance de la recherche pour les musées ainsi :

„Nur auf Basis von Forschungen lässt sich entscheiden, was genau zu sammeln lohnt, welche Objekte eine Sammlung sinnvoll ergänzen würden und welche verzichtbar wären; erst Forschung macht aus einer bloßen ‚Ansammlung' von Gegenständen eine Sammlung und schließlich ein Museum, das diesen Namen verdient[4]."

Par conséquent, la Commission scientifique a émis deux recommandations aux organismes de financement de la recherche, à savoir de mettre à disposition des musées des lignes de financement dédiées, y inclus des financements de départ pour permettre la rédaction de demandes de subvention qui puissent satisfaire aux exigences de la critique des pairs (peer review). Or, les considérations qui sous-tendent ces recommandations s'appliquent de façon similaire aux autres instituts culturels de l'État.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Quels sont les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale ?

2) Quels sont les autres organismes, services et établissements publics entreprenant, dans les domaines qui les concernent, des activités de recherche ? Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir une liste exhaustive ?

3) Combien de demandes de financement d'établissements et d'entités repris sous 1) et 2), respectivement de chercheur-e-s qui leur sont affilié-e-s, ont été introduites auprès du FNR au cours des trois dernières années ? Quel était le taux de succès de ces demandes ?

4) La mise en place par le FNR d'un programme de financement spécifique pour les organismes, services et établissements publics entreprenant des activités de recherche ne serait-elle pas un moyen pour renforcer la recherche fondamentale au Grand-Duché ?

5) À défaut d'un programme de financement spécifique, ne serait-il pas indiqué d'améliorer les capacités des établissements concernés de rédiger des demandes de financement de haute qualité dans le cadre des programmes existants, le cas échéant en promouvant les coopérations ?

Réponse (29.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale principale sont le Luxembourg Institute of Health (LIH), le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) et l'Université du Luxembourg.

D'autres établissements publics ayant également une mission légale de recherche (sans que ce soit leur mission principale) sont le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), le Laboratoire national de santé (LNS) et le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter).

Les autres organismes, services et établissements publics qui ont, dans le passé, soumis de demandes de subvention auprès du FNR, ou qui ont été partenaires sur des demandes de subvention sont :

Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA)

[4] Document disponible en ligne : https://www.museumsbund.at/uploads/standards/WKN_Forschung_in_Museen.pdf

- Administration de la gestion de l'eau
- Archives nationales
- Bibliothèque nationale
- Centre national de la recherche archéologique
- Centre national de littérature
- Musée national d'histoire naturelle
- Musée national d'histoire et d'art
- Institut grand-ducal
- Institut national de la statistique et des études économiques (Statec)
- Service national de la jeunesse.

Pendant la période de 2018 à 2020, les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale ont introduit 1.531 projets de recherche, dont 555 ont été acceptés pour financement par le FNR. Les autres organismes, services et établissements publics ont introduit dans la même période 7 projets de recherche, dont 4 ont été acceptés pour financement par le FNR. En outre, 20 projets introduits par les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale avaient un partenariat avec d'autres organismes, services et établissements publics. 10 de ces projets ont bénéficié d'un financement par le FNR.

Les programmes du FNR sont ouverts à tous les bénéficiaires légaux, sans distinction. Le rôle essentiel des programmes de recherche du FNR est, d'une part, d'orienter les fonds publics vers les domaines stratégiques alignés avec les priorités nationales de la recherche et, d'autre part, d'assurer l'exigence de qualité des projets retenus. Ces critères s'appliquent de manière identique à tous les bénéficiaires. Ainsi, il ne paraît pas opportun de mettre en place des programmes spécifiques réservés à certaines catégories de bénéficiaires.

Les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale sont très clairement ceux qui disposent des capacités et ressources adéquates ainsi que d'une masse critique de chercheurs à plein temps (plusieurs centaines ETP) leur permettant de concevoir et d'exécuter un portefeuille conséquent de projets.

Le nombre assez limité de projets soumis par les autres organismes, services et établissements publics s'explique par des capacités et des ressources disponibles pour la recherche qui restent assez limitées, étant donné que la mission principale de ces institutions est différente. La collaboration avec les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale semble ainsi constituer l'approche à développer davantage. Le cas échéant, des mesures incitatives pourront être mises en place afin de favoriser ce type de collaboration.

Question 5125 (20.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **statistiques sur la campagne de vaccination :**

An der Debatt iwwert dat neit Covidgesetz huet d'Madamm Gesondheetsminister ugedeit, datt et bei der Covidimpfcampagne Problemer ginn, fir un déi verschidden auslännesch Communautéiten am Land erunzekommen. Deemno verfüügt d'Regierung iwwer Informatiounen, déi den Deputéierte bis dato net virleien. Et wär awer wichteg, fir méi Prezisiounen iwwert déi geimpfte Leit ze kréien, dat fir datt d'Chamber, „en connaissance de cause", d'Impfcampagne vun der Regierung analyséiere kann, dëst grad och am Hibléck op de Fakt, datt opgrond vum Impftaux nei Aschränkungen agefouert gi sinn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi eng Donnéeë benotzt d'Regierung am Kader vun der Impfcampagne? Ënnert wéi enge Konditioune ginn dës Donnéeë benotzt?

2. Wéi ass den Impftaux pro Alterskategorie, pro Gemeng a pro Nationalitéit opgedeelt?

3. Si speziell Moossname geholl ginn, fir un déi Communautéiten ze kommen, déi sech, bis elo, prozentual am mannsten impfe gelooss hunn?

4. Si bei der Opstellung vum nationalen Impftaux och déi Leit berücksichtegt ginn, déi zwar eng Adress hei zu Lëtzebuerg hunn, mee hire Wunnsëtz am Ausland hunn?

Réponse (29.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Am Kader vun der Impfcampagne huet d'Gesondheetsdirektioun, déi ënner anerem och de Monitoring vun der Pandemie assuréiert, e Monitoringsystem vun den epidemiologeschen a pharmacovigilance Daten (MSVACC Register) en place gesat.

Dëse Monitoringsystem sammelt follgend Daten:

- Donnéeën zum Patient (ë. a. Alter, Geschlecht, Resident/Netresident);
- Donnéeën, wou d'Impfung stattfonnt huet (Spidol, Dokteschpraxis, Impfzenter, Altersheem, mobill Impfekipp);
- Donnéeën zur Impfung selwer (Impfdosisnummer, Numm vum Impfstoff, Datum vun der Injektioun);

- Donnéeën zu den Hospitalisatiounen (soins normaux, soins intensifs);
- Donnéeën iwwer déi positiv PCR-Tester (nei Infektioune bei geimpfte Leit vs. nei Infektioune bei net geimpften an deelweis geimpfte Leit).

Zousätzlech ginn dës Donnéeën och genotzt, fir soumat d'Impfadhesioun, den Impftaux an d'Impfeffizienz ze evaluéieren.

D'Donnéeë ginn am Aklang mam GDPR a mam Artikel 10 vum Covidgesetz genotzt.

ad 2. Den Impftaux (kompletten Impfplang[5] - nëmme Residenten) op den 22. November 2021 no Altersgrupp vun de Residente gesäit follgend aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Informatiounen iwwer den Impftaux no Gemeng an no Nationalitéit ginn zurzäit net an ëffentlech zougänglecher Form opbereet, mee fléissen awer mat an d'Impfcampagne, fir d'Aktioune méi spezifesch ze cibléieren.

ad 3. Fir geziilt un déi verschidde Communautéiten an eiser Gesellschaft erunzetrieden, gouf zesumme mat sozioekonomeschen a kulturelle Partie-prenanten am Kader vun der Impfcampagne zesummegeschafft, fir Aktivitéiten (Informatiounsronnen, Froan-Äntwert Sessiounen) an och Kommunikatiounsmaterial auszeschaffen, fir geziilt fir d'Impfung ze sensibiliséieren an op Froen an Zweifelen anzegoen. Och mam Asaz vu mobillen Impfekippen, gouf d'Impfung deene verschiddene Communautéiten esou no ewéi méiglech bruecht an d'Leit haten d'Méiglechkeet, sur place hir Froen ze stellen.

ad 4. Déi publizéiert Donnéeë vum Monitoring bezéien sech exklusiv op lëtzebuergesch Residenten.

Wann dës Leit hire kompletten Impfscheema am Ausland administréiert kruten, gi se net an der Berechnung vum Impftaux mat berücksichtegt. Wann si allerdéngs eng éischt Dos am Ausland kritt hunn, an déi zweet Dos zu Lëtzebuerg, da fléissen dës Leit mat hirem kompletten Impfscheema mat an d'Berechnung vum nationalen Impftaux.

Question 5131 (20.10.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**avancement des travaux de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg–Bettembourg :**

Les travaux pour la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg–Bettembourg ont débuté en 2015. Selon le portail Transports du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, la mise en service de la nouvelle ligne est prévue pour fin 2022.

Partant, j'aimerais m'informer sur l'avancement des travaux et poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Pouvez-vous me donner un aperçu général sur l'avancement des travaux de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg–Bettembourg ?

2) Est-ce que les travaux sont actuellement dans les temps avec une mise en service effectivement prévue pour fin 2022 ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

3) Est-ce que l'État est d'ores et déjà en possession de tous les terrains nécessaires à la réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire ? Dans la négative, quel est l'état des négociations/procédures en la matière ?

4) Est-ce que le suivi budgétaire actuel correspond aux prévisions initiales ?

Réponse (29.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) La nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg s'étend sur environ 7,5 km entre le complexe ferroviaire de Luxembourg-sud et l'entrée nord de la gare de Bettembourg. À part la plateforme ferroviaire à double voie avec ses équipements ferroviaires, le projet comporte une douzaine d'ouvrages d'art (OA) et d'ouvrages hydrauliques, trois murs de soutènement d'envergure, le déplacement et le renouvellement d'un segment de la ligne ferroviaire existante, l'aménagement de plusieurs bassins de rétention, la démolition de trois immeubles, une piste d'entretien commune à la nouvelle ligne ferroviaire et à l'autoroute A3, une piste cyclable le long du tracé de la ligne nouvelle, le déplacement d'une ligne haute tension 220 kV, ainsi que diverses mesures compensatoires.

Les éléments suivants ont déjà été réalisés :

- Déplacement de la ligne haute tension
- Plateforme ferroviaire sur 2,2 km
- OA11 : passage supérieur d'un chemin rural entre Berchem et Kockelscheuer
- OA16 : passage routier souterrain donnant accès à la base de travaux en gare de Bettembourg
- OA05 et OA06 : les deux ouvrages forment ensemble le « saut-de-mouton », ouvrage ferroviaire majeur d'une longueur de 609 m portant la nouvelle ligne au-dessus de la ligne existante au nord de Bettembourg
- Déplacement et renouvellement d'un tronçon de la ligne existante
- OA12 : passage supérieur du CR158 au-dessus de la nouvelle ligne et de l'autoroute A3
- Passage à faune au-dessus de la nouvelle ligne et de l'autoroute A3 avec son aménagement paysager sur 0,7 ha.
- Mur de soutènement à l'ouest de l'aire de service de Berchem
- Mur de soutènement au nord de la rue Michel Lentz à Bettembourg
- 6 sur 11 bassins hydrauliques fixés par arrêté ministériel
- Désamiantage et démolition de trois immeubles et de leurs annexes situés rue de la gare à Bettembourg
- Mesures compensatoires : 1,52 ha de plantations

Les éléments suivants sont en cours de réalisation :

- OA13 : passage supérieur d'un chemin rural au-dessus de la nouvelle ligne et de l'autoroute A3
- OA14 : ouvrage ferroviaire d'envergure remarquable portant la nouvelle voie ferrée au-dessus de l'autoroute A3
- Aménagement de la partie nord du dépôt de matériaux de déblai sur une surface de 5,15 ha comme zone de mesure compensatoire à l'embouchure du passage à faune

Les travaux en cours et ouvrages achevés représentent actuellement quelque 35 % de l'ensemble des travaux à réaliser.

ad 2) Les facteurs suivants influencent la date de mise en service commerciale de la nouvelle ligne ferroviaire :

- Toutes les emprises n'ont pas pu être acquises comme prévu par le planning. De ce fait certains travaux ont dû être retardés ou arrêtés.
- Suite à un changement intervenu dans les prescriptions relatives à la sécurité d'exploitation des autoroutes, toutes les études relatives au grand pont ferroviaire qui enjambera l'autoroute A3 en biais ont dû être complètement reprises.
- La crise sanitaire de la Covid-19 a provoqué et provoque toujours des retards dans l'exécution du projet. Même si les travaux ont pu reprendre leur vitesse de croisière d'avant la crise, la pénurie mondiale en matériaux de construction et l'augmentation exceptionnelle des délais de livraison continuent à peser sur le planning.
- Le raccordement de la ligne nouvelle côté Luxembourg est tributaire du phasage des travaux de modernisation de la gare de Luxembourg en cours.
- Le raccordement de la ligne nouvelle côté Bettembourg sera tributaire des travaux de renouvellement du pont routier qui enjambe la partie voyageurs de cette gare.

En fonction de tous ces facteurs, la mise en service commerciale de la ligne nouvelle interviendra plus tard que prévu. Le nouveau planning est en cours d'établissement.

ad 3) Depuis le 1er juin 2021 tous les terrains nécessaires à la réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire sont acquis.

ad 4) Le budget pour la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg, fixé par la loi de financement du 19 décembre 2014 à 292.013.570 € HTVA (indice du coût de la construction 730,85 au 1er avril 2013) est actuellement respecté, si l'on tient compte de son adaptation semestrielle. Le montant des dépenses actuelles correspond à environ un tiers du budget alloué au projet.

Question 5139 (22.10.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **wi-fi dans les transports publics :**

Passagéier op verschiddene Garen an Arrêten hei am Land kënne vun engem gratis Wi-Fi-Reseau profitéieren. Wéi de Minister op meng Fro N° 4863 geäntwert huet, solle bis 2022 all d'Garen hei am Land mat gratis Wi-Fi equipéiert ginn. Aner europäesch Transportgesellschaften, ob Zuch oder Bus, sinn do schonns e bësse méi wäit a bidden hire Passagéier eng Wi-Fi-Verbindung u Bord un. De Minister hat och nach erkläert, dass aktuell just 23 CFL-Busse mat gratis Wi-Fi equipéiert sinn an, dass laanscht d'Zuchstrecken, d'Eisebunn ofhängeg vun der Entwécklung an der Netzversuergung duerch déi ëffentlech Operateuren ass, wat bedeit, dass d'Passagéier hei mol net kënne vun engem verlässleche 4G-Netz profitéieren.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Mobilitéit a fir Energie dës Froe stellen:

1. Op wéi ville Buslinnen existéiert aktuell ganzdaags eng verlässlech gratis Wi-Fi-Verbindung, déi d'Gesamtlängt vun der Streck couvréiert?

2. Op wéi engen Zuchstrecken an op wéi enge Plazen existéiert aktuell keng Netzversuergung, déi den Empfang vu 4G erméiglecht? Wéi vill Kilometer Streck sinn insgesamt betraff?

3. Wäerten dës Blind Spots an Zukunft eng ausräichend Netzversuergung kréien a falls jo, bis wéini?

Réponse commune (01.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. De Wi-Fi gëtt de Cliente pro Bus zur Verfügung gestallt. Esoulaang déi nei RGTR-Kontrakter nach net a Kraaft getruede sinn, ass et aktuell dem Busoperateur iwwerlooss, Wi-Fi unzebidden oder net. Am neien RGTR-Kontrakt ass den Operateur dozou verflicht, de Wi-Fi unzebidden, de Kontrakt stellt allerdéngs keng Ufuerderungen un d'Netzofdeckung.

Wat d'CFL ugeet, sinn de Moment 23 CFL-Busser mat Wi-Fi equipéiert, an all Bus kann op quasi all Linn fueren. No an no gëtt och de Rescht vun der CFL-Busflott mat Wi-Fi equipéiert.

Fir dass déi intern Wi-Fi-Installatiounen an de Busser kënnen eng Internetverbindung ubidden, brauch déi Installatioun am Bus eng Ubannung un de mobillen Telekommunikatiounsreseau. Dëse Wi-Fi-Service kann also nëmmen do garantéiert ginn, wou och eng adequat Reseauscouverture vum mobillen Telekommunikatiounsreseau ass. Am Moment ginn et keng Miessungen iwwert d'Connectivitéit vun de Clienten am Bus op dem ganzen RGTR-Reseau. Dëst ass d'Aufgab vun den Operateure vun de mobille Reseauen. Stand haut, huet keng RGTR-Linn eng garantéiert Connectivitéit duerch 4G/LTE oder duerch Wi-Fi via Bus.

Als Beispill kann een awer soen, dass op de vun den CFL bedriwwene Buslinne 500 a 502 eng manner gutt Couverture besteet, ewéi op den aneren CFL-Linnen.

ad 2. Am Summer 2020 hunn d'CFL Miessunge virhuele gelooss, fir d'Connectivitéit vun de Clienten am Zuch objektiv ze quantifizéieren.

Op deene meeschten Haaptzuchstrecke gëtt et Plazen, wou de 4G/LTE-Empfang am Zuch problematesch ass. Jee no Operateur ënnerscheeden dës Plazen sech, a verschidde geographesch Ecker vum Eisebunnsreseau gi quasi guer net ofgedeckt. Esou ass d'Connectivitéit op Strecken, déi duerch bewunnte Gebidder féiert, éischter gutt, wärend d'Connectivitéit op Strecken, déi duerch ländlech, wéineg besidelt Géigende féiert, oft Lacunnen opweist. Problematesch sinn och d'Tunnellen, besonnesch op der Streck an den Norden. Déi genee Längt vum Eisebunnsreseau ouni iergendee 4G-Empfang ass aktuell net bekannt.

Ofhängeg vun der Situatioun geet awer och een duerchschnëttleche 4G/LTE-Empfang net onbedéngt duer, fir all Passagéier zefriddestellend Connectivitéit ze erméiglechen. Zur Spëtzenzäit transportéieren Zich, jee no Streck, méi wéi 700 Leit, woubäi duerchschnëttlech e puer Mbit/s pro Passagéier sollte viséiert ginn.

Op de follgende Kaarte ginn déi éischt Mesuren zur Connectivitéit am Zuch duergestallt, jeeweils fir ee vun den dräi Mobilfunkreseauen.

(Image à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. D'5G-Strategie vun der Regierung gesäit vir, datt fir 2025 eng 5G-Couverture an de grousse Stied a laanscht d'Haaptverkéiersachse bestoe soll. Duerch d'Attributioun vun de Frequenzen am Joer 2020 goufe véier Operateure mat der néideger Matière première, nämlech Frequenzspektrum, ausgestatt. Am Moment ass den Deploiement vun der 5G-Technologie queesch uechter d'Land amgaangen.

Esou een Deploiement ass mat vill Opwand an Investitioune verbonnen a mécht sech net vun engem Dag op deen aneren. Trotzdeem si schonn 2020 Initiativen an d'Weeër geleet ginn, fir d'Ofdeckung vun den Haaptverkéiersachsen an der Planung vun de Reseaue méi am Detail ze beliichten. An dësem Zesummenhang ass Lëtzebuerg och schonns am Kontakt mat den Nopeschlänner, fir sech am Beräich vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit ofzestëmmen, soudass d'Investissementer an d'Connectivitéit am ëffentlechen Transport och eisem Mobilitéitsreseau gerecht ginn.

Question 5146 (25.10.2021) de **Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **frais de déplacement :**

D'„Frais de déplacement" oder och nach Kilometerpauschal genannt, ginn op der Distanz tëschent dem Wunnsëtz an der Aarbechtsplaz vun all Beschäftegte berechent. Dëse Steiervirdeel gëtt vum Bruttogehalt ofgehalen, soudass dorobber keng Steieren ufalen. D'Pauschal läit aktuell bei 99 Euro pro Kilometer, de Maximum läit bei 2.574 Euro pro Joer, spréch 26Kilometer. Déi éischt véier Kilometer gëllen net.

Vill Leit kënnen sech weeder aussichen, wou si schaffen, nach wou si sech eng Wunneng leeschte kënnen a scho guer net, op de Wunnuert optimal un den ëffentlechen Transport ugebonnen ass. Och de Gros vun de Grenzgänger sinn a wäerten trotz massiven Investitiounen an den ëffentlechen Transport weider op den Auto ugewise sinn.

Duerch déi héich Bensinns- an Dieselpräisser, déi aktuell op Rekordniveau sinn, ginn d'Autofuerer ëmmer méi belaascht, soudass sech d'Fro no der Upassung vun der aktueller Kilometerpauschal méi wéi jee stellt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Finanzminister stellen:

- Ass d'Regierung gewëllt, d'Kilometerpauschal no uewen unzepassen?
- Wa jo, wéini an a wéi enger Héicht?
- Wann nee, iwwert wéi eng Weeër wëllt d'Regierung déi betraffen Autofuerer entlaaschten?

Réponse (30.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Et gëtt aktuell keng Pläng, fir eppes un der Kilometerpauschal ze änneren, well eng ganz Rei Mesurë geholl gi sinn, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken.

Effektiv sinn iwwert déi leschte Joren eng Rei vu geziilten an direkte Mesuren, souwuel um steierleche Plang wéi och duerch Saachleeschtungen, op de Wee bruecht ginn, fir spierbar an nohalteg d'Kafkraaft ze erhéijen.

Esou huet d'Regierung 2017 eng Steierreform gemaach, déi méi Gerechtegkeet geschaf huet, a grad deene sozial Schwächsten an de Mëttelschichte Kafkraaft erëmginn huet. Och jonk Familljen a besonnesch elengerzéiend Mammen oder Pappen hunn ënnert d'Äerm gegraff kritt. Dëst ass duerch d'Streckung vun den Tranchen an der Steiertabell, mee och d'Erhéijung vum Crédit d'impôt fir d'Salariéen, d'Pensionéiert, d'Independanten an d'Elengerzéiend geschitt.

Fir Persoune mat nidderegem Revenu gouf de Steierkreditt op maximal 600 Euro verduebelt. Dëse Steierkreditt gouf jo och parallell zu der Aféierung vun der CO_2-Steier ëm 96 Euro gehéicht. Fir elengerzéiend Eltere gouf de Steierkreditt fir Revenue bis zu 35.000 Euro d'Joer op 1.500 Euro verduebelt. Bei méi héijen Akommes ass de Steierkreditt progressiv erofgesat ginn. D'Steierreform huet domadder de méi diversen Zesummesetzungen a Familljemodeller, déi et haut an onser Gesellschaft gëtt, Rechnung gedroen.

Weider ass iwwert déi lescht Joren a virun allem wärend der Pandemie un enger ganz Rei Schrauwe gedréint ginn, fir de vulnerabelste Stéit ënnert d'Äerm ze gräifen. Am Joer 2019 ass de Mindestloun netto ëm 100 Euro d'Joer eropgesat ginn, andeem ënner anerem ee spezifesche Steierkreditt fir de Mindestloun agefouert ginn ass. Säit dem 1. Januar 2021 ass de Mindestloun ëm weider 2,8 % gehéicht ginn. Mee och de Revenu d'inclusion sociale (REVIS) gouf ëm 2,8 % eropgesat.

E weidere wichtege Moment sinn natierlech och d'Indextranchen, déi am Januar 2020 an am Oktober 2021 fälleg waren. Déi lescht Indexerhéijung ass méi fréi wéi geduecht fälleg ginn, grad well d'Energiepräisser esou séier geklomme sinn.

Esou ass de Mindestloun vun 2.048,54 Euro am Joer 2018 op 2.256,95 Euro am Oktober 2021 eropgaangen. De qualifizéierte Mindestloun ass vun 2.458,25 Euro op 2.708,35 Euro iwwert déi selwecht Period geklommen.

Mam Budget fir d'Joer 2022, wäerten eng ganz Rei Mesurë finanzéiert ginn, déi weider d'Kafkraaft vun de Bierger stäerken. Als éischt ass hei emol d'Erhéijung vun 200 Euro vun der Allocation de vie chère (AVC) ze nennen, déi de Familljen zegutt kënnt, déi et am meeschte brauchen. Dës Mesure kascht fir d'Joer 2022 ronn 5,7 Milliounen Euro. Och hëlleft d'Reindexéierung vum Kannergeld, geziilt d'Kafkraaft ze erhéijen. Fir 2022 kascht dës Mesure de Staat 23,6 Milliounen Euro a kënnt bal 200.000 Leit zegutt, déi domadder ëm déi 120 Euro méi am Joer kréien.

Duerch d'Erhéijung vun der AVC, d'Indexéierung vum REVIS an der Reindexéierung vum Kannergeld kritt zum Beispill en Elengerzéiende mat engem Kand, deen den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, d'nächst Joer 1.052,29 Euro brutto pro Joer, am Verglach zum Joer 2019, bäi. E Stot, deen aus

[5] Op Basis vun engem kompletten Impfscheema (1 Dosis fir d'Impfung Janssen, 2 Dose fir all aner zougeloossen Impfung).

zwee Erwuessene besteet, déi den onqualifizéierte Mindestloun kréien, an zwee Kanner hunn, kritt d'nächst Joer 2.287,90 Euro brutto pro Joer, am Verglach zum Joer 2019, bäi.

Och iwwert weider Saachleeschtungen am Beräich vun der Educatioun gëtt de Stéit ënnert d'Äerm gegraff. Esou si ronn 11 Milliounen Euro fir d'Joer 2022 virgesinn, fir ville Kanner e gratis Mëttegiessen ze offréieren. Pro Kand an der Kantin mécht dat 1.089,50 Euro am Joer aus, déi de Familljen esou zegutt kommen. D'Kannerbetreiung fir all Schoulkanner wärend der obligatorescher Schoulperiod gëtt och mam Budget 2022 erméiglecht a wäert 20 Milliounen Euro kaschten.

Mam Budgetsprojet fir d'Joer 2022, ginn awer och eng ganz Rei Mesurë finanzéiert a weidergefouert, déi net nëmmen d'Kafkraaft vun de Bierger stäerken, mee se och an engems encouragéieren, op ëmweltfrëndlech Transportmëttel ëmzesprangen.

D'Primmen um Niveau vun der Elektromobilitéit gi weider finanzéiert. Bis zu 8.000 Euro finanziell Ënnerstëtzung kann ee beim Kaf vun engem elektreschen Auto kréien, a bis zu 600 Euro beim Kaf vun engem elektresche Vëlo.

Déi héich Investitiounen an d'Schinnennetz an de Weiderausbau vum Tram verstäerken d'Verkeiersnetz nohalteg an erhéijen esou d'Offer an d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport, dee säit dem 1. Mäerz 2020 gratis ass.

Question 5151 (26.10.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **crise politique en Bosnie-Herzégovine :**

Milorad Dodik, le chef politique des Serbes de Bosnie, évoque régulièrement l'éventualité d'une indépendance de l'entité serbe de la Bosnie-Herzégovine. L'annonce récente de la formation de l'armée de la Republika Srpska (RS) représente une menace qui risque d'attiser davantage une crise politique provoquée en juillet 2021 par le boycott serbe des institutions centrales du pays balkanique.

Le chef du plus grand parti bosno-serbe, le SNSD, a déclaré en date du 17 octobre qu'il aurait des propositions législatives pour quitter les institutions étatiques communes.

Bien que tous ces plans violent le traité de paix de Dayton et la Constitution, le Conseil des Ministres des Affaires étrangères de l'UE s'est prononcé lundi, 18 octobre, de façon vague sur la crise actuelle en Bosnie-Herzégovine.

Sachant qu'un discours similaire à celui de Dodik a été fait en automne 1991 par Radovan Karadžić, menant en 1993 à la guerre civile la plus violente en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Monsieur le Ministre comment évaluez-vous la situation politique actuelle en Bosnie ?

2) Comment l'UE évalue-t-elle la situation sécuritaire en Bosnie ?

3) Quelle est la position de l'UE et comment envisage-t-elle réagir si la situation s'aggrave ?

Réponse (30.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La situation politique en Bosnie-Herzégovine reste fragile, les dirigeants politiques continuant à se livrer à des discours et actes de division, notamment de mise en question de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays. Ces actions continuent d'entraver les progrès globaux dans la mise en œuvre des 14 priorités de réforme clefs énoncées dans l'avis de la Commission européenne de mai 2019.

ad 2) La situation sécuritaire en Bosnie-Herzégovine reste-t-elle aussi fragile et le Conseil a réaffirmé le 18 octobre 2021 que l'Union européenne est prête à maintenir le mandat exécutif de l'opération EUFOR Althea, en vertu de l'autorisation renouvelée des Nations unies. La présence de l'opération EUFOR Althea continue de jouer un rôle essentiel pour la stabilité et la sécurité en Bosnie-Herzégovine.

ad 3) L'UE déplore vivement la persistance de la crise politique dans le pays et condamne le blocage des institutions de l'État. Elle souligne la nécessité de mettre un terme aux discours et aux actions qui divisent et provoquent. Cela inclut la remise en question de l'unité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays.

L'UE soutient sans équivoque la perspective européenne de la Bosnie-Herzégovine en tant que pays unique, uni et souverain, soulignant qu'un accord rapide sur la réforme constitutionnelle et électorale est de la plus haute importance pour aider le pays à progresser sur la voie européenne.

Le Conseil sera saisi de la situation en Bosnie-Herzégovine au cas où la situation s'y aggraverait.

Question 5155 (27.10.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **prix de l'énergie :**

Dans votre réponse à la question parlementaire n° 5002 vous avez estimé la hausse de la facture de gaz naturel pour un client domestique type à 28,6 % respectivement à 375 € en 2021 par rapport à 2020. La flambée des prix de l'énergie se poursuivra pourtant très probablement pendant les mois d'hiver 2022 et une stabilisation voire une baisse n'est attendue qu'à partir du printemps 2022. De même, le prix de l'électricité évolue en fonction du prix du gaz ce qui aura également un effet sur les dépenses des ménages dans les mois à venir.

Dans cette même réponse, vous argumentez que l'augmentation de l'allocation de vie chère serait la mesure choisie par le Gouvernement pour soutenir les ménages à faible revenu face à cette flambée des prix. La demande pour l'AVC pour 2022 ne pourra pourtant pas être introduite avant le 1er janvier 2022 et le paiement des montants accordés aux ménages éligibles n'interviendra que plus tard encore. Une compensation de l'augmentation des dépenses des ménages liée à la flambée des prix de l'énergie pour 2021 ne semble donc pas être prévue par le Gouvernement.

Le directeur d'un grand fournisseur de gaz naturel a en outre évoqué dans la presse que les ménages en défaillance de paiement à cause de la flambée des prix ne seraient pas déconnectés de la fourniture d'énergie pendant les mois hivernaux. Or, les fournisseurs de gaz naturel sont autorisés de faire déconnecter les clients en défaillance de paiement selon une procédure définie dans la loi sur l'organisation du marché du gaz naturel. Le même constat est vrai pour la fourniture en électricité.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quelle est l'évolution du prix de l'électricité au Luxembourg depuis le début de l'année et par rapport aux prix de 2020 ?

2) Quelles en sont les conséquences budgétaires pour un ménage moyen ?

3) Par quels moyens le Gouvernement envisage-t-il d'amortir à court terme l'augmentation des prix de l'énergie constatée déjà en 2021 tout en sachant que l'augmentation de l'AVC ne prendra son effet qu'à partir des demandes introduites à partir de janvier 2022 ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me garantir que des ménages en défaillance de paiement ne seront pas déconnectés de la fourniture de gaz naturel et d'électricité ?

5) Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il garantir qu'aucun ménage ne soit déconnecté tout en sachant que les lois ne prévoient pas d'obligation pour les fournisseurs d'énergie de maintenir la fourniture à un client en défaillance de paiement ?

6) Combien de coupures de gaz naturel ont été effectuées et dûment communiquées aux offices sociaux compétents au cours de l'année 2021 par les fournisseurs suite à des défaillances de paiement ?

7) Le Gouvernement prévoit-il des mesures spécifiques pour les ménages qui chauffent au gasoil et dont le prix a plus que doublé en un an tout en sachant que ces ménages doivent avancer des montants importants pour remplir leur réservoir et pourraient se trouver coupés de chauffage faute de moyens et de prise en charge par un organisme social ?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que l'approvisionnement en électricité des clients résidentiels se fait exclusivement sous forme de fourniture intégrée, c'est-à-dire en plus de la fourniture de l'énergie électrique proprement dite, toutes les autres prestations nécessaires à l'acheminement de l'électricité jusqu'au point de fourniture du client final sont facturées par le fournisseur au client final.

Le prix intégré de l'électricité est donc composé des éléments suivants :

- l'énergie électrique,
- les frais pour l'utilisation des réseaux,
- la contribution au mécanisme de compensation et
- la taxe électricité ainsi que la taxe sur la valeur ajoutée.

La fourniture intégrée à des clients résidentiels est réalisée moyennant un ou plusieurs produits standard d'électricité dont les conditions et prix sont publiés et qui, dans le cadre du service universel, s'adresse aux clients résidentiels se trouvant dans des conditions identiques ou similaires. Les tarifs d'utilisation du réseau sont en général déterminés annuellement au 1er janvier par les gestionnaires de réseaux et acceptés par le régulateur ILR. La contribution au mécanisme de compensation est aussi fixée sur base annuelle par le Gouvernement et l'ILR au 1er janvier de chaque année. Pour la majorité des produits offerts à des clients résidentiels au Luxembourg, les fournisseurs adaptent leurs conditions tarifaires également une fois par an au 1er janvier. Partant, les prix de l'électricité facturés à la plupart des ménages luxembourgeois n'ont pas été adaptés au cours de l'année 2021. Seuls les prix pour des contrats ayant un prix fixe sur une ou plusieurs années ont varié en cours d'année pour les nouvelles souscriptions. Par rapport à 2020, une légère augmentation des prix de l'énergie électrique proprement dite pour l'année 2021 a pu être observée de l'ordre de 2 %.

ad 2) Pour évaluer l'impact budgétaire pour un ménage, il faut donc analyser toutes les composantes du prix intégré de l'électricité.

Le prix de l'électricité proprement dite qui est influencé par l'évolution des prix sur les marchés européens sur lesquels les fournisseurs s'approvisionnent, constitue environ un tiers du prix intégré de l'électricité, alors que les frais pour l'utilisation du réseau constituent environ 40 % du prix intégré facturé aux ménages luxembourgeois. Les taxes et redevances représentent encore à peu près 25 % de ce prix. La taxe électricité, qui n'a pas été adaptée les dix dernières années, représente par elle seule moins que 1 % du prix intégré.

Selon les dernières informations à ma disposition, les tarifs pour l'utilisation du réseau basse tension qui dépendent des investissements et coûts opérationnels des gestionnaires de réseau ne devraient pas subir des variations importantes pour l'année 2022.

Les taux pour la contribution au mécanisme de compensation, un mécanisme qui est destiné à financer les coûts d'achat supplémentaires dans le cadre des rémunérations de l'électricité basée sur les sources d'énergies renouvelables et la cogénération à haut rendement, sont déterminés annuellement par l'ILR. À cette fin, ce dernier calcule les coûts liés aux rémunérations prémentionnées ainsi que la somme des contributions au mécanisme facturées à tous les utilisateurs du réseau tout en considérant le prix de marché de gros de l'électricité et la contribution directe de l'État pour fixer et publier pour chaque année à venir les nouveaux taux de contribution au mécanisme.

La hausse des prix de marché de gros de l'électricité a, dans ce contexte, un effet réducteur sur les coûts à couvrir par le mécanisme de compensation, qui consiste en la différence entre le tarif garanti payé au producteur et le prix du marché. À ceci s'ajoute une légère baisse de la production d'énergie éolienne et solaire en 2021 causée par des effets météorologiques. Au vu de ces évolutions, les taux pour la contribution au mécanisme de compensation sont susceptibles de baisser pour 2022.

Étant donné que les paramètres pour la détermination exacte de l'évolution des tarifs d'utilisation des réseaux et des contributions au mécanisme de compensation ne sont pas connus avant la fin novembre/début décembre, il est à l'heure actuelle prématuré de se prononcer sur les conséquences financières pour un ménage moyen.

ad 3) Lors de leur réunion en date du 26 octobre au Luxembourg, les ministres de l'Énergie de l'Union européenne se sont échangés au sujet de la flambée des prix de l'énergie afin de définir des actions envisageables parmi celles proposées par la Commission européenne dans ce contexte. Considérant que l'Union européenne reste largement dépendante en matière d'approvisionnement en énergie, il n'est néanmoins pas indiqué de remettre en cause un marché intérieur du gaz naturel et de l'électricité ce qui irait à l'encontre d'une plus forte indépendance énergétique encore. Par contre, des mesures ciblées qui soulagent en particulier les consommateurs vulnérables peuvent conduire à un apaisement de la situation. De ce fait, le Gouvernement a en effet décidé d'augmenter l'allocation de vie chère d'au moins 200 euros par ménage à partir du 1er janvier 2022, ce qui soulage les ménages à revenu modeste, étant ceux les plus touchés par les hausses des prix actuels.

Le ministre a également proposé d'évaluer le fonctionnement du système de stockage de gaz naturel en Europe ainsi que la stratégie d'achat de gaz à long terme par les fournisseurs sur le marché européen.

Finalement, afin de réduire de façon considérable la dépendance européenne des énergies fossiles, le paquet « Fit for 55 », qui vise la réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, va devoir être mis en œuvre le plus vite possible. Ceci se réalisera surtout en favorisant davantage le développement des énergies renouvelables, en octroyant des aides pour des projets qui améliorent l'efficacité énergétique et en développant les interconnexions entre les marchés énergétiques. Les mesures climat vont donc aussi aider à réduire la volatilité des prix de l'énergie.

ad 4) + 5) En cas de non-paiement dans un délai de quinze jours à partir de la date d'envoi d'un premier rappel, le fournisseur doit informer par écrit le client en défaillance de paiement de son intention de le faire déconnecter après trente jours et lui fournit au même moment toute information utile dont au moins les coordonnées de l'office social compétent en fonction de sa résidence auquel il peut s'adresser pour pouvoir recevoir l'aide prévue par la législation afférente. Une copie de l'information, par laquelle le fournisseur informe le client défaillant de son intention de le faire déconnecter après trente jours, est communiquée parallèlement par le fournisseur à l'office social compétent en fonction de la résidence du client défaillant. En cas de paiement intégral endéans les délais impartis, aucune déconnexion n'aura lieu. De même, en cas de prise en charge du client en défaillance de paiement par l'office social, aucune déconnexion ne peut avoir lieu.

ad 6) Une enquête est effectuée annuellement par l'ILR auprès des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel quant au nombre de demandes de déconnexion et de déconnexions effectivement réalisées au cours d'une année. Cette enquête se rapporte sur une année entière révolue de manière que les chiffres pour l'année 2021 ne seront disponibles qu'au cours de l'année prochaine. Dans le rapport de l'ILR « sur ses activités et sur l'exécution de ses missions dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel » pour l'année 2020, publié en octobre 2021, les chiffres suivants montrent l'évolution des déconnexions à partir de l'année 2016 pour le secteur du gaz naturel.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7) Les modalités relatives à l'aide sociale telles que prévues dans les articles 28 et suivants du chapitre III concernant la fourniture minimale d'énergie domestique et d'eau de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, s'appliquent à toutes les formes d'énergie, y inclus des fournitures d'énergie stockable comme le fuel domestique. L'allocation de vie chère peut être sollicitée par tout ménage à revenu modeste, qu'il chauffe au gaz naturel ou au fuel.

Question 5156 (27.10.2021) de **M. Georges Engel** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **bus électriques du réseau RGTR :**

Dans le cadre de la réforme du réseau national de bus RGTR, le ministère poursuit un objectif zéro émission pour 2030 par la mise en service de bus électriques. Ceci implique des investissements conséquents des entreprises d'autobus pour l'acquisition de nouveaux bus et pour les infrastructures de recharge. En attendant la réalisation de cette transition énergétique, il semble que certaines entreprises recourent à une recharge d'autobus électriques par des bornes alimentées par un groupe électrogène diesel.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Est-ce qu'il est prévu de faire reposer l'aménagement des infrastructures de recharge uniquement sur l'initiative privée ? Dans l'affirmative, des aides financières sont-elles accordées aux entreprises d'autobus pour soutenir l'électrification des transports par bus ?

2) Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut-il nous dire comment il entend s'assurer qu'un réseau d'infrastructures de recharge assez dense et en capacité suffisante soit aménagé parallèlement à la mise en service d'autobus électriques ?

3) Est-ce que les exploitants du réseau RGTR seront obligés de recharger leurs autobus dans la mesure du possible par de l'électricité « verte » de source renouvelable ?

4) Monsieur le Ministre de l'Énergie peut-il nous dire si le réseau électrique existant permet l'installation de ces infrastructures de recharge partout où il y a une demande des entreprises d'autobus ?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) Il est prévu de charger les bus du réseau RGTR dans le dépôt des entreprises, ce qui représente la stratégie la plus efficiente pour un réseau régional. Les emplacements de chargement dans le milieu régional n'existent presque pas et il convient plutôt de prévoir des infrastructures, le cas échéant, à des endroits à haute fréquentation, tout en sachant que l'autonomie des batteries se développera encore. Dans le cadre de la soumission pour l'exploitation de services de transports publics par route RGTR, le cahier des charges a exigé d'ailleurs que l'exploitant

doit prévoir les équipements et l'aménagement de ses dépôts en ce qui concerne la charge électrique des autobus, de même que les installations nécessaires, de type « overnight charge » et/ou « opportunity charge ». Dans le milieu urbain, il est prévu de prévoir des installations sur les pôles d'échange comme c'est le cas actuellement au P&R Luxembourg Sud.

ad 2) Tel que déjà précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 4147 du 23 avril 2021, il incombe aux exploitants de choisir le type d'infrastructure de recharge qui convient le mieux aux spécificités de chacun de leurs différents dépôts et aux itinéraires à parcourir par les bus électriques.

Dans le cas isolé évoqué par les honorables Députés, il convient de préciser que l'exploitant concerné a justifié le recours à un groupe électrogène diesel par les retards de livraison de matériel. De plus, il est mentionné que l'objectif était d'entamer pendant une durée de deux semaines des essais avec une nouvelle génération de bornes de charge à batterie tampon. Après cette période le groupe électrogène diesel a été enlevé et en ce moment le renforcement nécessaire du réseau électrique est en train d'être finalisé.

ad 3) Le cahier des charges précité du RGTR comportait également des critères environnementaux, comme notamment l'utilisation d'électricité produite à partir de 100 % d'énergies renouvelables. Ainsi, lors de la soumission pour l'exploitation de services de transports publics par route RGTR, les entreprises qui proposaient de recharger les autobus exclusivement avec de l'électricité « verte » étaient favorisées.

ad 4) Sur demande, le gestionnaire de réseau de transport, Creos Luxembourg SA, a précisé que le réseau électrique à haute tension au Luxembourg n'a pas de problème de capacité pour assurer la recharge des bus électriques RGTR planifiés. Toutefois il est possible que des renforcements ciblés au niveau de la moyenne tension soient nécessaires sur quelques sites de dépôts des entreprises afin de pouvoir mettre à disposition les capacités demandées.

Chaque opérateur de site fait une demande auprès du gestionnaire de réseau concerné si les capacités au niveau moyenne tension de son raccordement sont disponibles pour recharger, le cas échéant simultanément, tous les bus prévus pour son site. Le gestionnaire de réseau renseigne ensuite le demandeur si le réseau moyenne tension à proximité peut fournir les capacités demandées ou si le réseau doit être renforcé ou encore quelle capacité maximale est actuellement disponible sans renforcement du réseau.

Afin d'éviter que la totalité des autobus électriques rechargent tous en même temps sur un même site, l'infrastructure de charge repose sur un système informatique de charge intelligente qui permet d'adapter la puissance mise à disposition par des bornes de charge y raccordées selon des contraintes externes au système. Pour les cas où la capacité nominale demandée ne puisse pas être mise à disposition en permanence par le gestionnaire de réseau, le demandeur pourra se voir attribuer des capacités non garanties. Pour ces cas spécifiques, les gestionnaires ont développé, ensemble avec un partenaire spécialisé, un outil informatique qui prévoit le renseignement aux opérateurs de bus sur les plages horaires et les capacités disponibles jusqu'à trois jours à l'avance. De surcroît, si des sites disposent d'installations de production d'électricité, l'application informera également les opérateurs des capacités additionnelles disponibles. Cet outil permettra dans ces cas spécifiques de pouvoir bénéficier de capacités supplémentaires sans devoir prévoir un renforcement du réseau.

Question 5157 (27.10.2021) de **M. Marc Hansen** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **traitement pharmacologique du trouble déficit de l'attention/hyperactivité chez les enfants et les adultes :**

En collaboration, le Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA) et le Service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur (SCAP) ont déclaré l'octobre 2021 comme mois de sensibilisation et de formation au sujet du trouble déficit de l'attention/hyperactivité (TDA/H).

Alors que le TDA/H nécessite une prise en charge globale, un traitement pharmacologique peut s'avérer nécessaire, notamment en cas de symptômes particulièrement dommageables dans les domaines psychologique, scolaire, social et familial. Le principe actif le plus couramment administré est le méthylphénidate. Au cours des dernières décennies, une hausse constante du nombre de prescriptions a été constatée dans de nombreux pays.

En Belgique, une étude de la mutualité chrétienne a indiqué qu'au moins la moitié des doses de méthylphénidate vendues étaient prescrites sans remboursement par l'Institut national d'assurance maladie invalidité (INAMI)[6]. Au Luxembourg, le remboursement est possible uniquement chez les enfants ou si le traitement a été initié avant l'âge adulte.

Alors que les symptômes ont tendance à évoluer ou à s'amoindrir avec l'âge, il existe néanmoins un certain nombre d'adultes souffrant d'une forme grave du TDA/H. À l'étranger, ces personnes sont souvent traitées de façon médicamenteuse, souvent avec des amphétamines. Or, ces dernières sont exclues du remboursement par la CNS au Luxembourg, vu qu'elles ne figurent pas sur la liste positive des médicaments remboursables.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Au cours des trois dernières années, combien de patients se sont vu prescrire des médicaments dont le principe actif est le méthylphénidate (Rilatine, Equasym, Concerta, Medikinet) ?

2) Rilatine et Medikinet figurant sur la liste positive des médicaments à rembourser par la CNS, quel est le montant qui a été remboursé pour ces deux médicaments au cours de la même période ?

3) Pendant la même période, combien de patients se sont vu prescrire des médicaments dont le principe actif est l'atomoxétine (p. ex. Strattera) ?

4) Les amphétamines sont couramment utilisées dans certains pays dans la prise en charge du TDA/H. Monsieur et Madame les Ministres disposent-ils de données concernant leur prescription au Luxembourg ?

5) Monsieur et Madame les Ministres sont-ils en mesure de chiffrer le nombre de patients TDA/H qui optent pour une prise en charge à l'étranger ? Dans quelle mesure le manque de professionnels spécialisés et le nombre limité de médicaments remboursables au Luxembourg sont-ils susceptibles d'influencer la décision des patients concernés de se faire traiter à l'étranger ?

6) Monsieur et Madame les Ministres disposent-ils de chiffres concernant le nombre de patients adultes luxembourgeois bénéficiant d'une prise en charge pour le TDA/H ? Combien d'entre eux bénéficient d'un traitement pharmacologique non remboursable ?

7) Un remboursement du traitement pharmacologique chez les patients adultes est-il envisagé et quels en seront les critères et modalités le cas échéant ?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) En 2020, 1.739 patients ont obtenu le remboursement d'un médicament dont le principe actif est le méthylphénidate. La détermination du nombre de patients se limite aux personnes protégées ayant bénéficié d'un remboursement par l'assurance maladie-maternité d'un médicament inscrit sur la liste positive des médicaments et délivré par une pharmacie ouverte au public au Luxembourg. Il est à noter que, faute de disposition des données nécessaires, les médicaments prescrits, mais non remboursés par l'assurance maladie-maternité ne peuvent être chiffrés.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) En 2020, la CNS a remboursé 160.240 € pour le médicament « Rilatine » et 161.445 € pour le médicament « Medikinet » achetés dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg (Tableau 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) + 4) Actuellement, il n'existe pas de données exhaustives ni sur les médicaments dont le principe actif est l'atomoxétine ni sur les amphétamines vendues au Luxembourg, car ces médicaments ne figurent pas sur la liste positive des médicaments qui sont remboursés par l'assurance maladie-maternité.

ad 5) Il n'est pas possible de quantifier les patients TDA/H parmi les demandes de transfert.

En effet, une demande de transfert à l'étranger est introduite en vue d'une consultation, d'un examen spécial, d'un traitement ou encore d'une cure. La seule prescription ou délivrance de médicaments à l'étranger ne fait en principe pas l'objet d'une telle demande.

ad 6) Actuellement, ni le Ministère de la Sécurité sociale ni le Ministère de la Santé ne disposent de données propres relatives au nombre de patients adultes luxembourgeois bénéficiant d'une prise en charge pour le TDA/H, ni de données propres relatives aux traitements qui ne sont pas pris en charge par l'assurance maladie-maternité.

ad 7) Les indications de certains de ces médicaments ont d'ores et déjà été élargies à la possibilité d'initiation de traitement pour des adultes. Une évaluation de la nécessité d'une extension de la prise en charge est entamée.

[6] https://www.mc.be/media/20170628etudemethyphenidate_tcm49-53109.pdf

Question 5159 (28.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **délai d'attente pour un examen IRM :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4032 huet d'Ministesch Delaie fir d'Notzung vum IRM vun deene verschiddene Klinicke virgeluecht. Esou hätt ee Patient am CHdN an der Moyenne 34 Deeg op ee Rendez-vous fir den IRM gewaart, am CHEM 23 Deeg, am CHL 43 Deeg an am HRS 28 Deeg (Stand Januar 2021). Mir läit awer eng Confirmation de rendez-vous vir, bei där ee Patient aus dem CHL iwwer 80 Deeg, bis d'nächst Joer Januar, muss op säi Rendez-vous waarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch dës grouss Diskrepanz tëscht der Moyenne, déi de CHL ugëtt, an der Confirmation de rendez-vous, déi mir virläit, erklären? Wat kënnen d'Grënn fir esou ee laangen Delai sinn?

2. Wéi hunn sech d'Chifferen aus der parlamentarescher Fro N° 4032 säit Januar entwéckelt? Wou stinn d'Delaie fir ee Rendez-vous fir den IRM haut?

Réponse (29.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Donnéeën, op déi sech den honorabelen Deputéierte referéiert, mussen am Kontext vun der Ënnersichung, déi effektiv duerchgefouert ginn ass, betruecht ginn. Et ass deemno net méiglech, sech zu dësem spezifesche Fall ze prononcéieren.

Am Normalfall ginn d'Urgencen esou séier wéi méiglech behandelt an et sinn ëmmer Creneaue fir dës Fäll reservéiert. Aner Ënnersichunge ginn en fonction vun der Prise en charge an der Organisatioun vun de Servicer duerchgefouert. Dëst ka mat sech bréngen, datt déi programméiert Aktivitéit an d'Delaie variéieren, jee no medezinnescher Spezialitéit.

ad 2. D'Donnéeën, déi iwwermëttelt goufen, mussen am Kontext vun der duerchgefouerter Aktivitéit betruecht ginn a sinn net matenee vergläichbar. Aktuell ass dem Gesondheetsministère keng Verlängerung vun de Waardezäite bekannt.

Question 5160 (28.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **nouveau Centre d'intervention et de secours à l'Aéroport de Luxembourg :**

Am neie „Plan national d'organisation des secours" (PNOS), dee viru Kuerzem vum Ministerrot approuvéiert gouf, liest een, datt de „Centre d'intervention et de secours" (CIS) vum Lëtzebuerger Flughafen, deen dem CGDIS ugeschloss ass, net konform zu de Recommandatioune vun der ICAO (International Civil Aviation Organisation) a vun der Europäescher Agentur fir Fluchsécherheet ass. Sou heescht et am PNOS am Hibléck op eng Etüd, déi vum CGDIS an Optrag gi war:

« Les conclusions de cette étude montrent qu'actuellement avec huit pompiers de permanence, le CIS Aéroport garantit un "Airport Rescue and Fire Fighting" (ARFF) pour un aéroport de catégorie 9. Néanmoins, cet effectif ne permet pas de mettre en œuvre une "Rescue unit", chargée du sauvetage et de l'évacuation des passagers et équipages en cas d'accident d'aéronef. Ceci a pour effet de générer un éventuel retard dans l'exécution de cette mission et le sauvetage d'éventuelles personnes coincées à l'intérieur de l'aéronef accidenté. En conséquence, le CIS Aéroport ne suit pas actuellement les recommandations de l'ICAO (International Civil Aviation Organisation) ni de l'Agence européenne de sécurité aérienne (AESA) concernant le personnel nécessaire à son classement RFFS (Rescue and Fire Fighting Services), mais se conforme aux obligations de l'AESA. »

Dofir ass geplangt, zousätzlech Pompjeeë fir de CIS Findel anzestellen an och een neie Centre d'intervention et de secours ze bauen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Banneministesch:

1. Wéi eng Implicatiounen huet deen am PNOS beschriwwenen Defizit u Personal beim CIS Findel op d'Fluchsécherheet an op d'Reputatioun vu lux-Airport?

2. Wéi laang wäert et daueren, bis de CIS konform zu de Recommandatioune vun der ICAO a vun der Europäescher Agentur fir Fluchsécherheet wäert sinn?

3. Am PNOS heescht et am Hibléck op een eventuellen neie Centre de secours fir de Findel: « […] dans un délai compris entre trois et cinq ans, ce nouveau CIS qui transformera l'actuel "CIS Findel", permettra de réduire significativement les délais de renfort des secours extérieurs et optimisera la réponse opérationnelle pour assurer notamment, la sécurité de l'engagement des pompiers à l'intérieur de l'aéronef accidenté ». Kann d'Madamm Ministesch preziséieren, wéi konkreet d'Pläng fir dësen neie Centre d'intervention et de secours sinn a wéi ee Budget fir dës Investitioun virgesinn ass ?

Réponse (30.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Virop ass et wichteg ze betounen, wéi och am PNOS zitéiert, dass d'Obligatioune vun der Europäescher Agentur fir Fluchsécherheet (AESA) erfëllt ginn.

Den aktuellen Effectif vum Personal beim CIS Findel kann d'Fluchsécherheet assuréieren an huet keng negativ Auswierkungen op d'Reputatioun vu lux-Airport.

De CGDIS féiert de Moment Diskussioune mam Flughafebedreiwer, dëst mam Zil, fir en neie Service Level Agreement (SLA) auszeschaffen. Am Kader vun dësen Diskussioune soll geklärt ginn, ob eng spezifesch Rescue Unit no ICAO1 Recommandatiounen exklusiv fir de Läschzuch vum Flughafe soll opgebaut ginn.

Onofhängeg vun enger spezifescher Rescue Unit wäert am neie CIS Findel, deen zurzäit am Bau ass, zousätzlecht Personal schaffen, fir Ambulanzen a Läschween ze besetzen, déi am Alldag an der Ëmgéigend vum Flughafe wäerten zum Asaz kommen, am Noutfall awer och d'Rescue Unit bei engem Fligeraccident kënne stellen. D'Käschte vun der neier Kasär, déi am Januar 2023 de Betrib soll ophuelen, belafe sech op ronn 23 Mio Euro.

Question 5161 (29.10.2021) de **Mmes Nathalie Oberweis** et **Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**impact des conditions sanitaires d'entrée sur le territoire de certains pays pour les étudiants en provenance du Luxembourg :**

Sur son site Internet, l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois a récemment publié une annonce à destination des étudiant.e.s luxembougeois.e.s qui ont besoin d'effectuer un test PCR ou test rapide afin de pouvoir entrer sur le territoire du pays où ils étudient. Cette obligation vaut en l'occurrence pour la Grande-Bretagne et concernerait même les étudiant.e.s vacciné.e.s.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous indiquer les pays où l'entrée sur le territoire n'est possible que moyennant l'exécution d'un test PCR ou test rapide en plus d'un certificat de vaccination complète ?

2) Ces tests doivent-ils être faits en amont du voyage, ou bien s'agit-il de tests exécutés dans les pays de destination ?

3) Cette mesure ne concerne-t-elle que les étudiant.e.s en provenance du Luxembourg ?

4) Combien coûtent approximativement les tests en question dans les différents pays de destination ?

5) Dans la mesure où les étudiant.e.s ne sont pas vacciné.e.s, l'entrée sur le territoire du pays de leur université leur est-elle interdite ?

6) Quelles sont les consignes sanitaires à respecter pour les étudiant.e.s non vacciné.e.s pour rejoindre leur université à l'étranger ?

7) Dans l'affirmative, cela ne s'oppose-t-il pas au droit d'accès universel à l'éducation ? D'ailleurs, est-il légalement possible d'exclure un.e étudiant.e de l'université sous prétexte qu'il.elle n'est pas vacciné.e ou ne dispose pas d'une certification de test PCR ?

L'ACEL annonce sur son site Web qu'elle met à disposition des « vouchers » pour des tests gratuits aux étudiant.e.s vacciné.e.s qui nécessitent en plus un test PCR négatif pour voyager dans le pays de leurs universités respectives.

8) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire si le Gouvernement a mis en place ce dispositif de vouchers au bénéfice de l'ACEL ? Sinon, participe-t-il d'une manière ou d'une autre à la mise en place de ce dispositif par l'ACEL ?

9) Madame et Monsieur les Ministres confirment-ils que ce dispositif n'est accessible qu'aux étudiant.e.s vacciné.e.s, comme le suggère l'annonce publiée par l'ACEL ?

10) Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres sont-ils prêts à mettre gratuitement des tests PCR à disposition des étudiant.e.s non vacciné.e.s ?

11) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils prêts à négocier des laisser-passer pour les étudiant.e.s en provenance du Luxembourg inscrit.e.s à l'université dans des pays appliquant des obligations sanitaires restrictives d'accès sur leur territoire comme l'obligation de disposer d'un test PCR négatif en plus d'un passeport vaccinal ?

Réponse commune (30.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Dans le contexte pandémique actuel, la liste de pays prévoyant des restrictions spécifiques pour l'entrée sur leur territoire, y compris en termes d'éventuelle obligation de présenter un test PCR ou test rapide, est en évolution constante. Pour disposer d'informations en principe fiables et actualisées sur les modalités exactes de ces restrictions en vigueur, il est recommandé de se rapporter aux sites Web des Gouvernements des pays de destination en temps utile avant le début d'un déplacement. Pour les États membres de l'Union européenne, des informations sur les modalités en vigueur peuvent aussi être trouvées sur le site Web https://reopen.europa.eu/.

Il appartient dès lors à chaque personne voulant se rendre dans un autre pays de s'informer en amont sur d'éventuelles conditions d'entrée dans le cadre de la crise sanitaire.

ad 2) Ces dispositions varient d'un pays à l'autre. Tandis que certains pays exigent un test négatif de moins de 24, de 48 ou encore de 72 heures, certains exigent également la réalisation d'un test sur place. Certains pays tiers prévoient même une mise en quarantaine jusqu'à l'obtention du résultat du test.

ad 3) Non.

ad 4) Les ministres n'ont pas connaissance des prix pratiqués pour la réalisation d'un test dans les pays tiers. Le prix variera vraisemblablement en fonction du pays, en fonction de l'urgence ainsi qu'en fonction du type de test (test PCR ou test antigène).

ad 5) Les soussignés n'ont pas d'informations sur des étudiants qui se seraient récemment vu refuser l'accès au pays dans lequel ils effectuent leurs études.

ad 6) Les consignes du pays de résidence des étudiants et des éventuels pays de transit sont à respecter.

ad 7) voir sous 5

ad 8) Le Conseil de Gouvernement, dans sa séance du 17 septembre 2021, a retenu que « les étudiants résidents vaccinés qui ont besoin d'un résultat négatif d'un test PCR afin de se rendre à leur université à l'étranger bénéficieront de vouchers pour pouvoir effectuer gratuitement un test PCR. Les personnes concernées doivent se manifester auprès de l'ACEL. »

ad 9) Effectivement, ce dispositif est destiné aux étudiants qui sont vaccinés. Des personnes qui ne peuvent pas se faire vacciner pour des raisons médicales peuvent également obtenir des bons pour des tests gratuits, sur présentation d'un certificat médical, auprès de la Direction de la santé.

ad 10) Ceci n'est actuellement pas prévu en dehors des modalités détaillées sous la question 9.

ad 11) Ceci n'est actuellement pas prévu en dehors des modalités détaillées sous la question 9.

Question 5162 (29.10.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **domaine de compétence décisionnelle du conseil communal :**

Le pouvoir de décision du conseil communal (ci-après le conseil) est général pour tout ce qui est d'intérêt communal. Ainsi, le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal et délibère ou donne son avis toutes les fois que ses délibérations sont requises par les lois et règlements ou qu'elles sont demandées par l'autorité supérieure. Outre les décrets français de la fin du 18e siècle, qui ont confié à nos communes leurs missions originaires obligatoires, la Constitution leur confie aussi plusieurs missions. Parmi ses missions figurent notamment la gestion de leur territoire et de leur patrimoine, l'état civil et l'organisation de l'enseignement fondamental, complétées et concrétisées ensuite par des lois et règlements, comme dans le domaine de l'aménagement du territoire, du logement, du développement économique ou de l'environnement. La compétence du Collège des bourgmestre et échevins (ci-après le Collège) est cependant une compétence d'attribution, c'est-à-dire que celui-ci n'est compétent que dans les cas prévus par la loi. En dehors de ses attributions légales expresses ou en cas de doute, la compétence appartient au conseil.

Ensuite, la loi fixe des seuils financiers précis à partir desquels toute une série d'engagements financiers communaux doivent être validés par le ministère de tutelle. Or, de tels seuils financiers permettant de différencier de manière précise les cas où la compétence décisionnelle liée à un contrat ou à une convention incombe soit au Collège soit au conseil, ne semblent pas exister dans la loi communale.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Est-ce qu'il existe également, à l'image des seuils financiers liés au contrôle de tutelle, des seuils financiers permettant de différencier avec précision la compétence de décision du conseil de celle du Collège relative aux engagements financiers communaux ?

2) Dans l'affirmative, quels sont ces seuils et dans quels lois ou règlements sont-ils fixés ? Dans la négative, existe-t-il d'autres dispositions ou règles permettant de différencier avec précision la compétence de décision relative aux contrats ou conventions du conseil de celle du Collège, comme par exemple le type de contrat ou convention dont il s'agit ?

3) Est-ce que d'autres dispositions légales ou réglementaires - non liées à un seuil financier - permettent de différencier de manière précise la compétence de décision relative à un contrat ou à une convention du conseil de celle du Collège ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

4) Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations sur la gestion des communes de la précitée répartition de compétence relative aux contrats et conventions ? Madame la Ministre a-t-elle connaissance de communes qui appliquent des seuils financiers à partir desquels le Collège soumet les contrats ou conventions liés à ses projets au conseil, voire d'autres règles liées par exemple au type de contrat ? Dans l'affirmative, de quels règles ou seuils et de quelles communes s'agit-il ?

5) Est-ce que Madame la Ministre envisage de proposer des modifications légales y afférant lors de la réforme de la loi communale ?

Réponse (29.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Les compétences respectives du conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins sont déterminées en fonction des matières dans lesquelles ces organes interviennent.

En vertu de l'article 28 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, le conseil communal dispose de la compétence générale, alors que le Collège des bourgmestre et échevins est compétent à chaque fois qu'une disposition légale lui confie une attribution de manière expresse. L'article 57 de la loi communale définit ses missions essentielles.

Les délibérations des organes précités sont soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur lorsque celle-ci est prévue par la loi. Ainsi, certaines décisions du conseil communal ne sont soumises à l'approbation de l'autorité supérieure que lorsqu'elles dépassent une certaine valeur exprimée en euros. Il s'agit notamment des délibérations énumérées à l'article 106 de la loi communale et des conventions adoptées par le conseil communal qui relèvent de l'article 173 ter de la même loi. Dès lors les seuils en euros fixés par la loi n'ont pas pour finalité de déterminer la compétence des organes de la commune, mais l'envergure financière de la délibération, et en fonction de laquelle une approbation du Ministre de l'Intérieur s'impose ou non.

Dans le cadre du projet de loi n° 7514 qui a pour objet de réformer la tutelle sur les communes, il est prévu d'augmenter les seuils à partir desquels certaines délibérations du conseil communal seront soumis à la surveillance administrative tout en introduisant, pour certains actes, un nouveau procédé de surveillance moins pesant, à savoir la transmission obligatoire où les délibérations du conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins deviennent exécutoires dès leur transmission au Ministre de l'Intérieur.

Étant donné que l'honorable Député semble faire une différence entre contrats et conventions il est utile de préciser qu'il existe un régime spécial en ce qui concerne les compétences respectives du conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins en matière de marchés publics. Le règlement grand-ducal modifié du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics dispose à l'article 141 que « les contrats sont passés par le Collège des bourgmestre et échevins » tout en précisant à l'article 144 que « le conseil communal, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, doit avoir, au préalable :

a) décidé le principe des travaux, fournitures ou services qui font l'objet des contrats,

b) approuvé les projets en cas de marchés de travaux,

c) pourvu à l'allocation des crédits nécessaires au règlement de la dépense qui découle de l'exécution des contrats ».

Question 5164 (29.10.2021) de **Mmes Francine Closener** et **Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **rôle et** les **responsabilités du Collège des bourgmestre et échevins au regard de la sécurité et la sûreté dans les écoles :**

Selon un article de presse, un cas d'atteinte à la pudeur sur un mineur dans une école fondamentale de Hesperange a été discuté lors de la réunion du conseil communal du 22 octobre. Au vu de ces discussions, il semble que le rôle et les responsabilités du Collège des bourgmestre et échevins au regard de la sécurité et la sûreté dans les écoles ne soit pas déterminé de manière assez précise. L'article 58 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit entre autres que la commune, par ses organes compétents respectifs, participe à l'administration des écoles et veille à l'exécution des dispositions légales en rapport avec la sécurité dans les écoles.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous dire qui a la compétence de décider de l'accès aux écoles et des horaires d'ouverture ? Qui est responsable pour la surveillance des bâtiments d'école et de leurs alentours ?

2) De quelle manière les responsables communaux sont-ils informés lorsqu'un acte de violence est commis dans une école de leur commune ?

3) Est-ce qu'ils sont tenus de mener une enquête dans le but d'améliorer leur concept de sécurité pour les écoles ?

4) Qui a l'obligation d'informer les parents d'élèves quant aux mesures de sécurité en place ? Est-ce que ceux-ci ont le droit d'être informés lorsque l'un des élèves a été victime d'un acte de violence à l'école ?

Réponse commune (08.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) + 3) L'article 58 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental énumère les attributions confiées aux communes dans le cadre de l'enseignement fondamental. Il ressort de cette énumération qu'il incombe à la commune de « veiller à la réalisation et à l'entretien des bâtiments et équipements scolaires ». Lors de la construction de nouveaux bâtiments scolaires ou la rénovation des établissements scolaires existants, il importe de tenir compte des spécificités locales pour prévoir, le cas échéant, l'équipement nécessaire pour favoriser un accès sécurisé aux bâtiments scolaires.

Le règlement grand-ducal modifié du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles stipule dans son article 8 que « l'accès à l'enceinte de l'école pour toute personne ne faisant pas partie de la communauté scolaire ou n'exerçant pas, au sein de l'école, une mission prévue par la loi est soumis à l'autorisation préalable du bourgmestre ». En complément, le service concerné du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) publie au début du 3e trimestre de chaque année scolaire la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental qui les informe de leur obligation de « mettre en place un contrôle de l'accès à l'école dans l'intérêt de la sécurité des enfants et du personnel en place ». (Extrait de la lettre circulaire de printemps 2021)

La surveillance des élèves durant les dix minutes avant le début des cours ainsi qu'après les cours et pendant les récréations incombe, suivant l'article 5 du règlement grand-ducal susmentionné, aux surveillants définis dans le plan de surveillance qui fait partie intégrante de l'organisation scolaire adoptée par le conseil communal ou le comité du syndicat scolaire. Les horaires hebdomadaires et journaliers des classes sont eux aussi renseignés dans l'organisation scolaire.

ad 2) Le président du comité d'école, responsable suivant l'article 42 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental d'assurer les relations entre autres avec les autorités communales, informe les responsables communaux lorsqu'un acte de violence est commis dans une école de leur commune.

ad 4) Suivant l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles, « le règlement d'ordre intérieur en vigueur doit être affiché à un endroit visible de l'école. Un exemplaire doit être communiqué au personnel de l'école ainsi qu'aux parents lors de l'entrée à l'école de leur enfant. Il en est de même, le cas échéant, du règlement d'ordre intérieur complémentaire ainsi que de toute modification apportée ultérieurement à l'un ou l'autre règlement ».

En complément, les titulaires de classe informent les parents de leurs élèves dans le cadre d'une réunion plénière ayant lieu en début d'année sur le déroulement des activités proposées à l'école ainsi que sur les règles à respecter par les membres de la communauté scolaire pour favoriser la vie en commun de tous les acteurs.

En cas de maltraitance d'un élève, le personnel de l'école est tenu de respecter rigoureusement les consignes reprises dans le document « Maltraitance de mineur - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse ». Tel que précisé dans ce document, il se révèle essentiel de décider, en collaboration avec le directeur de région et en tenant compte, le cas échéant, de l'avis de services spécialisés, quant à la communication à adresser aux parents.

Si l'information des membres de la communauté scolaire peut s'avérer propice pour éviter la propagation de rumeurs, il doit être assuré à tout moment que le service de police compétent puisse réaliser ses investigations sous le couvert du secret de l'instruction et que la présomption d'innocence dont bénéficie chaque inculpé soit garantie tout au long de l'enquête.

Question 5165 (29.10.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **logements de service et anciens logements de service de la Police grand-ducale :**

Dans la réponse à ma question n° 4629 Monsieur le Ministre des Finances a évoqué que ses services ne disposent pas d'un relevé exhaustif du parc immobilier destiné à des fins résidentielles en possession de l'État et qu'il serait par conséquent impossible de chiffrer le nombre d'immeubles correspondants actuellement vacants.

Monsieur le Ministre des Finances a pourtant expliqué dans sa réponse qu'une cinquantaine de ces immeubles aurait été réservée pour l'intégration dans la réalisation de grands projets de construction d'habitations, soit du Fonds du logement, soit de la SNHBM et dont une partie serait temporairement attribuée à l'Agence immobilière sociale. Monsieur le Ministre affirmait en outre que l'État veillerait à ne pas laisser d'immeubles destinés à des fins résidentielles inoccupés à long terme.

Selon des informations qui ont été portées à ma connaissance, un certain nombre de logements de service seraient pourtant inoccupés depuis au moins cinq ans. Ainsi à Colmar-Berg au lieu-dit rue an der Sang plusieurs anciens logements de service de la Police grand-ducale seraient inoccupés depuis plusieurs années.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de la Sécurité intérieure :

1) Pour quelles raisons les logements de service mentionnés ci-dessus sont-ils restés inoccupés depuis plusieurs années ?

2) Existe-t-il un projet de réaffectation des logements et/ou du site en question ? Dans l'affirmative, dans quels délais les logements pourront-ils être réaffectés ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste avec tous les logements de service et anciens logements de service de la police en spécifiant pour chaque cas les attributions actuelles et futures, l'année de la réaffectation ainsi que l'état d'habitation ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me fournir un relevé exhaustif du parc immobilier destiné à des fins résidentielles en possession de l'État et attribué, soit au Fonds du logement, soit à la SNHBM, soit à l'Agence immobilière sociale, soit à un autre organisme conventionné avec l'État dans le cadre de la gestion locative sociale, en spécifiant leur statut d'occupation respectif ?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) Les logements de service à Colmar-Berg se sont libérés au fur et à mesure depuis l'abolition des logements de service en 2015. Actuellement, un logement est encore occupé comme logement de service de la Police grand-ducale. D'autres logements sont occupés par du personnel de la Cour grand-ducale.

ad 2) Un schéma directeur a été élaboré en étroite collaboration avec l'administration communale. La prochaine étape serait d'élaborer le PAP pour le site entier.

ad 3) La majorité des logements de service de la Police grand-ducale a été réaffecté à d'autres ressorts. Seuls six logements de service sont encore occupés à des fins d'habitation par la Police grand-

ducale. Tel qu'énoncé dans la réponse à la question parlementaire n° 4629 du 7 juillet 2021 de l'honorable Députée Nathalie Oberweis, les autres logements de service inoccupés ne sont actuellement pas exploitables pour des fins d'habitation. Un nombre de solutions est cependant en cours de planification pour ces sites.

ad 4) Quelque 170 logements sont attribués à l'Agence immobilière sociale et onze logements sont attribués au Fonds du logement.

Question 5166 (29.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **réacteur à sels fondus :**

Chineesesch Fuerscher hunn am Beräich vun der Kärenergie viru Kuerzem den éischte Flëssegsalzreakter a Betrib geholl. Dës neiaarteg Reakteren hunn net méi de Risiko vun enger Kernschmelze an och de Problem vum klasseschen Atomoffall stellt sech net méi. Doriwwer eraus setzt d'Kärenergie allgemeng keng Zäregaser fräi.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet den Här Minister zu dësem Projet? Gesäit hien heiran och eng potenziell Technologie fir den europäesche Maart?

2. Lëtzebuerg ass wéi sämtlech Länner vun der europäescher Unioun um internationale Fuerschungsprojet zu der Kärfusioun „Réacteur thermonucléaire expérimental international" bedeelegt. Gesäit de Minister dee chineeseschen Duerchbroch éischter als Ergänzung oder als Konkurrenz zu dësem Projet?

Réponse (16.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Diskussioun ronderëm Flëssegsalzreakteren ass net nei. Schonn an de 60er-Jore gouf et éischt Fuerschungsusätz an dësem Beräich. China wëll no eegenen Aussoe geschwënn éischt Tester mat esou engem Reakter maachen.

De wëssenschaftlechen Déngscht vum Bundestag huet am September 2020 an enger wëssenschaftlecher Literaturrecherche dës Technologie ganz kritesch betruecht. Si ass kuerz- bis mëttelfristeg net asazbereet an hëlleft domadder net am Klimaschutz, wou mer séier Léisunge brauchen, fir de Klimawandel opzehalen:

„Die zeitlichen Entwicklungshorizonte von (Thorium)-Flüssigsalzreaktoren reichen derzeit nicht aus, um im Rahmen der CO_2-Einsparung eine Alternative für die sichere Bereitstellung von Energie in Frage zu kommen. Zu diesem Ergebnis kommt u. a. auch eine norwegische Studie zur Entwicklung thoriumbasierter Reaktortechnologien." Donieft seet d'Studie, datt och den nuklearen Offallproblem net geléist ass. Fir kleng Anlagen ass et wichteg, datt genee analyséiert gëtt, wat de Risiko vu Proliferatioun, also d'Gefor, datt Atommaterial a falsch Hänn géif geroden, kéint sinn. „Waffenfähiger, nuklearer Abfall entsteht ebenso wie bei den bisher eingesetzten Reaktortechnologien. Beim Thorium-Kreislauf kann waffenfähiges Uran-233 chemisch abgetrennt werden."

ad 2. D'Regierung ass géint all Forme vun Atomkraaft, well se d'Sécherheet vun eise Biergerinnen a Bierger an eis Ëmwelt a Gefor bréngen. Et ass eng iwwerdeiert an ineffikass Technologie, déi eis och am Klimaschutz net weiderhëlleft. Den ITER-Reakter „Réacteur thermonucléaire expérimental international" gesäit d'Regierung weider kritesch an huet dat och op EU-Niveau esou ausgedréckt.

Question 5167 (29.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **camion du type « Eco combi » :**

An engem Interview, deen de 24. September ënnert dem Titel „Opportunities are there for people who jump on board" an der Zäitschrëft „Delano" publizéiert gouf, seet den Direkter vum „Cluster for Logistics Luxembourg" aus, datt dem Här Transportminister seng Argumentatioun, fir déi sougenannt Gigaliner zu Lëtzebuerg net zouzeloossen, op Etüde vun ONGe berout, déi aus dem Joer 2007 stamen. Weider féiert hien aus, datt dës Innovatioun och eng effikass Méiglechkeet géif duerstellen, fir dem Personalmangel bei de Camionschaufferen ze begéinen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 4356 vun den honorabelen Deputéierte Max Hahn a Gusty Graas huet den Här Minister ënner anerem dat hei geschriwwen: „Dës Käschteverbesserung kéint allerdéngs dozou féieren, dass de Stroossegidderverkéier der Schinn virgezu kéint ginn, wat kontraproduktiv zu de Gesamtreduktioune wier. Well genau hei ass unzesetzen, andeems esou vill wéi méiglech vum Wuerentransport, bei deem laang Strecke mussen zeréckgeluecht ginn, iwwert d'Schinn gemaach gëtt, a just kuerz Strecken iwwert d'Strooss realiséiert ginn."

A weider: „Wat de Reseau vun de Landstroossen ubelaangt, ausseruerts an inneruerts, souwéi besonnesch d'Zoufaartsstroossen zu de jeeweilegen Industriegebidder respektiv Tankstellen, kann zum haitegen Zäitpunkt keng Ausso duerch e Manktem un Erfarungswäerter mat esou Gefierer getraff ginn. Et misst op jidder Fall fir all Itineraire, wou esou Gefierer géife fueren, déi haut eng Spezialgeneemegung brauchen, déi komplett Streck op déi technesch Restriktiounen (Längt, Wendekreess, Tonnage, Visibilitéiten etc.) iwwerpréift ginn."

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Transportminister déi uewen zitéiert Aussoen aus dem Interview mam Delano confirméieren? Falls net, kann den Här Minister dann ausféieren, op wéi engen Etüden d'Ofleenung vun de Gigaliner duerch d'Regierung berout?

2. Wéi steet d'Regierung zum Problem vum Personalmangel bei de Camionschaufferen?

3. Wéi eng Ursaache schwätze fir d'Regierung dogéint, fir d'Gigaliner fir d'éischt emol testweis fir den Transitverkéier an op logistesche Schlësselplazen, déi no un de grousse Verkéiersachse leien, wéi dem Beetebuerger Logistikzenter an dem Findel, zouzeloossen? Kéint dem Problem vun de feelenden Erfarungswäerter an deem Sënn net och am effikassten duerch eng schrëttweis Zouloossung begéint ginn?

4. Wéi begrënnt den Här Minister d'Positioun vun der Regierung, fir eng u sech konkurrenzfäeg Technologie, an dësem Fall d'Gigaliner, net zouzeloossen, einfach well se net am Aklang mat politesche gewënschte Projeten, an dësem Fall der Ëmstellung op de Schinnentransport, steet? Gesäit den Här Minister hei net en iwwerméissegen Agréff an d'Privatautonomie vun den Entreprisen an doriwwer eraus och e méiglechen Interessekonflikt, well de Staat am Schinnentransport selwer ekonomesch aktiv ass?

Réponse (13.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wéi schonn op d'parlamentaresch Ufro N° 4356 geäntwert, ass et fir d'Erreeche vun den ugestriefte Ziler, um Niveau vun de CO_2-Emissiounen an och soss sämtleche schiedlechen Emissiounen am Giddertransport, wichteg, de gesamten Transportsecteur ze analyséieren a sech net reng op de Stroossentransport ze fokusséieren.

An dësem Zesummenhang si mat dem Opkomme vun Eko-Kombien eng ganz Rei Etüden an Europa gemaach ginn, déi den Effekt vun dëse Gefierer am gesamten Ekosystem vun de Giddertransporten analyséiert hunn. Hei goufe souwuel ekonomesch, ekologesch an awer och Sécherheetsaspekter analyséiert. Eng vun dësen Etüde staamt aus dem Joer 2013, a gouf am November vun deem Joer vun Transport & Environment (T&E) publizéiert. Dës Publikatioun kënnt zur Konklusioun, dass d'Aféierung vu méi laangen a méi schwéiere Camionen (LHVs - longer heavier vehicles) zu méi héije CO_2-Emissioune kéint féieren, de Risiko vu Stroossenaccidenter kéint eropgoen an d'Käschten, déi duerch d'Steierzueler musse gedroe ginn, fir d'Infrastrukur unzepassen oder a Stand ze halen, och wäerte klammen. Dobäi ass awer zousätzlech a Betruecht ze zéien, datt d'Upassung oder Astandhale vu der Infrastruktur net nëmmen zousätzlech Käschte verursaacht, mee datt dës Aarbechten och CO_2-Emissioune verursaachen. Dës Auswierkunge stinn am Géigesaz zu den Ziler vun der EU, fir den Transportsecteur méi propper a méi sécher ze maachen. Zousätzlech dozou kéint heiduerch de Wuerentransport iwwert d'Strooss nach méi bëlleg ginn, wouduerch d'Zil vun der EU (Transport White Paper), fir de Giddertransport op d'Schinn ze verleeën, ënnerwandert kéint ginn.

Leider gëtt bei villen Analyse vergiess, d'extern Käschte mat ze berécksiichtegen. Tatsächlech kéinten duerch d'Eko-Kombien d'Transportfirmen, déi de Giddertransport iwwert d'Strooss ubidden, eng Reduktioun vun 20-30 % vun hiren Transportkäschten erzilen, woubäi d'extern Käschten, also Käschten, déi duerch d'Allgemengheet musse gedroe ginn, eropginn. Dës Käschte goufen am Joer 2018 an enger Analys, déi fir de Mobilitéitsministère vu BDO duerchgefouert gouf, an den Titel „Transportrechnung für Luxemburg und Methodik zu Kosten-Nutzen-Analysen für Verkehrsprojekte" dréit, analyséiert. Aus dëser Analys gëtt ersiichtlech, datt besonnesch am Verglach vun den externen Accidents- an Ëmweltkäschte pro tkm, d'Schinn däitlech besser am Verglach zum Stroossegidderverkéier ofschneit. Esou sinn dës extern Käschte fir de Giddertransport iwwert d'Strooss ronn 50 % méi héich, wéi dat op der Schinn de Fall ass.

Grondsätzlech ass ze soen, datt Eko-Kombien tatsächlech kéinten zu enger Reduktioun vun den CO_2-Emissioune bäidroen, wann eng isoléiert Betruechtung gemaach gëtt, woubäi an dësem Zesummenhang vill ënnerschiddlech Faktore spillen. Esou kann duerch eng Reduktioun vun der Unzuel vun de Faarten och eng Reduktioun vun CO_2-Emissiounen erreecht ginn, wat allerdéngs och den Effekt huet, datt, wéi scho beschriwwen, d'Transportkäschte fir de Wuerentransport iwwer d'Strooss wäerten erofgoen. Duerch dës Käschtereduktioun gëtt d'Demande méi grouss, fir den Transport vu Gidder iwwert d'Strooss ze maachen. Dëse sougenannte „Rebound Effect" gouf schonn 2009 bei Recherchen duerch d'Fraunhofer-Institut beschriwwen, dat als éischt eng dynamesch Approche bei der Analys zu den Effekter, déi duerch Eko-Kombie verursaacht ginn, gewielt huet. Esou ass tatsächlech e kuerzzäitege positiven Effekt op d'CO_2-Emissioune bei der Aféierung vun den Eko-Kombien ze erwaarden, woubäi laangfristeg d'CO_2-Emissioune wäerte klammen, dëst bedéngt duerch ee „Modal Shift". Weider Studie goufen heizou vun der CE Delft an de Joren 2010 an 2012 gemaach, déi dëst konfirméiere kënnen. An dëse Studie gëtt dovun ausgaangen, datt, wann d'Käschte beim Wuerentransport iwwert d'Strooss ëm 20 % falen, dëst eng Croissance vun 18 % mat sech bréngt, wouvun 1/3 vun der Schinn kënnt, wat schlussendlech eng CO_2-Erhéijung vun 2-4 % um EU-Niveau wäert verursaachen.

Opgrond vun dësen Erklärungen ass et net ubruecht, bei esou Gefierkombinatioune vun Eko-Kombien ze schwätzen, well se schlussendlech mat grousser Warscheinlechkeet net zu enger Reduktioun vun de CO_2-Emissiounen am gesamteuropäeschen Transportsecteur wäerte bäidroen, mee éischter zu enger Erhéijung. Dowéinst sollte Léisungen, fir d'Zil vun engem emissiounsfräie Wuerentransport an Europa ze erreechen, net an esou Solutioune gesicht ginn, mee et sollt intensiv op der Dekarboniséierung duerch nei Technologië geschafft ginn, wouvun och de Wuerentransport iwwert d'Strooss wäert kënne profitéieren.

Zousätzlech dozou ass et wichteg, wéi och schonn op d'parlamentaresch Ufro N° 4356 geäntwert, déi richteg Transportmëttel anzesetzen, heescht eng kohärent Mixitéit aus verschiddenen Transportmëttelen ze benotzen, déi ofhängeg vun der Distanz an de Regiounen ze wiele sinn. Deemno kann net vun enger Konkurrenz geschwat ginn, mee vun enger Complementaritéit, well weiderhin op kuerze Strecken de Stroossegiddertransport wäert néideg sinn, woubäi iwwer laang Strecken d'Schinn ze favoriséieren ass. Eko-Kombie sinn allerdéngs och éischter fir laang Strecken ausgeluecht, wat deemno net am Aklang steet mat dem Stroossegiddertransport iwwer kuerz Strecken.

Op der anerer Säit gëtt et beim Giddertransport iwwert d'Strooss tatsächlech ee Personalmanktem, wat allerdéngs en EU-wäite Problem ass, an och doriwwer eraus, a wouvu Lëtzebuerg net verschount bleift.

D'lescht Joer ass den éischten Deel vum sougenannten éischte Mobilitéitspak ugeholl ginn. Déi Texter gesi Verbesserunge fir d'Aarbechts- a Liewenskonditioune vun de Camionschauffere vir. Bei de Verhandlungen huet Lëtzebuerg sech primär a vehement fir dës sozial Verbesserungen agesat. Et bleift ze hoffen, datt esou de Beruff vum Camionschauffer erëm méi attraktiv gëtt.

De Problem fir d'Lëtzebuerger Transportentreprisë läit awer haaptsächlech am Beräich vun der Sécurité sociale. All Aarbechter, dee bei enger Firma schafft, déi an engem anere Land etabléiert ass wéi säi Residenzstat, awer méi wéi 25 % a sengem Heemechtsland schafft, muss a sengem Land sozial verséchert sinn. Déi Dispositioun gëllt och fir Camions- a Buschaufferen.

Dëse Fakt verkomplizéiert net nëmmen d'Dispositioun vun de Chaufferen innerhalb vun den Entreprisen, mee mécht och de Rekrutement méi schwéier.

De Minister Romain Schneider ass a Kontakt mat eisen Nopeschlänner, fir eventuell bilateral Accorden ze verhandelen, fir datt d'Camions- a Buschauffere kënnen an deem Land sozial verséchert ginn, wou d'Entreprise etabléiert ass. Bis elo sinn eis Nopeschlänner allerdéngs nach net dorobber agaangen.

Question 5168 (29.10.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **service de transport Adapto :**

No der Aféierung vum „Gratis ëffentlechen Transport" gouf bekanntlech och den Adapto-Bus-Service reforméiert. Säit August vun dësem Joer ass an deem Kontext eng nei Adapto-App operationell, iwwert déi d'Utilisateuren hir Faarte selwer solle buchen. Zanterhier héiert een ëmmer méi dacks vu Leit, déi bis dohin zefridde mam Adapto waren, dass de Service elo manner gutt fonctionéiert, wéi virdrun.

Am Kontext vun enger adequater an zouverlässeger Transportoffer fir Leit mat spezifesche Besoine wéilte mir follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Wéi e Bilan zitt den Här Mobilitéitsminister zanter der Aféierung vun der Adapto-App?

- Huet den Här Mobilitéitsminister Kenntnis vun Onzefriddenheete vun Utilisateure vum Adapto-Service an Zesummenhang mat der App?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn vun de Reklamatiounen? Kann den Här Minister eng detailléiert Opstellung mat alle Reklamatiounen zanter der Aféierung vun der App virleeën, opgeschlësselt no Sujet, Gemeng, Mount an Unzuel vun de respektive Reklamatiounen?

- Kann den Här Minister confirméieren, dass et spezifesch beim Transport vu Sportler mat enger Behënnerung Problemer gëtt? Dass et virkënnt, dass dës Leit doduerch net mat Zäit op hirem Training sinn? Dass d'Elteren et virzéien, hir Kanner net op den Training ze schécken, fir ze vermeiden, dass déi net éieren op der falscher Plaz erausgesat ginn?

- Wat plangt den Här Mobilitéitsminister u Mesuren ze huelen, fir kuerzfristeg beim Adapto-Service nozebesseren?

Réponse (01.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- D'Aféierung vun der neier Plattform, zesumme mat der App, ass den 1. September 2021 erfollegräich ugelaf. Um 18.11.2021 zielt d'App 2.590 Downloads. Dat sinn der weesentlech méi wéi d'Virgänger-App. Ënner anerem goufen et vis-à-vis vun der aler App follgend Neierungen, déi déi nei App méi attraktiv maachen:

• Echtzäitiwwerwaachung
• Notifikatioune per SMS/Voicecall
• Chatfunktioun
• Méiglechkeet, dem Chauffer/Notzer verdeckt unzeruffen
• Accessibilitéit fir Leit mat enger Sehbeanträchtegung laut der WCAG-Norm
• Historique vun de Faarten
• Siichtbarkeet vum Numm vum Transporter an der Autosplack

Eng Rei Doleancen an och Suggestioune sinn souwuel u mech selwer wéi och déi zoustänneg Verwaltung fir ëffentlechen Transport adresséiert ginn, déi sech de Reklamatiounen unhëlt an den Ursaachen op de Grond geet. Eng Rëtsch Upassunge goufen och nodréiglech ëmgesat, an enker Zesummenaarbecht mat App-Notzer, woubäi d'Praxiserfarunge vun den App-Notzer zu der Optimiséierung vun der App bäidroen.

Dozou kann ech nach soen, dass d'App ganz gutt vun den Notzer ugeholl gëtt, an ab dem 1. September 2021 ronn een Drëttel vun de Reservatiounen iwwert dësen Tool getätegt ginn.

- Hei eng Opstellung vun de Reklamatiounen am Zesummenhang mat der App:

• Ännerung vun der Buchungsmethod (Problemer beim Aloggen etc.)
• Navigatiounssystem
• Problemer um Niveau vun der Accessibilitéit vun der App

Vu dass net all d'Reklamatiounen iwwert de „Service Client" un d'Verwaltung erugedroe ginn, mee och iwwer verschidden aner Sourcen, ewéi Telefon oder Mailen un déi verschidde Beamten oder souguer u mech selwer, an dovunner keng extra Statistik opgestallt gëtt, gëtt et keng chiffréiert Opschlësselung.

Fir awer e puer Zuelen ze nennen:

Säit dem Lancement vun der neier Gestiounsplattform, tëschent dem 1. September 2021 bis zum 18. November 2021, si 55.574 Adaptos-Faarten ugefrot a reservéiert ginn. Vun dëse goufen der reell 37.375 mat de Clientë gefuer. D'Differenz tëschent gebuchten a reelle Faarten erkläert sech doduerch, dass Buchungen entweeder annuléiert oder geännert ginn, oder Clientë guer net optauchen, ouni dass se sech ofgemellt hunn; an deem Fall muss de Chauffer awer jeeweils zéng Minutten op de Client waarden, éier hie weiderfiert an a senger App en „no-show" kann androen.

An der Verwaltung fir ëffentlechen Transport sinn am selwechten Zäitraum insgesamt 129 Reklamatioune betreffend dem Adapto agaangen, wat 0,3 Prozent vun den ofgeschlossene Faarten duerstellt. Dës Reklamatiounen ëmfaassen awer de ganze Volet vum Spezialtransport Adapto an net eleng d'Applikatioun.

- Ech ka bestätegen, dass och Problemer spezifesch beim Transport vu Sportler gemellt goufen. Mir selwer a mengem Service goufen z. B. déi rezent Facebook-Bäiträg zougedroen. Op déi gouf reagéiert, andeems Kontakt opgeholl gouf mat de Responsabele vu Special Olympics Luxembourg, a wou an der Tëschenzäit méi Austausch opkoum. Ech wéilt allgemeng drop opmierksam maachen, dass esouwuel de „Service Client" wéi och de „Service Transports PMR" vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport déi richteg Uspriechpartner si fir Froen oder Reklamatiounen zum Adapto, sief et vu Säite vum Client selwer wéi och vun den Associatiounen, déi concernéiert sinn.

Wéi heiriwwer beschriwwen, si säit dem Lancement vun der neier Applikatioun schonn Upassunge gemaach ginn. Esou reegelméisseg Upassunge wäerten e lafende Prozess bleiwen, fir weiderhin de Service ze verbesseren.

Esou goufen z. B. d'Parameter vun der Durée fir en Adapto-Notzer opzehuelen oder ofzesetze geännert. Déi Duréeë si selbstverständlech ënnerschiddlech, jee nodeems wéi ee spezifesche Besoin en Notzer huet. Als Beispill: Fir eng Persoun mat engem Rollstull gëtt eng aner Durée aberechent eréi fir eng Persoun mat enger Sehbeanträchtegung.

Och wäert d'Verschécke vun den SMSen nach ugepasst ginn.

Doriwwer eraus ass nach geplangt, dass déi automatesch Bestätegung vun all Buchung duerch en Zwou-Etappe-System wäert ersat ginn, wat bedeit, dass den Notzer fir d'éischt en „accusé de réception" vu senger Buchung kritt a seng Bestätegung eréischt bei der Iwwerpréiwung vun der effektiver Disponibilitéit. Dëst verhënnert, dass et zu Iwwerbuchunge kënnt, wat och eng vun den Ursaache war vu Verspéidungen.

Et gëtt och no aneren Ursaache vu Retarde gesicht, déi just vermeintlech un der App oder um Navigatiounssystem leien. Esou ginn z. B. zwar „vitesses historiques" vu Google, op deem säi Routing baséiert, och vun der Plattform mat agerechent bei der Reservéierung; bei substanzielle Variatioune vum Verkéier oder Stau kënnen déi am Viraus berechent Zäiten an der Realitéit net agehale ginn. Heirop kënne weeder de Fournisseur nach meng Servicer Afloss huelen.

Um Sonndeg 28.11.2021 gouf en Update vun der App duerchgefouert. Dëst gouf de 26.11.2021 per Pressecommuniqué an iwwer sozial Medie matgedeelt. Déi gréissten Ännerung besteet doranner, dass den Notzer elo eng Confirmatioun an zwou Etappe fir eng Reservéierung kritt. Dat soll gewärleeschten, dass den Algorithmus vum System net probéiert, fir onrealistesch Trajete mateneen oder hannerteneen ze plangen, mee garantéiert dem Client eng reell Disponibilitéit vum Bus.

Den zoustännege Service befënnt sech weiderhin dagdeeglech am Austausch mam Fournisseur vun der App, fir dës esou benotzerfrëndlech wéi méiglech ze gestalten an huet selbstverständlech fir all Verbesserungsuggestioun een oppent Ouer.

Question 5170 (02.11.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Michel Wolter** *(CSV)* concernant l'**étude sur la concentration des terrains entre les mains de peu de propriétaires :**

Une étude menée par le « Luxembourg Institute of Socio-Economic Research » (LISER) en collaboration avec l'Université du Luxembourg et publiée fin juillet a analysé le phénomène de l'extrême concentration des terrains entre les mains de peu de propriétaires et quel impact cette concentration est susceptible d'avoir sur la production de logements, que ce soit au niveau du nombre de logements construits ou du rythme de construction de nouveaux logements. Cette étude a été le sujet de nombreuses publications dans la presse et fait l'objet de controverses, notamment au niveau de la méthodologie employée pour obtenir les résultats présentés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Sur quelles données est-ce que les chercheurs se sont basés pour tirer leurs conclusions en ce qui concerne la rétention des terrains ? Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les données collectées sont suffisantes et pertinentes pour juger de la rétention des terrains et de l'impact de cette rétention des terrains sur la production de logements ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que l'étude menée respecte les critères déterminant la qualité d'un contenu scientifique, notamment au niveau de la fiabilité des informations présentées ?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de commanditer une autre étude pour évaluer l'impact de la rétention des terrains sur la production de logements ?

Réponse commune (02.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

À titre préliminaire, il convient de souligner qu'en vertu des lois organiques respectives[7], le centre de recherche public « Luxembourg Institute of Socio-Economic Research » (LISER) et l'Université du Luxembourg jouissent de l'autonomie scientifique. S'il est vrai que les activités scientifiques des centres de recherche publics et de l'Université du Luxembourg sont soumises à une évaluation externe commanditée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avec une périodicité de quatre ans, cette évaluation ne porte pas forcément sur des études spécifiques, ces dernières faisant toutefois en principe l'objet d'une évaluation par les pairs dans le cadre de publications à comité de lecture scientifique externe.

Nonobstant ces remarques préliminaires, nous pouvons apporter les précisions suivantes sur base des informations fournies par le LISER et l'Université du Luxembourg.

L'article de recherche dont il est question est le fruit d'un travail scientifique collectif de quatre chercheurs au LISER et à l'Université du Luxembourg et s'intègre dans une trajectoire de recherche de long terme sur le foncier et l'immobilier au Luxembourg. Cet article a été écrit et révisé sur une période de près de deux ans : l'idée est née à l'été 2019, et la première version de l'article a été envoyée à la revue Housing Studies (la revue internationale à comité de lecture scientifique externe la plus reconnue internationalement dans le domaine du logement) en juillet 2020. Dans le cadre du processus de révision du journal Housing Studies, l'article a été révisé deux fois par les auteurs, suite à des commentaires et suggestions de trois relecteurs scientifiques anonymes. L'article a ensuite été accepté pour publication fin juillet 2021. Les commentaires des pairs, ainsi que des relecteurs et de l'éditeur de la revue Housing Studies, ont permis d'accroître la robustesse des résultats présentés.

Les résultats de cet article reposent sur une confrontation de deux types de données : des entretiens réalisés avec des experts publics et privés, et une analyse de données issues de l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT) sur les propriétaires de terrains au cours du temps. Le croisement de différents types de données permet de comparer les résultats obtenus et apporte une garantie supplémentaire de la robustesse des résultats.

En ce qui concerne le volet qualitatif, 17 entretiens d'une durée de 40 à 90 minutes ont été réalisés avec différents acteurs publics et privés du monde de l'immobilier au Luxembourg : des fonctionnaires communaux et des ministères, des architectes-urbanistes travaillant sur les plans d'urbanisme au niveau communal, des agents immobiliers et des avocats spécialisés dans les transactions immobilières, un promoteur public, des ONG œuvrant dans le domaine du logement et des architectes communaux. Ces entretiens ont permis de brosser un tableau large de la problématique du logement au Luxembourg, et d'identifier les éléments dans le cadre réglementaire et de planification qui contribuent au renchérissement des prix immobiliers au Luxembourg. Les entretiens ont soulevé la question plus globale du volet « structurel » de la crise du logement, lié à la trajectoire économique du pays (rapide, internationalisée et très spécialisée dans les services) qui contribue à creuser l'écart entre la demande et la production de logements.

Pour le volet quantitatif, l'analyse effectuée se base sur des données issues de l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT). Les données gérées par cette administration permettent un aperçu objectif sur la détention du foncier au cours du temps. Ces données sont essentielles au bon fonctionnement des marchés du foncier et de l'immobilier. Dans l'article, les données de l'ACT ont été croisées avec celles produites par l'Observatoire de l'habitat dans le cadre de ses travaux sur le recensement du potentiel foncier depuis 2004. Ceci permet de voir le type d'acteur (personne physique, société ou acteur public) détenant les parcelles constructibles à différents moments (2004, 2007, 2010, 2013, 2016), et donc d'identifier et de comparer les différents trajets que suivent les parcelles jusqu'à leur construction.

Même si cet article n'a pu se concentrer que sur une partie des projets résidentiels (ceux de plus d'un hectare initiés entre 2007 et 2016), il vient à la conclusion générale que le régime règlementaire et de planification en place favorise les stratégies privées d'accumulation de patrimoine foncier et qu'il serait opportun d'appréhender les phénomènes identifiés de manière plus globale.

La poursuite des recherches portant sur la détention du potentiel foncier à destination de l'habitat a été commanditée à l'Observatoire de l'habitat dès 2019 suite à la publication de la Note 23 qui portait pour la première fois de manière détaillée sur les types de propriétaires du foncier constructible au Luxembourg et qui a fait état d'un haut niveau de concentration dans la détention privée du foncier. À cette fin, deux sources d'informations supplémentaires ont pu être mobilisées, à savoir les données du programme Raum+ et le nom des personnes morales détentrices des terrains. En effet, un certain nombre d'interrogations ont été émises au sujet de la détention du foncier constructible : Comment évolue-t-elle au cours du temps ? Quels sont les types de sociétés privées qui détiennent du foncier constructible ? Qu'en est-il du nombre de logements pouvant être construits sur les terrains constructibles analysés ?

La Note 29 de l'Observatoire de l'habitat portant sur la détention du foncier constructible pour l'habitat au Luxembourg en 2020-2021 vient d'être publiée et présentée au public[8], ensemble avec la Note 28 de l'Observatoire et le rapport Raum+. La Note 29 met l'accent plus particulièrement sur :

- l'évolution du niveau de la concentration de la détention depuis 2016, tant au niveau des personnes physiques que des personnes morales ;

- le type de propriétaire par type de zone d'aménagement ;

- le regroupement des personnes morales en groupes de sociétés ;

- la typologie des groupes de sociétés selon leur code NACE et la détention de potentiel foncier par groupe.

Un approfondissement de ces recherches pourrait se faire dans le cas d'une étude spécifique sur la production de logements au Luxembourg, qui ferait un suivi rétroactif de tous les projets immobiliers sur les dernières décennies, de la vente de terrain initiale à la vente de logements. Cette recherche pourrait s'appuyer sur une collaboration avec les acteurs publics et privés produisant des logements au Luxembourg.

Question 5171 (02.11.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant le **manque de données dans le cadre du « Gender Equality Index 2021 » et du « Social Institutions and Gender Index 2019 » :**

Depuis 2013, l'Institut européen pour l'égalité de genre (EIGE) sort tous les deux ans un rapport (en 2020 un rapport spécial a été réalisé dans le contexte de la pandémie de la Covid-19) qui met en relief les inégalités de genre persistantes dans les domaines du travail, de la santé, de l'éducation, du revenu, de l'accès aux positions de pouvoir et de la violence. Ce rapport mesure en somme l'évolution de l'égalité de genre dans les domaines clés de la vie sociale pour les différents pays membres de l'Union européenne. L'outil de mesure utilisé est le Gender Equality Index qui tente de chiffrer sur un indice de 100 le chemin parcouru par les différents pays vers l'égalité de genre.

Force est de constater que dans son édition de 2021, le rapport indique que pour le Luxembourg, aucune évaluation n'a pu être faite pour le domaine de la violence. Ainsi le score total du Luxembourg en matière d'égalité de genre ne prend pas en compte le score réalisé dans le domaine de la violence.

De même, dans la publication de 2019 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) relative à l'indicateur SIGI (The Social Institutions and Gender Index), aucune donnée concernant les atteintes à l'intégrité physique n'est indiquée dans le document pour le Luxembourg. Focalisé sur l'évaluation des institutions sociales au prisme de l'égalité de genre, le SIGI permet de mesurer les discriminations de genre qui y sont à l'œuvre et par le même effet, mettre en évidence les efforts politiques qu'il reste à faire.

Dans la mesure où ces instruments d'évaluation internationale des politiques de genre me semblent d'une importance non négligeable pour la lutte contre les violences de genre, sexistes et sexuelles aux niveau national, je me permets de vous poser les questions suivantes :

1) Madame la Ministre peut-elle m'expliquer l'absence de données concernant le Luxembourg quant au calcul du Gender Equality Index dans le domaine de la violence ?

2) De même, Madame la Ministre peut-elle me dire pourquoi le Luxembourg n'a pas pu renseigner les données nécessaires à l'évaluation des discriminations relatives aux atteintes à l'intégrité physique pour le calcul du SIGI par l'OCDE ?

3) Madame la Ministre souhaite-t-elle remédier à cette absence de données et si oui de quelle manière ?

4) Est-ce que ces données ont entre-temps pu être établies ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me les communiquer ?

Réponse (02.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

La question fait référence au dit « Gender Equality Index » (GEI) de l'Institut européen de l'égalité de genre (EIGE), dont le 6e rapport a été présenté en date du 28 octobre 2021.

Le GEI permet de mesurer les progrès de l'égalité des sexes dans l'UE au fil du temps. Les évaluations pour les différents États membres sont fondées sur les écarts entre les femmes et les hommes et sur les niveaux atteints dans six domaines fondamentaux : le travail, l'argent, le savoir, le temps, le pouvoir et la santé.

L'indice inclut deux domaines supplémentaires dits domaines satellites: les violences à l'égard des femmes et les inégalités croisées. L'analyse des inégalités croisées examine comment des facteurs tels que le handicap, l'âge, le niveau d'instruction, le pays de naissance et le contexte familial peuvent se conjuguer au genre pour créer des parcours différents dans la vie des femmes et des hommes.

La question se réfère en deuxième lieu à l'indicateur « Social Institutions and Gender Index » (SIGI) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Selon l'OCDE, « l'indicateur Institutions sociales et égalité femmes-hommes (le SIGI), mesure les discriminations contre les femmes dans les institutions sociales (lois, normes sociales et pratiques) des pays. [...] Le SIGI 2019 mesure l'éloignement relatif d'un pays de la parité, à travers 27 variables discrètes et continues agrégées en 16 indicateurs et quatre dimensions : discriminations au sein de la famille, atteintes à l'intégrité physique, accès restreint aux ressources productives et financières, et atteintes aux libertés civiles. »[9]

ad 1) Madame la Députée constate que l'édition 2021 du GEI ne comporte pas de données du Luxembourg relatives à la violence. D'abord, il faut savoir que le domaine de la violence n'a pas été pris en compte pour le calcul de l'index de 2021. De plus, il y a lieu de préciser qu'aucun État membre de l'Union européenne n'a communiqué des données relatives à la violence pour l'édition 2021 du GEI. Ceci a deux raisons majeures : la première est liée à l'interprétation très hétérogène de la notion de « violence » par les États membres et leurs législations respectives. La deuxième se rapporte aux façons très diverses de collecter des données au niveau national et au manque de données convergentes et comparables en matière de violence.

Voilà pourquoi, EIGE a déployé un effort de recherche remarquable qui s'est étalé entre 2014 jusqu'en 2020[10] dans le cadre de quatre études sur les statistiques en matière de violence, ceci en coopération avec les États membres, avec l'objectif d'identifier des sources de données et des indicateurs communs qui sont applicables dans tous les États membres de l'Union européenne.

Le Luxembourg a fait partie de ces consultations à travers le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA), la Police grand-ducale et le parquet auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg. Actuellement, EIGE a retenu treize indicateurs sur la violence conjugale[11] dans leur base de données statistiques, qui ont été présentés et discutés lors d'une réunion virtuelle avec EIGE du 19 novembre 2021 avec des précisions méthodologiques pour la collecte de ces données pour le prochain exercice ayant lieu en 2023. Le Gouvernement luxembourgeois, à travers le MEGA notamment, mettra tout en œuvre pour fournir les données requises pour la prochaine édition du GEI.

Alors que qu'il existe des arguments en faveur de l'approche choisie par EIGE de se concentrer exclusivement sur la violence perpétrée à l'égard des femmes, il faut tout de même savoir qu'au niveau national, le Gouvernement insiste sur le fait que la violence de manière générale, et la violence domestique en particulier, font également des victimes masculines, qui sont à prendre compte par les statistiques. L'approche d'une ventilation sexuée se reflète tant au rapport au Gouvernement du Comité que dans le cadre de l'Observatoire de l'égalité qui comporte également un volet sur la violence domestique.

ad 2) Quant au SIGI 2019 de l'OCDE, Madame la Députée constate qu'aucune donnée concernant les atteintes à l'intégrité physique n'est indiquée dans le document pour le Luxembourg. Dans ce contexte, il y a lieu de souligner que le questionnaire y relatif a été élaboré par le Centre de développement de l'OCDE

---

[7] cf. article 2, paragraphe 2, de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics et article 2, paragraphe 2, de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg

[8] Raum+: Zwischenbericht Siedlungsflächenreserven in Luxemburg 2020/2021:

https://logement.public.lu/fr/publications/observatoire/raumplus-1.html

Note 28 : Les prix de vente des terrains à bâtir en zone à vocation résidentielle entre 2018 et 2020

https://logement.public.lu/fr/publications/observatoire/note-28.html

Note 29 : La détention du foncier constructible pour l'habitat au Luxembourg en 2020-2021 : distribution et typologie de propriétaires https://logement.public.lu/fr/publications/observatoire/note-29.html

[9] Gaëlle Ferrant, Léa Fuiret, Eduardo Zambrano, The Social Institutions and Gender Index (SIGI) 2019: A revised framework for better advocacy", OECD Development Centre, Paris, 2020, p. 7

[10] https://eige.europa.eu/gender-based-violence/data-collection

[11] https://eige.europa.eu/gender-statistics/dgs/browse/genvio/genvio_int/genvio_int_adm/genvio_int_adm_ipv

dans lequel le Luxembourg n'est plus membre. Par conséquent, notre pays n'a plus été formellement sollicité dans le cadre du SIGI 2019.

Toutefois, la fiche SIGI 2019 pour notre pays[12] fournit des informations relatives au cadre légal pour le volet de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique, le viol, le harcèlement sexuel, les mutilations sexuelles et l'avortement. Le MEGA a contacté l'OCDE pour recevoir des renseignements méthodologiques détaillés sur cet indice et mettra tout en œuvre pour collaborer dans le cadre du SIGI, dont la prochaine édition est prévue en 2024.

ad 3) Bien qu'étant très sensible à la thématique de la violence à l'égard des filles et des femmes en général, le MEGA n'est compétent que pour fournir des informations statistiques détaillées sur le phénomène de la violence domestique. À travers le rapport au Gouvernement téléchargeable[13] du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, le ministère renseigne annuellement sur l'envergure de la violence domestique au Luxembourg.

ad 4) Je me permets de rappeler dans ce contexte que j'ai également présenté le rapport à la commission parlementaire de l'égalité entre les femmes et les hommes en date du 10 juin 2021.

Une autre source de données est l'Observatoire de l'égalité du MEGA qui a l'ambition de refléter à travers sept domaines la situation de l'égalité entre femmes et hommes au Luxembourg, dont la violence domestique[14].

Pour ce volet, l'Observatoire essaie d'aller au-delà des données comprises dans le rapport précité, afin d'y inclure d'autres acteurs et institutions prenant en charge les victimes et auteurs de violence domestique, qui ne sont pas légalement censés de collecter des données pour le rapport du Comité violence.[15] L'Observatoire sera ainsi en mesure de proposer progressivement des indicateurs plus complets et inclusifs qui reflètent une image plus fidèle et réelle de la violence domestique dans notre pays.

Question 5173 (02.11.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **troisième dose de vaccin contre la Covid-19 pour le personnel soignant :**

D'Personal aus de Gesondheets- a Fleegeberuffer ass a sengem Alldag och weiderhin engem grousse gesondheetleche Risiko ausgesat. Déi Beruffer stinn am Fokus vun der Pandemie a brauchen dofir och eng adequat Protektioun. Ech hat a menger Interventioun zum État de la nation scho gefrot, wéi et mat enger drëtter Impfung respektiv enger „Boosterimpfung" fir dëse Secteur ausgesäit, awer keng richteg Äntwert kritt.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Ass et virgesinn, dass d'Personal aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur eng drëtt Impfung ka kréien?
- Wa jo - wéini a wéi soll dës Prozedur lancéiert ginn?
- Wann nee - firwat net?

Réponse (04.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsministère huet de Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) gefrot, ee weideren Avis ofzeginn iwwert déi drëtt Impfunge respektiv d'Impfrappeller, mat engem besonnesche Schwéierpunkt op eventuelle weideren Alterskategorien, Virerkankungen/Vulnerabilitéit a spezielle berufflech Situatioune wéi z. B. d'Gesondheetsberuffer.

Et ass domat ze rechnen, dass den Avis vum CSMI an den nächsten Deeg wäert virleien. Dono wäert d'Regierung dann déi néideg praktesch Prozedure lancéieren.

Question 5176 (02.11.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **réouverture de la route CR364 :**

Depuis les inondations du 15 juillet 2021, la route nationale CR364 reliant Berdorf et le lieu-dit « bei der Vugelsmillen » est à nouveau barrée en raison d'un glissement de terrain. La fermeture de cette route occasionne des détours particulièrement gênants pour les riverains de la commune de Berdorf et des communes limitrophes, tout comme pour les touristes visitant le Mullerthal.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant aux travaux et à la date prévue de réouverture de la route CR364 ?

- Comment Monsieur le Ministre peut-il justifier les délais de réouverture de cette route ?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si les travaux de rénovation de la route CR364 seront couverts par les aides financières étatiques débloquées pour faire face aux inondations du mois de juillet 2021 ? Dans l'affirmative, quel en serait le montant? Dans la négative, par le biais de quels fonds ces travaux seront-ils financés ?

- Quel a été l'effet des travaux de 2018 sur ce tronçon sur l'ampleur des dégâts récents ?

- Des mesures de prévention sont-elles prévues pour éviter de nouveaux dommages et une fermeture supplémentaire de la route ?

Réponse (08.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Avant d'aborder la question parlementaire plus en détail, il convient de noter que le réaménagement du CR364 a déjà fait l'objet des questions parlementaires n° 5059 du 7 octobre 2021 de Monsieur le Député Jeff Engelen et n° 5172 du 2 novembre de Monsieur le Député Léon Gloden. La situation n'ayant pas vraiment évolué depuis, il n'y a pas de données complémentaires par rapport aux questions précédentes.

Mi-juillet, le Luxembourg a été confronté à une catastrophe naturelle majeure, qui a affecté le réseau routier étatique de tout le pays. Les inondations ont causé d'énormes dommages aux routes, pistes cyclables, et autres infrastructures publiques. Cela a engendré une charge de travail logistique, administrative, et technique importante pour mes services.

Ainsi, 180 routes et bâtiments administratifs ont dû être fermés, déblayés et nettoyés. En plus de la boue et de l'eau, des glissements de terrains se sont produits à différents endroits, entraînant des problèmes supplémentaires. Des murs de soutènement ont été détruits, des ouvrages d'art et des remblais ont dû être contrôlés, des arbres tombés sur la voirie, ramassés, des déviations mises en place, etc. Malgré ces circonstances difficiles, la plupart des routes ont rapidement pu être ouvertes à la circulation. Cependant, il en reste encore quelques-unes tellement endommagées qu'un simple entretien ne suffit pas pour les réparer. Des travaux plus importants, incluant des expertises et des études externes sont nécessaires.

Il faut garder à l'esprit qu'en cas de catastrophe naturelle, des séquelles sont à prévoir, de sorte qu'un bilan final de l'ampleur des dégâts réels ne pourra être fait qu'à un stade ultérieur.

Les priorités peuvent donc changer au fil du temps et certaines routes devront être réparées plus tôt que prévu initialement.

Dans les cas les plus complexes, des travaux routiers de grande envergure, dont certains sont déjà en cours, doivent être coordonnés à l'avance et planifiés en détail. La planification comprend, entre autres, la fixation des priorités, les études à réaliser par des bureaux d'études spécialisés dans le domaine, les demandes d'offres et les demandes d'autorisations environnementales. Il va de soi qu'avec les ressources disponibles, tout ne peut pas être fait simultanément.

En ce qui concerne le CR364, 300.000 € HTVA sont prévus pour le réaménagement et 60.000 € HTVA pour les études. Tous ces travaux sont imputables à l'article budgétaire 51.2.73.015 « Glissements de terrain ». En ce qui concerne la durée totale des travaux, elle est en principe de six à huit semaines. Je tiens également à vous informer que le marché a déjà été approuvé par mes soins en novembre. Les travaux pourront commencer une fois toutes les études nécessaires finalisées et les autorisations requises de la part du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable obtenues.

En raison du grand nombre de tronçons qui doivent être réparés et en tenant compte d'éventuels imprévus, il est actuellement impossible de garantir quelles routes pourront être rouvertes et quand. L'Administration des ponts et chaussées s'efforce de rendre toutes les routes accessibles d'ici un an, mais sous condition que les autorisations nécessaires soient délivrées à temps.

En ce qui concerne l'impact des travaux effectués en 2018 sur le CR364, la majeure partie de la section sur laquelle les travaux ont été effectués à l'époque n'a pas été touchée par les inondations de cette année. Hormis quelques dégâts mineurs, le chemin repris est resté quasiment intact. Les nouveaux dégâts sont apparus ailleurs sur le chemin repris en question.

Les catastrophes naturelles et leur ampleur étant imprévisibles, il est impossible de les anticiper. Des travaux d'entretien de la voirie et de ses dépendances sont réalisés tout au long de l'année, mais cela ne permet pas d'éviter certains dommages tels que des glissements de terrain en cas d'événements extrêmes comme ceux des années 2018 et 2021.

Question 5177 (02.11.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **réhabilitation suite à un accident vasculaire cérébral :**

L'accident vasculaire cérébral est une des principales causes de mortalité et d'invalidité au Luxembourg. Les séquelles laissées par un AVC sont nombreuses : paralysie partielle du corps, troubles de la marche, de la vue et du langage. Afin de limiter des séquelles à long terme, il est notamment primordial de recevoir une rééducation neurologique.

Néanmoins, un article publié au « Luxemburger Wort » le 29 octobre 2021 a attiré l'attention sur d'éventuelles incohérences concernant les traitements de réhabilitations au Luxembourg. D'après l'article susmentionné, un tel traitement est considéré comme achevé après juste trois mois dans un établissement situé dans le sud du pays, alors que dans le centre, il est possible que le même traitement dure jusqu'à un an et demi.

L'article souligne également que les six centres de réhabilitation ne sont pas encore certifiés et que les thérapies sont souvent seulement disponibles en français.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Comment les ministres évaluent-ils l'offre actuelle de traitements de réhabilitation ?

2) Les ministres pourraient-ils fournir des informations concernant la structuration et l'organisation des programmes de réhabilitation dans le pays ?

3) Les ministres estiment-ils que des différences tellement prononcées existent entre des traitements disponibles dans le sud et dans le centre du pays ? Comment entendent-ils remédier à ces incohérences ?

4) Les ministres ne sont-ils pas d'avis que les thérapies de réhabilitation devraient être disponibles en plusieurs langues, surtout si l'on considère les difficultés que les patients, ayant subi un AVC, peuvent avoir à communiquer dans une langue qui n'est pas leur langue maternelle ?

Réponse commune (26.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) En application de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, 410 lits peuvent être autorisés pour les services de rééducation gériatrique et de rééducation fonctionnelle. 73 lits de rééducation fonctionnelle ainsi que 210 lits de rééducation gériatrique ont été autorisés en tenant compte des demandes introduites par les établissements hospitaliers. Ces services assurent la prise en charge des patients après un séjour en hospitalisation aiguë pour différentes pathologies et visent une récupération optimale des performances fonctionnelles, de la meilleure autonomie et qualité de vie (cf. annexe 2 de la loi, définition des services de rééducation fonctionnelle et de rééducation gériatrique).[16]

ad 2) Actuellement, pour la partie de prise en charge hospitalière, la réhabilitation est assurée au sein des services hospitaliers de rééducation fonctionnelle et de rééducation gériatrique. L'organisation attendue de ces services est définie dans l'annexe 2 de la loi citée ci-dessus.

À noter que la loi précitée prévoit la possibilité de création d'un réseau de compétences pour l'AVC (cf. article 28 de la loi). Ce réseau permettra d'organiser et de coordonner les structures hospitalières, extrahospitalières et les établissements de recherche et d'enseignement afin de constituer un réseau performant spécialisé dans la prise en charge de cette pathologie pour l'ensemble du territoire.

ad 3) La Direction de la santé ne possède actuellement pas de données statistiques qui permettraient de répondre objectivement à cette question. Les informations recueillies dans le cadre de la documentation hospitalière permettront d'envisager à l'avenir ce type d'étude.

ad 4) Il est en effet préférable que les professionnels intervenants utilisent la langue la plus accessible pour le patient. Dans un souci de l'intérêt du patient, les établissements essaient au mieux d'adapter les thérapies de réhabilitation aux besoins linguistiques des patients.

Question 5178 (03.11.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **statistique sur la formation continue durant la crise sanitaire :**

Durant la phase aiguë de la crise pandémique, Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire avait décidé de soutenir les personnes se trouvant au chômage partiel en leur offrant des formations continues dans les domaines les plus divers.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques en la matière, données qui distinguent selon l'âge, le sexe, la provenance professionnelle, le niveau d'éducation des gens ou encore le lieu de résidence - si faire se peut ?

2) Quel a été le taux de participation parmi toutes les personnes éligibles ?

3) Combien de personnes ont participé à des formations mettant l'accent principal sur l'apprentissage de techniques digitales ?

4) Dans quelle mesure les participants ont-ils changé d'emploi en se dirigeant vers d'autres horizons professionnels ?

Réponse (02.12.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Âge

La répartition d'âge des personnes inscrites à une des formations varie comme suite (situation au 31/03/2021) :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Civilité

53,36 % des personnes inscrites à une des formations sont de sexe féminin et 46,64 % de sexe masculin.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Secteur d'activité

En ce qui concerne les secteurs d'activité dans lesquels travaillent les personnes inscrites aux formations, 25,60 % personnes ont indiqué qu'elles travaillent dans le secteur « Hébergement et restauration », 15,84 % dans le secteur « Autres activités des services » et 12,58 % n'ont pas indiqué de secteur.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Niveau d'éducation

21,04 % des personnes sont titulaires d'un diplôme « Master », 20,17 % des personnes sont titulaires d'un « Diplôme de fin d'études secondaires » et 15,18 % personnes sont titulaires d'un diplôme de niveau « Bachelor ». 12,36 % des personnes ont indiquées qu'elles sont sans qualification.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Lieu de résidence

Des statistiques sur le lieu de résidence ne sont pas disponibles.

ad 2) 30.530 invitations pour s'inscrire à une formation dans le cadre de l'initiative « Digital Skills » ont été envoyées. Les lettres ont été envoyées en six vagues entre le 30 avril 2021 et le 26 juin 2021.

Par ailleurs, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a lancé une campagne de publicité en ligne. En outre, le MTEESS a développé un tutoriel en collaboration avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) pour guider les personnes concernées à travers la démarche MyGuichet.

461 personnes ont profité pour générer un bon de formation. Il en résulte un taux de participation de 1,51 %.

Les bons de formation restent valides jusqu'à fin de l'année.

ad 3) Toutes les formations offertes dans le cadre du projet de formation continue « Digital Skills » ont mis l'accent sur l'apprentissage de techniques digitales, plus précisément sur la compétence numérique.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

---

[12] https://www.genderindex.org/wp-content/uploads/files/datasheets/2019/LU.pdf

[13] https://mega.public.lu/content/dam/mega/fr/publications/publications-ministere/2021/Rapport-Comite-Violence-2020.pdf

[14] https://observatoire-egalite.lu/violence-domestique/

[15] Article 3 de la loi du 30 juillet 2013 portant modification 1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique ; 2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police ; 3. du Code pénal; 4. du Nouveau Code de procédure civile

[16] Loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

ad 4) Le but de cette initiative n'était en aucun cas d'animer les participants aux formations de changer d'emploi ou de se diriger vers d'autres horizons. Le but était de sensibiliser les personnes à développer des compétences numériques.

Question 5179 (03.11.2021) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant le **Digital Markets Act :**

Mengen Informatiounen no kënnegt sech an der europäescher Press eng nei Rechercheaarbecht vun engem Journalistereseau (z. B. „Investigate Europe" an „Netzpolitik.org") un, déi op een Neits riskéiert, Lëtzebuerg an ee schlecht Liicht ze stellen. Éischt Artikele sinn hei och scho publizéiert ginn (z. B. „Digital Markets Act: Wie die Lobbymacht von Google und Co. an der EU scheitert", tagesspiegel.de, 27.10.2021).

Et geet hei ëm Recherchë ronderëm den Digital Markets Act (DMA), d'Gesetz iwwer digital Marchéen, dat fir méi fair a méi oppen digital Marchéë suerge soll. Een Text, deen d'Marchésmuecht vun de GAFAe begrenze soll an deen um EU-Instanzewee scho wäit fortgeschratt ass. Laut interne Conseilsdokumenter (Protokollen an Amendementer), déi de Journaliste virleien, sollen hei Lëtzebuerg an Irland virun allem d'Interessie vun de grousse GAFAe vertrueden hunn, zum Nodeel vun hire Bierger.

Sou hätte si probéiert, den Text ofzeschwächen an ze verwässeren. Dat virun allem, wat den Artikel 16 vum Text ugeet, deen der Kommissioun Marchésanalyse bei enger „systemescher Netanhalung" vum Gesetz erlabe soll. Am genannten Zeitungsartikel geet souguer riets vu „Lobbysprech aus Irland und Luxemburg".

Duerfir géif ech dem Här Premierminister a Minister vun der Digitalisatioun an dem Här Wirtschaftsminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren oder dementéieren, datt si am Europäesche Rot d'Interessie vun de sougenannte GAFAen, also de groussen Internetkonzerner, zum Nodeel vun den eegene Bierger vertrueden huet?

2. Wéi ass déi konkreet Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zur aktueller Versioun vum Digital Markets Act, also zum Text, wéi e vun der Europäescher Kommissioun virgeluecht ginn ass? Och (awer net nëmmen) zum genannten Artikel 16?

3. Wéi wëll d'Regierung hei konkreet duerfir suergen, datt d'Interessie vun de Bierger bei der digitaler Entwécklung geschützt ginn?

4. Weess d'Regierung iwwert d'Recherche-Aarbechte vu Journalistereseaue Bescheed a wéi gedenkt d'Regierung heirop ze reagéieren, fir dem Image vum Land net weider ze schueden?

Réponse (17.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Struktur vum Internet, d'Gewiicht vum elektroneschen Handel an der Ekonomie souwéi och d'Roll vu grousse Plattformen hu sech zanter der Adoptioun vun der Direktiv „E-Commerce" (2000/31/CE) virun 20 Joer staark verännert. Dofir ass et noutwendeg an iwwerfälleg, en neien Encadrement fir digital Servicer ze schafen.

D'Regierung ënnerstëtzt d'Propositiounen „Digital Services Act" (DSA) an „Digital Markets Act" (DMA) vun der Kommissioun zanter deenen hirer Adoptioun am Dezember 2020. Wärend et beim DSA dorëm geet, illegal Contenuen um Internet séier an effikass ze läschen an duerch eng Rei preventiv Moossnamen ze mitigéieren, schaaft den DMA e Kader, fir onlauter Praktike vu groussen, systeemesche Plattformen ze verbidden.

D'Regierung setzt sech am Laf vun den Diskussiounen dofir an, dass de Contenu an d'Ambitioun vun de Propositioune vun der Kommissioun bäibehale ginn, besonnesch wat d'Aféiere vun enger maximaler Harmonisatioun ugeet. E gudde Fonctionnement vum Bannemaart ass grad fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg immens wichteg, fir dass eis Betriber kënnen einfach an ouni Hürden iwwert d'Grenze vum Land eraus aktiv sinn a fir dass d'Konsumenten den Zougang hunn zu Servicer a Produite vu Betriber aus dem Ausland. Am Sënn vun eise Konsumenten an eise klengen a mëttelgrousse Betriber ass et also wichteg, déi aktuell Fragmentatioun vu 27 nationale Reegelen ze behiewen, andeems d'Europäesch Unioun ee kloren, gemeinsamen a kohärente Kader fir digital Servicer opstellt. D'Resultat vun dësen Aarbechten op den zwee Dossiere muss et sinn, eng méi fair an oppe Konkurrenz ze schafen, andeems dominant an deloyal Verhale verbueden a bestrooft ginn, wärend gläichzäiteg fir eng méi grouss Sécherheet um Internet bei digitale Servicer gesuergt gëtt. Digital Servicer si vun Natur aus grenziwwerschreidend a ginn duerch de ganze Bannemaart ugebueden - dofir brauche mir och eng harmoniséiert Solutioun op europäeschem Niveau.

An deem Sënn vertrëtt d'Regierung hei ganz kloer d'Interessie vun eise Bierger an Entreprisen, besonnesch PMEen, ouni Récksiicht ze huelen op eventuell spezifesch Interessien, wéi zum Beispill déi vun de sougenannte GAFAen. De Contenu vu béide Propositiounen DSA an DMA an d'Approche vun der Regierung goufen an der zoustänneger Chamberkommissioun den 22. Abrëll 2021 presentéiert an diskutéiert.

Dat selwecht Raisonnement applizéiert sech op den Artikel 16 vum DMA, deen déi honorabel Deputéiert an hirer Fro ernimmt. Och an dësem Fall ënnerstëtzt Lëtzebuerg de Virschlag vun der Kommissioun, dee virgesäit, dass d'Kommissioun op d'Ufro vun dräi nationalen Autoritéiten eng Enquête lancéiere muss fir festzestellen, datt eng dominant Entreprise déi nei Spillreegelen net respektéiert huet. Den DMA applizéiert sech op déi grouss digital Plattformen, déi mindestens an dräi EU-Länner aktiv sinn. Deemno ass et logesch, datt och eng Infraktioun vum DMA muss a mindestens dräi Memberstaate festgestallt ginn, fir se kënnen un d'Kommissioun weiderzeginn. D'Kommissioun huet fir de Rescht all Fräiheeten, aus eegener Initiativ Enquêten ze starten a Mesuren ze huelen. D'Sanktioune fir déi grouss Plattforme gi vu Geldstrofen an enger Héicht bis zu 10 % vun hirem weltwäite Chiffre d'affaires bis zu enger Séparation structurelle.

Um Niveau vum europäesche Conseil des ministres sinn ënner portugisescher a sloweenescher Presidence gutt Fortschrëtter gemaach ginn. Sou konnt de „Comité des représentants permanents" den 10. November 2021, mat der Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg, en Accord de principe op dem DMA festhalen, deen de 25. November vun de Wirtschaftsministeren um Conseil compétitivité bestätegt gi soll. Op der selwechter Reunioun vum Conseil compétitivité steet och en Accord iwwert den DSA um Programm, deen och vun der Regierung ënnerstëtzt gëtt an op deem et am „Comité des représentants permanents" de 17. November 2021 en Accord de principe gouf.

D'Europaparlament soll seng Positioun op béiden Texter virun Enn vum Joer festhalen, soudass d'Negociatiounen en vue vun engem Accord tëschent Conseil a Parlament Ufank 2022 ulafe kënnen. D'Regierung hofft a rechent domat, dass d'Verhandlungen zu dësem Pak virun Enn 2022 erfollegräich ofgeschloss kënne ginn.

Question 5180 (03.11.2021) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant les **travailleurs saisonniers embauchés pour participer aux vendanges :**

Suite à la crise sanitaire, le fait de voyager est devenu bien plus compliqué. Cela a également eu des conséquences sur la disponibilité de saisonniers étrangers pour participer aux vendanges à la Moselle ces deux dernières années. Pour faire face à cette situation, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) et l'Institut viti-vinicole (IVV) ont collaboré en matière de recrutement de travailleurs saisonniers. Selon un communiqué publié le 28 septembre 2021 sur le site gouvernement.lu, « plus de 31 » candidats présélectionnés par l'ADEM ont été embauchés pour participer aux vendanges cette année.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de données concernant le nombre de travailleurs saisonniers embauchés chaque année pour participer aux vendanges à la Moselle ? De manière indépendante de la crise sanitaire, est-il devenu plus difficile pour les viticulteurs de trouver de la main-d'œuvre ces dernières années ?

2) Quel bilan Messieurs les Ministres tirent-ils de cette collaboration entre l'ADEM et l'IVV ? Est-ce que cette expérience représente un modèle qui pourrait être pérennisé ? Existe-t-il d'autres domaines où l'ADEM pourrait aider à recruter des travailleurs saisonniers ?

3) Par nature, le travail des saisonniers est limité à un laps de temps relativement court. Si le fait de recourir à du personnel sélectionné par l'ADEM est certainement appréciable pour les viticulteurs, cette pratique représente toutefois une certaine charge administrative. Est-il possible de réduire cette charge à l'avenir ?

Réponse commune (02.12.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les postes déclarés à l'ADEM ont pu être pourvus par des demandeurs d'emploi. Pour l'année 2021, il s'agissait de 31 personnes.

ad 2) Le bilan de cette coopération entre l'ADEM et l'IVV peut être considéré comme positif. Il s'agit aussi de la 2e année consécutive qu'une action de recrutement conjointe a été initiée pour combler les besoins en main-d'œuvre auprès des vignerons luxembourgeois et le projet sera reconduit l'année prochaine.

Un autre domaine dans lequel une telle coopération pourrait être envisagée est celui de l'agriculture qui est également un secteur qui par le passé avait toujours un fort besoin de main-d'œuvre venant des pays de l'Est, une main-d'œuvre qui, due à la crise sanitaire, a de plus en plus de difficultés à voyager. Par conséquent, les agriculteurs doivent trouver la main-d'œuvre à l'intérieur du pays où l'ADEM pourrait intervenir à l'instar de ce qui a été réalisé pour les vendanges.

ad 3) La charge administrative visée est une charge administrative « classique » visant à procéder à une déclaration d'entrée et de sortie des personnes concernées ainsi qu'à l'établissement d'un contrat de travail.

Le recours à des mesures en faveur de l'emploi peut également être envisagé, dans les cas où les conditions sont remplies.

Question 5181 (03.11.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **demande d'information par les autorités judiciaires luxembourgeoises envers le service de messages « Signal » :**

De Messengerdéngscht Signal huet den 2. November bekannt ginn, dass si vun der lëtzebuergescher Justiz eng „request for information" iwwert dat kalifornescht Geriicht erhalen hunn. Signal ass ee Messengerdéngscht, dee mat End-to-End-Encryption schafft. Si si vum kalifornesche Geriicht Informatioune wéi Numm, Adress, Telephone-Connection-Records, souwéi Kreditkaarten-Informatioune gefrot ginn. Dës huet d'Firma net weiderginn, well si uginn, dës Informatiounen net ze besëtzen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'lëtzebuergesch Justiz eng Request-for-Information u Signal geriicht?

2. Wéi vill dëser Ufroen huet d'Justiz an deene leschten zéng Joer verschéckt (opgeschlësselt no Joer an no Messengerdéngscht)?

Réponse (29.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Laut den Informatiounen, déi mer vun den Autorités judiciaires kruten, huet den Untersuchungsriichter den amerikanesche Justizautoritéiten eng „commission rogatoire internationale" geschéckt, fir kënnen déi néideg Beweismëttel betreffend eng Affär vum Messengerdéngscht „Signal" ze kréien.

ad 2. D'Instruktiounsmesuren, déi an den Ermëttlungen ordonéiert ginn, fléissen an den Dossier pénal, soudass keng spezifesch Statistiken iwwert esou Moossname gemaach ginn.

Question 5182 (04.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**entreprise israélienne de sécurité informatique NSO Group :**

Den 21. Juli huet de Bausseminister sech an engem Bréif un néng Firme vun der israelescher NSO-Grupp gewannt. Dëst, well international bekannt gouf, dass mat der Software vun der Firma NSO Politiker an Aktivisten ofgelauschtert ginn. An enger Aktualitéitsstonn hunn d'Justizministesch an de Bausseminister erkläert, dass NSO seng Software net vu Lëtzebuerg aus verkafe géif. Lëtzebuerg ass awer och am Besëtz vun esou Softwaren, wéi de Premier a senger Äntwert op eng rezent parlamentaresch Fro zouginn huet.

Gëschter gouf bekannt, dass d'USA d'NSO-Grupp op hir schwaarz Lëscht gesat hunn, well NSO „engaging in activities that are contrary to the national security or foreign policy interests of the United States".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wäert Lëtzebuerg op de selwechte Wee goen, wéi déi amerikanesch Autoritéiten?

2. Wat fir Konsequenze wäert dës Decisioun fir Lëtzebuerg hunn?

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

Réponse commune (01.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. An der Lëtzebuerger Legislatioun ass keng Prozedur virgesinn, déi mat där vun dem amerikaneschen Handelsministère vergläichbar wier.

ad 2. Lëtzebuerg ass vun där Decisioun net viséiert.

Question 5183 (04.11.2021) de **Mmes Nathalie Oberweis** et **Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**imposition de logements non occupés :**

Monsieur le Premier Ministre a annoncé lors de sa déclaration sur l'état de la nation l'introduction d'une imposition spécifique des logements non occupés dans le cadre d'une réforme générale de l'impôt foncier. À cette fin, un cadre juridique pour un registre national comprenant tous les logements du pays et leur statut d'occupation à alimenter par les communes serait créé.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 4954, Madame la Ministre de l'Intérieur a déclaré que « l'impôt foncier sera complété par une composante supplémentaire, visant seulement les terrains non construits pendant un certain laps de temps. Cet impôt sera progressif [...] ». Un représentant du Ministère de l'Intérieur a également précisé lors d'un reportage radiophonique que l'application de l'impôt foncier réformé ne pourra se matérialiser d'ici 2024.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Messieurs les Ministres du Logement et des Finances :

1) Quel est l'échéancier pour la création du cadre juridique pour le Registre national prémentionné ?

2) L'imposition de logements inoccupés telle qu'annoncée par le Premier Ministre, sera-t-elle mise en œuvre dans le cadre de la réforme générale de l'impôt foncier ?

3) Dans l'affirmative, l'application de cet impôt ne pourra-t-elle pas se matérialiser avant 2024 ?

4) Dans la négative à la deuxième question, quel sera l'échéancier pour l'introduction d'une imposition spécifique des logements inoccupés ?

5) Les administrations communales pourront-elles alimenter le Registre national et appliquer la taxe sur les logements inoccupés (telle qu'introduite par la loi du 22 octobre 2008) en toute sécurité juridique dès l'entrée en vigueur du cadre législatif pour le Registre national ?

Réponse commune (22.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Tel qu'annoncé par le Premier Ministre lors de son discours sur l'état de la nation, il est prévu que le Gouvernement en conseil adopte endéans les douze mois à venir le ou les projets de loi couvrant les différentes facettes de l'impôt foncier communal, national ainsi que de l'impôt spécifique sur les logements inoccupés.

Les travaux de préparation du cadre juridique et technique tant pour l'impôt foncier que pour l'impôt spécifique sur les logements inoccupés ne sont pas encore suffisamment avancés pour pouvoir répondre de façon définitive aux questions des honorables Député(e)s.

Question 5186 (04.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **pénurie de carburant :**

Wéi lessentiel.lu an engem Artikel vum 2. November bericht, koum et iwwert de vergaangene Weekend zu Versuergunsenkpäss op verschiddenen Tankstellen hei am Land, wouropshin dës Tankstellen hu missen op d'Noutreserv zeréckgräifen, wat awer och net verhënnert huet, dass verschidden Tankstelle ganz ouni Dreifstoff bliwwe sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Aus wéi enge Grënn konnten trotz de strateegesche Reserven, déi Lëtzebuerg ugeluecht huet, d'Enkpäss op verschiddenen Tankstellen net verhënnert ginn?

2. Wéi schnell kënnen déi strateegesch Reserven am Besoin vun den Tankstellen ugezaapt ginn?

3. Mat der Energiewend wäert an Zukunft de Konsum vu fossille Brennstoffer erofgoen. Allerdéngs stellt sech dann d'Fro, wéi een och hei strateegesch Reserve kann uleeën an esou Liwwerenkpäss ka verhënneren (z. B. bei engem gréissere Stroumausfall)?

Réponse (02.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Sécherheetsstocken, déi Lëtzebuerg op Basis vu sengen internationalen Engagementer hält, däerfe just am Fall vun enger majeurer Ënnerbriechung vum Approvisionnement, enger internationaler Decisioun, enger spezieller Urgence oder enger lokaler Kris op de Marché bruecht ginn.

Eisen Informatiounen no hat, an dësem Fall, d'Tanklager vun der Shell zu Bartreng temporär Schwieregkeete mam Approvisionnement iwwer d'Bunn an doduerch war op zwou Tankstelle vum Grupp kuerzzäiteg keen 98er Bensinn méi disponibel. Esou Rupturë sinn am Fong net aussergewéinlech a kënnen ëmmer nees virkommen.

D'Fro vun der Liberatioun vun de Sécherheetsstocken huet sech net gestallt, well d'Shell keng deementspriechend Demande gestallt huet. Wann d'Shell awer eng Demande gestallt hätt, da wär dës Demande warscheinlech refuséiert ginn, well et sech ëm een isoléierten, zäitlech begrenzte Phenomeen gehandelt huet an d'Versuergungssécherheet vum Land a kengem Moment a Gefor war.

ad 2. De Sënn an Zweck vun de Sécherheetsreserven ass fir d'Versuergungssécherheet vum Land am Fall vun enger Kris ze assuréieren. Wann elo aus iergendengem Grond d'Versuergungssécherheet vum Land net méi assuréiert ass, da kënnen d'Sécherheetsstocken an engem relativ kuerzen Delai liberéiert ginn, ofhängeg vun der Situatioun wieren dat e puer Stonne bis zu e puer Deeg.

An dësem Kontext ass och ze bedenken, datt eng Ënnerbriechung vum Approvisionnement meeschtens net iwwerraschend kënnt an datt et an der Versuergungsketten, z. B. op den Tankstellen oder an den Tanklager, och nach kommerziell Stocke gëtt, déi verbraucht ginn, virun deem et zu enger generaliséierter Rupture beim Endkonsument komme kann.

ad 3. Lëtzebuerg hält 90 Deeg Sécherheetsreserven an de Petrolsprodukter. Mat der Energiewend, an der domadder warscheinlech verbonnener Baisse vun den importéierte Volumme vu Petrolsprodukter, gi linear och d'Volumme vun de Sécherheetsstocken erof. Dat dierft awer am Prinzip keng weider Liwwerenkpäss mat sech zéien, well jo nach ëmmer 90 Deeg Sécherheetsreserve gehale ginn.

Question 5188 (05.11.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **informations sur le contact tracing dans le cas de parents séparés :**

A leschter Zäit heefen sech d'Reklamatioune vu Pappen oder Mammen, déi - obschonns se no hirer Scheedung oder no hirer Trennung vun hirem Partner hir voll elterlech Autoritéit behalen hunn a sech oft zu 50 Prozent ëm dat gemeinsaamt Kand këmmeren - net un der Covid-19-Contacttracing-Informatiounsprozedur bedeelegt ginn, well se am Ausland wunnen. Dësen Ëmstand féiert nämlech dozou, datt - am Fall, wou d'Kand sech mat Covid-19 infizéiert - just deen Elterendeel vun der Direction de la santé informéiert gëtt, deen zu Lëtzebuerg wunnt. Op Nofro kritt deen an Onkenntnis geloossenen Elterendeel vun der Direction de la santé da gesot, datt an esou Fäll just eng Telefonsnummer an eng E-Mail-Adress am Dossier mentionéiert kéinte ginn. Bei Koppelen, vun deenen eng Persoun am Ausland wunnt, sinn dat ëmmer d'Telefonsnummer an d'E-Mail-Adress vun där Persoun, déi zu Lëtzebuerg wunnt.

An dësem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Familljeminister an un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ass d'Regierung net der Meenung, datt duerch dës Approche Elterendeeler, déi net um Lëtzebuerger Territoire wunnen, diskriminéiert ginn, an datt déi Approche aus deem Grond ongesetzlech ass?

2. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt - onofhängeg dovun, wat fir een Elterendeel d'Suergerecht fir d'Kand huet - souwuel de Papp wéi och d'Mamm d'Recht missten hunn, informéiert ze ginn, wat de medezinneschen Zoustand (an dësem Fall eng potenziell déidlech Infektioun) vun hirem Kand ugeet, fir kënnen hiren elterleche Flichten nozekommen, esou wéi dat och um Site vun der Regierung preziséiert gëtt: « […] quel que soit le parent auquel l'enfant sera confié, les parents conserveront tous les deux le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de l'enfant et seront tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés. »?

Réponse (26.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesondheetsdirektioun ass natierlech dorëms beméit, datt d'Elteren, am Fall wou hiert Kand a Quarantän gesat gëtt, doriwwer a Kenntnis gesat ginn an um gläiche Wëssensstand sinn.

Et ass allerdéngs net esou, dass just deen Elterendeel, deen zu Lëtzebuerg wunnt, vun der Gesondheetsdirektioun informéiert gëtt. Villméi verhält et sech esou, dass de Contacttracing, am Fall vun engem positiven Test, déi Persoun kontaktéiert, déi den Accord zu dem Test ginn huet, respektiv am Fall wou d'Kand an enger Schoul oder soss enger Betreiungsstruktur ass, déi Persoun, déi d'Schoul oder d'Betreiungsstruktur dem Contacttracing als Referenzpersoun ugëtt. Et stëmmt, dass ëmmer nëmmen eng E-Mail-Adress an eng Telefonsnummer a Relatioun mat der E-Mail-Adress am System gespäichert gëtt, dëst geschitt awer absolutt onofhängeg vum Wunnsëtz vun där Persoun, zu där déi Donnéeë gehéieren.

Question 5194 (08.11.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **résultats des tests PCR :**

Laut mengen Informatioune géif et e Mangel u Konsistenz ginn, wat net nëmmen d'Resultater vun de PCR-Tester ugeet, déi a verschiddene Laboe vun der selwechter Persoun am nämmlechten Zäitraum gemaach ginn, mee och wat d'Interpretatioun an d'Aussoe vun der Santé ubelaangen. Esou géifen et Fäll ginn, wou eng Persoun an engem Labo positiv op de Covid-19 getest gouf, an doropshin eng Ordonnance vun der Regierung fir en zweete PCR-Test erhalen hätt. Dës Persoun hätt dunn e puer Stonnen drop an engem anere Labo en zweeten Test gemaach, an hätt nees e positiivt Resultat erhalen. De Ministère de la Santé hätt dëst Resultat awer du revisitéiert a gesot, datt d'Persoun net an den Isolement misst, well se negativ getest gi wier.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt et Problemer ginn, wat d'Resultater vun de PCR-Tester a verschiddene Laboen ugeet?

- Huet d'Regierung vun Inkonsistenze Kenntnis geholl, wat d'Resultater vun de PCR-Tester ubelaangt? Mengt d'Regierung net, datt et soumat vill Falsch-Positiver resp. Negativer ginn?

- Kann d'Regierung erklären, wéi et méiglech ass, datt et Fäll ginn, wou eng selwecht Persoun zur praktesch der selwechter Zäit an engem Labo positiv an an engem Labo negativ op de Covid-19 getest gëtt, respektiv wou de Gesondheetsministère e Resultat vun engem Labo revisitéiert?

- Ass hei d'Seriositéit vun den Tester net unzezweifelen?

- Wier et net ubruecht, bei engem positive PCR-Test (ouni Symptomer) een zousätzleche PCR-Test ze maachen, fir d'Resultat ze confirméieren oder ze annuléieren?

Réponse (08.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wéi bei all biologeschem Test gëtt et keng 100 % Sécherheet wat d'Resultat ugeet. D'Polymerase Chain Reaction (PCR) ass déi beschte Method, déi een zur Verfügung huet, mat enger ganz héijer Sensibilitéit a Spezifizitéit. Deemno ass d'Erkenne vun engem positiven oder negativen Echantillon gréisstendeels fiabel.

Niewent dem Test selwer ginn et awer nach aner Faktoren, déi erklären, firwat een Test ee positiivt Resultat ugëtt. Dëst kann zeréckzeféiere sinn op e schlechten oder falsch effektuéierte Prelevement oder awer och op Reagenzien, déi net méi gutt sinn. Trotzdeem si falsch Resultater, op déi Mass vun Tester déi gemaach ginn, seelen a sécher kee Grond, fir net op dëse wichtegen Outil am Kampf géint d'Pandemie zeréckzegräifen.

PCR-Tester fir verschidden Diagnose gëtt et scho säit Joerzéngten an et gëtt wëssenschaftlech gesi keen Zweifel un der Utilitéit oder un der Fiabilitéit vun esou Tester.

Natierlech huet een ëmmer méi Sécherheet, wann een e Resultat duerch en zweete PCR-Test confirméiere léisst. An dësem Fall ass dat awer net ubruecht, well d'Zuel vun de „falsche Resultater" niddereg ass an den Opwand an d'Käschten, déi mat sou enger Approche verbonne sinn, vun engem Point de vue Santé publique aus net gerechtfäerdegt sinn. Doriwwer eraus géif en zweeten Test wäertvoll Testkapazitéite monopoliséieren (Equipement, Personal etc.), déi néideg sinn, fir aner Patienten ze diagnostizéieren.

Question 5195 (08.11.2021) de **MM. Roy Reding** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **formation des experts en cybersécurité :**

De weltwäite Kampf géint d'Cyberkriminalitéit ass och eng politesch Prioritéit zu Lëtzebuerg. Sou heescht et am Koalitiounsvertrag vun 2018:

« L'ère numérique n'offre pas seulement des chances, mais présente aussi des risques sous forme de cyberattaques, qui ciblent souvent les informations personnelles. Les mécanismes de protection de l'État et des données lui confiées par les citoyens et les entreprises contre les cyberattaques seront examinés et renforcés. Les investissements dans la sécurité des infrastructures informatiques critiques seront poursuivis en vue d'une meilleure protection contre les cyberattaques et en vue de faire du Luxembourg un "safe haven" à l'échelle internationale. »

Et ass kloer, datt zu dësen „investissements dans la sécurité des infrastructures informatiques critiques" och d'Ausbildung vu Cybersécherheetsexperte gehéiert. D'Héichschoulbildung, net just zu Lëtzebuerg, mee allgemeng an Europa, huet sech an der Vergaangenheet awer nëmme lues un d'Techindustrie ugepasst, déi sech permanent verännert. Beräicher wéi digital Forensik, Kryptographie an Ethical Hacking hunn sech als Studiegäng bis elo net an deem Mooss etabléiert an duerchgesat, wéi dat am Hibléck op déi ëmmer méi grouss Geforen am Beräich Cybersécherheet de Fall misst sinn. Ëmsou méi stellt sech d'Fro, wéi eis Héichschoulen an Zukunft hire Bäitrag am Kontext vun der nationaler Strategie géint Cyberkriminalitéit leeschte kënnen.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Digitaliséierung an un den Här Héichschoulminister:

1. Wat mécht d'Regierung konkreet, fir d'Studien an d'Carrièren am Cybersécherheetssecteur ze promouvéieren?

2. Wéi vill Leit hei am Land ginn am Ablack an deem Secteur ausgebilt? Kann d'Regierung Informatioune ginn, wat de Profill vun dëse Leit ugeet?

3. Wéi schätzt d'Regierung am Beräich Cybersécherheet d'Ofhängegkeet vu Lëtzebuerg vun eisen Nopeschlänner am Speziellen a vum Ausland am Allgemengen an?

Réponse commune (02.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Et gëtt effektiv eng staark a steigend Demande fir ICT-Profiller an domat och fir Kompetenzen an der Cybersécherheet. Et ass en Defi, fir déi spezialiséiert Leit auszebilden an unzezéien, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee an der ganzer EU. Eng Etüd vun Eurostat[17] huet festgestallt, dass an der EU d'Unzuel vu Leit, déi als ICT-Spezialisten ugestallt sinn, am Zäitraum vun 2011 bis 2020 ëm 50,0 % an d'Luucht gaangen ass - dat ass bal néngmol méi wéi d'Hausse vum gesamten Emploi (5,5 %). Schätzungen no bräicht d'EU bis 2030 20 Mio ICT-Experten, déi zemools Kompetenzen an der Cybersécherheet, an de Cloudtechnologien, an an der Datenanalys hunn. Den Zuele vun Eurostat no läit Lëtzebuerg op Plaz 4 an der EU, wat de Prozentsaz vun IT-Experten an der aktiver Bevëlkerung ugeet.

An deem Sënn ginn zu Lëtzebuerg ëmmer méi Formatiounen am Beräich vum ICT an an der Cybersécherheet ugebueden. D'Universitéit Lëtzebuerg offréiert eng Rei vu Formatiounen iwwer d'Cybersécherheet, an dat am Kader vun hire Studieprogrammer am Beräich vun der Informatik, déi an der Fakultéit vun de Wëssenschaften, Technologien a Medezin (FSTM) ugebuede ginn.

De „Bachelor in Computer Science" offréiert zwee Coursen am Beräich Informatiksécherheet an de „Bachelor in Applied Information Technology" offréiert ee Cours an deem Beräich. De „Bachelor in Computer Science" zielt iwwregens eng ronn 40 bis 50 nei Studente pro Joer, an de „Bachelor in Applied Information Technology" eng ronn 55 bis 80 nei Studente pro Joer.

D'FSTM bitt och de „Master in Information and Computer Science" un, wou de Programm een obligatoresche Modüll am Beräich Informatiksécherheet enthält an och eng Spezialisatioun am Beräich Cybersécherheet offréiert. Dëse Masterprogramm zielt eng ronn 30 bis 50 nei Studente pro Joer. Zousätzlech bitt d'FSTM och nach zwee Masteren an der Weiderbildung un, mat jeeweils zéng bis 15 neie Studente pro Joer: de „Master in Information System Security Management", dee spezifesch a Richtung Cybersécherheet orientéiert ass, an den neie „Master in Technopreneurship", dee spezifesch a Richtung Normalisatioun orientéiert ass an doduerch eng staark Komponent Cybersécherheet enthält.

Doriwwer eraus ginn eng signifikant Unzuel un Doktoranden an der Informatik vun der FSTM an dem „Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust" a ganz pousséierten Aspekter vun der Cybersécherheet ausgebilt.

D'Universitéit Lëtzebuerg forméiert also souwuel eng steigend Unzuel un Informatiker, wou d'Cybersécherheet e wichtegen Deel vum Programm ausmécht, wéi och e Grupp vu Studenten an Doktoranden, déi sech am Domaine Cybersécherheet spezialiséieren.

Et sief awer och signaléiert, dass am Juni dëst Joer e Studiegang am Beräich Cybersécherheet um Niveau vum BTS (Brevet de technicien supérieur) vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung akkreditéiert gouf, deen ab dem Studiejoer 2021/2022 am Lycée Guillaume Kroll (LGK) ugebuede gëtt. Dësen neie BTS- Programm ass op d'Beräicher vun de Sécherheetskonzepter an der Sécherheetsgestioun axéiert, a preparéiert d'Studente geziilt op d'Gestioun an d'Ëmsetzung vun der operationeller Cybersécherheet an engem berufflechen Ëmfeld.

De Service Information études supérieures vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung informéiert am Allgemenge beschtméiglech iwwer déi verschidde Studieprogrammer, déi vun den Universitéiten an Héichschoulen am In- an Ausland ugebuede ginn, an iwwer déi domat verbonne Beruffsperspektiven. Dat gëllt natierlech och fir d'Ausbildungsméiglechkeeten an d'Beruffsweeër am Beräich vun der Cybersécherheet.

Nieft der genannter Offer u Formatioune gëtt och op d'Sensibilisatioun gesat, fir Jonker fir Beruffer am ICT, der Wëssenschaft an der Technologie ze begeeschteren. Och méi Frae solle fir den ICT Secteur gewonne ginn, do maachen Associatioune wéi „Women Cyber Force" oder „Women in Digital Empowerment" eng wichteg Aarbecht. Securitymadein.lu huet doriwwer eraus och e Partenariat mat Cyberwayfinder.com an d'Weeër geleet fir Beruffstäteger, déi de Beruff wëlle wiesselen, op déi digital Beruffer ze reorientéieren.

Verschidde staatlech Administratiounen a Servicer, wéi zum Beispill de GOVCERT, d'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) oder de Service de renseignement de l'État (SRE), beschäftegen Experten an der Cybersécherheet a bidden hinnen entspriechend Carrièresperspektiven.

Et gëtt och Wäert dorop geluecht, datt déi Experten am Kader vun hirer Aktivitéit beim Staat déi néideg Weiderbildungsméiglechkeeten offréiert kréien. Dëst ass grad am Domaine vun der Cybersécherheet vu permanenter Wichtegkeet.

Déi dofir zoustänneg staatlech Servicer assuréieren deen héchstméigleche Schutz am Domaine vun der Cybersécherheet fir eis staatlech Institutiounen, eis Bierger an eis wirtschaftlech Acteuren. D'Zesummenaarbecht an den Echange mat hiren entspriechenden auslänneschen Homologen ass natierlech e feste Bestanddeel vun hirer alldeeglecher Aarbecht, wann ee weess, datt Menacen am Cyberberäich sech net no Landesgrenze riichten.

Question 5197 (09.11.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **restructuration chez DuPont :**

Déi amerikanesch Chimiesfirma DuPont huet ugekënnegt, am Kader vun enger Restrukturéierung vum Betrib an den nächste Joren zwee Wierker zu Lëtzebuerg ze verkafen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Wirtschaftsminister gär dës Froe stellen:

1. War den Här Minister am Virfeld iwwert dëse Schrëtt informéiert?

2. Wäert d'Regierung dëse Prozess begleeden, fir opzepassen, datt et net zu engem Ofbau vun Aarbechtsplaze wäert kommen?

Réponse (09.12.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Zu den Attributioune vum Wirtschaftsministère gehéieren ënnert anerem déi ekonomesch Entwécklung an Diversifikatioun vum Land, genee ewéi d'Promotioun vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert. An deem Kontext ass de Wirtschaftsministère den Uspriechpartner fir all Zorte vu Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen nidderloossen, respektiv hir Aktivitéiten hei am Land wëllen ausbauen oder ëmstrukturéieren.

Dofir ass de Wirtschaftsministère och virun der offizieller an ëffentlecher Matdeelung vun der betraffener Entreprise informéiert ginn, dass verschidden Aktivitéitsberäicher vun DuPont vum Grupp verkaaft solle ginn. Dozou gehéiert d'Bedeelegung vum Grupp an der Joint Venture DuPont Teijin Films, grad ewéi och d'Hytrel Wierk zu Conter.

Et gehéiert generell net zu der Zoustännegkeet vum Wirtschaftsministère, fir sech a Vertragsverhandlungen, eventuell Transaktiounen oder soss an Diskussioune ronderëm déi strateegesch Ausriichtung vu Betriber aktiv ze implizéieren.

Am Interêt vun der wirtschaftlecher Entwécklung a vum Erhale vun den Aarbechtsplaze vum Grupp zu Lëtzebuerg, bleift de Wirtschaftsministère an enkem Kontakt mat der Lëtzebuerger Direktioun vun DuPont, fir den Dossier genee ze suivéieren.

Question 5200 (09.11.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **vaccination « booster » pour les personnes ayant reçu la dose unique du vaccin Janssen :**

Et ass jo mëttlerweil recommandéiert, datt Leit, déi mam Janssen-Impfstoff geimpft goufen, eng souge-

[17] https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=ICT_specialists_in_employment#Number_of_ICT_specialists

nannt Boosterimpfung mat engem ARN-Messager-Impfstoff solle gemaach kréien, fir besser géint de Covid-19 geschützt ze sinn. D'Meenunge ginn awer weltwäit auserneen, wat eng Zweet-oder Drëttdosis ubelaangt fir Leit, déi scho mam Covid-19 infizéiert waren an eemol mam Janssen-Impfstoff geimpft goufen.

Wëssend, datt „Long-Covid" net ze ënnerschätzen ass, an d'Leit an deem Sënn mussen adequat informéiert ginn, géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi schätzt d'Regierung eng Zweet- oder Drëttdosis a bei Persounen, déi schonns mam Covid-19 infizéiert waren an eemol mam Janssen-Impfstoff geimpft goufen? Wat sinn an deem Fall der Regierung hir Recommandatiounen?

Réponse (13.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Leit, déi mat Johnson & Johnson eemol geimpft waren, sollen eng zweet Dosis mat engem mRNA-Impfstoff kréien. Et ass dovun auszegoen, dass dës Leit no weidere sechs Méint e Booster brauchen. D'Regierung wäert sech do op en Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses baséieren, esoubal dee virläit.

Leit, déi eng Infektioun haten, an dono eng eenzeg Impfung kritt hunn, sollen och e Booster sechs Méint no dëser Impfung maachen.

Question 5201 (09.11.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **incidents avec des renards :**

An de leschten Deeg a Woche goufen am Raum Kielen e puer Leit vun engem Fuuss gebass. D'Verhale vum Fuuss respektiv de Fiiss gëtt vun der Naturverwaltung als „ongewéinlech" agestuuft. Gläichzäiteg seet d'Naturverwaltung awer, dass dat Verhalen och domat kéint zesummenhänken, dass Leit wëll Déiere géife fidderen - bewosst oder onbewosst.

Am Kader vun de beschriwwene Virfäll wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ëmweltministesch eng Lëscht mat alle Virfäll, bei deene Leit vun engem Fuuss gebass goufen, virleeën - opgeschlësselt no Zäitpunkt a Regioun?

2. Kann d'Madamm Ëmweltministesch d'Ausso vum Responsabele vun der Naturverwaltung mat Fakte beleeën, dass Leit wëll Déiere bewosst oder onbewosst fidderen?

3. Wa jo, wou goufen déi Fäll vu Fidderung enregistréiert? A mat wat goufen d'Fiiss gefiddert?

4. Wann net, op wat baséiert sech d'Naturverwaltung bei hiren Aussoe géintiwwer der Press?

5. Wéi eng allgemeng Recommandatioune gedenkt d'Madamm Ëmweltministesch via d'Naturverwaltung erauszeginn, fir de Problem mat de Fiiss an de Grëff ze kréien?

6. Wéi huet sech d'Populatioun vun de Fiiss zu Lëtzebuerg am Allgemengen an de leschten zéng Joer entwéckelt?

Réponse (09.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Follgend Fäll sinn der Naturverwaltung (ANF) bekannt: 2021 zu Kielen (3 x).

ad 2. Zu dësem Theema ginn et Studien, z. B. eng aus der Schwäiz, déi weist, datt bis zu 85 %[18] vun den Haushalter d'Fiiss bewosst oder onbewosst fidderen. Et gëtt kee Grond dovunner auszegoen, datt dëst zu Lëtzebuerg net änlech sollt sinn.

D'Verhale vu verschiddenen eenzele Fiiss ass just duerch Fidderen ze erklären. Ouni Nahrungsangebot gëtt et fir ee Fuuss wéineg Grond, sech an der Géigend vun Haiser opzehalen. Ouni direkt Fiddere quasi aus der Hand gëtt et fir e Fuuss kee Grond, sech ganz no u Mënschen erunzebeweegen. Dëst bedeit net zwangsleefeg, dass déi Leit, déi vun engem Fuuss erfouert goufen, oder am rezente Fall vu Kielen, gepëtzt goufen, och déi selwecht Leit sinn, déi de Fuuss gefiddert hunn.

ad 3. + 4. D'Naturverwaltung kritt reegelméisseg Meldunge per Telefon vu Bierger, déi sech iwwert hir Nopere bekloen, datt dës Fiiss oder Wäschbiere fidderen, meeschtens mat Hondsfudder oder Haushaltsreschter. Och Bildmaterial (Foto a Video) vu sou Fäll huet d'Naturverwaltung.

ad 5. Et gëtt kee generelle Problem mat de Fiiss. Bei de Virfäll zu Kielen handelt et sech ëm Virfäll mat engem Fuuss, mat engem eenzegen Individuum. Et wier falsch, vun engem eenzegen Individuum Réckschlëss ze zéien op ee ganze Bestand. Sou Generalisatioune si bei de Fiiss, genau esou ewéi bei de Mënschen, net opportun.

Fiiss notzen Dierfer a Stied, déi an hire Liewensraum an an hir Sträifgebidder gebaut ginn, eebe mat, esou wéi vill aner Déierenaarten och, z. B. bei de Mamendéieren den Igel, de Steemarder, Raten, etc., a bei de Vullen d'Märel, verschidde Meesenzorten, d'Routbrëschtchen, etc. Déi lokal Problemer, déi et mat Fiiss gëtt, si meeschtens mënschegemaacht. D'Naturverwaltung beréit d'Leit scho säit ganz laangem iwwert en ugepasstend Verhale vis-a-vis vu wëllen Déieren an den Uertschaften. Aus dësem Grond huet d'ANF Informatiounsbroschüren (z. B. iwwert de Fuuss, de Steemarder, Bilchen, etc.) ausgeschafft. Weiderhi kläert si reegelméisseg iwwert d'Fiddere vu wëllen Déieren op, a beréit déi concernéiert Bierger.

Dat wichtegst Element bei dëser Thematik ass, datt déi wëll Déieren net gefiddert ginn (bewosst oder onbewosst). Dobäi spillt d'Sensibiliséierung also eng entscheedend Roll. Heibäi ass awer och unzemierken, dass et gesetzlech verbueden ass, de Fuuss an de Wäschbier ze fidderen, well déi zwou Aarten op der Annex vum Juegdgesetz stinn, se deemno als Wëld klasséiert sinn, an den Artikel 11 vum Juegdgesetz seet: « Le nourrissage qui consiste dans l'apport d'une alimentation supplémentaire au gibier est interdit. »

ad 6. Vu datt keng Bestandsopnam virläit, ass et net méiglech, heizou eng Ausso ze maachen.

Question 5202 (09.11.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**introduction de frais de dossier à l'Université du Luxembourg :**

Le 25 octobre 2021, l'Université du Luxembourg a annoncé sur son site Internet l'introduction dès février 2022, de frais de dossier à hauteur de 50 € à charge des étudiant.e.s voulant soumettre leur demande d'admission dans un programme d'étude.

Selon la communication officielle de l'université, ces frais de dossier serviraient à « contribuer à l'administration des demandes d'admission [...] ». En échange de 50 €, l'université souhaite également « [...] assurer aux candidats une expérience d'admission positive ».

Les frais de dossier sont facturés pour chaque demande d'admission à un programme d'études pour l'année 2022-2023. Le nombre de demandes d'admission est limité à trois programmes. En cas de non-admission, les frais ne sont pas remboursés.

Bien que l'université précise que ces frais de dossier s'appliqueront à « tous les candidats étudiants », il existe de nombreuses exceptions, également mentionnées dans la communication officielle.

Partant, je voudrais par souci de clarté poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de l'introduction par l'Université du Luxembourg de frais de dossiers pour le traitement des demandes d'inscription ?

2) Existe-t-il actuellement un manque de ressources humaines ou autres moyens au niveau de l'administration universitaire pour la gestion des demandes d'inscription ?

3) Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

4) Monsieur le Ministre songe-t-il à d'autres moyens que les frais de dossier à charge des étudiant.e.s pour optimiser la gestion administrative des demandes d'inscription ?

5) Quelle part de la contribution financière de l'État dans l'intérêt de l'Université du Luxembourg est allouée au fonctionnement de l'administration de l'université ?

6) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer plus précisément les postes budgétaires de l'Université du Luxembourg vers lesquels la contribution de l'État a été allouée en indiquant également les montants respectifs ?

7) Monsieur le Ministre peut-il me dire à quel montant s'élèveraient les recettes générées par les frais de dossiers, selon les estimations de l'Université du Luxembourg ?

8) Monsieur le Ministre peut-il me préciser qui seront au final les élèves concernés par le paiement de frais de dossier ?

Réponse (09.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

À partir de l'année académique 2022-2023, l'Université du Luxembourg introduira des frais de dossier fixés à 50 euros par dossier d'admission. L'Université du Luxembourg a pris cette mesure administrative après consultation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de la délégation des étudiants de l'Université du Luxembourg ainsi que de l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL) et de l'Union nationale des étudiants du Luxembourg (UNEL).

Ces frais de dossiers seront facturés pour chaque demande d'admission à un programme d'études à partir de février 2022. De plus, aucun candidat ne pourra postuler à l'admission dans plus de trois programmes d'études de l'université (équivalents à des frais de dossiers de 150 euros au maximum).

Les étudiants dont la candidature sera acceptée et qui s'inscrivent dans un programme d'études verront les frais de dossier déduits de leurs frais d'inscription au premier semestre. Les frais de dossier ne seront pas remboursés si le dossier de candidature est rejeté.

Depuis l'introduction de l'inscription numérique au printemps 2021, l'université est confrontée à une forte augmentation du nombre de candidatures incomplètes ou multiples, qui à l'analyse se révèlent non éligibles. Ces demandes massives créent un retard de traitement pour le service d'admission.

À titre d'illustration, il faut noter que l'université inscrit chaque année environ 2.000 nouveaux étudiants en bachelor et en master. Pour l'année académique 2021-2022 seule, l'université a reçu environ 25.000 demandes d'admission pour les programmes de bachelor et master, dont quelque 15.000 étaient éligibles et environ 10.000 non éligibles. À l'instar de mesures similaires prises par de nombreuses autres universités, l'introduction de frais de dossier vise à limiter le nombre de candidatures non éligibles et à concentrer les efforts des services sur les candidatures éligibles et complètes ainsi que sur le processus d'inscription dans son ensemble. Cette mesure n'a donc pas été prise par manque de ressources. Elle a pour but d'améliorer la qualité et l'efficacité du processus d'admission. Aucune autre mesure n'est prévue à cet égard.

Comme expliqué précédemment, cette mesure est moins une question de coût que d'efficacité. Les candidatures sont traitées dans un premier temps par le Service des études et de la vie étudiante (SEVE), dont l'équipe d'admission comprend sept postes ETP (équivalent plein-temps). Puis, les dossiers sont traités dans les facultés par le personnel des différents programmes d'études, avant d'être évalués individuellement par les directeurs d'études ou des comités d'études. De nombreux services et de nombreux centres de coûts sont donc impliqués dans cette procédure pour laquelle il est difficile d'identifier un seul poste budgétaire et un montant précis.

Or, il est toutefois probable que le nombre de candidatures non éligibles diminuera considérablement. Les frais de dossier s'appliqueront à tous les candidats étudiants, quels que soient leur nationalité ou pays de résidence.

Les frais de dossier ne s'appliqueront pas aux étudiants qui progressent d'une année d'études à la suivante à l'intérieur de leur programme d'études. Ils ne s'appliqueront pas non plus aux candidats étudiants inscrits à l'université qui ont accompli leur programme d'études avec succès et qui souhaiteraient poursuivre leurs études à l'Université du Luxembourg (par exemple lors du passage d'un programme de bachelor à un programme de master).

Les frais de dossier ne s'appliqueront pas non plus aux études doctorales, ni aux formations complémentaires menant à des certificats, ni aux auditeurs libres. Seront également exempts de frais de dossier les étudiants ayant intégré l'Université du Luxembourg dans le cadre de conventions internationales avec des universités partenaires, ainsi que les étudiants en mobilité à l'Université du Luxembourg dans le cadre d'un programme Erasmus+.

Question 5203 (09.11.2021) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant les **incidents avec des renards :**

Nous constatons que les renards pénètrent de plus en plus les jardins et propriétés privés dans nos villages et villes. À Kehlen plusieurs personnes auraient même été mordues par un ou plusieurs renards.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Combien d'animaux (poules, lapins, veaux, agneaux etc.) ont été tués par les renards pendant les dernières cinq années ?

2) Quel est le dommage économique pour les agriculteurs et les éleveurs de petits animaux causé par les renards ?

3) Combien de renards ont été testés récemment dans le cadre de la surveillance des maladies animales ? Quelles maladies ont été détectées auprès de ces renards testés ? Quelle est notamment l'évolution de cas de maladie de Carré et d'échinococcose constatés chez les renards ?

4) Vu l'évolution récente, Madame et Monsieur les Ministres ne jugent-ils pas nécessaire de réguler à nouveau la population des renards ?

Réponse commune (09.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le nombre d'animaux tués par des renards est difficile à préciser, car la plupart des attaques par un renard surtout sur la volaille ne sont pas signalées.

Le nombre d'attaques de renards sur des animaux de rente qui ont été notifiées à l'Administration des services vétérinaires sont :

En 2016 : 3 veaux ;
En 2017 : 9 veaux, 3 agneaux et 1 volaille ;
En 2018 : 13 veaux ;
En 2019 : 4 veaux ;
En 2020 : 1 veau.

ad 2) Le montant du dommage économique est difficile à chiffrer puisqu'il n'y a pas d'information sur le nombre précis d'animaux (surtout concernant la volaille) qui ont été tués par un renard.

ad 3) Le Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État analyse une centaine de renards par an en vue de la surveillance des maladies animales surtout en ce qui concerne les zoonoses (maladies transmissibles à l'homme : rage, trichinose, échinococcose).

Le nombre de renards analysés en 2020 et 2021 (les analyses sont tributaires de la présence des tissus à analyser et de leur état) sont :

2020 :

- 79 cadavres de renards ont été déposés au laboratoire, 5 cadavres étaient inutilisables
- 67 renards analysés pour la rage, tous négatifs
- 69 renards analysés pour la trichinose, tous négatifs
- 68 renards analysés pour l'échinococcose, 12 positifs (17,6 %)

2021 :

- 102 cadavres de renards ont été acheminés au laboratoire
- 96 renards analysés pour la rage, tous négatifs
- 98 renards analysés pour la trichinose, tous négatifs
- 97 renards analysés pour l'échinococcose, 21 positifs (21,6 %).

En plus des trois zoonoses, 56 cadavres ont été analysés pour la maladie de Carré et 34 analyses étaient positives, ce qui constitue un pourcentage de 60 %.

L'évolution de la prévalence du ténia du renard se fait depuis des années avec des fluctuations naturelles, avec une tendance à augmentation malgré la chasse au renard jusqu'à l'année cynégétique 2014-2015, tel qu'on peut le voir dans le graphique suivant :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) Une étude menée autour de l'agglomération nancéienne publiée fin 2017 dans la revue scientifique internationale « Preventive Veterinary Medicine » a montré 1. que le tir intensif de renards sur trois ans n'a pas eu d'impact mesurable sur la densité de l'espèce, ce qui s'explique en partie par la déstructuration de la population et une meilleure survie des jeunes au vu des territoires libérés par le tir, et 2. qu'avec une augmentation du tir de renards, on observe également une augmentation de la prévalence du ténia du renard, parasite responsable de l'échinococcose, qui peux s'expliquer par un pourcentage plus élevé de jeunes renards dans la population, qui eux sont plus susceptibles d'être contaminés le parasite.

Vu les connaissances scientifiques actuelles, montrant que la chasse au renard n'a pas d'effet régulateur sur la densité de l'espèce et semble même contreproductive en relation avec la prévalence du parasite, la chasse au renard est fortement à déconseiller.

Question 5205 (10.11.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **maison « Max Goergen » à Wilwerwiltz :**

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3784 vum 5. Mäerz 2021 huet d'Regierung mir preziséiert (Ministère vun der Educatioun a Jugend, de Finanzen, der Kultur an den ëffentleche Bauten), datt si eventuell gewëllt wier, préiwen ze loossen, ob een d'Max Goergen Haus zu Wëlwerwolz fir Wunnzwecker notze kéint.

An deem Kader wollt ech dem Här Wunnengsbauminister follgend Froe stellen:

[18] Contesse, P., Hegglin, D., Gloor, S., Bontadina, F. & Deplazes, P. (2004). The diet of urban foxes (Vulpes vulpes) and the availability of anthropogenic food in the city of Zurich, Switzerland. Mammalian Biology, 69 (2), 81-95.

- Ass den Här Minister scho mat enger eventueller neier Affektatioun vum Max Goergen Haus zu Wëlwerwolz befaasst ginn?

- Wa jo, wat fir een Acteur huet den Här Minister mat enger Demande oder souguer engem konkreete Projet befaasst?

- Wier et denkbar, datt een dëst Haus notze kéint, fir et jonke Leit zur Verfügung ze stellen, déi op der Sich no enger bezuelbarer Wunneng sinn?

- Gouf et och scho Gespréicher mat der Gemeng Kiischpelt an dësem Kontext?

Réponse (10.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Bis elo ass de Wunnengsbauminister nach net mat enger Affektatioun befaasst ginn.

Question 5206 (10.11.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **reclassement de zones de sports et de loisirs pour y installer des « Tiny Houses » :**

An hirer gemeinsamer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5089 zum Sujet Tiny Houses hunn d'Madamm Inneministesch an den Här Wunnengsbauminister preziséiert, dass generell e Reklassement vu Parzellen ënnert verschiddene Konditiounen u sech ëmmer méiglech wier, sou z. B. dann och d'Ëmklasséiere vun enger „zone de sports et de loisirs - camping [REC-CA]" an eng „zone d'habitation 1 [HAB-1]", wou een dann och Tiny Houses kéint opriichten. Bei enger Parzell an der Gréngzon kéimen awer nach eng Rei zousätzlech Ufuerderungen derbäi, zum Beispill déi noutwendeg Ëmweltstudien an den Accord vum Ëmweltministère.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister stellen:

1. Musse fir eng Ëmklasséierung vun enger „zone de sports et de loisirs - camping [REC-CA]", déi wäit ausserhalb vum Bauperimeter läit, mee wou all néideg Infrastrukture wéi Waasser, Stroum, Ofwaasserkanal etc disponibel sinn, spezifesch Ëmweltstudien duerchgefouert ginn oder kann dës Zon ouni Weideres an eng „zone d'habitation 1 [HAB-1]" ëmklasséiert ginn?

2. Wann Ëmweltstudië bei enger Ëmklasséierung vun enger „zone de sports et de loisirs - camping [REC-CA]", déi wäit ausserhalb vum Bauperimeter läit, an eng „zone d'habitation 1 [HAB-1]" néideg sinn, welch Ëmweltstudië wieren heifir erfuerderlech?

Réponse (13.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Eng Ëmklasséierung vun enger REC-CA an eng HAB-1 fält als eng Ännerung vun engem Flächennotzungsplang (PAG) ënnert den Artikel 2.3 vum modifizéierte Gesetz vum 22. Mee 2008 iwwert d'Bewäertung vun den Auswierkunge vu bestëmmte Pläng a Programmer op d'Ëmwelt (Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement).

An deem Fall ass vun der Gemeng ze préiwen an ze argumentéieren, ob et sech ëm eng „modification mineure" oder ëm eng „utilisation de petites zones au niveau local" handelt, duerch déi keng considerabel Auswierkungen op d'Ëmwelt ze erwaarde sinn. De Minister fir Ëmwelt gëtt dozou ëm säin Avis gefrot. Et ass also eng Fall-zu-Fall-Entscheedung an dofir kann och keng pauschal Äntwert op d'Fro zu der Noutwendegkeet vun enger strateegescher Ëmweltpréiwung am Fall vun enger Ëmklasséierung vun enger REC-CA an eng HAB-1 geliwwert ginn.

ad 2. Falls eng strateegesch Ëmweltpréiwung fir dat genannte Beispill néideg ass, sinn a Form vun engem Ëmweltbericht déi Inhalter ze liwweren, wéi se am Artikel 5 vum genannte Gesetz definéiert sinn. Ob fir d'Erstelle vum Ëmweltbericht spezifesch Etüde fir eng verdéiften Analys vu bestëmmte Sujeten noutwendeg sinn, gëtt an engem spezifeschen Avis nom Artikel 6.3 vum modifizéierte Gesetz vum 22. Mee 2008 festgeluecht.

Question 5208 (11.11.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**installation d'un appareil IRM :**

Un élu de la circonscription vient d'annoncer sur les réseaux sociaux la livraison d'un appareil IRM dans la commune de Grevenmacher en informant que cet appareil sera opérationnel début 2022.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelle est la structure qui accueillera l'IRM en question ?

2) La loi hospitalière définissant notamment les conditions de l'installation de matériel lourd dans les structures médicales est-elle respectée le cas échéant ?

3) Étant donné qu'aucune nomenclature n'existe actuellement pour les actes d'IRM en milieu extrahospitalier, selon quels tarifs médicaux les actes seront-ils facturés ?

4) Le personnel (ATM et autres) qui est amené à travailler dans cette nouvelle structure sera-t-il engagé sous le statut de la convention collective de travail des hôpitaux (CCT FHL) ?

5) L'installation en milieu extrahospitalier d'un appareil IRM nécessite-t-elle une autorisation ministérielle, voire l'accord de la Commission permanente du secteur hospitalier ? Un tel accord a-t-il le cas échéant été donné par ladite commission ?

6) Quels sont les critères qui doivent actuellement être respectés pour l'installation d'IRM en milieu extrahospitalier ?

7) Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le matériel d'imagerie médicale lourd devrait être installé selon un concept général prenant en compte aussi bien les besoins de la population que la répartition géographique ?

8) Une analyse des besoins a-t-elle été réalisée ou est-elle prévue sur le territoire national afin d'utiliser d'une façon efficiente les ressources disponibles et de promouvoir la qualité des soins ainsi que l'accès équitable de tous les citoyen*nes à une prise en charge de qualité ?

Réponse commune (16.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Le Ministère de la Santé a émis en date du 7 octobre 2021 une autorisation en matière de radioprotection à l'attention du G.I.E. Centre Médical Potaschberg pour la mise en œuvre des pratiques visant l'utilisation de générateurs de rayons X, l'exposition à des fins médicales suivant les spécifications et finalités décrites dans la liste des générateurs de rayons X autorisés.

En effet, une IRM ne tombe pas sous la législation en matière de radioprotection, car la technologie à la base de l'IRM n'utilise pas de source de rayonnements ionisants. Toutefois, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a émis, dans le cadre des dispositions en matière d'établissements classés pour la partie qui relève de ses compétences et de celles de l'Inspection du travail et des mines, une autorisation Commodo pour l'IRM puisqu'il s'agit d'une installation émettrice d'ondes électromagnétiques.

Cette autorisation Commodo pour l'IRM a été accordée au G.I.E. Centre Médical Potaschberg.

D'après l'article 2 du règlement grand-ducal du 12 juin 2004 fixant les normes pour un service d'imagerie médicale travaillant avec un tomographe à résonance magnétique nucléaire, l'IRM est à installer dans un service d'imagerie médicale au sens de la loi hospitalière.

Étant donné que le G.I.E. Potaschberg n'est pas un établissement hospitalier au sens de l'article 1er de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, il ne saurait remplir les conditions d'installation prévues au règlement grand-ducal du 12 juin 2004 précité.

En milieu extrahospitalier, une IRM n'est pas autorisable, faute de base légale.

C'est également la raison pour laquelle un financement couvrant les frais de l'infrastructure, de l'équipement et du personnel d'une IRM fait défaut, la nomenclature des actes et services des médecins ne prévoyant que les tarifs couvrant l'acte intellectuel du médecin. Il s'agit des positions 8E61 à 8E66 selon la partie du corps visé. Les tarifs afférents s'élèvent à 162,90 €.

Le statut du personnel qui sera engagé par cette nouvelle structure dépend du statut de la structure. L'art. 2 point B de la CCT FHL stipule que :

« La présente convention collective de travail règle les conditions de travail et de rémunération de tous les salariés sous contrat de travail dans :

1. Un établissement ou partie d'établissement luxembourgeois ou étranger qui relève du champ d'application de la loi du 8 mars relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, tel que défini par l'article 1er de ladite loi.

2. Ne font pas partie du champ d'application de la présente convention les salariés tombant sous le champ de la "Convention collective de travail des salariés du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains" aussi longtemps que lesdits salariés tombent sous ce champ d'application.

3. Un établissement ou partie d'établissement luxembourgeois ou étranger membre de la "Fédération des hôpitaux luxembourgeois ASBL" (FHL).

4. Les dispositions de la présente convention collective de travail seront d'application automatique également pour les établissements qui rejoindront la Fédération des hôpitaux luxembourgeois après signatures.

[…]

Une entité de droit luxembourgeois ou étranger, quelle que soit sa forme juridique, correspondant à un objectif de mutualisation de ressources au sein d'une structure, ayant comme objet social exclusivement une mission de prestations médicales, de prestations de soins ou de prestations de services hospitaliers pour un ou plusieurs établissements hospitaliers tombant sous le champ d'application de la loi sur les établissements hospitaliers. Les dispositions de la présente convention collective de travail sont également d'application pour le personnel de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois ASBL. »

Selon le statut de la structure, le cadre juridique s'appliquant au personnel salarié est également susceptible de varier, sous réserve toutefois de l'autonomie des parties signataires de la convention.

Suite aux discussions menées au Gesondheetsdësch, une proposition d'organisation nationale d'une prise en charge de certains soins ambulatoires dans le contexte de diagnostics non invasifs (imagerie) sur des sites dédiés est en cours d'élaboration. Cette proposition prend en compte les besoins de la population en termes d'accès équitable à une prise en charge de qualité, tout en veillant à une répartition géographique adéquate.

Question 5209 (11.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **travail forcé des ouïghours :**

D'chineesesch Provënz Xinjiang ass ee vun de Siidlungsschwéierpunkte vum Vollek vun den Uiguren. Dës Provënz ass och fir hire Bamwoll-Ubau bekannt an de Verdacht steet am Raum, dass d'Uigure vun de chineeseschen Autoritéiten zu Zwangsaarbecht op de Bamwollfelder gezwonge ginn, wouwéinst Marke wéi H&M, virun e puer Méint decidéiert hunn, keng Bamwoll méi aus dëser Provënz ze kafen. Deeler vun der Esquel Group, engem vun de gréissten Textillhiersteller op der Welt, goufe wéinst de selwechte Virwërf vun den USA op eng schwaarz Lëscht gesat. Dëse Grupp beliwwert ënnert anerem Marke wéi Hugo Boss, an och Lidl steet wéinst Filialen an der Regioun an der Kritik.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. De Minister huet an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3509 erkläert, dass d'Regierung d'Entwécklungen an der Provënz Xinjiang géif genee suivéieren an thematiséieren. Wéi an a wat fir engem Kader huet Lëtzebuerg dëse Sujet dëst Joer thematiséiert?

2. Hat Decisioun vun den USA, fir verschidden Textillhiersteller op eng schwaarz Lëscht ze setzen, bis elo een Afloss op Lëtzebuerg? Falls jo, wéi een Impakt hat dës Decisioun fir d'Importquantitéiten aus dëser Regioun?

3. Ass de Minister der Meenung, dass dëse Fall ee weidert Beispill ass, dat weist, firwat d'EU a Lëtzebuerg e Liwwerkettegesetz brauchen? Wou ass dësen Dossier am Moment an der EU drun?

4. De Minister hat am Kader vun der Aktualitéitsstonn iwwert d'Pegasus-Software erkläert, dass Lëtzebuerg selwer géif aktiv ginn, falls d'EU-Memberstaate sech net op en Text fir ee Liwwerkettegesetz eenegen an d'Prozedur op EU-Niveau net weiderkënnt. Hie sot och, dass een net nach zwee Joer kéint waarden, ouni dass eppes geschitt. Wéi vill Zäit wäert de Minister den EU-Autoritéiten nach araumen, fir esou eng Direktiv op de Wee ze brénge?

Réponse commune (13.12.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3509 uginn, mécht d'Regierung hir Suerg ëm de Respekt vun de Mënscherechter, ënner anerem am Xinjiang, reegelméisseg an de bilaterale Kontakter mat de chineeseschen Autoritéite kloer. Dëst Joer ass de Sujet zum Beispill an engem Telefonsgespréich tëscht dem Ausseminister Jean Asselborn a sengem chineeseschen Homolog, dem Här Wang Yi, den 9. Mäerz 2021, souwéi bei engem Gespréich vum Minister Asselborn mat der chineesescher Ambassadrice de 25. Mäerz 2021, a bei enger Entrevue vum Aussen- an Europaminister Jean Asselborn mam spezielle Vertrieder fir Europäesch Ugeleeënheete vun der chineesescher Regierung, dem Wu Hongbo, de 24. November 2021, thematiséiert ginn. An dëse Kontexter gouf och op d'Wichtegkeet vun enger Visitt vun der Héijer Kommissärin vun der UNO fir d'Mënscherechter am Xinjiang higewisen.

Lëtzebuerg engagéiert sech och am multilaterale Kader, sief et am Kader vun den Aarbechte vum Mënscherechtsrot zu Genève oder vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen zu New York, fir op de beonrouegenden Ëmgang mat de Minoritéiten opmierksam ze maachen an eis Meenung kloer ze soen, zesumme mat gläichgesënnte Länner. An der 46. Sessioun vum UNO-Mënscherechtsrot am Februar 2021 huet den Aussen- an Europaminister Jean Asselborn seng Suerg iwwer d'Diskriminéierung vun den Uiguren an d'Fro vun der Zwangsaarbecht am Xinjiang kloergemaach. Am Mäerz 2021 huet de lëtzebuergeschen Ambassadeur itinérant fir d'Mënscherechter zesumme mat néng aneren europäesche Mënscherechtsambassadeuren zur Gewalt géint uiguresch Fraen a China Stellung geholl. Am Juni huet Lëtzebuerg sech enger gemeinsamer transregionaler Deklaratioun iwwer de Xinjiang ugeschloss, déi am Kader vun der 47. Sessioun vum UNO-Mënscherechtsrot vu Kanada am Numm vu 44 UNO-Memberstaate presentéiert gouf. Am Hierscht huet Lëtzebuerg an der drëtter Kommissioun vun der UNO-Generalversammlung eng weider gemeinsam transregional Deklaratioun iwwer d'Situatioun am Xinjiang matgedroen.

ad 2. Unhand vun den aktuelle Statistike léisst sech keen Impakt vun dësen amerikanesche Mesuren op Lëtzebuerg ofliesen.

ad 3. Lëtzebuerg war eent vun den éischte Länner, déi sech op europäeschem Niveau fir en europäeschen Text, deen eng Suergfaltsflicht fir Entreprisë virgesäit, agesat hunn. Den europäesche Kommissär fir d'Justiz Didier Reynders, deem seng Servicer den Ament zesumme mat deene vum Kommissär fir de Bannemaart Thierry Breton eng Direktiv ausschaffen, huet bei senger Visitt an der Chamber, de 15. November 2021, ënnerstrach, datt versicht gëtt, den Text sou séier wéi méiglech virzestellen.

ad 4. Op nationalem Niveau gouf en interministerielle Comité ënnert der Koordinatioun vum Ausseministère geschaaft, fir d'Haaptfroen iwwert eng méiglech gesetzlech Verankerung vun enger Suergfaltsflicht a Saache Mënscherechter fir Entreprisen zu Lëtzebuerg ze analyséieren an der Regierung e Rapport ze maachen. D'Resultat vun dëser Aarbecht soll et erméiglechen, Bausteng fir e Gesetzestext auszeschaffen. Bis dohinner läit idealerweis och eng Propositioun vun der Kommissioun fir en europäeschen Text um Dësch a mir kënnen dann, op Basis vun der Viraarbecht, déi scho geleescht gouf, wärend de Verhandlunge mat den anere Staate sécherstellen, dass en zukünftegen EU-Text eise Punkte Rechnung dréit an den Niveau vun Ambitioun kritt, dee mir eis wënschen.

D'Kommissioun huet annoncéiert, deemnächst eng Direktiv ze presentéieren. Sollt et net esou virugoen, wéi mir dat hoffen, géif d'Basis bestoen, fir en eegenen nationale Wee ze goen.

Question urgente 5845 (02.03.2022) de **Mmes Djuna Bernard** et **Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **dispositif d'accueil des personnes fuyant la guerre en Ukraine :**

Dans le contexte de la crise migratoire de 2015, le Gouvernement luxembourgeois a mis en place un plan d'urgence d'accueil pour répondre aux besoins urgents du terrain suite à l'arrivée d'un grand nombre de demandeurs de protection internationale au Luxembourg.

Face au conflit en Ukraine - conflit qui « pourrait pousser jusqu'à cinq millions de personnes à fuir au-delà des frontières ukrainiennes » selon une porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés -, il semble essentiel que le Gouvernement prépare l'arrivée possible d'un grand nombre de personnes venant d'Ukraine.

Notons que les ministres de l'Intérieur de l'UE ont souligné lors de leurs discussions le 27 février que l'Europe devra se préparer à une crise humanitaire de proportions « historiques ».

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Le Gouvernement estime-t-il qu'il sera nécessaire de mettre en place un nouveau plan d'urgence d'accueil à l'image de celui activé en 2015 ?

2) L'actuelle capacité d'accueil dans les structures d'hébergement existantes (structures de primo-accueil et structures d'hébergement temporaire) est-elle suffisante pour faire face à un éventuel afflux de personnes au Luxembourg ? Dans la négative, quelles mesures le Gouvernement a-t-il d'ores et déjà pris ou entend-il prendre à court terme pour accroître les capacités d'accueil ?

3) Au vu des événements en Ukraine, combien de communes ont déjà manifesté leur intérêt à soutenir l'État dans l'accueil et l'hébergement des nouveaux arrivants à court terme ? Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin d'encourager plus de communes à mettre à disposition de l'État des bâtiments ou terrains pour l'hébergement des personnes précitées dans un futur proche ?

4) Comment le Gouvernement se prépare-t-il pour anticiper le besoin en personnel additionnel pour le traitement des demandes et l'encadrement dans les structures d'hébergement ?

5) Le Gouvernement entend-il mettre en place un organe de coordination pour anticiper la demande de la population ou d'organisations luxembourgeoises voulant soutenir les personnes ayant fui l'Ukraine (p. ex. offres de volontariat, d'hébergement, de dons matériels, etc.) ?

Réponse commune (08.03.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Le réseau d'hébergement pour demandeurs de protection internationale géré par l'Office national de l'accueil (ONA), englobant un peu plus de 4.000 lits au total, est actuellement à saturation complète, avec toutes les structures d'hébergement d'urgence et de réserve disponibles activées et remplies. Tout accueil de personnes déplacées ne peut être réalisé qu'à travers la création de nouvelles places d'hébergement. C'est pourquoi le Gouvernement a mis en place un centre de primo-accueil de 200 lits pour héberger des personnes fuyant la guerre en Ukraine pendant les premiers jours. Ce centre d'accueil d'urgence, ouvert 24h/24, 7j/7, est situé à la SHUK (Structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg) à Luxembourg-ville. S'y ajoute un bâtiment de la structure d'hébergement d'urgence multifonctionnelle du Findel, disposant d'une quarantaine de lits, qui a été mis à disposition en urgence par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Les services responsables sont en train d'étendre les capacités d'hébergement pour l'accueil des nouveaux arrivants sur plusieurs sites sur le territoire luxembourgeois. Le Gouvernement continue de travailler sans cesse à la prospection et à l'identification d'immeubles et/ou de terrains qui se prêtent à la mise en place de structures d'hébergement durables, en collaboration avec les communes. Une analyse des hébergements disponibles à court terme (hôtels, auberges de jeunesse, etc.) est en cours.

En date du 1er mars 2022, la Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Immigration et de l'Asile, ensemble avec le président du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol), ont lancé un appel aux communes pour la mise à disposition d'immeubles et/ou de terrains. Plusieurs communes se sont manifestées depuis cet appel. L'ONA est en train d'analyser lesdites offres.

Le personnel des ministères et administrations concernés est pleinement mobilisé pour l'accueil et l'encadrement des personnes fuyant la guerre en Ukraine. Le Conseil de Gouvernement a par ailleurs déjà marqué son accord de principe pour des renforts temporaires, si ceux-ci s'avéraient nécessaires.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes a été désigné autorité de coordination interministérielle pour l'accueil des personnes fuyant l'Ukraine. Pour ce qui est des offres d'assistance de la part de la population ou d'organisations luxembourgeoises, une hotline, gérée par Caritas et la Croix-Rouge luxembourgeoise avec le soutien du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, a été mise en place.

L'assistance consulaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes est disponible pour toute question consulaire en rapport avec les personnes essayant de quitter l'Ukraine ou se trouvant en transit depuis l'Ukraine. Il est renvoyé dans ce contexte au communiqué intitulé „Accueil de personnes fuyant la guerre en Ukraine" diffusé par le Ministère des Affaires étrangères et européennes en date du 3 mars 2022, renseignant également sur les procédures en matière d'introduction d'une demande de protection temporaire par les personnes déplacées en provenance d'Ukraine ou, le cas échéant, d'une autre voie de régularisation de leur séjour au Grand-Duché.

Question urgente 5848 (02.03.2022) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant les **sanctions envers les oligarques russes :**

Suite à l'invasion russe en Ukraine, l'Union européenne a mis en place des sanctions économiques sévères à l'égard de la Russie.

En plus des sanctions économiques à l'égard de l'économie russe, l'UE s'est aussi mise d'accord sur des sanctions visant l'entourage du Président Vladimir Poutine et les oligarques. Ainsi, 26 personnes proches du Président de la Fédération de Russie ont récemment été ajoutées à la liste de personnes sujettes à des mesures restrictives dont notamment le gel des avoirs et une interdiction de voyager dans l'UE.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Premier Ministre :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'informations sur le nombre d'oligarques russes résidents ou qui ont des activités récurrentes au Luxembourg ?

2) Dans quelle mesure et par quels moyens le Gouvernement coopère-t-il avec les autres États membres de l'UE afin d'assurer une bonne mise en œuvre des sanctions à l'égard des oligarques visés ?

3) Quels sont les moyens à disposition du Gouvernement pour sanctionner davantage les oligarques présents au Luxembourg ? Le cas échéant, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend mettre en œuvre en cette matière ?

Réponse commune (09.03.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Les autorités luxembourgeoises n'ont pas de listes recoupant ou combinant les données dont elles disposent ou pourraient disposer, telles que la nationalité, le revenu ou encore d'éventuels liens avec l'étranger ou avec des gouvernements étrangers, sur les personnes physiques résidentes ou actives sur le territoire luxembourgeois. Des recherches dans certains registres tels que celui sur les bénéficiaires effectifs sont possibles dans le respect du cadre prévu par la loi.

ad 2) Le Gouvernement accorde la plus grande importance à une mise en œuvre efficace et cohérente des sanctions européennes dans l'ensemble du marché unique ainsi qu'à la plus grande sécurité juridique possible pour les opérateurs. À cet effet, le Gouvernement coopère étroitement avec les autres États membres de l'UE en suivant les procédures européennes et nationales en vigueur.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, en charge de la coordination de la mise en œuvre des sanctions, ainsi que le Ministère des Finances et les autorités compétentes luxembourgeoises en charge de la mise en œuvre des sanctions, sont en contact permanent avec les services de la Commission européenne et plus ponctuellement avec certains États membres pour guider les opérateurs luxembourgeois dans la mise en œuvre des sanctions, avec pour objectif que cette mise en œuvre soit pleinement conforme aux objectifs poursuivis par le législateur européen.

ad 3) Les décisions prévoyant l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers ou les décisions prévoyant un cadre de mesures restrictives à l'encontre de personnes physiques ou morales, de groupes ou d'entités non étatiques sont prises au niveau de l'Union européenne, dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune. Le Gouvernement reste très attaché à une mise en œuvre cohérente et uniforme des sanctions décidées par l'Union européenne, qui témoignent de l'unité de l'UE face à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine.

Question urgente 5850 (02.03.2022) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **cyberattaques sur des infrastructures critiques :**

An de Moiesstonne vum 24. Februar koum et an Däitschland bei ronn 3.000 Wandrieder zum Ausfall vun der Fernsteierung, déi duerch eng Stéierung am Satellittennetzwierk verursaacht ginn ass. De Bedreiwer vun de Satellittennetzwierker no, sinn dës Stéierungen op Cyberattacken op d'Buedeminfrastruktur zeréckzeféieren.

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister an un den Här Verdeedegungsminister stellen:

1. Ass d'Regierung au courant vun den uewe genannten Evenementer an Däitschland?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass déi kritesch Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg genuch géint eventuell Cyberattacke geschützt sinn?

3. Wéi steet et der Regierung no ëm d'Sécherheet vun de Satellittennetzwierker vum Satellittebedreiwer SES?

4. Sinn der Regierung rezent Cyberattacken op d'Satellittennetzwierk vun der SES bekannt?

5. Wéi gedenkt d'Regierung der SES ze hëllefe fir zukünfteg Cyberattacken ofzewieren?

6. Ugesiichts der Tatsaach, dass wéinst den aktuellen Animositéiten tëschent Russland an der NATO verstäerkt mat russesche Cyberattacken ze rechnen ass, wat sinn national, europäesch oder transatlantesch Ustrengunge fir Entreprisen an aner kritesch Infrastrukture géint Cyberattacken ze schützen?

Réponse commune (07.03.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Der Regierung ass bekannt, dass den europäesche Reseau vum Satellittebedreiwer Viasat Europe Limited zanter dem 24. Februar deelweis gestéiert ass. Dës Stéierung vum Satellittenetzwierk huet, ënner anerem, och zum Ausfall um Niveau vun der Iwwerwaachung respektiv Fernsteierung vun de Wandrieder vun der Firma Enercon GmbH an Europa gefouert. Och Wandrieder vun der Lëtzebuerger Firma Soler si betraff. No den Informatioune vum Bedreiwer vun de Wandrieder ass dës Situatioun awer net direkt kritesch fir de Fonctionnement, well d'Wandrierder och ouni Satellitteverbindung bedriwwe kënne ginn.

ad 2. D'Regierung huet besonnesch am Kader vun der Ëmsetzung vun der nationaler Cybersécherheetsstrategie eng Rei vun Initiative geholl, fir eis national kritesch Infrastrukturen op nationalem Niveau géint Cyberattacken ze schützen, respektiv fir d'Bedreiwer vu kriteschen Infrastrukturen am Beräich Cybersécherheet ze ënnerstëtzen. Speziell am jëtzege Kontext kéint den nationalen DDoS Scrubbing Center, deen am Fall vun enger gréisserer DDoS Attack géif aktivéiert ginn, vu gréisster Wichtegkeet ginn. Iwwer 30 kritesch Infrastrukturen a wichteg Betriber kënnen haut schonn am Noutfall vun deem Schutz profitéieren.

D'modifizéiert Gesetz vum 23. Juli 2016 iwwert den Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) gesäit vir, dass de Bedreiwer vun enger kritescher Infrastruktur e „Plan de sécurité et de continuité (PSCA)" opstelle muss. Dëse Plang, deen ënnert der Responsabilitéit vum Operateur opgestallt gëtt, soll op Basis vun enger Risikoanalys d'Moossname fir de Schutz, d'Kontinuitéit, d'Resilienz an de Krisemanagement vun der kritescher Infrastruktur definéieren. Den HCPN kann de Bedreiwer an deem Kontext Recommandatiounen zoukomme loossen. Et ass awer de Bedreiwer hir Verantwortung fir ze decidéieren, wéi eng Moossnamen ëmgesat gi fir d'Sécherheet vun der kritescher Infrastruktur ze assuréieren.

Allgemeng ass d'Appreciatioun déi, dass d'Bedreiwer vu kriteschen Infrastrukture gutt opgestallt sinn am Beräich vun der Cybersécherheet, fir a Friddenszäiten hir Servicer adequat kënnen ze assuréieren.

Mat dem Ausbrieche vum Krich an der Ukrain huet sech d'Sécherheetslag an Europa awer fundamental geännert, esou dass och zu Lëtzebuerg d'Cybersécherheetsdispositiver un déi nei Situatioun ugepasst ginn (cf. lescht Fro).

ad 3. D'SES als eegestänneg kommerziell Firma hëlt hir Responsabilitéit iwwert Sécherheetsfroen op operationellem Niveau. Fir relevant Informatiounen an Decisioune gëtt de Verwaltungrot - an deem de Staat och vertrueden ass - informéiert an involvéiert, esou wéi dat bei private Firme virgesinn ass. D'SES ass sech de Risike grad an dësem Moment absolutt bewosst an hëlt esou wäit wéi méiglech Precautiounen.

ad 4. Wéi all aner gréisser Entreprise ginn et ëmmer erëm Cyberattacken - och an Netkrisenzäiten. A ganz eenzelne Fäll kann een net ausschléissen, dass déi net komplett vun Ufank un ofgewiert kënne ginn. Duerch d'Moossnamen, déi en place sinn, gouf et awer bis elo keen Impakt vun esou Attacken - wa Problemer optriede géifen, ginn déi generell ganz séier erkannt, isoléiert an ouni Schued geléist.

ad 5. D'SES ka wéi all aner Firma zu Lëtzebuerg vun den sëllege Servicer am Beräich Cybersécherheet profitéieren, déi notamment vu Securitymadein.lu proposéiert ginn. Och am Beräich vun der Ofwier vu gréisseren DDoS Attacke géint d'Infrastrukture vun der SES zu Lëtzebuerg schafft d'Regierung mat der SES zesummen.

ad 6. Déi national Cybersécherheetsautoritéite sinn agebonnen an den internationale Netzwierker fir Cybersécherheet vun der Europäescher Unioun, der NATO an anere weltwäit agéierenden Organisatiounen. Si stinn am Moment an engem permanenten Austausch mat dësen Netzwierker an halen d'Evolutioun vun der Situatioun genee am A.

Aktuell musse mer vun engem erhéichten Niveau vun der Menace ausgoen. Et ass allerdéngs zu dësem Moment keng akut Bedroung vun der Cybersécherheet a Lëtzebuerg ze erkennen.

Op nationalem Niveau ass d'„Cellule d'évaluation du risque cybernétique - CERC" aberuff ginn, fir déi aktuell Situatioun vun der Menace zu Lëtzebuerg ze suivéieren a gegeebenefalls zousätzlech Moossnamen ze ergräifen.

De GovCert huet d'Bedreiwer vu kriteschen Infrastrukture kontaktéiert, fir se op den erhéichten Niveau vun der Menace opmierksam ze maachen. Si kruten zousätzlech Recommandatioune matgedeelt an un d'Häerz geluecht, hir Systemer besonnesch aktiv ze iwwerwaachen an all Anomalie direkt ze mellen.

Et sief nach drop higewisen, dass Lëtzebuerg am Fall vun enger massiver Cyberattack géint eist Land kéint, am Kader vum Kooperatiounsaccord mat der NATO, Appell un d'Ënnerstëtzung vun der NATO maachen.

Den ILR huet d'Operateure vun essenzielle Servicer genau wéi vun Telekomsbetrieber ëm ee reegelméissege Reporting vun Opfällegkeeten am Cyberdomaine gebieden, dat fir een enke Suivi vun der Situatioun ze maachen an, fir de Fall vun Anomalien, esou séier wéi méiglech kënnen ze reagéieren.

Do dernieft ginn d'Operateuren iwwert déi rezent Entwécklunge vu Cyberincidente mat Hëllef vun engem wëchentleche Rapport vun der ENISA informéiert, a se kréien d'bonnes pratiques an der Cybersécherheet ausgedeelt.

Am Kader vun dem Gesetz iwwert d'Sécherheet vun de Reseauen an informatesche Systemer ass ee Suivi vun den nationalen Autoritéite virgesinn, fir déi strukturell an technesch Moossnamen, déi déi betraffen Operateuren ergräifen, nozekucken an eventuell Lacunne festzestellen.

Och am Kader vun der Cyberdefensestrategie, déi am Aklang mat der nationaler Cybersécherheetsstrategie geschriwwe gouf, hu kritesch Infrastrukture Méiglechkeeten, fir sech beschtméiglech op Cyberattacken ze preparéieren an ze schützen (z. B. mat Weiderbildungen, Exercicen, Kooperatiounen an Austausch tëschent Experten asw.).

Op transatlanteschem/NATO-Niveau goufen och eng Rei Moossname getraff, déi déi kritesch Infrastrukture vun den Alliéierte mat ofdecken. Esou zum Beispill den „NATO Cyber Defence Pledge", wou d'NATO-Memberlänner versprach hunn, eng Rei Moossnamen ëmzesetzen, déi d'Cybersécherheet vum Land a senge kriteschen Infrastrukture verbessert. D'NATO evaluéiert all Joer, wat d'NATO-Memberlänner an engem Joer ëmgesat hunn. Des Weidere gëtt et och um Niveau vun der NATO d'Méiglechkeet, sech mat anere Länner zu verschiddenen Themen auszetauschen, esou zum Beispill iwwert den NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence (CCDCOE), an deem och Lëtzebuerg Member ass.

Question urgente 5855 (02.03.2022) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **accusations contre Frontex :**

Laut dem Spiegel huet déi Europäesch Behörd fir Bedruchsbekämpfung (OLAF) schwéier Virwërf géint d'Spëtzepersonal vun der EU-Grenzschutzagentur Frontex erhuewen. Esou sollen dräi Leit aus der Frontex-Féierung géint EU-Regularitéite verstouss hunn, wouropshin OLAF dem Verwaltungsrot vu Frontex un d'Häerz geluecht huet Disziplinarmoossnamen ze ergräifen. De 7. Mäerz soll dëse Rot, wou Lëtzebuerg och e Vertrieder stellt, sech zesummesetzen an et zu enger Decisioun kommen. Bei dem Virworf geet et ëm déi bekannten an illegal Pushback-Aktiounen an der griichescher Ägäis, wou Flüchtlinge systematesch vu griichesche Grenzschützer op d'Mier zeréckgeschleppt ginn. Bei dësen Aktioune ware Frontex-Agenten zumindest indirekt dra verwéckelt, soudass de Frontex-Chef Leggeri versicht huet laut dem Spiegel ze „vertuschen", souwéi behaapt huet (och virun dem EU-Parlament) näischt vun dëse Pushbacks ze wëssen a weider wichteg Informatiounen de Grondrechtsbeoptragte vun der Informatiounsagentur zeréckbehalen huet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Stëmmen dës Informatiounen, dass OLAF schwéier Virwërf géint Frontex erhuewen huet an dass de Verwaltungsrot de 7. Mäerz zesummekënnt?

- Wa jo, wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung a wéi soll de Lëtzebuerger Vertrieder ofstëmmen?

Réponse (08.03.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile, Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Déi Europäesch Behörd fir Bedruchsbekämpfung (OLAF) huet Mëtt Februar en Deel vu senger Enquête iwwert d'Agence Frontex, déi am November 2020 lancéiert gouf, ofgeschloss. Am Kader vun enger extraordinärer Reunioun vum Verwaltungsrot, déi de 25. Februar 2022 zesummekoum, kruten d'Vertrieder vun de Memberstaate mëndlech déi éischt Konklusioune vun der Enquête a méiglech Mesuren, déi kéinte vun der Europäescher Kommissioun an dem Verwaltungsrot geholl ginn, virgestallt.

Déi nächst Reunioun vum Verwaltungsrot iwwert d'Resultater vun der OLAF-Enquête ass effektiv fir de 7. Mäerz 2022 geplangt an de Verwaltungsrot wäert sech och an deenen nächste Wochen intensiv mat dësem Theema befaassen a sech reegelméisseg iwwert Visiokonferenz treffen. Och de Lëtzebuerger Vertrieder wäert do, wéi ëmmer, present sinn an d'Evolutioun vum Dossier genau suivéieren.

De 7. Mäerz wäerten nach keng Decisioune geholl ginn. D'Memberstaaten an d'Kommissioun musse fir d'éischt en Ableck an de Rapport kréien. D'Frontex-Agenten, iwwert déi enquêtéiert gouf, mussen och d'Méiglechkeet kréien, Positioun zu den Accusatiounen ze ergräifen.

D'Virwërf si seriö an et mussen adequat Mesurë geholl ginn. Dowéinst muss och séchergestallt ginn, dass keng prozedural Feeler entstinn, déi sech kéinten negativ op d'Resultater an de Suivi vun den Enquêten auswierken.

N°27
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

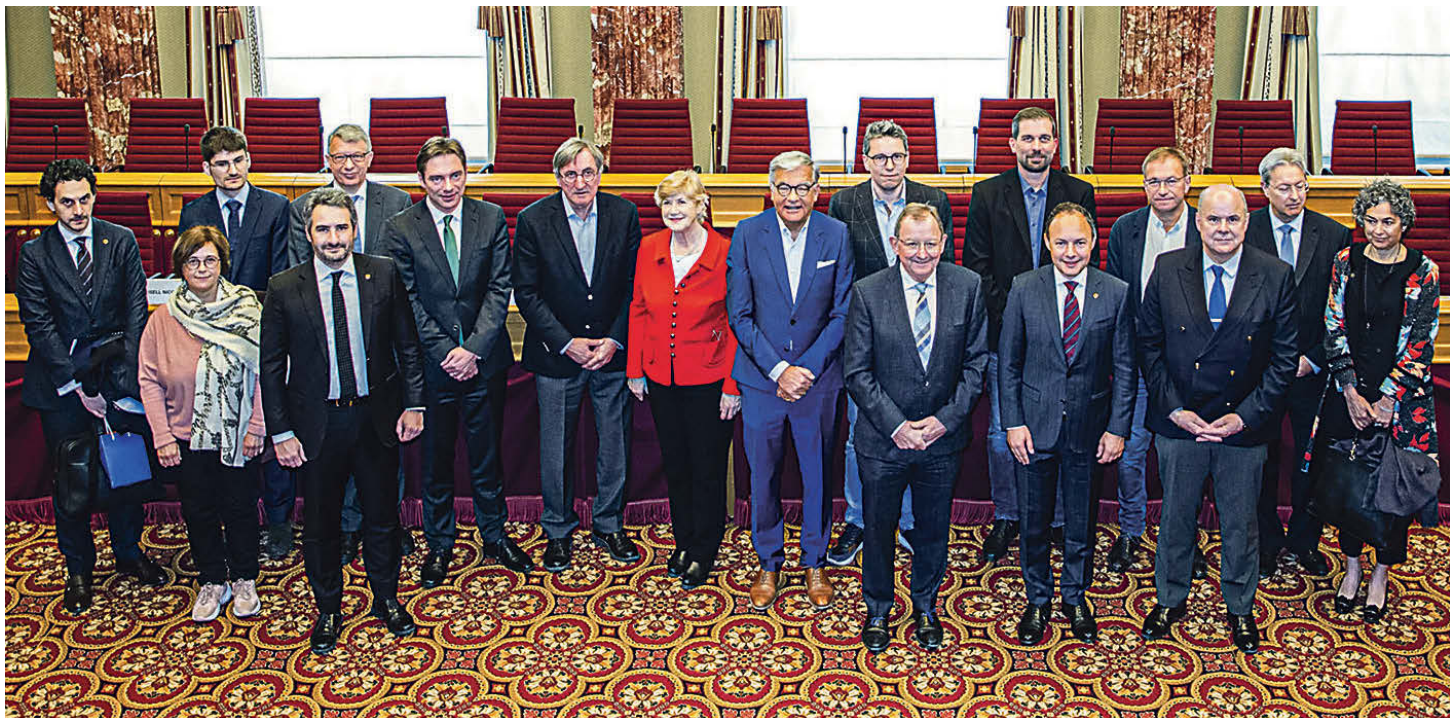
chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 27 | Session ordinaire 2020-2021

Projet « Wunne mat der Wooltz »	p. 920	Sommaire des séances publiques nos 62 et 63	p. 945	62e séance	Mardi 29 juin 2021
Abus sexuels commis sur mineurs et adultes	p. 928	Sommaire des questions parlementaires	p. Q678	63e séance	Mercredi 30 juin 2021

Une délégation de la Principauté d'Andorre en visite officielle à la Chambre

Andorre et UE : vers un accord d'association



Échange de vues entre les délégations andorrane et luxembourgeoise à la Chambre des Députés

Andorre, pays de 80.000 habitants situé à mi-chemin entre Toulouse et Barcelone, souhaite resserrer ses liens avec l'Union européenne et déploie des efforts diplomatiques dans ce sens. Dans cette optique, des entretiens ont eu lieu le 22 mars 2022 à la Chambre des Députés entre le chef du Gouvernement d'Andorre, M. Xavier Espot Zamora, sa délégation et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Les députés luxembourgeois ont souhaité savoir où en étaient ces efforts de rapprochement. M. Xavier Espot Zamora a cité plusieurs accords sectoriels déjà en place dans des domaines comme la fiscalité ou les douanes. Andorre souhaite cependant finaliser un accord d'association plus global qui lui permettrait de participer au marché commun. La Principauté n'entreprend en revanche pas de démarches pour rejoindre l'Union européenne.

Les négociations autour de l'accord d'association sont en cours depuis mars 2015. Monaco et Saint-Marin sont les partenaires d'Andorre dans ce cadre. L'accord a récemment reçu le soutien de la France par l'intermédiaire de M. Clément Beaune, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Europe. « Cette aide est particulièrement significative », a souligné M. Xavier Espot Zamora, « car la France assure la présidence du Conseil de l'Union européenne. » Le Gouvernement d'Andorre espère que l'accord aboutira dans les deux années à venir.

Les discussions entre les parlementaires luxembourgeois et la délégation d'Andorre ont également porté sur les similitudes entre la Principauté et le Grand-Duché. M. Xavier Espot Zamora n'a pas manqué de constater que les deux États étaient semblables en de nombreux points. Tous deux sont situés à la frontière de grands pays voisins et se caractérisent par une grande diversité culturelle et linguistique de leur population. Le chef du Gouvernement andorran a déclaré qu'il souhaiterait qu'une délégation de parlementaires luxembourgeois se rende en Andorre afin de se rendre compte sur place de la manière dont la Principauté gère ces questions de société.

Échange de vues sur les droits de l'enfant

Les défenseurs des droits de l'enfant belge, français et luxembourgeois étaient en visite à la Chambre des Députés le 22 mars 2022. Ils ont été accueillis par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et ont ensuite eu l'occasion de s'entretenir avec les députés membres de plusieurs commissions parlementaires.

D'emblée, M. Fernand Etgen a souligné l'importance de cette rencontre pour les parlementaires dont la mission est de veiller à l'intérêt supérieur des enfants ainsi qu'à la protection de leur bien-être et de leurs droits. Le Président de la Chambre des Députés a également rappelé l'excellente collaboration entre le Parlement luxembourgeois et l'Ombudsman du Grand-Duché de Luxembourg, Mme Claudia Monti, ainsi que l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), M. Charel Schmit.

Les députés se sont penchés sur la crise migratoire actuelle au sein de l'Union européenne provoquée par la guerre en Ukraine. Les défenseurs des droits de l'enfant ont souligné l'importance d'identifier et d'enregistrer tous les enfants victimes de ces déplacements forcés afin de lutter contre la traite des êtres humains, les réseaux d'adoption illégale et toute forme de violence. Les déplacements en provenance d'Ukraine sont particuliers dans la mesure où les migrants sont principalement des mères et leurs enfants, les hommes étant obligés de rester au pays. Ce sont surtout les mineurs non accompagnés qui sont particulièrement vulnérables et, dans ce contexte, une prise en charge non seulement matérielle mais aussi psychique serait absolument primordiale.

Les défenseurs des droits de l'enfant ont rappelé qu'il ne s'agit pas de la première crise migratoire au sein de l'Union européenne, puisque de nombreux enfants ont été déplacés entre 2015 et 2017, principalement en provenance de Syrie. Quelque 10.000 enfants auraient été perdus lors de ces déplacements, ce qui montre l'importance d'un encadrement adéquat de ces flux dans l'intérêt des enfants.

D'autres sujets ont également été abordés, comme le harcèlement moral, un phénomène constaté de plus en plus dans le milieu scolaire par les défenseurs des droits de l'enfant. Ces derniers ont souligné l'importance d'un soutien et d'une meilleure formation des enseignants pour faire face à cette problématique. À leur avis, « l'école doit être un lieu de vie et non un lieu de passage ». Les députés se sont également intéressés aux mineurs délinquants qui, selon les défenseurs des droits de l'enfant, sont avant tout des victimes. Ces mineurs ont besoin d'être protégés puisqu'ils se retrouvent souvent embarqués dans des réseaux illégaux, parfois en raison de problèmes de santé, ont-ils conclu.



De gauche à droite : M. Eric Delemar, Défenseur des enfants (France), M. Bernard De Vos, Délégué général aux droits de l'enfant (Belgique), M. Charel Schmit, Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, Mme Claire Hédon, Défenseure des droits (France), M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, Mme Claudia Monti, Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg

L'Administration parlementaire recrute :

4 RÉDACTEURS-CORRECTEURS (m/f)
pour le service du compte rendu
(réf. CHD83S)
(CDD 12 mois/tâche complète)

titulaires d'un diplôme universitaire sanctionnant soit 5, soit 3 années d'études dans le domaine linguistique, de préférence couvrant les filières « Luxemburgistik » ou « Germanistik », ou tout autre diplôme de niveau Master ou Bachelor en relation avec le poste.

Pour plus de renseignements, prière de consulter le lien suivant : https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi/

La date limite de remise des candidatures est fixée au **lundi 2 mai 2022** au plus tard.

Visitt vun der Warehouses Service Agency (WSA) zu Suessem

D'Deputéiert vu verschiddene Kommissiounen an d'Membere vun der parlamentarescher Assemblée bei der NATO hu sech den 31. Mäerz 2022, zesumme mam amerikaneschen Ambassadeur Thomas M. Barrett, d'Gebailechkeete vun der Warehouses Service Agency (WSA) zu Suessem ugekuckt.

Op dëser strateegesch wichteger Plaz gëtt Material fir d'U.S. Army an d'NATO gelagert, konditionéiert a ronderëm d'Welt verschéckt.

De Chamberspresident Fernand Etgen huet betount, datt d'WSA e konkreeten Ausdrock vun der exzellenter Partnerschaft tëscht den USA an eisem Land duerstellt.

Déi illegitim Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain huet d'Noutwendegkeet bewisen, d'Zesummenaarbecht tëscht den NATO-Alliéierte weider ze verdéiwen an dat aktuellt strateegescht Konzept vun der Militärallianz unzepassen, fir déi nei Erausfuerderungen ze reflektéieren.



Eng parlamentaresch Delegatioun huet d'Gebailechkeete vun der WSA zu Suessem besicht.

Assemblée plénière de la COSAC les 4 et 5 mars 2022 à Paris

La COSAC a déclaré son soutien à l'Ukraine



M. Yves Cruchten, Président de la délégation luxembourgeoise, et Mme Viviane Reding, membre, ont représenté la Chambre à Paris.

La signature d'une déclaration commune des chefs de délégation des pays membres de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) en soutien à l'Ukraine agressée par la Fédération de Russie a été le point culminant de l'Assemblée plénière les 4 et 5 mars 2022 à Paris.

Bien qu'un point de l'ordre du jour ait été officiellement dédié à la guerre en Ukraine, ce thème a constitué le fil conducteur de l'ensemble des discussions. Tous les orateurs ont souligné leur solidarité avec les Ukrainiens. Plusieurs intervenants ont exprimé leur soutien à l'octroi à l'Ukraine du statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne (UE). Différents parlementaires ont salué la réponse massive et prompte de l'UE, mais ont estimé que l'aide humanitaire devait être fournie encore plus rapidement, en particulier pour les enfants.

Évoquant le premier bilan de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, le Premier Ministre de la République française, M. Jean Castex, a déclaré que l'Europe avait parlé d'une seule voix à plusieurs reprises. Il a souligné quelques prouesses, comme le plan de relance, la gestion de la crise liée à la pandémie de Covid-19 et l'approche européenne en matière de commande et de distribution de vaccins. Le chef du Gouvernement français s'est en outre félicité de l'accueil massif de réfugiés par les pays limitrophes de l'Ukraine. Par ailleurs, il a rappelé l'importance des valeurs européennes telles que la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme. Il a conclu en soulignant que la présidence tournante s'efforcerait de faire prospérer toutes ses priorités.

Le plan européen de relance économique, le changement climatique et la transition énergétique ainsi que la Conférence sur l'avenir de l'Europe ont également été abordés lors de la session plénière.

178 idées des citoyens pour l'avenir de l'Europe

En ce qui concerne la Conférence sur l'avenir de l'Europe, deux coprésidents du conseil exécutif de cette conférence - la Vice-Présidente de la Commission européenne chargée de la démocratie et de la démographie, Mme Dubravka Šuica, et le député européen M. Guy Verhofstadt - ont salué les 178 recommandations « ambitieuses » avancées par les 800 citoyens européens qui ont participé aux panels. Selon M. Verhofstadt, il s'agit de « réaliser le rêve européen tant des europhiles que des eurosceptiques ». Les deux intervenants étaient d'accord pour dire qu'un acte politique fort devrait marquer la fin de la conférence. Certains membres de la COSAC ont évoqué la nécessité de renforcer la résilience, l'autonomie stratégique et les capacités de défense de l'UE, conformément aux demandes des citoyens européens.

La COSAC peut soumettre à l'attention des institutions de l'Union européenne toute contribution qui lui semble appropriée et étudier les activités et les propositions législatives de l'Union. Elle organise deux fois par an un échange d'opinions entre ses membres.

Entrevue avec l'Ambassadrice de France, Mme Claire Lignières-Counathe

Télétravail frontalier et présidence française du Conseil de l'UE

La coopération transfrontalière entre le Luxembourg et la France, les priorités et un premier bilan de la présidence française du Conseil de l'Union européenne étaient les principaux sujets d'une entrevue, le 18 mars 2022, de la délégation de la Chambre des Députés auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI), présidée par M. Fernand Etgen, avec Mme Claire Lignières-Counathe, Ambassadrice de la France au Grand-Duché de Luxembourg.

Durant les dix dernières années, la coopération transfrontalière s'est beaucoup développée, a affirmé l'Ambassadrice. Au vu d'une croissance constante du travail frontalier et des difficultés liées aux restrictions des déplacements au cours de la pandémie, les députés luxembourgeois se sont notamment intéressés au projet d'un statut européen du télétravailleur frontalier. La convention fiscale entre les deux pays, entrée en vigueur en 2020 juste avant la pandémie, prévoit que les travailleurs frontaliers sont imposables au Luxembourg si le télétravail n'est exercé que pendant 29 jours au maximum. À partir de la 30e journée, le télétravailleur est imposable dans le pays de sa résidence. Selon l'Ambassadrice, cette différence du lieu d'imposition ne présente aucun obstacle au télétravail en soi. La France serait donc plutôt favorable à conserver la convention bilatérale au lieu d'instaurer un nouveau régime européen qui aurait d'autres répercussions, le télétravail pouvant se faire aussi à très grande distance.

Quant à la présidence française du Conseil de l'Union européenne, placée sous le mot d'ordre « relance, puissance, appartenance », les discussions ont notamment porté sur l'échéance du 9 mai 2022, date prévue pour la clôture de la phase de consultation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Les propositions des citoyens, des parlements nationaux et aussi du CPI qui a émis une contribution afférente seront reprises de façon hiérarchisée dans un rapport de la présidence. Ceci sera probablement le début d'une nouvelle phase, menant éventuellement à un changement de traités européens. D'autres priorités de la présidence française sont l'État de droit, le numérique, la transition écologique, l'Année européenne de la jeunesse, les programmes de recherche et les questions énergétiques.



La délégation luxembourgeoise du CPI a rencontré Mme Claire Lignières-Counathe, Ambassadrice de France (3e de gauche).

Transport d'argent liquide

7677 - Projet de loi portant organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg et mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005

Le présent projet de loi a pour objet de mettre en application en droit luxembourgeois certaines dispositions du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005 (règlement (UE) 2018/1672).

Le règlement (UE) 2018/1672 prévoit un système de contrôle de l'argent liquide entrant dans l'Union européenne ou sortant de l'Union européenne destiné à compléter le cadre juridique régissant la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme fixé dans la directive (UE) 2015/849 […].

Le projet de loi désigne l'Administration des douanes et accises comme l'autorité compétente en ce qui concerne le contrôle du transport physique de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que le contrôle de l'argent liquide entrant ou sortant de l'Union européenne. Il est prévu que le porteur transportant l'argent liquide d'une valeur égale ou supérieure à 10.000 euros, sous toute forme et par tout moyen, vers le ou à partir du Grand-Duché de Luxembourg, ou entrant ou sortant de l'Union européenne par le Grand-Duché de Luxembourg, doit déposer une déclaration d'argent liquide accompagné à l'Administration des douanes et accises. À noter que le champ d'application de l'obligation de déclaration est étendu aux cartes prépayées non liées à un compte en banque et les marchandises servant de réserve de valeur, tels les métaux précieux.

De plus, le projet de loi impose à l'expéditeur ou au destinataire de l'argent liquide ou à leur représentant, selon le cas, l'obligation de déposer une déclaration de divulgation d'argent liquide non accompagné d'une valeur égale ou supérieure à 10.000 euros - entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg ou entrant ou sortant de l'Union européenne - à l'Administration des douanes et accises.

Par ailleurs, les dispositions du projet de loi sous avis confèrent aux fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises notamment

le pouvoir de soumettre à des mesures de contrôle, d'une part, les personnes physiques, leurs bagages et leurs moyens de transport et, d'autre part, tout envoi contenant ou moyen de transport susceptible de contenir de l'argent liquide non accompagné.

En outre, le projet de loi sous avis autorise l'Administration des douanes et accises à retenir temporairement l'argent liquide dans le cas où (i) l'obligation de déclaration d'argent liquide accompagné ou non accompagné n'a pas été respectée ou (ii) il existe des indices que l'argent liquide, indépendamment du montant concerné, est lié à une activité criminelle.

Un autre volet du projet de loi régit le transfert d'informations entre l'Administration des douanes et accises et la Cellule de renseignement financier.

De plus, le projet de loi prévoit que les infractions aux dispositions des articles 3 et 4 du projet de loi et des articles 3 et 4 du règlement (UE) 2018/1672 sont punies d'une amende de 251 à 25.000 euros. Il est également prévu que le juge peut ordonner la confiscation partielle de l'argent liquide, sans que le cumul de l'amende et de la confiscation partielle ne puisse dépasser 50 % du montant de l'argent liquide non déclaré ou non divulgué, selon le cas.

Finalement, le présent projet de loi vise à abroger la loi du 27 octobre 2010 portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par le ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

20.11.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
04.06.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
21.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.06.2021
Loi du 16 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 552, page 1

Dépôt d'actes notariés et d'hypothèques par voie électronique

7734 - Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification

1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;

3 de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie

Le présent projet de loi vise à rendre obligatoire le dépôt par voie électronique des documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription des actes notariés et des hypothèques.

Cette démarche est une nouvelle étape dans le processus de dématérialisation de l'enregistrement. La tenue de registres sous format papier a déjà été remplacée par un enregistrement électronique des documents papier soumis par les notaires. Le projet entend approfondir cette dématérialisation en automatisant la transmission des documents entre les études notariales, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) et l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT).

Les dispositions prévues par le présent projet de loi prendront la forme d'une loi autonome par rapport au cadre légal existant qui restera en vigueur. Pour des raisons de faisabilité technique, la dématérialisation visera en une première étape exclusivement les notaires, qui sont à la base de la création de la grande majorité d'actes authentiques. Les autres créateurs d'actes authentiques, tels que les communes, des établissements publics et l'administration domaniale continueront à appliquer les règles actuellement en vigueur. D'où l'importance du maintien en vigueur du cadre légal. Il est prévu d'intégrer ces différentes catégories dans la procédure dématérialisée au fur et à mesure de la praticabilité d'une telle mesure. Le champ d'application du projet de loi contient une deuxième limitation. Celle-ci exclut que la dématérialisation de la matière hypothécaire soit élargie aux inscriptions.

L'application informatique actuelle, dénommée « Publicité foncière » et reliant l'AED à l'ACT, sera à l'avenir automatiquement alimentée par le notariat. Ceci permettra d'éviter les fautes de ressaisie des données essentielles émanant des actes. La disparition de la nécessité de ressaisie constitue d'ailleurs également un allègement de la charge administrative de l'AED.

Le système permettra aux notaires d'accéder automatiquement aux données cadastrales et de procéder à distance à l'identification des parties dans le cadre de la rédaction de leurs actes.

La présente réforme dotera le Luxembourg d'un système dématérialisé, plus rapide, efficace et sûr, qui favorisera une Publicité foncière moderne et de qualité. Le présent projet de loi participe aux efforts du Luxembourg de rendre les données hypothécaires progressivement disponibles par consultation numérique, de manière similaire à la consultation des données cadastrales.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.12.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

19.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.06.2021
Loi du 8 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 520, page 1

Obligations de révision des sociétés d'impact sociétal

7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

L'objet du présent projet de loi est de modifier la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal (SIS) afin d'alléger les obligations de révision pesant sur les SIS. Dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, il est à prévoir que les SIS les plus jeunes connaissent des difficultés accrues pour se conformer à leurs obligations de révision. Partant, au lieu de concevoir une aide spécifique qui ne servirait qu'à financer la prestation du réviseur d'entreprises, le présent projet de loi se propose d'alléger les obligations de révision pour réduire les coûts auxquels doivent faire face cette catégorie d'entreprises en introduisant des seuils déterminant l'intervention de tiers indépendants dans le cadre des obligations générales de transparence visées par la loi.

Par conséquent, les micro-SIS avec un chiffre d'affaires ou un actif net très réduit (en dessous de 100.000 euros) ne seront plus obligées de recourir à un réviseur d'entreprises. Le rapport du réviseur d'entreprises sera quant à lui remplacé par un rapport financier annuel établi par un commissaire aux comptes pour les SIS dont le chiffre d'affaires ou l'actif net se situe entre 100.001 et 1.000.000 d'euros ou par un réviseur d'entreprises agréé lorsque ce montant dépasse le million d'euros.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.02.2021
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

10.06.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
17.06.2021	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.06.2021
Loi du 16 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 569, page 1

Projet « Wunne mat der Wooltz »

7798 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz »

7799 - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Wooltz »

Le projet de loi 7798 de financement autorise l'État à participer aux frais relatifs à l'assainissement des sols, à la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz » et à la renaturation des cours de la rivière de la Wiltz.

Ce projet est étroitement lié au projet de loi portant le numéro 7799 qui lui autorise l'État à couvrir le coût pour le développement des logements du projet « Wunne mat der Wooltz ».

Le projet « Wunne mat der Wooltz » est un projet d'envergure dans le domaine du logement. Réalisé sur le territoire de la commune de Wiltz, ce projet crée quelque 872 logements permettant d'accueillir environ 2.000 habitants. Le Fonds du logement, promoteur public, assure le rôle de maître d'ouvrage de ce projet qui sera réalisé sur une durée d'au moins une quinzaine d'années et ceci dans plusieurs phases.

Dépôt des projets de loi par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 02.04.2021
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

17.06.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen des projets de loi
	Examen des avis du Conseil d'État
24.06.2021	Présentation et adoption de deux projets de rapport

Vote du projet de loi 7798 en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 664, page 1

Vote du projet de loi 7799 en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 665, page 1

Capital appelable de la Banque africaine de développement

7812 - Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Luxembourg à souscrire à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement (ci-après : « la Banque »).

La Banque est la seule banque régionale de développement qui n'a pas de notation intrinsèque sur les marchés de capitaux. Elle dépend de ses actionnaires pour atteindre la note AAA. Cette notation lui permet de lever des fonds aux meilleurs coûts et de transmettre cet avantage à ses pays membres emprunteurs.

Certains actionnaires de la Banque ont connu une dégradation de leur qualité de crédit. Notamment les États-Unis, qui figurent parmi les actionnaires les plus importants de la banque, courent actuellement le risque de perdre leur notation AAA. Une dégradation de la notation américaine est susceptible d'engendrer des conséquences graves pour la Banque.

En effet, alors que la Banque ne pourrait plus se financer à des coûts raisonnables dans les marchés, elle devrait réduire ses programmes de support aux pays africains, confrontés aux défis de la crise actuelle liée à la pandémie Covid-19. Le risque est ensuite que ces pays se tournent vers d'autres sources de financement moins viables, ce qui accentuerait à moyen et à long terme leur précarité et leur dépendance financière.

Les sept autres actionnaires de la Banque bénéficiant toujours d'un rating AAA (Allemagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse) ont donc été sollicités par son Président pour accorder une garantie au cas où les États-Unis d'Amérique perdraient leur notation. Le Luxembourg et trois autres pays se sont déclarés en principe d'accord pour offrir cette garantie spéciale et temporaire, sous réserve d'approbation par leurs autorités législatives.

En termes de répartition des charges de la garantie AAA, les parts ont été allouées sur base des parts actuelles des quatre pays participants et normalisées par rapport au montant global à garantir, à savoir 1.950.000.000 unités de comptes, qui équivalent à quelque 2,3 milliards d'euros. En chiffres absolus, la charge du Luxembourg reviendrait à 56.720.000 unités de compte (environ 68 millions d'euros au taux d'échange actuel de 1 UC/1,2 EUR).

Étant donné qu'il s'agit d'une souscription au capital appelable, aucun déboursement n'est requis, ni au stade du dépôt de l'instrument de souscription, ni au cas où la souscription deviendrait effective suite au déclassement des États-Unis. Il s'agit simplement d'une garantie signalant aux agences de notation que l'actionnariat est prêt à pleinement soutenir la Banque en tant qu'instrument privilégié de lutte contre la pauvreté en Afrique, même en ces temps difficiles. Parallèlement, la mesure permettra à la Banque de travailler sur des solutions pour renforcer la position de ses fonds propres à moyen terme en vue de la rendre moins sensible aux déclassements de son actionnariat AAA. La garantie, dans l'hypothèse qu'elle entre en jeu en premier lieu, est conçue pour expirer au plus tard le 31 décembre 2023.

Jusque-là, la Banque mettra en œuvre les réformes nécessaires au niveau de sa gouvernance dans le but de renforcer sa position financière et de la rendre moins sensible aux déclassements de son actionnariat.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.04.2021
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

17.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
07.06.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.06.2021
Loi du 15 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 558, page 1

Délai de reprise de contrats d'apprentissage

7816 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L.111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Le présent projet de loi a comme objet d'introduire une dérogation temporaire au délai de reprise d'un contrat d'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle.

Depuis le printemps 2020, le Gouvernement a pris de nombreuses mesures pour lutter contre la propagation du virus Covid-19 et de ses mutations au sein du milieu scolaire. Bien que ces mesures eussent été nécessaires pour protéger la santé des acteurs concernés, elles ont compliqué la conclusion de contrats d'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle. Dans le contexte économique difficile qui résulte de la crise sanitaire, certains organismes de formation se trouvent dans l'impossibilité d'accueillir de nouveaux ap-

prentis. Dans le pire des cas, ils doivent même procéder à la résiliation des contrats d'apprentissage en cours, de sorte que les apprentis concernés sont obligés de trouver un nouveau patron formateur.

Le paragraphe 4 de l'article L.111-3 du Code du travail prévoit que les apprentis peuvent conclure un nouveau contrat d'apprentissage dans un délai maximal de six semaines après la résiliation d'un contrat antérieur. Une fois ce délai passé, la reprise de contrat n'est plus possible et l'apprenti devra attendre le 16 juillet de l'année en cours avant toute signature d'un nouveau contrat d'apprentissage.

Face aux répercussions de la crise sanitaire sur les organismes de formations, les apprentis risquent de ne pas trouver de nouveau patron formateur dans les délais prévus par le Code du travail. Afin d'assurer la bonne poursuite des apprentissages, il est proposé d'introduire une dérogation temporaire à la disposition du Code du travail susmentionnée.

Plus précisément, il s'agit de lever la condition du délai de six semaines concernant la reprise d'un contrat d'apprentissage pendant toute la durée du deuxième semestre de l'année scolaire 2020-2021. Cette dérogation permet aux apprentis de terminer leur apprentissage de l'année en cours et d'éviter des retards dans leur parcours scolaire.

La présente dérogation correspond en partie à ce qui avait été mis en place pour l'année scolaire 2019-2020 grâce à la loi du 20 juin 2020 relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L.111-3, paragraphe 4, du Code du travail.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 29.04.2021
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

12.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
19.05.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2021
Loi du 8 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 519, page 1

Adaptation temporaire de certaines procédures

7826 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;

2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale

Le projet de loi 7826 a deux objectifs.

Premièrement, il vise à modifier la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales afin de proroger les effets de cette loi jusqu'au 31 décembre 2021.

Deuxièmement, le projet de loi sous avis a pour objet de modifier la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale afin de proroger jusqu'au 31 décembre 2021 :

- la suspension du délai prescrit par l'article 440 du Code de commerce relatif à l'aveu de la cessation des paiements ;

- la dérogation à l'article 2127 du Code civil permettant de consentir les hypothèques conventionnelles par acte notarié sur base de procurations authentiques ou sous seing privé ;

- la dérogation à l'article 55 du Code civil qui étend le délai des déclarations de naissance à un mois.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31.05.2021
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

09.06.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
16.06.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement parlementaire
25.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 485, page 1

Indemnité pour salariés en préretraite reprenant le travail

7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger une deuxième fois une dérogation temporaire à l'article L.585-6 du Code du travail instaurée par l'article 16 de la loi du 20 juin 2020, consistant à neutraliser le salaire versé à des salariés indemnisés en préretraite par rapport au calcul du revenu accessoire annuel du salarié en préretraite.

Dans le contexte de la lutte contre le Covid-19, certaines entreprises ont été amenées à proposer à leurs anciens salariés en préretraite de reprendre le travail pendant la durée de la crise, et cela contre une rémunération adéquate. Plus précisément, la mesure prévue à l'article 16, alinéa 1er, de la loi précitée du 20 juin 2020 vise notamment à suspendre jusqu'au 30 juin 2021 l'application de l'article L.585-6, point 5, du Code du travail, dans les secteurs de la santé en général, des aides et des soins et des laboratoires d'analyses médicales.

Toutefois, le manque de personnel qualifié dans les secteurs susmentionnés risque fortement de perdurer pendant les mois à venir. Partant, le présent projet de loi vise à prolonger le dispositif actuellement en place jusqu'au 31 décembre 2021.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.06.2021
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

17.06.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2021	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 487, page 1

Délai pour la remise de certificats d'incapacité de travail

7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L.121-6 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à prolonger jusqu'au 31 décembre 2021 l'application des dérogations temporaires introduites à l'article L.121-6 du Code du travail par la loi du 19 décembre 2020, lesquelles sont actuellement applicables jusqu'au 30 juin 2021.

La loi précitée du 19 décembre 2020 prévoit, entre autres, de porter le délai pour soumettre à l'employeur l'ordonnance de mise en quarantaine ou de mise en isolement servant de certificat d'incapacité de travail à huit jours (au lieu de 3) jusqu'au 30 juin 2021, et cela afin d'éviter un licenciement du salarié pour cause de non-respect du délai de trois jours dû à des retards dans la transmission des pièces officielles par la Direction de la santé.

La prolongation des dispositions dérogatoires reste nécessaire en raison de la problématique toujours existante qu'entre le dépistage positif à la Covid-19 et l'émission ou la transmission de l'ordonnance servant de certificat d'incapacité de travail s'écoulent plus de trois jours.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.06.2021
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

17.06.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2021	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 486, page 1

Assemblées générales des mutuelles

7831 - Projet de de loi modifiant la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

Le présent projet de loi vise à prolonger les délais prévus aux articles 2, 3 et 4 de la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles jusqu'au 31 décembre 2021.

En effet, la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles prévoit des obligations pour la tenue des assemblées générales et l'envoi de certains documents au ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions qui est en charge du contrôle des mutuelles. La loi précitée prévoit également des délais pour l'envoi de ces documents.

Comme les conséquences de la crise sanitaire due au Sars-CoV-2 (Covid-19) ont en grande partie empêché la tenue des assemblées générales des mutuelles, les délais ont été prolongés à plusieurs reprises successivement de six mois et courent actuellement jusqu'au 30 juin 2021.

Toutefois, la tenue des assemblées générales des mutuelles demeure compliquée dans la pratique et toutes les mutuelles ne seront pas en mesure de répondre à leurs obligations endéans les délais modifiés.

La prolongation des délais de six mois porte sur :

- La tenue de l'assemblée générale portant sur les exercices 2019 et 2020 pour laquelle les dispositions du présent projet prévoient qu'elle puisse être organisée au plus tard le 31 décembre 2021 au lieu du 30 juin 2021 ;

- La transmission de certains documents portant sur les exercices 2019 et 2020 qui doivent être remis par le conseil d'administration au ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions : comme il est tenu de soumettre les comptes à l'approbation de l'assemblée générale, le conseil d'administration se trouve dans l'impossibilité de répondre à ses obligations légales faute de pouvoir organiser une réunion de l'assemblée générale de la mutuelle. Il est dès lors proposé de porter le délai au 31 décembre 2021 au lieu du 30 juin 2021, ce qui correspondrait à la nouvelle date limite pour la tenue de l'assemblée générale de la mutuelle portant sur les exercices 2019 et 2020 ;

- Le contrôle à effectuer par une entité externe prévu dans la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles. En lien avec les prolongations susmentionnées, il est proposé que le contrôleur remette son rapport au conseil d'administration de la mutuelle pour le 30 novembre 2021 au plus tard.

Finalement, comme la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles prévoit que la procédure de suspension prévue dans la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles ne soit pas entamée parce que le conseil d'administration est dans l'impossibilité de répondre à ses obligations, à cause des conséquences de la crise sanitaire de la Covid-19, ou parce que la mutuelle se trouve dans l'illégalité dès lors que ses statuts ne seront pas en adéquation, le cas échéant, avec les dispositions dérogatoires, il est prévu de maintenir cette dérogation pour l'application des dispositions dérogatoires modifiées, uniquement et exclusivement. Ainsi, toute autre illégalité constatée entraînera l'activation de la procédure de suspension, ce qui répond à la volonté du législateur source des dispositions de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 03.06.2021
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

17.06.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2021	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.06.2021
Loi du 8 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 518, page 1

Lieux de célébration de mariages

7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Compte tenu des impératifs de santé publique en relation avec la pandémie du Covid-19, et malgré le bon avancement de la campagne de vaccination, la continuité de l'application stricte des gestes barrières s'impose. Ceci s'applique tout spécialement aux mesures de distanciation physique dans les lieux fermés. Il en résulte que l'organisation des cérémonies de mariage dans la maison communale pose toujours problème à un certain nombre de communes.

Pour ces raisons, il est proposé de prolonger jusqu'au 31 décembre 2021 inclus la mesure temporaire prévue par la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 07.06.2021
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

16.06.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
25.06.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 484, page 1

Le saviez-vous ?

SESSION

Une session est une des divisions de la législature. Il s'agit de la période de l'année pendant laquelle siège la Chambre des Députés. Le Règlement de la Chambre prévoit l'ouverture de la session pour le deuxième mardi d'octobre. Généralement une session se clôture juste avant l'ouverture de la prochaine session.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Charles Margue**
   - Exposé : M. Charles Margue
5. **Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement**
   - Exposé : M. Sven Clement
6. **Institution d'une délégation parlementaire luxembourgeoise**
   - M. Fernand Etgen, Président
7. **Question élargie n° 104 de M. Laurent Mosar relative à l'avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange**
   - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot
8. **7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. François Benoy
   - Discussion générale : M. Pim Knaff - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7826 - Projet de loi portant modification :**

   1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;

   2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Guy Arendt - M. Dan Biancalana - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la mobilisation de logements inoccupés et de terrains viabilisés et mobilisables à court terme**
    - Exposé : Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1)
    - Débat : M. Marc Lies (dépôt des motions 2 et 3) - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
    - Prises de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
    - Motion 1 : Mme Semiray Ahmedova - M. Roy Reding - M. Marc Lies - M. Yves Cruchten - M. Max Hahn - M. Marc Goergen - Mme Nathalie Oberweis
    - Vote sur la motion 1 (rejetée)
    - Motion 2 : M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova - M. Roy Reding - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Gilles Roth - M. Marc Goergen - M. Gilles Roth
    - Vote sur la motion 2 (rejetée)
    - Motion 3 : Mme Semiray Ahmedova - Mme Nathalie Oberweis - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
    - Vote sur la motion 3 (rejetée)
11. **7798 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz »**

    7799 - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Wooltz »
    - Rapports de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
    - Discussion générale : M. Emile Eicher - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten (intervention de M. André Bauler) - Mme Stéphanie Empain - M. Jeff Engelen - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7798 et dispense du second vote constitutionnel
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7799 et dispense du second vote constitutionnel
12. **7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail**
    - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
13. **7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail**
    - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
14. **7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal**
    - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel (intervention de M. André Bauler)
    - Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
15. **Résolution de M. Sven Clement concernant la déclaration du Luxembourg en zone de liberté LGBTIQ+**
    - Discussion générale : M. Fernand Kartheiser - M. Yves Cruchten - Mme Martine Hansen - Mme Josée Lorsché - Mme Nathalie Oberweis - M. Gilles Baum - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel)
    - Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projets de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 29 juin 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7841** - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières*

Dépôt : M : François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 09.06.2021

***7843** - Projet de loi relative à l'extension et à la rénovation des bâtiments de la Fondation Kräizbierg à Dudelange*

Dépôt : M : François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 11.06.2021

***7844** - Projet de loi portant modification :*

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15.06.2021

***7845** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15.06.2021

***7846** - Projet de loi portant transposition de la directive 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil, et modifiant la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins, et les bases de données*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24.06.2021

***7847** - Projet de loi portant transposition de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE, et :*

1° la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins, et les bases de données ;

2° la loi du 3 décembre 2015 relative à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines ;

3° la loi du 25 avril 2018 relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24.06.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1900** - Demande de pétition publique : Fixation d'un plafond au m² pour les ventes/achats de l'immobilier*

Dépôt : Anderson Borbon, le 08.06.2021

***1901** - Demande de pétition publique : Demande d'élections exécutives pour que le peuple puisse choisir ses ministres lui-même*

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 08.06.2021

***1902** - Demande de pétition publique : Einführung eines festen persönlichen Steuersatzes von 20 % ab 2022*

Dépôt : Andrei Albu, le 09.06.2021

***1911** - Demande de pétition publique : Remboursement CNS*

Dépôt : Pascale Heinesch, le 10.06.2021

***1903** - Demande de pétition publique : Die Gemeinden entscheiden, wie viel 1 m² kosten darf*

Dépôt : Helder Ferreira Da Silva, le 10.06.2021

***1912** - Demande de pétition publique : Petitioun fir een onverwiesselbaren an eenzegaartege Fändel*

Dépôt : Eulecia Monteiro Gomes, le 11.06.2021

***1904** - Demande de pétition publique : Introduction d'une obligation vaccinale Sars-CoV-2*

Dépôt : Alain Kinn, le 11.06.2021

***1905** - Demande de pétition publique : Demande de réponse du Gouvernement face au besoin d'une présence policière visible au sein des zones et autour de Royal Hamilius, Pfaffenthal et Kirchberg / Ufro fir d'Reaktioun vun der Regierung op de Besoin fir eng siichtbar Policepresenz an a ronderëm d'Géigende vum Royal Hamilius, Pafendall a Kierchbierg*

Dépôt : Eilidh Lawson Edmiston, le 16.06.2021

***1906** - Demande de pétition publique : Le harcèlement moral au travail*

Dépôt : Ana Rita Nobre, le 18.06.2021

***1907** - Demande de pétition publique : Männergripp*

Dépôt : Jerry Lecoq, le 19.06.2021

***1908** - Demande de pétition publique : Gerechtegkeet fir den Dr. Ochs - Justice pour Dr. Ochs - Justice for Dr. Ochs*

Dépôt : Tania Hoffmann au nom de International Consortium for Justice and Freedom - ICJF, le 20.06.2021

***1910** - Demande de pétition publique : Géint d'Privatiséierung vum ëffentlechen Transport*

Dépôt : Alain Gales, le 21.06.2021

***1909** - Demande de pétition publique : Erlabnis, fir mat engem 125 ccm-Moto-Fürerschäin duerch ganz Europa däerfen ze fueren*

Dépôt : Alain Gales, le 21.06.2021

***1913** - Demande de pétition publique : Streng Iwwerwaachung op Autosolismus zu Lëtzebuerg*

Dépôt : Jesus Manuel Calleja Quintana, le 23.06.2021

***1915** - Demande de pétition publique : Dzenita Kocan*

Dépôt : Dzenita Kocan, le 24.06.2021

***1914** - Demande de pétition publique : Suppression d'impôts sur le 13ème mois et autres primes accordées aux salariés*

Dépôt : Carmen Da Cruz, le 24.06.2021

***1916** - Demande de pétition publique : Stop aux vaccins expérimentaux de type thérapie génétique (Covid-19) à nos enfants*

Dépôt : Dovid Georgiu, le 26.06.2021

***1918** - Demande de pétition publique : Ouvrir le refuge pour sans-abri de la rue de Neudorf toute l'année / Obdachlosenunterkunft in der Rue de Neudorf ganzjährig öffnen*

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 25.06.2021

***1917** - Demande de pétition publique : Bouchons sur autoroutes*

Dépôt : Daniel Theis, le 25.06.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Charles Margue

Éier mer mam éischte Punkt vum Ordre du jour ufänken, géif ech dem Här Charles Margue d'Wuert ginn, fir den Depot vun der Verfassungsofännerung iwwert d'Kapitel 4 ze maachen. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der Institutiounskommissioun deposéieren ech hei d'Proposition de révision vun de Kapitele 4 a 5bis vun eiser Verfassung, dat sinn d'Kapi-

telen iwwert d'Chamber an d'Kapitel iwwert de Staatsrot.

Mir hunn et an der Institutiounskommissioun elo fäerdegbruecht, och bei deem wichtege Verfassungskapitel iwwert d'Chamber e staarken a bal unanimme Konsens op dëser Revisiounspropos ze fannen.

Ronn 14 Méint nom Depot vun engem éischte Revisiounsdeel duerch de Léon Gloden kann ech deemno haut de véierten a leschten Deel deposéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- D'Verfassung ass de Grondtext vun eiser lëtzebuergescher parlamentarescher Monarchie an definéiert d'Organisatioun vun eisem Staat, d'demokratescht Zesummespill vun eisen Institutiounen an d'Grondreegele vum gesellschaftlechen Zesummeliewen.

Wéi bei deenen dräi aneren Deeler kënnt et och an dësem Deel net zu enger verfassungsrechtlecher Revolutioun. Mee wat d'Institutioun Parlament ugeet, wëll ech awer bemierken, datt et mat dëser Textpropos zu enger däitlecher Stäerkung vun dësem Haus vun der Chamber kënnt, notamment wat d'Kontrollméiglechkeete vun der Regierungsaarbecht ugeet oder datt de Grand-Duc d'Chamber net méi kann opléisen oder de Remplacement vun de järleche Chamberssessiounen duerch eng permanent Sitzungsperiod, déi all Vide parlementaire soll vermeiden.

An d'Biergerinnen an d'Bierger kréien d'Méiglechkeet, selwer Gesetzesproposen ze proposéieren. Dat ass déi nei Initiativ, d'Législative citoyenne. An och beim Staatsrot ginn déi aktuell Verfassungsdispositioune preziséiert an ausgebaut.

Dës Proposition de révision ass vu mir als dem fir dëse Revisiounsdeel zoustännege verantwortlechen Auteur ënnerschriwwen an och vun den dräi Corapportere Simone Beissel, Mars Di Bartolomeo a Léon Gloden. Ech soen Iech an all deenen, déi an deene leschte Méint un dësem Text matgehollef hunn, e grousse Merci.

7777 *- Proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue.

5. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement

An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: Juni, dat ass de Pride Month. Dat ass de Mount, wou mer d'Villfalt sollen zelebréieren. An ech mengen, déi lescht Wochen an Deeg ass vill op internationalem Platto iwwert de Reebou a seng Verbindung mam Fussball geschwat ginn, mee et sinn awer och vill Initiativen, deelweis op lokalem, deelweis op nationalem an deelweis op supranationalem Plang, geholl ginn, fir d'Villfalt ze zelebréieren.

Engersäits huet d'Europaparlament den 11. Mäerz dëst Joer eng Resolutioun ugeholl, fir d'EU als LGBTIQ Freedomzone ze deklaréieren. Dat ass eng Initiativ, déi och vun e puer Stied a Gemengen zu Lëtzebuerg scho gemaach gouf. Esch, d'Stad Lëtzebuerg, awer och zum Beispill Rëmeleng sinn do ze nennen, soudatt mer mëttlerweil hei zu Lëtzebuerg e puer Flecken hunn, déi als lokal Freedomzones deklaréiert sinn. Da si mer natierlech Deel vun der Europäescher Unioun, déi sech integral als LGBTIQ Freedomzone deklaréiert huet.

An da kënnt Der Iech denken, wat d'Initiativ vun dëser Resolutioun ass. Dat ass nämlech, genau deen nämmlechte Support fir d'Villfalt och als Chamber zum Ausdrock ze bréngen, an domadder géif dës Resolutioun u sech eis alleguerten hei invitéieren, fir ganz Lëtzebuerg offiziell zu enger LGBTIQ Freedomzone ze erklären. Ech denken, datt dat dem éischte Pouvoir vum Land ganz gutt géif zu Gesiicht stoen, fir hei e staarkt Symbol ze setzen, grad an Zäiten, wou et a verschiddene Länner éischter an déi aner Richtung zréckgeet a wou een hei als Lëtzebuerg kéint een Zeeche fir Oppenheet a Pluralismus setzen.

Ech soen Iech Merci.

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- dass d'EU Parlament den 11. Mäerz 2021 eng Resolutioun ugeholl huet, déi festhält: „1. Hereby declares the European Union an ‚LGBTIQ Freedom Zone'; 2. Denounces all forms of violence or discrimination against persons on the basis of their sex or sexual orientation";

- dass dat ungarescht Parlament rezent e Gesetz gestëmmt huet, mat deem d'Rechter vun der LGBTIQ+-Communautéit staark ageschnidde ginn;

- dass d'EU-Kommissiounspresidentin d'Gesetz als Schan deklaréiert huet an d'EU- Kommissioun juristesch wëllt géint Ungarn virgoen, falls d'Orbán-Regierung net alenkt. An dass des Weideren 13 EU-Memberstaaten, op Initiativ vun de Benelux-Länner, eng Resolutioun ënnerschriwwen hunn, an där si hiren Desaccord mam ungaresche Gesetz zum Ausdrock bréngen;

- dass schonn Acteuren um localen Niveau, wéi d'Stied Esch a Lëtzebuerg an d'Gemeng Rëmeleng, sech zur LGBTIQ+ Freedomzone erkläert hunn.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber vun den Deputéierten:

- ganz Lëtzebuerg offiziell zu enger LGBTIQ+ Freedomzone ze erklären.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

Ech kann Iech och direkt versécheren, datt Der bei der Chamber oppen Dieren arennt, well an deem leschte Bureau huet de Bureau decidéiert, fir och d'Gebai vun der Chamber ze beliichten an en plus, esou wéi dat schonn déi Jore virdrun de Fall war, och nach de Fändel an de Reeboufaarwen dann eeben och déi Woch opzestellen.

Merci, Här Clement.

6. Institution d'une délégation parlementaire luxembourgeoise

Mir stellen haut och eng nei Delegatioun zesummen. Et handelt sech dobäi ëm d'Délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Als effektiv Membere ginn den Här Yves Cruchten, d'Madamm Simone Beissel, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Claude Wiseler proposéiert. Ass d'Chamber mat dëser Zesummesetzung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Question élargie n° 104 de M. Laurent Mosar relative à l'avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 104 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Zukunft vu Liberty Steel zu Diddeleng. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Wirtschaftsminister, et ass net fir d'éischt a garantéiert och net fir d'lescht, datt mer haut eng Kéier iwwert den Dossier Liberty Steel schwätzen. An ech erënnere mech, datt d'leschte Kéier de Wirtschaftsminister gesot huet, datt deen Dossier all Dag géif änneren. A wéi Recht hat en! Well ech hat mer eigentlech d'Fro, déi ech wollt de Mëtte stellen, scho virbereet, wéi ech gëschter op eng Rei Presseartikele gestouss sinn, déi eigentlech elo eng Rei vun aneren an neien Informatioune ginn. An et ass dann och haaptsächlech par rapport zu deenen, wou ech wollt de Mëtten de Wirtschaftsminister befroen.

Wann een also deene Presseartikelen, déi gëschter an och haut zum Deel ze liese sinn, ka gleewen, wär de Grupp Liberty Steel am Moment amgaangen, eng komplett Restrukturatioun vu sengen Aktivitéiten ze maachen. An do géifen déi verschidde Stolunitéite vu Lëtzebuerg, vu Léck, awer och Liberty Magona an Italie respektiv Liberty Galati a Rumänien zesummegeluecht ginn, fir och méi Effektivitéit an déi ganz Strukturen ze kréien.

Op där anerer Säit géifen eng Rei vu Betriber vun dem Grupp Liberty Steel, ganz besonnesch a Frankräich, awer och am UK, zum Verkaf ugebuede ginn. An doriwwer géif dann de Grupp versichen, sech erëm finanziell gesond ze stoussen.

Wat bedeit dat elo alles hei fir de Standuert Diddeleng? Do wollt ech dann och nach zousätzlech preziséieren, datt, wann een deenen Artikele ka gleewen, et also an Zukunft esou géif goen, datt d'Stolwierk zu Diddeleng direkt géif beliwwert gi vu Rumänien aus, mat sougenannte „Flachstahlrollen", déi da géifen hei zu Diddeleng verschafft ginn.

Dat kléngt a priori alles schéin a gutt. Do muss een awer wëssen, datt déi Produkter, déi aus Rumänie kommen, weesentlech méi eng bëlleg Qualitéit hu wéi déi, déi bis elo vun ArcelorMittal ugeliwwert gi sinn. An ech wollt do och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt et jo a sech en Agreement gëtt zwësche Liberty Steel an ArcelorMittal, datt Liberty Steel nach wärend zwee Joer géif Produkter vun ArcelorMittal kréien, déi se da géifen hei zu Lëtzebuerg verschaffen, soudatt sech natierlech d'Fro stellt, wéi et domadder virugeet.

Doniewent stellt sech awer och d'Fro, wéi et mat deem Engagement steet, deen a sech Liberty Steel iwwerholl hat, nämlech 100 Milliounen Euro an d'Wierk zu Diddeleng ze pompelen.

Dat ass elo, wat de Kontext betrëfft. An doraus ergi sech eng Rei vu Froen, déi ech wollt un de Minister stellen.

Éischtens: Kann de Minister déi doten Informatioune confirméieren, déi an der Press ze liese waren?

Zweetens: Wa jo, sinn et och scho Gespréicher mam Ministère gi respektiv mat de Gewerkschaften? A wat ass genau bis elo de Contenu vun deenen dote Gespréicher gewiescht?

Wann dat an déi dote Richtung soll goen, wéi sécher ass de Finanzement vun där ganzer Restrukturatioun? Well ech muss Iech soen, ech trauen där Saach do net richteg. Et gëtt elo hei gesot, de Crédit Suisse géif dat doten alles finanzéieren. Ech hunn do e bësse meng Doutten. An déi Fro, déi ech dann och wollt stellen an deem Kontext: ob do eng Due Diligence vun der Regierung gemaach gëtt, wat de Seriö vum Finanzement vun där ganzer Restrukturatioun do betrëfft.

Véiertens, an dat ass déi Fro, déi ech virdrun ugeschnidden hunn: Wéi ass et mat deenen Engagementer, déi Liberty Steel geholl hat souwuel vis-à-vis vun der ArcelorMittal wéi awer och vis-à-vis vum lëtzebuergesche Staat, wat déi 100 Milliounen Euro betrëfft?

Dann, fënneftens: Soll dat heiten eng definitiv Léisung ginn oder geet et hei éischter ëm e Beauty Contest, wou d'Braut soll méiglechst schéin ugedoe ginn, fir se zu engem méiglechst héije Präis um fräie Maart erëm ze verkafen?

Sechst Fro: Wat ass d'Roll, déi eventuell hei de lëtzebuergesche Staat iwwert d'Regierung wäert spillen? Ass do iergendwéi ugeduecht, fir selwer eventuell do eng Hëllef oder Hëllefen ze ginn, vläicht och eng Participatioun? A wat ass hei d'Roll vun der SNCI?

An da siwentens, ganz wichteg: Wéi geet et viru mat de Paie vun deene ville Leit, déi do schaffen? Déi Paie vum Juni sinn anscheinend laut enger Äntwert, déi de Wirtschaftsminister mer op eng Question parlementaire zesumme mam Marc Spautz ginn huet, fir de Juni ofgeséchert. Wéi ass et awer duerno?

An dann, lescht Fro: Den Här Wirtschaftsminister hat ugekënnegt, datt e géif intensiv Gespréicher féiere mam europäesche Kommissär Thierry Breton, fir nach eng Kéier déi ganz Konkursbestëmmungen do ze iwwerschaffen. Do wollt ech och wëssen, wou mer genau do dru sinn.

Ech soe schonn am Virfeld Merci fir déi vill Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President, merci dem Laurent Mosar fir seng Froen zum Dossier Liberty Steel. Dat erlaabt mer et, hei an der Chamber de Punkt ze maachen zu deem Dossier. Ech weess, dass dat een Dossier ass, dee vill Leit dobaussen an och vill vun Iech hei beschäftegt an och absolument à juste titre.

Ech géif gär ufänke mat enger vu senge leschte Froen iwwert d'Perspektiv an d'Prioritéit vun der Regierung hirer Interventioun an deem Dossier ronderëm Liberty Steel Diddeleng. Et ass, ech hunn dat scho gesot hei a viregen Interventiounen, eis absolutt Prioritéit als Regierung nach wie vor, fir an deem Dossier eng mëttel- a laangfristeg Perennitéit vun deem industrielle Site ze erhalen an doduerch och d'Aarbechtsplaze vun all deene Leit, déi do schaffen, ze erhalen.

Aktuell ass et esou, dass ronn 85 Équivalents temps plein am Chômage partiel si vun Diddeleng. Et ass och effektiv esou, an ech hunn dat an enger Question parlementaire schrëftlech esou beäntwert, dass d'Paie fir de Juni elo assuréiert sinn. An un deene vu Juli gëtt no Ausso vun der lokaler Direktioun aktiv geschafft.

Zum zweete Punkt, wat d'Analys an d'Aarbecht vun der SNCI ugeet: D'SNCI kënnt mat hiren Analyse vun der Situatioun gutt virun. Iwwert déi éischt Konklusiounen, do ass am Moment, an do bieden ech wierklech hei och ëm Verständnis, natierlech eng gewësse Confidentialitéit dermat verbonnen, et ass nach ze fréi, fir hei op der Place publique detailléiert Resultater duerzeleeën. Eng Informatioun kann ech Iech awer haut hei op der Tribün ginn, an ech mengen, dat ass och eng rassurant Informatioun: Et schéngt sech ze confirméieren, dass dat Diddelenger Wierk mat där gewinnter Auslaaschtung an engem normalen Ëmfeld profitabel ka schaffen. An et ass jo gewosst, dass d'Konjunktur fir déi Produite fir de Moment ganz gutt ass, soudass dat wierklech eng positiv Konklusioun an e positiivt Signal ass, wat Diddeleng ugeet.

Zu deem drëtte Punkt, wat elo déi verschidden Efforten oder Reflexiounen, wat d'Restrukturatioun vum Grupp Gupta ubelaangt an och, wéi Liberty Steel Diddeleng dovu betraff ass, do ass et esou, dass den Haaptënnerscheed mat de Sitte vu Liberty Steel, déi am Moment an der Vente sinn, an Dir hutt déi vu Frankräich an England genannt, dora besteet, dass Diddeleng keen integréiert Wierk ass. Et ass e sougenanntent „Downstream-Wierk". Dat sinn déi Downstream-Aktivitéiten, wou mer alleguerte wëssen, dass se net zum Kärgeschäft vum Grupp Gupta am Beräich vum Stol jee gehéiert hunn. Bref, dat ass eng Downstream-Aktivitéit, dat heescht, wou en l'occurrence hei en Travail à façon gemaach gëtt op flaachgewalzte Stolprodukter, wat sech éischter an der Peripherie vum Grupp Gupta senger Stolbranche befënnt.

Dëst gesot géif ech awer och gären hei drop hiweisen, dass vum Grupp Gupta hier bis elo nach keng Signaler komm sinn, dass dat Wierk ze verkafe wär, éischter au contraire. Och säi Management léisst dat bis elo net verlauden, soudass dat Wierk fir de Moment offiziell net en vente ass.

Et ass awer och esou, an dat géif ech och hei gäre ganz kloer betounen, dass ech net gären éiweg nokucken an och wierklech meng Gedold do lues, mee sécher op en Enn kënnt, wéi e Wierk zanter Wochen a Méint am forcéierte Ralenti dréit an d'Salariéë gezwonge ginn, Kuerzaarbecht ze maachen, wa mer alleguerte wëssen, wéi gesot, dass de Marché fir de Moment vill méi hiergëtt. Zanter Wochen a Méint ginn och nei Finanzéierungsquellen a Perspektiv gestallt vum Grupp Gupta, vu GFG. An Dir hutt verschidde Pressenartikele mentionéiert, déi een effektiv ka liesen, och an der ganz qualifizéierter Press, insbesonnesch an der „Financial Times". Fakt ass awer, dass mer bis elo nach näischt gesinn hu vun deene Finanzementer. Fakt ass och, dass bis elo d'Aktivitéiten nach ëmmer ganz staark am Ralenti dréien, well d'Fournisseuren net kënne bezuelt ginn.

Dës Situatioun dréit, och virum Hannergrond vun ëmmer neie Revelatiounen an der Press, déi an dësem Donstkrees op presuméiert finanziell Hasardeuren hindeiten, net derzou bäi, dass d'Vertrauensbasis sech an der leschter Zäit verbessert hätt, och wann d'Relatioune mat der lokaler Direktioun gutt bleiwen. Dofir kann ech Iech och op Är Fro äntweren, dass effektiv am Moment Gespréicher lafe mat potenziellen industrielle Partner, déi vun der SNCI geféiert ginn, fir op all Eventualitéit preparéiert ze sinn, och op déi Eventualitéit, dass mer mat Liberty Steel keng Perspektiv méi gesinn.

Dir verstitt natierlech, dass ech fir de Moment d'Nimm vun dësen industriellen Acteuren hei net kann nennen.

Wat Är Fro ugeet, an hei referéieren ech mech éischter op Äre Bréif vun Ufank Juni, vu presuméierter Fraude am Ausland an dem Rôle vu Lëtzebuerger Holdingen, verstitt Der, dass ech hei net den appropriéierten Uspriechpartner sinn. Dat ass eng Enquête, déi haaptsächlech an England leeft a wou mer natierlech mussen op d'Konklusioune vun där Enquête waarden. Mir ginn awer mol dervunner aus, dass déi zu Lëtzebuerg usässeg Gesellschaften sech hei mol a priori gesetzeskonform verhalen hunn. Wann dat net de Fall ass, ass dat hei natierlech en Dossier fir d'Justiz.

Zu Ärer leschter Fro, wat den Austausch mam Kommissär Thierry Breton ugeet, géif ech Iech gäre soen, dass ech e Gespréich mam Thierry Breton hat de 27. Mee um Rand vum Conseil „Compétitivité" zu Bréissel, wou ech drop higewisen hunn, dass zanter dem Ufank vun den Diskussiounen ëm d'Reprise vum italieenesche Stolproduzent Ilva duerch ArcelorMittal d'Lëtzebuerger Regierung ëmmer a konstant derfir plädéiert huet, dass déi Transaktioun soll als kompatibel mat den europäesche Konkurrenzreegele gëllen, well hei justement keng Konzentratioun oder keng exzessiv Konzentratioun um EU-Stolmarché géif entstoen. Dat huet den deemolege Wirtschaftsminister an e puer Bréiwer och zesumme mam Buergermeeschter vun Diddeleng ënnerstrach un d'Attentioun vun der Kommissioun.

An ech hunn dem Thierry Breton ganz kloer gesot, dass mer missten hei eppes maachen um Niveau vun den europäesche Konzentratiounsreegelen, dass et net ka sinn, dass mer europäesch Championen zerschloen an u sech esou dann an e puer Joer duerno an esou mësslech Situatioune komme wéi déi, an deene mer elo sinn. Dat kann net sinn, insbesonnesch an engem Kontext post-Covid, wou mer jo vill a gären iwwer industriell Souveränitéit, industriell Autonomie an Europa schwätzen. Do ass ganz kloer e Bedarf, fir dat eng Kéier nozekucken.

D'Kommissioun huet trotzdeem och zugonschte vu Liberty Steel assistéiert, dass ArcelorMittal sech deemools, an Dir wësst dat, vun enger Partie Stolwierker trenne misst a Konditiounen, déi wierklech och alles anescht wéi favorabel waren. An dat ass natierlech absolutt ze bedaueren.

Dat ass dat, wat ech Iech zu dësem Zäitpunkt kann zu Äre Froe soen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister. Ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Mosar fir eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci. Merci fir d'éischt, fir dem Här Wirtschaftsminister Merci ze soe fir all seng Äntwerten. Ech sinn och praktesch op alle Punkte mat senger Analys d'accord.

Ech wollt trotzdeem nach eng Kéier eng Prezisiounsfro stellen. Well wann ech en elo richteg interpretéiert hunn, dann ass déi Restrukturatiouun, déi do angeeblech geplangt wär, laut verschiddene Presseberichter, op jidde Fall keng Optioun fir d'Regierung. Dat heescht, déi Zesummeleeung do vu verschiddene Wierker an och déi Zesummenaarbecht zwësche rumänesche Wierker an Diddeleng ass also keng Optioun. An ech kann oder mir kënne jo dann dervun ausgoen, wann dat esou wierklech géif kommen, wéi dat a verschiddene Presseartikele steet, datt dat net géif op den Accord vun der lëtzebuergescher Regierung falen. Dat wär wierklech eng ganz wichteg Prezisioun, wou ech net onfrou wär, fir se ze kréien.

Dann, zweetens, an ech mengen, do si mer alleguerten hei an deem Haus d'accord: Diddeleng ass wierklech ee vun deenen allerwichtegsten Industriestanduerter, déi mer nach an deem Land hei hunn. A mir musse wierklech alles maachen, datt mer deen erhalen ënner méiglechst gudde Konditiounen! An Dir hutt zu Recht gesot, Här Minister: Dat ass eigentlech e Wierk, wat sech selwer ouni allze vill grouss Problemer dréit.

Mir mussen also oppassen, an do fannt Der och d'CSV op Ärer Säit, datt mer eis hei net nach eng Kéier vu lugubre Financieren uschmiere loossen, déi versichen, do iwwer verschidde ganz gelunge Kanäl erëm eng Kéier hei eng Entreprise ze refinanzéieren. Dat ass schonn eng Kéier an d'Box gaangen. Mir sollen also net de Feeler maachen, datt et eng zweete Kéier an d'Box geet. An duerfir och nach eng Kéier eisen Appell a mäin Appell, datt mer wierklech op deem dote Wee viruginn an äusserst virsiichteg si par rapport zu eventuelle Repreneuren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo. Bon, fir d'éischt freeën ech mech driwwer, dass den Här Mosar a seng Partei, och änlech wéi d'Regierung, hannert dësem Wierk stinn an och hannert der Decisioun an hannert der Volontéit, fir alles ze maachen, dass Liberty Steel Galvalange - nenne mer et, wéi et heescht - erhale soll bleiwe mat all senge Mataarbechter. Et ass e Wierk, wat fonctionéiert. Et ass e Wierk, wat profitabel ass, wat en plus e Produit mécht, deen zimmlech vill gefrot gëtt an och technesch héichwäerteg ass. Do si mer eis alleguerten eens, dass mer do all un engem Strang zéien, fir dat fäerdegzebréngen.

Är Fro, ob d'Regierung hannert där Optioun Galaţi steet, déi elo evoquéiert gëtt, och aus Kreesser vu Liberty Steel: Ech hunn lech gesot, dass mer mat der SNCI un engem Plan B schaffen. Nawell ass et esou, an ech mengen, Dir wësst dat, dass een an esou Situatiounen an an Dossieren, déi esou komplex si wéi dësen, keng Dieren zoumécht, d'autant plus net, wann een net all d'Kaarten an der Hand huet. An ech hunn lech och gesot a menger Äntwert, dass den Här Gupta a säi Group fir de Moment keng Volontéit gewisen hunn oder keng Beweegunge gemaach hunn, fir Liberty Steel Diddeleng ze verkafen.

En attendant si se ëmmer nach Proprietär vun deem Wierk. Si hunn déi Kaarten am Grapp. Mee et muss een natierlech kucken, wéi dat Ganzt evoluéiert. Et si Refinanzementer, déi ganz kloer mussen do sinn. Et sinn Approvisionnementer, déi musse virbezuelt ginn. Dat ass och evident. Dat ass och ee Grond, firwat se esou lues dréie fir de Moment.

Mir observéieren dat nach wie vor de très près. Ech hunn dat och gesot a menger Äntwert: Eise Gedoldsfuedem ass amgaang, ganz, ganz dënn ze ginn, well dat eng Situatioun ass, déi sech elo schonn iwwer Wochen erstreckt mat Promessen, wat de Refinanzement ugeet, déi net wierklech kommen. Mee ech mengen, fir de Moment kann een näischt excluéieren. Mee gitt emol dovunner aus, dass mer dat Bescht wäerte maachen, fir hei déi beschtméiglech Léisung ze fannen am Interêt vun Diddeleng a senge Mataarbechter.

Merci.

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wirtschaftsminister.

8. 7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7837 iwwert d'Bestietnis an engem anere Gebai wéi dem Gemengenhaus. Ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här François Benoy.

Rapport de la Commission de la Justice

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, de Coronavirus soll keng Gemeng dervun ofhale, fir d'Hochzäiten, ee vun de schéinsten a wichtegste Momenter am Liewe vu ville Leit, ënnert de beschtméigleche Konditiounen, also och mat méi Gäscht, kënnen ofzehalen.

Mam Gesetzesprojet 7837 kënnen d'Gemengen d'Hochzäite weider bis d'Enn vum Joer an engem anere Gemengesall ofhale wéi déi am Gemengenhaus selwer. Esou hunn d'Gemenge méi Méiglechkeeten, fir d'Hochzäiten am Respekt vun de sanitäre Bestëmmunge kënnen duerchzeféieren.

Mir verlängeren d'Mesuren, déi am Gesetz vum 24. Juni iwwert d'Mariagen an der Covidpandemie definéiert sinn, eng véierte Kéier. Den Officier vum État civil kritt d'Méiglechkeet, d'Hochzäiten an engem anere Gemengegebai wéi am Gemengenhaus ofzehalen. D'Gebai muss engem Gemengeservice affektéiert sinn. De Schäfferot kann esou ee Gebai festhalen, dat den Inneministère dann approuvéiert.

D'Justizministesch huet de Gesetzesprojet de 7. Juni deposéiert. Mir kruten Avise vum Staatsrot, dem Parquet an dem Syvicol, déi hiren Accord markéieren. D'Justizkommissioun huet den Text de 16. Juni duerchgeholl an de 25. Juni de schréftleche Rapport ugeholl.

Mëttlerweil maachen iwwregens 60 Gemenge vun dëser Mesure Gebrauch, also iwwert d'Hallschent vun de Gemengen hei am Land. An dat sinn der zwou méi wéi virun engem hallwe Joer.

Mir verlängeren d'Mesurë jo elo bis den 31. Dezember 2021, vläicht eng leschte Kéier, well d'Regierung un engem Text schafft, fir d'Mesure ze perenniséieren, dat am Kader vun der Moderniséierung vun den zivillen Zeremonien an der Ënnerstëtzung vun de Gemengen dobäi, esou wéi dat jo am Koalitiounsaccord vun der Regierung steet.

Et bleift mir just nach, Jo fir déi gréng ze soen a Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff.

Discussion générale

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Dem Rapport vum Här Benoy ass näischt bäizefügen. Mir ginn och den Accord vun der demokratescher Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. Da ginn ech d'Wuert nach un den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Ech wéilt am Numm vun der LSAP dem Rapporter Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech ginn den Accord vun der LSAP a freeë mech op d'Perennisatioun vun dëser Mesure an noer Zukunft. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Och mir soe kloer Jo. An natierlech freeë mir eis, wann et esou wäert bleiwen, dass een sech och ausserhalb vun der Gemeng eng Kéier ka bestueden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Majo, ech soen lech da Merci fir déi breet Zoustëmmung. An effektiv, wéi den Här Biancalana et scho gesot huet: Eng Perenniséierung vun dëser Mesure ass an der Ausschaffung. An d'Chamber wäert dann deemnächst och kënnen eng Kéier domat befaasst ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7837. Den Text steet am Document parlementaire 7837[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7837 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal, fir déi déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7826 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;

2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale

Mir kommen elo zum Projet de loi 7826, eng zäitweileg Upassung vu verschiddene Strofprozeduren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Dës Kéier wäert ech meng Zäit vum Rapport net brauchen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren a ganz kuerze Wierder de mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet 7826. Eis sanitär Situatioun ass jo trotz de grousse Verbesserungen an de leschte Wochen nach net erëm normal, dofir verlängere mer elo eng Rei Dispositioune bis un d'Enn vun dësem Joer.

Ëm wat geet et? Et ass d'Verlängerung bis Enn 2021 vun de Mesuren aus dem Gesetz vum 23. September 2020, déi bis Enn dëses Mounts, Enn Juni, limitéiert waren, wou mer de Societéiten an anere Personnes physiques och weiderhin d'Méiglechkeet ginn, fir hir Assemblées générales an aner wichteg Reuniounen iwwer Videokonferenz ofzehalen oder Decisiounen iwwert de Vote à distance ze huelen, och wann hir Statuten dat net explizitt virgesinn. Domadder erméigleche mer hinnen, déi sanitär Sécherheetsmoossnamen, déi an der Pandemie nach ëmmer gëllen, beschtméiglech an ouni grousse logisteschen Opwand ze respektéieren.

Da verlängere mer och nach d'Dispositiounen aus dem Gesetz vum 19. Dezember 2020 iwwert d'Suspensioun vum Delai aus dem Artikel 440 vum Code de commerce iwwert den Aveu vun der Cessation des paiements; iwwert d'Derogatioun vum Artikel 2127 aus dem Code civil iwwert d'Hypothèques conventionnelles an d'Derogatioun zum Artikel 55 aus dem Code civil, wat et méiglech mécht, en neigebuerent Kand unzemellen innerhalb vun engem verlängerten Delai vun engem Mount.

All dës Dispositioune ginn, wéi gesot, bis den 31. Dezember dëst Joer verlängert.

De Werdegang vun den Aarbechten: De Projet 7826 gouf den 31. Mee vun der Madamm Justizministesch deposéiert. Den 9. Juni hu mer en evoquéiert an der Justizkommissioun an de Rapporter och du genannt. Dee selwechten Dag huet de Staatsrot och aviséiert. D'Kommissioun huet doriwwer de 16. Juni gekuckt an en Amendement ugeholl fir sécherzestellen, dass d'Entrée en vigueur och den 30. Juni ka sinn. Domat war de Staatsrot den 22. Juni averstan, soudass d'Kommissioun de Rapport de 25. Juni konnt unhuelen.

Zu den Avisen: D'Handwierkerkummer begréisst an hirem Avis vum 10. Juni d'Verlängerung vun dëse Moossnamen. An deem Avis liese mer awer och d'Suggestioun, sech ze iwwerleeën, ob mer net definitiv sollen dës Moossnamen, fir op Distanz u Versammlungen deelzehuelen, solle bäibehalen an Zukunft, natierlech sous condition dass technesch alles virgesinn ass, fir jiddwereen ze identifizéieren, dass jidderee ka matdeliberéieren a wielen. Den Avis vun der Handwierkerkummer, déi éischte Kéier zu dësem Gesetz, war an der Tonalitéit nach vill méi skeptesch.

D'Handelskummer begréisst an hirem Avis vum 28. Mee déi pragmatesch Approche a widderhëlt hir Bemierkung, déi se och schonn an de Virgängerprojete gemaach huet, ob déi Mesuren, fir den Delai ze verlängeren, wou d'Commerçanten hir Obligation d'aveu de la cessation des paiements maache mussen, op Dauer wierklech sënnvoll ass.

Ech schléissen heimat mäi mëndleche Rapport a soe jiddwerengem Merci, deen un den Aarbechte bedeelegt war. Ech froen also Är Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn an engems den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Rapporter villmools Merci a ginn d'Wuert weider un deen éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och, Här Rapporter. D'CSV ass averstane mat dëser zäitweileger Verlängerung vu Moossnamen, déi duerch de Covid nach ëmmer bedéngt sinn.

Ech wëll just eng Bemierkung nach eraussträichen, déi ech virun engem Joer hei gemaach hat op der Chamberstribün, wéi mer dat Gesetz déi éischte Kéier gestëmmt hunn, nämlech, datt ee sech soll iwerleeën, wéi eng Dispositiounen a Moossnamen ee vläicht géif iwwert déi zäitweileg Verlängerung eraus wëllen am gesamten Agencement juridique bäibehalen. Ech denken do besonnesch u Reuniounen, déi een op Distanz kéint maachen, Reunioune méi wéi Assembléeën a Generalversammlungen. Ech hu jo och gesinn, datt d'Handwierkerkummer dat Element dës Kéier an hirem Avis erausgestrach huet.

Domadder ginn ech, wéi gesot, nach eng Kéier der CSV hiert Averständnis. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur e grousse Merci soen an den Accord gi vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Arendt. Da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Ech géif och dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht a ginn den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. Da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Effektiv hu mer festgestallt, ech ginn do der Madamm Modert 100%eg Recht, datt eng ganz Partie vun deene kuerzfristegen Ännerungen u sech eng ganz gutt Saach ass, déi een effektiv sollt perenniséieren. Do gehéiert dat heite bestëmmt derzou.

Et ass bedauerlech, datt aner Mesuren, déi provisoresch waren, elo auslafen an net méi kënne benotzt ginn. Ech denken do ganz besonnesch un d'Procuration sous seing privé, fir kënnen en Hypothéikenakt ze ënnerschreiwen. Et ass schued, datt dat elo ausleeft an d'Leit nees gezwonge ginn, sech ze deplacéieren, wat jo awer ëmmer hire Risiko eropsetzt. An et gëtt och keng Ursaach, firwat datt een den Acte de vente vun engem Immeubel kann ënnerschreiwe par procuration an den Acte hypothécaire net. Voilà!

Ech soen lech Merci. Mir ginn eis Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Och merci dem Rapporter. An och mir Piraten wäerten den Accord ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Merci lech alleguerten. Et ass esou, dass mer natierlech bei all deene Mesuren - et wäerten der jo nach kommen en matière de procédure pénale a civile - an deenen nächste Wochen eng Analys maachen, wat perenniséiert muss ginn a wat net respektiv wat elo wierklech nach ënnert déi aktuell sanitär Moossname muss falen.

Aus Virsiichtsgrënn hu mer en Deel vun deene Mesuren elo verlängert - net alleguerten. Et kann ee bei all eenzel Mesure natierlech doriwwer diskutéieren. Mir hunn dat jo och gemaach.

Just eng Remark, wat elo d'Videokonferenzen ubelaangt: Do ass elo scho jiddwerengem fräigestallt, dat a sengem Acte fondateur vun enger ASBL oder vun enger Gesellschaft och schonn esou virzegesinn. Et gëtt och eng ganz Rei Societéiten, déi dat souwisou esou virgesinn hunn. Et bréngt och eng ganz Rëtsch Konsequenze mat sech, wann een dat am Gesellschaftsrecht kuckt. Dat heescht, dat sinn alles Mesuren, déi een net à la légère ka prolongéieren oder net. Mee déi Diskussioun wäerte mer an deenen nächste Méint hoffentlech nach kënne féieren, well ech mer jo ganz staark wënschen, dass dat hei elo déi lescht Prolongatioun vun deem heiten Text ass.

Merci.

Une voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7826. Den Text steet am Document parlementaire 7826[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7826 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la mobilisation de logements inoccupés et de terrains viabilisés et mobilisables à court terme

D'Chamber féiert de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Mobilisatioun vum onbewunnte Wunnraum a viabiliséierten Terrainen. An ech géif direkt d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis als Vertriederin vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk ginn. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Vill vun eise Matmënsche liewen an engem Noutstand, an dat net eréischt säit der Coronaepidemie. De Wunnengsnoutstand ass eng Realitéit, déi Dausende Mënschen, nee, souguer Zénga dausende Mënschen hei am Land betrëfft. An dat si Jonker, déi nach doheem wunnen, mee dat sinn och Leit, déi expulséiert goufen, déi schlecht logéiert sinn an déi a Wunnenge liewe mat ze vill engem héije Loyer.

Mir wëssen dat alleguerten. Ech hunn heiansdo d'Gefill, dass dat Theema net oft genuch traitéiert gëtt, well mir warscheinlech alleguer heibannen net onbedéngt an esou enger Situatioun sinn - an ech inclus!

D'Situatioun awer verschlëmmert sech just. Der Regierung hir Efforte gesi mir virun allem op engem laangzäitlechen Niveau. Mir begréissen natierlech hir Efforten, déi si maachen, virun allem am Pacte Logement 2.0 an am Spezialfong. Mir gesinn dat och, mee mir mengen awer, dass d'Urgence esou grouss ass, dass mer elo Wunnenge brauchen an net an zéng Joer!

Et ass also eng Urgence. A mir sinn an enger Wunnengskris. Et ass net déi éischte Kéier, dass mer deen Term „Wunnengskris" benotzen, a mir mengen, dass een dann och Kriseninstrumenter brauch, genee esou, wéi mer se elo kennen. An et ass méiglech! Mir mengen, dass ee soll agräifen an de Maart an net soll drop waarden, dass de Maart mat Äntwerte kënnt, well mir hu gesinn, dass vum Maart keng Léisungen ze erwaarde sinn - am Géigendeel! Mir mengen, dass et am Sënn vum Allgemengwuel ass, dass mer solle proaktiv handelen. D'Instrumenter gëtt et och, mee si ginn net genuch ëmgesat. Dorobber wéilt ech agoen. Mir mengen och, dass mer enger Kris hannendrulafen an dass mer virun allem de Retard accumuléieren.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir wëssen alleguer, dass 10.000 bis 20.000 Wunnengen hei am Land eidel stinn. Dat si Schätzungen, leider gëtt et keng genee Zuelen. Der Caritas no awer sinn ëm déi 30.000 Leit, vläicht souguer méi Leit, am Besoin fir eng abordabel Wunneng. Et ass onverantwortlech an esou engem Kontext, wou esou vill Mënschen am Besoin sinn, si am Ree stoen ze loossen an net elo Wunnraum, deen et gëtt, ze mobiliséieren. An ech mengen net, dass et onbedéngt un de Proprietären ass. Ech mengen net, dass et onbedéngt d'Proprietären sinn, déi verantwortlech sinn, mee ech mengen, et ass de politesche Kader, dee muss gesat ginn, fir déi Wunnengen eeben ze mobiliséieren.

Souguer de Premierminister huet dëse Problem erkannt an engem Artikel am „Land", dee bestëmmt vill vun eis gelies hunn, an deem hien och vun der Besteierung vun den eidel stoende Wunnenge schwätzt, an hie schwätzt sech aus fir eng progressiv Besteierung, sou dass et, Zitat, „dem Besëtzer wéideet".

Ech komme kuerz op d'Initiativen ze schwätzen, déi et scho gëtt, wat d'eidel stoend Wunnengen ugeet. Et gëtt also Initiativen am Beräich vun der Gestion locative sociale. Do geet et virun allem drëm, eidel stoend oder disponibel Wunnengen ze mobiliséieren. Haut sinn dausend Wunnengen an der Gestioun vun der Gestion locative sociale. Dee gréissten Acteur hei ass d'Agence immobilière sociale, wéi Dir et wësst. A si verlounen d'Wunnengen also zu engem abordabele Loyer. Si huelen dem Proprietär och d'Aarbecht of domadder. An dee bezilt manner Steieren op dem Loyer, deen en erakritt.

D'AIS awer, wéi Der wësst, huet eng Waardelëscht vun ëm déi dausend Leit. An déi Waardelëscht gëtt net méi kleng, well, wéi mir alleguerte wëssen, déi Leit, déi bei hinne wunnen, déi sinn normalerweis limitéiert op dräi Joer, si sinn awer dacks bis zu aacht, néng Joer an de Wunnengen, well se keng Wunneng um éischte Marché fannen.

Mir accumuléieren also de Retard. De Retard gëtt just méi grouss! An déi Projeten op laang Zäit, déi aus dem Ministère kommen, déi jo wierklech immens sinn, mee déi ginn eis haut keng Äntwert op de Besoin elo.

Dann, d'Circulaire 3324 ass eng Circulaire, déi sech un d'Gemenge riicht. An d'Gemenge ginn opgefuerdert, eidel stoend Wunnenge selwer ze lounen an u Leit fir en abordabele Loyer weiderzeverlounen. An de Ministère bezilt dann hei den Ënnerscheed am Loyer. Mir mengen och, dass dat en Outil ass, deen interessant ass, mee et schéngt och, wéi wann et hei géif Problemer ginn, notamment bei de Gemengen, eebe well dësen Outil och op dräi Joer limitéiert ass, wéi mir gewuer gi sinn. An d'Gemenge sti ganz dacks eleng do, well se eeben déi Leit solle betreien am soziale Beräich. An do hu si eeben dann zwee Problemer. Dat ass: Engersäits wësse se net, wat no deenen dräi Joer geschitt, an op där anerer Säit musse se déi Leit encadréieren an hunn dacks déi Ressource-humainen net, déi et brauch. Do menge mir, dass mir nees eng Kéier hei een Outil hunn, deen net ganz duerchduecht ass a wou mer eis musse méi Moyene ginn, fir dass och deen Outil am Endeffekt benotzt gëtt.

Dann, drëtt Instrument u sech: d'Taxatioun. Dat ass warscheinlech dee bekanntsten Outil, dee mer hunn, fir eidel stoend Wunnengen an Haiser ze besteieren. Och hei gesi mir, dass déi Steier eigentlech net wierklech dissuasiv wierkt par rapport zu der Spekulatioun am Endeffekt. A mir mengen, dass se virun allem soll obligatoresch ginn am Kontext vun enger Wunnengskris, an där mir sinn. Et ass eigentlech och do nees onverantwortlech an deem Kontext, an deem mir sinn, wou esou vill Mënschen an esou engem direkte Besoin sinn, well e Besoin op eng Wunneng ze hunn, op eng abordabel Wunneng, ass kee Luxus. Déi brauchen haut eng Wunneng an net a fënnef oder an zéng Joer!

An an deem Kontext ass et onverantwortlech, déi Wunnengen eidel stoen ze loossen! Eng Gemeng wéi Esch huet déi Tax zwar ageféiert - ech mengen, et sinn ongeféier aacht Gemengen, déi et gemaach hunn -, mee si hieft se net op, well et eng juristesch Onsécherheet gëtt bei der Erfaassung vun deem eidele Wunnraum. Also, och do happert et nees bei dësem Instrument, dat zwar um Dësch läit, mee dat net genuch benotzt gëtt, well et eeben och erëm net ganz duerchduecht ass.

Et sinn also gutt Usätz. Mee déi dote Moossname fale fir eis ënnert de sougenannte „Pull-Facteur", wou d'Proprietäre quasi incitéiert ginn, eppes mat där Wunneng ze maachen, an dat ass och ganz gutt, mee mir gesinn, dass dat definitiv net duergeet!

Ech mengen, dee Saz: „Et geet net duer", ass een, dee mer jo oft hei soen. An dat soll awer keen Euphemismus sinn. Ech mengen, mir schwätzen hei vu mënschleche Besoinen, vu Mënscherechter. An dat seet ee jo net einfach esou. Et ass wierklech immens, immens wichteg!

An dofir, menge mir, brauche mer e „Push-Facteur". An dee Push-Facteur ass natierlech um steierleche Plang. Also dat solle Moossname sinn, déi eidel stoend Wunnenge sollen oninteressant maachen. Mir mengen dofir, dass d'Steieren op Gemengenniveau solle ganz kloer eropgoen. Si sollen och obligatoresch ginn. Wann dat net geet um Gemengenniveau, da soll et eng national Steier ginn. D'Steier soll och progressiv wierken a mat der Zäit eropgoen.

Fir déi Gemengesteier op eidel stoendem Wunnraum bräichte mer elo awer e Regëster, wou de Leerstand drastoe kënnt. An dofir brauche mer eng Basis, fir eeben déi Besteierung quasi do dropzerechnen. Do verweisen ech op d'Propos vun der Chambre des Salariés. Si proposéieren also e Gesetz, wou mer quasi en nationaalt Gesetz géife stëmmen, fir esou e Registre national, wou een deen Ament da kann d'Wunnengen androen, an dann hätt een eeben déi juristesch Grondlag fir d'Gemengen. Dat wier dann esou eng Ofsécherung.

De Pacte Logement 2.0 da schwätzt och vun der Mobiliséierung. De Programme d'action local logement gesäit vir, ech zitéieren: « [la mobilisation du] potentiel [résidentiel] existant (potentiel foncier, constructions existantes et logements non-occupés) afin d'augmenter l'offre de logements abordables et durables ». Och do: Dat ass schéin a gutt, mee wann d'Gemenge keng Sécherheet hunn, wat also d'Basis ugeet, fir déi Donnéeën ze erhiewen, da komme mer net wäit!

Kommt, mer kucke mol op aner Stied! Zu Bréissel maache se dat. Am Joer 2019 sinn 340 eidel stoend Wunnengen taxéiert ginn. An et geet net just ëm d'Besteierung, mee d'Steier soll incitéieren, eppes mat der Wunneng ze maachen, amplaz se eidel stoen ze loossen. Et sinn net just Maueren. Eng Wunneng déngt dozou, dass Mënschen an hire grondleeënde Rechter am Endeffekt och geschützt ginn. D'Stad Bréissel schwätzt souguer vun Expropriatiounen, falls déi Tax näischt bréngt.

Dann nach en anere Punkt: De Staat selwer huet Gebaier, déi eidel stinn. Ech géif gär wëssen, wéi vill dat der sinn a wéi eng dovunner ee fir Wunnenge benotze kéint. Dat mécht mech besonnesch stutzeg, well ech soe mer, wann een am Private jo nach d'Excuse huet ze soen: „Ben, et ass privat, mir kënnen et net direkt mobiliséieren", oder: „Et ass schwiereg", oder: „D'Proprietäre wëllen net", hu mer déi Excuse hei net.

Nach eemol: Mir wëssen a schätzen, dass am Logementsministère ganz vill geschafft gëtt. Dat soll een also net falsch verstoen. Mee mir soen einfach: Et ass eng Urgence elo hei, et soll elo eng Prioritéit ginn! An ech mengen, mir wëssen et alleguer, et kënnt och ëmmer erëm aus de Sondagen eraus: D'Bierger si sech es bewosst, et ass deen éischte Besoin hei am Land. An dofir mengen ech wierklech, dass een elo soll handelen. An ech weess och, dass d'Responsabilitéit net eleng beim Logementsministère läit, mee do misst d'Regierung sech wierklech déi néideg Moyene ginn, fir elo ze handelen. Virun allem, wéi gesot, sinn d'Instrumenter jo och schonn um Dësch.

Da kommen ech zum Punkt, éischter zousätzleche Wunnraum ze schafen an der kuerzer Zäit, also elo och quasi an der Urgence. Och do: Mir gesinn, dass grouss Projeten ënnerwee sinn. Mee nach eng Kéier: Déi gesi mer dann an zéng, fofzéng Joer konkreet. Mir mengen awer, fir elo ze handelen, soll een d'Baulücke mobiliséieren. Do kann een also zäitno séier Wunnraum schafen. D'Baulücke si viabiliséiert Terrainen a Quartier-existanten. Méi wéi eng Baugeneemegung brauch een also net, well Gas, Waasser, Stroum an esou weider sinn eeben dacks och schonn do. Do kann also séier eppes entstoen.

A senger leschter Etüd huet de LISER gerechent, dass 941 Hektar Baulücken existéieren, de Gros dovunner a privater Hand. D'Baulücke si säit 2013, also säit der Regierung DP-LSAP-gréng, Nummer eent, eng Prioritéit gewiescht. Beim Maggy Nagel an och duerno beim Marc Hansen gouf et e Baulückeprogramm, wou et drëms goung, Privatbesëtzer Ureizer ze setzen, fir dass si d'Baulücken eebe sollen notzen oder verkafen.

A wat ass geschitt? Mir mengen, net ganz vill, well eeben och do keng groussaarteg Entscheedungen oder Mesuren ergraff gi sinn. 2015 zum Beispill gouf et 957 Hektar Baulücken - 957! -, 2019 waren et der 941, déi Zuel ass also net vill erofgaangen. Vill gebaut ass also do warscheinlech net ginn.

Vläicht ass et bei de Baulücken och nach méi schwéier, se ze mobiliséieren, wéi bei den eidel stoende Wunnengen, well u sech, en Terrain, dee kascht jo näischt an dee kann och net verfalen. Dofir menge mir och do, dass mer méi e staarke Push-Facteur brauchen. Also beim Push-Facteur denke mer éischter dann eeben un d'Besteierung, Besteierunge wéi zum Beispill den Impôt foncier zu Dikrech, dee jo an d'Luucht gesat gouf. A mir mengen, dass een och dat soll an deenen anere Gemengen esou maachen. Dee muss progressiv an d'Luucht goen. Déi Steier, déi gräift jo dann och no dräi Joer, wann et kee Bauprojet gëtt.

Ech denken dann eeben och hei un d'Reform vum Impôt foncier, déi jo och virausgesot gëtt fir déi sougenannte Rente immobilière, also de permanente Wäertzouwuess um Immobiliebesëtz, ouni selwer iergendeen Effort dofir ze maachen, esou ze besteieren, dass et och hei en Ureiz gëtt, fir Terrainen a Logementer net ongenotzt stoen ze loossen. Dat wier also esou e Push-Facteur.

Eng aner Iddi, wéi ee séier kéint Wunnraum schafen, wier duerch modulabel Bausystemer. Dat ass elo an deene leschte puer Méint ëmmer méi oft opkomm, et ass also nach relativ nei an onbekannt. D'Avantagen dovunner sinn, dass ee ka séier bauen, dass et mobil ass, also et kann een et ofbauen a réckelen, an et verbraucht ee vill manner Ressourcen. Do kéint een also dann eppes opstellen an no zéng Joer nees u sech ewechhuelen an iergendwou anescht hin transportéieren. Dat nennt een eeben dat „modulabelt Bauen". Awer mir wëssen a mir hunn héieren, dass och do vill Proprietären eigentlech, obwuel et net definitiv op hirem Terrain steet, retizent sinn, well se och deen Outil, déi Méiglechkeet nach net gutt kennen. Si si schwéier ze iwwerzeegen, fir och deen dote Wee ze goen.

Mir mengen also, och dat misst ee vill méi pushen - wéi gesot, dat modulabelt Bauen. Also, och dat geet just, wann een et steierlech oninteressant mécht, fir d'Terraine broochleien ze loossen. Wéi gesot, mir gesinn, dass och do d'Proprietäre sech schwéierdinn, hir Terrainen dofir ze mobiliséieren, also brauche mer och do nees dee Push-Facteur, also eng Besteierung.

Mir mengen also, dass ee wierklech net derlaanschtkënnt, iwwert déi Besteierung vun eidel stoende Wunnengen a vu broochleienden Terrainen ze schwätzen. An ech froe mech, wiem dat Angscht mécht, well wa mer gesinn, dass et eng Kris ass an dass esou vill Mënschen dee Problem erkannt hunn, da verstinn ech net, firwat mer net méi driwwer schwätzen.

Also hu mer op där enger Säit, wéi gesot, de Pull-Facteur, dee Facteur, wou een eppes ka mat der Wunneng zum Beispill maachen, ech hunn elo vun der Gestion locative sociale geschwat, vun der Circulaire n° 3324, vum modulabele Bauen an op där anerer Säit dem Push-Facteur, der Besteierung. Déi zwee musse mateneegoen. An ech mengen, et ass méiglech, well wéi gesot, d'Instrumenter si quasi all do.

Mir dierfen also net scheien, dëse Problem unzegoen. An ech géif der Regierung wierklech roden, wa se wëllen erëmgewielt ginn, dass se de politesche Courage huelen, dëse Problem unzegoen, well d'Bierger hunn de Problem erkannt a si waarden drop, dass Der eppes maacht!

Mir mussen eis also ëmmer erëm virun Ae féieren, dass d'Wunnengskris keng abstrakt Kris ass, och wa se vläicht fir eis hei am Raum effektiv eng abstrakt Kris ass. Et ass ee Mënscherecht an dat ass net erfëllt zu Lëtzebuerg!

Ech géif vläicht nach ganz gär zum Schluss soen, dass ech mengen, dass et net esou soll eriwwerkommen, wéi wa mir den Härgott mat der décker Zéif hätten. Mir hunn net alleguerten d'Léisungen a mir hu sécherlech och net déi ganz Wourecht, mee ech mengen, d'Instrumenter, wéi gesot, sinn um Dësch. Et brauch ee just de politesche Courage, fir se duerchzedenken a fir se unzegoen.

A mir accumuléieren de Retard. An et ass wichteg, dass mer gesinn, dass iwwer 30.000 Mënschen am Besoin elo sinn, dass mer de Retard accumuléieren an dass et mat laangzäitleche Projeten net duergeet. Mir lafen der Kris no. Mir geréieren d'Kris net, mee mir lafen hir no!

A wann ech de Logementsminister däerf zitéieren an engem Interview, wou hie sot: „Den Equiliber, dee gëllt", da froen ech mech, wéi een Equiliber, well ech gesi keen Equiliber. Ech gesi keen Equiliber um Wunnengsmaart. Et gëtt keen!

Dofir muss d'Regierung agräifen. A wa si wëllt, wéi gesot, deen doten Terrain gewannen, dann hätt si Interessi, méi proaktiv ze handelen.

An ech ginn hei och nach eng Motioun of, wou mer eeben déi dote Punkten, déi ech och elo ugeschwat hunn, hei dann ofhandelen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la croissance continue et prononcée des prix et des loyers sur le marché immobilier privé au Luxembourg ;

- considérant que les ménages les moins aisés consacrent de plus en plus souvent un montant supérieur à 40 % de leur revenu disponible au logement ;

- considérant que selon les chiffres de l'„Observatoire de l'Habitat" pour l'année 2018, 14.000 ménages du seul quintile inférieur sont concernés par un taux d'effort supérieur à 40 % ;

- vu le nombre de plus en plus important de personnes inscrites sur les listes d'attente des promoteurs publics et des acteurs de la gestion locative sociale ;

- saluant les efforts entamés par le gouvernement et les promoteurs publics pour augmenter la cadence de mise sur le marché de logements à prix et à loyers abordables ;

- soulignant toutefois que toute mesure visant à augmenter la construction en nombre suffisant de logements abordables n'aura qu'à long terme un effet positif sur la situation du marché immobilier ;

- reconnaissant par conséquent que des mesures politiques supplémentaires sont nécessaires pour répondre dans l'immédiat à l'urgence de la pénurie de logements abordables ;

- considérant qu'il existe un potentiel d'immeubles destinés à servir d'habitation actuellement inoccupés et mobilisables à court terme à des fins d'habitation ;

- considérant que selon les chiffres les plus récents disponibles, 941 hectares de terrains à bâtir déjà viabilisés du type Baulücken sont disponibles et mobilisables à courte échéance ;

- considérant que le Pacte Logement 2.0 prévoit que les communes définissent dans le cadre des programmes d'action locale logement leurs projets et ambitions en matière de mobilisation du potentiel résidentiel existant ;

- considérant toutefois que les outils légaux à la disposition des communes, notamment les taxes communales spécifiques d'inoccupation de logements ou de non-affectation de terrains constructibles, ne sont jusqu'ici appliqués que par un petit nombre de communes,

invite le Gouvernement

- à créer une base légale pour permettre un recensement systématique et obligatoire de logements inoccupés au niveau communal et l'introduction d'un registre regroupant ces logements en indiquant également la durée d'inoccupation de chaque bien ;

- à rendre obligatoire l'application de taxes communales sur les logements inoccupés et les terrains non-affectés à la construction sans motif valable et à soutenir les communes en mettant à leur disposition des règlements-type et des conseils juridiques ;

- à mettre en place en coopération avec les communes un cadre réglementaire pour permettre l'installation de structures modulaires amovibles sur des terrains viabilisés inoccupés ;

- à tenir compte lors de la réforme de l'impôt foncier de la nécessité d'une adaptation des valeurs unitaires afin d'inciter d'une part les propriétaires de logements inoccupés à la vente et/ou la location de leurs immeubles ainsi que d'autre part les propriétaires de terrains non-affectés à créer des habitations sur leurs terrains ;

- à établir un relevé des immeubles inoccupés appartenant à l'État et à des établissements publics pour les réhabiliter à des fins d'habitation.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech der honorabeler Nathalie Oberweis Merci soe fir d'Ufro vun dëser Heure d'actualité alt nees eng Kéier ronderëm de Sujet vum Wunnengsbau.

Ben, ech mengen, wéi d'Nathalie Oberweis et och scho gesot huet, spëtzt sech d'Situatioun hei am Land ronderëm de Wunnengsbau ëmmer méi a méi zou. Wann een och déi lescht Sondagë kuckt, wat dann effektiv d'Leit am meeschte besuergt, dann ass et zu 81 % d'Problematik ronderëm de Wunnengsbau, déi effektiv dozou féiert, datt d'Leit sech wierklech eeschthaft Gedanke maachen.

Ben, mir wëssen, datt d'lescht Joer d'Wunnengsbaupräisser ëm ronn 16 % an d'Luucht gaange sinn. A wann ee riets a lénks kuckt, nëmmen d'Annoncen, oder et héiert een, wat d'Bauterrainen kaschten, respektiv wann Haiser, Appartementer verkaaft ginn, dann ass et schonn dramatesch.

Och wann de Statec virun e puer Deeg gesot huet, datt déi Hausse vläicht net an deem Mooss wär, wéi et elo hei projezéiert ginn ass: Mat 16 % louche mir weltwäit d'lescht Joer op der drëtter Plaz - weltwäit! Dat muss ee sech wierklech eng Kéier op der Zong zergoe loossen. Duerfir, mengen ech, ass effektiv eng Urgence gebueden, datt deem Rechnung gedroe gëtt!

Nieft dem Problem ronderëm de Wunnengsbau ass awer en drëtte Faktor och am Sondage ervirkomm, wou da Leit sech extreem vill Suerge maachen ëm d'Zukunft vun hire Kanner, vun dëser Generatioun, vun der nächster Generatioun. Dat sinn ëmmerhin 59 %. An deen Taux geet iwwert d'Joren nach ëmmer weider an d'Luucht. De Klimaschutz ass mat 49 % op der véierter Plaz. Dofir, Ëmwelt- a Klimaschutz, mengen ech, musse mer alleguerte maachen a bedreiwen. An dat gëtt och aktiv riets a lénks vun dem Staat, vun de Gemengen, awer och vun de Leit wouergeholl.

Duerfir musse mer oppassen, datt mer effektiv ... Et gëtt oft vun der grénger Fraktioun gesot, mir solle Klimaschutz oder Ëmweltschutz net géint de Wunnengsbau ausspillen. Dat ganz sécherlech net! Klimaschutz, Ëmweltschutz - absolutt wichteg. Just mat Ideologie, do verbaut een Zukunftschancen, an zemools d'Zukunftschancë vun dëser Generatioun, vun där nächster Generatioun. Et kann en fin de compte net méi sinn, wann een effektiv innerhalb vum Perimeter ..., datt do ëmmer nees nei Kujenade vusäite vum Ëmweltberäich kommen, wann et ëm d'Baurecht geet. Wann een d'Baurecht huet, da soll een och kënne bauen, an dat schnellstméiglech!

Ben, ech mengen, do gëtt et eng Rei vu Beispiller aus deene leschte Méint a Joren, wou d'Promoteuren och soen: „Mat där doter Politik komme mer definitiv net weider!" En fin de compte muss een de Constat maachen: Gréng Politik bedeit och eng Verdeierung vum Wunnengsbau!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV).*- Ben, ech mengen, mir musse schnellstméiglech kucken, datt do dergéintgewierkt gëtt, sozial Problemer, déi entstinn, 41 % vum Taux d'effort, déi effektiv bei dem Akommes vu Ménages monoparentaux zustane kommen. Duerfir, et kann ee wierklech constatéieren: Dat räicht Lëtzebuerg bréngt et net fäerdeg, senge Bierger eng dezent Wunneng à disposition ze setzen.

D'Nathalie Oberweis huet et virdru scho gesot: 941 Hektar Baulücken. Viru Jore gouf de Quart taux ageféiert - ben, ech mengen, dat huet sécherlech zu engem gewëssen Deel eppes bruecht, awer net alles. An duerfir muss do effektiv onbedéngt nogeschoss ginn. Dat heescht, datt dat an deem Beräich, wann et ëm d'Notze vun de Baulücke geet, schnellstméiglech do och ëmgesat gëtt.

Ben, ech mengen, iwwert d'Joren, wou d'CSV elo freet, datt eng Spekulatiounssteier oder -tax soll en place gesat ginn, ben, ech mengen, do ass op et Regierungsniveau, wou awer trotzdeem ëmmer nees gebremst gëtt, vu wiem och ëmmer, dat sief elo mol einfach dohigestallt. An dësem Sënn wéilt ech gär eng Motioun hei deposéieren, Här President, wou d'CSV dann d'Regierung opfuerdert, fir eng Spekulatiounstax oder -steier anzeféieren.

Dës Tax oder Steier bezitt sech awer nëmmen op Terrainen, wou effektiv da Spekulatioun drop bedriwwe gëtt. Dat heescht: Elteren, wa si fir hir Kanner oder Kandskanner deen Terrain wëllen halen, da fält dat natierlech net dorënner. Och fir kommerziell, handwierklech, landwirtschaftlech, industriell a liberal Aktivitéite soll ee vun enger Exemptioun heivu profitéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements ;

- constatant une rareté de terrains réellement disponibles pour la construction ;

- constatant que cette rareté est entre autres due à une rétention à des fins de spéculation ;

- rappelant que les communes ont la possibilité de percevoir une taxe d'inoccupation sur les immeubles bâtis destinés au logement qui ne sont pas occupés pendant une période de 18 mois consécutifs, ainsi qu'une taxe de non-affectation à la construction sur les terrains à bâtir qui sont depuis trois ans susceptibles de faire l'objet d'une autorisation de construire et pour lesquels les travaux de construction n'ont toujours pas débuté ;

- rappelant que les communes ont le droit d'introduire un impôt foncier sur les immeubles bâtis et non-bâtis ainsi que sur les terrains à bâtir à des fins d'habitation (impôt foncier B5 et B6) ;

- estimant que les taxes communales existantes s'avèrent insuffisantes pour lutter contre la spéculation ;

- estimant qu'au vu de la flambée des prix du foncier, il faut rapidement endiguer la spéculation ou la rétention foncière ;

- estimant que le Luxembourg doit se donner de nouveaux moyens de dégager rapidement des terrains à bâtir en quantité suffisante pour développer la construction et aboutir à une augmentation substantielle de l'offre de logements au Luxembourg ;

- concluant que les terrains non bâtis mais se trouvant dans le périmètre de construction, ainsi que les logements longtemps inoccupés pour des raisons de spéculation devraient être taxés de manière plus élevée via une taxe nationale,

invite le Gouvernement

- à présenter une taxe nationale afin de lutter contre la spéculation sur les biens immobiliers inoccupés et les terrains à bâtir non utilisés ;

- à veiller que cette taxe ne soit pas due en cas de volonté prouvée du propriétaire de conserver l'immeuble en question pour sa descendance ;

- à veiller que cette taxe ne frappe pas les immeubles destinés exclusivement à un usage commercial, artisanal, agricole, industriel ou de profession libérale.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Den ëffentleche Bauträger, dee packt et definitiv net, fir effektiv genuch um Maart ëmzesetzen. Ech wollt just elo nach eppes dozoufügen, wat d'Spekulatiounstax oder -steier ugeet. Ben, ech mengen, haut liese mer an der Press, respektiv op eng Äntwert vun enger Question parlementaire vun de Kolleege Spautz a Mosar, wat d'Grondsteier ugeet. Ben, ech mengen, aus där Äntwert vum Minister Gramegna an och vun der Inneministesch geet ervir, datt sécherlech sou laang, wéi d'PAGen net en place gesat sinn, déi Grondsteier net wäert kommen. Dat heescht also, datt bis 2023 déi Grondsteier net wäert ëmgesat sinn, wat mer effektiv extreem bedenklech fannen. An duerfir fuerdere mer d'Regierung och do nach eng Kéier op, schnellstméiglech awer do ze agéieren.

Virdru gouf och vum Leerstand geschwat, Leerstand vu Wunnengen. De risegrousse Problem ass, ben, ech mengen, däers musse mer eis unhuelen op alle Fronten, do sollt de Staat awer fir d'éischt mam gudde Beispill virgoen, wann de Staat Wunnengen huet ... Ben, viru Jore war et esou, datt d'Police-Wunnengen ausser Betrib geholl gi sinn. E gudden Deel dovunner ass virugaangen un d'Agence immobilière sociale. Duerfir, d'Agence immobilière sociale, déi eng ganz wichteg Aarbecht an dësem Domän mécht, ech mengen, dat sollt een och virun ënnerstëtzen.

Et sinn awer trotzdeem eng Partie Wunnenge vum Staat, déi de Staat am Besëtz huet, déi ëmmer nach eidel stinn. Ech hat do zesumme mat de Kolleegen Hetto an awer och Paul Galles virun dräi Méint eng Question parlementaire gestallt, entre autres och ëm Wunnengen, déi a verschiddene Gemengen ..., notamment geet et ëm eng Rei vun Haiser, déi zu Colmer-Bierg zanter Joren eidel stinn, al Police-Wunnengen. An dat kann et einfach net sinn, datt déi Wunnenge wärend Joren eidel stinn! Ech kennen änlech Beispiller och bei mir aus der Gemeng.

Duerfir, an deem Sënn wëll ech eng nächst Motioun deposéieren, wou mer d'Regierung dann opfuerderen, alleguerten déi Wunnengen, déi a Staatsbesëtz sinn, datt déi schnellstméiglech nees solle viruverlount ginn u Leit, déi en besoin sinn, an duerfir deem dann och Rechnung ze droen.

Une voix.- Très bien!

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que la vacance de logements est un phénomène grandissant depuis plusieurs années ;

- constatant que les caractéristiques et causes de la non-occupation sont multiples ;

- déplorant que le ministère du Logement ne dispose pas de données sur le nombre de logements inoccupés ;

- constatant que l'État dispose de logements de service qui sont actuellement inoccupés ;

- estimant qu'une telle situation est intenable au vu de la pénurie de logements notamment au niveau de l'offre de logements publics abordables locatifs ;

- estimant que la remise sur le marché de ces logements inoccupés permettrait de constituer une offre abordable complémentaire au parc locatif social existant ;

- estimant que c'est à l'État de montrer l'exemple dans cette crise du logement,

invite le Gouvernement

- à remettre dans l'immédiat sur le marché les logements de service inoccupés dont l'État est propriétaire.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Voilà. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir leeft d'Zäit fort. Ben, ech mengen, et wär nach villes zu dësem Sujet ze soen. Bon, ech mengen, déi zwou Motiounen, déi mer deposéiert hunn, an der Hoffnung, datt mer do eng breet Zoustëmmung dozou wäerte kréien, soen ech lech an dësem Sënn Merci fir d'Nolauschteren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Jo, mir hunn eis déi lescht Wochen, Méint a Joren des Ëftere mam Sujet vum Logement heibannen auserneegesat. Dat kënnt net vun ongeféier. D'Wunndeierecht zu Lëtzebuerg mécht ville Leit Suergen. Déi, déi et net gewosst hätten, wëssen et aller-, allerspéitstens zanter dem leschte Politmonitor. Ech mengen, dee schwätzt hei eng ganz, ganz kloer Sprooch, dass dat eng grouss Suerg vun de Bierger ass. Ech mengen, dat verstinn ech ganz gutt. Ech mengen och, dass mer eis heibannen alleguerten eens sinn, dass d'Bremse vun der aktueller Präisentwécklung um privaten Immobiliemarché eng vun de gréisste politeschen Erausfuerderungen ass.

Gradesou eens si mer eis, mengen ech, dass et leider net déi eng Wonnerléisung an dësem Beräich gëtt - schéi wier et! Ech mengen och, kënnen ze behaapten, dass, wann et déi géif ginn, se da schonn ëmgesat gi wier. Leider ass et awer e wéineg méi komplex.

Här President, ech begréissen d'Initiativ vun de Kolleege vun déi Lénk, fir dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn, an ech soen hinnen heifir Merci, well et gëtt eis, mir, d'Méiglechkeet, verschidde Puzzlestécker an dem Kontext vun der Mobiliséierung respektiv der Viabiliséierung vu Wunnengen an Terrainen nach eng Kéier beieneenzeleeën.

Hei huet d'Regierung an de leschte Jore schonn eng Rëtsch Ureizer geschaaft, fir d'Wunnengen aus der privater Hand op de Marché respektiv an d'Locatioun ze bréngen. Ech denken hei un d'Gestion locative sociale, déi schonn ugeschwat ginn ass, wou notamment och iwwer steierlech Ureizer derfir gesuergt ginn ass, dass elo eigentlech d'Bereetschaft ass vu Proprietären, déi vläicht oft eidel steeënd Wunnengen ze besetzen, se op de lokative Marché ze bréngen. Dass dat genotzt ginn ass, ech mengen, dat weisen d'Zuelen eis ganz kloer.

Wéi ass dat geschitt? Ben, andeems d'Hallschent vum Loyerspräis eebe steierlech ofsetzbar ass, eppes, wat fir vill Dynamik an deem heite Beräich gesuergt huet, e Beräich iwwregens, wou ech mengen, dass nach ganz vill Potenzial wier. Well wa mer dervu schwätzen, dass eidel steeënd Wunnengen nach dobausse sinn, dann ass dat fir ganz vill vun eis, ech mengen, déi meescht vun eis, eigentlech onverständlech.

Firwat eigentlech? Et seet een: „Jo, déi spekuléieren", „déi wëllen d'Präisentwécklung mathuelen". Mee déi Präisentwécklung huele se och mat, wa se trotzdeem een an hir Wunneng géife setzen, mee wou een da seet: „Jo, et gëtt oft gefaart, dass ee vläicht Locatairen net méi géif esou liicht erauskréien, dat heescht, et verléiert een d'Flexibilitéit." Ma d'Agence immobilière sociale, déi garantéiert jo justement dee Fait, dass no enger gewësser Zäit dann de Locataire ka relogéiert ginn, eppes, wat eng ganz flott Formule ass, déi vläicht, Här Minister, wann Der erlaabt, nach méi kéint promouvéiert ginn dobaussen, fir dass dat och bei deem leschte Proprietär géif ukommen.

En aneren Ureiz, och dee war schonn ugeschwat ginn, ass d'Erofsetze vum Steiersaz op d'Plus-value, sécherlech eppes, wat och e gréissere Succès war.

Des Weidere gouf et och Changementer, wat den Amortissement accéléré ugeet. Dat war a rezenter Vergaangenheet jo festgestallt ginn, dass den Amortissement accéléré sech zu engem Facteur vun der Spekulatioun entwéckelt hat. Dat nämm-

lecht gëllt och fir déi ominéis FIS Immobilier, déi mëttlerweil jo reforméiert goufen.

Här President, eng Mesure, wou weiderhin Efforte musse gemaach ginn, ass d'Mobiliséierung vun den Terrainen, déi broochleien, also Terrainen, déi am Bauperimeter leien an déi kéinten direkt mobiliséiert ginn.

Wat déi sougenannte Baulücken ugeet, wéilt ech an deenen nächste Minutte ganz kuerz op zwou konkreet Pisten agoen. Dat eent, do geet et drëms, fir an Zukunft ze verhënneren, dass et Baulücke gëtt. Do ass e Projet, un deem mer aktuell schaffen, wou och Amendementer vun der Regierung proposéiert goufen, an zwar schwätzen ech vum Baulandvertrag. Dee soll verhënneren, dass mer an Zukunft nei Baulücken, also d'Baulücke vu muer, schafen.

Ëm wat geet et konkreet? Ma wann e Gromperesteck zu Bauland gëtt, dann huet dat quasi en Oflafdatum. Dat heescht, wann no enger gewëssener Zäit, soe mer zum Beispill sechs Joer, déi festgehale goufen an enger Konventioun, dat Bauland net mobiliséiert gouf, ben, da gëtt aus deem Bauland erëm dat Gromperesteck, wat et initial war, soudass hei dann d'Spekulatioun an Zukunft verhënnert gëtt. Dat heescht, an Zukunft wäerte mer net méi vun neie Baulücke schwätzen.

Dat, wéi gesot, eng DP-Iddi, déi am Walprogramm 2013 war, et kann een et net oft genuch ënnersträichen, verzeit mer dat, wat ech awer ganz interessant fannen.

Da kéime mer zu enger anerer DP-Iddi, déi mer 2017 an eisem Walprogramm stoen haten. An zwar geet et dorëms: Déi Baulücken, déi mer haut hunn, wat kënne mer do nach un Alternative proposéieren? An do geet et drëms, fir déi Terrainen ze verlounen. Dat heescht, e Proprietär huet vläicht en Terrain, deen en, aus wéi enge Grënn och ëmmer, net direkt bebaut, vläicht well ëm och d'Geld feelt, do gëtt et déi eng oder déi aner Ursaachen. Fir do e weideren Ureiz ze schafen, kann deen dat Bauland verlounen, dat heescht, modular oder zäitweis Wunnunitéiten do dropsetzen, wou mer vu fënnef, zéng, 15 Joer schwätzen, wou Kontrakter ausgeschafft kënne ginn tëscht dem Proprietär, dem Staat an der Gemeng oder, jo, der Gestion locative sociale, der AIS, zum Beispill, fir dann eeben déi Bauterrainen do ze notzen, wat sécherlech eng Win-win-Situatioun wier - wéi gesot, eng Iddi, déi och de Wee vum DP-Walprogramm an de Koalitiounsaccord fonnt huet. Dat sollt analyséiert ginn. Vläicht kann de Minister eis herno déi eng oder déi aner Informatioun ginn, wéi wäit d'Aarbechten an deem heite Kontext fortgeschratt sinn.

Här President, nach e Wuert iwwert d'Taxen, déi verschidde Gemengen op eidel steeënd Wunnengen an netbebauten Terrainen erhiewen, en Outil, wou Verschiddener heibanne soen, dass deen direkt kéint ëmgesat ginn an dass net laang misst gewaart ginn. Dat ass jo enger Gemeng hiert gutt Recht. Wa mir eis awer eens sinn, dass d'Präisdeierecht en nationale Problem ass, da froen ech mech, ob net eng national Léisung méi opportun wier.

Ech denke konkreet un d'Reform vun der Grondsteier, déi jo och am Koalitiounsprogramm virgesinn ass a geschaaft gëtt, wou jo och soll dann eng Exemptioun, an dat ass ganz wichteg, gemaach gi fir Proprietären, déi an hirem eegenen Haus wunnen. Et soll och gekuckt ginn, dass zum Beispill d'Grousselteren hei net viséiert ginn, déi een Terrain hale fir hir Enkelkanner. Ech mengen, et geet hei éischter drëm fir ze kucken, déi Groussgrondbesëtzer ze mobiliséieren, hiert Bauland ze bebauen, respektiv och d'PAPen, déi gestëmmt gi sinn, fir dass déi dann och bebaut ginn, dass déi net einfach broochleien an eeben net bebaut ginn, fir justement aus Spekulatiounsgrënn ze kucken, d'Präisdeierecht do matzehuelen. Ech denken, dass dat eppes ass, wou mer mussen usetzen.

Här President, d'politesch Iwwerzeegungen an dëser Logementsdebatt, an dat wäert eis dësen Nomëtteg bestëmmt erëm op en Neits gewise ginn, ginn a verschiddene Punkten auserneen. Op engem Punkt, mengen ech, si mer eis awer alleguerten eens: De Constat, dass mir weider Efforte musse maachen, fir dass zu Lëtzebuerg jiddereen d'Méiglechkeet huet, en Daach iwwert dem Kapp ze fannen.

Dëst gesot, der Madamm Oberweis nach eng Kéier e grousse Merci, fir dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, aus enger sanitärer Kris däerf keng sozial Kris ginn. Deem hu mer virun engem Joer hei an der Chamber parteiiwwergräifend zougestëmmt. An duerch Krisemoossnamen, duerch en iwwerluecht Handele vu Chamber a Regierung hu mer et och, mengen ech, gepackt, déi sozial Kris gréisstendeels ze verhënneren.

Abee, dat selwecht géif ech och gäre fir d'Logementskris behaapten. Mee fir ganz éierlech ze sinn: Ech fäerten, datt eis d'Zäit fortleeft! D'Logementskris gëtt ëmmer méi och zu enger sozialer Kris.

De Constat ass dofir kloer fir eis alleguerten heibannen, an ech erspuere jiddwerengem d'Detailer, mee et ënnersträicht awer nach eng Kéier, wéi wichteg déi Debatt, déi mer haut féieren, ass.

Een Drëttel vum Potentiel foncier si Baulücken, heescht et ganz richteg an der Ufro zu dëser Heure d'actualité. An et gëtt no Méiglechkeete gefrot, fir dës kënnen ze mobiliséieren.

Ech erënneren drun, datt mer an der Vergaangenheet deene Proprietäre schéi geschwat hunn, hinne souguer steierlech Virdeeler proposéiert hunn, wa se hir Terraine verkafen. Dat hat e klengen Effet gehat, mee op alle Fall net deen, dee mer eis erwënscht haten.

Ech fannen, et ass also den Ament komm, wou mer net méi virukommen domat, just schéin ze schwätzen. Terrainen, déi direkt bebaubar sinn, mee broochleie gelooss ginn an der Hoffnung, an deenen nächste Joren nach méi drop ze verdéngen, déi Terrainen sollten effektiv besteiert ginn. Verschidde Gemengen hunn dat och schonn ugepaakt. An d'Madamm Oberweis huet d'Beispill vun Esch genannt. Abee, ech perséinlech gesinn, datt dat zu Esch schonn ufänkt, seng Friichten ze droen. Aleng d'Annonce vun esou enger Tax huet derzou gefeiert, datt vill Baulücken an de leschte Jore verschwonne sinn, an dobäi gouf, menges Wëssens, déi Tax nach net eng eenzeg Kéier opgehuewen an där Gemeng.

Besonnesch ervirhiewe wéilt ech awer, wéi och de Kolleeg Max Hahn, der Inneministesch Taina Bofferding hire Projet zum Baulandvertrag. Dee wäert op alle Fall verhënneren, datt nach méi nei Baulücken entstoe wäerten.

A mir waarden alleguerte mat Ongedold op d'Reform vun der Grondsteier. Si aleng wäert eis dee Problem awer net léisen. Mee wa mer awer bis wëssen, wat zum Beispill d'Constructibilitéit vun engem Terrain ass, dann dierft et och net méi allze schwéier sinn, mat deene Parameteren eng gerecht Besteierung vu bebaubaren Terrainen anzeféieren, och fir esou der Spekulatioun entgéintzewierken.

Ech sinn dofir frou ze liesen, datt d'Ausschreiwung fir de Logiciel, deen dës Berechnung soll virbereeden, viru Kuerzem gemaach gouf. Et geet also virun op dësem Dossier, an dat ass gutt.

Iwwregens: Wiem dat awer alles nach ze laang dauert, dee ka sech dann effektiv e Beispill un der Stad Dikrech huelen. Déi huet hir B6-Grondsteier, also op direkt bebaubarem Terrain, vu 750 op 15.000 % gehuewen.

Déi selwecht Fro stellt sech natierlech och bei eidele Wunnengen. Et ass eigentlech net méi ze veräntwerten, datt am selwechten Ament, wou vill jonk Familljen op der Sich no enger Wunneng sinn, op där anerer Säit Wunnengen einfach eidel stinn. Am Confinement konnt ee gutt gesinn, wou owes nom Couvre-feu Luucht gebrannt huet a wou net. An op ville Plazen huet eebe keng Luucht gebrannt. Dat ass lech bestëmmt och opgefall. An do dierf ee sech dann d'Fro stellen: Firwat ginn déi Wunnengen net verlount? Ass et ze ëmständlech? Rentéiert et sech net?

De Proprietär bezilt jo richtegerweis eng Steier op dem Loyer, deen en anzitt. Firwat net eng forfaitaire Steier aféieren, déi erëm vun de Loyersrecettë kann ofgezu ginn, wann d'Wunneng dann och verlount gëtt?

Aus der Demande vun der Madamm Oberweis liesen ech eraus, datt et schwiereg ass, déi eidel Wunnengen ze erfaassen. Nee. Et kann net sinn, datt mir am Joer 2021 nach ëmmer net genee wëssen, wou wéi vill Wunnengen eidel stinn a besonnesch och, firwat se eidel stinn.

Ech wëll an deem Kontext drun erënneren, datt mer an der Vergaangenheet Méiglechkeeten haten, an de Gemengen déi eidel Wunnengen ze erfaassen, an zwar iwwert de Recensement fiscal, deen all Joer gemaach gouf. Vläicht kéint ee sech iwwerleeën, bei engem zukünftege Recensement de Fokus och dorop ze leeën. Do fanne mer vläicht net all eidel Wunneng, dat ginn ech gären zou, mee op jidde Fall awer déi allermeescht.

Ech géif och hei nach emol hiweisen op d'Méiglechkeet, fir eidel Wunnengen der Gemeng ze verlounen, déi da kann enger Famill iwwer Sous-locatioun en abordabele Loyer offréieren. Eenzel Gemenge gräife verstäerkt dorop zréck. Déi Méiglechkeet ass awer vläicht nach net iwwerall bekannt genuch.

Här President, ech géif gären der Madamm Oberweis Merci soe fir dës Heure d'actualité. Si huet Recht, wa si op d'Problematik vun den eidele Wunnengen an dem Bauland opmierksam mécht. D'Propos, fir op provisoresch an amovibel Strukturen zréckzegräifen, gesinn ech e bësse méi kritesch. Op alle Fall musst Der mech emol nach dovunner iwwerzeegen. Jo, vläicht géif dat och deem engen oder aneren zupaass kommen. Fir déi allermeeschte Leit ass et awer menger Meenung no keng Alternativ. An et stelle sech donieft eng Hellewull vu Froen, iwwert d'Bautereglementer, awer och nach aner Gesetzer.

Eisen Usproch als Politik muss et jo och sinn, datt mer mëttelfristeg feste Wunnraum fir all Portmonni schafen an net Provisorien. An an deem Kontext ass et eigentlech e schéinen Zoufall, datt mer no dëser Aktualitéitsstonn de Finanzement vum Projet „Wunne mat der Wooltz" stëmme wäerten. Där Projete bräichte mer eigentlech zu Lëtzebuerg nach méi.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech soen natierlech och direkt Merci fir dës Demande fir déi Heure d'actualité, och wa mer leider just fënnef Minutte wäerten hunn. Ech wäert probéieren, e bësse méi séier ze schwätzen, mee Haaptsaach, ech erklären déi puer wichteg Messagen, déi mir um Häerz leien. A vläicht kënne mer de Sujet nach eng nächste Kéier diskutéieren.

Ech mengen, ech brauch kengem heibannen an och dobaussen ze soen, firwat et esou wichteg a méi wéi dréngend ass, Logementer ze bauen, awer och ze mobiliséieren. An der däitscher Verfassung steet e pregnanten a relevante Saz: „Eigentum verpflichtet." Jo, an eise westleche Gesellschaften haut huet de Privateegentum, dat, wat een huet, also de private Besëtz, en héije Stellewäert. An dat ass och richteg esou an dat ass och gutt esou. Mee grad an der aktueller Logementskris kann een net méi vermeiden a verneinen, datt eigentlech een, deen een Terrain huet, oder een, deen eng Wunneng huet an déi net wëllt zur Verfügung stellen, och en negativen Impakt op deen huet, dee grad eng Wunneng brauch an eng Wunneng sicht.

Et ass awer net just eng Responsabilitéit vun den eenzelne Proprietären, déi hei am Spill ass, mee éischter och vun der Politik. Mir hunn d'Situatioun vum Logement ze laang der Marchéslogik iwwerlooss, eng Logik, déi grad an engem knappe Bien wéi dem Foncier zu Konzentratioune féiert. Hei zu Lëtzebuerg ass dat bebaubaart Land an den Hänn vu wéinege Proprietäre konzentréiert.

Kuckt ee sech d'Stad Lëtzebuerg un, ass d'Situatioun nach méi frappant. Passt op: Mir schwätzen hei vun eelef Persounen an eelef Entreprisen, déi konkreet méi wéi 60 % vun den Terrainen hunn. Wa mer wëllen, datt et och nach an Zukunft méiglech ass, an dësem Land gutt ze liewen, a wa mir wëllen, datt een an dësem Land seng Stied a seng Dierfer nach kohärent am Dialog ka muer gestalten, a wa mir wëllen, datt et och mat engem normale Salaire duergeet, fir sech eng Wunneng ze leeschten, da musse mir bereet sinn, eis nei Moyenen ze ginn. D'Logementskris ass also keng Fatalitéit, mee éischter eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet. Mir mussen eis déi Fro stellen, ob mer net déi Happy Few, eeben déi, deenen d'Terraine gehéieren, awer méi an d'Responsabilitéit huelen.

An der kuerzer Riedezäit, déi mer nach bleift, erlaben ech mer, wierklech op zwee konkreet Aspekter anzegoen, fir d'alleréischt déi eidel stoend Wunnengen an zweetens d'Mobilisatioun vun eidel steeënden Terrainen, déi natierlech am Bauperimeter sinn an déi och nach viabiliséiert sinn.

Ech hat virun e puer Wochen och e puer parlamentaresch Froen heizou gestallt, well engersäits brauche mir natierlech eng Erfaassung dovunner an anerersäits brauche mir eng konkreet Mobiliséierungsstrategie. Hei sinn d'Gemengen awer den Haaptacteur, well eng Gemeng deelt jo Baugeneemegungen aus, dat heescht, si wëssen, wat um Bauniveau geschitt. An anerersäits gëtt et jo och de Registre communal, wou d'Gemenge kënnen erausfannen, wou een ugemellt ass a wou net.

Fir eng Mobilisatioun vun den eidel steeënde Wunnenge brauche mir also en nationale Logementsregëster, dee vun de Gemenge gespeist an och systematesch aktualiséiert gëtt, an anerersäits eng spezifesch national Tax op eidel steeënd Wunnengen. Esou kënne mir d'Proprietären encouragéieren, hir Wunnengen och unzebidden, firwat och net mat der Hëllef vun enger Gestion locative sociale, wou et haut scho steierlech Virdeeler gëtt?

Ech erlabe mer, follgend Konklusiounen ze maachen: Et muss een déi néideg gräifbar Ureizer setzen, fir op deem Wee eng Reaktivéierung vun de scho gebaute Wunnengen ze kréien.

Da wëll ech och nach kuerz déi eidel steeënd Terrainen uschwätzen, virun allem déi, déi am Bauperimeter sinn. D'Potenzial läit bei ronn 2.900 Hektar. Mat enger Baudicht vu 50 Logementer pro Hektar hätte mir e Potenzial, fir ganzer 300.000 Leit ënnerzekréien. Een Drëttel dovunner si Baulücken, déi mer scho virdrun ugeschwat hunn, an direkt bebaubar, well se schonn ugeschloss sinn, dat heescht prêt à l'emploi. Sou gesi brauche mir net onbedéngt de Bauperimeter opzemaachen a mussen ufänken, eis kloer Reegelen ze ginn.

Stéchwuert Grondsteier a Baulandvertrag: Déi zwee Instrumenter mussen onbedéngt esou séier wéi méiglech en place gesat ginn an a Kraaft trieden. Ech erkläre mech: D'Grondsteier op engem eidel steeënden Terrain soll natierlech vill méi héich si wéi d'Grondsteier vun enger Wunneng, wou ee selwer dra wunnt. Et gëtt ënnerschiddlech Grënn, firwat e Proprietär eng Baulück eidel stoe léisst. Ech wëll net soen, datt et ëmmer béise Wëllen ass oder Spekulatioun. Ech sinn einfach just e ganz pragmatesche Mënsch an ech denken, datt mer mëttlerweil d'Méiglechkeet hunn, fir temporär a modulabel ze bauen an doduerjer den Terrain ze mobiliséieren. Grad bei Baulücken huet d'Allgemengheet jo schonn an Infrastrukturen investéiert, dat heescht, do si souguer scho Suen dragefloss.

Eegentum verflicht, dat heescht an dësem Fall: Wann ech onbedéngt matzen an enger Logementskris op menger Baulück sëtze bleiwe wëll, dann ass dat mäi gutt Recht, mee da soll d'Grondsteier erhéicht ginn. Oder ech stelle mäin Terrain eebe fir eng gewëssen Zäit zur Verfügung, denn esou mat modulabelen Elementer séier kéint mobiliséiert ginn. Dat ka jo souguer zesumme mat der Gemeng oder mat verschiddenen Associatioune vun der Location sociale geschéien.

Just nach kuerz: Ech wëll awer och nach de Baulandvertrag uschwätzen, e ganz wichtegt Instrument, fir Baulücken a Spekulatiounskeef vun Terrain ze vermeiden. Mam Baulandvertrag verflicht sech deen, deen den Terrain keeft, och selwer eppes drop ze bauen. Dat ass e gutt Beispill, fir ze soen, datt déi Leit, déi spekuléiere wëllen, solle verdrängt ginn. Dat heescht, datt deen, dee wëllt bauen a sech selwer den Terrain wëllt kafen, éischter favoriséiert gëtt.

Dir gesitt, mir hu wierklech vill Pisten. A mir mussen elo ufänken, Neel mat Käpp ze maachen!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wäert mech och extreem kuerz faassen.

Ech géif déi verschidde Riedner einfach emol duerchgoen. D'Madamm Oberweis huet an eisen Aen Onrecht, wa se seet: „Vum Maart kënnt keng Léisung." Dat ass net wouer. Ech hunn dat hei schonn e puermol gesot. D'privat Promoteure kënne muer sozial verbëllegt Wunnechte verloune fir zéng Euro de Meterkaree, ënnert der eenzeger Bedéngung, datt de Staat géif 25 % Staatsgarantie stelle bei de Banken, fir datt se de Kreditt kënne kréien. An dat kéint och op eng gewëssen Dauer, op eng gewëssen Zuel vu Jore festgeluecht ginn. Dat wier eng Léisung. Mee aus iergendwellechen Ursaache war nach ni eng Regierung hei am Land interesséiert, op deen dote Wee ze goen.

Ee Wuert zur Agence immobilière sociale: Dat ass eng ganz richteg Saach, eng gutt Saach. Incentive anstatt bestrofen. Mee et muss een awer och d'Realitéit gesinn, datt d'Loyeren, déi do bezuelt ginn, an dat ass leider esou, oft nëmmen d'Hallschent vun deem sinn, wat s de um Maart kanns kréien. A wat hëlleft et mer dann, wann ech op déi Hallschent, déi ech kréien, da keng Steiere muss bezuelen? Dann hunn ech am Endeffekt awer och absolutt näischt méi.

Ausdrécklech warne wëll ech virun de Steieren op eidel steeënde Wunnechten. D'Madamm Oberweis huet d'Beispill genannt vu Bréissel. Ben, ech selwer hat e Projet zu Baaschtnech. D'Gemeng an d'Regioun hu repetitiv flott Projeten, ganz flott Projeten, fir Wunnengsbau verworf, eng Kéier, well eng Parkplaz ze mann do war, eng aner Kéier, well d'Architektur hinnen net gefall huet. An do hate se och nach d'Frechheet, fir gläichzäiteg ze besteieren, well esou vill Meterkareeë géifen eidel stoen. Dat ass ganz einfach eng Häresie! An op esou eppes däerfe mer nimools kommen. Dat ass kee Push-Facteur, dat ass einfach e Facteur, deen derfir suergt, datt net méi a Wunnengsbau investéiert gëtt!

Déi wierklech Fro, déi sech stellt, ass jo: Firwat sti Wunnechten eidel? An et hu verschidde Kolleegen déi Fro opgeworf an och verschidden Äntwerte ginn. Eng Mesure, déi direkt géif derzou féieren - direkt! -, datt eidel steeënd Wunnechte verlount géife ginn, wier d'Ofschafung vun der Prorogation légale, d'Méiglechkeet ze schafen, fir kënnen e Contrat de bail ze maachen à durée déterminée, fir datt ech sécher sinn: Hei, wann déi zwee Joer oder déi dräi Joer oder déi fënnef Joer ofgelaf sinn, da geet dee Locataire och, respektiv da muss deen och wierklech erausgoen. Dee Moment kéint ech en Appartement verlounen wärend zwee, dräi, véier Joer, wou mäi Kand zum Beispill op der Universitéit ass, an et da fräi hunn, fir wann hatt erëmkënnt, an net déi ëmständlech Prozedur hunn, datt ech da muss kënnege pour besoin personnel, op d'Geriicht goen an all déi Scherereien, déi domadder verbonne sinn. Dat wier eng ganz, ganz einfach Mesure, déi wier sofort ze maachen. A si kascht de Staatsbudget kee Su!

(Interruption)

D'selwecht ass och déi Prozedur, fir Locataires erauszekréien, wann ech wëll ofrappen oder wann ech wëll kärsanéieren. Och dat ass e grousse Problem. Wann ech haut en Haus kafen, wat ech wëll ofrappen, fir eppes drop ze bauen, kann ech dat net verlounen, well deen Dag, wou ech meng Autorisatioun hunn, hunn ech dann een drasëtzen - alt nees eng Kéier ëmständlech Prozeduren, fir en erauszekréien. Och do ass d'Méiglechkeet, e Contrat de bail à durée déterminée anzeféieren, mat enger schneller Prozedur, wann de Locataire sech net drun hält. Dann hätte mer, géif ech mengen, fir zwee Drëttel vun eidel steeënde Wunnechten de Problem geléist, mat ganz einfachen zivillrechtleche Mesuren, déi, wéi gesot, de Staatsbudget kee Su géife kaschten.

Dann alt nees déi leideg Fro vun 10 bis 15 Joer Prozedur fir Projeten. Ech froe mech, wéi déi zesummekommen. Datt do net eng Kéier e seriöen Audit gemaach gëtt! Wéi ass dat méiglech, datt Saachen zéng Joer laang do leien, déi geplangt sinn a kéinte gebaut ginn? Firwat dauert dat esou laang? Dat kann einfach net sinn!

Ech hu mat Freed zur Kenntnis geholl, datt souwuel de Max Hahn wéi och de Marc Lies d'accord sinn ze soen: Et ass dat gutt Recht vun engem Proprietär, fir en Terrain ze behale fir déi nächst Generatioun, fir seng Kanner a Kandskanner, a grad an enger Situatioun wéi där heiter, wou s de net méi sécher bass, ob deng Kanner an deng Kandskanner sech nach kënnen en Terrain leeschten!

E weidert Element, wat ech wëll opwerfen: Ech hu ganz vill mat eidel steeëndem Wunnraum ze dinn am Notariat. A firwat? Do verstierwe Leit. Do ierwen Associatiounen. An da gëtt et eng extreem ëmständlech Prozedur beim Ministère de la Justice, fir d'Geneemegung ze kréie fir ze verkafen. A wann déi eng Associatioun hiren Agreement nach net huet an där anerer hire verfält schonn nees, da muss een deen nees nei ufroen. Do verginn heiansdo een oder zwee Joer, bis et zu enger Vente kënnt. An, jo, esou laang stinn dann déi Immeublen eidel, leider Gottes, dat ass jo och fir d'Proprietären net gutt, do ass jo dann och e Wäertverfall, et muss gehëtzt ginn am Wanter an esou weider. Déi Prozedur kéint een och ganz liicht änneren - en administrative Virgang, deen alt nees eng Kéier de Staatsbudget net géif belaaschten.

Bon, et ass nach ganz vill zum Logement ze soen. Ech gesinn, meng Zäit ass souwäit ofgelaf.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, mir soen „déi Lénk" Merci fir dës Aktualitéitsstonn. An eigentlech misste mer als Chamber bal all Woch esou eng Stonn zur Logementspolitik hunn, well déi Problematik fir immens vill Leit hei am Land vu Bedeitung ass, awer keng wierklech Besserung an Aussiicht ass. Mee driwwer ze diskutéiere geet net duer, mir mussen och handelen!

Et vergeet keng Woch oder och bal keen Dag, an dat zënter Joren, wou net op d'mannst eemol an der Press oder op Social Media ze liesen ass, wéi schlëmm d'Situatioun um Wunnmarché zu Lëtzebuerg ass. D'Madamm Oberweis schreift an hirer Demande vun der Waardelëscht vun der SNHBM an och vun de soziale Mietorganisatiounen, der AIS, wou Dausende Leit drop waarden, dass eppes Erschwéngleches um Wunnmarché fir si kënnt.

Wéi ech schonn dëse Mount a menger Ried zum Spezialfong vum Logement sot: D'Donkelziffer vu Leit, déi eng erschwénglech Wunneng brauchen, läit warscheinlech nach vill méi héich, wéi dat op de Waardelëschten ze erkennen ass. Wärend op där enger Säit d'Nofro un erschwénglechem Wunnraum fir d'Leit an d'Luucht geet, muss een op där anerer Säit feststellen, dass d'Offer u Wunnengen net nokënnt. A wéi déi Lénk an hirer Demande zu Recht schreiwen, sinn do Terrainen, déi een och kéint bebauen, an och Haiser oder Wunnengen, déi kéinte bewunnt ginn. Hei dierf een awer net de Feeler maachen an alles op ee Koup geheien. Een Terrainsbesëtzer ass net gläich wéi een aneren. De Staat ka legal net direkt higoen an all mobiliséierbaren Terrain zu Lëtzebuerg huelen a bebauen, well net alles säin Terrain ass.

Am Joer 2016 huet den Observatoire de l'habitat eng Etüd gemaach vum potenzielle Foncier zu Lëtzebuerg. Hei geet ervir, dass d'ëffentlech Hand, also d'Gemengen, de Staat an d'ëffentlech Fongen, ronn 6 % vun de Baulücke besëtzen. Dat sinn ëmmerhin 170 Hektar, also 1,7 Millioune Quadratmeter, déi fir bezuelbare Wunnraum kéinte gebraucht ginn.

An hei wier meng Fro un de Minister: Wéi vill vun dësen Terraine sinn dann zënter 2016 effektiv scho bebaut ginn? Wéi vill dovunner befanne sech am Bau? An op wéi vill Terraine gouf nach guer näischt gemaach?

Well wann ech kucken, huele mer als Beispill bei mir an der Gemeng Péiteng, do läit zënter Joren e risegen Terrain um Eucosider prett, wou Honnerte Wunnenge kéinte kommen. Ma anscheinend, esou d'Majoritéitssäit, gëtt gemunkelt, dass se an de Ministèren op deenen Dossieren träntelen. Wat ass doru wouer? Wéi oft blockéiert de Staat sech selwer, well vu Regierungssäit sech näischt beweegt?

Fir eis Piraten ass kloer, dass mer net dierfen ufänken, als Staat de klenge Leit an dem Mëttelstand Terrainen ewechzehuelen, se souguer ze enteegnen, fir ze bauen. Déi kleng Leit, déi een Terrain hu fir hir Kanner oder geierft hunn, déi sinn net de Problem. Vergiesse mer net, dass eng Etüd vum LISER vun 2019 erausfonnt huet, dass 442 Hektar, also 14,9 % vum potenzielle Bauland, am Besëtz vun nëmme 746 Gesellschafte sinn.

Also ier mer un déi kleng Leit ginn, kommt, mir ginn d'Terrainen do huelen, wou se en masse sinn, do, wou déi grouss Firmen a Leit mat groussem Portmonni sinn, déi et net interesséiert, ob et am Land engem gutt geet, mee just, wéi et hirem Portfolio geet. Wa mer vu méi héije Besteierungen op Terraine schwätze, da kommt, mir ginn hin a kucken am Kadaster, wien dann Honnerte vun Terrainen hei am Land besëtzt. An da fanne mer eraus, wien un der Spëtzt vun deene Firmekonstrukter steet. An da probéiere mer, se ze motivéieren, do bezuelbare Wunnraum ze schafen, wa méiglech souguer mam Staat zesummen. An déi, déi vill hunn an näischt wëlle ginn, ma déi besteiere mer all Joer, a wann et néideg ass, bis d'Terraine verkaaft ginn!

Fir eis Piraten bleift et kloer: D'ëffentlech Hand muss weiderhin déi Terraine bebauen, déi se huet. Si muss de Leit Perspektive gi mat engem soziale Wunnengsbau, deen dem Salaire vun de Leit ugepasst ass. Zéng Euro de Meterkaree si realistesch an déi muss de Staat kënne garantéieren. A wann de Staat net genuch Terrainen huet, da muss de Staat se bei déi siche goen, déi se reng zur Spekulatioun halen.

An dorënner ziele mir als Piraten och déi sëlleche Wunnengen duerch d'ganzt Land, déi am Moment fir Bürosflächen oder aner Zwecker gebraucht ginn, wou awer op där anerer Säit d'Bürosraim alleguerten, oder vill, an de Zone-commerciallen dann eidel stinn. Dat ass e weidere Problem, deem mer eis als Chamber eng Kéier missten unhuelen, wéi et ganz oft mat alleguerten den Appartementer oder och Haiser op eemol ass, wann do fräi Beruffer oder soss iergendeppes déi ganz occupéieren, wou awer een e Logement kéint dra maachen. Wann ech elo ganz spontan bei eis an der Gemeng denken, do fale mer der schonn direkt e puer an. Dat ass en Theema, deem d'Chamber sech eng Kéier misst unhuelen, ob een déi ganz Logementsflächen och fräigëtt fir Firmen. Jo, natierlech kënnen déi en anere Präis ginn, wann en Haus verkaaft gëtt, mee ob mer domat net och ganz vill Misär am Logement maachen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prises de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och der Madamm Oberweis, fir nach eng Kéier hei kënnen e bësse méi breet iwwert de Wunnengsbau ze schwätzen. An ech wollt awer am Virfeld direkt soen: Mir sinn haut zu zwee Regierungsmembere komm, fir op déi Froen ze äntweren. An ech hu probéiert, oder mir zwee hu probéiert, eis e bëssen no de Froen ze orientéieren. Dofir erlaabt mer - et sinn esou vill Froen opgeworf ginn, do hätt erëm missen d'hallef Regierung heihinnerkommen -, an dat ass vläicht ee Prinzip, un dee mer éis sollten halen, dass mer eis un deene Froen orientéieren.

Dofir, ech hale mech un déi fënnef Froen, déi ech hei virdrun am Virfeld preparéiert hunn oder gefrot gi sinn, an ech probéieren eenzel, wat mäi Ressort ugeet, och drop ze äntweren, respektiv hu mer eis natierlech ofgeschwat an dat ass esou, wéi de Pacte Logement och kreéiert ass. De Kader musse mer zesumme maachen als Regierung. A wann zwee Ressortministeren an hirem Beräich déi richteg Schrauwen dréien, mengen ech, da kënnt och eppes Guddes derbäi eraus. An dat wäerte mer kënnen an enger oder zwou Wochen, hoffen ech, hei an der Chamber och diskutéieren, wat de Pacte Logement 2.0 ugeet.

Wat mech ubelaangt, ech huele sämtlech Gesetzer, déi de Logement betreffen, op de Leescht, an dat hunn ech schonn e puermol hei gesot, an dofir kommen déi no an no och drun. A wat nach méi wichteg ass, an dat kënnt hei e bëssen eraus, dat ass d'Datelag. D'Datelag gëtt och gekuckt, fir dass mer och, en connaissance de cause, wëssen, wou mer handelen a wéi mer handelen a firwat mer handelen. Well wa mer net déi richteg Daten hunn, dann ass et och schwéier ze maachen.

Dofir géif ech direkt am Virfeld, éier ech op déi eenzel Froe kommen, awer eng Fro ..., well et och eng Motioun ass: De Staat, wou e Wunnengen huet, soll en esou vill, esou séier wéi méiglech mobiliséieren. Mir sinn amgaangen! Mir hunn elo eng ganz Rei Question-parlementairen dorop beäntwert. Et ass do och net de Wunnengsbauminister eleng, deen an der Responsabilitéit ass. Dat maache mer zesumme mam Finanzministère, well dat ass den Domaine de l'État. An do ass all eenzel Wunneng identifizéiert. A mir hunn elo deslescht nach eng Kéier eng Reunioun gehat, oder d'Mataarbechter haten eng Reunioun, fir dat am Eenzelnen ze kucken a fir och dat erëm weiderzemaachen.

Ech kenne selwer aus menger Gemeng en Terrain oder eng Wunneng, déi vun der Police benotzt ginn ass. Dat huet e bësse laang gedauert, jo, mee et huet aus Sécherheetsgrënn awer och missen eng Trennung tëschent Wunneng a Police sinn, fir dass dat herno och ka vun enger AIS ausgemaach ginn. Mir hunn all déi Postgebailechkeeten ënnersicht. An dofir mengen ech, dass déi Motioun do superfetatoire ass, well mer do stänneg dru schaffen an ëmmer adaptéieren, wou mer u sech dru sinn.

Dann zu deenen eenzelne Froen.

Vläicht déi éischt Fro, d'Mise à disposition vun Urgence-Wunnengen: Bon, do ass eng Gemeng an der Responsabilitéit, awer net eleng, mee de Wunnengsbauminister ënnerstëtzt ganz staark iwwer Aide à la pierre d'Wunnengen, déi do gebaut ginn. Ech mengen, ech brauch Iech déi Tauxen net ze erklären, well soss si mer ze laang ënnerwee. Mee ech mengen, et ass wichteg: D'Urgence ass ee Facteur. Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg virun e puer Méint eng Rei vu Wunnenge kënnen an der Urgence, déi fir Urgence-Fäll genotzt ginn, aweien, och zesumme mat der Familljeministesch. Dat heescht, dat ass ressortiwwergräifend. Dat geet awer net nëmme ressortiwwergräifend, mee d'Gemenge mussen an deem Punkt matmaachen. A mir mussen dat ënnerstëtze kënne mat deenen néidege Wunnengen.

An Urgence däerf een net onbedéngt verwiesselen ... Et ass richteg, mir hunn, ech soen dat jo net ..., ech hunn dat schonn oft gesot, Wunnrecht. Dass jiddwereen en Daach iwwert dem Kapp huet, dat ass och mäin Uleies. An dofir ass et wichteg, dass mer weider un deenen abordabele Wunnenge schaffen. D'Abordabilitéit gëtt jo och definéiert. Ech hunn Iech schonn e puermol gesot, dass dat mat der Aide à la pierre, mat dem Gesetz vun 1979 wäert iwwerschafft ginn, fir dass mer och déi Formel besser kucken.

Net méi spéit wéi elo no dëser Debatt wäerte mer Wolz stëmmen. Et ass awer net nëmme Wolz, mee et ass och Diddeleng, wat diskutéiert gëtt, Elmen ass amgaang gebaut ze ginn. An ech war mam Grand-Duc d'lescht Woch, zesumme mam Buergermeeschter vu Kielen, sur place, do explodéiert et vu Wunnengen. Wa mer bis u sinn, mengen ech, da komme mer och „in die Pötte", wéi een do seet. An ech mengen, mam Pacte Logement 2.0 hu mer jo eppes fonnt, fir kënne weiderzegoen.

Wat deen zweete Punkt ubelaangt, dat ass alles fir d'Mobiliséierung vun de Wunnengen, sief et d'Baulücken ... An ech kann nëmmen deen Deel och huelen, dat ass engersäits, ech soen elo emol, „Zuckerbrot und Peitsche" e bëssen. Ech mengen, alles, wat Taxatioun oder Grondsteier ugeet, do wäert d'Madamm Bofferding herno kuerz drop agoen.

Wat ech awer wollt an de Vierdergrond stellen, dat sinn d'GLS-Wunnengen. Déi sinn e puermol erwäänt ginn. Dat ass en Instrument, dat funktionéiert. Ech hunn nach virdrun um Site logement.lu gekuckt: Mëttlerweil sinn et 29 Associatiounen, déi um Terrain ënnerwee sinn. Dofir hu mer dat jo och an de Pacte Logement 2.0 afléisse gelooss, fir dass mer eng Mobiliséierung do kënne kréien, fir dass dee Lien tëschent de Gemengen an deenen ASBLen entsteet. An natierlech däerf een net vergiessen, dass déi ASBLen och eng Konventioun mat der Familljeministesch kënne kréien, fir dee soziale Volet och ze huelen. Dat ass heiansdo eng ganz spezifesch Clientèle, wou mer och dat soziaalt Engagement brauche vun där Säit. An dofir ass et och een „zesumme goen", et ass en Incitatif, fir kënne proaktiv mat de Gemengen a mat den Associatioune virzegoen. An ech mengen, dass do de Succès ganz grouss ass. A well mer dat och honoréieren am Pacte Logement 2.0, mengen ech, kréie mer eng Mobiliséierung do eran.

Dann déi drëtt Fro, dat sinn effektiv déi ganz Taxen. Ech mengen, och do wollt ech mech net allze wäit ausloossen. Sécherlech ass et wichteg, dass mer dee Regëster kréien, well mer musse wëssen: Wie wunnt wou a wat ass wou eidel? An do ass et, mengen ech, och d'Taina Bofferding, wat kuerz dorobber wäert agoen.

Ech muss awer deene Gemenge fir hire Courage Merci soen, dass se déi Initiative geholl hunn, obschonn et deels méi schwiereg ass, fir et ëmzesetzen. Awer eleng de Message dervun, dass Taxen op verschidde Saachen ageféiert ginn ... Ech mengen, et ass virdru gesot ginn, et sinn am Ganzen aacht Gemengen. Ënnerschiddlech hu se et gemaach. An et huet een awer gesinn, dass et duerchaus déi zwee Modeller musse ginn, dass effektiv muss déi Besteierung kommen. An dat musse mer zesumme kucken an dofir kënne mir zwee als Ressortministeren net eleng doriwwer decidéieren. An dofir, mengen ech, ass déi eng Säit wichteg, awer och déi aner Säit. Déi positiv Messagë mussen dann nach kommen.

Dann déi drëtt Fro - d'Tax - hunn ech ... Déi véiert, d'Baulücken: Natierlech ass och dat e Punkt, wou ech nëmme wollt drop agoen, dass déi Datelag ganz wichteg muss sinn. An dofir hu mer zesumme mam Pacte Logement 2.0 e Projet lancéiert: Raum+ Luxembourg, Lëtzebuerg. Dat ass Raum+, fir erëm erauszefannen: Wou si genau déi Wunnengen, déi eidel ..., also éischtens d'Bauterrainen, déi eidel sinn? Am Pacte Logement hu mer jo virgesinn, dass mer eng Mobiliséierung maachen. Also brauche mer déi genau Datelag. An ech mengen, 90 % vun de Gemengen hu scho matgemaach, fir am „Raum+"-Programm ze identifizéieren: Sinn et nach ëmmer déi 934 Hektar, déi als Baulück do sinn? Wéi eng sinn et a wiem gehéiere se - dat ass och eng Fro, déi wichteg ass. An da kënne mer ganz geziilt do un déi erugoen. An dofir ass jo virgesinn am Pacte Logement, dat eenzel ze maachen. All déi Donnéeë kommen. Bis den Hierscht wäerte mer och déi zesumme mam LISER kënne presentéieren.

An dann déi lescht Fro, wou ech nach wollt drop äntwerten, dat ass déi Mobiliséierung oder Baulücken, modular ze bauen. Ben, et gi Schoulen am Module gebaut. De Wunnengsbau kann een och esou maachen. Mee do musse mer déi Diskussioun mat de Gemenge féieren, ganz kloer. Et kann awer och zesummenhänke mat engem GLS-Programm an duerchaus incitatif sinn. Dat eent ass, ben, de Bâton an dat anert ass d'Muert, wéi een esou seet, dass ee mat deenen zwee Punkte schafft.

Ech soen Iech Merci. Da bleift nach e bëssen Zäit fir d'Taina Bofferding. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Ech versichen och elo, am Telegrammstil derduerchzegoen, ugefaange mat deene Push-Facteuren, wéi d'Deputéiert Oberweis se genannt huet, spezifesch mam B6, dee jo och hei ernimmt ginn ass. Vläicht, fir mat an d'Diskussioun ze huelen, ech hunn eng Kéier de Moien nogekuckt: No deem, wat mir elo enregistréiert hu respektiv wat elo leschten Dezember am Memorial publizéiert gouf, sinn et insgesamt 78 Gemengen, déi déi Ventilatioun vum Taux vun der Grondsteier, dem B, an domadder eeben den Taux vum B6 applizéieren.

Et ass net verbueden, och haut, wann eng Gemeng wëllt d'Grondsteier erhiewen, also wëllt den Taux eropsetzen, ka si dat duerchaus maachen. Ech hunn elo kierzlech vun enger Jugendorganisatioun héieren, déi fuerderen, dass dat sollen 10 % sinn. Ben, wann d'Gemengen dat wëlle maachen, steet hinnen dat haut fräi!

An ech mengen och net, dass effektiv d'Grondsteier elo déi eenzeg grouss Äntwert ass op de Logementsproblem. Dat hu jo och scho verschidde Spriecher hei gesot.

Mee ech mengen, wou mer eis alleguerten eens sinn: dass mer eng Reform brauchen. Mir operéieren nach mat Wäerter vun 1941, zu enger ganz, jo, skurriller Zäit. Et ass en absolutten Anachronismus. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten do eens, dass mer déi Reform brauchen an dass mer eeben elo musse kucken, wéi mer dann an Zukunft wëllen eng gerecht a méi effizient Bewäertung vun den Terrainen, och d'Besteierung, domadder initiéieren.

Et ass virdru gesot ginn, an ech hat d'Gefill, et wär och e bëssen esou kritiséiert ginn, dass mer eis elo op d'PAGe baséieren. Ben, esou steet et och am Regierungsprogramm. A mir brauchen nun eemol d'PAGen, well mer déi Donnéeë brauchen. Mir wëlle gäre wëssen: Wou leien d'Terrainen? Mir wëlle gäre wëssen: Wat ass mat deenen Terraine méiglech? Dat soll jo dee Moment de Wiessel sinn, dass net gekuckt gëtt: „Wat ass drop gebaut?", mee: „Wat gëtt d'Baupotenzial hier?", fir eeben esou méi Gerechtegkeet an de System eranzekréien.

An dat war iwwregens och fir mech ganz kloer e Grond, fir d'Gesetz vun der Refonte vun de PAGen an de Gemenge vun 2014 net méi ze verlängeren, fir eeben an de Gemenge kënnen déi Reform virunzedreiwen. An och hei hunn ech nach eng Kéier kuerz gekuckt, fir Iech och just hei e Bild ze maachen - Dir wësst, dass mer dat souwisou op eisem Site ëmmer publizéieren -: Mee mir hunn haut 45 Gemengen, déi nach an der Prozedur sinn, déi net ofge-

schloss sinn. A mir hunn néng Gemengen - mir hunn der jo 102 am Land -, mir hunn néng Gemengen, déi nach net ugefaangen hunn. Just, fir Iech och eng Kéier e bëssen hei de Kader ze stellen.

Trotzdeem, dat hält eis awer net dovun of, fir virunzeschaffen. Dofir si mer jo amgaange mat deenen informateschen Tools. Dat wëll ech elo net weider hei erklären, dat gëtt elo ganz technesch. Mir sinn awer amgaangen ze kucken, eeben déi Programmer, déi gëtt et och nach net, déi sinn amgaangen, déi ginn elo developpéiert respektiv si gläich fäerdeg, fir eeben dee Moment d'PAGen dran afléissen ze loossen, plus d'Kadasterpläng, déi driwwergeluecht ginn, fir dass mer déi Donnéeën erauskréien. An da kënnt déi nächst Etapp: Wa mer da wëssen, wat de Programm kann erausspäizen, da kucke mer natierlech, wéi mer herno kënne besteieren. Dat ass jo eng Diskussioun, déi mer an der Regierung nach wëlle féieren, déi mer musse féieren, fir dann herno ze wëssen, wéi déi Reform do soll ausgesinn.

Ech weess, munche geet et net séier genuch. Mee trotzdeem, wa mer eng Reform maachen, mengen ech, brauche mer och elo déi wéineg Zäit. Mir sinn, wéi gesot, vun Ufank un, wou ech elo am Interieur sinn, amgaangen, dat doten ze preparéieren. Dat brauch nach ee Moment. Mee fir mech ass och wichteg, an dat ass déi nächst Etapp, déi usteet, fir mat de Gemengen ze diskutéieren, esou, wéi mir eis déi Berechnungsformel elo virstellen, ob dat dee Moment och esou ass, wou d'Gemenge sech doran erëmfannen, an dass mer da kënnen déi Reform och endlech dee Moment op en Enn bréngen.

Ech bleiwen nach kuerz bei den Taxen, notamment der Taxe communale spécifique. Déi ass jo deemools ageféiert ginn am Kader vum Pacte Logement 1.0 - dat muss 2008 gewiescht sinn -, fir engersäits dee Moment eng Tax iwwer onbebaute Bauplazen ze leeën an awer och iwwert d'Wunnengen, déi net bewunnt sinn. An et ass virdru scho genannt ginn: Et sinn insgesamt aacht Gemengen hei am Land, déi esou eng Tax ageféiert hunn, vun deenen aacht alleguerten op den onbewunnte Logementer, par contre nëmmen dräi fir net bebauten Terrainen. An et sinn och nëmmen dräi Gemengen, déi haut dës Tax ophiewen. An et spullt och net elo extreem vill Recetten eran, dat muss een och soen.

Mee dat weist virun allem och, an dat ass och scho gesot ginn, déi juristesch Onsécherheeten, déi zum Deel bestinn, respektiv, an dat ass d'Schwieregkeet, engersäits ze definéieren: Ab wéini ass eng Wunneng net bewunnt? Wat sinn d'Krittären? An anererséits natierlech herno esou en, jo, automatesche Relevé ze hunn, deen dann och ëmmer erëm muss à jour gehale ginn, fir dee Moment déi Donnéeën do och kënnen anzesammelen.

An domadder wär ech och scho beim nächste Punkt, dem Repertoire. Deen ass och vun de Sprecherinne vun déi Lénk a vun déi gréng schonn erwäänt ginn. Ben, d'Gemengen hu jo hei den RNPP, also den nationale Persouneregëster. Dee renseignéiert jo emol, wivill Leit an enger Gemeng wunnen, wou d'Leit wunnen. A mir sinn amgaangen ze kucken, awéifern d'Gemengen dat dann elo eebe kënnen notzen, fir och nach d'Identifikatioun vum Gebai dee Moment mat kënnen ze enregistréieren. Och do gëtt et Méiglechkeeten.

Wat awer wichteg ass: dass et hei konsequent geschitt an och erëm automatesch. A mir sinn am Moment mat enger Question parlementaire beschäftegt, déi dozou eng Rëtsch Froen opwerft, wat awer interessant ass an deem Sënn, fir eeben och ze kucken: Wéi kënne mer hei de Gemengen eeben déi Outile gi respektiv dat och herno dann informatesch esou ëmsetzen, dass se déi doten Donnéeë kënne sammelen? An dann ass et och vill méi einfach, wann een herno dee Regëster huet, fir dann herno nach esou eng Tax kënnen ze erhiewen.

D'Baulücken, ee Punkt, deen ech och nach wëll zum Schluss erwänen, well et e puermol gesot ginn ass, och am Kontext vum Baulandvertrag: jo, absolutt! Baulandvertrag ass jo engersäits, Delaien ze fixéieren, fir dass Terraine sollen erschloss ginn, also viabiliséiert, an, an dat ass jo deen neisten Deel, dee mer dragesat hunn, dass mer och esou eng Aart Bauobligatioun afëieren, eng Servitude um Logement, wou innerhalb vu véier Joer muss ugefaange gi mat bauen. An dëst ass net nëmmen ee Moyen, deen d'Gemengen elo hunn, respektiv ass et eng Obligatioun fir nei ausgewisent Bauland, mee d'Gemengen hunn dee Moyen och eebe fir Baulücken oder soss Parzellen, wou se mierken, wou eeben näischt domadder geschitt, do kënne se och an Zukunft déi driwwerleeën. Dat heescht, dat ass en zousätzleche Push-Moyen, wéi Der e fuerdert, dee mer heimat wäerten afëieren. A mir sinn hei och ganz zouversiichtlech, dass d'Gemengen dat wäerten dee Moment esou notzen.

Wat déi modular Bauforme betrëfft, wou Der och nach gefrot hutt, ob dat méiglech ass: Esou vun der éischter Reaktioun hier mengen ech schonn, dass et legal ass, et si jo Containeren, wéi Der et virstellt, dass déi kënnen erriicht ginn. Si mussen natierlech konform sinn zum PAP an zum PAG. Ech mengen, dat ass nach ëmmer d'Viraussetzung. Do sinn nach ëmmer d'Gemengen an hirem Rôle. Mee vum legale Punkt hier mengen ech, dass et duerchaus méiglech ass, an esou eng Richtung ze goen. Mee natierlech, hei musse mer dann d'Gemenge mathuelen, wann een dat dote wëllt maachen.

Wat ech allerdéngs net stoe loossen, ass, wéi et virdrun ugeklongen ass, dass d'Gemenge géifen eleng gelooss ginn. Ech verweisen och hei op d'Cellule d'évaluation, déi bei mir am Interieur ass. Dat ass eng Plattform, déi ëmmer fir d'Gemengen do ass, dat och schonn zu engem ganz fréien Zäitpunkt, fir se ze begleeden an ze beroden. Och dat si mer amgaangen auszebauen, well et wichteg ass, fir eebe genau d'Gemengen hei net eleng ze loossen, hinnen hei zur Säit ze stoen. An dat fonctionéiert ganz gutt. An och, wann do Iddie vun neie Wunnforme kommen, si meng Leit ëmmer prett, fir doriwwer mat hinnen ze kucken. Ech mengen, et steet eis jo net zou, dat politesch elo ze bewäerten, mee mir kucken eeben, ob dat ëmsetzbar ass respektiv net un iergendwellech Gesetzer schléisst.

Wou ech awer ganz bei der Deputéierter Oberweis sinn, ass, wa se seet, dass mer vum Maart keng Léisungen dierfen erwaarden. Ech gesinn dat genausou. Dofir si mer aktiv an der Regierung. Dofir hu mer eng Rëtsch vun deene Reformen, a si si jo och scho genannt ginn: de Baulandvertrag, wou mer an Zukunft wäerten Delaien afëieren, dass eppes mam Terrain muss geschéien - dee kann net méi broochleie gelooss ginn an et kann net méi domadder spekuléiert ginn -, dann de Pacte Logement 2.0, wou mer garantéieren, dass abordabele Wunnraum kreéiert gëtt an och op Dauer bleift, an dann nach de Remembrement ministériel, wann ech deen och nach séier kann erwänen. Doduerch garantéiere mer och, dass an Zukunft keng Projete méi blockéiert ginn. Mir kennen alleguerten där Beispiller. Domadder erlabe mer och, dass mat den Terrainen, wéi gesot, eppes geschitt, dass mobiliséiert gëtt an dass mer am Logement virukommen, dass schlussendlech gebaut gëtt.

An all déi dote Reformen, plus all déi aner Initiativen, dat si lauter eenzel Puzzlestécker, déi aneneegräifen, wou mer eis der Erausfuerderung vum Logement stellen. A wa mer dat doten alles esou duerchzéien ... Déi Reforme wäerten och geschwënn hoffentlech dann an der Chamber gestëmmt ginn an dann hoffen ech och do op eng grouss Zoustëmmung, well et ass genau dat, wat mer brauchen, contraignant Moyenen. Mir brauchen Obligatiounen. Mir brauchen net méi dat, wou mer eis eens sinn. Mir mussen eppes maachen, mee mir mussen et och elo maachen! A genau dat hei sinn déi Instrumenter, déi mer op den Dësch leeën.

Merci

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Motions

Ier mer dëse Punkt kënnen ofschléissen, musse mer nach zur Diskussioun respektiv dem Vott vun de Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'éischt déi Motioun, déi vun der Madamm Nathalie Oberweis deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll just nach eng Kéier betounen, datt bei allem, wat hei an der Motioun steet, d'Regierung och amgaangen ass, drun ze schaffen. Ech mengen, dat hunn déi béid Ministeren och esou erklärt. An ech wëll domadder soen, datt mir dës Motioun net wäerte matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Ahmedova. Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo. Merci, Här President. Ech mengen, ech hunn a menger Interventioun duergeluecht, firwat mir als ADR der Meenung sinn, datt déi Besteierung vun deem Wunnraum keng gutt Iddi ass. An duerfir wäerte mer och géint dës Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Reding. Et ass keng Wuertmeldung ... Den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Ben, ech mengen, wat de Constat ugeet, dee kënne mer sécherlech deelen. Herno beim „invite le Gouvernement", do steet awer ënnert dem Punkt 2: « rendre obligatoire l'application de taxes communales ». Ben, ech mengen, mir hunn eng aner Motioun deposéiert, wou eng national Spekulatiounstax oder -steier soll ageféiert ginn. Duerfir wäert d'CSV dës Motioun vun déi Lénk net matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lies. An da geet d'Wuert weider un den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech di mech och e bësse schwéier mat där Motioun hei. Ech ka se engersäits net matstëmmen, well effektiv hei an dem zweete Punkt erëm gefuerdert gëtt, dass déi kommunal Tax op eidel stoend Wunnenge soll obligatoresch gemaach ginn. Dobäi ware mer eis dach elo entre-temps awer alleguerten eens, dass dat net méi soll op kommunalem Niveau gereegelt ginn, mee op nationalem Niveau, dass d'Gemengen einfach ze vill Schwieregkeeten hunn, dass et emol net iwwerall um schlechte Wëlle vun de Gemenge géif leien. Souguer déi Gemengen, déi jo d'Initiativ geholl hunn, fir eng Tax anzeféieren, di sech ganz, ganz schwéier mat der Applikatioun. Dofir ass dat do eng national Verantwortung. Kommt, mir maachen och eng national Besteierung doraus! Dofir kann ech déi Motioun net matdroen.

Mee ech fannen awer deen éischte Punkt eng Diskussioun wäert. An ech wär frou, wa mer eis vläicht eng Kéier kéinten an der Kommissioun och d'Zäit huelen, fir eng Kéier driwwer ze diskutéieren: Wat sinn da lo déi reell Problemer, fir eidel Wunnengen ze erfaassen? Kënne mer do vläicht nach ... Läit et un eise Gesetzer? Kënne mer legislativ oder soss vläicht eppes maachen? Ech menge schonn, dass dat eng Diskussioun wäert wär, vläicht souguer an enger Commission jointe. Dat wär op alle Fall ee Wonsch, deen ech hei hätt.

Mee mir kënnen ... Ech proposéiere menger Partei, déi Motioun hei net matzedroen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Dann huet den Här Max Hahn d'Wuert gefrot.

M. Max Hahn *(DP)*.- Jo. Et wäert net iwwerraschen, dass ech menger Fraktioun dat selwecht proposéieren. Dir hutt virdrun a menger Interventioun héieren, wéi mir eis et virstellen. Änlech oder esou, wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, géife mir éischter gären op de Wee vun der Reform vun der Grondsteier goen, amplaz de Gemengen et ze iwwerloossen. Do sinn ech beim Yves Cruchten, dass dat elo net wierklech, soe mer mol, dat erreecht huet, wat ee sech vläicht an deem dote Beräich wënscht.

Et si verschidde Punkten dran, déi sécherlech ganz interessant sinn, ech mengen, ech hat et virdru gesot, zum Beispill deen drëtte Punkt, dass ee soll kucken, fir d'Terrainen ze verlounen, där Pist nozegoen. Ech mengen, och dat ass eppes, wat am Koalitiounsaccord steet. Dat heescht, obwuel vläicht verschidde Pisten dra sinn, déi engem ganz sympathesch sinn - déi awer éischter superfetatoire sinn, well dat eebe Saache sinn, déi am Regierungsaccord sinn -, sinn ech awer och der Meenung, dass et, wéi gesot, éischter iwwert d'Grondsteierreform sollt passéieren, wéi dass een de Gemengen dat heite sollt iwwerloossen.

Op där anerer Säit, wat deen éischte Punkt ugeet: Tjo, et wier vläicht interessant - och do ginn ech dem Yves Cruchten Recht -, fir eng Kéier ze kucken: Wou sinn dann déi reell Problemer? Et ass virdrun opgezielt ginn. Ech mengen, et war d'Inneministesch, déi eis gesot huet, wat déi reell Problemer sinn: Wéi detektéiert een dann, ob eng Wunneng wierklech eidel ass? Geet et duer, wann een erëm kuerzzäiteg dran ass? An, an, an. Dat heescht, et ass warscheinlech schwiereg.

Jo, firwat sollte mer eis net eng Kéier kuerz Zäit huelen, fir eng Kéier vun den Acteure vum Terrain vläicht méi am Detail erläutert ze kréien, wou dann elo konkreet déi eenzel Punkte sinn. Well dat ass jo eppes ... Egal, wat an Zukunft wäert passéieren, och wa mer iwwert d'Grondsteierreform schwätzen, spéitstens do stelle mer eis jo erëm déi selwecht Fro: Wat ass dann eng eidel stoend Wunneng? Wéi ass d'Definitioun? Ech weess, dass et do Problemer ginn huet. Ech weess, dass och déi Gemengen, déi Taxen ageféiert hunn, sech d'Zänn ausbäissen, fir déi Taxen ze erhiewen. Ech mengen, och dat ass vu Regierungssäit opgeworf ginn, well et eebe ganz schwiereg ass ze detektéieren, wat eidel stoend ass a wat net.

Dëst gesot proposéieren ech menger Fraktioun, wéi gesot, déi heite Motioun och net matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Hahn. Déi nächst Wuertmeldung kënnt vum Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci. Ganz villes an der Motioun ass eis sympathesch, dat eenzegt ass eeben de Gedanken, fir dat Ganzt elo op d'Gemengen erofze..., hinnen d'Responsabilitéit ze ginn, do si mer net onbedéngt där selwechter Meenung a mir géifen do och léiwer gesinn, dass een hei am Haus en nationaalt Gesetz géif fannen, well mir si beim Constat, dass déi eidel stoend Raim mussen taxéiert ginn, do si mer enger Meenung, mee ob mer et elo all Gemeng eenzel ..., an da ginn déi och nach mat verschiddenen Tauxen eran, ech mengen, dat wär net Sënn an Zweck, fir dës Logementskris ze léisen, mee dëst Haus misst schnell e Gesetz bréngen, fir déi eidel stoend Wunnengen op de Marché ze kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, merci. Also d'Motioun ass jo effektiv relativ dense. Et si fënnef verschidde Punkten. Ech ka mer virstellen, dass deen een oder deen anere vläicht deen ee Punkt awer interessant fënnt an een anere manner interessant fënnt. Ech géif et elo immens schued fannen, wa mer se einfach esou géife verwerfen, well mir sinn eis alleguerten eens iwwert d'Wichtegkeet vun deem heite Sujet.

Bon, mat menger ganz wéineger Erfarung hei weess ech elo net, awéiwäit een deen een oder deen anere Punkt dovunner an enger Kommissioun awer iergendwéi no vir brénge kann, dass een - jo, e bëssen, wéi den Yves Cruchten et gesot huet - awer weider driwwer diskutéiere kann. Dat wär elo wierklech schued. Och wa mer vläicht net op all de Punkten e gemeinsamen Nenner fannen, dat ass mer kloer, mee dass mer vläicht awer op deem engen oder anere Punkt virukommen.

Une voix.- Ganz gutt!

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, da kéime mer awer zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Interruption)

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 2 Jo-Stëmme géint 58 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Marc Lies deposéiert ginn ass, an där et ëm déi national Tax geet. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech mengen, dass mer eis eens sinn. Mir schwätzen déi ganzen Zäit iwwert dat selwecht a mer sinn eis och mat de Kolleege vun der CSV eens, dass mer eng national Besteierung sollen afëieren, fir géint d'Spekulatioun virzegoen. Mee wat mech awer immens stutzeg mécht an där Motioun hei ..., da kënnt schonn am zweete Punkt: „Jo, mee ausgeholl ginn awer alleguerten déi Terrainen, déi fir d'Descendance geduecht sinn". Dat heescht, déi Terrainen, déi ech menge Kanner ginn, sinn ausgeschloss. Meng Kanner ginn se hiren Enkelkanner, hir Enkelkanner ginn se hiren Urenkelen.

An am drëtten Tiret steet, dass och nach déi Terrainen net dierfen drënner falen, wou en Usage commercial, artisanal, agricole, industriel oder de profession libérale ass. Da muss ech soen, da bleift zwar keen Terrain méi Rescht, op deem mer eng Steier kënnen ophiewen. Dofir sinn ech der Meenung, dass mer déi Motioun hei verwerfe sollten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un d'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Jo. Merci, Här President. Ech mengen, et ass erëm nach eng Kéier, wéi d'Ministeren dat och gesot hunn: Et ass amgaangen, un enger Reform, enger globaler Re-

form, geschafft ze ginn, wat u sech och méi Gerechtegkeet mat sech soll bréngen. An ech mengen, fir d'éischt hu mer do PAPen a PAGen, déi mussen opgegraff ginn, fir iwwerhaapt iergendwou kënnen ze kucken, wat kënnt, wat am Moment do ass, dat gekoppelt un e Registre, an dann eréischt kënne mer eppes Gerechtes ausschaffen, wou ee ka soen: „Esou an esou kann eng Tax ausgesinn." Dofir wäerte mer och dës Motioun net matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. D'nächst Wuertmeldung kënnt vum Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Och d'ADR wäert déi Motioun hei net matstëmmen. Wuel ass d'Taxe nationale eng besser Léisung wéi eng Taxe communale, wann ee scho misst an déi Richtung goen, mee wéi gesot: Mir si géint esou eng Tax.

Dann ass et begréissenswäert, datt gesot gëtt, wann een een Immeubel wëllt hale fir seng Descendance, datt dat géif ausgeschloss ginn. Dat begréisse mer ausdrécklech! Mee et ass eis ze enk gefaasst, well et nach ganz aner Motifs valables - très valables! - gëtt, fir en Immeubel eidel stoen ze hunn.

A schlussendlech ass mer och deen drëtten Tiret ze enk gefaasst, wann een do seet: « destinés exclusivement à un usage commercial, artisanal, agricole, industriel ou de profession libérale ». Ech mengen, ganz oft sinn Immeubelen eebe mixte. An do ass dat dann net esou einfach ze definéieren.

Aus all deene Grënn wäerte mir als ADR géint dës Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. An dann hat d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo. Ech fannen, d'Iddi vun enger Taxe nationale ass ganz ok. Mir wollte lo net communale oder nationale, dat war fir eis oppen, wéi ech et och gesot hat virdrun. Dat gefält eis eigentlech. Mee deen zweeten an deen drëtte Punkt, do si mir eigentlech net domat averstanen. Dofir géife mir déi heiten elo net matdroen, well mir eigentlech do wëlle méi wäit goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. D'nächst Wuertmeldung ass fir den Här Marc Lies.

(M. Max Hahn se met debout et se rassoit.)

Et geet der Rei no hei.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir hätten de Max awer nach kënne virhuelen. Dann hätt ech och do nach kënne lauschteren, wat dann effektiv d'Positioun vun der DP ass. Bon, ech ka mer awer virstellen, wat se wäert sinn. Ech fannen et just remarkabel: En fin de compte si mer eis eens ëm de Constat, datt eng national Spekulatiounstax soll ageféiert ginn, an da „scheiden sich die Geister" effektiv opgrond vun engem gewëssenen Detail, deen, mengen ech, awer herno, wann iergendwann eng Kéier esou eng Tax oder Steier wäert kommen, genau dat wäert ophuelen, och wann dat net haut oder muer ass, dann ass et iwwermuer. Dofir fanne mer et remarkabel, datt effektiv d'Majoritéit sech eigentlech eens ass, awer dergéint stëmmt. Mee bon. Dat kenne mer jo.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo. Ech war ze fréi opgestanen. Jo, Här President, wat wëlle mer? Ech mengen, mir wëllen d'Bauland, dat am Bauperimeter ass, mobiliséieren. Iwwer wéi e Wee a virun allem wéi eng ... Ech mengen, dat ass d'Grondsteierreform. Dat hunn ech, mengen ech, de Mëtten e puermol hei widderholl. Dat heescht, eng national Léisung.

Op där anerer Säit, wéi gesot, wësse mer och, wie mer viséiere wëllen. Mir wëllen haaptsächlech d'Leit, déi ganz vill Terrainen hunn - d'Groussgrondbesëtzer, soen ech emol -, derzou beweegen, hir Terrainen op de Marché ze bréngen, respektiv och d'PAPen, déi gestëmmt goufen, wou net drop gebaut gëtt reng aus spekulative Grënn, ech mengen, deem wëlle mer entgéintwierken. Däers si mer eis bewosst, och an der Majoritéit. An dofir hu mer dat am Koalitiounsaccord och esou festgehalen, dass mer dat am Kader vun der Grondsteierreform géife maachen.

Ech soen lech Merci. A mir wäerten dofir déi Motioun hei net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Ech mengen, da kënne mer... Nee, den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hunn elo nogelauschtert. Ech hätt eigentlech gären zwou Äntwerten. Dat eent wär vun der Vertriederin vun der grénger Fraktioun. Wann ech dat esou verstanen hunn, géif si waarden, bis d'PAG- a PAP-Reformen duerch wären. Mee zënter 2006 gëtt et déi sougenannt Grondsteier B6. A ville Gemengen ass déi ausgewisen. Et gi vill Gemengen, déi en extrae Grondsteierniveau hu fir fräi stoend Bauplazen, déi net zu Bauplazenzwecker genotzt ginn. An duerfir froen ech mech eigentlech - an ech froen och déi gréng Partei, déi jo d'Partei vum Bauteminister a vum Wunnengsbauminister ass -, wéi si sech dat da konkreet virstellt oder wat nach elo misst geännert ginn.

Deen zweete Punkt ass deen: De Max Hahn ass elo am Numm vun der Koalitioun drop agaangen, dass si géifen op d'Grondsteierreform waarden. Ech wëll just soen, dass mir am Joer 2021 sinn. Ech kéint mer virstellen, dass eng Steier eigentlech mat dem 1. Januar vun engem Joer géif a Kraaft trieden. Ech géif duerfir de Vertrieder vun der DP froen, wéini dass dann an der Koalitioun déi Grondsteierreform a Kraaft géif trieden.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gilles Roth. Dann hat den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Et ass ëmmer interessant, well ee wierklech mierkt, dass och ... Ech mengen, e bëssen ëmgedréit: Et ass wierklech interessant, well een awer och mierkt, dass déi eenzel Parteien ënnerschiddlech Positiounen hunn, wat der Demokratie wierklech guttdeet.

Also bei der Taxe nationale - bei der CSV - kéinte mer nach matgoen. Wat mir och gutt fannen, ass, dass dat, wat ee fir den eegene Gebrauch, also wat een herno fir d'Ierwe géif halen, och nach fräi wär. Dat wär alles sympathesch bei der CSV. Leider: Deen drëtte Punkt, dass mer de Commercial, d'Professions libérales an alles ..., dat mécht eis herno d'Dier vill ze vill grouss op, dass déi, déi souwisou Firmen hunn a sech elo scho Verschiddenes kënnen erlaben, herno vun deene Steieren ausgeholl wären. Bei deem Theema si mir Piraten dann e bësse méi kriddeleg. Dofir wäerte mer eis enthalen. Mee déi zwee éischt hätte mer awer ganz sympathesch fonnt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Et ass keng Wuertmeldung méi do, soudatt mer kënnen zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hat eigentlech zwou Froe gestallt. Ech stelle fest, dass eigentlech do keng Äntwert kënnt. Dann huelen ech ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat keng Wuertmeldung gesinn, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kee Fanger an der Luucht. An duerfir ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... komme mir zum Vott an deen ass schonn amgaang.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... da komme mir also zum Verständnis, dass dës Legislaturperiod keng Reform vun der Grondsteier wäert stattfannen.

Une voix.- Dat ass richteg ...

Une autre voix.- A wéi enger Prozedur sidd Dir?

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

(Interruptions)

Domadder ass dës Motioun mat 20 Jo-Stëmmen, 36 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 21 voix pour, 37 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der CSV-Fraktioun deposéiert ginn ass, an där et ëm déi Logements de service geet, déi inoccupé sinn an déi dem Staat gehéieren. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Jo. Merci, Här President. An elo nach eng Kéier: Ech mengen, de Minister huet et en long et en large erklärt. An d'Regierung ass amgaangen, dorunner ze schaffen. Dat gesot wäerte mer dës Motioun natierlech och net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. D'nächst Wuertmeldung ass fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo. Merci fir dës Motioun. Also, mir fannen déi ganz sympathesch. Mir géifen awer mengen, dass een net just soll d'Logements de service, mee dass een eeben alleguerten d'Logementer, vun deenen de Staat Proprietär ass, hei da consideréiere misst.

An eiser Motioun war en anere Punkt, dass de Relevé ..., dat wär eigentlech da virdrun, fir d'éischt de Relevé an da géing een d'Mobilisatioun dovunner .... Dat heescht, dat wär complementaire. Also, mir géifen déi matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Mir droen dat heiten als ADR selbstverständlech mat, obwuel et eis bei Wäitem net wäit genuch geet. Hei gëtt just geschwat vu „logements de service inoccupés". Et gëtt nach ganz vill aner Gebaier, wéi Logements de service, déi an ëffentlecher Hand sinn an déi inoccupé sinn, sief et a Gemengen, sief et staatlechersäits.

Wat een och onbedéngt misst derbäisetzen, dat wier, datt et muss ophéieren, datt d'Verwaltungen, ëffentlech Behörden a Wunnraum sëtzen, wat ëmmer erëm virkënnt, wat ëmmer nach virkënnt, an Haiser, an Appartementer. Souguer eist Geriicht sëtzt a Wunnraum, an Appartementer. Dat ass e Skandal an eisen Aen. Also déi dote Fro ass richteg opgeworf vun der CSV. Mir stëmmen dat mat. Mee et muss een dat nach vill méi wäit faassen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Also mir wäerte se och matstëmmen. An ech gesinn hei awer en Ënnerscheed zu der Regierungspositioun. Well do steet: „direkt"! A wann ech d'Regierung richteg verstanen hunn: „Kuckt Dir elo mol, wéini, iergendeng Kéier." Mee dat ass jo awer e bëssen de Geck herno mat de Leit dobaussen gemaach! Mir hunn eng Logementskris, de Staat huet esou vill Wunnraum, deen en direkt kéint erausbréngen, an dann heescht et ëmmer nëmmen: „Mir kucken". Wéi sollen d'Leit dann dobaussen nach Vertrauen hunn, dass dës Logementskris geléist gëtt?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique, fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

11. 7798 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz »

7799 - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Wooltz »

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut sinn d'Projets de loi 7798 a 7799 iwwert de Projet „Wunne mat der Wooltz". D'Riedezäit ass nom Modèle 1 festgeluecht.

An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deenen zwee Projets de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech haut e mëndleche Rapport vir zum Finanzéierungsprojet „Wunne mat der Wooltz".

Hei ass decidéiert ginn, dat Ganzt an zwee Gesetzesprojeten opzedeele fir méi Kloerheet a méi Transparenz, virun allem fir eis Chamber, déi jo de Rôle vum Contrôle wäert hunn.

Déi éischt Enveloppe budgétaire, de Projet de loi 7798, geet haaptsächlech drëm, eng Revalorisatioun a Renaturéierung vum Site ze erreechen, fir datt een iwwerhaapt och eppes mam Site kann ufänken.

Déi zweet Enveloppe budgétaire, de Projet de loi 7799, definéiert konkreet de Montant fir den zukünftege Bau vu Wunnengen.

Dir gesitt also: Déi zwee Projete si ganz enk unenee gebonnen.

Ech wëll Iech awer kuerz de Kader setzen: „Wunne mat der Wooltz" huet eng Fläch vu ronn 35 Hektar, déi et erlaabt, ronn 900 Wunneenheeten ze baue fir ronn 2.000 Awunner, déi mëttelfristeg kënnen dohinner wunne goen. Wichteg ze betoune wier, datt mer hei 30 % vun de Wunnenge wäerte verkafen ënner enger Emphyteos. A ganzer 70 % ginn an d'abordabel Locatioun, wat natierlech och heescht, datt déi Wunnengen nohalteg an der ëffentlecher Hand wäerte bleiwen. Den urbanen a regionale Kontext vum Projet ass den historesch geprägten Industriesite vu Wolz. De Masterplang „Wunne mat der Wooltz" gesäit och eng Revalorisatioun vun den alen Industriefrichë vir. Dëse spezifesche Kontext ass och de Fil conducteur fir déi gesamt wirtschaftlech, ekologesch a sozial Entwécklung vum Projet.

Ech wëll Iech hei e puer chronologesch Stéchdatumer uginn, fir d'Komplexitéit vum ganze Projet ervirzehiewen.

Schonn am Joer 2000 huet sech déi Fro gestallt, wat ee soll mat de Frichë vu Wolz maachen. Wéi soll a wéi kann ee se iwwerhaapt entwéckelen? 2009 sinn déi éischt Etüde lancéiert ginn. Dëse Projet ass d'Resultat vun enger ganz gudder Zesummenaarbecht zwëschent urbanistesche Bureaud'étuden, interministeriellen Aarbechtsgruppen, der Gemeng Wolz an natierlech dem Fonds du Logement.

D'Demolitiounsaarbechte vun den Industriegebaier goufen 2013 ugefaangen an 2020 ofgeschloss. 2016 war de Plan directeur - den Absichtsplang - ofgeschloss. An 2021 hu mir souguer eng éischt Inauguratioun um Site gehat, nämlech de Circular Innovation Hub.

Wat genau gëtt iwwert dëse Gesetzesprojet finanzéiert? Mam Projet de loi 7798 erlabe mir als Chamber der Regierung, sech un de Finanzéierungsaarbechte vum Assainissement an der Revalorisatioun vum Site ze bedeelegen. Dës Käschte gesi vir: engersäits d'Renaturéierung vum Floss Wolz an anerersäits d'Sanéierung vum Buedem, deen duerch déi Altlasten, déi d'Industrie hannerlooss huet, verseucht gouf. Dës Aarbechte wäerten na-

tierlech de ganze Site op an dës Käschte sinn essenziell a wierklech noutwendeg, fir iwwerhaapt kënnen eppes mat dësem Site unzefänken.

Urbanistesch gesinn ass et och wichteg, esou Sitten ze revaloriséieren, fir der lokaler Geschicht an dem Patrimoine iwwerhaapt en zweet Liewe kënnen ze schenken. Oft sinn dat grouss Arealer, déi en interessante Potenzial ubidden.

Anerersäits hu mir jo hei zu Lëtzebuerg wierklech e ganz groussen Drock op eisem Foncier. An esou Industriefrichë sinn awer déi Opportunitéit, fir kënne ganz nei Quartieren ze entwéckele mat Wunnengen, déi eiser moderner Gesellschaft an dem haitege Besoin entspriechen - Stéchwuert: Liewensqualitéit, sozial Kohäsioun, sozial Mixitéit, eng ugepasst Mobilitéit an natierlech bezuelbar Wunnengen.

Fréier waren dës Frichen oft ausserhalb vun de Stied an Dierfer. Mat dem demographesche Wuesstum befanne sech dës grouss Terraine mëttlerweil meeschtens am Kär vum urbanistesche Perimeter, wat natierlech och e weideren Ureizpunkt ass, fir dës Sitten ze entwéckelen.

Konkreet soll dëse Gesetzesprojet d'Käschte vun 126,5 Milliounen Euro droen. 101 Millioune wäerte jeeweils iwwert de Fonds spécial lafen, dee mer och schonn d'lescht Woch hei laang a breet beschwat hunn, a falen dann ënnert d'Rubrik vu Wunnengsbauentwécklung. Déi weider Käschte vu 25,5 Milliounen, déi spezifesch fir d'Renaturéierung vum Floss virgesi sinn, ginn dann och iwwert de Fonds pour la gestion de l'eau gedroen.

Fir lech eng Timeline ze ginn, wäerten dës Aarbechte bis 2028 daueren. Am Ganze sinn dat siwe Joer, déi ee brauch, fir de Site ze revaloriséieren.

Mam Projet de loi 7799 ënnerstëtze mir hei konkreet déi finanziell Bedeelegung fir de Bau vu Wunnengen, fir déi PAPen, also déi Plan-d'aménagement-particulieren, déi scho konkreet approuvéiert goufen. Dat sinn der dräi vu siwen. Dat bréngt mat sech, datt mer an Zukunft och dëse Projet wäerte missen upassen, soubal mer déi nächst véier PAPe fäerdeg hunn.

Dëst Joer fänken déi Viabilisatiounsaarbechten am Quartier 3 un an d'nächst Joer däerf och de Bagger rullen a mir fänke konkreet u mat bauen.

De Budget fir deen zukünftege Bau fir Wunnenge gesäit 159,5 Millioune vir - no uewen opgeronnt. Et muss een awer och op dëser Plaz soen, datt dëse Budget des Éfteren iwwerschafft gouf, fir eng Optimisatioun vun de Käschten ze erreechen. An deem Sënn ass am Dialog mat der Gemeng d'Baudichte ëm ganzer 12 % erhéicht ginn. Esou si mer vun 33 op 37 Wunnunitéite pro Hektar eropgaangen. An ech wëll wierklech hei d'Gemeng felicitéiere fir dës flott Initiativ.

Hei wiere mer och erëm beim Fonds spécial de soutien au développement du logement fir d'Finanzéierung vun de Bauaarbechten. Et ass virgesinn, déi dräi Quartiere bis Enn 2036 fäerdeg ze hunn, ganzer 14 Joer. Mat béid Projet-de-loie si mer bei engem Montant, dee am Gesamten 286 Milliounen Euro héich ass, fir nohalteg an abordabel Wunnengen ze bauen am Häerze vum nërdlechen Deel vun eisem Land.

Ech wëll lech awer och net de Projet „Wunne mat der Wooltz" selwer virenthalen. Fir d'Diversitéit, awer och, fir dem ganzen Areal verschidden architektonesch an urbanistesch Konzepter a Kontexter ze ginn, ass dat Ganzt a siwe PAPen opgedeelt.

Kuerz zum urbanistesche Konzept: De Projet huet héich Ambitiounen a soll och e Beispillprojet gi fir nohaltegt Bauen an nohaltegt Liewen. Hei steet déi sozial a solidaresch Kreeslafwirtschaft am Mëttelpunkt vum ganze Konzept. Gemeinschaftsgäert, Gemeinschaftsraim a souguer e Plan de cohésion sociale sollen opgestallt ginn. Et däerf een natierlech och net de Konzept vun engem „repair café" vergiessen, wou „sharing" groussgeschriwwe gëtt - niewebäi „reuse, reduce a recycle".

Mir hunn hei en nohaltegen a liewensqualitativ héich orientéierten Urbanismus fir déi ëffentlech Raim. Mir brauchen haut déi nämmlecht Quartieren, déi eisem Liewensstil ugepasst sinn. Zum architektoneschen Deel: Eng nei Ausaarbechtung a Bauweis sinn hei extra entwéckelt ginn, fir enger Kreeslafwirtschaft ze entspriechen. Fir lech e konkreet Beispill ze nennen, wäert hei e groussen Deel vun de Materialien, déi bei der Ofmontéierung vun den ale Frichen ugefall sinn - déi also sur place louchen - och erëm fir déi nei Gebaier verwennt ginn. D'Gebaier wäerten och flexibel a modulabel gebaut ginn, an dat erlaabt hinnen, méi eng laang Liewensdauer ze hunn.

Kuerz zu der Mobilitéit: Wann esou e grousse Quartier entsteet, muss een natierlech och u Mobilitéit denken. D'Mobilitéit ass d'Basis, wat d'Logementsentwécklung ugeet. Den Zougang zum ëffentlechen Transport ass hei eng Selbstverständlechkeet, well de Projet direkt mat Zuch- a Busverbindungen un d'Gare ugebonnen ass. Zousätzlech hu mer och e ganz neie Pôle d'échange. An am Géigendeel zu deem sollen d'Autoen esou gutt wéi méiglech aus dem Quartier erausbleiwen. De Quartier soll erëm den Awunner gehéieren an d'Kanner solle kënnen ouni Gefor op der Strooss spillen, wat natierlech als positiv Konsequenz huet, de soziale Kontakt unzereegen.

Sammelparkinge sinn och an der Peripherie vun de Quartiere virgesinn. Déi verschidde Quartiere sinn duerch kleng Weeër verbonnen, wou de Foussgänger a Vëlosfuerer am Mëttelpunkt steet. Déi Weeër féieren op an duerch Spillplazen, Parken, gréng Plazen, awer och Commercen a Caféen. Méi wéi awer just „mobilité active", gëtt hei och e „vivre ensemble" favoriséiert. Et wäert een net méi mat sengem Auto an d'Garage fueren, d'Garagëpaart zoumaachen an doheem sinn. Hei wäert ee seng Nopere begéinen, wann ee vum Parking heemtrëppelt oder seng Kanner ze Fouss an d'Schoul bréngt. Doduerjer entsteet och eng gesond zwëschemënschlech Symbios am Quartier selwer, wat an der Lescht an den urbanistesche Konzepter, leider, ëmmer méi vergiess ginn ass.

Et muss ee sech och bewosst sinn, datt en Haus ouni Garage u sech och méi bëlleg kascht an et brauch een och net déi onnéideg Aushiewunge vum Buedem ze maachen. E „car and bike sharing" gehéieren natierlech zu dësem Mobilitéitskonzept a sinn e wichtegt Element.

Wat déi weider Infrastrukturen um Site ugeet, hu mer hei eng nei Schoul, eng nei Maison relais, eng Sportshal, e pädagogesche Musée, eng Museksschoul a weider ëffentlech Gebaier. Et muss een och nach soen, datt d'Rez-de-chausséeë vu sämtleche Gebaier fir divers Aktivitéite wäerte virgesi sinn, wéi zum Beispill kleng Geschäfter, divers Servicer, kleng Entreprisen oder och nach Restauranten.

Ech wëll lech awer och kuerz den Energiekonzept vun deem Ganzen erklären, well en ass ganz speziell a ganz innovativ. De ganze Quartier soll energieneutral sinn. De Site wäert un en Nahwärmenetz ugebonne ginn, vläicht besser bekannt ënnert der Bezeechnung „réseau urbain". Konkreet gëtt hei déi Hëtzt duerch e saisonalen Äisspäicher produzéiert, gekoppelt un eng Fotovoltaiksanlag. Hëtzt gëtt hei aus dem Buedem geholl an duerch den Aggregatszoustandswiessel produzéiert.

Déi Fotovoltaiksanlag ass néideg, fir déi Niddregtemperatur-Wärmepompel ze bedreiwen. Dës Produktioun u Wäermt ass - wéi Der kënnt gesinn - ganz op erneierbar Energië baséiert, mee net nëmme fir déi Anlag. Och soss iwwerall kënnt Fotovoltaik op d'Diecher. Mir hunn hei bal iwwerall Flaachdiecher, déi en plus begréngt sinn. Dat heescht, engersäits hu mer e positiven Impakt op d'Biodiversitéit, an anerersäits hu mer natierlech eng optimal thermesch Isolatioun fir d'Gebai. D'Gebaier sinn en plus op dem Energie-Plus-Konzept opgebaut, och mat „smart buildings". Dat heescht, sämtlech Gebaier si matenee vernetzt a wann dat eent Gebai méi Energie produzéiert an dat anert dee Moment méi Energie brauch an net genuch produzéiert, kënne se déi Energie ënner sech austauschen.

Fir ofzeschléissen: Wat den innovativen an nohaltegen Aspekt vum Projet ugeet, wollt ech lech och nach soen, datt mer hei an engem Nulloffallsystem wäerte sinn. Bei der Demolitioun vun den Aarbechte vun den Anlagen, déi schonn um Site waren - wéi ech scho virdru gesot hunn -, gi sämtlech Pièce fir den Neibau verwent, mee et kommen awer och nach en Triage, e Recycling an e Compostagecenter op de Site selwer drop.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, mir sinn hei wierklech an engem ganz innovative Konzept, dee sécherlech wäert e Virreider si fir zukünfteg Ökoquartieren.

Fir ofzeschléissen, kommen ech natierlech och kuerz op d'Aarbechte vun der Logementskommissioun. De Projet de loi gouf an der Chamberskommissioun vum 8. Mäerz vun dësem Joer presentéiert. De Staatsrot huet säin Avis de 15. Juni ofginn an hat keng weider Observatiounen.

Mir kruten och keng weider Avise vun den zoustännege Beruffskummeren zu dësem Projet.

Den Text vum Gesetzesprojet an och den Avis vum Staatsrot goufen an der Sëtzung vum 17. Juni analyséiert. De Rapport zu dësem Projet de loi ass den 18. Juni un d'Kommissiounsmembere verschéckt ginn an de 24. Juni 2021 hu mer dëse Rapport och an der Kommissioun ugeholl.

Fir weider Detailer verweisen ech selbstverständlech op mäi schréftleche Rapport. An dat gesot, hoffen ech natierlech op eng breet Zoustëmmung, well mer alleguerte wëssen, wéi wichteg et ass, Logementer ze bauen.

An ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun eiser grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 31. August 1942 ass en Datum, deen als Schlësselelement vun eiser Lëtzebuerger Geschicht gëllt. Op engem Méindegmoien gouf an der Ardennestiedche Wolz e Generalstreik géint den Naziregimm ausgeruff. Den Ausléiser fir dëse Protest war d'Entscheedung vum Gauleiter Gustav Simon, Lëtzebuerger Jonge vun de Joergäng 1920-1924 fir déi däitsch Wehrmacht zwangszerekrutéieren. Ufank war um siwen Auer virum Portal vun der Ideal-Fabrick zu Wolz an en huet sech och ganz schnell iwwert d'ganzt Land ausgebreet. Wuel gouf dee Streik bluddeg néiergeschloen, mee trotzdeem ass dee couragéierten Akt vu Widderstand an der ganzer Welt mat vill Respekt an Unerkennung wouergeholl ginn.

Här President, de Projet „Wunne mat der Wooltz", dee mir de Mëtteg stëmmen, kann een och als historesch bezeechnen, well e jo op deem selwechte Site realiséiert gëtt, wou Lëtzebuerger Geschicht geschriwwe gouf, a well en och fir Wolz a fir déi ganz Regioun eng nei an nohalteg Perspektiv opweist. Engem Site, dee jorelaang Dausende vu Leit an der Regioun Aarbecht erméiglecht huet, gëtt mat dësem Projet erëm neit Liewen agehaucht.

Här President, nieft der Traditioun vum Béierbrauen huet d'Stad Wolz joerhonnertelaang e wichtegt wirtschaftlecht Standbee gehat, nämlech d'Liedergierwereien. Laut menge Recherchë ginn d'Originne vun der Liederindustrie zu Wolz bis an d'16. Joerhonnert zréck an 1868 gouf et zu Wolz schonn 28 Gierwereien, woubäi d'Firmaen Ideal a Lambert bis an déi zweet Hallschent vum 20. Joerhonnert iwwerlieft hunn.

Ideal huet zum Beispill tëschent den zwee Weltkricher 1.200 Persoune beschäftegt seng Produite weltwäit geliwwert. Bei Lambert waren et 300 Leit. Leider ass dës Successstory nom Krich net weidergaangen. Lambert huet 1953 seng Dieren zougemaach a fir Ideal war et 1961 Schluss. Déi international Konkurrenz an d'Opkomme vum Konschtlieder ware schlussendlech Schold um Niddergang vun deenen zwou leschte Gierwereien zu Wolz an hu vill Leit an d'Aarbechtslosegkeet gedriwwen.

No dëser glorräicher Zäit gouf et awer roueg op dem Site bei der Wolz. Et war eis och do gaange wéi op villen anere Plazen: D'Wirtschaft an Europa a virun allem zu Lëtzebuerg war an e Strukturwandel komm, ewech vun der Industrie an hin zu enger Déngschtleeschtungsgesellschaft.

Duerfir waren och an den 80er-Joren zu Wolz nach ëmmer keng nei Betriber an Aussiicht, déi sech op deem ale Site wollten néierloossen. Laut dem aktuelle Buergermeeschter vu Wolz, dem Fränk Arndt, gouf et zu dëser Zäit awer schonns éischt Iwwerleeungen, fir e grousse Wunnprojet op de Frichen ze developpéieren. Mee duerch ongekläert Froen zu de Proprietéitsverhältnisser an der Problematik vun der Sanéierung sinn déi Iddien net weidergedriwwe ginn.

An den 90er-Joren, nodeems déi lescht Betriber dunn de Site verlooss hunn, sinn déi deemoleg Gemengeresponsabel an de Besëtz vun de Frichë komm an et ass dunn och konkreet driwwer nogeduecht ginn, fir de Site ze revaloriséieren.

Et ware virun allem d'Buergermeeschteren an d'Schäfferéit aus där Zäit, déi ugefaangen hunn, éischt konkreet Visiounen ze entwéckelen, fir dëse Site ze notzen. Eng féierend Kraaft war zu deem Moment de Romain Schneider, dee sech als Buergermeeschter fir e Wunnprojet op den Industrifrichë ganz staarkgemaach huet. Ënnerstëtzt a schlussendlech konkreet gouf de Projet dunn duerch eise Kolleeg Marco Schank, deen a senger Funktioun als Wunnengsbauminister ee vun de vehementsten Ënnerstëtzer vum Wunnprojet „op der Wooltz" war.

Ënnert dem Impuls vum Marco Schank a mat der Ënnerstëtzung vum Romain Schneider ënnert der Regierung Juncker-Asselborn II sinn d'Grondsteng fir de Projet, dee mir haut stëmmen, geluecht ginn. De grousse Verdéngscht vum Marco Schank war et, de Fonds du logement als Partner mat an d'Boot ze huelen, fir dëse Projet iwwert déi nächst 15 Joer ze developpéieren. Deemools hat hien d'Kou vum Äis geholl.

Ech wëll him an deenen aneren, deene villen aneren, déi ëmmer un dëse Projet gegleeft hunn, vun dëser Plaz aus Merci soe fir hire Courage, hir Wäitsiicht an hir Ausdauer. Hei muss ee kloer soen, datt do vill politesche Courage derbäi war, well et hei awer ëmmerhin ëm e ganz grousse Wunnengsbauprojet geet, wou virun allem och den abordabele Wunnraum am Mëttelpunkt steet.

Här President, déi zwee Projeten, deenen hir Finanzéierungsgesetzer mir de Mëtteg stëmmen, ginn nei Hoffnung fir d'Stad Wolz. Net manner wéi 872 Wunnenge ginn elo op deenen alen Industriebrooche gebaut, dovunner aleng 833 vum Fonds du logement, dat Ganzt fir eng ronn 2.000 Awunner. Bal 160 Milliounen Euro ginn an den nächste Joren an de Wunnengsbau investéiert, an domadder och an der Regioun, an hoffentlech huet déi lokal Wirtschaft och en Undeel un dësen Investitiounen.

Et ass och d'Hoffnung, datt mer duerch dëse Projet e bëssen Drock aus dem Wunnengsmaart geholl kréien, well zu Wolz an Ëmgéigend, genausou wéi am Rescht vum Land, ass de Präis vum Wunnengsbau an de leschte Joren an d'Luucht geschoss an ëmmer méi Leit hu Schwieregkeeten, sech en Daach iwwert dem Kapp ze leeschten. Duerfir ass de subventionéierte Wunnengsbau an dëser Géigend ëmsou méi wichteg.

De Logemengsprojet, ech hunn et elo grad gesot, gëtt quasi exklusiv vum Fonds du logement realiséiert. An an esou engem Projet ass et extreem wichteg, de gudden, ausgeglachene soziale Mix ze assuréieren. Duerfir mussen déi nei Bewunner och déi éischt Jore begleet ginn, fir datt se an deem neie Quartier eng sozial Kohäsioun entstoe kënne loossen tëschent souwuel deenen neien Awunner, déi an dee Quartier zéien, mee awer och tëschent deenen neien Awunner an deene besteeënden Awunner an der Wolzer Stad selwer. Et muss absolutt verhënnert ginn, datt een do eng Retortestad matzen a Wolz entstoe léisst.

Et geet awer net duer, datt mir elo fir 2.000 Leit erschwéngleche Wunnraum schafen. D'Fro muss och gestallt ginn, wou déi Leit an Zukunft schaffe sollen. Bekannterweis ass dës Regioun net déi strukturstäerkst Regioun am Land an duerfir muss ee sech iwwerleeën, wéi ee laangfristeg an och nohalteg Aarbechtsplazen an dëser Regioun usidele kann.

Et bleift e groussen Challenge, fir nei Aarbechtsplazen unzezéien. Duerch dëse Projet ginn awer nei Dieren op, well fir d'éischte Kéier am grousse Stil d'Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft zum Droe kommen an domadder sécherlech och Betriber wäerten ugezu ginn, déi sech dann an där Regioun néierloossen.

Här President, dëse Projet wäert a ville Punkten zukunftsweisend si fir d'Stad Wolz, fir hir Regioun, awer och fir d'ganzt Land. Nieft dem Wunnprojet Elmen an der Gemeng Kielen, bei deem de Buergermeeschterkolleeg Félix Eischen sech proaktiv engagéiert, ass de Projet „Wunne mat der Wooltz" no Elmen e weidere Pilotprojet, deen dem Usproch vun engem modernen Urbanismus a vun ekologesche Krittäre Rechnung dréit.

Ech wéilt dann och der honorabeler Deputéierter, der Madamm Semiray Ahmedova, e ganz grousse Merci ausdrécke fir deen ausféierleche Bericht, déi wierklech interessant Ausféierungen, souwuel technescher Natur op dem urbanisteschen, architektoneschen, energietechnesche Plang, wéi och wat dat ganz einfacht Zesummeliewen ugeet, dee si hei presentéiert huet. E grousse Merci un lech!

Mir stëmme jo eigentlech de Mëtteg zwee Finanzéierungsgesetzer, dat iwwert d'Sanéierung vum Site mat der Renaturéierung vun der Wolz an dat zweet iwwert d'Viabilisatioun an de Bau vun de subventionéierte Wunnengen duerch de Fonds du logement.

Här President, de Projet „Wunne mat der Wooltz" ass e ganz ambitiéisen a virun allem innovative Bauprojet. Wolz soll zu engem Hotspot vun der Économie circulaire ginn. De Circular Innovation Hub besteet jo schonn a mécht scho ganz vill Aarbecht do. Sou soll beim Ofrappen esou vill Material wéi méiglech weiderverschafft ginn a beim Bau soll e Maximum un agesatem Material nohalteg a spéiderhin erëm recycléierbar sinn.

Fir déi Wolzer ass d'Kreeslafwirtschaft awer net zënter gëschter en Theema. Si hu sech scho ganz laang mat deem Theema beschäftegt a mam Bau vun deenen éischte Wunnengen hu si och bewisen, datt et méiglech ass, no de Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft ze bauen. Hir Erfarungen hunn awer och däitlech gemaach, datt d'Planung vun de Baute vill méi laang Zäit brauch, méi opwänneg ass, wann een déi Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft seriö hélt an och am Detail wëllt ëmsetzen. Vun dësen Erfarungswäerter wäerten awer net nëmme si, mee mir als ganzt Land kënne profitéieren. Duerfir soe mir hinnen och elo scho Merci.

Am Resümmee: Wolz ass a wäert Virreider fir d'Land ginn, wat d'zukünftegt Bauen zu Lëtzebuerg betrëfft. D'Konzept vun der Kreeslafwirtschaft ass awer och Neiland fir vill Bierger. Hei mussen al Gewunnechten iwwer Bord geheit an neier geléiert ginn. Et ass eng nei Liewensform, déi sech um Site wäert entwéckelen, wou d'Leit gemeinsam Wäerter liewe sollen, e richtege Vivre-ensemble, also och eng Aart Experiment. Duerfir mussen d'Bierger och vun Ufank u matagebonne ginn, fir datt dat Konzept vun der Kreeslafwirtschaft och fir si gräifbar gëtt, well d'Bierger am Endeffekt e wichtegen, wann net esouguer dee wichtegsten Deel an der Transitioun hin zu méi Nohaltegkeet solle sinn.

Här President, d'Liewen um Site ass zukunftsorientéiert ausgeriicht, Stéchwuert: Sharing Economy, et war scho gesot ginn, Gemeinschaftsgäert zum Beispill oder och Mobilitéit. Well Dir wësst, Mobilitéit am ländleche Raum ass ee vun deene gréissten Challengen, déi mir hunn, well mer ëmmer grouss Distanze musse parcouréieren, fir am Alldag eens ze ginn.

Dëse Problem gëtt mat deem heite Projet awer wonnerbar geléist, well de Wunnquartier an direkter Ëmgéigend vun der Gare läit a mat engem moderne Parkraum- a Mobilitéitskonzept a mat Spillstroossen amenagéiert gëtt - also eng besser Liewensqualitéit fir d'Awunner, besonnesch fir hir Kanner, déi dann d'Stroossen erëm eng Kéier als hire Spillraum zréckgewanne kënnen.

Ausserdeem droe Schoulen, Maisons relais, Museksschoul, pädagogesche Musée a Sportsinfrastrukture souwéi Akafsméiglechkeeten direkt um Site dozou bäi, datt d'Awunner vun Ufank un d'Méiglechkeet hunn, ouni Auto alles sur place um Site ze maachen, wat se am Alldag esou brauchen.

Och bei der Energieversuergung gëtt konsequent op erneierbar Energië gesat an dat mécht seng Awunner esou méi onofhängeg vu fossillen Energieträger. Nei Technologien an Energiesourcë kommen hei zur Geltung, wéi effizient Wäermepompelen. Och Äisspäicher, Solarenergie fir Stroum, fir um Daach waarmt Waasser kënnen ze produzéieren, awer och déi energiespuerend Bauweis maachen et op dësem Site méi einfach, fir autark kënnen ze fonctionéieren.

Nach e lescht Wuert zu de Käschte vun dem Assainissement an der Renaturéierung vun der Wolz: 101 Millioune fir de Site a 25,5 Millioune fir d'Renaturéierung vun der Wolz, jo, dat ass e staarkt Stéck Geld, wat duerfir ausgi gëtt. Mee wann een A seet, muss een och B soen. Duerfir sinn ech och frou, datt mir de Courage opbruecht hunn, fir dëse Site ze sanéieren an e virun allem och ze renaturéieren, well näischt maache kascht och Suen an d'Natur bleift weider belaascht!

Aus dem Schandfleck zu Wolz entsteet iwwert de ganze Site en attraktiivt Ëmfeld fir ze liewen an ze schaffen. An domadder ginn ech mat vollster Iwwerzeegung den Accord vun der CSV-Fraktioun an hoffen awer, datt d'Realiséierung vun dësem Projet net esou laang wäert dauere wéi d'Ausschaffen dovunner.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Eicher. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Nom Finanzéierungsgesetz fir de Projet Elmen, dat mer kierzlech hei an der Chamber gestëmmt hunn, gi mer haut also de staatleche finanzielle Feu vert fir de Projet „Wunne mat der Wooltz", e komplexe Projet, op deem säit elo quasi 25 Joer geschafft gëtt, fir déi al Industriefrichen zu Wolz ze revaloriséieren. E Projet, dee sech iwwer gutt 17 Joer mat am Ganze siwe PAPe wäert erstrecken, e Projet, deen an der Lescht des Ëfteren als Musterprojet betitelt gouf, fir op seng nohalteg a ressourcëschounend Planungspolitik hinzeweisen.

Mir schwätze vun engem neie Quartier, deen an alle Beräicher nei an innovativ Standarde soll setzen, vun der Économie circulaire iwwert d'Mobilitéit bis hin zur Liewensqualitéit. Ech wäert an deenen nächste puer Minutte just kuerz op verschidden Aspekter vun dësem Projet de loi agoen, well mer de Gros vun den Explikatioune scho vun der Rapportrice kritt hunn. Duerfir géif ech hir dann op dëser Plaz villmools Merci soen, d'selwecht och wéi fir hire gudde schréftleche Rapport.

Här President, genau wéi beim Projet Elmen geet et och bei dem aktuelle Projet drëms, dass an deenen diverse PAPen de Bien public net no enger gewëssener Zäit erëm a privat Hänn fält. Och Wunnengen, déi iwwert de Bail emphytéotique kaf ginn, kënnen zu engem spéideren Zäitpunkt - an dat ass ganz wichteg - just un de Staat zréckverkaf ginn. D'Iddi ass jo bekanntermoossen déi, dass vum Staat, vun de Gemengen oder vun den ëffentleche Promoteure geschafene Wunnbestand net weider de spekulative Logementsmarché soll ënnerstëtzen, e Feeler, deen, wéi mer wëssen, an der Vergaangenheet gemaach gouf an dee mer schonn an der leschter Legislaturperiod behuewen hunn.

Genau wéi beim Projet Elmen wëll ech op dëser Plaz awer kuerz op d'Problematik vun eise Prozeduren, der laangwiereger Dauer vun der Realisatioun vun esou engem Projet ze schwätze kommen. Jo, ganz richteg, mir schwätze vun engem immens komplexen Dossier, engem Wunnprojet, deen een net vun haut op muer ka plangen an och net vun haut op muer ka realiséieren.

An awer muss ee bedenken, dass déi éischt Iddien, fir op dësem Site Wunnengsbau ze proposéieren, quasi 35 Joer (veuillez lire: quasi 25 Joer) al sinn! Tëscht dësen éischte Gedanken, déi op dësem Site gefouert goufen, bis hin zur Finalisatioun vun deene siwe PAPen, déi ech virdrun opgezielt hunn, wäerten herno am Ganze ronn 35 Joer vergaange sinn.

Här President, de Projet „Wunne mat der Wooltz" wäert an deenen nächste Joren natierlech och enorm Auswierkungen op d'Gemeng Wolz an d'Ëmgéigend hunn. Mat sengen ugeduechten 2.000 Awunner, déi op 872 Wunnengen op am Ganze 25 Hektar verdeelt wäerte sinn, wäert d'Gemeng Wolz bis 2038 quasi ëm en Drëttel wuessen. Ganz kloer, dëse Mammutprojet bréngt natierlech och enorm infrastrukturell an deementspriechend finanziell Erausfuerderunge mat sech. E Projet, deen d'Gemeng Wolz iwwert déi lescht Joren, Joerzéngte vun Ufank un ënnerstëtzt huet, e Projet, dee ganz kloer weist, dass de Staat, d'Regierung, de Fonds du logement an och d'Gemeng, d'Gemengen, sech hirer Verantwortung bewosst sinn, fir zesummen d'Offer un abordabelem Wunnraum an enger gesonder Mixitéit weider an d'Luucht ze setzen.

Allgemeng soll d'Wunnen, d'Schaffen, d'Schoul an och d'Fräizäitaktivitéiten hei op eng Manéier zesummebruecht ginn, déi e Quartier vun de kuerzen Distanze schaaft an d'Zréckgräifen op den Auto op e Minimum reduzéiert. Nieft ronn 870 Wunnengen an diversen Aarbechtsplazen ass och de Bau vun enger neier Grondschoul, enger Museksschoul, engem Kannermusée an engem Zentrum fir Kreeslafwirtschaft hei geplangt. Dës Diversitéit, Mixitéit ass déi eenzeg richteg Approche fir ze vermeiden, dass d'Leit just owes heem schlofe kommen a soss guer kee Bezuch zu hirem Doheem, zu hirer Gemeng hunn. E ganz wichtegen Aspekt stellen an deem Sënn och d'Veräiner aus der Gemeng, der Ëmgéigend duer, déi d'Familljen an zemools och déi Jéngst vun hinnen an d'Duerfliewen integréiere kënnen.

Wat den Urbanismus ugeet, sief gesot, dass d'Buedemsanéierung, d'Kreatioun vu gréngen an urbane Beräicher an och d'Renaturéierung vun der Wolz en integralen Deel vum stätteschen Entwécklungsprojet sinn an esou den Awunner divers Erhuelungs- a Begéinungsplazen zur Verfügung stellen. Ganz flott ass och, dass am Hibléck op d'Liewensqualitéit am Quartier d'Wolz renaturéiert an als parkänlech gréng Long an de Fokus vum Wunnquartier integréiert gëtt.

Allgemeng muss ee soen, dass de Projet d'Ambitioun huet, e Benchmark am Sënn vun engem nohaltegen an innovative Wunnquartier ze ginn. Deementspriechend gëtt sech op véier Piliere konzentréiert: d'Économie circulaire sociale et solidaire, den Urbanismus, d'Optimiséierung vun de Matièrepremièren an déi gréng Energien. An deem Sënn goufen nei Aarbechts- a Baumethoden, déi mat der sozial a solidaresch baséierter Kreeslafwirtschaft verbonne sinn, entwéckelt. Zum Beispill gëtt e Maximum vu Materialien no dem Ofbau recuperéiert a weider benotzt an och d'Gebaier ginn esou entwéckelt, fir spéiderhi flexibel a modulaire ze sinn.

Här President, genau wéi beim Projet Elmen representéiert och hei d'Mobilitéit e ganz wichtegen Aspekt vun dësem neie Wunnprojet. Et ass interessant ze bemierken, dass d'Parkhaiser sech net am Zentrum vum Quartier, mee éischter e bëssen ausserhalb befannen, fir esou den Autosverkéier bannent dem Quartier staark ze reduzéieren an deementspriechend den Awunner d'Méiglechkeet ze ginn, sech méi am fräien ëffentleche Raum kënnen ze beweegen.

Des Weidere soll de Quartier och eng optimal Verbindung tëscht Uewerwolz an Nidderwolz duerch divers Foussgänger- a Vëlosweeër garantéieren. A last but not least ass och déi nei Verbindungsstrooss do, fir d'Gare am Quartier „Wunne mat der Wooltz" mat der Busgare beim Wëlzer Lycée du Nord ze verbannen.

Här President, et handelt sech ouni Zweifel ëm grouss Investitiounen, déi an den nächste Joren zu Wolz getätegt ginn, Investitiounen, déi souwuel der sozialer Kohäsioun wéi och dem Bien-être socio-économique vun den Awunner an Zukunft zeguttkommen, grouss Investitiounen, déi néideg a wichteg sinn, fir d'Offer duerch déi ëffentlech Hand, duerch de Staat, mee och duerch d'Gemenge weider an d'Luucht ze setzen an esou der immens komplexer Logementsproblematik entgéintzewierken.

De Projet „Wunne mat der Wooltz", mat senger Liewensqualitéit, Nohaltegkeet an Innovatioun, weist ganz kloer, dass mer um richtege Wee sinn.

Här President, där heiter Projete brauche mer der méi, an duerfir ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech soen lech Merci an ech schécken awer och e Bonjour un déi Gemengeresponsabel vu Wolz. Ech mengen, dass zu esou engem Projet ganz vill Courage gehéiert, net nëmme wat d'Gemengeresponsabel vun haut betrëfft, mee och déi, déi virdrun do waren. Ech hu virdru gesot, wéi laang schonn heiru geschafft gëtt. Duerfir hinnen, wéi gesot, e schéine Bonjour, a besonnesch och eisem fréiere Kolleeg an aktuelle Buergermeeschter, dem Fränk Arndt, vun dëser Plaz nach eng Kéier e grousse Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. A merci och virop der Madamm Ahmedova fir hire ganz komplette Rapport an eigentlech och dem Här Eicher fir säin zweete Rapport, deen en direkt duerno gemaach huet. Dat erméiglecht oder erlaabt eis, dem Max Hahn an och mir, dass mir eis kënne méi kuerz faassen, an eigentlech ass zum Projet selwer alles gesot. Wa mer eppes leeddeet, dann ass et effektiv, dass eise Kolleeg, de Fränk Arndt, haut net hei ass, fir selwer mat doriwwer ofzestëmmen. Mee a sengem Gedenken an a sengem Sënn halen ech duerfir och ...

(Brouhaha et hilarité)

... eng ganz kuerz Ried.

M. André Bauler *(DP).*- Esou wäit si mer nach net!

(Interruptions)

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech mengen, dass ech eebe grad virun dräi Wochen, wéi mer hei iwwert de Fonds spécial geschwat hunn, gesot hat, dass et net richteg wär, dass d'Gemengen hir Verantwortung net géifen huelen am Beräich vum Logement. An ech mengen, dass mer haut de Bewäis hei um Dësch leien hunn, dass eebe grad vill Gemengen dat eescht huelen an eng national Aufgab iwwerhuelen. An et ass elo scho virdru gesot ginn: Et brauch Courage, et brauch Wëllen, fir esou eppes ze maachen! Vill Gemenge maachen dat. An dee Luef, deen d'Gemeng Wolz hei kritt huet vu verschiddene Riedner, deen ass absolutt gerechtfertegt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An ech géif dee Luef och gäre weiderginn un den Dan Biancalana an un d'Gemeng Diddeleng an u säi Gemengerot, déi och en änleche grousse Projet bei sech an der Gemeng maachen, awer och un den Här Eischen, deen a senger Gemeng - an dee Projet hu mer jo scho gestëmmt - och esou e grousse Logementsprojet iwwerholl huet. An ech sinn och sécher, dass de Félix sengem Virgänger, dem Aloyse Paulus, och nach dee Luef wäert weiderginn.

Ech mengen, dass et eebe wichteg ass, wa mer hei vun deem politesche Courage schwätzen, dass mer net just soen: „Dat ass eng national Verantwortung an da musse mir als Gemeng dat dote maachen!" Nee, ech mengen och, dass et wichteg ass, dass mer als Gemengen dann och eise Leit soen: „Mee et ass emol och an éischter Linn, fir dass eis jonk Leit an Zukunft nach bei eis an der Gemeng kënne wunnen, fir dass se net mussen hir Gemeng, hir Veräiner, hiert Ëmfeld, hir Famill verloossen, fir an en aneren Eck vum Land wunnen ze goen!" An dat, mengen ech, ass e wichtege Message, dee mer op alle Fall net sollte vergiessen, ob dat zu Wolz ass, zu Diddeleng oder och an der Gemeng Kielen.

Eng wichteg Remark wéilt ech awer nach derbäiginn: Bei esou grousse Projeten ass et extreem wichteg, dass mer vill Wäert leeën op eng gutt Ubannung un den ëffentlechen Transport - do si sech jo och eng ganz Partie Gedanke gemaach ginn -, an et ass eigentlech e bësse schued, dass d'Schinnen, déi souguer do am Projet nach leien, net kënne genotzt ginn. Bon, et gëtt do Alternativen an esou wäit si mer och elo net vun der Gare ewech, mee eigentlech deet et mir ëmmer wéi fir all Meter Schinn, deen net genotzt gëtt hei am Land. Do, mengen ech, sollte mer eis an Zukunft och, wa mer esou Projeten entwéckelen, iwwert déi Saachen nach vläicht méi am Detail Gedanke maachen.

An eng zweet Remark, déi ech wéilt maachen, an den Här Eicher - ech muss elo oppassen, dass ech déi zwee net ëmmer duerjerneegeheien -, den Här Eicher war eigentlech och dorobber agaangen, dat ass déi Fro vun den Aarbechtsplazen. Wa mer esou grouss Projete schafen, ass et vun enger grousser Wichtegkeet, dass mer och déi wirtschaftlech Aspekter kucken, dass mer och derfir suergen, dass déi Leit, déi dohinner wunne kommen, herno och do kënne schaffen. Et mécht jo absolutt kee Sënn, dass mer d'Wunnengen zu Wolz bauen an d'Aarbechtsplazen op der Cloche d'Or maachen! Da misste mer eis jo awer alleguerten eens sinn hei am Land an dann hätte mer … Mir wësse jo awer alleguerten, dass dat bescht Mobilitéitskonzept dat Konzept ass, wat eigentlech Trajete verhënnert. An dat sinn awer Saachen, mengen ech, déi mer an Zukunft an der Optik vun esou Projeten onbedéngt, onbedéngt mussen am A behalen!

Une voix.- Dat ass jo eng Question parlementaire …

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- An et deet mer leed, ech kommen och net derlaanscht, fir dat ze widderhuelen, wat och de Max Hahn scho gesot huet: Et ass eigentlech e gutt Beispill duerfir, fir ze weisen, wéi laangwiereg eis Prozedure sinn, wéi schwéier mer eis heiansdo di mat deene Projeten. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer alleguerten hei gudde Wëllen hunn, eis Gedanken doriwwer ze maachen, wéi mer dat an Zukunft kënne verhënneren, och wann de Projet komplizéiert ze viabiliséieren ass, dass mer eis awer Gedanke maachen: Wéi kënne mer, op d'mannst vu staatlecher Säit, hëllefen, déi Saachen e bëssen ze beschleunegen? Ech weess - ech hu vill mam Fränk doriwwer geschwat -, dass et net un der Gemeng louch, déi mat (veuillez lire: dass déi net mat) zwee Féiss op d'Brems geklommen ass. Mee mir dinn eis dacks schwéier domadder. Dat wär eng Hausaufgab, déi mer alleguerten hunn, fir dat dote méi séier ze maachen.

Wéi gesot, et ass e ganz gudde Projet, deen eiser alleguerten Ënnerstëtzung verdéngt. An Dir kritt se och vun der LSAP. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Cruchten. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Voilà, fir d'alleréischt géif ech dann och gären der Madamm Ahmedova Merci soe fir hire ganz komplette Rapport. Mee wéi Der wësst, esou e Rapport ass ëmmer e bësselchen eng éischter onemotional Duerstellung vun engem Projet, an duerfir sinn ech haut ganz frou, hei selwer kënne Stellung ze huelen zu dësem wierklech wonnerbare Projet, deen e puer Kilometer vu bei mir doheem ewech amgaang ass ze entstoen.

Dëse Projet, dee faszinéiert mech souwuel vu senger Envergure hier wéi och vu senger ganzer Ausriichtung a vum Konzept hier. Zënter elo eppes iwwer zéng Joer sinn ech stolz Awunnerin vun der Gemeng Wolz an ech wunnen elo net nëmmen do, ech hunn och eng ganz Partie Joren do geschafft an ech gesinn, wéi déi Stad sech iwwer all déi Jore wierklech weiderentwéckelt huet, wéi se wierklech opblitt. A vill Leit froe mech, haut nach iwwregens: „Wéisou bleifs du dann do uewe wunnen? Wat muss du dann och ëmmer vu Wolz erofgefuer kommen? Wëlls de net e bësselche méi no Richtung Stad plënneren?"

An ech froe mech éierlech gesot ëmmer, wéisou esou vill Leit mengen, et misst ee jo bal vu Wolz wëllen ewechplënneren. Net nëmmen, dass d'Éislek wierklech zu menger Walheemecht ginn ass, mee an der Gemeng Wolz ze liewen, bedeit fir mech och wierklech, eng grouss Liewensqualitéit ze hunn: Et huet een alles an der Géigend, wat ee brauch; et sinn immens vill aktiv Veräiner do, vill engagéiert Mënschen; et ass vill Natur ronderëm; mir hunn e superflott kulturellt Angebot.

An dat Bild, wat d'Leit, aus wéi engem Grond och ëmmer, nach ëmmer vu Wolz hunn, entsprécht einfach net den Efforten, déi zënter ville Jore gemaach ginn an dëser Gemeng, fir eng Ofwäertsspiral, déi wierklech do war, elo erfollegräich ëmzedréinen an eiser Géigend erëm wierklech frësche Wand anzehauchen. Wou virun enger Partie Jore just eidel Vitrinne waren, sidele sech haut an der Gemeng, a wierklech och duerch eng aktiv Politik, nei kleng Geschäfter un. Am Summer - an normalen Zäiten, also net a Covidzäiten - stellt d'Gemeng den Horecasbetriber sou mobill Terrassen zur Verfügung, fir dass eeben trotz esou enger, soe mer, „schwiereger" geografescher Lag eng Offer dobausse kann ugebuede ginn. An esou fëllt sech dann och lues a lues déi relativ eidel Groussgaass erëm mat Liewen.

Mee alles dat geet natierlech och net duer, fir déi Dynamik zu enger laangfristeger Eegendynamik ze entwéckelen an déi Opwäertsspiral vu bannen aus eeben oprechtzeerhalen. A fir dass déi Opwäertsspiral net ënnerbrach gëtt, ass et natierlech wichteg, dass sech weiderhin och politesch engagéiert gëtt, fir dass dës Gemeng fir weider zousätzlech Betriber attraktiv bleift, Stéchwuert: nei Aarbechtsplazen, wat jo och elo ugeschwat ginn ass. Mee geneesou wichteg ass et eeben och, dass genuch Awunner do sinn, déi déi lokal Demande steigeren a soumat och d'Iwwerliewe vun der lokaler Geschäftswelt elo garantéieren.

An ech mengen, dat ass och en Deel vun der Iwwerleeung, déi mécht, firwat d'Gemeng Wolz d'Opportunitéit vun dësem Projet „Wunne mat der Wooltz" ganz schnell erkannt huet an dunn och mat béiden Hänn ergraff huet.

An elo gëtt et dann och endlech eescht mat dësem super Projet. Wolz wäert an den nächsten 10 bis 15 Joer vu 7.500 op 11.000 Awunner klammen, an dat ass effektiv enorm vill, och fir e CDA (ndlr: Centre de développement et d'attraction). Dat ass wierklech eng gewësse Leeschtung. Et bedeit natierlech à la base, dass a kuerzer Zäit vill neie Wunnraum geschafe gëtt, mee et bedeit awer net, dass egal wéi e Wunnraum geschafe gëtt.

Et ass schonn oft ervirgehuewe ginn, mee et ass awer wichteg, et ëmmer erëm ze soen, well et wierklech e Paradigmewiessel ass:

Éischtens de Fait, dass hei 70 % vun dëse Wunnengen an ëffentlecher Hand bleiwe wäerten a just 30 % privat iwwer Emphyteos verkaaft ginn.

Zweetens de Fait, dass mer hei vun engem inklusive Projet schwätzen, dee souwuel vum Baulechen hier wéi och vum Konzept hier eng breet Palett vu Leit uschwätze soll, Leit vun all Background, Jonker, manner Jonker, Famillje mat Kanner, Koppelen, Singlen, jiddweree gëtt ugeschwat. A mir wëssen

all, wat dat och bedeit, fir all dës nei Leit ze integréieren. A wann ech soen „integréieren“, da schwätzen ech net just vun Integratioun vu Leit aus anere Länner, well, jo, och Bäigezunnener aus dem Süden oder aus der Stad wëlle bei eis integréiert ginn.

An duerfir ass et, drëttens, och wichteg, drop hinzeweisen, dass hei vun Ufank un un alles geduecht ginn ass, fir d'Zesummeliewe vun all deenen neie Leit an der Gemeng ze förderen.

Bei der Virstellung vum Projet an der Logementskommissioun, wou ech net permanente Member sinn, mee wou ech awer ganz gäre fir dëse Projet mat eralauschtere gaange sinn, hunn ech matkritt, dass sech eng Partie Leit d'Fro gestallt hunn, ob dat net alles awer e bësselche schwiereg oder riskant wier.

An ech wëll elo wierklech net déi Erausfuerderungen erofspillen oder soen, dass et keng Efforte wäert kaschten, mee ech ka just soen: Wéi dee Projet zu Wolz selwer ugepaakt ginn ass an ugepaakt gëtt a wéi en och vun de Leit an der Gemeng opgeholl gëtt, do ass wierklech eng Dynamik an e Risewëllen do, fir dat do un d'Goen ze kréien, an do zweifelt och weider keen un dëser Erfollegsstory. Do ass keng Angscht, mee virun allem ganz vill Motivatioun.

An et ass jo och net, wéi wa Wolz muer eréischt géif ufänken, an déi Richtung ze denken an ze handelen. Wolz huet sech nämlech an de leschte Jore konsequent a Richtung vun enger Économie circulaire entwéckelt a schreift schonn zënter ville Joren Inklusioun an Integratioun ganz grouss mat enger Struktur wéi „Coopérations“, déi sech zënter Jore staark fir Inklusioun asetzt an ëmmer méi immens flott Projeten an déi Richtung ëmsetzt, fir flott Angeboter ze bidden a gläichzäiteg Aarbechtsplaze fir eng breet Palett vu Mënschen ze schafen, mat oder ouni Handicap, fir Jonk an Al.

Esou hu si zum Beispill och Ufank des Joers d'Gestioun vum Camping zu Wolz iwwerholl. Iwwert de CIGR Wolz ginn al Miwwelstécker rafistoléiert a kréien eng zweet Chance. Et gëtt och mëttlerweil e Secondhandbuttek, wou ee seng gebrauchte Kleeder kann ofginn oder sech eebe Secondhandkleeder kafe kann. Mir hunn e Babbelcafé zu Wolz, e Projet fir eng „lessbar Stad“, e CoLab Makerspace, wou een zesumme schaffe kann oder eebe Geschier an der Communautéit ka benotzen. Et gëtt, wéi gesot, eng ganz gesond Veräinslandschaft zu Wolz, déi zu engem ganz groussen Deel och vun den auslännesche Matbierger gedroe gëtt an - dat muss een och soen - ouni déi d'Integratioun an der Gemeng sécher och net esou gutt géif fonctionéieren.

Et ass e Kannerbüro do, dee konsequent op eng geliefte Participatioun vun deene Jonken, vun deene Klengsten och scho setzt an déi ëmsetzt. Also kënnen d'Kanner vun der Gemeng vill Iddie mat abréngen, a se hunn dat och gemaach fir de Projet „Wunne mat der Wooltz“. Och hei si si als zukünfteg Generatioun selbstverständlech ganz vill consultéiert ginn, hunn hir Iddien an hir Wënsch mat erabruecht, a villes dovunner ass och an d'Pläng mat agefloss. Wat net direkt konnt ëmgesat ginn, ass awer esou mat ugeduecht ginn, dass et vläicht zu engem spéideren Zäitpunkt kann ëmgesat ginn.

An der Logementskommissioun war och zum Beispill d'Fro, ob et iwwerhaapt méiglech wier, e gesellschaftleche Mix hinzekréien, wann een emol keng Plaz fir seng Autoe bei der Hausdier hätt. Bon, ech soen elo net, dass dat keng gerechtfertegt Fro ass fir een, deen dat net anescht kennt a fir deen zwee Autoe virun der Hausdier vläicht och en Ausdrock vun engem gewëssene soziale Status sinn.

Et ass och sécher net e Modell, dee jiddwerengem géif passen, mee ech hätt dann awer och eng Partie Géigefroen: Wie géif et dann net attraktiv fannen, an engem Quartier ze liewen, wou d'Plaz fir matenee méi groussgeschriwwe gëtt wéi d'Plaz fir en Auto bei all Hausdier? Wie géif et net schéi fannen, seng Kanner an engem Quartier grouss ginn ze gesinn, wou se fräi dobausse spille kënnen an een net muss all dräi Sekonne fäerten, se géifen ënner en Auto lafen? Wie géif sech net driwwer freeën, éierens ze wunnen, wou Liewen, Wunnen, Schoul, Maison relais, eventuell och Schaffen a kuerzen Distanzen ze Fouss kënnen erreecht ginn? Wie géif sech net driwwer freeën, a sengem Alldag wéi ganz selbstverständlech no de Prinzippie vun der Économie circulaire ze fonctionéieren? An do ass et eeben esou wichteg, dass de Staat zesumme mat der Gemeng hei säi Rôle spillt, fir dass esou eppes och Realitéit ka ginn an dass et net just Wonschdenken a reng Theorie bleift.

Hei ass, wéi schonn e puermol gesot ginn, e ganzt Areal sanéiert ginn, fir dass erëm en Zesummeliewen op deene Frichen entstoe kann. A wann ech soen „Zesummeliewen“, da mengen ech domat eeben och, dass hei keng HLMe gebaut ginn. Hei gëtt e gemëschte Quartier mat héijen urbanisteschen Usprëch realiséiert, dat an Zesummenaarbecht mat enger immens proaktiver Gemeng a mat der Handschrëft och vun engem immens engagéierte Buergermeeschter, dem Fränk Arndt, dee jo hei och schonn e puermol ugeschwat ginn ass. Ech hat leider net d'Chance, mam Fränk Arndt gläichzäiteg an der Chamber ze sëtzen, duerfir war hien awer quasi mäin ale Chef a mengem fréiere Liewen. Dat heescht, och vun hei aus léif Gréiss un de Fränk.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Voilà! E wichtege Message ass hei, dass keen - weeder d'Leit, déi do wunnen, nach déi, déi an Zukunft wëlle vläicht dohinner wunne kommen - brauch Angscht ze hu virun enger Mixitéit, weeder virun enger sozialer nach enger kultureller Mixitéit, well mir wëssen, dass et grad dës Diversitéit ass, déi eis Gesellschaft staark mécht an déi der Gemeng Wolz ganz sécher och ganz vill Positives wäert bréngen.

A ganz niewebäi gëtt da mat dësem Projet och e grousse Bäitrag geleescht, fir der Logementsproblematik zu Lëtzebuerg entgéintzewierken. Abordabele Wunnraum - bon, wéi gesot, e groussen Deel zu engem abordabele Präis -, bis an d'Mëtt vun der Gesellschaft, an der Locatioun wäert bleiwen, a virun allem vill Wunnraum, deen ëmmer erëm gefuerdert gëtt, mee wou et dann awer oft hapert, wann et drëm geet, gréisser Projete virun der eegener Hausdier ze realiséieren.

Wou op anere Plaze schonn Horrorzenarien entstinn, well éierens sechs Wunnenge fir Friemer sollen entstoen, gesäit Wolz deen heite Projet als seng grouss Chance, fir senger Responsabilitéit, fir dem Wunnengsmarché engersäits gerecht ze ginn a gläichzäiteg awer och eppes Gutts fir déi eege Gemeng ze maachen, nozekommen.

Ech op alle Fall si ganz stolz drop, an enger Gemeng dierfen ze wunnen, déi mat ganz vill Zouversiicht an esou couragéiert virgeet an dësen Challenge ugeet, ouni an onsäglech Diskussiounen ze verfalen. An ech sinn och frou, dass ech haut konnt zu dësem Projet schwätzen, deen eeben och e Beweis ass fir déi héich Investitiounen, déi hei fir den Norde getätegt ginn. Well natierlech wäert dëse Projet net nëmme fir Wolz vu Bedeitung sinn, mee e wäert och an de Rescht vun der Regioun ausstralen, geneesou wéi och eng Nordstad eng Bedeitung fir de ganzen Norde wäert hunn.

Ech fir mäin Deel si mer sécher, wann ech nach e puer Joer méi jonk wier an op der Sich no enger eegener Wunneng, da wier dat do genee dee Projet, dee mech direkt géif uschwätzen a wou ech mir meng Zukunft ganz wonnerbar kéint virstellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Empain. An deen nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, u sech ass dëst e Projet, dee mir als ADR kënne begréissen, bitt en dach 872 Logementer op ronn 25 Hektar, wou ëm déi 2.000 Leit en Doheem kënne fannen. Duerfir wäerte mer och dëse Projet matstëmmen.

Et entsteet hei en neie Wunnquartier mat allen Infrastrukturen, dat ass jo och gewosst. Ech mengen, dat meescht ass gesot. Duerfir soen ech der Madamm Semiray Ahmedova en häerzleche Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mee ech wëll op e puer Punkten eis Bedenken, Reserven oder Iwwerleeungen umellen.

Éischtens, wat den Zäitramen ubelaangt. Dëse Projet ass schonn zënter dem Joer 2000 an der Maach, an elo ronn 20 Joer méi spéit kënnt en esou lues an d'Realisatioun. Bis e ganz fäerdeg ass, dierft et awer, laut Rapport, nach dauere bis an d'Joer 2035. Ech mengen, deen Delai vu ronn 35 Joer muss engem ze denke ginn, datt hei esou munches schifleeft, an dat an enger Zäit, wou de Logement den Haaptproblem am Land ass. Mir mengen, hei missten Neel mat Käpp gemaach ginn an un der Reduzéierung vun dëser Zäitspan muss dréngend geschafft ginn, quitte datt hei op dëser Plaz nach der Entsuergung respektiv der Sanéierung vun industrielle Frichë muss Rechnung gedroe gi wéi och der Renaturéierung vun der Wolz.

En zweete Punkt, wou mer ons Bedenken umellen, ass d'Mobilitéit. Am Projet gëtt der Reduzéierung vun der Mobilitéit am Quartier selwer staark Rechnung gedroen, wat mer begréissen. Mee an där anerer Hisiicht, wou sollen all déi Leit, déi hei en Doheem fannen, enger Schaff kënnen nogoen? Wat mer op där enger Säit op der Plaz selwer aschränken u Mobilitéit am Quartier selwer, muss op där anerer Plaz ausgebaut ginn, well se gezwonge sinn, sech ze deplacéiere fir op d'Schaff. Net all wäerte se hei an dësem neie Quartier eng Schaff fannen. A mir wësse jo all, datt dat mam ëffentlechen Transport selwer net ëmmer esou klappt, wéi dat soll, well jee nodeem, wou déi eenzel Leit eng Schaff fannen, kënne se och net op den ëffentlechen Transport zréckgräifen a se mussen op hir eege Mëttelen zréckgräifen.

Aschränkung vun der Mobilitéit op där enger Säit an Ausbau op där anerer Säit, dat ass e bësse kontrovers. Hei hätte mer och gären, datt mat Alternative geschafft gëtt, wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt, fir deem entgéintzewierken, soss hu mer näischt geschafft.

An eng drëtt Remark: Vun dësem neie Quartier bis op d'Wolzer Gare sinn et ronn 800 Meter an den Accès vun dësem neie Quartier bis op d'Gare gëtt elo op d'Strooss verluecht. Dobäi muss ee wëssen, datt d'Schinnennetz bis an den neie Quartier eraféiert; dat war dat aalt Schinnennetz Baaschtnech-Wolz. An ech mengen, hei hätte mer munches ouni grouss Käschten nach besser kënne maachen a mir hätten och eppes gemaach, fir eise Klimaziler e bëssen entgéintzewierken.

An dann nach e puer kleng Iwwerleeungen: Hei ass och en Integratiounsplang mat der Gemeng Wolz a mat der Regioun wichteg. Wolz selwer huet ronn 5.000 (veuillez lire: 7.500 Leit) Leit, deen neie Quartier wäert der 2.000 kréien. An hei musse mer höllesch oppassen, datt mer hei net een Duerf nieft dat anert Duerf kréien, dat muss mateneegoen. Hei muss och un esou engem Programm geschafft ginn.

Kleng Commercen, déi sech hei sollen entwéckelen - schéin a gutt an der Theorie, mee praktesch, wéi gesäit dat aus? Mir wësse jo elo schonn alleguerten, datt dat net esou fonctionéiert. Mir huelen do eis kantonal Haaptstied: Do ass dee groussen Deel, net all …, zum groussen Deel ass dee Commerce réckleefeg, souguer staark réckleefeg - an hei wëlle mer nach selwer Commerce erabauen! Dat mag um Plang, um Pabeier schéi stoen, et muss een awer och wëssen, datt zu Wolz selwer schonn zig, ech wëll se net opzielen, Geschäftslokaler fräi sinn, wou keen Nofollger oder keng Iwwergab méi ass. Ech mengen, och dat hätt misse mat an dës Iwwerleeung erakommen.

An dann zum Schluss. Dëse Projet ass d'Konsequenz vun engem stramme Wuesstum. A wa mer un deem stramme Wuesstum näischt änneren, musse mer där Projeten nach méi stëmmen. An iergendwa komme mer do un eis Grenzen, an do musse mer höllesch oppassen, datt mer net dohinner kommen. Mir mussen eis matzäiten eng Kéier Gedanke maachen, wéi mer deem wëllen entgéintwierken.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Engelen. An nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Dir hutt d'Wuert, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, mir hunn et hei mat engem ganz groussen Infrastrukturprojet ze dinn, bei deem et engersäits ëm den Ëmgang mat engem staark polluéierte Site geet, deen erëm soll a Stand gesat ginn, fir anerersäits en neie Quartier ze bauen, wou a gutt 15 Joer zirka 2.000 Leit solle liewen.

De Projet hei schreift sech an an d'Volontéit vun der Regierung, fir d'Ekonomie méi circulaire a ressourcëschounend ze maachen, dat op engem Site, wou d'Spuere vun enger dach éischter ressourcenzerstéierender Produktioun nach däitlech moossbar sinn. Déi Pollutioun vum Site ass deementspriechend e ganz groussen Aspect vun dësem Gesetzesprojet, deen och vill Sue kascht.

Mir wäerte béid Gesetzer matstëmmen, well um Enn ëffentleche Wunnraum entstoe wäert, dee mir esou dréngend hei brauchen. Ech wëll awer e puer Saachen allgemeng zu dësem Projet soen.

Um Site zu Wolz gouf et viru ronn 100 Joer wirtschaftlech industriell Aktivitéiten, wéi och scho Virspriecher dat hei gesot hunn. Wärend 50 Joer gouf et eng Liederfabrick, déi bis zu 1.000 Aarbechter beschäftegt huet a wou duerch Asaz vu ville Chemikalie Liederprodukter hiergestallt goufen. Duerno koum Eurofloor op de Site an huet syntheetesch PVC-Buedembeläg hiergestallt. Den Terrain krut Eurofloor fir de symbolesche Frang. De Verkaf 2011 un de Staat war du fir de symboleschen Euro.

Mee hannert deem symboleschen Euro stinn awer zeg Milliounen Ausgaben, fir dee Site - dee laut Gesetzesprojet ganz staark polluéiert ass, esou staark, dass e kompletten Assainissement quasi ausgeschloss ass - erëm notzbar ze maachen!

Fir eis stellt sech also d'Fro vum Pollueur-payeur-Prinzip, vun deem vill Regierungsmemberen net midd ginn ze schwätzen, wann et ëm Plastikstuten um Maart geet, déi awer hei dann näischt méi dovunner wëlle wëssen. Dat ass eng Problematik, déi generell zoutrëfft, net nëmmen op Wolz. An dat erkläert, dass d'Logementer entweeder immens deier ginn oder firwat immens vill ëffentlech Gelder an eng Preparatioun vum Site musse fléissen. A béide Fäll bezilt net deen, dee polluéiert, mee eeben den zukünftege Besëtzer oder Locataire oder d'Allgemengheet.

Wann ee sech dann d'Informatiounen an dem Gesetzesprojet a puncto Assainissement ukuckt, da stellt ee fest, dass probéiert gëtt, en Equiliber ze fannen tëscht budgetäre Contrainten an der Depollutioun an dobäi op alternativ Approchë gesat gëtt wéi zum Beispill d'Depollutioun mat Hëllef vu Planzen, déi bestëmmte Substanzen no an no opléisen. Dat ass sécherlech immens begréissenswäert, wann dat esou méiglech ass.

Och de Versuch, net all Buedem vum Site ofzetransportéieren an deementspriechend also eng gewësse circulaire Approche par rapport zu de Ressourcen an der Offallgestioun ze wielen, fanne mir e gudden Usaz. De staark kontaminéierte Buedem soll awer weiderhin oftransportéiert ginn. Dozou eng Fro: Wou geet dëse Buedem hin a wou gëtt deen traitéiert?

Fir ze verhënneren, dass d'Leit do net mat kontaminéiertem Buedem, deen um Site bleift, a Kontakt kommen, ass vun engem maximale Scellement vum Buedem rieds. Gäert um Buedem selwer sollen also net méiglech sinn, esou wéi mir et verstanen hunn. E maximale Scellement vun de Flächen ass natierlech net en ligne mat der ekologescher Quartiersapproche; am Géigendeel, op d'Buedemliewe gëtt en Deckel gemaach - aus klimapolitescher Siicht natierlech e Problem, Stéchwuert: Absorptioun vum CO_2.

Kritesch gesi mir och d'Verschwanne vun der Zuchstreck, déi duerch de Quartier leeft, net onbedéngt, well mir mengen, dass et néideg ass, dass den Zuch am Quartier hält - d'Gare ass jo just 800 Meter vum Quartier ewech -, mee well hei d'Streck Wolz-Baaschtnech onméiglech gemaach gëtt an d'Zuchschinnen enger Strooss Plaz maache sollen. Mee gutt, wann dat néideg ass, fir dass d'Busser hei kënnen zirkuléieren an dass keng Duerchgangsstrooss entsteet, da kënne mir dat och novollzéien.

Zu all dëse Froe kéint een nach vill soen, zum Beispill zur Fro, wéi séchergestallt soll ginn, dass een net duerno awer am Endeffekt all Dag mat engem Auto seng Aller-retouren an d'Stad mécht, well et jo wuel schwéier méiglech wäert sinn, fir derfir ze suergen, dass nëmme Leit do wunnen, déi am Quartier Wolz oder am Quartier selwer oder zu Wolz oder an der Ëmgéigend schaffen. Soulaang et also keng wirtschaftlech méi grouss Dezentraliséierung hei vun der Stad gëtt, stellt sech dee Problem.

Generell stelle mir och d'Fro vun den Zäithorizonter. Hei geet elo vun engem Quartier rieds, deen no zirkularwirtschaftleche Prinzippie fonctionéiere soll an tëscht 2035 an 2040 fäerdeg ass. Ëm 2040 wëllen eng Rei Staaten an Europa awer schonn CO_2-neutral sinn. Lëtzebuerg viséiert dat och fir deen Zäitraum a spéitstens 2050 un. Dat muss eis zum Nodenke bréngen. Natierlech léise mir d'Klimakris net zu Wolz. Mee wann de Wëlzer Modell e gudden Usaz ass, da bräichte mir 100 Wolzen.

Här President, e lescht Wuert. Ech sot agangs, mir géifen dëse Projet matstëmmen, dat och an éischter Linn, well mir gesinn, dass hei ronn 800 ëffentlech Wunnenge gebaut ginn, déi all an ëffentlecher Hand bleiwe respektiv fir déi de Fonds du logement och ëmmer weider d'Virkafsrecht huet. Mir stellen och fest, dass 70 % vun de Wunnengen an enger éischter Bauphas wäerte locativ sinn. A wa mir eis duerchaus méi en héijen Taux hätte kënne virstellen, ass et begréissenswäert, dass net esou wéi ganz oft fir d'éischt mat de Wunnengen am Verkaf ugefaange gouf, mee direkt op de Locativ gesat gouf.

Dëse Projet reit sech also an eng laangfristeg Opstockung vun den ëffentlechen an abordabele Wunnengen an, déi esou dréngend néideg ass an déi mir och ënnerstëtzen. Dass dat eleng awer net duergeet, hu mir virdrun an enger Aktualitéitsstonn nach eng Kéier wëllen ënnersträichen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An d'Wuert huet elo de Marc Goergen. Ech hat en aneren Numm hei stoen, mee Dir hutt warscheinlech gewiesselt.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Nee. Eigentlech net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Eigentlech net? Dir hutt op jidde Fall d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ok. Merci, Här President. Mir Piraten wäerten dëse Gesetzesprojet iwwert d'„Wunne mat der Wooltz“ haut matstëmmen. Et gi vill gutt Grënn, de Projet matzestëmmen. Éischtens ginn Terraine geholl, déi d'ëffentlech Hand selwer ka bebauen an déi een de Leit da sozial an zu erschwéngleche Präisser kann ubidden. Ganz besonnesch vill Wäert leeë mir op de Fakt, dass een d'Käschte vun der Revaloriséierung vum Site net wëll op d'Präisser vum erschwéngleche Wunnraum setzen.

Mir hoffen also, dass mer deemno net Präisser kréie wéi bei anere Projeten, mee dass hei Wunnenge verlount a verkaaft ginn, bei deenen no eise Virstellungen also och d'finanziell Situatioun vum Mënsch soll am Mëttelpunkt stoen an net, wéi vill de Staat derfir ausginn huet.

Fairen a moderne Wunnengsbau muss et jiddereengem onofhängeg vu sengem Portmonni erlaben, awer eng Kéier eng Chance op en Haus oder en Appartement kënnen ze hunn.

Wat mer beim Projet gutt fannen, ass d'Iddi, dass de ganze Quartier nohalteg nom Konzept vun der Kreeslafwirtschaft soll fonctionéieren. Woubäi sech dann natierlech erëm d'Fro stellt: Wéi nohalteg ass e Projet, bei deem erëm Tonnen u verbrauchtem Buedem (veuillez lire: verseuchtem Buedem) mussen ausgegruewen a queesch duerch d'Land gefouert ginn? Wéi vill CO_2 gëtt mat dësem Projet fräigesat a wéi laang dauert et, bis deen erëm duerch de Projet kompenséiert gëtt?

An och wa verschidde Baumaterialie wäerten erëmbenotzt gi bei der Demolitioun, et wäert trotzdeem op Baumaterialie mussen zréckgegraff ginn, déi net nohalteg sinn. Dat ass nun eeben emol esou. Op deem Punkt kann een d'Nohaltegkeet vum Projet, wann ee vu ganz uewe kuckt, och unzweifelen, well net kloer ass, wéi vill wierklech recycléiert an erëmbenotzt gëtt a wéi vill Ëmweltimpakt dat schlussendlech wäert hunn. Dee Bilan kann een eréischt zéien, wann de Projet emol fäerdeg ass.

E wichtege Punkt, deen och am Rapport vum Projet erwäänt gëtt, ass d'Entseuchung vum Buedem. Dat ass ee Punkt, op deen och immens muss gekuckt ginn, well de Staat muss ënner allen Ëmstänn verhënneren, dass duerno eng Saach geschitt wéi bei där aler CASA-Deponie zu Beggen. Deemools goufen nämlech an der Zon zu Begge grouss Quantitéite vu Schwéiermetaller am Buedem zréckgelooss, déi toxesch si fir de Mënsch, Déieren a Planzen a massiv gesondheetlech Schied ervirruffe kënnen.

De Buedem gouf zwar entsuergt, allerdéngs konnten d'Risiken nëmme bis 2,50 Meter ënnert der Äerd ausgeschloss ginn. Et goufen dunn nei Appartementer op där Plaz gebaut, 5,50 Meter ënnert der Äerd. Deene Leit, déi elo do an den Appartementer wunnen, kann een nëmme vill Gléck wënschen, well et ass net gewosst, op wat si sech hei aloossen. Bei Prouwen, déi am Labo an Däitschland gemaach goufen, goufen immens héich Wäerter u Schadstoffer fonnt. D'Regierung a seng Ministèren dierfe sech hei net virun der Verantwortung drécken.

D'Nofro no Wunnengen zu Lëtzebuerg, hei am Land ass konstant héich. Mee mir dierfen net zouloossen, dass de Wunnengsproblem vun haut e Gesondheetsproblem fir eis Kanner vu muer gëtt.

Jo, esou eng al Friche nei opzepreparéieren, fir Wunnengen ze bauen, hëlt Zäit. Mee ech hoffe wierklech, dass et elo virugeet mat deem Projet an dass mer an Zukunft nëmme Guddes wäerten héieren. Ëmmer wa vun der Logementskris geschwat gëtt, huelen d'Regierungsparteie gären dëst Beispill zesumme mat Elmen an Diddeleng aus dem Tirang fir ze weisen, dass eppes gemaach gëtt. Mee et ass evident, dass dës dräi gréisser Projeten de Problem net léisen. D'Demande fir staatlech Wunnengen ass riseg. Si ass méi grouss wéi d'Waardelëschten. An duerfir dierfen déi nächst Joren net nëmmen déi dräi Projete gekuckt ginn, mee et brauch een och eng richteg Wunnengsoffensiv queesch duerch d'Land.

Wat d'Finanze betrëfft: Jo, dee Projet wäert eis Millioune kaschten. Mee et ass eppes, wat d'Land a seng Bierger brauchen a wat de Leit zeguttkomme wäert. Dat si mir eisem Land schëlleg.

Merci der Madamm Ahmedova fir hire gudde Rapport. A mir Piraten wäerten d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

An d'Wuert huet elo direkt den Här Wunnengsbauminister, den Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'éischt, dass ech der Rapportrice fir den ausféierleche mëndlechen, awer och schréftleche Rapport hei Merci soen. D'Madamm Ahmedova huet de Projet a senger ganzer Komplexitéit hei scho kënnen erklären. An ech wäert duerfir hei net ze vill op déi eenzel Technicitéiten agoen, mee éischter de politesche Volet vun dësem Projet ervirsträichen.

Da wëll ech awer direkt och, éischtens, alleguerten de Riednerinnen a Riedner Merci soe fir hire Bäitrag, deels och ganz emotional. Et ass awer och ganz wichteg, dass déi grouss Zoustëmmung hei gi ginn ass vu sämtleche Fraktiounen. An duerfir soen ech hinnen och alleguerten ausdrécklech Merci.

An ech géif dee Merci, dee si gesot hunn, un déi sëlleche Pappen a Mammen weiderginn, ech wëll déi net vergiessen, well et hunn hei effektiv ganz vill Ministeren an och Buergermeeschteren un deem Projet geschafft, awer net nëmmen déi. Ech mengen, dat steet stellvertriedend fir alleguerten déi gutt Leit, déi sech hei engagéiert hunn, fir dee Projet kënnen ze realiséieren.

Et sinn heiansdo Froe gestallt ginn, déi wëll ech och lafend afügen, wann ech hei duerch meng Ried ginn.

„Wunne mat der Wooltz" ass effektiv den zweete grousse Projet d'envergure, dee mer hunn, no Elmen, deen iwwert de Fonds spécial finanzéiert gëtt. Et ass jo en Novum, dass mer dat transparenzhalber och esou maachen. A fir direkt dem Här Goergen ze äntweren: Et ass jo net deen eenzege Projet, dee mer do maachen. Dir hutt virun zwou, dräi Wochen hei eng Motioun gestëmmt, wou nach gréisser esou Projeten ënnerwee sinn. Ënner anerem ass Diddeleng virdru scho genannt ginn. Awer et gëtt eng ganz Lëscht. Op där Lëscht ware 17 Projeten, dat heescht, et ass net ee Projet, dee gemaach gëtt, et sinn der eng ganz Rei, déi an nächster Zäit wäerten ugoen.

Ech iwwerschreiwen dëse Projet och an den allgemenge Slogan, dee mer eis ginn hunn, nämlech e cibléierte Wunnengsbau, fir en ëffentlechen, abordabelen an nohaltege Projet kënnen ze realiséieren.

An ech erlabe mer, déi véier Begréffer nach eng Kéier ze erklären. Firwat cibléiert? Cibléiert ass et nämlech aus deem Grond, well mer am meeschten no de Besoine kucken. An d'Besoine sinn natierlech an der Locatioun. An duerfir sinn ech immens frou, hei zu Wolz och haaptsächlech kënnen op Locatioun ze setzen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An ech kommen herno spéider nach eng Kéier zréck op dee Rôle, deen d'Gemeng hei besonnesch wäert anhuelen.

Dann ëffentlech. Et ass schonn e puermol gesot ginn: Hei entsteet eppes, wat an der ëffentlecher Hand muss bleiwen. Wa mer d'Abordabilitéit iwwer länger Zäit wëllen halen, da muss et och an der ëffentlecher Hand bleiwen. A mir hu leider nach e ganz klengen Undeel hei zu Lëtzebuerg a mir wäerten deen an der Zukunft lues a lues steigere mat lech zesummen, mat de Gemengen um Terrain. Well duerfir hu mer jo de Pacte 2.0, dee mer jo och hoffentlech an zwou Wochen hei wäerte stëmmen.

Dann d'Abordabilitéit. Jo, wa mer e grousse Projet mat vill Locatioun wäerte realiséieren, da brauche mer eng Mixitéit, eng grouss Mixitéit. Dat wäerte mer och garantéieren, dass mer déi Formen iwwert d'Abordabilitéit wäerten upassen. Dat hu mer diskutéiert an der Chamberskommissioun a mir wäerte kucken, dass mer dat och nom Summer kënnen deposéieren, dass mer eeben d'Abordabilitéit nom Akommes vun den eenzelne Leit wäerten upassen, nämlech esou, dass deen Opwand, dee se mussen opbréngen, fir d'Locatioun ze bezuelen, nëmmen esou ass, dass och en dezent Liewe vun deene jeeweilege Schichte vu Leit, déi dohinnerkommen, ka gemaach ginn.

Iwwert d'Vente ass geschwat ginn. Och eng Vente wäert kommen an der Emphyteose, awer och mam Réckkafsrecht, wat e ganz wichtege Punkt ass.

An nohalteg am dräifache Sënn: eng Kéier beim Bau, beim Ënnerhalt a bei der Längt vun der Abordabilitéit. Mir hu jo gesot, dass mer dat ganz laangfristeg hei wäerten halen, déi ëffentlech Wunnengen, déi hei entstinn.

Dann: „Wunne mat der Wooltz", d'Zukunft vu Wolz hëlt Form un. An dat ass och de Slogan vun hinnen do uewen am Norden. An ech wëll ganz kuerz just nëmmen d'Eckdaten dovu soen. Dir wësst, et ass e Site vu 25,5 Hektar. Et ass eng al Industriebrooch, déi revaloriséiert gëtt, an et wäerten ëm déi 833 Wunnengen, soe mer 850, wa mer herno fäerdeg sinn, entstoen. A mir wäerte probéieren, 70 % an der Locatioun ze hunn, an dat steet och esou am Projet de loi dran.

Mir hunn de Projet de loi … An et sinn a sech zwee Projeten, well mer och déi Transparenz wollten hunn. Den éischte Projet de loi ass d'Sanéierung. Ech kommen herno nach eng Kéier op d'Sanéierung zréck. An dann den zweete Projet ass den eigentleche Wunnengsbau. An d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Ahmedova, huet et jo virdrun erkläert, et sinn a sech siwe PAPen. Sechs Wunnengs-PAPen an een ëffentleche PAP, wou mer virun zwou Wochen de Grondstee geluecht hunn, wou eng Maison relais, wou eng Schoul, wou eng Sportshal, wou wierklech d'Integratioun vun der Populatioun herno komme wäert, well déi grouss Schoul, déi do entsteet, rassembléiert alleguerten d'Leit oder d'Kanner, besser gesot, vu Wolz, déi an der Stad Wolz kënne wunnen.

Dat Ganzt ass net ohne. Jo, et kascht Suen. D'Sanéierung: 126,5 Milliounen. De Logementsdeel elo fir déi éischt dräi PAPen: 159 oder 160 Milliounen. Alles an allem: 286 Milliounen. Dat heescht, wéinst der Transparenz, wéinst herno och der Kontroll - wat ass dee Wunnengsbau, wat kascht deen eis? -, dass mer dat och kënne genau analyséieren. An duerfir hu mer och déi Transparenz gewielt.

Et ass jo net den éischte Site, dee mer sanéieren. An et ass virdrun e bëssen iwwert d'Sanéierung geschwat ginn. De Belval war en éischten esou gréissere Site, dee mer sanéiert hunn. De Feeler war deemools beim Belval - fir mech jiddefalls, wann ech dat elo réckbléckend kucken -, dass mer do awer d'Abordabilitéit e bësse vergiess haten an deem ganze Site. Am Ufank, wéi mer ugefaangen hunn um Belval, ass villes an d'Vente gaangen, wou mer awer elo amgaange sinn, och mat der Suessemer Gemeng ze kucken, fir dat awer elo peu à peu nozehuelen an och eng gréisser Abordabilitéit eranzekréien, wou och do Wunnengsgebaier an d'ëffentlech Hand wäerte kommen. An dat ass ganz wichteg.

Diddeleng steet virun der Dier. Schëffleng steet virun der Dier. Wolz ass dat, wat mer haut da wäerte stëmmen.

A wann ech iwwer Sanéierung schwätzen, da muss ech awer soen, jo, dann hu mer an der Vergaangenheet vläicht net genuch op d'Ëmwelt gekuckt. An ech ginn haut jo ganz vill domat konfrontéiert, dass de Wunnengsbau ze vill géif no der Ëmwelt kucken. Dass mer haut Problemer mat der Biodiversitéit hunn, ass net nei. Mir hunn et esouwuel mat der Flora, also mam Grénge, awer och mat den Déieren ze dinn. Dat heescht, mir mussen haut och oppasse beim Wunnengsbau, wa mer Projeten an d'Natur setzen, egal wou et ass, dass mer och den zukünftege Generatioune keng weider Käschten operleeën, wa si an Zukunft musse Reparaturkäschte maachen, fir d'Biodiversitéit opzefänken.

Duerfir musse mer haut u muer denken. A wa se fréier un haut geduecht hätten, hätte mer vläicht déi Käschten net esou ze droen, déi mer mussen droen, wa mer haut déi Sanéierung musse maachen, déi extreem opwenneg ass. Jo - et ass virdru vun der Madamm Oberweis gesot ginn -, et gëtt eng ganz Rei Methodiken, déi hei gewielt gi sinn. An Dir hutt eng Fro gestallt, ech kann déi awer elo hei net stante pede beäntweren. Ech wäert dat awer noliwweren. Et ass en Deel vun deem Buedem, dee wäert sanéiert ginn. Wou deen higefouert gëtt, dat läit an der Kompetenz vum Ëmweltministère. Ech wäert lech dat awer noreechen, fir do awer och Transparenz ze hunn.

D'Käschte sinn en Deel, dee beim Wunnengsbau wichteg ass. D'Käschten, déi musse räsonabel bleiwen. Duerfir ass en Equiliber, dee gesicht muss ginn tëschent der Densitéit an och dem Opwand, dee mer bedreiwen. Mir haten déi Diskussiounen, wéi mer elo zu Elme waren, wou mer dat um Site gekuckt hunn - och do hate mer en éischte Projet de loi, deen a sech just de PAP 1 beinhalt -, do hate mer iwwert d'Densitéit rieds. Mir wäerten do nach am zweeten, am drëtte PAP mat der Gemeng zesumme konstruktiv kucken, fir och d'Densitéit, fir dee Rapport tëschent Wunnengsbau an ëffentlechem Raum, deen entsteet …. Well mer vill mussen investéieren an den ëffentleche Raum. Mir wëlle jo eng Rückeroberung vum ëffentleche Raum. Mir wëllen, dass d'Leit dat erëm kënne profitéieren. An duerfir, wa mer vun Densitéit schwätzen, geet dat einher mat der Liewensqualitéit. An duerfir ass et wichteg, dass dat an de Pacte Logement 2.0 erageféisst ass, dass mer eis do zesumme mat de Gemenge Gedanke maachen: Wéi kënne mer dat gestalten? A wéi kënne mer déi Densitéit esou gestalten, dass dee Raum, deen entsteet, oder deen ëffentleche Raum och vun de Leit ka genotzt ginn?

An dat hu se jo hei zu Wolz ganz gutt fäerdegbruecht, well se ganz vill duerno gekuckt hunn - éischtens bei der Sanéierung vun der Wolz selwer, bei der Revaloriséierung vun dem Grénge rondeërëm -, dass dat Integratiivt vun deem ëffentleche Raum mam Wunnengsbau gekoppelt gëtt an dass de Verkéier méiglechst aus dem Quartier erausgehale gëtt, fir sech dann och do kënne fräi ze beweegen.

An et ass virdru vun der Gare geschwat ginn. Also d'Gare ass wierklech net wäit ewech dovun. Et gëtt e multimodale Site, deen do entsteet, mat Bus, mat Zuch, soudass do déi Komplexitéit vun der Mobilitéit a sech ganz gutt wäert goen.

Et gëtt och Privatberäicher, wou déi Densitéit eng Roll gespillt huet. Huelt d'„Rout Lëns" zu Esch. Dat ass e private Promoteur, deen do baut. A wann Der do iwwert d'Densitéit schwätzt, deen huet do eng ganz héich Densitéit. Firwat? Majo soss ass dee Site net ze sanéieren. Dann ass och dee Site ganz schlecht vun engem privaten a wirtschaftleche Gesiichtspunkten ëmzesetzen. An duerfir musse mer eis och bei ëffentleche Suen, déi mer an de Wunnengsbau investéieren, mat der Densitéit ausernanersetzen.

An et ass vill hei driwwer geschwat ginn: Wat heescht dat fir Wolz? Wat heescht dat fir Wolz, wann et wiisst, wann et nach esou séier soll wuessen? Ech hunn awer gekuckt - an dat hate mer jo och an der Logementskommissioun gekuckt -, déi dräi grouss Projeten e bësse verglach, wéi se an deene leschte 15 Joer gewuess sinn. An do kann ech fir Kiele soen: Dir sidd ëm 1.500 Awunner gewuess, ëm 24 %, esou änlech wéi d'Bevëlkerung am Land. Wolz ass och ëm 1.500 gewuess, ëm 27 %. An Diddeleng ass ëm 3.500 gewuess, ëm 17 %.

Dat heescht, wat bréngen elo déi nei Projeten, déi dohinnerkommen? Bréngen déi eng Explosioun vun der Bevëlkerung? Nee, net onbedéngt. Et ass jo och do gewollt mat den Awunner, mat de Gemengeresponsabelen, dee Wuesstum esou ze steieren. Mir kënne séier gären iwwert d'Schnellegkeet vun deene Projete schwätzen. Mir mussen awer och dat Integratiivt vun der Gemeng mat de Gemengeleit, mat de Leit ugoen, fir dass déi Leit, déi zukünfteg dohinner wunne kommen, och ideal kënnen integréiert ginn. An dat gëtt op deenen dräi Sitte mat deene jeeweilege Gemengen diskutéiert. An do ass fir mech nach Loft no uewen, awer mir mussen dat gemeinsam ugoen. An duerfir ginn ech och dovun aus, dass mer déi Projeten do och am gudde Konsens kënnen eropsetzen.

Dann en Aspekt, dee mer awer u Wolz extreem gutt gefält: dass se sech eng Visioun ginn hunn. An et ass net onbedéngt d'Regierung, déi dat gesot huet do uewen. Nee, si hu sech selwer am Bottom-up déi Visioune ginn. An et ass virdrun dovu geschwat ginn, véier Aspekter. Ech mengen, de Max Hahn, wou ech elo grad opkucken, huet dat nach eng Kéier speziell gesot, déi véier Aspekter: Économie circulaire, Concept énergétique, Urbanisme a Gestion des déchets. Dat sinn Erausfuerderunge fir d'zukünfteg Generatiounen. Awer haut musse mer eis Gedanken driwwer maachen, wéi mer dat bauen a wéi mer dat och ëmsetzen. An ech mengen, dass dat do exzellent gelongen ass.

An duerfir sinn ech immens zouversiichtlech, dass déi Dynamik do entsteet, dass do och Aarbechtsplaze wäerten entstoen an dass deen Impuls fir d'Regioun wierklech ukënnt douewen am Norden. An duerfir sinn ech immens frou, fir dat hei nach eng Kéier kënnen ze betounen.

Da wëll ech awer net ofschléissen, ouni d'Gemeng ausdrécklech hei an de Vierdergrond ze stellen. An déi Roll vun der Gemeng Wolz an deem ganze Projet ass wierklech exemplaresch. Si huet Facilitateur gespillt. Si spillt Katalysater, si spillt de Rassembleur bei ganz ville Projeten. Ech wëll déi aner Gemengen elo hei net manner ervirbréngen oder soen, dass si dat vläicht net maachen. Ech wëll awer soen, dass Wolz hei ganz exemplaresch virgeet. An do solle mer vläicht alleguerten dann och vun hinne léieren. Och dat ass jo déi Best Practice, déi mer wëllen iwwerall mat eriwwerbréngen. Si hunn dee soziale Volet, deem se an der Gemeng nogaange sinn. An den Emile Eicher huet et gesot, et sinn anerer, déi et hei gesot hunn, dat ass awer ganz wichteg. A si stellen de Mënsch an de Mëttelpunkt. Si probéieren, dat scho visionär unzegoen: Wéi kréie mer déi Leit beschtméiglech integréiert? Si hunn zum Beispill e Kümmerer mat agestallt - also dee Begréff gëtt et an Däitschland -, fir dee Facilitateur ze maachen, fir ze kucken: Wat maache mer mat deenen neie Bierger? Wéi kréie mer se beschtméiglech an eis Veräiner, an eis kulturell Veräiner, an déi sportlech Veräiner integréiert? An duerfir sinn ech ganz iwwerzeegt, dass dëse Projet wierklech ganz nohalteg an der Regioun wäert e Signal setzen.

An duerfir sinn ech och immens frou, dass déi ganz, ganz, ganz breet Zoustëmmung hei zum Projet gi ginn ass an och e ganz gutt Signal an den Norde schéckt. Dëst ass e Projet, dee cibléierte Wunnengsbau mécht, deen ëffentlech ass, deen abordabel an nohalteg ass.

An duerfir soen ech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7798. Den Text steet am Document parlementaire 7798[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7798 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7799. Den Text steet am Document parlementaire 7799[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7799 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass dëse Projet de loi och eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 7829, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dëse Gesetzesprojet gëtt am Kader vun der Coronakrisebewältegung nach eng Kéier gebraucht, an et gëtt fir d'zweete Kéier eng Verlängerung vun den temporären Dispositioune vum Artikel L. 585-6 vum Code du travail, déi mer schonn den 20. Juni 2020 agefouert hunn.

An deem Kontext vun der Coronakris a fir während dëser Kris auszehëllefen, war et esou, dass verschidde Betriber hire fréiere Mataarbechter, déi a fréizäiteger Pensioun waren, ugebueden hunn, fir zréck schaffen ze kommen. An d'Gesetz huet gemaach, datt se dat konnte maachen ouni Verloscht vun hire Rechter op hir Fréipensiounsvirdeeler.

Mat der Evolutioun vun der Pandemie koum et dunn Enn d'lescht Joer zu enger Erhéijung vun de covidpositive Fäll an och zu engem Manktem u Personal an de Spideeler an an de Gesondheetsstrukturen, soudass d'Gesetz vum 19. Dezember 2020 déi temporär Dispositioun bis den 30. Juni 2021 verlängert huet.

Dobäi koum, dass dës Dispositioun net fir all Salariéë gegollt huet, mee just fir d'Salariéen aus dem Gesondheetssecteur, de medezinneschen Analyselaboratoiren an dem Hëllefs- a Fleegesecteur, déi am meeschte betraff waren.

D'Gesetz huet och virgesinn, dass de Salarié, dee virun der fréizäiteger Pensioun an engem vun dëse Secteure geschafft huet, net méi verflicht war, bei säi fréiere Patron zréckzegoen. Si kënnen eng Aarbecht bei engem anere Patron, engem neie Patron aus dësem betraffene Secteur ophuelen.

Haut gesäit d'Gesondheetssituatioun natierlech besser aus. Mee de Mangel u qualifizéiertem Personal ass natierlech nach ëmmer do a wäert och nach eng Zäitche bestoe bleiwen. Dobäi kënnt och nach, dass an de leschte Méint ganz vill geschafft ginn ass an dat Personal och eng Kéier muss Congé huelen. A fir deenen och d'Recht op Congé ze garantéieren, gëtt déi Mesure hei nach eng Kéier verlängert, an dat bis den 31. Dezember 2021. An et wäert och esou sinn, dass dëst Gesetz den Dag nom Enn vun der aktueller Bestëmmung a Kraaft trëtt, fir all legal, juristesch Viden ze vermeiden.

Den Depot war den 1. Juni. De Rapport ass à l'unanimité an der Aarbechtskommissioun den 21. Juni ugeholl ginn.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der LSAP.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Och merci dem Rapporter, dem Här Georges Engel, fir säin ausféierleche Rapport, souwuel mëndlech wéi schréftlech. Deem ass u sech näischt bäizefügen.

Et ass eng gutt Saach, dass dat elo nach verlängert gëtt bis den 31. Dezember, obwuel et bedauerlech ass, dass et muss verlängert ginn, well mer eeben nach ëmmer an där Situatioun sinn, an där mer sinn. Mee et ass wichteg, dass mer domat d'Versuergung kënnen oprechterhalen. An et ass och wichteg, dass deene Leit hir Rechter domat erhale bleiwen.

Här President, erlaabt mer awer nach eng Remark un Iech: Ech géif awer en Appell maachen, mir sinn an enger Covidsituatioun, mir kéinten hei an der Chamber och e CovidCheck maachen, da bräicht een net allkéiers nach mat deene Masken do sëtzen ze bleiwen. An ech géif do e groussen Appell maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An ech kann Iech berouegen, mir sinn amgaang, déi Situatioun ze analyséieren. An duerfir brauche mer awer d'Totalitéit vun de Memberen, déi bei deem doten Exercice matmaachen an dat u sech deelen. A mir wäerten dat den nächsten Donneschdeg och nach eng Kéier an der Conférence des Présidents zur Sprooch bréngen. Merci villmools fir déi Remark, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Dës Verlängerung, déi fënnt och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Déi Leit, déi hei concernéiert sinn, sinn houfreg drop, fir en Deel dovunner ze sinn, fir kënnen ze hëllefen an där schwiereger Situatioun, an där mer hei sinn. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer hei déi Mesure nach verlängere bis den 31. Dezember, fir dass mer eeben op déi Leit am Gesondheetssecteur kënnen zréckgräifen, déi eis an dëser Situatioun hei nach kënnen hëllefen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, jo, merci un de Rapporteur fir d'Presentatioun an d'Erklärungen zu dësem Projet de loi. Et geet, wéi gesot, ëm eng zweet Verlängerung vun dësem Gesetzestext, wat jo och e bëssen de Problem vun de Ressourcen am Gesondheetssecteur weist.

Dës Kéier, wéi gesot, limitéiert den Text sech nach eng Kéier op de Secteur vun de Gesondheetsberuffer, also vun de gesondheetleche Soinen an Hëllefen an och vun de medezinneschen Analysen. Mir hu mussen op dës Persounen, déi an der Preretraite sinn, zréckgräifen, fir datt eise Gesondheetssystem an dëser Pandemieperiod nach konnt weider fonctionéieren an och weider ka fonctionéieren, well mir jo net wëssen, wéi et elo virugeet mat der Pandemie. Duerfir diskutéiere mir jo och haut iwwert dësen Text.

Dësen Text an och déi zwee viregt Texter hu virgesinn, datt den Employeur, dee Persoune mat dem Preretraitesstatus ugestallt huet, eng Lëscht vun de betreffende Persounen un de Ministère du Travail viruschéckt. Duerfir wollt ech nofroen, ob de Minister eis kéint Donnéeë ginn iwwert d'Unzuel vun de Persounen, vläicht och d'Qualifikatioun, déi an deenen zwou viregte Periode vun dësem Projet de loi betraff waren, virun allem déi Persounen, wéi gesot, déi am Gesondheetssecteur agesat goufen. Dëst si wichteg, weesentlech Informatiounen, fir den Asaz vun dëse Professionnels de la santé am Kader vun der Réserve sanitaire kënnen ze dokumentéieren, ze chiffréieren an och ze honoréieren

Dat ass wichteg virun allem, fir kënnen ze estiméieren, wéi vill esou eng Réserve sanitaire ka bäidroen, fir eng Pandemie, esou wéi mir se bis elo erlieft hunn, ze meeschteren, a virun allem och, wéi dës Réserve sanitaire kann dozou bäidroen, fir nächst Pandemien - hoffentlech keng, mee et weess ee jo net, wéi et virugeet -, op d'mannst grad esou effikass ze meeschteren.

Dëst gesot, ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Back. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech wëll deem näischt bäifügen. Et ass leider erëm eent vun deene ville Gesetzer, déi am Kader vum Corona an eng Verlängerung musse gestëmmt ginn. An ech géif eis all wënschen, datt et déi lescht wieren, mee ech mengen, loosse mer Holz upaken a virsiichteg sinn. An ech ginn domadder den Accord vun der ADR zu dëser Verlängerung vun dësem Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Dat heiten ass erëm esou eng Situatioun: „Und täglich grüßt das Murmeltier." Mir verlängeren haut jo net nëmmen ee Gesetz, mee erëm eng ganz Hickecht. Ech hoffen, änlech wéi meng Virriedner, datt mer déi net nach eng Kéier musse verlängeren an datt mer hei endlech derduerch sinn. Merci fir den exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport vum Rapporter.

An domadder ginn ech eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

An d'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President. Merci och menge Virriedner an och dem Rapporter fir säin exzellente Bericht. Ech mengen, dat meescht ass gesot.

Ech wollt vläicht soen, dass mer selbstverständlech och am Gesondheetsberäich, esou wéi och an anere Beräicher vun der Aarbechtswelt, natierlech och Ausfäll ze verzeechnen haten. Duerfir ware mer natierlech frou, fir op déi Leit, déi schonn an der Preretraite sinn, kënnen zréckzegräifen.

Et muss een awer vläicht och ervirsträichen, dass dee System vun der Preretraite jo och e Lëtzebuerger Unikum ass. Dat ass eppes, wat et am Ausland ënnert där Form net gëtt, ëmsou méi ware mer frou, dass d'Leit sech fräiwëlleg gemellt hunn, fir dann anzesprangen. An et war evident, dass et d'Zil war, se doduerjer net ze penaliséieren. An duerfir hu mer dat Gesetz hei deemools, mengen ech, jo an Unanimitéit gestëmmt.

D'Fro ass komm, wéi vill Leit u sech dann dovunner profitéiert hunn. Ech hunn dat nogekuckt. Esou wéi d'Gesetz et verlaangt huet, hu 40 Leit dat dann och bei eis gemellt, dass se an där Situatioun wieren. Mir hunn awer och bei der Sécurité sociale nogefrot, an déi schwätze vun 90 Leit. D'Wourecht wäert dann iergendwou an der Mëtt leien tëschent 40 an 90 Leit, déi vun dësem System hei profitéiert hunn. Ech hoffen, dass ech domadder d'Fro, déi jo och an der Kommissioun gestallt gouf, da beäntwert hunn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Minister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7829. Den Text steet am Document parlementaire 7829[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7829 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7830, eng weider Ofännerung vum Aarbechtsrecht. An de Rapporter ass eng weider Kéier den honorabelen Här Engel.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Och dëse Gesetzesprojet huet erëm eng Kéier direkt mat der Coronakrisebewältegung ze dinn. Et ass e Gesetzesprojet, deen déi temporär Dispositioune vum Artikel L 121-6 vum Code du travail verlängert, déi am Gesetz vum 19. Dezember 2020 scho gestëmmt goufen.

Et ass esou, dass d'Aarbechtsrecht virgesäit, dass, wann e Salarié krank ass oder wann en net op d'Aarbecht ka goen, dësen direkt den éischten Dag de Patron iwwer seng Absence muss informéieren, mee awer och dem Patron e Certificat vum Dokter, fir seng Aarbechtsonfäegkeet ze bestätegen, muss liwweren, an dat spéitstens den drëtten Dag vu senger Absence. Just esou ass de Salarié dann och géint Entloossunge geschützt.

A wärend deene leschte Méint konnt den Isolatiouns- oder de Quarantänscertificat awer net esou séier ausgestallt ginn, datt déi Dräi-Deeg-Reegel och ëmmer konnt agehale ginn. Duerfir gouf da mam Gesetz vum 19. Dezember 2020 d'Period, fir dee Certificat d'incapacité de travail anzereechen, vun dräi op aacht Deeg verlängert, an dat bis den 30. Juni 2021, fir esou Entloossungen ze vermeiden a fir de Salarié net an eng schwiereg Situatioun ze bréngen.

Dës Dispositioun, déi mer den 19. Dezember geholl hunn, déi bleift haut awer och weiderhin noutwendeg, well déi Dräi-Deeg-Reegel nach net ëmmer ka garantéiert ginn an zousätzlech och elo méi op Schnelltester zréckgegraff gëtt, wou och d'Situatioun entstoe kann, datt et méi laang wéi dräi Deeg dauert, bis de Salarié sengem Patron e Certificat ka liwweren. An duerfir gesäit dëse Gesetzesprojet vir, déi aktuell Bestëmmungen elo ze verlängeren an dat bis den 31. Dezember vun dësem Joer.

Den Depot war den 1. Juni. De Rapport gouf à l'unanimité an der Aarbechtskommissioun den 21. Juni ugeholl.

Ech soe Merci duerfir an ech soe Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der LSAP.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Och e grousse Merci un den Här Engel fir déi Erklärungen, déi hie ginn huet, an dee Rapport, deen e gemaach huet. Ech mengen, wat een och muss ënnersträichen, dat ass bei deenen Avisen, déi virleie vun de Beruffschamberen, dass souwuel vun der

Patronatschamber wéi vun der Salariatschamber, dat och opgrond vun där aussergewéinlecher Lag vum Land, och ënnerstrach gëtt, wéi wichteg et ass, dass een dat mécht. Ech mengen, och dat misst ee soulevéiere bei esou engem Projet. A fir de Rescht kann ech d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Merci och nach eng Kéier dem Georges Engel fir seng Rapporten. Och bei dësem Projet gëtt d'DP-Fraktioun hir Zoustëmmung. Ech hat an der Kommissioun op en anere Punkt vun dem Gesetz vum 19. Dezember 2020 higewisen. Mir haten nämlech och, an dat war justifiéiert, am État de crise, eng Protektioun geschaaft, fir all Kënnegungen ze vermeide fir Leit, déi krank ware wärend dem État de crise. Allerdéngs ass déi Protektioun u sech haut nach ëmmer gülteg, well et sech ëm eng Mesure temporaire gehandelt huet, déi nach net opgehuewen ass.

An duerfir wollt ech dem Aarbechtsminister nach eng Kéier d'Fro stellen, awéifern dass mer och driwwer nodenken, fir vläicht dës Mesure temporaire elo opzehiewen, well se awer haut, nodeems den État de crise am Juni 2020 ofgelaf ass, vläicht awer net méi onbedéngt noutwendeg ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. An och merci un de Georges Engel fir d'Presentatioun vum Projet de loi. Et ass alles gesot ginn an déi gréng Fraktioun wäert och hei hiren Accord ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll da fir unzefänken och dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et geet alt erëm am Kader vun de Covidmesuren ëm eng Verlängerung, dës Kéier ëm d'Ofgi vun de Krankeschäiner. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dëser Propos.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci och hei nach eng Kéier un de Rapporter fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass näischt weider ze soen. D'Piraten sinn derfir.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci, Här Rapporter. Och nach eng Kéier - ech mengen, et ass wierklech alles gesot - vläicht zu där Fro vun der Madamm Hartmann. Si hat déi nämmlecht Fro an der Kommissioun gestallt. Déi Sitzung drop hu mer vum Ministère aus eng Äntwert ginn. Mir hunn do eng aner Liesaart wéi d'Madamm Hartmann. Mir sinn der Meenung, dass déi Bestëmmung ausgelaf ass.

Ech sinn awer gäre bereet, dat nach eng Kéier mat hir zesummen ze kontrolléieren. Äre Parteikolleeg, deen lech ersat huet, huet seng Aufgab dann net gemaach an lech dee Message net weiderginn. Mee kommt, mir kucken dat nach eng Kéier zesummen! Mir sinn der Meenung, dass déi Bestëmmung ausgelaf ass. Mee, wéi gesot, ech si ganz gär bereet, dat nach eng Kéier zesummen ze kucken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7830. Den Text steet am Document parlementaire 7830[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7830 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass och dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. 7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7764 iwwert d'Gesellschafte mat sozialem Impakt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

A Rapporter ass eng leschte Kéier fir haut den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Erlaabt mer, ier ech bei de Gesetzesprojet kommen, eng kleng Klammer ze maachen. Ech hunn e Message vu mengem gudde Frënd, deen haut ganz vill hei gelueft ginn ass, dem Fränk Arndt, kritt. An dee seet lech alleguerten e ganz grousse Merci, dass heibannen esou vill iwwert hien haut geschwat gouf, dass esou vill iwwer seng Stad Wolz geschwat gouf, wou e ganz frou driwwer ass, datt et och eng ganz schéi Stad ass, an dass en lech alleguer invitéiert, fir eng Kéier dohinner ze kommen.

(Hilarité et brouhaha)

A mir hoffen alleguer, dass mer e gläich eng Kéier gesond a monter erëmgesinn. En ass net krank, net dass ee mengt, e wier krank. Voilà!

M. André Bauler *(DP).*- En huet ganz schéin Uergelconcerten.

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- A mir soen him och nach eng Kéier vun hei aus Merci fir dat, wat en an der Stad Wolz alles mécht. Voilà!

Dann zum Projet de loi 7764. Dat ass e Projet de loi, deen ännert dat bestoend Gesetz vum 12. Dezember 2016 iwwert d'Sociétés d'impact sociétal of, d'SISen, fir d'Iwwerpréiwungsverflichtung vun den SISen ze reduzéieren. Als Deel vum Kampf géint d'Coronakris huet d'Regierung eng ganz Rei vun ënnerschiddleche Moossnamen ergraff, fir de wirtschaftlechen Abroch ze vermeiden. All dës Moossname berücksichtegen awer net direkt d'Spezifissitéit vun den SISen.

Dach ass et awer esou, dass déi méi rezent gegrënnten SISe wéinst der Kris och Schwieregkeete kéinten hunn, besonnesch fir hiren Iwwerpréiwungsobligatiounen nozekommen. Well aktuell ass et esou, dass déi Iwwerpréiwungsverflichtunge fir alleguer d'SISe gëllen, an dat onofhängeg vum Ëmsaz, vum Bilanzwäert, vun der Unzuel vun de Mataarbechter a vun dem Grënnungsdatum.

Fir den SISen entgéintzekommen an amplaz elo spezifesch Hëllefen och fir si auszeschaffen, gesäit dëse Gesetzesprojet vir, d'Auditverflichtung ze reduzéieren, fir esou och déi direkt Käschten ze reduzéieren.

Mat dësem Gesetzesprojet ass et also esou, datt déi ganz kleng SISe mat engem Ëmsaz oder engem Nettoverméige vun ënner 100.000 Euro net méi verflicht sinn, hir Konte vun engem Auditeur iwwerpréiwen ze loossen. Fir d'SISe mat engem Ëmsaz vun 100.001 bis eng Millioun geet et duer, dass d'Konte vun engem Commissaire aux comptes iwwerpréift ginn. An alleguer déi, déi iwwer eng Millioun sinn, déi mussen dann en agreéierte Reviseur huelen, fir hir Konten ze iwwerpréiwen an approuvéiert ze kréien.

Dee Projet de loi hei gouf den 9. Februar 2001 deposéiert. De Staatsrot huet den 23. Mäerz e favorabelen Avis ginn. Den Institut des réviseurs d'entreprises huet kee favorabelen Avis ginn, well et kéint zu enger Verwirrung, zu engem Duerjernee kommen tëscht dem Rapport vum Réviseur d'entreprises an tëscht dem Rapport vum Kommissär. An dat géif och dem Standuert Lëtzebuerg schueden.

D'Chambre de Commerce huet dee Gesetzesprojet hei positiv aviséiert, si hätt awer u sech nach léiwer gehat, wa mer vun 100.000 op 200.000 Euro eropgaange wären, de Seuil eropgesat hätten.

An d'ULESS, dat ass d'Lëtzebuerger Unioun fir sozial a solidaresch Ekonomie, gëtt och e favorabelen Avis zu deem Projet, ënnersträicht awer, dass dee Gesetzesprojet, also dee Projet vun den SISen, onbedéngt nach eng Kéier komplett misst reviséiert ginn, dass eng Reform misst gemaach ginn, dass een iwwert dat ganzt Gesetz vum 12. Dezember 2016 nach eng Kéier misst schwätzen. Voilà!

Dee Projet de loi hei gouf unanime an der Aarbechtskommissioun de 17. Juni ugeholl - merci dofir!

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Aly Kaes.

Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken wëll ech natierlech dem Här Engel villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Den Dezember 2016, wéi et scho gesot ginn ass, also viru gutt véier an engem hallwe Joer, ass dat Gesetz hei iwwert d'Solidarwirtschaft zu Lëtzebuerg a Kraaft getrueden. 2019 wier eigentlech d'Joer vum Bilan gewiescht, esou steet et an deem Gesetz, nämlech am Artikel 15, wou u sech ganz kloer drasteet, datt eng Evaluatioun misst gemaach gi spéitstens dräi Joer, nodeems dat Gesetz a Kraaft ass a spéitstens den 31. Dezember.

Eis ass awer net bekannt, datt eng ganzheetlech Bestandsopnam an deem Sënn oder am Sënn vum Gesetz gemaach ginn ass. D'ULESS, den Daachverband vun der Solidarwirtschaft, schreift an hirem Joresrapport zwar vun enger Analys vum Mee 2020 vusäite vum Ministère, wou se och laut hinne consultéiert goufen. Vill méi ass eis awer an deem Sënn net bekannt.

Et geet hei rieds vu manner Contraintë fir déi kleng Entitéiten. An deem Sënn versti mer dëse Projet a sech och ganz kloer, niewent deem, wat de Rapporter elo gesot huet am Kader vu Covid. D'Astelle vun engem méi deiere Finanzrapport duerch e Reviseur spillt eréischt ab engem Chiffre d'affaires vu méi wéi enger Millioun. Ech mengen, och dat ass gesot ginn. Dat begréisse mer. Dat bedeit awer am ëmgekéierte Sënn, jo, datt d'Opsiicht vum Ministère iwwert déi aner u Bedeitung gewënnt a virun allem och, datt d'Abuse solle wierklech verhënnert ginn. Ech mengen, dat ass ganz wichteg. An een, dee grad an deem Beräich och d'Verantwortung huet, hält drop, datt dat wierklech gemaach gëtt. Mir hunn alleguerte keen Interessi, datt iergendeppes do net an der Rei ass.

Ben, ech hat och an deem Sënn schonn 2016 gesot, datt et extreem wichteg ass, datt de Ministère déi Kontrolle ganz seriö hélt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat jo dann awer och 2016 beim initiale Projet gesot, datt an enger Gesellschaft, wou déi materiell Wäerter enorm wichteg sinn, mee wou am gläichen Zäitraum d'Ausgrenzung, d'Marginalisatioun, jo d'Inegalitéiten am grousse Ganzen zouhuelen oder awer zumindest net ofhuelen, et u sech un der Politik ass, e Mouvement ze ënnerstëtzen, dee Léisunge bréngt fir eng méi gerecht inklusiv Gesellschaft am Sënn vu méi sozialer Kohäsioun. Dat stëmmt haut vläicht méi wéi jee. An duerfir sti mer och zukünftegen Upassungen am Sënn vun enger Stäerkung vun der Solidarwirtschaft oppe géintiwwer.

D'ULESS huet an hirem Avis eng Rei Pisten opgezielt. Niewent enger Upassung vun de steierleche Bestëmmunge sollen Hëllefen zum Beispill fir sozial Innovatioun agefouert ginn. Och soll gekuckt ginn, Norme fir d'Miesse vum gesellschaftlechen Impakt vun dësen Entitéiten ze schafen.

Ier et awer esou wäit ass, Dir Dammen an Dir Hären, wiere mer frou, wa mer endlech kéinten déi Analys vum Ministère virgestallt kréien, am Sënn vun enger wierklecher Bestandsopnam, déi op dem Austausch mat allen Acteure fousst. Dozou gehéiere virun allem och d'Beruffskummeren. Ech denken do zum Beispill un d'Handwierkerkummer an och un de Konkurrenzrot, well, et ass zwar elo méi roueg ginn, mee mir haten an der Vergaangenheet ëmmer erëm Diskussiounen iwwer Concurrence déloyale. Och d'Evaluatioun vun de Sozialklausele bei ëffentlechen Ausschreiwunge vusäite vum Staat an de Gemengen, domat soll sech auserneegesat ginn. Dëst sinn, wéi gesot, nëmmen e puer Pisten, déi an eisen Ae sollten an där Evaluatioun diskutéiert ginn.

Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV steet natierlech dofir, d'Solidarwirtschaft ganz kloer an all senge Formen ze stäerken. Eng differenzéiert Approche, wéi se an dësem Projet virgesinn ass, mécht also Sënn. Se bedeit awer och méi e geneet Hikucken, wéi ech et scho gesot hunn, vum Ministère.

Dat gesot, géif ech och den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An dann ass d'Wuert fir déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Och dës Kéier nach eng Kéier merci dem Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, och mengem Virriedner fir seng Ausféierungen. Ech géif mech drop beschränken, den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Villmools merci fir dem Georges Engel säi Rapport a villmools merci fir dem Aly Kaes seng Iwwerleeungen, fir eng Bestandsopnam vun deem Gesetz ze maachen. Ech géif mech där Demande am Numm vun eiser Fraktioun uschléissen, fir dass mer eng Kéier kënnen de Bilan iwwert d'Solidarwirtschaft maachen, notamment iwwert déi Concurrence-déloyales-Geschichten, dass mer do e wéineg méi kloer gesinn.

Voilà, ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun an deem Sënn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci och vun eiser Säit un de Rapporter, an och déi Bemierkung vum Här Kaes war jo ganz interessant. Mir haten 2016 géint dat Gesetz gestëmmt, eebe just och wéinst där Diskussioun ronderëm dee Réviseur d'entreprises an déi Käschten, déi dat verursaacht.

Duerfir si mer frou, datt dat elo zum Deel aus dësem Gesetz eraus ass. Mir wären awer wierklech och frou, wa mer dat ganzt Gesetz eng Kéier kéinten a Rou iwwerpréiwen, well et sinn nach eng Rei Dispositiounen dran, déi ee wierklech nach kéint änneren. Duerfir ass déi Iddi vun engem Rapport méi wéi wëllkomm.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Villmools merci un de Rapporter fir dee gudde Rapport. Mir begréissen natierlech dës Adaptatiounen, déi am Kader vun der Pandemie am Gesetz iwwert d'SISe gemaach goufen an déi dann och bäibehale solle ginn. Genee wéi de Staatsrot et schreift, si mär och der Meenung, datt eng SIS iwwerhaapt kee Reviseur bei engem Chiffre d'affaires vun null bis enger Millioun brauch.

De Cahier des charges vun de Reviseuren, wat den Audit ubelaangt, misst onbedéngt un dee vun den SISen ugepasst ginn. Si maachen nämlech absolutt keen Ënnerscheed zwësche profittorientéierte Firmaen an den SISen, wou jo awer e groussen Deel vum Benefiss de sozialen Impakt ass. Dee loosse si komplett ausser Uecht.

D'Reviseuren interpretéieren d'Texter och net ëmmer ganz richteg, well se net am Coup sinn, wat d'Kooperative betrëfft. Esou behaapte si dann zum Beispill, datt d'Kooperativen hir Statuten oder hir Statutenännerungen och iwwer en Notär misste maache loossen, wat awer absolutt net stëmmt.

An engem ganz konkreete Beispill huet de Reviseur den Text « La rémunération annuelle maximale des salariés ne doit pas excéder un plafond correspondant à six fois le salaire social minimum » esou interpretéiert, wéi wann dee Plafong dee vun alle Salariéen zesummen aus engem Betrib wier. Eieieieiei!

Wat dann d'Commissaires aux comptes ugeet, do misst onbedéngt och eng Definitioun virleien. Fir datt all déi Kontrollorganer standardiséiert un hir Aufgab eruginn, misst och e Guide vum Ministère de l'Économie ausgeschafft ginn. Dës Ännerunge gi ganz kloer an déi richteg Richtung. Mee geneesou, wéi et an der ULESS hirem Avis steet, si mir och der Meenung, datt eng Reform vum Gesetz vum

12. Dezember 2016 no dräi Joer - an Dir hutt et och gesot, Här Kaes -, hätt misse gemaach ginn, esou wéi dat och versprach gouf respektiv wéi et souguer an deem Gesetz steet. Dëst ass elo schonn iwwerfälleg.

Datt et bis ewell nëmmen esou eng 30 SISe gëtt, beweist jo och net grad dee ganz grousse Succès vun dëser Aart a Weis, fir d'Betriber ze geréieren. Donieft gëtt net genuch iwwert déi SISen informéiert, soudass och méi oder manner jonk Entrepreneuren an Entrepreneurinnen oft näischt vun dëser Aart vu Societéit wëssen.

Eng Ännerung, déi mir eis virstelle kéinten en vue vun enger gréisserer Reform, huet mat der Gouvernance ze dinn. D'SISe ginn am Moment geréiert wéi eng normal Entreprise. Mir hu schonn 2016 gesot, datt d'SISe méi eng demokratesch Gouvernance missten hunn. Dëst ass a Frankräich anescht gereegelt wéi hei.

De Staatsrot huet dat deemools a sengen Avisen och scho geschriwwen: « Une gouvernance démocratique qui, selon la loi française, doit être comprise comme „définie et organisée par les statuts, prévoyant l'information et la participation, dont l'expression n'est pas seulement liée à leur apport en capital ou au montant de leur contribution financière, des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise" », esou datt all Concernéierten a Salarié, onofhängeg vum Kapital, wat en abruecht huet, sech besser kéint abannen.

Här President, et misste méi Incentivë geschafe gi wéi déi steierlech Erliichterungen, Aidë fir innovativ Projeten, Hëllefen, fir déi vill Paperassen auszefëllen, a miessbar Normen, fir den Impact sociétal kënnen ze berechnen. Eng méi staark Presenz vun SISen an domat och eng Stäerkung vum sozialen an ekologesche Benefiss heescht och, dass d'Wirtschaft sech allgemeng aneschters entwéckele kann an zwar an eisen Aen an eng méi positiv Richtung.

De Staat kéint zum Beispill bei Ausschreiwunge sozial an ekologesch Krittäre festleeën an domadder och d'SISen an déi méi uechtsam Aart a Weis ze wirtschafte förderen. Wann et awer keng oder net genuch SISe gëtt, well et net interessant genuch ass, da geléngt eis dat awer leider net. Et ass jo och eng Ëmfro gemaach gi bei den SISen. A mir froen eis, ob déi Äntwerten och eragefloss sinn an dës Adaptatioune respektiv ob déi aner Adaptatioune wäerten erafléissen, wann d'Gesetz op de Leescht geholl gëtt.

Mir hoffen op alle Fall, datt op déi besteeënd SISe gelauschtert gëtt, fir d'Kritikpunkten um Gesetz besser kënnen ëmzesetzen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Rapporter Georges Engel hei fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech kéint elo ganz laang decortiquéieren, wat elo grad gezielt gouf. Ech loossen dat awer sinn, well ech mengen, datt eng Rëtsch vun deenen Argumenter scho virbruecht goufen, och an de Kommissiounsaarbechten, an datt mer do net nach eng Kéier mussen drop agoen.

Mat dësem Gesetz, an dat ass, mengen ech, dat Wichtegst, entlaaschte mer kleng Organisatiounen, déi sech zu Lëtzebuerg fir de gudden Zweck asetzen, sougenannten SISen.

Mat dësem Gesetz musse se also net méi fir all Bilan direkt bei e Réviseur d'entreprises goen. Kee Wonner, datt d'Réviseurs d'entreprises dat net esou gutt fonnt hunn; dat ass ëmmerhin hinnen d'Botter vum Brout geholl. Mee virun allem fir déi Kleng, déi en Actif vu manner wéi 100.000 Euro hunn, war dëst einfach eng onnéideg a virun allem eng ze grouss finanziell Belaaschtung. An duerfir begréisse mir Piraten och dës Gesetzesännerung.

Mir fuerderen, datt all den Organisatiounen, déi sech hei am Land fir e gudden Zweck asetzen, esou mann wéi méiglech administrativ Steng an de Wee geluecht ginn. An dat hate mer och schonn 2018 gemaach, wéi mer eng Proposition de loi deposéiert haten, fir bei den ASBLen d'Obligatioun vun der Publikatioun vum Membersregëster ze sträichen, eng ganz kuerz Propositioun vun engem Saz. De Conseil d'État huet et leider bis haut net a säi Kalenner bruecht, fir en Avis zu där Proposition de loi ofzeginn, eppes, wat ech ganz schued fannen. A vläicht, esou wéi virdrun hei en Appell fir de Covid-Check gemaach gouf, dann hei net en Appell un eis selwer, mee vläicht eng Kéier en Appell un de Staatsrot: Deen Text läit elo dräi Joer do, kuckt lech en eng Kéier un! En ass wierklech net laang, an da kënne mir hei an der Chamber eis Aarbecht maachen.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, musse mer derfir suergen, datt kleng Strukturen, déi sech fir de gudden Zweck asetzen, net vun onnéideger Bürokratie blockéiert ginn. Mir mussen hinnen de Wee einfach maachen a mir musse se encouragéieren. A genau dat probéiere mer mat deem heite Projet. An duerfir wäerte mir Piraten en och direkt mat Jo stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci och nach eng Kéier, Här President. Merci och nach eng Kéier un de Georges Engel fir den exzellente Rapport. U sech kéint ech mer et ganz einfach maachen an et ganz kuerz maachen. Hei setze mer eng Mesure vun der administrativer Vereinfachung duerch, déi zousätzlech nach de Virdeel bréngt, dass se d'Käschte fir d'SISen erofsetzt, fir eng ganz Rei vun deenen SISen, déi mer hunn. An domadder schafe mer eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen an erméiglechen enger ganzer Rei vun SISen en ekonomescht Iwwerliewen, wat, mengen ech, an eiser alleguerte Sënn ass.

Ech wëll awer just heibäi bemierken, dass dat, wat vum Här Kaes elo hei an d'Diskussioun bruecht ginn ass, dass mer u sech missten eng Revisioun maache vum Gesetz vun 2016, vu mir selwer an der Kommissioun thematiséiert ginn ass. Eng ganz Rei vun deene Riedner, déi elo hei geschwat hunn, waren an där Kommissiounssëtzung net derbäi, soss hätte se dat gewosst. Et ass also och d'Uleies vun der Regierung, fir dat Gesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. Mir mussen allerdéngs do och d'Reform vum ASBLsgesetz ofwaarden, wat jo och an der Maach ass, wou d'Justizministesch ganz äifreg dru schafft. An dat ass, mengen ech, och néideg, well do musse mer eis konform setze mat enger europäescher Direktiv.

Am Kader vun deenen Diskussioune wäert dann och nach eng Kéier iwwert d'Reform vun den SISe geschwat ginn. An ech wëll dann och nach eng Kéier preziséieren, dass mer 30 bis 35, et ass gesot ginn, SISen zu Lëtzebuerg hunn. Mee zousätzlech zu deene fonctionéieren natierlech eng ganz Rei vun Initiative-sociallen, och Atelier-protégéen, soudass also d'Zuel net esou niddreg ass, wéi dat virdrun hei ugeklongen ass, mee weesentlech méi héich.

An ech mengen, dass mer op engem gudde Wee sinn, fir d'Solidarwirtschaft zu Lëtzebuerg ze developpéieren. An dee sollte mer och zesumme weidergoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7764. Den Text steet am Document parlementaire 7764[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7764 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

15. Résolution de M. Sven Clement concernant la déclaration du Luxembourg en zone de liberté LGBTIQ+

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 913 de ce compte rendu)

Ofschléissend kéime mer dann nach zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun, déi vum Här Sven Clement deposéiert ginn ass a wou gefrot gëtt, datt ganz Lëtzebuerg offiziell zu enger LGBTIQ+ Freedomzone soll erkläert ginn.

Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Resolutioun wéilt huelen? Den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soe Merci fir de Projet vun der Resolutioun, déi mer haut virgeluecht kruten. Mir hunn do eng Rei Observatiounen och iwwert de Rôle vum Europaparlament.

Dat Éischt ass: D'Europaparlament huet eng Rei vu Kompetenzen, an et ass e rechtstaatleche Prinzip, datt e Parlament, eng Institutioun, sech un déi Kompetenzen hält, déi et huet, a sech keng uneegent, déi et net huet. Esou wéi d'Europaparlament dës Woch och de Matić-Rapport ugeholl huet, ass dat hei och eng Diskussioun, déi u sech an d'national Kompetenze vun de Memberstaate fält an net an déi vum Europaparlament.

Et ass jo och esou, datt, wann d'Europaparlament hei eng Notioun aféiert wéi déi vu Freedomzone, déi u sech keng rechtlech Definitioun huet, dann ass déi éischt Fro, déi mir eis stellen: Wat ass iwerhaapt domadder gemengt? Gi mer do iwwert d'Grondrechter eraus, déi an der Europäescher Charta fir Mënscherechter oder fir Grondrechter virgesi sinn? Wat heescht déi Notioun? Wat sinn d'Konsequenzen? Mir wëssen et net.

Heescht dat, datt mer elo all Revendicatioune sollen unhuelen? Heescht dat, datt mer extra Rechter sollen aféieren, e Genre vu positiver Diskriminéierung? Och dat wësse mer net.

Dat Zweet ass: D'Piraten soen hei, d'ungarescht Parlament hätt do Rechter beschnidden. Mir gesinn dat ganz anescht. De Sënn vun deem ungaresche Gesetz ass kloer, datt d'Erzéiung vun de Kanner soll den Eltere virbehale sinn. An dat ass en Uleies, wat mir och prinzipiell deelen. Et ass eng Saach, déi an der nationalstaatlecher Kompetenz läit. D'Europäesch Unioun huet keng Kompetenz, wat d'Erzéiung vun de Kanner ugeet.

Dat Drëtt, wat mer och hei gesinn, dat ass, datt eeben d'Europäesch Kommissioun dozou Kommentare gemaach huet, wéi och aner europäesch Staaten. Mir fannen dat onglécklech. Wéi gesot, mir mussen hei eng kloer Differenz maachen tëschent deem, wat eng national Kompetenz ass, an deem, wat eng europäesch Kompetenz ass. Mir wëlle keng Diplomatie, déi Europa spléckt, mee eng Diplomatie, déi Europa zesummeféiert.

Elo gëtt hei proposéiert, Lëtzebuerg zu enger Freedomzone ze erklären. Och hei stelle mer d'Froen: Solle mer hei Rechter ginn, déi iwwert dat erausginn, wat fir all Bierger vun dësem Land, fir all Resident, fir all Lëtzebuerger an eiser Verfassung souwisou virgesinn ass? Wat soll dat konkreet heeschen? Si mer an engem Staat, deen elo aner Rechtskategorië fir verschidde Leit soll schafen? Wien ass deen nächsten no der LGBTIQ+-Community, dee sech dozou beruff fillt, Freedomzones oder aner Saache fir sech ze reklaméieren? Oder wat soll eist Parlament nach ausruffe fir wéi eng Kategorië vu Leit?

Mir als ADR hunn eng kloer Positioun dozou. Mir hunn alleguer hei am Land déi selwecht Rechter a Bezuch op d'Grondrechter, a Bezuch op eis Fräiheeten a mir maachen do keng Ënnerscheeder. A mir gesinn och net, datt mir sollten iergendeng Form vun Diskriminéierung, positiv oder negativ, aféieren oder toleréieren.

Eis Prioritéit ass ganz kloer. An dësem Kontext wëll ech se nach eng Kéier ënnersträichen: Keng Diskriminéierung, net positiv, net negativ! Mir engagéieren eis virun allem fir de Schutz vun der Famill.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet den honorabelen Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Här President, ech wollt et eigentlech vun menger Plaz aus maachen, mee nodeems ech mengem Virriedner nogelauschtert hunn, muss ech awer elo eng Kéier kuerz opstoen.

(Hilarité)

An ech muss och hei eng Kéier kloer soen, dass ech mat näischt, wat den Här Kartheiser hei gesot huet, averstane sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Hei geet et net ëm extra Rechter. Hei geet et ëm déi fundamental Wäerter, déi mir an der Europäescher Unioun hunn. An op déi huet sech och d'Europaparlament baséiert, wéi si hir Resolutioun geholl hunn. Dat sinn déi Rechter, déi hei fir jiddweree gëllen. An et ass selbstverständlech, dass mer alleguerten als Memberstaate mussen Efforte maachen, fir och der Communautéit vun de Schwulen, de Lesben, den Transsexuellen, den Intersexuellen, all deenen déi selwecht Rechter zouzegestoen wéi all deenen anere Leit, déi hei am Land liewen. An duerfir fannen ech et eigentlech eng richteg gutt Saach, dass de Sven Clement d'Initiativ geholl huet, fir déi Resolutioun hei ze deposéieren.

Ech wëll och drun erënneren, an e schreift dat och selwer a seng Resolutioun, dass et jo och eng kommunal Initiativ gouf, déi dat dote mécht. Vill vu menge Parteikomeroden hunn dat an hire Gemengeréit op den Ordre du jour bruecht. An den Här Sven Clement huet och e puer Gemenge genannt. Et ass awer just de Problem, wann een eng Lëscht mécht, wann ee bis ufänkt, Leit opzezielen, da vergësst een emol gären een. Duerfir géif ech awer gären hei nach ënnersträichen, dass nieft der Stad Lëtzebuerg an der Stad Esch an der Stad Rëmeleng, déi an der Resolutioun genannt ginn, och d'Gemenge Réiser, Beetebuerg, Luerenzweiler, Rammerech a Suessem schonn déi Resolutioun ugeholl hunn an dass och nach Buergermeeschteren, déi mer och an der Partei ganz no sinn, mer scho gesot hunn, dass si an hirem nächste Gemengerot dat selwecht wäerte maachen.

Duerfir, déi heite Resolutioun kritt eis voll Ënnerstëtzung an ech gi souguer nach méi wäit: Ech huele se gären och fir mech a meng Partei als Usporn, fir dass mer nach méi sollte maachen. Mir sinn, ech hunn dat elo de Mëtten nach gekuckt, am Rainbow Europe Index - déi stellen all Joer en Index zesummen, wéi d'Länner ëmgi mat der Diskriminatioun vun der Communautéit vun LGBTIQ+ - weltwäit op enger drëtter Plaz. Dat ass phenomenal! Dat ass super, dass Lëtzebuerg esou héich quotéiert ass. Mee ech hunn awer och gesinn, dass mer eigentlech an deem Index nëmmen eng 72 %, 73 % erreechen. Also, et ass nach e bësse Sputt do an dat huele mir, ech a meng Partei, eescht, fir och an den anere Punkte vun de Mënscherechter nach weider ze kämpfen. Op alle Fall, déi Resolutioun hei huet eis Ënnerstëtzung verdéngt, an eigentlech misst se déi vun der ganzer Chamber kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz, well et ass relativ einfach. Mir wäerten dës Resolutioun natierlech ënnerstëtzen. Mir si géint all Form vun Diskriminatioun. Jiddweree soll déi selwecht Rechter hunn. Also kréien d'Piraten hei e Jo vun der CSV.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech kommen och heihin, well et mer wichteg ass ze betounen, datt mir Gréng eis där doter Resolutioun ganz kloer uschléissen.

Ech wéilt awer och e positiivt Wuert iwwert d'Benelux verléieren, déi hei eng Virreiderroll gespillt huet, wéi schonn esou oft an der Geschicht vun Europa. D'Benelux huet am Fong d'Initiativ ergraff, fir zum Desaccord zu deem ungaresche Gesetz opzeruffen, wou een einfach muss soen: Mir sinn en Deel vun der Benelux an dat mécht eis als Deelland ëmsou méi houfreg! An ech muss soen, mir sinn och als Delegatioun do ganz aktiv.

Ech wéilt dann awer och deene Gemenge Merci soen, déi schonn de Schrëtt geholl hunn, fir déi Resolutioun bei sech selwer ofzestëmmen. Si si virdru genannt gi vum Yves Cruchten. An dat ass natierlech de Wee, dee Lëtzebuerg sech soll gi fir d'Zukunft. Mir sinn e Land, wat nach ëmmer zu de Grondrechter stoung. Mir sinn e Land, wat weiderhi géint Diskriminéierung soll antriede. A wann een dann héiert, wat hei de Vertrieder vun der ADR seet - an et ginn nach aner där Parteien an der EU, déi hei net esou mat eis zéien -, do kann een nëmme soen: „Da schweigt des Sängers Höflichkeit!" Et fënnt een ëmmer erëm Argumenter, fir sech als Rietspopulist ze diskreditéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Als nächst ass d'Wuert fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, ech wéilt och e puer Wuert dozou soen, well et eng wichteg Fro ass. Also, mir begréissen natierlech dës Initiativ an ech si besonnesch frou, dass déi aner Parteie se och matdroen. Ech fannen dat immens schéin an immens wichteg, dass mer esou en Zeeche setzen. Ech fannen, dass et och virun allem ëm Solidaritéit geet. Et geet net ëm extra Rechter, wéi gesot, et geet ëm Solidaritéit mat ënnerdréckte Leit. An ech géif mer souguer wënschen, mir géife méi wäit goe wéi just an deem heite Fall. Et misst ee méi oft solidaresch si mat ënnerdréckte Mënschen an der ganzer Welt.

An ech wéilt dem Här Kartheiser och soen, dass en net soll d'Famill an individuell Rechter géigeniwwersetzen. Dat geet Hand an Hand. Eng Famill kann och just fonctionéieren, wann déi eenzel Membere glécklech sinn an epanouéiert sinn an hire Rechter. Dat kann een net géigeniwwersetzen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President, a merci de Piraten fir dës Resolutioun, déi eis absolutt Ënnerstëtzung fënnt. D'Demokratesch Partei steet fir Toleranz, si steet fir Villfalt, si steet fir Mënscherechter, si steet fir Solidaritéit a si steet fir Gläichheet. An et ass genau dat, wat dës Resolutioun fuerdert. An duerfir wäerte mir déi natierlech zu 100 % ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Da kritt d'Wuert nach den Här Sven Clement als Auteur vun dëser Resolutioun.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Merci, Här President. Merci och där ganz, ganz breeder Majoritéit hei an der Chamber, fir dat heiten ze ënnerstëtzen. Mir reien eis domadder genau géint verschidde Länner an, déi haut "LGBTIQ-free zones" deklaréieren. Ech kucken op Polen. D'Tierkei knëppelt eng Pride nidder. Ungarn setzt Pedophilie mat Homosexualitéit gläich a gängelt souguer Fussballfans aus Holland, wa se wëllen e Fändel mat an de Stadion huelen.

Famill ass méi wéi nëmme Mann, Fra a Kanner.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Et gi Reebou-Familljen. Dat kënnen zwou Frae sinn, dat kënnen zwee Männer sinn an et gëtt nach eng ganz Rëtsch aner Familljebiller, déi vläicht net jiddwerengem hei an de Krom passen. Mee Léift ass Léift an et kann een dat net einfach esou ignoréieren.

A genau duerfir geet et hei net drëm, méi Rechter, nei Rechter ze schafen. Et geet drëm, en Akt ze setzen, Rechter ze reaffirméieren, d'Recht op Léift ze reaffirméieren, nämlech dat Recht, wat Verschiddener heibannen - leider, mee glécklecherweis just eng Minoritéit - Leit wëllen ewechhuelen. A genau duerfir, mengen ech, ass et wichteg.

A vläicht nach eng kleng Erklärung, firwat ech mech op deen ee Saz, eng Ausso, een Invite aus der Resolutioun vum Europaparlament limitéiert hunn: Ma ganz einfach, well deen zweete war: „[…] denounces all forms of violence or discrimination against persons on the basis of their sex or sexual orientation." Dat musse mir hei zu Lëtzebuerg glécklecherweis net stëmmen, well dat steet schonn am Code pénal. A wie sech net dorunner hält, deen huet dann e Rendez-vous um Geriicht.

Ech fannen dat hei e wichtegen Akt. Ech soen Iech alleguerte Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fait personnel, Här President, well d'Madamm Oberweis mech eng Kéier do appelléiert hat op eng Bemierkung, déi ech gemaach hunn. Ech wollt soen, datt mir eis fir d'Famill engagéieren, well et hei am Land nach ganz vill Problemer gëtt an deem Beräich, deene mer eis kënnen unhuelen. Zum Beispill am Scheedungsfall, wa Pappen oder deenen hir Elteren, heiansdo d'Mammen, hir Kanner net méi ze gesi kréien, e reelle Problem, deen hei en immenst Gewiicht huet.

An ech froe mech heiansdo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat se an Ungarn géifen denken, wa se wéissten, wéi mir hei Mamm a Papp nennen, als „parent qui a accouché de l'enfant" an „autre parent de naissance", als Parent 1 a Parent 2. Ech mengen, et wäre vill Problemer, déi bei eis hei am Land sinn, déi mer och emol sollten thematiséieren. An ech gesi mat grousser Suerg, well den Här Margue virdrun och en Deel vun där neier Constitutioun hei deposéiert huet, datt de Staat an där Constitutioun och wëllt mat derzou bäidroen, datt d'Eltere manner Erzéiungsrechter iwwer hir Kanner hunn an de Staat sech wëllt substituéieren.

Ech mengen, mir hunn hei am Land ganz, ganz vill ze maachen, fir eis Familljen ze verdeedegen. An dat do ass wierklech eis mannste Suerg. Mir hu reell Problemer an dësem Land a mir wëllen déi als ADR upaken, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen an hinnen ze hëllefen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- D'Dinosaurier sinn och ausgestuerwen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Elo komme mer zum Vott vun dëser Resolutioun. De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun mat 56 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la résolution est adoptée par 55 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gilles Baum), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.55 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes**
   - Exposé : Mme Nancy Arendt épouse Kemp (dépôt des motions 1, 2 et 3)
3. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt épouse Kemp**
   - Exposé : Mme Nancy Arendt épouse Kemp
4. **Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes (suite)**
   - Exposé (suite) : Mme Nancy Arendt épouse Kemp (dépôt de la motion 4)
   - Débat : Mme Carole Hartmann - M. Dan Biancalana - Mme Chantal Gary - M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Octavie Modert et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 5) - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson
   - Motion 1 : Mme Josée Lorsché - Mme Nancy Arendt épouse Kemp
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
   - Motions 2 et 3 : M. Gilles Baum - Mme Nancy Arendt épouse Kemp
   - Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
   - Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)
   - Motion 4 : Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - Mme Nancy Arendt épouse Kemp
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Motion 5 : M. Dan Biancalana - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission (adopté)
5. **Question élargie n° 103 de M. Laurent Mosar relative à la publication des données fiscales par les grandes multinationales**
   - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot
6. **7812 - Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **7677 - Projet de loi portant organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg et mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. **7734 - Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification**

   1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

   2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;

   3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. André Bauler - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement - M. Gilles Roth - M. Yves Cruchten - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
9. **7831 - Projet de de loi modifiant la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Yves Cruchten) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Nee, Här President.

2. Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vun der Madamm Nancy Arendt épouse Kemp iwwert de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner an Erwuessenen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Chantal Gary, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, déi honorabel Madamm Nancy Arendt. Madamm Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'Wuert. An der Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun gëtt ënner anerem unerkannt, datt eis Kanner en Usproch op Schutz a Virsuerg hunn, déi fir hiert Wuelbefannen noutwendeg sinn. Am Ofkomme vun de Vereenten Natiounen iwwert d'Rechter vun de Kanner vun 1989 ass d'Recht vum Kand op Schutz virun alle Forme vu Gewalt verankert. An dach gëtt all Dag dës Charta mat Féiss getrëppelt an de Schutz vun eise Kanner ass esou a Gefor wéi nach ni virdrun.

Den Europarot schätzt, datt all fënneft Kand Affer vun enger Form vu sexueller Gewalt gëtt. Eent vu fënnef! An et schreckt keen op an et gëtt keen hellhöreg. Et protestéiert keen dobausse mat grousse Plakater op eise Stroossen. Et géif ee bal mengen, et wär keen Teppech grouss genuch, fir et drënner

verschwannen ze loossen … oder emol zumindest driwwer ze schwätzen (veuillez lire: … an net driwwer ze schwätzen).

An dat kann net sinn, well et ass e Verbriechen, wat liewenslänglech ass, wat een ni verdaut, wat een ni vergësst, wat ee vläicht probéiert ewechzespären an enger Këscht, déi een ni méi wëllt opmaachen a wou een am léifsten de Schlëssel wéilt ewechgeheien. Eppes ass kloer: Et gëtt een ni méi déi nämmlecht Persoun wéi virdrun.

Wéi sot eng Kéier en Affer, dat jorelaang vu sengem Papp mëssbraucht gouf: „Et bleift an engem, soulaang ee lieft, souguer wann den Täter scho laang net méi do ass. Well dat, wat gemaach ginn ass, dat bleift éiweg."

Sexuelle Mëssbrauch ka jiddereen treffen. Et passéiert net just do … oder net just a sozial schwaache Milieuen, et passéiert iwwerall. All Dag, an dësem Moment, op all Plaz, egal ob Bëbee, Kand, Jugendlechen, Mann oder Fra. Well all 5. Fra an all 13. Mann, esou soen d'Statistiken, si betraff. An et geschitt do, wou een et am mannste mengt. D'Täter sinn an denger Famill, wunnen an denger Noperschaft, schaffen op denger Aarbechtsplaz, maache mat der Sport, spille mat dir an enger Theatergrupp, si mat der an de Guiden oder Scouten, sange mat dir am Chouer oder gi mat der an d'Schoul oder wunne vläicht am nämmlechten Internat.

Potenziell Täter gëtt et also iwwerall, mee virun allem do, wou Kanner a Jugendlecher sinn. D'Täter si ganz oft vertraut mat Doheem, gären a Muechtpositiounen an d'Affer sinn dacks an hirem alldeegleche Liewe vun hinnen ofhängeg.

90 % gi vu Persoune mëssbraucht, déi se ganz gutt kennen, seet d'Dokter Deborah Egan-Klein, Psychologin bei der Vereenegung „La main tendue", a 25 % aleng an der engster Famill. An et ass grad dat, wat et esou schwéier mécht fir d'Affer ze beichten an et esou liicht mécht fir den Täter.

D'Warnung „Schwätzt net mat dem groussen Onbekannten" ass eigentlech net wierklech déi, déi ëmmer zoutreffend ass, seet de Jugendpsycholog a Chef vun der Ulmer Kannerpsychiatrie Jörg Fegert, well dee Geféierlechen ass ganz oft deen, dee ganz no a vertraut ass an deen d'Confiance vum Kand oder dem Jugendleche genéisst. An dofir ass d'Konsequenz esou fatal mat enorm laang wierkende soziale Schied, well een deem vertraut, deen d'Verbriechen un engem mécht.

Am Duerchschnëtt ginn hei zu Lëtzebuerg 10 % vun de Kanner sexuell mëssbraucht. Kuckt een dës Zuel just op d'Meedercher, dann ass dat eent vu fënnef Meedercher. Konkreet heescht dat, datt an all Schoulklass allkéiers zwee bis dräi Meedercher sëtzen, déi an iergendenger Form sexuell belästegt gi sinn.

D'Hallschent vun de Kanner, déi vum Planning Familial 2019 betreit gi sinn, si virun hirem zéngte Liewensjoer mëssbraucht ginn. „Dës Zuele klammen an dobäi kënnt nach, datt a kengem anere Beräich déi Donkelziffer esou gigantesch ass, wéi wann et ëm sexuelle Mëssbrauch vu Kanner a Jugendleche geet", seet de Johannes-Wilhelm Rörig, onofhängege Beobtraagte fir d'Froen iwwer sexuelle Mëssbrauch aus Däitschland.

De Spektrum vun dësem Mëssbrauch geet vu subtille grenziwwerschreidende Geste bis zur gewaltsam erzwongener Vergewaltegung. Eng allgemeng unerkannten Definitioun vum sexuelle Mëssbrauch gëtt et net, mee nieft dem Begréff vum sexuelle Mëssbrauch existéieren nach aner Terminologië wéi sexuell Gewalt, sexuell Mësshandlung, sexuell Ausbeutung oder sexualiséiert Gewalt. An alles beschreift deen nämmlechten Tatbestand.

D'Täter sinn an aacht vun zéng Fäll männlech. En eenheetlechen Täterprofill gëtt et net, awer d'Zil ass kloer: Et geet drëms, sexuell Gewalt auszeüben, fir déi eege sexuell Befriddegung ze kréien. An d'Muecht an d'Onofhängegkeet gi riguréis ausgenotzt, fir dat ze erreechen.

Ech erënnere mech nach gutt un de fréieren Deputéierte Mill Majerus, dee sech mat den Affer vu sexuellem Mëssbrauch ausernanergesat huet an deen drop gehalen huet, d'Affer zu Wuert kommen ze loossen an datt hir erliefte Geschichten net just hanner plakegen Zuelen einfach esou verschwannen. De Mill, deen ëmmer drop opmierksam gemaach huet, wéi al gestane Männer vun 90 Joer bei hie kräische komm sinn, well se selwer ni driwwer ewechkomm sinn, wat mat hinnen als Kand gemaach gouf.

An engem rezenten däitsche Fernseereportage iwwer sexuell Gewalt waren 23 Affer - elo erwuesse Fraen - bereet, iwwer hire Mëssbrauch wärend hirer Kandheet ëffentlech ze schwätzen an domadder hiert Schweigen ze briechen. Si wollte kee Matleed, éischter solidaresch sinn, aneren Affer Courage maachen. Dat ass de Grond, dee si beweegt huet, stellvertriedend fir vill Fraen, déi och Affer waren an hirer Jugend.

„Wenn jede Person jemand anderen oder mehrere ermutigt", déi dat nämmlecht erlieft hunn, „auszusagen, dann können alle irgendwann nicht mehr weghören." Et ass genau dat, wat mech beweegt huet, dës Interpellatioun ze froen.

Här President, et war en Erliefnis, wat mech als jonk Deputéiert markéiert huet an dofir fannen ech et och wichteg, heibannen ze reagéieren. Deemools an enger Justizkommissioun war et schonn iwwert d'Verjärungsfrist bei sexuellem Mëssbrauch gaangen a wou den deemolege Procureur d'État gemengt huet op d'Fro, ob et net opportun wär, dës Delaien an d'Luucht ze schrauwen, fir den Affer méi laang d'Méiglechkeet mat hirem Erauskommen ze ginn … Vill Affer woe sech nämlech eréischt an enger méi räifer Phas vun hirem Liewen, sech ze outen, mee dann ass et eebe scho ganz oft ze spéit, fir een unzekloen, well de Fait verjäert ass. Zu Lëtzebuerg kann en Affer dat maache bis zu maximal dem 28. Liewensjoer. Aner Länner ginn do vill méi wäit bis zu guer kengen Delaie méi, wéi England, d'Schwäiz an de Staat Kalifornien.

De Procureur huet mir deemools geäntwert, wou en och doudsécher net Onrecht hat, datt wann een d'Zäit eropsetzt, fir esou eng Uklo ze erlaben, et nach vill méi schwiereg gëtt ze beweisen, wat deemools geschitt war. An ech wëll dat och guer net ofstreiden, mee - du koum et - drugehangen huet, datt wann hien e Meedchen hätt, wat vergewaltegt gi wär, hien him géif roden, näischt ze soen. An elo seng Begrënnung: Well d'Meedche mat eisem System zweemol bestrooft géif ginn. Déi éischte Kéier, datt et geschitt ass an déi zweete Kéier, well et net bewise kritt, datt et a wat geschitt ass. An dobäi kënnt dann och nach déi penibel Prozedur, dat Ganzt nach eng Kéier bis an dee klengsten Detail mussen duerchzeliewen.

Här President, ech erënnere mech nach genau un déi Muechtlosegkeet, déi ech deemools als jonk Fra an Deputéiert no där doter Ausso hat. A säit deem kämpfen ech um Dossier vum sexuelle Mëssbrauch a wat ee kéint maachen, fir esou Situatiounen ze verhënneren, well néierens ass de Schued esou grouss wéi bei de Kanner, d'Vertuschung esou einfach an den Täter esou geschützt.

Iwwer 23 Question-parlementaires hunn ech an deene leschte Joren an dësem Kontext gestallt, vum Verkaf vu Kannersexpoppen iwwer feelend fiabel Statistiken, Verjärungsfrist a Bestrofung bei sexuellen Delikter, Therapië fir Affer an och Täter, Preventioun bis zur Analys vu kannerpornografeschem Material, well de System op ville verschiddenen Niveaue muss bekämpft ginn, fir en Hauch vu Chance ze hunn, eppes kënnen ze bewierken.

Et koum däitlech eraus bei villen Äntwerten aus deene verschiddene Ministèren, datt et quasi net méiglech ass, fir zouverlässeg Chifferen an dësem Beräich hei zu Lëtzebuerg ze liwweren. D'Ministèren, d'Police an Associatioune wéi ORK, ALUPSE (ndlr: Association luxembourgeoise de pédiatrie sociale) oder Planning Familial publizéieren all Joer an hirem Rapport ënnerschiddlech Zuelen. Dobäi publizéieren déi eng just déi offiziell Plainten, déi erakomm sinn, anerer integréieren Temoignagen. Nach eng aner Klack laude Psychologen, Kannerdokteren a Fachleit vum Terrain.

Wa mer wëssen, datt aleng déi offiziell Unzuel vu Plaintë bei der Police vun 2018 op 2019 ëm 36 % an d'Luucht gaangen ass an datt quasi manner wéi 10 bis 13 % - do variéieren d'Chifferen - de Schratt iwwerhaapt woen, eng Plainte ze maachen, dann ass kloer, wéi héich d'Donkelziffer bei sexuellen Iwwergréffer muss sinn.

Wéi wëlle mer dann esou, ouni fiabel Informatiounen, geziilt Mesuren en place setzen, fir d'Kanner ze schütze respektiv hinnen ze hëllefen? Et feelt der CSV ganz kloer un zouverlässege Chifferen, Analysen, Auswäertungen a Formatioune fir Leit, déi Kanner betreien.

Ech deposéieren an dësem Kontext hei eng éischt Motioun, fir datt mer en nationale Beoptraagten asetzen, eng national Ulafstell also fir jiddwereen, dee vu sexuellem Mëssbrauch betraff ass a wou eng ëmfaassend Datei opgestallt gëtt, Statistiken, Zuelen an Evaluatiounen zentraliséiert ginn, transversal iwwert déi verschidde Ministèren, fir d'Problematik ze erfaassen an dee sech mam Ausmooss vun dësem Phenomeen auserneesetzt, fir kënnen adequat ze reagéieren, an dee Formatiounen ubidde ka vum Staat, fir all déi Beräicher, wou Kanner sech nach ophalen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- notant que les ministères, la police et des associations agréées en matière de prise en charge de victimes d'abus sexuels publient régulièrement des chiffres sur les abus sexuels commis au Luxembourg ;

- constatant qu'il existe souvent un grand écart entre les chiffres ministériels, l'estimation des associations et les professionnels du terrain (psychologues, pédiatres) ;

- constatant qu'il est difficile de quantifier et d'évaluer le nombre de violences sexuelles subies car peu d'agressions aboutissent à des plaintes ;

- consciente que les chiffres officiels des plaintes déposées ne peuvent témoigner de la réalité des violences sexuelles subies ;

- notant que même sans porter plainte (pour des raisons diverses), certaines victimes se tournent vers des associations où elles rendent compte de ce qui s'est passé ;

- constatant le nombre croissant des cas d'abus sexuels au Luxembourg au cours de ces cinq dernières années, il est dès lors nécessaire de donner priorité à la question spécifique des violences sexuelles au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à centraliser et évaluer les différents chiffres et statistiques, et initier des enquêtes scientifiques sur les violences sexuelles tant sur mineurs qu'aux adultes au Luxembourg ;

- à mettre en place un Office national d'aide et de soutien pour abus sexuel (national Ulafstell), soumis sous la responsabilité d'un Représentant indépendant aux questions d'abus sexuels (onofhängege Beoptraagte fir sexuelle Mëssbrauch) ayant comme objectifs :

• contribuer à l'introduction et au développement de programmes structurés de prévention (Schutzkonzept) des violences sexuelles pour les institutions travaillant pour ou avec des mineurs (écoles, associations sportives, foyers, crèches, garderies, pédiatrie ambulatoire, hôpitaux) en apportant son expertise et son soutien technique ;

• organiser et assurer les formations continues dédiées au personnel des institutions travaillant pour ou avec des mineurs notamment pour détecter les signaux d'abus et interagir avec un enfant abusé ;

• soutenir la révélation et le traitement indépendants et systématiques des cas d'abus sexuels sur les enfants ;

• aider à trouver des places thérapeutiques afin de garantir aux personnes en besoin un accès rapide aux soins thérapeutiques.

(s.) Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Viviane Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Arendt.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Bei sexuellem Mëssbrauch sinn effektiv d'Doten, déi iwwerhaapt bei der Polizei gemellt ginn, éischter rar oder d'Ausnam. Studie beweisen, datt nëmme 5 bis 8 % - ech hat virdru gesot bis 13 % - vun alle Betraffenen den Täter ukloen, déi berüümte Spëtzt vum Äisbierg vun den tatsächlech begaangene Strofdoten, déi viru Geriicht kommen, soudatt déi offiziell Zuelen nëmmen e ganz klenge winzegen Deel si vun deem, wat tatsächlech de Fall ass.

Firwat ass dat esou? Iwwer sexuelle Mëssbrauch gëtt einfach net geschwat. Et gëtt geheim gehalen. An dat Schlëmmst, fir d'Affer op alle Fall, et gëtt bal ëmmer mat engem Fonke vun Zweifel a Fro gestallt. Dobäi kënnt déi riseg Angscht, den Täter ze denunzéieren, well e sech, wéi scho gesot, ganz gären am noen Ëmfeld befënnt. An et ass genau dës vertraulech Relatioun, déi dem Täter dee gréisste Schutz bitt.

Dobäi kënnt, datt meeschtendeels d'Affer sech selwer schëlleg spieren. Bal all Affer sicht de Feeler bei sech selwer. Wat hätt een aneschters kënne maachen? Wat huet ee falsch gemaach? „Hunn ech ëm vläicht en Zeeche ginn, datt et mir awer gefält? Sinn ech ze kuerz oder ze sexy ugedoen? Oder war mäin Nee net däitlech genuch?" Dat sinn d'Aussoen, op déi een ëmmer erëm trëfft. An den Nee zielt iwwregens genausou an enger Partnerschaft.

De Bopa, deen ausseet, datt hie jo näischt dofir kann, datt d'Enkelin esou wonnerschéin ass an domadder dem Kand signaliséiert, datt et selwer Schold ass, datt hie sech net zréckhale konnt.

Erschwéierend derbäi kënnt, datt een dat Erlieftent an all Detail erziele muss iwwer een, deen een esou gutt kennt an vun deem een eventuell ofhängeg war oder souguer nach ass. Dat sinn der net vill bereet, op sech ze huelen. Dobäi wär et esou wichteg, datt d'Affer anerer motivéieren, op dëse schwéiere Wee ze goen an esou laang ze kämpfen, wéi et nëmme geet, well soss kann dat risegt Donkelfeld ni opgedeckt ginn.

Vill Affer kënne sech och guer net méi drun erënnere bis an de leschten Detail, wou et war, wat een unhat, wat fir eng ënnescht Box. An et riskéiert een, vum Affekot vum Täter wärend dem Prozess d'Wierder am Mond erëmgedréit ze kréien an esou duergestallt ze ginn, datt den Nee dach vläicht awer en heemlech gewënschte Jo gewiescht wär.

Niewent Scholdgefiller empfannen och vill Affer Schimmt iwwert dat, wat se hu missen erdroen, datt se sech dat iwwerhaapt gefale gelooss hunn an datt se net d'Kraaft oder d'Iddi haten an deem Moment, wou se sech hätte kéinte wieren. Erschwéirend dobäi kënnt, datt vill Affer effektiv den Täter och nach - tëschent Gänseféisercher - „gären" hunn, eng emotional Bindung zu em hunn, well et eng Bezuchspersoun war, awer natierlech net op eng sexuell Aart a Weis - e weidert Hindernis, fir den Täter ze denunzéieren.

Déi 68-järeg Fra, déi erzielt, wéi se vun hirem Stéifpapp, säitdeem se sechs Joer hat, mëssbraucht ginn ass, wéi se ëmmer méi wëllelos ginn ass a wéi se op eemol opginn huet, him ze soen, datt si dat net schéi fënnt an datt et hir géif wéidoen. A wéi de Stéifpapp hir geäntwert huet: „Féier elo keng op, well fir dech gëtt et och nach eng Kéier méi schéin!" Mee et ass ni schéi ginn an et war ganz fuerchtbar, a fir de Papp net ze verroden, wollt se just nach fort. Mat 18 huet se sech bestuet, duerno vill problematesch Bezéiungen a schlussendlech ass se un e Mann geroden, dee se op de Stroossestréch geschéckt huet. Fir d'Madamm war sexualiséiert Gewalt zum Normalfall ginn. Mat 68 Joer huet se endlech de Schrëtt gewot, hir Wourecht un den Dag ze leeën.

Här President, ee vun de gréissten Obstakelen, fir d'Wourecht gewuer ze ginn, ass, datt ganz vill Täter ganz no am Ëmfeld sinn oder souguer an der eegener Famill. A grad dowéinst si ganz Familljen dergéint, de Schëllegen unzekloen. Et gëtt proposéiert, dat, wat geschitt ass, am Privaten ze reegelen an esou gëtt net vill driwwer geschwat an et gëtt geheim gehalen.

E weidert Affer, dat, säitdeem et denke kann, vum eegene Papp mëssbraucht ginn ass, vun 3 bis 14 Joer, huet selwer de Courage opbruecht, bei d'Polizei ze goen, wéi de Papp mat enger Liewerzirrhos an d'Spidol ageliwwert gouf. D'Liv huet sech selwer befreit, fir en neit Liewen unzefänken. Et war e Geheimnis tëschent him an dem Papp, datt esou e Behuelen normal wär, wann ee sech gären hätt. A wann dat sech esou schlëmm ufillt, da muss de Problem éischter bei engem selwer leien. An hatt huet dat Duebelliewe matgemaach, bis et net méi konnt. Kee vun der Famill, nach d'Schoulpersonal, nach soss een huet eppes bemierkt oder wollt eppes bemierken. Et ass net ze verstoen, datt kee vun dobaussen opmierksam ginn ass an drop reagéiert huet. Anerer hu sech et geduecht, awer léiwer näischt gesot, wat beim Liv doheem lass war.

Dofir muss een ab engem gewëssenen Alter, wou d'Kanner sech kënne schonn deelweis äusseren, d'Kanner sensibiliséieren an opklären, wéi e Verhale vun Erwuessenen ok ass a wéi eent net. Dat ass natierlech immens schwéier, mee do fänkt d'Preventioun un.

Ech deposéieren dofir eng weider Motioun, datt eng Sensibilisatiounscampagne soll op d'Bee gestallt gi fir eis Kanner a Jugendlecher, wou d'Eltere mat abezu ginn a méi spezifesch déi Professionell viséiert sinn, déi mat oder fir Kanner schaffen. Si mussen e bessert, geschoultent An entwéckelen, fir Abuse besser kënnen ze detektéieren, fir datt esou méi fréi ka reagéiert ginn.

Ech géif et och wichteg fannen, wa mer als éischt Land op der Welt en Zeeche kéinte virschloen, wou e Kand, dat Affer ass vu sexuellem Mëssbrauch, ouni e Wuert ze soen, direkt ka kloer maachen, welcher Gefor et ausgesat ass an esou Mënsche warnen an drop opmierksam maachen, ouni laang Erklärungen. Et ginn esou Biller vu Kanner mat enger oppener Hand, wou een d'Aen hannendru gesäit, dat wär zum Beispill eppes, wat ee sech kéint virstellen, a wann dann den Täter sech ëmdréint, wou d'Kand schnell kéint d'Zeeche maachen a jiddweree direkt géif verstoen, wat lass wär. Ech deposéieren nach déi zweet Motioun, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- sachant que les acteurs d'abus sexuels sont souvent des personnes faisant partie du quotidien de la victime ;

- consciente qu'il est très difficile pour un enfant victime d'abus sexuel de s'exprimer et de demander de l'aide, surtout s'il a un lien affectif avec la personne qui l'a agressé ;

- consciente qu'il est important dès leur jeune âge que les enfants soient informés des différentes formes d'abus sexuels et de leurs conséquences sur les victimes, les pièges des abuseurs et les différentes stratégies pour éviter ces pièges et s'autoprotéger des agresseurs ;

- sachant que l'information des mineurs, de leurs familles, des professionnels et du grand public est centrale dans la prévention des abus et des violences commis à l'encontre des enfants et adolescents ;

- consciente que la sensibilisation et la conscientisation sont une condition préalable essentielle pour reconnaître les abus sexuels sur les enfants et prendre des mesures pour les prévenir et y répondre ;

- rappelant que des sensibilisations permettent de renforcer les capacités des enfants sur les violences sexuelles, à savoir s'autoprotéger, ainsi que détecter et signaler des violences sexuelles,

invite le Gouvernement

- à organiser des campagnes de sensibilisation et de prévention à destination du grand public, dont :

1) une campagne pour sensibiliser les élèves et parents ;

2) une campagne de sensibilisation des professionnels travaillant avec et pour les enfants et adolescents ;

- à mettre en place et promouvoir la mise en place d'un signe spécial fait avec les mains qui va permettre aux enfants victimes d'abus sexuels de donner l'alerte en toute discrétion sans devoir se prononcer.

(s.) Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Viviane Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Här President, léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, vu kengem Mëssbrauch gëtt esou vill an de Medie bericht wéi dee vun der kathoulescher Kierch. An ech si mat Sécherheet elo net de Spriecher oder d'Spriecherin vun der kathoulescher Kierch an dat, wat do geschitt ass, ass onverzeilech an eng eenzeg Katastroph. Mee d'Kierch huet sech dem Drock vun der Ëffentlechkeet gestallt, och hei zu Lëtzebuerg! Et ass eng offiziell Kontaktstell fir Mëssbrauchsaffer an d'Liewe geruff ginn, Zuelen an Aussoe vun Affer si festgehale ginn. Et ass e Rapport verëffentlecht ginn an en ass der Press presentéiert ginn. Si hu sech also autosaiséiert, selwer hir Verantwortung iwwerholl.

Säit 2011 mussen ugeeënd Paschtéier Preventiounscoursë maachen, Récktrëtt si vollzu ginn, finanziell Entschiedegunge si virgeschloe ginn an et ass sech virun allem bei den Affer entschëllegt ginn. Och wann et keng onofhängeg Kommissioun war, ass awer zumindest eppes geschitt. A wou bleift dat bei all deenen anere Beräicher?

Gëtt et an iergendengem aneren Domän - Kultur, Schoul, Sport - och eng intern Ulafstell, Preventiounsmoossnamen oder eng Entschëllegung? Jo, et war eng Beicht ouni Zeien, esou wéi d'Madamm Kurschat dat an hirem Artikel aus dem „Lëtzebuerger Land" 2019 erwäänt huet. Mee d'Temoignagë vun den Affer si wéinstens wouergeholl ginn an et si Konsequenze gezu ginn. Hei ass fir mech ganz kloer eng intern inoffiziell Sammelklo zougelooss ginn.

Här President, d'Bettina Rulofs, déi den Eethikpräis, esou wéi den Dirk Nowitzki, vum kathoulesche Sportverband kritt huet fir d'Unerkennung am Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch am däitsche Sport, huet eng Etüd geleet „Safe Sport". A virun dräi Joer sinn déi éischt Date geliwwert ginn. D'Etüd vun der Sportsoziologin vun der däitscher Sporthéichschoul zu Köln ass zur Erkenntnis komm, datt duebel esou vill Kanner am Sport mëssbraucht gi wéi an der kathoulescher an an der evangelescher Kierch zesummen.

An der ëffentlecher Warneemung wär dat natierlech net esou, well sech vill méi iwwer Mëssbrauchsfäll an der Kierch dobaussen opgereegt géif gi wéi zum Beispill am Sport. Mee do wär et vill méi schlëmm, seet de Jugendpsycholog Jörg Fegert, deen och un der Etüd matgeschafft huet. Hei wär et onbedéngt emol néideg, fir sech deem Phenomeen bewosst ze ginn, seet den Expert zum Theema Mëssbrauch vu Kanner am Sport.

England: Hei ass ee vun de gréissten, bekannteste Mëssbrauchskandaler an Europa op d'Tapéit komm, an dat net emol do, wou de Mëssbrauch am Sport méi heefeg ass, nämlech an den individuelle Sportaarten, wou d'Meedercher an d'Jonge scho ganz fréi gedréckt ginn, wéi zum Beispill am Äiskonschtlaf, Turnen oder Schwammen. Nee, am Fussball! Iwwer 300 mutmaasslech Täter an iwwer 800 Jonge ware betraff. De Paul Stewart, fréieren engleschen Nationalspiller, ass ee vun hinnen. Am Trikot vu Liverpool, Manchester City an Tottenham huet en och géint en iwwermächtege Géigner gekämpft, säin Trainer. Hien huet näischt gesot, fir net als Problemfussballer ze gëllen a säin Dram vum Proffifussballer ze riskéieren. Säitdeem en eelef Joer huet, ass e mëssbraucht ginn. Hien ass ëmmer zu extra Unitéite matgeholl ginn op roueg Plazen, ewech vum Terrain, reegelméisseg am Auto vergewaltegt ginn.

Den Trainer wollt d'Kontroll iwwert de Jong an dee war ëm ausgeliwwert, esou wéi dat ganz oft an der Sportler-Trainer-Relatioun ass. D'Schweige fir dee groussen Dram huet Follge fir dat ganzt Liewen duerno. Hie war zum Alkoholiker ginn a wollt sech all Dag d'Liewen huelen. Op d'Fro, firwat en ni eppes gesot huet, äntwert de Paul Stewart: „Dat wäert ni ee verstoe kënnen, deem et net selwer passéiert ass. A mat der Zäit gewinnt ee sech och un d'Schweigen. De Fussball huet mir d'Liewe geholl, mee en huet mech och gerett. Well wann ech um Terrain stoung, da konnt kee mir eppes undoen, konnt kee mech upaken, ouni eng giel oder eng rout Kaart ze kréien." De Fussballsterrain war säi sécheren Hafen an e wousst, soulaang en do stoung, konnt keen him eppes undoen!

De Mann, deen him dat alles ugedoen huet, ass schonn dout, koum ni viru Geriicht. Et leeft zënter zwee Joer eng Ënnersichung vum Skandal ouni bis elo iergend e Resultat. De Paul Stewart ass haut mat Leif a Séil am englesche Fussball engagéiert, fir preventiv mat Kanner ze schaffen a se mat dëser Thematik ze befaassen an déi jonk Spiller opzeklären, datt dat, wat him geschitt ass, inakzeptabel ass an direkt muss denoncéiert ginn.

De Mike Hartill, Sportssoziolog vun der Edge Hill University, ass ee vun de renomméiertste Wëssenschaftler fir sexuelle Mëssbrauch vu Jongen am Sport. Hien huet erkläert, datt bei Jongen de Sport ganz einfach och bedeit, maskulin, dominant, staark ze sinn. Angscht a Problemer ze verschweigen ass Alldag am sportleche Milieu. An dofir ass et grad fir jonk Nowuesstalenter esou schwéier zouzeginn, wat mat hinne geschitt ass an enger Welt, déi vu Männlechkeet nëmmen esou strotzt a gepräägt ass.

An der Sportswelt ass et oft e Kampf, wien dem Trainer am beschte gefält, wien dat Devouéiertst ass, wien dat ass, wat alles mécht, fir no vir ze kommen. An d'Athlete ginn all Dag stonnelaang gedrillt, fir ze paréieren a fir Succès ze hunn. D'Trainer hunn d'Muechtpositioun, decidéieren, wie mat dierf an d'Kompetitioun, wien dat Glécklecht ass, dat Stäerkst, fir mat an d'Trainingslager oder an d'Ausland.

Den Héichleeschtungssport si leider net nëmmen déi Biller, wou ee mat héichgestreckten Äerm duerch d'Zil leeft. Dat ass e laangen, devouéierte Wee, vun der Wéi un, vu Verzicht, physeschen a mentalen Efforten, Dedicatioun, Determinatioun, Kontroll, Ausféieren, Respekt, Disziplinn a Leiden, fir déi Sekonn oder deen Zentimeter, wou ee gäre besser gëtt, fir dann eventuell e kuerze Moment vun Erfolleg. Hei fënnt sexuelle Mëssbrauch den idealen Närbuedem an déi beschte Viraussetzungen.

Här President, Dir kennt mech jo, ech sinn nach ëmmer enk mat der Sportswelt liéiert an déi alldeeglech Beweegung, virun allem bei de Kanner, läit mir um Häerz, esou wéi ech dat och schonn zegmol hei am Parlament gesot hunn, mee mir sollten d'Aen ophalen an net ewechkucken. Ech wëll d'Sportswelt op kee Fall stigmatiséieren, esou wéi mer dat vum Sportsminister virgehäit gouf op eng Question parlementaire hin, wou mer iwwregens och hei am Land keng fiabel Statistiken hunn.

Mee mir sinn och zu Lëtzebuerg hei keng Insel an et muss och hei driwwer geschwat ginn, zumindest esou vill, wéi an der Kierch driwwer geschwat ginn ass. Well international Etüde beleeë ganz kloer an däitlech, datt et an der Sportswelt e grousse Problem mat sexuellen Iwwergréffer gëtt. Hei geet et nun eemol ëm de Revers vun der Medail an et gëtt leider net genuch thematiséiert. Dofir entschëllegt mech, wann ech haut ausnamsweis op déi méi donkel Säit agaange sinn. D'Eltere sollen elo net fäerten, hir Kanner an de Sport ze ginn. De Sport aleng soll een net lassgeléist vun all deenen aneren Associatioune gesinn, déi och mat Kanner a Jugendleche schaffen.

Den Här Johannes-Wilhelm Rörig ...

(Interruption)

Dir hutt jo d'Zuelen awer héieren, duebel esou vill wéi an der kathoulescher Kierch. Här Engel, Dir hutt d'Zuele jo héiere vun den Etüden.

Den Här Johannes-Wilhelm Rörig, Beoptraagte fir sexuelle Mëssbrauch vun der däitscher Regierung, seet ganz kloer, datt et net vill hëlleft, Kannerschutzmoossnamen ze erwänen, Cours-de-conduitten anzeféieren oder Chartaen ze ënnerschreiwen, mee datt e komplett Preventiounskonzept muss opgesat gi mat professioneller Ënnerstëtzung fir e bessere Schutz fir Kanner, fir dëse Phenomeen ze ënnerbannen.

Et gëtt vill Beräicher, wou Jonker sech gären ophalen a wou et u klore Strukturen, Personal an och finanzielle Mëttele feelt, fir e gerechte Kannerschutz ze bidden, an déi Benevoll sinn oft iwwerfuerdert.

Ech deposéieren an deem Sënn eng weider Motioun, datt all Institutioun, déi mat oder fir Kanner schafft, mat der Ënnerstëtzung vum Staat an den nationale Beoptraagten e Preventiounskonzept opsetze soll a fir d'Méiglechkeet, eng Formatioun kënnen an all Beräich dann unzebidden.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- consciente que parler de violence sexuelle est un défi majeur auquel nous devons tous faire face - la fausse honte et l'embarras doivent être surmontés ;

- sachant qu'à l'heure actuelle, les institutions travaillant avec et pour les enfants et adolescents ne sont pas suffisamment équipées pour gérer les signalements de harcèlement et d'abus sexuels ;

- rappelant que la vérification du casier judiciaire des futurs employés est une méthode clé dans la prévention du harcèlement et des abus ;

- sachant par contre que le bulletin n° 5 qui renseigne sur toutes condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur, n'est guère consulté lors d'un recrutement ;

- notant cependant, qu'il est important de ne pas oublier que ces vérifications, bien qu'elles soient bénéfiques, ne doivent pas constituer la seule méthode d'évaluation des risques au sein d'une organisation ;

- notant que les parents souhaitent des concepts de protection et des mesures préventives pour leurs enfants ;

- sachant que seule une culture de l'attention peut encourager nos enfants affectés à parler des souffrances infligées, à dissuader les auteurs potentiels et à créer un climat dans lequel les enfants et les jeunes sont efficacement protégés contre la violence sexuelle,

invite le Gouvernement

- à inciter les institutions travaillant avec et pour les enfants et adolescents, de se doter d'un propre programme de prévention (Schutzkonzept) des violences sexuelles et de leur apporter dans ce contexte l'expertise, le soutien et le monitoring du représentant indépendant aux questions d'abus sexuels ;

- à sensibiliser les institutions travaillant avec et pour les enfants et adolescents d'exiger lors d'un recrutement un extrait du bulletin n° 5 qui renseigne sur toutes condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur.

(s.) Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Viviane Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

3. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt épouse Kemp

Exposé

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), auteure.*- Här President, vill Affer, wann iwwerhaapt, bréngen eréischt jorelaang duerno de Courage op, iwwert dat, wat hinne geschitt ass, ze schwätzen, oft, wann et dann näischt méi déngt oder de Fall verjäert ass. Si waarden oft vill ze laang, meeschtens bis se méi an hirem Liewen eebe stinn, an enger stabiller familiärer Situatioun sinn oder vläicht selwer Kanner hunn, ier se woen, hiert Erlieftent an d'Ëffentlechkeet ze bréngen.

Dofir si mir der Meenung, datt d'Verjärungsfrist an d'Luucht muss gesat ginn. Déi aktuell Limitt hei am Land vun zéng Joer ab dem 18. Liewensjoer vum Affer, also bis maximal 28 Joer, geet eis net duer. Do falen der vill duerch de Kuerf, déi sech zu engem spéideren Zäitpunkt vun hirem Liewe wéilten outen.

Dofir deposéieren ech am Numm vun der CSV eng Proposition de loi, déi d'Verjärungsfrist op 30 Joer eropsetzt, soudatt d'Affer bis zum 48. Liewensjoer Zäit hunn, Täter unzekloen, also 20 méi wéi bis elo.

D'Méiglechkeet ze kréien, dat Erlieftent kënnen unzekloen, ass extreem wichteg. D'Schan, d'Schold, d'Matgefill an d'Hëllefslosegkeet, déi sech mam Alter an d'Flicht verwandelen, fir d'Wourecht un den Dag ze leeën, ass fir vill Affer wéi e Befreiungsschlag, wa se sech dann endlech trauen. An et ass och fir vill Affer en Ufank vun enger Therapie.

Ech hat virdru gesot, vill Länner maachen dat och ouni Delai, also liewenslänglech, dat wär eng Iddi, déi ech selbstverständlech géif mat ënnerstëtzen. D'Madamm Ministesch huet mer esou eng Undeitung gemaach, datt dat eventuell eng Pist wär. Déi géif ech natierlech direkt 100%eg mat ënnerstëtzen.

7850 - *Proposition de loi ayant pour objet de prolonger le délai de prescription de l'action publique pour certaines infractions commises sur mineur et portant modification du Code de procédure pénale*

4. Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes (suite)

Exposé (suite)

Här President, eng weider batter Tatsaach ass, datt d'Strofmooss vum Urteel oft net ze verstoen ass am Verglach zu der Dot. Ech weess net, wéi vill Beispiller vu sexuelle Stroftäter et gëtt, déi souguer no engem Geständnis weiderhin op fräiem Fouss sinn an dat mat engem Urteel op Sursis. E Beispill aus dem Turnsport aus Erfurt, wou den Trainer en ëmfaassend Geständnis ofgeluecht huet, deen 82 verschidde sexuell Doten u 15 verschiddenen Turnerinnen reegelméisseg duerchgefouert huet. En ass a Revisioun gaangen a bis elo ass nach ëmmer keen Urteel do. Den Trainer ass nees op fräiem Fouss. Den Haftbefeel ass ausgesat mat Oplagen. En däerf just kee Kontakt méi hunn am Veräin mat weibleche Jugendlechen, mee soss „free like a bird".

Ech ka mech nach ze vill gutt erënneren un dem Steffi Graf säi Fall mat sengem Papp wéinst Steierhannerzéiung, dee Sponsorgelder vu sengem Meedchen op eng net legal Aart a Weis laanscht de Fiskus wollt schleisen. D'Resultat: 6 Joer feste Prisong - feste Prisong! Et war jo mat Sécherheet kee Kavaléiersdelikt an et muss och absolutt bestrooft ginn, mee et deet mer leed, esou en Urteel steet a kenger Relatioun zu deem, wat bei sexuellem Mëssbrauch geschitt a wou den Täter oft mat zwee Joer Sursis dobausse fräi ronderëm lafe kann. Do gesäit een, wou oft d'Prioritéiten an eiser Gesellschaft leien.

Wéi sollen esou Urteeler am Fall vu Mëssbrauch den Täter dann ofschrecken oder net verleeden, nees zouzeschloen? An awer, och wann esou Urteeler frustrant sinn, zéie vill Affer déi perséinlech Konklusioun, datt se eppes bewierke konnten, datt een de Courage soll hunn, op dëse Wee ze goen a sexuelle Mëssbrauch net méi zum Tabu ze erklären, well et bréngt och heiansdo dee berüümte Steen un d'Rullen. Et geschitt nämlech ëmmer méi heefeg, datt, wann en Affer sech out, sech och aner Affer traue fir auszesoen, wéi et zum Beispill bei den Temoignagë vun der Kierch war. Wann een also schonn net beweise kann, wat engem deemools geschitt war, dann hëlleft et ze wëssen, datt dat engem net aleng passéiert ass an datt vill anerer mat betraff waren a kee sech getraut huet, säi Schweigen ze briechen.

D'Affäre Bill Cosby an Harvey Weinstein aus den USA sinn an deem Sënn wuel allen e Begréff. Déi Verurteelunge waren nëmme méiglech, well et an den USA eng Sammelklo gëtt. Well et éischtens fir d'Affer selwer immens schwiereg ass, sech ze äusseren, a well et oft net méiglech ass, eng Beweislag ze hannerleeën, ass et wichteg, wann am Fall vu méi Affer d'Méiglechkeet vun enger Sammelklo kéint bestoen.

Ech sinn elo net Jurist, awer ech si perséinlech der Meenung, datt ee misst emol eng Analys maachen an deem Sënn, fir och ze kucken, ob net hei an dësem Land esou eppes méiglech wär.

Här President, am Gesamtkontext passen och hei zu dëser Thematik sexualiséiert Reklamme mat jonke Meedercher, déi sech hallef plakeg presentéieren, fir datt den Artikel besser zitt, oder Fernseeopnamen am Sport, wou ee vun ënne gefilmt gëtt beim Start, vun hannen, wann een an eng Sandkaul spréngt, an e verrutschtene Maillot, lackeleg presentéiert viru Millioune vu Spectateuren, ass mat Sécherheet net hëllefräich. An et wär gutt, wann d'Medien op déi sexualiséiert Reklamm vun de Meedercher, Sportlerinnen a Frae verzichte géifen, fir Profitt ze maachen. Verschidde Federatioune kéinten an deem Sënn och reagéieren an hir Limitte vun de Mailloten dezent an d'Luucht schrauwen an net dat extreemst Knappt promouvéieren, wéi dat zum Beispill am Beachvolleyball bei de Fraen ass, just well „sex sells". Och d'Meedercher wëllen dat net!

Dat bréngt der Sportswelt net vill an dat ass och dat falscht Signal, fir dës sportlech Fraen an der haiteger Zäit einfach net méi ugepasst. An et sinn och d'Medien, déi hir Aart a Weis vu Reportage mussen änneren an d'Leeschtung an de Mëttelpunkt setzen an net d'Spléck vum Maillot, soudatt d'Turnerinne sech gläich an engem Ganzkierperkostüm presentéiere mussen, fir dësem ze entgoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sexuelle Mëssbrauch ka vill Formen unhuelen, souwuel offline wéi och online, wou sexuell Handlungen um Kand virgeholl ginn, oder eeben och ..., also offline, wou sexuell Handlungen um Kand virgeholl ginn, dat, wat ech elo grad gesot hunn, oder awer eeben och online, wou e Kand zu sexuellen Handlunge per Livestream opgefuerdert gëtt oder souguer wou en Treffen arrangéiert gëtt fir Sex. D'Entwécklung vun der digitaler Welt gëtt gären dozou mëssbraucht, fir dës Zort vu Kriminalitéit vis-à-vis vun de Kanner global ze maachen, an dëst ëmmer méi presente Medium huet leider d'Schafung vun engem weltwäite Maart fir sexuelle Kannermëssbrauch erliichtert.

An deene leschte Joren ass et zu engem dramateschen Ustig komm vun deenen an der EU enregistréierte Meldungen iwwer sexuelle Mëssbrauch vu Kanner am Internet. An Europa ass zum weltgréissten Host vu Material iwwer sexuelle Mëssbrauch vu Kanner ginn. D'Tendenz geet erschreckend mat all Joer an d'Luucht, an d'Coronakris huet d'Lag elo nach drastesch verschäerft!

D'Nofro u Material mat sexuellem Kannermëssbrauch ass an deene leschte Joren a verschiddenen EU-Staaten ëm 30 % geklommen! A gläichzäiteg huet den US-Zentrum fir vermëssten an ausgebeute Kanner en Ustig ëm 400 % vu verdächtege Fäll vu Kannermëssbrauch enregistréiert, esou d'EU-Innekommissärin Ylva Johansson. Also vun ongeféier enger Millioun Rapporten an dem Mount Abrëll 2019 op 4,1 Millioune Rapporten am Mount Abrëll 2020!

2010 goufen an der EU 23.000 Fäll vu Kannermëssbrauch gemellt, 2019 725.000 Fäll, iwwer dräi Millioune Bild- a Videomaterial!

Weltwäit gesäit d'Situatioun nach méi erschreckend aus: Eng Millioun Fäll hate mer 2010, 2019 17 Mil-

lioune Fäll reportéiert mat sage und schreibe 70 Millioune Biller a Videoen! An dofir ass et och gradesou wichteg, datt an der EU an all hire Memberstaaten elo schnell eng ëmfaassend Strategie fir en effikasse Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner an d'Liewe geruff gëtt, wou direkt e ganze Pak vu Moossname gefuerdert muss ginn, déi vun den eenzelne Staaten ëmgesat ginn, mat méi enger staarker Strofverfollgung iwwer besser Preventioun a virun allem e bessere Schutz fir eis Kanner.

Ech komme bei en Theema, wat och an deene leschte Joren explodéiert ass mat der Entwécklung vun der Digitalisatioun: Et ass de Cybergrooming, eng Aktivitéit vun Erwuessenen, déi geziilt am Internet no Kanner a Jugendleche sichen, fir se sexuell ze mëssbrauchen. D'Täter si meeschtens eeler Männer, déi sech géigeniwwer Kanner als gläichaltreg ausginn a mat engem falsche Profill sech d'Vertraue vu Jugendlechen erschläichen an déi sech ënnert der Anonymitéit vum Internet a Sécherheet spieren.

D'Ausmooss vum Problem ass nach méi bekannt ginn, wéi en Experiment mat jonke Schauspiller gemaach ginn ass, déi sech am Internet als Zwieleffjäreger ausginn hunn, fir ze testen, wéi schnell Kanner d'Zilscheif vun esou sexuellen Iwwergréffer ginn. Scho Wochen am Viraus si Konte vu sozialen Netzwierker ugeluecht ginn, 18 Kameraen hunn d'Kanner an hire virpreparéierten Zëmmer iwwerwaacht, am Hannergrond mat psychologescher Ënnerstëtzung. Dräi Deeg ware se online op Sitten, déi bei Teenager beléift sinn.

D'Kanner hu mat virbereeten Handye geschafft, gesurft an telefonéiert, an et sinn Informatioune gesammelt ginn, déi duerno un d'Staatsanwaltschaft weidergeleet gi sinn, an et konnten och Täter uschléissend iwwerfouert ginn.

All d'Resultater sinn dokumentéiert ginn an et sinn a just dräi Deeg iwwer 500 sexualiséiert Chatufroen erakomm, an d'Kanner waren Honnerte vu Manipulatiounsversich vun erwuessene Männer ausgeliwwert a si massiv mat sexuellem Mëssbrauch konfrontéiert ginn.

Déi jonk Schauspiller waren innerhalb vu Minutten op aner Kommunikatiounsplattformen oder Videochats gelackelt ginn an hu sech dem Drock vu Männer ausgesat, fir plakeg Fotoe vun hinnen ze weisen, ze maachen oder ze verschécken, an a ville Fäll fir sech mam Täter ze treffen, fir Sex mat him ze hunn.

Esou Ugréff spille sech net nëmmen op Chatportaile wéi „Knuddels" of, e Portail, wat eigentlech geduecht ass, fir datt d'Kanner matenee kommunikéieren, mee op ganz normale Verkafsplattformen, wou Täter geziilt no Affer sichen. D'Täter ginn dann och d'Nummer ganz oft weider, wou sech dann nach aner Interesséierter beim nämmlechte Kand melle kënnen a wou esou reegelrecht Netzwierker eigentlech sech bilden, fir Kanner ze abuséieren.

Wien elo mengt, datt dës Virgoensweis zimmlech degoûtant ass, fir esou en Täter ze ermëttelen, dee bieden ech, de Bericht ze kucken „Angriff auf unsere Kinder" vum Mäerz aus dësem Joer. Well hei ass elo net probéiert ginn, een onbedéngt an d'Netz ze lackelen. Et ass extra drop opgepasst ginn, datt d'Schauspiller sech ganz zréckgehalen hunn, vill Froe gestallt hunn an d'Roll vun engem Kand iwwerholl hunn op eng extreem onschëlleg Aart a Weis. „Knuddels" an aner Teenagersitte sinn esou wuel net nëmmen eng Méiglechkeet, datt Jonker sech mateneen austausche kënnen, mee och Chatplattform fir erwuesse Männer, wa se op der Sich no Kanner sinn.

Dat si keng Täter, déi dat just eng Kéier esou aus Spaass maachen, mee déi wësse ganz genau, wat se maachen a wéi se sech uleeën. „Welches Mädchen bringt Papa zum Spritzen?", gehéiert quasi do schonn zum Normaltoun op esou Sitten. A bal kee vun den Administratore mellt esou Saachen oder mécht sech Gedanken, well se Geld mat hire Sitte wëlle verdéngen an et si quasi net interesséiert, ob hir Benotzer, déi Jugendlech, geschützt sinn oder net.

Dat Experiment ass vu ganz ville Säite gelueft gi vun der Aart a Weis, wéi et duerchgefouert ginn ass, net nëmme fir op dës ëmmer méi opkommend Problematik opmierksam ze maachen, mee virun allem, well hei evident pedophill Täter ermëttelt konnte ginn. An dat bekräftegt, datt Kanner a Jugendlecher scho säit iwwer zéng Joer engem grousse Risiko am Netz ausgesat sinn.

D'Gabriela Rapp, Cybersécherheetsexpertin, déi virun 20 Joer Beroderin vun der Regierung war an déi CASES mat opgebaut huet, „Cyberworld Awareness and Security Enhancement Services", seet, datt mir bei dësem Theema d'Dimensioun net erkannt hunn. Si huet an hirem Buch „Bitte tu was!" tëschent 2007 an 2019 mat iwwer 40.000 Kanner geschwat a si ass schockéiert iwwert de Kanner hir Aussoen an iwwert déi enorm Unzuel vu sexuellen Iwwergréffer a sexueller Belästegung an der virtueller Welt.

Si seet aus, datt een als Elteren en Instinkt huet, e Kand op d'Gefore beim Vëlofuereléieren hinzewei-sen. Do hunn d'Elteren en Instinkt, Verkéiersreegelen ze léieren, e Kask undoen, d'Luucht op de Vëlo vir opzesetzen. Et kann een d'Gefore gutt aschätzen. Beim Internet feelt dësen Instinkt bei ganz villen!

An engem Artikel aus dem „Lëtzebuerger Wort" vum Michèle Gantenbein seet d'Cyberexpertin, datt mer keng nei Etüde brauchen, mee eng anonym Erfaassung vun der aktueller Situatioun mat fiabele Statistiken, mat Fachleit vum Terrain, Psychologen a Kannerdokteren, fir d'Problematik ze erfaassen. Et wär relativ einfach, d'Kanner besser ze schützen, seet d'Expertin an hirem Interview, well mir hätte scho fir de Wirtschaftsberäich eng Cybersécherheetsplattform, an datt een déi nämmlecht „threat share tools", also op d'Geforen hiweisen, och bei Kanner a Jugendleche kéint asetzen a mir esou dat éischt Land op der Welt kéinte sinn, dat esou en Emergency Response Centre kéint fir Jugendlecher a Kanner kreéieren.

Mir hunn alleguerten de Problem ënnerschat a mir sinn ze mann mam Sujet sensibiliséiert. Dat fänkt bei den Elteren doheem un an et geet iwwert d'Schoulpersonal, d'Betreiungspersonal. Et ass natierlech och un der Politik, d'Responsabilitéiten ze huelen. Bee Secure sensibiliséiert och scho säit Joren an dësem Beräich, a mir sinn och frou iwwert d'Annoncement vun der Regierung, am Secondaire en neie Cours „Digital sciences" anzeféieren, wou d'Kanner och de richtegen Ëmgang mam Internet solle geléiert ginn.

Fir eist Gefill e bëssen ze spéit. Mir hoffen awer, datt och an deem Kader vun dësem Cours selbstverständlech op d'Gefore vun der digitaler Welt opmierksam gemaach gëtt, fir eis Jonker besser ze schützen.

Fir deenen ëmmer weider klammenden Zuele vun Infraktiounen nozekommen, souwuel fir pedopornografescht Material erauszefilteren, wéi och eis Kanner besser géint de Cybergrooming ze schützen, muss een déi entspriechend Ressources humaines, den Knowhow an d'Material hunn, fir och eng Cybersecurity-Plattform fir Jugendlecher a Kanner an d'Liewen ze ruffen. Dorunner feelt et am Moment nach zu Lëtzebuerg. An dofir fuerdere mer de Policeminister op, verstäerkt Efforten ze maachen, fir de Service „Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel" vun der Police weider opzestocken an dat néidegt Material oder den néidege Logiciel en place ze setzen. Eis däitsch Kolleege setze scho säit Jore verstäerkt op kënschtlech Intelligenz, fir Biller a Videomaterial esou auszewäerten an esou méi schnell d'Dossieren ze traitéieren.

Ech deposéieren dann och an dësem Sënn nach eng weider Motioun.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que le nombre d'abus sexuels commis sur des enfants et des femmes a augmenté l'année dernière d'environ 30 % dans plusieurs des États membres de l'Union européenne, avec une tendance ascendante ;

- notant également que la Commission européenne souligne dans son rapport sur la stratégie de l'UE pour lutter plus efficacement contre les abus sexuels sur les enfants, qu'une augmentation spectaculaire des signalisations d'abus sexuels sur des enfants en ligne a eu lieu ces dernières années, augmentant de 23.000 en 2010 à plus de 725.000 en 2019, dont plus de 3 millions concernant des photos et vidéos ;

- considérant que la Commission européenne note dans ce même rapport cité ci-dessus que l'UE représente le plus grand hôte mondial de matériel abusif ;

- notant de plus qu'Europol a constaté, dans son rapport « Exploiting isolation: Offenders and victims of online child sexual abuse during the Covid-19 pandemic » datant du 19 juin 2020, que la pandémie liée au Covid-19 était en corrélation avec l'augmentation du partage d'images d'abus en ligne ;

- constatant que la Police du Grand-Duché du Luxembourg souligne dans son rapport d'activité de l'année 2019, que sa section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel, responsable entre autres du traitement des affaires d'abus sexuels et infractions graves contre mineurs (p. ex. viols mineurs, attentats à la pudeur), du volet « internet » (p. ex. pédopornographie et grooming), de la maltraitance d'enfants ainsi que de la délinquance juvénile a traité en tout 882 nouvelles affaires en 2019, dont 304 nouvelles affaires dans le domaine des abus sexuels et infractions graves contre mineurs, représentant une augmentation frappante de 36 % par rapport à l'année dernière ;

- constatant l'existence d'une pénurie de personnel au sein de la Police et la nécessité absolue d'améliorer les ressources visant à protéger les enfants et les femmes contre les abus sexuels ;

- sachant que l'Allemagne a recours à des technologies de traitement Big Data/d'intelligence artificielle pour l'évaluation du matériel pédopornographique,

invite le Gouvernement

- à renforcer le service « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » de la Police judiciaire en renforçant les ressources humaines disponibles ;

- à doter le personnel de la formation et de l'équipement adéquats (comme des technologies de traitement Big Data/intelligence artificielle) afin de mieux lutter contre cette augmentation frappante d'infractions liées aux abus sexuels au Luxembourg ;

- à étudier la mise en place d'un centre d'alerte et de réaction aux contenus informationnels illicites (vidéos et images avec contenus sexuels, pornographie enfantine, etc.), au bénéfice des enfants et adolescents.

(s.) Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Viviane Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sexuelle Mëssbrauch, wéi schonn am Ufank erwäänt, ka jiddwereen treffen, vum Bëbee iwwert d'Kanner a Jugendlecher bis hin zu erwuessene Leit.

Laut enger Etüd vum däitsche Familljeministère ass kloer erauskomm, datt Fraen, déi an hirer Kandheet Gewalt erlieft hunn, véiermol méi susceptibel sinn, herno och an hirer Partnerschaft Gewalt matzemaachen.

Ee vun de sexuelle Mëssbräich, dee vun eiser Gesellschaft net wierklech wouergeholl gëtt, mee deen awer dagdeeglech ausgelieft gëtt, ass dee vun der Prostitutioun. Et gëtt keng Welt, iwwert déi esou wéineg bekannt ass an iwwert déi esou elegant geschwige gëtt, wéi déi iwwert de Verkaf vum Kierper!

Déi amerikanesch Wëssenschaftlerin Melissa Farley vun der American Psychological Association huet eng Etüd gemaach, wou se erausfonnt huet, datt iwwer 62 % vun de Prostituéierten ausgesot hunn, datt se reegelméisseg vergewaltegt gi sinn. 82 % vun hinnen erliewen all Dag Gewalt an 43 % si schonn als Kand sexuell mëssbraucht ginn, hunn also eng Virgeschicht vu Gewalt a Sex.

Iwwert d'Hallschent vun de Prostituéierte sinn als Jugendleche vun den Eltere kierperlech bestrooft ginn, mat engem relevant héijen Undeel vu kierperleche Mësshandlungen, déi duerch Bezuchspersoune reegelméisseg duerchgefouert gi sinn.

Den Taux de mortalité ass 40-mol méi héich bei enger Prostituéierter wéi bei enger Fra, déi eng normal Aarbecht mécht! De Risiko, ëmbruecht ze ginn, ass 18-mol méi héich, a bei kengem Service - well ech refuséiere bis u mäi Liewensenn, et als normal Aarbecht ze tituléieren - ass den Taux suicidaire esou héich wéi bei deenen, déi hire Kierper verkafen!

Laut engem Forschungsbericht aus dem Joer 2015 iwwert d'Problemer an der Prostitutioun aus Irland kënnt eraus, datt bal d'Hallschent vun hinne suicidaire sinn. An dëst beleet ganz däitlech, datt et de Mythos vun der „glécklecher Houer" net gëtt, mee beweist éischter, datt Prostituéiert am Bezuch op Gewalt eng héichgradeg gefäerdet Grupp sinn. Et ass de geféierlechste Service, deen eng Fra oder e Mann op dëser Welt ka leeschten!

International Etüde beweisen, datt duerch den dagdeegleche Mëssbrauch tëschent 60 bis 80 % vun de Prostituéierte schlëmm psychotraumatesch krank sinn, Schied, déi duebel esou schlëmm si wéi déi vu Krichsveteranen, vergläichbar mat Vergewaltegungsaffer oder Mënschen, déi souguer gefoltert gi sinn.

An hirem Rapport vum Joer 2019 dréckt de Planning Familial sech och kloer géint d'Prostitutioun aus, well se sech op d'Vermaartung vum Kierper an d'Dominatioun an d'Wënsch vum Mann baséiert.

Léif Kolleegen a léif Kolleeginnen, Prostitutioun ass keng Aarbecht wéi all déi aner, well hei geet et ëm e Gutt, wat een net ersetze kann, wat een net an eng Revisioun schéckt oder nei um Internet bestellt, wann et bis futti ass! Heiansdo gëtt behaapt, datt een dëse Sujet vun der pragmatescher Säit misst ugoen. Mee wësst Der, Här President, wann et ëm engem säi Kierper geet, wann et ëm de Verstand geet, wann et ëm Mënsche geet a meeschtendeels déi allerschwächst aus eiser Gesellschaft, da kann een net esou eng Debatt féieren, ouni Gefiller, ouni dat Mënschlecht mat eranzebréngen! An dat, wat vum Mënsch nach iwwregbleift, wann e bis zu 30-mol am Dag säi Kierper zur Verfügung stellt, fir datt anerer hire Spaass oder Muecht drun ausübe kënnen, gëtt doduerch legal gemaach, well ee jo schliisslech derfir bezilt!

Et schéngt och evident, datt, wann ee Prostitutioun ab 18 Joer legaliséiert, et schwéier ze erklären oder ze verteidege gëtt, datt de Kaf vu Mannerjärege verbuede bleift. Dëst wäert fir vill Clientë kee Grond méi duerstellen, fir sech net awer u Mannerjäreger ze bedéngen, well duerch de Fait, datt et jo legal ass, e Kierper ze kafen, d'Altersgrenz fir vill Männer keng grouss Roll méi spillt. An dat beweisen och kloer d'Zuelen, well mat der Legaliséierung vun der Prostitutioun als normale Beruff fir Groussjäreger de Prozentsaz vu mannerjärege Prostituéierten ëm méi wéi 40 % geklommen ass, also mer elo eng Situatioun hunn, datt all fënneft Affer ënner 18 Joer huet.

Generell stéiere mech e puer Facteure besonnesch, wann een iwwer Prostitutioun schwätzt.

Éischtens, datt et eng total verharmloost Duerstellung vun deenen Akten ass, déi do musse geleescht ginn.

An zweetens gëtt et bal ëmmer aus der Vue vun deene gekuckt, déi de Kierper gäre benotzen, kontrolléieren, profitéieren, encadréieren oder deenen, déi krampfhaft dat verteidegen, wat se all Dag erdroe mussen.

Bei all dësen Temoignagë kann et keng Neutralitéit ginn! Bal ni héiere mer vun deenen, déi dem Milieu entkomme konnten. Dobäi si si eigentlech déi Eenzeg, déi éierlech kënne sinn, well se net méi vum Milieu ofhänken.

D'Beispill vum Rachel Moran, eng fréier iresch Prostituéiert, déi elo Affekotin ass, ass dofir vläicht méi glafwierdeg. Si huet e Buch geschriwwen „Was vom Menschen übrig bleibt: Die Wahrheit über Prostitution", wou se géint de Prostitutiounsetablissement untrëtt an déi romantiséierend Virstellung vun der fräiwëlleger, selbstbestëmmter Prostituéierter entlarvt. Si wiert sech géint d'Scheinliberalitéit vun de Prostitutiounsgesetzer, déi et onméiglech maachen, Frae bei esou Servicer ze schützen, a wou keng Fra ongeschiedegt erauskéim. Hiert Buch mécht kloer, datt den Handel mam Fraekierper e Verstouss géint d'Mënschewürd ass an eng kloer Form vu sexuellem Mëssbrauch, an datt een den Debat iwwert d'Prostitutioun an der Zukunft anescht muss féieren.

Et brauch ee just ze kucken, wat an deene Länner geschitt, déi et als normaalsten Aarbecht vun der Welt reglementéiert hunn, an et mat deene Länner ze vergläichen, déi dem sougenannten „nordesche Modell" nogaange sinn. Do, wou de Verkaf vum Kierper als normale Beruff gëllt, sinn elo d'Dréischeiwe vum Mënschenhandel ginn, sinn d'Zuele vun de Prostituéierten explodéiert, d'Gewalt un de Fraen ass geklommen, den Alter ass drastesch gefall, d'Präisser si gefall an de Staat, Här President, ass zum gréissten Zuhälter vum Land ginn. Dorënner fale besonnesch Länner wéi Däitschland an Holland, Éisträich an et sinn der nach eng Rei.

Eng milliardeschwéier Sexindustrie an engagéiert Lobby, déi d'Prostitutioun als Ausdrock vun enger sexueller Selbstbestëmmung betruecht, suergt derfir, datt e Bild vun der Prostitutioun vermëttelt gëtt, dat quasi iwwerhaapt näischt méi mat der Realitéit ze dinn huet. All deenen, déi behaapten, datt sech ze prostituéieren e fräie Choix soll sinn, wou ee schrecklech gäre säi Kierper verkeeft: Firwat kënnt dann d'Majoritéit vun hinnen aus gestéierte Familljeverhältnisser, se goufe selwer oft vu ganz jonkem Alter u sexuell mëssbraucht, si vollgepompelt mat Medikamenter oder Drogen, hu finanziell Problemer, si kaum eduquéiert an hunn zu 90 % en Zuhälter?

Firwat kommen dann déi allermeeschte Frae bal zu 100 % aus den äermste Géigende vun der Welt, Nigeria, Rumänien, Russland a fréieren Ostblockstaaten, déi allermeescht mat falsche Versprierchunge geködert, mat attraktiven Jobofferen, fir d'Liewen ugeschmiert, a wann een hannert d'Kulisse kuckt, mierkt ee ganz schnell, wéi de Puffbesëtzer mam Mënschenhändler kooperéiert a verschidde Fraentyppe bestallt ginn, wat méi jonk, wat besser, no Hoerfaarf, Konfektiounsgréisst a Gewiicht. De Mënschenhändler liwwert dann déi entspriechend „Wuer" - esou gëtt se nämlech iwwregens och am Milieu genannt -, mat Réckgabegarantie.

Prostitutioun ass weider näischt wéi d'Benotze vun engem Kierper fir de Sex duerch de Mann, well de Client ass zu 99 % e Mann.

Entschëllegt mech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mech elo hei an dësem héijen Haus esou ausdrécken. Ech iwwersetzen einfach dat, wat d'Rachel Moran an hirem Buch „Was vom Menschen übrig bleibt" erlieft a beschriwwen huet, fir datt ee sech vläicht e bësse virstelle kann, wat do muss geleescht ginn. Et muss ee jo wëssen, datt déi meescht Männer, déi esou Servicer an Usproch huelen, net onbedéngt all wéi de Brad Pitt ausgesinn. Déi allermeescht kommen, fir dat ze erliewen, wat se soss net ausliewe kënnen, no der Aarbecht, no deem engen oder anere Patt an och net emol onbedéngt gewäsch.

Léif Kolleegen, kéint iergendeen heibannen, Mann oder Fra - well et gi jo och Männer, déi sech prostituéieren -, sech eng Sekonn virstellen, wéi et wär, esou e Client a seng déifsten Intimitéit eranzeloossen, een, deen een emol net kennt, een, deen een net gären huet, deen een net virbereet, deen net dat mécht, wat ee gären huet, mee just dat, wat him

Spaass mécht, an all Kierperëffnung eran, Akten ze erdroen, déi ee vläicht komplett uneekelen a wou eng vun de gefroteste Kompetenzen déi ass, de Schléckreflex ze kontrolléieren, fir sech net mussen ze iwwerginn, Kierper a Verstand ze dissociéieren, fir de Moment ze iwwerstoen, an en plus en oscarräife Schauspillakt ze presentéieren, wéi super alles ass a wéi gutt et deet, mat der permanenter Angscht, wat als Nächst verlaangt gëtt?! Well wann d'Dier zougeet, Här President, dann ass de Client King an dat 25- bis 30-mol am Dag. Et gëtt bezuelt mat Geld, an dofir däerf ee maachen, wat ee wëllt. Et ass eigentlech eng bezuelte Vergewaltegung, well alles aneschters, wat erzielt gëtt, beweegt sech an engem Mythos!

De Lutz Besser, Facharzt fir Psychiatrie, seet aus, datt vill Prostituéierter esou eng Erniddregung an Entwierdegung erliewen, datt se dat nëmmen aushale kënnen, well se iwwer e Schutzmechanismus verfügen, fir sech ofzespalte vum Wouerhuelen; Dissociatioun, en Iwwerliewensmechanismus, wou am Gehier anästheetesch Hormoner ausgeschott ginn, fir sech selwer zu engem lieflosen Objekt ze maachen, fir de Moment ze iwwerstoen. Fir hir Gefiller ze déiden, huele vill vun hinnen iergendwann eng Kéier Drogen, fir d'éischt Marihuana, da Crystal an zum Schluss Heroin. Eng Realitéit, wou ee seng Séil verkafen, säin Häerz stoppen, säi Kapp vergiesse muss, fir ze iwwerliewen an enger Welt, wou Mënschenhandel - nieft Drogen- a Waffenhandel - als ee vun den dominantsten op der Äerd gëllt.

An ech mengen, et wär am 21. Joerhonnert endlech un der Zäit, a mat der Hoffnung, mat esou villen neie jonke Fraen, Mammen a Pappen an och selbstverständlech alleguer deenen anere Volleksvertrieder an der Chamber, ëmzedenken, wann et ëm dëse Sujet geet. Datt mir Politiker eis am Klore musse sinn, wéi e Message mir un d'Gesellschaft a virun allem un eis Kanner wëlle weiderginn, wa mir esou Aktivitéiten ënnerstëtzen, wou déi fundamental Rechter vu Mënschen, haaptsächlech Fraen, verletzt ginn.

„Die Prostitution und das sie begleitende Übel des Menschenhandels sind mit der Würde und dem Wert der menschlichen Person unvereinbar und gefährden das Wohl des Einzelnen, der Familie und der Gemeinschaft." Mat dëse Wierder féieren d'Vereenten Natiounen 1949 hir Konventioun un, déi fir d'Ënnerbanne vum Mënschenhandel a géint d'Ausnotzung vum aneren ass an d'Bestrofung fuerdert, net vun der Prostituéierter, mee vun all deenen, déi dovunner profitéieren.

Eng Realitéit, déi eng ganz aner ass wéi déi, déi krampfhaft vun der Sexindustrie an deene puer Ausname probéiert gëtt ze vermëttelen, vun der Edelprostituéierter, déi gutt bezuelt gëtt vum Mann am elegante Kostüm; dat mécht manner wéi 3 % aus vun all deenen, déi dës Servicer leeschten. A gleeft mer, fir dës Dammen ass et mat Sécherheet och net manner schlëmm ze erdroen!

Här President, et ass fir eis als ziviliséiert Mënschen absolutt normal, datt vill Saachen aus eetheschen a moralesche Grënn net „verkaaft" kënne ginn a verbuede sinn, zum Beispill Kanner bei enger Adoptioun oder den Organhandel. Et ass evident, datt d'Zuelen zum Beispill beim Organhandel klamme géifen, wann een de Marché géif legaliséieren. Wann dëst nämlech erlaabt wär, fënnt een ëmmer Mënschen, déi schlecht genuch dru sinn an déi géife behaapten, wéi selbstverständlech „fräiwëlleg" a schrecklech gäre se hiert Organ géife verkafen. A genausou ass et mat dem Geschäft vum Verkaf vum Kierper mat der Prostitutioun!

Däitschland huet 2002 eent vun de liberaalste Prostitutiounsgesetzer an Europa agefouert. Eist Nopeschland ass zu engem Paradis fir Sextouriste ginn, wou aus dem Ausland reegelrecht Busreesen organiséiert ginn, fir a verschidde Clubben esou oft Sex ewéi méiglech ze hunn a wou - stellt lech dat emol vir! - „Happy hour and all you can fuck" op de Werbeplakater steet vun hire Bordeller, fir Reklamm ze maachen. Et ass zu engem Präisdumping komm wéi am Kampf bei engem Discounter mat der Devise „ëmmer manner bezuele fir ëmmer méi Wuer".

De liberalen Ëmgang mat der Prostitutioun huet Konsequenzen.

Däitschland ass zum gréisste Puff vun Europa ginn, seet d'Leni Breymaier, SPD-Deputéiert, an zur gréisster internationaler Dréischeif vun der Zwangsprostitutioun a vum Mënschenhandel. Schold um Boom an eisem Nopeschland ass hiert Prostitutiounsgesetz mat ganz wéineg Oplagen. Et sollt eigentlech d'Kriminalitéit verdrängen an d'Aarbechtskonditioune verbesseren an déi gesetzlech Déngschtleeschtung vun enger Prostituéierter reegele mat Sozialversécherung wéi en normale Beruff.

Däitschland, dat am Joer 2022 virun enger Evaluatioun vu sengem Prostitutiounsgesetz steet a wou elo ëmmer méi Stëmmen haart ginn, fir éischter d'Wierksamkeet vun dësem Gesetz ze iwwerpréiwen. Et konnt nämlech no 20 Joer festgestallt ginn, datt dat, wat gutt gemengt war, total feelgeschloen ass. „Déi allermeescht vun hinnen hu sech nämlech net sozialverséchert, hu keng Krankekeess, d'Kriminalitéit huet massiv zougeholl, d'Konkurrenz téschent den Dammen ass geklommen, doduerch sinn d'Präisser gefall, an dat alles, wat se esou maache mussen, gëtt ëmmer méi extreem", seet de Stroossesozialaarbechter Gerhard Schönborn.

Et ass e Gesetz, wat haaptsächlech d'Bordellbesëtzer, d'Zuhälter, de Mënschenhandel an d'Kriminalitéit gestäerkt huet, esou de Fazit vun Experten um Terrain, a wou dat lukratiivt Geschäft op ongefeier 25 Milliarden Euro pro Joer geschat gëtt. Dat Land, wou dagdeeglech 1,2 Millioune Männer sexuell Déngschtleeschtungen an Usproch huelen an d'Freier mat kriminellen Niewewierkunge guer näischt wëllen ze dinn hunn a wou verschidde Bordellzstroosse souguer als Kult gëllen!

Däitschland, wou den Zuhälter, och de Pimp „Manager" genannt gëtt, de Bordellbesëtzer elegant „Unternehmer im Erotikgewerbe" tituléiert gëtt a wou den Haaptprofiteur vun der Prostitioun an den Talkshows sëtzt an net am Prisong, schreift d'Alice Schwarzer an hirem Buch „Prostitution - ein deutscher Skandal".

Fir d'Europäesch Unioun gehéieren d'Prostitutioun, sexuell Ausbeutung a Mënschenhandel onzertrennlech zesummen. An et ass kloer, schränkt een d'Prostitutioun an, schränkt ee selbstverständlech och de Mënschenhandel an. Et gëtt e kloren Zesummenhang tëschent der Kriminalitéit an de liberale Prostitutiounsgesetzer! 2013 huet den Axel Dreher vun der Universitéit Heidelberg dëst fir de Beräich vum Mënschenhandel ënnersicht. Gemeinsam mat engem internationale Forschungsteam huet de Professer fir Wirtschaftspolitik Statistiken aus 150 Länner analyséiert. Fazit: Länner mat liberale Prostitutiounsgesetzer begënschtege ganz kloer modern Sklaverei.

D'Europaparlament ass 2014 zum Resultat komm, datt net nëmmen d'Zwangsprostitutioun, mee och déi sougenannte „fräiwëlleg" Prostitutioun d'Mënscherechter verletzt! An enger Resolutioun fuerdert d'Europaparlament all seng Mitgliedsstaaten op, d'Freier ze bestrofen. Déi sozialistesch Labourdeputéiert Mary Honeyball, déi d'Resolutioun entworf huet, fuerdert: „Statt der Legalisierung, die in den Niederlanden und Deutschland zu einem Desaster geführt hat, brauchen wir einen nuancierten Ansatz, der die Männer bestraft, die die Körper der Frauen als Gebrauchsgegenstand behandeln […]." Europa soll d'Prostitutioun, de Fraen- an de Mënschenhandel aktiv bekämpfen, anstatt se einfach als onëmgänglech Realitéit ze akzeptéieren! Ee vun de beschte Weeër - steet an der Resolutioun - derfir wär, den nordesche Modell anzeféieren. A si fuerderen all d'europäesch Staaten op, op dëse Wee ze goen.

Här President, virun 20 Joer hat ech eng komplett aner Astellung wéi haut, wann et ëm Prostitutioun gaangen ass, haaptsächlech well ech mech och kaum mat der Problematik ausenanergesat hunn an ech einfach déi Floskelen nogeplappert hunn, déi een ëmmer an deem Kontext héiert: „Dat gëtt et schonn éiweg, den eelste Beruff vun der Welt" et cetera. An ech ka mech nach genau erënneren, wéi déi éischte Kéier eng parlamentaresch Delegatioun aus Schweeden op Lëtzebuerg komm ass ufangs vum Joer 2000, fir hiren deemolege Modell virzestellen. Et ass e Modell, deen dëse Phenomeen vun enger komplett neier Säit betruecht an deen de Kaf vum Kierper als Gewaltakt ugesäit an d'Prostituéiert als Affer vu Mëssbrauch considéréiert an de Freier responsabiliséiert.

Schweede war dat éischt Land op der Welt, wat de Kaf vun engem sexuellen Déngscht verbueden huet, fir d'Demande ze drosselen. Prostitutioun ass net illegal, mee et ass illegal, fir sexuell Déngschtleeschtungen ze bezuelen. Ënnerstëtzt gëtt dëse Modell mat der Bestrofung vun de Besëtzer vu Bordellen an duerch ëmfangräich Ausstiigsprogrammer fir Mënschen, déi esou Servicer leeschten.

D'CSV huet sech kloer fir de schweedesche Modell ausgedréckt. Mee mir wëssen awer, datt en e wierkleche Succès nëmme kann hunn, wann en a ganz Europa eenheetlech ëmgesat gëtt an net de Problem an déi méi liberal Länner verlagert gëtt.

Eng Evaluatioun, déi 2009 vum schweedesche Modell gemaach ginn ass, stellt kloer fest, datt d'Prostitutioun ëm d'Hallschent a Schweeden ofgeholl huet. Befierchtungen, datt se an d'Ënnerwelt ofgetaucht sinn, konnten net festgestallt ginn. De Mattias Sigfridsson, Polizeileeder géint international Kriminalitéit aus Malmö, seet aus, datt de Contraire de Fall ass, well hir Dammen, déi esou Servicer leeschten, ganz schnell ze fanne sinn iwwer Internetannoncen an doduerch fir si einfach ze iwerwaachen an ze kontrolléiere sinn. Si kënnen och esou d'Sexkeefer ganz einfach lokaliséieren a verfollgen.

D'Brutalitéit ass laut rezente Policerapporte vis-à-vis vun de Prostituéierten, Fraen a Meedercher, generell zréckgaangen. Säit der Aféierung vun dësem Gesetz ass keen eenzege Mord un enger Prostituéierter festgestallt ginn. Däitschland am Verglach: 115, zur nämmlechter Zäit! 115 Morden, 62 Mordversich. Schweeden huet säit sengem Prostitutiounsgesetz däitlech manner Vergewaltegungen. De Respekt virun de Fraen an de Meedercher ass gewuess, an de Mënschenhandel huet drastesch ofgeholl. Schweeden an all déi aner, déi sech elo schonn dësem Modell ugeschloss hunn, sinn net méi interessant, weeder fir d'Zuhälter nach fir Schlepper.

An nëmmen 22 Joer huet de schweedesche Modell sech an en nordesche Modell verwandelt a fënnt ëmmer méi Unhänger, déi elo an dësem Ament amgaange sinn ze debattéieren, fir sech dëser Approche unzeschléissen. Norwegen an Island 2008, Nordirland 2014, Finnland, England, Dänemark, Litauen, Wales, Frankräich 2016, Irland ganz 2017 inklusiv de Conseil européen. Och Kanada an Israel hunn änlech Prostitutiounsgesetzer a setzen ëmmer méi Länner wéi Däitschland an Holland ënner Drock. Iwwer 80 % vun de Bierger aus Schweeden ënnerstëtzen hiert Prostitutiounsgesetz. An dat Allerwichtegst, Dir Dammen an Dir Hären: Déi Jugendlech, déi kommend Generatioun, fannen et selbstverständlech an net méi normal, datt ee mat Suen e Kierper kafe kann an iwwert dee verfüge kann.

Här President, de Per-Anders Sunesson, Sonderbotschafter fir d'Bekämpfung vu Mënschenhandel a Schweeden, sot: „Bevor das Gesetz 1999 in Kraft trat, gab es keine Regulierung der Prostitution. Früher in den 80er und 90er Jahren war Prostitution kein Thema in der schwedischen Gesellschaft, aber es gab eine große Diskussion über die Gewalt von Männern gegen Frauen. Als das Thema Prostitution dann aufkam, argumentierte die Frauenbewegung: ‚Hey Regierung, wenn wir jemals in der Lage sein wollen, die Gleichberechtigung der Geschlechter zu verbessern und die Gewalt von Männern gegen Frauen zu stoppen, dann müssen wir uns mit Prostitution befassen.'"

Wéi sot d'SPD-Deputéiert Leni Breymaier? Datt et net duergeet, super Gesetzer ze maachen iwwert d'Quoten, Fraen a Féierungspositiounen, Gewalt am Stot, Upskirting, Catcalling: „Alles super tolle Maßnahmen, aber solange trotzdem jeder Typ sich für billigstes Geld an jeder Ecke eine Frau kaufen kann, solange ist diese Gesellschaft kaputt und solange ist diese Gesellschaft nicht gleichberechtigt."

Ech weess, d'Egalitéitsministesch, Madamm Tanson, ass haut net do. Ech wär awer frou, wann Der kéint Froen, déi ech hunn an dësem Kontext, un d'Ministesch weiderleeden. Ech wéilt wëssen, ob se nach ëmmer un hirem lëtzebuergesche Modell géif festhalen. Wéi vill konnten aus dem Milieu gerett ginn? Wéi ass et mat der Gewaltproblematik géintiwwer de Prostituéierten hei zu Lëtzebuerg? Huet d'Ministesch wëlles, d'Resolutioun aus dem Europaparlament vun dem Joer 2014 ëmzesetzen a sech all deenen unzeschléissen, déi elo schonn den nordesche Modell ëmgesat hunn?

Ech kommen zum Schluss vu menger Interpellatioun.

Här President, léif Kolleegen a léif Kolleeginnen, hei geet et ëm esou villes. Et geet eigentlech ëm alles, well et geet ëm dat, wat fir e Spigelbild mir an der Gesellschaft wëlle sinn. Mir sollen op kee Fall naiv sinn, mee mir däerfen awer och d'Aen net zoumaachen, wann et ëm déi Vulnerabelst vun eiser Gesellschaft geet.

Kannermëssbrauch, Mënschenhandel, Sklaverei a Prostitutioun wäerten et ëmmer ginn. Mee et ass, wéi eng Gesellschaft dës Thematik ugeet, wat se domadder mécht a wéi se domadder ëmgeet, wat eng Natioun ausmécht. Et geet ëm e Mentalitéitswiessel, deen eng modern Gesellschaft brauch, wa se gäre vu Chancëgläichheet schwätzt. An et geet generell ëm e Mentalitéitswiessel vu Männer vis-à-vis vu Fraen, wa riicht weider vermëttelt gëtt, datt et eigentlech dat Normaalst op der Welt wär, datt een e Kierper oder datt ee säi Kierper verkeeft, wéi dat eis joerhonnertelaang elo virgefouert ginn ass als eppes, wat selbstverständlech, normal wär an net méi ewechzedenke wär.

Et geet ëm Wäerter, déi mer gären an eiser Gesellschaft géifen héichhalen, Respekt, Dignitéit, Gläichberechtegung an ob de Mënsch weider als Wuer betruecht gëtt oder net. An et geet virun allem drëms, wat mer eise Kanner vu Klengem u vermëttelen a wat hire Kierper wäert ass, wa mer en un engem Präis festmaachen. Et geet ëm eis zukünfte Jongen an hir Astellung vis-à-vis vum anere Geschlecht. An et geet ëm eis Meedercher a wéi si de Wäert vun hirem Kierper vermëttelt kréien an och aschätzen. An et geet selbstverständlech last but not least ëm d'Onschold an de Schutz vun eise Kanner an dat, wat vun hinnen nach iwwregbleift, wann een hire Kierper, hiert Vertrauen an hire Geescht mëssbraucht huet.

Ech soen all deene Merci, déi mer nogelauschtert hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Nancy Arendt.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen als Alleréischt der Kolleegin Nancy Arendt Merci, dass si dës Interpellatioun ugefrot huet an d'Geleeënheet bitt, iwwert dëse wichtege Sujet haut ze schwätzen.

Abus sexuels si bäi Wäitem keen Tabu an eiser Gesellschaft. Et gëtt der vill méi, wéi gewosst a wouergeholl ginn. Mir schwätze just net driwwer. « On n'en parle pas. » An awer! Och hei zu Lëtzebuerg gëtt et Leit, jo, gëtt et ze vill Leit, déi Affer si vun diverse sexuelle Strofdoten. Duerfir ass et wichteg, dass mir eis konkreet, jo, am Detail mat dëser Problematik auserneesetzen, fir e Bewosstsinn ze schafen, fir déi schlëmm Konsequenzen an diverse Forme fir d'Affer vu sexueller Gewalt opzegräifen. Mee och, wat ka gemaach ginn a wat muss gemaach ginn, fir esouwuel d'Affer ze schütze wéi och mat den Täter oder potenziellen Täter ze schaffen, fir dass sexuell Gewalt esou wäit wéi méiglech vermidde gëtt.

Sexuelle Mëssbrauch, ganz besonnesch bei Kanner a Jugendlechen, ass eent vun de schlëmmste Verbriechen, dat een engem Mënsch undoe kann. Nach méi schlëmm ass et, wann een doriwwer nodenkt, dass e groussen Deel vun den Iwwergrëffer vu Leit begaange ginn, déi den Affer bekannt sinn. Oft sinn et Vertrauenspersounen, Leit, déi den Affer nostinn a vun deenen ee sech et am mannste géif erwaarden: en Elterendeel, e Monni, eng Tatta, den Noper, en Trainer, eng Joffer, e Schoulmeeschter, ee vun de Geschwëster oder soss e Familljemember, Bekannten oder een aus dem Frëndeskrees. Nëmmen ëm déi 10 % vun alle Mëssbrauchsfäll ginn an der Reegel vun Onbekannten ausgeübt.

Opfälleg ass och, dass d'Täter gréisstendeels männlech sinn, dass also d'Iwwergrëffegkeet méi oft vu Männer wéi vu Frae begaange gëtt. Dëst goung beispillsweis aus enger Etüd vun 2016 vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence ervir, wou festgehale gouf, dass 68,08 % vun den Auteuren deemools männlech waren. Ech komme spéider nach eemol op dëse Sujet zréck ze schwätzen.

Mee wat ass iwwerhaapt sexuelle Mëssbrauch?

Wann ee vu Mëssbrauch schwätzt, denken déi meescht un eng Vergewaltegung. Mee Mëssbrauch huet esou vill aner Gesiichter! Et ass all Akt, bei deem engem Mënsch seng physesch an domat och seng emotional Grenzen iwwerschratt ginn. Et ass all Situatioun, wou engem Mënsch säi Kierper engem anere géint den eegene fräie Wëllen ausgeliwwert ass, bewosst oder onbewosst, mat oder ouni Uwendung vu Gewalt.

Esou kann een zum Beispill vu sexuellem Mëssbrauch schwätze bei enger Fra, déi beim Spadséieregoen owes am Park vergewaltegt gëtt, beim Jong, dee vu sengem Trainer an der Dusch oder an der Kabinn observéiert gëtt, bei der Prostituéierter, déi hire Kierper all Dag op en Neits Onbekannte muss ubidden, well si d'Pabeieren ofgeholl krut an hiren Zouhälter si zwéngt, all Nuecht op d'Strooss ze goen, mee och bei méi oder manner explizitte sexuelle Biller, déi opgeholl oder och verbreet ginn an déi enger Persoun hir kierperlech wéi och hir emotional Integritéit verletzen.

An eisem Code pénal ginn déi eenzel Forme vu sexuellem Mëssbrauch am Titel iwwert d'„Crimes et délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique" an de Kapitele 5 iwwert d'„Attentat à la pudeur et du viol", am Kapitel 6 iwwert d'Prostitutioun an d'Zuhälterei an am Kapitel 7 iwwert d'„Outrages publics aux bonnes mœurs et des dispositions particulières visant à protéger la jeunesse" behandelt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, laut der Äntwert vun der Madamm Justizminister op meng rezent Question parlementaire iwwert de Stealthing sinn an de leschte fënnef Joer zesummegerechent eleng bei der Police 486 Plaintë wéinst Vergewaltegung deposéiert ginn. Bei de Juge-d'instructione vun Dikrech a Lëtzebuerg waren et zesumme 683 Plaintë wéinst Viol oder Tentative de viol.

Kuckt een d'Depote bei der Police an an der Justiz zesummen, kënnt een iwwert déi lescht fënnef Joer op en Total vun 1.138 (veuillez lire: 1.169) Plaintë wéinst Vergewaltegungen. Dat si ganz erschreckend Zuelen. An dobäi sinn dat doten déi Zuelen, déi mer kennen. Wéi vill där Fäll gëtt et, vun deene mer näischt wëssen? Wéi vill där Fäll gëtt et, wou sech d'Affer net trauen, eppes ze soen, an dat och a Fäll vu Violence domestique?

Et ass grad dowéinst enorm wichteg, dass ee sech all déi verschidde Fäll als Zenarie virun Ae féiert. Nëmme wa mir e Bewosstsi fir dëse Sujet schafen a schäerfen, kënne mir potenziell geféierlech Situatiounen och erkennen. An nëmme wa mir dës fréizäiteg erkennen, hu mir d'Méiglechkeet, anzegräi-

fen an eis anzesetzen, ier et zu Abuse komme kann.

Mee wat, wann et schonn ze spéit ass? Wou kënnen Affer vu sexuellem Mëssbrauch Hëllef an Ënnerstëtzung kréien? Hei zu Lëtzebuerg gëtt et eng Rei u Servicer, déi an dëse Fäll méi oder manner spezifesch Hëllef ubidden. De SCAS, de Service central d'assistance sociale, ass e Service vum Parquet. Hei schaffen ënner anerem Psychologen a Kriminologen, déi och eng Formatioun als Assistant social hunn. Méi prezis gehéiert zu dësem Service och de Service d'aide aux victimes, un dee sech Affer och direkt kënne wennen. Bei dësem Service kënne sech souwuel Jonker wéi och Erwuessener mellen, déi kierperlech an och mental ugegraff goufen an déi hei éischtens emol iwwer hir Rechter informéiert ginn an och esouwuel e physesche wéi och e psychesche Suivi kënne kréien.

Aner Servicer an Initiativen - a se sinn net manner wichteg, ech wëll der e puer nennen - sinn: Femmes en détresse, d'Croix-Rouge, ALUPSE, Pro Familia, de Planning Familial oder de Cesas, de Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle. All dës Plazen, niewent natierlech der Police, sinn éischt Ulafstellen, wou Affer vu sexuellem Mëssbrauch oder allgemeng och Gewalt a sexueller Gewalt kënnen Hëllef kréien.

Ganz besonnesch wichteg ass och d'Afferambulanz UMEDO, d'Unité médico-légale de documentation des violences vum Staatslabo, eisem LNS. Hei kënnen Affer vu sexueller Gewalt zu all Moment empfaange ginn, fir déi erfuerderlech Ënnersichungen ze maachen a fir en Dossier mat enger gesetzlech verwäertbarer Dokumentatioun vun hire Verletzungen opzestellen. Ganz wichteg ass hei, dass dëst ka gemaach ginn, ouni dass d'Affer de selwechten Ament eng Plainte wéinst sexueller Gewalt muss areechen.

Ech géif op dësem Punkt eng ganz kuerz Klammer maachen. Säit dem 8. Mäerz gëtt et och eng Handyapplikatioun mam Numm Bright Sky. Hei hu sech d'Vodafone Foundation a Femmes en détresse zesummegedoen an eng Applikatioun ausgeschafft, wou et Affer oder Zeie vu Gewalt méiglech ass, sech Hëllef ze sichen oder Informatiounen ze fannen. Affer kënnen hei awer och eng Aart Tagebuch iwwert déi verschidden Akte vu Gewalt féieren, ouni dëst direkt mussen ëffentlech ze maachen. Klammer zou.

Affer vu sexueller Gewalt a ganz besonnesch vun enger Vergewaltegung kënnen oft no der Aggressioun net direkt doriwwer schwätzen. Eng Iwwergrëffegkeet a speziell eng Vergewaltegung ass nämlech net just en Ugréff op de Kierper vun engem Mënsch, et ass och en Ugréff op dësem Mënsch säi Vertrauen, seng Dignitéit, säi Recht, iwwer sech selwer a säi Kierper ze bestëmmen, op säi Gefill, eppes Wäert ze sinn.

Wann eng Persoun vergewaltegt gëtt, ginn net just physesch Grenzen iwwerschratt. D'Affer schumme sech oft, sichen d'Schold bei sech selwer, fille sech hëlleflos, eekele sech virun hirem eegene Kierper a vertraue kengem méi, net emol méi sech selwer. Dës Leit hunn et dee Moment schwéier, iwwert dat, wat geschitt ass, ze schwätzen. Am léifste géife si et selwer vergiessen, mee kee wäert hinnen dat, wat geschitt ass, jeemools kënnen ewechhuelen.

Vill Affer droen dat da jorelaang mat sech ronderëm, ouni sech engem aneren unzevertrauen. Si vermeiden eventuell, owes an de Park ze goen. Si schrecken op, wann een hannert hinne geet. Si vertraue kengem méi, kënne keng richteg Bezéiung méi agoen, hiert ganzt Liewen ass duerch dëst Evenement, duerch dës Momenter, wou si d'Kontroll verluer haten, fir ëmmer gepräägt.

Firwat ass den UMEDO, deen ech virdrun ugeschwat hunn, hei esou wichteg? Den UMEDO erméiglecht engem Affer, sech ënnersichen ze loossen, an dat gesammelt Material gëtt wärend zéng Joer gehalen. Dëst erméiglecht et den Affer, dat, wat geschitt ass, ze verschaffen an zu engem spéideren Zäitpunkt eng Plainte géint den Täter ze maachen, dann, wa si bereet sinn, iwwert dat, wat geschitt ass, ze schwätzen.

Der DP läit dëse Punkt besonnesch um Häerz. A mir wäerten eis och weiderhin derfir asetzen, dass d'Verjärungsfriste bei Vergewaltegunge ganz sollen ofgeschaaft ginn, fir dass d'Täter net vun engem System profitéieren, deen hir Affer an deem Moment, wou si am vulnerabelste sinn, weeder kierperlech nach psychesch capabel sinn, fir sech ze notzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och d'Theema vun der Prostitutioun uschwätzen, op dat d'Madamm Arendt scho ganz am Detail agaangen ass. Och fir dës Mënsche ginn et Ulafstellen, wéi zum Beispill den DropIn, wou de Sexaarbechter an den aneren Adressaten e medezinneschen, e psychologeschen an e materielle Suivi ugebuede gëtt. 2019 konnt dëse Service net manner wéi 6.341 Visitte verzeechnen. Allgemeng ass och d'Exitstrategie enorm wichteg, well se de Mënschen aus deem Milieu Hëllefsstellunge bitt, fir aus dëse Kreesser erauszekommen an hire Wee zréck an e Liewen ausserhalb vun der Prostitutioun ze fannen.

En anere wichtege Punkt an dëser Diskussioun ass natierlech och dee vun der Preventioun a vun de potenzielle Menacen. Hei wëll ech besonnesch déi nei Technologien an hir Utilisatioun vu jonke Leit uschwätzen. Mat der Evolutioun vun den Technologien erweidere sech och d'Beräicher, wou de Mënsch mat sexueller Gewalt a Kontakt ka kommen. Sexting, also d'Verschécke vu gréisstendeels Fotoen, wou eng Persoun plakeg drop ass, mee och esou Videoen, ass haut wäit verbreet. Ëmmer méi héiert een och vu Reseaue vu Pedophillen, déi sech am Netz oder am Darknet Kannerpornografie deelen oder ukucken.

All Form vu Kannerpornografie muss konsequent poursuivéiert a bestrooft ginn. Hei musse parallell awer och speziell Therapien ordonnéiert ginn, déi sech un d'Täter oder potenziell Täter riichten.

Zréck bei déi nei Technologien: Natierlech huet een haut séier mat der Handykamera eng Foto gemaach ouni deem anere säin Averständnis. Natierlech gëtt et haut d'Méiglechkeet, dass Kanner iwwer Internet an ënner falschem Virwand mat Leit a Kontakt kommen, déi hinne Béises wëllen. Do wou d'Eltere fréier gesot hunn: „Géi mat kengem Frieme mat!", heescht et haut eventuell: „Pass op, mat wiem s du dech online ënnerhäls!"

Tatsaach ass, d'Technologie huet sech weiderentwéckelt, mee d'Problematik bleift bestoen. An et ass un eis, déi Jonk an déi nächst Generatioun dorop virzebereeden an hinnen dës Gefore bewosst ze maachen; Geforen, déi nach ëmmer déi selwecht sinn, déi sech eebe just der Zäit an de Moyenen ugepasst hunn an dat och an Zukunft maache wäerten.

An dësem Kontext schafft den Educatiounsministère ënnert dem Claude Meisch zesumme mat Bee Secure reegelméisseg Opklärungscampagnen, Trainingen a Formatiounen aus, fir esouwuel déi Jonk wéi och d'Bildungs- an Erzéiungspersonal souwéi och d'Elteren iwwer potenziell Geforen ze informéieren.

2020 eleng si bei der Bee Secure Stopline 4.022 Meldungen iwwer illegal Contenuen um Internet par rapport zu Abus sexuels vu Mineure gemellt ginn an och 2.410 vun dësen als illegal zréckbehale ginn. Dëst Joer ass vu Bee Secure och eng Informatiounsbroschür erauskomm zum Theema „Nackt im Netz?", déi sech mam Sexting a senge méigleche Risiken a Konsequenzen auserneesetzt. Och dat ass natierlech e relativ rezente Phenomeen. Mee och hei gëllt et, déi Jonk iwwert dës Thematik opzeklären, hinne bewosst ze maachen, dass e Bild net ëmmer just bei deem lant, wou et higeschéckt gëtt, an hinne kloerzemaachen, wat fir wäitleefeg Konsequenzen et fir si kann hunn, där Biller ze maachen, ze kréien an ze verbreeden.

Déi verschidde Volete vun der sexueller Educatioun hunn iwwert déi lescht Joren ëmmer méi u Stellewäert gewonnen, an dat souwuel an der formeller wéi an der nonformeller Bildung. Mat der Entwécklung vum éischten nationale Plang fir affektiv a sexuell Gesondheet am Joer 2013 huet sech d'Regierung nämlech dozou engagéiert, fir dem Public a besonnesch deene Jonken engersäits déi positiv Facettë vun der Sexualitéit méi nozebréngen an anerersäits mat alen Tabuen a Stigmaen ze briechen. Ënnert dem Schierm vun dësem Aktiounsplang ginn dofir reegelméisseg Initiativen tëschent de véier Ministèrë vun der Educatioun, der Famill, der Santé an der Gläichstellung tëschent Männer a Fraen och elo schonn entwéckelt.

Enn 2020 gouf zum Beispill de Guide „Let's Talk about Sex!" publizéiert, deen de Professionellen dobäi hëllefe soll, deene Jonke wichteg Messagen iwwer sexuell Rechter a Choixen, Kierperbewosstsinn, Toleranz a Respekt ze vermëttelen.

Fir d'Rentrée 2021/2022 am Fondamental ass ënner anerem beim didaktesche Material, wat vum SCRIPT editéiert gëtt, och e Buch mam Titel „Wir sind ECHT KLASSE - Materialien für die Grundschule zur Prävention von sexuellem Missbrauch" ze fannen. D'lescht Joer gouf ausserdeem fir d'zweete Kéier eng Semaine de la sensibilisation à la santé affective et sexuelle organiséiert, wou de Grand public un interaktiven Atelieren a Konferenze vum Cesas an aneren Organisatioune konnt deelhuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, éier ech un de Schluss kommen, géif ech nach gären iwwer en Theema schwätzen, dat mir perséinlech an der Demande zu dëser Interpellatioun gefeelt huet. De leschte Punkt vun der Interpellatioun beschäftegt sech mam Renforcement des peines prévues par le code pénal. Dëst ass sécherlech e Sujet, iwwert deen ee kann a soll schwätzen. Par contre hu mer jo gesinn, dass mer hei an enger Problematik sinn, déi et schonn éiweg gëtt, déi sech der Zäit upasst an déi, wann een d'Statistike kuckt, konstant bleift oder och deels ëmmer erëm mol an d'Luucht ka goen. Fakt ass, de Problem besteet a wäert och weider bestoen.

Elo soll d'Zil jo awer net just dat sinn, d'Täter esou laang wéi méiglech ewechzespären. Sécherlech, op den éischte Bléck schéngt dat déi evidentste Léisung ze sinn. Mee wa mer vu Preventioun schwätzen, dann dierfe mer net just vun den Affer schwätzen. Et geet net duer, Affer ze betreien a potenziell Affer iwwer méiglech Geforen ze warnen. Och d'Strofe weiderhin eropzesetzen an der Hoffnung, dass dat d'Täter wäert ofhalen, kann net déi eenzeg Léisung sinn, an domat eleng ass och kengem en Déngscht geleescht. D'Konsequenzen änneren, ma un der Source vun der Problematik huet sech näischt geännert.

Egal ob Primo-délinquant oder Recedivist, e ganz wichtegen Aspekt ass dofir d'Täteraarbecht. D'Dot bestrofen a mat de Mënschen dorunner schaffen, dass et net méi zu esou enger Dot kënnt, si verschidde Weeër, fir d'Problematik an de Grëff ze kréien. Amplaz just op haart a méi haart Strofen ze setzen, muss ee sech och froen, ob et net souguer besser wier, op weider Therapieméiglechkeeten ze setzen, sech mat Täter oder potenziellen Täter zesummenzesetzen an ze kucken, wat si dozou verleet huet oder wat si dreift, iwwergrëffeg ze ginn. De Problem also un der Wuerzel upaken.

Dëst ass ëmsou méi wichteg, wa mer et mat Jonken ze dinn hunn; Jonker, déi deemno wéi och scho stroffälleg gi sinn.

Als DP läit eis besonnesch d'Preventioun vun der Jugendkriminalitéit um Häerz an notamment eng adequat Resozialiséierung, déi hinnen och eng zweet Chance ka bidden.

Am Ufank vu menger Ried war ech dorobber agaangen, dass oft Jongen oder Männer als Täter identifizéiert ginn. Och hei ginn et Organisatiounen, wéi zum Beispill Inter-Actions ASBL, déi säit dësem Joer mam Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes eng Konventioun hunn, oder d'ASBL infoMann oder de Programm Riicht Eraus vun der Croix-Rouge, déi beispillsweis Männer am Ëmgang mat hiren Emotioune stäerken an hinnen an hirem Handelen ënnerstëtzend zur Säit stinn.

Beim Sujet vun der Täteraarbecht géif ech och gären op den Interview vun 2019 mat der Psychologin an Encadrante vum Service de probation, der Madamm Barbara Boubel, agoen. An dësem Interview huet si dorobber opmierksam gemaach, dass verschidden Täter d'office net verstinn, wat se falsch gemaach hunn, anerer et wuel verstinn, selwer awer net verstinn, wéi et esou wäit komme konnt, oder si sech net kënne selwer hëllefen.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

An dësem Interview gëtt och op den Encadrement vun der Probatioun agaangen. An der Belsch ass et esou, dass d'Täter no hirer Prisongsstrof e limitéierte Choix hunn tëschent e puer Strukturen, déi mat speziell ausgebilten Therapeute schaffen a wou och en Austausch tëschent der Justiz an dem therapeutesche Personal besteet.

An dësem Kader huet de Concernéierten nëmme limitéiert Méiglechkeeten, enger Therapie auszewäichen, well de medezinnesche Suivi duerch d'Justiz assuréiert ka ginn.

Zu Lëtzebuerg gëtt et keng spezifesch Strukturen, a wien aus dem Prisong entlooss gëtt, ka selwer de Choix treffen, ob an, wa jo, wéi e Psycholog, Psychiater oder Therapeut e wëllt opsichen. Et gëtt awer un engem Service de prise en charge post-pénitentiaire fir Auteuren notamment vu sexuellen Iwwergrëffer geschafft. Dës Pist ass eis viru Kuerzem an der Justizkommissioun bei enger Presentatioun iwwert den Traitement pénologique virgestallt ginn a soll zousätzlech zu der individualiséierter Aarbecht, déi d'Prisongsverwaltung an hir Servicer mat de Concernéierte wärend hirem Openthalt am Prisong maachen, en place gesat ginn.

Madamm Presidentin, och an eisem klenge Lëtzebuerg gëtt et sexuell Iwwergrëffer. Mir kënnen an dierfen dëst net ausblenden, well mer net wëssen, wéi mer sollen domat ëmgoen, well mer net fir alles eng Léisung hunn oder net déi richteg Wierder fannen.

Wa mir schonn evitéieren, doriwwer ze schwätzen, dann hëllefe mir, genau déi Dieren zouzehalen, déi Betraffener esou schwiereg fannen, opzestoussen, fir sech aneren unzevertrauen.

Als DP ass et eis dofir wichteg, dass mer iwwer Abus sexuels schwätzen, ouni Stigma an am Respekt mat den Affer.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Merci, Madamm Hartmann. An als nächsten agedroene Riedner ass et um Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen an debattéieren haut iwwert de sexuellen Abus vu Kanner an Erwuessenen an, ech mengen, an dëser Matière ass eng Interpellatioun néideg. An dofir soen ech der Madamm Arendt Merci, dass se dës Interpellatioun ugefrot huet. Et ass wichteg, dës Thematik ëffentlech unzeschwätzen, ouni awer e Generalverdacht a verschiddene Beräicher ervirzeruffen.

Lëtzebuerg ass keng Ausnam, wat sexuell Gewalt an Iwwergrëffer ugeet. A mir ginn och hei am Land géint all Form vu Gewalt an Iwwergrëffer vir, a wat fir enger Form dat och ëmmer ass, an et gëtt der eng ganz Rei, a ganz besonnesch wann et sexuell Gewalt u Kanner, Jugendlechen - Jongen, Meedercher - an u Fraen a Männer ass.

De franséische Soziolog Émile Durkheim sot: « Un acte est criminel quand il offense les états forts et définis de la conscience collective. » Bei dem sexuelle Mëssbrauch, bei sexuellem Abus ass dat nach ëmmer staark de Fall an do huet dës Definitioun nach ëmmer hir Validitéit.

Leider muss ee feststellen, dass dës Form vu Gewalt an eiser Gesellschaft nach ëmmer present ass, souwéi och déi neiste Statistike vun der Police et bestätegen. Konkreet zielen Aktivitéitsrapporten aus dem Joer 2020 788 nei Affäre vun der Section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel op. Dës speziell Sektioun ass fir all Affären aus de Beräicher vu sexuellem Abus a schlëmmen Infraktioune géint Jugendlecher, wéi zum Beispill sexuell Iwwergrëffer u Mineuren, alles wat de Volet Internet ugeet, wéi zum Beispill Cybergrooming a Pedopornografie, souwéi awer och Mësshandlung vu Mineuren an alles, wat och deviant jugendlecht Verhalen ass, zoustänneg.

Vun hinnen ass festgestallt ginn, dass d'Unzuel vun neien Affären am Beräich vu sexueller Gewalt u Mineuren a vu schlëmmen Infraktioune géint Mineure par rapport zum Joer 2019 stagnéiert huet. Ervirzehiewen aus deem Rapport ass, dass d'Zuelen, wat d'Délinquance juvénile an och d'Mësshandlung vu Mannerjäregen ugeet, liicht zréckgaange sinn. Dat kéint natierlech hypotheetesch gesinn och elo un der Pandemie hänken, dass och de Renvoi vun den Affer effektiv reduzéiert ginn ass.

Schonn eleng hei muss engem awer opfalen, dass déi sexuell Gewalt géint Mannerjäreger an Erwuessener ganz ënnerschiddlech Forme kann unhuelen. Mat den technologeschen Entwécklunge sinn och nei Risiken a Phenomeener opgetaucht, déi wäit verbreet sinn, besonnesch bei de Jugendlechen a Mannerjäregen, déi nach méi e gewinnten a schnellen Ëmgang mat den neien Technologien, mat den neien Outilen hu wéi déi, géif ech emol soen, manner jonk Generatiounen.

Et gëtt zum Beispill de Cybergrooming, deen an eisem Rechtssystem strofbar ass, mee deen duerch dem Internet säi fräien, obwuel net rechtsfräie Raum schwéier fir d'Police an all déi aner Acteure faassbar ass. Hei dierf een awer och net de Sexting vergiessen, dee sech ëmmer méi bei de Jugendleche verbreet. An et gëtt estiméiert no rezente Medieberichter, dass ëm déi 100 Jugendlech pro Joer concernéiert sinn. De Problem vun dëser Aart vu Kommunikatioun ass, dass de Risiko deemno grouss ass, dass se a falschen Hänn lant. Dobäi ass et awer och esou, dass iwwert déi Medien dat weiderverschéckt gëtt, ouni de Consentement an och à l'insu vun där concernéierter Persoun, an esou zum Beispill op pornografesche Sitte lande kann. E weidere riskanten Zenario ass, dass et och nach zu zousätzlecher Erpressung komme kann.

Egal wéi ass Sexting immens gefëierlech a kann der concernéierter Persoun hiert Liewe komplett op d'Kopp geheien. En plus kann e manner- oder volljäregen Täter ganz schnell an der strofbarer Pedopornografie landen, wann hien de Contenu vun engem Mannerjärege besëtzt oder en och kloer weiderdiffuséiert.

Nieft dem éischter méi zäitgemëisse Cybergrooming existéieren awer och hei zu Lëtzebuerg Fäll vu Pedopornografie. Dës Form vu Pornografie, vu sexueller Ausriichtung gëtt strengstens vun eisem Code pénal bestrooft a soll och an Zukunft um Niveau vun der Opportunité des poursuites weider verstäerkt verfollegt ginn.

Madamm Presidentin, den Afloss vun de soziale Medie bei dëse Formen ass net ze ënnerschätzen. D'sozial Medie féiere leider derzou, dass déi Jugendlech sech och an eng Bulle zréckzéien, wou se weider isoléiert an ufälleg sinn a bleiwe fir potenziell Täter. An dofir ass och d'Wichtegkeet vun der Sensibilisatioun ervirzestäichen. An ech wäert herno kuerz drop agoen.

Eise Code pénal bestrooft och all Form vu Vergewaltegung, op dat elo Mannerjäreger oder Erwuessener sinn. Hei ass unzemierken, dass e spezielle Paragraf fir Vergewaltegung an eisem Code pénal steet an deen och all sexuell Penetratioun vun engem Kand als Vergewaltegung consideréiert.

Zur sexueller Gewalt am Allgemenge gesäit eise Code pénal och en Artikel iwwert den Attentat à la pudeur vir mat engem eenzelne Punkt iwwer Kanner, an dee gëtt gesinn als Circonstance aggravante - dat ass den Artikel 377 -, an dat wéinst dem Kand, wéinst senger vulnerabeler Situatioun, an och hei dann de Fall vun Inzest.

Zum Inzest hat ech der Justizministesch, der Madamm Tanson, rezent eng parlamentaresch Fro gestallt am Kader vun der Aktualitéit vum #MeTooIncest, deen an de soziale Medien duerch de Skandal ëm d'Publikatioun vum Buch „La familia grande" entstanen ass.

An der Äntwert op meng Fro huet d'Ministesch e puer ganz wichteg an interessant Informatioune geliwwert, ënner anerem, dass et 2020 kee Fall vun Inzest un engem Mannerjäregen, engem Kand also ënner 16 Joer, ginn ass, par rapport zu 2019, wou et effektiv nach leider ee Fall gouf, een enregistréierte Fall.

Zousätzlech dozou huet d'Madamm Ministesch ënnerstrach, dass hir Servicer amgaange sinn, un engem Avant-projet de loi ze schaffen, fir aus der Infraktioun vum Inzest eng eegen Infraktioun ze maachen a se net eleng als Circonstance aggravante am Code pénal stoen ze loossen. Eng eegen Infraktioun vum Inzest an eisem Code pénal virzegesinn, ass en néidegt Renforcement vun eisem legislative Kader an doriwwer eraus och e weidere Schutz fir eis Kanner.

Natierlech ass et och vu Wichtegkeet, wann hinnen esou Situatiounen zougedroe ginn, dass d'Enquêteure vun der Police judiciaire am Kader vun den Auditiounen an den Investigatiounen, déi se maachen, mat ganz vill Fangerspëtzegefill an och mat den néidege Formatiounen an och Bagage un dës dach ganz sensibel Matière eruginn. An dat maache se och am Alldag ganz kloer. Ob bei mannerjäregen oder erwuessenen Affer, muss och vehement verhënnert ginn, dass bei der Prise en charge vun der Police an och vun der Justiz et zu enger zweeter Victimisatioun kënnt.

Am Allgemenge muss ee feststellen, dass de legislative Kader effikass ass, well de Code pénal Strofe fir esou vill wéi méiglech deviant Verhalen an deem heite Kader virgesäit. An dobäi si mir hei zu Lëtzebuerg och nach institutionell awer gutt opgestallt, fir kënne géint all Form vu sexualiséierter Gewalt virzegoen an den Affer vun dësen Doten déi néideg Ënnerstëtzung unzebidden.

Zousätzlech hu mer eis als Land awer och verflicht duerch d'Ratifikatioun vun der Istanbuler Konventioun, de Kampf géint sexualiséiert Gewalt weiderzefeieren.

Lëtzebuerg geet also konsequent géint all Form vu Gewalt vir, besonnesch déi sexualiséiert u Kanner, Jugendlechen, Fraen a Männer, wat e staarke Statement no bausse schaaft. Domadder sent awer och eise Rechtssystem den Täter de Message dissuasiver Natur, dass mir hiert Verhalen net onbestrooft loossen. A gläichzäiteg sende mer den Affer de Message, dass et Hëllef gëtt a si net eleng gelooss ginn an hirer Situatioun an op Ënnerstëtzung ziele kënnen.

Dowéinst ass et eeben esou wichteg, dass eis Legislatioun adaptéiert gëtt a se am Fall vun neie Forme vu Gewalt, esou wéi zum Beispill beim Cybergrooming aus der digitaler Welt, wou se jo och kënnt, ugepasst gëtt. Et mussen och konkreet Evaluatioune vun eisem juristesche Kader an deem senger Ëmsetzung gemaach ginn, wéi et zum Beispill innerhalb vun dem interministeriellen Aarbechtsgrupp zum Sujet vun haislecher Gewalt zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. An dësem Grupp hu sech jo de „Mega", d'Justiz an d'Police opgrond vun enger Initiativ vun der Ministesch Taina Bofferding Gedanken ëm den Zoustand vun der Legislatioun iwwert d'haislech Gewalt gemaach. De legale Kader vun engem praktesche Point de vue mat Intervenanten aus de verschiddene Beräicher hei unzegoen, dat ass dee richtege Wee, fir de Kader dann och gegeebenefalls unzepassen an ze adaptéieren.

Mee de Volet légal, de legale Kader kann et net eleng mat der Gewalt ophuelen. Fir ze verhënneren, dass et iwwerhaapt zu Gewalt kënnt, ass de Volet vun der Preventioun, vun der Sensibilisatioun an der Opklärung gradesou wichteg. Déi zwee Volete vervollstännege sech.

Madamm Presidentin, d'Zil vum Volet Preventioun a Sensibilisatioun muss et sinn, all Form vu Gewalt a vun Abusen ze verhënneren. Et muss all Kand, all Jugendlechen, all Erwuessene sensibiliséiert ginn. Et muss kloer sinn, dass deen negatiive Geschlechterstereotyp gradesou wéi den alldeegleche Sexismus, deen eist Zesummeliewen leider ëmmer nach präägt, zu Gewalt, Ënnerdréckung an Ongläichheete féiert.

De Kampf géint d'sexualiséiert Gewalt ass e Kampf, deen ee just ka gewannen, wa mir eis all hannert eng Gläichstellungspolitik tëschent de Geschlechter stellen. Dëst ass déi bescht Preventioun, déi mir kréien. Esou eng Politik mécht et all Bierger kloer, dass all Mënsch déi gläich Rechter a Flichten huet, an dat onofhängeg vu sengem Geschlecht. Dozou gehéiert dat individuellt Recht, viru sexualiséierter Gewalt geschützt ze sinn.

Et muss eng Prise de conscience bei jidderengem opkommen, zemools bei deenen, wou dat nach net de Fall ass, dass d'Mënschen all gläich sinn. An dat kënnen eis Texter - legal oder net - net fir eis iwwerhuelen. Eisen Alldag muss dat virliewen, mat eis alleguerten och derzou stoen, Dag fir Dag, soss komme mer hei net weider.

Mat all deenen neie Forme vu sexualiséierter Gewalt ass et immens wichteg, dass déi geschlechtlech Gläichstellung ervirgehuewen an thematiséiert gëtt, an doduerch gëtt och ënnerstrach, dass jiddweree mat Respekt an Dignitéit ze behandelen ass. An all Mënsch muss d'Wichtegkeet vun enger Gläichstellung ënnersträichen a liewen.

An deem Kader ass och d'Aarbecht vun deene sëllegen Organisatiounen, déi hei am Land um Terrain ganz aktiv sinn, immens wichteg. Ech wäert der elo hei e puer opzielen, ech wëll awer och keen ausschléissen, ech wëll awer hei erwänen: de Cesas, de Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle, dee sech fir d'sexuell Gesondheet an d'Wuelbefannen asetzt, awer och de Bee Secure, deem seng Sensibiliséierungsaarbecht a säin Engagement sech scho méi wéi an engem Dossier ganz bemierkbar an och bewäert gemaach huet.

Dësen an allen aneren Organisatiounen a professionellen Acteuren, déi Dag fir Dag um Terrain œuvréieren an déi ech hei net erwäänt hunn, wëll ech e ganz, ganz grousse Merci soen am Numm vun der LSAP.

E wichtege Punkt ass awer och d'Prise en charge vun den Affer vu sexualiséierter Gewalt. Do gëtt et hei am Land jo verschidden Ulafstelle wéi zum Beispill d'Police, déi no enger direkter Plainte intervenéiert. An no enger éischter Kontaktopnam gëtt ee vun der Police un de Service d'aide aux victimes vum SCAS - also e Service, deen dem Parquet général ugegliddert ass - weidergeleet, dee fir Majeuren zoustänneg ass. Et kann een an de Statistike vum Joer 2020 vum Justizministère noliesen, dass beim Service d'aide aux victimes 31 % vun de Victimmen, déi vum Service suivéiert ginn, Affer ware vu sexueller Gewalt, also een Drëttel vun deene Leit, déi dee Service opsichen.

An een, deen och eng wichteg Aarbecht mécht bei Mannerjäregen, dat ass d'ALUPSE, an do kann een am Rapport annuel vum Joer 2019 noliesen, dass 46 % vun de Consultatioune wéinst Violence sexuelle stattfonnt hunn.

Wann elo déi psychologesch Prise en charge wichteg ass, well d'Affer a senger Intimitéit a senger Integritéit staark verletzt gouf, dann ass et och wichteg, gradesou wichteg, dass den Täter nieft der Strof, déi e krut, och therapeutesch behandelt gëtt, fir seng Réckfallquot ze reduzéieren. Ob en elo eng Strof am Prisong verbéisst oder am Kader vun enger Bewärungsstrof oder mat enger Mesure d'injonction de soins, sou gëtt e responsabiliséiert mat de Konsequenze vu sengem gewalttätegen Handelen, gëtt domadder confrontéiert, och wann all Situatioun anescht ass. Och dëst gehéiert zur Preventiounsaarbecht. An och do gesäit een an de Statistiken, dass 10 % vun de condamnéierten Detenuen, déi am Prisong sëtzen, wéinst sexueller Gewalt do sinn, an 18 % vun de Leit, déi am Kader vu Bewärungsstrofen evaluéieren a wou och ganz oft eng Injonction de soins, wéi gesot, geschwat gëtt.

Bei de Mineuren ass nach eng Kéier ervirzesträichen, dass d'Police mat der Helpline „Aktioun Bobby" schafft, wou och Kanner, déi Affer ginn, kënnen uruffen. An dëst ass immens luewenswäert a muss och an Zukunft weidergefouert ginn. Och nach Organisatioune wéi ECPAT, déi zesumme mat der Police an och mat de juristeschen Autoritéiten den Interetsite childprotection.lu bedreiwen. Och deen, mengen ech, ass net onwichteg, e Site, dee kontaktéiert ka ginn, wann e Kand Affer gëtt vu sexualiséierter Gewalt. A bei der Prise en charge dréit och natierlech Bee Secure mat senger spezialiséierter Stopline derzou bäi, dass och illegale Contenu um Internet eeben och Pedopornografie effektiv fokusséiert gëtt an och gestoppt gëtt.

All dës Servicer leeschten eng exzellent Aarbecht an et muss ee sech och d'Fro stellen, ob et duergeet. Et ass sécherlech ëmmer Loft no uewen. An der Prise en charge vun den Affer kann een ëmmer nobesseren um Niveau vun den Hëllefsstrukturen an eiser Zivillgesellschaft, wou ee sécherlech weider ausbaue kann an och weider laangfristeg Ënnerstëtzung zouséchere muss.

Bei der Prostitutioun ass ze erwänen, Madamm Presidentin, dass den nationalen Aktiounsplang iwwert d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer virgesäit, der Regierung hir Strategie zum Ëmgang mat der Prostitutioun ze evaluéieren. D'Plattform Prostitutioun, déi sech aus alle relevanten Acteuren aus deem Beräich zesummesetzt, wäert dës Aufgab zäitno ugoen, notamment mat der Berodungsstell DropIn vun der Croix-Rouge, déi do eng net onweesentlech Roll iwwerhëlt, notamment och am Kader vun der Exitstrategie.

Ech sinn elo op eng Rei Initiativen, op Moossnamen agaangen, Ulafstellen, op déi een zréckgräife kann.

Mir sinn als LSAP der Meenung, dass och Zäit ass, juristesch nozebesseren, net nëmmen, wat d'Reform vum Jugendschutz ugeet, mee och, wat d'Délais de prescription, d'Verjärungsfriste generell ugeet. Déi sinn eiser Meenung no ze kuerz. A mir hu jo an eisem Oppositiounsaccord virgesinn, generell do nozebesseren. An ech wëll nach eng Kéier op dëser Plaz drop hiweisen, dass den Delai vun zéng Joer ab der erreechter Majoritéit, fir eng Plainte eranzereechen, fir déi Betraffen oft ze kuerz ass. Et ass schonn éfters ugeschwat ginn - och vu menge Virriednerinnen -, dass et effektiv wichteg ass, dës Delaien an engem generelle Kader méi spezifesch ze iwwerschaffen.

Méi allgemeng kéint een awer och op de Wee goen, fir de legale Kader, wat dës Infractiounen ugeet, méi proaktiv ze gestalten, wéi zum Beispill den Artikel 48-26 vun eisem Code de procédure pénale virgesäit: d'Enquête sous pseudonyme par voie électronique fir gewësse Matièren um Niveau vun Terrorismus oder vum Finanzement vun Terrorismus. Sollt dëst net och fir Abus sexuel bei Mineure méiglech sinn? Och wann dat net einfach esou kann agefouert ginn - dat wësse mer - an och zimmlech delikat ass um Niveau vun den Enquêten. Et muss een op vill Detailer a Konsequenzen oppassen. Mee et wier e Wee, deen der Police et géif erméiglechen, méi effikass hannert Abusen a virun allem hanner Pedopornografie kënnen ze goen.

Et dierf een net vergiessen, dass d'Affer vu Gewalt a virun allem sexualiséierter Gewalt vill Schued dervun droen an och vill Schimmt verspieren - kierperlech, psychologesch, séilesch. Wann e jonke Mënsch mat Gewalt konfrontéiert gëtt, Affer gëtt vun esou Gewalt, dann huet dat natierlech och gravéierend Konsequenzen op seng Gesondheet, op seng perséinlech Entwécklung - vu posttraumateschem Stress emol ganz ofgesinn. Fir esou e Mënsch ännert sech alles, besonnesch wat seng Bezéiung zu anere Leit ugeet, zu sech selwer, zu sengem Ëmfeld. Seng Handlungsmusteren ännere sech. An dofir ass och d'Prise en charge wichteg, fir him erëm dat néidegt Vertraue kënnen zréckzeginn.

Dofir, mengen ech, ass et och wichteg, dass mer eppes verännere mat all deenen Elementer, déi mer hei ugeschwat hunn. An och wéinst all deene Punkte si mer als LSAP der Meenung, dass muss nogebessert ginn: eng Adaptatioun vum legale Kader mat enger méi proaktiver Approche, enger verstäerkter Preventiouns-, Sensibiliséierungs- an Opklärungsaarbecht, e weideren Ausbau an Ënnerstëtzung vun den Organisatiounen, déi an dëse Beräicher aktiv sinn an awer och eng sozial Prise de conscience an e gesellschaftlecht Ausliewe vun eiser geschlechtlecher Gläichstellung.

Ech soen Iech e ganz grousse Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Merci, Här Biancalana. Als nächst ageschriwwe Riednerin ass et un der Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, natierlech als Alleréischt merci un d'Nancy Kemp-Arendt, datt si dësen Debat ugefrot huet. Et ass en immens wichtegen, dramateschen a pertinente Sujet. An dofir merci fir dës Interpellatioun.

Sexuell Gewalt ass e Sujet, deen ëmmer nach vill ze dacks en Tabutheema ass an iwwert dee vill ze mann geschwat a kommunizéiert gëtt. Wa mer vu sexuellem Mëssbrauch schwätzen, schwätze mer vun engem sexuellen Akt ouni Averständnis vun der zweeter Persoun a géint den eegene Wëlle vun dëser Persoun. Hei gi ganz dacks kierperlech, sproochlech oder och geeschtlech Ënnerleeënheete vun den Affer oder eng Muecht- oder Autoritéitspositioun vum Täter ausgenotzt. Ganz dramatesch ass et och, wann d'Affer sech guer net richteg bewosst sinn, datt hinne grad Onrecht geschitt; dat, well se nach esou jonk sinn an net wëssen, wat richteg a wat falsch ass, respektiv näischt aneres kennen oder op héchstem Niveau manipuléiert goufen.

Déi Schied, déi hei entstinn, si vun esou engem Ausmooss, datt se kaum ze heele sinn. Sexuell Gewalt bréngt nieft engem kierperlechen, engem physesche Schued virun allem och en immense mentalen a psychesche Schued mat sech. Hei geschitt en Agréff an déi sexuell an affektiv Gesondheet vum Mënsch an d'Affer ginn an hirer mënschlecher Würd zudéifst verletzt.

D'Recht, iwwer säin eegene Kierper däerfen ze bestëmmen, gëtt hei komplett ignoréiert a mat Féiss getrëppelt. Et ass net evident, dat geneet Ausmooss vu sexuellem Mëssbrauch ze erkennen, éischtens, well Statistike kee vollstännegt a representatiivt Bild vum Ausmooss vum sexuelle Mëssbrauch ginn, an zweetens, well een an dësem Beräich vun enger extreem héijer Donkelziffer ausgeet.

Wéi gesot, d'Zuele ginn net déi komplett Realitéit hier. Trotzdeem - wann ee sech d'Zuele vum Joresbericht vum Planning Familial vun 2019 ukuckt - si gewëssen Tendenzen zu Lëtzebuerg ze erkennen.

Am Joer 2019 goufen hei 91 Persoune betreit, déi Affer vu sexuellem Mëssbrauch gi sinn. Dovunner waren der 85 Fraen. D'Hallschent vun den Affer vu sexueller Gewalt, déi sech un de Planning Familial gewannt hunn, war zum Zäitpunkt vun der Dot nach keng zéng Joer al. 98,9 % vun den Affer waren zum Zäitpunkt vun der Dot nach net volljäreg a just 14 % vun de Persounen hunn eng Plainte deposéiert. Do gesäit een, datt d'Statistiken, déi mir vun offizieller Säit kréien, also Polizeistatistiken, bei Wäitem net déi ganz Envergure vum Phenomeen weisen.

Bei der grousser Majoritéit vun de Fäll vu sexuellem Mëssbrauch kënnt den Täter aus dem enke Familljekrees, aus dem eegene Stot. A ganz oft ass et den eegene Papp oder en anere männleche Member aus der Famill, wat esou vill heescht, datt d'Affer permanent der Presenz vun hirem Ënnerdrécker ausgesat sinn. Dëst alles geet aus dem Bericht vum Planning Familial vun 2019 ervir.

Wéi elo just zitéiert, fënnt de sexuelle Mëssbrauch also ganz dacks an der eegener Famill statt. Mir begréissen dofir, datt d'Madamm Ministesch an hirer rezenter Äntwert op eng Question parlementaire ugekënnegt huet, Inzest net méi just als Circonstance aggravante unzegesinn, mee dorauser en eegestännegen Delikt ze maachen. De Kampf géint Gewalt am Stot ass also och e Kampf géint sexuell Gewalt. Dëst bestätegt de kierzlech veréffentlechte Rapport vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence. Hei geet ervir, datt bei 7 % vun de Fäll vun haislecher Gewalt och sexuelle Mëssbrauch virgefall ass.

Een Outil, fir dem Affer eng Hëllefsstellung ze bidden, ass zum Beispill d'Afferambulanz, déi et zanter 2017 gëtt. Eng immens wichteg Mesure, vun där d'Affer Gebrauch maache kënnen, wa se no engem Abus ze vill Angscht hunn, fir zum Beispill bei d'Police eng Plainte maachen ze goen. D'Afferambulanz erméiglecht et, fir d'Blessure vum Affer ze dokumentéieren, ouni datt am Virfeld eng Plainte muss agereecht ginn. Wann d'Affer sech zu engem spéidere Moment bereet fillt, fir eng Ausso ze maachen, kann et op d'Dokumentatioun vun der Afferambulanz zréckgräifen.

Och elo wärend der sanitärer Kris, wou Gewalt am Stot e grousst Potenzial hat, fir an d'Luucht ze goen, goufe speziell Outilen op d'Bee gestallt, fir op déi spezifesch Situatioun vum Confinement ze reagéieren. Sexuelle Mëssbrauch spillt sech awer och op anere Plazen of wéi just doheem: op der Aarbechtsplaz zum Beispill, an der Schoul, a Betreiungsstrukturen, an der kathoulescher Kierch, owes op der Strooss, am Fräizäitberäich. Déi weltwäit Me-too-Debatt huet huet jo och grouss Welle geschloen an där Thematik nach eng ganz aner Envergure ginn. An am Rapport vum fréieren Ombudsman fir d'Rechter vum Kand, vum René Schlechter, ass d'Problematik vun Abusen am Sport jo och schonn opgegraff ginn. Hei ass eng Analys vun der Lëtzebuerger Sportswelt néideg an d'Veräiner an d'Federatioune musse sech e Code de déontologie ginn, un deen all Trainer an all Member sech ze halen huet.

Dës immens villfälteg Opzielung weist, wéi komplex sexuell Belästegung a sexuelle Mëssbrauch kënne sinn. Dofir un dëser Plaz den Appell, datt keen d'Aen zoumaache soll, wann ëm eppes opfält, mee direkt agéiere soll, fir eventuell schlëmmer Abusen ze evitéieren.

D'Kanner si mat déi vulnerabelst Memberen an eiser Gesellschaft. Si kënne sech net wieren, wann hinnen Onrecht geschitt a se sinn den Erwuessene komplett ausgesat. Ech woen ze behaapten, datt de sexuelle Mëssbrauch vun engem Kand mat eent vun deene schrecklechsten a perverste Verbriechen iwwerhaapt ass. Laang Jore „gouf et dat bei eis net". Eréischt Ufank vun den 1980er-Jore gouf fir d'éischt Kéier bei eis an Europa offiziell iwwer Abus sexuels u Kanner geschwat an e gesellschaftlecht Bewosstsinn huet sech lues a lues gebilt. Éischt Ulafstellen - wéi d'ALUPSE zum Beispill - sinn zu Lëtzebuerg gegrënnt ginn. Allerdéngs, wéi ech et virdru scho gesot hunn, och haut ass sexuelle Mëssbrauch ëmmer nach ze dacks en Tabutheema.

D'Bekämpfung vu sexualiséierter Gewalt géint Kanner ass eng vun deene wichtegste gesellschaftspoliteschen Erausfuerderungen an eng zentral Aufgab vum Staat. Mir si fir hire Schutz responsabel. An esou wéi d'UNO-Kannerrechtskonventioun vun 1989 et seet: All Kand huet d'Recht, géint all Form vu Gewalt geschützt ze ginn. Den Europarot, dee sech de Kampf géint de sexuelle Kannermëssbrauch als Prioritéit gesat huet, schätzt, datt ee Kand vu fënnef Affer vu sexuellem Mëssbrauch ass. An och hei zu Lëtzebuerg gi mer, wéi gesot, vun enger immens héijer Donkelziffer aus.

2010 koum et zu enger weltwäiter Debatt, wou verjäert Mëssbrauchsfäll aus de 1960er-, 1970er- an 1980er-Jore vun Affer ëffentlech ugeprangert goufen, an dat zemools aus dem kierchleche Milieu, awer och allgemeng aus Internater, Sportsveräiner oder anere Fräizäitveräiner. An och zu Lëtzebuerg hu Betraffener sech zu Wuert gemellt an hir traumatiséierend Erfarungen temoignéiert.

Dëse staark mediatiséierte Skandal huet ville Leit bewosst gemaach, wéi esou Erfarungen Existenzen zerstéiere kënnen. Dës qualvoll Erfarunge begleeden d'Affer e Liewe laang an et entsti mental Kollateralschied fir déi ganz Gesellschaft. Dëst betount d'Weltgesondheetsorganisatioun och ëmmer erëm. Si geet dovunner aus, datt duerch d'Ausmooss vum Problem déi sozioekonomesch Entwécklung vun engem ganze Land drënner leide kéint. Gesamtgesellschaftlech Schied, déi duerch Kannermëssbrauch entstinn, wieren déi selwecht wéi déi, déi duerch eng Vollekskrankheet entstinn.

Wéi elo och schonn oft gesot gouf: D'Donkelziffer ass extreem héich. Et ass quasi onméiglech, u konkreet Zuelematerial ze kommen, wat mat sech bréngt, datt et immens schwéier ass, dat effektiivt Ausmooss vun dësem Phenomeen kënnen ze realiséieren. Dat verhënnert och, fir méi konkreet a méi geziilt dergéint virgoen ze kënnen.

An engem Gespréich mat der ALUPSE krut ech gesot, datt d'Unzuel vun de Fäll bei hinnen déi lescht Joren an d'Luucht gaangen ass, dat och, well d'Gesamtpopulatioun gewuess ass. Leider awer feelt et ëmmer méi u qualifizéiertem Personal, esou datt et virkomme kann, datt Waardelëschte fir d'Prise en charge entstoe kënnen, wat an dësem sensibele Beräich wierklech - wierklech! - dramatesch ass.

Eng Tendenz wier och, datt den Alter vun den Täter erofgeet. Bei 20 % vun de gemellte Fäll bei der ALUPSE d'lescht Joer waren d'Affer méi jonk wéi zwielef Joer an den Täter war bei 50 % vun dëse Fäll och méi jonk wéi zwielef Joer. Konkreet zéng Kanner ënner zwielef Joer sinn d'lescht Joer vun engem anere Kand ënner zwielef Joer sexuell mëssbraucht ginn. An hei ass d'Theorie, datt dës Täterkanner selwer schonn emol an hirem Liewen Affer vu sexuellem Mëssbrauch gi sinn, also dat zréckginn, wat se selwer erlieft hunn, wat nach eng Kéier méi zum Ausdrock bréngt, wat fir Schied esou e sexuelle Mëssbrauch der Psych brénge kann.

D'Therapéiere vun den Affer kann also och schonns eng preventiv Moossnam sinn, fir datt aus hinnen net och eng Kéier en Täter gëtt. Et ass immens wichteg a pertinent, datt Affer vu sexueller Gewalt kënnen opgefaangen a betreit ginn. D'Therapie vun Affer ass e ganz wichtegt Element an dëser Diskussioun. Virun allem bei Kanner muss ee ganz sensibel an opmierksam sinn a se virun allem seriö huelen. Hei ginn héich qualifizéiert Professioneller gebraucht, fir sech deene Schicksaler unzehuelen.

Dat hei ass e Sujet, dee jidderengem nogeet. Och fir de Psycholog ass et hei net evident, allkéiers déi néideg emotional Distanz ze halen. Dofir ass et och nëmmen novollzéibar, datt och si just eng gewësse Kapazitéit hunn, fir sech mat esou Schicksaler auserneenzesetzen, wat als Konsequenz huet, datt ee méi qualifizéiert Leit op deem doten Terrain brauch. Änlech Aussoe krut ech och vun engem Responsabele bei der Police gemaach. Och hei packt een et net éiweg, sech just de Fäll vu sexuellem Mëssbrauch unzehuelen. Och hei brauch een e Roulement.

Dofir op dëser Plaz e grousse Merci all deene Leit, déi de Choix geholl hunn, sech deene Schicksaler unzehuelen an hiert Bescht ginn, fir deene Concernéierten eng Stäip ze sinn a probéieren, hinnen nei Perspektiven ze ginn.

Wéi gesot: D'Therapie vun den Affer an d'Opschaffe vum Erlieftene sinn immens wichteg Bausteng an dëser Diskussioun, well d'Gefor reell ass, datt en Affer och zum Täter ka ginn an ee sech hei op eemol ganz séier an engem schrecklechen Däiwelskrees befanne kann.

Et ass och wichteg, eng adequat Tätertherapie unzebidden. Souwuel Affer wéi Täter musse ganz spezifesch betreit ginn, zemools wann d'Täter nach mannerjäreg sinn. D'Tätertherapie ass nach eng relativ rezent Approche an hei schwätze mer vun enger Formatioun, déi nach guer net wäit verbreet ass an nach relativ am Ufank steet. Zu Lëtzebuerg zum Beispill gëtt et laut der ALUPSE just eng eenzeg Persoun, déi dës Formatioun absolvéiert huet.

Nieft Tätertherapië schwätzt ee vun Therapië fir potenziell Täter. Eng ganz bekannten ass de Preventiounsprojet vun der Berliner Charité vun 2004, wou geziilt duerch Mediecampagnë potenziell Täter ugeschwat goufen, fir sech enger preventiver Therapie ze ënnerzéien. Den Ausbau vun der Tätertherapie wier op alle Fall och eng wichteg Pist, déi zu Lëtzebuerg weider verdéift sollt ginn, fir géint den Abus sexuel virzegoen.

E weidert Phenomeen, dat ëmmer méi Iwwerhand hëlt a ganz nei Dimensiounen unhëlt, ass den Abus sexuel iwwert déi digital Medien. Éischtens ass d'Accessibilitéit, fir Kontakt mat Jonken ze kréien, esou einfach wéi nach ni. Zweetens ass et mat der progressiver Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft och esou einfach wéi nach ni, fir illegaalt Billermaterial ze consomméieren.

D'Europäesch Kommissioun mécht dofir och an hirer Strategie am Kampf géint den Abus sexuel u Kanner en Ënnerscheed tëschent Abus sexuel hors ligne an Abus sexuel en ligne. Hei ginn et divers Phenomeener: Grooming, Sexting oder och déi sougenannt „Pedopornografie". De Schued, dee bei sexuell mëssbrauchte Kanner am Kader vun der Pedopornografie entsteet, entsteet net just dee Moment, an deem den Abus geschitt. Wann dëst och nach gefilmt oder fotograféiert gouf, dann ass dat all Kéier, wou esou e Bild- oder Videomaterial zirkuléiert, gedownloat oder consomméiert gëtt, e weidere Mëssbrauch vum Kand. D'Wësse vum Affer, datt dëst Bildmaterial zirkuléiert an datt een am Alldag enger Persoun begéine kéint, déi dëst Material kéint gesinn hunn, ass eng Source majeure fir weider Traumaen a supplementäert Leide vum Affer.

All eenzel Kéier, wou sech esou e gestéiert Bild oder gestéierte Video ugekuckt gëtt, gëtt e Kand op en Neits mëssbraucht a victimiséiert.

Dëse Problem ass en internationale Problem. Duerch d'Digitaliséierung ginn et kaum Barriäre méi, fir esou Bildmaterial zirkuléieren ze loossen. Dofir muss dee Kampf och op europäeschem, op internationalem Niveau stattfannen an net just op nationalem Niveau.

Europol huet och constatéiert, datt d'Onlinekriminalitéit géint Kanner am Mäerz 2020 däitlech zougeholl huet. Dat Muster geet parallell mat der Courbe vun der Pandemie an dem Confinement - en Trend, deen an allen EU-Länner ze observéieren ass.

Wéi Der vläicht matkritt hat, gouf et am Juli d'lescht Joer 46 Perquisitioune wéinst Verdacht op Besëtz vu pedopornografeschem Material zu Lëtzebuerg an en Drëttel vun den Täter ware mannerjäreg. Dat bestätegt och dat neit Phenomeen vun der Accessibilitéit an der Vitess duerch déi digital Medien.

Fotoen oder Videoe vu Mannerjäregen – hallef plakegen oder och ganz plakegen - gi gedownloat a weidertransferéiert. Och Jonker kréien esou Fotoen oder Videoe geschéckt, kucke sech dat un, laache vläicht och nach driwwer a schécken et nees weider un deen nächsten, ouni vläicht grouss driwwer nozedenken, wat dat fir Konsequenze fir déi concernéiert Persoune kéint hunn. Se si sech kaum bewosst, datt et sech hei ëm illegale Contenu handelt a si sech selwer domadder strofbar maachen.

Dëst Beispill veranschaulecht d'Komplexitéit vun der Thematik a wéi d'Verhältnis sech deelweis inverséiert. Dofir ass Preventioun an Opklärung en immens pertinenten Ausgangspunkt, deen esou fréi wéi méiglech mat deene Jonken traitéiert muss ginn. Et muss eng gutt Medienerzéiung ugebuede ginn, déi un eng opklärend Sexualerzéiung gekoppelt ass. Hei muss iwwert d'Geforen am Internet informéiert ginn, iwwert seng eege Rechter opgekläert ginn an och iwwert d'Obligatioun, allméiglech Abusen den Autoritéiten ze signaléieren.

Dem Rapport vun der europäescher Initiativ Better Internet for Kids vun 2020 no, si mer mat der Initiativ Bee Secure hei zu Lëtzebuerg relativ gutt opgestallt, wat d'Preventioun am Beräich vun digitale Medien ugeet. An dësem Kontext wär et och interessant ze wëssen, ob all Schüler/innen am Land vun dëser Offer profitéieren. Gi flächendeckend am Land Workshoppen a Formatiounen am formale souwéi am nonformale Bildungsberäich agesat?

Wa mer vu Sensibiliséierung schwätzen, ass, nieft der Opklärung vun deene Jonken, natierlech och d'Sensibiliséiere vun den Erwuessene respektiv den Elteren en immens wichtege Volet. D'Elteren hunn am Idealfall dee beschte Bezuch zu hire Kanner an hiert Handelen huet meeschtens e Virbildcharakter a sollt och eng edukativ Roll spillen.

Am Ëmgang mat de sozialen an digitale Medie mussen also och d'Eltere sech bewosst sinn, datt och si eng Responsabilitéit driwwer hunn, wéi ee Contenu si online setzen a wéi se hire Kanner virliewen, wéi ee responsabel mat de soziale Medien ëmgeet. Hei gëtt et jo och verschidden Initiative wéi zum Beispill Eltereninformatiounsowender. Mee d'Fro ass, ob hei net nach vill méi proaktiv an deem Beräich sensibiliséiert misst ginn.

Allgemeng ass a bleift Sexualerzéiung eng wichteg Pist, fir Kannermëssbrauch ze evitéieren. Mir brauche staark an opgekläerte Kanner, déi hir Rechter kennen an Nee soe kënnen, wa Limitten iwwerschratt ginn. Hei muss ee fréi genuch an natierlech och altersgerecht usetzen an och widderhuelt am Parcours vum Kand respektiv vum Jonken intervenéieren.

Mam zweete Plan d'action national « Santé affective et sexuelle », deen et zënter 2019 gëtt, hu mer och ambitionéiert Ziler an deem Beräich. Den 2018 geschaafte Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle huet d'Missioun, eng adequat Vernetzung vun de bestoenden Acteuren an Initiativen souwéi eng permanent Weiderbildung vun den Intervenanten am Beräich vun der Sexualerzéiung ze assuréieren.

Haaptzil vun all Preventiounsmoossnam, vun all Opklärungs- a Sensibiliséierungscampagne ass, datt méiglech Dote verhënnert ginn. Dofir ass eng Therapie fir potenziell Täter - esou wéi ech et virdru scho kuerz ugeschwat hunn - e pertinente Volet an der Preventioun.

Sexuelle Mëssbrauch vu klenge Kanner oder och vu Jonke brénge dacks mat sech, datt déi betraffe Persoune verdrängen, wat geschitt ass. Se probéieren, hiert Erliefnis ze vergiessen, wat eng gewëssen Amnesie als Konsequenz kann hunn. Fir sech ze schützen, verdrängt d'Gehier dat, wat geschitt ass, mam Resultat, datt dat Erlieftent vergiess gëtt. Oft - no ville Joren oder souguer no Joerzéngten - léisst d'Amnesie lues a lues no an d'Gehier fänkt nees un, sech un Detailer aus der Vergaangenheet ze erënneren. E Problem, deen hei entsteet, ass, datt mer eng Verjärungsfrist vun zéng Joer ab dem 18. Liewensjoer vum Affer hunn. Dat heescht, wann d'Affer sech eréischt, nodeems et 28 gouf, traut eppes ze soen oder sech iwwerhaapt nees un e Mëssbrauch erënnert, deen him widderfuer ass, da kann d'Affer zwar eng Therapie maachen, mee et gëtt keng legal Basis méi, fir den Täter unzekloen oder en zur Rechenschaft ze zéien.

Aus deem Grond begréisse mir, datt d'Justizministesch un enger Reform schafft, fir d'Verjärungsfrist eropzesetzen. Dat géif de mannerjäregen Affer déi néideg Zäit ginn, fir ze realiséieren, wat geschitt ass, an och den néidege Courage opzebauen, fir iwwert den Abus ze schwätzen an den Täter unzekloen.

Hei d'Fro un d'Ministesch, wéi wäit mer da mat dëser Reform sinn a wat déi genee Ännerunge wäerte sinn.

An der Demande vun der Interpellatioun ass och en Tiret Prostitutioun souwéi Exploitation sexuelle. Ech fannen dëst e pertinente Sujet an deelweis och e Sujet à part, soudatt ech hei bewosst net drop agaange sinn, mee der Meenung sinn, datt dës Thematik eng eegen Debatt verdéngt hätt. Fir dat elo just an zwee, dräi Sätz unzeschneiden, géif dem Sujet bei Wäitem net gerecht ginn. Dofir halen ech mer dat, wa mer dës Debatt eng Kéier à part hei an der Chamber féieren. Hei wier et och wichteg, eng Evaluatioun respektiv en Tëschebilan vun der Reform vun 2018 ze maachen.

Vläicht als lescht Wuert, éier ech dës Interventioun ofschléissen: Ech hu virdru gesot, datt d'Kanner déi vulnerabelst Memberen an eiser Gesellschaft sinn. Mir hunn d'Flicht, fir si ze schützen an op si opzepassen. Mee virun allem geet et drëms, eis Kanner ze stäerken, si zu selbstbewosste jonke Mënschen ze erzéien, hir Selbstbestëmmung ze förderen a si iwwert hir Rechter opzeklären, zemools iwwert d'Recht, Nee ze soen.

Et geet drëms, Kanner ze encouragéieren, si selwer ze sinn a sech auszeliewen. Duerch eng preventiv Erzéiung an Opklärung fördere mer den Empowerment an de Schutz vun eise Kanner. A parallell mussen d'Erwuessener, zemools déi, déi mat Kanner a Jonke schaffen an a Kontakt sinn, opmierksam sinn, déi Jonk seriö huelen, en oppent Ouer hunn a virun allem responsabel handelen, wa si Verhalensopfällegkeete bei engem Jonken oder bei engem Kand bemierken.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Gary. Als nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem grousse Merci un d'Madamm Nancy Kemp-Arendt, datt se dee Sujet hei an d'Chamber bruecht huet.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et ass e wichtege Beräich a mir musse ganz kloer do sensibiliséieren, Preventiounsaarbecht maachen an Ënnerstëtzung fir déi Leit, déi Affer vu sexuellem Mëssbrauch ginn.

Et ass awer och esou, datt mer viru Kuerzem hei als ADR nach eng Motioun abruecht haten, fir d'Vestiairen an de Schoule méi sécher ze maachen. A mir hu misse constatéieren, datt do all d'Parteien, obschonn dat och an dës Thematik erafält, géint déi Motioun gestëmmt haten, inklusiv d'CSV. Dat deet eis leed, well et wär eeben den Ënnerscheed tëschent Theorie a Praxis gewiescht. Dat wär eng praktesch Méiglechkeet gewiescht, fir d'Sécherheet an de Vestiairen ze stäerken. Si ass hei leider net ugeholl ginn.

Mir wëllen awer och Merci soen op zwee Punkten. Deen éischten ass, d'Madamm Kemp-Arendt huet et zu Recht gesot: Et ass elo net, datt mer déi Debatt hei konzentréieren op d'kathoulesch Kierch. Verschidde Leit hunn déi Tendenz an de leschte Jore gehat. Et gëtt dat am Sport, et gëtt et iwwerall, wou Erwuessener mat Jonken zesumme sinn. Dee Risiko ass omnipresent. Et gëtt et och bei pedagogeschen Experimenter. Mir haten dat zum Beispill zu Berlin, bis viru Kuerzem sinn och nach verschidden Experimenter, déi an der Vergaangenheet pedagogesch Usätz haten, vertuscht ginn. Mir mussen einfach global e Bléck op d'Gesellschaft hunn.

Eng zweet Bemierkung ass vläicht déi: Crime has no gender. Mir soe jo ganz gär an eiser Gesellschaft, datt mer géint Stereotyppen an esou weider virginn. Mee et ass och e Stereotyp, datt ëmmer d'Männer d'Täter sinn - oder ganz dacks oder majoritär - an d'Fraen d'Affer. Dat ass net esou! Crime has no gender!

Ech wëll just op eng rezent Etüd vun enger Psychiaterin, der Dokter Sigrun Roßmanith, verweisen. Déi huet do eng Etüd publizéiert: „Frauen als Vergewaltigerinnen". Och dat si Sujeten! An ech mengen, wa mer géint Stereotyppe wëlle virgoen, da musse mer och einfach unerkennen, datt zemools an enger Gesellschaft, wou d'Fraen emanzipéiert sinn - och an hirer sexueller Dimensioun -, eeben och den Abus sexuel duerch Fraen en Theema ass, dee mer mussen adresséieren. Mee et ass nun emol esou, datt verschidde Stereotyppe verschidde Lobbyen arrangéieren an datt se doduerch e ganz laangt an haart Liewen hunn.

Ech wëll op e puer Punkten agoen, déi besonnesch vun der Madamm Nancy Kemp-Arendt ugeschwat goufen. Dat Eent ass d'Verjärungsfrist. Hei ass vun der Säit vun der CSV proposéiert ginn, fir déi ëm 30 Joer ze verlängeren, also datt eng Persoun bis am Alter vun 48 Joer kéint eng Procédure judiciaire engagéieren. Anerer - ech mengen d'DP - hu gesot, dat sollt ee ganz ofschafen.

Mee hei sinn awer e puer Punkten, op déi mer mussen oppassen: Mir liewen an engem Rechtsstaat. An an engem Rechtsstaat - dat ass de Prinzip - ka kee Mënsch verurteelt ginn, wa kee Beweis do ass. Nun ass et awer esou, datt d'Qualitéit vun de Beweiser iwwert d'Joren net zouhëlt, mee däitlech ofhëlt. Wa mer eng Verurteelung, e faire Prozess wëllen, da muss dat opgrond vun enger objektiver Beweislag sinn. Och de Wäert vun Temoignagë gëtt net besser iwwert d'Joren, dee gëtt permanent méi schlecht. D'Erënnerunge verfälsche sech, se verschwannen. De Gesondheetszoustand - och de geeschtegen - vu Persounen ännert sech iwwer eng Liewensdauer. Dofir ass och méi eng laang Verjärungsfrist absolutt keng Garantie fir eng méi grouss Rechtssécherheet. Dat muss een einfach gesinn!

Et ass schonn esou, datt et muss e Gläichgewiicht ginn. Mir hu bei schwéieren Delikter, Verbriechen heiansdo Verjärungsfristen, déi aus deene Grënn, déi ech genannt hunn - déi sécher Beweislaascht - bei zéng Joer leien. Da kënne mer jo schlecht higoen a bei engem Kapitalverbriechen zum Beispill zéng Joer als Verjärungsfrist huelen a bei geschlechtsspezifesche Mëssbrauchsfäll 30 Joer oder méi. Ech mengen, och do muss e gewëssent Gläichgewiicht bestoen.

Sexualiséiert Reklammen: Jo, do muss ee schonn als Industrie virun allem e gewëssent Verantwortungsgefill hunn, mee mir däerfen awer och net an eng Prüderie erafalen, déi der Gesellschaft och net ugemooss ass!

Ech wëll just drun erënneren: Et sinn och net ëmmer d'Fraen - dat schéint Meedchen op engem flotten Auto oder esou -, déi viséiert sinn, mee et gëtt och aner Forme vu sexualiséierter Reklamm, déi souguer och dacks eng extreem negativ Wierkung hunn. Ech wëll just drun erënneren, datt verschidden Entreprisë virun e puer Joer geduecht hunn, si kéinte mat toxescher Maskulinitéit Reklamme maachen. Et ass natierlech e Schoss no hanne gewiescht! An ech mengen, et ass och eng Responsabilitéit, déi d'Entreprisë mussen huelen! Wa se ze wäit ginn an déi eng oder an déi aner Richtung, da bezuelen se e Präis dofir. An ech mengen, dat ass an engem fräie Maart awer och e ganz wichtege Regulativ. Awer allgemeng géint d'Erotik - och eng schéin Erotik - an de Reklammen unzegoen, dat schéngt mer awer och ze wäit ze goen an eiser Gesellschaft vun haut.

Grad esou wéi mat de Mikroaggressiounen: Natierlech musse mer oppassen an e Respekt mateneen hunn, mee et kann een och net alles - net den „tout pénal", net den „tout judiciaire" -, de Catcalling, Nopäifen, verongléckt Komplimenter penaliséieren. Wéi wëllt een do Prozesser féieren? Wéi wëllt een do … Et gëtt jo och bal keng Fäll, a wann emol e Fall viru Geriicht kënnt, dann ass dat jo eng onheemlech belaaschtend Prozedur och fir den Appareil judiciaire, wou da bal näischt erauskënnt. Et ass einfach esou, datt dat zum Deel minimm Saache sinn. An och do musse mer iwwert eis Toleranzgrenzen nodenken.

Ech wëll net soen, datt mir als ADR e respektloost Behuele géintiwwer engem anere Mënsch iergendwéi flott fannen oder wëlle justifiéieren, wann e respektloost Behuele géintiwwer engem anere Mënsch ass. Mee et muss een awer och iwwerleeën: Wat solle mer wierklech an deene Behuelenskategorië viru Geriichter bréngen? Mat wat fir enger Aussiicht op Erfolleg? Wat heescht dat u Belaaschtung, och fir den Appareil judiciaire? Och hei gëllt et, mat gesondem Mënscheverstand wierklech Gläichgewiichter ze fannen.

Dann ass d'Onlinekriminalitéit an deem Beräich ugeschwat ginn. Dat ass wierklech e ganz wichtegen Domän. Do gëtt et Sexting, all Méigleches, wat eeben haut um Internet kann ugebuede ginn, an op

dat - ech mengen, all Virriedner hunn dorobber insistéiert - eeben och ganz vill jonk Leit besonnesch sensibel sinn an och ganz séier an eng Fal erakommen. Mee do musse mer als Staat wierklech agéieren!

An dat ass och en Opruff, deen ech kloer géif un d'Madamm Justizminister riichten: Mir brauche kloer Prezisiounen, well wann ech zum Beispill déi Lëtzebuerger Reegelen am Code pénal iwwer Onlinekriminalitéit a Pedopornografie an esou weider gesinn, sinn déi manner prezis, wéi dat zum Beispill an Däitschland de Fall ass. Wa mer dee Komparativ, deen Exercice maachen, da kéinte mer Verschiddenes preziséieren an eise Gesetzer. Dat wär vläicht e Virdeel. A mir mussen och, wat d'Police ugeet, der Police och d'Méiglechkeete ginn, fir notamment am Darkweb d'Kriminalitéit besser ze verfollegen. Do geet et ëm Terrorismus. Et geet ëm Waffenhandel. Et geet ëm Drogen. Mee et geet eeben och ëm d'Kannerpornografie! An et ass einfach wichteg, datt mer deem Domän an der Polizeiaarbecht déi Mëttele ginn, fir effikass kënnen opzetrieden.

Den nächste Sujet, deen d'Madamm Kemp-Arendt ugeschwat huet, dat war d'Prostitutioun. Mir hunn eng ganz aner Analys. A mir sinn och net d'accord mat där Analys, déi d'Madamm Kemp-Arendt gemaach huet, well mer ganz aner Donnéeën hunn. De skandinavesche Modell, de schweedesche Modell, deen och elo a Frankräich ass, dat ass en Echec. Et ass einfach vill méi an d'Clandestinitéit vun der Prostitutioun geroden! Et gëtt méi Mënschenhandel wéi virdrun. A virun allem: Wann een esou iwwert d'Prostitutioun schwätzt, da schwätzt ee ganz dacks iwwert de Kapp vun deenen ewech, déi an der Prostitutioun schaffen an déi et dacks fräiwëlleg maachen.

Wou mir als ADR awer d'accord sinn a wat mer ëmmer gesot hunn: Et gëtt dräi Kategorië vu Prostitutioun, géint déi mer rigouréis wëlle virgoen: d'Zwangsprostitutioun - ganz wichteg -, d'Beschafungsprostitutioun - notamment vu Leit, déi drogenofhängeg sinn an deene mer all Hëllef musse ginn, fir aus där Situatioun kënnen erauszekommen - an d'Prostitutioun vu Mannerjäregen. Dat sinn dräi Domänen, wou mer konkreet kënnen hëllefen! Mir wëllen awer net, datt mer elo all erwuessener Persoun - ob Fra oder Mann -, déi sech prostituéiert, wëlle verbidden, dat ze maachen. Mee si brauchen Hëllef a villerlee Hisiicht. Zum Beispill de Problem vun der Krankeversécherung fir Prostituéierter. Dat ass e reelle Problem! Well wa se dee Beruff wëllen ausüben ..., an ech qualifizéieren deen elo net hei, ech sinn hei elo net als Moralapostel engagéiert, mee als Politiker. Wann et déi Leit sinn, déi dee Beruff wëllen ausüben, da solle mer och kucken, datt se dat kënnen a séchere Konditioune maachen, och fir hir eege Gesondheet, selbstverständlech och an hirem Verhältnis zum Client.

An och do wëll ech preziséieren, datt net nëmme Männer sech do als Client betätegen, mee och Fraen. Dat muss een och soen! Et gëtt dofir och genuch Literatur hautzudaags, fir eeben och dee Stereotyp opzebriechen, deen d'Madamm Kemp-Arendt awer hei - ech muss soe leider - widderholl huet. Et ass eeben anescht. An ech mengen, mir mussen dat Bild am Ganze gesinn.

Deen nächste Sujet, deen d'Madamm Kemp-Arendt ugeschwat hat, war d'Sécherheetslag emol allgemeng. Ech wëll soen: D'Sécherheetslag ass natierlech eng ganz wichteg Saach, notamment am sexuelle Beräich - Vergewaltegung, datt Leit am Park belästegt ginn, wat och ëmmer ... Komplett inakzeptabel! Mee mir hunn hei eng Situatioun, wou d'Police an engem Interview nach virun e puer Méint gesot huet, ma d'Frae sollen owes eleng net méi erausgoen. Dat ass eng Situatioun, déi mir net akzeptéieren a mir wäerten nach Debatten hei am Haus hunn iwwert dat Versoe vun der Gambia-Regierung an der Sécherheetspolitik!

Wann d'Frae gesot kréie „Gitt owes net méi eleng eraus!“, da si mer och am Beräich vun der sexualiséierter Gewalt. Mir sinn an enger Failliteerklärung vun enger Regierung, déi net kapabel ass, d'Sécherheet vun de Bierger - inklusiv déi vun de Fraen, inklusiv déi vun de Kanner - nach ze garantéieren. Dat ass e Versoe vun der Police an och vun Iech, Madamm Tanson, datt et an dësem Land iwwerhaapt esou wäit ka kommen. Vergewaltegungen an esou weider gehéiere selbstverständlech och an dëse Kontext.

Et ass fir eis net akzeptabel an Dir kënnt sécher sinn, datt wa mir an enger Regierung wären, dat net esou wär!

Ech wëll awer och nach eppes soen iwwert déi Kontradiktioun an der CSV-Argumentatioun zu der sexualiséierter Gewalt. Mir hunn hei eng Diskussioun iwwer e Filiatiounsgesetz. Do gëtt akzeptéiert - akzeptéiert! - tacitement ... Et gëtt gesot, d'GPA bleift hei am Land verbueden, mee wann een eng GPA am Ausland mécht, da muss ee kucken, datt et hei unerkannt gëtt. D'CSV schwätzt vun Adoptioun, anerer vun engem Akt virum État civil. Mee dat ass sexualiséiert Gewalt! Do gi Fraen exploitéiert, fir e Kand op d'Welt ze setzen, d'Kanner ginn ewechgeholl, d'Kanner gi kommerzialiséiert. Wat ass dat dann anescht? Wéi kann een dann hei optrieden a soe „Mir si géint den Abus sexuel!“ an esou weider, gläichzäiteg awer d'GPA toleréieren, akzeptéieren? Dat ass komplett onlogesch! Et ass inakzeptabel, et ass inakzeptabel! Et ass eng Hypokrisie vun der CSV beim Sextourismus! Beim Sextourismus ass et esou, …

(Interruption)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dir sot jo, d'Prostitutioun ass normal an dat do fannt Der net normal.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … datt mer zu Recht kucken: Wat ass dann d'moralesch Verantwortung vun eisem Land, wa Leit an d'Ausland fueren - Fraen oder Männer -, fir do en Abus sexuel ze maachen? Awer bei der GPA, do maache mer d'Aen zou, dat ass e Commerce, dat ass e Filiatiounsgesetz ...op kee Fall!

Vläicht nach ... Ech gesinn, d'Zäit ass leider eriwwer. Et wär wierklech e Sujet, deen et géif verdéngen, vill méi verdéift ze ginn. Mir als ADR stinn ëmmer zur Verfügung, fir iwwert déi dote Sujeten ze schwätzen a mir freeën eis a soen nach eng Kéier Merci, datt mer haut d'Geleeënheet dozou haten.

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Mir haten ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Mir haten e Modell 2 ugefrot. Mir hunn en net kritt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci villmools. Kolleeginnen a Kolleegen, mir konfrontéieren eis hei mat enger Problematik, iwwert déi mer alleguerten net genuch Bescheed wëssen. Zu Lëtzebuerg feelt et eis dramatesch un Zuelen an un Enquêten iwwert déi sexuell Gewalt. An dat misst an eisen Aen den Haaptdiskussiounspunkt si vun dëser Debatt!

Et fänkt also schonn u bei der Definitioun vun der sexueller Gewalt. Um Internetsite violence.lu vun der Regierung ginn eng Rei Definitioune presentéiert, déi verschidde Forme vu Gewalt sollen ze erkenne ginn. Esou munch Definitioun bleift awer e bëssen e Rätsel, vläicht well et net ganz glécklech ass, verschidden Zorte vu Gewalt ënner een Hutt wëllen ze kréien, ouni op hir spezifesch strukturell, relationell a sozial Enjeuen anzegoen. Dat féiert zu enger Relativéierung vu verschiddene Forme vu Gewalt, notamment der sexueller Gewalt, iwwert déi mer jo hei schwätzen.

Psychesch a physesch Belästegung, Aggressioun, Vergewaltegung, Mord kënnen all e sexuelle Charakter hunn. Dat kann doheem geschéien, am Internet oder op der Strooss. Mee op violence.lu stinn déi Saachen awer all eenzel fir sech.

Wéi soll en Affer vu sexueller Gewalt sech do erëmfannen a selwer kënne novollzéien, wat fir eng Form vu Gewalt si oder hien erlieft? Als Affer vu sexueller Gewalt freet e sech nach vill ze oft, wat engem geschitt ass an och, ob dat e sexuelle Charakter huet oder net an ob ee vläicht dru schold ass. Dowéinst reeche ganz vill Leit jo och keng Plainten an.

Och wann een dat wéisst a wéilt bei d'Police goen, kéint een awer net direkt vun der Justiz gehollef kréien, well net all Gewalt vun engem Gesetz hei zu Lëtzebuerg couvréiert ass. Sanktiounen, déi den Täter ecartéieren - also zum Beispill expulséieren - an d'Affer schützen, si virgesi beim Viol am Code pénal a beim Harcèlement sexuel am Code du travail. Och haislech Gewalt huet hiert eegent Gesetz an hir eege Prozeduren.

Mee wat ass dann, wann d'Affer vun haislecher Gewalt gläichzäiteg Affer vun engem Viol ass? Wat ass, wann d'Affer vun enger sexueller Aggressioun net an de gesetzleche Kader vum Viol passt? Wann en Affer am Kader vun engem Konflikt doheem mam Conjoint d'Police rifft, dann enregistréiert d'Police dee Virfall als haislech Gewalt. Punkt! An de Statistiken ass da keng Spuer vu sexueller Gewalt. Donnéeën iwwer sexuell Gewalt si bei eis hei am Land souwisou eng Raritéit.

De Manktem un Donnéeën iwwer sexuell Gewalt ass katastrophal. De järleche Rapport vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence - „violence“ am breede Sënn - ass déi eenzeg offiziell Referenz, fir eng minimal Aschätzung vum Phenomeen vun der haislecher Gewalt ze kréien, ouni systematesch de sexuelle Charakter dovunner ervirzehiewen.

Dat läit awer net un den Organisatiounen, déi de Rapport zesummegestallt hunn, mee éischter un engem Mangel un Interessi vusäite vun der Regierung, fir eng anstänneg Analys an Optrag ze gi mat kloren Indicatiounen, wat fir eng Donnéeën ausgeschafft solle ginn, déi ee brauch, fir effikass Mesurë géint sexuell Gewalt auszeschaffen.

Ech kann lech soen, wéi eng Donnéeën dat wieren, déi hei feelen an déi onbedéngt mussen opgeschafft ginn. Eiser Meenung no sinn dat Donnéeën, déi d'sexuell Gewalt kontextualiséieren. Et handelt sech net just ëm eng Dot, voire eng Strofdot aus dem Code pénal, mee ëm e gesellschaftleche Phenomeen. Hannert der sexueller Gewalt agéiert eng strukturell Gewalt, Fraefeindlechkeet, Auslännerfeindlechkeet, Homo- an Transphobie, schlecht Aarbechtsbedingungen, Performancedrock, an dat natierlech ëmmer virum Hannergrond vu sozialen an ekonomeschen Ongläichheeten an Aarmut, déi sech weider verschäerfen. Dat ass eiser Meenung no immens wichteg a kënnt hei net genuch zur Sprooch.

Weeder am Gewaltrapport nach op violence.lu gëtt kloer ervirgehuewen, dass sexuell Gewalt virun allem e Phenomeen vu Gewalt géint Fraen ass. D'Zuelen aus dem Rapport weisen och kloer, dass haislech Gewalt virun allem Frae betrëfft, mee dat gëtt net problematiséiert.

Dat ass och en ...

(Mme Nathalie Oberweis suspend son discours pour quelques instants.)

Ech weess net, wat dat hei elo ass ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Loosst lech net stéieren, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, entschëllegt.

Also, d'Zuelen aus dem Rapport weisen och kloer, dass haislech Gewalt virun allem Frae betrëfft, mee dat gëtt also net problematiséiert. Dat ass och en décke blanne Punkt am Beräich vum politesche Kampf géint d'Gewalt, deen d'Regierung jo awer wëllt féieren: d'Relativéierung vun der Gewalt an déi feelend Unerkennung vu spezifesche Forme vu Gewalt vun Gender, wou och Genderongläichheete matspillen.

Klenge Rappel: Weeder d'Justizministesch nach d'Ministesch fir Egalitéit tëscht Fraen a Männer sinn der Meenung, dass de Feminicide misst als eng eege Strofdot a spezifesch Form vu Gewalt géint Fraen ugesi ginn.

Ech baséieren hei meng Argumentatioun op déi puer Informatiounen, déi hei zu Lëtzebuerg iwwert d'sexuell Gewalt zougänglech sinn. An dës Informatioune soe virun allem aus, dass d'Preventioun an de Kampf géint sexuell Gewalt vun der Regierung net als wichteg genuch ugesi sinn.

Mir stellen also fest, dass et ze wéineg Mëttele gëtt fir d'Analys vun der sexueller Gewalt.

Et musse méi Enquêtë commanditéiert ginn. Ausser den Acteure vum Comité de coopération mussen nach aner Organisatiounen a Servicer, déi reegelméisseg mat Leit a Kontakt kommen, déi Affer vu sexueller Gewalt sinn, an d'Ausschaffe vum Violence-Bericht matagebonne ginn.

De Planning Familial erkläert a sengem Joresbericht, dass 50 % vun den Affer vu sexueller Gewalt, déi sech un de Planning adresséiert hunn, nach virun hiren zéng Joer mësshandelt gi sinn an 98,9 %, also quasi 100 % virun hiren 18 Joer. Dat eleng ass eng Informatioun, déi d'Regierung muss eescht huelen, wa se Jugendschutz a Kampf géint sexuell Gewalt wëllt eescht huelen.

Mir stellen och fest, dass et ze wéineg Sensibiliséierung ronderëm déi sexuell Gewalt gëtt. D'Sensibiliséierung geet u bei der klorer Definitioun an Aschätzung vun der sexueller Gewalt als spezifesch Form vu Gewalt an als gesellschaftleche Phenomeen. Opgrond dovu kann een anstänneg Preventiounsprogrammer ausschaffen an den Affer hëllefen, selwer zu enger Erkenntnis ze kommen an ze handelen.

Mee d'Sensibiliséierung muss och an de Schoule stattfannen, op der Aarbechtsplaz, ënnerhalb der Police, der Justiz an de Gesondheetsberuffer. Leider gëtt et ze wéineg Mëttele fir all déi Servicer an Organisatiounen, déi a Kontakt si mat Affer oder Täter vu sexueller Gewalt a ganz spezifesch am Beräich vun der Preventioun schaffen.

Et ass zum Beispill bal net ze gleewen, mee am Violence-Rapport kann een et noliesen, dass beim Service d'assistance aux victimes de violence domestique, an deem agreéierte Service vum Staat - also net onbedéngt e Service, dee spezifesch op d'Violence sexuelle ageet, mee deen awer a senge Statistike Fäll vu Violence sexuelle enregistréiert -, nëmmen eng Psychologin eleng fir 400 Dossieren zoustänneg ass an dass verschidden Dossieren net méi traitéiert gi sinn, wéi déi Fra an de Congé de maternité gaangen ass.

Hei gesäit een, wéi wéineg politesch Mëttele bei der Lutte contre la violence agesat ginn. D'Servicer gi geschaaft, mee kee kuckt wierklech, wat hir Besoine sinn, fir anstänneg kënnen ze funktionéieren.

Dann e Wuert nach eng Kéier zur Sensibiliséierung. Déi sexuell Gewalt bis hin zum Mord a spezifesch de Feminicide gi vill ze mann thematiséiert. Iergendwéi schéngt et och nach ëmmer en Tabutheema ze sinn. Wann ee weess, dass Affichen, déi op dee Problem opmierksam maachen, systematesch zerstéiert ginn, da kann ee sech froen, wéi e Stellewäert dës Problematik an eiser Gesellschaft huet. A wann een och weess, dass Warnungen a spezifesch Aktivistinnen am ëffentlechen Espace unhand vun den Affichen, wéi et elo rezent och ze gesi war, vun ëffentlecher Säit ugesicht ginn, da kann ee sech froen, wou d'Bewosstsi vun dëser Problematik steet.

An elo kucken ech mer déi Motioun hei un an da ginn ech se of. Merci.

(Hilarité)

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg a ratifié la Convention d'Istanbul le 3 juillet 2018 ;

- considérant l'engagement du Gouvernement luxembourgeois dans la lutte contre la violence faite aux femmes dans le cadre de la ratification de cette convention ;

- considérant l'augmentation des violences domestiques dont les principales victimes sont des femmes dans certains pays membres de l'Union européenne durant la pandémie ;

- considérant que les abus sexuels sur enfants et femmes ont connu une hausse sur la période 2020 à 2021 dans certains pays membres de l'Union européenne ;

- considérant que nous ne disposons à ce jour pas des données nécessaires pour faire une estimation plus précise de l'augmentation des violences domestiques et surtout sexuelles au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à dresser un état des lieux de la mise en œuvre concrète des dispositions de la Convention d'Istanbul depuis sa ratification en juillet 2018 ;

- à commanditer des enquêtes et établir un bilan précis sur l'évolution des violences domestiques et sexuelles dans le contexte de la pandémie.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner oder leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, merci der CSV fir d'Ufro vun dëser Diskussioun, déi ganz wichteg ass, och wa se oft emotional gefëiert gëtt, wat awer ganz verständlech ass.

Siwen Theemepunkte wëlle mir an dëser kuerzer Interpellatioun ofdecken, siwe Punkten, déi zum Deel zesummenhänken, zum Deel hei awer och op eng gefëierlech Aart a Weis vermëscht ginn. Vu Mëssbrauch u Mannerjäregen iwwer Prostitutioun bis hin zu de Risike vun der digitaler Welt soll haut alles beschwat ginn. Dat muss een awer emol alles anuerdnen.

Prostitutioun a sexuelle Mëssbrauch sinn net dat selwecht a Sexting féiert net automatesch derzou, dass ee vu sengem Géigeniwwer erniddregt oder am schlëmmste Fall sexuell mëssbraucht gëtt. Hei musse mir oppassen, net alles an een Theema ze geheien.

Här President, sexuelle Mëssbrauch ass en Theema, iwwert dat net gäre geschwat gëtt. Déi Betraffen, déi sexuell Gewalt erlieft hunn, traue sech oft net, driwwer ze schwätzen. Si schumme sech zu Onrecht, fäerten, eppes ze erzielen a gi sech vill ze oft zu Onrecht selwer d'Schold un deem, wat geschitt ass.

Wann de Mëssbrauch dann och nach an der Famill oder an der Partnerschaft stattfënnt, ass et nach emol méi komplizéiert, well den Täter eng Persoun ass, zu där een an enger Bezéiung steet, déi normalerweis net just vu Gewalt, mee och vu kuerze schéine Momenter geprägt ass. Da kënnt zur Iwwerwannung, iwwert säi Leed ze schwätzen, och nach d'Scholdgefill derbäi, eng Persoun, déi engem nosteet, ze verroden.

Änlech schwéier, fir iwwer Mëssbrauch ze schwätzen, kann et ginn a Fäll vum sougenannte Cybergrooming, wou sech d'Affer engersäits oft schëlleg fillen, op där anerer Säit op den Täter eragefall sinn a gläichzäiteg oft nach laang vum Täter duerch Messagen an Drounge manipuléiert ginn. Grad wann et ëm sexuelle Mëssbrauch vu Mannerjärege geet, kann et dofir ganz schwéier sinn, d'Affer derzou ze kréien, eng Ausso bei der Police ze maachen.

Dofir war virun e puer Joer och d'Iddi opkomm vun engem Kannerschutzhaus. Dobäi handelt et sech ëm e séchert Ëmfeld, wou all d'Acteuren, vun der Police judiciaire iwwert den Dokter fir medezinnesch Ënnersichungen an eventuell forensesch Spueresécherunge bis hin zum Therapeut a Psychiater, op enger Plaz géifen zesumme schaffen.

Do kéinten och Aussoe vu Kanner opgezeechent ginn, fir ze verhënneren, dass d'Kanner an engem Prozess ëmmer erëm gezwonge ginn, iwwert dat selwecht, dat Erlieftent, ze schwätzen.

Dat gëtt aktuell jo och schonns vun der Police judiciaire gemaach, déi sech staark engagéiert, de Kanner d'Prozedur vun der Ausso esou, bon, et kléngt blöd, „agreabel" wéi méiglech ze gestalten an och souguer d'Interviewen a Schoulen oder Foyeren opzezeechnen, wat mir ganz gutt fannen.

Mee och wann hei schonns ganz gutt Aarbecht geleescht ginn ass, schwätze mir Piraten eis scho méi laang fir d'Schafe vun engem interdisziplinäre Gesondheetszentrum aus, wou Affer vu sexueller a geschlechtsspezifescher Gewalt vun all Alter sollen d'Méiglechkeet hunn, medezinnesch Consultatiounen an Analyse gemaach ze kréien, therapeutesch encadréiert ze ginn an och juristesch begleet Aussoen ze maachen. An dat géif natierlech net ausschléissen, dass net och weiderhin nach Mataarbechter bei Betraffener heem kéinte goen, fir do mat hinnen ze schwätzen, wa si dat wënschen. Mir denken, dass een an esou en Zentrum och gutt spezifesch Servicer fir Mannerjäreger integréiere kann.

Tatsächlech ass sexuelle Mëssbrauch awer net nëmmen en Theema, iwwert dat déi Betraffen net gäre schwätzen. Och ënnert de Professionellen ass de Sujet nach ëmmer mat engem gewëssen Tabu beluecht. Dat bréngt mat sech, dass d'Recherchen an den internationalen Austausch vu Best Practices an dësem Beräich nach net esou wäit ausgebaut si wéi an anere Beräicher. Hei kéint d'Politik nach Efforte maachen, fir méi e breeden Austausch ze förderen, wat d'Encadrement vun den Affer ugeet wéi och, wat d'Preventioun an d'Opdecke vun den Täter betrëfft. Dat ass nämlech guer net esou einfach.

Persounen, déi Mannerjäreger oder Erwuessener ëmmer nees mëssbrauchen, wësse ganz genee, dass dat, wat si maachen, falsch ass. Si wëssen, dass si eigentlech déi ganzen Zäit scho mat engem Been am Prisong stinn an dofir triede se no baussen oft extreem ugepasst a frëndlech op.

Fir Mëssbrauch gëtt et keen Alter oder kee soziale Milieu. Op jonk oder al, op aarm oder räich, d'Täter kommen aus alle Schichten a wësse sech leider oft sou ze presentéieren, dass hir Affer an och d'Ëmfeld kee Verdacht schëpft. Dat ass eng grouss Erausfuerderung fir d'Justiz an och e wichtegt Feld fir d'Fuerschung.

Vun engem verstäerkten internationalen Austausch, wat d'Erfarungen an Etüden ugeet, kéinte mir dofir nëmme profitéieren.

An der CSV-Ufro goung et dann och ëm e weidert Theema, ëm d'Froe vum Sexting. Also, ech gi jo mol zou, ech hu missen op enger Sichmaschinn souwéi an der Fraktioun vereenzelt Begréffer heizou nofroen. Mee et léiert ee jo ni aus.

Bee Secure huet Sexting gutt zesummegefaasst. „Ob als Liebes- oder Vertrauensbeweis, zur gegenseitigen Erregung, als Mutprobe oder Flirt, es gibt vielerlei Gründe fürs Sexting. Paaren in Fernbeziehungen ermöglicht diese Art der Kommunikation beispielsweise trotz Distanz eine gewisse Intimität. Aus diesem Grund sollte der Austausch solcher Inhalte auch lediglich im Einverständnis mit dem Gegenüber erfolgen."

Gi mir vun deem aus, wat Bee Secure geschriwwen huet, kann et jo fir Partner eng flott Alternativ sinn. Mee do musse mir als digital Partei awer och op e Punkt opmierksam maachen, dee mir ganz kritesch gesinn.

Wann esou ganz perséinlech a vläicht zimmlech plakeg Biller vun engem onbewosst an d'Hänn vun deem Falsche geroden, wisou och ëmmer, ass dat fir d'Affer eng ganz schwéier Situatioun. Mee wat ass, wann den Täter de Staat ass, e puer Staaten oder e groussen digitale Konzern? De Staat schafft mat Schlëssele fir esou munch Messenger wéi zum Beispill WhatsApp, an de Staat ka ganz Betribssystemer via Staatstrojaner iwwerwaachen. Do kann also eng Koppel relax per Video zesumme schwätzen oder och méi. An dertëscht sëtzt awer e Konzern oder e Staat a kuckt mat. Och dat mécht dann déi Koppel zu engem Affer.

Dat si Programmer, déi net d'Staate selwer entwéckelen, mee Firme wéi zum Beispill Spezialisten an Israel. Mee wéi ee weess, sinn et haut Staaten, déi esou Tools hunn a muer vläicht Perverser, déi sech déi kafen.

Mat der Entwécklung vun esou Tools a Schlësselen entstinn nei Affer, déi onbewosst beim Sexting vu Firmen, Staaten oder Hacker kënnen observéiert ginn. Dat ass e Problem am digitale Beräich, op dee mir opmierksam maache wëllen, well net all gutt gemengten Ouverture, fir kënnen de Bierger ze iwwerwaachen, kënnt duerno mat engem gudde Resultat - am Géigendeel! Wéi ee beim Sexting gesäit, kann eng Iwwerwaachung och de Staat zum Täter maachen.

Eng änlech Diskussioun war och schonn an der Justizkommissioun opkomm a Fäll, wou bei enger Ënnersichung vun der Police och Computeren an Handye beschlagnaamt an ënnersicht gi si wéinst engem ganz anere Punkt, do awer da ganz privat Biller och op de Medien ze fanne sinn, déi een an enger Koppel gedeelt huet. Dat weist och, wéi komplex de Schutz vun der Privatsphär ass, wéi komplex de Schutz vun den Affer ka sinn a wisou een nei digital Methode brauch, fir Täter ze fannen, ouni anere Leit hir Privatsphär ewechzehuelen.

Här President, zum Schluss nach en Theema, dat oft ënnert den Teppech fält - bewosst, wéi mir schéngt -: Dat ass de Mëssbrauch am Numm vun de Reliounen. An do huelen ech bewosst elo net eng Relioun eraus, mee se alleguer.

Grad wann et ëm d'Opklärung vu Mëssbrauchsfäll an der Kierch an allgemeng de Relioune geet, gëllt et, wat d'Gerechtegkeet ugeet, nach villes opzehuelen, national wéi international.

Hei dierfe mir d'Aen net virun der Realitéit verschléissen. Nieft dem direkte Mëssbrauch ass och am Numm vun der Relioun e Mëssbrauch iwwer laang Zäit - e ganzt Liewen! -, an do drënner verstinn ech déi Kannerbestiednisser, géint déi mir Piraten eis ganz kloer ausschwätzen, och géint eng Unerkennung vun esou Bestiednisser, wann déi Affer méi al sinn.

Et dierf net erlaabt sinn, och net toleréiert sinn, am Numm vun der Relioun oder soss Traditiounen, Kanner versprach ze kréien, oft Männer iwwer 40, 50 Joer mat Kanner vun 10 bis 12 Joer. Do misst ee vill méi haart géint d'Relioune virgoen, déi esou Hochzäiten erlaben oder vollzéien. Dat kann een net deelen.

Déi sexuell Iwwergréffer op Kanner an de Relioune ginn net genuch bestrooft, am Géigendeel. Hir Vertrieder sinn nach iwwerall ënnerwee, ginn iwwerall invitéiert. Wéi enge Veräiner géif een nach weiderhin esou de rouden Teppech ausrullen, wa se net fäeg sinn, beim Theema sexuelle Mëssbrauch opzeraumen? Bestëmmt kengem.

Mir Piraten fuerderen, vill méi haart duerchzegräife bei de Mëssbrauchsfäll ronderëm all Relioun.

Här President, ech komme mat menger Riedezäit zum Enn. An dofir wëll ech och elo séier e wichtege Punkt uschwätzen, an dat sinn d'Strofe viru Geriicht. Et dierf net sinn, dass en Affer vu sexueller Gewalt e ganze Prozess duerchstoe muss, just fir dann ze gesinn, wéi en Täter mat enger minimaler oder guer kenger Strof dervukënnt.

D'Piraten wëllen e modernt Strofrecht, wat de Fokus net nëmmen op d'Bestrofung, mee och op d'Vermeidung vun engem Réckfall leet. Mee fir mat den Täter seriö un hire Problemer ze schaffen, brauch een nun emol Zäit; Zäit, déi een net huet, wann ee just sechs Méint op Sursis kritt. Mir denken dofir, dass een den aktuelle Strofekatalog nach emol iwwerpréiwe sollt an hoffen och, dass et deemnächst an der Kommissioun an och an der Plenière nach e méi breeden Austausch iwwert d'Roll vun der Organisatioun vun de Prisonge vu Lëtzebuerg wäert ginn.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.-* Viru Kuerzem ass eng Persoun bei mech komm, déi ech scho laang kennen a sot mer, si misst mir eppes Wichteges soen. Si hätt mer dat nach net gesot, mee et wär eppes, wat se ganz vill géif beschäftegen, fir vläicht en Euphemismus ze benotzen.

Ech hu mech op dat Schlëmmst gefaasst gemaach an do sot déi Persoun mer, si wär als Kand - si huet 50 Joer haut - vun hirem Cousin mëssbraucht ginn. A si wéisst dat awer eréischt säit Kuerzem. De Cousin hätt hir et gesot. Si hätt sech un näischt kënnen erënneren. Si ass du bei d'Psychologin gaangen. D'Psychologin huet mat hir geschafft an eréischt nom Schaffe mat der Psychologin sinn hir Souveniren zréckkomm, an zwar ganz séier. A si ass dunn eng Plainte maache gaangen. Et ass net hei, et ass am Nopeschland. Si ass eng Plainte maache gaangen an et ass verjäert. Dat heescht, de Cousin huet och ganz bewosst d'Verjärung ofgewaart gehat an hir dunn deen Aveu gemaach.

Op alle Fall, natierlech bleift déi Frustratioun, fir net kënnen dergéint virzegoen. Mee nodréiglech erkläert sech hir ganz Existenz vu futtisse Partnerschaften, vun enorme Konflikter mat hiren Elteren, mat hire successive Partner, Scheedungen an och Violencen, déi ëmmer erëm subisséiert goufen, vun hire Partner, déi se hat.

Et ass ee Beispill vun esou villen, déi et gëtt, an e Beispill, wat mir och nach eng Kéier kloergemaach huet, wéi wichteg et ass, dass mer iwwert d'Verjärungsfristen an deenen heite Fäll nodenken. Well eppes, wat ee sech vläicht guer net ka virstellen, wann een net emol an esou enger Situatioun war, dat ass déi Capacitéit vum Mënsch an dem mënschleche Kierper, fir aus rengem Leiden eraus Souveniren auszeschalten, fir ze vergiessen, wat geschitt ass a fir Abstraktioun dovunner ze maachen, wéi wann dat net geschitt wär.

Dat ass eppes, wat ganz, ganz oft virkënnt, et ass haut schonn ugeschwat ginn, déi sougenannten Amnésie traumatique, an d'Gedächtnis kann erëmkommen, sief et eeben doduerch, wéi am Fall, deen ech elo gesot hunn, wann een dat direkt gesot kritt, sief et och, wann ee selwer Mamm gëtt, wann een accouchéiert, wann een an eng änlech Situatioun nach eng Kéier kënnt.

An dat ass fir mech de Motor, fir déi Dispositiounen am Code pénal, wéi mer se kennen, unzegoen an och d'Verjärungsfristen unzegoen. D'Madamm Kemp, där ech d'ailleurs wierklech e grousse Merci soen, déi Discoursen haut ugestouss ze hunn, huet virdru schonn driwwer geschwat. Ech hat scho mat hir rieds driwwer. Den Text ass nach net ganz ofgeschloss, mee ech wäert eng substanziell Verlängerung oder eebe keng Verjärungsfrist méi virgesinn, sachant, dass, wann ee seet 30 oder 40 Joer, dann ass ee bal derbäi, dass een eigentlech keng Prescriptioun méi virgesäit.

Mee firwat ass dat esou wichteg? Natierlech, d'Géigenargument ass kloer, dass Beweiser verluer ginn au fur et à mesure vun der Zäit. Mee et ass awer essenziell, dass een als Victime weess: Ech hunn dat Recht nach! Ech kann dat nach maachen.

Ech hu kierzlech nach eng Artikel gelies an der Zeitung an England, wou nach en Här vun iwwer 90 Joer och condamnéiert ginn ass wéinst deene Faiten, déi ëm reprochéiert goufen. Dat heescht, et ass méiglech, och nach zu enger Condamnatioun ze kommen. Mee virun allem ass et wichteg fir d'Affer, dass et seriö geholl gëtt. Et ass wichteg fir d'Affer, dass et weess, dass et déi Méiglechkeeten huet. Mee dat ass just en Deel vun deem Projet, wou mer amgaange sinn drun ze schaffen, ech krut déi Fro elo e puermol gestallt. Dat ass ee Volet.

Deen anere Volet, deen extreem wichteg ass, ass och dee vum Inzest. Dat ass, Stand haut, just, wann Der esou wëllt, eng Circonstance aggravante. Och dat gëtt deem Facteur net gerecht. Et gëtt deem ganz gravéierende Fait, deen engem do passéiert, net gerecht. Et muss méiglech sinn, dat als Infraction autonome virzegesinn, dass et ganz kloer ass, dass dat eng Strofdot à part ass. Et ass net just eppes, wat nach méi schlëmm ass. Et ass eppes, wat extreem grav ass, wann ee vun engem Kand abuséiert, wat ënner engem senger Autoritéit ass.

Et gëtt u sech näischt méi Schlëmmes, wat een engem Kand kann undoe wéi dat doten. Dat ass en Trauma fir d'Liewen. Dat ass en Trauma, wat een net vergësst. Dat ass en Trauma, wat een e ganzt Liewe laang begleet an all senge Relatiounen, an all senge Kontakter, wat een zu deem mécht, wat een ass, wat engem all Selbstvertraue kann huelen a wat - an dat ass jo och haut schonn ugeklongen - och herno riskéiert, nees reproduzéiert ze ginn. Dat muss ganz, ganz kloer sinn, dass dat net geet, dass et net geet an dass een e Liewe laang kann dofir bestrooft ginn, wann et da bewisen ass!

Zu deem, wat mer an deem Text nach wëlle maachen: Et muss och esou sinn, dass mer och net méi brauchen driwwer ze spekuléieren, ob e Mineur säi Consentement ginn huet, e Mineur ënner 16 Joer. Et muss einfach esou sinn! Et geet een net als Erwuessenen un e Mineur vu manner wéi 16 Joer! Do gëtt et keng Fro vu Consentement. Dat ass einfach eppes, dat soll net sinn! An dat musse mer och kloer esou an eisen Texter verankeren.

Dat ass fir de legislative Kader. Dee kann awer hei wéi esou dacks leider net alles. Dee kann natierlech herno een opfänken. E ka soen, wéi mer domadder ëmginn um strofrechtleche Plang. Mee extreem wichteg ass déi ganz Aarbecht, déi virdru gemaach gëtt. An et ass och extreem wichteg, dass mer iwwert déi Sujeten diskutéieren. An duerfir ass et och esou gutt, dass mer de Mëtten hei déi Diskussioun hunn. Et ass gutt, dass Affäre mediatiséiert ginn. Et ass gutt, wann op de sozialen Netzwierker esou Mouvementer wéi #MeToo oder #MeTooIncest oder #BalanceTonPorc vill gedeelt ginn, well ee sech nämlech eppes bewosst gëtt, an dat ass, dass et net engem seng Schold ass, an dat ass, dass een déi Saache kann denoncéieren an dass ee se muss denoncéieren, fir sech selwer a fir all déi aner, déi hannendru kommen.

Duerfir, e ganz wichtege Volet ass dee vun der Preventioun. Dat hutt der alleguerten - bal all - ënnerstrach. Et ass essenziell an do gëtt ganz vill dru geschafft. Den Educatiounsministère ... - d'Carole Hartmann huet virdrun am Detail eng Rëtsch vun deene Mesuren ugeschwat -, de Planning Familial, deen an d'Schoule geet, deen eng Opklärungsaarbecht mécht. Et kann een natierlech alles nach ausbauen. Broschüren, déi mer erausbréngen, zesumme mat Parquet, Police, SNJ, Bee Secure, notamment iwwert dee ganzen digitale Volet, deen natierlech ëmmer méi Iwwerhand hélt a wou mer vun Ufank u musse sensibiliséieren.

Mee et ass awer virun allem och immens wichteg, dass mer de Kanner zwou Saache mat op de Wee ginn. Éischtens, et kann een ëmmer Nee soen. Et huet een e Recht drop, Nee ze soen. A wann een Nee seet, dann ass et „Nee". A wann et keen Accord gëtt, dann ass keen Accord do an dann ass et och net eng sexuell Relatioun, dann ass et eng Violence sexuelle. Dat gehéiert zu enger Educatioun. Dat ass eppes, wat ee Kanner vu klengstem Alter u kann op eng verständlech Aart a Weis mat op de Wee ginn.

An dat Anert ass dat vun der normaler sexueller Relatioun. Mir wëssen alleguerten, dass eis Welt mëttlerweil relativ pornografiséiert ass, eleng duerch d'sozial Netzwierker, wou ganz vill Biller zirkuléieren, déi mer net wëlle gesinn, wou mer och net wëllen, dass eis Kanner se gesinn. An et ass extreem wichteg, dass mer d'Kanner do op deem Wee begleeden, déi Jonk, déi Jugendlech, fir hinnen ze soen, dass dat net alles esou ass, wéi een dat do gesäit a virun allem och net muss esou sinn.

An do gëtt et eng sëllege Projete vum MENJE. Et gëtt eng itenerant Ausstellung, déi mécht, dass och sensibiliséiert gëtt. Et gëtt ganz vill an deem dote Beräich gemaach. Mee et kann een ëmmer nëmmen nach méi maachen, fir alles dat ze evitéieren.

An dann dee Volet hannendrun ass deen: Wann eng Dot geschitt ass, wéi gi mer domadder ëm? Dat heescht, virun deem Moment, wou mer an e Prozess erakommen, wou mer bei e Geriicht ginn. Och do ass et wichteg, dass zemools d'Acteuren - a mir hunn effektiv eng Vermëschung haut vun den Diskussiounen, mee si sinn heiansdo enk liéiert -, déi mat Kanner a Jonke schaffen, ze dinn hunn, déi enger sexueller Gewalt ausgeliwwert sinn, déi néideg Outilen hunn, fir dat ze erkennen, an dass ee weess, wéi een et kann denoncéieren, wou een et denoncéiert, wat ee muss maachen.

Do gouf schonn 2018 e Leitfaden ausgeschafft tëschent der Justiz, der Police an och der Educatioun, fir dat den Acteure mat op de Wee ze ginn, well dat ass och en Deel vun der preventiver Aarbecht.

An dann een anere Volet, dat ass natierlech deen, wann eppes geschitt, a mir haten an der lescht Fäll, a Lycéeën zum Beispill, wou Situatiounen opgetruede sinn - do ass jo Gespréich, d'ganz Schoul weess dat jo -, an dass och an de Schoulen, an dat ass jo och schonn ugeklongen, Ulafstelle kreéiert solle ginn. Do gëtt dru geschafft. Och dat huet de Claude Meisch mer nach mat op de Wee ginn.

Voilà, déi dräi Volete sinn déi, wou mer weider intensiv mussen dru schaffen. Natierlech gëtt et dann de Volet vun den Zuelen. Et ass ganz vill vun den Zuelen haut geschwat ginn. Mir hunn d'Zuele vun der JUCHA. Ech mengen, déi puer Questionparlementairen aus de leschte Woche sinn och ugeschwat ginn. Do gesäit een, wat elo intern d'Zuele si vun de Condamnatiounen, déi do sinn. Ech sinn och der Meenung, dass een dat alles nach verfeinere kann, besser opschaffen. Mee de Problem, deen einfach bleift, ass dee vun der Donkelziffer. An dee kréie mer u sech nëmmen esou aus der Welt geschaaft, wa mer probéieren, déi Donkelziffer esou vill wéi méiglech ze reduzéieren, andeem mer natierlech d'Dote probéieren ze reduzéieren op där enger Säit, a wa mer och probéieren, d'Leit derzou ze bréngen, déi Akten ze denoncéieren, déi passéieren.

Vläicht nach kuerz e puer Wuert zu der Prostitutioun. Hei ass vum Gesetz vum 28. Februar 2018 rieds gaangen. Do gëtt et eng interministeriell Plattform, déi amgaangen ass, dat ze evaluéieren. An do soll d'Resultat nach dëst Joer virleien. Mir hunn och am Kader vun dem Benelux jo eng Rotatioun vu Länner. Do hate mer nach 2020 d'Erfarungen ënnereneen ausgetosch, fir ze kucken ..., well ee vun de Voleten ass jo wierklech de Mënschenhandel, dee mer probéieren ze endiguéieren, dass mer do nach eng besser Kollaboratioun op deem Punkt hunn.

Dann hutt Der och vill geschwat vun der Betreiung vun den Täter. Natierlech ass et eis alleguerte wichteg, dass een, deen eng Kéier gefaasst gouf, net recidivéiert. A bon, do kann ech virun allem vun deem Beräich schwätzen, dee mer dann ënnerläit, dat ass de Prisong. Do kréien d'Täter souwuel am CPL wéi och zu Giwenech Therapië virgeschloen an d'Psychotherapeute sinn och bereet, an de Prisong ze kommen, fir Therapien unzebidden. An d'Psychologe vum Service psycho-socio-éducatif, déi realiséieren och natierlech eng Aarbecht mat den Detenuen iwwer Selbstentwécklung a Motivatioun.

A wa mer bei der Motivatioun sinn, ass natierlech ee wichtegt Element dat, dass den Täter muss averstane sinn, fir dee Suivi och ze maachen, fir dass et iwwerhaapt och en Notzen huet. Aktuell proposéieren eng aacht onofhängeg extern Psychotherapeuten Therapien an eise Centren.

Vläicht och nach e Wuert zu dem Feminicide an der Fro, ob een dat elo net seriö hélt. Ech wiere mech do dergéint. Ech si just der Meenung, dass et näischt drun ännert, wa mer elo dat esou separat an de Code pénal schreiwen. Wat mer amgaange sinn ze maachen, dat ass, eng Dispositioun Hate-

crime virzegesinn, déi generaliséiert ass. Dat heescht, wann deejéinegen, un deem ee sech vergräift zum Beispill an deem heite Fall eng Fra ass, ass dat eng Circonstance aggravante dee Moment.

Ech mengen, ech hu plus ou moins den Tour gemaach vun deem, wat ech wollt soen. Dir waart jo och alleguerte ganz komplett an Ären Interventiounen. Dir hutt nach eng Kéier de Point gemaach vun allem, wat usteet.

Vläicht nach e Wuert zu de Motiounen. Also déi, déi mech elo e bësse betrëfft, dat ass déi éischt, also déi vun der CSV, well mir en Deel vun den Zuele hunn, wou et ëm Statistike geet. Do hu mir en Deel vun deenen Zuelen. Duerfir géif ech proposéieren - well ech elo haut eleng hei sinn, fir dozou Positioun ze huelen -, dass et gutt wär, wa mer dat dote kéinten an enger Kommissioun zesummen eng Kéier diskutéieren, fir ze kucken, wat en place ass a wat mer nach bräichten, fir dat nach ze komplettéieren. Dat wär elo meng Propos, fir awer konstruktiv domadder ëmzegoen. Voilà.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Jo, ech kommen heihinner, well et sinn awer dräi Punkten, mengen ech, déi besonnesch wichteg sinn an op déi ech wëll kuerz reagéieren.

Deen éischten ass: D'Madamm Tanson ass op déi Memoiren agaangen, déi Erënnerungen, déi erëmkommen no enger gewëssener Zäit. Ech hunn dat Gefill, datt d'Madamm Tanson an hirer Estimatioun 15 Joer hannert den Diskussiounen ass, notamment wéi se an den USA gefeiert ginn.

Do hate mer déi Diskussioun in extenso an et ass ganz laang diskutéiert ginn iwwert déi suggeréiert Memoiren, och wann et enger Persoun, wéi gesot, net gutt geet am Liewen …, dann déi Psychiateren, déi dat dann zréckgefeiert hunn op e méigleche sexuelle Mëssbrauch an der Kandheet. Et ass zu Prozesser komm. Et gëtt eng extensiv Literatur doriwwer. An et ass scho laang, wéinstens a ganz villen eclairéierte Kreesser, abandonnéiert. Well dat ass natierlech komplett fiktiv!

Déi suggeréiert Memoiren hu mat engem Rechtsstaat guer näischt méi ze dinn. Dat gëtt flott Diskussiounen, mee mir sinn do wierklech … Also, Dir bréngt et fäerdeg, Madamm Tanson, Diskussiounen opzegräifen, déi am Ausland scho laang diskreditéiert goufen.

(Interruption)

Dat Zweet ass: Dir kommt als Justizminister heihinner an da sot Der, esou Campagnë wéi #BalanceTonPorc oder #MeToo, dat soll gutt gedeelt ginn an esou weider. Mee wësst Der, dat ass eng extrajudiciaire Verurteelung! Do ass d'Reputatioun vun onschëllege Leit ... An a Frankräich gëtt et och dozou eng ganz breet Diskussioun. Do gëtt eng extrajudiciaire Manéier geholl, fir d'Reputatioun vu Leit iwwer Internet ze ruinéieren! Dat huet mat Justiz näischt ze dinn, absolutt näischt!

Dir sot ... Als Justizministesch, wann Der wëllt géint Hatecrime an esou weider wëllt optrieden, da musst Der soen: „Dat ass dee falsche Wee!" D'Geriicht ass dee richtege Wee. De kontradiktoresche Prozess ass dee richtege Wee, wou d'Leit eng Defense kënnen hunn, awer net déi extrajudiciaire Internetcampagnen.

An dat Drëtt ass, dat ass eng Fro: Wann ech lech richteg verstanen hunn - ech war net sécher, dohannen ass d'Akustik net ëmmer esou gutt -, mee wann Dir gesot hutt, wann een eng Fra dout mécht, wier dat eng Circonstance aggravante. Wann ech lech richteg verstanen hunn. Ass dat falsch? Sot eis dat nach eng Kéier! Well da géife mer wierklech an d'Kategorie erarutschen, dat wier dann dee grousse Progrès, wou d'Liewe vun enger Fra méi Wäert ass wéi d'Liewe vun engem Mann. Dann hätt Der wierklech eppes …

(Interruptions diverses)

Dofir hätt ech gär, datt dat kloergestallt gëtt. Et gëtt eng Kategorie: Dat ass den Homicide. Dat ass, wann een e Mënsch ëmbréngt. Dat huet näischt mat Mann ze dinn. Dat ass d'Embrénge vun engem Mënsch! An ob dat e Mann oder eng Fra ass, dat ass genau d'nämmlecht. Et gëtt keng besonnesch Kategorie Feminicide, déi misst anescht bestrooft ginn. Wann een e Mënsch ëmbréngt, ass een e Verbriecher. An domadder, mengen ech, huet d'Geriicht da genuch ze dinn, op eng gerecht Manéier.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Vläicht dann e bësse Pedagogie an der Juristerei. Den Hatecrime ass e Crime, dee gemaach gëtt wéinst engem sengen Originnen, wéinst engem sengem Genre, wéinst engem senger Orientation sexuelle, wéinst engem senger Relioun.

An ech hu gesot, Här Kartheiser ... Mee ech ka mer virstellen, Dir hutt et exactement héieren. Dir wollt elo hei just nach eng Kéier profitéieren, fir eppes ze soen. Ech hu gesot, dass wann een eng Fra ëmbréngt, well se eng Fra ass, da si mer am Beräich vum Hatecrime. Ech hunn net méi gesot an ech hunn net manner gesot. Fir de Rescht hunn ech näischt méi bäizefügen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kéimen dann elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun deene verschiddene Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Nancy Arendt deposéiert ginn ass.

Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Do war, mengen ech, de Wonsch do, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen. D'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wéilt der Madamm Arendt Merci soe fir déi iwwergräifend Motioun, déi ganz vill Volete betrëfft. An deem Kontext géif ech dann och proposéieren, déi Motioun an d'Kommissioun oder an d'Kommissiounen ze verweisen. Et kéint ee vläicht u Jointen denken.

Ech wéilt och drop hiweisen, datt en Aktiounsplang jo schonn ausgeschafft ginn ass, éier mer de penale Volet verbessert hunn. Do geet et jo och ëm d'Aarbecht um Terrain. Et geet ëm d'Exitstrategie. Et geet ëm d'Preventioun, d'Informatioun an d'Sensibilisatioun, an ëm d'Éducation sexuelle et affective. An ech mengen, wa mer eis domat beschäftegen, da komme mer an dee ganze Kontext vun der Evaluatioun vun där ganzer Strategie, déi mer scho laang hunn, déi schonn ënnert der fréierer Regierung ausgeschafft ginn ass. An da kéint ee sech eng Kéier all zesumme mat deene Volete befaassen. Ech mengen, dat wär et wierklech derwäert. An dofir: an d'Kommissiounen an net just an eng Kommissioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. Ech ginn direkt d'Wuert un den Auteur vun där Motioun, d'Madamm Nancy Arendt.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Merci, Här President. Also, an där Motioun geet et ganz kloer drëm, datt mer sollen eng national Ulafstell hunn, wou jiddereen, dee vu sexuellem Mëssbrauch betraff ass, sech ka mellen, fir eeben net op déi verschidden Associatioune mussen zréckzegräifen, eeben aus där Problematik, op déi och d'Madamm Oberweis agaangen ass, datt mer keng fiabel Statistiken hunn an esou eng riseg Donkelziffer hunn.

Mir sinn der Meenung, datt mat enger nationaler Ulafstell dee Problem kéint vill méi einfach gereegelt ginn. Och iwwregens, datt do soll en nationale Beoptraagten dra sinn, dee sech da géif ëm d'Formatioune bekëmmeren fir Leit, déi mat a fir Kanner um Terrain schaffen.

An dofir, ech ka ganz gutt domadder liewen, wann een dat dann herno awer iergendwéi erëmfanne kann.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Arendt.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 1 est renvoyée à la Commission de la Justice et à la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes.)

Motions 2 et 3

Da kommer zur Motioun Nummer 2. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. D'Motiounen 2 an 3 si Motiounen, déi d'Educatiounskommissioun betreffen. Et geet do ëm Sensibilisatiounscampagnen. Et geet och ëm e Signe spécial, deen d'Madamm Arendt eis hei presentéiert huet.

Et geet an der Motioun 3 ëm Preventiounsprogrammer. Ech hat Récksprooch mat der Madamm Arendt geholl. An ech mengen och, dass dat heiten awer Theeme sinn, déi esou wichteg wären, dass mer déi net sollten ofstëmmen, mee dass mer eis wierklech sollte gutt Zäit huelen, fir déi an der Schoulkommissioun ze beschwätzen. Duerfir wär meng Propos och, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen, net awer ouni der Madamm Arendt e ganz, ganz grousse Merci ze soe fir hir Interpellatioun a fir hir ganz, ganz interessant Ausféierungen, déi si hei uewe gemaach huet. Merci dofir.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur vun der Motioun.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech ka selbstverständlech dermat liewen, datt mer dat doten an eng Kommissioun géifen huelen.

Ee Punkt, deen op der drëtter Motioun ass, dee mer um Häerz läit, datt bei einger Äntwert vun enger Question parlementaire et kloer erauskomm ass, datt praktesch keng Sportsveräiner, Federatiounen oder nach aner Associatiounen de Bulletin 5 froen, wa se Leit rekrutéieren. Dat ass awer deen, deen drop hiweist, ob Leit eng Kéier verdächtegt waren oder verurteelt gi sinn bei Kannermëssbrauch. An do ass et mer extreem wichteg, datt do sensibiliséiert gëtt, datt an Zukunft d'Leit, déi Leit rekrutéieren, fir bei hinnen ze schaffen, awer do sensibiliséiert ginn, datt se sech speziell op deen dote Bulletin sech konzentréieren, an net nëmme just en Extrait aus dem Casier judiciaire.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Arendt.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien d'accord ass, fir d'Motioun Nummer 2 an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 2 est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

Da komme mer zur Motioun Nummer 3.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Wien d'accord ass, fir d'Motioun Nummer 3 an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass och dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 3 est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen. Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech wëll elo net falsch verstane ginn, wann ech erklären, datt déi do Motioun superfetatoire ass. Ech erkläre mech.

Se besteet aus dräi Fuerderungen, aus dräi Invitten.

Déi éischt besteet doran, datt de Service « Protection de la jeunesse » renforcéiert gëtt. Dir wësst genee, datt d'Campagne de recrutement amgaangen ass an datt ganz genee no Profiller gesicht gëtt actuellement, fir dee Service ze verstäerken, wou net nëmmen no Policeagente gesicht gëtt, mee eeben och no Psychologen, déi déi néideg Profiller hunn, fir do wierklech och mat de Leit ze schaffen. Dat ass deen éischte Volet. Dat leeft ganz kloer. Dat huet de Minister mer bestätegt.

Dat selwecht zielt fir den zweete Punkt, wou et ëm den Ekipement geet an ëm d'Formatioun. Do stinn am Budget pluriannuel ganz genee 32 Milliounen schonn elo dran, fir genee dat doten ze maachen, wat hei gefuerdert gëtt.

An da beim drëtte Punkt seet den Här Minister mer, datt souwisou international do muss zesummegeschafft ginn, datt et am Fong geholl kee Sënn mécht, esou eng Struktur, e Centre d'alerte et de réaction aux contenus informationnels illicites, reng op Lëtzebuerg ze bezéien, well genee déi dote Problematik meeschtens international Enverguren huet.

Dofir ass éischter méi eng Plus-value dran, wann een international zesummeschafft. Dat leeft de Moment iwwer Europol. Natierlech ka verstäerkt ginn, mee reng op Lëtzebuerg gekuckt, gesi mir hei net direkt de Sënn, well mer dann den internationale Kontext net hunn.

Dofir géif ech proposéieren, dës Motioun ofzeleenen a weiderhin op dee Wee ze goen, eis an der internationaler Kooperatioun besser opzestellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Dann huet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, also mir soe Merci fir déi Motioun. Et ass natierlech eis Bemierkung, datt mer léiwer gehat hätten, et wär gesot ginn, d'Abus sexuels op all Mënsch solle gekuckt ginn, an net nëmme Fraen a Kanner. Wéi gesot, Männer kënnen och Affer sinn.

Mee wat de Contenu ugeet, ënnerstëtze mer dat ausdrécklech. Lëtzebuerg ass besonnesch a leschter Zäit international genannt gi wéinst Firmen, déi och an dem Geschäft vun der Pornografie aktiv sinn an déi en direkte Bezuch zu Lëtzebuerg hunn. An ech mengen, et wär wierklech och e wichtegt Zeechen international, wa mer géifen och hei op der Plaz eis Police esou ekipéieren, datt se eng glafwierdeg Approche, och wat Lëtzebuerg selwer ugeet, kéint ubidden.

An ech mengen, et ass eebe just: Wéi mer et am Finanzsecteur gemaach hunn, datt mer op esou Kriticken op e konstruktive Wee geäntwert hunn, esou sollte mer dat och maachen hei am Beräich vun der sexueller Sécherheet vun deene Jonken, an notamment och wat d'Firmen ugeet, déi am Beräich vun der Pornografie hei zu Lëtzebuerg Geschäfter hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Nancy Arendt.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Jo, merci, Här President. Also, et ass ganz kloer aus der Ried erausgaangen, datt hei net nëmme Meedercher a Frae viséiert sinn. Ech hu multipel Mol och Beispiller bruecht, wou Jongen abuséiert ginn, ausdrécklech och aus dem Sport. Ech mengen, et ka jiddweree sech drun erënneren.

Ech begréisse selbstverständlech, datt d'Madamm Lorsché dohanne gesot huet, datt de Policeminister schonn annoncéiert huet, datt en do säi Personal wëllt opstocken. Mir wëssen, datt déi Leit iwwerfuerdert sinn, fir pedopornografescht Material auszewäerten.

Et freet mech och ze héieren, datt esou e grousse Budget virgesinn ass. Ech hoffen, datt een dann och an déi nämmlecht Richtung geet wéi déi däitsch Kolleegen, fir kënschtlech Intelligenz ze benotzen, esou wéi ech eigentlech gefrot hunn, fir dann eeben och méi séier kënnen ze handelen an deem dote Sujet.

Mir halen awer drop, datt déi Cybersecurity-Plattform soll kommen, esou wéi mer se am Wirtschaftsberäich jo virleien hunn. Ech mengen, datt et wichteg wär, datt mer dat hei zu Lëtzebuerg géifen och esou op deem dote Wee lancéieren. Dofir géife mer bieden, fir awer e Vott ze huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Arendt.

Ech gesi keng weider Wuertmeldung méi, soudatt mer kënnen zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen ee Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Frank Colabianchi), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun, déi vun der Sensibilitéit déi Lénk deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och deene Lénke Merci soe fir déi heite Motioun, wou jo gefrot gëtt, fir engersäits en État des lieux ze maache vun der Mise en œuvre vun

Dispositioune vun der Konventioun vun Istanbul respektiv fir awer méi pousséiert Enquêten ze maachen, wat d'Violence domestique ugeet am Kader vun der Pandemie.

Bon, do hate mer kierzlech iwwert de Rapport vum Comité de coopération geschwat. Ech géif awer da proposéieren, dass mer och dës Motioun an d'Kommissioun verweisen, fir dann och mat der zoustänneger Ministesch an eiser Kommissioun vun der Égalité tëschent Fraen a Männer méi am Detail doriwwer ze diskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da wëll ech direkt d'Wuert weiderginn un den Auteur vun der Motioun, fir ze froen, ob si d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, merci fir d'Propos a mir sinn averstanen. Merci villmools.

Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 5 est renvoyée à la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes.)

Domadder wier dëse Punkt ofgeschloss.

5. Question élargie n° 103 de M. Laurent Mosar relative à la publication des données fiscales par les grandes multinationales

Mir kommen elo zu der erweiderter Fro Nummer 103 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Veröffentlechung vun de Steierdate vu grousse multinationale Gesellschaften. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, ech wollt de Mëtten eng Fro stellen iwwert déi Decisioun, déi am Conseil „Kompetitivitéit" geholl ginn ass iwwert dee sougenannte „country-by-country report".

An ech hat déi eigentlech och ursprünglech un de Finanzminister gestallt, duerfir sinn ech och elo e bësselchen erstaunt, datt de Wirtschaftsminister mer drop äntwert. Net well ech de Wirtschaftsminister net appreciéieren - ech stellen him méi oft Froen, wou ech och ëmmer relativ detailléiert Äntwerte kréien -, mee ech sinn e bësselchen erstaunt an ech wäert dat och elo nach eng Kéier ausféieren: Well wann ech dat richteg matkritt hunn, ass déi Decisioun do jo geholl gi mam Averständnis vun der lëtzebuergescher Regierung, wat mir par ailleurs och begréissen, well mer a sech och mat där Iddi vun deem Country-by-Country-Report eigentlech kënne liewen. Mir hunn awer déi selwecht Bedenken, déi och d'Regierung huet, nämlech datt déi Base légale vun där Decisioun net déi richteg ass. An ech hu selwer den Här Fayot héieren, wéi e gesot huet, hie géif eigentlech fannen, datt déi doten Decisioun hätt missen um Niveau vun der Fiskalitéit, also am ECOFIN (ndlr: Conseil « Affaires économiques et financières ») geholl ginn, an net am Conseil „Kompetitivitéit".

Duerfir sinn ech elo e bësselchen erstaunt, datt den Här Fayot hei untrëtt, well no senger Logik hätt e jo missen den Här Gramegna untriede loossen, well hie selwer der Meenung ass, datt dee Sujet eigentlech hätt missen am Conseil ECOFIN traitéiert ginn. Mee ech mengen, déi zwee Ministere sinn hei an den Här Gramegna ka mer jo dann och nach herno do eng Äntwert ginn.

Ech wëll elo net méi op dee ganzen Detail vun deenen Diskussiounen do agoen. Ech hu just eng Rei vu Froen ze stellen. An ech wollt awer herno nach eng Fro unhänken, déi iergendwéi och mat deem ganze Country-by-Country-Report zesummenhänkt, an dat ass déi vun der Minimalbesteierung: Well ech sinn och der Meenung sinn - an ech sinn net deen Eenzegen, deen déi Meenung huet -, wa mer géifen a Richtung vun enger Minimalbesteierung goen, da stellt sech iwwerhaapt nach d'Fro, ob dee Country-by-Country-Reporting Sënn mécht, well et jo och an deem Country-by-Country-Reporting a sech drëm geet, datt déi multinational Firmen, déi a verschiddene Länner aktiv sinn, och pro Land solle genau soen, wat se vu Steiere bezuelen.

Duerfir ass meng éischt Fro, déi ech dann un den Här Fayot oder un den Här Gramegna stellen, déi, fir emol fir d'alleréischt ze wëssen, wou mer elo genau dru sinn. Hei ass eng Decisioun geholl gi vum Conseil „Kompetitivitéit". Ech ginn dervun aus, déi Decisioun muss nach eng Kéier am EU-Conseil respektiv am Europaparlament approuvéiert ginn.

Eng zweet Fro ass, wéi dat herno genau fonctionéiert. Ech hu matkritt, datt dat soll multinational Firme betreffen, déi méi wéi 750 Milliounen Ëmsaz iwwer zwee Joer hunn. Do stellt sech dann awer déi Fro, awéifern datt do och Drëttlänner betraff sinn, well mir hu jo och ganz vill Firmen, déi net nëmmen um Niveau vun der Europäescher Unioun Succursallen oder Filialen hunn, mee déi där och an Drëttlänner hunn. Vu datt dat heiten awer eng Decisioun ass, déi sech eigentlech just op EU-Niveau applizéiert: Wéi kréie mer also dann och Firme forcéiert, och déi Informatiounen a Bezuch op Drëttlänner ze ginn?

Dann ass eng drëtt Fro, déi sech stellt. Do gëtt gesot, do géifen et awer Ausname ginn. Wa Firmen duerch hir Position commerciale gewëssen Interêten hätten, misste se déi Zuelen net direkt publizéieren. Och do wollt ech wëssen, wéi d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung dozou ass.

Dann eng véiert Fro, ech hunn et virdru scho gesot: Hei gëtt elo eng Decisioun geholl, déi sech op EU-Niveau applizéiert, also net op Drëttlänner. Wa mer dann iwwert de Level-Playingfield schwätzen, dee jo och dem Här Finanzminister ganz uewen um Häerz läit, da stellt sech natierlech d'Fro, ob do net grouss europäesch Firmen eventuell riskéieren desavantagéiert ze gi par rapport zu net europäesche Firmen.

Dann eng fënneft Fro, an déi huet mat der Minimalbesteierung ze dinn - ech hunn dat scho gesot -: Wann dat da géif a Richtung Minimalbesteierung goen, mengen ech, datt dee Country-by-Country-Report net méi onbedéngt dee selwechte Sënn géif maachen, an duerfir och meng Fro, fir d'Appreciatioun doriwwer vum Wirtschaftsminister ze kréien.

An dann zu der Minimalbesteierung selwer, an ech mengen, dat ass dann awer eng Fro, déi de Finanzminister betrëfft: Et war an deene leschten Deeg an der internationaler Press ze liesen, datt et do géif grouss Problemer ginn an datt et iwwerhaapt net méi sécher wär, datt de G20 iwwerhaapt déi Minimalbesteierung géif approuvéieren an datt besonnesch vun englescher Säit do elo relativ grouss Oppositioun géif kommen - wat jo net verwonnerlech ass. Well ech gehéiere jo och zu deenen, déi ëmmer gesot hunn, datt d'Englänner wäerte versichen, hei hiert eegent Spill ze spillen. An dat gesäit ee warscheinlech och hei. An do wollt ech also och eng Appreciatioun kréien, wéi d'Regierung, den Här Fayot oder den Här Gramegna, dann d'Evolutioun an deem doten Dossier gesäit.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Laurent Mosar Merci fir déi Fro. D'Regierung huet d'Wuert. A well dës Fro an de Kompetenzberäich vum Här Wirtschaftsminister fält, ginn ech dem Här Franz Fayot d'Wuert. Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, wannechgelift.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci dem Laurent Mosar fir dës Question élargie. Ech géif gären hei direkt kloerstellen - an en huet dat ugeschwat -, dass ech op dësen Dossier hei äntweren an enker Ofsprooch evidemment mam Finanzminister Pierre Gramegna. Well dat heiten ass effektiv à la base, an Dir hutt dat och richteg erkannt, en Dossier, deen d'Fiskalitéit betrëfft, well hei geet et ëm Oppeleeë vu fiskalen Informatiounen, an deen och domadder vum Finanzministère suivéiert gëtt.

Et ass awer effektiv esou, dass dësen Dossier am Conseil « Compétitivité » gelant ass, woumat mer och als Regierung net d'accord waren, an dass en dofir och am Giron vum Conseil « Compétitivité » vum Wirtschaftsminister suivéiert gëtt an och do an deem Conseil « Compétitivité » ugeholl ginn ass. Dofir hu mer ausgemaach, zesumme mam Finanzminister, well dat effektiv en Dossier ass, dee bei mir a mengem Europäesche Conseil traitéiert ginn ass, dass ech och elo haut géif dozou Stellung huelen. Ech géif Iech awer gären och direkt rassuréieren, dass mer hei natierlech eng Meenung an eng Positioun hunn an deem Dossier, déi absolutt ofgeschwat ginn ass.

Zum Dossier selwer an iwwert de Fong, ëm deen et hei geet: Et ass eng Modifikatioun vun der Direktiv 2013/34, déi als Zil huet, dass grouss multinational Entreprisë solle veröffentlechen, wou a wéi vill se an de jeeweilege Länner, wou se aktiv sinn, Steiere bezuelen. D'Zil ass hei ganz kloer, fir eng gewësse fiskal Transparenz hierzestellen, net nëmme par rapport zu de Steierverwaltungen, déi jo elo schonn Accès hunn op déi Informatiounen, mee och par rapport zum Public, par rapport zu de Leit.

Et geet hei ëm eng gewëssen Transparenz an doduerch och Konfienz vun de Bierger, fir där gerecht ze ginn, fir dass och déi Steiergerechtegkeet séchergestallt ass tëscht grousse Multinationallen a klenge Betriber. Et ass e fundamentale Problem, mengen ech, fir all Demokratie, wann op eemol d'Gefill besteet, dass kleng Betriber musse Steiere bezuelen zum vollen Taux an dass Multinationallen dat net musse maachen. Dofir geet et hei bei där Transparenz ëm eppes, wat eis absolutt och um Häerz läit a wou et wierklech och am Häerz ëm d'Glafwierdegkeet vun eisen Demokratië geet.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt dës Direktiv, well mer selwer dovunner iwwerzeegt sinn, dass Steiertransparenz wichteg ass. Ech sinn iwwerzeegt an ech weess, dass mer virun nach net allze laanger Zäit eng aner Meenung dozou gehat hätten, eis warscheinlech och mat Hänn a Féiss géint esou en Text hei gewiert hätten. Haut gi mer an där Matière en anere Wee, well mer iwwerzeegt sinn, och laangfristeg, fir eis Finanzplaz ze stäerken, dass dat heiten dee richtege Wee ass. Déi vergaange Joren hunn eis gewisen, an alles, wat dës Regierung säit siwe Joer, säit bal aacht Joer gemaach huet an där Matière, dass eis Finanzplaz trotz de grousse Changementer, trotz där Transparenz, déi komm ass an der Matière vun de Steieren, net un hirer Attraktivitéit verluer huet.

Wat elo den Etat vun dësem Dossier ugeet, esou ass et esou, dass et en Accord gëtt am Trilog mam Conseil a mam Europaparlament. Den Dossier ass also duerch. En ass den 9. Juni nach duerch de COREPER (ndlr: Comité des représentants permanents des Gouvernements des États membres de l'Union européenne) gaangen, ass elo just nach an der Prozedur fir iwwersat ze ginn an alle Sproochen a wäert duerno dann och offiziell ugeholl ginn a publizéiert ginn.

Zu der Form an dem Grond, firwat ech haut hei stinn, ass et effektiv esou ... An ech mengen, do si mer eis eens, dass och mir - d'Regierung, de Finanzminister, ech, mee och déi ganz Regierung - der Meenung sinn, dass et net gutt ass, dass esou Dossieren a Conseile landen, wou se am Fong näischt verluer hunn. Mir mussen och um europäeschen Niveau d'Rechtsstaatlechkeet eescht huelen. Mir sollen d'Base juridique, déi den Traité eis gëtt, seriö huelen.

Dofir fanne mer et net gutt, dass deen Dossier hei am Conseil « Compétitivité » traitéiert ginn ass. En hätt an den ECOFIN gehéiert bei de Finanzminister. Dat ass och de Grond, firwat mer eis zu deem Dossier hei enthalen hunn, deen net matgestëmmt hunn: well mer wollten e staarkt Signal setzen, dass mer net d'accord si mat där Manéier, fir esou Dossieren an en anere Conseil ze huele mat dem operluechte Grond, fir natierlech d'Unanimitéit ze contournéieren.

Ech géif Iech awer och gäre soen, an och dat ass mam Finanzminister ofgeschwat, dass mer trotz där Abstentioun bei deem Vott awer deklaréiert hunn, dass mer um Fong mat där Direktiv hei d'accord wären - nach eng Kéier, well mer dru gleewen, dass Transparenz d'Richtung ass, an déi mer musse goen.

De Finanzminister huet mer och verséchert, dass, wann deen Dossier hei am ECOFIN gelant wär, mer eis dann och dee Moment en faveur vun deem Text hei ausgesprach hätten.

Dir hutt elo och gefrot, wat d'Auswierkunge vun dësem Dossier méiglecherweis kéinten op d'Lëtzebuerger Finanzwelt sinn. Dir wësst, dass dës Direktiv sech jo largement inspiréiert un deem, wat scho säit 2016 als Steierinformatioune vun de Multinationallen u Steierverwaltungen och weidergereecht gëtt. Et gëtt hei e puer kleng Differenzen, mee do dierft un administrativem Opwand elo net onbedéngt ganz vill nach derbäikommen.

Wat dës Steiertransparenz als Impakt op d'Multinationalle kann hunn, déi zu Lëtzebuerg usässeg sinn, dat ass, mengen ech, ganz schwéier ze beurteelen. D'Publikatioun vu Steierdonnéeë pro Land ass net trivial an deelweis komplex. An et ass effektiv ze hoffen, dass dës Informatiounen net falsch interpretéiert wäerte ginn a Lëtzebuerg och net eng weider Kéier an e schlecht Liicht dobäi wäerte setzen.

En direkte Retour vu Multinationallen hu mer net. Dir wësst awer, dass d'EU-Kommissioun am Virfeld zu dëser Direktiv eng ëffentlech Consultatioun gemaach huet an och all betraffe Secteuren ugeschriwwen huet. Et ass evident, dass d'Multinationalle bei esou engem Text wéi deem heiten net vu Freed an d'Hänn klappen, haaptsächlech well se fäerten, dass se hei och méiglecherweis eventuell Secret-d'affairen iwwert dee Wee missten oppeleeën.

Laangfristeg denken ech mer, an dat ass och d'Meenung vun der Regierung, dass mer hei um richtege Wee sinn. Et ass net auszeschléissen, dass multinational Konzerner sech dann an der Zukunft zum Deel nei ausriichten. Wéi gesot, dat wësse mer zu dësem Zäitpunkt nach net. Ech denken awer, dass dëse Wee am Sënn ass vun der Steiergerechtegkeet an dass en am Sënn vun der Konfienz vun de Bierger an eis Steiersystemer an Europa dee richtegen ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister. An d'Wuert geet direkt un den Här Mosar zréck fir eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci dem Här Fayot fir seng ganz vill Äntwerten. Allerdéngs huet e mer net op all meng Froe geäntwert. Dofir muss ech awer nach eng Kéier op déi eng oder aner zréckkommen, déi awer net onwichteg ass.

Deen ee Volet, op deen e mer guer net geäntwert huet, dat ass dee vum Level-Playingfield. Mir huelen elo hei e Country-by-Country-Reporting un, dee sech un all déi Multinationallen applizéiert, déi an iergendwéi engem europäesche Land iergendwéi e Sëtz hunn oder eng Succursale oder eng Filial. Déi Fro, déi sech awer stellt: Wéi gi mer da mat Multinationallen ëm, déi niewent deene Presenzen a verschiddenen europäesche Länner och nach Presenzen ausserhalb vun der Europäescher Unioun hunn? Spillen do déi selwecht Reegelen? Dat ass trotzdeem eng Fro, déi net onwichteg ass.

An deem Kontext hat ech jo och gefrot, wéi et hei mam Level-Playingfield ass. An dat ass vläicht dann, wéi gesot, éischter eng Fro un den Här Gramegna: Ass envisagéiert, datt dee Country-by-Country-Reporting och soll um Niveau vun der OECD zum Beispill agefouert ginn? Da géif dat nämlech Sënn maachen. Et wär och eng Mesure, déi mir géife begréissen, well da géifen all d'Societéiten iwwerall d'selwecht traitéiert ginn. Do wär ech also frou, wann ech nach géif eng Äntwert kréien.

An dann déi aner Fro, déi sech manifestement un den Här Gramegna adresséiert, dat ass trotzdeem d'Relatioun zwëschent där heiter Decisioun an där ugepeilter Minimalsteier, déi jo elo emol um G7 hallefweegs decidéiert ginn ass, wou awer, wéi gesot, anscheinend gréisser Problemer bestinn, well elo awer verschidde Länner - an net Lëtzebuerg; wat jo och Lëtzebuerg éiert - sech hei schénge queeschzeleën. Wéi geet et do virun? Do wär ech awer frou, eng Appreciatioun ze kréien.

Merci, Här President, a merci deenen zwee Häre Ministeren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, wannechgelift.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, merci, Här President. Bon, zu deem éischte Punkt, wat de Level-Playingfield ugeet a wat méiglech Entreprisen ugeet, déi ausserhalb vun der Europäescher Unioun och nach täteg sinn, do ass et esou - an ech mengen, Dir wësst dat, Här Mosar, Dir sidd Jurist wéi ech och -, dass Europa net an der Gepflogenheet ass, fir extraterritorial Texter ze huelen, vläicht contrairement zu anere Länner, déi dat maachen - an déi dat maachen, well se eng gewëssen Traditioun doranner hunn.

Dat heescht, hei ass en Text, dee sech evidemment uwennt un Entreprisen, déi an Europa täteg sinn, en rapport mat hiren Aktivitéiten an deene jeeweilege Memberstaaten, wou se täteg sinn. Dat heite concernéiert evidemment net hir Aktivitéiten ausserhalb vun Europa. Dat ass dans la nature des choses. Hei ass e Country-by-Country-Reporting innerhalb vun Europa.

A pour le reste ass dat, mengen ech, eng Diskussioun, déi effektiv zesummenhänkt mat deene ganzen Diskussiounen, déi bei der OCDE lafen iwwert de BEPS 2.0, och am Kontext vun der Minimalbesteierung. An do op dee Punkt wëll ech a kann ech och elo zu dësem Zäitpunkt net agoen. Mee dat sinn awer Informatiounen, déi mer Iech gären nach dann noreechen, wa mer se zesummegefaasst hunn.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Wirtschaftsminister.

6. 7812 - Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7812 iwwert d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un enger temporairer Erhéijung vum Kapital vun der Banque africaine de développement. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. D'Coronakris huet net nëmmen déi westlech Staate getraff, Amerika an Asien, mee eeben och Afrika. D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, fir et Lëtzebuerg ze erlaben, fir un der zäitweileger a spezieller Erhéijung vum Capital appelable vun der Afrikanescher Entwécklungsbank deelzehuelen.

Dës Bank ass déi eenzeg regional Entwécklungsbank, déi keng eegestänneg Bewäertung op de Kapitalmäert huet. Hire Rating hänkt effektiv eenzeg an eleng vum Rating vun hiren Aktionären of. Den Ament huet se déi selwecht Bewäertung iwwregens wéi Lëtzebuerg, dat heescht den Triple-A. Grad wéi fir eist Land, fir Lëtzebuerg, ass dës Bewäertung och fir déi genannten Entwécklungsbank vu grousser Wichtegkeet, fir sech zu deene beschten Zënssätz op den internationale Mäert finanzéieren ze kënnen.

Dëst ass ganz besonnesch fir si onëmgänglech, vu datt dës Entwécklungsbank Kreditter u Länner an Afrika mécht, déi bekanntlech zu deenen äermste Staate vun der Welt zielen. E gudden Zënssaz fir d'Bank heescht och, datt se e gudden Zënssaz u Membres-emprunteurs weiderreeche kann, also un déi Memberen, déi Geld brauchen, déi Geld léinen. Ouni dës Finanzéierungsméiglechkeet kéinte vill Projeten an afrikanesche Länner net verwierklecht ginn.

D'Covidkris stellt d'Afrikanesch Entwécklungsbank awer elo virun eng nei Erausfuerderung. E puer vun den Aktionäre vun der Bank leiden den Ament nämlech ënner enger Verschlechterung vun hirer eegener Kredittwierdegkeet. Notamment d'Vereenegt Staate vun Amerika, déi bekanntlech zu de gréissten Aktionäre vun der Bank zielen, riskéiere fir de Moment, hiren Triple-A-Rating ze verléieren, wat och d'Notatioun vun der Bank negativ beaflosse kéint. D'Degradatioun vun der US-amerikanescher Bewäertung kéint also ganz eescht Konsequenze fir d'Afrikanesch Entwécklungsbank selwer hunn.

Wann d'Bank nämlech keng Finanzéierung méi zu vernünftege Käschten op de Mäert kréie kann, da kéint eng vun de Konsequenzen déi sinn, datt hir Ënnerstëtzungsprogrammer fir afrikanesch Länner reduzéiert misste ginn. An dat zu engem Moment, wou dës Länner mat der Coronakris oder der Covid-19-Kris konfrontéiert sinn, déi natierlech wichteg Ressourcë verschléngt, déi soumat net an d'Investissementer fir d'Zukunft vun dëse Länner fléisse kënnen.

E weidere Grond, firwat mir eis als Lëtzebuerger Land un dëser Kapitalerhéijung bedeelegen, ass: Wa mir den Emprunteurslänner den Uschäi ginn, datt déi Afrikanesch Entwécklungsbank kee fiabelen, keen zouverlässege Partner ass, da kéinte verschidde Länner sech eventuell op enger anerer Plaz ëmkucken.

Iwwregens, ech erënneren drun, datt dës Kapitalerhéijung keen Deboursement, also keng Sue vun eiser Säit verlaangt.

Mir all kenne Beispiller vun Entwécklungslänner, déi nei Weeër gaange sinn, wat d'Finanzéierungsquellen ugeet. Datt dës Finanzéierungsquellen awer mëttel- a laangfristeg net ëmmer ganz virdeelhaft fir dës Länner sinn, eng verstäerkte Prekaritéit a finanziell Ofhängegkeete mat sech bréngen, dat wësse mer och. An dës Ofhängegkeete gëllt et ze verhënneren.

Den Ament gëtt et siwen Aktionäre vun der Bank, déi nach ëmmer vun enger Triple-A-Bewäertung profitéieren. Ech nenne se ganz kuerz: Däitschland, Dänemark, Lëtzebuerg, Norwegen, Holland oder d'Niederlanden, Schweden an d'Schwäiz. De President vun der Bank ass un dës Länner erugetrueden, fir si ëm hir Hëllef ze froen. Lëtzebuerg an dräi aner Länner si sech ouni Wenn und Aber vum Prinzip hier eens ginn, fir dës Garantie spéciale et temporaire bereetzestellen, natierlech ënnert der Bedéngung, datt déi respektiv Parlamenter hir Zoustëmmung, hiren Zousproch ginn.

De Garantiesmontant vun de verschiddene Länner gouf no engem bestëmmte Schlëssel opgedeelt a Lëtzebuerg wäert 68 Millioune vun am Ganzen 2,3 Milliarden Euro iwwerhuelen.

Ech wëll nach eemol ënnersträichen, datt et sech hei ëm eng Suscription au capital appelable handelt, soudatt et zu dësem Moment net zu engem Impakt op eise Staatsbudget kënnt - och am Fall, datt d'Vereenegt Staate vun Amerika deklasséiert géife ginn. Bemierkt soll och sinn, datt et zënter der Schafung vun der Bank viru bal 60 Joer nach ni zu enger Situatioun komm ass, datt d'Kapital, dat versprach gouf, opgeruff ginn ass. Zousätzlech leeft d'Garantie, falls se an d'Spill komme misst, den 31. Dezember 2023 of.

Et geet hei an éischter Linn drëms, fir de Finanzmäert an de Ratingagencen ze signaliséieren, datt d'Aktionäre prett sinn, fir d'Bank als e privilegiéiert Instrument am Kampf géint d'Aarmut an Afrika voll ze ënnerstëtzen, an dat grad a besonnesch an dëse - speziell dësen! - och fir déi dote Länner dach ganz schwéieren Zäiten.

Et sief och nach gesot, datt d'Moossnamen aus dësem Projet de loi der Bank erlabe wäerten, fir u Léisungen ze schaffen, fir hir Kapitalpositioun mëttelfristeg ze stäerken, dat en vue fir d'Bank an Zukunft manner ofhängeg vum Rating vun hiren Aktionären ze maachen. An dozou gehéiert och, datt hir Gouvernance wäert iwwerschafft ginn.

Schlussendlech wéilt ech och nach umierken, datt d'Resolutioun, déi dës Augmentation spéciale temporaire du capital appelable - wéi dat esou schéin heescht - erlaabt, op der aussergewéinlecher Versammlung vum Conseil des gouverneurs de 5. Mäerz 2021 ugeholl gouf an d'Souscriptiounsnotifikatioun den 19. Mäerz 2021 erausgaangen ass.

Här President, léif alleguer, de Staatsrot huet säin Avis den 1. Juni 2021 ofginn. En huet weider keng Bedenken. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 2. Juni formuléiert. Si begréisst dëse Gesetzesprojet ausdrécklech, deen nach eemol en Ausdrock vun der Solidaritéit vu Lëtzebuerg, vun eisem Land vis-à-vis vum afrikanesche Kontinent, senge Leit a senger Entwécklung ënnersträicht.

Zu gudder Lescht wéilt ech och nach eemol ervirhiewen, datt eist Land zu deene Staaten op der Welt zielt, déi am Beräich vun der Entwécklungshëllef am meeschten aktiv sinn. Mir stelle ronn 1 % vun eisem Revenu national brut der Entwécklungshëllef iwwert déi lescht Joren zur Verfügung. An dorop duerfe mer natierlech och houfreg sinn. Datt mir mat dësem Gesetzesprojet eisen Engagement an dësem Beräich nach eemol ënnersträichen, dat begréisst natierlech och meng eege Fraktioun, also d'DP-Fraktioun, déi hei brav viru mer sëtzt, déi dann och hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet gëtt.

Dat gesot, soen ech Iech da Merci fir Är Gedold, Är Opmierksamkeet, oder anescht gesot, fir dat konzentréiert Nolauschteren. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Rapporter André Bauler.

An ech ginn d'Wuert direkt un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech fänken natierlech och u mat engem Merci un eise Président-rapporteur, deen eis erëm mat senger gewinnter Kompetenz an och sengem Engagement hei e Projet virgestallt huet, deen dat éischtens op esou eng pedagogesch, mee awer och op esou eng komplett an detailléiert Aart a Weis gemaach huet, datt engem mam beschte Wëllen näischt méi zousätzlech nach afält, wat ee kéint soen. Duerfir wäert ech mech drop beschränken, den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. E ganz grousse Merci un de Rapporter fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Fir d'LSAP ass et kloer, datt déi räich Industrielänner sollen hir Responsabilitéit iwwerhuelen. An dofir si mir natierlech och frou, datt Lëtzebuerg sech solidaresch mat den afrikanesche Länner bekennt. Merci, an dofir gi mer och den Accord.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Ech schléisse mech och dem Merci un den Här André Bauler un, deen de Rapport ganz explizitt hei virbruecht huet. Et gëtt jo oft mam béise Fanger op Lëtzebuerg gewisen, wann et ëm d'Finanze geet. Hei ass awer e weidert Beispill, wat ënnersträicht, datt Lëtzebuerg seng Verantwortung iwwerhëlt. Déi 57 Milliounen (veuillez lire: 68 Milliounen), déi mer hei bereetstellen, fir déi Afrikanesch Entwécklungsbank ze ënnerstëtzen, weisen drop hin, dass mer ëmmer dostinn, wann et ëm d'Kooperatioun geet, wann et ëm d'Solidaritéit geet. An duerfir si mer bereet, eis Verantwortung mat ze iwwerhuelen.

Dat solle mer och weiderhi maachen, wuel wëssend, datt déi Afrikanesch Entwécklungsbank sech och derzou engagéiert huet, déi nohalteg Entwécklungsziler matzefinanzéieren, d'Ëmsetzung dovun. An ech mengen, souwuel an Zäite vu Pandemie wéi och generell am Kontext vun der Klimakris komme mer net derlaanscht, méi enk zesummenzeschaffen, well nëmmen da kréie mer béid Krisen zesumme bewältegt. Merci, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. No esou vill Harmonie wéilt ech awer vläicht e puer Wuert vun eiser Säit aus soen, déi awer e bësse méi warnen.

Ech soe fir d'éischt emol dem Här Bauler villmools Merci fir seng ganz gutt Presentatioun vun enger awer komplexer Matière. Et gëtt eng Parallell, mengen ech, tëschent amerikaneschen a lëtzebuergeschen Demokraten: Si kämpfe mam Triple-A. Well dat hei maache mir elo, well d'Amerikaner riskéieren, den Triple-A ze verléieren! Mee mir krazen och un der 30 %-Scholdelaascht vum Bruttoinlandsprodukt. An ech mengen, vläicht hätte se och kënnen de Contraire maachen. Si hätte kënnen aner Länner froen, fir vläicht eis Part ze iwwerhuelen, well et ass jo net gesot, datt mir déi Cotatioun nach laang behalen.

Et ass awer elo esou, datt mer dat do net als eis Prioritéit gesinn. Mir hunn e ganz héijen Defizit als Lëtzebuerg. A mir denken, datt mer elo, amplaz nei Garantien ze huele géintiwwer anere Banken, vläicht sollten déi éischt Prioritéite kucken, déi d'Stabiliséierung vun eisem eegene Wärungssystem betreffen, wéi zum Beispill dem Target2-System, deen een och eng Kéier sollt upaken a vläicht an d'Richtung goe wéi an der Federal Reserve, datt een do awer e reegelméissen Ausgläich emol vun de Konte géif virgesinn. Dat wär eng ganz aner Prioritéit a vill méi wichteg fir d'Stabilitéit vum Eurosystem, wéi datt mer an enger héijer Defizitsituatioun weider Garantien huelen.

Ech ginn Iech Recht, Här Bauler, et ass onwarscheinlech - a Gott sei Dank! -, datt mer déi 68 Milliounen mussen zur Verfügung stellen. Mee et ass erëm eng zousätzlech Belaaschtung, déi mer iwwerhuelen.

Et ass och esou, datt déi Afrikanesch Entwécklungsbank - mir hunn eis dat ugekuckt - Problemer huet mat hirer Gouvernance. Et gëtt eng ganz Rei Evaluatiounsrapporten, déi och um Internet stinn, an e puer Projeten, wou se engagéiert ass. An Dir hutt selwer och an Ärem Rapport, fir deen ech Iech nach eng Kéier wëll felicitéieren, gesot: „Et ass néideg, datt déi Bank sech reforméiert." Si huet keng eege Cotatioun op de Bourssen. Dofir ass se jo vun hiren anere Contributeuren ofhängeg. A mir hunn eis d'Fro gestallt, wéi dann déi Cotatioun wär vun der Afrikanescher Entwécklungsbank, wa si selwer misst dann do cotéiert ginn.

An dat ass guer net gesot, datt dat eng gutt Cotatioun wär. Dofir géife mir proposéieren - well mir erkenne vollkommen de Wäert vun der Argumentatioun un, datt mer och e Gest vu Solidaritéit musse weisen am Kontext vun eiser Entwécklungshëllef -, oder eis Approche wär gewiescht, datt mer sollte kucken, datt déi Bank sech reforméiert, praktesch als Konditionalitéit, an duerno hëllefen a soen: „Hei gutt, Dir hutt Iech reforméiert, Är Gouvernance ass elo besser wéi virdrun. Elo hu mer dat néidegt Vertrauen, fir och zu der Kapitalerhéijung bäizedroen." Dat wär vläicht de Wee gewiescht.

Mir hunn och ganz allgemeng déi Kritik, datt mer disproportionéiert héich Kontributiounen als Lëtzebuerg leeschten. Et ass eng rekurrent Kritik, déi d'ADR mécht. Hei sinn et 2,8 %. Dat ass vill. Et muss ee jo och gesinn an deem Kontext, den Här Bauler huet et selwer gesot, datt eng Rei vun europäesche Staate refuséiert hunn, hei matzemaachen. Norwegen, d'Schwäiz an Holland, wann ech mech gutt erënneren, sinn net op dee Wee gaangen. An et muss ee sech och froen, firwat. An dat huet och mat der Gouvernance vun där Bank ze dinn.

Also, wéi gesot, mir verschléissen eis net der Iddi, fir déi Bank weider ze ënnerstëtzen, eisen Engagement an Afrika och doduerch ze dokumentéieren, just eis Prioritéit wär gewiescht: Reform, besser Gouvernance an dann Ënnerstëtzung. Well esou verléiere mer e bëssen deen néidegen Hiewel, fir kënnen op esou eng Reform anzewierken.

Et ass och nach eng lescht Bemierkung vläicht néideg am Kontext vun eiser Entwécklungshëllef, an dofir ass déi Afrikanesch Entwécklungsbank och e gudde Partner: Dat ass, datt mer méi sollte kucke wéi an der Vergaangenheet, fir iwwert de Wee vu gudden Handelsbezéiungen eng durabel Croissance an Afrika ze kréien. Mir sinn elo no 60 Joer Entwécklungshëllef awer ëmmer méi an enger Situatioun, wou mer awer gesinn, wat d'Limitte vun deem Exercice sinn. Vill Länner hunn no 60 Joer Entwécklungshëllef net wierklech de Wee vun der Croissance gepackt. An et ass dofir wichteg, datt mer einfach och iwwer aner Weeër probéieren, eis Relatioune mat Afrika auszebauen, notamment och a Konkurrenz mat China a mat aneren Acteuren, déi sech ëmmer méi fir dee Kontinent interesséieren.

Dat gesot, wäerte mir eis enthalen, net well mer am Prinzip géint déi Kontributioun wären, mee ganz einfach well mer an der Chronologie en anere Wee gewielt hätten: fir d'éischt d'Reform, dann Ënnerstëtzung.

Villmools merci.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Villmools merci, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Rapporter André Bauler fir den exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport, deen an deem heite Kontext sécherlech eng Lektür wäert ass, well et kann een et net oft genuch soen: Et geet hei jo ëm eng Garantie an et geet net drëm, datt mer Suen haut debourséieren!

Mat dësem Gesetz solle mer also de Rating vun der Banque africaine de développement oder kuerz BAD ofsécheren. Doduerch, datt Länner wéi d'USA a Kanada riskéieren, bei bal all de grousse Ratingsagencen hiren Triple-A ze verléieren, mussen déi aner Partnerlänner, déi deen nach hunn, sou wéi Lëtzebuerg, sech elo solidaresch mat deene Grousse weisen.

Ouni d'Hëllef vun de Partnerlänner riskéiert d'Bank nämlech als Konsequenz och hire Rating ze verléieren an hätt da Problemer, fir déi néideg Prête fir hir Projeten um Marché kënnen opzehuelen.

D'Bank huet bis elo awer nach ni ëm Sue gefrot an an dësem Fall geet et - an dat nach eng Kéier, wéi de Rapporter scho gesot huet - och net ëm e Prêt, mee ëm d'Stelle vun enger Garantie. Wann ee bedenkt, wéi vill Projeten d'Bank trotz Covid weiderdreift, dann ass et de Minimum, datt Lëtzebuerg säin Deel derzou bäidréit, fir weider hei en Triple-A-Rating fir d'BAD opzebauen.

Projete wéi dee fir 2025 uviséierten „Desert to Power", ee vun den ambitiéiste Solaranlagprojete weltwäit, ginn ënner anerem vun der BAD matfinanzéiert. Aleng dëse Projet soll eng Capacitéit vu bis zu 10 Gigawatt hunn. Domat kéinten 250 Millioune Mënsche mat Stroum versuergt ginn, dovun 90 Milliounen, déi bis haut nach keen Accès zu Elektrizitéit hunn.

Ufangs des Mounts huet d'Bank jo och decidéiert, e Projet am Ruanda mat ronn 85 Millioune matzefinanzéieren, fir am afrikanesche Land d'Stroumnetz auszebauen. Dee Moment kéinten 80.000 weider Haushalter vun engem Accès zum Stroumnetz profitéieren, 80.000 Haushalter, déi haut ganz heefeg op Dieselverstroumung setzen an domadder sécherlech net déi bëllegst a ganz sécher net déi ekologeschst Aart a Weis fir Stroumproduktioun notze kënnen.

D'BAD erlaabt et also heimadder, net nëmmen en Impakt géint de Klimawandel ze hunn, mee si erméiglecht et de Leit och, méi bëlleg un de Stroum ze kommen, dee se brauchen, fir hire Geschäfter nozekommen.

Wann ee bedenkt, datt Dieselstroum an Afrika heefeg dräi- bis fënnefmol esou deier ass wéi Solarstroum, da mierkt een, wéi wichteg et ass, datt eebe grad och an deenen entleeënste Regioune Stroumnetzer opgebaut ginn. Duerfir leet d'BAD hiren Deel bäi.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst sinn nëmmen zwee vu ville weidere Projeten, déi musse weider ënnerstëtzt a gefërdert ginn. D'BAD setzt sech a fir Projeten, déi de Mënsche grad ewéi der Ëmwelt hëllefen. Si huet eng wichteg Missioun, déi net dierf duerch de Rating oder de Ranking vu Ratingsagencë gestéiert ginn. Duerfir sollt Lëtzebuerg säin Engagement hei och héichhalen an dës Garantie vu ronn 86 Milliounen (veuillez lire: ronn 68 Milliounen) accordéieren.

Duerfir wäerte mir Piraten dëse Projet och matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert. Ech si frou, dass dëse Projet esou vill Zoustëmmung hei fënnt. Ech fänke gären domat un, dass ech dem Rapporter Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Bericht, wou ganz vill dra war, wou dat Essenziellt och gesot ginn ass. An en fait steet deen heite Projet ënnert dem Zeeche vun der Solidaritéit vu Lëtzebuerg mat Afrika, an ënnert dem Zeeche vun der Solidaritéit vu Lëtzebuerg mat Afrika iwwer eng international finanziell Organisatioun, namentlech d'Afrikanesch Entwécklungsbank.

Mir sinn nëmme säit 2014 Member ginn an dëser Afrikanescher Entwécklungsbank a mir kenne se an der Zwëschenzäit relativ gutt. Mir hunn och eng Réunioun annuelle vun dëser Bank zu Lëtzebuerg empfaangen an ech hunn och do de President Adesina gutt kenne geléiert.

Ech wollt Iech hei soen, dass Lëtzebuerg an där Operatioun hei e ganz weesentleche Rôle gespillt huet, an zwar dowéinst, well de President Adesina ganz beonrouegt war, wat géif geschéien, wann den Triple-A vu verschiddene Memberlänner géif verluer goen. D'Konsequenz wär gewiescht, dass vun haut op muer d'Finanzéiere vu verschiddene Projeten a Fro gestallt gi wär. An ech kann Iech soen, dass also an der Héicht vun Honnerte Millioune pro Joer d'Afrikanesch Entwécklungsbank Projeten net méi hätt kënne maachen. A wéi en do mat mir doriwwer geschwat huet, huet e mer gesot: „Ech weess awer net, ob Länner bereet sinn, neit Kapital zur Verfügung ze stellen, grad an dëser Period vu Covid."

An do si mer op déi Iddi komm vun engem Appel de capital, deen awer net direkt geschitt. Et ass en fait eng Garantie, déi mer hei ginn, dat ass richteg vu Verschiddene vun Iech gesot ginn. Mir ginn also hei eng Garantie.

An et ass och richtegerweis ënnerstrach ginn, dass net alleguerten d'Triple-A-Länner, déi Member sinn, dat matgemaach hunn. Mee Lëtzebuerg war dat alleréischt Land, dat alleréischt Land, dat gesot huet, et kéint déi Garantie hei ginn. An dat huet awer e klenge Schnéiballeffekt mat sech bruecht, well duerno dunn och Däitschland an zwee aner Länner, Schweden an Dänemark, et gemaach hunn.

Ech freeë mech also doriwwer. Mir kënnen doriwwer houfreg sinn als Lëtzebuerg, well domadder hëllefe mer Afrika méi, wéi wa mer géifen en Don vu ville Millioune maachen oder deen een oder anere Projet bilateral ënnerstëtzen. Mat där Garantie hei, déi mir ginn am Wäert vu ronn 68 Milliounen Euro, erlaabe mer der Bank, hir Aktivitéite weiderzemaachen. Dat ass grad an dëser Period vum Covid nach méi wichteg wéi normal. Stellt Iech vir, dat hätte mer net gemaach, dann hätt déi Bank missen zréckschrauwen an enger Zäit, wou Afrika nach méi

Projete brauch wéi soss. Dofir freeën ech mech natierlech extra driwwer.

D'Bank huet bestëmmt hir Schwächten, mee si huet awer och hir Stäerkten. Si ass d'lescht Joer ausgezeechent ginn als déi bescht multilateral finanziell Institutioun an der Welt, an dat och haaptsächlech, well se dee gréisste Social Bond erausginn huet, vun dräi Milliarden Euro. Dat läit also en ligne mat der Finance soutenable, och dat eng Saach, déi Lëtzebuerg ganz um Häerz läit.

Dofir sinn ech frou, dass mer dee Projet och relativ séier konnten hei an der Chamber presentéieren, dass d'Institutioune séier geschafft hunn an dass mer Unanimitéit och an de Partner, déi hei consultéiert ginn, fannen, souwuel am Conseil d'État, mee och an der Chambre de Commerce. Och dat fannen ech remarkabel, dass d'Chambre de Commerce och hei seet, mir sollen do déi Solidaritéit spille loossen. An dofir freeën ech mech iwwert déi grouss Zoustëmmung hei.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7812. Den Text steet am Document parlementaire 7812[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7812 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7677 - Projet de loi portant organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg et mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7677 iwwert d'Kontrollen am Boergeldtransport. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech ginn direkt d'Wuert un den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, emol eng Kéier mat engem net esou komplizéierten, fir net ze soen „technesche" Projet bei lech ze kommen.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, fir gewëssen Dispositiounen aus dem europäesche Reglement 2018/1672 vum 23. Oktober 2018 iwwert d'Kontroll vum Boergeld, dat an d'EU erakënnt oder aus der EU erausgeet, an dat nationaalt Recht ëmzesetzen.

Eng Gesetzgeebung an dësem Zesummenhang ass näischt Neies. Den Ament hu mir schonn eng europäesch legal Basis an e Lëtzebuerger Gesetz vum 27. Oktober 2010, déi an dësem Domän schonn applikabel sinn. Dëse Gesetzesprojet soll en neit Gesetz fir Lëtzebuerg schafen an d'Gesetz vun 2010 ersetzen.

Am Verglach zu dem Text, deen elo schonn a Kraaft ass, bréngt dësen Text verschidden Ännerunge respektiv Prezisiounen. E puer Punkte ginn net geännert. An dat sinn zum Beispill: D'Douane bleift weider eis zoustänneg Kontrollautoritéit op dësem Gebitt a si soll an dësem Kontext och weider ganz enk mat der CRF, also der Cellule de renseignement financier, zesummeschaffen. De Betrag, ab deem eng Deklaratiounsflicht gëllt, wann ee sech iwwer eng Grenz beweegt, bleift beim Seuil vun 10.000 Euro. Mir schwätzen hei vun den Intra-EU- oder Extra-EU-Grenzen. Dat heescht, datt dëse Gesetzesprojet virgesäit, datt souwuel Transporter tëschent Lëtzebuerg an engem aneren EU-Memberstaat ofgedeckt si wéi awer och tëschent Lëtzebuerg an Drëttstaaten. Wat och nach d'selwecht bleift, ass den Niveau vun den Amendë fir déi Leit, déi sech net un d'Dispositioune vum Gesetz halen.

Wat sinn dann elo d'Neiegkeete vun dësem Projet de loi? Engersäits de Champ d'application. Haut sinn d'Fäll ofgedeckt, wou Boergeld oder Titres au porteur transportéiert ginn. Mat dësem Gesetzesprojet erweidere mer de Champ d'application op zum Beispill och d'Gold. Des Weidere wäerten an Zukunft och Prepaid-Kaarten drënnerfalen, déi net un e Bankkonto gebonne sinn a soumat och net vun der CSSF iwwerwaacht ginn. Ënner esou Prepaid-Kaarte versteet ee Kaarten, déi mat Suen opgeluede ginn, an da kënnen op enger anerer Plaz nees d'Suen opgehuewe ginn. Verschidden Onlinehändler proposéieren esou Kaarten.

Wat vun dësem Projet de loi net ofgedeckt ass, sinn d'Kryptowärungen, well déi gi vun der CSSF iwwerwaacht.

Eng weider Neierung vum Gesetzesprojet ass, datt an Zukunft och muss deklaréiert ginn, wann déi véier Typpe vu Boergeld, déi am Champ d'application genannt sinn, ouni Begleetpersoun iwwert d'Grenze kommen an de Wäert 10.000 Euro oder méi ass.

Fir lech esou eng Situatioun ze illustréieren, wéilt ech gären de Cas de figure huelen, bei deem en Transporteur e Pak transportéiert, wou Suen dra sinn.

Wichteg ze bemierken ass, datt d'Obligatioun vun dësem Gesetzesprojet sech op eng Deklaratiounsflicht limitéiert säitens deene Leit, déi déi véier Typpe vu Boergeld an engem Montant vun 10.000 Euro oder méi entweeder selwer mat sech droen oder ouni Begleetpersoun verschécken. Et geet also nëmmen ëm eng administrativ Formalitéit. Et fale keng Käschten un.

D'Informatiounen, déi iwwert d'Deklaratioune gesammelt ginn, ginn haut scho mat der CSSF ausgetosch. D'Ännerung zu dësem Volet an dësem Gesetzesprojet ass, datt déi deklaréiert Donnéeën nach besser geschützt sinn an den Accès op dës Donnéeë gestäerkt gëtt.

Ze notéieren ass och, datt d'Beamte vun der Douane, déi dës Kontrollen duerchféiere kënnen, eng spezifesch Formatioun mussen hunn. Si ginn och als Officier de police judiciaire vereedegt.

Wat d'Sanktiounen ubelaangt, ännert sech par rapport zum bestoenden Text eigentlech näischt. D'Amendë kënne vun 251 Euro bis 25.000 Euro goen, wann déi Deklaratiounsflicht net agehale gëtt. Nennenswäert ass och, datt d'Zomm vun der Geldstrof an der deelweiser Konfiskatioun awer net méi wéi 50 % vum net deklaréierte Montant ka sinn.

Weider ass och virgesinn, datt e Riichter eng partiell Afréierung vum Boergeld ordonéiere kann, an dat bis zu maximal 30 Deeg. D'Afréiere soll dem Riichter d'Méiglechkeet gi fir erauszefannen, ob dës Suen aus enger illegaler Aktivitéit kommen oder enger illegaler Aktivitéit zougefouert sollte ginn. Géint dës Moossnamen ass natierlech och eng Recoursméiglechkeet virgesinn. Et kann e Recours en annulation beim Tribunal administratif, also virum Verwaltungsgeriicht, géint esou eng Afréierung gemaach ginn.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 11. Mee 2021 eng Rëtsch Observatioune gemaach. Ech verweise fir dee ganzen Detail op mäi schréftleche Rapport. Loosst mech awer op déi verschidde Punkte kuerz agoen, déi fir méi Diskussioune gesuergt hunn.

An zwar huet de Staatsrot beim initiale Projet de loi festgestallt, datt e groussen Deel richteg aus dem europäesche Reglement iwwerholl gouf, mee datt awer och an der éischter Versioun vum Gesetzesprojet verschidde Passagen aus dem europäesche Reglement net erëmzefanne si respektiv net richteg iwwerholl gi sinn. Dat huet zu enger Rei Oppositionformellë gefouert, an dat ënner anerem bei den Artikelen 3, 6 a 7 vum initiale Projet de loi.

Wat den Informatiounsaustausch tëschent der Douane an der CRF ubelaangt, notéiert de Staatsrot, datt d'Prozedur am Gesetzestext net där entsprécht, déi am europäesche Reglement virgesinn ass.

E leschte Punkt ass d'Afréierung vum net deklaréierte Boergeld. Den initialen Text hätt virgesinn, datt et zu enger totaler Konfiskatioun vun dëse Sue kéint kommen. De Staatsrot huet sech deem missen entgéintstellen, well och d'Juridprudenz um europäeschen Niveau an dësem Domän net an dës Richtung geet. Déi héich Kierperschaft proposéiert, datt d'Konfiskatioun op e Brochdeel vum Boergeld limitéiert sollt ginn, esou wéi dat och an anere Memberstaate gemaach gouf.

Nodeem et zu parlamentareschen Amendementer komm ass, huet de Staatsrot sech a sengem zweeten Avis d'accord mat den Dispositiounen aus dem ofgeännerte Projet de loi gewisen a konnt d'Opposition-formellen ophiewen.

D'Handelskummer huet den 12. Februar 2021 hiren éischten Avis an de 17. Juni hiren zweeten Avis ofginn. Si begréisst de Gesetzesprojet. An hirem Avis vum 6. November 2020 huet d'Chambre des Métiers de Projet de loi begréisst, mee si mécht op hir Zweifel opmierksam, wat d'Proportionalitéit vun der Konfiskatioun vum Boergeld gekoppelt un eng Amende betrëfft, an dat a Fäll, wou et keng aner penal Faiten an deem Zesummenhang gëtt. De Staatsrot hat jo och schonn heirop higewisen. Deem ass mat de parlamentareschen Amendementer du Rechnung gedroe ginn.

Här President, dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojet a soen all deenen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, e grousse Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt villmools Merci.

Ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Guy Arendt Merci soe fir dee ganz prezise schréftlechen a mëndleche Rapport. Dir hutt Recht, dat ass keen technesche Gesetzesprojet. Et ass e Gesetzesprojet, deen eis alleguerten a virun allem d'Leit awer am Alldagsliewe betrëfft. An ech mengen, dass ganz vill Leit a Biergerinnen a Bierger sech guer net bewosst sinn, wat dat do an der Praxis heescht.

Mir gi selbstverständlech als CSV d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet, mee ech kommen nach eng Kéier zréck op zwou Saachen. Här Rapporter an och Här Minister, mir sinn als CSV der Meenung, well dat do d'Leit am Alldag awer concernéiert, dass, an dat europäescht Reglement gesäit et d'ailleurs vir, d'État-membrë gehale sinn, fir déi néideg Publicitéit vun der praktescher Tragweit vun där dote Reglementéierung a vun deem Gesetzesprojet ze suergen an dat och public ze maachen.

Wann Der um Findel lant, da gesitt Der eng Affiche, wou drop higewise gëtt, dass een net méi wéi 10.000 Euro Boergeld däerf aféieren. Et kann awer - et ass och eng Deputéiert, d'Madamm Modert, déi mech de Moien nach eng Kéier drop opmierksam gemaach huet - d'Leit am Alldag betreffen, ouni dass se mol dat do wëssen a soudass dat se da ka potenziell an eng Infraktioun féieren. Ech ginn Iech e konkreet Beispill.

Et si vill Leit, déi hiren Auto oder aner Maschinnen, am Handwierk zum Beispill, verkafen oder eng Occasioun kafen. Huelt een, deen zu Stengefort wunnt, da seet deen: „Ech hunn eng Annonce gelies, ech ginn op Arel en Auto kafen." Déi mannst si wuel d'accord, wa se privat hiren Auto verkafen, dass se dat maachen a soen: „Mir iwwerweisen lech dat dann." Do hätten d'Leit eigentlech gären, dass se Boergeld hunn, an oft gi se dann nach kucken, dass se dat Boergeld dann nach kontrolléiere kënnen.

Ech weess net, ob all Bierger sech bewosst ass, dass e fir dat Boergeld, fir dann den Auto, loosse mer soen, op Arel oder op Sterpenich oder wou och ëmmer kafen ze goen - an déi mannsten Autoe kritt Der dann awer nach vläicht fir manner wéi 10.000 Euro Boergeld -, am Virfeld muss eng Deklaratioun maachen.

Ech fannen, fir d'Leit och selwer ze schützen a fir dass se net herno gesot kréien: „Majo, Dir wësst jo awer - nul n'est censé ignorer la loi -, dass Der hätt missen Är Deklaratioun maachen", dass och déi néideg Publicitéit vun der Douanesverwaltung respektiv vum Ministère sollt do gemaach ginn. Et ass dat, wou mer géife wëllen, dass d'Leit och am Sënn vun der Rechtssécherheet dorobber géifen higewise ginn.

En zweete Punkt ass deen, an de Guy Arendt huet drop higewisen: De Staatsrot, deen huet e ganz fouilléierten Avis gemaach. An deen huet natierlech - dat ass kee Blâme fir eng Verwaltung - dat kritesch gekuckt an huet dat, mengen ech, konstruktiv och begleet, soudass eng Rei vun Opposition-formellë gemaach goufen. Et ass eng Opposition formelle, déi derzou geféiert huet, dass huet missen déi Bestëmmung iwwert d'Konfiskatioun oder d'Afréierung vun de Suen, wéi een dat op Lëtzebuergesch seet, ëmgeännert ginn. Nämlech huet de Staatsrot gesot, a mat Verweis op en Urteel vum Europäesche Geriichtshaff, dass een net méi kann engem Riichter d'Fakultéit ginn, dass einfach gesot gëtt: „O, Dir hutt dat elo transportéiert, elo sinn d'Sue confisquéiert. An noutfalls gëtt och nach den Auto, mat deem Der et transportéiert hutt, mat confisquéiert." Dat geet net méi.

Dat, wat hei spillt, ass nämlech, dass muss eng Verhältnismëssegkeet si par rapport zu där Infraktioun, déi ee mécht, an deene Suen, déi ee confisquéiert, respektiv deene Gidder, sief dat en Auto, e Motorrad oder gegeebenefalls e Vëlo, woumat een déi Suen transportéiert. Dat kann een net méi einfach eent zu eent ëmsetzen. Et muss also eng Verhältnismëssegkeet bestoen.

Op wat ech eigentlech erauswëll, dat ass: Dat, wat sech hei applizéiert op dësem Gesetzesprojet, dat applizéiert sech op ganz ville Gesetzesprojeten, sief dat am Ëmweltberäich, sief dat am Kulturberäich, sief dat am Bauteberäich, sief dat, mengen ech, souguer am Code de la route. An ech mengen, dass opgrond vun deem Urteel vun dem Europäesche Geriichtshaff eng ganz Rei Bestëmmungen, déi aktuell nach en vigueur sinn, par rapport zu deem Urteel vun dem Europäesche Geriichtshaff net méi d'Strooss halen.

Ech kéint mer virstellen, dass dat zu enger ganzer Rei vu Jurisprudenzen an Zukunft och wäert féieren um Niveau vun onse Geriichter. An ech mengen, et wier gutt, wann all d'Ministèrë fir dat, wat si betrëfft, sech eng Kéier déi Konfiskatiounsbestëmmunge géifen iwwert de Leescht zéien, fir dass net d'Leit herno Saachen hätten, déi agefruere wieren, wou se eigentlech da missten en Affekot huelen, fir dass se déi erëm géifen deblockéiert kréien, obschonns déi Bestëmmungen net méi rechtméisseg sinn.

Dat gesot, ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och dem Här Arendt Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Bon, fir d'LSAP steet fest, an dëse Gesetzesprojet huet jo säin Ursprong an engem EU-Reglement, dass all Detournement vu Liquiditéiten natierlech eng Gefor duerstellt fir de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, vum europäesche Bannemaart.

A wat hei wichteg ass: Dir hutt en Echange, an de Rapporter ass drop agaangen, tëschent de verschiddene Cellules de renseignement financier an och der Douane um europäeschen Niveau, soudass déi zesummeschaffen, dass déi en Echange hunn, dass déi och personell Mëttelen hunn, fir dass deen Echange ka stattfannen, fir dass grad d'Auteure vu kriminellen Aktivitéiten, déi duerch d'EU-Reglement viséiert sinn, net den nationalen Autoritéiten e Schratt viraus sinn.

Dofir ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Hären, dat heiten ass e weidere wichtege Schrëtt, fir d'Geldwäsch an d'Finanzéierung vum Terrorismus an der Europäescher Unioun ze bekämpfen. An zu Lëtzebuerg hu mer an deene leschte Jore jo scho ganz vill Efforte gemaach, sief et zum Beispill mat dem transparente Registre des bénéficiaires effectifs, awer och dem lëtzebuergesche Relanceplang, wou mer jo grad de Fokus och op de Kampf géint de Blanchiment geluecht hunn.

An ech wëll fir unzefänken dem Guy Arendt villmools Merci soe fir säi Rapport. Hien huet am Fong schonn erkläert, wourëms et geet. An ech mengen, dass, wéi och de Gilles Roth et scho gesot huet, et ganz wichteg ass, dass mer d'Bierger heirop och an Zukunft nach besser sensibiliséieren. Wéi gesot, et sinn Informatiounstafelen zum Beispill um Findel. Op anere Plaze si se awer vläicht e bësse méi verstoppt. Ech denken do un d'Stater Gare. A mir hunn doriwwer och an der Kommissioun geschwat. Do hate mer zum Beispill och driwwer gekuckt, wéi d'Douane eigentlech zum Beispill op hirer Homepage informéiert, an do hu mer och Suggestioune gemaach.

An ech wëll soen, ech hu mer dat de Mëtten nach eng Kéier ugekuckt an zënter der Kommissioun sinn do eng ganz Partie Verbesserunge komm. Et fënnt een dat Ganzt ënnert dem Onglet net nëmme bei de Formulairen, mee et fënnt een et och bei de Voyageuren. Op der éischter Säit ass och eng ganz prominent Plaz bäikomm, soudass do eigentlech

scho Verbesserunge gemaach gi sinn. An dofir wëll ech op alle Fall och Merci soen an der Verwaltung an dem Ministère do derfir felicitéieren.

Bon, allgemeng ass d'Geldwäsch e grousse Problem an der Europäescher Unioun. Europol schätzt de järleche Montant vu suspekten Transaktiounen op knapp 1,3 % vun dem PIB, dat an der Europäescher Unioun. Dat mécht Honnerte vu Milliarden Euro aus. Weltwäit leie mer do bei ongeféier 3 % vun dem PIB.

An eréischt de Méindeg, déi meescht vun Iech kruten dat warscheinlech mat, koum e ganz neie Rapport eraus vun der Europäescher Cour des comptes, wou op Schwaachstellen higewise gëtt, grad an der Lutte géint de Blanchiment. Et gëtt hei virun allem gewisen, dass et nach Schwaachstelle gëtt, grad wat d'Koordinatioun tëscht de Memberstaaten ugeet, well eeben hei verschidden Institutiounen am Spill sinn, déi zoustänneg sinn. An et gëtt am Fong gesot, dass mer eis grad an der europäescher Supervisioun vun dem Anhale vun de Reegelen nach musse verbesseren. An et gëtt eebe recommandéiert, dass hei weider Guidelines sollen ausgeschafft ginn, fir dass déi verschidde Kontrollorganer an der Europäescher Unioun besser kënnen zesummeschaffen.

Et gëtt och suggeréiert, dass an Zukunft méi op Reglementer amplaz op Direktive soll zréckgegraff ginn, well dat méi einfach ass an der Harmoniséierung. An dat hei ass eigentlech e gutt Beispill, well mat deem heite Gesetz maache mer genau dat. Et geet nämlech hei ëm e Reglement an net ëm eng Direktiv.

Zum Schluss wëll ech da just nach soen, dass d'Kommissioun eebe grad elo un engem ganze Package schafft, wat d'Lutte géint de Blanchiment ugeet, de sougenannte Blanchimentspackage. E gouf d'lescht Joer ugekënnegt an e soll elo kommen, eebe fir dass mer méi effikass ginn, fir op europäeschem Niveau do weiderzekommen, a fir dass déi national Autoritéiten och besser do kënne schaffen.

An deem Sënn villmools merci. An ech ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. An och fir unzefänken direkt e groussen an häerzleche Merci un den Här Arendt fir e ganz komplette Rapport. Ech mengen, et ass scho richteg, an dofir huet dat hei säi Sënn, datt mer alles probéieren, fir eebe Geldwäsch an esou weider anzeschränken, géint kriminell Aktivitéiten.

Awer loosst mech och kloer soen, datt mer net sollten d'Leit ënner e Generalverdacht stellen. Et ass wichteg an et ass och e kloert Bekenntnis vun der ADR zum Boergeld. An et ass esou, datt déi Circulatioun vum Boergeld iwwert d'Grenzen och ëmmer muss méiglech bleiwen an datt och de Pouvoir libératoire vun dem Boergeld net däerf a Fro gestallt ginn. Zemools elo an der Covidkris war ee vun den Nieweneffekter, datt jo och aktiv propagéiert gouf, op elektronesch Bezuelmëttelen ëmzeklammen. Awer d'Boergeld däerf net a Fro gestallt ginn, well et e Stéck vun der Fräiheet ass, déi mer awer alleguer gären hätten.

Selbstverständlech, mir sinn och als ADR mat dësem Reglement - soudatt mer wierklech hei eigentlech net missten ofstëmmen - komplett d'accord, awer wéi gesot, mat där Remark, datt mer net däerfen an eng Richtung goen, wou d'Boergeld a Fro gestallt gëtt.

Villmools merci.

M. Fred Keup *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt och hei e grousse Merci un de Rapporter Guy Arendt fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Hien huet et scho gesot, duerch dëst Gesetz setze mer en EU-Reglement ëm, deen u sech en einfacht Zil huet: d'Geldwäsch an d'Terrorismusfinanzéierung an Europa weider ze bekämpfen! Ech soen „u sech en einfacht Zil", well den Däiwel läit bei deene Saache bekanntlech am Detail.

D'Douane féiert jo och haut schonn an deem Kontext Kontrollen duerch. An et gouf virdru scho gesot, vill Leit si sech guer net bewosst, datt déi Kontrolle stattfannen. Wou begéint een et vläicht nach? Vläicht nach um Flughafen. Mee schonn op der Gare sicht ee verzweifelt no Schëlder, déi drun erënneren, datt een u sech esou Saache misst deklaréieren, wann ee méi wéi 10.000 Euro derbäihuet.

Et geet also och drëm, hei nach eng Kéier e bëssen, jo, Kenntnis vun deenen Dispositiounen ze schafen. Dëst Gesetz gëtt also der Realitéit um Terrain awer och en neie Kader, en neie gesetzleche Kader, a weit gläichzäiteg d'Kompetenze vun der Douane op Schecken an deelweis och op Prepaid-Kaarten aus. Et gouf gesot, et geet net ëm Kryptowärungen. Dat war och eng Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten. Et wär och schwéier, dat op Kryptowärungen auszeweiten, well Kryptowärunge meeschtens net op iergendengem Dispositif mat sech gefouert ginn. Bon, et kann ee säi Private Key natierlech op engem USB-Stick derbäihunn oder ausgedréckt, mee ob dann de Schlëssel fir de Safe dat nämmlecht wär wéi de Safe derbäizehunn? Ech mengen, datt mer eis do dach awer géifen op ganz dënnt Äis beginn, soudatt bei Prepaid-Kaarten et awer e bësse méi tangibel ass. Do ass et ganz kloer mat där Kaart verbonnen, mat engem tangibele physeschen Objet.

Wat mer awer och vläicht wichteg ass an deem heiten Dossier, ass, datt et och zum Beispill ëm de Goldtransport geet. Och dat war en Theema, wat mer an der Kommissioun ugeschwat hunn. A wann ee sech bewosst gëtt, wat den illegale Goldofbau hautdesdaags nach ëmmer ausmécht an datt dat och a Covidzäiten net gebremst gouf, dann ass et néideg, eis Douane legal grad wéi materiell um neiste Stand ze halen.

Eleng aus dem Uganda gouf wärend der éischter Covidwell tëscht Mäerz an Abrëll d'lescht Joer Gold am Wäert vu schätzungsweis 120 Milliounen Euro exportéiert, deelweis aus illegale Minnen aus dem Land selwer, deelweis aus illegale Minnen aus dem Kongo, wou dann duerch den Uganda transitéiert ginn ass.

Duerch dëse Goldhandel setze Mënschen an den onkontrolléierte Minne fir ronn dräi Euro den Dag hiert Liewen op d'Spill. Duerch déi illegal Gruewungen op der Sich no nach méi Gold ginn och Felder an d'Natur zerstéiert. Doduerch, datt dëst Gold dann deelweis illegal bis an Europa, bis op Lëtzebuerg transportéiert a verkaaft gëtt, gëtt dëse System ëmmer weider finanzéiert. De Kampf géint Geldwäsch a Steierhannerzéiung ass also och e Kampf fir d'Anhale vu Mënscherechter a fir den Ëmweltschutz.

Och gëtt et Zäit, datt d'EU besser ka géint Geldwäsch an Terrorfinanzéierung duerch Prepaid-Kaarte virgoen. Mir kennen alleguerten d'Nouvellen aus de Medien, wann dann erëm eng Kéier iergendwou entweeder en Attentat geschitt ass oder eent verhënnert gouf, datt se meeschtens och nach eng ganz Rëtsch entweeder Cash oder eebe Prepaid-Kaarte fonnt hunn, wou dann och nach Geld drop war.

D'Gefor vu Geldwäsch duerch Prepaid- oder sougenannt Giftcards ass an deene leschte Joren ëmmer méi geklommen. An esou Kaarte solle laut Berichter vu Standard & Poor's och schonn am Kader vun den Terroruschléi zu Paräis 2015 benotzt gi sinn. A si gi reegelméisseg benotzt, wann et ëm Arnaquë geet! Dat muss een och soen.

Mir kennen alleguerten déi Ransomware, wann erëm iergendengem säi Computer gehacked gouf an e rouden Ecran kënnt a seet: „Bezuel esou vill, soss sinn deng Donnéeë fort!" Ma do gëtt et meeschtens zwou Aart a Weise fir ze bezuelen. Entweeder et bezilt ee mat Bitcoins oder et kritt ee gesot: „Gitt esou eng Giftcard kafen", ech nennen elo net d'Mark vun där Kaart, „gitt déi kafen, schéckt eis de Code, schéckt eis d'Foto vun där Kaart an da gitt Der erëm fräigeschalt." Et ass u sech also e ganz einfache Moyen, fir och kriminell Aktivitéiten ze finanzéieren. An duerfir ass et wichteg, der Douane hei déi néideg Zwecker (veuillez lire: der Douane hei och déi neideg Moyenen) ze ginn.

Ech gesinn hei keen Agréff an d'Libre circulation vum Boergeld, well déi Limitatioune ginn net verschäerft. Et geet hei wierklech ëm nei Moyenen an anere Kontexter.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'EU a Lëtzebuerg musse weiderhin dru schaffen, de Geldschmuggler d'Liewen esou schwéier wéi méiglech ze maachen. Dofir musse mer d'Aarbecht vun eiser Douane ëmmer erëm un déi nei Gegeebenheeten upassen an hir déi néideg Mëttelen zur Verfügung stellen, fir hir Aarbecht richteg a gutt kënnen ze maachen.

D'Piraten weise sech also d'accord mat dësem Gesetzesprojet a wäerten en dofir matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'éischt emol e grousse Merci un de Guy Arendt fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, deen, géif ech soen, d'Modifikatioune vum Gesetz an där heiter Matière ganz gutt beschriwwen huet.

Et kann ee vläicht déi ganz Diskussioun a méi e breede Kontext nach setzen. An dat hu Verschiddener jo och gesot, dat ass, dass den Defi vum Antiblanchiment vum Geld e Problem ass, deen ëmmer méi grouss gëtt. A Blanchiment ass hei konzentréiert op Cash oder Saachen, déi mat Boergeld kënnen assimiléiert ginn, wéi d'Prepaid-Cards oder esou.

Mee den Defi vum Blanchiment, dee geet natierlech wäit doriwwer ewech. An an de leschte Joren hu mer jo ganz vill Affäre gesinn op der ganzer Welt, wou Blanchiment zum Ausdrock komm ass. Mir huelen dat als Lëtzebuerger Regierung als e richtegen Defi un, net nëmme fir eis, fir ganz Europa an en fait fir d'ganz Welt. An Dir hutt an de leschte Jore ganz vill där Gesetzer gestëmmt, alleguerten d'Anti-Money-Laundering- Direktiven, déi mer transposéiert hunn. Ech ka mech och nach erënneren, dass mer ganz am Ufank vun der Covidkris eng Kéier samsdes hei eng gestëmmt hunn, fir just an den Delaien ze sinn, fir e gudde Schüler ze sinn. An et geet net nëmmen drëms, gutt Texter ze hunn, wéi mer dat hei maachen, a gutt Transpositiounen ze maachen, et geet och drëms, dass dat dann natierlech herno am Land gutt ëmgesat gëtt. Dat si ganz vill Defie beieneen.

Mir setzen hei zum engen eng europäesch Direktiv oder e Reglement ëm a mir sinn domadder och a Konformitéit mat méi strikte Recommandatiounen, déi de GAFI (ndlr: Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux) iwwert d'Joren och an deem Domän gemaach huet.

An deem heite Projet de loi gëtt de Champ d'application vun de Limitte vu Boergeld en fait méi breet gemaach. An et ass richtegerweis ënnerstrach ginn, dass beim Boergeld selwer elo hei näischt ännert. Iwwer 10.000 Euro kann ee kee Boergeld iwwert d'Grenzen huelen, ouni eng Deklaratioun ze maachen. Dat changéiert net. Mee de Champ d'application gëtt méi breet, dat heescht, all d'Saachen, déi assimiléiert kënne ginn zu Boergeld, falen dann och drënner, och Geld, wat geschéckt gëtt oder aner Saachen, déi geschéckt ginn, déi dem Boergeld no kommen, falen dann och drënner.

Mir hunn hei eppes gemaach, wat mer net ëmmer maachen, ech géif soen, wat mer souguer seele maachen. D'Reglement gesäit vir, dass dat heite soll applikabel si par rapport zu de Baussegrenze vun der EU - dat ass obligatoresch - an de Bannegrenzen. Mee bannen an der EU, dat heescht, fir d'Bannegrenze vun der EU, do ass dat nëmmen eng Optioun. A mir hunn déi Optioun gezunn, well mer fonnt hunn, wa mer dat net géife maachen - mir hu jo keng Baussegrenzen an der EU mat Ausnam vum Flughafen -, da wär d'Portée vun dëser Gesetzgeebung net ganz héich gewiescht. An dat hu mer gemaach. Iwwregens, dat war och schonn en vigueur fir déi viregt Reglementatioun, déi mer haten.

Dass mer déi Optioun gezunn hunn, beweist, dass mer wëllen op deem heiten Terrain, wat eis Reegelen ubelaangt, irreprochabel sinn, net nëmmen, well mer wëlle par rapport zum europäesche Recht 100%eg an der Rei sinn, mee och, well mer jo wëssen, dass mer eng Evaluatioun vum GAFI wäerten an den nächste Méint a Joren hunn an dat doten och wäert gekuckt ginn. A wa mer da kënne soen, dass mer do extra streng sinn, da steet eis dat gutt zu Gesiicht.

Et ass och richtegerweis ënnerstrach ginn, dass déi Problematik esou grouss ass, dass an den nächste Wochen d'Europäesch Kommissioun wäert e ganze Paquet vu Mesuren zum Blanchiment erausginn, mat deene mer eis wäerten als Regierung, an dann och Dir als Parlament, auserneesetze mussen iwwert déi nächst Méint. Dat eleng, mengen ech, seet villes aus iwwert d'Portée vun dëser ganzer Problematik.

Ech géif nach gären ënnersträichen, dass deen Acteur, dee fir d'Mise en œuvre vun dëser Gesetzgeebung zoustänneg ass, d'Douane ass. Ech géif hei dës Geleeënheet gebrauchen, fir der Douane ze felicitéiere fir déi super Aarbecht, déi an deem Domän gemaach gëtt. Reegelméisseg maache se do Saisien op dem Flughafen oder op de Grenzen. Si schaffe ganz gutt mat den Nopeschlänner zesummen. Ech géif dann och gären der ganzer Ekipp vun der Douane dofir felicitéieren an och soen, dass hei den Échange d'informations mat der Cellule de renseignement financier och an dësem Projet de loi ugeschwat gëtt a gereegelt gëtt.

Leschte Punkt. Richtegerweis ass ënnerstrach ginn, dass et wichteg ass, dass de Bierger Bescheed weess, wat elo hei geschitt, dass de Champ d'application méi breet gemaach gëtt. Den Deputéierte Benoy huet vu Mesurë geschwat, déi scho geholl gi sinn. En fait ass schonn elo um Site vun der Douane eppes driwwer ze gesinn. Do ass schonn eng Informatioun drop. Mee soubal dat Gesetz gestëmmt ass, wäert d'Douane nach méi kloer an aktiv op hirem Site dorop hiweisen.

Et ass richteg, dass kee kann invoquéieren, dass en d'Gesetz net kennt. Mee ech mengen, et ass am Interêt vun eis alleguerten, dass déi Informatiounen hei bekannt sinn an dass d'Leit sech net duerch Onwëssenheet an eng ganz schwiereg Situatioun setzen. Dofir wäerte mer och derfir suergen, mat der Douane zesummen, dass hei déi néideg Publicitéit gemaach gëtt.

Ech soen Iech Merci fir de Soutien.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Finanzminister Pierre Gramegna villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7677. Den Text steet am Document parlementaire 7677[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7677 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7734 - Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification

1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;

3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie

Mir kommen elo zum Projet de loi 7734 iwwert d'Aféierung vun enger Flicht, fir d'Dokumenter fir meng fréier Verwaltung, den Enregistrement, elektronesch ze deponéieren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter, den honorabelen Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet schreift sech an eng Reform an, déi op laang Siicht d'Zil huet, fir d'Publicitéit vun den Titres de propriété électroniques ze schafen. Beim Projet de loi 7734 geet et méi genee ëm d'Dematerialisatioun vum Flux vun den Akten tëschent dem Notariat an dem Enregistrement.

Wéi Dir Iech heibannen alleguerte kënnt virstellen, fält all Joer en enorme Volume u Pabeier un, deen am Kader vun den Akte vun der Enregistrementsverwaltung traitéiert gëtt. 2020 waren dat 64.000 Akten an 2019, ouni Pandemie, esouguer 68.000. Et ass also e risege Volume, dee Joer fir Joer op d'Verwaltung duerkënnt. An dëse gëllt et elo, digital méi sécher, méi schnell a méi ëmweltfrëndlech ze verschaffen.

De Champ d'application vum Gesetzesprojet ass relativ cibléiert, an dat aus dräi Grënn: Éischtens, et gëtt eng Rei, eng Partie Redaktere vun Actes authentiques. Dat sinn d'Nottären, d'Gemengen, awer och d'Établissements publics, fir nëmme si ze nennen. Vun dësem Gesetzesprojet wäerten awer nëmmen d'Nottäre betraff sinn, well dat am einfachsten ëmzesetzen ass. Dat ass schonn e gudden Ufank, vu datt si largement dee gréisste Produzent vun Akte sinn. Zweetens, bei den Hypothéike wäerten an dëser Etapp d'Transkriptioune viséiert sinn, mee net d'Aschreiwungen, well dat technesch gesi méi ein-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

fach ass. An drëttens, de Workflow tëschent dem Notariat an der Verwaltung wäert bäibehale ginn.

All dës Limitatioune wäerten an Zukunft lues a lues ofgebaut ginn, fir op e ganz digitale System ze kommen. Bis dohinner wäert den traditionelle Regimm op Pabeier nach weider bestoen nieft dem digitale Regimm fir d'Nottären. Dowéinst gëtt mat dësem Gesetzesprojet virgeschloen, fir en autonoomt Gesetz ze huelen, wat nieft dem bestoende Gesetz funktionéiere soll.

Eng grouss Ännerung, déi mat dëser Reform agelaut gëtt, ass, datt den Enregistrement net méi op dem Original vun engem Akt gemaach gëtt. Haut kritt den Enregistrement all d'Akte vum Nottär am Original presentéiert. An Zukunft soll eng numeeresch Enveloppe, déi vum Nottär geschéckt gëtt, als Basis vum Enregistrement gëllen. Dës numeeresch Enveloppe ass versigelt mat der Ënnerschrëft vum Nottär. An dëser Enveloppe sinn eng Partie digital Dokumenter dran. Do ass fir d'éischt d'Expédition-minute, dat ass eng elektronesch Kopie vum Originalakt. Da sinn och d'Metadonnéeë vum Akt derbäi. Metadonnéeë si strukturéiert Informatiounen, wéi zum Beispill d'Nimm vun de Parteien, wat verkaaft gouf, wat de Montant ass an esou weider.

Eng ganz Oplëschtung vun de Metadonnéeë wäert nach per Règlement grand-ducal preziséiert ginn. D'Metadonnéeën, déi vum Nottär geschéckt ginn, wäerten an Zukunft direkt d'Datebank vun der Publicité foncière speisen. Bis ewell huet den Enregistrement d'Saisie vun den Donnéeë vun den Akte gemaach, wat ab und zu zu Feeler bäigedroen huet - et sinn och nëmme Mënschen.

Dëse Changegement bréngt eng Rëtsch Virdeeler mat sech. Éischtens kënnen esou Feelerquelle verhënnert ginn, wat déi juristesch Sécherheet stäerkt. Zweetens ginn d'Mutatioune beschleunegt an drëttens wäert déi administrativ Laascht fir d'Verwaltung vum Enregistrement geschrumpft ginn. Mir sinn also hei an enger Simplification administrative.

Dat heescht awer och, datt den Nottär eng méi grouss Responsabilitéit kritt, wat d'Informatioune betrëfft, déi un den Enregistrement geschéckt ginn. Si wäerten de Garant si vum Original vum Akt. Déi Responsabilitéit ass besonnesch bei de Metadonnéeë grouss, vu dass dës direkt d'Publicité foncière speisen. Dofir sinn och Strofe virgesinn, wann et zu Feeler komme sollt.

Wichteg ze bemierken ass dat, wat ausdrécklech net vum Projet de loi viséiert ass, an dat ass d'Form vum Acte authentique selwer. Dat heescht, wann den Nottär den Akt mécht a virun de Parteien ënnerschreiwe léisst, muss dat haut an och an noer Zukunft op Pabeier gemaach ginn, esou wéi dat am Code civil an am Nottärsgesetz gereegelt ass.

Bei dësem Gesetzesprojet schwätze mir eenzeg an eleng iwwert den interne Funktionement tëschent dem Notariat an dem Staat. An ech wëll op dëser Plaz dem Notariat Merci soen, datt si bereet waren, dëse Wee matzegoen.

Ee leschte Punkt vum Projet de loi ass, datt d'Gesetz ab dem 1. November 2022 a Kraaft triede soll.

Här President, de Staatsrot huet dräi Oppositionformellë gemaach an eng seriö Reserv. Déi éischt Opposition formelle betrëfft den Artikel 4 vum initiale Gesetzesprojet iwwert d'Derogatioun zur elektronescher Transmissioun vun Dokumenter säitens den Nottären. De Gesetzesprojet gesäit vir, datt grouss Dokumenter, déi net gescannt kënne ginn, weider op Pabeier kënne vum Nottär un den Enregistrement iwwermëttelt ginn.

Den initialen Text huet awer net genau gesot, ab wéi engem Format dat gëllt, wat fir déi héich Kierperschaft eng rechtlech Onsécherheet duergestallt huet. Mat engem Amendement ass preziséiert ginn, datt dëst fir all Dokument gëllt, wat méi grouss ass wéi de Format A3.

Déi zweet Oppositioun betrëfft den Artikel 7 vum initiale Gesetzesprojet, dee Sanktioune virgesäit am Fall, wou d'Donnéeën tëschent der Expéditionminute an der Minute respektiv vun de Metadonnéeën net konform wieren. De Staatsrot notéiert, datt d'Héicht vun den Amenden e repressive Charakter huet, dat heescht, datt se als penal Sanktiounen ze betruechte sinn. Et gëtt dowéinst gefrot, datt d'Netkonformitéit preziséiert muss ginn. De Staatsrot notéiert och nach, datt e Cumul vun de Sanktioune virgesinn ass. Domat deet sech de Conseil d'État och schwéier.

Duerch d'Amendementer gouf dës Dispositioun un d'Remarke vum Staatsrot ugepasst. Bei den Expéditions-minute gouf d'Héicht vun den Amenden erofgesat an de Cumul erausgeholl. Bei de Metadonnéeë sinn och d'Amenden erofgesat ginn, mee et bleift awer beim Cumul vun de Sanktiounen, vu datt Feeler hei e ganz groussen Impakt hunn.

Déi drëtt Opposition formelle ass beim Artikel 11 vum Projet de loi ze fannen. Et geet ëm de Recours géint d'Decisioun iwwert d'Amende. Do war virgesinn, datt de Recours bei den ziville Juridictioune kéint gemaach ginn. De Staatsrot seet awer, datt hei eng administrativ Relatioun tëschent dem Notär an der Verwaltung besteet, soudatt de Recours virum Verwaltungsgeriicht stattfanne muss. Well et sech ëm penal Strofen handelt, freet de Staatsrot, datt et e Recours en réformation muss sinn. Dat gouf dann och esou gemaach.

Den initiale Projet de loi huet och virgesinn, datt d'Entrée en vigueur sollt iwwer Règlement granducal gemaach ginn, well et sech ëm en informatesche Chantier handelt, bei deem Accidenter beim Developpement kënnen optrieden. De Staatsrot huet awer a sengem éischten Avis gemengt, datt dat géint d'Gesetz vum Journal officiel goe géif a proposéiert, d'Entrée en vigueur an de Gesetzesprojet dranzeschreiwen. Och dat gouf gemaach, soudatt de Staatsrot a sengem Avis complémentaire vum 1. Juni 2021 all seng Opposition-formellë konnt ophiewen.

Des Weidere krute mir nach d'Avise vun der Notärs-, der Handels-, der Salariats- an der Fonctionnaireskummer eran. Erlaabt mir, fir Iech heifir op mäi schréftleche Rapport ze verweisen.

Här President, den Hypothéikeregimm ass eppes ganz Wichteges. Et ass de Garant vun der Sécurité juridique vun den Immobilientransaktiounen. An et ass och de Garant vun Hypothéikekreditter vun de Banken, deen duerch dëse Gesetzesprojet entstëbst gëtt. D'Verwaltung vum Enregistrement wäert och am Laf vun deenen nächste Méint ufänken, déi bestoend Akten ze digitaliséieren, an dat an enger éischter Etapp erof bis an d'Joer 2009. Dëst soll et lues a lues erméiglechen, datt d'Informatiounen iwwert d'Hypothéiken online ofruffbar wäerte ginn, änlech wéi dat haut scho mat den Donnéeë vum Kadaster de Fall ass.

Dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren, grad wéi all deenen, déi bei dësem Projet matgeschafft hunn. An ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Rapporter Guy Arendt.

An d'Wuert huet den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Mir ginn och zu dësem Gesetzesprojet eis Zoustëmmung. Et geet eigentlech schonn op de Luc Frieden zréck, an den 2010er, dee schonn deemools d'Publicité foncière wollt digitaliséieren. Dat fanne mer och richteg. Dat hei ass e weidere Schrëtt dohinner.

Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, dass sécherlech d'Digitalisatioun och den Zougréff vun Drëtten op d'Akten natierlech méi einfach mécht. Dat ass jo och richteg. Anerersäits zielt awer och de Schutz vun der Privatsphär vun dem eenzelne Bierger. An ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass et d'Gesetz vun 1905 gëtt iwwert d'Publicité foncière, wou eigentlech all Bierger - dat ass net bekannt dobaussen am Land - um Hypothéikenamt ka gesinn, wie vu wat fir engen Immobilie Proprietär ass, och a virun allem betreffend Privatpersounen.

An ech mengen, et sollt een dat eng Kéier kucken. Wann ee Bierger wuel d'Recht huet fir ze kucken, wie Proprietär vun enger Immobilie, vun engem Terrain, vun engem Haus oder vun engem Appartement ass, dann ass dat deem enge säi Recht. Et schéngt mir an eis als Partei awer och deem anere säi Recht ze sinn ze gesinn, wie wat fir eng Donnéeën zu wat fir engem Zäitpunkt an zu wat fir engen Zwecker kuckt. Och dat ass d'Recht vun engem Bierger, fir dat gewuer ze ginn. Dat entsprécht nu ganz einfach de Krittäre vun dem normalen Dateschutz. Dat heescht, wa mäin Noper kuckt, vu wat fir engen Immobilien ech Proprietär oder net Proprietär sinn, da schéngt et mir och mäi Recht ze sinn, fir gewuer ze ginn, zu wat fir engen Zwecker mäin Noper dat zu wat fir engem Moment ugefrot huet.

An ech mengen, deen Equiliber, dat ass en normale Prinzip vun dem Dateschutz an dee sollt een och um Niveau vun der Publicité foncière fannen. Dat Gesetz datéiert nach vun 1905. Zënterhier sinn 115 Joer hier. An ech mengen, och deen Equiliber sollt een eng Kéier an aller Rou fannen. Mee et ass och dat, wat zum Schutz vun der Privatsphär bäidréit.

Dat gesot, gi mer d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der LSAP dem Rapporter Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. A wéi en et betount huet, steet hei jo d'Dematerialisatioun am Vierdergrond an iwwert dee Wee natierlech och d'Digitalisatioun an och eng Simplification administrative. An deem kënne mer als LSAP nëmmen zoustëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Jo, villmools merci fir d'Wuert. An ech soen och dem Rapporter Guy Arendt villmools Merci fir d'Explikatiounen. Et geet hei ëm d'Digitalisatioun vun de Prozedure beim Enregistrement, eppes, wat mir natierlech begréissen. Dofir ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun. A voilà, ech wëll vläicht awer just nach eng Kéier drop hiweisen, dass et an deem ganze Beräich vun de Steieradministratioune generell trotzdeem, wat d'Digitalisatioun ugeet, ëmmer nach Verbesserungspotenzial gëtt. Mee dat mécht d'Regierung jo och a si schafft dodrun. Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Och vun eiser Säit aus villmools merci dem Rapporter. A mir stëmmen dat hei mat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem heite Projet de loi gëtt den Enregistrement vun den Actes notariés digitaliséiert, wéi mer et scho gesot an héieren hunn. Amplaz um Pabeier an amplaz iwwert d'Administratioun vum Enregistrement ze fueren, sollen d'Nottären elo d'Angaben direkt an eng digital Datebank aginn.

Ech kann dann och direkt eisen Accord fir dëse Projet de loi ginn. Mir hoffe just, datt net zousätzlech Käschte fir de Keefer wäerten derbäikommen. Dat wär natierlech immens kontraproduktiv an der aktueller Situatioun. A vläicht kann een der Regierung jo och do den Optrag matginn, dat am A ze behalen.

Ech wollt awer och hei nach eppes aneres thematiséieren, nämlech déi onzouräichend Datelag, wann et ëm den Immobiliemaart geet. Dat ass jo och net nei. D'CSL ass jo och an hirem Avis zu dësem Projet de loi ausféierlech dorobber agaangen.

Wann een e Problem wëllt léisen, da muss een e fir d'éischt emol kennen. An Tatsaach ass, datt mir, a mat mir mengen ech déi gréisser Ëffentlechkeet, relativ wéineg wëssen iwwert dat, wat da ganz konkreet um Immobiliemarché geschitt. Et gi vun offizieller Säit Statistiken iwwert de Logementsmarché produzéiert, notamment vum Observatoire de l'habitat an och vum Statec. Dës Donnéeë sinn, dat wësse mer alleguerten, allerdéngs zimmlech limitéiert, wat natierlech net deene betreffenden Instituter hir Schold ass, mee sech erklärt duerch e limitéierten Accès zu grondleeëndem Zuelematerial.

Publizéiert gëtt virun allem d'Präisentwécklung vun den Haiser an Appartementer an enger geografescher Opschlësselung. Iwwert d'Präisentwécklung vum Terrain gëtt et keng reegelméisseg Zuelen. Donieft gëtt et dann nach punktuell Analysen iwwer verschidden Aspekter, mee dat just onreegelméisseg a ganz cibléiert.

Wat eis awer virun allem feelt, ass eng gewëssen Typologie vun den Acteuren, déi um Immobiliemarché täteg sinn, sief et virun allem d'Personne-physiquen oder d'Personne-morallen, déi Immobilie kafe bezéiungsweis verkafen. Wat ass d'Verhältnis tëscht de Residenten an den Netresidenten? Wéi héich ass de Prozentsaz vu Primo-acquéreure bezéiungsweis de Prozentsaz vu Leit, déi en Objet kafen, fir dran ze wunnen, par rapport zu deenen Keefer, déi en a Locatioun stellen? Sinn d'Societéite just um Bürosmarché aktiv oder och am Residentiel?

Mee och aner Informatioune kënne ganz pertinent sinn, wéi zum Beispill d'Frequenz, mat där Objeten de Proprietär wiesselen, an déi domadder verbonne Präisentwécklung, déi mer nëmmen allze gutt kennen, oder och nach d'Konzentratioun vun Objeten an der Hand vun enger klenger Zuel vun Acteuren. Och dat ass bekannt.

All dës Informatiounen hu mer aktuell net, zumindest net op enger reegelméisseger Basis. All dës Informatioune wären awer wichteg, fir den ëffentlechen Debat op eng objektiv Basis ze stellen, fir déi richteg politesch Mesuren ze huelen a fir fréizäiteg nei Tendenzen an Entwécklungen ze erkennen. All dës Informatioune sinn Informatiounen, déi de Staat awer besëtzt an déi just net statistesch opgeschafft ginn.

Ech wëll dofir hei eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung opfuerdert, e Projet auszeschaffe mat dem Zil, fir méi detailléiert a reegelméisseg Statistiken iwwert d'Evolutioun vum Logementsmaart ze produzéieren an ze publizéieren. Mir iwwerloosse ganz bewosst der Regierung d'Initiativ, e Projet ënner wéi enger Form och ëmmer virzeleeën, dee mir da kënnen am Parlament hei diskutéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'impact social croissant de la hausse des prix sur le marché de l'immobilier et reconnaissant que la crise du logement nécessite des réponses politiques urgentes et ambitieuses ;

- considérant qu'une connaissance détaillée des évolutions sur le marché de l'immobilier est primordiale pour mener un débat public éclairé et pour alimenter la recherche sur la question du logement, ainsi pour affiner la réponse politique à la crise du logement ;

- considérant que l'accès du public, des chercheurs et des décideurs politiques à des données sur le marché du logement est très limité et que certaines statistiques clés ne sont rendues accessibles que de manière incomplète et irrégulière ;

- considérant que l'État, notamment à travers les formalités de l'enregistrement, détient les informations nécessaires à la production de statistiques détaillées et régulières ;

- considérant que la dématérialisation des formalités d'enregistrement offre de nouvelles possibilités en matière de création de statistiques sur le marché de l'immobilier, notamment en ce qui concerne la création automatisée de statistiques,

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés un projet qui vise à exploiter toutes les données pertinentes en possession de l'État afin de produire et de publier des statistiques mensuelles, détaillées et exhaustives sur l'évolution du marché de l'immobilier.

(s.) Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Ech wëll nach eng Kéier extra ënnersträichen, datt et eis hei net dorëms geet, iergendwellech privat Persounendaten oder Nimm vu Societéiten op d'Place publique ze setzen. Esou Statistike musse selbstverständlech anonymiséiert sinn, den RGPD anhalen a kënnen och esou ënnerdeelt ginn, datt se kee Réckschloss op individuell Persounen zouloossen. Eis geet et eenzeg an aleng drëm, de Marché besser ze verstoen an aschätzen ze kënnen.

Ech mengen, et wier am Interessi vun eis all, wann d'Diskussioune ronderëm de Logement net méi op Vermutungen an Interpretatioune géife baséieren, mee op reellen Donnéeën. Dofir biede mir d'Chamber, dës Motioun matzeënnerstëtzen. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann elo nach net zur Motioun schwätzen, well ech se nach net gesinn hunn. Awer esou vun deem, wéi se presentéiert ginn ass, ass se eis ganz sympathesch an Dir wäert gläich a menger Ried mierken, firwat.

Als Éischt emol och hei erëm e grousse Merci un de Rapporter, deen eng awer méi komplex Matière erëm ganz gutt an edukativ wäertvoll duergeluecht huet. Well dëse Projet ass jo och net vu gëschter, deen ass net vun haut, deen ass och schonn e bësse méi al. Viru véier Joer huet dat Ganzt ugefaangen. Éier d'Piraten iwwerhaapt an der Chamber waren, gouf schonn un dësem Projet geschafft. Mee mat dësem Gesetz maache mer haut dann en éischte Schrëtt a Richtung Digitaliséierung vum Notariat.

Duerch eng nei Plattform sollen Donnéeën tëscht Nottären an dem Enregistrement kënne méi einfach a sécher transferéiert ginn. Esou sollen an Zukunft jo och authentesch reng elektronesch Akte méiglech sinn - e wichtege Schrëtt, well dat weidert Aspeise vun analogen Dokumenter an en elektrone-

sche System ass net fortschrëttlech a virun allem mat zousätzlecher Aarbecht verbonnen, déi um Enn vum Dag de Konsument dréit.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir Piraten wënschen eis also an Zukunft e System, an deem eng pabeiers Kopie just nach fir de Client néideg ass an net méi fir d'Administratioune wéi de Kadaster oder den Enregistrement. Den elektroneschen Akt muss d'Zukunft sinn, well dëst erméiglecht méi schnell Transaktiounen an och e vereinfachten Archivage.

Grad dësen Archivage muss et zukünftege Fuerscher méi einfach maachen, Donnéeën ze duerchsichen. Genee wéi am Fall vum Chamberssite muss och dëse Portail fir d'Nottären nach lues a lues opgebaut an dann och schrëttweis verbessert ginn. Eist Zil muss et schlussendlech sinn, datt méi séier an onkomplizéiert Donnéeë kënne verschéckt an awer och erëmfonnt ginn, well et bréngt eis näischt, wa mer eis an där Datemass herno net méi erëmfannen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op dëser Plaz wëll ech awer och nach en anere Punkt uschwätzen. Wéi d'Chambre des Salariés richteg an hirem Avis schreift, missten d'Donnéeën, déi d'Nottären zur Evolutioun vun den Immobiliepräisser hunn, och kënnen zur statistescher Auswäertung genotzt ginn. Ech ginn dervun aus, wann ech d'Motioun da bis liesen, datt genau dat domat gefuerdert gëtt vun de Kolleeginne vun déi Lénk. Et kann nämlech net sinn, datt eis lescht Date vum Prix foncier aus dem Joer 2017 sinn an d'Konzentratioun vun den Terraine sech op Zuele vun net 2018, mee tatsächlech souguer nach 2016 baséiert!

D'Nottären hunn dës Donnéeën duerch d'Akten a sollten dës, natierlech ënner anonymiséierter respektiv pseudonymiséierter Form, kënnen un den Observatoire de l'habitat an un de Statec weiderginn. Nëmmen duerch méi prezis a rezent Informatioune kann d'Politik déi richteg Schrëtt huelen - wa se da wëllt -, fir d'Logementskris an de Grëff ze kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Piraten ënnerstëtzen den Digitaliséierungsprozess am Nottärswiesen a wäerten dëse Projet duerfir och matstëmmen. Dëst Gesetz ass e wichtegen éischte Schrëtt. Mir musse prett sinn, fir dës Entwécklung awer och nach weiderzedreiwen.

A mir Piraten hoffen, datt dëse Projet och an Zukunft an Zesummenaarbecht mat den Acteuren um Terrain weidergedriwwe ka ginn. Falls Feeler oder Problemer sollten duerch den neie System optrieden, wat jo ëmmer, a si mer éierlech, an der Ufankspha vun esou engem Projet wäert de Fall sinn, muss d'Chamber och prett sinn, fir déi néideg Verbesserungen um Text virzehuelen.

Fir eis Piraten muss d'Digitaliséierung an allen Administratiounen ëmgesat ginn, soudatt all wichteg Aktivitéite kënnen iwwer Internet ausgefouert an esou den Zäit- a Geldverloscht fir Staat a Biergerinnen a Bierger limitéiert ka ginn.

An deem Sënn wënsche mer eis, wéi gesot, datt d'Donnéeën, déi duerch d'Akte gesammelt ginn, méi konsequent fir d'Analys vum Logementsproblem agesat ginn an et eis esou erméiglecht gëtt, „evidence-based policy making" ze maachen an net am Niwwel ze stocheren. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Haut ass e gudden Dag: vill Zoustëmmung zu all deene Gesetzer, déi ech d'Éier hunn, hei ze verdeedegen. An ech freeë mech doriwwer. Deen heite Projet steet natierlech ënnert dem Zeeche vun der Digitalisatioun a vun der Simplification administrative. Dofir ass et jo och kee Wonner, dass dofir eng grouss Zoustëmmung hei am Haus ass. An doriwwer freeën ech mech.

Ech géif gär dem Deputéierte Guy Arendt Merci soe fir säi ganz gudde mëndlechen a schréftleche Bericht. Ech ginn also elo net an d'Detailer an. Si si wierklech gutt beschriwwe ginn. Kommt, mir halen eis virun Aen, dass dee Processus, fir bis heihinner ze kommen, e luese war. Ech mengen, et ass vu Verschiddenen ënnerstrach ginn. Mee elo hu mer et jo gepackt. Et ass awer natierlech nëmmen eng éischt Etapp. Nach villes bleift ze maachen an der Digitalisatioun. An ech kann lech soen, als Finanzminister schaffen ech reegelméisseg drop, dass mer ëmmer méi sollen digital schaffen an allen Administratiounen, déi ënner menger Responsabilitéit sinn.

Well et och esou komplizéiert ass, déi Saachen ëmzesetzen, ass jo och virgesi ginn, an et ass och vum Rapporter ënnerstrach ginn, dass d'Entrée en vigueur vun dësem Gesetz jo eréischt am November 2022 ass. Dat ass och e bësse rar, dass een am Gesetz esou eng spéit Ëmsetzung virgesäit. Mee dat heiten ass, fir dass een déi néideg Zäit natierlech huet, fir déi informatesch Programmer auszeschaffen. Dat wollt ech ënnersträichen, dass mer dat en concertation mat den Acteuren, haaptsächlech mat den Nottären, mat der Chambre des Notaires, wäerte maachen.

Mir hunn och virgesinn, e Comité de concertation permanent an d'Liewen ze ruffen iwwer e Règlement grand-ducal, wou mer dat wäerte kënne mat hinnen am Detail diskutéieren. Dat heiten ass also eng Reform mat den Nottären an doriwwer freeën ech mech. Ech géif och gären dofir den Nottäre Merci soen. An dat war net ëmmer eng einfach Diskussioun, mee ech mengen, mir sinn elo do, wou mer solle sinn.

Den Droit de timbre fält ënner anerem doduerch ewech. Bon, dat ass jo dann eng Ekonomie. Et gëtt manner Pabeier gebraucht. Dat ass och eng Ekonomie. A mir wäerten och d'Publicité foncière lues a lues digitaliséieren, wat dann och den Accès un all déi Donnéeë wäert vereinfachen.

Jo, d'Digitalisatioun ass eppes, wat eng absolutt Prioritéit vun der Regierung ass. Mir sinn och eent vun de rare Länner, déi e Minister hunn, deen dofir zoustänneg ass. Mir hunn dat och groussgeschriwwen an eisem Plan de relance, dee mer ausgeschafft hunn am Kontext vun der Relance mam „recovery fund" vun Europa. An hei ass ee Beispill vu villen, wou mer dat wäerte maachen.

Ech freeë mech also iwwert déi grouss Zoustëmmung. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7734. Den Text steet am Document parlementaire 7734[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7734 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Ofstëmme vun der Motioun, déi vun der Madamm Nathalie Oberweis deposéiert ass ginn. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här André Bauler, wannechgelift.

M. André Bauler *(DP).*- Jo, merci, Här President. Ech hunn déi Motioun hei genee gelies. Ech wëll just soen, dass den Observatoire de l'habitat, bezéiungsweis de LISER, eng Rei Donnéeën huet. Deen huet eng Rei Prix enregistrés, Prix enregistrés des appartements. Jiddefalls, dat gëtt et schonn. An ech muss soen, hei ass eng Matière, déi nach eng Rei Äntwerte verlaangt, soudass mer net kënnen „dans les meilleurs délais" dat, wat hei verlaangt gëtt, ëmsetzen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, ech hunn elo net richteg verstanen, firwat dass Der se net géift matdroen. Dir sot, et gëtt schonn esou Donnéeën. Mee et ass jo ganz kloer, dass déi Donnéeë sporadesch sinn an net komplett sinn. An hei geet et ëm eng Automatiséierung, wou déi Donnéeën erafléissen. Et ass wierklech am allgemengen Interessi. Ech gesinn net, firwat dat do elo net interessant ass. Et kéint een et soss zumindest an d'Kommissioun mathuelen, wann Der elo net onbedéngt sot, dass dat doten absolutte Blödsinn ass. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da freet nach den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech deelen e bëssen der Madamm Oberweis hiert Erstaunen oder hiert Netverstoen. Ech hunn elo wierklech net de Grond verstanen. Ech mengen, ech hat virdrun och a menger Ried duergeluecht, firwat mer grad elo, wou mer déi Akten digitaliséieren, wou déi Donnéeën digital erfaasst sinn, onbedéngt Weeër brauchen, Automatisme brauchen, fir datt mer déi Donnéeën och exploitéiere kënnen, fir déi Logementskris och mat Kriseninstrumenter unzegoen.

Mir kënnen net ëmmer soen: „Mir sinn an enger Kris", an dann, soubal mer eis en neit Instrument wëlle ginn oder kéinte ginn, fir déi Kris ze bekämpfen, eis déi Instrumenter net wëlle ginn.

Also, fir mech ass ganz kloer, ech hunn dat a menger Ried virdrun duergeluecht: Mir sollten déi Donnéeën, wa se digital do sinn, och digital exploitéieren! An duerfir wäerten d'Piraten och dës Motioun vun déi Lénk matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Oder dach, den Här Gilles Roth, wannechgelift.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Et wäert lech net erstaunen, mee d'CSV stëmmt déi Motioun hei mat, well mir dervun ausginn, dass dat hei zu statisteschen Zwecker ass. An ech gesinn, dass si och nécken dozou. Dann hu mir kee Problem, dass dat sou ass. An dann huet ee méi Donnéeën, fir déi Präisser och ze erfaassen. Well ech soe ganz éierlech, wann een déi Publikatioune kuckt an et vergläicht een déi Präisser, déi oft an deene Publikatiounen erëmgi ginn, mat deenen, déi effektiv an den eenzelne Gemengen, déi do opgelëscht sinn, praktizéiert ginn, da leien awer nach oft Welten derzwëschent.

Duerfir fanne mir et wichteg, dass een, besonnesch fir de Logementsproblem ze bekämpfen, iwwer méiglechst breet Donnéeë verfüügt. An duerfir hu mir kee Problem, dës Motioun matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Also wat ech hei an där Motioun absolutt kann deelen, an dat ass eng Aschätzung, déi mer, mengen ech, och gëschter an der Debatt gemaach hunn, dat ass, dass eis ganz dacks an der Logementsdiskussioun eng ganz Partie Donnéeën, statistesch Donnéeën, feelen. Et ass villes esou d'Impressioun, déi mer hunn, oder aus dem Bauch eraus oder vum Héieren a Kucken. An dat mécht et eis als politesch Acteuren och ëmmer ganz schwéier, Decisiounen ze huelen.

Ech hunn eigentlech och Sympathie fir déi Motioun hei an deem Sënn, dass dat jo hei gefuerdert gëtt, dass mer méi statistesch Donnéeë kréien. Mee ech fanne se awer net gutt formuléiert, well ech weess net: Wat sinn hei „données pertinentes"? Wat fir eng Donnée ass eng Donnée pertinente? Wat fir eng ass net pertinente? An dann och d'„statistiques mensuelles", muss dat mensuel sinn? Geet dat och trimestriel? Ech weess dat net.

(Brouhaha)

Ech fannen, et wär derwäert, wann een iwwert de Fong vun der Saach nach eng Kéier géif wierklech an enger Kommissioun diskutéieren. Mee d'Motioun, aus menger Siicht, geet an déi richteg Richtung, mee si ass schlecht formuléiert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Auteur vun der Motioun.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Also ech fannen dat do wierklech, mat allem Respekt, mee dat do fannen ech wierklech e bëssen eng Hoerspalterei! Do gitt Der wierklech Saache sichen, fir se net unzehuelen.

(Brouhaha)

Mir wësse ganz genau, dass mer an enger Logementskris sinn. Dat hei ass wierklech näischt Groussaarteges. Et geet just ëm Statistiken, fir de Marché besser ze beobachten. Dir sidd alleguerten averstanen, a gëschter ass de Constat gedeelt ginn, dass mer an enger Kris sinn. Mir mussen eis déi Moyene ginn.

Dat hei ass wierklech elo näischt Schlëmmes, wou mer iergendeppes expropriéiere ginn. Et geet ëm Donnéeën. Wannechgelift, kommt, mir maachen eppes Konkreetes! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 29 voix pour et 30 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

9. 7831 - Projet de de loi modifiant la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7831, eng Ofännerung vun den Zousazversécherungen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Meeschtens wann ech drukommen, ass et gläich fäerdeg. Duerfir nach vläicht zwou Minutte Gedold fir d'Presentatioun vun dësem Projet de loi 7831, wat eng Verlängerung ass vun den Delaie fir d'Mutuellen, déi schonn zweemol hei verlängert goufen, eng Kéier den 10. Juli an eng Kéier de 15. Dezember 2020, virum Hannergrond vun der Pandemie an der sanitärer Situatioun.

Effektiv gesäit d'Gesetz vum 1. August 2019 iwwert d'Mutuellen eng Rei vun Obligatioune fir d'Mutuellë vir, déi an engem gewëssenen Delai musse gemaach ginn, notamment déi, datt d'Mutuellen normalerweis bannent dem éischte Semester eng Assemblée générale ofhalen, fir ënner anerem iwwert d'Konten an de Bilan vum Joer virdrun ofzestëmmen. Do virdru musse se am Normalfall och d'Konten extern kontrolléiere loossen an all déi Dokumenter an Ënnerlagen, déi mussen dann och un de Sécurité-sociales-Ministère adresséiert ginn, deen heifir zoustänneg ass.

D'Gesetz vum 15. Dezember 2020 huet d'Delaie schonn eemol verlängert a si sollen elo nach eng Kéier bis den Dezember 2021 verlängert ginn. Well et och weider, bedéngt duerch déi sanitär Situatioun, fir eng Partie Mutuellë schwéier war, fir deenen Obligatiounen am Delai nozekommen, ginn d'Delaien dann, wéi gesot, nach eng Kéier fir den Ofschloss vun 2019 a vun 2020 weider verlängert. Déi nei Delaien, déi hei am Projet de loi proposéiert gi sinn, dat sinn déi follgend:

Fir d'Assemblée générale ass de Stéchdatum, wéi virdru gesot, den 31. Dezember 2021. Dozou sief bemierkt, dass d'Mutuellë fir dee Fall, wou se effektiv keng Geleeënheet haten, fir hir Assemblée an d'Konte fir 2019 ze organiséieren, dat och kënnen zesummen an enger Assemblée diskutéieren an och alles do zesummen unhuele fir d'Joer 2019 a fir d'Joer 2020. Déi entspriechend Dokumenter vun deenen zwee Joer mussen da bis den 31. Dezember 2021 och un de Sécurité-sociales-Minister virugereecht ginn.

D'Gesetz vum 10. Juli grad wéi dat vum 15. Dezember 2020 haten dann och eng Derogatioun virgesi fir d'Procédure de suspension, déi am Prinzip am Gesetz virgesinn ass. Och dës Derogatioun gëtt hei nach eng Kéier verlängert, awer weiderhi just am Fall, wou d'Mutuelle hir Obligatioun respektiv den

Delai a Saache Konten an Ofhale vun der Assemblée générale net erfëlle konnt. All aner Illegalitéit géif selbstverständlech zu enger Procédure de suspension féieren. Dat gëllt also nëmme fir d'Assemblée a fir d'Konten.

Et sief och nach gesot, dass dëse Projet de loi ergänzend ass zum Projet de loi 7826 ass, dee mer gëschter hei gestëmmt hunn. Dat Gesetz erlaabt et ënner anerem, datt d'Societéiten an d'Personnes morales kënnen hir Reuniounen iwwer informatesch an Telekommunikatiounssupporten ofhalen. Dëst ass awer fir d'Mutuellen net ëmmer méiglech an duerfir dann och dëse spezifesche Projet de loi.

Et sief och nach gesot, dat ass meng lescht Remark, dass am Projet de loi urspréinglech d'Verlängerung virgesi war vun der Suspensioun vun den Intérêts moratoires fir net bezuelte Cotisatiounen am Centre commun. D'Dispositioun, ëm déi et hei gaangen ass, steet elo am Covidgesetz, dat och op Recommandatioun vum Staatsrot hin. Dat gouf dann eeben an dat Gesetz do integréiert.

D'Prozedur war déi follgend: Den 3. Juni ass den Depot gewiescht. Den Avis vum Staatsrot, deen hat keng gréisser Observatiounen. An den 21. Juni ass dëse Rapport hei à l'unanimité ugeholl ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci.

Ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Och merci dem Georges Engel fir deen detailléierte Rapport. Ech mengen, et ass och wichteg, dass hien nach eng Kéier ënnerstrach huet, dass déi eng Dispositiounen elo am Gesetz vum Covid stinn an net méi am Gesetz vun de Mutuellen, wéi dat virdrun de Fall war. A mir ginn och als CSV selbstverständlech den Accord zu dësem Projet, an der Hoffnung, dass mer déi nächst Generalversammlung, déi vun 2021, vum Bilan, erëm kënnen an där aler Form maachen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Als nächst geet d'Wuert un d'Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. En huet am Fong alles gesot. Dofir bleift mir just den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Ma ech schléisse mech menge Virriedner un: Merci un de Rapporter an ech ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Et ass deem näischt bäizefügen. Et ass eng Moossnam, déi huet missen am Covidkader vun de sanitäre Moossname geholl ginn. Et blouf eis näischt anescht iwwreg. An deem Sënn bréngen ech den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Och villmools merci dem Här Engel fir dee gudde Rapport. Mir hunn esouwuel haut wéi gëschter all déi Projet-de-loien do am Kader vun der Verlängerung vun de Covidmesurë bis zum Enn vum Joer matgestëmmt. Mir stëmmen deen hei och mat, well mer dervunner iwwerzeegt sinn, datt mir dat musse maachen, fir esouwuel de Beschäftegte wéi awer och de Betriber kënnen eng gewësse Planungssécherheet ze ginn.

Mir sinn eis och sécher, datt mir nach ëmmer matzen an enger Kris sinn an och nach net wëssen, wat nach alles op eis duerkënnt am September. Mee loosse mer alt emol dat Bescht hoffen.

Mir fannen et awer just schued, datt déi Mesuren am Kader vum Gel des loyers net och an dësem Sënn verlängert goufen. Et huet een hei esou e bëssen d'Gefill, wann eppes vun der Oppositioun kënnt an iergendeen aus der Majoritéit dat net gradesou gutt fënnt, datt dat da géif ofgeschmettert gi vun der ganzer Majoritéit. An dat ass einfach e bësse schued, well d'Oppositioun gëtt jo awer och, denken ech emol, e puer gutt Iddien hei eran an et ass net alles schlecht. An heiansdo hätt ee jo vläicht besser, eng Kéier driwwer nozedenken oder - wéi soll ech dat elo soen? - eng Kéier driwwer ze schlofen, wann een Zäit hätt, a vläicht Saache matzehuelen. Et ass einfach schued.

Dat hu mer jo och an der Motioun elo grad hei virdru gesinn. Do war näischt Schlëmmes drun. Dat war einfach en Instrument, wou mer Donnéeën an Zuele brauchen, wou mer gëschter ganz vill a ganz laang iwwert d'Logementskris geschwat hunn a wou ee sech dann heiansdo awer denkt: „Firwat hu mer esou laang diskutéiert?" Mir sinn eis all eens, datt mer Outile brauchen, an da kënnt d'Oppositioun mat esou engem Outil an da gëtt einfach Nee gesot. E bësse schued!

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An ech géif direkt d'Wuert ginn un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Ech wollt just der Madamm Cecchetti awer elo kuerz äntwerten. Ech wollt hir soen, dass ech hir virdrun eng Dier opgemaach hunn: Ech hu jo gesot, dass mer gären hätten, dass mer iwwert déi Donnéeën do schwätzen, mee dass ech awer wierklech fannen, dass déi Motioun hei net gutt formuléiert ass an dass mer se hätte kënne besser maachen.

An ech invitéiere si, eng zweet Versioun ze maachen, wou mer da wierklech am Detail soen: Wat ass dann de Projet? Wat sinn d'„données pertinentes"? An eng Kéier och mat den Acteuren, mat de concernéierten Acteuren driwwer schwätzen, wien eis do wat liwwere kann, dat, mengen ech, géif Sënn maachen. Mee d'Dier ass op, fir doriwwer ze schwätzen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. A leschten ageschriwwene Riedner fir dëse Projet ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech wollt u sech einfach nëmme soen: „Und täglich grüßt das Murmeltier." Ech erënnere mech, datt ech gëschter plus/minus ëm déi nämmlecht Auerzäit hei stoung, fir deem nämmlechte Rapporter, dem Georges Engel, Merci ze soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport zu anere Projeten, déi hei Saache verlängert hunn. An dat wëll ech natierlech op dëser Plaz als Alleréischt maachen.

Et ass wichteg, datt mer dat heite verlängeren. Ech muss awer dach e bësse meng Verwonnerung ausdrécken driwwer, a wéi enger Prozedur mer elo grad waren. Datt, nodeem eng Motioun rejetéiert gouf, dann nach eng Kéier opgemaach gëtt, fir un där Motioun wëllen ze schrauwen. Ech mengen, d'Invitatioun ass ukomm. Ech denken, datt mer wäerten nach méi wéi eng Kéier d'Geleeënheet hunn, fir iwwer Statistiken am Logement ze schwätzen.

Wat deen heite Projet ugeet, ginn d'Piraten hiren Accord. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Sécurité sociale, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Jo, villmools merci, Här President. Ech hale mech dann un d'Prozedur. Ech mengen, mir schwätzen hei iwwer e Projet de loi. Ech géif fir d'éischt dann och, mengen ech, e grousse Merci soen, engersäits dem Rapporter, virun allem awer och der Kommissioun, déi wéi all Kéier bei dëse Projeten, déi matzäiten ustinn, se relativ séier examinéiert huet a se och guttgeheescht huet.

Ech mengen, et ass wichteg, wéi effektiv hei gesot ginn ass, datt mer de Mutuellen d'Méiglechkeet ginn, nach Zäit ze hunn, fir hir Generalversammlungen ofzehalen. Et sinn der zwar eng Rei vun hinnen, déi se an der Tëschenzäit ofgehalen hunn. Mee eng Rei hunn d'Strukturen net, fir se kënnen ze maachen, hate virun allem och keng Säll, fir se effektiv ze organiséieren, well et heiansdo Mutuellë sinn, déi grouss opgestallt sinn. An dofir ass dat heiten eng Verlängerung, déi, hoffen ech, dann duergeet, fir och dës Generalversammlunge fir 2019 an 2020 da kënnen ofzeschléissen an och déi néideg Konte kënnen eranzeginn, datt mer déi kënne guttheeschen. An dann hoffen ech, erëm an eng normal Prozedur kënnen eranzegoen.

An deem Sënn merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Minister fir d'Sécurité sociale Romain Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7831. Den Text steet am Document parlementaire 7831[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7831 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Pim Knaff), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.03 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 62 et 63

62e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 912
Communications ..... p. 912
Ordre du jour ..... p. 912
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Charles Margue ..... p. 912-913
Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement ..... p. 913
Institution d'une délégation parlementaire luxembourgeoise ..... p. 913
Question élargie n° 104 de M. Laurent Mosar relative à l'avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange ..... p. 913-914
7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ..... p. 914
7826 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;
2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ..... p. 914-915
Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la mobilisation de logements inoccupés et de terrains viabilisés et mobilisables à court terme ..... p. 915-920
7798 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz »
et
7799 - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Wooltz » ..... p. 920-925
7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;
2° modification du Code du travail ..... p. 925
7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail ..... p. 925-926
7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal ..... p. 926-927
Résolution de M. Sven Clement concernant la déclaration du Luxembourg en zone de liberté LGBTIQ+ ..... p. 927-928

63e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 928
Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes ..... p. 928-930
Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt épouse Kemp ..... p. 930
Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes (suite) ..... p. 930-939
Question élargie n° 103 de M. Laurent Mosar relative à la publication des données fiscales par les grandes multinationales ..... p. 939
7812 - Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement ..... p. 939-941
7677 - Projet de loi portant organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg et mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005 ..... p. 941-942
7734 - Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification
1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;
2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;
3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie ..... p. 942-944
7831 - Projet de de loi modifiant la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles ..... p. 944-945

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4772	Fred Keup	Ancienne maison paroissiale à Bofferdange
4984	Jean-Paul Schaaf, Paul Galles	Prix de l'électricité
5023	Fred Keup	Participation à la manifestation « Fridays for Future »
5030	Marc Goergen	Précarité énergétique
5049	Djuna Bernard	Structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale
5053	Georges Mischo	Coopération sanitaire transfrontalière
5078	Gilles Roth	Interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021
5079	Martine Hansen, Gilles Roth	Sondages du Gouvernement
		Session ordinaire 2021-2022
5143	Georges Mischo	Résultats de l'orientation des élèves du fondamental vers le secondaire
5175	Fernand Kartheiser	Composition de la nouvelle plateforme action climat et transition énergétique
5184	Sven Clement	Taxation de produits à base de cannabis susceptibles d'être fumés ou vaporisés
5185	Sven Clement	Cellule de réaffectation
5187	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Guide pratique des subsides pour les communes
5189	Paul Galles	Situation humanitaire à Calais
5190	Nancy Arendt épouse Kemp	Démarches pour la prise en charge d'une prothèse auditive
5191	Nathalie Oberweis	Traité sur l'interdiction des armes nucléaires
5192	Marc Lies	Contournement de Hesperange
5196	Jeff Engelen, Roy Reding	Cyberattaques contre les hôpitaux
5198	Marc Goergen	Mesures sanitaires sur le site de l'eduPôle
5199	Sven Clement	Répartition des patients Covid-19 dans les soins intensifs des différents hôpitaux
5207	Viviane Reding	Contrat en ligne
5210	Serge Wilmes, Laurent Mosar, Léon Gloden	Hausse des cambriolages
5211	André Bauler, Gusty Graas	Scarabée japonais
5212	Sven Clement	Recettes fiscales
5213	Fred Keup	Hausse de la criminalité
5214	Marc Goergen	Interdiction des élevages de fourrure
5215 cf. 5219, 5355	Jeff Engelen	Réglementation concernant les ambulances taxis
5216	Fred Keup, Jeff Engelen	Bâtiment Jean Monnet 2
5217	Fred Keup	Langues utilisées dans les communiqués du Gouvernement
5218	Fred Keup	Promotion de la langue luxembourgeoise
5219 cf. 5215, 5355	Nancy Arendt épouse Kemp, Marc Spautz	Réglementation concernant les ambulances taxis
5220	Tess Burton	Promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 »
5221 cf. 5226	Octavie Modert, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch	Promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 »
5222	Martine Hansen	Zones de protection spéciale
5223	Marc Goergen	Campagne contre la violence domestique
5224	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Situation en matière de violences et d'abus sexuels au Luxembourg
5225	Claude Haagen	Site de la zone d'activité régionale « Fridhaff »
5226 cf. 5221	Marc Goergen	Promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 »
5227	Jeff Engelen	Chiffres Covid-19
5228	Jeff Engelen	Situation actuelle dans les hôpitaux
5229	Mars Di Bartolomeo	Résidence au Land de la Sarre
5232	André Bauler, Carole Hartmann	Service de la protection de la jeunesse
5233	Sven Clement	Délai d'attente pour un rendez-vous auprès d'un chirurgien orthopédique
5234	Cécile Hemmen, Dan Biancalana	Retard de paiement de la subvention loyer
5235	Martine Hansen, Claude Wiseler	Situation actuelle dans les écoles dans le cadre de la Covid-19
5237	Marc Goergen	Évolution de l'agriculture biologique
5238	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Codes QR CovidCheck falsifiés
5239	Fred Keup	Satellites météorologiques
5240	Martine Hansen, Serge Wilmes	Application mobile du service Adapto
5241	Martine Hansen, Paul Galles	Géothermie
5244	André Bauler, Gusty Graas	Évolution du secteur primaire
5245	Diane Adehm	Personnel de la radio luxembourgeoise de service public
5246	Marc Goergen	Recommandations de mesures sanitaires pour les communautés religieuses
5247	Fernand Kartheiser	Procédure référendaire unique
5248	Marc Lies	Politique du logement
5249	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	Demande d'obtention d'une indication géographique protégée (IGP) « cancoillotte »
5250	Simone Asselborn-Bintz, Dan Biancalana	Mise à disposition de traducteurs pour les offices sociaux
5251	Marc Spautz	Reconnaissance de certificats internationaux de vaccination contre la Covid-19
5252	Carole Hartmann	Remboursement pour les communes à l'aide du formulaire « Intempéries »
5253	Max Hahn	Électricité destinée à l'autoconsommation individuelle ou collective
5254	Max Hahn	Observatoire de la mobilité
5255	Max Hahn, André Bauler	Campagne de sensibilisation pour la sécurité routière pendant l'hiver
5257	Marc Goergen	Primes dans la fonction publique
5258	Marc Goergen	Marché public pour la station-service sur l'A4
5259	Fred Keup	Introduction d'un « veggie day » dans les cantines scolaires
5260	André Bauler, Gusty Graas	Production de viande porcine
5261	Myriam Cecchetti	Tarifs bancaires de POST Luxembourg
5262	Fred Keup	Livres scolaires sur l'histoire du Luxembourg
5263	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Coopération militaire avec les États-Unis
5264	Diane Adehm	Conventions liant le Gouvernement à la presse écrite et à la presse audiovisuelle
5265	Sven Clement	Taux de vaccination
5267	Gusty Graas	Tir de missile antisatellite
5268	Fernand Kartheiser	Résultat du sondage sur le référendum
5270	Fred Keup, Jeff Engelen	Étudiants en médecine
5271	Sven Clement	Doses de vaccins périmées en novembre
5272	Nathalie Oberweis	Opération Sirli
5274	Martine Hansen, Claude Wiseler	Régime CovidCheck dans le cadre des réunions du personnel enseignant
5275	Paul Galles	Stock du vaccin Moderna
5276	Paul Galles	Relais national pour les campagnes de sensibilisation contre le discours de haine
5278	Marc Hansen	Modalités techniques et financières de l'environnement numérique « eSanté »
5280	André Bauler, Gusty Graas	Entretien des rivières suite aux inondations
5282	Nathalie Oberweis	Conventions initiales entre les communes et l'État dans le cadre du Pacte Logement 2.0
5284	Marc Goergen	Sans-abrisme
5285	Sven Clement	Appel à projets « Zesummeliewen: lokal engagéieren a matmaachen »
5286	Francine Closener	Situation épidémiologique dans les écoles
5287	Mars Di Bartolomeo	Relations entre les forces de l'ordre française et luxembourgeoise
5288	Sven Clement	Pollution de la « Ierpeldengerbaach »
5289	Fernand Kartheiser	Gouvernement concernant la pandémie de la Covid-19
5290	Laurent Mosar	Avenir du projet de Google à Bissen
5292	André Bauler	Comportement dangereux de certains chauffeurs dans le trafic au Fridhaff
5293	Fred Keup	Conservation de la maison de naissance d'Aloyse Kayser
5294	Fernand Kartheiser	Validité du EU digital Covid certificate
5296	Serge Wilmes	Création de musées pour certains métiers de la fonction publique

5297	Laurent Mosar, Gilles Roth	Enregistrement des procès pénaux
5301	Marc Goergen	Recherches du « Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) » dans le domaine de la cosmétique
5305	Fred Keup, Fernand Kartheiser	Réacteur thermonucléaire expérimental international
5307	Jeff Engelen	Hospitalisation de personnes vaccinées
5315	Marc Goergen	Incidents avec des renards
5316	Guy Arendt	Régulation de la population des mouflons
5317	Georges Mischo	Lancement d'Esch2022
5319	Marc Goergen	Célébration du mariage
5320	Nathalie Oberweis	Reconnaissance prolongée de l'immunité des personnes guéries de Covid-19
5322	Martine Hansen, Laurent Mosar, Marc Spautz	Prolongation des régimes d'aides liés à la Covid-19
5355 cf 5215, 5219	Marc Goergen	Réglementation concernant les ambulances taxis

Question 4772 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**ancienne maison paroissiale à Bofferdange :**

Dat aalt Porhaus zu Bouferdeng, dat säit 1998 dem Staat gehéiert an haut vu Servior geréiert gëtt, steet säit méi wéi 20 Joer eidel a säin Zoustand huet sech mat de Joren ëmmer méi verschlechtert. Well et awer trotzdeem opgrond vu senger Architektur zu eisem Patrimoine gehéiert, hat d'Madamm Minister den 30. Abrëll d'Gemeng Luerenzweiler informéiert, datt geplangt wier, dëst Haus aus der Mëtt vum 19. Joerhonnert ënner Denkmalschutz ze stellen. De Gemengerot vu Luerenzweiler huet sech allerdéngs géint eng Klasséierung vum Haus ausgesprach.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Firwat steet dat aalt Porhaus zu Bouferdeng säit méi wéi 20 Joer eidel? Ass an där Zäit dru geduecht ginn, dëst Haus ze renovéieren?

2. Ginn et Prezisioune vun der Betreibergesellschaft Servior, wat d'Zukunft vun dësem Haus ugeet?

3. Wëll d'Regierung sech weiderhin dofir asetzen, datt dëst Haus ënner Denkmalschutz gestallt gëtt?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den Informatioune vu menge Servicer no war d'Haus bis 2004 bewunnt. Duerno gouf et eidel gelooss, well Servior keng direkt Verwendung dofir hat. Ob Servior säitdeem iwwert eng Renovatioun nogeduecht huet, entzitt sech eisem Wëssen.

Laut Servior gëtt et eng Iwwerleeung, d'Haus eventuell ofzerappen, fir Plaz fir ee méigleche Chantier ze schafen, wann dat Gebai hannendrun aus den 1970er-Jore renovéiert misst ginn.

D'Haus erfëllt déi néideg Krittäre fir als schützenswäert agestuuft ze ginn an d'Prozedur fir de Schutz ass weiderhin amgaangen.

Question 4984 (20.09.2021) de **MM. Jean-Paul Schaaf** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant le **prix de l'électricité :**

Duerch d'Liberaliséierung vum Stroummarché am Joer 2007 kruten d'Konsumenten d'Méiglechkeet fir de Stroumubidder souwéi d'Energiequell fräi ze wielen. Ziler vun dëser Liberaliséierung waren engersäits niddereg Energiepräisser an anerersäits transparent a sécher Infrastrukturen um europäesche Stroummarché.

Zënter 2007 setzt sech de Stroumpräis am Wesentlechen duerch déi tatsächlech Energiekäschte pro kWh, d'Käschte fir d'Notzung vun den Infrastrukturen (Stroumnetz) souwéi d'Steieren an aner Taxen (wéi zum Beispill dem Mécanisme de compensation) zesummen.

Duerch déi noutwenneg Dekarboniséierung an Elektrifizéierung ass dovunner auszegoen, dass de Stroumverbrauch an Zukunft staark klamme wäert. Dobäi ass et essenziell, dass de Stroum mat erneierbare Quelle produzéiert gëtt. Fir ze verhënneren, dass Bierger zécke vum Pëtrol op grénge Stroum ëmzeklammen, muss de Stroumpräis attraktiv bleiwen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi hunn sech déi dräi Käschtepunkte vum Stroumpräis zanter der Liberaliséierung vum Stroummarché an hiren Undeel um Endpräis fir de Konsument entwéckelt? Kann den Här Minister déi Undeeler (Energie, Netznotzung, Taxen) grafesch a prozentual duerstellen?

2. Wourobber ass d'Hausse vum Stroumpräis zu Lëtzebuerg zréckzeféieren?

3. Wéi gesäit den Trend vum Stroumpräis fir d'Zukunft aus, wëssend dass mir e Maximum u Stroumprojeten aus erneierbaren Energiequelle wëllen? Mat wéi enger Hausse vun der Taxe vum Mécanisme de compensation rechent de Minister, fir déi néideg Subventioune vun CO_2-neutraler Stroumproduktioun ze finanzéieren?

4. Ass mat enger Verdeierung vun den Notzungsgebühre vum Stroumreseau (vun den Héichspannungsnetzer bis zum Haususchloss an de Chargy-Bornen) ze rechnen, wann dëse muss ausgebaut ginn?

5. Ass de Minister an dësem Kontext bereet d'Méiglechkeet ze préiwen a Modeller ze entwéckelen, fir d'CO_2-Steier ze erhéijen an dëst Steierakommes fir d'Reduzéierung vun de Steieren (TVA) op dem Stroum auszegläichen, soudass d'Leit net zousätzlech belaascht ginn an d'Ëmklamme vum Pëtrol op de Stroum fir Heizen an Transport keng Verdeierung duerstellt? Wa jo, kann de Minister Modellrechnungen maache fir sécherzestellen, dass déi finanziell manner staark Haushalter net benodeelegt sinn?

Réponse (20.10.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. + 2. Am integréierte Stroumpräis, deen un den Haushaltsclient zu Lëtzebuerg verrechent gëtt, sinn effektiv, nieft de Käschte fir d'Energie selwer, och nach d'Notzung vum Stroumnetz, Taxen, Kontributioun fir de Mécanisme de compensation („MDC") an och TVA dran enthalen.

Wéi am Tableau an och an der Grafik hei drënner ze erkennen ass, si besonnesch d'Komponenten fir d'Netznotzung a virun allem de Bäitrag fir den MDC an deene leschten zéng Joer geklommen. Déi Hausse vun den Netznotzungskäschten ass zum Deel doduerch ze erklären, dass déi lëtzebuergesch Verdeelstroumnetzer mat déi modernst an Europa sinn, bei deene praktesch all d'Kabele vun der Nidder- an der Mëttelspannung ënnerierdesch verluecht sinn an déi eng héich Versuergungsqualitéit opweise mat ganz wéinege lokalen Ausfäll. Lëtzebuerg ass domat am europäesche Verglach gutt fir d'Energietransitioun opgestallt.

Déi kontinuéierlech Hausse vum Bäitrag an de Mécanisme de compensation (MDC), kënnt duerch déi stänneg Weiderentwécklung vun de Stroumproduktiounen, déi op erneierbaren Energië baséieren, déi (nieft der fossiler Cogénération à haut rendement) iwwert dëse Mechanismus cofinanzéiert ginn. Et sief awer och bemierkt, dass de Staat sech zanter 2012 och all Joer nach zousätzlech un der Deckung vun de Käschte vum MDC bedeelegt. Dëse Bäitrag gëtt iwwert de Klima- an Energiefong finanzéiert a suergt derfir, dass d'Käschten um Endpräis net vill ausmaachen a fir den Endverbraucher de Präis net ze vill klëmmt.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - *Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3. Esou wéi och schonn an der Question parlementaire N° 4789 erwähnt, si momentan d'Energiepräisser, esou wéi se op den internationale Boursse gehandelt ginn, amgaange staark ze klammen. Besonnesch d'Gaspräisser sinn an deene leschte Méint extreem an d'Luucht gaangen, wat ënner anerem duerch eng staark weltwäit Nofro ze erklären ass no engem schwaache Joer 2020, dat duerch d'Covidpandemie gekennzeechent war. Och de Stroumpräis op den europäesche Bourssen ass säit Mëtt 2020 staark geklommen, wat virun allem op déi héich Produktiounskäschten, besonnesch vu Stroum, deen op fossille Quelle baséiert, zréckzeféieren ass. Esou ass zum Beispill de Präis vu Gas a Kuel an de leschten zwielef Méint ganz staark geklommen, wat ë. a. och en Impakt op de Grousshandelsakafspräis vum Stroum huet. Verschidden Experten, ënner anerem vun der Internationaler Energieagence (IEA), ginn aktuell dann och dervun aus, dass de Stroumpräis nach eng Zäit op deem héijen Niveau wäert bleiwen, well sech fir verschidde vun deenen uewe genannte Grënn eng Persistenz erwaart gëtt. D'Energiekomponent vum integréierte Stroumpräis variéiert vu Fournisseur zu Fournisseur, an de Client kann dësen deementspriechend duerch säi Choix vum Fournisseur a vum Produit stéckwäit beaflossen. Wéi sech d'Energiepräisser laangfristeg op den internationale Marchéë wäerten entwéckelen, ass awer schwéier virauszegesinn.

Wat den MDC ugeet, ass duerch den aktuelle Succès vun der Förderung fir erneierbar Anlagen, an den domat verbonnenen Zoubau vun neien Anlagen, domat ze rechnen, dass déi ze deckend Käschten an den nächste Jore klamme wäerten. D'Regierung huet momentan als Richtlinn fir ze versichen, fir d'Kontributioune vun de verschiddene Kategorië vun Endverbraucher vum MDC op engem konstante Level ze halen an huet dofir am Budget pluriannuel vum Klima- an Energiefong an deem Sënn eng weider Steigerung vun der finanzieller Bedeelegung vum Staat virgesinn.

Allerdéngs wäert eng Hausse vum Stroumpräis op den internationale Marchéë mat sech bréngen, dass d'Nettoförderkäschte vum MDC pro Anlag tendenziell wäerte falen, well dëse Mechanismus d'Differenz bezilt tëscht de garantéierten Aspeisetariffer a Maartprimme fir déi erneierbar Energien an dem Grousshandelsakafspräis. Dësen Effet wäert d'Käschte vum MDC zumindest fir d'nächst Joer no ënnen drécken.

ad 4. Et ass dervun auszegoen, dass d'Netzbedreiwer weiderhin an op héijem Niveau an hir Reseauen investéiere wäerte fir déi héich Qualitéit bäizebehalen. Op der Héichspannungssäit sinn e puer gréisser Projete geplangt, fir d'Versuergungssécherheet zu Lëtzebuerg fir déi nächst Jorzéngte weider héichzehalen an auszebauen. Esou ass zum Beispill eng 380 kV-Ubannung mat Däitschland geplangt, déi déi zur Verfügung stehend Gesamtkapazitéit soll den zukënftegen Ufuerderungen upassen a mëttelfristeg dann déi bestehend 220 kV-Ubannung soll ersetzen. Och weider Entwécklungen, déi mat der Digitaliséierung vun de Stroumnetzer zesummen hänken an den Acteure méi eng aktiv a flexibel Roll um Marché wäerten erlaben, a virun allem d'Energietransitioun wäerte facilitéieren, wäerten an Zukunft nach implementéiert ginn, wat sech och op d'Netzkäschte wäert auswierken. Deem géintiwwer wäert awer duerch eng verstäerkten Elektrifizéierung vun der Gesellschaft (z. B. an de Beräicher Transport an Hëtzt) de Verbrauch och an d'Luucht goen, wat d'Auswierkung vun deene virgenannte Käschten op den Netznotzungstariffer wäert ofschwächen.

ad 5. D'Steieren, dat heescht d'Taxe électricité an d'TVA, déi zu Lëtzebuerg um Stroum opgehuewe ginn, si mat déi déifst am europäesche Verglach an eis Stroumpräisser sinn am Verglach mat eisen Nopeschlänner attraktiv. Et ass net·geplangt dës Taxen an noer Zukunft nach weider erofzesetzen. D'Recettë vun der CO_2-Tax ginn och weiderhin zur Hallschent genotzt fir sozial Kompensatiounsmoossname wéi de Crédit à l'impôt an zur anerer Hallschent, fir d'Energietransitioun iwwert de Klima- an Energiefong hëllefen ze finanzéieren.

D'Regierung huet momentan, wéi schonn erwähnt, als Richtlinn fir ze versichen, fir d'Kontributioune vun de verschiddene Kategorië vun Endverbraucher vum MDC op engem konstante Level ze halen an huet dofir am Budget pluriannuel vum Klima- an Energiefong an deem Sënn eng weider Steigerung vun der finanzieller Bedeelegung vum Staat virgesinn a suergt soumat dofir, dass d'Endverbraucher net zousätzlech belaascht ginn.

Question 5023 (29.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **participation à la manifestation « Fridays for Future » :**

2019 ass d'Klimaprotestbeweegung „Fridays for Future" hei am Land fir d'éischt op d'Stroosse gaangen. Wärend der Coronapandemie 2020 ass net manifestéiert ginn. De Freideg, 24. September 2021, sinn d'Schüler awer erëm op d'Strooss gaangen. Wéi d'Initiativ Youth for Climate Luxembourg no enger Reunioun mam Educatiounsministère ugekënnegt hat, konnten d'Schüler ënner follgende Bedéngungen un der Demo deelhuelen: Si hu missen ee „formulaire de demande de dispense" ënnerschreiwen oder, wat mannerjäreg Schüler ugeet, vun hiren Elteren ënnerschreiwe loossen an dëse Formulaire bis de Freideg, 24. September, um 9.00 Auer an de Schoulbüro schécken. No der zweeter Lektioun hunn d'Schüler kënnen den Unterrecht verloossen.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi vill Schüler an de verschiddene Lycéeë vum Land hu sech de 24. September am Kader vun der Manifestatioun géint déi aktuell Klimapolitik ofgemellt an deen Dag no der éischter Stonn gefeelt?

2. Wéi vill Schüler hunn déi mentionéiert Frist net agehalen a goufen als „non excusé(e)" ageschriwwen?

Réponse (09.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Fir kënnen um sougenannte Klimastreik vum 24. September 2021 deelzehuelen, hate sech 7.955 Schüler am Sekretariat vun hirem Lycée ofgemellt.

D'Zuel vun de Schüler, déi déi virgeschriwwe Frist net agehal hunn, gouf net erfaasst.

Question 5030 (30.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **précarité énergétique :**

D'Präisser vum Gas sinn am Moment europawäit amgaange mat klammen. Laut RTL ass de Präis vum m^3 Gas fir d'Haushalter säit 2020 schonn ëm 25 % geklommen. D'Energieministeren aus der EU hu sech zu dësem Theema d'lescht Woch getraff, fir iwwert d'Grënn vun dëser Präishausse an hir Konsequenzen ze diskutéieren. D'Präishausse trëfft virun allem déi Verbraucher haart, déi doduerch riskéieren, an d'Energieaarmut ze falen, well d'Sue feelen, fir d'Stroum- respektiv d'Gasrechnungen ze bezuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Energie dës Froe stellen:

1. Generell gëtt vun Energieaarmut geschwat, wa Stéit méi wéi 10 % vun hirem Akommes fir d'Energieversuergung (Stroum, Heizung, waarmt Waasser) mussen ausginn.

Wéi vill Prozent vun de Stéit zu Lëtzebuerg gi méi wéi 10 % vun hirem Akommes fir Energie aus?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 0840 vum Januar 2015 heescht et:

„Bevor die Kunden aber tatsachlich abgeschaltet werden, nehmen die Lieferanten im Allgemeinen persönlichen Kontakt mit den zahlungsunfähigen Kunden auf. Falls das Sozialamt mitteilt, dass der Kunde nicht als schutzbedürftig anzusehen ist, beantragt der Lieferant beim zuständigen Netzbetreiber eine Abschaltung des Kunden. Bis es zu einer Abschaltung kommt, können noch einmal mindestens 30 Tage bis zu mehreren Monaten vergehen. Die meisten Energielieferanten beantragen darüber hinaus auch keine Abschaltung während den Wintermonaten."

Steet et Energieliwweranten och haut nach fräi, eng Ofschaltung wärend de Wanterméint duerchzeféieren?

3. Bei wéi ville Stéit koum et an deene leschte fënnef Joer zu der Einleitung vun enger Abschaltprozedur (opgelëscht no Joer)?

4. Bei wéi ville Stéit huet een Energieliwwerant eng Ofschaltung fir ee Stot beim Netzbedreiwer ugefrot (opgelëscht no Joer)?

5. Wéi vill Ofschaltungen hunn an deene leschte fënnef Joer stattfonnt (opgelëscht no Mount)?

6. 2014 huet myenergy mat de sozialen Ämter de Service „Unterstützung für von Energiearmut betroffene Haushalte" agefouert, wou d'Stéit sollen een Energieberoder zur Säit gestallt kréien a wou se kënne bis zu 750 € un Hëllefe kréien, fir verschidde veraalt Elektrogeräter ze ersetzen.

Wéi vill Stéit hu säit der Aféierung vun dësem Projet dovu profitéiert?

7. Ass d'Regierung der Meenung, dass den aktuelle System d'Biergerinnen a Bierger zu Lëtzebuerg ausräichend virun der Energieaarmut schützt?

Ass d'Regierung net der Meenung, dass hei weider Projeten néideg wiere fir ze verhënneren, dass Stéit ouni Stroum, Heizung oder waarmt Waasser mussen auskommen?

Réponse commune (09.11.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. De Prozentsaz vun de Lëtzebuerger Stéit, déi méi wéi 10 % vun hirem Akommes fir Energie ausginn, louch fir d'Joer 2019 bei 3,0 %.

ad 2. D'Gesetz vum 1. August 2007 „relative à l'organisation du marché d'électricité" wéi och d'Gesetz vum 1. August 2007 „relative à l'organisation du marché du gaz naturel" schreiwe fir d'Energieliwweranten eng detailléiert Prozedur a spezifesch Schutzreegele fir, déi bei Haushaltsclienten, déi hir Rechnungen net bezuele kënnen, unzewende sinn. Nodeems 15 Deeg nom zweete Rappell vun enger Rechnung de Client nach net bezuelt huet, kann de Liwwerant de Client doriwwer informéieren, dass hien d'Absicht huet, de Client no 30 Deeg ofschalten ze loossen. Zum selwechten Zäitpunkt informéiert de Liwwerant de Client iwwert d'Coordonnéeë vum zoustännegen Office social, un deen de Client sech ka wenden, fir déi vun der Legislatioun virgesinnen Hëllef ze kréien. De Liwwerant schéckt och eng Kopie vun dëser Informatioun un den zoustännegen Office social, fir deen doriwwer a Kenntnis ze setzen. Sollt de Client an der Tëschenzäit seng Rechnung bezuelt hunn, kënnt et net zu enger Ofschaltung respektiv gëtt de Client rëm zréck ugeschloss. Sollt den Office social d'Bezuele vun der Rechnung iwwerholl hunn, gesinn d'Gesetzer vir, dass de Client net däerf ofgeschalt ginn.

ad 3. Aus dem Rapport d'activités 2020 vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) geet ervir, dass am Duerchschnëtt vun de Joren 2016-2020 net grad 8.000-mol am Joer am Stroumsecteur a bëssen iwwer 1.500-mol am Joer am Gassecteur eng Informatioun iwwert en zweete Rappell un den Office social geschéckt ginn ass. Déi genau Zuele sinn an den Tabellen heidrënner zesummegefaasst. Fir d'Joer 2021 sinn nach keng Donnéeë publizéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Aus dem selwechte Rapport d'activités 2020 vum ILR geet ervir, dass am Duerchschnëtt vun de Joren 2016-2020 net grad 1.950-mol am Joer am Stroumsecteur a liicht iwwer 800-mol am Joer am Gassecteur eng Ofschaltung fir ee Stot vun den Energieliwwerante bei den Netzbedreiwer ugefrot ginn ass. Déi genau Zuele sinn an den Tabellen heidrënner zesummegefaasst. Fir d'Joer 2021 sinn nach keng Donnéeë publizéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. Rëm aus dem selwechte Rapport d'activités 2020 vum ILR geet ervir, dass am Duerchschnëtt vun de Joren 2016-2020 875-mol am Joer am Stroumsecteur an 105-mol am Joer am Gassecteur et zu enger Ofschaltung komm ass. Déi genau Zuele sinn an den Tabellen heidrënner zesummegefaasst. Et ass méiglech, datt et fir ee selwechte Client zu méi wéi enger Ofschaltung komm ass. D'Donnéeë ginn eemol pro Joer ofgefrot a leien net pro Mount vir. Fir d'Joer 2021 sinn nach keng Donnéeë publizéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. Myenergy geréiert säit 2016, am Optrag vum Ëmweltministère a vum Familljeministère, de Projet vun der „Unterstützung für von Energiearmut betroffene Haushalte". D'Iddi vum Projet geet zréck op de Fait, datt Stéit, déi hir Energierechnung net méi bezuele kënnen, eng Hëllef solle gebuede kréien. Domadder soll de Risiko, nach eng Kéier an déi Situatioun ze kommen, verréngert ginn. An deem Kontext si follgend Hëllefe virgesinn:

- Eng standardiséiert Berodung zum Theema Energie (Richteg hëtzen a lëften, Notzung vun elektresche Geräter etc.), awer och zu netinvestiven oder gerénginvestive Moossnamen, déi d'Stéit kënne mat Hëllef vun enger Checklëscht ëmsetzen. Wa gewollt, kann d'Berodung och op d'Gebai selwer ausgedeent ginn (Renovéierungsmoossnamen).

- Ee Kit mat verschiddene Produkter, déi hëllefen, Energie ze spueren (LED-Bier, schaltbar Steckerläischt asw.).

- Ee Subside vu 75 % beim Tosch bzw. Akaf vu spuersamen elektreschen Haushaltsgeräter.

Déi Hëllefsstellunge sti fir déi Stéit zur Verfügung, déi hir Energierechnungen net bezuele kënnen oder déi staark vun deem Risiko betraff sinn. D'Offices sociaux sinn zoustänneg fir déi Stéit, déi wëlle matmaachen, fir eng Berodung bei myenergy ze vermëttelen. Wa si se bei myenergy weiderginn hunn, gëtt d'Berodung ausgefouert (ggf. zesumme mat engem Mataarbechter vum Office social) an de Kit ausgedeelt (béides durch myenergy). Wann de Stot doropshi wëll een oder méi Haushaltsgeräter subsidéiert kréien, maache si déi entspriechend Ufro zesumme mat dem zoustännegen Office social a mat der Begleedung vu myenergy. Den Office social kann doriwwer eraus en zousätzleche Kofinanzement vun dëser Mesure iwwerhuelen.

Beim Lancement vum Projet goufe wäitreechend Moossnamen ergraff, fir datt de Projet beschtméiglech kéint fonctionéieren. Dozou hu gehéiert:

- Formatioun vun de Leit aus den Offices sociaux an Zesummenaarbecht mam INAP, datt si de Projet kennen a kënne bei den zoustännege Stéit bewerben. Insgesamt si 65 Leit dofir forméiert ginn.

- Ausschaffe vun Ënnerlagen, Checklëschten a Formulairen, déi et erméiglechen, de Projet vun den Offices sociaux ze bewerben an ëmzesetzen.

- Ausschaffe vu Flyeren a Plakater (fir an d'Raim vun den Offices sociaux an den Épiceries sociales), mat deenen déi betraffe Stéit kënnen informéiert ginn.

- Echange mat de Stroum- a Gasfournisseuren (bei der Opstellung vum Projet an och spéider bei der Ëmsetzung), déi am Alldag och mat der Problematik befaasst sinn a ggf. kënnen hëllefen, de Projet mat den Offices sociaux ze promouvéieren.

Insgesamt huet d'Pandemie de Projet zréckgeworf an d'Zuele sinn an den zwee leschte Joren erofgaangen. Insgesamt goufen 71 Berodungen duerchgefouert an a 49 Fäll goufen Aidë fir Haushaltsgeräter ugefrot. Fir d'Informatiounen nach besser un déi potentiell Interesséiert ze kréien a méiglechst ville vun de bedürftege Leit kënnen iwwert dee Wee ze hëllefen, soll de Kontakt mat de Clienten nach weider optiméiert ginn.

ad 7. D'Gesetz iwwert d'Aide sociale (loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale) gesäit vir, dass all Mënsch, deen e Recht op Aide sociale huet, e garantéierten Accès muss hunn zu Waasser an zu Energie, fir seng elementar Bedierfnisser ofzedecken. Esou hunn déi 30 Offices sociaux d'Méiglechkeet, d'Stéit, déi Schwieregkeeten hunn, hir Energierechnungen ze bezuelen, mat enger finanzieller Hëllef ze ënnerstëtzen.

D'Allocation de vie chère (AVC) fir d'Joer 2021 ass em 10 % gehéicht ginn; fir d'Joer 2022 gëtt d'AVC pro Stot ëm op d'mannst 200 Euro gehéicht. Dës Erhéijung vun der AVC ass geduecht, fir et de Stéit ze erlaben, de Verloscht u Kafkraaft, dee se duerch d'Augmentatioun vun den Energiepräisser hunn, ofzefiederen.

Question 5049 (06.10.2021) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale :**

Pendant la crise sanitaire, l'Office national de l'accueil (ONA) a mis en place des mesures pour garantir le fonctionnement des structures d'hébergement ainsi que la sécurité des résident-e-s et du personnel encadrant. Dans ce cadre, l'ONA a élaboré un plan de continuité des activités et une stratégie de communication pour informer ses partenaires, les prestataires et les résident-e-s des structures sur les mesures sanitaires en place et les changements dans l'organisation.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelles mesures sanitaires sont actuellement en vigueur dans les différentes structures d'hébergement au Luxembourg, notamment en ce qui concerne une éventuelle stratégie de test Covid-19, le port du masque, la protection des personnes vulnérables ou encore les possibilités et modalités de visites ? Quelles sont les recommandations des ministères à cet égard ?

2) De quelle manière la reprise des activités de volontariat et les activités collectives a-t-elle été organisée et quelles modalités sont appliquées dans ce contexte ? Est-ce que les ministères ont publié des recommandations concernant la reprise d'activités dans les structures d'hébergement et, dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Par quels moyens les résident-e-s, prestataires et partenaires sont informés des mesures en vigueur ? Dans quelles langues ces informations sont-elles transmises ?

4) Est-ce que le régime CovidCheck est appliqué dans les structures d'hébergement et, dans l'affirmative, dans quel contexte ?

Réponse commune (09.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Depuis le début de la pandémie de Covid-19, des efforts considérables ont été déployés par l'Inspection sanitaire et l'Office national de l'accueil (ONA) pour assurer le bien-être du personnel et des personnes hébergées dans les structures d'accueil. Au-delà des recommandations exhaustives sur le comportement à tenir dans le cadre de la pandémie actuelle, des consignes spécifiques au contexte des structures d'hébergement pour DPI ont été élaborées. Ainsi, les mesures sanitaires, telles que la distanciation sociale et le port de masques en dehors des chambres, restent obligatoires. Les masques et du matériel désinfectant sont mis à disposition dans chaque structure d'hébergement.

Depuis juillet 2020, un dispositif de primo-accueil (DPA) est en place pour les nouveaux arrivants. Toute personne arrivant et souhaitant déposer ou ayant déposé une demande de protection internationale auprès de la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes, est hébergée au DPA afin d'y être testée à la Covid-19. Chaque nouvel arrivant est soumis à une période de quarantaine de sept jours ainsi qu'à des tests au premier et au sixième jour de la quarantaine. Après cette période et uniquement en cas de résultats de tests négatifs, les personnes ayant fait une demande de protection internationale sont transférées vers une autre structure. Ainsi, la mise en place du DPA répond à deux objectifs : d'une part, réduire la probabilité d'une introduction du virus dans les différentes structures d'hébergement et, d'autre part, réduire la probabilité de transmission du virus à la population générale.

Si lors du dépistage d'entrée sur le territoire luxembourgeois, un cas positif est détecté parmi les nouveaux arrivants, la personne concernée est transférée vers un « Centre d'isolement des migrants malades (CIMM) ». Il en va de même si un cas est détecté au sein d'une structure d'hébergement pour DPI et qu'il n'est pas possible d'isoler la personne concernée sur place. Les situations où des personnes s'avèrent être positives à la Covid-19 dans une structure d'hébergement pour DPI sont toujours traitées au cas par cas en fonction des possibilités d'isolement, ainsi que des capacités structurelles et organisationnelles de chaque structure. Le respect de la mise en quarantaine des contacts est assuré par le personnel encadrant de la structure sur recommandations et consignes émises par l'équipe Tracing de la cellule Santé DPI.

Chaque DPI a accès aux tests Covid-19 et à la vaccination au même titre que les résidents. Les tests sont accompagnés de recommandations d'utilisation spécifiques afin d'aider le personnel encadrant des structures à soutenir leur utilisation par les personnes hébergées. Concernant plus précisément la vaccination, les personnes hébergées par l'ONA ont été et continuent à être informées sur et sensibilisées à la campagne de vaccination du Gouvernement.

Les visites dans les structures d'hébergement restent limitées afin de minimiser les risques de transmission depuis l'extérieur. Ont droit d'accès les agents d'encadrement, les visiteurs avec motif professionnel, tels que les professionnels de santé, et les visiteurs à motif privé sous conditions prédéfinies.

ad 2) La reprise des activités collectives et de volontariat se déroule sous l'application stricte des mesures sanitaires en vigueur et conformément aux recommandations du Ministère de la Santé. De manière générale, l'ONA promeut la rencontre à l'extérieur de ses structures d'hébergement pour des raisons sanitaires, mais aussi dans une perspective d'intégration des DPI dans la société luxembourgeoise.

ad 3) Les occupants des structures d'hébergement sont informés des mesures en vigueur par plusieurs biais. En premier lieu, à travers le règlement d'ordre intérieur, affiché et complété avec des pictogrammes dans l'ensemble des structures. Des entretiens individuels sont menés avec les nouveaux arrivants afin d'expliquer ce règlement. Chaque modification au règlement est communiquée aux personnes hébergées.

S'y ajoute la mise à disposition de matériel d'information et la transmission de ces informations de manière orale par le personnel encadrant des structures. Le règlement d'ordre intérieur ainsi que le matériel d'information sont traduits en français, anglais, allemand et les sept langues majoritairement parlées par les personnes hébergées.

ad 4) Le CovidCheck peut s'appliquer dans les structures d'hébergement temporaires sous certaines conditions. Il ne peut être appliqué pour l'accès aux besoins de base, tel que l'accès à la structure par les résidents y hébergés. Toute activité ou évènement CovidCheck, tels que des activités de loisirs, pédagogiques ou sportives, se déroule conformément aux règles en vigueur au Luxembourg.

Question 5053 (07.10.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **coopération sanitaire transfrontalière :**

L'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière ainsi que l'accord d'application ont été signés en novembre 2016 et ratifiés en 2018 respectivement en 2019.

L'objectif est de favoriser le développement de la coopération sanitaire transfrontalière entre les deux pays et d'assurer un meilleur accès à des soins de qualité pour les bassins de vie autour de la frontière, en garantissant une continuité des soins et un recours le plus rapide au secours d'urgence, en favorisant la mutualisation des connaissances, des pratiques, des moyens humains et matériels.

Selon l'exposé des motifs du projet de loi soumis aux parlementaires français, l'accord-cadre vise « à poser un cadre juridique permettant la mise en place de conventions locales de coopération sanitaire transfrontalière ».

Dans ce contexte, les questions suivantes s'imposent :

- Est-ce que les discussions et les travaux en vue de la mise en place d'une telle convention locale de coopération sanitaire sont en cours ?

- Dans l'affirmative, pourriez-vous m'informer davantage sur l'état des discussions ?

- Quelles sont les structures impliquées dans ces discussions ?

- Est-ce que le suivi de l'accord-cadre fera l'objet d'une discussion lors de la prochaine Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise ?

Réponse commune (21.10.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Le 19 octobre 2021, lors de la 6e réunion de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG), a été signée une convention de coopération transfrontalière franco-luxembourgeoise dans le domaine de la santé basée sur l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière, signé le 21 novembre 2016.

La nouvelle Convention donne un cadre de coordination territoriale aux autorités compétentes en matière d'organisation de la santé dans les zones frontalières concernées pour conclure des conventions locales visant notamment à assurer un accès facilité à des soins de qualité pour les populations des zones frontalières franco-luxembourgeoises, à organiser la coopération dans le domaine de la gestion de crise sanitaire et en cas de pandémie et de catastrophe, à favoriser la coopération des professionnels de santé et favoriser les échanges de pratiques professionnelles et à développer l'observation en santé et en épidémiologie d'intervention. Un comité de suivi transfrontalier composé d'un représentant de chacune des parties signataires de la convention a été constitué afin notamment d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la convention et d'identifier et valider tout projet de coopération de nature à faciliter l'accès à l'offre de soins et médico-sociale dans les zones frontalières concernées.

En marge de la CIG a également été signée une convention de coopération sur l'aide médicale urgente. Les travaux sont désormais bien engagés entre le Ministère de l'Intérieur et l'Agence régionale de santé Grand Est pour finaliser d'ici la fin de l'année un protocole local d'exécution entre le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) et l'Agence régionale de santé (ARS). Le protocole d'exécution va notamment préciser les conditions d'intervention visant à apporter les premiers soins aux personnes en urgence vitale, la détermination du lieu de l'hospitalisation, les modalités d'intervention d'une équipe de secours et de soins répondant à un appel d'urgence.

Lesdites conventions engagent, du côté luxembourgeois, principalement les ministères de la Santé et de la Sécurité sociale, ainsi que le Ministère de l'Intérieur.

Question 5078 (08.10.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021 :**

An der Äntwert vum 6. Oktober op meng parlamentaresch Fro (Nr. 4778) vum 30. Juli zu den Asätz vum CGDIS am Kader vun der Iwwerschwemmungskatastroph vum 14. a 15. Juli goufen net all Punkten zefriddestellend beäntwert.

An deem Kontext wéilt ech nach eng Kéier drop agoen a follgend Fro un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Wou a wéini waren déi verschidde Rettungskräfte vum CGDIS - fräiwëlleger an haaptamtlecher - de 14. a 15. Juli am Asaz? Kann d'Madamm Inneministesch en detailléierten Tableau opstellen, aus deem kloer ervirgeet, wéi een Zenter wéini wou gehollef huet: opgeschlësselt no Zenter, Zäitpunkt an Asazuert?

Réponse (09.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Als Complement zu der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4778 vum éierbaren Deputéierte Gilles Roth hunn ech vum CGDIS nach follgend Prezisioune kritt:

D'Annex 1 detailléiert, wéi vill Pompjeeën aus de verschiddenen Asazzentre wärend den Iwwerschwemmunge vum 14. a 15. Juli 2021 am Asaz waren (souwäit dës Informatiounen der Generaldirektioun vum CGDIS matgedeelt goufen, an ouni d'Personal vun der Chaîne de commandement ze ëmfaassen).

D'Annex 2 detailléiert, wou an ëm wéi vill Auer wéi en Asazzenter am Asaz war. Dës Lëscht ëmfaasst just de primären Asaz, net awer d'Follgeasätz, déi sech duerno op der Plaz erginn hunn, well d'Pompjeeën op der Plaz waren. Dës Lëscht erfaasst och net, ob Asazgefierer aus aneren Zentren dee lokalen Asazzenter op engem Asaz ënnerstëtzt hunn. Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt säit Aféierung vum neien ELS am Joer 2016 net forcement e ganzen Asazzenter geruff gëtt, mee nëmme spezifesch Asazmëttel (Gefier + Personal), déi op der Plaz néideg sinn an déi aus verschiddenen Asazzenteren zesumme geruff ginn. Am Detail opzeschlësselen, wéi e Gefier aus wéi engem Asazzenter wéini op wéi enger Asazplaz war, ass bei engem aussergewéinlechen Asaz wéi den Iwwerschwemmunge vum Juli 2021 just mat engem onverhältnesméissegen Opwand méiglech a wäert trotzdeem ëmmer onkomplett sinn, well déi eenzel Asazmëttel an esou Fäll een Asaz no deem anere fueren, ouni genee Buch ze féieren, wou d'Asazmëttel iwwerall am Asaz waren.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5079 (08.10.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **sondages du Gouvernement :**

Fir d'Positioun vun der Populatioun zu engem bestëmmten Theema zu enger bestëmmten Zäit méiglechst genau kënnen anzeschätzen, notzt d'Regierung reegelméisseg d'Instrument vun enger Ëmfro.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Staatsminister stellen:

- Wéi vill Ëmfroen huet d'Regierung vun 2017 un an Optrag ginn?

- Kann den Här Staatsminister eis eng detailléiert Opstellung vun dëse Sondagen zoukomme loossen, opgeschlësselt no Sujet, Zäitpunkt, Präis an Institut, dat mam Duerchféiere vun der Ëmfro beoptraagt war?

Réponse (06.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Deen an der Annex ugefouerten Tableau renseignéiert iwwert d'Ëmfroen, déi d'Regierung säit 2017 an Optrag ginn huet.

Dësen Tableau beinhalt net d'Ëmfroen, déi de Statec am Kader vu senge legale Missioune mécht oder déi op Basis vu verschiddene legalen an internationalen Obligatioune musse gemaach ginn.

D'Präisfourchetten entspriechen den Ausgaben, déi pro Ministère oder Administratioun fir de betreffende Sondage gemaach goufen, och wa sech punktuell aner Acteure wéi zum Beispill d'Universitéit oder international Organisatiounen un de Käschte bedeelegt hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5143 (22.10.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **résultats de l'orientation des élèves du fondamental vers le secondaire :**

Am drëtten Trimester vum Cycle 4.1 fänkt bekanntlech d'Orientéierungsprozedur fir d'Schüler aus dem Enseignement fondamental fir hire weidere schoulesche Wee un. Bis zum Enn vum Cycle 4.2 steet da fest, a wéi eng Richtung vum Enseignement secondaire d'Jongen a Meedercher aus de Grondschoule vun den 102 Lëtzebuerger Gemengen orientéiert ginn.

D'Gemenge selwer gi mengen Informatiounen no awer aus Dateschutzgrënn net méi driwwer informéiert, a wéi engem Deel vum Enseignement secondaire d'Kanner a Jugendlecher hire schoulesche Parcours fortsetzen.

Well et fir déi eenzel Gemengen am Land interessant ass, de respektive Prozentsaz vun de Schoulkanner ze kennen, déi an de „Classique" oder an de „Général" orientéiert ginn, wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Kann den Här Educatiounsminister confirméieren, dass d'Gemengen net méi mat Zuelematerial iwwert de schoulesche Parcours vun „hire" Schoulkanner informéiert ginn?

- Wéi eng Mesure gedenkt den Här Educatiounsminister als Ersatzléisung en place ze setzen, fir dass d'Gemengeréit sech e Bild kënnen driwwer maachen, a wéi eng Richtung d'Kanner aus hire respektive Grondschoulen am Cycle 4 orientéiert ginn?

Réponse (07.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Am Kontext vun der Protektioun vun de perséinlechen Donnéeë vun de Schüler, déi eng ëffentlech lëtzebuergesch Grondschoul um Gemengenniveau frequentéieren, ass ënner anerem den Traitement vun dësen Donnéeën duerch déi eenzel Acteuren, esouwéi och den Echange vun dëse global am Gesetzestext „loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves" gereegelt.

Den Artikel 4 vun dësem Gesetz gesäit a Funktioun vun der Finalitéit déi Source vir, op déi mäi Ministère kann zeréckgräifen. Esou gesäit de Punkt 7 vum Artikel 6 vum selwechte Gesetz vir, datt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend nëmmen déi perséinlech Donnéeë vun de Schüler un d'Gemengen iwwermëttelt, déi relevant sinn am Kader vum Iwwerpréiwe vun der Schoulflicht.

Zousätzlech Reglementer ginn ergänzend zu dëse legalen Dispositioune weider Prezisiounen zum Echange vun Donnéeë fir spezifesch Acteuren am schoulesche Kontext. Esou si beispillsweis am Artikel 2 vum „règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission" déi Punkte festgehalen, déi am Kader vun der Schoulorganisatioun vun de Gemengeresponsabele musse kommunizéiert ginn. Dës Informatiounen hunn ee reng organisatoresche Charakter an d'Transmissioun vu pedagogeschen Elementer wéi zum Beispill allgemeng d'Evaluatioun vun de Schüler oder spezifesch de Passage vum Enseignement fondamental an den Enseignement secondaire ass net virgesinn.

Beim Deele vu schülerbezunnenen Donnéeë mussen nieft de legalen Dispositiounen och d'Prinzippie vun der Commission nationale pour la protection des données (CNPD) agehale ginn. De Prinzip vun der Minimisatioun vun Donnéeë gesäit vir, datt perséinlech Donnéeën nëmmen dierfe gedeelt ginn, wann se pertinent, adequat a limitéiert sinn op dat, wat fir d'Ziler vun hirer Veraarbechtung noutwenneg ass. Vu de kloer definéierten Aufgabeberäich vun de Gemengen, deen sech op den organisatoresche Volet vun de Grondschoule limitéiert, gëtt et fir eng eventuell Kommunikatioun vun Evaluatiounselementer keng legal Basis.

De Bildungsbericht, deen a reegelméissegen Ofständ publizéiert gëtt, enthält ënner anerem Informatiounen zu der Orientéierung vun de Schüler aus den ëffentleche Grondschoulen an ass um Internetsite www.bildungsbericht.lu fir jiddereen zougänglech. D'Kapitel 2.6 vum Bildungsbericht aus dem Joer 2018 gëtt Opschloss iwwert d'Orientéierung vun de Schüler aus den eenzelne Gemengen. Via eng graphesch Duerstellung gëtt d'Proportioun vun de Schüler, déi an déi ënnerschiddlech Ordres d'enseignement vum Enseignement secondaire orientéiert goufen, duergestallt. D'Gemengeresponsabel hunn d'Méiglechkeet, op dës méi laangfristeg Analys zeréckzegräifen, fir sech ee Bild vun der Orientéierung vun de Schüler aus hirer Gemeng ze maachen. Ugangs Dezember 2021 wäert den neie Bildungsbericht publizéiert ginn.

Question 5175 (02.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **composition de la nouvelle plateforme action climat et transition énergétique :**

An engem gemeinsame Communiqué vum 11. Oktober hunn d'CGFP, den LCGB an den OGB-L sech ganz erstaunt iwwert d'Zesummesetzung vun der neier Plattform fir Klimaaktioun gewisen, well déi national Gewerkschaften an dësem Gremium net duerch en direkte Vertrieder representéiert ginn.

Dozou géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. No wéi enge Krittäre ginn déi gesellschaftlech Vertrieder fir dëse Gremium ausgewielt?

2. Wéi eng Gespréicher hunn am Virfeld mat deenen eenzelen Acteure stattfonnt?

3. Wéi ass déi Decisioun motivéiert, keen direkte Vertrieder vun de Gewerkschaften zouzeloossen?

Réponse (06.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Zesummestellung vun der neier Plattform fir Klimaaktioun an Energietransitioun ass an de grousse Linnen am Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 festgehalen. Se ass och am Aklang mat den Dispositiounen aus dem „europäesche Klimagesetz" respektiv dem Reglement iwwert de Gouvernance-System fir d'Energieunion a fir de Klimaschutz. Op dëser Basis hat de Regierungsrot eng éischt Propositioun ausgeschafft wat déi Organisatiounen, déi op der Plattform sollte vertruede sinn, ubelaangt, woubäi grousse Wäert op eng equilibréiert Representatioun tëscht de Vertrieder aus der Zivilgesellschaft respektiv den Entreprisen an Investisseure geluecht gouf. An de leschte Woche goufen eng Rei vu Gespréicher mat ënner anerem de gesellschaftleche Vertrieder gefouert. D'Regierung wäert, soubal dës Gespréicher ofgeschloss sinn an am Virfeld vun der éischter formeller Reunioun vun der Plattform, hir Zesummestellung nach emol iwwerschaffen, ouni awer den uewe genannten Equiliber a Fro ze stellen.

Question 5184 (04.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **taxation de produits à base de cannabis susceptibles d'être fumés ou vaporisés :**

Cannabis-Produiten, déi gefëmmt kënne ginn an déi een THC-Gehalt vu manner wéi 0,2 % hunn, gi vun der Douane als „autres tabacs à fumer" behandelt an deementspriechend besteiert. Et handelt sech also ëm klassesch CBD-Produiten, déi ënnert d'Circulaire INFO TAXUD 8/2019 falen a fir déi säit 2020, nieft der TVA, och Accisë vum Staat erhuewe ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Recetten huet de Staat säit der Aféierung vun der Accise op CBD-Produiten ageholl?

2. Wéi huet dëse Chiffer säit der Aféierung vun der Steier evoluéiert (opgelëscht pro Mount)?

3. Wéi huet dëse Chiffer par rapport zu de Recettë vun den Accisen op Zigaretten evoluéiert?

Wéi huet dëse Chiffer par rapport zu de Recettë vun den Accisen op Zigarilloen an Zigaren evoluéiert?

Réponse (06.12.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

An den zwee Tableauen, déi hei ënnen drënner ofgebilt sinn, fënnt den éierbaren Deputéierten d'Äntwerten op déi verschidde Froen iwwert d'Accisen op CBD-Produiten.

Et ass ze bemierken, datt d'Kategorie „cigares", hei drënner, souwuel d'Zigare wéi och d'Zigarilloen abegräift.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5185 (04.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **Cellule de réaffectation :**

Bei engem Reclassement interne funktionéiert beim Staat iwwert d'Cellule de réaffectation. Hei waarde Fonctionnairë respektiv d'Agenten op eng nei Plaz an enger anerer Administratioun.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune sinn am Moment an der Cellule de réaffectation ageschriwwen?

2. Wéi laang sinn dës Persounen an der Moyenne ageschriwwen?

3. Wéi huet d'Unzuel u Leit sech an deene leschten aacht Joer entwéckelt (opgelëscht no Joer)?

4. Wéi vill Entretiene kruten déi Ageschriwwen an der Moyenne proposéiert?

Réponse (06.12.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

A senger Sëtzung vum 23. September 2015 huet de Regierungsrot decidéiert, eng gemeinsam „Cellule de mobilité" zwëschent dem Ministère fir d'Fonction publique (MFP) an der Commission d'économies et de rationalisation (CER) anzeféieren. Fir hiren Attributioune méi gerecht ze ginn, ass den 12. Oktober 2017 dës Cellule a „Cellule de facilitation à la réintégration (CFR)" ëmbenannt ginn.

D'CFR huet als Missioun d'Agente proaktiv bei enger Demarche vu Reaffektatioun ze begleeden, déi opgrond vun enger Decisioun vun der Pensiounskommissioun, enger Decisioun vun der „Commission mixte", der Exekutioun vun enger Strof vum Conseil de discipline, vun enger Recommandatioun vum Service psychosocial oder och nach no engem Retour aus engem „congé sans traitement" entstane sinn.

Bis elo huet d'CER am Ganzen 92 Dossieren un d'CFR weidergeleet. Fir 81 Persounen ass vun der CFR eng Léisung fonnt ginn. Aktuell stinn nach 11 Dossieren op. Am Prinzip gëtt spéitstens dräi Méint no der Saisine duerch d'CER den Agent op den éischte fräie Posten a senger Carrière reaffektéiert.

www.chd.lu

Déi aner statistesch Informatiounen, déi den honorabelen Deputéierte freet, sinn net esou am Detail erfaasst ginn.

Question 5187 (05.11.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **guide pratique des subsides pour les communes :**

A rezenter Vergaangenheet huet d'Regierung dorop higewisen, dass d'Gemengen eng bedeitend Roll bei der Relance vun eiser Wirtschaft no der Pandemie duerstellen, an deementspriechend d'Gemengen encouragéiert hir Investitiounen héichzehalen, falls hir jeeweileg Finanzsituatioun dëst erlaabt.

An deem Kontext ass déi finanziell Ënnerstëtzung vun de jeeweilege Ministèren e wichtegen Aspekt. Ville Gemengen ass allerdéngs net ëmmer bewosst, a wéi enge Beräicher respektiv bei wéi enge Ministèren si wéi eng Subside kënnen ufroen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

- Gëtt et e globaalt Dokument dat all déi méiglech finanziell Ënnerstëtzunge vun de verschiddene Ministèrë virgesäit?

- Wann net, deelt d'Madamm Minister eis Aschätzung, datt e „guide pratique" mat dësen Informatiounen de Gemengen administrativ kéint weiderhëllefen?

- Ass d'Madamm Minister gewëllt fir de Gemengen e „Guide pratique Subsiden" mat de méigleche Montanten/Prozentsätz, de Konditiounen an dem Kontaktservice vun de jeeweilege Ministèren opzestellen?

- Ass d'Madamm Minister gewëllt fir de Gemengen e „Guide pratique Subsiden" mat de méigleche Montanten/Prozentsätz, de Konditiounen an dem Kontaktservice vun der Europäescher Unioun opzestellen?

Réponse (07.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De Gemengesecteur ass e wichtege Motor, deen am Kontext vun der Pandemie duerch konsequent Investissementer och zur Relance vun eiser Ekonomie konnt bäidroen.

Fir den Invest an de Gemengen ze ënnerstëtzen a weider héichzehalen, sinn op meng Initiativ hin, zesumme mam Finanzminister, d'Subside fir den Équipement collectif an d'Luucht gesat ginn. Dat war e wichtegt Signal, soudass essenziell Infrastrukturen, déi am Endeffekt de Biergerinnen a Bierger zeguttkommen, wéi z. B. Schoule fir eis Kanner, trotz ugespaanter Finanzsituatioun weiderhi geplangt a realiséiert kënne ginn. D'Subsidepolitik vum Interieur hält weiderhin um Solidaritéitsprinzip fest, andeem d'Suen net mat der Stränz verdeelt ginn, awer deene Gemengen, déi finanziell manner kräfteg sinn, méi gehollef gëtt wéi deenen, déi besser do stinn.

D'Erstelle vun engem „Guide pratique Subsiden", esou wéi déi honorabel Deputéiert dat virschloen, ass interessant. Ech wëll awer drun erënneren, dass all Ministère fir d'Subsiden, déi hie verdeelt, eleng zoustänneg ass.

Betreffend d'Subsiden, déi ech als Inneministesch spezifesch fir den Équipement collectif verdeelen, gëtt et awer schonn e Flyer, op deem dës Informatioune regruppéiert sinn. Dëse Flyer ass um Internetsite vum Interieur ze fannen an op Nofro hi bei der zoustänneger Direktioun vun de Gemengefinanzen am MINT ze kréien.

Bei Geleeënheet, z. B. am Kader vun enger spezifescher Finanzberodung, déi de Gemengesecteur vun de Servicer vum Interieur ugebuede kritt, kënnen, wann néideg, déi spezifesch Infrastrukturprojeten analyséiert ginn a kann de Gemenge fréizäiteg matgedeelt ginn, wéi héich d'finanziell Ënnerstëtzung vum Interieur ass, déi se erwaarde kënnen.

Question 5189 (05.11.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation humanitaire à Calais :**

À Calais, le médiateur du Gouvernement vient d'annoncer la création d'un hébergement de nuit permettant d'accueillir temporairement 300 migrants la nuit, avant de les rediriger vers des hébergements pérennes en dehors de Calais.

Plusieurs associations dénoncent depuis des semaines les conditions de vie dramatiques de quelque 1.500 migrants actuellement présents à Calais et demandent l'arrêt des expulsions pendant la trêve hivernale. Les politiques restreignant la distribution de nourriture, d'eau et d'autres produits essentiels par les associations humanitaires, ont rendu la vie des migrants de plus en plus misérable.

En face, l'État craint qu'un arrêt des évacuations provoque un appel d'air qui permettrait la reconstitution de la « jungle », ce gigantesque campement déman-

telé en 2016 qui a réuni jusqu'à 10.000 migrants dans des conditions inhumaines et chaotiques.

Malgré la création de l'hébergement de nuit et la cessation temporaire des expulsions, le dramatique bilan humain ne cesse de croître à Calais : En 2020, les traversées et tentatives de traversées par la mer avaient concerné quelque 9.500 personnes, contre 2.300 en 2019 et 600 en 2018. Selon les autorités, ces derniers jours cela atteint des proportions énormes et crée des accidents absolument dramatiques.

Sachant qu'à Calais, à la frontière bosno-croate ou à la frontière entre Pologne et Biélorussie, les migrants vivent dans des conditions dramatiques et inhumaines, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

- Monsieur le Ministre, comment évaluez-vous la situation actuelle à Calais ?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre sur les traitements inhumains et dégradants des migrants comme à Calais, Croatie/Bosnie ou Pologne/Biélorusse ?

- Comment l'UE envisage-t-elle réagir si le nombre de migrants ne cesse de croître ?

Réponse (06.12.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Le Luxembourg condamne toute violence et manquement au respect du droit international et des droits de l'homme. À l'entrée, comme à la sortie, le contrôle de la migration aux frontières extérieures doit s'opérer en plein respect du principe de non-refoulement et de la dignité humaine. Les autorités nationales des États membres chargées de la gestion des frontières sont tenues par la législation européenne en vigueur de mener à bien toutes leurs missions en respectant pleinement les droits fondamentaux.

En cas de manquement à ces obligations, il revient d'abord à l'État membre concerné de mener les enquêtes nécessaires sur son propre territoire. Ensuite, il importe de rappeler que la Commission européenne reste la gardienne des traités et veille au respect et à l'application du droit européen. Elle s'informe, prévient et sanctionne les États membres en cas de non-respect des obligations européennes. Lorsque la Commission estime qu'un État membre a manqué à une obligation qui lui incombe en vertu du droit de l'Union, elle engage une procédure d'infraction. Cette dernière est un moyen essentiel pour garantir le respect et l'efficacité du droit de l'Union.

Alors qu'à de nombreux segments de la frontière extérieure de l'Union européenne, comme à la frontière avec le Belarus, des migrants essaient de pénétrer sur le territoire européen, à Calais la situation diffère dans le sens où des migrants, indépendamment de leur statut juridique en matière d'immigration, essayent de quitter le territoire de l'Union européenne pour regagner le Royaume-Uni. Leur séjour à Calais est délibéré, notamment en opposition à une procédure de protection internationale ou d'immigration en France et l'accueil dans une structure d'hébergement.

Soulignons que la protection des frontières extérieures n'est pas la panacée pour la gestion de flux migratoires. En effet, le Grand-Duché estime que tous les moyens de la boîte à outils européenne, incluant aussi bien des moyens financiers que des supports en nature à travers l'agence Frontex et l'EASO, doivent être mobilisés à cette fin. Tout État membre est libre de demander un appui dans ce sens. Un tel soutien européen aurait d'ailleurs aussi le mérite de garantir un certain niveau de transparence tout en évitant des situations humanitaires à nos frontières extérieures.

Question 5190 (05.11.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **démarches pour la prise en charge d'une prothèse auditive :**

Fir en Héierapparat ze kréien, muss een emol fir d'éischt bei e Medecin ORL, deen engem no der Diagnos eng Ordonnance fir esou en Apparat ausstellt. Dono muss de Patient bei engem Service audiophonologique passéieren, fir nach weider Tester ze maachen. An enger drëtter Etapp geet een dann bei den Hörtechniker, wou ënner anerem en Ofdrock vun den Ouere gemaach gëtt. No dräi Woche Proufzäit muss en dann erëm an d'Kontroll, wou d'Wierksamkeet vum Apparat iwwerpréift gëtt.

Dëst stellt an enger éischter Phas schonn e laange Wee duer fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit, respektiv soss engem Handicap. No fënnef Joer huet d'Persoun dann erëm nei Héierapparater zegutt. Laut mengen Informatioune muss een, wann een dann en Deel vun de Käschte vun der Krankekeess guttgehale wëll kréien, erëm praktesch dee selwechte Wee maache wéi am Ufank.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt een no deene fënnef Joer erëm praktesch dee selwechte Wee maache muss wéi bei där éischte Kéier (ORL, Service audiophonologique, Hörtechniker, Kontroll)?

2. Ass d'Regierung net och der Meenung, datt d'Prozedur, fir no deene fënnef Joer en neien Héierapparat ze kréien, an en och vun der Krankekeess deels rembourséiert ze kréien, immens opwändeg ass fir eeler Persounen, respektiv Leit mat engem Handicap?

3. Mengt d'Regierung net och, dass een dës Persounen an deem Fall vernoléissegt andeems ee riskéiert, datt Leit, déi hiert ganzt Liewen an d'Krankekeess abezuelt hunn, hir nei Héiergeräter, déi se zegutt hunn, ganz aus hirer eegener Täsch bezuelen, well d'Prozedur fir si einfach ze vill opwändeg ass?

4. Kéint een dës Prozedur net automatiséieren oder vereinfachen?

Réponse commune (06.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Jo, dat ass richteg. Et muss awer betruecht ginn, dass all Etapp vun deem Wee wéinst der aktueller Prozedur och noutwenneg ass.

Eng nei medezinesch Diagnos ass indispensabel fir déi physiologesch an audiometresch Entwécklung ze kontrolléieren a fir déi néideg Verschreiwung vum ORL ze kréien.

Aktuell gesäit d'Prozedur vir, dat de Passage beim Service audiophonologique (SAP) och muss bei enger Erneierung vun Héierapparate widderholl ginn. An Zäit vu fënnef Joer ka sech nämlech villes an de Besoine vum Versécherten änneren.

D'Kontroll vum ausgesichten Apparat a sengen Astellunge beim Service audiophonologique ass och noutwenneg, well aktuell en techneschen Avis vun dësem Service virgesinn ass.

ad 2. Déi Prozedur ka fir eng Rei Assuréen effektiv opwänneg sinn. Aus dësem Grond soll d'Prozedur och komplett iwwerschafft ginn, fir se méi einfach ze maachen.

Hei ass awer ervirzehiewen, dass de SAP am Fall vun enger zertifiéierter Mobilitéitsaschränkung déi éischt Visitt duerch en Telefonsgespréich ersetzt a fir déi zweet Visitt e Besuch beim Versécherten doheem organiséiert. Eng Rei Fournisseure proposéieren an deene Fäll och hir Servicer bei de Leit doheem.

ad 3. Keen Assuré gëtt vernoléissegt, well d'Prozedur, wéi et aus der Äntwert op déi zweet Fro ervirgeet, bei zertifiéierte Mobilitéitsaschränkungen ugepasst gëtt.

Duerch de Prinzip vun de Forfaiten, déi dem Besoin vum Versécherten ugepasst sinn, gëtt d'Prozedur zwar effektiv méi opwänneg, se garantéiert awer doduerch fir jiddereen eng adaptéiert Iwwerhuelung vun de Käschten.

D'Gesondheetskeess huet keng Donnéeën a keng Kenntnisser doriwwer, datt e Versécherte fräiwëlleg op déi ganz Prozedur verzicht hätt an d'Fraise selwer gedroen hätt.

ad 4. Eng Automatisatioun vun der Prozedur am Fall vun enger Erneierung vun Héierapparaten ass net ubruecht, haaptsächlech well déi allermeescht Héierschied evolutiv sinn. Dofir ass et indispensabel, bei all Erneierung verschidde Kontrolle virzegesinn. Dës Automatisatioun ass iwweregens och a kenger bekannter europäescher Prozedur virgesinn.

D'Gesondheetskeess an de Service SAP vun der Gesondheetsdirektioun schaffen am Moment un der Entwécklung vun enger neier Prozedur fir d'Autorisatioun vun den Héierapparater. D'Zil vun der neier Prozedur ass et ënner anerem, den Delai tëschent der medezinescher Ordonnance an der Liwwerung vum Héierapparat ze reduzéieren an d'Demarchen ze vereinfachen, an awer gläichzäiteg d'Qualitéit vun der aktueller Betreiung ze erhalen.

Question 5191 (05.11.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant le **Traité sur l'interdiction des armes nucléaires :**

À l'issue des élections du 13 septembre 2021, un nouveau gouvernement s'est mis en place en Norvège. Dans l'accord de coalition publié le 13 octobre, celui-ci a annoncé son intention de participer à la réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Ce traité, qui vise à interdire les armes nucléaires dans le monde, est en vigueur depuis le 22 janvier 2021 après la ratification par un 50e État.

La volonté de la Norvège à soutenir le traité est importante dans la mesure qu'il s'agit d'un État membre de l'OTAN. L'alliance a toujours essayé de dissuader ses membres à adhérer au TIAN. Par ailleurs, il est attendu que le Gouvernement norvégien cherchera activement des soutiens parmi les autres pays membres de l'OTAN pour appuyer le TIAN. Notons encore que trois pays membres de l'Union européenne, à savoir l'Irlande, l'Autriche et Malte, sont déjà signataires du TIAN.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a été approché récemment pour revoir sa position par rapport au TIAN ? Quel est l'état des discussions à cet égard ?

2) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois est favorable à l'idée que des États membres de l'OTAN signent le TIAN ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport au TIAN ? Est-ce que le Gouvernement est prêt à adhérer au traité le cas échéant ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

Réponse commune (06.12.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) Le Luxembourg a été approché par une organisation de la société civile à ce propos.

ad 2) Une signature du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) par un État membre de l'OTAN équivaut à une remise en question de la politique de dissuasion nucléaire de l'OTAN. Le Gouvernement luxembourgeois estime par conséquent que la qualité de membre de l'OTAN et celle de signataire du TIAN s'excluent mutuellement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle aucun État membre de l'OTAN n'a signé le TIAN.

ad 3) Le Luxembourg comprend et partage les préoccupations des États qui ont ratifié le TIAN, notamment l'objectif d'un monde libre d'armes nucléaires. Le Luxembourg déplore qu'il n'y ait pas eu d'avancées suffisantes au sein du pilier du désarmement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Cependant, en dépit des lacunes de mise en œuvre que présente le pilier du désarmement, le Luxembourg estime que l'architecture de sécurité internationale définie par le TNP demeure le cadre le plus propice pour des avancées réelles dans les efforts de désarmement et de non-prolifération d'armes nucléaires. Ce dernier est, à la différence du TIAN, quasiment universellement reconnu, et inclut, contrairement au TIAN, les cinq États dotés d'armes nucléaires déclarées, et est étayé par le régime de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). C'est pour ces raisons que les pays de l'OTAN ont réaffirmé leurs engagements pris au titre du TNP, y compris l'article VI qui vise à un désarmement nucléaire.

C'est dans cette même logique que le Luxembourg a coparrainé dans le cadre de la « Stockholm initiative », avec 20 autres États parties au TNP, onze propositions concrètes pour relancer la dynamique de désarmement nucléaire. Le Luxembourg continue aussi d'appeler les huit États de l'annexe 2 du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) qui n'ont toujours pas ratifié le Traité - les États-Unis, la Chine, Israël, l'Égypte, l'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord - à prendre toutes les mesures nécessaires pour en permettre l'entrée en vigueur.

De la même manière, le Luxembourg soutient à l'Assemblée générale de l'ONU les résolutions visant à négocier un traité interdisant la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres explosifs nucléaires.

Lors de la réunion ministérielle de l'OTAN à Riga, le 30 novembre et le 1er décembre 2021, le Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn a rappelé qu'un monde sans armes nucléaires reste un objectif auquel nos citoyens aspirent profondément. Il a encouragé ses homologues à redoubler d'efforts vis-à-vis de leurs citoyens pour expliquer et convaincre que le TNP reste la meilleure manière pour y parvenir.

Question 5192 (08.11.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **contournement de Hesperange :**

Zanter sëllege Jore gëtt vum Contournement ronderëm d'Gemeng Hesper geschwat. Am Joer 2008 gouf dës Strooss an de PST (Plan sectoriel « Transports ») ageschriwwen. Déi nei N3 ass integrale Bestanddeel vum MoDu-Konzept, dat am Joer 2012 presentéiert ginn ass. Am Fréijoer 2017 war eng Presentatioun vun enger Rëtsch vu Varianten zu Réiser, déi do de Gemengeréit vu Réiser a vun Hesper virgestallt goufen. De Gemengeresponsabele gouf deemools zougesot, datt d'Consultation publique Enn 2017 sollt ofgehale ginn. Zanterhier ass ëmmer nees vun neie Variante rieds gaang.

Den 1. Juli vun dësem Joer huet den zoustännege Mobilitéitsminister déi lescht Variante vun dëser Strooss opgezeechent - mam Verspriechen, datt déi definitiv Consultatioun am Hierscht vum Joer 2021 soll sinn. De Visiteure vun dëser Presentatioun gouf zougesot, datt den Avis vum Ëmweltministère innerhalb vun dräi Méint géif virleien.

Mir sinn elo praktesch um Enn vun dësem Joer ukomm, an den Avis läit nach ëmmer net vir. An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Kann déi zoustänneg Ëmweltministesch mir soen, fir wéini mat dësem Avis ze rechnen ass?

- Kann den zoustännege Mobilitéitsminister mir soen, wéini d'Consultation publique soll sinn?

- Wéini kann de Regierungsrot mat enger definitiver Decisioun iwwert den Tracé saiséiert ginn?

- Wéini gëtt d'Finanzéierungsgesetz deposéiert?

Réponse commune (13.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De genannten Avis, deen am Aklang zur Prozedur, déi d'Gesetz vum 29. Mee 2009 virgesäit, ausgestallt ginn ass, ass den 22. November 2021 vum Ëmweltministère u mech iwwermëttelt ginn.

Dësen Avis gëtt am Ableck vu mengen zoustännege Servicer analyséiert. Dobäi gëtt zu verschiddenen Elementer Stellung geholl, déi dann och an den Dossier afléisst, deen uschléissend an d'ëffentlech Consultatioun geet.

Konform zum Artikel 7 vum uewe genannte Gesetz, gëtt den adaptéierten Dossier also Mëtt Januar 2022 an der Gemeng Hesper deposéiert. Dëst ass déi Etapp, an där de Public den Dossier op der Gemeng ka consultéieren a seng Observatioune respektiv Objektiounen äussere kann.

Uschléissend, an am Respekt zum Artikel 8 vum Gesetz vun 2009, gëtt de Regierungsrot mam Dossier zesumme mam Resultat vu der Consultatioun an der Gemeng Hesper an den ugrenzende Gemenge befaasst. De Regierungsrot huet dann all d'Informatioune betreffend dëse Projet virleien an decidéiert, wéi eng Variant soll realiséiert gi mat dem Ëmfang vun de Kompensatiounsmoossnamen.

Doropshi kann da souwuel de Bauprojet vum Contournement wéi och de Projet vun de Kompensatiounsmoossname weider ausgeschafft ginn, bis zu engem Niveau, op Basis vun deem e Finanzéierungsgesetz an der Chamber kann deposéiert ginn.

Question 5196 (08.11.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant les **cyberattaques contre les hôpitaux :**

Cyberattacken hu sech mëttlerweil zu engem globalen, „mafiéise" Business entwéckelt; déi bescht Hackere ginn engagéiert, fir zum Deel horrend héich Geldfuerderungen ze erpressen; esou huet sech haut ee weltwäite Beruffssecteur aus hinnen entwéckelt; dës Beruffshackeren hunn och d'Zil, ëmmer méi an d'„Déift" ze goen, dat heescht och déi komplizéiertst Sécherheetssystemer ze duerchbriechen. Cyberattacke wäerte sech an Zukunft heefen an ëmmer méi perfid a professionell ginn. All Betrib, awer och all Verwaltung muss anticipéieren an däerf net waarden, bis eng Cyberattack geschitt ass. Dat betrëfft och a ganz besonnesch de Gesondheetssecteur. Wéi vulnerabel dëse Secteur ass, beweist een aktuellt Beispill: An Däitschland ass virun e puer Méint ee Covidpatient gestuerwen, well d'Klinik duerch eng Cyberattack keen Zougrëff op säi Fichier hat. Op anere Plaze gouf et mëttlerweil änlech Fäll.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un den Här Minister fir d'Digitalisatioun an un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Gefor an, wat Cyberattacken op eis Klinicken am Allgemengen an op Patientendonnéeën am Speziellen ugeet? Trëfft d'Regierung Moossnamen, fir dës Gefor ze minimiséieren?

2. Wat geschitt am Fall, wou Klinicken hei am Land Affer vu Cyberattacke ginn? Ass een Noutfallplang virgesinn? Wéi gesäit deen aus?

3. Wéi vill Cybersécherheetsexperte si fir eise Gesondheetssecteur am Asaz? Wéi ginn dës Leit rekrutéiert?

Réponse commune (06.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Wéi vum honorabelen Deputéierte beschriwwen, ass de Risiko vu Cyberattacken an der ganzer Welt eng kritesch Problematik a Lëtzebuerg ass do d'selwecht gefuerdert. De Gesondheetsministère ass am enke Kontakt mat all den Acteuren am Gesondheetssecteur. Eng gemeinsam Analys vu potenzielle Risiken ass mat den Acteure vum Terrain ënnerholl ginn, fir eng kohärent Approche progressiv kënnen en place ze setzen. Fir weider Informatioune verweise mir op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Ufro Nummer 1568 vum 4. Dezember 2020.

ad 2. Eventuell Attacke mussen an hirer Envergure ageschat ginn an d'Reaktioun ass deementspriechend variabel. D'Acteure vum Terrain hunn een Noutfallplang ausgeschafft fir d'Fäll vun Netdisponibilitéit vun hirem Réseau informatique. Dës Approche evoluéiert progressiv en Fonctioun vun de Besoinen. Fir zousätzlech Informatioune verweise mir op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Ufro Nummer 108 vum 18. Juni 2021.

ad 3. De Volet Sécurité informatique gëtt op verschiddenen Niveauen adresséiert. Dozou gëtt et Initiativen, déi um Niveau vum Staat finanzéiert ginn am Kader vum Staatsbudget respektiv um Niveau vum Spidolssecteur duerch d'Gesondheetskeess finanzéiert ginn. Dës Initiative konkretiséieren sech duerch Prestatiounen, déi vun Experte geleescht ginn an och duerch een direkte Suivi duerch Ressourcë bei de verschiddenen Acteuren.

Question 5198 (09.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **mesures sanitaires sur le site de l'eduPôle :**

De sougenannten eduPôle (Pôle ressources de l'éducation nationale) regruppéiert zu Walfer eng ganz Rei Ariichtungen aus dem Domaine vum Enseignement op engem Campus.

Grad vun Enseignanten aus dem Fondamental gëtt de Site heefeg besicht, well hei villfälteg Formatioune vum IFEN (Institut de formation de l'éducation nationale) ugebuede ginn. Nodeems dës Formatiounen am Ufank vun der Covid-19-Pandemie zäitweileg just an digitaler Form ugebuede goufen, sinn d'Weiderbildunge säit geraumer Zäit nees en présentiel.

Un de Weiderbildungen huelen deemno Enseignanten aus verschiddenste Gebaier a Klassen deel, déi all Dag a Kontakt mat jonke Kanner sinn, déi nach net géint de Covid geimpft konnte ginn. Dofir ass et wichteg ze verhënneren, dass duerch d'Formatiounen Infektiounsketten entstinn, wou Enseignanten aus engem Gebai de Virus matbréngen a wärend der Weiderbildung aner Enseignanten ustiechen, déi de Virus dann an hiert Gebai mat weider huelen. Dofir gouf rezent entscheet, dass d'Formatiounen elo sollen ënnert dem CovidCheck-Regimm ofgehale ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Ass bekannt, ob et um eduPôle schonn zu gréisseren Infektiounsketten oder enger erhéichter Unzuel un Infektioune bei Persounen, déi de Site besicht haten, koum?

Gouf de CovidCheck agefouert, well et zu enger erhéichter Unzuel un Infektioune komm war?

2. Goufen iwwert de CovidCheck eraus Precautioune geholl, fir Covid-19-Infektiounen ze vermeiden?

3. Wéi eng sanitär Mesurë ware virun der Aféierung vum CovidCheck um IFEN, bzw. um eduPôle en place?

4. Ass de Minister der Meenung, dass am Kontext vun den aktuelle Covid-19-Infektiounszuele soll um Presenzunterrecht um IFEN festgehale ginn?

Réponse (14.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Et ass kee Fall bekannt, wou um Site eduPôle zu Walfer Infektiounsketten entstane wieren.

Zanter dem 1. Dezember 2021 gëllt de generaliséierte CovidCheck um Site eduPôle fir all Mataarbechter. Ausgeschloss vum CovidCheck si just déi Raimlechkeete vum Site, zu deene Schüler, Benotzer a Visiteuren Zougang hunn, souwéi d'Formatioune vum IFEN. Vum 3. Januar 2022 u ginn d'Formatiounen um IFEN ënnert dem CovidCheck duerchgefouert

ad 2. Um Site eduPôle ginn déi generell sanitär Mesuren a Recommandatioune vum Gesondheetsministère applizéiert.

ad 3. Wéi an der Äntwert zu der Fro 2 erwäänt, ginn a goufen um Site eduPôle ëmmer déi sanitär Mesuren a Recommandatioune vum Gesondheetsministère applizéiert.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

De CovidCheck gouf um IFEN just fir eng kleng Unzuel u Formatiounen applizéiert, wou d'Dispositioun vum Sall et net erlaabt huet, fir déi sanitär Mesuren anzehalen.

ad 4. Aus den Äntwerten op d'Froen 1, 2 an 3 geet ervir, datt et aktuell kee Grond gëtt, fir d'Formatiounen en présentiel um IFEN ze reduzéieren.

Question 5199 (09.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **répartition des patients Covid-19 dans les soins intensifs des différents hôpitaux :**

Patienten, déi schwéier um Covid-19 erkranken, mussen deelweis intensivmedezinesch versuergt ginn. Fir d'Personal vun de Spideeler, déi bei dëse Patienten zäitopwänneg Behandlungen ënnert strengsten Hygiènesmesuren duerchféieren, bedeit eng Hausse vu Covid-19-Patienten op der Intensivstatioun och oft eng Hausse vun den ze leeschtenden Aarbechtsstonnen. Ab enger gewësser Unzuel u Patienten op der Intensivstatioun ass et fir d'Spideeler dofir net méi méiglech, de Reegelbetrib wéi gewinnt ze assuréieren, well Personal vun anere Statioune muss agesat ginn, fir op den Intensivstatiounen ze hëllefen.

Wéi aus engem Tageblatt-Artikel vun haut ervirgeet, kënnt de Centre Hospitalier du Nord (CHdN), den Aussoe vun hirer Pressespriecherin Anja Di Bartolomeo no, aktuell schonn u senge Limitten, wat d'Prise en charge vu Covidpatienten op der Intensivstatioun ugeet. Sollte weider Covidpatiente missen opgeholl ginn, misst d'Spidol héchstwarscheinlech den Normalbetrib erofschrauwen. Zu esou enger Aschränkung vum Normalbetrib war et am Spidol schonn am vergaangene Joer komm, wéi d'Krisenzell vum CHdN decidéiert hat den allgemenge Betrib anzeschränken, fir d'Personal net ze iwwerlaaschten.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi ginn d'Covid-19-Patienten, déi intensivmedezinesch behandelt musse ginn, zu Lëtzebuerg op déi verschidde Spideeler verdeelt? Gëtt hei drop opgepasst, kee Spidol ze iwwerlaaschten, esoulaang an anere Spideeler nach Kapazitéite fräi sinn?

2. Huet d'Ministesch e Kriseplang virleie fir de Fall, dass verschidde Spideeler missten den Normalbetrib aschränken an de kommende Wochen/Méint?

Falls jo, wéini wäert dëse Plang den Acteuren um Terrain presentéiert ginn?

3. D'Pressespriecherin vum CHdN huet vis-à-vis vum Tageblatt gesot, dass d'Spidol am vergaangene Joer de Reegelbetrib zeréckgeschrauft hätt, ouni dass et heifir eng Uweisung vun der Santé gi wier. Huet d'Santé zu deem Zäitpunkt d'Situatioun anescht ageschätzt ewéi d'Krisenzell vum Spidol an eng Reduzéierung vum Reegelbetrib nach net als néideg empfonnt oder iwwerléisst d'Santé esou Decisiounen de Spideeler ëmmer selwer?

Réponse (07.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Normalerweis ginn d'Patienten an de Spideeler versuergt, an deenen se sech presentéieren. Wann hire Gesondheetszoustand speziell Betreiung erfuerdert, kënne se a spezifesch national Servicer transferéiert ginn. Am Fall vun der Covidpandemie iwwerwaacht e spezifeschen Aarbechtsgrupp, an deem d'FHL an de Spidolskommissär representéiert sinn, an deen och am Austausch mat der nationaler Cellule de crise steet, d'Evolutioun vun de Spidolskapazitéiten a kann, wann néideg, d'Transferte vereinfachen.

ad 2. Et gëtt e „Plan de montée en charge", dee mat Fachleit um Terrain etabléiert gouf, dee scho wärend de Pandemiewellen zënter Mäerz 2020 suivéiert gouf.

ad 3. Et huet sech am beschriwwene Fall ëm eng punktuell Adaptatioun vun der Aktivitéit gehandelt. D'Evolutioun vum Taux, wéi vill Better pro Spidol beluecht sinn, gëtt an der nationaler Cellule de crise iwwerwaacht. D'Entscheedungen um nationale Plang gi vum Gesondheetsministère geholl.

Question 5207 (10.11.2021) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **résiliation d'un contrat en ligne :**

Ich beziehe mich auf die parlamentarische Anfrage Nr. 4327 vom 20. Mai 2021, in der es um einen sogenannten Kündigungsbutton für online abgeschlossene Verbraucherverträge geht.

Zum 1. Oktober 2021 ist in Deutschland ein Teil des Gesetzes für faire Verbraucherverträge in Kraft getreten. Demnach können nun Verbraucher online abgeschlossene Verträge durch einen Kündigungsbutton einfach und auf direktem Weg kündigen. Dadurch werden die Rechte der Verbraucher gestärkt und ausgeweitet.

In ihrer Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr. 4327 vom 20. Mai 2021 erklärt die Frau Ministerin für Verbraucherschutz, dass „die Einführung eines solchen Kündigungsbutton im Großherzogtum nicht vorgesehen ist".

Im Rahmen des sogenannten Notifizierungsverfahren der Europäischen Kommission - das darauf abzielt, Hemmnisse im EU-Binnenmarkt zu erkennen, bevor sie tatsächlich entstehen und negative Folgen haben („technical regulation information system" - kurz: TRIS), konnte die Brüsseler Behörde keine negativen Auswirkungen der erwähnten Vorschrift aus Deutschland auf den EU-Binnenmarkt finden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Frage an die Frau Ministerin für Verbraucherschutz stellen:

- Die in Deutschland in Kraft getretene Vorschrift hat keine negativen Auswirkungen auf den EU-Binnenmarkt. Ändert diese Einschätzung der Europäischen Kommission die aktuelle Position der Regierung, wonach die Einführung eines solchen Kündigungsbutton im Großherzogtum nicht vorgesehen sei?

Réponse (02.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Mit dem seit dem 1. Oktober 2021 in Deutschland geltenden Gesetz vom 10. August 2021 für faire Verbraucherverträge werden Unternehmen verpflichtet, bis spätestens zum 1. Juli 2022 einen sogenannten Kündigungs-Button einzuführen, damit die Verbraucher ihre online abgeschlossenen Verträge einfacher kündigen können.

Im sogenannten TRIS Verfahren hat die Europäische Kommission diese neue Bestimmung auf ihre Auswirkung betreffend den Binnenmarkt analysiert und keine potentiellen negativen Folgen festgestellt.

In meinem Antwortschreiben auf die parlamentarische Anfrage Nr. 4327 vom 20. Mai 2021 bezüglich dieses sich damals noch im Stadium eines Gesetzesentwurfes befindenden Vorschlags habe ich betont, dass es sich um eine nationale Initiative von Seiten eines Mitgliedstaates handelt, während Luxemburg sich generell an den europäischen Vorgaben orientiert, um eine Harmonisierung des Verbraucherschutzrechtes im allgemeinen Interesse zu fördern.

Nichtsdestotrotz weckt der deutsche Vorstoß mein Interesse, sodass ich die progressive Einführung des Kündigungs-Buttons verfolgen werde und erste Schlussfolgerungen bezüglich seiner Wirksamkeit nach dem Stichdatum bilateral anfragen werde.

Question 5210 (11.11.2021) de **MM. Serge Wilmes, Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **hausse des cambriolages :**

An de leschten Deeg ass eis zu Ouere komm, dass a leschter Zäit d'Unzuel un Abréch staark an d'Luucht gaangen ass. Concernéiert war eisen Informatiounen no dat ganzt Land a ganz besonnesch d'Stad Lëtzebuerg.

An dësem Kontext wéilte mir dem Här Minister fir bannescht Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Sinn dem Minister änlech Informatioune vun enger rezenter Hausse un Abréch zoukomm?

2. Am Fall wou de Minister esou eng Hausse confirméiere kéint, ginn et schonn éischt Erklärunge fir dës méi héich Unzuel un Abréch?

3. Wa jo, wéi gedenkt den Här Minister kuerzfristeg op dës Hausse un Abréch ze reagéieren?

Réponse (30.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Am Verglach zur selwechter Period 2020, geet d'Unzuel vun all Zorte vun Abréch tendenziell an den dräi éischten Trimesteren 2021 landeswäit erof. Et handelt sech awer heibäi net ëm definitiv Statistiken, well ee muss dovun ausgoen, datt nach net all Faite bis elo komplett saiséiert goufen. Wat d'Abréch eleng um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg betrëfft, sou situéieren déi sech haaptsächlech am Beräich vun de sougenannte „Kellerabréch". Obwuel d'Police nach keng definitiv Statistike kann opstellen, gëtt elo scho constatéiert, datt déi Zort vu Faiten tendenziell méi wéi 2/3 vun allen Abréch um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ausmaachen. Bei iwwert 50 % vun deene Faiten ass et beim Versuch bliwwen.

ad 2. Erklärungen dozou hänke mat der Beschafungskriminalitéit am Kontext vun der Drogeproblematik zesummen, respektiv mat Faiten, wou en Ënnerdaach fir d'Nuecht gesicht gëtt.

ad 3. A puncto Repressioun schafft d'Police um Stater Territoire ganz aktiv op dem Phenomeen vun den Abréch, souwuel an Uniform wéi och an zivill. Et kënnt reegelméisseg zu Interpellatiounen an deem Beräich.

A puncto Preventioun fanne reegelméisseg Berodunge fir Bierger statt, wéi och geziilt Campagnen. Sou ass an der Stad en „toute-boîte" gemaach gi mat e puer Rotschléi, fir notamment Kellerabréch ze prevenéieren, respektiv Appartementer, Kelleren a Garagë méi abrochsécher ze maachen, wat déi héich Unzuel vu Versich zum Deel erkläert. Donieft sinn och d'Syndicke vu Residenze säitens der Police sensibiliséiert ginn, fir d'Abrochspreventiounsmesuren de Proprietären a Locatairë reegelméisseg ze rappeléieren.

Question 5211 (11.11.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **scarabée japonais :**

De Japankiewerlek ass eng invasiv Insektenaart, déi zu den 20 sougenannte „prioritäre Schuedorganismen" an Europa zielt. Si kënnen sech enorm séier verbreeden an et besteet de Risiko, datt si Kulture komplett vernichte kéinten. Zanter 2019 gëtt et en EU-Planzegesondheetsrecht, dat all Bierger derzou verflicht, d'Presenz vun esou engem Kiewerlek ze melden.

Kierzlech gouf de Japankiewerlek ronderëm Basel entdeckt an et besteet de Risiko, datt en sech och elo an eisem Nopeschland Däitschland verbreet.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi ass de Moment an Wëssensstand an dësem Beräich?

Wat fir Kulture gi besonnesch vun dësem Kiewerlek befall?

Huet dëse Phenomeen och eppes mam Klimawandel ze dinn?

2. Sinn d'Baueren an déi aner Acteuren am Beräich Landwirtschaft schonn avertéiert ginn, fir sech op dëse Problem virzebereeden?

3. Wat fir eng Planzeschutzmëttel ginn agesat, fir d'Ausbreedung vun dësem Kiewerlek a Schach ze halen?

4. Vu datt eng Meldeflicht zu dësem Kiewerlek besteet, bei wiem muss een sech da mellen, wann een esou e Kiewerlek entdeckt? Ass an Zukunft geplangt, d'Leit iwwert dës Meldeflicht ze informéieren?

Réponse (02.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De Japankiewerlek ass eng invasiv Insekten_aart, déi zu den 20 sougenannte „prioritäre Schuedorganismen" an Europa zielt. Si kënnen sech enorm séier verbreeden an et besteet de Risiko, datt si Kulture komplett vernichte kéinten. De Wëssensstand iwwert de Japankiewerlek (taxonomesch Bezeechnung: Popillia japonica Newman) ass gutt, well seng Liewensweis schonn a sengen Ursprongslänner studéiert gouf. D'europäesch Autoritéit fir Liewensmëttelsécherheet (EFSA) huet 2018 eng Kategorisatioun vun der Schiedlechkeet vun dësem Kiewerlek duerchgefouert[1], an doropshi gouf dësen op d'Lëscht vun de „prioritäre Quarantänschuedorganismen" opgeholl. Säit Enn 2019 gëllt dës Lëscht a verlaangt, dass all Memberstaat d'Situatioun vum Kiewerlek iwwerwaacht. De Planzeschutzservice vun der ASTA féiert zënter der Vegetatiounsperiod 2020 Prospektiounen duerch, fir en Optriede vum Japankiewerlek fréizäiteg kënnen ze erkennen. Dozou gi visuell Inspektiounen duerchgefouert a Pheromonfalen an deenen am heefegste befalene Kulturen opgehaangen.

Zu de Wiertsplanze gehéieren iwwer 300 Aarten, mee an Europa ass de meeschte Schued un de Blieder a Friichte vu Steenuebst, Riewen, Äppelbeem, Mais, Soja, Lafbeem (Lannen, Bierken) an Zierstraicher (Rousen) festgestallt ginn. D'Friesse vun de Blieder oder Friichte gëtt duerch den adulte Kiewerlek verursaacht. D'Larve friessen am Buedem un de Wuerzele vu Grieser an anere Planzen a kënne wéi eenheemesch Kiewerlekaarte Schued uriichten a bis zum Doud vun eenzele Planze féieren.

De Japankiewerlek gouf 2014 fir eng éischte Kéier an Italien festgestallt a gouf säit 2017 och am Süde vun der Schwäiz (Ticino) ermëttelt. Dat befalent Gebitt gouf als eng länneriwwergräifend, sougenannten demarkéiert Zon ageriicht, fir d'Ausbreedung ze limitéieren. 2021 gouf een Exemplar zu Basel fonnt, deen de Schwäizer Autoritéiten no warscheinlech duerch de Wuerentransport dohi komm ass, sech awer nach net als Populatioun ausgebreet huet. Eng weider Ausbreedung duerch e sougenannten „hitchhiking" gëllt als warscheinlech. Am Hierscht 2021 gouf ausserdeem een Exemplar a Baden-Württemberg fonnt, deen dës Hypothees bestätegt.

Dat éischt Optriede vum Kiewerlek an der EU muss duerch Importer aus Drëttlänner stattfonnt hunn. D'EFSA schätzt, dass d'Ausbreedung bei aktuelle klimatesche Bedéngunge schonn an de gréissten

[1] https://efsa.onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.2903/j.efsa.2018.5438

Deeler vun der EU méiglech ass, well hei änlech klimatesch Bedéngungen herrsche wéi am Oste vun den USA an an Deeler vu Japan, wou de Kiewerlek scho méi laang virkënnt. Duerch méi héich duerchschnëttlech Summertemperature kéint laut der EFSA d'Entwécklungszäit vum Kiewerlek vun zwee Joer op ee Joer verkierzt ginn. De Klimawandel verstäerkt sou d'Ausbreedung vum Popillia japonica.

ad 2. D'Acteuren am Beräich Landwirtschaft, Wäibau an Horticulture sinn nach net direkt avertéiert ginn. Eng Broschür mat allgemengen Informatiounen iwwert de Kiewerlek gouf dëse Summer ausgeschafft a geet deemnächst an den Drock. Dës kréien déi concernéiert Acteure geschéckt. Déi Informatioune ginn och iwwert den Internetsite vum Landwirtschaftsministère publizéiert.

ad 3. Aktuell ginn zu Lëtzebuerg keng Planzeschutzmëttel agesat, fir d'Ausbreedung vum Kiewerlek ze verhënneren, well d'Virkomme vum Kiewerlek net nogewisen ass. Zousätzlech sinn och keng Planzeschutzmëttel zougelooss, fir spezifesch géint dee Kiewerlek virzegoen. An Italien an an der Schwäiz ginn an den demarkéierten Zone verschidde mikrobiell Mëttel bei wëssenschaftleche Versich getest, souwéi cheemesch Planzeschutzmëttel genotzt (Wierkstoffer Deltametrin an Acetamiprid), nieft anere Bekämpfungsmoossnamen (ënnert anerem: Massefalen, mechanescht Asammelen, Repellents).

ad 4. Zanter 2019 gëtt et en EU-Planzegesondheetsreglement, dat all Bierger derzou verflicht, d'Presenz vun esou Schuedorganismen ze mellen. Wann een de Kiewerlek entdeckt oder de Verdacht huet, e gesinn ze hunn, mellt een sech sou séier wéi méiglech beim Planzeschutzservice vun der ASTA. De Service préift d'Meldung an informéiert iwwer d'Moossnamen am Fall vun der Bestätegung vun der Aart. Fir eng eendeiteg Identifikatioun ze erméiglechen, ass eng Detailfoto vum Kiewerlek néideg oder d'Afänke vum Exemplar. Fir e Laien ass eng Verwiesslung mat eenheemesche Blatthornkäferaarte wéi dem Meekiewerlek (Melolontha spp.), dem Gartenlaubkäfer (Phyllopertha horticola) oder Gerippter Brachkäfer (Amphimallon solstitiale) warscheinlech, dofir ass eng Bestätegung duerch de Planzeschutzservice néideg.

Am Allgemenge kënnen d'Leit all onbekannte Schuedorganismus beim Planzeschutzservice vun der ASTA mellen oder fir all onbekannt Déieren-, Planzen- a Champignonsaart och d'Applikatioun a Websäit „inaturalist" (https://inaturalist.lu) notzen, op där mat Fotoe vum Exemplar eng Identifikatioun duerch en Expert méiglech ass a vum Naturmusée enregistréiert gëtt. De Planzeschutzservice préift déi Date reegelméisseg op eventuell nei Schuedorganismen. Déi verschidden Acteure ginn no a no iwwert déi nei Meldeflicht, déi fir all d'Quarantänschuedorganisme gëllt, informéiert.

Question 5212 (11.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **recettes fiscales :**

Zu Lëtzebuerg ass et esou, dass eng Persoun, nom Doud vun hirem Liewenspartner, no enger Transitiounsphas vun dräi Joer aus der Steierklass 2 erausfält. Dëst bedeit, dass Persounen dräi Joer nom Doud vun hirem Partner vill méi Steiere musse bezuelen. Dës Persounen, déi schonn duerch den Doud vun engem geléifte Mënsch e Schicksalsschlag erliewen, ginn duerno wéinst hirer neier Liewenssituatioun nach finanziell vum Staat bestrooft.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune goufen an deene leschte fënnef Joer nom Doud vun hirem Partner aus der Steierklass 2 ausgeschloss, opgelëscht no Joer?

2. Op wéi vill Recettë géif de Staat verzichten, wann een dës Dispositioun géif am Sënn vun de Wittmänner- a fraen änneren, oder anescht gesot: Wat géif et de Staat kaschten, wann een d'Witwesteier géif ofschafen an dës Persoune weiderhin an der Steierklass 2 bleiwen?

Réponse (13.12.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierte verweist a senger parlamentarescher Ufro op déi sougenannt Iwwergangsphas bei de Steierklassen, déi engem bestuete Steierzueler erlaabt, nach weider dräi Joer nom Doud vum Liewenspartner an der Steierklass 2 ze bleiwen. No Oflaf vun dëser Transitiounsphas vun dräi Joer gëtt dës Persoun dann an d'Steierklass 1A ëmklasséiert.

Am Joer 2016 gouf et 1.675 Leit, Residenten an Non-Residenten, bei deenen dës Iwwergangsphas ugelaf ass. An de Joren 2017, 2018 an 2019 waren et jeeweils 1.600, 1.651, an 1.654 Leit. Am Joer 2020 waren et 1.857 Leit, wat iwwert der Moyenne vun de Virjore läit. Dës Zuelen enthalen net déi Leit, wou een oder déi zwee Partner als eenzegt Akommes e Bénéfice commercial, e Bénéfice agricole ou forestier oder e Benefice aus dem Exercice vun enger Profession libérale bezéien.

Opgrond vun de sëllegen Hypotheesen, déi fir esou een Exercice misste geholl ginn, ass et aus technescher Siicht net méiglech, eng adequat Schätzung ze ginn, wat et de Staat géif kaschten, wann déi Leit weiderhin an der Steierklass 2 géife bleiwen. Allerdéngs ass ze bemierken, dass d'Ëmklasséieren an d'Steierklass 1A a kenger Weis eng Witwesteier duerstellt, an d'Recht op d'Steierklass 2 wärend der Transitiounsphas ass en effikasse Moyen, fir den Iwwergang ofzefiederen.

Question 5213 (11.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **hausse de la criminalité :**

A leschter Zäit héiert een dacks vun Iwwerfäll, Gewaltakten, Abréch, an esou weider. Et konnt een z. B. rezent an de Lëtzebuerger Presseorganer follgend Matdeelunge liesen: den 31. Oktober: „Jugendliche rauben Mädchen die Jogginghose" / den 29.Oktober: „Diebstahl vermittels Gewalt in Esch/Alzette" / de 24. Oktober: „Mehrere Einbrüche am Wochenende gemeldet" / den 28. Oktober: „Handtaschenraub in Luxemburg-Stadt".

Allerdéngs wësse mir och alleguer, datt dëst nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg ass, well déi meeschte Fäll net public gemaach gi vun den Autoritéiten, an esou ni an d'Ëffentlechkeet kommen - esou wéi dat och d'Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 3682) vum 19. Februar 2021 gewisen huet.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Policeminister stellen:

1. Wéi vill Iwwerfäll oder versichten Iwwerfäll sinn der Police bekannt fir d'Méint September an Oktober 2021? Wéi deelen sech dës op déi verschidde Gemengen am Land op? Wéi vill Iwwerfäll si vun der Police ëffentlech gemaach ginn an un d'Press weidergeleet ginn a wéi vill net? Kann een e gewëssent Profill (Alter, Geschlecht, Nationalitéit, Wunnuert etc.) erkennen, souwuel wat d'Affer ugeet, ewéi och wat d'Täter ugeet?

2. Wéi vill Abréch oder versichten Abréch sinn der Police bekannt fir d'Méint September an Oktober 2021? Wéi deelen sech dës op déi verschidde Gemengen am Land op? Wéi vill Abréch si vun der Police ëffentlech gemaach ginn an un d'Press weidergeleet ginn a wéi vill net?

3. Wéi vill duerch Gewaltakte verletzte Persoune sinn der Police bekannt fir d'Méint September an Oktober 2021? Wéi vill esou Gewaltakte si vun der Police ëffentlech gemaach ginn an un d'Press weidergeleet ginn a wéi vill net? Bei wéi vill Gewaltakte ware Waffen am Spill?

Réponse (14.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Aleedend muss erkläert ginn, dass de Choix vu Gemengen an der Analys heidrënner op der Awunnerzuel baséiert. Et ass zu dësem Moment net méiglech, fir vergläichbar Zuelen aus all Gemeng aus dem Land ze ginn. D'Zuelen zur Evolutioun vun der Kriminalitéit an Delinquenz ginn all Joer vun der Police publizéiert an am Kader vun enger Pressekonferenz virgestallt. Déi Zuele ginn op Basis vun de Procès-verballen vun der Police opgestallt, a sinn doduerch wärend dem Joer net direkt disponibel. All zousätzlech Recherche muss also manuell konfiguréiert ginn a bleift onkomplett, well Faiten oft réischt beim Ofschloss vun enger Affär informatesch saiséiert ginn. Déi detailléiert Zuelen, sou wéi se gefrot sinn, kënne leider net zur Verfügung gestallt ginn.

Fir awer déi vum honorabelen Deputéierte gefroten Indicatiounen ze ginn, huet d'Police follgend Zuelen zesummegedroen, mam Hiweis, dass dës onkomplett Zuelen aus enger bestëmmter, rezenter Period aus dem lafende Joer net vergläichbar si mat Perioden aus vergaangene Joren.

ad 1. An der Period vum 1. September bis zum 31. Oktober 2021 huet d'Police bis elo landeswäit 58 Iwwerfäll, dovunner zwielef versichten Iwwerfäll, statistesch erfaasst.

Vun deenen 58 Iwwerfäll aus dëser Period ass den Undeel (a Prozent vum Total) vun de Faiten an deene fënnef populatiounsméisseg relevantste Gemengen am follgenden Tableau opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wat d'Ëffentlechmaachen an d'Weiderleeden un d'Press betrëfft, gëtt op d'Äntwerten op déi parlamentaresch Froen Nr. 3682 vum 19. Februar 2021, Nr. 4039 vum 7. Abrëll 2021 an Nr. 4211 vum 4. Mee 2021, alleguerte vum honorabelen Deputéierte Fred Keup, verwisen.

Betreffend d'Profill, souwuel wat d'Affer ewéi och wat d'Täter ugeet, verweise mir op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4211 vum 4. Mee 2021 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup, wou am Punkt 6 erkläert ginn ass, datt d'Police keng Statistiken iwwer d'Nationalitéit, de Wunnuert oder de Statut vun Tatverdächtegen oder Täter féiert. Dat selwecht gëllt och fir d'Affer.

ad 2. An der Period vum 1. September bis zum 31. Oktober 2021 huet d'Police bis elo landeswäit 411 Abréch, dovunner 166 versichten Abréch, statistesch erfaasst.

Vun deene 411 Abréch aus dëser Period ass den Undeel (a Prozent vum Total) vun de Faiten an deene fënnef populatiounsméisseg relevantste Gemengen am follgenden Tableau opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wat d'Ëffentlechmaachen an d'Weiderleeden un d'Press betrëfft, verweise mer op ad 1., Abschnitt 3 vun dëser Äntwert.

ad 3. Wat d'Unzuel vu verletzte Persounen duerch Gewaltakte bei Iwwerfäll a versichten Iwwerfäll betrëfft, verweise mir op ad 3) vun der parlamentarescher Fro Nr. 4211 vum 4. Mee 2021 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup.

Wat d'Ëffentlechmaachen an d'Weiderleeden un d'Press betrëfft, verweise mer och op ad 1., Abschnitt 3 vun dëser Äntwert.

Bei den ënnert ad 1. erwäänten 58 Iwwerfäll waren et der eelef mat Waffen, an dovunner véier versichten Iwwerfäll mat Waffen.

Question 5214 (11.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**interdiction des élevages de fourrure :**

Zum aktuellen Zäitpunkt reegelt d'lëtzebuergescht Déiereschutzgesetz, dass d'Produktioun vu Pelzer zu Lëtzebuerg verbueden ass. Dës Reegelung verbitt awer net de Verkaf vu Pelz, deen aus dem Ausland importéiert gëtt. Deemno gëtt d'Pelzindustrie an déi domadder agoend Déierequälerei an aner Länner verlagert.

D'Ëmstänn, deenen d'Déieren an der Pelzproduktioun ausgesat sinn, stinn am klore Géigesaz zu der Würd vum Déier, déi Lëtzebuerg mam Déiereschutzgesetz vun 2018 unerkannt huet. E Verbuet vum Pelzverkaf wier also just den nächste logesche Schrëtt am Déiereschutzdossier, fir ze verhënneren, dass duerch de Verkaf vu Pelzproduiten um lëtzebuergesche Marché an anere Länner eng Industrie ënnerstëtzt gëtt, déi Liewewiesen onerträgleche Qualen an domat absolutt onwierdege Konditiounen aussetzt.

Virun zwee Joer haten d'Piraten eng Diskussioun iwwert d'Pelzverbuet an der Chamber ugestouss. An enger Aktualitéitsstonn zum Theema gouf vun eiser Säit eng Motioun proposéiert, an där d'Regierung opgefuerdert gouf, de Verkaf vun Zuuchtpelzer nach an dëser Legislaturperiod ze verbidden. Dës Motioun gouf net vun de Majoritéitsparteien ugeholl. De Minister fir Landwirtschaft hat awer am Kader vun dëser Debatt dorobber higewisen, dass een esou ee Verbuet op europäeschem Niveau kéint kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Huet de Minister den Dossier vum Pelzverbuet schonn op europäeschem Niveau ugeschwat? Falls jo, a wéi enge Reuniounen?

2. Wéi ass de Stand haut vun der europäescher Demarche? Wéi eng Partnerlänner huet de Minister identifizéiert, déi d'lëtzebuergesch Approche vum Pelzverbuet deelen?

3. Wéini schätzt de Minister, dass ee Verkafsverbuet fir Pelzer op europäeschem Niveau wäert a Kraaft trieden?

Réponse (10.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De Landwirtschaftsminister huet den 28. Juni 2021 um EU-Agrarministerrot, zesumme mat fënnef anere Ministeren, eng Initiativ iwwert de Verbuet vun der Pelzdéierenzuucht an der EU virgestallt.

Dës Delegatioune ware sech eens, dass d'Haltungskonditioune vun de Pelzdéieren net kompatibel mat minimalen Ufuerderungen un den Déiereschutz sinn, dass d'Zuucht an d'Déide vun Déieren nëmme fir hire Pelz eethesch net vertrietbar sinn, an dass dofir d'Pelzdéierenzuucht an der EU sollt progressiv verbuede ginn.

De Vermaartungsverbuet vun de Pelzer a Pelzprodukten ass awer méi komplex, well do wettbewerbsan handelsrechtlech Aspekter matspillen, déi iwwert de Kader vun der Agrarpolitik erausginn.

ad 2. Eng ganz Rei vun EU-Memberstaaten ënnerstëtzen ee Verbuet vun der Pelzdéierenhaltung an der EU, ënner anerem Éisträich, Belsch, Kroatien, Holland, Lëtzebuerg, Polen, Slowakei a Slowenien.

Op der anerer Säit ass d'Pelzdéierenhaltung eng Traditioun an de skandinavesche Länner, och wa verschiddener vun hinnen national Sensibiliséierungsaktiounen ugekënnegt hunn, fir d'Pelzdéierenziichter dovunner ze iwwerzeegen, fräiwëlleg mat dëser Haltungsform opzehalen.

ad 3. Am Moment hunn déi meescht grouss EU-Memberstaate wéi Däitschland a Frankräich nach keng kloer Positioun zu dëser Problematik festgehalen.

Dofir ass et nach ze fréi, fir elo scho kënnen iwwert ee prezise Kalenner fir de Verbuet vun der Pelzdéierenzuucht an enger éischter Phas, an eventuell iwwert de Verkafsverbuet fir Pelzer an enger zweeter Phas, eng Ausso ze maachen.

Question 5215 (12.11.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **réglementation concernant les ambulances taxis :**

Am Artikel „Abzocke im Ambulanz-Taxi", deen den 11. November an der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" publizéiert gouf, ginn eng Rei presuméiert Mëssstänn bei eise privaten Ambulanzentaxie beklot. Laut deem Artikel muss en Ambulanzentaxi keng hygienesch oder technesch Mindeststandarden anhalen, fir eng entspriechend Lizenz ze kréien. Des Weidere kämpfen d'Leit deelweis mat immens héijen Tariffer, déi si nëmmen deelweis rembourséiert kréien, och dann net, wa si ënnerwee sinn, fir eng Boosterimpfung ze kréien.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Sozialminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi uewe genannt Informatioune confirméieren? Wa jo, wéi reagéiert hien dorop?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, no wéi enge Modalitéiten eng Faart mam Ambulanzentaxi rembourséiert gëtt? Ass an nächster Zäit eng Upassung vun den Tariffer geplangt? Wann net, firwat net?

3. Kann den Här Minister gegeebenefalls elaboréieren, firwat Ambulanzentaxien net iwwert eng medezinnesch Grondausstattung musse verfügen, zum Beispill fir Éischt Hëllef ze leeschten?

Question 5219 (12.11.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réglementation concernant les ambulances taxis :**

D'Patientevertriedung verlaangt Qualitéit a kloer Reegelen, wat den Transport vu Patienten an d'Reha oder vun eelere Leit an d'Spidol ubelaangt.

Esou wieren d'Frais de transport net gereegelt a festgeluecht, a géifen aus deem Grond vu Prestataire zu Prestataire variéieren a wiere soumat oft immens héich. Des Weidere géif d'CNS keng speziell Ausrëschtung verlaangen, an de Chauffeur misst och keng Grondkenntnisser, wéi ee mat kranke Leit ëmgeet (Éischthëllefscours asw.), besëtzen, fir datt esou eng „Taxi-Ambulanz" hir Zouloossung kritt. Och d'interministeriell Aarbechtsgrupp, déi virun zwee Joer an d'Liewe geruff ginn ass, hätt bis elo nach ëmmer kee Gesetzestext op den Dësch geluecht. D'Patientevertriedung huet an deem Sënn eng Upassung vun de CNS-Tariffer gefuerdert, an och, datt Mindeststandarde fir Transporter festgeluecht ginn.

Virun dësem Hannergrond wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet an un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Huet d'Regierung dervu Kenntnis geholl, datt et zum Deel grouss Differenze gëtt, wat d'Tariffer vum Transport an enger Taxi-Ambulanz uginn, doduerch datt d'Tariffer net gereegelt sinn a jidderee froe kann, wat e wëll?

- Mengt d'Regierung net och, datt et net richteg ass, datt zemools benodeelegt Patienten op verschidde Behandlunge verzichte mussen, well d'Tariffer vun den Taxi-Ambulanzen ze héich respektiv net unifiéiert sinn? Gesäit d'Regierung vir, dogéint eppes ze ënnerhuelen?

- Ass d'Regierung der Meenung, datt de Chauffeur vun esou engem „Taxi" eng Éducation de base, wat den Ëmgang mat kranke Leit betrëfft, misst opweisen, fir eng Zouloossung als Taxi-Ambulanz ze kréien? (wéi z. B. Éischthëllefscours)

- Mengt d'Regierung och, datt et e Minimum un Hygienesstandarden an och eng speziell Ausrëschtung an den Taxi-Ambulanze misst ginn?

- Kann d'Regierung eis matdeelen, wou de Gesetzesprojet drun ass?

- Gesäit d'Regierung eng Upassung vun den Tariffer vir, ewéi och Mindeststandarden (Éischthëllefs-

cours, speziell Ausrëschtung), fir den Taxi-Ambulanz-Transport festzeleeën?

Question 5355 (07.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **réglementation concernant les ambulances taxis :**

Zanter Jore weisen net nëmmen d'Patientevertriedung ASBL, mee och ganz vill direkt betraffe Leit op déi zum Deel akut Problemer hin, déi et am Beräich vum net urgente Krankentransport („transport en ambulance hors urgence") gëtt.

Et geet, ënner anerem, rieds vu komplett iwwerdeierten Tariffer a vun enger ganz inkonsequenter, well eeben net reglementéierter, Tarifikatioun. Heiansdo bezilt ee fir eng Faart aus engem Stater Altersheem bis an de CHL 140 Euro. Eng aner Ambulanz kënnt vu ganz wäit hier ugefuer a verrechent da fir en 2 Kilometer kuerzen Trip knapps 100 Euro. Et gëtt och Fäll, wou bannent dem selwechte Stater Quartier 90 Euro verrechent ginn. An de parlamentaresche Froen N° 2728, 1740 an 1347 gouf schonn op déi horrend Rechnungen agaangen. Déi Leit, ëm déi et hei geet, si fragill Patienten, déi op de Krankentransport vun A op B ugewise sinn.

Wat d'Tariffer vun de Privatambulanze betrëfft, hunn d'Ministere geschriwwen, dass d'Gesondheetskeess keng Handhabung op d'Beträg huet, „déi vun den Transportfirmaen dierfen a Rechnung gestallt ginn. Eng Erhéijung vum Remboursement vun der Gesondheetskeess bedeit also net, datt d'Käschte vum Patient erofginn. Dëst ka sech awer änneren, wann de legale Kader mat den Norme bis steet."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi wäit sinn d'Aarbechten um Gesetzesentworf zënter 2020 fortgeschratt?

2. Wéini soll en Avant-projet de loi an de Regierungsrot kommen?

3. Wat fir grondsätzlech Verbesserunge si virgesinn?

4. Wéi eng Verbesserung vun de CNS-Tariffer ass virgesinn?

5. Wat ass du point de vue Qualitéitskontroll virgesinn, fir datt eis jonk an al Leit an Zukunft „dans des conditions optimales de confort, de sécurité et d'hygiène" kënnen transportéiert ginn?

Réponse commune (13.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Eréi schonn a fréiere parlamentaresche Froe beäntwert gouf, ginn d'Ambulanzdéngschter fir net urgent Transporter vu private Leit, déi dëst berufflech maachen, vu Societéiten, vun Etablissementer fir d'ëffentlech Nëtzlechkeet oder vun Associatiounen ouni lukrativen Zweck organiséiert. Den Zougang zum Beruff gëtt duerch d'Gesetz vum 2. September 2011[2] gereegelt. Dëst Gesetz fält net ënner d'Kompetenze vum Gesondheetsministère an och net ënnert déi vum Ministère fir d'sozial Sécherheet.

Déi betreffend Ministèrë si sech der aktueller Situatioun bewosst an d'Qualitéitsnorme fir d'Transporter sinn effektiv nach net gesetzlech verankert. Aus dësem Grond ass de Gesondheetsministère, an Zesummenaarbecht mat anere Ministèren, amgaangen, e Gesetzesavantprojet iwwert d'Norme vun den Ambulanzen ze finaliséieren, an deem och de Volet vun de Qualitéitsnorme mat ofgedeckt gëtt.

Et ass och virgesinn, datt d'Tariffer an deem Beräich ugepasst ginn, esoubal déi nei Gesetzgeebung a Kraaft trëtt. D'Gesondheetskeess kann awer eréischt mat den Negociatiounen ufänken, wann de gesetzleche Kader bis gereegelt ass.

Aktuell ka sech d'Gesondheetskeess also just op déi aktuell statutaresch Dispositioune vun der Gesondheetskeess an op bestoend Gesetzer a Reglementer baséieren.

D'Statute vun der Gesondheetskeess gesi vir, datt de Patient 70 % vum Betrag rembourséiert kritt, dee fir de Transport virgesinn ass.

Den Artikel 136, 3. Paragraf, Alinea 3, vun de Statute vun der Gesondheetskeess, gesäit vir:

« Les transports en ambulance simples visés à l'article 132, paragraphe 4, sous b) et c) sont pris en charge à raison de soixante-dix pour cent (70 %) des factures établies soit sur la base d'un minimum de trente-huit euros (38,00 euros) par déplacement, soit sur la base d'un montant d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 euros) par kilomètre, à l'exclusion de tous autres éléments pouvant être légalement mis en compte par le transporteur, à moins que la prise en charge de ces éléments ne résulte de dispositions statutaires expresses. »

De Forfait vun 38 Euro ass unzegesinn als e minimale Forfait fir d'Deplacementer fir kuerz Strecken. D'Finalitéit vun dem Forfait ass et, de Patienten an dëser Situatioun en Transport an enger Ambulanz ze garantéieren.

D'Gesondheetskeess huet awer keng Handhabung op d'Beträg, déi vun den Transportfirmaen dierfen a Rechnung gestallt ginn. Eng Erhéijung vum Remboursement vun der Gesondheetskeess bedeit also net, datt d'Käschte vum Patient erofginn. Dëst ka sech awer änneren, wann de legale Kader mat den Norme bis steet.

Question 5216 (12.11.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **bâtiment Jean Monnet 2 :**

Aktuell trëtt d'Administration des bâtiments publics als Bauhär fir d'Jean-Monnet-2-Gebai um Kierchberg op. Am Kader vun dësem Projet ass um Site vum Fonds de Kirchberg ënner anerem dat hei ze liesen: « Un des objectifs principaux du projet Jean Monnet 2 est de concevoir un bâtiment ayant un impact énergétique très faible, du fait de la mise en place de techniques de production peu énergivores. Ainsi, grâce au système de chauffage urbain et à la performance des équipements techniques, la consommation énergétique correspondra à la classe de performance énergétique "A" et vise le niveau "excellent" propre à la certification environnementale BREEAM. »

Sou wéi et eis zougedroe gouf, ginn an dësem Gebai awer aktuell Elektrogeneratoren installéiert, déi am Widdersproch zu dem Tableau 2, Partie 2 vum „Règlement grand-ducal du 24 avril 2018 relatif à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes et modifiant 1. le règlement grand-ducal modifié du 27 février 2010 concernant les installations à gaz 2. le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2014 relatif a) aux installations de combustion alimentées en combustible solide ou liquide d'une puissance nominale utile supérieure à 7 kW et inférieure à 20 MW b) aux installations de combustion alimentées en combustible gazeux d'une puissance nominale utile supérieure à 3 MW et inférieure à 20 MW", steet, well se de Maximalwäert vum NO_x-Ausstouss 750 mg/Nm³ iwwerschreiden. Sou wéi et eis zougedroe gouf, besteet fir dëse Projet awer eng separat Derogatioun, déi bis 2025 gülteg ass.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung dës Virgäng bestätegen? Wa jo, wéi reagéiert si dorop?

2. Wéi ee Ministère huet déi uewe genannt Derogatioun ausgestallt? A wéi engem legislativen Text ass dës nozeliesen?

3. Wéi begrënnt d'Regierung den Ëmstand, datt déi entspriechend Maschinnen, déi op Basis vun dëser temporärer Derogatioun installéiert ginn, op 75 % Nominallaascht gedrosselt musse ginn, fir dem 750 NO_x-Ausstouss gerecht ze ginn, obwuel 100 % Laascht an der Ausschreiwung virgesi war an zwar 2 x 2550 kVa?

4. Wéi eng zousätzlech Sécherheetsrisike si mat der an der Fro virdru genannter Drosselung vun der Leeschtung, bei Noutfall, Stroumausfall oder dem Fall vun enger Brandkatastroph verbonnen? No wéi enge Modalitéite sinn dës Anlage verséchert?

5. Louche bei der Ausschreiwung och Offere vir, fir Anlagen ze installéieren, déi onmëttelbar konform wieren an deementspriechend vun 2025 un net méi missten nogerëscht ginn? Wa jo, firwat goufen dës net zeréckbehalen?

6. Wéi eng Gesamtkäschte si fir dës energeetesch Ausstattung vum Jean-Monnet-2-Gebai, also souwuel d'Installatioun, wéi och fir d'Norëschte vun 2025 u virgesinn?

Ënnert wéi engem Budgetsartikel fléissen déi Suen?

Réponse (16.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Regierung kann dës Virgäng net bestätegen. Et besteet keng speziell Derogatioun fir de beschriwwene Projet. D'Anlag vun der zréckbehalener Offer respektéiert den NO_x-Maximalwäert vu 750 mg/Nm³, entspriechend de Virgabe vum Cahier des charges.

D'Exploitatioun vum Gebai ass duerch eng Kommodo-Geneemegung (1/16/0525 vum 7.2.2018) vum fir Ëmwelt zoustännege Minister geneemegt. Dës Geneemegung mécht keng Virschréften zu deene Parameteren, déi déi honorabel Deputéiert opgeworf hunn.

Anlagen, déi ënnert d'Bestëmmunge vun deem genannte Reglement vum 24. Abrëll 2018 falen, mussen net am Virfeld geneemegt ginn.

ad 2. Wéi an der éischter Äntwert ernimmt, gëtt et keng speziell Derogatioun fir de Projet.

ad 3. Wéi schonn ernimmt, gëtt et keng speziell Derogatioun fir de Projet. Et muss och keng Maschinn op 75 % Nominallaascht gedrosselt ginn, fir dem NO_x-Ausstouss vu 750 mg/Nm³ gerecht ze ginn.

ad 4. Vu datt et keng Drosselung vun der Leeschtung gëtt, besteet och keen zousätzleche Sécherheetsrisiko. D'Anlag ass an der Chantiersphas duerch eng „Assurance tous risques chantier" verséchert an an der Exploitatioun duerch eng Feierversécherung.

ad 5. Déi zréckbehalen Anlag ass konform zum Cahier des charges an am Aklang mat den nationalen an europäesche Bestëmmungen.

D'Anlage vun den zwou konformen Offere kënnen technesch nogerëscht ginn, fir méi streng Wäerter anzehalen. Déi gënschtegst konform Offer ass zréckbehale ginn.

Bei der Ausschreiwung louche keng Offere vir, déi ouni Norëschten d'NO_x-Wäerter vun 190 mg/Nm³ anhalen.

ad 6. D'Gesamtkäschte vum Marché belafen sech op 2.250.000 Euro TTC, déi, wéi all aner Depensë vum Projet, virfinanzéiert ginn, konform zum Artikel 3 vum Gesetz vum 6. Dezember 2016 „relative à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg".

Question 5217 (12.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **langues utilisées dans les communiqués du Gouvernement :**

D'Regierung gëtt ëmmer nees Pressecommuniquéen eraus, fir den Awunner vu Lëtzebuerg Neierungen, Ännerungen oder aner Verkënnegungen oder Informatioune matzedeelen. Dës schréftlech Kommunikatioun mat der Ëffentlechkeet gëtt bal ëmmer nëmmen op Franséisch gemaach.

An deem Kontext wéilt ech den Här Kommunikatiouns- a Medieminister gär froen:

1. Firwat gëtt dës schréftlech Kommunikatioun, déi sech un all d'Awunner vu Lëtzebuerg riicht, net vu vireran och op Lëtzebuergesch veréffentlecht, oder esouguer an deenen dräi administrative Sproochen? Wat schwätzt dogéint?

2. Gesäit d'Regierung, déi schliisslech eng Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch formuléiert hat, hiren Ëmgang mat der Landessprooch an dësem Kontext am Aklang mat der Iddi, d'Lëtzebuerger Sprooch ze förderen? Wa jo, wéi erkläert d'Regierung dat?

Réponse (08.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Wéi den Numm et scho seet, riichte sech Pressecommuniquéen an éischter Linn un d'Press. D'Press ass doropshi fräi, d'Informatioun dann an der (oder deene) Sprooch(en), déi hirem Publikum am beschte läit (leien), ze publizéieren, oder net. De Choix vun der Sprooch, grad sou wéi natierlech de redaktionelle Choix, wéi en Inhalt d'Press op wéi eng Aart a Weis wëllt opgräifen a verschaffen, ass e fräie Choix vun der Press. Aus Transparenzgrënn ginn d'Pressecommuniquéen och um Site vun der Regierung publizéiert.

D'Ministèrë leeë fest, a wéi enger Sprooch si sech un d'Press riichten, deemno wéi eng Sprooch am beschte verständlech ass. Dat hänkt ganz kloer vum Sujet a vum Zilpublikum of. Et ginn dofir duerchaus och Communiquéen op Lëtzebuergesch verfaasst.

D'Méisproochegkeet ass deemno e formidabelen Atout fir eng zilorientéiert Regierungskommunikatioun, déi der Sproochesituatioun am Land vollstens Rechnung dréit.

Question 5218 (12.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **promotion de la langue luxembourgeoise :**

Iwwert e Strategieplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch wollt d'Regierung d'Landessprooch förderen. Esou hat d'Regierung am entspriechende Strategiepabeier am Mäerz 2017 festgehalen:

„[…] Fir de Gebrauch vum Lëtzebuergeschen am Kontakt mat de Bierger auszebauen, soll d'Lëtzebuergescht an Zukunft op de staatlechen Internetsäiten eng fest Plaz kréien. Dofir wëllt d'Regierung verschidden Online-Contenuen, déi fir de Grand public relevant sinn, an d'Lëtzebuergescht iwwersetzen."

(I. De Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch stäerken, 7. Iwwersetze vu staatlechen Internetsiten op Lëtzebuergesch, S. 6)

An deem Kontext wéilt ech den Här Kommunikatiouns- a Medieminister gär froen:

1. Firwat kann een den Internetsite vum Wirtschaftsministère an dee vum Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun bis haut nach net op Lëtzebuergesch konsultéieren? Huet dat e bestëmmte Grond oder huet d'Regierung hei keng eenheetlech Linn, esou datt de Sproochgebrauch dem jeeweilege Ministère selwer iwwerlooss bleift?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi zwee Internetsitten allgemeng „fir de Grand public relevant sinn"? Wa jo, firwat ass et dann no méi wéi véier an en halleft Joer nach net méiglech, dës Sitten och op Lëtzebuergesch ze consultéieren?

Réponse commune (10.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

Mat hirer Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch wëllt d'Regierung hiert Engagement fir d'Sprooch nach eng Kéier verstäerken an d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch als Kommunikatiouns-, Integratiouns- a literaresch Sprooch ënnersträichen.

Och d'Méisproochegkeet ass eng Charakteristik vu Lëtzebuerg. Mat der Promotioun vum Lëtzebuergesche gëtt sech och gläichzäiteg fir d'Promotioun vun der Méisproochegkeet engagéiert.

Franséisch ass eng vun den dräi wichtegste gesetzleche Verwaltungssproochen. Dofir ginn d'Internetsitte vun de Ministèren an de staatleche Servicer alleguer ënnert anerem op Franséisch ugebueden. Donieft huet d'Lëtzebuergesch schonn op ville staatlechen Internetsäiten eng fest Plaz kritt, 22 vun de 24 Internetsitte vu Ministèrë sinn och schonn op Lëtzebuergesch disponibel.

Den Internetsite vum Wirtschaftsministère ass den Ament nach net op Lëtzebuergesch disponibel. Och wärend der Covid-19-Pandemie sinn déi spezifesch Contenuen an e Q&A op Franséisch, Däitsch an Englesch disponibel gemaach ginn, fir d'Betriber iwwer déi spezifesch Reglementatioune wärend der Kris ze informéieren. Dat sinn allgemeng déi dräi Sproochen, déi an der Geschäftswelt am allgemenge Kontext vun den administrative Bestëmmunge fir Betriber an hir Salariéë mat hirem dacks komplexe juristeschen an technesche Vocabulaire eng wichteg Roll spillen.

Zum Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch am Wirtschaftsministère sief bemierkt, dass d'Pressekonferenze prioritär op Lëtzebuergesch ofgehale ginn an de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch déi néideg Unerkennung kritt. All Kéiers wann d'Zesummesetzung vum Public an och de Kontext vum Evenement et erlaben, dann halen de Wirtschaftsminister an de Mëttelstand- an Tourismusminister hir Rieden op Lëtzebuergesch.

Den Internetsite vum Familljeministère proposéiert säi ganzen Inhalt an dräi Sproochen (Franséisch, Däitsch, Englesch). Domadder entsprécht en och engem vun de wichtegsten Accessibilitéitscritèren, nämlech d'Informatioun engem esou breede Public wéi méiglech zur Verfügung ze stellen. D'Accessibilitéit ass eng Prioritéit am Hibléck op d'Attributioune vum Familljeministère - Handicap, eeler Leit an Integratioun - wou speziell Adaptatioune gebraucht ginn.

Lëtzebuerger Residente mat sensoriellen a mentalen Aschränkungen gi ganz oft däitschsproocheg scolariséiert a begleet a siche geziilt no däitschen Inhalter. Déi däitsch, an an anerem Mooss, och déi franséisch an englesch Versiounen, garantéieren ausserdeem d'Veraarbechtung duerch Assistenztechnologië wéi zum Beispill Screenreaderen, fir déi leider nach keng lëtzebuergesch Ausféierungen zur Verfügung stinn. Och „Leichte Sprache" a Gebäerdesprooch, déi en Deel vun de spezifeschen Inhalter ausmaachen, sinn op Lëtzebuergesch net verfügbar. Trotzdeem wäerten natierlech d'Haaptrubricke vum Site mëttelfristeg och op Lëtzebuergesch disponibel sinn.

Question 5220 (12.11.2021) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant la **promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 » :**

Selon les mots de la Commissaire générale Maggy Nagel lors de sa visite du pavillon luxembourgeois à l'Expo 2020 à Dubaï, « la présence du Luxembourg à cette première exposition universelle organisée au Moyen-Orient est une excellente occasion de mieux faire connaître le Luxembourg, ses valeurs et ses accomplissements ».

Selon mes informations, la carte des vins proposés à la « Schengen Lounge » du pavillon inclurait des vins d'Australie, d'Italie et de France.

- Messieurs les Ministres de l'Économie et de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural peuvent-ils confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles des vins non luxembourgeois sont proposés à la « Schengen Lounge » qui doit avant tout promouvoir les produits et le savoir-faire du Grand-Duché ?

[2] Loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales qui ne relève pas de la compétence du Ministère de la Santé et du Ministère de la Sécurité sociale

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

À l'instar des précédentes participations luxembourgeoises à des expositions universelles, la présence d'un pavillon lors de l'Expo 2020 à Dubaï aux Émirats arabes unis (EAU) constitue une excellente occasion de faire connaître le Grand-Duché, ses valeurs et ses accomplissements dans la région MEASA (Moyen-Orient, Afrique et Asie du Sud) qui comprend 72 pays et compte une population combinée de 2,8 milliards de personnes.

La mise en œuvre de la présence du Luxembourg à l'Expo 2020 de Dubaï a été entamée en 2016. Dès le lancement du projet du pavillon, il a été décidé de mettre en avant l'art culinaire et les vins dans le restaurant du pavillon luxembourgeois, Schengen Lounge, qui est géré par le chef étoilé Kim Kevin de Dood, en partenariat avec Jumeirah Group et l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (EHTL).

Partant, Madame la Commissaire générale a initié une démarche permettant aux viticulteurs luxembourgeois de pouvoir être présents avec leurs vins au restaurant du pavillon. Avec l'aide et le soutien logistique de l'Institut Viti-Vinicole, des vins ont été sélectionnés par le biais d'un « blind tasting ». Cette démarche s'adressait à tous les producteurs de la Moselle luxembourgeoise pour trouver des vins qui s'associent au mieux avec les menus proposés inspirés en grande partie de mets traditionnels luxembourgeois. Parmi les 106 échantillons, six ont été sélectionnés, un vin par cépage (Riesling, Auxerrois, Pinot Blanc, Pinot Gris et Pinot Noir) et un crémant. Au total, 3.600 bouteilles ont été commandées auprès des viticulteurs sélectionnés (600 bouteilles par variété).

Il y a lieu de rappeler que les producteurs de vins luxembourgeois n'exportent pas vers les EAU. En effet, des deux seules entreprises émiriennes qui sont accréditées pour l'importation des alcools aux EAU, aucune n'a des références luxembourgeoises dans son catalogue. Pour cette raison, le GIE Luxembourg @ Expo 2020 Dubaï a pris l'initiative d'organiser tous les aspects de l'acheminement des vins luxembourgeois dans les EAU. Ceci englobe l'achat des vins auprès des producteurs luxembourgeois, la prise en charge de l'ensemble des démarches administratives complexes ainsi que le préfinancement par le GIE des droits de douane, des frais de transport, des accises sur l'alcool, des redevances à l'organisateur de l'Expo et de la TVA en relation avec l'importation de produits alimentaires et de boissons aux EAU. Tous ces coûts se répercutent sur le prix de vente des vins servis dans la Schengen Lounge, sachant que l'exploitant du restaurant renonce à la quasi-totalité de sa marge bénéficiaire sur ces produits.

Pour des raisons commerciales et réglementaires (sanitaires, etc.), il a été nécessaire de confier l'exploitation de la Schengen Lounge au prestataire externe Jumeirah Group qui en assume le risque commercial. L'inclusion des vins luxembourgeois a été une condition alors que le groupe Jumeirah a la possibilité d'étendre l'offre gastronomique par des vins originaires d'autres pays. Néanmoins, la mise en avant des vins luxembourgeois se fait de manière systématique et sera davantage renforcée jusqu'à la fin de l'Expo, notamment par le biais du chef de cuisine luxembourgeois Kim Kevin De Dood et des stagiaires de l'EHTL qui confèrent tous une empreinte luxembourgeoise additionnelle au restaurant du pavillon et aux produits gastronomiques y commercialisés.

Au bout de six semaines d'opérations de la Schengen Lounge, quelque 600 bouteilles se sont écoulées avec une proportion de 60 % pour les vins et crémants luxembourgeois et de 40 % pour les autres.

Il est un fait que dans la majorité des autres pavillons de pays producteurs de vins à l'Expo 2020, l'offre gastronomique ne se limite pas aux seuls vins nationaux, mais englobe aussi des produits originaires d'autres pays.

Question 5221 (12.11.2021) de **Mme Octavie Modert, M. Léon Gloden** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 » :**

An der Schengen Lounge vum Lëtzebuerger Pavillon op der Expo 2020 zu Dubai fënnt een, nieft enger Selektioun u Lëtzebuerger Wäin a Cremant, eng ganz Rëtsch Wäiner aus aller Häre Länner, souwéi franséische Champagner. Et muss een och feststellen, datt dës Produkter zum Deel zu engem vill méi bëllege Präis ugebuede gi wéi eis Lëtzebuerger Qualitéitswäiner a Cremanten.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Dubai 2020 soll eng Fënster sinn, fir Lëtzebuerg a seng Produktiounen engem Weltpublikum virzestellen. Da wär et dach normal, dat nëmme Lëtzebuerger Wäiner a Cremanten am Lëtzebuerger Pavillon ugebuede ginn. Aus wéi engem Grond ass dat net esou a firwat ginn och Netlëtzebuerger Wäiprodukter ugebueden?

2. No wéi enge Critèrë goufen déi aner Produkter ausgesicht?

3. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et am Kader vun esou enger Expo, wou ee säi Land presentéiert, net sënnvoll wier, wann exklusiv déi national Produkter ugebuede ginn?

4. Wa jo, wéi goufen d'Präisser fir déi Lëtzebuerger Produkter festgeluecht?

5. Gëschter war an eiser Chamber eng Interpellatioun iwwert de Lëtzebuerger Wäibau a seng Zukunft, mat enger eenhelleg gedeelter Meenung, datt méi Promotioun fir seng Commercialisatioun soll gemaach ginn. Firwat handelt d'Regierung net an deem Sënn?

Question 5226 (15.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 » :**

D'Lounge am Lëtzebuerger Pavillon op der Weltausstellung zu Dubai bitt niewent enger Selektioun u Lëtzebuerger Wäiner a Cremant och eng ganz Rëtsch Wäiner a Cremant aus anere Länner un.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Firwat ginn net nëmme Lëtzebuerger Produiten am Lëtzebuerger Pavillon verkaaft?

2. Fënnt de Minister, dass et net genuch Lëtzebuerger Produite ginn, déi een de Visiteure kéint ubidden?

3. Wat fir Quantitéiten u Lëtzebuerger Wäiner a Cremant goufe fir de Pavillon akaaft? Wat fir Quantitéiten un auslännesche Produite goufe fir de Pavillon akaaft?

4. Bei wéi engem Fournisseur goufen dës auslännesch Produiten akaaft?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Wéi bei viregte Participatioune vu Lëtzebuerg bei Weltausstellungen ass d'Presenz vum Pavillon op der Expo 2020 Dubai an de Vereenegten Arabeschen Emirater (VAE) eng excellent Geleeënheet fir de Grand-Duché, seng Wäerter an seng Errongenschaften an der MEASA-Regioun (Mëttleren Osten, Afrika a Südasien), déi 72 Länner zielt mat enger Gesamtbevëlkerung vun 2,8 Milliarde Mënschen ëmfaasst, ze presentéieren.

Mat der Ëmsetzung vun der Lëtzebuerger Presenz op der Expo 2020 Dubai ass 2016 ugefaange ginn. Et ass vum Ufank vum Projet un decidéiert ginn, dat Kulinarescht an d'Wäiner am Restaurant vum Lëtzebuerger Pavillon Schengen Lounge ervirzehiewen. De Restaurant gëtt vum Lëtzebuerger Stärekach Kim Kevin de Dood an Zesummenaarbecht mat Jumeirah Group an der Luxembourg School of Hospitality and Tourism (EHTL) geleet.

An deem Sënn huet d'Generalkommissärin e Prozess ageleet, fir de Lëtzebuerger Wënzer ze erméiglechen, mat hire Wäiner am Restaurant vum Pavillon vertrueden ze sinn. Mat der Hëllef an der logistescher Ënnerstëtzung vum Institut Viti-Vinicole sinn d'Wäiner bei engem „blind tasting" ausgewielt ginn. Dës Demarche war un all d'Wäiproduzente vun der Lëtzebuerger Musel geriicht, fir Wäiner ze fannen, déi am beschten zu de proposéierte Menüe passen, déi zum gréissten Deel vun traditionelle Lëtzebuerger Platen inspiréiert sinn. Vun den 106 Testprouwe sinn der sechs ausgewielt ginn, ee Wäi pro Wäinzort (Riesling, Auxerrois, Pinot Blanc, Pinot Gris a Pinot Noir) an ee Cremant. Insgesamt sinn 3.600 Fläsche bei den ausgewielte Wënzer bestallt ginn (600 Fläsche pro Zort).

Et ass wichteg, dorobber hinzeweisen, datt déi Lëtzebuerger Wäiproduzenten net an d'VAE exportéieren. Déi zwee eenzeg emiratesch Betriber, déi eng Akkreditatioun hunn, fir Alkohol an d'VAE ze importéieren, hate bis elo keng esou Lëtzebuerger Produiten an hirem Portefeuille. Aus där Ursaach huet de GIE Luxembourg @ Expo 2020 Dubai d'Initiativ geholl, fir alles ze organiséieren, wat mam Transfert vun de Lëtzebuerger Wäiner dohinner ze doen huet. Dozou gehéiert den Akaf vun dëse Wäiner bei de Lëtzebuerger Produzenten, d'Erleedege vun de komplexen administrative Formalitéite grad ewéi d'Iwwerhuele vun all de Käschten, déi beim Import vu Gedrénks an Iesswueren an d'VAE ufalen ewéi d'Douanestaxen, d'Transportkäschten, d'Akzisen um Alkohol an d'Taxe fir den Organisateur vun der Expo. All dës Käschten hunn eng Auswierkung op de Verkafspräis vun de Wäiner an der Schengen Lounge, wuel wëssend, datt de Bedreiwer vum Restaurant op deene Produite quasi kee Benefice mécht.

Aus kommerziellen a reglementareschen (sanitären asw.) Grënn war et noutwendeg, fir d'Exploitatioun vun der Schengen Lounge engem externe Prestataire, dem Grupp Jumeirah ze iwwerloossen, deen dann och de kommerzielle Risiko dréit, deen domadder verbonnen ass. De Verkaf vu Lëtzebuerger Wäi war eng vun de Bedingungen, un déi sech de Grupp Jumeirah hale muss, och wann dëse Bedreiwer zousätzlech d'Méiglechkeet huet, fir déi gastronomesch Offer am Restaurant mat Wäiner aus anere Länner ze erweideren. Dofir ginn déi Lëtzebuerger Wäiner och bewosst an der Schengen Lounge systematesch ervirgehuewen an dës Demarche gëtt bis zum Enn vun der Expo weider verstäerkt. Dat geschitt mat Hëllef vum Lëtzebuerger Kichechef Kim Kevin De Dood an de Mataarbechter vum EHTL, déi domadder zousätzlech zu der Lëtzebuerger Empreinte vum Restaurant am Pavillon an de Produiten, déi do kommerzialiséiert ginn, bäidroen.

No sechs Wochen Aktivitéit an der Schengen Lounge sinn ongeféiert 600 Fläsche verkaaft ginn, dorënner ware 60 % Lëtzebuerger Wäiner a Cremanten a 40 % aner Wäiner.

Et ass eng Tatsaach, dass an deene meeschten anere Pavillonen op der Expo 2020 vu Länner, wou och Wäi produzéiert gëtt, sech déi gastronomesch Offer net op national Wäiner limitéiert, mee och Produiten aus anere Länner ëmfaasst.

Question 5222 (15.11.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **zones de protection spéciale :**

Duerch een Urteel vum Verwaltungsgeriicht vum 16. November 2017 gouf ee groussherzoglecht Reglement vum 4. Januar 2016 annuléiert. Domat war d'Ausweisung vu sechs Natura-2000-Zonen ënnert Form vu Spezialschutzzonen (ZPS) hifälleg.

An engem zweeten Urteel vum 8. Januar 2020 koumen d'Riichter vum Verwaltungsgeriicht zu engem änleche Verdikt. Follgende Passus gouf och duerno vun den Appellsriichter iwwerholl:

« Le tribunal retint ensuite que l'article 8 de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, approuvée par la loi du 31 juillet 2005, ci-après « la Convention d'Aarhus », imposait l'obligation aux signataires de ladite convention d'offrir aux administrés la possibilité de participer effectivement à l'élaboration de dispositions réglementaires et constata, d'une part, que ni la loi du 19 janvier 2004, ni les règlements grand-ducaux des 6 novembre 2009 et 30 novembre 2012 n'avaient instauré une possibilité de concertation du public préalablement à la désignation de zones de protection spéciale et zones spéciales de conservation, voire à leur localisation géographique exacte et, d'autre part, qu'il ne ressortait pas non plus des éléments soumis à son appréciation qu'une quelconque concertation du public avait précédé l'adoption desdits règlements grand-ducaux ayant permis audit public de prendre effectivement part à ces élaborations conformément à l'article 8 de la Convention d'Aarhus.

Les premiers juges écartèrent en conséquence l'application des règlements grand-ducaux des 6 novembre 2009 et 30 novembre 2012 pour violation de l'article 95 de la Constitution. »

Och wa lescht genannt groussherzoglech Reglementer formaljuristesch net annuléiert goufen, sou wäerten si an engem Prozess duerch virgenannten Illegalitéit net déi néideg legal Basis kënne liwweren, fir Decisiounen ze begrënnen.

Dëst virausgeschéckt huet den Ëmweltministère viru Kuerzem iwwer d'Neiausweisung vun enger ZPS an divers Habitatzonen (ZSC) an diversen Zeitungen informéiert. Et geet hei ëm insgesamt néng Natura-2000-Gebidder.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ëmweltministesch confirméieren, datt zu Lëtzebuerg 48 Habitat- an 18 Vulleschutzgebidder rechtlech net méi protegéiert sinn (well d'Reglement, op deem se foussen, entweeder annuléiert gouf, respektiv hir Legalitéit am Eenzelfall a Fro gestallt ass)?
1.1. Wa jo, wéi bewäert d'Madamm Ëmweltministesch dësen Zoustand?
1.2. Wann net, wéi schätzt d'Madamm Ëmweltministesch déi aktuell Situatioun an?

2. Kann d'Madamm Ëmweltministesch mir matdeelen:
2.1. Wéi vill individuell negativ Decisiounen den Ëmweltministère no Enn 2017 geholl huet an deem sech op virgenannte Reglementer baséiert gouf?
2.2. Wéi vill Baugeneemegunge goufen zanter Enn 2017 wéinst Lokalisatioun an engem vun dësen Natura-2000-Gebidder net accordéiert?
2.3. Wéi vill Impaktstudië fir Projete goufen zanter Enn 2017 wéinst Presenz an engem Natura-2000-Gebitt vum Ëmweltministère gefuerdert?
2.4. Wéi vill Oplage foussen zanterhier op dëse Reglementer?

3. Awéifern huet de Ministère zanterhier déi ëffentlech Bedeelegungsprozeduren iwwerschafft? Wéi gëtt séchergestallt, dass den Artikel 8 vun der Aarhus-Konventioun aktuell an an Zukunft respektéiert gëtt?

4. Kann d'Madamm Minister erklären, wat sech duerch déi nei Texter konkreet un de schonn ausgewisene ZSC wäert änneren (LU0001010, LU0001013, LU0001014, LU0001051, LU0001066, LU0001067, LU0001072)?

5. Kann d'Madamm Ministesch erklären, wat sech duerch déi nei Texter konkreet un der fréierer ZPS LU0002014 wäert änneren?

6. Ergi sech aus deenen nei ausgewisenen Natura-2000-Gebidder nei Zilsetzungen, Oplagen etc. fir d'Besëtzer vun Terrainen an deenen Zonen? Komme ggf. nei Zilsetzungen, Oplage fir d'Landwirtschaft dobäi, déi en Impakt hunn op d'landwirtschaftlech Aktivitéiten?

7. Vill Extensivprogrammer solle prioritär a sensibele Gebidder ëmgesat ginn an d'Lokalisatioun an dëse Gebidder ass och eng Bedéngung fir eng Bedeelegung. Kënnen eis Baueren dann elo an dëse Gebidder bis zu enger neier definitiver Ausweisung net méi deelhuelen?

8. Firwat ginn net sämtlech ZSC/ZPS, déi duerch groussherzoglech Reglementer vun 2009, 2012 an 2016 ausgewise goufen, nei ausgewisen, fir all Rechtsonsécherheet aus dem Wee ze raumen?

Réponse (15.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad1. Nee, dat ka sou net confirméiert a muss nuancéiert ginn.

No der Annulatioun vum Reglement vum 4. Januar 2016 zu de sechs zousätzleche Vulleschutzgebidder (ZPS), bleiwen dës sechs Gebidder awer als sougenannte faktesch Vulleschutzgebidder bestoen, well se, wéi scho méi oft nogewisen, fir eng Rei europawäit ze schützend Vullenaarten déi wichtegst Gebidder zu Lëtzebuerg duerstellen. An doduerch ass den Artikel 4 vun der Vulleschutzdirektiv automatesch op dës sechs Gebidder ze applizéieren, wat duerch eng Rei europäesch Jurisprudenze bestätegt ginn ass (C-355/90, Commission vs. Espage - Marismas de Santoña; C-96/98, Commission vs. France - Marais poitevin; C-374/98, Commission vs. France - Basses Corbières; C-141/14, Commission vs. Bulgarie IBA Kaliakra region ...).

Dat heescht am Kloertext, datt Lëtzebuerg an hir zoustänneg Autoritéiten dës sechs Gebidder an hir Schutzgidder nawell consideréiere mussen am Kader vun Evaluatiounen zu den diverse Pläng a Projeten. Virun dësem Hannergrond hat d'Regierung 2015 decidéiert, dës sechs zousätzlech ZPS op Bréissel ze mellen a parallell déi national Ausweisungsprozedur iwwert ee Reglement ze finaliséieren.

Anescht verhält et sech mat den Habitatzonen (ZSC) an den ZPS, déi tëschent de Joren 1998 an 2004 „en bonne et due forme" der Europäescher Kommissioun als Natura-2000-Gebidder proposéiert goufen, sou wéi déi jeeweileg Meldungsprozedur och virgesi war. Zu där Period koum et zu diversen Echangen an d'europäesch Kommissioun war souwäit fachlech och mat der Ausweisung zefridden, soudatt 47 ZSC an 12 ZPS och schonn am Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 opgelëscht waren. Spéider koum nach d'Nofro vun der Kommissioun dozou, datt fir extensiv Méiwisen, haaptsächlech Päifegraswisen, nach net genuch Flächen ausgewise wieren, wouduerch am Joer 2006 nach d'Gebitt „Sanem-Groussebësch/Schouweiler-Bitschenheck" nogemellt gi war.

No de genannten Urteeler vun de Verwaltungsgeriichter muss déi national Ausweisung iwwert ee Reglement nei duerchgefouert ginn, souwéi d'Prozedur vum modifizéierten Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 dat och virgesäit. Awer och hei gëllt, datt Lëtzebuerg an hir zoustänneg Autoritéiten dës Gebidder an hir Schutzgidder consideréiere mussen am Kader vun Evaluatiounen zu den diverse Pläng a Projeten, notamment well déi Liewensraim an Aarte weiderhin och nach iwwert d'Artikelen 1, 17, 20 an 21 vum Naturschutzgesetz geschützt sinn.

ad 2.1. Keng. Et gouf a gëtt sech ni bei enger Decisioun just eleng op ee vun de virgenannte Reglementer baséiert. Wann ee Projet sech an enger vu benannten Zone befënnt, oder berechtegt Elementer virleien, datt de Projet kéint Impakter op sou eng Zone hunn, huet an all Fall missen evaluéiert ginn, op wéi eng Schutzgidder, also ze schützend Aarten an/oder Liewensraim, de jeeweilege Projet signifikant Impakter hätt oder kéint hunn.

ad 2.2. Idem, wann ee Refus ausgestallt ginn ass oder dozou gefouert huet datt de Projet adaptéiert huet misse ginn, da wéinst Impakter op Aarten an/oder Liewensraim, net awer pauschal baséierend op engem vun de genannte Reglementer.

ad 2.3. Am Reegelfall leie sämtlech Impaktstudien am Dossier vun den Autorisatiounsdemandë scho bäi, a just an Ausnamefäll ginn nach zousätzlech Preziséierunge gefuerdert, wéi dat an den Artikelen 32 an 59 vum Naturschutzgesetz vun 2018 virgesinn ass. Doriwwer gëtt awer keng Statistik gefouert.

Säit dem Enn vum Joer 2017, waren an 61 Dossieren d'Schutzgidder vun den Natura-2000-Gebidder och een Deel vun den Impaktstudien. Hei gëllt et awer ervirzesträichen, datt nëmme bei dräi Dossiere signifikant Impakter op d'Schutzgidder vun deenen Natura-2000-Gebidder konnte festgestallt ginn. Fir all aner Dossiere konnten entweeder keng Impakter festgestallt ginn oder konnt den Dossier duerch Adaptatiounen um Projet awer autoriséiert ginn.

ad 2.4. D'Oplage foussen nëmmen op de Schutzgidder, also ze schützend Aarten an/oder Liewensraim, net awer pauschal op de Reglementer. Iwweregens maachen déi Reglementer och näischt anescht, wéi déi ze schützend Aarten an/oder Liewensraim opzelëschten, déi a Relatioun ze setze mat de proposéierte Schutzmoossnamen an d'Delimitatioun vum jeeweilege Gebitt ze preziséieren.

ad 3. Mat dem modifizéierten Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 ass a sengem Artikel 31 d'Ausweisungsprozedur vun Natura-2000-Gebidder prezis festgehalen. Dës Prozedur gesäit och eng Ëffentlechkeetsbedeelegung vir, déi konform ass zur Aarhus-Konventioun. Doriwwer eraus leeft d'Ëffentlechkeetsbedeelegung zousätzlech iwwert de staatlechen Internetportal vun den ëffentleche Bedeelegungen, opgestallt vum Digitalisatiounsministère.

Soumat ass séchergestallt, datt den Artikel 8 vu besoter Konventioun aktuell an an Zukunft respektéiert gëtt.

ad 4. Déi wichtegst Ännerunge stinn am jeeweilegen Exposé des motifs zu all Gebitt eenzel opgefouert. Fir all Gebitt sinn d'Schutzgidder, also déi ze schützend Aarten an/oder Liewensraim, eenzel opgelëscht a sinn a Relatioun gesat mat de proposéierte Schutzmoossnamen.

Dës si fir déi eenzel Gebidder:

LU0001010: Den Haaptgrond ass d'Inclusioun vun Terrainen, déi nogemellt gi fir d'Kompensatiounsmoossname vun der SEBES-Leitung, déi duerch dëst Gebitt geluecht ginn ass. Weider sinn och nach aner ekologesch héichwäerteg Flächen integréiert ginn, déi d'Kohärenz vum Gebitt stäerken, wéi rar Bësch-Liewensraim, souwéi Moer- a Fiichtwisen an de Baachdällten.

LU0001013: Op d'Nofro vun der Europäescher Kommissioun huet den eenzege Baachlaf vu Lëtzebuerg, wou d'Helmazurjungfer virkënnt - eng Libellenaart, fir déi d'Memberstaaten Natura-2000-Gebidder ausweise mussen - missen an de Reseau agebonne ginn. Och fir aner Aarten, wéi de Biber, mussen Natura-2000-Gebidder, wéi dëst, nogemellt ginn. Weider ass och dat schonn ausgewisent, nationaalt Naturschutzgebitt „Léibierg" ganz integréiert ginn.

LU0001014: Op d'Nofro vun der Europäescher Kommissioun, sinn eng Rei vun Natura-2000-Gebidder, wéi dëst, fir de Biber nogemellt ginn. Dozou kommen och rar Fiichtliewensraim wéi den Auebësch, Stëllgewässer a Fiichtstaudebestänn. Do wou de Keuper am Ënnergrond usteet, entspriechen d'Extensivwisen och de prioritär ze schützenden a rare Kallekdréchewisen.

LU0001051: Den Dall vun der Waark ass hei duerch eng Rei ze schützend Liewensraim charakteriséiert. Dat geet u mat der Baach selwer, an de Fëschaarten, déi do virkommen, souwéi de begleedende Fiichtstaudebestänn a Reschter vun Auebëscher. An den Häng sinn ze schützend Buchebëscher, respektiv do wou de Fiels usteet, fënnt ee rar Aartegesellschaften.

LU0001066: Fir dëst Gebitt ass ee vun de Liewensraim vum Kammmolch, déi ze schützend Stëllgewässer, nogemellt ginn, wéi och déi zwou hei nogewise Fliedermausaarten, d'Bëschsteinfliedermaus an d'Grousst Mausouer.

LU0001067: Och fir dëst Gebitt ass ee vun de Liewensraim vum Kammmolch, déi ze schützend Stëllgewässer, nogemellt ginn, wéi och déi zwou hei nogewise Fliedermausaarten, d'Bëschsteinfliedermaus an d'Grousst Mausouer.

LU0001072: Och an de scho gemellte Bëscher vun dësem Gebitt, déi vun Eechebestänn dominéiert ginn, komme béid virdru genannte Fliedermausaarte vir. Deeler vun de Bëscher entspriechen den europäesch ze schützenden, räiche Buchebëscher, och wann d'Beembestänn staark duerch Eeche markéiert sinn.

Schlussendlech ass och dovunner profitéiert ginn, fir, do wou appropriéiert, Iwwerlappunge mat der Bebauungszon, déi keng ze schützend Liewensraim enthalen, erauszestanzen.

ad 5. Baséierend op dem ornithologesche Rapport, deen dem Ausweisungsdossier bäiläit, ass festgehale ginn, datt d'Delimitatioun vum Gebitt par rapport zu där vun 2015 net bräicht verännert ze ginn. Weider sinn et e puer wéineg Changementer bei de Vullenaarte ginn, fir déi d'Gebitt ausgewise gëtt. Als Zilaarte sti just nach déi Vullenaarten am Projet, déi op der Annex 3 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 stinn an déi an dësem Gebitt - laut der ornithologescher Expertis - reegelméisseg ugetraff ginn, zu den Zäite vun der Brut, der Migratioun oder der Iwwerwanterung.

ad 6. Déi besote Reglementer lëschte just d'Zilaarten a Liewensraim op a preziséieren d'Delimitatioun vun de Gebidder. Fir d'Ëmsetzung vun de Gebidder besteet just eng „obligation de résultat" fir Lëtzebuerg, net awer fir den eenzele Besëtzer. Et entstinn net méi Oplage wéi déi, déi duerch déi bestoend Gesetzesgrondlag och scho gëllen.

ad 7. Dëst stëmmt sou net: d'Lokalisatioun vun deene Flächen ass net eng exklusiv Bedéngung fir bei Extensivéierungsprogrammer matzemaachen. Hei gëlle besonnesch och aner Krittären, wéi notamment d'Virkomme vun ze schützenden Aarten an/oder Liewensraim.

Selbstverständlech kënnen Extensivéierungsprogrammer och weiderhin an Natura-2000-Gebidder ugewannt ginn, well besoten Natura-2000-Gebidder weiderhi bestinn, respektiv datt déi Programmer iwwerall do kënnen ugewannt ginn, wou ze schützend Liewensraim an Aarte virkommen.

ad 8. Et ass genee dee Prozess, deen elo mat der éischter Regioun „Atert a Wark" entaméiert ginn ass, an déi nächst Regioune wäerten „au fur et à mesure" och duerch eng ëffentlech Prozedur an de kommende Méint goen.

Question 5223 (15.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **campagne contre la violence domestique :**

A Kollaboratioun mat zwee Bäckereibetriber aus Lëtzebuerg huet de Ministère fir Gläichstellung tëscht Fraen a Männer d'Campagne „Gewalt kënnt net an d'Tut" lancéiert. D'Zil ass et, d'Biergerinnen a Bierger op d'Theema vun der Gewalt doheem ze sensibiliséieren an op subtill Aart a Weis op d'Helpline Violence (+352 20 60 10 60) an de Site www.violence.lu opmierksam ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Wéi laang wäert dës Campagne lafen? Wéi ee Budget huet de Ministère fir dës Campagne virgesinn?

2. Op Basis vu wéi enge Krittäre goufen d'Bäckereien erausgesicht?

3. Wärend dëser Aktioun huet de Ministère och gratis Croissanten a Streiselen u Passante verdeelt. Huet et sech bei dëse Mëtschen ëm Biomëtsche gehandelt?

4. Och op de soziale Medien huet de Ministère fir dës Campagne Reklamm gemaach. Op zwou vun dräi Fotoe gesäit een d'Ministesch. Fënnt d'Ministesch, dass dës Fotoen déi richteg waren, fir op d'Problematik vun der haislecher Gewalt opmierksam ze maachen?

Réponse (15.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Haislech Gewalt bleift leider eng alldeeglech Realitéit zu Lëtzebuerg: se betrëfft all gesellschaftlech Schichten an all d'Communautéiten, déi bei eis am Land wunnen.

Kee Mënsch soll verbal, physesch a sexuell Ugrëff an haislech Gewalt zu Lëtzebuerg erliewe mussen, dat ass mäi politesche Committment.

Dofir schafft de Ministère fir Gläichstellung tëscht Fraen a Männer (MEGA) zesumme mat senge sëllege Partner um Terrain, fir souwuel den Affer, wéi och den Täter an hire Kanner déi Hëllef ze bidden, déi si brauchen an déi hinnen zousteet.

Niewent dem Afferschutz an der Täteraarbecht ass d'Preventioun, d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vum Grand public e weideren essenzielle Pilier vun der multidimensionaler Approche vum MEGA. Nëmme wa mir e Maximum vu Leit mat eise Messagen erreechen, huet eis Aarbecht en nohaltegen Impakt.

Duerch eng ëffentlech Ausernanersetzung mam Theema vun der haislecher Gewalt, wëll ech net nëmmen derzou bäidroen de Sujet ze enttabuiséieren an ze destigmatiséieren, mee virun allem d'Leit iwwert déi bestoend Hëllefsservicer informéieren a si incitéieren, op dës Hëllef zeréckzegräifen.

Mat der Campagne „Gewalt kënnt net an d'Tut" wëll ech dësem Usproch gerecht ginn, fir net nëmmen eis Helpline „2060 1060" an eise Site „violence.lu" ze promouvéieren, mee virun allem e ganz breede Public mat eisem Message ze erreechen.

Duerch d'Zesummenaarbecht mat de Bäckereie Fischer a Jos & Jean-Marie an d'Distributioun vun 200.000 Tuten, déi mat engem cibléierten an dräisproochege Message bedréckt sinn, erreecht de MEGA Leit aus alle gesellschaftleche Milieuen a Communautéiten an hirem Alldag a gëtt hinnen ee vun eise Kärmessagë mat op de Wee: „Stoppt Gewalt".

D'Aktioun leeft esoulaang, bis all d'Tuten an de sëllege Filialen iwwer Land verdeelt sinn.

Am Kader vum Point presse den 10. November 2021 sinn insgesamt 1.000 Croissanten u Passante verdeelt ginn, déi de MEGA 1.375 € kascht hunn.

De Ministère huet dofir op Produite vun eisen zwee Partner zeréckgegraff, déi si an hirer regulärer Gamm ubidden a fir déi si gréisstendeels op lokal produzéiert Ingredienten zeréckgräifen.

D'Bäckereien hunn d'Fraise vun den Tuten iwwerholl.

D'Verdeelaktioun an de Point-pressen hu mir perséinlech erlaabt, mat de Leit an d'Gespréich ze kommen, si iwwert d'Problematik vun der haislecher Gewalt ze informéieren an en direkte Feedback ze kréien. Nëmme mat esou engem direkte Retour kënne mir op d'Besoine vun de Leit agoen an hiren Erwaardunge gerecht ginn. De Choix vun de Fotoen, déi an deem Kontext publizéiert gi sinn, soll dës Volontéit ënnersträichen, grad esou wéi de perséinlechen Engagement vun eise Partner.

Question 5224 (15.11.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **situation en matière de violences et d'abus sexuels au Luxembourg :**

Selon les chiffres publiés par le cabinet de la justice belge, 90 % des victimes d'agressions sexuelles, estimées à 75.000 par année en Belgique, ne dénonceraient pas les faits dont elles ont été victimes. Une fois la plainte déposée, seuls 10 % aboutiraient à une condamnation.

Ceci a amené les responsables politiques belges à mettre en place une task force interministérielle pour lutter contre la non-dénonciation de violences sexuelles et pour trouver les explications au taux minime de condamnation. Cette démarche est accompagnée d'une approche préventive et une mise en réseau des services à disposition des victimes.

1) Nous aimerions savoir des membres du Gouvernement comment se présente la situation en matière de violences et d'abus sexuels au Luxembourg, ceci tant en ce qui concerne la non-dénonciation que le taux des condamnations.

2) Existe-t-il une démarche comparable et concertée en la matière au Luxembourg ?

3) Quels sont les services à disposition des victimes ?

4) Quelles mesures préventives sont en place respectivement sont envisagées au Luxembourg ?

Réponse commune (15.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Ni la police, ni les autorités judiciaires ne disposent des données de non-dénonciation de violences et d'abus sexuels au Luxembourg. Le graphique ci-joint reprend, pour les trois dernières années, les plaintes reçues et enquêtes menées par les services de police concernant les infractions de viol et d'attentat à la pudeur. Il est à signaler que les autorités judiciaires ne sont pas tenues de suivre les qualifications initialement libellées par la police.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Concernant le taux des condamnations, les tableaux ci-dessous renseignent les différents chiffres contenus dans l'application JuCHA concernant les infractions de viol et d'attentat à la pudeur.

Il ressort de ces chiffres que le taux des condamnations est inférieur au taux des affaires ouvertes. Il est important de préciser que tous les signalements/plaintes/dénonciations en matière de violences et d'abus sexuels qui sont portés à la connaissance des parquets connaissent automatiquement une suite.

En effet, l'enquête est de principe dans une première phase, et la décision sur la suite du dossier (classement sans suites ou continuation des poursuites) n'est ensuite prise par les parquets qu'après avoir réuni toutes les données recueillies par les enquêteurs.

Ainsi, même en cas de suspicion de prescription, des enquêtes sont ordonnées afin de vérifier si la prescription n'a pas été interrompue à un quelconque moment, et afin de donner la parole à la victime.

La différence entre le nombre d'affaires ouvertes et le taux des condamnations s'explique premièrement par le fait qu'il y a un certain décalage temporel entre la prise en charge des affaires et l'année dans laquelle la décision définitive (première ou deuxième instance) est prise. Ce décalage peut s'expliquer par exemple par la complexité de l'affaire, le nombre de prévenus ou encore de la charge de travail des tribunaux. À titre d'exemple, une affaire ouverte en 2020 peut ne pas avoir fait l'objet d'un jugement définitif en 2020, mais seulement en 2021.

De plus, il y a des affaires qui ne sont pas poursuivies par le parquet[3], et ainsi certains prévenus n'auront pas de décision définitive par un tribunal voire par la Cour d'appel.

En tout état de cause, le Gouvernement est conscient qu'un chiffre noir relativement important existe, d'où la nécessité de continuer à sensibiliser le public à cette problématique et de poursuivre nos efforts en vue d'une prévention efficace de ces infractions et d'une information à l'attention de la victime concernant ses droits.

Dans ce contexte, il importe également de mentionner le projet de loi renforçant les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs, adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 15 décembre 2021 et qui vise également à faciliter la dénonciation de ces abus et violences sexuelles, alors que certains délais de prescription seront considérablement rallongés.

ad 2) Bien que Luxembourg n'ait pas institué de « task force interministérielle » formelle, de nombreuses collaborations entre les différents acteurs et administrations existent afin de lutter contre les violences sexuelles et leur non-dénonciation (parquets, Police grand-ducale, associations, ONG, ...), tel qu'explicité aux questions numéros 3 et 4.

Il convient également de citer le comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, un organe consultatif présidé par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes et composé de représentants du Ministère de la Justice, du Ministère de la Sécurité intérieure, de la Police grand-ducale, du parquet, de services d'assistances aux victimes et de services d'aide aux auteurs de violence domestique, cette violence pouvant revêtir un caractère sexuel. Ce comité réunit des acteurs de terrain dans le but non seulement de mettre en œuvre la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique et d'évaluer son application, mais également d'analyser les éventuels dysfonctionnements constatés sur le terrain, d'échanger les bonnes pratiques, et d'étudier les situations de risques, ce par un dialogue permanent entre acteurs de terrain directement impliqués.

En outre, il existe un réseau de partenaires qui combattent la violence dans la société, qui agissent dans l'intérêt de l'égalité entre les femmes et les hommes et qui gèrent des structures d'accueil et des services de consultation à travers tout le pays qui s'adressent tant aux femmes qu'aux hommes en situation de détresse, dont les victimes adultes et mineures de violences et les auteurs de violence domestique.

Le CESAS joue également un rôle important, alors qu'il a pour mission de promouvoir la santé affective et sexuelle notamment par la mise en place de synergies, de réseaux d'acteurs de terrain, de l'outillage et de la multiplication des formateurs et de professionnels, de l'information, de la sensibilisation, de l'éducation, de la promotion de l'égalité et de la lutte contre les discriminations et les violences sexuelles dont les violences numériques.

ad 3) Il est important de souligner que toutes les victimes de violences, y compris sexuelles, peuvent être prises en charge par les nombreux services d'assistance existant au Luxembourg en la matière.

Il existe tout un réseau de partenaires dans le domaine social, familial et thérapeutique agrées et conventionnés ou sous contrat notamment avec cinq Ministères dont l'Égalité entre les femmes et les hommes, la Famille et l'Intégration, l'Éducation nationale, l'Enfance et la Jeunesse, la Santé, et les Affaires étrangères et l'Immigration et qui visent à combattre la violence dans la société en fonction de leur domaine de compétences respectifs. Ces partenaires gèrent notamment des structures d'accueil et des services de consultation et d'assistance à travers tout le pays.

À titre d'exemple, il convient de citer les différents foyers pour femmes (p. ex. de Pro Familia) conventionnés avec le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que les logements de l'InfoMann, structure d'accueil pour hommes avec ou sans enfants en détresse, et les associations qui s'engagent pour l'assistance des victimes de violence domestique, femmes et hommes (p. ex. le Service d'assistance aux victimes de violence do-

[3] Le classement sans suites d'une affaire s'explique notamment en raison du doute quant à la qualité ou l'identité de l'auteur, par le fait que des éléments constitutifs de l'infraction en cause font défaut, la circonstance que le prévenu est décédé entre-temps, l'absence de preuves ou la prescription de l'affaire au moment de la plainte.

mestique « SAVVD » de l'ASBL Femmes en détresse, ou le Planning Familial).

De plus, le service de documentation juridico-médicale UMEDO (Unité médico-légale de documentation des violences)/Opferambulanz s'adresse à toute personne majeure ayant subi des violences physiques ou sexuelles et ne souhaitant pas déposer une plainte dans un premier temps. L'UMEDO peut établir un certificat médical sur les blessures subies qui permet non seulement de documenter les blessures et les traces biologiques, mais sert également de preuve pouvant être utilisée dans le cadre d'une procédure pénale.

En outre, l'Office national de l'enfance (ONE) a la possibilité, par l'intermédiaire de ses prestataires, de proposer des mesures de prise en charge des enfants victimes de violences, que ce soit sur décision du juge ou à la demande des parents ou de l'enfant. Des services spécialisés externes, qui ne sont pas prestataires de l'ONE, proposent également des traitements thérapeutiques qui peuvent être demandés directement auprès de l'ONE, comme par exemple Alupse ou Psy-Jeunes. Le CePAS et ses différents services sont aussi des points de contact directs pour l'aide et le soutien psychologique des victimes.

Plusieurs plateformes existent également à l'attention des victimes ou de tiers souhaitant dénoncer des infractions à caractère sexuel (par exemple le site de la police https://police.public.lu/fr/commissariat-virtuel/grooming.html concernant le grooming ou le site www.childprotection.lu mis en place par l'ONG ECPAT, Bee Secure, la police et les autorités judiciaires concernant l'exploitation sexuelle de mineurs).

Les victimes peuvent également contacter les helplines de Bee Secure (8002 1234), afin d'être conseillées sur d'éventuelles démarches à suivre. Le Service d'accueil et d'information juridique du Parquet général de Luxembourg permet à toute personne de recevoir des informations sur ses droits et d'être dirigée vers d'autres acteurs compétents, ce service étant assuré tous les samedis matin à la Cité judiciaire à Luxembourg.

Afin d'être tout à fait complet, la liste complète des services à disposition des victimes, y compris des permanences téléphoniques, peut être consultée sur le site du Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle (Cesas) (https://www.cesas.lu/perch/resources/acteurs-2020.pdf), ainsi que sur le site de référence en matière de violence du MEGA (www.violence.lu). La liste disponible sur le site violence.lu fournit des contacts de centres d'accueil, de consultation et d'information venant en aide entre autres aux victimes de violences et d'abus sexuels et permet de filtrer les services par sexe, âge, victime/auteur et type de violence.

ad 4) De nombreuses préventives et campagnes de sensibilisation sont menées au Luxembourg. De manière générale, les différents partenaires et gestionnaires du MEGA proposent des formations et ateliers sur les thèmes de la violence et des abus sexuels, notamment dans les écoles.

En outre, le MEGA organise annuellement des actions d'information, de prévention et de sensibilisation ensemble avec d'autres instances étatiques et son réseau de partenaires.

Concernant les mineurs, des campagnes de sensibilisation sont régulièrement organisées dans le cadre scolaire, notamment afin de prévenir les élèves des risques liés au sexting, et de les sensibiliser à la question du consentement. Chaque année, Bee Secure réalise plus de 1.000 « formations » de deux heures dans les classes de lycée, qui abordent les risques généraux liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le nouveau guide « Let's talk about sex » en trois langues à l'attention des professionnels qui encadrent les jeunes promeut une approche holistique et positive de la sexualité et donne aux professionnels les moyens de soutenir et accompagner les jeunes à la recherche d'une vie affective et sexuelle autonome, positive, égalitaire et respectueuse des autres. Il s'inscrit dans les objectifs du Plan d'action national santé affective et sexuelle qui préconise d'informer, de sensibiliser et d'éduquer les différents publics cibles en fonction entre autres de leur âge, de leur origine culturelle, de leur identité, de leur niveau d'éducation non seulement par la transmission de contenus théoriques mais aussi par la promotion de comportements et d'attitudes de savoir-être et de savoir-faire qui répondent aux valeurs et principes de la santé affective et sexuelle précités.

Le Service de prévention de la police en collaboration avec des acteurs externes ont lancé la campagne « Nu(e) sur le Net? » en janvier 2021, qui comprend une brochure informant les mineurs et les adolescents sur les risques du sexting. La brochure est accompagnée de vidéos et de fiches pédagogiques que les enseignants peuvent utiliser pendant leurs cours à l'école.

Une autre campagne « Stop aux violences sexuelles contre les enfants » de l'ECPAT et du KJT a aussi été lancée en 2021.

Il importe enfin de citer un avant-projet de loi en cours d'élaboration visant à créer des mesures de protection spécifiques au bénéfice de mineurs victimes et témoins d'une infraction pénale. Ces mesures peuvent, par exemple, consister à limiter voire à interdire les contacts entre le mineur et le prévenu pendant toute la procédure pénale.

Question 5225 (15.11.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **site de la zone d'activité régionale « Fridhaff » :**

Depuis 1996 le Syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du Nord (SIDEN) a confié par affermage sur base de contrat de louage le traitement de ses boues épuratoires à la société Soil-Concept SA. Dans un communiqué de presse du 8 octobre 2021 du SIDEN, sont évoqués des problèmes de financement, de non-conformités et de non-commercialisation du produit fini stocké sur le site de la zone d'activité régionale « Fridhaff » par ladite société commerciale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Le projet ENERCOM a été créé en tant que projet de recherche européen dans le cadre du programme européen pour l'innovation, projet n° IN 10 424 I, sur le site de la société Soil-Concept SA. Il développe et vise à mettre en œuvre le concept de cocompostage de boue d'épuration et de déchets végétaux comme ressource pour la production d'énergies renouvelables sur le site. Ce projet ENERCOM a-t-il été subventionné par des fonds nationaux et/ou européens ?

2) Quels sont les résultats obtenus par ce projet de recherche ?

3) Existe-t-il des non-conformités majeures dévoilées par les instances étatiques résultant dans des mises en demeure ? Si oui, quelles en sont les différentes raisons ?

4) Depuis 2015 quelles sont les différentes quantités de boues épuratoires livrées sur le site de la zone d'activité régionale « Fridhaff » ? Qui sont les différents clients-dépositaires de boues épuratoires de la société Soil-Concept SA ?

5) La société Soil-Concept SA a-t-elle déposé une garantie financière dans le cadre de son autorisation d'exploitation ? Si oui, quel en est le montant et où est déposé ce capital ?

6) En cas de dépôt de bilan de la société commerciale, qui serait responsable des boues épuratoires, des produits finis ainsi que des installations techniques stockés et situés dans la zone d'activité régionale « Fridhaff » ?

Réponse commune (16.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Les activités de la société Soil-Concept SA sont le compostage de boues d'épuration et de déchets végétaux ainsi que la gazéification d'un mélange de déchets verts avec des boues d'épuration (projet ENERCOM). Elles se déroulent sur un site appartenant au syndicat SIDEN.

ad 1) Le projet ENERCOM cofinancé par des fonds européens consistait à mettre en œuvre la partie séchage biologique des boues d'épurations mélangées à de la biomasse dans huit silos et à construire le gazéificateur et l'unité de pelletisation.

Le projet de recherche VALOR-TECH (VALORisation énergétique des boues d'épuration : développement de nouveaux produits et TECHnologies innovantes) a bénéficié d'une aide à la R&D du Ministère de l'Économie au titre du régime d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation et fut déployé du 18 octobre 2012 au 1er juillet 2020. Il se greffait sur les avancées du projet européen et avait comme principal objectif le développement d'une « unité de polygénération » opérationnelle et reproductible au Luxembourg et à l'étranger pour répondre aux besoins du marché de la valorisation énergétique des boues d'épuration et des déchets verts ou organiques.

ad 2) Les essais pour l'installation expérimentale de gazéification ont été limités par mesure de précaution à cinq ans. Les autorisations d'exploitation obligent l'exploitant de transmettre des rapports sur ces essais. Les autorisations d'exploitation ont été adaptées à plusieurs reprises. Au final, les essais n'ont commencé qu'en septembre 2015 et étaient donc autorisés jusqu'en 2020. À la demande de l'exploitant, la durée des essais a été prolongée, ceci jusqu'à septembre 2022.

Selon des rapports intermédiaires soumis à l'Administration de l'environnement, il subsiste des problèmes techniques en ce qui concerne le fonctionnement de cette installation expérimentale de gazéification : les essais n'ont pas pu être réalisés comme prévus, des installations qui n'ont pas pu être livrées, autres problèmes de fonctionnement, etc. Des résultats concluants pour ce projet de recherche n'ont pas été présentés à l'Administration de l'environnement.

Lors des dernières visites sur site en 2021, l'installation était à l'arrêt.

ad 3) Lors des contrôles réalisés en 2021 par l'Administration de l'environnement, les non-conformités suivantes par rapport aux diverses autorisations d'exploitation en matière d'établissements classés (« commodo ») et de déchets ont été constatées :

- l'entreposage d'un volume total d'approximativement 22.000 m^3 de compost de boues d'épuration sur une surface totale de plus de 4.800 m^2 tandis que l'entreposage autorisé est limité à un volume total de compost de boues d'épuration ou de matériaux en phase de maturation de 7.750 m^3 sur une surface totale de 3.550 m^2 ;

- en particulier, l'entreposage des boues compostées se prolonge à l'arrière des compartiments couverts, situés au nord et destinés au séchage et à la maturation des boues d'épuration, rendant difficile sinon impossible l'accès par l'arrière de l'engin destiné au retournement des andains y localisés ;

- l'entreposage d'un volume d'approximativement 800 m^3 de refus de criblage (matériel de structure) à ciel ouvert sur le côté des compartiments couverts destinés à cet effet ;

- l'entreposage d'un volume d'approximativement 4.950 m^3 de déchets de verdure sur une surface d'environ 1.100 m^2 tandis que l'entreposage autorisé est limité à un volume de 900 m^3 de déchets verts sur une surface de 450 m^2 ;

- les avaloirs et les canalisations pour eaux de surface ne sont pas tous dans un état permettant le libre écoulement de ces eaux, faisant que des eaux de surfaces stagnent sur les aires de manœuvre et d'entreposage ;

- l'entreposage de boues d'épuration dans un des compartiments couverts non destinés à cette utilisation ; entreposage non autorisé ;

- la connexion du bassin de rétention pour eaux de processus au réseau d'évacuation menant à la station d'épuration de Bleesbruck est interrompue depuis juin 2019.

La société Soil-Concept SA a été sommée par courrier recommandé avec avis de réception du 20/07/2021, de se conformer aux conditions des arrêtés d'exploitation dans les plus brefs délais et au plus tard pour le 31 mai 2022. Elle a aussi été informée qu'en cas de non observation du prédit courrier, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable se proposera de faire suspendre par mesure provisoire, après mise en demeure, l'exploitation de l'établissement.

ad 4) Ci-après un relevé reprenant les différentes quantités de boues épuratoires ainsi que les différents clients dépositaires de ces mêmes boues :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5) Conformément aux dispositions afférentes de la législation relative aux déchets, la société Soil-Concept SA a déposé une garantie financière sous forme de caution bancaire.

ad 6) En cas de dépôt de bilan de la société Soil-Concept SA, il revient en premier lieu au curateur de prendre en charge les obligations en matière de cessation d'activités qui découlent des dispositions légales applicables.

À défaut, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable peut avoir recours à la garantie financière énoncée ci-dessus pour couvrir les coûts de désaffectation et des éventuelles opérations de gestion postérieure du site d'exploitation.

Question 5227 (15.11.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **chiffres Covid-19 :**

Zënter méi wéi annerhallwem Joer deelt d'Regierung am Kader vu Corona respektiv Covid-19 dagdeeglech Fallzuele mat. Et sinn dës Zuelen, besonnesch d'Neiinfektiounen an Hospitalisatiounen, déi d'Regierung dann och als Grond fir déi erloosse Moossnamen a Restriktiounen nennt. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt et hei net zu Mëssverständnesser kënnt. D'Zuelen, déi all Dag aktualiséiert an de Leit vermëttelt ginn, loossen awer vill Raum fir Spekulatiouen, doduerch, datt si net differenzéiert an detailléiert genuch duergestallt ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Firwat gëtt der Vollstännegkeet halber

- bei der Zuel vun den Neiinfektiounen net och gesot, wéi vill vun dëse positiv geteste Persounen da Symptomer haten a wéi vill keng Symptomer haten?

- bei der Zuel vun de gemaachte PCR-Tester, onofhängeg vum Resultat, net och gesot, wéi vill vun dësen Tester mat Symptomer gemaach gi sinn a wéi vill ouni Symptomer?

2. Bei den Zuele vun de PCR-Tester gëtt et d'Kategorie „sur/sans ordonnance". Dës Ënnerdeelung vun den Zuelen ass relativ schwammeg a kann zu feelerhaften oder falsche Schlëss féieren. Dës Kategorie kann een dann och net notzen als Unhaltspunkt, fir ze wëssen, wéi vill vun de gemaachte PCR-Tester oder positive Resultater mat Symptomer verbonne waren. Net jiddereen, deen e PCR-Test op Ordonnance mécht, huet och Symptomer oder ass krank. Doktere verschreiwen de PCR-Test z. B. och viru bestëmmten Ënnersichungen, Agrëffer, an Openthalter am Spidol. A wann een de PCR-Test ausserhalb vum LST an ouni Ordonnance mécht, heescht dat och net, datt déi Leit musse Symptomer hunn oder sech krank fillen. Hei ginn et och vill aner Grënn, wéi z. B. een néidege valabelen negativen Test, fir un engem gesellschaftlechen Evenement deelzehuelen, fir eng Vakanz oder och fir d'Aarbecht oder eng bestëmmten Institutioun.

- Wat genau ass den Zweck vun dëser Kategorie, respektiv dëser Ënnerdeelung? Wat soll hei verdäitlecht ginn?

- Firwat gëtt dës Kategorie net méi differenzéiert opgeschlësselt, esou datt d'gesondheetlech Konditioun, ënnert där getest gouf, an den Zweck vum Test och berécksiichtegt ginn?

3. Ass d'Madamm Gesondheetsminister gewëllt, dofir ze suergen, datt an deem Sënn méi Transparenz an déi hei genannten Zuelen a Kategorië respektiv Ënnerdeelunge bruecht gëtt? Wann nee, firwat net? Wa jo, ass d'Madamm Minister bereet, dëst direkt ëmzesetzen?

4. Kann d'Madamm Gesondheetsminister erklären, wéi déi ëmmer aktualiséiert Zuel beim „suivi de la pandémie" vun den aktiven Infektiounen („nombre d'infections actives") berechent gëtt? Wéini gëllt een als Persoun mat enger „aktiver Infektioun" a wat sinn d'Viraussetzungen an d'Krittären, déi fir dëse Status berécksiichtegt ginn?

5. Kann d'Madamm Gesondheetsminister erklären, wéi déi ëmmer aktualiséiert Zuel beim „suivi de la pandémie" vun de geheelte Persounen („nombre de personnes guéries") berechent gëtt? Wéini gëllt eng Persoun als „geheelt" a wat sinn d'Viraussetzungen an d'Krittären, déi fir dëse Status berécksiichtegt ginn?

Réponse (16.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Unzuel vun den duerchgefouerte PCR-Tester souwéi d'Resultater vun de positive PCR-Tester, déi vun de Laboratoiren un d'Gesondheetsdirektioun iwwermëttelt ginn, beinhalte keng weider Informatiounen doriwwer, ob déi Leit, déi sech teste gelooss hunn, respektiv déi, déi e positiivt Resultat kritt hunn, Symptomer haten oder net. Deemno ass et net méiglech, dës Zousazinformatioun an de Rapporten unzeginn.

ad 2. D'Unzuel u Persounen, déi sech ouni Ordonnance teste loossen, huet rezent staark zougeholl.

D'Hausse un Tester, déi ouni Ordonnance duerchgefouert gi sinn, ass engersäits op d'Aféierung vum CovidCheck-Regimm zeréckzeféieren, souwéi op eng allgemeng Hausse un Auslandsreesen an domat verbonnenen Areeskonditiounen (z. B. d'Virweise vun engem PCR-Test). Anerersäits sinn Tester ouni Ordonnance och méiglech op Basis vun engem Voucher, dee vun der Gesondheetsdirektioun ausgestallt gëtt fir follgend Leit:

- Kanner tëschent sechs an eelef Joer,

- Leit, déi noweise kënnen, datt bei hinnen eng medezinnesch Contre-Indicatioun virläit, fir sech impfen ze loossen,

- Leit, déi virum 10. November hir éischt Impfdosis kruten,

- Geimpfte Studenten, déi zousätzlech zu hirem Impfcertificat nach e PCR-Test virweise mussen.

Et mécht aktuell net méi vill Sënn, eng Differenciatioun tëschent PCR-Tester, déi mat Ordonnance an ouni Ordonnance duerchgefouert gi sinn, ze maachen, soudatt dës Persounen neierdéngs zesumme mat de Leit, déi sech op Ordonnance teste loossen, am alldeeglechen an am wéchentleche Rapport ogeschlësselt ginn.

ad 3. cf. Äntwert op d'Fro 1.

ad 4. D'Definitioun vun enger aktiver Infektioun figuréiert am wéchentleche Rapport an ass, säitdeem déi éischt wéchentlech Rapporte publizéiert goufen, och nach net geännert ginn, fir eng Kohärenz an de Statistike bäizehalen.

« Une infection active est une personne présentant un test PCR positif au Covid-19 et qui est encore en période d'isolement à domicile ou hospitalisée.

- Pour une personne isolée à domicile, cette période d'isolement est prescrite par le Directeur de la santé pour une durée de 14 jours après le diagnostic positif du test PCR.

- Pour une personne hospitalisée, cette période d'isolement s'achève 14 jours après le retour du patient à domicile.

Le système actuel de monitoring ne permet pas de considérer des critères cliniques (examens cliniques : présences ou absences de symptômes) et/ou biologiques (deux tests négatifs à 24 heures d'intervalle). »

An der Definitioun gëtt sech effektiv nach ëmmer op eng Isolementsdauer vu 14 Deeg baséiert, well dëst enger epidemiologescher Definitioun entsprécht, déi allgemeng akzeptéiert gëtt. D'Isolementsdauer vun zéng Deeg baséiert op enger klinescher Definitioun. Fir datt d'Donnéeën historesch verglach kënne ginn a keng Inkohärenzen opgrond vun der Dauer vum Isolement entstinn, ass festgehale ginn, déi epidemiologesch Definitioun net ze änneren.

ad 5. De Service Monitoring vun der Gesondheetsdirektioun huet follgend Definitioun fir déi geheelte Persounen zeréckbehalen:

« Une personne guérie est une personne qui, après avoir présenté un test PCR positif au Covid-19, n'est plus en période d'isolement à domicile ni hospitalisée ni décédée.

Les personnes hospitalisées sont considérées comme guéries 14 jours après leur retour à domicile.

Les personnes non hospitalisées sont considérées comme guéries après 14 jours d'isolement à domicile. »

D'Zuelen, déi am wéchentleche Rapport publizéiert sinn, reflektéieren den Total u geheelte Persoune säit dem Ufank vun der Pandemie. Och hei ass d'Dauer vu 14 Deeg, fir als geheelt ze gëllen, op déi uewe genannte Grënn zeréckzeféieren.

Question 5228 (15.11.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **situation actuelle dans les hôpitaux :**

D'Situatioun vun de Spideeler gëtt aktuell nees staark thematiséiert. Well rezent Entwécklungen eng Hausse vun den Infektiounszuelen an Hospitalisatioune weisen, gëtt eng méiglech Iwwerlaaschtung vun de Spideeler gefaart. Elo scho gëtt driwwer geschwat, ob d'Spideeler den Normalbetrib deemnächst méiglecherweis nees reduzéieren, respektiv astellen.

D'Zuele vun den Hospitalisatioune ginn der Aktualitéit ëmmer ugepasst an ënner anerem am „rapport journalier" opgelëscht a matgedeelt. Wann een sech d'Opdeelung respektiv d'Kategorië vun den Hospitalisatiounen ukuckt, si verschidde Situatiounen net kloer verständlech. Doduerch, datt verschidden Detailer net kloer erauskommen, kéint et zu Mëssverständnesser kommen.
Hospitalisations de patients Covid confirmés en soins normaux (SN)
Hospitalisations de patients Covid suspects en soins normaux (SN)
Hospitalisations de patients Covid en isolement en soins normaux (SN)*
Hospitalisations de patients Covid confirmés en soins intensifs (SI)
Hospitalisations de patients Covid suspects en soins intensifs (SI)
Hospitalisations de patients Covid en isolement en soins intensifs (SI)*
* Les patients Covid-19 en isolement sont des patients dont le motif d'hospitalisation n'est pas Covid-19, mais qui ont une PCR Sars-CoV-2 positive et bénéficient de mesures d'isolement.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ginn déi Zuele vun den Hospitalisatiounen erhuewen? Wéini gëllt eng Persoun am Kader vu Covid-19 als hospitaliséiert a wat sinn d'Viraussetzungen an d'Krittären, déi fir dëse Status berécksiichtegt ginn?

2. Gëtt et eng Richtlinn oder bestëmmte Krittären dofir, déi bestëmmen, wéini eng Persoun wéinst Covid-19 muss
- isoléiert ginn?
- Intensivfleeg kréien?

3. Gëtt eng Persoun, déi aus engem anere Grond ewéi Covid-19 am Spidol läit, respektiv hospitaliséiert gouf, och an dës Statistike mat opgeholl,
- wa si positiv getest gëtt a Symptomer weist?
- wa si positiv getest gëtt a keng Symptomer weist?

Ass et also méiglech, datt bei den Zuele vun den Hospitalisatiounen och Leit matgezielt ginn, déi keng Symptomer weisen?

Firwat gëtt just bei den Isolementer preziséiert, datt de Grond fir hir Hospitaliséierung net „Covid-19" ass, si awer e positive PCR-Test hunn (*)?

(*« Les patients Covid-19 en isolement sont des patients dont le motif d'hospitalisation n'est pas Covid-19, mais qui ont une PCR Sars-CoV-2 positive et bénéficient de mesures d'isolement. »)

5. Ass d'Madamm Gesondheetsminister gewëllt, dofir ze suergen, datt an deem Sënn méi Transparenz an déi hei genannten Zuelen a Kategorië bruecht gëtt, esou datt ëmmer och vermëttelt gëtt, wéi vill Hospitalisatioune jeeweils Covid-19 als Grond haten oder hunn? Wann nee, firwat net? Wa jo, ass d'Madamm Minister bereet, dëst direkt ëmzesetzen?

Réponse (16.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Spideeler iwwermëttelen all Dag dem Service Monitoring vun der Gesondheetsdirektioun d'Unzuel vun Hospitalisatiounen an de Soins normaux souwéi an de Soins intensifs, déi si hunn.

Eng Persoun gëllt als hospitaliséiert opgrond vu Covid-19 („hospitalisation de patient Covid confirmé"), wann hir Hospitalisatioun op Basis vun enger medezinnescher Diagnos an engem Tableau clinique évocateur op Covid-19 zeréckzeféieren ass.

ad 2. All Persoun, déi e positive PCR-Test huet, muss an Isolement goen, egal ob dës Persoun sech grad doheem, an engem Altersheem oder an engem Spidol befënnt.

Wat d'Hospitalisatiounsdonnéeën, déi de Service Monitoring vun de Spideeler zougestallt kritt, ubelaangt, gëtt iwwerdeems ënnerscheet tëschent:

- Patienten, déi e positive PCR-Test hunn an opgrond vun hirer Covidinfektioun hospitaliséiert musse ginn („Hospitalisations de patients Covid confirmés");

- Patienten, déi net wéinst Covid-19 hospitaliséiert sinn an déi awer e positiven PCR-Test opweisen an déi deemno an Isolement musse gesat ginn („Hospitalisations de patients Covid en isolement").

D'Patiente kommen an d'Soins intensifs, wann den Dokter jugéiert, datt sech hire Gesondheetszoustand sou verschlechtert huet, datt si net méi an de Soins normaux weider versuergt kënne ginn.

ad 3. D'Donnéeë vum Service Monitoring vun der Gesondheetsdirektioun baséiere sech op déi Donnéeën, déi Spideeler all Dag erareechen.

Eng Persoun, déi aus engem anere Grond wéi Covid-19 hospitaliséiert muss ginn, fléisst an d'Rapporte vum Gesondheetsministère mat an, wa si e positive PCR-Test huet, egal ob si Symptomer opweist oder net. Dës Persoun gëtt dann an der Kategorie „Hospitalisations de patients Covid en isolement" rezenséiert.

ad 4. cf. Äntwert op d'Fro 2.

ad 5. D'Unzuel vu Patienten, déi opgrond vu Covid-19 hospitaliséiert sinn an d'Unzuel vu Patienten, déi wéinst engem anere Grond hospitaliséiert sinn an awer an Isolement si well si e positive PCR-Test hunn, ginn an déi wéchentlech an alldeeglech Rapporten op Covid19.lu publizéiert.

Question 5229 (15.11.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **résidence au Land de la Sarre :**

Selon le Ministre des Finances du Land de la Sarre, notre région voisine perdrait 5.000 habitants par année. Selon le même Ministre, cette évolution devrait inciter le Land à encourager les Luxembourgeois à choisir leur résidence en Sarre, ceci d'autant plus que le marché immobilier luxembourgeois serait en surchauffe.

Le Ministre des Finances entend promouvoir le concept de « résider en Sarre et travailler au Grand-Duché » à l'adresse de futurs sarro-luxembourgeois.

1) J'aimerais savoir des membres du Gouvernement si une concertation entre le Luxembourg et nos voisins a eu lieu dans ce sens.

2) Combien de résidents luxembourgeois ont changé de résidence dans les régions frontalières de nos trois pays voisins ?

3) Quelle est l'attitude du Gouvernement face à cette nouvelle stratégie de la Sarre ?

4) Comment a évolué le projet portant création d'un observatoire du logement pour la Grande Région ?

Réponse commune (16.12.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Non.

ad 2) Selon les données communiquées par l'IGSS, le nombre total de résidents luxembourgeois (de nationalité luxembourgeoise, n. b.) ayant changé de résidence entre décembre 2019 et décembre 2020 pour s'établir dans les régions frontalières de nos trois pays voisins s'établit à 2.308 personnes (1.416 en Allemagne ; 490 en France et 402 en Belgique).

Ces données communiquées de l'IGSS concernent les résidents luxembourgeois non décédés ayant habité dans les trois pays voisins en décembre 2020 et ayant eu une résidence au Luxembourg au moins une fois pendant la période allant de décembre 2019 à novembre 2020.

ad 3) Le Gouvernement ne saurait se positionner en l'absence d'une stratégie officielle de la Sarre aux modalités bien définies et en l'absence de contacts bilatéraux recherchés à ce sujet par les autorités sarroises.

ad 4) L'étude de faisabilité en vue d'un Observatoire transfrontalier du logement dans la Grande Région a été présentée à la Commission du Logement de la Chambre des Députés luxembourgeois le 14 mai 2020. L'étude a également été transmise au Conseil parlementaire interrégional. Depuis le Gouvernement est en attente d'un retour suite aux discussions menées au sein du Conseil parlementaire interrégional relatives aux trois scénarios proposés.

Question 5232 (15.11.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **Service de la protection de la jeunesse :**

De Moment si landeswäit 32 Beamten an der Police fir de Jugendschutz zoustänneg. De Service vum Jugendschutz ass follgendermoossen opgestallt: Regioun Norden (Dikrech): 2 Beamten; Regioun Osten (Gréiwemaacher): 3 Beamten; Regioun Süden (Esch): 5 Beamten; Regioun Zentrum (Stad): 7 Beamten.

Dës 17 Beamten decken de Volet „Mësshandlung vu Kanner", „Placementer vu Kanner" an de ganze Spektrum vun der „Délinquance juvénile" of (also all Strofdoten, déi vu Mannerjärege begaange ginn). Des Weideren enregistréieren dës Beamten all Vergewaltegung vun erwuessene Leit (ausser de Viol a puncto Prostitutioun).

Am meeschte gëtt dëse Service vum Jugendgeriicht befaasst, dat opgrond vu Signalementer, déi vu Schoulen, Crèchen a Maison-relaise gemaach goufen.

Déi zoustänneg Beamte garantéieren och wéchentlech eng national Permanence, déi vun zwee Beamten assuréiert gëtt, dëst iwwert dat ganzt Joer verdeelt.

Ausserdeem gëtt et eng spezifesch Sektioun vum Jugendschutz (ëm déi 15 Leit) an der Stad, déi sech just ëm Sexualstrofdote këmmert, déi vu Mannerjärege begaange goufen oder déi Mannerjäreger um eegene Leif erlidden hunn. Dat geet vun „attentat à la pudeur" bis hin zu „Cyber-Grooming", also dem Verschécke vu Plakegfotoen duerch Erpressung. Och d'Internet-Pedo-Pornographie fält an hire Beräich. Ee vun dëse Beamte garantéiert och wéchentlech eng national Permanence, déi iwwert dat ganzt Joer leeft.

Lëtzebuerg ass keng Insel an d'Zuel vun de Mëssbrauch-Dossiere souwéi d'Affären am Beräich vun der Maltraitance vu Kanner hunn éischter d'Tendenz zouzehuelen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an der Madamm Justizministesch follgend Froe stellen:

- Wéi huet sech d'Zuel vun de Beamten, déi de Moment am Departement vun der „Police judiciaire section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel" schaffen, zanter 2015 entwéckelt?

- Wéi vill Dossiere gi pro Joer vun dësem Service behandelt a wéi vill sinn der aktuell nach net ofgeschloss bzw. net ugefaangen?

- Huet den Här Policeminister wëlles, fir d'Personal an dësem spezifesche Beräich opzestocken? Wa jo, wat géif dat konkreet bedeiten, vu datt deen een oder anere Büro iwwerlaascht schéngt ze sinn?

- Wéi kann een d'Zesummenaarbecht mat der Justiz vereinfachen?

Réponse commune (14.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Am Virfeld sief bemierkt, dass bei all Kommissariat Plainte gemaach ka ginn.

De Moment si landeswäit 39 Beamten, dovunner 32 aus der Policekarriär a 7 Zivillmataarbechter (5 dovu si schonn als Agent de police judiciaire (APJ) vereedegt), an der Sektioun Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel affektéiert. 3 ausgeschriwwe Posten an dësem Domaine wäerten deemnächst mat weidere Poliziste besat ginn.

2015 waren et, am Verglach, just 28 Polizisten. Zënter der Reorganisatioun vun August 2018, mam Zesummeleeë vun de SREC-Sektiounen (Section de recherche et d'enquête criminelle) an dem Service police judiciaire am Beräich Jugendschutz souwéi Jugenddelinquenz, waren et genee 29 Polizisten an zwee Zivillmemberen.

ad 2. Wat d'Zuel vun den Dossiere fir 2021 vun dësem Service ugeet, gëtt et 551 nei Affären am Domaine „Délinquance juvénile, maltraitance et placements mineurs"; dovunner sinn der 109 nach net ofgeschloss.

Fir den Domaine „Abus sexuel u Mannerjäregen" si bis elo 304 nei Affären erakomm. 454 Affären aus de leschte Jore sinn nach net ofgeschloss.

Ouni kënnen op genaut Zuelematerial vu virun der Reorganisatioun zeréckzegräifen, kann ee grob soen, dass d'Affären a béide Beräicher an d'Luucht gaange sinn.

ad 3. Am Kader vum „Plan de recrutement extraordinaire", dee vum Minister fir bannenzeg Sécherheet initiéiert gouf, soll och de Service de police judiciaire an de kommende Jore verstäerkt ginn.

ad 4. D'Zesummenaarbecht mat der Justiz am Beräich Jugendschutz klappt ganz gutt. Ee formelle wéi och een informellen Austausch tëschent den Enquêteuren an den Autorités judiciaires vun Dikrech a vun der Stad fënnt reegelméisseg respektiv op enger ad hoc Basis statt.

Question 5233 (15.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **délai d'attente pour un rendez-vous auprès d'un chirurgien orthopédique :**

Aus enger Etüd vun 2020 vum Robert Koch-Institut geet ervir, dass 15,5 % vun de Befroten ënnert chroneschem Réckwéi leiden. Och zu Lëtzebuerg si vill Persoune vu Réckeproblemer betraff a mussen dofir e Spezialist opsichen. Aktuell soll et hei awer zu laange Waardezäite kommen. Esou soll et z. B. zu Fäll komm sinn, wou Patienten och no enger IRM-Analys, déi kloer e gesondheetleche Problem bestätege konnt, dee souguer e chirurgeschen Agréff kéint néideg maachen, nach iwwer siwe Méint hu musse waarden, fir e Rendez-vous bei engem entspriechende Spezialist ze kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi laang musse Patienten aktuell an der Moyenne waarden, bis si e Rendez-vous bei engem Orthoped/Réckespezialist kréie kënnen?

2. Wéi eng Waardezäit wär der Regierung hirer Aschätzung no hei medezinnesch vertrietbar?

3. Wat gëtt gemaach, fir d'Waardezäite bei orthopedeschen Ënnersichungen ze verkierzen?

Réponse (17.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Gesondheetsministère huet keng Relevéen, déi iwwert d'Waardezäite fir e Rendez-vous bei engem Spezialist ze kréien, renseignéieren.

D'Delaien hänke prinzipiell vun der Pathologie vum eenzele Patient of an d'Rendez-vouse ginn deementspriechend programméiert.

ad 2. Et ass net méiglech, eng generell Äntwert op dës Fro ze ginn. Verschidden Interventioune kënnen net waarden a mussen direkt ausgefouert ginn, anerer kënnen zu engem spéideren Zäitpunkt ausgefouert ginn, andeems an enger éischter Phas d'Symptomer behandelt ginn. Heiansdo sinn och verschidde Waardezäiten néideg, (minimal Waardezäit fir eng informéiert Zoustëmmung an der ästheetescher Chirurgie, noutwendeg Waardezäit bedéngt duerch d'Spezifizitéit vu Behandlungen, z. B wann een tëschent zwou Interventiounen e gewëssen Delai ofwaarde muss asw.). Eng kloer an transparent Patienteninformatioun ass an alle Fäll ëmmer wichteg.

ad 3. Wéi an der Äntwert op d'Fro 2 erkläert, ass et net méiglech, generell op dës Fro ze äntweren. En fonction vun den Ënnersichunge kënne verschidden Delaie matspillen.

Question 5234 (16.11.2021) de **Mme Cécile Hemmen** et **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **retard de paiement de la subvention loyer :**

Selon une étude récente de la Confédération européenne des syndicats (CES), le taux d'effort des salariés résidant au Luxembourg percevant le salaire minimum a dépassé le taux de 50 % pour l'année 2019. Afin d'aider les gens moins aisés à pouvoir financer un logement, l'État peut apporter de l'aide par la subvention loyer. En tout cas, il est important d'éviter des retards de paiement, étant donné que les demandeurs en ont besoin pour s'acquitter de leur loyer.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer de l'évolution de la demande de la subvention loyer ces derniers mois ?

- Dans quel délai la subvention loyer est-elle transférée aux demandeurs ?

- Il nous revient que des retards concernant le paiement de la subvention loyer s'accumulent et

dépassent même plus de neuf mois. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'existence de tels retards ? Dans l'affirmative, de quelle manière Monsieur le Ministre pense-t-il y remédier ?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de retards, voire de suspensions de paiements de la subvention loyer dues à des problèmes de révision des dossiers ? Le cas échéant, ne devrait-on pas augmenter l'effectif du personnel traitant les demandes de subvention ? Est-ce que Monsieur le Ministre peut garantir que toutes les subventions demandées et accordées au cours de l'année 2021 seront encore payées cette année ?

Réponse (16.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

En ce qui concerne la première question des honorables Députés, portant sur l'évolution de la demande de subvention de loyer, veuillez trouver ci-dessous le nombre de dossiers introduits au Service des aides au logement (SAL) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le temps de traitement des dossiers individuels est en fonction non seulement du traitement du côté du SAL, mais aussi de la réactivité des demandeurs/bénéficiaires de l'aide. Il est, partant, difficile de donner une indication précise à cet égard.

Quant à l'effectif du personnel en charge des dossiers de subvention de loyer, il convient de noter que le groupe de gestionnaires se composait en 2020 de quatre personnes dont deux ont quitté le SAL au début de l'année 2021. Ces deux gestionnaires ont été remplacés dans les meilleurs délais et quatre agents supplémentaires ont été engagés entre avril et novembre 2021 pour augmenter l'effectif du groupe concerné de quatre à huit personnes.

Alors que la division des aides à la location se compose désormais d'un total de huit agents, il importe de noter que les « nouveaux-arrivants » ne dispos(ai)ent pas encore des connaissances suffisantes en la matière pour être en mesure de gérer de manière autonome les dossiers de subvention de loyer. Les gestionnaires expérimentés du groupe ont ainsi la charge supplémentaire de former les nouveaux agents.

Depuis le mois d'octobre des agents d'autres divisions du SAL ont été appelés à aider la division des aides à la location pour le traitement des dossiers.

Sur base des données de liquidation de la subvention de loyer, l'on peut constater que ce mode opératoire a déjà porté ses fruits, affichant notamment une augmentation considérable du nombre de paiements individuels ainsi que du nombre de dossiers en activité de paiement depuis le mois d'octobre :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Considérant que l'avant-projet de loi relatif à la réforme des aides individuelles au logement adopté par le Conseil de Gouvernement lors de la séance du 15 décembre 2021 prévoit un élargissement du cercle des bénéficiaires potentiels de la subvention de loyer, un renforcement de l'équipe des aides individuelles à la location sera dès lors inévitable.

Question 5235 (16.11.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **situation actuelle dans les écoles dans le cadre de la Covid-19 :**

D'Covid-19-Infektiounszuele sinn an deene leschte Woche weltwäit drastesch an d'Luucht gaangen, dëst och zu Lëtzebuerg. An deem Fall kann een dovun ausgoen, datt eis Schoulen och dovu betraff sinn. Zanter der Schoulrentrée ginn et keng offiziell Statistike méi, wat d'Infektiounslag an de Schoulen ugeet.

An deem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung eng Analys gemaach betreffend der Infektiounslag zënter dem Schoulufank?

- Wa jo, wat ass d'Resultat vun dëser Analys? Kann d'Regierung eis dës Statistike vun de leschte Wochen zoukomme loossen?

- Wéi interpretéiert d'Regierung dës Statistiken? Wéi eng Konsequenzen zitt se doraus?

Réponse commune (25.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale,* de l'*Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Ophuele vum Schoulbetrib am September huet net zu enger immediater Erhéijung vun de Fallzuele gefouert. Et ass richteg, datt d'Zuele vun de Covid-19-Fäll (Schüler an Enseignanten zesummegekuckt) an deene leschte Wochen an d'Luucht gaange sinn (Grafik 1), genausou wéi dat och an der genereller Bevëlkerung de Fall ass.

Doriwwer eraus waren déi klammend Zuelen ënnert de Kanner am Grondschoulalter ze erwaarden; si entspriechen engem internationalen Trend, deen am Moment ka beobacht ginn. Well d'Kanner ënner zwielef Joer nach net geimpft sinn, breet sech de Virus an dëse Populatioune besonnesch séier aus.

Tëscht dem 15. September an dem 21. November 2021 sinn am Ganzen 2.234 Fäll am Enseignement fondamental (EF) an 1.204 Fäll am Enseignement secondaire (ES) constatéiert ginn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Wann een d'Inzidenz vun neie Fäll par rapport zu der Populatioun an de Schoulen tëschent de Joren 2020 an 2021 vergläicht, kann ee feststellen, datt d'Inzidenz am Enseignement fondamental zum aktuellen Zäitpunkt op engem méi héijen Niveau ass wéi d'lescht Joer zur selwechter Zäit, wärend se am Enseignement secondaire däitlech méi déif ass. Den Ënnerscheed ass doduerch ze erklären, datt ronn 70 % vun de Schüler am Secondaire geimpft sinn, wouduerch d'Transmissioun speziell do gebremst gëtt. Dës Tatsaach weist nach eng Kéier op eng ganz kloer Manéier op d'Wichtegkeet vun der Impfung hin.

Ee groussen Ënnerscheed par rapport zum leschte Joer maachen d'Autotester aus, déi warscheinlech dozou féieren, datt positiv Fäll bei Kanner méi fréi an och a méi grousser Zuel detektéiert ginn. An der Woch 45 z. B. goufen 118 Fäll fir d'éischt duerch Autotester festgestallt, wat ronn 40 % vun all de Fäll an där Woch ausmécht. Dat weist drop hin, datt d'Autotester ee wichtegt Element sinn, fir d'Verbreedung vum Covid-19 an de Schoulen ze verhëneren.

De Comité de pilotage interministériel mat Vertrieder aus dem Educatiounsministère an dem Gesondheetsministère kënnt zanter dem Ufank vum Schouljoer zweemol pro Woch zesummen, fir déi aktuell Lag ze evaluéieren, konkreet Problemer um Terrain ze diskutéieren a Léisungsvirschléi auszeschaffen, respektiv Recommandatioune fir Mesuren ze maachen, wann an enger Schoul vill Fäll a verschiddene Klassen optrieden. Dës Mesuren (spezifesch d'Zenarioe 4) ginn dann och all Woch publizéiert. Bis elo waren dëst Trimester just Grondschoule vun esou Mesurë betraff.

Och wann d'Zuel vun de Covidfäll bei de Grondschoulkanner geklommen ass, stelle mir keen esou een Trend bei den Hospitalisatioune fest. Hospitaliséierunge vu Kanner a Jugendleche wéinst Covid-19 sinn extreem rar an zanter dem Ufank vun der Pandemie ass hei am Land och nach kee Kand oder Jugendlechen duerch Covid-19 gestuerwen.

An den Alterskategorien iwwer 50 Joer sinn d'Impftauxen am Moment nach net héich genuch, esou datt de Risiko vun enger Iwwerlaaschtung vun dem Spidolswiesen an deene kommende Wochen net ausgeschloss ka ginn. Wann d'Regierung an dësem Zesummenhang zousätzlech Mesuren zur Andämmung vun der Pandemie beschléisst, wäert d'Educatioun och hir Verantwortung iwwerhuelen. Aktuell lafen d'Gespréicher tëschent deenen zwee Ministèren, déi dem Regierungsrot entspriechend Recommandatiounen zoukomme wäerte loossen.

Question 5237 (16.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'évolution de l'**agriculture biologique :**

Déi aktuell Regierung huet sech am Koalitiounsaccord zum Zil gesat, dass bis 2025 op d'mannst op 20 % vun den Ubauflächen hei am Land soll op eng biologesch Landwirtschaft gesat ginn. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3752 vun 2018 vun déi gréng huet den deemolege Landwirtschaftsminister een Tableau presentéiert, op deem den Undeel vun der Bioproduktioun par rapport zur Gesamtproduktioun hei am Land indiquéiert ass. Aus dësen Zuele goung ervir, dass d'Biolandwirtschaft a verschiddene Secteuren immens ënnerentwéckelt war, zum Beispill bei Fleeschproduiten, Feldfriichten oder Drauwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Kann de Minister d'Entwécklung vun den Zuelen aus der Fro N° 3752 fir d'Joren 2017, 2018, 2019 an 2020 an engem Tableau duerleeën?

2. Wéi vill Betriber hunn zënter 2018 op Biolandwirtschaft ëmgestallt?
- Wéi vill dovunner am Beräich vun der Véizuucht?
- Wéi vill dovunner am Beräich vum Fruucht- a Geméisbau?
- Wéi vill dovunner am Beräich vum Wäibau?

3. Wéi vill Fläche ginn aktuell no de Krittäre vun enger biologescher Landwirtschaft exploitéiert?

Réponse (16.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De follgenden Tableau weist fir den Zäitraum vun 2014-2020 den Undeel vun der nationaler Bioproduktioun fir landwirtschaftlech Produkter, déi vum Service d'économie rurale (SER) an dem Service de l'horticulture vun der Adminstration des services techniques de l'agriculture (ASTA) erfaasst gi sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Analys vum Tableau weist däitlech, datt d'Biolandwirtschaft an de wichtegste Produktiounsausrichtunge méi schwaach ass, dat bei der Méllech, dem Fleesch an de Kären oder och nach bei Dauerkulturen (Uebstbau, Wäibau), an datt d'Bioproduktioun bei den Eeër, dem Hunneg an dem Geméis méi en héijen Undeel huet.

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*
- 37(*)
Den Undeel u Véizuucht op den eenzele Betriber ass ganz variabel; fir verschiddener ass et d'Haaptproduktioun vum Betrib (Méllech oder Fleesch), bei anere sinn et just e puer Déieren, déi fir de Fleeschverkaf u Privatcliente gehale ginn.
- 13(*)
- 7

ad 3. Um 1. November 2021 sinn ongefeier 7.892 ha(*) no dëse Krittären zu Lëtzebuerg bewirtschaft ginn. Heirënner fale souwuel déi fäerdeg ëmgestallte Fläche wéi och déi, déi nach an der Ëmstellung sinn (zwee bis dräi Joer, jee no Kultur), an déi awer och schonn no deene selwechte Krittäre bewirtschaft ginn.

(*): Déi definitiv Zuele wäerten eréischt no der Auswäertung vun alle Kontrolldossieren Ufank 2022 virleien.

Question 5238 (17.11.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **codes QR CovidCheck falsifiés :**

D'lescht Woch war an der Press ze liesen, datt en net geimpfte Mataarbechter an enger leedender Positioun bei der Santé en anere Mataarbechter gefrot hätt, him e gefälschten negative PCR-Test ze zertifiéieren. Déi aner Persoun hätt dëst refuséiert an den Direkter vun der Santé heiriwwer informéiert. De Santésdirekter hätt déi concernéiert Persoun suspendéiert an de Parquet ageschalt. Eng Spriecherin vun der Santé hätt dës Informatioune confirméiert, ouni awer op déi konkreet Reprochen anzegoen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

Vu datt laut der Press dëse Fall just duerch Zoufall opgedeckt gouf, wéi eng Kontrollmechanisme gëtt et, resp. wéi eng Prozedure gëtt et, fir Abusen ze vermeiden?

Réponse (20.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Normalerweis ginn d'Certificats de vaccination vum Impfzenter oder dem Dokter, deen impft, ausgestallt, an d'Certificats de rétablissement gi vun de Laboratoires d'analyses médicales ausgestallt, wann e positive PCR-Test virläit. Negativ Testzertifikater bei Antigeen-Schnelltester kënnen och vu verschiddene Gesondheetsberuffler ausgestallt ginn. Bei engem positive Schnelltest ass dat net méiglech, well dat net konform mam Gesetz wär.

Am Contacttracing vun der Inspection sanitaire gëtt et och ee „service d'aide et de vérification (SAV)", dee sech och spezifesch ëm d'Ausstelle vu verschiddenen Dokumenter, wéi z. B. d'Certificats de vaccination oder d'Certificats de rétablissement këmmert. Dëst ass néideg, well verschidde Leit hiren initialen Zertifikat verléieren oder vertässelen an dann eng Kopie froen. Dës Zertifikater sinn zwar och fir all Bierger iwwert myguichet.lu disponibel, mee et gëtt Leit, déi net digitaliséiert sinn, respektiv Problemer mam System hunn. Zousätzlech kënne Lëtzebuerger oder Residenten, déi am Ausland geimpft goufen, ënnert verschiddene Bedéngungen, déi am Covidgesetz festgehale sinn, hiren ausländeschen Impfpass an een europäeschen ëmschreiwe loossen. Och dëst gëtt vum SAV gemaach. Theoreetesch ass et méiglech, am System e falschen Zertifikat ze produzéieren, dofir huet och nëmmen eng limitéiert Zuel vu Leit Zougréff op de System. Aktuell, a säit dem Virfall, op deen den honorabelen Deputéierten sech referéiert, sinn dat nach ausschliisslech Leit aus dem SAV. Zousätzlech mussen dës Leit sech nominativ an de System aloggen, an all Aktioun, déi e Zertifikat generéiert, ass domat traçabel a kann engem Mataarbechter zougeuerdent ginn.

No dem zitéierte Virfall sinn d'Prozeduren nach emol iwwerpréift a verschäerft ginn, an et ginn elo systematesch stéchproufaarteg Kontrolle gemaach, fir ze kucken, ob déi ausgestallten Zertifikater justifiéiert sinn.

Question 5239 (16.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **satellites météorologiques :**

An der Äntwert op meng Fro Nummer 4721 iwwert d'Roll vun eise Wiedersatellitte wärend den Iwwerschwemmunge vu Mëtt Juli schreift d'Regierung ënnert anerem dat hei:

„De Lëtzebuerger Staat ass Member bei EUMETSAT a bedreift iwwer dës Organisatioun zur Zäit déi heite Wiedersatellitten [...]. All Memberland huet Accès op dës Donnéeën, déi hëllefen, fir europawäit Wiederprevisiounen ze maachen. [...] D'Waasserverwaltung huet de 15. Juli 2021 de CGDIS ëm d'Aktivéierung vum Copernicus Emergency Management Service-Mapping gefrot, fir eventuell Satellittenopname vun den Iwwerschwemmungen zu Lëtzebuerg ze kréien. Den Zäitpunkt, zu deem d'Biller geschoss ginn, verbonne mam Stand vum Héichwaasser dee Moment, ass ausschlaggeebend fir de Wäert vun de Biller. Dat sinn allerdéngs ex-post-Evaluatiounen. An der rezenter Kris hunn dës Satellitten awer keng Roll gespillt."

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung nach gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung preziséieren, wéi wäit am Virfeld vun den Iwwerschwemmungen op d'Donnéeën, déi iwwert eis Satellitte gewonne ginn, zeréckgegraff gouf, fir méiglechst fréi a prezis Risikoanalyse kënnen ze erstellen an d'Bevëlkerung entspriechend virzewarnen?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng Satellitte säit dem 1. Januar 2018 a wéi engem Zesummenhang am Virfeld vu staarke Wiederonrouen zur Opklärung a Virwarnung agesat gi sinn? Wéi eng Resultater sinn duerch dës Asätz erméiglecht ginn? Ass no deenen eenzelen Asätz eng Evaluatioun virgeholl ginn, fir déi nei Erfarungen zukünfteg an déi allgemeng Prozedure mat afléissen ze loossen?

3. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi vill mir säit dem 1. Januar 2018 alljoers fir d'Participatioun un dëse Satellitte bezuelt hunn an u wéi eng ausländnesch Partnerstaaten - respektiv Institutiounen dës Sue gefloss sinn?

Réponse commune (23.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'Donnéeën, déi iwwert d'Satellitte vum Copernicus Emergency Management Service-Mapping (EMS) oder vum International Charter Space and Major Disasters gefrot ginn, sinn Opnamen, déi den Ausmooss vun den Iwwerschwemmunge solle festhalen. Dëst, fir d'Analys vum Evenement kënnen ze maachen. Et ass an deem Sënn am beschten, de Moment vum maximalen Ausmooss ze geroden, fir d'Auswäertung vum Evenement kënne beschtméiglech ze maachen. An anere Wierder, dës Donnéeë sinn net geduecht fir ze hëllefe virzewarnen, mee fir ze hëllefen ze dokumentéieren, auszewäerten an aner Donnéeën an Instrumenter vun der Héichwaasserpreventioun ze validéieren, sprécht Héichwaasserstatistiken, Héichwaasserkaarten.

De European Flood Awareness System (EFAS) leeft och iwwert de European Earth Observation Programm (Copernicus) an notzt Wiedersatellitten, fir aus ënnerschiddlechen numeeresche Wiederprevisiounsmodeller vu verschiddene Wiederdéngschter kritesch Iwwerschreidunge vun Héichwaasserniveaue virauszesoen. Wéi den EFAS beim Héichwaasser vum Juli 2021 genotzt ginn ass, ass an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4721 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup nozeliesen.

ad 2. Satellittendonnéeë spille bei der Previsioun vu Wiederphenomeener gréisstendeels eng indirekt Roll. D'Meteosatellittendonnéeë vun EUMETSAT an och vun anere Satellitte si virun allem wichteg, fir datt d'Wiederprevisiounsmodeller méi prezis Previsioune berechne kënnen, well d'Satellitte flächendeckend verschidden Observatiounsdonnéeë liwweren, déi an d'Modeller mat afléissen. Benotzt fir d'Wiederprevisioune ginn d'Donnéeë vun all den EUMETSAT Meteosatellitten (Meteosat, Metop, Sentinel an ason).

MeteoLux schafft virun allem mat de franséische Wiederprevisiounsmodeller a mam europäesche Modell vun ECMWF (European Center for Medium-Range Weather Forecasts - Europäeschen Zentrum fir mëttelfristeg Wiederprevisiounen). Méi zum Theema an zur Zesummenaarbecht tëschent ECMWF an EUMETSAT ass och um Internetsite vun ECMWF ze fannen (https://www.ecmwf.int/en/about/media-centre/news/2021/eumetsat-provide-new-satellite-observations-improve-weather).

D'Modeller sinn d'Basis fir all Wiederprevisiounen, inklusiv fir d'Previsioun vu geféierleche Wiederphenomeener. Jee preziser d'Wiedermodeller d'Wiedersituatioun virausgesinn, ëmsou méi fréi kann eng effektiv Virwarnung stattfannen.

Zousätzlech gi virun allem d'Satellittebiller vun de geostationäre Meteosatellitten (Meteosat) och am operationelle Betrib vu MeteoLux benotzt. D'Meteosat-Satellittebiller sinn, zesumme mat anere Produiten, déi MeteoLux zur Verfügung stinn, fir de sougenannten „Nowcasting" wichteg.

Dat ass eng kuerzfristeg Previsioun iwwert déi nächst puer Stonnen, déi bei extreeme Wiedersituatioune verstäerkt praktizéiert gëtt. Ausserdeem ginn d'Satellittebiller eng Informatioun iwwert d'allgemeng Wiedersituatioun an am Verglach mat de Previsiounsmodeller en Hiweis op d'Performance vun de Previsiounsmodeller, déi jee no Modell a Wiederlag ënnerschiddlech ka sinn.

All dës Komponenten droen dozou bäi, datt Virwarnunge méiglechst fréi an effektiv kënne publizéiert ginn, souwäit wéi d'Genauegkeet vun de Previsiounen et zouléisst.

ECMWF an och Météo-France maache reegelméisseg Evaluatioune vun der Performance vun hire Previsiounsmodeller an domat och vum positiven Afloss vu Satellittendonnéeën op d'Modellberechnungen. MeteoLux benotzt Satellittendonnéeë fir d'Previsioune scho vu wäit virun 2018 un, wat Warnsituatioune mat abezitt.

Resultater, déi bei extreemem Wieder nëmmen op den Asaz vu Satellittebiller zréckzeféiere sinn, si fir de Beräich Meteorologie schwéier ofzeschätzen oder ze definéieren, well, wéi uewen erkläert, d'Satellittebiller nëmmen en Deel vun de Moyene sinn, déi zum Asaz kommen, a Satellittebiller och scho jorelaang fir d'Previsioune routineméisseg mat benotzt ginn.

Nieft de genannte Méiglechkeeten zur Dokumentatioun an Auswäertung vun Héichwaasserevenementer ginn duerch d'Wiedersatellitte kontinuéierlech Informatioune fir déi numeeresch Wiederprevisiounsmodeller geliwwert, op deenen déi meteorologesch Previsiounen an d'Produiten erstallt ginn, déi all Dag an eisen Héichwaasserprevisioune genotzt ginn.

D'Informatiounen a Produiten, déi duerch EFAS bereetgestallt ginn, sinn an dësem Sënn nëmmen eng Ergänzung zu den aneren Instrumenter an der Héichwaasserprevisioun. Méi zum Notze vun den EFAS-Meldunge kann een an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4739 vun der honorabeler Deputéiert Myriam Cecchetti noliesen.

Opname vum Copernicus Emergency Management Service-Mapping (EMS) si bis ewell wärend den Iwwerschwemmunge vun 2011 gefrot ginn. 2021 huet de CGDIS d'Satellittenopname vum International Charter Space and Major Disasters aktivéiert. A béide Fäll sinn d'Resultater aus der Siicht vun der Waasserverwaltung net zefriddestellend gewiescht, dëst aus zwee Grënn. Éischtens ass d'Opléisung vun den Donnéeën ze graff fir eng detailléiert Analys, dat heescht et kann een net wierklech erkennen, bis wou genee d'Waasser stoung. Zweetens ass de Peak (Maximum u Waasserstand) a béide Fäll net registréiert gi vum Satellit. Dat heescht, och wann ee géif erkennen, bis wou genee d'Waasser stoung, dann ass et net onbedéngt och déi maximal Ausdeenung gewiescht an huet an deem Sënn wéineg Valeur ajoutée. Et hëlleft awer, fir en Iwwerbléck vun den Iwwerschwemmungen iwwert dat ganzt Land ze kréien.

ad 3. Contributioune vu Lëtzebuerg fir EUMETSAT:

- 2018 - 1.247.130 €
- 2019 - 1.171.929 €
- 2020 - 1.021.685 €
- 2021 - 1.049.167 €

EUMETSAT ass eng tëschestaatlech Organisatioun mat 23 Memberstaaten an 11 kooperéierende Staaten. D'Sue ginn direkt an integral un EUMETSAT bezuelt. Den Haaptsëtz vun der Organisatioun ass zu Darmstadt an Däitschland. D'Contributioune gi fir déi verschidde Satellitteprogrammer a fir d'Gestioun vun der Organisatioun benotzt. Lëtzebuerg bezilt dobäi aktuell fir déi obligatoresch Programmer en Undeel vun 0,2137 %.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Question 5240 (16.11.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**application mobile du service Adapto :**

Säit Enn August ass déi nei Adapto-App operationell. Eisen Informatiounen no ass den Ëmgang mat der neier App fir vill concernéiert Leit zimmlech komplizéiert oder si hu keen adequaten Handy, op dee si sech déi entspriechend App kënnen eroflueden. Dëse Leit bleift da just nach d'Méiglechkeet, an d'Adapto-Zentral unzeruffen. Mee do kënnt et eisen Informatiounen no wéinst Iwwerlaaschtung dacks zu Waardezäiten.

Parallell dozou sinn d'Adresse vu verschiddene Spideeler an deem Sënn e Problem, dass si fir d'Adapto-App net prezis genuch sinn. De Centre Hospitalier an d'Kannerklinik an der Stad hu beispillsweis déi selwecht Adress, hir respektiv Entréeë sinn awer net op der selwechter Plaz.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

1. Kann den Här Mobilitéitsminister confirméieren, dass eng Partie betraffe Leit Schwieregkeete mam Ëmgang mat der neier Adapto-App hunn? Wa jo, wéi eng Mesurë gedenkt den Här Minister ze huelen, fir de Leit d'Situatioun ze vereinfachen?

2. Huet den Här Mobilitéitsminister Kenntnis vun den deels laange Waardezäiten an der Adapto-Hotline? Wa jo, wéi eng Mesurë si geplangt, fir d'Waardezäiten an der Adapto-Hotline erofzedrécken?

3. Sinn dem Här Minister Fäll bekannt, wou den Adapto-Bus op der falscher Plaz gewaart huet a schonn nees fortgefuer war, éier de Client op der Hotline duerchkomm war, fir nozefroen, wou säi Bus bleift? Wann den Här Minister Kenntnis vun esou Fäll huet, wéi eng Moossname gedenkt hien ze ergräifen, fir den Adapto-Service ze verbesseren?

4. Huet den Här Minister Kenntnis vum Problem mat den Adresse vun den uewe beschriwwene Klinicken, wou eng Partie Dokteren hir Praxis hunn? Wa jo, wéi soll dëse Problem behuewe ginn?

5. Sinn dem Här Minister nach aner Destinatioune bekannt, wou d'Entrée vun der Institutioun sech net op der eigentlecher Adress befënnt an d'Notzung vum Adapto-Service doduerch zousätzlech verkomplizéiert gëtt? Wa jo, wéi eng Institutioune sinn dat?

Réponse (13.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Hei referéieren ech mech op d'Äntwert fir d'parlamentaresch Fro N° 5168.

ad 2. De Callcenter hëlt net just Reservatioune fir Adapto entgéint, mee gëtt multimodal Renseignementer, d. h. iwwer all Operateur vum ëffentlechen Transport, a gëtt Informatiounen zu mBoxen, fir e Vëlo ënnerzestellen, oder zu Tickete fir grenziwwerschreidend Buslinnen, oder hëlt och Reklamatiounen zu all deene Sujeten entgéint. Dat bedeit, dass vill verschidden Zorte vu Leit uruffen, woubäi Adaptonotzer haaptsächlech wëllen e Bus bestellen, eng Reklamatioun iwwermëttelen oder soss gären Informatiounen zum Adaptotransport kréien.

Dëst féiert zu de Spëtzestonne leider zu verlängerte Waardezäiten. Déi laang Waardezäite sinn op verschidde Krittären zeréckzeféieren:

- Vill Adaptonotzer ruffen zu de selwechten Auerzäiten un, z. B. reservéieren der vill gäre méindes hir Faarte fir de Rescht vun der Woch. Als Spëtzestonne vun dësen Uriff gëllen: méindes de ganzen Dag, dënschdes bis freides 09.00-12.00 Auer a 15.00-17.00 Auer.

- Ee Manktem u Mataarbechter, deen awer viraussiichtlech ab Januar 2022 mat neie Renforte wäert ausgeglach ginn: am Kader vum rezenten Accord Enn September tëschent der Regierung an der Luxair iwwer e „Prêt temporaire de main-d'œuvre" wäert de Callcenter op zousätzlech Mataarbechter kënnen zeréckgräifen.

- D'Aféierung vun der neier App fir den Adaptonotzer sollt eigentlech zu enger Entlaaschtung vum Callcenter féieren. Och wa scho vill Notzer iwwer d'App buchen, bleiwen nach vill Leit, déi léiwer uruffen oder net d'Méiglechkeet hunn, fir iwwert d'App ze buchen. Mat weider Sensibilisatioun kann do vläicht nach entlaascht ginn.

ad 3. Effektiv kënnt et heiansdo vir, dass e Chauffer an e Client sech net fannen. Hei gëtt et verschidden Ursaachen, z. B.:

- falsch Manipulatioun vum Agent oder dem Notzer an der App;
- eng feelerhaft Kommunikatioun tëschent Agent an Notzer;
- d'Adress war dem Logiciel net bekannt (de Routing baséiert op Google) etc.

Et ass virgesinn, dass de Chauffer zéng Minutte waart an duerno soll weiderfueren, fir dass d'Faarte vun den nächste Clienten net perturbéiert ginn. De Chauffer/Notzer huet allerdéngs d'Méiglechkeet, een deem aneren anonym iwwert d'App unzeruffen. An der App gesäit den Notzer och, ob e Bus Retard huet oder net; allgemeng ass d'App also eng Hëllef a soll, wa méiglech, och dofir benotzt ginn.

ad 4. Bei grousse Gebailechkeeten, wéi Klinicken, déi verschidden Entréeën hunn, ass et tatsächlech heiansdo schwiereg, déi richteg Entrée unzeginn.

- Duerfir gëtt et awer d'Méiglechkeet, fir dem Chauffer eng Notiz oder Kommentar ze hannerloossen: Dës Funktioun wäert och an den nächste Wochen iwwer d'App verfügbar sinn, fir datt den Notzer och selwer bei enger Buchung iwwert d'App ee Kommentar kann dobäisetzen.

- Bei der Buchung gëtt et ausserdeem d'Méiglechkeet, unhand vun enger „Spéngel" op der Landkaart de genaue Punkt erauszesichen. Esou gëtt de Chauffer op déi richteg Platz navigéiert.

ad 5. D'Schwieregkeet mat der exakter Destinatioun ass ënnert anerem och de Fall bei grousse Shoppingzenteren oder groussen ëffentleche Plazen. Bei dësen Adresse gëtt et awer, wéi am Punkt 4 beschriwwen, d'Méiglechkeet, e Kommentar fir de Chauffer bei der Buchung ze hannerloossen, oder déi genau Plaz unhand vun der Spéngel ze definéieren

Question 5241 (16.11.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **géothermie :**

D'Geothermie spillt eng wichteg Roll bei der Transitioun vu fossillen op erneierbar Energien an hëlleft domadder och, ons Klimaziler ze erreechen. Et ass also wichteg, och d'Notzung vun der Geothermie, fir onsen Energiebedarf ze decken, periodesch ze evaluéieren, fir eventuell Upassungen un der Klimapolitik, z. B. a Form vu Subventiounen, duerchzeféieren.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi eng Forme vu Geothermie (z. B. „Tiefengeothermie" oder „oberflächennahe Geothermie") gi fir den Energieverbrauch vu Gebaier zu Lëtzebuerg genotzt?

2. Wéi vill Subventioune goufen an deene leschte fënnef Joer am Beräich vun der Geothermie ausbezuelt? Kënnen d'Ministere wgl. tabellaresch oplëschten, wéi sech d'Unzuel vu Gebaier, déi op Geothermie zeréckgräifen, an deene leschte fënnef Joer entwéckelt huet?

3. Wéi vill Prozent vum Energieverbrauch vun engem Gebai ginn am Duerchschnëtt duerch d'Geothermie ofgedeckt?

4. Wéi oft goufen d'Subventioune fir e Gebai fir d'Geothermie ugefrot, bzw. accordéiert, wou och gläichzäiteg Subventioune fir eng Fotovoltaikanlag accordéiert goufen?

5. Wéi schätzen d'Ministeren d'Potenzial vun der Geothermie zu Lëtzebuerg an? Wéi vill Gebaier sollen 2030 bzw. 2050 Geothermie notzen? Wéi vill Prozent vum Energiebedarf vun de Gebaier soll 2030 bzw. 2050 vun der Geothermie ofgedeckt ginn?

Réponse commune (27.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. An der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Fro N° 4180 gëtt explizéiert, dass d'Lëtzebuerger Regierung tëscht dräi verschiddenen Déiften an der Geothermie ënnerscheet: i) „uewerflächenno", ii) „mëtteldéif" an iii) „déif" mat respektive Buerdéifte vun i) <400 m, ii) 400 bis 2.000 m an iii) >2.000 m.

Projeten, déi scho realiséiert sinn, notzen „uewerflächenno" Geothermie. Een Intensivéiere vun der Notzung vun dëser Form vu Geothermie ass een deklaréiert Zil aus dem nationale Klima- an Energieplang (PNEC).

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 4180 gëtt och ervirgestrach, dass et zu Lëtzebuerg, speziell am Süde vum Land, signifikant Potenzialer fir „mëtteldéif" Geothermie gëtt.

Am Kader vun der PRIMe House gi keng Statistike gefouert iwwert d'Déift vun de Buerungen.

ad 2. Bei de Subventioune muss ënnerscheet ginn tëscht de Subsiden, déi u privat Stéit, un Entreprisen an och nach aner ëffentlech Institutiounen (Gemengen a Gemengesyndikater) ausbezuelt ginn.

D'Subsiden, déi vum Ëmweltministère u Gemengen a Gemengesyndikater accordéiert goufen, an d'Unzuel u Gebaier deele sech follgendermoossen op (Stand 01/12/2021):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et sief ze preziséieren, datt bei der Entwécklung vun der Unzuel un de (Gemenge-) Gebaier, déi op Geothermie zeréckgräifen, nëmme schwéierlech eng Ausso méiglech ass, well net fir all Gebai, dat mat Geothermie versuergt gëtt, och eng Subventioun ugefrot ginn ass. Am Tableau hei driwwer ass also nëmmen d'Unzuel u Gebaier opgefouert, déi aus de Subventiounsdossieren, déi beim Ëmweltministère agereecht gi sinn, ervirgaangen ass.

De follgenden Tableau renseignéiert iwwer d'Unzuel vu Subventiounen ënner dem PRIMe House-Regimm:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Wa bei engem Gebai Geothermie genotzt gëtt, dat heescht, eng geothermesch Wärmepompel agesat gëtt, déi d'Energie aus dem Buedem notzt, da gi bis zu 100 % vum Wärmebedarf iwwer dës geothermesch Wärmepompel ofgedeckt.

Dobäi sief drop higewisen, dass eng Wärmepompel mat Stroum bedriwwe gëtt an ofhängeg vun der Leeschtungsfäegkeet vun der Wärmepompel, déi iwwer hire COP (Coefficient of Performance) gemooss gëtt, liwwert eng Wärmepompel mat engem COP vun zum Beispill 5 entspriechend 5 Unitéiten (z. B. kWh) Wäermt aus enger Unitéit Stroum (kWh). Déi Wäermt gëtt dem Ënnergrond entzunn an iwwer d'Wärmepompel op de gewënschten Temperaturniveau bruecht (Virlaftemperatur vum Heizkrees).

Wann eng geothermesch (oder generell all Typ vu) Wärmepompel mat enger Fotovoltaikanlag kombinéiert gëtt, kann een Deel vum Stroum, deen d'Wärmepompel verbraucht, direkt vun der PV-Anlag geliwwert ginn, a muss deemno net iwwer de Stroumreseau zoukaf ginn.

Wann eng geothermesch Wärmepompel mat enger Solarthermie-Anlag kombinéiert gëtt, da gëtt och een Deel vum Wärmebedarf (fir ze Heizen oder fir de Waarmwaasserbedarf) iwwer d'Solarthermie direkt ofgedeckt, wann d'Sonn schéngt (an deen Deel muss dann net vun der Wärmepompel geliwwert ginn).

Am Kader vun der PRIMe House soll d'Wärmepompel esou dimensionéiert sinn, datt keng aner Heizung noutwendeg ass.

ad 4. Bei de Subventioune fir e Gebai fir d'Geothermie fir Gemengen a Gemengesyndikater goufe bei aacht Dossieren och Subventioune fir eng Fotovoltaikanlag accordéiert.

56-mol goufen ënner dem PRIMe House-Regimm Subventioune fir e Gebai fir d'Geothermie accordéiert, wou och gläichzäiteg Subventioune fir eng Fotovoltaikanlag accordéiert goufen. An dat fir all Demanden, déi tëschent 2017 an haut erakomm an accordéiert goufen.

ad 5. De PNEC huet mat 180 GWhth/Joer eng éischt Aschätzung vum realisabele Potenzial vun der „uewerflächennoer" Geothermie proposéiert. Dëst bedeit, op der Basis vun aktuelle Schätzunge fir d'Demande u Wäermt pro Stot, dass een an der Zukunft bei enger maximaler Exploitatioun vun dem genannte realisabele Potenzial, 15.000 - 20.000 Stéit mat erneierbarer Wäermt kéint versuergen.

Nieft der „uewerflächennoer" Geothermie ass et wichteg ze notéieren, dass de PNEC aus dem Joer 2020 nach keng quantitativ Ausso iwwer dat technescht oder realisabelt Potenzial vun der „mëtteldéiwer" Geothermie zu Lëtzebuerg konnt treffen. Ewéi schonn am Punkt 1 ugedeit, an an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4180 duergestallt, lafen aktuell Studien, fir ë. a. dëst Potential ze quantifizéieren.

Question 5244 (16.11.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**évolution du secteur primaire :**

Il va sans dire que le poids du secteur primaire dans l'économie nationale va décroissant ces dernières décennies, et en termes de création de valeur ajoutée, et en termes d'emplois et de nombre d'entreprises.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Comment la valeur ajoutée réalisée par les différentes branches du secteur primaire a-t-elle évolué depuis 2000 ?

2) Comment les emplois de ces branches ont-ils évolué ?

3) Quels profils professionnels sont le plus demandés ?

4) Dans quelle mesure les entreprises concernées recourent-elles à des travailleurs saisonniers ?

Quelle est leur part dans l'emploi total des différentes branches du secteur primaire ?

5) Est-il possible de déterminer le salaire moyen généralement payé dans les branches du secteur primaire ?

6) Peut-on constater actuellement une pénurie au niveau des travailleurs disponibles pour ce secteur ? Dans l'affirmative, quelles sont les entreprises les plus touchées par un éventuel manque de main-d'œuvre ?

Réponse commune (16.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Le tableau représentant l'évolution de la valeur ajoutée brute aux prix de base par branche et à prix courants entre 1995-2020 pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche est disponible sur le site Internet statistiques.lu du Statec, sous le lien suivant :
https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13157&IF_Language=fra&MainTheme=5&FldrName=2&RFPath=21

ad 2) Les tableaux permettant de suivre l'emploi total et l'emploi salarié pour tous les secteurs, notamment les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche sont disponibles sous les liens suivants sur le site Internet statistiques.lu du Statec :

- Emploi total (comprend toutes les personnes - aussi bien les salariés que les travailleurs indépendants) :
https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13161&IF_Lnguage=fra&MainTheme=5&FldrName=2&RFPath=21

- Emploi salarié :
https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13162&IF_Language=fra&MainTheme=5&FldrName=2&RFPath=21

ad 3) Les profils professionnels les plus demandés sont ceux de travailleurs qualifiés dans les domaines suivants :

- Technique de traite au niveau des exploitations laitières spécialisées
- Machinisme/mécanique agricole au niveau des exploitations détenant beaucoup de surface agricole et notamment des grandes cultures
- Œnologie en viticulture.

Une forte demande de travailleurs non qualifiés existe au niveau des fermes équines (mise en place des aliments, nettoyage des box) et en viticulture en ce qui concerne le travail saisonnier de récolte.

ad 4) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Le tableau ci-dessus montre l'évolution des unités de travail qui comprennent à la fois la main-d'œuvre familiale (indépendants agricoles, exploitants-associés, aidants familiaux agricoles) et non familiale (salariés, travailleurs à base irrégulière). Le tableau montre également l'évolution du nombre de travailleurs saisonniers au sein de l'agriculture et de la viticulture et de leur part au sein des unités travail totales.

Le recours à des saisonniers est le plus important dans la viticulture pour les travaux de récolte. Une certaine demande en saisonniers existe également au niveau des grandes exploitations agricoles détenant un nombre élevé de surface agricole pour les travaux de récolte et d'ensilage.

Il faut néanmoins nuancer les chiffres ci-dessus (nombre de saisonniers) de la manière qu'ils peuvent contenir des aidants agricoles non saisonniers, travaillant sur une base irrégulière. De la même façon, un certain nombre d'ouvriers saisonniers peuvent être compris au sein des salariés réguliers ou permanents dans le cas où ces salariés sont occupés au-delà de la récolte. En effet, la limite entre travailleur saisonnier et non saisonnier est souvent difficile à déterminer. De cette manière les chiffres collectés sous forme d'enquête dans le cadre du recensement agricole sont soumis à un certain taux d'erreur.

ad 5) Le salaire moyen payé en 2020 dans les branches de l'agriculture (toutes orientations confondues) et de la viticulture s'élevait à 2.352 euros par mois. En viticulture, le salaire moyen payé en 2020 s'élevait à 2.405 euros par mois. Il faut préciser aussi que les ouvriers agricoles d'origine étrangère, provenant souvent de l'Europe de l'Est, bénéficient souvent du couvert et du logis de la part du chef d'exploitation. Ce salaire en nature fait partie des montants susmentionnés.
(Source : SER - Réseau national de comptabilité agricole, 2000)

ad 6) Il existe une grande pénurie en main-d'œuvre qualifiée au niveau des exploitations laitières, qui cherchent activement des techniciens de traite ayant une expérience dans les différentes techniques de traite dont le travail avec robot. Ce manque de travailleurs qualifiés est confirmé par le MBR Lëtzebuerg, association agricole qui travaille dans le domaine de l'entraide agricole (intermédiaire entre agriculteurs) et emploie elle-même des aidants agricoles pour prester des services aux agriculteurs et viticulteurs. Vu la forte demande en aidants agricoles, le Lycée technique agricole vient d'initier en septembre 2021 une nouvelle formation CCP - ouvrier agricole. Il s'agit d'une formation concomitante sur trois ans qui a lieu partiellement au LTA et partiellement sur une entreprise agricole formatrice.

Question 5245 (17.11.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **personnel de la radio luxembourgeoise de service public 100,7 :**

D'après mes informations, la radio luxembourgeoise de service public 100,7 fait face depuis quelques années à un renouvellement important de ses effectifs.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer un turnover élevé au niveau des effectifs de la radio 100,7 ?

- Combien de personnes ont été recrutées ces cinq dernières années (par année) ? Combien de personnes sont parties à la retraite ces cinq dernières années (par année) ? Combien de personnes ont décidé de quitter l'entreprise ces cinq dernières années (par année) ? De combien de personnes est-ce que la radio 100,7 a décidé de se séparer ces cinq dernières années (par année) ? Combien de temps est-ce que les effectifs de la radio restent en moyenne auprès de leur employeur ?

- Quelles sont les raisons de départ invoquées par les personnes qui ont décidé de quitter l'entreprise ?

- Combien de personnes sont actuellement liées à la radio 100,7 via un contrat à durée déterminée (CDD) ? Combien de personnes sont actuellement liées à la radio 100,7 via un contrat à durée indéterminée (CDI) ? Quelle est la politique d'embauche de la radio concernant le type de contrat proposé aux nouveaux employés ?

Réponse (25.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le Ministre des Communications et des Médias n'est pas en mesure de confirmer un renouvellement particulièrement important, passé ou actuel, des effectifs de l'établissement public de radiodiffusion socioculturelle. Par ailleurs, même si cela avait été le cas, il n'appartiendrait pas au ministre de commenter la politique des ressources humaines d'un établissement public jouissant de l'autonomie financière et administrative.

Question 5246 (17.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **recommandations de mesures sanitaires pour les communautés religieuses :**

Den 10. November hunn de Premier an d'Santésministesch sech mat de Vertrieder vun de Glawensgemeinschaften zu Lëtzebuerg getraff, fir iwwert déi aktuell sanitär Situatioun ze schwätzen. Een Theema war och, wat d'Reliounsvertrieder maachen, fir d'Verbreedung vum Virus an hire Gemeinschaften ze reduzéieren, respektiv auszebremsen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Cultes a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann de Minister erklären, firwat et richteg a wichteg ass, mat de Vertrieder vun de verschiddene Reliounsgemeinschaften iwwert d'Schutzmesuren an d'Impfen ze schwätzen? Gesäit de Minister hei Nohuelbedarf vusäite vun de Reliounsvertrieder?

2. Hunn all d'Vertrieder an der Reunioun sech zu de Virdeeler vun der Impfung bekannt?

3. An d'Reunioun waren nëmme Vertrieder vun de konventionéierte Glawensgemeinschaften invitéiert. Laut eegenen Ugaben hunn, zum Beispill, d'Zeuge Jehovas iwwer 2.000 Memberen zu Lëtzebuerg a si fir hir Retizenz, wat verschidde medezinnesch Versuergungen ugeet, bekannt. Hunn d'Ministeren sech och mat dëse Leit zesummegesat, fir si iwwert Virdeeler vun enger Impfung ze informéieren?

Réponse commune (15.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung gesäit säit dem Ufank vun der Pandemie reegelméisseg d'Vertrieder vu verschiddene Communautéite vun eiser Gesellschaft, fir mat hinnen en Echange iwwert d'Pandemiebekämpfung ze hunn. An deem Sënn sinn och d'Reliounsgemeinschaften, wéi all aner Acteuren an hirem Domaine, vun der Pandemiebekämpfung concernéiert.

ad 2. Jo.

ad 3. Fir esou vill Leit wéi méiglech ze erreechen, och d'Membere vun den net konventionéierte Reliounsgemeinschaften, huet d'Regierung zousätzlech zu der genereller Impfcampagne, déi säit Méint leeft, eng massiv Opklärungscampagne wärend der rezenter Impfwoch lancéiert.

Question 5247 (17.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **procédure référendaire unique :**

Vum 19. November bis den 20. Dezember huet all walberechtegte Lëtzebuerger Bierger d'Méiglechkeet, sech bei senger Gemeng anzedroen, fir e Referendum iwwert déi nei Verfassung unzefroen. Formell handelt et sech hei awer nëmmen ëm d'Ënnerschréft, fir iwwert den éischte vu véier Texter ofzestëmmen. Fir de Fall, datt d'Bierger gären iwwert déi integral nei Verfassung wëllen ofstëmmen, missten si, nom aktuelle Stand, duerno nach insgesamt dräimol fir déi aner eenzel Kapitelen ënnerschreiwe goen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Staatsminister gär dës dréngend Fro stellen:

- Kéint den Här Staatsminister sech virstellen, een eenzege Referendum iwwert déi véier Texter ofzehalen, fir de Fall, datt déi 25.000 Ënnerschréfte bis den 20. Dezember beieneekommen, och fir all Bedeelegtem eng onnéideg Widderhuelung vun de Prozeduren ze erspueren?

Réponse (26.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

De Staatsminister respektéiert den Oflaf vun der Prozedur fir d'Organisatioun vun engem Referendum déi, op der Basis vum Artikel 114 vun der Verfassung, grad um Lafen ass. Aner Initiativen als Konsequenz vum Ausgang vun dëser Prozedur ënnerleien net der Entscheedung vum Staatsminister. An deem Sënn gesäit den Artikel 19 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum och vir, dass just dann e Referendum vum Staatsminister kann organiséiert ginn, wann d'Demande fir d'Organisatioun vun engem Referendum aboutéiert ass.

Question 5248 (17.11.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **politique du logement :**

Den 10. November 2021 huet d'Denkfabrik IDEA eng Konferenz iwwer Logementspolitik organiséiert mam Titel: „Politique(s) du logement : Bons motifs, gros montants, faux problèmes, vrais enjeux, et cetera". An engem längeren Artikel an enger Lëtzebuerger Dageszeitung vum 15. November 2021 konnt een iwwerraschend Aussoen noliesen, sou zum Beispill huet de Senior Economist vun IDEA d'Fro gestallt, ob mir zu Lëtzebuerg iwwerhaapt e Logementsproblem hätten? Och Propositioune vun den aneren Intervenante waren deels befriemlech.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Logementsminister stellen:

- Huet den Här Minister Kenntnis vum Artikel mam Titel „Luxemburgs Wohnungsbaupolitik ist ein großer Erfolg" vum 15. November 2021?

- Deelt den Här Minister d'Aschätzung, datt mir kee Problem mam Wunnengsbau hei am Land hunn?

- Ass den Här Minister net der Meenung, dass dëse Reportage e Schlag an d'Gesiicht fir déi jonk Leit ass, déi händeringend eng bezuelbar Wunneng sichen?

- Wéi ass d'Aschätzung vum zoustännege Ressortminister ronderëm de Risiko vun enger Immobilieblos hei zu Lëtzebuerg?

Réponse (15.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Den Zougank zu bezuelbarem Wunnraum ass fir vill Leit am Land ouni Zweifel e grousse Problem, sief dat fir eng Wunneng an der Lokatioun oder an der Proprietéit. Dat gëllt zemools fir Leit mat niddregem Akommes an domadder besonnesch och fir déi Jonk. Grad dofir setzt d'Regierung aktiv en ambitiéise Programm ëm, fir an den nächste Jore méi bezuelbar ëffentlech Wunnengen ze schafen. Parallell dozou gëtt d'Gesetz vun 1979 zu de Wunnengshëllefe grondleeënd iwwerschafft.

Et ass sënnvoll, wann zu dësem Theema vill a breet diskutéiert gëtt a wann iwwert esou Diskussiounen an de Medie Berichter a Reportagen ze liese sinn.

Déi héich Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg loossen sech zum allergréissten Deel duerch eng Rei vu makroekonomeschen a soziodemografesche Facteuren erklären. Dozou gehéieren déi niddreg Hypothéikzënsen an allgemeng bëlleg Kreditter, de Wuesstem vun den Awunner a vun der aktiver Bevëlkerung, d'Verännerung an der duerchschnëttlecher Kompositioun vun de Stéit, d'Zuel vun den ëffentlech gefërderten an erschwéngleche Wunnengen an insgesamt d'Zuel vun de gebaute Wunnengen.

Question 5249 (17.11.2021) de **Mmes Myriam Cecchetti** et **Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **demande d'obtention d'une indication géographique protégée (IGP) « cancoillotte » :**

Dans un article paru le 14 novembre 2021 et intitulé « La cancoillotte, emblème de la gastronomie franc-comtoise, en route vers l'IGP », le journal « L'Est Républicain » affirme que l'Association de promotion de la cancoillotte, fondée par des producteurs haut-saônois en 2013 et bénéficiant du soutien du Gouvernement français, serait en passe d'obtenir de la Commission européenne une indication géographique protégée « cancoillotte ». Cette IGP serait exclusivement réservée à une zone comprenant les départements français de « la Haute-Saône, le Doubs, le Jura, le Territoire de Belfort et quelques communes des Vosges, de l'Ain, de la Côte-d'Or, de la Haute Marne et de la Saône et Loire ». Selon l'article, le dossier serait actuellement en cours d'instruction par la Commission européenne, l'IGP devant normalement être accordée en 2022.

Cela signifierait qu'à partir de l'année prochaine, les producteurs luxembourgeois de cancoillotte seraient interdits d'utiliser ce terme pour commercialiser leur produit.

Au regard de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette procédure dont les origines remontent, pour le volet interne français, à 2015 ? Dans l'affirmative, a-t-il pris attache avec la Commission européenne pour souligner le caractère non exclusivement français de la cancoillotte, produit transnational dont les origines historiques sont bien antérieures aux frontières actuelles de nos pays ?

2) Monsieur le Ministre compte-t-il faire usage de la procédure d'opposition européenne permettant aux pays membres de l'Union européenne et aux pays tiers de faire opposition à l'attribution d'une IGP publiée au Journal officiel de l'Union européenne endéans un délai de trois mois suivant cette publication, pour imposer la recherche d'un accord entre les pays concernés ?

3) Monsieur le Ministre est-il au courant d'autres procédures de demandes d'IGP concernant des produits faisant également partie du patrimoine gastronomique luxembourgeois ? Au regard du caractère transnational de nombreux produits traditionnellement fabriqués au Luxembourg, Monsieur le Ministre compte-t-il le cas échéant se concerter avec ses homologues étrangers en vue d'une gestion transfrontalière de ce genre de demande ?

Réponse (02.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Je n'étais en effet pas au courant de ces démarches de la part des autorités françaises pour l'enregistrement de la dénomination « cancoillotte » en tant qu'indication géographique protégée pour certaines régions de la France. À noter que la demande se trouve actuellement en cours d'instruction auprès de la Commission européenne et que pendant cette phase, aucun détail relatif à la demande d'enregistrement ou relatif au cahier des charges en question n'est ni publié ni disponible. Selon les dispositions de la réglementation européenne relative aux indications géographiques, une procédure d'opposition par un autre État membre n'est envisageable qu'après la publication de l'enregistrement au Journal officiel de l'Union européenne.

Mes services, compétents en matière d'indications géographiques, vérifient de manière régulière, à l'aide de la base de données officielles des indications géographiques (eAmbrosia), la présence d'éventuels nouveaux enregistrements pouvant porter atteinte aux intérêts nationaux. Si tel était le cas, les autorités déclencheraient les démarches nécessaires et appropriées.

Mises à part ces démarches et procédures prévues dans le cadre de la réglementation relative aux indications géographiques, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural entend d'ores et déjà attirer l'attention de la Commission européenne sur nos intérêts nationaux dans le cadre du présent dossier.

Finalement, le seul fait qu'une demande d'enregistrement soit introduite auprès de la Commission européenne ne donne aucune prévision quant à la date où l'enregistrement d'une dénomination sera effectif.

ad 2) Si les instructions de la part de la Commission européenne décèlent un conflit entre la cancoillotte française et la cancoillotte luxembourgeoise, ce constat aurait comme conséquence le refus du dossier par la Commission européenne ou la demande d'y apporter des modifications. Aussi, la dénomination « cancoillotte » serait, d'après mon jugement, plutôt à être considérée comme dénomination à caractère générique.

Au cas où la dénomination est publiée au Journal officiel de l'Union européenne, les autorités luxembourgeoises procèderont à une analyse détaillée du dossier de la demande d'enregistrement disponible.

ad 3) Je ne suis pas au courant d'autres démarches de demandes d'IGP ou d'AOP introduites par les pays voisins et portant sur des produits faisant partie du patrimoine gastronomique luxembourgeois.

Question 5250 (17.11.2021) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** et **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **mise à disposition de traducteurs pour les offices sociaux :**

Dans un article paru le 8 novembre 2021 dans le journal « Le Quotidien », il est question de l'étude de l'OCDE sur le fonctionnement de la politique d'intégration. Selon cet article, l'un des grands défis pour les offices sociaux consiste dans la barrière de la langue avec des personnes immigrées ne parlant aucune des langues véhiculaires du pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Quels sont les moyens mis à disposition des différents offices sociaux du pays en matière de traduction ?

2) Des dispositifs particuliers sont-ils prévus pour les offices sociaux situés dans des communes où se trouvent des foyers d'accueil pour demandeurs d'asile ?

Réponse (17.12.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) En 2016, à la demande du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le service LISKO (Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsiounszenter) a été créé auprès de la Croix-Rouge luxembourgeoise avec pour mission de soutenir les communes et les offices sociaux dans leurs tâches d'autonomiser les personnes ayant le statut de réfugié politique et/ou de bénéficiaire de protection internationale.

Ainsi, les offices sociaux peuvent recourir à une équipe constituée de travailleurs sociaux et d'interprètes pour venir en aide aux personnes et familles nécessitant un suivi intensif. Entre 2017 et 2021, les moyens qui ont été mis à disposition du LISKO par le ministère ont augmenté considérablement : le nombre de travailleurs sociaux est passé de douze à plus de 21 postes et les frais d'interprétariat sont passés de 122.000 euros à environ 235.500 euros.

Outre les moyens mis à leur disposition par le biais du LISKO, les offices sociaux peuvent demander l'intervention d'un interprète au Service « Interprétariat interculturel » de la Croix-Rouge luxembourgeoise. Les frais sont pris en charge par le ministère dans le cadre de la convention annuelle.

ad 2) La prise en charge des demandeurs de protection internationale est assurée par l'Office national de l'accueil (ONA). Dès obtention du statut, les bénéficiaires de protection internationale ont droit à l'aide sociale au même titre que les résidents luxembourgeois et peuvent s'adresser, en cas de besoin, à l'office social de leur commune de résidence.

Afin de soutenir les offices sociaux dans leurs efforts, ces derniers peuvent bénéficier d'une convention BPI avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, dotant l'office social concerné d'une quote-part supplémentaire d'un personnel d'encadrement social et de 0,5 tâche administrative à charge de l'État par tranche de 600 bénéficiaires de protection internationale accueillis par la ou les communes relevant du ressort de l'office social. Cette mesure fait partie intégrante d'un paquet de mesures mis en place par le Gouvernement en 2015 à travers la circulaire N° 3324 aux administrations communales.

Question 5251 (17.11.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **reconnaissance de certificats internationaux de vaccination contre la Covid-19 :**

Mengen Informatiounen no kéinten divers international Impfzertifikater (QR-Code), wéi z. B. den australeschen, déi et erméiglechen, a Lëtzebuerg anzereesen, net vun der lëtzebuergescher CovidCheck-App gelies ginn. Deemno kéinten dës Leit zwar areesen, awer net un enger Aktivitéit, déi de CovidCheck verlaangt, deelhuelen. Dës international Zertifikater géifen an anere Länner awer schonns unerkannt ginn.

An dësem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt divers international Covidzertifikater (QR-Coden) net kënne vun der Lëtzebuerger CovidCheck-App gelies ginn?

- Wa jo, firwat ass dat esou? Huet d'Regierung geplangt, dëst ze änneren, soudass dës Persounen och un Aktivitéiten, déi de CovidCheck verlaangen, deelhuele kënnen?

Réponse (21.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Effektiv kann den nationalen Impfcertificat vu Leit, déi aus Drëttstaaten areesen a keen EU Digital Covid Certificate hunn, d. h. Leit aus Länner, déi bis dato keng Equivalenz vun hirem nationale Covidcertificat mat der Europäescher Kommissioun ausgehandelt hunn, net duerch déi lëtzebuergesch CovidCheck-App gelies ginn. Deemno kënnen dës Leit och net un Aktivitéiten am CovidCheck-Regimm deelhuelen.

Dat neit Covidgesetz, dat de 17. Dezember a Kraaft getrueden ass, gesäit allerdéngs am Artikel 3bis, Paragraf 3, vir, datt de Gesondheetsdirekter oder säin Délégué op Demande hin, fir kuerz Openthalter, en Impfcertificat ausstelle ka fir Leit, déi aus deenen Drëttstaaten areesen, déi am Règlement grand-ducal vum 17. Dezember 2021 virgesi sinn (aktuell sinn dat d'USA, Kanada, Südkorea, Brasilien, Japan an Indien), an déi iwwer e vollstännegen Impfscheema mat engem vu Lëtzebuerg unerkannten Impfstoff verfügen. Dem Gesondheetsdirekter mussen am Virfeld déi néideg Dokumenter an Iwwersetzungen zougestallt ginn, soudatt hien d'Authentizitéit vum originalen Certificat an d'Konformitéit iwwerpréiwe kann an e Certificat ausstelle kann. Dës Certificaten hunn zwar kee QR-Code a kënnen net gescannt ginn, mee musse laut dem neie Gesetz am Kader vu CovidCheck-Evenementer och akzeptéiert ginn.

Question 5252 (17.11.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **remboursement pour les communes à l'aide du formulaire « Intempéries » :**

D'Héichwaasser vum 14. a 15. Juli 2021, wat uechter d'ganzt d'Land grousse Materialschued verursaacht huet, gouf vum Regierungsrot als „catastrophe et calmité naturelle" deklaréiert, wat dozou gefouert huet, datt eng finanziell Ënnerstëtzung vun 100 Mio Euro fir déi betraffe Leit konnt zur Verfügung gestallt ginn. Dës Hëllef riicht sech u Stéit, Geschäfter an och un d'Gemengen. Déi concernéiert Gemenge si gebieden, bis den 31. Dezember 2021 hir Remboursement-Demande fir entstane Schied iwwer e Formulaire mat den néidege Justifikatiounen eranzeschécken.

An deem Kader wollt ech der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

- Wéi vill Gemengen hu bis haut op Basis vun der ministerieller Circulaire N° 4021 de Formulaire„Intempéries" erageschéckt?

- Ginn d'Demandë vun de Gemenge reegelméisseg bei neien Devisen ugepasst oder muss jeeweils en neie Formulaire „Intempéries" vun de Gemengen erageschéckt ginn?

- Kann d'Madamm Minister scho soen, respektiv aschätzen, wéi héich insgesamt d'Schied sinn, déi op Gemengenniveau ze verzeechne sinn?

- Kënnen iwwer de Formulaire „Intempéries" och Remboursementer vun de Käschte vu provisoresche Strukturen, déi sinistréiert Gemengeninfrastrukturen temporär ersetzen, gefrot ginn? Falls net, kënnen déi concernéiert Gemengen op enger anerer Basis eng finanziell Ënnerstëtzung fir provisoresch Strukturen ufroen?

- Gëtt et am Inneministère eng Kontaktpersoun, respektiv e Kontaktservice, dee vun de Gemengen, déi vun der Naturkatastroph getraff goufen, direkt kontaktéiert ka ginn?

- Huet d'Madamm Minister konkreet Informatiounen driwwer, wat fir een Undeel vun der finanzieller Ënnerstëtzung vun der Regierung fir d'Gemenge reservéiert, spriech virgesinn ass? Wéi vill Prozent vun de Remboursement-Demandë vun de Gemenge kënnen domat vun der Regierung iwwerholl ginn?

- Kann d'Madamm Minister eis matdeelen, wéini a wéi vill schonn un déi jeeweileg Gemengen ausbezuelt gouf?

Réponse (14.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Bis den 13. Dezember 2021 krut den Inneministère 15 Demandë vu Gemengen a Gemengesyndikater eran op Basis vun engem spezielle Formulaire, deen den Inneministère fir d'Deklaratioun vu Schied um Équipement collectif an de Gemengen erstallt huet.

Wann eng Gemeng oder e Syndikat eng Demande erageschéckt huet an d'Devisen nodréiglech ugepasst musse ginn, brauch d'Gemeng oder de Syndikat keen neie Formulaire auszefëllen. Dës Adaptatioune maache mir op Basis vun den Informatiounen, déi d'Gemeng oder de Syndikat eis matgedeelt hunn.

Aktuell ass et nach net méiglech fir anzeschätzen, wéi héich d'Schied insgesamt sinn. Dem Inneministère ginn och nëmmen déi Schied gemellt, déi u Proprietéite vu Gemengen oder Syndikater entstane sinn an déi weeder vun enger Assurancëgesellschaft, nach vun anere staatlechen Instanze remboursëiert ginn.

Iwwert de Formulaire „Intempéries" kënnen déi betraffe Gemengen a Syndikater all déi Schied deklaréieren, déi an hirer Proprietéit leien, ënner anerem och déi un de provisoreschen Infrastrukturen.

D'Demandë gi vun der Direktioun vun de Gemengefinanzen, an Zesummenaarbecht mat der Direktioun vun der ziviller Sécherheet, traitéiert. Als weider Kontaktméiglechkeet gouf d'E-Mail-Adress intemperies@mi.etat.lu speziell dofir ageriicht.

Am Staatsbudget ass fir d'Joer 2022 eng Enveloppe vu fënnef Mio Euro virgesinn, fir d'Gemenge finanziell ze entschiedegen.

Déi éischt Remboursementer wäerten Ufank 2022 gemaach kënne ginn, wa bis déi éischt Dossiere komplett sinn.

Question 5253 (18.11.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**électricité destinée à l'autoconsommation individuelle ou collective :**

Mam Gesetz vum 3. Februar 2021, dat d'Gesetz vun 2007 iwwer den Energiemarché modifizéiert, ass d'Autoconsommatioun vun den erneierbaren Energien, déi ee selwer produzéiert, vereinfacht ginn. Donieft ass och d'Méiglechkeet, eng energeetesch Gemeinschaft ze grënnen, geschaf ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Stéit hunn an de leschte fënnef Joer (2021 ageschloss), pro Joer, iwwer eng Photovoltaikanlag selwer Stroum produzéiert?

2. Wéi vill vun deene Stéit hunn de produzéierte Stroum selwer consomméiert?

3. Wéi vill energeetesch Gemeinschafte sinn zënter dem Akraafttriede vum genannte Gesetz gegrënnt ginn?

Réponse (15.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Am nationale Register (Registre national des centrales de production) gëtt keen Ënnerscheed vun der juristescher Persoun (Personne physique oder morale) gemaach. Ech erlabe mir dofir, fir op d'Fro vum honorabelen Deputéierten ze äntweren, d'Anlagegréisst ≤ 10 kW gläichzesetze mat engem Stot. Iwweregens gouf 2019 e spezifeschen Aspeisetariff fir Anlagen ënner 10 kW agefouert, fir speziell de Stéit kënnen nach besser Konditiounen unzebidden.

Stand Ufank Dezember 2021 gouf et zu Lëtzebuerg 9.239 Photovoltaikanlagen, déi Stroum produzéiert hunn. Dovunner waren der 4.593 aus der Kategorie ≤ 10 kW, vun deenen der 383 dëst Joer nei un d'Netz ugeschloss goufen.

Dës Zuele fir Anlagen ≤ 10 kW fir déi fënnef Joer virdrun (Stand um 31. Dezember) si follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. De Lëtzebuerger Regulateur, den Institut luxembourgeois de régulation, geet a sengem „Rapport de l'Institut luxembourgeois de régulation sur ses activités et sur l'exécution de ses missions dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel" reegelméisseg op den Eegeverbrauch vu Stroum an[4]. Aus dem Rapport vum Joer 2020 geet ervir, datt et an deem Joer 118 Anlage goufen, déi hire Stroum zwecks Eegeverbrauch hiergestallt hunn. Déi ganz grouss Majoritéit dovunner si Photovoltaikanlagen, an zwar 104 (83 am Joer 2019, 41 am Joer 2018).

De Ministère geet dovunner aus, datt et haaptsächlech Anlage sinn, déi aus de garantéierten Aspeisetariffer erausfalen an dann Eegeverbrauch maachen. Bei neien Anlage war et bis viru Kuerzem éischter sou, datt déi finanziell avantagéis Bedéngunge bei den Aspeisetariffer gemaach hunn, datt déi Anlagen éischter an d'Netz aspeise wéi selwer de produzéierte Stroum verbrauchen. Dëst Bild ass awer amgaang sech ze änneren a wäert och ab dem Joer 2022 méi aktiv gefërdert ginn.

[4] https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILR-LU-1685561960-923.pdf

ad 3. Op Nofro bei de Lëtzebuerger Netzbedreiwer ergëtt sech follgend Bild:

Et goufen nach keng Anlagen als energeetesch Gemeinschaft ugeschloss, an och nach keng ënnert dem Konzept vun der Autoconsommation collective. Op der Säit vun den Demanden ass et sou, datt bis elo véier Mol eng Autoconsommation collective bei den Netzbedreiwer ugefrot gouf.

Heizou ass och ze soen, datt nom Akraafttriede vum Gesetz vum 3. Februar 2021 nach hu missen Exekutiounsreglementer vum ILR geholl ginn. Dëst ass elo geschitt, d'Netzbedreiwer si preparéiert, an de Verbraucher stinn ë. a. Standardkonventiounen zur Verfügung, wéi d'Energie-Opdeelung an enger Gemeinschaft ka gemaach ginn. Myenergy schafft des Weideren un enger Informatiouns- a Publicitéitscampagne, déi d'Attraktivitéit vun der Autoconsommatioun wäert ervirsträichen.

Question 5254 (18.11.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**Observatoire de la mobilité :**

L'accord de coalition actuel prévoit la création d'un Observatoire de la mobilité, dont les missions consisteraient à « recueillir, dans le contexte particulièrement dynamique du Grand-Duché, de manière efficace et continue les données nécessaires à une planification de la mobilité adaptée à l'évolution des besoins de la population et des entreprises ».

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est l'état des travaux pour la création d'un tel observatoire ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant à l'organisation, la composition et les missions d'un tel observatoire ainsi que les instruments mis à sa disposition ?

Réponse (22.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 2) D'un point de vue organisationnel, l'Observatoire de la mobilité (OM) est intégré à la Direction de la planification de la mobilité (DPM) du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTP).

L'équipe est composée de 3 agents de la carrière A, dont 2 PhD. Ses missions sont :

1. La gestion d'un entrepôt central de données de mobilité. Cela inclut :
a) l'identification, la description et la collecte des données pertinentes ;
b) la coordination avec les producteurs des données, afin d'assurer l'interopérabilité et la qualité des données, ainsi que le développement continu de sources ;
c) le développement d'outils d'analyses et l'exécution d'analyses ciblées à des questions de planification de mobilité.
2. Renseigner sur l'état actuel et l'évolution de la demande de mobilité au Luxembourg, ainsi que de l'utilisation des infrastructures de transport.
3. Faciliter l'accès aux données de mobilité pour tous les acteurs concernés afin de promouvoir la culture de la donnée au Luxembourg.
4. Veiller aux exigences communautaires correspondantes.

Pour répondre à ses missions, l'OM disposera des instruments suivants :

1. Les résultats de l'enquête « LuxMobil » de 2017, renseignant sur les besoins de mobilité des usagers résidents et frontaliers.
2. Le modèle de trafic « MMUST », en élaboration.
3. Un entrepôt de données, c.-à-d. un système numérique de stockage, de gestion et de traitement de données auprès du CTIE (cf. ci-dessous). La plateforme permettra de structurer et de systématiser la collecte de données.

ad 1) L'Observatoire est opérationnel depuis 2019. Les projets entamés jusqu'à présent sont :

1. L'élaboration du modèle de trafic « MMUST ».
2. La mise à disposition et l'exploitation des données « LuxMobil » 2017 pour le PNM2035.
3. Le recensement des sources de données pertinentes. Il est à noter que d'autres pays font des enquêtes-ménage tous les ans ou tous les cinq à dix ans, alors que, avant 2017, le GD n'avait pas fait d'enquête-ménages depuis 20 ans, malgré son développement particulièrement dynamique.

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

4. Création d'un entrepôt central des données de mobilité : Un programme de mise en œuvre d'une infrastructure numérique de stockage, de gestion et de traitement de données de mobilité est actuellement en cours auprès et avec le CTIE.

Question 5255 (18.11.2021) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **campagne de sensibilisation pour la sécurité routière pendant l'hiver :**

Am Hierscht an am Wanter, wann et méi däischter dobausse gëtt, klëmmt och de Risiko, dass et zu Accidenter am Stroosseverkéier kënnt. Besonnesch Foussgänger a Vëlosfuerer sinn an deem Kader enger besonnescher Gefor ausgesat, dowéinst ass et wichteg, dass si gutt siichtbar sinn am Stroosseverkéier.

Déi lescht Jore gouf zesumme mat der Sécurité routière eng Sensibiliséierungscampagne mam Motto „Gitt siichtbar - réfléchissez - Sidd opmierksam - regardez" organiséiert, fir eeben d'Foussgänger a Vëlosfuerer drop hinzeweisen, wéi wichteg eng gutt Visibilitéit an der däischterer Joreszäit ass, a gläichzäiteg d'Autosfuerer ze sensibiliséieren, gutt opzepassen. Allerdéngs ass eis opgefall, dass dëst Joer bis elo keng sou eng Sensibiliséierungscampagne organiséiert ginn ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

- Wat sinn d'Grënn, firwat dëst Joer keng Sensibiliséierungscampagne organiséiert gëtt?

- Sinn d'Häre Ministeren der Meenung, sou eng Campagne sollt reegelméisseg, am beschten all Joer, organiséiert ginn?

Réponse commune (20.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Wéi ëmmer, wann déi méi däischter Joreszäit um Enn vum Joer virun der Dier steet, ass et wichteg, d'Leit dorunner ze erënneren, wéi wichteg et fir hir eege Sécherheet ass, fir sech virsiichteg am Stroosseverkéier ze beweegen, a virun allem fir Foussgänger a Vëlosfuerer, wéi wichteg et ass, fir hell an am beschte reflektéierend Kleedung unzedoen, fir besser gesinn ze ginn.

An deene leschte Joren ass dofir och ëmmer eng Sensibiliséierungscampagne geschalt ginn zu deem Sujet mam Titel „Gitt siichtbar".

Och dëst Joer soll op dëse wichtege Sujet opmierksam gemaach ginn. Dofir gëtt dës Thematik dann och an der aktueller Sensibiliséierungscampagne „La belle action - Déi schéin Aktioun", déi säit dem 26. November leeft, thematiséiert.

Iwwert d'Joer verdeelt organiséiert d'Police ausserdeem reegelméisseg Campagnen, fir d'Verkéierssécherheet ze verbesseren, an domat natierlech och déi vun de vulnerabelen Usageren.

Och dëst Joer huet d'Police an deem Zesummenhang spezifesch Campagnen op hirer Agenda stoen. Dat geet traditionell schonn am Kader vum Schoulufank un, wou d'Police dëst Joer ënner anerem ronn 7.500 Sécherheetsvesten an de Schoulen un d'Kanner vum Cycle 2.1. verdeelt huet. Déi Campagne huet bis den 1. Oktober gedauert.

Wann d'Deeg méi kuerz ginn, steet zousätzlech d'Visibilitéit am Fokus, an dat ass d'Visibilitéit vun all den Usageren. Dëst Joer leeft d'Campagne „Wanterzäit 2021" vum 18. Oktober bis den 31. Dezember. Wärend dëser Campagne mécht d'Police net nëmmen op d'Visibilitéit vun de vulnerabelen Usageren opmierksam, mee och op aner Sujeten, wéi de gudden techneschen Zoustand vun de Gefierer, besonnesch vun de Pneuen an de Luuchten. Dës Sujete ginn ënner anerem och op de soziale Medie vun der Police thematiséiert.

D'Police huet dee Sujet also ëmmer am A, thematiséiert e konstant, kommunizéiert doriwwer a mécht natierlech och déi entspriechend Kontrollen.

Question 5257 (18.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **primes dans la fonction publique :**

Am Mäerz 2017 hat de fréiere Minister fir Bannenugeleeënheeten an ëffentlechen Déngscht am Kader vun enger Generalversammlung vun der ALBSC gesot, et géif am ëffentlechen Déngscht keng Upassunge beim Primmesystem méi ginn, bis eng generell Etüd iwwert d'Primmen ofgeschloss wär. Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4947 geet ervir, datt déi besoten Etüd eréischt am Fréijoer 2022 soll ofgeschloss ginn an dono der Chamber virgestallt wäert ginn.

Trotz dësen Ukënnegungen an obwuel déi besoten Etüd nach net ofgeschloss ass, huet de Minister fir den ëffentlechen Déngscht den 11. Februar 2021 Upassungen am Kollektivvertrag vun de Staatsaarbechter ugeholl an domadder och enger Erhéijung vun der Bereetschaftsprimm zougestëmmt, déi am Artikel 20 vum Accord festgehalen ass.

Wann een d'Stonnenindemnisatiounen op Fallbeispiller an der Realitéit norechent, erginn sech zum Deel Bereetschaftsprimme vun e puer dausend Euro pro Mount pro Salarié. Ee Salarié kéint deemno pro Mount ee Maximum vu bal 5.000 € un Zouschléi erwirtschaften. Dëst hänkt natierlech och vum Poste vun der betreffender Persoun of an ob op dësem Posten eng permanent Bereetschaft muss assuréiert sinn, wéi zum Beispill beim Wanterdéngscht an enger Gemeng oder bei Ponts et chaussées.

A verschiddene Gemenge ginn et verschidde Plazen, op deene permanent eng Bereetschaft muss assuréiert sinn. Deemno wäert dës Primm, jee nom Montant an op d'Joer gesinn, sécherlech och een Impakt op d'Gemengefinanzen hunn. Nom genannte Fallbeispill géif eng permanent Bereetschaft eng Gemeng pro Joer 60.000 € pro Salarié kaschten, an dat zousätzlech zum Basisgehalt vun dëser Persoun.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Ëffentlechen Déngscht a fir Interieur dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, dass dës Primm op deen Datum vum 11. Februar 2021 ugepasst gouf? Falls jo, firwat gouf net op d'Finaliséierung an d'Publizéierung vun der Etüd gewaart?

2. Kann d'Regierung erklären, wéi de Montant vun der Bereetschaftsprimm, déi am Artikel 20 festgehalen ass, berechent gëtt? Kann d'Regierung dës Rechnung unhand vun zwee Fallbeispiller chiffréieren?

3. Wéi vill Salariéë beim Staat ënnerleien enger Bereetschaft a kommen an de Genoss vun dësem Zouschlag? Wéi eng zousätzlech Ausgabe bedeit dës Modifikatioun fir de Staatsbudget?

4. Wäerten d'Staatsbeamten, déi och enger Bereetschaft ënnerleien, ewéi zum Beispill d'Cantonnieren, ënnert de Regimm vun dëser Primm falen?

5. Wéi vill Salariéë bei de Gemengen an de Gemengesyndikater ënnerleien enger Bereetschaft a wäerten dës Primm ausbezuelt kréien? Wéi vill zousätzlech Ausgabe bedeit dës fir d'Gemengen? Kann d'Madamm Minister och soen, a wéi ville Gemengen a Gemengesyndikater dës Primm wäert ausbezuelt ginn?

6. Verschidde Persounen, déi fir d'Gemengen an d'Syndikater schaffen, kréie fir hir Bereetschaft de Moment nach keng Primm. Dorënner falen zum Beispill d'Ingenieuren oder d'Direkteren. Wäert d'Regierung, ugesiichts vum existéierenden Accord, hei fir Gerechtegkeet schafen, andeems och dës Persounen an de Genoss vun dëser Primm kommen?

7. Huet de Syvicol dës geplangten Upassung am Virfeld vum Accord aviséiert?

Réponse commune (24.12.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Avenant zum bestoende Kollektivvertrag fir d'Staatsaarbechter gouf den 11. Februar 2021 ënnerschriwwen an ass de selwechten Dag a Kraaft getrueden. Den 10. Mäerz huet de Minister fir d'Fonction publique dësen Avenant der zoustänneger Chamberkommissioun am Detail presentéiert, an enger Sitzung, wou iwweregens den honorabelen Deputéierten deelgeholl huet. Deemno erlaabt sech de Minister fir d'Fonction publique op dëser Plaz, den honorabelen Deputéierten och op de Rapport vun dëser Sitzung ze verweisen. An där Sitzung gouf et keng Stëmmen, déi den neie Kollektivvertrag a Fro gestallt hätten. De Kollektivvertrag, deen iwwer dräi Joer leeft an dofir och sozial Rou garantéiert, huet zwee grouss Punkte festgehalen: nieft der Erhéijung vun der Bereetschaftsprimm, gouf och nach d'Aféiere vum Compte épargne-temps (CET) fir Staatsaarbechter vum 1. Januar 2022 u festgehalen.

D'Bereetschaftsprimm, vun där hei riets geet, gouf och aus Ursaache vun der Equitéit am Verglach mat anere Regimmer wichteg.

D'Bereetschaftsprimm gëtt zanterhier net méi als Forfait fir eng ganz Plage horaire vun der Bereetschaft ofgerechent, mee ganz genau pro Stonn.

D'Remuneratioun vun engem Staatsaarbechter, dee Bereetschaftsdéngscht mécht, beleeft sech op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Hei dräi Fallbeispiller fir déi Primmen ze illustréieren:

- Beispill vun engem Agent, dee wärend engem Mount no Feierowend nach dräi Stonne Bereetschaft huet:
21 Deeg x 3 Stonnen = 63 Stonne Bereetschaft insgesamt.
Fir déi 63 Stonnen, géif den Aarbechter e Montant brut vun 333,96 Euro Bereetschaftsprimm kréien.
- Beispill vun engem Agent, dee wärend engem Mount d'Weekender Bereetschaft huet:
48 Stonne x 4 Weekender = 192 Stonne Bereetschaft insgesamt.
Fir déi 192 Stonnen, géif den Aarbechter e Montant brut vun 2.035,77 Euro Bereetschaftsprimm kréien.
- Beispill vun engem Agent, dee wärend zwou Wochen no der Aarbecht zwielef Stonne Bereetschaft huet:
14 Deeg x 12 Stonnen = 168 Stonne Bereetschaft, dovunner sinn 120 Stonnen ze bezuelen nom Tariff vun 0,6197 Euro (Index 100) an 48 Stonnen nom Tariff vun 1,2394 Euro (Index 100).
Fir déi insgesamt 168 Stonnen, géif den Aarbechter e Montant brut vun 1.145,07 Euro Bereetschaftsprimm kréien.

Dës Fallbeispiller illustréieren, datt et zu Augmentatiounen duerch Bereetschaftsdéngschter kënnt, mee datt déi Zuelen, déi den honorabelen Deputéierten a senger Fro virbréngt, largement iwwerdriwwe sinn, et sief dann, eng Persoun géif dauerhaft e ganzt Joer onënnerbrach a Bereetschaft sinn, wouvu verständlecherweis net auszegoen ass.

Den honorabelen Deputéierten ass mat Sécherheet averstanen, datt de viregte Regimm vun der Bereetschaftsprimm, bei deem fënnef Euro fir eng Bereetschaft vun zwielef Stonnen ausbezuelt gouf, der Realitéit vun haut net méi entsprécht fir all déi verantwortungsvoll Aufgaben, wéi zum Beispill d'Streedéngschter.

An de Joren 2020 an 2021 hunn tëschent 141 a 427 Agenten eng vun den zwou Primme krut, déi hei applikabel sinn (d. h. P921: astreinte hors samedi, dimanche et jours fériés a P922: astreinte samedi, dimanche et jours fériés). Dës Mesure kascht de Staat ongeféier véier bis fënnef Milliounen Euro d'Joer.

De Regimm vun de Cantonnieren ass vun dëser Mesure net betraff. Si profitéiere vun anere Primmen, déi am Artikel 7 vum groussherzogleche Reglement vum 25. Oktober 1990 (Règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires ainsi que leur astreinte à domicile) festgehale sinn.

Am Artikel 7 steet, datt den Agent, dee Bereetschaftsgdéngscht mécht, als Ausgläich dozou eng Stonn Congé pro Permanence kritt, déi e mécht an déi zwielef Stonnen dauert. Wann aus déngschtleche Grënn dësen Ausgläich net méiglech ass, gesäit dësen Artikel follgend Primme vir:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wat de Gemengesecteur betrëfft, esou ass ze soen, datt d'Primmen och hei een Element vun de Paie vun de Gemengesalariéen duerstellen. Dës Paie gi vum Gemengerot fixéiert. All Gemeng kann decidéieren, ob si hire Salariéen eng Bereetschaftsprimm accordéiert an där hire Montant festleeën. Déi Gemengen, déi de Staatsaarbechterkollektivvertrag applizéieren, si fräi ze decidéieren, ob si dësen adaptéieren oder net.

Wat d'Fro no de Primmen am Gemengesecteur fir Direkteren an Ingenieuren, déi als Fonctionnaire oder Employé agestallt sinn, ubelaangt, verweise mer op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro N° 4947.

Well de Kollektivvertrag vun de Staatsaarbechter net automatesch op d'Salariéen am Gemengesecteur applikabel ass, si weeder d'Gemengenautoritéiten, nach de Syvicol un der Ausaarbechtung vun Ännerungen um Staatsaarbechterkollektivvertrag bedeelegt.

Question 5258 (18.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **marché public pour la station-service sur l'A4 :**

Mam Gesetz vum 9. September 2021 relative au réaménagement de l'échangeur de Pontpierre situé sur l'autoroute A4 gouf d'Regierung ermächtegt, fir den Autobunnsknuet zu Steebrécken fir 71 Milliounen Euro nei maachen ze loossen. Een Deel vun dësen Aarbechte betrëfft d'Plënnere vun enger Tankstell, déi am neie Projet e puer honnert Meter uewerhalb vum ale Site soll gebaut ginn. An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1303 haten d'Ministeren annoncéiert, dass de Konzessionär vun der aler Tankstell gewiesselt huet an dass den neie Konzessionär vun der neier Tankstell an enger ëffentlecher Ausschreiwung vun August 2018 ausgewielt gi wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Entreprisen hate bei der ëffentlecher Ausschreiwung vum August 2018 matgemaach?

2. Gouf d'Ausschreiwung iwwert de Portail des marchés publics gemaach? Falls jo, ënnert wéi enger Referenz ass d'Ausschreiwung ze fannen?

Réponse (15.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Kader vun der Konzessioun fir déi nei Tankstell zu Steebrécken op der Autobunn A4 Lëtzebuerg–Esch-Uelzecht, Direktioun Esch-Uelzecht haten 2018 bei der ëffentlecher Ausschreiwung sechs Entreprisen eng Offer ofginn. D'Konzessioun ass un Total Luxembourg SA gaangen.

D'Ausschreiwung ass iwwert de Portail des marchés publics gemaach ginn, mat der Referenznummer 1801148. D'Publikatioun vum Avis war den 10. August 2018. Et ass och eng Publicatioun um TED (Tenders Electronic Daily) vum Journal officiel de l'Union européenne gemaach ginn, mat der Referenznummer 2018 S 153 - 352073.

Question 5259 (18.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**introduction d'un « veggie day » dans les cantines scolaires :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3816 vum 10. Mäerz 2021, huet den Här Schoulminister zu der fräier Wiel vun der Ernierung an de Schoulkantinnen ënner anerem dat hei geschriwwen: „Ech [...] wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt och an Zukunft kee Gaascht vun engem Schoulrestaurant gezwonge gëtt, sech mat planzlechen oder animalesche Liewensmëttel ze ernieren. D'fräi Wiel vum Plat bleift och an Zukunft bestoen." Wéi awer rezent souwuel an der Press, wéi och an engem offizielle Communiqué vum Schoulministère ze liese war, gëllt dës Ausso vum Minister fir verschidde Schoulkantinne mat der Aféierung vun engem sougenannte Veggie-Day elo net méi.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister nach gär dës Froe stellen:

1. Wéi begrënnt den Här Minister dëse kuerzfristege Richtungswiessel par rapport zu sengem uewen zitéierte Verspriechen? Gesäit hien hei d'Glafwierdegkeet vun der Institutioun vun der ëffentlecher Schoul beschiedegt? Wann net, firwat net?

2. Vereenzelt war an der Press ze liesen, datt den Här Minister dës Decisioun sou begrënnt, datt se engem Wonsch vun de betraffene Schüler entsprach hätt. Kann den Här Minister déi Informatioun confirméieren? Wa jo, ass dëse Wëlle vun der Schülergemeinschaft duerch eng entspriechend Ofstëmmung an deene betraffene Schoulen dokumentéiert? Wa jo, kann den Här Minister d'Resultater vun deenen eenzelen Ofstëmmunge matdeelen? Wann net, firwat net? Op wéi eng alternativ Manéier goufen d'Schüler an deem Fall zu dësem Projet befrot? Wéi wäit goufen déi entspriechend Direktiounen, d'Elterevereenegungen an d'Léierpersonal an déi Decisioun mat agebonnen?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, firwat dëse sougenannte Veggie-Day op méindes an net der lëtzebuergescher Traditioun entspriechend, op freides geluecht gouf?

Réponse (17.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Opgrond vun enger Initiativ vun dem Lycée Aline Mayrisch, dem Lycée Michel Rodange an dem Athenée an no enger Concertatioun mat deene Schoule gouf festgehalen, ee fleeschfräien Dag an deenen dräi Lycéeën um Geesseknäppchen anzeféieren, an dat am Kader vun engem Pilotprojet.

Dëse Pilotprojet leeft vun Ufank November 2021 bis d'Fuesvakanz 2022, woubäi an den dräi Kantinne vun deene Lycéeën ëmmer méindes exklusiv vegetaresch a vegan Plate proposéiert ginn.

An deenen anere Schoulrestauranten um Campus Geesseknäppchen, grad ewéi am Forum, dee bei Wäitem gréisste Schoulrestaurant, gëtt méindes, awer och all déi aner Deeg, weiderhin déi normal Offer vu Restopolis bäibehalen, nämlech esouwuel Fleeschplaten ewéi fleeschfräi Platen ze zerwéieren. An deem Sënn huet all Schülerin a Schüler souwéi all Enseignant um Campus och weiderhin de fräie Choix.

ad 2. Engersäits ass am Kader vum ClimateXchange mat de Schülerinnen a Schüler d'Fuerderung geäussert ginn, fir méi vegetaresch Platen an de Kantinne proposéiert ze kréien. Hei en Extrait aus dem Schlussrapport vun deem Echange tëscht der Regierung a Schüler: „Mir fuerderen d'Aféiere vu reegelméissegen, strengen, vegetaresche bzw. fleeschfräien Deeg, zum Beispill eemol an der Woch, bei deenen een och e Choix huet a weist, wéi gutt dëst lesse ka sinn. Et sollt een och ënnert anerem vill méi Fair-Trade-, regional a saisonal Produiten an de Schoulen ubidden." (https://www.cnel.lu/wp-content/uploads/2018/07/climateXchange-rapport-sanssign-final.pdf)

Anersäits hunn déi dräi Schoulcommunautéite via Courrier virun der Summervakanz 2021 d'Aféierung

vun engem fleeschfräien Dag an hire respektive Schoule gefuerdert: All Lycée « a de son côté réalisé plusieurs sondages représentatifs dont les résultats montrent qu'une écrasante majorité [> 75 %] des sondés (élèves et professeurs) soutient le projet du "Meatless Monday". [...] Au Lycée Aline Mayrisch, l'instauration d'un "Meatless Monday" a été approuvé par le conseil d'éducation (direction, conférence du Lycée, élèves, parents) et le groupe LAML goes green, au Lycée Michel Rodange par la direction, la CDS, le conseil d'éducation et à l'Athénée du Luxembourg par la direction, le comité des élèves et le groupe Développement durable. »

ad 3. D'Demande, fir de sougenannte Veggie-Day op méindes ze leeën, kënnt vun de respektive Schoule selwer an et gouf kee Grond, de Schoulen de Freideg oder en anere Wochendag als Veggie-Day ze proposéieren.

Question 5260 (18.11.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **production de viande porcine :**

Et ass gewosst, datt d'Schwéngsproduzenten zanter Méint Schwieregkeete mam Verkaf vun hire Schwäin a Fierkel hunn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister d'Präisentwécklung op den internationale Mäert a Saache Schwéngsproduktioun zanter 2019 retracéieren?

2. Ass d'Zille vu Fierkelen heizuland zréckgefuer ginn, fir sech der Entwécklung vun der Demande unzepassen?

3. A wat fir engem Mooss huet de Staat de Produzente kënne finanziell hëllefen? Sinn dës Hëllefen un Exigenze vu staatlecher Säit gekoppelt? Wa jo, wat fir Obligatioune wieren dat?

4. Ass dem Här Minister bekannt, wéi héich d'Perten an de betraffene Betriber de Moment ausfalen? Riskéiere verschidde Betriber net, hir Produktioun astellen ze mussen?

5. Ass de Ministère bereet, fir de Betriber ze hëllefen, hir Produktioun ënner Ëmstänn ëmzestellen?

Réponse (20.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Fir d'Präisentwécklung op deenen internationale Mäert gëtt et divers Quellen, déi reegelméisseg vu menge Servicer consultéiert ginn. Esou ginn um Dashboard vun der Europäescher Kommissioun den europäeschen Duerchschnëttspräis fir d'Mastschwäin wéi och den Duerchschnëttspräis vun de Mastschwäin an den USA, Brasilien a Kanada publizéiert. An dëser Grafik kann een d'Präisentwécklung op deenen internationale Mäert fir d'Schwéngsproduktioun zanter 2019 retracéieren.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Unhand vun deenen éischte Questionnairen, déi am Kader vun der „Dezemberzählung 2021" schonn erakomm sinn, deit et sech elo schonn un, dass d'Zille vu Fierkele momentan heizuland zréckgefuer gëtt. Ufank Januar, wann de Gros vun den Date vun der Dezemberzählung dobannen ass, kënne meng Servicer dat dann och méi genau quantifizéieren.

ad 3. Mir hunn de Produzente mat Bäihëllefe fir Existenzsécherung am 4. Quartal 2020 an am 1. Quartal 2021 (an der Moyenne jeeweils 10.100 €/Betrib) ënner d'Äerm gegraff. Dat ware 26 Dossiere fir dat 4. Quartal 2020 a 24 Dossiere fir dat 1. Quartal 2021. A Fro si Schwéngsbetriber komm, déi de Gros vun hirem Akommes aus dem Zille vu Fierkelen an/oder Mäschte vu Schwäin erziilt hunn, an een Ëmsazverloscht vun iwwer 30 % par rapport zum Virjoresquartal haten, ouni elo signifikativ manner Schwäin ze halen. Wann d'Betriber dës Konditiounen erfëllt an eng Demande gestallt haten, konnte si an de Genoss vun enger finanzieller Hëllef kommen.

ad 4. D'Situatioun an de schwéngshalende Betriber ass am Detail analyséiert ginn, esouwäit d'Zuelen et erlaabt hunn. Déi problematesch Situatioun geet jo an d'Joer 2020 zeréck. Zanter spéitstens dem 3. Quartal 2020 sinn d'Präisser massiv gefall. Fir 2021 wäert am Duerchschnëtt e Minus vun 13 % bei de Schwéngspräisser zu Buch schloen. Zousätzlech sinn d'Käerpräisser an deene leschten zwee Joer ëm gutt 30 % geklomm. Bei de Fuddermëttel fir Schwäi mécht dat eng Hausse vun 18 % aus. Insgesamt kënnt een domat op eng Perte vu ronn 30 % am Schwéngssecteur fir d'Joer 2021. Vu dass d'Bilane vum Joer 2021 awer nach net ofgeschloss sinn, ass dat leedeglech eng Prognos, déi sech op déi aktuell Maartsituatioun baséiert.

Wichteg ze erwänen ass och, dass mir am Kader vun dësen Entschiedegungsdossieren eng telefonesch Enquête bei sämtleche schwéngshalende Betriber hei am Land duerchgefouert hunn, fir si zu hirer Situatioun ze befroen. Dat waren der 33.

D'Situatioun vun den eenzele Betriber ass ganz ënnerschiddlech, well d'Betriber strukturell ganz ënnerschiddlech opgestallt sinn, jee nodeem, ob rezent Investitioune getätegt gi sinn oder ob d'Ställ ofgeschriwwe sinn, ob virun allem op eege Main d'œuvre oder méi op Fremdarbeitskräfte zréckgegraff gëtt, ob et sech ëm auslafend Betriber oder ëm Betriber mat Successeur handelt, ob et Fierkelproduzenten, Mäschter oder Produzenten am Kader vun engem geschlossene System sinn. A Funktioun dovun, wéi dës Betriber strukturéiert sinn, si si natierlech ganz ënnerschiddlech staark vun der Kris betraff. Kuerzfristeg Upassunge sinn z. B. an de Mäschtbetriber méi liicht ëmzesetze wéi bei de Fierkelproduzenten.

Als ee vun de Problemer hunn d'Schwéngsproduzente bei der Enquête oft déi staark Bindung un déi däitsch Präismask genannt. Regional Produkter kréien net déi néideg monetär Wäertschätzung. Als besonnesch belaaschtend gëtt och eng feelend Planungssécherheet am Beräich vun de Geneemegunge fir d'landwirtschaftlecht Bauen oder den Normen am Beräich Déierewuel ugesinn. Moderniséierungsprojeten zéie sech oft iwwer Joren. D'Ëmsetzung vun Investitiounen ass schwiereg, och well d'Akzeptanz vun der Gesellschaft feelt.

Aus dëse Grënn gesinn d'Schwéngsproduzenten de Secteur als ëmmer méi onattraktiv un. Eng käschtendeckend Produktioun ass ënner den aktuelle Konditiounen net méiglech, et sief dann, d'Reserven aus de konjunkturell staarke Joren erlaben esou eng laang Iwwerbréckung. Esou denke ganz vill Betribsleeder am Schwéngssecteur drun opzehalen. Vun den 33 befrote Betriber gëtt an 12 Fäll (36 %) d'Schwéngsproduktioun an den nächste Joren net weidergefouert. 15 Betriber (45 %) wëllen och an Zukunft weiderhin an der Produktioun bleiwen, z. D. dowéinst, well hir Investitiounen ofgeschriwwe musse ginn an et an hiren A keng aner Alternativ gëtt wéi weiderzefueren. Et gëtt awer nach wie vor Betriber, déi un de Secteur gleewen a bereet wieren, weider an d'Schwéngsproduktioun ze investéieren, z. B. an hir eege Fierkelsproduktioun.

ad 5. De Ministère ass an enkem Kontakt mat de betraffene Betriber. Um Ufank vun der Kris hu meng Servicer telefonesch Kontakt mat de Leit aus dem Secteur opgeholl fir ze kucken, awéifern déi eenzel Acteure betraff sinn. An dësem Kontext ass och déi eenzelbetriblech Berodung eng ganz wichteg Hëllef. Mir gräifen de Betriber ënner d'Äerm, andeem mir si op wirtschaftlechem a produktiounstechneschem Niveau beroden. Dës Berodung wäert am Kader vum neie Plan stratégique national (PSN) eng ganzheetlech Approche kréien, andeem mir den ekologeschen, den energeeteschen an de soziale Volet matabezéien. D'Berodung ass besonnesch da wichteg, wann et drëm geet, de Betrib ëmzestellen, ëmzestrukturéieren oder ëmzeorganiséieren. D'Berodungsekipp vum SER bitt do eng Hëllefsstellung, déi iwwregens och gratis an Usproch geholl ka ginn. Weiderhi wäert och d'Diversifizéierung vun eise landwirtschaftleche Betriber eng vun de grousse Prioritéite vum PSN sinn.

Question 5261 (18.11.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **tarifs bancaires de POST Luxembourg :**

En octobre, POST Luxembourg a annoncé vouloir facturer à partir de janvier 2022 la gestion des comptes bancaires. Ainsi le tarif mensuel pour les clients « particuliers » variera selon la formule de 2 € à 7 € et pour les clients « professionnels » de 5 € à 30 € et plus. Aussi, les tarifs pour services papiers seront sensiblement augmentés et les virements électroniques deviennent payants pour les professionnels à 40 ct par virement.

Dans ce contexte, il est à noter que les Associations sans but lucratif (ASBL) et même les associations de fait sont considérées comme des clients « professionnels » par POST Luxembourg et donc soumises aux mêmes tarifs élevés que les sociétés commerciales. Surtout pour les petites structures qui se financent essentiellement par des dons, cette charge supplémentaire peut s'avérer préjudiciable. D'autant plus qu'elles effectuent à travers leurs comptes des virements qui peuvent être nombreux alors que les montants sont souvent très peu élevés.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'agir auprès de POST Luxembourg pour proposer le tarif « particulier » aux associations, sinon pour introduire une grille tarifaire avantageuse à leur égard ?

Réponse (24.12.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

En tant que partie intégrante de POST Luxembourg, POST Finance facilite depuis 110 ans un accès pour tous aux services de paiements, qu'il s'agisse de clients particuliers, professionnels ou issus du monde associatif, et ce quel que soit le niveau de revenu, et sans considérations purement commerciales ou de rentabilité.

Au fil des années, POST Finance a par ailleurs tissé des liens de collaboration privilégiés avec de nombreuses ASBL, afin de les soutenir dans leur démarche et leur objet social, en favorisant notamment l'inclusion financière ou en proposant des services multilingues. Aussi, quelque 5.000 ASBL sont devenues clientes de POST Finance.

La modernisation de l'offre commerciale de POST Finance va largement simplifier et rendre plus transparents les produits et services offerts. Ceci se fera notamment par l'introduction de packs facturés à un prix mensuel forfaitaire incluant de nombreux avantages et services, sans aucun frais additionnel.

À compter du 10 janvier 2022, date d'entrée en vigueur de la nouvelle politique commerciale de POST Finance, les ASBL ou associations de fait continuent à être considérées comme des clients professionnels, basculant en l'occurrence soit sur un pack eboo Pro, soit un pack eboo Pro+.

Pour les petites ASBL ou petites associations, c'est le pack eboo Pro au prix de 5 €/mois, comprenant :

- un accès à l'application eBanking eboo ;

- la gratuité des virements électroniques entre comptes POST et vers Banque Raiffeisen ;

- les virements électroniques nationaux et internationaux au tarif unique de 0,40 €/virement (toutes destinations, dans onze devises différentes).

Si ces ASBL ou associations déclarent qu'elles fonctionnent uniquement sur base bénévole, et donc sans salarié(s), elles pourront bénéficier sur demande d'un tarif réduit de 2 €/mois pour le pack eboo Pro (au lieu de 5 €), soit le prix le plus bas facturé par POST Finance pour un pack, tous types de clients confondus. Les ASBL et associations potentiellement éligibles à ce tarif spécial seront contactées individuellement à ce sujet en début d'année prochaine par courrier.

Pour les ASBL et associations de tailles supérieures, disposant de plusieurs comptes bancaires, effectuant des virements pour des montants supérieurs à 25.000 €/semaine, et/ou travaillant avec MultiLine, c'est le pack eboo Pro+ au prix forfaitaire de 15 €/mois (et non pas de 30 € comme évoqué dans la question parlementaire), comprenant

- un accès à l'application multibancaire MultiLine ;

- la gratuité des virements électroniques entre comptes Post et vers Banque Raiffeisen ;

- des virements électroniques nationaux et internationaux au tarif unique de 0,40 €/virement (toutes destinations, dans onze devises différentes) ;

- les mandats de prélèvement SEPA professionnels illimités, proposés en option, contre un forfait compétitif de 15 €/mois.

Pour POST Finance, son offre eboo Pro (2 € ou 5 €/mois) reste très compétitive par rapport aux offres alternatives des banques de la place luxembourgeoise, et accessible (budget annuel total : 24 € ou 60 €) pour toute association, même d'envergure modeste.

Selon POST Finance, l'administration du compte d'une ASBL et les obligations légales et réglementaires de KYC - Know Your Customer (p. ex. identité du client, des bénéficiaires effectifs, des mandataires, vérification et mise à jour des documents d'identification, statuts, extraits du registre de commerce et des sociétés, etc.) sont similaires en tous points à celles d'une société commerciale et représentent une charge de travail conséquente pour POST Finance, ce qui explique la différence de tarif avec les packs pour les clients particuliers.

Question 5262 (18.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **livres scolaires sur l'histoire du Luxembourg :**

D'ALEH (Association luxembourgeoise des enseignants d'histoire) huet rezent hir Meenung geäussert zu de Lëtzebuerger Geschichtsbicher. Si ass der Meenung, datt eis Léierbicher net wierklech dat reflektéieren, wat geléiert soll ginn. Iwwerdeems ass si der Meenung, datt en Defizit besteet beim lokal fundéierte Wëssen an, an deem Sënn, méi Wäert misst geluecht ginn op déi spezifesch Lëtzebuerger Geschicht. Wéi d'Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 4635) leider weist, gräift Lëtzebuerg bei de Léierbicher traditionell op auslännescht Material zeréck, esou datt et sech vun eleng versteet, datt de Schwéierpunkt am Geschichtsunterrecht net op déi Lëtzebuerger Geschicht ka geluecht ginn. Der ALEH no géif et vill Ufroe vusäite vun der zoustänneger Programmkommissioun, fir esou Léiermaterial auszeschaffen. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch huet an deem Kontext geschriwwen: „Darum wäre ich nicht abgeneigt, ein Projekt zur Ausarbeitung von Lehrmaterialien zur Luxemburger Geschichte zu unterstützen."

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un den Här Educatiounsminister:

- Wou sinn aktuell d'Aarbechten drun, fir e Projet op d'Been ze stellen, deen am Hibléck op d'Léiermaterial besonnesch op déi national Dimensioun vum Geschichtsunterrecht soll agoen?

Réponse (17.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

An senger Fro bezitt den honorabelen Deputéierten sech op Aussoen, déi am Kader vun enger Manifestatioun vun der Association luxembourgeoise des enseignants d'histoire (ALEH) an der Nationalbibliothéik gemaach goufen.

An der Diskussioun gouf et eng grouss Eenegkeet doriwwer, datt et wichteg wier, d'Lëtzebuerger Geschicht an eng transnational Perspektiv ze stellen a generell der Lëtzebuerger Geschicht eng méi grouss Plaz am Enseignement ze ginn. Dat ass net ze verwiessele mat enger „nationaler" Geschichtsschreiwung oder engem Enseignement, deen sech op eng „national" Perspektiv géif reduzéieren.

Wat de Sujet vun de Léiermaterialie betrëfft, sou muss een ënnerscheeden tëscht dem Enseignement secondaire général (ESG) an dem Enseignement secondaire classique (ESC).

Am ESC gräift een zënter Joerzéngten op auslännesch Bicher an Unterrechtsmaterialien zeréck, wärend een am ESG zënter den 1990er Joren op eege Lëtzebuerger Editioune setzt, wéi d'Serie „Entdecken und Verstehen" et weist.

Ergänzend kënnen d'Enseignantë souwuel am ESG wéi am ESC haut op eng Rei pedagogesch Ressourcen zeréckgräifen, déi inhaltlech, sproochlech an didaktesch un de Lëtzebuerger Kontext adaptéiert sinn an am Fach Geschicht kënne benotzt ginn.

Material, wat ë. a. vum Zentrum fir politesch Bildung ausgeschafft ginn ass a wat gratis a meeschtens och digital zur Verfügung steet, befaasst sech och mat relevanten historeschen Themen (z. B. dem Zweete Weltkrich zu Lëtzebuerg; 100 Joer Demokratie; Erënnerungskulturen zu Lëtzebuerg).

Donieft ginn et och Onlineressourcen, z. B. vun der Uni Lëtzebuerg (zur Geschicht vum Éischte Weltkrich aus Lëtzebuerger Perspektiv) oder vum Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) op www.kulturgeschicht.lu, déi jidderengem zur Verfügung stinn.

Doriwwer eraus ass de SCRIPT ganz oppen, fir d'Iddi ëmzesetzen, fir op den neie Programm zougeschnidden didaktesch Materialien (analog an digital) fir den ESC ze entwéckelen, zesumme mat Enseignanten aus de Lycéeën.

Am Moment leeft an deem Zesummenhang e participative Prozess, bei deem villfälteg Aspekter vum Curriculum analyséiert goufen, an elo d'Propose vun engem Aarbechtsgrupp zu de Contenuen, der Evaluatioun an der pedagogescher Approche a Workshoppen iwwerschafft a verfeinert ginn. Hei sinn esouwuel d'Programmkommissioun wéi och all interesséiert Geschichtsenseignantë ganz enk mat agebonnen. Mat éischte Konklusiounen ass um Enn vum lafende Schouljoer ze rechnen. An enger weiderer Phas kënnen dann dem Curriculum entspriechend Unterrechtsmaterialien entwéckelt ginn, dat mat der Ënnerstëtzung vum SCRIPT, deen zanter 2017 d'Maison d'édition vun der Éducation nationale ass an deen zesumme mam Terrain tëscht 30 a 40 Schoulmaterialie pro Joer konzipéiert.

Question 5263 (18.11.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **coopération militaire avec les États-Unis :**

Lëtzebuerg huet den 18. Dezember 2019 en Accord mat de Vereenten Natioune vun Amerika iwwert déi militäresch Kooperatioun ënnerschriwwen, deen anscheinend den 2. Abrëll 2020 a Kraaft getrueden ass, an dat - wéi et schéngt - ouni datt d'Chamber e ratifizéiert huet. Zil vun dësem Accord ass ë. a. eng Vereinfachung vun de Prozedure bei der militäresch Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg an den USA.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un den Här Verdeedegungsminister:

1. Wéini gëtt den uewe genannten Accord der Chamber virgeluecht, fir en ze ratifizéieren?

2. Déi europäesch Staate striewen eng méi enk Zesummenaarbecht am Kader vun der Verdeedegung un. Zilsetzung ass an deem Kontext ënner anerem eng méi grouss europäesch Standardiséierung bei den Equipementer an d'Striewen no enger gesamteuropäescher Identitéit am Kontext vun der

Verdeedegungspolitik. Awéiwäit ass et mat deenen Ziler kompatibel, datt Lëtzebuerg elo dëse Militäraccord mat den USA ënnerschriwwen huet?

3. Awéiwäit zitt den ënnerschriwwene Verdeedegungsaccord mat den USA Implicatioune mat sech am Hibléck op déi national an/oder europäesch Ausschreiwungen a Verträg am Kontext vun der nationaler an europäescher Verdeedegungspolitik? Gëtt et doduerch net méi schwéier, fir europäescht Material ze kafen?

Réponse (01.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

De besoten Accord, dee säit 1982 besteet a fir d'lescht 2020 verlängert gouf, ass keen Accord iwwer militäresch Kooperatioun, mee iwwert d'Kooperatioun am Beräich vum Beschafe vu Verdeedegungsgidder.

Dësen Accord hält d'Grondsätz fir dës Kooperatioun fest a vereinfacht d'Bezéiung tëscht de Vereenegte Staate vun Amerika a Lëtzebuerg am Kader vun Ausschreiwungen am Verdeedegungssecteur.

Den Accord soll den nationalen Entreprisen erlaben, un den Ausschreiwungen an de Vereenegte Staate respektiv zu Lëtzebuerg op engem „pied d'égalité" mat den Entreprisë vum jeeweilege Land, wou d'Ausschreiwung stattfënnt, deelzehuelen. Dat Ganzt bleift natierlech am Kader vun den existéierenden nationalen an internationale Gesetzer, Reglementer a Prozeduren. Den Accord mat de Vereenegte Staaten huet keen Impakt op d'Gesetzeslag. En ass net juristesch verbindlech an dofir plange weeder d'Vereenegt Staaten, nach d'lëtzebuergesch Regierung, dësen Accord ze ratifizéieren. Dësen Accord huet och keen Impakt op d'Beschafe vun europäeschem Material. All europäesch Entreprise ass weiderhi fräi, fir bei allen ëffentlechen Ausschreiwungen ze kandidéieren. Den Zouschlag vun engem Marché fir Material ze kafe baséiert sech, esou wéi et an der europäescher Direktiv iwwert ëffentlech Ausschreiwunge virgesinn ass, reng op technesch an/oder finanziell Krittären, déi an der Ausschreiwung festgehale sinn, an net op d'Hierkunftsland. Dowéinst huet dësen Accord weeder en negativen Afloss op d'Standardiséierung bei den Equipementer innerhalb vun Europa, nach op d'Striewen no enger gesamteuropäescher Identitéit am Kontext vun der Verdeedegungspolitik.

Nieft Lëtzebuerg hunn nach 26 aner Länner, dovunner 17 EU-Memberstaaten, esou ee bilateralen Accord mat de Vereenegte Staaten ënnerschriwwen.

Question 5264 (19.11.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **conventions liant le Gouvernement à la presse écrite et à la presse audiovisuelle :**

Je souhaiterais m'informer sur les différentes conventions liant le Gouvernement à la presse écrite et à la presse audiovisuelle. C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Le Gouvernement peut-il me fournir la liste de toutes les conventions signées avec un média, qu'il appartienne à la presse écrite ou à la presse audiovisuelle ?

- Quel est le montant prévu pour chaque convention ? Comment est-ce que ces montants ont évolué ces dix dernières années ? Quels montants sont prévus pour les prochaines années ?

- Est-ce que ces conventions contiennent des indications quant au nombre d'emplois temps plein (ETP) que le média avec lequel est conclu la convention se doit de respecter ? Dans l'affirmative, combien de postes sont prévus pour chaque convention ? Comment est-ce que le nombre de postes a évolué ces dix dernières années ? Combien de postes sont prévus pour les prochaines années ? De quel type de poste s'agit-il (type de contrat de travail, degré hiérarchique, missions à remplir) ?

Réponse commune (22.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Les conventions conclues entre l'État et la presse écrite et audiovisuelle actuellement en vigueur sont au nombre de six, à savoir :
- Convention pluriannuelle avec l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle (2019-2023) (SMC)
- Convention avec CLT-UFA et RTL Group portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision (2021-2023) (SMC)
- Convention pluriannuelle avec Mond op ASBL/ Radio ARA (2021-2025) (SMC)
- Convention avec Graffiti ASBL/Radio ARA pour l'émission « Graffiti - Jugendsendung » (MENJE) (2011-X)
- Convention avec l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle pour la diffusion de six webinaires par an et sur une collaboration dans le cadre de l'émission « Héléla » (MENJE/SCRIPT)
- Convention avec Mond op ASBL/Radio ARA (2020-X) (MC)

À cela s'ajoutera sous peu une convention conclue avec l'association sans but lucratif forum, portant sur la période 2021-2023 (SMC).

L'annexe fait état de l'évolution des montants depuis la première conclusion des conventions mentionnées.

La convention entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et Graffiti ASBL a démarré en 2011 avec un poste à temps plein pour passer en 2012 à 1,5 ETP. Depuis 2016, deux postes ETP sont financés à raison de 100 % par le MENJE. Actuellement, deux éducatrices graduées et une pédagogue des médias sont engagées sur base de la convention collective SAS auprès de Graffiti ASBL. À cela s'est ajouté depuis 2019 et à durée déterminée un jeune adulte en contrat d'insertion professionnelle CAE, un jeune en service volontaire national (SVN) ainsi que 19 stagiaires issus de différentes écoles/universités et de différents horizons.

Le Ministère de la Culture (MC) a signé en 2020 une convention avec l'association sans but lucratif Mond op. Sauf résiliation, la convention est tacitement reconduite d'année en année. La participation financière est accordée pour financer l'exécution de missions définies par l'article 2 de la convention, ayant trait avant tout à la promotion de l'accès et de la diffusion de la culture et de l'échange interculturel. Cette convention ne contient pas d'indications quant au nombre d'emplois temps plein.

Pour ce qui est des conventions conclues avec Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique (SMC), et conformément au principe constitutionnel de la liberté de la presse, les médias bénéficient d'une totale indépendance à l'égard de la gestion de leurs ressources humaines. Certaines conventions comprennent néanmoins des principes tel que le juste équilibre dans la représentation des sexes.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5265 (19.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **taux de vaccination :**

Reegelméisseg veröffentlecht d'Regierung an hirem „Covid-19-Wochenrückblick" déi aktuellsten Zuelen zur Pandemie. An dësem Rapport loossen sech, ënnert anerem, och Informatiounen iwwert d'Impfquot zu Lëtzebuerg fannen. Säit Oktober 2021 gëtt am Wocheréckbléck awer just nach d'Impfquot vun der Bevëlkerung iwwer zwielef Joer publizéiert an net méi den Undeel u Geimpftene par rapport zu der Gesamtbevëlkerung. Well vill aner EU-Länner hir Impftauxe just par rapport zur Gesamtbevëlkerung uginn, kann d'Feele vun dëser Informatioun et de Leit schwéier maachen, fir intereuropäesch Vergläicher opzestellen, wat zu Feeler féiere kann, well Zuelen, déi d'Gesamtzuel vun der Bevëlkerung betreffen, mat deene gläichgestallt ginn, déi just d'Bevëlkerung ab zwielef Joer betreffen. Et vergläicht een deemno Äppel mat Bieren. Esou sot och den Haut-Commissaire fir national Sécherheet de 16. November an engem Artikel am „L'essentiel" Follgendes:

„In Luxemburg sind fast 82 Prozent der über Zwölfjährigen geimpft, in Österreich sind es nur 65 Prozent."

Wann een de leschte Wocherapport awer liest, dann ass Lëtzebuerg bei 75,8 %, wat de Schéma vaccinal complet bei den iwwert Zwielefjäregen ugeet an Éisträich bei 74,03 % (Stand 16.11.), wat d'impfbar Bevëlkerung ugeet. De Prozentsaz vun éischten Impfunge fënnt ee leider net méi am Rapport.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat gouf entscheet, am Wocheréckbléck just nach d'Impfquote vu komplett geimpfte Persounen iwwer zwielef Joer ze kommunizéieren?

2. Wat mécht d'Regierung, fir d'Vergläichbarkeet vu statisteschen Zuelen, am Kader vun der Covidpandemie, esou gutt et geet ze assuréieren?

3. Wéi erkläert sech d'Ministesch d'Aussoe vum Haut-Commissaire am Interview am „L'essentiel"? Huet hien hei ënnerschiddlech Donnéeë matenee verglach?

Réponse commune (23.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Aus epidemiologescher Siicht ass et méi korrekt, den Impftaux op d'Populatioun ze berechnen, déi eligibel ass fir sech impfen ze loossen (also Leit ab zwielef Joer) wéi op d'Gesamtpopulatioun, well do en Deel mat drënner fält (null bis zwielefjäereg Kanner), déi de Moment nach keen Accès zur Impfung hunn. Wann an deenen nächste Wochen déi éischt Kanner ab fënnef Joer bis iwwert e kompletten Impfscheema verfügen, wäert een de generellen Impftaux vun der Populatioun och ab fënnef Joer berechne kënnen.

ad 2. Et ass un deene verschiddenen Organismen, déi statistesch Zuele publizéieren, dofir ze suergen, eng Vergläichbarkeet tëschent de Länner ze assuréieren an deemno déi verschidden Tauxen op Basis vun eenheetleche Krittäre mateneen ze vergläichen. Dëst kann deemno wéi awer schwéier ëmsetzbar sinn, well d'Impfstrategie vu Land zu Land variéiert an deemno net an all Land déi selwecht statistesch Zuelen disponibel sinn.

Den ECDC (European Center for Diseases Prevention and Control) beméit sech op sengem Internetsite, d'Donnéeë vun all den europäesche Länner bereetzestellen a Vergläicher op Basis vun eenheetleche Krittären opzestellen.

ad 3. D'Ausso vum Haut-Commissaire huet sech fir Lëtzebuerg op déi Leit iwwer zwielef Joer, dat heescht déi Leit, déi kënne geimpft ginn an déi eng éischt Dosis gesprëtzt kruten, bezunn.

Question 5267 (19.11.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **tir de missile antisatellite :**

Le 15 novembre, la Russie a effectué un tir de missile antisatellite sur un de ses vieux satellites en orbite. L'explosion produite par ce tir d'essai de Moscou a généré plus de 1.500 débris orbitaux traçables dans une zone située non loin de la station spatiale internationale (ISS) et a forcé l'équipage de se préparer à une évacuation d'urgence. De tels débris spatiaux, dont près de 10.000 t sont présentes dans l'espace, mettent en danger la sécurité de tous les acteurs qui cherchent à explorer l'espace à des fins pacifiques.

Néanmoins, ce lancement d'un missile ne relance pas seulement le débat sur la question des débris spatiaux, mais ravive également le spectre de la guerre spatiale. Ce tir antisatellite, notamment qualifié comme une « action déstabilisatrice » par le Ministre français des Affaires étrangères, a suscité une dénonciation unanime et des protestations vives de la part des acteurs internationaux.

La création délibérée de nouveaux débris par une puissance spatiale établie comme la Russie, démontre que l'espace est en train de devenir un champ de conflictualité et soulève des questions quant aux intentions de Moscou.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quelle est la réaction du Luxembourg face à ce « tir antisatellite » de Moscou ?

2) Ce lancement d'une arme antisatellite rappelant que l'espace devient de plus en plus un champ de conflictualité, Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser dans quelle mesure l'espace figure dans la stratégie européenne de défense ?

3) Compte tenu des ambitions du Luxembourg de devenir un acteur incontournable du secteur spatial et du nombre croissant de débris spatiaux circulant dans l'orbite terrestre, le Luxembourg va-t-il mettre des programmes concrets en place pour répondre au problème des débris spatiaux ?

4) Est-ce que cet acte dans l'espace ne représente pas un réel défi pour la sécurité de l'OTAN ?

Réponse commune (22.12.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense :*

ad 1) Le Luxembourg est très préoccupé par le tir de missile antisatellite russe du 15 novembre 2021. Ce tir, générant dans l'orbite basse de nombreux débris spatiaux, constitue un risque physique sérieux pour les objets et les astronautes évoluant dans l'espace. Il met en danger le libre accès et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique pour tous les États pendant de nombreuses années. Ce geste traduit un comportement irresponsable dans la mesure où il aggrave les risques pour les opérations dans l'espace et où il intervient à un moment où la communauté internationale, dans le cadre d'efforts renouvelés de l'ONU, tente de définir des normes, règles et principes de comportements responsables dans l'espace extra-atmosphérique. Ainsi, la 1re Commission de l'Assemblée générale des Nations-Unies vient d'approuver en octobre 2021 la mise en place d'un groupe d'experts intergouvernementaux pour travailler sur la sécurité dans l'espace.

ad 2) Il est vrai qu'il y a une augmentation des risques et menaces dans l'espace extra-atmosphérique découlant d'actes irresponsables, négligents et intentionnels. Cela pose de réels défis aux opérations dans l'espace. Face à cette évolution, l'Union européenne (UE) est engagée d'une part dans les travaux multilatéraux pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les risques croissants liés aux comportements irresponsables dans l'espace extra-atmosphérique. Elle développe des programmes communs visant à développer la digitalisation de l'économie (verte) notamment au niveau des technologies satellitaires, mais aussi et surtout à mutualiser les solutions technologiques aux fins de mieux surveiller des risques physiques, comme les débris spatiaux, dans l'espace extra-atmosphérique.

Le Conseil de l'Union européenne a adopté d'autre part, le 30 avril 2021, la décision 698/PESC/2021 sur la sécurité des systèmes et services déployés, exploités et utilisés dans le cadre du programme spatial de l'Union. Cette décision appelle les institutions et agences de l'UE et des États membres à surveiller les évènements dans l'espace extra-atmosphérique qui pourraient poser un risque de sécurité pour l'UE. Enfin, le Conseil des Affaires étrangères de l'UE du 10 mai 2021, dans le cadre des travaux sur la boussole stratégique et de l'autonomie stratégique de l'UE, a décidé d'approfondir les réflexions stratégiques sur les dimensions relatives à l'espace, à la sécurité et à la défense de l'"UE. Cela s'inscrit dans la vision, partagée par le Luxembourg, d'une stratégie spatiale de défense propre à l'UE à laquelle le Luxembourg compte contribuer avec ses moyens satellitaires.

ad 3) Le Luxembourg est directement concerné par la problématique liée aux risques physiques que représentent la création de débris dans l'espace extra-atmosphérique. Des acteurs commerciaux installés au Luxembourg exploitant des objets spatiaux, critiques pour de multiples applications terrestres, sont exposés directement aux conséquences de comportements irresponsables dans l'espace extra-atmosphérique.

Le Luxembourg a été un acteur très engagé dans le développement des 21 lignes conductrices à la viabilité à long terme des activités spatiales du Comité ONU des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique adoptées en juin 2019. Ces lignes directrices fournissent des orientations sur le cadre politique et réglementaire des activités spatiales, la sécurité des opérations spatiales, la coopération internationale, le renforcement des capacités, la sensibilisation ainsi que la recherche et le développement scientifiques et techniques.

Le Luxembourg participe au programme Space Safety de l'ESA qui traite entre autres de la problématique des débris spatiaux et supporte les développements de technologies et d'infrastructures de sociétés implantées au Luxembourg. Ces développements vont contribuer de manière significative à l'amélioration de la surveillance des objets spatiaux et donc des débris et à la gestion du trafic dans l'Espace (Space Traffic Management).

Le Ministère de l'Économie et la société NorthStar Earth & Space ont signé une lettre d'intention en décembre 2019 en vue de la création d'un centre d'excellence en matière de gestion du trafic spatial. NorthStar développe un système de détection et de surveillance des objets spatiaux sur base d'une infrastructure satellitaire. Cette technologie va nettement améliorer les informations disponibles sur les débris et aussi permettre de détecter de plus petits débris. Les détails de ce projet ont été présentés à l'occasion d'une conférence de presse au Ministère de l'Économie le 17 décembre 2021.

D'autre part, la défense luxembourgeoise participe au financement d'un programme OTAN destiné à améliorer la « space situational awareness (SSA) ». Des échanges avec des partenaires sont également en cours afin de développer à l'avenir davantage de capacités dans le domaine de la SSA.

ad 4) Après les tests de missiles antisatellites effectués par la Chine en 2007, les États-Unis en 2008 et l'Inde en 2019, la Russie a démontré qu'elle dispose de la capacité de déployer et d'utiliser une arme antisatellite à ascension directe. Cet acte représente un défi, à côté d'actes a priori plus bénins, mais dangereux eux aussi, liés le plus souvent à la gestion du trafic qui sont engendrés par la nature contestée et compétitive de l'outre-espace, ainsi que sa militarisation.

Dans ce contexte de risques aggravés pour les capacités d'intervention de l'OTAN, les pays OTAN ont adopté en 2019 une politique spatiale OTAN et reconnu l'espace comme milieu d'opérations, au même titre que les milieux aérien, terrestre, maritime et cyber. Cette politique encadre l'approche de l'OTAN concernant l'espace et vise à mieux soutenir les opérations et les missions de l'Alliance dans des domaines tels que les communications, la navigation et le renseignement. L'Alliance n'ambitionne pas de mettre au point des capacités spatiales propres. Elle continuera d'avoir recours aux moyens spatiaux des pays, dont ceux mis à disposition par le Luxembourg. L'approche de l'OTAN concernant l'espace restera pleinement conforme au droit international, ainsi l'OTAN n'a pas l'intention de déployer des armes dans l'espace. Au contraire, l'OTAN a appelé tous les pays, y compris la Russie, à s'associer aux travaux menés au niveau international qui ont pour but d'établir des normes, règles et principes

de comportements responsables en vue de réduire les menaces spatiales afin de préserver une utilisation sûre et durable de l'outre-espace pour les générations présentes et futures.

Question 5268 (19.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **résultat du sondage sur le référendum :**

Nodeems d'„Luxemburger Wort" an RTL eng Politmonitor-Ëmfro an Optrag ginn hunn, gouf mam Datum vu gëschter (18. November) bekannt, datt 54 Prozent vun de Lëtzebuerger e Referendum iwwert déi nei Verfassung fuerderen. De Prinzip, e Referendum iwwert déi nei Verfassung ze organiséieren, ass iwwerdeems am Koalitiounsaccord vun den aktuelle Regierungsparteie virgesinn: „Vor der Abstimmung im Parlament und dem anschliessenden Referendum organisiert die Abgeordnetenkammer eine Sensibilisierungs- und Erläuterungsphase, um die Bürgerinnen und Bürger über den vorgeschlagenen Text zu informieren."

Am Hibléck op déi nei Erkenntnis, datt 54 Prozent vun de Lëtzebuerger sech e Referendum iwwert déi nei Verfassung wënschen, hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Denkt d'Regierung am Hibléck op déi nei Erkenntnis, datt 54 Prozent vun de Lëtzebuerger sech e Referendum iwwert déi nei Verfassung wënschen, elo driwwer no, awer nach e Referendum iwwert déi nei Verfassung ze organiséieren?

2. Wa jo, wéi gesinn d'Modalitéite vun dësem Referendum aus? Gedenkt d'Regierung, et de Leit méiglech ze maachen, just eemol iwwert déi gesamt Verfassung kënnen ofzestëmmen?

Réponse (26.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

De Staatsminister verweist op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5247.

Question 5270 (22.11.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **étudiants en médecine :**

De 15. November schreift d'Zeitung „L'essentiel", datt den Héichschoulministère Zuele bekannt ginn huet, no deene just 15 vun insgesamt 51 Medezinnsstudente bereet waren, hiert zweet Studiejoer an der Medezinn nach op der Uni Lëtzebuerg ze absolvéieren.

An deem Kontext hätte mir follgend Fro un d'Regierung:

Wéi eng Grënn sinn dofir zoustänneg, datt déi grouss Majoritéit vun de Medezinnsstudenten am Land nom éischte Studiejoer net méi op der Uni Lëtzebuerg bleiwe wëll?

Réponse commune (20.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Virfeld wéilte mir op ons Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5064 vum honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo verweisen, wou mir schonn op een Deel vun der Froestellung, déi déi honorabel Deputéiert Fred Keup a Jeff Engelen hei opwerfen, agaange sinn.

Am Kader vun dëser Fro sief drop higewisen, dass den neie Bachelor an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg et eréischt säit 2021 erméiglecht, dass bis zu maximal 25 Medezinnsstudenten hiert zweet Studiejoer an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg kënnen absolvéieren.

Virun 2021 sinn d'Medezinnsstudenten nom éischte Studiejoer alleguer op Universitéite vun onsen dräi Nopeschlänner gewiesselt, wou mir a Frankräich 34 Plazen, an der Belsch 15 Plazen an an Däitschland 3 Plazen, also insgesamt bis zu 52 Plazen, zur Verfügung hunn. Dofir ass et eng grouss Traditioun fir ons Studenten, an onsen dräi Nopeschlänner hir Medezinnsstudien nom éischte Studiejoer weiderzefëieren.

D'Zil vun der Regierung bleift, dass méi Medezinner ausgebilt ginn an deementspriechend esou vill wéi méiglech vun de Plazen am zweete Joer ze besetzen, déi de Medezinnsstudenten nom éischte Studiejoer op der Universitéit Lëtzebuerg zur Verfügung stinn.

Question 5271 (22.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **doses de vaccins périmées en novembre :**

Laut Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5048 hat Lëtzebuerg, Stand 5. November, nach 13.110 Dosisse vum Vaxzevria-Vaccin (AZ) op Lager, déi Enn des Mounts, also den 30. November, oflafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun deenen 13.110 Dosissen sinn elo nach iwwereg?

2. Wäert d'Lëtzebuerger Regierung déi verbleiwend Vaccinen nach virum Oflafdatum un een anert Land viruginn, fir ze verhënneren, dass dës mussen entsuergt ginn?

3. Wéini wäert dëst geschéien, wëssend dass kaum nach Zäit bleift an et jo och Zäit brauch, wann d'Vaccinen an engem Land ukommen, bis dass se kënne verimpft ginn?

4. Wéi eng Länner wäerten Dosisse kréien an no wat fir enge Krittäre gouf(en) dat Land/déi Länner erausgesicht?

Réponse (07.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Unzuel u Vaxzevria (AstraZeneca) Impfdosisse mat engem Verfallsdatum op den 30. November 2021 läit bei ronn 13.110 Dosissen. Well dësen Impfstoff net méi an der Gonscht vun der Ëffentlechkeet ass, ass en déi lescht Wochen och net méi verimpft ginn an d'Unzuel vun den Dosissen ass säit dem 5. November onverännert bliwwen. Säit der 37. Kalenerwoch goufen d'Liwwerunge vu Vaxzevria iwwerdeems gestoppt, well d'Validitéitsdauer net méi laang genuch war, fir eng zweet Dosis mat dësem Impfstoff ze garantéieren.

Well de Verfallsdatum fir dës Impfdosissen esou kuerzfristeg ass, ass et an dësem Fall net méi méiglech, déi reschtlech Impfdosissen ze verimpfen. Doriwwer eraus leien déi néideg Donnéeë vum Produzent, déi d'Qualitéit an d'Verlängerung vun der Liewensdauer vun dësen 13.110 Impfdosisse bestätegen, net vir. Dowéinst kënnen dës Impfdosissen och net gespent ginn. Déi 1.311 concernéiert Flaconen (130 Këschte vun 10 Flaconen + 1 Flacon) ginn dofir aus dem nationale Stock zréckgezunn an zerstéiert.

Question 5272 (22.11.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**opération Sirli :**

Le média indépendant « Disclose » a récemment publié une enquête basée sur des centaines de documents « confidentiel-défense » qui révèlent l'implication de la France dans ce que le média appelle des crimes d'État en Égypte. Dans le cadre d'une mission secrète entamée en 2016, la Direction du renseignement militaire français aurait affrété d'une société privée luxembourgeoise un avion bimoteur Merlin III avec un équipement de surveillance sophistiqué et deux pilotes afin de mener à bien des missions de surveillance à la frontière entre l'Égypte et la Libye. Cette mission a été baptisée « opération Sirli ».

Initialement planifiée en tant que collaboration en matière de contre-terrorisme, les vols auraient principalement servis aux forces égyptiennes à combattre la contrebande et l'immigration irrégulière à l'aide de frappes aériennes contre des véhicules civils. Ainsi, les renseignements transmis par la mission française aux forces égyptiennes auraient mené à au moins 19 bombardements de personnes civiles entre 2016 et 2018 impliquant probablement plusieurs centaines de morts.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que le Ministère des Affaires étrangères - ou un autre service luxembourgeois - était au courant de l'opération Sirli ?

2) Est-ce que la participation de la société aérienne luxembourgeoise en question à l'opération Sirli tombe sous le champ d'application de l'article 3 de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations ?

3) Dans l'affirmative de la question 2, est-ce que la société en question a présenté une demande d'autorisation à Monsieur le Ministre ? Si oui, quelle est la suite que Monsieur le Ministre a réservé à cette demande ?

4) Quelles démarches prévoyez-vous pour éclairer les faits et sanctionner d'éventuels méfaits de la part de la société privée luxembourgeoise ?

5) Est-ce que des démarches diplomatiques sont entreprises auprès des autorités françaises et égyptiennes pour éclairer les faits ?

6) Si les faits énoncés s'avèrent véridiques, jugez-vous la responsabilité de l'État luxembourgeois engagée selon la résolution 56/83 de l'Assemblée générale des Nations Unies ?

7) Est-ce que les faits décrits plus haut mèneront à une réévaluation de la mission de surveillance maritime aux abords des eaux territoriales libyennes que la Direction de la défense luxembourgeoise mène en partenariat avec cette même société aérienne privée ?

Réponse (24.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Non.

ad 2) Sur base des informations contenues dans les articles publiés par « Disclose », le Gouvernement ne considère pas que cette participation puisse tomber sous le champ d'application de la loi de 2018.

ad 3) Voir réponse négative à la question 2.

ad 4) Les éléments d'information publiés par « Disclose » portent sur un contrat dans le domaine de la défense conclu entre la France et la société privée CAE Aviation. Le Luxembourg n'a pas connaissance de ce contrat. Le Gouvernement luxembourgeois ne peut pas se prononcer sur ce contrat ou sur des informations à propos de ce contrat publiées dans la presse. Il appartient au Gouvernement français de veiller à l'exécution d'un tel contrat et d'évaluer s'il y a eu d'éventuels méfaits et de prendre, le cas échéant, les mesures appropriées.

ad 5) Il n'est pas prévu de faire des démarches diplomatiques.

ad 6) Non. La résolution 56/83 de l'Assemblée générale des Nations Unies traite de la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite. Le texte porte sur le comportement d'un État, et sur le comportement d'organes de l'État. Peuvent être considérés comme des organes de l'État des organes mis à disposition de l'État par un autre État, des organes sous la direction ou le contrôle de l'État, ou des personnes ou entités exerçant des prérogatives de puissance publique. Une société privée ne tombe pas dans ces catégories.

ad 7) Les informations publiées par « Disclose » ne mèneront pas à une réévaluation de la participation du Luxembourg dans la mission EUNAVFOR MED Irini, mission de surveillance maritime pour la mise en œuvre de l'embargo sur les armes contre la Libye. Dans ce cadre, il n'existe par ailleurs plus de relation contractuelle entre la Direction de la défense et CAE Aviation.

Question 5274 (23.11.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **régime CovidCheck dans le cadre des réunions du personnel enseignant :**

Laut eisen Informatiounen hätt den Här Educatiounsminister eng Note de service un d'Léierpersonal erausginn, déi ab dem 1. Dezember 2021 soll applizéiert ginn, wou ënnert anerem de CovidCheck-System agefouert gëtt bei Reunioune vum Schoulpersonal. De CovidCheck géif ënnert dem Prinzip vum „auto-contrôle" lafen. Et kéinten awer och méiglech Kontrollen op Demande duerchgefouert ginn.

Wat de CovidCheck an der Aarbechtswelt en général ubelaangt, ass Follgendes am Gesetz markéiert:

« Tout chef d'entreprise ou d'administration peut décider de placer l'ensemble de son entreprise ou administration, ou une partie seulement, sous le régime CovidCheck. Concernant le secteur public, il appartient au chef d'administration de veiller à ce que l'accès au service public reste garanti. »

Feststellend, datt am Gesetz net vum „principe de l'auto-contrôle" riets geet, wéilte mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Stëmmen eis Informatiounen, datt de CovidCheck-System bei Reunioune vum Schoulpersonal agefouert gëtt, an ënnert dem „principe de l'auto-contrôle" leeft?

- Wéi gesäit dëse „principe de l'auto-contrôle" aus?

- Ass dee „principe de l'auto-contrôle" konform zum Gesetz?

- Falls net, aus wéi engem Grond kann dëse Prinzip dann an de Schoulen ugewannt ginn?

- Wien iwwerhëlt déi méiglech Kontrollen op Demande, déi de Minister virgesäit?

- Wien huet d'Responsabilitéit bei Verstéiss an/oder Abusen?

- Wann dës Sonderreegelung fir d'Schoul gëllt, gëllt dës Méiglechkeet vum „principe de l'auto-contrôle" och fir all Administratiounen a Servicer vun der Fonction publique, souwéi och fir all Lëtzebuerger Entreprisen?

Réponse commune (24.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Op der Basis vun de legalen Dispositiounen, déi zu deem Moment ze applizéiere waren, hunn d'Servicer vum Educatiounsministère (MENJE) Recommandatioune fir d'Aféierung vum CovidCheck-Regimm an den ëffentleche Grondschoulen a Lycéeën ausgeschafft. Dës Recommandations en vue de l'introduction du régime CovidCheck en milieu scolaire goufen den 29. Oktober 2021 un d'Regionaldirektiounen an d'Lycéeën diffuséiert.

D'Direktiounen hunn doropshin Instruktioune betreffend de CovidCheck-Regimm ausgeschafft an un d'Schoulpersonal kommunizéiert. An deenen Instructions de service hunn si de Recommandatioune vum MENJE Rechnung gedroen.

Et sief hei nach eng Kéier explizitt drop higewisen, datt de CovidCheck-Regimm net am Kader vun den obligatoresche schouleschen Aktivitéiten ze applizéieren ass. De CovidCheck-Regimm applizéiert sech just op vereenzelt Reunioune vun de professionellen Acteure vum Schoulwiesen.

An den uewe genannte Recommandatioune gëtt de CovidCheck-Regimm am Kontext vun de Reunioune vum Schoulpersonal nuancéiert: Et gëtt recommandéiert, d'Réunions plénières am CovidCheck-Regimm ze organiséieren, well et am Kontext vun dëse Reuniounen zu gréissere Rassemblementer vun Enseignantë kënnt an et keng Méiglechkeet gëtt, iwwer Videokonferenz un dëse Reuniounen deelzehuelen.

Aner Reunioune vun Enseignanten ënnerleien och dem CovidCheck-Regimm, wann se „en présentiel" organiséiert ginn; Persounen, déi d'Krittäre vum CovidCheck net erfëllen, kënnen an dësem Zesummenhang iwwert Videokonferenz innerhalb vun de Gebailechkeete vun der Schoul deelhuelen.

Zousätzlech ass virgesinn, de CovidCheck-System a verschiddene Raimlechkeeten anzeféieren, wéi zum Beispill der Salle des enseignants oder an anere Raim, an deenen d'Schoulpersonal sech gemengerhand baussent de Schoulzäiten ophält (zum Beispill an enger Kitchenette). Well et sech hei net ëm organiséiert Reuniounen, mee éischter ëm aleatoire Rassemblementer mat engem informelle Charakter handelt, gouf aus prakteschen Iwwerleeungen eraus de Prinzip vum Auto-contrôle proposéiert, deen net inkompatibel mam Gesetz ass. D'Schoulpersonal huet dobäi d'Méiglechkeet offréiert kritt, zousätzlech Kontrollen unzefroen, dëst vusäite vun der Direktioun. Et ass dann och un der Direktioun, Verstéiss géint de CovidCheck-Regimm ze sanctionéieren.

Duerch d'Adaptatioun vun der Loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 gëtt de sougenannten „3G-Regimm" op der Aarbechtsplaz obligatoresch; doduerch verléieren déi am November kommunizéiert Recommandatiounen hir Bedeitung.

Question 5275 (23.11.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **stock du vaccin Moderna :**

Bei eisen däitschen Nopere goufen et rezent Diskussiounen iwwert d'Covidimpfstoffer. No der Annonce, datt de Moderna-Vaccin net méi soll u Leit ënner 30 Joer verimpft ginn, gëtt et eng enorm Demande fir de BioNTech/Pfizer-Vaccin. Gläichzäiteg muss ee feststellen, datt d'Stocke vun de Moderna-Vaccinen am Februar oflafen. Aus vertragleche Grënn dierf déi däitsch Regierung dës Impfdosissen awer net un Drëttstaate spenden.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Stocke vum Moderna-Vaccin hu mir am Grand-Duché a wéini lafen se of?

2. Si mir och u Konditioune gebonnen déi eis et verbidden, Dosen un Drëttstaaten ze spenden?

3. Wann nee, gedenkt d'Regierung, Dosen ze spenden?

4. Ass gewosst, wéi vill Leit iwwer 30 Joer an de leschte Woche bei eis am Land refuséiert hunn sech mam Moderna-Vaccin impfen ze loossen?

Réponse (22.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op den 20. Dezember 2021 ware ronn 130.000 Dose Moderna am Stock, déi tëschent dem 28. Februar 2022 an dem 22. Mee 2022 oflafen.

ad 2. De Gesondheetsministère verweist op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 4964.

ad 3. Aktuell ass net geplangt, de Stock u Moderna-Impfdosen ze spenden, vue datt fir d'Leit iwwer 30 Joer bei der Booster-Impfung prioritär de Moderna-Impfstoff verimpft gëtt. Au vu vun der grousser Demande fir Booster-Impfungen, déi de Moment virläit, kann een dovunner ausgoen, datt de Stock u Moderna-Dosen, déi den 28. Februar respektiv den 22. Mee ofleeft, bis dohinner opgebraucht ass, soudatt keng Dosen iwwereg bleiwen, déi gespent kéinte ginn.

ad 4. Et gi keng Statistike gefouert iwwert eventuell Refusen déi et goufen, fir den Impfstoff vu Moderna administréiert ze kréien, mee et kann ee generell awer dovunner ausgoen, datt esou eng Refuse ganz rar sinn.

Question 5276 (23.11.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **relais national pour les campagnes de sensibilisation contre le discours de haine :**

Sur le site Internet du Conseil de l'Europe, on retrouve les contacts de nombreux pays concernant les « national campaign committees and support groups of the No Hate Speech Movement » qui sont responsables pour les campagnes nationales dudit mouvement.

Or, le site en question ne renseigne aucune information concernant le Luxembourg.

Par ailleurs, il ressort de la publication des résultats de sa sixième évaluation du code de conduite pour la lutte contre les discours haineux illégaux en ligne de la Commission européenne qu'aucune information en la matière n'a été fournie par le Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice, à Madame le Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Mesdames et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- À défaut, Mesdames et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir les informations manquantes ? Ces informations seront-elles également transmises aux institutions susmentionnées pour alimenter leurs sites Internet, voire la prochaine évaluation du code de conduite ?

- Mesdames et Monsieur les Ministres ne considèrent-ils pas que l'absence de prise de participation dans les campagne et évaluation susmentionnées ne puisse être perçue à l'étranger comme le reflet d'une politique laxiste contre les discours de haine (mais [veuillez lire : même] si cela ne correspond pas à la volonté réelle du Gouvernement) ?

- Mesdames et Monsieur les Ministres entendent-ils augmenter les crédits alloués à la société civile active dans la lutte contre le discours de haine en ligne et ailleurs ? Peuvent-ils me fournir les détails à cet égard ?

Réponse commune (27.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

La campagne « No Hate Speech » du Conseil de l'Europe a démarré en 2013. Elle a été conçue comme campagne limitée dans le temps, mais a été prolongée par la suite. Le Conseil de l'Europe a mis fin à la coordination de la campagne en 2017. La campagne était dès sa conception destinée à être essentiellement portée par des organisations non gouvernementales et des organisations de jeunesse et non pas par des ministères. Les pages web relatives à la campagne existent toujours, alors que d'autres outils ont entre-temps été mis en place pour combattre les discours de haine au Luxembourg.

Au Luxembourg, Bee Secure avait placé en 2016 sa campagne annuelle sous le thème de la lutte contre le discours de haine (campagne « Share Respect »). Cette campagne était soutenue entre autres par la CGJL (« Jugendrot »). Elle était limitée dans le temps étant donné que des durées de plus de cinq ans peuvent provoquer des signes d'usures et une perte d'impact du point de vue de la communication.

La thématique reste cependant d'actualité et l'initiative Bee Secure constitue l'outil principal du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) en la matière. La thématique autour du discours de haine fait partie des activités de sensibilisation dans les écoles et lycées (plus de 1.000 interventions par an) et la Bee Secure Stopline du « Kannerjugendtelefon - KJT » traite les plaintes y relatives. Le KJT est conventionné par le MENJE et ses interventions permettent de signaler des contenus jugés illégaux. La Bee Secure Stopline coopère avec le parquet et la Police grand-ducale dans ce domaine.

Un autre acteur important du MENJE est le « Zentrum fir politesch Bildung - ZpB » qui est compétent en matière de formations, d'événements ou d'expositions sur les différents sujets liés à la participation politique et l'éducation à la citoyenneté des enfants et des jeunes ainsi que du grand public.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région finance le projet « Dialog statt Hass » dans le cadre de la convention signée avec l'association Respect.lu. Le financement annuel de ce projet s'élève à 15.000 euros de frais de fonctionnement et à 0,6 emploi plein temps. Ce projet, qui s'inspire du projet de l'ASBL autrichienne « Neustart », vise à fournir aux auteurs de commentaires haineux sur les réseaux sociaux un accompagnement qui leur permet d'analyser les actes qu'ils ont commis et d'en comprendre les raisons.

À noter que pour l'année 2021 le budget total alloué à l'ASBL Repect.lu s'élève à 707.000 euros, montant qui inclut 5,1 emplois plein temps et 90.000 euros de frais de fonctionnement. Les missions de l'ASBL Repect.lu sont la prévention des tendances radicales dans la société, l'accompagnement des personnes qui sont à risque de se radicaliser ainsi que la déradicalisation de personnes qui sont passées à l'acte.

Il est entendu que les informations reprises ci-dessus sont régulièrement transmises aux institutions concernées afin d'alimenter leurs sites Internet notamment en vue des exercices d'évaluation qu'elles organisent.

Question 5278 (23.11.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **modalités techniques et financières de l'environnement numérique « eSanté » :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire 1480 du 14 novembre 2019 relative à la « Gesondheetsapp », Monsieur le Ministre avait souligné que :

« Ses missions [l'agence eSanté] sont définies dans l'article 60 ter du Code de la sécurité sociale et sont notamment : « [...] la réalisation, le déploiement, l'exploitation et la gestion administrative et technique d'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé, ainsi que d'applications et de systèmes informatiques de santé à l'échelle nationale [...]. »

Les annonces récentes autour du remboursement accéléré et les applications mobiles de la CNS (CNSapp) et de l'AMMD (Gesondheetsapp) montrent cependant que la digitalisation dans le secteur de la santé reposera du moins en partie sur des initiatives de droit privé.

Vu que les données médicales revêtent un caractère hautement sensible, la confiance publique dans les outils numériques est cruciale dans les domaines de la santé et de la sécurité sociale. C'est pourquoi il est indispensable que les affilié*es disposent d'un maximum d'informations sur les mécanismes et dispositifs essentiels dans le domaine dit « eSanté ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Au niveau de la digitalisation du secteur de la santé, quelles sont les différentes missions effectuées par des sociétés de droit privé pour l'agence eSanté, tant en ce qui concerne les « services eSanté » essentiels que les « services eSanté de support »[5]? En tout, combien de sociétés se sont vu attribuer des missions dans ces deux catégories ?

2) Quelles sont les modalités de rémunération prévues pour ces différents services, y compris la transmission électronique de documents ? À quelle hauteur se chiffrent les dépenses estimées pour les différents services ?

3) L'exploitant, respectivement le développeur de la plateforme numérique de l'agence eSanté commercialise-t-il son propre module de connexion (eConnector) entre la plateforme et les services informatiques fonctionnant dans les cabinets des médecins ?

4) Selon les conditions particulières d'exploitation de services eSanté de support[6], l'exploitant d'un service du type eConnector est obligé de conclure un contrat d'accès avec tout prestataire souhaitant bénéficier d'un accès à son application. Parallèlement, ce même exploitant a la charge de vérifier si le concurrent potentiel remplit certaines conditions d'éligibilité. Cette situation ne risque-t-elle pas de conférer à l'exploitant un pouvoir discrétionnaire pour l'évaluation de la conformité d'une part et d'autre part en ce qui concerne les délais de traitement des demandes ?

5) Dans l'état actuel, quelles seraient les conséquences d'un problème ou manquement grave dans le chef de l'exploitant sous question (litige, faillite et autres) pour le fonctionnement de la plateforme numérique de l'agence eSanté dans son ensemble ?

6) Compte tenu des missions de l'agence eSanté qui consistent explicitement dans le développement de solutions digitales pour le secteur de la santé au niveau national, quelles sont les raisons pour lesquelles l'agence n'a pas elle-même développé une solution de type eConnector, afin de la mettre à disposition des médecins, des hôpitaux et des professionnels de la santé ?

Réponse commune (28.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Dans le cadre général des services eSanté il y a lieu de faire une distinction entre la plateforme nationale eSanté et le Consortium.

La plateforme nationale eSanté, d'un point de vue infrastructure (hébergement) et d'un point de vue solution applicative, est soutenue pour son développement et sa gestion par un Consortium sur la base d'un appel d'offres initial de 2013.

La société Ebrc gère la partie infrastructure et la société Maincare la partie applicative.

Le service de messagerie sécurisée

Pour ce qui est des solutions de messagerie chiffrée, la société Regify fournit l'ensemble de ce service à l'Agence eSanté mais également aux établissements de santé et aux professionnels de santé par l'intermédiaire de cette dernière.

Les éditeurs et le cadre de la généralisation du DSP

Le Dossier de soins partagé (DSP) a été en phase pilote de 2015 à 2019 et a été généralisé depuis le 1er janvier 2020. À ce jour, neuf éditeurs sont conformes au cadre d'interopérabilité de l'agence et ont participé au développement du service DSP via notamment la mise à disposition d'outils métiers aux professionnels de santé, cabinets de ville, établissements de santé, structures spécialisées par la signature de conventions de partenariats notamment.

Les éditeurs et le cadre des « eServices »

À l'instar du DSP, deux autres services, à savoir le service de « Carnet de vaccination électronique » (CVE) national et le service de dématérialisation des prescriptions « ePrescription », font appel pour leur support et développement à des éditeurs via une contractualisation.

Les éditeurs et le cadre spécifique des services en phase de pandémie Covid-19

Pour répondre aux besoins spécifiques liés à l'urgence de la mise en place de solutions de santé publique et pour répondre à la stratégie développée par le Gouvernement, l'agence a répondu à des demandes de support via notamment la mise à disposition rapide de services liés au suivi Covid (MAELA), à la téléconsultation (eConsult) et à la déclaration des maladies obligatoires entre les laboratoires et la Direction de la santé (DOMI).

Les services « eSanté de support »

Sur demande de la Caisse nationale de santé (CNS), l'Agence eSanté héberge sur ses serveurs une solution applicative « eAdministrative » pour la mise en œuvre de la dématérialisation des mémoires d'honoraires (MH). Actuellement ce service est proposé par la société Digital Health Network (DHN). Alors que la solution applicative « eAdministrative » se trouve sur les serveurs de l'agence, elle ne fait pas partie de l'environnement direct de l'Agence eSanté. En effet, la société DHN demeure seule responsable de cette solution applicative. Les informations sont alors échangées par des protocoles sécurisés (tant en termes de contrôle d'accès que de transmission) entre la solution applicative et les services de l'agence.

ad 2) Concernant les services de l'agence, il n'y a aucune modalité de rémunération spécifique attachée au support ou à l'aide au développement des services puisque l'ensemble des services de la plateforme nationale revêt un caractère d'utilité publique. Ils sont donc gratuits aux utilisateurs professionnels de santé et assurés.

Un seul service revêt cependant un aspect « retour sur investissement », à savoir celui d'informatisation des structures dites spécialisées qui prend en compte un coût très faible lié au volume de stockage de ces dernières. Cela correspond à environ 30.000 €/an.

Toutefois, pour ce service un cadre contractuel est mis en place pour garantir la répartition des rôles et les obligations respectives des parties.

En ce qui concerne les services « eSanté de support », le service d'hébergement de la solution « eAdministrative » ne se fonde pas sur un cadre contractuel au sens premier du terme mais uniquement sur les conditions particulières de services de support. Ces dernières ne prévoient aucune rémunération entre l'exploitant et l'agence. L'agence n'agit qu'en terme d'hébergeur et ne doit assurer qu'une qualité de la disponibilité des serveurs.

Au-delà du périmètre de l'Agence eSanté, la convention entre la CNS et l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) prévoit des modalités de prise en charge pour les transferts électroniques. En effet, l'article 110 de la convention CNS-AMMD prévoit que : « La Caisse nationale de santé s'engage au paiement d'une indemnisation trimestrielle des coûts numériques que doivent prendre en charge les médecins ou les associations de médecins pour garantir la création et la transmission sécurisée des documents numériques, conformes au cahier des charges, avec les personnes protégées et l'assurance maladie par et sur la plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé.

L'indemnisation trimestrielle des coûts numériques se compose de la totalité des compensations unitaires, calculée en multipliant le nombre de documents numériques opposables à l'assurance maladie avec la compensation unitaire et, le cas échéant, d'une majoration pour coût réel de signatures électroniques.

La compensation unitaire est accordée par document transmis conformément à l'alinéa premier. Elle est fixée à 0,44 euros hors TVA par document pour l'année 2021. À partir de 2022, la compensation unitaire est fixée annuellement par la Caisse nationale de santé qui peut avoir recours à une fiduciaire experte en comptabilité et comptabilité générale. [...] »

Ainsi, la CNS doit verser une indemnité aux médecins et médecins-dentistes qui effectuent des transferts électroniques (document numérique standardisé) conformes au cahier de charges.

ad 3) Pour tous les services DSP, CVE, ePrescriptions, DOMI et WSE (échanges pharmacies et CCSS), l'Agence eSanté définit et rédige le cadre d'interopérabilité conformément aux normes internationales IHE. L'agence travaille avec les différents industriels du Consortium de la plateforme et des industriels en capacité d'échanger des données avec la plateforme eSanté. C'est elle aussi qui délivre les certificats de conformité pour toutes les mises en production des services dépendants de l'agence.

Néanmoins, pour les spécifications techniques du NCP (National Contact Point pour les échanges transfrontaliers européens : résumé patient et ePrescription), l'agence implémente les spécifications techniques définies et contrôlées par les directions générales européennes concernées.

Dans le cadre de la solution applicative « eAdministrative » de la société DHN, ce n'est pas un service de la plateforme et les spécifications techniques utilisées par cette dernière ne sont pas sous le contrôle de l'agence à l'exception du service « eDocument » de l'agence, qui est un entrepôt sécurisé, lorsque la société DHN a recours à celui-ci.

Dans la solution « eAdministrative », on trouve la définition d'un « eConnecteur » qui a été développé par la société DHN. Un second connecteur dit « public » devait être mis à disposition d'autres industriels du marché luxembourgeois. La CNS a demandé à l'agence de financer les spécifications techniques pour que ces derniers puissent l'exploiter. L'agence a donc publié ce référentiel.

ad 4) Par principe et au regard de l'application des dispositions des conditions particulières d'exploitation de services eSanté de support, seule l'agence peut juger de la conformité ou non de tout futur exploitant désireux d'exploiter un service de support eSanté.

Cependant, le visa de l'agence ne vaut que pour la vérification de conformité liée au cadre d'interopérabilité et aux mesures de sécurité applicables, comme pour tout service dont l'objet est la connectivité aux services de la plateforme nationale.

Par contre, les conditions particulières prévoient que l'exploitant « premier en rang » conserve de façon discrétionnaire le droit de contractualiser avec l'exploitant « deuxième en rang » et de lui imposer le cas échéant des conditions supplémentaires. Cet aspect de contractualisation est hors du périmètre de maitrise et de gestion de l'agence.

ad 5) En cas de cessation involontaire des activités de l'exploitant, p. ex. pour cause de faillite ou liquidation ou, de façon générale, lorsque l'exploitant n'est plus en mesure d'assurer l'exploitation, une copie des éléments hébergés sur les serveurs de l'Agence eSanté sont placés sous séquestre auprès d'un notaire ou d'un avocat. L'autorisation délivrée par l'agence précise que l'accès à ces éléments ainsi que leur mise en production reste possible pour l'Agence eSanté pendant toute la période où le nouveau propriétaire de ces éléments n'est pas connu. En cas de fin d'exploitation, volontaire ou involontaire par l'exploitant, l'Agence eSanté jouit d'un droit d'option sur l'acquisition du service.

L'agence entrevoit toutefois des possibilités en termes de gestion des risques avec l'arrivée potentielle de plusieurs concurrents dont certains souhaitent la restitution à l'agence de l'équivalent de la solution « eAdministrative ».

ad 6) Le développement de solutions digitales pour le secteur de la santé au niveau national peut être organisé de différentes manières à travers la plateforme nationale. L'Agence eSanté ne dispose pas des ressources indispensables par rapport à la complexité de sa mission dans un domaine qui évolue très vite. Pouvoir collaborer avec des tiers est nécessaire pour l'agence et les solutions déjà en place ou en cours de développement par des éditeurs privés peuvent aider à accélérer la digitalisation dans le secteur de la santé. Plutôt que de freiner de telles initiatives, il est utile d'accueillir des solutions prometteuses développées par des tiers dans l'environnement de la plateforme eSanté pour assurer ainsi leur bonne intégration (interopérabilité, sécurité, protection des données privées) dans l'univers de l'Agence eSanté.

---

[5] Il s'agit de la terminologie employée dans le cadre des conditions particulières d'exploitation de services eSanté de support, telles que disponibles sur le site eSanté : https://www.esante.lu/portal/fr/service_project/doc_manager/download.php?&vars=50LB_z5_dxkA33pS2xXNxX51TlN0vl8cZ%2A5jB9nbJNc

[6] idem

Question 5280 (23.11.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**entretien des rivières suite aux inondations :**

Et ass eis zu Ouere komm, datt no den Iwwerschwemmunge vum leschte Juli nach ëmmer Dreck an eng ganz Rei Objeten, déi fortgeschwemmt goufen, am Getraisch an am Gestrëpp laanscht d'Ufer hänken an nach net ewechgeholl gi sinn.

Souwuel d'Sauer ass dovu betraff, wéi z. B. um Wilspull bei Méchela, wéi och d'Uelzecht op ville Plazen. Donieft wier an der Uelzecht eng ganz Partie Dreck, deen allem Uschäin no net op d'Héichwaasser vum Summer zeréckzefëiere wier, mee éischter dorop, dass Leit hire Knascht do entsuergen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch au courant iwwer dës Situatioun? Huet d'Waasserwirtschaftsamt eventuell eng Analys iwwer den Zoustand vun de genannte Gewässer nom Héichwaasser gemaach? Ass virgesinn, dës Waasserleef an noer Zukunft ze botzen?

2. Huet d'Waasserwirtschaftsamt e Programm, deen déi reegelméisseg Ënnerhaltsaarbechte vun den Haaptwaasserleef zu Lëtzebuerg tëscht de verschiddenen Acteure koordinéiert? Wéi dacks ginn dës Aarbechten an der Reegel op de verschiddene Baachen a Flëss pro Joer duerchgefouert?

3. Vu dass an der Vergaangenheet d'Opdeelung vun de Kompetenzen am Beräich Ënnerhalt vun de Waasserleef net ëmmer kloer war, sollt d'Waasserwirtschaftsamt e Guide pratique zum Theema ausschaffen. Wou sinn d'Aarbechten un deem Dokument drun?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Alles, wat der Waasserverwaltung (AGE) u gréisseren Dreckusammlungen oder Objeten an de Gewässer opfält, gëtt erausgeholl an entsuergt, soulaang d'Besëtzverhältnisser gekläert sinn. Dat geschitt am Prinzip genausou gutt am Normalfall wéi och no enger Héichwaasser- oder Staarkreensituatioun.

No den Evenementer am Juli sinn déi zoustänneg Servicer vun der AGE d'Gewässer ofgaangen a sinn och de Meldunge vun de Gemengen an aus der Populatioun nokomm. Deementspriechend sinn Interventiounen op deene Plaze gemaach ginn, wou et am dréngendste war, sief et aus Sécherheetsgrënn, Héichwaasserschutzgrënn oder duerch Usammlunge vu grousse Massen un Dreck.

Déi Aarbechte si momentan nach net ofgeschloss an daueren nach un. Plazeweis gëtt et grouss Massen un Dreck an Objeten, déi sech iwwer länger Strecke verdeelt hunn. Déi Aarbechte verlafen deelweis ënner schwéiere Konditiounen, well d'Plazen oft schwéier zougänglech sinn. D'Verantwortung fir d'Entsuergung vun de Roulotten, déi zum Deel nach laanscht d'Baachen ze fanne sinn, läit an deem Fall am Prinzip beim Besëtzer. D'AGE ass amgaangen, zesumme mat der Police hei no enger Léisung ze sichen.

ad 2. D'AGE huet e Programm mat Entretiensaarbechten, déi op eise Gewässer geplangt an duerchgefouert ginn. Et besteet e reegelméissege Kontakt an Austausch mat den Acteuren op Staats- a Gemengenniveau, fir déi Aarbechte koordinéiert duerchzeféieren.

D'Aarbechte ginn an enger éischter Instanz emol do duerchgefouert, wou e Besoin besteet. Wann dësen Agrëff duerchgefouert ginn ass, huet een oftmools eng Verbesserung vun der Situatioun erreecht. Aus deem Grond kann ee soen: Jo, et gëtt reegelméisseg op deene Gewässer intervenéiert, mee well et oftmools keng repetitiv Aarbechte sinn, a mat engem eemolegen Agrëff d'Situatioun sech verbessert huet, kann ee keng genau Ausso maachen zu der Reegelméissegkeet vun den Agréffer pro Joer. Pauschal kann een awer soen, wat d'Gewässer méi grouss ass an duerch grouss urbaniséiert Gebidder leeft, wat d'Unzuel vun den Interventiounen am Beräich vum Entretien op de Gewässer klëmmt.

ad 3. D'AGE schafft aktuell nach un engem „guide pratique" zum Theema Ënnerhalt vun de Fléissgewässer. Dëst Dokument soll fir d'Gemengen an de Public méi Transparenz an d'Aarbechten am Kader vum Ënnerhalt vun de Baache bréngen, déi verschidden Typpe vun Aarbechten an och déi noutwendeg Demarchen erklären. Et ass virgesinn, dat am Laf vum Joer 2022 ze finaliséieren.

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

Question 5282 (23.11.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **conventions initiales entre les communes et l'État dans le cadre du Pacte Logement 2.0 :**

La loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement avec les communes ouvre la possibilité à chaque commune de conclure une convention initiale avec l'État qui donne droit à une participation financière aux prestations du conseiller logement. Ce dernier a comme mission de soutenir la commune dans l'élaboration d'un plan d'action local logement afin de contribuer à la réalisation des objectifs du Pacte Logement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Combien de communes ont d'ores et déjà conclu une convention initiale avec l'État ?

2) Selon les estimations de Monsieur le Ministre, combien de communes auront conclu une telle convention avant la fin de l'année 2021 ?

3) Combien de communes ayant déjà conclu une convention initiale avec l'État optent pour un conseiller logement interne respectivement pour un conseiller logement externe ?

4) Dans le cas où des communes ont opté pour un conseiller externe, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de communes ayant recours à un conseiller engagé à travers une personne morale pour fournir les prestations de conseil logement ?

5) Les formations initiales des conseillers logement ont-elles déjà commencées ? Dans la négative, quand auront lieu les premières formations initiales destinées aux conseillers logement ?

6) Les communes ainsi que les conseillers logement déjà en place ont-ils tous les moyens et informations nécessaires à leur disposition afin de commencer les travaux d'élaboration du plan d'action local logement ?

7) Monsieur le Ministre dispose-t-il déjà d'informations quant aux délais visés par les communes ayant signé une convention initiale pour l'achèvement de leur plan local d'action logement ?

Réponse (21.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

L'honorable Députée s'enquiert de l'état de mise en œuvre du Pacte Logement 2.0 au niveau communal.

Au 6 décembre 2021, 85 communes avaient conclu la convention initiale avec l'État par laquelle l'adhésion au pacte prend son départ. Étant donné que des échanges réguliers continuent avec l'ensemble des communes, ce nombre évoluera encore dans les semaines à venir.

Parmi les communes signataires, onze ont opté pour un conseiller logement interne et 74 ont opté pour un conseiller logement externe. La mission de conseiller logement étant attribuée sur base des qualifications et expériences professionnelles des conseillers logement, telles que définies dans la loi, ceux-ci doivent exécuter personnellement les prestations. Le conseiller logement est dès lors toujours une personne physique, qu'il soit interne ou externe. Cependant, dans le cas de conseillers logement externes actuellement en fonction, ceux-ci sont des salariés de personnes morales.

Pour ce qui est de la formation des conseillers logement, une première série de la formation initiale a eu lieu entre le 1er juin et le 9 novembre 2021. Jusqu'au 1er décembre 2021, 26 conseillers/conseillères logement externes ont terminé la formation initiale. Une deuxième série de la formation initiale a débuté le 5 octobre 2021 et se terminera le 11 janvier 2022. Cette série de formation est surtout fréquentée par les (futurs) conseillers/conseillères logement internes. Une troisième série de la formation initiale aura lieu de début mars à fin mai 2022. Parallèlement des formations continues et échanges réguliers ont lieu avec l'ensemble des conseillers logement.

À côté de l'accompagnement par les équipes du Ministère du Logement, les conseillers disposent d'un certain nombre d'outils pour l'élaboration du plan d'action local logement (ci-après « le PAL ») dont notamment :

Le Vadémécum 2.0

Le Vadémécum 2.0 du Pacte Logement 2.0 a été envoyé en octobre (version française) respectivement en décembre 2021 (version allemande) aux communes et aux conseillers/conseillères logement.
https://logement.public.lu/fr/professionnels/communes/pacte-logement.html

Hotline Pacte Logement

Le Ministère du Logement a mis en place une « Hotline Pacte Logement » (téléphone : 8002 8989 ; email : pactelogement@ml.etat.lu). Cette plateforme d'échange permet aux communes et aux conseillers logement de s'adresser directement à l'équipe « appui aux communes » du Ministère du Logement.

Plateforme informatique SIGINOVA-PL2.0

En collaboration avec le SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique), le ministère met à disposition des communes un outil informatique. Ainsi, l'encodage et les étapes administratives liées au PAL sont réalisés de façon numérique à l'aide de la plateforme informatique SIGINOVA-PL2.0. Dès le début du mois de décembre 2021, les premières communes et conseillers logement ont demandé et reçu l'accès à cette plateforme.

Raum+ Luxembourg

Le projet Raum+ est un outil méthodologique qui permet d'établir une vue d'ensemble territoriale, quantitative et qualitative des réserves foncières pour chaque commune. Grâce au dialogue constructif et à une coopération approfondie avec les communes, un recensement de qualité a été mené jusqu'à présent avec 89 communes. Les résultats de ce recensement sont mis à disposition des communes sur une plateforme Intranet sous forme d'une base de données géographiques. Les 89 communes analysées ont déjà accès à leurs résultats Raum+. Sur demande explicite d'une commune, l'accès pour leur conseiller logement respectif a été mis en place à partir de mi-décembre 2021.

Pour ce qui est de l'élaboration des PAL, les communes débutent avec l'élaboration de ce dernier dès la signature de la convention initiale. Le délai pour l'élaboration du PAL est fixé légalement à douze mois à partir de la date de signature de la convention initiale. Selon les estimations du Ministère du Logement, l'élaboration du PAL ne devrait en principe pas prendre plus de six mois. La première série de signatures était le 30 septembre, la deuxième le 10 octobre, la troisième le 11 novembre et la quatrième le 6 décembre 2021.

Question 5284 (23.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **sans-abrisme :**

An der parlamentarescher Fro N° 0592 hat ech d'Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Hëllefe fir Sans-abrien zu Lëtzebuerg befrot. An der Äntwert vum 3. Mee 2019 huet d'Madamm Ministesch erkläert, dass:

„Den Aktiounsplang géint de Sans-abrisme ass e wichtegt Instrument an e gëtt eis e Kader, an deem mer eng ganz Rei vu Mesurë scho geholl hunn an och nach wäerten huelen."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn sech, säit et de „Service premier appel" gëtt, bei dësem gemellt (opgelëscht no Joer)?

2. An der Äntwert zur Fro N° 0592 heescht et:

„De Ministère fir Famill, Integratioun a Groussregioun wäert weiderhin alles drusetzen, fir, zesumme mat senge Partner, de Leit déi an enger Noutsituatioun sinn, ze hëllefen. Esou ass virgesinn, déi Offer vun den ‚haltes de nuit' nach ze erweideren an ze dezentraliséieren, fir och deene Mënschen eng Hëllef ze ginn, déi sech net an der Stad ophalen."

Si säit 2019 weider „haltes de nuit" geschafe ginn? Wa jo, wou goufen se opgemaach? Wann net, huet d'Ministesch hei konkreet Datumer fir weider Projeten?

3. Wat fir Servicer bitt de „Café Courage" un a wéi vill Leit hu säit der Eréffnung vun dëser Offer profitéiert?

4. Weider heescht et an der Fro:

„Och d'Strukturen, déi nom Prinzip vum ‚Housing First' fonctionéieren a Strukture fir jonk Erwuessener wäerte weider ausgebaut ginn. Generell wäert de Ministère och mat den Organisatioune weiderschaffen, fir zousätzlech Better ze schafen."

Wéi vill vun dëse Strukture goufe säit 2019 ausgebaut?

5. Wéi gesinn d'Statistike fir d'Iwwernuechtungen an der Wanteraktioun 2020/2021 aus am Verglach zu 2018/2019 an 2019/2020?

6. Weider heescht et an der Fro:

„Bei enger Rei vu Leit ass de Risiko, fir keen Daach iwwert dem Kapp ze hunn, d'Konsequenz vu psychiatreschen oder Ofhängegkeetskrankheeten. Dofir probéiert de Gesondheetsministère, Léisunge fir dës Leit unzebidden iwwert Konventioune mat verschiddenen Associatiounen [...]."

Et ass gewosst, dass et am Moment u Psychologen a Psychiateren hei am Land feelt. Ass d'Betreiung vun de Sans-abrisen trotzdeem ofgeséchert?

7. Wat fir nei Projete goufen an dësem Kontext säit 2019 nach fäerdeg gestallt?

Réponse commune (24.12.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De „Service premier appel" gouf am Mäerz 2017 lancéiert. Zënterhier hunn sech 2.527 Persoune bei dësem Service gemellt. Dorënner sinn esouwuel Persounen, déi sech an enger prekärer Situatioun befannen, ewéi och Professioneller oder aner Residenten, déi eng Persoun an Nout mellen. Heidrënner sinn d'Zuele pro Joer opgeschlësselt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Dëst Joer am Mee gouf an der Stad eng Halte de nuit opgemaach, déi sech spezifesch u Fraen adresséiert. Dëst ass ee Projet vun der Caritas, dee vum Familljeministère finanziell ënnerstëtzt gëtt. Dës Offer completéiert déi aner zwou Haltes de nuit an der Stad Lëtzebuerg, an déi sech esouwuel u Männer ewéi u Frae riichten. Eng dovun ass ugangs dëst Joer an nei Gebailechkeete geplënnert, mat enger erhéichter Capacitéit u Better.

ad 3. De Bistrot social „Le Courage" huet seng Dieren am November 2016 opgemaach. D'Beneficiairë kënnen am Bistrot social eng Dusch huelen, hir Kleeder wäschen, a kréien ee waarmt Gedrénks an eng Kollatioun ugebueden.

Dëse Service ass allerdéngs net mam Familljeministère, mee mat der Stad Lëtzebuerg konventionéiert. Dofir kann de Familljeministère och keng Ausso iwwer Zuele maachen.

ad 4. De Familljeministère ënnerstëtzt finanziell eng ganz Rei un Initiativen an Associatiounen am Beräich vum sozialen a bezuelbare Wunnraum, fir esou géint d'Obdachlosegkeet an d'sozial Exklusioun ze kämpfen a Mënschen ze hëllefen, déi aus den ënnerschiddlechste Grënn keng oder keng adequat Wunneng hunn. 2020 konnten duerch dës Strukture 4.278 Persoune logéiert ginn. Dëse Chiffer konnt iwwert déi lescht néng Joer méi wéi vervéierfacht ginn.

Dëst Joer am Mee gouf, wéi uewe geschriwwen, ausserdeem eng Halte de nuit spezifesch fir Fraen opgemaach. Duerch déi nei Gebailechkeete vun der Wanteraktioun, déi 2019 a Betrib geholl goufen, konnt d'Capacitéit op 250 Better eropgesat ginn.

Aktuell sinn och eng Rei Projeten am Beräich vun der Obdachlosegkeet an der Maach. Esou gëtt zum Beispill de Projet „Structure d'hébergement pour personnes sans abri vieillissantes" ausgeschafft. Dëse Projet, deen och am Regierungsprogramm virgesinn ass, adresséiert sech un eeler obdachlos Persounen a gëtt zu Berbuerg realiséiert an Zesummenaarbecht mam CIPA Haaptmann's Schlass.

De Familljeministère wëll och weiderhin d'Housing-First-Strukturen ausbauen, fir obdachlos Mënschen ouni Ëmweeër vun der Strooss an eng fest Wunneng ze kréien, fir dann uschléissend hir Situatioun ze stabiliséieren. Esou ass fir 2022 ugeduecht, en Housing-First-Projet fir Fraen ze developpéieren.

Et ass ausserdeem virgesinn, ee Recensement vun den obdachlose Persounen ze maachen, fir d'Bekämpfung vun der Obdachlosegkeet nach méi zilgeriicht kënnen opzestellen.

De Familljeministère huet de LISER beoptraagt, déi national Strategië géint d'Obdachlosegkeet an d'Exklusioun am Zesummenhang mam Logement ze evaluéieren. D'Erkenntnisser vun dëser Analys wäerten der Regierung erméiglechen, ze erfaassen, wéi eng Mesuren um Terrain Succès haten an nach weider ausgebaut solle ginn.

ad 5. D'Wanteraktioun geet normalerweis den 1. Dezember un an hält den 31. Mäerz op. Am Kader vun der sanitärer Kris huet de Familljeministère d'Editiounen 2019/2020 an 2020/2021 bis den 30. Juni verlängert. Heidrënner sinn d'Zuele pro Editioun opgelëscht, opgedeelt op de regulären Zäitraum an d'Verlängerunge wéinst Covid:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Bilane vun der Wanteraktioun mat de Statistike vum Nuets- an Dagesfoyer a weideren Detailer sinn och um Internetsite vum Familljeministère publizéiert.

ad 6. Betreiungsstrukture fir drogenofhängeg Mënschen a Mënsche mat psychiatresche Problemer, déi vum Gesondheetsministère konventionéiert sinn, kënnen op multidisziplinär Equippen zeréckgräifen, wou och Psychologen an Therapeute vertruede sinn, déi déi betraffe Persounen en charge kënnen huelen.

Ad 7. De Gesondheetsministère konventionéiert verschidden Offere vu betreitem Wunnen, notamment fir Mënsche mat Ofhängegkeetsproblemer, déi keen Dag iwwert dem Kapp hunn. Dës Offere gi progressiv ausgebaut. Et handelt sech hei ëm e permanenten

Ausbauprozess. Den nationalen Drogenaktiounsplang 2020-2024 gesäit des Weideren eng zousätzlech Offer vun Housing First vir, fir Leit déi a prekäre Situatioune liewen a psychomedezinnesch Betreiung brauchen. An deem Kontext ass e Konzept mat verschiddene spezialiséierten Trägeren ausgeschafft ginn an et gi momentan déi passend Gebailechkeete gesicht, fir dës Offer ze verwierklechen.

Den MENJE an de MIFA hunn 2016 zesummen de „Bon d'hébergement d'urgence" fir jonk Erwuessener bis 27 Joer agefouert. Dee kann ausgestallt gi vum ONE, den Offices sociaux an de SePASen aus de Lycéeën. An der Reegel kann esou e Jonken an Nout bis zu maximal 30 Deeg pro Persoun an enger Jugendherberg iwwernuechten. Bezuelt ginn d'Iwwernuechtunge vun den Offices sociaux an dem MIFA respektiv dem MENJE, iwwert eng ASFT-Konventiouun „Service pour jeunes" an Zesummenaarbecht mat der „Centrale des auberges de jeunesse luxembourgeoises".

2019 goufen esou 909 Nuechte bezuelt fir 63 Jonker, 2020 waren et 1.115 Iwwernuechtunge fir 71 Jonker an 2021 bis zum Enn vum Mount November waren et 1.301 Iwwernuechtunge fir 86 Jonker. Et gëtt momentan un engem alternative Konzept fir d'Hébergements d'urgence geschafft, wou niewent enger Schlofplaz och nach een zousätzlecht pedagogescht Encadrement virgesinn ass. Dëst neit Konzept wäert am Laf vum Joer 2022 lancéiert ginn.

Question 5285 (23.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**appel à projets « Zesummeliewen: lokal engagéieren a matmaachen » :**

Am September 2021 gouf e Gesetzesprojet deposéiert, deen eng Reform vum Walrecht virgesäit an et auslännesche Bierger soll méi einfach maachen, bei de Gemengewalen ze participéieren.

Kuerz drop, am Oktober, huet den Integratiounsministère en Appel à projets fir 2022 gemaach mam Titel „Zesummeliewen: lokal engagéieren a matmaachen". Projeten aus dem Beräich vun der Participation politique oder citoyenne kënnen iwwert de Ministère eng finanziell Ënnerstëtzung kréien. Wärend Projeten aus dem éischtgenannte Beräich sollen „informer et sensibiliser les publics étrangers et notamment les jeunes électeurs", geet et bei der Participation citoyenne ëm eng „mobilisation et implication du public cible dans des projets de vivre ensemble interculturel".

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Fro stellen:

- Projeten, déi vun enger Färderung profitéiere wëllen, mussen hir Demande bis Ufank Januar 2022 eraginn hunn. Eng Reform vum Walgesetz wäert bis dohi warscheinlech net an der Chamber gestëmmt konnte ginn. Wäerten och am Joer 2023 an doriwwer eraus nach änlech Projete vum Integratiounsministère finanzéiert ginn, fir dozou bäizedroen, dass esou vill wéi méiglech auslännesch Bierger iwwert d'Reform vum Walgesetz informéiert wäerte ginn, wann de Projet bis an der Chamber gestëmmt sollt ginn?

Réponse (16.12.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Déi nei PAN-Projeten am Beräich vun der politescher Participatioun fänken am Mee 2022 un a kënne bis Mëtt 2023 ëmgesat ginn. Bei der Ëmsetzung vun dëse Projete sollen d'Porteurs de projet eng gewësse Flexibilitéit kréien. Fir esou vill wéi méiglech Leit ze erreechen, kréien d'Porteurs de projet dofir d'Méiglechkeet, d'Zilpublikum vun hirem Projet ze erweideren, wann den neie Gesetzprojet bis gestëmmt ass.

D'Gemengen an d'Associatiounen hunn och d'Méiglechkeet, e Subsid beim Familljeministère unzefroen, an dëst fir Aktiounen an Initiativen am Beräich vun der Informatioun an der Sensibiliséierung vun den net lëtzebuergesche Matbierger. Duerch Sensibiliséierungs- an Informatiounsaktioune sollen Netlëtzebuerger motivéiert a mobiliséiert ginn, fir sech op d'Wielerlëschten anzeschreiwen an un den nächste Gemengewalen deelzehuelen. Dës Subside gëlle souwuel fir Aktiounen, déi virum neie Gesetzestext ugefrot ginn, wéi och fir Aktiounen, déi nom Stëmme vum neie Gesetz stattfannen. Och hei soll e Porteur de projet oder eng Gemeng d'Méiglechkeet hunn, fir Aktiounen an Initiativen der neier Gesetzgeebung unzepassen.

Am Kader vum Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) organiséiert den Integratiounsdepartement vum Familljeministère och zweemol pro Joer eng „journée d'orientation", en Dag, op deem d'Signatairë vum CAI sech iwwer Lëtzebuerg, seng Kultur an och iwwer bestëmmte Prozeduren hei am Land kënnen informéieren. Bei den nächsten Editioune vun der Journée d'orientation ass virgesinn, dass den Integratiounsdepartement en Informatiounsstand zu der Sensibiliséierungscampagne „Je peux voter" wäert hunn. Um Stand sollen ënnert anerem Froe beäntwert ginn, wéi „Dierf ech mat wiele goen?", „Wéi a wou kann ech mech an eng Wielerlëscht aschreiwen?", „Wat sinn d'Delaie fir sech anzeschreiwen?". Wa bis zu der nächster Journée d'orientation dat neit Gesetz gestëmmt wier, kënnen dës Informatioune fir d'Leit flexibel adaptéiert ginn. Déi nächst Journée d'orientation ass am Mee 2022.

Och d'Sensibiliséierungscampagne „Je peux voter" ass flexibel a kann un dat neit Gesetz, wann et gestëmmt ass, ugepasst ginn. D'Campagne soll am Laf vum Joer 2022 ufänken a sech bis kuerz virun de Walen 2023 hinzéien. An enger éischter Phas gëtt de Public iwwer déi aktuell gesetzlech Konditiounen informéiert. Soubal dat neit Gesetz gestëmmt ass, kann d'Kommunikatioun am Kader vun der „Je peux voter"-Campagne awer adaptéiert ginn. Dëst ass virun allem doduerch méiglech, dass d'Campagne zu engem groussen Deel digital an um Terrain bei de Leit ofleeft. Et wäerten ënnert anerem Multiplicateuren ausgebilt ginn, déi d'Informatiounen iwwer d'politesch Participatioun weidergin. Projeten, déi vun den Integratiounskommissiounen oder vun de Gemengen am Kader vun der „Je peux voter"-Campagne lancéiert ginn, kënne vum Integratiounsdepartement suivéiert a promouvéiert ginn. Dat selwecht gëllt iwwerdeems och fir Workshops oder Aktiounen, déi a Gemenge vum „Pakt vum Zesummeliewe" géifen initiéiert ginn.

Question 5286 (23.11.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **situation épidémiologique dans les écoles :**

An der Chamberssëtzung vum 16. November 2021 huet den Här Minister op eng mëndlech Fro vu mir mat: „Déi véiert Well geet net laanscht eis Schoulen [...], mee bei de Schüler souwuel am Fondamental wéi am Secondaire leie mir ënnert der Inzidenz vum leschte Joer" geäntwert. Dëse positiven Androck géifen d'Acteuren an der Schoul gär via konkreet Zuele bestätegt a reegelméisseg matgedeelt kréien. Wärend dem leschte Schouljoer gouf bekanntlech all Woch e Rapport iwwer d'Infektiounslag an de Schoule veréffentlecht.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt et kee wéchentleche Rapport méi doriwwer, wéi sech de Virus an de Schoule verbreet?

2. E Rapport mat den aktuelle Covidzuele sollt all Mount publizéiert ginn; kann den Här Minister mir soen, wou dëse Rapport drun ass, respektiv firwat en nach net veréffentlecht ginn ass?

3. Wéi hunn d'Zuelen sech zënter der Rentrée pro Cycle entwéckelt; wéi steet een am Verglach zum leschte Joer do?

4. A senger Äntwert de 26. November huet de Minister uginn, dass d'Impfung hir Wierkung weist; sou sinn d'Inzidenzen am Secondaire méi déif, wéi an der Grondschoul. Wier et an deem Kontext net méiglech, an engem wéchentleche Rapport och den Taux vun net geimpften a geimpfte Kanner unzeginn, déi um Covid-19 erkrankt sinn?

5. Wéi vill verschidden Zenarie goufen et zënter der Rentrée am September an deene verschiddenen Alterskategorien?

6. Gëtt iwwer weider Moossnamen an der Schoul nogeduecht, zum Beispill iwwert d'Maskeflicht?

Réponse (24.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Zanter der Rentrée ass d'Situatioun vun der Schoulpopulatioun an de wéchentleche Rapport, dee vun der Direktioun vun der Santé publizéiert gëtt, mat agefloss. An dësem Zesummenhang kann am Rapport vun der Santé d'Evolutioun vun der Unzuel u positiv geteste Schülerinnen a Schüler no Alterstranchen nogelies ginn. Dernieft stellt de Rapport och d'Zenarie 4 an de Schoulen duer.

Zanter der Kalennerwoch 50 ass am Rapport vun der Santé zousätzlech eng Kaart, déi d'Unzuel un neie positive Fäll bei de Schülerinnen a Schüler aus dem Enseignement fondamental erëmgëtt. Hei sinn esouwuel déi absolutt Zuele vun neie positive Fäll am Enseignement fondamental preziséiert, ewéi och d'Inzidenzen, d. h. d'Unzuel vun neie positive Fäll op 1.000 Schüler pro Direktioun aus dem Enseignement fondamental.

ad 3. Mir verweisen an dësem Zesummenhang op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 5235.

ad 4. D'Donnéeën zum Taux vun den net geimpften a geimpfte Kanner, déi um Covid-19 erkrankt sinn, leien eis net vir.

ad 5. Undeel un Zenarien zanter der Rentrée 2021/2022 no Ordre d'enseignement (Stand 12.12.2021)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. D'Entwécklung vun den Infektiounszuele gëtt permanent analyséiert, fir eventuell weider Mesuren en place ze setzen. An dësem Zesummenhang ass den 30. November 2021 en adaptéierten Dispositif sanitaire fir d'Éducation nationale un d'Direktioune kommunizéiert ginn, déi dësen Dispositif un déi concernéiert Membere vun der Schoulcommunautéit diffuséiert hunn.

D'Haaptelementer vum neien Dispositif sinn:

- dat permanent Droe vun der Mask ab dem éischten Infektiounsfall an enger Klass;
- d'Verstäerkung vum Testing:
Am Enseignement fondamental ginn d'Schüler, virausgesat datt hir Elteren heifir hiren Accord ginn hunn, elo dräimol an der Woch getest. D'Schüler aus de Cyclen 2, 3 a 4 gi weiderhin an der Schoul getest. D'Eltere vun de Schüler aus dem Cycle 1 kréien ee weideren Test, fir dësen doheem mat hirem Kand duerchzeféieren. Am Fall vun engem Zenario 1 oder 2 gëtt en Testing renforcé fir siwen Deeg ëmgesat, bei deem d'Schülerinnen a Schüler sech all Dag testen. Am Enseignement secondaire bleift den Dispositif onverännert. Dëse gesäit zwee Tester pro Woch vir, vun deene jeeweils een doheem an een an der Schoul gemaach gëtt.
Zousätzlech gëtt ab engem Zenario 1 d'Droe vun enger Mask obligatoresch. Bei engem Zenario 1 oder 2 gi Schülerinnen a Schüler, déi entweeder geimpft oder „genesen" sinn, net a Quarantaine gesat a kënnen um Testing deelhuelen. Schüler, déi weeder geimpft nach „genesen" sinn, ginn och net a Quarantaine gesat, virausgesat allerdéngs, datt si wärend siwen Deeg um Testing renforcé deelhuelen. D'Schülerinnen an d'Schüler, déi net un dësem Testing renforcé deelhuelen, mussen a Quarantaine. D'Quarantaine gëtt unhand vun engem negative certifiéierten Test ab dem sechsten Dag nom leschte Kontakt mat der infizéierter Persoun opgehuewen. Dësen Test gëtt op Basis vun enger Ordonnance vun der Inspection sanitaire duerchgefouert. Am Fall vun engem Zenario 1 oder 2 gëtt den normale Fonctionnement vun de Schoulen an de Services d'éducation et d'accueil bäibehalen.
- d'Mise en quarantaine vu Persounen, déi weeder geimpft nach „genesen" sinn, beschränkt sech an den Zenarien 1 an 2 op déi Schülerinnen a Schüler, déi net um Testing renforcé deelhuelen.

Question 5287 (23.11.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **relations entre les forces de l'ordre française et luxembourgeoise :**

Selon le journal « Le Monde », depuis quelques semaines, les rapports entre les corps de police des deux pays se seraient légèrement rafraîchis, alors que policiers et gendarmes lorrains auraient pris l'habitude de faire le plein d'essence de leurs véhicules de service en territoire luxembourgeois, en « tenue complète », c'est-à-dire armés.

Ceci aurait e. a. mené à un dépôt de plainte de la part d'un automobiliste luxembourgeois après de vifs échanges avec des membre des forces de l'ordre français. Dans le même article, il est question d'accords bilatéraux franco-luxembourgeois en la matière.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure s'il a connaissance de ces frictions.

2) Existe-t-il un accord franco-luxembourgeois en la matière et quel en est le contenu ?

3) Sinon, est-ce qu'un tel accord est en préparation ?

4) En l'absence d'accord, quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre respectivement de la Police grand-ducale face à cette pratique ?

Réponse (23.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) + 4) La Police grand-ducale entretient et a toujours entretenu d'excellentes relations avec ses homologues de la Grande Région et la collaboration entre les différents services de police est exemplaire. Il n'existe aucun accord formel permettant de manière spécifique à un policier français de faire le plein au Luxembourg, mais c'est une pratique courante. Toutefois, il est envisagé d'encadrer ce type d'incursion administrative de manière plus spécifique dans le futur (cf. réponse à la question 3).

ad 2) L'accord bilatéral du 15 octobre 2001 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières prévoit en des termes généraux la coopération directe entre les services de police et de douane des deux parties contractantes. Des accords similaires existent avec la Belgique et l'Allemagne et reposent principalement sur la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990.

À côté de l'accord bilatéral précité et de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, les différentes formes de coopération policière et d'interventions transfrontalières sont régies par un certain nombre d'autres conventions et traités multilatéraux. Cependant, ces dispositions ne régissent pas de manière spécifique la possibilité de faire le plein sur le territoire d'une autre partie contractante.

ad 3) En octobre 2021, les autorités luxembourgeoise et française ont convenu la mise en place d'un groupe de travail en matière de coopération policière et douanière sous l'égide de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG). Ce groupe de travail a comme mission d'identifier et d'approfondir les possibilités d'une éventuelle coopération plus étroite, entre autres, sur le sujet des conditions d'une incursion administrative.

Question 5288 (24.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **pollution de la « Ierpeldengerbaach » :**

Mir goufen Temoignagen zougedroen, dass an der Ierpeldengerbaach zu Ierpeldeng den 8. November Verschmotzungen ze erkenne waren. D'Waasser vun der Baach hat eng méllechzeg mof Faarf. Mengen Informatiounen no goufen d'Autoritéiten iwwert d'Verschmotzung a Kenntnis gesat.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet d'Ministesch Kenntnis vun dëser Verschmotzung?

2. Wat waren d'Grënn?

3. Wéi wäert d'Verschmotzung an der Baach besäitegt ginn?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Weeder de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) nach d'Waasserverwaltung (AGE) hu Kenntnis vun der Waasserverschmotzung, op déi den éierewäerten Deputéierten sech a senger Fro bezitt.

Deen heifir zoustännege Service inspection, contrôle et gestion de pollutions (SICOPOL) kann nëmme bei enger Waasserverschmotzung intervenéieren, wann dës der AGE gemellt gouf. Op dëser Plaz gëtt dofir nach eemol erënnert, datt all Verschmotzung soll iwwert den 112 gemellt ginn.

Question 5289 (24.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **communication du Gouvernement concernant la pandémie de la Covid-19 :**

„The Lancet" ass eng vun den eelsten a renomméiertste medezinnesche Fachzäitschréfte vun der Welt, an engem rezenten Artikel heescht et:

(Referenz: „The Lancet" November 20, Vol. 398)

"In the USA and Germany, high-level officials have used the term pandemic of the unvaccinated, suggesting that people who have been vaccinated are not relevant in the epidemiology of Covid-19. Officials use of this phrase might have encouraged one scientist to claim that ‚the unvaccinated threaten the vaccinated for Covid-19'. But this view is far too simple. There is increasing evidence that vaccinated individuals continue to have a relevant role in transmission."

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un d'Madamm Gesondheetsminister:

- Och d'Lëtzebuerger Regierung huet an der Vergaangenheet änlech Aussoe gemaach wéi déi, déi am Artikel vu „The Lancet" ernimmt ginn. Ass d'Regierung der Meenung, datt si an hirer zukünfteger Kommunikatioun soll dorop oppassen, fir net eng Grupp vu Leit eleng fir d'Iwwerdroung vum Covidvirus responsabel ze maachen?

Réponse (24.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Ausso, dass dës Epidemie elo eng Epidemie vun Ongeimpften ass, geet warscheinlech op den Anthony Fauci, de Conseiller vum amerikanesche President fir de Beräich Covid-19, zeréck, a gouf fir d'éischt virun enger ganzer Rei Woche gemaach. Deemools war d'Situatioun sécher esou dass, iwwert den Daum gepeilt, d'Ausso richteg war. Entre-temps hu mir eng méi nuancéiert Vue vun der aktueller epidemiologescher Situatioun, déi sech och duerch den neie Variant Omikron komplett verännert huet. Mir wëssen elo, dass den Immunschutz iwwert d'Zäit ofhëlt, an dat villäicht méi séier wéi initial ugeholl, an de Variant Omikron gëtt

manner kontrolléiert duerch d'Impfung, besonnesch wann nëmmen zwou Injektioune gemaach goufen.

D'Impfung behält awer absolutt hir Wichtegkeet, well de Risiko schwéier krank ze ginn, an domat mussen de Gesondheetssystem an Usproch ze huelen, vill méi niddreg bei Geimpften (besonnesch mat Booster), wéi bei Netgeimpfte bleift. Duerfir ass et wichteg, dass all Bierger sech impfe léisst, fir sech a seng Matmënsche beschtméiglech ze schützen, an och d'Offer vun der Boosterimpfung akzeptéiert.

D'Regierung wëllt sécher d'Gesellschaft net weider splécken, huet awer d'Flicht, ganz däitlech d'Fakten op den Dësch ze leeën, a kloer ze erklären, wat den Notze fir den Eenzelen an d'Gesellschaft vun der Impfung ass.

Question 5290 (24.11.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**avenir du projet de Google à Bissen :**

Dans un reportage publié récemment sur rtl.lu, „Google investéiert weider an Datenzenter. Awer wou fir d'éischt?", il est question de l'engagement du géant américain de l'internet en Belgique, où un nouveau data center serait en cours d'achèvement. Par ailleurs, de nouveaux investissements majeurs pour la Belgique ont récemment été relayés par la presse.

Les plans de Google contrastent avec l'engagement de l'entreprise au Luxembourg. Il n'y a en effet pas eu d'évolutions notables dans le dossier Google depuis plusieurs semaines et mois. D'après rtl.lu, la direction de Google ne considère pas le projet de Bissen comme « mort », mais le projet ne semble pas être d'une priorité absolue que ce soit au niveau de l'entreprise, ou au niveau du Gouvernement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Le Gouvernement peut-il faire le point sur le projet Google à Bissen ? Où en est le dossier ? Quelles sont les étapes qui restent à franchir ?

- Le Gouvernement a-t-il connaissance des plans de l'entreprise en Belgique ? Quelle est son appréciation de la situation ? Est-ce que les plans de Google en Belgique pourraient mettre en danger l'engagement du géant américain de l'internet au Luxembourg ?

- Est-ce que le projet Google à Bissen reste une priorité pour le Gouvernement ?

Réponse commune (24.12.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le projet concernant l'implantation d'un data center à Bissen reste d'actualité et constitue toujours une priorité pour le Gouvernement comme le projet prend en compte les efforts de diversification économique et la poursuite du développement de l'économie numérique au Luxembourg.

Comme dans d'autres dossiers similaires, l'investisseur veut disposer d'une sécurité juridique. Cependant un recours judiciaire est toujours en cours en ce qui concerne le reclassement de certaines parcelles où le centre de données est appelé à être implanté. En effet, la modification ponctuelle du Plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Bissen avait fait l'objet d'une contestation par une ASBL devant le tribunal administratif. En première instance cette ASBL n'a pas obtenu gain de cause et a fait appel. La décision finale suite à cet appel n'a pas encore été rendue par la Cour administrative qui est compétente pour juger à nouveau le litige dans son intégralité.

Même si le projet continue de faire l'objet d'une série d'études et de démarches préparatoires en vue du développement d'un projet concret, l'investisseur reste en attente de l'issue finale de cette procédure devant les juridictions administratives.

En ce qui concerne d'éventuels projets de Google en Belgique, il n'appartient pas au Gouvernement d'apprécier voire de se prononcer sur les plans de développement d'une entreprise à l'étranger.

Question 5292 (25.11.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **comportement dangereux de certains chauffeurs dans le trafic au Fridhaff :**

Mir ass vu besuergte Bierger gesot ginn, datt et de Moment reegelméisseg duerch de Chantier vun der neier Aktivitéitszon ZANO um Fridhaff (B7) zu geféierleche Manöveren am Trafick kënnt - ganz besonnesch, wann de Feierowendverkéier ufänkt.

Sou géifen eng Rei Chauffeuren d'Opfaart- resp. Offaartspueren als Iwwerhuelspuer benotzen, mam Resultat, datt et zu kriteschen Incidente ka kommen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister au courant vun dëse Praktiken? Gi reegelméisseg Kontrolle gemaach?

2. Wann net, ass den Här Minister gewëllt, Kontrollen duerchféieren ze loossen, besonnesch zu deene Stonnen, wou den Trafick méi intensiv ass?

Réponse (14.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Wärend de Stousszäite kënnt et op dëser Plaz reegelméisseg zu Stau. An der aktueller Bauphas vum Chantier um Fridhaff stellt d'Police follgend Iwwerhuelmanövere fest:
- d'Chaufferen iwwerhuele riets iwwert eng Spuer, déi am Ament fir esou Manövere gespaart ass,
- d'Automobilisten iwwerhuelen op den Opfaarte respektiv op den Offaarten.

Vill Automobiliste fuere léiwer vun der B7 erof, fir eng 400 m méi wäit nees eropzefueren an esou eng Partie vum Stau ze evitéieren. Dës Manövere sinn erlaabt.

ad 2. Et ass der Police kee rezenten Accident op dësem Tronçon bekannt, deen an Zesummenhang mam Chantier géif stoen. Trotzdeem mécht d'Police sporadesch statesch a mobill Kontrollen, souwäit dat méiglech ass.

D'Situatioun gëtt och suivéiert, mee d'Konfiguratioun vum Site an d'Bauaarbechte maache repressiv a preventiv Policekontrolle relativ schwéier a souguer geféierlech.

D'Vitesslimitatioun op 70 km/h hëlleft awer, de Risk vun Accidenter op dëser Plaz ze reduzéieren.

Question 5293 (25.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **conservation de la maison de naissance d'Aloyse Kayser :**

Zu Miersch steet dem Aloyse Kayser säin Heemechtshaus. Um Haus ass eng Plack, déi drop hiweist: „Gebuertshaus vum Volleksfrënd". Eisen Informatiounen no soll dëst Haus ofgerappt ginn. Duerfir wëll ech der Madamm Kulturminister an dem Här Transportminister dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Madamm Kulturminister an den Här Transportminister bestätegen, datt dat betraffent Haus soll ofgerappt ginn?

2. Wéi gesäit a begrënnt de „Service des sites et monuments" d'historesch, kulturell an architektonesch Bedeitung vun dësem Haus?

3. Am Fall, wou de Service vum Kulturministère dëst Haus als wichteg an erhalenswäert aschätzt, firwat gëtt sech net doru gehalen?

4. Wat geschitt mat der kommemorativer Plack, wann d'Haus sollt ofgerappt ginn?

Réponse commune (28.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Zu Rolleng an der Gemeng Miersch steet dem Aloyse Kayser säin Heemechtshaus (2A, rue de Luxembourg). Am Kader vum wëssenschaftlechen Inventaire, deen de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) zu Miersch konnt ofschléissen, gouf dëst Gebai repereiert, analyséiert an als schützenswäert agestuuft, dat mat follgender Motivatioun:

„Net wäit vun der ‚rouder Bréck', déi iwwer d'Uelzecht an d'Eisebunnsgleiser féiert an d'Grenz tëschent Miersch a Rolleng markéiert, steet dat klengt Barrièreshaischen direkt bei de Gleiser. Dat Gebai gouf 1870 gebaut an huet dozou gedéngt, d'Gleiser virun der Afaart an d'Gare vu Miersch ze iwwerwaachen. Um Rez-de-chaussée waren de Büro an de Signalisatiounsraum vum Garde-barrière, deen um Stack doriwwer gewunnt huet. Trotz enger gewësser raimlecher Distanz gehéiert d'Gebai zum (schonn national geschützten) Ensembel vun der Mierscher Gare. Et ass ee seelenen an historeschen Zeie vum fréien Eisebunnswiesen zu Lëtzebuerg an domat och vum deemolege Stand vun der technescher Entwécklung. Zudeem ass et eent vu just nach enger Handvoll Barrièreshaisercher, déi un der Linn vu Lëtzebuerg op Ëlwen iwwerliwwert sinn. Seng ofliesbar Entwécklungsgeschicht a seng authentesch Bausubstanz zeechnen et aus. Als Gebuertshaus vum Aloyse Kayser kënnt dem Bauwierk een nationalen Erënnerungswäert zou.

Eng Plackett un der südlecher Giewelsäit weist d'Inschrift ‚Geburtshaus/vum Volleksfrënd/ALOYSE KAYSER/29.1.1874' an erënnert un de Politiker, Gewerkschaftler an Eisebunner, deen op dësem Datum hei gebuer gouf. Den Aloyse Kayser (1874-1926) huet am Alter vun 20 Joer seng Carrière bei der Eisebunn ugefaangen, wou hien ‚Oberbahnhofsaufseher' gouf.[7] Hie war Matbegrënner vun der gewerkschaftlecher Beweegung zu Lëtzebuerg a gouf 1908 fir d'éischt fir d'sozialistesch Partei an d'Chamber gewielt.[8]

Dem Aloyse Kayser säi Gebuertshaus ass als Lieu de mémoire an duerch déi doriwwer eraus erfëllte Krittären national schützenswäert."

Et si sécherheetstechnesch Grënn, déi maachen, datt et Iwwerleeungen zum Ofrappe gëtt.

Tatsächlech plangt d'CFL, als Gestionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur am Accord mat der Gemengeverwaltung vu Miersch, d'Ofrappe vun dësem fréiere Barrièreshaus, well dëst Gebai ze no bei den Eisebunnsschinnen ass. D'Haus läit och bannent dem elektresche Gabarit vun de liewegen Eisebunnsinstallatiounen, soudatt all Interventioun un dësem Gebai eng Ënnerbriechung vum Schinneverkéier erfuerdert. Fir d'Entwécklung vun der Eisebunn an d'Sécherheet vum Schinneverkéier, wéi och déi vun Drëttbewunner nieft der Eisebunnsstreck ze garantéieren, kann dëst Gebai net erhale bleiwen. Eng Gedenkstell, déi d'Gedenkplack vun der Fassad integréiert, gëtt bei dësem Site installéiert.

Question 5294 (25.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **validité du EU digital Covid certificate :**

D'EU-Kommissioun wëll d'Validitéit vun de Covidzertifikater europawäit harmoniséieren, dorënner falen och déi sougenannte Boosterimpfungen. Déi zoustänneg EU-Kommissärin Stella Kyriakides sot den 22. November am EU-Parlament zu Stroossbuerg:

"I fully agree with the urgency, and this is why the European Commission is working with the utmost urgency to strengthen the coordination of free movement, including the length of validity and the role of boosters in the vaccination campaign."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi laang bleift de Covidpass valabel, wann ee keng Boosterimpfung mécht a wéi laang bleift e valabel, wann een eng Boosterimpfung mécht?

2. Fir Leit ouni Impfung gëtt d'Reesen och bannent der EU tendenziell ëmmer méi schwiereg. Wéi ass déi Lëtzebuerger Positioun am Hibléck op d'Reesfräiheet vun ongeimpfte Leit am Schengen-Raum? Wéi eng Positioun vertrëtt Lëtzebuerg an där Fro géintiwwer der EU-Kommissioun an deenen anere Memberstaate vum Schengen-Raum?

3. De Covidpass ass de facto amgaangen, sech an eng Zort Reesdokument ze verwandelen. Gesäit Lëtzebuerg doran eng potenziell Gefor fir de Prinzip vun der Beweegungsfräiheet?

4. Wéi laang soll esou e Covidpass, der Meenung vun der Lëtzebuerger Regierung no, bestoe bleiwen? Wéi eng objektiv, chiffréiert an transparent Krittäre mussen, der Lëtzebuerger Regierung no, erfëllt sinn, fir de Covidpass nees kënnen ofzeschafen?

Réponse commune (23.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Fir den Ament, hunn d'Impfzertifikater zu Lëtzebuerg eng technesch Validitéitsdauer vun engem Joer no engem vollstännegen Impfscheema an och no enger Boosterimpfung. Op EU-Niveau gouf sech fir d'Reesen op eng Standard-Akzeptanzperiod no engem vollstännegen Impfscheema vun néng Méint gëeenegt. Dëst gouf den 21. Dezember iwwert en delegéiert Reglement vun der Europäescher Kommissioun festgehalen. Déi nei Reegele solle vum 1. Februar 2022 u gëllen, virausgesat, weeder de Rot nach d'Parlament hunn dozou eppes anzewennen.

ad 2. Lëtzebuerg setzt sech konsequent fir d'Oprechterhale vun der Reesfräiheet innerhalb vum Schengen-Raum an.

ad 3. Den europäeschen digitale Covidzertifikat ass ausgeschafft ginn, fir esou mann wéi méiglech Reesrestriktiounen ze hunn. Et ass eng Bescheinegung vun enger Persoun hirer Situatioun (geimpft, getest oder geheelt) mat Bezuch op Covid-19.

ad 4. Dat europäescht Reglement (UE)2021/953 setzt de Kader vun den europäeschen digitale Covidzertifikater, fir d'Beweegungsfräiheet bannent der EU ze erliichteren. D'Reglement gëllt fir zwielef Méint ab dem 1. Juli 2021. D'Kommissioun wäert dem europäesche Parlament an dem Rot spéitstens dräi Méint virum Enn vun der Uwendung vum Reglement e Rapport virstellen. Opgrond vun der epidemiologescher Situatioun kéint d'Kommissioun proposéieren, de System vun de Covidzertifikater ze verlängeren.

Zu Lëtzebuerg ass d'Uwendung vun den digitale Covidzertifikater am nationale Covidgesetz gereegelt, wat aktuell bis den 28. Februar 2022 a Kraaft ass. Déi national Moossname si vun der Evolutioun vun der epidemiologescher Situatioun ofhängeg. Souwuel wëssenschaftlech Erkenntnisser iwwert de Virus, seng Varianten an d'Impfungen, wéi och d'Zuel vun den Infektiounen an den Hospitalisatiounen hei am Land, gehéieren zu de Krittären, op déi sech baséiert gëtt, fir d'Moossnamen un d'Entwécklung vun der Situatioun unzepassen.

Question 5296 (25.11.2021) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **création de musées pour certains métiers de la fonction publique :**

Wann een zu Lëtzebuerg d'Geschicht vun onser Police besser verstoe wëllt, féiert kee Wee laanscht de Policemusée um Verluerekascht an der Stad. Dank dem Engagement vun enger Rei Benevollen, déi sech zu enger ASBL formiert hunn, gëtt d'Vergaangenheet vun der Lëtzebuerger Police lieweg gehalen an interesséierte Leit eng pedagogesch Fräizäitaktivitéit ugebueden. Nieft dem Policemusée ginn et nach den Douanesmusée, de Pompjeesmusée wéi och eng Rei Eisebunnsmuséeën, ewéi zum Beispill deen um Site vum Fond-de-Gras zu Déifferdeng. Trotz dem immensen an honorabelen Engagement vu geschichtsbegeeschterte Benevollen, erfëllen déi genannte Muséeën net d'Usprëch vun enger moderner Geschichtsschreiwung, wat d'Fro no engem méi aktivem Rôle vum Staat an deem Zesummenhang opwerft.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Minister fir d'Fonction publique an der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

- Wier et net erstriewenswäert, dass de Ministère fir d'Fonction publique an Zesummenaarbecht mam Kulturministère d'Initiativ ergräift, fir e staatleche Musée vun der Fonction publique ze schafen, deen d'Geschicht vu sämtleche Staatsbeamtecarrièren, ewéi déi bei der Police, bei de Pompjeeën oder bei der Arméi, zentral op enger Plaz traitéiert?
- Goufen et a béide Ministèrë schonn eng Kéier Iwwerleeungen, déi an déi selwecht Richtung gaange sinn?

A wa jo, wat waren d'Vir-, respektiv d'Nodeeler vun esou enger Initiativ?

Réponse commune (14.12.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

De Ministère fir d'Fonction publique, respektiv de Kulturministère denken net drun, fir e staatleche Musée vun der Fonction publique ze schafen.

Question 5297 (25.11.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**enregistrement des procès pénaux :**

Hier, les partis socialiste, vert et libéral allemands ont présenté leur accord de coalition pour les années 2021 à 2025. Il en ressort e. a. que :

„Wir machen Strafprozesse noch effektiver, schneller, moderner und praxistauglicher, ohne die Rechte der Beschuldigten und deren Verteidigung zu beschneiden. Vernehmungen und Hauptverhandlung müssen in Bild und Ton aufgezeichnet werden."

Au Luxembourg, les avocats pénalistes du Luxembourg (ALAP) plaident depuis des années pour une adaptation du cadre légal en la matière. C'est ainsi que l'ALAP s'était prononcée comme suit dans un reportage diffusé sur RTL :

„D'ALAP setzt sech also derfir an, datt de Prozess enregistréiert gëtt. D'Notte vum Greffier wäre wichteg, mee géifen net ëmmer duergoen, sou de Maître Penning. D'Gesetz gesäit vir, datt hien dat opschreift, wat him wichteg virkënnt. D'ALAP wëll deem Mann da kee Reproche maachen, mee et kënnt vir, datt déi Persoun den Dossier net kennt an esou ganz schwéier ka wëssen, wat wichteg ass a wat net. Da geet et och nach séier, et gëtt keng Steno, mee déi Persoun schreift mam Bic op, wat "kreuz und quer" am Prozess gesot gëtt. Do kann de Plumitif och net ëmmer nokommen. Dat, wat vun der Persoun dann opgeschriwwe gouf, déngt der Cour d'appel fir ze wëssen, wat gesot ginn ass."

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

1) Madame le Ministre peut-elle nous rappeler la base légale réglant la manière et les modalités de tenue du plumitif en matière pénale ?

2) Madame le Ministre envisage-t-elle une réforme de ladite pratique ?

[7] Geschichtsfrënn vun der Gemeng Miersch, Aloyse Kayser', in: Zangerlé, Gaston; Knebl, Tanja (Hrsg.), Miersch. Meng Gemeng. Wissenswertes aus Geschichte, Geografie und Kultur, Luxemburg, 2016, S. 61

[8] Geschichtsfrënn vun der Gemeng Miersch, Aloyse Kayser', in: Zangerlé, Gaston; Knebl, Tanja (Hrsg.), Miersch. Meng Gemeng. Wissenswertes aus Geschichte, Geografie und Kultur, Luxemburg, 2016, S. 61

3) Madame le Ministre entend-elle créer une base légale pour fixer le principe de l'enregistrement audiovisuel des procès pénaux ?
- Endéans quel délai Madame le Ministre entend-elle saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi afférent ? Quelles sont les contraintes applicables à un tel dispositif légal ?
- À défaut, quelles en sont les raisons ?

Réponse (14.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) La base légale du plumitif d'audience en matière pénale se trouve à l'article 155 du Code de procédure pénale, lequel dispose que « les témoins feront à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité ; et le greffier en tiendra note, ainsi que de leurs noms, prénoms, âge, profession et domicile ou résidence, et de leurs principales déclarations.

La note prescrite par l'alinéa précédent sera tenue en forme de procès-verbal et sera signée par le président et par le greffier. En cas d'appel, elle sera jointe en original aux pièces de la procédure. »

Cet article étant prévu dans la partie du Code de procédure pénale relative à l'organisation des tribunaux de police, l'article 189 prévoit son application également en matière correctionnelle. L'article 155 s'applique également en matière criminelle en vertu de l'article 222 du Code de procédure pénale qui dispose que « [...] les règles de procédure applicables aux chambres correctionnelles sont communes aux chambres criminelles ».

En outre, l'article 2 du règlement grand-ducal du 29 juin 1990 portant règlement d'ordre intérieur pour la Cour d'appel, les tribunaux d'arrondissement et les justices de paix énonce que « le greffier inscrit au registre d'audience les heures d'ouverture et de levée de l'audience, ainsi que la durée et la cause des suspensions d'audience et y mentionne les faits de l'audience ».

ad 2) + 3) Les travaux relatifs à l'enregistrement audio et/ou vidéo des audiences des juridictions pénales, notamment l'analyse des moyens techniques et budgétaires nécessaires, ainsi que de la nécessité d'une base légale, sont en cours. Les contraintes légales applicables à un tel dispositif tenant notamment au droit au respect de la vie privée et au droit à la protection des données. Au niveau technique, une capacité de stockage suffisante doit être prévue.

Question 5301 (26.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **recherches du « Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) » dans le domaine de la cosmétique :**

Am Magasinn „Merkur" vum November kann ee liesen, dass de Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) sech mat enger Firma zesummegedoen huet, déi Recherchen am Beräich vun der Kosmetik mécht, fir een „ingrédient cosmétique naturel innovant" ze produzéieren. Sollt dëse Projet geléngen, hoffen déi zwee Partner, „[de] générer un nouveau portefeuille de brevets".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wäert dësen neien „ingrédient cosmétique" un Déiere getest ginn?

2. Wann de Projet ee Succès ass, wäerten dës Patenter, déi sollen ugefrot ginn, an ëffentlecher Hand bleiwen oder ass geplangt, dass se an de Besëtz vun der privater Firma ginn?

Réponse (16.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen, déi op Informatioune vum Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) baséieren.

De LIST a säi Partner wäerten d'Inhaltsstoffer, déi am Kader vum ugeschwate Projet am Beräich vun der Kosmetik entwéckelt ginn, net an Déiereversich testen.

Am Kader vun dësem Projet collaboratif berout d'Eegentumsrecht vun de Patenter, déi hannerluecht ginn, op dem Prinzip „ownership follows inventorship". Dëst bedeit, dass déi vun de Fuerscher vum LIST entwéckelt Patenter integral dem LIST gehéieren. Domadder bleift d'Proprietéit beim ëffentlechen Institut. Am Géigenzuch bleiwe Patenter, déi vun Employéë vu private Projetspartner entwéckelt ginn, am Eegentum vun de private Partner. Den Eegentum vun de Resultater, déi zesumme vun deenen zwee Partner entwéckelt goufen, gëtt gedeelt an dat betreffend Patent kënnt, an dëser Hypothees, an de gemeinsame Besëtz vun deenen zwou Parteien, dat heescht, souwuel an dee vum ëffentleche Partner ewéi an dee vum private Partner.

Question 5305 (29.11.2021) de **MM. Fred Keup** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **réacteur thermonucléaire expérimental international :**

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 5166 vum 29. Oktober 2021, schreift den Här Minister iwwert eis Participatioun um ITER-Reakter ënner anerem dat hei: „Den ITER-Reakter ‚Réacteur thermonucléaire expérimental international' gesäit d'Regierung weider kritesch an huet dat och op EU-Niveau esou ausgedréckt."

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Energieminister nach gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, op wéi enger Basis d'Regierung zu der negativer Aschätzung vun deem uewen zitéierte Projet komm ass? Firwat bedeelegt sech d'Regierung un engem Projet, deen si „kritesch" gesäit?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng international Verflichtunge Lëtzebuerg am Kader vum Projet ITER op sech geholl huet? Gesäit d'Regierung vir, dës Verflichtungen och an Zukunft ze honoréieren a gegeebenefalls ze verlängeren?

3. Mat wéi engem Montant huet Lëtzebuerg sech wärend der aktueller Legislaturperiod un dësem Projet bedeelegt? Wéi vill Suen huet Lëtzebuerg säit 2013 fir de Projet ITER ausginn? Kann den Här Minister déi entspriechend Zuelen no Budgetsjoer opschlësselen an och preziséieren, ënnert wéi engem Artikel dës Sue gefloss sinn?

Réponse commune (17.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

D'Regierung gesäit d'Finanzementer vun Aktivitéiten am Beräich Nuklearfuerschung duerch d'Europäesch Unioun (EU) weider kritesch a setzt sech fir eng Verschibung vun de Finanzementer a Richtung vu Fuerschungsaktivitéiten am Beräich vun erneierbaren Energien an. Deementspriechend huet sech Lëtzebuerg beim unanimme Vott zur weiderer EU-Finanzéierung vum Projet ITER Ufank 2021 enthalen an huet dozou eng Deklaratioun gemaach.

Lëtzebuerg ass keng direkt international Verflichtungen am Kader vum Projet ITER agaangen; dat ass villméi iwwert d'EU, via hir Agence „Fusion for Energy", déi vun Ufank un den europäeschen Deel vum Projet ITER assuréiert, geschitt.

Lëtzebuerg ass net direkt finanziell um Projet ITER bedeelegt, mee muss sech mat enger minimaler Cotisatioun bei der europäescher Agence „Fusion for Energy" bedeelegen, esou wéi all d'EU-Memberstaaten. Dat geschitt iwwert de Budgetsartikel 03.1.35.010. D'Héicht vun där Cotisatioun pro Joer vun 2013 bis 2021 ass am Tableau hei drënner opgefouert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5307 (30.11.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**hospitalisation de personnes vaccinées :**

Et ass gewosst, datt och geimpfte Mënschen sech mam Coronavirus infizéiere kënnen. Verschiddener vun hinne musse souguer an der Klinick, schlëmmstefalls op der Intensivstatioun, behandelt ginn.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Leien der Regierung Statistike vir, déi beleeën, wéi vill warscheinlech „Impfduerchbréch" et säit Ufank vun der Impfcampagne zu Lëtzebuerg gouf, bzw. wéi vill Prozent vun de vollstänneg Geimpfte bis elo een Impfduerchbroch haten?

2. Kann d'Regierung preziséieren, wéi vill geimpft Leit exklusiv wéinst Covid-19 an der Klinick hu misse behandelt ginn?

3. Leien der Regierung Zuele vir, déi beleeën, wéi vill geimpft Leit, déi wéinst enger anerer Krankheet an der Klinick behandelt goufen, sech an der Klinick mat Covid-19 infizéiert hunn?

4. Mat wéi engem Impfstoff waren déi Leit, déi exklusiv wéinst Covid-19 hu misse behandelt ginn, geimpft? Wéi laang louch hir Impfung am Schnëtt zréck?

Réponse (17.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Als Impfduerchbroch bezeechent d'Gesondheetsdirektioun Fäll vu Covid-19, bei deenen ee positive PCR-Test op d'mannst 14 Deeg no der zweeter Dos vu Vaxzevria, Comirnaty oder Spikevax, respektiv op d'mannst 28 Deeg no der éischter Dos vun Janssen virläit.

Esou Impfduerchbréch gouf et bis de 5. Dezember 2021 bei 7.707 Leit (2,1 %) vun 365.941 voll geimpfte Leit.

Bis de 15. Dezember 2021 hunn 156 Patiente mat Impfduerchbréch missen exklusiv wéinst Covid-19 an der Klinick behandelt ginn. Vun deene ware 94 mat Comirnaty, 48 mat Vaxzevria, 9 mat Janssen a 5 mat Spikevax geimpft. Déi Infektioune louchen am Duerchschnëtt 160 Deeg no der leschter Impfung zréck.

Et goufen an deem Zäitraum 98 Patiente mat Impfduerchbréch, déi Covid-19 haten, mee wou de Covid-19 net de Grond vun dem Klinickopenthalt war. Wou genau sech dës Persounen ugestach hunn (d. h. an der Klinick oder virun dem Klinickopenthalt), ass net bekannt.

Question 5315 (30.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **incidents avec des renards :**

Wéi aus enger Pressematdeelung vun der Naturverwaltung vum 22. November 2021 ervirgeet, ass de Kielener Fuuss, deen anscheinend dräi Leit gebass huet, gefaange ginn, an - nodeems en erschoss ginn ass - negativ op Staupen an Tollwut getest ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Hätten dës Analysen och un engem liewegen Déier kéinte gemaach ginn?
- Wa jo, firwat gouf decidéiert, d'Déier ze erschéissen, nodeems et schonn agefaange war?
- Hätt een d'Déier net kënnen aschléifere loossen?

2. Am Communiqué vun der Regierung heescht et: „[Es] wurde seitens der Naturverwaltung entschieden, das entsprechende Tier umgehend aus dem Gebiet zu entnehmen. Hierfür stellte die Naturverwaltung am 7. November eine Falle in unmittelbarer Nähe des Ortes des dritten Bissvorfalls auf. Da Füchse territorial sind, sollte auf diese Weise sichergestellt werden, das richtige Tier zu fangen."

Wéi sécher ass sech d'Veterinärsverwaltung, dass dat richtegt Déier gefaange gouf?

3. Ënnert wéi enge Konditiounen entscheet d'Naturverwaltung, dass een Déier soll gefaange ginn?

4. Ënnert wéi enge Konditiounen entscheet d'Naturverwaltung, dass een Déier soll erschoss ginn?

5. Ënnert wéi enge Konditiounen entscheet d'Naturverwaltung, dass een Déier soll lieweg bestëmmten Tester ënnerzu ginn?

Réponse (09.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Nee, fir dës Analyse mussen ënnert anerem Prouwe vum Gehier geholl ginn. Dat ass um liewegen Déier net méiglech.

- Dach, duerchaus, mee dat bedeit aus Déiereschutzsiicht fir d'Déier méi Stress. Am Fall vum Aschléiferen hätt d'Déier vun der Fal an eng Transportkëscht missen transferéiert ginn, bei ee Veterinär gefouert ginn, do aus der Transportkëscht erausgeholl ginn a betäubt oder fixéiert ginn, fir dann d'Sprëtz fir anzeschléiferen ze kréien. D'Virgoe vun de Beamte vun der Naturverwaltung (ANF) ass domadder a puncto Déiereschutz déi konformsten Aart, d'Déier dout ze maachen.

ad 2. Wéi den honorabelen Deputéierte richteg aus dem Communiqué zitéiert, si Fiiss territorial an ass d'Fal an onmëttelbarer Proximitéit vum leschte Bassvirfall opgestallt ginn. Et ass och do, wou d'Déier gefaange gouf. Domadder kann ee mat u Sécherheet grenzender Warscheinlechkeet dovun ausgoen, dass et sech ëm dat verhalensopfällegst Déier handelt.

ad 3. + 4. Wann ewéi an dësem Fall Analyse musse gemaach ginn, déi net un engem liewegen Déier méiglech sinn, muss d'Déier gefaangen an dout gemaach ginn.

Wann en Déier esou extreem verhalensopfälleg ass, dass et Mënsche bäisst, da muss et aus der Natur erausgeholl ginn, fir déi mënschlech Bevëlkerung vu sou engem Individuum ze schützen. Et handelt sech bei deem Fuuss vu Kielen, dee Leit gebass huet, ëm een Eenzelfall.

Déi romantiséiert Virstellung, dass een ee gefaangent Déier jo kann „iergendwou am Bësch aussetzen", ass net sënnvoll. Ee Fuuss, dee gewinnt ass, an engem urbane Liewensraum ze liewen, géif sech ganz schnell nees an där nächstgeleeëner Uertschaft erëmfanne loossen, wou d'Problemverhale géif weidergoen. Dat wier also beschtefalls eng ganz temporär Léisung, respektiv eng spatial Verlagerung vum Problem.

De MECDD an d'ANF hu laang drop higeschafft, dass 2015 konnt d'Fuussejuegd verbuede ginn. Trotzdeem kann et virkommen, dass mol een Eenzeldéier ee Verhalen un den Dag leet, wat net kann toleréiert ginn, z. B. wann et Mënsche bäisst. A sou Eenzelfäll muss kënne reagéiert ginn, och am Sënn vun der Akzeptanz fir aner Mesuren, wéi z. B. d'Verbuet vun der Fuussejuegd.

ad 5. Wann en Déier sou verhalensopfälleg ass ewéi dee Fuuss vu Kielen a Mënsche bäisst, muss e vun der ANF aus der Natur erausgeholl ginn an och vun der Veterinärsverwaltung vorsichtshalber op Wëldtollwut ënnersicht ginn, och wann dee leschte Fall vu Wëldtollwut hei am Land iwwer 20 Joer hier ass. Fir dës Analyse musse Prouwe vum Gehier geholl ginn. Dat ass um liewegen Déier net méiglech.

Question 5316 (30.11.2021) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **régulation de la population des moufl ons :**

Wéinst der onkontrolléierter Reproduktioun a Verbreedung vun de Muffelen an dem doraus entstanene Wëldschued hat d'Madamm Ministesch am Fréijoer 2020 eng administrativ Juegd ugekënnegt, fir d'Muffelpopulatioun am Raum lechternach ze reguléieren.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass dës administrativ Juegd ewell ofgehale ginn? Wa jo, wat war d'Resultat vun der Juegd?

2. Falls net, wat sinn d'Grënn heifir?

3. Falls se net stattfonnt huet, gëtt et schonn en Datum, fir d'Juegd nozehuelen?

4. Wéi huet d'Muffelpopulatioun zënter Ufank 2020 evoluéiert?

5. Wéi huet sech de Wëldschued duerch Muffelen zënterhier entwéckelt?

6. Sinn eventuell och aner Mesurë virgesinn, fir d'Muffelpopulatioun ze reguléieren?

7. Op wéi engen anere Plazen am Land gëtt et Muffelen?

8. Ass et néideg, och dës Populatioune méi staark ze reguléieren?

Réponse (07.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Nee, dës Juegd huet net stattfonnt.

ad 2. + 3. No engem éischte Lockdown an der Pandemie wollt een de Fait, datt d'Juegdlousen nei opgedeelt gi sinn, ofwaarden a kucken, wéi d'Situatioun sech mat engem neie Piechter weiderentwéckelt. Well am Abrëll 2021 een neie Bail op engem neie Juegdlous mat neie Piechter ugefaangen huet, wäert dës Juegd elo net stattfannen. Den neie Juegdpiechter ass net responsabel fir déi vergaange Juegdperioden. Een éischte Bilan wäert no der éischter Juegdperiod (2021-2024) am Kader vum neie Bail gezu ginn.

ad 4. D'Populatioun vun de Muffelen ass net opgeholl ginn.

ad 5. Et ass säit der leschter Opnam keng nei Schuedensopnam gemaach ginn.

ad 6. Mat Hëllef vum neie Juegdpachtvertrag an dem neien Ofschossplang soll deen neie Juegdpiechter incitéiert ginn, déi néideg Mesuren ze ergräifen.

ad 7. Muffele komme virun allem an der Regioun lechternach, am Ourdall an nërdlech vum Stauséi vir.

ad 8. Wéi fir d'Regioun lechternach ass et ugeduecht, d'Mesuren iwwert déi nei Juegdpiechter unzegoen.

Question 5317 (01.12.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **lancement d'Esch2022 :**

Gëschter huet d'Regierung wärend enger Pressekonferenz zu deenen neie Covidmesuren annoncéiert, datt dat zukünftegt Covidgesetz bis Enn Februar 2022 gëlle soll.

De grousse Lancement vun der Europäescher Kulturhaaptstad ass de 26. Februar 2022 zu Esch, wou 30.000 - 35.000 Leit erwaart ginn.

An deem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt et iwwerhaapt eng Méiglechkeet, de Lancement vun der Europäescher Kulturhaaptstad de 26. Februar 2022 ze organiséieren?

2. Wa jo, wéi stellt d'Regierung sech dat vir? Virun allem wat d'Organisatioun ugeet?

3. Solle just d'Leit ënner dem 2G-System deelhuele kënnen? Oder soll dëse Lancement mat der 2G+ organiséiert ginn?

4. Misst een net e Groupe de travail oder en änlecht Gremium an d'Liewe ruffen, fir dës Organisatioun an de Grapp ze huelen?

5. Bei wiem läit d'Responsabilitéit vun deem Evenement? Bei der Regierung oder beim CA vun der Esch2022 ASBL?

Réponse commune (07.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Moment gëtt et keng Indikatioun, datt de Lancement vun der Europäescher Kulturhaaptstad net de 26. Februar kéint realiséiert ginn.

Wéinst der grousser Envergure vun dësem Evenement wäert d'Ouvertureskonzept engem Protocole sanitaire ënnerleien, deen an Zesummenaarbecht mat der Gesondheetsdirektioun opgestallt gëtt, fir esou kënnen d'Sécherheet vun de Participanten de 26. Februar 2022 ze garantéieren. D'Vertrieder vun Esch2022 sëtze mat de Vertrieder vun der Gesondheetsdirektioun an dem Kulturministère um Dësch, fir dëse Volet gemeinsam auszeschaffen.

ad 2. Am Artikel 2 vun de Statute vun der ASBL Capitale européenne de la culture 2022 heescht et: « L'association a pour objet de planifier et de veiller à la mise en œuvre de tous les moyens et de toutes les mesures propres à assurer le déroulement de l'action ‚Capitale européenne de la culture 2022' [...]. L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à l'organisation, à la réalisation et à la promotion de l'Année culturelle 2022. »

Zur Realisatioun vun enger Europäescher Kulturhaaptstad gehéiert generell ëmmer och d'Organisatioun vun engem Lancement, woubäi dat natierlech all Kéiers der jeeweileger Struktur, déi d'Capitale dréit, iwwerlooss ass, ob a wéi se esou e Lancement gestalte wëll.

Iwwerdeems sech d'ASBL Esch2022 fir d'Organisatioun vun engem Lancement entscheet huet, sief drun erënnert, datt sech de Kulturministère prinzipiell net an d'Gestaltung vu kulturellen an artisteschen Aktivitéite respektiv vu Programmatiounen amëscht.

ad 3. Dat aktuellt Covidgesetz gesäit vir, datt Rassemblementer vun 21 bis zu 200 Leit ënner dem Covidcheck-Regimm 2G+ lafe mussen, d. h. dass all d'Participanten iwwer zwielef Joer an zwee Méint entweeder en Impfcertificat oder e Geneesungscertificat virleeë mussen. Zousätzlech musse si sech teste loossen oder, falls se dat net wëlle maachen, däerfe se un der Versammlung just deelhuelen, wann se Masken droen, eng Distanciatioun anhalen a sëtzen. Eenzeg Ausnam: Leit, déi geboostert sinn. Si ënnerleie kenger zousätzlecher Konditioun. De Gesetzesentworf 7943 proposéiert allerdéngs verschidden Adaptatiounen zu dësen Dispositiounen, ënner anerem, datt och déi Leit, deenen hiren Impfscheema manner wéi 180 Deeg zeréckläit, a Leit, déi e valabele Geneesungscertificat hunn, un 2G+ Aktivitéiten deelhuele kënnen, ouni en zousätzleche Schnelltest sur place maachen ze mussen.

Rassemblementer vu méi wéi 200 Leit si verbueden, ausser se ginn ënner engem Protocole sanitaire, dee vun der Gesondheetsdirektioun approuvéiert ass, organiséiert. Wéi schonn uewen ugedeit, gëtt esou e Protocole sanitaire vun Esch2022 an Zesummenaarbecht mat der Gesondheetsdirektioun an dem Kulturministère ausgeschafft.

ad 4. Fir d'Organisatioun vum Evenement ass eng Ekipp en place. Esch2022, iwwert hiert Departement „Events", huet eng Rëtsch professionell Strukturen a Beroder un hirer Säit, déi a verschiddenen Aarbechtsgruppe schaffen, fir d'Evenement ze organiséieren.

Falls trotzdeem e weideren Aarbechtsgrupp sollt an d'Liewe geruff ginn, hänkt dës Decisioun vun der Direktioun respektiv vum Verwaltungsrot vun der ASBL of. Sollt esou eng Entscheedung getraff ginn, a jee nodeem wéi eng Zesummesetzung dobäi envisagéiert gëtt, stinn d'Beamte vun de jeeweilege Ministèren zur Verfügung, fir sech an déi Diskussioune mat anzebréngen.

ad 5. Laut dem Artikel 13 vum Gesetz vum 21. Abrëll 1928 iwwert d'Associations sans but lucratif an d'Établissements d'utilité publique ass et de Verwaltungsrot, deen d'„affaires de l'association" geréiert an dee se „dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires" representéiert. Den Artikel 14 preziséiert weider, datt et d'Associatioun ass, déi responsabel ass „conformément au droit commun, des fautes imputables soit à ses préposés, soit aux organes par lesquels s'exerce sa volonté".

Question 5319 (01.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **célébration du mariage :**

D'Verfassung hält an hirem Artikel 108 fest, dass « La rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres sont exclusivement dans les attributions des autorités communales. » Den Artikel 108 Paragraf 4 hält fest, dass « La commune est administrée sous l'autorité du Collège des bourgmestre et échevins, dont les membres doivent être choisis parmi les conseillers communaux. »

Op dëser Basis gëtt am Code civil gereegelt, wéi Hochzäiten hei am Land mussen ofgehale ginn. Den Artikel 44bis vum Code civil gesäit Follgendes vir: « Le bourgmestre peut déléguer à un ou plusieurs fonctionnaires communaux, employés communaux ou salariés à tâche principalement intellectuelle au service de la commune, les fonctions qu'il exerce en tant qu'officier de l'état civil pour la réception des déclarations [...] de partenariat, [...] de même que pour dresser tous les actes relatifs aux déclarations ci-dessus. » Den Artikel 165 vum Code civil gesäit vir, dass d'Hochzäite vun den zukünftege Koppelen ëffentlech virum Officier de l'état civil vun der Gemeng mussen ofgehale ginn.

Eng Fro, déi sech awer stellt, ass wien dës Hochzäiten als Officier de l'état civil am Numm vum Staat dierf aktéieren. Op www.vdl.lu ass an der Rubrik „Organiser un mariage" ze liesen, dass de Buergermeeschter oder säi Representant d'Hochzäit duerchféiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Persoune kënne vum Buergermeeschter eng Delegatioun vun der Funktioun als Officier de l'état civil kréien?

2. Kënnen och d'Membere vum Gemengerot als Officier de l'état civil fungéieren? Falls jo, wéi eng Konditioune mussen dofir erfëllt sinn?

Réponse (14.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Äntwert op seng Froen zu der Delegatioun vun der Funktioun vum Officier de l'état civil fënnt den Deputéierten am Artikel 69 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, deen ech hei zitéieren:

« Le bourgmestre, un échevin ou un conseiller par lui délégué à ces fins remplit les fonctions d'officier de l'état civil ; il est particulièrement chargé de faire observer tout ce qui concerne les actes et la tenue des registres de l'état civil.

En cas d'empêchement de l'officier délégué, il est remplacé momentanément par le bourgmestre, par un échevin, dans l'ordre des nominations, ou par un conseiller, d'après le rang d'ancienneté. Il est fait mention dans chaque acte du motif du remplacement. »

Den Deputéierten huet och bestëmmt Kenntnis vum Projet de loi N° 7886, deen ech zesumme mat der Justizministesch de 16. September 2021 an der Chamber deposéiert hunn an deen als Objet huet, den Artikel 69 vum Gemengegesetz ze änneren an en Artikel 69bis bäizefügen, soudass den Text vun de genannten Artikelen an Zukunft follgendermoosse soll ausgesinn:

« Art. 69. Le bourgmestre remplit les fonctions d'officier de l'état civil ; il est particulièrement chargé de faire observer tout ce qui concerne les actes et la tenue des registres de l'état civil.

En cas d'empêchement, le bourgmestre est remplacé momentanément dans ses fonctions d'officier de l'état civil par un échevin dans l'ordre des nominations ou par un conseiller communal d'après le rang d'ancienneté. Il est fait mention dans chaque acte du motif du remplacement.

Le secrétaire communal est chargé des écritures des actes de l'état civil et des actes d'indigénat, sous la surveillance et la responsabilité du bourgmestre, officier de l'état civil.

Dans les cas où le secrétaire communal est dispensé de la rédaction des actes, le bourgmestre, officier de l'état civil, peut, à ces fins, avoir sous ses ordres, suivant les besoins du service, un ou plusieurs fonctionnaires communaux, employés communaux ou salariés à tâche principalement intellectuelle au service de la commune.

Art. 69 bis. Le bourgmestre peut déléguer à un échevin ou à un conseiller communal les fonctions qu'il exerce en tant qu'officier de l'état civil pour la célébration d'un mariage déterminé ou la réception d'une déclaration de partenariat déterminée. La délégation est accordée conformément à l'article 77.

Il en est fait mention dans chaque acte. »

Déi Modifikatioune vum Gemengegesetz sinn am Commentaire vun den Artikele 5 a 6 vum Projet de loi N° 7886 sou motivéiert ginn:

« Les articles 5 et 6 ont comme objet de remplacer l'article 69 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et de compléter le dispositif par un nouvel article 69bis relatif aux délégations des fonctions d'officier de l'état civil.

Les articles reprennent une suggestion de texte du Conseil d'État exprimée à l'issue de son avis du 2 juillet 2013 à l'égard de la proposition de loi n° 6546 ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988 par laquelle il s'agit de remplacer le bourgmestre, officier de l'état civil par un échevin ou un conseiller seulement pour cause d'empêchement et de supprimer la délégation générale de la fonction de l'officier de l'état civil, actuellement inscrite à l'article 69, alinéa 1er alors que selon l'avis du Conseil d'État, cette faculté est "restée lettre morte depuis de nombreuses années". L'alinéa 1er de l'article 69 de la loi communale se borne "alors à énoncer le principe selon lequel chaque bourgmestre est l'officier de l'état civil dans sa commune"[9].

Les auteurs suivent également l'avis précité du Conseil d'État et proposent avec l'article 6 de compléter l'article 69 par un nouvel article 69 bis. Ce dernier reprend entièrement la proposition de texte du Conseil d'État que les auteurs font sienne.

Le bourgmestre pourra alors déléguer ses fonctions d'officier de l'état civil ponctuellement pour la célébration d'un mariage déterminé ou la réception d'une déclaration de partenariat déterminée conformément aux modalités de l'article 77 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. En l'occurrence, il est question d'une délégation spéciale et conformément à l'avis précité du Conseil d'État, la "délégation doit se faire par un acte formel qui est inscrit au registre des délibérations du collège des bourgmestre et échevins. Une délégation irrégulière risquerait en effet d'entraîner l'incompétence de l'officier de l'état civil". »[10]

Question 5320 (01.12.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **reconnaissance prolongée de l'immunité des personnes guéries de Covid-19 :**

Sans remettre en cause l'importance du vaccin et tout en reconnaissant que le vaccin est indispensable dans la lutte contre la pandémie du Covid-19, de plus en plus de scientifiques s'expriment en faveur d'une meilleure reconnaissance de la présence d'anticorps dans le cadre de la stratégie de lutte contre le Covid. À titre d'exemple, la Gesellschaft für Virologie en Allemagne a reconnu dans une prise de position du 30 septembre 2021 :

„Die nachgewiesene Dauer des Schutzes nach durchgemachter Sars-CoV-2-Infektion beträgt mindestens ein Jahr. Aus immunologischer Sicht ist von einer deutlich längeren Schutzdauer auszugehen, die aufgrund des begrenzten Beobachtungszeitraums aber noch nicht durch entsprechende Studien belegt ist. Aufgrund dieser aktuellen Erkenntnisse sollten Genesene bei Regelungen zur Pandemie-Bekämpfung (z. B. Testpflicht) den vollständig Geimpften zunächst für mindestens ein Jahr gleichgestellt werden."

Le 3 novembre 2021, le Gouvernement suisse a prolongé la reconnaissance de l'immunité naturelle des personnes guéries de Covid-19 de six mois à douze mois.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Gouvernement envisage-t-il l'introduction de la reconnaissance prolongée (un an) de la guérison comme protection équivalente à une vaccination complète ?

2) À quel pourcentage de la population totale estimez-vous actuellement la population immunisée à la suite d'une infection ?

3) Y a-t-il des statistiques sur les réinfections chez les personnes guéries au Luxembourg ?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La durée de reconnaissance du certificat de rétablissement est fixée au maximum à 180 jours tel que le prévoit le règlement (UE) 2021/953 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats Covid-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement. Le Gouvernement luxembourgeois n'a donc aucune latitude pour étendre la durée de ce certificat.

ad 2) En date du 2 janvier 2022, 95.993 personnes résidentes ont été déclarées guéries de la Covid-19 et peuvent être considérées comme disposant d'une certaine immunité suite à une infection. Ce chiffre correspond à quelque 15,3% de la population totale résidente.

ad 3) Entre le 29 février 2020 et le 2 janvier 2022, 2.377 personnes ont eu une réinfection Covid-19, c.-à-d. il s'agit de personnes résidentes au Luxembourg avec deux tests PCR positifs espacés d'au moins 90 jours. La dernière semaine de l'année 2021, le nombre de réinfections a plus que triplé (611 réinfections de 27/12/21-02/01/22) par rapport à la semaine précédente (191 réinfections de 20/12/21-26/12/21), ce qui coïncide avec la dominance du variant Omicron circulant dans la population et suggère fortement que ce variant échappe du moins partiellement à l'immunité acquise par des infections avec d'autres variants.

Question 5322 (02.12.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **prolongation des régimes d'aides liés à la Covid-19 :**

Les annonces gouvernementales de cette semaine ont déjà produit leurs effets : d'après nos informations, nombreuses sont les entreprises à avoir d'ores et déjà annulé leurs fêtes de fin d'année face à la recrudescence des cas de Covid-19 et les mesures annoncées pour endiguer la propagation du virus. Cette situation, combinée à la reprise plus généralisée du télétravail en entreprise, entraîne un manque à gagner pour les entreprises du secteur Horeca, plus particulièrement celles qui poursuivent des activités de traiteur, et pour les entreprises actives dans l'évènementiel. Après des mois déjà bien difficiles, ces entreprises se retrouvent donc de nouveau dans une situation plus précaire dans un contexte de crise sanitaire à l'avenir incertain.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des difficultés rencontrées par ces entreprises ?

- Le Gouvernement a annoncé vouloir prolonger certains régimes d'aides liés à Covid-19, notamment l'aide pour coûts non couverts et l'aide de relance pour les mois de novembre 2021 et décembre 2021. Est-ce que Monsieur le Ministre considère que ces aides sont suffisantes ?

- Les conditions actuelles pour bénéficier de ces régimes d'aides sont plus restrictives que celles qui étaient en vigueur plus tôt dans l'année. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de revoir les conditions pour bénéficier de l'aide pour coûts non couverts et l'aide de relance ?

- La Commission européenne a décidé en novembre 2021 de prolonger l'encadrement temporaire des aides d'État. Est-ce que le Gouvernement envisage de prolonger les régimes d'aides liés à Covid-19 au moins jusqu'en février 2022 ?

Réponse (16.12.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Force est de constater que le nombre de dossiers introduits dans le cadre des régimes « aide coûts non couverts » et « aide de relance » est en constante diminution depuis janvier 2020. Ainsi, le nombre de dossiers introduits dans le cadre du régime « aide de relance » a diminué de plus deux tiers entre janvier et octobre 2021 (328 dossiers en octobre contre 1.154 dossiers en janvier). Cette baisse est encore plus substantielle dans le cadre de l'aide « coûts non couverts » (175 dossiers en octobre contre 1.658 dossiers en janvier).

Nonobstant, conscient que la situation économique demeure compliquée pour certaines entreprises et soucieux de leur pérennité, le Gouvernement a décidé de reconduire les régimes « aide de relance » et « coûts non couverts » pour les mois de novembre et de décembre 2021. Les conditions d'octroi resteront identiques aux conditions en vigueur durant les mois de juillet à octobre 2021.

Il me semble également important de souligner que le Gouvernement est en contact permanent avec les représentants des secteurs concernés afin de pouvoir ajuster au besoin les différents régimes d'aides, ceci de la manière la plus adéquate possible et en fonction de l'évolution de la situation. À cet égard, le Gouvernement a d'ores et déjà annoncé que les deux régimes « aide coûts non couverts » et « aide de relance » seront prorogés au-delà de 2021 pour les mois de janvier et février 2022.

[9] Avis du Conseil d'État du 2 juillet 2013 relatif à la proposition de loi n° 6546

[10] Avis du Conseil d'État du 2 juillet 2013 relatif à la proposition de loi n° 6546

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

N°28
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 28 | Session ordinaire 2020-2021

Cadre légal pour la vidéosurveillance p. 946
Matériaux de construction : hausse des prix et pénurie p. 974
Sport comme facteur d'inclusion p. 979

Sommaire des séances publiques nos 64 à 66 p. 992
Sommaire des questions parlementaires p. Q704

64e séance Jeudi 1er juillet 2021
65e séance Mardi 6 juillet 2021
66e séance Mercredi 7 juillet 2021

Échange de vues avec la Vice-Présidente exécutive de la Commission européenne

« Cette guerre transforme l'Union européenne »

La guerre en Ukraine et ses répercussions sur l'Union européenne, la transformation digitale de notre société et son encadrement légal ainsi que différents dossiers concernant la concurrence et le Luxembourg ont dominé l'échange de vues entre les députés luxembourgeois et Mme Margrethe Vestager.

La Vice-Présidente exécutive de la Commission européenne, en charge d'une Europe adaptée à l'ère du numérique ainsi que de la concurrence, était en visite à la Chambre des Députés le 4 avril 2022.

En ce 40e jour de l'agression russe en Ukraine, différents intervenants se sont dits rester sans voix face à la brutalité de cette guerre. La Commissaire européenne a remercié le Luxembourg pour sa solidarité notamment concernant l'accueil des réfugiés.

« Gérer ces défis en parallèle »

« Cette guerre est en train de changer/transformer l'Union européenne. Il est davantage évident à quel point nous avons besoin l'un de l'autre pour faire face à cette crise et pour gérer les autres grands défis comme la transition digitale et le changement climatique. Nous devons découpler nos efforts pour gérer ces défis en parallèle », a constaté Mme Margrethe Vestager face aux députés membres du Bureau de la Chambre et de plusieurs commissions parlementaires (Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications, Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace).

Dans ce contexte, les députés se sont notamment intéressés au développement d'un marché digital européen et du cadre légal le concernant (Digital Markets Act), l'application des règles européennes face aux géants du numérique, le renforcement de la cybersécurité et l'avancement du déploiement de la technologie 5G en Europe, jugé « retardé » par rapport au plan initial, selon la Commissaire européenne.

Mme Margrethe Vestager a souligné que le Luxembourg avait une longueur d'avance sur la moyenne des autres pays européens en termes de digitalisation.

De nouvelles sanctions de quel genre ?

L'élaboration de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie était également parmi les sujets abordés par les députés. Interrogée sur l'éventualité de sanctions qui iraient plus loin que de mettre de nouveaux noms sur une liste et pourraient comprendre des mesures concernant le gaz ou le pétrole, Mme Margrethe Vestager a répondu que « tout était sur la table des négociations ».

Pour entrer en vigueur, un nouveau paquet de sanctions doit pourtant trouver l'appui de l'ensemble des membres de l'UE, divisés sur la question, et assurer que les mesures comprises « soient réellement efficaces », a affirmé la Commissaire.

D'autres sujets ont été abordés par les députés comme par exemple la procédure concernant le dossier Liberty Steel ainsi que la question d'un traitement équitable des consommateurs luxembourgeois dans le contexte des prix dépendant d'un approvisionnement dans des pays voisins pour certains produits.



Mme Margrethe Vestager a été accueillie par Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente de la Chambre des Députés.

Les Commissaires européens à la rencontre des Parlements nationaux

Les Commissaires européens se déplacent régulièrement auprès des parlements nationaux pour dialoguer avec les députés sur des sujets d'actualité. Les dernières visites étaient celles de M. Margaritis Schinas, Vice-Président chargé de la promotion du mode de vie européen, le 25 février 2022, ainsi que celle de Mme Mairead McGuinness, Commissaire européenne aux services financiers, à la stabilité financière et à l'union des marchés des capitaux, le 13 décembre 2021.

Visite du Ministre des Affaires étrangères lituanien

Questions de défense commune, d'embargo et de soutien à l'Ukraine

Les réponses face à l'attaque russe contre l'Ukraine, la stratégie de sécurité et de défense commune au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, la question d'un embargo sur le gaz russe et le soutien aux Ukrainiens étaient les sujets au cœur d'un échange de vues du Ministre des Affaires étrangères lituanien avec les députés luxembourgeois le 12 avril 2022 à la Chambre des Députés.

M. Gabrielius Landsbergis a partagé avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile la vision lituanienne marquée par la situation géographique de voisin direct de la Russie et du Belarus. « Nous savons que si Poutine reste au pouvoir nous sommes en danger », a-t-il expliqué aux députés.



Le Ministre a été accueilli par M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, et par M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Défenseur d'un embargo sur le gaz et le pétrole russes, M. Gabrielius Landsbergis a exposé l'exemple de son pays qui a mis fin à l'approvisionnement en matières premières depuis la Russie alors que la Lituanie dépendait à hauteur de 30 % des importations de gaz russe.

« Le prix à payer est certes élevé, mais nous devons le payer », a affirmé le Ministre lituanien face aux élus luxembourgeois.

Les députés se sont également intéressés à l'accueil des réfugiés en provenance de l'Ukraine, mais aussi des réfugiés irakiens, envoyés aux frontières extérieures de l'Union européenne par le régime au pouvoir au Belarus. Quant au soutien à proposer à l'Ukraine, mis à part les armes, M. Gabrielius Landsbergis a souligné l'importance de garantir dès à présent des aides à l'Ukraine pour reconstruire le pays et rendre son territoire sûr. Il a également mis en garde contre une offensive dans l'est de l'Ukraine et l'éventuel recours aux armes chimiques voire biologiques de la part des forces russes.

Au cours des discussions, les députés ont abordé le rôle de la Cour pénale internationale pour poursuivre tout crime de guerre commis en Ukraine et ont évoqué la question des relations à plus long terme avec la Russie. « Je vous assure que nous ferons tout ce qui est dans notre pouvoir pour mettre fin à cette guerre », a assuré le Président de la Chambre face à l'invité lituanien. M. Fernand Etgen a rappelé que le Parlement luxembourgeois a adopté à l'unanimité le jour même de l'agression russe une motion invitant le Gouvernement « à condamner fermement l'attaque non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie » et « à appeler à la solidarité avec l'Ukraine au niveau de l'Union européenne ».

Le Ministre des Affaires étrangères lituanien a remercié le Grand-Duché pour sa position et son soutien concret.

Les contacts entre la Lituanie et le Luxembourg se sont multipliés depuis l'agression russe contre l'Ukraine. Ainsi, le Président de la Chambre des Députés a eu un échange de vues par visioconférence avec son homologue lituanienne, Mme Viktorija Čmilytė-Nielsen, Présidente du Parlement lituanien (Seimas). M. Fernand Etgen a également rencontré l'ambassadrice lituanienne, Mme Rita Kazragienė. Le Luxembourg, par l'intermédiaire du Parlement Benelux, entretient des relations étroites avec les trois pays baltes, dont la Lituanie. Actuellement, le Luxembourg a déployé six militaires en Lituanie dans le cadre d'une mission de présence avancée renforcée de l'OTAN (Enhanced Forward Presence).

Le Luxembourg et la Lituanie entretiennent des relations diplomatiques depuis trente ans. Cette année, les villes d'Esch-sur-Alzette et de Kaunas, deuxième ville de la République de Lituanie, portent le titre de capitale européenne de la culture.

Cadre légal pour la vidéosurveillance

7498 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le projet de loi pose le cadre général du recours à la vidéosurveillance exploitée par la police dans le cadre de ses missions de police administrative et de police judiciaire telles que définies aux articles 3 et 18 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

La vidéosurveillance comporte trois volets : le premier est celui du recours à la vidéosurveillance, c'est-à-dire de la question de savoir quand et sous quelles conditions y avoir recours ; le deuxième volet est relatif à la protection des données, les conditions et la durée de conservation des enregistrements étant à déterminer clairement ; les droits des citoyens constituent le troisième volet, l'accès des citoyens aux données qui les concernent nécessitant une réglementation précise. Le règlement grand-ducal du 1er août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité, pris en exécution de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, manquait de précision sur certains points, notamment celui des cas et des conditions du recours à la vidéosurveillance.

Avec la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, une nouvelle culture de traitement des données, avec une vue différente sur les droits des citoyens, a été introduite, se fondant sur la directive (UE) n° 2016/680[1]. Si la philosophie au début de l'entrée en vigueur de la loi de 2018 consistait à considérer celle-ci comme le cadre légal, dont les dispositions d'exécution seraient à prendre par les autorités concernées, parmi lesquelles la police, une législation spécifique déterminant clairement et de manière transparente les règles à appliquer, en particulier dans une matière sensible comme la vidéosurveillance, a été préférée. Par l'entrée en vigueur de la loi du 1er août 2018 précitée, la loi du 2 août 2002 fut abrogée et le règlement grand-ducal du 1er août 2007 était dépourvu de base légale. En parallèle a été adoptée la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, laquelle représente depuis son entrée en vigueur le 20 août 2018 le cadre général du traitement des données dans le domaine pénal. Depuis août 2018, la vidéosurveillance n'est plus formellement prévue par la loi. La police a réagi en émettant des prescriptions internes se basant sur les dispositions de la loi du 1er août 2018 (matière pénale).

Le projet de loi précise les conditions de mise en place des caméras, du traitement des images et les mesures protectrices des droits des citoyens. La vidéosurveillance peut être autorisée par le ministre aux fins de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales, sous condition que les autres moyens mis en œuvre pour empêcher la commission d'infractions pénales se soient avérés inefficaces. Le recours à la vidéosurveillance se limite à des lieux qui présentent un risque particulier de commission d'infractions pénales revêtant un certain degré de gravité, sans limiter la vidéosurveillance à des catégories particulières d'infractions pénales, ce qui signifie que les caméras déjà en place peuvent servir à élucider des contraventions, mais des caméras ne sont pas nouvellement installées dans ce but.

L'autorisation ministérielle se fait sur base d'une analyse d'impact réalisée par le directeur général de la police et après avis du procureur d'État territorialement compétent, du conseil communal et de la commission consultative nouvellement créée. L'exclusion du recours à des techniques de reconnaissance faciale dans le cadre de la vidéosurveillance est consacrée de manière expresse. Un cas spécial est celui des interventions d'envergure qui peuvent se dérouler dans des lieux sous vidéosurveillance, par exemple dans l'enceinte du stade national. En effet, afin d'effectuer l'analyse du déroulement de l'intervention, ainsi que pour des fins de formation interne, dans le but d'améliorer les plans et procédures des interventions futures du même type, il peut être utile pour la police de se servir des images enregistrées.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure, le 14.11.2019

Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

19.11.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements
12.03.2021	Présentation et examen d'un rapport d'étude de l'IGP
25.03.2021	Continuation de l'examen d'un rapport d'étude de l'IGP
29.03.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'amendements supplémentaires
17.06.2021	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
25.06.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.07.2021

Loi du 15 juillet 2021

Mémorial A : 2021, n° 533, page 1

[1] Directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil

Entraide judiciaire en matière pénale

7510 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Strasbourg, le 8 novembre 2001

Le projet de loi n° 7510 vise à approuver le Deuxième Protocole additionnel (« Deuxième Protocole ») à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (« la Convention »), qui a été ouvert à signature à Strasbourg le 8 novembre 2001 et est entré en vigueur le 1er février 2004.

Les États membres de l'Union européenne ont en effet rencontré un certain nombre de difficultés dans le cadre de l'application de la Convention et du Protocole additionnel s'y rapportant.

Les solutions proposées par le Deuxième Protocole tiennent dûment compte de l'évolution politique et sociale en Europe et des mutations technologiques intervenues dans le monde entier.

L'objectif du Deuxième Protocole est donc de renforcer la capacité des États membres de l'Union européenne et des États partenaires à réagir de manière adéquate à la criminalité, en améliorant et en complétant la Convention ainsi que son Protocole additionnel.

En somme, les situations dans lesquelles l'entraide judiciaire peut être demandée sont diversifiées, et l'entraide judiciaire est facilitée en la rendant plus rapide et plus souple.

L'approbation du Deuxième Protocole aura pour effet d'étendre les modalités d'entraide aux États non membres de l'Union européenne qui sont parties au Deuxième Protocole, à savoir l'Albanie, l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, le Chili, la Fédération de Russie, la Géorgie, l'Islande, Israël, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Norvège, la République de Moldova, le Royaume-Uni, la Serbie, la Suisse, la Turquie et l'Ukraine.

Une première série de dispositions du Deuxième Protocole se limite à modifier la Convention de 1959 sur certains points.

Une deuxième série de dispositions du Deuxième Protocole modifie les conditions d'exécution des demandes d'entraide.

Une troisième série de dispositions du Deuxième Protocole introduit de nouvelles formes d'entraide judiciaire, reprises de la Convention du 29 mai 2000 d'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, et de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 19.12.2019

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

13.01.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation d'une série d'amendements parlementaires
20.01.2021	Continuation des travaux
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
16.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen et adoption d'une série d'amendements
30.06.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.07.2021

Loi du 23 juillet 2021

Mémorial A : 2021, n° 594, page 1

Aides en faveur du journalisme

7631 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel

Le projet de loi 7631 vise à moderniser le régime actuel de l'aide à la presse écrite en l'adaptant aux développements médiatiques des dernières années ainsi qu'aux défis auxquels font face les médias traditionnels. À cette fin, la présente loi en projet met en place un cadre unique tant pour les médias en ligne que ceux hors ligne, indépendamment de la technologie employée. Le but est d'intégrer tous les processus de production de l'information, et en particulier de prendre en considération la large diversité en formes et moyens médiatiques existants. Il s'agit non seulement de favoriser la qualité, mais également d'élargir le champ d'application des nouveaux mécanismes d'allocation d'aides en faveur d'un paysage médiatique varié et démocratique.

Dans le cadre d'un secteur se trouvant en mutation profonde depuis des années et un paysage médiatique qui se voit confronté à la fois à des défis économiques, sociaux et technologiques, le projet de loi 7631 vise non seulement à aider le journalisme professionnel par des aides financières, mais le projet tâche aussi à faire revaloriser la presse et le journalisme en tant que garant de l'information du grand public, de la liberté d'expression et de source qui nourrit les débats critiques.

Le régime actuel se base, outre un montant fixe, sur le nombre de pages imprimées par les journaux, sans préjudice de la valeur ajoutée réelle du contenu. Le projet de loi prévoit que les aides financières ne se basent plus sur le nombre de pages imprimées, mais prend comme base le nombre de journalistes professionnels. Le remplacement du calcul par page imprimée par le nombre de journalistes et acteurs médiatiques professionnels cherche à valoriser les journalistes et montre un investissement dans un journalisme de qualité via la valorisation du travail rédactionnel. Le focus est désormais sur la production du contenu et non sur le nombre de pages.

En outre, le projet de loi cherche à abroger la différentiation entre les différents types de médias et mettre fin à la discrimination des médias en ligne. L'émergence de l'internet et les modèles d'affaires de la presse écrite étant en défaillance depuis des années, le projet vise à prendre note du large éventail de médias et des mutations technologiques et économiques qui mettent en danger le paysage médiatique actuel. Depuis des années, de plus en plus de lecteurs consultent leurs informations principalement en ligne. Les maisons d'éditions constatent de leur part une baisse constante des abonnements dans la presse imprimée. Afin de tenir compte de cette tendance et d'aider les médias traditionnels à s'y adapter, le projet de loi vise à ajuster le régime d'aides à la presse pour tenir compte également des spécificités des médias en ligne.

La loi sous référence considère la liberté des médias et leur diversité indispensables à la liberté d'expression. Dans l'esprit de garantir une multiplicité médiatique, le projet de loi vise à ajuster les critères d'éligibilité pour assurer la pluralité et l'accessibilité à une diversité de contenu de qualité pour tous. Dans un premier temps, les critères d'éligibilité sont élargis au-delà des trois langues officielles du pays. En outre, les aides prévues par le présent projet de loi s'étendent aux mensuels, aux publications gratuites et aux médias citoyens. Enfin, les « start-ups », qui ne sont pas encore éligibles pour bénéficier du régime principal, se voient également attribuer des aides financières à des conditions précises. Le projet de loi sous référence valorise ainsi ces participants en tant que contribuant dans un paysage médiatique diversifié qui prend note des développements au niveau de la société.

Concrètement, le présent projet de loi prévoit les adaptations suivantes :

- une aide financière annuelle pour la presse professionnelle à charge de l'État,
- une précision du terme « presse » face aux développements technologiques, économiques et sociaux,
- les critères d'éligibilité pour éditeurs afin de bénéficier des aides financières,
- des aides en support de « start-ups » qui ne sont pas encore éligibles du régime principal,
- des aides pour les médias citoyens,
- l'instauration d'une Commission « Aide à la presse » ainsi que
- des dispositions en termes de restitution des aides perçues en cas de non-conformité avec les conditions applicables.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 14.07.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :

15.09.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
11.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen du projet de loi
05.01.2021	Continuation des travaux
02.02.2021	Continuation des travaux
23.02.2021	Continuation des travaux
26.02.2021	Continuation des travaux
09.03.2021	Adoption d'une série d'amendements
02.07.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.07.2021

Loi du 30 juillet 2021

Mémorial A : 2021, n° 601, page 1

Identification des personnes physiques

7715 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation

Le présent projet de loi porte modification de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

D'abord, il entend aligner le droit national avec le règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation.

Dans ce contexte, le règlement (UE) 2019/1157 prévoit une extension de la liste des données biométriques à collecter lors de la demande d'une carte d'identité. Ainsi, le support de stockage électronique de la carte devra comporter, en plus de l'image faciale et de la signature numérisée du titulaire, deux empreintes digitales dans des formats interopérables. Les enfants de moins de douze ans seront exclus de cette obligation.

Ensuite, le projet de loi vise à simplifier les démarches administratives relatives à la demande d'une carte d'identité. Il prévoit, d'une part, la suppression de la résidence habituelle sur la puce électronique de la carte d'identité et, d'autre part, il propose d'introduire une solution alternative aux signatures électroniques.

Les demandes de communication ou de rectification de données pourront dès lors être soumises par le biais d'un dispositif informa-

tique qui garantit l'identité du demandeur et l'authenticité de la demande. Cette modification permettra, d'une part, de favoriser la neutralité technologique et, d'autre part, de préparer le terrain pour l'arrivée de solutions techniques innovantes.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, le 18.11.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :
02.07.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.07.2021
Loi du 16 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 545, page 1

Contournement de Hosingen

7778 - Projet de loi relative à la construction du contournement de Hosingen (E421/N7)

Le présent projet de loi comprend quatre articles qui visent à :

- autoriser le Gouvernement à faire procéder à la construction du contournement de Hosingen sur l'itinéraire de la route nationale N7 ;

- déterminer comme enveloppe budgétaire pouvant servir au financement du projet le montant de 154.350.000 d'euros, rattaché à l'indice semestriel des prix de la construction valable au 1er octobre 2020 (valeur 845,51) et incluant la clause usuelle d'adaptation des coûts à l'évolution de cet indice ;

- fixer l'imputabilité de ces dépenses sur les crédits du Fonds des routes ;

- déclarer ces travaux d'utilité publique afin de pouvoir procéder en cas de besoin aux acquisitions nécessaires par la voie d'expropriations.

Ensuite, le présent projet de loi, qui a été élaboré en étroite collaboration avec toutes les instances étatiques, ainsi que l'Administration communale de Parc Hosingen, porte non seulement sur le financement du projet du contournement de Hosingen, mais également sur le financement des travaux de réaménagement et d'apaisement de la traversée de Hosingen ainsi que de la construction d'une partie de la nouvelle piste cyclable nationale PC7 longeant le village de Hosingen.

Un deuxième objectif, également visé par le présent projet, est la mise en sécurité de la N7.

En effet, le projet prévoit un élargissement général de la route comprenant une séparation médiane avec dispositif de retenue sur toutes les sections. Il s'agit donc d'un maillon important du projet de mise en sécurité de la N7 entre Fridhaff et la frontière belge.

L'autorisation du législateur est requise en vertu de l'article 99, cinquième phrase, de la Constitution, étant donné que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 04.03.2021
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :
20.05.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
17.06.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.07.2021
Loi du 6 août 2021
Mémorial A : 2021, n° 606, page 1

Élargissement de la B7 entre Schieren et Ettelbruck

7779 - Projet de loi relative à la mise à 2x2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et Ettelbruck

Le présent projet de loi comprend quatre articles qui visent à :

- autoriser le Gouvernement à faire procéder à la mise à 2x2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et Ettelbruck ;

- déterminer comme enveloppe budgétaire pouvant servir au financement du projet le montant de 57.500.000 d'euros, rattaché à l'indice semestriel des prix de la construction valable au 1er octobre 2020 (valeur 845,51) et incluant la clause usuelle d'adaptation des coûts à l'évolution de cet indice ;

- fixer l'imputabilité de ces dépenses sur les crédits du Fonds des routes ;

- déclarer ces travaux d'utilité publique afin de pouvoir procéder en cas de besoin aux acquisitions nécessaires par la voie d'expropriations.

L'autorisation du législateur pour procéder à la mise à 2x2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et Ettelbruck est requise en vertu de l'article 99, cinquième phrase, de la Constitution, étant donné que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 04.03.2021
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :
20.05.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
17.06.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.07.2021
Loi du 6 août 2021
Mémorial A : 2021, n° 605, page 1

Réaménagement de l'échangeur de Pontpierre

7781 - Projet de loi relative au réaménagement de l'échangeur de Pontpierre situé sur l'autoroute A4

Le présent projet de loi comprend quatre articles qui visent à :

- autoriser le Gouvernement à faire procéder au réaménagement de l'échangeur Pontpierre situé sur l'autoroute A4 ;

- déterminer comme enveloppe budgétaire pouvant servir au financement du projet le montant de 71.700.000 d'euros, rattaché à l'indice semestriel des prix de la construction valable au 1er octobre 2020 (valeur 845,51) et incluant la clause usuelle d'adaptation des coûts à l'évolution de cet indice ;

- fixer l'imputabilité de ces dépenses sur les crédits du Fonds des routes ;

- déclarer ces travaux d'utilité publique afin de pouvoir procéder en cas de besoin aux acquisitions nécessaires par la voie d'expropriations.

L'autorisation du législateur pour procéder au réaménagement de l'échangeur de Pontpierre est requise en vertu de l'article 99, cinquième phrase, de la Constitution, étant donné que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 04.03.2021
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :
10.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
01.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.07.2021
Loi du 9 septembre 2021
Mémorial A : 2021, n° 676, page 1

Procédures pénales par voie de télécommunication

7845 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Le projet de loi 7845 s'inscrit dans la lutte continue contre la Covid-19 par rapport à la situation sanitaire toujours incertaine. Bien que la situation semble s'améliorer, la limitation des interactions physiques, surtout dans des locaux fermés, s'avère toujours indispensable dans la lutte contre la pandémie. Dans le but de limiter les contacts physiques, le texte sous projet vise à prolonger les mesures permettant d'effectuer certains actes de procédure pénale par des moyens de télécommunication.

Les mesures en cause trouvent leur source dans les lois suivantes :

- la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale ;

- la loi du 19 décembre 2020 portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale.

Le présent projet de loi prévoit la prorogation de l'adaptation temporaire des dispositions existantes concernant :

- les procédures écrites de notification des ordonnances de perquisition et de saisie par le juge d'instruction ;

- l'audition de témoins par des moyens de télécommunication audiovisuelle ou par audioconférence ;

- l'assistance d'une personne qui est privée de liberté par un avocat par des moyens de communication électronique garantissant la confidentialité des échanges ;

- la procédure d'appel contre les ordonnances du juge d'instruction ou de la chambre du conseil du tribunal ;

- la procédure d'appel contre les jugements des tribunaux d'arrondissement autres que sur le fond ;

- des procédures écrites, remplaçant les procédures orales, devant les juridictions siégeant en matière pénale, à savoir les juridictions d'instruction et de jugement des tribunaux d'arrondissement et de la Cour d'appel, et cela tant pour l'instruction des affaires que pour les procédures d'appel, sur ce dernier point y compris en ce qui concerne le tribunal de police ;

- la saisine de la chambre de l'application des peines par une procédure écrite.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15.06.2021
Rapporteur : M. Pim Knaff

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
16.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
30.06.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.07.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 625, page 1

Le saviez-vous ?

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.
Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.
Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.
Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7498 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale**
   - Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain
   - Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Claude Lamberty - M. Dan Biancalana - M. François Benoy (intervention de M. Léon Gloden) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre François Bausch) - M. François Benoy (parole pour fait personnel) (interventions de M. Fred Keup et de M. Fernand Kartheiser) - Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Fred Keup) - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Henri Kox
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. **Question élargie n° 105 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative aux centres de compétences**
   - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. le Ministre Claude Meisch
4. **Question élargie n° 106 de Mme Diane Adehm relative aux modalités de calcul du contingent de leçons au niveau de l'enseignement fondamental**
   - Mme Diane Adehm - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
5. **7778 - Projet de loi relative à la construction du contournement de Hosingen (E421/N7)**

   7779 - Projet de loi relative à la mise à 2x2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et Ettelbruck

   7780 - Projet de loi relative à la sécurisation de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary (projet de loi 7778)
   - Rapports de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back (projets de loi 7779 et 7780)
   - Discussion générale : M. Aly Kaes - M. André Bauler (interventions de M. Aly Kaes et de M. le Ministre François Bausch) - Mme Cécile Hemmen (intervention de M. André Bauler) - Mme Stéphanie Empain (intervention de M. Aly Kaes) - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch - Mme Myriam Cecchetti (parole pour fait personnel) - M. le Ministre François Bausch
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7778 et dispense du second vote constitutionnel
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7779 et dispense du second vote constitutionnel
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7780 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7498 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7498, eng Ofännerung vum Policegesetz. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert ginn un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech dierf lech haut, nodeems mer eis relativ oft an der Kommissioun mam Sujet befaasst hunn, endlech de Rapport maache vum Projet de loi 7498, allgemeng bekannt ënnert dem Numm „VisuPolsgesetz", an deem mer d'Videosurveillance encadréieren.

Et ass e Gesetzestext, dee vun enger Partie Leit, och heibannen, scho méi laang seensüchteg erwaart gëtt. D'Tatsaach ass och, dass eng gewëssen Urgence besteet, well mer dës legal Basis brauchen, fir dass och d'Kameraen am neie Fussballstadion reglementéiert kënne ginn. D'Videosurveillance ass jo eng vun de Viraussetzunge vun der UEFA, fir dass gewësse Matcher kënnen do ausgedroe ginn.

Bon, ëm wat geet et an dësem Projet de loi? Wéi gesot, et geet drëm, d'Videosurveillance ze encadréieren, an zwar d'Videosurveillance, déi an de Kompetenzberäich vun der Police fält.

Dat Ganzt ass virun allem am Kader ze gesi vu verschiddenen Zonen, an deenen et en erhéichte Risiko fir Kriminalitéitsopkomme gëtt, wou een awer och net ka ronderëm d'Auer eng polizeilech Presenz assuréieren.

Zënter 2007 dierf d'Police duerfir op d'Videosurveillance zréckgräifen. Deemools war d'Videosurveillance nach vum Gesetz vum 2. August 2002 „relative à la protection des données à caractère personnel", esou wéi et 2017 (veuillez lire: 2007) modifizéiert ginn ass, gereegelt, souwéi och duerch den derzougehéierende Règlement grand-ducal vum 1. August 2007.

Allerdéngs huet d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'„Organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données" awer dunn dat modifizéiert Gesetz vum 2. August 2002 souwéi och säi Règlement grand-ducal abrogéiert. Ausserdeem ass et jo 2018 zu engem Paradigmewiessel komm duerch d'Gesetz vum 1. August 2018 „relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale".

Dëst huet en neie Kader geschafen, fir Données en matière pénale et en matière de sécurité nationale ze traitéieren. Esou huet d'CNPD dunn och an engem Avis vum Mäerz 2019 opgeworf, dass d'Videosurveillance, doduerch dass se eng permanent Iwwerwaachung op verschiddene Plazen duerstellt, logescherweis och eng Ingérence an d'Privatliewe vun de Leit bedeit. An an deem Sënn misst d'Videosurveillance och duerch e spezifescht Gesetz gereegelt ginn.

Et ass dunn decidéiert ginn, dëst Gesetz an de Champ d'application vum modifizéierte Gesetz vum 18. Juli iwwert d'Police grand-ducale ze integréieren.

Dëst Gesetz gesäit elo vir, dass d'Videosurveillance vum zoustännege Minister kann autoriséiert ginn, dëst zum Zweck vun der Preventioun, der Recherche a vun der Constatatioun vu penalen Infraktiounen. D'Autorisatioun gëllt ëmmer fir dräi Joer.

D'Bildmaterial gëtt spéitstens zwee Méint nom Enregistrement definitiv geläscht. Et sief dann, dës Donnéeë ginn am Kader vun enger Enquête préliminaire oder enger Instruction judiciaire gebraucht.

Eng Ausnam gëtt et fir Bildmaterial, dat fir intern Ausbildungszwecker genotzt gëtt. Mat Autorisatioun vum Policedirekter kann dat Bildmaterial am Sënn vun enger Analys vum Oflaf vun enger Interventioun oder eebe fir Ausbildungszwecker fir eng Durée vun zéng Joer benotz ginn. Déi Demande muss dann awer och ausräichend motivéiert ginn a Persounen, déi op dëse Biller optauchen, mussen dann och onkenntlech gemaach ginn.

Well et sech bei der Videosurveillance ëm eng invasiv Mesure handelt, ënnerläit dës der Konditioun, dass all déi aner Mëttelen, déi verhënnere sollen, dass Infraktiounen do begaange ginn, versicht gi sinn a sech awer als ineffikass erwisen hunn an dass se sech op Beräicher limitéiert, wou e besonnesche Risk besteet, dass Infraktioune vun enger gewësser Gravitéit begaange ginn.

Dës Autorisatioun vum Minister muss deementspriechend op enger Étude d'impact baséieren, déi vum Generaldirekter vun der Police gemaach gëtt, a muss och den Avis vum Procureur général, deen territorial kompetent ass, vum Gemengerot a vun enger nei ze grënnender Commission consultative, op déi ech nach wäert zréckkommen, berécksiichtegen.

D'Zil vum Gesetz ass et, engersäits kloer ze definéieren, wéini an ënner wéi engen Ëmstänn wéi eng Krittäre mussen erfëllt sinn, fir dass eng Zon kann ënner Videosurveillance gesat ginn. Anerersäits geet et natierlech och ëm d'Protection des données, also wien Zougréff op déi Biller huet, wat genee ka gewise ginn, wéi laang d'Enregistrementer gehale ginn et cetera.

Et gëtt och festgehal, dass de Recours op d'Technike vun der Reconnaissance faciale ausdrécklech ausgeschloss ass.

Spezifesch elo nach eng Kéier fir op dës Commission consultative zréckzekommen, well dës awer och wierklech en neie Moment duerstellt: Si ass natierlech extern an onofhängeg a si prononcéiert sech souwuel iwwer nei Emplacementer, déi fir eng Videosurveillance envisagéiert ginn, wéi och iwwert d'Verlängerung vu scho besteeënden Zonen, déi all dräi Joer erëm muss ugefrot ginn.

Dës Kommissioun berécksiichtegt och d'Suggestiounen, déi vun der IGP an hirer Etüd vum Mäerz 2021 iwwert d'Effikassitéit vun der Videosurveillance formuléiert gi sinn.

An dëser Etüd ass d'IGP och op eng Motioun zréckkomm, déi sengerzäit vum Félix Braz an der Chamber deposéiert gi war an déi den 8. Juni 2010 unanime vun der Chamber ugeholl gi war. Dës hat gefuerdert, dass eng onofhängeg Evaluatioun vun der Videosurveillance misst gemaach ginn.

Dës Kommissioun, déi also elo virgesinn ass, soll sech iwwert d'Opportunitéit fir d'Mise en place vun der Videosurveillance op engem neie Site prononcéieren a soll sech besonnesch och der Fro widmen, ob d'Konditioun erfëllt ass, dass all aner Mëttelen ausgeschëpft gi sinn an eeben net effikass waren.

Dës Kommissioun gëtt zesummegesat aus: engem Representant vum zoustännege Ministère, engem Representant vun der IGP, engem Representant vum Ministère vun der Justiz, engem Representant vum Minister, deen d'Affaires communales a sengen Attributiounen huet, engem Representant vum Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État, engem Representant vun der CCDH, engem Representant vun enger konventionéierter Associatioun, déi am Beräich vun der Action sociale schafft, engem Representant vun enger Associatioun, déi am Beräich vun der Kriminologie schafft.

Domadder sinn och Experten am Beräich vun de Mënscherechter, vum Dateschutz a vun der Zivillgesellschaft do an där Kommissioun representéiert.

Fir op d'Aarbechten an der Kommissioun zréckzekommen. Bon, wéi schonn am Ufank ugeschwat, hu mer eis mat dësem Projet de loi alt e puermol an der Kommissioun beschäftegt. Ënner anerem och dowéinst, well mer eng Partie Aller-Retoure mam Staatsrot haten an dofir och no all Ronn Amendementer forcement och eng nei Ronn Avisen erakomm sinn.

Déi alleréischte Kéier hu mer den 3. Oktober 2019 an der Kommissioun iwwert den Avant-projet de loi geschwat. Den Text war zu deem Zäitpunkt also nach net deposéiert. Den Text ass dunn de 14. November 2019 deposéiert ginn. De 25. Februar koum den éischten Avis vun der CCDH. Hei hält si fest, dass an hiren Aen d'Videosurveillance keng Wonnerléisung ass, well se riskéiert, sech just de Symptomer ze widmen an net den Ursaache vum Problem. An den Avis vun der CNPD koum den 28. Februar 2020.

Ufank Mäerz 2020 ware mer eis dunn och mat der Chamberskommissioun de Service VisuPol ukucken, wat eis och wierklech e gudden Ableck ginn huet an d'Aarbechte vu VisuPol an zemools och e bessert Verständnis derfir, wéi VisuPol fonctionéiert.

Den Avis vum Staatsrot louch eis den 10. Mäerz 2020 vir. An dësem Avis hält de Staatsrot notamment fest, dass esou en Aschnëtt an d'Privatliewen, deen d'Videosurveillance nun emol duerstellt, méiglech ass, wann et eng legal Basis derfir gëtt a wann dës Mesure néideg ass fir d'ëffentlech Sécherheet. Viraussetzung ass, dass de Contrôle vun der Necessitéit an der Proportionalitéit assuréiert ass.

Den 21. Abrëll gouf en Amendement gouvernemental virgeholl, wourophin de Staatsrot en Avis complémentaire den 12. Mee ginn huet. D'CNPD huet hiren Avis complémentaire de 17. Abrëll ofginn.

D'Aarbechten an der Kommissioun sinn dunn den 19. November 2020 weidergaangen, wéi dunn d'Avisen an d'Avis complémentaires analyséiert gi sinn.

No dëser Sëtzung koum et erëm zu Amendements parlementaires, déi dunn och den 18. Dezember un de Staatsrot pour avis geleet gi sinn. Duerno koum den Avis vum Syvicol, datéiert op de 25. Januar 2021. An den 23. Februar koum dunn och schonn den zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot, an deem en och eng Opposition formelle ausgeschwat huet, well am Paragraf 11 net kloer preziséiert war, wéi laang d'Donnéeë solle gespäichert ginn.

Och d'CNPD huet hiren zweeten Avis complémentaire eragereecht, dat um Datum vum 3. Mäerz 2021. An dësem Avis huet d'CNPD positiv ervirgehuewen, dass de Recours op d'Reconnaissance faciale elo explizitt vum Text ausgeschloss ginn ass.

Doropshin huet d'Kommissioun sech den 12. an de 25. Mäerz dëst Joer eingeeënd mat der Etüd befaasst, déi eis entre-temps vun der IGP virgeluecht gi war. An dëser Etüd huet d'IGP engersäits den aktuelle Kader an déi aktuell Dispositiffen detailléiert duergeluecht a sech och iwwert d'Opportunitéit vum Dispositif VisuPol prononcéiert. Engersäits sträicht si ervir, dass deen Dispositif eng interessant Pist ass, déi och vermeert ka genotzt ginn am Kader zum Beispill vun Observatiounen am Drogemilieu, fir dann och konkreet Aktiounen ze preparéieren.

A Saache Preventioun kënnen d'Kameraen en dissuasiven Effekt hunn. Do hänkt et dann awer vum Quartier a vum Typ vun der Infraktioun of. A Saachen Drogeproblematik am Garer Quartier zum Beispill gesi mer awer, dass VisuPol eleng keng Léisung duerstellt. Esou hält d'IGP eeben och fest, dass VisuPol nëmmen en Deel vun der Kriminalitéit erfaasse kann an och just een Element ënner aneren duerstelle kann.

Den 29. Mäerz huet d'Kommissioun sech du mam zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot befaasst an huet gläichzäiteg nach déi lescht Ronn vun den Amendements parlementaires festgehalen, déi dem Staatsrot dunn nach emol ënnerbreet gi sinn, dat de 14. Abrëll vun dësem Joer.

Dem Staatsrot säin drëtten Avis complémentaire huet dunn net laang op sech waarde gelooss an ass eis den 1. Juni zoukomm. An dësem Avis huet de Staatsrot sech iwwert d'Necessitéit fir eng weider Instanz, also d'Commission consultative, interrogéiert. Fir de Staatsrot sollt déi systematesch Mise en place vun neie Kommissiounen evitéiert ginn.

De 17. Juni elo hu mir an der Kommissioun dësen drëtten Avis analyséiert a beschwat. D'Kommissioun huet sech awer kloer fir dës Commission consultative ausgeschwat, well en onofhängege Contrôle an esou engem sensibele Beräich wéi der Videosurveillance eis awer méi wéi berechtegt geschéngt huet. D'Aarbechte sinn an der Kommissioun mat der Adoptioun vum Rapport de 25. Juni elo clôturéiert ginn.

Voilà. Fir all weider Detailer, wat dëse Rapport ubelaangt, well esou vill Zäit bleift mir dann och net, fir an all eenzelnen Detail anzegoen, et war e relativ exhaustive Rapport, verweisen ech dann op mäi schréftleche Rapport.

Bon, ech wollt och nach drunhänken, ech si jo elo nach net esou laang hei derbäi, mee ech kann awer soen: Als Rapportrice ass dat heiten awer elo e Gesetzestext gewiescht, wou relativ vill Aller-Retouren a vill Tëschenetappe waren, wou mer och ganz intensiv an der Kommissioun dru geschafft hunn. An ech wollt och soen: Och wa mer eis op enger Rëtsch Punkten net ëmmer ganz eens waren oder verschidden Interpretatiounen haten, sou hu mer awer wierklech ganz konstruktiv un dësem Text zesummegeschafft, fir en haut och kënnen ze presentéieren. An dofir wollt ech dann och jidderengem, deen an der Kommissioun matgeschafft huet a sech heiru bedeelegt huet, e ganz grousse Merci ausschwätzen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (*CSV*).- Merci, Här President. An enger idealer Welt bräicht een esou e Projet de loi, wéi mer en haut ofstëmmen, net an d'Madamm Rapportrice hätt keng Aarbecht domadder gehat. Ech wéilt hir op dëser Plaz Merci soe fir hire gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. A jo, mir hu vill diskutéiert, bis mer op dat Resultat komm sinn, wat haut hei zur Ofstëmmung läit.

D'Welt, an där mer liewen, ass awer leider net ideal. D'CSV ass ganz kloer fir dëse Projet de loi. D'Videosurveillance ass ee vun de Moyenen, fir souwuel um preventive wéi och um repressive Gebitt d'Polizei an hirer Aarbecht ze ënnerstëtzen an, wann et muss sinn, d'Geriicht an der Beweislag ze ënnerstëtzen.

Videosurveillance, Här President, kléngt effektiv ëmmer no „Big Brother is watching you". Et muss een awer dëse Projet de loi a säi Kontext setzen. Mir schwätzen hei vu Videosurveillance duerch de VisuPol-System: D'Poliziste sëtzen um Schierm, fir iwwer Kamera verschidde Plazen ze filmen an d'Biller opzehuelen.

Doniewent gëtt et déi normal Videosurveillance, déi just dem Gesetz iwwer Protection des données personnelles ënnerläit.

Ech erënneren och un d'Interpellatioun vum Juli 2010. D'Madamm Rapportrice ass och kuerz op déi Interpellatioun agaangen. An där Debatt 2010 ass d'Fro ëmmer erëm gestallt ginn, ob een d'Sécherheet am ëffentleche Raum duerch Kamerae verbessere kéint. All d'Riedner deemools hunn drop higewisen, datt et wichteg wier wéinst dem Grondrecht op de Respekt op Privatschutz, Privatliewen, déi streng Krittäre vum Dateschutzgesetz anzehalen.

Et ass och iwwert déi berüümt Affär geschwat ginn, wou eng Persoun an enger Telefonskabinn um Aldringen gefilmt ginn ass, wéi se amgaang war, eng Infraktioun ze maachen. Deemools, am Kader vum Prozess, hunn den Tribunal an d'Cour d'appel gesot, datt dee Video net kann als Beweismëttel geholl ginn, well et wier do ouni Autorisatioun gefilmt ginn. D'Cour de cassation huet deen Arrêt vun der Cour d'appel awer casséiert deemools an huet gesot, datt et um Riichter ass, d'Admissibilitéit vun enger Preuve, och wa se illicite geholl ginn ass, ze appreciéieren, andeem een all Element vun dem Fall a Consideratioun hélt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi schreift sech awer och an déi aktuell Sécherheetsdebatt an, déi mer iwwert déi lescht Wochen a Méint hei geféiert hunn. Fir eis als CSV ass et ganz kloer, datt eng Videoiwwerwaachung am Aklang mat de strikte Reegele vum Dateschutz ee vu ville Moyenen ass, fir kënnen d'Polizeiaarbecht ze ënnerstëtzen, souwuel am preventive wéi och am repressiven Domän.

Et ass ee vu villen Outilen, mee et ass e wichtegen Outil. Dëst ass d'ailleurs och d'Konklusioun vun der IGP an hirem Rapport vum 12. Mäerz 2021 iwwert d'Effikassitéit vun der Videosurveillance. Aus deem Rapport kënnt ganz kloer eraus, datt d'Polizisten de VisuPol als en Outil de travail efficace consideréieren. Och schreift d'IGP an hirem Rapport, datt d'Leit sech duerch d'Kameraiwwerwaachung méi sécher spieren.

Recht op de Respekt vu senger Privatsphär heescht och, e Recht drop ze hunn, sech kënnen am ëffentleche Raum, an engem Park oder an enger Strooss ze beweegen, ouni fäerten ze mussen, ugegraff ze ginn.

Och dat, Här President, gehéiert zum Bien-être, dee mir jo als Politiker och ëmmer an d'Fënster stellen, fir Lëtzebuerg no baussen ze verkafen. An ech hat et 2016 am État de la Nation gesot, datt den État de la Nation méi ass wéi just Zuelen. Am État de la Nation geet et och ëm d'Liewensqualitéit vun eise Bierger. An ee vu ville Krittären, fir d'Liewensqualitéit ze moossen, ass d'Sécherheet, a méi prezis d'Sécherheetsgefill vun de Bierger. Sécherlech ass de Sujet ëmmer deels eng subjektiv Analys, mee net nëmmen.

Här President, an dësem Gesetz, wat eng Rei Dispositiounen am Policegesetz ännert, ass et kloer, datt et muss e Risque particulier ginn, fir datt d'Videosurveillance kann op verschidde Plaze gemaach ginn: Et muss zu vermeerte Strofdoten op där Plaz komm sinn oder et musse Plaze sinn op enger Lag, déi sech besonnesch dofir ubitt, datt do Infraktioune kéinte geschéien. Et kënnen och Plaze sinn, wou reegelméisseg national oder international Evenementer stattfannen. An datt dëse Projet de loi elo eng kleng Urgence kritt huet, huet jo och domadder ze dinn, datt den nationale Fussballstadion soll geschwënn opgoen.

Et muss och eng ministeriell Autorisatioun virleien. An déi Commission consultative, op déi d'Madamm Empain agaangen ass, ass jo och agesat ginn, fir datt déi hiren Avis préalable ofgëtt.

Et ass och wichteg, datt déi Beamten, déi am VisuPol schaffen, motivéiert sinn. Op hinne läit nämlech och eng grouss Responsabilitéit.

Et ass och fir d'CSV, Här President, wichteg, datt et zu enger reegelméisseger Evaluatioun kënnt an, wann et muss sinn, zu der Adaptatioun vun deene Sécherheetszonen, wou gefilmt gëtt.

An ech wëll och hei drop hiweisen, datt Der endlech musst dat Verspriechen aléisen, zum Beispill zu Bouneweg Videoiwwerwaachung opzeriichten.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Très bien!

(Interruptions)

M. Léon Gloden (*CSV*).- D'Videoiwwerwaachung ... Bon, Dir kënnt et elo direkt maachen, Här Minister. Et gëtt jo gestëmmt.

(Interruptions)

Voilà. D'Autorisatioun ass virbereet.

(Interruption)

D'Videoiwwerwaachung muss an e globaalt, an e multidisziplinäert Sécherheetskonzept agebett ginn. Duerfir widderhuelen ech an dësem Kontext - Dir sidd net iwwerrascht, Här Minister - d'CSV-Fuerderung fir Bodycamen. Déi rezent Incidenten um Virowend vun Nationalfeierdag hu kloer gewisen, datt, wann e Polizist mat enger Bodycam ekipéiert ass, d'Beweislaascht méi einfach ass. Dëst géif verhënneren, datt op Facebook oder op anere Medien op eemol Filmer optauchen, wou een net weess, wat richteg oder wat falsch ass. An esou engem Fall ass eng encadréiert Videosurveillance an e Bodycamenregistrement sécherlech méi hëllefräich.

D'Majoritéit stëmmt jo dëse Projet. D'CSV och.

Déi rezent Diskussiounen hunn awer ëmmer erëm bewisen, datt besonnesch de grénge Koalitiounspartner sech schwéierdeet mat enger Rei Sécherheetsmesuren. Ech hoffen, datt dës Regierung endlech bereet ass, deen néidege Sécherheetspackage ze schnüren, an datt ech net méi muss héieren, wann de Policeminister seet: „Mee da soll een eng Auer oder e Bijou eeben net méi undoen, wann een dobausse spadséiere geet."

Ech wëll, ...

(Interruption)

Här Minister, Dir hutt dat gesot.

(Interruption)

An deem Kontext wëll ech och nach eng Kéier op de Platzverweis hiweisen. De Staatsrot huet leider meng Proposition de loi e bësse kritiséiert. Awer, Här Minister, net, wéi Dir et dobaussen um Radio gesot hutt, wéinst der Libre circulation des personnes, mee well de Staatsrot einfach gesot huet: Et gëtt schonn eng Zone de sécurité, wou een eebe Leit kann eraushuelen. Dofir bräicht ee kee Platzverweis. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Ech mengen, datt de Staatsrot dat, éierlech gesot, net verstan huet. Eng Zone de sécurité ass zum Beispill, wann elo e Fussballmatch am Stadion ass, da gëtt e Périmètre de sécurité determinéiert an d'Leit, déi sech an deem Perimeter ophalen a sech de Batti stellen, déi kënnen aus deem Perimeter entfernt ginn. De Platzverweis ass eppes aneschters. Do gëtt kee Périmètre de sécurité determinéiert, mee Leit, déi opfalen, kënnen einfach vun der Police do verwise ginn.

An do och meng Fro un Iech, Här Minister: Dir hutt jo ugekënnegt, e Projet de loi iwwert de Platzverweis ze deposéieren. Ech stelle fest, bis haut ass en net deposéiert ginn. Et gëtt mer gesot, datt de Staatsrot e kriteschen Avis zu Ärem Projet ginn hätt. Dir kënnt eis jo da soen, wat deen Avis seet a wéini datt Der dann Äre Projet deposéiert, well och an deem Dossier ass Urgence.

An ech wëll och drop hiweisen, wat de Premierminister 2017 am État de la Nation gesot huet: „Dat subjektiivt Sécherheetsgefill bei de Leit ass awer net deementspriechend, och wann e Réckgang vum Kriminalitéitstaux festzestellen ass. Et muss méi effizient geschafft ginn. Méi Presenz muss garantéiert ginn, wou een dat och brauch."

Här President, ouni Sécherheet gëtt et keng Fräiheet. An an deem Sënn gëtt d'CSV den Accord zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Merci, Här President. Wa mer eng Police wëllen, op déi ee sech verloosse kann, eng Police, déi den Erausfuerderunge vun der Zäit gerecht gëtt, an eng Police, déi op déi nei gesellschaftlech Phenomeener ageet, da musse mir hinnen och déi néideg Moyene ginn, fir dass si hir wichteg Aufgaben am Déngscht vum Bierger kënnen erfëllen.

Dat fänkt natierlech beim Effectif vun der Police un. Ouni dee geet et net. Nëmme wann d'Police genuch Ressourcen zur Verfügung huet, wäert si dem héijen Usproch kënne gerecht ginn.

Am Ausland ass oft rieds vu Personalaspueren duerch Iwwerwaachungskameraen. Dat steet hei am Land jo zum Gléck net zur Debatt. De Géigendeel ass de Fall. D'Police grand-ducale rekrutéiert.

D'Regierung huet, wéi Der wësst, en immens ambitéise Rekrutementsplang op d'Bee gestallt, mat deem iwwer 600 Poliziste sollen agestallt ginn. Dat begréisse mir als DP. Firwat? Ma well mer Polizisten um Terrain brauchen.

D'Policepresenz bleift den A an den O: d'Presenz um Terrain, d'Presenz beim Bierger. D'Sécherheet vum Bierger garantéieren an de Leit Hëllef zoukomme loossen, wa se Hëllef brauchen. Dorobber kënnt et un. An ech mengen, mir sinn eis och eens heibannen, dat ass elo, awer och an Zukunft eng vun de wichtegsten Aufgabe vun de Beamten dobaussen a vun eis als Politik heibannen, fir de Kader ze schafen, fir dass dat och um Terrain ka garantéiert ginn.

An deem Kontext begréisst d'DP dëse Projet de loi, well mir der Meenung sinn, dass all Outil, deen de Polizisten um Terrain hëlleft, fir hir Aarbecht kënnen Dag fir Dag méi effikass ze maachen, ma dass dat genau dee richtege Wee ass.

(Interruptions)

Wichteg ass eis awer och de Feedback vun der Police selwer, wou d'Kameraiwwerwaachung als positiivt Instrument ugesi gëtt. Ech wëll op dëser Plaz betounen, an dat ass mir extreem wichteg: Keng Kamera, egal wivill et der sinn a wou se hänken, kann e Polizist um Terrain ersetzen. De mënschleche Facteur, de Beamte sur place mat all senger sozialer Kompetenz, sengem Respekt, sengem Fangerspëtzegefill, senger Presenz ass duerch keen Outil op der ganzer Welt ze ersetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Schliisslech steet bei der Policeaarbecht de Mënsch, an dat an allen erdenkbare Situatiounen, am Vierdergrond.

D'Videosurveillance bitt eng Hëllefstellung fir d'Police, eng ganz wichteg Hëllefstellung. D'Kameraen ënnerstëtzen d'Police, ersetze si awer net a wäerten dat och ni maachen. Och 20 Kamerae kënne kee Polizist um Terrain ersetzen, esou wéi och keng aner Mesure dat jee wäert kënnen.

Här President, Kameraen, Videoen a Biller sinn an eiser Gesellschaft eigentlech net méi ewechzedenken. An eisem Alldagsliewe begéine mer se ëmmer erëm. An hei schwätzen ech emol net just vun Iwerwaachungskamerae vun der ëffentlecher Hand, mee einfach just vun der Hellewull u Videomaterial a Fotoen, wat sech an alle méigleche Medien a Plattformen usammelt. De Faktor Bildmaterial ass näischt Aussergewéinleches méi fir d'Leit. Geneesou ass et awer och mat de Kameraen, déi fir eis Sécherheet opgehaange goufen an entre-temps vu verschiddene Plazen einfach net méi ewechzedenke sinn. Op der Stater Gare - et ass ugeschwat ginn - gëtt et se schonn zanter 2007. An déi Iwwerwaachungskamerae ginn och vu kengem a Fro gestallt. Se sinn an enger Stad ganz sécher e wichtegen Outil, deen d'Police ënnerstëtzt a virun allem hir Aarbecht, wéi ech uganks gesot hunn, méi effikass mécht. Och d'Bierger hu jo schonn d'Wuert kritt an e Bilan gezunn. A si si gréisstendeels frou an zefridde mat de Kameraen a wëllen, dass se weider bestoe bleiwen.

Ma d'Sécherheetsgefill hänkt de Bierger no net nëmme vun der Kamera selwer of, mee och vu ganz villen anere Facteuren. Ënner anerem vun der richteger Beliichtung an de Stroossen an op ëffentleche Plazen. An dat ass fir mech eng ganz interessant Konklusioun aus dem Rapport, dee mer virleien hunn.

Här President, am Mäerz dëst Joer huet d'Generalinspektioun vun der Police hire Rapport iwwert d'Etüd zu der Effikassitéit vun der Kameraiwwerwaachung virgestallt. De preventiven Aspekt gëtt a bal all Iwwerwaachungszon ernimmt. D'IGP bemierkt awer och ganz kloer, dass den Effekt vun de Kameraen natierlech vun der Zort vun de Strofdoten ofhänkt. wärend d'Iwwerfäll an d'Gewalt op Persoune sech an de concernéierten Zone stabiliséiert hunn, hunn d'Drogendelikter éischter e sougenannten Effet de déplacement. Dat wäerte mer da ganz sécher an der Debatt iwwert d'Drogekriminalitéit méi am Detail kënnen diskutéieren.

Mir mussen awer och der Tatsaach an d'A kucken, dass d'Kameraen u sech net déi eng Wonnerléisung duerstellen. D'Kameraiwwerwaachung verdrängt verschidde Strofdoten, eliminéiert se awer net. Wann zum Beispill eng Kamera iergendwou derbäi installéiert gëtt, hunn d'Strofdoten d'Tendenz, sech einfach op net iwwerwaachte Plazen ze verlageren. Och maskéiert Leit kënne vu Kameraen natierlech schwéier identifizéiert ginn.

Dat alles si Limitte vun enger Iwwerwaachung, déi een awer och realistesch sollt uschwätzen.

Bei dësem Gesetzestext geet et jo och drëm, dass d'Police op Plazen, wou vill Mënschen zirkuléieren, Preventiounsaarbecht ka leeschten. Déi ganz Videosurveillance kritt mat dësem Text e klore gesetzleche Kader gesat. Och fir Recherchë kann d'Videomaterial benotzt ginn, oder fir iwwerhaapt emol Strofdote festzestellen.

Här President, wann et ëm d'Videosurveillance am ëffentleche Raum geet, muss een awer och iwwert d'Biergerrechter an iwwert d'Fräiheet schwätzen. Jo, et ass heiansdo schwiereg, Fräiheet a Sécherheet an Aklang ze bréngen. Et gëllt, dat eent an dat anert ofzeweien. Mir als liberal Partei wëlle sécher kee „law and order"-Staat. Mir als liberal Partei sti fir individuell Fräiheeten an Eegeverantwortung. Jidderee soll sech kënne fräi a sécher beweegen. An awer, an dat gehéiert och zur politescher Éierlechkeet derzou, muss ee sech senger Responsabilitéit bewosst sinn an de Courage opbréngen, fir vereenzelt Aschnëtter an eis Fräiheeten ze decidéieren, fir méi Sécherheet fir d'Allgemengheet kënnen ze garantéieren. Déi individuell Fräiheeten an d'Privatsphär vu jidderengem gi mat dësem Text respektéiert, och wann natierlech esou eng Iwwerwaachung ëmmer en Aschnëtt an eis individuell Fräiheeten ass.

E puer Remarken: Mir als DP begréissen et ausdrécklech, dass déi automatesch Gesiichtserkennung ofgeschallt ass an nëmme bei Poursuitte vu Verbrieche kann zum Asaz kommen. Och falls privat Entréeën oder aner privat Grondstécker am Bléckfeld vun enger Kamera wären, ginn déi Detailer maskéiert, fir e Maximum u Privatsphär ze garantéieren. Ech mengen, dass dat e ganz wichtege Facteur ass, deen een och sollt ënnersträichen.

Här President, e klengen awer ganz wichtegen Aspekt, op deen ech wéilt ze schwätze kommen - et ass schonn ugeklongen -, ass d'Surveillance vum neie Futtball- a Rugbystadion. Op enger Plaz, wou hoffentlech ganz oft méi wéi 9.000 Leit zesummekommen, ass et natierlech net esou evident ouni Kameraiwwerwaachung. Falls et do emol zu Rangeleien oder aneren Ausenanersetzunge kënnt, sinn d'Kameraen en nach méi wichtege Faktor. A falls et souguer zu engem seriöen Tëschefall kéim, kéint dat opgezeechent Material spéider och fir Formatiounen an der Police intern benotzt ginn, well et kann een analyséieren, wat een an Zukunft da ka besser maachen, fir dass esou eppes net méi ka virkommen an dass keng Tëschefäll méi passéieren.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Très bien!

(Interruption)

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Absolutt.

Doriwwer eraus begréisst d'DP och, dass d'Plazéiere vun de Kameraen net vun uewen erof decidéiert gëtt, mee dass unhand vun enger Analyse d'impact, geleet vum Generaldirekter vun der Police, zesumme mam Procureur d'État, dem Gemengerot an der neier Commission consultative, d'Plaze fir d'Kamerae bestëmmt ginn, ier se da vum Minister autoriséiert ginn.

Bal iwwerflësseg ze betounen ass schonn, dass d'Kameraen an d'Videomaterial nëmme vu ganz wéinege speziell ausgebilte Poliziste vum System VisuPol analyséiert a kontrolléiert dierfe ginn.

Och am Koalitiounsaccord war jo festgehale ginn, dass d'Sécherheetszonen, déi vun der Police mat Kameraen ausgestatt sinn, op Basis vun Erfarungen, déi gemaach goufen, definéiert ginn, an dass se net elo egal wou opgehaange ginn.

Den Dateschutz, Här President, ass natierlech d'Häerzstéck vun der Debatt ronderëm d'Kameraiwwerwaachung an och dat, wat am meeschten dobaussen diskutéiert gëtt.

D'DP hëlt den Dateschutz immens eescht a begréisst dofir och, dass d'Donéeën, déi gespäichert ginn, spéitstens no zwee Méint geläscht ginn. Just wichtegt Material, wou tatsächlech eng Strofdot festgestallt gouf, ka méi laang gehale ginn. Och am Kader vun interne Policeformatioune kann esou Material logescherweis méi laang wéi zwee Méint benotzt ginn.

De Volet vun der Aus- an och Weiderbildung vun der Police ass eis als DP natierlech ganz wichteg, mat der Betounung dorop, dass d'Privatdonnéeën ëmmer maskéiert musse sinn.

Iwwregens huet och d'CNPD de Projet a hirem zweeten Avis gelueft.

An et kéint ee souguer vläicht nach méi wäit goen. An dat wär tatsächlech déi nächst Etapp: ze kucken, wéi een dat dann nach kéint ausbauen. D'Leit zu Lëtzebuerg solle sech méi sécher fillen, ouni sech awer iwwerwaacht oder beobacht ze fillen. Et gëtt op besote Sécherheetsplazen drop higewisen, dass eng Kameraiwwerwaachung do ass fir d'Sécherheet. Privat Beräicher ginn, wéi scho virdru gesot, net gefilmt. Oder wann et wierklech net anescht geet, ginn dës Beräicher maskéiert.

Wa mer iwwer Kameraen an der Policeaarbecht diskutéieren, muss een awer och d'Theema - a mäi Virriedner, de Léon Gloden, huet dat och schonn ugeschwat - vun de Bodycams kuerz erwänen. D'Demokratesch Partei ass frou, dass eis Iddi an de Koalitiounsaccord opgeholl gouf. Och 2017 schonn hat ech zesumme mat mengem Fraktiounskolleeg Max Hahn eng parlamentaresch Fro zu de Bodycams gestallt. An den deemolege Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Étienne Schneider, hat eis geäntwert, dass d'Kierperkameraen effektiv eng ofschreckend Wierkung an Däitschland gewisen hätten.

Natierlech stinn do nach eng ganz Rei Froe ronderëm den Dateschutz an de Schutz vun der Privatsphär op, notamment wat d'Tounopname betreffen.

Ma et géif d'Police awer an hirer Dokumentatioun vun Evenementer wärend engem Asaz ënnerstëtzen an hinnen d'Aarbecht virun allem erliichteren. Doriwwer eraus si mir nach der Meenung, dass een déi legal Méiglechkeet sollt ginn, fir de Beamte selwer ze schützen, souwéi och déi involvéiert Persounen. Schliisslech gëtt et Videomaterial, wat an enger spéiderer Ausso kéint eppes beleeën oder och widderleeën. An ech mengen, dass mer mat där doter Debatt nach net um Enn ukomm sinn.

Eng Fro, déi ëmmer wäert bleiwen: Wou kommen d'Kameraen hin? Op wéi eng Plazen, wéi eng Stroossen, a wéi eng Quartieren, a wéi eng Stied, a wéi eng Virstied? Heescht et automatesch, dass no an no de Perimeter, wou Kameraen hänke kommen, méi grouss gëtt? Iwwert d'Quartiersgrenzen oder souguer Gemengegrenzen eraus?

Fir mech sinn dat spannend Froen, well se fir mech och haut nach net ze beäntwere sinn. Wann et als utile ugesi gëtt, dass nei Quartiere videosurveilléiert ginn, kéint dat jo och heeschen, dass mir an e puer Joer vu vill méi Quartieren an och vu vill méi Gemenge vu Videosurveillance schwätzen. An nieft de fixe Kamerae gëtt et jo och nach där mobiller; zum Beispill am ëffentlechen Transport. Jo, et gëtt kaum eng Limitt, déi een net an der Theorie kéint depasséieren.

Ech wëll just haut dovir warnen - nach eng Kéier: d'Kamera ass net d'Allheelmëttel -, dass een iergendwann vu lauter Beem kee Bësch méi gesäit. D'Kamera soll een Outil sinn, dat der Police hëlleft, fir d'Sécherheet vum Bierger ze garantéieren. Dat soll an dierf een net aus den Ae verléieren!

Här President, léif Kolleegen heibannen, ofschléissend géif ech nach eng Kéier bemierken, dass d'Kameraiwwerwaachung sécher keen Allheelmëttel ass! Ma se hëlleft, Hotspotte vu Kriminalitéit ze entschäerfen a se hëlleft, d'Sécherheetsgefill vum Bierger ze stäerken. Kriminalitéit an illegalen Drogenhandel sinn a ganz ville Stied op der Welt e Problem. An do gëtt et net déi eng Moossnam, déi de Problem géif léisen. Schéi wär et! Op d'Policepresenz kënne mer op kee Fall verzichten! Et kann een et net oft genuch widderhuelen.

Ech freeë mech op jidde Fall schonn op déi nächst Analysen a Resultater vun Ëmfroen. A wie weess, wat mer nach alles wäerten heibannen zu deem dote Sujet diskutéieren.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a wëll zum Schluss awer och nach der Rapportrice e ganz grousse Merci fir hire schréftlechen, mëndleche Rapport a fir hir Gedold soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lamberty. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, de Projet de loi, iwwert dee mer haut an der Chamber befannen, ass an eisen Aen, an den Ae vun der LSAP, eng Noutwendegkeet, well et ass wichteg, dass do, wou d'Videosurveillance agesat gëtt, och kloer Reegele festgeluecht ginn.

Genee wéi d'CNPD an hirem Avis et och geschriwwen huet, gesi mer et als LSAP als weesentlech un, dass d'Videosurveillance am ëffentleche Raum fir polizeilech Zwecker eng robust legal Basis soll kréien an dass dat net eleng den internen Dispositiounen a Richtlinne vun der Polizei iwwerlooss gëtt.

D'Videoiwwerwaachung am ëffentleche Raum ass säit 2007 eng Realitéit op verschiddene Plazen an der Stad Lëtzebuerg. Mir verschléissen eis och net a priori, dass an Zukunft änlech Dispositiffen op anere Plazen an der Stad - an et ass jo scho kloer ugedeit ginn -, mee och an anere Gemengen zum Asaz komme kéinten, wann dat och Sënn mécht. Eng Entwécklung fir d'Videosurveillance soll wueliwwerluecht sinn. Et soll an däerf kee „must have" oder/a „stand-alone" an der Kriminalitéitsbekämpfung si respektiv ginn.

An deene leschte Joren hu mer weltwäit eng Tendenz gesinn, dës Technologie ze benotzen, fir der Onsécherheet a spezifesche Problemer entgéintzewierken. An d'Videoiwwerwaachung, jo, déi rifft reegelrecht eng Faszinatioun ervir. An dat och hei zu Lëtzebuerg. Do si mer keng Ausnam. Mee an eisen Aen ass d'Videoiwwerwaachung kee Wonnermëttel - esou wéi et emol och heiansdo op verschiddene Säite versprach respektiv och erhofft gëtt. Et gëtt genuch Studien, déi et beweisen. A si huet och eng ganz Rei Risiken.

D'Videokameraen - och dat hu Studie bewisen - am ëffentleche Raum kreéiere ganz kloer eng Iwwerwaachung an och e soziale Contrôle, deen een och kritesch analyséiere muss. Et gëllt och ze kucken, awéiwäit eis fundamental Rechter a Fräiheeten impaktéiert ginn. An et gëtt natierlech och Situatiounen, wou d'Presenz vu Kameraen e subjektiivt Onsécherheetsgefill net entkräft, mee verstäerkt. Och deem muss ee sech bewosst sinn. An et gëtt hei zu Lëtzebuerg op spezifesche Plazen e subjektiivt Onsécherheetsgefill, dat erfaasst gouf. An dat ass jo och am Sondage vun TNS ILReS bestätegt ginn.

Fir d'Sécherheetsgefill vun deene Befrote selwer spillt d'Videoiwwerwaachung zwar keng onwichteg Roll, an eng Majoritéit ass derfir, dass se ausgeweit gëtt. Mee et gëtt awer och eng ganz Rëtsch vu Mesuren, déi hinne méi wichteg sinn. Zum Beispill - an dat ass och scho vu mengem Virriedner ugeschwat ginn - eng gutt Beliichtung, eng gutt Visibilitéit op de Stroossen a Plazen, den Entretien vum ëffentleche Raum, Policepatrullen. Also generell alles, wat zum Aménagement urbain gehéiert.

An trotzdeem: D'Videosurveillance kann awer fir d'Police e ganz kloert Instrument sinn am Kader vun enger globaler Sécherheetspolitik am ëffentleche Raum, fir hir Aarbecht ze ënnerstëtzen. E puer zousätzlech Aen, déi et a verschiddene Situatiounen erlaben, och kënnen en Ënnerscheed ze maachen, do, wou d'Kriminalitéit den Alldag präägt.

Als LSAP denke mer, dass een dësen Outil do soll asetzen, wou et Sënn mécht, wou d'Konditiounen zesummekommen - an dat innerhalb vun engem strikte legalen a konzeptuelle Kader. Well mir däerfen och net vergiessen, dass dës Videokameraen an hir Infrastruktur och eppes kaschten. Se ongeziilt asetzen, wier eiser Meenung no net effikass.

D'Videosurveillance am ëffentleche Raum huet am Fong hir éischt Erscheinung viru gutt 30 Joer gemaach. An et mierkt ee säitdeem net nëmmen, dass et déi meeschtverbreeten Äntwert ass, wat d'Securisatioun vum ëffentleche Raum ugeet, mee dass et awer och e klore Shift gëtt, wat hir Utilitéit ass an deen och stattfonnt huet, vun der initial ugeduechter Preventioun hin zu engem Outil, deen der Police éischter als Ënnerstëtzung an hirer Aarbecht déngt, fir effektiv Faiten ze constatéieren an och fir iwwert deen dote Wee, déi intern Organisatioun vun der Police mat hiren Ofleef ze beaflossen an och ze veränneren an och fir fir d'Justiz eng Hëllef duerzestellen.

D'Sécherheet ass fundamental wichteg. Mee si dierf net op Käschte vun eiser Fräiheet an eise Rechter goen. Dofir gëllt et fir d'LSAP, am Kontext vun der Videoiwwerwaachung dee richtegen Equiliber ze fannen an dësen Outil gutt iwwerluecht anzesetzen. An dofir mussen och verschidde Konditiounen erfëllt sinn.

Éischtens: Wéi gesot, e legale Kader - dee gi mer eis haut - a Garde-fouen, déi den Asaz vun der Videoiwwerwaachung enk encadréieren, an dee souwuel d'Autorisatioun, d'Notzung an d'Späicherung vun de Biller reglementéiert. Mir musse sécherstellen, dass d'Prinzippien, an och dat ass jo ënnerstrach ginn, vun der Necessitéit a vun der Proportionalitéit respektéiert ginn. An déi verschidden Avisen zu dësem Projet de loi hunn dat ganz kloer ënnerstrach. Dëst Gesetz wäert eis och dat erlaben.

Zweetens muss d'Videoiwwerwaachung an e Gesamtkonzept fir d'Sécherheet am ëffentleche Raum agebett ginn.

Drëttens brauche mer och wëssenschaftlech Evaluatioune vun der Videoiwwerwaachung, déi och e faktebaséierten Debat erlaben, an och d'Konsequenze vun der Videoiwwerwaachung. 2011 huet d'Etüd Bornewasser schonn d'Wichtegkeet vu wëssenschaftlechen Donnéeën, vum Recueil vu wëssenschaftlechen Donnéeën ervirgehuewen. An hei steet dann och d'Fro vun der Effikassitéit am Raum, wou een natierlech och där soll kritesch géintiwwerstoen.

Här President, d'Videoiwwerwaachung huet en Impakt op eis Rechter, zum Beispill den Droit à la vie privée an d'Protection des données. Dat seet och d'Europäesch Cour de justice an d'Cour européenne des droits de l'homme.

D'Videoiwwerwaachung, jo, déi kann diskriminéieren an och stigmatiséieren an d'Recht op d'Libre circulation am ëffentleche Raum begrenzen. An op d'Spëtzt gedriwwe kann theoreetesch all Mouvement vun de Bierger tracéiert ginn am Numm vun hirer Sécherheet, mee schlussendlech och op d'Käschte vun hirer Fräiheet an hirer Privatsphär.

D'Limitatioune vum Exercice vu fundamentale Rechter a Fräiheete musse per Gesetz gereegelt sinn an d'Videoiwwerwaachung vun der Police ass hei keng Ausnam.

D'Installatioun an d'Benotze mussen objektiv Krittären erfëllen an der Lutte géint d'Kriminalitéit, a sollen net op Basis vu subjektiven Onsécherheetsgefiller vun Eenzelne gemaach ginn. D'LSAP begréisst, dass d'Finalitéiten am Gesetz explizitt erwäänt ginn, fir esou keng Zweifel ze loossen, firwat d'Videosurveillance kann a soll benotzt ginn. Och d'Autorisatiounsprozedur ass zolidd, héiert verschidde Perspektiven a schützt géint eng Proliferatioun vun onnëtzer Iwwerwaachung.

Ech wéilt vläicht och op dëser Plaz d'Geleeënheet notzen, fir dem Minister d'Fro ze stellen, wéi eventuell nei Demandë vun anere Gemengen hei géifen integréiert ginn, wëssend, dass den aktuelle Service vun der Police an der Stad verankert ass. Géif den aktuelle Service ausgebaut ginn oder géif et méi Sënn maachen, dëse Service da regional unzesidelen?

Déi nei Commission consultative, déi jo och d'IGP recommandéiert huet, wäert och eng wichteg Roll spillen. Et ass effektiv schonn ugedeit ginn. An hir Aufgab wäert jo ënner anerem och sinn, spezifesch d'Opportunitéit vun der Videoiwwerwaachung ënnert d'Lupp ze huelen, also ze kucken, ob all aner Moyene keng Léisung bruecht hunn, fir Infraktiounen ze ënnerbannen. Domat assuréiere mer och d'Proportionalitéit, also ob dësen Agréff an eis Rechter wierklech néideg ass.

Et schéngt mer awer gradesou noutwendeg ze sinn, sech eng Methodologie ze ginn, fir d'Evaluatioun vum Impakt wëssenschaftlech kënnen ze begleeden. Et gëtt effektiv wéineg, ganz wéineg Impaktstudien. Déi am Gesetz ugeduechten Impaktanalys ass deemno maassgeebend. D'Fro, déi sech an deem Kontext och stellt: Moosse mer dat, wat mer moosse wëllen?

An et wäert och wichteg si fir ze kucken, wéi een Impakt d'Kameraen eventuell op verschidden Aspekter vum ëffentleche Liewen an der iwwerwaachter Zon hätten. Do ass natierlech och de Volet vun der sozialer Aarbecht an dofir och, dass eng sozial Associatioun an där Kommissioun och derbäi ass, net onwichteg.

Mir begréissen och als LSAP, dass d'Gesiichtserkennung am Kader vun der Videosurveillance ausgeschloss gëtt. Ze grouss si fir eis d'Bedenken a Saache Privatsphär bei enger Real-Time-Gesiichtserkennung, mee och d'Ongenauegkeet vun esou Mëttelen, wéi och d'Etüde gewisen hunn.

Wat den Traitement vun den Donnéeën ugeet, kënne mer mat den Delaie liewen an och mam Dispositif fir d'Opnamen zu Formatiounszwecker - och zu deem solle se jo genotzt a benotzt ginn.

Här President, méi Kameraen heescht net automatesch eng méi sécher Stad. Dat hunn och genuch wëssenschaftlech a kriminologesch Studie bewisen. A mir sollen och do keng ze grouss Erwaardungen hunn. Dofir muss och d'Videoiwwerwaachung an eng ganzheetlech, integrativ Sécherheetspolitik fir den ëffentleche Raum agebett sinn, d'Ziler kloer definéiert an och déi néideg Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn. E multidisziplinären Usaz ass also hei néideg. Souwisou wäert eng Technologie ni eng mënschlech Interventioun ersetze kënnen. Et muss ëmmer en Zesummespill sinn tëschent Mënsch an Technologie.

Den TNS ILReS-Sondage mag zwar gewisen hunn, dass een dat subjektiivt Sécherheetsgefill vun de Leit mat der Videoiwwerwaachung verbessere kéint, mee déi meescht eigentlech Problemer, déi d'Onsécherheetsgefill provozéieren an ausléisen, wäerten awer bleiwen. An ech denken do un d'Kriminalitéit en lien mat Drogen an och mat Incivilitéiten.

Dat geet nëmmen iwwer eng global, kohärent Sécherheetspolitik am ëffentleche Raum mat Preventioun, mat enger adequater Sozialpolitik, Integratiounspolitik an och Aarmutsbekämpfung, Sozialaarbecht an Interventiounen am Kader vun der Suchtproblematik, awer och eng gutt forméiert Police, déi effektiv och dat néideg Ekipement huet, an awer och de Volet Aménagement urbain. Also déi ganz Komplexitéit, déi ee brauch, fir eng global a kohärent Sécherheetspolitik kënnen ze entwéckelen. An dozou gehéiert nieft der Preventioun och d'Repressioun.

Déi lokal Sécherheetspolitik soll an hirer Konzeptioun a mat hirem Agencement vu preventiven a repressive Moossnamen also de lokale Spezifissitéite Rechnung droen.

An trotzdeem: Wann d'Videoiwwerwaachung eng Plus-value ass, musse mer sécherstellen, dass se och effikass benotzt gëtt. De Rapport vun der IGP weist, dass de VisuPol e bëssen eng, jo, stiefmütterlech Existenz innerhalb vun der Police genéisst. Wa mer dës Technologie zu eise Gonschten notze wëllen, da muss den Dispositif och adequat opgestallt ginn, souwuel um Plang vun de mënschleche Ressourcen an awer och um Niveau vun der Technologie.

Mir gesinn zum Beispill, dass et an de leschte Joren zu ëmmer manner Festnamen en flagrant duerch d'Hëllef vun der Videoiwwerwaachung komm ass. Dat mag och verschidde Grënn hunn, mee et mag och vläicht den Ausdrock si vun engem onausgeschëpfte Potenzial. A fir dëst natierlech ze optiméieren, brauche mer dann e verbesserte Service VisuPol. Do ass also nach Loft no uewen.

Um organisatoresche Plang kann d'Recommandatioun vun der IGP, de Service am Organigramm ze verankeren an de Service ze valoriséieren, eng ganz kloer Pist sinn.

An deem Kontext ass et awer och wichteg, eng gutt Schulung ze hunn. Si ass noutwendeg, fir Diskriminatiounen a Stigmatisatioune, bon, geleet och emol vu Stereotyppe, beim Ciblage kënnen ze ënnerbannen. Subjektiv Perceptioune kënnen nämlech och hei bei der Videoiwwerwaachung zum Virschäi kommen.

Doriwwer eraus kann een och kucken, wéi een den Outil nach méi en direct benotze kann. Hei huet d'Police an der zoustänneger Kommissioun an eisen Diskussiounen erwäänt, dass se dat am Kader vun den Drogenoperatiounen och schonn deelweis maachen. Och hei ass d'Recommandatioun vun der IGP interessant: virun allem op der Gare, op anere Plazen, op eng Alternance zréckzegräifen an déi anzeféieren tëschent Terrainsaarbecht an effektiv Kameraiwwerwaachung, also dem Service VisuPol, fir esou Situatioune besser um Terrain kënnen anzeschätzen, besser kënnen ze erkennen. Och dat ass eng Plus-value vun dësem Outil: en Zesummespill also tëschent Mënsch an Technologie.

An och eng gutt Kommunikatioun ass wichteg. Den TNS ILReS-Sondage huet gewisen, dass relativ vill Leit, virun allem déi, déi nei an e Quartier plënneren, net wëssen, wou d'Kameraen opgehaange sinn. Also och hei eng Saach vun der Kommunikatioun, déi net onwichteg ass.

Här President, et ass wichteg, d'Videoiwwerwaachung uerdentlech ze evaluéiere fir ze kucken, ob hir Finalitéiten, also d'Preventioun, d'Recherche an d'Elucidatioun vun Infraktiounen och erreecht sinn. Et gëtt hei eng Rëtsch Studien, un deenen ee sech kann inspiréieren - a Groussbritannien, a Frankräich, an Däitschland -, mee déi awer och d'Effikassitéit vun der Videosurveillance kritesch a Fro stellen.

D'Etüd vun der IGP weist och, dass an den aktuelle Zones de sécurité, wou et eng Videoiwwerwaachung gëtt, duerchaus och Resultater gouf, wou effektiv verschidde Vollen, verschidden Infraktioune konnte gesi ginn an anerer op alle Fall net. Generell kann een awer soen, dass et oft schwéier ass, definitiv - definitiv! - Konklusiounen ze zéien a kausal Lienen ze identifizéieren.

Bei der Opklärung waren d'Biller vun der Videoiwwerwaachung an engem Drëttel vun de Fäll, wou Dossieren also och un d'Justiz weidergeleet goufen also eng Plus-value! Ech mengen, dat ass ganz positiv. Dat soll een ënnersträichen. Allerdéngs war dat ganz wéineg bei der Drogekriminalitéit de Fall.

An och d'Méiglechkeet vun engem Effet de déplacement an deene Quartieren, wou d'Videosurveillance ass - och dat soll een ëmmer am Kapp behalen.

Am Kader vun der Preventioun gëtt et doriwwer eraus awer och Infraktiounen, déi och ënnert dem Bléck vun der Videokamera stattfanne wäerten an och net stattfanne wäerten, well net all potenziellen Täter d'Käschten an d'Benefisser vu sengem Handelen am Virfeld ofweie wäert. Ech denken hei zum Beispill u méi en impulsiivt Verhalen, u méi impulsiv Doten.

Iwwert d'Videoiwwerwaachung setze mer eis souwisou an eng Situatioun, wou mer de Bléck op Infraktiounen halen, déi nach net stattfonnt hunn. An hei musse mer eis och d'Fro stellen: Firwat brauche mer se a wiem denge se? Dofir ass et och wichteg, eng kloer Methodologie ze hunn, fir d'Evaluatioune kënnen ze maachen a fir och, wéi d'IGP et recommandéiert, d'Vergläichswäerter an anere Quartieren an d'Spill ze bréngen.

D'Gesetz gesäit vir, all dräi Joer, also bei der Demande de renouvellement eng Evaluatioun ze maachen, wou och d'Commission consultative sollicitéiert gëtt. Dat ass an eisen Ae fundamental wichteg, well do ka sech erausstellen, ob d'Situatioun sech verbessert huet oder ob, en revanche, se weist, dass d'Videoiwwerwaachung keen Impakt huet. An och do soll ee sech dann d'Fro stellen, ob d'Videoiwwerwaachung am ëffentleche Raum, mat all hire Konsequenzen, nach proportional an noutwendeg ass - also déi zwee Prinzippien, déi och dëst Gesetz prägen.

Här President, wa mer also den Outil vun der Videoiwwerwaachung benotze wëllen, dann ass et natierlech och wichteg, dass dat Ganzt gutt iwwerluecht ass. Mir ginn eis iwwert dëst Gesetz eng ganz Rei Prozeduren. Dat Ganzt soll sech abetten an e globaalt a kohärent Sécherheetskonzept. Evaluatioune si wichteg.

Wann dës Konditiounen erfëllt sinn, denke mer, dass d'Videoiwwerwaachung eng positiv Roll am Kader vun der Sécherheet am ëffentleche Raum spille kann. Dofir ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun, net ouni awer der Rapportrice, der Madamm Empain, e ganz, ganz grousse Merci ze soe fir hir ganz gutt Aarbecht.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Biancalana villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, d'Kameraiwwerwaachung vun der Police ass en Instrument, mat deem een net liichtfankeg däerf ëmgoen. An et ass genau dat, wat mir Gréng maachen. Mir beweegen eis hei näm-

lech an engem Spannungsverhältnis tëscht engem Sécherheetsbesoin, dem Schutz vun der Privatsphär an den elementare Grond- a Mënscherechter. Net wéi bei anere Policeinstrumenter, wou ee geziilt virgeet, gëtt hei nämlech jiddwereen, deen an engem Perimeter ass, erfaasst. Dat Ganzt mat engem héije Präis - Aschränkung vun de Fräiheetsrechter - an engem héije Käschtepunkt.

Et stelle sech do nämlech eng ganz Partie Froen: Ass manner Kriminalitéit do duerch d'Kameraen? Hëlleft et wierklech a puncto Opklärung? Gëtt d'Sécherheetsgefill vun de Leit wierklech verbessert?

A wann ech grad d'Beispill vun der Gare huelen, do hänke Kameraen zënter 2007, mat enger Extensioun vun 2019. An do kann ee jo elo wierklech net soen, dass mer an deene leschten zwee Joer net méi iwwert de Problem vun der Sécherheet geschwat hätten. A wéinst alleguerten deenen dote Froen, vun der Effikassitéit an dem Agrëff an d'Grondrechter vun alle Bierger, muss ee wierklech ganz gutt oppassen, wéi ee mat dem Instrument vun der polizeilecher Videosurveillance ëmgeet.

Fir ons Gréng ass d'Kameraiwwerwaachung ee Moyen fir d'Policeaarbecht, wou een awer ganz gutt muss oppassen, well ee ganz wäit geet a puncto Grondrechter an d'Effikassitéit net onbedéngt garantéiert ass.

Mat dësem Gesetz awer fir de VisuPol fanne mer eebe grad eng adequat Äntwert op dat dote Spannungsverhältnis. Mir schafen eng propper Méiglechkeet fir eng polizeilech Kameraiwwerwaachung, do, wou et wierklech Sënn mécht. Mir schafen eng Base légale a mir garantéieren Dateschutz.

An ech wëll a menger Ried op den Historique vun deem Ganzen, vum VisuPol agoen, iwwert d'Effikassitéit schwätzen an iwwert dat, wat an deem Gesetz hei virgesinn ass.

Wann ee sech d'Entwécklung vun dem VisuPol ukuckt, Dir Dammen an Hären, da gesäit een op ganz ville Punkten, dass en eigentlech op wackelege Féiss steet. An dat wärend Joren, scho bal Joerzéngten: souwuel vun dem legale wéi och vun dem dateschutztechnesche Standpunkt hier, souwéi och vun de Froe vun der Effikassitéit. Mee haut reegele mer dat jo.

Et kéint een et eigentlech net méi däitlech soen, wéi d'IGP et an hirer Etüd gesot huet. An ech liese vir: « L'installation de la vidéosurveillance était un choix politique qui devait être justifié à postériori par une analyse de la délinquance de la Police. Ce projet n'est donc pas le fruit d'une réflexion systématique de la part des responsables de la Police sur la délinquance comportant une analyse des coûts et des bénéfices potentiels des caméras de vidéosurveillance par rapport aux autres moyens policiers. »

D'Basis fir d'VisuPol gouf 2007 iwwer eng Änneerung vum Dateschutzgesetz vun 2002 geluecht. Dat Ganzt gouf duerno iwwer Règlement-ministériellen an deene verschiddenen Zone festgeluecht. Et war eigentlech e Pilotprojet am Ufank, deen awer Joer fir Joer ëmmer weider verlängert ginn ass.

Mir hu schonn haut de Mëtte geschwat iwwert déi Interpellatioun vum Félix Braz aus dem Joer 2010, wou eigentlech eng Partie Froe schonn opgeworf goufen. Nämlech d'Legalitéit vun där ganzer Saach, d'Verhältnisméissegkeet, d'Effikassitéit. An enger Motioun gouf eebe grad gefrot, fir e Bilan ze maache vu weideren Extensiounen.

Am Joer 2011 gouf dunn och eng Etüd gemaach, nämlech vum Professer Bornewasser - si gouf virdrun och scho vum Dan Biancalana genannt -, wou däitlech drasteet, dass et kee kausalen Zesummenhang gëtt tëscht der Entwécklung vun den Delikter an der Aféierung vun der Videosurveillance.

D'Beschafungskriminalitéit ass virun allem do, wou et en Hotspot gëtt ronderëm Drogen. Also muss ee prioritär d'Drogeproblematik an de Grëff kréien. Mee d'Kameraen hëllefen natierlech, fir verschidden Delikter opzeklären. Dat gouf och do festgehalen. D'Kameraiwwerwaachung aleng geet net duer - an dat gouf scho kloer an däitlech an där Etüd gesot -, mee si muss a Kombinatioun mat anere Mesurë gesi ginn.

Dofir huet de Professer Bornewasser och gesot, dass ee reegelméisseg dat Ganzt misst evaluéieren, järlech souguer. Mee bon, an de Joren duerno ass net vill passéiert, wat déi järlech Evaluatioun ugeet. An et ass eigentlech ëmmer esou weidergelaf, Joer fir Joer, mat Verlängerungen.

2018 hate mer dunn awer een neie Moment mam Policeminister François Bausch, dee kloer gesot huet: „Mir maachen elo eng Etüd. Mir froen d'IGP, fir eng komplett Etüd ze maachen, fir ze kucken, wéi et mat VisuPol soll weidergoen, wéi een dat evaluéiere kann a wéi een domadder ëmgeet."

2019, wéi dunn den Avis vun der CNPD komm ass, gouf eigentlech nach eng Kéier verdäitlecht, dass mer hei legal net ganz richteg géifen dostoen, dass et och Froen a puncto Dateschutz géif ginn an dass besser misst gekläert ginn, wéi d'Police mat deem Instrument ëmgeet. Ab deem Moment war eigentlech kloer, dass een och gesetzlech Ännerunge misst maachen.

D'IGP huet och nach eng Kéier duerno eng ganz faktebaséiert Analys gemaach, op déi ech duerno wäert agoen.

Mee mir schafen haut, mat deem neie VisuPolsgesetz, eeben ee klore gesetzleche Kader, wéi ee mat der polizeilecher Videoiwwerwaachung ëmgeet a mir garantéieren d'Verhältnisméissegkeet.

Bon, Videoiwwerwaachung gëtt et a ganz ville Stied. A ville Stied och wierklech flächendeckend. Ech denken u London, awer och franséisch Stied; Nice zum Beispill. A wann ee sech d'Etüden e bëssen ukuckt, déi et gëtt, ech kéint hei elo eng nennen, eng rezent Etüd, wou am Fong 80 Studien zesummegefaasst gi sinn an enger Metastudie, wou iwwer 40 Joer laang gekuckt ginn ass, wat d'Videosurveillance bréngt.

Da gëtt do gesot, dass se duerchaus a bestëmmte Situatioune kann effikass sinn; zum Beispill a Parkingen, also zouene Raim, wou eng Kamera do ass, wann et drëm geet, dass Autoe geklaut ginn. A Stadzentren, zum Beispill, ass et awer vill méi en nuancéiert Bild. Och do, virun allem an enger proprietéitsbezunnener Kriminalitéit, hëlleft se. Bei Drogen ass dat awer e bësse manner kloer, a bei Gewaltdelikter och.

Och déi ganz Fro vun der Verlagerung duerno vun der Kriminalitéit ass net eendeiteg gekläert.

Wat op alle Fall wichteg ass, dat ass, dass et keen Instrument ass, wat kann aleng benotzt ginn, mee wat och mat ganz villen anere Mesurë muss zesumme gekuckt ginn: besser Beliichtung, méi Police um Terrain, Kontrollen an esou weider.

Eng ganz systematesch Etüd aus England kënnt och zu änleche Resultater. Si soen, dass et net kloer ass, dass de liichte Réckgang vum Onsécherheetsgefill wierklech op d'Installatioun vu flächendeckende Kameraen zréckzeféieren ass oder ob et net vläicht och nach aner Grënn dofir gëtt.

A Frankräich gëtt et elo eng relativ grouss Etüd vum CNRS, déi och seet, dass et net kloer ass, dass et wierklech preventiv an ofschreckend Effekter duerch d'Kameraiwwerwaachung gëtt.

Ech kommen da bei déi ganz interessant Etüd vun der IGP. Ech mengen, eng Saach, déi ee wierklech muss feststellen, ass, dass d'Police respektiv VisuPol eigentlech iwwer Jore vernoléissegt ginn ass. An ech mengen, dat ass eppes, wat ee wierklech muss an Zukunft änneren: dass d'Police wierklech déi Moyene kritt - a se kritt déi och elo, dovunner si mer iwwerzeegt -, fir dass se besser mat deem Instrument ka schaffen.

Et geet och kloer draus ervir, dass mer methodologesch Schwaachstellen hunn, wat d'Statistiken ugeet, wat et natierlech net einfach mécht, fir wierklech uerdentlech Vergläicher ze maachen iwwert d'Verlagerung respektiv iwwert d'Delikter, déi passéieren.

Dann d'Fro vun der Effikassitéit: Et kann net ausgeschloss ginn, dass et zu enger Verlagerung kënnt. Si ass am Kader vun där heiter Etüd schwéier gewiescht. Et war schwéier, fir dat festzestellen, well d'Evaluatioun ugefaangen huet zu engem Zäitpunkt, wou d'Zonen eigentlech schonn do waren.

Mee, wat d'Etüd och seet: Zënter der leschter Extensioun, déi mer haten op der Gare, hu mer méi Kriminalitéit zu Bouneweg, wat zum Beispill fir eng Verlagerung géif schwätzen.

VisuPol huet awer och gehollef, fir Opklärung ze maachen. Dat muss een och soen! Dat heescht, bei den Infraktiounen, fir se opzeklären, huet et eppes gehollef, fir e Schëllegen ze fannen, fir Beweiser ze hunn. Dat awer virun allem am Kontext vun der Gewalt a vun dem Vol. D'Drogenaffäre konnte stabiliséiert ginn. Mee ass dat elo wierklech wéinst de Kameraen oder vläicht well de Policeminister méi Polizisten op d'Gare geschéckt huet, oder duerch d'urbanistesch Verbesserungen, déi mer op der Gare hunn duerch den Tram? Oder rezent Verbesserungen, déi elo komm sinn op der Stroossbuerger Strooss wäerten och sécher derzou bäidroen. Oder well de Policeminister sech Méi gëtt, dass d'Poliziste méi Zäit um Terrain sinn a manner um Büro mussen hunn.

Wat d'Etüd och seet: Mir hu kloer net méi Arrestatiounen, mee éischter ëmmer manner Arrestatiounen en flagrant délit duerch de VisuPol.

Da kommen ech op deen nächsten interessanten Deel vun der ILReS-Etüd, nämlech wou et ëm d'Sécherheetsgefill an der Stad geet. Wou eng Risikoevaluatioun gemaach ginn ass vun den Affer. Also d'Affer goufe gefrot: Wouduerch fillen ech mech am mannste sécher?

An den Top Dräi do: Heescherten, Leit, déi ze vill gedronk hunn, oder Drogendealer oder Drogekonsumenten, déi mech belästegen. Déi dräi éischt Facteuren, déi hei genannt gi sinn, sinn eigentlech Facteuren, wou d'Kameraen net vill hëllefen.

Wat ginn d'Leit dann un, fir hiert Sécherheetsgefill ze verbesseren?

Éischtens eng gutt Beliichtung, zweetens keng verstoppten Ecker, drëttens d'Propretéit, véiertens méi Policepatrullen. Op néngter Plaz kënnt d'Videosurveillance. Op eelefter Plaz, fir nach e weidert Beispill ze nennen, privat Sécherheetsfirmen.

An och, wann d'Majoritéit vun de Leit - dat soen ech och ganz däitlech - net géint d'Kameraiwwerwaachung ass, esou muss een awer soen, dass et net dat wichtegst Element ass, fir d'Sécherheetsgefill ze verbesseren.

Wann ech also zu enger Zwëschekonklusioun kommen: D'Effikassitéit vun der Videosurveillance ass net kloer, mee et ass ee Moyen vu villen, dee virun allem och kann hëllefen a puncto Opklärung.

A fir déi Problemer, déi mer elo zum Beispill op der Gare oder zu Bouneweg hunn, ass et ganz sécher net dat eenzegt Element an déi eenzeg Solutioun. Dofir brauche mer e ganzheetlecht, e multidisziplinäert Konzept mat kloren Objektiver a klore Moyenen. Mir mussen déi Schwaachstellen, déi et bei VisuPol gëtt, verbesseren; dat maache mer hei. D'legal Basis verbesseren, Dateschutz, Prozeduren, Evaluatioun an esou weider an och kucken, dass d'Police gestäerkt gëtt, fir déi Aarbechten ze maachen. Dee Service muss revaloriséiert ginn. Et muss gekuckt ginn, dass d'Formatioune besser lafen. An ech denken, si brauchen och däitlech méi Leit hei, fir dee Service hei uerdentlech ze maachen. Dat geet och aus der IGP-Etüd ervir.

Ech kommen da bei d'Gesetz. An ech wëll dofir der Rapportrice natierlech villmools Merci soen.

Wat am Gesetz festgehalen ass, ass, dass mer hei eng Proportionalitéit musse garantéieren. Also, sinn net aner Moyene méi effikass wéi d'Videosurveillance? Ass dat wierklech eng Plaz, iwwert déi mer hei schwätzen, wou et vill Infraktioune gëtt? Gëtt et e globaalt Sécherheetskonzept respektiv passt et zu engem globale Sécherheetskonzept? An ass et da wierklech opportun, fir eng Videosurveillance ze maachen?

Da muss eng kloer Evaluatioun gemaach gi bei Erweiderungen, déi ëmmer erëm no dräi Joer muss erneiert ginn, soudass dat eigentlech garantéiert ass. An innerhalb vun deem nächste Joer wäerten och déi besteeënd Zone musse reevaluéiert ginn.

Fir déi Impaktetüd ze maachen, gëtt wierklech gekuckt, dass et net eng reng polizeilech Analys ass, mee et ass eng Commission consultative, déi agefouert gouf, wou natierlech d'Police, d'IGP, d'Justiz an esou weider gefrot ginn, mee awer och d'Commission consultative des droits de l'homme, och Acteuren aus dem Sozialberäich oder aus dem kriminologesche Beräich, fir dass mer wierklech déi ganz, déi gesamtheetlech Vue drop kréien, fir hei gutt kënnen Decisiounen ze huelen.

An, wat mir perséinlech ganz wichteg ass: De Gemengerot muss och eng kloer Positioun hei bezéien, wat derzou féiert, dass am Gemengerot, déi Plaz, wou d'Eluen aus der Gemeng sëtzen, déi och eng Kéier kloer Positioun kënne bekennen a soen: Si mir derfir? Mir sinn net derfir. Firwat si mer derfir? Wou den Avis duerno geholl gëtt, deen och gestëmmt gëtt.

Da steet am Gesetz, dass keng Gesiichtserkennung hei gemaach gëtt an d'Donnéeën, wa se net anescht gebraucht ginn, no zwee Méint musse geläscht ginn.

Vläicht nach kuerz zwee Wuert zu den aktuellen Zonen, déi mer hunn, respektiv zu den Zonen, déi an der Diskussioun sinn.

Mir hunn natierlech, wann een den Aldringen elo kuckt, wou mer eng Zon haten, déi kameraiwwerwaacht war, haut eng komplett aner Situatioun do. Ech mengen, et ass eng Plaz, déi urbanistesch extreem opgewäert ginn ass. Si heescht mëttlerweil och Royal Hamilius, net méi den Aldringer. An dat ass natierlech d'Fro: Ass et nach opportun, op esou enger Plaz eng Videosurveillance ze maachen? Ass et do nach verhältnisméisseg?

Och iwwert d'Kinnekswiss kann ee warscheinlech diskutéieren, well et eng ganz aner Situatioun ass wéi zu deem Moment, wéi se agefouert ginn ass. Mee dat si jo dann Debatten, déi mer wäerte féieren an den nächste Joren.

Une voix.- Ech freeë mech drop!

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Da kuerz iwwert d'Gare respektiv iwwer Bouneweg. Zonen, wéi se elo eigentlech op der Gare agefouert gi sinn, wann ee sech dat ukuckt, huet een heiansdo d'Gefill, et géif een e Schwäizer Kéis kucken, wou verschidden Zonen iwwerwaacht ginn, anerer net, wou ech mech heiansdo froen: Ass dat wierklech effikass? An hu mer do net zum Deel kontraproduktiv gehandelt, andeems mer eng Verlagerung haten op aner Stroossen?

Bouneweg ass scho länger an der Diskussioun. Dat gëtt zënter 2018 wierklech staark gefrot, ass awer net erweidert ginn, och well einfach déi Instrumenter, déi mer eigentlech brauchen an déi mer haut hei schafen, net do waren, fir eng wierklech uerdentlech Analys dovun ze maachen.

D'IGP seet, grad, wat Bouneweg ugeet, dass VisuPol „kéint" e Plus sinn. Si soen awer och, dass et eventuell Konsequenze kéint hunn op d'sozial Institutiounen, déi do sinn. D'Kamerae wäre virun allem beim Vol nëtzlech, mee bei Incivilitéiten oder bei Drogen net. Mee ech freeë mech dann op dat nächst Joer, wou mer, mengen ech, wäerten doduerch, wéi mer dat heite Gesetz elo wäerte schafen, doduerch awer och, dass mer Etüden hu wéi d'IGP, doduerch dass elo aner Acteuren hir Meenunge wäerte soen, kënnen eng Versachlechung vum Debat kréien, dat dank eeben deenen neie Prozeduren, déi mer haut schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. An ech maachen dat mat engem Saz, deen de Félix Braz virun zéng Joer och an der Chamber scho gesot huet: „Eng Kamera huet nach ni ee festgeholl. Eng Kamera ass nach ni gelaf komm, wann ee se geruff huet oder wann een iwwerfall gëtt." Eng Kamera ass, par contre, an elo sinn ech bei mengem eegene Saz: Si ass e Mëttel, fir se bei der Polizeiaarbecht anzesetzen, mee d'Kameraiwwerwaachung beweegt sech an engem schwierege Spannungsverhältnis wéi gesot tëschent dem Sécherheetsbesoin, dem Schutz vun der Privatsphär an de Grond- an de Mënscherechter. D'Effikassitéit vun der Videosurveillance ass begrenzt. An et muss een dofir garantéieren, dass se op enger propperer legaler Basis steet an dass den Dateschutz garantéiert ass. An dofir muss se begrenzt a streng gereegelt sinn. Wann eng Kamera opgehaange gëtt, da muss garantéiert sinn, dass mer se och wierklech brauchen, an dass alleguerten déi aner Moyenen och agesat gi si respektiv net besser sinn.

Nodeems VisuPol jorelaang op wackelege Féiss stoung, wat den Dateschutz, déi legal Basis ugeet, d'Moyene vun der Police, d'Effikassitéit, d'Prozeduren an esou weider, liwwert elo de grénge Policeminister eng besser an eng gutt legal Basis fir de VisuPol, och wat den Dateschutz ugeet. D'Proportionalitéit an d'Opportunitéit musse garantéiert sinn an dat am Kader vun engem globale Sécherheetskonzept.

Mir huelen Avisen era vu verschiddenen Acteuren, sief et de Gemengerot, awer och déi nei berodend Kommissioun, wou och Sozialaarbechter a Kriminologen dra vertruede sinn. D'Police kritt awer och méi Moyenen, souwuel personell wéi och e klore Kader. An ier d'Police an d'Spill kënnt, muss fir eis Gréng wierklech garantéiert sinn, dass all aner Moyenen - urbanistescher, sozialpolitescher - och wierklech mobiliséiert ginn.

Dëst Gesetz stellt eebe grad sécher, dass d'Kameraen net de Spillball vun engem sécherheetspoliteschen Iwwerbiddungsconcours ginn. Mir bréngen esou d'Sécherheet vun de Bierger an Aklang mat dem Dateschutz an de Biergerrechter. An an deem Sënn ginn ech heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ...

(Interruption)

Den Här Gloden wëllt fir d'éischt nach eng Fro stellen.

M. Léon Gloden (*CSV*).- Ech schwätzen da méi haart ...

(Problème de sonorisation)

Plusieurs voix.- Mir héieren näischt ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et wier gutt vläicht, Här Gloden, wann Der bei d'Pult awer kéimt. Jo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech léinen Iech meng Stëmm.

(M. Léon Gloden rejoint le pupitre.)

M. Léon Gloden (*CSV*).- Ech si méi bescheiden. Merci. Et geet guer kee Mikro. Dat heescht dann, et geet net.

Ech hunn dem Här Benoy hei elo opmierksam nogelauschtert. Ech muss soen, ech ginn am Fong confirméiert an deem, wat ech gesot hunn. déi gréng soen: „Jo, mir wëllen, awer mir wëllen awer net." Ech weess elo net méi, nodeem den Här Benoy geschwat huet: Sidd Dir fir eng Videosurveillance, wann d'Konditiounen erfëllt sinn, oder sidd Der net derfir? Dir musst dat eng Kéier de Leit dobausse kloer soen! Et ass net méi: „jo, awer vläicht, perhaps". Nee! Et ass Jo oder Nee! Mir stëmmen e Gesetz. D'Konditioune si kloer. Sidd Dir fir d'Videosurveillance oder net? Dat ass den Debat hei! Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Den Här Gloden, ech géif en extra bieden, fir mer besser nozelauschteren, well ech hunn eng ganz däitlech Äntwert do-

rop ginn! Mir si fir Videoiwwerwaachungen do, wou se wierklech gebraucht ginn. A mat deem heite Gesetz schafe mer e Kader, fir dass mer dat feststelle kënnen. Mir schafen e Kader derfir, wou eng reegelméisseg Evaluatioun gemaach gëtt, eebe grad an deem Spannungsverhältnis, wat ech genannt hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Benoy. An da wier et elo um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Entschëllegt, ech wollt just soen, ech hunn zwee Mikroen. Wann een e Mikro brauch.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo. Hei, ee Moment nach, Här Kartheiser, d'Madamm Oberweis wëllt och nach eng Fro stellen.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Nee. Entschëllegt, Här Kartheiser, ech wollt just soen, dass ech zwee Mikroen hei stoen hunn. Wann een ee Mikro brauch. Ech weess net, firwat ech der zwee hunn, mee wann een ee brauch, soll e sech hei zerwéieren. Pardon, Här Kartheiser!

M. Léon Gloden (*CSV*).- Si ginn erëm. Si ginn erëm, Här President!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Sou, ech mengen, Här Kartheiser, elo ass et awer un Iech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem Merci un d'Madamm Empain fir hire Rapport, dat war ganz interessant.

An ech wéilt dann do virumaachen, wou den Här Gloden elo seng Fro gestallt huet. Well, ech mengen, ech hu mer och eng kleng Ried hei, e puer Stéchwierder virbereet, mee dee Punkt wor awer ganz richteg, well mir hu jo gesinn, wéi d'Koalitiounsparteien hei der Rei no optrieden: D'LSAP kënnt a mécht ee wëssenschaftlechen Discours e bëssen, fir dat Ganzt ze subliméieren. An da kommen déi gréng an déi obnubiléieren, déi entschëllege sech praktesch hei oder probéieren de Wee ze fannen, fir dat do iergendwéi virun hirem Elektorat ze justifiéieren.

An et ass ëmmer déi selwecht Fro: Wou stinn déi gréng? Sti se op der Säit vun deenen, déi Affer sinn, oder sti se op der Säit vun deenen, déi d'Verbriecher sinn? Wësst Der, fir eis ...

(Interruptions)

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Här President, dat do ass inakzeptabel, dat doten!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... fir eis ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Et ass inakzeptabel, wann een esou eppes hei vun engem Deputéierte muss gesot kréien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... als ADR ass ganz kloer, datt eise Punkt, ...

(Brouhaha général)

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Dat ass jo net méi normal, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... eise Punkt, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- ... wat een hei muss nolauschteren!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... eis Impaktetüd, ...

Une voix.- Här President, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... dat ass d'Affer!

(Brouhaha général)

Et ass dat, wat eis interesséiert! D'Affer! An den Impakt, dat ass jiddereen, dee seng Auer ewechgerappt kritt, jiddereen, deen eng Ketten ewechgerappt kritt, jiddereen, dee vum Trottoir gestouss gëtt. Dat sinn déi Leit, déi eis un éischter Plaz interesséieren. An dat ass do, wou mir eis Politik ufänken, dat ass de Schutz ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... vun de Leit.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... ech wëll Iech drop opmierksam maachen, datt, wann Der nach esou Accusatioune maacht, wéi Der virdrun ugefaangen hutt, ech Iech dann direkt wäert d'Wuert entzéien. Här Kartheiser, Dir däerft elo weiderfueren!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat ass eng politesch Fro. Dat wor keng Accusatioun, dat wor eng politesch Fro!

Une voix.- Hohoho!

(Interruptions diverses)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Well et huet ee wierklech den Androck, datt hei wierklech also d'Prioritéite bei de Regierungsparteie falsch leien. An eis Prioritéit ass de Schutz vun de Leit, déi Affer vu Verbrieche sinn.

A mir si kloer fir d'Videosurveillance! Se schaaft méi Sécherheet, se schaaft Ofschreckung, e bessert Sécherheetsgefill. An natierlech ka se d'Polizisten net ersetzen! Dat ass jo evident. Och net iwwregens eng Kontributioun vu private Sécherheetsfirmen, déi och kann, wa se gesetzlech ofgedeckt ass, selbstverständlech eng gutt Kontributioun leeschten.

An et ass och kloer, datt et muss een Zesummespill sinn zwësche Staat a Gemengen, zum Beispill wat d'Beliichtung ugeet oder Mobilier urbain. Och dat ass hei scho gesot ginn.

An d'Videosurveillance war vernoléissegt! An do kommen ech nach eng Kéier op dee Punkt. Wësst Der, éischtens an der Police selwer ... an do si jo awer déi Ministeren, déi d'Verantwortung hu fir d'Police, déi hu jo awer och eng Matverantwortung, datt an der Police selwer dee VisuPol net genuch organiséiert war! Si si jo awer d'Cheffen u sech vun deene Betriber. Wéi ass dat da méiglech, datt do karriärsméisseg, organigrammméisseg d'VisuPol net mat ageplangt war? Wann ech responsabele Minister vun enger Administratioun sinn, këmmeren ech mech jo och mat dorëm.

Wéi ass et méiglech, datt 2018, wou dat neit Policegesetz gemaach ginn ass a gläichzäiteg och déi nei europäesch Reglementatioun koum iwwert de Schutz vun der Privatsphär, vun den Donnéeën an esou weider, datt dat net matenee geduecht ginn ass? Datt mer säit 2018 an enger Rechtsonsécherheet liewen, wat d'Videosurveillance ugeet? D'ADR hat net de Minister. Wien hat de Minister 2018? Gambia!

Wéi ass et méiglech, datt dat hei esou laang gedauert huet? Vun 2018 bis 2021! An et ass a verschiddenen Interventioune gesot ginn: „Wann d'UEFA elo net Drock géif maache wéinst dem Futtballstadion", da wësse mer net, ob mer haut iwwerhaapt hei géife stoen, fir iwwert d'Videosurveillance ze schwätzen! An et ass och dat, wat eis interpelléiert: Wéi ass dann de Wonsch vun dëser Regierung fir de Schutz vun den Affer, wann hei gesot gëtt: „Jo, et ass d'UEFA, déi eis dozou opfuerdert"? Wou ass Är Prioritéit? Ëmmer erëm déi selwecht Fro.

(Interruption)

Wësst Der, mir hätte gär, datt déi Iwwerwaachung eescht geholl gëtt. An Dir hutt Recht: Et gëtt Risiken! Dat gesi mir och. D'Privatliewen, Beweegungsfräiheet, dat si Risiken. An datt se hei am Gesetz ugeschwat ginn, fanne mir ganz richteg. Mee mir hunn déi selwecht Fro als ADR gestallt, déi selwecht Problemer beim État de crise. An den Ënnerscheed ass: Wann d'Police hei potenziell Agréffer mécht a Beweegungsfräiheet oder an änleche Saache wéi Privatliewen, da gëtt gesot: „Dat muss direkt kënne kontrolléiert ginn", „do mussen da juridictionnel Recourse méiglech sinn" an esou weider, wat richteg ass, wann d'Regierung et mécht am État de crise! Do hu mir gefrot, datt dat agefouert gëtt ..., grouss Retizenz. Nee! Et ass ëmmer an eisen Aen, wann d'Privatliewen, d'Beweegungsfräiheet an esou weider vun de Leit a Gefor ass, datt de Bierger sech muss kënne wieren, ob dat vun der Police ass oder vun der Säit vun der Regierung.

Et gëtt där Kritikpunkte vill. Et ass wierklech ... Dat Éischt ass emol, dat muss cibléiert sinn, selbstverständlech. A mir wëllen net, datt de Crime e Virsprong huet géintiwwer der Police! Dat heescht, et muss ëmmer gekuckt ginn: Wat ass un technesche Mëttele méiglech? Selbstverständlech muss dat och encadréiert ginn. An et muss och gekuckt ginn, datt mer deen anere gesetzleche Kontext ëmmer hunn. Ech denke just un d'Vermummungsverbuet. Mir hunn elo d'Masken. Gutt, dat ass hoffentlech jo geschwënn eriwwer. Mee mir hunn och als ADR zum Beispill ëmmer iwwer Burka an Nikab an esou weider geschwat. An et gëtt keen allgemengt Vermummungsverbuet hei am Land. Mir hätten dat awer gär! Well natierlech ass d'Videosurveillance net effikass, wa Leit sech däerfe vermummen.

Mir hätten och gär, datt déi Resultater vun der Videosurveillance a Statistiken an esou weider erfaasst ginn, Täterprofiller erstallt ginn, selbstverständlech anonymiséiert, mee datt mer déi Resultater och kënne soziologesch verwäerten.

Dat Gesetz ass ganz limitativ. An hei komme mer erëm op dee Punkt, datt eigentlech Gambia dat net richteg wëllt! An ech bleiwen derbäi! Well mir hunn esou vill Restriktiounen an deem Gesetz!

Amplaz einfach ze soen: „Mir kucken, datt mer d'Sécherheet vun de Leit verstäerken", gëtt et Restriktiounen. Zum Beispill: Et mussen „infractions pénales d'une certaine gravité" sinn. Wat heescht dat? Ratione loci: Et musse Plaze sinn, wou e „risque particulier" besteet. Jo, mat Ärer Politik ass dat ganzt Land geschwënn eng Zone à risque particulier!

An dann heescht et och nach: Et muss sech erausgestallt hunn, datt alles anescht ineffikass ass. Mee dat ass eng Testphas op d'Käschte vun de Bierger! Well wann Der wëllt feststellen, datt all aner Methoden ineffikass sinn, dann hutt Der dat jo getest op d'Käschte vun der Sécherheet vun de Leit - fir eis inakzeptabel.

Da gëtt geschwat hei vun där Commission indépendante, fir dat ze maachen. An dat gëtt zréckgefouert op eng Motioun, déi de Kolleeg Félix Braz den 8. Juni 2010 hei abruecht hat. Mee et ass net esou gewiescht! Och dat wëll ech kloer soen. Déi Motioun, déi war punktuell. Dir hutt gesot: „Eng Evaluatioun soll gemaach ginn iwwert d'Effikassitéit vun der Videosurveillance duerch eng onofhängeg Kommissioun." An dat sollt gemaach gi virum 10. November 2009. Dat wor e punktuellen Optrag! Dat wor awer elo net e wäisse Scheck do, e Chèque en blanc, fir elo kënnen ëmmer eng Commission indépendante anzesetzen, fir permanent dat ze iwwerpréiwen.

Et ass eigentlech e Mësstraue géint d'Police, wat Gambia hei weist a wat mer a ville Beräicher erëmgesinn, datt ëmmer probéiert gëtt, onofhängeg Kommissioune baussent der Police an esou weider ze schafen, fir eigentlech do nach en Afloss ze huelen. Och d'Police selwer kéint an hirer Evaluatioun Mënscherechtskommissioune froen. Kontakt mat der Société civile huet se souwisou. Mee et ass eng Tendenz zur Bürokratiséierung. An et ass och ëmmer erëm dee Reflex, fir der Police net ze trauen.

Mir hunn deen net als ADR! Mir trauen der Police! A mir géifen net Honnertdausende Kommissiounen niewelaanscht asetzen, fir déi ze kontrolléieren. Et ass bürokratesch.

Déi Kommissioun ..., et steet och net am Gesetz, wéi déi zesummegesat ass. Och dat ass an eisen Aen en Nodeel.

Datt d'Reconnaissance faciale net méiglech ass, dat ass u sech eng gutt Saach. Et muss ee just kucken, wéi sech d'europäesch Legislatioun entwéckelt, notamment op de Baussegrenzen. Dat muss een nach kënne weider verfollegen. Mee mir denken och, datt een do muss ganz gutt oppassen, fir datt de Bierger do seng Fräiheetsrechter absolutt ka behalen.

D'Initiativ, fir Videosurveillance anzeféieren, déi muss och kënne vun de Buergermeeschteren ausgoen. Dat ass eng Kritik, déi och vum Syvicol virbruecht gouf. An dat ass eng, déi ass berechtegt! Och de Buergermeeschter muss kënnen d'Initiativ huelen, fir ze soen: „Hei, ech hätt gär a menger Gemeng déi an déi Zon, datt do gekuckt gëtt, ob eng Videosurveillance méiglech ass." Gradsou wéi an der Stad Lëtzebuerg och zousätzlech Zone sollen envisagéiert ginn.

Mir hunn och gesinn an der Interventioun vun deene Gréngen, wéi retizent se sinn! An do soe mir allkéiers: Dat ass Retizenz, jo, awer op d'Käschte vun de Leit! An dat ass fir eis einfach net akzeptabel! Mir wësse jo, wéi et ass hei an der Stad. Et brauch ee just all Dag d'Zeitung ze liesen. An dann huet, ech mengen, den Här Benoy hat opgezielt, wat d'Leit do an der ILReS-Etüd als Sources d'incertitude ugi fir sech. Dat wor: d'Heescheleit, d'organiséiert Heescherei, d'Drogekriminalitéit. Mee, dat ass jo awer eng Konsequenz vun enger Regierungspolitik! Dat si jo keng Problemer, déi mer net kéinte léisen. Dat si Problemer, déi ee mat deem néidege politesche Wëllen absolutt kéint léisen. A wann Der da sot: „Jo, mee dat huet mat de Kameraen näischt ze dinn", ma da paakt déi Problemer un! Mat deene Méiglechkeeten, déi Der politesch, legislativ an och anerer, repressiv hutt, fir déi Problemer aus der Welt ze schafen. Dat ass absolutt méiglech. Et feelt lech einfach u politeschem Wëllen.

Mir sinn als ADR ganz kloer fir d'Videosurveillance, well mer gär d'Sécherheet vun de Leit verbesseren. Ech soen lech awer och, datt mer eis bei dësem Gesetz wäerten enthalen, well et eis einfach net wäit genuch geet. Et geet eis net wäit genuch, well, ...

(Interruptions)

...well mir hu jo gesinn, datt Der hei Testphasen aplangt op d'Käschte vun der Sécherheet vun de Leit. Zum Beispill: „Alles anescht muss ineffikass gewiescht sinn." Well Der dat Mësstraue géintiwwer der Police hutt. Well Der déi Retizenzen hutt. Amplaz frou ze sinn, datt mer hei en Instrument hunn, wat kann zur Opklärung vu Verbriechen agesat ginn, wat de Schutz vun der Police erhéicht, wat wierklech eng ganz Rei positiv Wierkungen huet. An déi wëllt ee gesinn an net ëmmer nëmmen déi potenziell Risiken. Déi gesäit een och, awer et muss ee Prioritéite setzen. Eis Prioritéit ass Sécherheet am Interessi vun de Bierger!

Ech soen lech Merci.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert un den Här François Benoy fir Fait personnel.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo. Merci, Här President. Ech wëll awer nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat den Här Kartheiser elo am Ufank gesot huet vu senger Ried, nämlech, dass déi gréng géifen op der Säit vun de Verbriecher stoen. An dat ass wierklech eng Frechheet éischter Klass, esou eppes!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Dat ass net gesot ginn!

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Mir verlaangen dofir eng Entschëllegung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Benoy. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Also, éischtens hunn ech déi Fro gestallt. An ech hunn net gesot, et wär esou. Dofir brauch ech mech net ze entschëllegen. Awer et ass eng Fro, déi ech mer aus ganzem Häerz stellen, wann ech Är Politik kucken, ob Der wierklech de Wëllen hutt, géint d'Verbriecher, géint Leit, déi hei illegal sinn, fir hei Verbriechen ze maachen, an dësem Land virzegoen.

A menger Iwwerzeegung no - menger intimer, privater Iwwerzeegung no, fir déi ech mech net kann an net wëll entschëllegen - hutt Dir einfach weeder de Wëllen nach d'Kraaft, nach iergendwéi d'Initiativ, nach d'Imaginatioun, déi Der braucht, fir géint Verbrieche virzegoen. Dir sidd einfach als Gréng net kapabel, fir d'Police, fir d'Justiz oder iergendeng Verantwortung hei am Staat fir d'Sécherheet ze iwerhuelen!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kartheiser, jiddefalls halen ech fest, datt d'Tonalitéit vun Ären Aussoen am Ufank vun Ärer Interventioun net an der Rei war. Ech géif elo d'Wuert weiderginn un d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci fir d'Wuert. Kolleeginnen a Kolleegen, entschëllegt mech fir virdrun. Ech sinn net ëmmer ganz un déi Formalitéiten hei gewinnt: Wéini däerf een d'Wuert huelen a wéini net? Ech hunn et gutt gemengt mam Mikro.

(Hilarité)

Säit Méint dominéiert elo nieft Corona eng Debatt iwwert d'ëffentlech Sécherheet, déi net ëmmer ganz glécklech an objektiv ass. Ech si mer bewosst, dass dat hei Gesetz, dat den Asaz vun der Videosurveillance soll reegelen, scho virun deem ganzen Tammtamm deposéiert gouf, mee de Kalenner oder den Zoufall hunn elo gemaach, dass och dëst Gesetz net mat kalem Kapp wäert debattéiert a gestëmmt ginn. Mir fannen dat schued.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kameraiwwerwaachung gëtt also elo an d'Policegesetz opgeholl, fir dass se eng sécher legal Basis huet. Am Gesetz stinn och d'Krittären, déi definéieren, ënner wéi enge Konditiounen ee Videosurveillance op bestëmmte Plazen däerf asetzen. D'Gesetz definéiert och, wéi eng Prozedur muss sinn, déi eng Demande fir d'Kameraiwwerwaachung muss respektéieren.

Da seet d'Gesetz nach, dass d'Reconnaissance faciale ausgeschloss ass. Wat jo fir eis op jidde Fall een absolutte Minimum ass. Dat ass och alles schéin a gutt, wann ee mengt, dass „law and order" an Iwwerwaachung d'Léisung vun eise Problemer sinn. Mir vun déi Lénk sinn op jidde Fall net där Meenung.

Mir froen eis, wat d'Videosurveillance wierklech bréngt. An hirem Rapport iwwert d'Effikassitéit vun der Videosurveillance vu Februar dëst Joer schreift d'Police, dass d'Kameraiwwerwaachung een Instrument vu villen ass am Kampf géint d'Delinquance.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wat awer virun allem aus deem Rapport ervirgeet, ass, dass d'Police iwwerhaapt guer net déi néideg Ressourcen huet, d'Ressources humaines virun allem, fir déi Videosurveillance effikass a reegelkonform ze maachen an ze encadréieren. Obwuel de Service reegelméisseg dorop opmierksam gemaach huet, wéi och aus dem Rapport ervirgeet, ass ëmmer nëmme gepléischtert ginn. Et gouf ni wierklech eng Formatioun fir déi Leit, déi am VisuPol-Service geschafft hunn. An dat soll ee sech jo och emol op der Zong zergoe loossen, well déi Leit jo awer mat sensibelen Donnéeë schaffen.

Da liest een och nach an deem ganz interessante Rapport, dass d'Kameraen net géint all Form vu Kriminalitéit e preventiven Effet hunn an dass, well zum Beispill net genuch geschoult Personal do ass, et kaum Fäll gëtt, wou een Täter in flagranti, also op frëscher Dot, ertappt gëtt. Wéi dee System agefouert gouf, war awer genau dat d'Zil, an zwar d'Preventioun.

Da feelt et och un Informatiounen, fir iwwerhaapt ze wëssen, ob d'Videosurveillance effikass ass. Well déi Zonen, déi iwwerwaacht ginn, net verglach ginn, wat d'Kriminalitéit ugeet, mat deenen net iwerwaachten Zonen, déi direkt niewendru leien.

Wat soen d'Zuele vun der Police? Ma, dass d'Kriminalitéit proportional mam demografesche Wuesstem zougeholl huet an dass do d'Videosurveillance u sech näischt dru geännert huet.

Här President, mir Lénk kréien an dëser Debatt ëmmer virgeworf, op Kuschelkurs ze goen oder de Phenomeen vun der Kriminalitéit net eescht ze huelen. Ech loossen dëse Reproche net gëllen. Mir ba-

séieren eis Analys op Fakten, an net op Gefiller. An et geet eis och net drëm, eng Debatt ze benotzen, fir bëllege Populismus ze bedreiwen, mee dorëm, d'Situatioun wierklech nohalteg ze verbesseren.

Mir sinn eis nämlech bewosst, dass et Plaze gëtt am Land mat dëse Problemer. Dat ass evident. Ech selwer wunnen an engem Quartier, deen an deene leschte Méint beschriwwe gouf, wéi wann et do bal wéi an engem Krichsgebitt géif zougoen. An, jo, et gëtt Problemer. Mee esou schlëmm, wéi et zum Deel duergestallt gëtt am ëffentlechen Debat, ass et net.

Mee komme mer zréck op dee gudde Rapport vun der Police. Do fënnt een nämlech och e Sondage, deen Der sécherlech och gesinn hutt - op der Säit 71 bis 74 gesäit een deen -, an deem d'Leit aus deene betraffene Quartiere gefrot goufen, wat hirer Meenung no kéint d'Sécherheetsgefill verbesseren. An do gëtt et spannend. Ech maachen dofir emol hei eng kleng Lëscht vun deem, wat d'Awunner als ganz wichteg empfonnt hunn, fir hiert Sécherheetsgefill ze verbesseren.

Op éischter Plaz steet d'Stroossebeliichtung. Ech widderhuelen: d'Stroossebeliichtung! D'Leit fille sech also méi sécher, wann hire Quartier gutt beliicht ass a wa se also iwwerall zu all Moment kloer gesinn, wat ronderëm si passéiert. Nummer 2: De Quartier soll esou amenagéiert ginn, dass en eng gutt Visibilitéit bitt. Et sollen also keng verstoppten Ecker ginn a keng donkel Plazen. Op drëtter Plaz sti méi heefeg Policepatrullen.

Wat wëllen d'Leit eis hei soen? Ma dass de Kontakt zu wierkleche Mënschen - Polizisten, déi gutt forméiert sinn, an dësem Fall - net duerch d'Videosurveillance ze ersetzen ass an dass et do ëm hiert Sécherheetsgefill eebe geet.

Op véierter Plaz steet den Entretien, also d'Propretéit vun de Stroossen a vum Mobilier urbain. Op fënnefter Plaz fënnt een dann d'Proximitéit zu engem Policekommissariat. D'Videosurveillance steet op der Plaz Nummer 7 (veuillez lire: Plaz Nummer 9).

Wann ech dat esou liesen, entdecken ech ee gemeinsamen Nenner. An ech mengen, et muss ee kee Genie sinn, fir deen Nenner ze fannen. Et ass eng Fro vu Visibilitéit. D'Beliichtung, déi mécht, dass ee gutt gesäit. Entretien a Propretéit, déi maachen, dass de Quartier gutt ausgesäit. E Quartier, deen esou amenagéiert ass, dass een alles gesäit. D'Presenz vu Polizisten an engem Kommissariat, déi een och gesäit. D'Leit wëllen also gutt gesinn an net onbedéngt vu Kamerae gesi ginn!

Här President, bis op d'Presenz vu Poliziste sinn déi Saachen all ganz liicht ëmzesetzen a si kaschte weeder de Staat nach d'Gemeng vill Suen.

Mir wëssen och, dass de Staat säit zwee Joer eng grouss Campagne lafen huet, fir méi Polizisten anzestellen. Mir ënnerstëtzen dat och. Mee mir wëssen awer och, dass dës Efforten, déi do gemaach ginn, net duerginn, well d'Police bräicht haut ongeféier 1.000 Leit méi, fir hir Aarbecht kënne gutt ze maachen.

Da kann een och d'Policepatrullen ze Fouss duerch de Quartier schécken. Policepatrullen, déi de Quartier a seng Leit kennen, déi wëssen, wat d'Problemer sinn, an déi gutt ausgebilt ginn, déi also no un de Leit sinn. Et brauch een eng Aart Quartierspolice, déi de Quartier a seng Leit kennt. Mee dofir brauch d'Police Leit. An zwar Leit, déi gutt ausgebilt sinn, fir déi wichteg Terrainsaarbecht kënnen ze maachen.

Da mengen ech och nach, dass mer onbedéngt mussen iwwert d'Preventioun schwätzen, wa mer vu Kameraiwwerwaachung schwätzen. Firwat iwwerhaapt? Géint wéi ee Phenomeen kämpfe mer iwwerhaapt hei un? An zwar d'Kriminalitéit.

Wat stécht hanner der Kriminalitéit? Firwat gi Mënsche kriminell? Dat hu mer elo hei guer net ugeschwat. An ech fannen dat immens schued. Mir hunn d'Ursaache vun deem Phenomeen net ugeschwat. D'Drogekriminalitéit, d'Ursaache vun der Drogekriminalitéit an eeben och - an et ass mer ganz wichteg, dat ze soen - dee Perspektivmangel, dee ganz oft hannendrustécht fir Leit, déi „kleng Fësch" genannt gi vun der Police, déi an dem Drogekriminalitéitsberäich aktiv sinn. An ech mengen, dovunner hu mer elo guer net geschwat.

An da wéilt ech nach eng Remark maachen. Et war och elo rieds vun illegale Leit. Illegal Leit si keng Krimineller! An ech mengen, dat ass ganz wichteg ze soen. Do muss een definitiv den Ënnerscheed maachen. Wéi gesot, Preventioun wier hei och e Volet, deen een onbedéngt misst uschwätzen.

E lescht Wuert just: D'Kameraiwwerwaachung ass also net d'Léisung. Wann een der Police nolauschtert, héiert een, dass d'Police Leit brauch an Zäit, fir déi Leit esou ze forméieren, dass se prett sinn, fir op den Terrain ze goen. Wann een den Awunner nolauschtert, dann héiert een, dass se ganz einfach Saache froen, déi méi Liewensqualitéit an hire Quartier bréngen. Ganz wéineg Leit froe privat Sécherheetsleit. Ganz wéineg Leit froen eng massiv Iwwerwaachung. A ganz wéineg Leit froen also och déi „law and order"-Politik, déi hei gemaach gëtt.

Firwat lauschtere mer also net ausnamsweis op déi betraffe Leit an huelen dat eescht, wat si soen, amplaz vill Geld an en Dispositif ze stiechen, deen och vill Leit brauch, fir ze fonctionéieren, an deem seng Plus-value méi wéi zweifelhaft ass? Ech mengen, et ass also kloer aus menger Ried ze verstoen, dass mer de Projet net matstëmmen.

Merci.

M. Fred Keup *(ADR).*- Här President, kann ech eng Fro stellen, wannechgelift?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech gesinn net, a wat fir engem Zenario mer sinn. Dir kënnt jo jiddwer Zäit d'Wuert ergräifen.

M. Fred Keup *(ADR).*- Ben, ech weess net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dir sidd net ugeschwat. Madamm Oberweis ...

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Gelift?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Den Här Keup wollt lech eng Fro stellen.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, hie ka mir eng Fro stellen. Jo.

M. Fred Keup *(ADR).*- Wann Der erlaabt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Et hänkt awer un lech.

M. Fred Keup *(ADR).*- Et muss net sinn.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Hie ka mir eng Fro stellen. Natierlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Da fuert emol duer! Awer zum Sujet!

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo. Haha!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Ech hoffen, ech hunn eng Äntwert!

M. Fred Keup *(ADR).*- Ech schwätzen elo net iwwert d'Déierewelt, Här President.

Ma da merci awer. Dann ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Wann Der wëllt opstoen.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, ech wollt hei liesen duerfir. Mee ech stinn awer op, Dir hutt Recht.

D'Madamm Oberweis huet gesot: „Esou schlëmm ass et net." Ech muss awer hei soen, viru fënnef Deeg hunn ech hei nach Recommandatioune gelies, déi d'Police erausginn huet. Ech erënneren drun, dass virun e puer Méint schonn eng Kéier ze liese war, dass d'Police gesot huet, d'Frae sollen owes net eleng erausgoen. Hei schreiwe se da Recommandatioune wéi: « Gardez votre sac toujours fermé. », « Attention si vous sortez votre portemonnaie. », « Gardez toujours un œil sur votre veste et vos sacs. », « Ne vous laissez jamais toucher par des inconnus. », « Soyez attentif! » an esou weider an esou fort.

Also ech mengen, dat ass jo awer elo vun der Police. An da froen ech mech einfach: Wann d'Situatioun net esou schlëmm ass, firwat gëtt d'Police da permanent esou Recommandatiounen eraus, wéi: „Oppassen ... nuets, an hei an do, net eleng sinn"?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Also, Här Keup, dat do war u sech keng Fro un d'Madamm Oberweis.

(Interruptions)

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Brauch ech net ze äntwerten, oder wéi?

Plusieurs voix.- Nee.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Da brauch ech net ze äntwerten, oder wéi?

Plusieurs voix.- Nee!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Ech bleiwe bei menger Ausso. Ech bleiwe bei menger Ausso: Ech wunnen zu Bouneweg ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Also, ech mengen, dat sinn Empfeelungen, Madamm Oberweis. An ech mengen, Dir braucht lech net ugesprach ze fillen.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Mir kënnen eis gär herno doriwwer ënnerhalen, Här Keup.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dir hutt näischt Falsches gesot.

Sou! Ech géif dann als nächst dem Här Goergen d'Wuert ginn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, d'Iwwerwaachung ass jo ee vun eise piratesche Liblingstheemen, wou mir eis als Aktiviste fir den Dateschutz verstinn. An eisem Programm 2018 hu mir Piraten eis kloer géint en Ausbau vun der Videoiwwerwaachung ausgeschwat.

Mir Piraten wëllen net an enger Welt liewen, wou mir op Schratt an Tratt wäerten iwwerwaacht ginn, wou ee selwer ni géint e Gesetz verstouss huet, mee een iwwerwaacht gëtt, well de Staat oder seng Politiker denken, et géif ee vläicht kriminell ginn. Ass dat d'Vertrauen, dat dës Majoritéit an d'Bierger vum Land huet? De Bierger ze iwwerwaachen am ëffentleche Raum per Kamera, schéi gespäichert an HD. Dat ass d'Vertraue vun de Kontrollparteien, awer net vun eis Piraten.

Elo fänkt ee mat e puer Kameraen un. Da kommen déi Parteie mam Kontrollzwang a soen: „Do an do brauche mir och nach Kameraen!" Dat wäert eng Geschicht ouni Enn ginn. Vläicht ass de Schluss erreecht, wann am ëffentleche Raum keen Zentimeter méi ass, wou een net vun alle Säite gefilmt wäert ginn. An dann? D'Kriminalitéit wäert awer net verschwannen.

Wat ass den nächste Step vun der Kontroll? Doheem eng d'Kamera an der Stuff, dass een do näischt Illegales ka maachen? A jo, do ass de Staat jo ewell mat Staatstrojaner, mat dem Smartphone, mat der Vorratsdatespeicherung. Do setze sech déi etabléiert Kontrollparteie jo ewell duerch.

Mir Piraten wëllen net eng Big-Brother-Gesellschaft, wou de Staat de Big Brother ass an de Bierger ouni Privatsphär-Rechter um gëllene Platto mat all sengen Date presentéiert gëtt. An dës Positioun, déi eise Virstellunge vu Privatsphär an Dateschutz entsprécht, wäerte mir haut verdeedegen.

Fir op den Ursprong vum Gesetz zréckzekommen, deen och am Rapport genuch beliicht gouf: Jo, et war eng Initiativ vun der CNPD, déi och op ee Lach an eise Gesetzer opmierksam gemaach huet. Hei huet d'CNPD hir Aufgab als Police vum Dateschutz gutt gemaach. Se huet déi schwaach legal Basis kritiséiert an opmierksam gemaach, dass d'Police e Gesetz brauch, fir kënnen nom GDPR d'Leit an der Ëffentlechkeet ze filmen.

Ech wëll och betounen, dass mer net alles un dësem Gesetz wëlle schlechtschwätzen. Op d'mannst gëtt et elo emol Reegelen, no deenen d'Kameraiwwerwaachung am ëffentleche Raum ze fonctionéieren huet. Dat begréisse mir Piraten. Mir begréissen net, dass de Gemengerot just en Avis ka ginn an net muss zoustëmmen. Dee Punkt hat ech och esou an der Kommissioun opgeworf. Et gëtt sécherlech och Gemengen hei am Land, déi géint Big Brother sinn.

Wat mir Piraten gutt am Gesetz fannen, ass: D'Gesiichtserkennungssoftware ass emol op den éischte Bléck per Gesetz verbueden. Dat hat ech dofir och bewosst an der Kommissioun ugeschwat an nogefrot. A mir Piraten hunn eis kloer géint eng Gesiichtserkennung ausgeschwat.

Allerdéngs hu mir trotzdeem eis Zweifel. Och wann et direkt per Kamera net erlaabt ass, esou ass awer e Videomaterial do, wou een duerno, also dann net méi aus dësem Gesetz, kann eng Software driwwerlafe loossen, wou eebe Gesiichter erkannt ginn. Derbäi kënnt: Mir kennen alleguerten d'Betribssystemer. Hei misst also fir esou e Projet op Linux als System zréckgegraff gi fir d'Police, well aner Systemer kënne méi schnell, wéi Dir denkt, vun anere Staaten oder Hacker ugegraff ginn.

De Staat mécht selwer mat sengem Staatstrojaner esou eng Dier op. Wann eise Staat dee keeft bei enger Firma, da maachen dat och aner Staaten oder Krimineller - wat dann esou e System wéi VisuPol och herno ugräife kann. Dat ass eeben de Problem, wann ee Staatsgelder hëlt, fir esou Tools ze entwéckelen. Et ass duerno net méi ze kontrolléieren an och d'Staate ginn ausspionéiert.

Dann ass virgesinn, och wann et net direkt am Gesetz steet, mee am Exposé des motifs, dass op de Plazen, wou d'Kameraen hikomme sollen, fir d'éischt aner Mesurë mussen ergraff ginn, wéi zum Beispill eng besser Stroossebeliichtung. Hei fänkt d'Gesetz da leider un, sech vun eise Krittären ze entfernen an et wëllt een d'Verantwortung op eng Kommissioun ofginn.

Gouf vusäite vun der Police wierklech alles probéiert, ier een op eng Masseniwwerwaachung setzt? An hei fäerte mer, dass éischter d'Excuse kënnt: „Jo, et gouf alles gemaach", obwuel dat da vläicht net stëmmt.

An eisen Ae wäert d'Tendenz da schnell sinn: „Ass e Problem do, da setze mer eng Kamera dohin!" A genee dës Lächer am Text maachen et eis ganz schwiereg, fir eis mat der Kameraiwwerwaachung unzefrënnen.

Wat erhoffe mer eis vun deene ville Kameraen? Dass d'Kriminalitéit dann erofgeet? Nee, dat ass Wonschdenken. An de leschte Woche goufe vill Mënschen hei an der Stad beklaut: op der Gare, um Glacis, am Stater Park. An och hei hänke Kameraen - dat zënter Joren.

Op der Gare, jo, do, wou mat illegale private Sécherheetsfirmen, bezuelt aus dem Gemengebudget, versicht gëtt, d'Lag an de Grëff ze kréien, do hänke Kameraen - dat schonn zënter Joren.

A wann een der CSV/DP aus der Stad nolauschtert, ass jo grad dat aktuell dee schlëmmste Quartier hei an der Stad: do, wou d'Kamerae sinn. Aleng dat weist: D'Kamerae ginn e Gefill vu falscher Sécherheet. Wéi vill Verbrieche geschéien all Dag op der Gare, an dat trotz Kameraen? A wéi vill vun de Verbriechen, déi op Gare a leschter Zäit geschitt sinn, goufen tatsächlech duerch den Asaz vu Kamerae geléist, well d'Ermëttlungsaarbecht un hir Grenze gestouss ass?

D'Kamerae ginn zum Problem, wa massiv d'Recht op d'Privatsphär ausgehielegt gëtt. Mee wat geschitt, wann eng Regierung un de Pouvoir kënnt, déi d'Kamerae fir hir Zwecker ausnotze wëllt? Ee Bléck an aner Länner geet duer fir ze gesinn, wat een alles mat Kameraiwwerwaachung maache kann.

Et mierkt een dann och ewell hei am Land: Eng Regierung oder e Schäfferot brauchen nëmmen en trëftege Grond an dann zielen och Rechter wéi d'Privatsphär net méi vill. Et gesäit een un den Diskussiounen, als Beispill am Stater Schäfferot, wéi schnell eng Politik ännert, wéi schnell aner Majoritéiten e vill méi haarden Toun fannen a géint d'Privatsphär an den Dateschutz ginn.

Och wann et op den éischte Bléck net esou ausgesäit: D'Kameraiwwerwaachung am ëffentleche Raum ass wierklech déckt Geschier, wat de Staat eraushëlt. Och d'Mënscherechtskommissioun huet an hirem Avis eng Rei grouss Bedenke geäussert, déi sech a groussen Deeler mat eise Bedenken decken. Si ginn op d'Gefore vum Profiling an, dee virun allem zu enger weiderer Diskriminéierung vun elo scho sozial benodeelegte Gruppe bäidroe wäert.

Här President, ech kéint u sech nach ganz vill Grënn nennen, firwat mir net mat der Kameraiwwerwaachung am ëffentleche Raum averstane sinn. D'Piraten sinn eng Partei, déi d'Privatsphär vun de Leit héichhält. Am Zweifel ëmmer fir den Dateschutz! Eise Léisungsusaz fir d'Sécherheet an der Stad bleift, dass mer méi Polizisten, méi Presenz vum Staat brauchen. Geziilt Mënschen op der Plaz, amplaz gliesern Aen iwwerall.

Mir dréien eis am Krees mat der Kameraiwwerwaachung. An hirer Etüd schreift d'IGP, dass ee méi ausgebilte Leit brauch, déi den Terrain kennen, fir d'Kamerae kënnen ze bedéngen. Ma mir Piraten hätte léiwer, dës Poliziste wären um Terrain, amplaz virum Bildschierm. Do, wou de Bierger se brauch.

De VisuPol ass fir eis puert Wonschdenke vun e puer Kontrollparteien a wäert och mat dësem Gesetz e Wonschconcert bleiwen an net d'Kriminalitéit stoppen. Dofir haut eise kloeren Nee zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Ech ginn dervun aus, dass kee weidere Riedner sech zu Wuert mellt.

Dann huet de Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Henri Kox, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Merci fir d'éischt der Rapportrice fir de ganz sachlechen, ausféierleche Rapport, souwuel hei am Mëndlechen, wéi och am schréftlechen nozeliesen. Ech wëll awer och ausdrécklech den Orateure Merci soen. Awer ech schléissen och eenzel Orateuren ... een eenzelnen Orateur hei ausdrécklech aus, well en net zu enger sachlecher Debatt bäigedroen huet.

(Interruptions)

Ech wëll de Constat fir d'éischt maachen, wéi ech mam VisuPol, also mat der Kameraiwwerwaachung, konfrontéiert gouf, dass mer scho méi laang e Moyen haten - an den Datum ass gesot ginn: 2007 -, dee senger Zilsetzung net gerecht ginn ass. Nämlech: duerch de Kader, duerch Leit, déi sech domat ausenanergesat hunn, an och fir genau déi Moyenen anzesetzen, fir d'Effikassitéit um Terrain ze erreechen.

Zweetens, hunn ech festgestallt, an do wëll ech kengem ze no trieden, dass awer do vläicht déi falsch Prioritéite gesat ginn. An ech huelen den Här Lamberty hei vläicht als net, jiddefalls dat, wat en a sengen Ausféierunge gemaach huet ... Hien huet nämlech zitéiert, dass a munche Länner d'Kamerae geholl ginn, fir Personalaspuerungen ze maachen.

Ech muss awer feststellen, dass d'Prioritéit an der Vergaangenheet vläicht net genuch op den Invest an de Mënsch gemaach ginn ass: an de Mënsch vun der Police, an de Mënsch vu Leit, déi um Terrain aktiv kënne sinn an déi eis all - alleguerten, wéi mer do sinn - wëllen dat Sécherheetsgefill, awer och déi konkreet Interventioun, wa se da gebraucht gëtt, um Terrain ginn. Awer och déi Proximitéit, déi mer alleguerte gären hätten.

Dëse Policeminister ass an der Kontinuitéit vun deem virege Policeminister - dee schliisslech an der grénger Hand elo ass -, fir e fermen Invest, éischtens, an de Mënsch ze maachen. Ech rappeléiere vläicht d'Zuelen: An de Joren 2000 bis 2015 si 565 uniforméiert Poliziste bei d'Police komm.

Mir probéieren dat innerhalb vu fënnef bis sechs Joer op en zousätzlechen Netto vun iwwer 600 Polizisten ze maachen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir wäerten och d'Ziviliste musse vill méi asetzen. Well och am VisuPol, niewent der Professionalitéit vun engem Polizist, och Zivilisten hir Plaz kënne fannen.

An dann dat Zweet: Och wann ech d'Infrastrukturen iwwert d'Land kucke gi vun eenzelne Kommissariater, da muss ech feststellen, dass mer och do net déi richteg Prioritéit gesat hunn. Ech erënnere just un d'Kommissariat vun Esch. Ech erënneren un d'Kommissariat vun Ettelbréck. An ech halen domadder op.

Ech wëll just soen, dass mir Gréng ganz kloer zu enger securitairer Politik hei a Lëtzebuerg stinn a ganz kloer zu enger Police grand-ducale stinn, déi déi néideg Moyene muss kréien, déi deen néidege juristeschen, legale Kader muss hunn am Rechtsstaat, dee mir alleguerten heibannen, ofgesi vläicht vun deem engen oder deem aneren, wëlle ganz héich halen. An ech mengen, dass eng ganz Rei vu Virriedner dat hei ganz kloer an däitlech gesot hunn. An ech si ganz kloer op hirer Säit.

Ech wëll meng Ried op dräi Punkten nach erklären: firwat ech eng Kamera befürworten an och firwat ech dann och gewollt hunn, dass dëst Gesetz deen néidege Kader, esou gutt wéi méiglech, och kann hunn.

Dofir dräi Punkten:

Éischtens: De Sënn an Zweck vun enger Kamera musse mer kucken.

Zweetens ass ganz kloer: De Kader, wa mer et schonn asetzen: Wéi muss dee sinn?

An drëttens, an dat ass vu ville Virriedner gesot ginn - an dat war jo och mäin Uleies, dat war d'Uleies vum virege Policeminister -: D'Police eleng kann et net léisen! D'Police ass den „dernier recours". A wann d'Police kënnt, ass leider d'Kand des Ëftere schonn am Pëtz an hoffentlech net schonn erdronk. An dofir, mengen ech, kënne mer et nëmmen zesummen upaken. An dat ass och dat, wat ech an all deene Reunioune mat de sëllege Gemengeresponsabele gemaach hunn. Et ass, wéi ech och am Logement scho méi oft gesot hunn, eng Responsabilité partagée, wou jidderee seng Responsabilitéit iwwerhëlt. An do sinn ech ganz derbäi.

D'Leitmotiv vun dësem Gesetz war ganz kloer. Éischtens: den État de droit respektéieren, d'Transparenz an deem ganzen Dossier duerchzeféieren, awer och d'Verhältnismëissegkeet ze garantéieren. Dofir war et jo och wichteg, dat och ze erwänen an och an d'Gesetz afléissen ze loossen. Dat ass nämlech: Mir maachen deels en Agréff an d'Privatsphär. A wann dat geschitt, da musse mer, éischtens, der Proportionalitéit an der Necessitéit vun deem Ganzen och dee Kader ginn. An dat hu mer jo och hei gemaach.

Iwwregens, och duerch Etüden, déi eeben da vun engem grénge Policeminister an Optrag gi sinn - niewent där vun …, dass eng Dateschutzkommissioun dat bruecht huet, mee awer och eng IGP -, fir ze kucken: Wéi ass dat Instrument dann an der Realitéit a wéi kënne mer dat dann ëmsetzen?

Dofir ass d'Resultat vun där Etüd jo och schonn e puermol hei erwäänt ginn. Wat muss an dat Gesetz fléissen, souwuel wat d'Dateschutzkommissioun gesot huet, vun der Proportionalitéit an der Necessitéit, mee och vun der Uwendung vun deem Gesetz, wa mer et da schonn hunn? Wéi musse mer opgestallt ginn a wéi kënne mer dat um Terrain dann opsetzen?

Dofir ass déi Etüd net ëmsoss gemaach ginn. Déi Etüd war wichteg. An déi Etüd huet och weiderhi hir Daseinschberechtegung, well se ënner anerem och nämlech vun der Evaluatioun geschwat huet, déi wichteg ass, wa mer esou Instrumenter, déi awer en Agréff an d'Privatsphär duerstellen, wëllen asetzen.

Och d'Ëmfro, déi parallell gemaach ginn ass ... Jo, dat ass deels subjektiv. All Ëmfro, wann eng Äntwert op eng eppes kënnt, ass subjektiv. Mee et weist sech, dass et net eleng dat ass - d'Instrument vun der Kamera, dat hëlleft. Mir brauche vill Zesummenaarbecht mat de Gemengen op ville Punkten. An ech kommen um Schluss nach eng Kéier drop zréck.

An et huet sech erwisen: D'Kamera ass ee Moyen. Ee Moyen vu villen. An et hunn eng Rei Virriedner dat och gesot. Wa mer dee Moyen hunn, da muss dee Kader awer ganz kloer gekuckt ginn. All Aspekter vun deem mussen analyséiert ginn. An et ass näischt aneschters, wat ech wärend deem ganze Prozess vun deem Zesummeschaffe vun deem Gesetz och gesot hunn an der Kommissioun.

Jo, mir maachen dat! Mir maachen et awer richteg. Mir maachen et esou, dass et encadréiert ass an dass et um Terrain dann awer och déi Léisung soll bréngen, déi mer alleguerte gär hätten.

An da kommen ech zum éischte Punkt, nämlech zu der Léisung. Firwat solle mer d'Kameraen asetzen? D'Zilsetzung muss kloer sinn. An da schwätzen ech als Ingenieur vläicht: „Wer misst, misst Mist!" Dat heescht, mir mussen eis kloer sinn: Wat wëlle mer moossen? Wat wëlle mer analyséieren? Wéi eng Kriminalitéitsbekämpfung wëlle mer maachen?

An et ass vu menge Virriedner hei schonn eenzel erwäänt ginn: Wou mécht se Sënn, d'Kamera? Wou mécht se kee Sënn?

An d'Drogepolitik, wou ech mech jo och mat där Note interministérielle ... wou mer nach dëse Freideg iwwert d'Preventioun an der Kommissioun wäerten diskutéieren, wou mer och wäerten eng Debatt driwwer maachen. Et si ganz vill Aspekter, déi musse gekuckt ginn. Bei der Drogebekämpfung ass d'Kamera net onbedéngt dat, wat dee beschten Outil duerstellt.

Et ka genotzt ginn, wann et punktuell am flagrant kann agesat ginn. Mee et weist awer och, dass grad d'Drogekriminalitéit sech ganz séier un d'Verhältnisser vun der Police, un d'Aarbechtsmethodik vun der Police erëm upasst an erëm ganz aner Weeër aschléit. Dofir ass et ganz wichteg, sech iwwert den Asaz fir d'éischt kloer ze sinn: Wou setze mer se? Firwat maache mer se da grad do? Ass do e Bestanddeel vun enger Kriminalitéit?

An da kënnt et erëm, ze soen - et ass virdru gesot ginn -: „Firwat kann de Buergermeeschter dat net?" Majo, de Buergermeeschter ass am direkte Kontakt mat dem jeeweilege Polizeichef. Dofir hu mir dee Comité de proximité, wou de stännegen Austausch tëschent der Police an der kommunaler Autoritéit ass. A wann do eppes um Terrain festgestallt gëtt, da muss eebe reagéiert ginn - natierlech, wann déi néideg Opstockung an der ganzer Police geschitt ass. An do muss ech awer feststellen, dass déi an der Vergaangenheet dann net genuch war.

Ech mengen, dass dat Éischt ganz kloer muss sinn: Mir musse kucken, wou, firwat a wéi mer et optimal kënnen asetzen. A wann déi Analys gemaach ass, dann, mengen ech, kann een och déi néideg Iwwerpréiwung maachen, esou wéi dat elo virgesinn ass hei am Gesetz. Well all eenzelne Standpunkt soll nei iwwerpréift ginn. An och, ob neier - a Bouneweg ass gefall. Jo, da musse mer kucken: Wat ass d'Situatioun? Wou si vulnerabel Situatiounen, wou mer vläicht mussen agräifen? An ass d'Kamera wierklech dann dee Moment och dee richtege Moyen, fir dat kënnen duerchzesetzen?

Ech mengen, dëse gesetzleche Kader brauch ech net nach eng Kéier ze erklären Et ass ausféierlech vun der Rapportrice hei erkläert ginn, dass mer, éischtens, dat gutt encadréieren, dass mer, éischtens, alles analyséieren, wéi eng Krittäre mer setzen. Wéi maache mer dat? Wou maache mer dat? Wien hëlt d'Decisioun? Wéi gëtt déi Decisioun iwwerpréift?

Et ass dat, wat fir mech déi wichtegst Elementer an dësem Gesetz sinn. Dofir mengen ech, dass och ... Jo, wa mer nämlech Kamera soen: „Mir kucken do gär", da musse mer moossen. Da musse mer eis och Krittäre ginn, wat mer iwwerhaapt moosse ginn.

Et ass wichteg, dass mer eis am Ufank iwwert d'Bild kloer ginn an dat huet eppes mat Statistik ze dinn. Fir herno kënnen eng gutt Auswäertung vun där Situatioun ze maachen, brauche mer en fin de compte och eng Statistik, déi dat evaluéiert och op Basis vun deem, wat mer festgestallt hunn, fir dann och déi néideg Réckschlëss kënnen ze zéien, eng Adaptatioun ze maachen, respektiv ze soen: „Do huet et kee Sënn méi" oder op enger anerer Plaz ..., dat gëllt net nëmme fir eng Stad Lëtzebuerg, dat gëllt net nëmmen op deene Plazen, wou elo natierlech méi hëtzeg debattéiert gëtt. Dat gëllt och vläicht fir aner Hotspotten.

Awer net nëmmen am Sënn vun der Kamera, mee dann am Virfeld - an da kommen ech op den drëtten Aspekt, deen ech an all deene Gespréicher ëmmer hat, wann ech op de Gemenge sinn -, nämlech: Mir mussen eis vläicht e Concept sécuritaire iwwerleeën. Wat ass dann an där Regioun? Et gouf dat an der Zäit, mee ech mengen, dat muss nei belieft ginn, fir ze kucken: Wat ass dann do um Terrain? Firwat ass dat dann esou? Well wa mir - an ech widerhuele mech - als Police intervenéieren, dann ass d'Kand oft schonn am Pëtz.

Dat heescht déi Preventioun ... Wat ass Preventioun? Ass dat ee sozialen Aspekt? Ass dat d'Beliichtung eleng, déi dat scho bréngt? Awer net nëmmen. Et ass net d'Beliichtung eleng. Et sinn Akten, déi ze verurteele sinn. D'Kriminalitéit huet kee rechtsfräie Raum hei am Land. Se gëtt ganz kloer bekämpft vun dëser Police. Si mécht all hir Efforten an ech stinn och do ganz riicht derfir, dass se dat am Alldag ëmmer erëm ausmécht.

Dofir ass et awer wichteg - wa mer esou eng Kamera asetzen -, dass mer eis awer breet opstellen, dass mer eis zesummesetzen, dass mer kucken: Wéi eng Aspekter ginn do gekuckt? D'Mënscherechtsaspekter, déi sozial Aspekter, d'Dateschutzaspekter an och déi kriminologesch Aspekter, déi mer elo an där Kommissioun mat kucken. Wa mer eis eens sinn, wat mer wëlle kucken a wéi eng Gesiichtspunkten analyséiert ginn ... An dofir hunn ech drop gehal, dass dat soll drakommen.

Fir mech ass dëst Gesetz e gutt Gesetz, bei deem ech drop gedrängt hunn, fir et ze kréien, fir dann och déi Analysen no an no elo maachen ze kënnen. Well mir hunn net vill Zäit. Mir hunn nëmmen ee Joer Zäit, fir déi besteeënd ze analyséieren, neier vläicht unzediskutéieren an dann do och dee gudde Kader maachen ze kënnen, dass dat Gefill, wat do ass ... An dat geet awer nëmmen, wa mer och déi Polizisten um Terrain kréien. Ech sti riicht derfir, dass déi Rekrutementscampagne, déi elo positiv ugefaange gouf an och mat 200 neie Rekruten an der Schoul ugefaangen huet, intensiv nach iwwert déi nächst dräi Joer wäert weidergefouert ginn. An e véiert Joer muss kommen, well d'Abgäng, déi an der Police sinn, och musse recuperéiert ginn, soudass mer an deenen nächste Joren op en Nettozouwuess vu 600 Leit komme mussen.

Et gouf vläicht nach déi eng oder déi aner Fro gestallt, eng Kéier vum Här Gloden. Mir wäerten an der Regierung elo deemnächst eng Kéier driwwer diskutéieren, wou den Avis jo komm ass iwwert déi Propos, déi ech gemaach hunn. Mir wäerten d'Geleeënheet hunn, an der Kommissiounssëtzung iwwert den Avis vun Ärem Gesetzesprojet an da vläicht iwwert d'Alternativ vun der Regierung ze diskutéieren.

Dat Zweet war d'Bodycam. Och do hunn ech jo an der Question parlementaire geschriwwen, dass ech net direkt Jo oder Nee soen. Mee fir d'éischt solle mer eis awer de Kader ginn. An dee wäerte mer eis och ginn. De legale Kader muss stoen, éier mer déi asetzen. A mir sinn amgaang, dat ze analyséieren. Mir wäerten och kucken, wéi de Moment am Ausland ... Dir wësst, a Frankräich, an der Belsch an an Däitschland gi se deels agesat. Et gëtt do awer och Kritikpunkten. Dat muss genau analyséiert ginn an de Kader gëtt entspriechend och gekuckt. An den Dan Biancalana, mengen ech, war nach ... déi aner Gemengen ... Ech mengen, dat hat ech virdru schonn eng Kéier gesot, dass mer dat wäerten an deem gesonden Equiliber maachen, dee mer an dësem Gesetz zréckfonnt hunn, dee mer iwwert déi ganz Struktur an och an den Diskussiounen innerhalb vun de Kommissioune fonnt hunn.

Als Konklusioun kann ech nëmme soen, dass mer heimat der Police e gudden Outil ginn, dee gesetzlech ganz gutt encadréiert ass mat der Proportionalitéit an der Necessitéit. Et bleift awer net aus, dass mer nach méi massiv an d'Police mussen investéieren. An dës Regierung mécht dat mat der Ënnerstëtzung vun deenen zwee Koalitiounspartner. An da wäerte mer dat och packen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet. D'Parole après ministre ass fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci dem Här Minister. Ech si ganz frou, en héieren ze hunn, hei och eng kloer Ausso maachen, wat d'Kamerasurveillance betrëfft. Nodeem den Här Benoy fäerdeg war mat senger Interventioun, hunn ech mech eigentlech gefrot, ob déi gréng prinzipiell iwwerhaapt nach mat der Kamerasurveillance d'accord wieren.

Ech wollt awer eng Kéier op zwee Punkten zréckkommen, op deenen den Här Minister net ganz kloer war. Den Här Gloden hat déi Fro zu Recht opgeworf, wat d'Kamerasurveillance zu Bouneweg betrëfft. An do wollt ech awer och nach eng Kéier en présence vum viregte Minister, dee jo och déi eng oder aner Kéier op der Gare war, widderhuelen an drun erënneren, Här Minister, datt schonn 2018 - deemools op Propositioun vun der Police a vum deemolege Policeminister Étienne Schneider - d'Leit versprach kritt hunn, datt Kameraen op Bouneweg komme sollten. Dat Versprieche war nach eng Kéier reiteréiert gi vum Här Bausch. Ech mengen, do läit alles um Dësch, Här Minister. Et kann een natierlech och nach eng Kéier kucken ob een déi eng Strooss derbäihëlt oder vläicht ewechléisst. Ech wëll just elo de Mëtte vun Iech eng kloer Ausso kréien: Sidd Dir an d'Regierung do endlech bereet, déi Kameraen zu Bouneweg ze installéieren, déi d'Leit elo säit iwwer dräi Joer och vun Äre Virgänger versprach kritt hunn? Dat ass meng éischt Fro.

An dann déi zweet Fro - do hutt Der dem Här Gloden net genau drop geäntwert. Den Här Gloden huet Iech nämlech gefrot, wéi et mat deem Avis do wier par rapport zu Ärem Projet de loi iwwert den - wéi mir en nennen - „Platzverweis light". D'Fro vum Här Gloden war eigentlech - an Dir hutt net dorop geäntwert -, ob deen Avis effektiv och negativ wier, grad esou negativ wéi deen Avis, deen zum Här Gloden senger Proposition de loi formuléiert ginn ass. Dat sinn déi zwou Froen, op déi ech Iech nach eng Kéier géif bieden, eng kloer Äntwert ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Henri Kox.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- De Schluss vu menger Ried war ganz kloer, dass éischtens déi besteeënd Kameraen iwwerpréift ginn, well et sinn der jo derbäi, déi op engem Potto hänken, wou se kee Sënn maachen. An dass mer déi Zone kucken, wou d'Demandë virleien, déi mer elo sukzessiv uginn. D'Kommissioun wäert deemnächst séier zesummekommen, fir eng éischt Opnam ze maachen. Mir wäerte kucken, wat an deenen eenzele Comité-de-proximitéën ënnerwee war, an da wäerte mer dat sukzessiv ugoen. An dat gëllt vläicht net nëmme fir e Beräich vun der Stad Lëtzebuerg. Dat gëllt vläicht och fir aner Beräicher.

Wat déi zweet Fro ubelaangt: Ech ka kengem Regierungsrot virgräifen. Ech hunn déi Demande iwwert de Premierminister un de Conseil d'État gemaach an et geet iwwert de Premierminister erëm an deen nächste Conseil de Gouvernement, wou mer dann och zu där Analys kommen. Da sti mer ganz gär Ried an Äntwert, wat genau an dem Avis do steet, an da kommen ech ganz gären an déi Kommissioun, esou séier wéi méiglech, soubal mer an der Regierung dann och driwwer diskutéiert hunn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat war awer net meng Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Policeminister.

Une voix.- Dat war awer eng Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7498. Den Text steet am Document parlementaire 7498[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7498 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen ee Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 52 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

3. Question élargie n° 105 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative aux centres de compétences

Mir kommen elo zu der erweiderter Fro Nummer 105 vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz iwwert d'Kompetenzzenteren. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, d'Wuelbefannen an d'Entwécklung vun de Kanner hunn duerch d'Pandemie enorm gelidden. Ech mengen, dat hu mer schonn dacks hei gesot an et sinn och nach ganz vill Spezialisten, déi dat soen.

D'Kanner a Jugendlecher mat Verhalensopfälleg-keeten hunn et an esou enger Zäit nach méi schwéier wéi beispillsweis hir Kolleegen ouni entspriechend Problemer. Dofir dierfe si net vergiess ginn a gehéiere mat an de Mëttelpunkt vun eisen Diskussiounen an eisem politeschen Handelen.

Si gehéieren awer net nëmmen an de Mëttelpunkt, mee och an eis Schoulen integréiert. Inklusioun ass also hei d'Stéchwuert. Et ass awer wichteg, dass mer och Méiglechkeeten hunn, déi Kanner, déi net oder net méi an der sougenannter Reegelschoul kënne beschoult ginn, weider férderen an hinne speziell Bildungs- an Ausbildungsméiglechkeeten ubidden.

Dofir si jo 2018 Kompetenzzenteren en faveur vun der Inclusion scolaire gegrënnt ginn. Bei der Kreatioun ass du gesot ginn, dass no dräi Joer eng Evaluatioun gemaach gëtt. Ech wollt vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir de Minister ze froen, wou mer do dru sinn. Ass de Bilan scho gemaach? A wa jo, denken ech, ass et jo esou, dass mer dee wäerten an Zukunft presentéiert kréien.

D'Rentrée 2021/2022 steet virun der Dier. An do ass jo sécherlech och jidderee scho ganz laang amgaange mat Plangen. Mech interesséiert besonnesch, wéi déi aktuell Situatioun vun den aacht Kompetenzzenteren an och der Agence pour la transition vers une vie autonome, der ATVA, ass. Wéi sinn d'Perspektive vun dësen Zentren an och de Kanner mat spezielle Bedierfnisser? Kënnen déi Schüler, déi eng Scolarisation spécialisée an engem Kompetenzzenter duerch d'CNI proposéiert kruten, och all opgeholl ginn a wann net, wou gi se beschoult?

Mir ass nämlech zu Ouere komm, dass verschidden Zentere fir d'Rentrée 2021/2022 kee weidert Personal zur Verfügung gestallt kréien oder respektiv net genügend Raimlechkeeten hunn, wat et jo da schwiereg mécht, fir weider Kanner an hire Strukturen opzehuelen. Ass dat esou? Ginn dës Kanner dann an déi sougenannten normal Klassen a ginn do dann esou gutt wéi méiglech betreit?

Ech weess jo, dass et I-EBS - also Instituteurs spécialisés dans l'encadrement et la prise en charge des élèves à besoins spécifiques - gëtt an och mat der ESEB - der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques - dem Léierpersonal professionell Hëllef ugebuede gëtt. Mee ass genuch Personal do, fir dës Tâchen ze iwerhuelen?

Ausserdeem interesséiert mech och d'Situatioun vun de Jugendleche mat spezielle Bedierfnisser, déi elo net méi direkt schoulflichteg sinn. Och hei kënnen dës Jugendlech jo weider an de Kompetenzzentere betreit an och gefërdert ginn. Bis 18 Joer ass dat jo méiglech. Mee ass do genuch Plaz? A wéi eng Méiglechkeete gëtt et hei nach? Wou ginn déi jonk Leit opgefaangen, wa se keng Léier kënne maachen oder kengem Job kënnen nogoen? Ass eng Etapp tëscht dem Schüler mat spezifesche Besoinen an dem Salarié mam Statut Employé handicapé virgesinn? Kéint een hei vläicht net zum Beispill eng Mesure undenke wéi en „Apprenti à besoins spécifiques"? Dat wär vläicht eng Méiglechkeet.

Här President, d'Stäerkt vun enger Gesellschaft a vun engem Land weist sech doranner, wéi se mat deene méi Schwaachen ëmgeet. Dofir si meng Partei, d'LSAP, an ech dovun iwwerzeegt, dass mer alles dofir maache mussen, och de Kanner a Jugendleche mat Verhalens- oder Léierproblemer grad wéi deene mat enger Behënnerung eng gutt Entwécklung an der Schoul grad wéi am Liewe kënnen ze erméiglechen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, a merci och dem Simone Asselborn-Bintz fir déi Fro, déi eis eng Kéier d'Geleeënheet gëtt, elo - bal véier Joer nom Akraafttriede vun deem neie Gesetz iwwert d'Kompetenzzentere fir d'Inklusioun - effektiv eng Kéier ee kuerzen Tëschepoint ze maachen. A wéi jo schonn an der Kommissioun nach eng Kéier beschwat war, wäerte mer no enger ganzer Rei vun Evaluatiounen am Hierscht e gréissere Bilan kënnen zéien an dee sécherlech och hei an der Chamber diskutéieren.

Mir hu jo net nëmmen en neit Gesetz kritt, dat no Joerzéngte vun der Éducation différenciée an eng nei Ära eriwwergefouert huet. Mir hu virun allem och enorm grouss Efforte gemaach, fir dem Besoin vun de Kanner gerecht ze ginn, andeems mer iwwert déi lescht Joren och deementspriechend spezialiséiert Personal rekrutéiert hunn. Zanter dem Akraafttriede vum Gesetz bis 2020 nach mat waren et - wann een d'Vollzäitposten hélt - 681,3 Vollzäitposten, déi do geschafen an och vu spezialiséiertem Personal besat goufen. A wann ee weess, wéi schwiereg et och heiansdo ass, net nëmme fir an der Regierung déi Posten ze mobiliséieren - well ech denken, soss wär et och scho virdru geschitt gewiescht -, mee och einfach fir déi Leit mat deene Profiller, mat där Erfarung an och deem Engagement, dat se do brauchen, kënnen ze rekrutéieren, da weess een, datt dat sécherlech een Exercice war, deen net ganz einfach war.

Déi 681 Vollzäitposten, dat sinn ongeféier zur Hallschent Leit, déi a Kompetenzzentere schaffe gaange sinn. Déi aner Hallschent deelt sech op tëschent den Instituteurs spécialisés fir den Ëmgang an Encadrement vu Kanner mat extrae Besoinen an de Schoulen, respektiv den Équipes de soutien pour enfants à besoins am Fondamental respektiv am Lycée, wou mer déi besteeënd Strukturen am Fondamental, wat virdrun d'Équipes multidisciplinaires waren, jo ausgebaut hunn - wierklech och ganz breet ausgebaut hunn - ënnert der Autoritéit vum Regionaldirekter an am Lycée jo iwwerhaapt emol ugefaangen hunn, Strukturen ze schafen, fir spezialiséiert Personal ze kréien, fir datt virun allem déi Jonk, déi aus dem Fondamental erauskomm sinn an déi an der Inklusioun waren, déi encadréiert goufe vun hirer Schoul, d'Méiglechkeet kréien, och an der Kontinuitéit duerno am Lycée kënnen dee selwechten Encadrement ze kréien, fir einfach och hir Scolaritéit normal kënne weiderzeféieren.

Wéi den Numm vun de Kompetenzzenteren et scho seet, geet et jo dorëms, fir déi Kompetenz opzebauen awer net fir sech ze halen, mee virun allem och fir se weiderzeginn, fir d'Acteuren um Terrain - notamment déi Professionell aus de Schoulen - ze informéieren, ze beroden, virun allem awer och fir Diagnosticke sécherzestellen. An deem Sënn maachen d'Kompetenzzenteren elo eng ganz konkreet Ënnerstëtzung vun den Ekippen an de Schoulen iwwer Formatioun, iwwer Berodung an iwwer Coaching. Virun allem si se awer och an enger ambulanter Approche aktiv. Mer mussen eis wierklech léise vun där Virstellung, datt ee Kompetenzzentrum d'office eng spezialiséiert Schoul ass fir Kanner.

Jo, et gëtt Kompetenzzenteren, déi spezialiséiert Schoulen hunn. Dat mécht awer mol knapp d'Hallschent vun hirer Aktivitéit aus. Déi aner Hallschent, dat ass wierklech, wou d'Fachleit vum Kompetenzzentrum an d'Reegelschoul ginn, an d'Klass ginn an do den Enseignant ënnerstëtze beim Encadrement vun de Kanner mat extrae Besoinen, fir also och do d'Inklusioun - wann dat gewënscht gëtt vun den Elteren - och esou wäit wéi méiglech ze ënnerstëtzen, complementaire zu deenen anere Mesuren, déi mer geholl hunn - den Instituteurs spécialisés vun der Schoul respektiv d'Équipes de soutien pour enfants à besoins vun der Regioun respektiv dem Lycée.

Dir Dammen an Dir Hären, eng vun den zentralen a sécherlech och immens wichtegen Aktivitéite vun de Kompetenzzenteren ass den Diagnostic, well dat den A an den O vun enger erfollegräicher Prise en charge ass. Wann ee sech d'Fro „Wat ass mat deem Kand do?" an „U wat läit et?" net richteg beäntwert - wann déi Fro net richteg gestallt a beäntwert gëtt -, da kann een eigentlech herno och net déi richteg Mesuren huelen. An duerfir si mer frou, datt mer och ganz staark an den Diagnostic konnten investéieren am Laf vun deene leschte Joren.

Wou ech Entwécklungsméiglechkeeten a Potenzial an och Besoine gesinn, dat ass sécherlech och nach am nonformale Bildungsberäich. Ech denken net, datt d'Kompetenzzenteren elo am selwechte Mooss och Leit op den Terrain schécke sollten, wéi dat am formale Beräich de Fall ass, mee: Virun allem brauche mer do eeben d'Vernetzung, virun allem brauche mer do och de Coaching an d'Berodung, virun allem brauche mer eng Kontinuitéit vun der Prise en charge tëschent der Schoul oder dem Kompetenzzenter an och der Maison relais. Dir wësst jo och, datt mer grad favoriséieren, datt d'Kanner, déi och an engem Kompetenzzenter an d'Schoul ginn, awer an hir Maison relais ginn, an hirem Duerf, an hirem Quartier, an hirer Stad an d'Schoul ginn, fir eeben do d'Inklusioun och iwwert deen dote Wee garantéieren ze kënnen - d'Integratioun an de Quartier, de Kontakt mat de Kanner, déi och bei engem an der Strooss, bei engem am Quartier wunnen. An do ass sécherlech nach en nächsten Dossier, dee mer méi staark musse beschaffen: Wéi kréie mer d'Maison-relaisen och wierklech fit, fir déi Kontinuitéit vun der Prise en charge ze garantéieren? An do gesinn ech och ganz zentral eng Aufgab fir d'Kompetenzzenteren.

De Besoin wäert sécherlech och iwwert déi nächst Joren an d'Luucht goen, aus zwee Grënn. Éischtens emol, well mer generell eng dynamesch Entwécklung vun eiser Populatioun hunn an domadder och méi Kanner mat extrae Besoinen an eis Schoule kréien. Mir hunn awer sécherlech haut och eng aner Sensibilitéit entwéckelt. An dat ass gutt. Well dacks, wou virun enger, zwou Generatiounen iwwer e Kand gesot ginn ass: „Et ass vläicht e bësse speziell", mee et ass iergendwéi matgelaf an et ass net no em gekuckt ginn, hu mer haut eng aner Reaktioun, déi mer weisen. An dat ass richteg esou! An dat ass gutt esou!

Haut kucke mer ganz genau, wat en extrae Besoin vun deem Kand kéint sinn a wat fir eng Äntwert mer dorop brauchen a wat fir een Encadrement mer deem Kand kënnen zur Verfügung stellen, fir awer dat Bescht aus senge Méiglechkeeten ze maachen, fir awer seng Talenter kënnen ze entwéckelen. Esou wéi mer den Usproch hu bei all Kand, och bei Kanner mat extrae Besoinen ze kucken, datt et e staarkt Kand gëtt, datt et e Kand gëtt, dat herno säi Rôle ka fannen, dat seng Eegestännegkeet kann entwéckelen an dat herno och e staarke Mënsch ka ginn. Wann eis dat an der Schoul net geléngt, dann ass dat duerno sécherlech vill, vill méi schwiereg.

Vläicht nach eng Kéier kuerz just iwwer dräi Schouljore gekuckt, wéi d'Zuele sech do entwéckelt hunn, wat d'Kanner ubelaangt, déi vun de Kompetenzzentere betreit ginn: Dat ass bal e Plus vu 40 %. Also déi Moyenen, déi mer an d'Kompetenzzenteren investéiert hunn - och op Basis vun deem neie Gesetz, dat mer geschafen hunn -, hunn et erlaabt, bal 40 % - ganz genau 38,93 % - méi Kanner ze encadréieren, sief et am Stationären, sief et am Ambulatoiren, wéi dat virun dräi Joer de Fall war. An ech denken, datt dat och nach eng Kéier ënnersträicht, wéi noutwendeg et war, wierklech deen doten Effort ze maachen. Net nëmmen iwwer en neie gesetzleche Kader, mee awer och iwwert déi personell Ressourcen hei kënnen d'Äntwert ze ginn.

Wärend deenen dräi Joer sinn déi personell Ressourcen ëm 27,39 % an d'Luucht gaangen. An dat weist natierlech och, datt mer do iwwert déi nächst Joren nach wäerte Besoinen hunn, fir weider ze rekrutéieren. Sécherlech net an deem Mooss, wéi dat déi lescht dräi, véier Joer de Fall war, mee en fonction vun der Zuel vun de Kanner, déi een extrae Besoin hunn. An dat ass jo och eng nei Logik, déi mat deem Gesetz vun 2017 ugeluecht war. Nämlech fir ze soen, datt wa mer méi Kanner hu mat extrae Besoinen, datt mer dann automatesch och méi spezialiséiert Personal brauchen. D'selwecht wéi wa mer méi Kanner an der Reegelschoul hunn, an der Grondschoul hunn, datt mer méi Klassen hunn an dann och méi Enseignantë brauchen. An ech sinn immens houfreg dorobber, datt mer haut an déi Logik do konnten eriwwerwiesselen.

Vläicht nach ee kuerzt Wuert zur Evaluatioun vun deem ganzen Dispositif, wou mer momentan jo dräi Piste poursuivéieren, fir eng Evaluatioun ze maachen. Dat eent, dat ass e Questionnaire online un all déi Professionell, un d'Enseignanten, awer och dat sozioedukatiivt Personal, dat psychosoziaalt Personal, d'Direktiounen, d'Directeur-adjointen, d'Personal vun de Kompetenzzenteren, vun den ESEBen, vun de Schoulen - de Fondamentallen an de Lycéeën -, fir do nach eng Kéier erauszespieren, wou mer momentan stinn an der Entwécklung. Awer sécherlech och nach, wat déi nächst Schrëtt musse sinn.

Dann awer och eng intern Evaluatioun vun der Commission nationale d'inclusion, déi virun allem de Fokus op déi administrativ Prozesser soll riichten. Dauert et nach ze laang? Wéini kréie mer eng Äntwert? Ass et noutwendeg, datt et esou laang dauert? Wou kënne mer vläicht nach Zäit an d'Durée kompriméieren? An och awer ze kucken, ob mer déi Prozesser richteg agestallt hunn, esou wéi mer se viru véier Joer definéiert hunn. Dann awer fir déi aacht Kompetenzzenteren an och d'Agence de transition vers une vie autonome en externen Audit vun engem externe Consultant an deem doten Domän, fir och de Bléck vu baussen nach eemol ze ginn an ze kréien. Ech denken, datt mer doduerjer wierklech déi richteg Informatiounen a sämtlech Informatioune kréien an datt näischt verluer geet. Well mer eis dräimol - awer op eng aner Manéier - eigentlech déi selwecht Froe stellen. Déi Evaluatioune wäerten am Hierscht virleien an da kënne mer och an der Kommissioun respektiv am Plenum uschléissend eng Debatt doriwwer féieren.

Vläicht ganz kuerz nach, Här President - wann Der erlaabt -, e Wuert zur Transitioun an d'Beruffsliewen eran, well dat jo och e Schwéierpunkt war an der Reform vun der Éducation différenciée, wou mer d'Agence de transition vers une vie autonome jo geschafen hunn, mat der spezifescher Aufgab, fir deene Jonken an de Kompetenzzenteren ze hëllefen, zur Säit ze stoen a se mat Zäite fit ze maachen, fir an d'Beruffsliewen eriwwer ze wiesselen. A sécherlech gëtt et do ganz vill Méiglechkeeten, déi mer och amgaange sinn ze deployéieren. Ech denken do un de Kompetenzzenter fir déi geeschteg Entwécklung, wou jo och iwwer Stagë probéiert gëtt, se u Beruffsaktivitéiten erunzekréien. Wou awer och e Cycle professionnel et occupationnel geschafe gouf, fir och do den Iwwergang méi einfach ze maachen. Wuel an engem schoulesche Setting ass awer ze kucken, datt ee méi no un e beruffllechen Alldag zréck muss/kann erukommen. Dat selwecht och fir de Kompetenzzenter vum Kucken, wou et wichteg ass, lues a lues schrëttweis och op Situatiounen hinzeschaffen, wéi een se am Beruffsalldag virfënnt, a sech dorobber ze preparéieren.

Fir de Kompetenzzenter „Kucken" (ndlr: Centre pour le développement des compétences relatives à la vue) steet awer och en nächste Projet um Programm. Dat ass nämlech eng Wunnschoul, well et hei net nëmmen ëm d'Transitioun a Richtung vun der Beruffswelt soll goen, mee och ëm en autonoomt Liewen. An dat ass fir Leit, déi net gutt gesinn, net gesinn, sécherlech eng ganz besonnesch Erausfuerderung. Et ass awer méiglech, wa se dobäi begleet ginn. An duerfir ass dat ee vun deenen nächste Projeten.

Da wësse mer, datt mer fir Schüler mat spezifesche Besoinen um Enn vun hirer Scolaritéit allgemeng dräi verschidde Weeër hunn, déi se kënnen aschloen. Deen éischten - dee prioritär ëmmer ugestrieft sollt ginn - ass dee vum regulären Aarbechtsmarché, well et wichteg ass ze kucken, datt mer méiglechst vill Leit op de regulären Aarbechtsmarché kréien. Mee duerno gëtt et natierlech d'Atelierprotégéen an et gëtt awer och d'Services d'activités de jour, an déi déi jeeweileg Schülerinnen a Schüler um Enn vun hirer Scolaritéit kënnen orientéiert ginn a wou se dann och kënnen dorobber preparéiert ginn, datt net dat eent einfach deen een Dag an der Schoul am Kompetenzzentrum ofbrécht an dann deen aneren Dag an engem Aarbechtsverhältnis ufänkt, mee datt ee wierklech och spezifesch am Virfeld - an dat kënnen net nëmme Méint, dat ka vill méi laang sinn - drop hischafft.

Här President, ech hunn a kuerze Wierder probéiert, nach eemol d'Schwéierpunkte vun der Reform ze resuméieren a wéi mer geduecht hunn, se ëmzesetzen a wou mer haut stinn, e Bléck op d'Evaluatioun ze riichten an awer och nach eng Kéier kuerz d'Perspektive fir déi Jonk aus de Kompetenzzenteren a Richtung vun der Aarbechtswelt ze skizzéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Asselborn-Bintz fir eng Zousazfro.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Jo. Merci, Här Minister, fir déi interessant Explikatiounen. Ech wollt awer just froen, well ech lech eng, zwou Froe gestallt hat, déi Der mer elo net konkreet beäntwert hutt, ob Der vläicht awer eng Äntwert drop hätt. Dofir stellen ech lech se dann nach eemol.

Ob et effektiv esou ass, dass verschidde Kanner a verschiddenen Zenteren elo direkt keng Plaz kréien. A wa jo - wann also déi vun der CNI och dohinner, ech soen net placéiert, mee dohinner geschéckt ginn -, wou ginn déi dann hin? An ob et effektiv esou ass, dass aus iergendwelleche Grënn eventuell net genuch Personal zur Verfügung gestallt ka ginn. Ass dat effektiv esou?

An déi aner Fro ass déi mat de Jugendlechen. Ech hat gefrot, ob et och nach eng Pist wär, fir vläicht esou en Apprenti - Wéi hat ech e genannt? Elo weess ech selwer net méi, wéi ech e genannt hunn -, en Apprenti à besoins spécifiques, oder esou, vläicht anzeféieren. Ob dat och eng Pist kéint sinn. Wann Der mer dat vläicht nach kéint beäntweren, da wär ech ganz frou.

Merci.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Den Apprentissage fir Kanner mat extrae Besoinen ass och schonn en Theema gewiescht. Mir hunn eis och zesumme mam Familljeministère schonn doriwwer ausgetosch. An et gëtt e puer Méiglechkeeten: Et gëtt natierlech och do de regulären Apprentissage, bei deem och d'Kanner mat extrae Besoinen absolutt d'Méiglechkeet hunn an Zougang hunn. Et gëtt dann awer och fir Kanner, déi méi wäit ewech si vun enger regulärer Aktivitéit, sécherlech d'Méiglechkeet, en aneren Apprentissage ze maachen. Mir wëssen, datt d'Reegel vun eisem Apprentissage, vun eiser Formation professionnelle - op jidde Fall déi, déi mer wëllen ustriewen - den duale System ass, bei deem een dann och an den Entreprisë mat ausgebilt gëtt. Dat geet natierlech net fir all Kand mat engem extrae Besoin. Do soll een nodenken, fir eng zweet Méiglechkeet ze schafen. Mir sinn awer - wëll ech oppe soen - net am Moment vun deem Reflexiounsprozess do ukomm.

Ech hu selwer elo keng Kenntnis vun Demanden, deene mer net kënnen nokommen. Ech ka mech awer doriwwer informéieren an lech dann déi Äntwert och vläicht schréftlech zoukomme loossen, a wat fir enge Kompetenzzenteren dat wär a wéi mer da gedenken, dorobber ze reagéieren. Ech selwer hunn awer elo dozou keng Informatiounen.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

4. Question élargie n° 106 de Mme Diane Adehm relative aux modalités de calcul du contingent de leçons au niveau de l'enseignement fondamental

Mir kommen elo zu der erweiderter Fro Nummer 106 vun der Madamm Diane Adehm iwwert d'Berechnungsmodalitéite vun de Schoulstonnen an der Primärschoul. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Woche gouf an de Gemengen a Schoulsyndikater d'Schoulorganisatioun fir d'Rentrée 2021/2022 ausgeschafft. An der Press konnt ee kierzlech bei enger grousser Gemeng hei am Land verfollegen, wat dat all Joer bedeit fir déi concernéiert Acteuren: d'Politik, d'Enseignanten, awer och d'Elteren.

Am konkreete Fall, deen ech elo uschwätzen, geet et ëm eng Gemeng, déi de Choix getraff huet, fir Quartiersschoulen ze hunn an net grouss zentral Schoulen. Eng Gemeng, déi ech nach vill besser kennen, huet viru ganz laanger Zäit déi selwecht Entscheedung getraff. Grad an der haiteger Zäit deet et de Kanner oft gutt, wa si hiren Dag a méi klenge Strukture kënne verbréngen a wa si moies an owes am Schoulbus net mussen am Stau stoen.

Här Minister, de Contingent u Leçone geet zréck op d'Schoulgesetz vum 6. Februar 2009. D'grousshierzoglecht Reglement vum 18. Februar 2010 definéiert, wéi de Contingent sech zesummestellt.

Op der Basis vun dëse legalen Texter hunn ech folgend Froen un den Här Minister. Éischtens: Sinn d'Krittären, fir de Contingent opzestellen, fir lech, Här Minister, nach ëmmer déi richteg? Geet et duer, fir einfach ee Contingent de base, baséierend op der Kannerzuel, an ee Contingent, baséierend op Critères socio-économiques et socioculturels opzestellen? Dësen „Indice socio-économique", wéi en um Terrain genannt gëtt, ass nämlech eng Zort schwaarz Këscht a kee weess richteg, wéi en zustane kënnt.

Zweet Fro: Missten net eventuell nei Krittären derbäikommen, respektiv déi besteeënd Krittäre verfeinert ginn?

Ech erkläre mech: Aktuell dréit de Contingent zum Beispill der Zuel vun de Schoulgebaier, déi eng Gemeng huet, keng Rechnung. Geneesou wéineg gëtt gekuckt, wivill Kanner pro Cycle ageschriwwe sinn. Wann ech awer - wéi virdru beschriwwen - eng Gemeng hunn, déi de politesche Choix getraff huet, fir méi kleng Quartiersschoulen ze hunn, an deenen och nach sämtlech Cyclë sollen ugebuede ginn - an dëst amplaz vu groussen Zentralschoulen -, dann huet dës Gemeng Problemer, fir mat deem Contingent u Stonnen, déi si kritt, hir Schoulorganisatioun opzestellen an dobäi nach eenegermoossen equilibréiert Klasseneffektiver ze hunn.

De facto bestëmmt eigentlech de Ministère iwwert de Wee vum Contingent, wéi eng Schoulpolitik eng Gemeng mécht. An dat geet aktuell éischter a Richtung vu groussen Zentralschoulen.

Wann haut Kanner mat spezifesche Besoinen an enger Klass sinn - dëst ass meng drëtt Fro -, da ginn dës Kanner en charge geholl vun der ESEB. Um Niveau vum Contingent gëtt dëse Kanner net Rechnung gedroen. Wëssend, dass et awer oft laang dauert, bis den Enseignant eng Hëllef an der Klass huet, an dass dës Hëllef nëmme stonneweis ass, wier et net ubruecht, och d'Zuel vun dëse Kanner um Niveau vum Contingent ze betruechten?

Véiert Fro: Ass de Minister der Meenung, dass een nach ëmmer soll bei enger Moyenne vu 16 Kanner pro Klass bleiwen, wëssend, dass d'Schoulpopulatioun weesentlech geännert huet iwwert déi lescht zéng Joer?

Fënneft Fro: Ass de Minister gewëllt, eng Evaluatioun iwwert d'Applizéiere vum Contingent ze maachen? Schliisslech gëtt et de Contingent elo zënter zéng Joer.

Sechst Fro: D'grousshierzoglecht Reglement gesäit vir, dass eng Gemeng oder ee Schoulsyndikat kann zousätzlech Leçonen ufroen am Kader vum Contingent. Gëtt et vill Gemengen oder Schoulsyndikater, déi vun dëser Méiglechkeet Gebrauch maachen? A gëtt et am Ministère eng Lëscht mat Krittären, déi gekuckt ginn, fir esou zousätzlech Leçonen ze maachen oder ze accordéieren oder gëtt dat éischter à la tête du client gemaach?

Siwent a lescht Fro: D'Primo-arrivanten an d'Flüchtlingskanner kënne wärend zwee Joer deelweis an eng Classe d'accueil goen, déi och extra vum Ministère accordéiert gëtt. Déi aner Zäit sinn dës Kanner an hirer Classe d'attache. Duerno, wann déi zwee Joer eriwwer sinn, ginn dës Kanner zesumme mat deenen anere Kanner an eng regulär Klass. Wann dës Kanner schonn e bësse méi al sinn an an engem anere Schoulsystem alphabetiséiert gi sinn, geet et oft mat deenen zwee Joer Classe d'accueil net duer. Gëtt dru geduecht, fir zousätzleche Contingent fir dës Kanner virzegesinn?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Villmools merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Merci och un d'Madamm Adehm fir dës dach prezis Froen. Virun allem par rapport zu där schréftlecher Ukënnegung ass dat doten dach scho ganz an den Detail gaangen. Ech wäert duerfir probéieren, sou gutt wéi méiglech dorobber ze äntweren.

Ech mengen, mir musse kucken, vu wat mer alles schwätzen. Mir hu virdru gekuckt, wéi considerabel déi Efforte sinn, déi mer maachen, fir de Kanner mat extrae Besoinen entgéintzekommen an se ze ënnerstëtzen, datt mer dat op e puer Niveaue maachen. An ech mengen, d'selwecht däerfe mer eis och bei deene Ressourcen, déi mer de Grondschoulen an de Gemengen zur Verfügung stellen - och fir d'Grondschoul ze organiséieren -, net nëmmen op déi Schoulmeeschterinnen a Léierinne fokusséieren, déi mer do zur Verfügung stellen, mee sollen nach eng Kéier kucken, wéi sech de gesamte Personaltablo eigentlech entwéckelt huet am Laf vun deene leschten zéng Joer, zanterdeem de berüümte Contingent a Kraaft getrueden ass.

An do ass et sécherlech esou, datt mer e Bild hunn, bei deem mer gesinn, datt mer ënnert dem Stréch méi Ressourcen hunn, fir d'Kanner ze encadréieren, ewéi dat viru gutt zéng Joer de Fall war, wat op ville Plazen offensichtlech eigentlech net esou gesi gëtt, well een nach ëmmer héiert, datt duerch de Contingent d'Kanner Ressourcen entzu kritt hätten. Nee. Et ass eigentlech de Contraire geschitt. Wuel an deenen éischte Joren no 2010, wou de Contingent a Kraaft getrueden ass, sinn d'Ressourcë pro Kand - well mer dat jo dann ëmmer als Nombre de leçons par élève ausrechnen - erofgaangen. Dat waren an dem Calcul fir 2010/2011 2,28 Leçone pro Kand an der Moyenne iwwert d'ganzt Land ewech. Am Schouljoer 2015/2016 waren et nëmmen nach 2,23 Leçone pro Kand an der Moyenne iwwert d'ganzt Land ewech. Wuel verstanen: Do waren Enseignanten dran, do waren d'I-EBSen dran, dat heescht d'Instituteurs spécialisés fir den Encadrement fir d'Kanner mat extrae Besoinen, an do waren awer och d'ESEBe mat dran, well déi jo och an deene Klassen do intervenéieren. Net mat agerechent sinn an deem heite Calcul zum Beispill spezialiséiert Enseignantë fir d'Entwécklung vum digitale Léieren, d'Schoulentwécklung, déi mer de Schoulen jo och zur Verfügung stellen, mee déi awer net mat de Kanner an de Klasse schaffen.

Zanter dem Schouljoer 2015/2016 si mer allerdéngs erëm eropgaange mat dem Encadrement vun de Kanner alleguerten. Nämlech da vun 2,23 vun 2015/2016 op 2,37 Leçone pro Kand am Schouljoer 2020/2021. Mer sinn also an den éischte fënnef Joer vum Contingent bei de Ressourcen, déi bei de Kanner ukomm sinn, ëm 2,1 % erofgaangen, fir duerno bis d'Schouljoer 2020/2021 ëm 6,3 % eropzegoen. An dat mat all deene Ressourcen, déi mer de Schoulen zur Verfügung stellen, fir sech organiséieren ze kënnen a fir d'Klasse besetzen ze kënnen an awer gläichzäiteg och deenen extrae Besoine vun de Kanner gerecht ginn ze kënnen.

An ech fannen, datt bei allen Diskussiounen, déi een iwwert de Contingent ka féieren an no zéng Joer och eng Kéier féiere muss, mengen ech, d'Analys, ob déi Berechnungen, wéi se gemaach ginn, der Realitéit haut nach Rechnung droen, dee richtegen Usaz ass. Mir mierke jo ganz dacks, datt de Contingent, dee mer un Enseignantsstonnen zur Verfügung stellen, an der Majoritéit vun de Fäll genotzt gëtt, fir Klasseneffektiver ze reduzéieren, fir méi Klasse mat manner Schülerinnen a Schüler an der Klass ze maachen. Dat hëlleft awer net onbedéngt, fir zum Beispill méi differenzéiert ze schaffen, fir Kanner mat extrae Besoinen - wann ee Besoin do ass - geziilt ze hëllefen. Duerfir fannen ech et richteg, datt mer eeben op en zweete Wee gaange sinn, de Schoule Ressourcen zur Verfügung ze stellen: net nëmmen Enseignanten op där enger Säit, mee awer och spezialiséiert Personal fir Kanner mat extrae Besoinen.

Mir hunn och déi Gemengen, déi Schwieregkeeten hunn, fir d'Schoulorganisatioun esou opzekréien, an an deenen et Härtefäll gëtt an an deenen et natierlech och - virun allem bei klenge Schoulen - emol virkënnt, datt een entweeder eng Klass mat op eemol 24 Schülerinnen a Schüler mécht oder zwou vun zwielef. Déi vu 24, dat ass ze vill an da muss een natierlech ganz niddreg goen. Dann ass een énnert der Moyenne vu 16, déi virdru genannt ginn ass. Do komme mer natierlech entgéint.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, a wat fir engem Mooss mer entgéintkommen, mee et wonnert mech e bëssen, datt déi Fro hei gestallt gëtt, well ech lech an deene leschte Woche bal alleguerten, déi hei Buergermeeschter oder Schoulschäffe sinn, Bréiwer geschéckt hunn, an deene mer geschriwwen hunn, datt mer lech beim Opkréie vun der Schoulorganisatioun dach ganz generéis mat supplementäre Ressourcen, mat engem Surplus u Contingent hëllefen.

2010/2011 waren et 1.780 Leçonen, déi mer iwwert deen dote Wee als Surplus ginn hunn. Et si mëttlerweil 4.492 Leçonen, déi mer alle Gemengen zur Verfügung gestallt hunn, fir op deen normalen, reguläre Contingent drop ze hëllefen - woubäi mer spezifesch Fäll hunn, wéi ech der zum Beispill elo genannt hunn -, fir Schoulorganisatioune kënnen opzekréien.

Ech wëll awer och eng Kéier soen: Dat doten, dat sinn 200 Enseignanten, wou mer zousätzlech 200 Enseignantsposten accordéieren! An dat an enger Situatioun, wou mer jo wëssen, datt mer et net einfach hunn, 200 Enseignanten och ze fannen dobaussen. Hätte mer dat net gemaach déi lescht Joren, wär de Problem vum Rekrutement sécherlech net esou urgent ginn, wéi en haut ass.

An dat, denken ech, ass dee Punkt, dee mer awer ëmmer mussen am Hannerkapp behalen, wa mer iwwert de Contingent schwätzen. Well wéi ech nach Schoulorganisatioun gemaach hunn an der Gemeng Déifferdeng - dat sinn elo mëttlerweil eng Rei vu Joren hier -, hunn ech probéiert, ëmmer den Equiliber ze fannen tëschent deem, wat pedagogesch sënnvoll ass fir d'Kanner dee Moment, an awer och ze kucken: Wat fir eng Ressourcen hunn ech iwwerhaapt? Well et ass schéin, eng Schoulorganisatioun ze maachen, déi vläicht gutt um Pabeier ausgesäit, mee wann ech awer net weess, ob ech diploméiert Personal herno fannen, fir dann och déi Stonnen do ze assuréieren, da gesäit dat schonn erëm eng Kéier ganz aneschters aus. An duerfir muss een dat, mengen ech, och am Hannerkapp behalen.

Bei de Classes d'accueil ass et jo och esou, datt mer déi Classe-d'accueilen och ganz vum Staat mat iwwerhuelen. Et ass awer och esou, datt dat ee Krittär ka sinn, fir e Surplus vum Contingent ze kréien. A ganz oft ass dat jo och den Argumentaire, deen d'Gemenge formuléieren.

Ofschléissend, Här President, wëll ech nach soen, datt mer zwou Evaluatioune momentan lafen hunn. Eng ass vum LISER, dee jo chargéiert ass vun eis, fir de Mechanismus vun deem soziale Koeffizient, wou eng Gemeng duerch hir sozioekonomesch Situatioun vun hirer Populatioun e Surplus vu bis zu 20 % vum Contingent ka kréien - vu bis zu 20 % vum Contingent, dat mécht jo awer erëm eng Kéier wierklech eppes aus -, fir do déi Berechnungen nach eng Kéier ze analyséieren an och ze kucken, ob se den aktuelle Gegeebenheeten iergendwéi ugepasst sinn.

Ech wëll och soen, datt ech den Observatoire de la qualité scolaire chargéiert hunn, generell eng Evaluatioun iwwert de Contingent ze maachen an och vun den Effete vum Contingent an deene leschten zéng, eelef Joer. An ech hoffen, datt mer deemnächst och eng Kéier d'Geleeënheet hunn, an der Kommissioun oder hei och am Plenum vläicht doriwwer ze diskutéieren, fir ze kucken, ob mer dat erreecht hunn, wat mer wollte mam Contingent, nämlech méi eng gerecht Verdeelung vun de Ressourcen. Dat ass sécherlech mëttlerweil erreecht, well mer hunn eng Konvergenz do kritt.

Awer sécherlech musse mer och d'Fro stellen, ob mer mat deem soziale Surplus, dee mer ginn, wierklech och déi Gemengen, déi Kanner an déi Schoulen erreechen, déi mer brauchen. Ob dat och duergeet, dat ass sécherlech eng Fro, déi sech muss gestallt ginn. An awer och, zu wat fir enge Phenomeener et bei der Schoulorganisatioun geféiert huet an ob déi Ressourcen esou agesat ginn, datt se wierklech benefique si fir d'Kand, fir d'Schülerinnen a fir d'Schüler. Well och do gëtt et jo awer an der Wëssenschaft eng ganz Rei vun Analysen, déi soen, datt e Reduzéiere vum Klasseneffectif aleng sécherlech net dee richtege Wee ass.

Sécherlech wëlle mer keng Effectiver vun 20 plus, dat ass ganz kloer. Mee awer ëmmer nëmme manner Kanner an der Klass ze hunn, dat erliichtert et net onbedéngt, Schoul ze halen. Dat ass net onbedéngt direkt déi Léisung, fir besser kënnen ze differenzéieren an op déi eenzel Stäerkten a Schwächte vun de Schülerinnen a Schüler besser kënnen anzegoen. An dofir sollte mer dorobber sécherlech och nach eng Kéier e kritesche Bléck kënne werfen. Virun allem, ob de Contingent eis et dann erlaabt huet, an der Schoul sécherzestellen, wéi et am Gesetz vun 2009 virgesi war, nämlech eebe grad differenzéiert an am Cycle kënnen ze schaffen. Dat ass deen Optrag, deen ech dem Observatoire ginn hunn. A mir waarden eigentlech do op d'Resultater. An dat soll eis, eis alleguerten an der Politik, och déi néideg Orientatioun ginn, fir an Zukunft iwwert d'Ausriichtung vum Contingent ze schwätzen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

5. 7778 - Projet de loi relative à la construction du contournement de Hosingen (E421/N7)

7779 - Projet de loi relative à la mise à 2x2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et Ettelbruck

7780 - Projet de loi relative à la sécurisation de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch ass déi gemeinsam Diskussioun vum Projet de loi 7778 iwwert de Bau vum Housener Contournement, vum Projet de loi 7779 iwwert den Ausbau vun der B7 tëschent Schieren an Ettelbréck an dem Projet de loi 7780 iwwert d'Ofsécherung vun der N7 tëschent dem Fridhaff a Wäiswampech. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Aly Kaes, den Här André Bauler, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi 7778, déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics sur le projet de loi n° 7778

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Projet de loi 7778 ass genee wéi déi zwee aner Projet-de-loien, de 7779 an de 7780, déi mer de Mëtten um Ordre du jour regruppéiert hunn, e Finanzéierungsgesetz fir e Stroossebauprojet vum Mobilitéitsministère. Dës dräi Projete goufen zesummen deposéiert a ginn de Mëtten och hei zesummen diskutéiert, well se all een Deel vun där selwechter Stroossenachs betreffen.

Beim Projet de loi 7779 geet et ëm d'Stroossesteck nom Schluss vun der Autobunn A7 op Colmer-Bierg, wat offiziell B7 heescht. Beim Projet de loi 7780 geet et ëm d'Securisatioun vun der N7, der sougenannter „Dräibunn", ab dem Rond-point Fridhaff bis op Wäiswampech. A beim éischte Projet vun dësem legislativen Trio, dem 7778, vun deem ech d'Rapportrice sinn, geet et ëm de Contournement vun Housen, deen och zu der N7 gehéiert. An heimat géif ech dann och mam eigentleche Rapport vum Projet de loi 7778 ufänken.

De Projet vum Housener Contournement ass Deel vun der Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit, der MoDu 2.0. 2013 louch de Volume vum Trafick an der Section transversale vun der N7 zu House bei ronn 10.000 Autoen den Dag. Haut schwätze mer vun ëm déi 17.000 Autoen den Dag. Haaptzil vun dësem Projet ass et, d'Uertschaft House wäitgeeëndst vum Duerchgangstrafick ze entlaaschte respektiv d'Haaptstrooss a puncto Duerchgangstrafick quasi stëllzeleeën. D'N7, wéi se elo ass, gëtt ab deem Moment zréckgebaut, wann den Housener Contournement mat där neier N7 bis a Betrib ass.

Dës Ëmstrukturéierung soll haaptsächlech zu enger Opwäertung souwéi enger Revaloriséierung vum Uertskär vun Housen an enger Augmentatioun vun der Liewensqualitéit vun de Bewunner féieren.

Tëscht 1998 an 2018 goufe verschidden Etüden duerchgefouert, fir sech schlussendlech 2018 fir d'Variant mat engem Korridor westlech vun Housen ze entscheeden. De Contournement House fänkt beim Rond-point Op der Héi, wann een aus der Stad kënnt, un an hält 4,4 Kilometer an nërdlecher Richtung e puer Honnert Meter nom neien Echangeur Housen-Nord op der Héicht vun Duerscht op a befënnt sech ausschliisslech um Territoire vun der Gemeng Parc Housen.

De Contournement ass och am Kontext vun der Securisatioun vun der N7: Hei ginn eng ganz Rei Tronçone securiséiert, wou eng Mëttelleitplank gebaut gëtt, an den Tronçon vun dësem Contournement ass och an där nämmlechter Philosophie geplangt. Dat heescht, datt och hei eng Mëttelleitplank iwwert dee ganzen Tronçon virgesinn ass.

De komplette Projet vum Contournement House stellt sech follgendermoossen zesummen: De Contournement selwer beinhalt nieft den normale Stroossendeeler och nach aacht Ouvrage-d'arten. Dat si véier Passages inférieurs, déi ënnert dem Contournement erduerchginn, wouvun der zwee sougenannt Ouvrages biotopes sinn, dat heescht Passagë fir d'Fauna a fir eventuell Baachen, dann zwee Passages supérieurs, wou Brécken iwwert de Contournement kommen, eng Tranchée couverte an eng Wëldbréck. Dann zielen nach véier Bassins de rétention derzou, de Reamenagement vun der Traversée vun Housen, den Deplacement vun engem Stéck vun dem CR324, deen d'N7 zu House schneit, d'Integratioun vun enger Vëlospist duerch Housen, der PC7, déi och fir de Rescht vum N7-Projet virge-

sinn ass, souwéi eng Rëtsch wichteg Travail-connexen, wéi zum Beispill Schallschutzmaueren, Ëmweltmoossnamen, technescht Ekipement oder fir de CITA.

D'N7, wéi mer se haut kennen, gëtt 5,5 Meter méi breet gemaach. Op der Säit, wou eespuereg gefuer gëtt, kënnt eng Bande d'arrêt d'urgence derbäi. An der Mëtt, wéi scho virdru kuerz erwäänt, kënnt eng Mëttelleitplank an op där anerer Säit dann zwou Spueren. Dat heescht, d'N7, wéi mer se haut kennen, mat enger Fuerbreet vun 11,5 Meter, kritt an Zukunft eng Breet vu knapp 17 Meter tëscht den äussere Leitplanken.

Am ganze Raum House goufen Etüden iwwert d'Akustik gemaach. Hei gouf den aktuelle Stand gemooss a Simulatioune goufe gemaach fir ze garantéieren, datt keen duerch d'Verleeë vun dem Tronçon zu Schued kéim. Fir d'Leit an de Citéë respektiv déi, déi do um Bord wunnen, virum Kaméidi vum Trafick ze schützen, komme Schallmauere vun enger Héicht vun ongeféier dräi Meter dohinner stoen.

Ech probéieren, eng Kéier imaginär mat Iech duerch de Contournement ze goen: Wéi virdru scho gesot, fänkt de Contournement beim Rond-point un. Nom Zoning kënnt dann een éischten Ouvrage, an zwar e Passage inférieur, wou mam CR324 Richtung Wëlwerwolz ënnert dem Contournement duerchgefuer gëtt. Als nächst kënnt e weidere Passage inférieur, wou och eng Baach leeft. Hei gëtt e bësse méi e groussen Ouvrage gebaut, well dann och déi ekologesch Duerchgängegkeet garantéiert ass, wou d'Petite faune fräi zirkuléiere kann.

Als Nächst kënnt eng Kopp, wou en Tunnel muss gebaut ginn. Dësen Tunnel gëtt als Tranchée couverte gebaut, wat esouvill heescht, wéi datt als Éischt e grousst Lach gebuddelt gëtt, do gëtt den Ouvrage dann dragebaut an da gëtt et nees zougetippt. Den Tunnel gëtt véierspuereg ausgeluecht, dat, well iwwert déi ganz N7 e gewëssene Rhythmus vun ëmmer 1,2 Kilometer Iwwerhuelspuer ass. A fir dee Rhythmus net ze ënnerbriechen, geet et véierspuereg duerch den Tunnel. Dat huet awer och nach e weidere Virdeel, an zwar erméiglecht dat et, wa mol Entretiensaarbechten am Tunnel sinn, den Tunnel net komplett mussen zouzemaachen, mee et kann ëmmer een Tüb opbleiwen.

Nom Tunnel - Richtung Norde - kënnt als nächst en Duerchgang fir d'Landwirtschaft. Hei ass gekuckt ginn, datt d'Landwirtschaft net blockéiert gëtt an datt weider vun enger Säit op déi aner ka gefuer ginn, fir d'Felder ze bewirtschaften.

En plus gëtt hei déi al N7 fir d'PC7 benotzt, wou eng duerchgängeg Vëlospist kënnt, an dat vum Fridhaff bis erop op Wäiswampech. D'Infrastruktur fir Foussgänger a Vëloe gëtt also weider optimiséiert. D'Gesetz iwwert d'nationaalt Vëlosverkéiersnetz mat der Ubannung u kommunal Pistes cyclables gesäit eng nei strukturell Verbindung am Norde vun der PC7 vir, déi d'Nordstad mat der Nordspëtzt vum Land verbanne soll.

Als nächst kéim dann de Passage gibier fir de Wëldwiessel.

Da kënnt Duerscht, wou e Carrefour dénivelé gebaut gëtt. Hei kënnt en zousätzlechen Ouvrage, deen iwwert d'N7 geet, fir d'RGTR-Busser unzeschléissen. Déi dräi Kategorië vu Buslinnen, d'Expressbuslinnen, d'Zoubréngerlinne souwéi d'Busser op Demande wäerten allen dräi zu Housen duerch e Pôle d'échange accessibel sinn. Hei profitéiert d'Gemeng och, fir e klenge Park beim Pôle d'échange am Zentrum vun Housen ze amenagéieren.

E weidere Punkt, dee bei der Planung vum Contournement House berécksiichtegt gëtt, ass, datt hei de maximalen Erhalt vun de Biotope souwéi vun de Liewensraim, déi et do gëtt, assuréiert soll ginn.

An elo kommen ech zum Schluss an och op den eigentleche formellen Inhalt vun de véier Artikele vun dësem Finanzéierungsgesetz, déi vum Prinzip hier fir déi dräi Projeten identesch sinn, ofgesi vun der definéierter Budgetslimitt fir de jeeweilege Projet.

Mam Vott vum Projet 7778 gi mer als Chamber der Regierung den Ok fir de Fonds des routes, Depensë vu maximal 154,35 Milliounen Euro fir de Projet Contournement Housen auszeginn, e Montant, dee wéi üblech un de Bauindex gebonnen ass, an d'Aarbechte ginn an engems als Utilité publique deklaréiert.

De Projet de loi 7778 gouf de 4. Mäerz dëst Joer vun eisem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, dem Här François Bausch, an der Chamber deposéiert. De Staatsrot huet säin Avis den 11. Mee ofginn an hat keen Awand. Doropshin huet d'Mobilitéits- an d'Travaux-publics-Kommissioun mech den 21. Mee 2021 als Rapportrice designéiert an de Rapport gouf de 17. Juni unanime an der Kommissioun ugeholl.

An heimat ginn ech d'Wuert weider un de Carlo Back a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary. A wéi si gesot huet, geet d'Wuert elo un de Rapporter vun de Projets de loi 7779 a 7780, den honorabelen Här Carlo Back.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics sur le projet de loi n° 7779

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, ech fueren da virun. Ech kommen awer erëm eng Kéier méi no bei d'Stad, an zwar op Schieren oder Schieren-Ettelbréck. Hei geet et ëm d'Mise à 2x2 voies vun der B7 tëschent dem Echangeur vu Schieren an dem Echangeur vun Ettelbréck.

Bei dësem Projet de loi geet et ëm d'Autorisatioun fir d'Mise à 2x2 voies vun der B7, wéi gesot, tëschent dem Echangeur Schieren an dem Echangeur Ettelbréck, an dat fir e maximale Käschtepunkt vu 57,5 Milliounen Euro, deen awer wéi üblech un d'Evolutioun vum Bauindex gebonnen ass, sou wéi bei deenen anere Projeten och.

Firwat dëse Projet? Dëse Projet vun der Mise à 2x2 voies vun der B7 ass néideg ginn, well et ëmmer erëm wéinst dem Schluss vun der Autobunn a beim Echangeur Ettelbréck, do wou een also fir an Ettelbréck wëllt erausfueren, zu Réckstaue kënnt, wann een aus der Stad kommend a Richtung Norde fiert. Dëst Stéck vun der B7 huet nëmmen eng Spuer fir d'Autosfuerer, soudatt et op dësem Stéck evidenterweis zu Réckstaue kënnt bei héijem Verkéier, wa vill Leit eebe wëllen zu Ettelbréck erausfueren. Déijéineg, déi an den Norde virufueren, déi stinn dann, wéi gesot, an deem Stau do dran.

Dës Verbreederung bedeit, datt mat e puer Aschränkungen de Profil type vun der Autobunn weidergefouert gëtt, dat heescht, mat op all Säit zwou Spuere plus enger Pannespuer an och engem Terreplein central, also eng Oftrennung tëschent deenen zwou Säite vun zwee Meter. Et komme Leitplanken derbäi souwéi och e Schallschutz.

Dëse Projet ass och e bësse méi komplizéiert, well dës Strooss an engem Hang läit an och mussen Dällten, also kleng Däller, iwwerbréckt ginn. Dann ass och d'Entdeckung vun engem Site archéologique beim Echangeur vu Schieren derbäikomm, mat enger Réimervilla, déi sech als zimmlech remarkabel erwisen huet an huet musse konservéiert ginn. Dat huet deemno och zu enger Ännerung vum Plang an zu Verzögerung beim Ausschaffe vun dësem Stroossebauprojet gefouert.

Fir dëse Projet ze realiséieren, gëtt en zweete Viaduc niewent deen aktuelle Viaduc vu Schiere gebaut, dat ass ongeféier e Stéck vu 400 Meter. Des Weidere ginn och zwee (veuillez lire: och dräi) Bassins de rétention, also Réckhaltebecken, gebaut, fir déi Quantitéite vu Reewaasser opzefänken, déi duerch dësen Ausbau bedéngt sinn.

Am Projet sinn och Écrans acoustiques, also Schallschutzmaueren, iwwer eng Längt vun 3,4 Kilometer virgesinn, well d'B7 dach awer ganz no bei den Awunner vu Schieren an Ettelbréck laanschtgeet.

Wat den Terrain ugeet, mussen nach Emprisë vun ongeféier 1,2 Hektar kaaft ginn, fir de Projet ze realiséieren. Fir an deem Kontext all Eventualitéit virzegesinn, gëtt de Projet d'utilité publique deklaréiert, esou wéi och déi aner Projeten.

D'Finanzrumm fir dëse Projet gëtt, wéi schonn ugangs gesot, op 57,5 Milliounen Euro fixéiert an iwwert de Fonds des routes finanzéiert.

D'Gesetz ass de 4. Mäerz 2021, esou wéi och déi aner Projeten, vum Minister Bausch deposéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot ass vum 11. Mee 2021. De Rapport, esou wéi en hei virläit, ass de 17. Juni an eiser Kommissioun ugeholl ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren zu deem Projet. A wann Der erlaabt, Här President, dann ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir hutt d'Wuert, Här Back, fir och de Rapport vum Projet de loi 7780 ze maachen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics sur le projet de loi n° 7780

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Maja, gutt, a villmools merci. De Projet 7780, do geet et ëm d'Securisatioun vun der N7 tëschent Fridhaff a Wäiswampech. D'N7 ass d'Strooss, déi an der Verlängerung vun der Autobunn A7 an dem Tëschesteck B7 d'Nordstad mam Norde vum Land verbënnt an an d'Belsch virugeet. An déi gesamt Achs aus A7, B7 an N7 stellt zesummen d'Europastrooss E421 duer, déi eis Haaptstad iwwert d'Wemperhaart mat der belscher N62 an der A27 genee wéi och mat der Bundesstraße 44 mat Ooche verbënnt.

Firwat gëtt dës Streck also ëmgebaut? Et geet virun allem drëms, d'N7 méi sécher ze maachen, an dat op ronn 25 Kilometer vun hirem Tracé, woubäi dann awer och zousätzlech de Contournement vun Housen derbäikënnt. Meng Kolleegin huet Iech dat jo virdru schonns virgestallt.

D'Analys vun den Accidenter huet Follgendes erginn: D'Accidenter si virun allem geschitt op de Points d'échange, dat heescht, op deene Plazen, wou d'Autoen no lénks ofgebéit sinn. Fir dëst ze maachen, hu se mussen déi géigeniwwerleiend Spuer iwwerqueeren. Eng aner Gefor besteet fir déi Autoen, déi vun enger Säitestrooss kommen an op d'N7, mee op déi géigeniwwerleiend Spuer, fuere wëllen. Och do musse se natierlech d'Strooss iwerqueeren. An och bei den Duerchfaarte vun den Agglomeratiounen ass et zu Accidenter komm.

Da kënnt och derbäi, datt nach schwéier a vill méi lues Gefierer, wéi zum Beispill Trakteren, op dëser Strooss zirkuléieren, woumat dee ganze Verkéier da sporadesch ausgebremst gëtt an eenzel Chaufferen dann och méi riskéiert Manövere gemaach hunn. Do derbäi kommen dann och nach Accidenter, déi duerch eng ze héich Vitess bedéngt sinn an zu Frontalkollisioune gefouert hunn, dëst dann och verbonne mat Schwéierverletzten an Doudegen.

Zur Informatioun: An deene leschten zéng Joer hunn eelef Leit hiert Liewe gelooss op där Streck. Et gouf insgesamt 34 Schwéierverletzter an 103 Liichtverletzter.

D'Securisatioun bedeit mat dësem Projet awer och, datt de Verkéier soll méi flësseg ginn, dëst virun allem mat Hëllef vun der reegelméisseg alternéierender duebeler Spuer a mam Vermeide vun ongënschtege Kräizungen an Ofbéisituatiounen.

Wat sinn déi grouss Linne vum Projet de loi? Den Tracé vun der aktueller N7 gëtt bäibehalen. D'N7 gëtt iwwerall op ronn 16 Meter Breet ausgebaut. Dat heescht, déi besteeënd Strooss gëtt ëm 5,5 Meter méi breet gemaach. D'Vitess op där ganzer Streck gëtt op 90 Kilometer d'Stonn alignéiert.

Déi follgend baulech Moossnamen droen zu méi Sécherheet bäi: D'Eliminatioun, wéi gesot, vun de Linksabbieger mat deem Iwwerqueere vun der géigeniwwerleiender Spuer gëtt mat dësem Projet de loi séchergestallt. Dat gëtt ersat mat Hëllef vun Échangeurs dénivelés. Wat ass dat? Wéi fonctionéieren déi? Ech ginn Iech ee Beispill: Den RGTR-Bus, dee Richtung Norde fiert, béit riets of, fiert dann ënnert der N7 op déi aner Säit, wou de Busarrêt ass. D'Busser kënnen dann erëm zréck op d'N7 kommen doduerch, datt se erëm eng Kéier ënnert der N7 erduerchfueren an erëm zréck op d'N7 kommen. Dës Échangeurs dénivelés droen dann och weesentlech zu méi Sécherheet bäi. Dräi esou Echangeure si virgesinn: Closdellt, Lëpschent a Maarnech.

Virun den Uertschafte kënnt e Giratoire, deen also Kreesverkéier erméiglecht. Dëst ass den Interface tëschent där 2+1-Spuer-Strooss, wou 90 Kilometer d'Stonn erlaabt sinn, an den Uertschaften, wou prinzipiell jo 50 Kilometer d'Stonn erlaabt sinn. Duerch d'Uertschaft geet et da virun op enger 1+1-Spuer-Strooss. Am Ausgank vun der Uertschaft kënnt dann erëm e Kreesverkéier, deen et dann erlaabt, zum Beispill Vëlosfuerer, déi op enger paralleller, ofgetrennter Vëlospist zu der N7 fueren, duerch d'Uertschaft ze féieren, oder deen et Gefierer erlaabt, déi op enger Niewestrooss gefuer sinn, an d'Uertschaft selwer eranzekommen. Dëse Kreesverkéier erlaabt et och de Chaufferen, zum Beispill den Ambulanzen an de Polizisten, ëmzedréien am Fall, wou en Accident op där anerer Säit geschitt ass.

Fir de Verkéier méi fléissend ze maachen, gi Sektiounen agebaut, déi alternéierend zwou plus eng Spueren hunn: Wärend ongeféier 1,2 Kilometer hutt Dir zwou Spueren zur Verfügung, soudatt Dir do ouni allze grousse Risiko en anert Gefier, wéi en Trakter zum Beispill, dee méi lues ass, kënnt iwwerhuelen. Hei sinn och Nothaltebuchte virgesi fir de Fall, wou Dir eng Pann hutt, soudatt de Verkéier net opgehale gëtt. An d'Chaufferen an der entgéintgesater Richtung hunn dann eng Spuer zur Verfügung. Iwwerhuelen ass fir déi natierlech net méiglech. Hei ass eng Bande d'urgence virgesinn, déi engem Auto, deen en panne ass, et erméiglecht ze parken, ouni datt domat de Verkéier opgehale gëtt. No 1,2 Kilometer geet et da fir Iech op enger Spuer virun. Déi 2+1-Systemer fannt Dir och am Ausland, notamment hei vir bei Landau a Pirmasens.

Déi zwou Richtungen ausserhalb vun den Uertschafte si getrennt duerch eng Bande vun ongeféier 1,5 Meter Breet, och nach TCP genannt: Terre-plein central. Hei ass dann och e Leitplankesystem opgestallt, deen och Frontalkollisioune soll verhënneren.

Des Weidere sinn och Ënnerféierungen oder Brécke virgesinn, déi et erlaben, op déi aner Säit vun der N7 ze kommen, mee ouni Op- oder Ausfaartsméiglechkeeten op d'N7. Dëst soll et zum Beispill den Trakteren erlaben, op déi aner Säit vun der N7 ze kommen, fir dann op d'Felder oder an d'Betriber kënnen ze fueren. Dëst dréit dann och erëm eng Kéier zu enger gréisserer Sécherheet bäi.

Dann ass och an dësem Projet de loi virgesinn, fir eng Rei Niewestroosse vun der N7 ze verbesseren, se méi breet ze maachen oder de Revêtement ze verbesseren, oder fir ze erlaben, datt dëse Réseau secondaire parallell zu der N7 duerchgeeënd ka verlafen.

Et gëtt och nach eng nei Vëlospist PC7 parallell zu der N7 gebaut, déi den Numm Skyline kritt. Déi geet vum Fridhaff bis op Wäiswampech. Den Numm ass als Erënnerung un Evenementer vun der Rundstedt-Offensiv am Zweete Weltkrich sou gewielt ginn.

D'Reewaasser op der N7 gëtt a 17 Bassins de rétention, Réckhaltebecken, gesammelt a gëtt dann iwwert déi besteeënd Baachen ofgefouert.

De Projet ass an dräi Sektiounen opgedeelt: vum Fridhaff bis d'Houschter Déckt 11 Kilometer, vun House bis Maarnech 7,2 Kilometer a vun Hengescht bis Wäiswampech 6,6 Kilometer.

D'maximal Finanzrumm, déi an dësem Projet de loi virgesinn ass, beleeft sech op ronn 247 Milliounen Euro a gëtt iwwert de Fonds des routes finanzéiert. Dës Käschte begräifen d'Aarbechten, d'Kompensatiounsmoossnamen an och d'Etüd- an d'Surveillancekäschten. D'Aarbechte sinn och als Utilité publique deklaréiert, wann nach Terrainen an Emprisë musse kaaft ginn.

D'Durée vun den Aarbechten, déi virgesi sinn, beleeft sech op ongeféier siwe Joer.

D'Gesetz ass de 4. Mäerz 2021 vum Minister Bausch deposéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot ass vum 11. Mee 2021. De Rapport, esou wéi en hei virläit, ass de 17. Juni an eiser Kommissioun ugeholl ginn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Carlo Back villmools Merci.

Fir d'Diskussioun vun deenen dräi verschiddene Projets de loi, wat eng gemeinsam Diskussioun ass, ass als éischte Riedner den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, Här Minister, Här President, fir d'éischt wëll ech emol e ganz grousse Merci der Madamm Chantal Gary soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport an natierlech dat selwecht dem Här Carlo Back fir déi aner zwee Projeten, wou hien zoustänneg war, fir hei de Rapport ze maachen.

Da wëll ech mer erlaben, ier ech a sech op déi dräi Projeten ze schwätze kommen, datt ech dach awer eng Kéier klorstellen, datt d'CSV et ni, ni - ech betounen „ni" - gefrot huet, datt eng Autobunn an den Norde soll kommen. D'CSV huet ëmmer, ëmmer gefrot, fir a sech 2x2 Spueren ze hunn, Contournementer vun allen Uertschaften, well et einfach fir eng Europastrooss net méi zäitgemëiss ass, datt et nach duerch d'Houschter Déckt, duerch Hengescht, duerch House geet - House gëtt jo elo gemaach - an duerch eng Rei aner méi kleng Agglomeratiounen an och duerch Wäiswampech, fir schlussendlech op der Wemperhaart ze landen.

Mir waren éiweg där Meenung a mir bleiwen där Meenung. An duerfir hu mer och den 9. Dezember 2014, bei Geleeënheet vun enger Interpellatioun, déi ech selwer gemaach hunn, ganz kloer nach eng Kéier déi wichtegst Punkten opgezielt: Dat si ganz kloer, wéi ech et scho gesot hunn, déi 2x2 Spueren, dann déi Trennung an der Mëtt, d'Contournementer vu sämtlechen Uertschafte bis op d'Wemperhaart an natierlech och, an ech mengen, dat ass och elo hei nach eng Kéier ganz speziell ugeschnidde ginn, d'Croisementer vun der N7, wat eng doudgeféierlech Saach ass a wou jo awer eng ganz Rei Punkten entschäerft ginn duerch déi Mesuren, déi elo stattfannen. Dat muss een einfach soen.

Et geet och net drëm, Här Minister - mir hu jo schonn dacks a vill driwwer matenee gestridden -, et geet hei net drëm, Poleemik ze maachen! Ganz éierlech, et geet drëm, sachlech Saachen ze soen, déi einfach esou sinn, wéi se sinn. Ech muss och einfach soen: Jo, merci, datt a sech Deeler scho realiséiert ginn! Zum Beispill 2x2, d'B7. Zum Beispill an deem Kontext, datt a sech bei dem Developpement vun der Nordstad eng vun de Méiglechkeeten ass, oder besser an d'Rumm gestallt ginn ass, datt a sech wéinstens emol bis op de Fridhaff 2x2 Spuere solle sinn. Dir selwer hutt mer an der Kommissioun geäntwert, wéi ech gefrot hunn: „Déi Aarbechten, déi dann elo do stattfannen, ass dat keng Contrainte fir den Ausbau vun 2x2 Spueren an der Zukunft?" Do hutt Dir mer gesot - a wann Dir dat sot, dann ass dat jo esou -, nee, dat wier kee Problem an do kéint een effektiv och duerch d'Zone d'activité mat 2x2 fueren.

Et ass natierlech, wéi den honorabelen Här Back gesot huet, wierklech eng Katastroph, de Moment a Richtung Norden ze fueren, an d'Situatioun ze kommen, datt een entweeder an der Sortie vun der Autobunn A7 zu Colmer am Stau ass oder dann awer am Stau ass, wann et dann e Réckstau gëtt op der Descente oder duerch deen Tunnel, dee Richtung Ettelbréck geet, d'Stad Ettelbréck. Wann et also do richteg zréckstaut, da staut et effektiv bis op de Contournement Schieren. A vu datt et do richtegerweis nëmmen eng Bunn gëtt, ass de Chaos perfekt.

Datt dat behuewe gëtt, kënne mir nëmmen ënnerstëtzen. An ech hunn och duerfir ..., ech mengen, dat wësst Der, Här Minister, mir hunn och als CSV ganz kloer gesot, datt mer déi dräi Projete géifen ënnerstëtzen. Dat heescht awer net gläichzäiteg, datt mer mat allem d'accord sinn, wat an deenen dräi Projeten ass. Mee wat elo d'B7 ugeet, déi 2x2 Spuere mat all deem, wat elo am Detail hei erkläert

ginn ass - et huet elo kee Sënn, et nach eng Kéier ze erklären -, ech mengen, do kënne mir nëmme Jo derzou soen. Well mer ganz einfach och ni - an ech betounen et nach eng Kéier, ni! - gesot hunn, et misst onbedéngt eng Autobunn ginn. Dat dozou.

Dann zu deem, wat d'Nordstad ugeet an den Developpement vun der Nordstad, do ass et esou, datt, mengen ech, et logesch ass, an dat hu mer an der Vergaangenheet och gesot, wann ee gären déi Nordstad developpéiert, datt een da muss wierklech och eng Haaptachs hunn. An dat ass och am Ausland esou. Do féieren déi grouss Achse mindestens emol bis hannert déi Agglomeratiounen, fir datt een ouni Problemer a wierklech optimal kann an de Verkéier agebonne ginn op deenen Achsen. Dat ass einfach esou. An ech mengen, doduerch, datt dat jo da mindestens envisagéiert ass, kënne mir dat och nëmmen ënnerstëtzen.

De Contournement Housen - ech wëll dann all déi Saachen, déi puer, déi ganz positiv sinn, virhuelen -, och do sinn ech natierlech frou. Do hat ech eng Kéier eng Fro gestallt, mee ech si virun allem emol frou, loosse mer dat mol soen, ech si frou, datt net, wéi urspréinglech virgesi war, nëmmen een Tunnel gebaut gëtt, mee der zwee gebaut ginn - keng Diskussioun. Dat hunn ech och dem Här Minister bei dëser oder där Geleeënheet gesot. En huet mer och geäntwert: „Majo, déi Ännerung ass a sech komm aus Sécherheetsgrënn." Ben, ech kann nëmme soen: All Respekt! Keng Diskussioun. Et ginn elo zwee Tunnelle gebaut mat jeeweils zwou Spueren dran. Och do gëtt et näischt derzou ze soen.

Et gëtt just derzou ze soen, datt et natierlech …, wann dat eng Kéier Realitéit ass, dat geet jo och alles net vun haut op mar. Ech hoffen awer, datt et esou séier wéi méiglech geet. Mee a sech kritt Housen domadder, och d'Madamm Gary huet et scho gesot, vill méi Liewensqualitéit. Et ass elo bal eng Onméiglechkeet, fir wierklech an där Uertschaft do un der Haaptachs ze wunnen. All déi Contrainten, déi een do huet, dat ass enorm. An duerch de Réckbau respektiv déi Verbesserungen an déi Adaptatiounen, déi an House selwer geschéien, an Zesummenaarbecht och mat der Gemeng Parc Housen, do ass iwwerhaapt näischt derzou ze soen. Dat ass ganz gutt. An dat ass zukunftsorientéiert an och dee Contournement ass zukunftsorientéiert.

Mee da muss een awer schonn erëm do soen: „Firwat ee Contournement? Firwat net direkt e Contournement laanscht all Agglomeratioun?" Well dee selwechte Problem …, ier mer deen heite realiséiert hunn, wäert och d'Problematik net nëmmen zu Hengescht sinn - well och do ass jo e Contournement virgesinn -, mee et wäert an der Houschter Déckt, et wäert zu Wäiswampech an op all deene Plazen, wou et duerch d'Agglomeratioun geet, eng Katastroph sinn.

An duerfir ass et einfach och an duerfir hunn ech och gesot an der Kommissioun - wou den Här Minister net schrecklech frou mat mer war, mee dat muss jo och net ëmmer sinn -, duerfir hunn ech och ganz kloer gesot, datt ech mer nach ëmmer Hoffnung maachen, well bei deenen enge Stécker jo elo ëmgeduecht ginn ass bei bestëmmte Saachen, datt och nach an deenen dote Punkten ëmgeduecht gëtt an datt mer awer schlussendlech eng Gesamtinfrastruktur hunn, déi zukunftsorientéiert ass. An déi kann nëmmen op der ganzer Streck 2x2 sinn. Ech mengen, dat muss ëmmer erëm gesot ginn, well dat ass awer e bëssen an de Vergiess komm. A mir brauchen eng Ubannung vun deem Ganzen - a mir mussen dann natierlech mat eise belschen Nopere schwätzen, mir kënne jo schlecht op hiren Territoire goen -, mee eng Ubannung vun där Europastrooss un d'Lécker Autobunn, déi viru St. Vith ass.

Dann hu mer nämlech eppes geschafft an dann hu mer och fir den Norde wierklech eppes geschafft an et brauch een net ronderëm d'Stad an de Stau ze fueren. Ech hunn dat och an der Vergaangenheet x-mol gesot. Ech soen et dann erëm eng Kéier: Et brauch een net ronderëm d'Stad an de Stau ze fueren, fir eng Autobunn ze fannen, mee et fiert ee ganz iwwert déi N7 bis viru St. Vith. Et fiert een do op d'Lécker Autobunn an et fiert een no lénks oder no riets, grad wéi een et brauch, fir dann an déi Achsen alleguer, déi Europa eis gëtt, eranzefueren.

Ech mengen, dat sinn eng Rei Iwwerleeungen. Wéi gesot, ech brauch weeder zur B7 nach méi ze soen, ech brauch och net zum Contournement vun House méi ze soen. Ech soe just: Et geet net duer mat engem Contournement!

Dann ass et awer esou, datt mer a sech och deen drëtte Projet, d'Securisatioun, wäerte stëmmen, contrairement zu deem, wat elo vläicht d'Leit mengen - mee eleng déi Verbesserungen, déi effektiv doduerch kommen, datt een net méi queer brauch iwwert déi Strooss ze fueren, fir sech anzereie respektiv wann een no ënnen oder no uewen, deemno wéi et dann ass, op d'N7 wëllt fueren. Dat ass kriminell op Plazen. Dat ass wierklech kriminell! Et zielt ee bis dräi, et fiert een eebe bei eent, bei zwee oder bei dräi. Wéi hat ech gesot: „Augen zu und durch!", mengen ech, hat ech 2014 gesot. Dat ass esou. An ech gesinn hei den honorabelen Här Bauler, dee mer bäiflicht, wann ech déi do Iwwerleeunge maachen.

Et ass effektiv esou, datt duerch déi „échangeurs dénivelés", wéi se dann heeschen, respektiv déi Ënnerféierung, déi realiséiert gëtt op der Closdellt, jo dann engersäits vu Méchela erop, mee anererséits och vun där Uertschaft, an där ech wunnen, vu Branebuerg aus iwwert den CR377 a sech kann op d'N7 gefuer ginn, ouni méi queer driwwer brauchen ze fueren. Dat selwecht ass an der Lëpschter Dällt. An dat selwecht ass zu Maarnech. Mee dat selwecht ass och am Kader vum Contournement vun Housen, ass och zu Duerscht. Dat heescht, och do muss gekuckt ginn, datt ee mam Verkéier kann a sech op déi Strooss fueren. An dat selwecht gëllt och … Zu Houschent gëtt och nach eng Verbesserung gemaach. Do ass et scho méiglech, ënnert der N7 erduerchzefueren. Mee do ginn nach eng Rei Saache geännert. Ech wëll net op den Detail agoen. Fakt ass awer, datt et ganz sécher positiv ass, datt all déi Bauwierker do geschéien, fir datt a sech an där Hisiicht vill méi Sécherheet op d'N7 kënnt. Do ass keen Zweifel.

Bleift nach ëmmer, datt mer eng ganz Rei vu Kilometere souwisou keng Trennung an der Mëtt hunn. Mir hunn eng Rei Kilometeren eng Trennung an der Mëtt. A schlussendlech dat, wat mir oder wat eis am mannste bis guer net gefält, dat ass, datt a sech all 1.200 Meter - wann ech dat nach richteg am Kapp hunn - vun där enger op déi aner Säit vun zwou Spueren eng Spuer geréckelt gëtt, déi Trennung. An dat dréit net zum gudde Fonctionnement vun esou enger Strooss bäi. Ganz sécher net! Mee dat wäert ganz sécher mat dem zouhuelende Verkéier … - an ech mengen, et war d'Madamm Gary, déi gesot huet, et waren der 10.000, et sinn der elo 17.000 -, mir wäerten der och an Zukunft net manner kréien, och wann da sollt deen een oder deen anere Vëlo sech trauen. Ech gleewe souguer, datt Verschiddener vu Wäiswampech gemittlech bis op Dikrech oder bis an d'Nordstad fueren, mee ech wäert der ganz wéineg gesinn, déi den ëmgedréite Wee fueren. Et sief, si hunn eng gutt elektresch Verstäerkung, well soss ass dat sécher net de Fall.

Also ech mengen, datt hei nach eng Kéier misst an der Zukunft awer driwwer nogeduecht ginn, fir déi N7 op 2x2 auszebauen. Well schlussendlech, deen Terrain, dee versigelt gëtt, dee gëtt awer praktesch oder zum groussen Deel versigelt doduerch, datt jo Standspueren amenagéiert ginn, datt e Vëloswee amenagéiert gëtt, wann een also keng Autobunn baut.

Dat ass richteg, wann een eng Autobunn baut, da muss een eng ganz Rei Saachen aneschters maachen. Mee da muss ee ganz sécher och d'Kéieren aneschters maachen. Et muss een e ganz aneren Tracé sichen. Alles richteg. Alles richteg! Mee deemno wéi een dat hei mécht, kann ee mat ganz …, oder mat relativ bescheidene Moyenen - et ass ëmmer relativ, wann een dat seet - effektiv do 2x2 Spuere maachen. An da kann een och vläicht … A wann een dat op där ganzer Streck mécht, dann, mengen ech, muss een net onbedéngt op 90 erofgoen, mee da kann ee vläicht och bei 110 bleiwen. Et brauch een net bei 130 ze sinn, wéi dat op Autobunnen ass, mee vläicht wier et awer och mat 110 fir déi Leit, déi awer wäit Strecken zréckleeën, net falsch, wann ee kéint schlussendlech eng N7 realiséieren, déi dat géif ausweisen.

Eng Konklusioun, déi ech wëll huelen, ass ganz einfach déi: Jo, et geschéien eng Rei Saachen. Et sinn eng ganz Rei Saache positiv. Mee kommt, mir maache wierklech, wéi zu Biissen, Neel mat Käpp! A kommt, mir maachen endlech eng gesamt N7, déi op der ganzer Streck sécher ass - op där ganzer Streck, net nëmmen op 25 Kilometer - an déi net méi duerch d'Uertschafte geet, mee déi total laanscht d'Uertschafte geet. An déi virun allem ugebonnen ass un d'Lécker Autobunn. Wa mer alles dat fäerdeg hunn a wann Der dat nach alles géift realiséieren, Här Minister, da wier ech souguer déck zefridde mat Iech.

An deem Sënn géif ech awer den Accord ginn zu deenen dräi Projets de loi. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e ganz grousse Merci fir d'éischt den zwee Rapporteren, dem Chantal Gary an dem Carlo Back, fir hir respektiv detailléiert Berichter.

Datt Mobilitéit a Liewensqualitéit enk matenee verbonne sinn, dat ass sécher keng nei Erkenntnis. Ma nodeems et wärend Méint e gudde Strapp méi roueg op eise Stroosse war, weist eis de mëttlerweil nees staark zouhuelenden Trafick, datt mer nees um Wee a gewinnte Realitéite sinn. Jo, mir riskéieren, dës Wierklechkeet souguer vläicht nach ze toppen, wa mer d'Verkéiersflëss op eenzelne Plaze méi genee ënnert d'Lupp huelen.

Mobilitéit ass e Grondbedierfnis fir eis Gesellschaft. Mir alleguer mussen akafe fueren, op d'Aarbecht fueren, bei d'Famill oder eis fir Fräizäitzwecker fortbeweegen. A mir wëllen dat alleguer op eng einfach, bequeem a sécher Aart a Weis maachen. Gradesou wëlle mer awer, wa mer net am Auto sëtzen, wa mer also doheem sinn oder an eisem Duerf oder an eiser Stad ënnerwee sinn, jo, da wëlle mer net duerch Kaméidi an Ofgase belästegt ginn a mir wëllen net, datt eis Liewensqualitéit doduerjer méi oder manner spierbar ageschränkt gëtt. Op Dauer kann den Trafick mat sengem Kaméidi a sengem Gestank ee krank maachen. Och dat ass gewosst. Virun allem de Kaméidi huet an deene leschte Méint ellen zougeholl.

Meng politesch Faarf setzt sech zënter laange Joren am Norden derfir an, dëst Gläichgewiicht tëschent méi bequeeme Verkéiersverbindungen a manner Schied duerch den Duerchgangstrafick hinzekréien. Méi eng effikass Mobilitéit a manner Stau, méi Verkéierssécherheet a méi Liewensqualitéit an den Dierfer, dat ass eigentlech de Motto, deem mer eis verflichten.

Dofir si mer ganz zefridden, datt mer haut no laanger Zäit endlech dës dräi Gesetzesprojete stëmmen, vun deene mer iwwerzeegt sinn, datt et e wichtege Schratt an déi richteg Richtung ass.

D'Regierung huet an deene leschte Jore vill Efforte gemaach a puncto Mobilitéit, dat wësse mer alleguer. Et ass virop massiv an den ëffentlechen Transport investéiert ginn: an de Bus an den Zuch, och am Norden. Als DP stounge mer ëmmer hannert dësen Investitiounen. Mir sinn awer och der Meenung, datt d'Leit sollen eng, jo, eng valabel Alternativ zum Auto ugebuede kréien, déi op d'mannst gradesou gutt ass a mat där een op d'mannst gradesou séier a bequeem respektiv sécher vun A op B kënnt.

Ma mir hunn awer och ëmmer drop higewisen, datt besonnesch am ländleche Raum am Norden et eeben net fir jidderee méiglech ass, den Auto am Garage stoen ze loossen. D'Individualmobilitéit spillt hei nach ëmmer eng ganz wichteg Roll a wäert dës och an Zukunft spillen.

Dofir ass et essenziell, och an d'Strooss ze investéieren. An do gëtt et e manifesten Nohuelbedarf. Net fir méi Trafick unzezéien, net andeems einfach blann Stroossen ausgebaut ginn, nee, et geet drëms, sënnvoll Moossnamen ze huelen, fir e besseren a méi séchere Verkéiersfloss op der villbefuerener Streck vun der Wemperhaart op de Fridhaff ze kréien.

Mir setzen eis fir méi Sécherheet op der N7 am Norden an, grad op enger Rei, an et ass éinescht gesot ginn, gefëierleche Plazen, wou et ëmmer nees zu schlëmmen, ganz schlëmmen Accidenter komm ass. A fir eng Verkéiersberouegung an eisen Dierfer setze mer eis an, soudatt et sech do erëm besser liewe léisst.

Ech ginn am Follgende da méi am Detail op déi eenzel Punkten an.

Zur B7: De véierspueregen Ausbau vun der B7 an domat d'Verlängerung vun der A7 tëscht Schieren an Ettelbréck ass schonn eng ettlech Jore geplangt. Schonn am Plan sectoriel « Transport » 2014 war dëse Projet virgesinn. An eisen Ae gëtt et Verschiddenes heizou ze soen.

Fir d'éischt emol zur Verkéierssécherheet: Duerch déi ze enk B7 gëtt et dagdeeglech Stausituatiounen an de Stousszäiten, an de Rushhours, wéi dat esou schéin heescht. An neierdéngs staut et och schonns zréck bis op de Viaduc Angelduerf, fir vun der Nordstrooss erofzefueren. De Réckstau vun der A7 bis hanner Colmer-Bierg stellt e Sécherheetsrisiko duer, zemol wann auslännesch Gefierer, déi sech vläicht guer net onbedéngt do auskennen an an der Géigend ze séier gefuer kommen, wann déi an d'Enn vum Stau rennen an net matzäiten d'Situatioun erkennen, de Risiko gesinn, an domadder kënnen en Accident verursaachen.

Aus deem Grond si jo och Pannoen opgestallt ginn, déi op dës méiglech Gefor hiweisen. Merci dofir, Här Minister. Si hätte just vläicht kënnen e bësse méi grouss geroden. Besser wier et natierlech, wann et guer net zu esou enger Geforesituatioun kéim. An d'Verlängerung vun der A7 erlaabt et doweinst, fir dës Situatioun ze entschäerfen.

D'Verkéierssécherheet ass bei dësem Projet en zentralen Aspekt. Et ass awer net deen eenzegen. Och d'Flëssegkeet vum Trafick allgemeng soll esou verbessert ginn. Wann d'Nordstad sech weider soll entwéckelen, an dat wäert se sécher an deenen nächste Joren, da gëtt dës Verkéiersachs nach méi decisiv.

D'Streck vu Colmer a Richtung Fridhaff a weider d'N7 erop bis op d'Wemperhaart - ech hunn et schonn 2014 am Dezember gesot - ass d'Verkéiersaorta vum Norden; zumindest wat den Trafick op der Strooss ugeet. Dowéinst brauche mer eng passend, eng zäitgeméiss Infrastruktur, déi de Verkéier wierksam opfänkt, grad och fir de Schwéiertransport en charge ze huelen, deen zum engen d'Aktivitéitszonen an der Géigend ufiert an zum aneren Deel natierlech eng net onweesentlech Part vum Transitverkéier duerstellt.

D'Zil muss et sinn, fir d'A7 bis virun de Rond-point, de Giratoire Fridhaff ze verlängeren, esou wéi dat och virgesi war. Et muss alles drugesat ginn, fir datt mer tëschent Schieren an dem Fridhaff op véier Spuere ginn an d'Flëssegkeet vum Trafick garantéiert gëtt. Et muss och alles ënnerholl ginn, fir, wéi ech scho gesot hunn, den Trafick aus den Uertschaften an der Géigend erauszehuelen.

Dëse Projet, deen d'A7 vu Schiere bis op Ettelbréck véierspuereg amenagéiert, ass souzesoen den Ufank. Als DP hoffe mer, datt deen zweeten Deel, dat heescht d'Véierspueregkeet vun Angelduerf bis op de Fridhaff, dann och séier nogereecht ka ginn, fir soumat d'Infrastruktur kohärent auszebauen an d'Problematik net just ze verlageren.

Deen drëtten a leschte Punkt, deen eis besonnesch wichteg ass, betrëfft eng besser Liewensqualitéit vun de Leit, déi an der Géigend liewen. D'B7 verleeft queesch duerch d'Uertschaft Schieren an iwwer Wunngebidder. Ech konnt mech deslescht, wéi do e Piedchen ageweit ginn ass, selwer dovunner iwwerzeegen, wat fir ee Kaméidi dat ass! An dofir ass et ganz kloer, datt hei onbedéngt e grousse Wäert op e bessere Schallschutz muss geluecht ginn. Mir begréissen dowéinst ausdrécklech, datt nei, modern Pannoen, deelweis bis zu sechs Meter héich, gouf mer gesot, virgesi sinn, déi de Kaméidi vun der B7 schlécken, grad ewéi déi nei Deenungsfoue vun der Bréck, wouduerch de Kaméidi och op e Minimum soll reduzéiert ginn.

Dat ass fir eis e weesentlecht Element, fir d'Liewensqualitéit grad vun de Schierener Bierger ze verbesseren. Schliisslech ass et essenziell, datt esou Projeten och d'Ënnerstëtzung vun de Leit, déi laanscht esou eng Strooss wunnen, fannen. Well et geet jo drëms, eppes ze maachen, wat och e konkreete Méiwäert fir si kann hunn.

Zur N7. Dat selwecht iwwregens, wat ech virdru gesot hunn, gëllt fir d'N7. Och hei soll et zu Verbesserunge kommen, déi am allgemengen Interessi sinn, mee och speziell am Interessi vun de Leit, déi laanscht déi N7 liewen a schaffen a wunnen. Dat natierlech huet seng Ursaachen. Virun allem, ech hunn et virdru gesot, sinn et déi schro Accidenter mat deelweis déidlechem Ausgang, déi hei ëmmer nees iwwer Jore geschitt sinn, déi dës Strooss an de Fokus vum ëffentlechen Interessi geréckelt hunn.

Donieft hunn och am Éislek d'Bevëlkerung an de Grenzverkéier an deene leschten 20, 25 Joer, jo, ech ka bal soe „massiv" zougeholl. D'N7 erreegt d'Gemidder, well et laang gedauert huet, bis an de Fachkreesser d'Erkenntnis geräift ass, datt wierklech hei eppes geschéie muss, fir d'Sécherheet op dësem Deelofschnëtt vun der Nord-Süd- oder Süd-Nord-Verbindung spierbar ze verbesseren. D'Ursaach vun der ganzer Problematik ass einfach déi, datt mir eng Strooss hunn, déi den Ufuerderunge vun eiser haiteger Zäit net méi gewuess ass.

D'N7 tëscht dem Fridhaff an der Wemperhaart ass aus wirtschaftlecher a sozialer Siicht eng Liewens- oder vum Norden an dofir muss alles drugesat ginn, fir déi Strooss schrëttweis esou aus- an ëmzebauen, datt mer op där Streck net nëmme fir méi Sécherheet a méi Fuerconfort suergen, mee datt dës wichteg Verbindung och an Zukunft zur weiderer wirtschaftlecher Stäerkung vun eiser Nordspëtzt bäidréit.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Den Här Kaes sot et richteg an treffend: Poleemik ass an dësem Dossier feel op der Plaz! Dat soen engem och ëmmer méi Leit aus der Géigend. Et muss also um Terrain eppes Konkreetes geschéien, wat derzou bäidréit, datt erëm fir méi Sécherheet op dëser wichteger Verbindung tëscht dem Norden an dem Zentrum vum Land gesuergt ass.

Wann een ettleche Leit aus der Regioun haut nolauschtert, da kritt een ënnerschiddlech Messagen an et stellt een och, géif ech mer erlaben ze soen, e Sënneswandel fest. „Véierspuereg N7" kléngt gutt, zemol well een dat och hei vir aus der Wallonie kennt, mat der N4 laanscht eis gemeinsam Grenz mat der Belsch. Ma wann ee sech dann emol vu Fachleit berode léisst an de besuergte Bierger nolauschtert, da gëtt een op eng ganz Rei vu Problemer, Schwieregkeeten, Contrainten opmierksam gemaach.

Eng besuergte Mamm/Hausfra huet sech opgereegt a sot: „Véierspuereg? Ma wëllt Der dann nach méi Trafick an dëst Éislek unzéien? Nach ëmmer méi Transitverkéier aus dem Ausland? Hu mer net scho genuch Camionen, déi duerch d'Éislek fueren? All Dag ginn et der méi!"

E geplote Bauer sot mer deslescht: „Alles schéin a gutt, véierspuereg. Ech war bis ewell ëmmer derfir. Ma wou wëllt Der dann den Terrain hierhuelen? Mir Bauere kréie schonn ëmmer méi Akerland geholl."

Een diplomiéierte Bauingenieur aus der Nordspëtzt sot mer: „Véierspuereg? Ma wësst Der dann net,

wéi vill Ouvrages d'art da musse gebaut ginn, Brëtellen, Op- an Offaarten? Dat brauch vill Plaz. Hutt Der déi Plaz dann zur Verfügung?"

An e fréieren Techniker vun der Bauverwaltung huet preziséiert: „Dir sidd Iech jo bewosst, datt Der d'N7, wa se véierspuereg soll ausgebaut ginn, da komplett nei op den Éisleker Héichplatto musst opleeën, well den aktuellen Tracé - deen aktuellen Tracé: deen aus de 70er-Jore wuelgemierkt - ass net fir eng véierspuereg, mee fir eng dräispuereg Strooss gebaut ginn."

E fréiere Gemengerotsmember sot mer: „Wa se véierspuereg gëtt, da musst Der verschiddene Leit hannen duerch de Gaart fueren an anerer kréien nach méi Kaméidi. Kritt Der dat da politesch duerchgesat? Et ass jo am Laf vun de Jore vill laanscht d'N7 gebaut ginn, och op Plazen, wou ee vläicht net hätt solle bauen - vereenzelt Haiser oder Häff, déi da misste geréckelt ginn." „Wëllt Der dann d'Leit enteegnen, hir Haiser réckelen?", huet de Mann mech gefrot. „Dat gëtt awer Protest", sot e mer.

Ee betraffenen a besuergte Mënsch, dee Familljememberen op der N7 verluer huet, sot mer: „Ma nondikass, baut d'N7 endlech ëm, andeem Der se weesentlech méi sécher maacht, se esou konzipéiert, datt se méi confortabel ze fueren ass, datt een net méi lénks ofbéie kann, datt se deelweis beliicht ass an datt ee se kontinuéierlech mat Tempo 90 fuere kann! Wat notzt et, wann Der plazeweis renne kënnt an op anere Plaze kommt Der dann an e Giratoire an da musst Der erëm op 70 oder 50 erofschalten? Fuert zéng Minutten éischter fort, amplaz an den Doud ze rennen!"

Dee Mann, deen esou vill Leed erfuer huet, huet Recht: Mir brauchen eng bequeem, awer virun allem eng sécher N7, iwwert déi den Trafick mat guddem Floss virukënnt! Kee brauch ze rennen, fir iergendwou fënnef Minutten éischter unzekommen - wann en dann do iwwerhaapt lieweg ukënnt! A wann d'Ëmgeeungen Houschter Déckt an Hengescht endlech gebaut sinn, da leeft den Trafick op der N7 sécher méi flëssег.

Dofir si mer als DP fir eng sécher, eng bequeem a flëssег N7. Et kann een et net dacks genuch soen. Dat ass eise Standpunkt no all deem Iwwerleeën an no aller Berodung. Dëse Point de vue vertriede mer iwwregens zënter Dezember 2014 - mir hate jo an dësem héijen Haus eng Debatt dozou -, an dobäi soll et och bleiwen.

Do wou de Staat Terrainen huet - ech hat dat deemools gesot -, soll een awer amplaz vun Encochen och emol iwwer vläicht eng Stand- oder Kriechspur nodenken. Ech sinn net den Ingenieur, mee ech geheien dat awer emol nach eng leschte Kéier an d'Ronn. De Projet, esou wéi en eis haut virläit, geet jiddefalls an déi richteg Richtung. Geféierlech Plaze ginn entschäerft an et ginn eng Partie Moossname geholl, fir de Verkéiersfloss ze verbesseren.

Déi vill Op- an Offaarte sinn e klore Geforepunkt. Ofbéien ass geféierlech, wann op der N7 no lénks ofgebéit gëtt. Hei goufe scho Moossname geholl, wéi zum Beispill zu Houschent. Merci dofir.

Dofir nach eng Kéier: Lénks ofbéie muss op der N7 komplett verhënnert ginn. Datt zum Beispill um Këppenhaff, wou den Här Kaes iwwregens reegelméisseg eran- an erausfiert, nach net méi geschitt ass, grenzt wierklech un ee Wonner! Mir hunn nach deslescht doriwwer geschwat. Mir kënnen dowéinst déi verschidden eenzel Moossnamen, déi derzou bäidroen, d'N7 esou ze reamenagéieren, fir eebe méi Sécherheet ze erzilen a gläichzäiteg méi Flëssegkeet vum Trafick ze kréien, nëmme begréissen.

Zum Contournement Housen ... Ech wollt awer nach eppes soen. Esou vill Zäit muss nach sinn! Ech erënnere mech drun, datt e Mann - ech mengen, e wunnt zu Léiler an der schéiner Gemeng Cliärref - mer gesot huet, datt d'Buschaufferen an der Zäit op der Lëpschter Dällt, wann Niwwel war, wann et däischter war Enn November, hu mussen d'Fënster erofdréie fir ze lauschteren, ob eventuell ee kéim, fir kënne sécher no riets ofzebéien! Nëmme just fir ze soen, wat fir eng geféierlech Situatioune sech kënnen am Hierscht/Wanter notamment bidden, emol net à titre anecdotique, mee einfach nëmmen, fir e Beispill ze ginn, wéi geféierlech déi Situatioune kënne sinn.

Contournement Housen: Deen drëtte Projet, ëm deen et haut geet, ass, wéi gesot, deen éischte grousse Contournement. Wéi laang ass wierklech iwwert dës Ëmgeeungsstrooss geschwat a geschriwwe ginn?! Wéi laang gëtt dee Contournement scho vun deene betraffene Leit gefuerdert? A wéi laang ass deen Dossier ënnerwee?

Wärenddeem ass d'Liewensqualitéit an der Uertschaft Housen op null erofgaangen. Op null! A Spëtzenzäiten ass zu Housen heefeg uergen Zéifloss an och reegelméisseg Stau. A wa kee Stau ass - an ech stoung deslescht matzen an engem Nomëtten, um hallwer véier, virun der Kierch an der aler Gemeng vun Housen -, da gesäit een déi Camionen duerch Housen donneren! Ech soen Iech, ech brauch vläicht net vill, mee do gëtt et engem elen, wann ee mierkt, wat fir een Trafick duerch déi enk Strooss do kënnt.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Dat selwecht gëllt och net nëmme fir moies a mëttes, et gëllt och fir owes, virun allem dann, wann ee méi séier mengt kënnen oder dierfen ze rennen. Mee och wärend dem Dag ass eeben, wéi gesot, den Duerchgangstrafick enorm, mat allem, wat dat fir déi Leit, déi do wunnen - an ech denken dacks drun, wann ech do duerchfueren -, wat dat fir déi bedeit: Kaméidi, Gestank, eng gewësse latent Onsécherheet duerch déi vill Autoen, Camionen an aner Gefierer, déi nach net ëmmer, wéi gesot, lues derduerchfueren. Dat ass de geneeë Géigendeel vu Liewensqualitéit.

Kee Wonner, datt d'Apdikt matzen an House viru Joren huet musse geplënnert ginn. Et war bal liewensgeféierlech, fir ëmmer iwwert dee schmuelen Trottoir - ech mengen, en ass esou breet, ee schmuelen Trottoir: 50 Zentimeter - ze goen, fir dann an d'Apdikt ze kommen. A wann een aus der Apdikt erauskomm ass, da stoung ee quasi direkt op der Haaptstrooss. Eng onméiglech Situatioun!

Mam Contournement kënnt also elo eng wichteg Etapp. Den Transitverkéier duerch House wäert verschwannen. D'Uertschaft, virun allem den Uertskär, gëtt doduerjer méi roueg a méi agreabel a wäert zréckgebaut ginn. Derbäi komme Grénganlagen a Plazen, wou d'Leit sech nees kënnen a Sécherheet an a Rou begéinen. Dat alles dréit derzou bäi, datt ee sech erëm gären do ophält, datt d'Uertschaft am Fong de Bierger nees zréckgi gëtt a soumat nei belieft gëtt.

Dozou gëtt et net vill ze soen. Mir fannen dat eng exzellent Saach am Sënn vun der Liewensqualitéit, am Sënn vum Wuelsinn an der Sécherheet vun de Leit. An dat kënne mer nëmmen ënnerstëtzen. Merci op jidde Fall all deenen, déi zu dësem Projet bäigedroen hunn.

Léif alleguer, mir sollten d'Diskussiounen iwwert d'Mobilitéitsinfrastruktur esou féieren, datt mer um Enn wierklech am Interessi vun de Leit aus der Nordregioun eppes Konkreetes opweises hunn. Den Ufank ass dann elo endlech gemaach.

An de leschte Jore si ganz vill Suen investéiert ginn an den ëffentlechen Transport, an den Zuch an an de Bus. Villes wäert och do nach nokommen. Ech denken un dat neit Zuchmaterial, wat bestallt ass. Et ass awer och wichteg, grad am ländleche Raum, datt mer eist Stroossennetz moderniséieren. Dës Infrastrukture sinn essenziell, well se derfir suergen, datt den Trafick am ländleche Raum méi sécher, méi confortabel a méi flëssег wäert ginn. Déi bal hallef Milliard Euro, déi de Staat an dës kruzial Infrastruktur investéiert a sech déi och kaschte léisst, ass gutt investéiert, fir d'Éislek an eeben och fir den Dikrecher Kanton, speziell fir d'Nordstad.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Ech gesinn, meng Kolleege vun der demokratescher Fraktioun hunn hei alt erëm brav nogelauschtert.

(Hilarité)

An ech soen Iech, datt mer och natierlech mat Freed den Accord zu dësen dräi Gesetzesprojete ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här André Bauler. Den Här Aly Kaes freet d'Wuert.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Ech wollt dem Här Bauler eng ganz kuerz Fro stellen. Et huet mech gefreet, wéi ech héieren hunn, datt och d'Houschter Déckt e Contournement kréich. Dat wier jo dann eng vun deenen Agglomeratiounen, zousätzlech zu deem, wat geplangt ass, déi och nach e Contournement kréich. Et wier alt erëm eng Kéier e Stéck méi an deem Puzzle, wéi dat, wat mer bis elo woussten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Meng Fro war: Ass dat esou? Pardon. Ass dat esou? Et muss ee jo eng Fro stellen! Ass dat esou?

(Hilarité)

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Här Kaes, ech ginn Iech herno d'Äntwert.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Et kann och esou sinn, datt den Här Bauler sech do liicht geiert huet.

M. André Bauler *(DP)*.- Ech hu mech net geiert!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Bauler fir eng Äntwert op Är Fro.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Et ware vill Diskussiounen, wuer de Contournement sollt kommen. Déi, déi am Gespréich sinn, sinn natierlech Housen, deen elo gebaut gëtt, an eeben Hengescht. Mee vläicht entsteet och dann eng Kéier de Besoin, datt d'Houschter Déckt net ausschléissen ass. Jiddefalls ass do an all deene Jore vill a monter laanscht d'Strooss eebe gebaut ginn. An déi Leit siche sécherlech och iergendwann eng Kéier eng Liewensqualitéit.

Ob et machbar ass, bleift ze préiwen! Ech maachen haut net d'Etüd dovunner. Awer: Gutt gefrot, Här Kaes! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech gesinn, den Här Kaes ass zefridden ...

(Hilarité)

... an ech kann elo d'Wuert weiderginn un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, effektiv, ech sinn net aus dem Norden.

M. André Bauler *(DP)*.- Mee Dir hutt en Häerz fir den Norden.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Ech hu mech awer vill mam Norde beschäftegt. Ech hunn och vill Stëmme kritt aus dem Norden, déi ech hei wëll a meng Ried matafléisse loossen. Dat sinn eigentlech Bierger, déi mer haut de Mëtteg héchstwarscheinlech net nëmmen zefriddestelle mat dësem Projet, mee et sinn och Bierger, déi vläicht elo viru ChamberTV sëtzen, well se wëssen, dass eemol méi eppes fir si am Norde geschitt. Mee ech wäert herno nach op hir Doleancen och ze schwätze kommen.

Här Chamberspresident, Här Minister, léif Kolleegen, den 19. Mee stoung ech hei an ech hunn eng Interpellatioun gehat iwwert d'Verkéierssécherheet. An dëser Interpellatioun sinn ech ënner anerem op déi berüümt-berüchtegt „Vision Zéro" agaangen, déi mir eis jo als Zil gesat hunn. Zur Erënnerung: D'„Vision Zéro" steet fir null Doudesaffer, null Schwéierblesséierter op eise Stroossen. An och wann an deene leschte Jore vill Efforten an deem Beräich gemaach gi sinn, esou kann ech mech haut leider nëmme widderhuelen: Mir sinn nach laang net beim „Zéro" vun der „Vision Zéro" ukomm!

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dofir sinn ech awer extra frou, dass mer haut, sechs Wochen no menger Interpellatioun, iwwer e Gesetzesprojet ofstëmmen, deen eng méi sécher Gestaltung vun der N7 virgesäit.

Dowéinst wéilt ech och als Éischt op d'Gesetzesvirlag 7780 agoen, well dat e Projet ass, dee mir besonnesch um Häerz läit. Merci iwwregens och der Rapportrice, der Madamm Gary fir hir exzellent Aarbecht.

D'Philosophie vun der „Vision Zéro", ech widderhuelen et nach eng Kéier, ass jo déi, dass een dervu muss ausgoen, dass e Mënsch net perfekt ass an dass e Mënsch ka Feeler maachen. Och wann et grav Feeler sinn, esou musse se deemjéinegen, dee se gemaach huet, awer kënne verzie ginn. Anescht ausgedréckt: Och wann e Chauffer ze séier gefuer ass oder en oniwwerluechtent Iwwerhuelmanöver gemaach huet, soll hien dat net musse mat sengem Liewe bezuelen. Mee dat ass nëmme méiglech, wann d'Infrastruktur esou konzipéiert ass, dass se Feeler esou gutt et geet offiedere kann an domadder och d'Konsequenze vun Accidenter esou vill ofschwächt wéi nëmme méiglech.

Mee dat ass, an do muss een éierlech sinn, bis elo op der N7 net de Fall. Mir schwätzen do vun enger vun de wuel geféierlechste Strecken aus dem Land. Dat ass iwwregens haut de Mëtteg och schonn thematiséiert ginn. Do sinn dräispuereg Passagen, wou 110 Kilometer d'Stonn erlaabt sinn, anerer, wou 70 erlaabt ass, anerer, wou d'Limitt bei 50 läit, well et do duerch eng Uertschaft geet. An dertëschent sinn ëmmer erëm kleng Niewestroossen an dann erëm Feldweeër, vun deenen een net just op d'N7 kënnt, mee vu wou aus och déi verschidde Spueren iwwerkräizt kënne ginn, fir op aner Stroossesäiten ze kommen.

An et ass iwwregens och gesot ginn, dass de Bilan vun der Unzuel vun den Accidenter erschreckend ass. Rezent, de 14. Mäerz, hat RTL nach e ganz schwéiert Accident op der N7 gemellt. Ech ginn net op d'Zuelen an. Et war vun eelef Doudege rieds gaangen an der Zäitspan vun zéng Joer. Dat ass einfach ze vill!

Et ass deemno méi wéi Zäit, dass eppes geschitt. D'N7 ass wuel ekonomesch gesinn eng Liewens- oder fir de gesamten Norden, doriwwer diskutéiere mer net. Faktesch ass se awer gläichzäiteg an engem gewëssene Mooss eng Doudesstreck, wou ëmmer erëm schwéier Accidenter geschéien, ech hunn et gesot, déi Leit net iwwerliewen oder wou se awer de Rescht vun hirem Liewe mat de Follge vu schwéiere Verletzungen ze kämpfen hunn.

Dofir wëll ech och betounen, dass mir eis hei un der Zilsetzung orientéiere sollen an eis och net iere sollen. Natierlech wënscht jiddweree sech, dass de Verkéiersfloss Richtung Norden esou fléissend wéi méiglech ass, an den Norde soll och beschtméiglech un d'Haaptstad ugebonne sinn. Mee d'Haaptsuerg am Zesummenhang mat enger Neigestaltung vun der N7 soll d'Sécherheet sinn. Deemno geet et hei net drëms, eng weider Autobunn an eisem Land ze bauen, dat ass och schonn de Mëtteg gesot ginn, mee eng besteeënd Streck esou ofzesécheren, dass se méiglechst wéineg fir Accidenter ufälleg ass.

Dofir ass déi Iddi vun der Oftrennung tëschent deenen zwou Fuerrichtungen an den Ae vun der LSAP eng richteg an och eng ganz wichteg Mesure. Si wäert hëllefen, d'Zuel vun de frontalen Accidenter wéinstens emol staark ze reduzéieren. A si wäert och hëllefen, dat mulmegt Gefill, dat ee vläicht kann hunn, wann een op dëser Streck iwwerhëlt oder iwwerholl gëtt, ze reduzéieren an doduerch zu engem méi rouege Fueren ze animéieren. Dass de Verkéier doduerch och wäert méi flëssег ginn, ass natierlech vu Virdeel. Mee den Haaptpunkt soll, wéi gesot, op der Sécherheet leien.

Fir den Iwwergang vun dräi Spueren op zwou Spuere besser ze gestalten, gi jo eng Rei Rondpointe gebaut. Dohinner sollen d'Niewestroossen drainéiert ginn, déi soss an der N7 gemënt sinn. Op anere Plaze ginn Ënnerféierungen ënnert der N7 respektiv Brécken iwwert der N7 gebaut, eebe fir ze verhënneren, dass de Verkéier vun den Niewestroossen direkt op d'N7 kënnt respektiv dass d'Traktere se iwwerkräize mussen - soudass an Zukunft déi dräispuereg Deeler vun der N7 vun deenen anere Stroossen an och vun de Feldweeër wäerten ofgetrennt sinn.

D'Rond-pointen hunn awer och nach eng aner Funktioun, an zwar déi, de Verkéier ze berouegen, ier en iwwerhaapt an eng Uertschaft erakënnt.

Dir gesitt, och wann ech hei net an den Detail vun all Ouvrage néideg hunn anzegoen, ass et e richtegt Konzept, wat hannert dësem Projet stécht. Dozou gehéiert och d'Entscheedung, dass an Zukunft nëmmen nach 90 Stonnekilometer amplaz vun 110 respektiv 50 solle gëllen, an dat alles a béide Richtungen.

Wat de Contournement vun Housen ubelaangt, dee Projet vum Contournement wäert e risege Schrëtt a puncto Liewensqualitéit fir d'Awunner vun House bedeiten. Den Här Bauler huet dat och scho gesot an och den Här Kaes. Am Rapport ass iwwregens och nozeliesen, dass 2019 pro Dag ongefeier 17.000 Gefierer zu House gezielt gi sinn. Dovunner sinn iwwer 10 % Camionen. Dës vill Gefierer wäerten an Zukunft zum groussen Deel op enger Längt vu 4,4 Kilometer, déi och wäert duerch en Tunnel féieren, laanscht d'Uertschaft geleet ginn.

Zanter Jore waarden d'Awunner op dee Contournement. Mee op d'mannst gradesou wichteg wéi deen eigentleche Contournement sinn an eisen Aen awer och déi ganz Mesuren, déi virgesi sinn, fir d'Liewensqualitéit an der Uertschaft selwer ze verbesseren. Esou soll zum Beispill den CR324 aneschters geluecht ginn, wat och eng besser Oftrennung vun der Uertschaft Housen an der Aktivitéitszon erméigleche wäert. Dann denken ech och do un d'Vëlospist, déi duerch House féiere wäert, oder och nach un d'Zon 30, déi am Kär vun der Uertschaft virgesinn ass.

An dëser Deeg war jo och e gréisseren Artikel ze liesen, wat de Shared Space zu Bartreng ubelaangt. Ech mengen, och dat kéint e flotte Modell sinn, quitte dass een dat jo natierlech muss op d'Mooss vun Housen adaptéieren. Op alle Fall stécht, wéi gesot, eng flott Philosophie hannert deem Ganzen. An de Modell, deen ass jo virgi vu Bartreng.

Och fir dëse Gesetzesvirschlag ginn ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun. An ech profitéieren awer och nach, fir kuerz drun ze erënneren, dass de Contournement vun Housen iwwregens och an eisem Walprogramm vun 2018 stoung.

M. André Bauler *(DP)*.- Dann hat Der un alles geduecht!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Wat de Contournement vun Hengescht ubelaangt, wou mer jo och elo éinescht driwwer diskutéiert hunn, wollt ech an deem Zesummenhang op déi Question parlementaire ze schwätze kommen, wou den Här Minister erkläert huet, dass de Projet vun deem Contournement staark mat dem Projet vun der Securisatioun vun der N7 verknäppt wier. A fir dass dat Gesamtkonzept vun der N7 iwwerhaapt kann ëmgesat ginn, misst de Contournement vun Hengescht zesumme mat der drëtter Phas vun der Sécherung vun der N7 verwierklecht ginn.

Vu dass mir elo iwwert dës Aarbechten ofstëmmen, wollt ech Iech awer och froen, Här Minister, an ech mengen, do sinn ech dann och op der Linn vum Här Kaes, ob et vläicht an der Tëschenzäit eng méi genee Zäitangab gëtt, wéini de Gesetzesprojet vun dësem Contournement dem Parlament wäert virleien a wéini mat enger Realisatioun vun dësem weidere Contournement ze rechnen ass. Dir hutt jo gesot, Dir géift eis dorobber eng Äntwert ginn.

An iwwregens wéilt ech dann awer och elo vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Back Merci ze

soe fir seng gutt Aarbecht a seng gutt Rapporten. Den drëtte Gesetzesprojet, de 7779, do waërt ech och elo net méi an all Detail goen, well dat och scho vu menge Virriedner gemaach ginn ass. Dat ass e Gesetzesprojet, deen ëmmerhi mat 57,5 Milliounen Euro zu Buch schléit, an deemno si mer dann, wann een d'Montante vun dësen dräi Gesetzesprojeten zesummenzielt, no bei 460 Milliounen Euro, déi an déi N7 respektiv an d'B7 investéiert ginn. An ech mengen, domadder misst de Virworf, dass näischt an d'Entwécklung vum Norden investéiert gëtt, awer elo definitiv vum Dësch sinn.

Et ass elo vill vu Stroosse rieds gaangen. Mee ech wollt mir zum Schluss awer och nach erlaben, e puer Wuert zum Zuch a puncto Norden ze soen. Den Här Bauler hat dat och scho kuerz ugeschwat. Ech si frou driwwer, dass mat deem Mobilitéitskonzept, dat kierzlech fir d'Nordstad presentéiert ginn ass, eng Léisung fir d'Zuchstreck tëschent Ettelbréck an Dikrech fonnt ginn ass. A frou sinn ech och, dass an deem Zesummenhang nei Konzepter fir autoaarm Uertschaften ausgeschafft gi sinn. An ech denken do besonnesch un den Zentrum vun Dikrech.

Anerersäits wollt ech awer och mat op de Wee ginn, dass d'Efforten, fir den Zuch am Norde vum Land méi attraktiv ze gestalten, onbedéngt musse weidergefouert ginn. Eng al Fuerderung vun der LSAP ass do d'Duebelgleisegkeet vun der Nordstreck. Do, wou se méiglech ass, natierlech! Ech weess, dass dat elo net um Ordre du jour steet, mee wann ech all dës Efforte gesinn, fir d'Sécherheet vun den Autofuerer op der N7 ze verbesseren, wëll ech awer och nach drun erënneren, dass den Ausbau vum Schinnennetz am Norde beileiwen net sollt an de Vergiess geroden. Nëmme wann eng attraktiv Offer besteet, sinn d'Leit gewëllt, op den Zuch ëmzeklammen. A well den Trajet am Zuch net nëmme méi ekologesch ass, mee och nach méi sécher, mengen ech, misst onbedéngt, wéi scho gesot, un dëse Projete weidergeschafft ginn.

Ech hat Iech gesot, dass ech och zum Deel wéilt Porte-parole sinn haaptsächlech vun eise Membere vun der LSAP aus dem Norden. Och si hu mer mat op de Wee ginn, dass si onbedéngt wéilten op verschidde kruzial Problemer a kruzial Punkte vun dësem Projet vum Ausbau vun der N7 hiweisen. An dat betrëfft als Alleréischt, dass et fir si e Problem ass, dass kee Contournement an der Houschter Déckt soll gebaut ginn. Si hunn eng grouss Angscht, dass de Stau an dat risegt Verkéiersopkommen, wat elo d'Bierger vu Wampech, Hengescht an Housen erliewen, elo op d'Houschter Déckt géif verlagert ginn. „A soumat kréie mer kee berouegte Verkéiersfloss", kréien ech gesot, „laanscht d'Dierfer hin, mee en nächst ‚Nadelöhr' ", dat ass hiert Wuert. A wéisou gëtt net hei och direkt un enger Ëmgeeungsstrooss geschafft, Här Minister?

„Och stelle mer eis d'Fro", soen eis Memberen, „firwat onbedéngt un deem Plang festgehale gëtt, fir just dräi Spueren ze bauen." Et ass wouer, dass natierlech net esou vill Verkéier ass, an dat hu mer jo och erkläert kritt an der Kommissioun, wéi elo op enger Escher oder enger Diddelenger Autobunn, awer do kann ee just soen: „Gott sei Dank!" An awer hëlt de Verkéier all Dag zou.

De Fait, dass d'Logementspräisser am Land onbezuelbar gi sinn, dreift vill Leit an den Norden, well d'Präisser zum Deel do nach bezuelbar sinn. Dat freet d'Nordbierger natierlech, awer et mécht hinnen och Suergen, well domadder gëtt de Verkéiersfloss natierlech ëmmer méi grouss an et komme méi Autoe bäi. D'Infrastrukturen an den Nopeschlänner sinn net esou gutt wéi bei eis am Land an dat mécht, dass vill Camionen an och Frontalierskolleegen de Wee iwwert d'N7 an d'A7 sichen, fir eist Ländchen ze duerchquieren. An dat bréngt mat sech, dass ëmmer méi Verkéier opkënnt.

Wéi gesot, dat ass dat, wat ech vun eise Memberen aus dem Norde mat op de Wee geholl hunn, fir et hei nach eng Kéier kloer an däitlech ze soen. Zum Schluss, an dat muss ech fairerweis dann awer och soen, soen déi selwecht Memberen, dass se natierlech der Regierung an och der Chamber gären e ganz grousse Merci soe fir dat, wat déi lescht Jore fir den Norde gemaach ginn ass.

Voilà, Här President, ech hu meng Aufgab gemaach. Virun allem ginn ech heimat den Accord vun eiser Fraktioun an nach eng Kéier e grousse Merci un déi zwee Rapporteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An de Mikro ass fräi fir d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech versichen, mech e bëssen ze sputen, well wéi ech matkritt hunn, muss den Här Minister Bausch nach op en nächste Rendez-vous. Dat kréie mer awer bestëmmt hin.

Voilà. De Sujet vum Ausbau vun der N7 ass effektiv en Dauerbrenner am Norden, dee vill Leit bei eis schonn eng gutt Zäitche beschäftegt. A wann ech soen „eng Zäitchen", da mengen ech domadder scho quasi 30 Joer. Well, jo, d'Verkéiersopkommes wiisst, a fir d'Awunner aus de concernéierte Gemengen, awer natierlech och fir déi Leit, déi aus dem Norde Richtung Stad fueren, bedeit déi aktuell Situatioun, dass et ëmmer méi zu Stau an och laangen Trajete kënnt.

Et ass also eng Tatsaach, dass déi aktuell Situatioun fir vill Leit richteg Aschnëtter an der Liewensqualitéit bedeit, an dofir mussen och Léisungen hier.

Vill ass geschwat ginn iwwert den Ausbau op véier Spueren, dee vun enger Partie Leit - mee wéi den Här Bauler gesot huet, et ass ee klenge Sënneswandel do, ech mengen, et gëtt vill Leit, déi mëttlerweil e bëssen ëmgeduecht hunn - awer ëmmer nach als déi eenzeg Léisung gesi gëtt, fir den aktuelle Problem ze léisen. Do waren och eng Partie Varianten an der Diskussioun, mee näischt, wat iergendwéi no un eng Realiséierung komm wier.

Iwwert d'Jore gouf den Ausbau zwar méi wéi eng Kéier an Aussiicht gestallt, well Versprieche kann ee jo mol einfach maachen, mee erwaardungsgeméiss ass awer keent vun deene Verspriechen nëmmen usazweis a Richtung vun enger konkreeter Planung komm. Leider, muss ech haut soen, huet et bis 2018 gedauert, bis endlech eng Analys gemaach ginn ass fir ze kucken, wéi eng realistesch a maachbar Alternativen et zum véierspueregen Ausbau gëtt, déi déi besteeënd Problemer léisen, ouni mussen op eng véierspuereg N7 ze setzen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Well, an dat ass deen anere Punkt: Ouni elo ze behaapten, dass et kee Stau a kee Problem gëtt, mee de Besoin, deen do ass, rechtfertegt am Fong och keen Ausbau op véier Spueren. Au contraire: Et gëtt kuerz- a mëttelfristeg ëmsetzbar Léisungen, déi en plus vill méi Sënn maachen, well se dem Verkéiersopkommes gerecht ginn. An doriwwer schwätze mer haut.

Wat elo geplangt ass, ass also eng Dräibunn mat Bande d'arrêt d'urgence. Dat heescht, wou eebunneg gefuer gëtt, ass nach ëmmer eng Bande d'arrêt do. Dat bedeit, dass d'Strooss par rapport zu haut ëm 5,5 Meter méi breet gemaach gëtt. Och gesäit den aktuelle Projet jo vir, dass spezifesch Brécke gebaut ginn, fir dass d'Trakteren d'N7 besser kräize kënnen an d'Stécker op béide Säite besser erreeche kënnen, ouni de Verkéiersfloss ze behënneren. Et wäert och keng Lénksofbéier méi ginn, soudass den Trafick och vill méi fluid wäert ginn.

An zousätzlech zur Tatsaach, dass domadder de Verkéiersfloss ëm Welte verbessert gëtt a sech och duerch d'Contournementen d'Liewensqualitéit vun den Awunner vun House bedeitend verbessert, schwätze mer hei awer och vun enger staarker Verbesserung vun der Securisatioun vun der Streck. Eng Streck, an et ass och elo schonn ugeschwat ginn, op där ëmmer vill Accidenter mat Blesséierten an Doudegen ze verzeechne sinn. Och dat ass wichteg hei ze nennen.

Wéisou also keng véier Spueren? Géif een e véierspueregen Ausbau uviséieren, da misst déi gesamt Strooss nach eemol ëm weider gutt fënnef Meter méi breet gemaach gi par rapport zu deem, wat mer elo wëlle maachen. Dat géif also bedeiten, dass déi gesamt Streck - also déi gesamt Streck! - op 21 Meter verbreedert misst ginn an dass plazeweis dann och e ganz neien Tracé misst gesicht ginn. An do si jo awer och enorm vill Emprisen drop. Mir schwätzen hei vu ganz villen Terrainen, déi dann och misste vum Staat opkaaft ginn. An dat sinn och wäertvoll Flächen, déi vun der Landwirtschaft genotzt ginn, den Här Bauler hat et schonn ugeschwat. Landwirtschaftlech Fläche si jo awer och net grad onwichteg!

Sech all déi Terrainen ze besuergen, dat géif bedeiten, dass natierlech och Expropriatioune virprogramméiert wieren. An do muss ech dann awer och op de Widdersproch hiweise vun awer verschiddene Parteien heibannen, déi sech zwar vehement géint d'Expropriatioune stemmen an hei awer gläichzäiteg verspriechen, dass si de véierspueregen Ausbau géifen hikréien. Dat ass eng Approche, déi ech relativ onéierlech fannen. An deem Widdersproch, deem misste se sech och esou lues stellen.

Här Kaes, Dir waart ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Empain, erlaabt Der, datt den Här Kaes Iech eng Fro stellt?

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ech gesinn den Här Kaes an ech soen dem Här Kaes direkt: Hie war net domadder viséiert!

(Hilarité)

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Ech wëll - fir datt ech dann awer dës Kéier richteg mat der Fro sinn - d'Madamm Empain mol froen, wéi vill Terraine laanscht déi N7 leien, déi souwisou schonn dem Staat gehéieren a wou et wonnerbar méiglech wier, wéinstens op Deeler, déi iwwerhaapt guer net Privatterrain beréieren, dach awer déi Strooss kënnen op 2x2 auszebauen. Ob si eng Anung huet, wéi vill dat ass. Soss misst den Här Minister vläicht duerno dorop äntwerten.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Här Kaes, den Här Minister kann dat vläicht beäntwerten. Ech kann awer d'Géigefro stellen, wivill Terrainen dem Staat net gehéieren. An ëm déi geet et, net ëm déi, déi em souwisou gehéieren. Bon.

De gesamten Tracé, ëm deen et geet, huet och e ganz accidentéierte Relief, deen à la base scho mol vill Contraintë mat sech bréngt. Da schwätze mer vun Natura-2000-Gebidder, déi do leien, an eise landwirtschaftleche Patrimoine ass nun emol en Atout fir den Norden, och fir den Tourismus. A mir sinn eeben net der Meenung, dass een dat liichtferteg soll op d'Spill setzen.

Ausserdeem komme sämtlech Projektiounen zur Konklusioun, dass de kompletten Ausbau op véier Spuere virun allem eppes géif bewierken: Dës Streck géif vill méi attraktiv ginn an domadder e Batz méi Trafick och aus der Belsch generéieren. Domadder géif ee sech nach méi Verkéier ulackelen, wat jo awer elo sécher net d'Zil vun der Saach ka sinn.

Wat awer Sënn mécht, dat ass den Ausbau op véier Spuere vun der B7. An dee Projet hu mer jo haut och virleien. Hei gëtt et all Dag e weesentlech méi héicht Verkéiersopkommes an och Fluiditéitsproblemer wéinst dem Schluss vun der Autobunn a wéinst deene ville Mouvementer op den Echangeure Schieren an Ettelbréck, soudass sech dat mat deenen dräi Spueren net behiewe léisst.

Allerdéngs ass dee Projet dofir och vill méi opwändeg a vill méi deier, wann een dat pro Kilometer kuckt. De Käschtepunkt vun dësem noutwendege véierspueregen Ausbau läit hei nämlech bei ronn 57,5 Milliounen Euro fir just 1,66 Kilometer. Dat sinn deemno ronn 34,6 Milliounen de Kilometer.

Une voix.- De Bréckebau.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Quand même. All dëst gesot, muss een also zur Konklusioun kommen, dass weeder d'Zäitschinn nach den Opwand, fir eng N7 op véier Spueren ze realiséieren, a Relatioun zum Besoin stinn. Vun enger Autobunn - nee, Här Kaes, Dir hat dat net gefuerdert -, wou mer dann nach méi breet misste plangen an en plus nach Echangeure misste virgesi souwéi Brems- an Iwwergangsstrecke virun an no all Uertschaft ...

(Interruption)

... oder alternativ e Contournement fir all eenzel Uertschaft, brauche mer also hei guer net ze schwätzen.

Dës Streck an hirer Integralitéit op véier Spueren auszebauen, wier net nëmmen eng Herkulesaarbecht, mee et wier och kaum ëmsetzbar. Net dervun ze schwätzen, dass et wuel méi Problemer géif schafen, wéi et der géif léisen. Net fir näischt gëtt zënter iwwer 30 Joer heiriwwer geschwat, ouni dass jee een tatsächlech den Dossier ugepak hätt oder de Courage gehat hätt, éierlech mat de Leit ze sinn.

Mir stëmmen haut dee Projet, dee mir Gréng 2018 virun de Wale virgestallt hunn. Dat ass emol nach keng dräi Joer hier. E Projet, dee kuerzfristeg ëmsetzbar a finanziell maachbar ass!

Amplaz de Leit eidel Verspriechen ze maachen, amplaz nach 30 Joer der Illusioun vun de véier Spueren hannendrunzelafen, suerge mir elo duerch eng Rei konkreet Mesuren, déi d'Rapportere Carlo Back a Chantal Gary hei virgestallt hunn a fir deenen hir Rapporten ech och hei kloer Merci soen, fir eng däitlech Verbesserung vun der Situatioun.

A mir schwätzen hei net vu Gepiddels, wéi dat alt emol gär duergestallt gëtt, mee vu Mesuren, déi der Problematik duerchaus gerecht ginn. Ech weess, dass anerer - an Dir wësst dat och, Här Kaes -, déi d'Zigele laang an der Hand haten, fir et selwer ze maachen, sech elo vehement fir e véierspueregen Ausbau asetzen, obwuel se wëssen, dass se eleng mat de Prozeduren iwwer 20 Joer beschäftegt wieren, ier dat iwwerhaapt gebaut kéint ginn. Mee domadder ass de Leit am Norde jo awer weeder kuerz- nach mëttelfristeg gehollef. D'Leit wëllen net eréischt an 30 Joer hire Problem geléist kréien, si wëllen en elo geléist kréien!

An dee geplangten Zäitraum fir d'Realiséierung vun dësem Projet, dat si sechs Joer ab 2022, wou d'Aarbechte kënnen ufänken. Do gesäit ee jo elo scho quasi d'Liicht um Enn vum Tunnel. An dass déi gréng grouss Infrastrukturprojeten innerhalb vu kuerzer Zäit kënnen ëmsetzen, ech mengen, dat hu mer an deene leschte Jore genuch bewisen.

All dës Argumenter hunn, wéi gesot, och schonn zu engem Sënneswandel gefouert. An dofir wéilt ech zum Schluss och vläicht eppes méi Allgemenges umierken: Dëse Projet ass e weidere risegen Invest an den Norden, dee sech an eng konsequent Investitiounspolitik vun dëser Regierung fir den Norden areit. Dës Investitioune strofen all déijéineg Liggen, déi ëmmer behaapten, den Norde géif vergiess ginn.

Den Norde gëtt net vergiess! Et ass net, well een et honnertmol widderhëlt, dass et dofir ëmmer méi richteg gëtt. Dës Regierung huet sech zum Zil gesat, an den Norden ze investéieren, a si mécht et och. D'Zäiten ännere sech. An ech mengen, et wär esou lues un der Zäit, dass dat och unerkannt gëtt. Eleng haut de Mëtteg, mat dësen dräi zesummenhänkende Stroossebaufinanzéierungsgesetzer, gi mir als Chamber den Ok fir en Invest vu ronn 460 Milliounen Euro fir de Stroossereseau am Norden. Dat ass wierklech eng zolidd Zomm.

An et gëtt jo schliisslech net nëmme Stroossen am Norden. Ech wëll hei nach nennen: déi nei Akerbauschoul, de Projet „Wunne mat der Wooltz", dee mer jo virgëschter gestëmmt hunn, den Nordstad-Lycée, d'Gare Ettelbréck mat Gare- a Businfrastruktur, Verwaltungsgebai a Jugendherberg, de Projet Nordstad, d'Verbanne vun der Vennbunn mat Clierf, elo wéi gesot d'N7 mam Housener Contournement. Dat ass en Invest vun iwwer enger Milliard Euro insgesamt fir den Norden. Dat ass par tête d'habitant wuel mat deen héchsten Taux, dee mer am Land hunn. An dat si keng Peanuts, an ech wäert net midd ginn, dëst ëmmer erëm ze widderhuelen!

Dëst gesot, ginn ech natierlech gären den Accord vun eiser Fraktioun fir déi dräi Projeten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen der Madamm Empain villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut befaasst mat dräi Mobilitéitsprojeten aus dem Norden. Dëst si Projeten, déi e laange Baart hunn. Fir unzefänke wëll ech awer Merci soen de Rapporteren, der Madamm Chantal Gary an dem Här Carlo Back, fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Villes ass, mengen ech, heibanne gesot ginn. Ech wëll mech dann och op e puer Punkte beschränken. Mir begréissen d'Verlängerung vun der Autobunn vu Colmer op Ettelbréck ëm zwee Kilometer. Dës Verlängerung ass mat 57,5 Millioune budgetiséiert. Am Kader vun de Viraarbechte konnten d'Spuere vun enger Réimervilla fonnt ginn an och erfreelecherweis gerett ginn. Do derbäi sinn an dësem Projet och Mesurë virgesinn, fir dem Kaméidi fir d'Awunner entgéintzewierken, wat positiv ass, well dat och e wichtege Facteur ass, deem mer haut musse Rechnung droen.

Wa mer dëse Projet och begréissen a matstëmmen, wëll ech awer drop hiweisen, datt mir et léiwer gesinn hätten, wa mer fir de Raum vun der Nordstad e Gesamtkonzept virleien hätten, wat de Verkéier ubelaangt. Do si jo nach méi Problemer, déi op eis waarden, zum Beispill den Uschloss vun der N7 op Feelen eriwwer oder de Contournement vun der Stad Dikrech. De Virdeel vun engem Gesamtkonzept ass jo, datt een der Gesamtiwwersiicht no duerno an der Verwierklechung Etapp fir Etapp ka virgoen. An domadder hätten och déi eenzel Gemengen de Virdeel, datt se hir Planungsaarbechten, speziell de PAG, op dëst Gesamtkonzept betreffend de Verkéier ausriichte kéinten. Dat géif och Käschte spueren an onnéideg Diskussiounen.

Mir hunn elo virun e puer Joer d'ZANO an d'Liewe geruff. An do hätt sech dat opgedoen, fir och déi Verkéierssituatioun allgemeng ze reegelen, well do komme jo vill Camionen hin, an da wier dat scho programméiert, wéi et misst gemaach ginn, quitte datt et an Etappe geschitt.

E klengt Beispill heizou: Vum Fridhaff bis bei d'ZANO gëtt elo d'Strooss erneiert op zwou Spueren. Mee laut Ausso vum Här Minister géif hien awer envisagéieren, fir vun Ettelbréck bis op de Fridhaff e véierspueregen Ausbau an d'A ze faassen. Léich hei e Gesamtkonzept um Dësch, dann hätt dësen Deel ewell kënnen där Realitéit Rechnung droen an et bräicht een d'Käschten, deemno wéi et elo geet, net zweemol ze droen.

De Contournement vun House begréisse mer. Dës Pläng existéiere schonn zanter den 90er-Joren. Dëse Contournement ass ganz speziell net nëmmen eng Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Leit vun Housen, mee och fir all déi, déi jorelaang op der N7 am Stau ënnerwee sinn. Hei passéieren, laut enger Statistik aus dem Joer 2019, eng ronn 16.000 Gefierer pro Dag dës Uertschaft. Dat si Chifferen, déi soe genuch aus, besonnesch wann een och nach weess, wéi enkpässeg et duerch déi Uertschaft ass. Dee geréngsten Tëschefall provozéiert hei e kilometerlaange Stau.

Dëse Projet ass budgetiséiert mat ronn 154 Milliounen. Do ass derbäi am leschte Lous d'Revalorisatioun vun der Uertschaft Housen, nodeems de Contournement op ass, wat mer begréissen, datt dësem Deel am Gesamtprojet och Rechnung gedroe ginn ass.

Elo nach e puer Wuert zur Securisatioun vun der N7 vum Fridhaff bis op Wäiswampech - esou heescht et jo am offizielle Fachjargon. Mee et misst am Fong geholl méi richteg heeschen: bis op d'Wemperhaart oder d'Schmëdd erop. Well do musse mer jo kucken, datt mer iergendwann - et lafe jo och

Pläng vun der belscher Säit - den Uschloss un d'belsch Säit hunn. Do si jo Pläng gelaf an ob se elo nach aktuell sinn, weess ech net, mee et war awer mol eng Zäit an der Diskussioun.

Et ass e Projet, dee mir awer nëmmen deels begréissen! Wat d'Securisatioun ubelaangt, ass en net zu Enn geduecht ginn. Zu Enn denken, dat heescht, e véierspueregen Ausbau vun der Nordstrooss. Dat ass méi sécher. Hei si mer der Meenung, datt ee keng faul Kompromësser däerf maachen. Mat fadenscheinege Begrënnungen argumentéiert eis Regierung géint de véierspueregen Ausbau vun der Nordstrooss bis op d'Wemperhaart oder Wäiswampech. Hei soll et dann ënner aneren ëm den Naturschutz goen. Am Süden an am Zentrum vum Land ginn et hei awer manner Bedenken! Den Här Minister François Bausch schwätzt dervun, datt d'Streck vun haut ëm 20 Meter méi breet misst gemaach ginn, fir datt een eng Autobunn baue kéint. Souwäit ech mech erënneren, hat ni een de Bau vun enger Autobunn gefuerdert.

Et soll een och emol an deem Zuelejargon, an deem ëmmer vun der Breet geschwat gëtt, e bëssen zréckkommen op d'Realitéit. Ech ka mech erënneren un en Interview an enger Zeitung, do huet den Dikrecher Kondukter - dat ass schonn e puer Joer hier - geschwat, datt ee problemlos praktesch vum Fridhaff bis op Wäiswampech déi Strooss kéint ausbauen op véier Spueren, ouni gréisser Aschnëtter, wéi se de Moment ass, well den Tracé, deen elo do ass, deen dem Staat zur Verfügung steet, relativ breet ass.

Mir hu mol gekuckt gehat, wat d'Norme sinn. Eng Farspuer soll tëschent 2,75 an 3,75 Meter hunn. Wann een dann déi 3,75 mol véier multiplizéiert, an an der Mëtt eng Ofspärung, e Gelänner dertëschent, da wier een op gutt 16 Meter Minimum fir esou eng Strooss. An hei ginn Zuele genannt, ech mengen, et ass dat, wat am Éislek einfach gesot gëtt, also eng véierspuereg Strooss a fäerdeg. Ob dann iwwerall muss eng Farspuer sinn oder eng Pannespuer sinn, dat sief emol dohigestallt.

Mir plädéieren op alle Fall als ADR fir eng Schnellstrooss, véierspuereg, mat duerchgeeënder Vitess. Ben, mir hu mol geschriwwen „110 km/h", well dat de Moment schonn esou ass, well iwwerall, wou zwou Spuere sinn, däerfe mer jo elo op där Strooss 110 Stonnekilometer fueren - an da mat enger Leitplank an der Mëtt ofgeséchert. Esou Stroossen hu mer schonn an der Belsch tëschent Baaschtnech an Arel, déi scho plazeweis och véierspuereg sinn. Dës Strooss ass och net méi breet.

A puncto Breet: Firwat gëtt da lo, an dat ass d'Gretchefro, eng dräispuereg Strooss do propagéiert, wou all Säit eng Pannespuer ass? Dat ass jo d'Gretchefro. Maache mer eng dräispuereg Strooss mat iwwerall enger Pannespuer oder maache mer nëmme véierspuereg Strooss mat verschiddene Pannespueren? Da kréie mer se net iwwerall hin, däers si mer eis bewosst. An da muss ee kucken, wéi een dat mécht. An ech mengen, dat ass d'Gretchefro, déi an där ganzer Geschicht hei ass.

Bei dësem 246-Millioune-Projet ass de Contournement vun Hengescht jo nach net matagerechent. Dee soll jo verwierklecht ginn an der drëtter Phas vun der Securisatioun vun der N7. Wa mer schonn esou vill Geld investéieren, sollt et onser Meenung no e Projet si fir d'Zukunft. Deen heite Projet ass schonns erëm iwwerholl an iwwerfuerdert, ier e fäerdeg ass.

Mir brauche jo nëmmen den Duerchgangsverkéier zu Housen ze kucken, wéi dee sech déi lescht siwe Joer entwéckelt huet, an zwar eng Verkéierssteigerung vu ronn 56 % op siwe Joer. An déi kommen net alleguerten hei Transit maachen. Et sinn der lauter - déi meescht! -, déi hei am Land schaffen, déi mer och brauchen. Sou wéi et ausgesäit, wäerte lo nach eis Kanner souwéi déi Leit, déi all Dag op dës Streck ugewise sinn, mat onméigleche Verkéierszoustänn am Norde konfrontéiert sinn, net nëmmen an der Bauphas vun der Securisatioun, mee och duerno, well d'Léisung net de Problem léist.

Dëse Projet ass och eng Konsequenz, an erlaabt mer, datt ech och drop hiweisen, vum stramme Wuesstum. Do komme mer fréier oder spéider net derlaanscht, fir Neel mat Käpp ze maachen, well eis Ressourcen a Méiglechkeete sinn net onendlech!

Erlaabt mer, nach zum Schluss drop hinzeweisen, datt mäi Kolleeg, de Koeppe Jemp, eng Rei Froen zur N7 gestallt hat, well e war jo, souwäit ech weess, mat deen eenzegen Deputéierten, deen op der N7 derwidder gewunnt huet. En hat am Joer 2005 den 1. Februar eng QP (ndlr: Question parlementaire) gestallt, wou en op d'Sécherheetsmängel op der N7 higewisen huet, speziell an der Lëpschter Dällt, wou hien eng Ënnerféierung deemools ugereegt huet. Den deemolegen CSV-Bauteminister war leider anerer Meenung. Esou änneren d'Zäiten!

Ech mengen, ech sinn och elo frou, datt den Här Bauler gesot huet, och iwwert de Contournement vun der Houschter Déckt géif nogeduecht ginn. Dat freet eis dann och speziell. An ech mengen, da wier dee Problem och do geléist.

Fir d'ADR gëtt et hei keng Kompromësser. Mir réckelen net of vun eiser Iddi vun engem bluttnoutwendegen Ausbau vun der Nordstrooss op véier Spuere vum Fridhaff bis op d'Wemperhaart. Duerfir wäerte mer dee leschte Projet, deen ech elo gesot hunn, net stëmmen. Fir déi aner zwee soe mer awer mat Häerze Jo.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An d'Riednerpult ass elo fräi fir d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Här President, et ass kee Geheimnis, datt mir als déi Lénk e generelle Problem hu mat Contournementen. Eiser Meenung no ass dat meeschtens Symptombehandlung, eng Aart a Weis, déi déi eigentlech Problemer vu Verkéiersopkommen net léist, mee just verdrängt. Fir eis kann e Contournement ëmmer nëmmen dee leschten Auswee sinn, wann all aner Méiglechkeeten duerchgespillt sinn.

Mir hunn natierlech dat gréisstent Versteesdemech fir déi Mënschen, déi un Haaptverkéiersachse wunnen an déi dagdeeglech ënnert där Belaaschtung leiden, ëmsou méi wéi déi Leit, déi un esou Achse wunnen, ganz oft och nach zu deene sozial méi schwaache Schichte gehéieren, well déi Objete generell méi bëlleg sinn. Mee et ass nu mol d'Aufgab vun der Politik, am Interessi vum ganze Land an all sengen Awunner ze schaffen.

Nei Stroossen zéien neien Trafick un. Wat mer méi Stroosse bauen, wat mer méi Trafick kréien. Wat mir d'Autofuere méi attraktiv maachen, wat zwangsleefeg och alternativ Mobilitéitsforme méi un Attraktivitéit verléieren. Contournementen droe massiv zur Zersiidlung vun der Landschaft bäi, wat bei engem begrenzten Territoire wéi Lëtzebuerg e Problem duerstellt. Si denaturéieren a versigelen den Territoire an et gi ganz oft ökologesch wäertvoll Flächen zerstéiert oder zersteckelt, mat dem Verloscht u Biodiversitéit, deen domadder verbonnen ass.

Dofir muss een all Stroossebauprojet och deementspriechend beliichten a kucken, ob en an deem grousse Ganzen, am Kontext vun der Mobilitéit, vun der Ëmwelt, vun der Landesplanung a vun der genereller Liewensqualitéit dann och Sënn mécht. Den Här Minister mécht dat natierlech och. Den Ënnerscheed ass just, datt mir d'Lat warscheinlech e bësse méi héich leeën.

Här President, verkéierstechnesch gesi mir natierlech och d'Wichtegkeet vun där Nord-Süd-Verbindung, dat heescht, gréisstendeels der A7 an der N7. Et ass déi eenzeg, déi allereenzeg grouss Verkéiersverbindung, déi de Süde mam Norde verbënnt, e bëssen esou wéi eng Liewensoder fir grouss Deeler vum Éislek, esou wéi den Här Kaes dat och schonns a senger Ried betount huet.

Logescherweis gëtt eng Strooss méi geféierlech, wat se méi benotzt gëtt. An déi aktuell Infrastrukture sinn iwwer wäit Strecken net un den Trafick ugepasst, och well mer am Norden - zum Gléck! - jo nach vill landwirtschaftlech Betriber hunn, déi d'Stroosse mat hiren net ëmmer klenge Maschinne matbenotze mussen. Dat féiert reegelméisseg zu geféierleche Situatiounen an och leider zu villen Accidenter.

Do muss Remedur geschafe ginn. Do däerf keng Regioun an eisem Land vergiess ginn. Dat versti mir och. Den Ausbau vun der Streck Ettelbréck–Schieren souwéi d'Securisatioun an den Ausbau vun der ganzer Streck Fridhaff–Wäiswampech schéngen ons tatsächlech néideg a sënnvoll. Nieft der Securisatioun ginn awer och Vëlosweeër, Busarrêten a Foussgängeriwwergäng ugeluecht, soudatt och dem ëffentlechen Transport an der Mobilité douce Rechnung gedroe gëtt.

Mee elo méi spezifesch zum Contournement vun Housen. Wéi ech scho gesot hunn, kënnen nei Stroossen ëmmer just déi lescht Alternativ sinn. A bei Contournemente mussen an eisen Aen eng ganz Rei Krittären erfëllt sinn, soudatt se och sënnvoll sinn, wéi den Här Bauler dat a senger Ried gesot huet.

Här President, de Contournement muss als alleréischt relativ alternativlos am lokale Stroossennetz sinn an et däerf keng aner gläichwäerteg Auswäichméiglechkeete ginn, well soss verlagert ee just ëmmer méi Verkéier op ëmmer méi Stroossen. Am Éislek, an der Géigend vun Housen, loossen déi topografesch Verhältnisser nëmmen eng eenzeg Nord-Süd-Trass zou, an dat ass eeben d'N7. Mir gesinn, datt do um Niveau vum Stroossennetz keng reell Alternativ dozou besteet.

Zweetens däerf et keng valabel Offer a Saachen ëffentlechen Transport ginn. E Contournement laanscht eng Zuchlinn ze bauen, ass an eisen Ae vëlleg kontraproduktiv, well de Problem mat de Contournementen ass jo, wéi gesot, ganz oft, datt se d'Autofuere kuerzfristeg - awer och nëmme kuerzfristeg! - méi attraktiv maachen an domadder d'Leit zum Beispill erëm aus dem Zuch eraushuelen. Beim Contournement zu Housen, dat versti mer, kann een dovunner ausgoen, datt esou een Effekt keng grouss Roll wäert spillen.

Drëttens: Den ökologesche Präis muss geréng sinn. No allem, wat mer dozou am Fall House recherchéiert hunn, wäert sech den ökologesche Schued dach an enke Grenzen halen an déi ugrenzend Natura-2000-Zone ginn net beréiert a just marginal beaflosst.

Véiertens däerf et keen nennenswäerte Widderstand vun der Bevëlkerung ginn, déi dovunner direkt betraff ass, zum Beispill duerch Zerstéierung vun engem fir d'Géigend eemolegen Erhuelungsgebitt, net nëmme vun de Mënschen, déi an der entspriechender Uertschaft wunnen, mee och vun deenen an den Nopeschdierfer oder um nationalen Niveau. Esou Projete géint de Wëlle vun der Bevëlkerung duerchzedrécken an dobäi waméiglech och nach eenzel Dierfer géinteneen auszespillen, ass fir eis en No-Go.

Fënneftens: Déi Uertschaft, déi contournéiert gëtt, muss e gutt verkéiersberouegend Konzept hunn. Wat nämlech oft bei Contournemente geschitt, ass, datt de Verkéier no enger Zäit erëm zréckkënnt. Op eemol staut et mueres um Contournement an da fueren d'Leit erëm monter weider duerch d'Uertschaft. Dat ass dann e kompletten Nonsense. An deem heite Fall, mam Contournement zu Housen, hu mir do tatsächlech e Gesamtkonzept, dat eis sënnvoll erschéngt.

Sechstens: Déi betraffen Uertschaft däerf och net wéinst ökonomesche Grënn nei verkéiersintensiv Betriber sech an hirer Uertschaft usidele loossen an d'Landesplanung muss och an esou Dierfer virgesinn, datt d'Zoningen esou leien, datt se gutt ugebonne sinn, a gegeebenefalls e Moratoire ausschwätzen. Well soss gëtt jo dat eigentlecht Zil, fir de Verkéier an der Uertschaft ze berouegen, erëm ad absurdum geféiert.

Här President, mir hunn eis et net einfach gemaach an dëse Projet wierklech am Detail gekuckt. Mir wäerten dëse Projet de loi finalement matstëmmen, och wa mer et net mat grousser Loscht a Freed maachen. Mee ech kann awer elo schonn ukënnegen, datt dat bei anere Contournementen, déi nach an der Pipeline sinn, mat zimmlecher Warscheinlechkeet net de Fall wäert sinn.

Nach e lescht Wuert: An eisen Ae gëtt den Individualverkéier an dësem Land vill ze vill subventionéiert a gefërdert. Mir maachen eng Autospolitik, déi leider ons Erfolleger am Beräich vum ëffentlechen Transport erëm direkt obsoleet mécht. Prioritéit muss ëmmer de kollektiven Transport hunn, well dat ass de Schlëssel vun der Mobilitéit vun der Zukunft. An dat gëllt net nëmme ronderëm d'Stad, mee och grad a méi ländleche Géigende wéi zum Beispill am Éislek. Well wann een zwou Stonne méi laang brauch mam ëffentlechen Transport, dann hëlt een deen net, dat ass jo normal!

Justement als Pendant zu esou Stroosseprojete wéi déi heite sinn den Ausbau vun der Zuchstreck op zwee Gleiser an eng verstäerkten Notzung oder souguer eng Weiderentwécklung vun den Niewestrecken op Wolz an op Dikrech politesch Projeten, déi an eisen Aen dréngendst missten analyséiert ginn. D'Zil muss et sinn, datt ee méi einfach a méi séier mam ëffentlechen Transport vum Norden an de Süden an ëmgekéiert kënnt wéi mam Auto. An do, dat wësse mir all, ass nach ganz vill ze dinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary an dem Carlo Back fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Per Zoufall, ier de Projet op d'Dagesuerdnung koum, war ech viru Kuerzem zu Wuelesse bei eise Piraten, an dat net just, well et do soll Muffele ginn, also d'Déieren, déi mir Piraten sou gäre schützen, si hu mer och gehollef, dëse Gesetzestext anzeuerdnen. Och d'Éislek kann a muss sech wirtschaftlech weiderentwéckelen. D'Éislek lieft och vun der Landwirtschaft, am Éislek sinn awer och vill Handwierksbetriber, ma och ëmmer méi Servicer vertrueden. D'Éislek ass haut eng héichdynamesch Géigend!

Och ëmmer méi jonk Stéit zitt et wéinst de Logementspräisser an der Liewensqualitéit an den Norde vum Land. Ech héieren allerdéngs och vill vun de Leit, datt d'Situatioun a Saachen Trafick wierklech dramatesch ass, dat virun allem an de Spëtzestonnen. Op där enger Säit ass e wirtschaftlechen Opbau vum Éislek amgaang, anerersäits gouf awer, wéi sou oft am Land, un der Infrastruktur gespuert.

Haut geet et ëm d'Liewensoder am Norden, d'N7, och „Dräibunn" genannt. Dëse Projet deelt sech deemno graff an dräi Deeler: d'Sécherung vun der N7 duerch sëlleg Echangeuren, Rond-pointen, Opan Offaarten a Kalifornesch Mauere souwéi den Ausbau vun der B7 op véier Spueren an de Contournement Housen.

De véierspueregen Ausbau begréisse mir Piraten. Mir hätten eis awer gewënscht, datt fir d'Regierung den Norden net an der Nordstad géif ophalen, mee wierklech konsequent an e wierklech sécheren an ugepasste Stroossereseau investéiert géif ginn. Dat heescht konkreet: véier Spueren iwwerall do, wou et méiglech ass.

Wat d'Contournementen ugeet, ass ze soen, datt et kee Sënn mécht, hei mol e Contournement ze bauen an dann do mol een, mee datt all d'Verkéierskniet mussen ewechgeholl ginn. Dat geet nëmmen, andeems mir all Uertschaft ëmfueren, déi wierklech mam Trafick gehäit ass.

Här President, loosst mech kuerz op de Contournement Housen agoen. Vun 1957 bis 1963 war de Jean Dimmer, e Virdenker, de Buergermeeschter vun der deemoleger Gemeng Housen. Et war hien, deen d'Iddi vum Contournement Housen deemools op den Dësch geluecht huet. Zanterhier waarden d'Awunner op eng Ëmgeeungsstrooss fir hir Uertschaft. En halleft Joerhonnert méi spéit ass et elo sou wäit.

Mat dësem Projet wäert sech House staark veränneren. Endlech kréien d'Leit déi Liewensqualitéit, déi hinnen zousteet. De Gemengerot vun der Gemeng Parc Housen steet dann och geschlossen hannert dem Masterplang Housen, dee virgesäit, dës Uertschaft ze valoriséieren.

Datt de Contournement elo wierklech kënnt, ass an den Ae vun de Piraten och de Verdéngscht vun de Gemengeverantwortlechen op der Plaz. No enger Fusioun tëscht de Gemengen Houschent, Konstem an Housen ass et hinnen nämlech gelongen, mat Nodrock bei der Regierung déi néideg Schrëtt anzeverlaangen. D'Gemeng huet wierklech am Sënn vun de Bierger geschafft. Dat weist, wann op kommunalem Plang de Wëlle fir eppes do ass, datt ee mat enger staarker Ekipp eppes kann erreechen.

Bis ewell sinn all Dag ronn 20.000 Autoen duerch d'Uertschaften Hengescht, Housen, Houschter Déckt gefuer. D'ganz N7 soll elo duerch sëlleg Reamenagementer geséchert ginn. De Contournement Housen ass an deem Kontext e wichtegt Puzzlestéck. Allerdéngs wäerte vill Kilometer vun der N7 och weiderhin duerch kleng Uertschafte féieren an d'Liewensqualitéit vun de Leit weider belaaschten. Uertschafte wéi d'Houschter Déckt oder Hengescht wäerten och weiderhi staark belaascht bleiwen, virun allem duerch den Transitverkéier, deen aus der Belsch erof op Lëtzebuerg rullt, oft souguer nëmme fir ze tanken.

Här President, d'N7 ass net nëmmen d'„Éisleker Miwwelstrooss", et ass eng europäesch Strooss, déi net nëmmen den Norden an den Zentrum vum Land matenee verbënnt, mee och d'Verbindung Maastricht–Léck–Lëtzebuerg assuréiert. D'Securisatioun an den Ausbau vun der N7 kann een net als e lokalen, souguer vläicht net emol als nëmmen en nationale Projet betruechten, mee villméi als e Projet, dee misst Hand an Hand mat de belschen Autoritéiten duerchduecht ginn, fir genee ze wëssen, ob mir net Feeler aus der Vergaangenheet widderhuelen.

Wéi vill Trafick an Zukunft aus Richtung Norden op eis duerkënnt, ass ongewëss. Ob d'Belsch plangt, e Bypass vu Sankt Vith Richtung Lëtzebuerg an d'federal Infrastrukturen eranzehuelen, steet nach an de Stären.

Mir Piraten wënschen eis vun der Regierung e méi kooperativen Usaz bei de Froen, déi eis Mobilitéit uginn. Froe wéi Opfangparkingen, Coworkingspaces an de gratis ëffentlechen Transport och an déi benopert Regioune missten an den Ae vun de Piraten Prioritéit genéissen. Dës Sujete missten dann och verstäerkt bei de Verhandlunge mat der belscher Regierung ënnerstrach ginn.

Här President, fir eis ass dëse Projet nach net duerchduecht genuch. Am Endeffekt ass et eng Spuermoossnam. Zanter Jore geschéien op der N7 déidlech Accidenter a wien haut op där Strooss fiert, spillt mam Risiko. Dëst wäert sech zwar duerch d'Sécherung an Zukunft verbesseren, mee fir de reelle Problem vun dësem Projet awer nach eng Kéier ze illustréieren, wéilt ech gären zréckkommen op meng parlamentaresch Fro vu virun engem Joer.

Ech hat de Minister Bausch d'lescht Joer per parlamentaresch Fro gefrot, ob beispillsweis virgesinn ass, de Contournement fir d'Houschter Déckt ze bauen. Laut eiser lokaler Piratesektioun ass opgefall, wéi geféierlech dësen Ofschnëtt ass. De Minister huet dozou gesot: „E Contournement vun der Houschter Déckt ass de Moment net virgesinn." De Problem op dëser Plaz duerch eng Vitesslimitatioun op 50 Kilometer an der Stonn unzegoen, sou wéi den Här Bausch et an der Äntwert op meng Fro proposéiert huet, ass sécherlech keng Léisung, mee alt erëm eng Spuermoossnam.

Mir Piraten fannen, wann een esou e Projet wéi dee vun der N7 wëllt konsequent ugoen, da muss een d'Suen an de Grapp huelen, fir et vun A bis Z ze maachen. Do wären d'Sue besser investéiert wéi an dee Militärfliger! Dat bedeit éischtens: mat eisen

Nopeschlänner schwätzen, ier mer esou eppes maachen, zweetens: véier Spueren do, wou et méiglech ass, an drëttens: all Uertschaft ëmfueren.

Zu Housen huet et joerzéngtelaang gedauert, bis sech d'Politik aus enger katastrophaler Situatioun a Saachen Trafick eraus bereeterkläert huet, endlech de Leit vun House méi Liewensqualitéit duerch e Contournement ze ginn. Wéi laang wäert et zu Hengescht, op der Houschter Déckt an op der Wemperhaart daueren?

Dir mierkt, et ass nach vill nozehuelen op der Nordstrooss. Mir Piraten wäerten déi dräi Projeten haut matstëmmen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Minister zoustänneg fir Mobilitéit an ëffentlech Infrastrukturen, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, merci och alle Riednerinnen a Riedner fir hir Bäiträg a virun allem och deenen zwee Rapporteure vun deene Projeten. A virun allem e grousse Merci fir déi extreem breet Zoustëmmung. Wann ech dat elo richteg zesummegezielt hunn, da gëtt et 60 Stëmmen en faveur vun ... Nee, pardon, entschëllegt, ech hu mech elo geiert: Et gëtt bal fir all Projet 60 Stëmmen, just d'ADR stëmmt jo d'Securisatioun vun der N7 net mat. Mee bon, dat sinn da 57 Stëmme fir dee Projet; ...

(Interruptions)

... dat ass wierklech net schlecht!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech viru siwen an engem hallwe Joer, wéi ech mäi Mandat als Transport-, also Mobilitéits- a Bauteminister ugefaangen hunn, relativ fréi op den Tour gemaach duerch den Norden, fir de Bols ze fillen, fir mer alles unzekucken. Ech hu souguer mat engem Bauer e ganzen Dag eng Trakterfaart gemaach iwwer verschidde Strecken am Norden, fir mech ortskundeg ze maachen.

An déi Versammlungen, déi dräi gréisser Versammlungen, déi mer haten, uewerhalb vun Ettelbréck - ech hat der doriwwer eraus zwar nach e ganze Koup méi, mee ech zéie just déi eraus, déi och mat deene Projeten hei ze dinn hunn -, do waren d'Säll allkéiers gutt gefëllt, ëmmer 400 bis 500 Leit am Sall. An dat ware ganz spannend an interessant Diskussiounen.

An ech hu sécherlech, éischtens, och vill bäigeléiert bei deene Saachen, bei deem, wat d'Leit mer gezielt hunn, wat hir Suerge sinn, wat ech alles gesinn hunn, mee virun allem war et mer awer ëmmer wichteg, op deene Veranstaltungen ze soen, datt ech mer jo d'Liewen am Fong kéint einfach maachen a soen an deene gutt gefëllte Säll: „Wat hätt Der gär?", an: „Dat kritt Der!" An da wär den Applaus mer warscheinlech sécher gewiescht an deene Säll an dann hätt ech mech heembeweegt mat engem Schmunzelen am Gesiicht, well ech jo dann dat nämmlecht gemaach hätt, wat relativ oder leider villze oft an der Politik gemaach gëtt en général: nämlech Saachen ze verspriechen, vun deenen ech ganz genau weess, datt se net ze hale sinn an datt se och deementspriechend de Leit mat deene berechtegte Suergen, déi se hunn, net vill bréngen, well am Endeffekt näischt wäert geschéien.

Dunn hunn ech awer gesot, datt ech wéilt Saache maachen. An ech hunn déi Saachen, déi mer haut virleien, alleguerte plus ou moins ugekënnegt deemools, datt et an déi Richtung géif goen. A mir hunn eis un d'Aarbecht gemaach, fir dorun ze schaffen.

An ech hat och nach eng lescht Biergerversammlung, wou och erëm eng Kéier e richteg gutt gefëllte Sall war, dat war zu Houschent, dat war virun de Walen 2018, wou ech gesot hunn, dee Contournement do, dee géif gebaut ginn, an zwar wär dat ee vun deenen, deen op der Prioritéitelëscht ganz uewe stéing, wann ech nach eng Kéier d'Chance hätt, Minister ze sinn. Ech krut déi Chance vun de Wielerinnen a Wieler, fir nach eng Kéier Minister ze sinn. An dee Projet läit och duerfir elo haut esou vir, wéi ech en deemools versprach hat. An e gëtt jo och dann elo mat ganz grousser Majoritéit hei, fir net ze soen unanime, gestëmmt.

Firwat ass dat mer wichteg, dat ze betounen? Mee well ech einfach fannen, datt, no effektiv iwwer 30 Joer vill Gerieds a vill Geschwätz zu deenen dote Sujeten, wat dee ganzen Tronçon ubelaangt vun Ettelbréck bis ganz uewenaus an d'Éislek, datt ech do endlech wollt hunn, datt eppes geschitt, an datt ech wollt hunn, datt eppes geschitt, wat och an engem iwwerschaubaren Zäitraum ëmsetzbar ass - nämlech a sechs Joer sollen déi Projeten hei alleguerten ëmgesat ginn -, a wouvun dann och d'Leit ganz sécher vill wäerte profitéieren a relativ séier wäerte kënne profitéieren.

Den Ausbau vun der B7, d'Securisatioun, wéi se elo virgesinn ass, vun der N7 an och de Contournement vun Housen, déi wäerte sécherlech e grousse Bäitrag dozou leeschten, datt éischtens d'Sécherheet besser gëtt an och d'Fluiditéit op der Streck vill besser gëtt an donc och eppes gemaach gëtt fir d'Liewensqualitéit vun deene ganze Leit, déi do ronderëm wunnen an och déi Streck notzen, fir vläicht schaffen ze fueren oder aner Saachen ze maachen.

Derbäi kënnt nach de Contournement vun Hengescht. Do ass de Gesetzesprojet an der Ausaarbechtung, den APD. Dee wäert och nach an dëser Legislaturperiod an der Chamber deposéiert ginn - also vun der Regierung hoffentlech ugeholl ginn, mee ech ginn elo mol fest dovun aus, well et steet am Koalitiounsofkommes, an dann och an der Chamber deposéiert ginn. Dat wäert dann nach en zousätzleche Projet sinn.

Am Kader vum Developpement vun dem Mobilitéitskonzept fir d'Nordstad kommen nach eng Rei Saachen derbäi, an zwar e véierspueregen Ausbau vun der N7 bis op de Fridhaff. An dat maache mer net prioritär oder eleng, loosse mer soen, well mer gären hätten, datt ee vun uewen aus dem Norden an d'Stad méi séier weiderkënnt, mee dat ass e wichtegen Deel vun der Ëmfuerung vun Ettelbréck a vun Dikrech, also vun der Nordstad. Et ass am Fong haaptsächlech an deem Konzept, wou dat genotzt gëtt, datt, wann een a Richtung Dikrech kënnt an net an Dikrech selwer erawëllt, datt een dann eeben iwwert dee Wee méi séier laanscht Dikrech an Ettelbréck kënnt, ouni datt déi Uertschafte belaascht ginn.

Da kënnt nach derbäi de Contournement vun Ettelbréck, wou mer jo och eng Propos elo gemaach hunn, rezenterweis, an et kënnt derbäi de Contournement vun Dikrech a Form vun enger Tunnelvariant, wou ech och eng Propos gemaach hunn. Derbäi kéint een och nach zielen den Ausbau vun der Gare Ettelbréck, wat jo net nëmmen den Ausbau vun der Gare ass, mee och do eng ganz Neigestaltung vun der Strooss, mat Ënnertunnellungen, fir datt de Verkéier besser fléisst a fir datt virun allem Ettelbréck eng Chance kritt, fir sech bannen am Kär besser ze entwéckelen. An derbäi kënnt och nach en neie Pôle d'échange zu Ierpeldeng, eng nei Gare, mee net nëmmen eng Gare, och e Pôle d'échange mat engem ganz grousse Park & Ride, wou een an Zukunft, wann ee vun uewen aus dem Norde kënnt, d'Méiglechkeet huet, bequeem mam Zuch relativ séier an der Stad ze sinn - och e wichtege Bestanddeel vun deem gesamte Konzept.

Wann Der Iech déi Projeten do alleguerte mol eng Kéier op der Zong zergoe loosst an Iech ukuckt, wat do realiséiert ginn ass an deene leschte siwen an en halleft Joer a wat nach an deenen nächsten zwee an en halleft Joer wäert derbäikommen, da géif ech gär behaapten, datt an deene leschten zéng Joer enorm, enorm vill fir d'Mobilitéit am Norde gemaach ginn ass. A wann déi Projeten do bis all ëmgesat gi sinn, da ginn ech och dovun aus, datt dat zu Verlagerunge wäert féiere vum Verkéier an engem positive Sënn. Well et ass vill geschwat ginn hei och vun dem Zesummespill mam ëffentlechen Transport. Dat ass och wichteg. Do kommen eng ganz Rei Projeten, déi ech awer elo hei net méi wëll alleguer opzielen, déi nach derzougehéieren. Alles dat mécht jo och, datt mer eng Reduktioun kréie vum Verkéier, well mer eng Verlagerung kréien. Mee virun allem mécht et awer och, datt den Norden insgesamt vill méi eng héich Qualitéit kritt a vill méi eng grouss Attraktivitéit kritt, wat de Sënn ass vun all deenen Investissementer.

Also, ech mengen, mir sinn um gudde Wee. Ech sinn optimistesch, datt mer déi Timingen och do agehale kréien, déi mer hei an de Projete virgesinn hunn. A mir schaffen emseg un deenen aneren. An am Kader vum Plan national de mobilité 2035, dee bis Enn des Joers wäert fäerdeg sinn, wäert Der gesinn, do kommen all déi aner Etappen, déi ech elo beschriwwen hunn, nach no. An da wéi gesot, mengen ech, brauch den Norde sech net méi ze bekloe respektiv kënnen d'Leit opootmen. Dann hu se eng Perspektiv a villerlee Hisiicht fir d'Zukunft.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister François Bausch. Den Här Michel Wolter freet nach d'Wuert. Parole après ministre fir den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech froe kuerz Parole après ministre, well ech dem Här Bausch, deem ech wierklech wëll felicitéiere fir munch falsch Initiativen, déi e geholl huet an deene leschte Joren, ganz interesséiert nogelauschtert hunn.

Här Bausch, Dir hutt gesot: „Ech war bei de Leit", „ech hu versprach", „wann ech erëmgewielt ginn, da maachen ech", „elo maachen ech", an: „a sechs Joer sinn déi Projeten, déi mer haut stëmmen, sinn déi gebaut".

Ech hoffen, Dir behaalt Recht! Well bal op den Dag virun dräi Joer, de 17. Juli 2018, hu mer hei op der Chamberstribün en anere Contournement gestëmmt, dat ass de Contournement vu Käerjeng. Do waart Der 2016 viru 700 Leit an der Hal 75, Dir hutt deene 700 Leit de Contournement versprach, Dir hutt Wuert gehalen, datt Der de Projet de loi an d'Chamber bruecht hutt. An elo si mer dräi Joer hannendrun an an deenen dräi Joer sinn, huelen ech un, um Niveau vun Ärem Ministère eng Rei Saachen geschitt, mee visibel no baussen ass net ganz vill. A wann ech sechs Joer oder siwe Joer annoncéiere fir eppes an ech hunn no dräi Joer nach net d'Ëmweltverträglechkeetsstudie hanneru mer, da wëll ech deene Leit aus dem Norde soen, datt se vläicht net gradesou optimistesch solle sinn, wéi dat haut hei gesot gëtt.

Ech weess, datt Dir ganz vill wëllt maachen. An ech hoffen, datt Der dat heite realiséiert, well et fir den Norden en décke Projet ass. Ech wär just frou, nodeem quasi d'Kompensatiounsmoossname vun deem Contournement, vun deem ech virdru geschwat hunn, elo säit bal engem Joer am Ministère vum Environnement leien, wa mer och op deem Projet géife virukommen. Well Dir wësst ewéi ech - ech hunn och der Madamm Empain nogelauschtert -, datt op deem heiten Tracé Terrain muss kaf ginn, an Dir wësst, datt, soulaang d'Ëmweltkonditiounen net erfëllt sinn, de Staat keng Terraine ka kafe goen, well e jo net weess, ob e se däerf kafen.

Et ass also an enger Prozedur net nëmmen ee Minister, deen zielt, et ass eng ganz Regierung, déi zielt, an eng ganz Regierung huet en Engagement. De Contournement vu Käerjeng, dee war net mat 60 Stëmme gestëmmt ginn. E war - hélas ! -, nëmme mat 58 Stëmme gestëmmt ginn, well d'Kolleege vun déi Lénk net esou indulgent bei deem Contournement waren, wéi se et an der Ried vun hirer Sprecherin haut waren.

An an deem Sënn, Här Minister - Dir hutt d'Hand scho gehuewen -, hoffen ech, datt Der eng positiv Neiegkeet hutt. Et geet och do ëm d'Liewensqualitéit vun Dausende vu Leit!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech wollt dem Här Wolter Merci soe fir seng Interventioun. An ech kann och seng Ongedold verstoen a si ass och berechtegt. An ech kann em awer versécheren, datt mer um gudde Wee sinn, fir déi Léisungen ze kréien, also déi Saachen all ze kréien, déi mer brauchen, fir datt mer kënne mat den Aarbechten ufänken. Et wäerten och eng Rei Aarbechten da relativ séier ugoen.

An ech hat Iech jo och scho gesot, datt ech am September eng Kéier wéilt bei de Schäfferot vun der Gemeng Käerjeng kommen, well ech hunn nach eng Rei aner Saachen, déi ech Iech wollt proposéieren, och am Interêt vun Ärer Gemeng, déi awer am Zesummenhang sti mam Contournement, wou positiv Effekter wäerte kommen. Dat si Saachen, déi mer elo nach iwwerduecht hunn. Also net de Contournement ass iwwerduecht ginn, mee haaptsächlech Saachen, déi am Interêt si vun der Verkéiersberouegung vun der Uertschaft Käerjeng. Wéi gesot, am September gesi mer eis. An ech kann Iech awer versécheren, datt mer do um gudde Wee sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. D'Madamm Cecchetti freet nach d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, merci. Ech wëll dat net op deene Lénken hei sëtzeloossen, well dat waren, mengen ech, dann heibannen déi Eenzeg, déi déi richteg NO_x-Wäerter haten deemools bei deem Contournement. Also ech wëll déi Diskussioun elo hei net opmaachen, mee den Här Wolter huet se opgemaach, well do wier ganz vill ze soen, well nach ëmmer sinn déi falsch NO_x-Wäerter an de Käpp vun de Leit. Mir si scho ganz, ganz laang doran. A wann den Här Wolter gutt nogelauschtert gehat hätt, ech hunn e ganze Koup Krittären opgefëiert, firwat mer deen heite matstëmmen, dee Contournement: well all déi Krittären do gi sinn!

A bei deem anere Contournement kënnt Der all déi Krittären nolauschteren a -kucken: Déi sinn net ginn. Deen ass laanscht eng Zuchlinn. Dee geet duerch eng Natura-2000-Zon, déi immens wichteg ass fir déi Leit, déi dobäi wunnen. An et géif een net mengen, datt mir d'Klimakris ze spiere kriten. Et géif een net mengen, datt mir eng Covidkris hätten, datt mir an enger Pandemie waren, et géif een net mengen, datt d'Temperaturen an d'Luucht ginn an et Hongersnéit gëtt, well d'Leit näischt méi kënnen iessen, well näischt méi do ass, well alles verbrennt. An dat hänkt alles zesummen.

An ech verstinn einfach net, wéi mir d'Aen nach ëmmer kënnen zoumaachen an dat doten duerchgoe loossen! Fir mäi gutt Beispill ze zitéieren: Wa mer ...

(Brouhaha)

Jo, ech fannen dat do eng Frechheet, wann ee schwätzt, datt een dann hei belächelt gëtt an datt dann esou mat der Hand gemaach gëtt, ...

(Mme Myriam Cecchetti imite un geste désapprobateur de la main.)

... dat weist keng gutt Kannerstuff!

A wa mir missten e Contournement duerch d'Stad Lëtzebuerg bauen a mir missten Haiser ofrappen, géife mer et och net maachen. Do si mer op en Tram zréckgefall. A mir hunn dat ganz gutt gemaach an dat ass genial! Awer mat der Natur oder mam Gromperesteck kënne mer et jo maachen. Do fuere mer einfach queesch derduerch ...

(Brouhaha)

... an de Rescht ass eis egal!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti. An d'Wuert geet zréck un den Här Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, Här President, ech wollt am Fong just soen, datt ech net esou gemaach hunn ...

(M. François Bausch refait ledit geste de la main.)

... wéinst der Madamm Cecchetti, mee well ech lech wollt soen, datt ech am Fong alles gesot hunn an datt ech ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7778, dat ass den Housener Contournement.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7778 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7778 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Frank Colabianchi), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7779, dat ass den Ausbau vun der B7.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7779 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass och de Projet de loi 7779 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Frank Colabianchi), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7780, dat ass dee vun der Ofsécherung vun der N7.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7780 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7780 bei 56 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Frank Colabianchi), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispense vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 6., 7. an 8. Juli virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.49 heures.)

SÉANCE 65

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mardi 6 juillet 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Marc Spautz - M. Claude Wiseler - M. Gilles Roth - M. le Président - M. Fernand Kartheiser - M. le Président - M. Mars Di Bartolomeo - M. le Président
4. **Dépôt d'une motion par M. Fred Keup**
   - Exposé : M. Fred Keup
5. **Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet du déclin de l'attractivité du métier d'enseignant**
   - Exposé : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1)
   - Débat : M. Gilles Baum - Mme Francine Closener - Mme Josée Lorsché - M. Fred Keup (intervention de M. le Ministre Claude Meisch) - Mme Myriam Cecchetti (dépôt de la motion 2) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Motion 1 : M. Gilles Baum - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - Mme Martine Hansen
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Gilles Baum - Mme Martine Hansen - M. Fred Keup - M. Sven Clement - Mme Myriam Cecchetti
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
6. **Motion de M. Fred Keup relative au respect du principe que l'État n'a pas à réguler la langue en fonction de principes politiques et/ou idéologiques**
   - Discussion générale : M. Gilles Baum - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement (interventions de M. Fred Keup et de M. Georges Engel) - M. Fred Keup (intervention de M. Sven Clement) - Mme Josée Lorsché - Mme Myriam Cecchetti
   - Vote sur la motion (rejetée)
7. **Motion de M. Jeff Engelen au sujet du soutien d'une politique industrielle et de recherche, qui permettrait une autonomie au niveau de la médecine au Luxembourg et dans l'Union européenne**
   - M. Fernand Etgen, Président
8. **Ordre du jour (suite)**
   - M. Gilles Roth - M. Fernand Etgen, Président
9. **Motion de M. Jeff Engelen au sujet du soutien d'une politique industrielle et de recherche, qui permettrait une autonomie au niveau de la médecine au Luxembourg et dans l'Union européenne (suite)**
   - Exposé : M. Jeff Engelen
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Marc Hansen - M. Sven Clement - M. Georges Engel
   - Prises de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. le Ministre Franz Fayot
   - Vote sur la motion (rejetée)
10. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse des prix et de la pénurie des matériaux de construction**
   - Exposé : M. Marc Spautz (dépôt des motions 1 à 3)
   - Débat : M. André Bauler - M. Claude Haagen - Mme Semiray Ahmedova - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement
   - Prises de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. Sven Clement) - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Marc Lies (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles
   - Motion 1 : M. Claude Haagen
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Claude Haagen
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Claude Haagen
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 6 juillet 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7848** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2020*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.06.2021

***7849** - Projet de loi portant*

1) transposition de la DIRECTIVE (UE) 2019/713 DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil

2) modification du Code pénal

3) modification du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 29.06.2021

***7851** - Projet de loi relatif au financement de l'exploitation des services publics d'autobus*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 01.07.2021

***7852** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition et le support logistique de véhicules de commandement, de liaison et de reconnaissance (CLRV) pour les besoins de l'Armée*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 01.07.2021

***7853** - Projet de loi portant approbation de l'Accord, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2020, amendant l'Accord relatif à la fourniture et à l'exploitation d'installations et des services de la circulation aérienne par EUROCONTROL au Centre de contrôle régional de Maastricht, signé le 25 novembre 1986*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.07.2021

***7854** - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong, le 15 mai 2009*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.07.2021

***7855** - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi, le 18 mai 2007*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.07.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1919** - Demande de pétition publique : Non aux tests PCR cancérigènes*

Dépôt : Olivier Caisou-Rousseau, le 27.06.21

***1921** - Demande de pétition publique : Dashcams fir am Auto*

Dépôt : Georges Leuck, le 29.06.2021

***1920** - Demande de pétition publique : Bodycam fir d'Police*

Dépôt : Georges Leuck, le 29.06.2021

***1922** - Demande de pétition publique : Vente d'une bouteille d'eau à un prix abordable*

Dépôt : Jeff Balance, le 29.06.2021

***1923** - Demande de pétition publique : Sonderurlaub für Eltern mit Frühchen*

Dépôt : Tiziana Degano, le 01.07.2021

***1924** - Demande de pétition publique : Délivrance d'un certificat d'immunité au-delà de 6 mois après l'infection pour les personnes présentant des anticorps au Covid-19*

Dépôt : Bénédicte Souy, le 02.07.2021

***1925** - Demande de pétition publique : Tests PCR cancérigènes et inefficaces (remplace pétition envoyée le 27.6.2021)*

Dépôt : Olivier Caisou-Rousseau, le 03.07.2021

***1927** - Demande de pétition publique : Interdire aux sociétés d'utiliser la place publique comme parking pour leur camions, camionnettes hors service.*

Dépôt : Armand Marx, le 04.07.2021

***1926** - Demande de pétition publique : Videobeweiser musse gëllen, wann een den Täter oder d'Täterin drop erkennt, a musse viru Geriicht gëllen*

Dépôt : Angela Zimmer, le 04.07.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

Une voix.- Jo, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Marc Spautz freet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Här President, villmools merci fir d'Wuert. Dir hutt eis elo just den Ordre du jour virgestallt. Ech wollt just froen, ob Der eis offiziell kënnt soen, firwat hei an der Chamber kee CovidCheck ass a mer hei nach ëmmer musse mat Maske ronderëmlafen, well kee Mënsch dobausse versteet, wann iwwerall CovidCheck ass an een dann ouni Mask ka fueren, dass déi ieweschte Institutioun vum Land nach ëmmer hei sëtzt mat de Masken a mer de Leit awer no bausse soen, aner Saache wiere méiglech. Dofir wier et vläicht wichteg, dass een och déi Informatioun huet.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Ech muss soen, datt ech e bëssen iwwerrascht sinn iwwert déi Fro, well grad déi do Fro jo schonn an engem Bréif vun der CSV-Fraktioun thematiséiert ginn ass, an de Chamberbureau der Administratioun den Optrag ginn huet, fir déi Fro ze ënnersichen. Bei deem Exercice ass awer dunn erauskomm, datt no deem Gesetz, wat mir heibannen an der Chamber gestëmmt hunn - a mir sinn am Fong déi Alleréischt, déi et misste wëssen -, mir keen Établissement ouvert au public sinn. Dat heescht, zu deem heite Raum, wou mir eis Reunioun hunn, huet de Public keen Zougank. An duerfir hu mer deen dote Punkt ..., en attendant, datt mer déi nächst Woch en neit Covidgesetz stëmmen, an dann hu mir et selwer an der Hand. Mir hunn dann awer nächste Freideg deen dote Punkt um Ordre du jour.

Dann hat den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

Den Här Marc Spautz wëllt nach eng Kéier zréckkommen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo. Merci, Här President, fir déi Erklärung. Ech wëll just soen, dass ech mat där Interpretatioun net averstane sinn.

Une voix.- Keen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An ech géif domadder och alleguerten déi Leit invitéieren, déi et jo elo offiziell héieren hunn, an do si jo och Juristen derbäi, déi solle sech dann dozou äusseren.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Spautz. Ech wëll am Fong geholl och soen, datt ech haut vun der CSV-Fraktioun eng Question parlementaire erakritt hunn iwwert deen dote Punkt. A wou ech mech awer muss froen: Ass dat iwwerhaapt als eng Question parlementaire recevabel. Well eng Question parlementaire muss fir d'alleréischt d'interêt général sinn. An do si mer dann och amgaang, Iwwerleeungen ze maachen, ob dat de Fall ass oder am Fong geholl och net de Fall ass.

(Interruption)

Dann hat den Här Wiseler d'Wuert gefrot, Här Roth. Hei geet et schéin een nom aneren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Roth huet kee Problem domat, wann ech virschwätzen. Ech wollt am Fong just ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Mikro, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- En ass un. Ech ka mech awer och setzen, dann héiert Der dat besser. Et ass net aus Manéierlechkeetsgrënn, datt ech also net opstinn. Ech wollt am Fong just ganz kloer soen, datt mir déi do Diskussioun an der Chamberskommissioun an aller Däitlechkeet geféiert hunn dee Moment, wéi mer iwwert d'Interpretatioun vun deem Artikel do geschwat hunn. An do ass eis vusäite vun der Santé aus an aller Däitlechkeet och gesot ginn, datt et sech selbstverständlech och géif op aner Typpe vu Manifestatiounen applizéieren, déi net onbedéngt an Etablissementer géife geschéien. Notamment hu mer vu Fraktiounssëtzunge geschwat an änlechen Diskussiounen, wou et kloer war, datt fir jiddwereen d'Interpretatioun esou war, datt et sech op déi Manifestatiounen absolutt géif och applizéieren. Dofir verstinn ech elo net, firwat hei am Haus eng aner Interpretatioun gemaach gëtt wéi déi, déi an der Chamberskommissioun vun der Chamberskommissioun selwer festgehale ginn ass en accord mat der Regierung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Also ech stellen nach eng Kéier fest: Deen dote Punkt ass um Ordre du jour vum Bureau den nächste Freideg. Mee eise Wëssensstand ass u sech deen, datt mer dann och vum Santésministère gesot kritt hunn, datt u sech dann do déi Interpretatioun déi ass, wéi ech et elo just gesot hunn.

Dann huet den Här Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech muss och soen, dass ech erstaunt sinn iwwert déi Liesaart, déi Dir hutt iwwert déi Notioun vun engem Etablissement. Ech kann eigentlech net novollzéien, dass een an e Restaurant ka goe mat engem CovidCheck, dass een an eng Nuetsbar ka goe mat engem CovidCheck, dass een an all aner Etablissementer ka goe mat enge CovidCheck, mee dass gewielte Volleksvertrieder keen Zougank hunn an eng Chamber mat CovidCheck.

An dat Zweet, wat mech nach interpelléiert, dat ass dat, ob déi Question parlementaire urgente, déi d'Madamm Hansen an ech elo gestallt hunn, dass Dir elo an Zweifel stellt, dass déi d'intérêt général ass. Ech verweisen Iech op d'Constitutioun. D'Deputéiert, dat si Volleksvertrieder. An d'Deputéiert huelen d'Decisiounen am Interessi vum Land. Wann Dir der Meenung sidd, dass dat näischt mat Interêt général ze dinn huet, dann ass dat Är Interpretatioun. D'Interpretatioun vun der Parlamentsverwaltung, déi deele mir net. A mir kënnen déi just zréckweisen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. Ech mengen, all déi do Argumentatioune wäerte mer dann an eis Iwwerleeunge mat eranhuelen. An déi Diskussioun féiere mer dann e Freideg am Bureau virun.

An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser ginn, fir ...?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ordre du jour, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir den Ordre du jour.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Jo, ech wollt kuerz iwwert den Ordre du jour schwätzen, well mir haten den 20. Mee déi Resolutioun eraginn hei, fir iwwert d'Informatiounscampagne am Kader vun der Verfassungsreform ze schwätzen. An déi war elo e puermol op engem Ordre du jour vun der Institutiounekommissioun. Se ass do ëmmer erëm erofgeholl ginn. Elo ass eng Reunioun och annuléiert ginn, déi fir leschte Freideg virgesi war a wou dat um Ordre du jour stoung. Elo ass jo den 13., dat heescht d'nächst Woch, eng Reunioun virgesinn, wou dat elo erëm um Ordre du jour steet. Dat ass elo den 13. um aacht Auer moies.

Ech wollt just soen, Här President, datt ech dat wéilt d'nächst Woch op den Ordre du jour huele vun eis. Well et ka jo net sinn, datt mer eng Verfassungsreform hei am Oktober solle stëmmen, an d'Leit wëssen nach ëmmer net, ob eng Informatiounscampagne ass oder net. Dat heescht, wa mer dat och elo d'nächst Woch an der Kommissiounssëtzung hunn, den 13., misste mer et awer och d'nächst Woch um Ordre du jour vun der Plenière hunn, fir datt mer de Leit awer dobausse kënne soen: Ass eng Informatiounscampagne a wéi soll déi ausgesinn?

Ech wollt dat just hei soen. Här President, dat geet also onbedéngt op den Ordre du jour vun der nächster Woch, wann Dir d'accord sidd.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Äntwert un Iech ass am Prinzip och déi, datt mer deen dote Punkt, an do sidd Dir och Member, um Ordre du jour vum Bureau vun der Chamber hunn iwwert déi ganz Publicitéit, iwwert déi ganz Informatiounscampagne iwwert d'Verfassungsreform, an do wäerte mer dann d'Geleeënheet hunn, fir doriwwer ze diskutéieren. An da si mer nach en délai utile par rapport zu deem, wat Der elo hei gesot hutt.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech kann dat absolutt bestätegen, wat eise President gesot huet. Mir hunn an deene leschte 14 Deeg dru geschafft, fir e Konzept auszeschaffen, wéi mer am Rame vun den Diskussiounen iwwert d'Verfassung kënnen d'Leit dobausse esou gutt wéi méiglech informéieren. An de President seet richteg, dass e Freideg déi Nott um Ordre du jour vum Bureau steet.

Ech hätt net reagéiert, mee ech wëll awer dorop reagéieren, well den Här Kartheiser tëschent den Zeilen ugedeit huet, wéi wa mer dat wéilten esou am Sand verlafe loossen, an dass hir Resolutioun dann net méi géif zum Zuch komme virum Schluss vun dëser Sessioun. Mir hunn esou geschafft, dass mer d'Nott vun eise Servicer zesumme mat dem President an der Direktioun vun der Chamber ausgeschafft hunn, dass mer déi matzäit an de Bureau kréien. An da kann den Här Kartheiser fräi decidéieren, ob dat Konzept him gefält oder ob en u senger Resolutioun festhält. An da kënnt seng Resolutioun selbstverständlech virum Schluss vun der Sessioun an de Plenum, wann d'Conférence des Présidents dat esou decidéiert. An do hunn ech vollt Vertrauen an d'Conférence des Présidents.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem President vun der Institutiounekommissioun villmools Merci fir déi Prezisiounen, déi jo complementaire Informatioune par rapport zu deem sinn, an déi dat voll a ganz ergänzen, wat ech virdru gesot hunn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat elo esou decidéiert.

4. Dépôt d'une motion par M. Fred Keup

An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Fred Keup *(ADR), auteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, et geet ëm d'Schoul. De 14. Juni 2021, also viru knapp dräi Wochen, do war mer wierklech de Mond opstoe bliwwen, wéi ech Follgendes héieren hunn: De Schoulminister Claude Meisch an d'Gläichheetsministerin Taina Bofferding hunn eng Pressekonferenz ofgehal, an där si erkläert hunn, wéi d'Schoulbicher an Zukunft solle geschlechtersensibel ginn. Do sti Saachen dran, déi verwonnere ganz staark. Ech soen emol esou: Eng Fra wäert net méi Fra sinn, e Mann wäert net méi Mann sinn. D'Geschlechter gi verstoppt an d'Ënnerscheeder gi gestrach.

Dräi Punkten, déi ech kuerz hei wëll erauszéien. Éischte Punkt: Am Leitfade fänkt et u mat engem Widdersproch. An dee Widdersproch besteet doranner, dass engersäits gesot gëtt: „Nicht der Staat reguliert durch Erlasse, sondern die Menschen durch ihren alltäglichen Sprachgebrauch." Da geschitt awer am Fong just de Contraire, well hei sinn déi zwee Ministeren, déi vun uewen erof am Fong d'Sprooch wëlle reguléieren, andeems se zum Beispill e Wuert, wat iwwerhaapt net am Gebrauch ass, dat Wuert „die Lehrenden" wëllen asetzen, fir „die Lehrer" ze ersetzen - also e krasse Widdersproch.

Da kommen ech op den zweete Punkt. Do steet: „Frauen sollten nicht grundsätzlich kleiner und zierlicher abgebildet werden. Auf […] Geschlechtermerkmale", ënner anerem, „wie Brüste […] sollte in bildlichen Darstellungen grundsätzlich nicht zurückgegriffen werden." Dat ass jo eng gewësse Pruderie, déi hei zum Virschäi kënnt. Hei wëllt d'Regierung also, dass an de Schoulbicher Fraen ouni Broscht sollen duergestallt ginn. An dat anert, ech mengen, mir sinn eis eens, Frae sinn nun emol meeschtens méi kleng a méi zierlech.

(Brouhaha)

Firwat dierfe se net méi esou duergestallt ginn? Et ass awer esou: Hei gëtt eng Fra net méi als Frau duergestallt, hei ginn déi biologesch Ënnerscheeder niéiert.

Drëtte Punkt dann, en anert Beispill: „Die bildliche Darstellung von Frauen als […] (ein Kind) Stillende", an da kommen nach aner Saachen och, „vermeiden." An dat ass jo awer trotzdeem, elo kënnt Der zu mir agestallt sinn, wéi Der wëllt, mee fir ze soen, an engem Schoulbuch dierf net méi eng Mamm ofgebilt ginn, déi hire Puppelchen niert, ech fannen, dat geet awer trotzdeem e bësse wäit. Ass dat eng Provokatioun, eng Mamm, déi hire Puppelchen niert? Ass dat näischt Natierleches? A kann de Minister eis soen: Firwat wëlle se de Schüler esou eppes net méi weisen?

Also d'Konklusioun ass: Wann ee gutt gelaunt ass, da kann ee soen: „Dat hei ass lächerlech", d'Proffen hale sech net drun an et leet een et ewech. Et ass awer esou, mir solle seriö sinn. An ech fannen dat heiten zimmlech absurd an dramatesch. D'Ënnerscheeder zwësche Fra a Mann, déi biologesch an natierlech sinn, soll een awer kënnen an engem Schoulbuch och nach duerstellen. Dat ass eppes ganz Normales. An duerfir géife mer mat dëser Motioun proposéieren, fir dëse Leitfaden zréckzezéien.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt den Unterrechtsministère zesumme mam Ministère fir d'Gläichstellung tëscht Fra a Mann de 14. Juni 2021 ee Leitfaden erausginn hunn, an deem si erkläert hunn, wéi d'Schoulbicher an Zukunft „geschlechtersensibel" solle ginn;

- datt an deem Leitfaden een neien an net gebräicheche Sproochegebrauch vun der Regierung diktéiert gëtt (z. B. Lehrende amplaz Lehrer);

- datt an de Schoulbicher Fraen esou duergestallt solle ginn, andeems si zum Beispill „nicht grundsätzlich kleiner und zierlicher" eléi de Mann solle sinn, datt bei Ofbildungen net méi op „Geschlechtermerkmale wie Brüste" zeréckgegraff soll ginn an datt Ofbildungen an de Schoulbicher vu Fraen, déi e Puppelchen nieren, vermeit solle ginn,

erënnert drun,

- datt et biologesch Ënnerscheeder ginn tëschent Fra a Mann, datt Fraen nun emol am Duerchschnëtt méi kleng a méi zierlech sinn eléi e Mann, datt Fraen eng Broscht hunn an datt Kanner nieren eppes ganz Natierleches ass,

fuerdert d'Regierung op,

- sech un de Prinzip ze halen, datt et net de Staat ass, deen d'Sprooch duerch politesch an/oder ideologesch Uweisunge reguléiert;

- Fra a Mann och mat hiren natierlechen Ënnerscheeder duerzestellen, inklusiv hire sekundäre Geschlechtsmierkmoler,

- dëse Leitfaden zeréckzezéien.

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup.

5. Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet du déclin de l'attractivité du métier d'enseignant

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Interpellatioun vun der Madamm Martine Hansen iwwert de Réckgang vun der Attraktivitéit vum Enseignantsberuff. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Baum, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Merci, Här President. Ech mengen, jiddwereen heibanne ka sech nach un d'Schoulrentrée vun 2017/2018 erënneren. Den Här Minister hat eng Pressekonferenz zur Schoulrentrée. En huet gesot, et wär alles gutt virbereet, et géif alles gutt lafen. An dunn de 15. September hunn d'Enseignanten op d'Tromm geschloen, virun allem déi Enseignanten aus der Regioun 15, well ganz einfach net genuch Enseignanten do waren, fir d'Kanner ze encadréieren.

Bon, déi éischt Reaktioun vum Minister war dunn, hien huet sech e bëssen iwwert d'Enseignanten opgereegt. Duerno war et d'Verwaltung, déi schold war. Ech mengen, eng änlech Explikatioun hate mer vun enger anerer Ministesch virun zwou Woche kritt.

Bon, ech ginn elo net méi op déi Situatioun an. Mee spéitstens dunn ass jiddwerengem de Problem bewosst ginn: Mir hunn net genuch Enseignanten. A wat ass geschitt? Virun allem, wat ass geschitt an der Grondschoul? De Minister huet reagéiert. Jo. D'Zougangskrittären zum Beruff sinn u sech verännert ginn, zum Deel vereinfacht ginn. De Stage ass reduzéiert ginn. A virun allem si massiv Quereinsteiger agestallt ginn. An do muss ee sech ganz einfach froen: Geet dat an déi richteg Richtung?

Wou sti mer elo? 2020 waren an der Grondschoul just nach hallef esou vill ausgebilten Enseignantë wéi 2018. Aktuell gi méi Quereinsteiger ouni pedagogesch Ausbildung agestallt wéi ausgebilten Enseignanten - méi Quereinsteiger ouni pedagogesch Ausbildung wéi ausgebilten Enseignanten! Vun 306 (veuillez lire: 309) rekrutéierten Enseignantë waren et 2020 177 Quereinsteiger an 132 diploméiert Enseignanten. Mee wéi d'Gesetz iwwert d'Quereinsteiger hei gestëmmt ginn ass - mir hunn eis do enthalen -, hu mer gesot, datt et u sech schued wär, datt mer net kéinten am Fong iwwert de Problem diskutéieren. Dunn huet eebe misse séier eng Pompjeesléisung gesicht ginn. A fir eis war et kloer, datt dat och nëmme kéint eng Iwwergangsléisung sinn.

Ech krut iwwregens ganz dacks a Gespréicher gesot, déi ech geféiert hunn zu dëser Interpellatioun, datt den Ureiz, fir tatsächlech d'Ausbildung ze maachen, fir Enseignant ze ginn, datt dee staark u sech erofgeschrauft ginn ass duerch eeben d'Méiglechkeet vun de Quereinsteiger. Mee firwat? Ma e Quereinsteiger kann no engem Bachelor mat enger bestëmmter Unzuel vu Weiderbildungen Enseignant ginn. Deen huet awer als Bachelor vun iergendengem Beräich, dee mat Schoul ze dinn huet, zum Beispill Biologie oder esou virun, vill méi Beruffschance wéi een, deen tatsächlech Enseignant geléiert huet. Well dee gëtt am Prinzip Enseignant. A Karriärsënnerscheeder sinn am Prinzip keng méi do.

D'Gesetz vum Juni 2018 gesäit awer elo dës Méiglechkeet vum Quereinsteiger och just fir fënnef Joer vir. Dofir wär et spéitstens elo un der Zäit, fir sech Gedanken ze maachen, wéi et virugeet no 2023. An dofir meng Froen un de Minister. Eng éischt Partie vu Froen: Huet de Minister wëlles, d'Gesetz einfach ze verlängeren? A wéi laang wëllt de Minister d'Méiglechkeet vun de Quereinsteiger bestoe loossen? Bleift et dobäi, datt dës Leit direkt e Contrat à durée indéterminée kréien? Si ginn nämlech direkt fest agestallt. A wa se duerno hir Epreuven net packen, ma da bleiwe se Chargé. Si bleiwen awer am Enseignement. Ass dat dee richtege Wee? Wéini hëlt den Här Minister hei eng Decisioun? A wat seet hien zu der Ausso, datt duerch dës Méiglechkeet vum Quereinsteiger u sech den Ureiz, fir tatsächlech d'Ausbildung zum fäerdegen Enseignant ze maachen, datt dee staark ofgeholl huet?

Bon, eppes steet fest: D'Kanner, déi Jugendlech, si hunn en Urecht op eng qualitativ héichwäerteg Ausbildung. An d'Politik huet definitiv d'Aufgab, fir derfir ze suergen, datt si dës Ausbildung och kréien. Den Hattie, ech mengen, deen ass scho relativ dacks hei zitéiert ginn, dee seet ganz einfach: „Op den Enseignant kënnt et un!" An den Enseignant, dee muss, an dat soen ech eeben, awer ech net eleng, dee muss pedagogesch topp sinn, mee dee muss awer och fachlech topp sinn. Hie muss säi Fach och beherrschen. An där topp Enseignantë brauche mer einfach méi. An et wäert keng Wonnerléisung ginn. Leider gëtt et keng Wonnerléisung. Mee et gëtt awer eng Partie Deelléisungen. An no deene musse mer sichen.

An dat war meng Motivatioun, fir dës Interpellatioun unzefroen. Ech hunn dat de 16. Dezember gemaach. Elo no e bësse méi wéi ... oder no bal sechs Méint steet se dann elo endlech um Ordre du jour.

Här President, ech hunn als Enseignante geschafft. Ech war am Ufank och Chargée, dunn hunn ech de Stage gemaach. An et ass ganz einfach e schéine Beruff. An ech hu mer eeben d'Froe gestallt: Firwat huet dëse schéine Beruff un Attraktivitéit verluer? Firwat wëllen déi Jonk de Beruff net méi léieren? Ech ka mech nach drun erënneren, wéi ech op Première war, dat ass schonn eng Éiwegkeet hier, mee dunn hu se sech zerstridden, dunn ass et en immens héijen Numerus Clausus ginn, fir kënnen dee Beruff ze erléieren. Firwat ass dat elo net méi de Fall?

Ënner aneren op dës Froe wollt ech Äntwerte kréie vu jonke Leit, déi virun der Decisioun stinn, fir sech fir e Studium ze interesséieren. Ech hat e Questionnaire ausgeschafft an ech hat wëlles, deen un Deuxièmes- a Premièresschüler aus verschiddene Gebaier a Lycéeë queesch duerch d'Land verdeelt u

sech auszedeelen. Ech wollt eng representativ Ëmfro an eng representativ Auswäertung maachen, well ech dat Ganzt wollt e bësse méi wëssenschaftlech ugoen an net Politik aus dem Bauch eraus maachen, mee eeben, wéi gesot, op representative Fakten.

Ech hat och mat e puer Schoule geschwat. Ech hat en éischte Questionnaire vermailt. Do stoung nach CSV drop, de Logo drop. Dat war kloer, dat geet net. Dat kann een net an de Schoule maachen. Mir hunn den CSV-Logo erausgeholl. Mäin Numm ass erausgeholl ginn. An d'Schoule waren am Prinzip averstan, fir et ze maachen. Et hunn awer dunn eenzel Schoule gesot: „Dir musst dat am Ministère nofroen!" Ech hunn et am Ministère nogefrot. An ech krut et dunn net méi erlaabt.

Ech wëll elo net doriwwer diskutéieren. Ech stellen eebe just fest, datt an eiser Demokratie awer d'Moyene vun den Deputéierten zimmlech begrenzt sinn.

Bon, een, dee mech kennt, dee weess, datt ech mech net direkt ginn. An ech war u sech richteg rosen. Ech hat den Här Minister net um Telefon, mee ech war u sech richteg rosen, datt ech dat net konnt maachen, well ech mech gefreet hat, eng anstänneg Aarbecht ze maachen. A wann ech och gewosst hätt, datt dat géif sechs Méint daueren, dann hätt ech vläicht nach aner Léisunge fonnt. Dat wousst ech awer net. Ech hunn dunn eis CSJ kontaktéiert, d'CSV-Schüler a -Studenten, déi hunn d'Ëmfro u sech ënner hire Membere weiderginn, an ech hunn och d'CNEL, eis Schülerrepresentatioun, gefrot, an och si hunn et weiderginn. An ech krut dunn 207 Réckmeldungen. Dat war net dat, wat ech mer erwënscht hunn, mee et war zumindest dat.

Ech hunn zousätzlech dunn op déi praktesch Erfarungen eebe vun eise Membere gebaut. Mir hunn alleguer eis Memberen ugeschriwwen, déi am Enseignement täteg waren. An ech krut do ganz vill Réckmeldungen. An ech hat natierlech och Kontakt mat de Gewerkschaften. An ech soen hinnen alleguer villmools Merci.

Bei der Ëmfro bei de Schüler a Studente war déi éischt Fro u sech: Sidd Der interesséiert, fir de Beruff vum Enseignant ze léieren? Do soten 21 % Jo, 57 % sote carrement Nee. Do kommen ech elo net op 100 %. Déi aner waren net decidéiert. Mee 21 % Jo fannen ech nach relativ vill.

A vun deenen, déi wëllen Enseignant ginn, do sote bei wäitem déi meescht, nämlech zirka 60 %, well si gären d'Kanner, d'Jugendlech eppes léieren, well se hinne gäre wëllen hëllefen, hir Zukunft virzebereeden, hinnen déi Kompetenze mat op de Wee ginn, déi si brauchen an Zukunft. Also wéinst dem Kärgeschäft vum Enseignement.

Op zweeter Plaz, bei wäitem vill manner - zirka 12 % -, koumen dunn d'Vakanzen, de Verdéngscht, awer och d'Sécherheet ass genannt ginn an och d'Organisatioun vun der Famill. Dat sinn awer alles positiv Punkten, op déi ee kann opbauen.

D'Fro: „Firwat wëlls de de Beruff net léieren?" Do soten einfach 50 %: „Ma well ech gär eppes anescht wëll maachen." An ech denken, dat ass ee legitimme Grond.

Déi aner, do war et e bësse gespléckt, do soten 10 % nach: „Stress", „schwiereg Kanner", „net mat Kanner kënnen ëmgoen", „net vill Respekt", „schlechte Ruff", „Image", „de Schoulsystem ass vereelzt", „auswenneg Léieren amplaz richtegt Wëssen/Kompetenze vermëttelen", „et ass langweileg", „et gëtt keng Perspektiven" a „vill ze vill Bürokratie".

Eppes ass och nach kloer erausgaangen: Déi Jonk hunn eng Motivatioun, fir Enseignant ze ginn, wann hir Enseignanten am Prinzip och motivéiert sinn ze schaffen, wa se zefridde si fir ze schaffen. An déi Zefriddenheet, déi huet leider Gottes - dat huet jo d'Ëmfro beim SEW ausgesot - ofgeholl an deene leschte Joren. Fréier war et en Trend: Wou d'Elteren Enseignantë waren, si vill Kanner Enseignant ginn. Och dësen Trend ass leider gebrach.

Här President, aus dësen ënnerschiddlechen Aussoen zéien ech follgend Konklusiounen, no deenen ech och meng Interpellatioun opbauen.

Éischtens: Mir mussen de Beruff erëm esou attraktiv maachen, datt méiglechst vill Jugendlech sech derfir interesséieren.

Zweetens: Mir mussen et fäerdegbréngen, de Krees vun de potenzielle Kandidaten ze erweideren. A mir mussen et fäerdegbréngen, datt déi Jugendlech, déi wëllen Enseignant ginn, och zu enger deementspriechender Formatioun zougelooss ginn. Dat heescht éischtens mol genuch Ausbildungsplazen an zweetens brauche se deen néidege Bagage, fir d'Ausbildung ze maachen.

An drëttens - dat wäert méi eng laang Diskussioun ginn -: Mir brauchen och eng Bildungsdebatt iwwer eise Schoulsystem.

Ben, ech fänke mat der Attraktivitéit vum Beruff un. Déi 21 %, déi gäre wëllen Enseignant ginn, wëllen dat, well se tatsächlech gäre wëllen enseignéieren. Dat heescht, den Enseignant muss virun allem erëm kënnen Enseignant sinn, a genau déi Haaptaufgab, déi muss erëm an de Mëttelpunkt gesat ginn. An duerfir, mengen ech, kann een an dräi Stéchwierder mol eppes resuméieren, wat ee kéint maachen.

Ech sot: „Et gëtt keng Wonnerléisung", mee éischtens: Den administrativen Opwand muss reduzéiert ginn. Déi onnéideg Bürokratie muss ofgeschaaft ginn. Ech ginn herno nach méi am Detail drop an.

Zweetens - an dat huet och indirekt mat der Bürokratie ze dinn, mir hu scho méi wéi eemol hei driwwer geschwat -: Wann Hëllef gebraucht gëtt fir Kanner mat Problemer, da muss déi Hëllef séier ukommen um Terrain.

An drëttens: Den Enseignant muss allgemeng de Réck gestäipt kréien. An hei kommen ech bei d'Stéchwuert vun den Direktiounen.

Wéi gesot, ech fänke mam bürokrateschen Opwand un. Och dëst bezitt sech elo virun allem op d'Grondschoul. Einfach e puer Aussoen aus menge Gespréicher: „Zu menger Zäit konnt een nach villes maachen, ouni e puer Ufroen an Ziedelen auszefëllen." Fréier stoung am Léierplang: « L'enseignant quittera sa classe pour continuer dehors son enseignement aussi souvent qu'il le jugera utile. » Dat war laang net de Fall. Ech weess, elo an der lettre circulaire ass dat erëm geännert ginn. Mee firwat huet dat esou vill Zäit gebraucht? „Eis Schoul geet un de Reegele futti", krut ech dacks gesot. D'Paperassen erdrécken d'Léierpersonal. „Dacks ginn", an déi Ausso hunn ech relativ schlëmm fonnt, „Rapporte gefrot, wou ee mengt, si géife mol net gelies ginn."

Duerfir zwou kloer Opfuerderunge vun der CSV.

Éischtens: Eng kloer Entschlakung vun dem administrativen Opwand. Ech weess, e Groupe de travail ass do um Schaffen. Wéi gesäit do de Bilan aus?

An zweetens: Ouni Administratioun geet et mëttlerweil och net méi an de Grondschoulen. Duerfir sollen och d'Grondschoulen déi néideg Hëllef kréie mat administrativem Personal, fir den Enseignanten dës Aufgaben - do wou et geet; et geet warscheinlech net iwwerall, mee do wou et geet! - ofzehuelen. D'Enseignantë solle sech kënnen op d'Schoulhale konzentréieren. An iwwregens, dat gëtt jo och indirekt an den internationale Schoule gemaach, well do ass eng Direktioun an de Schoulen. An ech denken, datt eis „normal" - ënner Gänseféisercher - Grondschoule sollen déi selwecht Chancë kréien.

Da kommen ech bei d'Hëllef fir d'Kanner mat Problemer. Och erëm eng Kéier hei en Zitat: „D'Hëllef kënnt ze lues un, et gëtt een ze laang eleng gelooss."

Här President, dee ganze System vun de spezialiséierten Enseignanten - an ech wäert elo net am Detail drop agoen, mir hu schonn dacks driwwer geschwat -, vun de regionalen Direktiounen, d'Zesummenaarbecht mat de Kompetenzzenteren an esou weider, dee ganze System, dee muss evaluéiert ginn. Dee gëtt jo och evaluéiert. A wann do am September éischt Schlussfollgerunge kommen, da mussen direkt Upassunge gemaach ginn, fir datt d'Hëllef séier beim Kand ukënnt.

Zousätzlech dozou si mer als CSV der Meenung - an ech widderhuelen hei eng Fuerderung vun enger Motioun, déi mer d'lescht Joer abruecht haten; si ass net gestëmmt ginn, duerfir bréngen ech se och elo net méi nach eng Kéier an -: D'Grondschoule brauchen an de Schoule selwer Ekippen, déi, sou änlech wéi de SePAS an de Lycéeën, direkt kënnen de Schüler hëllefen, déi och vläicht kënnen Demarchë maache mat de jeeweilege Kompetenzzenteren an esou weider.

Drëttens: Fir datt den Enseignant sech senger Haaptaufgab ka widmen, muss en u sech de Réck gestäipt kréien. A genau dat erwaarde sech d'Enseignantë vum Ministère a genau dat erwaarde si sech och vun den Direktiounen. Leider ginn dës Wënsch, Erwaardungen, laut den Aussoen, déi ech kritt hunn, meeschtens net erfëllt.

Et gëtt vu schlechte Relatioune mam Ministère geschwat - Grondschoul a Lycée. Et gëtt gesot, et wär kee richtegt Vertrauen do. De Ministère hëlt Entscheedungen ouni Récksprooch mam Terrain. D'Leit fille sech net agebonnen an déi sëlleg Reformen.

Här President, dee Problem kann am Prinzip just den Här Minister eleng léisen.

D'Remarken zum System vun de regionalen Direktiounen, déi gesinn awer net vill besser aus: „De regionalen Direkter ass wäit ewech", „Mir brauchen ee Superieur, een direkten Uspriechpartner op der Plaz", „Den Enseignant kritt keng Ënnerstëtzung. Hie muss sech virun allem rechtfertegen, an dat ass keng Hëllef". „Mir kréie kee richtege Feedback", krut ech gesot. Een huet souguer gesot: „Ech hunn den Direkter nach ni gesinn."

Ben, ech sinn iwwerzeegt, datt d'Leit aus den Direktiounen definitiv hiert Bescht maachen. Mee an eisen Aen ass de System falsch. Als CSV si mer der Meenung, datt d'Schoulleedung an der Grondschoul muss professionaliséiert ginn. An der Grondschoul brauchen d'Leit och een Uspriechpartner. Een Uspriechpartner, deen do ass fir d'Elteren, fir d'Schüler, fir d'Enseignanten. Ee Supérieur hiérarchique, deen och emol kann direkt eng Decisioun huelen, een, dee kann direkt hëllefen, een, dee sech fir seng Schoul asetzt, fir seng Schoulentwecklung asetzt, fir säi Personal, dee fir seng Schoul Verantwortung iwwerhëlt, deen einfach do ass.

Mir hunn an deem Sënn och schonns eng Partie Motiounen abruecht gehat, och déi si refuséiert ginn. Duerfir halen ech mech elo net dru wéi de Geck un de Bengel, mee ech soen et awer nach eng Kéier: Eis Grondschoule si wéi kleng Lycéeën. An d'Propositioun vun der CSV ass kloer: Mir brauchen Direktiounen an der Schoul an net an der Regioun; mir brauchen e Grupp vu Leit, déi d'Kanner kënne betreien, änlech wéi de SePAS, an der Schoul; a mir brauchen och schonn administratiivt Personal an der Schoul, dat Ganzt natierlech ofhängeg vun der Gréisst vun de jeeweilege Schoulen. An ech soen et nach eemol: An den internationale Schoule gëtt dat gemaach. Eis normal ëffentlech Schoule musse genau esou ënnerstëtzt ginn.

Ben, wéi gesot, ech wäert dës Fuerderungen elo net nach eemol widderhuelen, mee ech maachen duerfir méi eng kleng Fuerderung, vläicht gëtt déi Motioun jo dann ugeholl: Mir fuerderen an dëser Motioun, de System vun de regionalen Direktiounen ze evaluéieren, a mir fuerderen, datt Pilotprojete kënne lancéiert gi mat Direktiounen an de Schoulen, mat deenen noutwendegen Ekippen. Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les directions de l'enseignement fondamental sont implantées au niveau régional ;

- considérant l'importance de la présence physique d'un supérieur hiérarchique pour le fonctionnement journalier de l'école ainsi que pour l'organisation scolaire ;

- considérant la nécessité de la disponibilité sur place d'un interlocuteur de la direction pour élèves, enseignants et parents ;

- considérant l'augmentation des tâches administratives pour le corps enseignant ;

- considérant que certaines écoles fondamentales ont atteint un nombre d'élèves comparable à celui d'un lycée ;

- considérant que les sections primaires des écoles internationales publiques sont soumises à la direction de l'établissement en question ;

- estimant qu'une certaine équité entre écoles fondamentales publiques internationales et écoles fondamentales publiques traditionnelles devrait être respectée au niveau de la gestion,

invite le Gouvernement

- à évaluer le concept des directions régionales de l'enseignement fondamental ;

- à élaborer un ou plusieurs projets-pilotes mettant en place des directions « présentes sur les lieux » dotées de personnel administratif et de support professionnel et psychologique aux enseignants comparable aux prestations du « CePAS - Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires » dans des établissements scolaires de l'enseignement fondamental.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Här President, manner bürokrateschen Opwand, méi séier Hëllef fir d'Kanner, méi den Enseignanten de Réck stäipe mat de Schouldirektiounen - all dëst wär an eisen Aen noutwendeg, fir de Beruff méi attraktiv ze maachen, fir datt den Enseignant sech kann op säi Kärgeschäft konzentréieren. An et ass nämlech wéinst deem Kärgeschäft, wou déi Jugendlech et gäre wëlle maachen.

En zweeten, fir d'Attraktivitéit vum Beruff wichtege Punkt, dat ass de Respekt. An dat zielt genausou fir d'Grondschoul wéi fir de Lycée. An der Ëmfro hu vill Jonker gesot, datt si dee Beruff net wëllen ergräifen, well kee Respekt méi do wär vis-à-vis vum Enseignant.

Den Enseignant ass, Dir kënnt lech roueg ëmfroen, och net méi déi Respektpersoun, déi en eemol war. Do gëtt et ganz vill ënnerschiddlech Ursaachen. Ben, aus menger Ëmfro sinn der eng Partie erausgaangen an déi misst een dann och, denken ech, ugräifen.

Deen éischten ass den Image vum Enseignantsberuff. An ech soen et, an dat hunn ech schonn e puermol hei gesot: Do muss d'Regierung sech virun allem emol mat der eegener Nues huelen. Si huet zu engem gudden Deel mat d'Schold do drun, well Aussoe wéi: „Elo kréien déi mol just nach dat bezuelt, firwat se iwwerhaapt schaffen" - dat war d'Ried zur Lag vun der Natioun 2014 vum Premier. Do froen ech mech: Wéi ee Bild moolt do ee Premier vun den Enseignanten? Ze vill Suen, ze mann schaffen? Dat ass u sech Enseignantsbashing, an dat vun enger Regierung! A genau esou eng Ausso huet natierlech derzou gefouert, datt den Image vum Enseignant sech verschlechtert huet. A genau dat féiert natierlech och derzou, datt d'Elteren, d'Schüler net onbedéngt nach deen néidege Respekt virum Enseignant hunn.

Hei misst een definitiv, denken ech, fir d'éischt emol d'Astellung vun der Regierung änneren, an dat definitiv richteg an net fir d'Fassad. Well ech soen et nach eng Kéier: Mir brauchen déi beschte Leit am Enseignement. A mir wäerten déi net dohinner kréien, wa mer net geziilt um Image vun deem Beruff schaffen.

En zweete Punkt, dee ganz dacks widderholl ginn ass, dat ass déi lafend Ofwäertung vum Beruff, d'Reduzéierung vun den Ufuerderungen, fir kënnen Enseignant ze ginn. Ech war u sech schonns drop agaangen, ech krut gesot: „Dat erweckt e bëssen den Uschäin, wéi wa jiddwereen dat kéint maachen." Et kann net jiddwereen dat maachen. Et kann net jiddweree Schoul halen.

Ass d'Erofsetze vun den Ufuerderungen dee richtege Wee? An eisen Aen net, zumindest net esou, wéi et elo gemaach gëtt. An ech erkläre mech: Vill Elteren erwaarde sech u sech dat, wat den Enseignant och misst kënnen, sou wéi eise System opgebaut ass, sou wéi den Unterrecht an der Grondschoul opgebaut ass: nämlech e perfekten Allrounder. An der Grondschoul misst den Enseignant mëttlerweil - vun der Mathé iwwert de Coding, iwwer Franséisch, iwwer Englesch, nee Englesch nach net, iwwer Däitsch, iwwer Geografie, iwwer Geschicht, iwwer Kultur, iwwer Sport - alles kënnen. A gläichzäiteg muss en e perfekte Pedagog sinn.

D'Fro - an déi kruzial Fro! -, déi sech hei stellt: Ass dat nach realistesch mat eisem haitege Schoulsystem? A kréie mer där Enseignanten esou genuch? Entsprécht den Usproch vun deem, wat een Enseignant misst kënnen, nach deem, wat an de Schoule vermëttelt gëtt? Wat ass d'Realitéit vun de Studenten, déi sech melle fir op d'Uni.lu d'Formatioun vum Enseignant ze maachen? Et ginn der ganz vill net ugeholl. A vun deenen, déi ugeholl ginn, kréien der ganz vill just eng Admission conditionnelle, well se an engem vun den Haaptfächer u sech net deen Niveau hunn, dee se misssten hunn; dat ka Mathé sinn, dat kann Däitsch sinn, dat ka Franséisch sinn, dat kënnen och d'Sciencë sinn.

E puer Zuelen, déi a mengen Aen erschreckend sinn - an ech soen lech, d'Studente kënnen net dofir, dat ass eise Schoulsystem; vläicht musse mer et einfach akzeptéieren, mee da musse mer anescht handelen -: 2018/2019 hate sech 287 Kandidaten op der Uni gemellt; vun deene sinn der 132 ugeholl ginn. Dat ass en éischte Problem: Firwat huele mer der net méi un? Vun deenen, déi ugeholl gi sinn, kruten der just 58 % eng Admission directe an 42 % kruten eng Admission conditionnelle, well se an engem Fach u sech net deen Niveau haten, dee gefuerdert ginn ass. 2019/2020 waren et 23 %, déi eng Admission conditionnelle kritt hunn. Déi lescht zwee Joer kann ech et net soen, well do ass keen Test gemaach ginn.

An eisen Ae muss séchergestallt ginn, datt d'Enseignanten, nieft dem pedagogesche Bagage, och de fachleche Bagage hu fir déi Fächer, déi se ënnerriichten. Well och dat kann ech als fréieren Enseignant soen: En Enseignant, dee säi Fach net beherrscht, dee fillt sech éischtens mol net wuel virun enger Klass; zweetens kann en d'Matière net riwwerbréngen, well hie beherrscht se jo selwer net; an drëttens kann e sécherlech net d'Schüler fir déi Matière begeeschteren. En Enseignant, deen e Fach muss halen, wat en net beherrscht, dee mécht och Feeler. Ganz dacks kréie mer gesot: „Et stinn am Franséischen op der Tafel falsch Accenten." Ech hat d'Beispill schonn eng Kéier hei gesot, datt mäi Meedchen erkläert kritt hat, et géife Vollkornkartoffeln ginn. Wann een déi Feeler mécht, da verléiert een natierlech erëm eng Kéier u Respekt. A Feeler si mënschlech, mee vläicht muss een dann op de Wee goen, do wou ee méi schwaach ass, datt een dat Fach net kann halen.

Ech wäert mech nach weider explizéieren, an ech kommen do bei den zweete groussen Deel vu menger Interpellatioun, dat ass: Wéi brénge mer et fäerdeg, an eisem Schoulsystem genuch, dat heescht méi potenziell Kandidaten ze forméieren, déi kënnen Enseignant ginn?

Een éischten, a mengen Aen einfach ze léisende Problem ass, fir genuch Ausbildungsplazen op der Uni ze hunn. Ben, d'Uni.lu hëlt nëmmen eng begrenzten Unzuel vu Studenten un - 120, 130. Mir brauchen der, ech weess et net, 300 oder 350? Da kann dat net erausgoen. An et ka scho guer net erausgoen, wa mer elo kucken, datt an der Belsch déi gesamt Formatioun reforméiert gëtt, datt déi déi do erauskomme vläicht net onbedéngt méi esou honnertprozenteg op eise Schoulsystem passen, dann hu mer e grousse Problem. Dat heescht: Mir brauche méi Ausbildungsplazen op der Uni.lu. Duer-

fir brauch d'Uni.lu natierlech och dat néidegt Personal. A fir dat néidegt Personal ze kréien, muss och do, mengen ech, de Beruff attraktiv sinn. An deen ass zum Deel vill manner attraktiv, wéi wann déi Enseignanten, déi do schaffen, oder déi Wëssenschaftler, déi do schaffen, géifen am normale Schoulsystem schaffen. Dat ass also e Problem, dee muss ugepaakt ginn.

Zweetens, et ass e Fakt: D'Unzuel vu potenzielle Kandidate fir d'Enseignantsausbilung, déi deen néidege Bagage zum Generalist hunn, ass net grouss genuch. Vill Jugendlecher, déi aus eisem Schoulsystem kommen, sinn net méi déi Allrounder. An ech soen et awer och nach eng Kéier: Wie vun eis kann hei behaapten, datt e vun der Mathé iwwert de Coding, iwwert d'Franséischt, iwwert d'Däitscht, iwwert d'Geografie, iwwert d'Geschicht, iwwert d'Kultur oder iwwert de Sport alles kéint? Ech mengen, wa mer éierlech wären, da wären där Allrounder heibannen och vläicht net vill. A fir dat Potenzial ze erhéijen, muss ee vläicht no anere Léisunge kucken. Et kann een awer net maachen, wéi wa kee Problem do wär.

Also, an ech soen et eeben nach eng Kéier: Et läit net un de Studenten, et läit och um Schoulsystem. An et muss een där Tatsaach ganz einfach an d'Ae kucken an net esou maachen, wéi wa kee Problem do wär.

An ech sinn domat averstanen, datt d'Schüler kënnen eng Schwächt kompenséieren. Dat soll ee maachen. Een, deen am Franséischen net gutt ass, dee ka Physik studéiere goen, mee deen huet eebe Problemer, wann en herno Schoulmeeschter gëtt. A wéi gesot, dee Problem musse mer, denken ech, einfach am A behalen.

An duerfir musse mer eis d'Fro stellen: Wéi brénge mer et fäerdeg, de Krees vun de potenziellen Enseignanten ze erweideren? An ëmmer am Hannerkapp, wéi gesot: Den Enseignant muss och säi Fach beherrschen. A mengen Ae brauche mer duerfir Äntwerten op follgend Froen. Déi éischt Fro ass: Bleiwe mer beim absolutte Generalist an der Grondschoul? Da muss den Enseignant eiser Meenung no och all d'Fächer beherrschen. A wéi kënne mer an deem Fall sécherstellen, datt mer genuch Kandidaten hunn? Ech denken, da misste mer eise Schoulsystem adaptéieren. Ech soen elo emol, fir an der Grondschoul Franséisch ze halen, muss een net de „Germinal" oder d'„Peste" kënnen interpretéieren, mee et muss een de Passé composé an den Imparfait kënnen. Fir Däitsch an der Grondschoul ze maachen, muss ee warscheinlech och net de „Besuch der alten Dame" interpretéieren, mee et muss een déi däitsch Sprooch kënnen. Et muss een och net d'Integrallen an d'Derivéeë kënne berechnen, mee et muss een, ech soen elo emol tëschent Gänseféisercher, „rechne kënnen".

Et gëtt also zwou Méiglechkeeten: Entweeder de Ministère bréngt et fäerdeg, Programmer op deenen eenzelne Klassen esou unzepassen, datt all Mënsch herno dee Bagage huet - wou ech mengen, datt dat relativ komplizéiert ass. Eng Iddi, déi ee kuerzfristeg kéint ëmsetzen, wär: Et kéint ee spezifesch Virbereedungscoursen ubidden - et gëtt jo vill Optiounsfächer -, spezifesch Virbereedungscoursen op d'Enseignantsausbildung. Moduler au choix de l'élève, wéi gesot, Optiounsfächer. Dat wär een éischte Schratt, deen een definitiv mol kéint maachen, fir eng konkreet Virbereedung ze maachen, fir déi Jugendlech, déi gäre wëllen de Beruff ergräifen, an dat dann natierlech och mat enger geziilter Campagne, fir genuch Jugendlecher dohinnerzekréien.

An ech fäerte ganz, och wa mer dat géifen ëmsetzen, dann hätte mer nach ëmmer d'Fro: Kréie mer esou genuch Enseignanten? An duerfir déi zweet Fro, déi ee sech muss stellen: Musse mer net parallell, fir eeben d'Potenzial vu méigleche Kandidaten ze erhéijen, iwwert de Prinzip vum absolutte Generalist diskutéieren?

Als CSV soe mer: Jo, mir mussen dat. Mir soen awer och: Mir wëlle kee Spezialist an der Grondschoul, net esou wéi am Lycée. Well an der Grondschoul brauchen d'Kanner awer net ze vill Bezuchspersounen. Ech wëll just soen: Och am Moment hu se scho méi wéi eng Bezuchspersoun.

Den Här Minister huet och duerch d'Quereinsteiger u sech eng Aart Spezialist duerch d'Hannerdier agefouert. An da soen ech: Léiwer wéi duerch d'Hannerdier e Spezialist anzeféieren, gesinn ech de Problem realistesch an ech soen: Wa mer net méi genuch där Leit fannen, déi an all deene Fächer topp sinn, firwat kann ech deene Leit dann net an engem Fach vläicht e Platten accordéieren? Mee een, dee gutt am Däitschen ass, een dee gutt am Franséischen ass, ma da soll dee Sproochen halen an Niewefächer halen, a wann en net gutt am Rechnen ass, da soll e kee Rechnen halen. Dat misst emol kloer sinn: Da soll e kee Rechnen halen! An een aneren, dee gutt am Rechnen a vläicht gutt am Däitschen ass, da soll en dat maachen. Da komme mer bei eng aner Schoulorganisatioun. Da komme mer vläicht erëm eng Kéier bei d'Schouldirektiounen, déi mer jo souwisou froen, bei eng Professionaliséierung vum Schoulpresident.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wär fir eis wichteg, mol eng kloer Positioun vum Minister, vun der Regierung ze kréien. Éischtens: de Problem vu méi Ausbildungsplazen op der Uni.lu. An zweetens: Wéi mécht een et, fir méi potenziell Kandidaten ze kréien? Kréie mer eise Schoulsystem ugepasst, soudatt mer genuch Leit erauskréien, déi am Prinzip kéinten d'Ausbildung maachen, oder gi mer vläicht op de Wee vum Generalist minus a mir schwätzen dat och eng Kéier duerch mam Terrain? An eisen Ae brauche mer béides.

E relativ einfache Wee, fir méi ausgebilten Enseignanten ze kréien - ech war schonn eng Kéier drop agaangen -, dat ass den „track 2", deen zweeten Ausbildungswee. Do ass just d'Fro un den Här Minister: Firwat gëtt et deen net méi? Firwat gëtt deen u sech net méi ëmgesat op der Uni.lu?

Da kommen ech vläicht kuerz bei de Secondaire a bei d'Beruffsausbildung. Et gëtt eng extreem Penurie an der Beruffsausbildung, wat d'Maîtres d'enseignement technique ugeet. An dat ass och normal: Wa mer keng Leit méi hunn, déi d'Beruffsausbildung maachen, dann hu mer der net vill, déi d'Meeschterprüfung maachen. A wa mer der net vill hunn, déi d'Meeschterprüfung maachen, dann hu mer der erëm eng Kéier net vill, déi an den Enseignement kommen. A virun allem ass et: Wann déi mat der Meeschterprüfung fäerdeg sinn a si schaffen an engem Privatbetrib, ass et karriärséisseg net interessant, fir dann an der Schoul unzefänken, mat deenen Onsécherheeten, déi een huet.

Och do misste mer nach méi laang driwwer diskutéieren. De Marc Spautz huet eng Interpellatioun iwwert d'Handwierk u sech ugefrot am Hierscht. Do wäerte mer also och op dëse Punkt agoen.

Ech ginn lech just ee Beispill: An der Elektro ware sechs Posten op, et ass ee Poste besat ginn. An deen ass nach, souwéi ech gesot kritt hunn, hallef zwangsrekrutéiert ginn. Also net vum Här Minister, net vum Här Minister.

Et ass definitiv schwiereg. A mir brauchen dat, fir och eng attraktiv Beruffsausbildung ze hunn.

En anere Problem, op deen ech higewise gi sinn - dat huet mam Brexit ze dinn -, dat sinn eis englesch Enseignanten. Ech denken, datt mer am léifsten englesch Enseignanten hunn, déi d'Englescht och an engem engleschsproochege Land, an England, a Schottland an esou virun, studéiert hunn. Opgrond vum Brexit ginn do d'Aschreiwungsgebüren an d'Luucht. Do ginn der elo vill a Schottland an do explodéiert den Numerus Clausus, soudatt et fir eis Studenten do extreem schwiereg ass. Ech mengen, Här Minister, dee Problem muss een um Radar hunn, och eventuell do Diskussiounen a Verhandlunge féieren.

Här President, ofschléissend soen ech: De Schoulsystem allgemeng muss ugepasst ginn. En ass u sech net méi richteg un d'Realitéit vun eiser Welt ugepasst. D'Schoul, an dat muss ee wëssen, kann de Kanner net méi all d'Wësse bäibréngen, wat se spéider brauchen. A mir mussen och kloer soen: D'Schoul kann net alles maachen. Et ginn Erwaardungen un d'Schoul gestallt, déi si guer net ka packen. Dat féiert natierlech och zu Onzefriddenheet. An ech mengen, deen Drock muss ee bewosst vun den Enseignanten ewechhuelen. Fir d'Ausbildung a fir d'Bildung sinn och d'Eltere wichteg, ass déi ganz Famill wichteg, huet och eis Gesellschaft eng wichteg Aufgab ze iwwerhuelen.

Op där anerer Säit soen awer och vill Jonker, si wéilten net méi esou enseignéieren, wéi et elo gemaach gëtt. Eise Schoulsystem wär iwweral. D'Schoul ass definitiv net do, fir de Schüler d'Wëssen an de Kapp ze triichteren oder ze fidderen. Dës Zäite sinn eriwwer. Virun allem eriwwer an dëser Welt, wou d'Wësse sech jo esou séier entwéckelt. Wéi gesot, nëmme Wësse späicheren an ofruffen, dat geet net méi duer an dat kann e Computer, e Roboter vill besser. Dee brauch kee Congé ze huelen, e brauch net ze schlofen, dee gëtt net krank a wann e richteg programméiert gëtt, wann also de Mënsch kee Feeler gemaach huet, da mécht de Roboter och kee Feeler.

Also, an Zukunft kënnen déi Aarbechten, déi vun digitale Maschinne kënnen iwwerholl ginn, dat musse mer eis einfach agestoen, och vun digitale Maschinnen iwwerholl ginn. Mee de Mënsch huet ganz aner Qualitéiten, de Mënsch huet ganz aner Virdeeler: Hie kann innovativ sinn, hie ka kreativ sinn. An d'Schoul muss de Kanner a Jugendleche virun allem déi Fäerdegkeete vermëttelen, wou de Mënsch besser ass. An ech hunn e Buch gelies, „#Education For Future", do ass ee Kapitel dran „Die Welt, für die unsere Schulen gemacht worden sind, existiert nicht mehr". An ech mengen, dat kann een zum Nodenke bréngen. Nieft engem zolitte Grondwëssen - an dat muss een nach ëmmer hunn -, muss ee kënnen innovativ sinn, et muss ee Freed un der Aarbecht hunn. De Goût un der Leeschtung muss erëm an der Schoul gefërdert ginn. Kreativitéit, Engagement, Matdenken, Verantwortung iwwerhuelen, Empathie weisen - all dat kann e Mënsch vill besser wéi e Computer. Engagement, Interessi, wéi gesot, Loscht um Schaffen, Loscht um Gestalten -all dëst wäert an Zukunft vun de Betriber vill méi gefrot ginn. An d'Schoul muss dës Kompetenzen och méi an de Vierdergrond stellen. An hei brauche mer eng ganz Debatt iwwer eise Schoulsystem: Wéi eng Kompetenze si fir déi jonk Leit an Zukunft wichteg a wéi kënne mer déi Kompetenzen an der Schoul besser förderen? An dat bedeit dann natierlech erëm eng Kéier eng Upassung fir den Enseignantsberuff. Et ass also definitiv e Kreeslaf.

Am Enseignement kënnt et op den Enseignant un. An et ass hei extreem wichteg, datt mer alles maachen, fir datt mer där genuch kréien. Et gëtt, wéi gesot, keng Wonnerléisung. Et gëtt vill Deelléisungen an déi musse konsequent ëmgesat ginn. Mir mussen duerfir éischtens kucken, datt den Enseignantsberuff attraktiv gëtt, de Fokus op dat leeën, firwat déi Jonk e gär wëlle maachen: nämlech den Enseignement. Da musse mer den Image vum Enseignantsberuff verbesseren an alles maachen, fir d'Unzuel vu potenzielle Kandidaten, déi kënnen Enseignant ginn, ze erhéijen, ze vergréisseren. A wéi gesot, laangfristeg - an do wäerte mer am Hierscht nach eng Aktualitéitsstonn ufroen - brauche mer nach méi Debatten iwwer eise Bildungssystem.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech souz virun e puer Wochen, no enger Sëtzung, mat e puer Kolleegen op der Place Clairefontaine. Do koum eng Damm mer entgéint, déi ech kennen, mat hirer Duechter. An d'Duechter war e bëssen ... net ganz gutt drop, et hat de Kapp esou erofhänken, et huet op den Trottoir erofgekuckt. Ech hu Moie gesot, du sot ech: „Julie, wat ass da lass?" Do huet et mer gesot, ma et hätt säi leschten Oral am Premièresexame gemaach an et wär awer der Meenung, dass dat gutt gaange wär. Do hunn ech em felicitéiert an hunn em dann d'Fro gestallt, wat et da wëlles hätt ze maachen no senger Première. An do huet d'Meedche mer gesot, o, et géif zweifelen, ob et soll Droit maachen oder ob et soll an den Enseignement goen, an de Fondamental. Well d'Meedche bei mir an der Klass war, am éischte Schouljoer zu Rued-Sir, wäert et lech natierlech net iwwerraschen, dass ech d'Meedche motivéiert hunn, fir an den Enseignement ze goen. A mir sinn dunn och esou ausernee gaangen. E puer Deeg drop hu mer eis kuerzgeschalt an do huet et mer gesot, jo, et hätt elo seng Entscheedung getraff an, n'en déplaise eise Juristen heibannen, et géif sech dann aschreiwen, fir Léierin ze ginn. An ech muss lech soen, als säin ale Schoulmeeschter huet dat mech natierlech e ganz e bësse stolz gemaach.

Am Kader vun de Virbereedungen op dës Debatt hunn ech mat enger Rei Enseignantë geschwat, vun der Spillschoul iwwert de Fondamental, de Preparatoire bis an de Lycée, dat natierlech, ganz kloer, ouni Usproch, representativ ze sinn, och wann déi Leit iwwert d'Land verstreet waren. Erlaabt mer op dëser Plaz, Merci ze soen, dass se sech Zäit geholl hunn: dem Pascale, dem Bob, dem Jeanne an dem Pierre, dem Misch, dem Robi, dem Sven, dem Dan, dem Karin, dem Anne, dem Annick an och dem Ben. Dee jéngsten Enseignant, mat deem ech geschwat hunn - dat war gëschter nach -, dee war fënnef Joer am Beruff. An deen Enseignant, deen am längsten derbäi war, war 29 Joer am Beruff. An ech wëll vun dëser Plaz dann och der Kolleegin Martine Hansen Merci soen, net nëmmen, dass se déi Interpellatioun hei ugefrot huet, mee och dass si mir dunn d'Geleeënheet ginn huet, fir eng Rei Leit emol eng Kéier erëmzegesinn.

Ech huelen d'Spannung virewech: Op d'Fro, ob si haut nach eng Kéier géifen dee Beruff wielen, hu se alleguerte Jo gesot. Just een huet eng Nuance erabruecht, en huet gesot: „Wann ech nach eng Kéier virdru wär, da géif ech Professer ginn an net méi Schoulmeeschter."

Ech hu mäin Interview, deen ech mat hinne geféiert hunn, op dräi grouss Froen opgebaut. Déi éischt Fro: Ass de Beruff nach attraktiv? Wéi gesäis de dat selwer? Wéi gesäit däi professionellt Ëmfeld dat? Firwat interesséiere sech manner Jonker fir de Beruff? An dann: Wat misst een natierlech och maachen, fir Jonker ze motivéieren?

Déi éischt Fro, mengen ech, déi ass vläicht virdrun net grad ugeschwat ginn: Wat muss een dann iwwerhaapt matbréngen, wann ee wëllt Enseignant ginn? Natierlech muss ee frou si mat Kanner, et muss ee frou si mat Jugendlechen. Mee dat eleng, dat geet scho laang net méi duer, well de Rôle vum Enseignant sech scho laang net méi nëmmen op d'Wëssensvermëttlung baséiert. Wat muss een nach matbréngen? Et muss een teamfäeg sinn, an de Schoule gëtt haut ganz vill zesummegeschafft. Et muss een innovativ sinn, oppe fir Neies. Ech denken do: prett sinn, fir Weiderbildungen ze maachen. Ech denken awer och un déi ganz vill digital Outilen, déi mëttlerweil gebraucht ginn. Et muss ee reflexiv sinn, kritikfäeg sinn, dat heescht, sech a seng Methoden, déi ee gebraucht, och emol heiansdo a Fro stellen. Ech denken och hei konkreet un den differenzéierten Unterrecht. An dann natierlech: Et muss een Empathie matbrénge an e ganz, ganz grousst Engagement.

Et ass een also net nëmme méi deen, dee Wësse vermëttelt, mat pedagogeschem Fangerspëtzegefill an enger Didaktik, mee et ass een an deem Beruff och Erzéier, et ass een och Psycholog, et ass een och Eltereberoder, et ass ee Sportler, Kënschtler - en Allrounder, wéi et virdru gesot ginn ass. An net zulescht, besonnesch vläicht bei deene méi grousse Schüler, ass een e Motivator.

Wien also haut mengt, e kéint mat 25 Joer an de Beruff kommen an dann déi nächst 35 Joer, bis zur Pensioun, säi Programm erofspullen, an dat an enger Gesellschaft, déi sech ännert, dat bei Kanner a bei Jugendlechen, déi sech änneren, deem wäert séier d'Freed um Beruff vergoen, dee wäert frustréiert sinn. An dee wäert och an deem dote Beruff net glécklech ginn.

Kanner mat enger Pedagogie an enger Didaktik aus dem leschte Joerhonnert ze preparéieren op d'Erausfuerderunge vu muer, dat wäert sécher net klappen.

D'Äntwerten op meng éischt Fro hu ganz kloer erginn: Jo, de Beruff vum Enseignant ass nach ëmmer attraktiv, ass nach ëmmer flott, mee genau wéi an all anerem Beruff, huet och de Metier vum Enseignant mol méi ustrengend Phasen, méi ustrengend Säiten, op déi ech spéider ze schwätze kommen. Jo, den Enseignement als Ganzt huet eng Rei Erausfuerderungen, eng Rei Baustellen, déi d'Politik muss an Ugréff huelen an déi och vun der Politik an Ugréff geholl ginn. A wéi et an der Politik eeben ass: Et gesäit een net ëmmer direkt den Dag drop d'Resultat vun där Aarbecht, vun deene Reformen, déi ee gemaach huet.

Nieft dem Klischee vun der décker Pai a vun der viller Fräizäit, wëll ech awer och mat engem anere Klischee hei opraumen, an dat ass de Klischee, dass d'Tâche vum Enseignant fäerdeg ass, soubal wéi en aus dem Schoulgebai eraus ass. Ech kann lech soen, d'Virbereedungen, d'Nobereedungen, d'Verbesserungen, d'Elteregespréicher, d'Treffe mat Commissions d'inclusion an esou weider, déi maache sech net vum selwen. Awer ee ganz grousse Virdeel vun deem Beruff, dat ass, dass den Enseignant sech seng Aarbecht kann zäitlech andeelen. Ech géif souguer soen, dass et Jonker gëtt, déi grad aus dësem Argument, nämlech, fir hir Aarbecht an och hir Zäit mat der Famill kënne ganz gutt ënner een Hutt ze kréien, dëse Beruff bewosst wielen.

Ech wéilt awer fir d'éischt op déi positiv Aspekter vum Beruff agoen an lech drop hiweisen, wat an de leschte Jore schonn alles gemaach ginn ass, souwuel fir d'Ausbildung an den Accès zum Beruff wéi och d'Aarbechtskonditioune vun den Enseignanten ze verbesseren.

Fänke mer am Fondamental un. Bon, ech kann aus eegener Erfarung soen, dass de Beruff vum Enseignant immens spannend a villfälteg ass. Den Unterrecht ass lieweg. D'Kanner si lieweg. An dofir muss den Enseignant sech och reegelméisseg erëm a Fro stellen, sech un d'Atmosphär an der Klass gewinnen, well et wäert kaum en Dag vergoen, wou net eng nei Erausfuerderung op en duerkënnt. Et kann also kee behaapten, de Beruff vum Enseignant wär monoton. Ganz am Géigendeel: Ofwiesslung a spannend Momenter huet ee méi wéi genuch.

D'Aufgaben an d'Missioune vun de Schoulmeeschteren a Joffere gi mëttlerweil wäit iwwer just Wëssensvermëttlung eraus. Talenter, Kompetenzen a Savoir-faire sinn net onbedéngt ugebuer. Si mussen entdeckt ginn, ënnerstëtzt ginn, gefuerdert a gefestegt ginn. An d'Enseignanten iwwerhuelen hei eng ganz grouss Virbildfunktioun. Si hunn ee groussen Afloss op déi emotional, mental a soziokulturell Entwécklung vun de Kanner. An natierlech hu si doduerch eng ganz grouss Verantwortung. An et ass awer genau déi grouss Verantwortung fir d'Kanner, déi deem Beruff déi speziell Wäertschätzung gëtt.

Et soll een ni vergiessen an och ni ënnerschätzen, dass dat, wat een engem Schüler seet - ob dat positiv oder negativ ass -, e Schüler iwwer Joren a souguer Joerzéngte begleeden a staark präge kann. Méi wéi een huet dee Beruff gewielt, well en emol een Enseignant hat, deen ee grousst Virbild war.

Une voix.- Très juste!

M. Gilles Baum *(DP)*.- D'Joffer an de Schoulmeeschter sinn eng vun de wichtegste Bezuchspersoune fir all Kand. Do kënnt et och vir, dass Schüler mat hiren Enseignanten iwwert hir Suergen, hir Ängschten, hir Problemer schwätzen. Nieft de pedagogeschen Aspekter spillt also och déi sozioemotional Komponent eng wichteg Roll am Beruff vum Enseignant. A genau hei läit menger Meenung no de grousse Wäert vum Metier. A kengem anere

Beruff kann een d'Kanner op esou eng ëmfaassend Manéier betreien, ënnerstëtzen a begleeden, wéi am Enseignement. A kengem anere Beruff kann ee mat der néideger Vertrauensbasis esou vill zu der positiver Entwécklung vun de Kanner bäidroen!

Eent kann ech Iech versécheren: De Beruff ass net nëmmen ofwiesslungsräich, mee och extreem beräicherend!

Genee wéi den Enseignant am Fondamental ass och de Professer am Secondaire, ee Beruff, deen ee kann empfeelen. Och wann ech do keng perséinlech Erfarungen hunn, konnt ech awer vun de Kolleege vum Terrain héieren, déi mer ganz vill positiv Echoe mat op de Wee ginn hunn. Och hei hunn d'Enseignanten nees eng grouss Responsabilitéit, well se déi Jonk net nëmme mussen op d'Aarbechtswelt, mee och op d'Erwuesseneliewe preparéieren. Dësen Engagement gëtt awer och belount. Ech denken u vill houfreg Momenter, an deenen ee senge Schüler ka felicitéieren, dass se den Ofschloss gepackt hunn, dass se eng Studieplaz oder souguer vläicht hiren Dramjob fonnt hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Jore goufe vill Efforten ënnerholl, fir den Enseignantsberuff nach méi attraktiv ze maachen. D'Reform vum Stage an d'Ofschafung vun der 80-80-90-Reegel si wuel déi gréissten a bekanntsten Initiativen, déi ëmgesat konnte ginn.

Trotzdeem gëtt et nach eng Rei aner Initiativen, op déi ech kuerz wëll agoen, ugefaange mat den Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnë vum Educatiounsministère. Op der Foire de l'étudiant kréien déi aktuell an déi zukünfteg Studenten zum Beispill all Joer déi eenzel Beruffer aus dem Beräich vun der Educatioun virgestallt. Donieft gëtt am Kader vu speziellen Aktivitéiten an de Lycéeë probéiert, déi zukünfteg Studente fir de Beruff vum Enseignant ze begeeschteren.

Ech denken awer och un de vereinfachte Passage vum Fondamental an de Lycée. Ech denken och un deen neie franséische Programm, dee mat senger neier Didaktik ganz gutt bei den Enseignanten a bei de Kanner ukënnt.

Ee weidere wichtege Punkt ass d'Eropsetze vun de Capacitéite vum Bachelor en Sciences de l'Éducation vun der Uni Lëtzebuerg. Gespréicher tëschent dem Educatiounsministère an der Universitéit hunn nämlech derzou geféiert, dass elo méi Studenten hir Formatioun am Grand-Duché kënne maachen a sech deemno schonn am Kader vun hirer Grondausbildung mat de spezifesche Besoine vun der Lëtzebuerger Schoulpopulatioun kënnen auserneesetzen.

Mäin drëtte Punkt betrëfft d'Aféierung vun neie Karriärsméiglechkeete fir Enseignanten, déi sech berufflech a Richtung vun éischtens der Prise en charge vu Kanner mat spezielle Besoinen, zweetens vun der Schoulentwécklung an drëttens vun der Interventioun an enger Regionaldirektioun oder an engem Centre de compétences orientéieren.

Nieft dem Instituteur spécialisé dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs particulies ou spécifiques an dem Instituteur spécialisé en développement scolaire wäert fir d'Rentrée 2021/2022 eng weider Enseignantskarriär agefouert ginn: den Instituteur spécialisé en compétences numériques. Ech verweisen an deem Kader op de Projet de loi 7658, deen am Moment an der Educatiounskommissioun traitéiert gëtt, an hoffentlech geschwë vum Kolleeg Claude Lamberty hei an der Plenière wäert virgestallt ginn.

Wéi virdru schonn erwäänt, huet natierlech och d'Reduktioun vum Stage derzou bäigedroen, fir nees méi Jonker fir de Beruff vum Enseignant an der Lëtzebuerger Grondschoul ze begeeschteren. Mam Gesetz vum 1. August 2019 gouf de Stage net nëmme vun zwee op ee Joer verkierzt, mee et gouf och méi Wäert op déi formativ Evaluatioun vun de Stagiairë geluecht. Si mussen deemno manner schréftlech Prüfunge bestoen a kënne sech besser op hir praktesch Formatioun konzentréieren.

Eng änlech Gesetzesännerung gouf et am Beräich vum Enseignement secondaire, wou de Stage vun dräi op zwee Joer erofgesat ginn ass. Hei war et virun allem och d'Ofschafung vun der 80-80-90-Reegel, déi de Stagiairen d'Liewe méi einfach gemaach huet. Säit 2019 kréie si de volle Salaire an net méi nëmmen 80 % oder 90 %.

Donieft gouf 2016 eng wichteg Decisioun getraff, fir méi potenziell Kandidate fir de Beruff vum Professer am Secondaire ze begeeschteren. An zwar gouf de Proffeconcours opgemaach fir Kandidaten, déi entweeder e Bachelor oder e Master en lien mat deem Fach hunn, fir dat se sech aschreiwe wëllen. Virun dëser Gesetzesännerung goufen nämlech nëmme Kandidaten akzeptéiert, déi souwuel de Bachelor wéi och de Master an där Matière haten.

An déi jéngste Reform am Beräich vum Enseignement secondaire betrëfft déi sougenannte Candidats sursitaires. Mam Gesetz vum 2. September 2020 hunn dës Leit elo d'Méiglechkeet als Professer genannt ze ginn, entweeder iwwert den traditionelle Wee, dat heescht duerch d'Remise vum Travail de candidature, alternativ kënne si sech och en Travail dans l'intérêt pédagogique ofginn oder 270 Stonne vun hirem Zäitkonto aléisen.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass kee Geheimnis, dass mer hei zu Lëtzebuerg e Mangel u qualifizéierten Enseignanten hunn. Dat souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire. Mee dee Problem hu mir net eleng. Dee Problem besteet och an eisen Nopeschlänner. Wat sinn d'Grënn derfir? Firwat fanne mer net méi genuch Leit, déi sech fir dee Beruff begeeschteren? Huet den Enseignement wierklech un Attraktivitéit verluer?

Fir dem akute Mangel u Schoulmeeschteren a Jofferen an der Grondschoul entgéintzewierken, goufen d'Diere fir déi sougenannte Quereinsteiger opgemaach. Dës Decisioun ass bei de Gewerkschaften, awer och beim Public dobaussen a besonnesch bei den Enseignanten, op ganz vill Kritik gestouss. Trotzdeem war dës Mesure awer absolutt noutwendeg, fir de Manktem u qualifizéiertem Personal kuerzfristeg an de Gréff ze kréien.

Op d'Fro, firwat sech manner Jonker fir de Beruff géifen interesséieren, krut ech meeschtens erstaunte Blécker vu mengen Interviewpartner, déi näischt esou dobaussen um Terrain feststelle konnten. Et géifen nach ëmmer vill Stagiairen an d'Schoule kommen. Et géifen och nach ëmmer Leit kommen, fir de Stage ze maache fir ze ersetzen, wann dat och emol kuerzfristeg wär. Awer et ass mer gesot ginn, an dat deckt sech awer vläicht mat deem, wat d'Madamm Hansen virdru gesot huet, dass einfach d'Offer dobaussen, d'Panoplie vu Méiglechkeeten, déi e Jonken no senger Première huet, stänneg wiisst mat Beruffer, vun deene mer viru fënnef oder zéng Joer nach iwwerhaapt näischt woussten. Beruffer, déi et viru fënnef oder zéng Joer mol nach guer net gouf.

Wann de Beruff sollt manner attraktiv sinn, wéi virun zéng oder zwanzeg Joer, goufe mir dräi Grënn genannt. Dat éischt ass e Surplus un administrativer Aarbecht. Dat zweet d'Penurie u sech, mat hire Follgen. An och Disziplinn, Respekt a Motivatioun - dat besonnesch am Lycée.

Beim administrative Plus un Aarbecht stoung d'Elterenaarbecht an awer och d'Prise en charge vu Kanner mat Léierschwieregkeeten am Vierdergrond. Perséinlech, muss ech soen, dass ech de Kontakt mat den Elteren - dat heescht, se dräimol d'Joer ze gesinn, fir ënner véier oder sechs Aen de Bilan duerchzegoen an ze kucken, wéi d'Kand virukomm ass a senge schoulesche Leeschtungen - ëmmer ganz flott fonnt hunn. Et ass mer awer zougedroe ginn, dass et Schwieregkeete gëtt, fir wierklech un Elteren aus bildungsferne Familljen erunzekommen.

Wat d'Prise en charge vu Kanner mat spezielle Besoinen ugeet, do verstinn ech - ech mengen, do versteet jiddwereen -, dass et ni schnell genuch geet! Et geet ni schnell genuch, weeder fir d'Elteren nach fir den Enseignant. Hei ass awer wichteg ze soen, dass e seriö duerchgefouerten Diagnostic zum Wuel vum Kand am Austausch mat der Schoul, der Direktioun an och der CNI muss stattfannen. An dat kascht eeben Zäit, an dat kascht och Pabeier.

Ech sinn awer der Meenung, dass aner administrativ Aarbechten - wéi zum Beispill all Sortie, déi eng Klass mécht, mussen der Direktioun ze melle respektiv och nach beim Schäfferot unzemellen - net wierklech néideg sinn an ech géif dofir en Appell maachen, fir hei vläicht effektiv mat den Directionrégionalle ganz konkreet e Screening ze maachen, wat ee vun den administrativen Tâchë kann ewechhuelen, fir do d'Aarbecht e bësse méi einfach ze maachen.

D'Penurie, dat ass en anert Theema. Et gëtt sech driwwer beklot, dass mer net genuch Enseignanten hunn, wéi an den Nopeschlänner och. An dofir gëtt op Quereinsteiger an och op Ersatzpersonal zréckgegraff. Ech ënnersträichen hei - an dat gëtt awer, mengen ech, ganz, ganz oft dobausse vergiess - dass e Quereinsteiger e Bachelor huet. Déi Leit hunn op d'mannst dräi Joer Uni gemaach. Virun net allze laanger Zäit hate mer Leit am Fondamental, déi Klassen ënnerriicht hunn an déi eng Neuvième haten.

Wéi schonn am Ufank ugedeit, hunn eng Rei Schoulmeeschteren a Jofferen aner Tâchen am Enseignement iwwerholl. Zum Beispill an de Centres de compétences, an den Direktiounen, bei der Commission nationale oder als I-EBS oder als I-DS. An ech wëll ënnersträichen, dass dës Leit sech ëm Kanner bekëmmeren, déi et am schwéiersten hunn. Si bekëmmere sech ëm Kanner, déi et am schwéiersten hunn an och dës Kanner hunn d'Recht op engagéiert Personal. An net all Tâche ass eebe mat administrativem Personal ze erleedegen.

Ee gudde Kolleeg vu mir, deen och no 25 Joer nach ëmmer total begeeschtert ass vu sengem Beruff - dat huet awer och vläicht dermat ze dinn, dass e beim Kolleeg Frank Colabianchi an der Gemeng Schoul hält - huet et op de Punkt bruecht.

Plusieurs voix.- A!

M. Gilles Baum *(DP)*.- „De Schoulmeeschter gehéiert a seng Klass". Déi Ausso ass jo per se net falsch. An awer, mengen ech, gehéiert et och zur Attraktivitéit vum Beruff, dass ee sech och kann een Turnkader huelen zesumme mat Schwammstonnen, eng Tâche am Kommitee unhuelen, d'Bibliothéik mat bäihuelen, sech vläicht ëm d'Computere bekëmmeren an awer och a ganz anere Beräicher am Enseignement kann engagéieren.

Wa mer éierlech sinn - an ech wëll elo hei wierklech net falsch verstane ginn -, ass awer och en Deel vun der Penurie hausgemaach. Wann dëst héicht Haus zu Recht - an ech wëll dat ënnersträichen - an der Fonction publique d'Méiglechkeet gëtt, fir seng Tâche erofzesetzen, dann ass et jo och normal, dass d'Léierpersonal dovunner Gebrauch mécht. Ech ginn lech just e Beispill: Wann zwee Enseignantë soe „Mir komme lo d'nächst Joer nëmmen nach 50 % schaffen", jo, da feelt eng ganz Tâche. Déi Éierlechkeet muss een, mengen ech, och hunn, fir dat hei uewen emol eng Kéier ze soen.

A grad an deem Kontext vun der Penurie wollt ech dem Här Minister e puer Froe stellen: Kann den Här Minister eis zu dësem Moment schonn en Iwwerbléck ginn iwwert de Rekrutement, deen iwwert déi nächst Joren am Fondamental an och am Lycée wäert néideg sinn? A wéi engem Mooss wäerten déi Réduction-de-tâchen, déi elo ugefrot sinn, sech d'nächst Joer am Fondamental bemierkbar maachen? An dann eng Fro, déi d'Madamm Hansen och gestallt huet: Ass virgesinn, fir op der Uni an deenen nächste Jore méi Enseignanten auszebilden, respektiv gëtt dru geduecht, den Accès vum Concours méi grouss opzemaache fir Enseignanten, déi zum Beispill aus pedagogeschen Héichschoulen aus dem Ausland kommen? An dann: Gëtt et schonn Iwwerleeungen, wéi et mam Quereinsteigerprogramm soll weidergoen?

Deen drëtte Punkt dann: Disziplinn, Respekt, Motivatioun. Et ass mer zougedroe ginn, dass d'Penurie an och den Homeschooling bei verschiddene méi ale Schüler - ech wëll dat betounen: méi ale Schüler - wierklech nefaste Follgen hannerléisst, well se souwuel den Aarbechtsrhythmus wéi och d'Loscht op d'Schoul verluer hunn. An ech mengen, do steet souwuel de Professere wéi och dem SePAS vill Aarbecht an d'Haus.

Mir wäerten am Kader vum Jugendbericht, dee mer jo scho kuerz ugeschwat hunn, an der Schoulkommissioun am Hierscht nach eng Kéier in extenso an am Detail dorobber ze schwätze kommen. Mir kënnen net no der Pandemie weiderfueren, wéi wann näischt gewiescht wär. De Bien-être vun de Kanner, vun deene Jonken, awer och vun den Enseignantë muss am Vierdergrond stoen. An do lafe jo schonn eng ganz Rei Initiativen.

D'Bild vum Enseignant dobaussen, den Image, wéi meng Virriednerin gesot huet, d'Duerstellung vu senger Aarbecht gëtt ganz oft net à sa juste valeur unerkannt. Vläicht misst een an de Lycéeën zum Beispill iwwer en Attaché à la presse nodenken, dee vill méi no dokumentéiere kann, wat an de Schoulen, an de Course geleescht gëtt.

Ech krut an de Gespréicher nach eng ganz Rei aner Inputte mat op de Wee. D'Zäit ass limitéiert. Ech kann net alles uschwätzen, mee ech hunn de Leit awer versprach, dass ech dat dem Här Minister eng Kéier perséinlech géif ënnerbreeden.

Fazit - an ech soen dat elo net pro domo, mee ech stellen awer fest -: Oft gi Jonker an den Enseignement, well - dat ass déi positiv Formulatioun - oder obschonn - dat wär déi negativ - hir Elteren de Beruff gewielt hunn oder en Enseignant se därmoossen an hirer Karriär beandrockt huet, dass dat se gepräägt huet an dass se dat och wëlle maachen. An ech soen hei ganz kloer: Den Enseignantsberuff ass a bleift attraktiv!

An am Fong hunn ech den Titel vun där heiter Interpellatioun hei iwwert den Declin e bësse staark fonnt. Wann een dat Wuert „déclin" googelë geet, ass dat Éischt, wat ee gesäit, „le déclin de l'Empire romain". Dat Zweet ass den „déclin de l'Empire ottoman". Et wär also den Ënnergang an ech si gutt gemutt, dass mer hei wierklech net um Wee sinn an den Ënnergang.

Ech wéilt ofschléisse mat engem kuerzen Zitat: „D'Kanner brauche kee perfekte Schoulmeeschter, mee en zefriddenen, deen hinne Loscht drop mécht, an d'Schoul ze kommen".

Voilà. Ech géif Iech alleguerte Merci soen, dass Der nogelauschtert hutt. An et ass Iech vläicht opgefall, dass ech den John Hattie haut net ernimmt hunn.

(Hilarité)

Warscheinlech wäert deen een oder aneren, deen hannendru kënnt, dat maachen.

Ech hunn eng Punktlandung gemaach. Ech wéilt awer dovunner profitéieren, fir alleguerten den Enseignantë vum Precoce iwwert d'Spillschoul, de Fondamental, de Lycée a bis hin zu de Leit, déi an der Uni engagéiert sinn, déi awer erëm dëst Joer ee speziellt Joer hanner sech haten, Merci ze soe fir hire ganz, ganz groussen Asaz. An ech wéilt hinnen elo schonn, vun dëser Plaz, eng erhuelsam Vakanz wënschen an dass se mat voll opgetankte Batterien am September erëmkommen. Et gëtt Leit, déi ëmmer vergiess ginn, wa Merci gesot gëtt, an dat sinn alleguerten déi Leit, déi ronderëm d'Schoul sinn. Dat sinn d'Educateuren an de Maison-relaisen, et sinn d'Psychologen. Ech wéilt deenen natierlech och eng ganz, ganz schéin an erhuelsam Vakanz wënschen.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Gilles Baum villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den nächsten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Villmools merci. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den John Hattie, dee wier paff, wann e wéisst, wéi dacks en hei vu verschiddene Leit zitéiert gëtt. De Gilles Baum zitéiert en haut net. Duerfir maachen ech et dann. "Teachers are among the most powerful influences in learning", seet de Bildungsexpert. Zu där Erkenntnis - datt den Enseignant den decisiven Influencer ass, fir dat emol op Neilëtzebuergesch ze soen - ass elo wärend der Pandemie a besonnesch wärend dem Homeschooling wuel jidderee komm, deen iergendwéi mat der Schoul ze dinn hat, virun allem natierlech d'Kanner an d'Elteren.

Déi lescht Méint hunn androcksvoll gewisen, wéi wichteg et ass, e gutt qualifizéierten Enseignant virun de Kanner stoen ze hunn, selbstverständlech mat Kompetenzen an der Matière, mee haaptsächlech och mat pedagogesche Kompetenzen, mat Empathie, mat Leidenschaft fir de Beruff, mat der Fäegkeet, fir op d'Schülerinnen an d'Schüler anzegoen, hir Stäerkten ze förderen an ze hëllefen, hir Schwächten ze iwwerwannen. An dat an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi heterogeen gëtt, wou d'Bildungsschéier nach weider auserneegeet, wat den Enseignanten hir Aarbecht natierlech méi komplizéiert mécht.

D'Gesellschaft erwaart awer vun der Schoul, datt se eis Kanner op d'Liewe preparéiert, d'Kanner staark mécht. Abee, fir dat ze maachen, brauche mer als Éischt emol staark Enseignanten. Grad dofir ass et och wichteg, datt mir eis deem Beruffsbild haut unhuelen a kucken, wéi een d'Attraktivitéit vun deem Beruff erhalen an och nees steigere kann. An ech soen och ganz kloer „erhalen", well et e flotte Beruff ass, dee méi Respekt an och an der Kommunikatioun no bausse méi verdéngt.

Déi lescht Méint sinn d'Schoulmeeschteren, d'Léierinnen, d'Proffen effektiv ganz vill gelueft ginn. Si kruten dacks a vill Merci gesot hei an der Chamber an och anerwäerts. An dach héiert a liest een, datt dee Luef fir si vu villen Enseignanten net als éierlech opgeholl gëtt, mee als politesche Calcul interpretéiert gëtt. An och eng gewëssen Enttäuschung ass ze spieren, datt eng Pandemie huet musse kommen, fir datt d'Ëffentlechkeet mierkt, wat se leeschten - virun, wärend an no der Pandemie. Déi Frustratioun, net genuch respektéiert ze ginn, net genuch Unerkennung a Wäertschätzung fir déi geleeschten Aarbecht ze kréien, déi héiert ee ganz oft a scho méi laang vu villen Enseignanten.

An dat ass deen éischte Problem, wa mer vun der Attraktivitéit vum Beruff schwätzen. Et ass jo kloer, datt d'Enseignantë selwer déi allerbescht Ambassadeure vun hirem Beruff sinn! Si selwer sinn et, déi jonk Leit am allerbeschte kënnen dervun iwwerzeegen, dee Wee herno anzeschloen. Duerfir ass et jo och esou kruzial, datt d'Enseignantë selwer erëm méi frou mat hirem Beruff an houfreg op hire Beruff sinn.

Ech sinn iwwerzeegt dovun, datt ganz vill Leit ganz genee wëssen, wat déi meescht Enseignanten - schwaarz Schof gëtt et ëmmer an iwwerall - all Dag leeschten. Den Image ass awer nu mol eng wichteg Komponent - et ass schonn hei ugeschwat ginn - an dat wëssen zum Beispill Politiker och ganz genee: Wann den Image net gutt ass, dann ass et schwéier ze rekrutéieren. Dofir, a sou banal wéi et dann och kléngt: Et wier un der Zäit, eng richteg Campagne, eng Rekrutéierungscampagne ze maachen, déi wäit iwwert dat erausgeet, wat haut u Promotioun gemaach gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Arméi mécht Reklamm fir sech an de Schoulen. Allméiglech Entreprisë sti prett, fir e Premièresschüler ze bezirzen. D'Handwierk mécht opwändeg Campagnen, fir den Nowuess ze iwwerzeegen. Alles zu Recht! Mee firwat sollen dann net och d'Enseignantsberuffer vill méi aktiv promouvéiert ginn? Dat läit dach eigentlech op der Hand.

Fir den Image vun engem Beruff ze stäerken, brauch et positiv Messagen an de Réckhalt vun der Politik. Deementspriechend vun der ganzer Gesellschaft. An natierlech ass et néideg, bei esou enger Campagne déi Leit, déi haut an der Schoul schaffen, matanzebezéien an net Messagë vun uewen erof ze diktéieren. Fir datt eng Campagne fonctio-

néiere kann, muss se kredibel sinn. An dat geet nëmmen, wa se och authentesch ass.

Natierlech geet dat eleng awer net duer, fir de Problem vun der Penurie vum Léierpersonal an de Grëff ze kréien an déi Penurie kann engem effektiv ze denke ginn. Kucke mer op de Secondaire, schéngt d'Bild op deen éischte Bléck nach ze stëmmen. Vun 2015 bis 2019, wou d'Zuele virlouchen, ass de Ratio u Schüler pro Enseignant souguer liicht zréckgaangen. An awer sinn, beispillsweis am Schouljoer 2018/2019 iwwer 8.000 Iwwerstonne geleescht, an zejoert schonn 9.800. Zemools an de sougenannte MINT-Fächer - Mathé, Informatik, Naturwëssenschaften, mee och an den technesche Fächer, déi vun Ingenieuren a Maîtres d'enseignement technique gehale ginn - kënnt et effektiv zu enger Penurie.

An an enger Äntwert op eng rezent Question parlementaire huet den Här Minister och richteg drop higewisen, datt an deene Beräicher an deenen nächste Jore verstäerkt Moossname mussen ergraff ginn, fir méi Leit ze rekrutéieren. Et wier vläicht interessant, haut vum Minister gewuer ze ginn, wéi en dat wëllt ugoen, wéi eng Ziler en do upeilt.

Frappant ass de Manktem u qualifizéiertem Léierpersonal awer besonnesch am Fondamental. Mir hunn et virdru schonn héieren. 2020 wollt een 300 nei Enseignantë rekrutéieren. Just 132 vun deene Poste si mat Leit besat ginn, déi effektiv e Bachelor en Sciences de l'Éducation hunn.

Och fir d'Rentrée am September geet de Ministère dervun aus, eng 300 Vollzäitposte besetzen ze mussen. Wéi vill - Här Minister, wat mengt Der? - sollen hei mat engem Bachelor vun den Educatiounssciencë besat ginn? Wëllt den Här Minister deen Undeel erëm an d'Luucht setzen? A wa jo, wéi? D'Schülerzuel am Fondamental ass an deene leschte fënnef Joer ëm eng ronn 3.000 an d'Luucht gaangen. A bis 2025 sollen nach eemol 3.000 Kanner derbäikommen. Datt bei deenen Zuelen all Enseignant um Terrain dréngend gebraucht gëtt, ass kloer.

Et war déi richteg Decisioun, am Fondamental mat Quereinsteiger op de Problem vun der Penurie an enger Urgencesituatioun ze reagéieren. Mëttel- a laangfristeg musse mer awer och kucken, wou d'Kromm an der Heck läit a nees méi Jonker motivéieren, fir sech fir de Beruff ze entscheeden, quitte datt natierlech och Passerelle fir Quereinsteiger solle bestoe bleiwe mat enger seriöer Ëmschoulungsoffer.

Den Imageproblem hunn ech ugeschwat. Mee dat ass nëmmen e ganz, ganz klengen Deel dovun, wéi mer den Enseignant an d'Attraktivitéit vu sengem Beruff nees stäerke kënnen. Vill méi wichteg ass et - an dobäi sinn ech elo bei mengem zweete Punkt -, dem Enseignant säin Alldag, seng Aarbecht ze verbesseren. Vergläicht een d'Tâche, d'Missioun vum Enseignant vu fréier mat haut, fält engem ganz séier op, datt en Enseignant zur Zäit, wéi ech an déi meescht vun Iech heibannen an d'Schoul gaange sinn, gréisstendeels d'Missioun hat, de Kanner Disziplinn bäizebréngen a Wëssen ze vermëttelen. Haut ass säi Beruffsbild awer e ganz anert. Aus där frontaler Wëssensvermëttlung ass e Matenee ginn: „Wëssen, kënnen, wëllen" ass de Motto. Et geet drëm, de Schüler ze hëllefen, hir Kompetenzen ze entwéckelen, se staark ze maachen. An natierlech stinn dofir beim Enseignant selwer déi pedagogesch Kompetenzen am Vierdergrond. Dat muss sech an der Ausbildung an an der Formation continue erëmspigelen, sief et beim Rekrutéiere vu Quereinsteiger oder och bei deem neiste Projet vum Minister, wat d'Educateuren ugeet. D'pedagogesch Kenntnisser sinn a bleiwen den A an den O fir déi formal an och fir déi nonformal Bildung.

Drëtte Problem: de bürokrateschen Opwand, vun deem d'Madamm Hansen virdru scho geschwat huet, deen och iwwert d'Jore gewuess ass. Ganz vill Enseignantë bekloe sech doriwwer, datt se net méi genuch Zäit hu fir hir eigentlech Aufgaben. Et ass néideg, emol déi Analys mat de Leit um Terrain ze maache fir ze kucken, wéi een déi administrativ Hürden da kann ofbauen, respektiv ob net effektiv administratiivt Personal kéint rekrutéiert ginn, fir den Enseignant op déi Manéier ze entlaaschten. Dat kann zum Beispill och vun der Gemeng gemaach ginn. À discuter!

Doriwwer eraus mussen awer och eis Enseignantë vun haut schonn op d'Erausfuerderunge vu muer preparéiert ginn. An der Gesellschaft, an der Aarbechtswelt kënnt et jo ëmmer méi op déi sozial Kompetenzen un, d'Kompetenze vum 21. Joerhonnert. Well d'Schoul - sprëch d'Enseignanten - eis Kanner jo op hiert spéidert Liewe virbereede soll, muss och dat mat an hir Ausbildung afléissen.

Här President, grad wéi eis Gesellschaft gëtt och eis Schülerpopulatioun ëmmer méi divers. Vill Kanner si mat eisem Schoulsystem iwwerfuerdert. Se ginn aggressiv oder ganz demotivéiert. An dat stellt den Enseignant viru gréisser Erausfuerderungen, fir op de Kanner hir ganz ënnerschiddlech Besoinen anzegoen. Deen een huet sproochlech Problemer, versteet vläicht den Enoncé vun der Mathésaufgab scho guer net. En aneren huet Verhalensproblemer a packt et net, déi ganz Stonn roueg um Stull sëtzen ze bleiwen. An en Drëtten huet vläicht Suergen doheem an ass dowéinst null konzentréiert. Si all - an dat wëll ech hei ganz kloer soen - gehéieren awer zesummen an déi ëffentlech Schoul an an eng Klass! Mee wann den Enseignant awer elo deem engen d'Aufgab nach eemol eleng iwwersetzt, probéiert, dat zweet Kand, dat vläicht grad eng Kris mécht, ze berouegen a sech och nach ëm en Drëtte këmmere muss, deen ugefaangen huet mat Kräischen a kee weess firwat, bon, da vergeet natierlech vill Zäit, an där d'Klass als Ganzt net virukënnt an den Enseignant senger eigentlecher Missioun - dem Enseignéieren - net kann nokommen. Dofir wëlle mir als LSAP d'Enseignanten och op dëse Punkten entlaaschten, andeems engersäits permanent Educateuren an der Schoul kënnen intervenéieren, andeems och Infirmièren a Psychologen de Schoulen, den Enseignantë sollen zur Säit stoen a quasi zu all Ableck kënne geruff ginn an agräifen.

An deem Kontext ass et gradesou wichteg, datt mer genuch Plazen an eise Kompetenzzentere schafe kënnen. Meng Kolleegin Simone Asselborn-Bintz huet dëse Sujet d'lescht Woch an enger Question élargie hei thematiséiert. Wann et do net genuch Plaze gëtt, wann den administrativen Opwand, d'Prozeduren ze schwéierfälleg sinn, da fält dat jo am Endeffekt ëmmer op den Enseignant zréck. Schoul, Maison relais an och d'Kompetenzzentere sinn Zännrieder, déi zesumme lafen, fonctionéiere mussen. Gräifen déi Riedercher do net aneneen, da leeft et eeben net méi ronn, weeder bei de Kanner nach bei den Enseignanten.

Et gëtt jo haut och schonn Équipes multiprofessionnelles, déi bei de regionalen Direktiounen ugesidelt sinn an déi fir d'Kanner à besoins spécifiques kënnen ageschalt ginn. Ech kéint mer ganz gutt virstellen, datt een déi Ekippen ausbaut an hinnen nach aner Missioune gëtt, virun allem eeben déi, fir an der Schoul ze sinn. E Manktem un Hëllef fir den Enseignant, fir d'Kanner mat deene méi klengen a mat deene grousse Problemer ze encadréieren, bis hin och zu de sougenannte Systemsprenger … Dee Manktem un Hëllef dréit sécher net zu der Attraktivitéit vum Beruff bäi!

Dat alles huet natierlech och en Afloss op de Bien-être. D'Wuelbefanne vun de Kanner gehéiert awer an de Mëttelpunkt vun eiser Politik. Mee och dem Enseignant säi Bien-être däerf net vergiess ginn. Ëmmer méi ginn ech an der Lescht vun Enseignantë kontaktéiert, déi mer soen, wéi wichteg et wier, datt et och fir si eng neutral Ulafplaz, e psychologeschen Déngscht géif ginn, dee se och emol owes spéit nach kéinte kontaktéieren.

Eng Persoun huet ee Fall u mech erugedroen, wou e Kand am Dag direkt e puer Krise gemaach huet. Dat ass esou wäit gaangen, datt net nëmmen eng Ambulanz, mee och d'Police huet musse geruff ginn. En Enseignant ass awer och just e Mënsch a stécht dat net einfach esou ewech. Ech mengen, datt et der Politik hir Responsabilitéit ass, hei och dem Enseignant entgéintzekommen an op en anzegoen.

D'Inneministesch Taina Bofferding an de Minister vun der Fonction publique Marc Hansen hu viru Kuerzem d'Campagne „Wéi geet et?" fir d'Gemengebeamte lancéiert. Eng ganz gutt Initiativ, déi dat viséiert Personal soll fir psychosozial Risike sensibiliséieren. Ech fannen, et ass héich Zäit, och emol geziilt d'Enseignanten ze froen, wéi et hinnen eigentlech geet. Et gëtt zwar natierlech de Service psychosocial de la Fonction publique, deen och Consultatiounen ubitt, mee deen ass nach wéineg bekannt a bekëmmert sech wuel och net geziilt ëm d'Uleies vum Léierpersonal. Wéi geet et lech? D'Äntwert vun den Enseignanten dorobber muss eis interesséieren! D'Theemae Burnout an Depressioune sinn an hirem Beruffsstand leider net méi selten.

Här President, schwätze mer vun der Attraktivitéit vum Enseignantsberuff, musse mer eis am selwechte Kontext hirer Ausbildung unhuelen, woumat ech bei mengem leschte Punkt ukomm wier. Wärend op beruffer.anelo.lu eng ganz Rëtsch Länner, dorënner Däitschland, als méiglech Ausbildungsdestinatioun presentéiert ginn, ass et jo awer - souwäit ech dat weess - esou, datt vill Formatiounen, wéi zum Beispill d'Ausbildung fir Lehramt an Däitschland, hei am Land net unerkannt ginn. Ass dat nach zäitgeméiss? An d'Ausbildung an der Belsch wäert jo elo vun dräi op véier Joer eropgoen: Wat sinn dann do d'Repercussiounen op Lëtzebuerg? Wéi gesäit et mam Concours aus? Gi genuch Leit an de Stage gelooss? Wéi gesinn d'Contrainten aus?

E Beruff ass ëmmer nëmmen esou attraktiv wéi seng Ausbildungsméiglechkeeten. Dat erliewe mer bei den Infirmièren, mir erliewen et bei den Educateuren an eeben och elo bei den Enseignanten. Ech mengen, datt ee sech deem ganz seriö muss unhuelen, ouni en Nivellement vers le bas an den Usprëch ze maachen, mee en Nivellement vers le haut, wat d'Attraktivitéit ugeet, an de Besoinen um Terrain Rechnung droen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Den Enseignantsberuff ass keen einfache Beruff. Eng gutt Pai, eng sécher Plaz a Schoulvakanzen: Dat kléngt attraktiv. Wann een awer all Dag e wéineg d'Flemm huet, well een an der Schoul senger eigentlecher Missioun, nämlech d'Kanner ze enseignéieren, net méi ka gerecht ginn, dann ass dat séier e faden Trouscht an et gëtt kengem Enseignant Satisfaktioun. D'Jongléieren an deem Spannungsfeld vun engem Schoulsystem, deen der Schoulpopulatioun an de gesellschaftleche Veränerungen net méi genuch Rechnung dréit, ass ganz, ganz schwéier! Den Enseignant muss mëttlerweil e wéineg vun allem sinn: Erzéier, Psycholog, Mediateur, Konfliktmanager, heiansdo Infirmier oder souguer eng zweet Mamm oder een zweete Papp. Dat alles ass ze vill verlaangt. Dofir wëlle mir als LSAP den Enseignant stäerken. Seng Formatioun adaptéieren, en duerch aner Experten entlaaschten, em nolauschteren an em de Réck stäipen. Nëmmen e staarken Enseignant ass kapabel, aus de Kanner staark Schüler ze maachen. An dorëms geet et jo wuel.

Merci, fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, „Déclin de l'attractivité du métier d'enseignant": Ech mengen, méi en onglécklechen Titel hätt een dëser Interpellatioun bal net kënne ginn. Dat soen ech als Léierin, déi 28 Joer mat ganz vill Freed a Motivatioun an deem Beruff geschafft huet. An ech soen et och am Numm vun der grénger Fraktioun: Dësen Titel vermëttelt net nëmmen eng gewësse Weltënnergangsstëmmung, wat de Beruff vum Enseignant ugeet. Ënnerschwelleg vermëttelt en och de Message no baussen, datt et sech eigentlech net méi lount, Enseignant ze ginn. Mir gesinn dat net esou schwaarz, well d'Realitéit ass zum Gléck eng aner. Et lount sech nach ëmmer. An et ass déi, datt dëse Beruff nach ëmmer vun Dausende vu Mënsche mat vill Engagement, Iwwerzeegung a Motivatioun ausgeübt gëtt. Momentan schaffen aleng 6.359 Enseignanten am Fondamental. An ech mengen net, datt se d'Flemm hunn.

Natierlech wëll ech domat d'Problemer net klengrieden. Ech wëll awer betounen, datt se all zesummen derzou bäidroen, datt eis Gesellschaft, eis Kultur an eis Kulture sech weiderentwéckelen. An da fannen ech et dach scho bedenklech, wa gewielte Volleksvertrieder de Metier - ech géif éischter soen: dës Profession - mam Term „Déclin" a Verbindung brénge an domat ee falsche Message no bausse ginn.

Wat awer richteg ass, ass, datt dëse Beruff natierlech mat ëmmer neien Erausfuerderunge verbonnen ass an datt e sech staark verännert huet an och zäitweis immens belaaschtend ass - wéi vill aner Beruffer iwwregens och!

Déi éischt grouss Ännerunge si mat de Schoulgesetzer vun 2009 agelaut ginn, déi ech nach selwer um Terrain erlieft hunn. Anerer sinn op déi méi rezent Reformen zréckzefëieren, déi vun dëser Regierung dann och ëmgesat gi sinn.

E groussen Afloss huet awer net nëmmen d'Politik, net nëmmen d'Schoulpolitik, e groussen Afloss huet och d'Gesellschaft, déi sech kontinuéierlech weiderentwéckelt a verännert. Eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi divers an et ass dës Diversitéit, déi sech och an der Schoul zréckspigelt - um soziale Plang, um kulturelle Plang, um sproochleche Plang. Vill Kanner schwätzen doheem eng oder zwou aner Sproochen, wéi déi dräi Sproochen, déi an der Grondschoul geléiert ginn.

An eiser Gesellschaft dréit déi wuessend Sproochevillfalt ganz sécher zu eisem kulturelle Räichtum bäi. An der Schoul ass se mat villen Defie verbonnen. Net anescht ass et bei der Inklusioun, der Differenzéierung, jee no Profill vum Kand, a bei der geziilter Ënnerstëtzung vu Kanner mat héijem Förderbedarf, wou ech mengen, datt déi vu kengem heibannen a Fro gestallt däerf ginn. Och hei stinn d'Schoule virun ëmmer méi groussen Erausfuerderungen opgrond vun der Entwécklung an der Gesellschaft.

Et kann een also zu Recht behaapten, datt d'Situatioun an de Schoule vill méi komplex, vill méi schwiereg ze geréieren ass wéi nach viru Joerzéngten oder och nëmme virun engem Joerzéngt.

Allerdéngs bedeit dat net automatesch, datt de Beruff net méi attraktiv ass, an datt manner Leit an deem Beruff wëlle schaffen. Dëst Joer ginn esou vill Schoulmeeschteren a Léierinnen ausgebilt an agestallt wéi an deene Jore virdrun. An dat sinn der net grad wéineg. Bei der nächster Rentrée sinn et insgesamt ëm déi 300 jonk Leit, déi als Stagiaire am Fondamental ufänken, wat awer net heescht, datt et mat där Zuel duergeet. An da sinn ech beim Punkt vun dëser Interpellatioun.

Effektiv geet et scho laang net méi duer mat der Zuel vu Leit, déi bei eis an d'Schoule kommen an do ufänken ze schaffen. Dat ass gewosst an dat huet och seng Ursaachen. Déi éischt ass bis elo nach net genannt ginn, se läit beim demografesche Wuesstum, beim Wuesstum vun der Bevëlkerung, deen dozou féiert, datt d'Schülerzuel am Fondamental am Joer ëm déi 800 bis 1.000 Unitéiten eropgeet. Wann een da kuckt, datt de Klasseneffectif bei plus ou moins 16 Schüler läit, da weess een, datt all Joer eng 60 Enseignantë méi agestallt musse gi wéi dat Joer virdrun.

Déi zweet Ursaach ass op déi ganz personalintensiv Reformen aus de leschte Joren zréckzefëieren. Dës Reformen hu mat sech bruecht, datt vill Enseignanten net méi integral an enger Klass schaffen, mee zum Deel aner Missiounen erfëllen oder carrement op aner Posten detachéiert sinn.

Eis geet et wierklech guer net drëms, d'Rad vun der Geschicht zréckzedréien an d'Reformen alleguer tel quel a Fro ze stelle respektiv réckgängeg ze maachen. Et gouf nämlech villes opgeschafft, wat laang leie bliwwe war a wat sech haut als sënnvoll erweist. Wichteg a richteg ass awer, Här Minister, datt Der dës Reformen op hir Effikassitéit hin evaluéiert a jee nodeem upasst. Ech denken un d'Missioune vun deene Leit, déi net an enger Klass schaffen. Ech denken un den Oflaf vun de Prozeduren, d'Attributioune vun den Direktiounen an natierlech och un de bürokrateschen Opwand, deen oft ernimmt ginn ass. Wou ech dem Här Baum wéilt soen, datt een d'Sortie-pédagogiquë souguer an der Schoulorganisatioun kann aschreiwen an dann ass et ee fir allemol gemaach. Et gëtt fir alles eng Léisung an ech mengen, dat gëtt et am Klenge wéi am Groussen.

Den Haaptenjeu vum wuessende Personalbedarf läit fir eis awer op engem anere Plang, an zwar bei der Formation initiale, déi jo scho vill hei kommentéiert ginn ass. Domat mengen ech d'Noutwendegkeet, datt méi Jonker Accès zu där Formatioun musse kréien an datt méi Jonker awer och motivéiert ginn, sech berufflech an déi Richtung ze orientéieren.

Leider kënnt een net derlaanscht festzestellen, datt vill Studenten a Studentinne vun Ufank un ecartéiert ginn, wa se sech nom Ofschloss vum Secondaire fir de Beruff vum Enseignant entscheeden. Dat zielt eebe grad fir déijéineg, déi sech op der Uni Lëtzebuerg mellen, fir wëllen ze studéieren. Et sinn der am Joer eng 300 bis 400, déi un den Épreuves d'admission op der Uni deelhuelen. Ongeféier 100 oder e puer méi vun hinne ginn ugeholl. A vun deenen halen der direkt - dat ass en normale Werdegang - am éischten oder zweete Joer op, well se feststellen, datt se net fir de Beruff gemaach sinn. Dat sinn e puer Prozent. Doraus ergëtt sech natierlech schonn direkt d'Fro, firwat et net direkt méi wéi 100 Jonker sinn. Firwat sinn et der net 200 oder 300?

Laut mengen Informatioune ginn ëm déi 75 % vun de Kandidaten direkt ecartéiert, well se net an alle Beräicher kompetent sinn, déi beim Exame getest ginn. Vill Jonker, déi un den Epreuven deelhuelen, sinn zwar a ville Fächer kompetent, mee net an alle Fächer. Déi meescht vun hinnen hunn eng Schwächt an enger vun den dräi Sproochen, anerer an der Mathé an nach anerer an de Sciencen. Jee nodeem, wéi d'Gesamtresultat dann ausgesäit, gi se entweeder direkt ecartéiert oder kënne vun enger Admission conditionnelle profitéieren. An an deem Fall gi se dann derzou ugehalen, sech um Rimm ze rappen an hir Schwächt am Laf vum Bachelorstudium ze behiewen, wat hinnen awer nëmme siele geléngt. Och well op der Uni kee geziilten Encadrement an deene jeeweilege Fächer existéiert a well dat och souwisou net direkt d'Missioun vun der Uni ass.

Dat heescht trotz allem net, datt se hire Bachelor net packen. Déi allermeescht ginn zum Stage am Fondamental zougelooss, mam Resultat, datt se déi eng oder aner Schwächt da mat an d'Beruffsliewen huelen.

Net oninteressant, Dir Dammen an Dir Hären, ass op där anerer Säit, datt eng 30 % vun deenen 100 bis 120 Bachelorstudenten a -studentinne sech en cours de route anescht decidéieren an op der Uni bleiwen, fir e Master ze maachen. Dëst am Hibléck op eng Ustellung an der Karriär A1, déi jo och am Secteur vun der Grondschoul existéiert, zum Beispill an den Direktiounen. Et ass also ganz komplex.

Alles an allem huet dës Entwécklung derzou gefëiert, datt déi meescht Enseignanten, déi de Ministère alljoers astellt, net zu Lëtzebuerg studéiert hunn, mee am Ausland, wou d'Sproochhürde wäit manner héich si wéi bei eis. Do brauche se net eis dräi Landessproochen ze léieren - quitte datt herno do nach nogebessert gëtt.

Déi meescht kommen aus der Belsch vu Bréissel, Virton oder Baaschtnech, anerer aus der Schwäiz oder Däitschland oder awer aus Frankräich. Dat ass fir eis net per se schlecht, well et ass jo och gutt, datt déi Jonk d'Nues aus dem Land erausstrecken an d'Ausland erliewen. Et weist awer op e groussen Desequiliber hin, wat d'Originne vun eise Studenten ugeet, wa se dann ufänke mat schaffen.

Ech mengen, deen Desequiliber gëtt nach méi grouss, wann dann d'Belsch och nach eng Reform mécht, wat d'Formation initiale ugeet, déi jo dann dorop erausleeft, datt d'Zyklen anescht zesummegefouert ginn. Dat ass emol esou ugeduecht.

Eng drëtt Kategorie vun Enseignanten ass och scho genannt ginn. Se ass aus der Nout eraus gebuer. Dat sinn d'Quereinsteiger, déi kee Bachelor an den Erzéiungswëssenschafte gemaach hunn, mee e sougenannte „quelconque"-Bachelor, deen awer a Verbindung mat engem Schoulfach steet. Dës Kategorie kann dann iwwer eng Formation en cours d'emploi um IFEN Schoulmeeschter oder Léierin ginn a gëtt, grad wéi all déi aner Enseignanten, an der Karriär A2 agestallt.

Souvill zu de Fakten, zu deenen ech e bëssen ausgeholl hunn, fir d'Situatioun ze erklären, well dat, wat elo kënnt, ergëtt sech aus deem ganze komplexe System.

D'Penurie presentéiert sech gradesou an anere Länner. An och dat sollt een net vergiessen. Mir stinn hei net aleng mat deem Problem. Tatsaach ass allerdéngs, datt mer zu Lëtzebuerg net genuch qualifizéiert Léierpersonal fannen. An datt Weeër musse fonnt ginn, fir d'Penurie ze behiewen, ech mengen, do si mer eis alleguer eens.

Domat kommen ech da bei d'Léisungspisten, déi ech awer elo e bësse méi konkreet wéilt virzeechnen. Déi éischt ergëtt sech aus den Zuelen an aus deem, wat ech beschriwwen hunn. Se bedeit, datt d'Uni Lëtzebuerg méi Leit misst ausbilden. Ech denken, den Educatiounsminister gesäit dat net anescht. An ech sinn och iwwerzeegt, datt en an déi Richtung matgeet. Dofir géif ech en dann invitéieren, eng Kéier mat sengem Alter Ego, dem Héichschoulminister, ze schwätzen an d'Entwécklung op der Uni Lëtzebuerg méi genee ze analyséieren. Souwäit ech weess, hutt Der de Kontakt mat der Uni schonn opgeholl.

An da stelle sech natierlech schonn direkt eng Rei Froen, déi vu prinzipieller Natur sinn. Zum Beispill déi, wéi eng Studiegäng op der Uni an d'Fënster gehaange ginn a wéi eng Studiegäng éischter stéifmütterlech behandelt ginn. Wéi gesäit et mat der uniinterner Verdeelung vun de Ressourcen aus? Wivill mënschlech a finanziell Ressourcë ginn insgesamt an d'Ausbildung vun den Enseignantë gestach?

Ech mengen, et ass kee Geheimnis, datt eng Uni - generell eng Uni, net nëmmen d'Uni Lëtzebuerg - sech méi eng grouss international Renommee ka maache mat Studiegäng, déi mat Recherche, mat brillante Publikatiounen an Auszeechnunge verbonne sinn, wéi mat engem klassesche Bachelor en Sciences de l'Éducation.

Sollt sech dann, opgrond vun där Analys, erausstellen - wéi gesot, se ass nach net gemaach, mee se soll gemaach ginn -, datt d'Uni keng zousätzlech Mëttele mobiliséiere kann oder wëllt, fir dem Bachelor an Erzéiungswëssenschafte méi Gewiicht ze ginn, da musse mer eis eeschthaft mat enger anerer Fro auserneesetzen.

An zwar mat där, ob et net besser wier nees e Schrëtt zréckzegoen an d'Formation initiale nees vun der Uni ewechzehuelen a se dem SCRIPT oder dem IFEN unzevertrauen, déi jo och an deem dote Beräich aktiv sinn.

Well, wann ech dat dann e bësse sarkastesch ausdrécken: Den IFEN ka jo wierklech alles. Aus engem jonke Mënsch mat engem Bachelor quelconque mécht dës Institutioun an engem Joer en diplomiérten Enseignant, wärend op der Uni Lëtzebuerg 75 % vun de Kandidatinnen a Kandidaten ewechfuere wéi d'Mécken - fir et e wéineg iwwerspëtzt auszedrécken. Wéi gesot, et ass keng Fuerderung, mee et ass eng Analys wäert.

Fakt ass jiddefalls, datt bis haut keng Evaluatioun vun deem ganze System stattfonnt huet. Dowéinst ass och ni evoluéiert ginn, ob et wierklech sënnvoll war oder wéi sënnvoll et war, d'Formation initiale op d'Uni ze verleeën an d'Formation continue op den IFEN, dat heescht, béid Formatioune vuneneen ze trennen. Mir sinn der Meenung als éischte Schrëtt, datt eng enk Zesummenaarbecht fir déi zwou Institutiounen op alle Fall ganz nëtzlech kéint sinn. Dat wier dann och en éischte Schrëtt an déi gutt Richtung.

Eng weider Pist betrëfft dann déi ganz ëmstridden a sensibel Fro, ob en Enseignant am Fondamental ëmmer op alle Gebidder Spezialist muss sinn oder, anescht ausgedréckt, spezialiséierte Generalist. Meng Virriedner sinn dorop agaangen.

Ech si mer bewosst, datt een Enseignant den Nervesystem vun enger Klass muss bilden. An et ass och kloer, datt d'Kanner an hir Elteren en eenzegen Uspriechpartner an eng Bezuchspersoun brauchen an enger Klass. Dat bedeit awer net, datt eng Persoun, déi e groussen Defizit an enger Sprooch huet a vu virera vun der Uni Lëtzebuerg ausgeschloss gëtt, e schlechten Enseignant géif ginn. Vläicht huet dës Persoun jo aner Qualitéiten a Kompetenzen, déi eeben och am Enseignement gebraucht ginn an déi déi aner Enseignanten net an deem Mooss hunn. Konsequenterweis misst dës Persoun och kënnen enseignéieren. Eebe just net dat Fach, an deem se Defiziter huet.

Ech weess, datt dës Approche a ville Kreesser op Widderstand stéisst. Ech sinn awer frou, datt se och hei schonn ernimmt ginn ass. Den Enseignant gëtt nach ëmmer als Allrounder ugesinn, deen néierens eng Schwächt däerf hunn. Mee an eisem Bildungssystem gëtt dat ëmmer méi schwiereg.

An dobäi muss een och der Realitéit an d'Ae kucken an unerkennen, datt eis Gesellschaft sech weiderentwéckelt huet an datt d'Léisungen nun emol net vum Himmel falen. Vill Jonker, déi studéiere wëlle goen, beherrschen nom Secondaire net just véier Sproochen, mee souguer fënnef, sechs oder siwe Sproochen. Mee vläicht net gutt genuch, fir déi dräi Landessproochen hei zu Lëtzebuerg kompetent ze enseignéieren.

An et ass och eng Tatsaach datt vill Jonker, deenen hir Mammesprooch Lëtzebuerg oder Däitsch ass, e Problem am Franséischen hunn, wärend déi Jonk, déi eng romanofon Mammesprooch hunn, hirersäits méi schwaach a Däitsche sinn. Dat ass einfach d'Resultat vun der Entwécklung.

Ginn dës jonk Mënschen Enseignant, esou ass dat net onbedéngt e Problem am Fall, wou d'Schoul sech gutt organiséiert. D'Kanner hu jo 28 Schoulstonnen. D'Enseignanten hunn der am Prinzip 23, 24 oder 25, wa se voll schaffen. Dobäi kommen déi séllegen Dechargestonnen an all Richtungen, hallef Tâchen a véierels Tâchen, déi hinnen et erlaben, hiert Familljeliewen ënner een Hutt ze kréie mam Beruff.

Alles an allem féiert dat derzou, datt schonn haut zwou bis dräi Persounen an enger Klass enseignéieren an hire Stäerkten no agesat sinn. A wann een déi Pist da weiderdenkt, Dir Dammen an Dir Häre, kënnt ee bei d'Diskussioun, déi scho viru Joren an Däitschland geféiert gouf. Do goung et drëms, sougenannten „Assistenzlehrer" anzesetzen, déi eng gewësse Spezialisatioun mat Bachelor opzeweisen hunn, wéi zum Beispill an de Wëssenschaften, der Konscht, der Musek, dem Sport, der Informatik an anere Fächer, an dann och just dat Fach enseignéieren, an deem se spezialiséiert sinn.

Dës Pist ass an eisen Aen net oninteressant, well se dem Haaptenseignant vun der Klass seng droend Roll natierlech net a Fro stellt, Qualitéit an d'Fächer erabréngt an dem Personalmangel gläichzäiteg entgéintwierkt.

Eng aner Pist, déi ech nach wéilt ernimmen, éier ech zum Schluss kommen, ass déi, déi beispillsweis an Holland an an Norwege praktizéiert gëtt. Se nennt sech Formation en cours d'emploi - e Wuert, wat jiddweree kennt.

Zu Lëtzebuerg hate mir zwee Joergäng en cours d'emploi op der Uni. Deen éischte mat ongefeier 23 Studentinnen a Studenten. Deen zweete mat nach just néng Studenten a Studentinnen. Dee leeft dëst Joer aus. An Zukunft wäert viraussiichtlech keng Formation en cours d'emploi méi op der Uni ugebuede ginn.

Wat duerno vun der Formation en cours d'emploi iwwregbleift, ass de System vun de Quereinsteiger, déi net op der Uni, mee um IFEN ausgebilt ginn. An och dee System leeft zu Recht 2023 aus. An da stellt sech natierlech d'Fro, op wéi e Wee mir zu Lëtzebuerg da solle goen, wa mer wierklech eng beruffsbegleedend Ausbildung wëllen op d'Bee stelle mam Zil, datt d'Kandidaten hire Master an Erzéiungswëssenschaften en cours d'emploi kënne maachen, zum Beispill doduerch, datt se eng hallef Tâche an der Schoul schaffen an de Rescht vun der Zäit studéieren a sech op déi Manéier noqualifizéieren.

Eng lescht Pist, déi ech nach wéilt ernimmen, gesi mer dann am obligatoresche Masterstudium fir Enseignanten an der Grondschoul an domat verbonnen d'Klasséierung vun den Enseignanten an der Grondschoul och an der Karriär A1. Dës Pist stéisst generell a gewësse Kreesser op Widderstand, net nëmmen, well se de Staat méi deier ze stoe kënnt, mee och, well déi klassesch Hierarchie tëschent dem Léierpersonal vun der Grondschoul an deem vum Secondaire domat gebrach géif ginn.

Derfir schwätzt an eisen Aen, datt d'Ufuerderungen un d'Enseignantë vun der Grondschoul ëmmer méi grouss ginn, och wa se anescht gelagert si wéi déi vun de Proffen am Secondaire. Wärend d'Kompetenzen am Secondaire méi fachspezifescher Natur sinn, si se am Fondamental méi methodesch-didaktescher a pedagogescher Natur, mee net manner entscheedend fir d'Zukunft vun der jonker Generatioun.

Fir d'Pist vum Master schwätzt och, datt méi Jonker motivéiert géife ginn, de Beruffswee vum Enseignant anzeschloen. Well et ass ganz einfach eng Tatsaach, datt e Master an der Beruffswelt méi gefrot ass a méi Méiglechkeete bitt wéi e Bachelor. Och gesellschaftlech ass e Master méi ugesinn an e weidere Grond, firwat vill kompetent Jonker e Masterstudium virzéien, och wa se de Beruff vu Schoulmeeschter oder Léierin ganz gutt géifen ausüben, well en hinne gutt géif leien.

Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Ausféierungen hunn ech net all d'Pisten, mee eng Rei Pisten opgezeechent, mat deene mir dem Personalmangel am Fondamental kéinten entgéintwierken an domat och nohalteg fir Attraktivitéit kënne suergen. All dës an aner Piste sinn et eiser Meenung no derwäert, zesumme mam Schoulsecteur a mat de Sozialpartner analyséiert ze ginn.

Wat eis awer nach e bësse feelt an där ganzer Duerstellung, sinn déi positiv Aspekter vun eisem Schoulsystem, iwwert déi generell manner geschwat gëtt wéi iwwer seng Problemer. Domat mengen ech déi vill positiv Erfarungen a Fortschrëtter, déi Kanner a Jonker an eisem ëffentleche Bildungssystem maachen. Dat muss einfach emol gesot ginn. Ech mengen awer och déi vill engagéiert, innovativ a kreativ Leit, déi berufflech an de Schoulen aktiv sinn, Dag fir Dag, a vill Initiativen a Projeten an d'Liewe ruffen, amplaz de Weltënnergang ze priedegen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Och si mussen emol an d'Fënster gestallt ginn, wa mer eise Schoulsystem beschreiwen. An da gëtt d'Duerstellung vun der Schoul scho méi equilibréiert.

Eigentlech huet d'Schoul keng richteg Lobby, fir déi vill positiv Aspekter bekannt ze maachen. An doméinst kann ech lech nëmme roden, en däitsche Film vum Joer 2004 ze kucke mam Numm: „Schulen, die Treibhäuser der Zukunft". En ass nach ëmmer aktuell an e passt och op Lëtzebuerg, well och zu Lëtzebuerg sinn d'Schoulen d'Dreiwhaiser vun der Zukunft. An duerfir musse mer alles drusetzen, fir datt an Zukunft genuch qualifizéiert Leit gutt a gären an dësen Haiser schaffen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, e grousse Merci hei als Alleréischt un d'Madamm Hansen, déi dat hei op den Ordre du jour setze gelooss huet. An ech mengen och, dass dat eng ganz pertinent Saach ass, well et ass wichteg, dass mer driwwer schwätzen. An d'Virriedner hu jo och bewisen hei an hire Rieden, wou se ganz vill verschidden Aspekter ervirgehuewen hunn, positiver wéi negativer, dass dat dann eng gutt Iddi ass.

Ech wëll hei engersäits am Ufank kuerz op emol déi strukturell Grënn agoe vun engem Mangel u Léierpersonal an duerno dann op déi vläicht méi politesch Grënn.

Strukturell: Wat mengen ech domadder?

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et ass elo een, deen hat et ugeschwat, dat war d'Madamm Lorsché, dat ass effektiv de Wuesstum. Mir kommen ëmmer dorop zréck. A ganz vill vun eise Problemer hei am Land - an domadder liwweren ech dem Minister natierlech och eng Entschëllegung fir dat Ganzt -, kommen duerch dee ganz staarke Bevëlkerungswuesstum. D'Zuele sinn och schonn deelweis genannt ginn. Mir haten déi lescht zéng Joer all Joer e Plus vun 12.000 Awunner an eng ganz héich Migratioun. Mir hunn all Joer e Plus eleng an der Grondschoul vun 800 bis 1.000 Schüler, am Lycée och. Dat heescht, mir brauchen och ëmmer méi Léierpersonal.

Do klammen d'Zuelen awer natierlech net esou gutt. E Joergang huet hei am Moment a Lëtzebuerg, vun deene Jonken, déi eropkommen, ëm déi 6.000 Leit. Dat heescht, mir hunn e Potenzial vu 6.000 Leit, déi kënnen d'Première maachen an engem Joer. Et sinn awer just d'Hallschent ongefeier, déi se maachen. Dann hu mer 3.000 Persounen, déi eng Première hunn. An da brauche mer 300 - ech setzen elo einfach ronn Zuelen -, 300 Leit an der Grondschoul, 300 Leit am Lycée. Dat heescht, 600 vun deenen 3.000 mussen also schonn an den Enseignement goen, fir dass et dann duergeet.

Dat selwecht hu mer a ganz villen anere Beräicher och. Mir hunn d'lescht Woch nach héieren, dass et u Riichter feelt. Et huet laang u Poliziste gefeelt. Do ass eng Campagne gestart ginn. Dat kéint een och hei maachen. Et ass gesot ginn, et feelt an der Arméi an esou weider an esou fort. Dat heescht, dee Problem vun der staarker Nofro, et ass am Fong net d'Offer, d'Offer ass am Fong déi, déi se ëmmer war, et ass d'Nofro, déi esou geklommen ass. Mir hunn et jo och beim Trafick, mir hunn et beim Logement. Et ass d'Nofro duerch déi demografesch Entwécklung, déi derzou féiert, dass mer dee Problem hunn.

Bon. Da kommen natierlech awer eng Partie aner Saachen derbäi, wou d'Politik awer elo kéint och d'Saache vläicht besser maachen. Mir hunn elo geschwat vun der Ausbildung, fir de Beruff héichzehalen. E ganz wichtege Punkt ass, dass d'Uni Lëtzebuerg just 100 bis 120 Leit all Joer unhëlt. Et missten der 300 sinn. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. Ma da muss och eppes do geschéien! An ech ginn der Madamm Lorsché och Recht mat deem, wat se virdru gesot huet: Wann d'Uni - et deet mer leed - net kapabel ass, da musse mer kucken, fir erëm en ISERP ze schafen, oder wéi mer dat dann och ëmmer nennen, a wou mer dat da maachen.

Ech sinn allerdéngs och net der Meenung, dass een elo sollt higoen a Léierpersonal astellen, wat eventuell eng Sprooch net kann. Ech menge schonn, dass dat hei am Land wichteg ass, einfach scho fir d'Beispill ze liwweren un d'Schüler, well vun de Schüler verlaange mer et jo. A wéi kann ech als Enseignant eppes vun de Schüler verlaangen, wat ech selwer net kann? Déi dräi administrativ Sprooche léieren, dat, mengen ech, ass awer eppes, wat mer musse bäibehalen.

E Problem, dee mer gesinn, dat ass d'Beruffsbild, wat sech geännert huet. An do hu mer en Drang no manner Autonomie vum Léierpersonal. An dat eigentlech Schéint um Beruff, dat ass jo dat, dat ass lues a lues ofgeschaaft ginn, dat war: Schoulmeeschter war e Beruff, wou ee kreativ konnt sinn, wou een eng Autonomie hat. E Schoulmeeschter hat seng Klass, seng Schüler, fréier oft och nach an enger méi klenger Schoul, a konnt do mat senge Schüler fräi an der Autonomie schaffen. Hien huet gesinn, wat se bräichten. Hien hat d'Verantwortung an hie konnt do dann och déi richteg Decisiounen huelen.

Dat ass haut oft net méi esou. Haut gëtt et immens vill verschidden Zesummenaarbechte riets a lénks, Équipes pédagogiques an esou weider an esou fort. Oft och gëtt dat esou opgezwongen. All méiglech soss Partner, déi draschwätzen a wou dann den Enseignant muss déi ganzen Zäit mat deenen all méiglechen Intervenanten diskutéieren an am Kontakt bleiwen. Dat hëlt immens vill Zäit ewech, vill Energie ewech an eeben och Autonomie. An deen Zwang, dee misst vläicht net ëmmer sinn.

Dann hu mer dat selwecht, ech ginn lech e puer Beispiller hei, fir de Lycée zum Beispill, wou ee gesäit, wéi d'Autonomie vun de Proffen erofgaangen ass an deene leschte Joren. An ech hunn dat jo materlieft. D'Evaluatioun am Conseil de classe zum Beispill, do ass net méi de Proff vu sengem Fach, deen eleng d'Nummer festleet, mee hie kann iwerstëmmt ginn an engem Conseil de classe. Dann hu mer eng Partie Fächer, wou déi ganzen Zäit Épreuve-standardiséeë sinn, wat natierlech och seng positiv Säiten huet, mee et féiert awer och derzou, dass de Proff säin eegene Cours, deen hien am beschte géif gesi fir déi Klass, net méi ka maachen, mee e muss déi da preparéieren.

Mir hunn eng Conférence du lycée, déi geschaaft ginn ass. An de Proffekommitee, wou nëmmen d'Proffen dra waren an doduerch natierlech staark sech konnten asetzen, autonom - dat ass ofgeschaaft ginn. Mir hunn e Conseil de discipline, wou mëttlerweil d'Proffe souguer iwwerstëmmt ginn, well do och aner Intervenanten dra sinn. A mir hunn x Projeten, déi de Leit opgezwonge ginn oder wou se genéidegt gi matzemaachen. Och dat ass net ideal, fir de Beruff no baussen attraktiv ze gestalten.

Et geet am Fong drëms, dass mer erëm dohi kommen, fir Schoul ze halen.

An an deem Kontext wëll ech och nach eppes aneschters uschwätzen. Mir hunn ëmmer méi verhalensopfälleg Kanner. Dir kennt och d'Problemer vu Gewalt, déi et gëtt an der Grondschoul zum Beispill. An dat ass eppes, wou ee sech muss och emol d'Fro stellen, dat ass eppes, wat jo vill Jonker vläicht och eebe grad net derzou bréngt, sech fir dee Beruff ze entscheeden. De Schoulmeeschter, d'Joffer, se ginn ëmmer méi zu Therapeuten.

Mir hunn och haut eng Inklusioun à tout prix, déi ëmmer méi gefuerdert gëtt. An dat féiert eeben och derzou, dass d'Situatioun ëmmer méi schwéier gëtt, fir ze meeschteren, wann op eemol d'Léierpersonal een, zwee Schüler an der Klass huet, déi immens schwiereg sinn, wou se sech déi ganzen Zäit mussen ëm déi këmmeren a wou se dann och d'Flemm alt emol hunn, well déi aner Schüler och ze kuerz kommen. Dat ass awer och eng Realitéit.

An do gëtt et eng Partie Léisungen. Mee ech wëll soen, dat ass vläicht och net ëmmer dat Gielt vum Ee. An zum Beispill sot de Patrick Remakel vum SNE an deem Kontext: „D'Enseignantë brauche kee Coach. Si brauche keng Persoun, déi hinne Rotschléi gëtt, mee si brauchen eng Persoun, déi hinnen déi Aarbecht do ewechhëlt mat deene méi schwierege Fäll, fir dass si sech kënnen op hir weesentlech Aufgab konzentréieren: Dat ass d'Énnerriichte vun der Klass."

An da musse mer och erëm zréckkomme bei e méi einfach verständleche Schoulsystem. Ech schwätzen do vu Promotiounskrittären, vun Evaluatiounen. Well dat ass jo net nëmmen eppes, wat d'Kanner betrëfft an d'Eltere betrëfft, mee et ass och eppes, wat d'Léierpersonal betrëfft. Haut säiteweis Bi-

lanen, d'nächst Woch hunn ech och erëm ee beim Schoulmeeschter, da kréien ech erëm säiteweis Bilane virgeluecht, déi kee méi versteet. Mir hunn oft eng Orientéierung, déi d'Schüler, d'Elteren a souguer deelweis d'Léierpersonal net méi richteg verstinn. An do wier et vläicht besser, an ech mengen, dat géif d'Attraktivitéit vum Beruff och steigeren, wa mer erëm géifen zréckkommen op méi einfach, kloer verständlech Saachen: normal Zensuren, Punkten op 60 Punkten, Orientéierung mat klore Krittären, déi d'Leit verstinn an déi de Leit och einfach ze vermëttele sinn.

A firwat net och en Opnamexamen? Ech hunn nach déi Geschicht héiere gëschter vun enger jonker Fra, déi Joffer ass an déi am Moment immens leit, déi souguer Schwieregkeeten huet ze schlofen, well se e Jong do an der Klass huet a si seet: „Dee packt et net, fir an de Classique ze goen." An d'Elteren, déi wëllen dat awer onbedéngt. A si setzen déi Fra esou ënner Drock, si droe mat Affekoten, si kommen déi ganzen Zäit, an dat ass eng immens schwiereg Situatioun! An esou eppes kënnt oft vir! An ech mengen, deem kéint een zum Beispill ophëllefen, andeems een en Opnamexamen erëm aféiert.

Déi al Saache waren net ëmmer déi schlechtste Saachen!

Da ganz konkreet nach, mir hu vill brevetéiert Leit, déi am Moment kéinten um Terrain schaffen, mee leider net um Terrain sinn. Mir hunn immens vill Leit an de verschiddene Gremien. Deelweis och berechtegt, mee deelweis vläicht och net. SCRIPT, Coding, do ginn erëm esou vill Leit higezunn, Plan de développement de l'établissement scolaire an esou weider an esou fort. An déi feelen! Mir brauchen am Fong net nach méi brevetéiert Leit a Versammlungen, déi déi ganzen Zäit dosëtzen ze schwätzen, mee mir brauche se um Terrain; dat ass dat Allerwichtegst!

An ech mengen, da kommen ech e bëssen op dee leschte Punkt: D'Politik muss d'Leit um Terrain eescht huelen. Ze vill Reforme sinn an deene leschte Jore gemaach ginn iwwert de Kapp ewech vum Léierpersonal. An ech hunn dat jo selwer erlieft, wou ech d'Leit gesinn hunn, och bei eis am Lycée, dach awer sech Froe stellen iwwer verschidde Reformen, déi do koumen an déi sécherlech ganz schlecht ukomm si bei ganz ville vun deenen. Iwwregens och vun där Regierung schonn, ier den Här Meisch Minister war. Dat ass net nëmmen elo hien.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- O, awer och vu mir! Ech hunn awer och reforméiert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo! Jo, also do och. Do hunn och ganz vill Kolleegen ëmmer de Kapp gerëselt. Dat ass effektiv richteg.

Do misst et erëm e richtegen Dialog ginn, eng Wäertschätzung vum Léierpersonal. Si si schliisslech d'Spezialisten um Terrain. An ech kommen och op dat zréck, wat gesot ginn ass, well ech hunn dat och do sëtzen, dat war deemools ganz grav, wat gesot ginn ass 2014 an der Ried zur Lag vun der Natioun, wou den Här Bettel gesot huet, dass d'Leit an der Schoul just nach solle bezuelt gi fir dat, wat se schaffen! Dat war wierklech dat, wat mer an der Schoul nennen eng Insulte, déi d'Proffen an d'Léierpersonal och esou opgeholl hunn!

An dat war natierlech fir den Image, wou mer dervu geschwat hunn, no baussen hi ganz schlecht. An dat musse mer leider feststellen. Dat misst am Fong net méi gemaach ginn.

Mir mussen als Politiker am Allgemengen dem Léierpersonal dat néidegt Vertraue ginn, de Respekt ginn an dann och mam gudde Beispill virgoen, déi néideg Sécherheet ginn, si héichhalen, de Réck stäipen an hir Roll an der Gesellschaft stäerken. D'Schoulhale soll erëm am Zentrum stoe vum Beruff. Autonomie an Entscheedungscapacitéit mussen erëm do sinn, och Autoritéit ass wichteg! Eng Schoul, déi erëm ze verstoen ass, mat kloren a verständleche Promotiounskrittären, Evaluatiounen, jo, mat Punkten, a jo mat Opnamexamen. An dann d'Leit um Terrain, Proffen, Schoulmeeschteren, Jofferen, si erëm wäertschätzen, hinne vertrauen, hinnen nolauschteren, mat hinnen d'Saachen ugoen. Si hunn d'Erfarung. Si sinn d'Spezialisten. An net déi Leit, déi an iergendwelleche Büroe sëtzen an hinne wëlle soen, wéi d'Schoul fonctionéiert.

Domadder wier ech um Schluss. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Här President, ech ginn haut an dëser Ried aus Zäitgrënn quasi just op de Fondamental an. Viru véier Joer gouf de Minister elle gerëselt, wou bei der Schoulrentrée am Fondamental Klassen ouni Enseignant dostoungen. Dunn ass et un d'Liicht komm: Mir hunn eng Penurie un Enseignanten!

Op wat ass dëse Phenomeen zréckzeféieren?

Ma dat huet net nëmmen eng Ursaach! Aus dem Fondamental sinn zanter 2017, nieft de regulären Ofgäng an d'Pensioun, och nach eng Rei nei Poste geschafe ginn, wéi den I-EBS, den I-DS, divers Posten an Direktiounen, wéi Direkteren an Directricen, Sous-Direkteren an -Directricen, Sekretär/innen an elo och nach Computerspezialisten. An all dës sinn aus dem Beruff eraus rekrutéiert ginn. Déi feelen natierlech op de reguläre Posten!

Dës Evolutioun hätt een awer misse virausgesinn, well déi Entwécklung do, datt net méi genuch Leit de Beruff géife wielen, well en net méi attraktiv genuch ass, do virdrun haten d'Gewerkschafte gewarnt! Scho méi laang hate si drop opmierksam gemaach, datt de Stage fir d'Enseignanten, deen 2015 agefouert gouf, zu e sëllegen Degradatioune géif féieren, déi de Beruff vum Enseignant op Dauer géifen onattraktiv maachen. Awer et ass net op si gelauschtert ginn!

Sou war dann awer och soss jiddereen iwwerrascht, datt et esou wäit kéim, datt de Beruff an de Verruff géif geroden. An de Leit hire Käpp steet dach: de Beruff fir gutt Paien, eng sécher Plaz, vill Vakanz, vill besser wéi de Privatsecteur. Wéi kéint et do sinn, datt dee Beruff net méi esou en Ureiz hätt?

Här President, wat exzeptionell ass un dëser Penurie un Enseignanten, ass, datt et emol net dru louch, datt de Ministère hätt wëlle beim Personal spueren a manner Leit astellen, bien au contraire! Ech si jo virdrun nach dorobber agaangen. Mee et ass esou gaangen, datt an Zäit vun e puer Joer de Bildungsministère et fäerdegbruecht huet, d'Karriär vum Enseignant esou onattraktiv ze gestalten, datt sech ëmmer manner Leit an de Concours gemellt hunn.

Op Nodrock vun de Gewerkschaften an den Enseignanten - 250 Enseignanten aus dem Fondamental hate sech zesummegedoen, fir hir Fuerderungen un de Minister ze stellen - gouf de Stage dunn am Fréijoer 2018 endlech reforméiert. Op dës Reform hin hunn eng Rei Upassunge misse stattfannen, fir d'Karriär vun den Enseignanten unzepassen, an och aner Ongerechtegkeete goufe rektifizéiert, wat d'Statute vun den Enseignanten am Secondaire ugeet.

Här President, nieft deene méi grondsätzlechen Änerungen um Stage, déi op länger Dauer der Penurie un Enseignantë sollten entgéintwierken, goufen och aussergewéinlech Mesurë geholl, fir kuerzfristeg dat feelend Personal erbäizekréien. Dat huet mech un eng Phas am Enseignement erënnert, wou mer och hu misse massiv Chargéen astellen, fir datt de Buttek iwwerhaapt nach konnt rullen. Haut sinn dat Quereinsteiger.

Leider ass et esou, datt d'Drénglechkeet vun der Situatioun dës Moossnam zwar néideg gemaach huet, mee op Dauer awer och Kontradiktioune schaaft, déi der Attraktivitéit vum Beruff Enseignant alt erëm schuede wäerten. Net jidderee ka Schoul halen; dat huet d'Pandemie jo däitlech bewisen. Mee eng spezifesch Ausbildung vum Enseignement ass awer dat mannst, wat ee sech kann erwaarde vun engem Enseignant.

D'Quereinsteiger sinn awer net un dës Spezifissitéit gebonnen. Si kréien Accès zum Stage mat enger Bachelorformatioun, déi si an deene Beräicher ofgeschloss hunn, déi mam Enseignement ze dinn hunn. Also e bëssen alles an näischt. Dat setzt viraus (veuillez lire: Dat bedeit), datt d'Formatioun vum Enseignant am Beräich vun den Erzéiungswëssenschaften an de Masterdiplom, dee soss Zougang zum Stage verschaaft huet, u Wäert an Unerkennung verléieren.

Här President, mir mengen net, datt ënnert de Quereinsteiger keng brauchbar Leit wieren. Dat hu mer jo och esou bei de Chargéë gesinn, déi maachen eng ganz gutt Aarbecht. Et kann also sinn, datt sech Leit als gutt Enseignantë kënnen erweisen, obwuel se keng spezifesch Formatioun an deem Beräich gemaach hunn. Mee fir datt dat net zum Reegelfall gëtt, muss awer un der Formatioun vum Enseignant geschafft ginn.

D'Ausbildung vum Enseignant dierf jo awer net zum Verhängnis ginn a muss géintiwwer aneren Ausbildungen, déi den Accès zum Beruff ginn, e klore Méiwäert hunn. Op Dauer kann een net méi op deenen zwou Schinne fueren, dat heescht, parallell Quereinsteiger rekrutéieren a kuerzfristeg ausbilden an engem Joer, a Leit mat Master an den Erzéiungswëssenschafte rekrutéieren a weiderbilden. Do muss et schnellstens zu enger Homogenisëierung bei de Formatioune kommen, well och déi Form vu Mise en concurrence vun de Parcoursë schreckt verschidde Leit virum Beruff of.

Dofir misst och dréngend eng Evaluatioun vun der Mesure vun de Quereinsteiger gemaach ginn. Mir hunn heizou eng Motioun preparéiert.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'autorisation d'accès des « Quereinsteiger » au stage d'insertion pour futurs enseignants du fondamental en réponse à la pénurie de personnel enseignant ;

- considérant l'intention proclamée du Ministre de l'Éducation nationale de vouloir limiter la mesure d'urgence des « Quereinsteiger » dans le temps ;

- considérant la persistance de la situation de pénurie dans l'enseignement fondamental allant de pair avec une perte d'attractivité du métier d'enseignant ;

- considérant l'apport en personnel non négligeable et nécessaire que représentent les « Quereinsteiger » ;

- considérant la mise en concurrence des parcours de formation au métier d'enseignant, notamment par les exigences moindres en matière de diplôme incombant aux « Quereinsteiger » pour accéder au métier d'enseignant,

invite le Gouvernement

- à procéder à une évaluation de l'efficacité de la mesure des « Quereinsteiger » en tenant compte des aspects suivants :

• solution durable contre la pénurie,

• impact sur la qualité de l'enseignement,

• besoins en matière de formation du personnel recruté ;

- à réglementer les conditions d'accès au métier d'enseignant et la carrière des « Quereinsteiger » afin de les aligner sur celles habituellement en vigueur pour les enseignants du fondamental, notamment en matière de formation de base et de formation continue, dans l'objectif d'une homogénéisation des compétences du corps enseignant.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Wannechgelift.

Här President, d'Attraktivitéit vum Beruff vum Enseignant hänkt effektiv ganz vill vun der Formatioun vum Enseignant of, an d'Formatioun setzt de gesellschaftleche Wäert vum Enseignant viraus. D'Ausriichtung vun der Formatioun fixéiert d'Erwaardungen un déi zukünfteg Enseignanten.

Wat musse se kënnen? Wat ass hire gesellschaftleche Rôle?

Jiddereen, deen aus Vocatioun de Beruff vum Enseignant gewielt huet, erwaart sech insgeheim, d'Gesellschaft kënne virunzebréngen. Schliisslech si si déi, déi déi zukünfteg Generatiounen ausbilden. D'Enttäuschung ass grouss, wann den zukünftegen Enseignant da bis mierkt, datt en an e System geréit, dee vun der Ausbildung iwwert de Stage bis an d'praktesch Erfarung um Terrain sengem Ideal net ka Rechnung droen. Mat der Ambitioun, d'Gesellschaft duerch Schoulhalen e Stéckchen ze verännere - de Schüler Wäerter vu Gerechtegkeet an Emanzipatioun ze vermëttelen an och am Klassesall den Enseignement esou ze gestalten, datt keen op der Streck bleift, datt een d'Schüler do ofhëlt, wou se sinn, a se opbaut amplaz se sozial selektiv a verschidde Beruffssparten triéiert -, mat esou enger Ambitioun gëtt een eiser Meenung no als Enseignant zu Lëtzebuerg schnell enttäuscht. Well de Kader dat net erlaabt, well de Schoulsystem net op dës Ziler hischafft, well de Schoulsystem, eise Schoulsystem zu Lëtzebuerg, ee vun den inegalitäersten ass an der EU, well déi lescht Reformen deen Aspekt nëmmen nach verstäerkt hunn! An dat war alles virun der Covidkris.

Här President, déi sozial Schéier drift ëmmer méi auserneen. Déi ëffentlech Schoul ass net ausgeklamert vun där gesellschaftlecher Entwécklung: schoulesch Inegalitéiten, Gewaltbereetschaft, Konzentratiounsproblemer a Verhalensstéierunge bei de Kanner. Mee vläicht ass och dat grad d'Konsequenz vun enger Schoul, déi net méi op d'Besoine vun eise Kanner passt! Op alle Fall huet dat natierlech en Impakt op d'Enseignanten, op hir Motivatioun, hir Moral an och op hir Gesondheet.

Als Rappell: D'Enquête vum SEW iwwert d'Zefriddenheet vun den Enseignanten, déi d'lescht Joer erauskomm ass, huet erginn, datt 97,3 % hire Beruff gäre maachen, mee 61,3 % soten, si géifen de Beruff net méi wielen. A 75,6 % rode carrement de Jonken dovunner of, de Beruff ze wielen! Dat ass eng Failliteerklärung!

Här President, nieft de Problemer vun der Gesellschaft, mat deene sech d'Enseignantë mussen erëmschloen, mécht hinnen d'Diversifizéierung vun der Schouloffer hin zu ëmmer méi spezialiséierte Fächer, hin zu ëmmer méi Selektivitéit an Exklusioun d'Liewen net méi einfach. Et ass schwéier, do de Fuedem net ze verléieren an op der Héicht ze bleiwen, mat de Formatiounen nozekommen, déi ee brauch, fir den Ufuerderungen a Kompetenzen, besonnesch och am Kader vun der Digitaliséierung, gerecht ze ginn. Och hei feelt et un Ënnerstëtzung an enger klorer Strategie fir d'Fortbildung vum Ministère.

En attendant gëtt den Undeel u Kanner mat Besoins spécifiques ëmmer méi grouss. An och den Opwand, fir sech deene Kanner unzehuelen, gëtt ëmmer méi grouss. Dat packt keen Enseignant méi eleng virun enger Klass! Och mat engem I-EBS, dee fir 300 bis 600 Schüler zoustänneg ass - dat geet net duer! Mir fuerdere scho laang fest multiprofessionell Ekippen an de Klassesäll. Mir fuerdere scho laang, datt d'Moyene vun der Inklusioun prioritär am Klassesall sollen agesat ginn. En attendant ginn d'Kanner, déi net an den „normale" Kader passen, duerchliicht, duerchgecheckt, duerchgetest vun de Kompetenzzentren, wou se och nach observéiert ginn, a wou den Enseignant vläicht dann no engem ganze Schouljoer gewuer gëtt, datt dat Kand awer méi wéi ee Problem huet an net an dee richtegen Tirang passt.

D'Konklusioun ass dann, datt den Enseignant soll weider probéieren, well „et gëtt keng Rezepter"! Dat, Här President, ass e Schlag an d'Gesiicht vum Enseignant an eng weider Demotivatioun, fir iwwerhaapt de Beruff ze léieren! Dëst féiert zum Burnout, well d'Motivatioun vum Enseignant déi ass, all seng Schüler/inne wëlle weiderzebréngen, hinnen all ze hëllefen an net dozestoe wéi den Ochs virum Bierg. Wou soll do net d'Loft eraus sinn, wann no villen Diskussiounen a Brainstormingen an der Ekipp, nom Asetze vun diverse Methoden a Materialien, wou een net weiderkënnt, da Spezialisten ëm Hëllef gefrot ginn, déi sech dann ee Joer Zäit loossen, fir dann als lapidar Äntwert ze ginn, datt et „keng Rezepter gëtt" an den Enseignant eeben divers Saachen ausprobéiere muss? Do feelen engem dach ganz einfach d'Wierder!

Här President, do hëlleft dann och keng Pandemie méi, wou d'Gesellschaft sech eens war, wéi wichteg datt den Enseignant ass an datt dee wierklech eppes vu Schoulhale kennt, well doheem de Kanner eppes bäizebrénge sech awer als e bësse méi schwiereg erwisen huet, wéi jiddwereen dat esou geduecht huet. Mee do musse fundamental Reformen hier. A wann ech soen, „fundamental Reformen", dann ass dat sécher net iwwert de Kapp vun allen Enseignanten nees iergendeppes iwwerstülpen, da mengen ech domadder eng Reform, déi Kapp a Schwanz huet ...

(Coups de cloche de la présidence)

... an déi mat all de Leit um Terrain bottom-up ausgeschafft gëtt. A mat „all de Leit" mengen ech och déi aus de Kompetenzzentren, d'Educateuren, souwuel aus der ESEB-Ekipp wéi der Schoul an de Maison-relaisen, an awer och den Elteren. Dat gëtt sécherlech net einfach, mee et ass derwäert, well esou kann et net weidergoen! Loosst eis keng Zäit méi verléieren an einfach domadder ufänken!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An deen nächste Riedner, de Sven Clement, ass scho prett.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Inklusioun amplaz Integratioun, Uschloss amplaz Ausschloss, Chancëgläichheet duerch Differenzéierung, individuell Entwécklung duerch innovativ Kompetenzförderung: Wann et drëms geet, sech Ziler ze setze mat Begréffer, déi eppes hierginn, da ka keen eisem Bildungsministère eppes virmaachen! Nach ni war d'Schoul esou inklusiv, innovativ a modern ewéi haut - zumindest um Pabeier.

Wann déi lescht Jore blo Bildungspolitik eppes erreecht hunn, dann d'Schoul besser kléngen ze loossen. Ob sech awer wierklech méi wéi d'Begréfflechkeet zum Bessere gewant huet, dat ass méi wéi zweifelhaft.

Ëmmer méi Kanner fält et schwéier, konzentréiert de Coursen an de Schoulen ze folgen, an ëmmer méi Kanner leide schonn a jonke Joren ënner Aggressiounen, well se mat hire Suergen an Ängschten net opgefaange ginn.

D'Enseignantë ginn all Dag hiert Bescht, fir all Kand am Land déi selwecht Chancen op eng gutt Bildung ze bidden. Mee wann d'Centres de compétences aus allen Néit platzen an d'Enseignanten an d'Kanner, och wa schwéier Fäll gemellt ginn, keng Ënnerstëtzung kréien, da sinn hinnen d'Hänn gebonnen.

Enseignantë si keng Psychologen. An dat ass hinnen net virzewerfen! Wann d'Enseignantë Problemer mat Kanner an hirer Klass hunn, déi Unzeeche fir e sozioemotionalen Trouble hunn, da musse se dat kënne weiderginn, ouni Angscht ze hunn, gesot ze kréien, datt se just ze schlecht an hirem Beruff wären an d'Kand eeben net ënner Kontroll hätten. Oder datt se eeben einfach nach niewent der Aarbecht eng Zousazformatioun maache sollten.

All Kand muss gehollef kréien. Ech mengen, jiddereen heibanne kennt mindestens een Enseignant, dee vun engem Kand erziele kann, deem hätt misse gehollef ginn, mee wou einfach näischt geschitt ass. Oder - an dat ass zwar méi seelen, mee dofir ëmsou méi dramatesch - wou zwar eng Prise en charge vum Kand gemaach gouf, mee wou d'Kand du just vu Service zu Service geschiibt ginn ass, bis et schlussendlech am Ausland gelant ass, well mer

zu Lëtzebuerg net déi néideg Hëllefsstrukturen haten. Dat ass eng Katastroph!

Eis Enseignantë sinn haut mat ganz anere Realitéiten um Terrain konfrontéiert wéi nach virun zwanzeg Joer. Et gouf haut scho gesot: „D'Schoul vun haut ass net méi déi vu gëschter." De Problem ass: E gudden Deel vun eisen Infrastrukture sinn awer nach déi vu gëschter. De Beruff ass sécher net méi einfach ginn. Datt et an esou enger Situatioun net déi beschten Iddi ass, de Secteur och nach ze iwwerschwemme mat engem ganze Koup nach net qualifizéierte Chargéen a Quereinsteiger, déi einfach an d'kaalt Waasser gehäit ginn, misst eigentlech op der Hand leien. De Fait, datt jiddereen, deen eng Première gemaach huet, elo zu Lëtzebuerg virun enger Klass stoe kann, ouni virdrun an iergendenger Form an engem Stage evaluéiert ginn ze sinn, dréit sécher net derzou bäi, d'Ausbildung vum Enseignant méi attraktiv ze maachen.

Mir sinn aktuell ...

(Interruption)

Dir kënnt mech och Sven Clement nennen, Gott, esou gréissewansinneg sinn ech net!

(Interruption)

Nee, och net an Zukunft, well ech sinn nawell Agnostiker. Dat heescht, dat ass e Verglach, dee mer net direkt géif leien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Also, et gëtt op jidde Fall kee Fait personnel!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir sinn aktuell an enger Situatioun, wou d'Aarbecht um Terrain ëmmer méi haart an d'erwaarte Qualifikatiounen ëmmer méi héich, mee déi reell Ausbildungsqualifikatiounen ëmmer méi niddreg ugesat ginn. D'Léierpersonal leeft op de Felgen. An déi Kanner, déi och just e wéineg aus dem System erausfalen, bleiwen op der Streck. An da gëtt sech awer gewonnert, datt de Beruff un Attraktivitéit verléiert.

Eng Schoul ass eebe keng Entreprise, och wann eise bloe Minister dat vläicht mengt. D'Schoule solle fir dës Regierung lafe wéi Betriber: Direktiounen un der Spëtzt, déi d'Responsabilitéit droen, da muss de Minister dat net maachen. D'Enseignanten, déi als fläisseg Aarbechter schaffen, an d'Kanner, déi als fantastescht Endprodukt zum Schluss d'Schoul verloossen, fir dann, am beschten a MINT-Fächer, smart an innovativ Startuppen zu Lëtzebuerg ze grënnen, fir den Nation Branding virunzedreiwen. A wien deem net gerecht gëtt, gëtt eeben esou laang mat duerchgezunn, bis en iergendwann d'Schoul awer verlooss huet. Wat dann aus em gëtt, interesséiert d'Regierung net weider, et war schliisslech kee Leeschtungsträger. Deen eenzege Grond dofir, datt eise Schoulsystem sech trotz dëser reng kapitalistescher Approche ëmmer nach eng gewësse Mënschlechkeet erhale konnt, ass wéinst dem onbeschreiflechen Engagement vun den Enseignanten um Terrain. Mee si gi midd. A si kënnen net éiweg esou weidermaachen.

D'Attraktivitéit vum Enseignantsberuff hëlt net of, well de Beruff u sech net extreem erfëllend wär, mee well d'Kaderkonditioune lues a lues net méi ze erdroe sinn. An dat ass net d'Schold vun de schwierege Kanner oder vum Personal, wat keng Kontroll huet, mee et ass d'Schold vun der Politik. Et ass d'Schold vun enger Politik, déi probéiert, e Mangel ad hoc ze léisen. Et ass d'Schold vun enger Politik, déi probéiert, e Mangel, deen iwwer Jore konnt gesi ginn, ganz séier aus der Welt ze schafen. Et ass d'Schold vun enger Politik, déi joerzéngtelaang dat e bësse stéifmütterlech behandelt huet. Et ass d'Schold vun enger Gesellschaft, déi déi eng Beruffsgruppe géint déi aner ausspillt. An och dat gouf haut gesot. Wou d'Arméi mat schéine Jeepen a mat Waffe Werbung an de Schoule mécht, fir eebe Leit unzezéien, wou d'Handwierk an d'Schoule geet, fir Werbung ze maachen a wou den Enseignement keng Werbung fir de Beruff mécht.

U sech misst jo all engagéierte Schoulmeeschter an all engagéiert Joffer déi beschte Werbung fir de Beruff sinn. U sech kéint een also dervun ausgoen, datt d'Kanner, esou wéi de Gilles Baum dat virdru gezielt huet, duerch hir Schoulmeeschteren a Jofferen dervunner iwwerzeegt géife ginn, fir selwer an den Enseignement ze goen. Mee wéi ech virdru sot, ass déi Situatioun fir vill Enseignanten, déi am aktiven Déngscht stinn, haut eebe gradesou, datt se net Werbung fir hire Beruffsstand maachen. An dat ass schued! Well et wär déi beschte Werbung, déi ee ka maachen, wann Enseignantë selwer hire Schülerinnen a Schüler soe géifen: „Ma gitt Enseignant!" „Du bass ee vun deene Beschten, deen ech hunn, an dech géif ech gutt als Enseignant gesinn."

A fir datt d'Enseignantë genau dee Reflex hunn, musse mer hinnen d'Liewe méi einfach maachen. Mir mussen ophalen, Schoule wéi Entreprisen ze gesinn, mee mir musse se nom Humboldtschen Ideal gesinn, wou ee léiert als Selbstzweck, wou ee léiert fir weiderzekommen. Wou een net léiert just mam Zil, fir herno e funktionellt Element vun enger Gesellschaft ze sinn. Mir brauche keng Schoul, déi iergendengem Back-on-track-Fetischismus vu viru 50 Joer noleeft, wou vun uewen erof ex cathedra Schülerinnen a Schüler Vokabelen agedrummt kréien, déi se souwisou haut méi séier op hirem Handy kënnen nokucken, wéi se se fréier konnte léieren.

Jo, Liesen, Schreiwen, Mathé, dat ass wichteg. Mee dat Auswennegléieren aus de vergaangene Joerzéngten, dat brauch een haut ëmmer manner. Gefuerdert gi Kompetenzen, fir eebe grad dat Geléiert kënnen unzewenden, an och do ass et leider esou, datt mer d'Enseignanten heiansdo aleng dostoe loossen. Mir loosse se aleng dostoen. Mir soen hinnen zwar: „Hei ass e Leitfaden, hei ass e Guide, wannechgelift setzt dat ëm! Mee wann Der et gutt wëllt ëmsetzen, dann, wannechgelift, maacht nach zousätzlech Formatiounen." An ëmmer weider Formatiounen ...

D'Fro ass: Wéi kréie mer dat besser encadréiert? Ech si ganz éierlech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann lech dorobber keng Äntwert ginn. An ech mengen, mir alleguerten hunn net déi eng eenzeg richteg Äntwert dorobber. Ech mengen, datt et en Zesummewierke vu ganz villen Elementer ass. Eng Simplification administrative an de Schoulen, eng Méiglechkeet, fir de Beruff kënnen ze liewen, ouni direkt ëmmer nëmmen evaluéiert ze ginn a virun allem eng Méiglechkeet, fir de Schülerinnen a Schüler dat ze vermëttelen, wat wichteg ass, fir de Beruff vum Enseignant attraktiv ze maachen, nämlech d'Freed drun, de Beruff auszeüben.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Da si mer um Enn vun eiser Debatt ukomm.

An d'Wuert huet elo den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Villmools merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och all den Intervenante vun haut de Mëtten, déi sech op jidde Fall mat groussem Engagement, an dat war bei all de Rieden de Fuedem, deen hei derduerchgaangen ass, Gedanke gemaach hunn ëm d'Situatioun vun eise Schoulen, ëm den Enseignantsberuff. Well mir wëssen, datt den Enseignant d'Häerz vun eiser Educatioun ass. Ouni Enseignant kréie mer déi Schoul net gebaut, déi mer brauchen, fir déi Jonk gutt an d'Zukunft ze féieren, fir se op hiert Liewen ze preparéieren. An d'Wichtegkeet vum Enseignantsberuff ass, denken ech, eis alleguerten nach emol bewosst ginn, net nëmmen heibannen, mee am ganze Land, an net nëmme bei deenen Dammen an Hären, déi Kanner an der Schoul hunn, mee bei jiddwerengem, wéi mer d'Schoulen hu mussen zoumaachen, wéi mer op den Engagement vun den Enseignanten ugewise waren, fir se méiglechst schnell erëm opzemaachen a wou mer a schwierege Situatiounen, denken ech, eis alleguerten zesumme mat den Enseignanten an de Schoule gutt geschloen hunn.

A jiddereen, deen an d'Schoul gaangen ass, weess, datt d'Liewe vun eis all iergendwéi aneschters verlaf wär, wa mer net deem engen oder aneren Enseignant begéint wären; datt se eis nach inspiréieren an Orientatioun bidde wäit iwwert d'Schoulzäit eraus. A wéi dacks héiert ee bei engem jonke Mënsch, wann ee freet, „Firwat hues du dat studéiert?" oder: „Firwat studéiers de dat?": „Ma well et grad dee Proff war, dee mech begeeschtert huet an dee mech motivéiert huet, mech fir déi Matière do ze interesséieren an dat e Stéck vu mengem Liewen ze maachen." An dat weist, mengen ech, aleng, wéi wichteg de Beruff vum Enseignant ass, wéi wichteg e virun allem an der direkter Relatioun, an der Interaktioun mam Schüler ass, ob am Fondamental, am Secondaire, an de Kompetenzzenteren oder wou och ëmmer.

Den Enseignantsberuff huet sech sécherlech gewandelt, mee den Enseignantsberuff war an ass nach ëmmer en immens villfältegen a villsäitege Beruff. Et war an ass nach ëmmer en enorm erausfuerdernde Beruff. Et war an ass awer och nach ëmmer en extreem beräichernde Beruff.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Well et gëtt een eppes vu sech selwer, wann een enseignéiert, wéi och an all deenen anere Beruffer, wou ee mat jonke Leit schafft, den Educateuren an esou weider, an et kritt een awer och vun deene Jonken enorm vill zréck. An et ass e Beruff, deen, denken ech, méi sënnstëftend ass wéi bal all anere Beruff. Well et schafft een net nëmme fir déi Jonk, mee et preparéiert een eigentlech och d'Gesellschaft vu muer, andeems ee jidder Eenzelnen, dee bei engem an der Klass ass, eppes fir säi Liewe mat op de Wee gëtt.

Natierlech musse mer haut den Enseignantsberuff awer och am Wandel vun der Zäit gesinn. Well wann d'Welt sech verännert, dann däerf d'Bildung net stoe bleiwen, däerfen eis Schoulen net stoe bleiwen an da muss natierlech och de Liewensalldag an de professionellen Alldag vun den Enseignantë sech deementspriechend matentwéckelen.

Jo, haut Enseignant sinn, dat ass sécherlech eng aner Erausfuerderung. D'Realitéiten an eise Schoulen - an de Mëtten ass en Deel vun deene Realitéiten hei skizzéiert ginn -, dat sinn anerer. Haut fuerdere mer vum Enseignant, datt en differenzéiert ënnerriicht, och wann en eng ganz Rei Schüler an der Klass huet, mee datt en op jiddwereen eenzel kann agoen.

A mir wëssen: All Mënsch ass aneschters. An all Kand ass aneschters. Jo, all Schüler ass aneschters a verdéngt eng aner Attentioun vum Enseignant. Mir wëssen, datt déi Heterogenitéit an de Klassen an an de Schoulen néierens esou grouss ass ewéi hei zu Lëtzebuerg, an datt dat eng enorm Erausfuerderung duerstellt fir dee ganze System, fir all eenzelnen Enseignant, deen a senger Klass virun de Kanner steet. A jo, Schoul halen, dat ass haut en aneren Challenge wéi nach zu där Zäit, wéi mir selwer alleguerten heibannen an d'Schoul gaange sinn. Dat huet sech geännert. An et ass duerfir wichteg, net stoen ze bleiwen. Et ass wichteg, sech weiderzeentwéckelen. Et ass wichteg, datt de Beruff vum Enseignant weiderentwéckelt gëtt. Et ass wichteg, datt mer d'Formatioun vum Enseignant weiderentwéckelen. Et ass och wichteg, datt den Enseignant sech selwer iwwer eng Weiderbildung permanent weiderentwéckelt, zum Deel a Fro stellt an zum Deel awer och sech un nei Situatiounen adaptéiert.

D'Enseignanten haut, wa mer mol objektiv sinn ... - an do sinn ech sécherlech net mat jidderengem, deen de Mëtteg hei d'Wuert ergraff huet, direkt d'accord, - do gesi mer, wéi kreativ haut den Enseignantsberuff nach ëmmer ka sinn. Datt mer den Enseignantë Fräiraum ginn, Eegeninitiativen ze huelen. Datt mer de Schoulen an den Enseignantë vertrauen. Datt Projeten, déi vun ënnen erop kommen, vum Terrain entwéckelt ginn, vun eis am Ministère dat dote Vertrauen entgéintbruecht kréien. An datt ganz villes sech an deene leschte Jore gedoen huet an eiser ganzer Bildungslandschaft, well et initiéiert gouf vun eenzelnen Enseignanten. Soss wäre mer sécherlech net do, wou mer haut stinn. Dat betrëfft d'Gestaltung vum eenzelnen Unterrecht, an dat betrëfft awer gradesou d'Schoulentwécklung am grousse Ganzen.

Enseignant sinn haut, dat ass awer och - an dorobber, muss ech soen, sinn ech och houfreg, well mir hunn dat déi lescht Jore wierklech verstäerkt ëmgesat -, dat heescht och, e Beruff ze hu mat Perspektiven. E Beruff, wou een eng séllege Méiglechkeeten huet sech weiderzeentwéckelen. Wou een am Fondamental eng ganz Rei Aufgabe fir seng Schoul kann iwwerhuelen als Coordinateur de cycle, als Member vum Kommitee, als President, als Member vun der regionaler Direktioun. Wou een Instituteur spécialisé ka ginn, wou mer jo mëttlerweil amgaange sinn, drun ze schaffen. Datt eng ganz Panoplie vun Instituteur-spécialiséen och eenzel Aufgaben, ganz konkreet Aufgaben, an och emol eng Kéier aner Aufgaben, kënnen iwwerhuelen am Laf vun enger Beruffskarriär.

Am Secondaire, do kann een Attaché ginn an der Direktioun. Et kann een Adjoint ginn. Et kann een Direkter ginn. Et kann ee sech an de Programmkommissiounen am Fondamental an am Secondaire engagéieren. Et kann een also och iwwer seng Schoul eraus agéieren an dee ganze System mat virun developpéieren. An ech denken, datt een, jo, sech och kann am Ministère, am SCRIPT, um IFEN oder op anere Plazen engagéieren, fir matzehëllefen, fir de System fir aner Schoulen a fir aner Enseignantë weiderzeentwéckelen.

An dat si Beruffsperspektive fir all eenzelnen Enseignant. An déi si besonnesch wichteg. Ech wëll hei just den Andreas Schleicher - ech mengen, dee brauch een och net virzestellen - zitéieren, dee seet: „Man muss den Lehrerberuf intellektuell deutlich attraktiver machen, mit spannenden Karrieren, vielfältigeren Aufgabenbereichen und mehr Freiräumen in den Schulen." Et ass genau dat, wat mer déi lescht Jore gemaach hunn. An dat ass genau dat, wat mer weider musse maachen.

Ech hunn e Passage, deen ech mer de Moie preparéiert hat, quasi tel quel hei vun enger Virriednerin héieren, an zwar vum Francine Closener. Well d'Aufgab vun de Schoulen, an domadder och eng implizitt Aufgab vun den Enseignanten, ass haut eng aner, wéi just ze enseignéieren. Dat ass wouer. Den Enseignant muss heiansdo Mamm oder Papp sinn an der Klass. E muss heiansdo eeben och de Mediateur sinn. E muss och heiansdo den Educateur sinn. E muss heiansdo de Coach sinn. E muss den Ausbilder sinn. E muss déi aner an der Ekipp kënne matrappen. E muss och heiansdo de Psycholog sinn. Dat ass wouer. An et ass wichteg, datt mer en dobäi net aleng loossen. Et ass wichteg, datt mer en dobäi mat Fachpersonal, multidisziplinär ausgebiltem Fachpersonal, ënnerstëtzen.

An et ass jo och dat, wat mer gemaach hunn. An ech wëll nach kuerz eng Kéier ënnersträichen - dat hunn ech och d'lescht Woch hei op eng vun Äre Froen hin ënnerstrach -, datt mer déi gesamt Ressourcen, déi mer de Schoule pro Schüler zur Verfügung stellen, zanter 2015 - also, dat ass nach net esou laang hier! - ëm 6 % eropgesat hunn, pro Schüler, deen an d'Schoul geet. Also, dat ass net, wéi wa mer op d'Croissance démographique geäntwert hätten, mee pro Schüler! A mir hunn nach eng Kéier méi Schüler an der Schoul wéi 2015. Mir si 6 % an d'Luucht gaangen! A besonnesch eebe bei deenen dote Profiller, bei Educateuren, bei Pedagogen, bei Psychologen, bei Sozialpedagogen, bei Ergotherapeuten, bei Orthophonisten a villen anere Profiller, déi haut present sinn an de Schoulen, virun allem am Fondamental. A mir schaffen drun, datt mer änlech Ekippe och opbauen am Secondaire.

Mir hunn den I-EBS gemaach, deen an der Schoul ass an an der Schoul och seng Decisiounen eegestänneg mat de Kolleege kann huelen. Mir hunn d'ESEB an der Direction régionale, déi mer aus der fréierer Ediff erausgeholl hunn, fir se méi no an d'Schoul ze kréien, fir datt se an der Regioun ka verdeelt ginn an domadder permanent och an de Schoulen ass. Da wëll ech awer soen, wann hei gesot ginn ass: „Jo, déi Leit, déi mussen an d'Schoul!" Jo, wou si se da soss? Déi si permanent an der Schoul. Se si vläicht eng Kéier an där Schoul a se sinn och vläicht eng Kéier an där Schoul. Se sinn do, wou d'Kanner sinn, déi de Besoin hunn an déi se brauchen. A mir musse se jo och dohinner kréien.

Mir hunn d'CSTen, Centre-socio-thérapeutiquë geschafe queesch uechtert d'Land fir Kanner, déi verhalensopfälleg sinn, déi nach un hirer sozioemotionaler Entwécklung ze schaffen hunn, fir domadder och nach eng Kéier d'Schoulen an d'Enseignanten ze entlaaschten, temporär ze entlaaschten an dem Kand besser ze hëllefen. Jo, a mir schaffen och haut un engem Rapprochement vum Enseignement fondamental a vum ganzen Dispositif fir Kanner mat extrae Besoinen an awer gläichzäiteg och vum ONE. Well mir wëssen - an do sinn ech ganz d'accord mat der Madamm Hansen -, datt mer net nëmmen d'Schoul kucke kënnen, wa mer d'Kand kucken. Mir mussen och d'Kand doheem a sengem privaten, a sengem familiären Ëmfeld kucken. A munches, wat mer an der Schoul mierken a wou mer net weiderkommen an der Schoul, huet Ursaachen ausserhalb vun der Schoul. An duerfir musse mer och kucken, datt mer eis do méi vernetzen. An duerfir ass deen nächste Schratt, dee mer ginn, eeben e Rapprochement vun den Hëllefsinstrumenter vun der Schoul an deene vun der Aide à l'enfance.

De Schoulmeeschter an d'Léierin si Spezialist vum Enseignéieren, awer kee Psycholog, kee Familljentherapeut. Den Enseignant kann net op all eenzelne Besoin vum Kand déi passend Äntwert hunn. An duerfir brauche mer aner Profiller an der Schoul an aner spezialiséiert Profiller och am Kontakt mat de Kanner ausserhalb vun der Schoul. Dat entlaascht den Enseignant a senger Aarbecht. Dat kënnt awer och all deenen anere Kanner an der Klass zegutt, well den Enseignant sech méi staark op déi Aarbecht do ka konzentréieren.

Ech wëll - an ech mengen, de Gilles Baum hat et ugeschnidden a senger Interventioun - op een Aspekt agoen. Wa mer hei vun der Attraktivitéit vum Enseignantsberuff schwätzen, dann ass et mir wichteg, an ech wëll dat wierklech net a Fro stellen, et ass mir perséinlech extreem wichteg, datt mer all Enseignant d'Zesummeféiere vu sengem Familljeliewen a sengem Beruffsliewe esou gutt wéi méiglech kënnen erméiglech. Och wann dat eis sécherlech hannendrun eng ganz Rei vun organisatoresche Schwieregkeete wäert ofverlaangen, an och wann dat sécherlech och eng vun den Ursaachen ass, firwat mer méi Schwieregkeeten haut nach emol hunn, fir Enseignante kënnen ze rekrutéieren, well der eebe méi vun deene Moyene profitéieren, déi an der Fonction publique oder och soss haut eeben do sinn a solle genotzt ginn, fir datt ee professionell sech ka weiderentwéckelen, awer gläichzäiteg och fir seng eege Kanner a seng eege Famill kann do sinn.

Den Enseignantsberuff ass per se e Beruff, wou een eng gewësse Flexibilitéit huet, well een en Deel vu sengen Aarbechtsstonnen an der Schoul leescht an e groussen Deel, seng Preparatioun, seng Nobeaarbechtung vun der Leçon awer doheem ka maachen oder enzwousch anescht ka maachen a sech déi och flexibel natierlech kann andeelen. An dat muss net an engem kontinuéierlechen Aacht-Stonnen-Dag geschéien. Do kann een dat dann och emol eng Kéier owes maachen a mëttes vläicht éischter fir seng eege Kanner do sinn.

Mee déi Entwécklung, déi mer mierken an deene leschte Joren, an deene leschte véier Joer virun allem, ass eng Entwécklung a Richtung vu méi Service à temps partiel. Do wëlle mer flexibel ginn. Mir gesinn och um Horizont op d'mannst nach en zweete Phenomeen op eis duerkommen, dat ass de CET, de Compte épargne-temps, wou ganz vill Enseignanteën an Enseignante Stonnen ugespuert hunn, déi se awer och iergendwann eng Kéier wäerten ofbuchen. Et war e bewosste Choix vun eis, dat esou ze gestalten, datt en Enseignant zum Beispill

an engem räsonabelen Effort, deen en iwwer eng gewëssen Durée ka maachen, sech quasi eng ganz Année sabbatique kéint eng Kéier zesummespueren, fir vläicht eng Weiderbildung kënnen ze maachen oder vläicht en anere Liewensprojet kënnen ze entwéckelen. Dat gehéiert och zur Attraktivitéit vum Enseignantsberuff. Komescherweis hunn ech dat de Mëtteg hei net héieren. Duerfir wëll ech et awer nach eng Kéier ënnersträichen. An dat stellt eis virun eng Erausfuerderung!

Et ass net eng Excuse, wéi deen een oder deen aneren hei gesot huet, déi ech elo géif ubréngen, mee d'Realitéit ass awer, datt mer haut 90 ETPen, Équivalent-temps-pleinen, méi hunn, déi an engem Service pour travail partiel sinn, wéi dat nach viru véier Joer de Fall war, nämlech haut genau 401 Équivalent-temps-pleinen. Hätte mer déi Leit alleguerten an der Schoul, da wär déi Debatt haut de Mëtte vläicht ganz aneschters verlaf a warscheinlech hätt se guer net brauche stattzefannen! Mee dat ass eng vun den Ursaache vun där Penurie.

Wat ganz dacks a bal vu jidderengem opgeworf ginn ass, dat ass, datt et en Zesummenhang soll ginn tëscht der Attraktivitéit vum Beruff an engem angeeblechen administrativen Opwand, deen een an deem Beruff do elo misst maachen. Si mer mol éierlech mat eis selwer: Wa mer op d'Bank ginn an e Konto opmaache ginn, dann ass dat net méi esou einfach, wéi mer dat nach virun 30 Joer konnte maachen. An näischt ass méi esou einfach, wéi mer dat virun 30 Joer konnte maachen. An natierlech hu mer haut och eng Rei vu Prozeduren, och aus juristesch-legale Grënn, déi mer an de Schoule musse respektéieren, ganz dacks och, fir d'Enseignanten an d'Enseignanteë legal ofzesécheren an hiren Demarchen, datt se verséchert sinn, datt d'Responsabilitéite gekläert sinn. An duerfir ass et eeben noutwendeg, datt munches administrativ dann och begleet gëtt. Dat ass wouer.

An ech menge par ailleurs och, datt net iergendeen Administrativen, deen an der Schoul e Stack driwwer sëtzt oder e Stack drënner sëtzt, dat fir den Enseignant ka maachen. Well wat maachen ech? Ech schreiwen deem e Mail, an dee mécht dann de Formulaire. Dann ass et jo awer besser, ech kucken, datt dee Formulaire direkt vu mir gemaach gëtt. An dat ass dee Prozess, an deem mer sinn a wou mer villes schonn zesummen ëmgesat hunn. Mir hunn eng Taskforce gegrënnt, zesumme mat de Gewerkschaften, zesumme mat de regionalen Direktiounen, zesummen awer och mat de Juristen aus eise Servicer, well finalement ass et meng Responsabilitéit, datt mer do juristesch ëmmer ofgeséchert sinn.

Do musse mer also kucken, datt mer och Léisunge fannen, déi vläicht méi einfach si fir den Eenzelnen. An dat sinn net nëmmen d'Enseignanten, dat si sécherlech och d'Direktiounen, déi heiansdo iwwerlaascht si mat gewëssenen Ofleef. Mee op där anerer Säit musse mer awer och kucken, datt mer nach ëmmer juristesch op stabille Féiss stinn.

An do sinn et eng ganz Rei vun Initiativen, déi geholl goufen. Mir sinn amgaangen, all déi Prozesser ze digitaliséieren, soudatt ech also net méi muss mäi Mail maachen, mäi Bréif maachen, dee gëtt an der regionaler Direktioun erausgedréckt, da gëtt eng Äntwert geschriwwen an da gëtt déi klasséiert. Nee, dat geet alles iwwer Formstacken haut, dat geet alles iwwert den digitale Wee. A mir hunn och déi allermeeschte Prozesser esou gestalt, datt et éischter nach eng Notifikatioun ass a keng Demande. Datt een also just muss Bescheed soen, wann ee mol mat der Klass erausgeet, fir ofgeséchert ze sinn. An datt een net op där anerer Säit dann nach muss op eng Äntwert waarden, éier een dann eng Kéier mat de Kanner eraus an de Schnéi geet, a wann d'Äntwert kënnt, de Schnéi scho laang geschmolz ass. Dat wëlle mer selbstverständlech net. Do si mer gutt virukomm. A wann et weider Punkte gëtt, déi mer do sollten diskutéieren an där Taskforce, wäert ech dee Leschte sinn, deen deem am Wee wäert stoen. Mir wëllen, datt mer déi Diskussioun do ee fir alle Mol aus der Welt kënne schafen.

Haut ass et jo eigentlech ëm d'Attraktivitéit vum Beruff gaangen. Haaptsächlech hu mer awer och iwwert d'Penurie geschwat vun den Enseignanten a wéi mer dorobber kënnen am beschten, am sënnvollste fir d'Schoul a fir d'Schüler, reagéieren. A wat d'Penurie ubelaangt, do si mer jo zu Lëtzebuerg keen Eenzelfall. Wat d'Penurie ubelaangt, ass och d'Schoul zu Lëtzebuerg keen Eenzelfall. Quasi an allen anere Länner liese mer an héiere mer, datt et net genuch Enseignantë gëtt. D'Bertelsmann-Stëftung huet viru Kuerzem nach eng Kéier gesot, datt mam Horizont 2025 an Däitschland 26.000 Enseignantë géife feelen. Meng Kultusministerkolleegen aus den eenzelne Bundeslänner hunn dat e bëssen erofgerechent, kommen op e Chiffer vu 14.000, deen awer nach ëmmer impressionnant ass. An een, deen haut mat senger Formatioun ufänkt, ass jo fréistens dann eréischt fäerdeg.

Dat doten, dat si Phenomeener, déi et iwwerall gëtt an déi et net nëmmen hei zu Lëtzebuerg gëtt. A wa mer jo mol éierlech sinn: Wéi géife mer an anere Secteuren hei zu Lëtzebuerg fonctionéieren, wa mer déi Astellungskonditiounen hätten, déi mer an der Éducation nationale hunn? An ech wëll se net a Fro stellen, fir dat direkt kloerzemaachen. Mir wëllen, datt mer Enseignantë rekrutéieren, déi Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch schwätzen. Mee wéi wär et dann, wann aner Secteure genausou misste rekrutéieren? Wat wär an de Spideeler lass, wa se no deene Konditioune misste rekrutéieren? Wat wär dann an de Butteker lass, wat wär an de Restaurante lass, wat wär an de Garagë lass, wat wär an der Industrie lass, wa se no deenen dote Konditioune misste rekrutéieren?

Mir hunn et bis elo mat ville Schwieregkeeten a mat vill Krämpes awer nach ëmmer fäerdegbruecht, trotz deenen extreem restriktive Konditiounen, déi mer do hunn. Ganz vill aner Secteure kéinte mol guer net méi organiséiert ginn, wa se esou géife rekrutéiere wéi mir. Well de Problem ass jo, datt mer eng Schülerschaft hunn, wou zwee Drëttel vun de Schüler, déi elo an d'Schoul kommen, doheem kee Lëtzebuergesch als éischt Familljesprooch hunn. Dat heescht, hir Elteren, zwee Drëttel vun den Eltere vun de Schüler, entspriechen deene Krittäre guer net, fir däerfen Enseignant an eiser ëffentlecher Schoul ze ginn. Mir rekrutéieren also just aus engem Drëttel vun der Gesamtpopulatioun. An et ass dann natierlech kloer, datt mer do eng grouss Erausfuerderung hunn an datt et emol déi eng oder déi aner Kéier riskéiert, net opzegoen, an datt mer eis munches mussen afale loossen, fir dat aneschters kënnen ze maachen.

Ech wëll och soen, an ech sinn do ëmmer erëm an enkem Austausch mat mengen europäesche Ministerkolleegen. Dat huet hei e bëssen esou geklongen haut de Mëtten, wéi wa mir déi Eenzeg wäre wäit e breet, déi de Quereinsteiger-Programm fir d'Educatioun hätten. Ma et gëtt bal kee Land, wat kee Quereinsteiger-Programm huet fir seng Educatioun! An et ass grad do, a Beruffer, wou et eigentlech keng Méiglechkeet gëtt, och eng Kéier en cours de route eranzewiesselen - an alle Länner a bei eis jo och -, wou een am meeschte Schwieregkeeten huet, genuch ze rekrutéieren. Dat ass an de Gesondheetsberuffer, dat ass bei der Police, dat ass och am Enseignement. An duerfir, denken ech, musse mer kucken, wéi mer sënnvoll Quereinsteiger-Léisunge kënne fannen, fir datt mer deenen, déi sech vläicht e bësse méi spéit wéi anerer decidéieren, an den Enseignement ze goen, an d'Capacitéit matbréngen, déi Méiglechkeet do wierklech och kënne bauen an déi Brécken och kënnen oprechterhalen.

Vläicht e Wuert awer och zu de Quereinsteiger am Laf vun deene leschte Joren. Wann ech d'Chiffere kucken, 2018, 2019 an 2020 hu mer insgesamt 662 zukünfteg Enseignanten iwwert déi Quereinsteiger-Reegelung do kënne rekrutéieren. 662! Vun deene waren der 151, déi de Bachelor en Sciences de l'Éducation haten. Dat musse mer op d'mannst awer emol eng Kéier soen, well déi an der Reegel d'Preliminären nach net haten, an dat war och bewosst esou gestréckt, datt déi deen heite Wee kéinte goen, datt se nämlech net eng pedagogesch Formatioun maachen am éischte Joer, mee datt se dann eng an där Sprooch maachen, wou se d'Preliminäre bis dohinner net gepackt haten. An déi allermeescht hu se duerno och gepackt a konnte vollwäertegen Enseignant iwwert deen dote Wee ginn.

137 vun deene 662 Quereinsteiger haten e Studium am Domän vun der Pedagogie, vun der Psychologie, vun de Sozialwëssenschaften, also Studien, déi awer vum Inhalt hier sech op d'mannst iwwerschneide mat deem vun engem Enseignant, also och do sécherlech méi einfach Méiglechkeete bestinn, fir do d'Brécken an den Enseignantsberuff eranzebauen.

97 hunn der Sproochewëssenschafte studéiert. Mir wëssen, datt dat jo awer grad hei zu Lëtzebuerg eng vun deene groussen Erausfuerderungen ass an datt déi d'Haaptschoulfächer eigentlech och duerstellen.

Domadder komme mer wäit iwwert d'Hallschent, déi an hirer Initialausbildung identesch mam Enseignantsdiplom leien oder awer dach relativ no drun.

Mir hu jo och ëmmer den diploméierten Enseignantë Prioritéit ginn. Et ass jo net, datt mer soen: „Mir stellen esou vill där enger an esou vill där anerer an." Mir stelle fir d'éischt diploméiert Enseignanten an, an dann, fir d'Plazen, déi mer net besat kréien, stelle mer Quereinsteiger an. An eigentlech hate mer jo och scho virdrun do e Quereinsteiger-Modell, iwwert deen awer kee geschwat huet, iwwert deen de Mëtteg hei och kee geschwat huet.

Well wat ass virdru geschitt? Do ass gesot ginn: „Mir sichen 300 Enseignanten. Mir fanne vläicht awer nëmmen 150 Diploméierter." Wat ass da geschitt? Da sinn der 150 geholl ginn, awer net, wéi mer et haut maachen, mam Quereinsteiger-Modell, déi e Bachelor hunn an dann 270 Stonne Formatioun am éischte Joer maachen, mee et sinn der geholl ginn, déi eng Première haten oder Equivalent, an déi véier Woche Stage haten. Dat ass iwwer Joren, jo, ech muss soe Joerzéngten, esou gaangen. Dat war den traditionelle Quereinsteiger-Modell vun der Éducation nationale hei zu Lëtzebuerg.

Wat mer also 2017 gemaach hunn, dat ass, datt mer de System verbessert hunn a Richtung vu Qualitéit, well mer d'Usprëch un déi, déi do als Quereinsteiger erakomm sinn, eropgeschrauft hunn a gesot hunn: Mir huele Leit mat Bachelor, déi an enger änlecher Formatioun waren, a mir forméiere ganz intensiv 270 Stonnen am Laf vum éischte Joer. An déi 270 Stonnen, déi si jo och net vum Himmel gefall, dat war den Equivalent wéi den Enseignant, de Professer am Secondaire, eng pedagogesch didaktesch Formatioun kritt huet wärend sengem Stage. Mir hu gesot, mir huelen déi Stonnen, wou mer e gudde Professer draus maachen, a mir investéieren an dee gudde Bachelor do a mir maachen deen zu engem gudden Enseignant.

Hätte mer dat net gemaach, hätte mer déi Quereinsteiger-Reegel net gehat, dann hätte mer elo net 662 Bachelore méi am A2 schaffen, mee mir hätte 662 Leit méi als Chargé de cours schaffen, mat enger Première - wa mer se da fonnt hätten, well mir hu se och 2017 net méi fonnt. An duerfir ass dee Modell iergendwann eng Kéier net méi opgaangen. An duerfir ass et wichteg, datt mer op dëse Wee komm sinn.

Nach ee Wuert zur jëtzeger Quereinsteiger-Reegelung: Déi Quereinsteiger maachen no hirem éischte Joer, wa se déi Formatioun do reusséiert hunn, de Concours - déi maachen de Concours mat all deenen aneren, déi de Bachelor en Sciences de l'Éducation hunn. Dat muss een, denken ech, awer och de Leit dobausse soen, datt mer hei eng qualitativ Moossnam maachen. Et muss een dat awer ëmmer nees ënnersträichen!

An ech loosse mer all Joer ëmmer erëm e Rapport ginn, wéi déi Leit dann am Concours ofschneiden. A si sinn, kann ech lech soen, queesch derduerch. Déi sinn net alleguerte bei deenen Éischten a si sinn och net alleguerte bei deene Leschten, mee et sinn der, déi si bei deenen Éischten, an et sinn der och, déi si bei deene Leschten. An ech hunn elo rezent och nach eng Kéier nogefrot bei eisen Direktiounen an déi gi mer en änlecht Bild: datt do ganz gutt Leit derbäi sinn, déi eis wierklech an de Schoule kënne weiderhëllefen, datt der och derbäi sinn, op där anerer Säit vun der Skala, déi relativ schnell mierken, datt dat näischt fir si ass, an eis och erëm eng Kéier de Réck dréien.

Ech sinn awer d'accord mat all deenen, déi soen: „Mir mussen déi Quereinsteiger-Reegelung do op de Leescht huelen!" An ech sinn och an éischte Gespréicher mat der Uni.lu, fir do e Modell hinzekréien, wou mer, ech géif mol soen, net de Quereinsteiger an de Beruff eran hunn, mee wou mer de Quereinsteiger an de Studium eran hunn, wou deen, deen elo e Studium huet, e Bachelorofschloss huet an enger Branche, déi wierklech no ass um Enseignant - Pedagogie, Psychologie, Sozialwëssenschaften, Sozialpedagogie an esou weider -, datt mer deem eng Formatioun ubidden, ee lescht Joer quasi no sengen dräi Joer Bachelor, en zousätzlecht Joer vu 60 ECTS-Punkten, wat en och mat engem Bachelor kann ofschléissen, deen dann habilitéiert, an d'Éducation nationale, an de Fondamental ka schaffen ze goen. Dat ass déi Diskussioun, eng vun den Diskussiounen, déi mer momentan mat der Uni.lu féieren.

Well mir gleewen drun, datt vill jonk Leit sech mat 18, 19 oder 20 Joer nach net definitiv fir eng Richtung wëllen entscheeden. A wann ee bis an d'Richtung geet, fir de Bachelor en Sciences de l'Éducation ze maachen, mécht een exakt duerno just ee Beruff, dee méiglech ass, an zwar den Enseignantsberuff. A wann ech awer mol en anere Bachelor ka maachen - ech gi Pedagogik studéieren, ech gi Psychologie studéieren, ech gi Sozialwëssenschafte studéieren -, hunn ech mäi Liewe laang och ëmmer eng aner Méiglechkeet, mech berufflech ëm- a weiderzeorientéieren. An duerfir denken ech, datt mer hei ville jonke Leit och eng zweet Chance kënne ginn, an den Enseignantsberuff eranzekommen, awer datt se eng universitär Formatioun musse maachen, wou dat nogeholl gëtt, wat se an hirem Grondstudium eigentlech net haten.

Mir schwätzen och mat der Uni.lu doriwwer, datt mer méi Masterofschlëss nach ubidden, virun allem opbauend Masteren op déi 240-ECTS-Punkte-Formatioun, déi mer hunn am BSc - dat ass jo ee véierjäregt Studium fir e Bachelor, also 240 ECTS-Punkten. Wann ech en anere Bachelor hunn an ech maache 60 ECTS-Punkten nach eng Kéier, fir dann en Enseignantsdiplom ze kréien, hunn ech der och 240, da feelen nach 60 ECTS-Punkten. Et ass also och méiglech, e Master dann an engem zousätzleche Joer ze maachen. An déi brauche mer jo och, well et eng vun eise Politicke war, fir och Leit mat Master ganz geziilt anzesetzen am Enseignant fondamental. An déi Politik géif ech ganz gären an deenen nächste Joren och nach esou weiderféieren. An duerfir brauche mer och Leit, déi op Masterniveau ausgebilt sinn.

An natierlech ass déi éischt Diskussioun, déi mer mat der Uni.lu féieren, datt mer gären hätten, datt méi jonk Leit och an de BScE eragelooss ginn, fir do hiren Ofschloss kënnen ze maachen.

Et sinn also dräi Punkten, op deene mer do musse weiderkommen, an ech sinn optimistesch, datt mer mat der Uni.lu dat doten hikréien.

Ech wëll hei och ënnersträichen, an dat ass net alles falsch, wat gesot ginn ass, wéi d'Uni sech heiansdo organiséiert intern an hirer Autonomie an domadder hu mer wéineg ze dinn, mee ech wëll awer och soen, datt d'Decideuren, souwuel am Conseil de gouvernance wéi och am Rektorat op der Uni.lu, sech absolutt bewosst sinn, datt se fir eenzel Punkten dem Land e Service schëlleg sinn. An dat heiten ass een dovunner. Well et gëtt keng zweet Uni an et gëtt keng zweet Héichschoul, wou mer d'Enseignantë kënnen ausbilden. An duerfir musse se et esou maachen an där Qualitéit, awer och an där Quantitéit, wéi d'Land et nun eebe mol brauch.

Vläicht nach ee Wuert zu de Quereinsteiger. Mir hunn iwwer 400 Demandë gehat déi lescht véier Joer, fir an de Quereinsteiger eranzekommen. Ech denken also, datt dat jonk Leit sinn, déi e Bachelorofschloss hunn, déi ganz vill Perspektiven hätten am Liewen, och an aneren Domänen. Déi decidéiere sech bewosst, fir an den Enseignantsberuff ze kommen. Déi gi jo net all geholl. Ech hunn lech d'Chiffere elo gesot. Mir huelen e Brochdeel vun deenen, an der Moyenne vläicht ee Véierel. Déi wëllen an d'Educatioun, déi wëllen Enseignant ginn. Ech denken, dat seet och eppes aus, wéi attraktiv de Beruff dach awer wierklech vu bausse gesi gëtt, trotz allem, wat mer vläicht nach kënne verbesseren, an trotz allem, wat ee soss esou do héiert.

Eenzelner vun lech hu gesot, si wéilten eigentlech guer net iwwert de Secondaire schwätzen. Ech wëll et ganz kuerz maachen, Här President, wann Der erlaabt. Do hu mer jo ëmmer de Fachspezialist gehat. A mir hu gekuckt, datt mer deen am Stage als Enseignant weidergebilt hunn. Et war also eigentlech ëmmer e bëssen eppes, wéi mer och elo am Fondamental iwwert d'Quereinsteiger hunn oder vläicht an Zukunft och wëlle maachen, wëll ech just an enger Klammer soen.

D'Personal an de Lycéeën huet sech däitlech entwéckelt an deene leschte véier Joer. 2016 hate mer 4.568 Intervenanten an eise Lycéeën, 2020, also véier Joer duerno, 5.280. Dat ass e Plus vu 15,6 %. A wa mer elo mol kucke ginn, a wat fir enge Kategorien déi sinn, well do gëtt et Professeren, et gëtt Chargé-de-coursen, et gëtt der, déi am Stage sinn, et gëtt der, déi hiren TC nach net gemaach hunn, an esou weider: Dee gréisste Plus hu mer bei de Professeren, also bei deenen, déi de reguläre Wee gaange sinn, fir Professer am Lycée ze ginn. Do hu mer nämlech e Plus vun 29 %, eng duebel sou grouss Croissance wéi generell bei all den Agenten am Secondaire. An ech denken, dat ass och e Beweis, datt Professer ze sinn, Enseignant ze sinn am Secondaire, attraktiv ass, datt et Perspektiven do gëtt. An et ass awer och d'Resultat vun där Politik, déi mer gemaach hunn.

Mir hunn d'Uni.lu encouragéiert, e Master in Secondary Education unzebidden, datt mer an enger Rei vu Fächer kënnen opbauen op e Bachelorstudium, dann, wéi et an anere Länner jo ass, e Lehramtstudium quasi drop kënne setzen, wou ee schonn zum fäerdegen Enseignant ausgebilt gëtt, mat groussem Erfolleg. Mir hunn den Accès zum Concours de recrutement reforméiert, fir e méi breet opzemaachen, datt och Leit mat engem gemëschte Profill mol eng Kéier un deem Concours kënnen deelhuelen, fir domat an d'Professeschkarriär kënnen eranzekommen.

Mir hu besser Aarbechtskonditioune fir déi ganz vill Chargé-de-coursen och decidéiert, well déi brauche mer och, och an Zukunft nach, an eise Lycéeën. Mir hunn eng besser Karriär fir d'Chargéë gemaach, wat eng fair Karriär ass, einfach hiren Diplom an hir Aarbecht unerkannt domadder. Mir hunn awer och vun de Chargéen ofverlaangt, datt se dee selwechte Stage maache wéi de Professer. An dat erlaabt et hinnen och, en cours de route ëmmer och nees de Concours de recrutement ze maachen, an d'Professeschkarriär eriwwerzewiesselen.

Mir hunn de Stage reduzéiert am Enseignement fondamental an am Secondaire, et ass e puermol de Mëtteg gesot ginn. Dat war virdru jo offensichtlech eng grouss Hürd, déi bestanen huet, fir an den Enseignantsberuff eranzekommen. Mir hunn dat reduzéiert. Also misst et jo och elo een Effet hunn, datt der méi kommen.

Mir hunn dee Problem, deen och hei an der Chamber diskutéiert gouf, vum TC zur Zefriddenheet vun all den Acteure geléist – dat huet sécherlech och en Effet op de Besoin vum Personal gehat, dat ass wouer, elo schonn an an deenen nächste Joren, mee awer war et fair, déi Léisung do kënnen unzegoen, a mir hu sécherlech Ënnerscheeder pro Fach.

An d'Madamm Hansen huet absolutt Recht, wann en nächste Chantier hei genannt ginn ass, dat ass dee vum Maître d'enseignement technique. Do musse mer sécherlech och nach eng Kéier un d'Kar-

riären, un d'Aarbechtskonditioune goen an un d'Rekrutementskonditiounen. Soss kréie mer an der Beruffsausbildung, am duale System e ganz grousse Problem.

Bon, ofschléissend wëll ech kuerz soen, Dir Dammen an Dir Häre: Mir mussen, wa mer vun den Enseignantë schwätzen, wa mer vun der Attraktivitéit vun deem Beruff do schwätzen, en differenzéierte Bléck, mengen ech, wierklech hunn, eng genee Analys maachen, wou mer heiheem stinn, wat dobaussen awer och d'Reegel ass. Nëmmen esou kënne mer déi richteg Konklusiounen zesummen zéien. Mir kënnen och kucken, wat machbar ass an eisem nationale Kontext, well mir hu festgestallt, datt et Penurien a ganz villen Domäne gëtt a mer d'Decke vläicht vun enger Säit op déi aner zéien an e Lach zoudecken an da geet awer op där anerer Säit eent op. Mir si responsabel fir alles an et muss alles fonctionéieren hei am Land. An duerfir musse mer och dat am Bléck behalen. A mir kënne Schrëtt hei nëmme schrëttweis maachen.

Ech wëll awer ...

(Interruption par la présidence)

... ofschléissend, Här President, just nach eng Kéier soen: Mir wëlle jo alleguerten, datt eis Kanner gutt Enseignanten an hire Schoulen hunn, a mir wëllen och, datt dat fir déi nächst Generatiounen nach esou ass, an duerfir, mengen ech, solle mer eis awer heiansdo zréckhalen - Eenzelner hunn et gemaach de Mëtten, anerer vläicht manner -, fir einfach just ëmmer nëmmen dat Negatiivt, dat angeeblech Negatiivt, ze reproduzéieren. Well ech fäerten, wann ee vun deene Jonken, wou ech d'Chance hunn an deenen nächsten Deeg, hinnen de Premièresdiplom iwwerreechen ze kënnen, dës Debatt de Mëtte gelauschtert huet, wär en net ëmmer doduerjer zousätzlech motivéiert ginn, fir an den Enseignantsberuff eranzegoen. Dat solle mir ...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... eis hei an der Politik och hannert d'Ouere schreiwen.

Villmools merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir mussen nach zu der Diskussioun respektiv Ofstëmmung vun de Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Martine Hansen, déi freet, datt d'Konzept vun de regionalen Direktiounen am Enseignement fondamental soll evaluéiert ginn. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, fir d'Wuert, Här President. Zu der Motioun Nummer 1: Zum Invite ass mer vum Här Minister gesot ginn, dass effektiv déi Evaluatioun vun de Regionaldirektioune virgesi wär. Wat awer deen zweeten Invite ugeet, do stellt ee sech d'Fro, firwat effektiv dat doten, esou e Pilotprojet, momentan gesetzlech net virgesinn ass.

Da stellen ech mer d'Fro: D'Personal, et geet jo, wéi ech et gesot hunn ..., et kann een net alles mat administrativem Personal erleedegen. Mir hunn am Moment, mir nenne se net esou, mee mir hunn effektiv an de Schoule jo mëttlerweil och dat, wat een e „Kommitee" nennt, dee sech ëm d'Ugeleeënheete këmmert. Wa mer elo hei dat heiten effektiv géife maachen, da misste mer Personal ofzéien, Personal, wat mer jo, wéi mer et de Mëtte gesot kritt hunn, net in Hülle und Fülle hunn. Dat heescht, mir hunn es ze mann.

An dann d'Consideranten: D'Considerante ginn am Fong schonn dat hier, wat am Fong gefrot gëtt, wat soll evaluéiert ginn. Dat heescht, et gëtt effektiv d'Meenung vun der CSV hei hier.

Wéi gesot, ech géif dowéinst proposéieren, och wéinst dem Personal, wat mer wierklech net hunn, déi heite Motioun net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gilles Baum. Dann huet den Här Fred Keup d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Also am Prinzip fanne mer dat hei och keng schlecht Saach. D'Evaluatioun, bon, kann ee maachen, och d'Direktiounen, déi da sur place sinn. Dat war eppes, wat mer och scho mol gefrot hunn. Ech gesinn awer och am Moment dat doten e bësse méi schwiereg, well mer schonn ee grousse Manktem u Léierpersonal hunn, an dat heite géif an déi Richtung goen, dass mer der jo erëm missten ofzéien, fir an d'Direktiounen ze setzen, soudass mer eis hei am Moment géifen enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Ech hätt eng Nofro un d'Madamm Hansen: Déi „directions présentes sur les lieux", ass dat d'Direktioun an deem Sënn, wéi se elo gemengt ass, oder ass dat eng Direktioun eigentlech éischter, wou de President vun der Schoul mat dran ass mat senge Leit an e gëtt eigentlech just opgestockt mat deem Personal, wat en administrativ brauch?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti. D'Madamm Hansen ass ugeschwat ginn. Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Jo. Villmools merci fir d'Nofro. Also, mir hunn nach ëmmer gesot, mir brauchen eng Professionaliséierung vun de Schoulkommiteeë respektiv eng Direktioun am Gebai. Dat kann also an déi Richtung goe vun der Professionaliséierung, datt déi en hierarchesche Pouvoir hunn, dee se am Moment net hunn, mat enger Opstockung vum Personal.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zur Ofstëmmung vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 21 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 8 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der Madamm Myriam Cecchetti deposéiert ginn ass a wou eng Evaluatioun vun der Effikassitéit vun der Mesure Quereinsteiger gefrot gëtt. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President, och merci fir dës Motioun. Den Här Minister ass virdru ganz laang, mengen ech, op d'Quereinsteiger agaangen. En huet gesot, dass dat géif op de Leescht geholl ginn. Dofir, mengen ech, wär deen éischten Invite jo schonn erfëllt.

Dir frot am zweeten Invite fir ze reglementéieren. Den Här Minister huet gesot, dass een effektiv no deenen dräi Joer nach ee Joer Formatioun soll derbäimaachen op der Uni.lu mat 60 ECTS-Punkten, wann ech dat richteg matkritt hunn. Am Moment gi jo 270 Stonnen an engem Joer geleescht, fir dann och zum Concours zougelooss ze ginn, zu deene selwechte Konditiounen.

Duerfir géif ech mengen, déi zwee Invitten hei wären erfëllt, an domadder wär d'Motioun superfetatoire. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Dann huet d'Madamm Martine Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Ma, Dir wäert lech net wonneren, ech sinn elo net direkt averstane mam Här Baum, well ech géif et wichteg fannen, wa mer eng Evaluatioun trotzdeem hei géife maache vun der Effikassitéit vun dëse Mesurë vum Quereinsteiger. Also deen éischten Invite géife mer wierklech gäre voll ënnerstëtzen.

Mir hu just beim zweeten e Problem, well „aligner sur celles habituellement en vigueur" ... a wa mer grad déi Konditiounen och gäre wëllen diskutéieren, well mer soen, mir hunn eng Schwieregkeet mam absolutte Generalist.

Dofir, wann Der lech géift op deen éischten Invite konzentréieren, da géife mer déi Motioun gäre matstëmmen. Wann et elo déi zwee sinn, da wäerte mer eis enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Dann hat nach den Här Fred Keup d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Deen zweeten Invite, deen ass och e bësse vag. Also et ass elo relativ schwéier, sech virzestellen, wéi dat duerno soll goen. Dat ass net ganz kloer.

Beim éischten Invite, dat kéint een am Fong och matstëmmen. Ech wëll awer op ee Problem opmierksam maachen, deen ëmmer erëm och virkënnt iwwerhaapt iwwerall am Enseignement, an dat ass, wann et drëms geet, fir eng Bewäertung ze maachen. Hei steet dann: „impact sur la qualité de l'enseignement", do misst ee jo dann déi Leit iergendwéi bewäerten. An dat ass am Fong eppes, wat ech als ganz schwiereg empfannen. An dofir géif ech elo dat heiten och dann net matdroen, fir déi Bewäertung do ze maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Keup. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President, merci och un déi Lénk fir d'Motioun, wou deen éischten Invite eis ganz sympathesch ass. Ech mengen, eng Evaluatioun ass definitiv sënnvoll. Do schléissen ech mech deem un, wat d'Martine Hansen grad sot.

Beim zweeten Invite muss ech mech deem awer och uschléissen, well ech mer am Moment ganz schwiereg virstelle kann, wéi dat kéint ausgesinn, a grad och en vue vun den Annoncen, déi haut gemaach goufen, gäre wéilt wëssen, wéi déi Annoncë sech da konkreet um Terrain erëmspigelen, éier ech elo hei nach eng Kéier e Faass dropleeën.

An deementspriechend d'nämmlecht Konklusioun wéi vun der CSV: Wann Der deen éischten Invite bäibehaalt, kënne mer mat Jo stëmmen, wann Der déi zwee Invitë bäibehaalt, musse mer eis leider enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, villmools merci, Här President. Also ech kann dat ganz gutt novollzéien, déi Diskussioun, déi mer elo haten. Also mir géifen deen zweeten Invite ewechhuelen an deen éischten Invite bäibehalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert déi modifizéiert Motioun, sou wéi d'Madamm Cecchetti et elo gesot huet.

Vote sur la motion 2 modifiée

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 modifiée est rejetée par 25 voix pour, 31 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

6. Motion de M. Fred Keup relative au respect du principe que l'État n'a pas à réguler la langue en fonction de principes politiques et/ou idéologiques

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 962 de ce compte rendu)

Da kéime mer zu där Motioun, déi vum Här Fred Keup am Ufank vun der Sitzung deposéiert ginn ass a wou et ëm de Leitfade geet, deen de Juni 2021 vum Ministère de l'Éducation zesumme mam Gläichstellungsministère ausgeschafft ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Et geet effektiv hei ëm d'Schoulbicher. De Leitfaden, iwwert dee geschwat ginn ass, deen ass effektiv am Juni virgestallt ginn. Eis Schoulbicher ginn awer scho säit dräi, véier Joer genau no deem dote Muster, no deem dote Leitfaden zesummegestallt an och illustréiert. An dofir, mengen ech, sollte mer déi Motioun hei net unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Dann hat d'Madamm Martine Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Villmools merci, Här President. Also fir d'éischt wëll ech soen: Ech mengen, mir hunn am Moment aner Problemer am Enseignement, wéi esou e Leitfaden erauszeginn, ...

Plusieurs voix.- Trés bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... och, wéi esou e Leitfaden erauszeginn. Ech mengen, elo hat Der den „Très bien" ze séier gesot.

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Mee elo ass e jo awer gemaach.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hunn ...

(Coups de cloche de la présidence)

... a mengen Aen och aner Problemer, wéi elo ze definéieren, ob ee „Lehrende" seet oder „Lehrer" seet, also fir mech ass dat definitiv elo net déi éischt Prioritéit. Awer ech kennen dee Leitfaden net an ech wäert net iwwer eppes ofstëmmen, wat ech net kennen. A meng Fraktioun och net. An dofir wäerte mer eis elo mol heibäi enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn duerno der Madamm Hansen meng Kopie vum Leitfaden, well dat war net schwéier, en um Internet ze fannen, och an där Zäit, déi ech gebraucht hunn, fir virdrun nozelauschteren an den Debaten. Ech muss awer hei éierlech de Kolleeg, deen dat heiten, déi Motioun, deposéiert huet, der intellektueller Onéierlechkeet bezichtegen, well dat, wat hei an der Motioun behaapt gëtt, stëmmt bis op een eenzege Punkt einfach net!

M. Fred Keup *(ADR), auteur.*- Dach!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et steet net esou am Leitfaden.

M. Fred Keup *(ADR), auteur.*- Dach!

M. Sven Clement *(Piraten).*- A bei där Meenung wäert ech bleiwen. Do kann en esou vill „dach" ruffen, wéi e wëllt!

(Interruption par M. Georges Engel)

Ganz éierlech ... Jo, et kéint een et eng „Ligen" nennen, Här Engel, wann Der dat esou mengt. Ech hätt dat Wuert elo net an de Mond geholl, mee dat passt warscheinlech schonn.

Et geet nämlech an deem Leitfaden ëm véier Saachen, déi ganz kloer opgezielt sinn. Dat eent ass: „weibliche und männliche Form mitbenennen". Ech mengen, dat ass eppes, wat eis alleguerten heibanne geleefeg ass. Mir soe quasi schonn natierlech déi weiblech an déi männlech Form gläichzäiteg. Dat ass eppes, fir d'Sprooch inklusiv ze maachen, dat ass, fir datt ee seet, et gëtt se vun all Geschlecht. An do gëtt et eng Hellewull vu Studien, déi beweisen, wann een dat net mécht, datt dann dat eent Geschlecht, wat net genannt gëtt, verschwënnt. Et verschwënnt an der Sprooch, et verschwënnt am Kapp. An deementspriechend huet ee vläicht och net de Reflex, fir dee Beruff auszeüben. Grad dann, wa mer eng Gesellschaft wëllen, déi inklusiv ass, sollt een eebe grad déi zwee Geschlechter nennen - dat fannen ech eng ganz gutt Approche.

„Stereotype Zuweisungen vermeiden durch Ausgewogenheit". Da gëtt gesot: „typisch männliche Berufe, wie Bäcker, Mechaniker grundsätzlich gendern", zum Beispill och „Bäcker/in" soen oder „Mechaniker/innen". Ech fannen dat net esou dramatesch, wéi dat hei steet.

An da geet et ëm: „Darstellung des ‚schwachen/passiven Geschlechts' vermeiden". Do geet et drëm, datt een och Fraen a Féierungspositiounen duerstellt. Ma ech fannen, datt dat wichteg ass! Ech fannen, datt mer Fraen a Féierungspositioune mindestens esou an d'Vitrinn sollte stellen, wéi mer Männer an der Vergaangenheet an d'Vitrinn gestallt hunn. Ech hu kee Problem domat, wann an engem Schoulbuch eng Fra an engem Kostüm, mat Krawatt oder och an engem Rack steet. Et ass mer ganz éierlech wichteg, datt mer hei eng Ausgewogenheet kréien!

An da kënnt awer deen ee Punkt, wou ech e bëssen e Problem mam Minister sengem Dokument hunn, dat ass nämlech bei: „geschlechtszuweisende (sexualisierte) Darstellungen vermeiden". Ech si mat quasi allem, wat drasteet, averstanen, just mat eppes net, an dat huet d'ADR awer och hei opgegraff, dat ass: „(ein Kind) Stillende" net ofzebilden. Ech fannen, datt dat e falscht Signal ass.

(Interruption)

Mir sollte genau dat normaliséieren, mir sollte genau dat och weisen, nämlech och Fraen, ...

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... déi d'Broscht ginn, well och dat gehéiert zum Liewen. A grad an enger progressiver Gesellschaft sollt een dat net iergendwou an engem Hannerzëmmer verstoppen.

(Brouhaha)

Dat gesot fannen ech, datt déi Motioun hei eppes beweist: datt den Auteur de Kompetenzsockel vum Leseverständnis vum Leitfaden net erreecht huet. Mir wäerten dergéint stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Ganz, ganz dichteg, Här Clement, fir hei d'Leit esou ze beurteelen! Ech mengen, ech hunn dat heite gelies, an ech mengen, ech si jo selwer concernéiert, ech war jo laang genuch Proff. Dat ass dann u mech eigentlech geriicht ...

(Interruptions)

... an u meng vill Proffekolleegen. An ech hu ganz villen dat do och ze liese ginn an déi hunn et iwwregens d'selwecht verstane wéi ech. Dat also beweist, géif ech emol soen, dass mer trotzdeem hei net esou falschleien. A jiddwereen, deen et net gelies huet, d'Madamm Hansen oder all déi aner: Liest et! Alles, wat mir hei schreiwen, steet genau esou dran. Also, fir de Leit virzewerfen oder hei ze soen: „O, eng Ligen!", dat ass nun awer mol e bëssen iwwerdriwwen, fir net ze soe komplett deplacéiert!

Ech hunn och néierens gesot ... Ech mengen, dat ass och eppes, wat Dir ganz gutt kënnt: ...

(Interruption par M. Sven Clement)

... de Leit Saachen an de Mond leeën, déi se net gesot hunn. Ech hunn néierens gesot, dass Fraen net solle positiv duergestallt ginn. Natierlech solle mer Fraen an alle méigleche Beruffer duerstellen! Mir solle se, wéi d'Männer och, an alle Situatiounen duerstellen. Dat ass absolutt net vu mir a vu menger Partei a Fro gestallt! Hei sinn déi Saachen a Fro gestallt, déi hei stinn. An Dir hutt eppes jo falsch gesot och virdrun, Dir sot: „Mir benotzen hei alleguerte schonn déi zwou Forme gläichzäiteg."

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, ausser Ärem Klippchen!

M. Fred Keup *(ADR), auteur.*- Mir haten elo grad eng ganz Diskussioun. Et ass ëmmer nëmme gesot ginn „Enseignant". Et ass ni gesot ginn „Enseignanten an Enseignanteën". Also zum Beispill gesi mer do, dass Der do falsch leit!

Déi Saachen, déi hei stinn - „Lehrende" -, benotzt kee Mënsch. Dat soll elo benotzt ginn. Eng Broscht vun enger Fra ze weisen, dat soll am Fong net méi da sinn. An do si mer dann op enger Linn. Also dat fannen ech awer ganz schlëmm! An duerfir solle mer dee Leitfaden hei och zréckzéien. An ech verstinn och do net, dass Der dat hei net matstëmmt. An dem Här Baum säin Argument: „O, dat war schonn esou", dat ass jo keent. Dat ass fir ze soen: „Mir maachen an e Buch keng Fra méi, déi niert." Also, dat kann ech beim beschte Wëllen net verstoen. Wann ee mer dat eng Kéier kann erkläre vun deenen, déi elo hei dat heiten net matstëmmen, da wier ech ganz dankbar!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Keup. An dann huet d'Madamm Josée Lorsché d'Wuert gefrot.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt awer och aus eiser Perspektiv eppes dozou soen. An ech géif och den Här Keup dann emol invitéieren, d'CEDAW-Konventioun vun de Vereenten Natiounen aus dem Joer 1979 ze liesen.

(Interruption)

Et ass eng Konventioun, déi op d'Besäitegung vun alle Stereotyppen opbaut, fir déi ze bekämpfen, d'Diskriminatioun vun der Fra an alle Liewenssituatiounen ze bekämpfen. An et ass genee dat, wou d'Regierung zu Lëtzebuerg schonn zanter 2006 hir Politik drop opbaut.

Wat elo d'Schoulbicher ubelaangt, do weess all Mënsch, datt d'Schoul an d'Schoulbicher wierklech e groussen Impakt op d'Warneemung, op d'Léieren hunn, an och op déi Virurteeler, déi d'Kanner herno mat an d'Liewen huelen, wat awer net däerf sinn. An de Geescht vun dësem Leitfaden ass ganz genee dee fir ze verhënneren, dass d'Kanner mat Virurteeler grouss ginn.

Et ass de Geescht, fir ze soen: „Mir wäerten déi Persounen, weeder Männer nach Fraen, net esou duerstellen, wéi se a Lifestyle-Magasinnen, wéi se a Reklammen et cetera duergestallt ginn, mat Ausgesinn a Stereotyp." D'Kleeder si stereotyp, d'Aktivitéite si stereotyp, d'Kierperhaltung ass stereotyp an d'Faarwe si stereotyp. Dat ass dat, wat fréier ëmmer esou matgeschleeft ginn ass. An et ass, fir där Duerstellung elo en Enn ze setzen.

Et geet hei doudsécher net drëms, eng Fra net ze weisen, déi stëllt. Dat gehéiert zum Liewen. Mee et geet drëms, net grondsätzlech nëmmen eng Haltung, eng Positioun, eng Zort vun Aktivitéit duerzestellen, mee d'Villfalt vun de Fraen a Männer einfach ze ënnersträichen an domat och d'Gläichberechtegung. An dofir wäerte mir dës Motioun net stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo. Ech wëll just ganz kuerz ... Also, ech muss soen, wéi ech déi Motioun hei gelies hunn, hunn ech geduecht: „O Gott, o Gott, o Gott!" A wéi ech de Leitfade gelies hunn, hunn ech geduecht, mir géife vun zwou verschiddene Saachen hei schwätzen. Well dat, wat am Leitfade steet, ass awer net dat, wat hei an der Motioun steet. Hei gëtt mat Hallefwourechten operéiert.

An dat Eenzegt, wat mech och stéiert, dat ass „(Kind) stillende Mutter" do, also: „(Kind) Stillende" einfach, do steet net „Mutter". Awer fir de Rescht ass et awer wierklech dat, wéi et soll sinn. Do steet näischt, datt ee Männer oder Fraen net mat hiren natierlechen Ënnerscheeder soll duerstellen. Et steet just do, datt een d'Fraen net mat engem déiwen Ausschnëtt a kuerze Räck ... Also, ech mengen, dat ass awer eng Saach ..., ech kann dee Leitfaden do awer ganz gutt novollzéien!

An zu de Rieden haut: Ech mengen, dann hätt een awer vläicht ganz gutt missen den Orateuren an Oratricen nolauschteren, well gegendert ass ginn! Ech hu ganz oft och „Enseignante" gesot an net nëmmen „Enseignant". An déi meesecht maachen och en „in" hannendrun oder „innen" hannendrun. Also, wann een nogelauschtert hätt, dann hätt een dat ganz gutt héieren, datt hei d'Orateuren an d'Oratricë vill dorobber opgepasst hunn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti.

Da kéime mer elo zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen an 21 Enthalungen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

7. Motion de M. Jeff Engelen au sujet du soutien d'une politique industrielle et de recherche, qui permettrait une autonomie au niveau de la médecine au Luxembourg et dans l'Union européenne

Als nächste Punkt um Ordre du jour hu mer d'Motioun vum Här Jeff Engelen iwwert d'Förderung vun der Industrie- a Fuerschungspolitik, déi eng Autonomie vun der Medezinn um nationale wéi och op EU-Niveau géif erméiglechen.

(Interruption par M. Gilles Roth)

8. Ordre du jour (suite)

Den Här Gilles Roth freet nach d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, den Här Mosar an ech haten de leschte Freideg eng Drénglechkeetsfro gestallt betreffend verschidde Clustere vum Covid an Etablissementer hei am Land. A mir kruten och de Mëtten um zwou Auer eng Äntwert op déi Fro. Do soe mer lech och Merci, dass Der den Drénglechkeetscharakter zréckbehalen hutt.

Do wou mer awer e bësse Bedaueren hunn, dat ass, dass eng Rei vu Froe selbstverständlech beäntwert sinn - ech mengen, d'Regierung ass och fräi, den Inhalt vun hiren Äntwerten ze bestëmmen -, mee dat, wat mer net kënnen akzeptéieren, wat och net sollt vun dem Parlamentspresident akzeptéiert ginn, dat ass, dass eenzel Froen net beäntwert ginn.

Duerfir, vu dass dat heite schonns des Ëftere virkomm ass, géife mer lech invitéieren, dass Der dat genau nokuckt an dass an Zukunft all d'Froen, och wann den Drénglechkeetscharakter ugeholl ginn ass oder grad, wann den Drénglechkeetscharakter ugeholl ginn ass, dass déi alleguerte sollte beäntwert ginn, der Komplettheet halber.

Ech soen lech Merci, wann Der deem Gesuch géift nokommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Mir wäerten Ärer Opfuerderung selbstverständlech nokommen. Merci villmools.

9. Motion de M. Jeff Engelen au sujet du soutien d'une politique industrielle et de recherche, qui permettrait une autonomie au niveau de la médecine au Luxembourg et dans l'Union européenne (suite)

(Motion déposée en séance publique n° 33 du 6 mai 2020 - à consulter au compte rendu n° 16/2019-2020 en page 502)

An elo ass et awer um Här Jeff Engelen, fir seng Motioun nach eng Kéier ze verteidegen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Jeff Engelen *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi et ugefaangen hat mat der Coronapandemie, huet ee musse villes feststellen:

- zum Beispill, éischtens, „datt Europa am Allgemengen a Lëtzebuerg am Besonneschen am Fall vun enger Kris, esou wéi et sech an der aktueller Coronapandemie leider" - gewisen huet an och nach - „weist, net déi néideg Autonomie am Gesondheetsberäich hunn, fir kënnen ouni Hëllef vu baussen d'Bevëlkerung medezinnesch optimal ze betreien;"

- zweetens, „datt Europa grouss Deeler vu senger Produktioun u Medikamenter a medezinneschen Ekipementer iwwert déi lescht Jorzéngten a Staate baussent der Europäescher Unioun ausgelagert huet an domat an en Ofhängegkeetsverhältnis vun deene Staate gefall ass;

- datt och d'Fuerschung an d'Entwécklung vu Medikamenter haut zu engem groussen Deel an ëffentlechen a privaten Instituter baussent der Europäescher Unioun stattfannen".

Et wier awer onser Meenung no „essenziell, datt Europa méi autonom operéiere" misst, „fir kënne seng Bevëlkerung zouverlässeg medezinnesch ze versuergen; all Memberstaat vun der Europäesch Unioun kann a soll dozou e Bäitrag leeschten".

Opgrond vun dëse Feststellunge géife mer d'Regierung invitéieren, fir deem entgéintzewierken duerch d'„Förderung vun enger Industrie- a Fuerschungspolitik, déi méi eng grouss medezinnesch Autonomie vu Lëtzebuerg a vun der Europäescher Unioun erméiglecht [...]:"

- éischtens, duerch „den Opbau vun enger Pharmaindustrie zu Lëtzebuerg an, méi allgemeng, an der Europäescher Unioun".

Ech erënnere mech, mir haten emol viru 50 Joer souguer zéng Joer laang eng Pëllefabrick zu Wegdiche bei Wolz. Déi huet awer no zéng Joer zougemaach, leider, well se vu Frankräich aus gesteiert gouf. An duerfir wier et och wichteg, datt d'Fuerschung - an dat ass och duerfir eis Suerg - och hei am Land kéint parallell matgoen, well soss si se erëm esou séier fort, wéi se kommen. An dat ass net de Sënn an Zweck vun esou enger Saach. Ech wollt dat just als Beispill ginn. Et kënnen nach aner Fabricken am Land gewiescht sinn, mee dat do ass eng, wou ech et weess.

- „D'Fuerschung an d'Entwécklung am medezinnesche Beräich substanziell verstäerken, inklusiv natierlech am Beräich vun de rare Krankheeten an am strikte Respekt vun deene strengsten deontologesche Reegelen;"

- drëttens, „d'Investitiounen an d'Medezinn op der Lëtzebuerger Universitéit substanziell verstäerken". Dat ka geschéien duerch den „Opbau vu Fakultéite fir Biologie, Chimie, Biochimie [...] a Pharmazie op der Universitéit" hei zu Lëtzebuerg.

Do derbäi wier „d'Orientéierung an naturwëssenschaftlech an a Gesondheetsberuffer als eng Prioritéit" ze gesinn an „d'Ausbildung am Beräich vun de Gesondheetsberuffer permanent" ze verbesseren.

Och „d'Unerkennung vum Wäert vun de Beruffer am Gesondheetsberäich an der Gesellschaft" muss verbessert ginn. An do muss drop higewierkt ginn, „datt d'Aarbechtsbedéngungen an d'Remuneratioun an deene Secteuren attraktiv a kompetitiv sinn;".

Dës Motioun hate mer de 6. Mee 2020 hei an der Chamber deponéiert. An et muss een haut, iwwer e Joer duerno, genau 14 Méint, feststellen, datt dëst nach ëmmer alles aktuell ass. Eenzel Punkten, déi ech elei opgezielt hunn, komme permanent hei an de Chambersdebatten ëmmer erëm zum Virschäin. An ech mengen, do musse mer dru schaffen.

Wat hätte mer an dëser Pandemiekris gemaach ouni den Import aus de sougenannten Drëttlänner? Jee nodeem, wéi een et gesäit, ass een deene Länner komplett ausgeliwwert.

Lëtzebuerg wéi och Europa huet net allze vill Produktiounscapacitéiten an deem Beräich, a leider och an anere Beräicher. Mee dorobber komme mer eng Kéier méi spéit zréck. Ech mengen, hei wier et un der Zäit ëmzedenken.

Ech leie gutt an der Zäit an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

Discussion générale

Als éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Déi Kris, déi mer elo kannt hunn, vun där mer nach ëmmer deelweis d'Ausleefer kennen, déi huet jo eng ganz Rei Aspekter an och vill Froen opgeworf. Et sinn och, wann een driwwer nodenkt, eng Rei Lektiounen, déi mer mussen dorauser zéien. An déi grouss Fro, déi sech stellt, ass: Awéiwäit si mer kapabel, an deenen nächste Méint Lektiounen aus deem ze zéien, wat elo geschitt ass?

Déi Motioun, déi hei deposéiert ginn ass - an ech soen dem Här Engelen villmools Merci fir den Depot vun enger Motioun, déi schonn en interessante Sujet huet -, déi huet eis alleguer relativ no beréiert, well mer virun engem Joer genau gesinn hunn, alleguer un eiser eegener Persoun gespuert hunn, wat fir eng Konsequenzen déi Dependenz, déi Europa, déi Lëtzebuerg huet, kann hunn.

Dat waren zum Beispill déi Masken, déi mer net haten am Ufank, déi hu mussen importéiert ginn - wat net esou evident war, wou ganz Europa sech en fin de compte quasiment zerstridden huet, wien dann elo déi éischt géif kréien.

Dat waren awer och Medikamenter, déi mer fir d'Schnellversuergung vu Covidkranke gebraucht hunn, déi op eemol och net méi do waren, wou am Fong de Stockage net geklappt huet, den Approvisionnement net geklappt huet.

Dat waren awer och déi Stoffer, fir Medikamenter hierzestellen, déi och op eemol ënner eng Penurie gefall sinn a wou mer Schwieregkeeten haten, fir déi zu Lëtzebuerg an an Europa erbäizekréien.

An dat war och d'Hierstellung vu Basismedikamenter, déi op eemol riskéiert hunn, och an Europa ze feelen, well se aus Indien importéiert gi sinn, well och d'Transportweeër net méi esou geklappt hunn.

Dat war kengem seng Schold déizäit, mee dat war einfach e Constat, dee mer gemaach hunn an aus deem een, mengen ech, muss Lektiounen zéien. Haut hu mer dat schonn deelweis vergiess. An trotzdeem mengen ech, datt een et eebe just net sollt vergiessen, well doraus eng Rei Lektioune fir Europa an Zukunft ze zéie sinn.

Evident ass, datt muss reagéiert ginn. Den Här Engelen huet elo e puer Konsequenzen opgeworf, déi vun der Recherche, déi méi independent an Europa muss gemaach ginn. Do si mer och honnert-prozenteg d'accord. Mee ech soen: Domat geet et awer an der Reflexioun och net duer! Et musse sech och Froe gestallt ginn iwwert de Stockage hei zu Lëtzebuerg. Mir sollten eng Rei medezinnescht Material hei hunn a Stocken, déi mer awer en fin de compte net haten oder déi mer net richteg identifizéiert kruten, déi aus där leschter Pandemie ugeluecht gi waren. Doriwwer muss ee sech Froe stellen: iwwer eis Pandemiepläng, iwwert de Stockage vu Medikamenter.

Och iwwer eis Produktiounscapacitéite musse sech Froe gestallt ginn. An natierlech och iwwert den Opbau vun enger Industrie. Well dat ass nämlech - Här Engelen, Dir hutt et gesot an ech fannen dat richteg -, dat ass natierlech weesentlech méi einfach gesot wéi gemaach! Well déi pharmazeutesch-medezinnesch Industrien, déi een hei soll opbauen, déi ware jo virun 20, 30 Joer hei, sinn awer dunn a Bëllegproduktiounslänner eriwwergaangen, notamment wéinst Gehälterfroen oder Produktiounskäschtefroen, mee och wéinst Oplagen, déi se an Europa kritt hunn. An do muss een elo déi richteg Reflexioun maachen: Wa mer et wëllen - an ech fannen déi Zilsetzung richteg -, wat si mer bereet ze maachen, ënner wéi enge Konditiounen, fir se erëm zréck an Europa ze kréien?

Eng Diskussioun, déi net evident ass. Eng Diskussioun, déi awer och am Kader vun der Conférence sur l'avenir de l'Europe muss gefouert ginn, mat der Fro, ob d'Gesondheetspolitik an all hiren Aspekter nach soll national Politik bleiwen oder ob mer Deeler vun der Gesondheetspolitik, notamment de Krisemanagement, net sollen deelweis europäiséieren, well mer da méi staark, méi kräfteg kënne reagéieren. Eng weesentlech Diskussioun, déi muss gefouert ginn.

An da sinn et och nach eng Rei aner Froen, déi sech stellen, well hei ass just een Aspekt ugeschwat ginn. Et sinn nach aner Aspekter: Dat ass d'Autonomie vun eiser Alimentatioun, déi mer hunn, wou mer och dependent sinn, ëmmer méi dependent zu Lëtzebuerg an an Europa vun Importer.

Mee och d'Autonomie vun eiser Energieversuergung! Ech erënneren un all déi Froen notamment zu Lëtzebuerg ronderëm d'Tanklager. Mee wann ech d'Diskussioun weiderhuelen, déi Diskussioun ronderëm Nord Stream, wou mer erëm op eng Dependenz eis aloossen, ass am Fong dee selwechte Sujet. Oder d'Autonomie vun eise Kommunikatioune mat der Diskussioun ronderëm de 5G an Huawei, dat ass am Fong genau déi selwecht Diskussioun: Wéi wäit si mer bereet an Europa, eis déi Independenz, déi mer brauchen, eppes kaschten ze loossen an dran ze investéieren?

Oder och nach d'Autonomie vun den iwwerliewenswichtegen Infrastrukturen, wou mer zum Beispill och elo hei eis Reseaue virun zwee Joer - de Minister Schneider war dat -, deelweis u chineesesch Gesellschaften, zumindest 20 %, 25 %, verkaaft hunn, wat ech politesch e richtege Problem fannen, an elo nach ëmmer net iwwer e Gesetzestext disposéieren, deen de Screening vun den Investissementer fir esou Gesellschaften hei an Europa, hei op Lëtzebuerg dann determinéiert respektiv d'Konditiounen dovunner setzt an eis hëlleft ze protegéieren an domat eis Autonomie ze preservéieren.

Also si mer ganz d'accord mat deem, wat d'ADR hei proposéiert. Mir kënnen och déi Motioun matstëmmen. Mir soen awer, datt déi aner Sujeten, déi mer als Lektioune aus der Kris zéien, wat och Autonomiesfroe sinn, onbedéngt mussen ugeschwat ginn an där Diskussioun, déi mer iwwert d'Konsequenze vun der Covidkris an deenen nächste Méint, warscheinlech no der Vakanz, hei gemeinsam wäerte féieren, well si si mindestens gradesou wichteg. An ech hoffen, datt mer do zu enger Diskussioun kommen, déi eis weiderhëlleft. Europa muss méi Autonomie a weesentleche Punkten, a weesentleche Froe kréien!

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och dem Här Engelen fir den Depot vun där Motioun; effektiv en Theema, wat relativ wichteg ass.

Zanter dem Ufank vun der Pandemie an dem Feele vun de Masken an anerem dréngend néidege medezinnesche Material ass déi scho vill méi laang bekannt Ofhängegkeet vun der EU vun Drëttlänner, wat d'Entwécklung an d'Produktioun vu Medikamenter a medezinneschem Material ugeet, zu engem vill diskutéierte Sujet ginn an de politeschen Drock, Léisungen ze fannen, ass doduerch vill méi grouss ginn.

Drock, deen och seng Wierkung hat, well d'EU an Tëschenzäit eng EU-Pharmastrategie entwéckelt huet mat véier Haaptziler:

- éischtens, e sécheren Zougang zu erschwéngleche Medikamenter garantéieren an de Besoin u Medikamenter decken, och do, wou aktuell nach e Manktem besteet, zum Beispill an de Beräicher vun der antimikrobieller Resistenz, Kriibs oder seltene Krankheeten, déi jo an der Motioun och als Prioritéit ernimmt gi sinn,

- zweetens, d'Färdere vun der Kompetitivitéit, der Innovatioun an der Nohaltegkeet vun der Pharmaindustrie an der EU an d'Entwécklung vu qualitativ héichwäertegen, méi sécheren, méi effektiven a méi ëmweltfrëndleche Medikamenter,

- drëttens, d'Mechanisme vun de Krisepreparatiounen a Krisereaktioune verbesseren a fir méi Versuergungssécherheet suergen,

- véiertens, eng staark Stëmm vun der EU op der Weltbün garantéieren, andeems héich Qualitéits-, Effikassitéits- a Sécherheetsstandarde gefërdert ginn.

Mir Gréng ënnerstëtzen dës Strategie souwuel um EU-Niveau wéi och um nationale Plang. Lëtzebuerg selwer kann natierlech net komplett autonom an deem Beräich ginn, duerfir si mer vill ze kleng. Mee et ass kloer, datt mer eise Bäitrag musse leeschten. An dat gëtt jo och gemaach! Just als Beispill: d'Produktioun vu Masken oder vu Frigoen, fir Vaccinen ze lageren.

Och an der Fuerschung ass Lëtzebuerg aktiv: Sou fuerscht zum Beispill de Luxembourg Institute of Health am Beräich vu Kriibs an de Luxembourg Centre for Systems Biomedicine am Beräich vu Parkinson. Et besteet also Raum fir Lëtzebuerg, säin Deel dozou bäizedroen, fir méi autonom an der EU ze ginn.

Allerdéngs ass Lëtzebuerg een ze klenge Fuerschungsstanduert am internationale Vergläich a mir wäerten dat och bleiwen. Mir sinn ze kleng, fir all Secteur ofzedecken. Mir Gréng gesi Lëtzebuerg éischter als Deel vun engem Netzwierk, wou mer eis wäerten op Basis vun deem, wat elo scho gemaach gëtt, weiderentwéckelen. Anstatt an all Beräich wëllen ze fuerschen, ass et besser, geziilte Spëtzefuerschung ze entwéckelen an ze ënnerstëtzen do, wou et fir Lëtzebuerg an d'EU och eng Plusvalue bréngt a wou d'Uni ka matagebonne ginn. Duerfir brauch et eng optimal Koordinatioun zwëschent der Uni, dem Fuerschungssecteur an der Politik. E klengt Land wéi Lëtzebuerg kann dat just geziilt a verschiddene Beräicher maachen.

Och bei der Uni ass et méi sënnvoll, Secteuren ze developpéieren, déi fir Lëtzebuerg Sënn maachen. Elo mat ville Suen eng Fakultéit vu Biologie, Chimie, Biochimie a Pharmazie aus dem Buedem wëllen ze stampfen, bréngt keng Plus-value. Och hei ass d'Zesummenaarbecht an der Groussregioun a mat anere Länner aus der EU extreem wichteg.

Dann zu de Punkten aus der Motioun, déi d'Gesondheetsberuffer an d'Unerkennung vun de Beruffer uginn: Dat ass elo schonn eng absolutt Prioritéit vun der Regierung! Do stinn iwwregens scho ganz vill Punkten am Koalitiounsaccord, un deenen och scho ganz konkreet geschafft gëtt.

De Bachelor a verschiddene Spezialiséierungen an der Medezinn ass agefouert ginn an iwwert d'Aféierung vum Master gëtt och diskutéiert. D'Infirmièresausbildung gëtt reforméiert, fir de Beruff méi attraktiv ze maachen a manner ofhängeg ze si vun eisen Noperen. A mir wäerten deemnächst erëm eng Debatt iwwert d'Gesondheetsberuffer, hir Formatioun an hire Stellewäert an der Chamber féieren, an och um Gesondheetsdësch ass dat ee vun den zentralen Theemen.

Am Resümmee wéilt ech soen, datt fir eis Gréng dës Motioun engersäits oppen Dieren arennt, well d'Regierung schonn amgaangen ass drun ze schaffen, an dat op villen Niveauen. Anerersäits si mer der Meenung, datt d'Punkten, déi d'Fuerschung an d'Uni betreffen, ze breetgefächert an net ëmsetzbar sinn. Mir sinn hei éischter fir eng cibléiert a koordinéiert Approche, fir eng héichwäerteg Fuerschung zu Lëtzebuerg opzebauen, déi och en Apport um internationalen Niveau bréngt.

Aus all dëse Grënn wäerte mir dës Motioun net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Hansen. An dann ass d'Wuert fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Motioun ass interessant, a 14 Méint loossen engem dach awer genuch Zäit, fir driwwer nozedenken, wat alles drasteet, well et ass e ganzen Täissel, muss ee quasi soen, iwwert dee mer hei sollen an engem Coup ofstëmme mat Jo, Nee oder Enthalung.

Dat mécht et net onbedéngt méi einfach, well et stinn e puer richteg gutt Saachen dran, et stinn e puer méi problematesch Saachen dran an et stinn e puer Saachen dran, déi mer net esou matdroe kënnen.

Ech wëll eng Kéier kuerz ufänken: D'Fuerschung géif haut majoritär ausserhalb vun Europa stattfannen. Ben, jo, dat schéngt mer iergendwéi eng Evidenz ze sinn, wann Europa net d'Majoritéit vum Planéit ofdeckt. Et ass einfach, proportional zu eiser Populatioun si mer nach ëmmer iwwerduerchschnëttlech gutt opgestallt, wat d'Fuerschung an Europa ugeet. Mir hunn ëmmerhi mat BioNTech eng Firma, déi en erfollegräiche Vaccin entwéckelt huet. AstraZeneca huet zesumme mat Oxford wat een elo als eng deeleuropäesch Successstory ka bezeechnen och an Europa gehat. An dann huet een nach weider Vaccinen, déi an Europa probéiert goufen ze entwéckelen, déi leider net aboutéiert hunn.

An do si mer dann och scho beim nächste Punkt. Eng Pharmaindustrie zu Lëtzebuerg opzebauen, dat kléngt op den éischte Bléck schéin a gutt. Et wär jo emol schéin, wa Pfizer an AstraZeneca net nëmme géifen hir Steieren duerch Lëtzebuerg wëlle reduzéieren, mee och géifen eng Valeur ajoutée hei schafen. Mee um Enn vum Dag weist awer da Sanofi mat GlaxoSmithKline, datt, just well een an Europa ass, dat nach keng Garantie fir e Succès vun engem Fuerschungsprojet ass.

An ech stelle mer och e bëssen d'Fro: D'ADR steet hei ëmmer um Pult an ass géint eng dirigistesch Wirtschaftspolitik. An da produzéiert se eng Motioun, wou se eng dirigistesch Wirtschaftspolitik fuerdert, an dann och nach zu Lëtzebuerg! Dat ass dach awer e bësse contradictoire.

A wann ee just an der Groussregioun kuckt, da gesäit een, datt knapps iwwert d'Grenz, am Saarland zum Beispill, eng produzéierend Pharmaindustrie existéiert. Jiddwereen, deen op Saarbrécke fiert, fiert laanscht dat grousst Schëld. Ech muss d'Firma elo net nennen, Dir kennt se alleguerten. Och BioNTech produzéiert zu Marburg, wat elo och net esou wäit ewech ass, datt ee seet: „Mir mussen et aus Drëttstaaten importéieren!"

Et weist also: Europa an d'Groussregioun kënnen zesummeschaffen. An ech géif et och, wann een iwwer nei Fakultéiten op der Uni schwätzt, virzéien, wa mer dat géifen an der Groussregioun zesumme mat eise Partner maachen, datt mer eeben eng richteg Universitéit vun der Groussregioun liewen, an net nëmmen eng Uni, kleng, ...

(Problème de sonorisation)

... déi souwisou ni kann all deenen Ufuerderunge gerecht ginn, déi u se gestallt ginn.

An dat, mengen ech, weist och e bëssen, datt dat heiten ze komplex ass, fir einfach nëmme mat Jo oder mat Nee zu esou engem komplexe Brocke vu Fuerderungen ze stëmmen. Dofir wäerten d'Piraten sech enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An dann huet den Här Georges Engel d'Wuert gefrot. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, wéi et scho gesot ginn ass, ass a priori déi Motioun hei, déi jo schonn e gewëssenen Alter huet, engem sympathesch, well si seet, dass mer eis als Europa méi autonom solle maachen. Wat awer ëmmer erëm derbäikënnt: Dat heescht net nëmmen Europa fir d'ADR, mee och virun allem Lëtzebuerg. Mir sollen hei zu Lëtzebuerg eng eege Pharmaindustrie opbauen, wat mir awer, an engem globale Kontext, zimmlech onrealistesch schéngt. Mir sollen eis als Lëtzebuerg méi staark fir déi Rechter vun ... oder fir d'Gesondheetsberuffer asetzen, wat mer maachen. Mir sollen eis fir d'Unerkennung vum Wäert vun de Beruffer asetzen, wat u sech och scho geschitt ass.

Dofir, déi Motioun, déi schéngt engem am Ufank sympathesch ze sinn a si ass u sech och e gudden Ustouss, awer fir méi eng global Diskussioun. De Claude Wiseler huet et gesot, net nëmmen hei an der Pharmaindustrie musse mer eis Gedanke maachen, wéi mer eis fir déi nächst Joren opstellen, dass mer eis an Europa mussen e gesonde Stamm setzen, fir dass mer bei der pharmazeutescher Industrie net ofhängeg si vun anere Länner. Mee awer net nëmmen do, mee och an der Energie, och an der Alimentatioun, och iwwerhaapt musse mer kucken, ob mer net Matière-premièren och hei kënne méi, ech wëll net soen „ausbeuten", mee méi kënnen ervirhiewen, eis der méi kënne ginn, fir dass mer net och do ofhängeg gi vun anere Länner.

Dofir, och wa se e gudden Usaz huet, och wa se, mengen ech, gutt gemengt ass vun der ADR, wäerte mir déi Motioun hei net matstëmmen, well éischtens Saachen dra sinn, déi scho gemaach sinn, a se eiser Meenung no zimmlech onrealistesch ass, zemools wann hei steet, „den Opbau vun enger" eegener „Pharmaindustrie zu Lëtzebuerg", fir dat en place ze setzen.

A wann och eng Kéier zu Wegdichen eng Firma war, déi Pëlle fabrizéiert huet, sou geet dat, mengen ech, awer nach net duer fir ze soen, dass mir hei zu Lëtzebuerg fäeg wären, eng Pharmaindustrie opzebauen, déi déi ganz Globalitéit ofdeckt. Well dat huet ee jo gutt gesinn, hei ass elo eng Pandemie gewiescht, fir déi ee ganz spezifesch verschidde Saache gebraucht huet. Mir hu Maske gebraucht, mir hu Gel hydroalcoolique gebraucht, mir hu Beootmungsgeräter gebraucht, mee wie weess, wat déi nächst Pandemie bréngt? Dofir musse mer dat hei an engem ganz globale Kontext gesinn, an engem EU-Kontext.

Wat och hei drageschriwwen ass an där Motioun: Jo, mir sollen eis nieft Lëtzebuerg natierlech och an der EU staarkmaachen an och nach d'EU encouragéieren, fir sech méi independant ze maachen. Mee dat hei ass eis effektiv ze vill op Lëtzebuerg bezunn, wat mer net kënne realiséieren. Dofir wäerte mer déi Motioun hei net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel.

D'Regierung kritt d'Wuert, wa se et freet. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prises de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President, och merci dem Jeff Engelen fir déi Motioun hei. Ech géif gären agoen op deen industriellen Aspekt vun der Motioun.

Jo, mir kruten alleguer mat d'lescht Joer, wéi d'Disruptioun vun eise Liwwerkette geschitt ass a wéi mer effektiv op eemol an enger Situatioun hei waren zu Lëtzebuerg, wou och mir keng Masken erbäikritt hunn, wou mer keng Respiratoiren erbäikruten a wou mer eis am Fong bewosst gi sinn als Europäer, dass eng Partie strateegesch Produktiounen net méi bei eis hei an Europa wieren.

Doraus eraus ass e Bewosstsäi komm um europäeschen Niveau, awer och um nationalen Niveau, dass mer an Europa eng Partie strateegesch Industrië brauchen, erëm mussen heihinnerbréngen am Beräich vun der Santé, am Beräich vum Gesondheetsmaterial, awer beileiwen net nëmmen. De Claude Wiseler ass och nach op eng Partie aner Beräicher agaangen.

Dat alles ass haut um europäeschen Niveau an eng Strategie vun Autonomie stratégique gefloss, dat heescht, dat ass d'Iddi, dass mer effektiv als Europäer erëm eng Partie strateegesch Secteuren opbauen. Dozou gehéiert natierlech och de Gesondheetsberäich, wou mer eis musse Produktiounscapacitéiten hei an Europa ginn an net total ofhängeg solle si vun Drëttlänner. Dat ass eng Politik, déi mer als Lëtzebuerger Regierung natierlech matdroen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg am Beräich vun der Ekonomie zu all Moment dee Kader ausgeschëpft, dee mer am Kontext vun der Covidkris haten. Dat ass den Temporary Framework, deen eis et erméiglecht huet, Investissementsinstrumenter opzeleeën, déi Betriber spezifesch dozou encouragéiert hunn, fir Produktioune vu Covidmaterial hierzestellen, och vu Medikamenter am Beräich vum Covid, vum Kampf géint de Covid hierzestellen. An dat ass en Instrument, wat e gewëssenen Erfolleg hat. Dat hu mer à tout moment gemaach. An och haut nach ass et méiglech, iwwer eis R&D-Instrumenter, weiderhi Produktiounsëmstellungen ze maachen, fir justement däers Material hierzestellen, Masken hierzestellen, Stécker vu Respiratoiren hierzestellen, wéi Rotarex dat gemaach huet an och aner Betriber dat gemaach hunn.

Mir hunn, fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, eng remarkabel Produktioun am Beräich vu Gesondheetsmaterial. Et ass gesot ginn: B Medical Systems ass weltwäite Leader an der Fabrikatioun vu Frigoen, fir Vaccinen ze stockéieren - weltwäit Nummer eent, mat innovatiivste Produiten um Marché, fir Vaccinen, fir och Covidvaccinen ze stockéieren. Mir hunn eng Rotarex, ech hunn et gesot. Mir hu mat Fast Track Diagnostics eng Filial vu Siemens, e Betrib zu Esch um Sommet, déi en Diagnostic-Kit hiergestallt hu fir de Covid-19, deen och Maartleader war a sengem Beräich. Mir hu mat MPG eng Entreprise, eng Startup, déi Maske mat Virucide hiergestallt huet a kierzester Zäit. Mir hu mat DuPont de Nemours e Betrib, deen Tyvek hiergestallt huet, déi Matière, déi gebraucht gëtt fir Schutzkleeder.

A mir hunn eng ganz Rei aner Entreprisen, déi, och an Zesummenaarbecht mat der Recherche, am Beräich vum HealthTech, am Beräich vun der Datenekonomie wierklech och innovativ Usagë maachen, fir eebe justement a Richtung ze goe vun enger méi preventiver, méi personaliséierter Medezinn. Well dat ass dee Beräich, wou Lëtzebuerg kann eng reell Valeur ajoutée hunn, wa mer driwwer schwätzen, fir eis am medicalen, am medezinnesche Beräich méi autonom ze maachen an och eise Baustee bäizedroen zu där europäescher Autonomie stratégique an deem Beräich. Et ass also hei an deene leschte 14 Méint ganz vill gemaach ginn, op eng intelligent Aart a Weis, mengen ech.

An ech géif awer och nach gären dozou bäifügen, dass mer zu där schwéierer Zäit d'lescht Joer, wéi mer kee Material haten, frou waren, dass mer eng Logistik haten, dass mer eng Cargolux haten, déi konnt a China fléien an all déi Masken an déi Respiratoirë siche goen, déi eis esou schlëmm gefeelt hunn zu där Zäit.

Dofir, merci fir déi Motioun, mee ech mengen, si ass largement e bëssen hors sujet. Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. An da géif ech dem Rechercheminister, dem Här Claude Meisch, d'Wuert ginn.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Vläicht nach just e kuerze Complement do derzou, Här President. Et gëtt zanter ganz Laangem tëschent der Ekonomie an der Recherche hei zu Lëtzebuerg eng kloer Strategie, fir datt mer am Beräich vun der Biomedezinn present sinn, souwuel mat ekonomeschen Aktivitéite wéi och mat Rechercheaktivitéiten. Ech denken do zum Beispill un d'Kreatioun vun der Biobank, ech denken un den LCSB, de Luxembourg Centre for Systems Biomedicine vun der Uni.lu. Do hu mer staark Acteuren an deem doten Domän, wou mer haut der Uni plus dem LIH e ronne Budget vun 90 Milliounen d'Joer ginn a genau deenen dote Rechercheberäicher wéi der Onkologie, wéi der Neurologie, wéi der Immunologie.

Mir hunn och rezent nach eng Kéier, an dat war virun der Pandemie ..., also mir hunn do net op d'Pandemie gewaart, mee virun der Pandemie hu mer eng national Recherche- an Innovatiounsstrategie am Regierungsrot arrêtéiert, wou och de Volet vun der personaliséierter Medezinn nach eng Kéier ganz kloer ee vun deene véier Haaptdomänen ass, wou mer eis weider an der Recherche an an der Innovatioun wëllen developpéieren, wou mer och e ganz multidisziplinären Asaz hei zu Lëtzebuerg poursuivéieren, wou mer eng Rei vu Stäerkten hunn, déi mer wierklech kënnen an d'Diskussioun bréngen. Well wa mer „personaliséiert Medezinn" soen, da geet et och ëm Dateveraarbechtung, da geet et och ëm den IT-Beräich, wou mer staark opgestallt sinn.

A wa mer déi Stäerkte matenee kombinéieren, da kënne mer do wierklech eppes maachen, wat och international vu Relevanz ass. Ech denken do och un international Zesummenaarbechten, déi mer hunn, Stéchwuert: de Projet „Clinnova".

Et ass och scho virdru vun deem engen oder aneren Deputéierte gesot ginn, datt mer grad an der Medezinnerausbildung op der Uni.lu e grousse Schratt no vir gemaach hunn, considerabel Budgeten zur Verfügung stellen, an dat och nach mat Perspektiven, fir iwwert déi nächst Jore weider Aktivitéiten auszebauen, souwuel Medezinner-, Doktesch-Formatioun wéi awer och an deenen anere Gesondheetsberuffer.

An deem Sënn, denken ech, huet Lëtzebuerg hei net op d'Pandemie gewaart, fir säin Deel - an dat kann ëmmer nëmmen am globale System e bescheidenen Deel sinn - dozou bäizedroen. Ech wëll awer natierlech net soen, datt mer net och duerch d'Pandemie eng Rei vu Konklusioune mussen zéien, wou et wierklech och ëm national Froe vun nationaler Sécherheet geet a Krisesituatiounen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Fuerschungsminister Claude Meisch. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools merci, Här President. An ech soen och jidderengem Merci, deen un der Diskussioun deelgeholl huet, och den Häre Ministere selbstverständlech. Mee ech muss soen, et ass awer enttäuschend fir ze gesinn, datt mer eng Regierung hunn, déi an deenen dote Beräicher net méi Ambitiounen huet wéi dat do. Well wat mer elo héieren hunn, dat ass zum Deel eng Opzielung vun de Leeschtunge vum private Secteur. Do ass och ganz vill geschitt an et muss ee wierklech bewonneren, wat do an deem Secteur gemaach ginn ass, iwwert déi lescht Joren an der Entwécklung un Innovatioun bruecht ginn ass. Mee wat feelt, dat ass einfach eng Regierungspolitik mat enger Ambitioun fir eist Land.

Ech erënnere mech nach un de Pierre Werner, deen awer wéinstens emol d'Ambitioun hat, fir eis am Weltraum ze positionéieren, a mir hunn haut e Weltraumsecteur. Wann ee mat enger Ambitioun wéi déi vun dëser Regierung géif dorun erugoen, hätte mer dat nimools kritt. Hei ass et jo esou, datt mer ..., a wann d'Uni ... Wat mir proposéieren, wéi zum Beispill Chimie, Pharmakologie an esou weider, dat gehéiert an e Konzept vun engem Ausbau vun de MINT-Fächer oder och vun der Medezinn, déi mer elo do hunn. Et war méi ambitiéis an deem Sënn oder méi gewot oder méi onsécher, iwwerhaapt un eng Medezinn ze denken - wéi awer och verschidde Pionéier et wollten -, wéi eeben elo ze soen: „Mir mussen dat ausbauen. A mir brauchen niewent der Physik an esou weider och Chimie a Pharmakologie, wat selbstverständlech zum Bild gehéiert."

Ech mengen, wat hei gemaach ginn ass vun eiser Säit, an ech soen dem Här Engelen besonnesch Merci heifir, dat ass einfach deen néidege Schrëtt, fir am Kader vun der Europäescher Unioun, wéi et och an där Resolutioun (veuillez lire: an där Motioun) steet, e solidaresche Bäitrag vu Lëtzebuerg ze leeschten an der Fuerschung, awer och an der Industrie. An et ass déi Ambitioun, déi eis vun der Regierungssäit leider, leider feelt! Awer et ass gutt, datt mer déi Diskussioun haut haten. Mir wäerten als ADR déi Sujete weiderverfollegen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Ech wollt am Fong lo net méi ..., ech géif just gär soen, dass ech ëmmer frou sinn, wann ech den Här Kartheiser héieren eis Politik kritiséieren an och insbesonnesch meng Wirtschaftspolitik kritiséieren. Dat bestätegt mer wierklech, dass ech ëmmer um richtege Kurs sinn. An duerfir soen ech em e grousse Merci. Merci, Här Kartheiser!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister.

Mir kéimen da lo zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmme fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme bei 2 Enthalungen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

10. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse des prix et de la pénurie des matériaux de construction

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Präishausse an de Manktem u Baumaterialien. D'Wuert huet elo direkt den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Et sinn agedroe fir dës Diskussioun: den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Här Marc Spautz. An d'Madamm Nathalie Oberweis ass och nach agedroen. Awer et ass elo fir d'éischt um Här Spautz.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu lo grad geschwat, heibannen eng Diskussioun geféiert iwwer Problemer, do kéint een och soen: Stéchwuert „Selbstversuergung". Eppes, wat mer gemierkt hunn an der Pandemie, an den Här Fayot ass schonn drop agaangen: dass mer verschidde Saachen hu missen aus China komme loossen, dass mer verschidde Saachen hu missen aus anere Länner afléie loossen, well mer dat net méi haten, Saachen, déi nach viru Joren a Joerzéngten normal waren an déi mer elo net méi hunn.

Mir hunn aner Secteuren, déi ganz schwéier drënner leiden. A vill Leit, déi d'Chance haten, sech en neien Auto ze bestellen, déi waarden nach ëmmer drop, well d'Elektrochippen net erbäikommen; déi kommen aus Korea, aus Taiwan an och aus China. An do musse mer eis als Lëtzebuerg an als Europa allgemeng sécherlech eng Kéier eng Fro stellen an dat huet d'Pandemie eis gewisen, wat dat bedeit, wa mer déi Produiten an Europa selwer net méi herstellen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Eppes aneres, wat mer awer gemierkt hunn, dat ass, dass eng allgemeng Präisentwécklung och komm ass bei anere Rostoffer, bei Rostoffer, déi gebraucht ginn am Bau, a Rostoffer, déi gebraucht ginn, fir en Ausbau ze maachen. An ech hu mer erlaabt, emol eng Kéier do déi Erhéijungen ze kucken. Well och an anere Secteuren - ech hu virdru vum Automobillsecteur geschwat -, och wa mer dann iwwer Batterië schwätzen, och do gesi mer, wat d'Rostoffer an d'Luucht ginn: De Lithium ass 65 % an d'Luucht gaangen, den Zënn 59 %, den Ueleg 46 % - also et ass net nëmmen, dass et eng CO_2-Steier ass, mee en ass och e bësse méi deier ginn.

(Interruption)

Den Äerdgas ass 44 % eropgaangen, den Aluminium 27 %, de Koffer 21 %, Bläi 14 %, Palladium 13 %, fir nëmmen déi ze nennen, wou do awer d'Matière-premièrë ferm an d'Luucht gaange sinn. An dat dréckt elo op de Präis.

Wa mer déi do och net alleguerten am Bau erëmfannen, sou sinn der awer derbäi, déi mer och am Bau erëmfannen. An hei si jo heibanne vill Bauhären, Bauhären vläicht net en nom privé, mee mat hirem Mandat, wat se ausüben. Et ass jo awer de kommunale Secteur zesumme mam Staat, deen awer dee Secteur dréine léisst. A wann een do kuckt an enger Enquête, déi d'Chambre des Métiers gemaach huet, da si virun allem aussergewéinlech Haussë festzestelle beim Stol, beim Holz, beim Isolatiounsmaterial, bei de Metaller, beim Glas, beim elektresche Material, bei der Faarf, beim Bëton, beim Kartrong. Fir et op de Punkt ze bréngen: Bei all deene Saachen ass eng enorm Präisentwécklung do. An dat ass eng Präisentwécklung, déi mer elo am Bau spieren a wou och net vun haut op muer wäert erëm alles sinn, wéi et war.

Dat ass ënner anerem zréckzeféieren op déi ganz Covidsituatioun, et ass bei verschiddene Materialien zréckzeféieren op déi Bränn, déi sinn, an et sinn awer och nach bei verschiddene Materialien d'Nowierkungen vun enger Politik vum fréieren amerikanesche President, dem Donald Trump, notamment senger Steierpolitik mat sengem kanadeschen Noper, deen den Haaptholzproduzent fir Amerika war an elo iwwerhaapt näischt méi an Amerika liwwert, soudass Amerika a China decidéiert hunn, hiert Holz an Europa ze kafen. Dat erkläert ënner anerem, firwat Liwwerschwieregkeeten do sinn a firwat mer och Problemer hunn hei mat de Präisser.

En anere Problem, dat war de Suezkanal, och wann e wäit ewech ass, eng vun den Erklärungen, firwat verschidde Saachen an d'Luucht gaange sinn, well duerch dee klenge Stau, dee beim Suezkanal entstanen ass, war et och do net méiglech, dass déi Frachten, déi do waren ... D'Schëffer waren op där falscher Plaz an d'Fracht huet op enger anerer Plaz geleeën.

A mir stellen och fest, an deenen Diskussiounen, déi mer hate mat deene jeeweilege Kolleegen, déi dofir hei zu Lëtzebuerg zoustänneg sinn, dass et virun allem och Schwieregkeete gi sinn am bëllege Secteur, ob dat Schrauwe sinn, ob dat Stol a Baustol ass, well déi aner Wierker decidéiert hunn, méi deier Produiten hierzestellen, well d'Nofro do méi grouss war, virun allem, well an Amerika an a China dat alles éischter ugezunn huet wéi hei no der Covidentwécklung.

Wat bedeit dat awer elo fir eis? Wat bedeit dat awer elo hei fir eis hei zu Lëtzebuerg? Ech hu mer erlaabt, bei verschiddene Chantieren, déi et a Gemenge gëtt - a Gemengen, déi méi südlech leien, a Gemengen, déi méi am Zentrum leien, a Gemengen, déi méi am Norde leien an a Gemengen, déi méi an der Muselgéigend leien -, ze kucken, wat d'Präisentwécklunge sinn. An do si Chantieren, déi 30 % bis 70 % méi deier gi sinn. Net op all Produit, mee op deene Produiten, déi do matmaachen.

En anere Problem, deen entstanen ass: De Chantier ass einfach gestoppt! Net gestoppt, well kee méi drun interesséiert ass, mee well d'Material net erbäikënnt, fir dee Chantier kënne virunzemaachen. An domadder sinn och gläichzäiteg Aarbechtsplazen, ech wëll net soen a Gefor, mee déi kënnen awer a Gefor kommen, well déi Leit dann am Chômage partiel sinn, well se dat Material net hunn, fir de Chantier fäerdeg ze maachen. An et ass do, wou mir der Meenung sinn, wou muss ugesat ginn. Mir stelle fest, dass do Diskussioune si bei de Baufirmae wéinst de Pénalités de retard. Déi Retarden, déi elo do entstane sinn, si jo awer net dem Bauhär seng Schold, mee awer och net de Moment, an dëser Situatioun, d'Schold vun deemjéinegen, deen d'Baumaterial hätt missen hunn.

Et si verschidde Firmaen hei am Land, déi soen: „Et war kee Problem, well mer de Stock nach voll hunn", wann ech do un eng Holzentreprise e bësse méi ëstlech denken, „mee wann et awer nach dräi Méint undauert an ech kréien näischt, da kommen och ech a Schwieregkeeten." A grad am Holzberäich musse mer och eppes soen, wat virdru schonn ugeschnidde ginn ass: Hei zu Lëtzebuerg gëtt et nach zwou Seeëreien! Wéi ech nach méi jonk war an och nach anerer heibannen, hate mer méi wéi zwou Seeëreien. Mir hunn der elo nach zwou. Dat heescht, mir kréien och dat hei iwwerhaapt net méi hier. An et ass dofir, wou mer och do eng Diskussioun musse féieren, net elo op der Minutt, mee an nächster Zäit, wéi mer kënnen derfir suergen, dass mer et fäerdegbréngen, fir dass mer déi Produiten erëm selwer kënnen herstellen.

Da gëtt et jo awer net nëmmen den ëffentleche Secteur. Et gëtt jo och nach de Privatsecteur. Do stellt sech dann allkéiers erëm d'Fro: Wéi ass et mat der Clause de révision, déi an deenen eenzelne Verträg ass, wat do ofgemaach ginn ass iwwert d'Devisen a wat do ausgestallt gëtt iwwert d'Retarden, déi entstane si beim Bau? A Leit, déi sech decidéiert hunn, en neit Haus oder méi e grousst Appartement ze kafen, déi mussen op eemol waarden, well dat neit Haus nach net fäerdeg ass. An da gëtt dat eng Ribambelle hannendrun, well déi aner kommen net aus deem Haus oder aus dem Appartement eraus, wat se scho verkaaft hunn, well dat anert nach net fäerdeg ass. Dat ass eng Ketten, déi entstanen ass, an do ass et wichteg, dass mer eppes ënnerhuelen.

Et muss een och soen, dass dat jo net nëmmen hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Dat ass jo och an eisen Nopeschlänner de Fall. Dat ass a ganz Europa de Fall. An och do stellt sech dann nach eng Kéier déi Fro, déi och scho virdrun ugeschwat ginn ass, ob een net och europäesch muss driwwer nodenken, ob mer eis net aneschters mussen opstellen an Zukunft, fir dass esou Geschichten net méi virkommen.

Wat kënne mer awer elo hei zu Lëtzebuerg maachen? Ma éischtens, Stéchwuert „Selbstversuergung", et ass dat e Punkt, dee mer net sollen einfach an den Eck klaken, mee eis och elo schonn dermat beschäftegen, wou déi Plaze sinn, wou sech Firme kënnen nidderloossen, fir verschidde Produite selwer hierzestellen. An et geet och ëm déi Lächer, déi an de Carnet-de-commandë si vun de Betriber, a wat mer kënne maachen, fir déi Aarbechtsplazen do ofzesécheren.

An ech wëll drun erënneren, an den Här Fayot als Responsabele vum Comité de conjoncture ass jo selwer och hei, dass de Comité de conjoncture fir de Mee an de Juni decidéiert hat, deene Betriber extra ënnert d'Äerm ze gräifen, well keng Aarbecht do war, wa se kee Material haten. Et ass fir duerno festgehale ginn den 22. Juni, dass de Comité de conjoncture dat net méi géif verlängeren. A wann nach eppes kéim, da misst een op de Cas de force majeure zréckgräifen. Dat ass déi Äntwert, déi de Mëtteg vum 5. Juli komm ass vum Här Fayot a vum Här Kersch op eng Question parlementaire, déi ech schrëftlech gestallt hat. Ech hätt léiwer gehat, mir hätte gesot, wéinst där Situatioun, déi am Bau besteet, géife mer weiderfuere mat där Method, wéi mer et bis elo gemaach hunn, mat dem Chômage partiel, well dat wier vill méi eng grouss Sécherheet gewiescht fir déi Betriber, déi sech och ganz vill Froe stellen. An déi Kolleegen, déi de Secteur gutt kennen, déi wëssen, dass ëmmer nom Congé collectif op eemol seltsamerweis verschidde Betriber net méi ugefaangen hunn. An dat hei hätt kënnen eng Sécherheet fir déi Betriber sinn, dass se och nach eng Kéier nom Congé collectif erëm ufänken an dass mer do net verschidde béis Iwwerraschungen erliewen.

Eng aner Diskussioun ass de CRTI-B (ndlr: Centre de ressources des technologies et de l'innovation pour le bâtiment), dat si virun allem alleguerten déi Leit, déi mam Secteur vum Bau ze dinn hunn, wou jo eng Sitzung war, wa meng Informatioune richteg sinn, och mam zoustännege Minister, wat een do alles kéint maachen, fir déi Pénalité-de-retarden auszesetzen, dass déi Pénalité-de-retarden net gëllen, dass do och soll eng Circulaire komme vum Minister vun den ëffentleche Bauten an och vun der Inneministesch an dass do géif gekuckt ginn, dass déi Pénalité-de-retarden net méi géifen opkommen.

An da stellt sech do natierlech nach eng aner Fro, dat ass déi, wat fir eng finanziell Entwécklung dat huet fir d'Gemengen. An dofir hunn ech och - Här President, ier Der elo schellt - Motioune virbereet an ech wäert déi direkt mat virstellen.

Do ass dann eng éischt derbäi, wou ech der Meenung sinn, oder net ech, mee wou mir als CSV der Meenung sinn, dass mer elo do eppes dergéint mussen ënnerhuelen. An et war jo och am Conseil supérieur des finances communales eng Kéier eng Diskussioun doriwwer opkomm um Rand, wat fir eng Auswierkungen déi ganz Deierechten, déi do entstane sinn, op d'Gemengebudgeten hunn, dass verschidde Gemengen decidéiert hunn, Chantieren net ze starten, wou d'Soumissioun schonn do war a wou se erféiert sinn iwwert déi Resultater vun där Soumissioun, wat alt dat Duebelt ausgemaach huet bei verschiddene Positiounen. Ech wëll net soen, dass et einfach verduebelt ginn ass, mee bei verschiddene Positiounen.

Dofir si mer der Meenung, dass d'Regierung misst driwwer nodenken, ob et net méiglech ass, a verschiddene Situatiounen zesumme mat de Banken eng Léisung ze sichen, fir de Gemenge kënnen temporär Prêten „à taux zéro" ze ginn, ob et méiglech

ass, dass déi Saache kënne gedeckt ginn, dass een dat net einfach an den Eck klaakt. Dat ass eng éischt Motioun.

Wannechgelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le secteur de la construction est actuellement confronté à une hausse extraordinaire des prix des matériaux ;

- considérant que le secteur de la construction doit également faire face à une pénurie exceptionnelle de matériaux ;

- constatant que cette situation est à voir en lien étroit avec les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 ;

- considérant que la hausse des prix des matériaux et la pénurie de matériaux ont un impact considérable sur les différents chantiers et projets de grande envergure en cours et à venir au niveau communal et dont les communes assurent le financement ;

- notant que les communes ne disposent pas nécessairement des fonds nécessaires pour couvrir cette hausse des prix imprévue,

invite le Gouvernement

- à étudier avec les banques la possibilité de permettre aux communes de souscrire de manière temporaire des prêts à taux zéro (pour toutes les demandes de crédit à voir en lien direct avec la hausse des prix imprévue des chantiers de la commune).

(s.) Marc Spautz, Léon Gloden, Aly Kaes, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Eng weider Motioun geet an déi Richtung, ob een net och misst kucken, en anere Régime d'aides, zousätzlech Aiden, zousätzlech Hëllefen ze maachen, déi d'Gemenge misste kréie bei deene jeeweilege Gebaier, déi se amgaange sinn ze bauen, wou elo alles duerch de Plaffong gaangen ass an dat awer wuelverstan zréckzeféieren ass op d'Baumaterialien, ech hunn dat elo net generell gesot, mee op déi Präisentwécklung. Et ass wichteg, dass et do zousätzlech Hëllefe misst gi vum Staat, fir domadder de Gemengen et méiglech ze maachen, déi Chantiere virunzefëieren, an och gläichzäiteg deene Betriber, déi do hannendrunhänken, d'Méiglechkeet an d'Garantie ze ginn, dass se och weider kënnen doru schaffen. Dat ass eng weider Motioun.

Wannechgelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le secteur de la construction est actuellement confronté à une hausse extraordinaire des prix des matériaux ;

- considérant que le secteur de la construction doit également faire face à une pénurie exceptionnelle de matériaux ;

- constatant que cette situation est à voir en lien étroit avec les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 ;

- considérant que la hausse des prix des matériaux et la pénurie de matériaux ont un impact considérable sur les différents chantiers et projets de grande envergure en cours et à venir au niveau communal et dont les communes assurent le financement ;

- notant que les communes ne disposent pas nécessairement des fonds nécessaires pour couvrir cette hausse des prix imprévue,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un régime d'aides supplémentaires pour les communes pour tous les chantiers et projets dont les prix ont augmenté suite à la hausse des prix des matériaux et à la pénurie de matériaux.

(s.) Marc Spautz, Léon Gloden, Aly Kaes, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dann eng lescht: Ech hunn elo geschwat vun all deenen ëffentlechen Träger, déi et gëtt, mee et gëtt jo och Privatleit. Et muss een och bei deene Privatleit kucken, wéi een deene kann hëllefen, well déi hu jo och elo Präishaussen erlieft, mat deene se net gerechent hunn. Wa se elo wëllen den Daach nei gedeckt hunn, huet dat Holz, dat ënnendrënner ass, wa se et iwwerhaapt kritt hunn, haut e ganz anere Präis wéi deen, dee virdru virgesi war. A wann ech kucken, wat den Zënn an den Zénk ubelaangt, dee jo do och matverschafft gëtt, wat do fir eng Präisentwécklung war, missten do och supplementar Aidë kommen, fir dass d'Méiglechkeete bestinn, a) déi Chantiere fäerdeg ze maachen an dass b) och d'Leit do eng Hëllef kréien. Well wann d'Bank déi 30.000, 40.000 oder 50.000 Euro, déi et méi deier ginn ass, am Prêt net garantéiert an dee Prêt net méi kënnt, da féiere mer och déi Leit an eng onméiglech Situatioun. Well gläichzäiteg sinn doriwwer eraus net nëmmen d'Sue verluer fir déi Leit, déi do amgaange sinn ze bauen, mee et gëtt och eng Schwieregkeet mat de Konsequenzen op den Aarbechtsmaart a gläichzäiteg och Konsequenze fir d'Finanzsituatioun vun deene jeeweilege Stéit.

Wannechgelift, Här President.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que le secteur de la construction est actuellement confronté à une hausse extraordinaire des prix des matériaux ;

- considérant que le secteur de la construction doit également faire face à une pénurie exceptionnelle de matériaux ;

- constatant que cette situation est à voir en lien étroit avec les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 ;

- notant que les entreprises de construction, mais aussi leurs clients, ont des difficultés à composer avec de telles hausses de prix ;

- considérant que sur le marché privé, les entreprises de construction et leurs clients doivent trouver un terrain d'entente pour éviter du travail à perte sur les devis déjà validés ou les pénalités de retard face à l'impossibilité d'achever un chantier dans les délais impartis ;

- considérant que d'après de nombreux experts, cette situation difficile devrait durer encore quelques mois,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un régime d'aides supplémentaires pour les consommateurs dont les chantiers étaient déjà en cours pour les aider à assumer l'augmentation des prix estimée par les entreprises de construction suite à la hausse des prix des matériaux et à la pénurie de matériaux.

(s.) Marc Spautz, Léon Gloden, Aly Kaes, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et gesot, et ass net nëmmen e Problem hei zu Lëtzebuerg, et ass e Problem a ganz Europa, an ze soen net nëmmen an Europa. Mir wëssen, dass op verschiddenen anere Kontinenter de Problem sech och stellt. A wa mer an där Diskussioun vum Holz schwätzen a mat deenen Decisiounen, déi mer jo all zesumme geholl hunn, dass mer solle méi an den Holzbau investéieren an dass mer wäerte méi mat Holz schaffen, kann ech Iech och elo scho soen - mat deem Material, wat ech vun dem Här Fayot senge Kolleegen aus anere Länner kritt hunn -, dass den Holzpräis net vun haut op muer wäert zréckgoen. E wäert sech vläicht stabiliséieren. Mee dass d'Holz soll an Zukunft méi bëlleg ginn, wéi et bis elo war, dat ass eng Fro, déi sech awer iwwer verschidde Jore géif zéien.

Dofir wier et wichteg, dass d'Regierung zesumme mat deene Leit vum CRTI-B Léisunge géif sichen, wéi een och doriwwer eraus eng Präisstabilitéit an deene Secteure ka maachen a gläichzäiteg och kucken, wéi mer et fäerdegbréngen, verschidde Produiten, déi mer hei zu Lëtzebuerg de Moment net ugesidelt hunn, déi mer hei zu Lëtzebuerg net herstellen, erëm heihinner zréckzekréien. Dofir sinn ech och frou, dass ausser dem Minister vun der Ekonomie och de Minister vun de Classes moyennes hei ass, well do geet et och drëm, fir där Betriber unzesidelen, déi déi Produite kënnen herstellen, déi mer brauchen, fir net nach eng Kéier an esou eng Situatioun zréckzekommen.

An do, dat kann ech dann och nach hannendrunhänken, spillt dann och nach d'Situatioun mat vum Minister vun den Travaux publics a virun allem och vun der Inneministesch, wat d'Finanzsituatioun vun de Gemengen ubelaangt an awer och d'Diskussioun, wou déi Betriber da sollen hin. Well wann den Här Fayot där sollt afänken, wat ech em géif wënschen, fir déi Produiten hierzestellen, muss en awer och nach eng Plaz hunn, wou déi sech kënnen nidderloossen. An da si mer erëm eng Kéier bei de Gemengen an och bei der Inneministesch ukomm.

Dat gesot, Kolleeginnen a Kolleegen, hoffen ech, dass mer eng konstruktiv Diskussioun kréien an dass mer zesummen déi Saach kënnen ugoen, och wa mer net vun haut op muer Léisunge parat hunn, mee dass mer déi Akzenter setzen, déi wichteg sinn, fir de Gemengen, de Betriber an och de Leit ze hëllefen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Spautz.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler *(DP).*- Merci. Här President, léif alleguer, den Här Spautz ka sécher sinn, datt ech dat hei ganz konstruktiv a sober wäert ugoen.

De Moment feelt et effektiv an Europa un Holz, u PVC, un Halbleiter, u Schrauwen a Vëloen, u Multiplexplacken oder ganz einfach un enger Daachlat. An et ass eng spierbar Penurie, déi divers Materialie betrëfft a mat där mer konfrontéiert sinn.

An dach däerfe mer hei, denken ech, och net panikéieren. Sou seet zum Beispill de Michael Hüther, den Direkter vum Institut der Deutschen Wirtschaft, datt d'Präishaussen éischter temporär wieren, well se natierlech eng direkt Nowierkung vun der Coronakris sinn. Hie rechent souguer dermat, datt sech eng Korrektur vun de Präisser géif zimmlech kuerzfristeg bemierkbar maachen.

De Klaus-Jürgen Gern, Leeder vun der internationaler Konjunkturanalys an deem Institut, also Institut vun der Weltwirtschaft, gëtt nach méi konkreet: Hie geet dervun aus, datt d'Liwwerenkpäss an déi héich Präisser nach bis an d'drëtt Quartal undauere wäerten, duerno wier dann eng Verbesserung ze erwaarden. Da si mer mol gespaant!

D'Grënn vun dëser aussergewéinlecher Situatioun si bekannt - den Här Spautz huet se och gutt resuméiert, ech soen et nach eng Kéier ganz séier -, datt d'Zouliwwerketten éischtens gestéiert oder ënnerbrach goufen, well eebe vill Betriber wärend der Kris hir Produktioun erofgeschrauft hunn. D'Ekonomie ass awer elo méi séier ugezunn, wéi dat erwaart gi war, soudatt een elo d'Retarden natierlech net séier genuch opgefaange kritt.

Zweetens hu besonnesch déi amerikanesch a chineesesch Wirtschaft sech vill méi séier erholl wéi erwaart. Si hunn also als Éischt d'Materialien an Usproch geholl, déi nach um Maart verfügbar waren, an Europa krut hei leider nëmmen den zweete Präis. Besonnesch China, dat jo och e grousse Produzent vu Materialien ass, huet dës selwer gebraucht an dowéinst seng Exporter staark zréckgeschrauft.

Drëttens, eng aner Ursaach ass, wéi gesot, déi Spannung tëschent Kanada an de Vereenegte Staate vun Amerika, besonnesch wat d'Zolltariffer um Holz ugeet.

Véiertens d'Zousetze vum Suezkanal duerch dat risegt Containerschëff.

A fënneftens, dat däerfe mer och net vergiessen, si mir deelweis selwer dru schold. D'Pandemie huet nämlech derzou gefouert, datt d'Leit hiert Doheem nees entdeckt hunn, datt se méi wéi soss no bestëmmte Produkter gefrot hunn, zum Beispill am Do-it-yourself-Beräich oder an der Elektronik. Leider gouf och méi Plastik gefrot, well zum Beispill eeben am Restaurantsberäich vill am Takeaway gelaf ass.

Ech verweisen do op eng ganz interessant Informatioun am Zweeten Däitsche Fernsee, déi en och am - wéi nennt een dat? -, jo, an hirem Multimedia-Archiv kann nokucken.

De Michael Hüther rechent awer mat enger Korrektur vun de Präisser. An engem Interview sot hien: „Wir haben sehr, sehr viele vorübergehende Effekte. Und die ganzen Lieferprobleme werden ja durch die Preissignale auch wieder bereinigt. Bei einigen geht's schneller, beim Thema Halbleiter, wenn eine Fabrik abgebrannt ist wie in Japan, dauert es wieder etwas länger, aber diese Dinge ruckeln sich ein, und da darf man sich auch nicht sorgen. [...] Dass die Preise reagieren, zeigt uns ja, dass das Informationssystem der Marktwirtschaft entsprechend wirkt. Die Informationen werden geliefert. Daraus entstehen Anpassungen in den Produktionskapazitäten oder man sucht nach alternativen Dingen." Souwäit den Hüther.

D'Situatioun kéint sech scho géint Enn vum Joer entspanen, och wann déi aktuell Situatioun natierlech alles, mee net ideal ass, besonnesch net fir déi betraffen Acteuren. Ech froe mech just, wat dat konkreet fir eis Wirtschaft bedeit, wat et also kascht aus reng vollekswirtschaftlecher Siicht oder Perspektiv. Vläicht huet d'Regierung dëse Käschtepunkt schonn estiméiere gelooss. An Däitschland gëtt mat 25 Milliarden Euro gerechent. Ech hunn alt emol ëmgerechent, bei 83 Milliounen Awunner an Däitschland géifen dat esou ronn 300 Euro pro Kapp ginn. An dat wiere knapps 200 Milliounen Euro fir eist Land.

Vläicht gi mer och gewuer, wat d'Révision des prix an de Baukontrakter d'ëffentlech Hand wäert kaschten an ob de Staat d'Delaie fir de Konsument an de Produzent unzepasse bereet ass, wann et kloer ass, datt si d'Affer vun der aktueller Materialpenurie sinn.

Wichteg ass, datt d'Regierung op d'Suerge vum betraffene Secteur reagéiert an och de Privatleit hëlleft an entgéintkënnt, souwäit wéi méiglech. Ech froe mech just, ob déi Aiden, déi den Här Spautz hei gefrot huet, kompatibel si mat europäeschem Recht. Vläicht kënnen d'Ministeren eis hei Preziséune liwweren.

Aschränkunge vun den Exporter, zum Beispill beim Holz, schénge jiddefalls keng Léisung ze sinn, well mir liewen, ob dat eis gefält oder net, mëttlerweil an engem globale Maart, wou ee vun deem aneren ofhängeg ass. Quitte datt ee sécherlech versiche kann, sech méi kënne selwer ze versuergen. Mee dat ass natierlech Zukunftsmusek, och wann dat eng Perspektiv ass, déi mer eis onbedéngt musse virun Ae féieren.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Fir d'éischt dem Auteur vun der Heure d'actualité, dem Här Spautz, merci fir dës Diskussioun.

Als drëtte Riedner gesinn ech, datt mer bei verschiddenen Iwwerleeungen d'Saache kënnen deelen, datt mer och, wat den Ursprong vun dëser Situatioun ass, där selwechter Meenung sinn. D'Konklusiounen herno an d'Ëmsetzung wäerte warscheinlech anerer sinn.

Et ass kloer, datt duerch eng Pandemie d'Präisser bei verschiddene Matière-premièrë virun der Pandemie anerer ware wéi wärend der Pandemie, wou d'Präisser gefall sinn. An natierlech elo, duerch déi staark Demande, déi weltwäit kënnt, ginn déi Präisser eropgepusht. Soubal déi sanitär Mesuren, an dat hu mer gesinn, et konnten erlaben, hu sech déi Unzeeche vun der Reprise gewisen. D'Matières premières notamment, an den Här Spautz huet verschidde Matière-premièrë genannt, Holz, Koffer oder Pëtrol, sinn erëm méi deier gi wéi virdrun.

Tëscht Mee 2020 a Mee 2021, dat hunn ech nogekuckt, ass de Präis vum Holz, an dat ass momentan och weltwäit de Problem, dee mer hunn, ëm 409 % geklommen an engem Joer. Beim Koffer ass et eng Hausse op deem Zäitraum vun 99 %. Do ass et net vill besser. An d'Grënn vun dëser exzeptioneller Hausse si villfälteg a si hänke vun där jeeweileger Matière première of.

Beim Holz spillt awer nach eppes aneres mat, an zwar de Borkenkäfer, deen natierlech zu enger richteger Plo net nëmmen hei an Europa ginn ass, mee och a Kanada, wat dee gréissten Exportateur vun Holz ass. An do kann ee feststellen, wann een zum Beispill d'Nopeschland Däitschland kuckt, datt do hu musse ganz genau 80 Millioune Kubikmeter Holz gefällt ginn, dëst wéinst dem Borkenkäfer. Dat huet also natierlech Repercussiounen op d'Offer vum Holz, d'autant plus datt d'Demande an d'Luucht gaangen ass.

Derbäi kënnt an enger zweeter Etapp - an do ass och schonn deen een oder anere Virriedner drop agaange - vun der Produktiounsketten, dem Seeë vum Holz, datt duerch den Oligopol vun de Seewierker an Europa extreem Margë gemaach ginn. Wann en Holzbauer fir e Kubikmeter Fiichtenholz aus dem Bësch am Moment ronn 90 Euro kritt, da gëtt d'Schnëttholz no där zweeter Etapp duerch d'Seewierk scho katapultéiert op 600 Euro de Kubikmeter. Dat ass sechsmol den Akafspräis. Dat muss een och an deem Kontext bedenken.

Gläichzäiteg gëtt et op der Säit vun der Demande och eng Rei Entwécklungen, déi d'Präisser impaktéieren: Sträit an der EU, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, tëschent Amerika, der Biden-Administratioun, fréier Trump-Administratioun an natierlech Kanada. Dat huet net grad zu enger Situatioun gefouert, fir dat ze berouegen, d'autant plus, datt China och aggressiv an de Marché eragaangen ass.

Generell kann een awer och soen, datt net nëmmen d'Explosioun vun de Präisser vun de Matière-premièren hei gespillt huet, mee och d'Liwwerketten, déi hu matgespillt, bedéngt natierlech duech déi sanitär Mesuren, ech hat et schonn eng Kéier hei gesot. Wann Der kuckt, beim Transport maritime sinn 11 % vum Personal indescher Nationalitéit, an d'Zouspëtzung vun der Pandemie an Indien huet derzou gefouert, datt a villen Häfen indescht Personal fir d'Belueden oder Entluede vu Containerschëffer net méi autoriséiert war.

Insgesamt si momentan, wann een d'Logistikbranche kuckt, 99,2 % vun alle Containere benotzt. Et ass also net méi vill Sputt. An dat féiert natierlech derzou, datt duerch dës Delaien och d'Produktioun wäert Retarde kréien, well se ganz einfach bei der Livraisoun Retarde kréien. De Logistiksecteur huet also, nieft der Präisdeierecht bei Matière-premièren a verschiddenen anere Produiten, och derzou gefouert, datt d'Präisser an d'Luucht gaange sinn.

Lëtzebuerg bleift natierlech vun all dëse Phenomeener net verschount. De Secteur vun der Konstruktioun, an dat ass och ugeschwat ginn, huet dierfen am Mee an am Juni op de Chômage partiel structurel simplifié zréckgräifen, nieft dem Chômage partiel. A mengen Informatiounen no hunn am leschte Comité de conjoncture - mee de Minister oder d'Ministere kënnen dat vläicht bestätegen - véier Entreprisen de Chômage partiel ugefrot mat der Begrënnung, datt d'Matière-premières-Präisser an d'Luucht gaange sinn, an ongeféier 10 % vun de

Stonne sinn exceptionnellement zréckbehale ginn, fir dat ze erlaben. Well mir sinn hei jo och ëmmer nach an enger Situatioun vum Konkurrenzrecht, wou mer och mussen oppassen, an den Här Bauler huet et gesot, op d'EU-Direktiven.

D'Präisser si weider geklommen. Et ass awer och esou, wann een dat kuerz- a mëttelfristeg kuckt, datt dat och bei der Inflatioun wäert derzou féieren, datt déi an Zukunft awer och erëm an engem geweinleche Rhythmus vun 1,6 % evoluéiere wäert fir d'Joer 2022, wat de Statec prognostizéiert.

Fir eis als LSAP ass et awer ganz kloer, datt déi rezent ekonomesch Entwécklung sech mat gréisster Warscheinlechkeet an deenen nächste Méint wäert normaliséieren. Dat ass natierlech actuellement fir déi Entreprisë keen Trouscht. Et gëtt awer och ëmmer erëm nei Fuerderungen, an, wat mir awer opmierksam verfollegen, dat ass, datt elo net eng al Fuerderung erëm nees misst kommen, fir déi fossill Energien aus dem Indexwuerekuerf erauszehuelen, wéi et schonn a verschiddene Milieuen an engem klenge Revival gefeiert gëtt.

Mir wäerten als LSAP op jidde Fall eis weiderhin dergéint wieren, d'Acquise vun eisem Sozialsystem a Fro ze stellen.

A wat d'Motiounen ubelaangt, Här Spautz, wann ech se kritt hunn, da liesen ech se, fir dann am Detail och dorobber ze äntwerten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. An da wier et un der honorabeler Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Merci, Här President. A fir d'alleréischt natierlech merci fir dës Aktualitéitsstonn, well et ass wierklech e wichtege Sujet, dee mer mussen hei uschwätzen.

Also d'Covidpandemie, d'Logementskris, an elo kënnt och nach d'Baumaterialiepenurie an d'Baumaterialieverdeierung! D'Präisser fir d'Baumaterialie si säit dem Ufank vun der Pandemie immens staark geklommen. D'Grënn sinn natierlech engersäits d'Pandemie u sech, vu datt vill Entreprisen a Produzenten zougemaach hunn, an natierlech awer op där anerer Säit de Bausecteur, deen awer gutt weidergeschafft huet. An ech mengen, ech si keen Ekonomist an et brauch een och keen Ekonomist ze si fir ze wëssen, datt dat einfach d'Demande an d'Offer ass, dat heescht, dat ass de Prinzip, an dat bréngt e gewëssenen Desequiliber. Genau dat selwecht, wéi et momentan am Logement geschitt. Mir hunn och do en Desequiliber mat der Offer a mat der Demande.

Duerch déi Situatioun hu mer zum Deel dräistelleg Croissancezuele bei de Präisser erlieft an deene leschte Méint. Hei däerf een awer och net de sougenannte Basiseffekt vergiessen. Dat heescht, wat u sech den Ufankspräis méi déif ass, wat och déi prozentual Croissance méi héich ass. An dofir schwätze mer vun enger Verdeierung vun 100 %, 150 % respektiv 200 %.

Ech kommen aus dem Bausecteur an ech gesi wierklech an der Lescht, datt d'Maître-d'ouvragen an d'Promoteure mat Bréiwer iwwerflut ginn, wou drasteet, datt sämtlech Präisser wäerten an d'Luucht goen. Dat geet vun 3 % bis 10 %, 15 % an och 20 %. Ech hu wierklech Verständnis fir villes. Ech mengen, et war Pandemie. Déi ganz Welt war an dëser Pandemie. Mir hu mussen zesummenhalen. Mir hunn dat och gemaach. Mee trotzdeem kann ee sech awer déi Fro stellen, ob alles, wat am Moment geschitt, awer och ganz legal ass. Well ech hunn heiansdo e bëssen d'Gefill, datt och vun der Situatioun profitéiert gëtt, esou nom Motto: Mäin Noper mécht dat, firwat soll ech et net och maachen? Well ech hunn och Offere gesi vu Lëtzebuerger Entreprisen, déi wierklech mat lëtzebuergesche Matière-premièrë schaffen, wou awer trotzdeem eng 20%eg Deierecht gefrot ginn ass. An et ass do, wou mäi Verständnis am Fong och ophält.

Gläichzäiteg besteet menger Meenung no och de Risiko, datt, wann d'Entreprisë sech eng Kéier dru gewinnt hunn, méi héich Präisser ze froen, se se och net méi wäerten zréckschrauwen. An dat ass wierklech e Risiko, dee mer mussen am A behalen - ganz wichteg, am A behalen!

Ech wäert och wéi meng Virriedner den Holzpräis zitéieren, well dat ass deen, dee wierklech am extreemste geklommen ass. Beim Holz kënnt natierlech och nach derbäi, datt Russland a Kanada den Export vun hirem Holz gestoppt hunn. Dat heescht, China an d'USA sinn an Europa komm, fir hei Holz ofzekafen. An dat net zu egal wéi engem Präis. Si hunn dat Duebelt respektiv dat Dräifacht bezuelt vun deem, wat mir bis elo hei bezuelt hunn.

An deem Kontext hunn ech och erausfonnt, datt Frankräich amgaang ass driwwer nozedenken, den Export vu sengem Holz ze limitéieren, well justement ëmmer méi chineesesch Keefer bereet sinn, dat Holz fir méi héich Präisser anzekafen. An et ass sécherlech net méi genuch do, och bei de Fransousen, fir den nationale Marché.

Wann ech d'Statistike kucken hei zu Lëtzebuerg, dann ass et esou, datt mir och vill méi Holz importéiere wéi dat, wat mer exportéieren. Dat hänkt natierlech vun de Joren of, an ech huelen zwee Beispiller, fir dat ze illustréieren: Also, 2019 hu mer u sech 100.000 Meterkibb exportéiert an 2017 hu mer ganzer 360.000 Meterkibb exportéiert.

Ech profitéiere vun der Occasioun, datt den Här Minister oder d'Ministeren hei sinn, fir och dräi Froen ze stellen, also Informatiounen iwwert den Export vun eisem Holz ze froen: Wouhi geet dat meescht? An da froen ech mech och, ob mer déi selwecht Tendenz hei zu Lëtzebuerg hu wéi a Frankräich. A meng drëtt Fro wier: Ass esou eng Exportlimitatioun och hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt denkbar?

Et ass ze erwaarden, datt déi Situatioun sech natierlech berouegt. Mëttlerweil hunn déi meescht Industrien a Produzenten erëm opgemaach. An et ass bestëmmt - also hoffentlech - eng Fro vun der Zäit, datt déi ganz Präisser sech erëm sollen zréckschrauwen a stabiliséieren an och den Equiliber fannen. An deem Sënn war et esou, datt ufangs Mee den Holzpräis wierklech weltwäit am héchste war. En attendant huet e sech erëm halbéiert. Dat steet och, jo, dat kann ee wierklech nokucke bei „Börse Online" fir d'Rostoffer an d'Holzpräisser.

Ech erlabe mer, op dëser Plaz och zwou Konklusiounen ze zéien a vläicht en Denkustouss mat op de Wee ze ginn: Dës Entwécklung vun de Präisser weist eis, datt mer ofhängeg si vun engem internationale Marché. Dat wäert och an Zukunft esou bleiwen. Mee trotzdeem solle mir den Usporn hunn, fir méi op regional an national Produite kënnen zréckzegräifen. Natierlech huet alles seng Vir- a seng Nodeeler. Mee onofhängeg ze sinn, stäerkt natierlech och eis Resilienz.

A fir ofzeschléissen: Et ass och elo dee richtege Moment fir ëmzedenken. Déi heite Situatioun weist eis, wéi wichteg et ass, op eng Économie circulaire zréckzegräifen. Wat mir méi Materialien erëmverwenden, wat mer natierlech manner nei Materialie brauchen an domadder manner op Matières premières aus der ganzer Welt ugewise sinn.

Merci villmools fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Ech wollt och dem Här Spautz Merci soe fir d'Initiativ, déi en hei geholl huet. Ech mengen, en huet och déi richteg Perspektiv op dat Ganzt hei. Well et ass esou, datt mer mussen handelen. Ech mengen, et geet net duer, hei eng Deskriptioun ze maache vum Weltmaart an de Problemer an ze philosophéieren. Ech mengen, mir hunn effektiv eng reell Problemsituatioun fir eng ganz Rei Entreprisen, déi och nach aus der Covidkris lues a lues erauskommen, wat jo och ganz schwéier ass. Mir hunn en Optrag fir ze hëllefen, Aarbechtsplazen ze sécheren. A mir hunn och den Optrag, de Gemengen an aneren ëffentleche Bauhären ze hëllefen, fir aus där Situatioun hei erauszekommen.

Mee et ass awer esou, datt et deen do Problem net aleng ass. Ech mengen, mir hunn och eng ganz Rei hausgemaachte Problemer an dësem Land, déi d'Bauen iwwert déi lescht Joren ëmmer méi deier gemaach hunn. An dat heiten ass en zousätzleche Problem. A bei deene Facteuren, déi d'Bauen hei am Land ëmmer méi deier maachen iwwert d'Joren, do ass eeben d'Politik vun dëser Regierung net onschëlleg.

Do sinn d'Bauschuttproblemer zum Beispill. Dat ass e grousse Problem, dee mer hunn, well mer net genuch Deponien hunn. Mir hunn déi héich Standarden hei, par rapport zum Ausland, wat d'Bauweis ugeet, Stéchwuert „Passivhaiser". Mir hunn Energiepräisser, déi an d'Luucht ginn, a mir hunn de Problem vun der volatiller Energie. Mir hunn eng staark Bürokratie, wann ee wëll hei am Land bauen, duerch all déi Schrëtt, déi ee muss maachen, wann een iergende Projet wëll hunn, och dee Privaten; dat sinn deier bürokratesch Schrëtt. A mir hunn natierlech all déi Verknappungsproblemer duerch de Wuesstem. Dat heescht, mir hunn en enorme Käschtepunkt fir d'Bauen hei. An dee gréissten Deel dovu sinn hei hausgemaach, duerch eng Politik, déi dat provozéiert. A lo kënnt deen heite Problem nach derbäi, deen et eebe schwéier mécht, Verträg anzehalen, an et virun allem deene Privaten, awer och de Gemenge ganz schwéier mécht, déi Faillë finanziell ze stemmen.

Also déi reng deskriptiv Approche, déi geet eis ganz sécher net duer, mee mir stinn an enger Obligatioun, fir ze handelen a fir ze hëllefen.

Et ass och esou, datt mer wéilte perspektivesch kucken, datt mer net nach méi Problemer laangfristeg op d'Bausituatioun hei am Land derbäimaachen. Dozou gehéiert och déi Diskussioun iwwert d'Liwwerkettegesetz. Och dat ass fir d'Entreprisen eng zousätzlech bürokratesch Belaaschtung. A mir huelen ëmmer zur Kenntnis, datt den Här Minister Fayot seet: „Mir brauchen do eng europäesch Léisung, an da gëtt déi besonnesch streng zu Lëtzebuerg ëmgesat." Eis géif et duergoen, wa se géif zu Lëtzebuerg „ëmgesat" ginn! Et ass dat, wat ee bei dëser Regierung ëmmer erëm gesäit, datt se wäit iwwer europäesch Reglementéierunge wëll erausgoen, fir Musterschüler ze sinn. Awer d'Käschte vun där Politik, muss ee soen, dat ass de Privaten, deen dat muss droen. An dat ass sécher eng Perspektiv, déi mir net deelen.

Och wëlle mer an der Handelspolitik eng Rei Akzenter setzen, déi einfach eisem Land hëllefen, besser dozestoen. Mir kéinten zum Beispill higoen an déi Handelsaspekter och an der Entwécklungshëllef vill méi betounen. Ech mengen, aner Länner maachen dat systematesch. Sou wäit brauche mir natierlech net ze goen. Awer et ass absolutt - absolutt! - legitimm fir all déi grouss Zommen, déi mir am Ausland investéieren. Mir haten nach viru Kuerzem eng Diskussioun ëm eng Opstockung vum Kapital vun der Afrikanescher Investitiounsbank - jo, wat kréie mer en retour? Ech mengen, dat ass eng legitimm Fro! Aner Länner stelle se sech, och mir sollen eis se stellen.

Dann ass et och esou, datt mer zousätzlech Bürokratie eebe solle verhënneren an datt mer och mussen d'Baumaterialien einfach esou entspaant kucken, well mir brauchen einfach eng Rei Baumaterialien an et ass net, fir an engem Iwweraktivismus, engem ekologeschen Iwweraktivismus iwwert dat erauszegoen, wat aner Länner maachen.

Ech wëllt hei vläicht nach een Aspekt betounen, dat ass dee vun de strateegesche Reserven. Dat, wat mer elo hei an de Baumaterialien erliewen, kënne mer muer a ganz aneren Domänen erliewen, an notamment am Pëtrol. A mir hunn als ADR ëmmer erëm gesot - a mir hunn hei och eng Motioun dozou presentéiert, déi wäerte mer och hei an nächster Zäit an d'Diskussioun bréngen -, datt mer onbedéngt musse strateegesch Reserven opbauen. Déi Politik vun der Regierung fir ze soen: „Jo, de Pëtrol, eise Pëtrol, deen ass virtuell", oder: „E läit zu Antwerpen" - wa mer an eng Kris erakommen, ass dat net d'Äntwert!

Mir mussen einfach méi resilient ginn als Gesellschaft. Dem Här Engelen seng Motioun, déi hien haut proposéiert huet, wollt an déi Richtung goen. A mir mussen aus de Krise léieren, aus de sanitäre Krisen, aus dëser Kris, déi mer elo hunn, wat d'Baumaterialien ugeet, mee och bei anere Saachen. Mir mussen dach endlech higoen a plangen, am Viraus plangen, fir eis ze schützen, also net nëmme kucken, datt mer d'Käschten niddreg halen duerch eng besser Politik hei vun der Regierung, eng manner käschtendreiwend Politik, mee och kucken, datt mer eist Land vill méi widderstandsfäeg maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An dann ass d'Pult fir déi nächst fënnef Minutte fir d'Madamm Nathalie Oberweis reservéiert. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Baumaterialie sinn net déi éischt knapp Gidder säit dem Ausbroch vun der Pandemie. Masken an och d'Schutzkleedung fir Leit, besonnesch an der Santé ganz essentiel an iwwerliewenswichteg Ausstattungen, hate mir am Fréijoer 2020 net op Lager a konnte se och an eiser Ëmgéigend net „auf die Schnelle" hierstellen. Duerfir hu mer se mussen uechtert d'Welt zesummekraze goen. Wärend der Pandemie koum et och zu Deierechte bei Uebst a Geméis, well duerch de Confinement an Areesbeschränkungen net méi genuch Aarbechter an Aarbechterinnen disponibel waren, fir d'Recolten ze maachen.

Wann een déi 15 vergaange Méint Revue passéiere léisst, da muss een erschreckt feststellen, dass mir, ob hei zu Lëtzebuerg oder soss an Europa, Knapphеet a Präissteigerungen op sanitäre Gidder, op Basisiesswueren an op Baumaterialien haten, also alles ganz essentiel Gidder, déi fir eis fundamental Besoine gebraucht ginn.

Nieft ville Léieren, déi een aus der Pandemie zéie muss, dierf een déi heiten op alle Fall net vergiessen: Mir sinn ze staark ofhängeg vun anere Regiounen op der Äerd, wou Mënschen eis Basiskonsumgidder hierstellen, ganz oft och ënner onmënschleche Bedéngungen.

Wärend der Pandemie gouf ëmmer erëm gesot, et misst en Ëmdenke kommen, mir missten eis Dependance vun anere Regioune reduzéieren, wichteg Produktiounsprozesser erëm relokaliséieren a vill méi eng staark Resilienz opbauen. Déi Stëmmen awer si lues a lues ofgeklongen, d'Weltwirtschaft leeft erëm un, op de Pre-Covidbasen, an déi sinn alles anescht wéi nohalteg a resilient , dat wësse mer.

Déi global Wuerekreesleef an déi ëmmer méi grouss weltwäit Spezialiséierungen a Rationaliséierunge vun der Produktioun féieren noutgedrongen derzou, dass eng Naturkatastroph oder en Accident an enger Entreprise iergendwou op der Äerd d'Weltwirtschaft un d'Wackele bréngen.

An engem rezenten Artikel an der „New York Times" gouf dernieft drop higewisen, wéi d'Rationaliséierung an der Produktioun op d'Spëtzt gedriwwe ginn ass, fir ëmmer méi Renditt fir d'Aktionären erauszepressen. Logistikstrategië wéi de sougenannten Just-in-Time - also minutiéis mat digitale Mëttele getimed Liwwerketten, fir dass kee Lager fir Reserve méi gebraucht gëtt -, féieren derzou, dass e klenge Problem, wéi zum Beispill e Blocage am Suezkanal, ganz Produktiounschaînen torpedéiert.

Här President, bei der aktueller Penurie geet et ënner aneren ëm Stol, eng Produktioun, déi lues a lues an Europa verschwënnt, och hei zu Lëtzebuerg, wou d'Produktiounssitten iwwer Joerzéngte stëllgeluecht goufen an och elo, wou mer hei schwätzen, den Diddelenger Site an der Loft hänkt. Hei geschitt genee de Géigendeel vun deem, wat misst passéieren: Mir verschäerfen eng Ofhängegkeet vun den Importer, wat bei esou essentielle Wuere wéi Stolkomponente vill Problemer mat sech bréngt.

Beim Holz, enger Ressource, déi ënner anerem am Bau an och an der energeetescher Sanéierung eng wichteg Roll soll a ka spillen, gëtt et Engpäss. Zu Lëtzebuerg weisen déi sech ganz däitlech, wann den Direkter vun der SNHBM virun e puer Woche warnt, dass fir den neie Quartier Elmen - eng Plaz, déi laut dem Logementsminister vu Wunnengen nëmmen esou explodéiert - Retarde géife kommen, well keen Holz um Marché wier.

Dobäi hu mir hei zu Lëtzebuerg d'Matière première Holz a grousse Quantitéiten an en plus och nach de Wood Cluster, dee jo eng nohalteg Holzindustrie zu enger wirtschaftspolitescher Prioritéit zu Lëtzebuerg soll maachen. Vill gouf iwwert den Onsënn geschwat, dass e groussen Deel vum Holz exportéiert gëtt, fir dass Lëtzebuerg de verschaffte Produit duerno erëm akeeft, wat jo ekonomesch komplett absurd ass als kleng, héich entwéckelt Ekonomie.

Dass den Export vum europäeschen Holz boomt, ass net nei, grad elo, well jo vill europäescht Holz um Marché ass duerch de Borkenkäfer, quitte, dass dat Schuedholz ass, dat vläicht net fir all Zwecker notzbar ass. Mee parallell boomt och d'Bauwiesen an den USA an och a China. An den USA féieren och déi gewalteg Bëschbränn zu engem Manktem un Holz, wat déi Nofro an Europa dann och befeiert.

Bëschbränn sinn eng vun de Konsequenze vun der Äerderwiermung, dat wësse mer, déi och an Zukunft d'Wirtschaft reegelméisseg zolidd wäert op d'Kopp geheien an d'Knappheet verschäerfe wäert. Ausser natierlech, et gëtt där Situatioun dann och Rechnung gedroen.

Bei de Baumaterialie wësse mir och scho laang, dass Engpäss zu méi héije Präisser a Retarden am Logementsberäich féieren. Et ass schwéier, elo kuerzfristeg dogéint virzegoen. D'Necessitéit vun der Schafung vu Wunnraum ass evident, mee ech widderhuelen hei nach eemol, dass mir sou vill eidel stoend Wunnengen hei an dësem Land hunn, wéi der an deenen nächste fënnef Joer kënne gebaut ginn. Eidel Wunnengen ze mobiliséieren, ass also net just eng Äntwert op d'Logementskris, mee och op d'Knappheet vun de Baumaterialien.

Wichteg ëffentlech Infrastruktur soll och deelweis Retard beim Bau kréien. D'Ministeren hunn eis Schoulen, Fleegeheemer an och Hebergementer fir Demandeurs d'asile opgezielt. Dat ass natierlech bedenklech, well déi Infrastruktur dréngend gebraucht gëtt an hei och net op Ersatz oder Iwwergangsléisunge kann zréckgegraff ginn. Aus dem Stee schloe kënne mir d'Baumaterialien also elo net, duerfir denke mir och, dass et richteg ass, dass déi betraffe Secteure gehollef kréien iwwert de Chômage partiel.

Mee laangfristeg ass dat natierlech keng Léisung. Mir mengen natierlech net, dass een zu Lëtzebuerg alles kann hierstellen, wat gebraucht gëtt - bei Wäitem net. Mee et kéint méi sinn, besonnesch wann d'Produktiounskette kooperativ mat den Nopeschlänner a -regiounen opgebaut ginn. Besonnesch de Stol an och d'Holzveraarbechtung bidden an dësem Sënn interessant Perspektiven.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der CSV fir d'éischt Merci fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn. Allerdéngs muss ech och soen, datt d'Theema vun dëser Stonn, wéi scho bei enger anerer Ufro zu de Sprittpräisser, erëm en Theema betrëfft, wat déi national Politik nëmme minimal beaflosse kann. D'Penurie vu Materialie wéi Holz an Isoléiermaterial betrëfft jo net nëmme Lëtzebuerg. Déi betraffe Materialie kommen aus aller Häre Länner. An d'Penurie ass virun allem ausgeléist duerch eng Hausse vun der Demande aus den USA a China.

Lëtzebuerg kann net zu Kanada a Russland soen, si missten einfach emol méi Holz aschloen a verkafen. Mir hunn also weeder e signifikanten Afloss op d'weltwäit Demande nach wierklech een op d'Offer.

A wie sech elo d'Kurv vun den Holzpräisser um internationale Marché ukuckt, dee gesäit, datt se als Éischt explodéiert sinn, fir sech du ganz séier erëm ze effondréieren, well et dunn eeben zu enger Iwwerproduktioun koum an doduerjer de Maart ganz séier reagéiert huet an d'Präisser erëm gefall sinn. Dat heescht: Wien op Holz spekuléiert huet, deen huet op eng Blos spekuléiert.

Wou mir awer hei eppes kënne maachen, dat ass, ganz kloer ze soen, datt d'Präishausse bei ëffentleche Bauten net op den Endkeefer iwwerdroe gëtt. D'Penurie u Baumaterialien dierf net derfir suergen, datt d'abordabel Wunnenge méi deier ginn. Dës Haussen, déi d'Konstruktioun verursaacht huet, mussen an eisen Ae vun den ëffentleche Fongen ausgeglach ginn. Dat ass d'Aufgab vun engem Sozialstaat an déi sollte mer och unhuelen.

An deem Kader wéilt ech och op de Punkt vu méiglechen Hëllefe fir de Secteur agoen. D'Chambre des Métiers bestätegt mat hiren Zuele vum éischten Trimester 2021, datt den Artisanat nach ëmmer vun der Kris betraff ass. De Bausecteur huet am Schnëtt 6 % vu sengem Chiffre d'affaires agebéisst. Dat läit awer haaptsächlech un de Congéen an de Quarantainen, déi derfir gesuergt hunn, datt d'Firmen net esou virukomm si mat hire Projeten, wéi se sech dat gewënscht hunn, an net direkt un der Penurie u Materialien.

Mee, an dat muss een och soen, de Konstruktiounssecteur ass ee vun deene Secteuren, déi am mannsten ënnert der Covidkris gelidden hunn. Si waren nom éischte Lockdown déi Éischt, déi erëm hunn däerfen ufänke mat schaffen. Den Emploi total ass vun Enn 2019 bis 2020 nach ëm 3,8 % gestigen, dat heescht, trotz engem haarde Lockdown an enger zweeter Well sinn haut méi Leit am Konstruktiounswiesen agestallt wéi nach virun der Kris. Trotz der Kris hunn d'Patronen also weider Aarbechterinnen an Aarbechter agestallt.

Well och vill vun dëse Firme ganz grouss Firme mat vill Kapital sinn, gesi mir d'Bereetstelle vu staatlechen Hëllefen hei liicht skeptesch. Hei misst ee virun allem deene klenge Firmen am Secteur hëllefen, déi duerch hir Gréisst einfach manner upassungsfäeg sinn. Virun allem deene Firmen, déi sech fir d'Zukunft prett maachen a méi ëmweltfrëndlech bauen oder sanéiere wëllen, muss de Staat nach méi staark mat Rot an Dot zur Säit stoen. Duerch Projete vun der EU-Kommissioun wéi de Green New Deal huet sech d'Méiglechkeet opgedoen, de Firmen op Basis vun hirer Ëmstellung op méi ëmweltfrëndlech Praktiken ënnert d'Äerm ze gräifen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis Piraten dierf dëse Manque u Baumaterialie keen Afloss op den abordabele Wunnraum hunn. Dat muss dee wichtegste Message sinn, mat deem mer erausginn! Déi, déi d'Chance hunn, eng vun de wéinege Sozialwunnengen ze kréien ... Et sinn der net genuch an et ass eng Drëps op de waarmen, op de gliddege Steen - a mir soen dat hei oft genuch an ech mengen, mir hunn an der Lescht heibanne ganz vill iwwert de Logement diskutéiert -: Et geet net duer! Mee dann däerfe mer deene Leit, déi d'Chance haten, op der Lëscht wäit genuch no vir ze réckelen, fir sech kënnen eppes ze leeschten, elo net nei Steng an de Wee leeën, andeem mer eng Hausse, déi net selwer verscholt ass, weiderreechen.

Hei muss also de Staat respektiv mussen déi ëffentlech Promoteuren ausgläichen. De Staat muss och Baufirmen, déi méi nohalteg wëlle schaffen, weiderhëllefen, dëst, wéi gesot, net nëmmen duerch Subsiden, mee och duerch kompetent Berodung.

Finalement ass et awer esou, datt mir als Staat keen Afloss op d'Offer hunn an nëmme ganz beschränkt kënne Subside ginn, ouni géint EU-Reegelen ze verstoussen. Et muss ee soen, datt dëse Problem net eleng um nationale Plang ka geléist ginn. Deementspriechend muss ee sech och eng Kéier ukucken, wat an de Motioune steet, déi ech d'Chance hat kuerz ze liesen.

Do geet et drëm, datt d'Gemengen - Här President, erlaabt et mer, ech schwätzen och direkt zu de Motiounen - engersäits elo en Taux zéro solle kréien, fir Surcoûten auszegläichen. Mir sinn an enger Niddregzënssituatioun a grad fir Triple-A-gerated Entitéiten - déi d'Lëtzebuerger Institutioune sinn - sinn déi Tauxe souwisou scho ganz no bei null. Dat heescht, den Ënnerscheed wäert sech relativ wéineg op de Gemengenhaushalt auswierken.

Wou mer en Taux zéro bräichten, dat ass bei Leit, déi Primo-acquéreur sinn! Dat ass bei Leit, déi wéineg Geld hunn an déi eeben elo duerch eng Hausse vun de Wunnengspräisser zousätzlech gestrooft ginn. Deene musse mer hëllefen! Net onbedéngt de Gemengebudgeten, wou den Ënnerscheed zwëschent null Prozent op dräi Joer an ee Komma eppes Prozent op dräi Joer - wann et dann iwwerhaapt esou vill ass, wat se bezuele mussen - net wierklech an d'Gewiicht fält. Wie weess, datt de Staat rezent erëm mat Negativzënse geléint huet, weess, mengen ech, datt d'Zënse fir ëffentlech Bauträger wierklech ganz geréng sinn.

Wat déi aner Aiden ugeet, mengen ech, sollte mer eis op déi Schwächst an der Gesellschaft fokusséieren, op déi, déi haut schonn um Wunnengsmaart, deen absolutt iwwerhëtzt ass, d'Schlappe verléieren, an hinnen ënnert d'Äerm gräifen, fir datt dës Penurie an domat déi konsequent Präishausse d'Wunnen net nach méi zu engem Dram mécht, dee si ni kënnen erreechen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, wannechgelift.

Prises de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Merci dem Marc Spautz fir dës Heure d'actualité zu engem natierlech extreem wichtegen Theema an engem Phenomeen, dat natierlech net op Lëtzebuerg limitéiert ass, mee dat zanter dem éischte Semester vun 2021 a wäiten Deeler vun der EU e Problem duerstellt.

Sou huet sech zum Beispill d'European Construction Industry Federation och un d'EU-Kommissioun gewannt. Dat weist, dass dat heiten net just e lokale Lëtzebuerger Problem ass, mee dass et e Phenomeen ass, dat a ganz Europa verbreet ass: d'Phenomeen vun der Deierecht, vun der Augmentatioun vum Präis vun de Baumaterialien.

Eng Partie vun Iech hunn eng richteg Analys gemaach. Deene meeschten internationalen Analysten no gëtt et zwee Haaptgrënn fir dës Präisdeierechten: Engersäits ass et d'Perturbatioun vun de Liwwerketten duerch d'Covidkris, déi hei eng Roll spillt, an zweetens e Boom an der Konstruktioun - haaptsächlech an den USA an a China. Et kann een also iergendwéi soen, dass dat heiten, déi Präisdeierecht, e Phenomeen vu „wirtschaftlechem Long-Covid" ass. Déi akut Kris, déi duerch d'Pandemie ausgeléist gouf, ass eriwwer, mee d'Auswierkunge kréie mer zum Deel elo eréischt ze spieren.

De Conseil de la concurrence, deen ech mat enger Enquête iwwert déi Phenomeener vun deene Präiserhéijunge beoptraagt hunn, huet Enn Mee, Ufank Juni dëst Joer mat verschiddenen Acteuren aus dem Secteur vun der Konstruktioun zu Lëtzebuerg eng Partie Entretiene gemaach. Dës Acteuren hunn dem Conseil de la concurrence gesot, si géife staark ënnert dëse Penurië leiden, mat staarke Präishaussen, déi domadder verbonne sinn. Déi haaptconcernéiert Produkter zu Lëtzebuerg - an och dat ass scho gesot ginn - sinn engersäits Holz, awer och Eisen, Plastik an Isolatiounsmaterial.

D'Grënn géife vu Material zu Material ofhänken. Si wären och net ëmmer onbedéngt komplett mam Covid liéiert. Beim Eisen huet een zum Beispill gesinn, dass schonn zanter Enn 2020 Haussë vu bis zu plus 35 % virlouchen. Wärend der Kris ass et esou gewiescht, dass eng Partie Fabricken zougemaach hunn, mee d'Demande aus den USA a China hat hei och en Impakt.

Fir d'Holz notéieren d'Acteuren Haussë vu bis zu 100 %. Verschiddener vun Iech hunn hei nach méi staark Haussë rapportéiert. Dat ass effektiv och gutt méiglech. Dat ass notamment duerch déi lues Reprise vun der Produktioun no der Pandemie bedéngt, mee awer och duerch eng Tax, déi an den USA ënnert der Presidence Trump vis-à-vis vu Kanada op Holz aus Kanada agefouert gouf an déi mat sech bruecht huet, dass d'USA sech op den europäesche Marché rabattéiert hunn an do massiv Holz opkaaft hunn.

Dat alles, muss een awer soen, hat bei eis keen enormen Impakt op eis Entreprisen. Mir kréie gesot, och aus där Enquête vum Conseil de la concurrence, dass d'Situatioun zwar komplizéiert ass, mee dass d'Acteuren awer nach konnte Léisunge fannen. Déi befroten Acteuren hunn och uginn, dass, falls dës Situatioun awer weider esou evoluéiere géif, da mat wichtege Konsequenzen ze rechne wär, zum Beispill um Niveau vun der Hausse vun den Delaien, gestoppte Chantieren an esou weider.

Fir de Moment ass et awer esou, dass et schwéier ass, wierklech eng prezis Previsioun ze maachen, wéi laang dës Kris kéint unhalen an och, wat da reellement d'Effekter op d'Präisdeierecht vun de Logementer wären. Do kommen ech duerno nach kuerz drop zréck.

De Conseil de la concurrence kënnt a sengem Rôle als Autoritéit vun der Konkurrenz zur Konklusioun, dass dës Situatioun also net d'Konsequenz vun enger Distortioun vun der Konkurrenz duerch d'Acteuren ass, déi um Marché aktiv wären, zum Beispill doduerch, dass e puer grouss Acteure géifen de ganze Marché eidel kafen an d'Matièrë bei sech stockéieren.

En aneren Indicateur, deen och vu verschiddene vun lech ugeschwat ginn ass, ass de Comité de conjoncture. Enn Abrëll dëst Joer huet d'Fédération des artisans de Comité de conjoncture mat enger Demande saiséiert, fir effektiv eppes ze maache fir déi Betriber, déi ënnert dëse Penurië leiden, déi am Konstruktiounssecteur aktiv sinn an déi hei impaktéiert wären. Do huet et geheescht, dass déi Betriber u sech op Matière-premièrë vun internationale Fournisseure géife waarden, déi net wéi gewinnt géifen erbäikommen. Fir dësen Entreprisen temporaire ze hëllefen - an de Marc Spautz huet et och a senger Interventioun gesot -, huet dunn de Comité de conjoncture der Regierung proposéiert, fir de Betriber fir Mëtt Mee, déi zweet Hallschent Mee a Juni de Chômage partiel opzemaachen ënner verschiddenen Oplagen, besonnesch wann déi Betriber konnte beweisen, dass se effektiv doduerch, dass se Liwwerenkpäss kruten, net konnte schaffen.

Do muss een awer soen, dass dat keng Honnerte Betriber waren, déi do an de Genoss koume vum Chômage partiel. Et waren eng 18 Entreprisen, déi iwwert dee Wee Recht op Chômage partiel kruten. Dat ass also eng limitéiert Zuel. An effektiv hu mer, well mer och iergendwann eng Kéier aus dem System vum Chômage partiel erauskommen an erëm an eng gewëssen Normalitéit erakomme mussen, den 22. Juni decidéiert, dass mer dee System géifen ophiewen an awer trotzdeem nach d'Méiglechkeet oploossen, fir eng Demande ze maachen, wann effektiv eng Force majeure virläit an e Betrib effektiv net schaffe kann.

En aneren Indicateur, dee mer hunn, fir dat doten ze moossen, ass de Baupräisindex vum Statec, deen d'Evolutioun vun de Baupräisser vu Wunnengen, déi de Clientë vum Bausecteur facturéiert ginn, suivéiert. Do ass et esou, dass mer kee Baupräisindex hunn, deen aktuell ass. Dee leschten ass vum Mount Oktober 2020, also enger Zäit vu virun deem Phenomeen vun de Liwwerenkpäss. Deen huet awer trotzdeem och constatéiert, dass iwwert d'Joer 2020 schonn eng Hausse vun 2,9 % vun de Baupräisser do war, also eng Variatioun, déi ganz änlech war par rapport zum Joer 2019, wou och schonn eng Hause vun 2,9 % virlouch.

De 14. Juli wäert e weidere Baupräisindex vum Statec erauskommen an ech mengen, unhand vun deem wäerte mer effektiv gesinn, ob et eng Inzidenz vun dësem Phenomeen vun de Liwwerenkpäss op d'Präisser - insbesonnesch vun de Logementer hei zu Lëtzebuerg - gëtt. Deem kënne mer also gespaant entgéintkucken. Do wäerten also d'Donnéeën aus enger Enquête vum Statec vum Abrëll 2021 afléissen an da gesi mer, wéi staark d'Baupräisser duerch d'Präishausse vun de Baumaterialien effektiv impaktéiert sinn.

Parallell zu där Analys wäert och eng Mise à jour vum Bulletin vum Statec vun 2011 zu dësem Theema kommen, déi och eng nei Methodologie wäert beinhalten: zum Beispill eng Mise à jour vun de Ponderatiounen, nei Bautechniken, déi agebaut wäerte ginn, an et wäert dobäi awer och zu engem Reechantillonnage vun den Entreprisë kommen.

Ech géif gären nach, Här President, just kuerz op eng Partie vun deene Saachen, déi am Kader vun dëser Debatt vun enger Partie Deputéierte gesot goufen, agoen an duerno dem Lex Delles d'Wuert ginn.

Eng Partie Deputéierter hunn effektiv op d'Theema vum Holz higewisen, op d'Knappheet vum Holz, wat jo e bëssen e Paradox ass an engem Land wéi Lëtzebuerg, am fréieren Département des forêts, wou ee jo kéint mengen, dass genuch Holz do wär, fir och eisem Bausecteur hei kënnen zouzeliwweren. Do ass et esou, dass mer effektiv bei Luxinnovation un engem Holzcluster schaffen. Mir hunn och eng Plattform opgesat, déi am Hierscht wäert en ligne goen an déi „e-Holzhaff" heescht. Dat ass am Fong eng Plattform, wou d'Offer an d'Demande vum Holz wäerten zesummekommen a wou regional Holzproduzenten - do sinn och déi Seeëreien derbäi, déi den Här Spautz genannt huet, awer och eng Partie Schräinereien zu Lëtzebuerg, déi mat regionalem Holz schaffen, wéi och Holzliwweranten, privater wéi och méi grousser - wäerten hiert Holz ubidden, justement mat der Iddi, dass mer och hei eng regional Liwwerketten am Beräich vum Holz opbauen, fir justement méi resilient ze sinn, wa mer esou Flambéeën hu wéi déi, déi mer elo gesinn hunn, déi dann zu Liwwerenkpäss féiert am Beräich vum Holz.

Holz ass ganz kloer eng Matière, op déi mer an der Lëtzebuerger Wirtschaft, am Bausecteur, an der Konstruktioun verstäerkt setzen. Et ass eng Matière vun der Zukunft, déi och an der Économie circulaire - d'Madamm Ahmedova huet drop higewisen - natierlech eng ganz wichteg Roll spillt, well et eng Matière ass, déi och kann erëmverwennt ginn. Dat ass also ganz kloer eng Prioritéit an do spillt Holz eng ganz wichteg Roll.

Ech wollt och nach eppes preziséieren an dat ass eppes, wat par rapport zu den ëffentleche Bauträger gesot ginn ass. An ech soen dat hei am Numm vum Minister fir ëffentlech Aarbechten: Do si Gespréicher mam Secteur amgaangen. Do geet et a Richtung vun Extensioun vun Délai-d'exécutione vun Aarbechten, awer och d'Aussetze vu Penalitéiten ass hei eng Pist, déi ugeduecht ass, wéi och d'Avancen, déi kéinte bezuelt ginn am Kader vun ëffentleche Chantieren, fir eebe justement och där Problematik vun de Liwwerenkpäss entgéintzewierken.

An dann awer trotzdeem nach e leschte Punkt, well dat mech, wéi gesot, awer och ëmmer erëm doranner bestätegt, dass mer richteg leien a verschiddene Saachen, déi mer maachen: Här Kartheiser, par rapport zu Ärer Remark iwwert d'Liwwerkettegesetz constatéieren ech erëm eng Kéier an ech notéieren, dass Dir an Är politesch Famill géint de Respekt vu Mënscherechter sidd an den Entreprisen, an den internationalen Entreprisen. Dont acte! Ech constatéieren och, dass Dir fir d'Aide-liéeë sidd an der Entwécklungszesummenaarbecht, also u sech, dass mer eis wirtschaftlech Interessen erabréngen an eis Entwécklungszesummenaarbecht. Och dat huelen ech zur Kenntnis. Dat ass total à l'opposé vun deem, wat meng Politik ass, wat d'Politik ass vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, scho säit ganz laange Joren an och à juste titre. Ech wëll dann awer par contre näischt méi vun Iech a vun Ärer politescher Famill zum Theema Neokolonialismus héieren, well do si mer mat där Politik, déi Dir elo preconiséiert, matzen dran. Dat ass ganz revelateur, wat Der do sot. Et wonnert mech net, mee et bestätegt mech erëm eng Kéier an der Richtegkeet vun eiser Politik!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. An direkt Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President! Also ech hätt mer dat do gär erspuert, ...

(Interruptions et brouhaha)

... net, well ech elo net wëll dem Här Minister Fayot äntweren, dat maachen ech selbstverständlech gär. Mee et ass éischter déi Desolatioun, déi mech erfaasst, wann ech gesinn, mat wéi engem Niveau eng Lëtzebuerger Regierung hei argumentéiert. Et ass dach traureg, datt e Minister heihinnerkënnt an eis - ausgerechent als ADR - virwërft, géint de Respekt vu Mënscherechter an internationalen Handelsbezéiungen ze sinn, wann dës Regierung den Asaz vun Elektromobilitéit subventionéiert. An ech wëll den Här Minister Fayot nach eng Kéier drun erënneren - wann en et net sollt wëssen -, ënner wéi engen onmënschlechen Ëmstänn de Kobalt, deen hei vu senger Regierung subventionéiert gëtt, am Kongo gewonne gëtt. Mir hunn dat iterativ hei virbruecht an dës Regierung huet nach ëmmer keng Äntwert drop! Also wien hei als Regierung Kanneraarbecht am Kongo - an esou ass et! - subventionéiert, dee soll eis net komme mat Considerationen iwwert d'Mënscherechter. Well de Problem läit bei Iech, Här Minister, a garantéiert net bei der ADR!

(Interruption)

Dir hutt als Zweet … Ech weess net, mee Är Bemierkung iwwert den Neokolonialismus ass intellektuell eigentlech net diskutabel. An dofir wëll ech och elo net weider drop agoen. Wann Der awer wëllt, da kënne mer och an déi Diskussioun agoen.

An da kënnt awer deen drëtten Aspekt, deen ech awer och nach eng Kéier extra ervirhiewe wéilt: Dat ass d'Aide liée. Wësst Der, et gëtt Extreemer an der Entwécklungshëllef op der Welt. Et gëtt Staaten, déi se iwwerhaapt net bannen. Et gëtt Staaten, déi maachen nëmmen Aide liée. An da gëtt et en drëtte Wee, an dat wär deen, deen d'ADR géif proposéieren: Do, wou mer e sënnvollen, mutuelle Gewënn hunn an enger Form vun ekonomescher Zesummenaarbecht, déi mer kënnen iwwer Entwécklungshëllef matstäipen, do géife mir dat maachen. Et ass de Wee vun der Vernonft. Wat déi Entwécklungshëllef ugeet, déi Lëtzebuerg säit Jore mécht: Déi Selbstlosegkeet, déi bréngt eis näischt! An et bréngt dacks och deene Länner näischt, déi op där anerer Säit Beneficiaire sinn. Dat ass Ideologie! A mir maachen als ADR keng Ideologie, mee rational Politik.

Ech wëll Iech froen, Här Fayot, wann Dir jo alles besser wësst, firwat praktesch all anert Land op der Welt en anere Wee geet. Firwat soll deen Absolutismus, …

(Interruption)

... mat deem Dir Iech hei hellegschwätzt, besser si wéi déi ekonomesch Vernonft vun allen anere westleche Länner? Op jidde Fall, mir als ADR, mir passen op d'Steiersuen op! Mir wëllen de Länner hëllefen a mir fannen dee richtege Wee a Verantwortung an am géigesäitege Virdeel vun deene Länner a vun eis. Dat ass den Ënnerscheed tëschent Politik an Ideologie. An Dir maacht Ideologie!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Nächsteléift an Aktioun!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Mëttelstandsminister Lex Delles. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools. Loosst mech och dem Här Spautz villmools Merci soen dofir, dass deen Ordre du jour haut de Mëtteg esou interessant gestalt gëtt. Et ass eng Tatsaach, dass am Handwierk Problemer sinn an dass et wichteg ass, dass dat Theema och hei kann abordéiert ginn.

Ech mengen, et ass de Mëtten iwwer zwee Punkten, op déi ech wëll agoen, geschwat ginn, op där enger Säit vum Här Bauler, deen iwwert d'Aidë geschwat huet, wou Froe waren zu deenen Aiden, déi de Staat de Betriber kéint ginn, déi duerch esou eng Hausse touchéiert sinn.

Et ass esou, dass et op europäeschem Niveau - an et ass de Mëtten och schonn ugeschwat ginn - net méiglech ass, dat ze maachen. Ech hunn nach eng Kéier nogekuckt a mir ass et net bewosst, dass en anert europäescht Land an déi dote Richtung gaange wier - well et einfach net méiglech ass. Dofir gesinn ech dann och an enger Motioun stoen, dass d'Iwwerleeung ass, dem Consommateur dann Aiden zoukommen ze loossen. Ech mengen, dass grad do och dee Contrôle gemaach ginn ass, wéi déi Motioun geschriwwe ginn ass, an dass du gesot ginn ass: „Ma et ass net méiglech, dass mer de Betriber d'Aide ginn, ma da kommt, mir ginn dem Konsument se." Dat ass, mengen ech, och dat, wat an der Motioun proposéiert ginn ass.

Et gëtt och vun engem „terrain d'entente" geschriwwen, dee fonnt soll ginn. Wann een awer elo hei seet, dass de Consommateur eng Aide vum Staat kréie soll, dann ass et net en Terrain d'entente, mee da soll de Consommateur am Fong dat bezuelen, wat gefrot gëtt, sou wéi ech et selwer hei an dëser Motioun verstinn.

An op där anerer Säit stellen ech mer awer d'Fro vu soziale Krittären, déi an där Iddi awer net mentionéiert sinn. Dat heescht: Wann ech en Daach frëschmaache fir eng Millioun, da kréien ech de Complement vum Staat bezuelt, well ech si jo dann de Consommateur, sou wéi et an der Motioun steet. Wann ech e Schaf kafen a mäi Schaf 50 Euro méi deier gëtt, ma da kréien ech deen och vum Staat kompenséiert - an esou weider, an esou weider.

Dat heescht, et gëtt déi zwee Krittären, bei deenen ech mer d'Fro stelle bei där Motioun hei, op där enger Säit dee soziale Krittär fir ze soen: „Majo, am soziale Wunnengsbau oder bei anere Saache géif ech dat froen." Mee awer fir egal wéi ee Projet, wou ech dann awer schonn am Virfeld, virun där Hausse, eng Commande ginn hunn, wat ass da mat deem? Deen, deen awer elo muss en Daach frëschmaachen, kritt deen dat net, obwuel mer am Moment an där Hausse sinn?

Et ass och virdrun ugeschwat ginn, dass verschidde Präisser erëm um Fale sinn an erëm amgaange sinn, sech deelweis anzependele bei verschiddene Matièren, bei anere manner. Wann ech dann eng Commande muer erausginn, kann ech dann och nach eng Aide froen? Nee. A wann ech se iwwermuer erausginn? Wat ass, wann ech mer elo iwwerleeën, fir et ze maachen? Dat heescht, ech mengen, dass do eng Panoplie vu Saachen ass, a besonnesch eeben déi Fro vun der Selektivitéit, déi hei guer net gereegelt ass.

Tout compte fait mengen ech, dass et ganz wichteg ass, dass et suivéiert gëtt. Den Här Fayot huet et och ganz gutt erklärt, dass souwuel vum Conseil de la concurrence wéi och vun aneren e Suivi gemaach ginn ass, an ech si mer sécher, dass verschidde Saache sech och wäerten apendelen.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. Den Här Marc Lies freet nach d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo, Här President, merci fir d'Wuert. An dëser Diskussioun ass och vill iwwer abordabele Wunnengsbau geschwat ginn. Ech hätt do eng Fro, déi ech un déi zwee Ministere wéilt stellen: Wann et ëm d'Schafe vun abordabelem Wunnengsbau geet an d'Promoteurs publics respektiv d'Gemenge wéilten dat schafen an et ass manifest, datt eeben duerch d'Penurie vu verschiddene Materialien - wéi beispillsweis elo d'Holz - dës Baute méi deier gi sinn, géif de Staat sech dann do awer engagéieren, fir effektiv dee Gap, deen zwëschent dem Devis an de Mehrkosten entstanen ass, opzefänken, fir datt eeben déi Wunnengen ënner abordabele Konditiounen och un déi Leit, déi effektiv potenziell Acquereure sinn, zu deene Präisser kënne viruverkaf ginn?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools fir déi Fro. Ech muss soen, ech si Mëttelstandsminister, net de Logementsminister. Ech weess net, wéi déi Diskussioune mat deenen eenzelen Acteure sinn. Ass dat do schonn eng Kéier an der Kommissioun ugeschwat ginn? Ech weess et net. Souwisou, wa mer vu Promoteur-publicke schwätzen, wou et deelweis iwwert d'Staatsbudgete leeft an esou weider, sinn et Diskussiounen, op déi ech net kann äntweren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister.

Motions

Mir kënnen dëse Punkt awer eréischt ofschléissen, wa mer iwwert déi dräi Motiounen ofgestëmmt hunn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou gefrot gëtt, fir d'Méiglechkeet ze studéieren, datt d'Gemenge temporaire e Prêt à taux zéro sollte kréien. Den Här Claude Haagen, wannechgelift.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech hunn déi Motioun gelies. „Étudier" - ech mengen, dat ass scho gemaach ginn. „De manière temporaire", dozou muss ech lech soen, datt actuellement d'Zënse relativ niddreg sinn. Dat ass och schonn ugeschwat ginn. An „de manière temporaire" hunn d'Gemengen d'Méiglechkeet, iwwer eng Ligne de préfinancement oder eng Ligne de trésorerie ze fueren, wou se d'Konditioune kënnen determinéieren.

Wat d'Emprunten ubelaangt, gëtt et Taux fixe an Taux variable. Wann een do als Gemeng op Taux fixe geet, huet een natierlech méi Input op seng Liquiditéite vun der Tresorerie. E Prêt à taux négatif ass eises Wëssens scho ginn. Dat heescht, déi meescht Emprunte sinn à taux négatif. Wat bei de Banke spillt, ass ëmmer d'Marge bénéficiaire. Dofir ass dat heiten eng Motioun, déi mir net kënne matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. Da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, wou gefrot gëtt, datt e Régime d'aides supplementaires fir d'Gemengen agesat soll ginn. Wie wëllt zu dëser Motioun nach d'Wuert ergräifen? Den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. „Mettre en place un régime d'aides supplémentaires": Ech wëll just drun erënneren, datt notamment iwwert d'Inneministesch, also den Inneministère, d'Subventioune vun den Équipements publics eropgesat gi sinn an datt och amgaang ass analyséiert ze ginn, wat de Montant éligible ass, soudatt d'Subventiounen eropgesat ginn. An et gëtt herno eng Participatioun um Montant total virgesinn, soudatt dann dat heite souwisou iwwert déi Augmentatioun vum Taux de subvention matspillt. Dofir kënne mer déi Motioun och net matdroen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. Da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Une voix.- Voilà.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer Mëtten …

Une voix.- Dir hutt erëm näischt verstanen, wéi ëmmer!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.32 heures.)

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat d'orientation sur le sport comme facteur d'inclusion**
   - Exposé : Mme Chantal Gary
   - Débat : M. Georges Mischo (intervention de M. André Bauler) - M. Claude Lamberty - Mme Cécile Hemmen - M. Jeff Engelen - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre des Sports
3. **7781 - Projet de loi relative au réaménagement de l'échangeur de Pontpierre situé sur l'autoroute A4**
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. Michel Wolter (intervention de M. le Ministre François Bausch) - M. le Ministre François Bausch - M. Marc Goergen (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Marc Goergen et de M. Sven Clement)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. **7715 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation**
   - Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : Mme Diane Adehm - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7845 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Pim Knaff
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7510 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Strasbourg, le 8 novembre 2001**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Discussion générale : M. Gilles Roth
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Marc Hansen et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee dat ass net de Fall, Här President.

(Interruption)

2. Débat d'orientation sur le sport comme facteur d'inclusion

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtteg mat enger Orientéierungsdebatt iwwert de Sport als Inklusiounsfacteur un. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Georges Mischo, den Här Claude Lamberty, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Chantal Gary, den Här Jeff Engelen an den Här Sven Clement.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dëser Debatt, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech hunn dësen Débat d'orientation ugefrot, well et mer wichteg ass, dem Sport eng weider Stëmm hei an der Chamber ze ginn, a well ech et pertinent fannen, iwwert de Rôle vum Sport an eiser Gesellschaft ze diskutéieren: Wat ass säi Stellewäert hei zu Lëtzebuerg? Wéi wichteg si Sport a Beweegung? A virun allem: Wéi accessibel ass de Sport fir wien?

Wann ech haut hei vu Sport schwätzen, schwätzen ech natierlech och vu Beweegung, ech schwätze vum Breedeesport, vun der Kompetitioun souwéi vum Héichleeschtungssport. Sportlech Aktivitéit a Beweegung ass net just eng vun deene beschte Mesuren, fir gesond ze bleiwen an de Kierper a Form ze halen, mee Beweegung hält och de Geescht fit, fërdert déi mental Gesondheet, an dat an all Alter.

Et kritt ee Confiance, Confiance a sech selwer. Et léiert ee seng Grenze kennen a virun allem entwéckelt ee sech weider an et wiisst een iwwert sech eraus. Et léiert ee gewannen, mee et léiert een och verléieren. Et léiert een astiechen an et léiert een och ausdeelen, wat mat sech bréngt, datt een e staarken, selbstbewossten a virun allem e resiliente Charakter entwéckele kann, dee versteet, datt een net ëmmer dee Beschte ka sinn, mee dee léiert, eng Erausfuerderung unzehuelen an drun ze wuessen.

Sozial Kompetenze gi gestäerkt. Et léiert een, an enger Ekipp ze funktionéieren, mee et léiert een och, Responsabilitéiten ze iwwerhuelen. Et léiert een, ee fir deen aneren do ze sinn. Et léiert een awer och, op sech selwer gestallt ze sinn. A virun allem léiert een, net opzeginn, nees opzestoen a weiderzemaachen.

Mee Sport kann nach vill méi! Sport huet eng eenzegaarteg Fäegkeet, fir sproochlech, kulturell a sozial Barriären ze iwwerwannen, a mécht sech esou zu enger idealer Plattform vun Inklusioun an Integratioun. Sport bréngt Mënschen zesummen, onofhängeg vun hirem Originn, vun hiren Iwwerzeegungen, hirem Geschlecht oder Alter. Sport huet deemno e staarkt soziaalt Potenzial a kann eist gesellschaftlecht Zesummeliewe stäerken.

Am Koalitiounsprogramm steet jo och geschriwwen, datt de Sport als e commun « facteur d'intégration important » qui « aide à surmonter les différences sociales » ugesi gëtt an datt d'Regierung s'engage à exploiter d'avantage « le potentiel du sport comme outil d'inclusion sociale ». All dës wonnerbar Kompetenzen a Plus-valuen a Virdeeler, déi de Sport an d'Beweegung mat sech bréngen, déi ech elo just opgezielt hunn, sollen an duerfe kee Privileeg sinn, mee dëst soll a muss accessibel an zougänglech fir jiddereen an eiser Gesellschaft sinn.

An dofir och meng Fro: Wéi ass d'Accessibilitéit fir all déi verschidde Memberen an eiser Gesellschaft zu Sport a Beweegung? A wat kann ee maachen, fir dës Accessibilitéit eventuell ze vereinfachen?

Ech fänke vläicht als Éischt kuerz mam Terme vun der Inklusioun un, déi net onbedéngt fir jiddereen ëmmer déi nämmlecht Bedeitung huet. Fir mech heescht „Inklusioun", datt all Mënsch d'Méiglechkeet soll hunn, sech ze verwierklechen an um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen, egal aus wéi engem sozioekonomeschen Ëmfeld e kënnt, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, ob mat Behënnerung oder ouni Behënnerung. Et geet ëm d'Participatioun, ëm Diversitéit, ëm Wäertschätzung a Gemeinschaft.

Wéi kann een also de System adaptéieren, esou datt déi individuell Besoine vun eiser diversifiéierter Gesellschaft couvréiert kënne ginn?

Ech ginn als Éischt gären op den Accès oder och op d'Barriären an, déi Mënsche mat enger Behënnerung beim Sport kënnen hunn, wuelverstanen datt et ganz vill verschidden Aart a Weise vu Behënnerunge gëtt an ech an dëser Interventioun net op all Beräich agoe kann.

Nieft der eventueller eegener Aschränkung vu Behënnerten, fir verschidde Sportaarte kënnen auszeüben, ginn et nach weider Barriären. Net all Gebai oder Infrastruktur ass barriärefräi an esou och fir jiddereen accessibel. An och d'Vestiairen, d'Duschen an d'Toilettë musse behënnertegerecht sinn. Net all Schwämm zu Lëtzebuerg huet eng Hebebün fir Rollstill an och fir Spectateure mussen eis Sportinfrastrukturen ouni Barriären accessibel sinn.

D'Sportsgesetz vun 2005 gesäit vir, datt all nei Infrastruktur muss behënnertegerecht ageriicht ginn. Hei eng Fro un de Minister: Wéi gesäit et bei eelere Infrastrukturen aus? Sinn déi nodréiglech nogebessert ginn? Oder besteet hei nach Nohuelbedarf?

Et ginn awer och onsiichtbar Barriäre fir Mënsche mat Handicap am Sport. D'Veräiner, d'Verbänn sinn dacks net opgestallt respektiv hunn net déi néideg Ressourcen, fir Mënsche mat engem Handicap opzehuelen an ze encadréieren. Ee Problem ass och, datt den Trainer oder d'Trainerin oft net déi néideg Formatiounen hunn, fir op déi spezifesch Besoinen anzegoen. Dofir begréisse mir, datt zënter 2019 an der Trainergrondausbildung an der École nationale de l'éducation physique et des sports de Module „Sport et handicap" ageféiert ginn ass.

Eng weider Barriär, déi existéiert, ass d'Barriär vum eegene Courage, dee feelt, d'Angscht virum Versoen, d'Angscht, net gutt ze sinn, d'Angscht op säin Handicap reduzéiert ze ginn an net fir vollwäerteg ugeholl ze ginn. Wéi kënne mer proaktiv un déi Mënsche erugoen? Wéi kënne mer hinnen d'Angscht huelen an de Courage ginn, einfach emol auszeprobéieren?

Eng Fro un de Minister: Gëtt et zu Lëtzebuerg konkreet Zuele respektiv Estimatiounen doriwwer, wéi vill Leit mat engem Handicap sportlech aktiv sinn?

Am nationalen Aktiounsplang fir d'UN-Behënnerterechtskonventioun 2019 bis 2024 huet Lëtzebuerg sech konkreet Piste ginn, fir d'Inklusioun iwwer Sport ze promouvéieren. Do gëtt virun allem op d'Sensibiliséierung gesat. An dësem Kontext gëtt de Pilotprojet „l'mPOSSIBLE" vum Educatiouns- a Sportsministerium an Zesummenaarbecht mam Paralympesche Kommitee zitéiert. Dee Projet huet verschidde Voleten.

Ee wichtege Volet ass, datt a verschiddene Schoule paralympesch Nomëtteger organiséiert goufen, fir de Schüler a Schülerinnen déi ganz Thematik ëm d'Inklusioun méi bewosst ze maachen an dem Parasport och méi Unerkennung ze ginn. En anere Volet vum Projet ass d'Weiderbildung vun Traineren a Sportsenseignanten. Hei goufe speziell Coursen ausgeschafft.

Kann de Minister eis hei à jour setzen, wou dëse Projet drun ass an ob e Chancen huet, generaliséiert ze ginn, an och, ob déi Weiderbildungsoffer weiderhin ugebuede gëtt?

Bei Mënsche mat enger Behënnerung a spezifesch op de Sport bezunn verstinn ech zum Beispill zwee verschidden Zenarien ënner Inklusioun am Sport: eemol déi sportlech Aktivitéit, déi vun engem Mix vu Mënsche mat Behënnerung an ouni Behënnerung zesumme bedriwwe gëtt, oder awer d'Méiglechkeet, iwwerhaapt Sport kënnen ze bedreiwen, esou wéi se Loscht a Laun hunn, esou also datt d'Zougänglechkeet zu Sport a Beweegung garantéiert ass.

Hei muss a soll och guer net een Zenario géint deen anere goen, mee béid Optioune solle gebuede sinn. Dofir wier et och wichteg a flott, datt populär Sportsevenementer, wéi den ING Marathon et jo och scho virgemaach huet, en Zeeche setzen an och eng Offer fir Mënsche mat Mobilité réduite ubidden. Et soll net d'Ausnam sinn, datt esou Eventer och fir Mënsche mat Behënnerung respektiv mat ageschränkter Mobilitéit accessibel sinn, et soll d'Norm sinn!

Dofir och meng Fro un de Minister: Kéint do eppes Verbindleches fir Organisateure vu populäre Sportsveranstaltungen ageféiert ginn? An deem Fall misst een dem Organisateur natierlech och eng Hëllefsstellung bidden, fir hei déi inklusiv Offer ëmzesetzen.

An deem Kontext wéilt ech gären e puer wäertvoll Acteuren erwänen, déi sech grad an dësem Beräich immens engagéieren. Dat geet vun de Paralympics iwwert d'Special Olympics, Initiative wéi „Les Tandems de la Vue", wou Mënsche mat enger Sehbehënnerung zesumme mat Mënschen ouni Sehbehënnerung Tandem duerch d'Lëtzebuerger Land fueren, bis hin zu der Associatioun „ZAK! - Zesummen aktiv". Bei „ZAK!" gi verschidde Sportaarten ugebueden. Nieft Schwammen, Tae Bo, Trëppeltier läit de Fokus virun allem um Basket. D'Participanten um Training sinn e Mix aus Mënsche mat enger geeschteger Behënnerung a Mënschen ouni Behënnerung. Hei gëtt elo zesummen trainéiert an hir Ekippen huelen och um offizielle Championnat vun der FLBB deel.

Hei hat ech d'Chance, mech sur place mat enger vun hire Spillerinnen an engem Spiller ze ënnerhalen. D'Lisa, eng jonk Fra, 26 Joer al, huet seng Schoul ofgeschloss, schafft an engem Altersheem, huet säit der Gebuert motoresch Defiziter, Balanceproblemer, d'Feinmotorik, déi em feelt, an hatt ass begeeschtert Basketspillerin. Hat war immens schei, zréckhalend, aner Kanner hunn net verstanen, datt seng Motorik eng aner war wéi bei hinnen, an et gouf de Geck mat him gemaach. Haut steet eng selbstbewosst jonk Fra viru mir, déi hir Passioun am Basket fonnt huet, déi hiren Ausgläich do fënnt, de Kapp fräi kritt no engem stressegen Dag an där hir motoresch Capacitéite sech permanent weiderentwéckelen.

Den Alex, e jonke Mann mat autisteschen Zich, hat keng Kolleegen a wollt och guer keng Kolleegen hunn. Och wann anerer op en duergaange sinn, huet e sech zréckgezunn an ass e soziale Kontakter aus dem Wee gaangen. Haut huet hie mat senger Basketsekipp geléiert, wat Teamgeescht ass, wat et heescht, zesummenzehalen, a wéi schéin et ass, eng Passioun kënnen ze deelen. Dës nei gewonne sozial Kompetenze kommen em natierlech och a sengem Alldag zegutt.

Ech kéint nach x esou Beispiller opzielen, mee wat ech domadder soe wëll, ass, datt ech ënnersträiche wëll, wat ech virdru gesot hunn: Sport a Beweegung doen all Kierper a Geescht gutt, esou Sportlerinnen a Sportler, déi, obscho se eng gewëssen Aschränkung hunn, esou eng Freed ausstralen an esou vill erreecht hunn, obwuel warscheinlech scho méi wéi eng Kéier gesot gouf, datt se dat nimools hikréichen. Dat si Virbiller, dat sinn Idoler an dat ass eng Inspiratioun fir ganz vill anerer!

D'Fro un de Minister: Wier et net e flotten Usaz, fir all bestoend Initiativen, Formatiounen an Informatiounen zum Theema Sport an Handicap, Barriärefräiheet an esou weider op enger Plattform ze regruppéieren, soudatt déi bestoend Offer méi Visibilitéit kritt an och aner Acteuren inspiréiert kënne ginn?

Ech wëll de Begrëff vun der Inklusioun haut am Débat d'orientation bewosst net just op Mënsche mat Handicap projezéieren, mee méi breet thematiséiere wéi ufangs opgeworf - wéi accessibel ass de Sport fir jiddereen? Dofir wëll ech am zweeten Deel vu menger Interventioun op weider méiglech Barriären agoen, déi Mënschen dovunner ofhale kéinten, aktiv am Sport, a Beweegung ze sinn.

Den nationale Bericht zu der Situatioun vun deene Jonken am Joer 2020 zu Lëtzebuerg a Bezuch op d'Wuelbefannen an d'Gesondheet liwwert eis Donnéeën iwwert déi sportlech Betätegung vun 11- bis 29-Järegen. Bei de Gefroten, déi zwee- bis dräimol an der Woch sportlech aktiv sinn, komme follgend Resultater eraus: E liichten Ënnerscheed gesäit een tëschent Jugendlechen, déi op Lëtzebuerg migréiert sinn, par rapport zu Jugendlechen, dee kee Migratiounshannergrond hunn oder op d'mannst schonn an der zweeter Generatioun hei zu Lëtzebuerg liewen. 44,7 % vun de migréierte Jonke maache Sport par rapport zu 55,3 % vun deene Jonken, déi op d'mannst schonn an zweeter Generatioun hei zu Lëtzebuerg sinn.

Finanziell Ressourcë par contre sinn e vill méi wichtege Facteur. 43,8 % vun deenen, déi geréng finanziell Ressourcen hunn, si sportlech aktiv par rapport zu 67,3 % vun deenen, déi méi grouss finanziell Ressourcen hunn. Statistesch gesi maachen also Kanner aus Familljе mat manner finanzielle Moyene manner Sport wéi déi, déi méi finanziell Moyenen hunn.

D'Studie weist och, datt Jonge méi heefeg Sport maache wéi Meedercher. 57,3 % vun de Jonge maachen zwee- bis dräimol d'Woch Sport vis-à-vis vu 45,8 % vun de Meedercher. Potenziell Barriäre kënnen also ganz verschidde sinn.

An der genannter Studie ergëtt sech dee gréissten Ecart duerch déi ënnerschiddlech finanziell Situatioun. Sport kascht, sief et fir déi richteg Tenue, Sportsschong, d'Lizenz, d'Memberskaart oder Ekipement. Mee net all Sportaart bréngt deen nämmlechte finanziellen Opwand mat sech, wat wuel och eng Erklärung ass, wéisou munch Sportaarte méi praktizéiert gi wéi anerer.

Aus eegener Erfarung weess ech: Verschidde Veräiner fannen do oft informell Léisungen, probéieren eventuell, en Ekipement aus zweeter Hand fir e Member mat manner Mëttelen opzedreiwen, oder si gi soss kreativ. Solidaritéit gëtt schonns a ville Veräiner groussgeschriwwen.

Verschidde Gemenge bidden och Hëllefsstellungen un, fir den Accès zum Sport ze förderen. An der Gemeng Déifferdeng zum Beispill ginn et zanter e puer Joer Subsiden, fir d'Memberskaart vu Sportsveräiner oder anere Veräiner vu Jonken oder Kanner vu Familljen, déi eng Allocation de vie chère kréien, deelweis bis zu 100 % ze remboursëieren.

De Sportsministère huet a sengem rezente Plan de relance jo och annoncéiert, datt esou Subsiden eng wichteg Mesure kënne sinn, fir den Accès vu Kanner a Jonken zu Sportsclibb ze vereinfachen. An dësem Plan de relance huet de Minister ugekënnegt, datt bei all neier Aschreiwung an e Sportsveräin oder och an en anere Veräin vun engem Jonken ënner 16 Joer de Staat sech mat 50 Euro un de Kondekäschte bedeelegt.

Hei wier meng Fro un de Minister: Gesitt Dir eng Méiglechkeet, fir dës Initiativ ze pereniséieren, respektiv wéinstens fir d'Famillje mat ganz wéinege finanzielle Moyenen? A kéint een déi Offer net och op all Kand ausbreeden, dat dës Saison an engem Veräin ageschriwwen ass, egal ob et sech ëm eng nei Lizenz handelt oder ob eng besteeënd Lizenz verlängert gëtt?

Mee déi aner Fro ass: Muss de Sport ëmmer esou vill kaschten? Ech komme geschwënn nach emol op dës Fro zréck.

D'Zuele vum Jugendbericht maachen awer och en Gendergap erkennbar. Meedercher géife manner Sport maache wéi d'Bouwen. Wouru läit dat? Ech mengen, heirop gëtt et eng ganz einfach a kloer Äntwert: D'Offer muss stëmmen. Et ginn ëmmer nach ganz vill Veräiner, sief et am Fussball oder am Handball oder och soss anzwousch, déi just Männerekippen hunn. Vläicht huele se an der Jugend och nach Meedercher un, soulaang se nach mixte spillen. Mee soubal et heescht, datt d'Meedercher eng eege Filière, eng eegen Ekipp sollen hunn, si se net méi erwënscht.

E ganz banaalt Beispill aus menger Nopeschgemeng: E Fussballsveräin, dee bis elo just Härenekippen hat, huet erkannt, datt se net méi zäitgeméiss sinn, wa se net och Dammesport ubidden. Si hunn e Post op de soziale Medie gemaach, lancéieren, datt se op der Sich no motivéierte Spillerinne fir eng Dammenekipp sinn, a keng zwou Woche méi spéit hu sech scho knapps 30 jonk Meedercher a Frae gemellt, déi wëlle Fussball spillen. Et ass virun allem d'Offer um Niveau vum Fraesport, déi definitiv och haut nach ëmmer géigeniwwer dem Männersport ënnerentwéckelt ass.

Hei mussen d'Veräiner, d'Federatiounen an d'Gemenge souwéi de Staat un engem Strang zéien a fläisseg Promotioun fir de Meedercherssport maachen an och déi néideg Offer ubidde kënnen.

Da géif ech nach gäre vun engem aneren immens flotte Projet, deen an der Zesummenaarbecht tëscht dem Ministère, Gemengen, Schoulen, Federatiounen a Veräiner an Däitschland realiséiert gouf, erzielen. De Projet heescht „Kicking Girls" oder säit leschtem Joer „Futbalo Girls". Hei gi jonk Meedercher a Jugendlecher viséiert, déi aus sozial benodeelegte Véierel kommen, déi dacks a villerlee Hisiichte gesellschaftlech marginaliséiert sinn an deenen hir Liewenssituatioun oft vun héijer Aarmut, Aarbechtslosegkeet vun den Elteren a gerénge Bildungschancë gespréägt ass. Vill vun dëse Meedercher hunn e Migratiounshannergrond a sinn am organiséierte Sport ënnerrepresentéiert.

Dëse Projet huet als Zil, d'Perséinlechkeetsentwécklung an d'Sportssozialisatioun vun dëse sozial benodeelegte Meedercher positiv ze beaflossen. Hinne gëtt den Accès zum Fussball erméiglecht. An duerch de Sport, dee se praktizéieren, erliewe se eng gewëssen Unerkennung. En plus ginn d'Meedercher un e Benevolat erugefouert a léieren, Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Dëse Projet huet esou vill Succès, datt en op iwwer 60 Plazen an Däitschland ugebuede gëtt. A Länner wéi d'Belsch, Éisträich, d'Schwäiz an Irland hunn d'Konzept souguer iwwerholl.

E liichten Ecart am Jugendbericht ass och op de Migratiounshannergrond zréckzeféieren. Wann een nei am Land ass respektiv nach net esou laang hei ass, net vill Kontakter huet an och d'Sprooche vum Land eventuell nach net esou gutt beherrscht, ass et net ëmmer evident, vun der Sportsoffer kënnen ze profitéieren. Hei sinn déi kommunal Responsabel an Zesummenaarbecht mat de Veräiner gefuerdert, un dës Problematik méi proaktiv erunzegoen.

D'Gemeng Déifferdeng huet an deem Kontext och e flotte Projet op d'Bee gestallt. D'Zil ass, d'Veräiner aus der Gemeng dozou ze bréngen, sech oppen ze maache fir Bierger a Biergerinnen, déi sech net direkt vun der Offer ugeschwat fillen. De Sport gëtt dobäi bewosst agesat, fir d'Mënschen zesummenzebréngen.

Da kann den Transport respektiv den Trajet an d'Hal oder op den Terrain och eng Barriär duerstellen. Zemools bei Kanner, wou d'Distanz ze wäit ass, fir zu Fouss ze goen oder mam Vëlo ze fueren, brauch een do eng Bereetschaft respektiv eng Disponibilitéit vun den Elteren, fir dësen Trajet kënnen ze assuréieren.

Mat der Beruffstätegkeet vu béiden Eltere ganz dacks haut ass dëst net ëmmer méiglech. D'Veräiner hunn doduerch schonns vill Nowuess verluer. Verschidde Gemengen hunn de Problem erkannt a probéiert, iwwert d'Betreiungsstrukturen an d'Schoule méi proaktiv un d'Kanner erunzegoen. Eng gutt Zesummenaarbecht duerch d'Schoulen, Betreiungsstrukturen a Sportsveräiner kann deemno e wichtege Pilier sinn, fir Inklusioun ze stäerken.

D'Josée Lorsché war an hirer Interventioun vum Débat d'orientation iwwert de federéierte Sport 2018 schonn drop agaangen. Eng enk Zesummenaarbecht ass fir déi zwou Säite ganz gewënnbréngend.

Hei am Land gëtt et scho flott Initiativen, wou Kanner d'Méiglechkeet kréien, Sportsaktivitéiten an der Mëttespaus oder no der Schoul auszeprobéieren, a wou dës Offer an Zesummenaarbecht mat de lokale Sportsveräiner opgebaut an ugebuede gëtt. Duerch esou eng Zesummenaarbecht kommen d'Kanner a Kontakt mat de Veräiner, fannen eraus, wat hinne läit, a kënnen och Sportaarte maachen, un déi se vläicht guer net geduecht hunn oder déi se emol guer net kannt hunn.

Ma och fir d'Sportsveräiner ass dëst eng flott Method, fir an der Schoul oder a Betreiungsstrukturen op Zilgruppen ze treffen, déi se soss net esou einfach géifen erreechen, an hei nei Sportspassionéierter ze rekrutéieren.

Am Koalitiounsaccord ass och eng konkreet Pist virgesinn, fir dës Zesummenaarbecht ze generaliséieren. Sou soll an all Gemeng en Navettëservice tëscht der Betreiungsstruktur an dem Veräin op d'Bee gestallt ginn, de sougenannte Kannerveräinsbus.

Meng Fro un de Minister: Ass dës Mesure vum Kannerveräinsbus schonn an all Gemeng ëmgesat?

Ganz allgemeng: Net all Gemeng huet evidenterweis déi nämmlecht Offer. Mee hei ass en Echange intercommunal sécher net verkéiert. Eng Schlëssselroll bei dëser Vernetzung tëscht alle lokale Sportsacteuren kann zum Beispill de sougenannte Coordinateur sportif spillen. Mir begréissen, datt dës Mesure am Kader vum Plan de relance Sport ënnerstëtzt gëtt. Dëse Koordinator huet de Rôle, d'Acteure vum Terrain ze vernetzen an deene Jonken wéi och deene manner Jonken déi besteeënd Offer ze presentéiere respektiv nei Offeren ze schafen, esou datt dem Besoin vun all den Awunner vun der Gemeng ka Rechnung gedroe ginn. Hei gëllt et, kreativ ze sinn a Sport a Beweegung an den Alldag vun den Awunner ze bréngen.

Da ginn ech nach gären op weider Méiglechkeeten an Accessibilitéite vum Sport an. Wann een de Sport a senger Breet considéréiert, dann ass och den ëffentleche Raum e weidere Moyen, fir Sport a Beweegung ze förderen a méi accessibel fir jiddereen ze maachen. Am Eurobarometer 2018 fir Lëtzebuerg ginn 48 % un, Sport dobaussen an a Parken ze maachen.

Virdrun hunn ech d'Fro gestallt: „Muss Sport ëmmer kaschten?" Dës Outdoorméiglechkeete sinn op alle Fall flott Aktivitéitszonen, wou Kanner a Jonker, Erwuessener, Senioren an och Mënsche mat enger Aschränkung, wann et da behënnertegerecht konzipéiert ass, sech aktiv beweege kënnen, an dat, ouni extra mussen derfir ze bezuelen.

Grad bei Kanner soll dat d'fräit Spill gefërdert ginn: securiséiert Schoulweeër, wou een ouni Problem zu Fouss goen oder mam Vëlo fuere kann, Spillplazen a Sportsterrainen, déi um Wee fir heem leien, flott Bëscher, fir sech auszetoben. An natierlech sollen a mussen d'Spillplazen och hei behënnertegerecht sinn.

Ëffentlech zougänglech Fitnessstatiounen, wou an all Alter profitéiert ka ginn, divers Terrainen, Basketskierf, Petanquepisten, Beachvolleyballsterrainen, Parkoursparken, Dëschtennisdëscher, Kloterméiglechkeeten, Skatepisten, flott Gréngzonen am urbane Raum, Erhuelungsgebidder, wou een zum Beispill Yoga maache kann, flott Spadséierweeër a flott Vëlosweeër, dat alles si wonnerbar Méiglechkeeten, fir de Raum attraktiv ze gestalten, eng dynamesch Entwécklung, eng dynamesch Bevëlkerung ze hunn a virun allem den Accès fir jiddereen ze garantéieren an esou de Fuerderunge vun enger inklusiver Gesellschaft gerecht ze ginn.

Och op dëse Volet geet de rezente Plan de relance vum Sportsministère an an et gëtt eng gréisser finanziell Ënnerstëtzung vum Ministère, wann nach bis Enn vun dësem Joer esou eng Infrastruktur an der Gemeng amenagéiert gëtt. Dat begréisse mir natierlech a géifen et gutt fannen, wann d'Gemengen de Facteur „Beweegung" bei der Planung vu neie Quartiere respektiv der Ëmgestaltung vu bestoende Quartieren nach vill méi géifen abezéien.

Net nëmmen doriwwer, aktiv Sport ze bedreiwen, kënne Mënschen d'Méiglechkeet kréien, un der Gesellschaft deelzehuelen, mee och iwwert de Benevolat am sportleche Beräich. De Benevolat ass ouni Zweifel e wichtegen an onverzichtbare Pilier vum organiséierte Sport, wou enorm vill Personalressourcë gebraucht ginn.

Leider ass hei e Réckgang ze erkennen. D'Unzuel vun de Leit, déi sech fräiwëlleg engagéieren, ass erofgaangen. Engersäits sinn d'Leit haut méi Vollzäit beschäftegt, wéi dat soss emol de Fall war, an d'Leit hunn allgemeng vill manner Zäit. A wärend der Covidkris si vill Leit op eemol méi gemittlech ginn an hu sech aus hirem Engagement zréckgezunn.

Hei ass et immens wichteg, déi Pist weider ze verfollegen, wou de Benevolat déi richteg Ënnerstëtzung a Valoriséierung kréie muss. Dofir begréisse mir och, datt de Minister op deem Punkt wëllt verstäerkt sensibiliséieren an och eng Strategie developpéiere wëllt, wéi een de Benevolat am Sportsberäich méi cibléiert kann ënnerstëtzen.

Genausou wéi beim Accès zum Sport gëtt et och beim Accès zum Benevolat Barriären. Dëst huet de Jugendrot an senger Etüd vun 2020 zum Benevolat festgestallt. De sozialen Originn, déi wirtschaftlech Situatioun, de Bildungsgrad sinn ënner anerem Facteuren, déi ausmaachen, ob eng Persoun sech méi oder manner fräiwëlleg an der Zivillgesellschaft engagéiert. Dobäi bitt d'Ausübung vun engem Benevolat och d'Chance, un der Gesellschaft deelzehuelen an integréiert ze ginn. D'Benevolat huet deemno och en héicht soziaalt Potenzial.

Dofir meng Fro un de Minister: Wéi kënne mir vum soziale Potenzial vum Benevolat profitéieren? Wéi kënne mir fir méi sozial Diversitéit am Benevolatsberäich suergen?

Vläicht nach e leschte Punkt. Ech denken, datt méi Donnéeën zum Sport eis et erméigleche géifen, méi eng cibléiert Sportspolitik bedreiwen ze kënne fir ze gesinn, wou effektiv d'Besoine sinn. Wou besteet Handlungsbedarf? Respektiv: Gräifen déi Mesuren, déi schonns geholl goufen? Wa mer dat soziaalt Potenzial vum Sport nach méi bewosst notze wëllen, da brauche mer och nach méi Donnéeën an Etüden iwwert de Sport zu Lëtzebuerg.

Ech huelen un, datt spéitstens elo jidderengem bewosst ass, wéi wichteg Sport a Beweegung fir jiddwer eenzelne Mënsch sinn, fir déi physesch Fitness, fir de mentale Bien-être, awer och fir d'gesellschaftlech Participatioun.

Et gi vill Initiativen a Projeten, déi genee dat als Zil hunn. Et ginn och vill engagéiert Leit am Sportsberäich, déi all Dag un deenen Ziler schaffen. Mee leider bestinn awer ëmmer nach vill Barriären, déi dat verhënneren. Méi Donnéeën, wéi gesot, iwwert de Sport kéinten eis weiderhëllefen, e besseren Iwwerbléck iwwert d'Thematik ze kréien a méi cibléiert Mesuren ze huelen.

Et ass deemno immens wichteg, d'Sportsoffer an d'Sportsinfrastrukturen esou unzepassen, datt all Member vun der Gesellschaft Accès dozou huet. D'Zil soll et sinn, eiser ganzer Lëtzebuerger Gesellschaft, enger wonnerbarer, diversifiéierter Gesellschaft mat all hire spezifesche Besoinen, déi beschtméiglech Offer un Aktivitéite bidden ze kënnen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Ech freeë mech op weider Iddien a Proposen an op dem Här Minister seng Äntwerten.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Georges Mischo *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, als Éischt emol e grousse Merci un d'Chantal Gary fir den Debat vun de Mëtten, deen, mengen ech, och ganz, ganz néideg ass. « Le sport va chercher la peur pour la dominer, la fatigue pour en triompher, la difficulté pour la vaincre. » Dat hunn net ech gesot, wéi Der Iech et bestëmmt kënnt denken, mee de Pierre de Coubertin. A genausou geet de Sport och d'Inklusioun sichen.

Och wann ech am Moment net am Beruff schaffen, hunn ech awer trotzdeem nach eng Rei Erfarungen aus mengem fréiere Beruffsliewen. An och wann et net nëmmen ëm d'Kanner geet, ass et awer trotzdeem wichteg, dass mer de Kanner vu Klengem un de Spaass um Sport an un der Beweegung vermëttelen, hinnen op eng spilleresch Aart a Weis de Sport nobréngen an natierlech evitéieren, ze vill fréi an eng Spezialisatioun eranzegoen, fir dass d'Kanner de Spaass um Sport och behalen.

Fir dat alles kënnen ze erreechen, brauche mer natierlech déi néideg adaptéiert Infrastrukturen. Enn 2020 huet d'Conférence nationale des élèves du Luxembourg am Optrag vum „Tageblatt" („Zeit und Platz steigern die Motivation") nogefrot, wéi se de Sport an der Schoul gesinn. Dobäi koum eraus, dass dëst ganz staark vun de Sportinfrastrukturen an de Sportaktivitéiten an de jeeweilege Schoulen ofhängeg ass.

Esou ass d'Motivatioun bei de Kanner, fir de Sport ze maachen, besonnesch héich an deene Schoulen, wou de Sport en héije Stellewäert genéisst a wou genuch Plaz an de Sportshalen ass, fir de Sport aktiv kënnen auszeüben. Generell si vill Kanner awer bereet, Sport ze maachen, wa se d'Méiglechkeet hunn, wéi zum Beispill de rezente staarken Zoulaf bei der LASEP confirméiert.

Ee Fakt, deen ech nach selwer gemierkt hunn an dee mer Kolleegen ëmmer nach bestätegen, ass, dass gutt Schüler am Sport ëmmer besser ginn an déi schwaach Schüler leider ëmmer méi schwaach ginn.

E weidere wichtege Facteur ass d'Zäit. De Sport spillt eng wichteg Roll, fir den Zesummenhalt vun enger Grupp ze förderen. Net all d'Kanner hunn dat selwecht sportlecht Talent. Dofir ass et och wichteg, dass d'Léierpersonal genuch Zäit kritt, fir mat de Kanner ze trainéieren, fir eeben net just dat sportlecht Talent ze bewäerten, mee eeben d'Motivatioun an de sportleche Fortschrëtt.

Dat géif och enger weiderer Problematik virgräifen: där vum Mobbing. Net esou talentéiert Kanner a Jugendlecher ginn dacks vun anere gemobbt a musse sech domm Sprëch unhéieren. Dës Gefor däerf een net ënnerschätzen an et muss een dëser Dynamik staark eppes entgéintsetzen.

D'Schüler an d'Schülerinne wënsche sech och méi Sport am Léierplang - an dat menge mir als CSV natierlech och. Et kéint ee sech natierlech virstellen, dass am Cycle inférieur an am Cycle supérieur eng Stonn bäikënnt a virun allem an der Beruffsbildung, wou de Sport bal inexistent ass; wat natierlech fir mech eng Katastroph ass. Well wann an der Beruffsbildung bei deene Schüler, déi herno op engem Daach ronderëmturnen, déi schwéier musse schleefen an déi musse schwéier schaffen, de Sport ze kuerz kënnt, dann ass dat natierlech eng Katastroph!

Dat ass awer eng Diskussioun, déi mer haut net féieren, mee déi awer onbedéngt muss an dësem Haus geféiert ginn. Mir kënnen als Politiker net ëmmer nëmmen d'Wichtegkeet vum Sport ënnersträichen an de Kanner an de Jugendlechen, virun allem deenen, déi just an der Schoul d'Méiglechkeet hunn, Sport ze maachen, näischt méi bidden.

An dësem Kontext gouf et rezent eng Petitioun, déi d'Eropsetze vun de Sportsstonnen an der Schoulzäit fuerdert, déi awer leider net genuch Stëmme krut. D'Begrënnung ass ganz einfach: De Schoulsport ass wichteg fir all Kand als Ausgläich zum deegleche Schoulpensum an och fir d'Gesondheet vun all Kand. Sport hëlleft der kierperlecher an der mentaler Weiderbildung vun all Kand.

Et gëtt also héich Zäit, dës Problematik nach eng Kéier ze thematiséieren a virun allem ze agéieren a sech net hanner faulen Argumenter ze verstoppen. Well an anere Länner hu se d'Problematik schonn erkannt an hunn hir Stonnepläng adaptéiert - an dat net nëmmen an de skandinavesche Länner, mee och zum Beispill an Éisträich.

D'Accessibilitéit zu de Sportinfrastrukturen an de Sportsarenaen ass natierlech och extreem wichteg. Mat der Arena plangt d'Stad Esch zum Beispill déi éischt Hal hei am Land, déi komplett accessibel fir Leit mat enger Behënnerung wäert sinn - sief et fir d'Sportler selwer oder och fir d'Zuschauer. Leit am Rollstull sollen/mussen zum Beispill d'Méiglechkeet hunn, mat hire Frënn a Familljen zesummen e sportlecht Evenement kënne kucken ze goen. Dofir gesäit déi nei Hal e Mix vu Sëtzplaze vir.

Et ass net méi zäitgeméiss, Leit am Rollstull aleng iergendwou ze „parken" - entre guillemets -, well se net op eng Tribün kënnen eropgoen. A genee dat muss bei allen neie Projeten am Sport, ob et eng Sportshal, e Sportsterrain oder eng Schwämm ass, hei am Land vun Ufank u matgeplangt ginn.

Behënnert Leit mussen un all Sportaktivitéit, ob aktiv oder passiv, hei bei eis zu Lëtzebuerg kënnen deelhuelen. Och wa ganz vill Lycéeën de Gemenge mat Sportinfrastrukturen ënnert d'Äerm gräifen, ginn et awer nach Schoulen, déi d'Plage-horairë fräi hunn, wou eis Veräiner kéinten trainéiere respektiv hir Sportsaktivitéite kéinten ofhalen, an déi déi Plage-horairë leider net hierginn.

Do ass et e waarmen Appell un all Schouldirekter, un all Schouldirectrice, hir Schoule fir de Sport opzemaachen an och derzou bäizedroen, dass jiddereen Accès zum Sport kritt, egal ob jonken, erwuessenen oder méi ale Matbierger.

Wärend der Coronakris goufen déi meescht Sportinfrastrukturen zougemaach an ausser de Kaderathleete konnten déi - entre guillemets - „normal" Kanner an Erwuessener eng gewëssen Zäit net méi op der Lafpist lafen, net méi an der Hal trainéieren oder net méi an d'Piscine schwamme goen. Hoffentlech - ech mengen, ech schwätzen do a jiddereengem sengem Numm - kënnt dës Situatioun net méi an dëser Form zréck!

Et däerf een awer net vergiessen, dass och hei am Land net all Kand Accès zu dësen Infrastrukturen

huet. Esou hunn net all d'Elteren d'Moyenen, fir hir Kanner op déi jeeweileg Sportplazen ze féieren, oder den éffentlechen Transport dohinner ass net méiglech.

Dofir fuerdere mir, dass all Kand soll d'Méiglechkeet hunn, fir kënnen an de jeeweilege Sportinfrastrukture Sport ze maachen. An onsem Walprogramm stoung diesbezüglech Follgendes: „Um den Breiten- und Freizeitsport gezielter zu fördern und allen Einwohnern leichter zugänglich zu machen, sind öffentlich und frei zugängliche Infrastrukturen wie z. B. ‚Mini-stades' notwendig." Esou e Projet gëtt zu Esch mat de Multisportsterraine fir all Quartier zanter 2018 ëmgesat.

An dësem Kontext géif ech de Minister gär froen, wat hien ënnerholl huet oder envisagéiert ze maachen, fir ze garantéieren, dass all Kand a Jugendleche säi jeeweilege Sport an de Sportinfrastrukturen ausübe kann.

An dësem Kontext ass et och wichteg, den Zougang zu de sportlechen Infrastrukture mat méiglechst attraktiven Horairen ze garantéieren. Och ass et wichteg, dass d'Piscinne weider erhale ginn, fir esou de Kanner de Schwammsport op lokalem Niveau ze erméiglechen.

Natierlech misst eng Chancëgläichheet am Sport normalerweis eng normal Saach sinn. Mee nieft dem Accès op d'Sportinfrastrukturen hänkt och d'Auswiel vun der Sportaart mat der ekonomescher Situatioun vum Haushalt, also den Elteren, zesummen. Esou kënne méi aarm Familljе sech et net leeschten, deiert Ekipement ze kafe wéi zum Beispill Äishockeyssaachen oder deier Vëloen oder deier Trainingskäschten ze bezuele wéi zum Beispill beim Tennis oder Golf. Hei bleiwen dann dacks nëmmen nach d'Ekippesportaarten iwwreg.

Hei misst een eventuell kucken, ob een dëse Familljen net iergendwéi ënnert d'Äerm kéint gräifen, andeem een d'Ekipement oder d'Traininge fir de Sport subventionéiert oder e Leihsystem fir d'Ekipementer schaaft.

Gläiches gëllt awer och fir aner Beräicher an der Kultur, wa mer e bëssen iwwert den Tellerrand ewechkucken. Esou kascht eng elektresch Gittar och méi wéi munch anert Museksinstrument. Dës Problematik betrëfft also net nëmmen de Sport.

Huet de Minister och hei Mesurë geplangt fir ze garantéieren, dass all Kand oder Jugendlechen uerdentlech ekipéiert ass, fir seng Sportaart kënne sécher auszeüben?

Zulescht ass et natierlech wichteg, och d'Chancëgläichheet tëschent Meedercher a Jongen ze förderen a bewosst vu „Sportler" a „Sportlerinnen" ze schwätzen. Laut Etüde kann d'Benotze vum Wuertzousaz „-innen" schonn duergoen, fir d'Meedercher méi ze motivéieren, sportlechen Aktivitéiten nozekommen a souguer eng sportlech Karriär ze verfollegen.

Ech weess net, ob et jidderengem heibanne bekannt ass oder bewosst ass, dass den éischten olympesche Marathon fir Fraen eréischt 1984 zu Los Angeles gelaf ginn ass, dat just als Beispill.

D'CSV an ech selwer, awer och d'Stad Esch, sinn der Meenung, dass jidderee soll d'Méiglechkeet hunn, fir eng sportlech Aktivitéit kënnen auszeüben, ganz egal, op wéi engem Niveau. A genee dat huet d'Stad Esch zum Beispill an hirem leschte Sportförderprogramm festgehalen.

Fir souwuel d'Populatioun wéi awer och déi lokal Sportveräiner fir dës Thematik ze sensibiliséieren, organiséiert de Service des sports vun der Stad Esch zanter 2014 alljoers am Dezember eng Semaine du handisport. Dës besteet am Prinzip aus enger Table ronde, wou verschidden Experten iwwer hir Erfarungen zum Theema berichten an och op d'Froe vun de Veräiner kënnen äntweren.

Leider hu mer misse feststellen, dass d'Theema Behënnerung am Sport leider nach ëmmer en Tabutheema ass a war, iwwert dat net wierklech geschwat gëtt. Et huet sech erausgestallt, dass de Grond dofir net méi an net manner eng gewëssen Angscht war. Dës Angscht probéiere mir de Veräiner an hiren Traineren ze huelen, andeem mer hinne reegelméisseg speziell Formatiounen zu dësem Theema ubidden an anerersäits als Gemeng an de Kaf vun adaptéiertem Material investéieren. Dat ass e Wee, deen all Gemeng ka goen a wou de Ministère kann aktiv hëllefen, wann et ëm d'Finanzéierung vum Material geet.

En anere wichtege Volet vum Handisport ass de Volet Sensibilisatioun. Iwwer verschidden Ateliere probéiere mir zu Esch, eis Schoulkanner aus dem Fondamental ze sensibiliséieren, andeem mir hinne spilleresch weisen, wéi eng Persoun mat Handicap de Sport erlieft, zum Beispill beim Sitting Volleyball, Basket am Rollstull oder och nach Blannefussball. Well mir däerfen net vergiessen: D'Kanner vun haut sinn déi Erwuesse vu muer. A wa mer deen Tabu wëlle briechen, dann ass dëst eng gutt Méiglechkeet dofir.

Leider hu mir an deem Kontext och misse feststellen, dass behënnert Kanner leider dacks net konnten um „normale" Sportunterrecht deelhuelen, dëst, well och hei erëm den néidegen Knowhow oder d'Material gefeelt huet. Och hei konnte mer relativ schnell iwwer speziell Formatioune vun eisen EPSen an enger gudder Zesummenaarbecht mat der Schouldirektioun an der CI, also der Commission d'inclusion, Ofhëllef schafen. Op eng Demande hin huet de Ministère de l'Éducation nationale ab 2016 der Stad Esch souguer en EPS stonneweis detachéiert, fir eise Service des sports an dësem Projet kënnen ze ënnerstëtzen.

Fir eis Senioren, déi mer och net solle vergiessen, hu mir de Programm „Fit60+" ausgeschafft, dee sech un eeler Leit ab 55 riicht. Mir proposéieren op där enger Säit reegelméisseg Sportaktivitéite wéi Aquagym, Nordic Walking, Gymnastique douce, Petanque an esou weider an anerersäits monatlech Ausflich. Et si souguer hei scho Kolleegen, déi sech ugeschwat fille vum Programm „Fit60+". Voilà!

Fir eis Jugendlech am Alter vun 12 bis 17 Joer hu mir de Programm „Youth Sports - Cool Sports" ausgeschafft. Well an dësem Alter dacks aner Saache méi wichteg sinn - wéi d'Schoul, den éischte Kolleeg oder déi éischt Frëndin -, deet sech dës Zilgrupp dacks schwéier mat dem Sport an engem Veräin, well do jo awer eng gewësse Reegelméissegkeet gefrot ass. An dowéinst hu mer deen dote Programm an d'Liewe geruff.

Mir probéieren, eis Aktivitéiten unzepassen, a proposéiere cool Aktivitéite wéi zum Beispill Parkour, Capoeira, Bouschéissen oder Renforcement musculaire. Jonk an dynamesch Moniteure brëngen et fäerdeg, déi Jonk ze motivéieren. A mir gesinn dat net esou enk, wann een emol déi eng oder aner Kéier net op den Training kënnt. An de Schoulvakanze bidde mir dann och e ganz flotte Programm u mat flotten Ausflich oder erméiglechen hinnen, déi eng oder aner Saach ze erliewen, déi se aus soziale Grënn vläicht net mat der Famill kënnen erliewen.

A fir eis Kanner aus dem Enseignement fondamental bidde mir natierlech och LASEP-Coursen un. Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun der LASEP, awer och vun der LASEL ënnersträichen, déi zanter Joerzéngte probéieren, d'Schüler fir de Sport ze gewannen an ze begeeschteren.

D'LASEP Esch ASBL zum Beispill schafft enk mat eise lokale Maison-relaisen zesummen, fir och deene Kanner, deenen hir Eltere bis owes schaffen, d'Méiglechkeet ze ginn, un enger reegelméisseger Sportaktivitéit deelzehuelen.

Och, fir dass jidderee bei säi Sport ka kommen, bitt Esch zanter dem Joer 2020 de Sport- a Kulturbus un, deen och schonn hei ugeschwat gi war, eng gratis Busnavette.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

De Bus mécht den Tour vu verschiddene Kulturhaiser a Sportshalen a Fussballsterrainen um Escher Territoire a verbënnt op 13 Arrêten déi verschidde Wunnquartieren.

Voilà! Hei kéint Diddeleng och, mengen ech, déi eng oder aner Saach kopéieren oder nach bäiléieren.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Voilà! D'Stad Esch vergësst keen, genau wéi Diddeleng bestëmmt och net. Also ass wierklech fir jiddereen eppes derbäi.

M. André Bauler *(DP)*.- Verdrot Iech!

M. Georges Mischo *(CSV)*.- Voilà!

D'Inklusioun vu behënnerte Leit duerch de Sport ass natierlech, genau wéi bei anere Gemengen, och bei der Stad Esch mam Programm „Sport pour tous" an d'Liewe geruff ginn. Dëst ass e Programm, wou souwuel valid an och invalid Persounen zesumme kënne Sport maachen. Eng Sportaart, déi sech heifir ganz gutt ubitt, ass zum Beispill de Baskin.

Mir schaffen ënner anerem mat verschiddenen Institutiounen a spezialiséierte Foyeren zesummen, déi reegelméisseg an och immens gäre mat hire Bewunner bei eis kommen. Et ass an et war als Stad Esch wichteg, och deene Leit d'Méiglechkeet ze ginn, un enger sportlecher Aktivitéit deelzehuelen an aner Leit kennenzeléieren an och aus deem leider nach tristen Alldag erauszekommen. D'Freed bei de behënnerte Sportler ass ëmmer immens grouss a se si mat Häerz a Séil derbäi.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Mischo *(CSV)*.- De Sport als Integratiounsfacteur fir Netlëtzebuerger ass natierlech och ee vun den Haapttheemen, déi de Mëtten hei ugeschwat ginn, Inklusioun vu behënnerten an auslännesche Kanner a Jugendlechen. De Sport bitt eng besonnesch Erausfuerderung an awer och d'Chance fir eng gelongen Integratioun vu Kanner mat enger Behënnerung oder vu Kanner, déi aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen. De Sport kann dëse Kanner dobäi hëllefen, hir Vergaangenheet hannert sech ze loossen oder zumindest fir e puer Stonnen ze vergiessen.

An dësem Kontext kéint dem Sportkoordinator, deen och virdru schonn ugeschwat ginn ass vun der Madamm Gary, deen de Minister jo konkreet fuerdert, eng zentral Roll zoukommen. De Sportkoordinator kéint d'Koordinatioun tëschent de verschiddene concernéierten Acteuren iwwerhuelen, vermëttelen a beroden. Esou wier séchergestallt, dass ëmmer een un d'Rechter vun dësen oft benodeelegte Kanner a Jugendlecher denkt a weider garantéiert, dass hir Bedierfnesser bei der Ausgestaltung vu Sportspläng an dem Uschafe vu Materialien an Ekipementer net vergiess ginn.

Weider hätt een d'finanziell Ënnerstëtzung am Kader vum Plan de relance 2.0 ëm ee weidere Volet kënnen erweideren, nämlech dee vun der Inklusioun vun handicapéierten oder och net integréierte Persounen, déi der Lëtzebuerger Sprooch nach net mächteg sinn. Hei hätt een zum Beispill kënnen ufalend Material- a Personalkäschten, fir sportlech Aktivitéite vu behënnerte Kanner ze erméiglechen, finanzéieren oder eng Opwandsentschiedegung fir d'Erstelle vu Sportkonzepter mat Flüchtlinge bezuelen.

An dësem Kontext géif ech de Minister och gäre froen, ob d'LUNEX-Studie, déi d'Konsequenze vum Covid-19 op d'Sportveräiner analyséiert an op déi de Minister bei menger Question élargie zu dësem Theema am Januar verwisen hat, sech eebe spezifesch och mat dem Facteur „Inklusioun am Sport" beschäftegt huet an awéifern handicapéiert oder/an auslännesch Matbierger a Matbiergerinne vun dëser Situatioun betraff waren.

Wa mir awer vun Integratioun an Inklusioun schwätzen, ass no an no de Cours „Intégration par le sport", deen duerch de Romain Fiegen zu Esch ageféiert ginn ass, ëmmer méi fir méi Nationalitéiten opgemaach ginn, awer eeben nëmme fir Meedercher a Fraen. An dat ass am Fong geholl e ganz flotte Programm fir afrikanesch oder muslimesch Fraen a Meedercher, där hir Kultur et leider net erlaabt, mat verschiddene Leit Sport ze maachen. De Programm ass gutt besicht a mir mierken och, dass d'Memberszuel ëmmer méi eropgeet.

Zulescht kommen ech dann op de Benevolat zréck, eppes, wat eis alleguerte betrëfft an eise Sportveräiner. Och dëse Secteur huet duerch Corona gelidden. Esou fäert zum Beispill den Turnverband - „Lizenzenzahl dramatisch eingebrochen", esou en Artikel am „Tageblatt" -, dass d'Benevoller verluer ginn, well een an deem leschte Joer net konnt zesummekommen an esou d'Identitéit mat de Veräiner verluer gaangen ass. Esou ruffe si op: „Eure Vereine werden euch im Moment der Wiederaufnahme der Sportaktivitäten brauchen."

D'CSV huet sech ëmmer scho fir de Benevolat agesat. 2018 hate mer an eisem Walprogramm festgehalen: „Sport in Luxemburg ist in vielerlei Hinsicht gleichzusetzen mit einem enormen Aufwand an Ehrenämtern (Benevolat). Damit die Vereine und Verbände auch in Zukunft abgesichert sind, muss eine Anerkennung der Freiwilligenarbeit im Sport erfolgen." Dozou sti mir nach ëmmer haut a mir wäerten och weiderhin dozou stoen.

Sport zu Lëtzebuerg, sief et Kompetitiounssport oder nëmmen Training, ass dacks nëmme méiglech duerch déi fräiwëlleg Hëllef vun den Elteren oder anere Persounen. Dofir begréisse mir, dass de Congé sportif an den nächste Méint soll reforméiert ginn, soudass niewent de Sportler a Sportlerinnen och Betreier a Betreierinnen, Fräiwëlleger, vun dësem Congé extraordinaire oder Congé sportif kënne profitéieren.

Och fanne mir et gutt, dass de Benevolat am Plan de relance 2.0 ernimmt gëtt. Mee diesbezüglech géif ech de Sportsminister gär froen, wat dat genee heescht. Wéi wëllt een de Benevolat an Zukunft konkreet förderen? Eng Méiglechkeet ass, d'Veräiner mat Hëllef vu Subside fir Benevoller ze ënnerstëtzen. Dat geschitt op Gemengenniveau. Mee wat stellt sech de Sportsminister fir ganz Lëtzebuerg vir?

Eng Éierung als Benevolle vum Joer ass ëmmer eng schéi Saach an och eng Unerkennung, mee dat geet bei deem Opwand leider net duer, dee vun de Veräiner muss gemaach ginn. An esou e Präis ass natierlech flott, awer nëmmen e Präis.

Konklusioun: Sport ass natierlech fir all Kand wichteg, mee awer och fir all Jugendlechen an all Erwuessenen an all Eeleren, sief et fir seng Gesondheet, den Zesummenhalt an der Gesellschaft oder als Ausgläich zum stressegen Alldag. Dofir musse mir an Zukunft den Accès fir all Kand onofhängeg vun Nationalitéit, finanzielle Ressourcen a kierperlecher oder mentaler Gesondheet op Sportsinfrastrukture garantéieren. De Sport bitt eng besonnesch Chance, fir Kanner a Jugendlecher ze integréieren. Mee et geet net nëmmen ëm Kanner a Jugendlecher, mee ëm all déi Beispiller, déi ech lech elo virdru schonn opgezielt hunn.

Kommt, mir bauen eng staark resistent Sportkultur zu Lëtzebuerg op! Kommt, mir bauen eng richteg Sportlobby op, déi de Sport hei zu Lëtzebuerg drëngend brauch fir de Breedesport an de Leeschtungssport! A kommt, mir ginn de Kanner d'Méiglechkeet, hirem sportlechen Drang nozekommen, fir dass si hiert ganzt Liewe laang Spaass um Sport hunn a behalen!

An och wa schonn an de leschte Jore vill geschitt ass, souwuel um Gemengenniveau wéi och vun der Säit vun dem Sportsministère, geet et ni duer. An Dir gitt mir bestëmmt Recht, Här Minister: Zefriddenheet ass d'Enn vun all Fortschrëtt, an och am Sport an awer och am Schoulsport! A virun allem dauert de Match esou laang, wéi den Arbitter net ofgepaff huet. An deen huet emol, menger Meenung no an eiser Meenung no, nach net zur Halbzeit ofgepaff.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mischo. An elo geet et am Sprint vun Esch op Hesper. Nächsten ageschriwwene Riedner ass nämlech den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, am Sprint vun Esch op Hesper. Ech probéieren awer, de Sprint vun Esch op d'ganzt Land hinzekréien.

Une voix.- A!

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Trotzdeem awer merci, Här Mischo, och fir Ären Input, och wann Der ganz vill iwwert d'Sportstad Esch geschwat hutt.

Här President, Sport, dat heescht Emotiounen um Terrain an och dernieft. Sport, dat bedeit fir Jonker a manner Jonker eng Identifikatioun mat hirem Club, mat hirer Ekipp, mat hiren Idoler an d'Striewen, fir et genee esou - meeschtens - gutt ze maache wéi si. Sport, dat ass fir vill Leit, sech ze engagéieren an hirem Veräin, derzou bäizedroen, dass eng Passioun ka gelieft ginn.

Sport huet ganz vill Facetten an haut leeë mer op d'mannst deelweis den Accent op Beräicher, déi vläicht manner oft thematiséiert a beliicht gi wéi üblech. Et geet ëm d'Wichtegkeet, deen de Sport als solche fir déi ganz Gesellschaft Dag fir Dag kann ubidden. Et geet awer och ëm d'Erausfuerderungen, déi sech stellen, well natierlech huet och de Sportsmouvement Defien, Erausfuerderungen ze meeschteren, a ganz besonnesch, wann et an e Beräich geet, deen net alldeeglech ass.

„Inklusioun" steet am Titel vum Orientéierungsdebat haut de Mëtteg. Inklusioun bedeit deelhuelen, matmaachen, aktiv um Liewen an eiser Gesellschaft participéieren. Wann dat zu all Moment a fir jidderee méiglech wär, wäre mir haut net hei a géifen dës wichteg Debatt wuel net féieren. Dofir vun dëser Plaz e ganz grousse Merci dem Chantal Gary fir d'Demande vun dësem Debat.

Ufänke wéilt ech mat allgemenge Remarken. Veräiner a Clibb an eisen Dierfer a Stied, an dat net just am Sport, mee och an der Kultur oder bei de Scouten zum Beispill, si wuel dat Wichtegst, wat mir lokal als Acteur hunn, souwuel regional an och national. Firwat?

D'Veräiner, déi leeschten eng onbezuelbar Aarbecht. En Duerfliewen ouni eis Veräiner: kaum virstellbar. Eis Quartieren an de Stied ouni déi lokal Pilieren: kaum virstellbar. Eng Jugendaarbecht, wou déi jonk an déi manner jonk Kanner hirer Lieblingsaktivitéit kënnen nogoen an déi fir eisen Nowuess vun enormer Wichtegkeet ass: ouni déi organiséiert Clibb schwiereg. Eng Plaz, wou sech Leit aus allen Alterskategorië vun de verschiddene Kontinenter treffen: ouni de Veräin, dee si verbënnt, net evident.

Stellt Iech eng Kéier e ganz kuerze Moment vir, et géif keng Veräiner, et géif keng Clibb méi ginn. Jo, dat kléngt onvirstellbar. Et wär u sech näischt oder op alle Fall net vill lass. Et wär keen Duerfliewen, kee Quartiersliewen, keng Jugendaarbecht, kee soziaalt Zesummen a Mateneen, jo, et wär eng gréisser Tristesse!

Géif et Alternativen? Kaum oder op d'mannst keng richteg gutt. Et misst alles vun der éffentlecher Hand organiséiert an natierlech och finanzéiert ginn, méi Aktivitéiten ugebuede ginn, nei Strukturen opgebaut ginn, Aktivitéiten, déi haut gréisstendeels am Benevolat duerch eis Veräiner a Clibb assuréiert ginn, an dat a ganz ënnerschiddlechen Domänen. Net just, dass d'Verbonnenheet zu sengem Club, zu sengem Veräin eng ganz aner ass an duerch näischt ze ersetzen ass, well d'Emotiounen do natierlech nach vill méi grouss si wéi bei allgemeng organiséierten Aktivitéiten, mee och de Präis, deen dat géif kaschten, wär wuel kaum ze stemmen, einfach well iwwerall am Land Stonnen a Stonne Benevolat an eise Veräiner geleescht ginn. Déi Zomm, déi do erauskéim, déi wär enorm!

Dofir, ouni Veräiner an eise Gemenge géif eise Kanner a Jugendlechen an och eis Erwuessenen méi wéi just eppes feelen. Et geet hei primär net drëm, de Champion, de Landesrekord oder d'Coupe mat heemzebréngen. Jo, dat sinn alles Ziler, deene ganz besonnesch déi Jonk gären noeiferen.

Mee et geet hei ëm vill méi. D'Freed an den Aen, de Spaass um Beweegen, d'Virfreed, mat Frënn a Kolleege flott Momenter ze verbréngen an zesummen eppes ze erreechen. Sport verbënnt. Um Terrain ass

et komplett egal, wéi e Background een huet respektiv wéi säin Ëmfeld ausgesäit. Um Terrain zielt et, mateneen an och emol géintenee kënne Sport ze maachen an Emotiounen ze erliewen. Et komme Kanner, Jugendlecher an Erwuessener zesummen, fir gemeinsam e Ball an e Gol, an e Kuerf oder iwwer en Netz ze schloen. Et komme Sportler beieneen, fir ronderëm eng Lafpist ze rennen, et komme Vëlosfuerer zesummen, fir Courssen ze fueren, et komme Mënsche vun iwwerall zesummen, déi een Zil hunn, déi eng gemeinsam Passioun hunn an déi eppes deelen: Freed a Spaass un hirem Sport!

Zum Gléck hu mir onzäleg Veräiner hei zu Lëtzebuerg an déi hunn eng grouss an och ongebrache Popularitéit, an dat queesch duerch d'Land, vu Wäiswampech bis op Rëmeleng a vu Stengefort bis op Gréiwemaacher. Éischt Zil muss et sinn, dass d'Veräiner gestäerkt ginn. An do si ganz oft och d'Gemengen e ganz wichtege Partner.

Den organiséierte Sport präägt e gesellschaftlecht Mateneen. E wichtege Punkt, deen een och alt emol sollt ënnersträichen, ass, dass de Sport et fäerdegbréngt, grouss Deeler vun der Gesellschaft ze erreechen. Hei gëtt mateneen an engem klore Kader agéiert. A wann een dat aus alle Perspektive beliicht, da muss een unerkennen, dass de Sport eppes erreecht, wat soss keen esou einfach hikritt: d'Zesummeféiere vu Leit, egal wéi eng Nationalitéit, egal wéi een Alter, egal wéi eng politesch Astellung, egal wéi eng Relioun. Et geet ëm d'Passioun vum jeeweilege Sport! An dat mécht de Sport esou eenzegaarteg an zu esou engem wäertvollen Acteur fir d'Gesellschaft.

Duerch eng engagéiert Aarbecht an de Veräiner entstinn oft Frëndschaften iwwer all d'Grenzen eraus. Dat alles ass de Verdéngscht vu ville Benevollen, déi sech fir hire Sport hierginn an déi Konditioune schafen, fir dass de Sport ka verbannen, net vun uewen erof, mee ganz einfach duerch: matenee spillen, mateneen erliewen, matenee gewannen an och matenee verléieren.

Ech wollt mat dëser méi allgemenger Feststellung eng Kéier de Stellewäert vum Sport fir eis Gesellschaft definéieren an och unhand vun e puer Iwwerleeungen illustréieren, wéi wichteg de Sport am Allgemengen ass, an zwar an Domänen, déi wäit iwwert déi klassesch „Sport ass gesond" a „Sport ass, wie wéi vill Medaile mat heembréngt" ginn.

Integratioun; Inklusioun an Integratioun ginn eis all eppes un. Wann et ëm d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft geet, kann ee sech net aus der Affär zéien. Mäi Fraktiounskolleeg, de Max Hahn, hat am Debat iwwert d'Integratioun kierzlech den Accent op d'Veräinsliewe geluecht, fir Netlëtzebuerger nach besser an eis Gesellschaft ze integréieren, woubäi mer jo eigentlech net méi just wëlle vun „Integréiere" schwätzen, mee villméi vum Term „Zesummeliewen".

Ëm d'Zesummeliewe geet et och bei der Inklusioun. Am Kader vum zweeten Aktiounsplang iwwert d'Inklusioun wëllt Lëtzebuerg d'Rechter aus dem Vertrag vun de Vereenten Natioune weider ëmsetzen. Hei géif ech gär de Projet de loi iwwert d'Accessibilitéit vun der Familljeministesch Corinne Cahen ervirsträichen, deen an der leschter Ligne droite ass. Et ass ouni Zweifel en ambitiéise Projet, deen zum Beispill all ëffentlecht Gebai fir jiddwereen zougänglech wëllt maachen. Et geet ëm en „Design for all". Rieds ass vu „sozial Maueren iwwerwannen". Ambitiéis, mee absolutt richteg an néideg!

Här President, der DP ass et wichteg, dass jiddereen esou autonom wéi méiglech um soziale Liewe kann deelhuelen. Natierlech geet et net nëmmen ëm administrativ Gebaier, mee och ëm Kinoen, Schwämmen, natierlech och Sportplazen, Halen, fir dass och Leit mat Handicap zum Beispill hir Lieblingsekipp live ënnerstëtze kënne goen, ouni mussen ze fäerten, net dohin- oder eranzekommen oder schonn um Parking virun der Hal oder dem Terrain hänkenzebleiwen oder sech Suerge mussen ze maachen, net op eng Toilette kënnen ze goen. Et muss einfach alles accessibel sinn!

Dat war och am Gespréich, wat meng Fraktiounskolleegin Carole Hartmann an ech mam Katrin Kohl, enger jonker ambitionéierter paralympescher Lëtzebuerger Liichtathleetiksportlerin, haten, kloer erauszehéieren. Vläicht e puer praktesch Beispiller, wat et heescht, e komplett accessibelt Gebai ze hunn: Et musse Rampen oder Lifter an och breet Dieren do si fir Leit, déi op de Rollstull ugewise sinn, geneesou wéi och fir jiddweree verständlech Signalisatiounen, e Minimum un adaptéierte sanitären Anlagen esouwéi och Knäppercher a Klenschen op ënnerschiddlechen Héichten, Ligne-de-guidagë fir blann Leit um Buedem a villes, villes méi, dat eigentlech just, fir nach eng Kéier ze verdäitlechen, wat dat do alles beinhalt.

Ech hoffen an ech si ganz optimistesch, dass mir mam neien Accessibilitéitsgesetz, wann et da bis gestëmmt ass, endlech e weidere Schrëtt Richtung Zil vun inklusive Gebaier an Infrastrukturen aller Aart kënne goen.

Här President, erlaabt mir awer, nach eng Kéier op eist Gespréich mat der Athleetin Katrin Kohl zréckzekommen. Mir hunn d'Katrin Kohl gefrot, wou dann nach Hindernisser am Sportalldag optauchen. Do ass de Punkt vun allgemenge Sportangeboter als Éischt ugeschwat ginn. Et misste méi Sportsaktivitéite fir Persoune mat enger Aschränkung ginn. Do missten d'Clibb an awer och d'Federatioune nach méi mat abezu ginn a vläicht wär do eng Campagne, déi een zesumme mat de Federatiounen, mat de Clibb, mam Sportsministère, mam COSL kéint maache fir ze sensibiliséieren, net schlecht.

Interessant war och de Volet vum Gespréich, wou et ëm den dagdeeglechen Training gaangen ass. D'Zil muss sinn, dass een als eenzelne Sportler an enger klassescher Trainingsgrupp ka mattrainéieren. Esou trainéiert d'Katrin Kohl zum Beispill an enger Grupp vun anere Rollstullfuerer op enger gemëschter Pist, also wou och Leit ouni Handicap trainéieren. An hatt schmunzelt am Gespréich, wéi et eis da seet, dass dat meeschtens gutt géif klappen, virausgesat, jiddweree bleift op senger Bunn.

Wat d'Accessibilitéit vun den Infrastrukturen ugeet, krute mir de Feedback, dass nei, rezent gebaute Sporthalen oft gutt accessibel sinn, mee dass eeben am Land awer trotzdeem och nach ganz vill méi al oder eeler Hale stinn, wou dat leider net de Fall ass. Da sinn natierlech och deelweis grouss Ëmbauten néideg, fir déi accessibel ze maachen.

Last but not least ass awer och de Stellewäert vum paralympesche Sport ugeschwat ginn. Mam Tom Habscheid hu mir e Sportler, dee Lëtzebuerg bei de Paralympics zu Tokio vertrëtt. Un eis all ass et, mengen ech, derfir ze suergen, dass topp sportlech Leeschtunge vun eisen Athleeten och am paralympesche Sport méi an de Fokus gesat ginn. Mir drécken op alle Fall genausou dem Tom Habscheid - a vläicht kënnt jo och nach de Joe Kurt am Triathlon derbäi - d'Daumen zu Tokio wéi all eisen aneren COSL-Athleeten.

Fir d'Politik ass et d'Aufgab, wa mir elo iwwert d'Reform vum Congé sportif schwätzen, och de paralympesche Sport net ze vergiessen, fir dass de Stellewäert vum olympeschen a vum paralympesche Sport dee selwechten ass. Et gëtt niewent dem paralympesche Sport, dee fir Mënsche mat enger kierperlecher Behënnerung ass, zum aneren och d'Special Olympics, déi fir Leit mat engem psycheschen Handicap zoustänneg sinn. Béid, an dat wëll ech hei ganz, ganz kloer ënnersträichen, leeschten exzellent Aarbecht hei am Land a béide kann een nëmme felicitéiere fir hiert grousst a breet Engagement, wat se hunn. Do gi Stonnen a Stonnen am Benevolat drop, fir eise Sportler mat Handicap hir Sportaart kënne méi no ze brénge respektiv si ze encadréieren. Et ass un eis als Politik, net ze vergiessen, dass si Sport hei op engem ganz aneren Niveau erméiglechen an dass si Athleeten op eng ganz aner Manéier zesummebréngen.

Aus eegener Erfarung weess ech, esou wéi och ganz vill aner Kolleegen heibannen, wéi erfëllend et all Joer ass, wa mir a gemëschten Ekippe mat de Special Olympics e klenge Basketsmatch, organiséiert vum Rocky an de Special Olympics, zesumme spillen. Dat ass gelieften Inklusioun!

Här President, als nächst géif ech gären iwwer e puer Projeten a Programmer schwätzen, déi et zu Lëtzebuerg an am Ausland gëtt, ugefaange mam Projet „I'mPOSSIBLE". De Projet „I'mPOSSIBLE" ass en internationalen edukative Programm, fir d'Inklusioun an déi paralympesch Valeuren ze promouvéieren. Entwéckelt a finanzéiert gouf dëse Programm vun engem Organ vum internationale paralympesche Kommitee. „I'mPOSSIBLE" soll besonnesch deene jonke Generatioune weisen, dass si alles kënne packen, och Saachen, déi vläicht am Ufank onméiglech erschéngen, si brauche just Courage, Determinatioun, Inspiratioun a Gläichheet.

2019 gouf zu Lëtzebuerg de Pilotprojet „I'mPOSSIBLE" ënnert dem Lead vum lëtzebuergesche paralympesche Kommitee an den dräi Ministèren, dem Educatiounsministère, dem Familljeministère an dem Sportsministère, an d'Liewe geruff. Et ass „dee Projet", wann een zu Lëtzebuerg vun Inklusioun am an duerch de Sport schwätzt. Besonnesch d'Kanner am Grondschoulalter kënne vum Projet profitéieren. Lëtzebuerg huet domat als eent vun deenen éischte Länner an Europa dëse Projet ëmgesat.

Mir als DP sinn der fester Iwwerzeegung, dass mer duerch de Sport zu enger méi oppener an inklusiver Gesellschaft kënne kommen. Dofir wäerte mir eis och weider aktiv fir esou Projete staarkmaachen.

Eebefalls zanter Februar 2019 gëtt et e Module „Sport et handicap" am Kader vun der Trainerausbildung an der ENEPS. Esou soll net nëmmen an de Schoulen, mee och an de Sportsveräiner fir de paralympesche Sport sensibiliséiert ginn, e Schrëtt, deen ze begréissen ass an dee gäre verdéift sollt - oder soll ech soe „muss"? - ginn.

Dann zu zwee Programmer, déi fir d'Integratioun vu Flüchtlingen a Matbierger aus dem Ausland unhand vum Sport suerge sollen. An engem Guide fir d'Gemengen, déi Flüchtlingen ophuelen, huet den Office national de l'accueil och en Deel zum Sport an de Veräiner ausgeschafft. Dozou gehéieren och Sportlizenzen. DPlen an och BPle kënnen eng Lizenz ufroen a sech esou schnell, einfach a relativ onbürokratesch duerch d'Sportswelt hei am Land integréieren.

Dat gëtt och bei Sportunity vun der ASTI gemaach. Dank dëser Initiativ ginn Héichleeschtungssportler, Flüchtlingen a Residenten op den Training, an zwar zesummen. Dat betrëfft bis ewell de Futtball, d'Liichtathleetik an och d'Danzen. Dëse Projet verkierpert exzellent, wat ech och virdrun a menger Ried ugeschwat hunn: De Sport bréngt eis Gesellschaft zesummen, egal wéi e Background d'Sportler hunn.

Doriwwer eraus si mir genee wéi si iwwerzeegt, dass de Sport an déi gemeinsam Aktivitéiten eng positiv Grondlag bidden, dat fir sech selwer a fir déi ganz Gesellschaft. E kierperlechen oder och e geeschtegen Handicap dierf keen Hindernis fir den Accès zum Sport a scho guer net fir de Spaass um Sport sinn. Sport vereinfacht de Kontakt tëscht Mënschen. E bréngt Mënschen zesummen an iwwerwënnt Grenzen. De Sport freet net no der Hautfaarf, no der sproochlecher Kenntnis, der Relioun, der Beanträchtegung. Am Sport geet et ëm vill méi. Schonn déi ganz Kleng léieren am Sport, Respekt ee virun deem aneren ze hunn, si léiere Fairplay, se léieren, dass et Gewënner gëtt, a si léieren, an dat ass bal nach méi wichteg, dass et och emol Verléierer gëtt.

De Sport huet awer och e gesondheetleche Benefiss, et ass de Mëtteg schonn ugeschwat ginn. Et kann ee sech fit halen, awer et kann een och - an ech rode jiddwerengem, dat heiansdo ze maachen - duerch Sport Stress ofbauen. Do ginn et déi ënnerschiddlechst Sportaarten. Déi eng maache léiwer Yoga, anerer gi léiwer boxen an anerer mussen Energie lassginn a maachen en Ausdauersport.

De gesellschaftlechen Notzen, dee mir an och ech perséinlech am Sport gesinn, ass enorm. Dat brauch ech u sech net extra ze betounen. An awer ginn et esou vill Facetten, op déi et einfach onméiglech ass, de Mëtten an 20 Minutten hei kënnen am Detail anzegoen.

Fir d'DP ass d'Inklusioun e Mënscherecht. Esou stoung et och 2018 an eisem Walprogramm. Et ass eis en zentraalt Uleies, dass Mënsche mat spezielle Besoine kënnen um gesellschaftleche Liewen deelhuelen. All Bierger soll iwwerdeem e méiglechst selbstbestëmmtent Liewe kënne féieren.

D'Iddi vun der Inklusioun ass an de leschte Jore konsequent virugedriwwe ginn an déi am Joer 2011 ratifizéiert UNO-Behënnerterechtskonventioun konsequent ëmgesat ginn. Esou ass ënner anerem och e Bilan gezu ginn, zesumme mat de Vertrieder vun der Zivillgesellschaft an den zoustännege ministerielle Servicer, iwwert d'Ëmsetzung vum Aktiounsplang fir behënnert Leit.

D'Ënnerstëtzung vum Behënnertesport steet genausou am Fokus vun eisem Beméien. Déi formidabel Leeschtungen an deem Beräich sinn net nëmmen eng Motivatioun fir d'Sportler, mee fir all d'Leit mat Behënnerung. D'DP wëllt dee Wee konsequent weidergoen, fir d'Sportler ze ënnerstëtzen, fir dass si hire Sport barriärefräi kënnen ausüben.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Diskriminéierungen hu geneesou wéineg eng Plaz am Sport wéi Rassismus, Haass an Homophobie. Do setzt d'DP ganz kloer op eng Null-Toleranz-Politik. An och dat stoung esou an eisem Walprogramm a mir wäerten net midd ginn, déi Beméiunge virunzedreiwen.

Här President, ech kommen esou lues zum Schluss vu menger Ried. 19 %, esou Schätzungen, vun de Bierger zu Lëtzebuerg hunn en Handicap. 19 %, dat ass net näischt. An domat wëll ech nach eng Kéier verdäitlechen, dass mir net op Erfolleger dierfe sëtze bleiwe respektiv eis ausrouen. Beim Accessibilitéitsgesetz, wat hoffentlech, wéi gesot, séier am Hierscht ka gestëmmt ginn, kënne mir e Meilesteen an déi richteg Richtung maachen.

An enger Zäit, wou d'Auer ëmmer méi séier dréit, an enger Zäit, wou d'Leit ëmmer manner Zäit fir hir Matmënschen hunn, muss de Benevolat méi wéi jee gefërdert ginn. Ouni Benevolat geet näischt. All Initiativ, déi geholl gëtt fir e Merci fir d'Leit, déi sech fir anerer abréngen, déi gehéiert ënnerstëtzt, lokal, regional oder national.

Och am Sportsministère gëtt jo scho säit Joren de Benevolle vum Joer symbolesch geéiert. A wann ech de Sportsminister richteg verstanen hunn, soll déi Initiativ jo och ausgebaut gi respektiv nei opgeluecht ginn, fir de Merci fir de Benevolat méi reegelméisseg an och méi verstäerkt ënnert d'Leit ze kréien. Dat ass e Wee, dee mir absolutt begréissen. Well ee Message muss kloer sinn: All Stonn Benevolat hëlleft enger ganzer Gesellschaft. A mir mussen nei Leit fannen, déi bereet sinn, Zäit fir d'Gesellschaft ze investéieren.

Besonnesch duerch d'Pandemie ass et, mengen ech, ville Mënsche bewosst ginn, wéi wichteg den tëschemënschleche Kontakt u sech ass. De Mënsch ass nun emol e soziaalt Liewewiesen. Firwat also net elo no der Pandemie - oder hoffentlech no der Pandemie - eng nei Fräizäitaktivitéit sichen a sech a sengem Veräin vläicht méi abréngen? Och do wär vläicht eng Campagne wéi „Engagéier Dech!" genee dat Richtegt.

Ofschléissend wëll ech am Numm vun der Demokratescher Partei nach eemol betounen, dass et eis um Häerz läit, dass all Persoun mat spezielle Besoinen oder sproochleche Barriären et cetera muss kënnen zu all Moment um gesellschaftleche Liewen deelhuelen, an dat net nëmmen, awer och, iwwert de Moyen vum Sport. Eng inklusiv Gesellschaft adaptéiert sech u seng Bierger an net ëmgedréit. Et ass net un deene sëllege betraffene Bierger, sech iergendwéi unzepassen oder sech mussen duerchzeboxen. Dat ass keng Chancëgläichheet, léif Kolleegen!

Mir hu leider do nach e Stéck Wee virun eis. Ma d'Leeschtunge vun eise Sportler mat engem Handicap weisen eis, dass alles méiglech ass. An dofir soll d'Politik och alles maachen, fir dass mir dee Wee zügeg kënne virugoen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Sport ass a bleift e Motor fir a vum Zesummeliewen an och vum Zesummenerliewen. A fir d'Politik sinn esou Debatte wéi haut wichteg, fir de Motor an héijen Dréizuelen ze halen, fir d'Ziler ze erreechen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lamberty. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, Här Minister, et ass scho villes gesot ginn haut de Mëtteg, wat mir och duerch de Kapp gaangen ass, wéi ech iwwert den Debat nogeduecht hunn a wéi ech meng Recherchë gemaach hunn.

Allerdéngs ass d'Fro, wat eigentlech Inklusioun ass, mengen ech, haut nach net esou richteg beliicht ginn. De Wee bei d'Inklusioun féiert eigentlech emol fir unzefänken ... oder e geet fort vun der Exklusioun. D'Exklusioun steet jo am Géigesaz zu der Inklusioun. A wann een de Wee weiderféiert, da kënnt een emol gemittlech bei d'Integratioun. Integratioun ass eigentlech näischt aneschters wéi e Grupp Leit oder en Eenzelnen, deen an e Krees eragelooss gëtt. An an deem Krees gëtt da mat där Persoun oder mat deem Grupp individuell oder à part geschafft.

Méi wäit geet et bei der Inklusioun. Do gi mer och an dee Krees eran als Individuellen oder als Grupp, mee do gëtt ee ganz normal an den Aktivitéitsfloss mat agebonnen ouni Rücksiicht op d'Differenz vum Individuellen oder vun der individueller Persoun am Grupp.

Bei der Inklusioun verzicht een op d'Ënnerscheedung vu willkürlech gewielte Facteuren. Et ass och esou, dass een an der éischter Linn emol net un e Mënsch mat enger Behënnerung denkt, mee un all d'Mënsche mat hire jeeweilegen individuelle Merkmaler. Inklusioun ëmfaasst deemno och Leit mat enger méi héijer Begabung, mat enger manner héijer Begabung, Kanner mat ADHS, Kanner aus sozial schwaache Verhältnisser an, an, an.

Keen aneren Domän wéi de Sport huet esou vill Inklusiounspotenzial. Sport geet ouni sproochlech Barriären. Sport geet och ouni Leeschtungsdrock. Sport setzt Spaass viraus. Iwwert de Sport maachen d'Kanner an och déi Erwuessen op eng ganz natierlech Aart a Weis de sougenannten „Annäherungsversuch" mat hirem Matmënsch mat all sengen Differenzen. Sport ass ugewisen op Leit mat hiren individuelle Stäerkten a Fäegkeeten. Am Sport schafft ee mat engem Team zesummen. An en Team heescht: gemeinsam gewannen, gemeinsam verléieren, Konflikter zesummen um Terrain léisen. Kompetitioun geet bekanntlech net ouni Kooperatioun. Mee bref, dat sinn alles Feststellungen. Haut de Mëtteg geet et jo och nach drëms, fir Weeër fir dohin ze fannen.

D'éinescht huet de Kolleeg Claude Lamberty dovu geschwat, ob et Hindernisser gi beim Sport. Ech hu mer déi Fro och gestallt an ech hu probéiert, mer eng ganz Panoplie vu Sportsaktivitéiten duerch de Kapp goen ze loossen. A wat ech méi driwwer nogeduecht hunn, wat ech méi fonnt hunn, dass ee jo eigentlech alleguerten den Hindernisser eppes ganz Positives an eppes Staarkes kann ofgewannen.

Hëlt een de Judo zum Beispill: Judo schaaft Vertrauen, Judo ka Leit zesummebréngen, déi eng Sehbehënnerung hunn, zesumme mat engem ganz valide Mënsch. Dat setzt en Duerchsetzungsvermëigen och nach net viraus, mee dat bréngt dat mat sech.

Klammen ass eppes, wat och jiddweree ka maachen a wou ech d'éinescht d'Fro gestallt krut: „Jo,

en invalide Mënsch kann dat net!?“ Dach, och en invalide Mënsch kann dat. Do ginn et Programmer, do muss een net grad op deene verschiddene Posten eropklammen, mee do kann ee sech mat enger klenger Leederchen hëllefen. Do ginn et wierklech Leitfiedem, fir an déi Richtung ze goen. An et muss een ofgeséchert gi vun engem valide Mënsch zum Beispill. Bref, et ginn eng ganz Partie Méiglechkeeten, wou een dat ka maachen.

Schwammen ass eppes, wat een am Team natierlech herno ka gewannen, mee wou awer jiddwer Eenzelnen am Waasser seng Leeschtung ka maachen. An ech mengen, dass do eis Kolleegin Nancy Kemp-Arendt ... - ech gesi se elo net, ech weess net, ob si haut de Mëtteg hei ass oder net. Op alle Fall, ech mengen, si géif mer scho Recht ginn, dass een och an deem Domän dat kann esou gesinn.

D'Regierung a mir als Parlament waren eis ëmmer der Wichtegkeet vum Sport bewosst. An dofir hu mir och do eng Prioritéit gesat, fir lues a lues all Méiglechkeeten an deem Domän auszeschëpfen. A grad elo an der Pandemieszäit kann ee mat Houfert behaapten, dass mir hei zu Lëtzebuerg esou gutt et gaangen ass alles drugesat hunn, fir Sportméiglechkeeten unzebidden, individuell oder awer iwwer Clibb - wéi gesot, wann et nëmme méiglech war.

Et ass kloer, dass dat ëmsou méi eng grouss Roll gespillt huet fir Leit, déi net d'Chance hunn, an engem grousse Gaart hir sportlech Aktivitéiten ze maachen, oder Kanner, déi keng Méiglechkeet hunn, op engem groussen Terrain dobaussen ze rolzen. An an deem Sënn huet déi sanitär Kris eis nach eng Kéier däitlech gemaach, wéi eng wichteg Roll de Sport an eisem soziale Liewe spillt, wéi vill e Mënsche vu verschiddener Hierkonft, mat verschiddenem Hannergrond a mat ganz verschiddene Profiller a Stäerkten a Schwächten zesummebrénge kann an och hëlleft, Differenzen ze iwwerwannen.

Grad ewéi den Theema vun der Inklusioun an och vun der Integratioun ëmfaasst de Sujet vun eiser Orientatiounsdebatt vun haut ganz, ganz vill verschidden Aspekter a Beräicher. Et geet ëm d'Inklusioun vu Mënsche mat Behënnerung oder mat spezifesche Besoinen, et geet ëm d'Inklusioun vu Mënsche mat sozial benodeelegten Hannergrënn, d'Inklusioun vu Mënsche mat verschiddenen nationalen a kulturellen Hannergrënn an hei besonnesch och Mënschen, déi nach net laang am Land sinn an déi hei en neit Doheem fonnt hunn, a virun allem och Mënschen, déi hir Heemecht hu misse verloosse wéinst Krich oder Verfollegung oder aneren Ëmstänn, déi se an d'Flucht gedriwwen hunn.

A fir si alleguerte gëllt dat, wat den Thomas Bach, de President vum Internationalen Olympesche Kommitee, am Joer 2020 bei der Iwwerreechung vun der Coupe olympique 2019 un den Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, den HCR, fir seng Projeten a Beméiungen am Beräich vun der Integratioun vu Flüchtlingen duerch de Sport betount huet: « Le HCR célèbre le pouvoir du sport pour la protection et le bien-être des réfugiés et est depuis toujours un fervent défenseur des valeurs olympiques. » A weider: « Pour les enfants et les jeunes déracinés par la guerre ou la persécution, le sport est bien plus qu'une activité de loisir. C'est une occasion d'être intégré et protégé - une chance de guérir, de grandir et de s'épanouir. »

Wéi scho gesot, grad de Sport huet dee Potenzial, fir Mënschen zesummenzebrénge, zesummen an iwwer all Differenzen ewech Freed un der Beweegung an um gemeinsame Spill ze spieren, Selbstvertrauen ze entwéckelen a sozial Verbindungen opzebauen. Dat gëllt, wéi ech et scho gesot hunn, fir all Sportaarten a fir all Beräicher vun der gesellschaftlecher Inklusioun an Integratioun.

Inklusioun an Integratioun iwwert de Sport, dat geet, wéi esou villes, u bei de Kanner a fir d'éischt emol beim Sport an der Schoul. Am sougenannte „Salamanca Statement“, dee schonn 1994 bei der Unesco World Conference on Special Needs Education festgehale gouf, gëtt den Inklusiounsbegréff an der Ofschlosserklärung explizitt ugewannt an alleguerten d'EU-Länner sinn opgeruff ginn, d'Bildungskonzept vun der Inklusiounspedagogik unzewenden.

Ee weidere Schratt, an dat huet de Kolleeg Claude Lamberty och scho gesot, war 2006 d'UN-Konventioun iwwert d'Rechter vu Mënsche mat enger Behënnerung, déi iwwregens hei zu Lëtzebuerg 2011 per Gesetz ratifizéiert gouf.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, d'Iddie vun Inklusioun an Integratioun misste fest an eiser Gesellschaft verankert sinn. A si sinn et och, wéinstens emol zu engem groussen Deel. Dat beweisen déi vill Initiativen a Projeten, déi mir och bei der Recherche fir dësen Debat agefall sinn. Muncher dovu gëtt et scho méi laang. Si sinn eigentlech fest institutionaliséiert, anerer si manner bekannt. Iwwert de Projet „I'mPOSSIBLE“ ass haut de Mëtteg scho geschwat ginn. Et huet mech awer och extreem gefreet ze gesinn, dass et an anere Beräicher ganz vill verschidden Initiative gëtt. Nëmmen e puer dovunner wéilt ech hei erauspicken aus dem Beräich Handicap an och Mënsche mat spezifesche Besoinen.

D'Special Olympics Luxembourg huet en inklusive Sportprogramm, „Unified Sports“, deen iwwregens vun der nationaler Vereenegung vun de Sportsjournalisten de „Prix Sport et Handicap“ kritt huet. Och am Basket gëtt et eng „Unified Special Olympics“-Basketballsekipp. Si hunn iwwregens gëschter Owend, mengen ech, dënschdes, de 6., jo, zu Hesper e Match gespillt. An da gëtt et den inklusive „Sport pour tous“-Programm mat enger ganz breeder Offer; grad ewéi d'Semaine du Handisport, déi soll fir d'Inklusioun an d'Integratioun iwwert de Sport sensibiliséieren.

D'Gemeng Suessem, hunn ech mer soe gelooss, an do soen ech der Buergermeeschtesch e grousse Merci fir déi gutt Informatioun, huet um Park Belval eng inklusiv Spillplaz gebaut, ganz nei, dëst Fréijoer. Do kënnen och Kanner mat Rollstill op d'Spillbuerg. Dës Spillplaz ass am Park no beim Kannercampus, wou och de CDI ass, d'fréier Ediff. Ausserdeem ass och um Site ugeduecht, déi sougenannten „normal“ Reegelschoul a verschidden Aktivitéite mat de Kanner aus dem CDI zesummenzebréngen. An esou kann do zum Beispill och en „Airtramp“ zesumme genotzt ginn.

D'LuxRollers, mat deenen hunn ech geschwat, eng ganz engagéiert Ekipp vu Leit, Sportler am Rollstull. Si gi vill an d'Lycéeën, fir d'Schüler fir d'Thematik Rollstull ze sensibiliséieren. A si ginn aus dem Häerz eraus de Message virun, dass et trotz Rollstull weidergeet am Liewen an dass een egal wéi kann a soll Sport maachen. D'Räsonanz op béide Säiten, bei deene Validen an deenen Invaliden, ass ganz positiv. An, wat mech och gefreet huet: LuxRollers no wier d'Accessibilitéit hei zu Lëtzebuerg nawell zimmlech gutt am Verglach zum Ausland, wat wéi gesot d'Accessibilitéit zu de verschiddene sportlechen Infrastrukturen ugeet.

An dach gëtt et nach esou munches ze verbesseren. E grousse Schrëtt wäert do dat neit Accessibilitéitsgesetz bréngen, de Projet de loi 7346, dee mengen Informatiounen no op der leschter Ligne droite ass an deen de legale Kader wäert setzen, fir dass all Gebaier, déi de Public accueilléieren, sollen accessibel gemaach ginn. An ech ginn dovun aus, dass mer hei nach wäerten d'Geleeënheet kréien, fir vill doriwwer ze diskutéieren an am Detail dorobber anzegoen.

Och am Beräich Sport als Facteur fir Inklusioun an Integratioun vu Flüchtlinge ginn et eng Partie vun Initiativen a Projeten. Do huet de Kolleeg Georges Mischo och schonn alles dat gesot, wat zu Esch leeft, ënner anerem den „Esch United“. Do wäert ech och net méi drop agoen.

Ech wéilt just nach eng Kéier hei bemierken, dass et faszinant a bewonnerenswäert ass, wéi vill ee mat perséinlechem a benevollem Engagement ka beweegen. Mee et muss engem awer och ze denke ginn, dass et oft eeben un eenzelne Persounen hänkt, un deenen hirem Engagement, hirer Motivatioun, hirer Energie, hirer Bereetschaft, fir Zäit ze investéieren, an och un deenen hire Kontakter, fir iwwerhaapt emol de Kontakt zu de Flüchtlingsstrukturen opzehuelen, mee och fir den Zougang zu den néidegen Infrastrukture wéi Sportshalen oder och Terrainen ze kréien.

Den Echo vun der ëffentlecher Säit wier op alle Fall och do ganz positiv, esou hunn ech mer soe gelooss vun där Persoun, déi dëse Projet lancéiert huet. Eng Partie Gemenge kucke selwer och, fir esou Projeten ze ënnerstëtzen an ze koordinéieren. Och do soen ech Merci fir d'Info aus der Gemeng Suessem, wou d'Flüchtlingen aus de Strukturen aus der Gemeng sech an enger Fussballsekipp zesummegedoen hunn an och bei verschiddenen Tournoien an der Gemeng mat ugetruede sinn. Dee Projet ass zesumme vun der Gemeng mat dem Office social gelaf, wou en Assistant social sech ëm d'Flüchtlingsstrukture gekëmmert huet. An an deem Kader goufen och verschidde Männer a Fussballsveräiner integréiert a si konnten dann och esou mattrainéieren.

Et wier natierlech gutt, wann esou Beispiller kéinte weider Schoul maachen, wa méi esou Initiative géifen entstoen an dann natierlech och vun ëffentlecher Hand begleet ginn.

Vum Coordinateur sportif ass vill geschwat ginn haut de Mëtteg. An, Här Minister, ech mengen, Dir hutt et verstanen: Et läit vill Hoffnung op där Persoun, déi elo an de Gemengen eigentlech derfir ka suergen oder soll suergen, dass déi Mesurë sollen ëmgesat ginn, déi alles dat erméiglechen, wat mir eigentlech elo nach e bësse mat an Aussiicht stellen, eebe just och a puncto Inklusioun, a puncto Integratioun.

Et ass nach villes ze maachen, d'Zesummenaarbecht vun de Maison-relaise mat de verschiddene Sportsclibb an, an, an, an, iwwerhaapt och emol vläicht flott innovativ Iddien ze bréngen. Och hunn ech héieren, dass déi Gemengen, déi sech et net kënne leeschten, fir e Coordinateur sportif selwer ze engagéieren, dass déi sech zu e puer zesummendinn an esou dann, wéi gesot, déi Persoun fir sech gewannen, wéinstens emol e puer Stonnen d'Woch. An dat ass eng exzellent Initiativ!

Eng aner Saach, déi ech nach kuerz wéilt uschwätzen, dat sinn déi Elementer aus dem Plan de relance Sport, en exzellente Plan de relance, wou ech dem Minister och wéilt derfir felicitéieren, wou et och drëms geet, de Potenzial vum Sport als Inklusiouns- an Integratiounsfacteur ze notzen, esou zum Beispill de „Go to Sports“, wou de Ministère 50 Euro pro nei Lizenz fir Jonker ënner 16 Joer bäisteiert, wat als Ënnerstëtzung fir den organiséierte Sport, mee och als sozial Mesure geduecht ass, d'Campagne „The Move“ mat deene fënnef grousse Federatioune Fussball, Basket, Handball, Volleyball, Dëschtennis; alles dat, fir Jonker ze motivéieren, fir an e Club anzetrieden.

De Regierungsprogramm, dee gesäit generell och d'Aféierung vun de Kannerveräinsbusser vir, déi den Transport vun de Kanner tëschent de Services d'éducation et d'accueil an den ausserschouleschen Aktivitéite sollen assuréieren. Och do ass d'Zil, fir d'Relatioun mam lokalen associative Liewen ze stäerken an déi periscolaire Aktivitéiten ze promouvéieren. An esou e Service kann natierlech och hëllefen, fir d'Zesummeliewen an déi sozial Kohäsioun an Integratioun an der Gemeng ze stäerken.

Bei de Gespréicher an den Echangen, déi ech am Virfeld vum Debat hat, krute mer awer och un d'Häerz geluecht, fir - nieft der Inklusioun an der Integratioun am federéierte Sport an dem Kompetitiounssport - och Raim ze schafe fir Méiglechkeeten, fir sportlech Aktivitéiten am Inklusiouns- an Integratiounsgedanken an engem méi ludiquen, also méi informelle Kader, e bësse méi engem labbere Kader ze halen. Net jiddweree wëllt, kann oder muss Fussball an engem Club spillen, mee kann awer Freed hunn, fir Leit ze begéinen a mat deenen zesumme Fussball ze spillen oder och anerwäerts sportlech aktiv ze sinn.

Verschiddener vun deene Projeten, déi ech virdrun erwäänt hunn, lafen eeben éischter op deem, loosse mer soen, e bësse méi organiséierten héijen Niveau. De Schwéierpunkt, dee läit do eeben net reng op deem sportlechen Aspekt, mee éischter op deem méi tëschemënschleche sozialen Niveau, deen awer iwwert dat Sportlecht souzesoe gefleegt gëtt.

Am Groussen a Ganzen a fir ofzeschléisse schéngt et mir kloer, dass mir op engem gudde Wee sinn. Villes ass geschitt, villes ass nach an der Maach, villes ass amgaangen, sech ze entwéckelen. Wat heiansdo vläicht kéint verbessert ginn, ass, eng gemeinsam Linn dranzebréngen, eventuell duerch eng Recommandatioun zum Beispill un d'Gemengen, fir den Aspekt vun der Inklusioun an Integratioun nach méi aktiv ze férderen an ze begleeden. Wichteg schéngt mer och, dass vläicht net alles muss komplett nei erfonnt ginn. E geziilten a reegelméissegen Echange vun Iddien, souzesoe Best Practices, wier sécher sënnvoll an och wëllkomm.

Zu gudder Lescht, an do widderhuelen ech dat, wat meng Virriedner och gesot hunn, mee ech mengen, dat kann een net dacks genuch widderhuelen, dat ass de Fait, dass déi Projeten alleguerte quasi nëmme méiglech sinn, well Benevoller sech do engagéieren. Hinnen e grousse Merci vun hei aus! Si schaffen am Sënn vun der Inklusioun, si schaffen am Sënn vum Zesummenhalt vun enger Gemeng, vun enger Gesellschaft. An et däerf een net vergiessen, dass d'Inklusioun schliisslech eis alleguerten eppes ugeet!

Här Minister, ech wéilt Iech awer ganz zum Schluss nach vläicht drop opmierksam maachen, dass et an Däitschland vun der „Aktion Mensch“ eng Ëmfro ginn huet, eng Ëmfro, déi sech eebe just orientéiert huet a puncto Zefriddenheet mat der Inklusioun. An ech hu mer d'Fro gestallt, ob et net och méiglech wier, dass een dat och hei zu Lëtzebuerg kéint maachen, dass ee vläicht verschidden Associatiounen emol kéint iwwert de Wee vun engem Ëmfroebou opfuerderen, hir Äntwerten ze ginn an e bëssen hiert Uleies ze schilderen, wat si ... oder wat hinne feelt, wou si nach Barriäre gesinn, fir dass déi Inklusioun hei zu Lëtzebuerg perfekt gëtt, esou wéi et sech fir eist Land gehéiert.

E grousse Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir unzefänken der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci ze soe fir dës Orientéierungsdebatt iwwert de Sport als e wichtege Facteur fir déi gesellschaftlech Inklusioun.

Esou, wéi dat bei anere kulturellen Aktivitéiten de Fall ass, zum Beispill Museksveräiner, esou stinn och d'Sportsveräiner op éischter Plaz, wann et drëms geet, ausserhalb vun der Schoul oder vum Beruff Leit beieneenzebréngen, dacks och op eng frëndschaftlech Aart a Weis.

Ech wëll an deem Kontext betounen, datt et sech net ëmmer muss ëm den Héichleeschtungssport handelen, wou d'Leit mat deem néidegen Talent bis un d'Grenze vun hire Fäegkeete kënne goen. Et muss kloer sinn, datt sportlech Aktivitéite fir jiddwereen do sinn, ob individuell oder am Grupp. A jiddweree soll vun deene sëllege Virdeeler vu sportlechen Aktivitéite profitéiere kënnen.

Zu dëse Virdeeler gehéieren och den Ausbau vun enger gesondheetlech a mental gudder Verfaassung, en Ausgläich zum dacks stressegen Alldag an net zulescht och e sozial wichtegen Austausch an der Gesellschaft betreffs Integratioun.

Erlaabt mer am Kontext vun dëser Orientéierungsdebatt, e puer Punkte méi spezifesch unzeschwätzen.

Éischtens emol soll de Sport e wichtege Facteur si bei der Erzéiung vun eise Kanner a Jugendlechen. Et ass bewisen, datt Leit, déi schonn am jonken Alter a Kontakt mat Sport kommen, dës Aktivitéiten an der Reegel och am spéidere Liewe bäibehalen, an et huet souguer e wichtegen Afloss op dat spéidert Beruffsliewen.

Fir vill Kanner ass de Schoulsport den éischte Kontakt, dee si iwwerhaapt mam Sport hunn, besonnesch a méi sozial schwaache Milieuen. Do ass de Schoulsport extreem ausschlaggeebend. Schlecht éischt Erfarungen am Schoulsport kënnen d'Freed um Sport fir e ganzt Liewe verdierwen, dat ass net ze ënnerschätzen!

Momentan gëtt beim Schoulsport an der Grondschoul net op déi néideg Qualitéit gehalen, déi e verdéngt hätt. Dëst ass awer bei klenge Kanner immens wichteg. Dëst ass iwwerdeems och eng Fuerderung, déi am leschte Walprogramm vun der ADR kloer opgelëscht war. D'Personal, d'Educateuren an d'Enseignantë mussen iwwert déi néideg Formatioun verfügen, fir allgemeng Sport a Beweegung kënnen unzebidden. Do muss och vun der Primärschoul u kënnen op e spezialiséiert Personal zréckgegraff ginn an esou weider. D'Wichtegkeet vum Sport soll eis all dat wäert sinn. An et muss och bei der Mentalitéit vun den Eltere kloergestallt ginn, datt et sech hei net just ëm e Gespills handelt, grad am Hibléck op d'Wichtegkeet fir de Kanner hir kierperlech a mental Gesondheet.

Muss de Sport net mat de Joren nach gesondheetsbewosster ginn, dëst bedéngt, well déi nei Generatioun ze vill Beweegungsmanktem huet duerch zum Beispill déi elektronesch Medien, Spiller an därgläichen? Am Kanneralter entscheet sech dacks, ob d'Kanner spéider Mënsche ginn, déi Freed um Sport an och an anere Beräicher hunn.

Ee Punkt, deen an deem Kontext och wichteg ass, ass d'Wichtegkeet vu Sport fir Kanner a Jugendlech, déi iwwergewiichteg sinn. Och hei dréit de Sport zu engem bessere Liewens- a Kierpergefill bäi a bestäerkt iwwerdeems hiert Selbstbewosstsäin. Et muss een awer am Hannerkapp behalen, datt grad iwwergewiichteg Kanner a Jugendlecher dacks de Schrack net woen, fir sech sportlech ze betätegen, well si fäerten, net mathalen ze kënnen a souguer gehänselt ze ginn. Et läit duerfir an der Verantwortung vum responsabele Personal, kloerzemaachen, datt et bei Mobbing hei eng Null-Toleranz gëtt. Iwwergewiichteg Kanner solle selwer erliewen, datt Sport fir si Wuelbefanne bedeit.

En zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, sinn déi dacks komplizéiert Liewensëmstänn, déi et de Kanner a Jugendleche méi schwéier maachen, hire sportlechen Aktivitéiten nozegoen.

Dozou gehéiert och d'Familljepolitik. An de leschte Joren ass d'Familljepolitik vun der Regierung jo awer ganz kloer an eng Richtung gaangen, datt d'Elteren dacks keen anere Choix hunn, wéi hir Kanner an eng Maison relais ze ginn, fir esou kënne schaffen ze goen. Dat mécht et natierlech méi schwéier oder bal onméiglech, reegelméisseg an de Sportsclub ze goen, fir do den Aktivitéiten nozegoen. Och de Käschtepunkt spillt dacks, besonnesch bei méi sozial schwaache Familljen, eng wichteg Roll. Sportaarte wéi Reiden oder Tennis si fir vill Familljе schwéier bis onméiglech, finanziell ze stemmen, an net ëmmer hu Sportsclibb eebe substanziell Reserven.

Initiative wéi de „Sport pour tous“ an der Gemeng Lëtzebuerg si begréissenswäert, mee et muss ee sech awer näischt virmaachen: Déi wéinegst Gemenge kënne mat dëser Offer mathalen!

Erlaabt mer nach an engem Wuert op de Wäert vum Sport als Integratiounsfacteur anzegoen. Sport verbënnt. Sport féiert iwwert d'Grenze vu kulturellen a gesellschaftlechen Differenzen zesummen. Sport ass awer och déi beschte Méiglechkeet, fir der sozialer Isolatioun entgéintzewierken.

Och am Beräich vun der politescher oder reliéiser Radikaliséierung ka Sport säi Bäitrag leeschten. Ech wëll hei e Beispill zitéieren aus dem „Quotidien“ vum leschte Joer. Do war ugeféiert ginn, zu wat de Sport ka fäeg sinn. Hei ass et drëms gaangen, datt e jonke Mënsch sech der Radikaliséierung entzunn hat a sech net enger radikaler Organisatioun a Syrien ugeschloss hat, dëst ganz eleng, fir säin Trainer net ze enttäuschen. De Geescht vun der

Frëndschaft gehéiert ontrennbar zum Sport a schaaft Verbindungen tëschent Mënschen a Persounegruppen, déi sech am gesellschaftlechen Alldag esou dacks onverséinlech géigeniwwerstoe géifen.

Sport als Inklusiounsfacteur ass awer net nëmme fir déi jonk Generatioun. Eng besonnesch Wichtegkeet kënnt duerfir och dem Sport am Drëtten Alter zou. Grad beim Drëtten Alter besteet eng grouss Gefor vun der Isolatioun. Sport kann net nëmmen zu enger gudder Gesondheet an deemno wéi och zu engem laange Liewe bäidroen, mee ass och e wichtege Facteur fir eng méi héich Liewensqualitéit. Hei ass et awer och un de Gemengen, déi néideg Viraussetzungen ze schafen, fir datt d'Leit am Drëtten Alter, déi dat wënschen, onofhängeg vun hirer familiärer oder finanzieller Situatioun u sportlechen Aktivitéiten deelhuele kënnen.

Wéi ech dat schonn am Ufank ugeschwat hunn, soll vum Sport keen ausgeschloss bleiwen, wann en dat wëllt maachen. E wichtege Facteur oder e Punkt ass duerfir och de Sport fir Mënsche mat enger Behënnerung. An all de Walprogrammer vun der ADR hu mer duerfir besonnesch grousst Gewiicht dorop geluecht, datt e Liewen ouni Barriäre fir Mënsche mat engem Handicap muss méiglech sinn. Dat gëllt och fir de Sport.

Am leschte Walprogramm hat d'ADR duerfir gefuerdert, datt d'Verwaltungen e Koordinator sollen zur Verfügung gestallt kréien, dee besonnesch d'Situatioun vun hire Mënsche mat engem Handicap analyséiere soll. Grad an de staatlechen, awer och a kommunale Verwaltungen, déi op déi eng oder aner Manéier mam Sport ze dinn hunn, wier esou e Koordinator sënnvoll. Als Gesellschaft däerfe mir keng Méi scheien, wa Mënsche mat engem Handicap vun de Virdeeler vum Sport profitéiere kënnen. Ech gesinn dat a menger Gemeng, wéi wichteg grad de Sport fir dës Leit ass. Si sinn do am Gemengeliewe komplett integréiert a si sinn houfreg, fir sech an deem Beräich matzedeelen. Dat erlieft een Dag fir Dag.

Erlaabt mer, op déi wichteg Roll vun der Lëtzebuerger Sprooch beim Sport hinzeweisen. Wa mer eis eens sinn, datt de Sport ee vun de wichtegsten Integratiounsfacteuren ass, da muss zugläich kloer sinn, datt d'Integratioun och virun allem iwwert d'Sprooch leeft. Iwwert déi gemeinsam Sprooch vum Lëtzebuergesche solle sech all d'Nationalitéiten zesummefannen.

Als ADR hu mer ëmmer gefuerdert, datt et grad zu Lëtzebuerg, wou eng staark Awanderung ze verzeechnen ass, wichteg ass, datt d'Leit zesummenan net laanschteneeliewen. De Sport spillt hei eng Schlësselroll an ass wéi déi aner kulturell Aktivitéiten e gemeinsamen Nenner. Wien am Sport zesummenhält, léiert och, am Liewen zesummenzehalen.

An zum Schluss muss ech dann nach d'Fro stellen: Een Deel vun den haitege Krankheeten, ass dat net op d'Aschränkung vun der Beweegung haut zréckzefëieren? De Sport muss gefërdert ginn an allen Hisiichten. Et geet hei net ëm d'Konkurrenz oder d'Leeschtung, mee et geet hei ëm d'Liewensqualitéit vu jiddwer Eenzelnem.

Och déi sozial Plattforme spillen an deem Kontext eng wichteg Roll. Mat der haiteger Entwécklung vu soziale Medien ass d'Gefor ginn, datt de Mënsch sech ëmmer méi ofkapselt, dat Matenee bleift op der Streck, wat ongesond ass fir eis Gesellschaft. Opgrond vun dëser Entwécklung, misste mer net op de soziale Medie méi aktiv ginn, fir nei Memberen, sprëch Sportler, ze motivéieren an domadder ze gewannen oder vläicht souguer nei Projeten unzestoussen?

Eis Gesellschaft baséiert nun eemol op engem kollektiven Austausch an enger offener Kultur. Eis Aarbechtswelt däerf een an deem Kontext net vergiessen. Dëst dierfte méi oder wéineger déi meescht Erausfuerderunge sinn, déi nei, deene sech eis Gesellschaft muss stellen. Mee dat gëllt net nëmmen am Sport, mee och an der Fräizäitgestaltung allgemeng.

Ech hat elo d'Éier, 35 Joer Sekretär ze si bei engem Sportsveräin. Ech mengen, dat ware vill schéi Momenter, déi een do erlieft huet, mat ville Leit, déi do komm sinn an och gaange sinn. Awer eppes, wat ëmmer bliwwen ass, dat waren d'Frëndschaften! An ech mengen, op déi musse mer opbauen, an dat hält fir d'Liewen. All Euro an de Sport, dat muss een och soen, kann een op anere Plazen aspueren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Jeff Engelen villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass en immens interessante Sujet vun dëser Debatt haut de Mëtten, dee mech immens freet. Et geet ëm Inklusioun. Wann een iwwer Inklusioun schwätzt, schwätze mer och direkt/indirekt iwwer Exklusioun. An ech freeë mech doriwwer, well et ass e ganz wichtege Sujet. Merci duerfir och dem Chantal Gary fir dës Debatt!

Ech géif mengen, fir d'éischt, dass et wichteg ass ze gesinn, dass alles en Impakt op d'Inklusioun huet respektiv op d'Exklusioun. De Sport natierlech kann do immens hëllefen. Mee ech géif mengen, et ass immens wichteg ze gesinn, dass an eiser Gesellschaft alles en Impakt op Inklusioun an Exklusioun huet!

Sport kann natierlech op eng positiv Aart a Weis fir méi Inklusioun wierken. Dat hunn och schonn d'Virriedner hei ganz kloer gesot. Iwwerall do, wou Mënschen zesumme sinn, eppes deelen, ass dat op jidde Fall de Fall.

Ech géif awer mengen, dass mer och ..., bon, dat ass vläicht da sécherlech fir eng aner Kéier, och an der Kultur, an der Musek zum Beispill, kann do ganz vill gemaach ginn.

Dann zum Sport. Mir stellen natierlech fest, dass a ganz ville Sportsveräiner Inklusioun gelieft gëtt. Kanner a Jugendlecher, mee och Erwuessener begéinen do aner Matmënschen, déi se soss vläicht net begéint hätten, a reiwe sech also doduerjer un hire Liewensrealitéiten. Dat ass natierlech e Plus fir d'Inklusioun an eiser Gesellschaft. Dat ass gutt an och néideg!

Et ass awer och esou, dass ganz vill Sportaarte kommerzialiséiert ginn an dat ass immens problematesch. D'Wäerter zum Beispill, déi am Sport an duerch de Sport solle promouvéiert ginn, wéi zum Beispill den Ekippegeescht an och d'Solidaritéit, kënnen duerch d'Kommerzialiséierung geschwächt ginn.

Mir stellen dann och fest, dass verschidde Sportaarten - dat gouf virdrun hei och scho gesot - méi kaschte wéi anerer an doduerjer manner accessibel si fir eng Rei Leit, an dat souwuel, well de Club zum Beispill méi deier ass, mee och vläicht, well d'Ekipementer méi deier sinn. Dat kann natierlech eng gewësse sozial Homogeniséierung mat sech bréngen. Ech denken do als Beispill elo un d'Reiden. Ech mengen, dat ass e bëssen esou e Klischee vum Sport, deen awer enger gewësser sozialer Schicht vu Leit accessibel ass.

Mir stellen och fest, vu dass de Sportsclub lokal ass - ganz oft lokal, net ëmmer, mee oft lokal -, dass de Sportsclub deemno seng lokal Populatioun do, wou en eeben ass, erëmspigelt. Dat mécht, dass eng gewësse sozial Homogeniséierung an de Veräiner entsteet an dat kann eeben och d'Konsequenz vun deem éiwegen Dauerbrenner sinn: de Logementsproblemer. Et ass evident, dass verschidden Dierfer zum Beispill, Gemengen, Quartieren eng gewësse sozial Schicht méi refletéiere wéi anerer. An doduerjer kann dann och de Club deen Ament manner inklusiv si respektiv méi exklusiv sinn, well en eng gewësse sozial Schicht refletéiert.

Et ass natierlech och esou, dass gewëssen Usprëch un d'Sportler kënnen dozou féieren, dass de Sport och exklusiv ka sinn an och eeben net inklusiv, well gewësse Leeschtungen erwaart ginn. Dat kann een natierlech och problematesch gesinn. Et ass vläicht elo net onbedéngt d'Diskussioun hei, mee ech menge schonn, dass een dat awer och ka soen.

Mir stellen dann och fest - dat ass en anere Problem -, dass an de franséischen Nopeschgemengen d'Clibb verschwannen, well se engersäits net genuch vum franséische Staat, der Regioun an der Gemeng ënnerstëtzt ginn an anerersäits net géint d'Konkurrenz vun de lëtzebuergesche Clibb ukommen, déi bedeitend méi Moyenen hunn an hinnen eeben d'Memberschaft a jonk Talenter ewechhuelen. Dat ass sécherlech och e Problem, wa mer iwwer Inklusioun schwätzen. D'Inklusioun hält jo net bei de Grenzen op.

An der Schoul ass de Sportscours dacks keng Prioritéit. E gëtt eiser Meenung no ënnerbewäert, an dat virun allem am Hibléck, well ee weess, dass de Sport e positiven Impakt op d'Gesondheet huet.

Sport op der a ronderëm d'Aarbecht: E war an der Vergaangenheet immens wichteg. En huet d'Komerodschaft op der Aarbecht gestäerkt an den Zesummenhalt och gestäerkt. Haut ass dat awer net méi wierklech en Theema, well ganz vill Salariéen ënnert enormem Aarbechtsdrock a Performancedrock leiden an och keng Zäit méi hu fir de Sport.

Ma Sport ass dann och eng Fro vum ëffentlechen Amenagement, wéi et och virdru vum Chantal Gary ugeschwat gouf. Mir wëssen, dass et a ville Gemengen zum Beispill Skaterparke ginn an och ganz schéi Spillplazen, mee mir hunn eeben och d'Gefill, dass alles verplangt a ganz oft näischt dem Zoufall iwwerlooss gëtt. Mir hunn eis gefrot: Wou kënnen d'Kanner dann zum Beispill nach fräi spillen, wa se net um Makadamm musse spillen?

Une voix.- Op Parkplazen.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Sinn eis Dierfer a Quartieren esou amenagéiert, dass Kanner sech treffen a sécher matenee spille respektiv Sport maache kënnen? Op där anerer Säit ginn et, wéi gesot, ëmmer méi privat kommerziell Struktu-ren a Clibb, déi dacks eebe grad immens vill kaschten.

En anere Punkt wär, dass inklusive Sport jo och bedeit, dass en gendergerecht muss sinn. Bei den traditionell männleche Sportaarte gëtt et vill manner Choix, manner Offer fir Meedercher a Fraen, well et gehandhaabt gëtt wéi zum Beispill: „Et sinn net vill Fraen, déi sech zum Beispill fir Fussball interesséieren, ma da brauche mer fir Fraen an deem Beräich och keng grouss Offer." Mee ass dat esou? Déi Fro sief emol dohigestallt. Ass et net esou, dass zum Beispill d'Meedercher sech manner dofir interesséieren, well eebe grad dee Sport mat Jongen associéiert gëtt?

Ëmgedréint kéint een och d'Fro fir d'Jongen a fir d'Männer stellen, déi vläicht danzen oder rhythmesch Gymnastik maache wéilten, also eeben éischter traditionell weiblech Sportaarten.

D'Demande kann een dann zum Beispill och beaflossen, andeems ee méi Optioune bitt an dorobber opmierksam mécht, iwwert déi néideg Sensibiliséierung natierlech, dass et zum Beispill kee Fraena Männersport gëtt - dat gëtt et net, dat ass eng Konstruktioun vun eis -, mee einfach verschidde Sportaarten, déi jidderengem zougänglech solle sinn. Jiddwereen, dee Loscht drop huet, soll dat kënne maachen.

Derbäi kënnt, dass net all Sportaart d'selwecht wäertgeschat gëtt - am symbolesche wéi am kommerzielle Sënn. An natierlech dominéiert hei och erëm dat Männlecht iwwert dem Weiblechen.

Et ass och esou, dass verschidde Sportaarten, déi méi exklusiv Frae concernéieren, haut och op Olympiade vertruede sinn an hir eegen international Kompetitiounen hunn. Si sinn och mediatiséiert a weien och am Business, wéi zum Beispill den Äiskonschtlaf an d'Konschtturnen. Mee hei spillt dann eeben erëm d'Exklusioun éischter géint d'Jongen a géint d'Männer.

De Problem ass also deen, an dat gesi mir, vun der Rigiditéit vun den Gendernormen, déi d'Sportaart definéieren an zougänglech oder onzougänglech maachen, jee nodeem, ob een eng Fra oder e Mann ass.

Fir Intersexleit zum Beispill sinn déi Genderbarriären ëmsou méi problematesch, well si sech obligatoresch entweeder där enger Case oder där anerer Case - also Fraen- oder Männercase - mussen zouerdnen. Den heteronormative Kader, deen d'Sportaarten definéiert, ass also net inklusiv.

Am professionelle Sport, besonnesch deem, an deem ganz vill Suen am Spill sinn, gi Fraen, déi an hirer Fraekategorie esou kompetitiv sinn, dass se no un d'Leeschtunge vun der Männerkategorie kommen, quasi systematesch an e „Weiblechkeetstest" verwisen, well déi Frae jo scho bal Männer musse sinn, well soss verschidden Theorien, déi mer rezent hei héieren hunn, kee Fundament méi hätten - eeben dass Frae méi schwaach a méi zierlech si wéi Männer.

Wa mer zu Lëtzebuerg wëllen e Beispill setzen, fir Inklusioun am Sport an duerch de Sport ze fuerderen, da musse mer eis eeben dëser Genderproblematik unhuelen. Déi Barriäre mussen onbedéngt verschwannen!

Et ass dann och esou - an dat hunn och hei scho Virriedner ugeschwat -, dass net all Sport fir Mënsche mat enger Behënnerung zougänglech ass. Do stelle sech Froe wéi zum Beispill den Accès vun den Infrastrukturen. Sinn déi alleguerte barriärefräi? D'Chantal Gary huet d'Fro och virdru gestallt.

An dann eeben och d'Fro vum Kompetitiounsdrock, bei deem ech mech froen, ob do net och Leit duerch dee Filter derduerchfalen. De Kompetitiounsdrock ka jo eppes Guddes hunn, wann e Sportler fuerdert oder eeben och Jonker u sech selwer gleewen deet. Mee e kann och ongesond sinn an dozou féieren, dass Spannungen entstinn, déi mam Drock kommen, dass och Jalousië a Reiwungen tëscht deene Leit, tëscht deene Sportler entstoe kënnen, déi u sech Komerode solle sinn.

Dës Debatt misst eigentlech onbedéngt - pardon, dat ass u sech elo e bësse mäi Schlusswuert - méi breet geféiert ginn, an net just iwwert de Sport. Ech mengen, dass een dës Debatt, also iwwer Inklusioun, och am kënschtleresche Beräich féiere kéint. Ech hunn awer och d'Gefill, an ech hu Loscht, dat hei ze deelen, dass mer hei u sech méi iwwer Symptomer schwätzen an net wierklech iwwert déi strukturell Ursaache vun der Exklusioun an eiser Gesellschaft.

Dann denken ech zum Beispill och un eise Schoulsystem. Et misst een eigentlech och kucken, wéi d'Inklusioun am Schoulsystem promouvéiert gëtt, well mir wëssen, dass eise Schoulsystem immens selektiv ass an op Basis vun enger ... a fir lëtzebuergeschsproocheg Kanner u sech entwéckelt gouf.

D'Exklusioun an eiser Gesellschaft ass natierlech och d'Resultat vun allem, souwuel, wéi mer wunnen, wéi mer liewen, wéi mer schaffen an natierlech och, wéi mer léieren. Vill Mënsche sinn ausgeschloss, well se zum Beispill keng Wunneng hunn, keng Aarbecht hunn, am Mindestloun liewen - an eeben och am Mindestloun, deen ënnert der Aarmutsgrenz läit. Dat heescht, wéi gesot, d'Inklusioun ass eigentlech alles.

A wa mer bedenken, dass d'Ongläichheeten zu Lëtzebuerg weider wuessen, dass och d'Lounschéier weider wiisst, dass de Foncier an enger Minoritéit vu Persounen hiren Hänn konzentréiert ass, dass de Logement ëmmer manner accessibel gëtt a fir e groussen Deel vun eise Matbewunner eeben net méi accessibel ass, dann dierfe mer eis och mat dëser Debatt, mengen ech, näischt virmaachen. An do hätt ech eebe Loscht ze soen, dass mer dës Debatt misste méi breet féieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt soen ech natierlech och deene Gréngen a ganz speziell dem Chantal Gary Merci fir d'Demande vun dësem Débat d'orientation, en Débat d'orientation, deen, mengen ech, ganz wichteg ass, well, wann et ëm d'Inklusioun geet, d'Roll vum Sport einfach net ze ënnerschätzen ass.

Um Spillfeld oder an der Turnhal ass jidderee gläich. Fir jidderee gëllen déi selwecht Reegelen. Jidderee verfollegt dat selwecht Zil. Dofir ass et wichteg, datt d'Politik garantéiert, datt jiddereen, egal, vu wou e kënnt, wéi vill Suen en huet oder ob en en Handicap huet oder net, en Accès zum Sport kann hunn. Och wa Lëtzebuerg eng ganz lieweg Veräinswelt huet, muss ech nämlech leider zouginn, datt, wat d'Accessibilitéit ugeet, nach Efforte méiglech sinn.

Sport kascht Geld, an zwar Geld, dat net all Famill huet. Jo, et gi Familljen, do sinn all d'Kanner an der Museksschoul ugemellt, spillen Tennis a gi weekends och nach op de Basket. Mee et ginn och Familljen, do muss déi grouss Schwëster no zwee Joer am Veräin ophalen, well de klenge Brudder elo drun ass an d'Famill et sech net leeschte kann, d'Cotisatioun fir zwee Kanner ze bezuelen. An da ginn et och Kanner, déi ausserhalb vun der Schoul ni an engem Veräin Sport maache kënnen, well d'Suen emol net duerginn, fir just engem Kand d'Umeldung ze bezuelen. Do hëlleft och den aktuelle System vun de Chèque-servicen heefeg net vill.

Wann d'Elteren nämlech entscheede mussen, ob se hir Chèque-servicë fir d'Kannerbetreiung oder fir de Sport ausginn, da bleift hinnen heefeg guer kee Choix. Op d'Kannerbetreiung kënne se schliisslech net verzichten, well se schaffe mussen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. An da bleift de Sport eebe leider op der Streck.

An dat ass e Problem, deen d'Politik duerch konkreet Ënnerstëtzunge fir sozioekonomesch benodeelegt Kanner léise kann a léise muss! Dat kann zum Beispill iwwert de Wee vu spezifesche Coupone fir de Sport goen an duerfir ënnerstëtze mer och d'Iddi, déi de Sportsminister ugekënnegt huet, fir Bongen am Wäert vu 50 Euro fir Jugendlecher ënner 16 Joer zur Verfügung ze stellen, fir domadder eng éischt Cotisatioun ze bezuelen, fir sech esou a Veräiner aschreiwen ze kënnen. Ob déi 50 Euro awer elo tatsächlech duerginn, fir Erwuessener a Kanner ze hëllefen, deenen d'finanziell Mëttele feelen, fir sech an engem Veräin unzemellen, an déi dann och eventuell nach Material kafe mussen, ass zweifelhaft.

Eng sozial Staffelung vum Betrag wär duerfir hei an eisen Aen dréngend noutwendeg. Wa mer net wëllen, datt de Sport e Privileeg fir Leit mat Sue gëtt, da muss de Staat hei lenkend agräifen. A jo, et kéint een elo soen: „Da mussen d'Veräiner hir Cotisatiounen erofsetzen!" Dat wär awer relativ kuerz geduecht, well ech kenne bal kee Sportsveräin, dee mat senge Cotisatiounen iergendwéi géif e Benefiss maachen. Tout au contraire hänken all eis Veräiner - an ech kommen herno nach op de Benevolat ze schwätzen - dovunner of, datt eebe grad de Staat respektiv d'Gemengen an och hir Sponsere mat bäileeën, well et soss um Enn vum Joer net opgeet.

D'Praktizéiere vum Sport wierkt sech op d'mental a physesch Gesondheet aus an erméiglecht e sozialen Austausch. Persounen, déi zesumme Sport maachen, léiere sech iwwert déi gemeinsam Aktivitéit kennen an erliewen esou fir d'alleréischt dat, wat se gemeinsam hunn, an duerno eréischt dat, wat se ënnerscheet.

Mir géifen duerfir och proposéieren, datt och all Persoun, déi zu Lëtzebuerg Asyl oder Protection internationale ufreet an accordéiert kritt, Informatiounen iwwert d'Lëtzebuerger Veräinsliewen an och e Coupon fir eng Sportsveräinsaffiliatioun kréie soll. Esou kéinte Leit, déi nei hei am Land sinn, iwwert de Sport méi séier Uschloss an eiser Gesellschaft fannen.

Well de Sujet vun haut de Mëtten de Sport ass, betounen ech deen elo natierlech am meeschten. Mee selbstverständlech kéinte mer eis déi selwecht Couponen zum Beispill och fir Kultur virstellen. Ech denken do un eng Harmonie municipale, wann een dat virzitt par rapport zum Handballsveräin. Mee dat ass haut net d'Theema. Duerfir zréck zum Sport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Sport kann awer net nëmme Persoune mat verschiddene sozioekonomeschen a kulturellen Hannergrënn zesummebréngen, mee e kann och eng Occasioun sinn, fir Persoune mat an ouni Handicap zesummenzebréngen.

Et gouf haut schonn iwwer eng Rëtsch Sportaarte geschwat. Ech wäert mech duerfir elo net dra verdéiwen, wat alles mat an ouni Handicap inklusiv méiglech ass. Dat hu meng Virriedner jo scho gemaach. Mee wann een u Persoune mat Handicap am Sport denkt, denken déi meescht awer nach ëmmer automatesch un d'Paralympics oder d'Special Olympics, wou Persoune mat kierperlechen oder geeschtegen Handicappen an eegene Ligae géinteneen untrieden an do fantastesch Leeschtungen erbréngen.

Donieft gëtt et awer och déi Forme vum inklusive Sport, wou Persoune mat an ouni Handicap zesumme kënne Sport maachen. Am Ausland gëtt et do schonn eng ganz Rëtsch innovativ Projeten an och hei zu Lëtzebuerg kommen ëmmer méi Initiativen zesummen, déi dat ubidden.

Ech si mer sécher, datt een dat awer nach ausbaue kann, well datt et esou wéineg ... oder datt dat nach eng Naissance ass, eréischt am Kommen ass, läit vläicht och zum Deel dorunner, datt et eeben, an dat gouf haut och schonn ugeschwat, esou ass, datt déi meescht Sportsveräiner sech nun emol an hirer Gemeng grënnen. Deementspriechend schwätze se als Éischt emol Leit aus hirer Gemeng an aus dem noen Ëmfeld vun der Gemeng un.

Fir inklusiv Sportsgruppen opzebauen, ass et awer heefeg néideg, am ganze Land an net just an enger spezifescher Gemeng Interesséierter ze sichen. Dat ass leider net ëmmer esou einfach. Social Media hëlleft, den Internet hëlleft, mateneen ze schwätzen hëlleft ganz sécher. Hei kéinten awer och den Integratiouns- an/oder de Sportsministère als Facilitateur optrieden an eng zentral Ulafstell ubidden, wou Gruppen oder Veräiner, déi geziilt och inklusiv Coursë fir Persoune mat an ouni Handicap ubidde wëllen, sech umelle kéinten, fir datt Persounen, déi esou e Cours sichen, en dann zum Beispill einfach op enger Websäit vum Ministère fanne kéinten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie huet eis gewisen, wéi wichteg de Sport fir eis Gesondheet, fir eise Bien-être ass, an huet eis gläichzäiteg awer och virun Ae geféiert, wéi séier eis Veräiner a finanziell Noutlage komme kënnen, wann hir Memberen a Benevollen net méi aktiv kënne sinn.

Grad de Réckgang am Benevolat ass e Problem, deen all d'Veräiner gläichméisseg betrëfft, sief et am Sport oder an anere Beräicher. De Leit feelt Zäit, fir sech nach als Benevollen ze engagéieren, well déi bezuelten Aarbecht ëmmer méi Plaz am Liewen anhëlt.

Derbäi kënnt dann nach de Problem, datt d'Professionaliséierung vum Sport - an déi ass u sech jo fir de sportlechen Niveau ganz positiv - och derzou geféiert huet, datt ëmmer méi Sportler an Trainer fir hir Aarbecht bezuelt ginn, wat da bei deenen, déi sech benevoll engagéieren, d'Fro opkomme léisst, firwat se dann nach eppes maache sollen, wa jo anerer do sinn, déi derfir bezuelt ginn.

Heefeg héiert ee grad an deene méi klenge Sportsveräiner, déi dann eng Divisioun eropgeklomme sinn, vun de Benevollen, déi virdru jorelaang aktiv waren: „Ma firwat soll ech mech dann de ganze Weekend bei e Supermarché mat engem pickege Gewächs virun d'Dier stellen an do Luxringer a Mettwurschte grillen a verkafen, just fir datt hei de Profi bezuelt gëtt?"

Dat ass eng Konsequenz vun der Professionaliséierung, déi esou natierlech net virgesi war an déi u sech och kee Veräin sicht. Mee eng Léisung zu deem Problem ze fannen, ass net einfach.

An der Basis ass de Problem awer deen, datt d'Geldverdéngen zu Lëtzebuerg esou wichteg ass, datt keng Zäit méi fir aner Engagementer „verschwent" ka ginn. An duerfir muss een de Problem genau hei upaken. Wann d'Logementspräisser klammen a klammen an een ëmmer méi Suergen huet, wéi een de Loyer oder de Prêt bezuele soll, dann ass et nun emol schwéier, no der Aarbecht nach eng Aufgab ze iwwerhuelen, fir déi een net bezuelt gëtt. Da geet ee vläicht net méi arbitréieren, da geet een net méi d'Mettwurscht grillen an et hëlleft een och net aus, fir Uniformen ze wäschen oder d'Kanner op e Match ze féieren.

Wann Der mech elo als Pirat géift froen, wat eng Léisung kéint sinn, läit d'Äntwert natierlech op der Hand, an zwar d'Eenzelfuerderung vum staatleche Wunnengsbau fir zéng Euro pro Quadratmeter an d'Aféierung vun engem Grondakommes. Dat sinn, wéi gesot, elo keng nei Fuerderunge vun eis a si sinn och net primär virum Hannergrond vun de Problemer vun de Veräiner entstanen, mee béides géif hëllefen, den Drock aus dem Immobiliemarché ze huelen an de Mënschen e Liewen ze bidden, dat net eleng duerch Aarbecht bestëmmt gëtt. Da wär nämlech och nees méi Zäit, fir sech am Veräin am Duerf ze engagéieren, fir do seng Matbierger a Matbiergerinne besser kennen ze léieren an esou zur gesellschaftlecher Inklusioun op allen Niveaue bäizedroen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Ech mengen, mir hunn et haut oft genuch héieren: De Sport ass wichteg fir Kierper a Geescht! De Sport ass eng Chance, Kontakter ze knäppen, an eng Chance, fir Mënsche mat verschiddensten Hannergrënn zesummenzebréngen. Fir awer vun all deem Potenzial, dat de Sport bidde kann, och profitéieren ze kënnen, brauche mer nach méi politesch Efforten, an dat souwuel, wann et drëms geet, sozioekonomesch benodeelegte Persounen en Accès zum Sport ze bidden, wéi och, wann et ëm d'Integratioun vu Persounen aus dem Ausland geet oder ëm d'Kreatioun vun inklusive Sportsgruppen, wou Persoune mat Handicap feste Bestanddeel vum Veräin ginn.

Ech hoffen, datt dësen Débat d'orientation an de kommende Wochen a Méint nei Regierungsprojeten an dëse Beräicher ustousse wäert an de Sport zu Lëtzebuerg esou nach méi inklusiv ka ginn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Sportsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och deene Gréngen a speziell dem Chantal Gary fir dës Initiativ, fir an dësem héijen Haus sech emol eng Kéier e bëssen Zäit ze huelen an iwwert de Sport an notamment iwwert d'Inklusioun am Sport ze diskutéieren.

Merci och alle Virriedner fir déi konstruktiv a sachlech Ausféierung, och fir déi quasi parteiiwwergräifend Bestätegung vun der nationaler Sportpolitik vun alle Riedner. A merci och fir weider gutt Iddien an Ureegungen, déi ech quasi vun alle Bänke kritt hunn an déi deen een oder anere mat Sécherheet och an nächsten Initiative wäert kënnen erëmfannen.

Integratioun an Inklusioun ass e wichtegen Aspekt, virun allem och am Sport. Dëst ass iwwregens och schonn am Regierungsprogramm festgehale ginn, wou steet: « Le potentiel du sport comme outil d'inclusion sociale sera exploité d'avantage, en particulier en mettant en œuvre la Convention des Nations Unies relative aux personnes handicapées dans le domaine du sport. »

Erlaabt mer vläicht, am Ufank vu menger Interventioun op d'Charte européenne du sport ze verweisen, wou ënner anerem festgehale ginn ass, dass de Sport fir jiddwereen accessibel muss sinn.

An eisem Gesetz, am Artikel 1 vum Sportsgesetz vun 2005, do, wou et ëm d'Objeten an d'Ziler vun deem Gesetz geet, ass dann och Follgendes aktéiert, an ech erlabe mer, och do ze zitéieren: « Le sport est d'intérêt général et sa pratique constitue un droit pour chacun. » Mir schwätzen also hei net vun enger Méiglechkeet, mee mir schwätze vun engem Recht. Dat eleng ass a mengen Ae fir sech scho bemierkenswäert.

« Ce droit s'exerce dans le respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que dans la limite des facilités matérielles existantes » - eng kleng Aschränkung vun deem Recht also, vun deem mer elo grad geschwat hunn. Finanziell Limitte ginn an d'Spill bruecht. Mee trotzdeem: De Fait, dass Sport an d'fräi Accessibilitéit vum Sport zu Lëtzebuerg en Droit ass, ass u sech schonn eng Erausfuerderung!

« L'État soutient le sport dans la réalisation de ses objectifs principaux qui sont le maintien ou l'amélioration de la santé, l'épanouissement de la personnalité, l'intégration sociale et le développement des relations en société, ainsi que l'obtention de résultats en compétition à tous les niveaux. Il soutient le mouvement sportif dans la protection des bases éthiques du sport. » Dat eleng, « c'est tout un programme », wéi d'Fransouse géife soen.

Heimadder ass also schonn an eisem gesetzleche Kader immens villes gesot. U sech misst dann och jiddwereen am Kader vun deene gesetzlechen a reglementairë Bestëmmungen an an der Limitt, an der Disponibilitéit vun den Infrastrukturen Accès zum Sport hunn.

Déi aktuell Pandemie huet eis och gewisen, dass de Sport respektiv d'Beweegung dobaussen, och wann d'Infrastrukturen eng Kéier net méi zougänglech sinn, am Prinzip nach ëmmer méiglech sinn, sief et zu Fouss oder um Vëlo. Vill Leit hunn dovunner jo och Gebrauch gemaach, wat u sech begréissenswäert ass.

De Sport ëmfaasst eng physesch Aktivitéit an all senge Formen: d'Motricitéit bei deene ganz Klengen, de Schoulsport, de Gesondheetssport, de Breedesport, de Kompetitiounssport bis hin zum Héichleeschtungssport. Och dat ass an der Debatt e puermol ugeklongen. De Spektrum vum Sport ass also breet gefächert an de Sport betrëfft all Deeler vun der Gesellschaft: d'Kanner, déi Jugendlech, déi Erwuessen, den Drëtten Alter et j'en passe.

Ech wëll am Kader vu menger Interventioun op ee wichtegen Aspekt vum Sport agoen, dee mer och besonnesch um Häerz läit an dee sécherlech haut an den Debat gehéiert an iwwert deen och ganz vill geschwat ginn ass, an zwar de Behënnertesport an d'Potenzial vum Sport am Beräich vun der Inklusioun.

Inklusioun ass insgesamt fir d'Regierung e wichtege Bestanddeel vun der Politik generell. De Claude Lamberty huet a senger Ried och dorops higewisen. Ech denken do niewent dem Sportsministère ënner anerem un den Educatiounsministère, den Aarbechtsministère, deen ech jo och relativ gutt kennen, an net zulescht de Familljeministère, deen zesumme mat villen anere Ministèren, Associatiounen a Partneren d'Koordinatioun vum nationalen Aktiounsplang zur Ëmsetzung vun der UNO-Behënnerterechtskonventioun fir den Zäitraum 2019-2024 iwwerholl huet, an dëst mam Slogan: „Inklusioun betrëfft eis all, Inklusioun geet eis all eppes un".

Dëse Plang ëmfaasst 29 Prioritéiten, 55 Ziler a 97 konkreet Aktiounen. Ech wëll elo net weider am Detail op dësen interdisziplinären Aktiounsplang agoen, wou natierlech och konkreet Aktiounen am Sport virgesi sinn, déi ech spéider vläicht nach ka sträifen, wa mer Zäit bleift.

Wann ee vun Integratioun an Inklusioun an eiser Gesellschaft schwätzt, ass de Sport eigentlech e Paradebeispill, jo, e Vecteur mat senge Wäerter, déi ee ka vermëttelen: Toleranz, Respekt, Solidaritéit, Frëndschaft, Freed, Ekippegeescht, Gewannen a Verléieren, sozial Kontakter, Disziplinn, Gesondheet a Wuelbefannen an nach villes méi. Och dat ass haut scho gesot ginn.

Wat elo konkreet de Behënnertesport ubelaangt, sou hu mer hei zu Lëtzebuerg am organiséierte Sport zwou agreéiert Sportsfederatiounen: den SOL, Special Olympics Luxembourg, fir Sportler mat enger intellektueller Beanträchtegung an den LPC, Luxembourg Paralympic Committee, fir Leit mat engem physeschen Handicap. Béid Verbänn maachen eng wierklech virbildlech Aarbecht a weisen en onermiddlechen Asaz, an dëst zu engem groussen Deel, an och doriwwer ass hei vill geschwat ginn, och am Benevolat. Ech wäert spéider nach op dëse wichtegen Aspekt vum Lëtzebuerger Sport agoen.

D'Regierung, an absënns de Sportsministère, ënnerstëtzt dës Federatiounen equivalent zu deenen aneren. Mir maachen do keng Ënnerscheeder, souwuel finanziell, wat zum Beispill d'Fonctionnementskäschten ubelaangt, wéi och personaltechnesch mat enger Participatioun un de Personalkäschte vum administrative wéi och vum technesche Staff.

Op d'berechtegt Demande hin, déi d'lescht Woch nach bei mir erakomm ass, hu mer eebe kuerzfristeg bei der SOL nach eng Kéier nogebessert.

Och am Beräich vum Congé sportif profitéieren déi zwou Federatioune vun deene selwechte Méiglechkeete wéi och alleguerten déi aner agreéiert Verbänn.

Niewent de Leit brauch een natierlech och Infrastrukturen. An do sinn och Gemengen e wichtege Partner. Besonnesch an Zäite vu Corona si vill Gemengen agesprongen, fir hir Sportinfrastrukturen dëse Verbänn kuerzfristeg zur Verfügung ze stellen.

Zu den Infrastrukture vläicht nach méi e generellen, wichtegen Aspekt: Mir hu mëttlerweil den eelefte Programme quinquennal d'équipement sportif, deen nach bis den 31. Dezember 2021 (veuillez lire: 31. Dezember 2022) leeft a bei deem de Staat sech insgesamt mat enger Enveloppe vun 120 Milliounen Euro un de Baukäschte vun neie Sportinfrastrukture respektiv un der Renovatioun, Modernisatioun vu besteeënde Sportinfrastrukture bedeelegt huet, souwuel fir d'Gemenge wéi och fir d'Gemengesyndikater.

Wann een déi Zuel esou seet, an ech mierken dat och hei, da rappt dat kee vum Stull. Duerfir probéieren ech vläicht emol eng Kéier, et aneschters auszedrécken: Déi Zuel heescht ganz konkreet, dass de Lëtzebuerger Staat alljoers zwou nei Dräifachsportshale finanzéiert. Dat ass nämlech dat, wann een dat eng Kéier a Suen ëmmënzt, wat dat géif heeschen. Dat weist also och d'Envergure vun där Enveloppe, vun där ech elo grad hei geschwat hunn.

Am groussherzogleche Reglement vun 2018, dat dann d'Modalitéite vun der finanzieller staatlecher Hëllef fixéiert, steet dann och dran, dass de Bauhär dës Infrastrukturen „dans la mesure du possible" alle Kategorië vun Usageren zur Verfügung stelle muss. Ech mengen, et ass och do vläicht erëm eng Kéier, fir nach eng Kéier drop hinzeweisen.

Am Géigenzuch zu de staatlechen Hëllefe verflichten d'Gemengen an d'Gemengesyndikater sech, prioritär de Schoulsport ze assuréieren, d'Infrastrukturen mëttes an der schoulfräier Zäit dem Jugendsport, owes an de Weekend de Veräiner, déi an enger agreéierter Federatioun affiliéiert sinn, an zu bestëmmten Zäiten den nationale Kaderen an och dem Fräizäitsport zur Verfügung ze stellen.

Säit dem 1. Juli 2013 besteet och eng Konventioun tëschent dem Rehazenter an der Regierung, notamment dem Sportsministère an dem Gesondheetsministère, wat de Rehazenter ugeet. Mat senge Sportinfrastrukturen ..., ech mengen, déi meescht Leit wëssen dat: Am Rehazenter sinn exzellent Sportinfrastrukturen och do, soudass dat praktesch esou den nationalen Zenter fir de sougenannten Handisport ausweist, an dëst fir Trainingen a Stagen, Kompetitiounen an och Versammlungen.

Am Kader vun der Pandemie ass de Rehazenter zäitweis ausgefall an duerfir vu menger Säit och e grousse Merci, an ech hat et schonn erwäänt, un all déi Gemengen, déi do agespronge sinn, fir dass den Handisport och wärend der Pandemie weider fonctionéiere konnt, och wann de Rehazenter net méi esou do war, wéi si et gewinnt waren.

Am Rehazenter war dann och Enn September 2019 de leschte vum LPC organiséierte „Paralympic Day" - virleefeg leschten, géif ech betounen, well soubal d'Pandemie et erëm erlaabt, sinn ech der Meenung, dass een dat erëm muss maachen. Beim leschte Paralympic Day, also 2019, konnte Kanner a Jugendlecher an Erwuessener verschidde Parasportaarten zesumme mat de Parasportler ausprobéieren an och selwer erliewen, wéi komplizéiert a wéi ustrengend esou eng paralympesch Sportaart ka sinn.

Ee vun den Héichpunkte vun deem Dag war de Pilotprojet „I'mPOSSIBLE", deen op Initiativ vum LPC a mat der Ënnerstëtzung vun de Ministèrë fir Educatioun, Famill a Sport zu Lëtzebuerg implementéiert ginn ass. Ëm wat geet et? U sech e pedagogesche Programm, dee sech eeben ëm d'Inklusioun am Sport dréit an déi paralympesch Wäerter am Sport weidervermëttele soll. Besonnesch d'Aktiounen an der Grondschoul si wichteg, Informatioun a Sensibiliséierung, Schoulung vu Léierpersonal, wat extreem wichteg ass - e wichtegt Element um IFEN -, d'Abanne vun de Strukture wéi der LASEP, déi iwwregens och selwer am Beräich vun der Inklusioun eng wichteg Aarbecht mécht. Et gëtt och elo konkreet un didakteschem Material geschafft, fir dass dës Aktiounen nach e bessert Bild ofginn.

Wat elo spezifesch de Sportsberäich ubelaangt, geet et drëms, d'Sportsveräiner an hir Verbänn ze sensibiliséieren an esou d'Promotioun vun der sozialer Inklusioun am Sport an duerch de Sport nach weider no vir ze bréngen.

Des Weideren ass dann déi zweet Moossnam oder konkreet Moossnam vum Sportsministère am Kader vun der Ëmsetzung vun der UNO-Behënnerterechtskonventioun d'Trainerausbildung vun der ENEPS, bei där de Module „Sport et handicap" an de Programm vun der Formation initiale eragewuess ass an deen all Trainer duerchleeft oder souguer muss duerchlafen. Ech fannen déi Decisioun, déi do geholl ginn ass an déi iwwregens och vun alle Verbänn ganz positiv opgeholl ginn ass, extreem wichteg.

Am neie Reglement vun der Trainerformatioun, dat elo eréischt den 1. Juli 2021 a Kraaft getratt ass a wou niewent neie Fonctioune wéi zum Beispill dem Moniteur sportif och Formatioune fir administrativ Kadere wäerten ugebuede ginn, sinn d'Prinzippie vun der Inklusioun e Bestanddeel vun der Formation initiale a spéider dann och vun der Formation continue, deen och duerch dëst neit Reglement ageféiert ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och am Beräich vun der Inklusioun ass de Volet Informatioun a Sensibiliséierung, jo, souguer Formatioun vu grousser Bedeitung an dëst gëtt och um Terrain vu villen Acteuren, ech géif souguer soen, vu ville Multiplikatoren, ëmgesat.

Et ginn awer och konkreet Aktiounen um Terrain. Ech ka se hei elo net alleguerten ernimmen. Bestëmmt géif ech der dobäi vergiessen.

Mee ech wëll awer och nach eng Kéier ervirsträichen, och dat ass virdru gesot ginn, dass d'LASEP, iwwregens och eng unerkannte Sportfederatioun, déi och am COSL ass, eng Aktioun „Inklusioun mam Sporty" fir Kanner aus de Cyclen 1 bis 4 hat, an dat hunn ech och schonn erwäänt.

Et gëtt allerdéngs och aner Sportsfederatiounen an och Sportsveräiner, déi unerkannte Partner vun deenen zwou Federatiounen aus dem Behënnerteberäich sinn a konkreet Aktiounen zesummen - an ech

ënnersträichen: zesummen - mat de Sportler mat an ouni Behënnerung maachen.

Ech huelen do als Beispill de Basketball, dat ass virdru jo och scho gesot ginn, wou gemëschten Ekippen zesumme spillen. International gëtt dëst „Unified Sports" genannt, dat wësst Der. An och d'Gemenge kënnen hei niewent dem Zurverfügungstelle vun Infrastrukturen och mat konkreeten Aktiounen um Terrain eng wichteg Roll spillen. D'Beispill vun der Gemeng Esch mat hirem Programm „Handisport", „Semaine Handisport", „Semaine de l'inclusion", déi zesumme mat Veräiner an Associatiounen organiséiert ginn, ass virdrun erwäänt ginn. Och aner Gemenge sinn do aktiv. Dëst kéint och sécherlech nach weider als Initiatioun fir aner Gemengen déngen, dovu sinn ech iwwerzeegt.

Dëst sollt a mengen Aen iwwregens och - an et misst souguer eng Bedingung sinn, fir dass mer et kofinanzéieren - eng Aufgab si fir déi zukünfteg Coordinateur-sportiffen, déi an de Gemengen agestallt ginn. Dir wësst, dass mer do am Kader vun eisem Plang eng Rei vu Gemenge konnten iwwerzeegen, op deen dote Wee ze goen. Menge leschten Informatiounen no wëllen och nach weider Gemengen dee Wee do aschloen, eventuell souguer och Gemengen, déi sech hei zesummendinn, wat vum Prinzip hier net ze verwerfen ass. Ech hat et awer och op enger anerer Plaz gesot an ech soen dat och hei: Ech perséinlech si souguer der Meenung, dass all Gemeng misst an der Lag sinn, sech esou e Coordinateur sportif ze leeschten. Mat Sécherheet kascht dat Suen, mee op där anerer Säit sinn dat ganz gutt investéiert Suen, déi een dann op anere Plazen erëm aspuere kann.

Ech hu virdrun och vum onermiddlechen Asaz vun de Vertrieder vun deenen zwee Verbänn geschwat. An dëst gëllt natierlech och fir déi aner Sportsverbänn an déi vill Sportsveräiner, déi insgesamt och eng normal wichteg Sozialaufgab fir d'Gesellschaft am Benevolat iwwerhuelen.

Och am Sport ass de Benevolat vu grousser Bedeitung. Ech géif emol gäre soen, an och dat ass virdrun hei gesot ginn: ouni Benevolle kee Sport. Net zulescht dofir steet och d'Valorisatioun an d'Unerkennung vum Benevolat am neie Plan de relance am Sport, dee mer kierzlech virgestallt hunn. Et geet eis eeben drëms, d'Wichtegkeet vum Benevolat ervirzehiewen, d'Unerkennung vun hirem onermiddlechen Asaz ze incitéieren an och si ze incitéieren, weiderhin dobäizebleiwen, de Benevolat ze valoriséieren an nei Benevoller och dozou ze bréngen, fir sech fir d'Allgemengheet anzesetzen.

Mir wäerten dofir am Hierscht mat de Medien zesummen eng professionell accompagnéiert Campagne lancéieren. Mir wäerten och déi Aktioun „Bénévole de l'année", déi jo traditionell ëmmer nëmmen eemol am Joer gemaach ginn ass, iwwert d'ganzt Joer zéien an eng ganz Rei méi Benevoller domadder och an d'Rampenlicht stellen, fir eng zousätzlech Unerkennung fir si ze erreechen.

An, ech hat dat och schonn ugedeit an der Kommissioun, och am Beräich vum Congé sportif wäerten Initiativen en faveur vun deene Benevolle kommen. Ech hat awer och derbäigesot, dass dat natierlech och heescht, dass, wa mer méi Leit kréien, déi an Zukunft de Congé sportif wäerten an Usproch huele kënnen, op där anerer Säit och d'Kontrollmechanisme musse verstäerkt ginn, fir eventuell Abusen ze verhënneren.

Här President, d'Inklusioun am Sport, d'Informatioun, d'Sensibiliséierung an déi konkreet Ëmsetzung um Terrain ass a soll en interdisziplinären, transversalen a partnerschaftlechen dauerhafte Prozess sinn, un deem jiddweree vun eis sech kann a soll bedeelegen. Ech hoffen an ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass och dësen Débat d'orientation dozou konnt bäidroen.

Ech fannen, dass zu esou engem Débat d'orientation och gehéiert, dass een hei net nëmmen eng virbereete Ried hält, mee dass een och probéiert, esou gutt wéi méiglech op d'Froen anzegoen. Mat Sécherheet kann ech déi Froen net alleguerte beäntwerten. Wann ech se am Viraus gehat hätt, wär dat méiglech gewiescht, mee ech probéieren awer, dat esou gutt wéi nëmme méiglech ze maachen.

Déi einfachst war déi: „Wéi vill Leit sinn actuellement am Handisport insgesamt aktiv?" Ech wëll dozou soen, dass mer bei de Special Olympics 688 Lizenzen hunn a bei de Paralympics sinn et der 201. Do gesäit een also schonn d'Envergure vun der Aarbecht, déi an deene Federatiounen do geleescht gëtt.

Et ass gefrot ginn, ob et eng gutt Iddi wär, et fir Sportsveranstalter zu enger verbindlecher Obligatioun ze maachen, dass och handicapéiert Leit oder defavoriséiert Leit, wat hire Gesondheetszoustand ugeet, kënnen drun deelhuelen.

Ech muss Iech soen, dass ech dat perséinlech net fir eng gutt Iddi halen, och well ech mengen, dass se contraire ass zum autonom a privat organiséierte Sport zu Lëtzebuerg. Ech setzen do éischter op d'Iwwerzeegung, dass een dat als Best Practices sollt maachen, fir ze weisen, dass dat geet, wéi dass een elo eng Obligatioun géif draus maachen, wat och géif riskéieren, dass da vläicht eenzel Veranstalter d'Loscht verléieren an dann iwwerhaapt näischt méi maachen. Mir géifen also riskéieren, als Ganzt ze verléieren.

Mee selbstverständlech, an ech mengen, dat war och d'Iddi, sollt ee probéieren, esou vill wéi méiglech ze mobiliséieren, esou vill wéi méiglech ze informéieren, esou vill wéi méiglech ze incitéieren, dass dat soll méiglech sinn. An dee Wee ginn ech ganz gäre mat!

„Benevolat" hat ech gesot: De Congé sportif wäert een Element ginn, mat deem mer ganz konkreet eppes fir de Benevolat wäerte maachen.

Et ass och gesot ginn, dass mir eng ganz Rei vu Benevoller an de Sportsveräiner verléieren. Ee Grond, et ass gesot ginn, ass deen, dass déi Leit elo d'Méiglechkeet kréien, aner Saachen ze maachen, a gesinn, dass dat och ganz flott ka sinn, an esou de Sportsveräiner verluer ginn. Ech mengen, dass och ganz vill Leit an deene Veräiner oft den Androck hunn, dass, wa se Verantwortung iwwerhuelen, d'Verantwortung ganz eleng op hire Schëllere läit, an dass dat se och demotivéiert.

Duerfir kann ech nëmmen ëmmer erëm drun erënneren, dass et eng Méiglechkeet gëtt, sech och do haaptamtlech hëllefen ze loossen duerch déi Méiglechkeet, déi mer hunn, dass Sportsveräiner kënnen op EMI-Kontrakter zréckgräifen, déi mer am Kader vun der Politik vun der ADEM a vum Fonds pour l'emploi hunn. Et gëtt eng ganz Rei Sportsveräiner an och Verbänn, déi dat scho gemaach hunn. Ech kann also nëmme widderhuelen: Déi Méiglechkeet besteet.

Do komme Leit, déi also da praktesch vum Fonds pour l'emploi kofinanzéiert oder souguer ganz finanzéiert ginn, déi an de Sportsveräiner kënnen hëllefen an domadder och d'Laascht vun deene Benevollen e bësse kënnen ewechhuelen. Ech mengen, dass dat och e ganz wichtegt Element ass.

Dann ass gesot ginn: „méi Sport an der Schoul!" Ech mengen, soulaang mer Sportsministeren hunn, war déi Fuerderung ëmmer erëm aktuell an ëmmer erëm um Dësch. Ech als Sportsminister géif mech esou enger Diskussioun selbstverständlech net verschléissen.

Ech sinn awer och pragmatesch genuch fir ze wëssen, dass et an der konkreeter Ëmsetzung net esou einfach wäert ginn. Nieft dem Sport sinn och aner Demandeuren do. Mir als Sportler soen, et misst méi Sportsstonne ginn. Op där anerer Säit soen déi, déi am Kulturberäich aktiv sinn, et misst méi Konscht an der Schoul gemaach ginn, d'Sproocheproffe soen, et misste méi Sprooche gemaach ginn, d'Geschichtsproffe soen, et misst méi Geschicht gemaach ginn, soudass ech also mengen, dass et net esou einfach ass, alles - an alleguerten hu se Recht, jiddweree fir sech, wëll ech ganz kloer soen - ënnert een Hutt ze bréngen.

Ech gesinn dat duerfir och e bësse méi interdisziplinär. An enger Gesellschaft, wou et ëmmer méi drop erausleeft, dass mer am Fong eng integréiert Ganzdagsbetreiung hunn, misst, mengen ech, an deem ganze Programmoflaf, deen d'Kanner de ganzen Dag matmaachen a wou vill Stonnen an der Schoul verbruecht ginn - dat ass wichteg -, mee awer och ganz vill Stonnen a Maison-relaisen an an anere Strukture verbruecht ginn, am Fong gekuckt ginn, fir eng gesamtheetlech Approche ze fannen, fir dass insgesamt méi Sport gemaach gëtt, well dat jo d'Zil ass, a virun allem insgesamt méi Sport mat professioneller Betreiung gemaach gëtt.

Dat ass och ganz wichteg an duerfir setze mir an der ENEPS och kloer op eng méi enk Zesummenaarbecht souwuel mat deenen, déi traditionell Schoulmeeschteren a Schouljofferen ausbilden, wéi och mat deenen, déi Educateuren an Educatricen ausbilden. Fir eis ass dat e ganz, ganz wichtegt Element an d'Reform vun der ENEPS ass do, mengen ech, och um gudde Wee, fir genau dat doten och erëmzefannen.

Da sinn ech gefrot ginn: „Wat huet de Minister ënnerholl, fir d'Infrastrukture vum Sport bereetzestellen?" Ech hat et virdru gesot: Beim Plan quinquennal hunn net nëmmen ech als Minister, mee alleguerte meng Virgänger an der Regierung dofir gesuergt, dass grouss Budgete fräigesat ginn. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass mer, wann et sech ëm en nationalen Zenter handelt, 70 % kofinanzéieren, wann et e regionale Sportzenter ass, 50 % kofinanzéieren an, wann et e lokalen Zenter ass, 35 % kofinanzéieren. Dat ass extreemst wichteg!

Ech weess och, dass mer an de Schoulen zum Beispill ganz vill Sportshale hunn. Virdrun ass en Appell gemaach ginn un d'Direktere vun deene Schoulen, fir déi Infrastrukturen zousätzlech och nach zur Verfügung ze stellen. Ech wëll och do nach eng Kéier drun erënneren, dass dat oft dru scheitert, dass keng Leit do sinn, déi d'Sportshal kënnen opspäre respektiv zouspären, well d'Portieren net iwwert de ganzen Dag verfügbar sinn. Och do gëtt et Méiglechkeeten, iwwert deen nämmlechte Wee, vun deem ech virdru geschwat hunn - iwwert d'EMI-Kontrakter zousätzlecht Personal an d'Schoulen eranzekréien -, déi u sech keng Weiderbelaaschtung, keng finanziell Belaaschtung fir déi jeeweileg Schoul duerstellen, mee déi awer d'Offer weesentlech ausbaue kënnen. Dat hu mer schonn op verschiddene Plaze reusséiert. An ech mengen, dass dat och kann e Modell fir anerer sinn.

Ech hu mat Freed festgestallt, dass meng Iddi, fir Famille 50 Euro ze ginn, fir dass se hir Schold vis-à-vis vun engem Veräin kënnen ofbezuelen, wa se engem Kand eng nei Lizenz wëlle ginn, hei op ganz fruchtbare Buedem gefall ass. D'Iddi ass direkt lancéiert ginn.

„Soll een dat dann net verallgemengeren?" Ech wëll ganz, ganz kloer soen, dass dat heiten eng Aktioun war, déi am Fong eemoleg geplangt war, eebe fir deem e bëssen entgéintzewierken, dass vill Veräiner gesot hunn, si hätten elo eng Perte vu Lizenzen ze verzeechnen.

Wann een et pereniséiert, wéi virdrun ugeschwat ginn ass, da kann dat a mengen Aen nëmme mat enger méi grousser Selektivitéit geschéien, woubäi et da muss kloer sinn, dass déi Leit eppes solle kréien, déi et wierklech brauchen, an déi, déi Paien hu wéi ech, soen ech elo mol, net och nach vum Staat e Bong vu 50 Euro kréie mussen, wann hiert Kand Sport maache geet.

Wann duerfir iwwer Pereniséierung geschwat gëtt - déi heiten Aktioun war net esou geduecht, mee wann dat soll eng Iddi sinn -, dann ass meng Meenung ganz kloer: Da muss et eng sozial selektiv Mesure ginn, déi nëmmen deenen zeguttkënnt, déi wierklech Schwieregkeeten hunn, an, den Här Clement hat och dovu geschwat, déi da wierklech och geziilt un déi geet, déi et wierklech brauchen.

Vläicht nach, dat hat ech virdru bei den Infrastrukturen nach vergiess: Selbstverständlech ass et och esou, dass mer an deenen neie Sportsinfrastrukturen all d'Standarden erfëllen, fir dass déi behënnertegerecht sinn, wärend dat bei deenen alen Infrastrukturen net iwwerall de Fall ass. Ech wëll awer och nach eng Kéier ganz kloer hei op der Tribün soen, dass mer eis awer, och wa Gemengen eeler Infrastrukturen nei maachen, selbstverständlech mat ganz grousszügege Subside bedeelegen. Do si mer awer, an dat ginn ech ganz gären zou, och e bësse vun der Initiativ vun de Gemengen ofhängeg. Vläicht ass et ganz nëtzlech, de Gemengen an enger Circulaire nach eng Kéier ze rappeléieren, dass déi Méiglechkeet besteet.

Vläicht ofschléissend, fir nach eng Kéier op den Här Mischo zréckzekommen: Ech mengen net, dass et sech an der Sportspolitik ëm e Match handelt, deen iergendwou eng Kéier ofgepaff gëtt. Souguer wann an deem enge Match d'Eelefmeterschéissen nach amgaangen ass, ass am Fong deen anere Match schonn amgaangen. Mir sinn am Fong hei an enger Situatioun, an där ee weess, dass e Status quo u sech e Réckschrëtt ass. An duerfir ass d'Sportspolitik, d'aktiv Sportspolitik, eng deeglech Erausfuerderung, där mir eis musse stellen an an där mer - an dat wëll ech hei betounen, dat ass meng fest Iwwerzeegung! - och nëmme kënne virukommen, wa mer alleguerten un engem Strang zéien.

Dat zielt fir alleguerten d'Acteuren, déi am Lëtzebuerger Sport aktiv sinn, an deem mer, dat ass meng fest Iwwerzeegung, relativ gutt opgestallt sinn, wann ech un all déi Strukturen denken, déi mer hunn, vum Ministère iwwer en COSL, iwwer e LIHPS, iwwer e Sportlycée, iwwer eng Coque et j'en passe, well ech hunn der mat Sécherheet elo vergiess, iwwert d'ENEPS. Mir hu ganz, ganz vill gutt Strukturen, an deene ganz, ganz, ganz gutt geschafft gëtt a gutt Iddien op den Dësch kommen. Wat e bësse feelt, dat ginn ech ganz gären zou an doru muss geschafft ginn, ass d'Koordinatioun ënnereneen, ass och d'Verbesserung vum Mateneeschaffen. Dat ass eppes, wat mir ganz, ganz vill um Häerz läit. An do kommen natierlech, wa mer elo ganz konkreet iwwer Inklusioun an iwwer Problemer vun der Inklusioun am Sport schwätzen, och nach aner Acteure mat an d'Spill, déi mer do musse mat un den Dësch kréien.

Wéi gesot, nach eng Kéier e ganz grousse Merci fir dësen Débat d'orientation a virun allem och fir déi konstruktiv Beiträg.

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Sportsminister Dan Kersch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

3. 7781 - Projet de loi relative au réaménagement de l'échangeur de Pontpierre situé sur l'autoroute A4

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7781 iwwert de Reamenagement vum Echangeur Steebrécken op der A4. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Projet de loi 7781 ass e Finanzéierungsgesetz fir e Stroossebauprojet vum Mobilitéitsministère. Hei geet et ëm d'Reamenagement vum Echangeur Steebrécken op der A4, also op der Escher Autobunn.

Mam Vott vum Projet de loi 7781 gi mer als Chamber der Regierung den Ok, fir iwwert de Fonds des routes d'Depensë vu maximal 71,7 Milliounen Euro fir de Reamenagement vum Echangeur Steebrécken auszeginn, e Montant, dee wéi üblech un de Bauindex gebonnen ass, an d'Aarbechte ginn an engems als d'utilité publique deklaréiert.

Dëst Finanzéierungsgesetz bëndelt scho gemaachten an nach noutwendeg Aarbechten op dësem a ronderëm dësen Echangeur an engem eenzege Gesetzesprojet, deen de gesetzleche Seuil vu 40 Milliounen Euro iwwerschreit.

D'Aarbechten um Steebréckener Echangeur dauere schonn eng ganz Zäitchen an déi éischt Spueren dovunner fanne sech am Budgetsgesetz vun 2005, wou d'Frais d'études virgesi waren, an duerno an der Chambermotioun vun de Grands projets d'infrastructure vum Oktober 2007, wouropshin am Budget 2008 ronn 7 Milliounen Euro fir éischt Aarbechten, den Deplacement vun der Tankstell a Richtung Stad, virgesi goufen. Ab dem Budget 2010 waren du schonns 17,25 Millioune virgesinn an duerno gouf et weider Upassungen en fonction vun der Evolutioun vum Projet.

Wéi eng Aarbechte gesäit dëse Projet, deen och am MoDu 2.0 virgesinn ass, also am Detail vir? Nieft respektiv ënnert der Escher Autobunn soll op der Héicht vun der N13, der Dräikantonsstrooss, den aktuellen onkompletten Echangeur duerch e groussen ovale Kreesverkéier ersat ginn, un dee sech dann déi véier Brëtelle respektiv d'Autobunnsopfaarten an d'Autobunnsoffaarte raccordéieren.

Domadder erlaabt dëse Projet endlech och eng direkt Opfaart um Echangeur a Richtung Stad, wat bis elo net méiglech ass, an och insgesamt méi securiséiert a fléissend Op- an Offaarten. De Verkéier muss duerno net méi duerch d'Wunnquartiere vu Steebrécke fueren, wat aktuell de Fall ass - iwwert d'N4, d'Rue d'Europe, oder d'CR169, d'Route de Luxembourg.

Zu den Aarbechten, déi scho ganz oder deelweis gemaach sinn, gehéieren d'Verleeë vun enger Gasleitung, den Deplacement vun der Tankstell Richtung Stad, den Amenagement vun der neier Plattform fir d'Tankstell Richtung Esch op der Géigesäit an de Bau vun zwee Ouvrage-d'arten, déi fir de Kreesverkéier noutwendeg sinn.

Bei dësen zwee Ouvrage-d'arten handelt et sech ëm zwou Brécke vu 40 Meter Längt a jeeweils 4.500 Tonnen, déi 50 Meter nieft der Autobunn gebaut gi sinn an do wärend dem verlängerte Päischtweekend vun 2019 mat engem Hydrauliksystem ënnert d'Autobunn gedréckt gi sinn.

D'Tankstell Richtung Stad ass schonn 2009 geréckelt an nei opgeriicht ginn an d'Aarbechten un der Plattform fir d'Tankstell Richtung Esch hunn 2015 ugefaangen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Installatioun vun der neier Tankstell ass amgaang a si wäert wuel nach dëst Joer a Betrib goen.

D'Rue d'Europe, also d'N4, wou de Moment de gréissten Deel vum Opfaartstrafick Richtung Stad duerchleeft, gëtt verkéiersberouegt an als Sakgaass zréckgebaut mat zum Schluss engem Wendehammer beim Echangeur.

Déi bestoend Autobunnsbréck gëtt verbreedert an d'Bréck, mat där momentan d'Rue d'Europe iwwert d'N13 gefouert gëtt, gëtt ofgerappt. Zousätzlech kommen op béid Säite vun der Autobunn Écrans antibruit. Heizou ass eng Lärmschutzstudie gemaach ginn, et si Miessunge gemaach ginn, et ass eng Estimatioun vum Trafick gemaach ginn. Op Basis dovu sinn d'Ecranen dimensionéiert ginn. Am Ganze gi bal dräi Kilometer Lärmschutz installéiert mat enger Fläch vu ronn 11.000 Quadratmeter, Écrans antibruit absorbants mat ënnerschiddlechen Héichten en fonction vun der Proximitéit vun den Haiser.

Dëse Projet berécksiichtegt och schonns den zukünftegen Ausbau vun der A4 als vollwäertege Couloir multimodal. D'Autobunn wäert dee Moment hir normal zweemol zwou Spuere behalen, mee d'Standspuer respektiv d'Bande d'arrêt d'urgence wäert esou ausgebaut ginn, dass se temporaire als Busspuer a fir de Covoiturage benotzt ka ginn.

Am haut virleiende Projet ass do zum Beispill eng Stützwand virgesinn, déi noutwendeg ass, fir de Couloir vum schnellen Tram fräizehalen. Dat ass fir ze evitéieren, dass duerno nach eng Kéier an deem Beräich Spärunge vun der Strooss misste gemaach ginn.

An da gesäit de Projet och nach Assainissements-aarbechte vir. Hei ass eng Mise en conformité a Vergréisserung vum bestoende Reewaasseropfaangbecke virgesinn, deen och mat der Mess wäert verbonne ginn.

Erlaabt mer, elo zum Schluss vun dësem Projet nach kuerz op den Historique vun dësem Echangeur anzegoen, wuel wëssend, dass d'Escher Autobunn haut eng vun deene meeschtbefuerenen Autobunnen am Land ass.

Den Tronçon Steebrécken–Lalleng op der A4 ass nieft dem Tronçon Kierchbierg–Sennengerbierg op der A1 deen éischten Tronçon, deen am Land gebaut gouf. 1969 ass dësen Tronçon ageweit ginn. A säitdeem huet sech op dësem Echangeur kaum eppes geännert, wat natierlech als Konsequenz huet, dass d'Configuratioun net méi der aktueller Verkéierssituatioun ugepasst ass.

Wéi virdru schonn erwäänt: Wann ee vun Esch kënnt an et wëllt een erof- oder vun der Autobunn fueren, da muss ee bis haut duerch Wunnquartiere fueren, fir de Wee op de Réseau secondaire, hei op d'N13 Richtung Wickreng, ze fannen. A fir op d'Autobunn Richtung Stad ass et mat der Rue d'Europe an der Route de Luxembourg nach schlëmmer. Hei gëtt de Verkéier aktuell quasi just laanscht d'Haiser guidéiert, wéi ech et jo elo just schonns gesot hunn.

De Projet wäert deemno net just fir d'Automobilisten en Ënnerscheed maachen, mee virun allem en enorme Gewënn u Liewensqualitéit fir d'Awunner vun dëse Stroossen zu Steebrécke mat sech bréngen. Et huet laang un enger definitiver Visioun gefeelt, wéi dësen Echangeur zukunftsorientéiert amenagéiert kéint ginn. Elo si mer an der Logik vun enger multimodaler Autobunn mam schnellen Tram an engem Vëlosexpresswee. Op Basis vun dëser Philosophie ass d'Finanzéierungsgesetz preparéiert ginn, wuel wëssend, dass de schnellen Tram respektiv de Vëlosexpresswee net an dësem Finanzéierungsgesetz mat dran ass. Mee dëse Projet passt awer elo op déi Entwécklungen, déi nach komme sollen, a bereet sech zum Deel och schonn dorobber vir.

De Projet de loi 7781 gouf de 4. Mäerz dëst Joer vun eisem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, dem Här Bausch, an der Chamber deposéiert. De Staatsrot huet säin Avis den 11. Mee ofginn an hat keen Awand. Doropshin huet d'Mobilitéits- an d'Travaux-publics-Kommissioun mech den 10. Juni 2021 als Rapportrice designéiert. An de Rapport gouf den 1. Juli unanime vun der Kommissioun ugeholl.

Heimat ginn ech deen Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Rapportrice.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grousse Merci der honorabeler Madamm Chantal Gary fir en exzellente mëndlechen a schréftleche Bericht.

Den Echangeur Steebrécken op der Autobunn A4 ass - an d'Madamm Gary hat et och nach eng Kéier gesot - ee vun deenen éischten, fir net ze soen deen éischten, gewiescht, deen et zu Lëtzebuerg ginn ass op der Autobunn, well dat Stéck ... A verschidde Leit heibanne kënne sech nach erënneren, als Kand, wéi se do déi éischte Kéier hu kënnen op deem dote Stéck Autobunn fueren. Dat war eppes Neies. An do sinn der och vill ...

(Interruption par M. Dan Biancalana)

Jo, Här Biancalana, als Kand!

(Hilarité)

Déizäit war och eisereen nach e Kand. Wat war dat flott, wann ee konnt mam Papp oder mat der Mamm op deem éischte Stéck Autobunn fueren! An et huet een heiansdo och en Ëmwee gemaach, fir an d'Stad ze kommen, fir däerfen iwwert d'Rout Bréck och do dat klengt Stéck kënnen ze fueren. Well méi Autobunn hate mer deemools nach net hei am Land.

D'Gesetz vun haut de Mëtteg ass derfir do, fir och eng Base légale ze schafen. Et si scho verschidden Ännerunge gemaach ginn, déi och bluttnoutwendeg waren. Dat eent, dat war emol dat Verréckele vun där Tankstell, déi 2009 geréckelt ginn ass.

Et ass och elo wichteg, dass deen anere Forme kritt, well an Zwëschenzäit huet Lëtzebuerg méi Awunner. Dee ganzen Eck huet vill méi eng grouss Attraktivitéitszon kritt, et ass amgaang eng ze entstoen déi aner Säit Richtung Wickreng. Dofir ass et och wichteg, dass een do direkt eng Ubannung kritt op d'Autobunn, fir dass d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi do an deem Eck wunnen, och méi grouss gëtt, well och d'Gemeng Monnerech ass méi grouss ginn an och Steebrécken huet méi Awunner bäikritt, wéi dat deemools 1968 an de Planungen de Fall war.

Ech mengen, et ass och wichteg fir ze ënnersträichen zur Lärmbelästegung, déi bis elo war fir déi Leit, déi do an deem Eck gewunnt hunn, dass do eppes ënnerholl gëtt géint dee Kaméidi an dass si doduerch och méi eng grouss Liewensqualitéit kréien. Et ass och wichteg, dass d'Rue d'Europe endlech aneschters erfaasst gëtt, well dat awer säit Enn de 60er-Joren ëmmer méi Verkéier mat sech bruecht huet. Well et ass ënnerstrach gi vun der Madamm Gary, dass et eng vun deenen am meeschte benotzten Autobunnen hei am Land ass.

Ech géif awer gären an deem Kontext och nach e puer aner Remarke maachen an de Minister froen, och wann dat hei elo e fantastesche Projet ass, deen och d'Zoustëmmung vun eis fënnt, wou ech och wëll ënnersträichen: Mir hunn och d'nächst Joer Esch 2022, wou mer jo hoffen, dass och de ganze Süden dervu ka profitéieren, vun der Attraktivitéit vun Diddeleng bis op Rëmeleng, bis op Déifferdeng, bis op Péiteng, an dat doten ass eng Achs dervun, déi do och muss spillen, dass een och do muss oppasse mat deenen Attraktiounen, déi an deene jeeweilegen Uertschafte si bei Esch 2022, well do all Mount eng aner Südgemeng am Mëttelpunkt steet, dass een dat do och vläicht ka berücksichtegen, wann een do dee Chantier organiséiert.

En anere Punkt, Här Minister: déi Leit, déi déi Autobunn all Dag benotzen, dat doten ass ee vun de Problempunkten. Gutt, dass do eppes geschitt!

En anere Problempunkt ass heiansdo - ech betounen: heiansdo - d'Tankstell, well se heiansdo zrécksti bis op d'Strooss; dat kënnt virun allem vir - ech mengen, dat ass déi meeschtbefueren Autobunn aus dem Land op Diddeleng eriwwer -, wann do eppes geschitt ass, da sti se heiansdo mat de Camionen zréck bis op d'Tankstell, ob een do net nach eppes ka mat berücksichtegen.

An da virun allem, an de Minister weess et, well ech hat e schonn eng Kéier an der Kommissioun drop ugeschwat, dass mer och eppes misste maachen op där Autobunn - d'Ausfaart Croix de Cessange fir eriwwer op Tréier respektiv d'Areler Autobunn -, well do sti se alt heiansdo zréck bis op Leideleng. Dat ass e Geforepunkt op där Autobunn, dass mer och do an där ganzer Euphorie, déi elo ass fir deen heite Projet, deen och gutt ass, deen och noutwendeg ass, wou mer och gläichzäiteg, et ass ënnerstrach gi vun der Rapportrice, dat mam schnellen Tram mat berücksichtegen, dass mer awer och kucken, deen anere gréissere Problempunkt op där Autobunn ewechzekréien.

Mir däerfe jo och net vergiessen: Den Uschloss vun der franséischer Autobunn, dee wäert jo och gläich fäerdeg sinn, dass dann uewen um Raemerech och do den Uschloss kënnt direkt op d'Autobunn an net méi duerch de Belval - dach, nach ëmmer deelweis duerch de Belval -, mee dass dat och nach zousätzleche Verkéier wäert mat sech bréngen, dass deen dann awer och fléissend virukënnt.

Dat gesot villmools merci der Madamm Gary nach eng Kéier. Mir ginn d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. Dann huet den Här Max Hahn d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, ech mengen, et gëtt eppes zu Steebrécken, wat et soss néierens am Land gëtt: eng Op- an eng Offaart vun enger Autobunn, déi queesch duerch e Wunngebitt geet, meng Virriedner hunn et scho gesot. Do dernieft gëtt d'Opfaart nach gekräizt vun engem Chemin repris, dem CR169, eng Situatioun, déi sécherlech alles anescht wéi flott ass. An ech mengen, et ass net iwwerdriwwen ze soen, dass et wuel déi onkamoudsten an déi nervegst Op- an Offaart vu Lëtzebuerg ass, …

(Interruption)

… virun allem emol fir déi Leit, déi do wunnen. Keen huet Loscht, permanent dem Kaméidi an dem Gestank an den Ofgasen ausgesat ze ginn. Dat gëllt natierlech net just fir Steebrécken, mee fir dat ganzt Land. Mir brauchen dofir Verkéiersberouegungen an eng besser Liewensqualitéit domadder fir d'Bierger, an zwar iwwerall op esou Plazen.

Dowéinst si mir als DP-Fraktioun dann och ganz frou, dass elo en endgültege Projet um Dësch läit, deen d'Situatioun zu Steebrécke spierbar verbessere soll. D'Rapportrice huet et gesot: De Projet huet am Laf vun der Zäit vill evoluéiert an en ass ëmmer erëm nees adaptéiert ginn. Et huet sech dach ganz laang gezunn. An effektiv, de Chantier op där Plaz zitt sech schonn zimmlech laang. Fir jiddereen, deen do an der Géigend wunnt, ass de Chantier schonn e gewinnten Ubléck ginn.

Ech war viru Kuerzem an engem bekannte Café do an der Géigend. De Wiert huet mer gesot, dass schonn iwwer 30 Joer vun deem heite Projet geschwat géif ginn an et géif héich Zäit ginn, eppes ze maachen. Ech mengen, dee Wiert huet Recht. Déi éischt Etüde sinn, jo, Enn den 90er gemaach ginn. An et ass 2008 da lassgaange mat der Tankstell, déi versat ginn ass a Richtung Stad. Entretemps gëtt och un där anerer Tankstell déi aner Säit, Dir wësst dat bestëmmt alleguerten, gebaut. An och dat huet eng Zäitche gedauert, bis dass sech ee fonnt huet, deen dohinner wollt. Elo geet et do endlech dann och virun.

Alles an allem begréisse mir als DP op alle Fall dëse Projet, well et ass e Plus vu Liewensqualitéit op där enger Säit fir d'Awunner, déi do wunnen, déi also den Duerchgangstrafick net méi virun der Nues hunn. Zousätzlech gëtt och fir si gekuckt, dass zousätzleche Schallschutz hei installéiert gëtt, fir och hei d'Liewensqualitéit ze verbesseren. An op där anerer Säit sinn et selbstverständlech awer och d'Automobilisten, déi Dag fir Dag op där heiter Plaz fueren, déi hei entlaascht ginn.

Den Amenagement vum Steebréckener Echangeur leet awer och schonn d'Fundament op där heiter Plaz fir déi zukünfteg méi enk Verbindung tëscht dem Süden an der Stad duerch dee multimodale Korridor, och eppes, wat nei ass hei dann zu Lëtzebuerg, wou et net méi drëms geet, just den Auto ze berücksichtegen, mee wou e Couloir geschaaft gëtt fir de schnellen Tram, wou gekuckt gëtt, fir d'Standspuer ze notze fir de Covoiturage, fir den ëffentlechen Transport. Ech mengen, dat ass e Wee, wéi eis Stroosseninfrastrukturen an der Zukunft sollen alleguerte geplangt ginn. Ech mengen, mir kënnen et alleguerten net erwaarden.

An ech hat elo bal eppes ganz Flottes och nach vergiess: déi Vëlosautobunn, déi quasi och niewendrun installéiert gëtt. Och dat, mengen ech, ass ganz am Sënn vun der Zäit. D'Finanzéierungsgesetz haut ass e klengen Deel, wéi gesot, da vun deem Ganzen.

Dëst gesot, léif Kolleegen, géif ech der Rapportrice nach villmools Merci soe fir hir zwee ganz gutt Rapporten: hire mëndlechen a schréftlechen. An ech géif awer selbstverständlech och den Accord gi vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Hahn. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, zu Steetbrécken wäert den Echangeur vun der A4 endlech erneiert ginn. D'Rapportrice ass och schonn op den Historique agaangen an huet och d'Adaptatiounen erwäänt, déi gemaach goufen. Ech wéilt hir vun dëser Plaz dann och Merci soe fir hiren detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wäert och net op den Historique agoen, op d'technesch Detailer, mee éischter op d'Ausriichtung vun dësem wichtege Bauprojet an Infrastrukturprojet.

Jo, den Echangeur selwer staamt aus der Zäit, wou d'A4 gebaut gouf, dat heescht dem Joer 1969. An et huet ee jo haut de Mëtten hei eraushéiere vu Virriedner, dass verschiddener schonn an hirer Kandheet do gespillt hunn. Anerer waren zu där Zäit nach net gebuer.

D'Zoufaarten op alle Fall op d'Autobunn sinn a béide Richtungen den haitege Standarden net méi ugepasst. Wëllt ee Richtung Esch fueren, ass d'Opfaart immens kuerz. A mat deem ville Verkéier, deen een awer dagdeeglech op der A4 huet, entsteet do eng ganz geféierlech Situatioun. An och ëmgedréit: Wëllt ee Richtung Stad fueren, da muss ee fir d'éischt duerch d'Rue de Luxembourg fueren, wou eng Rei Leit wunnen. An da gëtt et, kuerz ier et op d'Autobunn geet, nach d'Géigespuer, den CR169, deen een iwwerkräize muss. Dat alles ass an der Conceptioun net optimal. Dofir wäert och, mengen ech, dësen Ëmbau e Méi u Verkéierssécherheet bréngen - an déi ass och noutwendeg!

Anerersäits stëmmt an dësem Fall awer och d'Konzept hannert dem ganzen Ëmbau. Hei gëtt net just den Accès op eng Autobunn securiséiert, mee de Projet ass awer och esou konzipéiert, esou geduecht, dass deenen anere Mobilitéitsprojete Rechnung gedroe gëtt, déi an deem Raum geplangt sinn. An ech denken do un de Couloir multimodal, dee jo och virun engem gudde Joer ugekënnegt gouf.

Do gesäit ee jo och nieft dem Tracé vun der Autobunn den zukünftege séieren Tram, deen dohinner kënnt, deen och Esch mat der Stad verbanne wäert, an awer och de Vëloexpresswee, dee virgesinn ass. Bon, et war laang och d'Diskussioun vun enger Busspuer. Do gesäit de Projet awer elo éischter eng Standspuer vir, déi ausgebaut gëtt, wou eng drëtt Spuer hikënnt fir, wéi gesot, och de Covoiturage. Ech mengen, och dat ass ganz positiv.

Hei gëtt also en Echangeur ganz kloer op der Autobunn moderniséiert. Mir stinn natierlech och hannert deene Mobilitéitsprojeten, déi och an der Zukunft do geplangt sinn, notamment dem séieren Tram.

Wichteg ass awer och, mengen ech, deen neie Schallschutz, deen dohinnerkënnt, dee virgesinn ass, well et ass am Beräich vu verschiddenen Haiser, déi ganz no un der Autobunn sinn. A gutt un dësem Projet gefält eis och als LSAP, dass am Fong d'Autosfuerer, déi zu Steebrécken erausfueren, an Zukunft net méi mussen am Fong duerch d'Rue d'Europe fueren, fir op d'N13 ze kommen. Et ass am Fong e Plus u Liewensqualitéit fir déi dote Leit, déi do effektiv wunnen. Ech mengen, hei ass de Präis vun 71,7 Milliounen och néideg, well jo hei zwou Brécken hu missen, wéi gesot, gebaut ginn. Dat erkläert am Fong déi Erhéijung zu dësem Infrastrukturprojet.

Ech wéilt awer och nach hei drop opmierksam maachen a bemierken, d'Virriedner hunn et och gemaach, dass a Richtung Stad an der Zoufaart fir op d'Tankstell, bon, do sti reegelméisseg Camione bis op d'Autobunn. Dat ass e reelle Geforepunkt. An ech mengen, dee muss een och am A hunn an der aktueller Situatioun, awer och herno am Kader vum Ëmbau.

Op alle Fall kann ech am Numm vun der LSAP soen, dass duerch dës Neigestaltung d'A4 méi sécher wäert gestalt ginn. An doropshin ginn ech natierlech och den Accord vun der LSAP fir dëse Finanzéierungsprojet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, fir unzefänken e ganz grousse Merci un d'Rapportrice fir deen exzellente Rapport, souwuel mëndlech wéi och schréftlech.

Viru Joren, et ass scho länger hier, du wollt ech eng Kéier vu Steebrécken an d'Stad fueren an du wollt ech dann op d'Autobunn fueren. Du sinn ech de Schëlter nogefuer, do laanscht dee berüchtegte Café. An du koum ech do an e Wunnquartier an du sinn ech stoe bliwwe mam Auto, well ech konnt mer net virstellen, dass et do géif op d'Autobunn goen, esou irrealistesch huet dat deemools fir mech ausgesinn. Du sinn ech zréckgefuer an nach eng Kéier dohinner, bis ech dann effektiv eraushat, dass de Wee op d'Autobunn géif duerch de Wunnquartier goen, wat mech effektiv deemools och schockéiert huet a wou ech also elo och frou sinn, haaptsächlech fir déi Leit, déi do wunnen, dass déi Situatioun sech endlech ännert.

Ech hat d'Chance, zwielef Joer op Esch ze fuere vu Mamer aus. Firwat „d'Chance"? Ma d'Chance war am Fong déi, dass ech net hu misse vun Esch an d'Stad fueren, mee an d'entgéigegesate Richtung. An ech konnt dunn ëmmer mat Matleed kucken, wéi déi Leit, déi aus dem Süden koumen, dann dagdeeglech do am Stau stoungen - virun zwielef Joer, an dat gesäit een och gutt, wann een e bëssen oppasst, däitlech manner wéi haut. Also, do gesäit ee schéin, wéi vu Joer zu Joer de Stau, de Verkéier zouhëlt. A souguer och an déi aner Richtung, Richtung Esch, gesäit een och, wou, ech soen, virun zwielef Joer nach ganz wéineg Autoe gefuer sinn an der elo ëmmer méi do sinn.

Dat huet natierlech och seng Grënn. An ech hunn elo hei gekuckt, Dir hutt gesot, 1969 ass deen Tronçon vun der Autobunn do gebaut ginn. Majo, dat waren, ech hunn hei d'Zuel fonnt vun 1970, Awunner am Kanton Esch - dat war nach, mengen ech, virun der Stolkris, zum Héichpunkt vun der Industrie -: 114.000 Awunner. 20 Joer drop, 1990: 116.000 Awunner. Also, quasi an 20 Joer - dat huet natierlech och mat deem ganze Strukturwandel, mat der Kris ze dinn, déi am Minett war - praktesch keng Veränneruna an der Bevëlkerungszuel. An da geet et awer staark erop, 2001: 134.000, 2011: 150.000, an ëmmer méi schnell, exponentiel quasi; 2021 dann 185.000 Awunner. Wann een elo rechent, also mir hunn zwëschent 1991 an 2011 an 20 Joer am Kanton Esch 34.000 Leit bäigeholl, awer da vun 2011 bis 2021 an Zäit vun 10 Joer 35.000, also do méi an 10 Joer wéi virdrun an 20 Joer.

Wann déi Situatioun esou weidergeet, da wäert natierlech och d'Zuel un Autoen nach ganz massiv klammen, d'autant plus, dass mer jo och ... Ech mengen, dat ass elo net, fir eng Schold hei ze ginn, mee dat ass einfach d'Situatioun. Mir brauche schrecklech laang, fir eppes ze maachen. Dee Projet hei staamt jo ursprünglech aus den 90er-Joren.

Elo hu mer de Projet vum schnellen Tram. Dee fiert vläicht schnell, mee en ass op jidde Fall net schnell am Gebautginn, wou e warscheinlach dann och no 2030 wäert fueren. Wann d'Bevëlkerungsentwécklung esou weidergeet, da wäert den Trafick natierlech nach weider zouhuelen, mat all den negative Konsequenzen, déi vun do kommen.

An dann hunn ech nach net iwwert d'Frontaliere geschwat. Fir lech do eng Zuel ze ginn: 1990 hate mer 16.000 Frontalieren aus Frankräich an 2021, also haut, 110.000. Also, do hëlt och déi Zuel andauernd zou a mir komme leider Gottes net no.

Dat gesot ass natierlech de ganze Projet hei eng ganz gutt Saach, fir dat Ganzt ze reegelen. Mir mussen iergendwéi dat Bescht draus maachen. Mee haaptsächlech och fir d'Leit, déi do wunnen, ass et ganz positiv fir hir Liewensqualitéit. An ech begréissen do an, ech mengen, d'ADR begréisst och ausdrécklech, dass do dee Lärmschutzwall opgeriicht gëtt an dass do och net gespuert gëtt, dass dee grouss gëtt a laang gëtt, fir dass déi Leit do net ze vill belästegt ginn.

Dat wier och eng Iddi, et ginn och nach ëmmer aner Plazen, wou een den Autobunnskaméidi ganz gutt héiert a wou esou e Lärmschutzwall zum Beispill de Leit och géif ganz vill hëllefen.

An deem Sënn gi mer als ADR d'Zoustëmmung fir dëse Projet. Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, den Echangeur zu Steebrécken entsprécht net méi de moderne Standarden. An dofir gëtt jo scho säit iwwer 20, scho bal 30 Joer, driwwer diskutéiert, fir deen nei ze amenagéieren. Donieft ass et esou, dass am Kontext vum schnellen Tram an der Vëlosautobunn déi heite Plaz souwisou muss nei ausgeriicht ginn. An dëse Projet dréit deem jo och Rechnung.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, da muss duerno just nach eng komplementar Bréck op där Plaz gebaut ginn, fir den Tram a Richtung Süden ze kréien. De schnellen Tram ass fir eis aktuell dee wichtegste Projet an der nationaler Mobilitéitspolitik a mir ënnerstëtzen am Prinzip dofir och all Projet, deen eis enger Realisatioun méi no bréngt.

No all deem Luef awer och elo méi e kritesche Bléck. Mir hunn eis Virbehalter par rapport zu deem Projet. Mir kréien elo hei en Echangeur, deem seng Capacitéiten ëm e Villfaches méi héich wäerte si wéi dat, wat mer elo hunn, an dat, obwuel déi Kantonalstrooss ënnendrënner, déi do desservéiert gëtt, keng Haaptverkéiersachs ass an dës Strooss och keen esou e grousst Anzuchsgebitt huet.

Mir bleiwe bei eiser Meenung, datt nei Stroossen och méi Trafick bedeiten. Grouss Infrastrukturprojeten, déi probéieren, den Individualtrafick méi fléissend ze maachen, erreechen eiser Meenung no mëttel- a laangfristeg genee de Contraire, well se justement den Individualverkéier stäerke par rapport zur kollektiver Mobilitéit.

Et stellt sech also fir eis d'Fro, ob een net hätt éischter missen eng Ëmgestaltung maachen, déi op eng Berouegung vum Verkéier op där Plaz ofziilt wéi op eng Erhéijung vum Duerchfloss an do den ËT och stäerken, also den ëffentlechen Transport verstäerken, well deen ass an deem Eck do net ganz déck.

Mir si just Membre-observateur an der Mobilitéitskommissioun, déi dann och nach permanent mat anere Kommissioune wéi och der Presidentekommissioun zesummefält. An dowéinst hu mir och vläicht verschidden Diskussiounen einfach verpasst. Mee mir ginn d'Gefill net lass, datt dëse Projet a senger konkreeter Ausgestaltung ganz staark beaflosst gouf duerch dee groussen Immobilieprojet zu Wickreng. Just nieft dem Echangeur baut jo e groussen Entrepreneur eng „Motor City" mat Geschäfter a Betriber, Ausstellungsflächen an, wéi ee konnt liesen, och engem groussen Hotel an e puer Wunnengen.

Ouni och elo op d'Responsabilitéiten anzegoen, muss ee festhalen, datt dëse Projet aus der Siicht vun der Landesplanung eng zimmlech Katastroph ass. Hei gëtt einfach op der grénger Wiss eng grouss Aktivitéitszon gebaut, genee an deem grénge Band tëscht der Agglomeratioun Süd an der Agglomeratioun Zentrum.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dëse Projet wäert massiv Trafick unzéien op eng A4, déi moies an owes schonn no beim Kollaps ass. Fir eis stellt sech d'Fro, ob hei net privat Profitinterête virun den Interessi vun der Allgemengheet gestallt goufen.

An dann nach eng lescht Saach. An de Kontext vun dësem Projet fält och nach déi nei Tankstell op der A4 Richtung Esch, déi grad finaliséiert gëtt. Déi ass justement wéinst der Neiausriichtung vum Echangeur verréckelt ginn. Ech wëll hei dann och emol gesot hunn, datt dat fir eis eng Feelentscheedung war. Nei Tankstellen ze bauen an enger Zäit, wou mer ansonsten alles maachen, fir d'Verbrennungsmotore vun der Strooss ze kréien, ass einfach en Anachronismus.

Duerch d'Op- an d'Offueren op déi Tankstell gëtt de Verkéier op der Autobunn zousätzlech gestéiert an da kënnt och nach derbäi, datt de schnellen Tram wäert mussen en Ëmwee ronderëm déi Tankstell maachen an do dann och héchstwarscheinlech wäert mussen ofbremsen, ouni awer zu Steebrécken stoen ze bleiwen; wann ech dat richteg verstanen hunn.

Wéi gesot wëlle mir eis der Neigestaltung vum Echangeur net komplett widdersetzen, mee mir hätten eis eng aner Ausriichtung gewënscht. Dofir wäerte mir eis enthalen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech ginn elo net nach eng Kéier op d'Detailer vum Projet an. D'Madamm Gary huet dat exemplaresch gemaach. An der Kommissioun ass e jo schonn e bëssen traitéiert ginn. Ervirzehiewen ass natierlech, dass elo endlech dee Lärmschutz kënnt. E Familljemember vu mir wunnt do an der Géigend. Deen huet mer nach eng Kéier erkläert, wéi schlëmm et am Moment ass an dass et wierklech ze begréissen ass, dass do elo eng Verbesserung kënnt.

Dat ass och ee vun de Punkten, wou mir Piraten dem Minister kënne felicitéiere fir dee Projeten, deen hie gemaach huet. Et sinn awer och Punkten an deem Projet, déi eis net gutt gefalen. Déi hat ech och an der Kommissioun ugeschwat. An ech wäert se och nach eng Kéier haut ervirhiewen.

Dat ass virun allem déi Affär mat där Tankstell, déi Der baut. Dat heescht, Dir hutt déi Terrainen. Ech hunn och zweemol an der Kommissioun elo gefrot gehat, wat de Staat iwwerhaapt erëmkritt u Geld, well do gëtt de Staat emol eng Kéier zéng Milliounen aus aus senger Täsch an et sinn herno d'Pëtrolsentreprisen, déi do den décke Benefiss maachen.

Dauert dat ee Joer, zwee Joer, bis mer dat Geld komplett erëmhunn? Ech hat dat zweemol gefrot. De Minister hat mer zwar versprach, dat ze kréien. Ech hat elo schnell nach eng Kéier am Intranet gekuckt, et war awer nach kee Präis do. Mee ech huelen un, de Minister erkläert eis elo nach eng Kéier genau, wéi dat ass.

Nieft dem Präis, den zweete Punkt, dee mer einfach net verstinn, ass: Hei kommen déi gréng allkéiers hin a se schwätzen: „Mir musse méi Elektro maachen", „mir mussen eng CO_2-Steier ...", „mir musse Pipapo", „mir mussen d'Leit vum Auto ewechkréien."

Elo sinn et awer déi gréng, déi op esou engem groussen Echangeur zwou Tankstelle matfinanzéieren als Staat! Dat ass einfach eng Logik, déi mir als Piraten net kënne verstoen. Wa mer wëllen, dass mer aus deem Tanktourismus erausklammen, da kann et net sinn, dass mer elo op der A4 erëm zwou risegrouss Tankstelle bauen. Do ass einfach keng Logik derhannert!

Ech mengen, et ass och kee Bierger dobaussen, deen nach iergendwéi déi Politik vun deene Gréngen do ka verstoen, dass de Staat elo higeet an esou vill Milliounen an de Grapp hëlt, zéng Milliounen, an op där anerer Säit seet een: „O, Dir musst awer elo déi fënnef Cent allkéiers op der Pompel bezuele fir Ären Auto!"

Dat ass einfach net ze verstoen. Entweeder wëllt Der aus dem Tanktourismus eraus oder net. An da gitt Der net hin an Dir gitt an der Chamber nach e Projet eran, wou mer iwwer zéng Millioune finanzéiere fir Tankstellen, fir dass d'Pëtrolsentreprisen dat herno kënne maachen. Dat ka jo einfach net sinn!

An Dir hutt natierlech en Opfangbecken derbäi. Dat ass natierlech alles schéin a gutt, mee wa mer d'Klimakris ëmmerhi weider selwer undreiwen duerch déi Pëtrolsprodukter, da weess ech net, wivill Opfangbecken Der herno musst deementspriechend bauen.

Bon, mir Piraten wäerten de Projet matstëmmen, well mer gesinn, dass déi Leit, déi do wunnen, et endlech verdéngt hunn. An de Verkéier ass vill. An ech ginn et och zou: Ech sinn ee vun deene Schëllegen, deen do am Verkéier matfiert. Mee d'Leit hunn et endlech verdéngt, dass Steebrécken a Wickreng endlech emol do eng Liewensqualitéit erëmkréien, well dee Projet huet vill ze vill laang geschleeft. An ech mengen, dat doten ass eppes, wat scho laang bekannt war. Déi Leit hunn elo laang dorop gewaart. Ob dat elo ass wéinst dem Riseprojet? Et ass eigentlech eng interessant Approche, ob dat net iergendwéi eppes beschleunegt hätt.

Mee op d'mannst geschitt elo eppes. Dofir wäerte mir Piraten hei zoustëmmen. Mee mir hoffen awer, dass d'Strategie vun deene Gréngen, fir aus dem Tanktourismus erauszeklammen, méi effektiv wäert gi wéi dat, wat se haut presentéiert hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Mobilitéitsminister a Minister fir ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. An direkt emol merci un d'Madamm Gary fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport a selbstverständlech och un d'Chamber fir déi breet ..., wann ech dat elo richteg gerechent hunn, 58 Jo-Stëmmen an 2 Enthalunge fir deen heite Projet.

Ech wëll vläicht am Ufank nach eng Kéier ënnersträichen, ëm wat et hei geet. Et geet net nëmmen einfach drëms, en Echangeur ëmzebauen, mee et geet drëms, wéi verschidde Riedner, den Här Hahn an och nach anerer, dat hei och ënnerstrach hunn, fir dee Couloir multimodal, dee mer wëlle schafen tëschent der Haaptstad an Esch, also dem Süde vum Land - natierlech profitéieren dann och mat dervu Steebrécken, Monnerech an déi Uertschaften, déi ronderëm leien -, fir deen esou ze gestalten, datt mer an Zukunft e separate Couloir hu fir de Bus, datt herno eng Kéier en Tram wäert do fueren, datt och eng Vëloexpresspist do wäert fueren, datt selbstverständlech och den Auto seng Plaz huet, datt eng Spuer kënnt fir de Covoiturage, dat ass zwar déi nämmlecht wéi déi fir de Bus.

Dat Ganzt gëtt och mat enger neier Signalisatioun an dann an Zukunft enger digitaler Signalisatioun da geleet, also gesteiert, wou mer kënne relativ variabel och agräifen an de Verkéier. Do wëlle mer e ganz innovative Projet maachen. Dat hat den Här Spautz jo och gefrot wéinst der Croix de Cessange. Och do gëtt et eng Etüd fir ze kucken, wéi mer d'Croix de Cessange ëmbauen. Mee och, Dir hat jo gefrot: „Wéi geet dat an Zukunft mat den Op- an Offaarten?" Ech mengen, mat där ganzer digitaler Steierung wäerte mer eis ganz aner Méiglechkeete ginn oder nach besser Méiglechkeete gi wéi op anere Plazen, wou mer amgaange sinn, Saachen ze maachen.

An deen Echangeur hei läit natierlech, et ass e bësse wéi en Häerzsteck, wéi wann ech an engem Zuchreseau géif kucken, wann ech an d'Gare Lëtzebuerg kéim, wou e grousst Weichenhäerz wär. Wann ech do wëll all déi Fonctionalitéite hikréien, dann ass et natierlech kloer, da kann ech deen Echangeur net esou loossen, wéi en elo ass.

Dofir, déi Envergure vun deem Echangeur, déi huet bestëmmt näischt ze di mat iergendengem Immobilieprojet, dee vu Privatleit do zu Wickreng gemaach gëtt. Well d'Planung heivun, dat kann ech lech soen, déi war laang amgaangen, ier iwwerhaapt deen dote Projet an der Diskussioun war an der Ëffentlechkeet an och an der Planung war. Well dat heiten hu mer ugefaangen ze plange viru siwe Joer, aacht Joer an där Form, wéi et elo hei virläit. Dunn huet nach kee Mënsch vun där, wat et och ëmmer ass, „Auto City", wéi et genannt gëtt, do geschwat. Also beim beschte Wëllen, mir maachen eis Projeten net en fonction vu private Projeten, Immobilieprojeten, déi ronderëm lafen.

Dat heescht, dat, wat hei geplangt gëtt ...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Här Wolter, ech kann lech just soen, deen Echangeur hei, esou wéi en haut virläit, ech schwätze vun deem, wéi en haut virläit, do ass d'Planung esou ugaange vun deem Moment un, wou mer de MoDu 2.0 ausgeschafft hunn, wou mer festgestallt hunn, datt een op deem ganzen Tronçon tëschent Esch a Lëtzebuerg eppes anescht muss maachen. An dat war de Beweeggrond, fir dat heiten ze maachen, a ganz sécher net iergendee privaten Immobilieprojet.

Jo, den Här Wolter wollt eng Fro stellen, Här President. Ech si gär bereet, em selbstverständlech drop ze äntweren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt lech am Fong an deem Sënn just soen, datt dee Projet zu Léiweng, also Wickreng, dee jo herno iwwergaangen ass an de Projet Léiweng-Wickreng, e Projet ass, deen et schonn 20 Joer gëtt, dee sollt an d'Zone verte interurbaine gebaut ginn. Deemools hunn nach de Mouvement écologique, d'Ville d'Esch-sur-Alzette an d'Ville de Mondercange géint dee Projet lautstaark demonstréiert, wat eng Regierung derzou bruecht huet fir ze soen: „Mir maachen deen dote Projet net a mir setzen en zesumme mat engem anere Projet, wou soll e Fussballsterrain gebaut ginn zu Léiweng."

Also, fir heihinner ze kommen, dee Projet do géif et net ginn! Dat do ass ee vun den Haaptprojeten, déi an de leschten 20 Joer decidéiert gi sinn a geplangt gi sinn! E gesäit elo aneschters aus, mee déi dote Plaz, dat ass eng vun deenen zentrale Plaze vun enger décker politescher Dispute, déi sech tëschent de Joren 2011 an 2013 hei zu Lëtzebuerg zougedroen huet.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här Wolter, ech wär awer elo frou, wann och d'Fro kéim.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo, ech kommen net op eng Fro. Dir hutt eppes behaapt. Dir sot, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech äntwerten lech och elo dorop.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ... dat dote wär eppes, wat siwe Joer al wär. De Projet Wickreng-Léiweng, dat ass e Projet, dee geet wäit, wäit zréck an dee wäert an d'Geschicht vun der Lëtzebuerger Politik agoen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. Siwe Joer al, do schwätzen ech vun deem, wat mer haut hei stëmmen. Dat si siwe Joer. Dat hu mer ongeféier viru siwe Joer an där Form ugefaangen ze plangen.

Dee ganzen Historique, dee braucht Der mech net kennen ze léiere vu Wickreng a vu Léiweng, dee kennen ech wierklech ganz gutt! An natierlech weess ech och, wat mat deenen Terrainen do geschitt ass, u wie se verkaaft gi sinn, wie se iwwerholl huet, wat fir ee Sträit datt dertëschent war. Alles dat weess ech. Mee dat, wat awer elo hei gesot ginn ass, zum Beispill dat, wat elo am Moment geplangt ass, datt do soll déi sougenannten „Auto City" dohinnerkommen, wéi d'Madamm Deputéiert Cecchetti vun deene Lénken dat och gesot huet, dee Projet, beim beschte Wëllen, deen ass et net gi viru siwe Joer! An dat ass en neie Projet, deen ass elo do virgesinn op engem privaten Terrain, moi je veux bien, mee dat huet iwwerhaapt näischt ze di mam Echangeur. Dat ass dat, wat ech hei wollt soen.

Fir de Rescht, deen Historique, deen den Här Wolter gemaach huet iwwert de Projet Wickreng-Léiweng, op dee wëll ech net méi agoen, ech kennen dee genuch. Dat ass sécherlech richteg. Mee dat huet näischt ze di mam Echangeur hei an och näischt ze di mat deem prezise Projet, deen elo op där Plaz do geplangt ass, deen ech och eng Kéier gesinn hunn, mee mat deem de Staat näischt ze dinn huet. Dat ass e reng private Projet.

Mee awer nach eng Kéier zréck zum Projet vun haut. Dat, wat hei gebaut wäert ginn, an d'Envergure dovunner, déi brauche mer, fir datt mer all déi Fonctionalitéiten, déi hei virgesi sinn, iwwerhaapt dohinnerkréien an datt déi do laanschteneekommen. Dat ass den Haaptobjektiv, firwat mer dat heite maachen.

Da wollt ech nach eppes soen zu den Tankstellen. Also, ech wëll dem honorabelen Här Goergen soen: Den Ausstig aus dem Tanktourismus, deen definéiere mer net a Fonctioun vun enger eenzelner oder vun e puer Tankstellen am Land. Dat ass e bësse méi komplizéiert. An et ass och esou: Och wa mer fir d'Dekarboniséierung si vun den Autoe respektiv der Mobilitéit en général, da wäerte ganz sécher awer nach eng Zäit laang Verbrennungsmotoren duerch d'Landschaft fueren. Wann ee ganz optimistesch ass, da kann een dat am Zäitraum kucke vun 10, 15, 20 Joer, mee déi nächst 10, 15, 20 Joer wäerten där nach fueren, donc brauche mer och nach Tankstellen.

An da gëtt jo eppes just verréckelt. Dat ass eng Tankstell, déi bestanen huet, déi gëtt geréckelt. An déi gëtt och net gebaut, well mer iergendeen Transit wëllen do op déi Tankstell zéien, well an der Reegel op där doten Autobunn, do fiert bekanntlecherweis elo net dee groussen Transit, ausser, wéi den Här Spautz gesot huet, wann emol eng Kéier Problemer sinn, da kann dat emol virkommen. Mee dat ass awer an der Reegel net de Fall.

Mir brauchen op alle Fall nach an deenen nächste 15 bis 20 Joer Tankstellen an deem Land hei. An dozou stinn ech och a mir och. Dat ass iwwerhaapt kee Problem. Déi Iwwergangsphas an déi Transitiounsphas wäerten net geschéien iwwer Nuecht. Wann d'Piraten eng Kéier wëllen an hire Walprogramm schreiwen, datt si, wa si an d'Regierung sollte kommen, dann 2023 d'office all d'Tankstelle géifen zoumaachen oder näischt méi mat Tankstellen a Bensinn maachen, da solle si dat maachen. Dat wäerte mir net maachen. Dat steet a stoung och net an eisem Programm.

An duerfir ass dat heiten, wéi gesot, eng, déi geréckelt ginn ass. Dat ass och normal, déi brauche mer op där doten Autobunn. Dat ass déi eenzeg, déi mer op deem Accès iwwerhaapt hunn, eng op där enger Säit, eng op där anerer Säit. Dat ass ganz verstänneg. An iwwregens wëll ech lech soen, niewebäi bemierkt: Et kommen och nach warscheinlech mat

grousser Sécherheet Elektrobornen dohinner op déi Tankstell. Mee dat ass awer nëmmen en Accessoire. Realistescherweis ass et wichteg, datt déi do ass.

An déi Tankstellen op den Autobunnen, dat hat ech lech och gesot, Här Goergen, dat hutt Der zwar elo hei net méi erwäänt, well dat lech natierlech net arrangéiert huet an deem Discours, deen Der hei wollt féieren, dat hunn ech an de leschte fënnef, sechs Joer och geännert, déi sinn all ausgeschriwwe ginn. All d'Autobunnstankstellen, déi sinn op Terrainen, déi dem Staat gehéieren, an do geet et iwwer eng Emphytheos an iwwer herno och Redevancen, déi bezuelt ginn, an do sinn och fréier scho Redevancë bezuelt ginn. Dat Eenzegt, wat geschitt ass: Fréier si keng Ausschreiwunge gemaach ginn, dat hu mer geännert. Iwwert déi Redevancë kréie mir natierlech eng Recette als Staat, et gëtt selbstverständlech eng Aart Redevance, eng Aart Loyer bezuelt fir deen Espace, deen do besat gëtt.

An ech hunn lech och gesot, ech wéilt lech eng Opstellung maachen iwwer net nëmmen déi zu Steebrécken, mee sämtlech Autobunnstankstellen. An déi Nott ass a Preparatioun, déi kritt Der selbstverständlech och an der Kommissioun. Da kënnt Der lech e komplett Bild maachen. An da schreiwe mer lech och derbäi, wéini wat fir eng Ausschreiwung gelaf ass, fir datt Der voll transparent all déi Donnéeën hutt. Et geet hei net drëms, fir elo hei mat enger Tankstell Poleemik ze maachen. An et ass och guer näischt ze verstoppen, awer glat a guer näischt! Dir wäert dat alles kréie mat de Recetten an da kënnt Der se vergläiche mateneen, wat zu Bierchem erakënnt, wat op anere Plazen erakënnt. Dann hutt Der dat alles, wéi dat sech gehéiert, an da kënnt Der dann d'nächst Kéier Är Interventioun a Fonctioun dovunner virbereeden.

Dat gesot, Här President, nach eng Kéier e grousse Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bausch. Awer nach Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Jo, ech wollt do awer nach e puer Saache richtegstellen. Ech gesinn et nämlech net wéi den Här Minister, dass déi geréckelt gëtt, well déi gëtt nämlech ausgebaut, dat heescht, d'Capacitéit wäert an d'Luucht goen. Dat ass net geréckelt! Dat ass den Tanktourismus méi interessant gemaach, dat heescht, et ass net an der Klimakris reagéiert.

Dovun ofgesinn: Mir Piraten haten an enger Kommissioun gefrot, fir 2030 kee Verbrennungsmotor méi umellen ze kënnen zu Lëtzebuerg. Dat gouf och vun lech Grénge verworf. Dat heescht, mir hunn eng ganz kloer Linn vun de Piraten, wéi mer aus dem Tanktourismus erauskommen. Ech weess, dass Dir se net matgestëmmt hutt.

A mat den Terrainen: Wann ech an der Kommissioun zweemol gefrot hunn, déi lescht Sëtzung an déi virlescht Sëtzung, wéi vill dass mir als Staat do kréien, fir elo gesot ze kréien - well haut stëmme mer zu 60 de Projet -, dass mir awer net wëssen, wat de finanziellen Impakt ass, wat mer herno vum Petrolier erakréien, da wier et fei gewiescht, wann Der eis déi Date ginn hätt. Dir hätt déi gären aus dem ganze Land nach kënnen noreechen. Dat ass kee Problem. Et wier awer fei gewiescht, wa mer haut fir dat Gesetz, wat mer stëmmen, d'finanziell Date gehat hätten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, Här President, dat Gesetz, wat d'Deputéiert haut hei stëmmen, huet strictement näischt mat där Tankstell do ze dinn, awer wierklech strictement näischt. Hei stëmmt Der e Finanzéierungsgesetz.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Eelef Millioune stinn dran.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Hei stëmmt Der ...

Här President, ass dat normal, datt den Här Goergen sech selwer de Mikro umécht an einfach draschwätzt?

(Brouhaha)

Une voix.- Nee.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ass dat normal an der Chamber?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat kënnt hei méi oft vir, déi leschte Kéier eréischt bei lech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass richteg, eng Rei Deputéiert maache sech heiansdo esou Reegelen zu eegen, …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hutt dat och scho gemaach als Deputéierten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- … awer normal ass et net.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- An duerfir wär ech frou, wann den Här Goergen sech dann och un d'Reegele géif halen.

Also, nach eng Kéier: Dat Gesetz hei huet strictement näischt ze di mat iergendenger Tankstell. Hei gëtt e Finanzéierungsgesetz gestëmmt fir den Ëmbau vum Echangeur. An dozou hunn ech alles gesot. An nach eng Kéier: Ech si frou, datt d'Deputéiert dat an hirer ganz grousser Majoritéit wäerte stëmmen, inklusiv och den Här Goergen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7781. Den Text steet am Document parlementaire 7781[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7781 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7715 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation

Mir kommen elo zum Projet de loi 7715 iwwert d'Identifizéierung vu Privatleit. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, laut Statistike vun der Frontex, der Europäescher Agence fir Grenz- a Küsteschutz, ass d'Unzuel u gefälschten Identitéitskaarten an Openthaltstitelen an deene leschte Jore staark geklommen.

Dëst wär virun allem dorobber zréckzeféieren, datt de Sécherheetsniveau vun den Identitéitsdokumenter vu Land zu Land extreem verschidden ass. Am Géigesaz zu de Päss gouf et bis dato nämlech keng europäesch Virschréften, wat d'Sécherheetsstandarde vun de Carte-d'identitéë betrëfft, soudatt déi verschidde Memberlänner hir eege Reegele fräi konnte festleeën.

Dëst huet allerdéngs zwee grouss Problemer mat sech bruecht. Engersäits hunn déi ënnerschiddlech Gesetzer de Risiko fir Fälschungen an Identitéitsbedruch erhéicht an anerersäits hu si déi fräi Bewegung vun den EU-Bierger am Schenge-Raum erschwéiert.

Am Kader vun der Migratiouns- a Flüchtlingskris huet sech déi heterogeen Gesetzeslag dunn als besonnesch komplizéiert erwisen.

Well d'Menacë vu grenziwwergräifender Kriminalitéit an Terrorismus ëmmer méi grouss gi sinn, huet d'Europäesch Kommissioun am Joer 2016 e konkreeten Aktiounsplang ausgeschafft, fir d'Sécherheet vun den EU-Baussegrenzen ze verstäerken a méi geziilt géint Fälschunge vun Identitéitsdokumenter virzegoen. 2019 huet d'Europäescht Parlament dunn d'Reglement 2019/1157 erausginn, dat d'Sécherheetskrittäre vun de Carte-d'identitéen a vun den Openthaltstitelen eropsetzen an tëscht de Memberlänner harmoniséiere soll.

De virleiende Gesetzesprojet huet als Zil, déi national Bestëmmungen iwwert d'Identitéitskaart un déi nei Virschréfte vun dësem EU-Reglement unzepassen. Doriwwer eraus proposéieren d'Auteuren zwou Adaptatiounen, fir d'Demandë vun den Identitéitskaarten ze vereinfachen an d'Gemengen ze entlaaschten. Zu dësem Zweck mussen e puer Ännerungen um modifizéierte Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun de Persoune virgeholl ginn.

Ouni ze vill an d'Detailer ze goen, presentéieren ech lech déi wichtegst Punkte vun dësem Gesetzesprojet. Déi éischt Adaptatioun betrëfft déi biomeetresch Donnéeën, déi an der elektronescher Puce vun der Lëtzebuerger Carte d'identité gespäichert sinn. Nieft der Foto an der elektronescher Ënnerschrëft sollen an Zukunft och zwee digital Fangerofdréck vum Titulaire op dësem Support enregistréiert ginn.

D'Identifizéierung vun de physesche Persoune soll heiduerch méi eendeiteg a méi sécher ginn. Unhand vun de Fangerofdréck kann nämlech ouni Zweifel kontrolléiert ginn, ob d'Identitéit vun enger Persoun wierklech mat där vun hirer Carte d'identité iwwereneestëmmt.

Wéi d'Auteure vun dësem Projet de loi betounen, sinn déi elektronesch Donnéeën, déi op der Puce gespäichert sinn, ganz gutt geschützt. D'Fangerofdréck kënnen nämlech just mat Hëllef vu spezielle Maschinne gelies ginn, wéi et der zum Beispill op de Flughäfe gëtt.

Dat europäescht Reglement gesäit vir, datt déi nei Obligatioun ab dem 2. August 2021 a Kraaft trëtt. Ab dësem Datum muss all Carte d'identité, déi nei erstallt gëtt, zwee Fangerofdréck vum Titulaire enthalen. All d'Kaarten, déi virun dësem Datum erstallt gi sinn an déi nach net konform mat der neier Obligatioun sinn, kënne bis spéitstens den 3. August 2031 weider benotzt ginn.

Wichteg ze wëssen ass, datt zu Lëtzebuerg Kanner ënner zwielef Joer net vun dëser Obligatioun betraff sinn. D'Auteure vun dësem Projet de loi hunn nämlech decidéiert, eng Fakultéit vum europäesche Reglement ze applizéieren, déi et de Kanner erlaabt, hir Fangerofdréck net mussen ofzeginn.

An der Kommissioun fir Digitaliséierung, Medien a Kommunikatioun gouf an deem Kader d'Fro opgeworf, ob dës Entscheedung iergendwellech negativ Follge fir déi fräi Beweegung vun de Kanner kéint hunn. D'Kolleege wollten nämlech wëssen, ob d'Kanner bei de Kontrollen op de Flughäfe kéinte Problemer kréien, wann hir Fangerofdréck net op der Puce vun hirer Carte d'identité ze gesi wären.

D'Representantë vum Ministère hunn doropshi geäntwert, datt d'Dispens vun der Kollekt vun de Fangerofdréck fir Kanner ënner zwielef Joer tel quel am europäesche Reglement virgesinn ass. Déi europäesch Gesetzeslag géif de Memberlänner also de Choix ginn, ob si d'Kanner vun dëser Obligatioun wëlle befreien oder net, an dëse Choix misst och géigesäiteg vun de Länner akzeptéiert ginn.

Bei de Sécherheetskontrolle wären d'Autoritéiten also au courant, datt et verschidden europäesch Identitéitskaarte gëtt, op deenen d'Fangerofdréck vu Kanner ënner zwielef Joer net gespäichert sinn. D'Lëtzebuerger Carte d'identité géif d'Reesfräiheet vun de Kanner also a kenger Weis aschränken, sief dat innerhalb oder ausserhalb vun der EU, wëssend datt natierlech fir verschidde Länner souwisou e Pass obligatoresch ass.

Ech wëll op dëser Plaz och betounen, datt d'Kollekt vun de Fangerofdréck keng supplementar Charge fir d'Gemenge wäert duerstellen. Wéi de Syvicol a sengem Avis erkläert, wäerten d'Gemengen op déi nämmlecht technesch Ekipementer kënnen zréckgräifen, déi si am Moment scho fir d'Päss benotzen. Schliisslech gi bei de Päss scho säit e puer Joer d'Fangerofdréck vun den Titulairë gesammelt.

Komme mir elo op den zweete Punkt vun dësem Projet de loi. D'Gesetz vun 2013 iwwert d'Identifikatioun vun de Persoune gesäit de Moment vir, datt d'Adress vum Titulaire op der elektronescher Puce vun der Carte d'identité muss gespäichert sinn.

An deene leschte Joren huet dës Obligatioun allerdéngs fir vill Kriticke gesuergt, an dat souwuel bei de Bierger wéi och bei de Gemengen. De Problem ass nämlech, datt d'Leit all Kéier, wa se plënneren, eng nei Carte d'identité mussen ufroen. A bei all deem Geplënners hautdesdaags bréngt dat natierlech en enormen administrativen Opwand mat sech. Et muss ee wëssen, datt quasi e Véierel vun de Carte d'identitéë wéinst engem Changement d'adresse ausgestallt gëtt. D'Gemenge sinn natierlech alles anescht wéi begeeschtert vun deem aktuelle System.

Hei dernieft muss ee betounen, datt d'Späicherung vun der Adress op der Carte d'identité mëttlerweil komplett iwwerflëssig ass. Wärend d'Police virun e puer Joer nach op d'Carte d'identité ugewise war, fir d'Adress vun enger Persoun ze kontrolléieren, huet si hautdesdaags direkt den Zougréff op den RNPP a kann d'Adress bequeem iwwert dëse Wee erausfannen.

Fir d'Gemenge bei hiren administrativen Demarchen ze entlaaschten, proposéiert dëse Gesetzesprojet, an Zukunft d'Adress vun den Titulairen net méi op der elektronescher Puce vun den Identitéitskaarten ze späicheren. Déi al Obligatioun gëtt also supprimiéert an d'Bierger brauche keng nei Kaart méi unzefroen, wa si hire Wunnsëtz änneren. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och de Syvicol hu sech an hiren Avise ganz erfreet erwisen iwwert dës Adaptatioun.

Den drëtte Punkt vun dësem Gesetzesprojet betrëfft d'Kommunikatioun an d'Rektifikatioun vun den Donnéeën, déi am nationale Regëster oder an engem kommunale Regëster agedroe sinn.

Aktuell kënnen d'Bierger sech iwwer dräi verschidde Weeër un déi kompetent Autoritéite wenden: Post, Internet oder perséinlech op der Gemeng. Wat den elektronesche Wee betrëfft, muss d'Identitéit vum Demandeur an d'Authentizitéit vun der Demande natierlech iwwerpréift kënne ginn. Déi aktuell Gesetzeslag gesäit dowéinst vir, datt op all Demande eng elektronesch Ënnerschrëft muss drop sinn. Et ass allerdéngs net auszeschléissen, datt an Zukunft nei Technologien um Marché optauchen, déi amplaz vun den elektroneschen Ënnerschrëfte kéinten ugewannt ginn. An deem Kader proposéieren d'Auteuren, fir d'Applikatioun vun alternativen technesche Léisungen am Gesetz festzehalen.

Fir den Text esou vag ewéi méiglech ze halen an soumat oppe fir all méiglech zukünfteg Technologien ze bleiwen, proposéiere mer déi follgend Dispositiounen: « Les demandes de communication ou de rectification de données pourront être soumises par le biais d'un dispositif informatique qui garantit l'identité du demandeur et l'authenticité de la demande. » D'Zil heivunner ass et, déi administrativ Demarchë fir d'Bierger ze vereinfachen an d'Neutralité technologique ze garantéieren.

Zu gudder Lescht gi mat dësem Projet de loi nach zwee Feeler verbessert, déi sech an déi lescht Versioun vum Gesetz erageschlach haten. Éischtens gëtt den Datum vun der Signature grand-ducale bei den Titel vum Gesetz bäigesat an zweetens e klengen Tippfeeler behuewen.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng gréisser Remarken oder Kriticken opgeworf, soudatt hien de 15. Juni säin Accord zu dësem Projet ginn huet. Fir weider Prezisiounen zu den Avise vun der Handelskummer, dem Syvicol, der Staatsbeamtekummer an dem Staatsrot verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

À propos schréftleche Rapport: Do hat sech eng Coquille ageschlach a mir hunn dat och mam Conseil d'État kënnen beschwätzen. An den Accord fir déi Ëmännerung vun engem Saz am Projet de rapport hu mer och de Mëtteg kritt, an zwar misst een am Artikel 8 liesen: « L'article 1er, l'article 2, point 2, lettres b) et c), point 3, et l'article 3 entrent en vigueur le 2 août 2021. » Dat ass also eng kleng Ëmännerung, et ass näischt Gréisseres, mee et si kleng Feelercher, déi sech ageschlach haten. An, wéi gesot, mir hunn do den Accord vum Conseil d'État, fir dat da mat deem ofgeännerten Text de Mëtteg zum Vott ze stellen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat neit Gesetz fërdert net nëmmen d'Sécherheet vun den Identitéitsdokumenter, mee vereinfacht och d'Reesen an d'Beweegung innerhalb vum europäesche Bannemarché. Doriwwer eraus erlaabt den Text eis, méi geziilt géint d'Menacë vum Terrorismus an der grenziwwergräifender Kriminalitéit virzegoen, andeems mir et de Kriminelle méi schwéier maachen, hir Identitéit ze fälschen.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Partei a soe fir d'Nolauschteren an all deenen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, e grousse Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Mam Gesetzesprojet, dee mir de Mëtteg

stëmmen, maache mer, wéi de Rapporter et richteg gesot huet - och e grousse Merci fir säin ausféierleche Rapport, well dat mécht mir et vill méi einfach, ech ka vill méi séier derduerchgoen -, u sech eng Mise en conformité mat engem europäesche Reglement, fir d'Identitéitskaarten an d'Openthaltsdokumenter weesentlech méi sécher ze maachen. De Rapporter huet och virdrun d'Zuele genannt vun de gefälschte Pabeieren, déi de Moment an der EU am Ëmlaf sinn, an dat ass wierklech beandrockend.

Wat ännert fir eis Lëtzebuerger Identitéitskaarten? Mee wat nei ass, dat ass, wéi scho gesot, dass zweemol de Fangerofdrock soll derbäikommen, eng Kéier lénks, eng Kéier riets. An dat Ganzt soll natierlech niewent dem Gesiicht an der elektronescher Ënnerschrëft an enger Puce op der Carte d'identité vermierkt sinn. An och fir Kanner ënner zwielef Joer soll dat an Zukunft fakultativ sinn. Mee d'Kanner kënnen awer, wéi mer an der Kommissioun richteg gesot kritt hunn, fräi mat hirer Carte d'identité reesen, well et ass de Länner iwwerlooss, déi Fakultéit hierzestellen an och ze akzeptéieren.

Voilà! Mir begréissen dëst ausféierlech, och dass mer assuréiert kritt hunn, dass d'Kanner ënner zwielef Joer, wa se net bereet sinn, hire Fangerofdrock ofzeginn, awer kënne mat hirer Carte d'identité an der ganzer EU reesen.

En zweete Punkt, dee mer ausdrécklech och begréissen als CSV, dat ass, dass d'Gemeng, an där ee wunnt, net méi muss op der Carte d'identité dropstoen. Mir wëssen et alleguerten: Bis elo, wann ee geplënnert ass, huet een allkéiers missen op seng nei Gemeng goen, fir eng nei Carte d'identité ze kréien. A jiddwereen, dee scho geplënnert ass, weess, wivill dass een dann ze maachen huet an ze doen huet. An dat heiten ass an deem Sënn fir d'Leit vill méi einfach, wa se net dann och nach mussen eng nei Carte d'identité ufroen. Duerfir begréisse mer dat ausdrécklech, och am Numm vun de Gemengen, wou mer jo de President vum Syvicol heibanne sëtzen hunn. Dat gëtt och weesentlech méi einfach a si kréie vill manner Demanden an Zukunft domadder ze traitéieren.

An dann den drëtte Punkt, wat de Bierger d'Liewen och vill méi einfach mécht, wat mir och als CSV ausdrécklech begréissen, dat ass, dass se elo och kënnen iwwert de Wee vun hirer Carte d'identité eeben hir Donnéeën, déi an de Verwaltunge gespäichert ginn, ufroen, respektiv, wa se iergendwou feststellen, dass Feeler dra sinn, och verbessere loossen. Dat heescht, et geet net nëmmen an Zukunft just iwwert d'elektronesch Ënnerschrëft, mee si kënnen et och op Basis vun hirer Carte d'identité maachen.

Dat heiten, wéi gesot, Här President, sinn alles Punkten, déi mir als CSV ausdrécklech begréissen am Numm vun der Simplification administrative, engersäits fir d'Bierger hei am Land, awer och anersäits fir d'Gemengen. An ech si frou, fir heifir kënnen dann den Accord vun der CSV ze ginn, an ech soen lech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. An da wier et un där honorabeler Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir wäerten och eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ginn. Et ass an eisen Aen e wichtege Projet, dee souwuel eng europäesch Dimensioun huet, fir de Bierger alleguerten an der Europäescher Unioun méi Sécherheet ze ginn, wat hir Identifikatiounen, hir Identifikatiounsdokumenter ugeet. Zum Zweeten huet en och eng wichteg national Dimensioun, well mir elo am Peloton vun deene sinn, déi prett sinn, fir dat op europäeschem Plang ze vereenheetlechen. Mee en huet awer och eng kommunal Dimensioun, well en zu enger Simplification administrative féiert doduerch, dass d'Späicherung vum Wunnsëtz an Zukunft net méi op deenen Dokumenter drop ass, an d'Gemengeverantwortlech si jo och Demandeur dofir.

Wat eis awer als LSAP och um Häerz läit, dat ass, dass mir wëssen, dass et hei och kee Problem mam Dateschutz gëtt, well dat ass e Beräich, wou mir ëmmer ganz kritesch a sensibel domadder ëmginn. An dofir si mir ganz frou, dass mir wëssen, dass déi Donnéeën, déi hei wichteg sinn, nämlech d'Fangerofdréck an och déi biomeetresch Foto, nëmme fir maximal zwee Méint gespäichert ginn an dass se duerno och weeder stockéiert nach zentraliséiert ginn. Dat ass fir eis ganz wichteg. Dat ass esou preziséiert am Artikel 16, Alinea 3 vum Texte coordonnée.

Dat war eng vun deene Suergen, déi mir haten - déi ass net begrënnt. An dofir kënne mir, ouni mat der Wimper ze zucken, eisen Aval zu dësem Projet de loi als LSAP ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech géif dem Rapporter Guy Arendt villmools Merci soe fir säi schréftlechen an och mëndleche Rapport. Effektiv huet dëse Projet de loi als Ausgangsbasis e Reglement vun der Europäescher Unioun, wou et drëm geet, fir d'Carte d'identité méi sécher ze maachen, andeems net just nëmme méi d'Gesiichtsdonnéeën op der Kaart gespäichert ginn, mee och d'Fangerofdréck, wat dann eng méi grouss Sécherheet garantéiert.

Wéi d'Kolleegin Lydia Mutsch et ugeschwat huet, hu mer an der Kommissioun och diskutéiert iwwert d'Sécherheet vun deenen Donnéeën. Et ass eis erkläert ginn, dass an deem Beräich um Niveau vum Reglement näischt geännert ginn ass, donc och net um Niveau vum Gesetz. Dat technescht Prozedere, dat ugewannt gëtt, leeft schonn zënter 2013. Do si bis elo keng Problemer opgetaucht. Wéi scho gesot ginn ass: Déi Donnéeën op der Puce kënne mat spezielle Lecteure gelies ginn, däerfe just zwee Méint gehale ginn an duerno musse se geläscht ginn, soudass dohier kee Problem ass.

De Syvicol hat effektiv och d'Problematik vun de Kanner ënner zwielef Joer opgeworf. Ech mengen, do hu mer Kloerheet kritt, dass dat vum Reglement ofgedeckt ass an dass do kee Problem besteet, fir kënnen an der EU fräi ze reesen. Fir an all déi aner Länner ze goen, kënnt souwisou dann e Pass a Fro an héchstwarscheinlech och nach aner Reeskrittären, esou dass do och kee Problem wäert bestoen.

Mir Gréng sinn och frou, dass profitéiert ginn ass, fir effektiv d'Gesetzgeebung dann och op zwee nationale Punkten ofzeänneren, esou dass mer elo manner administrativen Opwand hunn an de Lieu de résidence an d'Adress eeben net méi op der Carte d'identité gespäichert sinn. Dëst spuert net nëmmen Aarbecht an Zäit fir de Bierger, mee evitéiert och, dass onnëtz Carte-d'identitéë musse frësch produzéiert ginn. An de Volet, dass technesch Viraussetzunge geschaaft ginn, fir spéider och administrativ Demarchë kënnen ze maachen, begréisse mer och. An domadder géif ech dann och den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Hansen. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Arendt. Et ass eigentlech alles gesot. Déi eenzeg Bemierkung, déi ee kéint zousätzlech maachen, dat ass déi, datt mer constatéieren, datt iwwert d'Joren ëmmer manner Donnéeën op de Papiers d'identité sinn, der Carte d'identité, de Päss an esou weider. Iwwert d'Joren ass eigentlech ëmmer manner do drop.

Et muss een eng Kéier kucken, zesumme mat deenen zoustännegen Autoritéite vu Strofverfollgung, vun der Police, vun der Douane, wéi sech dat iwwert d'Jore bewäert huet bei Fäll wéi zum Beispill der Kannerentféierung an änleche Saachen, ob dat wierklech elo deen Erfolleg bruecht huet.

Awer op jidde Fall, fir den Ableck kann een nëmme soen, datt mer all déi positiv Saachen, déi och vun anere Riedner hei virbruecht goufen, begréissen. A mir wäerten dat dofir och elo matstëmmen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Piraten kee grousse Frënd si vun der Späicherung vu biomeetreschen Daten, ass, mengen ech, keng Iwwerraschung. Mir hätten et duerfir och léiwer gesinn, datt deemools bei der Aféierung vun der biomeetrescher Carte d'identité decidéiert gi wier, de Biergerinnen a Bierger de Choix ze loossen, ob se eng nei elektronesch oder léiwer eng traditionell Kaart wéilten, mat allen Aschränkungen, déi domadder eventuell verbonne gewiescht wieren, wann een de Choix vun enger net elektronescher Kaart geholl hätt.

Fir d'internationaalt Reese gëtt et jo um Niveau driwwer nach de Pass, wann een deen da gebraucht hätt, wann een dat hätt wéilte maachen. Duerfir bedauere mer e bëssen déi prinzipiell Astellung ze soen: „D'Carte d'identité gëtt par défaut biomeetresch." Bref, elo hu mer se, se ass do, et ass Gesetz, et gëtt eng europäesch Direktiv, déi seet: „Et muss méi drop gespäichert ginn." An dat setze mer ëm. Dat maache mer dann, well dee Choix gouf de Biergerinnen a Bierger leider net gelooss, wéi dat agefouert gouf, soudatt mer also elo musse kucken, wéi een dat am beschten ëmsetzt.

An do begréissen ech ganz ausdrécklech, an dat wëll ech awer och hei soen, de Choix vu Lëtzebuerg, fir déi Donnéeën, déi op der Carte d'identité herno gespräichert sinn, nëmmen zwee Méint ze halen. Et ginn aner Länner, déi do däitlech méi wäit gaange sinn an déi d'Fotoen, d'Ënnerschrëft an och d'Fangerofdréck däitlech méi laang op staatleche Serveren hale wéi Lëtzebuerg. Dat heescht, mir maachen do schonn eng datespuersam Approche. Wa mer se zwar och erhiewen, esou läsche mer se wéinstens relativ zackeg.

Mir begréissen, an dat wëll ech och soen, bei deem heite Projet ganz, ganz kloer, datt mer 25 % Neiemissioune vu Carte-d'identitéen aspueren, andeems mer déi Commune de délivrance sträichen.

Dat ass e Artefakt warscheinlech nach aus Zäiten, wou ee mat Postkutsch a Päerd zwëschent de Gemengen hin- an hiergeridden ass a wou et wichteg war ze wëssen, wéi eng Gemeng dann déi Kaart emettéiert huet. Well u sech ass et jo wierklech just nach d'Commune de délivrance an net méi d'Commune émettrice.

Et ass jo esou, datt de Staat d'Carte d'identité emettéiert an u sech d'Gemenge se just nach delivréieren. Dat huet historesch eppes mam Wunnsëtz ze dinn. Dat bréngt awer grad bei enger mobiller Populatioun net méi vill. Duerfir ass dat definitiv ze begréissen.

Mir ënnerstëtzen och d'Entscheedung, datt d'Späichere vun de Fangerofdréck fir Kanner ënner zwielef Joer fakultativ soll sinn. Ech denken, datt et sécherlech méiglech ass, wéi och an der Kommissioun diskutéiert, datt ee Kanner derzou kritt, hir Fangerofdréck ze ginn, datt déi dat warscheinlech och nach interessant fannen. Et ass awer sécherlech net esou, datt ee muss do méi streng si wéi de Minimum, deen an der Direktiv virgesinn ass. Dofir och hei de Feu vert vun eis.

Och déi nei Formuléierung, déi all Form vun informateschem Dispositif, deen d'Identitéit vun enger Persoun an d'Authentizitéit vun enger Demande garantéiere kann, aschléisst, onofhängeg vu senger konkreeter Form, dee fënnt eis Zoustëmmung.

Ech weess, dat kléngt elo alles ganz komplizéiert. Konkreet bedeit dat, datt ee säi PIN nëmmen eemol muss aginn, wann een eng Demande beim RNPP mécht, an net zweemol. Dat ass eng kleng Simplification administrative fir de Bierger an et erméiglecht och, datt de MyGuichet kompatibel gëtt potenziell mat internationalen Identitéitskaarte wéi zum Beispill enger belscher, eng portugisescher, enger franséischer, eppes, wat iwwregens ënnert dem europäeschen eIDAS-Standard souwisou scho virgesinn ass.

Aus genau deene genannte Grënn wäerte mir Piraten deem virleiende Projet hei zoustëmmen, och wa mer, wéi gesot, der Späicherung vu biomeetreschen Date generell kritesch géintiwwerstinn, well mer awer denken, datt deen hei gewielte Wee een ass, deen et engem erlaabt, d'Virgabe vun der EU ëmzesetzen, soudatt keng Date méi laang gespäichert sinn, wéi se néideg sinn.

Dat ass fir eis den ausschlaggeebende Punkt an duerfir wäerte mer haut mat Jo stëmmen, dat net, ouni nach dem Rapporter Merci ze soe fir säin detailléierte mëndlechen, awer och schréftleche Rapport.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den delegéierten Digitalisatiounsminister, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à la Digitalisation.*- Jo, Här President. Ech géif als Éischt wëllen dem Rapporter, dem honorabelen Deputéierte Guy Arendt, Merci soe fir säi Rapport. Dee mécht eis et alleguerte méi einfach, fir net op d'Detailer anzegoen.

Ech wéilt awer eppes nach e bësse preziséieren, wat elo an der Diskussioun vläicht ënnergaangen ass. Also, d'Commune de délivrance bleift weiderhi schréftlech drop stoen, mee d'Résidence habituelle, déi an dem Chip dran ass, déi verschwënnt.

Dat ass net nëmmen, wann een an eng aner Gemeng plënnert, wichteg, mee souguer, wann Der bannent enger Gemeng plënnert, stoung bis elo déi Adress drop. An dat verschwënnt och alles. Dat mécht d'Saach also definitiv méi einfach. 24 % vun de Carte-d'identitéen am Joer ginn eebe frëschgemaach, well ee geplënnert ass - bannent der Gemeng oder an eng aner Gemeng. An dat ass natierlech op déi heiten Aart a Weis weesentlech méi einfach. De Syvicol huet dat an dem Avis begréisst. Vill Gemengepolitiker sinn nun emol heibannen. An dat ass definitiv méi einfach fir déi Leit, déi dat eeben esou praktizéieren.

Vläicht nach eng Prezisioun iwwert déi Fakultéit vun den zwielef Joer. Déi Fakultéit läit net bei all eenzelnem Kand, fir dat ze decidéieren op der Gemeng, mee mir als Land hunn dat elo esou als Fakultéit geholl. Dat heescht, et ass fir all d'Kanner esou, déi bis zwielef Joer mussen déi Fingerprinten

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

net drop maachen. Et ass elo net, dass Der mat Ärem Kand op d'Gemeng gitt an dass dann dat Kand de Choix huet, ob et dann elo eng Kéier déi Fangeren do ofdréckt oder net.

Bis zwielef Joer hu mer als Land dee maximalen Delai do benotzt. Dat heescht, et konnt een zwëschent sechs an zwielef Joer soen, dem Reglement no, ob d'Kanner deen da missten ofginn. A mir hunn eis eeben derfir decidéiert, fir dat esou ze maachen.

Den Dateschutz ass ernimmt ginn. Dorunner gëtt och elo heimadder näischt geännert. Dat ass wichteg! Dat ass héich securiséiert. Dat ass esou zanter 2013. An ech mengen, et ass och zanter 2013, wou déi biomeetresch Daten eeben erhuewe ginn. An där Lëscht vun deene biomeetreschen Date kommen eeben elo just d'Fingerprinte mat derbäi. Fir de Rescht bleift alles d'selwecht wéi deemools, wéi déi Decisioune geholl gi sinn. Dat heescht, mir sinn och do an der Linn vun deem, wat mer 2013 decidéiert hunn.

Wichteg ass och den Datum. Den 2. August vun dësem Joer soll dat a Kraaft trieden. Firwat ass dat wichteg? Well dat effektiv eréischt an zéng Joer obligatoresch ass dem Reglement no. Mee andeems mir da Carte-d'identitén erausginn, déi zéng Joer gutt sinn, maache mer se direkt elo richteg, fir dass net herno eng Kéier een no dem 3. August 2031 mat enger Carte d'identité ronderëmleeft, déi eeben net méi gutt ass. Dofir ass et wichteg, dass mer déi elo direkt richteg hei erausginn. An dat kann ech eeben och hei bemierken.

Et geet och elo eng Circulaire eraus, direkt an deenen nächsten Deeg, un d'Gemengen, wéi dat heiten ze handhaben ass. Et gouf awer do schonn déi Echangen, fir dass d'Gemengen och prett kënne sinn.

Dann nach ee Wuert, wat bei der Carte d'identité an Zukunft vläicht nach alles kënnt. Ech hunn Iech an dem Land an de leschten Deeg vill Appe presentéiert. Dofir ginn ech elo net ... an ech wëll elo keen iwwerstrapazéieren. Mee et wäert nach eng nei App eng Kéier kommen an deenen nächste Méint, wou d'Carte d'identité e wichtege Rôle spillt, nämlech dass een d'Carte d'identité als Bierger ka gebrauchen.

A wann ee sech beim Staat wëllt aloggen, dann hëlt een déi Carte d'identité an et leet ee se einfach op den Handy an dann ass een domadder dobannen. Dat ass eng vun deenen nächsten Appen, déi ech eng Kéier wäert presentéieren. Ech loosse mer, mengen ech, awer do bis nom Summer Zäit, fir dass jiddweree mat deenen aktuellen, déi een och aus anere Grënn gebraucht, kann eens ginn.

Mee dat dote wäert zum Beispill och eppes sinn, wat an Zukunft eng flott Applikatioun fir d'Leit ass, wa se sech wëlle bei de Staatsservicer aloggen. Da kann een och d'Carte d'identité gebrauchen, wou jo op där Puce da verschidden Informatioune sinn. Et leet ee se op säin Handy mat deenen Technologien, wéi Der et scho vläicht an anere Servicer maacht. Awer dat wäert ech eng Kéier am Hierscht och da presentéieren.

Ech spieren eng grouss Ënnerstëtzung fir deen heite Projet hei eraus. Ech soen Iech alleguerten dofir Merci. Et ass e grousse Volet vu Simplification administrative a fir d'Verbesserung vun der Sécherheet vun deene Carte-d'identitéen. An dofir schonn am Viraus merci fir Äre Vott a praktesch déi Unanimitéit, déi ech hei erausspieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Minister Marc Hansen villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7715. Den Text steet am Document parlementaire 7715[6].

Wéi eis de Rapporter virdrun drop higewisen huet, huet sech eng Erreur matérielle an den Text vum Projet de loi ageschlach. D'Numerotatioun am Artikel 8 ass geännert ginn an „de la loi" ass gestrach ginn. Den éischte Saz vum Artikel 8 liest sech deemno: « L'article 1er, l'article 2, point 2, lettres b) et c), point 3, et l'article 3 entrent en vigueur le 2 août 2021. » De Staatsrot ass vun dësen Ännerungen a Kenntnis gesat ginn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7715 et dispense du second vote constitutionnel

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7845 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Elo komme mer zum Projet de loi 7845, eng zäitweileg Upassung vu verschiddene penale Prozedurvirschréften. Ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Pim Knaff *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7845 verlängert eng Rei temporaire Adaptatiounen an der Procédure pénale, also an der strofrechtlecher Prozedur, dëst, nodeems verschidden Dispositioune schonn am Juni vum leschte Joer instauréiert an dunn am Dezember adaptéiert a verlängert gi waren.

Wéinst der Pandemie musse mer nach ëmmer Suerg droen, de Risiko vun Infektiounen esou gutt wéi méiglech anzegrenzen. Et kënnt an dësem Projet am Verglach zum leschte Projet de loi zu kenge weideren Adaptatiounen am Fong. Wat ännert, ass, dass mir déi Dispositiounen, wéi se am Moment bestinn, verlängeren, an dëst bis den 31. Dezember 2021. Wéi d'Situatioun deen Ament wäert sinn, dat kann een elo nach net soen. Dat musse mer dann zu gegeebener Zäit nei evaluéieren.

Fir de Moment bleift d'Haaptzil vun dësem Projet weiderhin, eng Méiglechkeet ze bidden, juristesch Demarchen, déi normalerweis op der Plaz gemaach ginn, iwwer aner Moyenen ze erméiglechen an domat déi physesch Distanzen an den Ustiechungsrisiko tëschent de Mënsche weider ze limitéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot, dëse Projet de loi déngt haaptsächlech enger Verlängerung vun deenen eenzelnen Dispositiounen, wéi se am Dezember d'lescht Joer schonn ugeholl gi waren. Ech géif d'Geleeënheet trotzdeem notzen, nach eng emol kuerz op déi eenzel Artikelen anzegoen.

D'Artikelen 1 an 2 betreffen d'Notifikatioun vun Ordonnanze bei Saisien a Requêten. Dës kënnen dann elo weider, wéi et de Moment och en place ass, per Post, also par Lettre recommandée, par Fax oder per E-Mail zougestallt ginn. Den Destinataire ass och weiderhi verflicht, enger Ordonnanz nozekommen, et sief, dass dës Persoun sech duerch hir Kooperatioun géif autoincriminéieren. An esou engem Fall ka vun enger Kooperatioun ofgesi ginn. Fir all aner Fäll, wou eng Persoun sollt refuséieren, enger Ordonnanz nozekommen, si weiderhi Strofe virgesinn.

Wéi virgesinn am Artikel 3 vun dësem Text wäerten och d'Auditioune vun Zeie weiderhin iwwer Telekommunikatioun erlaabt sinn, dëst am Fall vun enger Enquête de flagrance, enger Enquête préliminaire oder op Uerder vum Untersuchungsriichter am Kader vun enger éischter Instruktioun.

De Beamten oder Agent vun der Police judiciaire kontrolléiert an dësem Fall d'Identitéit vum Temoin. D'Auditioune kënne souwuel visuell wéi och op Toun opgeholl ginn. Et gëtt och e Procès-verbal dresséiert, deen den Zeien, wann en averstanen ass, och soll ënnerschreiwen.

Den Artikel 4 gesäit da vir, dass och d'Mandante sech am Kontext vun enger Prozedur iwwert de Wee vun der Telekommunikatioun vun hirem Affekot dierfen assistéiere loossen. Dës Gespréicher ginn a kompletter Confidentialitéit geféiert a ginn och net enregistréiert.

D'Artikele 6, 7, 8 an 9 betreffen déi verschidde Procédures d'appel géint Ordonnanze vum Untersuchungsriichter oder der Chambre du conseil géint Urteeler vun de Bezierksgeriichter mat Ausnam vum Fong bei engem ordonéierte Fuerverbuet a bei engem Appell géint en Urteel op Basis vum Fong.

Hei bleiwen déi zwou Methoden, an Appell ze goen, bestoen: entweeder no den Norme vum Code de procédure pénale iwwert de physeschen Depot vum Appell beim Greffe oder awer no den Derogatiounen, wéi se am Moment en vigueur sinn, dat heescht iwwer eng E-Mail un de Greffe. Déi offiziell gülteg E-Mail-Adresse vum Greffe gi vun de jeeweileg saiséierte Juridictioune publizéiert. D'E-Mail mam Appell muss dann och weiderhin esou séier wéi méiglech vum Greffe confirméiert ginn.

Den Artikel 11 vum Projet de loi 7845 verlängert och d'Dispositioun bezüglech dem Recours bei der Chambre de l'application des peines. D'selwecht wéi bei den Appelle kann de Recours hei och weiderhin in persona oder eebe per E-Mail un d'Adress vum Greffe agereecht ginn.

Den Artikel 12 definéiert d'Entrée en vigueur vun dësem Text, nämlech um Dag, wou d'Gesetz am Journal officiel publizéiert gëtt.

A wéi schonn am Ufank gesot, gëllt dësen Text der Verlängerung vun deenen eenzelnen Dispositiounen, dëst éischtens, fir der ëmmer nach onsécherer sanitärer Situatioun gerecht ze ginn, an awer och, fir d'Vacance-judiciairen iwwert de Summer ze beuechten.

Den neien Datum ass dann den 31. Dezember. Am Dezember da wäert ee musse kucken, wéi sech d'Situatioun verännert huet an ob d'Derogatiounen opgehuewen oder nach musse verlängert ginn.

Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, dee mer de Moien an der Kommissioun och à l'unanimité ugeholl hunn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen am Numm vun eis all dem Här Pim Knaff Merci fir säi prezise mëndlechen a schréftleche Rapport.

A mäin Echo aus der Kommissioun ass, datt d'Chamber sech eens wär, fir op eng allgemeng Diskussioun ze verzichten. Wann deem esou ass, géif ech direkt der Regierung d'Wuert ginn, der Justizministesch, der Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, villmools merci dem Rapporter an all de Memberen aus der Justizkommissioun. Effektiv hate mer eis hei d'Fro gestallt vun der Prolongatioun vun dëse Mesuren. Dir wësst, mir sinn awer nach an enger gewëssener Onsécherheet. Duerfir, fir dass alles kann uerdentlech fonctionéieren, hu mer elo decidéiert, dat nach eng Kéier bis den 31. Dezember ze garantéieren.

Wat eis awer um Häerz louch, war eeben den Equiliber tëschent eeben de gudden Oflaf ze garantéieren an de Grondrechter. Ech mengen, dass mer dat hei mat deene Fakultéiten, déi dat Gesetz hei léisst, gutt kënne garantéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Aarbecht a fir d'Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7845. Den Text steet am Document parlementaire 7845[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7845 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7510 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Strasbourg, le 8 novembre 2001

Als leschte Punkt hu mer de Projet de loi 7510 iwwert den zweeten Zousazprotokoll vun der europäescher Konventioun iwwert d'Rechtshëllef a Strofsaachen. An hei kritt direkt de Rapporter vum Projet de loi d'Wuert, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei geet och elo zimmlech schnell. Ech presentéieren, wéi gesot, de Gesetzesprojet iwwer déi international judiciaire Zesummenaarbecht. Méi genee geet et drëms, den zweeten Zousazprotokoll unzehuelen, deen zur Convention européenne d'entraide judiciaire en la matière vum 8. November 2001 gehéiert a schonn zënter dem 1. Februar 2004 a Kraaft ass.

Dëse Projet 7510 gouf den 19. Dezember 2019 vum Aussen- an Europaminister deposéiert. De Staatsrot huet en eng éischte Kéier aviséiert den 11. Februar 2020.

D'Justizkommissioun huet sech eng éischte Kéier mam Projet befaasst dëst Joer den 13. Januar, huet de Rapporter bestëmmt an eng Rei Amendementer ënnert d'Lupp geholl. Déi Woch drop, den 20. Januar, hat d'Kommissioun e längeren Austausch, e ganz interessanten, mat Vertrieder vun de Justizautoritéiten, fir sech e Bild ze maachen, wat d'Enjeue vun dësem Gesetz am geriichtlechen Alldag sinn.

An där Sitzung sinn dunn och eng Rei Amendementer ugeholl ginn. Dës goufe vum Staatsrot den 11. Mee aviséiert a sengem Avis complémentaire, deen d'Kommissioun de 16. Juni analyséiert huet. Den 30. Juni hu mer de Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl.

De Staatsrot huet keng Opposition formelle formuléiert, mee en huet virun allem insistéiert um Niveau vun der Terminologie, dass den Terme „Notifikatioun" duerch d'Regierung adequat ass, wann et drëms geet, eng Autorité compétente ze benennen,

an dass een dat net via eng „Deklaratioun" mécht, wéi et an der éischter Versioun vum Projet stoung.

A sengem Avis complémentaire seet de Staatsrot sech averstane mat den Amendementer, wou et drëms geet, ze klären, vu wiem a wéi eng Équipe commune d'enquête zesummegesat gëtt a wéi esou en Accord ëmgesat gëtt.

Kolleeginnen a Kolleegen, nom grousse Gesetz iwwert d'Efficacité de la justice vum 8. Juni dëst Joer ass dëse Projet e weideren, wuel méi bescheidenen Text, wou mir d'Fonctionnement vun der Justiz verbesseren, dës Kéier am Beräich vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht.

Ëm wat geet et hei am 7510? Et gouf zanter dem Akraafttriede vun der genannter 59er-„Convention d'entraide judiciaire en matière pénale" eng Rei Schwieregkeeten, fir se um Terrain ëmzesetzen, an dat um Niveau vun den EU-Memberstaaten. Et gouf och eng Rei politesch a sozial Veränneren an Europa an deene leschten 20 Joer, virun allem munnech technologesch Entwécklungen an der Welt.

Den Objektiv vun dësem zweete Protokoll ass, d'EU-Memberlänner an déi aner Partnerlänner ze stäerken an hirer Zesummenaarbecht, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen. Et geet drëms, dës Zesummenaarbecht, wéi ëmmer, méi einfach, méi schnell ze maachen an auszeweiten op follgend Net-EU-Länner, déi dësen zweete Protokoll ënnerschriwwen hunn: Et sinn déi Länner wéi Albanien, Armenien, Bosnien-Herzegowina, Chile, Russland, Georgien, Island, Israel, Nordmazedonien, Montenegro, Norwegen, Moldawien, Groussbritannien, Serbien, d'Schwäiz, d'Tierkei an d'Ukrain. D'Geopolitik huet sech verännert, duerfir musse mer esou Accorden och änneren.

Den zweete Protokoll ännert verschidden Dispositioune vun der Basiskonventioun vun 1959 an adaptéiert d'Modalités d'exécution vun dësen Demandes d'entraide.

Da ginn och nach eng Partie nei Forme vun der Entraide judiciaire ageféiert, déi sech awer och schonn an der Konventioun vum 29. Mee 2000 d'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne erëmfannen an deels an der Convention d'application vum Schengener Accord vun 1985.

A wéi dat bei internationale Konventiounen üblech ass, gesäit dëse Projet de loi och vir, dass d'Regierung däerf eng Partie Deklaratioune maachen, wa se den Instrument de ratification deposéiert.

Ee vun deene wichtegsten Instrumenter an dësem Projet de loi betrëfft d'Équipe commune d'enquête. Hei kënnen zwee oder méi Länner sech zesummendoen, fir an enger Affär zesummen ze enquêtéieren. D'Viraussetzung heifir ass allerdéngs, dass an all Land eng Strofverfollgung an där Saach unhängeg ass. Da kann eng gemeinsam Ekipp zesummegestallt ginn, fir eng Enquête d'instruction ze maachen, déi dann zesummen zu Lëtzebuerg oder an engem anere Partnerland aktiv gëtt.

Auslännesch Enquêteure kënnen also hei am Land assistéieren an ëmgedréint. Auslännesch Enquêteure sinn deemno autoriséiert, Actes d'instruction zu Lëtzebuerg ze maachen. Recourse si méiglech um Niveau vun der nationaler Instruktioun, awer net zu der Decisioun vun der Entraide. Dogéint ka kee Recours gemaach ginn.

Eng Prezisioun, déi net onweesentlech ass: Zu Lëtzebuerg dierfen déi auslännesch Enquêteuren net mat op Untersuchung mat an eng Bank goen.

Wat geschitt mat de Resultater aus dëser Enquête? Ma, wa mer zesummen ënnerwee sinn, dann deele mer och dat, wat erauskënnt, tëscht de Membere vun der Ekipp. D'Informatiounen an d'Dokumenter, déi gesammelt gi vun der Équipe commune, sinn also gedeelt tëscht de Memberen. Kloer ass, dass auslännesch Autoritéiten dierfe Material, dat se bei eis gesammelt hunn, just, awer just zu deem Zweck notzen, zu deem se erhuewe goufen, sauf demande de levée. Dat betrëfft eis als Lëtzebuerg natierlech och, wa mer am Ausland mat enquêtéieren.

Et ass och ze bemierken, dass den Untersuchungsriichter ka refuséieren, eng Équipe commune d'enquête ze schafen oder eng Mesure d'instruction auszeféieren, wann hien dat net als opportun ugesäit.

Konkreet: De Bilan vun de Joren 2012 bis 2017, dee mer an der Justizkommissioun matgedeelt kruten, illustréiert, dass dëst Handwierksgeschier vun der Équipe commune d'enquête an der Vergaangenheet awer net dacks zum Asaz koum. Am Ganze gouf et an deene genannte Jore véier Équipes communes d'enquête, dräimol mat der Belsch, eemol mat Frankräich, dräimol tëscht Juges d'instruction aus der Groussregioun an eemol mat Bréissel; zweemol Bedruch, eemol Sozialdumping, eemol Drogen, also éischter Mëttelkriminalitéit, net bei Terrorismus oder Crimes organisés. Insgesamt ass et eng schwéierfälleg Prozedur an och net ganz beléift, zumindest an hirem aktuellen Zoustand.

Bis elo krute mer dunn och follgend Problemer matgedeelt aus der aktueller Praxis:

Wéi solle mir wëssen, dass an anere Länner op där selwechter Affär geschafft gëtt?

Den Accord tëscht den Untersuchungsriichter, fir esou eng Ekipp ze schafen, ass méi komplizéiert ze kréien, wéi einfach iwwer eng normal Entraide ze fueren.

Wéini ass eng Équipe commune iwwerhaapt interessant? Ma dann, wann d'Enquête an engem Land scho wäit fortgeschratt ass, an engem aneren nach net, dann ass et fir dat éischt Land natierlech oninteressant, nach bei enger Équipe commune d'enquête derbäi ze sinn. Bei deenen anere wär et méi interessant.

Et lount sech an deem Sënn just bei groussen Dossieren, esou eng Équipe commune zimmlech am Ufank opzestellen.

An d'Fro vun enger gudder an effikasser Zesummenaarbecht ass jo dann och déi vum Vertrauen, fir dat opzebauen, a fir déi selwecht Sprooch ze schwätzen. Déi ass ganz oft decisiv, zemools op Policeniveau.

An deem Zesummenhang weisen ech dann och dorop hin, dass d'Kommissioun op Demande vum Parquet en Amendement ugeholl huet, fir dass mer am modifizéierte Gesetz vum 8. August 2000 iwwert d'Entraide judiciaire internationale en matière pénale och Demanden zouloossen, déi op Englesch zougestallt ginn.

Well Dir musst lech dat op der Zong zergoe loossen: Bis ewell muss nom aktuelle Gesetz esou eng Demande, déi un d'Lëtzebuerger Autoritéite gemaach gëtt, op Franséisch oder op Däitsch iwwersat ginn, nom Motto, dass mir se och kënnen applizéiere respektiv verstoen. Dat ass natierlech ëmständlech. Bis déi Iwwersetzung do ass, do geet oft Zäit verluer. A bei esou Demanden ass dat zimmlech oft nawell urgent.

Bon, souwäit zu mengem mëndleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet 7510. Weider Detailer sinn a mengem schréftleche Rapport nozeliesen. Ech soe Merci fir d'Nolauschteren. Wéi gesot, ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, mee ech iwwerloossen dem President och d'Konklusioun, déi mer gezunn hunn, wat d'Diskussioun ugeet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Rapporter villmools Merci a ginn d'Wuert un den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Entschëllegt, ech wéilt awer just op ee Punkt hiweisen. Also, dat heite kléngt alles technesch, mee do geet et awer ëm d'Grondprinzippie vun der Lëtzebuerger Souveränitéit. Mir si selbstverständlech dermat d'accord, well jo déi Konventioun hei, well deen zweete Protokoll negociéiert gouf nach ënnert engem fréieren CSV-Justizminister fir déi Équipe commune d'enquête. Dat heescht, dass auslännesch Agenten, ob dat Police oder anerer sinn, kënnen zu Lëtzebuerg mat enquêtéieren am Kader vun enger Équipe commune d'enquête.

Dat, wou awer d'Regierung eng Deklaratioun mécht oder gemaach huet, dat ass, dass se eng sougenannten „Observation transfrontalière", dat heescht, wou en auslännesche Beamten eleng an enger Urgencësituatioun géif op Lëtzebuerg kommen, dass d'Regierung do deklaréiert huet, dass se dat net géif applizéieren. Dat ass fir eis eppes Weesentleches.

Ech wëll och soen, dass an dem franséische Parlament, dat jo dee selwechte Protokoll scho viru praktesch zéng Joer …

(Problème de sonorisation)

… och du vum deemolege Rapporter kloer op dee Punkt higewise ginn ass, dass et fir d'Fransousen „inenvisageable" - huet de gudde Mann gesot - wier, dass auslännesch Beamte géifen u sech op hir Initiativ eleng zu Lëtzebuerg enquêtéieren.

An ech wëll och ganz kloer soen: Dat ass fir eis e weesentleche Punkt, well et och mat der nationaler Souveränitéit zesummenhänkt, dass dat do net geet. An duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet am Numm vun der CSV.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

An och hei war mäin Echo aus der Kommissioun, datt ee sech eens war, vun enger weiderer generell Diskussioun ofzegesinn. Wann deem esou ass, géif ech dann der Regierung d'Wuert ginn, der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci villmools, Här President, merci dem Rapporter, all de Membere vun der Justizkommissioun. Et ass en détail elo hei dorobber agaange ginn, mat natierlech och de Complementen, déi den Här Roth gesot huet, soudass ech deem näischt méi bäizefügen hunn an lech Merci soe fir d'Aarbecht an d'Ënnerstëtzung.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7510. Den Text steet am Document parlementaire 7510[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7510 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.00 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 64, 65 et 66

64e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 946

7498 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ..... p. 946-952

Question élargie n° 105 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative aux centres de compétences ..... p. 953-954

Question élargie n° 106 de Mme Diane Adehm relative aux modalités de calcul du contingent de leçons au niveau de l'enseignement fondamental ..... p. 954

7778 - Projet de loi relative à la construction du contournement de Hosingen (E421/N7),
7779 - Projet de loi relative à la mise à 2x2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et Ettelbruck
et
7780 - Projet de loi relative à la sécurisation de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach ..... p. 954-961

65e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 961

Communications ..... p. 961

Ordre du jour ..... p. 961-962

Dépôt d'une motion par M. Fred Keup ..... p. 962

Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet du déclin de l'attractivité du métier d'enseignant ..... p. 962-971

Motion de M. Fred Keup relative au respect du principe que l'État n'a pas à réguler la langue en fonction de principes politiques et/ou idéologiques ..... p. 971-972

Motion de M. Jeff Engelen au sujet du soutien d'une politique industrielle et de recherche, qui permettrait une autonomie au niveau de la médecine au Luxembourg et dans l'Union européenne ..... p. 972

Ordre du jour (suite) ..... p. 972

Motion de M. Jeff Engelen au sujet du soutien d'une politique industrielle et de recherche, qui permettrait une autonomie au niveau de la médecine au Luxembourg et dans l'Union européenne (suite) ..... p. 972-974

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse des prix et de la pénurie des matériaux de construction ..... p. 974-978

66e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 979

Débat d'orientation sur le sport comme facteur d'inclusion ..... p. 979-986

7781 - Projet de loi relative au réaménagement de l'échangeur de Pontpierre situé sur l'autoroute A4 ..... p. 986-989

7715 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation ..... p. 989-991

7845 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale ..... p. 991

7510 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Strasbourg, le 8 novembre 2001 ..... p. 991-992

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2021-2022
5107	André Bauler	Accidents sur le croisement du CR347 et de la route nationale N14 près de la localité de Stegen
5130	André Bauler	Installation d'une caméra le long du chemin repris 306 reliant Bissen à Vichten
5150	André Bauler	Sécurité du croisement du CR310 et du CR311 près du lieu-dit « Flatzbour »
5172	Léon Gloden	Accessibilité de Berdorf
5242	Sven Clement	Compétences du Ministère de l'Environnement dans le domaine de la construction de bâtiments
5243	André Bauler	Déblaiement de roulottes se trouvant au bord de la Haute-Sûre suite aux inondations
5266	Marc Goergen	Emplacements de stationnement du nouveau stade de football
5269	Marc Goergen	Achats avec des cryptomonnaies
5279	André Bauler	Chantier à la « Maulesmillen »
5295	Marc Spautz	Données en matière de sécurité sociale
5298	Sven Clement	Fiche de retenue d'impôt en ligne
5299	Fred Keup	Participation aux « classes de neige »
5300	Marc Goergen	TVA sur le commerce électronique
5302	Marc Goergen	Formation continue dans l'enseignement fondamental
5306	Fred Keup, Jeff Engelen	Chaudières à pellets
5308	Myriam Cecchetti	Évolution du personnel de l'ITM
5309	Marc Lies	Système des oekopoints
5310	Martine Hansen, Gilles Roth, Paul Galles	Prix du CO_2
5311	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	Zones grises des mesures sanitaires en vigueur
5313	Marc Goergen	Terrains à bâtir détenus par l'État
5314	Marc Goergen	Associations sans but lucratif agréées
5318	Roy Reding	Régulation des assurances
5321	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Prix du CO_2
5323	Carole Hartmann	Voie de délestage d'Echternach
5325	Gusty Graas	Helpline Covid
5326	Gusty Graas	Pollution de la Nothomb (« Noutemerbaach »)
5327	Jeff Engelen	Travaux de modernisation et d'agrandissement de la gare de Bettembourg
5328	Marc Goergen	Réorganisation des commissariats de police
5329	Marc Goergen	Fourrière dans le sud du pays
5330	Jeff Engelen	Résolution 2136 du Conseil de l'Europe
5331	Mars Di Bartolomeo	Suspension de tous les audits PRN (Projet de recherche en nursing)
5332	Mars Di Bartolomeo	Technologie du « remote sensing »
5333	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Budget CO_2 par personne
5335	Marc Goergen	Saisies sur les remboursements de la CNS
5338	Gusty Graas	Utilisation du logo officiel des ministères luxembourgeois
5339	Martine Hansen	Utilisation du logo officiel des ministères luxembourgeois
5340	André Bauler, Max Hahn	Problèmes techniques du tram
5341	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Terrains potentiellement urbanisables
5342	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Réserve de gaz
5343	Marc Goergen	Campagne « Déi schéin Aktioun »
5344	Marc Goergen	Stock de tests rapides antigéniques
5345	André Bauler	Écroulement d'un mur à Vianden
5346	Sven Clement	Suspension temporaire par la Commission européenne de certains droits de protection des réfugiés
5347	Fernand Kartheiser	Incidents en marge de la manifestation du samedi 4 décembre 2021 contre les mesures Covid-19 annoncées par le Gouvernement
5348	Fernand Kartheiser	Responsabilité de l'État dans le cadre des incidents en marge de la manifestation du samedi 4 décembre 2021 contre les mesures Covid-19
5349	Sven Clement, Marc Goergen	Conservation des données
5351	André Bauler	Église Saint-Laurent de Diekirch
5352	Jeff Engelen	Transport d'animaux
5354	Jeff Engelen	Réaménagement de la place de la Constitution
5356	Gusty Graas	Situation politique actuelle au Myanmar
5357	Marc Hansen	Sexe des personnes hospitalisées ou décédées en raison de la Covid-19
5358	Martine Hansen	Vaccination « booster » pour les personnes ayant reçu le vaccin AstraZeneca
5359	Sven Clement	Tests antigéniques rapides certifiés
5360	Martine Hansen, Diane Adehm	Télétravail dans la fonction publique
5361	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Lutte contre la contrebande
5363	Gusty Graas, Gilles Baum	Épuisement du personnel soignant
5364	Diane Adehm	Personnel de la radio luxembourgeoise de service public 100,7
5365	Marc Goergen	Réunion du conseil communal à huis clos
5366	Fred Keup, Roy Reding	Évaluation des incidences sur l'environnement dans le cadre de la construction d'un pont pour cyclistes
5367	Jean-Paul Schaaf, Paul Galles	Augmentation de l'utilisation des salles de consommation de drogues par des non-résidents
5369	Fred Keup	Mesures de compensation dans le cadre de l'extension du tram
5370	Fernand Kartheiser	Instauration d'une zone de manifestation
5371	Marc Goergen	Santé mentale
6055 urgente	Nathalie Oberweis	Punition collective du camp de réfugiés de Jénine en Palestine

Question 5107 (15.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **accidents sur le croisement du CR347 et de la route nationale N14 près de la localité de Stegen :**

Samedi passé un nouvel accident routier s'est produit sur le croisement du CR347 et de la route nationale N14 près de la localité de Stegen dans la « Äerenzdallgemeng ». Il s'agit en effet d'un carrefour dangereux dans la mesure où nombre d'automobilistes y passent tous les jours à vitesse élevée. Il n'est donc pas surprenant qu'il y ait eu bon nombre d'accidents ces dernières années en cet endroit critique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer du nombre d'accidents qui ont eu lieu au carrefour précité depuis 2015 ?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à envisager des mesures infrastructurelles ou autres afin de réduire le risque de carambolages ?

Réponse (04.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Conformément à la loi modifiée du 3 août 2010 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées, l'administration s'occupe de l'aménagement et de l'entretien de la voirie de l'État et de ses dépendances. Étant donné que la sécurité routière figure au premier rang des priorités de l'administration, l'identification et l'examen de tronçons, virages et croisements potentiellement dangereux représente l'une de ses tâches essentielles.

Les zones de danger détectées sont progressivement éliminées, en fonction de leur priorité et des ressources disponibles. Ainsi, il y a d'innombrables actions à l'échelle nationale pour diminuer le risque d'accidents de la route. Des mesures quotidiennes, mais pas moins importantes, contribuent constamment à une meilleure sécurité routière, notamment le salage en hiver, le déblaiement général des chaussées durant toute l'année, le nettoyage régulier des panneaux et des balises, la coupe de branches risquant de tomber sur la route, la réparation des nids-de-poule, etc. À cela s'ajoute que l'Administration des ponts et chaussées s'engage activement pour la stratégie nationale « VISION ZÉRO » qui repose sur la prévention des accidents.

En ce qui concerne le croisement entre le chemin repris CR347 et la route nationale N14, cinq accidents se sont produits ces dernières années, lors desquels un procès-verbal a été dressé par la Police grand-ducale. Ces cinq accidents ont fait un blessé grave et trois blessés légers. Lors du cinquième accident, provoqué sous l'influence d'alcool, seuls des dégâts matériels sont à déplorer.

À noter que les accidents réglés à l'amiable ne sont pas recensés.

Les services de l'Administration des ponts et chaussées analysent actuellement diverses options afin de renforcer la sécurité au carrefour évoqué. En fonction des résultats obtenus, des changements à ce croisement pourront être envisagés à court, respectivement à moyen terme, y compris la signalisation.

Question 5130 (20.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**installation d'une caméra le long du chemin repris 306 reliant Bissen à Vichten :**

Il m'a été signalé qu'un dispositif avec caméra a été installé le long du chemin repris 306 reliant Bissen à Vichten, sur le côté droit en venant de Bissen.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre a-t-il été informé de cette installation ?

2) Dans l'affirmative, de quel projet concret s'agit-il ?

3) Dans quelle mesure la législation sur la protection des données personnelles est-elle respectée dans ce cas précis ?

Réponse (04.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) J'ai connaissance de ce dispositif qui, suite à une accumulation d'accidents routiers discutée dans le cadre du groupe de travail « Audits de sécurité », a été mis en place par mes services dans ladite zone.

ad 2) Ce dispositif est utilisé en ultime recours pour analyser en détail les flux de trafic en cas de problèmes relatifs à la circulation (priorités, manœuvres ou mouvements) ou à la sécurité routière (accidents récurrents sans cause identifiable), pour lesquels des simples comptages ou d'autres méthodes d'analyse ne sont pas concluants.

ad 3) L'installation était réalisée pour la période allant de mi-octobre à fin novembre 2021, dans le respect des dispositions légales relatives à la protection des données personnelles et répondra donc, entre autres, aux principes de finalité, de transparence et de proportionnalité.

Question 5150 (26.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **sécurité du croisement du CR310 et du CR311 près du lieu-dit « Flatzbour » :**

Récemment un nouvel accident routier s'est produit sur le croisement du CR310 et du CR311 près du lieu-dit « Flatzbour ». Il s'agit en effet d'un carrefour dangereux dans la mesure où nombre de conducteurs venant du village de Holtz éprouvent de sérieux problèmes de visibilité. Il n'est donc pas étonnant qu'il y ait eu plusieurs accidents ces dernières années en ce lieu précis.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer du nombre d'accidents qui ont eu lieu au carrefour précité depuis 2015 ?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à envisager des mesures infrastructurelles ou autres afin de réduire le risque de carambolages ?

Réponse (20.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Conformément à la loi modifiée du 3 août 2010 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées, l'administration s'occupe de l'aménagement et de l'entretien de la voirie de l'État et de ses dépendances. Étant donné que la sécurité routière figure au premier rang des priorités de l'administration, l'identification et l'examen de tronçons, virages et croisements potentiellement dangereux représente l'une de ses tâches essentielles.

Les zones de danger détectées sont progressivement éliminées, en fonction de leur priorité et des ressources disponibles. Ainsi, il y a d'innombrables actions à l'échelle nationale pour diminuer le risque d'accidents de la route. Des mesures quotidiennes, mais pas moins importantes, contribuent constamment à une meilleure sécurité routière, notamment le salage en hiver, le déblaiement général des chaussées durant toute l'année, le nettoyage régulier des panneaux et des balises, la coupe de branches risquant de tomber sur la route, la réparation des nids-de-poule, etc. À cela s'ajoute que l'Administration des ponts et chaussées s'engage activement pour la stratégie nationale « VISION ZERO » qui repose sur la prévention des accidents.

À signaler cependant qu'à côté de tous les efforts entrepris au niveau des infrastructures, les automobilistes eux-mêmes sont tenus d'adopter une conduite défensive pour anticiper des situations dangereuses et de prendre en compte la présence d'autres usagers de la route, de cyclistes et de piétons.

En ce qui concerne le croisement entre les chemins repris CR310 et CR311 près de Flatzbour, trois accidents de la route se sont produits ces dernières années, lors desquels un procès-verbal a été dressé par la Police grand-ducale. Ces trois accidents ont fait 1 blessé grave et 2 blessés légers.

À noter que les accidents réglés à l'amiable ne sont pas recensés.

Les services des ponts et chaussées renforceront prochainement les signaux existants « B,1 cédez le passage » par des feux clignotants. De plus, des signaux supplémentaires « B,1 cédez le passage » complétés par le symbole additionnel du modèle 3a « 100 m » indiquant la distance par rapport au carrefour, seront mis en place pour avertir plus tôt les conducteurs de l'intersection.

Question 5172 (02.11.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**accessibilité de Berdorf :**

Dräi Strooss féieren aus Bäerdref eraus. Just eng dovun ass de Moment ouni Aschränkungen op: Dat ass d'Landstrooss a Richtung lechternach. D'Strooss op Konsdref ass wéinst engem Chantier mat roude Luuchte just eespuereg befuerbar, an de CR364 a Richtung Vugelsmillen ass zanter den Iwwerschwemmunge vum 15. Juli gespaart, well den Hang gerutscht ass. Engem Zeitungsartikel vum 2. November no misst dës Strooss säit dem 15. September nees fir de Verkéier op sinn. Dat ass awer net de Fall.

Soulaang de CR364 zou ass, mussen d'Awunner vu Bäerdref zum Deel grouss Ëmweeër a Kaf huelen, déi si vill Zäit kaschten. Dobäi kënnt, dass d'Buslinnen 110 an 111 iwwer lechternach an d'Stad zanter Dezember 2020 just nach bis bei d'Luxexpo um Kierchbierg fueren, an net méi bis op Dummeldeng a vun do aus weider op d'Gare. D'Leit aus der Gemeng Bäerdref brauchen doduerch bis zu 40 Minutte méi laang fir ee Wee. Mee net just Bäerdref, och d'Nopeschgemenge si vun dëse Changementer bei de Busfuerpläng betraff.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Wéi erkläert den Här Mobilitéitsminister, dass de CR364 nach ëmmer fir de Verkéier zou ass, obwuel seng Verwaltungen der Gemeng Bäerdref zougeséchert haten, dass dës wichteg Strooss bis de 15. September nees géif opgoen? Bis wéini sollen d'Aarbechten ofgeschloss sinn?

- Wéi héich sinn d'Käschte fir d'Reparaturaarbechten um CR 364 a wéi e Prozentsaz dovu gëtt iwwer d'Héichwaasser-Direkthëllef vum Staat finanzéiert?

- Wat plangt den Här Mobilitéitsminister, fir den ëffentlechen Transport an der beschriwwener Regioun ronderëm Bäerdref ze verbesseren an en op d'mannst erëm op de Qualitéitsniveau vu virun Dezember 2020 ze bréngen?

Réponse (20.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Fir d'Instandsetzung vum CR364 tëschent Bäerdref an der Vugelsmille sinn 300.000 € HTVA fir d'Aarbechten a 60.000 € HTVA fir d'Studie virgesinn, woubäi dës Bauaarbechten iwwert de Budgetsartikel 51.2.73.015 „Glissements de terrain" bezuelt ginn. D'Aarbechte goufen am November 2021 vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten approuvéiert an hunn am Dezember ugefaangen. Mëttlerweil ass d'Streck nees eespuereg befuerbar an de Chantier wäert Enn Januar/ufanks Februar ofgeschloss ginn.

Betreffend dem ëffentlechen Transport an der beschriwwener Regioun fueren déi zwou genannte Linnen (110 an 111) aus dem Raum lechternach zënter dem leschte Fuerplangwiessel vum 12. Dezember 2021 nees bis an den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg (Lampertsbierg, Glacis). Dës rezent Moossnam kann eventuell zu enger Verbesserung vum ëffentlechen Transport am östlechen Deel vum Land bäidroen. Natierlech wäerten Zielungen an Analyse gemaach ginn, fir de Sënn vun dëser Mesure an den Ae ze behalen. Bis Juli 2022 ass d'Reorganisatioun vum neien RGTR Reseau komplett ëmgesat, esou datt een eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt en objektive Bilan zéie kann.

Question 5242 (16.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **compétences du Ministère de l'Environnement dans le domaine de la construction de bâtiments :**

Bei verschiddene Bauprojekter ass et d'Norm, dass Persounen, déi Bauhär sinn, nieft der Baugeneemegung vun hirer Gemeng och eng Geneemegung vum Kulturministère an/oder dem Ëmweltministère ufroe mussen. Den Ëmweltministère analyséiert notamment den Impakt vum Bauprojet op déi direkt Ëmwelt. Bei Neibauten ass dësen Impakt evident, well méi Fläche versigelt ginn. Bei existéierende Bauten, bei deenen d'Emprise scho virhanden ass a wou d'Immobilie u sech nëmmen transforméiert gëtt, ass den zousätzlechen Impakt éischter marginal, oder guer net ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Awéifern analyséiert den Ëmweltministère d'Baupläng vun engem Bauprojet, bei deem d'Emprise net verännert gëtt?

2. Op wat fir Argumenter kann de Ministère sech baséieren, fir Projeten ze refuséieren, bei deenen d'Emprise net verännert gëtt?

3. Wéi vill Refusen huet den Ëmweltministère an de leschten aacht Joer bei Bauprojeten ausgeschwat? Bei wéi ville vun dëse Refusen huet d'Emprise vum Gebai net geännert?

Réponse (11.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. + 2. Bei bestoende Bauten an der Gréngzon musse geplangte Renovéierungs- oder Transformatiounsaarbechte konform zum Artikel 7 vum Naturschutzgesetz sinn. Den Artikel 7 definéiert zimmlech prezis, wéi eng Veränneerungen däerfen autoriséiert ginn. Vergréisserunge ginn no de selwechte Krittären analyséiert a behandelt wéi nei Konstruktiounen. Ausgeholl vun den allgemenge Reegele si bestoend kulturell geschützte Gebaier (Art. 7).

D'Gesetz verbitt och explizitt, datt bestoend Gebaier ofgerappt an nei opgeriicht kënne ginn. Et sief drun erënnert, datt d'Gréngzon vum Gesetz hier méiglechst fräi vu Gebaier a Konstruktioune soll sinn. Déi haut bestoend Gebaier an der Gréngzon hunn de facto nëmme begrenzten Existenzberechtegung, am Géigesaz zu Gebaier an enger vum PAG ausgewisener Bauzon.

ad 3. De Ministère féiert keng Datebank, déi eng cibléiert Recherche no de Krittäre vum honorabelen Deputéierte senger Fro géif erméiglechen. Et kann een an deem Kontext awer drun erënneren, datt säit Dezember 2013 25.700 Decisiounen op Basis vum Naturschutzgesetz geholl gi sinn (Konstruktiounen, Manifestatiounen, Aarbechten, Ofholzung ...), dovunner 2.106 Refusen. Säit dem Akraafttriede vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 sinn eng 270 Renovatiounsufroe gestallt ginn, dovunner sinn der 34 refuséiert ginn.

Question 5243 (16.11.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **déblaiement de roulottes se trouvant au bord de la Haute-Sûre suite aux inondations :**

Op der Uewersauer, z. B. op der Bramillen (Gemeng Buerschent) oder zu Méchela (vis-à-vis vun der Réngelschleed, Gemeng Ierpeldeng-Sauer), sinn nom Juli-Héichwaasser eng ganz Rei Roulotte laanscht d'Uwänner am Getraisch oder a Beem hänke bliwwen.

Véier Méint no den Iwwerschwemmunge vum Summer 2021 hänken se nach ëmmer do a riskéieren, bei engem Wanter-Héichwaasser, weidergedriwwen ze ginn, bis se dann iergendwou op der Ënnersauer oder an der Musel ukommen. Datt se eventuell an eng Bréck knuppen an do de Waasserlaf stéiere kënnen, dat versteet sech vum selwen.

Aus deem Grond wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister iwwer dës Fäll informéiert ginn? Wou stellen sech nach änlech Problemer?

2. Konnt d'Identitéit vun de Besëtzer vun dëse Roulotten an aneren Objete festgestallt ginn? Wat ass hir prezis Verantwortung an dësem Kontext?

3. Ass d'Madamm Minister prett, fir dës Gefierer ewechhuelen ze loossen? Wa jo, a wat fir engen Delaie kann d'Waasserwirtschaftsamt dës Aarbechten an d'Weeër leeden an duerchféiere loossen?

4. Kann d'Madamm Ministesch soen, firwat dës Roulotte bis elo nach net ewechgeholl gi sinn?

Réponse (10.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. No dem Héichwaasser hat d'Aussestell vun der Waasserverwaltung (AGE) Kontakt mat de betraffene Gemengen a si krute verschidde Schied gemellt, déi uschléissend an de Relevé vun de Schied fir d'ganzt Land agedroe goufen. Änlech Fäll goufen et och an de Gemenge Bettenduerf a Rouspert-Mompech.

ad 2. Bei de Rulotten op der Uewersauer konnt leider d'Identitéit vun de Besëtzer net festgestallt ginn an d'Proprietären hunn sech net gemellt. D'AGE huet kee Recht, fir op Basis vun der Chassisnummer oder der Plack de Besëtzer vun der Rulott erauszefannen. D'Responsabilitéit fir Rulotten ewechzehuelen an ze entsuerge läit beim Proprietär, esouwéi dat bei de Fäll an der Gemeng Rouspert-Mompech a Bettenduerf och ofgelaf ass.

D'AGE ka just intervenéieren an hëllefen, wann eng direkt Ufro vum Besëtzer besteet.

ad 3. Soubal d'Identitéit vun de Besëtzer vun de Rulotte kloer ass, kann d'AGE eng Firma beoptragen, déi ewechzehuelen. D'AGE ass amgaangen, zesumme mat der Police hei no enger Léisung ze sichen. Alternativ, kann de Proprietär sech bei der AGE mellen.

ad 4. Wéinst den Erklärungen zu de Froen hei uewendriwwer, war et nach net méiglech, hei ze intervenéieren.

Et sief awer donieft a generell nach eemol ugemierkt, dass aktuell schonn eng ganz Rei verschidden Entreprisë beoptraagt sinn, laanscht déi eenzel betraffe Flëss wéi Sauer, Our, wäiss a schwaarz Iernz, Clierf a Wolz, fir Dreck an ëmgefale Beem ewechzehuelen. Well bei dësem Héichwaasser och bal d'ganzt Land betraff war, ass et net méiglech, innerhalb vu véier Méint iwwerall gläichzäiteg aktiv ze ginn. Zousätzlech ass et ganz schwiereg, Firmen ze fannen, déi nach Disponibilitéiten hu fir déi Aarbechten ze maachen.

Question 5266 (19.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **emplacements de stationnement du nouveau stade de football :**

De 25. September gouf den neie Futtball- a Rugbystadion zu Lëtzebuerg ageweit. Zanterhier ass de Stadion och scho fir verschidden Eventer benotzt ginn, sou och beim leschte Lännermatch vun der lëtzebuergescher Futtballnationalekipp géint Irland. Wéi mer awer vun e puer betraffene Persoune matgedeelt gouf, wieren zurzäit wéineg Parkplaze fir Persoune mat kierperleche Beanträchtegungen um Site disponibel. Wéi een an der Beschreiwung vum Stadion (Editeur: Ville de Luxembourg, September 2021) noliese kann, wieren um oppene Parking insgesamt 228 Parkplazen, wouvunner ganzer sechs Stéck (2,6 %) fir Persoune mat enger Beanträchtegung reservéiert sinn. De Sportsministère huet de Bau vum Stadion mat 40 Milliounen Euro matfinanzéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sport, fir Famill an Integratioun, a fir ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass virgesinn, dass an Zukunft méi PMR-Parkplaze virum Stadion wäerten zur Verfügung stoen, wëssend, dass am Parkhaus eng 50 PMR-Sëtzplaze virgesi sinn?

2. Wéi vill Plaze ware beim leschte Lännermatch tëschent Lëtzebuerg an Irland fir VIPe reservéiert?

Réponse (03.01.2022) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

De Sportsministère ass net zoustänneg fir d'Parkplaze beim Stade de Luxembourg.

Question 5269 (22.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **achats avec des cryptomonnaies :**

D'Valeur, déi enger Kryptowärung zougesprach gëtt, ass volatill. De bekanntste „Coin" - Bitcoin - huet 2020 een Dräifaches u Wäert gewonnen, war awer gläichzäiteg déif gefall, nodeems en amerikanesche Milliardär d'Wärung als net nohalteg bezeechent huet. Trotz dëser Volatilitéit vum Wäert kann een dovun ausgoen, dass Persounen, déi fréi an dës digital Wärungen investéiert hunn, e grousse Rendement gewonnen hunn. Eng Persoun, déi 2012 zéng Bitcoin fir ronn 50 € kaaft huet, kéint dës haut a ronn 400.000 € zrécktauschen.

Mëttlerweil gëtt et och ëmmer méi Produiten, déi ee mat dësen digitale Wärunge ka kafen. Am „New York Times"-Artikel „What Can You Actually Buy With Bitcoin?", hunn d'Journalisten zu dësem Theema recherchéiert. Dat bekanntste Beispill vu Produiten, déi ee mat Krypto ka kafen, ass wuel en Elektroauto, mee mëttlerweil gëtt et och Programmer, duerch déi een indirekt Saachen op Amazon mat Bitcoin oder aneren digitale Wärunge ka bezuelen, an och éischt physesch Butteker, déi dës als Bezuelungsmëttel unhuelen.

Esou kann et sinn, dass eng Persoun sech fir wéineg Euroe vill „Coins" kaaft huet a mat dësen herno Produite mat héijem Eurowäert ka bestellen an esou vill Geld spueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Eng Persoun, déi Wuere mam Beki keeft, muss op dësem Akaf nëmmen déi ufalend TVA bezuelen. Gëllt dëst och fir den Akaf vu Wuere mat Kryptowärungen?

2. Musse Privatpersounen a Betriber just op en eventuelle Gewënn beim Tausche vu Krypto an eng vun der Zentralbank unerkannter Wärung Steiere bezuelen an net, wa si dës géint physesch Wueren ëmtauschen (zum Beispill en Tesla)?

3. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4821 heescht et:

„Wat déi drëtt Fro vun den honorabelen Deputéierten ugeet, wann e Betrib fir seng Wueren oder seng Servicer eng aner Konterpartie akzeptéiert wéi eng Wärung, fir déi d'Europäesch Zentralbank e Wiesselkuer fir den Euro festsetzt a publizéiert, da muss dës Konterpartie fir d'Zwecker vun der Kontabilitéit souwéi steierlech vum Commerçant no de gesetzlech festgeluechte Prinzippien evaluéiert ginn."

Kann de Minister hei weider Detailer ginn?

4. Kann de Minister ausschléissen, dass Persounen, déi Wuere mat Kryptowärunge bezuelen, an Zukunft mussen zousätzlech Steieren op dës bezuelen?

Réponse (05.01.2022) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Als Éischt ass emol drun ze erënneren, datt fir all Prestatioun vu Wueren oder Servicer, déi fir Sue vun engem Steierflichtegen erbruecht gëtt, TVA ufält. Dëst ass onofhängeg vun der Natur oder der Form vun der Géigeleeschtung, an deemno muss och beim Akaf vu Wuere mat Kryptowärungen TVA entriicht ginn.

Den Tosch vu Kryptowärung géint eng vun der Zentralbank unerkannte Wärung gëtt steierrechtlech d'selwecht behandelt, wéi wann d'Kryptowärung géint physesch Wuere getosch géif ginn. Wéi beim Tosch vun enger virtueller Wärung géint eng aner virtuell Wärung, géint Euro oder géint eng Wärung, fir déi d'europäesch Zentralbank e Wiesselkuer fir den Euro festsetzt a publizéiert, kënnt et nom Artikel 22, Alinea 5 an dem Artikel 102, Alinea 1a vum Akommessteiergesetz vum 4. Dezember 1967 beim Bezuele vu Wueren oder Servicer mat enger virtueller Wärung zu engem Verkaf vun der virtueller Wärung, an engem Akaf vun der Wärung, der Wuer oder dem Service. Wann de Verkeefer vun der virtueller Wärung am Kader vun esou enger Transaktioun eng Plus-value realiséiert, ass dëse Revenu besteierbar no de Reegele vun dem selwechten Akommessteiergesetz.

Wat déi drëtt Fro ugeet, ass drop hinzeweisen, datt allgemeng déi gülteg Reegele vum Artikel 23 L.I.R. fir d'Bewäertung vun engem Betribsverméige gëllen. Well eng virtuell Wärung keng Devise ass, kann e Steierflichtege weeder seng Kontabilitéit an enger virtueller Wärung féieren nach säi besteierbare

Revenu an enger virtueller Wärung deklaréieren. Fir weider Detailer sief op d'Circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 14/5 - 99/3 - 99 bis/3 vum 26. Juli 2018 verwisen.

Et ass des Weideren net virgesinn, datt Persounen, déi Wuere mat Kryptowärunge bezuelen, an Zukunft mussen zousätzlech Steiere bezuelen.

Question 5279 (23.11.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **chantier à la « Maulesmillen » :**

Op der Maulesmillen tëscht Clierf a Wäiswampech, bei der Eisebunnsbréck, ass zanter Méint eng Baustell, op där et awer net méi richteg weiderzegoe schéngt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Kann den Här Minister d'Aarbechten, déi hei realiséiert solle ginn, méi genee beschreiwen?

- Wat wieren d'Grënn, firwat dee Chantier net virugeet?

- Wéini ass virgesinn, dass d'Aarbechte sollen ofgeschloss sinn?

Réponse (20.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Bei dësem Projet handelt et sech ëm Renovatiounsaarbechten, déi un der Eisebunnsbréck duerchgefouert musse ginn. De Stroossebelag gëtt bis op den Tablier ofgedroen an och déi al Trottoiren, Gelänner an Auvente mussen ersat ginn.

Well dëse Chantier sech iwwert enger befuerener Eisebunnslinn ofspillt, kënne verschidden Aarbechten nëmme wärend ganz bestëmmte Periode gemaach ginn an zwar wann den Eisebunnsverkéier temporär op dëser Linn suspendéiert gëtt.

Well Spärungen um Eisebunnsreseau oft nëmme kënne kuerzzäiteg sinn, an sech aus Sécherheetsgrënn ganz strikt un déi muss gehale ginn, bréngt dat mat sech, dass net permanent do ka geschafft ginn. De Chantier, deen eeben eng gewëssen Envergure huet, kann net integral wärend enger Spärperiod komplett ofgeschloss ginn a muss deemno an Etappe realiséiert ginn. Dat erklärt dann och, firwat net um Chantier permanent geschafft kann an och duerf ginn.

Et ass awer ze betounen, dass dëse Chantier bis elo am Timing läit a ganz no Plang verleeft.

Viraussiichtlech sollen am Fréijoer 2022 d'Aarbechten op der Bréck kënne fäerdeg gestallt ginn. Ënnert der Bréck bleiwen dann awer nach Aarbechten um Bëtong an un der stolener Konstruktioun duerchzeféieren, déi am Hierscht 2022, ouni Afloss awer op den Autosverkéier, stattfanne wäerten.

Question 5295 (25.11.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **données en matière de sécurité sociale :**

Hier, Eurostat a présenté un histogramme présentant les dépenses par État membre en matière de sécurité sociale (social protection sickness and healthcare expenditure) et leur évolution 2020 par rapport à 2019. Les données afférentes (estimations) du Luxembourg pour 2020 n'y figuraient toutefois pas.

C'est ainsi que j'aimerais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer pour quelles raisons le Luxembourg n'a pas communiqué lesdites données à Eurostat ?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il éventuellement de ces données ? Pourrait-il me les communiquer ?

Réponse (03.01.2022) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Effectivement, le graphique publié le 23 novembre sur le site d'Eurostat (Social protection sickness and healthcare expenditure as a percentage of GDP, 2019 and 2020) ne comporte pas les estimations pour le Luxembourg.

ad 2) Les États membres qui figurent sur ce graphique sont uniquement ceux ayant fourni à Eurostat des estimations précoces des dépenses de protection sociale du Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (Sespros) pour les années N suivantes : 2019 et 2020 à l'automne de l'année N+1. La fourniture de ces estimations précoces se fait sur une base volontaire. Le Luxembourg a uniquement participé à cet exercice (fourniture d'estimations précoces sur une base volontaire) pour les dépenses de protection sociale de l'année 2020.

Les estimations précoces pour l'année N sont diffusées un an à l'avance (N+1) par rapport aux données du système central du Sespros qui sont publiées au plus tard à la fin du mois d'octobre de l'année N+2. Les estimations précoces améliorent considérablement l'actualité et fournissent aux utilisateurs des données plus récentes, mais moins détaillées, sur les dépenses de protection sociale. Les estimations précoces sont des données préliminaires, susceptibles d'être révisées lorsque les données du système central seront disponibles.

Le règlement (CE) n° 458/2007 du Parlement européen et du Conseil du 25 avril 2007 concernant le système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (Sespros) fixe les délais pour la transmission des statistiques compilées conformément au Sespros. En l'occurrence, les délais pour la transmission des données du système central (flux financiers des dépenses et des recettes de protection sociale) sont fixés à l'annexe 1, point 1 de ce règlement : « Les statistiques seront fournies annuellement. Les données se réfèreront à l'année civile conformément aux pratiques nationales. Le terme du délai pour la transmission des données pour l'année N, accompagnées de toute révision des années précédentes, est fixé au 30 juin de l'année N+2. »

ad 3) Seules les estimations précoces pour 2020 sont disponibles. Les dépenses de protection sociale pour la fonction maladie/soins de santé de 2020 (estimations précoces) transmises à Eurostat pour l'année 2020 s'élèvent à 3.835,0 millions d'euros, soit 5,97 % du Produit intérieur brut (PIB) de 2020 (64.221,1 millions d'euros). Ces estimations précoces ne comprennent pas encore certaines dépenses liées à la pandémie de la Covid-19 (Large Scale Testing, mise à disposition gratuite de masques et autres articles de protection individuelle distribués à la population et à certaines catégories professionnelles). Des questions méthodologiques qui devront être arbitrées au début de l'année 2022 restent encore en suspens au niveau du Sespros pour savoir quelles mesures ou quels éléments de ces mesures prises pour lutter contre la pandémie de la Covid-19 entrent ou n'entrent pas dans le champ du Sespros.

Question 5298 (25.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **fiche de retenue d'impôt en ligne :**

Am Budgetsgesetz 2021 gouf festgehalen, datt d'Prozedur vun der Fiche de retenue d'impôt ab 2021 digitaliséiert gëtt. D'Steierverwaltung huet an deem Kontext eng digital Plattform opgesat, déi et den Employeuren erméiglecht, Zougrëff op d'elektronesch Fiches de retenue vun hire Salariéen ze kréien. All Fiche de retenue d'impôt, déi normalerweis ab dem 1. Mee 2021 erstallt gouf, misst dem Employeur iwwert Guichet.lu zur Verfügung gestallt ginn. Mengen Informatiounen no gëtt et allerdéngs eng Limitt, wéi vill Fichen een Employeur oder seng Fiduciaire kënnen eroflueden (200 Stéck).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Firwat gouf eng Limitt op den Accès zu de Fiches de retenue d'impôt festgeluecht?

2. Wëssend, dass et nawell eng ganz Rei vu Betriber a Fiduciairë gëtt, déi méi wéi 200 Employéeë respektiv Clienten hunn, wäert dës Limitt ofgeschaaft ginn? Wa jo, wéini wäert dëst geschéien?

Réponse (05.01.2022) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wéi den honorabelen Deputéierte richteg schreift, stellt d'Steierverwaltung den Employeuren d'Steierkaarte vun hire Salariéen zënter dem 1. Mee 2021 an digitaler Versioun op der Plattform MyGuichet.lu zur Verfügung.

Op MyGuichet.lu kënnen d'Employeuren, an hirem Espace professionnel, esou sämtlech Steierkaarte vun hire Salariéë consultéieren. Dëst gëllt net nëmme fir d'Steierkaarten, déi ab dem 1. Mee 2021 ausgestallt goufen, mee souguer fir Steierkaarte vum 1. Januar 2021 un.

Mat engem Recherchefilter kënnen d'Employeuren nach besser agrenzen, wéi eng Steierkaarten se wëlle gesinn an d'Kaarten, déi esou bei enger Recherche zeréckbehale ginn, ginn als PDF-Fichier an als XML-Fichier ugewisen, fir kënne consultéiert oder erofgelueden ze ginn.

Wann den Employeur d'Steierkaarten an engem eenzege ZIP-Fichier an enger Keier zesumme wëll eroflueden, da gëtt et effektiv eng Limite. Dës Limite, déi sech op 100 Steierkaarte beleeft, gouf festgeluecht, fir eventuell technesch Problemer, déi beim Compiléiere vu ZIP-Fichiere kënne virkommen, ze evitéieren.

Wann den Employeur awer méi wéi 100 Steierkaarten zesummen wëll eroflueden, da kann dëse ZIP-Fichier net direkt erstallt an erofgeluede ginn. Den Employeur gëtt an dësem Fall per E-mail informéiert esoubal de ZIP-Fichier fäerdeg compiléiert ass fir e kënnen erofzelueden. Et ass wichteg ze bemierken, dass dës Demarche direkt op der Säit mam Resultat vun der Recherche ka gestart ginn a ganz einfach an onkomplizéiert ass. D'Steierverwaltung krut bis elo keng nennenswäert Problemer par rapport zu dëser Demarche matgedeelt.

Et ass och fir d'Employeure wichteg ze wëssen, dass ab dem 1. Januar 2022 d'Consultatioun vun de Steierkaarte just nach obligatoresch ass an dass d'Steierverwaltung déi Employeuren, déi nach keen Token gefrot hu fir Asiicht an d'Steierkaarten ze hunn, iwwert eng Lettre de rappel opgefuerdert huet, sech een Token unzefroen.

Question 5299 (25.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **participation aux « classes de neige » :**

Wat déi sougenannt Schnéiklassen an de Lycéeë vum Land ugeet, esou krut ech zougedroen, datt et mëttlerweil esou ass, datt do nëmmen däerfe geimpften oder geheelte Schüler drun deelhuelen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Kann den Educatiounsministère dës Informatioun confirméieren?

2. Wa jo, gëtt dann den ongeimpfte Schüler, wärend d'Schnéiklass am Ausland ass, en alternative Cours ugebueden?

Réponse (11.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

All peri- a paraschoulesch Aktivitéiten ënnerleien dësen zwee Prinzippien:

Éischtens mussen déi sanitär Oplage respektéiert ginn, déi op deene Plazen gëllen, déi besicht ginn.

Zweetens gëllen zanter dem 17. Dezember 2021 fir d'Schülerinnen an d'Schüler, déi un deenen Aktivitéiten deelhuelen, déi heite Reegelen:

- de sougenannten „3G-Regime" fir Schülerinnen a Schüler tëscht zwielef an 19 Joer;
- den „2G-Regime" fir Schüler ab 19 Joer.

Schülerinnen a Schüler, déi aus deem engem oder anere Grond net kënnen un enger peri- oder paraschoulescher Aktivitéit deelhuelen, ginn an der Schoul encadréiert, zum Beispill andeems si an enger Parallellklass de Cours suivéieren.

Et sief awer nach preziséiert, datt zanter dem 6. Januar 2022 sämtlech Auslandsreese souwéi all Reese mat Iwwernuechtunge fir Schoulklassen annuléiert sinn.

Question 5300 (26.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **TVA sur le commerce électronique :**

Säit dem 1 Juli 2021 ass duerch d'VAT-E-Commerce-Direktiv vun der EU d'Exemptioun vun der TVA fir Akeef ënner 22 € aus Net-EU-Länner ewechgefall. Doduerch kréie Leit, déi elo Saachen aus Drëttlänner bestellen, ëfters eng Rechnung vun der Douane, an där si gefrot ginn, Steieren nozebezuelen. Dës kann een nëmme via Payconiq oder mat Boergeld bezuelen. Bezuelunge mat Kaart sinn net méiglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Firwat ass d'Bezuelung per Kreditkaart net méiglech?

2. Firwat ass d'Bezuelung via aner online Bezuelsystemer net méiglech? Firwat gëtt hei nëmme mat enger Firma zesummegeschafft?

Réponse commune (05.01.2022) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Zanter dem 1. Juli 2021 ass duerch d'TVA-E-Commerce-Direktiv, d'Exemptioun vun der TVA fir Akeef ënnert 22 Euro aus Net-EU-Länner ewechgefall. Doduerch muss ee säitdeem systematesch d'TVA zu Lëtzebuerg bezuelen, wann een eppes aus engem Land, wat net zu der Europäescher Unioun gehéiert, geliwwert kritt.

Dës TVA gëtt net vun der Lëtzebuerger Douane opgehuewen, mee vun der Courrier-express-Firma respektiv der Post, déi de Pak bei de Keefer liwweren.

De Choix vun der Bezuelmethod, fir d'TVA beim Keefer opzehiewen, hänkt also ausschliisslech vun der respektiver Courrier-express-Firma oder der Post of. D'Douane intervenéiert an dëser Prozedur net.

Wat d'Post ubelaangt, esou hunn d'Keefer d'Méiglechkeet, déi geschëllt TVA entweeder boer oder elektronesch, via Payconiq, ze bezuelen. D'Bréifdréier si mat engem Scanner equipéiert, fir zum Beispill Recommandéen ze scannen oder fir d'Clientë beim Empfang vun engem Pak ënnerschreiwen ze loossen. Dës Apparater kënnen e Payconiq-QR-Code generéieren, an dem Keefer esou d'Méiglechkeet ginn, fir déi geschëllt TVA elektronesch ze bezuelen. Dës Scanneren hu keng Funktioun, fir Kreditkaarten ze liesen.

Question 5302 (26.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **formation continue dans l'enseignement fondamental :**

D'Chargés de cours aus dem Fondamental mussen um Ufank vun hirer Karriär, esou wéi och d'Quereinsteiger, Weiderbildungscoursen absolvéieren. Dës Weiderbildunge beusproche vill Engagement an Zäit, well nieft der Presenz an de Coursen och nach schréftlech Aarbechte musse preparéiert ginn.

Wärend d'Formatioun fir d'Quereinsteiger ee Joer dauert, mussen d'Chargéen dogéint zwee Joer an d'Coursen, obwuel sech d'Aarbecht vu béide Beruffsgruppen um Terrain net inkremental vuneneen ënnerscheet. D'Qualifikatiounen, déi d'Chargéë wärend zwee Joer erschaffe mussen, hunn nom Point de vue vun der Karriär och kee wierkleche Méiwäert par rapport zum deene vun de Quereinsteiger, well d'Chargéen, trotz der gläicher Aarbecht an oft méi Beruffserfarung, eng méi niddreg Remuneratioun fir hir Aarbecht kréien, laang op e CDI waarde mussen an net an de Genoss vum Fonctionnairesstatut kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi ass et ze rechtfertegen, dass och d'Chargés de cours, déi schonn Erfarung an hirem Beruff hunn, eng änlech Weiderbildung musse maache wéi d'Leit, déi als Quereinsteiger ufänken?

Well d'Weiderbildung am Ufank vun der Chargéscarrière mécht dach Sënn, nee?

2. Wéi eng Plus-value hunn d'Chargéë mat Ausbléck op hir weider Karriär am Enseignement, wa si dës Weiderbildung erfollegräich ofschléissen?

3. Wéi mer des Weideren zougedroe gouf, variéiert d'Formatioun vu Schoul zu Schoul am Contenu souwéi an der Prozedur, jee nodeems, wéi eng weider Ufuerderungen d'Schouldirektiounen un d'Chargéë stellen. Kann de Minister confirméieren, respektiv ausschléissen, dass d'Contenuen an d'Prozedure vun der Formatioun fir d'Chargéë vu Schoul zu Schoul verschidde sinn? Falls jo, a wéi engem Mooss ass dëst toleréiert?

Réponse (11.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Am Kader vun den ënnerschiddleche Karriäre vun de Chargés de cours, Member aus der Réserve de suppléants, mussen déi jeeweileg Kandidaten ënnerschiddlech Konditiounen erfëllen. Et bidde sech hei zwou Méiglechkeeten:

- Chargé de cours B1, Groupe d'indemnité B1; Sous-groupe d'indemnité „Enseignement": D'Kandidate mussen eng Attestation de remplacement hunn an en Diplom vum Niveau 4, d. h. e Secondairesofschlossdiplom.

- Chargé de cours A2, groupe d'indemnité A2; Sous-groupe d'indemnité „Enseignement": D'Kandidate mussen en universitären Diplom vu mindestens dem Niveau 6, d. h. Bachelor, kënne virweisen an dëse muss a Relatioun mat engem vun den Objektiver vum Enseignement fondamental stoen.

Dës Accèskonditiounen an d'Karriäre B1 an A2 decke sech mat deene beim Staat üblechen an och esou reglementéierte Critèren, déi eng Mindestqualifikatioun um Niveau vum Diplom fir déi concernéiert Karriäre virgesinn. Dernieft mussen d'Kandiaten déi jeeweileg Sproochekonditiounen erfëllen, esou ewéi an der Loi modifiée du 24 février 1984 sur le régime des langues festgehalen.

Och wat d'Formatioun ugeet, gëtt et signifikant Ënnerscheeder fir déi jeeweileg Cas-de-figuren:

- Chargé de cours B1, Groupe d'indemnité B1; Sous-groupe d'indemnité „Enseignement": D'Formatiounen, déi am Kader vun der parlamentarescher Fro vum honorabelen Deputéierten ugeschwat ginn an déi de Chargé de cours B1 (Groupe d'indemnité B1, Sous-groupe Enseignement) wärend sengen zwee éischte Beruffsjore leescht, kënnen net als Formation en cours d'emploi qualifizéiert ginn. Dës Formatioune si feste Bestanddeel vum Cycle de formation de début de carrière wärend der Période d'initiation, déi all Employé, dee beim Staat engagéiert gouf, muss duerchlafen, fir esou e gelongene Start an d'Beruffsliewen ze assuréieren. Am Kader vun dësem Cycle de formation de début de carrière leescht den Agent dës Formatiounsstonnen, déi d'Legislatioun, déi allgemeng Pedagogie an d'Domaines de développement et d'apprentissage aus der Grondschoul thematiséieren.

Nieft den theoretesche Coursen um Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) ginn d'Employéen am Kader vun hirer praktescher Formatioun vun enger Personne de référence an de Schoulgebaier begleet, fir esou de Prozess vun der professioneller an der sozialer Integratioun am Schoulge-

bai wärend den éischte Beruffsjoren ze ënnerstëtzen an d'Wëssen aus den initiale Formatiounen ze consolidéieren.

- Chargé de cours A2, Groupe d'indemnité A2; Sousgroupe d'indemnité „Enseignement": Dës Kandidate leeschten an hirem éischte Joer 246 Stonnen am Kader vum Certificat de formation pédagogique, fir esou nieft hirem Bachelordiplom déi néideg Zousazqualifikatioun ze kréien, fir sech dem Concours kënnen ze stellen, deen den Accès an d'Funktioun vum Instituteur-stagiaire erméiglecht. Am Fall, wou si sech dergéint entscheeden, fir sech dem Concours ze stellen, leeschte si déi theoretesch Formatiounen am Kader vum Cycle de formation de début de carrière am zweete Joer vun der Période d'initiation, wärend de Suivi duerch d'Personne de référence wärend der integraler Période d'initiation assuréiert gëtt.

Deemno muss hei kloer den Ënnerscheed gemaach ginn tëscht enger beruffsbegleedender Weiderbildung, déi e Bachelorofschloss viraussetzt an dem Kandidat duerno d'Méiglechkeet gëtt, sech dem Concours ze stellen, deen den Accès an d'Funktioun vum Instituteur-stagiaire reegelt, an de Formatioune vum Cycle de formation de début de carrière.

Och am Kontext vun der Evaluatioun vun de Kandidate wärend de jeeweilege Formatioune gëtt et kloer Ënnerscheeder, jee nodeems a wéi enger Karriär si sinn:

- Chargé de cours B1, Groupe d'indemnité B1; Sousgroupe d'indemnité „Enseignement": Am Kader vun hire Formatiounen hunn d'Agenten zwou Epreuven, eng am Däitschen an eng an der Mathematik, wou se eng Unterrechtsstonn virbereeden, dës Unterrechtsstonn mat hire Schüler duerchféieren an duerno reflektéieren. D'Agente kréien op hir Epreuven e formative Feedback, dee keng Konsequenz op d'Bestoe vum Parcours huet. Et ass keng Inspektioun am Kader vun hirer praktescher Formatioun virgesinn.

- Chargé de cours A2, Groupe d'indemnité A2; Sousgroupe d'indemnité „Enseignement": Am Kader vun der Weiderbildung, déi e Bachelorofschloss viraussetzt an dem Kandidat duerno d'Méiglechkeet gëtt, sech dem Concours ze stellen, deen den Accès an d'Funktioun vum Instituteur-stagiaire reegelt, mussen dës Kandidaten insgesamt véier theoretesch Epreuven an e Legislatiounsexame maachen, déi bewäert an och gepackt musse ginn, fir datt se de Certificat de formation pédagogique erfollegräich ofschléissen. Et ass zousätzlech eng Inspektioun virgesinn, déi d'Agente fir d'Reussite vum Certificat packe mussen. D'Formatioune fir dës Agente gräifen déi theoretesch Konzepter aus der allgemenger Didaktik an der Fachdidaktik verstäerkt op an d'Agente mussen an hiren Epreuven déi Inhalter verdéiwen a se mat hirer Praxis verbannen, fir d'Epreuven ze bestoen.

Déi Agenten, déi no erfollegräichem Ofschloss vum Certificat de formation pédagogique de Concours schreiwen a sech hei en rang utile klasséieren, wiesselen an d'Karriär vum Fonctionnaire A2 eriwwer a realiséieren hei ee Joer Stage.

Et sief bemierkt, datt esouwuel de Chargé de cours B1 ewéi och de Chargé de cours A2 eng Demande fir d'Reductioun vun der Dauer vun der Période d'initiation maache kënnen, wa si virun hirem festen Engagement scho wärend enger gewëssen Zäit enseignéiert hunn. Des Weidere kann all Chargé de cours eng Dispens vun engem Deel oder der Integralitéit vum Cycle de formation de début de carrière ufroen, am Fall wou entspriechend Formatioune schonn ofgeschloss goufen.

Aus den Erfarunge vun de leschte Promotiounen ass festzestellen, datt net nëmmen d'Agenten am Parcours vun den Employés B1 Beruffserfarung an der Grondschoul hunn, mee datt och d'Agenten aus dem Parcours vun den Employés A2 mat méi Beruffserfarung am Enseignement deelhuelen. D'Formatioune sollen erméiglechen, datt esouwuel d'Agenten aus der Karriär B1 wéi och d'Agenten aus der Karriär A2 u Formatiounen deelhuelen, déi se op de Schoulkontext virbereeden an déi hir Erfarunge matabezéien.

Wat de Contenu vun der Formatioun ugeet, esou gëtt et e legale Kader, deen d'Instrumenter ewéi och d'Intervenantë mat hirem jeeweilegen Aufgabeberäich festleet. Jee no Prerequis vun den eenzele Kandidate läit et natierlech no, datt um Niveau vum Suivi um Terrain eng differenzéiert Virgoensweis gewielt gëtt. Dëst bedeit, datt e Kandidat, dee Lacunnen an engem Beräich huet, zousätzlech Mesuren ugebuede kritt, fir him ze hëllefen, dës Lacunnen ze iwwerwannen an him esou ee méiglechst gudde Start an de Beruff ze erméiglechen. Dës Virgoensweis gëtt och vun den Enseignanten am Kader vun der Prise en charge vun de Schüler verlaangt, vu datt och hei eng differenzéiert Virgoensweis ee wesentleche Facteur fir d'Réussite scolaire vun de Schülerinnen a Schüler ass.

Question 5306 (29.11.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **chaudières à pellets :**

An der Debatt ronderëm déi sougenannt „gréng Technologien" gouf an de leschte Joren och ëmmer erëm den Asaz vu Pelletheizunge als potenziell Alternativ zu Heizungen, déi mat Gas oder Mazout bedriwwe ginn, diskutéiert.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir allgemeng Positioun zu Pelletheizungen elaboréieren?

2. Gëtt et zu Lëtzebuerg ëffentlech Gebaier vum Staat oder de Gemengen, déi mat Pelletheizunge gehëtzt ginn? Wa jo, ëm wéi eng Gebaier handelt et sech? Iwwert wéi eng energeetesch Leeschtunge verfügen déi eenzel Anlagen?

3. Ass d'Ausrüstung vu weideren ëffentleche Gebaier vum Staat oder de Gemenge mat Pelletheizunge geplangt? Wa jo, ëm wéi eng Gebaier handelt et sech? Iwwert wéi eng energeetesch Leeschtunge sollen déi geplangt Anlage verfügen?

4. Verfüügt Lëtzebuerg iwwert eng eege Produktioun fir Holzpellets?

5. Aus wéi enge Länner huet Lëtzebuerg wärend de Joren 2018, 2019 an 2020 Holzpellets importéiert? Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi déi eenzel Länner souwéi déi jeeweileg Importzuele mat dem bezuelte Präis pro Tonn regruppéiert?

Réponse commune (11.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Prioritéit vun der Regierung läit op der sougenannter Kaskadennotzung, dat heescht, d'Holz soll prioritär als Rohstoff fir Materialie benotzt ginn. Eréischt um Enn vun der Kreeslafnotzung ginn déi Materialien, déi soss kenger anerer Notzung méi zougefouert kënne ginn, an déi energeetesch Notzung. Hei zu Lëtzebuerg gi Pellets gréisstendeels aus Hëlzer fabrizéiert, déi net fir eng stofflech Verwäertung gëeegent sinn.

Pellets, a méi generell d'Biomass, also d'Holz, sinn e begrenzt verfügbare Rohstoff a sollen och deementspriechend agesat ginn. Pellets sollen do an den Asaz kommen, wou et keng aner gutt Alternative gëtt, fir erneierbar Hëtzt ze produzéieren. Dofir solle Pelletsanlage prioritär am Bestand agesat ginn an net an neien Haiser. Bei den Eefamilljenhaiser ass d'Referenzanlag fir ze heizen eng Wärmepompel, an dofir gëtt vun 2022 u keng Pelletheizung méi an neie Wunngebaier subsidéiert.

Pellets an Holz ginn och sënnvoll a Wärmenetzer agesat, virun allem do, wou geschützte Gebaier sinn, déi een nëmme schwéier energeetesch sanéiere kann.

D'Regierung favoriséiert d'Verbrenne vu Pellets vis-à-vis vun Holzhackschnëtzel oder Stéckholz, well et méi eng kontrolléiert a propper Verbrennung ass. An deem Kontext gëtt am Kader vun de staatleche Subventiounen (PRIMe House) vun 2022 un zousätzlech e Filter fir nei Pelletheizunge virgeschriwwen, an d'Norüste vu Filtere bei bestoenden Anlage gëtt och subsidéiert.

ad 2. An der Heizungsdatebank (7 kW bis 1 MW) vun der Ëmweltverwaltung (AEV) sinn aktuell ronn 1.100 Pelletheizungen enregistréiert, wouvun der manner wei 40 an ëffentleche Gebaier stinn.

Ausserdeem publizéiert d'AEV op hirer Internetsäit (https://mcp.aev.etat.lu/MCP) e Regëster mat all den Heizungsanlage vun iwwer 1 MW bis 50 MW, déi mat Mazout, Gas oder Holz bedriwwe ginn. Am Regëster ginn am Moment 7 Heizungsanlage gelëscht, déi mat Holz (Stéckholz, Hackschnëtzel, Pellets) bedriwwe ginn, mee dovu sinn déi meescht a privater Hand.

Aktuell sinn 9 Pelletheizungen a Gebaier installéiert, déi ënner der Gestioun vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute stinn. D'Gesamtleeschtung vun deenen Heizunge beleeft sech op 1.324 kW.

Centre Mariendall	500 kW
Ligue HMC zu Capellen	200 kW
Clierfer Lycée	50 kW
Lycée Hubert Clement zu Esch-Uelzecht	400 kW
Maison Geimer zu Senneng	26 kW
Maison d'enfants zu Schëffleng rue des Fleurs	8 kW
Maison forestière zu Marscherwald	30 kW
Dépôt des ponts et chaussées zu Iechternach	60 kW
Service central des imprimés zu Leideleng	100 kW

ad 3. Zurzäit sinn, an ëffentleche Gebaier vum Staat, konkreet 7 weider Pelletheizunge geplangt, an zwar op follgende Sitten:

Site Geesseknäppchen	2.700 kW
Site vun der Fondatioun Kräizbierg zu Diddeleng	480 kW
Maison de soins zu Nidderkäerjeng	200 kW
Site vum Édupôle zu Walfer	1.550 kW
Jugendherberg zu Veianen	400 kW
Police Syrdall	40 kW
Internat Jacques Brocquart	80 kW

Iwwer geplangt Installatioune vu Pelletheizunge bei de Gemengen huet de Staat keng Informatiounen.

ad 4. Jo, d'Firma Kiowatt vum Rouscht produzéiert Holzpellets.

ad 5. De Statec verfüügt iwwert d'Enquête Intrastat, déi all Joer bei de Betriber duerchgefouert gëtt, iwwer Importquantitéiten an den Duerchschnëttsimportpräis vu Pellets.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ze erwänen ass an deem Kontext, datt hei zu Lëtzebuerg vun deem virgenannten Acteur ronn 60.000-70.000 Tonne Pellets am Joer produzéiert ginn, wouvun am Moment och e klengen Deel exportéiert gëtt. De Bedreiwer huet eis matgedeelt, datt awer zukünfteg déi gesamt Pelletsproduktioun um nationale Marché kann ënnerbruecht ginn.

Question 5308 (30.11.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**évolution du personnel de l'ITM :**

Les rapports annuels de l'Inspection du travail et des mines (ITM) montrent depuis 2016 une augmentation importante du nombre d'inspecteurs du travail employés par l'ITM. L'augmentation de l'effectif des inspecteurs était évidemment nécessaire afin de pallier à un déficit important par rapport aux minima définis par le Bureau international du travail. Ainsi, l'effectif est passé de onze inspecteurs en 2016 à 86 en 2020, dont 61 seraient présents sur le terrain.

Au vu de l'évolution de ces chiffres, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Quels sont les profils des inspecteurs du travail engagés depuis 2016 ? Quels sont leurs niveaux d'études atteints et dans quels domaines (sciences naturelles, ingénierie, ...) ont-ils accompli leurs études ?

2) Quels ont été les parcours professionnels des inspecteurs en amont de leur engagement par l'ITM depuis 2016 ?

3) Les inspecteurs sont-ils spécialisés au sein des différents services de l'ITM afin de prendre en compte la complexité des missions requises par l'envergure du code du travail ainsi que celles concernant les établissements soumis à autorisation (ESA) ?

4) Que signifie exactement la présence des inspecteurs sur le terrain ? Combien de jours un inspecteur est-il en moyenne sur le terrain par an ? Est-ce que l'inspecteur du travail, n'étant pas assermenté en tant qu'officier de police judiciaire (OPJ), est-il habilité à contrôler un établissement classé relevant de la loi des établissements classés, législation qui diffère du code du travail ?

5) L'ITM dispose-t-elle actuellement d'un ou de plusieurs directeurs adjoints ? Dans la négative, quelles en sont les raisons, vu que des postes de directeur adjoint sont prévus par la loi sur l'ITM ? Quelle est la raison pour laquelle le comité de direction et le comité opérationnel ont disparu de l'organigramme du rapport annuel de 2018 ?

6) La réouverture des agences en tant que telle, sans parler des guichets ouverts selon différents horaires de l'ITM à Esch-sur-Alzette et à Diekirch, fermées à cause du manque d'inspecteurs, est-elle envisagée au vu du renforcement de l'effectif des inspecteurs ? Est qu'un retour vers la décentralisation des agences est envisageable dans le contexte de la proximité de l'inspecteur vis-à-vis des entreprises, installées dans les trois extrémités du pays ?

Réponse (10.01.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Au 31 décembre 2021, l'Inspection du travail et des mines (ci-après ITM) comptait 86 inspecteurs du travail, dont 61 inspecteurs du travail opérationnels sur le terrain et 25 inspecteurs du travail non opérationnels sur le terrain qui étaient affectés à des tâches administratives.

Les niveaux d'études ainsi que les groupes et sous-groupes de traitement résultant des différents domaines d'études des 61 inspecteurs du travail opérationnels sur le terrain sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les niveaux d'études ainsi que les groupes et sous-groupes de traitement résultant des différents domaines d'études des 25 inspecteurs du travail non opérationnels sur le terrain sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Les 61 inspecteurs du travail opérationnels sur le terrain ont effectué leur parcours professionnel dans les secteurs économiques suivants en amont de leur engagement par l'ITM :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les 25 inspecteurs du travail non opérationnels sur le terrain ont effectué leur parcours professionnel dans les secteurs économiques suivants en amont de leur engagement par l'ITM :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Au 31 décembre 2021, les 86 inspecteurs du travail de l'ITM étaient spécialisés et répartis au sein des différents services suivants afin de prendre en compte la complexité des missions requises en vertu des dispositions du Code du travail et de celles relatives aux établissements classés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) Les inspecteurs du travail opérationnels sur le terrain sont principalement occupés à effectuer des contrôles soit en entreprise ou bien sur des chantiers. Suite à leurs contrôles sur le terrain, ceux-ci sont également occupés à effectuer certaines tâches administratives comme, par exemple, la rédaction d'injonctions, des rapports ou des procès-verbaux.

Les inspecteurs du travail non opérationnels sur le terrain sont principalement occupés à effectuer des tâches administratives comme, par exemple, la rédaction d'autorisations d'exploitation, d'agréments ou d'arrêtés ministériels. À noter que ceux-ci peuvent également être amenés à participer à des réunions auprès des bureaux d'études, des organismes de contrôle agréés ou des experts agréés pour mener à bien leurs missions.

En 2020, les inspecteurs du travail ont effectué 7.419 contrôles en matière de conditions de travail, de sécurité et de santé au travail ainsi qu'en matière d'établissements classés, 3.207 contrôles pendant la fermeture des chantiers et 2.102 contrôles en matière de Covid-19, ce qui représente un total de 12.728 contrôles.

Ainsi, les 61 inspecteurs du travail qui sont opérationnels sur le terrain ont effectué 48 contrôles par jour et chaque inspecteur du travail a effectué 208 contrôles sur les 261 jours ouvrés de l'année 2020.

En ce qui concerne la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ) prévue par les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, celle-ci n'est pas compatible avec celle de l'inspecteur du travail étant donné que la mission de la police judiciaire est exclusivement répressive, alors que celle de l'inspecteur du travail est de nature préventive.

En effet, dans le cadre du projet de loi n° 5239 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines (pp. 28 et 41), le législateur avait indiqué à propos des inspecteurs du travail que : « l'Inspection du travail et des mines ne devra pas (ou plus) être perçue par les entreprises comme une sorte de police venant constater après coup les illégalités, mais elle devra être perçue à l'avenir tout d'abord comme une instance d'assistance [...] et que la possibilité du recours à l'assistance de la Police grand-ducale reste invariablement donnée ».

La loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines, dont la

plupart des dispositions sont reprises au Livre VI, Titre premier, du Code du travail, a également attribué à l'ITM un rôle nettement plus accentué en matière préventive et pacificatrice entre partenaires sociaux.

En effet, conformément à l'article L. 612-1 du Code du travail, la principale mission de l'ITM consiste à conseiller et à assister les salariés et les employeurs et à leur fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail.

Par ailleurs, contrairement aux officiers de police judiciaire, qui agissent et sont placés sous le contrôle des autorités judiciaires et qui sont obligés de dresser un procès-verbal dès la constatation d'infractions pénales et de continuer ces procès-verbaux au ministère public, les inspecteurs du travail disposent de l'opportunité des poursuites et ne sont dès lors pas obligés de remettre leur procès-verbal au parquet lorsque les infractions pénales ont été régularisées.

Cette prérogative d'appréciation de l'opportunité des poursuites des inspecteurs du travail résulte de l'article 17 de la Convention de l'OIT n° 81 sur l'inspection du travail qui dispose que : « [...] 2. Il est laissé à la libre décision des inspecteurs du travail de donner des avertissements ou des conseils au lieu d'intenter ou de recommander des poursuites. »

Ce principe de libre décision est également repris à l'article L. 614-12 du Code du travail qui dispose que : « (1) Sans préjudice des droits qui lui sont réservés par le présent titre, les membres de l'inspectorat du travail constatent par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire les infractions aux lois, règlements et conventions collectives de travail dont la surveillance est confiée à l'Inspection du travail et des mines.

(2) Il est toutefois laissé à la libre décision des membres de l'inspectorat du travail, soit de donner des avertissements, soit de donner des conseils à l'employeur ou à son représentant. [...]. »

Le principe de libre décision est déterminé par la nécessité d'obtenir de l'employeur le respect des dispositions légales en laissant à l'inspecteur du travail le pouvoir d'établir un procès-verbal ou d'utiliser des moyens alternatifs. La voie pénale peut néanmoins être retenue par l'inspecteur du travail en cas d'infractions délibérées, répétées ou concertées aux dispositions légales et de négligences graves ou de la mauvaise volonté flagrante dans l'application des lois et règlements.

L'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux inspecteurs du travail ferait perdre à ces derniers leurs prérogatives d'appréciation de l'opportunité des poursuites qui leurs sont conférées par les dispositions de la Convention internationale n° 81 sur l'inspection du travail ainsi que par celles relatives à la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines.

Il s'ensuit qu'actuellement, les contrôles en matière d'établissements classés sont effectués par les inspecteurs du travail comme en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail. Ainsi, ces derniers agissent dans le cadre de leurs compétences qui leurs sont conférées par les dispositions de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines, non pas en leur qualité d'officier de police judiciaire, mais en leur qualité d'inspecteur du travail.

ad 5) L'ITM dispose actuellement d'un directeur adjoint.

En ce qui concerne le comité de direction et le comité opérationnel, la direction est dorénavant soutenue au niveau opérationnel par les responsables des services suivants :

- Dialogue social & élections sociales (DES) ;
- Détachement (DET) ;
- Help-/Callcenter (HCC) ;
- Établissements soumis à autorisations (ESA) ;
- Inspections, contrôles & enquêtes (ICE) ;
- Contrôles, exploitations & autorisations (CEA) ;
- Contrôles, chantiers & accidents (CCA) ;
- Mines, minières & carrières (MMC).

De plus, au niveau administratif, la direction est soutenue par les responsables des services suivants :

- Protection des données (PDD) ;
- Secrétariat de direction (SDD) ;
- Ressources humaines & formation (RHF) ;
- Management, qualité & controlling (MQC) ;
- Budget & services généraux (BSG) ;
- Affaires européennes & internationales (AEI) ;
- Informatique (INF) ;
- Communication (COM).

ad 6) Dans le cadre de sa restructuration qui a été entamée depuis le début de l'année 2015, l'ITM s'était notamment dotée d'une structure plus efficiente par la mise en place de nouveaux services et par le remplacement des agences régionales par des guichets qui sont restés localisés à Strassen, à Esch-sur-Alzette et à Diekirch.

En juin 2016, un guichet supplémentaire a été ouvert à Wiltz, permettant ainsi d'accroître la proximité et de développer l'offre d'accessibilité des services de conseil et d'assistance de l'ITM à ses clients.

À noter que les heures d'ouverture sont identiques pour les quatre guichets de l'ITM qui sont ouverts au public de 08.30 heures à 13.30 heures et de 14.00 heures à 17.00 heures.

Les salariés et les employeurs ont dès lors la possibilité de se rendre auprès d'un des quatre guichets de l'ITM, soit pour y déposer leurs plaintes, soit pour y obtenir des renseignements en matière de conditions de travail, de sécurité et santé au travail ainsi qu'en matière d'établissements classés.

Par ailleurs, le regroupement des inspecteurs du travail qui sont opérationnels sur le terrain à Strassen permet aux services de l'ITM de s'organiser et de fonctionner de manière plus efficace et plus efficiente. Aussi, le fait pour les inspecteurs du travail d'être tous situés à Strassen, à peu près au centre du pays, permet à ces derniers de se rendre plus facilement et plus rapidement jusqu'aux quatre extrémités du pays.

Il s'avère également que le remplacement des agences régionales par les guichets ainsi que la mise en place du nouveau guichet à Wiltz a non seulement permis d'accroître la proximité de l'ITM envers ses clients, mais a également permis d'assurer une approche harmonisée à l'égard des salariés et des employeurs tout en réduisant la charge budgétaire de l'État.

Il s'ensuit dès lors qu'une réouverture des agences régionales n'est pas envisagée, nonobstant le renforcement des effectifs de l'ITM et de l'augmentation du nombre des inspecteurs du travail au cours des six dernières années, étant donné que ce modèle ne se justifie plus d'un point de vue économique, efficacité, efficience, logistique et organisationnel.

Question 5309 (30.11.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **système des oekopoints :**

Den Ökopunktesystem spillt eng wichteg Roll bei der Bewäertung an der Kompensatioun vun Agréffer an d'Natur. De System soll ënnert anerem sécherstellen, dass d'Biodiversitéit am Land erhale bleift. Mengen Informatiounen no hätt dëse System fir d'Berechnung vun den Ökopunkte vun der Administration de la nature et des forêts (ANF) iwwert déi leschten zwee bis dräi Méint awer net funktionéiert. Doduerch kéinten Ufroen net behandelt ginn an et eventuell och zu Retarde kommen, wéi zum Beispill beim Bau vun der Piste cyclable (PC) Itzig-Contern.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass meng Informatioun richteg?

2. Wa jo, fonctionéiert dësen Outil mëttlerweil nees?

3. Wa jo, firwat huet dat esoulaang gedauert fir d'Remise en fonction?

4. Wéi vill Ufroen iwwert d'Ökopunkte sinn an dëser Zäit erakomm a konnten diesbezüglich net behandelt ginn?

Réponse (10.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Nee.

Effektiv gëtt de genannten informatesche System ëmmer weiderentwéckelt, fir den Notzer d'Aarbecht ze vereinfachen. Mat der Mise-à-jour vun Enn August 2021 sollt eng automatiséiert Korrektur vu Pläng agefouert ginn, fir Encodage-Feeler ze redresséieren. Dëst huet awer nach net ganz funktionéiert. Doduerch konnte véier Projeten net direkt finaliséiert ginn, dorënner och de Projet vun der Vëlospist Izeg. D'ANF huet d'Büroen, déi dës Pläng ausgeschafft hunn, informéiert, esou dass déi néideg Korrekture konnte manuell gemaach ginn.

An der neier Versioun vun der Applikatioun, déi Mëtt Dezember 2021 lancéiert gouf, funktionéiert d'Korrekturfunktioun elo richteg.

ad 2. Aus der Äntwert op d'Fro 1 geet ervir, dass de System permanent funktionéiert huet.

ad 3. Et gouf keng Remise en fonction, well de System ëmmer funktionéiert huet.

ad 4. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 beschriwwen, konnt kee Projet net behandelt ginn. Just véier Projete konnten net automatesch korrigéiert ginn, mee hu misse manuell korrigéiert ginn.

www.chd.lu

Question 5310 (30.11.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Gilles Roth** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant le **prix du CO_2 :**

Säit Ufank des Jores kascht eng Tonn CO_2 20 Euro, 2022 an 2023 kommen da jeeweils nach fënnef Euro pro Tonn derbäi. Wat d'CO_2-Bepräisung fir d'Period 2024-2030 ugeet, esou steet am PNEC Follgendes: „Die weiteren Ausführungsbestimmungen für einen dynamischen CO_2-Preis werden im Rahmen der Vorbereitungen der angesetzten Steuerreform ausgearbeitet. Dabei wird geprüft, ob eine Staffelung des CO_2-Preises vorgenommen wird." Vu dass d'Steierreform elo och nach op sech waarde léisst, besteet bei den Endverbraucher, a besonnesch bei den Entreprisen, eng gewëssen Onsécherheet bezüglech der Entwécklung vum CO_2-Präis. Och spillt den CO_2-Präis eng zentral Roll fir d'Erreeche vun onse Klimaziler.

An deem Kontext wéilte mir follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Wéi eng CO_2-Bepräisung gesinn d'Ministeren an der Period vun 2024 bis 2030 vir fir ons Klimaziler ze erreechen?

Réponse commune (05.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Regierung huet sech op déi konkreet CO_2-Bepräisung an der aktueller Legislaturperiod festgeluecht, déi ee wichtegen Outil vun all effikasser Klimaschutzpolitik ass a woubäi hei zu Lëtzebuerg sozial Kompensatiounen a Form vun engem Steierkredit zesumme mat der CO_2-Steier agefouert goufen. Dëse Steierkredit ass ausserdeem degressiv wat d'Revenue vun de Leit méi héich ginn.

De Statec huet nogewisen, datt dës Bepräisung och wierkt: Am Joer 2021 no de Covidrestriktiounen ass de Verkaf vu Pëtrol net erëm däitlech geklommen, am Géigesaz zum allgemenge Verkéier, deen erëm däitlech zougeluecht huet. Dëst ass dem Statec no op den Effet vun der CO_2-Bepräisung zeréckzeféieren an den Differential mat de Pëtrolspräisser an der Belsch.

Question 5311 (30.11.2021) de **Mmes Nathalie Oberweis** et **Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **zones grises des mesures sanitaires en vigueur :**

L'application de la « loi Covid » et le régime CovidCheck ont pu donner lieu à des situations inextricables concernant notamment l'accès des jeunes et enfants à l'enseignement et à certaines activités de loisirs.

En l'occurrence, pour ce qu'il est de l'enseignement (fondamental et secondaire), la loi Covid prévoit un prolongement de mise en quarantaine de 7 jours et donc d'exclusion des cours en cas de refus pour l'élève de se soumettre à un test PCR le 6e jour de son contact à risque avec une personne infectée. Cette disposition de la loi a fait l'objet d'un recours en justice par une parente dont le fils a été exclu de l'enseignement par la direction de l'EIDE (École internationale). La mère de l'enfant a remis en question la décision de la direction de l'établissement, alors que celle-ci ne faisait qu'appliquer la disposition légale. Le tribunal n'a pas donné suite à cette plainte. Or, la question se pose toujours s'il n'existe pas d'autre solution que l'exclusion d'un.e. élève de l'enseignement pour les raisons expliquées. Par ailleurs, dans le cadre de l'Éducation nationale, le testing gratuit à l'école n'est pas obligatoire, mais on ne saisit pas encore l'ampleur des restrictions et exclusions qu'une non-participation d'élèves vacciné.e.s et/ou non vacciné.e.s au testing peut éventuellement impliquer.

Sur fond de ces informations, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse :

1) Le Gouvernement peut-il refuser l'instruction à un élève soumis à l'obligation scolaire pour des raisons liées à sa non-vaccination et/ou sa non-participation aux tests ?

2) La prolongation d'une quarantaine suite au refus de l'élève ou du parent de l'élève de se soumettre à un test PCR ne peut-elle prendre des proportions telles qu'elle porte atteinte à la capacité même de l'élève en question de s'instruire correctement ?

3) Même si l'obligation scolaire est suspendue sur base d'un certificat médical ou autre dispense, qu'en est-il du droit à l'éducation des élèves scolarisé.e.s ?

4) D'ailleurs, qu'advient-il si un élève ne participe pas du tout aux testing régulier à l'école ? Est-ce que l'obligation scolaire prime sur la participation au testing pour éviter une exclusion prolongée de l'élève des cours ?

5) Pour les autotests ou les tests PCR réalisés à l'école, les parents peuvent signer une autorisation de consentement/déclaration de participation. En l'absence d'un tel consentement, quelles sont les conséquences pour l'élève concerné ?

6) Comme les excursions scolaires se déroulent sous le régime CovidCheck, les élèves non vaccinés et non testés ne peuvent-ils par conséquent pas participer à ces activités ?

Selon les instructions du Ministère de l'Éducation nationale, pour les activités périscolaires, le protocole sanitaire incombe au prestataire.

7) Existe-t-il des obligations communes pour ces prestataires en termes de définition du protocole sanitaire afin de créer une cohérence entre les mesures sanitaires appliquées ? Si oui, lesquelles ?

8) Dans le cadre des activités qui se déroulent dans les Maisons des jeunes, les Maisons des jeunes sont-elles obligées d'appliquer le régime CovidCheck ?

9) Les tests pour le personnel et les jeunes y sont-ils systématiquement pris en charge par les pouvoirs publics et, si oui, par qui précisément, la commune compétente ou bien le Service national de la jeunesse ?

10) De même, concernant les conservatoires municipaux, le CovidCheck y est-il systématiquement pratiqué ? Sinon, des tests réguliers y sont-ils appliqués ?

11) Les tests pour les enfants non vaccinés fréquentant les conservatoires ou bien l'école de musique y sont-ils à charge des parents, ou bien de la structure, ou bien de la commune compétente ?

12) Par qui sont pris en charge les tests pour le personnel non vacciné des conservatoires ou écoles de musique municipaux ?

13) Les cours dans les conservatoires ou écoles de musique sont-ils maintenus, si l'organisateur du cours n'est pas vacciné ni testé ?

Dans le domaine des sports, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse indique que « les jeunes de moins de 19 ans relevant d'un club sportif affilié à une fédération sportive agréée sont également soumis à un régime particulier. Ces jeunes peuvent de nouveau s'entraîner normalement et participer à des compétitions sous réserve de présenter un test Covid-19 négatif. » Le MENJE informe également du fait que les sportifs de moins de 12 ans et 2 mois participant à une compétition sportive sont exemptés de produire de tels certificats. De même, on peut lire à propos des recommandations du MENJE en matière d'activités sportives extra-scolaires que la participation aux compétitions sportives n'est ouverte qu'aux sportifs et encadrants qui présentent un certificat de vaccination, de rétablissement ou de test Covid-19 indiquant un résultat négatif (avec code QR ou certifié par l'Éducation nationale). De plus, le MENJE informe que « Les sportifs d'élite ainsi que leurs partenaires d'entraînement et encadrants, les sportifs professionnels, les sportifs des cadres nationaux fédéraux, les élèves du Sportslycée et des centres de formation fédéraux, les sportifs licenciés pratiquant un sport de compétition par équipe, les sportifs licenciés pratiquant un sport de compétition individuel ainsi que leurs encadrants sont soumis à un régime particulier. »

Partant, nous voudrions poser quelques questions de précision à Madame et Monsieur les Ministres :

14) Si un test est nécessaire pour les jeunes et les encadrants des clubs et fédérations sportives afin de participer aux entraînements et compétitions, alors comment sont pris en charge les frais pour les tests ?

15) Les entraînements et matchs sont-ils maintenus, si l'entraîneur.e de l'équipe n'est pas vacciné.e ni testé.e ?

16) Dans la mesure où le maintien des entraînements, matchs et/ou autres activités de loisirs extrascolaires ne sont pas garantis parce que le personnel encadrant n'est pas vacciné et ne se soumet pas aux tests PCR, que comptent faire Madame et Monsieur les Ministres pour garantir le déroulement en bonne et due forme de ces activités ?

Réponse commune (11.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) à 5) Dans le contexte de la crise sanitaire, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé, a tout mis en œuvre afin de concilier deux objectifs primordiaux : assurer la continuité des apprentissages tout en protégeant au mieux la santé des élèves et du personnel des écoles.

C'est pourquoi, dans le cadre du remarquable effort collectif consenti par l'ensemble des acteurs de la

communauté scolaire, nous ne saurions trop encourager les élèves à se faire vacciner d'une part, et à participer massivement au testing d'autre part. Ils contribueront ainsi à la réalisation des deux objectifs indiqués plus haut. Nous tenons à souligner que la vaccination et le testing constituent à l'heure actuelle les mesures les plus efficaces pour endiguer la propagation du coronavirus et qu'elles sont préconisées par l'ensemble de la communauté scientifique.

En tout état de cause, il incombe à l'État de veiller au respect tant de l'obligation scolaire que du droit à l'éducation. Partant, un élève mis en quarantaine en raison de sa non-vaccination ou de son refus de se soumettre au testing à l'école, voire même un élève dont la quarantaine est prolongée en raison de son refus de se soumettre à un test dit « PCR », se voit proposer un encadrement adéquat destiné à combler - comme dans le cas des élèves malades - d'éventuelles lacunes et à lui permettre de suivre avec profit l'enseignement dès son retour à l'école.

Toujours dans le but de garantir le respect de l'obligation scolaire et le droit à l'éducation, les activités scolaires ne sont pas placées sous le régime Covid-Check.

Nous rappelons finalement que du personnel supplémentaire a été recruté aux fins de faciliter l'enseignement à distance dans le secondaire et de contribuer à assurer un enseignement différencié à l'intention des élèves du fondamental.

ad 6) Au début de l'année scolaire, les excursions, même à l'étranger et comportant une ou plusieurs nuitées, étaient autorisées sous réserve du respect du protocole sanitaire du lieu de destination. Les excursions comportant des nuitées se déroulaient sous le régime CovidCheck. Il s'ensuit que les élèves non vaccinés et refusant de se soumettre à un testing ne pouvaient pas y participer. À noter que depuis le 6 janvier 2022 les excursions à l'étranger ainsi que tous les voyages avec nuitées ont été annulés.

ad 7) Pour les prestataires se trouvant en dehors du périmètre du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, il n'existe pas d'obligations communes en vue de créer une cohérence entre les mesures sanitaires appliquées. Il va sans dire qu'il incombe à tous les prestataires de s'en tenir aux obligations légales telles qu'elles sont fixées par la loi du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

ad 8) À dater de l'entrée en vigueur des récentes modifications de la loi du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, les activités des Maisons des jeunes sont soumises au régime suivant :

- les jeunes ayant atteint l'âge de dix-neuf ans doivent se prévaloir d'un certificat de vaccination ou d'un certificat de rétablissement tels que prévus à l'article 3bis et 3ter de la loi précitée ;

- les jeunes âgés entre douze ans et deux mois et moins de dix-neuf ans doivent se prévaloir d'un certificat de vaccination, d'un certificat de rétablissement ou d'un certificat de test tels que prévus à l'article 3bis, 3ter et 3quater de la loi précitée ;

- le personnel éducatif est soumis au régime 3G à partir du 15 janvier 2022.

ad 9) Les Maisons des jeunes et les Services pour jeunes ont eu et ont toujours la possibilité de demander des tests antigéniques rapides auprès du Service national de la jeunesse (SNJ) en vue de l'organisation de colonies avec nuitées. En outre, par analogie aux tests distribués dans les écoles et lycées, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a pris en charge le financement des tests des maisons et services pour jeunes qui en ont fait la demande.

ad 10) À dater de l'entrée en vigueur des récentes modifications de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, les activités de l'enseignement musical dans le secteur communal sont soumises au régime décrit dans la réponse à la question 8).

ad 11) et 12) L'enseignement musical communal relève de la compétence des communes ; d'après les informations dont dispose le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, les tests certifiés tels que prévus à l'article 3bis, 3ter et 3quater de la loi précitée seraient à charge de l'élève et du personnel enseignant.

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

ad 13) À partir du 15 janvier 2022, l'accès au lieu de travail est soumis à l'obligation pour l'ensemble des salariés et des agents publics de se soumettre aux conditions dites « 3G », c'est-à-dire de se prévaloir d'un certificat de vaccination, d'un certificat de rétablissement ou d'un certificat de test. Cette obligation vaut également pour le personnel des conservatoires et des écoles de musique.

ad 14) à 16) Ces questions ne relèvent pas de la compétence de nos ministères respectifs, mais concernent le Ministère des Sports.

Question 5313 (30.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **terrains à bâtir détenus par l'État :**

D'Ministeren hu gëschter an enger Pressekonferenz déi nei Rapporte vum Observatoire de l'habitat virgestallt, aus deenen ervirgeet, dass zu Lëtzebuerg nach 3.732 Hektar Land fir de Wunnengsbau kéinte benotzt ginn an deemno Plaz fir 300.000 weider Persoune wier. Weider geet aus der Nott N° 29 ervir, dass d'ëffentlech Hand, also de Staat, d'Gemengen an d'ëffentlech Bauträger/Fonge ronn 505 Hektar Bauland besëtzen. Dëst ass zwar nach net esou vill, wéi d'Privatfirme besëtzen, mee ëmmerhi kann een domadder schonns ee groussen Deel vun deenen 142.000 ugekënnegte Wunnengen hei am Land bauen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landesplanung a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtz vun der ëffentlecher Hand sinn (Gemeng, Fongen, Staat), goufen an deene leschte fënnef Joer bebaut? Wéi vill Wunnenge fir wéi vill Persoune goufen op dësen Terraine gebaut?

2. Opgeschlësselt no Kanton, wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtz vun der ëffentlecher Hand sinn, sinn aktuell nach net bebaut?

3. Wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtz vun der ëffentlecher Hand sinn, ginn de Moment bebaut?

4. Fir wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtz vun der ëffentlecher Hand sinn, läit nach kee PAP vir?

5. Fir wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtz vun der ëffentlecher Hand sinn, leien nach keng Baugeneemegunge vir?

Réponse commune (13.01.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1. Am Mee 2022, wann de Monitoring vum Pacte Logement 1.0 ofgeschloss ass, wäert et méiglech sinn ze wëssen, wéi vill Bauland innerhalb vun deene Gemenge consommëiert ginn ass, déi beim Pacte Logement matgemaach hunn an déi eng CDA, IVL oder Standardkonventioun ënnerschriwwen hunn. Doriwwer eraus verfüügt d'Regierung net iwwert déi gesamt Informatiounen, fir méi prezis op dës Fro ze äntweren. Ee vun de Ziler vum Raum+ ass, fir kënnen, an Zukunft, esou Informatiounen ze liwweren.

ad 2. De follgenden Tablo gëtt un, wéi vill Wunnbauland pro Typ vun ëffentleche Proprietär et an deenen eenzele Kantone gëtt. Dëst bezitt sech op déi 89 Gemengen, déi bis ewell analyséiert gi sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. D'Regierung verfüügt net iwwert déi gesamt Informatiounen, fir méi prezis op dës Fro ze äntweren.

ad 4. D'ëffentlech Hand huet am ganze 505 Hektar Bauland fir Wunnzwecker. Dovunner sinn:

- 46 Hektar Baulücken,
- 207 Hektar Bannenentwécklungspotenzialer an
- 252 Hektar Baussereserven.

Déi dräi Kategorië vu Potenzialer leien alleguerten innerhalb vum Bauperimeter, och d'Baussereserven.

Bei de Bannenentwécklungspotenzialer an de Baussereserven zesummegeholl läit bei 71 Hektar ee geneemegte PAP vir a bei 388 Hektare läit nach kee vir. Zousätzlech läit bei 24 Hektar vun de Baulücken och ee PAP vir. Heibäi ass ze bemierken, datt bei de PAGen, déi nom Gesetz vun 2004 opgestallt gi sinn (an net digital zur Verfügung stinn), de Stand vun den akzeptéierte PAPen d'Joer 2016 ass.

ad 5. D'Regierung verfüügt net iwwert déi gesamt Informatiounen, fir méi prezis op dës Fro ze äntweren.

Question 5314 (30.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **associations sans but lucratif agréées :**

Biergerinnen a Bierger kënne bei hirer Steiererklärung uginn, dass si eng Spend vu mindestens 120 € un eng agreéiert ASBL gemaach hunn. Um Site vun der Steierverwaltung fënnt een d'Nimm vun all den unerkannten ASBLen (https://impotsdirects.public.lu/fr/az/l/libera_dons.html#releve%23releve). Verschidden Organisatioune si scho säit Joerzéngten op dëser Lëscht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Gëtt eng Kontroll gemaach vun den Associatiounen op der Lëscht, fir ze iwwerpréiwen, ob si nach ëmmer all agreéiert sinn?

2. Wéi ginn d'Daachverbänn kontrolléiert, déi d'Spenden un aner Associatioune kënne weiderleeden?

3. Wéi gëtt kontrolléiert, dass eng Persoun, déi Member vun enger ASBL ass, keng Spende steierlech ofsetzt, vun där si spéiderhi perséinlech profitéiere kann?

Réponse (05.01.2022) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Lëscht vun den eligibelen Associatiounen, fir déi de Bierger säin Don steierlech ofsetze kann, gëtt reegelméisseg um Site vun der Steierverwaltung aktualiséiert, souwéi et an der Circulaire L.I.R. n° 112/1 vum 8. November 2021 virgesinn ass. Falls d'Steierverwaltung gewuer gëtt, datt den Agrement vun enger ASBL zréckgezunn ass, da gëtt deem Rechnung gedroen. Am Fall vun ASBLen, déi „reconnue d'utilité publique" sinn, deelt de Justizministère dem Finanzministère systematesch mat, wann eng ASBL „reconnue d'utilité publique" sech opgeléist huet oder dee Statut net méi huet.

Eng ASBL ass prinzipiell steierfräi, wann hire But vu kultureller a karitativer Natur respektiv vun allgemengem Interessi ass. Si gëtt awer steierflichteg am Fall, wou se enger industrieller oder kommerzieller Aktivitéit nogeet. Eng steierflichteg Associatioun gëtt vun der Steierverwaltung am Kader vun der Besteierung kontrolléiert.

Eng physesch Persoun, déi Donen un eng agreéiert ASBL mécht, kann dës Ausgabe steierlech geltend maachen, wann all d'Konditiounen aus dem Steiergesetz erfëllt sinn, dëst onofhängeg dovunner, ob besote Persoun Member vun der ASBL ass oder net.

Question 5318 (01.12.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **régulation des assurances :**

Esou wéi et am Artikel „Assurances : de bonnes règles oui, mais pas trop", dee rezent um Blog „Ecorama" publizéiert gouf, heescht, leiden déi lëtzebuergesch Versécherungsgesellschaften an de leschte Joren ëmmer méi staark ënnert enger Iwwerreguléierung, déi prioritär duerch d'Europäesch Unioun forcéiert gëtt. Besonnesch d'Reegele vun der Solvency II stellen eis Versécherungsgesellschafte viru grouss Erausfuerderungen, well de Reglement sech als inhärent inkohärent presentéiert.

Dëst besonnesch, well de Reglement anscheinend op Basis vun eenzelen, nationale Finanzopsiichten automatesch fir all Memberstaat erweidert gëtt. Des Weidere féiert och d'Verbuet vun der digitaler Datespäicherung ausserhalb vum Terrain vum Groussherzogtum, dat am Kader vun der Reform vum Versécherungsgeheimnis entstanen ass, opgrond vun der geographescher Limitatioun vun eisem Land zu enger Rei Problemer.

Et sief doriwwer eraus awer och dorun erënnert, datt d'Vereenegt Kinnekräich seng nei gewonnen Onofhängegkeet an den nächste Joren héchstwarscheinlech och dozou wäert notzen, fir säi Finanzsecteur vun enger Rei vu Regulatiounen, déi just am Kader vun der EU-Memberschaft entstane sinn, ze befreien, wat eise Secteur viru weider Konkurrenzschwieregkeete wäert stellen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Initiativen huet d'Regierung bis elo ergraff, fir datt Amendementer vum Solvency II-Reglement méi punktuell a just am Fall, datt se op déi besonnesch national Situatioun zougeschnidde sinn, mussen applizéiert ginn? Wéi eng weider Initiativen an deem Sënn sinn aktuell geplangt?

2. Wéi eng Initiativen huet d'Regierung bis elo ergraff, fir eng Derogatioun vum uewen zitéierten Dateschutzreglement ze erwierken, an deem Sënn, datt esou Daten och op Serveren am EU-Ausland kënne gelagert ginn, fir de Problem vum knappen Terrain hei am Land ze vermeiden? Steet d'Regierung hei am Austausch mat de Vertrieder vun anere klenge Länner, déi méiglecherweis mat änleche Problemer konfrontéiert sinn? Wéi eng weider Initiativen an deem Sënn sinn aktuell geplangt?

3. Wéi beurteelt d'Regierung d'Chance vun enger Renationaliséierung vun enger Rei vu reglementaresche Kompetenzen, fir datt déi eenzel Länner hir Regulatioun nees kënnen op d'Mooss op hir Bedierfnisser zouschneiden, amplaz sech mat verallgemengerten, nationale Contraintë géigesäiteg „Knëppel tëschent d'Been ze geheien"? Wéi steet d'Regierung an deem Sënn zu enger erhéichter Konkurrenz tëschent den eenzele Memberstaaten, fir de Spillraum am Wettsträit ëm déi bescht Léisung ze erweideren, dat och am Hibléck op déi Erausfuerderungen, virun déi eis Groussbrittanien a méiglecherweis och aner net EU-Memberstaaten an den nächste Jore wäerte stellen?

Réponse (05.01.2022) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Als éischt sief dorop higewisen, datt de Lëtzebuerger Assurancësecteur sech an de leschte Jore weider gutt entwéckelt an d'Finanzplaz hir Roll als pan-europäeschen Zentrum weider gestäerkt huet. Esou sinn d'Bilanzsomme vun den Assurancen a Re-Assurancen vun 182 Milliarden fir d'Joer 2013 op 312 Milliarden Enn 2020, d. h. ganzer +71 % geklommen. Dës Stäerkung vum Secteur spigelt sech och beim Emploi ërem. Haut beschäefteg de Secteur ronn 4.500 Leit. 2013 woren et der 3.700.

D'Aféierung vun der Solvency II-Direktiv huet eng eenheetlech Uwendung vu Standarde fir Risikomanagement, finanziell Bewäertungsmethoden a prudenziell Iwwerwaachung uechter Europa erméiglecht. Eenheetlech Reegele si wichteg fir de Lëtzebuerger Versécherungssecteur, deen iwwer 80 % vu sengen Aktivitéiten am Ausland realiséiert. Dëst huet och mat derzou bäigedroen, dass zwielef brittesch Versécherer nom Brexit hiren europäesche Siège op Lëtzebuerg verlagert hunn.

Wéi all Direktiv, ass d'Solvency II-Direktiv op europäeschem Niveau verhandelt ginn, wou d'Lëtzebuerger Vertrieder d'Interesse vun der Finanzplaz an Zesummenaarbecht mat hiren europäesche Partner verteidegt.

Des Weideren ass de Finanzministère mat alle concernéierten Acteuren an engem reegelméissegen Austausch, ënner annerem och fir derfir ze suergen, dass den nationale Gesetzeskader um leschte Stand vun den Entwécklunge vum Marché ass.

Question 5321 (01.12.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant le **prix du CO_2 :**

Eng Rei vun EU-Memberlänner plangen, de Medien no, hir national CO_2-Steiere bis 2030 op 100 bis 120 Euro pro Tonn ze erhéijen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi héich gesäit déi Lëtzebuerger Regierung den CO_2-Präis pro Tonn hei am Land am Joer 2030 wa si déi national Reduktiounsziler wëll erreechen? A wéi engem Joresrhythmus an a wéi enger Gréissenuerdnung soll den CO_2-Präis pro Tonn erhéicht ginn?

2. Wéi eng Präisinzidenz hätten déi Erhéijungen op d'Verkafspräisser un den Endclient beim Diesel, Bensin (95er an 98er) a beim Mazout, wann ee viraussetzt, datt sech soss am Vergläich zu haut näicht bei de Präisser géif änneren (toutes choses restant égales par ailleurs)? Kéint dat tabellaresch opgestallt ginn: Kalennerjoer a Verkafspräis pro Liter vun deene verschiddene fossille Brennstoffer?

Réponse commune (05.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Regierung huet sech op déi konkreet CO_2-Bepräisung an der aktueller Legislaturperiod festgeluecht, déi ee wichtegen Outil vun all effikasser Klimaschutzpolitik ass a woubäi hei zu Lëtzebuerg sozial Kompensatiounen a Form vun engem Steierkredit zesumme mat der CO_2-Steier agefouert goufen. Dëse Steierkredit ass ausserdeem degressiv wat d'Revenue vun de Leit méi héich ginn.

De Statec huet nogewisen, datt dës Bepräisung och wierkt: Am Joer 2021 no de Covidrestriktiounen ass de Verkaf vu Pëtrol net erëm däitlech geklommen, am Géigesaz zum allgemenge Verkéier, deen erëm däitlech zougeluecht huet. Dëst ass dem Statec no op den Effet vun der CO_2-Bepräisung zeréckzeféieren an den Differential mat de Pëtrolspräisser an der Belsch.

Question 5323 (02.12.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **voie de délestage d'Echternach :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3140 du 12 novembre 2020 concernant la voie de délestage d'Echternach, Monsieur le Ministre avait indiqué que les travaux relatifs au premier lot « liaison Morgenstern » pourraient être entamés fin 2021, tandis que l'avant-projet sommaire relatif au lot 2 « Knepperkräizung » et l'avant-projet détaillé relatif au lot 3 « voie Charly » seraient présentés au cours de l'année 2021.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quand les travaux relatifs au lot 1 vont-ils démarrer ? Quelles seraient les raisons pour un éventuel retard du début des travaux ?

2) Est-ce que les avant-projets respectivement sommaire et détaillé pour les lots 2 et 3 ont déjà été présentés ?

3) Toutes les emprises foncières nécessaires pour les trois lots ont-elles pu être acquises entretemps ?

4) Quand les travaux relatifs aux lots 2 et 3 pourraient-ils commencer ?

5) Quand les travaux relatifs à la réalisation de la voie de délestage d'Echternach pourront-ils être finalisés ?

Réponse (19.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le démarrage des travaux relatifs au lot 1 a dû être reporté à septembre/octobre 2022, d'une part en raison des résultats des sondages archéologiques qui ont entraîné une adaptation des plans concernant les murs de soutènement, et d'autre part en raison du fait que l'autorisation environnementale, sollicitée en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, n'a pu être délivrée que récemment, à savoir le 24 novembre 2021.

ad 2) L'avant-projet sommaire du lot 2 (bypass carrefour N11/CR366) a été présenté en décembre 2021 et l'avant-projet détaillé du lot 3 (voie Charly) est en train d'être finalisé.

ad 3) En ce qui concerne le lot 1, toutes les emprises requises ont déjà été acquises. Le dossier des emprises pour le lot 2 a été approuvé par le comité d'acquisition, de façon que les pourparlers avec les propriétaires peuvent être entamés prochainement. Quant au lot 3, le dossier des emprises a été remis aux mains du comité d'acquisition pour validation.

ad 4) Le début des travaux des lots 2 et 3 est programmé pour le début de l'année 2024, à condition que les autorisations nécessaires soient délivrées en temps utile et que les emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux soient acquises.

ad 5) L'achèvement d'un projet dépend de nombreux facteurs, car plusieurs acteurs sont impliqués tout au long du processus. Comme déjà indiqué dans la présente question parlementaire, il y a encore quelques étapes essentielles à franchir pour pouvoir mener à bien le projet dans son ensemble, sans tenir compte des imprévus et des complications qui peuvent toujours survenir. À ce stade, il est donc impossible d'annoncer une date précise, voire approximative pour l'achèvement des travaux relatifs à la réalisation de la voie de délestage d'Echternach.

Question 5325 (02.12.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **helpline Covid :**

La helpline Covid, une initiative louable, est à la disposition des citoyens pour toutes les questions concernant le Covid-19 ou les vaccins.

Il semble toutefois que le service ne fonctionne pas toujours de manière optimale. Les appels restent souvent longtemps sans réponse et une indication du temps d'attente, une pratique d'ailleurs courante dans beaucoup d'entreprises, fait défaut.

À ce sujet, j'aimerais donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le nombre de personnes travaillant actuellement à la helpline Covid ?

2) Combien de personnes appellent chaque jour la helpline Covid ?

3) Madame la Ministre ne juge-t-elle pas utile que les appelants soient informés de leur position dans la file d'attente ?

Réponse (05.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La helpline en relation avec la Covid-19 compte actuellement 29 ETP. À partir du 10 janvier prochain, elle sera cependant renforcée par 50 personnes supplémentaires auxquelles il a pu être fait appel via un marché public.

ad 2) Le nombre d'appels dépend fortement du jour ainsi que de la situation épidémiologique. Par ailleurs, on constate une augmentation importante des appels suite à l'annonce de nouvelles dispositions légales ou de nouvelles recommandations sanitaires. Le nombre d'appels peut varier entre 1.500 et 12.500 appels par jour.

ad 3) Au vu du nombre croissant d'appelants à la helpline, il est effectivement prévu, en parallèle à l'augmentation des ressources disponibles pour la gestion de la helpline, d'améliorer le dispositif afin de mieux servir les appelants. Cela peut notamment inclure l'option que les appelants soient informés du temps d'attente.

Question 5326 (02.12.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution de la Nothomb (« Noutemerbaach ») :**

Dans son communiqué de presse du 1er décembre 2021, la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs (FLPS) dénonce le déversement de quelque 100.000 litres de purin dans la Nothomb (« Noutemerbaach ») près de Holtz.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les faits énoncés ci-dessus ?

2) Les services de Madame la Ministre sont-ils en contact avec les autorités belges afin d'identifier l'origine de la pollution ?

3) Que s'est-il passé exactement ? Quand est-ce que l'incident a eu lieu ?

4) Quel en est l'impact sur le ruisseau en question, sa faune et sa flore, ainsi que les cours d'eau en aval, tels que l'Atert, toujours fortement affectée par le déversement en mars dernier d'eaux usées d'une installation de biométhanisation ?

5) Quelles conséquences juridiques cet incident aura-t-il ?

Réponse (10.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Madame la Ministre peut confirmer un déversement de purin vers un affluent du cours d'eau « Noutemerbaach » le 30 novembre 2021 : La quantité de purin déversé est estimée à au moins 100 m^3.

ad 2) L'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a immédiatement averti les autorités belges sur le fait qu'une pollution qui s'était produite du côté luxembourgeois et que cette pollution a également affecté le cours d'eau « Nothomb » qui s'écoule sur le territoire belge. L'origine de la pollution était déjà connue au moment où les autorités belges ont été informées.

ad 3) Un défaut technique au niveau d'un séparateur de lisier localisé au niveau d'une exploitation agricole a mené pendant la nuit du 29 au 30 novembre, qu'une grande quantité de lisier s'est déversée dans la cour de cette exploitation. Le lisier s'est ensuite écoulé vers la canalisation des eaux mixtes, puis vers la station d'épuration (mécanique) de Holtz. Cette dernière n'a pas été en mesure de traiter cette charge accidentelle. Par conséquent les eaux fortement polluées par du lisier se sont déversées vers un affluent du cours d'eau « Noutemerbaach ».

Le « Groupe d'intervention pollutions » de l'Administration de la gestion de l'eau fut informé de l'incident le 30 novembre vers 8.00 heures du matin. Afin de limiter la propagation de l'onde polluante dans les cours d'eau en aval, des absorbants naturels ont été mis en place dans le ruisseau et une partie de l'eau polluée a été aspirée. En outre un arrêté ministériel relatif aux mesures urgentes ordonnées suite à la pollution a été émis par la Ministre.

ad 4) Le déversement de lisier entraîne, entre autres, une charge polluante importante de composés organiques et azotés et provoque une augmentation de la demande chimique en oxygène (DCO). Cette charge peut causer une baisse importante de l'oxygène dissous non seulement au niveau du rejet dans le cours d'eau, mais également au niveau de l'ensemble du cours d'eau situé en aval du lieu de déversement. Pour minimiser les effets de la pollution, des aérateurs ont été installés en collaboration avec le CGDIS et le Syndicat des eaux résiduaires du Nord (SIDEN) dans le cours d'eau « Attert ». Ces aérateurs permettent de lutter contre une diminution de la concentration en oxygène dans le cours d'eau.

L'impact écologique exact de la pollution sur les eaux concernées n'est pas encore connu. À cet effet, il a été ordonné au pollueur de charger un bureau d'expertise pour évaluer le dommage environnemental qui s'est produit dans les cours d'eau en aval du point de rejet du lisier issu de l'exploitation agricole. Cette expertise est à réaliser en concertation avec de l'Administration de la gestion de l'eau. Le bureau d'expertise sera en charge d'évaluer les dégâts causés à la faune et flores aquatiques.

ad 5) Un procès-verbal a été adressé au Parquet du tribunal d'arrondissement de Diekirch.

Question 5327 (02.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **travaux de modernisation et d'agrandissement de la gare de Bettembourg :**

A senger rezenter Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 5131 vun der honorabeler Deputéierter Madamm Myriam Cecchetti huet den Här Minister geäntwert, datt d'Erweiderungs- a Moderniséierungsaarbechte vun der Gare Beetebuerg, déi mat enger Rei weidere Bauprojeten am Eisebunnsverkéier, notamment dem Bau vun der separater TGVs-Linn vun der Stad op Beetebuerg, anhierginn, net am ursprénglechen Delai kënnen ofgeschloss ginn. No der zentraler Gare vun der Stad Lëtzebuerg stellt Beetebuerg dat wichtegst Dréikräiz am Lëtzebuerger Eisebunnsverkéier duer, souwuel fir den nationalen an internationale Persounentransport wéi och fir de Gidderverkéier.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Féiert d'Verzögerung op der Gare Beetebuerg och zu Verzögerungen op anere Baustellen am Beräich vum nationalen Eisebunnsnetz? Wa jo, wéi eng sinn dat?

2. Bis wéini muss d'Lëtzebuerger Regierung den internationale Partnerinstitutiounen, déi fir d'Reguléierung an d'Koordinatioun vun de grenziwwerschreidende Fuerpläng zoustänneg sinn, d'Detailer zu den neien Aschränkungen op a ronderëm d'Gare Beetebuerg fir d'Zäit vun de Bauaarbechte matdeelen? Kënnen dës Delaie respektéiert ginn?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ob scho gewosst ass, ob dës Verzögerungen Auswierkungen op d'Erreechbarkeet vum Beetebuerger Logistikzenter iwwert d'Schinn wäerten hunn a wa jo, wéi eng?

4. Kann den Här Minister matdeelen, ob scho gewosst ass, wéi eng Auswierkungen dës Verzögerung op den nationalen an internationale Persounentransport am Allgemengen an de Beruffsverkéier op der Eisebunn am Besonneschen huet a wéi eng Kompensatiounsmoossnamen aktuell geplangt sinn?

Réponse (28.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Verzögerung vun der kommerzieller Inbetribnam vun der neier Streck tëschent der Stad a Beetebuerg huet keng Auswierkungen op aner Projeten. Zum aktuellen Zäitpunkt ass och de Projet op der Gare Beetebuerg onofhängeg vun allen anere Projeten, déi an deem Zäithorizont geplangt sinn.

ad 2. D'Delaien, bis wéini déi eenzel Länner/Reseauen hir jeeweileg grouss Kapazitéitsaschränkunge koordinéieren an och publizéiere mussen, sinn an der Annex VII vun der europäescher Direktiv 2012/34 virgesinn. D'Delaie gi respektéiert: Grouss Kapazitéitsaschränkunge gi fir de Lëtzebuerger Reseau eemol d'Joer vun der Administration des chemins de fer publizéiert.

Alleguerten déi Kapazitéitsaschränkungen, och déi vun der Gare Beetebuerg, ginn domadder esou koordinéiert, datt de Persouneverkéier rechtzäiteg Ersatzdéngschter ubidde kann a fir de Gidderverkéier Alternativtrassen (ggf. iwwer aner Reseauen) befuerbar sinn.

ad 3. D'Erreechbarkeet vun dem Beetebuerger Logistikzenter ass onofhängeg vu Verzögerunge vun de geplangten Aarbechten iwwer de kompletten Zäithorizont vum zitéierte Projet garantéiert. Wann den direkte Wee net accessibel ass, gëtt den Trafick iwwer aner Strecken ëmgeleet.

ad 4. Eng Verzögerung vun den Aarbechten an der Gare Beetebuerg huet keng direkt Auswierkungen op den internationale Persounentransport. Wat den allgemenge Beruffsverkéier betrëfft, kann d'Unzuel vun den TER-Verbindunge Lëtzebuerg-Frankräich eréischt mat der Inbetribnam vun der neier Streck tëscht der Stad a Beetebuerg signifikant erhéicht ginn. Wärend de Bauphase wäerten, wéi üblech, alternativ Fuerpläng souwéi punktuelle Busersatzdéngscht als Kompensatioun zu Kapazitéitsrestriktiounen um Eisebunnsreseau agesat ginn.

Question 5328 (02.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **réorganisation des commissariats de police :**

De Policebüro zu Käerjeng gouf virun e puer Joer zougemaach an den Effectif gouf mat deem am Policebüro zu Péiteng zesummegeluecht. Wéi d'Ministere mir an der Äntwert op meng Fro N° 3404 am Januar geschriwwen haten, waren zu deem Zäitpunkt nach keng Verhandlungen amgaangen, fir en neit Policekommissariat an d'Rue de Linger op der Grenz tëschent Péiteng a Käerjeng ze erriichten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gëtt et zënter Januar Fortschrëtter an dësem Projet? Falls jo, wou sinn d'Diskussiounen drun a wourunner blockéiert de Projet?

2. Wéi eng Grondstécker musse kaf oder gelount ginn, fir de Policebüro kënnen ze realiséieren? Ginn dës Grondstécker vun de Gemengen oder vum Staat kaf?

Réponse (29.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Kafen a Loune vun Terrainen an Immobilië fir d'ëffentlech Hand fält net ënner d'Attributioune vum Minister fir bannenzeg Sécherheet.

Den Dossier ass en cours, de 25. Mäerz ass d'Commission des acquisitions saiséiert ginn, fir dass en Deel vum concernéierte Site fir der Police hir Besoine kéint kaaft ginn. Den 2. September si Preziséiounen zu de Besoine vun der Police fir dëse Site gedeelt ginn.

Question 5329 (02.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **fourrière dans le sud du pays :**

A verschiddene parlamentaresche Froen (Nos 4773, 4483, 2675, 0676) sinn d'Deputéiert op den Ofstellproblem vun immobiliséierten Autoen am Süde vum Land agaangen. De Problem ass, dass der Police aktuell d'Plaz feelt, fir immobiliséiert Autoen ofzeschleefen, wat dozou féiert, dass dës Autoen op der Strooss bleiwen. Wéi d'Ministeren an enger Äntwert op eng vun de parlamentaresche Froe schreiwen, „sicht d'Police a Kooperatioun mat der Administration des bâtiments publics zesummen no enger gudder Alternativ - rezent Iwwerleeunge bestinn, fir déi Fourrière am Beräich vum Rondpoint Raemerich zu Esch-Belval ze amenagéieren." Dat Ganzt schéngt awer net esou einfach ze sinn, well, wéi d'Ministeren op d'Fro N° 2675 geäntwert hunn: „Eng temporaire Léisung fir déi ganz Regioun Sud-Quest vum Land ass schwéier ze fannen, well se grouss, ofgeséchert, iwwerwaacht an no genuch beim concernéierte Service misst sinn."

Eng vun de Léisungen, déi um Dësch läit a vum Minister presentéiert gouf, wier eng temporaire Fourrière zu Rolleng am Lieu-dit „Am Plon". An der Péitenger Gemengerotssëtzung vum 22. November 2021 (Procès-verbal ze fannen op https://www.petange.lu/fr/Pages/20211122_Seance-du-conseil-communal.aspx) ass vusäite vum Buergermeeschter awer ze héieren, dass dëse Site u sech net fir eng Fourrière gëeegent wier. Och dësen Terrain ass weeder ofgeséchert, nach iwwerwaacht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Fro stellen:

Gouf d'Optioun vun der Fourrière zu Rolleng als Léisung zeréckbehalen?
Falls net, wéisou net?
Falls jo, wéi gëtt den Terrain ofgeséchert?

Réponse (30.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Optioun vun der Fourrière „Am Plon" zu Rolleng konnt leider net als Léisung zeréckbehale ginn.

Mat enger Dose Parkplazen ass de Site net grouss genuch, fir eng Fourrière région Sud-Ouest ze implantéieren. Et handelt sech ausserdeem ëm onbefestegte Buedem an de Site ass net ofgeséchert. Ouni gréisser Aarbechte wier et hei also net méiglech, eng iwwerwaachte Fourrière ze realiséieren, déi den néidege Sécherheetsbestëmmungen entsprécht.

Question 5330 (02.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **résolution 2136 du Conseil de l'Europe :**

De 27. Januar 2021 hat d'parlamentaresch Versammlung vum Europarot an hirer Resolutioun 2361 („Vaccins contre la Covid-19: considérations éthiques, juridiques et pratiques") d'Memberstaaten opgefuerdert, « de s'assurer que les citoyens et citoyennes sont informés que la vaccination n'est pas obligatoire et que personne ne subit de pressions politiques, sociales ou autres pour se faire vacciner, s'il ou elle ne souhaite pas le faire personnellement ».

Dat neit Covidgesetz, dat den 29. November 2021 vun der Regierung virgestallt gouf, gesäit verschäerft Reegelen am Kampf géint de Coronavirus vir, ënner anerem den „2G" am Fräizäitberäich an den obligatoreschen „3G" op der Aarbechtsplaz, Mesuren, déi ganz kloer iwwer dat erausginn, wat bis elo hei am Land an deem Beräich decidéiert ginn ass.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi steet d'Regierung zur genannter Resolutioun vum Europarot?

2. Kann d'Regierung preziséieren, ob an a wéiwäit dat neit Covidgesetz konform zu dëser Resolutioun ass?

Réponse (05.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung steet nach ëmmer zu der genannter Resolutioun. De CovidCheck-Regimm, deen d'Covidgesetz, dat de 25. Dezember 2021 a Kraaft getrueden ass, fir Fräizäitaktivitéite virgesäit an den adaptéierte CovidCheck-Regimm (de sougenannten „3G-Regimm", deen zousätzlech och d'Virweise vun engem Testcertificat erlaabt) fir d'Aarbechtswelt, si geduecht, fir d'Gesellschaft an hirer Gesamtheet ze schützen. De Moment ass d'Unzuel vun ongeimpfte Leit nach ze grouss an au vu vun der Effikassitéit vun

den Impfstoffer, déi mat der Zäit ofhëlt, och wa se weiderhi gutt viru schwéiere Konsequenze schützen, an den neien Erkenntnisser zur Omikron-Variant, déi en erhéichten Ustiechungsrisiko beleeën, erlaben et zurzäit nach net, datt verschidden Aktivitéiten nees ouni iergendwellech Sécherheetsmoossname fonctionéiere kënnen. Virun allem sinn dës Aschränkungen och vis-à-vis vun deene Leit wichteg, déi verschidde Risikofacteuren opweisen a soumat e méi schlëmme Verlaf vun enger Infektioun riskéieren, fir och si beschtméiglech ze schützen.

Question 5331 (02.12.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **suspension de tous les audits PRN (Projet de recherche en nursing) :**

La Fédération des hôpitaux vient d'informer ses hôpitaux membres de sa décision de mettre en suspens tous les audits PRN (Projet de recherche en nursing) des unités de soins normaux et des unités de soins intensifs à partir du 22 novembre 2021. Le PRN est un outil spécifique de mesure de la charge en soins, permettant d'estimer le temps nécessaire pour effectuer les soins requis par le malade et d'évaluer la charge de travail du personnel soignant dans les hôpitaux.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre s'il a été informé des raisons de cette suspension du PRN.

2) S'agit-il d'une mesure provisoire en relation avec la crise du Covid-19 ?

3) Est-il envisagé, le cas échéant, de remplacer le système PRN par un autre système ?

Réponse (30.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) + 2) La question d'une solution alternative à l'outil PRN est évoquée depuis quelques années. La société « Équipe de recherche opérationnelle en santé (EROS) », propriétaire de la méthode PRN, a fait savoir à la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) et au Luxembourg Institute of Health (LIH), qui est le sous-traitant de la CNS pour les travaux en relation avec les mesures de charge de travail, qu'elle entend modifier les conditions contractuelles en ce qui concerne la licence d'exploitation du PRN.

ad 3) Ce nouvel élément a conduit la FHL et la CNS à considérer la suspension de l'utilisation de l'outil PRN et d'envisager la recherche d'un nouvel outil correspondant mieux aux besoins des établissements hospitaliers ainsi qu'aux exigences en ce qui concerne la budgétisation du personnel soignant au niveau des unités de soins normaux et de soins intensifs.

La suspension n'est donc pas en relation avec la pandémie en cours.

Question 5332 (02.12.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **technologie du « remote sensing » :**

Selon les résultats d'une étude réalisée sous l'égide de l'Administration de l'environnement de la région Bruxelles-Capitale à l'aide de la technologie du « remote sensing » à Bruxelles, les véhicules diesel Euro 4, qui ne représentent que 12 % du parc automobile testé à Bruxelles, seraient responsables pour près de la moitié de l'émission de particules fines et d'un quart des émissions NO_x.

1) J'aimerais dès lors savoir des membres du Gouvernement s'ils ont pris connaissance de cette étude.

2) Quelle est l'approche du Gouvernement par rapport aux véhicules les plus polluants ?

3) Quelles sont le cas échéant les mesures envisagées et à quelles échéances pour remplacer les véhicules les plus polluants, quelles sont les incitations respectivement les pénalités connexes ?

Réponse commune (13.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'entité belge « Bruxelles Environnement », en partenariat avec l'« International Council for Clean Transportation » (ICCT), a mesuré pendant plusieurs semaines les émissions de 130.588 véhicules en circulation dans la Région de Bruxelles-Capitale à l'aide de la technologie « remote sensing ». En novembre 2021, l'ICCT a publié un rapport d'analyse des résultats de ces mesures[1] et il est supposé que l'honorable Député se réfère à ce rapport.

La technologie « remote sensing » offre notamment l'avantage de permettre de mesurer les émissions des véhicules individuels en temps réel. Il existe d'ailleurs un projet pilote financé par l'UE appelé « LIFE GySTRA »[2] destiné à évaluer la validité de cette technologie. Actuellement le « remote sensing » est déjà utilisé en Californie par exemple. L'Administration de l'environnement suit l'évolution de cette technologie pour voir dans quelle mesure elle pourrait servir de méthode complémentaire aux prises de mesures qu'elle opère dans le cadre de la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

ad 2) Dans ce cadre de la directive précitée, l'Administration de l'environnement a élaboré le Plan national relatif à la qualité de l'air (PNQA), qui traite entre autres des émissions des véhicules. Il aborde en particulier les véhicules diesel qui ne répondent qu'à la norme Euro 5 ou moins et qui génèrent la majeure partie des émissions NO_x. Ce plan a été définitivement adopté le 2 juin 2021 par le Gouvernement en conseil et il identifie un certain nombre d'endroits au Luxembourg où la valeur limite NO_2 de la directive précitée était dépassée selon les résultats des prises de mesures. Par conséquent, le PNQA décrit l'approche du Gouvernement pour améliorer la qualité de l'air et il prévoit une série de mesures qui concernent les émissions des véhicules pour réduire la pollution NO_2, comme p. ex. la promotion des transports en commun et la promotion de l'électromobilité.

Le PNQA se base sur les résultats des prises de mesures réalisées par l'Administration de l'environnement et sur les prévisions pour les années à venir. Ainsi, des prévisions d'émissions détaillées ont été établies, qui prennent en compte la composition de la flotte de véhicules routiers au Luxembourg, les normes Euro d'émission des véhicules et la vitesse avec laquelle cette flotte est renouvelée. Il est à noter que le renouvellement de la flotte de véhicules se fait plus vite au Luxembourg que dans la moyenne des pays de l'Union européenne. Ainsi, selon le Statec[3], parmi les véhicules particuliers et à usage mixte du parc de véhicules luxembourgeois en 2021, 22 % avaient moins de deux ans et 50 % moins de cinq ans. Une bonne partie des véhicules plus polluants est donc mise hors circulation relativement vite par les propriétaires eux-mêmes. Par conséquent, d'après les prévisions établies avant l'impact de la pandémie, les mesures prévues par le PNQA auraient permis de respecter la valeur limite européenne pour le NO2 partout au Luxembourg en 2024. Depuis lors, la valeur limite a pu être respectée depuis 2020, ceci notamment à cause des effets de la pandémie et grâce aux mesures prises par le Gouvernement telles que le recours renforcé au télétravail ou encore une promotion renforcée de la mobilité électrique dans le cadre du « Neistart Lëtzebuerg ».

ad 3) Le règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2019 portant introduction d'une aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO_2 propose d'ores et déjà une incitation pour les particuliers à opter pour des voitures électriques à faibles émissions qui connait actuellement un succès notable. Ce règlement propose à l'heure actuelle des primes à l'achat d'un véhicule électrique pur ou à pile à combustible à hydrogène. De plus, les véhicules de société à faibles émissions bénéficient d'un traitement fiscal préférentiel par rapport aux véhicules plus polluants.

Au vu de la situation actuelle des mesures supplémentaires plus contraignantes ne sont pas prévues à ce stade, telles que des primes à l'immobilisation ou encore de nouvelles pénalités pour véhicules à fortes émissions par exemple. Cependant, il convient de noter que la directive 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe est actuellement en révision et qu'il est donc important de maintenir les efforts pour une meilleure qualité de l'air.

Question 5333 (02.12.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant le **budget CO_2 par personne :**

Esou wéi et am Artikel „Klimagerechtigkeit", deen den 29. November am Lëtzebuerger Wort publizéiert gouf, heescht, gëtt am EU-Memberstaat Irland iwwert en individuellen CO_2-Budget fir all Bierger nogeduecht. Esou wéi och verschidden ekonomesch Secteuren sech iwwert e gewëssenen CO_2-Ausstouss eraus mussen Emissiounsrechter kafen, géif dat dann och fir all Eenzelne gëllen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kennt d'Regierung esou Iwwerleeungen an, wa jo, wéi steet si zu esou Iddien?

2. Wéi beurteelt d'Regierung d'Gefor, datt esou eng Politik zu enger allëmfaassender Reguléierung an Iwwerwaachung vun de Bierger duerch d'Politik kéint féieren?

Réponse commune (11.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'Regierung féiert aktuell keng Iwwerleeungen zu engem CO_2-Budget fir all Bierger oder engem Handel vun CO_2-Zertifikater am private Beräich. Et sief dorun erënnert, datt mat dem Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 verbindlech Reduktiounsziler fir fënnef Secteuren agefouert goufen.

Question 5335 (02.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **saisies sur les remboursements de la CNS :**

Am Rapport 2020 vum Ombudsman gëtt e Fall thematiséiert, an deem d'Steierverwaltung eng Saisie op d'Remboursementer vun Dokteschrechnunge gemaach huet, fir eng Steierschold bei enger Persoun anzedreiwen.

Och wann ee Remboursement vun der CNS ee Revenu duerstellt, esou ass dach ze bedenken, dass d'Remboursementer d'Zil hunn, dass keng Persoun zu Lëtzebuerg soll op medezinesch Versuergung verzichten opgrond vu Geldmangel. Saisien op de Remboursementer vun der Krankekeess kéinten d'Bierger zwéngen, manner gesondheetlech Traitementer an Usproch ze huelen an hir Gesondheet vernoléissegen ze mussen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi oft goufen an de vergaangene Jore Saisien op Remboursementer bei der CNS gemaach? Wéi vill Sue goufen hei all Joer saiséiert?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass Saisien op Remboursementer vun der CNS mat hire gesondheetspoliteschen Ziler vereenbar a moralesch vertrietbar sinn?

3. Wäert d'Regierung dofir suergen, dass d'Saisien op Remboursementer vu Krankekeesen ofgeschaaft oder begrenzt ginn?

Réponse commune (05.01.2022) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De Receveur huet vum Gesetz hier d'Obligatioun, mat alle Moyenen, déi him zur Verfügung stinn, Suen, déi dem Staat geschëlt sinn, anzedreiwen.

All Contribuabel weess iwwert den Decompte, den Extrait de compte, den Avertissement, d'Contrainte an de Commandement, deen zougestallt gëtt, iwwer seng Situatioun Bescheed. Eng eventuell Saisie ass deemno ee Moyen, dee réischt um Schluss vun enger méi laanger Prozedur steet.

Eng Saisie ka vun der Steierverwaltung bei der CNS placéiert ginn:

- wann den Employeur vum Contribuabel d'CNS ass,
- wann de Contribuabel vun der CNS indemniséiert gëtt, well d'CNS de Relais vum Patron iwwerholl huet am Fall vun enger „incapacité de travail",
- wann de Contribuabel fräischaffenden Dokter ass an d'CNS Facturen am System vum „tiers payeur" bezilt.

Wéi d'Statistik hei drënner weist, betrëfft dëst just eng limitéiert Zuel vun Eenzelfäll:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wann d'Steierverwaltung eng Saisie bei der CNS ugefrot huet, iwwerweist d'CNS hir all Betrag, dee se dem Contribuabel schëllegt, an de Limitten, déi vum Gesetz virgesi sinn, wat d'Saisissabilitéit betrëfft. Fir d'Steierverwaltung ass et dobäi net ersiichtlech, wéi eng Revenuen (Pai, Indemnitéit, Remboursement) am Eenzelfall betraff sinn.

Question 5338 (03.12.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**utilisation du logo officiel des ministères luxembourgeois :**

Les trois associations « Greenpeace Luxembourg », « Mouvement écologique » et « natur & ëmwelt ASBL » ont publié une annonce le 1er décembre dans la presse nationale qui semble vouloir induire le lecteur en erreur. En effet, l'entête de l'annonce reproduit le logo officiel des ministères luxembourgeois en changeant l'intitulé du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural en « Ministère de l'Agriculture durable ». Le ministère concerné a déjà réagi par communiqué de presse pour se distancier de l'annonce et pour dénoncer la manière de communiquer desdites associations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Est-ce légal de reproduire le logo officiel du Gouvernement pour induire le lecteur en erreur ?

- Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre compte entreprendre des démarches supplémentaires contre ces trois associations ?

- Quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre face à cette manière de communiquer ?

Réponse commune (21.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

L'usage des armoiries, emblèmes et symboles de l'État (ci-après les « emblèmes »), parmi lesquels figure le logo du Gouvernement, est réglé par les dispositions de la loi modifiée du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux qui a introduit l'article 232 bis au Code pénal.

Cet article du Code pénal, qui sanctionne l'usage à des fins non autorisées des emblèmes, est libellé comme suit :

« Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui auront fait usage à des fins non autorisées des armoiries de la Maison grand-ducale, de celles de l'État et des communes, du drapeau national, du pavillon de la batellerie et de l'aviation, ainsi que de tous écussons, emblèmes et symboles utilisés par les autorités et par les établissements publics.

Il y a usage non autorisé des armoiries et symboles visés notamment lorsqu'il est fait :

a) à des fins frauduleuses,

b) à des fins commerciales, industrielles, professionnelles ou publicitaires, sauf dans les cas prévus par les lois et règlements, ou autorisés par le Gouvernement. »

Eu égard à la disposition qui précède, le Gouvernement était tenu en vertu de l'article 23 du Code de procédure pénale, de déposer une plainte en date du 9 décembre 2021 auprès du Procureur d'État contre les trois associations suite à la publication des annonces mentionnées par l'honorable Député dans sa question.

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a par ailleurs émis un communiqué sur son site Internet sur les méthodes de communication des trois associations, dont le lien est le suivant :

https://agriculture.public.lu/de/actualites/2021/dezember-2021/landwirtschaftsminister-de-nonceiert-kommunikatiounsmethode.html

Question 5339 (03.12.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation du logo officiel des ministères luxembourgeois :**

De Mëttwoch hunn dräi ONGen aus dem Beräich Ëmwelt- a Klimaschutz hir grouss Visioun iwwert d'Neiorientéierung vun der Landwirtschaft an der Dagespress veröffentlecht. Dës Veröffentlechung ass awer ënner dem Logo vum Landwirtschaftsministère gefouert ginn, soudass de Lieser d'Impressioun krut, de Ministère hätt kommunizéiert.

De Landwirtschaftsministère huet de selwechten Dag an enger Pressematdeelung d'Kommunikatiounsmethode vun deenen dräi ugesinnenen Organisatiounen denoncéiert an huet sech vun der ëffentlecher Matdeelung distanzéiert. De Ministère fënnt et bedenklech, dass déi dräi ONGen d'Lieser bewosst wollten täuschen, fir esou hir Visioun iwwert d'Neiorientéierung vun der Landwirtschaft bekannt ze maachen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister an un den Här Minister fir Digitaliséierung stellen:

1. Wéi reagéiert den Här Landwirtschaftsminister nieft der Pressematdeelung op dës Provokatioun?

2. Weess de Ministère, wien déi Annonce opginn huet?
- Wa jo, wie war et?

3. Si Regierungslogoe geschützt?

4. Wien an ënner wei enge Konditiounen dierfe Regierungslogoe benotzt ginn?

5. Sinn de Moment Kontrollmechanismen en place, déi d'Editeuren respektiv d'Medienhaiser beim Unhuele vun Annoncen an anere Kommunikatioune vun ëffentlechen Instanze mussen applizéieren?
- Wa jo, wéi gesinn dës Kontrollmechanismen aus?
- Wann net, firwat net?

6. Missten d'Annoncen an aner Kommunikatioune vun ëffentlechen Instanzen, z. B. an enger Zeitung, net an Zukunft securiséiert oder spezifesch gekennzeechent ginn?

7. Kéint sou eng Securiséierung ënner der Form vum „GouvCheck" geschéien, mat deem een iwwert de

[1] https://environnement.brussels/thematiques/mobilite/projet-remote-sensing

[2] https://lifegystra.eu/

[3] https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableViewHTML.aspx?ReportId=13503&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=7&RFPath=7049 %2c13898

Wee vun engem integréierte QR-Code zu jidder Zäit kann iwwerpréiwen, ob dat betreffend Dokument vun enger offizieller Instanz ausgestallt ginn ass oder net?
- Wa jo, wéi séier kéint dëse System implementéiert ginn?
- Wann net, firwat net, a wéi kann dann an Zukunft den uewe beschriwwene Fall verhënnert ginn?

Réponse commune (21.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1 Opgrond vum Artikel 23 vum Code de procédure pénale war d'Regierung gehalen, eng Plainte beim Procureur d'État ze deposéieren.

ad 2. D'Regierung ass net a Besëtz vun dëser Informatioun.

ad 3. De Gebrauch vun de Regierungslogoen ass geschützt duerch den Artikel 232bis vum Code pénal.

ad 4. Regierungslogoen däerfen ausschliisslech vun de Ministèren, Administratiounen a Servicer vun der Lëtzebuerger Regierung benotzt ginn. Wéi am Artikel 232bis vum Code pénal beschriwwen, ass e Gebrauch fir kommerziell, industriell, professionell oder publizitär Zwecker méiglech, wann dësen an engem Gesetz oder Reglement virgesinn oder vun der Regierung autoriséiert ginn ass. Des Weidere verbitt den Artikel 232bis e Gebrauch zu frauduléisen Zwecker.

ad 5. Den Artikel 24 vun der Verfassung verankert de Prinzip vun der Pressefräiheet: « La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie. » D'Aféiere vu Kontrollmechanisme géif an deem Sënn eng Aart Zensur duerstellen a géint d'Pressefräiheet verstoussen. D'Unhuele vun Annoncë läit domat an der Eegeresponsabilitéit vun den Editeuren.

ad 6. Annoncen, Ausschreiwungen a Kommunikatioune vun ëffentlechen Instanze sinn aktuell schonn unhand vun hire jeeweilegen offizielle Logoe spezifesch gekennzeechent.

ad 7. D'Finalitéit vu GouvCheck besteet doran, dem Bierger ze erméiglechen, d'Echtheet vun offiziellen Dokumenter, déi vum Lëtzebuerger Staat ausgestallt goufen, ze iwwerpréiwen. Bei Annoncen oder Kommunikatiounen an Zeitungen handelt et sech par contre net ëm offiziell Dokumenter, déi e bannende Charakter fir de Bierger hunn, an dësen dowéinst d'Echtheet heivunner soll kënnen iwwerpréiwen, mee ëm einfach Matdeelungen, respektiv Ukënnegungen, déi am Optrag vun enger ëffentlecher Instanz duerch en Drëtten, an dësem Fall den Editeur, publizéiert ginn. De Cas de figure ass also e ganz anere wéi deen, dee vum GouvCheck viséiert ass, soudass d'Regierung net wëlles huet, de GouvCheck och bei Annoncen an enger Zeitung unzewenden.

Question 5340 (03.12.2021) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **problèmes techniques du tram :**

Wéi et schéngt, ass et beim Tram an der Lescht zu enger Rei techneschen Incidente komm.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wat sinn d'Ursaache fir dës technesch Pannen?

- Zu wéi vill där techneschen Incidenten ass et am Laf vun de leschten dräi Joer komm?

- A wat fir engem Mooss ass et méiglech, dës Pannen ze reduzéieren?

Réponse (10.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Vun Enn November bis Ufank Dezember koum et zu insgesamt dräi gréissere Pannen um Tramsreseau, bei deenen de Betrib just nach konnt op Deelstrecken oprechterhale ginn.

Zweemol war et ee Kuerzschloss am neien Deel vum Tram um Hamilius/Avenue de la Liberté, deen d'Stroumversuergung ënnerbrach huet an eemol war et ee Pantograph, deen net eropgaangen ass. Déi dräi Incidente goufe vun den Hiersteller an/oder Entreprisen ënnert Garantie gefléckt.

Iwwert déi dräi lescht Joer huet Luxtram follgend Panne gehat:

2019: 4 Panne mat enger Dauer vu méi wéi 1 Stonn
2020: 2 Panne mat enger Dauer vu méi wéi 1 Stonn
2021: 14 Panne mat enger Dauer vu méi wéi 1 Stonn, dovunner 11, wou d'Garantie vum Hiersteller implizéiert ass (Tram an Infrastruktur).

Den Tram ass éischter een zouverlässegt Transportmëttel, well en op sengem eegenen Tracé fiert, a manner duerch Problemer vun deenen anere Verkéiersmëttele beaflosst gëtt. Et gëtt eng zënter Joerzéngten erprouften Technik agesat, déi all néideg technesch Mëttel asetzt.

Mëtt Dezember 2020 ass den Tracé vum Tram bis op d'Gare a Betrib gaangen. An enger Ufanksphas, also wärend dem Joer 2021, sinn technesch Problemer a Panne méi héich. Kannerkrankheete verschwannen an d'Kompetenz vum Personal verbessert sech awer, soudatt déi technesch Problemer insgesamt ofhuelen an och méi séier kënne behuewen ginn.

Am Moment hunn 9 vu 27 Trammen d'Garantieperiod verlooss. Betreffend Infrastruktur ass just den Tracé Luxexpo-Stäreplaz aus der Garantie eraus.

Question 5341 (03.12.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **terrains potentiellement urbanisables :**

Récemment, Monsieur le Ministre du Logement et Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire ont présenté une étude selon laquelle le Luxembourg dispose actuellement de 5.018 ha de terrains potentiellement urbanisables, dont 3.750 ha en zones d'habitation. Ces terrains permettraient de créer 142.000 nouvelles unités de logement, pour environ 300.000 habitants.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire :

1) Selon Messieurs les Ministres, combien de ces hectares pourraient être mobilisés immédiatement ? Pour quel pourcentage de ces terrains une autorisation de construire pourrait être délivrée tout de suite, sans autre procédure à entamer ? Parmi ces 3.750 ha, quelle part des terrains est réservée pour des infrastructures publiques communales ou étatiques ?

2) Vue la crise actuelle du logement, quelles sont les raisons pour lesquelles ce potentiel n'est pas mobilisé ?

3) Par quelles mesures Messieurs les Ministres entendent-ils accélérer cette mobilisation ?

4) Cette étude a analysé le potentiel foncier disponible de 89 communes ; qu'en est-il des communes restantes ?

Réponse commune (10.01.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Le processus d'identification du potentiel foncier Raum+ permet de passer en revue chaque terrain et de l'apprécier avec les connaissances des acteurs communaux et d'estimer le développement dans le temps des terrains mobilisables immédiatement.

- Hectares mobilisables immédiatement

Pour les terrains dits « Innenentwicklungspotenziale » (terrains à l'intérieur du tissu bâti) et « Außenreserven » (terrains à l'intérieur du périmètre du PAG mais à l'extérieur du tissu bâti des localités) les communes ont ainsi été invitées à estimer le temps nécessaire avant que les travaux de construction puissent commencer, en fonction de l'état d'avancement des procédures (p. ex. les PAP, remembrement, levé ZAD, ...) et de la volonté de développement des propriétaires.

D'après ces estimations, 419 ha des 5.018 ha de l'ensemble des terrains disponibles (toutes zones confondues au sein du PAG) peuvent être mobilisés immédiatement. En prenant en compte uniquement les zones destinées à l'habitat (3.732 ha), à savoir les zones d'habitation et les zones mixtes et d'après les estimations des communes, 265 ha seront développés immédiatement.

- Pourcentage des terrains pour lequel une autorisation de construire pourrait être délivrée tout de suite, sans autre procédure à entamer

Les terrains pour lesquels une autorisation de construction pourrait être délivrée tout de suite sans autre procédure à entamer correspondent aux « Baulücken ». Au sein des zones destinées à l'habitat (donc les zones d'habitation et les zones mixtes), 618 ha de Baulücken ont été identifiés. Elles correspondent à 16,6 % de l'ensemble de la surface destinée à des fins d'habitation.

Pour les Baulücken, vu leur grand nombre, les communes n'ont pas estimé le début des travaux pour chaque Baulücke, mais elles se sont limitées à estimer l'intérêt des propriétaires à les développer ou à les vendre. Les Baulücken pour lesquelles les communes ont estimé que les propriétaires sont intéressés à les développer ont été retenues dans la catégorie des terrains qui pourraient être développés immédiatement.

D'après les estimations de l'intérêt des propriétaires réalisées par les communes, 160 ha d'entre elles pourraient être construites directement vu que les propriétaires sont intéressés à développer ou à vendre le terrain (correspondant à 60,4 % des 265 ha qui pourraient être mobilisés immédiatement selon les estimations des communes).

- Parmi les 3.750 ha, quelle part des terrains est réservée pour des infrastructures publiques communales ou étatiques

Les 3.732 ha disponibles pour l'habitat sont intégralement localisés dans les zones d'habitat et les zones mixtes. Les terrains réservés pour les infrastructures publiques communales et étatiques sont localisés dans les zones de bâtiments et d'équipements publics. L'ensemble des terrains disponibles dans ces zones s'élève à 325 ha. La part des terrains disponibles pour l'habitat parmi l'ensemble des terrains disponibles, toutes zones confondues (5.018 ha), s'élève ainsi à 74,4 % et la part des zones de bâtiments et d'équipements publics s'élève à 6,5 %.

ad 2) 85 % des terrains peuvent être mobilisés directement sans obstacles juridiques ou physiques (par exemple des risques de glissements de terrains, d'inondations, difficultés topographiques, etc.). Les communes ont estimé que pour 42 % de la surface disponible pour l'habitat, les propriétaires sont intéressés par un développement ou une vente. Cette moyenne présente un faible niveau d'intérêt pour le développement de la part des propriétaires de type personne physique : les propriétaires physiques ne sont intéressés uniquement par un développement que pour 23 % des surfaces qu'ils détiennent. Avec 64,2 % de la surface disponible pour l'habitat, les personnes physiques sont le propriétaire majoritaire. 20 % des terrains disponibles appartiennent à des sociétés privées, et 13,5 % aux propriétaires publics et parapublics (État, communes, fonds). Pour les propriétaires privés, des raisons pour ne pas mobiliser les terrains peuvent p. ex. être les suivantes : garder les terrains pour les enfants, sécurité financière, augmentation de la valeur annuelle des terrains couplée à un manque d'alternative d'investissement avec un rendement aussi élevé que pour les terrains, etc.

ad 3) Encourager de manière ciblée le développement urbain vers l'intérieur n'est possible que s'il existe suffisamment de potentiels de développement à l'intérieur du tissu bâti comme alternative au grignotage des espaces verts aux bords des localités. La méthode Raum+ a d'une part été initiée pour avoir une vue d'ensemble cohérente et digitalisée des potentiels existants mais également pour sensibiliser les acteurs communaux (lors des entretiens qui ont lieu pour apprécier qualitativement ce potentiel en identifiant les obstacles à leur mobilisation) et les soutenir dans leur effort de dorénavant mobiliser plus activement ces terrains. En effet, mieux connaître les obstacles permet de mieux identifier ensemble les solutions à apporter dans le futur.

Parmi les outils et mesures mis en œuvre pour accélérer la mobilisation, il y a lieu de mentionner :

- le Pacte Logement et sa dynamique du Plan d'action local - Logement soutenu par les conseillers logement ;
- les projets de révision de l'impôt foncier, y compris le volet d'un impôts foncier national visant la mobilisation des terrains de la réserve foncière ;
- les projets législatifs dits « Baulandvertrag » ainsi que le remembrement ministériel.

ad 4) Le potentiel foncier se base sur les communes avec un nouveau PAG approuvé ou en procédure au moment de l'extraction des données. Il est prévu que les communes restantes se verront proposer une analyse au moment où elles auront un nouveau PAG.

Question 5342 (03.12.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **réserve de gaz :**

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 5155 vun der honorabeler Deputéiert Madamm Myriam Cecchetti schreift den Här Minister ënner anerem dat hei: « Le ministre a également proposé d'évaluer le fonctionnement du système de stockage de gaz naturel en Europe ainsi que la stratégie d'achat de gaz à long terme par les fournisseurs sur le marché européen. »

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Iwwer wéi héich Äerdgasreserve verfüügt Lëtzebuerg aktuell? Plangt d'Regierung eng zäitno Erhéijung vun dëse Reserven?

2. Wär Lëtzebuerg bereet, am Kader vun engem europäeschen Effort, Äerdgas op eisem nationalen Territoire ze stockéieren? Wéi eng aner méiglech Modalitéite vun enger Lëtzebuerger Participatioun gesäit den Här Minister nach bei engem „système de stockage de gaz naturel en Europe", wéi hien e proposéiert huet?

Réponse (11.01.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Fir Äerdgas a grousse Quantitéiten ze späicheren, gëtt allgemeng op ënnerierdesch Reservoiren zréckgegraff, déi duerch entspriechend geologesch Strukturen (Salzkavernen, gasdicht ofgeschlosse porös Sandschichten, ausgedéngten Äerdgasfelder ...) duergestallt sinn. Well déi geologesch Viraussetzungen zu Lëtzebuerg net gi sinn, ass et net méiglech, um nationalen Territoire vun esou ënnerierdesche Reservoiren ze profitéieren an Äerdgas a gréissere Quantitéite lokal ze stockéieren.

An der Reunioun vun den EU-Energieministeren, de 26. Oktober 2021 zu Lëtzebuerg, hunn ech d'Europäesch Kommissioun an déi Länner, déi Gasspäicher op hirem Territoire hunn, opgefuerdert, déi aktuell Strategien a Bezuch op obligatoresch Gasreserven, grenziwwerschreidend Accessibilitéit vun den Äerdgasstocken, an e gemeinsamen Äerdgasakaf dréngend ze iwwerdenken, fir datt Europa den nächste Wanter net erëm an déi selwecht Versuergungssituatioun geréit, an een net riskéiert, datt d'Gasspäicheren um Ufank vum nächste Wanter nach emol net komplett gefëllt sinn.

Question 5343 (03.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **campagne « Déi schéin Aktioun » :**

De Mobilitéitsministère huet d'Campagne „Déi schéin Aktioun" lancéiert, déi siwe verschidde Gestë presentéiert, déi mer all am Stroosseverkéier sollten uwennen. Dës Gestë goufen a siwe kuerze Videoe presentéiert. Gëschter gouf den éischte Video op Twitter gepost. D'Reaktioune waren awer anescht wéi positiv, well de Video mam Text „Quel arrêt magistraaaal. Un piéton traverse le passage piéton en fixant son smartphone sans vérifier la circulation avant de traverser." e puer Stonnen no engem schwéieren Accident zu Gonnereng virum Lycée publizéiert gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Fënnt de Minister, dass dëse Video vun der Campagne de Foussgänger, deen iwwert een Zebrasträife gëtt, als Matschëllege bei engem Accident presentéiert?

2. Fënnt de Minister, dass den Ufank vun der Campagne hätt sollen no hanne verréckelt ginn, wann een am Nachhinein weess, datt kuerz virdru bei zwee Accidenter tëschent Autoen a Foussgänger véier Kanner verwonnt goufen?

3. Wéi eng Organisatioun gouf mam Ausschaffe vun der Campagne „Déi schéin Aktioun" beoptraagt?

4. Wéi vill huet d'Ausschaffe vun dëser Campagne kascht a wéi ee Montant ass fir d'Publicitéit vun dëser Campagne virgesinn?

Réponse (22.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dës Campagne ass generell op de géigesäitege Respekt op der Strooss mateneen ausgeluecht. D'Zil vun der Campagne ass et net fir eng Persoun ze beschëllegen. Au contraire. D'Leit sollen dozou ugereegt ginn, fir am Verkéier een op deen aneren duerch Wäitsiicht a Respekt opzepassen. Dofir sinn hei am Stil vun engem Kommentar vun enger Sportsveranstaltung verschidden Zeenen nogestallt, déi kommentéiert ginn, wou en Accident oder eng geféierlech Situatioun eeben duerch de richtege Geste ka verhënnert ginn.

Wat den Zäitpunkt vun de Campagnen ugeet, esou mussen dës ëmmer mat engem gewësse Virlaf geplangt ginn, well se net mat anere Campagnë sech iwwerschneide sollen (z. B. mussen d'Panneaue laanscht d'Stroosse fräi sinn) an déi néideg Kapazitéite bei Social Media, dem Radio an der Tëlee mussen am Viraus gebucht ginn. En Datum, wéini eng Campagne leeft, gëtt also schonn 1-2 Méint am Viraus festgeluecht.

Nodeems de Sujet an den Inhalt vun der Campagne festgeluecht gi waren, goufen dräi verschidden Agencë mam Ausschaffe vu Konzepter beoptraagt. Um Enn ass de Pitch vun der Agence de communication et de marketing WILI fir déi nei Campagne zeréckbehale ginn.

De Käschtepunkt vun dëser Campagne chiffréiert sech op 185.471 Euro. Dovunner 87.205 Euro fir

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

d'Kreatioun an d'Realisatioun vun de siwe Spotten an 98.266 Euro fir d'Diffusioun an de Medien an op Social Media. La Sécurité routière ASBL huet sech mat 23.560 Euro un dëser Campagne bedeelegt, esou datt sech de Gesamtkäschtepunkt fir de Staatsbudget op 161.911 Euro chiffréiert.

Question 5344 (03.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **stock de tests rapides antigéniques :**

Am Mee goufe 5,7 Milliounen Antigeenschnelltester un Entreprisë verdeelt. Dës Tester waren e wichtegen Outil am Kampf géint de Coronavirus zu engem Moment, wou nach vill Leit net d'Méiglechkeet haten, fir sech ze impfen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schnelltester stinn dem Personal an den eenzele Ministèren nach zur Verfügung?

2. Wéi vill Schnelltester stinn dem Personal an den Établissements publics nach zur Verfügung?

3. Mengen Informatiounen no hunn d'Employéen a verschiddene Servicer vun de CFL net méi d'Méiglechkeet, op Schnelltester zréckzegräifen, well d'Tester fir Auslandsreesen (zum Beispill an Däitschland) zréckbehale ginn. Huet all Ugestallte bei de CFL nach ëmmer d'Méiglechkeet, fir e Schnelltest op der Aarbecht ze maachen? Wéi vill Schnelltester bleiwen hei nach iwwreg?

Réponse commune (03.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. De Ministère fir d'Fonction publique huet am Mee 2021 eng zentral Bestellung a Verdeelung vun Antigeenschnelltester un all d'Staatsverwaltungen organiséiert. An deem Kontext krut all Agent beim Staat 20 Schnelltester ausgedeelt.

ad 2. D'Établissements publics sinn net iwwer dës zentral Verdeelung gelaf, mee krute Schnelltester iwwer de selwechte Wee wéi privat Entreprisë geliwwert. De Ministère fir d'Fonction publique huet och do keng Informatiounen zu den aktuell bestoende Stocken.

ad 3. D'CFL hu sech zanter dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie permanent mat grousser Suergfalt ëm d'Gesondheet an d'Sécherheet vun hire Mataarbechter gekëmmert.

D'Stratégie sanitaire baséiert primär op de Gestes barrières, op der Förderung vum Teletravail, op organisatoresche Mesuren am Betrib, op enger strenger Limitatioun vun Déngschtreesen an op der Förderung vum Impfe géint de Covid-19. Déi jeeweils aktuell Mesurë goufen a Form vu enger allgemenger sanitärer Consigne fir de ganze Grupp CFL erschafft, déi ëmmer erëm a Funktioun vun der Situatioun adaptéiert an ëmgesat gëtt.

Am Kader vun dëser Strategie goufe bis elo 2.204.700 FFP1-Masken an 132.500 FFP2-Maske kaf an no an no un d'Mataarbechter vun de CFL verdeelt. Fir noutwendeg Déngschtreesen a bei „Contacts à haut risque" goufe bis elo 120 PCR-Tester vun de CFL en charge geholl.

Wärend der nationaler Campagne vun den Antigeenschnelltester am Mee 2021, hunn d'CFL zousätzlech zum Contingent, dee si vun der Regierung zur Verfügung gestallt kruten, selwer nach 38.500 Antigeenschnelltester kaf an un hir Mataarbechter verdeelt.

Opgrond vun der aktueller Dynamik vun der Covid-19-Pandemie hunn d'CFL elo nach 6.750 weider Antigeenschnelltester bestallt, déi si als Testméiglechkeet op der Aarbechtsplaz hire Servicer zur Verfügung stellen. Dëst zousätzlech zu enger Reserv, déi nach aus der Verdeelung vum Mee 2021 am Stock war.

Wéi bis elo wäerten d'CFL weider d'Evolutioun vun der Pandemie enk suivéieren an zäitno déi noutwendeg Upassunge maachen, zum beschtméigleche Schutz vun hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter.

En vue vum CovidCheck 3G an den Entreprisë sief nach erwäänt, datt de Service Santé au travail vun de CFL zënter Oktober 2021 Impfunge géint de Covid-19 fir Mataarbechter duerchféiert.

Question 5345 (06.12.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**écroulement d'un mur à Vianden :**

Viru bal fënnef Méint ass zu Veianen laanscht d'Our no bei der Bréck op der rietser Säit vum Floss eng Mauer agefall, well en Deel vun der Mauer vum Héichwaasser ewechgerappt ginn ass. Dës Mauer stäipt d'Strooss vu Veianen iwwer Biwels op Stolzebuerg.

An deem Kontext wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Ass de Schued scho vun der zoustänneger Verwaltung evaluéiert ginn?

- Wat fir Aarbechte mussen hei genee duerchgefouert ginn?

- Wéi laang wäerten dës Aarbechten héchstwarscheinlech daueren?

Réponse (20.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

No dem Héichwaasser vum 15. Juli d'lescht Joer gouf ee geotechnesche Büro mandatéiert, fir ze analyséieren, wéi d'Mauer am beschte rëm opgebaut kéint ginn an den entstanene Schued gouf op ronn 650.000 Euro evaluéiert. Dës Zomm versteet sech ouni zousätzlech Käschten, déi duerch méiglech Imprevuen ufale kéinten.

An enger éischter Phas gëtt déi bestoend Strooss Stéck fir Stéck op den Niveau vun der Our ofgebaut. Fir d'Strooss vu Veianen op Stolzebuerg ze stäipen, gëtt duerno eng klassesch Stëtzmauer am Stolbëtong gebaut. Déi nei Mauer gëtt uschléissend mat Natursteng verkleet, dat fir den initialen Aspekt nees hierzestellen.

Well awer Rëss an engem Fiels iwwert dem Beräich vun der Strooss festgestallt goufen, hu fir d'éischt misse Stabilitéitsmoossnamen am Interessi vun der Stroossesécherheet ënnerholl ginn. D'Aarbechte betreffend déi agefalle Mauer kënnen, soubal déi néideg Autorisatioune vun der Waasserverwaltung, respektiv vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, virleien, ufänken. D'Aarbechte selwer ginn aktuell op eng Dauer vun 2-3 Méint geschat.

Question 5346 (06.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **suspension temporaire par la Commission européenne de certains droits de protection des réfugiés :**

Am Artikel „Brüssel kommt Warschau entgegen" vum 2. Dezember aus dem Lëtzebuerger Wort heescht et:

„Die Europäische Kommission kommt Polen, Litauen und Lettland entgegen. Angesichts der Lage an der Grenze dieser EU-Staaten zu Belarus will die Kommission es ihnen erlauben, bestimmte Schutzrechte von Migranten vorübergehend auszusetzen. [...] Der Vorschlag der Kommission, der am Mittwoch vorgestellt wurde, folgt dem Wunsch der EU-Staats- und Regierungschefs, die Ende Oktober die Behörde dazu aufforderten, ‚Änderungen am Rechtsrahmen der EU vorzuschlagen', um sich gegen Lukaschenkos Vorgehen zu verteidigen."

Esou sollen d'Staate ganzer véier Wochen Zäit kréien, fir een Asyluntrag ze enregistréieren. Gläichzäiteg dierfen d'Demandeuren domat un den EU-Baussegrenzen an Zentre festgehale ginn, bis no 16 Wochen hir Demande soll traitéiert sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu dëser Propos?

2. Wäert d'Lëtzebuerger Regierung dëser Propos, esou wéi se elo virläit, am Conseil zoustëmmen?

Réponse commune (06.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Den Ursprong vun dëser Propositioun läit an der Instrumentalisatioun vun der Migratioun duerch de Lukaschenko-Regime. Esouwuel d'Migrante wéi Polen, Lettland a Litauen sinn hei Affer vun engem Versuch, Europa ze erpressen. Lëtzebuerg wäert sech an de Verhandlungen derfir asetzen, datt de Principe de non-refoulement, d'Recht op Asyl an d'fundamental Rechter vun de concernéierte Persoune respektéiert ginn.

D'Verhandlungen iwwert dës provisoresch Moossnamen, déi net sollen iwwer sechs Méint erausgoen, hunn eréischt am Conseil ugefaangen.

Question 5347 (06.12.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **incidents en marge de la manifestation du samedi 4 décembre 2021 contre les mesures Covid-19 annoncées par le Gouvernement :**

Am Kader vun der Demonstratioun géint d'Coronamoossname vun der Lëtzebuerger Regierung ass et de Samschdeg, 4. Dezember, an der Stad zu Forme vu Protest komm, déi net méi als „friddlech" kënne bezeechent ginn. Ënner anerem hunn Demonstrante sech virum Privathaus vun engem Politiker versammelt, eng Form vu Protest, déi och schonns an den Deeg virdrun ze bemierke war.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet:

1. Wéi ass et méiglech, datt d'Demonstrante vum 4. Dezember net dru gehënnert goufen, fir virun dem Här Staatsminister säi privat Haus ze goen? Ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Erfarunge vun deene leschten Deeg d'Regierung op dee Risiko hätte missen opmierksam maachen?

2. Op de Videoe vun der Demonstratioun vum 4. Dezember gesäit een net vill Police. Waren d'Sécherheetsmoossnamen adequat? Ware genuch Poliziste mobiliséiert? Wéi eng Léieren zitt den Här Minister aus deenen Tëschefäll bei der Demonstratioun?

Réponse (21.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Opgrond vun den Informatiounen, déi der Police zur Verfügung stoungen, ass en adequaten a verstäerte Policedispositif fir d'Manifestatioun vum 4. Dezember en place gesat ginn. Dësen Dispositif war méi grouss wéi deen déi Weekender virdrun. D'Approche war deseskaléierend, well d'Prioritéit war, datt keng Persoun zu Schued sollt kommen. Et sief och ze bemierken, datt net all Manifestatioun vun engem Organisateur ugekënnegt gi war.

No all Manifestatioun mécht d'Police en Debrief an analyséiert, wat gutt gelaf ass a wat een nach verbessere kann. Dat ass och dës Kéier esou gemaach ginn an doropshin ass notamment de Sécherheetsdispositif ronderëm verschidde Sitten nach ugepasst ginn.

Question 5348 (06.12.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **responsabilité de l'État dans le cadre des incidents en marge de la manifestation du samedi 4 décembre 2021 contre les mesures Covid-19 :**

Am Kader vun der Demonstratioun géint d'Coronamoossname vun der Lëtzebuerger Regierung ass et de Samschdeg, 4. Dezember, an der Stad zu Forme vu Protest komm, déi net méi als „friddlech" kënne bezeechent ginn. Ënner anerem hu Randaléierer, deenen hir Originne bis elo net bekannt sinn, d'Barrièrë vun de Chrëschtmäert ewechgerappt an dobäi aner Mënschen erféiert. De Staat konnt d'Sécherheet vun de Forainen a vun de Leit net garantéieren, an doduerch konnt et zu dësem Tëschefall kommen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Staatsminister:

- Ass den Här Staatsminister der Meenung, datt mat dësem Tëschefall d'Responsabilitéit vum Staat engagéiert ass? Wa jo: Kann den Här Staatsminister preziséieren, ob d'Foraine fir hire Verdéngschtausfall vum Staat wäerten dedommagéiert ginn?

Réponse (21.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Fir d'Responsabilitéit vum Staat ze engagéieren, mussen eng Rei Konditiounen erfëllt sinn, an zwar d'Bestoe vun engem Feelverhalen, engem Schued an engem Kausalzesummenhang tëscht dësen zwee. Der Regierung leien am Moment keng Elementer vir, déi d'Erfëlle vun dëse Konditioune géife beleeën.

Question 5349 (06.12.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **conservation des données :**

Am Summer vun dësem Joer huet d'EU-Kommissioun d'Memberstaaten am Dossier iwwert d'Vorratsdatespäicherungen ëm Stellungname gebieden.

Konkreet goung et ëm d'Fro, wéi eng vun de follgenden Optiounen de Staaten am passendsten erschénge géifen, fir sech den Urteeler vum Europäesche Geriichtshaff ze konforméieren:

- Policy approach 1: no EU initiative,
- Policy approach 2: non-regulatory initiative on data retention (i. e. recommendation or guidance from the Commission),
- Policy approach 3: regulatory initiative on data retention

Approach 3(a): generalised retention of traffic and location data for national security purposes,

Approach 3(b): targeted data retention of traffic and location data for serious crime and serious threats to public security (and, a fortiori, safeguarding national security), Approach 3(c): expedited retention (quick-freeze) of traffic and location data for serious crime and the safeguarding of national security,

Approach 3(d): generalised retention of IP addresses assigned to the source of an Internet connection for serious crime and serious threats to public security,

Approach 3(e): generalised retention of civil identity data to fight crime and public security threats in general.

Lëtzebuerg huet sech a senger Äntwert un d'Kommissioun, déi vu statewatch.org publizéiert gouf, fir d'Approche N° 3 ausgeschwat, awer ouni weider drop anzegoen, ob d'Optioun a, b, c, d oder e favoriséiert géif ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Firwat huet d'Regierung net vun der Chance profitéiert, hir Meenung der Kommissioun méi detailléiert duerzeleeën?

2. Wéi steet d'Regierung zu de Proposen 3(a)-(e)?

Réponse (17.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Lëtzebuerg huet an dëser Stellungnam, mee och bei anere Geleeënheeten, eng kloer Preferenz fir e gemeinsamen europäesche Kader ausgedréckt. Dëse Kader muss konform si mat der europäescher Jurisprudenz vun der CJUE.

Wéi dat schonn a viregten Äntwerten op parlamentaresch Ufroe gesot ginn ass, lafen déi Aarbechten den Ament um Niveau vun den europäeschen Institutiounen, mee och Lëtzebuerg schafft un enger Gesetzesännerung, fir komplett konform mat den Arrête vun der CJUE ze sinn.

Am Kader vun hiren Aarbechte schéckt déi europäesch Kommissioun reegelméisseg Questionnairen un d'Memberstaaten. Déi Questionnairen déngen der Kommissioun als Diskussiounsbasis an déi eenzel Elementer aus de Questionnairë ginn dann an de spezifeschen Aarbechtsgruppen, an deene Lëtzebuerg och vertrueden ass, méi am Detail beschwat.

D'Lëtzebuerger Regierung huet der Kommissioun ëmmer op hir Questionnairë geäntwert an hiren Input ginn an och am Kader vun de Reuniounen, wéi zum Beispill de JAI-Reuniounen, wou sech d'Justizministeren treffen, d'Positioun vum Land kloer duergeluecht.

ad 2. D'Punkten 3(a) bis (e) si keng Propose vun der Europäescher Kommissioun, mee reflektéiere méiglech Pisten, déi d'Urteeler vum Europäesche Geriichtshaff vum 6. Oktober 2020[4] virginn.

Déi verschidden Approchë schléissen sech och net eng déi aner aus, esou dass ee muss kucke jee no Kontext an Niveau vu Menace fir d'Sécherheet, wéi eng Approche fir wéi ee spezifesche Fall ugepasst ass. Et ass awer à ce stade ze fréi fir sech festzeleeën, wéi eng Pisten in fine zeréckbehale ginn.

An Erwaardung vun enger europäescher Léisung, wäert et awer zu Adaptatioune vun eiser Gesetzgeebung an dësem Beräich kommen, esou wéi d'Justizministesch dat och scho virun der Chamber ugekënnegt huet.

Fir weider Detailer zu den zwou Froe verweist d'Regierung op d'Äntwerten op follgend parlamentaresch Froen:

- Nummer 0791 vum 17. Juni 2019,
- Nummer 0813 vum 20. Juni 2019,
- Nummer 1783 vum 27. Januar 2020, an
- Nummer 4693 vum 20. Juli 2021.

Question 5351 (06.12.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**église Saint-Laurent de Diekirch :**

La vieille église Saint-Laurent de Diekirch, classée monument national en date du 13 septembre 1978, est la propriété de la Ville de Diekirch. Elle figure sans nul doute parmi les édifices les plus intéressants du pays. Ses fondements remontant à l'antiquité, elle se distingue par des témoins bâtis de l'époque romaine jusqu'au XX[e] siècle. Ses peintures murales ont été réalisées à partir du XIV[e] siècle.

À l'heure qu'il est, son intérieur se présente dans un aspect fort déplorable. En effet, des analyses effectuées par des experts en 2019 révèlent de multiples dégâts, dont de nombreuses fissures dans le crépi et les peintures (fresques). Des éléments de la voûte risquent de se détacher et sa statique se trouve dans un état critique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Est-ce que les responsables du Service des sites et monuments sont au courant de la situation ?

2) Quelles sont les mesures d'urgence prévues pour éviter la progression du délabrement, voire d'éventuels accidents ?

3) Dans quelle mesure les autorités étatiques collaborent-elles avec le propriétaire afin de redresser la situation et de donner à ce monument classé un aspect digne de son importance historique, architecturale et artistique ?

Réponse (22.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

L'église St. Laurent de Diekirch étant classée monument national par arrêté du 13 septembre 1978, un

[4] Et handelt sech ëm d'Uerteler N° C-511/18, C-512/18 an C-520/18 an der Affaire „Quadrature du net, French Data Network, Ordre des barreaux francophones et germanophone".

suivi est mené depuis par le Service des sites et monuments nationaux en ce qui concerne l'état de la conservation de l'église qui, à ce jour, n'est pas en situation de délabrement. En 2019 a eu lieu une intervention au niveau de la charpente, des voûtes et des peintures murales. Ces interventions ont été de surcroît subventionnées par le Ministère de la Culture.

Ainsi, au niveau de la charpente, les abouts d'entraits des fermes sur le bas-côté sud ont été renforcés, suite à une étude statique. Les pierres de taille (pieds de gerbe, voussoirs, clés) ont été stabilisées. Au préalable, un sondage au niveau des clés de voûte et des arcs doubleaux a été mené. Des jauges numériques ont été placées sur les fissures pour surveiller l'ouverture. Les peintures murales ont été ponctuellement consolidées au niveau des interventions concernant les pierres de taille.

Le Service des sites et monuments nationaux a encouragé le propriétaire de l'église à faire dresser une analyse complète de l'église, concernant le bâti avec ses peintures murales et ses vitraux, mais aussi au niveau de son climat et de son mobilier dont l'orgue. D'ailleurs, une étude climatique a déjà été mise en place par la commune suite au conseil du Service des sites et monuments nationaux.

Question 5352 (06.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **transport d'animaux :**

Eng parlamentaresch Enquêtëkommissioun vum Europaparlament ass zur Konklusioun komm, datt déi bestoend EU-Virschréfte fir Déierentransporter aus dem Joer 2005 a verschiddene Länner vun der Unioun net uerdnungsgemääss applizéiert goufen a ginn. Dofir sollen dës Virschréften an Zukunft reforméiert a verschäerft ginn (Quell: „Transportzeit für Tiere begrenzen"; „Tageblatt" vum 3. Dezember 2021).

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wéi oft et hei am Land säit Akraafttriede vun de mentionéierten EU-Virschréften zu Verstéiss géint dës Virschréfte komm ass? Wéi goufen dës Verstéiss sanktionéiert? Ass dru geduecht, dës Sanktiounen an Zukunft ze verschäerfen? Wa jo, a wéi enger Form?

2. Gëtt et Transportbetriber, déi säit 2005 hir Zouloossung hei zu Lëtzebuerg verluer hunn? Wa jo: Kann den Här Minister erklären, aus wéi enge konkreete Grënn dës Betriber hir Zouloossung verluer hunn?

3. Bitt d'Regierung Weiderbildungsmoossname fir d'Personal aus dem Secteur vun den Déierentransporter un? Wa jo, wéi héich ass d'Zuel vun de Participanten un deene Weiderbildungen?

4. Iwwer wéi eng Technologië verfüügt d'Regierung, fir d'Duerchsetzung vun de bestoenden EU-Virschréfte fir Déierentransporter ze assuréieren?

5. Kann den Här Minister preziséieren, ob d'Regierung sech derfir asetzt, dass an Zukunft déi erlaabten Transportdauer vun Déiere verkierzt, d'Zuel vun den transportéierten Déiere pro Transport reduzéiert an d'Camionen de Bedierfnesser vun den eenzelen Déierenaarte wäerten ugepasst ginn?

Réponse (07.01.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Säit dem Akraafttriede vun dem europäesche Reglement betreffend de „Bien-être animal au transport", deen um nationale Plang duerch de Règlement grand-ducal du 30 juillet 2007 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) n° 1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport ëmgesat gouf, goufen eng Rei vu klengere Verstéiss beim Transport festgestallt. D'Transportkonditioune gi vun de Veterinärsinspektere beim Depart kontrolléiert, wann et sech ëm innergemeinschaftlech Transporter resp. ëm Exporter an Drëttlänner handelt. Déierentransporter an d'Schluechthaus gi bei der Arrivée op der Plaz kontrolléiert. Momentan hu mir d'Méiglechkeet, Verstéiss un de Parquet ze mellen, deen dann déi betreffend Persoun op d'Geriicht zitéiert, fir se zu Geldstrofe resp. zu Prisongsstrofe verurteelen ze loossen.

Vu dass dëst eng komplex Prozedur ass, huet de Ministère, fir méi séier reagéieren ze kënnen, ee Règlement grand-ducal op den Instanzewee ginn, deen „avertissements taxés" haaptsächlech bei méi klenge Verstéiss virgesäit.

ad 2. Zënter 2005 huet keen Transportbetrib seng Zouloossung verluer, mee am Joer 2019 gouf d'Zouloossung vun engem Transportbetrib fir ee Mount suspendéiert, well dëse Betrib trotz schréftlecher Verwarnung e puermol Béischten transportéiert huet, déi net transportfäeg waren.

ad 3. D'Regierung selwer bitt keng Weiderbildungscoursen un, mee approuvéiert de Contenu vun esou Coursen, déi engersäits vu Veterinäre fir déi Leit ofgehale ginn, déi bedéngt duerch hir Aktivitéiten e „Certificat d'aptitude au transport" brauchen, an anerersäits vun de Proffen aus der Akerbauschoul fir d'Studenten ofgehale ginn, fir ze garantéieren, dass all Jongbauer bei sengem Ofschloss esou e Certificat d'aptitude au transport huet. Iwwert déi méi wéi zéng Joer, wou déi Coursen ofgehale ginn, hunn e puer honnert Leit dee Certificat mat Succès ofgeschloss.

ad 4. D'Kontrolle vun den Déierentransporter ginn engersäits vun der Veterinärsinspektioun an anerersäits vun der Douane duerchgefouert, well si befuugt ass, Transporter op der Strooss unzehalen, fir verschidde Kontrollen am Kader vum Transport duerchzeféieren.

D'Douane verfüügt hei z. B. iwwert eng Wo, déi et erlaabt, e Gefier ze weien, fir ze kontrolléieren, dass d'Maximalgewiicht vum Gefier net iwwerschratt ass, wat awer net automatesch bedeit, dass an deene Fäll déi zougeloossen Zuel vun Déieren ze héich ass. Déi eventuell Ursaache mussen dann op der Plaz evaluéiert ginn.

Ausserdeem huet d'Douane och d'Méiglechkeet, d'Fahrtenschreiber ze kontrolléiere fir festzestellen, ob déi maximal Faartdauer souwuel fir d'Chauffere wéi och fir d'Déiere respektéiert ass.

D'Veterinärsinspektere kontrolléieren haaptsächlech beim Depart, ob d'Déieren transportfäeg si resp. bei der Ankunft am Schluechthaus, ob d'Déiere keng Blessuren hunn, déi op e schlechten Transport zeréckzeféiere kéinte sinn.

D'Veterinären hunn, bedéngt duerch hir Formatioun, déi néideg Kenntnisser, fir dëst kënnen ze jugéieren.

ad 5. De Moment gëtt et en Untersuchungsausschoss vum Europaparlament, dee sech mam Theema „Déierentransporter" beschäftegt a festgestallt huet, dass déi europäesch Reglementatioun eng ganz Rei Schwaachstellen huet, an duerfir der Kommissioun recommandéiert, hei aktiv ze ginn a Verbesserunge vun der Gesetzgeebung ze proposéieren. An deem Kader gouf et am Dezember eng Konferenz mat der Lëtzebuerger Presidentin vun deem Ausschoss, engem auslänneschen Expert wéi och de Jongbaueren, déi jo op dësem Gebitt eng Rei Fuerderunge via eng Petitioun un d'Regierung gestallt hunn. De Landwirtschaftsminister, deen un der Konferenz deelgeholl huet, huet a senger Ofschlossried betount, dass hien, wéi schonn an der Vergaangenheet, och an Zukunft bei deene verschiddene Geleeënheeten, z. B. am Kader vum Agrarconseil, all Initiativen ënnerstëtzt, déi zur Verbesserung vum Bien-être animal beim Transport bäidroen (d'Transportdauer op aacht Stonne reduzéieren, d'Equipementer vun den Transportgefierer de jeeweilegen Déierenaarten upassen an doduerch d'Konditioune beim Transport verbesseren). D'Kommissioun huet och ugekënnegt, dass si am Laf vum Joer 2023 verschidde Gesetzespropose virschloe wäert, fir de Bien-être animal am Allgemengen, och op déi vill verschidden Déierenaarte bezunn, awer haaptsächlech beim Transport, ze verbesseren.

Question 5354 (07.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **réaménagement de la place de la Constitution :**

Am Kader vun der Demonstratioun géint d'Coronamoossname vun der Lëtzebuerger Regierung ass et de Samschdeg, 4. Dezember, an der Stad zu Forme vu Protest komm, déi net méi als „friddlech" kënne bezeechent ginn. Ënner anerem hu Randaléierer, deenen hir Originne bis elo net bekannt sinn, een nationaalt Monument entweit.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten:

Kann den Här Minister preziséieren, ob - am Kader vum geplangte Reamenagement vun der „Place de la Constitution" - d'Monument vun der „Gëlle Fra" baulech revaloriséiert a besser protegéiert wäert ginn? Ass dru geduecht, och an der Suerg ëm d'Dignitéit vum Monument vun der „Gëlle Fra", fir an Zukunft méi selektiv bei deene Manifestatiounen an Evenementer ze sinn, déi op der Place de la Constitution kënnen organiséiert ginn?

Réponse (29.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Kader vum geplangte Reamenagement vun der „Place de la Constitution" ass virgesinn, d'Monument duerch eng nei Gestaltung vun der Plaz an évidence ze setzen, fir seng wichteg symbolesch Funktioun ze ënnersträichen.

Aktuell besti keng Iwwerleeungen iwwert eventuell baulech Protektiounsmoossnamen.

All Ufro fir Manifestatiounen oder Evenementer op der Place de la Constitution gi grondsätzlech am Virfeld analyséiert, iert een Accord fir d'Plaz selwer vun der Stroossebauverwaltung a fir den Entourage vun der Gëlle Fra vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten ausgestallt gëtt.

Question 5356 (07.12.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **situation politique actuelle au Myanmar :**

Malgré la victoire de son parti aux élections législatives, l'ancienne dirigeante en Birmanie, Aung San Suu Kyi, avait été arrêtée lors du coup d'État de l'armée birmane en février 2021. Ce lundi 6 décembre 2021, inculpée pour incitation aux troubles et au « soulèvement », Aung San Suu Kyi fût condamnée à quatre ans de prison. Outre une violation des mesures sanitaires en temps de pandémie, l'ancienne dirigeante civile fait face à d'autres accusations telles, entre autres, la corruption et la fraude électorale. L'ancien président du Myanmar a également été condamné.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est la situation politique actuelle au Myanmar ?

2) La communauté internationale juge-t-elle légitime le procès mené par la cour pénale de Naypyidaw ? Quelles conséquences pourraient, le cas échéant, être tirées de cette évolution ?

3) Quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre face à ces procès ?

Réponse (07.01.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Myanmar est paralysé par des manifestations, des grèves et des violences depuis que l'armée birmane a renversé, le 1er février 2021, le Gouvernement d'Aung San Suu Kyi, mettant ainsi fin à la transition démocratique et annulant le résultat des élections du 8 novembre 2020 remportées largement par la Ligue nationale pour la démocratie (LND). La junte a depuis formé un Gouvernement intérimaire sous l'égide du Général Min Aung Hlaing qui promet des élections en 2023 dont nul ne doute qu'elles auront vocation à dissimuler le régime militaire sous le langage et les institutions de la démocratie. La junte peine cependant à gouverner et se heurte depuis le coup d'État à une résistance populaire et armée, composée par des centaines de milices (Forces de défense du peuple - PDF) et d'organisations ethniques armées, dont certaines se sont alliées (à des degrés divergents) à un Gouvernement civil parallèle - le Gouvernement d'unité nationale (NUG) - que l'armée qualifie de « terroriste ». Depuis début novembre, la junte a accentué la pression en multipliant les arrestations, l'usage de la torture et les assassinats dans le but d'éliminer la résistance civile.

L'Association d'assistance aux prisonniers politiques confirme qu'en date du 18 décembre 2021, 1.346 civils ont été tués depuis le coup d'État. Plus de 8.100 personnes se trouvent en détention arbitraire. Plusieurs organisations de défense des droits humains et des médias ont déterminé que les abus commis par l'armée depuis le coup d'État - massifs, méthodiques et systématiques - constituent des crimes contre l'humanité. Ces crimes comprennent des assassinats, des disparitions forcées, des actes de torture, des viols et d'autres violences sexuelles, de graves privations de liberté et d'autres actes inhumains de répression contre la population civile. Le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Myanmar a récemment mis en garde contre un basculement vers « davantage d'atrocités à grande échelle ». Le 26 décembre 2021, le Secrétaire général adjoint de l'ONU, Martin Griffiths, s'est dit « horrifié par les informations sur une attaque contre des civils » par la junte birmane le 24 décembre 2021 suite à la découverte de 35 corps, dont femmes et enfants, dans des véhicules calcinés dans le nord-est du pays, dans l'État de Kayah. Quatre jours après cette découverte, l'ONG Save the Children a confirmé, mardi 28 décembre 2021, la mort de deux de ses employés qui avaient été portés disparus suite à l'attaque commise par les militaires birmans.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, un nombre record de 295.700 personnes seraient déplacées à l'intérieur du pays, contraintes de fuir leurs foyers en raison de la détérioration de la situation sécuritaire et des combats intenses dans le nord-ouest et le sud-est du pays.

Mise à part l'insécurité, l'économie birmane se trouve en chute libre, les prix des produits de base s'envolent car le kyat, la monnaie nationale, s'est effondré depuis le coup d'État. Les systèmes de santé et de l'éducation se sont écroulés. La combinaison de ces facteurs risque d'être dévastatrice et pourrait mener à un niveau record les besoins humanitaires en 2022. Plus de trois millions de personnes ont désormais besoin d'une aide humanitaire. Le Programme alimentaire mondial estime que 6,2 millions de personnes au Myanmar sont menacées d'insécurité alimentaire et de faim (contre 2,8 millions avant le coup d'État) alors que la moitié de la population vit actuellement sous le seuil de la pauvreté.

ad 2) La communauté internationale, y compris l'Union européenne, a fermement condamné la condamnation d'Aung San Suu Kyi, le 6 décembre 2021, à quatre ans de prison - peine entre-temps ramenée à deux ans - pour « incitation au soulèvement » et pour avoir violé des règles relatives aux rassemblements en temps de pandémie de Covid-19. L'ancienne dirigeante civile de facto est sous le coup de plusieurs inculpations, y compris des accusations de corruption, de fraude électorale et de violation des lois sur les télécommunications (pour possession de talkies-walkies sans licence). Il n'existe aucun doute que ces accusations sont politiquement motivées et qu'elles ont pour objectif d'écarter Aung San Suu Kyi, ainsi que les autres dirigeants de son parti, définitivement de l'arène politique. Détenue dans un lieu tenu secret dans la capitale Naypyidaw, l'envoyé spécial de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) n'est pas autorisé à rendre visite à Aung San Suu Kyi. Son équipe de défense est l'unique source d'information sur les procès qui se tiennent à huis clos devant un tribunal spécial de la capitale. Depuis la mi-octobre, l'armée interdit aux avocats de la défense de parler à la presse, aux diplomates ou encore aux organisations internationales.

Dans le sillage de ces développements, le Luxembourg plaide pour un renforcement de l'engagement de l'Union européenne auprès des parties prenantes nationales et internationales et une amélioration de la coordination et de la coopération en matière d'aide humanitaire et de réponse à la crise Covid-19.

ad 3) Le Ministre se rallie entièrement aux condamnations de la communauté internationale qui dénonce un procès politique au verdict prémédité et arbitraire, qui a pour seul objectif d'exclure les dirigeants démocratiquement élus du processus de dialogue. Elle représente une nouvelle étape vers le démantèlement de l'État de droit et une nouvelle violation flagrante des droits de l'homme au Myanmar. Il est clair aussi qu'il s'agit ici d'asphyxier toute notion de liberté, de justice et de démocratie au Myanmar, pour in fine mieux asseoir le pouvoir de la junte.

De nombreuses organisations s'attèlent désormais à documenter, vérifier, répertorier et conserver des milliers d'accusations de violations des droits humains commises depuis le coup d'État - dans l'espoir que ces preuves serviront un jour dans le cadre d'éventuelles procédures pénales devant la Cour internationale de justice ou la Cour pénale internationale. C'est dans ce sens également que le MAEE engage ses efforts, notamment à travers des soutiens financiers aux opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, du service humanitaire de la Commission européenne (ECHO) ou encore d'organisations de soutien aux journalistes birmans et de défense de la liberté d'expression.

Question 5357 (07.12.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **sexe des personnes hospitalisées ou décédées en raison de la Covid-19 :**

La rétrospective de la semaine publiée par le Ministère de la Santé inclut depuis peu des informations sur le statut vaccinal des personnes testées positives ainsi que celles hospitalisées en raison de la Covid-19. Cependant, cette information fait défaut en ce qui concerne les décès.

Les chercheurs ont constaté dès le début de la pandémie qu'il existe des différences significatives dans l'évolution des infections par le Sars-CoV-2 chez les hommes et les femmes. Ainsi, il y aurait plus d'évolutions graves chez les hommes et le taux de mortalité serait même supérieur de 40 % selon l'état actuel des connaissances. Or, les informations publiées concernant les personnes testées positives, hospitalisés ou décédées ne sont pas ventilées par sexe.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel est le statut vaccinal des personnes décédées de la Covid-19 depuis juillet 2021 ventilé par tranche d'âge et par mois ?

2) Depuis le début de la pandémie, quel est le pourcentage d'hommes et de femmes hospitalisés en soins normaux, en soins intensifs et décédés ventilé par tranche d'âge, par statut vaccinal et par mois ?

Réponse (24.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Depuis juillet 2021, il y a eu 77 décès : 39 non vaccinés (y compris un partiellement vacciné) et 38 vaccinés (extraction données 15 décembre 2021).

Les données ventilées par tranche d'âge et par mois sont les suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Le pourcentage d'hommes et de femmes hospitalisés en soins normaux et en soins intensifs par statut vaccinal n'est pas disponible. En effet, les données du monitoring sont en temps réel pour la vaccination et ne correspondent donc pas au statut vaccinal de la personne au moment où elle a été hospitalisée.

Date d'extraction des données ci-dessous :

15/12/2021

Soins normaux

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Soins intensifs

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Décès

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5358 (07.12.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **vaccination « booster » pour les personnes ayant reçu le vaccin AstraZeneca :**

Den Delai fir d'Boosterimpfung fir Leit, déi mat AstraZeneca geimpft goufen, gouf bekanntlech vu sechs op véier Méint erofgesat. Déi concernéiert Leit krute mengen Informatiounen no awer nach keng Invitatioun. Och net déi, déi scho bal um Enn vum initialen Delai vu sechs Méint ukomm sinn.

Menges Wëssens goufen des Weideren AstraZeneca-Geimpfter, déi iwwer den Delai vu véier Méint eraus waren, dëser Deeg an engem Impfzentrum ofgewisen. Net, well den Undrang ze grouss gewiescht wier, mee well si besoten Invitatioun fir d'Boosterimpfung net virleeë konnten. Déi betraffe Leit goungen doropshin an den Impfbus, deen och Statioun an där Uertschaft gemaach huet. Do krute se dann och - ouni Invitatioun - déi gewënschte Boosterimpfung, nodeems se an enger File vu gutt 100 Leit hiren Tour ofgewaart haten.

D'Regierung recommandéiert och, sech beim Hausdokter impfen ze loossen. Mee och do sinn d'Waardezäite laang.

Virum Hannergrond vun der Campagne „Lëtzebuerg léisst sech impfen" wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Firwat kréie d'Leit, déi mat AstraZeneca geimpft goufen, keng Invitatioun geschéckt?

- Wéini sollen dës Leit fir d'Boosterimpfung invitéiert ginn?

- Wéi erklärt d'Madamm Gesondheetsministesch, dass an den Impfzentre keng Boosterimpfungen administréiert ginn? Och dann net, wa keen Undrang ass?

- Wéi eng Initiative plangt d'Madamm Gesondheetsministesch ze huelen, fir d'Impfkapazitéite generell a méiglechst séier eropzesetzen, d'Hausdokteren ze entlaaschten an den impfwëllege Leit d'Impfe sou onkomplizéiert wéi méiglech ze maachen?

Réponse (09.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- D'Invitatioune fir Leit, bei deenen déi zweet Impfung mat AstraZeneca iwwer véier Méint zeréckläit, goufen ugangs der Woch vum 6. Dezember 2021 verschéckt.

- Soubal den Delai vun de véier Méint no der zweeter Injektioun mat AstraZeneca, respektiv vun de sechs Méint no der zweeter Injektioun mat engem mRNA-Impfstoff iwwerschratt ass, ginn an der follgender Woch d'Invitatiounen un déi concernéiert Leit erausgeschéckt.

- D'Boosterimpfunge kënnen op Rendez-vous an all den Impfzentre gemaach ginn.

D'Impflinnen an den Impfzentre fir Leit ouni Rendez-vous sinn am Moment just fir déi Leit reservéiert, déi fir eng éischt Injektioun kommen. Dëst ass geduecht, fir virun allem d'Impfung vun deenen, déi nach guer net geimpft sinn, ze vereinfachen an domat ze förderen.

- Den Impfzenter um Findel bei der Luxembourg Air Rescue wäert e Freideg den 10. Dezember 2021 nees opgoen a wäert exklusiv Boosterimpfungen op Rendez-vous duerchféieren. Den Zentrum wäert op voller Kapazitéit an den nächste Woche fonctionéieren a wäert soumat d'Offer u Méiglechkeete fir Boosterimpfunge virzehuelen erweideren.

Question 5359 (08.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests antigéniques rapides certifiés :**

D'Kanner an der Primärschoul an am Lycée maachen op fräiwëlleger Basis all Woch Schnelltester. Wann en Test dann negativ ass, kritt e Kand e PDF als Zertifikat. Dëse PDF ass awer manipuléierbar, well en nodréiglech kann editéiert ginn, dat heescht, dass zum Beispill den Numm ka geännert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Firwat sinn dës PDFen editéierbar? Wäert hei nogebessert ginn?

2. Firwat sinn dës PDFen net mat fälschungsséchere Mierkmoler wéi enger kryptographescher Ënnerschrëft versinn?

Réponse (11.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Et handelt sech bei den Zertifikater, op déi den honorabelen Deputéierte sech bezitt, effektiv ëm „normal" PDF-Formater, déi an hirer éischter Versioun mat der richteger Software konnten editéiert ginn. Neierdéngs sinn dës Zertifikater duerch e staarkt Passwuert protegéiert, grad wéi dat beim CovidCheck-Zertifikat de Fall ass.

ad 2. Et ass virgesinn, datt an Zukunft all Zertifikater mat GouvCheck ausgestallt ginn an esou per QR-Code kann iwwerpréift ginn, ob d'Dokument echt ass.

Question 5360 (08.12.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **télétravail dans la fonction publique :**

An enger Pressekonferenz den 29. November huet de Staatsminister Xavier Bettel recommandéiert, fir esou vill wéi méiglech op den Teletravail zeréckzegräifen. An der Fonction publique läit d´Empfeelung bei engem Maximum vu véier Deeg pro Woch. Laut eisen Informatioune sinn a ville Ministèrë respektiv Verwaltungen doropshin awer keng Preparatioune geholl ginn, fir dës Recommandatioun ëmzesetzen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir d'Fonction publique stellen:

- Kann den Här Minister eng Oplëschtung maache fir ze weisen, wéi vill Deeg Teletravail pro Woch momentan an de verschiddene Ministèren a Verwaltungen erlaabt sinn?

- Gëtt et an de verschiddene Ministèren a Verwaltungen eng eenheetlech Virgoensweis respektiv Kommunikatioun heizou? Wann nee, firwat net?

Réponse (05.01.2022) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Bedéngt duerch déi aktuell sanitär Kris, huet d'Regierung den 29. November 2021 recommandéiert, den Teletravail am ëffentlechen Déngscht op bis zu maximal véier Deeg an der Woch ze autoriséieren, do wou dat méiglech ass.

Et sief hei nach eng Kéier rappeléiert, datt den Artikel 19bis vum Statut vum Fonctionnaire et dem Beamten erlaabt, een Deel vu senger Aarbecht am Teletravail ze maachen, ënnert der Konditioun, datt d'Funktioun et erlaabt. Ma et ass dem Chef vun der Administratioun iwwerlooss, ob a wéi den Teletravail a senger Verwaltung kommunizéiert an ëmgesat gëtt.

Déi statistesch Informatioun, wéi vill Deeg Teletravail momentan pro Woch an de verschiddene Ministèren a Verwaltungen erlaabt sinn, gëtt vu mengem Ministère net erfaasst.

Question 5361 (08.12.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **lutte contre la contrebande :**

Récemment un automobiliste résidant en France s'est fait interpeller à Briey (F) par la police française qui a constaté que le véhicule transportait un peu plus de 1.600 litres d'alcool achetés sur le territoire du Luxembourg.

L'intéressé avait l'intention de vendre la vodka et le whisky, nettement moins chers au Luxembourg, en région parisienne et ceci avec un bénéfice appréciable.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et de Monsieur le Ministre des Finances si les autorités françaises ont pris contact avec les autorités luxembourgeoises en relation avec cette affaire ou des opérations similaires.

- Quelles sont les mesures prévues au Luxembourg pour éviter de telles actions de contrebande qui ne sont pas particulièrement positives pour l'image de notre pays ?

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations sur les canaux d'approvisionnement des auteurs de telles opérations ?

- Quelle est la procédure mise en place pour effectuer des contrôles renforcés en ce sens ? Quelle est la fréquence de ces contrôles ?

- Y a-t-il eu des opérations similaires dont les auteurs ont été interceptés par la police respectivement les agents des douanes ? Dans l'affirmative, quelle est l'étendue de ce phénomène ?

Réponse commune (11.01.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Les honorables Députés font référence à un article de presse au sujet de l'affaire concernant le transport de plus de 1.600 litres d'alcool par un résident français. L'Administration des douanes et accises n'a pas été contactée par les autorités françaises dans ce contexte.

La directive 2008/118/CE du Conseil du 16 décembre 2008 relative au régime général d'accise, transposée au Grand-Duché de Luxembourg par le règlement ministériel modifié du 18 mars 2010 portant publication de la loi belge du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise transposant la directive 2008/118/CE du Conseil du 16 décembre 2008 et abrogeant la directive 92/12/CEE en la matière, prévoit les règles à respecter pour la production, le stockage et la circulation de produits soumis à accises entre États membres.

En établissant le régime général s'appliquant aux produits soumis aux droits d'accises en vue de garantir leur libre circulation, cette directive compte parmi ses objectifs le bon fonctionnement du marché unique de l'Union européenne. Ainsi tout citoyen de l'Union européenne a le droit de s'approvisionner pour ses besoins propres de produits soumis aux accises dans l'État membre de son choix.

Pour déterminer si les produits soumis à accise sont destinés aux besoins propres d'un particulier, il y a lieu de tenir compte d'au moins deux critères :

1° le statut commercial de celui qui achète et/ou transporte ces produits et
2° la quantité des produits soumis à accises (limites indicatives).

Pour les boissons alcoolisées, la limite indicative est fixée à dix litres.

Dans le présent cas où ce seuil est largement dépassé, la quantité transportée ne peut être considérée être destinée aux besoins propres. Avant l'achat, le résident français aurait dû déclarer aux autorités douanières françaises la quantité d'alcool qu'il compte acheter et y garantir les droits d'accises respectives.

Il reste à souligner que l'infraction de contrebande n'a en l'occurrence pas été consommée sur le territoire luxembourgeois.

Depuis l'instauration du marché unique au 1er janvier 1993, mettant en place un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée et la mise en place de la directive 92/12/CEE remplacée par la directive 2008/118/CE régissant la libre circulation des marchandises soumises aux accises, il n'y a plus de contrôles douaniers aux frontières intra-UE. L'ADA effectue ses contrôles douaniers de manière intégrée, c'est-à-dire de façon multidisciplinaire, sur tout le territoire du Grand-Duché.

Un contrôle aux frontières des pays avoisinants comme jadis engendrerait non seulement un chaos de la circulation, mais serait surtout contraire aux quatre libertés fondamentales.

Avec la libre circulation des personnes, marchandises et services, et prenant en compte les ventes d'opportunité ainsi que la différence significative des taux sur les produits soumis à accises parmi les 27 États membres, il est indéniable que le cas en l'espèce n'est pas isolé. Le phénomène peut être constaté partout dans l'Union où les droits d'accises pour un produit déterminé diffèrent significativement du/des pays voisin(s).

Question 5363 (08.12.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**épuisement du personnel soignant :**

La Covid-19 risque d'épuiser le personnel soignant et pousser à bout des professionnels qui jettent l'éponge. Rien qu'au cours des deux premiers mois de la pandémie, plus de 9.000 infirmiers en Allemagne ont donné leur démission. Actuellement, un tiers des 1,8 million d'infirmiers envisagerait de quitter leur emploi dans un avenir proche et près de 30 % abandonnent prématurément leur formation.

À cause de ce manque de personnel, la Bavière a mis en place un système d'aide en créant un site Internet, sur lequel des bénévoles peuvent s'inscrire. Environ 3.900 personnes se sont déjà inscrites sur ce site.

En ce qui concerne la Belgique, le taux d'absentéisme est estimé à 30 %, ce qui correspond à une augmentation de 10 à 15 % par rapport à l'année dernière. Suite à ce manque du personnel infirmier un peu plus de 140 lits sur les 2.000 disponibles en Belgique étaient fermés pendant la pandémie.

Ces développements inquiétants dans nos pays voisins soulèvent des questions quant à la situation au Grand-Duché.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous donner plus d'informations sur le nombre d'infirmiers qui ont démissionné ou pris récemment la pension anticipée ?

2) Quels sont les taux d'absentéisme dans les hôpitaux indigènes ?

3) Madame la Ministre ne juge-t-elle pas utile de réactiver la réserve sanitaire ?

4) De quelle manière peut-on davantage sensibiliser le personnel soignant pour faire face à la crise sanitaire ?

Réponse commune (11.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) En 2019, le pourcentage des sorties du marché du travail parmi le personnel soignant des hôpitaux s'élevait à 5,3 %. Ce taux n'a guère évolué en 2020 (5,6 %), ni en 2021 (5,1 %). De même, les parts du personnel soignant parti en pension anticipée (2019 : 0,6 %, 2020 : 0,8 %) et du personnel soignant démissionnaire du secteur hospitalier (2019 : 2,1 %, 2020 : 2,1 %) sont restées stables (Tableau n° 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) En 2020, le personnel soignant occupé dans les hôpitaux luxembourgeois a affiché un taux d'absentéisme global (qui intègre les absences pour cause de maladie, raisons familiales, accident, accueil, accompagnement, maternité et dispenses pour femmes enceintes) de 8,5 %, contre 6,9 % l'année précédente (+24,1 %). En comparaison, le taux d'absentéisme global de l'ensemble des salariés du secteur privé s'est établi à 7,0 % en 2020, contre 5,0 % en 2019 (+39,6 %).

ad 3) La réserve sanitaire est toujours opérationnelle et n'a jamais été désactivée.

ad 4) Les directions hospitalières surveillent étroitement l'évolution de l'absentéisme du personnel et adaptent l'organisation interne en fonction des besoins. En fonction de ceux-ci, elles peuvent recourir à une adaptation de la durée de travail en temps partiel et aux disponibilités des ressources issues de la réserve sanitaire.

Question 5364 (09.12.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **personnel de la radio luxembourgeoise de service public 100,7 :**

Je fais suite à la question parlementaire n° 5245 du 17 novembre 2021 concernant le personnel de la radio luxembourgeoise de service public 100,7. Vu la réponse tout à fait insuffisante de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, je voudrais poser à nouveau mes questions formulées dans ma précédente question parlementaire. Je rappelle dans ce contexte que l'Établissement public de radiodiffusion socioculturelle est un établissement public qui bénéficie d'un cadre de financement étatique.

D'après mes informations, la radio luxembourgeoise de service public 100,7 fait face depuis quelques années à un renouvellement important de ses effectifs. C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1.1) Combien de personnes ont été recrutées ces cinq dernières années (par année) ?

1.2) Combien de personnes sont parties à la retraite ces cinq dernières années (par année) ?

1.3) Combien de personnes ont décidé de quitter l'entreprise ces cinq dernières années (par année) ?

1.4) De combien de personnes est-ce que la radio 100,7 a décidé de se séparer ces cinq dernières années (par année) ?

1.5) Combien de temps est-ce que les effectifs de la radio restent en moyenne auprès de leur employeur ?

2) Quelles sont les raisons de départ invoquées par les personnes qui ont décidé de quitter l'entreprise ?

3.1) Combien de personnes sont actuellement liées à la radio 100,7 via un contrat à durée déterminée (CDD) ?

3.2) Combien de personnes sont actuellement liées à la radio 100,7 via un contrat à durée indéterminée (CDI) ?

3.3) Quelle est la politique d'embauche de la radio concernant le type de contrat proposé aux nouveaux employés ?

Réponse (21.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les informations fournies par l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle font état des évolutions suivantes :

ad 1.1)

- 2021 : 8
- 2020 : 6
- 2019 : 9
- 2018 : 9
- 2017 : 14

ad 1.2)

- 2021 : 0
- 2020 : 1
- 2019 : 0
- 2018 : 3
- 2017 : 1

ad 1.3)

- 2021 : 4
- 2020 : 1
- 2019 : 1
- 2018 : 3
- 2017 : 4

ad 1.4)

- 2021 : 4
- 2020 : 1
- 2019 : 1
- 2018 : 3
- 2017 : 4

ad 1.5)

8 ans (pour les salariés sous CDI)

ad 2) Les départs trouvent pour la plupart leur origine dans la décision de changer de carrière, en dehors du monde des médias d'information. Ce phénomène est renforcé du fait que les employés d'entreprises de médias sont régulièrement démarchés par d'autres employeurs ayant des besoins de personnel dans le domaine de la communication.

Ces dernières années, il y a aussi eu plusieurs cas où les personnes concernées ont quitté la radio afin de reprendre leurs études ou parfaire leur formation.

ad 3.1)

- 8 personnes (FTE 6,3)

ad 3.2)

- 51 personnes (46,3 FTE)

ad 3.3) La radio 100,7 ne recourt en règle générale aux contrats à durée déterminée que pour couvrir des besoins en personnel ponctuels, en premier lieu pour remplacer des congés de maladie long terme, des congés de maternité ou encore des congés parentaux.

Question 5365 (09.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **réunion du conseil communal à huis clos :**

D'Artikelen 19 an 21 vum Gemengegesetz reegelen de Gebrauch vum Huis clos an de Sëtzunge vun engem Gemengerot. Am Prinzip sinn d'Sëtzungen ëffentlech, mee fir verschidde Punkten, wéi Personalfroen oder méi sensiblen Theemen, dierfen d'Sitzungen, op Decisioun vum Gemengerot, ënnert Ausschloss vun de Bierger stattfannen. Dës Decisioun muss awer am Viraus vun 2/3 vun de Memberen am Gemengerot decidéiert a motivéiert ginn.

Allerdéngs gesäit een, dass et bei der Ausleeung, wéini ee Huis clos gerechtfäerdegt ass, zu Form- a Fongfeeler kënnt. Ee Beispill dofir kann een am Urteel N° 39964 vum 31. Juli 2017 vum Verwaltungsgeriicht fannen, wou eng Decisioun, déi de Gemengerot Lëntgen an engem Huis clos getraff huet, annuléiert gouf.

Dat hënnert verschidde Gemengen awer net dorunner, fir weider de Huis clos zu verschidde Punkten unzefroen, och wann d'Motivatiounen dofir frolech sinn. D'Dispositioun vum Artikel 21 vum Gemengegesetz, wou als Ufuerderung fir ee Huis clos „des considérations d'ordre public" oder „inconvénients graves" ugefouert ginn, ass onprezis a léisst ee ganz grousse Spillraum u Méiglechkeeten a Motivatiounen zou.

Natierlech kann all Bierger viru Geriicht eng Decisioun vum Gemengerot ufechten. Allerdéngs ass de perséinleche Gewënn hei am Verhältnis zu de Käschten, déi eng Geriichtsaffär mat sech brëngt, oft marginal an erniichternd. D'Prozedure si laang an net all Bierger huet d'Mëttel, d'Zäit an d'Loscht, viru Geriicht géint d'Feeler vum Staats- oder Gemengenapparat souwéi d'Anhale vu Recht an Uerdnung ze kämpfen. Ouni d'Kontroll vum Ministère de Tutelle an der Justiz besteet de Risiko, dass d'Dispositioun vum Huis clos vu verschiddene Gemenge wéi ee Lastik iwwernotzt kéint ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gemengerotssëtzunge goufen zënter 2015, opgelëscht no Joer a Gemeng, an engem Huis clos ofgehalen?

2. Fir wéi eng Decisiounen, ofgesi vu Personaldecisiounen (Art. 19), gouf de Huis clos an deene leschte fënnef Joer am meeschten agesat? Wéi vill Mol war dëst de Fall?

3. Wat sinn, ausser Personalfroen, déi am meeschte virkommend Motivatiounen/Grënn, déi ee Huis clos rechtfäerdegen?

Aneschters gefrot: Wéi eng Grënn goufen am heefegste genannt, déi den Ufuerderunge vum Artikel 21 („pour des considérations d'ordre public ou à cause d'inconvénients graves") och gerecht goufen?

4. Existéiere gesetzlech Derogatiounen zu den Artikelen 19, 21 a 25 vum Gemengegesetz, déi dës Dispositiounen a verschiddene Fäll ausser Kraaft kënne setzen?

5. An der Gemeng Déifferdeng goufen dëst Joer mindestens dräi Sëtzungen am Huis clos duerchgefouert (2. Juni, 16. Juni a 27. Oktober), déi, wann een d'Procès-verballe vun der Gemeng nokucke geet, e puer Froen opwerfen:

1) Ware fir déi dräi Huis closen d'Konditioune vum Gemengegesetz (Artikel 19 & 21) erfëllt?

2) Wat waren hei d'Motiver, déi de Huis clos rechtfäerdegen an no wéi enger legaler Basis?

3) Falls déi gesetzlech Konditiounen net sollten erfëllt sinn, wéi eng Moossname gedenkt d'Madamm Ministesch an deem Fall ze ënnerhuelen?

6. An zwou Gemengerotssëtzunge vum 2. a 16. Juni 2021 ass an der nämmlechter Gemeng och rieds vun enger sougenannter „séance de travail non publique" vum Gemengerot, wou - dem Procès-verbal no - och Decisioune schénge geholl ginn ze sinn.

1) Wat ass d'legal Basis vun dëser Sëtzungsform vum Gemengerot an den Deliberatiounen an Decisiounen, déi an dësem Gremium getraff ginn?

2) Wéi ass séchergestallt, dass de Prinzip vun der Ëffentlechkeet vun de Gemengerotssëtzungen net duerch d'Benotzung vun esou Gremien ënnergruewe gëtt?

Réponse (21.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Inneministère féiert keng Statistiken iwwert de Gebrauch vum Huis clos, weeder iwwert d'Unzuel vun de Sëtzungen, d'Natur vun den Decisiounen, déi à huis clos stattfannen, nach iwwert d'Grënn, déi zum Huis clos féieren.

De Huis clos gëtt vun den Artikelen 19 an 21 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 organiséiert. Den Artikel 19 applizéiert sech automatesch, an de Gemengerot huet d'Fakultéit fir op de Huis clos zréckzegräifen, wann d'Konditioune vum Artikel 21 erfëllt sinn. Ausnamen dozou ginn et keng.

Op Nofro hin huet d'Gemeng Déifferdeng mir matgedeelt, dass et sech bei de Sëtzunge vum Gemengerot am Mount Juni 2021 ëm informell Aarbechtssëtzunge gehandelt huet, wärend deene keng Decisioune geholl gi sinn, an dass d'Sëtzung vum 27. Oktober eng ëffentlech Sëtzung war. Zu dësem Moment si mir keng Decisiounen aus der leschter Sëtzung bekannt, déi eng Mesure am Kader vun der Surveillance iwwert d'Gestioun vun der Gemeng géife fuerderen.

De Gemengerot däerf Aarbechtssëtzungen ofhalen. Decisioune kënnen awer just an deene Gemengerotssëtzunge geholl ginn, déi konform zu de Bestëmmunge vum Gemengegesetz aberuff an ofgehale ginn. Prinzipiell sinn dat ëffentlech Sëtzungen, a just an deene vum Gesetz limitéiert opgezielte Fäll kann eng Sëtzung oder en Deel vun enger Sëtzung à huis clos ofgehale ginn.

Question 5366 (09.12.2021) de **MM. Fred Keup** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant l'évaluation des incidences sur l'**environnement dans le cadre de la construction d'un pont pour cyclistes :**

Et ass eis zu Ouere komm, datt Äre Ministère am Kader vum Bauprojet vun enger Passerell fir Foussgänger a Vëlosfuerer iwwert dem Neiduerf (tëscht de Quartieren Zens an Weimeschhaff) keng Ëmwelt-Impakt-Studie duerchféiere wëll.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Ass deem wierklech esou, datt de Ministère an dësem Fall keng Ëmwelt-Impakt-Studie mécht?

2. Gesäit net d'Direktiv 2011/92/UE vum 13. Dezember 2011 vir, datt e Projet ewéi dës beliichte Passerell als Stroossebauprojet respektiv als „aménagement urbain" am Sënn vun der Annex II misst ugesi ginn, an deemno eng Etüd néideg ass?

3. Wësst Dir Bescheed, datt op dem Site d'Presenz vum Uhu („Bubo bubo"), och nach „hibou grand-duc", nogewise ginn ass? Ass déi Aart net bedrot a speziell duerch d'Direktiv 2009/147/CE vum 30. November 2009 explizitt geschützt?

4. Ass dee Schutzstatus iwwerhaapt mat deem Bauprojet an Aklang ze brëngen?

Réponse (11.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De legale Kader fir Ëmwelt-Impakt-Studien („évaluation des incidences sur l'environnement" - EIE) gëtt gesat vum modifizéierte Gesetz vum 15. Mee 2018 („loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement"). Am Artikel 6 vun deem Gesetz ass festgehalen, dass de Maître d'ouvrage zoustänneg ass fir en Ëmweltrapport („rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement") ze erstellen, wann de Projet ënnert d'Dispositioune vum modifizéierte Gesetz vum 15. Mee 2018 fält.

ad 2. D'Direktiv 2011/92/UE ass mat dem modifizéierte Gesetz vum 15. Mee 2018 nei an d'Lëtzebuerger Recht ëmgesat ginn. D'Nomenclature vun de Projeten, déi ënnert dat Gesetz falen, ass am „règlement grand-ducal du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement" definéiert. Als „chantiers et travaux d'aménagement urbain" ginn do Bauprojete wéi gréisser PAPen, Zones d'activités économiques, respektiv och Centres commerciaux a Parkinge gefouert. Eng Passerell fir de Vëlo fält do net drënner. Weiderhi gëtt am selwechte Reglement eng Passerell fir de Vëlo och net als Stroossebauprojet betruecht, fir déi speziell Kritären am Reglement definéiert sinn.

ad 3. Effektiv ass säit Jore bekannt, datt am Raum vu Clausen a Grond eng Koppel Uhue reegelméisseg bréit an och am gesamte Raum nuets jot. Den Uhu ass wuel rar zu Lëtzebuerg, awer de Bestand gëtt als stabel evaluéiert, souguer mat liicht positiver Tendenz. Am juristesche Fachjargon gëtt den Erhalungszoustand vum Uhu zu Lëtzebuerg als „favorabel" agestuuft.

Den Uhu „Bubo bubo" ass wéi all an Europa wëll virkommend Vullenaarte laut der Direktiv 2009/147/CE (och Vulleschutz-Direktiv genannt), a besonnesch hirem Artikel 1, geschützt. Dëst ass och an eis national Naturschutz-Gesetzesgeebung transposéiert ginn, soudatt den Uhu wéi och seng Brutplaz integral geschützt sinn. Doriwwer eraus steet den Uhu och op der Annex 1 vu besoter Direktiv, wat bedeit, datt ee fir déi Vullenaarte muss déi beschte Schutzgebidder als Natura-2000-Gebidder ausweisen. Zu Lëtzebuerg ass dat mat den 18 identifizéierte Vulleschutzgebidder gemaach ginn an d'Ausweisung ass ofgeschloss.

ad 4. Dëst ass eng reng hypotheetesch Fro, déi zu dësem Zäitpunkt net ka beäntwert ginn.

Question 5367 (09.12.2021) de **MM. Jean-Paul Schaaf** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**augmentation de l'utilisation des salles de consommation de drogues par des non-résidents :**

Eisen Informatiounen no geet d'Zuel vu Rauschgëftkonsumenten aus dem noen Ausland, déi op Lëtzebuerg kommen, an d'Luucht. Si komme virun allem an d'Stad Lëtzebuerg, fir sech do mat Drogen anzedecken an déi och sur place, virun allem am Zentrum fir Drogenhëllef Abrigado, ze consomméieren.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet, un d'Madamm Minister fir d'Groussregioun an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Hunn déi Dammen an Häre Ministere Kenntnis vun deem beschriwwene Problem a wéi positionéiere si sech dozou?

2. Gëtt et konkreet Chifferen zu den Drogekonsumenten, déi aus dem noen Ausland reegelméisseg op Lëtzebuerg kommen?

3. Besteet en Austausch tëscht de respektive Strukture fir Drogekonsumenten zu Lëtzebuerg an an der Grenzregioun?

4. Wa jo, mat wéi enge Strukture fir Drogekonsumenten an der Groussregioun steet Lëtzebuerg a Kontakt?

5. A wéi enge Stied oder gréisseren Agglomeratiounen an eisen dräi Nopeschlänner befannen sech déi nächst Drogekonsumraim, déi mam Lëtzebuerger Modell vergläichbar sinn? Wat sinn hir Kapazitéiten a wéi si se equipéiert?

6. Wéi gesäit deen Austausch an der Praxis aus a wéi wierkt dee sech op d'Drogesituatioun zu Lëtzebuerg aus?

7. A wéi engem Mooss gëtt bei der Drogepreventioun um Niveau vun der Groussregioun zesummegeschafft?

Réponse commune (06.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région :*

ad 1. + 2. Op Nofro hi kënnen déi Responsabel vun der Struktur Abrigado déi Informatioun, op déi sech déi honorabel Deputéiert bezéien, net confirméieren. An de leschten zwielef Méint ass d'Zuel vun de Konsumenten, déi an den Abrigado kommen, méi oder wéineger stabel bliwwen an et ass zu kengem Moment eng Erhéijung vun neie Clientë festgestallt ginn an och net vun Clienten aus dem noen Ausland. Et sief des Weideren op d'parlamentaresch Fro N° 3474 vum honorabelen Deputéierten Här Fred Keup verwisen, fir méi detailléiert Informatiounen iwwert d'Hierkonft an de Wunnsëtz vun de Clientë vum Abrigado ze kréien an d'Erhiewe vun den deementspriechenden Donnéeën.

ad 3. + 4. Jo, deen Austausch besteet op villen Niveauen tëschent nationalen Ariichtungen an de Strukturen an de Grenzregioune mat Stied ewéi Saarbrécken, Frankfurt, Léck, Stroossbuerg, Paräis an Tréier, deelweis an enger reegelméisseger Form via en Aarbechtsgrupp vun den däitschsproochege Konsumraumbedreiwer, respektiv en Aarbechtsgrupp vun deene franséischsproochegen. Donieft besteet e reegelméissege Kontakt an Austausch mat deene verschiddene Konsumraimbedreiwer.

Des Weideren ass am November 2021 eng lëtzebuergesch Delegatioun vu Vertrieder aus dem Gesondheetsministère, der Gemeng Lëtzebuerg, dem Justizministère, dem Parquet, der Police granducale a Vertrieder vu spezialiséieren Ariichtungen op eng Aarbechts- an Austauschvisite op Frankfurt gefuer, fir an der hei ugeschwatener Thematik Erfarungen ze deelen a sech géigesäiteg auszetauschen. Wärend der zweedeegeger Aarbechtsvisite si follgend Ariichtunge besicht ginn:

Nachtcafé Frankfurt, Konsumraum Niddastraße, Methadon- und Heroinsubstitutiounsprogramme Frankfurt, Substitutionsambulanz Grüne Straße an Eastside, déi gréissten nidderschwelleg Drogenhëllefariichtung an der EU. En Austausch huet dann och stattfonnt mat Vertrieder vun der Staatsanwaltschaft, der Landespolizei, der Stadtpolizei an dem Drogenreferat vun der Stad Frankfurt.

ad 5. Am Ëmkrees vun 250 km vu Lëtzebuerg ginn et aktuell follgend superviséiert Drogekonsumraim, déi eng vergläichbar Offer wei Abrigado ubidden, mat follgende Kapazitéiten:

Däitschland:

- Saarbrécken: 12 Plaze fir intravenöse Konsum, 4 Plaze fir inhalative Konsum
- Bonn: 5 Plaze fir intravenöse Konsum, 3 Plaze fir inhalative Konsum
- Köln: 3 Plaze fir intravenösen/inhalative Konsum
- Frankfurt:
  • La Strada: 7 Plaze fir intravenöse Konsum
  • Niddastraße: 12 Plaze fir intravenöse Konsum, 4 Plaze fir inhalative Konsum
  • Elbestraße: 12 Plaze fir intravenöse Konsum, 5 Plaze fir inhalative Konsum
  • Eastside: 8 Plaze fir intravenöse Konsum, 2 Plaze fir inhalative Konsum

Frankräich:
- Stroossbuerg: 8 Plaze fir intravenöse Konsum, 4 Plaze fir inhalative Konsum

Belsch:
- Léck: 8 Plaze fir intravenöse Konsum, 12 Plaze fir inhalative Konsum.

ad 6. Et gëtt generell versicht gemeinsam Problemer ze identifizéieren an optiméiert Léisungsusätz ze fannen a géigesäiteg Erfarungen an déi respektiv Aarbechtsfelder afléissen ze loossen. Et geet och dorëms en „échange de bonnes pratiques" ze förderen an en A op Verännerungen an der Offer vun Drogen, neie Substanzen an am Konsumverhalen ze halen, fir op eventuell Evolutiounen esou gutt ewéi méiglech preparéiert ze sinn. Dëst geschitt iwwer Treffen an de respektiven Ariichtungen, mee och iwwert Videokonferenzen an huet ëmmer als Zil, Problemer esou fréi ewéi méiglech ze erkennen, eng Äntwert drop ze fannen an den Encadrement vun de Betraffenen ze optiméieren, wat sech deemno positiv op déi national Offer auswierkt.

ad 7. Wat d'Zesummenaarbecht an der Groussregioun am Beräich Drogen- a Suchtpreventioun betrëfft, sinn notamment follgend Initiativen, Collaboratiounen a Partneren ze erwänen:

- De Groupe de Mondorf, deen 1992 an d'Liewe geruff ginn ass, fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht am Beräich Suchtpreventioun ze erméiglechen an ze förderen. Déi interregional Partneren si follgend:

• Lëtzebuerg: Centre de prévention national des addictions (CNAPA),

• Däitschland: „Drogenhilfe Saarbrücken GmbH“, département consultation psychosociale; „Caritas Westeifel e.V.“, département prévention aux addictions (Bitburg/Allemagne),

• Belsch: ASL, Groupe de travail „Prévention aux addictions et stratégies de la gérance de la vie“ (Eupen),

• Frankräich: Service en amont Prévention des toxicomanies CMSEA (Metz-Freyming);

- MAG-Net: Promotion à la santé et Prévention aux addictions à l'école et en loisirs;

- MAG-Net 2: Réduction de risques à destination du public à consommation récréative de drogues dans la Grande Région et sensibilisation des professionnels de la santé.

Follgend Cooperatiounspartnere sinn an deem Kontext ze ernimmen:

- Lëtzebuerg: CNAPA;

- Däitschland: Gemeng Saarbrécken; d'Aktionsgemeinschaft „Drogenberatung e.V.“ Saarbrécken; Landesinstitut für Präventives Handeln (Saarbrécken); Caritas Westeifel e.V., Bitburg; Suchtberatung Trier e.V.;

- Frankräich: Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) „Les Wads“ du CMSEA (département de Moselle); Le Comité mosellan de sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des adultes (Lorraine);

- Belsch: Le Centre d'action laïque de la Province du Luxembourg (Wallonie).

Weider Cooperatiounspartner an der Groussregioun sinn:

- Streetwork Trier / Mobile Jugendeinrichtung Blue (Exzellenzhaus e.V.);

- Landeszentrale für Gesundheitsförderung Rheinland-Pfalz, LZG, Mainz;

- Wärmestube Saarbrücken.

An deem Kontext ass dann och den nationale Suchtverband ze ernimmen, deen och an der Groussregioun aktiv ass bei änleche Verbänn a Frankräich, der Belsch an an Däitschland.

Question 5369 (09.12.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **mesures de compensation dans le cadre de l'extension du tram :**

Enn Oktober gouf déi zukünfteg Tramslinn Kierchberg-Findel presentéiert. Am Kader vun de betreffenden Aarbechte gi laanscht d'Autobunn Richtung Sennengerbierg op enger Fläch vun 3,2 Hektar Beem gefällt, fir dës nei Tramstrass ze erméiglechen. Als Kompensatiounsmoossnam dozou ginn an de Gemenge Jonglënster, Luerenzweiler an Nidderaanwen Beem op enger Gesamtfläch vun 8,6 Hektar ugeplanzt.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung:

1. Sinn d'Buergermeeschtere vun deenen dräi mentionéierte Gemenge vun dëser Decisioun vum Ëmweltministère mat agebonne ginn? Wann nee: Firwat ass dat net geschitt?

2. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wat fir Parzellen an deenen dräi Gemenge fir d'Neiuplanzunge virgesi sinn?

Réponse (13.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Decisioun ass mat dem Arrêté N° CN85874 vum 26. Februar 2021, respektiv dem Complement vum 14. Juli 2021 dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Societéit Luxtram SA, souwéi als Informatioun der Ëmweltverwaltung, der Naturverwaltung an der Waasserverwaltung, matgedeelt ginn.

Den Tronçon vum Tram vum Kierchbierg op de Findel ass no de Modalitéite vum Gesetz vum 29. Mee 2009 („loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires“) autoriséiert ginn. D'Gemenge si bei der Festleeung vun de Kompensatiounsmoossnamen net agebonnen. D'Kompensatioun fënnt och net op Terraine statt, déi de Gemenge gehéieren. Et gëtt keng gesetzlech Virgab, an esou engem Fall d'Gemengen anzebannen.

Konform zum Artikel 11 vum Gesetz vum 29. Mee 2009, respektiv konform zum Artikel 18 vum Gesetz vum 15. Mee 2018 („loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement“) hunn déi zwou uewen erwäänten Decisiounen an de concernéierte Gemenge misse vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte fir 30 Deeg dem Public zougänglech gemaach ginn. An de Konditioune vun dësen Decisioune waren déi concernéiert Parzellen, an deenen d'Kompensatiounsplanzunge virgesi sinn, opgelëscht.

ad 2. D'Parzellen, op deene kompenséiert muss ginn, sinn am Arrêté vum 26. Februar 2021 an engem Complement zum Arrêté vum 14. Juli 2021 festgehalen. Et handelt sech ëm follgend Parzellen, déi all am Staatsbesëtz sinn:

- Gemeng Nidderaanwen, section D de Ernster: 727/1581 et 747/0
- Gemeng Jonglënster, section RA de Rodenbourg: 354/0, 355/0, 356/0, 358/243, 359/1, 359/2, 359/3, 359/813, 360/169, 360/170
- Gemeng Luerenzweiler, section C de Bofferdange et Helmdange: 706/1439, 724/0, 727/1158, 727/1159, 728/0 an 729/0.

An der Tëschenzäit huet de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte matgedeelt, datt et opgrond vu kontraktuellen Obligatioune vum Staat géigeniwwer engem Proprietär zu enger Ännerung komm ass betreffend den dräi Parzelle 724/0, 727/1158, 727/1159 an der Gemeng Luerenzweiler. Als Ersatz wäerten zousätzlech Terrainen an der Géigend vum Mariendall an der Gemeng Helperknapp an en neien Arrêté mat opgeholl ginn. Déi nei Terraine leien och um Lëtzebuerger Sandsteen an eegnen sech fir d'Neiuplanzung vun engem Buchebësch (Asperulo-Fagetum), deen an de Lëtzebuerger Natura-2000-Reseau mat opgeholl gëtt.

Question 5370 (09.12.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**instauration d'une zone de manifestation :**

Den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet huet haut de Moien eng Pressekonferenz ginn, an där hien ee „Zoning“ fir eventuell Demonstratioune fir dëse Weekend virgestallt huet. Am grousse Ganze kënnen Demonstratiounen tëscht dem Glacis an der Place de l'Europe stattfannen, also op der Rouder Bréck.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Si schonn Demonstranten ugemellt, déi vun dëser Regulatioun betraff sinn? Wa jo, wéi eng sinn dat?

2. Wéi mengt d'Regierung, datt dës Limitatioun vun deene betraffenen Organisateuren an interesséierte Leit opgeholl gëtt? Gëtt et Erfarungen hei am Land oder am Ausland, déi et erlaben unzehuelen, datt esou restriktiv Moossname vun deene Betraffenen akzeptéiert ginn?

3. Ass dës Zon vun der Police proposéiert ginn? Däerf déi Demonstratioun och op der Strooss an op der Tramsstreck stattfannen oder mussen d'Demonstranten déi ganzen Zäit um Trottoir vun der Rouder Bréck bleiwen? Gëtt et eng virgeschriwwe Marschrichtung oder däerfen d'Demonstranten och vun der Place de l'Europe zréck op de Glacis goen?

4. Wéi gesäit d'Regierung de Prinzip vun der Demonstratiounsfräiheet garantéiert, wann déi nëmmen op enger relativ eideler Bréck ka stattfannen? Wéi géif d'Regierung esou eng Situatioun aschätzen, wa si sech analog an engem anere Land géif ofspillen? Eng Demonstratioun soll jo en ëffentleche Charakter hunn, fir d'Leit op e bestëmmte Sujet opmierksam ze maachen. Ass an den Ae vun der Regierung dësen Ëffentlechkeetseffekt respektéiert, wann eng Demonstratioun nëmmen op enger méi oder manner isoléierter Plaz erlaabt gëtt?

5. Den Här Minister gëtt an der Press mat dësen Aussoen zitéiert: „Tëscht dem Glacis an der Place de l'Europe dierf d'Meenungsfräiheet gewäert ginn“ (RTL) an: „Die Zone zum Ausdruck der Meinungsfreiheit befindet sich zwischen dem Parkplatz Glacis und der Place de l'Europe“ („Tageblatt“). D'Meenungsfräiheet ass ee verfassungsrechtlech garantéiert Grondrecht. Gesäit d'Regierung an der geografescher Limitatioun vun der Meenungsfräiheet net eng Verletzung vun engem zentrale Grondrecht? Wat bedeit dëst fir d'Meenungsfräiheet am Rescht vum Land?

Réponse commune (06.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'„Polonaise solidaire“ a „Saturdays for Liberty“ ware fir de Weekend vum 10. bis 12. Dezember ugemellt.

ad 2. De Zoning gouf ageriicht, fir eeben dat verfassungsrechtlech garantéiert Recht op Meenungsfräiheet an d'Recht op Manifestatioun oprechtzeerhalen, mee wéinst de Virfäll vum Weekend virdrun eebe besser ze encadréieren. Et handelt sech dobäi ëm e Manifestatiounszoning, dee virgesi war, fir Ausschreidungen ze vermeiden, dat Ganzt ze cadréieren an Drëtter net zu Schued kommen ze loossen.

Et kann een dovunner ausgoen, datt d'Organisateuren an déi gutt gewëllte Manifestanten näischt dogéint haten, sech un de Zoning ze halen.

Et gëtt genuch Beispiller, datt eng gutt opgestallte Police an e Fräiraum, deen engem ginn ass, e Garant si fir friddlech Protester.

ad 3. De Sécherheetsdispositif gëtt opgrond vun den Informatiounen, déi am Virfeld vu gemellten oder net gemellte Manifestatioune bekannt sinn, vun der Police evaluéiert an decidéiert, sou wéi dëst an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 5412 erkläert gouf. D'Police ass vun der Madamm Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg gesetzeskonform requeréiert ginn, fir am Kontext vun dëse Manifestatiounen d'ëffentlech Uerdnung an d'Sécherheet vun de Bierger ze assuréieren an derfir ze suergen, datt d'Manifestante sech strikt am erlaabte Kader beweegen. Déi selwecht Autorité de police huet och den Organisateure vun de Manifestatiounen d'Oploe kommunizéiert.

Elementer, wéi d'Marschrichtung an op wéi engem Deel vun der Voie publique d'Manifestante sech dierfe beweegen, si vum Prinzip hier an der Autorisatioun vun der Stad Lëtzebuerg virzegesinn. D'Police huet d'Méiglechkeet, en Dispositif opzestellen, fir e gereegelten Oflaf ze assuréieren.

ad 4. + 5. D'Manifestatiounsfräiheet ass an der Lëtzebuerger Verfassung, souwéi och an internationalen Texter, dorënner déi europäesch Konventioun vun de Mënscherechter, garantéiert. Restriktiounen zu der Manifestatiounsfräiheet sinn ënner strikte Konditiounen erlaabt, ënner anerem, wann dës Restriktiounen e legitimmt Zil poursuivéieren, wéi zum Beispill déi ëffentlech Uerdnung oder d'Sécherheet, souwéi och d'Rechter vun anere Leit ze schützen. Esou Restriktioune kënnen d'Plaz vun der Manifestatioun betreffen, mee och den Datum oder d'Auerzäit, wärend där se ka stattfannen.

Question 5371 (09.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **santé mentale :**

A menger parlamentarescher Fro N° 4931 hat ech d'Regierung ëm Informatiounen iwwert d'Internéierung vu Patiente mat mentale Gesondheetsproblemer gefrot.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. D'Ministeren äntweren, dass de Gesondheetsministère d'Donnéeën iwwert d'Fluxen an d'Unzuel vu placéierte Patienten net zentraliséiert.

Bewäert de Gesondheetsministère et als ointeressant, e Suivi vum Zoustand vun de mentale Gesondheetsproblemer hei am Land ze maachen?

Wéi wëll de Ministère notamment kontrolléieren, ob d'Offer an d'Qualitéit vun der psychiatrescher Betreiung ausreechend ass, wa keng Analysen unhand vu bestoenden Donnéeë gemaach ginn?

2. Op meng Fro zu der Publikatioun vun den triennale Rapporten, déi d'Gesondheetsministesch der Chamber muss virleeën, äntwert d'Ministesch, dass si kee Problem gesäit, dës um Site vum Gesondheetsministère ze publizéieren. Wéini gedenkt de Ministère, domadder unzefänken, wëssend, dass d'Gesetz zënter 2009 a Kraaft ass?

Réponse (11.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. E gudden État de lieu a Suivi vun de mentale Gesondheetsproblemer ass effektiv wichteg, fir en objektive Monitoring vun de bestoenden a fir den nach noutwennegen Offeren zu Lëtzebuerg ze hunn an ze kréien. Dësen Excercice konnt zum Deel a viregte Rapporte wéi deem vum Juli 2010 « Pour une stratégie nationale en faveur de la santé mentale des enfants et des jeunes au Luxembourg - Promotion, prévention, prise en charge, intégration » oder deem vum September 2013 « Réforme de la psychiatrie et politique de santé mentale » opgestallt ginn.

De Gesondheetsministère steet am reegelméissegen Austausch mat den zoustännege Strukturen am Secteur hospitalier souwéi am Secteur extrahospitalier a versicht opgrond vun dëse Rapporten, generell Problemer ze identifizéieren, fir optiméiert Léisungsusätz ze fannen. Niewent dësem Echange gëtt och versicht, den Échange de bonnes pratiques ze förderen. Haaptobjektiv an dësem Echange ass et, d'Problemer esou fréi ewéi méiglech ze erkennen, eng Priorisatioun an d'Léisungsméiglechkeeten opzestellen, am Respekt vun den disponibele Finanzéierungsméiglechkeeten.

Den aktuelle Regierungsprogramm gesäit iwwerdeems och d'Opstellung vun engem nationale Plan Santé mentale vir. Heibäi gëtt am Virfeld en aktualiséierten État des lieux opgestallt, souwéi eng Analys vun den aktuellen Offere souwéi hir Qualitéitsstandarden.

Sécher wier ë. a. de Suivi vun den Donnéeën iwwert d'Fluxen an d'Unzuel vu placéierte Patienten interessant opzestellen. Et misst een an deem Fall allerdéngs och kloer d'Objektiver, déi dës Statistiken erfëlle sollen, definéieren. Déi concernéiert Servicer am Gesondheetsministère wäerten an deem Sënn analyséieren, wéi wäit et méiglech wier, esou Statistiken opzebereeden.

ad 2. Ier déi Rapporte publizéiert kënne ginn, musse se fir d'éischt an der Chamber presentéiert ginn. Dëst huet bis elo allerdéngs nach net stattfonnt. De Gesondheetsministère wäert an deem Sënn d'Commissions de surveillance des établissements psychiatriques mandatéieren, hir Aarbechten esou séier wéi méiglech nees opzehuelen, fir datt d'Chamber zäitno en aktuelle Rapport ka presentéiert kréien.

Question urgente 6055 (11.04.2022) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **punition collective du camp de réfugiés de Jénine en Palestine :**

L'urgence de la question s'explique par la situation tendue et dangereuse dans le camp de réfugiés de Jénine en Palestine occupée, camp qui accueille le projet « Not To Forget » de soutien psychosocial aux enfants de Jénine de l'ONG CPJPO cofinancé par le MAE. L'urgence s'explique aussi par la nécessité d'éviter une escalade de violence et des morts encore plus nombreuses. Dans un mois, il sera trop tard.

Le camp de réfugiés de Jénine est depuis longtemps la proie d'incursions régulières de l'armée israélienne. Mais, suite à l'attentat à Tel Aviv du 7 avril, l'armée israélienne est allée plus loin en encerclant la ville et le camp en guise de punition collective.

La ville de Jénine et le camp de réfugiés en particulier sont des lieux où souffrance, tristesse, traumatismes, pauvreté et désillusions s'accumulent depuis des décennies. Les jeunes ont peu de perspectives d'avenir. Aujourd'hui, l'encerclement de la ville et du camp constitue une couche de violence structurelle supplémentaire, rajoutant encore plus de souffrance inutile. Et surtout, l'encerclement de la ville constitue une punition collective totalement illégale selon le droit international et qui constitue un crime de guerre.

À cela s'ajoute que cette façon de procéder de l'armée israélienne est contreproductive parce que le cycle de haine est continuellement entretenu et que le conflit se voit ainsi perpétué sans espoir de solution.

Monsieur le Ministre n'est pas sans connaître ces violences structurelles. Elles sont profondément politiques.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Affaires étrangères :

- Quels pas est-ce que vous allez entreprendre vis-à-vis du Gouvernement israélien pour protester contre cette punition collective ?

- Est-ce que vous allez condamner ces actes comme crimes de guerre ?

- Est-ce que vous allez envisager de convoquer l'ambassadeur israélien pour lui faire part de vos protestations ?

Réponse (11.04.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Je suis profondément préoccupé par l'escalade de la violence en Israël et en Territoire palestinien occupé. Depuis le 22 mars dernier, 14 personnes ont été tuées en Israël lors de quatre attaques terroristes, dont deux ont été perpétrées par des citoyens israéliens arabes, sympathisants de Daech, et deux par des Palestiniens. Comme je l'avais souligné dans ma déclaration du 30 mars 2022, je condamne fermement cette violence aveugle et injustifiable. Je tiens à exprimer mes condoléances aux familles des victimes de ces attaques terroristes.

Je reste convaincu qu'afin de prévenir de telles attaques, il faut adresser les causes profondes de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Il ne sera pas possible de vaincre le terrorisme sans s'attaquer à la pauvreté, au manque de perspectives, aux violences structurelles et à l'injustice dont souffre la population palestinienne, et notamment les habitants du camp de réfugiés de Jénine.

Selon les médias israéliens, les autorités israéliennes ont imposé des sanctions contre la ville de Jénine, en Cisjordanie occupée, en raison du fait qu'il s'agissait du lieu de résidence de l'auteur de l'attentat du 7 avril 2022 à Tel Aviv. Par ailleurs, l'armée israélienne aurait ciblé la famille du responsable de l'attentat. En tant que puissance occupante, Israël est responsable de la protection de la population palestinienne vivant sous son occupation.

J'ai instruit mes services d'entrer en contact avec l'ambassadeur d'Israël afin de lui faire part de mes préoccupations face à ces activités des autorités israéliennes à Jénine qui, eu égard aux informations disponibles dans les médias israéliens, pourraient constituer des violations des obligations d'Israël en vertu du droit international. En vertu du droit international, et notamment de la Quatrième Convention de Genève, aucune personne protégée ne peut être punie pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement. Les peines collectives, ainsi que les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens sont interdites.

N°29
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

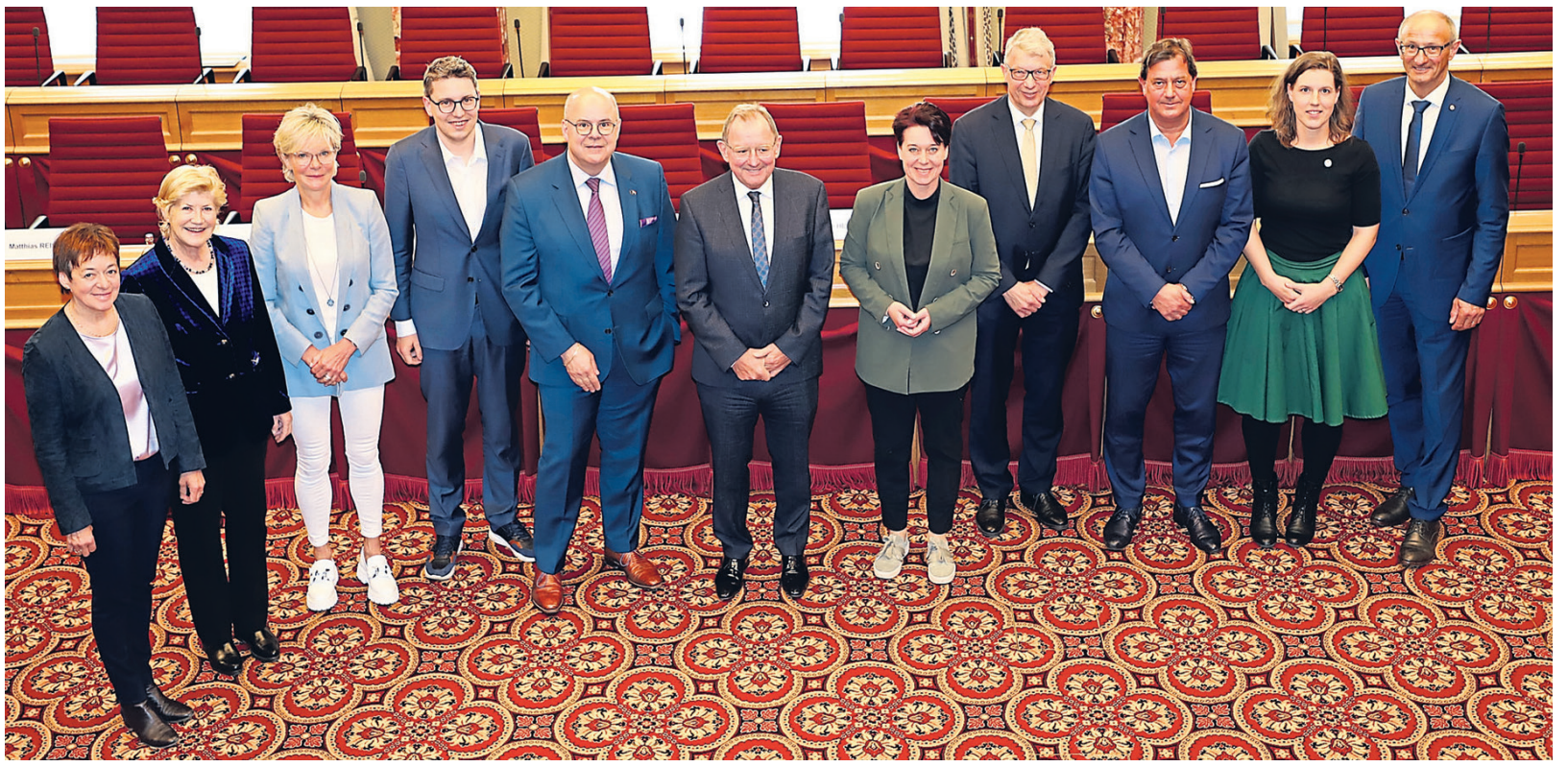
chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 29 | Session ordinaire 2020-2021

Aides en faveur du journalisme	p. 1000	Sommaire des séances publiques nos 67 et 68	p. 1035	67e séance	Jeudi 8 juillet 2021
Criminalité liée aux stupéfiants	p. 1024	Sommaire des questions parlementaires	p. Q718	68e séance	Mardi 13 juillet 2021

Visite de la Présidente du Parlement tyrolien

Relations économiques entre le Luxembourg et la région du Tyrol



La délégation luxembourgeoise en présence de Mme Sonja Ledl-Rossmann, Présidente du Landtag Tyrol (5e à droite), et de M. Anton Mattle, Landesrat de la région du Tyrol (1er à droite)

La Présidente du Landtag Tyrol, Mme Sonja Ledl-Rossmann, ainsi que le Landesrat de la région du Tyrol, M. Anton Mattle, ont eu un échange de vues le 27 avril 2022 avec les membres du Bureau de la Chambre des Députés et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile. Au cours des échanges, de nombreuses similitudes entre le Luxembourg et la région du Tyrol ont été soulignées en raison de l'esprit européen qu'ils incorporent. Cet esprit se manifeste du côté tyrolien par l'accueil d'étudiants venant du monde entier, notamment d'étudiants luxembourgeois dans la ville d'Innsbruck.

Dans son introduction, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné les relations bilatérales entre la région autrichienne et le Grand-Duché de Luxembourg qui ne se limitent pas uniquement au tourisme, mais concernent également l'économie, les investissements et la logistique. Sur ce dernier point, la Présidente du Landtag Tyrol a attiré l'attention sur les défis auxquels les habitants du Tyrol sont confrontés, à savoir un volume important de trafic de transit causé par le transport de marchandises.

Un autre sujet abordé lors des discussions concernait l'approvisionnement en énergie et la crise énergétique dans le contexte du conflit entre l'Ukraine et la Russie. « L'Autriche est très dépendante des livraisons en gaz en provenance de la Russie », a souligné M. Anton Mattle, tout en ajoutant que la région du Tyrol vise notamment l'extension de l'énergie hydraulique. « Inclure l'énergie nucléaire et le gaz dans la taxonomie verte comme le prévoit la Commission européenne n'est pas acceptable pour les Autrichiens », a répondu le Landesrat à la question d'un député.

Les interlocuteurs luxembourgeois se sont par ailleurs intéressés à la situation des réfugiés ukrainiens dans la région du Tyrol. Récemment, des orphelinats ukrainiens ont pu s'y installer, ont-ils pu apprendre au cours des discussions. Le coronavirus et la gestion de la crise sanitaire ont également été abordés. Selon les responsables tyroliens, la région a bien géré la situation, notamment d'un point de vue économique. Face aux députés luxembourgeois, M. Anton Mattle a regretté la médiatisation d'un cluster d'infections dans un village de ski au début de la pandémie.

L'Administration parlementaire recrute :

un CONSULTANT EN ORGANISATION pour le Service gestion des connaissances (m/f) (réf. CHD85S)

CDI à tâche complète - poste à pourvoir par un(e) salarié(e) de droit privé, titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5

un ATTACHÉ EN RELATIONS PUBLIQUES (m/f) (réf. CHD77S)

CDI à tâche complète - poste à pourvoir par un(e) salarié(e) de droit privé, titulaire d'un diplôme de niveau Bac+3 ou Bac+5

un ASSISTANT (m/f) pour le Service des relations publiques (réf. CHD82S)

CDI à tâche partielle (50 %), 4 heures par jour - poste à pourvoir par un(e) salarié(e) de droit privé, titulaire d'un diplôme de baccalauréat ou Bac+3

trois AGENTS D'HYGIÈNE ET DE NETTOYAGE (m/f) pour le Service achats, gestion des biens et bâtiments et sécurité (réf. CHD86S)

CDI à tâche partielle (50%), 4 heures par jour ouvrable entre 17 et 21 heures - poste à pourvoir par un(e) salarié(e) de droit privé

En cas d'intérêt, prière de scanner le code QR suivant ou de consulter le site public de la Chambre des Députés :

Remise du rapport 2021 du Centre pour l'égalité de traitement (CET)

De plus en plus de dossiers en matière de discrimination

Le rapport d'activités 2021 du Centre pour l'égalité de traitement (CET) a été remis en mains propres à M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés. Le Président du CET, M. Patrick Hurst, ainsi que la Directrice, Mme Nathalie Morgenthaler, ont été reçus le 3 mai 2022 à l'Hôtel de la Chambre pour cet acte officiel qui a lieu tous les ans.

Le CET est un organe rattaché à la Chambre des Députés dont la mission consiste à lutter contre les différentes formes de discrimination. Le nombre de dossiers traités est en constante augmentation, ont constaté les responsables du CET. 150 dossiers ont été traités en 2019 et ce nombre a été porté à 245 en 2021. Selon Mme Morgenthaler, les chiffres ont doublé au cours des cinq dernières années.

« C'est la première fois depuis 2011 que la majorité des discriminations dénoncées auprès du CET ne sont pas liées à un handicap, mais à l'origine ethnique », a souligné M. Hurst lors de la remise du rapport 2021. Ce fait pourrait s'expliquer par la médiatisation croissante des discriminations racistes et ethniques.



(de gauche à droite) M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Patrick Hurst, Président du CET, Mme Nathalie Morgenthaler, Directrice du CET, et M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint de la Chambre des Députés

Le CET en bref

Le CET est chargé d'apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination en mettant à leur disposition un service de conseil et d'orientation visant à informer les victimes de leurs droits individuels, la législation, la jurisprudence et les moyens de faire valoir leurs droits. Les missions du CET consistent également à publier des rapports, émettre des avis ainsi que des recommandations et conduire des études sur toutes les questions liées aux discriminations.

Actuellement, la Chambre des Députés travaille à la mise en place d'un cadre juridique plus précis et mieux adapté aux activités du CET.

Deux sessions plénières de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

L'APCE en faveur de l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe



Échange de vues entre la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE et la Représentation permanente auprès du Conseil de l'Europe - de gauche à droite : M. Paul Galles, M. Gusty Graas, Mme Roberta Spoto (Attachée juridique et culturelle), M. David Weis (Représentant permanent adjoint)

L'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine était à l'origine de la tenue d'une session plénière extraordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) les 14 et 15 mars 2022.

Suite à la décision du Comité des ministres du Conseil de l'Europe de suspendre la Fédération de Russie (intervenue le 25 février 2022) et d'activer la procédure prévue à l'article 8 du Statut du Conseil de l'Europe, l'Assemblée parlementaire était appelée à émettre un avis sur la question. Aux termes de l'article 8, le Comité des ministres peut inviter tout membre qui a enfreint gravement les valeurs du Conseil de l'Europe à se retirer. Si ce dernier ne tient pas compte de l'invitation, le Comité des ministres est en droit de décider de l'exclusion de cet État membre.

Lors de la session extraordinaire, l'Assemblée parlementaire a adopté un avis à une très large majorité (206 voix pour, trois abstentions, aucune voix contre) confirmant l'approche du Comité des ministres. L'avis retient que la Fédération de Russie « a commis de graves violations du Statut du Conseil de l'Europe incompatibles avec la qualité d'État membre ». Par conséquent, les membres de l'Assemblée considèrent que la Fédération de Russie « ne peut plus être un État membre de l'Organisation ». Le texte adopté demande au Comité des ministres d'appeler la Fédération de Russie à « se retirer du Conseil de l'Europe immédiatement ». Au cas où la Russie ne se conformerait pas à cette demande, l'Assemblée suggère au Comité des ministres de « fixer une date aussi rapprochée que possible » à partir de laquelle la Fédération de Russie cesse d'être membre.

Au lendemain de l'adoption de l'avis par l'Assemblée, le Comité des ministres a décidé que la Fédération de Russie cesserait d'être membre de l'Organisation.

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas (DP) et M. Paul Galles (CSV) en présentiel de même que Mme Octavie Modert (CSV) par visioconférence.

Quelles conséquences pour l'agression persistante de la Fédération de Russie ?

Les délégués des États membres de l'Assemblée ont également débattu du 25 au 28 avril 2022 des efforts à déployer pour que les autorités russes soient tenues responsables et rendent des comptes pour leurs violations du droit international humanitaire.

La réponse à donner à la guerre menée par la Fédération de Russie en Ukraine a été abordée à l'occasion de trois débats distincts. Lors d'un débat de politique générale, il a été proposé - ceci afin de lutter contre la désinformation et la propagande - de chercher davantage le dialogue avec la société civile russe et biélorusse, les journalistes indépendants et le monde académique. Un autre rapport portant sur l'usage des avoirs confisqués d'origine criminelle a résulté en un appel à l'identification au sein des États membres de biens privés ou publics russes, notamment des biens immobiliers, afin de les destiner au logement de réfugiés ukrainiens. S'y ajoute encore un débat selon la procédure d'urgence qui avait comme finalité de « veiller à ce que les responsables de violations graves du droit international humanitaire rendent des comptes ». Pour ce faire, l'Assemblée exhorte les États membres à la création d'un tribunal pénal international ad hoc ayant comme but de traduire en justice tous les auteurs de crimes de guerre.

Lutter contre l'exposition des enfants aux contenus pornographiques

Le rapport sur les dispositifs de lutte contre l'exposition des enfants aux contenus pornographiques a abouti à l'adoption à l'unanimité d'une résolution et d'une recommandation. Dans ces dernières, il est question de songer à une législation « imposant l'utilisation d'outils de vérification de l'âge à la fois aux sites Internet spécialisés dans l'hébergement de contenus pour adultes et aux médias et réseaux sociaux généralistes qui comportent des contenus pour adultes ».

Dans son intervention, le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, a prôné le rôle des parents et de l'école dans l'éducation sexuelle. Il a plaidé pour une approche détabouisant le sexe et sensibilisant un public dès le plus jeune âge. « Il faut également démythifier le sexe par une éducation adaptée, le traiter de façon ouverte et raisonnable », a-t-il dit par rapport à la voie à suivre en la matière.

Autres thématiques abordées

Il a également été délibéré sur la nécessité de renforcer le partenariat stratégique entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne (UE). Les textes adoptés recommandent la poursuite des négociations autour de la potentielle adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme, ce qui permettrait de « garantir la cohérence entre le droit de l'UE et le système de la Convention, et conduirait à un espace juridique unique ».

Dans une autre recommandation, l'APCE appelle les États membres à entamer des réflexions pour une véritable transition vers une vie indépendante pour les personnes handicapées. Des textes législatifs visant une désinstitutionnalisation progressive se distançant de la culture de placement devraient être élaborés, tout en accentuant l'inclusion et l'égalité des personnes souffrant d'un handicap. Afin de « sauvegarder et promouvoir la démocratie véritable en Europe », il a été recommandé de mettre en place une plateforme ouverte à tous sur la démocratie, qui serait alimentée par des échanges d'informations et de bonnes pratiques.

Finalement, en ce qui concerne le suivi des obligations de la Géorgie, les parlementaires ont présenté des mesures permettant de remédier aux insuffisances persistantes en matière du contrôle parlementaire, de la lutte contre la corruption ou encore des droits des personnes LGBTI+.



M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE lors de son intervention

M. Gusty Graas (DP), Président de la délégation luxembourgeoise, a participé physiquement à la session plénière. Mmes Octavie Modert (CSV) et Josée Lorsché (déi gréng), membres effectifs, y ont assisté par visioconférence.

Session plénière du Parlement Benelux

Numérisation, soutien à l'Ukraine et technologie de l'hydrogène



La Chambre des Députés était représentée par Mme Cécile Hemmen, Présidente de la délégation luxembourgeoise (2e à gauche), Mme Lydia Mutsch (2e à droite) et M. Jeff Engelen (1er à gauche) ; Mme Diane Adehm a participé à la session par visioconférence.

En marge de la récente session plénière qui s'est tenue les 25 et 26 mars 2022 au Parlement de la région de Bruxelles-Capitale, les membres du Parlement Benelux ont confirmé leur intention de renforcer la coopération en matière de numérisation, qu'ils considèrent comme une priorité, par la signature d'une déclaration commune avec l'Assemblée balte et le Conseil nordique.

Cette déclaration porte sur les opportunités qu'offre la numérisation ainsi que sur les défis qui en découlent pour les citoyens et les gouvernements. Les trois assemblées se sont engagées à travers ce texte à coopérer et à se tenir mutuellement informées des meilleures pratiques.

Après un échange de vues avec les partenaires des États baltes et du Conseil nordique sur l'agression de la Russie, les membres du Parlement Benelux ont adopté une déclaration en soutien à l'Ukraine dans laquelle ils ont condamné l'agression de la Russie tout en rappelant que l'intégrité territoriale de l'Ukraine devait être maintenue. Ils ont par ailleurs lancé un appel à la Russie à mettre fin immédiatement aux opérations militaires.

Une grande partie des débats en plénière était consacrée à la technologie de l'hydrogène et la plus-value que pourrait représenter une stratégie Benelux en la matière. Divers points nécessaires à la mise en place d'une éventuelle stratégie ont été abordés, comme la formation, l'augmentation du nombre de stations-services, l'importation de l'hydrogène liquide, les possibilités de stockage et la coopération transfrontalière. M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, a exposé la politique du Luxembourg en matière d'hydrogène, tout en se montrant très prudent en ce qui concerne le développement de la technologie de l'hydrogène. M. Turmes a rappelé que cette technologie était très énergivore et qu'elle nécessitait beaucoup d'énergie produite à partir de ressources renouvelables afin qu'elle puisse être considérée comme « verte ». Il a expliqué que l'Europe ne disposait pas d'assez d'énergie renouvelable pour produire les quantités nécessaires en hydrogène dit vert.

En outre, les parlementaires ont adopté trois nouvelles recommandations : la contribution du Parlement du Benelux à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, l'adaptation au changement climatique et la réalisation des objectifs en matière de climat dans le cadre du Green Deal et finalement la lutte contre les bureaux frauduleux d'intérim dans le Benelux.

Assermentations

Le responsable du Service des technologies de l'information, M. Damien Ghielmini, et le responsable du Service de la sécurité des systèmes d'information, M. Olivier Gérouville, ont été reçus le 29 avril 2022 par les membres de la direction de l'Administration parlementaire ainsi que la responsable du Service des ressources humaines dans le cadre de leur assermentation en tant que fonctionnaires.



(de gauche à droite) M. Olivier Gérouville, responsable du Service de la sécurité des systèmes d'information, Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe, M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général, Mme Manon Hoffmann, responsable du Service des ressources humaines, et M. Damien Ghielmini, responsable du Service des technologies de l'information

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth**
   - Exposé : M. Gilles Roth
3. **Dépôt d'une motion par Mme Viviane Reding**
   - Exposé : Mme Viviane Reding
4. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 233 du 8 juillet 2021 de M. Laurent Mosar relative à la constitutionnalité des taux d'intérêt négatifs, adressée à M. le Ministre des Finances
   - M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

   Question n° 234 du 5 juillet 2021 de M. André Bauler relative à l'octroi de primes pour l'achat d'un véhicule hybride suite aux retards de livraison accusés en raison de la pénurie de certains matériaux, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 235 du 8 juillet 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à un bataillon belgo-luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense
   - M. Fernand Kartheiser - M. François Bausch, Ministre de la Défense

   Question n° 236 du 5 juillet 2021 de M. Georges Engel relative à l'évolution et aux conclusions de l'état des lieux des projets réalisés ou entamés dans le cadre de l'étude dite « Rifkin », adressée M. le Ministre de l'Économie
   - M. Georges Engel - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

   Question n° 237 du 7 juillet 2021 de M. Sven Clement relative à la rupture de stock du cannabis médical, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
   - M. Sven Clement - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

   Question n° 238 du 7 juillet 2021 de Mme Stéphanie Empain relative à la situation des entreprises de voyages dans le contexte de la pandémie, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes
   - Mme Stéphanie Empain - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

   Question n° 239 du 8 juillet 2021 de Mme Octavie Modert relative au site gallo-romain à Dalheim, adressée à Mme la Ministre de la Culture
   - Mme Octavie Modert - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture (interventions de Mme Octavie Modert)

   Question n° 240 du 7 juillet 2021 de M. Gusty Graas relative à la proposition de la Commission européenne d'introduire une taxe sur le kérosène, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - M. Gusty Graas - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question écrite n° 4630 de M. Max Hahn concernant les passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 242 du 7 juillet 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux dangers des passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - M. Max Hahn - M. Mars Di Bartolomeo - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 241 du 8 juillet 2021 de M. Jean-Paul Schaaf relative aux étudiants résidant au Luxembourg et vaccinés contre la Covid-19 à l'étranger, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Jean-Paul Schaaf - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 243 du 8 juillet 2021 de Mme Martine Hansen relative aux tests antigéniques rapides certifiés, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - Mme Martine Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de Mme Martine Hansen)

   Question n° 244 du 7 juillet 2021 de M. Charles Margue relative au remboursement de certains traitements pour les personnes transgenres, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
   - M. Charles Margue - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
5. **Question élargie n° 107 de Mme Josée Lorsché au sujet du centre de prise en charge postaiguë de l'accident cérébral vasculaire (Nachsorgezentrum) et de la prise en charge du Long Covid**
   - Mme Josée Lorsché - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
6. **Question élargie n° 108 de M. Marc Hansen au sujet de la sécurité informatique des hôpitaux luxembourgeois**
   - M. Marc Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
7. **Question élargie n° 109 de Mme Françoise Hetto-Gaasch au sujet de la situation des personnes souffrant de troubles psychiques**
   - Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure
8. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies**
   - Exposé : M. Marc Lies
9. **7631 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel**
   - Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Roy Reding - Mme Diane Adehm (dépôt des amendements 1 et 2) - M. Pim Knaff (dépôt des motions 1 et 2) - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
   - Vote sur l'amendement 2 (rejeté) (intervention de M. Marc Goergen)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Nathalie Oberweis - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Vote sur la motion 2 (adoptée)
10. **Motion de Mme Viviane Reding relative à la possibilité des radios dites « communautaires » de pouvoir profiter du standard numérique DAB+**
    - Discussion générale : Mme Nathalie Oberweis - M. Pim Knaff
    - Vote sur la motion (rejetée)
11. **Résolution de M. Gilles Roth relative à la tenue des séances publiques sous le régime Covid-Check**
    - M. Fernand Etgen, Président
    - Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, M. Lex Delles, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech géif dann d'Wuert un déi honorabel Madamm Viviane Reding ginn fir den Depot vun enger Motioun ...

(Interruption)

Dat ass da fir méi spéit.

2. Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth

Da géif ech dem Här Gilles Roth d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer, am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Resolutioun ze deposéieren, dass ab där nächster Sitzung, dat heescht ab dem nächsten Dënschdegmëtteg, déi ëffentlech Chamberssitzungen hei an dësem Haus, dem Cercle municipal, kënnen ofgehale ginn ouni CovidCheck (veuillez lire: ouni Masken).

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- A! Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Dir musst wëssen, ...

(Interruptions)

Merci, Här Bausch, fir dee Soutien, Här Vizepremier.

Ech wëll Iech just soen, dass d'nächst Woch, esou hutt Der dat jo um Ordre du jour gesinn, dee mer de Moien zougestallt kritt hunn, net nëmmen en Dënschdeg de Mëtte Sitzung ass, mee och nach e Mëttwoch de ganzen Dag an en Donneschdeg och nach de ganzen Dag. Soudass dat eigentlech géif beinhalten, dass déi Sitzunge sech hei géife mat Masken ofhalen, an dat fir eng Dauer, déi wäit iwwer zéng, fir net ze soen zwielef Stonnen d'affilée sollten erausgoen.

Ech beruffe mech och do ganz kloer op d'Gesetz, wat eiser Liesaart no ouni Zweifel och elo schonns e CovidCheck zouléisst. Dir wësst nämlech, dass zënter dem 13. Juni fir eng ganz Rei Etablissementer oder aner Evenementer oder Manifestatiounen, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, kënne CovidChecken no de Reegelen, wéi d'Inspection générale de la santé dat virgesäit, ofgehale ginn.

Et ass fir eis och, muss ech soen, ganz éierlech gesot onverständlech, dass an Nuetsetablissementer - ech erspueren Iech do d'Lëtzebuerger Wuert, wat am Volleksmond awer do méi einfach ass, mee wou d'Leit awer besser verstinn, ëm wat et sech handelt -, a Bistroen oder a Restauranten d'Leit kënnen zesummekludderen, wa se e CovidCheck gemaach hunn, an hei ass eng Distanz vun zwee Meter an do sëtzen déi gewielte Volleksvertrieder zesumme mat de Vertrieder vun der Regierung hei mat Masken!

Ech wëll och dann drun erënneren, dass mir zougedroe gouf, dass an der Gesondheetskommissioun hirer Sitzung vum 10. Juni keen anere wéi d'Gesondheetsministesch selwer ënnerstrach huet, nämlech dass Organisatiounen, wéi zum Beispill eng Sitzung vun engem Groupe parlementaire, kéinten ofgehale gi mat engem CovidCheck. Ech wëll och net verheemlechen, an ech soen dat ganz kloer an däitlech a mir appreciéieren dat och, dass mir eng Notifikatioun gemaach hunn als CSV-Fraktioun, fir och kënne physesch present zesummenzekomme mat engem CovidCheck. Dat krute mer och ouni Problem accordéiert.

Da muss ech soen op gutt Lëtzebuergesch: Den Hummer - den Hummer! -, deen hu mer awer de Moien an der Interieurskommissioun matkritt. Ëm wat ass et gaangen? Et huet keen anere wéi den honorabele Schäffen an Deputéierten, den Här Gusty Graas, dann d'Inneministesch gefrot, ob dann eng Sitzung muer vum Beetebuerger Gemengerot kéint stattfanne mat engem CovidCheck.

D'Inneministesch huet fir d'éischt Nee gesot. An dunn hunn den Här Wolter an ech selwer, dunn hu mir nach zu e puer intervenéiert, an dunn huet se gesot, si géif sech reviréieren. Dat heescht, si huet eigentlech gesot am Ufank, et géif kee CovidCheck zougelooss ginn, a si huet dann zéng Minutten drop gesot - et sinn eng ganz Rei Leit, déi ageschalt waren -, si géif hir Meenung revidéieren, dat wier also méiglech.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir musst Iech also virstellen, dass muer den Här Graas, den Här Zeimet, d'Madamm Lorsché, Fraktiounspresidentin vun déi gréng, dass déi zu Beetebuerg am Gemengenhaus zesummekommen, a mir, mir sëtzen zu 60 hei mat Distanz an nach ëmmer mat Masken!

Wann dat jo fir Beetebuerg geet, jo, da geet et forcement an der Heemechtsstad hei vun eisem Georges Mischo zu Esch, et geet hei beim Jean-Marie Halsdorf zu Péiteng. Dat sinn alles Gemengen, wou nach méi wéi 15 Gemengevertrieder do sinn. An et geet virun allem och an der Stad Lëtzebuerg mat 27 gewielte Gemengevertrieder! Dat heescht, déi kënnen alleguerten ouni Mask eng Gemengerotssitzung ofhalen, wa se CovidCheck ugefrot hunn. Ech kéint mer virstellen, dass se dat maachen. A mir missten dann hei als gewielte Volleksvertrieder d'nächst Woch nach alleguerten zesummekomme mat Masken.

Aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, also dass souwuel Bistroen, souwuel Gemengerotssitzunge wéi och aner Evenementer mat CovidCheck kënne stattfannen, si mir der Meenung, dass och eng ëffentlech Chamberssitzung, dass dat, wann Der sot, dat wier en Etablissement ... Et ass jo dat d'Liesaart vun eiser Chambersadministratioun: Eng Chamber ass en Etablissement! Dat ass en Etablissement, wou Leit zesummekommen.

A wann Der et nach wéilt esou dréinen a kéieren, dass et net géif ënner Etablissement falen, jo, dann ass et zumindest en Evenement! Well Dir hutt jo nach eng ganz Rei vu Laténger hei: En Evenement, dat ass « quelque chose qui peut "advenir" ». Vun „advenire" kënnt dat. Laut dem Larousse - jo, dat ass gepréift, ech gesinn, do sëtzt en eminente Laténger - heescht dat „advenire", dat ass „adveniat".

Une voix.- Adveniat!

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Adveniat. Et kënnt och aus der Liturgie. Also ass dat och ...

(Hilarité)

... ass dat en Evenement.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt Iech dat dann e bëssen, esou wéi ech hei sinn, volleksno virbréngen. An ech wier frou - „Ech wier wierklech frou", géif de Premier soen, deem et och erëm besser geet -, wann Der kéint dëser Resolutioun herno zoustëmmen, ...

(Interruption)

... dass mer wierklech kéinte méi einfach déi nächst Woch zesummekommen.

Déi meescht vun eis, ginn ech dervun aus, sinn zweemol geimpft. Déi geneese sinn, fir déi ass jo och kee Problem. An ech mengen, dass och aus Solidaritéit déi Matparlamentarier, déi nach net d'Chance haten, fir eng zweet Kéier geimpft ze ginn, d'accord wieren, fir sech dann dem Schnelltest ze ënnerzéien, fir dass déi Chamberssitzungen eigentlech kéinten esou oflafen, wéi de Retour zur Normalitéit - dat gëtt jo ëmmer ugeprisen - et eigentlech och vun der éischter Institutioun vum Land verlaangt.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Hären, et war e bësse méi laang. Mee de President hat mech gebieden, dass ech sollt e bëssen opfëllen, bis d'Ministeren hei wieren, fir op d'Froen ze äntwerten.

(Hilarité)

Ech ginn dervun aus, dass ech dat elo gemaach hunn. An ech erlabe mer, lech dann dës Resolutioun ofzeginn. Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 (ci-après, la « loi Covid ») ;

- notant qu'avec effet au 13 juin 2021, la loi Covid autorise les établissements accueillant un public, manifestations ou évènements à appliquer le « régime CovidCheck » signifiant que l'entrée y est exclusivement réservée aux personnes pouvant se prévaloir soit d'un certificat de vaccination, soit d'un certificat de rétablissement, soit d'un certificat de test Covid-19 indiquant un résultat négatif ou aux personnes qui présentent un test autodiagnostique servant au dépistage du virus Sars-CoV-2 réalisé sur place et dont le résultat est négatif ;

- considérant que lors de la réunion de la Commission de la Santé du 10 juin 2021, Madame le Ministre de la Santé a confirmé qu'une organisation, tel un groupe parlementaire, peut organiser un évènement sous le régime CovidCheck ;

- considérant par ailleurs que lors de la réunion de la Commission des Affaires intérieures de ce jour, Madame le Ministre de l'Intérieur a précisé que les réunions des conseils communaux peuvent également avoir lieu sous le régime CovidCheck ;

- rappelant que via courrier du 30 juin 2021, notre groupe politique a demandé la tenue des séances publiques de la Chambre des Députés au Cercle municipal sous ledit régime ;

- considérant qu'il serait insensé de permettre à des établissements privés de bénéficier du régime

CovidCheck et d'en exclure des institutions, telle la Chambre des Députés,

décide

- de notifier à la Direction de la santé la tenue des séances publiques à venir sous le régime Covid-Check, sous réserve de changements législatifs ultérieurs.

(s.) Gilles Roth, Emile Eicher, Laurent Mosar, Viviane Reding, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

3. Dépôt d'une motion par Mme Viviane Reding

Da géif ech dann elo d'Wuert un d'Madamm Reding gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

Mme Viviane Reding *(CSV), auteure.*- Här President, haut den Owend stëmme mer iwwert d'Gesetz iwwert d'Pressehëllef of. Dat ass eng Noutwendegkeet, fir deene Medien, déi professionell Journaliste beschäftegen, eng Zukunftschance ze ginn an doduerch d'Villfalt an eiser Presselandschaft ze garantéieren.

Déi Motioun, déi ech haut deponéieren, geet och a Richtung Medievillfalt. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Rei vu lokale Radioen, déi all eenzel hir Spezifissitéit hunn an all zesummen dat selwecht maachen: nämlech Radio ouni professionell Journalisten. Dee Radio gëtt gemaach vu Fräiwëllegen, déi dat fir hir Bierger maachen, fir hiert Ëmfeld, fir déi Gemeng, fir dat Duerf, fir déi Uertschaft, wou se wunnen. Merci dofir!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Reding *(CSV), auteure.*- Firwat also dës Motioun? Mee déi Leit froen net - an dat ass aussergewéinlech - no Staatsgelder, fir hire lokale Radio ze maachen, si froe keng Subsiden, mee si wëlle just d'Méiglechkeet behalen, fir och an Zukunft nach Radio duerch déi fräiwëlleg Mataarbechter kënnen ze maachen.

Mee déi Méiglechkeet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, riskéiere se ze verléieren. A firwat? D'lokal Radioe senden iwwer UKW. D'UKW-Frequenze sollen awer duerch deen neien DAB+-Standard ersat ginn. An dee Standard soll ëffentlech ausgeschriwwe ginn, also duerch Versteigerung verkaaft ginn. Dat wär dann d'Enn vun de lokale Radioen! Si sinn nämlech keng kommerziell Entitéiten. An si hunn net déi finanziell Méiglechkeet, fir sech Frequenzen ze kafen. Och déi, déi se elo hunn, hu se jo net musse kafen. Déi hu se kritt, fir se am Déngscht vun der Allgemengheet ze gebrauchen.

Mir däerfen net zouloossen, datt eis lokal Radioen uechtert d'Land mussen hir Programmer stoppen! Mir däerfen net zouloossen, datt dat wichtegt Benevolat vun esou ville Leit einfach zerstéiert gëtt!

An et gëtt Léisungen, Här President. Ech ginn lech just d'Beispill vun Holland. An Holland kréien d'lokal Radioen, déi sech zesummegeschloss hunn ënner enger Daachorganisatioun, déi Frequenze gratis zur Verfügung gestall, a si mussen iwwergoe vun UKW op DAB+.

Elo, wat d'Hollänner kënnen, dat misste mir jo awer och fäerdegbréngen. An dofir den Opruff un d'Regierung: Loosst eis lokal Radioen net am Ree stoen a loosst se weider kënnen d'Programmer mat hirem System vum Benevolat maachen!

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que les radios dites « communautaires » fournissent un apport essentiel au pluralisme des médias ;

- rappelant que le Service des médias et des communications a annoncé le lancement des travaux entourant le déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+ (Digital Audio Broadcasting) pour cette année ;

- considérant que les radios vont peu à peu passer à ce standard de radiodiffusion numérique, tout en diffusant pendant une période transitoire sur les fréquences actuelles FM ;

- sachant que d'après nos informations, le Service des médias et des communications planifierait d'organiser un appel d'offres pour les fréquences DAB+ ;

- considérant que le passage au standard de radiodiffusion numérique DAB+ met les radios dites « communautaires » devant de grandes difficultés financières, surtout dans l'hypothèse d'un appel d'offres ;

- notant que les radios dites « communautaires » fonctionnent généralement sur la base du volontariat et n'emploient pas de journaliste professionnel ;

- sachant qu'actuellement l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) est chargée d'allouer les fréquences aux radios,

invite le Gouvernement

- à s'assurer que les radios dites « communautaires » puissent profiter du standard de radiodiffusion numérique DAB+ aux mêmes conditions qui sont actuellement valables pour les fréquences FM ;

- à prendre exemple sur le modèle mis en place aux Pays-Bas concernant la mise à disposition des fréquences DAB+, où les radios dites « communautaires », regroupées sous la forme d'une association, se sont vu mettre à disposition la technologie DAB+ sans contrepartie financière.

(s.) Viviane Reding, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding.

4. Heure de questions au Gouvernement

Da kënne mer elo zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtte kommen. De Mëtte féiert d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung duerch. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen. An d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 233 vum Här Laurent Mosar un den Här Finanzminister iwwert d'Konstitutionalitéit vum negativen Zënssaz. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 233 du 8 juillet 2021 de M. Laurent Mosar relative à la constitutionnalité des taux d'intérêt négatifs, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Häre Ministeren, an de leschten Deeg war eng relativ intensiv Diskussioun bei eisen däitschen Noperen, well do de ganz grousse Verfassungsspezialist Paul Kirchhof an engem Interview d'Verfassungsméissegkeet vun negativen Zënse ganz staark ugezweifelt huet, mat enger Argumentatioun, déi ee parfaitement kann novollzéien, well jo hei zum Deel - an dat ass dat, wat den Här Kirchhof och seet - eng Expropriatioun vun de Spuerer virläit.

Ech wollt, vu datt eis Verfassung, och wa se net d'selwecht ass wéi déi däitsch, op deem dote Punkt net weesentlech aneschters ass, froen, wéi de Finanzminister an d'Lëtzebuerger Regierung deen dote Problem gesinn, ob dat eventuell och schonn eng Kéier iwwerluecht ginn ass.

Zweetens hunn ech mech och gefrot, ob dëst net gutt wier: D'Regierung huet jo à tout moment déi Méiglechkeet, déi Fro eng Kéier vum Staatsrot analyséieren ze loossen.

An drëttens wollt ech och wëssen, ob déi Fro net schonn eng Kéier um Niveau vun der Europäescher Unioun thematiséiert ginn ass. Well dat doten ass jo eppes, wat net nëmmen Däitschland oder Lëtzebuerg betrëfft, mee wat ganz vill Länner um Niveau vun der Europäescher Unioun betrëfft.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech soen dem Deputéierte Mosar villmools Merci fir seng Fro. Selten huet mech eng Aktualitéitsfro esou interesséiert wéi déi doten. Ech stelle mer just déi dote Fro scho säit 2014, well 2014 huet d'Europäesch Zentralbank fir d'éischt Negativzënsen ugewannt. An et gëtt ganz vill Zentralbanken, déi dat uwennen.

Nun, ech versichen, a véier Minutten ze äntwerten. Ech muss lech soen, ech ginn lech hei zu engem groussen Deel och perséinlech Äntwerten, déi natierlech awer och verankert si mat enger ganzer Rëscht Traitéen a Gesetzer. Mee dee Sujet bedierft menger Meenung no plutôt enger Studie vun der Universitéit wéi vum Conseil d'État, well et ass e Sujet, deen natierlech ganz vill Elementer a sech huet. An ech ginn elo en fait op dräi Considératiounen an.

Fir d'éischt muss ech hei soen: Wann ech elo indirekt d'Zënspolitik vun der Europäescher Zentralbank hei kommentéieren, da maachen ech dat hei als Äntwert op eng Fro. An Dir wësst jo, dass d'Europäesch Zentralbank onofhängeg ass. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck. Si ass onohängeg, well se déi Pouvoiren iwwert Traitéë vun alle Länner an der Eurozon krut. Virdru war dat e bëssen anescht. Du waren d'Regierunge selwer méi um Ball, wat d'Politique monétaire ubelaangt. Dat ass haut anescht.

Dofir kann een déi Fro net einfach esou am Abstrakte stellen, ouni de Cadre juridique ze kucken, dee mer haut hunn. An ech respektéieren natierlech déi Independance vun der Europäescher Zentralbank an d'Independance vun der Lëtzebuerger Zentralbank, déi jo am Système européen de banques centrales Lëtzebuerg vertrëtt.

Wéi den Här Juncker richteg gesot huet 1999: „Alleguerten d'Länner hunn hir Indépendance monétaire verluer a Lëtzebuerg, dat keng eege Monnaie a keng eege Wärung hat, huet eng kritt." Mir sinn also an enger ganz ëmgekéierter Situatioun wéi déi meeschte Länner.

Nun, Dir hutt et selwer gesot: D'Constitutioun vun Däitschland ass änlech, mee si ass effektiv net d'selwecht wéi déi vu Lëtzebuerg. A souguer déi däitsch Constitutioun, do misst een d'Artikelen alleguerte liesen. Bon, dat ass fir de konstitutionellen Aspect vun der Saach.

Den Aspect juridique: Bei eis ass, wéi a ville Länner an Europa, den Traité méi héich am Wäert wéi d'national Reegelen, souguer national Reegelen, déi posterieur sinn. Dat heescht, dat wat mir haut kenne mat der Independance vun der Zentralbank, an dorënner fält dann och déi Zënspolitik, ass eppes, wat Dir als Chamber ratifizéiert hutt a wat Bestanddeel ass vun eisem Cadre juridique.

Mee elo kommen ech, an dat ass mäin drëtten Deel, zu den ekonomesche Konsequenze vun de Politicke vun der Zentralbank a vun der Zënspolitik. An do géif ech gären ënnerscheeden zwëschent dem Individu op där enger Säit an dem makroekonomeschen Effet.

Ech hunn och gelies, wat den Här Kirchhof seet. An hie seet, doduerch, dass de Spuerer Negativzënse muss bezuelen, dass en doduerch enteegent gëtt. Also, ech fannen, dat ass - mee et ass meng perséinlech Meenung - e bësse wäit gegraff.

Mee kommt, mir denken emol zréck un d'70er- an d'80er-Joren. Dunn hate mer Zënsen, déi immens héich waren: 8 %, am zweestellege Beräich! An dunn huet all Mënsch gesot: „Hei gëtt en fait de Spuerer erëm eng Kéier", et kéint ee bal soen, „enteegent." En fait, „e gëtt Pätter", wann ech deen Ausdrock ka gebrauchen. Well e kritt zwar 10 % op sengem Spuerkont, mee d'Inflatioun ass 13 %! Do hätt ee schonn deemools vläicht kënne soen: „Majo, dat ass och eng Enteegnung!" An déi war an de Prozentsätz vill méi héich wéi dat, wat mer haut kennen.

Mee ech wëll just heimat weisen, dass de Räsonement extreem enk ass. A wie forcéiert, grad hautdesdaags, e Spuerer, fir seng Suen op de Kont ze setzen an dann eventuell Negativzënsen ze bezuelen? Ma kee Mënsch! E ka vill Risiko lafen, andeem en Aktie keeft. E ka Kryptowärunge kafen. E ka sech mat FinTechen organiséieren. E kann esou vill Saachen haut maachen, déi e virun 10, 20, 30 Joer net konnt maachen.

De Spuerer ass also net forcéiert, seng Suen um Spuerkont ze loossen an Negativzënsen ze bezuelen. Hien huet also do en Acte volontaire gemaach. Haut bréngt dat negativ Zënsen a muer positiver.

Mee dann dat allerseriööst Argument - déi aner waren och seriö, mee dat heiten ass wierklech ganz eescht -: Dat ass de makroekonomeschen Aspekt. Firwat hu mer niddreg Zënsen? Ech mengen, vill Leit hei am Raum a ganz vill Ekonomiste begréissen d'Politik vun enger negativer oder ganz niddreger Zënspolitik, well mer doduerch den Effet vun der wirtschaftlecher Kris no der Pandemie ofgefiedert hunn, well mer doduerch natierlech den Invest férderen, well mer doduerch Aarbechtsplaze gerett hunn, well mer doduerch Entreprisë gerett hunn.

Indirekt leeschte mer eis domadder als Gesellschaft an als Wirtschaft e risegen Déngscht! An dofir mengen ech schonn, dass déi Fro ganz enk gekuckt ass de Moment vum Professer Kirchhof - deen ech net kennen. Ech verstinn, dass hien elo do op engem spezifesche Punkt vun der däitscher Constitutioun reit. Mee, ech mengen, déi Fro ass vill méi breet. An, wéi gesot, ech wär frou, wann d'Lëtzebuerger Universitéit sech op déi Problematik hei géif aloossen. An ech mengen, do kéint een e Cours vun 30 Stonnen driwwer maachen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 234 vum Här André Bauler un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Primme beim Kaf vun Elektrogefierer, nodeems d'Liwwerzäit vun de Gefierer verlängert gouf wéinst dem Manktem u verschiddene Materialien. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 234 du 5 juillet 2021 de M. André Bauler relative à l'octroi de primes pour l'achat d'un véhicule hybride suite aux retards de livraison accusés en raison de la pénurie de certains matériaux, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech kommen op eppes zréck, wat mer dës Woch schonn eng Kéier beschwat hunn: d'Liwwerenkpäss, déi zu enger Materialpenurie gefouert hunn. Déi Diskussioun hate mer de leschten Dënschdeg. Den Här Spautz, bezéiungsweis d'CSV, hat déi jo ugereegt. Mir erliewen déi Liwwerenkpäss. An déi gëllen och fir, wéi mer et héieren hunn, Chippen, déi an Autoen agebaut ginn.

Verschidde Constructeure vun Autoen hunn ugekënnegt, datt d'Bestellungen deelweis eréischt d'nächst Joer wäerte kënne geliwwert ginn. Dat huet als Konsequenz, datt Leit, déi dëst Joer en Hybridauto bestallt hunn oder haten, am Respekt vun de Reegelen, déi d'Reglementatioun virschreift, also bis spéitstens den 31. Mäerz kaaft hunn a bis den 31. Dezember ugemellt hunn, respektiv bei där neier Primm fir Hybridautoen ab dem 1. Abrëll a bis den 31. Dezember bestallt an ugemellt hunn, datt dës Leit riskéieren, net méi an de Genoss vun dëse Primmen ze kommen.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Ëmweltministesch follgend Froe stellen: Huet d'Madamm Ministesch Informatiounen iwwert d'Liwwerenkpäss, wat déi zu Lëtzebuerg bestallten Hybridautoen ugeet? An zweetens wollt ech d'Madamm Ministesch froen, ob si bereet ass oder wier, fir d'Delaien unzepassen, fir datt déi betraffe Keefer dach awer nach an de Genoss vun dëse Primme kommen oder kéimen an net e finanziellen Nodeel duerch déi momentan Liwwerenkpäss kréien.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Jo, da soen ech als Éischt emol dem honorabelen Deputéierten e grousse Merci fir déi Fro, well dat ass in der Tat eng Fro, déi an deene leschte Wochen duerchaus och u meng Mataarbechter erugedroe ginn ass. Mir kënne leider nach keng Detailer soen, mee et ass duerchaus eng pertinent Fro.

An ech mengen, mir hunn alleguerte constatéiert, dass, wa mer d'Zuele kucke vun der Entwécklung vun der Elektromobilitéit, an do hu mer jo ëmmer déi reng Elektresch plus d'Hybriden derbäi, da gesi mer, wa mer nach 2019 bei 3,5 % ware vun den Neiumeldungen, da si mer déi éischt sechs Méint dëst Joer scho bei 17,8 % vun den Neiumeldungen. Dat ass also e grousse Sprong no uewen.

Dat heescht och, dass all déi Mesuren, déi gemaach ginn, vun de Luedstatiounen, also Infrastrukturen, bis hin zu de Primmen, gräifen. An dofir hu mer jo och uganks dëses Joers eebe geméiss deem, wat mer eis am Klima- an Energieplang virgeholl haten, gesot: Mir wëllen déi Primme fir déi reng Elektro weider héichhalen, also 8.000 Euro." Déi ginn nach weidergefouert. A fir all déi Leit, déi nom 31. Mäerz en Hybridauto bestallt hunn, deen och nach manner wéi 50 Gramm CO_2 pro Kilometer ausstéisst, also deen an deene Reegele läit, do ass de Saz erofgaange vun 2.500 op 1.500 Euro. An dat géif dann Enn des Joers auslafen.

Well mer awer vun de Problematiken héieren, géif ech proposéieren - an ech mengen, do weisen ech an deem Sënn och d'Flexibilitéit, déi mer brauchen -, dass ech mech am Hierscht, wa mer bis méi genau Donnéeën hunn, wat dann op eis duerkënnt, mam Secteur och zesummesetzen, fir do gegeebenefalls Léisungen ze fannen. Well mir hunn awer vill Leit, déi hunn elo schonn zum Beispill en Auto bestallt, déi hunn dat och versprach kritt bis Enn des Joers. A fir dass elo keen, deen an esou enger Situatioun wär, do Problemer kritt, wäerte mer eis ganz sécher zesummesetzen, fir no Léisungen ze sichen, opgrond vun deem Problem, deen dëst Joer opgetaucht ass.

An domat soen ech lech Merci fir déi Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Dieschbourg.

Mir kommen dann elo zu der Fro Nummer 235 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Verdeedegungsminister iwwert dee geplangte belsch-Lëtzebuerger Batailloun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 235 du 8 juillet 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à un bataillon belgo-luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, den Här Verdeedegungsminister Bausch hat eis hei virun e puer Méint an der Defensekommissioun déi Iddi virgestallt vun engem gemeinsame belsch-Lëtzebuerger Batailloun. Dat war awer confidentiel, mee Mëtt Juni ass den Här Minister an d'Press dermat gaangen an dofir wéilte mer dann haut och e puer zousätzlech Froe stellen.

Et sollt och esou sinn, datt dës Woch en Accord mat der Belsch sollt ënnerschriwwe ginn am Kader vun deene „Rencontres Gäichel", awer ech mengen, déi si verluecht ginn, wann ech gutt informéiert sinn. Mee op jidde Fall si jo scho Virbereedungsaarbechten awer da gemaach ginn, fir esou en Accord ze ënnerschreiwen.

D'Froe wären eigentlech:

Firwat ass dat elo net méi confidentiel, wat awer virun e puer Méint nach als confidentiel hei presen-

téiert gouf? Fir wéini soll dann dee Bataillon do op d'Bee gestallt ginn?

Da wësse mer jo, datt mer zimmlech grouss Problemer och hunn, wat d'Rekrutementer ugeet an der Arméi. Wat sinn also déi Effectiver, déi do virgesi sinn? A mengt den Här Minister, datt mer mat deenen aktuelle Rekrutementer déi Effectiver och kënne stellen?

Gëtt et en Accord financier tëschent Lëtzebuerg an der Belsch? E Bataillon huet jo natierlech och gemeinsam Ausgaben, zum Beispill bei Übungen, Transport an esou weider. Gëtt et do en Opdeelungsschlëssel vun de Käschten?

Wéi sinn d'Modalitéite vum Casernement? Gëtt jiddereen a sengem Land stationéiert oder soll dee Bataillon, wat vläicht logesch wär, op enger Plaz stationéiert ginn? Ass dat hei am Land? Ass dat Dikrech? Ass dat Arel? Wat ass do virgesinn?

Wéi kënnt e Lëtzebuerger Militär an dee Bataillon? Ass dat iwwert den Double volontariat? Oder ass en einfach designéiert, fir an deem Bataillon ze déngen?

Wéi ass et mat den Ënnerscheeder an den Aarbechtskonditiounen an der belscher Arméi an an der Lëtzebuerger Arméi? Et kënnt jo bekanntlech an enger gemeinsamer Unitéit net gutt un, wann deen ee materiell Virdeeler oder Congésvirdeeler oder Kompensatiounsvirdeeler huet, déi deen aneren net huet. Wéi ass do dat Zesummespill tëschent deenen zwou Arméie virgesinn, also wat de Régime de travail ugeet?

A wéi ass et bei engem Deploiement vun deem Bataillon am Ausland? Huet dat Konsequenzen op d'SOFA-Accorden, d'Status of forces agreements? Mussen déi och iwwerkuckt ginn am Verhältnis zur NATO an zu anere Länner, wou Exercicë kënne stattfannen?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Vizepremier- a Verdeedegungsminister François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. An och merci dem Här Kartheiser fir seng Froen. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, e puer Punkte kloerzestellen, déi de Moment an der ëffentlecher Diskussioun sinn, verständlecherweis, well dat an d'ëffentlech Diskussioun bruecht ginn ass.

An ech wëll dem Här Kartheiser soen: Et war net de Minister selwer, also zumindest net dee Minister, deen elo hei um Pult steet, deen dat gemaach huet. Mee et sinn op eemol Artikelen opgedaucht an der belscher Press, och mat Spekulatiounen an esou weider an esou fort. An du sinn och Deklaratioune gemaach ginn an déi hu mech du gezwongen, eppes Klenges ze soen. Well vill hunn ech bis elo nach net gesot, ausser datt et eng Intentioun ass, fir dat ze maachen.

Et ass och esou, datt mer an engem Stadium sinn, deen nach ganz precoce ass - fir et emol esou auszedrécken. Ech wëll lech och soen, deen Text vun der Deklaratioun, deen an der Gäichel sollt geholl ginn an elo wäert geholl ginn den 31. August, do steet och nach net schrecklech vill dran, ausser datt mer eng Etüd géife maachen, fir den Opbau vun esou engem belsch-Lëtzebuerger Reconnaissance-Bataillon, well dorëm géif et sech handelen, zesummenzestellen.

Also, mir sinn an engem Stadium, wou mer nach wierklech ... An et ass einfach och witzlos: Do gi scho Standuerter genannt an der belscher Press an esou. Ech weess net, wou d'Leit dat alles hierhuele ginn. Also, dat ass nach alles wäit ewech. Dat hu mer nach guer net am Detail esou diskutéiert.

Dat Eenzegt, wat ass: Wat ass dat, eng Reconnaissance-Unitéit? Dat ass natierlech eng Unitéit mat engem Personalbestand tëschent 500 an 800 Leit am Total, wou natierlech dann en Deel vun deene Leit vu Lëtzebuerger Zaldoten zesummegestallt géif ginn. An dann, wéi gesot, muss een dat awer kucken herno am Detail, wann dat souwäit ass, wat dat da géif bedeiten.

Dat Ganzt ass och net ... Also, déi Initiativ dovunner oder d'Recommandatioun kënnt net vu Lëtzebuerg oder der Belsch, mee dat ass dat, wat ech och deemools gesot hunn an der Chamberskommissioun: Dat ass eng Recommandatioun, déi vun der NATO kënnt.

Mir mengen och an ech mengen och perséinlech, wann et dozou géif kommen oder dozou kënnt, datt dat eng Chance ass fir Lëtzebuerg a villerlee Hisiicht. Natierlech ass dat verbonne mat - Dir hutt et gesot - Rekrutement an esou weider. Mee de Stéchdatum, just fir lech awer ze soen: Et gëtt geschat, datt dee Bataillon fréistens 2028 eréischt kéint bestoen. Dat ass nach e Strapp. Dat sinn, vun haut aus gekuckt, nach siwe Joer, soudatt dat nach alles ganz, ganz fréi ass, fir dat elo kënnen anzeschätzen.

Mee Dir hutt awer Recht. Dat bedeit natierlech Efforten. Dat bedeit Leit an esou weider an esou virun. Mee dat musse mer kucken zu deem Zäitpunkt, wann et souwäit ass.

Wéi gesot, ech mengen, datt et fir Lëtzebuerg kéint derzou bäidroen, datt eis Kredibilitéit ganz staark an d'Luucht geet, och an der NATO. Ech mengen dofir, datt de Projet als solche sécherlech gutt wär. Et ass och eng flott Saach, datt mer mat der Belsch kënnen zesummeschaffen. Ech mengen, do gëtt et eng laang Traditioun.

An dat Eenzegt, wat mer am Fong elo am Moment decidéiert hu konkreet - also, zum Beispill, och finanziell gëtt et nach guer keng Aschätzungen -, konkreet ass elo just decidéiert, datt en Officier de liaison ... Mir haten ëmmer een an der Belsch, dee war elo do wéinst dem A400M a wéinst eise Piloten, déi ausgebilt gi sinn. Dee kënnt elo zréck, well mer elo an deem Ausmooss kee vollstännege méi sur place brauchen. Mee mir schécken dann awer en neien op d'Plaz. Dee wäert ee klengen Deel Aviatioun maachen an da fir de Rescht wäert e probéieren, un deem Projet hei konkreet matzeschaffen.

Dat heescht, dat Éischt, wat elo kënnt, dat wäert eng Etüd sinn, déi muss gemaach ginn, eng detailléiert Etüd fir ze kucken: Wat bedeit dat? Wéi gi mer vir? Am Fong seet déi Deklaratioun, déi soll geholl ginn am Kader vun der Gäichel, näischt aneres, wéi datt mer déi Etüd wäerten da lancéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 236 vum Här Georges Engel un den Här Wirtschaftsminister iwwert d'Evolutioun an d'Konklusioune vun de Projeten, déi am Kader vun der Rifkin-Etüd stattfonnt hunn. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 236 du 5 juillet 2021 de M. Georges Engel relative à l'évolution et aux conclusions de l'état des lieux des projets réalisés ou entamés dans le cadre de l'étude dite « Rifkin », adressée M. le Ministre de l'Économie

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kolleeg Wirtschaftsminister - do sëtzt en -, merci, dass Der haut nach eng Kéier an d'Chamber komm sidd, fir eng weider Kéier iwwert déi sougenannt „drëtt industriell Revolutioun", déi sougenannt Rifkin-Etüd ze berichten. Dir waart am Januar dëst Joer schonn hei an Dir hutt hei op eng Question élargie geäntwert iwwert de Rifkin-Prozess. An do hutt Der eis gesot, dass Äre Ministère, zesumme mat den historesche Partner, der Chambre de Commerce, dem IMS (ndlr: Inspiring More Sustainability ASBL Luxembourg), der Chambre de Salariés, amgaange wier, en État des lieux vun der Rifkin-Etüd ze maachen. A soubal dee Rapport do fäerdeg wär, da géift Der deen och public maachen.

Haut si mer sechs Méint duerno an ech wéilt lech gäre froen, ob Der eis kéint den Oflaf vun dësem État des lieux matdeelen an ob dëse Prozess dann och schonn ofgeschloss ass.

An deem Kontext wollt ech lech och froen, ob Der eis kéint matdeelen, wat d'Konklusioune vun deem État des lieux sinn a wéi et elo ugeduecht ass, mat der Ëmsetzung vun der Rifkin-Strategie weiderzefueren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci dem Georges Engel fir déi Fro. Et ass effektiv richteg, dass et mer wichteg war, en État des lieux ze maache vum Rifkin-Prozess. An dat hu mer och gemaach an engem Seminär den 10. Mee, wou ech effektiv all déi historesch Partner vum Rifkin-Prozess invitéiert hat, an och mat deene Presidente vun deenen néng thematesche Aarbechtsgruppen, deenen ech och op dëser Plaz alleguerte gär géif Merci soe fir hir Participatioun, fir ze kucken, wou mer dru si fënnef Joer nom Lancement vun där Reflexioun ronderëm de Rifkin.

An Dir wësst, dass mer do sechs Pilieren haten an deem Prozess. Deen éischten, dat war dee vun der Energie. Da waren et Mobilitéit, Konstruktioun, Alimentatioun, Industrie, Finanzen, an och dräi transversal Achsen: Smart Economy, Kreeslafwirtschaft a Prosumer's Sozialmodell. Do waren eng ganz Rei Mesuren dran - ech kommen elo net méi dorobber zréck -, déi si vun enger Feuille de route fir eng nohalteg Liewensmëttelproduktioun gaange bis zu enger méi nohalteger Finanzindustrie, iwwer Elektromobilitéit an eng jett anerer.

Mir hu gesinn, wéi mer deen État des lieux gemaach hunn, deen och elo deemnächst wäert verëffentlecht ginn ... Ech hu gëschter d'Preface do fäerdeg gemaach. Dat ass en Dokument, wat ongefeier 150 Säite staark ass, wat och elo deemnächst, an deenen nächste Woche wäert verëffentlecht ginn. Mir hunn do gesinn, dass eng ganz Rei Aktioune vum Rifkin-Plang effektiv ëmgesat goufen, lancéiert goufen, mee awer net ëmmer als Rifkin gelabelt goufen. Do gëtt et sécher nach Loft no uewen am Marketing vun där ganzer Saach. Mee et ass effektiv esou, dass dee Prozess duerchaus Retombéeën hat an der Realitéit. Och hei an der Chamber sinn eng ganz Rei Projeten dovunner duerchgaangen, nach viru Kuerzem dee vum Prosumer, wou de Carlo Back Rapporteur war, an do sinn also eng ganz Rei Saache geschitt.

Wat elo de Bilan ugeet vun där ganzer Demarche, do gesäit een, dass et eng gutt Zensur gëtt am État des lieux vun der energeetescher Transitioun hei zu Lëtzebuerg. D'Zil, fir méi Energieeffizienz bei neie Konstruktiounen a renovéierte Gebaier ze kréien, ass erreecht. Am meeschte geschitt ass och beim Pilier Smart Economy, wou mer gesinn, dass de Projet Automobility Campus gutt virukënnt. Et sinn och aner Mesuren an deem Beräich, wéi de Supercomputer MeluXina, dee viru Kuerzem lancéiert ginn ass, oder de Cybersecurity Competence Center C3, déi och alleguerten aus dem Rifkin kommen, déi och zu 100 % ëmgesat goufen.

Och d'Initiativ Luxembourg Sustainable Finance, déi de Finanzminister zesumme mat der Ëmweltministesch pilotéiert, ass eng vun deene Mesuren aus dem Pilier Finanzen. An och wat d'Mobilitéit an d'Konstruktioun ugeet, do sinn eng ganz Rei Mesuren ëmgesat ginn, scho gutt avancéiert, awer nach net ëmmer finaliséiert. Dat nämmlecht bei der Kreeslafwirtschaft, wou Der wësst, dass mer viru Kuerzem eng national Strategie ugeholl hunn, déi mer och wëllen ëmsetzen deemnächst.

Et muss een awer och soen, dass a verschiddene Beräicher vun der Strategie de Bilan e bësse méi nuancéiert ausfält, wéi zum Beispill bei de Pilieren Industrie a Prosumer. Do gëtt et sécher nach Saachen, déi ee ka verbesseren. Och gradesou bei der „sharing economy", der Économie du partage, och do kann nach méi gemaach ginn.

D'Fro ass elo: Wéi geet et weider mat Rifkin? Et ass esou, dass et an deem Prozess, deen 2016 lancéiert ginn ass, am Fong jo drëm goung, eis Wirtschaft méi nohalteg ze maachen, méi energieeffizient, an dat Ganzt gepowered, wann een esou wëllt, duerch méi Digitaliséierung. Abee, d'Digitaliséierung, d'Entkarboniséierung vun der Ekonomie, alles dat si Leitmotiver, déi méi wéi jee aktuell sinn. Insbesonnesch no Covid kruten déi nach méi e Boost. An Dir wësst, dass dat eppes ass, wat ech mer och als Wirtschaftsminister ganz grouss op de Fändel geschriwwen hunn a wou ech wierklech och wëll domadder virukommen. Duerfir ass Rifkin nach wie vor en Impuls, fir an där Politik do weiderzefueren.

Derbäi kommen elo Leitmotiver wéi Resilienz oder d'Sécherstelle vu regionalen a lokale Liwwerketten, awer och d'Lutte fir d'Upassung un de Klimawandel, déi jo och schonn am Kär a Rifkin mat dra waren.

Dir wësst och, dass mer mat der Feuille de route „Ons Wirtschaft vu muer", déi ech viru Kuerzem presentéiert hunn, eng kuerzfristeg Orientéierung vun der nationaler Ekonomie bis 2025 presentéiert hunn. Och dat wäert nach weider alimentéiert gi vu Rifkin, soudass dat Ganzt am Fong aneneefléisst. An och, wann een elo iwwermuer kuckt, wann ee sech gäre projetéiert op 2050, hu mer eis Cellule „Luxembourg Stratégie", well mer gesinn, dass all déi Acteure vum Rifkin-Prozess wierklech och de Wëllen hunn, nach weider an esou enger Demarche weiderzeschaffen, fir och ze kucken, wéi déi grouss Trends si vun iwwermuer, a fir am Fong an der Lignée vum Rifkin-Prozess, vun der drëtter industrieller Revolutioun, déi Reflexioun do weiderzemaachen, nach eng Kéier och am Impuls vun der Period Covid-19.

Dat ass also, wou mer dru sinn. Wéi gesot, Dir wäert elo deemnächst dee Rapport do zu Ärer Dispositioun hunn, an da kënne mer ganz sécher och nach eng Kéier hei driwwer schwätzen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 237 vum Här Sven Clement un den Här Minister fir d'sozial Sécherheet iwwert d'Rupture de stock vum medezinnesche Cannabis. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 237 du 7 juillet 2021 de M. Sven Clement relative à la rupture de stock du cannabis médical, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net déi éischt Fro, déi ech zum Theema medezinnesche Cannabis stellen, an ech hunn esou e bëssen d'Gefill, datt et och net déi lescht wäert sinn, bis mer nei driwwer legiferéiert hunn. Well zanter Mäerz 2021 gëtt et elo scho fir déi x-te Kéier fir blo, giel a rout markéierte medezinnesche Cannabis eng national Rupture de stock. D'Patiente si gezwongen, hire Cannabistraitement ze ënnerbriechen an nees op klassesch Schmäerzmëttel, mat all deene bekannten Niewewierkungen, ëmzesteigen, hu sech op héich eege Käschten dann deelweis un auslännesch Apdikte gewannt oder musse sech um Schwaarzmaart ëmkucken, wat ech definitiv net recommandéiere kann, wou et nämlech keng Garantie gëtt, ob den ugebuedene Produit net mat ongesondem Zousaz gestreckt gouf oder den THC-Gehalt guer net kontrolléiert ass.

D'Offere vun éischte Fournisseure fir medezinnesche Cannabis ginn zurzäit nach ausgewäert, soudatt d'Penurie eis nach e puer Wochen, vläicht souguer e puer Méint, sollt nach eng weider Ausschreiwung néideg sinn - an et wär net déi éischte Kéier, datt mer kee fannen -, begleede wäert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

Éischtens: Wäert d'CNS iwwergangsweis de Patientinnen a Patienten, déi eng Ordonnance médicale hunn, d'Rechnung vum Kaf vum medezinnesche Cannabis no lëtzebuergesche Reegelen aus dem Ausland remboursëieren?

Zweetens: Wäert d'CNS alternativ oder zousätzlech de Kaf vu CBD-Produiten, déi ouni Rezept a Geschäfter erhältlech sinn, fir Patientinnen a Patienten, déi eng Ordonnance médicale hunn, remboursëieren? Ëmmerhin handelt et sech hei ëm e Produit, dee kéint equivalent sinn.

An drëttens: Falls béides net geplangt ass, wat fir aner Léisungsvirschléi kann d'Regierung de Betraffenen, déi wierklech mat Schmäerze geplot sinn, ubidden?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt emol Merci dem Här Clement fir dës Fro, och wann e weess, datt ech selbstverständlech net direkt op d'Rupture de stock kann äntwerten. Ech mengen, hie weess, datt dee ganze Projet hei e Pilotprojet war, deen ënnert dem Ministère de la Santé gelaf ass. Ech hunn awer de Moien nach gelies an der Presserevue, datt dësen Theema d'Aktualitéit ass. An dofir, mengen ech, ass seng Fro och richteg gestallt. An ech erlabe mer och, a mengem Kader drop ze äntwerten.

Ech mengen, d'Benotzung vum Cannabis fir medezinnesch Zwecker ass, wéi gesot, am Kader vun engem Pilotprojet lancéiert ginn. An ech mengen, si ass virun allem virgesinn an engem ganz strikte Kader, dat virun allem, wéi och scho gesot, bei Patiente mat chronesche Schmäerzen oder virun allem och bei Iwwelzegkeet duerch Cheemotherapie an esou weider. Ech mengen, am Pilotprojet kann ee liesen, fir wat et effektiv virbehalen ass.

Ech mengen, et ass och esou, datt d'Verdeelung vun dëse Produiten net iwwert déi normal Apdikte leeft, mee nëmme kann iwwert d'Spidolsapdikte goen, dat och op Basis vun enger spezifescher Ordonnance, déi ausgestallt muss sinn.

Et ass awer esou, datt de Moment dës spezifesch Medikamenter, déi do ... A „Medikament" ass dat schlechtst Wuert, wat ee ka benotzen, well effektiv de Cannabis fir medezinnesch Zwecker net als Medikament unerkannt ass an och keng Autorisation de mise sur le marché direkt huet. Dat ass de Problem bei menger Äntwert, déi ech lech elo gi par rapport zur CNS an der Prise en charge, well Dir wësst, datt d'CNS nëmme ka Medikamenter iwwerhuelen, déi op der positiver Lëscht stinn, déi dann dee Moment och virgesäit, datt dat Bezuele ka méiglech sinn. De Moment, wéi gesot, ginn dës Medikamenter iwwert d'Spidolsapdikte bezunn a si sinn do natierlech och fir de Patient gratis, wann e mat esou enger Ordonnance kënnt. A wat déi Medikamenter hei direkt betrëfft, wéi och d'CBD-Produkter, ass de Fall dee selwechten. Och do gëtt et keng Unerkennung, fir kënnen op der positiver Lëscht ze sinn.

Et ass awer elo esou, datt natierlech - a ma gutt, den Här Clement huet et zu Recht ugeschwat - och Medikamenter, déi als Medikamenter unerkannt sinn, kënne benotzt ginn de Moment, och wann, an en huet et zitéiert, an eenzelne Fäll Niewewierkunge sinn. Ech mengen, do geet et drëm, virun allem säin Dokter, säin Hausdokter respektiv säi Spezialist opzesichen, fir déi Verschreiwung do ze kréien, wann effektiv déi Rupture de stock do ass. An dann ass et natierlech esou, datt bei enger Verschreiwung dës Medikamenter vun der CNS kënnen iwwerholl ginn.

Mee direkt elo vun eis aus hu mir keng Handhab drop, fir eng Prise en charge ze maachen. Dofir si meng Äntwerten zweemol Nee. Ech kann net aneschters äntwerten, well et ass net als Medikament unerkannt.

Op där anerer Säit ass et awer och esou, datt dat heiten natierlech iwwert de Volet vun der sozialer Sécherheet erausgeet an datt natierlech jiddwereen amgaang ass ze kucken, datt effektiv dës Rupture de stock esou schnell wéi méiglech kann op där enger Säit behuewe ginn a virun allem dann och kann opgefëllt ginn, soudatt d'Leit dann effektiv och erëm d'Méiglechkeeten hunn, esou schnell wéi méiglech och kënnen heirop zréckzegräifen.

Voilà. Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Minister Romain Schneider.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 238 vun der Madamm Stéphanie Empain un den Här Minister fir Mëttelstand iwwert d'Situatioun vun de Fluchgesellschaften am Kontext vun der Pandemie. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 238 du 7 juillet 2021 de Mme Stéphanie Empain relative à la situation des entreprises de voyages dans le contexte de la pandémie, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, den Tourismussecteur ass ganz schwéier getraff gi vun dëser Pandemie. Dat ass jo elo näischt Neies. Wa mer soen „Tourismus", dann denke mer hei fir d'éischt un den Horeca-Secteur, Hotellen, Campingen, Restauranten, Caféen. Bon, mir hu jo och hei alles drugesat, dem Secteur esou gutt et geet ze hëllefen: déi verschidden Aiden, de 50-Euro-Bong, dee gehollef huet, déi lokal Demande ze stäerken an et eeben och den Hotellen a Campingen ze erméiglechen, weider ze fonctionéieren.

Lues a lues gesi mer d'Luucht um Enn vum Tunnel. A mir hoffen natierlech all, dass et dëst Joer fir eis Betriber besser leeft, och wa mer wëssen, dass mer nach wäit vun „normal" ewech sinn.

Par contre Tourismus, dat ass och den „outgoing" Tourismus, a mir hu jo hei am Land och eng Partie Reesveranstalter, déi eeben d'Clientë vun hei an d'Ausland bréngen. De grousse Problem, dee sech fir d'Reesveranstalter stellt, ass, dass si wärend der Pandemie immens vill Aarbecht haten, well een d'Clienten an dëser Situatioun jo och net kann eleng loossen, se berode muss et cetera. Si hunn awer kaum Recettë gemaach, well alles stornéiert ginn ass an och wéineg nei Buchungen derbäikomm sinn.

Remboursementer hu misse gemaach ginn. Vill Reese sinn, wéi gesot, gecancelt ginn. D'Mataarbechter waren also gefuerdert. Si hu misse schaffen, wat bedeit, dass de Chômage partiel nëmme ganz bedéngt fir dëse Secteur eng Léisung war.

A mir wëssen awer, dass den Tourismussecteur international nach ëmmer ganz wäit ewech vun enger Normalitéit ass, an de Secteur mécht sech do natierlech och Gedanken.

No mengen Informatioune wiere mer aktuell ënnerwee, fir zirka 50 % vum Chiffre d'affaires vun 2019 ze erreechen. De Kongresstourismus, deen ass weiderhi quasi inexistent. An och fir 2022 sinn d'Prognosen net immens gutt, esou wéi et ausgesäit. Wann alles gutt geet, géife mer trotzdeem net emol 75 % vum Chiffre d'affaires vun 2019 erreechen.

Dat bedeit also, dass dëse Secteur weiderhi wäert schwéier leiden. An an deem Kader wollt ech lech froen, Här Minister, ob Dir eis kéint Informatioune ginn iwwert déi aktuell Situatioun vum „outbound" Tourismus. Dir hutt jo sécher do och eng Partie Echangë gehat mam Secteur a speziell mat der ULAV, der Union luxembourgeoise des agences de voyages. Ech weess, dass de Secteur immens frou war iwwert d'Aiden, déi ugebuede gi sinn. An ech ginn dervun aus, dass och deen een oder deen aneren op déi Aiden, also déi Aide remboursable vu 750.000 Euro zréckgegraff huet. Kënnt Der eis do eventuell Informatioune ginn an eis soen, ob der do eventuell derbäi sinn, déi déi ganz Aiden och gezunn hunn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kaes, kënnt Dir wannechgelift e bësse méi lues sinn!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Natierlech!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Elo war ech emol eng Kéier esou konzentréiert, dass ech et guer net matkritt hunn. Mee merci!

(Interruption)

Wou ware mer? Voilà: ob do Betriber derbäi waren, wéi gesot, déi dës Aiden eventuell och ganz gezunn hunn. An deemno och, wann d'Reprise nämlech dann nach laang op sech waarde léisst, géifen déi jo dann och a Liquiditéitsschwieregkeete kommen.

An an deem Sënn och meng lescht Fro: ob mer awer kënnen dervun ausgoen - ob Der do Unhaltspunkten hutt -, trotz deem luese Phasing-out vun den Aiden, dass déi meescht Entreprisen aus deem Beräich et awer missten aus der Kris eraus packen.

Ech soen lech elo scho Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Den Här Mëttelstandsminister Lex Delles huet d'Wuert.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Madamm Empain, fir déi Fro. Et ass natierlech e ganz interessant Theema. Dir schwätzt iwwert den Tourismus. An et ass net den Tourismusministère hei, mee et ass wierklech dee vun de Classes moyennes, well et e Secteur ass, deen eeben och an de Classe-moyennë vertrueden ass.

D'Reesbranche, jo, Dir hutt se ganz gutt beschriwwen, besteet gréisstendeels aus deenen zwee Deeler: Dat eent ass natierlech de Leisuretourismus, de Fräizäittourismus, wou d'Vakanzen elo gebucht ginn, op där anerer Säit awer natierlech de Businesstourismus, deen nach vill méi staark beaflosst ass, deen nach net richteg ugezunn huet.

Natierlech, e ganz groussen Avantage war, an et gesäit een et, dass an der ganzer EU d'Reesrestriktiounen e bësse gelackert gi sinn, dat natierlech och duerch de Covidcertificat, deen et mat sech bréngt, dass ee fir d'Fräizäit och kann duerch Europa reesen, wann een dann déi 3G erfëllt.

Et spiert een, dass et eng virsiichteg Relance gëtt. Also et ass am Fong, ech vergläichen et e bësse mat engem Pudding, wou esou e klenge Flom driwwer ass; dee Flom ass amgaange sech ze bilden, mee en ass natierlech, wann een de Läffel drastécht, nach net fest. Et mierkt een also, dass ee virsiichteg ka soen, dass et lues a lues ugeet. Mee mat geneeë Chifferen hu mer dat net. Dat ass eeben aus de Gespréicher erauszehéieren, déi mer hunn.

Op där anerer Säit gesäit een awer eeben och, dass duerch d'Aiden, sief et de Fonds de relance oder d'Aide coûts non couverts, d'Pertë vun deem Secteur erofginn, soudass do also lues a lues awer e bëssen eng Reprise do ass.

Grad elo ass et eebe wichteg, an dat mierkt een och, wann ee mat de Reesagencë schwätzt, dass d'Leit, déi wëlle buchen, enzwousch higinn, wou se éischtens den Knowhow hunn, well an de Reesagencen hu se en Knowhow, dat op zwee Punkten natierlech. Dat eent ass: Wéi ass et op där Destinatioun, wou ech wëll higoen? Wéi sinn do d'Restriktiounen? Wat muss ech do erfëllen, fir kënnen dohinner ze goen?

An deen zweete Problem, dee sech da stellt, ass: Wat ass, wann ech sur place sinn an ech muss do e PCR-Test maachen an deen ass positiv? Wat maachen ech dann? Do ass et ëmmer gutt, wann een den Knowhow am Réck huet vun engem Reesbüro, deen engem do och kann Hëllefstellung ginn, deen ee ka beroden an deen eeben och do ka kucken, wat dann ze maachen ass. Eebe grad déi Kompetenz an dat Fachwëssen, wat een an de Reesagencen huet, do mierkt een, dass dat elo méi gefrot ass nach wéi virdrun, dass also d'Reesagence e ganz wichtegen Acteur ass, fir do kënne weiderzekommen.

Et ass eng speziell Situatioun am Moment, dat eeben, well d'Agencë méi Aarbechtsopwand hunn, fir d'Vakanze kënnen ze buchen, well se all déi Contrôlë musse maachen. Et gëtt ëmmer nach Annulatiounen op där enger Säit, op där anerer Säit Ëmbuchungen. Dat heescht, fir déi nämmlecht Suen ze kréien, fir déi nämmlecht Marge, déi op enger Vakanz ass, ass méi Aarbecht hannendru gefuerdert.

Dir hutt et ugeschwat: De grousse Problem vun de Reesagencë wärend der Kris war eeben, dass se ganz vill Aarbecht hu misse maachen, dat heescht ganz vill Manpower, an op där anerer Säit awer keng Recetten haten, dat heescht, fir déi Ëmbuchungen, Annulatiounen an esou weider Geld hu missen zréckbezuelen an da keng Sue méi haten.

Dofir ass eng Panoplie vun Aiden en place gesat ginn. Ech schwätzen elo iwwert déi normal Aiden, déi fir ganz vill Secteure sinn, sief et déi 5.000, 12.500, Fonds de relance, Aide coûts non couverts, Aide commerce, d'Avance remboursable, de Chômage partiel, wat ganz wichteg Volete sinn. Natierlech awer och, an hei komme mer grad dohinner, fir Liquiditéiten an d'Betriber ze kréien, besonnesch an der Reesbranche, war et wichteg, d'Avance remboursable ze kréien.

An do war och nach een Outil, deen nach dropgesat ginn ass, zesumme mat der SNCI, fir kënne Prêten ze ginn, déi vum Staat garantéiert sinn, eeben hei grad iwwert d'SNCI. Et muss ee soen, dat war eng Demande, déi och vun der ULAV komm ass. Dat ass en place gesat ginn. Menges Wëssens gëtt et awer just ee Betrib eleng, deen och wierklech dovunner Gebrauch gemaach huet. Op där anerer Säit hu mer eeben alleguerten en Arsenal vun Aiden en place gesat, fir den Agencen do kënnen ze hëllefen.

Et ass natierlech nach e schwierege Moment. An dofir ass et grad wichteg, dass mer e Phasing-out vun den Aidë maachen - ech mengen, d'nächst Woch ass en um Ordre du jour hei vun der Chamber -, dass mer net d'Aidë vun haut op muer ofbriechen, mee dass mer grad fir esou Secteuren, wou dee klenge Flom nach driwwer ass, lues a lues aus den Aidë kënnen erausgoen. D'nächst Woch ass de Punkt um Ordre du jour hei vun der Chamber. An heimat wëll ech dann och ofschléissen a jiddwereen invitéieren, deen och matzestëmmen.

Merci villmools!

Une voix.- Bien!

Une autre voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 239 vun der Madamm Octavie Modert un d'Madamm Kulturministesch iwwert de gallo-réimesche Site zu Duelem. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 239 du 8 juillet 2021 de Mme Octavie Modert relative au site gallo-romain à Dalheim, adressée à Mme la Ministre de la Culture

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, an der Kultur hält op ville Plazen elo d'Saison op an d'Zäit vum Kulturtourismus fänkt elo richteg un am Summer. Mir hunn hei am Land en immenst Potenzial fir de Kulturtourismus. Eng esou eng ganz wichteg Plaz ass de Vicus Ricciacus zu Duelem, e grousst gallo-réimescht Geländ, wou Dir jo alleguerten de beandrockenden Theater mat senge gutt erhalene stengene Sëtzplaze kennt. Dëssäits den Alpen ass dat zimmlech eenzegaarteg.

Virun engen zéng Joer konnt ech den „3T"-Masterplang - Tempel, Thermen, Theater - virleeën a mat senger Ëmsetzung ufänken. Dat ass e Plang, fir d'Valoriséierung vum gallo-réimeschen Archeopark an Etappen ze maachen.

Meng Froen un d'Madamm Minister: Wéi wëllt Dir virgoe mam Weiderféiere vun der Valoriséierung vu Ricciacum? Wéi eng Etappen hutt Der virgesinn? An a wéi engen Zäitraim? Do gëtt et zum Beispill ee wichtege Punkt de Moment, ech mengen, dat ass, den Empfangszentrum anzeriichten als e wichtegen Ulafpunkt fir d'Besicher, déi et domadder méi einfach kréien, fir Visitten ze maachen, a fir domadder dësem wichtegen archeologesche Site och déi verdéngte Visibilitéit ze ginn.

Dat bedéngt natierlech och, datt eng permanent Presenz op der Plaz wär. Domadder kéinten d'Ricciacus-Frënn net nëmmen ënnerstëtzt, mee och entlaascht ginn. A virun allem, wéi gesot, wär et extreem wichteg fir d'Visibilitéit vum Archeopark.

Op méi kuerzfristegem Plang: Wéi ass et mam aktuellen Dokumentatiounszentrum? Ech muss do zum Beispill ervirsträichen, datt do besonnesch den Daach de Moment e bësse leit. Do missten onbedéngt Aarbechten dru gemaach ginn, fir dass de Moment e bësse méi kann dra geschéien.

A meng lescht Fro: Wéi ass d'Zesummenaarbecht mam Tourismussecteur fir d'Auswäertung an d'Visibilitéit vun deem grousse Potenzial, dat dëst kulturtouristescht archeologescht Monument zu Duelem huet, wat de Ricciacum ass?

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. D'Madamm Kulturministesch Sam Tanson, huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här President. Madamm Modert, fir d'éischt emol: Et wär ëmmer hëllefräich, wann een den Detail vun de Froe géif kennen. Ech krut hei gesot, et wär eng Fro iwwer Duelem. Dann hätt ech lech vläicht kënnen och eppes iwwert den Daach soen. Dat kann ech lech elo leider net soen, well déi Informatiounen hunn ech net à l'improviste am Kapp.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Da wësst Der elo, datt do e Problem ass. Fir de Rescht ass et eng allgemeng Fro. Mee Dir hutt Recht, Madamm Minister. Merci fir Är Äntwerten.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Ech hunn elo net héieren, wat d'Madamm Modert gesot huet. Ech hat och gemengt, ech hätt ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et wier gutt, wann et heibannen e bësse méi roueg wier!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Et ass einfach eng Demande! Wann Der gär eng detailléiert Äntwert hätt, da stellt mer eng detailléiert Fro. Méi ass et net.

(Interruptions)

Pour le reste ass de Site een, dee mer op der Prioritéitelëscht hu vu Sites et Monuments. Et ass e protegéierte Site, fir en en valeur ze setzen. Dee Projet, deen eng Kéier ugeduecht war, dee war jo deemools op vill Kritik gestouss wéinst der Envergure, déi en hat, a vläicht net onbedéngt déi beschte Valorisatioun vun där immens bedeitender Plaz, déi mer hunn.

Dir wësst, dass mer zu Duelem dräi Sitten hunn: deen ee jenseits vun der Nationalstrooss, dann de faméisen Amphitheâtre an dann, e bësse méi wäit, nach d'Thermen, déi jo scho ganz schéin en valeur gesat gi waren ënnert der Egide vu mengem Virgänger. An et geet eigentlech drëm, déi dräi Sitte mateneen ze verbannen.

Do ass eng Erausfuerderung - den Här Bausch kennt den Dossier - déi vun der Nationalstrooss, well d'Leit natierlech musse vun deem eigentlech ursprénglechste Site jenseits vun der Nationalstrooss eriwwergoe bei den Amphitheâtre, an dat ass mat enger Rëtsch geféierleche Momenter verbonnen. Dat heescht, et geet drëm, dass mer do eng Léisung fannen, fir dee Passage besser ze organiséieren. An da gëtt et eeben nach déi Contrainte vun deem Bauer, deen direkt niewendru säi Betrib huet, wat mer och musse matbedenken.

Mee et ass am Moment amgaangen, un deem Projet geschafft ze ginn. An do wäert Der dann en temps utile de Projet virgestallt kréien. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Kulturministesch.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat heescht, et leeft näischt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da komme mer elo zur Fro Nummer 240 vum Här Gusty Graas un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Propositioun vun der EU-Kommissioun, eng Kerosinntax anzeféieren. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 240 du 7 juillet 2021 de M. Gusty Graas relative à la proposition de la Commission européenne d'introduire une taxe sur le kérosène, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, nach liewe mer an enger ganz schlëmmer Kris, an d'Enn vun där Pandemie ass leider nach net ofzegesinn. Dat soll eis awer net dervun ofhalen, eise Bléck op eng nach vill méi grouss Kris ze riichten, an zwar de Klimawandel.

Ech wëll domat ënner kengen Ëmstänn hei soen, datt d'Pandemie eng bescheide Kris ass. Bestëmmt net, ganz au contraire! Mee mir mussen eis awer trotzdeem ëmmer méi nach mat deem ganz grousse Problem ofginn, deen eis wäert an deenen nächste Joren immens beschäftegen.

An do huet ouni Zweifel Europa eng ganz wichteg Roll ze spillen. An ech mengen, dat mannst, wat ee ka soen, ass, datt sech och d'Europäesch Unioun däers bewosst ass. D'Europäesch Unioun huet an deene leschte Méint ganz vill Iwwerleeunge gemaach: Wéi kënne mer de Klimawandel, zumindest emol um europäeschen Niveau, aktiv bekämpfen? Do sinn eng Rei Iddien elo opgetaucht. An de 14. Juli wäert e Programm virgestallt gi vun der Europäescher Kommissioun, deen heescht „Fit for 55" - esou ass et, voilà. An ënner anerem ass awer och do virgesinn, eng Kerosinnsteier anzeféieren. Ech mengen, et ass normal, datt dat e bëssen e Reiztheema ass. Dat ass net zënter gëscht a virgëscht, wou dat diskutéiert gëtt, mee et schéngt elo vill méi eescht ze ginn.

A wann een d'Press aus deene leschten Deeg gelies huet, dann huet ee schonn eng ganz Rei Reaktioune gespuert, wat natierlech net verwonnerlech ass, besonnesch och aus der Loftfaartindustrie. An ech huelen hei als Beispill de Chef vun der Fraport AG, dem Bedreiwer vum däitsche Flughafe vu Frankfurt, dee gesot huet: „Dat do ass e Konjunkturschub u sech fir d'Türkei a fir den Noen Osten." An et géif u sech d'Kompetitivitéit vun den europäeschen Airlines erofsetzen.

Déi Kerosinnsteier soll 2023 agefouert ginn an da progressiv an d'Luucht goen. Dowéinst wollt ech dem Här Minister an deem Kontext dräi Froe stellen:

Déi éischt ass: Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung, méi spezifesch den Här Minister, zu der Aféierung vun enger Kerosinnsteier op europäeschem Niveau?

Déi zweet ass: Kann dat effektiv e Kompetitivitéitsverloscht matbrénge fir déi europäesch Airlinen?

An drëttens, ech mengen, eng Fro, déi eis alleguerten natierlech besonnesch interesséiert: Wat kann dat fir en Impakt virun allem natierlech fir eis national Fluchgesellschaft Luxair hunn, wann dat géif bedeiten, datt d'Fluchticketen och géifen an d'Luucht goen?

Ech soen lech Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, fir d'Wuert an och dem Här Graas fir déi Fro.

Zu senger éischter Fro kann ech em ganz einfach äntwerten: Jo, ech an och d'Lëtzebuerger Regierung si fir eng Kerosinnsteier.

An ech hunn net méi spéit wéi virun e puer Deeg mam belsche Minister a mat der éisträichescher

Ministesch och e Bréif geschriwwen un d'Europäesch Kommissioun en vue vun där Sëtzung iwwert de Fit for 55 - dat huet näischt mam Alter ze dinn, dat huet eppes dermat ze dinn, bis wéini wat soll erreecht ginn a puncto Klimaziler an esou weider -, wou dat effektiv um Ordre du jour steet. A mir hunn eis am Fong als Lëtzebuerg, Belsch an Éisträich an deem Sënn och engagéiert an och der Kommissioun gesot, datt mir se absolutt géifen ënnerstëtzen, fir op dee Wee do ze goen.

Mir sichen och an Europa elo nach doriwwer eraus aner Länner; et gëtt der eng Rei, zum Beispill Holland ass och éischter en faveur, et gëtt eng Rei nordesch Länner. Mir haten e bëssen de Problem, mir hätten och zu méi nach ënnerschriwwen, mee vu datt et eng Rei Länner gëtt, déi de Moment just geschäftsféierend Regierungen hunn, zum Beispill a Schweden an an Holland, war dat net esou einfach, fir datt déi konnten do ënnerschreiwen, well se kee kënnen engagéiere fir d'Zukunft. Mee a priori sinn dat awer och Länner, déi éischter en faveur sinn.

Zu Ärer zweeter Fro an zu der Remark vun engem Interview, deen ech och gelies hunn an der Press, dat wär e Konjunkturschub fir d'Turkish Airlines oder anerer: Dat ass natierlech en Oflenkungsmanöver, well d'Aart a Weis, wéi verhandelt gëtt vun der EU, déi ass esou, datt dat jo natierlech innereuropäesch soll sinn, mee datt dat natierlech net nëmmen d'Airlinë géif betreffen, déi an Europa sinn - also ob dat elo d'Luxair ass oder d'Lufthansa oder wéi eng och ëmmer an Europa, also eng europäesch Airline -, mee datt natierlech géif gekuckt ginn, fir innerhalb vun Europa dat d'nämmlecht ze applizéieren op all aner Airlinen, déi hei fléien.

An dann ass natierlech och eng international Komponent derbäi, dat heescht, d'EU géif dann doropshin natierlech och op internationalem Niveau eng Negociatioun starten, fir do e Level-Playingfield ze kréien. Dat ass iwwregens och elo näischt Aussergewéinleches, well ech wëll lech soen, et hu ganz staark Verhandlungen ... D'Kommissioun hat an der leschter Legislaturperiod e Mandat kritt, fir eng international Verhandlung ze féieren am Kontext vun den Aarbechtskonditiounen oder vun illegalen Aide-d'Étaten. An do ass haaptsächlech mam Katar, mat Dubai - also wéinst Emirates -, mat deenen Üblechen am Mëttleren Orient, déi do ganz staark sinn, fir queerzesubventionéiere respektiv Sozialdumping ze maachen, verhandelt ginn.

No laange Verhandlungen huet zum Beispill Katar elo ënnerschriwwen, fir awer eng Rei Reegelen ze akzeptéieren, déi d'EU hinne gestallt huet. Et muss ee wëssen: D'EU huet do jo awer e gewëssene Poids. Et ka keng Airline oder kee Land sech et leeschten, par rapport zu der EU Restriktiounen ze kréien oder Strofen ze kréien oder wat och ëmmer. Also et ass schonn esou, datt, wann d'EU sech eens ass, hei eppes ze maachen an dann d'Kommissioun mat deem ganze Gewiicht vun allen EU-Memberstaate ka verhandele goen, dat da schonn en Impakt huet, soudatt ech dat net als e Konjunkturschub fir déi Länner ugesinn.

Natierlech huet dat herno en Impakt op d'Präisser vum Ticket, dat ass kloer, mee et huet awer keen Impakt op de Konkurrenzstand vun der Luxair zu aneren Airlinen, well jo da fir jiddwereen a ganz Europa dat nämmlecht zoutrëfft, soudatt dat sech ausgläicht.

Et ass also kloer: Mir sinn derfir a mir wäerten och alles maache fir ze hëllefen. Selbstverständlech muss et awer eng gemeinsam EU-Reegel ginn. An da muss déi och international verhandelt ginn, fir datt et um internationale Marché net zu unlautere Konkurrenzverzerrunge kënnt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 242 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Gefor vun den Zuchbarriären an zu der schrëftlecher Fro vum Här Max Hahn zu deem selwechten Theema. Mir géifen déi zwou Froe mateneen huelen. Da géif ech fir d'éischt dem Här Max Hahn d'Wuert gi fir seng schrëftlech Fro zu där Thematik an duerno dann dem Här Mars Di Bartolomeo. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

- Question écrite n° 4630 de M. Max Hahn concernant les passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Question n° 242 du 7 juillet 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux dangers des passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, den Här Mars Di Bartolomeo an ech - Dir hutt et gesot -, mir hunn eis arrangéiert, dass mer déi Fro hei zesumme géife stellen. Dat heescht, wat ech elo vläicht vergiessen, dat wäert de Kolleeg Mars Di Bartolomeo bestëmmt nach opwerfen, a vläicht huet hie jo nach aner Froen zum selwechten Theema.

Dir hutt et all matkritt: Rezent ass et op der Barriär zu Bartreng zu engem Accident op de Gleiser komm - eppes wat natierlech ze bedaueren ass. An deem Kontext wollt ech de Minister froen: Wéi gesäit et allgemeng aus? Hutt Der Zuelen aus der Vergaangenheet, wéi oft et zu änlechen Accidenter komm ass? Gëtt et vläicht Plazen oder Barriären, wou dat besonnesch oft passéiert?

An dann eng aner Fro, déi sech an deem heite Kontext stellt: Ech mengen, och dee Leschten hätt elo matkritt, oder op d'mannst déi, déi sech mat deem heite Sujet befaasst hunn, dass, wann et dann derzou kéim an et wier een tatsächlech eng Kéier op der Barriär - wat natierlech net sollt passéieren -, een da selbstverständlech duerch déi Barriäre ka fueren. Fir dat awer ze verhënneren, gëtt et e System an Däitschland. Déi Däitsch nennen dat „Gefahrenraum-Freimeldeanlage". Et ass näischt aneres wéi e Gleisradar, deen eebe géif detektéieren, dass en Objet op de Gleiser steet, fir dann esou Accidenter och beschtméiglech ze verhënneren. Ass ugeduecht, Här Minister, hei zu Lëtzebuerg där Anlagen ze installéieren? Gëtt et der vläicht och schonn?

Am Idealfall, wéi gesot, huele mer iwwerall d'Barriären, d'Passage-à-niveauen, ewech. Ech weess, dat ass och e Bestriewen, hannert deem Dir stitt. Mir haten eng Kéier an enger Chamberskommissioun doriwwer rieds. An deem Kontext wollt ech lech froen, wou mer an der Vergaangenheet - vläicht déi lescht Joren - scho positiv Resultater an deem heite Kontext hate respektiv wou nach esou Barriären ewechgeholl wäerte ginn. Eng Barriär, déi ech ganz gutt kennen, dat ass déi vun der Dippecher Gare, wou mer jo ugangs d'nächst Joer - den Här Minister kann dat vläicht confirméieren - endlech mam Bau vum Contournement solle kënnen ukommen, fir dass mer déi dann och endlech lass wieren.

Dëst gesot, Här Minister, soen ech lech elo scho Merci. Wéi gesot waren d'Froen e bësse méi explizitt an detailléiert, mee dat war jo mat Ärem Averständnis. Dir hat déi jo am Virfeld als schrëftlech Fro dann och esou kritt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. An da ginn ech d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President. Wéi de Max Hahn richteg gesot huet, sinn déi Biller effektiv ronderëm d'Land gaangen. An ech mengen, dass jiddwereen erliichtert war, dass weeder der Automobilistin nach de Leit am Zuch eppes passéiert ass. Ech hunn déi heite Fro gestallt, well ech selwer eng Kéier - malgré moi - an eng vergläichbar Situatioun komm sinn, an där en aneren Automobilist, deen net gesinn hat, dass ech hannerun em war, gebremst huet, stoe bliwwen ass a mech op der Barriär blockéiert huet. Just am leschte Moment huet en da gesinn, dass d'Barriär zougaangen ass, an dunn huet en dann d'Gehier ageschalt an en huet mech laanschtgelooss.

Et ass also ganz kloer: Barriäre sinn e Geforenherd, wann een net hällesch oppasst. Si sinn awer och eng Barriär am normale Verkéier, well se Staue provozéieren. Vu dass de Max Hahn eng ganz Rei vu Froe scho gestallt huet, bleift mir just nach ze ënnersträichen, dass d'CFL dat richteg gesinn: All Barriär, déi een net méi brauch, ass eng gutt Barriär. Dofir soll een iwwerall do, wou et gutt Alternative gëtt, fir Barriären ofzeschafen - och fir ze verhënneren, dass Stied oder Gemengen an zwee gedeelt ginn -, dës besäitegen. Wou ee se net besäitegt kritt, do gëtt et an der Tëschenzäit déi Fréiwarnsystemer, op déi de Max Hahn higewisen huet - wat ëmmer se wäert sinn -, an déi normal Virsiichtsmoossnamen, déi a Fleesch a Blutt mussen iwwergoen, wéi ee sech dee Moment, wann een duerch iergendeen Ëmstand eng Kéier blockéiert ass, soll verhalen.

Ech weess, dass eng ganz Rei vu Barriäre supprimëiert gi sinn. An ech wëll och dofir e ganz grousse Merci soen. Ech weess och, dass an där Gemeng, an där ech liewen, eng vun deene Barriären op der Prioritéitelëscht steet. Mee iwwert déi zukünfteg Projete wäert de Minister eis Opschloss ginn.

Just vu mir aus en Appell un all Automobilist, fir mat Roude Luuchten, mat Barriären, déi ufänke sech ze senken, ganz virsiichteg ëmzegoen a virun allem d'Gehier anzeschalten, wann et engem an de Sënn kënnt, fir een op enger Barriär ze blockéieren. Domat setzt een net nëmmen d'Liewe vun deemjéinegen a Gefor, mee och dat vun de Leit am Zuch. A wann e Lokfürer eng Kéier esou eppes erlieft huet, ass dat och fir hien e ganz schlëmmt Erliefnis.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här Vizepremier François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President. An och deenen zwee honorabelen Deputéierte merci fir hir Froen, déi jo ganz aktuell sinn. Ech fannen et och gutt, datt se gestallt ginn, well da kënne mer nach eng Kéier soen, wat d'Reegele sinn a wéi ee sech verhale soll.

Also dat Éischt, wat emol ze soen ass: Dat ass eng Barriär an déi ass am Code de la route! Do gëtt et kloer Reegelen; et ass net nëmmen eng Fro vun der Sécherheet op der Eisebunn, mee do gëtt et Code-de-la-routes-Reegelen, an déi si relativ simpel. Et ass wéi bei all Rout Luucht: Wann déi Rout Luucht ufänkt ze blénken, da gëtt et just näischt aneres ze maachen, wéi einfach stoen ze bleiwe virun der Rouder Luucht.

An et ass net d'Barriär, déi zougeet, déi ausschlaggeebend ass, mee d'Luucht. An d'Luucht geet un, ier d'Barriär zougeet. Natierlech muss een dat schonn emol wëssen. Do gëtt et esou e Virlaf, deen eigentlech mécht, datt keen dierft drop stoen.

Wat een och net dierf, dat ass: Wann ee gesäit, datt vis-à-vis Stau ass an datt donc, wann een dropfiert, een op der Barriär um Gleis steet, dann dierf een net engagéieren op dee Passage à niveau. Da muss een op där anerer Säit vum Passage à niveau stoe bleiwen. Dat heescht: Et dierf een d'Gleiser am Fong ni besetzen. Do dierf ee just driwwerfueren. Dat ass dat Eenzegt, wat een dierf. Dat sinn d'Reegelen, wéi se sinn. Do gëtt et och Protokoller, wann ee sech net dorunner hält. Duerfir, dat Einfachst ass: Wa jiddweree sech dorunner hält, dierf dat doten, wat do elo geschitt ass, eigentlech net passéieren.

Wann et natierlech, par l'impossible, wéi et do geschitt ass, passéiert - an ech hu mer dee Video och ugekuckt an ech sinn net méi aus dem Staunen erauskomm, well déi Madamm hat extreemst Chance, extreemst Chance! -, da gëtt et just eppes: duerch déi Barriär do ze fueren. An déi Barriär ass och esou gebaut, datt se ewechfiert. Déi Barriär ass a sech keen ... Et ass net d'Barriär , wéi ech gesot hunn, déi definéiert, ob ee muss hale bleiwen oder net. Si ass just en zousätzlecht psychologescht Element, dat derbäigesat gëtt, fir den Automobilist un d'Halen ze bréngen. Méi ass dat net!

Wéi gesot sinn d'Reegelen do ganz kloer: Wannechgelift, da fuert derduerch! Bleift op kee Fall mam Auto um Gleis stoen oder iergendeppes esou, well dat alles ass fatal. Mir hu jo elo och gesinn un deene Biller, wéi séier datt dat geet a wéi séier et ka goen.

Et ass esou: Et gëtt en Ënnerscheed an der Technik verschiddentlech, jee nodeem, a wat fir engem Land een ass. Zu Lëtzebuerg ginn d'Barriären zou a Fonctioun vu Schläifen an de Gleiser. Dat heescht, den Zuch mécht d'Barriär selwer zou. Firwat ass dat esou? Mee dat dréit derzou bäi, datt d'Barriär natierlech manner laang zou muss sinn. Et gëtt och Länner, do gëtt et vun de Stellwierker aus gesteiert. Dat huet och erëm, sécherheetsméisseg gesinn, eng Rei Nodeeler. Et huet alles seng Vir- a Nodeeler, mee virun allem huet et och en Nodeel um Niveau vun deem, wéi laang d'Barriär zou ass.

Wann d'Barriär vum Stellwierk aus zougemaach gëtt, da kënnt Der lech virstellen, datt d'Barriär da vill méi laang zou ass. Dat huet dann natierlech och en Impakt op de Verkéier. Duerfir gëtt et awer méi Länner, déi eeben de System hunn, bei deem den Zuch selwer duerch d'Schläifen am Gleis d'Barriär zoumécht. Vun de Sécherheetsstandarden hier ass dat alles dann esou berechent: Wéi laang brauch den Zuch, wann en iwwert d'Schläif gefuer ass, bis d'Barriär ganz zou ass? (veuillez lire: Wéi laang dauert et, wann den Zuch iwwert d'Schläif gefuer ass, bis d'Barriär ganz zou ass?) An esou weider an esou fort. Dat klappt dann och alles.

Et ass awer kloer: Eng Barriär ass e Problem fir d'Sécherheet. D'CFL sinn och - wéi all Eisebunnsgesellschaft - net frou mat Barriären an hätte se am léifsten alleguer ewech. Et ass och esou, datt et e grousse Programm gëtt. Dat huet nämlech iwwregens och en Impakt op d'Zuchfolleg, also op den Trafick um Reseau selwer. Eng Barriär hënnert eigentlech d'Fluiditéit vum Zuchtrafick och d'nämmlecht wéi d'Strooss.

Dat huet och en Impakt op den Zuch selwer, mee virun allem sécherheetsméisseg gesinn ass et wierklech, fir se ze eliminéieren. An duerfir hu mer och e Programm, fir dat ze maachen. Just fir lech ze soen: Mir hunn e Programm, dee gemaach huet, datt mer an deene leschte fënnef Joer, vun 2016 bis haut - den Här Hahn hat dat jo gefrot -, 21 Passage-à-niveaue supprimëiert hunn. A mir hunn an deenen nächste Joren - also an deenen nächsten zwee Joer - der e ganze Pak virgesinn. Ech zielen lech se elo net alleguerten hei op, mee et sinn der eng Onmass, déi ewechgeholl ginn, an och duerno geet de Programm nach weider.

Dir hat mech och gefrot, wivill Incidenten et gouf. An deene leschte fënnef Joer gouf et aacht Fäll, an deene Stroossegefierer, déi onberechtegterweis op engem gesécherte Passage à niveau stoungen, vun engem Zuch erfaasst goufen. Dat ass mol méi, mol manner schlëmm ausgaangen. A fënnef Joer also aacht Fäll. Do kann een driwwer spekuléieren, ob dat vill oder wéineg ass. Ech soen: All Fall ass een ze vill, well et ass ëmmer kloer mat Risike fir Mënscheliewen an esou weider verbonnen. An och fir d'Zuchfolleg an esou weider, duerfir: Et ass e Problem!

Gott sei Dank ... Et ass fir d'CFL och net ëmmer einfach, fir d'Passagen ze supprimëieren. Den Här Hahn huet et a senger Gemeng, wou mer scho jorelaang amgaange si mat Emprisëproblemer a wou een awer elo Gott sei Dank um gudde Wee ass, fir een ze supprimëieren, scho materlieft. Dat ass dee berüümte klenge Contournement zu Dippech, deen am Fong jo d'Konsequenz ass vun der Suppressioun vun engem Passage à niveau zu Dippech. Mee wat awer Gott sei Dank ass: D'Gemenge ginn entre-temps ëmmer méi mat op de Wee, fir och effektiv ze hëllefen, dës ze supprimëieren.

Den Här Di Bartolomeo huet d'Beispill genannt vun Diddeleng-Centre. Dat ass ganz schwiereg, well dat e Passage ass, dee matzen an Diddeleng läit. Do sinn natierlech och urbanistesch Froen, déi sech stellen. An do hu mer och extra en Architecte urbaniste mat derbäigeholl, fir datt dat uerdentlech gestalt gëtt. Also d'CFL gi sech do mat de Ponts et chaussées zesumme relativ vill Méi, fir datt mer dat esou ewechkréien, datt et och herno - wann et am Uertskär ass - uerdentlech ass, datt d'Leit am Bannentrafick an der Uertschaft keng Nodeeler hunn.

Wéi gesot: Dee Programm leeft weider a mir hoffen, datt mer och an Zukunft nach méiglechst vill Passage-à-niveaue kënne supprimëieren, sou wéi mer dat déi lescht Jore gemaach hunn, mam Objektiv, se an deenen nächste Jore méiglechst all ewechzekréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch.

Mir komme lo zur Fro Nummer 241 vum Här Jean-Paul Schaaf un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Studenten, déi hir Residenz zu Lëtzebuerg hunn, mee am Ausland géint Covid-19 geimpft gi sinn. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 241 du 8 juillet 2021 de M. Jean-Paul Schaaf relative aux étudiants résidant au Luxembourg et vaccinés contre la Covid-19 à l'étranger, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Merci, Här President, mee virun allem awer och merci, Madamm Minister. Dir hutt haut bestëmmt keen einfachen Dag. Merci awer, datt ech déi Fro hei stellen däerf, déi sécherlech e marginalen Deel vun allem, wat Impfung ass, duerstellt, mee déi awer déi puer - wéi vill dat der sinn, weess ech net - concernéiert Schüler a Studente betrëfft, déi am Ausland studéieren an am Kader vun hirem Studium - sief et Gesondheetsberuffer, Medezinnstudien an awer och Erzéiungsberuffer - do a Stagë waren - där ech der perséinlech kennen - an déi do geimpft gi sinn. Fir si ass et awer duerchaus eng relevant Fro. Si hunn am Ausland dann och den Impfpass kritt, deen EU-Pass mat dem QR-Code, deen zu Lëtzebuerg liesbar ass. Vun dohier si se och hei zu Lëtzebuerg CovidCheck-konform ënnerwee. Dat klappt, dat ass richteg, mee hire QR-Code dréit dann dat auslännescht Zeechen. Mëttlerweil klappt et och, wann ee just déi éischt Impfung am Ausland konnt maachen, datt ee sech hei umelle ka fir déi zweet. Och dat ass gutt.

Elo kréien awer déi dote ganz geimpfte Schüler eng Aluedung oder hunn an deene leschte Wochen eng kritt, fir sech zu Lëtzebuerg impfen ze loossen. Dann hu se zwou Méiglechkeeten. Da kënne se soen: „Ech reagéiere guer net dorop." An dann ass meng éischt Fro: Wéi gi se da statistesch erfaasst? Sinn dat Impfverweigerer? Sinn dat der, déi einfach als net geimpft gëllen? Wou hänken déi, wou sinn déi drun? An déi zweet Méiglechkeet ass déi, datt se sech beim Helpdesk vun der Santé mellen a soen: „Hei, lauschtert, ech sinn zweemol geimpft. Wéi kann ech dat matdeelen?" An duerfir eng Citatioun aus esou engem Echange, wou dann eeben en E-Mail vum Helpdesk mat follgende Wierder zréckkoum: „Gudde Moien, mir maachen lech drop opmierksam, datt et keng Datebank gëtt, fir d'Impfungen, déi am Ausland gemaach ginn, hei opzezielen."

Voilà, dat ass dann am Fong och eng Situatioun, déi op alle Fall deen dote Schüler net zefriddegestallt huet, well e sech da Suerge mécht, wéi et da mat der drëtter Impfung wäert goen: „Kréien ech do och eng Invitatioun? Oder keng, well ech jo dann hei am Land net erfaasst sinn?"

Duerfir meng Froen: Wéi sinn déi Schüler erfaasst? Wéi ass et iwwerhaapt mat aneren Zouwanderer, déi hei an d'Land erakommen an duebel geimpft sinn? Dat ass jo dann eng änlech Situatioun. Wéi kommen déi an déi national Datebank? A kënnt Der de Leit zousécheren, dass no enger Léisung gekuckt gëtt, fir datt se fir déi drëtt Impfung dann en règle sinn?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Schaaf. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Jo, de Prinzip ass deen, dass all Land Zertifikater ausstellt fir déi Impfungen, déi et bei sech mécht. Dat ass de Prinzip an Europa a jiddwereen huet och d'Verflichtung, ab engem gewëssenen Delai dee QR-Code, deen interoperabel ass, dropzemaachen. Mir wëssen awer, dass net all d'Länner dat esou féx stoen haten. Vläicht ass een och mat enger Rei Problemer konfrontéiert ginn. Vill vun deene Problemer konnte mer um informelle Wee léisen. Mir hunn zum Deel iwwert den diplomatesche Wee och Kontakt opgeholl mat deene Länner, déi eebe refuséiert hunn, eise Studenten en Zertifikat auszestellen. Dat huet sech gereegelt.

Mir hunn eis awer och elo an där Propos, déi gemaach ginn ass an déi haut am Regierungsrot ugeholl ginn ass, eng Basis ginn, fir dass eisen Direkter och Lëtzebuerger oder Leit, déi am Ausland geimpft gi sinn, en Zertifikat ausstelle kann. Dat ass net de Prinzip, wéi en an Europa ass.

An och: D'Datebanken erfaassen déi national Impfung, déi, déi ee mécht - dat ass par rapport zu deenen Invitatiounen, déi erausginn - vun eis Residenten. Een, deen am Ausland ugemellt ass, fält natierlech net dorënner. Mee mir si bis elo extreem flexibel gewiescht a versichen ëmmer, de Leit e beschtméigleche Service ze bidden. Bis elo hu mer nach op zimmlech all Situatiounen eng Léisung fonnt. Mee d'Datebank wär jo verfälscht, wa mer Leit géifen ophuelen, déi am Ausland geimpft gi sinn. Asoufern huet dat scho seng Richtegkeet, dass all Land dat repertoriéiert, wat bei him national gemaach ginn ass, soss géif dat dat duercherneemaachen.

Wéi wäerte mer virgoen, wann et zu esou Saache kënnt? Mir si bei esou Saachen och ëmmer a Kontakt mat der ACEL, iwwert déi mer eebe justement och kommunikéieren. Et si schonn eng ganz Rei Kommunikatiounen zu deenen dote Situatiounen iwwert d'ACEL gaangen. A wa sech d'Hypothees vun enger drëtter Impfung géif stellen, da géife mer dat selbstverständlech och maachen, fir dann iwwert déi informell Kanäl un déi Leit erunzekommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 243 vun der Madamm Martine Hansen un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'zertifiéiert Antigeenschnelltester. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 243 du 8 juillet 2021 de Mme Martine Hansen relative aux tests antigéniques rapides certifiés, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Meng Fro ass relativ einfach. Ech sinn ëmmer dovunner ausgaangen, datt wa mer eppes an enger Kommissioun gesot kréien, dat dann och esou wär. An ech liesen hei aus dem Rapport vum 7. Juni, do steet: « En outre, les tests antigéniques rapides réalisés à l'école dans le cadre du projet edutesting.lu sont certifiés et donc acceptables dans le cadre du régime Covid check, de même que les tests antigéniques rapides certifiés qui sont offerts par un certain nombre de communes. » Dofir si meng zwou, dräi Froen ...

Déi éischt Fro ass: Firwat ginn déi zertifiéiert Covidtester net bei de CovidCheck-Evenementer ugeholl, sou wéi d'Madamm Minister eis dat awer erkläert huet? Déi zweet Fro ass: Firwat ginn déi zertifiéiert Schnelltester, déi an de Schoule gemaach ginn, net bei de CovidCheck-Evenementer ugeholl, sou wéi mer dat - a mir hu laang driwwer diskutéiert - och erkläert kritt hunn?

An eng lescht Fro, just opgrond vun där Sitzung, déi mer grad virdrun haten - do konnt ech jo keng Froe méi stellen -, just eng kuerz Fro: Vu datt elo zertifiéiert Schnelltester ab zwielef Auer noutwendeg sinn, do hutt Der gesot: „Dat wäert jo kee Problem sinn. Da kann een nach séier de Wee fir op den Eck an der Groussgaass fannen. Déi Zäit wäert een nach hunn, fir deen ze fannen." Ech wëll lech just soen, datt d'Liewen och ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg stattfënnt an datt net jiddwereen an all Eck vum Land en Eck an enger Groussgaass huet, wou een en zertifiéierte Schnelltest ka maachen. Dofir wollt ech froen, wat Der wëlles hutt, Madamm Minister - ech hat déi Fro schonn eng Kéier hei gestallt -, fir d'Gläichberechtegung vun deene virun allem och Jugendlechen am Land sécherzestellen, fir datt jiddwereen déi selwecht Chancen huet, fir relativ einfach un zertifiéiert Schnelltester ze kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Et ass net, well d'Gesetzer sinn, wéi se sinn, dass se ëmmer am leschten Detail um Terrain ukommen. Mir hunn där doter Fäll vill, déi signaléiert ginn, a preziséiere quasi dagdeeglech ëmmer nees, dass déi dote selbstverständlech mussen unerkannt ginn. Den Text ass extreem kloer. Et ass „entweeder oder" an der Definitioun: „soit, soit". Dat heescht, et sinn déi zwou Méiglechkeeten: Et ass entweeder ee mat engem QR-Code oder et ass een zertifiéierten.

Mee ech kann nëmme bestätegen: Mir hunn effektiv och an der Kommissioun laang doriwwer geschwat gehat, fir dat ze erklären. Den Text ass a mengen Ae vum Franséischen hier extreem kloer. Mir preziséieren et och ëmmer erëm. Wa mer signaléiert kruten, dass dat emol plazeweis net akzeptéiert gouf, si mer schonn oft intervenéiert, fir dat erëm kloerzestellen. Et ass och an den FAQe preziséiert. Mee bon, den Text ass kloer: Et sinn déi zwou Méiglechkeeten.

Et ass wéi bei ville Saachen: Et ass eng komplizéiert Situatioun. D'Mesurë sinn net ëmmer einfach. An et ass e permanenten Effort, dee mer musse maachen, fir ëmmer erëm ze berichtegen. Soubal eis esou Saache bekannt ginn, reagéiere mer, soufern mer kënnen. Dat wäerte mer och elo erëm maachen, wann déi nei Mesurë kommen. Mee vum Text hier ass et u sech esou, wéi mer dat an der Kommissioun beschwat hunn. An dat ass och dat, wat mer de Leit an deem Fall erklären.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Är Verwaltung huet just aner Recommandatioune gemaach gehat, zumindest fir zum Beispill d'lescht Woch freides bei groussen Evenementer. Do hunn déi net gezielt.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat hänkt dovun of, wouvun Der schwätzt. Mir hu kloer FAQen, wou dat doten drasteet. Ech weess selwer, dass d'Fro oft kënnt, well mer an eise Reuniounen ëmmer erëm Revue passéiere loossen, wat sech um Terrain esou u Froe stellt. Mir intervenéieren do reegelméisseg. Ech weess net … Da misst Der mer scho méi prezis soen, wouvun Der do schwätzt. Mee wéi gesot, den Text ass kloer. Ech weess, dass et net ëmmer einfach ass ze erklären, wat dat heescht, „entweeder oder". „Entweeder oder" heescht: dat eent oder dat anert. Méi kloer kann et vum Text hier net sinn a wann dat net ukomm ass, wäerte mer, wann et eis wäert signaléiert ginn, ëmmer erëm widderhuelen, wéi et ze interpretéieren ass.

Fir de Rescht ass et eng Fro vun der Offer. Ech mengen, mir hunn och iwwer Land eng breet, ënnerschiddlech Offer. Et gëtt Gemengen, déi sech opgestallt hunn. Mir hunn entre-temps de sougenannten „open bar" an eisem Depistage, wou wierklech jiddweree sech e PCR-Test gratis organiséiere kann, wann en dat wëllt. Mir hunn eng ganz breet gefächert Offer iwwert d'Land, fir divers Tester. Ech mengen, do brauche mer eis och vis-à-vis vum Ausland net ze schummen.

Voilà. Ech mengen dat war et. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

Mir kommen dann zur leschter Fro vun der Froestonn: der Fro Nummer 244 vum Här Charles Margue un den Här Minister fir sozial Sécherheet iwwert de Remboursement vu verschiddene Behandlungskäschte fir Transgenderpersounen. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 244 du 7 juillet 2021 de M. Charles Margue relative au remboursement de certains traitements pour les personnes transgenres, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Mënschen, déi an engem falsche Kierper gebuer goufen, hunn ee laange Wee viru sech, wa si decidéieren, hiert Geschlecht ze änneren. Ofgesi vum Coming-out vis-à-vis vu Famill a Frënn an den administrativen Hürden, fir den Numm an d'Geschlecht ze änneren - wat awer glécklecherweis elo scho méi einfach ginn ass -, kënnt dann och nach de medezinnesche Volet. Net all Transpersoune wëllen hire Kierper duerch e chirurgeschen Agréff vu Grond op veränneren. All Mënsch ass do anescht. An all Transpersoun ka just selwer wëssen, wat dat Richtegt fir si ass.

Déi gréisser Agréffer wéi Ovarektomie oder Mastektomie ginn zum gréissten Deel vun der Krankekeess iwwerholl. Fir déi mental Gesondheet ass et villen Transmënsche wichteg, vun de Matmënschen als déi Persoun wouergeholl ze ginn, als déi si sech fillen. Eng Transfra wëllt net „Monsieur" genannt ginn. Dofir sinn Agréffer fir d'Ofschläife vum Adamsapel oder d'Entfernung vun de Baarthoer dacks gradesou wichteg wéi aner Traitementer am Kader vun der Transitioun. Dës ginn awer bis ewell net vun der Krankekeess rembourséiert.

D'Ausgesinn ass dëse Mënschen net aus Eitelkeet wichteg an dës Traitementer mécht keen aus Spaass. Et si schmäerzhaft Prozeduren, mee si kënnen immens vill zu der mentaler Gesondheet vun dëse Leit bäidroen.

Dofir froen ech den Här Minister, ob en der Meenung ass, dass och dës Traitementer, Agréffer am Kader vun enger Transitioun an Zukunft solle rembourséiert ginn, a wa jo, ob schonn iwwert d'Ëmsetzung nogeduecht ginn ass, respektiv wou ee kéint déi Diskussioun, dat Gespréich ufänken.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Minister Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci och, Dir Dammen an Dir Hären. A merci och dem Här Margue fir d'Uschneide vun dësem Sujet. E Sujet, en Dossier, dee mer scho méi dacks an dëser Chamber an an der Plenière diskutéiert hunn, dat virun allem an deene leschte Jore ganz dacks op Interventioun vum Marc Angel hin, deen dësen Theema ëmmer erëm ugeschwat huet. An derniewent hunn ech mech selwer och ganz dacks mat Organisatioune getraff, fir effektiv en Echange ze hunn iwwert de Punkt, wou mer de Moment eeben dru sinn. A mir hunn och eng Entwécklung doranner gemaach. Mir hunn dann och gemeinsam dee sougenannte Plan LGBTI an deem Beräich ausgeschafft, deen och amgaang ass ëmgesat ze ginn a wou eng ganz Rei vu Saachen, déi Dir hei uschwätzt, de Moment och analyséiert ginn.

Eenzel Saache si scho geschitt. Eng vun deenen, déi mer direkt ëmgesat hunn, war deen Optrag, deen ech der CNS ginn hu fir ze kucken, zesumme mam Contrôle médical Prozeduren ze analyséieren, fir effektiv och direkt, ouni iwwer onnéideg Ëmweeër ze goen, deene betraffene Persoune kënnen ze hëllefen an effektiv och déi richteg Berodung ze maachen an eeben och ganz einfach e Wee opzezeechnen. Dat ass geschitt. Et goufen an deene ganze Prozeduren a bei de Leit, déi behandelt goufen, och wierklech hei Fortschrëtter gemaach.

Derniewent ass et och kloer - wéi Dir gesot hutt -, datt d'Statute vun der CNS eng Rei Remboursementer definéieren. An der Annex C vun de Statute vun der CNS ass virun allem d'Dysphorie de genre virgesinn - mat deem, wat genau iwwerholl gëtt. Ech mengen, Dir kënnt do genau noliesen, wat fir eng Akten, wat fir eng Remboursementer hei gemaach ginn. Dëst sinn engersäits den Accompagnement psychiatrique, et sinn awer och d'Medikamenter, déi am Kader vun der Hormonsubstitutioun verschriwwen an delivréiert ginn - e wichtege Volet, deen och e wichtege Käschtepunkt ass -, awer virun allem och d'Chirurgie de réassignation sexuelle, hei awer exclusivement d'Chirurgie pelvienne a mammaire. Do gëtt et sécher och nach aner Voleten, déi ee ka mat undenken. A grad dat sinn och Voleten, déi mer an eisem Plan LGBTI ausgeschafft hunn a wou ee muss dru schaffen, wéi een dat an Zukunft och nach kann ausweiten, fir hei effektiv och nei Remboursementer virzegesinn.

Net iwwerholl ginn - an ech mengen, dat war och net Äert Uleies hei - esthetesch Mesurë wéi Epilatioun, Chirurgie de féminisation oder virun allem och Saachen am Gesiicht respektiv am Hals. Dat si Saachen, déi de Moment ausgeschloss sinn. Wat virun allem awer och wichteg ass: Well ganz dacks esou eng Operatioun, esou eng Interventioun net hei am Land gemaach gëtt, ass et esou, datt natierlech och hei déi selwecht Reegele spille wéi och bei allen aneren Interventiounen a Prise-en-chargen am Ausland. Déi ginn natierlech iwwerholl. Et ass eigentlech egal, wou et gemaach gëtt, ob et zu Lëtzebuerg ass oder am Ausland. Dee Moment, wou eng Iwwerweisung vun engem Dokter un en auslännescht Spidol gemaach gëtt, gëtt dat natierlech och iwwert d'CNS rembourséiert.

Wéi gesot, mir sinn amgaang, Fortschrëtter ze maachen, mir sinn amgaang, dee Plang do ëmzesetzen. An et bleiwen nach eenzel Punkten dovun ofzehaken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Romain Schneider.

5. Question élargie n° 107 de Mme Josée Lorsché au sujet du centre de prise en charge postaiguë de l'accident cérébral vasculaire (Nachsorgezentrum) et de la prise en charge du Long Covid

Deen zweete Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 107 vun der Madamm Josée Lorsché iwwert den Nachsorgezentrum an d'Prise en charge vu Long-Covid-Kranken. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Madamm Ministesch stinn zéng Minutten zou. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Madamm Minister, fir d'éischt emol villmools merci fir Är Gedold an Är Bereetschaft, och haut nees op vill Froen ze äntweren. Et ass jo net, wéi wann Der soss keng Aarbecht hätt. Ech appreciéieren dat wierklech ganz staark!

Meng Question élargie betrëfft am Fong an éischter Linn d'Prise en charge vum Hiereschlag, dem sougenannten AVC - wat ech och esou a menger Ufro geschriwwen hunn -, deen all Mënsch vun haut op muer kann erwëschen. Weltwäit si 17 Milliounë Mënschen am Joer vun engem Schlagufall betraff. Zu Lëtzebuerg sinn et ongeféier 1.400 Mënschen am Joer. Dat sinn der ganzer véier an engem Dag.

Weltwäit ass den Hiereschlag als déi heefegst Ursaach vu Lämungen ugesinn, vun Aphasie a Verloscht vun de kognitive Kompetenzen, vu Warneemungsstéierungen, Séibehënnerungen, psychesche Problemer bis hin zu Depressiounen an zum komplette Verloscht vun der Autonomie. Bei zwee Drëttel vun den Iwwerliewende bleiwen dës Problemer jorelaang bestoen, oft souguer e Liewe laang, wa se net intensiv behandelt ginn.

Zu de Betraffene gehéieren och Kanner a Jonker. A grad wéi déi Erwuessen an déi eeler Mënsche mussen och déi Jonk nom Prinzip „time is brain" ouni Zäitverloscht an enger héich spezialiséierter Spidolsunitéit - enger Stroke Unit - behandelt ginn. Zu Lëtzebuerg hu mer där véier.

Uschléissend gi se an de Rehazenter um Kierchberg iwwerwisen, respektiv op Stengefort, Diddeleng oder Wolz an d'Spideeler, déi dozou ëmfonctionéiert gi sinn a wou se wärend sechs Méint oder maximal engem Joer vun enger Reeducatioun profitéiere kënnen. Allerdéngs net iwwerall am selwechte Mooss, wuel wëssend, datt d'Infrastrukture ganz ënnerschiddlech ausgestatt an och zum Deel vereelzt sinn. Uschléissend ginn d'Leit heemgeschéckt a kënnen eemol an der Woch eng Kinés- oder Orthophonieseance vun 30 Minutten an Usproch huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, laut internationale Spezialisten, mee och laut dem Lëtzebuerger Conseil scientifique, dee sech mat där Matière beschäftegt, geet et mat dëser dach limitéierter Prise en charge bei Wäitem net duer. Fir datt déi betraffe Mënschen am Alldag awer nees zu hirer voller Autonomie an zu hirer psychescher Gesondheet zréckfanne kënnen, ass eng intensiv a ganzheetlech Nosuerg iwwer Joren onëmgänglech, wann déi éischt akut Phas vun der Reeducatioun bis ofgeschloss ass.

Et ass ganz genee dee Modell, Madamm Minister, dee schonn an auslänneschen Nosuergezentre fonctionéiert. Laut de Standarde vun der europäescher SAFE-Organisatioun - der Stroke Alliance for Europe, an där ganzer 37 Länner inklusiv Lëtzebuerg vertruede sinn - geet et an deenen Zentre geziilt drëms, datt déi Betraffen hir Fäegkeeten alldagsno erprouwe kënnen, datt se hir Autonomie, hir Ausdauer an hir Belaaschtbarkeet stäerke kënnen, datt se léieren, hir eegen Defiziter ze akzeptéieren a se och emol ze kompenséieren. Natierlech alles mam Zil, datt se nees um soziale Liewen deelhuelen an hire Beruff nees ausübe kënnen.

D'Viraussetzung ass, datt dës stationär oder deelstationär Strukture mat engem multidisziplinären Team vu Spezialistinnen a Spezialisten ausgestatt sinn, déi intensiv mat deene Betraffene schaffen, an zwar an engem Rhythmus vun e puer Deeg an der Woch - dat heescht net 30 Minutten an der Woch - an och vill méi multidisziplinär. Fir déi erreechte Fortschrëtter da laangfristeg ofzesécheren, ass et natierlech och wichteg, se ze stabiliséieren. Dat setzt viraus, datt d'Prise en charge an engem Nosuergezentrum net schonn no engem, zwee oder dräi Joer ofgebrach gëtt, mee jee no Gravitéit iwwer vill Jore bäibehale muss ginn.

Eng wichteg Missioun vum Nosuergezentrum - an déi läit de Leit staark um Häerz - ass och d'Ënnerstëtzung vun de Familljememberen an dem sozialen Ëmfeld. Et ass jo gewosst, datt Dag fir Dag Problemer entsti bei der Versuergung vu Leit, déi net autonom sinn. Dat familiäert Ëmfeld ass net nëmme gefuerdert, et ass och meeschtens iwwerfuerdert.

Madamm Minister, well d'Regierung sech der Problematik vum AVC wëll unhuelen, gesäit de Koalitiounsaccord d'Mise en place vun Nosuergeservicer fir Schlagpatiente vir, wat jo eng gutt Saach ass. An Ärer Äntwert op meng entspriechend Question parlementaire hutt Der mer erkläert, datt dann och e Réseau de compétence fir AVC-Patiente geschafe soll ginn. Dëst op Basis vum Spidolsgesetz a vun enger verstäerkter Zesummenaarbecht tëscht de Servicer vum Rehazenter, dem CHL a verschiddenen externe Servicer, déi ënner anerem derfir suerge sollen, datt Komplikatioune fréizäiteg verhënnert ginn.

Wat awer gefeelt huet an der Äntwert, ass déi ganzheetlech Approche, déi engersäits d'Famill matabezitt an anerersäits geduecht ass, fir eebe grad déi mental Gesondheet vun de Betraffenen ze stäerken, Alldagssituatiounen ze erprouwen an all déi Krittären ze erfëllen, déi ech virdru genannt hunn. Vläicht huet sech jo an der Tëschenzäit eppes gedoen?

Dofir wéilt ech lech och froen, Madamm Minister, ob geplangt ass, e reegelrechten Nosuergezentrum op d'Been ze stellen, deen déi international Krittären erfëllt, a wou dësen Zentrum - de Fall gesat -

implantéiert géif ginn. Laut den internationalen Norme soll de Site jo esou gewielt ginn, datt d'Patiente vun adequaten Iwwernuechtungsoffere kënne profitéieren, mee och vu Beweegungs- a Fräizäit- oder Fitnessméiglechkeeten, flaache Spadséierweeër - wuel wëssend, datt se nach net ganz mobill sinn -, an datt och sozial Kontakter am Bausseberäich solle méiglech ginn.

Ech géif mer virstellen, datt esou ee Projet sech gutt am Domaine Thermal zu Mondorf géif ënnerbrénge loossen.

Meng zweet Fro bezitt d'Long-Covid-Patiente mat an - woubäi ech dann erëm zu Mondorf sinn -, déi zum Deel mat änleche Sequellë konfrontéiert si wéi d'Schlagpatienten, mat liichte Variatiounen a verschiddenen anere Krankheetsbiller, mee et gëtt och vill Gemeinsamkeeten. Wier et an deem Sënn net sënnvoll, Madamm Minister, Synergien ze schafen tëscht der Prise en charge vu schwéier betraffene Covidpatienten a Schlagpatienten, dëst am Kader vum neie Pilotprojet, dee jo elo presentéiert ginn ass - de Pilotprojet fir Long-Covid-Patienten -, dee jo zum Deel am CHL an zum Deel am Domaine Thermal vu Mondorf geplangt ass?

Sollt effektiv e stationären oder semistationären Nosuergezentrum fir Schlagpatienten entstoen, kéint dësen also och de staark betraffene Long-Covid-Patienten zeguttkommen an ëmgedréit, wuel wëssend, datt d'WHO vu jorelaange Reeducatiounszäite fir Long-Covid-Patienten ausgeet. E puer Méint si laut der WHO net genuch.

Domat géif dat zesummegeluecht ginn, wat zesummepasst - am Sënn vu enger méi intensiver a ganzheetlecher Prise en charge vu béide Patientegruppen, mee och am Sënn vum effikassen Asaz vun den ëffentleche Gelder.

Madamm Minister, ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ee vun de ville Plan-nationallen, déi mer effektiv bei eis um Ordre du jour hunn: de Plan national des maladies cardio-neuro-vasculaires. Virop géif ech gären ënnersträichen, dass mer no mëttlerweil 15 Méint Pandemie amgaange sinn, och intern natierlech eisen Aarbechtsprogramm, deen duerch dës Pandemie fundamental perturbéiert ginn ass an eis Leit mobiliséiert, nei ze prioriséieren, ze kucken ... Mir hu lafend Aarbechten, déi mer net konnten aussetzen an déi mer selbstverständlech niewelaanscht gestemmt hunn, mee eisen Aarbechtsprogramm, sou wéi en ugeduecht war, ass natierlech hei perturbéiert.

Dat bréngt mat sech, dass mer am Moment amgaange sinn ze evaluéieren, wéi mer eis Prioritéiten nei setzen. Mir sinn op deem dote Projet net esou virukomm wéi geduecht. Déi Problemer, déi ugeschwat gi sinn, si Kärproblemer, déi och am Plang viséiert sinn.

Ugeduecht ass eng Optimisatioun justement vun de Stroke Units, och d'Mise en place vu Soins de rééducation, de réhabilitation no der Hospitalisatioun, déi méi ausgedeent sinn, déi e bessere Suivi hunn, dass no der Phase post-aiguë eeben och an der Dauer eppes soll nokommen. Alles dat sinn déi Iddien, déi do sinn. An och d'Opportunitéit vun engem Regruppement, mee ech muss lech leider zu dësem Zäitpunkt soen, dass mer do nach net groussaarteg weiderkomm sinn.

Mir maachen dat, wéi gesot, fir d'éischt elo eng Kéier global. Mir hunn net just ee Plang, mir hu vill Pläng, wou mer gefuerdert sinn. An et ass elo un eis ze kucken, wéi mer déi eenzel Aarbechten zum Deel eeben nach parallell zu der Gestioun vun der Kris - wéi Der wësst hu mer och e Gesondheetsdësch, dee säit Méint leeft an eis extreem vill fuerdert - beschtméiglech kënne weiderdreiwen.

Et ass och richteg, dass d'Symptomer oft änlech gelagert sinn. Dir hutt et ugeschwat. Mir hu gëschter eisen neie Projet fir d'Prise en charge vum Long-Covid virgestallt, dee justement op enger enker Zesummenaarbecht vun allen Acteure fousst, bei deem mer déi eenzel Etablissementer zesummebruecht hunn a bei deem mer eis och zentral opstellen, fir wierklech gutt Erkenntnisser ze kréien. Dat ass menges Wëssens relativ eemoleg, dass dat op nationalem Plang esou wäert gesteiert ginn. Dat heescht, mir kréien au fur et à mesure all Informatioune vu Pathologien eran, déi sech hei presentéieren. Mir kënnen de wëssenschaftlechen Aspekt afale loossen an dann esou erëm zréck un den Terrain injectéieren, wéi d'Prise en charge kann optimiséiert ginn.

Ganz wichteg an dëser Prise en charge ass de Gatekeeper. Dat ass eise Service national des maladies infectieuses, dee en Droit de regard heirobber huet, dat scho bei der Entrée. Dat heescht, d'Leit ginn iwwer hiren Hausdokter, dee gëtt an enger éischter Phas sensibiliséiert fir eng Grille, déi mer elo hunn, fir de Long-Covid ze erkennen. Och déi huet jo emol fir d'éischt missen erstallt ginn. Mat all Mount kommen nei Erkenntnisser, wéi sech de Long-Covid äussert. Mir hunn elo genuch, mir si genuch alimentéiert, fir elo wierklech eng Grille ze hunn, déi hëlleft, d'Dokteren um Terrain ze guidéieren.

Wa si der Meenung sinn, dass et e Fall vu Long-Covid ass, da geet et bei de Gatekeeper - wat d'Experte sinn, wou d'Kompetenz gebündelt ass - an den CHL. Vun do aus gëtt dann eebe justement gepréift, ob et net eng aner Pathologie ass. Dat ass jo ganz wichteg. Et soll net einfach queesch duerch de Gaart ugefaange ginn ze behandelen. Dofir déi zentral Approche, fir wierklech sécherzestellen, um Niveau vun der Diagnos, dass mer et hei wierklech mat engem Long-Covid ze dinn hunn an net mat eppes anerem, wat sech vläicht verstoppt an net entdeckt géif ginn. Dat ass e grousse Risiko, soudass Der gesitt, dass do déi Zesummenaarbecht scho leeft.

Aus dësem Projet wäerte mer sécherlech och Enseignementer kréien. Fir mech ass et e wichtege Pilotprojet. Ech si ganz frou doriwwer. Et ass deen éischten an där Form, wou mer wierklech e Parcours patient deployéiere mat enger ganzer Bandbreet un Acteuren. Et geet iwwert den Domaine Thermal vu Mondorf, deen hei eng nei Offer ubidde wäert, iwwert de Rehazenter, iwwert d'Praxissen, d'Médecin-généralisten an och aner Acteuren um Terrain, déi hei au fur et à mesure wäerte matagebonne ginn. Dat alles fir ze soen: Voilà, hei ass u sech e Pilotprojet, deen eis schonn eng Richtung ugëtt, wéi dat dote ka goen.

Am Plang selwer - do musst Der eis entschëllegen - si mer am Moment net wierklech meilewäit weiderkomm. Dat ass eis awer bewosst a mir kucken eis Aarbechten, déi opstinn, global, fir dann eeben eng Kéier nei ze prioriséieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

6. Question élargie n° 108 de M. Marc Hansen au sujet de la sécurité informatique des hôpitaux luxembourgeois

Mir kommen dann zur erweiderter Fro Nummer 108 vum Här Marc Hansen iwwert d'informatesch Sécherheet an de Lëtzebuerger Spideeler. Här Marc Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, Cyberattacken op Betriber ginn ëmmer méi heefeg an d'Pandemie huet d'Situatioun nach verschlëmmert, well d'Betriber am Homeoffice nach méi vulnerabel ginn. Nach leschte Freideg ass eng Attack op eng Software vun enger amerikanescher IT-Firma lancéiert ginn. Dëst hat als Konsequenz, datt weltwäit méi wéi dausend Betriber hir Donnéeë verschlësselt kruten a si keen Accès méi drop haten oder hunn.

De Spidolssecteur ass och vun änlechen Attacke betraff. 2020 gouf et offiziell 27 gréisser Cyberattacken op Spidolsinfrastrukturen a Frankräich a 40 an Däitschland.

Firwat gi grad Spideeler attackéiert? Et sinn haaptsächlech Ransomware-Attacken, wou et ëm Léisegeldfuerderunge geet. D'Erpresser maachen dat do, wou et ongestrooft dee gréisste Return-on-Investment gëtt. Mëttel- a Klengbetriber sinn oft manner gutt geschützt wéi grouss Betriber, wat et dem Hacker natierlech méi einfach mécht.

Genau dëst ass de Pharma- a Gesondheetssecteur, deen zum Beispill a Frankräich zousätzlech eng Rei vu Schwächten opweist: vereelzt Informatiounssystemer, fragill IT-Infrastrukturen, ze niddreg Investitiounen a Cybersécherheet, Schwieregkeeten, fir Spezialiste fir Cybersécherheet ze rekrutéieren an esou weider. Eng nach méi wichteg Schwächt ass, datt de Spidolssecteur net kann ophale mat schaffen. D'Spideeler si systeemrelevant Strukturen, déi sensibel Donnéeën traitéieren a wou d'Zäit iwwerliewenswichteg ka sinn.

Ech wéilt op dëser Plaz d'Madamm Ministesch froen, ob et zu Lëtzebuerg och schonn esou Ransomware-Attacken op Spideeler gouf an ob de Phenomeen sech och wärend der Pandemie verstäerkt huet. Gëtt et eng kloer Strategie, wéi mat esou Attacken ëmzegoen ass? A Frankräich ass et zum Beispill esou, datt Léisegeldbezuelunge verbuede si fir ze evitéieren, dass d'Hacker weider encouragéiert ginn.

Wärend der Pandemie huet d'Digitaliséierung vum Gesondheetssystem sech acceleréiert. Och den Teletravail am Beräich ass méi grouss ginn. Allgemeng muss ee sech bewosst sinn, datt all Apparat, deen Donnéeë kann iwwermëttelen, ka gehackt ginn. Och medezinnesch Apparater si mëttlerweil interconnectéiert: IRM, Mammografiesapparater an och Pacemaker oder Insulinpompelen. Dobäi muss een awer am A behalen, datt all Kommunikatioun no baussen eng potenziell Méiglechkeet ass, fir an den Apparat oder e ganze System eranzekommen.

Ëmmer méi digital Interkonnexiounen am Gesondheetswiese vergréisseren de Risiko, eng Schwaachstell am System ze fannen. Mech géif duerfir interesséieren, ob et Miessinstrumenter gëtt fir ze kucken, op wéi engem IT-Sécherheetsniveau e Spidol sech befënnt, an ob et eventuell scho Strategië gëtt, fir mëttel- a laangfristeg d'Spideeler op en héije Sécherheetsstandard ze setzen.

Fir d'Sécherheet vun den IT-Systemer am Gesondheetsberäich ze garantéieren, brauch et och Preventioun op verschiddenen Niveauen. D'Hardware an d'Software musse permanent à jour gehale ginn. Dëst ass net ëmmer einfach, well et zum Beispill Rëntgenapparater gëtt, déi nach gutt fonctionéieren, awer mat IT-Systemer, déi vereelzt sinn an net méi kënne geupdate ginn. Et ginn awer och Spezialisten an de Spideeler gebraucht, déi sech ëm IT-Installatioune këmmeren a reegelméisseg Backuppe maachen.

Wéi ass dat zu Lëtzebuerg organiséiert? Huet all Spidol säin IT-System a seng IT-Spezialisten oder gëtt et eng Kooperatioun tëschent de Spideeler, fir méi gemeinsam Léisungen ze fanne respektiv IT-Spezialisten anzestellen? Besteet eventuell eng Kooperatioun tëschent de Spideeler an der Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information?

Wichteg ass awer och, datt d'Utilisateure sech hirer Responsabilitéit am Kader vun der Cybersecurity bewosst sinn. All Acteur - vun der Sekretärin bis zum Dokter - muss op de Problem opmierksam gemaach a forméiert ginn. Duerfir d'Fro: Gëtt et zu Lëtzebuerg geziilte Formatiounen am Beräich IT-Sécherheet fir d'Utilisateuren aus de Spideeler?

An Däitschland definéieren d'IT-Sicherheitsgesetz an d'Patientendaten-Schutz-Gesetz de legale Kader an d'Normen, un déi d'Spideeler sech hale mussen. Wat ass de legale Kader zu Lëtzebuerg? Gëtt et spidolsspezifesch IT-Sécherheetsnormen? A wien ass zoustänneg fir d'Kontroll vum Anhale vun dësen Normen?

Ofschléissend wéilt ech dann awer nach op d'Finanzéierung vun der Cybersecurity am Spidolssecteur agoen.

An Däitschland ass an deene leschte Jore méi streng reguléiert ginn, wat mécht, datt d'Spideeler ëmmer méi mussen an IT-Sécherheet investéieren. Laut enger Studie vun 2019 aus Däitschland kéinte pro gréisser Klinik bis zu 3 Milliounen Euro eleng am éischte Joer gebraucht ginn, fir déi nei Sécherheetsstandarden ze respektéieren. Souguer a klengen Haiser wieren nach bis zu enger Millioun Euro ageplangt. An da kommen a béide Fäll natierlech och nach d'Follgekäschte fir dee lafende Fonctionnement derbäi. Dofir kënnen, ënner gewëssene Konditiounen, vill Spideeler an Däitschland Subside kréien.

Wéi ass de Finanzement vun der IT-Sécherheet an de Lëtzebuerger Spideeler organiséiert? Gëtt et zousätzlech Subsiden, fir sech u gewëssen Normen ze adaptéieren?

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. IT-Sécherheet ass e wichtegt Theema grad am Gesondheetswiesen, an deem mer extreem sensibel Donnéeën hunn. Dat ass eng Erausfuerderung an dat hu mer och grad an der Pandemie gemierkt, wou mer Systemer hu musse vun null aus en place kréien.

Mir hunn eng Strategie fir déi sougenannt Cyberresilience hei am Land, déi op fënnef Piliere fousst. Éischtens muss een eng gutt Connaissance hu vun de Risiken, déi een huet. Wann een d'Risiken net kennt, kann ee se net bekämpfen. Dat erlaabt engem och, d'Ressourcen ze determinéieren, déi ee brauch, fir dat seriö ze maachen. An engem zweete Pilier ass et eng Surveillance active vun de Systemer. Ganz wichteg - dat an der Dauer -, fir Intrusioune festzestellen an esou weider. Drëtte Pilier: d'Sensibilisatioun vum Personal op der ganzer Breet. D'Attacke ginn ëmmer méi sophistiquéiert. An do ass een effektiv gefuerdert, fir permanent weiderzesensibiliséieren an d'Leit op déi nei Geforen opmierksam ze maachen, déi kommen. Dann de véierte Pilier - och ganz wichteg -: d'Vulnerabilitéiten am System selwer ze detektéieren duerch Tester, déi gemaach ginn, wéi simuléiert Attacken an esou weider. An de fënnefte Pilier, dat ass éischter um Niveau vum Management: Wann een dat dote gär seriö mécht, brauch een eng Culture de gestion, eng Prise de conscience um Niveau vun den Direktiounen, fir d'Wichtegkeet vun der Cybersecuritéit richteg anzeschätzen.

D'Établissements hospitaliers hei zu Lëtzebuerg hunn eng Approche developpéiert, e sougenannten „SMSI", dat ass e Système de management de la sécurité de l'information. Dee fousst eebe justement op Risikoanalysen, op Audits de sécurité, déi reegelméisseg - och extern - mat deenen eenzelen Etablissementer gemaach ginn. Dorauser entsprangen da Recommandatiounen, fir d'Securitéit au fur et à mesure signifikativ eropzesetzen. Dat ass dat lafend Geschäft an de Spideeler.

All Mount kommen och ënnert der Koordinatioun vu LUXITH déi eenzel Servicer vun de Spideeler zesummen - dat ass op enger reegelméisseger Basis -, fir sech dann iwwert d'Risikoen oder aktuell Menacen, déi kommen, auszetauschen.

Ech hunn, Stand haut, elo keng Kenntnis doriwwer - ech hat awer och elo keng Geleeënheet, dat nozefroen an deene puer Minutten hei -, dass mer eng gréisser Attack gehat hätten. Ech ginn dovun aus, dass wann dat de Fall gewiescht wier, ech et wësse géif.

Mir sinn och eent vun deene rare Länner an Europa, déi e CERT (ndlr: Computer Emergency Response Team) national hunn, dee spezifesch fir de Beräich vun der Santé responsabel ass. Dëse regruppéiert sämtlech Spideeler an ass och iwwert déi Netzwierker mat anere CERT-nationallen a Kontakt, fir den Austausch permanent um Lafen ze halen.

Wat elo Urgencezenarien ugeet, wa mer eng Attack hätten: Där hu mer der selbstverständlech. Dir musst verstoen, dass ech déi hei net op der oppener Tribün ka präisginn. Et wär net ganz clever, dat ze maachen. Mee vu datt mer reegelméisseg Auditten hunn an och Leçonen dorauser zéien, kann ech lech versécheren, dass mer selbstverständlech preparéiert sinn an och Zenarien hunn, déi dann deployéiert ginn. Mee sou eppes fält ënner héich Sécherheet, dat ass eigentlech näischt, wat een hei esou soll oppeleeën. Ech mengen, mir wäre gutt beroden, dat net ze maachen.

Fir de Rescht hutt Der mer Froe gestallt iwwert de Finanzement, ob et Formatioune gëtt ..., ech hunn eng hallef Dose Froen opgeschriwwen, déi Der elo gestallt hutt. Ech muss Iech éierlech soen: Dat hunn ech alles elo net bei mir op der Festplack am Detail op Abruf disponibel, fir Iech et als Äntwert ze ginn. Dat deet mer ganz leed, mee mech depasséiert dat, fir dat hei séance tenante esou kënnen ze beäntweren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

7. Question élargie n° 109 de Mme Françoise Hetto-Gaasch au sujet de la situation des personnes souffrant de troubles psychiques

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour - nee, do si mer nach net ...

(Hilarité et brouhaha)

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 109 vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch iwwert d'Situatioun vun de Leit, déi u psychesche Stéierunge leiden. An och hei sinn d'Spillreegelen déi selwecht: fënnef Minutte fir den Auteur vun der Fro an zéng Minutte fir d'Regierung. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Also, mir hunn op dëser Plaz jo scho méi wéi eemol iwwert d'Leit mat psychesche Problemer geschwat. An d'Pandemie huet jo sécher och hiren Deel dozou bäigedroen, dass ëmmer méi jonk Leit psychiatresch Hëllef sichen.

Mir wëssen all, dass mer eng Penurie vu Psychiateren hunn, ganz besonnesch an der Jugendpsychiatrie. A mir hunn an enger Motioun, déi heibannen, ech mengen, wann ech mech richteg erënneren, quasi vu jiddwerengem gedroe ginn ass, en Appell lancéiert, fir dëser Problematik entgéintzewierken an dee Beruff och méi attraktiv ze maachen.

Wouriwwer mer awer bis dato nach net geschwat hunn, ass de Fait, dass mer eigentlech kee richtege Suivi fir Leit organiséieren, déi aus der stationärer Hospitalisatioun erauskommen. Jo, si hu wuel eng Panoplie vu Medikamenter, déi se missten huelen, fir hiren Zoustand ze stabiliséieren, mee net jiddwereen ass kapabel, dat och selwer richteg ze geréieren. An eigentlech ass och ganz heefeg keen do, dee si begleet an ënnerstëtzt.

Dass dëst zum Deel ka ganz grav Konsequenzen hunn, souwuel fir déi Leit selwer wéi och fir hiren Entourage an aner Mënschen, ass eppes, wat mer net sollten ënnerschätzen a wat mer sollte ganz eescht huelen.

Laut mengen Informatioune sinn des Ëfteren op verschiddene Plazen, besonnesch awer vläicht ronderëm Spideeler Persounen ënnerwee, déi psychesch Problemer hunn, psychotesch sinn a sech och opfälleg behuelen. D'Leit ronderëm fille sech onwuel, jo, zum Deel souguer onsécher, an hunn och alt emol carrement Angscht.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dobäi hu mir d'Gesetz vum 10. Dezember 2009, d'Loi relative à l'hospitalisation sans leur consente-

ment de personnes atteintes de troubles mentaux, e Gesetz, woumat een iwwert den Artikel 27, also de Psychiater sengem Patient, ganz kloer kann eng Oplag ginn, dass e sech muss dräi Méint laang strikt drun halen, fir seng Medikamenter anzehuelen, an dass e sech och muss eemol d'Woch bei him weisen, dat nodeems hien d'Klinick verlooss huet. Wann de Patient dat net mécht, da kann e laut Gesetz nees an d'Klinick agewise ginn.

Leider ass et awer esou, dass d'Police dëst Gesetz net applizéiert, well fir si en Trouble à l'ordre public muss virleien, éier se agräifen däerf. Dat heescht, si loossen déi concernéiert Persoun erëm lafen.

An der Belsch dogéint gëtt de Patient, nieft engem ganze Joer laang der Obligatioun vun der Medikatioun an der Visitt beim Psychiater, och nach vun enger ganzer Ekipp encadréiert. Do geet et drëms, dass de Patient iwwer ee Joer mol Vertrauen opbaut zu sengem Psychiater an dann och beschtefalls iergendwann erkennt, dass en de Problem nëmme ka geléist kréie mat enger reegelméisseger Medikatioun.

Et stelle sech duerfir eng ganz Partie Froen, souwuel un d'Gesondheetsministesch wéi awer och un de Policeminister.

Éischtens: Misste mer net Persounen, déi manifestement net eleng eens ginn an eigentlech dréngend missten nieft der stationärer Behandlung och eng Ulafstell an enger oppener Struktur fanne respektiv vun engem Suivi profitéieren, richteg mat System encadréieren an och den Artikel 27 systematesch applizéieren?

Zweetens: Wéisou orientéiere mer eis net um Beispill vu Montreal, wou sougenannten „thérapies brèves systémiques" ugewannt gi bei Urgences psychiatriques? Hei bei eis gëtt dat just gemaach bei chronesch Kranken. Da kéinten déi Leit nämlech doheem an hirem Alldag, an hirer Liewenssituatioun gecoacht an och begleet ginn.

Drëttens: Wien hëlt d'Initiativ, dës psychesch krank Leit, déi duerch hiert problematescht Verhale sech a virun allem och anerer eventuell a Gefor bréngen, ze berouegen?

A véiert a lescht Fro: Wéi eng Moyenen hunn eis Forces de l'ordre a Fleegeservicer, fir mat dëse Mënschen ëmzegoen, a wéisou geet d'Inobservatioun vum Artikel 27 net duer, fir als Force de l'ordre anzegräifen?

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Hetto. An d'Wuert huet elo am Dauerasaz d'Madamm Gesondheetsminister.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci, Här President. Generell ass ze soen: Mir hunn dat nogekuckt, dass d'Strukture vun der Psychiatrie extrahospitalière conventionnée, also eise konventionéierten Zenteren, wärend der Pandemie weider hir spezifesch Patiente konnte betreien.

Et kann een och generell net soen, dass vill méi Demandë gestallt gi sinn, a scho guer net fir decompenséiert Situatiounen. Also déi konnten alleguerte gutt en charge geholl ginn, hu mer gesot kritt. Wat elo spezifesch d'Aktivitéit vum CHNP ubelaangt an d'stationär Psychiatrie landeswäit, hu mer och elo net méi Placementer oder Observatioune constatéiert wéi déi Jore virdrun.

An dat heescht awer och net, dass all Patient, deen elo do placéiert gouf, automatesch en Danger public wär, sou wéi et hei ugedeit ginn ass. Mee ech mengen, do kann den Henri Kox méi drop agoen.

Wat elo d'Mesurë spezifesch wärend der Pandemie sinn, déi mer agesat hunn, wéilt ech dat gäre Revue passéiere loossen. Mir hu ganz villes gemaach, fir wierklech eng beschtméiglech Prise en charge hei unzebidden: Téléconsultations médicales, och pédopsychiatriques, ganz wichteg an dësen Zäiten, eng Reorganisatioun vun dem Hospitalisatiounssystem an der Psychiatrie aiguë, awer och réhabilitative, dat mat spezielle Covidunitéiten, déi en place gesat gi sinn. Mir hunn Telesoine, virun allem an der Addictologie, staark an den Asaz bruecht an och kënnen d'Prise en charge extrahospitalière nei organiséiere mat enger Prise en charge an de Centre-de-jouren an an de Centres de rencontre, dat Ganzt duerch eng verstäerkten Zesummenaarbecht.

Och Leit an der Prekaritéit konnten esou Hëllef kréien iwwert d'Consultations médicales, déi mer en place gesat hunn zesumme mat Médecins du monde, Abrigado a Jugend- an Drogenhëllef. An och am DropIn konnt psychologesch Hëllef ugebuede ginn do, wou se néideg war.

Mir haten eng Hotline psy, déi am Kader vun der Cellule de crise aktivéiert war, an och e Site online, de covid19-psy.lu, dee vum Centre d'information et de prévention vun der Ligue bedriwwe ginn ass, dee mat eis konventionéiert war dofir. De MENJE hat och fir déi jonk Leit eng spezifesch Hotline psy, déi operationell war wärend där ganzer Kris. An och de besteeënde Kanner-Jugendtelefon an SOS Détresse goufe ganz staark sollicitéiert.

Méi spezifesch an der Aarbechtswelt hate mer fir d'Soignanten och e Support psy en place, deen déi ganz Zäit iwwer funktionéiert huet, dat, fir Decompensatioune virzegräifen a fir och generell dem Burnout beim Personal, wat vill gefuerdert war, virzebeugen - also en Double virage, dee mer gesinn hunn, Virage an Ambulatoire, eng besser Zesummenaarbecht ausserhalb dem Spidol, méi Recours op dat Digitaalt.

Spezifesch Strukturen elo fir Jonker, Leit, déi Troublen hunn: Do hu mer de Centre thérapeutique zu Pëtscht fir Jugendlecher tëschent 12 an 18 Joer mat Troubles psychiatriques, dee bis zu 20 Plazen huet. Mir hunn den ÄDDI·C, dee funktionéiert als Centre d'information, de consultation et de prise en charge ambulatoire, justement am Beräich vun der Addictioun.

Dann hu mer och eng Konventioun, déi relativ zefriddestellend funktionéiert, tëscht dem Ministère an dem CHL mam Service médico-thérapeutique d'évaluation et de coordination. Dat ass eng ganz Ekipp, déi justement dono strieft, fir eng besser Koordinatioun tëscht all den Acteuren an och en Iwwergang an eng Prise en charge iwwert déi akut Phas eraus ze kréien, intra- an extrahospitalier eeben, mat den Dokteren, déi do op der Plaz sinn.

Des Weideren, wéi gesot, eis gängeg Strukturen, déi mer hunn. A méi hunn ech vu menger Säit aus net, ausser elo, op déi besteeënd Aktivitéiten ze verweisen, an ech mengen, et ass net dat, wou Dir drop eraus waart. Dofir faassen ech mech kuerz. Mir hunn eng berechent Zäit an ech géif dem Henri Kox dofir d'Wuert weiderginn.

Ech kucke just eng Kéier iwwer meng Ënnerlagen. Ech gesinn näischt, wat soss hei elo direkt hëllefräich wär, vun deem, wat ech an de Grapp krut, ier ech komm sinn.

Merci.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Bon, merci fir d'Wuert och da vu menger Säit aus als Responsabelen iwwert d'Police.

Vläicht an dësem Fall, wéi eng Moossnamen do gelaf sinn. Éischtens de Constat, dat kann ech nëmme soen, dass de Moment keng weider Hausse festzestelle war an där leschter Zäit, dass keng psychesch Problemer der Police elo bekannt wären, déi zougeholl hätten - dat ass ganz kloer dat, wat si mir och gesot hunn.

Vläicht de gesetzleche Kader vun der Police: Do muss ee schonn oppassen, dass a ville Beräicher et net d'Police ass, déi hei dëse Problem ka léisen. Mee d'Police huet Moossnamen an d'Police intervenéiert och nom Artikel 15 vum Policegesetz, deen do seet, dass Leit kënnen an e psychiatresche Service ageliwwert ginn, awer just, wann den Trouble do ass, awer no enger Feststellung, déi souwuel vun der Autorité aus der jeeweileger Gemeng - dat ass de Buergermeeschter - kënnt, respektiv, wann en Dokter d'Uweisung mécht. Also dat heescht, si handele just op Uweisung, da kënne se do intervenéieren.

Zweetens ass et: E Kommissariatschef ka wuel intervenéieren, an en Officier de police administrative, awer nëmmen ënner zwou Konditiounen. Déi éischt Konditioun ass: Wann eng schréftlech motivéiert Demande doläit, da kënne se intervenéieren. An déi zweet ass, wann et effektiv zu Gewalttätegkeete kënnt. Mee dat gëllt net nëmme fir esou Persounen, dat gëllt allgemeng fir d'Gesellschaft, wann ee sech net un d'Reegelen hält, da kënne se intervenéieren.

Also d'Police ass do ganz enk an engem Kader. An et ass och, si hunn net d'Kompetenz, fir dee psycheschen Zoustand och ze maachen (veuillez lire: och ze bewäerten). Wéi solle se dat och kënne maachen? Et ass net hire Rôle, fir dat kënnen ze maachen.

Den Artikel 14 seet awer och: eng Détention administrative, wann eng Gefor fir den Ordre public do ass. Mee do muss ech awer soen, dass awer bal keen an deem Fall ass. Et ass éischter, well randaléiert gëtt, an dat sinn dann net onbedéngt déi, déi psychesch Problemer hunn, dat sinn aner Phenomeener an der Gesellschaft. An dat sinn awer just net déi, déi dat maachen. Dann ass et méiglech, wann ee randaléiert, kann en zwielef Stonne festgehale ginn. Awer fir ze jugéieren, wat dann d'Problematik ass, dofir ass d'Police net zoustänneg. An et ass och net hire Rôle, fir dat ze maachen. An ech géif et och schlecht fannen, wann d'Police dat géif maachen.

Also, d'Police ass den Executant. Mee wat d'Police awer vill mécht, dat si Concertatioune mat all den zoustännege Gemengen. An et gëtt jo zwou Gemengen, déi vläicht éischter viséiert sinn. Dat sinn éischter d'Gemengen Ettelbréck oder Esch. An ech muss awer soen, ech war nach virun ...

(Problème de sonorisation)

... eng Kéier bei der Police selwer nach, an och mat dem Buergermeeschter war ech zesummen, an ech kann nëmme soen, et ass vun där Säit op deem Punkt jiddefalls näischt gesot ginn, dass do en Onsécherheetsgefill do wär.

An d'autant plus, an dat hunn ech nach de Moie bestätegt kritt - dat ka vläicht de Buergermeeschter dann och hei soen -: Si hu sech eng Assise psychiatrique gemaach, dat heescht, eng Assise zu Ettelbréck, op Initiativ, mengen ech, vum Buergermeeschter selwer, wou se sech mam Jacobs Thierry, dem Chef vun der Polizei Norden, zesummegesat hunn: Wat ass de spezifesche Problem? Gëtt et e spezifesche Problem?

De Fin mot vun där Reunioun ass, dass et kee spezifesche Problem an deem Moment ass. Natierlech spillt zu Ettelbréck, dass natierlech do Leit sinn, déi ënnerwee sinn, déi dat Verhalen hunn. Awer et ass menges Wëssens net esou, dat hunn ech jiddefalls net rapportéiert kritt, dass do e groussaartege Problem ass. An dofir, mengen ech, solle mer hei net ze vill eppes eropbeschwieren, wat net direkt do ass. Awer de Problem ass konzentréiert mat deene jeeweilege Leit och ugeschwat.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Keng weider Reaktioun?

8. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies

Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass dee leschte Projet vum Ordre du jour vun haut an et ass dee wichtege Projet de loi 7631 iwwert d'Pressehëllef ...

A, entschëllegt!

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, ech hat lech bal verpasst. Den Här Lies fir den Depot vun enger Proposition de loi. Ass dat esou korrekt?

M. Marc Lies *(CSV).*- Alles an der Rei, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Sorry.

Exposé

M. Marc Lies *(CSV), auteur.*- Merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt haut de Mëtten eng Proposition de loi deposéieren. Bon, ech mengen, Dir kënnt lech virstellen, wann ech hei uewe stinn, ëm wat et do geet: Et geet ëm de Wunnengsbau - et gouf an deene leschte Woche vill Diskussioune ronderëm de Wunnengsbau.

D'nächst Woch wäerte mer nach méi Diskussiounen hunn: iwwert de Pacte Logement, doriwwer wäert ech awer elo hei net schwätzen an och an deem Sënn keng Proposition de loi areechen, mee einfach eng Proposition de loi, wou et drëm geet, vu datt mer eng Penurie hunn, notamment bei de Locatiounswunnengen, fir do verschidden aner Acteuren och mat an d'Boot ze huelen, wann et dann drëm geet, de Bau vun erschwéngleche Wunnenge respektiv dann awer och d'Locatioun kënnen ze assuréieren.

Bon, ech mengen, et gouf des Ëfteren och hei an deem héijen Haus schonn driwwer diskutéiert, datt och de privaten Investisseur sollt verstäerkt mat an dat soziaalt oder erschwénglecht Mietboot geholl ginn. A mir hunn eis an deene leschte Wochen a Méint do eng Rei vu Gedanken dozou gemaach, wéi een dat kéint maachen, opgrond awer och vum Aide-au-logements-Gesetz, also dem 1979er-Gesetz, fir do verschidden Upassungen ze maachen, fir dann de privaten Acteur verstäerkt mat an d'Boot ze huelen, well mer einfach der Meenung sinn, datt den ëffentleche Promoteur an d'Gemengen där ganzer Nofro vun erschwénglechem Wunnengsbau einfach net kënnen nokommen.

Duerfir d'Propos - e puer Wuert doriwwer gesot, ech wëll mech do kuerzfaassen -, datt eeben de privaten Investisseur oder Promoteur an Zukunft och kann erschwénglech Mietwunnenge bauen, dofir dann och subsidiariséiert gëtt.

Eng aner Pist ass natierlech an deem Sënn och: An deene leschten Deeg gouf villes vun der Chambre des Métiers gesot, datt si keng Fachkräft, also keng Handwierker méi fannen, déi sech dann effektiv hei zu Lëtzebuerg kënne logéieren. Duerfir datt (veuillez lire: Duerfir ass d'Uleies, datt) an Zukunft, änlech wéi dat mol an deem viregte Joerhonnert de Fall war am industrielle Beräich, Wunnengen och vun engem Entrepreneur respektiv vun enger Societéit kënne gebaut ginn an herno ënner erschwéngleche Konditiounen un hir Mataarbechter da kënne viruverlount ginn.

Dat brauch natierlech och eng ganz Gestioun hannendrun. An duerfir géife mer och dann derfir plädéieren, datt d'Offices sociaux, déi eng ganz wichteg Aarbecht maache bei dem Encadrement vu Leit, déi en besoin spécifique sinn, déi finanziell net gutt iwwert d'Ronne kommen, datt och d'Offices sociaux an Zukunft kënnen déi Fonctioun vun enger Zort vu Promoteur public kréien, fir do verstäerkt um Terrain kënnen ze agéieren.

Mir hate virun enger Zäitche schonn eng Proposition de loi hei eragereecht ëm de Mietkauf. Och de Mietkauf, Optiounskaf, fënnt dann effektiv säin Niderschlag an dëser Proposition de loi.

An nieft deem, datt déi verschidden Acteuren an Zukunft solle verstäerkt kënne mat an dësem Domän agéieren, sollen d'Subsiden dann och an d'Luucht gesat ginn, beim Bau vu soziale Mietwunnenge vu 70 % op 75 % respektiv op 80 %, an dann awer och beim Beschafe vun Terrainen. Dat heescht, bei der Acquisitioun vun Terrainen, datt een do en Ënnerscheed mécht eeben: Terrainen, déi een als Réserve foncière keeft, déi adjacent zum Perimeter sinn, am Perimeter - Terrainen, déi nach net lotisséiert sinn, hunn eng aner Valeur wéi déi Terrainen hors périmètre, an déi Terrainen, déi lotisséiert sinn, hunn nach eng Kéier eng aner Valeur. Duerfir sollen och déi Subsiden an d'Luucht gesat ginn.

D'CSV ass der Meenung, datt et wierklech un der Zäit ass, datt de Staat aktiv an och massiv Geld an de Grapp hëlt, fir effektiv deem Problem, där Penurie entgéintzewierken. 96 Milliounen, wéi et 2020 am Fong steet, geet definitiv net duer. Mir gesinn, datt effektiv an Zukunft dat Zwee- oder Dräifacht muss do consomméiert ginn. A wéi gesot, dofir brauche mer de privaten Acteur, fir do matzehëllefen, fir do där Penurie entgéintzewierken. An deem Sënn, Här President, géif ech lech dës Proposition de loi iwwerreechen.

Ech wéilt awer net mëssen, de Kolleegen an der CSV-Fraktioun e ganz, ganz décke Merci ze soen, besonnesch dem Marc Reiter, deen aktiv hei un dëser Propositioun matgeschafft huet, fir déi wäertvoll Mataarbecht. An deem Sënn, Här President, maachen ech den Depot vun dëser Proposition de loi.

***7856** - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Merci och dem Här Lies.

9. 7631 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel

An da wär et elo un deem neie Pressegesetz, dem Gesetz 7631 iwwert d'Pressehëllef, eng nei Formulatioun vun der Pressehëllef.

An d'Wuert huet de Rapporter, den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Villmools merci, Här President. Erlaabt mer, op dëser Plaz eisem Premier- a Medieminister eng weider gutt Besserung ze wënschen. An ech géif och profitéieren, fir der Ministesch, der Madamm Corinne Cahen, Merci ze soen, datt si fir hien agesprongen ass an eeben och do den Ofschloss vun dësem Projet ka maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Press - an ech denken, mat dëser Behaaptung wier hei jiddweree mat mir averstanen -, spillt eng enorm wichteg Roll an enger Gesellschaft. Als véierte Pouvoir huet si en An op d'Aarbecht vun de politeschen a juristeschen Autoritéiten, dreift den Discours an der Gesellschaft un a fërdert d'Meenungsbildung an de Meenungsaustausch tëschent de Bierger.

Mir hunn an deem leschten annerhallwe Joer kënne materliewen, wéi enorm wichteg et ass, eng professionell an onofhängeg Press ze hunn. Waren d'Medie fréier e Gewiicht an, wann néideg, och e Géigegewiicht zum Pouvoir, zu de wirtschaftlechen Interessen an e Garant vum Pluralismus, esou ass de Journalismus haut och e Géigegewiicht zu deem, wat sech op de soziale Reseauen deet, zu allméiglechen Zorte vu Publikatiounen, déi sech den Ustrach vun Informatioun ginn, awer dacks éischter Manipulatioun sinn.

Eng professionell Press ass kee Luxus, mee eng Noutwendegkeet fir eng ganz Gesellschaft. Duerfir ass et och richteg, wichteg an eeben noutwendeg, dass de Staat, d'ëffentlech Hand, an domadder de Bierger selwer déi Professionalitéit an Onofhängegkeet weider garantéieren.

Wéi an de Motiver zu dësem Text ze liesen ass, ass d'Pressehëllefsgesetz, wéi et den Ament zu Lëtzebuerg a Vigueur ass, al, ze al, an net méi un d'Medielandschaft, wéi mer se haut virfannen, ugepasst. Dëst soll mat dësem neien Text geännert ginn. An ech si frou, lech deen haut, 22 Joer nom Text vun 1998, hei dierfe virzestellen.

De Projet de loi 7631 gesäit, wéi gesot, vir, d'Pressehëllef ze moderniséieren. Säit Joren ass d'Mediewelt am Wandel. Déi traditionell Printmedie ginn ëmmer méi vun den Onlinemedien iwwerholl. An am Allgemenge gesäit sech déi traditionell Press enger ganzer Rei vun Defien ausgesat, an dëst beispillsweis um techneschen, mee och um finanziellen Niveau.

Hei gëtt e Paradigmewiessel virgeholl: D'Hëllef gëtt net méi op d'Säitenzuel, déi geschriwwe gëtt, mee op d'Zuel vun de Journalisten, déi agestallt sinn, berechent. D'Zil vun dësem Projet de loi ass et, d'Onofhängegkeet vun deene verschiddene Medien oprechtzeerhalen, gradewéi d'Diversitéit an d'Qualitéit weider ze promouvéieren.

D'Mechanisme vun den Aidë gi mat dësem Projet adaptéiert. Déi journalistesch Aarbecht soll méi valoriséiert ginn. Eng pluralistesch an onofhängeg Medielandschaft soll erhalen an d'Qualitéit vun der Press, an all hire Formen, gefërdert ginn, fir och weiderhin den Discours an der Gesellschaft ze promouvéieren an d'Demokratie esou ze stäerken.

Dës wichteg Punkten hat d'Kommissioun, eis Kommissioun, och ëmmer am An. Et ass vill diskutéiert ginn an et sinn 22 Amendementer proposéiert an ugeholl ginn, dat no den Observatioune vum Staatsrot, mee och de Revendicatiounen a Remarke vun der Journalistenorganisatioun, vun der Association des éditeurs, der Almi, ass zu engem groussen Deel, wéi gesot, Rechnung gedroe ginn.

Mir hunn et eis an der Kommissioun beileiwen net ëmmer einfach gemaach a mir hate vill Reuniounen iwwert dësen Text, mee mir hu konstruktiv geschafft. Mäi Kolleeg, de Pim Knaff, wäert a senger Interventioun drop zréckkommen an zwou Motiounen deposéieren.

Plusieurs voix.- Trés bien!

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- De Kolleegen aus der Kommissioun duerfir op dëser Plaz schonn ee grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an dësem Dossier.

Elo zum Text.

Am Text gëtt festgehalen, dass d'Aufgab vun der Allocatioun vun den Aiden elo der sougenannter Commission „Aide à la presse" zoukënnt. D'Editeure kënnen eng Ufro fir Aidë schréftlech eraschécken, déi dës Kommissioun dann ënnersicht, a si mécht eng Propositioun, ob d'Demande ugeholl oder refuséiert soll ginn. Heivun ausgeholl sinn Editeuren, déi eng ëffentlech Missioun erfëllen, déi schonn Hëllef aus dem Ausland kréien, an och all d'Radioseditéuren, déi net iwwert dësen Text reglementéiert ginn.

D'Kommissioun vun der Aide à la presse gëtt och spéider am Artikel 14 vum Text weider definéiert. Si besteet aus zéng effektive Memberen, déi aus verschiddenen Institutioune selektionéiert ginn, sou zum Beispill dem Service information et presse oder dem Service des médias et des communications. An dëser Kommissioun sinn awer och zéng Membres suppléants, déi vum zoustännege Minister nominéiert ginn. An d'Mandat vun de Kommissiounsmemberen ass op fënnef Joer limitéiert, kann awer och renouveléiert ginn.

Wann eng Majoritéit vun de Membere present ass, proposéiert dës Kommissioun, op Basis vu Krittären, op déi mer nach wäerten agoen, iwwert den Octroi oder eeben de Refus vun den Aiden. Si proposéiert och de Recouvrement vun Aiden, wann an engem bestëmmte Fall déi néideg Konditiounen net méi erfëllt sinn.

Wann e Medium oder en Editeur eng Demande fir Aidë gestallt huet, dann huet d'Kommissioun sechs Méint Zäit, fir iwwert dës Fro ze decidéieren. No sechs Méint ouni Äntwert kann den zoustännege Minister d'Decisioun iwwert dës Ufro treffen.

Bei dem Kapitel iwwert d'Definitiounen géif ech dräi bestëmmte Punkten ervirhiewen.

Bei der Publication de presse en ligne war ufanks ugeduecht, dass Onlinemedien op d'mannst zwou Publikatioune pro Dag, dat Ganzt iwwer sechs Deeg, publizéiere sollen. Op dësem Punkt si mer eis an der Kommissioun awer eeneg ginn, heiraus zwou Publikatioune pro Dag an der Moyenne ze maachen. Dëst soll den Editeure méi Flexibilitéit an der Publikatioun vun hirem Contenu erméiglechen.

Änlech war an de Printmedien ufanks virgesinn, den Tirage iwwer e Règlement grand-ducal festzehalen. Well dëst awer eng Decisioun war, déi der Verfassung no „réservée à la loi" ass, hat de Staatsrot hei eng Opposition formelle ausgeschwat. Fir och de Printmedien eng gréisser Flexibilitéit ze ginn an d'Aiden an Zukunft net weider ofhängeg vun hirem Tirage ze maachen, ass doropshin an der Kommissioun decidéiert ginn, dësen Artikel ganz aus dem Text vum Projet de loi erauszehuelen.

De Staatsrot huet sech och zu der Definitioun vun enger sougenannter „Publication quotidienne" geäussert. Nodeems dës ufanks sechs Publications imprimées an der Woch virgesinn hat, hat de Staatsrot dorop opmierksam gemaach, dass och elo scho Printmedien existéieren, déi nëmme fënnefmol an der Woch publizéieren. Hei huet de Staatsrot och op d'Annex I vun den „Actes" vun der Conférence générale vun der Unesco, 23. Sessioun, verwisen, déi fir eng Publication quotidienne véier Publikatiounen an der Woch virgesäit. D'Kommissioun huet den Avis vum Staatsrot hei suivéiert, deen och de Revendicatioune vun der Almi entsprach huet, an d'Zuel vun de Publikatiounen no ënne korrigéiert.

Wat si lo d'Krittären, fir en Editeur oder eng Publikatioun, fir dës Aidë kënnen an Usproch ze huelen? Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat et scho gesot, d'Zil vun dësem Projet de loi ass et, de Mediepluralismus ze erhalen. Zu dësem Zweck gëtt et eng Rei Konditiounen, déi mussen erfëllt sinn, fir sécherzegoen, dass eebe grad dëse Pluralismus och an Zukunft geséchert ass. Sou muss en Editeur op d'mannst säit engem Joer Informatiounen aus deene verschiddenen Domänen - dat si Politik, Noriichten, Finanzen, jee, wat et esou gëtt - publizéieren, an dat all Dag, wéchentlech oder eemol am Mount. En Editeur muss och eng Redaktiounsekipp mat mindestens fënnef Journalisten hunn, déi Vollzäit agestallt sinn.

Zu dësem Punkt nach eng kleng Prezisioun: Am initialen Text war an dëser Dispositioun och festgehalen, dass eng Ekipp e Rédacteur en chef misst beinhalten. D'Kommissioun huet sech awer drop gëeenegt, dass et och Ekippe ka ginn, déi sech autogeréieren, an dass esou e Posten net als Konditioun fir den Erhalt vun Aidë soll obligatoresch sinn.

Eng weider Konditioun - ech zielen lech se elo net all op - ass, dass d'Publikatioun muss an enger Sprooch verfaasst sinn, déi zu engem Minimum vu 15 % an der Populatioun vertrueden ass, dëst laut den Zuele vun der rezentster Vollekszielung.

Allgemeng gëllt, dass de groussen Deel vum Contenu sech der journalistescher Aarbecht soll widmen.

Wéi sinn déi Aiden elo opgedeelt? Majo, d'Aide à la presse ass an zwee Deeler opgedeelt, an dëst an de Limitte vum Budget.

Do hu mer eemol déi sougenannte Partie fixe: Dës gesäit eng Zomm vun 200.000 Euro pro eligibelen Editeur vir. Dës Aide gëtt dann am Joer un all déi Editeuren, déi d'Konditiounen erfëllen, ausbezuelt.

Da gëtt et awer och d'Aide à l'activité rédactionnelle. Hei gesäit de Projet de loi eng Zomm vun 30.000 Euro vir, dëst pro Journalist, deen en équivalent temps plein a mat engem CDI agestallt ass. Baséiert op eng Propositioun vun der Almi, gëtt dëse Montant och automatesch un den Indice du coût de la vie ugepasst. Dës Aide gëtt, contrairement zu der Part fixe, wärend dem Joer ausbezuelt. Ufanks war geplangt, dëst pro Semester ze maachen. Mee d'Kommissioun huet sech drop gëeenegt, dës Aide trimestriell auszebezuelen, fir esou den Editeuren d'Gestioun vun de Finanzen iwwert d'Joer ze vereinfachen.

Béid Aiden, d'Part fixe an d'Aide à l'activité rédactionnelle, sinn dann exklusiv fir d'Publikatioun, d'Editioun an d'Promotioun ze notzen.

Am spéideren Artikel 13 vum Projet de loi sinn och d'Limitte vun dësen Aiden definéiert. Den Editeur muss am Joer pro Publikatioun eege Recettë generéieren, dëst mindestens an der Héicht vu 50 % vun den Aiden, déi un dësen Editeur kënnen ausbezuelt ginn. Déi maximal Beträg fir déi verschidde Publikatioune leien da bei 1.600.000 fir d'Quotidienen, 800.000 Euro fir d'wéchentlech Publikatiounen, 650.000 fir d'Mensuellen a 550.000 fir Publikatiounen, déi en ligne publizéiert ginn. E Groupe de presse kann e Maximum vun 2.500.000 un Aidë kréien.

Fir d'Éditeurs émergents an d'Éditeurs citoyens goufen nach emol jeeweils eege Krittären ausgeschafft, op déi ech hei och kuerz wëll agoen.

D'Éditeurs émergents mussen, wéi déi aner Editeuren och, eng Autorisation d'établissement hunn. Si mussen och säit mindestens sechs Méint zwee Journaliste Vollzäit beschäftegen, dierfen net zu engem Pressegrupp gehéieren a sollen zum Zäitpunkt vun hirer Ufro 200.000 Euro an hir Publikatioun investéiert hunn. Bei engem méi klenge Montant géifen d'Aiden ugepasst ginn. D'Éditeurs émergents kréien Aiden an der Héicht vun 100.000 Euro. An dës Aidë sinn dann op dräi Joer limitéiert, fir et den Editeuren ze erlaben, iwwert dës dräi Joer d'Krittären, wéi se och fir déi etabléiert Publikatioune gëllen, ze erfëllen.

Bei den Éditeurs citoyens ass et esou, dass si säit wéinstens engem Joer mussen als Fondatioun oder ASBL opgestallt sinn. Si mussen ënner anerem op Benevollen zréckgräifen, dierfen net an engem Groupe presse sinn, musse sech un e groussen Deel vum Public am Grand-Duché riichten a sollen op d'mannst zwee Leit agestallt hunn oder en Équivalent vun zwee Temps plein, wouvu mindestens een e professionelle Journalist muss sinn.

Hei war ufanks ugeduecht ginn, dass wéinstens zwee professionell Journaliste sollten agestallt sinn. Allerdéngs huet d'Kommissioun sech derzou decidéiert, dass dëse Seuil ze héich wier, an den Text geännert, soudass zwee Salariéë sollen agestallt sinn, woubäi et duergeet, dass een e professionelle Journalist ass.

Fir d'Médias citoyens sinn am Joer 100.000 Euro als Aide virgesinn, dëst natierlech sous condition, dass d'Krittären, wéi beispillsweis d'Benevollen oder d'Missioune vun der Éducation aux médias, der Integratioun an der Citoyenneté, erfëllt sinn.

Allgemeng zu den Aidë bleift ze soen, dass déi Editeuren, déi mat dësem Gesetz elo manner grouss Aidë kréien, wéi dat mam aktuelle Gesetz vun 1998 de Fall war, a bei deenen de Format vun hirer Publikatioun net ännert, dës Differenz iwwert déi nächst fënnef Joer kompenséiert kréien. Dës Iwwergangszäit soll hinnen et erméiglechen, sech an hiren Aktivitéiten dann no deenen neie Reegele frësch opzestellen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Staatsrot hat suggeréiert, d'Aiden en suspens ze halen, bis d'Europäesch Kommissioun dëse Gesetzestext als kompatibel mam Bannemaart deklaréiert. Dësem Avis vum Staatsrot ass d'Kommissioun och nokomm, mee an der Tëschenzäit ass den Accord vun der Bréisseler Kommissioun ugekënnegt ginn, soudass den Text kann a Kraaft trieden, an dat aalt Gesetz vun 1998 gëtt selbstverständlech ofgeschaaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif de Kolleegen aus der Kommissioun nach emol e grousse Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Mir waren eis net ëmmer eens, mee mir hunn awer flott zesummen diskutéiert a mir hunn och d'Ziler zesummen erreecht. An ech freeë mech, dass mer dësen Text haut hei zum Vott kënne bréngen, fir och an Zukunft eng divers, oppen a kritesch Press am Sënn vun engem demokrateschen Discours ze ënnerstëtzen.

Fir all weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Rapporter fir säi Rapport. Dat nennt een eng méi wéi Punktlandung. Merci gesot.

Da wëll ech just nach eng Kéier nofroen, ob ech dat richteg verstanen hunn, dass den Här Reding vun deenen aneren Orateuren d'Méiglechkeet kritt, als Éischten ze schwätzen. Ass dat esou? Ass jiddwereen domat d'accord?

(Assentiment)

Majo, dann ass dat esou an dann huet den Här Reding d'Wuert.

Discussion générale

M. Roy Reding *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Merci dem Guy Arendt fir e Rapport, deen alt nees eng Kéier esou kloer war, datt och een, deen net an der Kommissioun matgeschafft huet, elo prezis weess, wourëm et geet. E besonnesche Merci un d'Diane Adehm, d'Francine Closener an d'Djuna Bernard, datt se d'accord waren, datt ech haut däerf als Éischte schwätzen. Dat huet säi Grond: Mir spillen haut den Owend am Josy Barthel deen éischten Europa-Conference-League-Match …

(Interruption)

... an der Lëtzebuerger Geschicht an ech sinn do zwangsrekrutéiert ginn, fir ze hëllefen.

Elo zum Theema: Journalismus ass eppes immens Wäertvolles. Besonnesch an Zäiten, wou vill falsch Informatiounen zirkuléieren, ass et fir de Bierger vu gréisster Wichtegkeet, iwwer qualitativ héichwäerteg Informatiounen ze verfügen. Leider ass deen Usproch och hei am Land net ëmmer erfëllt. Dozou spéider méi.

Mee muss dës Branche duerfir mat Steiergelder subventionéiert ginn? Mir mengen: neen. Mir fannen, datt gudde Journalismus belount gëtt doduerch, datt d'Leit Zeitunge kafen, abonéieren, datt se vill verkaf gëtt, datt vill Leit Annoncen doranner schalten, vill Werbung ka verkaaft ginn. Mir hunn och d'Beispill gesi vu reporter.lu, wat sech mat Crowdfunding ganz gutt konnt finanzéieren. A mir sinn der Meenung, datt et de Bierger ass, dee soll decidéieren, duerch säin Akafsverhalen, wéi vill Sue wat fir ee Presseorgan kritt. Ech ka mer schlecht virstellen, datt ech elo mat menge Steiere muss en Organ finanzéieren, wou ech mäin Abonnement gekënnegt hunn, well ech net méi zefridde si mat der Qualitéit vun deem Organ.

Mir als ADR sinn a bleiwe fundamental der Meenung, datt de Staat sech soll op seng Käraufgabe konzentréieren an datt d'Steiergelder exklusiv dofir ze benotze sinn, sief dat Bildung, Gesondheet, sozial Sécherheet, Infrastrukturen, erschwéngleche Wunnraum oder och Kultur.

Mee genee wéi mer géint d'Subventionéierung vum Filmgeschäft gestëmmt hunn, fanne mer och, datt d'Medie privatrechtlech an ouni Steiersubventionéierunge funktionéiere sollen. Staatlech Subventionéierunge féieren an eisen Aen zu Wettbewerbsverzerrung, zur Afrostellung vun der Onofhängegkeet par rapport zur Politik, a virun allem awer - an do muss ech dem Rapporteur da widderspriechen - denke mir net, datt eng staatlech Subventionéierung zur Qualitéitssécherung an nach manner zum vill beschwuerene Pluralismus bäidréit. Wann ee wierklech Qualitéit a Pluralismus wëllt, da muss ee géint Agendasetting, Framing an Doutschweige virgoen.

An ech zitéieren hei elo e puer Sätz, déi ech och scho gesot hunn, wéi mer den Débat d'orientation iwwert de Service public haten: „D'Press, déi am Respekt vum Pluralismus a vu Qualitéitsjournalismus schaffe wëllt, déi muss derfir suergen, datt an de Meenungsbildungsprozess vum Public méiglechst vill ënnerschiddlech Perspektiven afléissen, datt ënnerschiddlechst Liewenslage vu verschiddenste Bevëlkerungsgruppen zum Ausdrock komme kënnen. Et däerf net zur Bildung vun enger ‚Meinungsmacht' kommen."

D'Medien entscheeden, wat fir eng Theemen iwwerhaapt op d'Dagesuerdnung kommen an als wichteg gekennzeechent ginn. Dat ass dat, wat d'Wëssenschaftler „Agendasetting" nennen. Da gi bestëmmten Deelaspekter vun engem Theema an de Vierdergrond gestallt an domadder eng Interpretatiounsrumm suggeréiert. Dat nennt een da „Framing".

An dat ass besonnesch schlëmm, wann alternativ Frames total feelen. De Bierger verléiert d'Bewosstsäin, datt d'Berichterstattung perspektivesch ass an de Sachverhalt net am Ganzen ofdeckt. Dat vermëttelt dann e Meenungsklima. D'Bierger kréien en Unhaltspunkt, ob si mat hirer eegener Meenung aleng do stinn oder ob si zur suggeréierter Majoritéit gehéieren. An dat léist da Schweigespiralen aus.

Déi grouss Aflossméiglechkeet, déi d'Medien hunn, besteet an éischter Linn doran, datt se en Androck kënnen erwecken, wéi wa bestëmmte Positiounen an der Gesellschaft géifen iwwerweien oder eeben aner bestëmmte Positiounen inakzeptabel wieren.

Wouzou dat ka féieren, dozou wëll ech lech just ee Beispill soen. Mir haten hei eng ganz interessant Debatt ganz kierzlech iwwert d'Ursaachen an d'Bekämpfung vu Leerstänn am Logement. Eis gréisssten Dageszeitung hat den Dag drop e flotten Artikel, wou se all eenzelne mandatéierte Spriecher méi oder manner gutt, méi oder manner ausféierlech zitéiert huet, ausser de mandatéierte Spriecher vun der ADR. Ouni mech wëllen ze bretzen, mengen ech, datt ech awer an deem Debat zwee, dräi Denkustéiss oder Iddie lancéiert hunn, déi vläicht duerchaus derwäert gewiescht wieren, an der Press zur Diskussioun ze kommen. Doutschweigen ass fir mech déi perfiidsten Aart vu Meinungsmache a politescher Aflossnam.

RTL huet eng ganz flott Initiativ ergraff a weist an der Rediffusioun „Hei Elei, Kuck Elei"-Sendunge vu virun 30 Joer. An do hunn ech dann déi gesi vum 7. Juli 1991. Dat war héich interessant, well ee vun de Reportagen an där Sendung war iwwert déi éischten europäesch Assises de la presse. An hei huet de fréiere Staatsminister Gaston Thorn eng extreem flott Ried gehalen. Seng Suerg war deemools, datt et zu iwwerdriwwene Konzentratioune vu Mediebetriber kéint kommen, datt d'Diversitéit net méi kéint garantéiert ginn an hien hat deemools d'Angscht, datt d'TVA op Medieprodukter kéint ageféiert ginn. De Visionär Gaston Thorn huet alt nees eng Kéier an all dëse Punkte Recht behalen.

Zum Ofschloss: Medie sollen ënnerhalen an informéieren an net beléieren, net erzéien a keng Meinungsmache bedreiwen. An eng TVA op Liesen hätt et nimools däerfe ginn.

Ass dëst Gesetz besser wéi dat aalt? Jo, ganz kloer, well journalistesch Aarbecht amplaz Säite belount ginn. Et ass Schluss mam Pabeierhandel. Mee neen, well weeder de professionelle Journalist korrekt definéiert ass a well dëst Gesetz weeder d'Qualitéit nach d'Diversitéit garantéiert.

An aus all dëse Grënn stëmme mir als ADR géint dësen Text. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An da komme mer erëm op déi net vum Fussball beaflosste Reiefolleg. An d'Wuert huet d'Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Wou et Pressefräiheet gëtt a jidderee liese kann, do ass Sécherheet." Dëst Zitat ass vum Thomas Jefferson an ass elo scho méi wéi 200 Joer al. Grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg a grad an enger fir d'Press esou schwéierer Zäit wéi haut, ass eng fräi Press just méiglech mat fräie Journalisten an och mat fräie Pressehaiser. A well eise Pressemarché esou kleng ass wéi eist Land oder beschtefalls wéi eis Groussregioun, ass dës Villfalt just méiglech mat enger generéiser staatlecher Ënnerstëtzung.

Duerfir stëmme mir als CSV de Gesetzesprojet iwwert d'Pressehëllef mat, aus iwwergeuerdnete Grënn an am Interessi vun eiser Demokratie. Oder, fir et konkreet ze maachen: Well mir wëssen, dass och d'Press coronabedéngt grouss Schwieregkeeten hat an och nach deelweis huet, a well mir wëssen, dass si d'Sue brauchen, déi déi meescht Presseorganer mat dësem Gesetz weider kréien.

Gläichzäiteg, an dat wëll ech awer och hei ganz kloer soen, si mir awer net esou iwwerzeegt vun dësem Gesetzesprojet, well e gudden a kompletten Text gesäit definitiv anescht aus!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et schonns gesot: D'Welt vun de Medien huet sech grondleeënd geännert an deene leschten 23 Joer zënter dem Pressehëllefgesetz vum 3. August 1998. An den 90er-Jore stoung de kommerziellen Internet nach an de Kannerschong. Sozial Medie sinn et nach net ginn an och nach keng Smartphones oder Tablets, fir seng Neiegkeete ganz dacks - oder vläicht och ze dacks! - gratis ze liesen. Mee et ass nun emol e Fakt! Engersäits sinn d'Lieser ëmmer manner gewëllt ze bezuelen, fir Informatiounen ze kréien. A si sinn och ëmmer manner gewëllt, vill Zäit an en detailléierten Hannergrondartikel ze stiechen. Och sinn d'Zäiten eriwwer, wou ee moies beim Kaffi seng Zeitung gelies huet an da fir de Rescht vum Dag informéiert war. Duerfir dréit eis Welt vill ze vill séier, an d'Newswelt nach vill méi.

Haut kommen d'News permanent eran a ginn direkt un de Lieser weidergeleet. Fir de Lieser heescht dat, dass en de ganzen Dag iwwer mat Noriichte gefiddert, jo, dacks och iwwerfiddert gëtt a weess, wat doheem an an der Welt lass ass. Dëst ass eng immens Erausfuerderung fir d'Press, well déi News kommen direkt dacks ouni Filter an dacks och ouni Faktencheck an ouni Recul. Wann déi gedréckte Press hautdesdaags moies beim Kaffi läit, dann huet de Lieser dës Informatiounen oft schonn den Dag virdrun oder an der Nuecht um Internet gelies. Also stellt de Lieser sech noutgedrongen d'Fro, firwat hien dann iwwerhaapt nach soll eng gedréckten Zeitung kafen, schliisslech muss hie jo duerno och nach de Pabeier entsuergen.

De Lieser kann natierlech och entscheeden, seng Zeitung just nach online ze liesen. Mee och da stellt hie sech d'Fro, firwat hie soll en Abonnement op eng Onlinepublikatioun huelen, wann hie souwisou de ganzen Dag iwwer informéiert gëtt, soubal iergendeppes an eisem Ländchen oder an der Welt geschitt.

A grad dëst sinn d'Erausfuerderungen un d'Press vun haut! Egal ob gedréckt oder digital, d'Press muss haut de Lieser iwwerzeegen an zwar esou, dass hie bereet ass, Geld auszeginn, fir d'Press ze liesen. Dat heescht, dass d'Press dem Lieser e klore Méiwäert muss ubidde par rapport zu de gratis Noriichten, mat deenen de Lieser iwwerschwemmt gëtt. An dëst geet nëmmen iwwer Qualitéit! An zwar d'Qualitéit vun den Inhalter.

Ech denken hei also net just un déi primär Noriicht, mee och ëmmer méi un d'Geschicht hannert der Geschicht, un den Hannergrond also, an och un d'Analys an d'Vernetzung vun der Panoplie vun Noriichten an och de kritesche Faktencheck mat fiabele Sourcen. Hei läit a mengen Ae ganz kloer d'Zukunft vun der Qualitéitspress. An déi gëtt et eeben nun emol net zum Nulltariff!

Awer net nëmmen d'Qualitéit vun de Publikatiounen ass wichteg, mee déi verschidde Medie musse sech och ee vun deem aneren ënnerscheeden. Dat heescht, mir brauche Medienpluralismus, wa mir net riskéiere wëllen, dass mir op dee berüümten Eenheetsbräi erauslafen, an deem een dann iwwerall dat selwecht liese kann. Duerfir ass et ëmmer méi wichteg, dass et gutt Journaliste gëtt, Journalisten, déi Recherchë maachen, a Journalisten, déi kritesch sinn.

An deem Sënn begréisse mir als CSV, dass d'Unzuel vu professionelle Journalisten an Zukunft ee Krittär ass, fir d'Medien ze ënnerstëtzen. Well ee gudde Qualitéitsjournalismus steet a fält mat gudden a fräie Journalisten! D'Iddi vun dësem Krittär fanne mir gutt. De professionelle Journalismus soll gestäerkt ginn. An dëst ass u sech e Paradigmewiessel: Virdru gouf d'Säitenzuel vun enger Publikatioun gekuckt an elo gëtt d'Unzuel vu Journaliste gekuckt. An eisen Ae valoriséiert dëst de Journalismus am grousse Ganzen a geet ganz kloer an d'Richtung vum Qualitéitsjournalismus.

Mee, wéi esou oft, läit och hei den Däiwel am Detail. Fänke mer u mat der Definitioun vum professionelle Journalist. Fir an de Genoss vun der Hëllef ze kommen, muss de Journalist der Definitioun aus dem modifizéierte Gesetz iwwert d'Meenungsfräiheet an de Medie vum 8. Juni 2004 entspriechen. Hei ass ze liesen, an ech zitéieren den Artikel: « […] toute personne qui exerce à titre régulier une activité dont elle tire son revenu professionnel principal, que ce soit en tant que salarié ou en tant qu'indépendant, auprès ou pour le compte d'un éditeur et qui consiste dans la collecte, l'analyse, le commentaire et le traitement rédactionnel d'informations. » An da ginn nach véier Konditiounen opgezielt, déi dës Persoun erfëlle muss.

Esouwuel de Presserot wéi och d'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels hunn awer Problemer mat dëser Definitioun vum Journalist. De Presserot schreift kloer an däitlech a sengem Avis, dass hie gär méi eng prezis Definitioun hätt. Wann een déi aktuell Definitioun nämlech strikt ausleet, da kommen nëmme Journalisten a Fro, déi selwer Texter redigéieren. Mee wat geschitt da mat de Fotografen an deene Leit, déi Videoe maachen? Fir de Presserot misst de journalistesche Charakter am Vierdergrond stoen.

D'ALJP insistéiert och, dass de Beruff vum Journalist misst méi prezis beschriwwe ginn. Haut gëtt et am Journalismus Factcheckers, Web Content Manager an esou weider. Wat geschitt mat dëse Beruffer? Wéi gi si an Zukunft bewäert?

Hei ass et an eisen Ae ganz kloer verpasst ginn, sech mat der Entwécklung vum Beruff vum Journalist an de Medieberuffer am Allgemengen auserneenzesetzen. Eng Definitioun aus dem Joer 2010 muss zéng Joer méi spéit eng Kéier kënnen op de Leescht geholl ginn.

E weidere Problem, deen de Presserot huet, ass, dass hien zoustänneg ass fir d'Ausstellen, awer och fir d'Zréckhuele vun de Pressekaarten. Dës Kompetenz baséiert och um Gesetz iwwert d'Meenungsfräiheet an de Medien. Hei wier de Presserot frou gewiescht, wann dëst formaliséiert gi wier am neie Pressehëllefgesetz.

Well, wéi och ëmmer de Journalist definéiert ass, laut dem Pressehëllefgesetz, dat mir haut virleien hunn, soll all Editeur, deen d'Konditioune vun dësem Gesetz erfëllt, an Zukunft 30.000 Euro pro professionelle Vollzäitjournalist kréien, wann dësen en onbefristeten Aarbechtsvertrag huet.

Dëse Punkt huet fir munch Diskussioune gesuergt. Bei der Ausaarbechtung vun dësem Gesetzesprojet zesumme mat de concernéierten Acteure war nämlech vun engem Betrag vu 55.000 Euro pro Journalist geschwat ginn. Duerfir war de Secteur och esou erféiert, wéi am Gesetzesprojet, deen de Medieminister schlussendlech hannerluecht huet, just nach 30.000 Euro stoungen. An eisen Aen ass de Betrag ze niddreg. Wann een en op de Mount erofrechent, läit een net wäit vum qualifizéierte Mindestloun ewech. Elo kann een nach ëmmer soen, dass d'Editeure musse selwer d'Hallschent vum Betrag un Akommes hunn, fir kënnen 30.000 Euro vum Staat ze kréien. Mee am Endeffekt wäerten awer déi 30.000 Euro vun den Editeure gekuckt ginn, wann et drëm geet, fir d'Paie vun engem Journalist festzeleeën.

Wann ee weess, dass de Beruff vum Journalist net zu de beschtbezuelte Beruffer gehéiert an dass hautdesdaags d'Paie méi niddreg sinn, wéi se nach viru Jore waren, da sinn d'Perspektive fir jonk Journalisten net déi allerbescht an et versteet een och, dass vill jonk Journalisten hire Beruff no e puer Joer opginn, fir sech berufflech ëmzeorientéieren, wéi een dat esou schéin nennt. Hei geet och ëmmer vill Wëssen, vill Identitéit a virun allem vill Memoire verluer, well all Artikel an all Reportage ass eeben och ëmmer d'Wierk vun engem Journalist an net just d'Produkt vun engem anonymmen an auswiesselbare Contentproduzent.

Här President, ech hunn et scho gesot an ech soen et och nach eng Kéier: Wa mir wëlle qualitativ héichwäertege Journalismus hei am Land hunn, da brauche mer vill Journalisten a gutt Journalisten. An e gudde Journalist brauch nu mol e puer Joer, bis e richteg gutt gëtt. A grad da sprange vill Journalisten of, well se op enger anerer Plaz méi verdéngen. An dat ass de Journalisten éierlech gesot och net ze verdenken.

Aus dësem Grond hu mir als CSV en Amendement deposéiert, fir d'Hëllefe fir professionell Journalisten eropzesetzen, dëst, nodeems mir als CSV d'ALJP gesinn hunn, fir nach eng Kéier mat hinnen iwwert de Gesetzesprojet ze diskutéieren. A mir hu si gesinn, nodeems d'Majoritéitsvertrieder aus der Mediekommissioun sech geweigert haten, fir d'ALJP ze gesinn. Leider ass eisen Amendement an der Mediekommissioun vun de Majoritéitsvertrieder zréckgewise ginn. An duerfir erlaben ech mir hei, en nach eng Kéier ze hannerleeën. Dëst maachen ech, fir nach eng Kéier drop hinzeweisen, wéi wichteg héichwäertege Journalismus ass. An dee kascht nu mol Suen.

Amendement 1

Au paragraphe 2 de l'article 4 sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 1er alinéa prend la teneur suivante : « Le ministre alloue une aide à l'activité rédactionnelle d'un montant annuel de 45.000 euros par équivalent temps plein de journaliste professionnel pour 1 à 5 journalistes liés à l'éditeur par un contrat à durée indéterminée et affectés à la production de contenu éditorial de la publication de presse. »

2° Un nouvel alinéa est inséré à la suite du 1er alinéa qui prend la teneur suivante : « Le ministre alloue une aide a l'activité rédactionnelle d'un montant annuel de 35.000 euros par équivalent temps plein de journaliste professionnel à partir du 6e journaliste lié à l'éditeur par un contrat à durée indéterminée et affecté à la production de contenu éditorial de la publication de presse. »

Commentaire de l'amendement :

Il est proposé d'augmenter l'aide à l'activité rédactionnelle en accordant une aide proportionnellement plus importante aux éditeurs de taille petite et moyenne.

C'est pourquoi il est prévu d'allouer 45.000 euros pour les cinq premiers journalistes d'un éditeur et 35.000 euros à partir du 6e journaliste lié à un éditeur par un contrat à durée indéterminée et affecté à la production de contenu éditorial.

Le montant de 35.000 euros par journaliste a été choisi sur la base des revendications formulées par le Conseil de presse dans son avis complémentaire du 16 avril 2021. Le nombre de cinq journalistes, pour lesquels une aide d'un montant annuel de 45.000 euros par équivalent temps plein de journaliste professionnel peut être demandée, a été choisi en fonction des critères que doit remplir une publication de presse d'un éditeur éligible à l'aide à la presse - soit « disposer d'une équipe rédactionnelle composée d'un nombre de journalistes professionnels équivalent à au moins cinq emplois à temps plein [...]. »

L'objectif est ainsi de valoriser mieux le travail du « journaliste professionnel », étant donné qu'il y a fort à parier que l'éditeur déterminera le salaire du journaliste professionnel en partie en fonction de l'aide accordée par la loi en projet.

(s.) Diane Adehm, Nancy Kemp-Arendt, Marc Lies, Octavie Modert, Viviane Reding.

Här President, an dësem Zesummenhang bedauere mir och, dass keng Diskussioun iwwert den Informatiounszougang vun de Journaliste geféiert gouf. Et wier wichteg gewiescht, dëse Punkt zesumme mat der Definitioun vum Journalist ze klären.

Als nächste Punkt wéilt ech op déi fix Hëllef vun 200.000 Euro agoen, déi all Editeur kritt. Dëse Betrag ass fir all Editeur dee selwechten, egal ob et sech ëm Printmedien handelt oder Onlinemedien. Printmedien hunn awer eng aner Käschtestruktur wéi Onlinemedien a si hunn och net déi selwecht Infrastrukturen. A ganz oft assuréiere Printmedien och nach Onlinenoriichten.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Och wann de Plaffong vun der gesamter Hëllef, déi en Editeur kritt, méi héich ass fir d'Printmedie wéi fir d'Onlinemedien, esou hätt een awer eventuell kleng Editeure méi kënnen ënnerstëtzen. Aus dësem Grond hate mir och an eisem Amendement, deen ech elo grad hannerluecht hunn, virgeschloen, fir d'Hëllef vun den éischte fënnef Journaliste pro Editeur méi konsequent eropzesetzen.

Här President, mir begréissen des Weideren, dass nei Medien, déi probéieren, Fouss an der Lëtzebuerger Medielandschaft ze faassen, och an Zukunft ënnert d'Äerm gegraff kréien, an dëst wärend den éischten dräi Joer.

Wat d'Biergermedien ugeet, esou begréisse mir, dass och si kënnen eng finanziell Hëllef vum Staat kréien. Si sinn e wichtege Garant vum Medienpluralismus an e feste Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Medielandschaft.

An dësem Zesummenhang wéilt ech awer och drop hiweisen, dass mir länger Diskussiounen iwwert d'Biergermedien haten. An enger éischter Versioun vum Gesetzesprojet hat d'Regierung nämlech virgesinn, fir alle Biergermedien an och den audiovisuelle Biergermedien eng Hëllef ze ginn.

Du gouf awer decidéiert, dass de Gesetzesprojet vun haut sech just u geschriwwe Medien adresséiert. Dëst war am Zesummenhang mat den Diskussiounen iwwert de Radio ARA, mat deem d'Regierung schlussendlech, souzesoen in extremis, eng Konventioun ënnerschriwwen huet.

Mat deenen aneren audiovisuelle Medien ass d'Regierung anscheinend nach ëmmer an Diskussiounen. Mee och wa si vläicht manner bekannt si wéi Radio ARA, brauche si awer finanziell Ënnerstëtzung. Dëst ass och de Grond, firwat mir als CSV d'Motioun vun der Majoritéit iwwert d'Biergermedie matdroen. Dës Motioun wäert nach vum Här Pim Knaff hannerluecht ginn.

Mir hunn och missen insistéieren, dass d'Biergermedien net mussen zwee professionell Journalisten astellen, mee just zwou Vollzäittâchen hunn, wouvunner ee muss Journalist sinn. Fir eis ass dës Léisung vill méi pragmatesch a si entsprécht der Realitéit um Terrain.

Här President, och wann d'Gesamthëllef fir déi meescht Editeuren eropgeet, sou ass awer haut schwéier virauszegesinn, ob dës Hëllefen duerginn, fir der ganzer Press engersäits ze hëllefen, mee fir och anerersäits sécherzestellen, dass de Medienpluralismus eis erhale bleift an dass mir weiderhi qualitativ héichwäertege Journalismus hei am Land hunn.

An dësem Zesummenhang begréisse mir och d'Iwwergangsbestëmmungen, déi sécherstellen, dass keen Editeur wärend den nächste Jore manner Hëllef kritt, wéi dat bis elo de Fall war. Et ass eis och wichteg, drop hinzeweisen, dass dës Iwwergangsbestëmmungen un d'Bäibehale vun den Aarbechtsplaze fir professionell Journaliste gebonne sinn.

Eng grouss Erausfuerderung fir d'Medie wäert och an Zukunft sinn, dass si, fir an de Genoss vun der Pressehëllef ze kommen, mussen d'Hallschent vum Betrag vun der Hëllef selwer duerch Akommes ofdecken. Et kann ee vill doriwwer diskutéieren, ob dës Bestëmmung elo gutt ass oder net.

D'Onofhängegkeet vun engem Medium muss awer ëmmer garantéiert bleiwen, och vis-à-vis vun der Politik. Jidderee kennt de Sproch, dass een net an d'Hand bäisst, déi ee fiddert. An deem Sënn ass et vläicht och guer net esou schlecht, dass d'Editeure selwer mussen e gewëssent Akommes hunn. Esou si si manner op d'Hëllefe vum Staat ugewisen an doduerch gëtt och hir Onofhängegkeet gestäerkt an domadder och hir Objektivitéit, déi fir eis och e wichtegen Deel vum Qualitéitsjournalismus ass. Mee grad dëse Punkt riskéiert, schwiereg fir d'Editeuren ze ginn. Duerch d'Covidpandemie ass de Publicitéitsmarché staark zréckgaangen an domadder och d'Einnamen dovunner.

Ech wéilt awer nach kuerz ee Wuert zu aneren Hëllefe soen, déi déi geschriwwe Press kritt, fir komplett ze sinn. Ech mengen, jiddereen heibanne kennt d'Chambersblietchen. A mir hunn och alleguerten an der Lescht d'Diskussioun verfollegt, dass d'Chambersblietche just vun der gedréckter Press verdeelt gëtt an net vun der Onlinepress. Och mussen d'Gemengen an de Staat d'Ausschreiwungen, déi si maachen, an der nationaler Press annoncéieren. An zousätzlech gëtt et nach d'Messagerie postale, déi hëlleft, d'geschriwwe Press auszedroen.

Et kann ee vill driwwer diskutéieren, ob dës Hëllefe verstoppten Hëllefe fir d'geschriwwe Press sinn oder net. Mee an eisen Aen ass bei där haiteger Reform vun der Pressehëllef och dat heite waarmt Eisen net ugepaakt ginn. A mir bedaueren dat.

Här President, trotz de staatlechen Hëllefen hu Printmedie grouss Schwieregkeeten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, well den Drock vun hiren Zeitungen héich Käschte bedeit. Aus dësem Grond huet d'„Lëtzebuerger Wort" d'lescht Joer eng ganz Partie Journalisten entlooss an och de „Journal" huet seng Pabeierzeitung ganz agestallt an ass elo nach just eng digital Zeitung.

An dësem Zesummenhang hätt ee sech och kënnen d'Fro stellen, ob een net hätt kënnen d'Hëllef pro professionelle Journalist un eng Aarbechtsplazgarantie bannen. An den Iwwergangsbestëmmunge vun dësem Gesetzesprojet ass dat jo virgesinn. Well och en Aktionär muss sech bewosst sinn, dass e Medienhaus, egal ob et Print oder online ass, ob et Radio oder Tëlee ass oder alles zesummen, keng Entreprise ass wéi eng aner.

Sécher, och e Medienhaus muss rentabel sinn, soss iwwerlieft et net. Mee d'Rentabilitéit kann awer net deen eenzege Krittär fir strateegesch Decisioune sinn. Grad als Aktionär vum véierte Pouvoir huet een och ëmmer eng Verantwortung fir dat Ganzt an eiser Gesellschaft a grad och fir déi sozial Kohäsioun vun dëser Gesellschaft.

Här President, als leschte Punkt wéilt ech nach kuerz op d'Commission Aide à la presse agoen. Hei gouf sech vum Secteur d'Fro gestallt, wéi laang et dauert, bis dës Commission en place ass an ufänke ka mat schaffen. An et gëtt sech och d'Fro gestallt, wéi eng Pouvoiren dës Kommissioun schlussendlech wäert hunn, well si gëtt jo en Avis of. Hei ass et an eisen Aen nach eng Kéier wichteg, op de Presserot hinzeweisen an en ze zitéieren, wann e seet: « [Il est important] que tout régime d'aide aux médias [instaure] un droit indisputable à ce soutien financier pour tout média respectant les critères établis [et…] clairement définis. »

Här President, an eisen Aen ass et och wichteg, nach e Wuert zum Akraafttriede vun dësem Gesetzesprojet ze soen.

Well déi meescht Editeure mat dësem Text méi Hëllef kréien, hu mir virgeschloen, dës Hëllefe retroaktiv op den 1. Januar vun dësem Joer auszebezuelen, an dat awer just fir déi Editeuren, déi mat dësem Gesetzesprojet méi Sue kréien. Fir déi aner Editeuren hätt näischt geännert. Leider ass awer och dësen Amendement vun de Majoritéitsvertrieder an der Mediekommissioun verworf ginn an duerfir bréngen ech en haut nach eng Kéier eran.

Amendement 2

Un deuxième alinéa est ajouté à l'article 17 avec la teneur suivante :

« L'aide prévue à l'article 4 est payable à partir du 1er janvier 2021, déduction faite du montant payé aux éditeurs sous le régime de la loi modifiée du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite au titre de l'année 2021 et sans que la somme finalement à allouer ne devienne négative. »

Commentaire de l'amendement :

Alors que l'article 20 vise à compenser d'éventuelles pertes financières subies par les éditeurs en raison de l'entrée en vigueur du nouveau régime d'aides, le présent amendement parlementaire entend compenser auprès des éditeurs un éventuel manque à gagner du fait de l'entrée en vigueur tardive de la loi en projet, prévue initialement pour le 1er janvier 2021. Ce faisant, il n'est pas porté atteinte au principe de la non-rétroactivité de la loi déduit de l'article 2 du Code civil et qui admet comme exception les dispositions rétroactives « économiques ».[1]

[1] cf. Arrêt Cour administrative n° 42582C du rôle du 26 novembre 2019.

(s.) Diane Adehm, Nancy Kemp-Arendt, Marc Lies, Octavie Modert, Viviane Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- An eisen Aen ass och eng Evaluatioun vum Gesetzesprojet vun haut äusserst wichteg. Duerfir ënnerstëtze mir als CSV d'Motioun vun der Majoritéit, fir esou eng Evaluatioun ze maachen a gegeebenefalls d'Hëllefen un d'Press ze adaptéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menger Konklusioun.

Och wann den Text sécher net perfekt ass, ass dëst Pressehëllefgesetz awer e wichtegen Text, fir der Lëtzebuerger Press eng nohalteg Zukunft a Fräiheet a Villfalt ze ginn. Derbäi kënnt, dass den Text dat mat villen neien Elementer mécht, déi där neier Medielandschaft an och eiser Wëssensgesellschaft vum 21. Joerhonnert ugepasst sinn. Den Text soll d'Qualitéit vun der Press stäerken a grad och de professionelle Journalismus méi staark maachen. An iwwerhaapt soll de professionelle Journalist an de Mëttelpunkt gestallt ginn an domadder indirekt och de Lieser an Nolauschterer an also de Bierger, dee mer an dëser Debatt ni sollte vergiessen.

Aus all dëse Grënn ginn ech, trotz verschiddene Bedenken, den Accord vun der CSV-Fraktioun. An ech soen awer och nach dem Rapporter Guy Arendt e grousse Merci fir säin exzellenten an ausféierleche Rapport an och fir seng Gestioun vun der Mediekommissioun, déi net ëmmer ganz einfach war, well et vill hin- an hiergaangen ass, mee schlussendlech hu mer awer haut en Text hei leien. A wéi gesot, mir stëmmen e mat.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Diane Adehm. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Voilà. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net onbedéngt selbstverständlech, dass Journalisten uechtert d'Welt iwwerall däerfe fräi schreiwen a berichten, neutral Informatioune weiderginn a punktuell och hir Meenungen a Kommentarer publizéieren an esou Afloss huelen op déi ëffentlech Meenung an domadder op den ëffentleche Wandel an der Gesellschaft. Mir kënnen eis glécklech schätzen, hei zu Lëtzebuerg an engem Land ze liewen, wou dat awer méiglech ass a wou dat och säitens der Regierung vollends ënnerstëtzt gëtt.

Ëmmer méi kënnt et zu Virbehalter géintiwwer der Press an de Journalisten: „Lügenpresse!", „Fakenews!", „alles ass gelunn!", „näischt kann ee méi gleewen!" Déi eng sinn ze kritesch, déi aner net kritesch genuch. Jee, d'Journalisten an d'Press am Allgemengen hunn et hautdesdaags net einfach.

An enger pluralistescher Medielandschaft ass d'Vertraue vum Bierger extreem wichteg. Well nëmme wann de Lieser engem Medium, soen ech elo mol, traut, kann dëse Medium och zur Meenungsbildung a weiderhin zu engem Meenungsaustausch bäidroen.

Mee d'Press mat hire Journalisten huet et och schwéier um finanzielle Plang. Iwwer Joren ass et elo ëmmer méi zu Ëmsazréckgäng bei deene verschiddenen Haiser komm. De Marché gëtt ëmmer méi grouss. De Lieser ass net méi ëmmer bereet, fir fir de Contenu ze bezuelen. D'Zuele vun den Abonnementer ginn erof an domat beispillsweis och d'Annoncen an den Zeitungen, déi bis ewell e gudde Wee waren, fir den Zeitunge Suen an d'Keess ze spullen.

Et ass hautdesdaags méi onrentabel ginn, eng Zeitung ze publizéieren. A mat dem digitale Wandel, deen eis och säit e puer Joer begleet, war et einfach un der Zäit, e Gesetz auszeschaffen, wat d'Press an hir Aarbecht ënnerstëtzt, hir Aarbecht valoriséiert an och hire Bäitrag an a fir d'Gesellschaft nach eemol stäerkt.

Une voix.- Richteg.

M. Pim Knaff *(DP).*- Kritik héiert kee gären a sécher ka jidder Eenzelnen heibannen novollzéien, dass et ëmmer méi flott ass, eppes Positives iwwer ee selwer an der Zeitung ze liesen, wéi eppes Negatives. Jo, Kritik huet kee gären, an awer ass d'Press - an ech wëll hei betounen: eng pluralistesch Press - e wichtege Pilier an enger demokratescher Gesellschaft. Verlässlech Journalisten, déi recherchéiert Informatioune publizéieren an domat de Bierger informéieren, droen e wichtegen Deel zum gesellschaftlechen Discours, der Informatioun vu jidder Eenzelnem an dem Meenungsaustausch bäi.

Et geet net duer, just Plattforme jeeglecher Aart ze finanzéieren. Déi journalistesch Aarbecht soll ënnerstëtzt a finanzéiert ginn. Politesch, sozial, gesellschaftlech a kulturell Theeme sollen hei am Fokus stoen an d'Pressehëllef soll op dës Aarbecht gemënzt sinn.

Duerfir war et och enorm wichteg, an dësem neien Text déi journalistesch Aarbecht net just ze valoriséieren, mee och ze remuneréieren, andeems ee genau dëst als ee vun de Krittäre fir eng Ënnerstëtzung duerch d'Pressehëllef definéiert. D'Journaliste verdéngen net just de Respekt fir hir Aarbecht, d'Haiser an d'Publikatiounen allgemeng verdéngen, gehollef ze kréien, wa se qualitativ héichwäerteg an domat wäertvoll Aarbecht produzéieren.

Bei dësem Text ass et awer iwwert déi lescht Méint ëmmer erëm zu Diskussiounen a Gespréicher komm iwwert d'Montanten a wat dës Montante representéieren. Ëmmer erëm si Kriticken opkomm, mat dësem neie Gesetz géifen d'Editeuren an d'Pressehaiser enorm un Aidë verléieren. Et ass gesot ginn, dass doduerch d'Journaliste manner géife verdéngen oder hir Plaz géife verléieren. Tatsaach ass awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass bis op zwou Publikatiounen hei am Land all Publikatioun an Editeur méi mat dësem Gesetz wäert erauskréien, wéi dat bis elo de Fall war.

Ma duerch d'Erweiderung vun de Krittären, zum Beispill den Ajout vum Portugiesechen an dem Engleschen als Sproochen, déi och an d'Kategorie vun de 15 % vun de Sprooche falen, déi hei am Land geschwat ginn, wäerte souguer nach méi Publikatioune gehollef kréien, wéi dat bis elo am ale Gesetz de Fall war.

Et ass vill iwwert déi 30.000 Euro pro Journalist geschwat ginn. Effektiv war an engem Avant-projet de loi en anere Montant genannt ginn. Allerdéngs war zu deem Moment och d'Part fixe méi niddreg. De Montant ass no den Diskussiounen a Consultatioune mat den Acteure vum Secteur ugepasst ginn. De Montant pro Journalist ass effektiv no ënnen ugepasst ginn. Mee et däerf een awer net vergiessen, dass d'Part fixe vun den Aidë gläichzäiteg och an d'Luucht gaangen ass.

An och wann ee mat deenen 30.000 Euro pro Journalist, déi et elo sinn, géif eropgoen, géifen déi Suen net direkt un de Journalist goen. Dës 30.000 Euro sinn och net gläichzesetze mat deem Montant, deen eng Publikatioun bis elo pro Säit kritt huet. Nieft der Part fixe, déi un all Pressehaus an Editeur ausbezuelt gëtt, neutral an onofhängeg dovu, wéi vill Journalisten do schaffen, ginn dës 30.000 Euro Aiden zwar pro agestallte professionelle Journalist ausbezuelt, mee dat sinn Aidë fir déi journalistesch Aarbecht, déi an deem Haus oder fir dës Publikatioun geleescht gëtt, a si remplacéieren net de Salaire vun engem eenzelne Journalist.

An och déi zwou Publikatiounen, déi mat dësem Gesetz ënnert de Seuil vun hiren Aidë vu bis elo falen, wäerte keng Sue verléieren. Si falen an e Régime transitoire a wäerte mat dëser Konventioun d'Differenz vun deem, wat si verléieren, iwwert déi nächst fënnef Joer rembourséiert kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hautdesdaags droen och aner Ressourcen zu engem Echange an der Gesellschaft bäi. Ëmmer méi ginn Nouvellen och iwwert déi Sozial Medien an Netzwierker publizéiert, gedeelt a kommentéiert. Dëst ass e wichtege Knackpunkt. D'Press ass net méi déi sougenannte „one way street". Et gëtt net méi just d'Press op där enger Säit an de Konsument op där anerer. D'Press léisst haut och Sputt fir Dialog. A genau hei ass et wichteg, dass de Bierger sech kann drop verloossen, dass déi Noriichten, déi hie liest, och stëmmen.

Déi traditionell Press, wéi mir se kennen, gëtt et haut net méi an där Form, op alle Fall net méi an där Form eleng. Et ass zu enger Verlagerung komm vu ganz villen och traditionelle Medien an den Internet. An zu engem groussen Deel sinn hautdesdaags Onlinenoriichten d'Haaptinformatiounsquell vun de Leit. Wou Der fréier eventuell fënnef oder sechs Zeitungen hat, hutt der haut gären dat Duebelt an Dräifacht am Print an um Internet. D'Vielfalt ass hautdesdaags enorm an den digitale Wandel huet dozou bäigedroen, dass haut Onlinemedie genau esou eng grouss Plaz anhuelen, wéi een dat fréier vun der traditioneller Dageszeitung oder Wochenzeitung kannt huet.

Deemno war et och wichteg, och dës Medien an dësem neie Gesetz ze berécksiichtegen. Mat deem neie Pressehëllefgesetz passe mir den Text enger neier Zäit un an engem neie Prozess vum Informatiounsaustausch.

Och hei ass ufanks vill geschwat ginn, eng digital Zeitung hätt vis-à-vis vun enger geschriwwener Press manner Onkäschten duerch Pabeier, Drock an all déi Aspekter, déi an der traditioneller Press Käschte verursaachen. Mee och Onlinezeitungen hu Käschten, déi mat hirer Infrastruktur an dem Opbau vun hirer Publikatioun verbonne sinn. Hei ass et nëmme richteg, am Kader vun enger pluralistescher an oppener Press, och déi Journalisten an hirer Aarbecht ze ënnerstëtzen, och wa si de Moment op eng aner Manéier publizéieren. Wat zielt, ass de Contenu an dass recherchéierten a professionelle Journalismus gefërdert gëtt.

D'Zukunft ass digital an déi éischt Schrëtt si schonn op ville Plaze gemaach ginn. Et ass also Zäit ginn, d'Gesetz vun der Pressehëllef deem neien Zäitalter unzepassen. Ob en Artikel elo um Pabeier steet oder um Internet publizéiert ass, wat wichteg ass, dat ass dass de Contenu korrekt a fiabel ass an deem, deen e consultéiert, déi wichteg Informatioune bereetstellt.

An deem Kontext géif ech gär déi éischt Motioun deposéieren, vun där mer geschwat hunn. Si ass ënnerschriwwe vun dem Här Guy Arendt, vun der Madamm Francine Closener, vun der Madamm Djuna Bernard, vun der Madamm Diane Adehm a vu mir selwer.

Et geet drëm, de Gouvernement ze invitéieren, en « inventaire du paysage des médias locaux » ze maachen, « à promouvoir les médias locaux en réalisant une cartographie publique de ces médias [et] élaborer un catalogue de critères permettant la mise en place d'un système de subsides pour les médias locaux ainsi identifiés, à étudier l'opportunité d'un soutien des médias locaux qui pourra soutenir leur adaptation au contexte numérique actuel et accroître l'accès à leurs contenus, à analyser l'opportunité d'un soutien des médias locaux pour leurs accents spécifiques en faveur de l'éducation aux médias ».

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que le pluralisme des médias est un élément indispensable pour garantir le droit fondamental de la liberté d'expression ;

- que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « des dispositions claires pour le soutien aux médias citoyens et locaux seront élaborées » ;

- que la réforme du régime de l'aide à la presse, comportant une nouvelle disposition de soutien aux éditeurs dits communautaires, est en cours ;

- que Radio ARA, radio citoyenne luxembourgeoise à réseau d'émission d'envergure nationale, bénéficie d'une contribution financière pluriannuelle de l'État ;

- qu'il incombe, au-delà des médias d'envergure nationale, un rôle spécifique aux médias régionaux et locaux pour le développement social et culturel des régions et la promotion de la participation politique ;

- que la prise en compte médiatique des intérêts et spécificités régionales est essentielle pour la vie citoyenne,

invite le Gouvernement

- à établir un inventaire du paysage des médias locaux ;

- à promouvoir les médias locaux en réalisant une cartographie publique de ces médias ;

- à élaborer un catalogue de critères permettant la mise en place d'un système de subsides pour les médias locaux ainsi identifiés ;

- à étudier l'opportunité d'un soutien des médias locaux qui pourra soutenir leur adaptation au contexte numérique actuel et accroître l'accès à leurs contenus ;

- à analyser l'opportunité d'un soutien des médias locaux pour leurs actions spécifiques en faveur de l'éducation aux médias.

(s.) Pim Knaff, Diane Adehm, Guy Arendt, Djuna Bernard, Francine Closener.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Knaff.

M. Pim Knaff *(DP).*- Wéi ech schonn am Ufank gesot hat, ass eng pluralistesch, onofhängeg a kritesch Press net iwwerall op der Welt erwënscht. Mee ech mengen awer, dass Lëtzebuerg hei eng Virbildfunktioun anhëlt, net nëmmen, wat d'Pressefräiheet ugeet, mee och d'Bereetschaft vun der Regierung, dës Pressefräiheet och tatsächlech mat deenen néidege finanzielle Moyenen ze ënnerstëtzen, fir dass och all Pressemedium vun dëser Fräiheet ka profitéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass och nach virun e puer Wochen vill Kritik geäussert ginn zu deem Projet de loi. Dësen Text géif den Interesse vun de Journalisten a vun der Press net nokommen, et hätt ee sech net mat deene concernéierte Leit zesummegesat. Dat kann ech awer elo esou net stoe loossen. Effektiv ass mat all Editeur an all den Acteuren aus dem Secteur geschwat ginn, och mam Conseil de presse. All d'Avisen, déi erakomm sinn, sinn an der Kommissioun diskutéiert ginn an et ass probéiert ginn, esou gutt wéi méiglech op d'Besoine vum Secteur anzegoen.

Um Schluss ass en Text erauskomm, deen dem Secteur substanziell soll ënnert d'Äerm gräifen an dee sech de Gegeebenheete vun der Mediewelt vun haut ugepasst huet. Dozou sief awer och gesot, an dat ass och schonn an deene leschte Wochen am Kontext vun de Kriticken un dësem Projet erwäänt ginn, dass ee gären an e puer Joer eng Evaluatioun vun dësem Text ka virhuelen, fir ze kucken, wéi dat neit Gesetz de Secteur effektiv um Terrain impaktéiert huet.

Dat bréngt mech zu eiser zweeter Motioun, déi vun deene selwechte Leit ënnerschriwwe ginn ass a wou mer de Gouvernement invitéieren, « à procéder à une évaluation du régime de l'aide à la presse deux ans après la mise en vigueur du nouveau régime en collaboration avec les acteurs du secteur et à procéder, le cas échéant, à un ajustement du soutien financier ».

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'accord de coalition 2018-2023 qui prévoit que « le système actuel du régime de la promotion de la presse écrite sera reformé pour tenir compte de l'évolution des médias et des habitudes d'information et de consommation des citoyens au cours des dernières années » ;

- considérant que cette réforme propose un changement de paradigme quant à l'attribution de l'aide à la presse, en liant le calcul du montant revenant à chaque média au nombre de journalistes professionnels et non plus à la quantité de papier imprimé ;

- considérant que l'accord de coalition prévoit que l'évolution du paysage médiatique « sera suivie de près en vue d'adapter au besoin le nouveau régime au cours de la législature » ;

- considérant le rôle de la presse en tant que quatrième pilier de la démocratie,

invite le Gouvernement

- à procéder à une évaluation du régime de l'aide à la presse deux ans après la mise en vigueur du nouveau régime en collaboration avec les acteurs du secteur et à procéder, le cas échéant, à un ajustement du soutien financier.

(s.) Pim Knaff, Diane Adehm, Guy Arendt, Djuna Bernard, Francine Closener.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Pim Knaff *(DP).*- Dass dann och net jidder Representant aus dem Secteur averstane war mat de rezente Reprochen, huet ee jo och un de Reaktioune gesinn. Trotzdeem hu mer bedauert, dass no esou vill Aarbecht an no esou laanger Zäit, wou schonn op dësem Text geschafft gouf, dann awer nach probéiert ginn ass, de Projet e bëssen erauszezögeren, e Projet, deen, wéi bekannt ass, essentiell wichteg, jo, urgent ass, fir der struktureller Kris am Secteur entgéintzewierken, e Projet, op deen e ganze Secteur waart, fir kënne seng Aktivitéiten an Zukunft ze plangen, an domat also e Projet, deen extreem zäitgebonnen ass a wou mer frou waren, dass Bréissel gréng Luucht ginn huet, soudass een den Text an all déi Leit, déi op dëst Gesetz waarden an och ugewise sinn, endlech konnt weiderbréngen.

An dësem Sënn si mir als DP frou, dësen neien Text haut däerfen hei matzestëmmen, a wënschen eis, dass dës Aiden och nach weider an nach besser wäerten derzou bäidroen, eis Press an hirer wichteger Aufgab ze ënnerstëtzen. An deem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun, net ouni awer och dem Guy Arendt fir säin exzellente Rapport a seng intelligent a besonne Féierung vun den Debaten an der betreffender Kommissioun ze felicitéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Knaff villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wat ass eis Demokratie eis wäert, eis Gesellschaftsform, vun där et heescht, datt se, fräi nom Winston Churchill, net déi bescht ass, mee déi am mannste schlecht? Zanter ech op der Welt sinn, an dat ass awer elo schonn e Strapp hier, kann ech mech net erënneren, datt eis Staatsform jeemools seriö a Fro gestallt gi wier. Dat ass bis haut net de Fall, op d'mannst net hei zu Lëtzebuerg.

Dat ass awer beileiwe keng Selbstverständlechkeet. Mir gesi jo all Dag d'Strategien, d'Bestriewungen, och a grad an Europa, fir d'Muecht an den Hänn vun eenzelnen Interessegruppen ze konzentréieren. Déi Persounen, déi um Pouvoir sinn oder dohinner wëlle kommen, probéieren, de Rechtsstaat auszehielegen. A fir datt dat geléngt, gëtt massiv dru geschafft, fir déi kritesch Press no an no auszeschalten.

Mir mussen dofir och net an Ungarn goen oder a Groussbritannien; och däitsch Politiker schénge virun näischt zréckzeschrecken. Gesinnungstester fir d'„Tagesschau"-Journaliste ginn elo gefrot vun engem CDU-Politiker, dee virdru President vum Verfassungsschutz war. Et ass verheerend, wann d'CDU dee Mann do gewäerde léisst!

An ech muss soen, datt ech villes, wat an deene leschte Jore geschitt ass, och a grad an Europa, wat un demokratiezersetzenden Tendenzen opkënnt, wat u grave Menacë géint Journalisten an

Attacke géint d'Presse- a Meenungsfräiheet bal zum Alldag gehéiert, wierklech ganz, ganz erschreckend fannen. D'„Banalität des Bösen" erlieft e Revival, deen ech virun zéng Joer net fir méiglech gehalen hätt. A grad mir heibannen, mir mussen all eenzelnen Dag um Qui-vive sinn, fir datt esou antidemokratesch Tendenzen net opkommen, net lues a lues ëmmer méi staark an op eemol normal ginn. Duerfir brauch eis Demokratie e staarke véierte Pilier, e staarke véierte Pouvoir, eng staark, onofhängeg a kritesch Press - méi wéi jee!

Mee déi Fundamenter vun dësem véierte Pilier sinn awer haut net méi esou stabill wéi nach virun e puer Joerzéngten. D'Digitaliséierung huet eis Medielandschaft zum Deel kal erwëscht. Déi eng Medienhaiser hu sech méi séier adaptéiert, déi aner di sech vill méi schwéier.

Vill sinn der haut an enger schwiereger Situatioun, dat weisen déi rezent Ëmwälzungen am Secteur vun de Printmedien. Beispiller si schonn zum Deel genannt ginn: De „Jeudi" gëtt et net méi. De „Journal" huet sech en neit Konzept ginn, kënnt just nach online eraus. Saint-Paul, d'Mammenhaus vum „Lëtzebuerger Wort", ass vun engem belschen internationale Mediegrupp opkaaft ginn. Wien hätt geduecht, datt dat jee géif geschéien! An d'„Tageblatt" huet säin Traditiounssëtz an der Escher Kanalstrooss misse verkafen.

D'Medien hunn an deene leschte Jore misse rapid léieren, mat neien Technologien eens ze ginn, fir deenen neie Gewunnechte vun hire Lieserinnen oder Nolauschterer Rechnung ze droen. Ëmmer manner jonk Leit liesen nun emol d'Zeitung, jiddefalls net an där gedréckter, an der Pabeierversioun, et sief vläicht, se läit doheem um Dësch - an dann nach!

Dat kann ee lo bedaueren, mee ob een deen Trend ëmgedréit kritt, dat woen ech awer wierklech ganz staark ze bezweifelen.

D'Editeure si gefuerdert, hir Lieser dohinner sichen ze goen, wou se nun emol sinn, an dat ass eebe meeschtens online. Dat ass per se och net negativ, mee dat verlaangt enorm Efforte vun all eenzelem Zeitungsverlag, dee bis virun e puer Joer nach gewinnt war, seng ganz Energie an e Printproduit ze setzen. Dee Phenomeen ass international iwwerall dee selwechten, also keng Lëtzebuerger Spezifissitéit.

Wat awer dergéint vill méi rar ass, duerfir awer typesch lëtzebuergesch, dat ass déi systematesch finanziell Ënnerstëtzung vum Staat fir déi geschriwwe Press. Zanter de 70er-Jore kréien d'Zeitungen an och d'Zäitschréfte Sue vum Staat, deen domadder also scho laang weist, wéi wichteg deene successive Regierungen de Medienpluralismus ass. Ouni déi Pressehëllef wier keng esou divers Presselandschaft entstanen, dat steet ausser Zweifel.

An duerfir ass d'Reform vum Pressehëllefgesetz, déi scho Joren an der Diskussioun ass, och esou wichteg an esou néideg. Ëmsou méi, well eeben déi strukturell Mediekris, ausgeléist duerch d'Digitaliséierung, duerch déi sanitär Kris nach eemol drastesch verschäerft gouf. Schlagaarteg sinn d'Annoncen, eng vun den Haaptrecettë vun der Press, am Fréijoer d'lescht Joer aus den Zeitunge verschwonnen. Dat huet zum Deel ganz déif Spueren an der Konta vun deene betraffene Medienhaiser hannerlooss. An dobäi weist jo awer grad d'Pandemie nach emol ganz, ganz däitlech, wéi kruzial wichteg et ass, Medien ze hunn, déi fonctionéieren, déi iwwer Fakte reportéieren, Medien, déi d'Géigegewiicht sinn zu der Onmass vun Hallefwouerechten, Manipulatiounen, Ligen, déi andauernd op de soziale Medien onkontrolléiert, ongefiltert zirkuléieren.

Mir brauche Medien, déi och net nëmmen dat noplapperen, wat se vun offizielle Plaze gesot kréien, mee och dat kritesch hannerfroen, kommentéieren, de Fanger an d'Wonn leeën, ëmmer an ëmmer erëm! Duerfir sti mir als LSAP hannert der Reform vum Pressehëllefgesetz.

Op dëser Plaz och merci dem Rapporter fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Wéi hien et erkläert huet, bréngt dës Reform effektiv e Paradigmewiessel. An Zukunft gëtt also net méi d'Zuel vun de geprinte Säite gekuckt, fir d'Héicht vun der Pressehëllef ze determinéieren, mee déi finanziell Hëllef, déi hänkt jo, wéi gesot, vun der Zuel vun de Journalisten of, déi an deene jeeweilege Redaktiounen agestallt sinn. Domadder kommen eeben och reng Onlinemedien an de Genoss vun dëser Pressehëllef. Wuelgemierkt, dës Pressehëllef riicht sech jo just u Printmedien a reng Onlinemedien, Radioen an d'Tëleeë sinn hei net concernéiert.

Anescht ausgedréckt also: Wat eng Redaktioun méi Journaliste beschäftegt, wat d'Zeitung méi Hëllef kritt, onofhängeg dovun, wéi vill Artikele produzéiert ginn. Et mussen also net méi mordicus Säiten a Säite mat „chiens écrasés" gefëllt ginn, mee et kann een eeben och d'Journalisten asetzen, fir Recherchen ze maachen, déi intensiv sinn, investigativ sinn an eeben doduerjer och méi laang daueren. Kuerz: d'Qualitéit geet viru Quantitéit. An dat ass deen absolutt richtege Wee!

Elo ass jo am Virfeld vun där Reform vill, vill diskutéiert ginn. An natierlech hunn ech och déi Kriticken héieren, déi soen, de Montant vun deenen 30.000 Euro pro fest agestallte Journalist géif net duergoen, dee misst gehéicht ginn.

Also, natierlech kann een ëmmer iwwer e Montant streiden! Mee et däerf een awer net einfach ignoréieren, op d'mannst wann een éierlech ass, datt et nieft dem Montant vun deenen 30.000 pro Journalist - wat jo och natierlech net deem säi Salaire ass, dat däerf een och wierklech net esou duerstellen! - eeben déi fix Hëllef gëtt vun deenen 200.000 Euro bei fënnef Journaliste pro Redaktioun, à temps plein a mat CDI. De Pim Knaff huet et virdru preziséiert: Am Avant-projet de loi war déi eng Hëllef méi héich an déi hei, déi Part fixe, awer méi niddreg. An ech denken, datt elo 200.000 Euro jo awer wierklech keng Peanuts sinn! An déi Reform huet eeben als Konsequenz, datt déi allermeescht Redaktioune finanziell bäikréien, also bei der Reform gewannen.

Den Ënnerscheed zu der aktueller Situatioun huet d'ALJP, d'Associatioun vun de Beruffsjournalisten, jo selwer an hirem Avis complémentaire nogerechent. A fir déi, déi manner kréien - an dat ass besonnesch ee Fall, fir deen et richteg vill manner géif ginn -, gëllt wärend fënnef Joer eng Iwwergangszäit, déi sécherstellt, datt se an där Period näischt verléieren; dat ënnert der Konditioun, an dat ass eis als Sozialiste wichteg, datt an dëser Zäit och keen entlooss gëtt.

Zu de Kriticken, et wier keen Echange mat de Beruffsvertrieder vun de Journaliste ginn, wëll ech soen, datt mir als LSAP net drop gewaart hunn, fir vun hinnen elo am Juni opgefuerdert ze ginn, se an der Chamberskommissioun ze héieren. Mir haten als LSAP-Fraktioun schonn den 1. Mäerz eng Entrevue mat der ALJP, wou mer iwwert dëse Projet de loi geschwat hunn, awer zum Beispill och iwwert d'Transparenzgesetz, den Informatiounszougang. Dovun ofgesinn hate mer och nach ganz aner Rendez-vousen an Entrevuen - Stéchwuert „lokal Radioen". Ech kommen herno nach dorobber zréck.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt elo Zäit, fir dëst Gesetz ze stëmmen. Mee ech si mer vollkomme bewosst, datt nach Froen ze kläre sinn, notamment d'Fro, wien als Journalist ze considéieren ass a wien net. Déi Problematik do vun deem Statut vum Journalist huet de Conseil de presse opgeworf. An déi Fro wäert och elo zentral ginn, well dat ass jo de Krittär, dee festleet, wéi héich déi variabel Hëllef wäert ausfalen.

Do gëtt elo an dësem Gesetzesprojet op d'Pressegesetz vun 2004 verwisen, wat am Kloertext heescht, datt et de Conseil de presse ass respektiv deem seng Kaartekommissioun, déi decidéiert, wien alles e professionelle Journalist ass. Dat ass bis elo och schonn esou gelaf. An et war och elo schonn net ëmmer ganz onproblematesch.

Mee mat dësem neie Gesetz kritt déi Decisioun, wien dann elo eng Pressekaart, eng Journalistekaart kritt, eng aner Bedeitung, well se jo finanziell Suitte fir d'Mediebetriber wäert mat sech bréngen. A wie „finanziellen Interessi" seet, seet „Konfliktpotenzial". Do kéint jo mol en Editeur zum Beispill a Versuchung kommen, fir Leit aus sengem Korrekturdéngscht eng Pressekaart ufroen ze loossen. Ëmgedréint, an d'Madamm Adehm huet dat virdrun och scho gesot, gëtt et haut nei Funktiounen, nei Beruffsbiller an der Redaktioun, déi vläicht net dem Bild vun deem klassesche Journalist entspriechen, déi awer ganz änlech Aufgaben hunn: eeben de Social-Media-Manager oder dee virdru genannte Faktchecker, och den Infografiker. Wat ass da mat hinnen? Kréie si eng Journalistekaart oder net? A mat wéi engem Argument?

An et ass a bleift natierlech och wichteg, datt eng ganz kloer Trennung gezu gëtt par rapport zu deene Leit, déi Artikelen am Optrag vun engem Annoncëclient schreiwen, sougenannt Publireportagen. Dat ass am Code de déontologie jo esou festgehalen. Mee huet de Conseil de presse eigentlech och d'Moyenen, fir dat herno um Terrain ze kontrolléieren, wann e bis eng Kaart accordéiert huet? Do kéint et elo ganz penibel a schwiereg Diskussioune ginn. Duerfir hunn d'ALJP an de Conseil de presse och gefrot, datt déi Definitioun vum Journaliste professionnel nach eemol op de Leescht geholl gëtt a preziséiert gëtt. An ech kann dat ganz gutt novollzéien.

A besonnesch dowéinst hunn ech och an der zweetleschter Sëtzung vun eiser Mediekommissioun gefrot, datt mer no zwee Joer eng Evaluatioun vum Gesetz vun der Pressehëllef maachen. Déi eng Motioun, déi de Pim Knaff elo grad presentéiert huet, gesäit dat jo vir. Et ass, mengen ech, ganz wichteg, am Virfeld vun där Evaluatioun mat alle Concernéierten ze schwätzen - net nëmmen d'Regierung, mee och d'Chamber. Et muss een dann en exhaustive Listing maachen, fir keen ze vergiessen oder ze negligéieren. An deem Bilan muss een dann awer och kucken, wéi sech d'Mediewelt weider verännert huet: ob et e weidere Shift ginn ass hin zum Online, ob nei Formater entstane sinn, nei Fusiounen entstane sinn, wéi d'Gehälter vun de Journaliste sech entwéckelt hunn an nach munches méi.

A wann ech scho beim Pressegesetz sinn, hunn ech nach e weidere Punkt, deen eis als Partei wichteg ass: Dat ass eeben d'Recht op Informatiounszougang fir d'Journalisten. D'ALJP huet jo elo mat anere Associatiounen aus der Société civile eng Campagne zu deem Theema lancéiert. 2018 hate mir als LSAP déi Fuerderung an eisem Walprogramm stoen. A mir sti weiderhin a fir e Recht op Informatiounszougang fir d'Journalisten.

Mee fir d'éischt maache mer elo de Bilan vum Transparenzgesetz vun 2018 fir ze gesinn, ob dat Gesetz - dat ass jo awer nach relativ jonk - effektiv déi néideg Transparenz bruecht huet oder net. A wann d'Äntwert, och eis Äntwert hei an der Chamber, dorobber Nee sollt sinn, da musse mer gesetzlech nobesseren. Mee dat bedéngt awer eng fundéiert Etüd, zu där och d'Société civile an d'Journalisten hiren Deel solle bäidroen, ouni datt awer scho vu virera Konklusioune gezu ginn.

En interessante Bäitrag dozou ass zum Beispill en Artikel op reporter.lu vum 4. Mee. Doranner gëtt d'Ëmsetzung vun deem Transparenzgesetz zwar kritiséiert, mee et gëtt awer och drop higewisen, datt et dem Medium méiglech war, eeben duerch dat Transparenzgesetz Ableck an eng Rei Dokumenter ze kréien, wéi zum Beispill a Verträg am Zesummenhang mam Kaf vu Maske wärend der Pandemie, déi eeben ausgehandelt goufen. Et ass also net alles ganz schwaarz oder wäiss.

Här President, en anert Theema, dat eis als LSAP um Häerz läit, sinn déi lokal Radioen oder Communityradioen, jee no Definitioun. Si sinn elo net vun dësem Gesetz betraff, well dat sech jo, wéi gesot, un déi geschriwwe Press adresséiert. D'Ënnerscheeder tëscht deene verschiddene Medie sinn och esou grouss, datt et sënnvoll ass, hei eng Trennung ze maachen. Dat heescht awer net, datt dës Radioen däerfe vergiess ginn. Au contraire, mir begréissen ausdrécklech, datt elo eng Léisung fir de Radio ARA fonnt gouf, déi et dem Radio erlaabt, mat senger wäertvoller Aarbecht virunzefueren.

Mee och déi Dosen aner Lokalradioen, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, hunn eng schwéier Zäit hanneru sech. Dir hutt vläicht haut den Artikel gelies am „Wort" iwwert de Minettradio Belle Vallée. Awer och déi aner hu wärend der sanitärer Kris Sponsere verluer, hate keng Méiglechkeet, Eventer oder Fester ze organiséieren, fir d'Keess nees ze fëllen. Dobäi hunn dës Radiosstatiounen e grousst Potenzial, sief et bei der Produktioun vu lokalen Noriichten, sief et, fir eng Communautéit zesummenzehalen, sief et, fir Medienerzéiung ze maachen. Et kënnt jiddefalls fir eis als Partei net a Fro, dat Potenzial einfach broochleien ze loossen.

Duerfir solle se gehollef kréie beim Iwwergang op den digitale Radio DAB+. Dat ass richteg a genee dat hunn d'Madamm Lydia Mutsch an ech de Medieminister schonn den 30. Juni an enger Question parlementaire gefrot. Duerfir sollten et awer och Krittäre ginn, fir datt se kënne Subside kréien. Duerfir solle se hir Efforten an der Medienerzéiung unerkannt kréien. Déi Motioun an deem Sënn ass mir do ganz wichteg.

Ee Wuert nach zu enger anerer Entwécklung, déi engem schonn e wéineg kann ze denke ginn. Ech schwätze vun deene lokalen Televisiounssenderen, wéi se vun ëmmer méi Gemenge bedriwwe ginn. Op den éischte Bléck ass dat jo eng gutt Saach, wann do lokal Nouvellen un d'Bierger bruecht ginn. Mee op den zweete Bléck ginn dës Kanäl awer ganz vill fir Propagandazwecker vun deene lokale Schäfferéit genotzt, egal vu wéi enger politescher Faarf. Dat ass eng bedenklech Entwécklung, well sollten dës Senderen elo op de Wee goen, sech mat Reklamme vu lokale Betriber ze finanzéieren oder ze kofinanzéieren, dann entsteet jo do, a mengen Aen, eng onfair Konkurrenz fir Presseorganer, déi nach um lokalen Niveau present sinn.

Rezent hu Vertrieder vun der ALIA eis dat an der Mediekommissioun gesot, eis dorop opmierksam gemaach. An ech mengen, dat wier eppes, wat de Medieminister och misst am A behalen.

Eng aner Entwécklung, déi mer eis dergéint erhoffen, ass déi, datt mat dësem Gesetz nei, onofhängeg Medieprodukter eng Chance kréien, sech ze entwéckelen. Ech hu gesot, datt d'Digitaliséierung dat eent oder anert Haus kal erwëscht huet, mee si bitt natierlech och Chancen, wéi mer dat jo och gesinn hu mam Beispill vu reporter.lu. Fir esou Modellen ze ënnerstëtzen, kréien elo sougenannt „médias émergents", déi een e wéineg mat enger Startup ka vergläichen, och d'Recht op eng finanziell Hëllef, och wa se de Krittär vun deene fënnef agestallte Journalisten nach net erfëllen. Als LSAP hu mir eis hei derfir agesat, datt dës Hëllef dräi Joer laang kann ausbezuelt ginn, an net just zwee, wéi et eigentlech initial virgesi war.

An da si mer och frou, datt eng Hëllef fir Presseproduite virgesinn ass, déi net vu professionelle Mediebetriber, mee vun Associatiounen a Benevolle bedriwwe ginn -och hei eng Mesure, fir eis Medievilfalt weider auszebauen.

Bref, mir sinn der Meenung, datt dëse Projet de loi, sou wéi en elo ass, ausgeglach ass. D'Chamberskommissioun huet en effet vill dorunner geschafft an um Regierungstext vill Ännerunge virgeholl. Et ass normal, datt an engem Secteur, deen esou heterogeen ass wéi dee vun de Medien, net jiddereen honnertprozenteg Satisfaktioun ka kréien. Et ass awer wichteg, datt dës Hëllef kënnt, an zwar séier.

Wat ass eis Demokratie eis wäert? Abee, ech fannen, datt déi Zommen, déi a Qualitéitsjournalismus investéiert ginn, exzellent placéiert Geld sinn. Och déi audiovisuell Medie kréien Hëllef vum Staat. An och dat ass richteg. Dat ass en Invest an d'Meenungsfräiheet an an d'Meenungsverschiddenheet. Ouni Journalismus kann et keng Demokratie ginn.

Duerfir sinn ech ganz frou, fir zu dësem Projet de loi den Accord vu menger Fraktioun ze ginn a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Francine Closener villmools Merci a ginn d'Wuert un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech ufänken, wéilt ech dem Premier- a Medieminister am Numm vu menger Fraktioun vun dëser Plaz aus eng gutt Besserung wënschen. A mir wëssen, wéi gären en haut hei am Sall gesiess hätt.

Lëtzebuerg ass fir de Mediemarché e Kosmos mat ville Besonneschkeeten. Mir hunn e klengen Territoire mat wéineg Populatioun, mee am Verhältnis dozou awer eng ganz divers Medielandschaft. Als klengt, onofhängegt Land an Europa, als Wirtschafts- a Finanzstanduert an als oppen a multikulturell Gesellschaft hu mer eng ganz vilfälteg Aktualitéit, déi an de Medie couvréiert muss ginn.

Déi sproochlech a kulturell Vilfalt, déi an eisem Land existéiert, muss och an der Medielandschaft erëmgespigelt ginn. Duerfir begréisse mer d'Auswäitung vum Sproochekrittär an dësem neie Gesetz zur Pressehëllef. Et ass wichteg, dass déi verschidde Communautéiten, déi en net onweesentlechen Deel vun eiser Bevëlkerung duerstellen, sech informéieren a weiderbilde kënnen an esou an d'gesellschaftlecht Zesummeliewen an an d'politesch Aktualitéit agebonne ginn.

Iwwerall ronderëm d'Welt ass d'Mediewelt mat enger enormer Vitess vun hirem technologeschen a wirtschaftleche Kader konfrontéiert. An déi schléit sech och an der Verschiddenheet vun de Mediemodeller nidder. An där Optik ass et natierlech och eng Erausfuerderung, e Gesetz ze formuléieren, wat dëse Premisse Rechnung dréit. D'Konvergenz vun de Medien an dem Internet an den Transmedia si Phenomeener, déi déi al Trennung vu Medie verschwanne loossen. E Beispill sinn d'Internetsitte vu Radio- an Tëleeschaînen, déi héichwäertegen audiovisuelle Contenu kënnen erëmbenotzen, deen dozou deelweis nach mat ëffentleche Gelder kofinanzéiert gëtt.

Mëttel- a laangfristeg stellt sech duerfir d'Fro, awéifern déi verschidde gesetzlech Kadere mussen harmoniséiert a moderniséiert ginn. Déi verschidde Modeller si sou divers an transversal, wéi et Medie gëtt, an nei Forme vu Medien- a Presseaarbecht gi kontinuéierlech nei entwéckelt.

Deementspriechend musse mir als Legislateur hei um Ball bleiwen a souwuel dëst Gesetz an zwee Joer evaluéieren, wéi och mat Bléck op d'Zukunft iwwerleeën, ob mer net och d'Gesetz zu den audiovisuelle Medie mussen op de Leescht huelen. Hei hate mer an deene leschte Joren Direktiven ëmgesat, mee d'Basis ass mëttlerweil 30 Joer al. D'ALIA, déi all Dag dëst Mediegesetz applizéiert, hat eis virun e puer Méint schonn an engem Avis drop higewisen, dass d'Zäit hei räif wier fir eng Generaliwerhuelung.

Mir sinn eis bewosst, dass esou e Projet wierklech e gréissere legislative Chantier bedeit. Mee fir e Mediestanduert wéi Lëtzebuerg ass et awer och e besonnesch wichtege Beräich. Als europäeschen Acteur am Medieberäich sti mir reegelméisseg international am Fokus. Duerfir brauche mir Gesetzer an Institutiounen, déi un eis Zäit ugepasst sinn, fir d'Integritéit an d'Reputatioun vun eisem Mediestanduert kënnen ze schützen.

Här President, virun e puer Minutten hunn ech dräi Grënn opgezielt, wéinst deene mir hei zu Lëtzebuerg eng ganz vilfälteg Medien- an domat och Presselandschaft hunn. Et gëtt awer nach e véierten, ganz wichtegen an handfeste Grond, an dat ass eng staark staatlech Pressehëllef, déi säit den 1970er-Jore gesetzlech gereegelt ass.

Déi gréng Fraktioun steet zu enger grénger - net zu enger „grénger" -, zu enger „staarker" Pressehëllef, ...

(Hilarité)

... well dëse Modell un d'Realitéite vun eisem Mediemarché an eiser Gesellschaft ugepasst ass. Mir si frou, dass mer e breede Konsens heiriwwer hunn, an och doriwwer, dass d'Reform vun dësem Gesetz dréngend benéidegt gëtt. Mir schwätzen hei zu Recht vun engem Paradigmewiessel a Richtung vun der Valoriséierung vun der journalistescher Aarbecht, an dat ass dee richtegen Usaz.

Erlaabt mer elo, méi am Detail op e puer méi spezifesch Theemebléck anzegoen:

De Finanzement vun eise Medien ass de Kärsujet vun dësem Gesetz. Eis Medielandschaft brauch e Finanzement, dee stabel, transparent a previsibel ass. Nëmmen esou ka si an aller Onofhängegkeet wirtschaftlech Entscheedungen treffen, fir sech un dee virdru genannten techneschen, ekonomeschen a gesellschaftleche Wandel unzepassen.

E weidere Grond fir eng héich staatlech Hëllef ass d'Feele vun enger staatlecher Presseagence hei am Land. Dëse Sujet gëtt ëmmer erëm diskutéiert. An et schéngt kee Konsens driwwer ze ginn, ob esou eppes hei am Land ubruecht ass. Hei wier et interessant, engersäits mat de Journalistinnen an Editeuren ze kucken, wou si eventuell e Besoin gesinn a wou net. An Zesummenaarbecht mat der Fuerschung wier et och méiglech, eng besser Iddi vun de finanziellen an organisatoreschen Dimensioune vun esou engem Projet ze kréien a fir sech iwwer méiglech Auswierkungen op eis Medielandschaft Gedanken ze maachen.

Wuelverstan si mir hei um Niveau vun enger Machbarkeets- an Opportunitéitsetüd an net scho bei enger konkreeter politescher Fuerderung.

E Sujet, dee mer Suerge mécht - an ech mengen, dat deele ganz vill vun de Kolleeginnen a Kolleegen hei am Raum -, ass d'Zukunft vun eise Printmedien. Si si mat Schwieregkeete konfrontéiert a leider hu mer an de vergaangene Joren ëmmer erëm mussen traditionellen Zeitungen Äddi soen. Et ass fir eis evident, dass wa mer vu Pluralitéit schwätzen, och ënnerschiddlech Supporte gemengt sinn. Laangfristeg ass et kloer, dass den digitale Wee wuel onëmgänglech ass. Mir stellen awer fest, dass et - Stand haut - ze vill fréi ass, fir de Print sengem Schicksal ze iwwerloossen.

De Print ass och net nëmme wichteg aus enger Iwwerleeung vun Accessibilitéit an Inklusioun vun alle Bevëlkerungsschichten eraus. Nee, déi geschriwwen Dagespress erfëllt eng spezifesch Roll an eiser Medielandschaft, sief dat bei der breeder Couverture vun der politescher Aktualitéit op nationalem Niveau queesch iwwer all d'Sujeten, bei der systematescher Couverture vu regionalen oder lokale Sujeten oder och bei verschiddenen Typpe vun Annoncen an Ausschreiwungen. An deem Sënn beschreift déi geschriwwen Dagespress och eng Funktioun an net nëmmen e Support.

Natierlech waren a sinn d'Montante vun den Aiden, op déi meng Virriedner schonn am Detail agaange sinn, e grousse Sujet. Ech wëll hei op dëser Plaz awer explizitt begréissen, dass mer en Amendement op de Wee bruecht hunn, deen d'Montanten indexéiert. Vu dass kee mat Sécherheet ka soen, wéi laang den neie Regimm wäert daueren, bis iergendwann eng nei Reform kënnt, ass dat eng ganz wichteg Upassung, déi an d'Zukunft geriicht ass. Am Moment ass d'Hausse vu Präisser a Léin sécher moderat. An awer cumuléiert sech hiren Effekt iwwert d'Joren an ass duerfir net ze vernoléissegen.

Här President, wann een op där enger Plaz Zeitunge mol Äddi soe muss, dauchen och nei Medien an der Landschaft op - innovativ Konzepter an nei Modeller op Basis vun enger Analys vun de Besoine vun der Clientèle -, an et brauch ee sécher Courage an Iwwerzeegung, fir sech an dëse Secteur ze lancéieren. Fir dës ze ënnerstëtzen, befënnt sech d'Kategorie vun den „éditeurs émergents" am Gesetzestext, an dat ass eng gutt Saach. Si gëtt neien Acteuren eng besser Chance, fir Fouss ze faassen. Et wäert sech natierlech eréischt weisen, wéi grouss de Succès vun dësem Modell ass, mee d'Iddi ass gutt a richteg!

Ech kommen zréck op de fundamentale Paradigmewiessel vun dëser Reform. D'Pressehëllef gëtt net méi wéi bis elo op d'Säitenzuel baséiert, mee op d'Zuel vun den ugestallte Journalist/innen. Heimat gëtt de Fokus op d'Qualitéit an den Inhalt geluecht a setzt dem/der Journalist/in seng/hir redaktionell Fäegkeeten an de Fokus. Mir begréissen, dass den neie Modell d'CDIe valoriséiert, fir de Journalist/innen eng berufflech Stabilitéit ze ginn.

Wéi mer vum Conseil de presse matgedeelt kruten, hëlt d'Zuel vun de Journalist/innen an de leschte Joren nämlech signifikativ of. Esou gouf et 2010 nach 229 professionell Journalist/innen; fënnef Joer méi spéit, bedéngt duerch den Invest an d'Internetpresenz, ass d'Zuel bis op 240 geklommen. "Good news", hätt ee kënne mengen, mee d'Revenue sinn net wéi erhofft matgeklommen. Mëtt 2020 waren nach 189 Pressekaarte vergi ginn an d'Zuele schéngen an der Lescht net eropgaangen ze sinn.

Ech héieren awer och d'Suergen aus dem Secteur, dass sech den neie Modell eventuell negativ op d'Gehälter vun de Journalist/inne kéint auswierken. Dat muss evitéiert ginn. An do sti mer alleguerten och an der Verantwortung, fir dësem Gesetz deen néidege Suivi ze ginn.

Fir de Journalismus zu Lëtzebuerg ze stäerken, brauch et awer nieft de Suen och weider Instrumenter. D'Formation continue, déi an dësem Gesetz gefërdert gëtt, ass hei sécher e Punkt. Aner wichteg Piste sinn zum Beispill awer och e verbesserten Informatiounszougang, méi Kloerheet bei de Krittäre fir d'Vergi vu Pressekaarten an eventuell och Iddie wéi zum Beispill e méisproochegen a grenziwwerschreidende Journalistestudiegang an der Grussregioun.

Ech kommen elo zu de Community-Medien. déi gréng si frou iwwert d'Berécksiichtegung an d'Unerkenne vun de Community-Medien ënnert dem Term „éditeurs citoyens" am Gesetz. Mir hunn am Laf vun de Kommissiounsaarbechten dofir geschafft, dass d'Krittären un hir Besoinen adaptéiert ginn. Si brauche beispillsweis just nach ee professionelle Journalist an een anere Salarié, wéi zum Beispill en Techniker oder e Coordinateur vun de Benevollen. An dat ass richteg a wichteg, well grad eng zäitgeméiss Technik wichteg ass, fir dass och dës Medie mat der Zäit kënne goen, respektiv well d'Koordinatioun vu Benevollen an engem enk getaktete Beräich wéi de Medien eng ganz grouss Erausfuerderung ka sinn.

Am Laf vun eisen Aarbechten um Gesetz huet de Radio ARA, dee finanziell ënnert der steigender Konkurrenz an ënnert der Pandemie gelidden huet, en Accord de convention mam Medieministère ofschléisse kënnen. Dat begréisse mir ausdrécklech! Den ARA, geneesou wéi de „forum" an och vill aner communautaire Medien, prägen eis Medielandschaft mat villfältege Bäiträg fir de Public a Saachen Diversitéit, als Accès zu Medien an als Outil fir Medienerzéiung. Dat gëllt virun allem - mee net nëmmen - fir déi Jonk. Gläichzäiteg iwwerhuele se awer och fir d'professionell Medielandschaft e Rôle als Talentscout an Ausbildungsplaz fir d'Journalisten.

Mir si ganz sécher e grousse Schrëtt weiderkomm, andeems d'Community-Medien an hir finanziell Ënnerstëtzung am Gesetz verankert goufen. En vue vun der Diversitéit an dem Wandel an der crossmedialer Medielandschaft kommen hei och ëmmer erëm nei Formater a Modeller aus der Zivilgesellschaft eraus. An dat ass gutt esou an dat muss och weider gefërdert ginn. Duerfir si vill verschidde Ministèren zoustänneg, jee no thematesche Schwéierpunkten a Missiounen. An hei géife mer eis freeën, wann de Medieministère och weiderhin, wéi beim Radio ARA, de breetgefächerte Secteur kéint chapeautéieren an ënnerstëtzen - finanziell, mat Know-how an an der Vernetzung. A genau deem Sënn versteet sech jo och déi vun eis ënnerstëtzte Motioun, déi jo scho vu menge Virriedner thematiséiert gouf.

Här President, ech kommen zu mengem leschte Punkt: der Transitioun an der Evaluatioun.

Et gouf scho vill ënnerstrach: Mir maachen en absolutte Paradigmewiessel mat neie Krittären, fir d'Hëllefen ze kréien an ze berechnen. Natierlech kënne mer dat net vun haut op muer maachen. Duerfir gëtt et de Régime de transition, an dat ass eng gutt Saach. Mir sinn notamment besonnesch frou doriwwer, dass an de Kommissiounsaarbechten nogebessert gouf, fir d'Suen deelweis un den Erhalt vun Aarbechtsplazen ze koppelen an esou géint méiglech Abuse virzegoen.

En anere wichtegen Deel vun dëser besoter Transitioun ass och de Start vum neie Regimm, dee mat dësem Vott direkt a Kraaft trëtt an deen alen ersetzt. Hei muss elo séier déi nei Commission Aide à la presse un d'Rulle kommen, fir dass d'Hëllefe kënnen ausbezuelt ginn. D'Delaien an och d'Schnellegkeet vun den Äntwerte vun dëser Kommissioun si kruzial fir d'pragmatesch Ëmsetzung vun dësem Gesetz. Besonnesch fir déi kleng Editeuren ass d'Gestioun vun der Tresorerie eng Erausfuerderung, déi ënner Ëmstänn hir Existenz bedroe kann.

De Conseil de presse huet och op dëse Volet higewisen a mir begréissen an deem Geescht, dass de variabelen Deel vun der neier Hëllef no den Amendementer elo trimesteriell ausbezuelt gëtt. Mee dat geet eeben nëmmen, wann d'Prozedur elo och séier kann hire Wee goen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen alleguerten, dass et e Balanceakt duerstellt, e staatlechen Hëllefsregimm esou opzestellen, dass d'Diversitéit séchergestallt ass, en eenheetlechen a faire Modell fir Hëllefe gebuede gëtt an doriwwer eraus och nach eng Upassung un d'Realitéite vum Marché gefërdert gëtt - kuerz gesot: staatlech Suen ze ginn, fir d'Existenz ze sécheren a gläichzäiteg Onofhängegkeet a Changementer ze förderen.

Hei gëtt et sécher gutt a gangbar Léisungen, an dësen Text enthält der ganz vill, mee duerfir huet et seng Zäit gebraucht, fir dass mer haut hei stinn. A mer stëmmen hoffentlech haut en Text, deen eng däitlech a kloer Verbesserung fir d'Presselandschaft mat sech bréngt. Duerfir gëtt déi gréng Fraktioun ganz gären haut hiren Accord fir dëst Gesetz.

Wa mer dat awer maachen - am Bewosstsi vun der Komplexitéit an deem sech wandelnde Secteur -, ass et eis wierklech wichteg, dass mer eis gläichzäiteg e groussen To-do an de Kalenner schreiwen: den To-Do vun der Evaluatioun vun dësem Gesetz. Mir mussen d'Auswierkunge vun eisen Entscheedunge kontrolléieren an hannerfroe kënnen. Wa mer e Bilan maachen, da muss deen natierlech mindestens ee Geschäftsjoer couvréieren. Mee et sollt och net ze laang daueren. Bei dëser Evaluatioun musse mer menger Meenung no e puer Punkte ganz besonnesch am Bléck halen: Wéi spillt d'Definitioun vun Eegerecettë mat der Querfinanzéierung a Cross-Promotioun vu verschiddene Medien zesummen? Wéi en Effet huet d'Reform op d'Mediekonzentratioun am Land? Wéi gutt funktionéiert den neie Regimm vun den Éditeurs émergents? An natierlech - wéi schonn ufanks gesot -: Wéi en Effet huet d'Gesetz op d'Zuel an d'Bezuelung vun eise Journalist/innen? An deem Sënn si mer immens frou iwwert d'Motioun, déi deposéiert gouf, fir an zwee Joer eng Evaluatioun vum Gesetz ze maachen. Déi soll natierlech mam Secteur a senge verschiddenste Vertrieder/inne gemaach ginn!

Op dëser Plaz wëll ech Iech, Här Arendt, natierlech och e ganz grousse Merci soe fir Äre schréftlechen a mëndleche Rapport an de konstruktive Geescht an Echange an de Kommissiounsaarbechten.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eleng d'Publikatioun vun dësem Gesetzesprojet iwwert d'Pressehëllef war jo schonn e Vertrauensbroch. Et huet also scho gutt ugefaangen.

D'Acteure vun de Medie waren am Virfeld an d'Diskussiounen agebonnen. Et goung rieds vun engem Montant, deen och schonn hei genannt gouf, vu 55.000 Euro pro professionelle Journalist. De Projet de loi, deen dunn deposéiert gouf, huet just nach 30.000 Euro virgesinn. 30.000 Euro dat ass emol net de qualifizéierte Mindestloun, souwéi d'Chambre des Salariés dat och an hirem Avis bemierkt.

Dee ganze Secteur gouf also virun de Kapp gestouss. Ass et esou, wéi dës Regierung d'Journaliste wëll stäerken? Ass et esou, wéi dës Regierung e Beruff, deen an deene leschte Joren net méi liicht ginn ass, wëll valoriséieren?

Mir fannen, dass dat doten e ganz schlechte Witz ass! Dëst Gesetz incitéiert Editeuren, hir Journaliste fir de Mindestloun anzestellen, och wann déi 30.000 Euro net onbedéngt als Salaire ze verstoe sinn, dat weess ech och. An et soll kee soen, dass déi aner Hëllef, déi an dësem Gesetz virgesinn ass, dat kéint kompenséieren, well et gëtt haut och scho genuch Journalisten, déi fir de Mindestloun schaffen oder fir Paien, déi knapp iwwert dem Mindestloun leien. An dat am räiche Lëtzebuerg!

Dëst Gesetz hätt dëser Ongerechtegkeet kënnen entgéintwierken, mee et verstäerkt se, andeem et de Mindestloun fir Journaliste gesetzlech consacréiert. Also gutt geschafft!

Wann et dann dobäi géif bleiwen, mee et geet weider: Dëst Gesetz mécht net de geréngsten Ënnerscheed tëscht Online- a Printmedien. An et muss ee jo keen Expert si fir ze verstoen, dass et sech ëm zwee ganz ënnerschiddlech Formater handelt, déi op eng ganz aner Aart a Weis produzéiert ginn. An dat ergëtt natierlech aner finanziell Besoinen. Et kann also net sinn, dass d'Part fixe vun der Pressehëllef fir eng Onlinezeitung déi selwecht ass wéi fir eng Printzeitung. D'Chambre des Salariés mécht dorobber opmierksam a freet sech gläichzäiteg, ob dëst Gesetz net och implizitt d'Enn vum Pabeier fuerdert. Abee, mir froen eis dat och!

Derbäi kënnt, dass eng Onlinezeitung eligibel gëtt fir d'Pressehëllef, wa se zwee Artikelen den Dag schreift. Da kann een och emol prinzipiell froen, wat d'Pressehëllef da fir d'Gratiszeitunge bréngt. Jidderee weess, dass et deene finanziell gutt geet, an domadder hu mir jo u sech och kee Problem. Mee et kann een dowéinst awer net behaapten, dass de Staat méi an d'Medien investéiert, well vun deem Budget, deen derbäikomm ass, profitéiert elo d'Gratispress, där et - wéi gesot - souwisou scho gutt geet. Ech géif also wierklech gär wëssen, wat dee politesche Choix motivéiert huet.

Da gëtt et och nach eng Dispositioun, déi virun allem déi méi kleng Publikatioune viru nach méi grouss Schwieregkeete stelle wäert: Ech schwätze vun der Obligatioun, sech zu 50 % vum Montant vun der staatlecher Pressehëllef selwer mussen ze finanzéieren. Et ass jo awer gewosst, dass d'Press leit, well se éischtens manner Abonnenten an zweetens kaum publicitaire Recettë méi huet. Dat sinn awer traditionell déi zwou Haaptgeldquelle vun de Medien. Ech fäerten, dass d'Kaz sech do an de Schwanz bäisst an ech froe mech iwwerhaapt, firwat dës Konditioun esou an deem Gesetzesprojet steet.

Här President, et ass awer och déi eng oder aner gutt Iddi an dësem Gesetz. An déi betrëfft d'Formatiounspläng, déi d'Editeure mussen ubidden. Mee och dës gutt Iddi ass esou schlecht ëmgesat, dass se guer net effikass wäert sinn, well et gëtt jo net kontrolléiert, ob déi Formatiounspläng, déi um Pabeier stinn, iwwerhaapt duerchgefouert ginn. An ech schwätzen net vun enger Qualitéitskontroll, mee ganz einfach vum tatsächleche Stattfanne vun deene Formatiounen. An deene sëllegen Avisen, déi zu dësem Gesetz hei geschriwwe goufen, steet dat d'ailleurs och dran.

Wéi hätt een et kënne besser maachen? Ma ech zitéiere gären aus dem Här Arendt sengem Rapport, deem Deel iwwert den Avis vun der Chambre des Métiers. Do steet follgende Paragraf: « Finalement, la Chambre des Métiers propose plusieurs autres pistes à considérer dont une hausse du montant accordée par journaliste, l'introduction d'un montant forfaitaire pour chaque publication, la révision à la baisse du rapport entre les recettes propres et les aides financières et un mécanisme d'adaptation régulière suivant le régime à l'augmentation du coût de la vie. » Et gëtt also Iddien - aner Iddien -, mee déi sinn net zréckbehale ginn. Dat alles kënnt elo also net.

Här President, op rtl.lu hunn ech d'Carte blanche vun engem Journalist gelies, dee scho laang derbäi ass an deen d'Saach kuerz a knapp op de Punkt bréngt. Ech zitéieren: „Et besteet d'Gefor, dass weider Zeitunge mat dëser Reform an d'Hannertreffe geroden. Duerfir sinn déi direkt Betraffen, nämlech d'Journalist*innen, beonrouegt an entsat zugläich. Beonrouegt, well d'Gesetz sech net mat de strukturelle Problemer vun der Medielandschaft auserneesetzt a just e Perimeter erweidert - gläichzäiteg awer d'Enveloppen net konsequent upasst. Entsat, well trotz laange Méint, wärend deenen net um Gesetz geschafft gouf, hir Demande fir eng Entrevue net honoréiert gouf." Ech wëll drop hiweisen, dass deen éischte Paragraf eng direkt Referenz op d'Verschwanne vum „Jeudi" a vum „Journal" op Pabeier ass. Et ass also kloer, dass eis Press den Ament net gutt dosteet. An dat wësse mir alleguerten hei!

Wann een d'Journalisten an d'Journalistinne wierklech hätt wëlle stäerken a valoriséieren, dann hätt een och nach misse Gesetzer reforméieren, déi scho laang op sech waarde loossen. Wou ass e gutt Informatiounszougangsgesetz, dat d'Journaliste fuerderen? Wou ass d'Reform vum Pressegesetz - dat Gesetz, an deem de Beruff, seng Rechter a seng Flichten definéiert ginn? Do hätt een eigentlech missen ufänken!

Aus mengem Exposé geet also kloer ervir, dass déi traditionell Medien net gutt ewechkommen. An et geet net eenzeg an eleng ëm Suen. Sécher kritt deen een oder aneren e puer Sue méi. Mee et kritt vläicht och deen een oder aneren e puer Sue manner.

Här President, et bleift mer awer nach ee Wuert - an zwar keen onwichtegt - iwwert déi sougenannte Médias citoyens. Et muss ee kloer feststellen, dass d'Regierung net weess, ëm wat et geet. E Média citoyen gëtt net vu Journaliste fir de Grand public gemaach, mee vun engagéierte Leit a Bierger, déi net professionell Journaliste sinn an déi wëllen e Grupp vu Matmënschen erreechen, déi eeben net vun den traditionelle Medien erreecht ginn. E Média citoyen brauch also keng Journalisten, wéi dëst Gesetz et verlaangt, mee Professioneller, déi d'Leit encadréieren.

Mir haten hei an der Chamber eng Motioun deposéiert, déi d'Regierung opfuerdert, de Médias citoyens en eegent Gesetz ze ginn, well aus deem, wat ech grad erkläert hunn, geet ervir, dass et sech ëm zwou verschidde Saachen handelt. Eis Motioun gouf an d'Kommissioun verwisen,mee do ass se awer guer net op den Ordre du jour komm, an dat obwuel d'Aarbechten op deem heite Gesetz, wat mer haut stëmmen, weidergaange sinn.

Elo huet de Ministère eng Konventioun mam Radio ARA ënnerschriwwen. Mee dat kann dach net d'Léisung sinn! Et geet dach drëm, e Secteur ze stäerken, e Gesetz ze schreiwen, dat et erméigleche géif, dass dee Secteur wiisst an net, dass een zäitlech begrenzten Almose verdeelt, déi knapp d'Iwwerliewe garantéieren. Am ARA gëtt elo säit Joerzéngten eng ganz wichteg Aarbecht geleescht. Wéi wichteg, dat huet ee wärend der Pandemie gesinn, wou verschidde Gruppe vu Leit déi néideg Informatioune just iwwert dee Wee kruten. Ass déi Konventioun de Merci? Kann et sinn, dass de Staat iwwert d'Iwwerliewe vun engem Média citoyen decidéiert, andeems en eng Konventioun verlängert oder net, andeems en eng Konventioun méi oder manner finanziell dotéiert? Et ass op d'mannst net ze spéit, eis Motioun nach erauszehuelen an ze diskutéieren. An anere Länner gëtt et esou Gesetzgeebunge fir Média-citoyenen. Et ass also net eppes, wat mir elo hei erfannen. Déi Médias cityoens spillen eng wichteg Roll, och wann et ëm Zesummenhalt a Solidaritéit an eiser Gesellschaft geet.

Et wäert och keen heibanne wonneren, dass mir dëst Gesetz also net matstëmmen. Merci, fir d'Nolauschteren.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Fir d'éischt emol dem Medieminister eng gutt Besserung, a wéi mer haut gelies hunn, ass e jo och um Wee vun der Besserung, wat eis natierlech freet. Awer och e Merci - en éierleche Merci - un de Guy Arendt fir déi konstruktiv Gespréicher an der Kommissioun. Et ass vill hin- an hiergaang, mee et ass eppes Brauchbares erauskomm. Ech si jo just Gaascht an där Kommissioun gewiescht an ech hunn déi Aart a Weis vun der Presidence wierklech geschätzt.

Duerfir wäert ech och haut de Sven hei vertrieden oder ersetzen, wéi een et nenne wëllt. Et ass nëmmen ee Pirat haut hei, well de Sven bekanntlech e Conflit d'intérêt huet, well e selwer an de Medien täteg ass. Do hu mer decidéiert, dass dann de Sven deementspriechend de Sall verléisst an och net um Vott wäert deelhuelen.

Eng onofhängeg a kritesch Press ass wichteg fir eng gesond Demokratie. Dat hu mir haut och schonn oft héieren. Eng kritesch Press kënnt alle Biergerinnen an all Bierger am Land zegutt. An duerfir ass et och richteg, de professionelle Journalismus mat staatleche Mëttele finanziell ze ënnerstëtzen.

D'Aart a Weis, wéi de Secteur bis elo awer ënnerstëtzt ginn ass, war net méi drobar, dat steet fest! Eng staatlech Hëllef, bei där de Steierzueler an éischter Linn de Pabeier finanzéiert, ass kloer ee Feelureiz gewiescht. Mir sinn e klengt Land mat engem grousse Sproocheräichtum. Eis Awunner kënnen hir Informatioun aus villfältege Medien - och aus dem Ausland - bezéien a brauchen dofir keng déck Zeitungen, déi Säiten a Säite mat Artikele fëllen, déi se mol net selwer geschriwwen hunn, mee just bei groussen Agenturen am Ausland akaf hunn, déi souwéisou scho Stonne virdrun um digitale Wee verbreet gi sinn.

Wa mir net wëllen, dass eis Informatiounen ëmmer méi just nach vun e puer groussen Acteuren um Marché dominéiert ginn, brauche mir onofhängeg Journalist/innen hei am Land, déi selwer schreiwen. An duerfir freeë mir eis och iwwert de virleiende Projet, deen de Journalist an de Mëttelpunkt setzt an net méi d'Unzuel u Säiten, déi gefëllt ginn.

De Secteur vun der geschriwwener Press ass am Wandel. D'Digitaliséierung huet ganz nei Méiglechkeeten, mee och ganz nei Erausfuerderungen a Konkurrenzsituatioune mat sech bruecht. D'Unzuel u Journalisten am Land geet kontinuéierlech zréck. A rezent Spuermoossnamen a groussen Haiser, déi och mat Kënnegunge verbonne waren, hu gewisen, wéi fragill verschidden Aarbechtsverhältnisser bei de Journaliste sinn.

An do hänke jo dann och nach eng ganz Rei vun anere Beruffer mat drun, déi haut ganz kreativ benannt ginn - vum Content Creator fir Social-Media-Plattforme vun der Zeitung iwwer e Faktenchecker oder bis hin zu enger klassescher Fotografin. Duerfir ass et esou wichteg, konkreet de Beruff vun de Journalist/inne mat staatlechen Hëllefen ze ënnerstëtzen, fir eng onofhängeg Press am Land ze erhalen, esou wéi dat mat dësem Projet gemaach gëtt. D'Fro ass awer, ob d'Héicht vun de virgesinnen Hëllefe wierklech wäert hëllefen, d'Aarbechtsplazen ze erhalen. 30.000 Euro pro Vollzäitposte pro Joer sinn der elo net esou vill. Hei riskéiere mir, d'Editeuren ze encouragéieren, eeler Employéen, déi méi héich Salairen hunn, lues a lues lass ze ginn, fir se da kënne mat méi gënschtegen neien Aarbechtskräften ze ersetzen.

Fir esou e Verhalen ze verhënneren, hätte mir eis gewënscht, dass d'Hëllefen un den Erhalt vun den Aarbechtsplaze geknäppt gi wären, mee dat ass leider net geschitt. Wärend ee fir déi spezifesch Hëllefen aus der Iwwergangszäit d'Konditioun vum Maintien dans l'emploi erfëlle muss, gouf dat fir d'Aide à l'activité rédactionnelle bedauerlecherweis net festgehal.

E weidere Punkt, dee besser hätt kënne gestalt ginn, ass deen, dass zwar dru geduecht ginn ass, e speziellen Hëllefsregimm fir nei Zeitunge virzegesinn, mee keng wierklech Pisten opgewise gi sinn. Duerfir hunn ech an der Kommissioun och e puermol drop opmierksam gemaach, dass ee Startups méi ënnerstëtze misst. Am Moment sinn d'Hürde fir nei Medien am Text nach zimmlech héich gehalen an et brauch ee vill Kapital.

De Sprong vun zwee op fënnef fest agestallte Vollzäitemployéen innerhalb vun dräi Joer ouni progressiv Steigerung vun Hëllefen ze packen ass guer net esou einfach. An da bleift jo och nach d'Fro, ob dëse Projet d'Kaartekommissioun net wäert iwwerfuerderen, well den Text jo en Ureiz schaaft, fir méiglechst vill Beruffer aus dem Beräich vum Journalismus mat enger Pressekaart auszestatten, well d'Aide jo un dës Kaart geknäppt ass.

Wéinst dësem an och deem virdrun ugeschwatene Punkt si mer och der Meenung, dass et wichteg wär, vu vireran eng Evaluatioun vun dësen Auswierkunge vun dësem Projet an e puer Joer virzegesinn. Net all Zeitung wäert besser mam neie System ewechkommen. Am Contraire: Fir e puer Zeitungen ass dëst Gesetz mat finanziellen Abousse verbonnen. Grad fir kleng an nei Zeitunge kéinten d'Erausfuerderunge vläicht ze grouss sinn. Mee dat ass net sécher. Vläicht wäert och dee ganze Secteur sech upasse kënnen.

Fir genee kucken ze kënnen, wéi een Afloss dëst Gesetz op d'redaktionell Aarbecht am Land wäert hunn, wär et duerfir wichteg, vun Ufank un d'Informatiounen an d'Daten zu dësem Sujet ze erhiewen, fir dann an e puer Joer e Bilan an eventuell Upassunge kënnen ze maachen. Mir géifen eis hei och wënschen, dass d'Evaluatioun an enger enker Zesummenaarbecht mat der ALJP - de professionelle Journalisten - gemaach géif ginn, esou wéi mir eis dat och fir d'Ausschaffe vun dësem Gesetz gewënscht hätten.

Do si mer an der Kommissioun zum Deel awer leider op zouen Diere gestouss, wou de Virschlag, d'ALJP an eng Sëtzung ze invitéieren, ofgeleent ginn ass, dat mat der Ausso zum Beispill vun deene Gréngen, si géife se eleng an hir Fraktioun invitéieren. Wat ass dat da fir eng Manéier fir ze schaffen? Jidderee verhandelt eenzel, hanner zouenen Dieren. Ass dat d'Politikverständnis vun deene Gréngen? Esou Gespréicher gehéieren, wann et ëm e Gesetz aus der Kommissioun geet, och an déi Kommissioun an duerno an en transparente Rapport.

Dat schléisst natierlech net aus, dass d'Politiker an d'Fraktioune sech och ausserhalb vun der Kommissioun mat Associatiounen a Gruppéierunge fir en Austausch treffen, mee wann et hei e Gesetz betrëfft, un deem eng Kommissioun gemeinsam schafft, da missten a mengen Aen och gemeinsam Diskussioune kënne gefouert ginn.

Ech hoffen, mir wäerten esou e gemeinsamen Austausch nach nohuelen - spéitstens no enger Nobesserung vun dësem Projet an e puer Joer. Duerfir wäerte mir haut och d'Motioun vum Här Pim Knaff matstëmmen, déi virdrun deposéiert ginn ass.

Fir Nozebesseren, léiwer awer nach fir iwwert d'Informatiounszougangsrecht vun de Journalisten ze schwätzen, géife mer eis gären an der Kommissioun gesinn, wat jo och e Projet ass, deen nach ëmmer op sech waarde léisst.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten zu dësem Projet, well mir hei ganz kloer eng Reform erkennen, déi an déi richteg Direktioun geet, och wa mir et op eenzele Punkten anescht geschriwwen hätten. D'Gesetz orientéiert sech un de Journalisten an net um Pabeier, an dat ass e ganz wichtege Punkt!

Fir d'Zukunft hoffe mir awer, dass d'Hëllefe grad fir kleng an Onlinemedien a Pabeierzeitungen nach no uewe korrigéiert ginn, fir hir Chancen ze verbesseren, nieft groussen Zeitunge Fouss faassen ze kënnen. Si si wichteg, fir keng Meenungsmonopoler entstoen a villfälteg Stëmmen zu Wuert kommen ze loossen. Dat ass dat, wat eist Land brauch: Villfalt, och an de Medien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen a Vertriedung vum Medieminister Xavier Bettel. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech stinn haut virun Iech, fir iwwer e Projet de loi ze diskutéieren, deen zwar net a mengem Ressort ass, mee deen dëser Regierung - a mir och - extreem wichteg ass. Gleeft mer, de Medieminister géif haut gäre perséinlech virun Iech stoen, fir mat Iech iwwert dëst Gesetz ze debattéieren. Mee vu dass eng gewëssen Urgence besteet an et wichteg ass, dass d'Press esou séier wéi méiglech déi néideg Ënnerstëtzung kritt, hu mer zesummen decidéiert, dass ech den Dossier haut iwwerhuelen.

D'Press an eng pluralistesch Medielandschaft si vun existenzieller Wichtegkeet an enger Demokratie! Se garantéiert, dass variéiert Iddien aus der Gesellschaft zirkuléieren an erkläert an hannerfreet déi politesch Aarbecht. Obwuel d'Wichtegkeet vun der Press generell unerkannt ass an d'professionell Informatioune grad elo vun eminenter Wichtegkeet sinn, geet de Secteur weltwäit duerch eng strukturell Kris. An dat net eréischt zanter dem Covid. Doweinst ass et dem Staat seng Flicht, e Kader ze schafen, deen eng professionell, onofhängeg a pluralistesch Press fërdert.

Zu Lëtzebuerg gëtt et ëm déi 500 professionell Journalisten. Dovunner beschäftegt déi geschriwwe Press der ronn 200, an all eenzelen ass wichteg, well seng deeglech Aarbecht fir eis alleguer eng Relevanz huet, genee esou wéi all aneren Employé, dee bei engem Editeur agestallt ass an derzou bäidréit, dass d'Press hir demokratesch Roll erfëlle kann.

D'Covidkris huet nach eng Kéier d'Wichtegkeet vum professionelle Journalismus ënnerstrach. An Zäite vu sougenannter Desinformatioun - also vum Verbreede vu falschen Informatioune mam Zil, déi ëffentlech Meenung ze beaflossen - ass et wichteg, de Qualitéitsjournalismus ze ënnerstëtzen. An deem Sënn hat d'Regierung am Mee 2020 eng extraordinär Covidhëllef fir d'Medienhaiser decidéiert. 18 Editeure kruten esou méi wéi 1,2 Milliounen Euro op eng séier an onkomplizéiert Aart a Weis, fir dass se an där schwiereger Zäit hirer wichteger Roll nokomme konnten.

D'Pressehëllef gëtt et awer net eréischt zanter der Covidkris, mee zu Lëtzebuerg hu mer zanter 1976 eng strukturell Hëllef fir déi geschriwwe Press, dëst mam Zil, eis divers Medielandschaft ze erhalen. Dës staatlech Ënnerstëtzung dréit derzou bäi, dass bei eis am Grand-Duché aktuell fënnef Dageszeitungen a véier Wochenzeitungen existéiere kënnen, wat am Verglach mat engem vergläichbaren Territoire am Ausland vill ass, mee wat mer hei nach weider developpéiere wëllen.

Dat aktuellt Pressehëllefgesetz ass a senger Grondstruktur nach dat selwecht ewéi dat vun 1976, an déi lescht Upassung geet op d'Joer 1998 zréck. D'Gesetz verdeelt am Moment Hëllef op Basis vun de gedréckte Säiten a schléisst deemno all d'Onlinemedie vun der Hëllef aus.

D'Gesetz staamt also aus enger Zäit, wou et nach keen Internet, wou et nach manner Konkurrenz a wou et och méi trei Lieser gouf. Ech brauch Iech net weider ze erklären, wéi staark sech eis Gesellschaft an deene leschte 45 Joer verännert huet. An domadder wëll ech nach emol d'Wichtegkeet vun dësem Gesetzesprojet ënnersträichen. Et ass méi wéi Zäit, d'Pressehëllef un d'Realitéite vum 21. Joerhonnert unzepassen, fir eis pluralistesch Medielandschaft laangfristeg ze stäerken.

Am Januar 2017 huet de Regierungsrot eng Iwwergangsléisung ugeholl, de sougenannte „Mécanisme transitoire pour le soutien du développement de la presse en ligne", mam Zil, och d'Onlinemedien ze ënnerstëtzen, déi vun der klassescher Pressehëllef ausgeschloss waren. Dëst wor awer, wéi gesot, just eng Iwwergangsléisung en vue vun enger méi déifgräifender Reform, déi souwuel déi gedréckte Press wéi och d'Onlinepress couvréiert an déi där ëmmer méi grousser Konvergenz tëschent béidem Rechnung dréit.

An deem Sënn huet de Medieminister am Juli 2020 d'Reform iwwert déi sougenannt Pressehëllef deposéiert. Mam neie Gesetzesprojet gëtt en neutrale Kader geschaf, dee keen Ënnerscheed mécht tëschent der gedréckter an der Onlinepress, e Kader, deen den Editeuren eng finanziell Previsibilitéit garantéiert an esou de Pluralismus vun eiser Presselandschaft stäerkt.

Dat kloert Zil ass: Journalismus, journalistesch Aarbecht amplaz Pabeier ze ënnerstëtzen an domat verstäerkt op d'Qualitéit ze setzen, dat Ganzt ouni datt d'Regierung d'Qualitéit wäert bewäerten an egal, wéi ee Medium fir d'Diffusioun gewielt gëtt. Dat soll eleng d'Decisioun vun den Editeure sinn an net vun der Regierung virgeschriwwe ginn.

De Gesetzesprojet gesäit dräi verschidde Regimmer vir: een, fir eis pluralistesch Presselandschaft ze erhalen, een, fir se nach weider auszebauen, an ee fir d'Médias citoyens. Erlaabt mer, emol kuerz op all eenzelne Regimm anzegoen.

Fir vum normale Regimm profitéieren ze kënnen, muss ee follgend Krittären, déi vum aktuelle Pressehëllefgesetz inspiréiert sinn, erfëllen: Et muss ee weiderhin eng Information générale diffuséieren. Politesch, ekonomesch, sozial a kulturell Theeme muss ee couvréieren. Mindestens fënnef vum Presserot unerkannt Journaliste muss ee beschäftegen. De Groussdeel vum Inhalt musse redaktionell Bäiträg sinn. An um Internetsite muss illegale Contenu direkt erofgeholl ginn.

Wat ass nei? Publikatiounen, déi just eemol de Mount erauskommen, ginn eligibel, genausou wéi gratis Zeitungen a Publikatiounen an englescher an a portugisescher Sprooch. Dëst, fir der kultureller a sproochlecher Diversitéit an eisem Land Rechnung ze droen.

Fir d'Qualitéit vum Journalismus weider ze férderen, ass ausserdeem nei, dass all Editeur e Plan de formation fir d'Journalisten erstelle muss. E soll de Journalisten erméiglechen, sech un déi neist Tendenze vum Journalismus unzepassen, wéi zum Beispill „data journalism", eppes wat et viru fënnef Joer nach iwwerhaapt net gouf.

Am Zeeche vun der Transparenz mussen d'Editeuren och de Ratio Fraen : Männer vun de Redaktioune publizéieren. D'Ligne éditoriale musse se publizéieren. Si mussen hir Aktivitéiten am Beräich vun der Éducation aux médias veröffentlechen, grad wéi d'Formatiounen, déi d'Journaliste suivéiert hunn, an d'Mesuren, déi se huelen, fir d'Accessibilitéit fir Leit mat engem Handicap ze verbesseren.

Wann dës Konditiounen erfëllt sinn, kritt den Editeur e fixe Montant vun 200.000 Euro d'Joer plus nach eng Kéier 30.000 Euro fir all vum Presserot unerkannte professionelle Journalist mat engem Contrat à durée indéterminée.

Et ass hei wichteg, nach eemol ervirzehiewen, datt dëse Montant näischt mam Salaire vum Journalist ze dinn huet. Et ass reng eng Variabel, déi hëlleft, de Gesamtmontant ze rechnen. Dëse System garantéiert den Editeuren eng laangfristeg Previsibilitéit, andeems se net méi eng gewëssen Unzuel u Säite produzéiere mussen, fir eng bestëmmten Hëllef ze kréien.

Den zweete Regimm ass dee sougenannte Startupregimm. Dësen huet d'Zil, eis Medielandschaft weider ze diversifiéieren. D'Konditiounen, fir dës Hëllef ze kréien, si manner streng. Sou mussen do zum Beispill just zwee Journaliste beschäftegt sinn an net fënnef. An et muss een Depensë vun op d'mannst 200.000 Euro am Joer hunn. Wann dës Konditiounen erfëllt sinn, da kréien dës Editeuren eng Hëllef vun 100.000 Euro. D'Hëllef ass op dräi Joer limitéiert. No dëser Zäit mussen d'Editeuren dann d'Konditioune vum normale Regimm erfëllen.

Drëttens gëtt et dann och nach eng Hëllef fir déi sougenannt „éditeurs citoyens". Déi sougenannt Communitymedien hunn eng ganz wichteg Roll an eiser Gesellschaft, well se Schichte vun eiser Bevëlkerung erreechen, déi klassesch Medien nëmme limitéiert bis guer net erreechen. Duerfir ass et esou essentiel, dass och si vun engem staatleche Subsid profitéiere kënnen.

Den Artikel iwwert d'Communitymedie gouf en cours de route ugepasst. Initial war virgesinn, dass och Communityradioen ënnert dësen Artikel falen. Fir d'Kohärenz vum Text ze stäerken, gouf decidéiert, sech och fir dësen Artikel op déi geschriwwe Press ze limitéieren. Fir de Radio ARA, mat deem de Premier viru Kuerzem eng Konventioun ënnerschriwwen huet, gouf eng separat Léisung fonnt.

D'Definitioun vun de Médias citoyens ass un de Virgabe vum Conseil de l'Europe inspiréiert. Sou musse se eng Vocation non lucrative hunn. Si musse Mediebildung a Cohésion sociale förderen. Et mussen och Benevoller un der redaktioneller Aktivitéit bedeelegt sinn. An d'Editeure mussen awer och zwee Vollzäitsalariéé beschäftegen, wouvunner een e professionelle Journalist muss sinn. Wann d'Konditiounen erfëllt sinn, kënnen dës Medien eng Hëllef vu bis zu 100.000 Euro d'Joer kréien.

Wéi och schonn am Gesetz vun 1976 virgesinn, gëtt d'Pressehëllef weiderhi vum Medieminister accordéiert, dëst op Basis vun engem Avis vun enger Kommissioun. Dës Kommissioun gëtt och am neie Gesetz bäibehalen an ass mat Vertrieder vum Staat, vum Presserot an engem Akadeemiker besat.

Laut de Berechnunge geet d'Hëllef fir praktesch all Editeur considerabel an d'Luucht an ass besonnesch virdeelhaft fir kleng a mëttelgrouss Editeuren. Dräi Publikatioune géifen duerch deen neie System manner Hëllef kréien, mee fir dës Editeuren ass awer eng Kompensatioun virgesinn, déi se während fënnef Joer kréien, an der Héicht vum Montant, dee se 2019 eeben haten. Dat kréie se garantéiert. Deemno wäert keen Editeur duerch dat neit Gesetz manner Hëllef kréie wéi dat aktuell de Fall ass, au contraire.

Erlaabt mer och, ganz kuerz op den Historique vum Projet de loi anzegoen. Déi lescht Regierung hat sech schonn 2013 d'Zil gesat, d'Pressehëllef ze reforméieren. An deem Kader gouf et zanter 2013 reegelméisseg Echangen an Entrevuë mam Secteur, mat den Editeuren, mat de Journalisten. Mat der Regierung vun 2018 krut den Dossier neien Opschwong an en neien Text gouf dem Secteur presentéiert. A jo, an enger éischter Versioun vum Text war effektiv e Montant vu 55.000 Euro pro Journalist virgesinn. Wat awer iergendwéi dacks vergiess oder net gesot gëtt a wat ech dowéinst op dëser Plaz ervirhiewe wëll, dat ass, dass an där Versioun fir de Groussdeel vun den Editeuren eng Part fixe vu just 20.000 Euro virgesi war. Aktuell ass eng Part fixe vun 200.000 Euro virgesinn. Dëse Montant gouf also verzéngfacht!

Nodeems de Projet de loi deposéiert gouf, sinn nieft deenen üblechen obligatoreschen Avisen och nach Avise vum Presserot, vun der ALMI, also de Vertrieder vun den Editeuren, a vun der ALJP, de Vertrieder vun de Journalisten, ugefrot ginn.

Nieft dem laange Consultatiounsprozess, ier de Projet de loi deposéiert gouf, gouf also och duerno esou breet wéi méiglech consultéiert. Op dëser Plaz wéilt ech am Numm vum Medieminister der Chamberskommissioun villmools Merci soen, dass se sech vill Zäit geholl huet, de Projet de loi an d'Avisen am Detail a méi wéi aacht Sitzungen ze analyséieren. Et goufen dann och méi wéi zwanzeg Amendementer zum Text adoptéiert, dëst eebe mam Zil, deene verschiddenen Avisen, an net just deem vum Staatsrot, Rechnung ze droen.

2019 loung déi direkt Pressehëllef am Ganze bei ronn 8 Milliounen Euro. Mam neie System kéime mer op méi wéi 10 Milliounen Euro d'Joer.

Fir weiderhin eng pluralistesch Presselandschaft garantéieren ze kënnen, ass eng staatlech Hëllef noutwendeg, an de Medieminister wäert derfir suergen, datt se laangfristeg erhale bleift. Mam neie Pressehëllefgesetz wäert d'Hëllef un déi geschriwwe Press ëm méi wéi 27 % an d'Luucht goen. Am Géigesaz zu ville Länner investéiere mir trotz Krisenzäit laangfristeg an eis geschriwwe Press. Dat si fir eis keng Käschten, dat ass en Invest an eis demokratesch Gesellschaft an an déi, déi dozou bäidroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet dréit de sozialen, technologeschen a wirtschaftlechen Evolutioune vum 21. Joerhonnert Rechnung a garantéiert eng kloer a gerecht Ënnerstëtzung vum Secteur.

Erlaabt mer, zum Schluss nach eemol am Numm vum Medieminister dem Rapporter fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport villmools Merci ze soen. Merci nach eemol un d'Membere vun der Kommissioun. An e besonnesche Merci vu mir och un d'Beamten aus dem SMC (ndlr: Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique) an aus dem Staatsministère. Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7631 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun der CSV of, deen als Objet huet, den zweete Paragraf vum Artikel 4 ze änneren.

Vote sur l'amendement 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dësen Amendement mat 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : l'amendement n° 1 est rejeté par 24 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

M. Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Mir kommen dann elo zum Amendement Nummer 2, deen als Objet huet, den zweeten Alinea vum Artikel 17 ze änneren.

Vote sur l'amendement 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmme fänkt un.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass och dësen Amendement 2 mat 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, dat kann net sinn!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir kommen elo zur Ofstëmmung ...

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, et kann net sinn. Et si just 59 Stëmmen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Clement huet net matgestëmmt, pardon! Jo, genau.

(Brouhaha et concertation interne)

Da sinn et 24 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen - ofgeleent, genau. An den Här Clement huet net um Vott deelgeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

M. Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Mir kënnen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7631 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7631[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7631 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi mat 53 Jo-Stëmmen, 6 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7631 est adopté par 52 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

M. Marc Goergen.

Ont voté non: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

S'est abstenu : M. Marc Spautz.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi bei dësem Projet ofgi gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Pim Knaff deposéiert ass ginn an déi am éischten Alinea freet, fir en Inventaire vun der Medielandschaft ze maachen. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Nathalie Oberweis, wannechgelift.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, merci villmools. Et geet jo dann ëm déi Motioun iwwert d'lokal Medien? Ech mengen, ech hunn dat jo elo richteg verstanen? Iwwert d'lokal Medien? Et ass jo déi? Well ech hunn nach eng aner hei leien.

Mir wollten eigentlech just dozou soen, dass mer eis éischter géifen enthalen, well mir hate selwer virun enger Zäitche schonn eng Motioun eraginn, wou mer e Gesetz gefuerdert hu fir eebe grad d'Biergermedien. A wéi ech virdru scho gesot hunn, ass déi Motioun u sech op den Ordre du jour vun der Kommissioun komm an ass bis dato net behandelt ginn. A mir fannen, dass dat awer dee richtege Wee wier, fir deene Medie wierklech e strukturellen, e legale Kader ze ginn. An duerfir fanne mir dat heiten eigentlech ze schwaach. Dat geet eis net wäit genuch a genau duerfir enthale mir eis.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Dann huet d'Wuert gefrot: den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, ech wëll vläicht direkt e puer Wuert soen zu deenen zwou Motiounen, da brauch ech net zweemol d'Wuert ze froen.

Also mir stelle fest - den Här Reding huet dat jo och virdru beschriwwen -, datt et en allgemenge Vertrauensverloscht an d'Press gëtt. Mir bedaueren dat, mee et ass nun emol eng Tatsaach. Dee Vertrauensverloscht, dee féiert och zu engem Verloscht un Abonnenten an esou weider. An u wat läit dat? Et läit schonn drun, datt mer eng Pluralitéit vun der Press hunn, déi mer och mat Steiersuen um Liewen halen, awer ëmmer manner Pluralitéit an der Press.

Mir hunn e bëssen d'Tendenz zu enger Pensée unique, zu enger „cancel culture", zu enger Zensur. An et ass esou, datt mer jo och Etüden hunn, nach viru Kuerzem eng Etüd vun der Uni Tréier, wou mer kloer gesinn, wou d'Sympathië vu ganz ville Journaliste leien. Dat ass elo fir Däitschland, mee dat léisst sech och an anere Länner ganz einfach feststellen, a warscheinlech och hei. Leider ass et esou, datt zum Beispill konservativ Iddien dacks nëmmen nach als populistesch bezeechent ginn oder souguer als radikal.

Et ass esou, datt all Steierzueler hei am Land opgeruff ass, d'Press mat ze ënnerstëtzen, mee datt d'Vuë vu ville Leit an der Press nëmmen nach diskreditéiert ginn. Dat ass kee Wee, dee mir wëlle matgoen. An duerfir wäerte mer och dës zwou Motiounen net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 53 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

M. Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da komme mer zur Diskussioun respektiv zum Vott iwwert déi zweet Motioun, déi den Här Pim Knaff deposéiert huet, wou et ëm eng Evaluatioun vun deem Régime d'aide à la presse an zwee Joer geet. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Dat war scho virdru geschitt. Da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An duerno maachen ech och den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

M. Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

10. Motion de Mme Viviane Reding relative à la possibilité des radios dites « communautaires » de pouvoir profiter du standard numérique DAB+

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 994 de ce compte rendu)

Da komme mer zu der Motioun, déi am Ufank vun der Sëtzung vun der Madamm Viviane Reding deposéiert ginn ass. An ech wëll hei preziséieren, datt de Sven Clement mech gebieden huet ze soen, datt en och weeder un der Diskussioun vun dëser Motioun nach um Vott iwwert dës Motioun deelhëlt, wéinst engem méigleche Conflit d'intérêt. An och den Här Jean-Marie Halsdorf huet mech gebieden ze soen, datt hie seng Ënnerschréft op dëser Motioun géif zréckzéien an och net un der Diskussioun deelhëlt an och net um Vott vun dëser Motioun, aus deene selwechte Grënn. Gradsou gutt wéi den Här Marc Goergen dat schonn am Viraus gesot huet.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Madamm Nathalie Oberweis, wannechgelift.

Discussion générale

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci nach eng Kéier. Mir begréissen dës Propos a mir wäerte se och matstëmmen. Mee nach eng Kéier: Mir hunn eng Motioun deposéiert virun enger Zäitchen a mir fannen et immens regrettabel, dass déi Motiounen am Tirang leien, obwuel se Sujet sinn.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg! Dann hu mer et geschwë gepackt. Madamm Oberweis, ...

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Ech fannen et immens regrettabel, dass déi ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... Dir däerft elo weiderfueren.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Kann ech schwätzen?

Jo, mir verstinn net, firwat déi Motiounen am Tirang verschwannen, woubäi et manifestement e Sujet ass, dee wierklech pertinent ass. De Sujet kënnt e puermol op den Dësch. Mir géifen eis wierklech wënschen, e géif eeben op den Ordre du jour vun der Kommissioun kommen, wéi et gesot gouf, an da kéint een deen dote Standard, deen doten Dispositif och mat an dat Gesetz, an en eventuellt Gesetz eranhuelen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Nee, den Här Pim Knaff wëllt nach eppes soen.

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Ech soen och der Madamm Reding Merci, datt se sech fir den Theema vun de Lokalradioen interesséiert. Eisen Informatiounen no berouen awer d'Craintë vun der CSV op falsche Fakten. D'Regierung huet nullement wëlles, deemnächst den FM, also d'Frequenzen, iwwert déi hautdesdaags analog Radio iwwerdroe gëtt, ofzeschafen, weeder deemnächst nach 2030, wéi dat och fälschlecherweis an engem Artikel vum 8. Juli am „Wort" stoung.

Vill méi gëtt iwwerluecht, fir zousätzlech zu der analoger Radiodiffusioun FM och nach déi digital Radiodiffusioun zu Lëtzebuerg unzestoussen, DAB+. An och do ass et net esou, wéi d'Madamm Reding et fäert, nämlech dass all Radio misst fir deier Suen eng nei eege Frequenz kafen. Mam DAB+ brauch nämlech net all Radio seng eege Frequenz, well déi Technologie et erlaabt, op enger Frequenz e ganze Multiplex - bis zu zwielef Senderen - auszestralen.

Duerfir menge mer, datt déi Motioun op falsche Considerante baséiert. An duerfir géife mer lech bieden, se net ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. Ass nach eng weider Wuertmeldung do? Dat ass net de Fall.

Da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 26 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

11. Résolution de M. Gilles Roth relative à la tenue des séances publiques sous le régime Covid-Check

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 993 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Resolutioun, déi vum Här Gilles Roth am Ufank vun der Sitzung deposéiert ginn ass.

Aus enger Enquête vun der Administration parlementaire ass erausgaangen, datt all Fraktiounen a politesch Sensibilitéite gewëllt sinn, dat do, de CovidCheck an der Chamber, matzedroen, soudatt d'Chamber muer am Bureau unanime déi Decisioun kann huelen, datt d'Chamber op de Wee vum Covid-Check geet.

Duerfir géif ech lech proposéieren, datt mer dës Resolutioun à main levée kënnen unhuelen.

(Brouhaha)

Vote sur la résolution

Wien d'accord ass mat dëser Resolutioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An heifir soen ech lech alleguer villmools Merci.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt déi nächst Woch, den 12., 13. a 14. Juli, nees zesummen. Dat sinn déi nächst Sitzungen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.25 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Déclaration du Gouvernement sur l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées, suivie d'un débat**
   - Déclaration : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Débat : M. Michel Wolter (dépôt de la motion 1) - M. Gilles Baum (dépôt de la motion 2) - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Josée Lorsché - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement (dépôt de la motion 3) - M. Gilles Roth (intervention de Mme Lydie Polfer)
   - Prise de position du Gouvernement : Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Michel Wolter (parole après ministre) (interventions de Mme la Ministre Paulette Lenert, M. Mars Di Bartolomeo et Mme la Ministre Corinne Cahen) - M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) - Mme Martine Hansen (parole après ministre)
   - Motion 1 : M. Gilles Baum (intervention de M. Gilles Roth) - M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Gilles Roth - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Sven Clement - Mme Martine Hansen
   - Vote sur la motion 2 (adoptée)
   - Motion 3 : M. Georges Engel - Mme Martine Hansen - M. Fred Keup - M. Sven Clement - Mme Myriam Cecchetti
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
5. **Dépôt d'une résolution par M. Mars Di Bartolomeo**
   - Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
6. **Débat de consultation sur la note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg**
   - Exposé : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure (interventions de Mme Lydie Polfer)
   - Débat : M. Léon Gloden (dépôt des motions 1 à 4) - Mme Carole Hartmann (intervention de Mme Lydie Polfer) - M. Dan Biancalana - Mme Stéphanie Empain (dépôt de la motion 5) (intervention de M. Léon Gloden) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Georges Engel) - Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Georges Engel) - M. Marc Goergen (intervention de M. Serge Wilmes) - M. Laurent Mosar (intervention de M. le Ministre Henri Kox) (dépôt de la motion 6) - Mme Stéphanie Empain (parole pour fait personnel) - M. Laurent Mosar - Mme Nathalie Oberweis - Mme Francine Closener
   - Prise de position du Gouvernement : M. le Ministre Henri Kox (interventions de M. Laurent Mosar, Mme Octavie Modert, M. Claude Wiseler et M. Georges Engel) - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Henri Kox (interventions de M. Laurent Mosar)
   - Motion 1 : Mme Stéphanie Empain - M. Léon Gloden
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : Mme Stéphanie Empain - M. Marc Goergen - M. le Ministre Henri Kox (intervention de M. Marc Goergen)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : Mme Stéphanie Empain - M. Léon Gloden
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : Mme Stéphanie Empain - M. Léon Gloden - Mme Nathalie Oberweis - M. Léon Gloden
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Motion 5 : M. Léon Gloden (intervention de M. Claude Wiseler) - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen - Mme Stéphanie Empain
   - Vote sur la motion 5 (adoptée)
   - Motion 6 : M. Laurent Mosar - Mme Lydie Polfer (interventions de M. Laurent Mosar et M. Georges Engel) - Mme Stéphanie Empain - M. Marc Goergen
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Henri Kox et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 13 juillet 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7857** - Projet de loi portant modification :*

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 08.07.2021

***7858** - Projet de loi portant 1. dérogation temporaire à l'article L. 511-5 du Code du travail ; 2. modification du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.07.2021

***7859** - Projet de loi du *** portant modification :*

1° de la loi du 29 octobre 2020 portant 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

2° de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

3° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 09.07.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1933** - Demande de pétition ordinaire : Mobilité : Pôle d'échange P+R Lorentzweiler A7*

Dépôt : Luis Soares, le 05.07.2021

***1930** - Demande de pétition publique : Tables à langer non seulement sur les toilettes pour femmes, mais aussi pour hommes. Wéckeldëscher net nëmmen op de Fraen-, mee och op de Männertoiletten.*

Dépôt : Tania Pereira Alves, le 06.07.2021

***1929** - Demande de pétition publique : Keine Zweiklassen-Gesundheitsgesellschaft, keine Impfpflicht. Bei negativem PCR Test dann internationaler QR-Code*

Dépôt : Jean Marc Graul, le 06.07.2021

***1928** - Demande de pétition publique : Et ass Zäit ginn, fir dass en Eltern Eberstadt ginn*

Dépôt : Veronique Steffen, le 06.07.2021

***1931** - Demande de pétition publique : Pour une meilleure qualité de vie dans nos villes, villages et agglomérations importantes*

Dépôt : Daniel Miltgen, le 07.07.2021

***1932** - Demande de pétition publique : Vaccination HPV : gratuite pour tout âge*

Dépôt : Aurélie Lechantre, le 08.07.2021

***1934** - Demande de pétition publique : Augmentation du poids total autorisé de 3500 kg à 3850 kg pour pouvoir rouler en camping-car ou en camionnette avec le permis de conduire B*

Dépôt : Mauro Viaggi, le 09.07.2021

***1935** - Demande de pétition publique : Interdire aux propriétaires de ne pas accepter d'avoir un animal de compagnie aux locataires*

Dépôt : Candy Backes, le 10.07.2021

***1938** - Demande de pétition publique : Gratis parken / stationnement gratuit*

Dépôt : Georges Leuck, le 11.07.2021

***1937** - Demande de pétition publique : L'obligation de présenter les contrats de coalitions au suffrage universel avant la présentation du nouveau gouvernement*

Dépôt : João Paulo Ferreira, le 11.07.2021

***1936** - Demande de pétition publique : Zeréck op déi al Steierkaart fir Grenzgänger*

Dépôt : Alain Wirtz, le 11.07.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Et gëtt proposéiert, den éischte Punkt iwwert den Octroi vun engem Éierentitel u Fonctionnairë vun der parlamentarescher Administratioun op den Hierscht ze verleeën, fir datt mir se all zesumme kënnen op der Tribün empfänken.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Ech wëll weider nach froen, ob d'Chamber d'accord ass, fir d'Question élargie vum Ordre du jour erofzehuelen.

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

4. Déclaration du Gouvernement sur l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées, suivie d'un débat

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert de Waringo-Rapport iwwert d'Clusteren an de Strukture vun den Alters- a Fleegeheimer mat uschléissendem Debat. D'Regierung huet d'Wuert. An ech ginn d'Wuert dann un d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer, fir d'éischt emol där ganzer Kommissioun Merci ze soe fir hir Presentatioun gëschter. Merci der Madamm Kerger, der Dokter Hanquet, dem Här Waringo, dem Här Bausch, dem Här Mossong an och all de Spezialisten, déi gëschter net konnten derbäi sinn, fir hir exzellent Aarbecht. Si hu sech a kuerzer Zäit e Bild iwwert de Secteur verschaaft a si hunn evalueiert, wat gutt, an och, wat manner gutt gelaf ass wärend der Pandemie.

An der Pandemie si mer déi ganzen Zäiten am Krisemodus gewiescht an am Fong och nach ëmmer. An eng Pandemie ass fir all d'Leit hei am Land a besonnesch och fir d'Leit an den Alters- a Fleegeheemer an och fir d'Personal do extreem schwiereg. Ech wëll hinne vun dëser Plaz aus nach emol villmools Merci soe fir hir vill an exzellent Aarbecht. An ech wëll all deene Leit nach emol mäin häerzlecht Bäileed ausschwätzen, déi e léiwe Mënsch verluer hunn. Et ass gutt, dass mer eis d'Moyene vun esou engem Rapport ginn, well mir alleguer aus där Kris wëlle léieren a mir wëllen ons alleguerte verbesseren.

Réckbléckend ass et natierlech ëmmer méi einfach ze jugéieren, wat richteg a wat falsch war. Dat gëllt fir all Beräich hei am Land, deen duerch d'Crise sanitaire impaktéiert war. Mir hu sécher net alles richteg gemaach. Ech kann awer soen, dass mer probéiert hunn, jiddereen op senger Plaz, eist Bescht ze maachen, fir d'Land an d'Leit beschtméiglech duerch dës Kris ze féieren.

D'Leit hunn eis mat hirer Attitüd, mat hirer Responsabilitéit, déi si iwwerholl hunn - jidderee fir sech a jiddereen a sengem Domän -, enorm gehollef, fir esou gutt wéi méiglech duerch dës Kris ze kommen. Et war keen op dee Virus do preparéiert, kee Land op der Welt, och mir net. Mir hunn all wärend der Kris misse léieren, well mer näischt iwwert dee Virus woussten, a mir wëssen och haut nach net alles iwwert dee Virus.

D'Politik am Beräich vun den eelere Leit ass natierlech ëmmer en ligne gewiescht mat den iwwergeuerdenten Decisioune vun der Regierung. Erlaabt mer, dass ech op de Rapport reagéieren, andeems ech op déi eenzel Phase bis elo vun der Kris aginn an duerno da méiglech Piste fir d'Zukunft zeechnen, iwwert déi ech frou wär, mat Iech ze diskutéieren. Et kann een d'Pandemie bis elo a véier Phasen andeelen. All Phas hat hir eegen Zilsetzungen an eng huet op där viregter opgebaut. Ech ziele se eng Kéier op.

Fir d'éischt ware mer am Confinement, d'ganzt Land war am Confinement, am Lockdown, an och d'Altersheemer waren am Confinement. Do goung et ëm de Schutz vun de Residenten a vum Personal. Dat war d'lescht Joer am Mäerz bis Mee, Juni 2020.

Duerno hu mer am Land nees opgemaach an do hu mer natierlech och parallell an den Altersheemer nees Ouverturë gemaach. Dat war Mee, Juni d'lescht Joer bis Oktober.

Fir kënnen déi Ouverturen esou wäit wéi méiglech bäizebehalen, hate mer an der Regierung decidéiert, net nees fréizäiteg an e Lockdown ze goen. An esou hu mer et dunn och an den Altersheemer decidéiert vun Oktober 2020 un, mat engem ganz strenge Kader awer. Den Testing „LST" ass ageféiert ginn. Mir hunn de Rappel gemaach vun de Mesuren en place. De Stufeplang vun de Visitten ass elaboréiert gi vun der COPAS zesumme mam Familljeministère, wou mer dunn och de Monitoring gemaach hunn. An du koum d'Vaccinatioun an elo si mer am Fong am Moment an där Période post-vaccination vun de Schnelltester, vum CovidCheck an esou weider. Do wäert d'Santésministesch ganz sécherlech méi am Detail drop agoen.

D'Zil war et ëmmer, zu all Moment de Schutz vun de Residenten a vum Personal esou gutt wéi méiglech ze maachen. Dofir war fir ons d'Method, fir ganz enk mam Secteur zesummenzeschaffen, déi richteg, fir dass mer ganz differenzéiert Äntwerten op immens ënnerschiddlech Situatioune konnte ginn.

Am Ufank vun der Kris ass an der Cellule de crise festgehale ginn, dass Guidelines fir de Fleegesecteur ausgeschafft solle ginn. Et war och kloer, dass dat zesumme mat der Santé soll a muss geschéien, well et sech hei ëm eng Pandemie handelt, e Problem vun der ëffentlecher Gesondheet.

Déi néideg medezinnesch Kompetenzen, déi sinn an der Santé, am Ministère, mee och a virun allem an der Direction de la santé. Wéinst der Komplexitéit vun der Situatioun huet de Familljeministère bewosst d'Zesummenaarbecht mat der Santé gesicht. De Familljeministère huet keng Virologen, Epidemiologen, Hygienisten, déi wëssen, wat een en termes vu Mesures sanitaires muss an de jeeweilege Situatioune maachen.

Mir hunn all Vertrauen an den Knowhow vun de Professionnels de santé am Secteur. Dofir hunn net d'Beamten decidéiert, wéi ee Stack, wéi ee Flillek vu wéi engem Haus oder e ganzt Haus muss organiséiert ginn um Terrain, mee mir hunn de Spezialisten um Terrain vertraut a mir hunn hinnen déi Decisioune gelooss. Doriwwer kann een natierlech diskutéieren, mee gëschter hu mer bei der Presentatioun vum Rapport kloer héieren, dass dat vum Secteur esou gewënscht war an ass.

Ech liesen ee Saz vir: « Tous les responsables des structures d'hébergement étaient d'accord pour dire qu'il est important qu'ils puissent disposer d'une "certaine liberté d'action" dans le contexte de la gestion de leurs établissements connaissant au mieux les situations architecturales et fonctionnelles. »

De President vun der COPAS huet dat iwwregens de Moien nach emol um Radio ënnerstrach. Wa Problemer am Alldag waren, da konnten d'Gestionnairë sech un eis oder un d'Santé wennen a si krute weidergehollef. Déi vill Interventioune vun der Inspection sanitaire beleeën, dass deen Austausch exzellent fonctionéiert huet.

Ech hunn och perséinlech ganz vill Kontakt gehat mat den eenzelnen Haiser, well et mer wichteg war, zu all Ament ze wëssen, wat den Terrain sech vun der Politik erwaart, fir kënne besser ze schaffen. Dofir war et och evident, dass mer ganz enk mat der COPAS zesummegeschafft hunn. Mir hunn eis concertéiert a mir hunn och alt emol kontrovers diskutéiert.

Ech bleiwen, wéi gesot, der Meenung, an dat geet och esou aus dem Rapport Waringo ervir, dass een iwwert d'Awierke vun der Politik diskutéiere kann an och muss. Et gëtt do sécher net nëmmen eng eenzeg Wourecht.

Firwat Recommandatiounen an net Gesetzer? Do, wou de Santésdirekter konnt Ordonnancen huelen, do war eng Base légale ginn. An ech mengen, den Här Roth hat gëschter d'Fro gestallt iwwert den Artikel 6 vum ASFT-Gesetz, dee jo an der Diskussioun eebe gëschter zitéiert ginn ass, ob dee sech applizéiert. Mee deen applizéiert sech just am Fall, wou en Agrement vun engem Haus net verlängert gëtt oder wou en zréckgezu gëtt, also wou en Haus keen Agrement méi huet. Et muss een deen éischte Paragraph matliesen, dat steet och esou am Commentaire des articles. Dat kann een och esou noliesen. Mee ech sinn awer bereet, driwwer ze diskutéieren, iwwert d'Base légale respektiv wéi mer dat an Zukunft solle besser maachen.

Mee et ass also net richteg ze soen, dass een iwwert deen Artikel hätt kënne ganz contraignant ginn. D'Recommandatioune waren dofir an eisen Aen de beschte Wee, fir séier, flexibel an adaptéiert der Situatioun entspriechend kënnen ze reagéieren.

Fir dass de System vun de Recommandatioune ka fonctionéieren, waren e puer Viraussetzungen ze erfëllen, an zwar éischtens emol, dass de Secteur vun Ufank u mat agebonne war, zweetens, dass de Secteur aktiv mat un de Recommandatioune geschafft huet, fir dass déi och réellement um Terrain gräife kënnen.

Ech maachen do vläicht eng kleng Klamer op an ech soen e Wuert zum Reproche, dass déi Recommandatiounen net op Entêtëpabeier waren an och net signéiert. Dat stëmmt, dass ass wierklech net glécklech gewiescht. Si goufen duerch d'COPAS diffuséiert. Si waren zu all Zäit op de jeeweilegen Internetsitte publizéiert. Mee ech verspriechen, dass ech an Zukunft besser wäert oppassen, dass Entêtëpabeier gebraucht gëtt, dass all Recommandatiounen datéiert an och signéiert wäerte sinn.

Et war essentiel, dass de Secteur Froe vum Terrain un d'Famille an un d'Santé konnt eropbréngen, dass mat den Dokteren um Terrain zesummegeschafft ginn ass. D'Lignes de garde, de Guide Covid, ech kommen nach dorobber ze schwätzen. Et war wichteg, dass déi concernéiert Ministèrë matenee geschafft hunn an dass de Monitoring, mat all Gemeng Indicateuren en place gesat goufen.

Ech ginn, wéi gesot, gären zou, dass ee réckbléckend déi eng oder aner Formulatioun méi prezis hätt kënne formuléieren a méi Soin op d'Formen hätt kënne leeën. Déi Texter waren awer, wéi gesot, ëmmer mat der COPAS ausgeschafft an ofgekläert.

Ech ginn och gären zou, dass mer an der Regierung an och tëschent de Ministèrë mat der Santé a mat der COPAS vill iwwert den Equiliber geschwat hunn tëschent der Sécherheet an der Fräiheet. An de Recommandatiounen hu mer probéiert, op villes Rücksicht ze huelen. Wichteg war, dass déi Recommandatiounen och um Terrain eebe konnten ëmgesat ginn. An dat ass geschitt. Dat hunn den Här Waringo an déi aner Vertrieder vum Aarbechtsgrupp eis gëschter jo och confirméiert.

De Schutz vun de Residenten ass nëmme méiglech, wann d'Gestionnairen an d'Personal och matmaachen, wann déi néideg Formatiounen an Informatioune bekannt sinn a wann d'Kooperatioun mat den Doktere gutt fonctionéiert a wa Mesuren a Prozeduren och en place sinn.

Et hu sech e puer Erausfuerderunge gestallt. Ech ziele se fir d'éischt op, da ginn ech awer herno e bësse méi an den Detail: d'Penurie vum Personal, Personal aus dem Ausland, d'Réserve sanitaire, d'Material, d'Masken, d'Händschen, d'Blusen, de Gel - am Ufank vun der Kris war däers net genuch do, fir keen hei am Land -, keng Prozeduren en place fir eng Crise sanitaire. Mir hate jo nach keng. Mir musse Formatiounen organiséiere fir dat richtegt Benotze vum Material an d'Ëmgoen a verschiddene Situatiounen. Dann och d'Erausfuerderung vun de Mesuren, dass déi esou ergraff sinn, dass se d'Leit op där anerer Säit net nach méi krank gemaach hu wéi de Covid selwer. Natierlech dann och d'Informéiere vun alle Bedeelegten an de Monitoring ze organiséieren.

Bon, wéi hu mer op d'Erausfuerderunge reagéiert? Ech ginn elo e bësse méi an den Detail. Fir d'éischt d'Penurie vum Personal: Dat war eng grouss Erausfuerderung. Well Dir wësst, dass d'lescht Joer am Fréijoer d'Grenzen zougaange sinn. A mir hunn alles gemaach, souwuel meng Kolleegen an der Groussregioun mat mir wéi och déi an den Haaptstied zesumme mat Regierungsmemberen, fir eeben ze kucken, dass d'Grenzen opbleiwen. A wann dat net méiglech war, dann eeben hu mer Formulairë fir Grenzgänger zur Verfügung gestallt. Mir hunn déi ausgeschafft an déi konnten dunn och dee Moment iwwert d'Grenz schaffe kommen.

Mir hunn Hoteller fir d'Personal zur Verfügung gestallt, mir hu Maison-relaisen organiséiert, well déi ware jo zou. Maison-relaisen huet den Educatiounsministère opgemaach fir d'Fleegepersonal souwuel aus de Klinicke wéi och aus den Alters- a Fleegeheemer. Et goufen temporär Adaptatiounen um Aarbechtsrecht, fir dass d'Fleegepersonal méi laang huet däerfe schaffen, Congéë konnte reportéiert ginn a mir hunn de Congé pour raisons familiales an de Congé pour soutien familial ageféiert.

D'Réserve sanitaire ass en place gesat ginn am Ufank vun der Kris. Do ware vill Leit gemellt, déi wéinst dem Lockdown net aktiv konnte sinn. Ech denken do zum Beispill un d'Medezinnsstudenten, Infirmiersstudenten, Kinéen, Ergoen, Fräischaffender, déi eeben dee Moment net geschafft hunn. Duerno war de Problem, dass déi Leit natierlech erëm entweeder normal geschafft hunn oder erëm an hir Schoulen zréckgaange sinn.

Et goufe vun Ufank u Recommandatiounen an Ordonnancen zu Material, zu Prozeduren, iwwert de Cohortage - wat maachen, wann ee covidpositiv ass? -, d'Quarantän, d'Isolatioun, déi an de jeeweilege Situatiounen ze applizéiere sinn. Mir hu Kit-Coviden organiséiert, fir d'Patienten en fin de vie ze versuergen. Formatioune mat Hygieniste si physesch an online en place gesat ginn. D'Hygieniste sinn praktesch an all Haus gaangen, fir d'Berodung ze maachen. Mir hunn Indicateuren en place gesat, fir de Monitoring ze maachen. All Gestionnaire huet moies seng Donnéeën an enger standardiséierter Form op der Santé ofgeliwwert. An dat hu mer alles zesumme gemaach mat der Santé.

Wat d'Informatioun ugeet: De Familljeministère an de Santésministère hu via d'COPAS Informatiounen un d'Gestionnairë weiderginn. All d'Reegelen, déi en vigueur sinn, sinn och haut nach um Site santé.lu publizéiert. Doriwwer eraus hunn déi eenzel Haiser systematesch Informatiounen un d'Residenten an un d'Familllje weiderginn. A wann d'Demande vum Secteur do war, dann hu mir dat och gemaach, souwuel d'Gesondheetsministesch wéi ech, fir Rappeller ze schécken un d'Familljen, un d'Gestionnairen an un d'Residenten.

Wat ënnerscheet elo déi verschidde Phase vuneneen? Déi éischt Phas, dat war déi vun der Urgence am ganze Land. Jidderee war am Lockdown. All Secteur war am Lockdown. Villes gouf en place gesat wärend dem Lockdown, och am Beräich fir déi eeler Leit. Do hunn ech jo schonn driwwer geschwat. Mir hu geléiert, mam Virus ëmzegoen, well mer eeben e Schutzkonzept haten.

Déi zweet Phas, dat war déi vun de ganze Lockerungen am ganze Land. D'Leit konnte sech am Respekt vun de Geste-barrièren nees méi fräi beweegen. De Familljeministère huet effektiv insistéiert, dass dat och fir de Beräich vun den eelere Leit ka gëllen. Dofir sinn dee Moment ganz virsiichteg Ouverturë gemaach ginn.

Fir d'éischt konnten d'Fräiberuffler nees an d'Haiser eragoen - d'Kinesitherapeuten, d'Ergotherapeuten an esou weider -, fir ze verhënneren, dass déi eeler Leit weider physesch ofbauen. Duerno war d'Ouverture méi generell, wat d'Visitteméiglechkeeten an dem Lieu dédié - wéi mer dee genannt hunn - ugeet, och dat ënner strengen Oplage respektiv am Respekt vun de Geste-barrièren. Mam Enn vum État de crise op Nationalfeierdag 2020 sollt och an den Alters- a Fleegeheemer erëm méi Normalitéit akéieren.

Dëst ass de Grond, firwat vun deem Moment un d'Visitten an d'Sortië wéi fir d'Gesamtpopulatioun gereegelt gi sinn. Iwwert de Summer waren d'Zuelen och zimmlech niddreg, generell am Land. Et sinn an där Phas keng nei Mesuren an Oplagen erstallt ginn, well déi aus dem Fréijoer nach ëmmer richteg waren, a si waren och nach ëmmer en place. Jo, mir hunn dat net ëmmer widderholl, wat souwisou en vigueur war. An dat war och den Haiser bekannt an dat ass och esou an den Haiser gelieft ginn.

Am Rapport steet, dass mer e Plang hätte missen opstelle wéi an der Educatioun. Déi zwee Beräicher sinn net wierklech vergläichbar. Ech sinn absolutt oppen, fir iwwert esou e Plang ze diskutéieren. Mee d'Haiser sinn einfach esou ënnerschiddlech, dass e generelle Plang fir d'ganzt Land a mengen Aen net wierklech fonctionéiert. Et gëtt Haiser, do wunne Mënschen a Wunngruppen zesummen. Et sinn aner Haiser, déi sinn esou organiséiert, dass Leit daagsiwwer a verschidden Aktivitéite ginn. Da gëtt et Bewunner, déi ganz autonom sinn, an anerer, déi eeben net autonom sinn. Dat heescht, do ass eng ganz, ganz grouss Verschiddenheet am Secteur.

Mir hu gëschter nach emol héieren: Zu Nidderkuer zum Beispill - fir dat Beispill ze ginn -, do hu 60 Zëmmere keng eegen Toilette. Do ass et schwéier bis onméiglech, de Bewunner ganz am Zëmmer ze confinéieren. Glécklecherweis baue mer do grad en neit Gebai. Mee just fir dat ze erklären, firwat e „one-size-fits-all" schwéier ass, well och d'Gebailechkeeten eeben alleguerte verschidde sinn an d'Leit, déi dra liewen, och.

D'COPAS, zesumme mam Familljeministère, huet awer e Plang erstallt - et gouf net kee Plang erstallt! -, an zwar dee vun de Visitten. Ech kommen herno nach eng Kéier ganz am Detail dorobber zréck. Et gouf also net kee Plang. Mee de Plang war fir déi, déi vu baussen an d'Haiser erakomm sinn, an net fir d'Bewunner selwer.

Domat wär ech bei der drëtter Phas, där, wou erëm däitlech méi Fäll opgetruede sinn. Et war och déi Phas, wou eng ëffentlech Diskussioun stattfonnt huet iwwert d'Mënscherechter an de Fräiheetsentzuch an den Altersheimer. Och hei an der Chamber ass doriwwer debattéiert an diskutéiert ginn, iwwert d'Fräiheet, doriwwer, dass och Leit, déi an engem Alters- oder Fleegeheem sinn, net an engem Prisong sinn an dass déi sech och nees fräi musse kënne beweegen.

Dofir ass dann och an där drëtter Phas aneschters reagéiert gi wéi an der éischter Phas. Et gouf anescht wéi am Ausland kee generelle Lockdown deen Ament hei zu Lëtzebuerg. Just an de Schoulen ass déi Woch virun der Fuesvakanz eng weider Woch Homeschooling gemaach ginn. Mir hunn dofir och net méi all déi Haiser zougemaach, wéi d'Zuelen eropgaange sinn, esou wéi dat am Lockdown am Mäerz d'lescht Joer de Fall war.

Wa mer an der éischter Phas Sécherheet kritt hunn, doduerch dass mer zougemaach hunn, esou hu mer an der drëtter Phas d'Balance gesicht tëschent Sécherheet a Fräiheet. Jo, et kann een awer effektiv kritiséieren, dass mer déi besteeënd Recommandatiounen net erëm rappeléiert hunn. Dat ass eng absolutt berechtegt Kritik a réckbléckend hätt een dat aneschters kënne maachen. Mee d'Reegelen an d'Recommandatiounen, déi waren en place. Si ware streng a si ware jidderengem bekannt. A si si vun an an den Haiser gelieft ginn. An dat confirméiert de Rapport vum Grupp Waringo och ganz kloer.

Dann zur Fro, ob mer nei Recommandatiounen hätte misse maachen, wéi d'Infektiounszuelen eropgaange sinn. Eent war eis deen Ament am Hierscht ganz kloer: Mir wollte kee Lockdown maache respektiv d'Leit an hiren Zëmmeren aspären. Dat war effektiv fir eis keng Alternativ. Altersheemer däerfe keng Prisonge sinn! A Leit an hiren Zëmmeren anzespären, hinnen hir Fräiheeten ewechzehuelen bréngt och keng absolutt Sécherheet. Dat ass och gëschter, mengen ech, relativ kloer gesot ginn.

Eis Politik fir all Secteur war et, d'Balance ze fannen tëschent Sécherheet a Fräiheet. Dat war och déi Politik, déi mir am Beräich vun den eelere Leit ëmgesat hunn. Mir hunn dofir weider opgebaut op déi gutt Saachen aus der éischter Phas a mir hunn awer och nei Elementer mat op d'Wo vun der Sécherheet geluecht. Zum Beispill hu mer déi streng Bestëmmunge fir d'Haiser weiderlafe gelooss a keng nei Recommandatioune gemaach, déi dat gelockert hätten.

Do dernieft koumen awer dräi essentiel Punkten derbäi, éischtens emol d'Lignes de garde mat den Dokteren. Wärend der éischter Phas vun deem

Lockdown, deem strenge Lockdown d'lescht Joer, waren déi Ligne-de-garden en place gesat ginn. Mir hu via eng Konventioun tëschent der Santé, dem Familljeministère, der COPAS an der AMMD iwwert de Summer weider dorunner geschafft, fir Enn September dann e Pilotprojet ze pereniséieren. Domadder war fir d'Bewunner vun de CIPAen an de Maison-de-soine séchergestallt, dass hir medezinnesch Versuergung och nuets, weekends an op Feierdeeg assuréiert war.

Mir hunn zesumme mam LST e systemateschen Testing an den Haiser organiséiert. All 14 Deeg sinn d'Haiser komplett duerchgetest ginn an d'Personal krut nach zousätzlech Coden, fir kënne PCR-Tester ze maachen. A wann emol e positive Fall an engem Haus war, da konnten d'Haiser och e PCR-Test ufroen vum LST an da si se och spontan, relativ spontan, nach emol komm. An ech ginn dervunner aus, dass d'Paulette Lenert dat och nach eng Kéier wäert ënnersträichen.

Mir hunn och driwwer geschwat, tëschent Santé, COPAS a Familljeministère, fir déi éischt sougenannte Schnelltester, déi um Marché waren, an d'Haiser ze brëngen. Am Regierungsrot hu mer dunn uganks Dezember decidéiert, fir allen Haiser där Tester zur Verfügung ze stellen, déi also zousätzlech zu de PCR-Tester nach konnte genotzt ginn. Déi Schnelltester sinn an der éischter Woch Dezember un d'Haiser geliwwert ginn. D'Procédure d'utilisation ass de 7. Dezember publizéiert ginn. D'Gestionnairë kruten iwwregens dunn och nach zousätzlech Codë fir d'Visiteuren, fir dass d'Visiteuren, déi wollten op Besuch kommen an en Altersoder Fleegeheem, sech och nach emol beim LST konnten teste loossen, fir eng Sécherheet ze hunn, wa se da bei hir Léifsten op Besuch gaange sinn.

De Secteur sollt differenzéiert schaffe kënnen. D'Fräiheete sollten nëmmen do ageschränkt ginn, wou de Virus och wierklech present war. Fir Sécherheet ze ginn, wou d'Gefor vum Virus méi grouss war, an net zulescht och virum Hannergrond vun der Testing-Strategie, hu mer eis, wéi ech och scho gesot hunn, mat der COPAS op e Stufemodell gëeenegt, deen d'Haiser ab Enn Oktober applizéiert hunn.

Dee Modell, deen hat an huet och nach ëmmer véier kloer Stufen a gouf vun allen Acteure gedroen. Déi éischt Stuf war déi, dass kee Covidfall am Haus ass: D'Haus ass op, et kann een an d'Zëmmer bei säi Léifsten op Besuch goen. Déi zweet Stuf war déi, dass een net op d'Zëmmer konnt goen, mee an e Lieu dédié, e Raum, deen extra eebe fir de Besuch ageriicht ginn ass. Déi drëtt Stuf - nach e bësse méi streng - war dann eng, wou nach aner Contrainten derbäikoumen, zum Beispill, dass een huet misse Rendez-vous huelen an net konnt spontan laanschtgoen. An déi véiert Stuf war, dass d'Altersheem oder d'Fleegeheem ganz zou war, ausser fir Visitte fir d'Fin de vie.

Mir hunn als Familljeministère dee Stufeplang superviséiert. Duerno ass dat am Mäerz 2021 an den normalen Alldagsreporting vun der Santé integréiert ginn. De Monitoring huet gewisen, dass de Gros vun den Haiser an der drëtter Phas entweeder an der Stuf 3 oder souguer an der Stuf 4 war. Effektiv waren tëschent Enn Oktober an Dezember an der Moyenne ronn 35 Haiser vun deenen 52 am Ganzen op de Stufen 3 oder 4. De Stufemodell huet also fonctionéiert an der Praxis.

Am Dezember ass dunn eng weider Mesure derbäikomm: d'Vaccinatiounscampagne. An do wäert d'Gesondheetsministesch natierlech méi am Detail drop agoen.

Ech géif awer och gären op d'Fro agoen, ob d'Altersheemer eleng gelooss gi sinn. Op verschidde Plaze gëtt jo no enger staarker Hand vun der Politik geruff.

An den Altersheemer hu mer dacks mat ganz vulnerabele Leit ze dinn, déi vill Fleeg a medezinneschen Accompagnement brauchen. An den Altersheemer hu mer awer och mat Professionellen ze dinn; mat Professionnels de santé, mat Dokteren hu mer do ze dinn. Dat si Leit, déi kennen hire Metier. Dat si Leit, déi och hir Clientë kennen an déi och ganz genee a ganz individuell a spezifesch kënnen op hir Besoinen agoen, a vill besser sécher wéi d'Politik.

Mir hunn am Secteur mat Leit ze dinn, déi hir Communautéit, déi hiert Haus mat all de Spezifissitéite sur place kennen. Si wëssen, wat fir hire Client gutt ass. Et ass hire Beruff - net nëmmen an der Pandemie, mee och scho virdrun an duerno -, fir kënnen ze jugéieren an Decisioune fir d'Bewunner ze huelen, an och fir hiert alldeeglecht Wuelbefannen. Et ass nach ëmmer den Dokter, deen decidéiert sur place, ob e Patient hospitaliséiert muss ginn oder net. An ech mengen, dass dat och esou soll bleiwen an dass dat net soll vun der Politik decidéiert ginn.

Wann ee Jugementer muss treffen, fir d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vum Eenzelnen ze assuréieren, da muss ee sur place sinn. Där Meenung sinn ech op jidde Fall. Et muss ee säi Resident kennen, fir kënnen déi beschtméiglech Decisiounen ze huelen. Dat kann d'Politik net. An ech hätt gären héieren, wat lass gewiescht wär, wann d'Virgabe ganz enk a streng vun uewen erof gefaasst gi wären.

De Ministère an ech selwer hu wärend der ganzer Phas permanent Kontakt mat den eenzelnen Haiser gehalen a mir hunn do gehollef, wou mer konnten. D'Beamten um Familljeministère genauesou wéi d'Kolleege vun der Santé waren do fir d'Gestionnairen an disponibel fir d'Alters- an d'Fleegeheemer. Et war egal, wou d'Gestionnairen ugeruff hunn, si kruten ëmmer gehollef. An dat ass gëschter, mengen ech, jo och ganz kloer gesot ginn heibannen.

Ech wëll awer och kloer soen, dass ech Kritik héieren hunn an och guer net klengriede wëll, dass um Terrain och Stëmmen ze héiere sinn, déi nach méi Interventioune vu eis verlaangen. Doriwwer sinn ech, wéi gesot, gäre bereet ze diskutéieren, am Kader vun eisem neie Kadergesetz zum Beispill, fir ze kucken, wat mer do besser kënne maachen.

De Rapport Waringo weist eis awer och, wéi schwéier et ass, do den Equiliber nees ze fannen tëschent de Virstellunge vun deenen engen an deenen aneren. Et kann een och déi Diskussioun, ob de Beräich vun den eelere Leit ënnert d'Tutelle vun der Santé oder der Famille gehéiert, gäre féieren. Déi Diskussiounen, déi sinn och gëschter hei geféiert ginn. Den Här Bausch huet gesot, en hätt souwuel ënnert der Tutelle vun deenen enge wéi deenen anere geschafft an dat Eenzegt, wat wichteg wär, dat wär, dass genuch Personal do ass an dass kann anstänneg um Terrain geschafft ginn. An et muss ee soen, dass ëmmer genuch Personal hei zu Lëtzebuerg war, wat am Ausland net de Fall war. Dat muss een awer och eng Kéier esou ënnersträichen.

Déi Diskussioun iwwregens iwwert d'Tutelle, déi ass net nei. An där Diskussioun däerf ee just net ausser Uecht loossen, dass et nach en drëtten Acteur gëtt, dat gëtt elo am Moment e bësse vergiess, nämlech d'Sécurité sociale mam ganze Volet vun der Assurance dépendance. Mir ass et wichteg, dass déi dräi Acteuren, dat heescht, d'Famille, d'Santé an d'Assurance dépendance, d'Sécurité sociale eeben, méi enk zesummeréckelen. Dofir wäert ech och Propositioune maachen am Kontext vum Projet de loi 7524 iwwert de Beräich vun den eelere Leit.

Just vläicht hei och eng kleng Klamer, fir dass dat kloer ass, wat de Finanzement ugeet: De Familljeministère, dee bezilt de Gestionnairë keng Sue fir d'Gestioun. De Fonctionnement vun den Haiser, dee gëtt exklusiv iwwert de Pensiounspräis an iwwert d'Assurance dépendance bezuelt an net vum Familljeministère an och net vum Santésministère.

Bon, wéi sti mer do par rapport zum Ausland? Eis Zuele par rapport zum Ausland leien aleng, wat de Covid betrëfft, an der Moyenne. Et däerf een d'Pandemie awer net just um Krittär vum Covid moossen, well mir mussen och aner Facteure consideréiere wéi zum Beispill d'Santé mentale. Déi ass méi schwéier ze moossen, mee si ass awer dofir net manner wichteg am Ëmgang mat de Residenten.

Wéi eng Léieren zéie mer aus der Pandemie bis elo an aus deem Rapport, dee mer gëschter presentéiert kruten? Mir hunn an de leschte Wochen intensiv un den Amendementer fir de Projet de loi 7524 geschafft. Si enthalen déi Léieren, déi mer zesummen aus der Pandemie zéien. An den Text bleift och op fir weider Amendementer, wann dat soll néideg sinn.

Ech soen lech emol déi Amendementer, déi ech proposéieren, an dann hoffen ech, dass mer doriwwer och eng Diskussioun kënnen hunn. Mir hu jo am Projet de loi en Eethikkommitee virgesinn, wou et ëm d'Situation de fin de vie geet op där enger Säit, mee awer och ëm de Respekt vun den individuelle Fräiheete vun de Bewunner. Ech wäert déi Missioun vum Eethikkommitee a seng Missiounen a säi Fonctionnement preziséiere mat engem Amendement, fir dass eethesch Froen zu all Ament kënnen traitéiert ginn. Dat ass eng vun de Léieren aus der Covidkris.

Am Projet de loi ass d'Evaluatioun vun der Qualitéit virgesinn. Et ass e Qualitéitsmanagementsystem virgesinn. Mir wäerten dee preziséieren a kloer Indicateure proposéieren. An ech hoffen, dass mer do kënnen och eng Diskussioun driwwer féieren, well am Rapport steet, dass et méi einfach wär, wann alleguerten d'Gestionnairen dee selwechten Outil hätten, deen nämmlechte System, fir d'Qualitéit ze moossen. Si hunn awer am Moment verschiddener an ech denken, mir sollten do eng oppen Diskussioun driwwer féieren, ob een do een eenzege proposéiert. Dat géif natierlech Sënn maachen, well een et besser vergläiche kann. Mee et ass natierlech fir Verschiddener méi schwéier an da muss een och nach wielen, wéi ee Qualitéitsmanagementsystem een dann dee Moment géif proposéieren. Mee dat ass, wéi gesot, och een Deel am Rapport Waringo.

Dann den drëtten Amendement, deen ech géif proposéieren, dat wär d'Aféiere vu Referenten am Beräich vun de Règles d'hygiène et sanitaires. Dat ass dat, wat ech versprach hat bei der Proposition de loi vum Sven Clement. Dat steet och elo an der Ordonnance iwwregens vum Direkter vun der Santé. Mir huelen dat awer, wéi versprach, an d'Gesetz eran, deen Amendement. Ech hoffen, dass mer och do kënnen driwwer schwätzen.

Dann d'Integratioun an de Projet d'établissement vum Gestionnaire vun de Reegele fir Hygiène an de Reegele fir d'Preventioun an d'Lutte géint d'Infektiounen, d'Aféiere vun engem Mediateur. Reklamatioune kréie mer all Dag vum Terrain, Dir kritt der och, an déi sollen e bësse besser traitéiert kënne ginn. Dofir wëlle mer net nëmmen eng Prozedur, fir Reklamatiounen ze geréieren, mee mir wëllen doriwwer eraus e Mediateur proposéieren, deen et erlaabt, de Leit an de Gestionnairen déi néideg Informatiounen ze ginn an eventuell Litigen tëschent den Acteuren ze klären.

An da wäerte mer eng Commission permanente proposéieren. Den Här Waringo huet jo eng Diskussioun ugestouss, wou d'Tutelle soll sinn. Ech hu jo grad schonn driwwer geschwat. Ech fannen, dass all d'Acteure mussen zesummeschaffen: d'Assurance dépendance, d'Santé, d'Famille an natierlech och de Secteur. An dofir wäert ech proposéieren, eng Kommissioun anzesetzen, déi d'Missioun huet, all Froe ronderëm de Beräich vun den eelere Leit ze diskutéieren, ze aviséieren an der Regierung Proposen ze maachen.

Déi Kommissioun soll dann och d'Qualitéit vun de Servicer vum Secteur vun den eelere Leit superviséieren. An deem Kader kucke mer dann och, fir eng adequat Base légale ze schafen, fir an Zukunft méi contraignant Recommandatiounen am Kader vun enger Pandemie kënnen ze maachen.

Esou eng Kommissioun kéint ee jo och am Fong geholl elo schonn ad hoc asetzen, fir d'Zesummenaarbecht, déi mer elo schonn hunn tëschent de concernéierte Ministèren, dem Secteur an den Acteuren aus dem Santésberäich ze institutionaliséieren.

Ech proposéieren lech, wann Der dat wëllt, dass ech déi Amendementer net mat an de Regierungsrot huelen. Ech proposéieren, dass mer hei an der Chamber, an der Chamberskommissioun eng oppen a sachlech Diskussioun doriwwer sollte féieren. Vläicht hunn ech jo nach e Volet vergiess. Ech denken, dass dat Gesetz essentiel ass, well et ëm Qualitéit geet an ëm Transparenz. A mir sollten do all zesummen d'Léieren aus der Kris zéien a mat an dat Gesetz eranhuelen.

Wann dat also hei gewënscht ass, da géif ech proposéieren, keng Amendement-gouvernementallen ze maachen, mee Amendements parlementaires, esou séier wéi méiglech, dass mer zesummen an der Familljekommissioun da kënnen doriwwer diskutéieren.

A ganz zum Schluss géif ech awer gären nach e lescht Wuert soen zu Nidderkuer, wouvun de Rapport jo am Fong ausgaangen ass. Gëschter hu mer héieren, dass d'Regierung vu virun 18 Joer decidéiert hat, dat Gebai net nei ze bauen, well se aner Prioritéiten hat. Ech wëll an ech kann dat net jugéieren, well och do gëllt, dass ee sech ëmmer an de Wëssensstand vun deem Moment, wou d'Decisioun geholl ginn ass, muss zréckversetzen. Ech sinn awer frou, an ech hunn et scho gesot, dass den Ament e fonkelneit Gebai gebaut gëtt zu Käerjeng. An ech hoffen, dass d'Bewunner an zwee Joer kënne plënneren an e modernt Gebai, wat dem Confort, dee mer haut alleguer sichen, ganz, ganz sécher gerecht gëtt.

A ganz zum Schluss géif ech gären nach emol soen: Éischtens emol ech sinn absolutt oppen, fir konstruktiv hei weiderzeschaffen. Ech fannen, dass dee Rapport en immens grousse Wäert huet, wou mer ons kënne weider drop baséieren, fir d'Saache besser ze maachen, fir iwwert d'Saachen ze schwätzen, och sachlech. A wa mer driwwer schwätzen, da solle mer och ëmmer un déi denken, déi net méi do sinn an déi déi Kris hei net iwwerlieft hunn. An ech mengen, deen een oder anere vun eis huet och e ganz enke Familljemember verluer, ech zum Beispill mäi Papp, an dofir mécht dat mer ëmmer nach vill méi aus.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen a soe Merci a ginn d'Wuert un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Wa mer haut hei stinn, dann ass dat opgrond vun enger parlamentarescher Initiativ, déi mer alleguerte begréisst hunn, och opsäite vun der Regierung. Et ass eng prinzipiell Fro gewiescht. Et kann ee se resuméieren: Et ass drëms gaangen, Nidderkuer ze verstoen. Wat ass geschitt? Zu engem gewëssenen Zäitpunkt ware ganz vill Neiinfektiounen, et ware staark Emotiounen do an et ass sech gefrot ginn: „Wéi konnt dat geschéien?" „Wat ass do geschitt?" „Hätt een et kënne verhënneren?" „Hätt ee kënnen eppes besser maachen?" Dat waren och ons Froen. Dofir hu mer déi Initiativ hei ausdrécklech begréisst.

D'Regierung huet dës Suerge gedeelt. An et war eis och wichteg, hei Kloerheet ze kréien, och wa mer déi virgezunne Konklusiounen - ech erënneren drun, dass hei direkt eng Demissioun gefrot ginn ass, ier de Rapport virlouch - selbstverständlech net gedeelt hunn zu deem Zäitpunkt.

Ech sinn haut frou, eng ganz detailléiert Analys an där kuerzer Zäit virleien ze hunn, a soen och ausdrécklech e grousse Merci un all déi Leit, déi do contribuéiert hunn. Dat war eng Mammutaarbecht vu grousser Professionalitéit an et ass eng ganz wäertvoll Grondlag, fir d'Analys ze maachen, wa mer elo zréckkucken a virun allem wa mer eis preparéiere fir d'Zukunft. Et ass eng gutt Basis, fir an aller Transparenz kënne weider zesummenzeschaffen.

Opgrond vun dëser Analys kënne mer eng Rei Saache feststellen. Fir d'éischt emol ass Nidderkuer keen Eenzelfall. Lëtzebuerg ass keen Eenzelfall. Souwuel zu Lëtzebuerg wéi am Ausland ass d'Kris, d'Coronakris, och eng Crise gériatrique. Mir wëssen, dass dëse Virus ganz besonnesch am Alter zouschléit, dass en do säin héchsten Tribut fuerdert. Eis ass dat net erspuert bliwwen. Dat war am Ausland esou, et ass bei eis esou.

Mir wëssen och, dass den Alter ganz kloer e Facteur de risque ass, vun Ufank un an nach ëmmer, an dat erkläert villes. Dëse Facteur de risque ass do verstäerkt, wou déi eeler Leit zesumme wunnen op enkem Raum, well sech de Virus dann nach méi schnell ka verbreeden. Och dat ass e Fakt.

Zweete Fakt: Eng richteg Erliichterung gëtt et just, wa mer ganz duerchgeimpft sinn, eppes, wat mer gehofft hunn ze hunn, hu mer haut. A mir wëssen och haut - vu Woch zu Woch kréie mer méi Erkenntnis -, dass dat deen eenzege Wee ass: eng Vollimpfung, déi zwou Dosissen; et ass dat, wat eis am beschte schützt. Mir gesinn dat haut ganz kloer an den Zuelen. Dir hutt dat och gesinn am Bericht, deen eis virläit, do gesäit een, wéi et sech mat der Serologie huet. Dat huet en enormen Impakt. An dofir hoffen ech, dass och dee leschten Zweifel esou lues fält. Mir kënnen hei net anescht wéi weiderzefuere mat impfen. Et ass eréischt, wa jiddwereen duebel geimpft ass, wou ee wierklech e richtege Schratt no vir mécht a puncto Sécherheet. An dat war zu engem gewëssenen Zäitpunkt nawell net ginn.

Fir elo op Nidderkuer zréckzekommen: Wa mer déi zwee Facteur-de-risquen do kucken, eeler Leit, déi zesumme wunnen, ech mengen dat ass ginn. Et ass en Haus, et ass schonn erwäänt ginn, wat net dat modernst war. Et war renovéierungsbedürfteg, scho laang, ech kommentéieren dat net weider. Ech muss soen, ech war selwer e bëssen erschreckt. D'Gläichheet par rapport zu de Soinen, zu der Prise en charge ass an dësem Land net ginn.

Ech muss soen, ech gesinn haut, wéi gutt meng Mamm, déi och duerch Covid an enger Struktur gelant ass, ganz gutt a wonnerbar, opgehuewen ass. Wann ech kucken, wéi Nidderkuer opgebaut ass, haut nach do steet, och wann en neit Gebai an Aussiicht ass, dat ass eng aner Gei. An an där Hisiicht sinn ech ganz frou ze héieren, dass och do Remedur kënnt. Mee Fakt ass, dass Nidderkuer, mat deem mer eis hei befaassen, en Haus ass, wat elo net wierklech ganz gutt dostoung au départ. Et waren net vill Raimlechkeeten do, fir sech aus de Féiss ze kommen. D'Leit hu sech missen de Sanitär deelen - keng gutt Ausgangsbasis.

Da koum nach eppes derbäi: Wéi mer bis mam Impfe prett waren, si Prioritéite gesat ginn, a leider ass dëst Haus net uewen op der Prioritéitelëscht gewiescht, déi mer virgeluecht kritt hunn. Dat huet sécher och net gehollef. Mee och dat ..., et huet ee misse Prioritéite setzen. Et ass richteg, dass zu Nidderkuer, wär et e bësselche méi fréi gewiescht, sécher dat Ausmooss net komm wär. Mee „hätten an haten" hëlleft eis net weider.

Fir mech ass elo en éischte Constat, ganz wichteg, an dat geet iwwert den Alters- a Fleegeberäich eraus, dat ass och am Spidolswiesen: Mir mussen eng Kéier en anere Bléck op eis Infrastrukture werfen. Mir wëssen haut, dass eng Pandemie näischt Theoreetesches ass. Also si mer gutt beroden, wa mer effektiv à l'issue vun dëser Kris genau de Bléck op eis Strukture riichten, eng Kéier kucken: Si se wierklech esou konzipéiert, dass se enger Pandemie standhalen? Muss een net ëmdenken an der Aart a Weis, wéi ee baut, souwuel am Spidolswiese wéi och am Fleegesecteur? Ech mengen, dat ass eppes, wat mer onbedéngt mussen op de Leescht huelen a mir mussen och wierklech dann eebe kucken, eis pandemiegerecht opzestellen an d'Renovéierungen eventuell nei ze prioriséieren an esou schnell wéi méiglech an Ugréff ze huelen, dass mer op alle Fall an där Hisiicht da beschtméiglechst opgestallt sinn.

Ech erënneren drun, dass mer och an de Spideeler hu missen a ganz kuerzer Zäit nobauen, norüsten, nei Maueren zéien an esou weider, fir eeben hei anstänneg Fluxe kënnen ze gewärleeschten. Dat Ganzt kënnt aus enger Epoque, vun där mer geduecht hunn, dass se eriwwer wär. Haut musse mer

erëm mat Pandemie rechnen. Dat setzt eng aner Bauaart a -weis viraus. Och do kënne mer villes draus zéien.

Bon, dann déi eigentlech Fro: Wéi konnt sech dee Virus esou schnell verbreeden an dësem Haus? Am Fokus stoung: Wéi et lassgaangen ass, hate mer de Verdacht, mir och, et ass gesot ginn: Iergendwou situéiert sech dat ronderëm déi Deeg, wou geimpft ginn ass. Et war Kritik ronderëm déi Deeg, wat d'Organisatioun ugeet bei der Impfung, also eng grouss Suerg. Ass et dat, wat wierklech den Ausléiser war, oder net?

Bon, elo hu mer de Constat: De Virus ass virdru schonn erakomm. Dat mécht et net manner tragesch, muss ee soen. Et ass awer e Fakt, mir hunn et effektiv hei net just mat enger Souche ze dinn. Et sinn der eng Rei, Dir wësst dat. Dir kennt de Bericht elo am Detail. Et kann ee leider och net kloer soe wéi, wat, wou. Mee Fakt ass, dass aus verschiddene Sourcen hei de Virus eragedroe ginn ass, an dat och scho virun deene besoten Impfdeeg, déi et vläicht nach gesteigert hunn. Dat ass net a Fro ze stellen. Dat ka gutt sinn. Mee d'Zäitschinn ass kloer an deem Sënn, dass dat heite virdru schonn erakomm ass.

Zweete Constat ass, dass mer et och hei net mat engem Eenzelfall ze dinn hunn. Och dat mécht dat Ganzt net manner traureg an tragesch. Mee et ass eng Tatsaach, dass dat Haus, mat deem mer eis hei beschäftegen, net elo ganz besonnesch staark betraff war am Verglach mat aneren. Den Här Waringo huet et gëschter erläutert. Wann Der géift eng Hitparad maachen, sinn aner Haiser, déi zu aneren Zäitpunkten, och scho méi fréi, u sech méi staark betraff waren. Dat ass queesch duerch de Gaart gaangen. Mir befaassen eis hei mat Nidderkuer, mee et ass awer net esou, dass dat wierklech dat Haus ass, wat dann absolutt hei d'Hitparad géif uféiere vun den Haiser, wou de Virus zougeschloen huet.

Vill Pech war och dobäi. D'Fro ass gëschter gestallt ginn, wann natierlech zu engem nämmlechten Zäitpunkt Virus mateneen erakënnt, d'Leit sinn nach net ganz duerchgeimpft, ass dat och ëmmer eng Fro vun Zoufall. Mir wëssen, wéi de Virus fonctionéiert. Mee wou e letztendlech higeet, wéini, wou en zouschléit, do huet e keen oppent Muster, wat en eis virleet, soudass och do eng gewëssen Tragik kann derbäi sinn.

Ech huelen trotzdeem ganz kloer zur Kenntnis, dass um Dag vun der Impfung vill Kritik geäussert ginn ass, dass dat net optimal organiséiert war, dat trotz klore Protokoller.

Dat Gutt bei der Saach ass, dass mer effektiv déi ganz Impfdemarchen zesummen erstallt hu mam Secteur. Grad an deem heite Secteur ass do enk zesummegeschafft gi mat enger COPAS, mam Familljeministère, fir ze kucken: Wéi kënne mer am effikassten impfen?

Mir wollten déi Leit jo net eraushuelen an eis Impfzenteren. Mir sinn op d'Plaz gaange mat den Équipe-mobillen an do gëtt et ganz kloer Prozeduren, déi dës Kéier ...

Mir hunn aner Punkten, ech kommen dorop, wou mer vläicht am Dokumentéieren net optimal opgestallt waren, mee wat d'Impfcampagnen ugeet, hu mer Protokoller. Et ass eng kloer Rolleverdeelung. Et gëtt organiséiert iwwert d'Santé. Et gëtt Virgaben, wivill Leit kënne matenee wou sinn.

Dës Virgabe si sécherlech net an all Haus d'selwecht einfach ze respektéieren. Do si mer erëm bei den Infrastrukturen. Wann ee vill Raum huet, wann ee vill Méiglechkeeten huet, ass et méi einfach, sech esou opzestellen, dass een d'Fluxe gutt separéiert, wéi wann een déi Méiglechkeeten an engem Haus net huet. An et kënnt derbäi, dass effektiv hei e Grenzfall war, wou d'Fro sech gestallt huet: Deele mer op op zwee Deeg? Maache mer et an engem Dag? Dat war en Dilemma, deen d'Leit haten. Dat ass eng Kritik, déi mer zur Kenntnis huelen.

D'Leit sur place, dat sinn engersäits eis Doktere vun der Santé selbstverständlech, mee awer och dann d'Personal aus den Haiser. Déi eenzel Responsabel hunn eng Decisioun hei missen huelen. A si waren hin- an hiergerass zwëschent zwou Decisiounen: weiderkomme mam Impfen, alles duerch dee ganzen Dag duerchzéien, oder et opdeelen. Si hunn d'Decisioun geholl, et wär e Grenzfall, si géife bei engem Dag bleiwen. Dat huet mat sech bruecht, dass do méi Leit beienee waren, dat ass richteg.

Ech si fir mech zur Konklusioun komm, dass ech dëse Leit absolutt kee Steen hei werfen. Dat ass keng einfach Decisioun. Si waren hin- an hiergerass. Ech vertrauen dorobber, dass se dat no beschtem Wëssen a Gewësse gemaach hunn, och wann een, wann een elo zréckkuckt, vläicht einfach zur Konklusioun ka kommen, et wär besser gewiescht, dat vläicht an zwee Deeg ze maachen. Ech weess et net. Ech hunn déi Decisioun net geholl. Ech weess just, dass schwiereg Decisiounen ze huele sinn an dësen Zäiten a Méint, och fir jiddwereen um Terrain, an asoufern ass meng Konklusioun hei op alle Fall, dass ech kee Reproche vis-à-vis vun hinne wäert gëlle loossen, well ech wierklech d'Vertrauen hunn, dass se dat ofgewien hunn an do jiddefalls - ech hunn et gesot - no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt hunn.

Ech kann Iech och an där Hisiicht versécheren, dass Situatioune wéi déi doten, wann eppes net optimal leeft, an eisen dagdeegleche Briefing afléissen, net eréischt elo, mee déi ganz Kris iwwer. Mir hunn eis Aarbechtsgruppe lafen, déi sech ëmmer erëm no vir projezéieren. Et gëtt gekuckt: Wat steet un? Wat musse mer maachen? Mee mir kucken all Dag och zréck, wou ee Revue passéiere léisst: Wat ass gutt gelaf? Wat ass méi schlecht gelaf? Mir sinn u sech permanent beméit, aus esou Erfarungen och ze léieren, an da ginn och Richtlinnen, Protokoller lafend ugepasst, wann d'Situatiounen dat fuerderen. Dat ass u sech eng Routine bei eis. Si huet och hei gespillt. Et si vill Interventiounen um Terrain. Déi eng lafe besser wéi déi aner. Dat kréie mer net evitéiert. Dat, wat mer kënne maachen, ass, dorauser ze léieren an ze kucken, wéi een et ka besser maachen.

Genee wéi Lëtzebuerg keng Insel ass, ass och Nidderkuer keng Insel. Am Gesamtkontext kucke mer op 16 Méint Kris zréck. An och déi Gesamtsituatioun spillt natierlech hei eran. Dat ass och e groussen Deel vun der Analys, déi mer virleien hunn, wou d'Gesamtsituatioun gekuckt gëtt: Hätt do eppes kënnen evitéiert ginn? Also ewech vum spezifesche Fall Nidderkuer, mee op d'Gesamtsituatioun, fir prezis ze sinn op déi éischt Halbzeit - mir waren am Oktober, dat war no aacht Méint Kris.

Lëtzebuerg huet genau wéi all déi aner Länner net nëmme mat enger, mee mat méi Wellen ze kämpfe gehat bis elo. Mir hunn déi Welle méi oder manner gutt geglätt kritt. An et ass absolutt kee Geheimnis, dass déi am Oktober déi schlëmmst war fir eis bis elo. Et ass sécher net esou dramatesch gi wéi an anere Länner, wou huet missen Triage gemaach ginn, mee nawell ass et eis schlëmmste Well bis elo gewiescht. Mir si wierklech kal erwëscht ginn. An d'Fro stellt sech, an déi ass och legitimm: Ware mer gutt preparéiert? Dat ass en Deel vun dëser Analys an déi soll och gemaach ginn.

Et muss een drun erënneren, dass mer am Hierscht net bei null ugefaangen hunn. Mir hunn no der éischter Well selbstverständlech eng ganz Rei Saachen - net scho wärend der éischter Well, mee ganz schnell am Ufank - en place gesat, esou gutt, wéi et méiglech war. An och dank ganz vill Aarbecht, déi iwwert de Summer gelaf ass, konnte mer eis ëmmer erëm weider preparéieren. Dass eng Well eventuell kéint am Hierscht kommen, ass absolutt keng Hypothèse d'école gewiescht. Dat ass eppes, wou mer drop higeschafft hunn. An och do géif ech gären erënneren un déi Saachen, déi schonn en place waren.

Am Ufank vun der Kris ware mer absolutt plakeg. Mir hate kee Schutzmaterial, mir haten näischt. Deen heite Fall war néierens esou am Detail virgeduecht an opgezeechent.

Doropshi sinn eng ganz Rei Saachen en place gesat ginn, ënner anerem ganz vill Recommandatiounen a vill Richtungen. Mir hunn domadder e Sockel opgestallt u Recommandatiounen, u Maassgabe fir déi eenzel Secteuren, fir d'Aarbechtswelt, fir d'Spideeler, fir d'Alters- a Fleegeheemer, wou den éischte Sockel eebe stoung, deen och seng Gültegkeet hat an déi Gültegkeet selbstverständlech behalen huet duerch déi ganz Kris.

Mir hunn au fur et à mesure ugepasst, awer nëmmen do, wou Upassunge gefuerdert waren. Dat huet net de Sockel un Haaptrecommandatiounen, déi mer hate fir dee Grand public, fir déi eenzel Secteuren, a Fro gestallt. Et kann een also net behaapten, wéi dat scho gëscht duergestallt ginn ass zum Deel, do wär e Lach gewiescht.

Et ass net, dass op eemol déi Recommandatioune verschwonne sinn. Et kann ee sécher driwwer diskutéieren, wéi een déi Kommunikatioun besser hätt kënnen um Brennen halen, dass dat ëmmer erëm méi an Erënnerung geruff gëtt. Mee si ware selbstverständlech do. Si waren online an, d'Madamm Cahen huet et gesot, si si virun allem och gelieft ginn.

Do si ganz vill Recommandatiounen: Wéi geet een ëm mam Covidpatient? Wéi geet een domat ëm, fir Leit a Quarantän ze setzen? Wéi isoléiere mer korrekt? Hygiènesmoossnamen ... Mir hunn Demarchë gehat vun Ufank un zesumme mat dem Ministère de la Famille an dësem Secteur, mat eisen Hygienisten, fir all Haus eng Kéier ze gesinn, fir ze kucken, ob si um leschte Stand vun deem sinn, wat elo gefuerdert ass am Beräich vun der Hygiène, wat eng ganz nei Maassgab war mat dëser Kris. All déi Aarbechte si gemaach ginn. An dorauser ass eeben dee Grondsockel u Recommandatiounen entstanen, dee seng Gültegkeet absolutt behalen huet an och haut nach huet zum gréissten Deel.

Wat hu mer nach gemaach iwwert de Summer? Dir wësst, ech sinn ëmmer sensibel drop, wa gesot gëtt, mir hätten am Summer net vill gemaach. Ech si ganz frou fir jiddwereen, dee Rou hat de leschte Summer. Et war no bausse Rou mam Virus. Bei eis war keng Rou - au contraire! Mir hu vill geschafft. Mir hunn eise Monitoring, deen hei och vill erwäänt ginn ass, stabiliséiert. Dann hu mer aus dem Näischt missten eis IT opstellen, fir e Monitoring national ze kréien. Mir sinn eent vun den eenzege Länner, dat esou eppes iwwerhaapt huet. Deen huet missten iwwert de Summer stabiliséiert ginn, fir a méi e feste System ze goen, dass en eis net vun haut op muer géif zesummebriechen.

Och do wëll ech drun erënneren, et ass no den Date gefrot ginn, gëschter och am Kontext vun der Analys, déi gemaach ginn ass: Net all Haus huet déi selwecht Maturité digitale gehat, wéi dat heiten ugaangen ass. Mir si mat Monitoring komm, ganz schnell. Dat huet natierlech och vill verlaangt vun den Haiser, vun den eenzelen Acteuren. Wat fir e Spidol vläicht vill méi einfach war, well et souwisou informatesch Systemer en place huet, dat ass sécherlech fir kleng Haiser am Alters- a Fleegeberäich net ëmmer esou evident gewiescht, fir do wierklech dësen Ufuerderunge gerecht ze ginn, dat an enger Rekordzäit, wou jiddweree sech huet misse familiariséiere mat Monitoring. Wou nach Haiser waren, déi nach mat Fax fonctionéiert hunn, déi éischter analog waren, hu mer missen e ganze Changement bewierken, fir jiddwereen do à niveau ze kréien.

An dofir och déi Erklärung, déi scho gëschter komm ass. Au fur et à mesure ass dat alles besser ginn an no puer Méint hu mer dat och mat ganz vill Assistenz, déi mer ginn hunn, fir ze hëllefen, dat do en place ze kréien ... Leit vun eis waren zum Deel op der Plaz fir ze hëllefen. Mir hunn ons opgestallt kritt, dass jiddwereen do wierklech konnt anstänneg mat contribuéieren. An esou sinn eis Date lues a lues wierklech besser ginn.

Dann och eis Réserve sanitaire, wëll ech drun erënneren, jiddwereen hëlt déi fir esou selbstverständlech: Déi ass aus der Nout gebuer. Iwwert de Summer si ganz vill Leit mat der Normalitéit zréck an hir Aarbecht gaangen. Mir hunn ons misse komplett ëmstellen, souwuel bei eis an de Verwaltunge wéi och an deene Strukturen an Haiser, wou Leit aus der Réserve sanitaire aktiv waren. Dat war extreem vill administrativ Aarbecht: nei Kontrakten, déi hu misse gemaach ginn, nei Leit, déi hu misse gesicht ginn. Dat war eng richteg RH Boîte-interne, déi mer lafen haten, an et war extreem vill Aarbecht.

Dann och Strukturen, Logistik, et sinn emol CSA eng Kéier ginn an dëser Kris; kee ka sech méi drun erënneren. Déi sinn zougaangen. Duerno hu mer Centres de consultation Covid nees konzipéiert. Mir hunn déi organiséiert. Dat rëselt een alles net aus dem Aarm. Wann een dat net organiséiert am Virfeld, da kann een dat net einfach vun haut op muer aktivéiere mam néidege Personal, mat der Logistik. All déi Aarbechte sinn iwwert de Summer gelaf, onermiddlech.

D'Impfzenteren, d'ganz Impfstrategie huet missen organiséiert ginn. Fir dass eng Impfcampagne uleeft, setzt dat extreem vill Aarbecht viraus. Si ass a Rekordzäit gestäipt ginn iwwert de leschte Summer.

D'Garde-médicalle sinn ugeschwat ginn. Och déi rëselt een net aus dem Aarm. Si sinn aus der Nout gebuer. Duerno si se pereniséiert ginn. Mir hu misse kucken, déi Leit ze fannen, déi dat assuréieren. Mir hunn och Garden agesat fir Leit an der Prekaritéit, mee och ënner anerem - ech ginn net méi an den Detail drop an - grad an den Alters- a Fleegeheemer war dat en extreeme Plus u Qualitéit vu Soinen, déi mer doduerjer konnten assuréieren, duerch déi Presenz eeben an den Heemer.

Mir hunn ons Hotline missen nei besetzen, ausbauen, den Tracing eropfueren, vun 0 op 100 mat Momenter. Alles dat setzt viraus, dass ee Leit op Abruff huet, déi ee schnell kann an den Asaz brénge.

Mir hunn eng Teststrategie developpéiert, e Large-Scale-Testing, dee ganz variabel, ganz flexibel all Woch mat engem Comité de pilotage un d'Besoinen adaptéiert gëtt. Grad an deem Kontext ware mer äussert reaktiv. Soubal e Problem an engem Alters- a Fleegeheem war, konnte mir dank eisen Équipemobillen op d'Plaz goen, dat ganzt Haus duerchtesten, dat nieft eise preventiven Routine-Haapttestaktiounen, déi mer an der Zäit haten. Dat heescht, mir hate Routineinterventioune reegelméisseg. Donieft si mer ..., soubal e klenge Problem war, konnte mer erëm ganz schnell op d'Plaz goen.

De Stufeplang ass erwäänt ginn, dee souwuel an dësem Secteur wéi och an de Spideeler iwwert de Summer ausgeschafft ginn ass. Bref, ech kéint nach weiderfueren. Et war keng Rou bei eis. Et waren Héichtouren an et waren och déi éischt Zeeche vu Burnout bei eis ze erkennen de leschte Summer. Dat ass genau deen Zäitpunkt, wou an der éischter Halbzeit déi éischt Leit eis ewechgefuer sinn.

Dann en nächste Constat: Jo, mir hu vill Recommandatioune gehat. Et ass alles héichkomplex. D'Kommunikatioun ass sécherlech net ëmmer esou um Terrain ukomm, wéi ee sech et gewënscht hat. Dovunner huelen ech Kenntnis.

Ech muss awer och direkt derbäifügen, dass dat en Defi war, dee mer vun Ufank un erkannt hunn. Mir waren déi ganz Kris iwwer beméit, permanent déi Kommunikatioun ze amelioréieren a Richtung vun der Ëffentlechkeet, vun der Press duerch eng staark Presenz an de soziale Medien, duerch Formatiounen, déi mer ugebueden hunn, Froen- an Äntwertestonnen, déi mer haut nach hunn all Woch, wou mer eis probéieren, esou diversifiéiert an esou breet wéi méiglech opzestellen, fir déi ganz komplizéiert Informatiounen, déi hei mussen un den Terrain kommen, iergendwou esou einfach wéi méiglech eriwwerzekréien. Et ass eng permanent Suerg gewiescht, dat kann ech Iech versécheren, vun Ufank un.

Mir hunn ons och professionell Hëllef vu bausse geholl. Och dat, ech wëll drun erënneren, ass kritiséiert ginn. Mir si ganz schnell zur Konklusioun komm, dass mer hei Hëllef brauche vu baussen, dass mer wierklech professionell musse virgoen an eise Campagnen. Dat leeft och nach ëmmer. Och do letztendlech, nieft digitaler Presenz, ass awer ganz vill Presenz um Terrain. Mir si vill op d'Plaz gaangen, zesummen - dat gäre betount ëmmer erëm -, mir sinn hei zesumme bei d'Acteure gaangen, sief et am Spidolssecteur, sief et am Alters- a Fleegesecteur, wéi mer et mat der Famille gemaach hunn. An de Schoulen hu mer enk mam Educatiounsministère zesummegeschafft. Dat kann een eis, mengen ech, esou net virwerfen.

De Kritikpunkt huelen ech gären un, d'Kommunikatioun ass sécher verbesserungswürdeg a mir sinn oppe fir all Suggestiounen, déi do kommen, konstruktiver Aart, wat feelt an der Offer, déi mer hunn. Do sinn ech ganz oppen, wann een Iddien huet.

A sécherlech och herno, wa mer eng Kéier hei den Debrief vun där ganzer Kris maachen, zitt een dorauser Léieren. Mir maachen och e Monitoring iwwer eis Kommunikatioun, wou mer all Woch kucken, wat wéi oft consultéiert ginn ass. Do gesäit een da relativ gutt: Wat zitt? Wat zitt net? Wat huet Succès? Wou spriechen d'Leit drop un a wou manner? Dat ass dat, wat mer am Moment maachen, fir dann eeben och do vu Woch zu Woch d'Kommunikatioun ëmmer méi zilféierend ze maachen, grad och an der Impfcampagne.

Dir wësst et, déi huet ganz vill variéiert ëmmer. Eeben am Ufank hu mer méi eelere Public viséiert, wéi et un deene war. Elo viséiere mer méi jonk Leit, well et do ass. Dat heescht, mir stellen eis flexibel op. Mir maachen eist Bescht. Mir sinn net berodungsresistent - au contraire.

Mir hunn ons ganz fréi hei Hëllef geholl, well dat doten en Ausmooss huet, wou mer der Meenung waren, dass et eis wierklech och iwwerfuerdert huet intern. Dat geet iwwert dat eraus, wat een als Verwaltung normalerweis ze stäipen huet.

Zréck zu de Kritikpunkten. Mir sinn op den Terrain gaangen, an zwar vun Ufank un. Ech géif dat wierklech gären ënnersträichen. Déi ganz Demarchen an Alters- a Fleegeheemer sinn zesumme gemaach ginn an Ofsprooch mat der COPAS, mam Familljeministère, wou eis Leit zesumme mat den Hygienisten an d'Haiser gaange sinn. Do waren déi Responsabel sur place. Mir ware sur place. Do fannt Der elo vläicht effektiv net de perfekte Procès-verbal vun allem, dat mag sinn. Mee d'Realitéit ass déi, dass mer do waren, dass mer op der Plaz waren. An ech sinn och ganz frou, dass dat bestätegt ginn ass. Et mag sinn, dass net alles dokumentéiert war, wéi et hätt sollen. Do kommen ech nach am Detail drop. Mee present ware mer, am Ufank an och lafend, mat Kontaktadressen, déi do waren, Leit, déi dediéiert waren.

Fakt ass, dass mer an der Inspection sanitaire e Kontaktpunkt hu fir de ganze Secteur, den Alters- a Fleegesecteur. Do sinn zwee Leit, eng Persoun vun eis an och eng Persoun aus dem Familljeministère, déi do permanent accessibel sinn. Dat ass och all Dag aktivéiert ginn. Do sinn all Dag Ufroe gewiescht, wou déi Leit kontaktéiert gi sinn, Fro an Äntwert gestanen hunn.

Ech hunn héieren, dass effektiv Stëmme sinn, wou nach en Duerjernee war. An ech mengen, mir sinn och ganz gäre bereet, eis nach eng Kéier do mat de Leit zesummenzesetzen, fir ze kucken, wéi een dat nach kann amelioréieren. Ech ka just vu menger Säit aus confirméieren: Dee Contactpoint war do, deen ass och fonnt ginn, dee gëtt och nach ëmmer fonnt. Do lafen all Dag Gespréicher, all Dag, all Dag. Dat ass Routine. A wann doudeg Wénkele sinn, da si mer absolutt oppen natierlech, fir déi ze beliichten an ze héieren, wou Konfusioun war a wéi een där ka besser entgéintwierken.

Dann zu der Dokumentatioun. Et ass richteg: Et ass ganz villes mëndlech gelaf am Ufank vun der Kris. Mir sinn op d'Plaz gaangen, bei d'Acteure gaangen. Et ass e bewosste Choix gewiescht. Ech huelen déi Kritik absolutt entgéint, wa se artikuléiert ass, mee ech assuméieren awer de Choix.

Dir musst Iech virstellen, mir waren an enger Kris, wou een huet misse vun haut op muer säin Alldagsgeschäft leie loossen, sech op déi Kris konzentréie-

ren, an d'Leit hunn och Instruktioune gebraucht. An ech stinn absolutt dozou, dass meng Instruktiounen déi waren, d'Prioritéit op d'Gestioun vun der Kris ze leeën, op d'Presenz um Terrain, op d'Handelen, an dass am Zweifelsfall dat Administratiivt soll leie bleiwen. Dat ass richteg, dass dat effektiv net alles esou propper dokumentéiert ass, wéi ee sech et géif wënschen.

Ech hunn och den Här Waringo héiere soe gëschter, hien hätt ni esou geschafft. Ben, ech kann lech just eppes soen: Esou, wéi ech wärend deene leschte 15 Méint hu misse schaffen, esou hunn ech och ni a mengem professionelle Liewe virdru geschafft. Ech sinn en zimmlech exakte Mënsch. Et spiert sech net gutt un, dat kënnt Der mer gäre gleewen, mee et ass e Choix an ech stinn haut zu deem Choix.

Mir hunn dat och an de Spideeler gemaach. Dir wësst, dass mer eis vill agesat hu fir eng Documentation hospitalière, déi mat vill administrativem Opwand verbonnen ass. Abee, wärend der Kris hu mer och do d'Leit entbonnen. Firwat? Well mer all Infirmière beim Patient gebraucht hunn. Mir hunn iwwerall gekuckt, administrativ Saachen, déi net hu misse sinn, déi wuel „nice to have" sinn, déi sécherlech färdernswäert sinn an normalen Zäiten, déi hu mer hei ganz bewosst zréckgeschrauft. An esou ass et och bei eis am Haus. All Dokter, all administratiivt Personal war un der Front am Asaz an ass haut nach am Asaz an den Impfzenteren, an den Aarbechtsgruppen, an der Cellule de crise. A mir hu wierklech dat Administratiivt op e Minimum beschränkt.

Ech géif awer och gären ënnersträichen, dass mer intern dokumentéiert hunn. Dat ass net déi schéinste Prosa. Et ass net alles iwwerlies an a propperem Franséisch gefaasst, mee mir hunn effektiv intern dokumentéiert, fir och kënne Rechenschaft ze liwweren. Mir gi jo och ganz vill Rechenschaft gefrot. Mee sécher huet et net déi Qualitéit, déi ee sech kann erwaarden. Sécherlech ass et mat Momenter vläicht lächerlech, wann Der esou Saache gesitt.

Mee ech kann lech soen, de Choix ass fir mech nach ëmmer gülteg. Do kënnt och nees eng Kéier eis Gréisst als Land mat an d'Spill. Mir sinn net opgestallt wéi aner Länner. Mir hunn net Honnerte Leit an engem Service juridique. Et sinn ëmmer déi selwecht Leit, déi gefuerdert sinn. An do geet et nun eeben emol net anescht, wéi mat Prioritéiten ze fueren. An ech weess och réckbléckend net wierklech, wéi ech et hätt kënnen anescht maachen, op alle Fall an där Hisiicht.

Regreten: Jo, vun der Kommunikatioun hu mer eis wierklech e bësselche spéit domadder befaasst. Mir hunn effektiv duerch Problemer, déi signaléiert gi sinn ... Mir si jo och vill gedréckt ginn. Och iwwert d'Press hu mer ganz vill gesot kritt: „Dir kommunikéiert net gutt, Dir kommunikéiert net gutt!" Mir hunn et vläicht ënnerschat. Mee dofir si mer awer duerchgeeënd beméit, et ëmmer erëm ze verbesseren. Och do si mer sécherlech nach net bei der Perfektioun ukomm. Et ass och net eise Corebusiness gewiescht am Haus. Et si Léieren ze zéien. D'Kommunikatioun kann ëmmer besser ginn.

Mee och do wëll ech just betounen, wat fir eng grouss Erausfuerderung et ass. Mir hunn déi ganzen Zäit nei Mesuren, déi ganzen Zäit nei Ëmstänn, déi ganzen Zäit nei Erkenntnisser. Et ass net einfach, hei wierklech kloer ze bleiwen no baussen, well et einfach komplex ass. An dat kréie mer net ewechgeännert. Et ass eng komplex Situatioun. Et schafft een am Ongewëssen. Et schafft ee mat Risikoofweiungen. Dat si Saachen, déi net einfach ze vermëttele sinn. An och mat dem beschte Wëlle vun der Welt ass et do schwéier, wierklech eng limpide, kloer Kommunikatioun op d'Been ze kréien an esou kuerzer Zäit, déi wierklech och bis an de leschten Eck um Terrain ukënnt. Dat ass a bleift sécherlech eng Erausfuerderung.

Ee klenge Regret hunn ech. Ech mengen, eng Kris soll ee beliichten. Et geet net just ëm Covid selwer. Et geet och ëm Kollateralschued. Grad an deem heiten Theema si ganz vill Ofweiunge gemaach ginn tëschent Fräiheeten, tëschent enger Santé mentale vu Leit. Mir wëssen, dass vill Leit och am Ausland, bei eis vläicht net esou staark, mee wierklech a verschiddene Länner war dat ganz krass, dass d'Leit sech d'Liewe geholl hunn an Alters- a Fleegeheemer, déi laang agespaart waren. Ech denken u Modellen och wéi Schweeden - gëtt oft zitéiert als fortschrëttlech. Et muss een awer wëssen, dass do an den Alters- a Fleegeheemer d'Visitte ganzer sechs Méint verbuede waren - extreem laang. Dat war de Präis vun anere Saachen, déi do en place waren. Mir hunn deen Equiliber ëmmer gesicht.

An eppes, wat ech vermëssen, dat ass, dass sech vläicht e wéineg och mat der Santé mentale vun deene Leit befaasst gëtt, déi un der Front sinn. Dat ass eppes, wat ech mer gewënscht hätt. Ech hunn och ganz vill nogeduecht, wéi ech dat dote gelies hunn. Ze soen, wat ee géif anescht maachen ... Ech ka just haut soen, dass ech fir mech e gewëssene Regret hunn. Ech sinn net ganz stolz op de Bilan a mengen eegene Reien. Ech hunn d'Santé mentale vu mengen eegene Leit wierklech vernoléissegt. Ech hu virdru gesot, an der éischter Halbzeit hate mer Ausfäll. Mir hunn der haut nach vill méi. An dat ass eppes, wat ech sécherlech op meng Kap huelen. Ech hätt mech vläicht missen e bësse méi schützend heiansdo viru meng Leit stellen. Ech hätt vläicht och e bessert Beispill kënnen ofginn. An dat deet mer haut déck.

Zréck zum Hierscht: D'Zuele sinn eropgaangen. Mir haten och am Hierscht schonn hei ganz ugeheizten Diskussiounen, ob mer ze fréi, ze spéit, genuch gehandelt hunn. Mir hunn, wéi dat eise Lëtzebuerger Wee ass, ëmmer probéiert, moderat Mesuren ze hunn, wierklech en Ausgläich, ze kucken, d'Fräiheete just esouwäit anzeschränken, wéi et muss sinn, fir déi Welle Meeschter ze ginn. Dat huet am Hierscht mat deem éischten Usaz, dee mer geholl hunn, sécherlech net esou geklappt, wéi mer eis et erwaart hunn. Dat ass absolutt kee Geheimnis.

Mir hu mat deene Mesuren, déi mir den 23. Oktober proposéiert hunn ..., no beschtem Wëssen a Gewësse ware mer der Iwwerzeegung, dass dat kéint duergoen, fir déi Well ze briechen. Si ass och gebrach ginn. Si ass gebrach ginn an huet sech stabiliséiert. Et huet gedümpelt an et ass eis net duergaangen an dofir hu mer nogerüst. Mir hunn eng Kéier nogesat e Mount méi spéit. Ech géif och gären drop hiweisen, gëschter ass d'Belsch zitéiert ginn, déi hätten dat ganz schnell gemaach: Ben, d'Belsch, säit Oktober 2020 fuere se mat Arrêté ministériel, fir esou Saachen ze maachen. Se hunn och ganz radikal gehandelt. Ech weess net, ob mer hei en Accord kritt hätten, wa mer dat esou gemaach hätte wéi eis belsch Kolleegen, well da wär de Besuch doheem nach vill, vill méi ageschränkt ginn.

An ech wëll just drun erënneren, wéi deen hei am Raum, och an dësem Haus awer dach ganz staark kritiséiert ginn ass, trotz héijen Zuelen, de Besuch doheem, déi zwee Leit, wou mer wëssen, dass et doheem ass, wou sech dach awer och haut nach ganz vill Leit ustiechen. Dat war net einfach, en Accord politique ze fannen. Ech mengen, Dir wësst dat besser wéi ech. A wa jiddwereen hei éierlech ass, da misst en och hei agesinn, dass keen hei d'Wonnerrezept hat.

Et ass richteg, dass gefrot ginn ass, mee dat war vereenzelt, dat koum dohannen aus dem Eck, ech erënnere mech, de Marc Baum war deen Eenzegen heibannen, dee gefrot huet, dass den Horeca soll zougoen am Oktober. E war awer ganz isoléiert mat där Positioun. Haut wësse mer alleguerten, dass e vläicht Recht hat, dass mer besser gehat hätten, mir hätten him nogelauschtert. Hu mer net gemaacht. Mee Fakt ass, dass mer zu enger grousser Majoritéit awer enger anerer Meenung waren an dat nach net esou gespuert hunn zu deem Zäitpunkt. Herno ass een, wéi gesot, ëmmer méi schlau. Mee och mir hu probéiert, wierklech den Equiliber ze halen. An dat ass richteg, wann dat sech net iwwer e puer Woche gezunn hätt, wa mer beim éischten Usaz méi sec gewiescht wären, dann hätte mer sécherlech net dat Ausmooss gehat, wat mer haten.

Dat huet ons jo och deemno bestätegt, fir dann Enn des Joers wierklech fern ze bleiwen. Och do brauch ech hei am Haus net drun ze erënneren, wéi schwiereg dat war. Dat war keng einfach Positioun, déi mer do haten. Do sinn och haart Wierder gefall. Do ass vun „Onmënschlechkeet" geschwat gi ronderëm d'Feierdeeg. Et war e ganz groussen Drang do - wéi fir aner Länner och -, fir do Exceptiounen ze maachen: een Dag, zwee Deeg, dräi Deeg, d'Familljen zouzeloossen, d'Kanner net matzezielen, allméiglech Iddie waren um Dësch. Mir hunn et net gemaach an d'Realitéit huet ons gewisen, dass mer do Recht haten. Ech muss och do erëm leider feststellen, dass do im Nachhinein kaum Stëmmen haart gi fir ze soen: „Ben, Dir hat am Fong awer Recht." Et ass ëmmer, wann et ëmgedréint ass, dann héiert een dat éischter méi.

Insgesamt, wa mer vergläichen: Jo d'Belsch huet hir Well méi schnell gebrach kritt. Wann ech awer d'Bilane kucken an ech kucken déi neutral Bilanen, d'Daten, déi virleien, international, da brauche mer eis op alle Fall a mengen Aen als Land net vis-à-vis vun eisen Noperen ze schummen. Mir hunn et insgesamt fäerdegbruecht, mat manner schlëmmen, manner drastesche Moossnamen dach en änlecht Resultat ze kréien, deels e bessert Resultat ze hunn.

D'Kris ass nach net eriwwer an d'Ennzensur ass net gesprach. Nach ka villes schifgoen, dat wësse mer och elo. Et ass nach ëmmer fragill. Et war fragill. Et bleift fragill. A jo, wéi gesot, et ass schwéier, am Viraus ze wëssen, wat muer ass. De Virus erstaunt eis heiansdo, och ëmmer erëm.

Zum Schluss géif ech just nach vläicht op e puer méi spezifesch Kritikpunkten agoen, déi sech erëm dann zréck op Nidderkuer an och d'Gestioun ronderëm d'Kris bezéien. Ech géif gären e puer Wuert soen zu den Tester an de Schnelltester, well och do ëmmer ganz vill Konfusioun ass, scho säit Méint an ëmmer erëm. Dofir ass et mer wichteg, dat nach eng Kéier kloerzestellen.

Mir hunn am Hierscht 2020 Schnelltester hei kritt an dat ware richteg Schnelltester. Ech hunn emol héieren um Radio, dat wäre keng richteg gewiescht, oder op Parteiversammlungen ass dat gesot ginn. Dat waren déi Schnelltester vu Roche, déi am Hierscht nun eeben emol op de Maart komm sinn.

Elo ass gefrot ginn: „Firwat hat Der déi net éischter? Firwat hat Der déi net schonn am September?" Et muss ee wëssen, dass dat Material jo och net esou sécher war. Dat war nei. Do waren nach net déi richteg Erkenntnisser do.

Den ECDC, dat ass déi europäesch Behörde an dësem Beräich, déi maassgeebend ass, huet de 15. September fir d'éischt en Opruff gemaach: testen, testen, testen. Dat heescht, am September ass de vehementen Appell gemaach ginn europawäit, dass d'Länner op dee Wee solle goen, op deem mir scho längst waren. Mir ware laang, laang Virreider mat enger Teststrategie, déi net nëmme just reaktiv war - dat heescht testen do, wou Symptomer sinn -, mee déi preventiv war, wou mer déi Leit siche gaange sinn, déi asymptomatesch sinn.

Wéi gesot, éischten Opruff an déi Richtung: 15. September. Den 28. Oktober 2020 krute mer vun Europa fir d'éischt Krittäre ronderëm d'Schnelltester, wou festgesat ginn ass: Wéi eng Critères de qualité muss esou e Schnelltest erfëllen, fir dass en zouverlässeg ass? Dat sinn 80 % Sensibilitéit, also iwwer 80 % Sensibilitéit, an iwwer 97 % Spezifissitéit plus de Marquage CE, op deen ee soll oppassen, dat ass eng Selbstverständlechkeet. Mir kënne just nei Produiten an den Asaz bréngen hei an Europa, wann déi och wierklech de Marquage hunn, wa se zougelooss sinn um europäesche Marché.

Ech erënneren also drun: Den 28. Oktober 2020 koum déi Instruktioun vusäite vum ECDC mat de Krittären, wann een a Richtung Schnelltester geet, wat een do ka kafen a wat net.

Dann huet d'Kommissioun den 18. November 2020 den éischten Joint procurement gemaach, fir Schnelltester ze kafen. Firwat? Well mat der Nouvelle, dass dee Produit eppes daacht, natierlech jiddereen sech drop gestierzt huet, genau wéi mir. Mir hu ganz fréi kaaft. Och do hate mer Diskussiounen, ob dat rechtens war oder net, dass mer esou schnell den Zouschlag gemaach hu fir déi Tester. Mir hunn do e bësse spekuléiert, ginn ech gären zou.

Mee jiddefalls hate mir der hei. Aner Länner waren net an där gudder Situatioun, waren drop ugewisen, dass d'EU dunn akaaft huet. Mir hunn do och selbstverständlech nach eng Kéier matgemaach. Mee et sief op alle Fall kloergestallt, dass, soubal Indikatiounen do waren, dass dat zouverlässeg ass, soubal Hëllefstellung do war, wéi een déi soll an den Asaz bréngen, mir dat och hei iwwerholl hunn.

Zur selwechter Zäit also hu mir akaaft a soubal d'Produktioun bei Roche ugelaf ass, hu mer och op Lëtzebuerg geliwwert kritt, grouss Quantitéiten, wéi gesot, déi dann hei waren. Dat Ganzt hu mer begleet, och ganz schnell, mat enger Recommandatioun vun der Direction de la santé, déi ass vum 10. November datéiert. Dat heescht, ab deem Moment, wou déi Saachen hei disponibel gi sinn, wou mer se bis geliwwert kritt hunn op den Terrain, hate mer eis Recomandatioun en place, wou eis Strategie u sech opgelëscht ginn ass, wou mer genau Indikatioune ginn hunn, wou esou eppes Sënn mécht, wou et och kee Sënn mécht a wou et an den Asaz soll kommen, souwuel an de Klinicke wéi och an den Alters- a Fleegeheemer.

An ab do - ech mengen, et ass scho gesot ginn - hu mer dat och wierklech zur Verfügung gestallt. Dat ass alles dokumentéiert, kontabiliséiert, wat wouhin erausgaagen ass. Mir hunn et schonn oft erwäänt, mee et ass mer wichteg, nach eng Kéier drop anzegoen, well et ëmmer erëm a Fro gestallt gëtt.

Dann ofschléissend just e puer Wuert zu eiser Impfstrategie. Och déi ass deels hei mat Froe vermierkt. Et ass en Ënnerscheed - et ass richteg -, dee mer gemaach hunn, tëscht de Spideeler an den Alters- a Fleegestrukturen. Eis Prioritéit war - alleréischt Prioritéit - wierklech op de vulnerabele Leit selwer. Dofir hu mer effektiv an de Spideeler méi e staarke Cordon sanitaire, wann een esou wëllt, ronderëm d'Leit gesat, well d'Leit an de Spideeler forcement net all konnte geimpft ginn.

An dat ass de groussen Ënnerscheed zum Alters- a Fleegesecteur, wou mer wierklech den Akzent op d'Bewunner gesat hunn, well mer si och konnten impfen. Dat heescht, mir hunn an den Alters- a Fleegeheemer de Cordon sanitaire vläicht e bësse manner breet opgestallt, dat ass richteg. Mir hunn en zwar au fur et à mesure erweidert. Do waren all Woch erëm Diskussiounen: Wien ass a Kontakt? Wien ass net a Kontakt? Mee mir haten eng begrenzten Unzuel un Impfstoff. Et vergësst een och, dass dat déizäit ëmmer erëm réischt vun Dag zu Dag kloer ginn ass. Haut si mer méi confortabel, dee Moment ware mer et net.

An effektiv ass en Ënnerscheed, deen ass net ëmmer einfach ze verstoen, dofir erklären ech en nach eng Kéier: An den Alters- a Fleegeheemer hu mer déi vulnerabel Leit selwer einfach massiv duerchgeimpft, och duebel duerchgeimpft, no engem Plang. An ech mengen, dat ass eis och zegutt komm. Wann Der elo d'Etüd kuckt, da gesäit een, deen duebelen Impfschutz, dass dat wierklech de „game changer" gewiescht ass. Dat ass do, wou wierklech d'Neiinfektiounen drastesch erofgaange sinn. An dat war do d'Prioritéit. Dat konnt een esou am Spidol net maachen, well Leit, déi an d'Spidol kommen, net forcement alleguerte konnte geimpft ginn. Dat ass jo e ganz anere Public. Dat sinn och jonk Leit. An do hu mer effektiv vill méi e straffen, méi e straffen, méi e largen, Cordon sanitaire effektiv gefuer, dat Ganzt ëmmer virum Hannergrond vun enger begrenzter Unzuel un Impfstoff.

An ech mengen, haut kënnen ze soen ... Sécherlech wäerte mer eis och, wat d'Impfstrategie ugeet, domadder befaassen. All Land hat e bëssen eng aner. Och do kann een Erfarungen draus zéien, réckbléckend. Ech mengen, dass et grondsätzlech keng falsch Approche war. Mir sinn och vill, vill kritiséiert ginn, well et e bësse méi lues gaangen ass, well mer wollte sécherstellen, dass jiddereen déi zweet Impfung kritt.

Haut sinn ech frou, dass mer dat gemaach hunn. Mir gesinn haut, wéi wichteg déi zweet Impfung ass. Mir gesinn haut, dass mer mëttlerweil bei deenen ieweschten ..., ech mengen, mir sinn Nummer 5 an Europa, déi wierklech d'Leit duebel duerchgeimpft hunn. A mir wëssen och, dass et dat ass, wat ausschlaggeebend ass. Eng Impfung geet net duer. Dat ass en aneren Impfschutz, e weesentlech aneren Impfschutz, wéi wann et eng ganz Impfung ass. A vill vun deene Länner, déi drop lassgefuer sinn am Ufank, fir einfach emol eng éischt ze ginn, dierften et haut regrettéieren, well se mat engem anere Pourcentage do sti wéi mir.

Och do, wéi gesot: Réckbléckend mengen ech, dass de Choix net grondsätzlech falsch war. Am Finetuning ware sécherlech Ameliratioune méiglech, dat wëll ech guer net ausschléissen. An dat ass och eppes, wat eis wäert interesséieren. Et ass eng grouss Diversitéit an der EU am Ëmgang mat dëser Kris a mir si méi wéi frou a beméit, och wierklech Léieren dorauser ze zéien.

Ofschléissend da géif ech gären insistéieren, dass Zesummenaarbecht a Pragmatismus an eisen Aen de Schlëssel zum Erfolleg hei zu Lëtzebuerg waren. Dat ass dat, wat eis ausgezeechent huet. De Präis ass vläicht manner Formalismus, richteg, mee mir hunn dat deployéiert, wat mer mengen, wat eis Stäerkt ass: einfach, eis schnell zesummenzeschléissen, schnell ze handelen, net ze vill formell ze sinn. Dat huet eis erlaabt, ganz oft awer d'Nues vir ze hunn an an engem gudde gemeinsame Geescht hei derduerchzekommen.

Ech soen lech alleguerte Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert a soe villmools Merci.

Mir kommen elo zur uschléissender Debatt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Michel Wolter, den Här Gilles Baum, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ma merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et ass gär geschitt, Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och ech wéilt am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Här Waringo villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, fir d'Situatioun an den Altersheimer ze beschreiwen, esou wéi se an dem leschten annerhallwe Joer war an esou wéi hien et konnt erausfannen duerch seng Recherchen, wéi et sech ofgespillt huet.

D'„Lëtzebuerger Wort" schreift de Moie vun enger „Bestandsaufnahme". An ech fannen, dass dat e ganz gudden Term ass, fir dee Rapport, deen den Här Waringo gëschter ofgeliwwert huet, ze beschreiwen. Et ass net méi, mee et ass awer och net manner.

Ech wëll dann awer och direkt de Kader cernéieren. Mir sinn haut net an enger Debatt, wou mir iwwert d'Politik vun der Regierung vun deene leschten 18 Méint am Kader vun der Covidbekämpfung generell am Lëtzebuerger Land diskutéieren, mee mir sinn an enger Diskussioun, déi sech eeben aus engem Fall a sengem politeschen Nidderschlag erginn huet, fir ze kucken, ob alles gemaach ginn ass an deene leschten 18 Méint, do, wou déi vulnerabelst Leit vun eiser Gesellschaft sinn, nämlech an den Altersheimer, fir se adequat ze schützen.

Mir sinn net an der Fro, ob ee Feeler mécht oder ob ee keng Feeler mécht. Ech sinn héchstwarschein-

lech deen heibannen, deen a sengem Liewen déi meeschte Feeler gemaach huet. Dat ass systematesch net d'Fro. Et ass d'Fro, ob een an der Gesamtheet vun der politescher Aktioun, déi ee gemaach huet, dem Geescht vun de Gesetzer, déi et gëtt, gerecht ginn ass an ob een, wann een alles beienee kuckt, e gutt Gewësse kann hunn, dass dat, wat ee gemaach huet, déi Friichte gedroen huet, déi ee gäre gehat hätt.

Ech stellen d'Fro deen anere Wee, Dir Dammen an Dir Hären: Firwat hätte mer dann, firwat hu mer da 650.000 Leit wärend annerhallwem Joer hir Fräiheeten zum Deel ganz beträchtlech ageschränkt bis zur Ausgangsspär, bis zu Restriktiounen doheem, wann et dach net drëm gaange wär, fir déi vulnerabelst Leit aus eiser Gesellschaft ze schützen, fir alles ze maachen, dass all Eenzelnen alles géif maachen, fir derzou bäizedroen, hien individuell, mat senge Familllen, dass dat net géif geschéien, wat awer leider zum Deel geschitt ass, dass ganz vill Leit an den Altersheimer geschützt sinn?

An de Rapport, deen den Här Waringo gemaach huet, dee setzt sech mat der Fro ausernaner, ob déi politesch Aktiounen, déi geholl gi sinn, ob déi dann an den Haiser oder ronderëm d'Haiser oder an deem, wat do geschitt ass, déi Zilsetzungen, déi eigentlech duerch déi gesamtpolitesch Zilsetzungen opgeworf gi sinn, ob déi dat och erfëllen.

Am Ufank vun der Diskussioun wëll ech soen, dass ech et extreemst bedaueren, dass mer nëmme 24 Stonnen Zäit haten, fir dësen Debat ze preparéieren. Ech gesinn dat iwwregens och als e Mangel u Respekt virum Rapport vum Här Waringo, deen et verdéngt gehat hätt - déi 85 Stäiten -, dass een en à tête reposée hätt kënne liesen. Ech muss lech soen, ech hu gëschter Owend bei der Säit 54 missen ophalen, well et net méi gaangen ass.

Du muss e Rapport liesen, du muss e verstoen, a mir wëssen aus dem Rapport vum Här Waringo iwwert d'Cour, dass ee beim Här Waringo muss de Rapport liesen an et muss een awer och dat liesen, wat den Här Waringo net schreift. Well den Här Waringo schreift a sengem Rapport Saachen an e seet Saachen net a sengem Rapport. A wann een déi zwou Saache beieneeleet, well et en ale Fuuss ass - ech kennen den Här Waringo säit iwwer 30 Joer gutt a ville Fonctiounen -, da weess een, dass een déi zwou Saache muss beieneeleeën, fir ze kucken, wat en eis dann eigentlech a sengem Rapport wollt soen.

An dann de Fait, dass fir de Mëtteg hallwer zwou eng Pressekonferenz vun deenen zwou Ministeschen annoncéiert war, déi Gott sei Dank - an ech huelen un op Interventioun vum Majoritéitsdeputéierten hei an der Chamber - dunn ofgesot ginn ass, weist jo awer och … Déi war ugesot. Also et ass net nëmmen, dass ee sech mam Gedanke befaasst hätt.

Dass eng Regierung eng Stonn virun engem Debat an der Chamber eng Pressekonferenz zesummerifft, fir eigentlech den Debat an der Chamber ze torpedéieren, well een doduerch, wéi an de Medie gesot ginn ass, d'Hoheitsgewalt iwwert d'Diskussioun gären hätt, ech muss lech ganz éierlech soen, ech fannen dat inakzeptabel - inakzeptabel! - viru 60 gewielte Vertrieder vum Vollek, déi am Prinzip d'Primautéit vun der Debatt iwwer esou eppes sollen hunn. A Gott sei Dank, Dir Dammen an Dir Häre, huet d'Regierung op déi dote Manifestatioun verzicht, well dat hätt a mengen Aen zu definitiven, schwéierste Verwerfungen an dësem Parlament geféiert.

Ech sinn dann zum Drëtten der Meenung, wann et den Dossier Lauterbann net gi wär, dass mer haut net géifen hei stoen. Kee Lauterbann, keng Diskussioun, kee Fait eigentlech, dass do awer manifestement eppes schifgaangen ass. D'Ministesch vun der Santé huet dat jo och haut implizitt an explizitt fir déi alleréischte Kéier awer wierklech gesot. An och dat huelen ech lech net iwwel, Madamm. Ech fannen dat richteg, dass Der dat sot. An ech maachen och keng Scholdzouweisung un d'Leit. Mee et muss een awer, wann ee Saache feststellt, déi net fonctionéieren, esou wéi se solle fonctionéieren, nach de Courage och hunn, se ze soen. Et muss ee se bestëmmen. Et muss een net permanent domadder hauséiere goen.

Mee et stellt sech awer och fir mech d'Fro, an ech kommen dorobber am Laf vu mengen Explikatiounen, ob dann alles gemaach ginn ass, ier de Rapport koum, ob dann alles gemaach ginn ass, ier mir d'Saach an d'Ëffentlechkeet bruecht hunn, duerch en Zoufall, ech soen et nach eng Kéier, duerch en Zoufall, well meng Beamten op menger Gemeng mir gesot hunn: „Här Buergermeeschter, do ass eppes, wat net an der Rei ass. Hei ass eng Ministesch, déi zielt dobaussen, et wäre fënnef Doudeger am Lauterbann. A mir sinn elo amgaang, déi 15. oder 16. Persoun opzeschreiwen, déi an deene leschte 14 Deeg do gestuerwen ass."

Et ass jo net fräiwëlleg geschitt, dass dës Debatt stattfënnt. Et ass jo net fräiwëlleg geschitt, dass den Här Waringo e Rapport mécht, Dir Dammen an Dir Hären. Et ass op Drock geschitt, op Drock vun der Oppositioun zum engem, op Drock vu Medien, net all, mee op Drock vu Medien zum aneren, op Drock vum Fait, dass et net méi méiglech war eigentlech, well och Famillen ugefaangen hu sech ze mellen. Dir hutt dat jo awer nach gelies. Dir hutt dat jo awer nach an den Oueren, wou Leit iwwer katastrophal Zoustänn geschwat hunn. Dat hu mir net gesot, dat hunn d'Leit selwer gesot, wou iergendwann och eng Kéier an der Majoritéit d'Gefill opkomm ass, dass een awer déi ganz Saach misst opschaffen.

D'DP war doriwwer net frou, ech muss dat nach eng Kéier soen. Den Här Baum ass relativ houfreg heihinnerkomm den 1. Abrëll, fir ze soen, hien hätt elo d'Debatt „ofgewiergt". Ech fannen, dass dat wierklech e schrecklechen Term ass, deen ech net gebraucht hunn, deen Dir, Här Baum, gebraucht hutt. Dir hutt d'Debatt „ofgewiergt". Also waart Der iwwerhaapt net zefridde mat deem, wat eigentlech géif geschéien.

An ech muss leider ..., de Fait, dass et net méiglech war, wéinstens op muer ... Muer debattéiert d'Chamber wärend engem hallwe Moien de Rapport vun der Ombudsfra. Deen hätt een och haut kënnen diskutéieren an dann hätt een deen heiten Debat muer gemaach an dann hätt ee wéinstens den Deputéierten, déi hätte wëllen de Rapport propper liese bis an all Déngen, d'Méiglechkeet ginn, fir dat ze maachen.

Mir hunn en onofhängege Rapport gefrot an zwee Deeler: deen éischten Deel, eng Analyse scientifique, déi fir eis primordial ass fir déi zukünfteg Behandlung vun der Politik, an en zweeten Deel, eng Analyse politique.

De Rapport Waringo, ech hunn et gesot, ass eng Bestandsopnam. En huet awer grouss Meritten. Ech sinn den 30. Juni op Wonsch vum Här Waringo mat him zesummekomm, net op mäi Wonsch, mee op Wonsch vun him. An hien huet mir do gesot, hie géif a sengem Rapport keng Konklusiounen zéien. Hien huet mir quasi wuertwiertlech gesot: „Meng Aarbecht ass et net, Konklusiounen ze zéien. Dat ass d'Aarbecht vun der Politik. Ech beschreiwen d'Faiten, esou wéi mir se gesinn hunn, an et ass un der Politik, fir d'Konklusiounen ze zéien."

Et ass also deemno och keng Etüd an der Déift. Et war och vläicht net méiglech, fir innerhalb vun zwee Méint eng Etüd an der Déift ze maachen. Et war och vläicht net gewollt, fir dat ze maachen. Et gëtt d'ailleurs esou haut och an der Press kommentéiert, dass et keng Etüd an der Déift ass.

War et, Dir Dammen an Dir Hären, en zäitleche Problem? Firwat ass dann net eng Chamberskommissioun zesummekomm an huet driwwer diskutéiert, dem Här Waringo vläicht e bësse méi Zäit ze ginn? War et vläicht e Problem vu Ressourcen? Dann hätt ee jo kënnen an där selwechter Kommissioun decidéieren, dass een ëm déi néideg Ressourcë géif ginn, fir seng Analys an d'Déift kënnen ze féieren.

Den Här Waringo sot mir an deem Gespréich, an ech däerf dat och soen, hie wär gären an d'Kommissioun komm an hätt sech och gäre mat den Deputéierte wärend der Ausaarbechtung vu sengem Rapport ënnerhalen.

Dass en net an d'Déift geet, wëll ech un zwee Beispiller weisen. De Lauterbann ..., ech wollt eigentlech net iwwert de Lauterbann haut ze vill schwätzen, well de Lauterbann fir mech en Ophänker, awer net déi final Fro ass.

Wann awer Geschicht geschriwwe gëtt an engem Debat, da muss een d'Geschicht awer och ganz schreiwen. 2013 huet de Buergermeeschter vun der Gemeng Käerjeng mam deemolege Minister vun der Santé en Accord getraff fir dat Altersheim vum Lauterbann, wat deemools schonn en aalt Altersheim war, fir dat op Nidderkäerjeng ze transferéieren. Do gëtt et Schrëftstécker dovun. Dat war 2013. Do ass d'Decisioun geholl ginn. An d'Madamm Minister weess ganz genau, wéi oft mir bei hir waren. Si weess ganz genau, dass mir Alzheimer wollten eng Déngen an de Süde matginn. Mir hunn also gefrot als Gemeng, fir net nëmmen en Altersheim ze maachen, mee fir och Alzheimer kënne mat an de Projet ze integréieren.

D'Ministesch huet hir Decisioun geholl „en âme et conscience". D'Ministesch huet och decidéiert, wien de Bedreiwer vum Haus wär, „en âme et conscience". Toujours est-il, dass déi politesch Decisioun 2013 geholl ginn ass, dass mer duerno annerhalleft bis zwee Joer verhandelt hunn, well, mengen Informatiounen no, d'Ministesch nach op eng aner Plaz och kucke war, wat absolutt hiert Recht ass, fir dat ze maachen. Duerch de Fait, dass eis Gemeng den Terrain zur Verfügung gestallt huet, ass dunn d'Decisioun geholl ginn, fir et op Käerjeng ze bréngen. An dat Altersheim gëtt am Joer 2022 oder elo héchstwarscheinlech wéinst der Penurie 2023 fäerdeg.

Et ass awer, muss ech lech ganz éierlech soen, och dat, wat den Här Waringo a sengem Rapport schreift, et ass eng Analyse sommaire och vum Lauterbann, et ass nach ëmmer keng „in depth", wéi een dat op Englesch géif soen, Analys vun der Situatioun.

Zum Beispill ass mer opgefall, dass d'Explikatiounen, déi den Här Waringo a sengem Rapport gëschter ginn huet, differéiere vun deem, wat d'Ministeren an der Chamberskommissioun an an der Press de 25. Mäerz gesot hunn. De 25. Mäerz ass net dovu rieds gaangen, dass et e Koausléiser vum Personal ginn ass, esou wéi dat am Rapport vum Här Waringo steet.

Et ass eng éischt Explikatioun op den Dësch komm, fir ze soen, dass et d'Visiteure waren. Dat war net vun der Regierung, dat war vum Bedreiwer. Duerno ass eng Interpretatioun komm vum Direkter vun der Santé, dee gesot huet an enger Chamberskommissioun op d'Fro, mengen ech, vum Kolleeg vun deene Lénken, et wär, dass d'Leit zesumme giess hätten.

Op der Pressekonferenz ass gesot ginn, et wär en aalt Haus, et wären al Leit, si wäre polymorbid, et hätt een näischt kënne maachen. An an engem Artikel vum 31. Mäerz op „Reporter.lu" - net duerch eng Kommunikatioun vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären! - ass dunn d'Fro vum Impfdag selwer, dem 18. ... „Pourquoi le 18 février pose problème", mengen ech, war den Titel.

Do ass keng Kommunikatioun virdru gewiescht. A kengem Moment ass an der Chamberskommissioun oder esou gesot ginn, och, andeem ee seet: „Kommt, maacht net ze vill Ophiewes driwwer!", wat Dir, Madamm Minister, haut de Mëtten hei gesot hutt, dass nämlech manifestement wärend deem Dag eng Rei Saache schifgelaf sinn, déi d'ailleurs net ze verneine sinn.

Et stellt sech dann d'Fro: Wat ass da säit dem 31. Mäerz geschitt? Si Protokoller erstallt ginn? Ass gekuckt ginn? Si Konklusioune gezu ginn? Sinn déi Konklusiounen aneren Haiser matgedeelt ginn? Alles dat ignoréiere mir, wéi mir villes ignoréieren.

An ech wëll lech soen, dass ech eng Analys ..., deemools war ech och an der Chamberskommissioun dofir e bëssen aus der Këscht gesprongen, fir ze soen: „Et ass en aalt Haus, et sinn al Leit, se si polymorbid, mir konnten net vill maachen." An déi lescht Explikatioun war: „Et sinn der net méi gestuerwe wéi am Ausland." Dat hunn ech net verdroen. Dat verdroen ech och haut nach net. Well et ass jo de Contraire, deen s de muss maachen. Wann s de en aalt Haus hues mat ale Leit, déi polymorbid sinn, déi 87 Joer an der Moyenne hunn, da muss du an deene 14 Méint virdrun alles maachen, wat an denger Macht steet als Minister an als Bedreiwer vum Haus, fir sécherzestellen, dass déi Leit do esou sécher wéi méiglech kënne liewen.

Dozou hätt zum Beispill gehéiert, dass een d'Awunnerzuel vun 150 op 120 erofgesat hätt, fir déi Cordonen ze setzen. Ech si mat lech d'accord, et ass um Schluss ëmmer méi einfach fir ze soen, et hätt een hei kënne maachen, et hätt een do kënne maachen. Mee et hätt een och zu Nidderkuer, Dir Dammen an Dir Hären, eng ganz Rei Saache kënne maachen, fir ze verhënneren, dass Clusteren, wa se da bis dobanne waren, sech ausgebreet hätten.

Et gëtt dann am Rapport gëschter gesot, den Impfdatum wär net den Ausléiser. Dat ass dach guer net d'Fro. Et kann eng vun de Froe sinn. Mee et ass net d'Fro hei. D'Fro ass, ob et de Multiplikator war, ob et d'Ursaach vun der Ausbreedung war. An op déi hu mer nach ëmmer keng Äntwert. An dat ass schued, dass mer nach ëmmer keng Äntwert dorobber hunn. Dat hëlleft kengem, dat ass richteg. Mee et hëlleft engem awer vläicht, fir Feeler, déi geschitt sinn ..., oder potenziell Feeler an der Zukunft ze vermeiden.

An et spiert ee richteg aus dem Rapport vum Här Waringo eraus, dass en op deem dote Punkt net wollt an d'Déift goen. E bleift bei Gespréicher ..., e schwätzt mat e puer Haiser - aus Zäitgrënn, dovunner ginn ech emol aus. E féiert awer keng Gespréicher weeder mat Familljen nach mat Bewunner, héchstwarscheinlech och aus Zäitgrënn. Ech kann et net wëssen. Hie selwer muss et wëssen. Mee wann een zwou Säite vun enger Medail wëllt wëssen, da muss een awer och mat deene Leit schwätzen, déi an den Heimer sinn. Et muss een och mat deene Leit schwätzen, déi Familljemember sinn, fir sech e Bild ze maachen, wat dann deenen hir psychologesch Situatioun war, wann ee sech e Rapport vun där doter Qualitéit ..., wann ech dee wëllt maachen.

Et gëtt d'ailleurs och am Rapport, an herno kommen ech dorobber - an och dat war vläicht net méiglech, mee dann ass d'Zilsetzung vum Rapport vläicht net déi richteg gewiescht -, net iwwer aner Clustere geschwat, et gëtt keng weider Analys iwwer aner Clustere gemaach.

Et gëtt vun der Madamm Minister vun der Santé haut esou gemaach, wéi wa mir alleguerten, hei d'ganzt Land, säit dem Oktober géife wëssen, dass et aner Clustere gi sinn. Nee, Dir Dammen an Dir Hären, mir woussten dat net. D'Regierung huet iwwer Méint net kommunizéiert. D'Madamm Minister vun der Famille huet gesot: „Mir wollten net kommunizéieren. Mir wollten net Onrou an d'Haiser bréngen. Dofir hu mer net kommunizéiert." Dat ass fir mech, ech soen lech dat, eng Äntwert, déi an engem demokratesche Land net zefriddestellend ass! Du kanns net iwwer Méint Clusteren, déi, wéi d'Ministesch vun der Santé de Mëtteg gesot huet, méi grouss si wéi déi vum Lauterbann ...

Si huet elo virdru gesot, de Lauterbann wär nach net emol dat Haus, wou déi meeschte Fäll waren. Du kanns dat dach net zouloosse wärend Méint, ouni dass de déi néideg Konklusiounen dorauser zitts, ouni dass de dann op jidde Fall Reegelen, déi méi stringent sinn, déi ech net erëmfannen am Rapport vum Här Waringo, opstells, fir ze kucken, dass et an Zukunft net méi geschitt.

Mee mir ginn awer eng Rei Saache gewuer an deem Rapport, déi mer net woussten. Mir ginn nämlech gewuer, dass déi eigentlech Haaptwell am Oktober, am November war a villen Haiser. An ech soen et nach eng Kéier: Dat ass eng Informatioun, déi mir net haten! Dat ass eng Informatioun, déi eis virenthale ginn ass, well soss wär am Oktober, am November jo eng Diskussioun, eng politesch Diskussioun och doriwwer gewiescht.

An da gi mer gewuer, wat mer och net wousste bis haut, dass an där déckster Well, nämlech an där vum September bis den Dezember, manifestement d'Personal majoritär Haaptausléiser vun den Infektioune war. An da komme mer esou lues op d'Fro: Huet hei jidderee seng politesch Responsabilitéit iwwerholl? Wann ech elo feststellen an engem Rapport, wat awer eng Feststellung ass, déi am November, Dezember hätt kënne gemaach ginn ..., huet da jiddwereen déi richteg Konklusioune gezunn? A firwat ass dann am Mäerz am Lauterbann de Fait, dass zumindest eng Koausléiserschaft vum Personal do war, net ugeschwat gi respektiv net virgedroe ginn? An esou ass d'Aarbecht an deem Sënn a gesondheetspoliteschen Aspekter - deen éischten Deel vun eiser Analys, déi mer gefrot hunn - an eisen Ae leider net komplett.

Am zweeten Deel ass dat anescht. Ech komme bei d'Relatioun vun den Haiser zum Ministère. Den Här Waringo verléisst sech op d'Gespréicher mat e puer Haiser. Et spiert een och hei erëm a sengem Rapport - well déi Passagë schreift en ëmmer e bëssen anescht wéi déi aner -, dass en net ze vill an d'Déift wollt goen. D'Madamm Welsch, haut an engem Leitartikel vum „Lëtzebuerger Wort", déi gëtt do e bësse méi explizitt, andeem se seet, dass d'Haiser hir gesot hätten op Nofro, kee kéint sech leeschten, sech mam Ministère unzeleeën, an dass do eng Rei vu Problemer wären.

D'Gespréicher, déi ech mat Direkteren hat, déi ech net kontaktéiert hunn, mee déi mech kontaktéiert hunn, déi loosse mech éischter zur Konklusioun kommen, dass net alles esou wonnerbar war, dass dee Suivi net esou fantastesch war, wéi en duergestallt gëtt, dass d'Inspection sanitaire net alles gemaach huet. Si si wuel an d'Haiser gaangen, mee et misst een eng Analys maachen, déi den Här Waringo awer net gemaach huet, iwwert d'Qualitéit vun de Rapporte vun der Inspection sanitaire. An et misst een eng politesch Analys hannendru maachen, fir ze kucken, ob opgrond vun deenen Analysen, déi d'Inspection sanitaire gemaach huet, Politiker an hire Gremien, an hire Gruppen, an hirer Zesummenaarbecht déi néideg Konklusioune gezunn hunn, fir dass dat net géif geschéien.

De Rapport Waringo, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt keng ausräichend Äntwerten op déi fir eis zentral Froen, déi mir duerch eng onofhängeg epidemiologesch Etüd wollte kläre loossen. An den Här President weess ganz genau, wéi vill Méi dass ech mer selwer gemaach hunn, fir bis an den Text eran eigentlech deen Deel vun der Missioun ze beschreiwen, déi Äntwerten, déi der Politik jo sollen dobäi hëllefen, fir zukünfteg Varianten, elo emol am beschte Fall, oder Epidemië kënnen ze geréieren.

Mir hunn net d'Impressioun, dass eng Etüd gemaach ginn ass bis zum Schluss eraus an alle Clusteren, esou wäit dat nach méiglech ass. An ech hunn de Moie mat engem Expert geschwat, dee gesot huet, et wär largement méi méiglech gewiescht a sengen Ae wéi dat, wat geschitt ass, fir der Politik eebe just déi Indikatiounen ze ginn, déi se brauch, fir den Hierscht da vum Joer 2021 déi richteg Konklusiounen ze zéien.

Mir hätten och déi Äntwerte gäre gehat, well mer gären hätten, an ech mengen, dat ass de Souci vun eis alleguer, do maachen ech iwwerhaapt keng Divergenz, dass dat Liewen an den Altersheemer nees mënschewierdeg gëtt. Dat kanns de awer nëmme maachen, wann s de genau weess: Wéi kommen d'Clusteren eran? Wéi hu se ugefaangen? Wéi hu se sech verbreet? Wat hätt ech vläicht dee Moment kënne maachen, fir se ze verhënneren? Wat muss ech elo maachen, fir se ze verhënneren? Wéi bréngen ech déi Relatioun eebe fäerdeg, déi manifestement net geklappt huet, tëschent deene gesondheetspoliteschen an deene private Problemer vun de Leit an Erwaardungen an Erausfuerderungen, wéi bréngen ech déi op en Nenner? Wéi kann ech d'Dignitéit an d'Liewensqualitéit vun de Bewunner an hire Famillen oprechterhalen?

Dat ass d'ailleurs och eng Fro, déi haut an der Press gestallt ginn ass, mat der Äntwert drop, dass den

Debat do jo manifestement awer nach net ka mam Dag vun haut eriwwer sinn.

Wéi kann een den Haiser, déi vill geschafft hunn an déi ganz oft eleng waren, am Respekt vun hirer spezifescher Situatioun ...? An d'ailleurs d'Ministesch, esou fräi ass se awer, dass se seet: „Mir hunn dat wëssentlech gemaach. Mir hunn de Leit eng ganz Rei vu Libertéite gelooss." Meng Äntwert dorobber, Madamm Ministesch, dat ass: Ech brauch en nationale Plang. Ech kommen nach dorobber zréck. Ech brauch en nationale Plang, deen ech natierlech 56-mol muss deklinéieren. Et kann een dach net soen: „Mir hunn elo ee Plang an dee gëtt elo an all Haus gläich ugewannt." Dat ass, wéi wann Der sot: „Ech hunn ee Plang, an all Gemeng muss et d'selwecht geschéien." Dat ass jo net de Fall. Dat ass och net an den Altersheimer de Fall.

All Mënsch, dee sech mat der Politik beschäftegt, dee weess dach ganz genau, dass de de Lauterbann net kanns vergläiche mat engem Haus, wat virun zwee oder dräi Joer opgaangen ass. Et gëtt Haiser, déi sinn a véier gedeelt. Ech kennen Haiser, déi hu sech eigentlech banne geclustert. Ech kennen Haiser, do hu Leit wärend Woche gewunnt, quasi mat hire Patienten - nee, „Patienten" ass net dat richtegt Wuert, mat hire Bewunner. Et si jo fantastesch Saache geschitt. Et mécht ee jo kengem e Reproche, och kengem Haus mécht een e Reproche.

Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass jiddwereen no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt huet. Mee dat ass awer net d'Fro, déi mer haut diskutéieren, ob jiddwereen no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt huet, mee ob jiddwereen déi Méiglechkeeten hat, déi en hätt kënne kréien, an och déi Hëllefstellunge krut, déi, wann en e Cluster hat an e wollt bei d'Regierung goen an en huet eventuell net déi Äntwerte kritt, déi e gäre gehat hätt.

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, an ech hunn net mat menger Partei doriwwer geschwat, well et an deene 24 Stonnen elo därmoosse séier huet misse goen, hätt ech gär a mengem perséinlechen Numm, Här Di Bartolomeo, dass mir eng Santéskommissioun zesumme mat der familljepolitescher Kommissioun géifen zesummeruffen. Et ass e Begier un lech, eng Fro, fir iwwert deen doten Deel vun der Etüd nach eng Kéier ze schwätzen an eis d'Fro ze stellen, ob mer net weesentlech méi an d'Déift vun den epidemiologeschen Aspekter vun deem, wat an den Haiser geschitt ass, kënnen agoen.

Ech kommen dann zur Analys, Dir Dammen an Dir Hären, vum Rapport Waringo. Ech hunn iwwer eng Rei Saache geschwat, déi dra waren, iwwer eng Rei Saachen, déi net dra waren. Mee et sinn awer eng Rei Saachen dran am Rapport vum Här Waringo, och wann e keng Konklusioun gezunn huet. Hie mécht dat ëmmer anescht. Hie mécht dat an de Kapitelen. Da kënnt op eemol e Saz an dann huet ee gemierkt: „U, do wollt en eis nees eppes soen." An ech muss lech wierklech soen, och do divergéieren ech fundamental awer wierklech bis un d'Äusserst mat deem, wat ech héieren hunn, wat den Här Baum gëschter gesot huet, de Bericht hätt d'Virwërf vun der Oppositioun entkräft.

Also ech soen lech ganz éierlech, Här Baum: Mir liesen net dee selwechte Rapport. An ech wäert lech elo op sechs oder siwe Punkte weisen, dass en fin de compte quasi all Kritik, déi mir gemaach hunn den 1. Abrëll hei an der Chamber, am Rapport Waringo erëmkënnt an dass en d'Oppositiounsmeenung net entkräftegt, mee bekräftegt. Pièces à l'appui kann ech lech dat weisen, net emol dat, wat ech soen, dat, wat den Här Waringo seet, dat, wat anerer soen. A wann Der lech ..., op Facebook hunn ech dat gesinn, ënnert dem Titel: „Rapport Waringo confirméiert de Lëtzebuerger Wee, och an den Altersheimer:" - confirméiert de Lëtzebuerger Wee! - „Balance tëschent Sécherheet a Fräiheet." Dann hu mir net dee selwechte Rapport gelies.

Well dat ass d'Kärsteck vun der Kritik vum Här Waringo un der Politik vun der Regierung, nämlech dass quasi permanent déi ganzen Zäit zweegleiseg gefuer ginn ass, dass et eeben net dat Matenee ginn ass, wat noutwendeg gewiescht wär, fir déi Balance do hierzekréien. An e seet dat op e puer Plazen a sengem Rapport. Do seet en exakt de Contraire vun deem, wat Dir hei sot. Ech iwwerloossen de Kommentatoren ..., et ass d'ailleurs de Moien an der Press scho largement geschitt, well et huet een Här am „Tageblatt" geschriwwen: „Baum emanzipiert sich von der Realität." Ech hunn dat super fonnt. Dat ass wierklech en Term, deen dat beschreift, wat ech gëschter gespuert hunn, gefillt hunn, wéi ech lech héieren hunn, op de Rapport agoen.

Ech géif op all eenzel Kritik, déi mer gemaach hunn, nach eng Kéier gären agoen. Et waren der sechs oder siwen.

Mir hunn den 1. Abrëll kritiséiert: Et gëtt keng eenheetlech Politik. Mir hunn dat jo de 25. Mäerz an eiser Pressekonferenz kritiséiert. Dir Dammen an Dir Hären, dat zitt sech wéi e roude Fuedem duerch de Rapport, Divergence d'opinions fondamentale tëschent der Santé an der Famille, d'Fro vun der Fräiheet par rapport zu de Gesondheetsaspekter. Dat ass dach op x Plazen an deem Rapport present. Et ass déi ganzen Zäit an zwou Richtunge gaange bis, jo, bis Enn Abrëll.

An Enn Abrëll sinn nämlech zwou Saache passéiert: Fir d'éischt huet d'Madamm Lorsché eng Question parlementaire am Numm vun deene Grénge gestallt, wou se an der Fro vun de Soins à domicile eng total aner Positioun verteidegt huet, wéi d'Regierung déi virdru verteidegt huet. An et ass geschitt, dass eng Proposition de loi deposéiert ginn ass, eng Proposition de loi, déi déi logesch Konsequenz war vun der Debatt, déi mer den 1. Abrëll hei an der Chamber haten an déi dunn derzou geféiert huet, nodeem den 12. Abrëll dat nach e bëssen aneschters war - ech kommen an enger Minutt dorobber zréck -, an dat weess ech, dass d'Majoritéitsvertrieder gesot hunn: „Elo geet et duer! Elo ass et fäerdeg. Elo musse mer an der Fro vun den Impfungen, an der Fro, wie wou, wéini an op wat fir eng Aart a Weis muss weisen, ob e geimpft ass oder getest ass oder net, zu enger Konklusioun kommen."

Ech war houfreg driwwer, dass fir d'alleréischte Kéier an deem doten Domän eng Propositioun vun der Oppositioun de leschte Mount hei an der Chamber ugeholl ginn ass. Mee si wär ni ugeholl ginn, wann net op dëser Säit vum Parlament eng Rei Leit iergendwann eng Kéier gesot hätten: „Et geet elo duer! Et geet elo duer mam Gespills tëschent zwee Ministèren a mir musse kucken, dass mer op eng Linn kommen!" Ech hoffen zumindest, dass déi Linn fir d'Zukunft dann elo däitlech ass. Ech kommen nach herno a menge Konklusiounen dorobber zréck.

Déi zweet grouss Kritik, déi mir gemaach hunn, an ech wëll déi nach eng Kéier widderhuelen, mir hu gesot: „Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keen nationale Plang." D'Madamm Ministesch seet: „Mir wëllen dat net." Ech soen: Mir brauchen dat! Mir brauchen en nationale Plang deklinéiert a senger Gesamtheet an duerno op déi eenzel Haiser erof. A wann Der net genuch Leit hutt, da musst Der Leit aus dem Ausland komme loossen, fir lech ze hëllefen, fir esou e Plang auszeschaffen.

Säit eelef vum Rapport vum Här Waringo: D'Santé hätt ëmmer méi wäit wëlle goen, d'Famille wollt net. D'Beispill vun der Ordonnance vum 12.4. ... Den Här Waringo beschreift eigentlech a sengem Rapport ..., mir hunn eng Beschreiwung vun der Realitéit. Wat ech nach weess, dat ass, dass et eng éischt Versioun vun där Ordonnance vum 12. Abrëll gouf. An déi war ganz aneschters geschriwwen. Déi éischt Versioun vun der Ordonnance vum 12. Abrëll, déi war nämlech net esou mat „recommande" geschriwwen, déi war méi geschriwwe mat: „Elo musst Der et maachen", „et gëtt elo Zäit", „et geet elo duer". An dat ass den 12. Abrëll nach net duerch de Conseil de Gouvernement manifestement gaangen, wat d'ailleurs d'Onverständnis an deem ganze Kapitel, mengen ech, vum Rapport Waringo och weist.

Eréischt nom Depot vun der Proposition de loi a vun der Question parlementaire vun déi gréng sinn aner Momenter komm. Et bleift fir eis, an dat ass just eng politesch Divergenz, déi mer hunn, dass et an eisen Aen net gutt ass, dass am Mount 17 vun der Pandemie et nach ëmmer keen nationale Plang fir d'Altersheimer gëtt, deen d'ailleurs vun alle Säite gefrot gëtt, a mat dem Zousaz, dee mir ëmmer gesot hunn, natierlech erofdeklinéiert op d'Situatioun vun all eenzelnem Haus. Mir hunn dëst am Oktober vum Joer 2020 an der Chamber gefrot. Dat ass mat 31 géint 29 Stëmmen am Januar 2021 ofgeleent ginn.

Drëtte Reproche, dee mer den 1. Abrëll formuléiert hunn, dat ass deen, dass mer gesot hunn: D'Familljeministesch iwwerhëlt keng Responsabilitéit. Dat ass eigentlech de Refus, fir hir Responsabilitéit ze huelen. Och dat geet, Dir Dammen an Dir Hären, wéi e roude Fuedem duerch de Rapport vum Här Waringo, wann e schreift, dass d'Santé iwwer Ordonnancë gefuer wär an d'Famille iwwer Recommandatiounen, wann e schreift, dass d'Famille hir Saachen „non daté", „non signé", „sans en-tête" ...

Ech si frou, dass d'Madamm Ministesch seet, dass se dat elo an Zukunft wëllt maachen. Ech war och zéng Joer an der Regierung. Also ech soen lech ganz éierlech, et wär näischt erausgaange bei mir am Haus mat der Entête vum Interieursministère deemools un iergendenger Recommandatioun, Ordonnance oder wat och ëmmer, wat d'Ënnerschrëft an den Datum net vum Minister gedroen hätt. Et stellt sech also d'Fro: Firwat ass dat net datéiert ginn? D'Äntwert mussen déi ginn, déi se wëlle ginn.

Den Här Waringo schreift, dass d'Ministesch vun der Famille vu Juni 2020 bis Februar 2021 eigentlech keng Recommandatioune méi erausginn huet, se quasi vun der ëffentlecher Bildfläch verschwonne wär. Et ass alles op d'Santé gedréckt ginn, déi wuel oder iwwel - an dat ass meng Meenung, nodeem ech dat heiten elo säit Méint suivéieren - déi Responsabilitéit vum Familljeministère iwwerholl huet. An ech weess aus ville Gespréicher, dass et zu ganz zolitte Verwerfunge komm ass, besonnesch op deem dote Punkt, dass eigentlech net an der totaler Harmonie, mee eigentlech nolens volens d'Santé eng ganz Rei vu Responsabilitéite vun der Famille huet missen iwwerhuelen. D'ailleurs, am Leitartikel vum „Lëtzebuerger Wort", fir dass Der net mengt, ech géif dat elo hei soen, do steet genau dat selwecht.

Véiertens: Mir hunn deemools gesot, et géife keng Reaktioune ginn op d'Clusteren. Den Här Waringo widderhëlt dat op der Säit eelef vu sengem Rapport. E seet, wäertvoll Zäit wär verluer gaangen, näischt wär geschitt an de Summerméint 2020. Dat konnt en aus de Kommunikatiounen einfach erausliesen. Hien huet dat einfach hannereneegeluecht an en huet festgestallt, dass do näischt war. An och déi Äntwert, déi gëschter koum, fir ze soen, déi wären dach all an der Rei, also mir hunn dat emol nogekuckt, wat am Juni d'Situatioun war a wat am Oktober, November d'Situatioun war, dat war awer net grad dat selwecht. A fir elo heihinnerzekommen an ze soen, dat vum Juni 2020 dat wär nach gutt gewiescht am November 2020, dat kann ee behaapten, mee ech sinn awer net esou dervun iwwerzeegt, dass dat d'Strooss hält.

Am Rapport ass den Här Waringo weesentlech méi zréckhalend, wann et ëm d'Fro vun de Clustere vum Oktober bis den Dezember geet. Ech huelen un, well e keng Zäit hat, fir dat genau ze ënnersichen. Dat wär awer an eisen Aen eng zentral Fro gewiescht, ech hunn et virdru scho gesot.

D'Fro, déi mir eis nach ëmmer stellen: Wéi war dann d'Nobehandlung? Wat ass mat de Rapporte vun der Inspection sanitaire geschitt? Sinn déi an Aarbechtsgruppen agefloss? Sinn déi an den Aarbechtsgruppen net nëmmen agefloss, mee si Konklusioune gezu ginn, Adaptatioune geholl ginn?

Fënnefte Reproche, dee mer gemaach hunn, dat war - an op dee geet den Här Waringo net an -, dass vertuscht ginn ass, esou laang, wéi et méiglech war. Ech iwwersprangen dat, well ech dat schonn dräimol hei an der Chamber gemaach hunn. Et ass manifest bis zum leschten Dag versicht ginn, d'Existenz och nëmme vu Clusteren an den Altersheimer net dem Public zougänglech ze maachen.

D'Madamm Ministesch huet an engem Moment, wou scho 14 Leit um Lauterbann gestuerwe waren, an engem Presseinterview gesot, et wär bei 5 an et wär alles an der Rei. Dat kënnt Der alles noliesen - „Lëtzebuerger Wort" vum 12. Mäerz. Et ass eng Situatioun, muss ech ganz éierlech soen, ech hunn ech virdru gesot, déi fir eis net akzeptabel ass.

An dee sechste Reproche - an dat ass nees e Reproche, deen un déi béid Ministërë geet -, dat ass, dass mer der Meenung waren an eis och elo bestätegt fille mam Rapport vum Här Waringo, dass de Cordon sanitaire falsch ugesat gi war. D'Madamm Ministesch huet virdrun nach eng Kéier hir Approche erkläert. Den Här Waringo a säin Expertenteam, déi expriméieren hiert Onverständnis haaptsächlech fir de Fait, dass bei der Vaccinatioun an den Altersheimer net op d'Funktioun, mee op de Statut gekuckt ginn ass, wat mat sech bruecht huet, dass Leit, déi net no ware bei de Clienten, geimpft gi sinn, wärend aner Leit, déi all Dag duerch d'Haiser gejauft sinn, net geimpft gi sinn.

Et ass an et bleift fir mech, ech hunn lech et schonn eng Kéier gesot, a mengen Aen, dat ass ganz perséinlech meng Meenung, dee gréisste politesche Feeler niewent 100 Saachen, déi Der gutt gemaach hutt an där ganzer Bekämpfung vun der Pandemie. Et ass fir mech niewent 100 Saachen, déi der gutt gemaach hutt, dee gréisste politesche Feeler, deen Der gemaach hutt, dass Der de Cordon sanitaire ... A mir hunn lech drop higewisen an Dir hutt et bäibehalen, Dir hutt et explizéiert. Den Här Waringo ass net mat lech d'accord, ech sinn och net mat lech d'accord, dass Der dat net aneschters gemaach hutt. Zumindest am Lauterbann mengen ech, dass dat vläicht nach hätt kënnen eppes bréngen.

Mee, wéi seet een et esou gutt: Et weess een et jo net, well dat, wat ee gemaach huet, do weess een, wat geschitt ass, dat, wat een hätt kënne maachen, do kann ee jo net beweisen, dass et besser oder méi schlecht gewiescht wär, well et hat ee jo net d'Méiglechkeet, fir et ze maachen.

Ech kommen, Dir Dammen an Dir Hären, zu menger Konklusioun. Ech wëll soen, dass ech déi ganz staark aus dem Leitartikel vum „Lëtzebuerger Wort" vun haut ofgeknäipt hunn, dat nees, fir dass net gesot gëtt: „Et ass nees de Wolter!", mee einfach, dass ee mierkt, dass déi Analys, déi gemaach gëtt, dass dat eng Analys ass, déi largement gedeelt gëtt.

De Leitartikel am „Lëtzebuerger Wort" schreift, ech iwwersetzen dat fräi: „De Rapport Waringo huet d'Fanger op déi politesch Wonne geluecht", déi politesch Wonnen, wat exakt dat ass, wat mir hei ze kontrolléieren hunn: onkloer, deels widderspréchlech Empfeelungen a Richtlinnen aus de Ministèren; d'Zoustännegkeeten a Verantwortungen, déi net däitlech waren; keen zentralen Uspriechpartner bei Froen; kee Kriseplang fir déi am Hierscht 2020 ze erwaardend zweet Well, net emol Empfeelungen, déi tëschent Juni a Februar erauskomm wären; eng ze spéit Reaktioun vun der Regierung op déi zweet Well; keng Impf- an net emol Testflicht vum Personal - woubäi Impf- an Testflicht, dat ass nees Ausso Waringo -; eng falsch opgestallten Impfstrategie fir Altersheimer; Haiser, déi sech duerchgeschloen hunn, probéiert hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen, eng gutt Aarbecht gemaach hunn an awer am Ree stoe gelooss gi sinn an zerrass gi sinn tëschent dem Usproch, Fräiheet ze loossen, an dem Usproch, d'Gesondheet ze schützen.

„Et ass", esou schreift d'Madamm Welsch, „e vernichtend Urteel", well eigentlech op déi dote Froen, déi ech elo hei nach eng Kéier opgeworf hunn, hätten d'Äntwerte misse vun der Regierung bruecht ginn ... Et ass ee leider, an dat soen net ech, dat kann een aus dem Rapport vum Här Waringo ..., an ech soen et och. Ech verstoppe mech elo net hannert dem Här Waringo, mee mir kommen eigentlech zu där selwechter Konklusioun. An d'ailleurs, an der nofollgender Berichterstattung iwwert d'Medie spieren ech a ganz ville Medien déi selwecht Reaktioun.

Mir kommen zur Konklusioun, dass opgrond vun den Obligatiounen, an ech hunn dat schonn zweemol hei an der Chamber gesot, vun den Artikele 6 an 9 vum Gesetz, vum ASFT-Gesetz, d'Familljeministesch hir Aarbecht an eisen Aen net esou gemaach huet, wéi se et dem Geescht an dem Buschtaf vum Gesetz no hätt misse maachen.

Och am Santésministère si manifest eng Rei Feeler geschitt. Mee wie mécht scho keng Feeler? De Cordon sanitaire, ech hunn et virdru gesot, mee dat ass eng politesch Decisioun ..., Inspection sanitaire, wou ech nawell ganz gären dat e bësse méi am Detail gekuckt hätt opgrond vu munche Gespréicher, déi ech hat. Mee dat sinn an eisen Ae Feeler, esou wéi ee se eebe mécht an esou wéi den Här Waringo dat a sengem Rapport gesinn huet, déi op engem ganz aneren Niveau an hirer Gesamtanalys berouen.

Och hei soe mir näischt aneschters wéi schonn am Abrëll a fillen eis an eiser deemoleger Analys komplett bestätegt. Dobäi ass den Dossier jo net fäerdeg. Et stelle sech nach ëmmer vill Froen. D'Ministesch huet haut probéiert - et ass schéin an et ass ganz nei - ze soen: „Mir sinn dach fir alles op. All Diskussioune féiere mer zesumme mat der Chamber." Ma hätte mer dat déi lescht 18 Méint kënne maachen, dass mer eigentlech all eenzel Saache mat hätte kënnen diskutéieren an debattéieren!

„Ech maachen net emol méi Amendementen", seet d'Ministesch, „déi kënnt Dir elo maachen. Ech maache se net méi." An da schreiwen ech dat op, wat se als Amendementen do wëllt maachen. Ech hunn et op mäin Ziedelchen do doctement gemaach an da stellen ech mer awer Froen, dass et nach eng ganz Rei aner Froe gëtt, déi politesch ze beäntwere sinn. Kréie mer dann elo eng national Strategie, déi individuell un d'Besoine vun den Haiser ugepasst gëtt, an dat manifestement géint de Wëlle vun der Ministesch vun der Famille? Wéi ass et mat der Informatiounsflicht an der Schutzflicht vum Personal? Wëllt d'Regierung, d'Politik - an där Debatt kënne mer eis net méi enthalen - op de Wee vun enger Impfflicht goe fir d'Personal an den Haiser? Ech sinn net iwwerzeegt dovunner. Ech war ni iwwerzeegt dovunner. Mee ech sinn der Meenung, dass een alles muss maachen, souwäit et geet, fir sécherzestellen, dass d'Leit, déi mat Vulnerabelen a Kontakt kommen, wa méiglech de Virus net a sech hunn.

Mee ech spieren awer, ech gesinn awer ... Italien huet et adoptéiert, Griicheland huet et adoptéiert, Groussbritannien huet et adoptéiert a gëschter huet de franséische President och dovunner geschwat.

Et ass also esou, Dir Dammen an Dir Hären, wann een eng Konklusioun wëllt zéien aus deem Debat, an do si mer hei matzen am Sujet dran, am Sujet: Wéi verhale mer eis mat deenen, déi bei déi Leit ginn, déi am vulnerabelste vun eiser Gesellschaft sinn? -: Mir mussen Äntwerten op déi Fro fannen, wa méiglech musse mer se zesumme fannen.

Wéi ass et mam Dateschutz? Den Här Waringo stellt déi Fro. Stelle mer den Dateschutz - also de Schutz vun deene Leit, déi sollen déi Leit schützen, déi vulnerabel sinn - iwwert de Schutz vun deenen, déi vulnerabel sinn? A wéi wäit kucke mer dat Spill nach no, dass einfach gesot gëtt: „Et ass Dateschutz"? Dateschutz heescht: Ech brauch da keng Informatiounen ze ginn. A wat fir eng Konsequenzen huet dat op d'Aarbechtsrecht? Et war jo awer elo dräi Méint Zäit, fir sech d'Fro ze stellen, wéi een dat gesäit!

Ech liesen, dass a verschiddene Länner gesot gëtt, wann ee sech do elo net wëllt impfe loossen, dass een dann an Zukunft seng Aarbecht net méi huet. Da misst een elo awer zumindest mol eng Diskussioun driwwer féieren an deenen nächsten zwee, dräi Méint fir ze kucken: Ma wat ass dann d'Approche, déi mir hei zu Lëtzebuerg wëlle maachen? Wëlle mer esou wäit goen, wëlle mer net esou wäit goen? Wat fir eng Konsequenzen huet dat? Wat fir eng Konsequenzen huet dat aarbechtsrechtlech? An net, fir ze soen: „Dat ass eigentlech nëmmen e

Punkt, deen all eenzelne Patron ugeet." Dach, et ass e Punkt, deen all eenzelne Patron a senger Relatioun mat sengem Arbeitneemer ugeet, mee et ass awer och en essentielle Punkt an der Fro, déi ech ëmmer nees wëll stellen: Wéi schütze mer déi Leit, déi ze schütze sinn?

Wéi geet et dann elo am Ëmgang mat de Bewunner an hire Familljen? Wéi gëtt dat gereegelt? D'Familljе stelle mir nach ëmmer Froen. Wat geschitt dann elo, wann am Hierscht d'Saach nees e bësse méi komplizéiert gëtt? Gëtt dann de Kontakt nees komplett ofgebrach? Hu mer net entre-temps d'Méiglechkeet, fir op aner Aart a Weisen d'Leit an de Kontakt kommen ze loossen, déi et hinnen erlaben, mateneen ëmzegoen?

Gëtt eng déifgräifend Analys iwwert d'Clusteren an d'Verbreedung gemaach, esou wéi ech dat virdru gefrot hunn, mam Zil, Erkenntnisser fir d'Zukunft ze kréien?

Wéi ass et dann, Dir Dammen an Dir Hären, mam Ëmgang vu Soins à domicile - fir emol deen Deel vun der Debatt, deen der Madamm Lorsché och vill um Häerz läit, nach eng Kéier opzewerfen -, wann ech gëschter an der Zeitung gelies hunn, dass an deem Domän manner wéi 50 % vun de Leit geimpft sinn? Manner wéi 50 % vun de Leit si geimpft an engem Domän, deen e bëssen en dehors vun der Diskussioun vun haut ass, mee awer iergendwou och ganz dran. Well och déi Leit liewe jo an enger gewëssener Isolatioun an deen, dee bei si heem kënnt, fir hir Pickür ze maachen, fir hir Soinen ze maachen, ass oft déi eenzeg Kontaktpersoun, déi se hunn. An ech kenne Fäll, dat si vläicht keng Honnerten, mee ech kenne Fäll, wou Leit gestuerwe sinn, wou d'Familljе mir ugeruff hunn a gesot hunn: „Här Wolter, eis Mamm huet just nach déi gesinn." Ech soen elo Soins à domicile am groussen Déngen, net eng eenzel Boîte. Déi Fro ass awer nach ëmmer ze beäntweren, wéi mer domat ëmginn.

An déi Fro, ob mer deen doten Domän an de Santésministère solle ginn oder an der Famille solle loossen, ech muss lech ganz éierlech soen, dat ass fir mech eng ganz witzlos Debatt. Mee ech weess awer, firwat den Här Waringo et esou geschriwwen huet, well e mécht eigentlech eng Propositioun opgrond vun engem Constat. An de Constat ass deen, dass deejéinegen, dee sech eigentlech dorëms hätt solle bekëmmeren, dat manifestement an deem leschten annerhallwe Joer net esou gemaach huet, wéi en et hätt misse maachen, well soss géif e jo iwwerhaapt net op d'Fro kommen, e géif sech déi Fro jo net stellen. E géif déi Propositioun jo guer net maachen, wann et esou gewiescht wär, wéi hien a seng Leit do a sengem Grupp zur Konklusioun komm gewiescht wieren, dass et misst goen.

Wat fir eng Äntwerte gi mer op d'Tatsaach, dass manifestement 30 % vun de Geimpfte keng Anticorpsen entwéckelen? Eng drëtt Impfung ass eng vun de méiglechen Äntwerten. Si mer virbereet op eng aner Variant, déi eventuell kënnt an eigentlech nees eise ganze Plang op d'Kopp geheit? An aus all deem kënnt alt nees ëmmer erëm d'Fro: Wat ass déi Strategie, déi mer eigentlech an deem ganzen Domän wëlle maachen?

A mir haten elo quasi all Fall, vun der totaler Rou bis zum totale Chaos. An aus deem misst een eigentlech kënnen elo fir d'ganzt Land - mir sinn net esou grouss - a fir déi 54 Haiser oder 64 Haiser, jee nodeem, wéi een et kuckt, wien do mat erakënnt, eng Strategie entwéckelen.

Fir op all déi Erausfuerderungen anzegoen, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mer e staarke Minister. An dat Vertrauen hu mir - och a besonnesch nom Rapport vum Här Waringo - net méi an d'Madamm Cahen. Si huet d'Vertrauen net an der Politik an ech mengen, dass se et och net hätt an den Haiser. An ech mengen, dass dat däitlech aus dem Rapport vum Här Waringo erausgeet. D'Spëtze vun deene véier Oppositiounsfraktiounen hu sech gëschter an haut concertéiert. Si hu sech op eng gemeinsam Positioun gëeenegt, dat, nodeem jiddwereen dat mat senge Leit diskutéiert hat.

A fir och do mat der Legendenbildung ee vir allemol opzehéieren, wëll ech soen, dass ech a kengem vun deene Gespréicher gëschter an haut derbäi war. Ech hunn awer den Optrag kritt, si hu mech gebieden, am Numm vun deene véier Fraktiounen, a well mir als CSV nun eemol déi stäerkste Fraktioun hei sinn, eng Motioun ze deposéieren, déi d'Madamm Minister opfuerdert, hir politesch Responsabilitéit ze huelen an dem Grand-Duc hir Demissioun ze froen.

Ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le débat parlementaire du 1er avril 2021 relatif aux foyers de contamination (« clusters ») dans certaines structures d'hébergement pour personnes âgées ;

- considérant la motion déposée par les Députés Michel Wolter (CSV), Fernand Kartheiser (ADR), David Wagner (déi Lénk) et Sven Clement (Piraten) le même jour, invitant Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à prendre ses responsabilités (« motion de censure ») ;

- considérant la motion de la Chambre des Députés du 1er avril 2021 invitant le Gouvernement à commanditer une étude externe et indépendante au sujet des clusters observés dans certaines structures d'hébergement pour personnes âgées ;

- constatant que la précitée étude (dite « Rapport Waringo ») a été présentée à la Chambre des Députés le 12 juillet 2021 ;

- constatant que le Rapport Waringo confirme la teneur de la précitée motion de censure de l'opposition parlementaire ;

- constatant que les auteurs du Rapport Waringo font notamment état de/d'

• l'absence d'élaboration par le ministère de tutelle d'un plan de gestion de crise au profit des structures d'hébergement pour personnes âgées au cours de la période de l'accalmie relative des mois d'août et de septembre 2020, i. e. en anticipation de la deuxième vague ayant frappé le pays au cours des mois d'octobre à décembre 2020,

• un décalage de la réaction des instances politiques en comparaison avec celle de nos pays voisins pour contenir la seconde vague avec pour conséquence (i) un niveau comparativement élevé des cas de Covid-19 enregistrés au Luxembourg par rapport aux pays voisins, (ii) un accroissement du nombre des infections à la Covid-19 dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et (iii) surtout une surmortalité importante,

• une communication par moments déficiente, insuffisante voire inexistante envers les gestionnaires des structures d'hébergement en raison d'une absence de répartition clairement arrêtée des rôles respectifs des ministères de la Famille et de la Santé et de leurs services et pire encore en raison de conceptions en termes de gestion de crise foncièrement différentes,

• une stratégie manquée en termes de testing et de vaccination des personnes composant ce qu'on pourrait qualifier de « cordon sanitaire élargi » au sein des structures d'hébergement pour personnes âgées,

- constatant qu'au vu de ce qui précède et considérant l'article 6 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (« loi ASFT ») disposant qu'« en cas de risque imminent pour la santé physique ou morale de l'usager d'un service, le ministre compétent ou le fonctionnaire délégué à cet effet peut prendre toute mesure appropriée ou saisir l'autorité compétente en vue de la protection de l'usager concerné » ;

- constatant que la responsabilité politique de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration est dès lors engagée,

invite

- Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à présenter sa démission au Grand-Duc.

(s.) Michel Wolter, Myriam Cecchetti, Sven Clement, Martine Hansen, Fred Keup, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wolter. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt gär ufänke mat engem ganz grousse Merci un den Här Waringo an un alleguerten déi Leit, déi um Rapport matgeschafft hunn. Hire Rapport ass eng Fläissaarbecht a bitt eng ganz gutt Basis, fir eng sachlech Debatt haut de Mëtten hei ze féieren.

Nieft der epidemiologescher Analys an nom Opbereede vu statisteschen Donnéeën hu si virun allem de Kontakt mam Terrain gesicht. Si waren a villen Haiser an hu mat de Responsabele geschwat. Ech mengen, dass si esou en éierlechen Androck dovunner kruten, wat an den Haiser geschitt ass a wat d'Beweeggrënn waren, fir déi eng oder déi aner Entscheedung ze treffen. Hir Bestandsopnam wäert e wichtege Bäitrag leeschten, fir dës Kris opzeschaffen a Verbesserungspotenzial erauszeschielen. Dat war de Grond fir dëse Rapport.

Dobäi, mengen ech, soll ee sachlech bleiwen an ophalen, mam Fanger op deen een oder aneren ze weisen. Jiddereen huet wärend dëser Kris no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt a geschafft.

Sécherlech, besser kann een et ëmmer maachen, besonnesch am Kontext vun enger Pandemie, mat där kee gerechent hat, keen op der Welt, an och mir net. Lëtzebuerg ass an dëser Kris säin eegene Wee gaangen, de Lëtzebuerger Wee. Mir hu vun Ufank un op e flexibele Modell gesat, deen et eis erméiglecht, reegelméisseg op d'Virusgeschéien ze reagéieren. Net fir näischt hu mir hei all dräi Wochen en neit Covidgesetz gestëmmt.

Dëse Modell huet et erlaabt, eng ganz Panoplie vun ënnerschiddlechen Indicateuren a Facteure gläichzäiteg a Betruecht ze zéien an d'Entscheedungen ofzeweien - esou vill Sécherheet wéi néideg an esou vill Fräiheete wéi méiglech. Mat dësem Leitmotiv si mer bis elo zesumme besser duerch dës Kris komm wéi déi meescht Länner an Europa an eng rezent Etüd vum „Spiegel" huet dat elo kuerz nach eng Kéier op eng androcksvoll Aart a Weis ënnermauert.

Wat huet dat mat den Altersheimer ze dinn? Ma och d'Strategie an den Altersheimer war en Deel vum Lëtzebuerger Wee. An och an den Altersheimer ass gekuckt ginn, fir déi verschidden Elementer géinteneen ofzeweien. Dat war natierlech de Schutz vun den eeleren a vulnerabele Leit an awer och vum Personal, et war awer och d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi do wunnen a liewen.

Aus deem Rapport geet ervir, dass eis Zuele par rapport zum Ausland an der Moyenne leien. Wann dat esou ass, dann ass dat virun allem de Verdéngscht vun de Leit um Terrain, déi duerch hiren Engagement an hire ganz, ganz groussen Asaz déi Vulnerabelst geschützt hunn. Et ass de Verdéngscht vun de Familljememberen an de Residenten, déi sech un d'Consignë gehalen hunn, obwuel dat hinne mat Sécherheet heiansdo schwéiergefall ass.

Heescht dat, dass alles gutt gelaf ass, dass näischt hätt kënne besser gemaach ginn? Mat Sécherheet net! Et si Leit gestuerwen. Et hu Leit hir Léifste wéinst dësem fuerchtbare Virus verluer. An natierlech ass all Doudegen een ze vill. A grad aus dësem Grond ass et ëmsou méi wichteg, dass mir haut oppen iwwert de Rapport schwätzen, eis oppe mat deem Rapport auserneesetzen, déi verschidde Recommandatiounen, déi en enthält, zu Häerz huelen an och déi richteg Léieren doraus zéien.

Wa mir Mesurë geholl hu géint d'Verbreede vum Covid-19, dann hu mer ëmmer erëm missen ofweien tëschent Fräiheet a Sécherheet. Fräiheeten hu missen ageschränkt ginn, fir d'Sécherheet vun de Bierger, virun allem vun deene vulnerabele Gruppen, ze garantéieren. Dës Decisioune waren net einfach, mee si hu misse geholl ginn, fir dës aussergewéinlech Situatioun, an där mer eis nach ëmmer befannen, ze meeschteren.

An den Altersheimer war dës Aufgab besonnesch schwéier. Hei gëtt sech ëm déi vulnerabelst Mënschen an eiser Gesellschaft bekëmmert, déi Leit, déi de gréisste Risiko vun enger Infektioun an engem schwéiere Krankheetsverlaf droen. En eenzegen asymptomatesche Fall an esou enger Struktur ka fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft schlëmm Konsequenzen hunn.

Dat gëtt an deenen Haiser nach verstäerkt, wou besonnesch al a krank Leit liewen a wou d'Architektur ze vereelzt ass an dowéinst verschidde sanitär Mesuren emol iwwerhaapt net ëmgesat kënne ginn. Ee vun den Auteure sot gëschter selwer, dass et heiansdo eng Chancësaach war, dass de Virus net de Wee an e bestëmmtent Altersheim fonnt huet.

Et gouf heibanne vill driwwer diskutéiert, ob d'Recommandatiounen dat richtegt Instrument sinn, fir duerch dës Kris ze féieren, oder ob ee besser gehat hätt, iwwer Gesetzer ze fueren. An eisen Ae waren d'Recommandatiounen dee beschte Wee, fir séier, flexibel an adequat op déi spezifesch Situatioun kënnen ze reagéieren. Et ass nämlech net eng Struktur wéi déi aner. Si ënnerscheede sech duerch hir Infrastrukturen, hir Spezifissitéit, hir Pathologien an och duerch d'Besoine vun de Leit, déi do wunnen.

D'Gestionnairë vun den Heemer kennen hir Strukture mat alle Particularitéite mat Sécherheet am beschten. Si sinn duerfir och am beschte placéiert gewiescht, fir d'Recommandatiounen no hire Besoinen ëmzesetzen. Et gouf also op d'Erfarung an op den Knowhow vun dem Professionelle Wäert geluecht.

E rigide Modell hätt net einfach esou un all Haus kënnen ugepasst ginn. An aus deem Grond waren d'Recommandatiounen, déi iwwregens ëmmer mat der COPAS zesummen ausgeschafft gi sinn, déi mat hinnen ofgeschwat waren, dee richtege Wee.

Här President, haut weess ee villes méi iwwert dee Virus, iwwert d'Krankheet an och iwwert den Ustiechungsrisiko. Et ass duerfir intellektuell och net ganz éierlech, fir d'Situatioun vun deemools mam Brëll vun haut ze kucken an dann nach ze bewäerten. Et muss ee sech an d'Situatioun vun deemools zréckversetzen!

Am Mäerz d'lescht Joer wousst nach keen, wéi mir am beschte mat dëser Situatioun ëmgoe kéinten. Wéi wäit dierften d'Sécherheetsmesurë goen an aner Saachen dobäi op der Streck bleiwen? Trotz engem quasi kompletten Isolement an den éischte Méint vun der Kris huet de Virus säi Wee an d'Alters- an d'Fleegeheimer fonnt. Do gesäit een, dass et keng honnertprozenteg Sécherheet gëtt. Déi gouf et ni, souguer net am Prisong.

Op där anerer Säit huet een awer séier festgestallt, dass esou e kompletten Isolement vun den eelere Leit extreem op hir Moral gedréckt huet. Et huet de Risiko vun enger Vereinsamung bestanen, si hu verlaangert, si konnten hiert Liewen net méi liewen an hiert mentaalt Wuelbefannen huet extreem dorënner gelidden.

An ech géif gär drun erënneren, dass den honorabelen Deputéierte Paul Galles am Mee 2020 hei uewe stoung an eis gebieden huet, d'Altersheimer opzemaachen, an eis gebieden huet, d'Leit erëm an d'Altersheimer ze loossen. Mir wësse jo, dass de Paul e ganz gudde Feeling huet fir eeler Leit. Et gesäit een e jo och nach vill mat sengem Bopa, deen 103 Joer huet. Ech mengen, dass de Paul hei déi richteg Wierder fonnt huet, wéi en hei uewe stoung. An ech kann lech soen, ech hunn dat Gefill och, well mäi Bop huet bis zu sengem Doud mat 96 Joer bei eis doheem gewunnt. Ech hunn do also déi selwecht Affinitéite wéi de Paul Galles.

De Marc Fischbach huet et am Fong op de Punkt bruecht. Net nëmmen de Moien am „10 op 8", mee och am „Paperjam" de 4. Abrëll 2021 seet de President vun der COPAS Folgendes: « Il y a avait aussi des cas de Covid-19 durant le premier confinement, qui était strict, donc isoler les maisons de soins n'empêche pas les contaminations, et le virus de circuler. Cela a au contraire un impact sur la santé mentale des pensionnaires. »

Aus dem éischte Lockdown hu mer also eis Léiere gezunn. Wéi d'Neiinfektiounen am Oktober d'lescht Joer nees geklomme sinn, huet een op déi gutt Saachen aus der éischter Phas opgebaut an et huet een awer och nei Elementer op d'Wo geluecht. Et huet een e besonnesche Wäert geluecht op d'Balance tëschent der Sécherheet an der Fräiheet.

Et muss ee sech natierlech froen, wat d'Alternativ gewiescht wier. Déi eenzeg Alternativ wär gewiescht, fir nees an e Lockdown ze goen, mat alle Konsequenzen, déi dat fir d'Residenten aus de Strukture mat sech bruecht hätt fir den allgemenge Gesondheetszoustand an hiert Wuelbefannen. Dat wollte mir de Leit aus den Altersheimer net undoen an d'Residenten aus den Altersheimer wollten dat och net. Mir wollte si net erëm an hirem klengen Zëmmer iwwer Méint aspären.

Wat gouf an dëser Phas amplaz gemaach? Enn Oktober 2020 huet d'Regierung Bréiwer un d'Alters- a Fleegeheimer verschéckt, an deeen nach eng Kéier un d'Anhale vun de sanitäre Mesuren erënnert gouf an och mobill Testekippe vum Large-Scale-Testing ugekënnegt goufen. Onnéideg Deplacementer also, fir e PCR-Test ze maachen, goufen esou fir déi vulnerabel Leit evitéiert. Grad an engem Moment, wou d'Infektiounszuele jo nees um Klamme waren, war dat déi richteg Decisioun. Ausserdeem huet de Familljeministère deemools dozou opgefuerdert, dass d'Visitten an d'Sortien op e Minimum limitéiert solle ginn, fir potenziell Infektiounsrisiken ze reduzéieren.

An Zesummenaarbecht mat der COPAS, déi, wéi gesot, vun Ufank un an d'Ausschaffe vun de Recommandatiounen agebonne war, gouf et e Stufeplang, fir de Fonctionnement vun de Strukturen un d'sanitär Situatioun unzepassen. De Plang huet véier Phase festgeluecht: An der Phas 1 besti keng Restriktioune fir Visitten, an der Phas 2 mussen d'Visitten op enger festgeluechter Plaz stattfannen, an der Phas 3 gëtt et weider Restriktiounen, zum Beispill eng Reduktioun vun der Unzuel vun de Leit, déi kënne kommen, an dass virdru muss e Rendez-vous ausgemaach sinn, an an der Phas 4 ass d'Haus einfach zou. An deem Fall ass d'Haus nach just op fir Leit, déi kënne Besuch kréien, wa se um Stierwe leien.

Verschidden Altersheimer ware bei de Visitte méi streng, well si net iwwert déi néideg separat Raim verfügen, wou d'Visitte kéinten ofgehale ginn, an hinnen de Risiko ze grouss war, dass doduerch de Virus e Wee erafanne kéint an hir aner Bewunner kéinten a Gefor geroden. Och de Cohortage war net an all Strukturen ëmzesetzen. E Regruppéiere vun infizéierte Persoune war zum Beispill zu Nidderkuer net méiglech, wouduerch sech de Virus hei méi séier verbreet huet.

Ech war dorobber schonn eng Kéier an enger anerer Ried agaangen, mee ech wollt nach eng Kéier betounen: D'Gebai zu Nidderkuer huet scho laang virun der Pandemie net méi den Ufuerderunge vun enger moderner Fleegestruktur entsprach. De Familljeministère hat dowéinst scho virun der Pandemie decidéiert, dëst aalt Gebai zouzemaachen an amplaz en neit Gebai zu Käerjeng ze bauen. Wann d'Altersheem schonn en neit Gebai gehat hätt, wou de Cohortage méiglech gewiescht wär, da wier et och vläicht net zu esou vill Neiinfektioune komm.

D'Pandemie huet eis dorobber opmierksam gemaach, wéi Fleegestrukturen an Zukunft mussen ausgesinn a wéi eng Mindestufuerderunge se mussen erfëllen, fir dass mir an Zukunft besser op esou eng Situatioun virbereet sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Recommandatioune vun der Santé a vum Familljeministère hunn am Verlaf vun der Pandemie ni opgehalen ze gëllen. Hei kann ee kritiséieren, dass zu engem

Zäitpunkt keng nei Recommandatiounen erausgaange sinn oder firwat net op d'mannst e Rappel gemaach ginn ass. Op där anerer Säit ware se publizéiert, waren d'Recommandatiounen nach ëmmer en place. Just well keng neier erauskomm sinn, heescht dat jo net, dass déi al net méi gülteg waren. A si si jo vun den Haiser gelieft ginn, dat confirméiert de Rapport Waringo ganz kloer.

Déizäit gouf och oft no enger staarker Hand gefrot, well d'Leit sech eleng gespiert hunn. Dat Gefill kann een an Extreemsituatiounen duerchaus verstoen. Et ass mënschlech. Ouni dat wëllen erofzespillen, wëll ech hei e Lieserbréif vum 22. Februar aus dem „Wort" virliesen. D'„Wort" ass jo de Moie scho vu mengem Virriedner zitéiert ginn. Et ass geschriwwe vun den Trägere vum HPPA, Pescatore, Hospices civils vun der Ville de Luxembourg a Réimech, vun der Résidence des Ardennes, vu Servior a vum CHNP: „Um der Individualität der Häuser und ihrer Bewohner (Gesundheitszustand, Bedürfnisse und so weiter) Rechnung zu tragen, war es dem Dachverband der Betreiber COPAS wichtig, jegliche Maßnahme individuell pro Haus und pro Situation anpassen zu können." D'Flexibilitéit, vun där ech virdru geschwat hunn, gouf also um Terrain ëmgesat.

A weider: „Dieses Unterfangen wurde von der zuständigen Ministerin für Familie geteilt und unterstützt. Somit wurden Richtlinien ausgearbeitet, die kontinuierlich angepasst werden. […] Somit ist es dem Verständnis der Familienministerin für die Heimbetreiber und der Kompetenz, der Professionalität und der langjährigen Erfahrung der jeweiligen Direktionen und Mitarbeiter zu verdanken, dass die Konzepte unter Einbeziehen aller Fachbereiche (Pflege, Betreuung, Küche, Service, Hauswirtschaft, technischer Dienst und Verwaltung) erstellt und umgesetzt werden können. Im Austausch mit den jeweiligen Ministerien, Verbänden, Experten und Kollegen wurden punktuelle Fragen zeitnah gelöst" - „zeitnah gelöst"!

An nach e leschte Saz: „Die kontinuierliche Unterstützung von den zuständigen Instanzen hat alle Grundlagen geschaffen, die es der Heimleitung ermöglichen, sich auf ihre Arbeit zu konzentrieren und die notwendigen Entscheidungen zu treffen."

Här President, nom État de crise war e komplette Confinement vun de Leit an de Strukture fir eis keng Optioun méi. Personal, Residenten a Visiteuren goufen dowéinst opgefuerdert, sech un déi allgemeng sanitär Mesuren ze halen, déi och iwwerall soss am Land gegollt hunn, a besonnesch virsiichteg ze sinn, well vulnerabel Leit nun emol méi staark um Virus erkranke kënnen.

D'Regierung huet dës Situatioun gemeeschtert a probéiert, den Equiliber tëschent Fräiheet a Sécherheet ze halen, fir net nëmmen déi kierperlech Gesondheet ze schützen, mee och déi mental Gesondheet.

Esou sinn och verschidden Alters- a Fleegeheimer op de Wee gaangen, hire Residente Videocalls mat hire Familljen ze organiséieren, iwwer Tablet oder Smartphone, wann eng Visite en présentiel net méiglech war.

Iwwerhaapt goufe Mesuren en place gesat, déi duerchaus och an Zukunft kéinten a sollte bäibehale ginn. Ech denken do un de Service de continuité des soins de médecine générale, deen de Gesondheets- a Familljeministère zesumme mat der AMMD a mat der COPAS an enger Konventioun festgehalen hunn. Dës Ligne de garde garantéiert medezinnesch Soinen an der Nuecht, weekends an och op Feierdeeg an den Alters- a Fleegeheimer, fir onnéideg Trageten an d'Spideeler ze evitéieren.

Zousätzlech gouf mat engem Règlement grand-ducal de Gestionnairë vun Alters- a Fleegeheimer erlaabt, verschidde Medikamenter an den Haiser ze stockéieren, fir se esou direkt bei Hand ze hunn a besser op onerwaart Situatioune virbereet ze sinn.

D'sanitär Recommandatiounen, d'Ligne de garde vun den Dokteren an de Stockage vu Medikamenter hu gehollef, fir déi vulnerabel Leit an de Strukturen hei am Land beschtméiglech ze schützen. Mee et waren d'Vaccinatiounen, d'Impfungen, déi wierklech zu der Verbesserung vun där Situatioun bäigedroen hunn.

Här President, ech kommen nach eng Kéier zréck op de Cluster am CIPA „Um Lauterbann" zu Nidderkuer. Et ass tragesch, dass et do Mëtt Februar zu Infektioune koum, kuerz éier d'Residentë fir d'éischt geimpft goufen. Elo kann ee sech froen, firwat zu Nidderkuer eréischt Mëtt Februar geimpft gouf, wärend aner Haiser schonn am Januar den éischte Vaccin kruten. D'Reiefolleg vun de Vaccinatioune gouf zesumme mat der COPAS ausgeschafft an et ass, wéi den Dokter Schmit am Mäerz sot: Et ka kee wëssen, ob bei enger anerer Reiefolleg net e Cluster an enger anerer Struktur opgedaucht wier.

„Um Lauterbann" komme vill onglécklech Ëmstänn zesummen: d'Architektur vum Gebai, wouduerch e Cohortage, wéi gesot, net méiglech war, awer och den héijen Altersduerchschnëtt vun de Bewunner, déi zousätzlech vill Virerkrankungen haten, an dass nach keng Persoun zum Zäitpunkt vun den Infektioune geimpft war.

Ech sinn awer der Iwwerzeegung, dass d'Regierung zu all Moment alles gemaach huet, wat méiglech war, fir déi vulnerabel Leit ze schützen. D'Recommandatioune goufe reegelméisseg un déi allgemeng sanitär Situatioun ugepasst. D'Personal an d'Residentë goufen ëmmer nees drun erënnert, den direkte physesche Kontakt mat aneren ze vermeiden, e Mask ze droen, Distanz ze halen, sech reegelméisseg d'Hänn ze wäschen oder ze desinfizéieren an op Covidsymptomer opzepassen.

Et gouf vill getest, souwuel iwwert de Large-Scale-Testing wéi och mat Schnelltester, soubal dës zur Verfügung stoungen a konnte verdeelt ginn. D'Gesondheets- a Fleegepersonal souwéi d'Bewunner aus den Alters- a Fleegeheemer goufe prioritär geimpft, well et eisen éischte But war, déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze schützen an esou schwéier Krankheetsverleef an Doudesfäll ze verhënneren.

Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter bei der Presentatioun vum Rapport ass et scho gesot ginn: Duerno weess een et ëmmer besser. Elo am Réckbléck loosse sech Mesuren identifizéieren, déi een elo vläicht méi séier oder op eng aner Manéier en place gesat hätt. Et ass mat Sécherheet net alles perfekt gelaf. An esou enger aussergewéinlecher Situatioun, wéi mir se dach dat lescht annerhalleft Joer erlieft hunn, hätt et awer och staark verwonnert, wa kee Verbesserungspotenzial géif bestoen. An awer sinn ech der Meenung, dass Lëtzebuerg sech gutt duerch dës Kris geschloen huet.

Aus dem Rapport vum Här Waringo geet ervir, dass eist Land am Vergläich mat den Nopeschlänner am Mëttelfeld läit. Wéi kann een dat feststellen? Et kuckt een einfach déi plakeg Zuele vun den Infektiounen. Dat ass sécherlech en Indicateur, awer net deen eenzegen. En aneren Indicateur, deen ass méi schwéier ze quantifizéieren, mee ëmsou méi wichteg fir d'Altersheimer, an dat ass dee vum mentale Wuelbefanne vun de Residenten.

Et gouf souwuel positiv Erkenntnisser wéi Kritikpunkten. An op déi positiv Punkte sinn ech schonn agaange wéi zum Beispill d'Entscheedung, et de Gestionnairë vun den Altersheimer ze iwwerloossen, wéi d'Mesuren zum Schutz vun de Bewunner an hire Strukture sollen ëmgesat ginn. Eng Top-down-Approche mat Mesuren, déi een an all Haus op déi selwecht Manéier hätt missen ëmsetzen, dat wär opgrond vun der Partikularitéit vun de Strukture guer net méiglech gewiescht.

Positiv ervirgehuewe gouf och, dass d'Alters- an d'Fleegeheimer net eleng gelooss goufen. Des Gestionnairë stounge reegelméisseg a Kontakt mam Familljeministère, mat der Santé, mat der Inspection sanitaire, déi jo och ganz vill an den Haiser ënnerwee war, fir ze kontrolléieren an ze ënnerstëtzen.

Natierlech gëtt et och Punkten, déi ee verbessere sollt. Esou weist de Rapport drop hin, dass d'Recommandatioune vum Familljeministère an de Partage de responsabilité méi kloer hätte kënnen definéiert ginn. Et ass verständlech, dass virun allem am Ufank vun der Kris vill Froen aus dem Secteur komm sinn. A well et net ëmmer kloer war, u wie sech déi Froe geriicht hunn, ass et vläicht och emol zu Konfusioune komm.

Och gouf d'Fro gestallt, firwat tëschent Juni an Oktober keng nei Recommandatiounen un d'Alters- an d'Fleegeheimer geschéckt goufen, besonnesch nodeems d'Infektiounszuelen nees um Klamme waren. D'Recommandatioune vum Juni waren nach en place a si ware streng. Et war also net esou, wéi wann zu iergendengem Zäitpunkt keng Recommandatioune gegollt hätten.

Haut kann een natierlech driwwer diskutéieren, ob ee se net awer hätt missen éischter upassen, mee et war een der Meenung, dass dës Recommandatioune géifen duergoen. De Stufeplang, deen zesumme mat der COPAS an och op Virschlag vun der COPAS hin ausgeschafft gouf, war och relativ vag gehalen, fir de Fleegestrukturen eeben dee gewëssene Spillraum kënnen ze loossen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Hierscht d'lescht Joer war eng schwéier Zäit. Mee wéi de Virus an der allgemenger Populatioun ugefaangen huet, nees méi staark ze zirkuléieren, do war et dach bal onëmgänglech, dass de Virus och nees méi an den Alters- a Fleegeheimer géif optauchen. D'Visitten an d'Sortië ware mat engem héije Risiko verbonnen an och iwwert d'Personal huet dee Virus warscheinlech nees an deem engen oder aneren Haus de Wee erafonnt.

Ech wëll elo nach eng Kéier ganz kloer a ganz däitlech soen: e ganz, ganz grousse Merci un d'Personal aus de Fleege- an Altersheimer. Gëschter ass oft ugeklongen, och am Rapport, dee mer virgestallt kruten, dass sech d'Personal géif ongerecht behandelt fillen. Wann d'Infektiounen an den Haiser waren, da gouf oft op si mam Fanger gewisen, dat an den allermeeschte Fäll zu Onrecht.

Dës Kris huet eemol méi gewisen, dass déi Leit eng Wäertschätzung verdéngen. Ouni si geet et net an ech hoffen, dass sech trotz dëser Kris nach vill Leit fir dëse Secteur begeeschtere loossen.

Wichteg ass et elo, déi richteg Léieren aus dem Rapport ze zéien a fir d'Zukunft besser preparéiert ze sinn. De Rapport Waringo bitt do eng zolidd Basis, fir déi Saachen zesummen unzegoen. Ech soe bewosst „zesummen". Ech zielen do op jiddereen, fir dat an engem gedigene Kader unzegoen, mat konstruktive Virschléi an ouni Scholdzouweisungen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass …

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Här President, erlaabt mer nach kuerz, eng Motioun ze deposéieren, déi déi wichtegst Recommandatiounen aus dem Rapport Waringo ervirsträicht a wou mer mengen, dass mer kéinten eng ganz Rei vun deene Recommandatiounen an dat neit ASFT-Gesetz mat eranhuelen. Ech géif Iech déi Motioun hei iwwerreechen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu la motion adoptée le 1er avril 2021 invitant le Gouvernement à commanditer une étude externe indépendante afin d'analyser les sources des clusters qui se sont produits dans les structures d'hébergement pour personnes âgées (maisons de soins, centres intégrés pour personnes âgées, logements encadrés) ainsi que leur cheminement, et d'en déterminer les causes ;

- vu le rapport du Groupe de travail en charge de la réalisation de cette étude, présenté en date du 12 juillet 2021 ;

- félicitant les membres du groupe de travail pour la réalisation dudit rapport ;

- considérant que les constats et recommandations formulés par le groupe de travail constituent une base constructive pour cerner le potentiel d'amélioration dans un contexte de crise sanitaire liée à une pandémie ;

- considérant la volonté du gouvernement de trouver un équilibre entre l'autonomie et la responsabilité du gestionnaire, d'un côté, et la sécurité et la liberté du résident, d'un autre côté ;

- considérant la déclaration du Gouvernement sur l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et le débat subséquent ;

- considérant la collaboration étroite et constructive entre les ministères de la Santé et de la Famille ainsi que les gestionnaires de structures et services pour personnes âgées ;

- considérant la nécessité de pérenniser et d'institutionnaliser l'étroite coopération ayant existé au cours de la pandémie entre les ministères, les administrations, les médecins, les professionnels de santé et les gestionnaires de structures et services pour personnes âgées ;

- considérant le projet de loi n° 7524 portant sur la qualité des services pour personnes âgées et ayant pour objet de procéder à une refonte du volet des personnes âgées de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (« loi ASFT ») ;

- considérant que le projet de loi n° 7524 introduit un système gestion de qualité ayant comme objectif l'amélioration de la qualité des infrastructures, des prestations et des services en faveur des personnes âgées,

invite le Gouvernement

- à mettre en place ad hoc une commission permanente pour le secteur des personnes âgées composée d'un représentant :

• du ministre ayant la Famille dans ses attributions,

• de la Direction de la santé,

• du ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions,

• de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance,

• de l'association la plus représentative des médecins et médecins-dentistes,

• du Conseil supérieur de certaines professions de santé,

• du groupement le plus représentatif des organismes gestionnaires de services pour personnes âgées,

• du Conseil supérieur des personnes âgées,

et dont la mission est d'émettre des recommandations à l'adresse du secteur pour personnes âgées et concernant la gestion de la crise sanitaire dans les structures et services pour personnes âgées ;

- à proposer une base légale pour cette commission permanente dans le cadre du projet de loi° 7524 ;

- à présenter des amendements au projet de loi n° 7524 introduisant des indicateurs harmonisés concernant la quantité et la qualité des activités et ressources des services pour personnes âgées ;

- à mettre en place dans le cadre du projet de loi n° 7524 un système d'évaluation externe des activités des services pour personnes âgées.

(s.) Gilles Baum, Simone Asselborn-Bintz, Francine Closener, Carole Hartmann, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. An da wier et elo un der honorabeler Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre - oder den Här - aus der Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op de Rapport vum Aarbechtsgrupp ënnert der Leedung vum Här Waringo wëll agoen, wëll ech vu ganzem Häerzen all deene Leit mäin oprichtegt Bäileed ausdrécken, déi ee vun hire Léifsten un der Suite vun der Pandemie verluer hunn.

Wärend Méint a bis haut nach ëmmer gehéieren d'Zuelen, déi all owes vun der Santé kommunizéiert ginn, mëttlerweil leider zu eisem Alldag derzou. Dat sinn d'Zuele vun den Neiinfektiounen, d'Zuele vun de Leit, déi am Spidol behandelt ginn, awer och d'Zuele vun all deene Persounen, déi un oder mam Coronavirus verscheet sinn. Och wann dës lescht Zuele mëttlerweil erofgaange sinn, verstoppt sech hanner all eenzel vun deenen Zuelen ëmmer e Schicksal, eng Liewensgeschicht an an der Reegel och eng Famill.

Schonns an normalen Zäiten ass et net einfach, eng Mamm, e Papp, e Bopa oder eng Boma oder soss e Familljemember goen ze loossen. Mee wärend der Kris war et nach vill méi schwiereg, well net jiddwereen d'Geleeënheet hat, fir och Äddi ze soen, esou wéi ee sech dat gewënscht hätt. Dat an déi ganz Onsécherheet, déi wéinst der Pandemie an der Loft houng, hunn d'Situatioun fir d'Familljen nach vill méi schlëmm gemaach, wéi se schonns war.

Ech wëll awer och profitéieren, op dësem Wee, am Numm vun der LSAP, dem Här Waringo an all de Memberen aus dem Groupe de travail, den Dammen Aguayo, Hanquet a Kerger an den Häre Abdelrahman, Bausch, Rolland a Mossong, Merci ze soen.

Hir neutral an onofhängeg Aarbecht huet dozou bäigedroen, dass mer am Parlament hei konnte ganz gewëssenhaft un dësen Dossier erugoen. Perséinlech hunn ech gutt fonnt, wéi si mat hirer nuancéierter Aart a Weis un dat Ganzt erugaange sinn an eis de Rapport presentéiert hunn, well d'Welt ass nun emol net nëmme schwaarz oder nëmme wäiss.

Ech begréissen och, dass dëse Rapport zäitgläich an der Chamber an och der Regierung presentéiert ginn ass. Domat ass en Zeeche gesat ginn, wéi wichteg dësen Dossier eis ass an dass et eis alleguerten eppes ugeet. Well d'Aart a Weis, wéi ee mat sengen Eelsten a Vulnerabelsten a senger Gesellschaft ëmgeet, seet ganz villes iwwert dës Gesellschaft aus.

Ech felicitéieren der Regierung och, dass si opgrond vun der Motioun dës Prozedur an d'Liewe geruff huet, déi eis fir d'Zukunft begleede kann. Sou wéi mer dëst hei handelen, ass et dee richtege Wee, an et hëlleft eis och ganz sécher, eis weiderzeentwéckelen, well dës Kris huet eis all iwwerall op der Welt kal erwëscht. An dat ass och schonn dacks haut hei gesot ginn. D'Zil ass, dass mer an Zukunft besser preparéiert sinn, sollt, wat ech jo net hoffen, eng änlech Kris sech widderhuelen.

De Rapport mécht ganz vill Feststellungen. E gesäit dat eent oder anert awer och méi kritesch. Mee, an dat huet och nach de Marc Fischbach vun der COPAS de Moien um Radio gesot oder bestätegt souguer: Et si keng gréisser Feeler an den Haiser geschitt.

Den Här Waringo huet bei der Presentatioun vum Rapport den Asaz vum Personal an deene verschiddenen Haiser ënnerstrach. An deem kann ech och nëmme bäiflichten. E ganz grousse Merci jiddwer Eenzelnem, deen um Terrain geschafft huet an och nach schafft.

Mir sinn eis all hei bewosst, dass et net einfach war an och nach deelweis ass. Dës Situatioun, wéi se an der leschter Zäit war, bréngt eis erëm dat Weesentlecht virun Aen a jidderee gëtt sech bewosst, wéi vill mer een op deen aneren ugewise sinn an een deen anere brauchen.

Dir wësst, dass ech aus enger Gemeng kommen, déi e gemengeneegene CIPA bedreift. Ech war an där CIPA-Residence „Op der Waassertrap" vun 2011 bis genee op den Dag haut d'lescht Joer Ressortcheffin. Ech hu selwer materlieft, wéi en Engagement d'Personal an dësem CIPA zu Bieles dagdeeglech gewisen huet. Do huet kee sech beschwéiert, dass en huet missen Iwwerstonne maachen, well e Kolleeg oder eng Kolleegin krank ginn ass oder huet missen a Quarantän goen. Do war eng grouss Solidaritéit ënnert dem Personal ze spieren. An ech denken, dat war an ass a ganz villen Haiser esou.

An déi grouss Solidaritéit war och ausserhalb vun eisem CIPA ze spieren. Esou hunn zum Beispill d'Käch an d'Kächinnen aus der Kichen, déi normalerweis d'Iesse fir d'Kanner an der Maison relais zoubereeden, wärend dem Lockdown eng Hand an der Kiche vum CIPA mat ugepaakt, well do Nout um Mann oder un der Fra war. An zousätzlech hunn och Educateuren an Educatricë gehollef beim Repas sur roues, fir do kënnen d'Nofro, déi op eemol staark an d'Luucht gaangen ass, Meeschter ze ginn. Mee dat geet natierlech nëmmen, wann een zesummeschafft a wann een all déi Servicer wéi an eisem Fall als Gemeng selwer ubitt. Dat ass fir mech eng ganz wichteg Léier, déi ech aus dëser Kris zéie kann.

Elo zum Rapport. Wéi kann een an d'Zukunft kucken? Wat ass dat, wat mer festhale kënnen? Wat sech duerch dat Dokument zitt wéi e roude Fuedem, ass d'Sich no der richteger Balance tëschent individueller Fräiheet an dem Schutz virum Virus. Am Fall vu Residentë vun enger Struktur fir eeler Leit ass dat besonnesch delikat. Wou soll een do d'Linn zéien? Dat ass eng vun deene ganz schwierege Froen, mat deene mer als Gesellschaft wärend dëser Kris konfrontéiert gi sinn.

Natierlech kann een am Nachhinein soen: „Dat eent war ze spéit" oder „dat anert war ze fréi" oder „ze vill Fräiheet" oder „ze mann". Mee et muss ee sech och hei erëm zréckversetzen a sech drun erënneren, dass mer nach viru gutt siwe Méint keen Impfstoff haten an net genau woussten, wéini dass dëse géif kommen a wéi e géif wierken. Deemno konnt een deemools net aschätzen, wéi laang déi ganz Kris nach géif undaueren. An u sech wësse mer dat haut och nach net richteg.

Deemno muss ee sech och virun Aen halen, dass ee Persounen net dozou condamnéiere kann, iwwer Méint hiert lesse just nach an hiren Zëmmeren zou sech ze huelen. Do ka jo jidderee sech och hei virstellen, wat dat fir ee selwer géif bedeiten. An da kënnt derbäi, dass fir vill eeler Awunner, déi all ënnerschiddlech Pathologien hunn, d'Iessenszäit e wichtege Bestanddeel vum soziale Liewen ass. Jo, fir munchereen ass dat mat dee wichtegste Moment am Dag. A ganz dovunner ofgesinn ass et wuel eng Saach vun der Onméiglechkeet, fir vu Leit mat Demenz ze verlaangen, dass si hiert Zëmmer net verloossen dierfen.

Déi Debatt iwwert d'Mesuren an Altersstrukturen ass jo och queesch duerch d'Gesellschaft gefëiert ginn. Wärend verschidde Familljemembere kritiséiert hunn, dass se net méi bei hir Léifsten op Besuch konnte goen, hunn anerer fonnt, dass d'Awunner vun den Heemer net genuch geschützt wieren.

Dës Debatten hate mer och hei an der Chamber an ech behaapten emol souguer bis innerhalb vun den eenzelne Parteien an de Ministèren. An dat ass och méi wéi novollzéibar, vu d'Komplexitéit vun der Fro.

Aus deene schwieregen Diskussiounen, wou et quasi onméiglech ass, mat Jo oder Nee ze tranchéieren, huet sech dann och wuel erginn, dass d'Kommunikatioun an enger Pandemie en Élément-clé ass, dass hei zu Lëtzebuerg de Ministère vun der Santé an dee vun der Famille fir dës Haiser, vun deene mer schwätzen, zoustänneg sinn, dass et eng Differenz an der Kommunikatiounsaart a -weis gëtt, well, wéi schonn dacks gesot, d'Santé mat Ordonnancen an d'Famille mat Recommandatiounen operéiert, dass d'Ordonnancë global méi eng grouss Attentioun kruten an dass d'Recommandatioune vläicht och net ëmmer esou kloer waren. Dat ass eng Feststellung, déi och aus dësem Rapport erausgeet, an déi soll een eescht huelen. An déi huele mer eescht!

Mee et ass awer och kloergestallt ginn, dass déi eenzel Haiser net am Ree stoe gelooss gi sinn an dass si sech un d'Santé an un de Familljeministère zu jidder Zäit wenne konnten an dass se do gehollef kruten. Och dat ass aus den Explikatiounen erauskomm, déi mer gëschter kruten.

Aus dem Rapport kann een och erausliesen, dass mat der Zäit de Santésministère ëmmer méi Initiativ geholl huet. Mee dat ass jo och u sech an enger gewësser Weis logesch vun der Entwécklung vun der Kris aus. D'Santé an den Direkter vun der Santé hunn hir Ordonnancen ausgestallt iwwerall am ganze Land an dann natierlech och an de Strukture fir eeler Leit. An dat weist och, dass d'Santé an deem Fall hir Aarbecht gutt gemaach huet.

Eng weider Feststellung aus dem Rapport ass, dass kee Plan de gestion de crise wärend dem Summer 2020 opgestallt ginn ass. Mee och dat ass net esou einfach, wéi dat do steet. Och hei kënne mer aus deenen Erfarunge léieren. An esou engem Plang kéint een eng eege ministèreiwwergräifend Kommunikatiounszell virgesinn. Ech mengen, dat ass jo och schonn ugeklongen. An dat géif da vläicht verhënneren, dass d'Haiser vläicht net wëssen, u wie se sech direkt solle wennen. An dat ass dee Constat, deen am Rapport steet.

Mee d'Zil vun dësem Exercice soll jo sinn, d'Situatioun an Zukunft ze verbesseren an net mam Fanger elo hei een op deen aneren ze weisen. Et ass jo och verständlech, dass elo vun de Verantwortleche vun den Haiser opgegraff gëtt, dass net genuch Recommandatiounen ausgestallt gi wären. Mee och dat kann ech net esou gëlle loossen.

Et ass scho gesot ginn: Et ware Recommandatiounen do a si hunn och iwwer méi e laangen Zäitraum gegollt. An déi ganzen Zäit, fir dat nach eemol ze bestätegen, war de Kontakt mam Familljeministère oder och mat der Santé do. An ech mengen, dat hunn och meng Virriedner scho gesot.

An där Zäit ass awer ënner anerem zum Beispill en Accord fonnt ginn, dat huet d'Ministesch, mengen ech, am Ufank och gesot, dass d'Doktere konnten an den Altersheimer weekends, nuets an d'Feierdeeg present sinn, wat jo da gehollef huet, dass d'Residenten net hu missen esou dacks hospitaliséiert ginn.

Wärend der Kris huet also d'Konscht doranner bestanen, de Spagat tëscht den Ordonnancen an de Recommandatiounen an der Selbststännegkeet vun den Haiser ze respektéieren. Dozou hat ech mech och an der Vergaangenheet schonns eemol op der Tribün hei geäussert. Mir ass et drëms gaangen, de richtegen Equiliber ze fannen. All Haus huet seng Spezifissitéiten, seng Stäerkten a seng Schwächten.

Deene verschiddenen Haiser ass schlussendlech eng gewëssen Autonomie iwwerlooss ginn. Et ass jo och evident, dass an engem Haus wéi deem zu Nidderkuer, wou a verschiddenen Zëmmere keng Toilette ass, wat jo awer 2021 fir e Land wéi Lëtzebuerg u sech e Skandal ass, een d'Leit net kann d'selwecht confinéiere wéi a modernen Ariichtungen. An do ass jo aus dem Rapport erauskomm, dass verschidden Direkteren, déi mat der Ekipp vum Här Waringo geschwat hunn, déi Autonomie als ganz gutt empfonnt hunn.

Gläichzäiteg steet dann awer och am Rapport, dass verschidden Direktere sech méi Direktive gewënscht hätten - jee, alt erëm e Spagat, wou et ganz schwiereg ass, dee richtegen Equiliber ze fannen. An och hei ass een duerno, wéi bei allem, ëmmer méi schlau.

An dofir ass och nach ee Punkt fir mech wichteg, deen elo vläicht net esou am Rapport erwäänt ass, deen ech awer wollt soen, an dat ass d'Ausbildung vum Direkter a senge Leit. Fir mech ass et ganz wichteg, Personal an den Haiser ze hunn, virun allem an der Direktioun, dat aus dem Milieu vun der Medezinn an der Gerontologie kënnt. Dat hëlleft ganz staark, wann ee mat esou enger Situatioun konfrontéiert ass, wéi dat an dësem Fall de Fall war.

E weidere Punkt, deen am Rapport opgeworf gëtt, ass dee vum Projet de loi iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Matbierger. Do sinn ech dem Här Waringo a senger Ekipp dankbar, dass en dorop agaangen ass. Dëse Projet de loi, dee jo sécherlech dréngend gebraucht gëtt a seng Meritte wäert hunn, ass virun enger Zäit geschriwwe ginn, wou et nach keng Pandemie gouf. Deemno wär et also ubruecht, de Projet de loi nach emol unzepassen an op d'Situatioun, déi mer elo haten, ze adaptéieren. An ech mengen, d'Ministesch huet dat schonn thematiséiert. An doduerch, dass mer eng Motioun eraginn hunn, ass dat dann och de Fall, dass mer dat gären hätten.

Wéi gesot, et geet eis dorëms, aus dëser Pandemie déi richteg Léieren ze zéien. De Virschlag, harmoniséiert Qualitéitsindicateuren anzeféieren, ass sécherlech och eng Diskussioun wäert. An do wäerte mir eis als LSAP och net verschléissen.

A wann ech schonns bei der Qualitéit sinn, da sinn ech natierlech frou, dass aus den Erklärungen, déi eis gëschter gi goufen, och erausgeet, dass mir mat eisen Dotatiounen an dem Fleegesecteur an enger ganz favorabeler Lag sinn an dass mer och eng Assurance dépendance hunn, déi gutt fonctionéiert.

Do ass jo gëschter an den Erklärunge vum Här Bausch nach emol ënnerstrach ginn. Doduerch waren eis Haiser och besser ausgerüst an et kéint eng Erklärung sinn, firwat déi éischt Well bei eis vläicht net esou schlëmm verlaf ass wéi bei eise belschen Noperen zum Beispill.

Zousätzlech ass et och esou, dass eis Strukture jo och gehollef kruten, well se wärend enger Zäit keng nei Admissioune konnten empfänken. Do huet de Sécurité-sociales-Minister Romain Schneider d'Haiser net fale gelooss a si hu finanziell Dotatioune kritt, fir dës Ausfäll opzefänken, ouni d'Réserve sanitaire ze vergiessen, déi vun der Santé agesat ginn ass fir sécherzestellen, dass de Betrib ëmmer konnt um Lafe gehale ginn.

Am Rapport gëtt eis Situatioun, wéi gesot, mat där an eisen Nopeschlänner verglach. An do huet jo awer ganz rezent den däitsche Magazin „Spiegel" e Klassement erausbruecht, an deem Lëtzebuerg jo op der zweeter Plaz ass, wat d'Krisebewältegung ugeet. Dat ass natierlech erfreelech. Et soll en Usporn sinn, fir weider drun ze schaffen, déi Kris gutt ze bewältegen.

Et geet ervir, dass eis Alters- a Fleegeheimer am Ufank vun der Kris manner betraff ware wéi déi an eisen direkten Nopeschlänner. Spéiderhi schéngt et, wéi wann eist Land proportionell gesinn änlech Infektiounszuelen hat an den Altersstrukture wéi déi, déi an eisen Nopeschlänner constatéiert gi sinn. An deem Zesummenhang ass erkläert ginn, dass, wann d'Zuelen an der Bevëlkerung méi héich sinn, se natierlech och an den eenzelne Strukture méi héich sinn. Dat ass souwuel hei zu Lëztebuerg wéi awer och an deenen anere Länner beobacht ginn.

De Virus ass also deemno ganz schwiereg ze stoppen, soulaang ee keen Impfstoff huet. Deemno gëtt et leider och keng Wonnermesuren, déi géife verhënneren, dass de Virus an eng Altersstruktur géif erakommen.

Dat bestätegt och d'Analys vum Sequençage vun de Virusvarianten. Sou weist zum Beispill de Sequençage vun de Varianten am CIPA zu Nidderkuer, dass virun allem eng lokal Variant sech op der Plaz verbreet huet. Mee donieft sinn och nach eng Rei aner Variante fonnt ginn, wat nach eng Kéier dorobber schléisse léisst, dass de Virus net just duerch eng Ursaach, mee éischter och duerch méi verschidden aner Entréeën an d'Altersstruktur erakomm ass. An et dierft een unhuelen, dass dat bei deenen anere Clustere wuel änlech war.

Ausserdeem seet de Rapport eis och nach, dass et héchst onwarscheinlech ass, dass d'Impfcampagne aus dem Februar an dësem Haus d'Ursaach vun den Infektiounen ass, well de Virus dee Moment leider schonns am Haus war.

Et sinn nach aner Clustere ginn, net nëmmen zu Nidderkuer. Leider ass dëst Haus eeben duerch dës Motioun elo méi an de Schlagzeilen, mee hei huet de Rapport och gewisen, dass an aneren Haiser och a souguer méi Leit verscheet sinn.

Eng erfreelech Informatioun geet awer och aus dem Rapport ervir an dat ass déi, dass d'Impfe wierkt.

Wat d'Entwécklung vun den Zuelen an de leschte Wochen a Méint gewisen huet, ass hei nach emol confirméiert ginn, woubäi d'Effikassitéit jo net direkt ass, mee se eréischt véier Wochen no der éischter Impfung respektiv no der zweeter richteg effikass ass, wat leider erkläert, dass et no der éischter Impfung nach zu Ustiechunge komme kann, wéi dat dann zum Beispill „Um Lauterbann" war.

Allerdéngs geet de Rapport och op d'Problematik vun der Impfbereetschaft beim Personal an. Do sinn ech ganz bei den Auteure vum Rapport, wa si net verstoe kënnen, dass d'Leit, déi sech professionell ëm déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft këmmeren, sech net wëllen impfe loossen. Ech perséinlech kann dat och beim beschte Wëllen net novollzéien.

Natierlech ass d'Fro vum Impfen e sensibelt an emotionaalt Theema. Et kann een awer och novollzéien, dass sech zu engem gewëssenen Zäitpunkt, wéi d'Niewewierkunge vun den Impfunge staark thematiséiert goufen, zum Beispill jonk Frae retizent gewisen hunn, fir sech impfen ze loossen. Mee ech mengen, menger Meenung no ass dat elo éischter aus der Welt, well et jo och mëttlerweil méiglech ass, sech fir eng Impfung anzeschreiwen, an ee säin Impfstoff och selwer eraussiche kann, eng Offer, déi sech jo u Leit ab 18 Joer an och un d'Frontaliere riicht. Ech hoffen dann och domadder, dass nach méi Leit de Wee zur Impfung fannen.

Ech wëll och weider bemierken, dass mer säit deem leschte Covidgesetz, also e Mount laang schonns, eng Testobligatioun fir medezinnescht a Fleegepersonal hunn, wat jo dann och erméiglecht, dass d'Residenten an den Haiser sech kënne sécher spieren.

Ech kommen dann och schonn zu menger Konklusioun. « Gouverner, c'est prévoir », heescht et allgemeng. Mee wéi konnt een esou eng Kris hei virausgesinn? Ech denken, do war keen op dëser Welt richteg virbereet. Mir heibannen - well d'Parlament war hei zu all Moment mat abezunn - hunn Decisiounen zu där Zäit geholl, déi hu misse geholl ginn, opgrond vun den Informatiounen, déi mer zu deem Zäitpunkt haten. D'Regierung an déi eenzel Ministeren hunn nom beschte Wëssen a Gewësse gehandelt an et ass eis zu Lëtzebuerg gelongen, vergläichsweis gutt duerch dës Kris ze kommen. An och dat liest een aus dësem Rapport eraus, wat net heescht, dass een net Verschiddenes besser hätt kënne maachen, richteg. Dat wier och vermessen, fir esou eppes ze behaapten, dëst ëmsou méi wéi d'Fro tëschent der Sécherheet op där enger Säit an der privater Fräiheet op enger anerer Säit esou eng schwiereg Fro ass.

Dofir si mir als LSAP frou, iwwert dëse Rapport ze verfügen, deen eis Piste gëtt, wat een dann nach verbessere kéint. An déi zwou Ministeschen hu jo och virdru scho gesot, dass se bereet sinn, iwwer alles matzediskutéieren. Kommt, mir kucken zesummen an d'Zukunft!

Dat duerf mat dësem Rapport natierlech net gedoe sinn, well och wann de Secteur vun den Altersstrukture besonnesch wärend der Kris getraff ginn ass, sou ass dat just een Deel vun deem Ganzen. Eisen Usproch muss et sinn, wann dës Kris bis eriwwer ass, déi ganz Krisebewältegung ënnert d'Lupp ze huelen.

Ech denken do ënner anerem un déi Jonk, wou een elo schonns vun enger Covidgeneratioun schwätzt, an awer och nach weider un déi eeler Matbierger, déi kann een och zu enger Covidgeneratioun zielen. Si sinn duerch dës Kris markéiert ginn. Fir Verschiddener war et souguer dee leschte Kampf géint en hannerhältege Virus.

An eise Strukture fir eeler Leit hu sech ganz schwiereg Situatiounen ofgespillt. Dat soll een op kee Fall klengrieden. Dat si mer och de Famille schëlleg, déi hannerbliwwe sinn. Dofir muss elo eise vollen Asaz deem gëllen, de Virus weiderhin ze bekämpfen, besonnesch elo, wou d'Zuelen erëm amgaange sinn ze klammen. Dofir passt all op lech op a bleift gesond!

Nach eemol dem Här Waringo a senger ganzer Ekipp merci. An de Rapport an och d'Explikatioune vun de Ministeren am Ufank hu mir a menger Partei gewisen, dass d'Ministesch Cahen d'Recommandatiounen eescht hélt an dass si sech dofir asetzt, alles ze maachen, fir dës Pandemie zesumme mat der Ministesch Lenert an och mat der ganzer Regierung gutt ze meeschteren an op e gutt Enn ze féieren. Dofir hu mir Vertrauen an d'Corinne Cahen an an déi ganz Regierung.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vu grénger Säit geet e grousse Merci un den Här Jeannot Waringo an un d'Membere vum Aarbechtsgrupp, déi sech mat vill Erfarung, Wëssen a Kompetenz un der Ausaarbechtung vum virleiende Rapport bedeelegt hunn. Innerhalb vu kuerzer Zäit ass et de Fachleit aus deene verschiddenste Beräicher zesumme gelongen, e sachlechen an objektive Rapport iwwert d'Krisegestioun an den Alters- a Fleegeheimer ze presentéieren.

Dës neutral Grondlag ass net nëmmen nëtzlech, fir d'Problemer an d'Erausfuerderunge vum Secteur besser ze verstoen, och fir d'Leit dobaussen, dës Grondlag ass natierlech och nëtzlech, fir déi néideg Léieren ze zéien am Hibléck op d'Moderniséierung vun eiser ëffentlecher Gesondheets- a Familljepolitik.

Fir d'éischt muss een emol bedenken, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Fleegesecteur ënner enger duebeler Tutelle steet, virun allem an der Pandemie, wat net ëmmer jiddwerengem bewosst ass, éischtens der Tutelle vum Familljeministère, wann et ëm d'Organisatioun vun den Haiser, d'Agrementen an aner organisatoresch Froe geet, an zweetens där vum Gesondheetsministère respektiv der Santésdirektioun, wann et ëm déi sanitär Moossname geet wéi beispillsweis Impfungen an Tester, déi an eng Strategie agefloss sinn, wuel wëssend datt et dann awer nees um Familljeministère ass, fir de Fonctionnement vun den Haiser an d'Ëmsetzung vun de sanitäre Konzepter ze kontrolléieren.

Wat déi obligatoresch Moossnamen ugeet, déi an der Pandemie e bessere Schutz an den Haiser solle garantéieren an och ëfters vun der Oppositioun gefuerdert gi sinn, sou ass et kloer, datt de Santésdirekter zu all Moment d'Recht huet, esou Moossnamen iwwert de Wee vun Ordonnancen ze dekretéieren.

Manner kloer war an der Vergaangenheet awer, datt d'Familljeministesch hirersäits keng legal Basis huet, fir sanitär Moossname virzeschreiwen, well d'ASFT-Gesetz dat net hiergëtt.

En drëtten Acteur, deen nieft deenen zwee Ministèren, vun deenen ech elo geschwat hunn, net vergiess däerf ginn, ass dann dee vun der Sécurité sociale, dee fir d'Assurance dépendance zoustänneg ass, wuel wëssend datt e groussen Deel vun de Bewunner vun den Alters- a Fleegeheimer zu de Beneficiairë vun der Assurance dépendance gehéiert. Dat mécht de System ganz komplex.

Fazit ass fir eis, datt de Groupe de travail sech mat engem eebe grad ganz komplexe Secteur beschäftegt huet, deem seng Organisatioun fir vill Mënschen eppes ass wéi e Buch mat siwe Sigelen.

Opgrond vu senger primärer Missioun, an zwar der Fleeg vu vulnerabele Mënschen, steet dëse Secteur a sanitäre Krisenzäiten d'office méi am Fokus an en ass och d'office méi gefuerdert wéi an deenen Zäiten, wou d'Welt normal dréit.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dir Dammen an Dir Hären, de Rapport Waringo 2 - et geet jo elo net ëm den Haff - weist déi volatill a gefëierlech Situatioun an den Haiser. An et war eng Situatioun, op déi béid Ministèrë séier hu misse

reagéieren. D'Oplëschtung vun deene verschiddene Kommunikatioune vun den Autoritéiten un déi Responsabel vun den Haiser - et ass de Punkt 6 vum Rapport - liest sech am Fong wéi e Logbuch vun der Pandemie, an där et drëms geet, eng Faart duerch e geféierlecht Gewässer ouni all ze vill Schued ze iwerstoen.

Am Géigesaz zu engem Tagebuch, wat jo vill Leit gäre schreiwen, ass e Logbuch verbindlech an déngt als Beweismëttel respektiv als Dokumentatioun vu villen Efforten, wou jiddwereen, an dovu sinn ech iwwerzeegt, säi Bescht ginn huet.

Net vergiessen däerf een an deem laange Prozess vun der Krisegestioun, datt de Virus ëmmer op en Neits mat Iwwerraschunge verbonnen ass an datt en och nach haut net berechebar ass. Am Fong huet de Kenntnisstand kontinuéierlech geännert, wann een iwwerhaapt vu Kenntnis ka schwätzen. A grad dowéinst muss een einfach emol unerkennen, an dat géif jiddwerengem gutt zu Gesiicht stoen, datt et fir d'Gestioun vun enger Pandemie keng fäerdeg Rezepter a Gebrauchsuweisunge gëtt, weeder zu deem Moment, wou se ausbrécht, nach zu deem Moment, wou se scho laang amgaangen ass, a vill Méint duerno.

An och haut, wäit no engem Joer, leien net op alle Pläng eenheetlech wëssenschaftlech Erkenntnisser vir, wat d'Effikassitéit vun där enger oder anerer Moossnam ugeet, wat natierlech vill Onsécherheet schaaft. Datt d'Fuerscher selwer mat der ganzer Sintflut u Studien haderen a sech selwer net iwwerall eens ginn, jo, souguer sech widderspriechen, wann et drëms geet ze definéieren, wéi eng Moossnam dann elo ganz sënnvoll an effikass ass a wéi eng net oder manner, seet scho genuch. An duerfir si mer iwwerzeegt, datt grad wéi bei der Influenza-Gripp no Joerzéngten och nach un der Covidpandemie wäert gefuerscht ginn.

Dat Eenzegt, wat längst feststeet a wat och bewisen ass, ass, datt eng Pandemie just mat flächendeckenden Impfungen ausgerott ka ginn an datt Tester en zousätzleche Schutz assuréieren. Wat méi Leit sech impfe loossen - an einfache Wierder -, wat mir d'Pandemie méi séier lass sinn.

Net fir näischt setzt d'Regierung dowéinst geziilt op béid Instrumenter, op d'Impfen an op d'Testen, mam Resultat, datt mer e gutt Stéck Fräiheet konnten zréckgewannen an datt d'Stierffäll an den Alters- a Fleegeheimer, grad wéi och an de Spideeler, nees op en normalen Niveau zréckkomm sinn, nodeems natierlech eng Rei Clusteren entstane ware mat de Konsequenzen, déi mer kennen an déi traureg sinn.

De Rapport, deen dës Clusteren an engem breet gefächerte Kontext ënnersicht, ass, wéi gesot, nëtzlech, fir d'Haiser an hir Situatioun besser kennen ze léieren an ze verstoen. Als eent vu villen Elementer schreift de Rapport sech awer och an de Gesamtkontext vun der Krisegestioun an. Wichteg ass mir hei, ze betounen, datt dës Gestioun net nëmmen an den Alters- a Fleegeheemer vill Efforte verlaangt huet, mee och an allen anere Secteuren. Dat sinn der jo net grad wéineg. An och déi mussen analyséiert ginn.

Den Ënnerscheed, Dir Dammen an Dir Hären, zu deenen anere Secteuren ass allerdéngs deen, dass de Fleegesecteur ee vun de vulnerabelsten a sensibelsten Terrainen iwwerhaapt ass. Betraff sinn ëm déi 4.800 Persounen, déi entweeder an engem Altersheim oder an engem Fleegeheim liewen, wuel wëssend datt zousätzlech iwwer 10.000 ofhängeg Persoune laut dem Prinzip vum Maintien à domicile vun der Assurance dépendance doheem versuergt ginn an och geschützt a gefleegt musse ginn.

D'Analys vum Aarbechtsgrupp huet sech, wéi d'Motioun et verlaangt huet, op d'Strukturen an op hir Bewunner limitéiert an domat op déi Vulnerabelst vun deene Vulnerabelsten, iwwert déi ech e puer Wierder wéilt verléieren.

Den duerchschnëttlechen Alter vun de Bewunnerinnen a Bewunner, de Residenten, geet kontinuéierlech erop. Momentan läit e bei enger Moyenne vu 84,9 Joer. De medianen Alter läit sengersäits bei 87 Joer, dat heescht datt 50 % vun de Bewunnerinnen a Bewunner méi al si wéi 87 Joer. Dobäi handelt et sech ëm Mënschen, déi net méi doheem kënne liewen, well déi vill Aiden a Prestatiounen, déi all Assuré doheem an Usproch huele kann, net méi duerginn, fir déi betraffe Persoune genuch ze ënnerstëtzen, hinne genuch Soinen a Sécherheet ze assuréieren. A wa se dann an eng Institutioun iwwerwise ginn, heescht dat also automatesch, datt hire Gesondheetszoustand extreem vulnerabel ass, dëst och doduerch, datt vill Persounen oft net just un enger, mee u méi Virerkrankunge leiden, déi sech am Laf vun der Zäit cumuléieren, ugefaange bei Häerzkreeslafstéierungen, héijem Bluttdrock, Insuffisance rénale, chronesche Bronchitten, erliddenen AVCen, degenerative Krankheete bis hin zu kognitiven Troubelen a schwéierer Demenz.

Den Epidemiolog, de Joël Mossong, deen am Aarbechtsgrupp matgeschafft huet, war virun e puer Wochen an der Santéskommissioun op Besuch an huet vu Polypathologië geschwat, déi am Kontext vun den analyséierte Stierffäll ganz relevant waren. Derbäi koume sougenannte Pathologies sous-jacentes, déi bis dohin net erkannt gi waren an d'Personal vun den Haiser virun nach méi grouss Erausfuerderunge gestallt hunn.

Ginn dës ganz staark virbelaascht Persounen nämlech vum Covid, mee och vun anere Viren infizéiert, läit et op der Hand, datt se extreemst gefäerdet sinn, souguer dann, wa se geimpft sinn. D'Ursaach ass, datt d'Immunäntwert bei eeleren, virerkrankte Mënsche generell méi schwaach ass an datt de Risiko vun enger sougenannter Duerchbrochinfektioun noutgedronge méi héich läit. An et ass och esou, datt de Vaccin bei eelere Leit zu manner Immunitéit féiert, och dann, wa se net virerkrankt sinn. Trotz zwou Impfunge kënnen eeler Leit also méi wéi anerer de Virus nach erwëschen an dru stierwen, och wann déi Fäll méi rar sinn. Am Hibléck op d'Zukunft stellt sech dann awer och d'Fro vun der drëtter Impfung bei dëse Mënsche prioritär.

Här President, ech soen dat ganz sécher net, fir iwwert déi eng oder aner Schwaachstellen ewechzekucken, déi am Rapport opgeworf gi sinn, esou zum Beispill vun der „deroutanter" - wéi den Här Waringo et ausgedréckt huet - Kommunikatioun respektiv dem Fait, datt d'Schnelltester fir d'Personal an d'extern Prestatairen net fréi genuch obligatoresch gi sinn. Dës Schwaachstelle mussen thematiséiert ginn, natierlech mam Zil, et an Zukunft nach besser ze maache wéi an der Vergaangenheet. Ech soen et awer och einfach, fir d'Realitéit an hirem Ganzen duerzestellen.

Fakt ass, datt déi sanitär Konzepter, mee och de virbildlechen Asaz vum Personal net verhënnere konnten, datt vill Mënschen um Virus oder mam Virus gestuerwe sinn. Eng traureg Tatsaach ass och, datt déi Persounen, déi mam Doud vun engem Familljemember, engem Frënd oder enger Frëndin konfrontéiert waren, ganz vill matgemaach hunn an eist déifst Matgefill verdéngen. Vill matgemaach hunn och d'Familljen, besonnesch och zu där Zäit, wou se hir Nächst net konnte besichen, well dës an hiren Zëmmeren isoléiert waren.

Dat féiert mech dann zu der wichteger eetheschter Fro, wéi et ka geléngen, eng gesond a mënschewierdeg Balance tëscht den individuelle Fräiheeten an de Grondrechter op där enger Säit an dem sanitäre Schutz vun der Populatioun op där anerer Säit hierzestellen.

Dës Fro gëtt am Rapport net weider analyséiert a scho guer net jugéiert, well se net zur der Missioun vum Grupp gehéiert huet, a si géif och iwwert déi reng sanitär Analys erausgoen. Si ass awer net onwichteg. Sou weist den Här Waringo drop hin, datt dëse Punkt fundamental ass an datt en am Laf vun der Krisegestioun e ganz dominante Sujet war, wéi gesot, ouni en ze jugéieren. An en huet och geschriwwen, datt dëst Theema d'Decisioune vun Ufank u beaflosst huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut kann ech nëmme widderhuelen, wat ech scho viru Méint an enger Heure d'actualité gesot hunn op dëser Plaz. Si war vum Kolleeg Marc Spautz ugefrot ginn, fir iwwert déi vill kritiséiert Isolatioun vun de Bewunner an hiren Zëmmeren ze diskutéieren. Schonn deemools hunn ech betount, datt d'Decisioun oder besser gesot d'Recommandatioun, d'Residenten ze isoléieren, ganz sécher net aus Nonchalance, Inkompetenz oder Indifferenz getraff ginn ass. Dëse Schrëtt ass eenzeg an eleng aus Virsiicht gemaach ginn an aus der Angscht eraus, an enger iwwerraschend schwiereger Situatioun e Feeler ze maachen.

Gëschter huet den Här Waringo e Schwäizer Artikel zitéiert, deen et op de Punkt bruecht huet. An der Schwäiz hunn d'Heemleedungen Drounge kritt, wa Persoune gestuerwe sinn, well se sech am Kontakt mat aneren ugestach haten. Gläichzäiteg hu se Drounge kritt, wa se déi vulnerabel Persounen aus Virsiicht isoléiert hunn. Zu Lëtzebuerg war et net vill anescht.

Datt d'Isolatioun letztendlech net dee richtege Wee ass, well se schwéier zoumuttbar an eethesch net vertriedbar ass, huet zu Lëtzebuerg séier Konsens fonnt. An dowéinst huet d'Familljeministesch zesumme mat der COPAS a mat den Haiser nei Weeër ageschloen an en Ampelsystem op d'Bee gestallt, deen de Besuch an den Heemer grondsätzlech, mat den néidegen Ausnamen natierlech, nees erlaabt huet. Dëst war an eisen Aen eng ganz positiv Entwécklung, déi och emol muss ervirgestrach ginn, wa mer hei nëmme vu Schwaachstelle schwätzen.

Domat ass en aneren Doud verhënnert ginn. Et ass en Doud, dee sech „mort sociale" nennt an duerch Vereinsamung entsteet. Et ass en Doud, deen an eiser wäertorientéierter Gesellschaft op d'mannst esou bedenklech ass wéi am Alter un engem Virus ze stierwen.

Als ganz positiv bewäerte mir dann och, datt d'Zesummenaarbecht tëscht béide Ministèren, der COPAS, der AMMD an den Haiser sech am Laf vun de Méint kontinuéierlech verbessert huet an datt vill Efforte gemaach gi sinn, net nëmmen, fir d'Bewunner besser ze schützen, mee och, fir se medezinnesch besser ze versuergen.

Dës Zesummenaarbecht huet dann och derzou geféiert, datt d'Haiser och nuets an iwwert de Weekend Generalisten zur Verfügung haten. Datt mer eng Penurie u Generalisten hunn, ass natierlech kloer, mee ech mengen, dat ass hei net d'Theema.

Vill Hospitalisatioune konnten op déi Manéier op alle Fall verhënnert ginn an domat och dee ganz belaaschtenden Transfert vu kranke Mënschen an eng aner an oft friem Institutioun.

Wat allerdéngs ze denke gëtt, sinn déi infrastrukturell Problemer, déi sech an deem engen oder aneren Haus nach ëmmer stellen, se si schonn oft genannt ginn. Ech schwätze vun Nidderkuer, wou vill Zëmmeren nach net emol iwwer eng Toilette verfügen, oder awer dem Fait, datt et wéinst feelende Raimlechkeeten net méiglech war, Leit a klenge Gruppen ze impfen, esou wéi dat an den Impfzentere gängeg ass.

D'Léier, déi mer heiraus mussen zéien, ass déi, datt kee Wee laanscht d'Konstruktioun vu modernen an zäitgeméissen Infrastrukture fir de Fleegesecteur féiert, iwwerall do, wou se feelen. An duerfir begréisse mir ausdrécklech, datt op deem Niveau net gespuert wäert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Schluss kommen, wéilt ech nach eng kleng Remark maachen. D'Membere vum Groupe de travail hu bei der Ausaarbechtung vum Rapport insgesamt eelef Visitte gemaach an hu sech sur place mat de Responsabelen a mam Personal vun 18 verschiddene Strukturen ausgetosch.

Wéi een am Rapport ka liesen, haten déi Befroten e grousse Bedarf fir ze schwätzen a sech matzedeelen an hir ganz perséinlech Erliefnisser ze beschreiwen. An dëse Gespréicher huet sech gewisen, datt vill vun hinne markéiert waren, net vun hirer schwiereger Aarbecht, mee vun eenzelne politeschen Aussoen a vum negativen Discours an de soziale Medien. Si hu sech selwer, hiren Engagement an hir Aarbecht net ëmmer geschätzt gefillt a sech ongerecht behandelt gefillt.

Ech muss soen, datt mir als Gréng déi do Entwécklung zudéifst bedaueren. An dowéinst läit mir als Vertriederin vun eiser Fraktioun och drun, deene ville Mënschen, déi an de Strukture schaffen, nach eng Kéier eis déif Unerkennung auszeschwätzen, esou wéi meng Virriednerin an och déi aner Riedner dat op dëser Plaz gemaach hunn. Ech mengen, mir mussen hinnen all zesumme Merci soen, well si hunn et verdéngt.

An duerfir wënschen ech mir och ëmsou méi, datt d'Debatt iwwert d'Gestioun vum Fleegesecteur méi e positiven a konstruktiven Dréi kritt wéi an der Vergaangenheet. Hei geet et net drëms, op d'Leit ze klappen, mee op de Virus. An et geet och net drëms, Zizanie ze streeën. Et geet drëms, de Feind ze verdrängen an de Feind nennt sech „Virus".

Här President, e leschte Punkt, deen ech nach wéilt thematiséieren, ass dann dee vun der Gouvernance, deen am Rapport och zu gewësse Kriticke geféiert huet. Eng Krisesituatioun wéi déi vun der Pandemie kann natierlech och gewësse Schwaachstellen an der Gouvernance un d'Liicht bréngen. Esou gëtt am Rapport drop higewisen, datt d'Kommunikatioun vun de Recommandatiounen un d'Alters- an d'Fleegeheemer fir eng gewësse Konfusioun gesuergt huet. Dat louch ënner anerem dorunner, datt net ëmmer kloer war, wéi eng Instanz oder wéi e Ministère dee richtegen Uspriechpartner war.

Et ass kee Geheimnis, och scho virun der Pandemie stoung d'Fro vun enger effizienter Opdeelung vun de Kompetenzen am Laf vun de leschte Jore reegelméisseg am Raum, wuel wëssend, datt Ressortiwwerschneidungen och an anere Beräicher ni ausbleiwen.

An deem Sënn kann een hei vu Querschnëttskompetenz schwätzen, déi eng gutt Organisatioun viraussetzt an en zentralen Urspriechpartner brauch. Dobäi kënnt an dësem Fall, datt d'Roll vun den Haiser konstant am Wandel ass, ënner anerem, well déi medezinnesch Komponent am Fleegesecteur ëmmer méi weesentlech gëtt. D'Ursaach läit zum Beispill dodran, datt d'Liewenserwaardung vun de Residenten ëmmer méi héich gëtt a vill Mënschen trotz oder mat verschiddene gesondheetleche Gebriechen a Pathologien ëmmer méi al ginn an an den Haiser bleiwen.

Eng kloer Struktur, déi d'Kompetenze vun deenen engen an deenen anere formell zesummebréngt, ass an deem Sënn ganz hëllefräich. Si ass souwuel am Sënn vun enger besserer Reaktivitéit wéi och am Sënn vun enger méi klorer Opdeelung vun de Kompetenzen.

An da kommen ech bei d'Motioun, déi vum Gilles Baum deposéiert ginn ass. Déi geet ganz genee an déi richteg Richtung an dowéinst fënnt se déi voll Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun. Si fuerdert d'Mise en place vun enger Commission permanente fir de Secteur vum Drëtten Alter mat gesetzlecher Basis.

Doriwwer eraus sollte mer eis och méi grondsätzlech mat der Evaluatioun vun den ëffentleche Politicke beschäftegen, esou wéi den Här Waringo dat och ugestouss huet. D'Chamber huet sech déi Missioun eigentlech scho selwer ginn. Am Ausland ass längst üblech, datt onofhängeg Gremie reegelméisseg e kritesche Bléck op déi konkreet Ëmsetzung vun de sougenannte „politiques publiques" geheien a Verbesserungsvirschléi maachen.

Dëse Rapport ass e gutt Beispill, wéi e multidisziplinäert Team nei Erkenntnisser ka liwweren, och wa se net ganz komplett sinn, an zwar Erkenntnisser, déi onopgereegt an onofhängeg recherchéiert gi sinn an eng gutt Grondlag fir frësche Wand an de politeschen Decisiounen duerstellen.

Eng wichteg Konditioun ass natierlech déi, datt d'Banque nationale de données opgestallt gëtt, déi et erlaabt, déi eenzel Secteuren an aller Transparenz ze evaluéieren. Well wéi sot den Här Waringo gëschter ganz richteg: „Nëmmen, wat ee ka moossen, kann ee verbesseren." An duerfir brauch een déi néideg comparabel Indicateuren.

Am Numm vun der grénger Fraktioun begréissen ech ausdrécklech, datt d'Reform vum ASFT-Gesetz och dësem Volet wäert Rechnung droen. Si wäert derzou bäidroen, datt dee ganz komplexe System méi modern a méi transparent gëtt an datt en an Zukunft nach besser dosteet wéi an der Vergaangenheet.

Dir Dammen an Dir Hären, och wa mir bis haut besser duerch d'Kris komm si wéi déi meescht aner Länner an am internationale Ranking, kann ee soen, jo, op der zweeter Plaz leien, quitte datt ee bei Enquêten oder Etüden heiansdo virsiichteg muss sinn, esou heescht dat net, datt mir d'Hänn an de Schouss wäerte leeën.

Dëse Rapport dréit och zur Motivatioun bäi, e Gesamtbilan vun der Krisegestioun opzestellen an d'Kräften ze bündelen am Hibléck op d'Zukunft. A fir déi Zukunft opzebauen, brauche mer och Iech, Madamm Familljeministesch, an duerfir hu mir och eist vollt Vertrauen an Iech.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Lorsché. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR wëll ech och hei dem Här Waringo a senger Ekipp Merci soe fir dee Rapport, oder besser déi Bestandsopnam, déi se geschriwwen hunn an déi se gëschter presentéiert hunn, dat opgrond vun de Virkommnisser an den Alters- a Fleegeheemer - 345 Doudeger, 113 Clusteren.

Den Här Waringo a seng Ekipp haten zwee Méint Zäit a si soen och, dass dat am Fong net duergaangen ass, fir eng richteg déifgräifend Analys ze maachen. Dat ass schued, mee mir mussen domadder liewen.

Ier ech awer op de Rapport kommen, wollt ech och eppes hei betounen, wat mech dach awer ganz staark gestéiert huet am Laf vum Dag, haut de Moien, dat war effektiv déi ugesote Pressekonferenz vun der Madamm Ministesch fir d'Gesondheet an der Madamm Ministesch fir d'Famill um hallwer eng. Ech hunn dat en Affront fonnt par rapport zu der Aarbecht vun der Chamber, an dat weist am Fong déi Absicht, fir dat ze maachen. Ech weess net, firwat et net gemaach ginn ass, aus Zäitgrënn oder wat och ëmmer, mee déi Absicht weist am Fong, dass d'Regierung dëst Parlament net esou eescht hëlt, wéi se et misst eescht huelen.

Dem Här Waringo säi Rapport, jo, den Här Waringo ass hei kee Procureur, kee Riichter. Hien huet keng „Anklageschrift" geschriwwen, en huet souguer keng Konklusioune gezunn. Dat iwwerléisst en eis. Déi eng zéien dann déi eng Konklusiounen, déi aner déi aner. Mee ech mengen, dass et, wann een de Rapport liest, ganz interessant ass, wat eeben zwëschent den Zeile steet, well ech mengen, dass den Här Waringo e Mënsch ass, dee ganz diskreet an zréckhalend ass, an dass en dat och esou am Rapport ausgedréckt huet.

Awer wann een et eebe genee esou liest, da fënnt een eraus, wou de Schong dréckt. An en huet et och gëschter gesot heibannen. Mir hunn héieren, wat e gesot huet iwwert d'Situatioun an den Heemer: „kee Plang", „alles schlecht ukomm", „vag", „onkloer", „erstaunlech", „Duerjerneen", „Feeler". Dat alles, an ech wäert nach e bëssen drop agoen, huet derzou geféiert, dass mer hei zesumme mat deenen dräi aneren Oppositiounsparteien nach eng Kéier d'Demissioun vun der Madamm Cahen froen. Si soll als Ministesch ophalen a bei de Groussherzog goen, fir d'Demissioun anzereechen.

D'Regierung ass ugetrueden an huet gesot, déi vulnerabelst Leit misste geschützt ginn, dat wier d'Prioritéit. Dat ass awer hei net anstänneg geschitt an d'Madamm Cahen huet duerfir déi politesch Responsabilitéit.

Erauskomm ass dat Ganzt am Mäerz zu Nidderkuer oder besser gesot, jo, an der Gemeng Käerjeng

duerch den Här Wolter, wou vun der Madamm Cahen geschwat ginn ass vun engem Cluster vu 5 Doudegen, a Wierklechkeet waren et der awer scho 15, a wou ee sech also froe konnt: Wat gëtt hei erofgespillt oder wat gëtt hei verheemlecht?

Doropshin ass et hei den 1. Abrëll zu enger Debatt komm, wou schonn déi ganz Oppositioun, déi sech jo soss net onbedéngt eens ass, sech awer deemools eens war, fir d'Demissioun ze froen. D'Reaktioun vun der Madamm Ministesch dorobber war an eisen Aen an an den Ae vu ville Leit eng Frechheet. Si ass nämlech guer net op d'Kriticken agaangen. Si huet einfach opgezielt, wat si gemaach huet, oder besser gesot, wat si gemaach hätt.

Wann een deen Dag gutt nogelauschtert huet an de Waringo-Rapport elo kennt an et kuckt een déi dräi Saachen zesummen, déi ech elo wäert nennen, da kënnt een zu enger interessanter Feststellung. Éischtens emol kuckt een: Wat huet deemools den 1. Abrëll d'Oppositioun gesot? Wat huet d'Madamm Cahen deemools gesot? A wat steet am Waringo-Rapport?

An da muss een zur Feststellung kommen: Ma de Waringo-Rapport, dee stellt d'Madamm Cahen blouss! Si gëtt bloussgestallt, well all déi Saachen, déi am Rapport stinn, dat sinn am Fong déi Saachen, déi d'Oppositioun hei deemools gesot huet an déi si deemools net wollt agesinn an eebe gréisstendeels och elo nach net.

Si geet zwar elo hin an huet och hei an hirer Ried de Rapport kritiséiert, zum Beispill an der Fro vun der Educatioun, well den Här Waringo hat jo gesot, an der Educatioun wier e bessere Plang gewiescht. Dat huet d'Madamm Cahen hei kritiséiert. Och aner Saachen aus dem Rapport. Dat ass natierlech och ze notéieren.

Mir haten, jo, 345 Doudeger, 113 Clusteren, keng Recommandatioune wärend Méint. D'Ministesch huet hir Verantwortung do net geholl.

An ech wëll och deem widderspriechen, wat meng dräi Virriedner hei gesot hunn, déi Saach mam „Spiegel", wou am „Spiegel" jo steet, dass Lëtzebuerg anscheinend esou gutt duerch déi ganz Pandemie komm ass, zesumme mat Finnland an Norwege géif Lëtzebuerg da ganz uewe leien, wat se awer net gesot hunn.

Do gi ganz aner Facteure gekuckt am „Spiegel". Zum Beispill ass do de Facteur „Abroch vum PIB" derbäi. Dorëms geet et jo hei guer net. Duerfir fannen ech och, dass déi Etüd, déi do am „Spiegel" gemaach gëtt, hei absolutt net ze zitéieren ass.

Wa mer just déi zwee Länner kucken, Norwegen a Lëtzebuerg, hat Norwege proportionell gesinn zéngmol manner Doudeger wéi Lëtzebuerg. Lëtzebuerg war och net dee Schlechtsten. Lëtzebuerg läit iergendwou an der Mëtt am europäesche Verglach, net bei deene ganz Gudden, net bei deene ganz Schlechten, mee eebe mëttelméisseg. Dat ass wichteg! Do kënnt Der d'Zuele kucke vun den Doudege pro eng Millioun Awunner. Hei leie se. Gutt.

Dann huet den Här Waringo och gesot: „déi formidabel Aarbecht, déi um Terrain gemaach ginn ass!" An déi Leit, wann ee mat hinne schwätzt, och déi Responsabel, déi soen, dass se sech am Stach gelooss gefillt hunn.

Am Stach gelooss hu mir eis och hei an der Chamber am Januar gefillt, wéi eng Motioun hei diskutéiert ginn ass vun der Madamm Hansen, fir e Plang auszeschaffen, fir déi gefäerdet Persounen, also déi vulnerabel Leit, besser ze schützen. D'Madamm Cahen war net hei. Dat war fir mech e ganz schlecht Zeechen, en Zeeche vun Desinteressi un deem Ganzen. Si wollt net hei lauschtere kommen, wéi mir e Plang gefuerdert hunn, dee si net gemaach hat. Si wollt sech d'Fangeren net verbrennen. An dat Ganzt weist och e bëssen déi Inkompetenz, déi awer deelweis do ass.

D'Feele vum Kriseplang: Et war keen do, d'Oppositioun huet ee misse fuerderen. Firwat muss eng Oppositioun hei no Méint e Kriseplang fir déi vulnerabel Leit fuerderen? Well d'Regierung en net gemaach huet! Och den Här Waringo huet gesot, am Summer wier genuch Zäit do gewiescht, fir e Kriseplang auszeschaffen. Dat ass leider net gemaach ginn.

D'Kommunikatioun: Den 18. Mäerz geet e Bréif eraus, ouni Entêtëpabeier, non signé.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

De 15. Mee 2020 geet e Bréif eraus ouni Entêtëpabeier, non signé, den 20. Mee idem an da vu Juni bis Oktober näischt, obwuel d'Situatioun am Oktober ugefaangen huet, ganz grav ze ginn. Also mir muss emol een erklären: Firwat gëtt e Bréif erausgi vum Staat, wou keng Ënnerschréft drop ass a keen Entêtëpabeier?

An ech wëll elo eng Klammer opmaachen, et ass vläicht béis elo, mee ech soen et awer. Am November 2019 hat d'Madamm Cahen e Bréif gemaach un de Stater Geschäftsverband, fir sech iwwert den Tramschantier opzereegen - Dir hutt dat vläicht vergiess! -, an do huet se awer den Entêtëpabeier vum Familljeministère benotzt an hir Ënnerschréft. Ech verstinn net, firwat se dat an enger privater Situatioun deemools gemaach huet an hei, menger Meenung no, bewosst net.

Alles dat ass schlecht ukomm an den Haiser an, dat huet den Här Waringo och gëschter gesot, och schlecht bei him: Bréiwer, déi net ënnerschriwwe ginn, net datéiert sinn, keen Entêtëpabeier hunn.

Vag Recommandatiounen, eng erstaunlech Situatioun. „Wann d'Infektioune klammen, kënnt keng Recommandatioun", huet den Här Waringo gesot. D'Madamm Cahen huet do d'Verantwortung net geholl. Si huet se op de Gesondheetsministère ofgedréckt an deen huet missen d'Feier läschen, esou gutt wéi et eebe gaangen ass.

An déi Motioun, déi elo grad hei proposéiert ginn ass, déi ass ganz interessant, well déi Motioun, déi ass am Fong en Aveu, en Aveu, dass d'Saachen net esou gelaf sinn, wéi se hätte misse lafen. Do gëtt nämlech proposéiert, eng Commission permanente anzesetzen, fir alles dat nozehuelen, fir déi Aarbecht ze maachen, déi am Fong de Familljeministère all déi lescht Méint hätt misse maachen. Dat wär d'Aarbecht gewiescht vun der Ministesch. Dat ass net geschitt!

Da steet an där Motioun: „gutt Zesummeschaffen." Dat ass awer net d'Bild, wat mer gëschter krute vum Här Waringo. Do war en Duerjerneen tëscht Gesondheetsministère a Familljeministère, do war kee Mateneen, do waren Divergenzen, et war keng Linn do, widderspréchlech Empfeelungen. Wien hat d'Soen? An dass den Här Waringo eng Propos mécht - e proposéiert nämlech, d'Altersheemer an d'Fleegeheemer ënnert de Gesondheetsministère ze stellen -, dat bestätegt jo subtill, dass eppes beim Familljeministère net geklappt huet, wéi et hätt missen.

Konkreet Feeler, déi geschitt sinn: de sougenannte „Sperrgürtel" oder „cordon sanitaire"; d'Prioritéit fir ze impfen, wou Leit, déi Kontakt hate mat de vulnerabele Persounen an den Altersheimer, net prioritär geimpft gi sinn. Zum Beisill déi Fraen oder Männer, déi fir d'Botzen zoustänneg waren, oder d'Coifferen, déi am Kontakt ware mat de Persounen an den Heemer, déi sinn net prioritär geimpft ginn. Par contre si Leit, déi an de Büroe souzen a kee Kontakt hate mat de vulnerabele Persounen, geimpft ginn.

Et louch also net drun, an dat schreift den Här Waringo och, dass dee Moment net genuch Impfstoff do war. Et louch dorunner, dass den Impfstoff net anstänneg verdeelt ginn ass. An dat huet negativ Konsequenze gehat. An dat huet den Här Waringo och richtegerweis kritiséiert.

Da kann ee sech och Froe stellen, dat ass elo net hei gesot ginn, wéinst der Reiefolleg vum Impfen. D'Altersheim zu Nidderkuer ass geimpft ginn op 66. Plaz. Wann ech mech net ieren, sinn de 6. Januar d'Impfungen an Altersheimer ugaangen an Nidderkuer war eng vun deene leschte Plazen, déi drukomm sinn. An ech froe mech, firwat. Well wann een hei déi positiv Fäll vun Enn Dezember bis Ufank Januar kuckt, da stellt ee fest, dass am Süde vum Land grad déi meescht Infektioune waren. Ech ginn zou, am Nachhinein ass ee méi clever, mee hätt een net missen higoen an eebe geografesch kucken, do an deene Regiounen, wou d'Leit sech am meeschten ustiechen, an de Fleegeheemer an an den Altersheemer als Éischt ze impfen?

D'Impressioun, déi d'Leit hunn, ass also: Do ass net op der Héicht geschafft ginn! Et ass ze spéit reagéiert ginn. Et ass ze laang nogekuckt ginn, och am Verglach zu den Nopeschlänner. Do ass eis Situatioun net gutt!

Mir hunn en héijen Niveau vun Infizéierte gehat zu engem gewëssene Punkt, eebe besonnesch an den Alters- a Fleegeheemer. Mir haten eng Iwwerstierflechkeet, eng Surmortalité, an 345 doudeg Bewunner ze bekloen.

Ech mengen, dass et do nach hätt misse méi gi wéi just de Rapport. Firwat net - doriwwer ass d'leschte Kéier geschwat ginn - eng Enquêtëkommissioun? Dozou ass et awer net komm.

Iergendwann geet et eeben duer. An d'Aufgab vun der Oppositioun ass et, d'Aarbecht vun de Ministeren a vun der Regierung ze kontrolléieren. An dat hu mir hei gemaach. An dat si mer 345 Doudegen, hire Familljen an de Bierger, all de Bierger hei am Land, schëlleg. A wa mir trotzdeem nach iergendwéi eenegermoossen derduerchkomm sinn, dann nëmmen, well déi Verantwortlech um Terrain hiert Bescht gemaach hunn a well déi grouss Majoritéit vun den Awunner ganz disziplinéiert war. Duerfir soll een hinne Merci soen a mir soen hinnen e grousse Merci.

Der Ministesch Madamm Cahen par contre soe mer net Merci. Well Dir hutt net méi d'Vertraue bei de Leit, net méi bei den Haiser um Terrain, net méi bei deene Leit, déi um Terrain schaffen, net méi bei de Responsabelen. An duerfir biede mir Iech: Gitt bei de Groussherzog a reecht Är Demissioun an!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer fir d'alleréischt emol, vun déi Lénk dem Här Waringo mat senger multidisziplinärer Ekipp e grousse Merci ze soe fir dëse Rapport, deen een eigentlech schonn e Joer éischter hätt missen an Optrag ginn, da wär eis an och ganz ville Famillje vill Leed a Misär erspuert bliwwen.

Wa mir elo awer just dëse Rapport als eppes kucken, wat Erkenntnis gëtt iwwert dat, wat war, ouni ze kucken, wéi mir an Zukunft wëlle mat Krisesituatiounen ëmgoen, wéi mir eis Altersfleeg nach kënne verbesseren an eis Infrastrukturen a Stand setzen, da bréngt dat net vill.

De Rapport seet kloer aus, wou d'Responsabilitéiten hätte misse geholl ginn a wou se och an nächster Zäit musse leien: bei der Politik. Et geet drëms, datt mir als Politiker eis deene Problemer unhuelen a se verbesseren. Et geet dorëms, all déi Facetten, déi an dësem Rapport opgegraff goufen, ze analyséieren a Proposen auszeschaffen.

Villes muss anescht reglementéiert ginn. Et muss sech eppes änneren, och innerhalb vun der Regierung. Et liicht mir awer elo mol an, firwat d'Regierungsparteien esou eng Retizenz vis-à-vis vun Enquêtëkommissiounen un den Dag leeën. Mat dësem Rapport ass nämlech eng „black box" opgemaach ginn, déi „pas mal" ass. A stellt Iech emol vir, den Här Waringo hätt och nach méi Zäit gehat a seng multidisziplinär Ekipp wär och nach méi grouss gewiescht! Et kann een elo mol als Aussesteeënde verschidde Werdegäng novollzéien an deem doten Dossier a verstoen, firwat esou villes schifgelaf ass.

Här President, erlaabt mir hei och nach déi Bemierkung, datt dëse Rapport leider just an deem heite Beräich, CIPA an Altersheimer, gemaach ginn ass. Mee et wär sécherlech net vu Muttwëll, wann een dësen ausgedeent hätt op déi ganz sanitär Entwécklung, wéi et iwwregens och scho vun dëser Chamber an der Vergaangenheet gefrot gouf. Wie weess, wat net ass, ka jo nach ginn. Die Hoffnung stirbt zuletzt!

Vläicht gesinn d'Regierungsparteien elo endlech an, wat fir eng Plus-value dat wär, wann een op fiabel Zuele kéint zréckgräifen, wann een déi sanitär Moossnamen, déi getraff gi sinn, mol géif op de Leescht huelen.

Här President, déi zentral Fro, déi sech stellt, ass: Wat maache mir mat dësem Rapport? Welch Konklusiounen zéie mir dorauser? An dat betrëfft an éischter Linn emol déi direkt, onmëttelbar Zukunft. Si mir elo gerüst, fir wann ieren eng véiert Well kënnt? Ass de Cordon sanitaire elo en place? Hu mir elo Protokoller a Kriseplän en place? Iwwerwaache mir d'Immunitéit vun de Persounen an de Strukturen, wou mir jo wëssen, datt d'Immunitéit mat der Zäit ofhëlt? Sinn d'Responsabilitéiten, d'Kompetenze mëttlerweil kloer definéiert ginn? Weess all Acteur elo genee, wat en ze dinn huet, wa mer erëm mat enger Krisesituatioun konfrontéiert sinn? Wéi eng Léiere gi gezunn, fir an Zukunft net déi selwecht Feeler ze maachen, net just, wat d'Pandemiegestioun ugeet, mee d'Entwécklung vun de Servicer am Beräich vun der Altersfleeg hin zu méi Responsabilitéit an der ëffentlecher Hand?

Am Réckbléck op déi sanitär Entwécklung an den Alters- a Fleegeheimer an opgrond vun de Constaten am Rapport erhoffe mir eis, datt elo zumindest gekuckt gëtt, de Recommandatioune vum Familljeministère eng legal Basis ze ginn, Pläng auszeschaffen, fir an Zukunft eng méi koordinéiert Zesummenaarbecht tëschent den zoustännege Ministèren an den Direktioune vun den Haiser ze erméiglechen, wou och kloer soll gesot ginn, wien de politeschen Uspriechpartner fir d'Leit um Terrain ass.

Et hätt een an der Period tëschent deenen zwou Wellen och misse vun den Haiser verlaangen, datt se Kriseplän ausschaffen an eraschécken, déi dann hätte kënne vun de Ministerë validéiert ginn. Ma bon!

Kloer ass, datt et hei bis elo wéinstens zwee Patréiner gi sinn, déi ganz aner Richtlinnen hunn an och aner Kompetenzen. Déi eng Säit hu mir d'Santé mat ganz klore Virgaben, mat Contrainten, Ordonnancen, déi op enger legaler Basis bestinn an déi net falsch ze verstoe sinn. Gesetz ass Gesetz!

Op där anerer Säit hu mir d'Famille, déi Recommandatiounen erausgëtt, déi keng prezis Base légale hunn an déi ausgeluecht kënne ginn e bëssen esou, wéi dat engem grad an de Krom passt.

Hei hu ganz kloer déi Responsabel vun den Alters- a Fleegeheimer de Schwaarze Péiter gezunn. Wat och net gewosst ass, well et net analyséiert ginn ass, ass, ob verschidde Recommandatiounen iwwerhaapt mat verschiddene Gesetzer iwwereneen konnte stëmmen. Dat gëllt besonnesch fir d'Aarbechtsrecht, wann d'Personal aus den Alters- a Fleegeheemer muss verstäerkt an den Asaz a vläicht méi laang schaffe muss, wéi et legal erlaabt ass.

Dat gëllt awer och fir d'Teste vum Personal. D'Direktioune vun den Haiser sollen d'Personal dozou opruffen, sech reegelméisseg testen ze loossen. Si kënnen awer keen zwéngen, dat ze maachen, a si dierfe keng Informatioune froen an enregistréieren iwwert d'Impfbereetschaft vum Personal.

D'Direktioune mussen also iergendwéi kucken, esou Saachen informell erauszefannen, a si maache selwer Tester am Haus, fir sécher ze goen. Mee och do kënne sanitär Feeler ënnerlafen, besonnesch wann d'Raimlechkeeten net ideal sinn, fir physesch Distanzen anzehalen.

Här President, allgemeng waren d'Recommandatioune vum Familljeministère vill ze schlecht formuléiert an onmoosseg flou. Den Här Waringo huet e puer Beispiller a sengem Rapport genannt. Expressioune wéi „doivent", „aussi moins que possible" oder „si possible" oder „au besoin" oder nach „libre de prendre ses responsabilités" hunn näischt an enger Situation d'urgence verluer, wou schnell a radikal muss gehandelt ginn.

Wiem seet de Responsabelen dann elo, wéi esou Formulatiounen ausgeluecht solle ginn? Dat ass esou e Genre „débrouillez-vous! A wann et schif ausgeet, ass et Är Responsabilitéit!" Dës Recommandatiounen hate jo dann zum Deel emol keng Entête, keng Ënnerschréft, keen Datum, wat zwar zimmlech laxistesch ass an e Manque de respect.

Här President, et huet sech jo dann erausgestallt, datt déi Recommandatiounen an der Noutsituatioun immens schlecht formuléiert waren, nodeems et iwwer eng ganz Period tëscht Juni 2020 a Februar 2021 bal guer keng Recommandatioune méi gi sinn. Och wa sech d'Situatioun iwwert dës Period vläicht berouegt huet, ass dat grad ee Moment, deen een hätt missen notzen, fir Bilanen ze zéien a sech op déi nächst Well virzebereeden, voire eng Situatioun wéi déi, déi am Oktober 2020 koum, ze verhënneren.

Här President, d'Kommunikatioun mat den Haiser war schlecht. D'Gestionnairë sinn am Ree stoe gelooss ginn. An eisen Aen huet d'Zerstéckelung vun de Responsabilitéiten am Beräich vun der Altersfleeg, wou ëmmer méi verschidden Acteuren, notamment privater, sech ëm d'Gestioun këmmeren, d'Saach méi schwéier gemaach, wéi wann de Ministère eng zentral Koordinatioun iwwerholl hätt.

En plus war all Gestionnaire oder Direkter vun engem Haus virun e komesche Fait accompli gestallt ginn. Si hu missen hir Entscheedunge selwer fällen, op Basis vu kontradiktoresche Recommandatiounen a mat de Suerge vum Personal an och de Famillje vun de Residenten am Réck. Si woussten net ëmmer, u wie se sech dann elo sollte wennen - d'Santé, d'Famille?

Bei de Recommandatioune vum Santésministère engersäits an der Famille anerersäits ginn et ganz kloer zwou Richtlinnen, déi diamétralement opposé sinn. Déi eng: D'Santé huet als Virgab, d'Populatioun ze schützen a strikt sanitär Moossnamen en place ze setzen, déi d'Infektiounszuelen erofdrécken, domadder awer och d'Fräiheeten aschränken. Déi aner, déi vum Familljeministère, muss deene sanitäre Recommandatiounen an der Santé Rechnung droen, mee wëllt gläichzäiteg keng Fräiheeten aschränken, fir sech d'Familljen net zum Feind ze maachen, mee och well all Haus seng Spezifissitéiten huet.

Fräiheete versus Protektioun ass eng ganz schwéier politesch an eethesch Fro. Et ass eng gesellschaftlech Fro, iwwert déi eigentlech hätt missen en ëffentlechen Debat geféiert ginn. Déi Fro ass awer vun der Regierung ni beäntwert oder thematiséiert ginn.

Déi Divergenz op där Fro tëschent Santé a Famille, tëschent DP an LSAP huet schlussendlech dozou geféiert, datt d'Responsabilitéit einfach un d'Haiser weidergi gouf. Menger Meenung no ass hei déi ganz Regierung mat responsabel, well et war un hir, dës Fro ze tranchéieren an d'Verantwortung ze iwwerhuelen an net un de Chargés de direction vun de Strukturen. A wann d'Regierung dozou net amstand war, dann hätt se d'Decisioun missen un d'Parlament weiderginn!

Här President, wärend der roueger Period tëschent den zwou Wellen hätt een awer kënnen en homogeent Reegelwierk, e gemeinsame Kader schafen, fir kloerzestellen, wie wiem säin Uspriechpartner ass, wéi d'Zesummespill tëscht de Ministërë vun der Santé a Famille, der Assurance dépendance, de Gemengen, de private Strukture soll verlafen.

Bei enger dezentraliséierter Gestioun mussen dës Aspekter kloer sinn! D'Anhale vu Reegelen, wa se bis kloer gewiescht wieren, hätt missen iwwerpréift ginn. Dat ass och d'Verantwortung vum Familljeministère. De Familljeministère huet eng Mission de contrôle et de surveillance. Mee wann de Ministère keng kloer contraignant Recommandatioune gëtt,

kann e seng Kontrollmissioun natierlech och net erfëllen.

Här President, dëse Rapport huet eis gewisen, wéi wichteg et ass, sech op fiabelt Zuelematerial kënnen ze baséieren an dëst och kënnen ze vergläichen. Et war awer schwéier, un Donnéeën ze kommen, besonnesch hei am Land. Mee allgemeng ass dat och en europäesche Problem. All Land mécht jo e bëssen, wéi et wëllt. Dat huet d'Pandemie nach méi kloer zum Virschäi bruecht, mam Resultat, datt déi Donnéeën zum Deel net komparabel respektiv net harmoniséiert sinn.

Et ginn hei zu Lëtzebuerg keng Indicateurs de performance, fir d'Qualitéit vun der Altersfleeg an der Krisegestioun anstänneg kënnen ze moossen. Ouni Donnéeën an ouni Referenze kann een awer och schwéier Konklusiounen zéien a Verbesserungen aleeden - net nëmmen an dësem Beräich, mee an allen anere Beräicher och.

Mir hu schonn oft hei am Parlament méi Zuele verlaangt, zum Beispill am Logement oder bei de Steieren, fir datt een op Basis vu Fakte kann diskutéieren. Mee Digital Lëtzebuerg schéngt nach net esou wäit ze sinn.

Här President, d'Konklusioun vun dësem Rapport kann och net sinn, datt elo d'Responsabel aus dem Secteur mat all hire Leit, déi do schaffen an eng immens Aarbecht geleescht hunn, virun de Pranger gestallt ginn. D'Responsabilitéit läit bei der Politik. An déi ass Rechenschaft schëlleg! Net just ee Ministère, mee déi ganz Regierung läit an der Responsabilitéit an ass verantwortlech fir d'Feeler, déi an dësem Fall ënnerlaf sinn, an och d'Parlament, well et net scho vill méi fréi d'Handbrems gezunn a Saachen hannerfrot huet. Ech mengen, et wier gutt, eis selwer och ze hannerfroen.

Här President, am Rapport, dee sech jo och mat der Situatioun an den Nopeschlänner befaasst huet, fir d'lëtzebuergesch Situatioun komparativ ze analyséieren, ass och erauszeliesen, datt an deene Strukturen, déi an der ëffentlecher Hand an éischter kleng an iwwersiichtlech waren an och genuch Personal haten, d'Leit och am mannsten um Covid gestuerwe sinn.

Och dat soll eis interpelléieren. A mir sollen als Staat hei eis Responsabilitéiten huelen a genee erëm dëse Secteur dohinnerbréngen, wou en higehéiert, nämlech an d'Gemengen, bei de Staat - an net bei privat Investisseuren, deenen et just ëm de Boni geet.

Dat ass net dat, wat verschidde Reformprojeten hei undeiten. Datt mir am Moment op der komplett falscher Schinn sinn, beweist dat neit ASFT-Gesetz. Dëst gesäit weeder gemeinsam Datebanke vir, nach ginn d'Reklamatioune systematesch erfaasst, wat een als Qualitéitsindicateure kéint huelen. Et gëtt keng Präistransparenz; et kann ee vu „Wildwuchs" schwätzen. A last but not least: De Logement encadré soll emol keen Agreement kréien, emol keng minimal ëffentlech Kontroll méi kréien! Gläichzäiteg läit och nach de Projet vun der Privatiséierung vu Servior um Dësch. Dat geet alles an déi komplett falsch Richtung!

Et ass also net just esou, datt de Familljeministère seng Responsabilitéiten an der Krisegestioun net gedroen huet, mee et gëtt en plus einfach stuer - awer wierklech stuer! - déi selwecht Politik esou weidergeféiert, déi d'Altersfleeg ëmmer méi a privat Hänn iwwergëtt an ëmmer manner accessibel mécht fir ëmmer méi Leit. Dat ass net ze verstoen! An dat do ass net nëmmen déi dote Richtung, do sinn och nach aner politesch Richtungen, déi stuer weidergeféiert ginn, obscho mer mat 200 an d'Mauer rennen!

Mir hoffen, datt d'Madamm Ministesch sech hirer Responsabilitéit an hirer Nonchalance an deem doten Dossier bewosst ass an agesäit, datt si besser huet ze demissionéieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt och vu menger Säit e grousse Merci un de Jeannot Waringo a seng ganz Ekipp, déi hei de Meritt huet, e faktuellen, nuancéierte Rapport virgeluecht ze hunn.

Wann awer de virleiende Rapport eppes duerstellt, dann ass et, datt dës Kris an den Alters- a Fleegeheemer net primär vun hirem Ministère de tutelle, mee vum Gesondheetsministère geréiert ginn ass. Wärend de Familljeministère sech ëmmer méi effacéiert huet, huet de Ministère de la Santé seng Responsabilitéite geholl. D'Familljeministesch war wärend dëser Kris bis elo esou onpresent, datt souguer d'Fro am Rapport opgeworf gëtt, ob een net misst iwwer eng nei Opdeelung vun de Ressorten nodenken an der Santé einfach direkt dee ganze Beräich vun de Soins fir eeler Leit iwwerginn.

Selbstverständlech ass eng sanitär Kris e Problem, deen een net ouni Bedeelegung vum Gesondheetsministère abordéiere kann. Datt dat awer net heescht, datt ee sech als Minister komplett senge Responsabilitéiten entzéie kann, an datt een och selwer aktiv misst ginn, hunn aner Ministèrë gewisen. Vum Mëttelstandsminister iwwert d'Sécurité sociale bis hunn zur Bildung hunn d'Ministeren agéiert.

A jo, ech muss hei souguer den Educatiounsministère luewen. Et iwwerrascht mech e bësse selwer, mee souguer eise Bildungsminister hat no enger zimmlech inaktiver Startphas, wou de Virus nach op magesch Aart a Weis d'Schoulen ëmgaangen huet, erausfonnt, datt en eppes maache misst. Wéi eng Mesuren zu wéi engem Zäitpunkt déi richteg ware fir d'Schoulen, doriwwer léisst sech elo ganz gutt streiden. Mee ëmmerhin: Et ass eppes geschitt! Egal wat ee vum Plang, dee fir d'Schoulen opgestallt gouf, hält - et gouf gemaach!

Vum Familljeministère konnt dogéint emol net dëse minimalen Aktivitéitskrittär erfëllt ginn. Mee dat ass u sech jo nach keng nei Informatioun. Dat hate mer jo och schonns virun dësem Rapport beklot. An duerfir gouf jo och drëm gebieden, datt eng approfondéiert Analys gemaach géif ginn.

Wat de Rapport engem awer elo nach eemol virun Ae geféiert huet, ass d'Ausmooss, an deem sech hei d'Ministesch virun hirer Verantwortung gedréckt huet. Recommandatiounen ouni Ënnerschréft,- Datum oder Entête, vun deenen net kloer ass, ob se vun der Santé, der COPAS oder vläicht dach awer nach vum Familljeministère geschriwwe goufen. Wat also bei privatem Bréifverkéier ganz gutt fonctionéiert huet, schéngt bei offizielle Kommunikatiounen op eemol net méi ze fonctionéieren.

Recommandatiounen, déi mat „il est interdit" uginn, a gläichzäiteg Empfeelungen, an deenen all d'Responsabilitéit op den Terrain ofgedréckt gëtt mat de Wierder: „Chaque gestionnaire est libre de prendre ses responsabilités", wat jo bal eng Frechheet ass, engem esou eppes als Recommandatioun ze ënnerbreeden! Wéi wann d'Gestionnairen dat net souwisou scho gewosst hätten!

Dann nach e ganze Summer an eng Rentrée, wou et guer keng nei Recommandatioune gouf, well déi al einfach weider gëlle sollten, obwuel sech d'Situatioun awer lues a lues ëmmer weider zougespëtzt huet. An dann och nach eng Ministesch, déi am Hierscht mat eidelen Hänn do stoung an net op eng weider Well preparéiert war, obwuel de ganze Summer Zäit gewiescht wär, Konklusiounen aus där éischter Well ze zéien an ze plangen.

Esou gesäit e kompetente Krisemanagement einfach net aus. An ech verstinn do och, datt d'Gestionnairë sech um Terrain an éischter Linn un d'Ordonnancë vun der Santé gehalen hunn a manner un déi sougenannt „Recommandatioune" vum Familljeministère. Do war schliisslech net vill ze huelen.

Wann ech dann och nach héieren, wéi e puer DP-Politiker elo virun hir Ministesch sprangen a betounen, datt iwwert de leschte Summer jo dach awer esou vill gemaach gi wier, well Preparatioune getraff gi sinn, fir de Large-Scale-Testing an d'Haiser ze kréien an och nach e Stufeplang mat der COPAS auszeschaffen, da kann ech nëmme staunen.

Den ominéise Stufeplang, op deen elo hei op eemol verwise gëtt, gouf an de Medie kloer vun der COPAS an, souwäit ech mech erënneren, net vun der Ministesch presentéiert. Wat d'Ministesch ëmmer nees sot, war just, datt all Gestionnaire seng Responsabilitéite selwer sollt huelen. Well si sech eeben net kloer an ëffentlech hannert dëse Plang gestallt huet, hat en um Terrain wuel och esou eng, soe mer emol, limitéiert Wierkung, datt en et emol net kloer an de Rapport Waringo gepackt huet. An dat seet jo u sech schonn alles dozou aus!

A wat de Large-Scale-Testing betrëfft, esou kann ee wuel net behaapten, datt et eng grouss Leeschtung wier, datt Persounen, déi sech wéinst Handicap oder Krankheet net deplacéiere konnten, eréischt Méint nom Rescht vum Grand public vum LST profitéiere konnten.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Do hu sech méintelaang Invitatiounen an den Altersheemer gestapelt fir vulnerabel Persounen, déi ganz gär vun der Offer profitéiert hätten, mee fir déi en Deplacement bis an d'Teststatioun méi Gefore beinhalt hätt, wéi den Test en Notzen hat. Datt do am Hierscht endlech eppes geschitt ass, nodeems d'Leit sech scho méintelaang beschwéiert haten, war keng Leeschtung, mee et war den absolutte Minimum!

Duerfir bleiwen ech, genee wéi dëse Rapport, bei der Aschätzung, datt et iwwert d'Summerméint am vergaangene Joer eng Phas gouf, wou keng Recommandatiounen un den Terrain méi erausgaange sinn an och kee konkreete Plang fir eng nächst Well ausgeschafft gouf.

Deen eenzege Punkt, deen an dëser Phas gewënnbréngend war, war d'Opstelle vun enger Ligne de garde aus Dokteren. Mee dat war jo och nees e Projet, wou et eigentlech ëm d'Gesondheet goung. An datt d'Dokteren an de Gesondheetsministère wärend dëser Kris hiert Bescht ginn hunn, stellt wierklech keen a Fro!

Mir Piraten deelen och d'Aschätzung aus dem Rapport net, datt et keng legal Basis ginn hätt fir Aktiounen a Virgabe vusäite vum Familljeministère. Wéi den honorabele Kolleeg Gilles Roth gëschter schonns bei der Presentatioun vum Rapport ugemierkt huet, kann een och an eisen Aen d'ASFT-Gesetz hei als legal Basis uféieren. Et hätt kënne méi gemaach ginn, mee et ass einfach net geschitt.

Här President, dëse Rapport huet eis awer net nëmmen Informatiounen iwwert d'Aarbecht vum Familljeministère geliwwert, mee och konkreet Analysen iwwert d'Impf- an Teststrategie.

Ee vun den Haaptproblemer, deen hei direkt an d'A spréngt, ass deen zum Deel dach vill ze niddrege Participatiounstaux, souwuel wat d'Bereetschaft ugeet, sech testen ze loossen, wéi och, wat d'Impfungen ugeet. Hei ass et elo wichteg, weider Opklärungsaarbecht um Terrain ze maachen an déi, déi sech net impfe gelooss hunn, nach eemol ze invitéieren, sech dach awer nach e Rendez-vous an engem Impfzenter ze huelen.

De Gesondheets- a Fleegesecteur krut ganz fréi d'Méiglechkeet, vun Impfunge profitéieren ze kënnen. An dat war och d'Zäit, an deene Suergen ëm d'Niewewierkungen an de Medie grad fir eng Schlagzeil no där anerer gesuergt hunn. Do ass et duerchaus méiglech, datt et fir eng Rei Persounen ze séier goung a si sech nach net prett gefillt hunn, fir direkt geimpft ze ginn. Mëttlerweil sinn awer e puer weider Méint vergaangen. Ëmmer méi Leit krute schonn eng Impfung an esou hunn och ëmmer méi Persoune Vertrauen an d'Sécherheet vun der Impfung kënne faassen, ganz besonnesch bei den mRNA-Impfstoffer.

Well vergiesse mer net: De Gesondheetssecteur, de Fleegesecteur besteet zu engem groussen Deel aus jonken a manner jonke Fraen, déi an enger éischter Phas, wéi déi Impfungen ugefaangen hunn, och spezifesch vun AstraZeneca, oder Vaxzevria, wéi en haut heescht, ofgerode kruten aus Angscht viru Sinusvenenthrombosen. Dës Angscht ass haut geholl. Mëttlerweil hu mer Impfstoffer, genuch Impfstoffer, fir och jiddwerengem kënnen eng Offer mat engem mRNA-Impfstoff ze maachen, dee sech bis elo net geimpft huet.

Ech deposéieren dofir haut och dës Motioun, mat där ech d'Regierung wëll alueden, den Employéen aus dem Santés- a Fleegesecteur nach eemol e Bréif zoukommen ze loosse mat enger Invitatioun, an de kommende Wochen nach e Rendez-vous maachen ze kënnen, fir mat engem mRNA-Impfstoff geimpft ze ginn, falls se nach kee Vaccin kruten.

Ech weess, datt et jidderengem aktuell fräisteet, sech op eng Lëscht anzedroen, fir sech impfen ze loossen. Mee grad well et hei ëm esou e wichtege Secteur geet an de Rapport Waringo jo ganz kloer gesot huet, wéi wéineg Leit sech do bis elo impfe gelooss hunn, denken ech, datt et wichteg wier, d'Fleege- a Gesondheetspersonal nach eemol prioritär drunzehuelen, éier dann de Rescht vun der Populatioun och nach eng zweet Chance op eng Impfung kritt. Här President.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest:

- dass den Taux u geimpfte Persounen an den Alters- a Fleegeheemer beim Personal ëmmer nach net héich genuch ass;

- dass d'Personal aus Alters- a Fleegeheemer fréi eng Impfoffer gemaach krut an et nach eng gewëssen Onsécherheet um Terrain gouf;

- dass eng zweet Invitatioun fir en mRNA-Impfstoff hëllefe kéint, d'Personal aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur ze motivéieren, sech géint de Covid-19 impfen ze loossen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. den Employéen aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur nach emol e Bréif zoukommen ze loossen, mat enger Invitatioun, an de kommende Wochen e Rendez-vous maachen ze kënnen, fir nach prioritar mat engem mRNA-Impfstoff geimpft ze ginn, falls si nach kee Vaccin kruten.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Impfunge si wichteg a si schützen. Dat geet och aus den Etüden aus dem virleiende Rapport ervir. Déi tragesch Verloschter, déi mer säit dem Ufank vun dëser Kris an och nach dëst Joer haten, hunn eis gewisen, wéi geféierlech de Virus grad fir déi vulnerabel Leit ass. An dofir musse mer se beschtméiglech schützen. Dofir ass et och wichteg, datt mer Konklusiounen aus der Vergaangenheet zéien, fir eventuell Feeler net ze widderhuelen.

Ech vermëssen et dofir och, datt an dësem Rapport net méi genee analyséiert gouf, wéi eng Mesurë wéi eng Haiser wéini en place haten a wéi sech d'Infektioune par rapport zu genau dëse Mesuren entwéckelt hunn.

Haten Haiser no Phasen, an deenen d'Residentë just nach an hiren Zëmmer iessen duerften, manner Infektioune wéi Haiser, déi hir Salle à manger opgelooss hunn? Wéi een Afloss haten déi verschidde Modeller, fir Visitten ze maachen? Goufen et Ënnerscheeder tëscht Haiser, bei deene verschidde Servicer sous-traitéiert goufen oder en héije Personalturnover war, par rapport zu Haiser, wou dat anescht war? A wéi ass et mat de verschiddene Modeller, fir de Cohortage ze maachen, also de Méiglechkeeten, fir infizéiert Persoune vu gesonden ze trennen, andeems een entweeder ganz Etagë fir positiv geteste Residentë virgesäit oder awer just besonnesch Hygiènesmoossnamen asetzt, wann ee vun Zëmmer zu Zëmmer geet? Wat waren hei eis Erfarungen?

Zu dësen Detailer seet de Rapport leider näischt, wat vläicht engem Mangel un Zäit geschëllt ass. Mee esouwäit et aus dem Rapport ervirgeet, waren d'Gestionnairë jo méi wéi entgéintkommend, wann et ëm d'Dokumentatioun vun hirer Krisegestioun goung, soudatt ech mengen, datt hei definitiv nach nodréiglech Auswäertunge misste méiglech sinn. Duerfir hoffen ech och, datt déi ganz Dokumentatioun, déi dësem Rapport zugronn läit, wäert archivéiert a fir weider Fuerschungszwecker kënnen opgeluecht ginn, natierlech nodeems verschidden Dokumenter anonymiséiert oder pseudonymiséiert goufen, fir den Dateschutz ze gewärleeschten.

Et wär wichteg, der Fuerschung hei zäitno en Zougang ze bidden, fir datt si zum Beispill och nach mat Leit um Terrain schwätze kann, fir vläicht d'Siicht vu Mataarbechter, Mataarbechterinnen, Residenten a weiderem Personal um Terrain auszewäerten, soulaang wéi hir Erënnerungen un déi vergaange Méint nach frësch sinn. Dat konnt aus Zäitgrënn fir dëse Rapport jo nach net gemaach ginn.

Mee och wa vergläichend Etüden tëscht den Haiser aktuell nach feelen, sou fanne mer an dësem Rapport awer schonn e méi konkreet Beispill vun engem Haus, an deem et ganz vill Infektioune gouf. An och hei falen e puer Punkten op, aus deenen een éischt Léieren zéie kann an och zéie misst.

Éischtens gëtt hei vu Persoune geschwat, déi Symptomer presentéiert sollen hunn an awer eréischt e puer Deeg méi spéit getest goufen. Hei muss kloer sinn: Soubal e Resident e Krankheetssymptom presentéiert, dat bei eng Covidinfektioun passt, muss direkt getest ginn! Ech hoffen, datt dat mëttlerweil klappt.

Da gëtt och dovu geschwat, datt den Oflaf vun den Impfungen an dësem Haus soll chaotesch gewiescht sinn. Do ass natierlech all Haus anescht an dës Impfunge ware fir jiddereen eppes ganz Neies an och verschidde Feeler sinn ze excuséieren. Mee och hei musse Léieren aus de Feeler, déi gemaach goufen, gezu ginn.

An zu gudder Lescht bleift dann och nach d'Fro vun deene ville Varianten, déi hei kuerz noeneen an engem Haus opgetaucht sinn an drop schléisse loossen, datt och, nodeems déi éischt Persoune positiv getest goufen an d'Virsiichtsmoossname jo awer méi streng goufen, ëmmer nach nei Infektioune vu baussen erageschleeft goufen. Hei muss ganz kloer nach eng méi déifgräifend Analys gemaach ginn, fir ze kucken, wat konkreet hätt kënne besser gemaach ginn. Dat gëllt net nëmme fir dat heiten Haus, dat gëllt, mengen ech, fir all déi Haiser, déi méi wéi zwee Clusteren haten. Well wa mer eppes aus dem Rapport Waringo kënnen zréckbehalen, dann ass et dach erschreckend, datt et véier Haiser gouf, déi véier oder méi Clustere wärend dëser Pandemie haten, esou als wär aus deenen éischte Clusteren näischt geléiert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: 27,7 Fäll an der Moyenne pro Cluster an eng kloer Surmortalitéit. Dat ass den traurege Bilan vun dësem Rapport. Mir hu vill Leit verluer an et gouf a gi Problemer, iwwert déi een net einfach esou ewechkucke kann. Do hëlleft et och net, ëmmer nees ze betounen, datt mer par rapport zum Ausland gutt ewechkomm sinn.

Wann ech an enger Schwammkompetitioun mat Flossen an Taucherbrëll un de Start ginn, wärend déi aner ouni Hëllefsmëttel auskomme mussen oder souguer mat uneneegestréckte Bee probéieren, iwwer Waasser ze bleiwen, da kann ech et duerno net eleng op meng Kompetenze schiben, wann ech gewannen. Da muss een déi individuell Leeschtung bewäerten. An do denken ech, datt ee muss zouginn, datt eise Familljeministère Chance hat, datt eise Gesondheetsministère sech trotz der gudder Ausgangssituatioun net dorop ausgerout huet a sech zu all Moment voll investéiert huet, wat déi glécklech Konsequenz hat, datt esou souguer

genuch Kraaft opbruecht gouf, fir dat kläglecht Geplanschs wéinstens e bëssen auszegläichen.

Mee hei wär méi dra gewiescht! Et wär méi dra gewiescht, wann hei all Regierungsmember sech voll investéiert a seng Responsabilitéiten iwwerholl hätt! Mee dat ass, wéi dëse Rapport weist, net geschitt.

Mir hate scho säit laangem d'Gefill, datt et hei zu Versäumnisser koum. An de Rapport Waringo huet eis Ängschten, déi jo och schonn un den Originne vun der éischter Motioun stoungen, elo och confirméiert. Duerfir hu mer d'Motioun vun allen Oppositiounsparteien ënnerstëtzt a reaffirméieren eisen Opruff un d'Familljeministesch, hir Konsequenzen ze zéien.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools Här Clement. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Gilles Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Den Här Wolter huet haut de Mëtten zum Ufank vun dësen Debatten eng exzellent Ried gehalen. Si war argumentativ, si war sachlech fundéiert, an dat an enger Zäitspan vu 24 Stonnen, nodeem de Rapport vum Här Waringo public war. Ech wëll em am Numm vun eiser Fraktioun duerfir villmools Merci soen an ech moosse mer och net un, fir iergendwéi eppes complementaire dozou ze soen.

Dass ech gefrot hunn, Här President, fir d'Wuert zum Schluss vun dësen Debatten ze kréien, do geet et einfach drëms, dass ech wëll - an och, mengen ech, muss - Stellung huele par rapport zu enger Ufanksremark, déi d'Madamm Cahen als Familljeministesch am Ufank vun der Regierungsdeklaratioun gemaach huet an an där se eigentlech gesot huet, et wier net richteg, wat ech gëschter suggeréiert hat, dass d'ASFT-Gesetz eng legal Basis géif hierginn, fir dass och am Beräich vum Familljeministère Moossname respektiv Recommandatiounen um Niveau vun deene verschiddenen Altersheimer kéinte gemaach ginn.

Meng Virremark: Ech muss soen, dass ech et awer e bësse kokass fannen, dass ee sech hei e bëssen op den Terrain vun enger juristescher Hoerspléckerei begëtt, wann ee weess, wéi grav déi Situatioun war. Hei ass et net, fir dann an deenen Termen ze bleiwen. Et ass net ëm Kinkerlitzche gaangen, mee et ass ëm Mënscheliewe gaangen. Et huet sech jo manifestement no deenen Zuelen, op deenen Tableauen, wou den Här Waringo dat a sengem Rapport verdäitlecht huet, erausgestallt, dass hei virun allem a verschiddenen Altersheimer, wou et einfach iwwerduerchschnëttlech vill Doudesfäll gouf, eng anormal Situatioun war.

Wann ech kucken, sinn hei jo vill Kommunalpolitiker dobäi. Abee, wann e staarke Reen ass, wann Iwwerschwemmunge sinn, da soen, mengen ech, déi mannst heibannen: „Elo kucken ech emol, sinn ech elo, opgrond vun der Securitéit, der Salubritéit, als Buergermeeschter zoustänneg? Oder ass et de CGDIS?" Da fänken ech net un, eng parallell Lektür ze maachen zwëschent dem Gemengegesetz, den Ordonnancë vu 1789 an dem Gesetz vun dem CGDIS. An ech huelen nëmmen ee Beispill: den Här Kaes, dee souwuel Buergermeeschter wéi och Pompjee ass. Wat mécht deen, grad wéi vill aner Kommunalpolitiker heibannen? Ma déi soen: „Elo gi mer op den Terrain a mir kucken, wéi mer dee Problem zesumme kënnen léisen." An dat ass och dat, wat eiser Meenung no hei déi richteg Approche gewiescht wier.

Onofhängeg dovunner, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dann awer nach eng Kéier soen, dass eiser Liesaart no d'ASFT-Gesetz ganz kloer eng juristesch a legal Basis gëtt, fir och dem Familljeminister kënnen eng Basis ze ginn, fir Recommandatiounen ze maachen, fir Moossnamen ze huelen. En ass jo als Minister, als Regierungsmember per se responsabel fir deen Domän, an deem e gemääss dem Arrêté royal grand-ducal, deen d'Regierung jo opdeet ..., fir do déi Moossnamen ze huelen, déi sech imposéieren.

Ech ginn lech och emol eng Kéier hei an ëffentlecher Sitzung d'Liesung vun deem betreffenden Artikel. Dee seet: « En cas de risques imminents pour la santé physique ou morale de l'usager d'un service » - an dësem Fall vun de Servicer vun den Altersheimer -, « le ministre compétent ou le fonctionnaire délégué à cet effet peut prendre toute mesure appropriée ou saisir l'autorité compétente en vue de la protection de l'usager concerné. »

Dee Saz, deen Abschnitt, Dir Dammen an Dir Hären, steet do ouni Restriktiounen, ouni Verweis op iergenden aneren Artikel, dee géif soen, dass dat dote just bei engem Agrement spillt. A mir sinn hei ..., et si jo eng Rei vu Juristen hei dobäi, déi heibanne sinn an déi eis och nolauschteren, déi wëssen, dass mer hei am Domän vum Droit public sinn. An dem Droit public « qui est d'interprétention stricte » kann een net eng extensiv Liesaart maachen, mee do kann een och keng restriktiv Liesaart maachen, wann d'Gesetz dat vu sech aus net virgesäit. Et ass och net esou, dass d'Travaux préparatoires, déi vag sinn, kéinte geholl ginn, fir ze soen: „Majo, deen Text do, dee mag wuel do stoen, mee dee spillt just fir en Agrement an duerfir hunn ech mam Rescht näischt ze dinn. An dee gëtt mir och keng Base légale, fir Moossnamen ze huelen."

Ech soe riichteraus - an de Sven Clement huet am Numm vun de Piraten, mengen ech, eng änlech Liesaart gehat -, dass fir eis deen Artikel hei net als Deni ka geholl gi fir ze soen: „Doropshin hunn ech keng legal Basis, fir an deem Domän do ze agéieren."

Ech hu virdru gesot, dass et an enger Rei vun Altersheimer zu iwwerduerchschnëttlech villen Doudesfäll komm ass - Doudesfäll! Et si Mënschen, déi an der Pandemie hiert Liewe gelooss hunn, mee et sinn der an deenen Altersheimer méi wéi an anere Strukturen. Also muss et do jo och iergendwéi eng Ursaach gi sinn.

Eent vun deenen Altersheimer, Dir Dammen an Dir Hären, ass „Lauterbann". Den Här Wolter huet dee Fall hei an der Chamber zweemol an ëffentlecher Sitzung ganz detailléiert auserneegeholl.

Abee, wann d'Ministesch seet: „Majo, ech hu keng legal Basis", kënne mir och nach weiderfueren. Et gëtt e Gesetz vun 1998, dat sech op déi sougenannten Établissements publics Servior applizéiert. Wéi der wësst, hunn déi sengerzäit eng ganz Rei vu staatlechen Altersheimer, Fleegeheimer, Maison-de-soinen iwwerholl. Si hunn an der Zäit no 1998 nei Strukture betreit. Mee dat ass en Établissement public. Duerfir och dat Gesetz. An Établissement-publicken, ob dat am Familljeberäich ass, ob dat am Finanzberäich ass wéi d'Spuerkeess, aner Établissement-publicken, jo, dat sinn net fräischwiewend Satellitten. Well et Établissement-publicke sinn, gëtt et och e politesche Responsabelen an deenen Etablissementer.

A wann d'Madamm Cahen nach seet: „Ma ech hat do keng legal Basis", also Madamm, da liesen ech lech den Artikel 16 aus deem Gesetz iwwert d'Servior vir. An dee seet näischt aneschters: « [L']établissement » - also Servior mat allen ugeschlossene Sendeanstalten, y compris „Um Lauterbann" - « est soumis à la surveillance », also ënnert der Opsiicht, « du ministre de tutelle compétent, qui peut, en tout temps, en contrôler ou faire contrôler la gestion. »

Wann een do seet: „Ech hu keng legal Basis fir ze äntweren, fir Moossnamen ze huelen, fir Recommandatiounen ze huelen", jo, dann applizéiert een dat Gesetz ganz kloer net, well do steet: « sous la surveillance », do steet: « la tutelle ». E lëtzebuergescht Wuert fir „Tutelle", wat ass dat? „Vormundschaft"! Wat ass Tutelle? Tutelle beinhalt „protection", dat beinhalt Schutz. Also huet ee schonns déi legal Opsiicht a Flicht, och als Minister déi politesch Moossnamen ze huelen, déi sech an esou extreeme Situatioune wéi deenen doten imposéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Roth, erlaabt Der, datt d'Madamm Polfer lech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Selbstverständlech, jo.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här Roth, ech hunn lech elo nogelauschtert. Wat seet den Här Waringo dann dozou?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech mengen, dass den Här Waringo …

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Wat seet den Här Waringo dann dozou? Well ech hunn a sengem Rapport awer eppes aneschters gelies, datt do d'Base légale eeben net do wier.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Majo, ech hunn lech elo d'Demonstratioun gemaach, Madamm Polfer, op Base vun deene Gesetzer, déi ech invoquéiert hunn, dass fir eis ganz kloer eng Base légale do ass, fir dat do ze geréieren, souwuel d'ASFT-Gesetz wéi och dat hei. A wann den Här Waringo dat Gesetz iwwert d'Établissements publics net a Consideratioun gezunn huet, dann ass dat esou. Den Här Wolter huet virdru mat Recht gesot: „Et si Saachen, déi den Här Waringo gesot huet, an et si Saachen, déi den Här Waringo net gesot huet."

Mir sinn hei am Parlament. Dem Här Waringo säi Rapport ass keng Bibel. Mir hunn deen diskutéiert. An dat hei ass eng Argumentatioun am Kontext vun enger Ried vun engem gewielten Deputéierten. Déi kënnt Der jo da contestéieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Et ass eng laang Debatt gewiescht, interessant. Ech sinn ëmmer erëm impressionéiert, wat alles esou gewosst ass, wat u Wëssen do ass. Den Här Wolter weess, wat den Här Waringo net seet. Dat impressionéiert mech. Ech hunn de Rapport zwar ganz gelies - net just en Deel, wéi hien -, mee ech sinn net an der Capacitéit ze soen, wat dee Mann net seet, muss ech zouginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Hie weess och vu sëllegen Differenzen - d'„Lëtzebuerger Wort" och - tëschent mir an der Madamm Cahen. Ech weess och net wierklech genau, wourop en uspillt. Mir schwätze scho vill an intensiv zesummen, an dat säit Méint.

Dir wësst och, Här Wolter, dass den Här Waringo an d'Chamber wollt kommen a gäre komm wier. Mir woussten dat net. Ech muss leider soen, mir haten net de Privileeg vun esou engem extensiven Echange mat him.

Den Timing huet hie selwer estiméiert. Dat war dat Éischt, wat e gemaach huet. En huet seng Ekipp zesummegesat, d'Experten, an en huet eis seng Propos ginn, wéi hien den Timing géif gesinn. Et ass keng Demande un eis erukomm, fir dat ze verlängeren, soss wäre mer jo selbstverständlech oppen dofir gewiescht. Mee, wéi gesot, esou e privilegéierten Echange hate mir wuel dann net.

Et ass och net no méi Moyene gefrot gi vum Här Waringo, op alle Fall net bei eis. Bei lech huet en dat vläicht ubruecht, mee bei eis ass esou eng Demande net eragaangen, soss hätt een och doriwwer kënnen diskutéieren, soudass ech och do nëmme ka feststellen, dass mir effektiv e bëssen d'Wëssen net hunn.

Ech mengen, Dir wësst och, wat mer op enger Pressekonferenz, déi schlussendlech net war, gesot hätten a wéi kritikabel dat war.

Ech géif just gär preziséieren, dass dësen Dag extreem gefëllt ass, dass mer och ganz gären der Press hir Froe wëlle beäntweren. Dat war am Ufank ugeduecht am Owend. Du sollt dat net sinn, well mer d'Chamberskommissioun sollte spéit no dëser Sitzung hunn, dat heescht no aacht Auer warscheinlech. Do hu mer gesicht, wéi mer dat kënne maachen. Wéi dat verréckelt ginn ass, hu mer selbstverständlech och déi Pressekonferenz geréckelt. Mee ech sinn awer schonn e bësselche perplex, wa mer kritiséiert gi fir eppes, wat net war, par rapport zu eppes, wat mer gesot a gemaach hunn, woubäi am Fong kee vun lech, muss ech elo mol éierlech soen, weess, wat mer do wëlles haten. Sou vill hu mer dat och net ofgeschwat. Et ass drëms gaangen, och der Press hir Froen ze beäntweren. Och do kréie mer ëmmer reprochéiert, mir géife vläicht net genuch Ried an Äntwert stoen. Méi wéi dat wollte mer eigentlech net maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Da géif ech eng Kéier kuerz op e puer Saachen agoen, déi ech einfach wollt richtegstellen. Ech sinn och e bësselche perplex, wa grad hei an der Enceinte am Parlament verschidde Saache vermëscht ginn.

Et gëtt e bësselchen duergestallt, wéi wa scho ganz vill europäesch Länner sech mat enger sektorieller Impfflicht befaasst hätten. Mir hunn dat selbstverständlech och ganz enk suivéiert. Ech kann lech dat opzielen, bis elo gëllt eng obligatoresch Impfflicht - ass also rechtens an huet de parlamentaresche Wee duerchlaf -: Et ass am Tadjikistan de Fall, et ass am Turkmenistan de Fall, et ass am Vatikan de Fall, et ass a Russland de Fall, et ass am Kasachstan de Fall, et ass op de Fidschi-Inselen de Fall, et ass an de Vereenegte Staaten an der Stad San Francisco elo rezent de Fall an deels a Saudiarabien - awer och zum Beispill am Enseignement an an anere Beräicher -, am Pakistan an der Provënz Punjab. Do kritt ee souguer den Telefon ofgeschalt, wann ee sech net impfe léisst, ganz interessant!

A fir op Europa ze kommen, do hutt Der zitéiert: England, Frankräich, Griicheland an Italien. Ech géif ganz gäre preziséieren, dass bis elo just an Italien an deem Sënn en Décret de loi duerchgaangen ass. Do ass och e gréissere Contentieux, e gréissere Geriichtsprozess, dee muer, mengen ech, wäert sinn, de 14. Juli, well dat natierlech effektiv zu enger grousser Kontrovers och geféiert huet. Annoncéiert ass et - an et ass e groussen Ënnerscheed, ob eng Intentioun oppegeluecht ass oder ob eppes duerch d'Parlamenter gaangen ass - an England, effektiv a Frankräich an a Griicheland, Stand elo. Mir suivéieren natierlech och déi Aarbechte ganz enk.

Ech géif warnen, fir hei ze schnell ze schéissen. Et ass e ganz schwieregt Theema. Et ass villschichteg. Et si Grondrechter, déi openeekommen. D'ëffentlech Gesondheet muss een evaluéieren, et sinn awer och Grondrechter, déi am Raum stinn, Privatpersounen, Mënscherechter an och Dateschutz.

An hei géif ech och ganz gäre betounen, dass een och den Dateschutz an der Emotioun elo net ze vill séier ewechfeege soll. Ech sinn op d'Positioun vun eisem Land an Europa fir den Dateschutz perséinlech ëmmer immens stolz gewiescht. Do hu mer e ganz héije Standard. Vill Leit op der Welt beneiden eis dofir. An ech kucken op d'Madamm Reding, ech hunn ëmmer bewonnert, mat wéi engem Asaz si sech an hire fréiere Fonctioune fir den Dateschutz staarkgemaach huet. Ech mengen, dat war keng einfach Aufgab, dee Standard, dee mer hunn, an Europa ze sécheren. Mir hu vill Widderstand an ech géif och do virdru warnen, dat elo am Kontext an an der Emotioun vun enger Pandemie ze vill séier ze relativiséieren. Dat muss ee sech ganz gutt iwwerleeën. Selbstverständlech sollen déi Diskussioune geféiert ginn, mee et muss ee se seriö féieren. A mir wäerten dat och maachen!

Dann huelen ech Kenntnis vun där Motioun. Mir kréien eng Datz fir eis Impfstrategie an der éischter Phas. Effektiv, ech hunn et erkläert, war de Cordon sanitaire méi nuancéiert. Mir haten déi Haaptprioritéit bei de vulnerabele Leit selwer. Mir hate wéineg Impfstoff. An der éischter Phas hu mer mat där Prioritéit geschafft. Ech hunn allerdéngs vu kengem héieren - an dat ass eng Fro, déi ech lech zréckstellen -, wiem mer deen Impfstoff dann net hätte solle ginn, wann een eng aner Gewiichtung gemaach hätt? E war beschränkt. Wou hätte mer sollen zréckstufen? D'Richtlinn war ëmmer fir d'Personal, déi Leit, déi am Kontakt sinn, effektiv éischter statutaresch an deem dote Secteur. Eis Richtlinne ware kloer.

Mir hunn och an der zweeter Phas, ech hunn nach elo just zréckgekuckt, de 16. Abrëll zum Beispill, direkt ausgedeent. Soubal e bësselche méi Impfstoff disponibel war, kruten och sämtlech Leit aus dem Secteur, déi a Kontakt waren - do hu mer expressis verbis d'Coifferen, d'Botzpersonal, d'Pedikür an esou weider viséiert an dat ass och iwwert d'COPAS esou kommunikéiert ginn -, d'Méiglechkeet, am Cordon sanitaire geimpft ze ginn. Dat ass also alles scho geschitt.

Mee an der éischter Phas war wéineg do. Ech wär ganz frou, ze soen ... Wou hätte mer eng Impfung sollen ewechhuelen? Hätte mer manner al Leit impfen an dat e bëssen op de Cordon sanitaire opdeele sollen? Dat war net eise Choix. Ech sinn awer ganz oppen, fir do och ze héieren, wien Dir dann ewechgelooss hätt. Mir hate vill Iddien, wien een hätt kënne méi impfen. Mir hunn och déi dote Leit, déi am Kontakt waren, au fur et à mesure bäigeholl, soubal dat méiglech war. Mee zu deem éischten Zäitpunkt, wou wéineg do war, louch d'Prioritéit wierklech bei deene vulnerabele Leit selwer.

Ech sinn haut iwwerzeegt, dass dat de richtege Wee war zu deem Zäitpunkt. Et war een net zu 100 % sécher. Mir ware bei näischt zu 100 % sécher. Wa mer haut gesinn, wéi d'Immunitéit do ass, mengen ech, dass mer richteg gehandelt hunn, fir bei deene Leit, déi de Schutz selwer wierklech gebraucht hunn, esou schnell wéi méiglech virunzekommen.

Dann ass vill iwwert déi Base légale diskutéiert ginn. Ech géif just gären eng Kéier preziséieren: Ech mengen, et ass e politesche Choix gewiescht, fir hei e bësse Fräiheet ze loossen. Wa mer onbedéngt eng Base légale gehat oder gebraucht hätten, dann hätte mer et och an d'Covidgesetz kënne schreiwen. Mir hu jo och vill Saachen doranner geschriwwen, also, „wenn alle Stricke reißen". Ech fannen déi Diskussioun e bësselche müüsseg, muss ech perséinlech soen. Ech mengen, et ass e politesche Choix, deen assuméiert a vun der ganzer Regierung ënnerstëtzt ginn ass.

D'selwecht hu mer och an der Educatioun net de Wee vum Covidgesetz gewielt, mee en anere Wee. Mee u sech hu mer ganz vill Saachen, bei deenen ee keng Base légale hat, an d'Covidgesetz gesat. An ech mengen, Dir sidd gutt placéiert fir ze wëssen, dass och dat ëmmer eng Méiglechkeet gewiescht wär.

Da gesinn ech an där Motioun, dass elo d'Demissioun vun engem Regierungsmember gefrot gëtt, jo, dat dann opgrond vun enger verpatztener Impfcampagne. Bei allem Respekt fir der Madamm Cahen hir Aarbecht ass si awer sécherlech net aleng fir d'Impfstrategie responsabel. Do stécht d'ganz Regierung dohannert. An där Logik misst hei d'ganz Regierung goen an net just d'Madamm Cahen. An dat selwecht gëllt fir mech och.

Den Decalage, deen hei expressement viséiert ass ... Dir reprochéiert eis, dass mer hei decaléiert waren op engem gewësse Punkt bei der zweeter Well par rapport zur Belsch a Frankräich. Ech loossen am Endeffekt jiddwereen doriwwer jugéieren, mee och dat, mengen ech, ass definitiv net der Madamm Cahen zouzeweisen. Ech verstinn déi Logik net richteg. An där doter Logik misst een dat weiderdenken an da misst u sech déi ganz Regierung goen.

Ech kéint nach weider aushuelen. Ech si perséinlech enttäuscht iwwert déi Konklusiounen, déi hei aus där Analys gezu gi sinn. Ech hu perséinlech éischter déi Aschätzung gehat, wéi den Här Fischbach se de Moien hat. Ech hu kee gréissere Feeler hei kënnen héieren an erausliesen. Et si sécher Kritikpunkten, déi mer all opgegraff hunn. Mir komme mat Proposen, wéi een deene kann entgéintwierken. Ech muss éierlech soen, ech hätt mer net erwaart, dass dat doten d'Konklusioun wär, déi hei esou breet géif gezu ginn.

Ech si perséinlech wierklech getraff an enttäuscht dovunner an ech sinn éierlech gesot ganz gespaant, wéi all Eenzele vun der Oppositioun de Knäppchen hei wäert drécken oder ob dat nach e bësse méi nuancéiert ass.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kéimen dann elo … Den Här Wolter freet nach d'Wuert. Parole après ministre fir den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Entschëllegt, Här President. Ech hat gemengt, d'Madamm Cahen géif och nach eppes soen, an dofir hat Der mech elo mer der Ausso, d'Diskussioun wär eriwwer, e bëssen de court geholl, well ech et awer bei all deem, wat haut vu ganz ville Leit gesot ginn ass, ganz interessant fannen, dass d'Madamm Cahen der Meenung ass, dass si dorobber net brauch ze äntweren. Dont acte!

Déi eenzeg, déi also dorobber geäntwert huet, ass d'Madamm Gesondheetsministesch - wéi soll ech dat elo soen? -, e bësse mat engem spëtze Mëndchen, well se an hirer Äntwert eigentlech nëmme véier Punkten oder fënnef Punkten opgeworf huet.

Deen éischten, dat ass deen, dass den Här Wolter e privilegéierte Rapport mam Här Waringo gehat hätt. Also ech sinn emol ganz gespaant ze héieren, ob Dir oder d'Madamm Cahen oder wien och ëmmer ni mam Här Waringo geschwat hätt. An ech hunn a menger Ried expressis verbis gesot, dass net ech den Här Waringo gefrot hunn, mee dass den Här Waringo mech gefrot huet. A wann ech gesot hunn, dass den Här Waringo mir gesot huet, dass hie gären an d'Kommissioun komm wier, da kënnt Der mer gleewen, dass dat esou ass, …

(Interruption par Mme Paulette Lenert)

… well soss hätt ech et nämlech net gesot. Also hei vun engem privilegéierte Rapport ze schwätzen ..., jo, mir kommen nach ...

Da sot Der …

(Interruptions)

Jo, dat ass an der Rei, mee da musst Der op d'Tribün kommen a soen, dass déi Demande vum Här Waringo net komm ass. Ech kann lech just soen, ...

(Interruptions)

... wat den Här Waringo mir gesot huet.

Dann den zweete Punkt, ...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här Wolter, entschëllegt.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dir wësst, Dir kënnt herno d'Wuert roueg froen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Nee, nee, entschëllegt, ...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Nee, nee, ech wëll gäre mäin …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- ... ech wëll lech just soen, dass den Här Waringo ni bei der Kommissioun ugeklappt huet.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- An ech ... Här President, wien huet d'Wuert?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Da soen ech lech villmools Merci.

D'Kritik un der Pressekonferenz vun hallwer zwou, Madamm Gesondheetsministesch, war jo net fir ze soen, dass mir géife wëssen, wat Dir do wéilt soen. D'Kritik war eng fundamental Kritik, dass een als Regierung annerhallef, eng Stonn virun engem Debat an der Chamber eng Pressekonferenz mécht zu engem Sujet, deen d'Press elo säit dräi an enger hallwer Stonn eigentlech konnt suivéieren, an dass Dir duerno, muer, iwwermuer, mat der Press nach eng Kéier d'Froe wëllt beäntweren, esou wéi mir als Parteien d'Recht hunn, dat ze maachen, dass Dir op de Gedanke kommt, …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech mengen net, ...

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Ech maachen och dës Kéier eng Pressekonferenz, wann en Debat ass!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- … dass Der annerhallef Stonn virun esou enger Debatt vun där doter Tragweit eigentlech ... An dat hunn ech jo net gesot, dat hunn d'Medie kommentéiert - d'Medien hunn dat kommentéiert! -, dass et lech eigentlech nëmmen drëm gaange wier - esou steet et an de Medien! -, fir d'Hoheitsgewalt iwwert d'Diskussioun ze kréien.

Da schwätzt Der vum Tadjikistan a vum Turkmenistan a vun ech weess net wat. Ech hu meng Notten nogekuckt: Ech hu vu véier Länner geschwat. Ech hu geschwat vun Italien, vu Griicheland, vun England a vu Frankräich.

(Interruption)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Do ass awer keen islamescht Land!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo. Just, si huet mech kritiséiert, ech hätt hei iwwer Saache geschwat, vun deenen ech d'Envergure eigentlech net richteg kenne géif.

(Brouhaha et interruptions)

A menger Ried, déi ech gehalen hunn, …

(Coups de cloche de la présidence)

… hunn ech iwwer véier Länner geschwat an d'Madamm Ministesch huet mech dofir kritiséiert, dass se gesot huet: „Dir hutt iwwert déi dote véier Länner geschwat." Dont acte!

Dir frot: „Wiem hätte mer den Impfstoff net solle ginn?" Madamm, esou diskutéiert een net. Esou diskutéiert een net! Liest de Rapport Waringo! Den Här Waringo huet gesot, Dir hätt um Niveau vum Personal déi falsch Decisioune geholl, wéi et drëm gaangen ass, d'Impfprioritéit ze maachen, andeem Der Leit, déi an de Büroe waren, eigentlech eng Invitatioun ginn hutt, an Dir hutt Leit, déi bei de Clientë waren, keng Invitatioun ginn. Dat ass déi fundamental Kritik, déi komm ass!

Den Här Waringo, dee schreift a sengem Rapport, dass genuch Impfstoff do war, dass e just aneschters hätt misse verdeelt ginn. Da kommt also elo net heihinner a sot dat, wat den Här Schmit schonn eng Kéier an der Kommissioun gesot huet, mir wären op engem Punkt gewiescht, dass, wa mer deen ee geimpft hätten, deen aneren näischt hätt kënne kréien.

Ech stellen lech déi aner Fro, op déi Der net geäntwert hutt: Firwat hu 650.000 Leit - 650.000 Leit! - säit 18 Méint allméiglech Entbierunge missen iwwert sech ergoe loossen, wann et net drëm gaangen ass, déi Leit an déi, déi all Dag bei hinnen duerch d'Zëmmer lafen, prioritär ze impfen? Wat ass dat fir eng Diskussioun driwwer, fir ze soen: „Dir däerft zu zwee oder zu véier bei lech Chrëschtdag mat Ärer Famill feieren", wann ech wärend där selwechter Zäit, dee selwechten Dag op 64 Plazen am Land zouloossen, dass Leit, déi net geimpft an net getest sinn - an dee Moment net getest, well d'Impfe jo nach net ugefaangen huet -, weider duerch d'Zëmmere bëselen däerfen an domadder, an dat steet och am Rapport, an de Méint Oktober, November, Dezember eng Surmortalitéit ervirbruecht hunn, an zwar an den Altersheimer? Dat ass eng Logik, wann Der iwwert d'Logik wëllt schwätzen ...

Ech sinn enttäuscht, dass alles, wat lech elo zu dëser Debatt agefall ass - siwe Parteien, mengen ech, si mer an der Chamber; et ass jo esou: dräi an der Majoritéit a véier an der Oppositioun? -, dass de ganze Resümmee, deen Dir zwee Ministeren aus siwen, aacht Beiträg hei zitt, deen ass, dass deen ee Minister iwwerhaapt net méi äntwert an deen anere Minister eigentlech soss näischt mengt mussen ze maachen wéi eng Diatribe par rapport zu enger Ried vun engem Deputéierten oder vun zwee Deputéierten.

Ech stellen lech nach eng Kéier d'Froen: Sidd Der domadder d'accord, dass eng wierklech epidemiologesch Etüd gemaach gëtt? Sidd Der domadder d'accord oder sidd Der net domadder d'accord? Dat ass déi Fro, déi ech lech gestallt hunn. Den Här Clement huet lech eng Fro gestallt, op déi Der net geäntwert hutt, déi ganz no dorunner ass: Sinn déi verschidde Modellen analyséiert ginn, déi an deene verschiddenen Haiser ugewannt gi sinn? Si Konklusiounen dorauser gezu ginn? Si Recommandatiounen dorauser entstanen? A wann dat net gemaach ass, sidd Der domat d'accord, mat deem, wat den Här Clement gefrot huet, nämlech dass Dir selwer dat decidéiert, dass fir Fuerschungszwecker gekuckt gëtt, dass dat, wat an den Altersheimer geschitt ass am leschte Joer a bis an dëst Joer eran, seriö analyséiert gëtt, fir dass mer Konklusiounen zéien? Jo oder Nee? Dat sinn d'Froen, déi hei am Debat gestallt gi sinn an op déi Der net geäntwert hutt.

Dir hutt och net geäntwert op d'Fro, firwat Der Clustere vum November bis an de Mäerz net kommunizéiert hutt. Firwat hutt Der dat net gemaach? Firwat hutt Der wärend Méint ...? Firwat ass de Lauterbann eigentlech den Ufank vun der Diskussioun gewiescht? An da kommt Der op d'Chamberstribün an da sot Der: „Ma mir woussten dach am Oktober, am November, dass an den Haiser gréisser Clusteren a Problemer wieren." Den Här Clement huet lech och déi Fro gestallt!

Wéi ass et da méiglech, dass fréier …?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, erlaabt Der, datt ech lech just drop opmierksam maachen, datt bei Parole après ministre den Temps de parole op fënnef Minutte limitéiert ass an datt Der déi Zäit elo schonn ëm eng Minutt iwwerschratt hutt? Dir däerft Äre Räsonement just fäerdeg maachen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, ech géif mech entschëllegen. Mee bon, da muss ech erëmkommen, well ech jo net ganz fäerdeg sinn. Mee et ass schued. Ech maachen et dann am Schnellduerchgang.

Firwat ass dat net geschitt? Firwat ass d'Wourecht zum Lauterbann net gesot ginn? Ech hunn lech dat gefrot, Dir hutt keng Äntwert ginn.

Wéi stitt Der dann elo schlussendlech zu enger nationaler Strategie? Déi ass iterativ hei gefrot ginn. Gëtt et eng national Strategie, déi d'Madamm Ministesch net wëllt, oder gëtt et se net? Dat ass awer eng Äntwert, déi ech gär gehat hätt.

Dir hutt eng tronquéiert Äntwert ginn op d'Fro vun der Schutzflicht, Impfflicht, Informatiounsflicht. Dir sot: „Ech hu Retizenzen."

Ech géif gär vun der Majoritéit ..., ech hätt gär en Debat driwwer, ob dat, wat an hallef Europa amgaangen ass, diskutéiert ze ginn, hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Wochen diskutéiert gëtt: wéi mer mam Dateschutz ëmginn. Gëtt den Dateschutz engem just eng absolutt Prioritéit oder geet et eis drëm, fir ze verhënneren, dass Leit stierwen?

A wéi ass d'Relatioun zu deem Ganzen? „Wat sinn d'aarbechtsrechtlech Konsequenzen?", hunn ech lech gefrot. Wéi geet et mat de Soins à domicile weider, an deenen nëmme 50 % vun de Leit geimpft sinn? Loosst Der dat einfach weiderfueren oder wëllt Der géigesteieren?

Ech hunn lech d'Fro gestallt: Mir hunn 30 % Geimpfter an Altersheimer, déi keng Anticorpse weisen, ech hunn lech gefrot: „Wat fir eng Strategie maache mer doropshin?" Dorobber äntwert Der mer net. Dir musst mir elo net dorobber äntweren.

(Interruption par la présidence)

Ech wier just frou, wa mer an deenen nächste Wochen eng seriö Diskussioun iwwert déi doten zukunftsweisend politesch Froe kéinte féieren, fir dass mer zesummen - zesummen! - eng Solutioun am Interêt vun eise Leit an eisem Land fanne kënnen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wolter. Den Här Mars Di Bartolomeo freet nach d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President. Vu dass ech déi Richtegstellung net konnt wärend der Ried vum Här Wolter maachen, wëll ech soen, dass den Här Waringo zu kenger Zäit, zu kengem Zäitpunkt gefrot huet, fir an d'Santéskommissioun ze kommen. A wann en hätt wëllen an d'Santéskommissioun kommen, da wär e selbstverständlech wëllkomm gewiescht.

Den Här Wolter huet jo och gesot, den Här Waringo hätt gefrot, fir bei hien ze kommen. Wann dee Wëlle wierklech do gewiescht wär - mir kennen eis gutt genuch -, hätt en nëmme bräichten en Zeechen ze maachen, da wären d'Dieren opgaangen.

Ech wollt dat just preziséieren. An ech wollt och nach eng Kéier soen, dass ee jo alles ka kritiséieren, mee dass een een awer net kritiséiere ka fir eppes, wat een net gemaach huet. Beispill: Pressekonferenz - déi huet jo net stattfonnt!

(Brouhaha)

Da soll een och net esou maachen, wéi wa se stattfonnt hätt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem President vun der Santéskommissioun fir déi Prezisioun. An dann ass d'Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech wëll just eng Richtegstellung maachen. Den Här Di Bartolomeo huet gesot, datt u sech kee gefrot hätt, fir datt den Här Waringo soll an d'Kommissioun kommen, respektiv den Här Waringo hätt et net gefrot. Ech wëll just soen, dass ech et awer gefrot hat, datt den Här Waringo soll kommen. An dunn ass keng Äntwert drop komm. Dat heescht, et war schonn eng Demande do vun der Oppositioun, fir en ze invitéieren.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Da kéime mer elo zum Vott vun deene verschiddene Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Michel Wolter deposéiert ginn ass am Numm vun der CSV, der ADR, déi Lénk an de Piraten, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Egal wat, dat do.

M. Fernand Etgen, *Président*.- … wou dann d'Madamm Gesondheetsministesch opgefuerdert gëtt, dem Grand-Duc hir Demissioun ze …

(Brouhaha général)

Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Gilles Baum.

Une voix.- Familljeministesch!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et war d'Familljeministesch, net d'Gesondheetsministesch.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Pardon, pardon, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert an och, dass ech d'Geleeënheet kréien, zu dëser Motioun e puer Wuert ze soen. Et huet sech eng ganz kleng Coquille ageschlach am zweete Considerant. Do steet a Klammere „motion de censure". Wann ech mech net ieren, bezitt eng „motion de censure" sech op de Récktrëtt vum Gouvernement. Dat ass dann hei e ganz, ganz klenge Feeler, mee „on ne va pas jouer sur les mots", géif ech soen.

Ech wéilt ganz kuerz op dat zréckkommen, wat den Här Roth gesot huet, wat d'ASFT-Gesetz ugeet. Den Här Roth als eminente Jurist, deen ech net sinn, huet dat warscheinlech ganz gutt gekuckt. Dat Eeenzegt, wat en net gemaach huet, ass, den éischten Alinea ze liesen. Dat huet e gëschter net gemaach an en huet et haut net gemaach. Duerfir wëll ech lech den éischten Alinea awer och virliesen, just deen, deen uewendriwwer steet.

« Dans l'intérêt physique ou moral des usagers, le ministre compétent peut, dans les cas prévus aux articles 3 et 4, demander à une personne ou à un organisme exerçant une activité similaire dûment agréée, de reprendre » - oppassen, hei ass d'Nuance -, « pour une durée maximale d'un an renouvelable une fois, la gestion du service auquel l'agrément a été retiré ou refusé. » Dat heescht konkreet, et geet ëm d'Situatioun, wou en Träger den Agrement géif ewechgeholl kréien, an nëmmen da kann de Minister en anere Gestionnaire beoptragen, d'Gestioun vun engem Haus ze iwwerhuelen, an nëmmen da kann de Minister Mesuren ergräifen, fir d'Gesondheet an d'Santé mentale vun de Leit ze schützen.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Erlaabt mer just, Här Roth - wéi gesot, ech wëll Är Kompetenz iwwerhaapt net a Fro stellen, d'Kompetenz, déi ech net hunn -, awer och de leschte Saz ze liesen, wat am Rapport vun der Kommissioun steet vum Joer 1998. Ech liese just ee Saz vir: « L'article garantit ainsi » - „ainsi", wa keen Agrement méi do ass - « une protection de l'usager et une continuité des services offerts, même au cas d'une perte ou d'un refus de l'agrément. »

Ceci étant dit, wollt ech lech just soen, dass ech gëschter och hei dobäi war, wéi den Här Waringo säi Rapport virgestallt huet. Dat huet vun aacht bis eelef Auer gedauert. Ech war zéng Minutten net heibannen. Ech géif also mengen, kënnen ze soen, dass ech ganz gutt matkritt hätt, wat hei gesot ginn ass.

Et ass mir gaange wéi dem Här Wolter. Gëschter Owend hunn ech och de Rapport nach eng Kéier gelies. Ech sinn och net méi fäerdeg ginn. Ech wëll also mengen, dass ech scho gutt informéiert sinn, wat an deem Rapport steet.

Ech mengen, dass souwuel d'Madamm Cahen wéi d'Madamm Lenert hei am Ufank vum Debat an hirer Deklaratioun eng ganz Rei Erklärunge ginn hunn zum Rapport Waringo, natierlech och, wou gesot ginn ass: „Et ass gutt. Jo, dat hätte mer kënnen. Am Nachhinein, wësse mer, ass een ëmmer méi gescheit." Ech bedaueren e bëssen, dass vun de véier Oppositiounsparteie keen oder kaum een dat opgegraff huet, wat vun den zwou Ministesche virdru gesot ginn ass. Dat ass schued.

Ech wëll lech just soen: D'Demokratesch Partei wäert d'Motioun Nummer 1 natierlech net matdroen. Mir sti weider fest hannert der Familljeministesch, esou wéi mer fest hannert der ganzer Regierung stinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen dat doten e bëssen, muss ech elo soen, intellektuell onéierlech, fir den éischten Alinea ze zéien an dann den zweeten Alinea awer ze ignoréieren, wou nämlech drasteet - an an der Motioun steet et dran, duerfir gëtt et kee Grond, dat net ze zitéieren, an et ass e Saz fir sech, deen net dependant ass, et ass net en „et" zum éischten Alinea -: « En cas de risque imminent pour la santé physique ou morale de l'usager d'un service, le ministre compétent ou le fonctionnaire délégué à cet effet peut prendre toute mesure appropriée ou saisir l'autorité compétente en vue de la protection de l'usager concerné. »

Et geet do net ... Dat ass meng Liesweis an ech mengen och, datt d'Juristen heibannen - ech sinn och kee Jurist, mee ech liesen et d'nämmlecht wéi verschidde Juristen - ganz kloer soen, datt dat eng Base légale ass.

Den Här Waringo ass gëschter dorobber ugeschwat ginn an huet gesot, dat wier him ze komplizéiert gewiescht an e wéilt do keng Konklusioun zéien. Dat ass ee Saz am ganze Rapport! An domadder war e ganze Volet, deen haut och an dëser Motioun thematiséiert gëtt, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... vum Dësch geholl. Dat fannen ech schued! Ech hätt mer gewënscht, datt déi Analys gemaach géif. Déi Analys gouf net gemaach. Den Här Waringo huet awer och gesot, et wär dann un der Politik, déi Konklusiounen ze zéien.

Majo, déi véier Oppositiounsparteien hunn hir Konklusioun dorauser gezunn an hunn dorauser gezunn, datt mer weiderhin dat fuerderen, wat mer scho bei der éischter Motioun gefuerdert hunn.

Dat gesot, mengen ech, datt et hei net ëm Hoerspalterei geet, mee datt et wierklech, an dat hunn ech a menger Ried duergeluecht, ëm méi wéi eppes geet. Et geet net nëmmen ëm eng vermasselt Impfcampagne. Dat ass nämlech, mengen ech, ze kuerz gegraff. Et geet jo och ëm d'Teststrategie. Et ass u sech déi ganz Strategie ronderëm d'Alters- a Fleegeheemer, wou Feeler gemaach goufen. An ech mengen, datt den Här Waringo dat ganz kloer a sengem Rapport opgeworf huet.

Mir hunn heibannen eng ënnerschiddlech Liesweis. Dont acte! Ech mengen, datt och d'Wielerinnen an d'Wieler eng ënnerschiddlech Liesweis dovunner hunn, an dat kënnt dann och bei dësen Debaten hei zum Ausdrock.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Dann huet nach den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Majo, Här President, ech fannen, dass den Här Clement dat ganz gutt erkläert huet.

(Hilarité)

Also, et sinn zwou Saachen. Wann an engem Text - an dat hunn ech virdru gesot, ech ginn dovun aus, dass den Här Baum seng Interventioun vläicht virdru virbereet hat -, deen de droit public ass - an hei si mer am Droit public, mir sinn net am Privatrecht -, wann do duerch de Gesetzestext keng Aschränkung ass, wéi dat bei deem Abschnitt virdrun ass, deen den Här Baum genannt huet, dann zielt deen Text esou, wéi den Här Clement et virdrun ugedeit huet, nämlech ouni Restriktioun an och ouni Extensioun. Fir eis ass déi Liesaart op Franséisch, esou wéi mir dat virgedroen hunn, ganz kloer.

Zousätzlech - dorop ass den Här Baum net agaangen - hunn ech lech och d'Lektür gemaach vum Text iwwert den Etablissement Servior. Den Här Wolter huet virdrun nach eng Kéier rappeléiert, dass et do iwwerduerchschnëttlech vill Doudesfäll ginn. Ech mengen, dass een déi Konklusioun vum Här Clement do kéint huelen: Da sollen d'Leit dat politesch bewäerten, ob ee juristesch Hoerspléckerei mécht, wann ee seet, eng Ministesch hätt keng Base légale, fir déi Fäll do ze schützen, oder wann ee seet: „Majo, wa se der Meenung gewiescht wier, si hätt keng gehat, ma dann hätt se eng schafe sollen."

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An do fanne mir, dass do Versoen ass. An duerfir stëmme mir dës Motioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Villmools merci. Ech wéilt just eng Observatioun maachen an e bëssen ewechkomme vum Droit, éischter eng politesch Reflexioun maachen an och e bëssen zréckkucken op d'Geschicht vun deene leschte Joren, déi mer awer an der Politik an och an der Lëtzebuerger Politik erlieft hunn.

Wësst Der, et gëtt esou eppes wéi eng Kultur vun der politescher Verantwortung. An ech wëll hei just vläicht drop uspillen, datt d'Madamm Cahen et net fir néideg fonnt huet, op déi Interventioune vun deene véier Orateuren oder fënnef Orateuren, déi Stellung geholl hunn an der Debatt, iwwerhaapt ze äntweren.

Ech erënnere mech, datt en LSAP-Politiker, ech mengen, den Här Johny Lahure, als Gesondheetsminister demissionéiert huet, fir politesch Verantwortung ze huele fir e finanzielle Problem a sengem Ministère - en Dysfonctionnement, wéi dat deemools duergestallt gouf. Den Här Lahure huet dofir déi politesch Verantwortung iwwerholl an en huet e grousse Gest gemaach: En huet demissionéiert.

Hei geet et net ëm e finanziellen Dysfonctionnement. Hei hunn 345 Leit an deene Strukturen hiert Liewe verluer a si hätte sécher nach kënne gerett ginn, wann dës Regierung anescht agéiert hätt.

Ech denken un de Jacques Santer, deen als President vun der Europäescher Kommissioun seng Demissioun agereecht huet wéinst eppes, woufir hie strictement keng perséinlech Verantwortung hat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Och dat war a mengen Aen en Zeeche vu politescher Gréisst.

An haut hu mer eng Regierung, déi mer hei als Oppositioun esou dacks schonn ugeklot hunn - a menger Meenung zu Recht! Do ginn d'Meenunge sécher auserneen, mee mir haten dat hei mat der Madamm Dieschbourg, mir haten et mam Här Asselborn, mir haten et zweemol scho mat der Madamm Cahen a mir kënnen ëmmer erëm feststellen, datt an dëser Regierung déi Kultur vun der politescher Verantwortung, déi mir awer mat gudde Beispiller an der Lëtzebuerger politescher Geschicht haten, absolutt feelt. An dat ass och eppes, wat eis soll interpelléieren.

Et geet hei iwwert d'Bedeitung vun dëser Diskussioun eraus an et kann een nëmmen där heiter Regierung un d'Häerz leeën, fir sech emol drun ze erënneren, datt se an der Verantwortung steet virun der Moral, virun de Wieler, virun der Politik, virun hire Verspriechen. An dat do ass e Behuelen, wat dat absolutt net kann iergendwéi illustréieren! Et ass lamentabel.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, soudatt mer kënnen zur Ofstëmmung vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

(Exclamations)

Motion 2

Da komme mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech hu mer déi Motioun gutt ugekuckt. Et sinn zéng Consideranten an et liest sech e bësse wéi d'Schéifäerberei, déi verschidde Leit op Datingportaler gären emol maachen.

Virun allem de Considerant 5 fannen ech dann och ganz speziell an dat ass och de Grond, firwat mer déi Motioun hei net kënne matstëmmen, dat soen ech direkt. Et goung nämlech ni ëm eng Balance tëschent Autonomie vun de Gestionnairen, mee et goung ëm politesch Verantwortung. An dat gëtt hei e bësse kuerz gegraff. Et gëtt nämlech just geschriwwen, et géif ëm en Equiliber zwëschent der Autonomie an der Responsabilitéit vum Gestionnaire an der Sécherheet an der Fräiheet vun den Usagere goen. Ech mengen, datt et u sech falsch do drasteet. Et geet ëm d'politesch Responsabilitéit versus d'Sécherheet an d'Fräiheet vun den Usageren.

An da muss ech ganz éierlech soen, fannen ech déi Motioun generell e staarkt Stéck fir d'Lëtzebuerger Parlament, well d'Invitten 2, 3 a 4 sinn u sech eppes, wat ech awer e bëssen e geféierlechen Trend fannen. D'Chamber - e Legislateur - invitéiert d'Regierung, fir hir Aarbecht ze maachen. Ma da kënne mer de Buttek hei zoumaachen! Genau dat ass de Grond, firwat mir mat Nee stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Dach, d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also nieft dem Considerant 5 hu mir och nach mam Considerant 7 e Problem, well mer dat definitiv ganz anescht gesinn. Hei steet: « considérant la collaboration étroite et constructive entre les ministères de la Santé et de la Famille ». Ech mengen, de Michel Wolter war drop agaangen, datt mer déi Zesummenaarbecht net grad esou gesinn.

Dann, beim Invite fanne mer et scho speziell, an dëser Zäit, wou mer fest dovunner iwwerzeegt sinn, datt d'Madamm Minister hei eng Verantwortung hätt missen iwwerhuelen, fir dës Kris an den Haiser ze geréieren, eeben déi Verantwortung elo hei par motion ofzeginn un eng Commission permanente. Et steet hei dran, déi Commission permanente misst am Prinzip Recommandatioune gi fir d'Gestion de crise. Dat fanne mer also ganz speziell a mir hu jo eng aner Interpretatioun vum ASFT-Gesetz wéi d'Majoritéit.

Idem ass et fir den Opruff, fir elo hei an engem Projet de loi Amendementer ze maachen. Dat fanne mer ganz spezifesch.

Wou mer awer averstane sinn a wat fir eis extreem wichteg ass, dat ass, datt mer Qualitéitskrittäre kréien, fir déi Haiser ze geréieren. An do wäerte mer natierlech och positiv zu deene Qualitéistskrittäre stoen, well mer fannen, datt e Qualitéitssystem an och eng Evaluatioun vun den Haiser noutwendeg ass.

Mee mat dëser Motioun kënne mer esou net averstane sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen.

Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 31 Jo-Stëmmen, 23 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes et Serge Wilmes ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Effektiv ass et esou, dass et Employéen aus dem Fleege- a Gesondheetssecteur gëtt, déi net geimpft sinn. Dat ass net gutt. Et wär u sech flott, wann een do méi en héijen Taux vu Leit hätt, déi geimpft sinn. Et leeft eng grouss Sensibiliséierungscampagne. Déi leeft elo schonn eng ganz Zäitchen. Déi leeft och elo nach ëmmer. Säit dem 8. Juli kann een och Kräizimpfungen hei zu Lëtzebuerg maachen. An am ganze Juli kënnen d'Leit sech op impfen.lu e Rendez-vous huelen. Esou séier, wéi et geet, kréie se dann och hir Impfung, esou wéi alleguerten déi aner Leit och.

Ech mengen net, dass e Bréif eleng déi Bereetschaft, fir sech impfen ze loossen, elo considerablement steigere wäert, mee déi, déi sech wëllen impfe loossen an déi eng Kräizimpfung wëllen, déi kënnen dat iwwert de Site impfen.lu maachen. Mee alleguerten déi aner Leit, déi eng Kräizimpfung wëllen, kënnen dat och maachen. Duerfir géif ech proposéieren, déi Motioun hei net unzehuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. An dann d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech sinn oder mir sinn net averstan mam Här Engel senger Erklärung, well mer fannen, datt mer all Initiativ, fir u sech d'Leit ze sensibiliséieren, fir datt se sech zousätzlech impfe loossen, mussen ergräifen. Duerfir ass et net eleng e Bréif, mee et ass awer och e Bréif, deen dobäi hëlleft, an duerfir wäerte mer dës Motioun ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Dann huet den Här Fred Keup d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Effektiv gëtt et fir déi Leit, déi informéiert sinn an dat och siche ginn, d'Méiglechkeet, fir sech um Site vun impfen.lu anzeschreiwen. Mir hunn awer gëschter och vum Här Waringo héieren, dass et ganz vill Leit gëtt, déi sech net geimpft hunn, dass et och ganz vill Leit gëtt, déi net hei am Land wunnen, déi net geimpft sinn an déi och, soen ech elo mol, vläicht net wëssen, wou a wéi a wat impfen.lu ass an esou weider. Et kann net schueden - et ass jo fräiwëlleg -, wa mer deene Leit nach eng Kéier e Bréif zoukomme loossen, an deem mer se invitéieren, soudass dat heiten eigentlech eng gutt Saach ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Keup. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech sinn an engem anere Film, sorry! Ech hu mat kengem Wuert an där Motioun hei vu Kräizimpfunge geschwat. Ech hunn dovunner geschwat, datt déi Leit, déi sech nach net impfe gelooss hunn - null Dosen, net eng Dosis, mee null Dosen; well dat vläicht net kloer war, wëll ech et hei nach eng Kéier kloerstellen -, déi sollen …

Nach eng Kéier, mir wësse jo, wéi mer se erreechen. Malheureusement, an dat ass e Problem mam Dateschutz an deem heite Fall, wësse mer jo net forcement, wie sech geimpft huet. Dat heescht, mir mussen d'Gesondheetspersonal am Ganze sensibiliséieren. An ech weess, do lafe Campagnen. Do gëtt och iwwert d'Haiser geschafft, an e grousse Merci fir all Initiativ, déi do geholl gëtt, och an den Haiser, wou wierklech probéiert gëtt ze sensibiliséieren.

Mee ech mengen, datt et hei wierklech sënnvoll wär - a mir kommen un déi Adressen, well mir wëssen, iwwert den LST brénge mer et och fäerdeg -, Leit geziilt ze invitéieren. Op Basis vun hire Code-socio-professionnelle sollte mer, an dat ass meng fest Iwwerzeegung, Leit geziilt nach eng Kéier uschreiwen, fir sech och prioritär zu allen aneren impfen ze loossen, well hei geet et drëm, déi Leit ze impfen, déi déi vulnerabelste Leit all Dag begéinen. An do ka keen Effort ze grouss sinn. A wann d'Regierung oder d'Majoritéitsparteien do dergéint stëmmen, ma dat seet vill doriwwer aus, wéi se d'Impfbereetschaft wëllen erhéijen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Dann nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, wannechgelift.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, ech gesinn dat gradesou, wéi den Här Clement dat elo seet. Ech verstinn elo hei d'Welt net, well dat do ass jo just en zousätzlechen Incentive fir een, dee sech impfe kéint loossen oder sollt loossen, well e mat vulnerabele Leit ze dinn huet. Ech kann net verstoen, wéi ee kann dergéint stëmmen. Dat ass fir mech net ze verstoen, dat do.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti.

Da kéime mer elo zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole

Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

5. Dépôt d'une résolution par M. Mars Di Bartolomeo

Mir kommen elo zur Consultatiounsdebatt iwwert d'interministeriell … Nee, fir d'éischt wëll ech awer nach dem Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun.

Här Mars Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Muer de Moien hu mer um Ordre du jour eng Resolutioun vum Kolleeg Fernand Kartheiser iwwert d'Informatioun ronderëm déi successiv Revisioune vun eiser Verfassung. Dee Punkt, deen ass fir muer de Moie fréi virgesinn. An ech mengen, dat soll och esou bleiwen. Mir hunn eis zesummegesat no den Diskussiounen an der Institutiounskommissioun, fir eng Resolutioun ze presentéieren, déi d'Ënnerschréft vu Vertrieder vu fënnef vu siwen Fraktiounen oder Sensibilitéiten hei dréit, mat der Sympathie vu mindestens enger Sensibilitéit nach derbäi, fir d'Geleeënheet vun deene successive Revisiounen ze notzen, fir d'Informatioun iwwer eis Verfassung ze verbesseren, fir d'Informatioun esou gutt ewéi méiglech ze maache ronderëm déi Revisiounen.

Wéi gesot, déi Resolutioun, déi ech lech elo iwwerginn, Här President, a wou ech frou wär, wa se zur Diskussioun géif kommen, wann dat am Sënn ass vun der Conférence des Présidents, no der Resolutioun vum Kolleeg Fernand Kartheiser. Ech iwwerginn lech se heimat.

Résolution

La Chambre des Députés,

- convaincue que les révisions constitutionnelles engagées dans la voie législative constituent une occasion de choix pour informer et intéresser les citoyens du pays de l'importance de notre loi fondamentale ;

- rappelant les efforts entrepris par la Chambre des Députés par le biais du site dédié à la réforme, les forums de discussion citoyens et l'appel à présenter des propositions par le biais du site « Är Virschléi » ;

- saluant qu'un certain nombre de propositions de la part de la société civile ont été reprises dans les propositions de révision successives ;

- notant que le Bureau de la Chambre des Députés est saisi de propositions en faveur d'un vaste effort d'information sur les différents chapitres soumis à la révision ainsi que sur la Constitution dans son ensemble,

propose

- de lancer dans les meilleurs délais les initiatives suivantes afin d'informer le grand public au mieux sur le devenir des modifications prévues à notre Constitution :

• conférence de presse ;

• réunion d'information et de discussion entre les partis représentés au Parlement et le grand public ;

• diffusions de films d'animation et de cahiers pédagogiques ;

• publications dans la presse et le compte rendu de la Chambre des Députés ;

• tables rondes et interviews diffusées par « Chamber TV » ;

• publications dans les médias sociaux ;

• informations détaillées sur le site Internet de la Chambre des Députés ;

• publication d'une brochure plurilingue distribuée à tous les ménages reprenant le texte révisé et des explications de texte ;

• exposition sur l'histoire de la Constitution.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Simone Beissel, Sven Clement, Léon Gloden, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Merci villmools, Här President.

www.chd.lu

6. Débat de consultation sur la note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer elo zur Consultatiounsdebatt iwwert d'interministeriell Nott iwwert d'Drogekriminalitéit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Marc Goergen, den Här Laurent Mosar an d'Madamm Francine Closener. Den Här Henri Kox, Minister fir d'bannenzeg Sécherheet, huet d'Wuert. Här Kox, wannechgelift.

Exposé

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtten hunn ech en Débat de consultation ugefrot, fir iwwer eng Note interministérielle iwwert d'Drogekriminalitéit hei zu Lëtzebuerg ze debattéieren, en Debat, deen lech heibannen d'Méiglechkeet gëtt, iwwer éischtens d'Situatioun vun der Drogepolitik ze debattéieren an och iwwert d'Demarche, déi mäi Ministère säit engem Joer ënnerholl huet, fir an dëser Problematik méi eng holistesch Approche anzehuelen.

De Phenomeen vun der Drogekriminalitéit ass säit Joren, wann net säit Joerzéngten eng Erausfuerderung, déi souwuel de Sécherheetsberäich betrëfft, wéi och de Gesondheetsberäich, awer och d'Inklusioun mat sech bréngt. Et kënnt mat reegelméissegen Ofstänn ëmmer op d'Dagesuerdnung, och hei an der Chamber, an awer, déi néideg Äntwerten oder zefriddestellend Äntwerten hu mer nach net alleguerte geliwwert.

Dës Problematik gëllt natierlech net nëmmen an deene sougenannten Hotspotten. Ech wëll just do awer vun deene Stied schwätzen, wou awer och ganz vill Efforte gemaach ginn, bekannt sinn dann awer Déifferdeng, Ettelbréck, Esch an natierlech an der Stad Lëtzebuerg op der Gare, wou déi Problematik méi present ass.

Reng statistesch gesinn ass et och e Phenomeen, deen e bësse sinusfërmeg geet. An ech hat lech nach leschte Freiden eng Statistik zoukomme gelooss, déi zréck geet bis op 2000, iwwer 20 Joer. An do mierkt een, dass an de Joren 2014 an 2015 och schonn e Peak war, deen och elo ze beobachten ass, wëssend dass awer an deene leschte sechs Joer zousätzlech 70.000 Leit méi hei zu Lëtzebuerg wunnen.

An de leschte sechs Méint war awer och besonnesch d'Police e bësse méi am Fokus, besonnesch op der Gare hei an der Stad, fir ze soen, dass hir Interventiounsenergie vläicht net duergeet, fir nach méi Presenz ze weisen. An dat huet och zu verschiddenen Interpretatioune bei aneren Agrëff vu staatlechen oder kommunalen Autoritéite geféiert.

Ech hu vun Ufank un och bei dëser Ausernanersetzung ëmmer drop higewisen, dass d'Police selbstverständlech d'Responsabilitéit vun der Kriminalitéitsbekämpfung huet, och vill hëlleft, massiv hëlleft, awer leider net eleng de Problem ka léisen.

Den Effektiv ass 2019 op der Gare entspriechend an d'Luucht gesat ginn, fir grad an deem Beräich méi intensiv ze schaffen, dat a Concertatioun mat der jeeweileger Gemengenautoritéit. An et ass an deene leschte Méint och probéiert ginn, d'Aarbechtsmethod unzepassen, fir dem Phenomeen vun der Drogeproblematik besser bäizekommen. Ouni wëllen op d'Statistiken anzegoen, weist sech awer, dass och d'Aarbecht vun der Police gefruchtet huet, an dat soen ech och. D'Drogebekämpfung ass jo eppes, wou weeder den Dealer nach de Konsument bei d'Police kënnt, awer et ass duerch eng aktiv Policeaarbecht, wou een engem Deel vun där Kriminalitéit awer ka bäikommen.

Mee d'Police ass effektiv nëmmen en Deel. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass mer och méi eng holistesch Approche dofir huelen.

D'Problematik ass vill méi komplex, fir et just op dem Deel vun der Repressioun ze maachen an et geet wäit iwwert den Domän vun der Police eraus. Et ass e Beräich vun der Santé, et ass e Beräich vun der Immigratioun, et ass och e judiciairë Problem, dee mer mussen ugoen.

Vläicht kuerz op den Historique awer vun dësem Debat, dee jo awer op eng Initiativ zréckgeet, fir zesummen ze kucken, hei bäizekommen. D'Virgoensweis, d'Drogekriminalitéitsbekämpfung méi breet ze diskutéieren, ass eng scho laang geféiert Diskussioun, déi och a mengem Ministère ugefouert ginn ass. Mir sëtzen och deels selwer an deem Glashaus, well verschidde Responsabilitéiten ënnerschiddlech sinn, awer jeeweils an hire respektive Méiglechkeeten, déi se zur Verfügung hunn.

An de fréiere Minister vun der bannenzeger Sécherheet, de François Bausch, hat déi Debatt - an dat ass e bësse méi wéi ee Joer hier, de 24. Juni 2020 - hei an der Chamber an enger Kommissiounssëtzung ugereegt, fir eeben éischtens dat méi holistesch ze kucken, awer och, fir dat mat an de Conseil de Gouvernement ze huelen, fir dass och d'Regierungskolleege mat op dee Wee ginn.

Ech selwer hunn als Ministre délégué den 20. Juli 2020 an der Chamberskommissioun, och hei am Cercle war dat, ugereegt, dass déi Aarbechten un där Nott ugefaangen ginn. Déi Nott, déi (veuillez lire: Deen Aarbechtsgrupp, dee) sech zesummegesat huet - als Coordinateur vun där Nott war mäi Ministère zoustänneg -, dat ass engersäits den MSI, et ass de Ministère de la Justice, et ass de Ministère des Affaires étrangères et européennes, d'Direction de l'immigration, de Ministère de la Santé, de Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, de Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes. An den Intérieur huet och nach eng Kéier déi Nott kënne kréien als Informatioun.

De 5. Mäerz 2021 ass déi Nott am Regierungsrot approuvéiert ginn an déi nächst Etappe fir eng concertéiert Zesummenaarbecht vun de verschiddenen Acteure goufe festgehalen, fir d'Situatioun fir déi betraffe Mënschen - virun allem déi, déi an der Situatioun sinn, awer och fir d'Awunner an de betraffene Quartieren, sief et hei an der Stad, awer sief et och an deenen anere Regioune wéi virdru genannt - ze verbesseren a fir schlussendlech um Terrain mat den Acteure Solutiounen ze sichen.

Et goufen zwou Commission-jointen aberuff, déi ech awer wollt onbedéngt aberuffen, fir déi zwee Voleten eng Kéier ze diskutéieren, déi zwee Voleten, déi fir mech net getrennt, awer dach eenzel musse gekuckt ginn, well déi zwee Voleten - et ass eng Kéier de repressive Volet - eenzel musse gekuckt ginn, wou verschidden Nobesserunge musse gemaach ginn, awer och am preventive Volet.

An duerfir hate mer de 24. Juni, virun engem Mount, eng éischt Reunioun, praktesch ee Joer no der Initiativ, déi mer hei an der Chamber geholl hunn. Dat war dunn d'Commission de la Sécurité intérieure, an dann d'Commission des Affaires étrangères, d'Kooperatioun an d'Immigratioun, an dann d'Égalité entre les femmes et les hommes, fir mat der Justiz iwwert de repressive Volet ze diskutéieren.

Ech muss awer och op déi Debatt hiweisen, déi mer den 11. Mäerz hei an der Chamber haten, wou mer awer och eng Motioun gestëmmt hunn, ugeholl hunn, wou eng ganz Rei Elementer schonn dra sinn, wou d'Regierung natierlech och wäert liwweren. Verschidden Elementer aus där Motioun si jo och scho mëttlerweil iwwert den Instanzewee zu engem Avis vum Staatsrot komm - ech denke just un d'Kompetenze vun den Agent-municipallen. Dir wësst, ënner anerem ass d'Gesetz iwwert de VisuPol, dee jo indirekt e Drogebekämpfungsmoyen ka sinn, awer net ausschliisslech, just e klengen Deel, mëttlerweil gestëmmt ginn.

Also et ass schonn intensiv an der Zwëschenzäit un där Motioun geschafft ginn, fir dat awer och ëmzesetzen, wat deemools hei an der Chamber festgehale ginn ass.

Den 2. Juli hate mer dann eng zweet Kommissioun an do war d'Theema de preventive Volet. Mir wëssen, d'Police kann natierlech ganz vill am Secteur maachen, awer wa mer dat do net méi breet, méi dezentral, méi preventiv kënnen ugoen, dann ass et oft ëmmer eng End-of-Pipe-Politik, déi do kënnt. An duerfir muss een déi zwee Volete matenee kucken.

An där Kommissioun vum 2. Juli war ënner anerem och mäi Ministère dobäi, well mer d'Koordinatioun an dësem Dossier weiderhi wëllen assuméieren. Ënner anerem war awer och eeben d'Educatioun, d'Commission de la Famille, d'Santé, awer och den Intérieur mat der Égalité entre les femmes et les hommes hei dobäi, fir dat kënnen ze diskutéieren.

Op Basis vun deenen zwou Kommissiounen hu mer versicht, e Resümmee ze maachen an och e Questionnaire auszeschaffen, dee mer lech zoukomme gelooss hunn. Wann ech dee Questionnaire kucken - ech hunn en och elo nach eng Kéier hei viru mer leien -, dee sech opgedeelt huet a sechs méi generell Froen, awer och an eng Rei méi konkreet Froen, wat de preventive Volet ubelaangt. Mir haten der do emol eelef erausgeschielt. Natierlech ass dat net exhaustiv an et kënnen da wuel duerchaus nach aner Punkten derbäikommen.

Och am repressive Volet hu mer nach déi eng oder aner derbäigesat, wëssend dass mer jo den 11. Mäerz schonn eng Debatt doriwwer haten an déi Punkten hei nach eng Kéier widderhuelen.

Dir hutt also eng Rei vu Froen zur Verfügung gestallt kritt, fir hei da kënne Stellung ze huele respektiv eis dann och matzebegleeden an déi Richtung.

Den Objektiv vun dem Debat ass keen endgültegen Debat an et ass och net haut, fir do e Punkt ze setzen. Mir sinn an enger ganzer Rei vun Demarchen, déi musse gemaach ginn. Ech op menger Säit, wat d'Police ubelaangt, kann lech jiddefalls verséchere, dass eng ganz Rei vun Initiative mëttlerweil ugeholl gi sinn. An ech wëll just drun erënneren, dass mer e ganz staarken Accent op de Recrutement gesat hunn, dat wësst Der. Den éischten Erfolleg hu mer och do ganz kloer, dass mer elo eng Policeschoul konnten ufänke mat 200 neie Recrutten, déi awer och schmäerzhaft a ville Beräicher gebraucht ginn.

Et ass eng Nott, déi, mengen ech, ganz vill Aspekter ugeschwat huet, mat Géométrie variable, déi, wéi gesot, net ausféierlech ass. Vläicht just e puer Wuert dozou: Et ass probéiert ginn an där Nott, déi vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp war, wéi gesot, wou mir de Lead haten, fir d'Koordinatioun ze iwwerhuelen, eng aktuell Situatioun ze weisen, fir och déi eventuell Hindernisser opzezielen, déi et dohier gëtt, awer och Propositioune fir eng Verbesserung.

Ech weess, dass et verschidden Divergenzen tëschent vläicht där enger Interpretatioun innerhalb vun der Nott a vläicht der Stad Lëtzebuerg gëtt. Awer dat ass wierklech net geduecht, fir hei net wëllen ausféierlech ze sinn. Déi Nott ass e Punkt gewiescht vum 5. Mäerz an ech mengen, dass dat awer duerchaus ëmmer e Punkt ass, dee muss verbessert ginn, un deem muss weidergeschafft ginn, awer wou jiddereen och seng Responsabilitéit muss iwwerhuelen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- D'Zuele mussen einfach richteg sinn!

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- D'Zuele sinn och richteg, déi do dra sinn. D'Zuele si ganz richteg. D'Zuele sinn …

Mme Lydie Polfer *(DP).*- … vun der Caritas ginn nëmme vun der Stad Lëtzebuerg bezuelt an net vun …

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo, nach eng Kéier, ech wëll nach eng Kéier hin ... Ech hu jo als Koordinator vun deem probéiert, esou gutt wéi méiglech dorobber ze äntweren. Dir hutt jo d'Méiglechkeet, haut de Mëtten do nach eng Kéier Stellung derzou ze huelen.

Nach eng Kéier wëll ech awer drop hiweisen, dass jiddwereen a sengem Beräich muss seng Responsabilitéiten iwwerhuelen, an dat net réischt haut. Awer och schonn an der Vergaangenheet hätten e ganze Beräich vu Saache kënnen a wëlle gemaach ginn.

E puer Saache wëll ech eraushuelen aus där Nott respektiv aus deem Debat, dee mer awer hei geféiert hunn an deenen zwou Kommissiounen, am Santésberäich respektiv an der sozialer Inklusioun. Wann een deen eraushëlt, gëtt scho méi laang iwwer eng dezentral Offer vum Abrigado geschwat, fir ze soen, mir brauchen eng Dezentraliséierung. Natierlech huet d'Stad den Attraktiounsfacteur, dee se eeben huet. D'Konzentratioun ass méi grouss an der Stad, mee et soll awer och iwwert d'Dezentraliséierung iwwert d'Land geschwat ginn.

Dann: De Mënsch musse mer awer am Mëttelpunkt behalen. Et si spezifesch Problematiken do. Mir haten eng ganz flott Ausféierung vum Claude Meisch iwwert déi Jonk, dass mer déi Jonk an deem Beräich musse stäerken. Ech mengen, mir mussen eis ëm déi Jonk këmmeren, mir mussen eis ëm déi eeler Leit këmmeren, mir musse jonk Mamme mat Puppelcher, déi och erwäänt ginn, d'Fraen, d'Obdachlos, fir nëmmen déi ze nennen ...

An natierlech ass och hei iwwert d'Streetworker geschwat ginn. Initiativen, déi ech nëmme ka begréissen, well et och, wann et esou ausgefouert gëtt, wéi dat elo de Fall ass vun dem „à vos côtés", Leit aus dem Quartier selwer sinn, déi bekannt sinn, déi Uspriechpartner kënne sinn. Dann ass dat ze begréissen an och nëmme weiderzeféieren.

Och d'Problematik vun de Bodypacker hate mer ugeschwat an de Spideeler, fir d'Reaktivitéit vun der Police dann och entspriechend kënnen ze verbesseren, fir dann och méi schnell a proaktiv erëm zréck um Terrain kënnen ze sinn.

Um repressiven Niveau ass natierlech och iwwert d'Immigratioun geschwat ginn. Et ass den Artikel iwwert d'Immigratiounsgesetz, den Artikel 142, wou jo och an där Kommissioun driwwer diskutéiert gëtt, dass eng Adaptatioun misst méi prezis gemaach ginn, dass mer net déi ënnerschiddlech Interpretatiounen um Geriicht hunn. Ech mengen, et ass deemools ugeschwat ginn, dass natierlech zesumme mat der Justiz muss do gekuckt ginn. Och déi bilateral Kooperatioune mat Drëttlänner respektiv um EU-Niveau sinn ugeschwat ginn.

Zum Schluss ass natierlech och de lokalen Niveau nach eng Kéier genannt ginn, dass, esou wéi am VisuPol - also d'VisuPolsgesetz iwwert d'Kamerauwendung vun der Police op der Gare hei zu Lëtzebuerg oder an deene Beräicher, déi elo bekannt sinn -, och gekuckt gëtt, fir den Urbanismus an aner Elementer gläichzäiteg ze kucken.

Ech mengen awer, an dat ass meng Iwwerzeegung, an dat wäert ech och probéieren, mat deenen eenzelne Gemengen nach eng Kéier ze thematiséieren, dass mer eis niewent deene lokale Preventiouns-

kommiteeën, déi mer jo hu laut Gesetz 2018, wou jo eng enk Kooperatioun awer trotzdeem besteet tëschent de jeeweilege Buergermeeschteren an dem Chef vun deem jeeweilege Kommissariat, iwwert déi lokal Securitéitskonzepter musse Gedanke maachen, wou ee méi Volete muss ënnersichen.

Et geet net nëmmen duer, dass déi Kommiteeën zesummekommen, mee wa mer de Kompetenze vum Agent municipal weider Beräicher zougänglech maachen, wa Streetworker ënnerwee sinn, wann aner Beräicher mussen ugeschwat ginn, esou, mengen ech, ass et wichteg, dass mer an deene Beräicher och weiderginn.

Ech wollt a menger Introduktioun net an deen allerleschten Detail goen. Ech mengen, mir haten d'Méiglechkeet hei iwwert déi Nott respektiv iwwer Är Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun geféiert hunn, eis kënne Gedanken ze maachen. An dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wollt ech lech eeben dann d'Wuert ginn, dass déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten heizou jo da Stellung, Kritik, wéi och ëmmer, huelen. Ech mengen, do sidd Der fräigestallt, dat esou ze maachen, wéi Dir dat mengt.

Fir mech wollt ech zum Schluss no där Debatt - ech wëll lech natierlech ganz gutt nolauschteren an och mäi Méiglechst dann och mat ewechhuelen - vläicht kuerz d'Wuert nach eng Kéier huelen awer och iwwert déi weider Demarche, déi a mengem Ministère an dësem Beräich wäert weider gemaach ginn.

Bis dohinner soen ech lech dann elo emol Merci fir d'Nolauschteren. An da lauschteren ech lech gespaant no iwwer Ären Input. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools fir elo emol dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, dem Här Henri Kox.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. No der Diskussioun vum Rapport Waringo gëtt dann elo d'Debatt iwwert d'Drogeproblematik an déi domadder verbonne Sécherheetsproblematik hei an der Chamber owes um siwen Auer an en Débat parlementaire eragequëtscht. Ech fannen dat inakzeptabel. Dat ass inakzeptabel! Et ass keng propper Aarbecht tëschent Regierung a Chamber. Dat weist erëm eng Kéier den Irrespect vun der Regierung par rapport zu der Chamber.

Mir hunn déi lescht véier, fënnef Méint des Ëfteren hei iwwert d'Drogeproblematik, besonnesch an deene gréisseren Uertschaften, diskutéiert, iwwert déi domadder verbonne Sécherheetsproblematik. An ech stellen och fest, datt déi Nott schonn op den 2. Mäerz datéiert ass, Här Policeminister. Mir hunn an de Kommissioune säit Mäerz gefrot, ëmmer erëm, déi Nott ze kréien. A mir krute se eréischt am Juni, well Der eis ëmmer erëm gesot hutt, si wier nach net fäerdeg.

Da muss ech och feststellen, an ech hunn dat och an der Kommissiounssëtzung gesot, datt ee wichtegen Acteur an där Nott anscheinend net zur Sprooch komm ass. Dat ass d'Douane. D'Douane spillt eng ganz wichteg Roll an der Drogebekämpfung. An ech konnt net méi spéit wéi gëschter am „Wort" liesen, an Dir och, am Leitartikel, wou et iwwert de Mord un deem hollännesche Journalist gaangen ass, wou erauskomm ass, datt en am Drogemilieu an Holland enquêtéiert huet, datt Holland sech ëmmer méi duerch den Hafen zu enger Ëmschlagplaz vun den Droge „mausert" - entre guillemets - an datt déi Drogen iwwer Lëtzebuerg dann an Europa verkaaft ginn. Dobäi spillt grad d'Douane e ganz wichtege Rôle. Deen ass eebe leider net mat abezu ginn.

Da muss ech och feststellen, an de Kommissiounssëtzungen ... Här Minister, Dir waart do, Dir sidd och den Owend do, mee an de Kommissiounssëtzungen waart Der net flankéiert vum Här Ausseminister a vun der Gesondheetsministesch. Dir hutt et elo e puermol gesot: Déi Problematik muss global tëschent deene verschiddene Verwaltungen a Ministèren ugi ginn. Ech stelle fest: Si loossen lech hei aleng sëtzen!

Dann zum Fong - an ech hat et an der Kommissiounssëtzung gesot: Déi Nott hei ass en Hëllefruff. En Hëllefruff vun der Police, en Hëllefruff vum Immigratiounsservice. D'Kand läit am Pëtz! D'Kand läit am Pëtz an dat huet awer och mat dëser liberaler Drogepolitik vun dëser Regierung ze dinn. Ech soen dat ganz kloer hei.

D'CSV huet do eng ganz aner Positioun! Mir soen Nee zu enger liberaler Drogepolitik. Mir soen Nee zu der Legaliséierung vun der genereller Consommatioun vum Cannabis. De Claude Wiseler an de Laurent Mosar hunn dat och schonn e puermol hei um Riednerpult gesot. Et ass eng fundamental aner Approche. An déi Fro hutt Der net gestallt, Här Minister, an där Nott an an deem Froekatalog, dee mer dann och eréischt de Freideg kruten.

Wéi ass d'Positioun vun de Parteien zu der Drogepolitik vun dëser Regierung? Approuvéiere se, jo oder nee, déi liberal Drogepolitik vun dëser Regierung? D'CSV seet do ganz kloer Nee.

Dir hutt et gesot an där Nott: Et sinn zwee Voleten. Op där enger Säit de Volet Preventioun an op där anerer Säit de Volet Repressioun.

Ech soen am Numm vun der CSV ganz kloer: Mir soe Jo zur Preventioun a mir soen och Jo zu enger globaler Approche tëschent de Servicer. Mir soen och Jo zu méi Streetworker. Mir soen och Jo zu enger verstäerkter Impfcampagne, pardon Infocampagne …

(Hilarité)

… an de Schoulen. Mee mir soen och ganz kloer Jo zu méi Kleederstuffen. Mir soen och ganz kloer Jo zu méi Épicerie-sociallen.

A mir soen och ganz kloer Jo zum Ausbau vu Betreiungs- a Berodungsméiglechkeeten a virun allem, wéi d'Kolleegin Françoise Hetto dat nach d'lescht Woch hei ugefouert huet, zum Ausbau vu méi Therapieplazen. Well mir héieren ëmmer erëm reegelméisseg vun de Rekrutementsproblemer vu Psychiateren. Hei musse ganz vill Suen investéiert ginn, fir dës Filière opzewäerten. Dir sidd jo och do net där Meenung, déi d'Françoise Hetto hei am Numm vun der CSV d'lescht Woch gesot huet.

A mir soen och ganz kloer Jo zum Ausbau vun „Housing First"-Projeten. Wann ech d'Gemenge kucken, wou ënner anerem d'CSV mat um Rudder ass am Schäfferot, wéi d'Stad Lëtzebuerg, Esch, Schëffleng, Ettelbréck, Maacher, Déifferdeng, do gëtt et ganz vill där Initiativen. Et gëtt och ganz vill Gemengen, wou d'CSV net um Rudder ass, wou et och vill där Initiative gëtt. Dat heescht, et gëtt schonn e ganz groussen Effort gemaach an der Preventioun.

Ech soen awer och dann op där anerer Säit e ganz klore Jo zu enger verbesserter Sécherheetspolitik. Mir hunn déi lescht sechs Méint, an ech hunn et scho säit véier, fënnef Joer hei mat Äre Virgänger ëmmer erëm gesot am Kader vun der Lag zur Natioun, och wann ech e bësse belächelt gi si vu Verschiddenen heibannen, wann ech erëm iwwert d'Sécherheet geschwat hunn. Well d'Sécherheetsgefill ass en Deel vun der Liewensqualitéit vun eise Bierger a Biergerinnen.

An ech muss soen, ech war wierklech erféiert, wéi d'Police an Dir, Här Minister, déi Zuelen hei presentéiert hutt: 30 % Multirecidivisten - 30 %! Dat heescht, déi Leit, déi wäerten ëmmer erëm eng Infraktioun begoen, fir un Drogen ze kommen, mat der Konsequenz, datt Leit iwwerfall ginn, datt d'Sécherheetsgefill vun de Leit net garantéiert gëtt.

Ech soen och ganz kloer, an ech hunn d'Impressioun, heiansdo gëtt dat hei esou gesot: Esou en Drogendelikt ass en Drogendelikt! Et ass kee Kavaléiersdelikt. Ech ka verstoen, datt Leit, deenen et ganz schlecht geet - a mir sollen och net ëmmer deen Debat just op déi Leit bezéien, well et sinn och Leit, deenen et gutt geet, déi och Problemer mat Drogen hunn -, dann en Delit maachen, datt se engem d'Kette vum Hals rappen oder d'Auer vun der Hand. Mee dat ass awer keng Entschëllegung. Et ass keng Entschëllegung!

Et ass e Constat, datt d'Preventioun feelschléit. Dont acte. Da musse mer do eppes maachen. Mee mir kënnen awer net op där anerer Säit soen: „Et deet mer leed, deen ass elo fir d'drëtt eraus aus dem Prisong komm. Deen huet lech elo zweemol iwwerfall. Mir kënnen do näischt maachen." Dat ass net d'CSV-Politik. Jo zu der Preventioun a Jo zu enger verbesserter Repressioun.

Dofir fuerdert d'CSV säit Joren, Här Minister, méi Polizisten um Terrain. An dat war jo eng beoptraagt Question parlementaire vun der Madamm Empain, fir dann elo haut nach ze weisen, wivill Polizisten ënnert de grénge Policeministere rekrutéiert gi sinn.

An ech hunn lech dat schonn e puermol hei op der Tribün gesot: Dir gitt ëmmer nëmmen d'Brutto-Chifferen un. D'Netto-Chiffere gesi ganz anescht aus. 20 Brutto-Leit - fir dat dann esou ze soen - méi op der Gare, dat ass effektiv herno just nach 10! Déi Leit gi krank …, Congé parental, Congé de maternité. D'Poliziste soen engem dat um Terrain. Ech komme jo och als Buergermeeschter vill a Kontakt mat de Polizisten.

An dann déi Froen, déi Der stellt, Här Minister. Ech hunn d'Impressioun, datt dat hei eng Alibidiskussioun ass, well d'CSV huet längst op déi kloer Äntwerte ginn: Bodycammen, verbesserten Ekipement fir d'Police, de Platzverweis, Bodypacker, de System Remise/Reprise, d'Videosurveillance, den Unisec-Problem an d'Iwwerschaffung vum legale Kader fir d'Identitéitskontrollen.

Op de Volet Migratioun geet mäi Kolleeg Laurent Mosar an. Duerfir wäert ech dat elo hei iwwersprangen. Mäi Constat ass - an, ech mengen, op deem Punkt si mer eis eens, Här Minister -: Mir mussen de Spagat packen, fir d'Preventioun an d'Repressioun ze equilibréieren. Mee d'CSV seet ganz kloer och: Wann d'Preventioun net gräift, muss d'Repressioun gräifen!

Dës Regierung ass säit 2013 um Rudder. A wann ech dann awer d'Konklusioun vun där Note interministérielle liesen ... Wat ass d'Konklusioun, Här President? D'Konklusioun ass, datt e Groupe de travail soll agesat ginn - op der leschter Säit -, fir e Livre blanc auszeschaffen.

D'Kolleeginnen a Kolleegen, déi am Europarecht doheem sinn, wëssen, wat e Livre blanc heescht. Duerno dauert et nach 30 Joer, bis eng Direktiv oder e Reglement ausgeschafft gëtt. Dat ass d'Konklusioun vun där Note interministérielle: e Groupe de travail, deen eng Studie ausschafft?!

Här President, dat ass net dat, wat d'CSV sech erhofft hat. Mir hu säit Méint, säit Jore Léisungsproposen op den Dësch geluecht. An ech kommen zréck op dat, wat ech am Ufank gesot hunn: Fir eis ass dat hei just eng fadescheineg Diskussioun, fir dobaussen ze weisen, et géif eppes geschéien. Mee, Här President, et geschitt leider nach net genuch. Ech fäerten, datt mer an zwee Joer nach ëmmer iwwert de Groupe de travail an iwwert d'Etüd da wäerten hei schwätzen.

Duerfir, Här President, wäert ech eng Rei Motiounen deposéieren.

Eng éischt Motioun, datt de Policeminister spéitstens fir de 15. September 2021 - ech preziséieren d'Joer - de Projet de loi, säi Projet de loi iwwert de Platzverweis hei an der Chamber deposéiert.

Dann datt esou schnell wéi méiglech de Projet pilote fir d'Bodycammen ëmgesat gëtt.

Datt dann a Kollaboratioun mat de Responsabele vun de Spideeler verbessert Ekipement a méi Espace fir d'Prise en charge vu Bodypacker op d'Bee gesat gëtt.

An dann eng lescht Motioun vu menger Säit, an den Här Mosar huet och nach eng herno: e ganze Katalog mat Mesuren, fir d'Preventioun ze verbesseren. Ech mengen, ech hunn et gesot: Streetworker, Housing First. Mee d'Leit gi jo klauen, well se eppes net hunn. An déi meescht Leit, déi klauen, hunn dat Néidegt, wat ee fir ze liewe brauch, net - sief et Kleeder, sief et lesswueren. Dat ass e Punkt, deen net an Ärer Nott virkënnt. Duerfir si mir der Meenung, déi Institutioune wéi Kleederstuffen, Épiceries sociales an esou viru mussen nach méi ënnerstëtzt ginn, fir datt déi Leit eeben net musse klauen, fir Kleeder ze hunn a fir sech kënnen anstänneg ze ernären.

Ech deposéieren hei déi Motiounen. Här President, wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que malgré certains efforts, beaucoup de citoyens éprouvent un sentiment subjectif d'insécurité ;

- considérant que la sécurité est un préalable indispensable à l'exercice effectif des droits et libertés publiques ;

- considérant que le maintien de la sécurité et de l'ordre publics constitue une mission primaire de l'État et des autorités communales ;

- considérant que le Gouvernement a déjà à maintes reprises été invité à introduire dans l'arsenal juridique l'instrument du « Platzverweis », c. à d. le pouvoir d'enjoindre à des personnes qui troublent l'ordre public de quitter un lieu donné, voire de leur interdire de s'y rendre pendant une période donnée ;

- constatant que le « Platzverweis » est ancré dans diverses législations étrangères ;

- rappelant que la proposition de loi n° 7589 a comme objet l'introduction du « Platzverweis » ;

- sachant que le Gouvernement est en train d'élaborer un projet de loi prévoyant entre autres des mesures similaires au « Platzverweis »,

invite le Gouvernement

- à déposer au plus tard pour le 15 septembre 2021 le projet de loi qui prévoit des mesures similaires au « Platzverweis » mentionné ci-dessus.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que les caméras corporelles, appelées bodycams, sont destinées à filmer les interventions de la police permettant ainsi de retranscrire avec véracité d'éventuels faits de violence ;

- considérant qu'en France, en Allemagne et dans certaines régions belges les bodycams constituent déjà un instrument précieux pour les policiers lors de leurs interventions ;

- constatant que selon des experts ce dispositif a un effet éducatif et dissuasif et permet de réduire le risque de confrontation violente ainsi que le nombre de plaintes non fondées ;

- sachant qu'au Luxembourg le cadre législatif est toujours à l'étude et que Monsieur le Ministre vient d'annoncer que certains détails devront encore être réglés, notamment la conformité à la loi sur la protection des données,

invite le Gouvernement

- à clarifier au plus vite tous les détails légaux et à mettre en œuvre le projet pilote des bodycams dans les meilleurs délais.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- sachant que le « bodypacker » est une personne qui fait passer clandestinement des drogues illicites (essentiellement cocaïne et héroïne) dans des ballons, des préservatifs ou des sacs en plastique similaires qui ont été avalés ou insérés dans le rectum ou le vagin ;

- constatant que dans le domaine de la criminalité liée aux stupéfiants, ce phénomène s'amplifie de plus en plus ;

- sachant que ce transport de drogues dans le corps peut être mortel en cas de rupture de l'emballage ;

- sachant que généralement les bodypackers sont identifiés par les services de police et de douane sur la base de plusieurs indices permettant de les suspecter ;

- considérant que le dépistage et le diagnostic reposent essentiellement sur l'imagerie abdominale, de préférence l'examen tomodensitométrique lorsqu'il est disponible ;

- considérant qu'en cas de diagnostic positif, les passeurs sont placés sous surveillance médicale ;

- sachant que le pays rencontre un manque de place dans les hôpitaux pour la prise en charge des bodypackers,

invite le Gouvernement

- à créer, en collaboration avec les responsables des structures hospitalières, des espaces supplémentaires avec l'équipement nécessaire pour la prise en charge des bodypackers.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- estimant que toute politique en matière de lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants doit être le résultat d'un effort commun entre travail de prévention, travail social et travail de répression ;

- estimant qu'en matière sociale, seule une étroite collaboration avec les différents acteurs impliqués (communes, ministères, associations actives dans le domaine, population) permet de garantir, dans la mesure du possible, une offre la mieux adaptée aux personnes concernées ;

- considérant que même avec une offre sociale importante, il n'existe cependant aucun moyen d'action de la part des autorités publiques pour obliger les personnes concernées à recourir à ces offres ;

- estimant qu'une offre de logement bas-seuil pour personnes toxicomanes ou sans-abri de façon décentralisée à travers le pays, permettrait aux personnes concernées de s'éloigner du lieu de leur addiction et de bénéficier d'un élément stabilisateur les aidant à se reconstruire éventuellement ;

- constatant que la cohabitation des résidents, des commerçants et des personnes qui vivent dans la rue peut s'avérer compliquée et conflictuelle ;

- constatant que parmi les personnes accueillies dans les différentes structures sociales à Luxembourg se retrouvent régulièrement des personnes venant des pays limitrophes, mais également de pays plus lointains et que la qualité de l'offre sociale à Luxembourg attire un certain tourisme social ;

- constatant que la plupart des personnes concernées sont des personnes malades et que les responsables de l'Abrigado ont noté une forte hausse des consultations médicales ;

- estimant qu'il est urgent d'adopter une approche plus médicale de la lutte contre la toxicomanie et les dépendances de manière générale ;

- constatant qu'il existe un manque important de structures pour les patients qui sortent de séjours psychiatriques stationnaires mais qui ne sont pas encore capables de mener leur vie de manière complètement autonome,

invite le Gouvernement

- à renforcer les efforts en matière de prévention avec les acteurs sur le terrain et la Police et d'intégrer davantage ce sujet dans les programmes scolaires à plusieurs niveaux ;

- à développer le « Housing First » en tant qu'offre de logement bas-seuil pour personnes toxicomanes ou sans-abri de façon décentralisée à travers le pays ;

- à développer davantage le service Streetwork en encourageant notamment une offre de médiation et de prévention ;

- à développer une décentralisation des structures sociales au-delà des frontières de la capitale et même au niveau de la Grande Région ;

- à associer davantage les hôpitaux à l'élaboration de pistes en matière de lutte contre la toxicomanie ;

- à créer une meilleure offre pour la prise en charge des maladies mentales et neuropsychiatriques et à augmenter les capacités des centres thérapeutiques pour personnes dépendantes ou en situation de maladie mentale ;

- à créer des structures assurant un encadrement des personnes dépendantes ou souffrant de troubles psychiques à partir du moment où elles peuvent quitter la psychiatrie stationnaire.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Domadder huet den Här Mosar nach 18 Minutten, fir herno nach eng Kéier nozekommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gloden. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwert d'Drogekriminalitéit. E Sujet, deen a praktesch all Stad op der Welt an och zu Lëtzebuerg zanter Joren existéiert a fir deen et net een eenzegt Allheelmëttel gëtt. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mir haut iwwert dëse wichtege Sujet, awer och komplexe Sujet hei schwätzen. D'Drogekriminalitéit dréit zum Onsécherheetsgefill vu ville Leit bäi, déi op verschiddene Plaze vun eise Stied ënnerwee sinn, wunnen oder schaffen. D'Drogekriminalitéit ass awer natierlech och virop e Problem fir déi ofhängeg Leit.

De Problem vun der Drogekriminalitéit huet, wéi gesot, schonn immens vill Voleten. Deemno sinn och d'Léisungen, déi mir brauchen, ganz villsäiteg. Dës verschidde Léisunge mussen Hand an Hand goen. Ech denken hei virun allem un zwee grouss Voleten: dee vun der Preventioun an dee vun der Repressioun.

D'Preventiounsaarbecht betrëfft fënnef Ministèren: de Policeministère, de Familljeministère, d'Educatioun, d'Santé an d'Egalité tëschent Fraen a Männer. Mir hunn déi lescht Woche vill iwwer Preventiounskonzepter, Therapieofferen a Preventiounsstrukture geschwat. Niewent der Preventioun läit eis als DP och d'Therapie vu suchtkranke Persoune besonnesch um Häerz. D'Preventioun an d'Therapie sinn zwou ganz ënnerschiddlech Baustellen, an awer hänke se enk mateneen zesummen.

D'Preventioun soll souvill Leit wéi méiglech dervun ofhalen, Drogen iwwerhaapt emol ze konsomméieren. Dat wäert eis awer ni zu 100 % geléngen. Dee Moment kënnt d'Therapie an d'Spill, fir d'Sucht ze bekämpfen an dem potenzielle Réckfall virzebeugen.

D'Strukture sinn de Moment nach gréisstendeels an der Stad Lëtzebuerg zentraliséiert. Dat féiert natierlech derzou, dass et an der Stad zu méi Drogendelikter kënnt. Gläichzäiteg beweegt sech net all Drogekranken an der Stad, mee hält sech och op anere Plazen am Land op. Mir brauchen dofir dréngend d'Dezentraliséierung vun den entspriechende Strukturen. En Aarbechtsgrupp ass mat enger Enquête beoptraagt, wéi grouss d'Demande zum Beispill am Norde vum Land ass, fir nei preventiv an therapeutesch Infrastrukturen och do ze schafen.

Niewent der Stad Lëtzebuerg sinn et virun allem Stied mat gréissere Garen, wéi Esch/Uelzecht an Ettelbréck, déi vun der Drogekriminalitéit an dem Drogekonsum betraff sinn. Dat huet eis och den nationalen Drogecoordinateur an der Kommissiounssitzung confirméiert. Hien huet eis och doriwwer informéiert, dass verschidden Toxikomanen op Lëtzebuerg reesen, fir hei zu Lëtzebuerg Drogen ze kafen an och ze konsomméieren.

Här President, d'Schoul spillt eng immens wichteg Roll an der Drogepreventioun. Den Educatiounsminister Claude Meisch huet an der Commission jointe vum 2. Juli d'Wichtegkeet vun der Preventioun am ganz jonken Alter ënnerstrach. Et gëtt schonn eng ganz Rei Programmer an de Schoulen, fir déi Jonk ze sensibiliséieren an awer och fir si drop ze preparéieren, dem Reiz vun dem Drogekonsum ze widderstoen.

Den nationalen Aktiounsplang fir d'Jugend 2022 bis 2024 huet zum Zil, d'Wuelbefanne vun deene Jonken esou ze steigeren, dass si eebe just net riskéieren, op eng schif Bunn ze geroden oder carrement an d'Kriminalitéit ze rutschen. Effektiv gëtt et nämlech eng Kausalitéit zwëschent onzefriddene Kanner a Jugendlechen an och dem Drogekonsum.

Kanner, déi e gesond Ëmfeld, e gutt soziaalt Liewe kennen, sinn net esou vulnerabel, an dësen Däiwelskrees ze geroden. De formelle Schoulkader bitt déi néideg Grondviraussetzungen, fir déi Jonk iwwert d'Gefore vum Drogekonsum opzeklären, hinnen e gesonde Liewensstil ze vermëttelen an hinne bäizebréngen, Eegeverantwortung fir d'Gesondheet ze iwwerhuelen.

Zesumme mat privaten Organisatiounen an Associatioune gi reegelméisseg Seminären, Trainingen an Theemendeeg an de Schoulen organiséiert, wou d'Schüler op eng interaktiv Aart a Weis iwwert d'Drogeproblematik informéiert ginn. An deem Kader huet de Centre de prévention des toxicomanies eng Toolbox entwéckelt, déi d'Schoule bei der Ëmsetzung vun hire Preventiounsaktivitéite begleede soll. Donieft huet den Zenter och e Guide mat Recommandatioune fir d'Léierpersonal an d'Educateuren ausgeschafft a bitt spezifesch Formatiounen iwwert den Ëmgang mat jonken Drogekonsumenten un.

D'Schoul wäert och weiderhin eng Schlësselroll bei der Preventioun an der Sensibiliséierung am Kader vun der Legaliséierung vum Cannabis spillen. Et wäert drëm goen, dass d'Legaliséierung vum Cannabis de Jugendlechen net e falscht Bild iwwert den Drogekonsum gëtt. Och liicht Droge wéi de Cannabis kënnen en negativen Impakt op déi physesch a psychesch Gesondheet hunn, besonnesch bei Jugendlechen.

Natierlech ginn och ausserhalb vun de Schoulen eng Partie Preventiounsmesuren organiséiert. Esou gëtt et zum Beispill eng Rëtsch Ulafstellen am Land, wou déi Jonk anonym Rotschléi an Informatioune kënnen ufroen. An Zukunft soll hei verstäerkt op déi digital Berodung zréckgegraff ginn an d'Potenzial vum eHealth an mHealth, also der Mobile Health, genotzt ginn.

Dës Mesurë falen ënnert d'Strategie vun der universeller Preventioun. Dëst sinn also generell Mesuren, déi d'Gesamtbevëlkerung vun eisem Land betreffen. Hei dernieft gëtt et nach déi selektiv Preventioun, déi sech, wéi d'Wuert et scho seet, just op eng bestëmmten Zort vu Leit konzentréiert. Nëmmen déi vulnerabelst Persounegruppe gi bei dësen Aktivitéite viséiert.

Nieft de Kriseninterventiounen an de Schoule sinn dat virun allem Mesuren, déi an engem informelle Kader applizéiert ginn. D'ASBL Solidarité Jeunes offréiert zum Beispill eng spezifesch Berodung fir Mannerjäreger, déi a Konflikt mat dem nationalen Drogegesetz gerode sinn. Mat hire Programmer „Choice" oder „Choice18+" wëllt d'ASBL déi Jonk nees zréck op déi riicht Bunn kréien. Och d'Fondatioun Jugend- an Drogenhëllef steet den drogenofhängege Jugendlechen an hiren Eltere bei Froen zur Säit.

Här President, wann ech vu vulnerabele Persoune schwätzen, denken ech och ganz besonnesch u Mënschen, déi nu wierklech näischt fir hir Situatioun kënnen. Ech denken zum Beispill un neigebuere Kanner vun drogenofhängege Fraen, déi ab deem Moment, wou se op der Welt sinn, vun enger Ofhängegkeet betraff sinn.

Et ass eis Flicht als Gesellschaft, dës Kanner opzefänken an hinnen déi beschtméiglech Start- an Zukunftschancen ze erméiglechen. Mir hunn aktuell scho Strukturen, wou dës Kanner engem Sevrage ënnerzu ginn. Den nationalen Drogebeoptraagten huet awer an der Kommissioun ënnerstrach, dass och dës Strukturen nach ausbaufäeg sinn. Beschtefalls ass och en Encadrement tëschent der Mamm/den Elteren an dem Kand méiglech, fir dass déi ganz Famill kann zesummen aus der Ofhängegkeet kommen.

Niewent dësen dach ganz komplizéierten an dacks dramatesche Familljesituatiounen, wëll ech awer och op d'Situatioun vun de Sans-abrise kommen. An ech wëll op dësem Punkt als Alleréischt widderhuelen an ënnersträichen, wat d'Familljeministesch Corinne Cahen och an der Kommissioun gesot huet: D'Sans-abrise si keng Krimineller. Änlech wéi d'Prostituéiert si si extreem vulnerabel. A well si vulnerabel sinn, si se dem Risiko, Drogen ze konsuméieren, op eng direkt Aart a Weis ausgesat.

Ech wëll op dëser Plaz d'Initiativ Housing First ernimmen, well et fir eis als DP eng absolutt Prioritéit ass, Sans-abrisen, déi dat och wëllen, zréck an d'Gesellschaft ze integréieren. Dat geet an éischter Linn mat engem Daach iwwert dem Kapp.

Här President, ech komme vun der Preventioun an och den Therapien zu dem repressive Volet. Hei spillt natierlech virun allem d'Police eng ganz wichteg Roll, déi iwwregens och an der Preventioun aktiv ass. De Service de prévention vun der Police huet verschidde Programmer, wou se Preventiounsaarbecht am Zesummenhang mat Droge maachen.

D'Police mécht reegelméisseg Visitten an de Lycéeën, fir d'Schüler iwwert d'Geforen vum Drogekonsum opzeklären an erreecht domat e Public vun zirka 6.000 Schüler pro Joer. Esou adresséiert si sech notamment un de Cycle 4.2 aus dem Fondamental an och u verschidde Klassen aus dem Secondaire. D'Schüler kréien d'Gefore vun den Droge méi no bruecht, awer och de legale Kader erkläert.

Och fir d'Elteren, d'Léierpersonal an d'Associatioune gëtt et Programmer vun der Police, wou si erkläert kréien, wéi si richteg handelen, wa Problemer bei Jonken opkommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir adequat opgestallt ze sinn, fir der Drogekriminalitéit Meeschter ze ginn, brauch d'Police déi néideg personell a juristesch Moyenen. Wa mir gären eng effikass Police hunn, musse mer hinnen och déi deementspriechend Moyene ginn. D'Police huet an der Kommissioun betount, dass si duerch hire Personalmanktem muss Prioritéite setzen, an deemno net ëmmer déi selwecht Presenz an deene betraffene Quartiere weise kann.

D'DP begréisst an dësem Kontext ganz däitlech de Rekrutementsplang vun dem Ministère de la Sécurité intérieure. D'Policepresenz ass a bleift nämlech den A an den O, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren. Mir hunn als DP och schonn zanter Laangem gefuerdert, dass d'Police entlaascht gëtt bei Aufgaben, déi och vun den Agents municipaux kënne gemaach ginn. Dat entspriechend Gesetz soll elo séier gestëmmt an och ëmgesat ginn.

Wa mer vun de Moyene vun der Police schwätzen, wëll ech hei awer och de Platzverweis uschwätzen, eng laangjäreg Fuerderung vun der demokratescher Partei. En éischte Schratt, dee mir als Demokratesch Partei wëlle séier ëmsetzen, ass de Platzverweis bei privaten Entréeën oder Entréeë vu Commercen a Residenzen, wou Persoune de Leit de Wee verspären.

An, Här President, dobäi geet et net ëm d'Sans-abri, mee et geet ëm Leit, déi an engem ganz schlechten Zoustand mat Iwwerdosis oder souguer schlëmmstefalls mat enger Sprëtz an dem Aarm virun den Entréeë vun de Gebaier leien. Dat geet deelweis esou wäit, dass d'Bierger net méi an hir eege Wunneng erakommen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ganz richteg!

Mme Carole Hartmann *(DP).*- An deene Situatioune besteet aktuell e Vide juridique. D'Police huet nämlech keng Méiglechkeet, déi Leit aus den Entréeë fortzehuelen, ausser si erwëschen een in flagranti, dat heescht bei enger Strofdot. Mir mussen der Police och hei déi néideg Moyene gi fir en effikasst Ermëttelen an dëse Situatiounen an och dës Persoune kënnen hei vun deenen Entréeën ewechzehuelen.

Och musse mir handelen, fir dass d'Police déi néideg Moyenen huet, fir géint organiséiert Drogebande virzegoen. Allgemeng ass et schwéier, d'Identitéit vun Drogenhändler ze ermëttelen. Wann en Dealer bis gepëtzt ginn ass, brauch d'Police adequat Strukturen an och Klinicken, fir sougenannt „Bodypacker" ze betreien, also Dealeren, déi d'Wuer an hirem Kierper verstoppt hunn. Esou eng Struktur gëtt et bis ewell just am CHL.

En anere Problem, mat deem d'Police des Ëfteren ze kämpfen huet, ass dee sougenannten Eloignement vun Drogenhändler, déi aus dem Ausland iwwer eis Grenze kommen. Et ass esou, dass verschidden Drogenhändler en Openthaltsrecht an engem aneren EU-Memberstaat hunn. A genau bei dëse Leit stoussen d'Moyene vun der Police un hir Grenzen. Et ass net ëmmer einfach, d'Identitéit vun dëse Persounen entgülteg ze klären.

D'Direktioun vun der Immigratioun huet betount, dass de Centre de rétention permanent och u seng Limitte stéisst. Oft verhënnert eeben en Openthaltsrecht aus engem anere Memberstaat de Rapatriement an d'Hierkonftsland. Eng besser Kooperatioun ass hei eiser Meenung no d'Stéchwuert - eng besser Kooperatioun um europäeschen Niveau an awer och eng besser Kooperatioun mat de jeeweilegen Hierkonftslänner.

Loosst mech op dëser Plaz awer kloerstellen: Eng Persoun, déi an engem Séjour irrégulier ass, huet nach kee kriminellen Akt begaangen. Strofbar ass déi Persoun eréischt, wa si hei géint eise Code pénal verstéisst, also zum Beispill illegal Droge verkeeft oder eppes anescht komme léisst.

Wat awer strofbar ass nom Gesetz vum 19. August 2008 (veuillez lire: 29. August 2008) iwwert déi fräi Zirkulatioun vun de Persounen an der Immigratioun, dat ass, wann eng Persoun, déi aus dem Land expulséiert oder eloignéiert gouf, trotzdeem zréck an d'Land kënnt. Dorop steet eng Amende vun 251 bis 3.000 Euro souwéi eng Prisongsstrof vu sechs Méint bis dräi Joer.

Allerdéngs ass et esou, an et ass schonn ugeschwat ginn, dass den Term Eloignement net kloer genuch am Gesetz definéiert ass. D'Urteeler vun eise Juridictioune maache verschidden Interpretatioune vum concernéierten Artikel. Als Demokratesch Partei ass et eis dofir wichteg, dass mer dësen Artikel 142 aus dem Gesetz preziséieren an dann och zu enger eenheetlecher an effektiver Uwendung vun dësem Artikel kommen.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Här President, d'Repressioune vu Verstéiss géint eise Code pénal si wichteg a richteg. Mir kënnen als Gesellschaft just zesummeliewen, wa jidderee sech un d'Reegelen hält. Wien dat net mécht, muss dofir bestrooft ginn.

A menger leschter Ried zur Legaliséierung vum Cannabis hunn ech awer och ugemierkt, dass fir d'DP déi repressiv Drogepolitik aus de leschte Joerzéngten zumindest deelweis gescheitert ass. Eleng mat repressive Mëttele kritt een d'Drogekriminalitéit net an de Grëff. Eng grouss Zuel vun Drogendelikter hunn en direkte Lien mat dem Konsum vu Cannabis. Dës liicht Drog ass änlech wéi den Alkohol an der Mëtt vun eiser Gesellschaft ukomm. De Verbuet vum Cannabiskonsum verschléngt Moyene bei der Police an der Justiz, déi op anere Plaze besser agesat wieren. De Verbuet vu liichten Droge wéi dem Cannabis dreift d'Bierger och an d'Hänn vun organiséierten Drogebanden, déi jo grad eise gréisste Problem sinn.

Här President, ech kommen op de gesetzleche Kader vun der Drogekriminalitéit. Am Gesetz vum 17. Januar 1973 sinn an den eenzelnen Dispositiounen eng Rei Strofdoten opgezielt an et ass och festgeluecht, wéi se bestrooft ginn. Bei Widderhuelungstäter kënnen d'Strofen ëm dat Duebelt eropgesat ginn. No engem Procès-verbal vun der Police decidéiert de Parquet, ob poursuivéiert gëtt oder net.

D'DP ass der Meenung, dass grondsätzlech all Strofdot soll poursuivéiert ginn. Mir sinn de Moment awer konfrontéiert mat enger Justiz, déi de kriminellen Drogenakten net méi nokënnt. E relativ rezente Moyen, fir verschidden Affäre méi séier um Geriicht ze evakuéieren, ass dee vum sougenannte „jugement sur accord", eng Aart Transaktioun, wou de Stroftäter d'Strof, déi de Parquet proposéiert, unhëlt an da vum Geriicht an engem Urteel aktéiere léisst. Dësen Outil ka vun der Justiz benotzt ginn, fir laang Prozeduren ze evitéieren an domat och Zäit ze gewannen. Eiser Meenung no kéint esou eng Transaktioun nach méi oft an d'A gefaasst ginn, sief et an Drogenaffären oder och bei anere Strofdoten.

Här President, niewent de klassesche Prisongsstrofen an Amenden, déi ee bei Drogendelikter riskéiert, ass et fir d'DP-Fraktioun awer och wichteg, déi alternativ Strofen ze förderen.

A menger rezenter Ried iwwert d'Abus sexuels hat ech scho gesot, dass Therapië fir Täter missten ordonnéiert ginn. Dat selwecht gëllt och am Drogeberäich. Dobäi kënnt, dass déijéineg, déi eng Prisongsstrof ofsëtze mussen, a mir wëssen, dass och vill Ofhängeger an eisem Prisong sinn, och do e spezifeschen Encadrement kréie mussen, fir vun den Droge fortzekommen. Hei spillt den Traitement pénologique e wichtege Rôle. Bei der individueller Aarbecht mat all Detenu geet et dorëms, seng sozial Reinsertioun ze preparéieren a weider Strofdoten och ze vermeiden.

Dëse Suivi muss och weidergefouert ginn, souwuel am Kader vun de méiglechen Aménagements de peine wéi enger Fräiloossung mat Bracelet électronique oder och enger Libération conditionnelle, mee och no hirer definitiver Entloossung aus dem Prisong.

Här President, ofschléissend wëll ech nach emol betounen, dass Preventioun a Repressioun am Kader vun der Drogekriminalitéit Hand an Hand musse fonctionéieren. Mir mussen eis déi néideg Mëttele ginn, fir d'Leit dervunner ofzehalen, Drogen ze konsomméieren, notamment duerch genuch Informatiounsstellen.

Mir mussen eis awer och agestoen, dass d'Preventioun ni zu 100 % gelénge wäert. Dofir musse mir alles drusetzen, fir déi Leit ze begleeden, déi konsomméiere respektiv eng Sucht hunn. Besonnesch physesch an digital Ulaafsstellen, awer och Therapië fir Drogenofhängeger si vu grousser Bedeitung. D'Police brauch do déi néideg Moyenen, fir hir Missiounen ze erfëllen. Dozou zielt natierlech dat néidegt Personal, de Platzverweis an déi néideg juristesch Mëttelen, fir hir Aarbecht am Wuel vun eiser Gesellschaft ëmzesetzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Mir begréissen, dass et do scho sëllegen Initiative gëtt an och weiderer an Aussiicht sinn. Net ze vergiessen ass d'Justiz, fir déi ech lech och e puer Pisten opgezielt hat.

De Sujet vun haut den Owend ass e ganz vasten. Dat gesäit een un der Unzuel vun de verschiddene Voleten, déi am Kader vun dëser Debatt ugeschwat goufen. Fir d'DP ass et en Zesummespill vun den ënnerschiddlechen Usätz, déi eis wäerte weiderbréngen.

D'DP wäert sech och an Zukunft fir Mesuren asetzen, déi d'Sécherheet hei am Land garantéieren an e friddlecht Matenee förderen. Dat ass d'Zil an do si mir a mengen Aen och um richtege Wee derfir. Et

wäert sécherlech net déi leschte Kéier sinn, wou mer hei am Haus iwwert dëse wichtege Sujet schwätze wäerten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Carole Hartmann villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, an dem Minister merci, dass en dësen Debat haut mat eis wëllt féieren; och merci fir d'Froestellungen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Drogen a psychoaktiv Substanze si säit jeehier en Deel vun der Mënschheet. Se kënnen Existenzen zerstéieren a ganz wäit och d'Souveränitéit vu Länner geopolitesch ënnergruewen.

Am Juni 1971, also virun zimmlech genau 50 Joer, huet de Richard Nixon den Droge mat senger „War on drugs"-Politik de Krich erkläert.

Wéi mer als Gesellschaft mat Drogen ëmginn, huet sech iwwert d'Joerhonnerte geännert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wann et laang virun allem iwwer sozial Norme gereegelt ginn ass, hu mer eis am 20. Joerhonnert legal Kadere ginn, international an national, wouduerch verschidde Substanze kontrolléiert a verbuede goufen an anerer eeben halt net.

Et hu sech ronderëm d'Drogen och eng organiséiert Kriminalitéit a weltwäit Reseauen entwéckelt, déi notamment am Kontext vun der Globalisatioun an enger ëmmer méi grousser Mobilitéit ënnerhalb an tëschent Länner grouss Erausfuerderunge mat sech bréngen. Dat gëllt virun allem fir Stied, déi meeschtens am Fokus vun der Drogekriminalitéit stinn, awer och fir Länner, a Lëtzebuerg ass do keng Ausnam.

Déi Erausfuerderunge stelle sech engersäits a Saache Repressioun an awer och Sécherheet am ëffentleche Raum. An der Lescht huet zum Beispill Holland sech mam Afloss vun Drogebanden ausenanersetze mussen, déi do ëmmer méi grouss goufen. Dat sinn effektiv beonrouegend Entwécklungen. Eis als LSAP ass et wichteg, dass mer do géigesteieren, fir esou Tendenzen hei am Land net opkommen ze loossen an dass se sech och net verstäerken.

Mir mussen anerersäits awer och den Impakt vu Suchtkrankheeten op déi ëffentlech Gesondheet gesinn an eis den Erausfuerderungen a Saache Schadensminderung a Reduzéierung vu Risike stellen. Doriwwer gi Suchtkranker ze oft marginaliséiert. All dëst kann déi sozial Kohäsioun ënnergruewen an eist Zesummeliewen am ëffentleche Raum staark belaaschten.

An och zu Lëtzebuerg kréie mer dat op verschiddene Plazen ze spieren, an d'Note interministérielle, déi mer haut debattéieren, befaasst sech justement mat verschiddenen Dimensioune vun der Drogekriminalitéit, déi virun allem an der Stad Lëtzebuerg, mee och an anere Stied wéi Esch, Déifferdeng an och Ettelbréck besteet. Mee och iwwert déi Plazen a Gemengen a Regiounen eraus gëtt et Problemer mat Drogen, wann och manner akut.

Dofir spillen an den Ae vun der LSAP d'Gemengen eng ganz wichteg Roll an dëser Diskussioun. Et ass op deem Niveau, wou sech dat subjektiivt Onsécherheetsgefill bemierkbar mécht. An och si, d'Gemengen, musse mat an d'Boot geholl ginn, fir lokal Strategien op Gemengenniveau auszeschaffen. D'Gemenge kënnen do op verschiddenen Niveauen agéieren, zum Beispill am soziale Beräich duerch hir Office-sociallen, duerch den Urbanismus an och duerch d'Implantatioun vu soziale Strukturen.

Här President, d'Statistike vun der Police weisen, dass d'Zuel vun den Affäre ronderëm Drogen an deene leschte Jore steeteg geklommen ass an an der Commission jointe hate mer jo do och Statistike gewise kritt. Den Trend ass och den Ausdrock vun enger ëmmer méi aktiver Police, déi sech dëst Theema zu enger Prioritéit gemaach huet an och méi Ressourcen an Zäit investéiert huet, an dat begréisse mir ausdrécklech.

An ech wëll op dëser Plaz awer och kuerz op den Term vun der Drogekriminalitéit agoen, well den europäeschen Zenter fir Monitoring vun Drogen an Drogesucht huet véier verschidde Forme vu Kriminalitéit genannt, déi dynamesch matenee verbonne sinn an déi e bëssen an der Drogekriminalitéitsbekämpfung den Iwwerbau ginn.

Éischtens Strofdoten, déi ënnert dem Afloss vu proaktive Substanzen duerch en akuten oder chronesche Konsum geschéien. Zweetens Beschafungskriminalitéit, also Strofdoten aus wirtschaftlechen Zwäng, fir dann d'Drogen ze kafen. Drëttens systembedéngte Strofdoten a véiertens Verstéiss géint Drogegesetzer an aner zesummenhängend Gesetzer. Déi véier Elementer deiten am Fong schonn op déi komplex Matière hin an awer och, dass d'Linn tëschent Affer an Täter net ëmmer ganz kloer ass.

Drogendelikter wéi zum Beispill d'Beschafungskriminalitéit hunn déi Partikularitéit, dass Affer an Täter oft eng an déi selwecht Persoun sinn. Well ass den Drogenofhängegen, deen oft just als Problem duergestallt gëtt, net och Affer, vu senger Suchtkrankheet, vun der Gesellschaft, déi e marginaliséiert, vum perfide System vun enger organiséierter Drogekriminalitéit, déi vulnerabel Mënschen ouni mat der Wimper ze zécken ausnotzt?

Sucht ass kee Randproblem an eiser Gesellschaft, och wann déi Concernéiert oft um Rand vun eiser Gesellschaft liewen. Sucht, a virun allem déi ronderëm Drogen, ass heefeg mat dramatesche perséinleche Schicksaler verbonnen. Si betrëfft d'Familljemembere genausou wéi Frënn a Kolleegen. An et kënnt och net vun ongeféier, dass d'Liewensëmstänn vun de Betraffenen an hirer Gesamtheet a Betruecht musse gezu ginn.

An do ass och den integrativen Usaz an der Drogenan an der Suchtpolitik wichteg op véier Niveauen: Éischtens d'Preventioun, zweetens d'Berodung an d'Behandlung, drëttens d'Schadensminimiséierung an d'Risikoreduzéierung a véiertens - an et ass och hei schonn ugeschwat ginn - d'Repressioun.

Wichteg ass dofir op jidde Fall, dass déi verschidden Acteuren, déi hei aktiv sinn, sech un een Dësch setzen an dann eng gemeinsam transversal Strategie ausschaffen. An dofir ass och d'Note ministérielle de richtegen Usaz, fir en État des lieux mat de verschiddene Problemer an eventuelle Léisungen ze maachen.

Als LSAP si mir awer och der Meenung, dass mer méi ganzheetlech denke mussen an net nëmme punktuell Verbesserunge virhuele sollen, also och méi generell Ziler festleeën, wou mer dann an Aktiounen an Interventiounen drop schaffen. An de Plan gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires geet hei schonn an déi richteg Richtung an ech mengen, do kann ee sech och inspiréieren, fir hei déi iwwergräifend Approche a Synergien a Strategien ze entwéckelen.

D'Aufgab vun der Drogepolitik muss et sinn, de komplexe Risiken op individueller a gesellschaftlecher Ebene ze begéinen an da mat alle Mëttelen, déi hir zur Verfügung stinn, preventiver a repressiver Natur, entgéintzewierken. D'Note interministérielle veranschaulecht dës Komplexitéit an Erausfuerderungen am Fong ganz gutt.

Här President, ech hunn et virdru scho gesot: D'Preventioun ass der LSAP immens wichteg, souwuel déi primär, déi sekundär an och déi tertiär, a meng Kolleegin Francine Closener wäert duerno méi am Detail op déi zwou éischt agoe mam Fokus op Kanner a Jugendlecher.

Ech wëll virun allem déi wichteg, awer nidderschwelleg Interventiounen, déi am Alldag geleescht ginn, uschwätzen, déi oft Drogenofhängeger cibléieren, déi scho seriö Problemer gesondheetlecher Natur hunn. Dass der vill keng Wunneng hunn, ass oft en zousätzlechen Exklusiounsfacteur. Dofir ënnerstëtze mer, wéi effektiv och d'Fro gestallt gouf, eng Etüd zum Sans-abrisme. Mënschen, déi drogenofhängeg sinn an och an der Beschafungskriminalitéit sinn, cumuléiere ganz oft eng Rei Problematiken: déi vum Logement, déi vun de Finanzen, déi vun der Gesondheet inklusiv der mentaler Gesondheet, déi vun der Famill, déi vun der Justiz, déi vun der Aarbecht, déi vum Emploi. Dat sinn also vulnerabel Mënschen an et schéngt mer wichteg, hinnen eng sozial adequat Couverture ze ginn. An deem Kontext ass et dann och wichteg, déi Projete wéi den Housing First mat differenzéiertem Encadrement och kënne weider auszebauen, an dat soll och kënnen dezentral gemaach ginn, fir dass am Fong déi Leit och erëm de Wee zréck an d'Mëtt vun der Gesellschaft fannen.

Wat déi nidderschwelleg Drogenhëllef ugeet, hu mer op der éischter Plaz virun allem den Abgrigado, deen eng ganz Rëtsch Servicer ubitt an dee, mengen ech, eng exzellent Aarbecht leescht, dat muss ech hei soen. An dovunner konnt meng Fraktioun sech am Kader vun enger Visitt an och an Diskussioune mat de responsabele Mataarbechterinnen a Mataarbechter iwwerzeegen.

Fir d'LSAP ass et kloer, dass d'Offer ausgeweit an dezentraliséiert muss ginn. Eng Trennung an Auslagerung vu verschiddenen Offere vum Abrigado an zousätzlech Strukture sinn an eisen Aen néideg, mee awer éischter a klengen Unitéiten. Ech mengen, do ass et preferabel, fir effektiv och eng besser Reinsertioun an e besseren Encadrement kënnen ze maachen, notamment och bei der Substitution de bas seuil, déi een dann och do kann deementspriechend ubidden.

Et gëtt bei esou Ariichtungen awer och, an dat mierkt ee jo och an der Stad, ëmmer e gewëssent Spannungsfeld tëschent der Gesondheetspolitik, déi do gemaach gëtt, an der kommunaler Ordnungspolitik. A mir sinn och d'accord, dass een esou Strukturen esou sozial verträglech wéi méiglech gestalte soll.

Mir kënnen awer och iwwer mobill Strukturen - firwat net - nodenken, zum Beispill e mobille Konsumraum, deen och Berodung ubitt. Esou Beispiller gëtt et zu Montreal, zu Barcelona, zu Berlin, zu Köln. Esou mobill Strukture ginn och vläicht - do kann ee sech d'Fro vläicht och stellen! - besser akzeptéiert, och wa se just eng Ergänzung zu feste Strukture kënne sinn. Hei sinn natierlech d'Gemenge gefrot, fir eng konstruktiv Roll ze spillen.

An als LSAP ënnerstëtze mer natierlech och den Ausbau vum Netzwierk vu Streetworker, déi um Terrain aktiv sinn an déi och do eng wäertvoll Aarbecht maachen. An et ass grad esou wichteg, dee ganze Volet vun de Kueren, de Cures de désintoxication, dee ganze Sevrage an de Spideeler wéi awer och d'Traitementer an d'Therapieméiglechkeeten, wéi gesot, auszebauen. An och do ass et wichteg, dass déi Concernéiert sozialverséchert sinn, fir hinne justement hir Traitementer an och hir Behandlungen esou einfach zougänglech kënnen ze maache wéi méiglech.

Här President, jo et gëtt de Sozialisten heiansdo nogesot, si hätten et net esou mat der Repressioun. Mee dat ass wäit gefeelt. Mir gesi se als essenziell un, ganz kloer, zesumme mat enger effikasser, penaler Poursuite vun der Police a vun der Justiz. Mee mir wëlle se do geziilt asetzen, wou se den Ënnerscheed mécht an net onnéideg ass. Esou denke mer, dass reng repressiv Mesurë géint Suchtkranker kontraproduktiv sinn a si weider an en Däiwelskrees stierze kënnen, aus deem se weider schwéier erauskommen.

Esou denke mer, dass mer resolutt géint organiséiert Kriminalitéit an hir Reseaue solle virgoen, fir d'Offer ze reduzéieren, fir systembedéngte Strofdoten ze minimiséieren. An do ass natierlech och d'Strofmooss, d'Reform vum Strofmooss - dat ass och virdru vu menge Virriedner ugeschwat ginn - e wichtege Punkt, och, fir hiren Afloss am ëffentleche Raum ze ënnerbannen. An hei spillt natierlech d'Police wierklech eng Haaptroll, eng repressiv Haaptroll, nieft der Preventioun, déi se mécht, awer och eise Justizapparat. Mir begréissen dofir, dass och déi lescht Jore sech eppes um Niveau vun den Effektiver gedoen huet an och weider deet, fir mëttelfristeg eng méi staark Polizeipresenz um Terrain ze assuréieren. Dat ass a bleift fundamental wichteg an der Drogebekämpfung.

Wann een awer iwwert den Tellerrand vu Lëtzebuerg erauskuckt, ass a wäert d'international Kooperatioun vu grousser Wichtegkeet bleiwen, well d'Reseaue sech transnational organiséieren.

Mir begréissen och, dass d'Police an awer och d'Douane reegelméisseg an esou Operatiounen agebonne ginn, zum Beispill d'Operatioun Hazeldonk, déi Enn Mee duerchgefouert gouf. Dat, mengen ech, kann zum Kampf géint organiséiert Kriminalitéit bäidroen. An do ass et natierlech och wichteg, dass d'Police déi néideg Mëttelen zur Verfügung huet.

Mee wa mer awer och nei reng repressiv Mesuren aféiere wëllen, déi d'Police ausféiere soll, dann ass et awer och an eisen Ae gläichzäiteg wichteg, an d'Preventioun an a sozial Begleetmesuren ze investéieren an och Méiglechkeete ze schafen, fir déi concernéiert Leit ze stabiliséieren, hinnen och Strukturen unzebidden, wou se kënne weider Suchttherapië maachen. Si mussen nohalteg sinn um Niveau vun hiren Interventiounen.

Mir fannen et d'ailleurs och gutt an der Praxis, dass ugeeënd Polizisten am Kader vun hirer Ausbildung den Abrigado besichen, fir eng zousätzlech Perspektiv ze kréien, wat d'Drogeproblematik an och d'Drogekriminalitéit ugeet, fir do eng Gesamtheet, e Gesamtbild, ze gesinn, och wann dat net onbedéngt hir primär Aufgab ass.

Och a Saachen Immigratioun kënne mer punktuell agéieren, d'Virriedner sinn dorop agaangen. Mee eppes ass kloer: Et ass net an éischter Linn an net nëmmen e Problem vun der Immigratioun, well sech illegal hei am Land ophalen, ass nach bei Wäitem laut dem Code pénal kee Crime. Mee et soll een natierlech weider dru schaffen op europäeschem Niveau, dass d'Eloignementer besser ausgefouert kënne ginn.

Ech hunn et virdru schonn ugeschwat: Eng performant Justiz ass en integranten Deel, fir d'Drogekriminalitéit ze bekämpfen. Si soll en dissuasiven Effekt hunn, en Effet hunn um Quota vum Strofmooss, dee geschwat gëtt. An et soll awer och un alternativ Strofe geduecht ginn, déi effektiv de Code pénal an déi verschidde Gesetzer virgesinn, mat engem therapeuteschen a sozialen Usaz, d'Injonction thérapeutique, do, wou et effektiv Sënn mécht.

Och kéint een, an an der Note interministérielle gouf et ugeschwat, op de Wee goen, fir d'Retentiounsperiod vum Mandat d'amener a vum Mandat d'arrêt ze verlängere vu 24 op 48 Stonnen. Mee wann een dat mécht, muss dat am Kader vu klore rechtsstaatleche Prinzippie sinn; déi musse ganz kloer garantéiert bleiwen. An an dësem Kontext bleift natierlech och de Parquet e wichtegen Acteur. Deen huet Mesuren, déi zu senger Dispositioun stinn am Kader vun der Opportunité des poursuites an op déi en zréckgräife kann.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'Note interministérielle war eng wichteg Initiativ, fir all déi pertinent wichteg Acteure beieneenzebréngen. Dësen Elan soll een notzen, fir sech besser opzestellen an der Drogebekämpfung a fir d'Drogekriminalitéit besser an de Gréff ze kréien. Dat heescht awer och, dass an eisen Aen déi néideg budgetär Mëttelen, fir verschidde Mesuren ëmzesetzen, och zur Verfügung gestallt musse ginn. Et geet an eisen Aen awer net duer, dass all Acteur eenzel an aleng seng Problemer uschwätzt, mee dat muss gesamtheetlech gemaach ginn, an och alleguerten d'Associatiounen aus dem Zivillberäich wéi och d'Gemenge musse mat an d'Boot geholl ginn.

An ech mengen, do kann ee sech effektiv och un aneren europäesche Stied inspiréieren, sech och mat deenen austauschen, well Lëtzebuerg jo bei Wäitem net eleng ass mat dësem Problem, virun allem duerch seng Taille an och, well mer wëssen, dass an anere Stied an anere Länner d'Drogekriminalitéit méi ausgeprägt ass. Do gëtt et och en europäesche Forum vun de Gemengen, déi um Niveau vun der Bekämpfung vun der Drogekriminalitéit aktiv sinn, preventiv a repressiv, European Forum for Urban Safety, un deem kann ee sech roueg inspiréieren.

Ofschléissend, als LSAP wäerte mer jiddefalls eis proaktiv weider do mat abréngen, wou et néideg ass. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Biancalana. An nächst Riedner in ass d'Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Diskussioun ronderëm d'Sécherheet zu Lëtzebuerg begleet eis jo elo schonn zënter enger Zäitchen an huet och scho fir déi eng oder aner e bësselche méi hëtzeg Diskussioun gesuergt.

Den 11. Mäerz hu mer zum Sujet vun der Sécherheet am ëffentleche Raum schonn eng Heure d'actualité geféiert, wou mer d'Méiglechkeet haten, de Sujet graff unzeräissen, wat awer nëmmen e Virgeschmaach war op den Dag vun haut, wou mer dann awer elo d'Geleeënheet hunn, eis méi am Detail a méi strukturéiert ressortiwwergräifend mam Sujet ze befaassen.

Natierlech, keen hei bestreit, dass mer och bei eis zu Lëtzebuerg Hotspots hunn, wou et e méi héicht Opkommes vu Kriminalitéit gëtt a wou d'Auswierkungen an de soziale Misär ronderëm d'Drogeproblematik besonnesch ervirstiechen. A well besonnesch d'Stad Lëtzebuerg den Zentrum vun engem grenziwwerschreidende Ballungsraum ass, zéie mer hei net just klassesch Frontalieren un, mee och Leit, déi mat manner legitimmem Hannergrond bei eis kommen.

Anerersäits, an dat wéilt ech awer och virewech soen, sollte mir awer och net aus dem Bauch eraus reagéieren an de Problem méi schlëmm duerstellen, wéi en ass, well dat géif eis och an eise Léisungsusätz op falsch Piste leeden. Mir musse faktebaséiert schaffen an eis op Basis vun de Statistiken an och der soziologescher Analys no eis Strategie ginn.

An ech mengen, et ass och wichteg, direkt am Ufank ervirzesträichen, dass mer zu Lëtzebuerg awer an engem vergläichsweis séchere Land liewen an dass contrairement zu deem, wat oft gesot gëtt, d'Zuelen iwwert déi lescht Joren net esou an d'Luucht gaange sinn.

Hescht dat, dass mer eis roueg zréckleene kënnen? Nee, natierlech net, engersäits well et natierlech och Kriminalitéit gëtt an déi soll och un der Wuerzel ugepaakt ginn, anerersäits awer och, well duerch d'Drogeproblematik, egal wéi grouss oder kleng se ass, ëmmer Schicksaler vu Leit an der Detresse dohannert stiechen an et natierlech wichteg ass, do esou gutt et geet, Hëllef ze leeschten. An zulescht natierlech, well et och e Salubritéitsproblem ass an d'Leit, déi ronderëm déi sougenannten „Hotspots" wunnen a schaffen an am Alldag virun der Hausdier domat konfrontéiert sinn, et verdéngt hunn, a Sécherheet ze liewen.

Et bréngt awer näischt, ëmmer nëmmen no der Police ze ruffen a méi Moyene fir d'Police ze fuerderen, well d'Police gräift natierlech ëmmer nëmmen dann an, wann et eigentlech schonn ze spéit ass. Wann d'Police bis gefrot ass, bedeit dat am Fong geholl, dass déi Etappe virdrun net gegraff hunn.

Dofir musse mer endlech eng méi equilibréiert a ganzheetlech Approche unhuelen. De Fokus dierf net just op der Repressioun leien, mee eebe vill méi op der Preventioun, fir ze verhënneren, dass déi Mënschen, déi mer haut hei virfannen, an den Däiwelskrees vun der Drogenofhängegkeet an engem ganz onstabillen Ëmfeld geroden.

Am Idealfall gräifen d'Zännrieder vun der Gesondheetspolitik, der Sozialpolitik, der Educatioun, der Justiz an der Sécherheetspolitik per-

fekt anenaner. An et war och an där Optik, wou de viregte Policeminister François Bausch am Juni 2020 e Comité interministériel an d'Spill bruecht huet, dee sech eebe méi holistesch sollt mam Sujet befaassen. An dat war awer och en Exercice, dee bis elo nach ni gemaach ginn ass. Dee sollt sécherstellen, dass sech iwwert déi verschidde Ressorten ewech op eng kohärent an zilorientéiert Politik an der Fro ronderëm d'Drogekriminalitéit gëeenegt gëtt.

Déi Nott ass also keen Hëllefsruff, mee se bitt e kohärente Léisungsusaz. Ënnert dem Lead vum Ministère fir bannenzeg Sécherheet an dem Minister Henri Kox sinn déi Aarbechten elo iwwert déi lescht Méint finaliséiert ginn a goufen an enger Note interministérielle kompiléiert.

Dës Nott gëtt eis elo e gudden Iwwerbléck iwwert déi aktuell Situatioun, an dat aus der Perspektiv vun de verschiddenen implizéierten Acteuren. Se gëtt eis awer och iwwert déi verschidden Demarchen, déi schonn an d'Weeër geleet gi sinn, e gudden Iwwerbléck souwéi och Pisten, déi mer suivéiere kënnen, fir der Problematik entgéintzewierken.

Wat eis dës Nott elo schwaarz op wäiss virun Ae bruecht huet, ass, dass d'Problematik ganz komplex ass. Se couvréiert eng Partie Ressorten, vun der Santé iwwert d'Immigratioun bis eriwwer an de Volet judiciaire, an et geet eeben och kloer aus der Nott ervir, dass - wéi och elo schonn esou oft gesot - d'Police eleng d'Drogeproblematik am Land net kann an de Grëff kréien.

Mir mussen also all d'Acteure responsabiliséieren, um nationalen, awer och um kommunale Plang. Dës Nott, och wa se natierlech net a Stee gemeesselt ass an evoluéiere wäert, ass en éischte wichtege Schratt a Richtung vun enger kohärenter Politik iwwert d'Ressorten ewech, ugefaange mat der Aarbecht, déi um Niveau vun der Police gemaach gëtt. D'Drogeproblematik ass natierlech just een Deel vun der Policeaarbecht, awer e wichtegen, deen och prioritär behandelt gëtt.

D'Police mécht do ganz kloer hir Aarbecht an dat weist sech och an de Statistike vun der Bekämpfung vun der Drogekriminalitéit an den Drogenaffären. Hei gëllt dann awer och: Wat d'Police méi schafft, wat d'Drogestatistiken natierlech och méi an d'Luucht ginn!

Fir der aktueller Situatioun gerecht ze ginn a fir besonnesch op déi méi speziell Situatioun vun der Stad Lëtzebuerg an de Quartiere Gare a Bouneweg anzegoen, ass och reagéiert ginn. D'Policepresenz ass verstäerkt gi mat engen 30 zousätzleche Polizisten, déi do agesat gi sinn. Ausserdeem ass um Niveau vun der Reorganisatioun vun der Policeaarbecht geschafft gi mam Projet Remise/Reprise, deen et erlabe soll, eng méi effizient Presenz um Terrain ze erméiglechen.

Zur Effizienzsteigerung gehéiert och d'Digitalisatioun, déi elo konsequent virugedriwwe gëtt. Allgemeng geet et natierlech och drëm, d'Polizeipersonal ze stäerken. Iwwer en neie Plan de recrutement ass jo schonn oft geschwat ginn. Iwwer 600 weider Polizisten an 240 Zivilisten op dräi bis véier Joer mat enger 200 neie Rekruten, déi ab dësem Joer schonn ausgebilt ginn.

An net ze vergiessen, dass och d'Reform fir d'Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux eng Entlaaschtung fir d'Police wäert bedeiten, vu dass hei och e Genre Service de proximité wäert ugebuede ginn.

Wat d'Kameraiwwerwaachung, also VisuPol, ubelaangt, do hu mer de Projet de loi jo elo ganz rezent gestëmmt, wou dësen Outil, deen natierlech och just en Deel vun der Léisung ka sinn, endlech eng zolidd legal Basis kritt huet. Virun allem ass elo séchergestallt, dass d'Kameraiwwerwaachung an e Gesamtkonzept agebett ass a just punktuell do an den Asaz kënnt, wou et och Sënn ergëtt an och nodeems all aner Moossnamen op deene Plaze sech als net effikass erwisen hunn.

Am Bezuch op d'Drogeproblematik an d'Beschafungskriminalitéit ass et virun allem evident, dass Kameraen eleng net duerginn, fir de Problem ze reduzéieren. Dës Kriminalitéit gëtt et do, wou eng Demande ass. Et ass also evident, dass, wa mer hir wëlle lassginn, mer à la base d'Demande an de Grëff kréie musse.

Wat den Accès zu den Entréesdieren ubelaangt, do ass de Projet de loi an der Maach. Well, wéi gesot, d'Police setzt alles drun, fir hirem Deel vun der Responsabilitéit gerecht ze ginn a villes ass schonn an d'Weeër geleet ginn. Allerdéngs hänkt hir Aarbecht och vu villen anere Ramebedéngungen of an do kommen dann eeben och eng Rëtsch aner Acteuren an d'Spill. An do si mer als Alleréischt emol bei der Ursaachebekämpfung, well weeder Repressioune um Niveau vun der Police nach um Niveau vu private Sécherheetsfirme bidden e Léisungsusaz.

D'Policeaarbecht, déi fënnt statt ganz um Enn vun der Léisungsketten. An dofir muss d'Preventiounspolitik ganz konsequent ugaange ginn.

A wa mer soe Preventioun, da fänkt dat mat deene ganz Jonken um Niveau vun der Educatioun schonn un: Sensibiliséierung an der Schoul, der opsichender Jugendaarbecht, mee och via d'Elteren. Déi Jonk staark maachen an hir sozioemotional Kompetenzen opbauen, dat si wichteg Elementer hei derbäi.

Stéchwuert Bien-être bei de Jonken: Wie sech wuel fillt a senger Haut, wie sech auszedrécke weess, wann e sech net gutt spiert, wien e gesonden Ëmgang zu sech a sengem Kierper huet, dee ka sech och méi gesond entwéckelen a Standfestegkeet opbauen.

Schonn an der Primärschoul soll ugefaange gi kloerzemaachen, wat Suchtverhalen ass, wat Droge sinn a wat d'Risiken dovunner sinn, natierlech ëmmer erëm altersgerecht opgebaut. Well och hei gëllt: Wou d'Demande à la base net do ass, hëlt d'Offer an déi domat verbonne Problematik vun der Drogekriminalitéit of.

Dofir ass et immens wichteg, dass Ufäng fréi erkannt ginn, d'Alarmklacke beim Ëmfeld schnell lauden an dass et jugendcibléiert Strukture gëtt, déi dann aktiv ginn, wann et nach net ze spéit ass.

Mee mir wëssen alleguer: Dat grad Gesotent geléngt eis net ëmmer. Mir schwätzen do vu schwierege Situatioune vu Mënschen, déi an der Prekaritéit liewen, déi drogesüchteg sinn an déi fir d'alleréischt emol krank sinn, ier se eventuell kriminell ginn. Fir si sinn an éischter Linn adaptéiert Strukturen an Encadrement néideg. An dobäi wéilt ech och umierken, dass net all Drogenofhängegen oder Obdachlosen automatesch e Kriminellen ass. Ech mengen, et ass wichteg, dat och reegelméisseg ze rappeléieren.

An domadder si mer beim soziale Volet. Deen hei auszeklameren, well een d'Problemléisung an der Policeaarbecht gesäit, dat wär eiser Meenung no einfach farlässeg. Dofir musse repressiv Aktiounen ëmmer och vu preventiver sozialer Aarbecht begleet ginn, och fir déi sozial Ausgrenzung unzegoen. Hei si Streetworker gefrot, am beschten där mat zolitten interkulturelle Kompetenzen, déi aktiv um Terrain op d'Leit duerginn an esou gutt et geet mat hinne schaffen. Hei sinn och Ulafstelle gefrot, wou déi concernéiert Leit gutt encadréiert ginn a wou se sech a Sécherheet spiere kënnen. Dozou gehéieren och Hëllefsangeboter fir Fraen, déi an der Prostitutioun schaffen, wou se berode ginn a wou hinne gehollef gëtt, fir den Ausstig aus der Prostitutioun ze packen.

Allgemeng gëllt: Mënschen, déi opgrond vu prekäre Liewensëmstänn oder Schicksalsschléi an d'Drogesucht ofgerutscht sinn, déi brauchen Hëllef an Opfangstrukturen. An do brauche besonnesch d'Fraen och separat Strukturen, esou wéi elo och den Halte de nuit fir Fraen, dee vun der Caritas an der Stad bedriwwen an encadréiert gëtt.

Mee och déi méi eeler Populatioun op der Strooss brauch adaptéiert Strukturen. Dofir ass dee Projet fir eng Maison de soins fir eng alternd Populatioun esou ervirzesträichen, well e 45-Järegen, deen an der Prekaritéit lieft oder ofhängeg ass, deen ass kierperlech méi schnell gealtert a brauch eventuell schonn Hëllef, déi soss just enger eelerer Populatioun virbehalen ass. Dee kann awer elo net schonn an en Altersheem goen. Also ass et gutt, dass dëst elo an Ugréff geholl gëtt.

Als ganz wichteg gesi mer och déi Offer ronderëm de sougenannten Housing First. Et handelt sech heibäi ëm eng nidderschwelleg Offer, wat näischt aneres heescht wéi dass Mënschen Accès zu dignem Wunnraum kënne kréien, ouni virdrun x Krittäre mussen ze erfëllen. Prioritär ass bei dëser Offer, d'Sans-abrisen erëm zréck an e reguläert Liewen ze kréien, hinnen hir Dignitéit zréckzeginn, an dat alles, andeems een hinnen als Alleréischt erëm e séchert Doheem bitt, fir da mat hinnen de Rescht unzegoen. Esou kréie si en Auswee aus dem Misär gewisen a kréien e reegelméissege soziopedagogesche Suivi, deen hire Besoinen no ugepasst ass.

An do ass et jo och net, wéi wann nach iwwerhaapt keng Offer géif bestoen. Se geet aktuell nëmmen net duer a se ass och ze vill konzentréiert, wat eng Integratioun an eng adequat Prise en charge vun de concernéierte Leit och erëm erschwéiert. Dat solle jo och keng Massestrukture sinn, mee kleng Wunnunitéite mat deem néidegen Encadrement. Experte schwätze vum Dräifachen un Angebot, wat néideg wär, fir der Demande nozekommen.

An hei schwätze mer dann och vun enger Dezentraliséierung an zwar net just ënnerhalb vum Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, mee och an anere Gemengen. Dofir ass et wichteg, dass och aner Gemengen encouragéiert ginn, fir an deem Beräich eng Offer ze schafen.

An ier elo eng gréisser Angscht opkënnt: Déi „Housing First"-Bewunner sinn am grousse Ganze ganz normal Leit, déi kaum Problemer maachen. Wann do bis en uerdentleche Suivi ass, da leeft dat no den Informatiounen, déi mer och vun der Familljeministesch kritt hunn, ganz gutt.

Eng aner Struktur, déi enorm wichteg Aarbecht leescht, ass den Abrigado, deen am Optrag vun der Stad Lëtzebuerg an dem Ministère de la Santé bedriwwe gëtt. Dëst ass e weidert nidderschwellegt Angebot, wou daagsiwwer en Accueil stattfënnt, ...

(Interruption)

A, ech hat gemengt ...

(Interruption)

Dëst ass e weidert nidderschwellegt Angebot, wou daagsiwwer en Accueil stattfënnt, wou sozial a medezinnesch Hëllef ugebuede gëtt a wou och en Drogekonsumraum derzougehéiert. Nuets kënnen obdachlos Drogekonsumenten hei ënnerkommen.

Bon, ech brauch den Abrigado elo net méi am Detail virzestellen, mee den Abrigado ass esou gesinn eng Erfollegsgeschicht mat Virbildcharakter. Nëmmen, och hei ass de Problem vun der Konzentratioun vun der Offer. Den Abrigado kann trotz der Initiativ vun der Stad Lëtzebuerg, fir d'Ëffnungszäiten ze erweideren, der Demande net méi gerecht ginn. An doduerch, dass sech alles ronderëm den Abrigado konzentréiert, entstinn natierlech och eng Rëtsch Problemer, déi och d'Awunner aus deene Quartieren esou net méi akzeptéiere kënnen. Souwuel fir d'Clientë vum Abrigado, awer och fir d'Personal, dat do schafft, sinn déi aktuell Zoustänn kaum nach auszehalen.

Hei ginn all Dag bis zu 200 Leit empfaangen, optimal wären et der 50. Och hei misst also dréngend dezentraliséiert ginn, an hei och erëm souwuel um Niveau vun der Stad wéi awer och uechtert d'Land. Och mussen d'Fonctioune vum Drogekonsum sur place an dem Foyer de nuit getrennt ginn. Positiv ass op alle Fall scho mol d'Ukënnegung vun der Stad Lëtzebuerg, e Genre Abrigado fir Fraen op d'Been ze stellen.

Wat awer elo de kommunalen Niveau ubelaangt, do kënnen a sollen d'Gemenge léisungsorientéiert mat all den Acteuren zesummeschaffen, fir ze hëllefen, iwwer Land weider Hëllefs- an Encadrementsstrukturen opzebauen. Dat ass wichteg. Mee ech mengen, mir däerfen eis awer och näischt virmaachen. Och wann aner Gemengen hiren Deel zur Léisung bäidroen, an dat solle se maachen, wäert sech de Gros vun der Consommatioun awer nach ëmmer an der Stad ofspillen.

Och wann elo zu Esch en Drogekonsumraum besteet, heescht dat net, dass den Drock op d'Strukturen am Garer Quartier domadder spierbar manner gëtt. Et ass jo net esou, dass d'Stad wéinst senger Offre bas-seuil esou attraktiv ass an dofir sech de Gros an der Stad konzentréiert, mee eebe well et eng Haaptstad ass, wou alles zesummekënnt. An op Basis vun deem Besoin ginn um Territoire vun der Stad eebe vill méi Strukture gebraucht, wéi dat soss éierens am Land de Fall ass.

An d'Stad Lëtzebuerg huet, wéi gesot, schonn esou munch Initiative geholl a kuckt am Alldag op den ënnerschiddlechsten Niveauen, hirer Responsabilitéit nozekommen.

Une voix.- Merci.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Wat awer e Constat ass … Et ass gär geschitt!

Wat awer e Constat ass, dat ass, dass ënnerhalb vum Territoire vun der Stad e Mangel un dezentraliséierte Strukture besteet an do misst dringend nogebessert ginn, och fir den Drock ronderëm den Abrigado erofzesetzen.

Déi besteeënd Offer ze dezentraliséieren an auszebaue geet awer net duer. Mir musse weider un der Prise en charge vu Leit mat enger Sucht schaffen. De Sprëtzenaustausch- an och de Methadonprogramm mussen ausgebaut an esou méi accessibel gemaach ginn. Well och hei: Wie seng Sucht ka mat legale Mëttele befriddegen, deen drosselt d'Demande schonn emol um Drogemarché.

Wa mer da scho bei der Stad respektiv dem kommunale Plang sinn, da wollt ech awer och nach emol kuerz op dat agoen, wat d'Gemenge kënne maachen um Niveau vum Urbanismus. Och dat ass nämlech eng punktuell preventiv Moossnam, vu dass duerch geziilt urbanistesch Mesuren däischter Ecke kënne verschwannen an d'Stroossen esou méi sécher gemaach ginn.

Ausserdeem ginn d'Bierger esou och encouragéiert, Plazen, déi se virdrun als onsécher oder bedrolech empfonnt hunn, erëm ze notzen. Duerch eng erhéicht Attraktivitéit vum ëffentleche Raum gëtt een de Mënschen dee Raum also zréck an d'Liewen an de concernéierte Quartiere gëtt erëm gestäerkt.

Bon, elo hunn ech mech relativ vill mam Volet vun der Preventioun beschäftegt an ech sinn dervun iwwerzeegt, dass dat och net verkéiert ass. Preventioun erspuert vill Leed, stäerkt den Zesummenhalt an der Gesellschaft a gëtt ënnert dem Stréch och méi gënschteg. An trotzdeem komme mer natierlech net derlaanscht, eis och déi néideg Moyenen um Niveau vun der Repressioun ze ginn.

Wat d'Police ubelaangt, do war ech jo am Ufank scho relativ vill drop agaangen, mee et ass eeben net just d'Police. Och d'Justiz an d'Immigratioun sinn hei concernéiert. An och si hu sech aktiv un der Elaboratioun vun dëser Nott bedeelegt.

Wat d'Immigratioun ubelaangt, musse mer einfach festhalen, dass et keng einfach Léisunge gëtt. A virun allem muss eppes als Alleréischt kloergestallt ginn: Net all deboutéiert Leit, déi an enger irregulärer Situatioun hei sinn, sinn automatesch Kriminneller. Mir sollten dréngend ophalen, permanent deen Amalgamm ze maachen. Trotzdeem, an dat hu mer jo och esou duergeluecht kritt, gëtt et do Problemer um Terrain, déi eng effizient Policeaarbecht deels erschwéieren.

Fakt ass, dass déi meescht vun deenen, déi hei opfalen, keng Demandeure bei eis am Land sinn. Si hunn entweeder en Titre de séjour oder sinn Demandeur an engem anere Memberstaat. An dofir hu mer do och um Niveau vun der Friemepolizei einfach manner Méiglechkeeten.

Déi aner Saach ass de Centre de rétention a seng Capacitéiten. Déi sinn nämlech grad duerch d'Pandemie halbéiert ginn. Erschwéierend kënnt derbäi, dass an Zäite vun der Pandemie den Eloignement nach méi schwéier ass, well et u Volle feelt oder well d'Transitbestëmmunge wéinst Covid et net erlaben.

An natierlech brauch een och eng Perspective d'éloignement, fir an de Centre de rétention ze kommen, well de Centre de rétention ass natierlech net derfir geduecht, fir d'Leit alt emol vun der Strooss ze huelen. An et ass natierlech och keen zweete Prisong.

Hei ass et also engersäits wichteg, iwwert d'Plaz am Centre de rétention ze schwätzen. Anerersäits ass et awer och wichteg, bilateral Readmissiounsaccorden ze negociéieren an och ze kucken, d'Zesummenaarbecht op EU-Niveau ze verstäerken, fir dass d'Expulsioune vun de concernéierte Leit kënne stattfannen. Mee esou einfach ass dat leider net, well mer hei och ofhängeg si vun de Pays d'origine, déi net ëmmer immens gutt hei matschaffen.

Dann hu mer och an der Praxis Fäll vu Leit, déi mat méi wéi engem Pass an der Täsch ënnerwee sinn, wouduerch et net einfach ass, se ze identifizéieren. Fir deem entgéintzewierken, muss een d'Méiglechkeet hunn, fir op eng biomeetresch Identifikatioun zréckzegräifen. Hei feelt et awer un enger legaler Basis. Dofir ass et wichteg, an dat ass och eng international Demande, dass mer hei e klore Kader schafen, deen natierlech och muss am Aklang mam Dateschutz stoen.

Net zulescht musse mer dann och iwwert den ominéisen Artikel 142 vum Gesetz vun 2008 iwwert d'Libre circulation schwätzen. Hei ass duerch d'Nott däitlech ginn, dass et verschidden Interpretatioune gëtt, wat den Eloignement ubelaangt, wat eng kloer Definitioun heivunner néideg mécht.

Loosst mech zum Schluss just nach ganz kuerz op de Volet vun der Justiz agoen. Do ass eppes à la base wichteg: D'Justiz muss all d'Bierger d'selwecht traitéieren. Et kann net einfach jiddereen, dee festgeholl gëtt, op Schraasseg geschéckt ginn, wann d'Konditioun fir eng Verurteelung net erfëllt ass. Wann et u Beweismaterial feelt, da kann een eng Persoun net einfach esou an de Prisong stiechen - Stéchwuert: État de droit.

A wa mer soe Justiz, dann denken ech awer och un de Sujet vum Gardiennage. Hei ass scho vill driwwer geschwat ginn. A wat kloer ass, dat ass, dass privat Sécherheetsfirme laut dem aktuelle Gesetz net patrouilléieren dierfen. Dat ass fir eis Gréng och net gewollt, well de Gewaltmonopol an de Schutz vum ëffentleche Raum fir eis kloer bei der Police läit.

Wat awer och däitlech ginn ass, dat ass, dass d'Gardiennagegesetz net prezis genuch ass, wat eeben derzou geféiert huet, dass et verschidden Interpretatiounen dovunner gi sinn. Hei muss nogebessert ginn. Dofir huet d'Ministesch Sam Tanson jo och ugekënnegt, dass dëst Gesetz op de Leescht geholl gëtt.

Op Basis vun all deem heiten an der Unerkennung vun der Tatsaach, dass hei all d'Zännrieder mussen anenanergräifen, deposéieren ech dann och hei am Numm vun de Majoritéitsparteien eng Motioun, déi genee dat erëmspigelt a konkreet Fuerderungen an deem Sënn opstellt.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- vu la motion du 11 mars 2021, adoptée lors de l'heure d'actualité au sujet de l'organisation de la sécurité publique du 11 mars 2021 ;

- considérant la complexité de la problématique de la criminalité liée aux stupéfiants et la multitude d'acteurs engagés intervenant à différents niveaux et à différents stades ;

- considérant que les solutions à apporter devront englober aussi bien la prévention de la toxicomanie, l'encadrement des personnes vulnérables que la répression des infractions, et qu'il serait réducteur

d'attribuer la responsabilité de la recherche de solutions à un seul acteur ;

- soulignant que seule une approche holistique engageant les différents intervenants sur les plans relevant de leur mission permettra d'accompagner ce phénomène et d'en atténuer les retombées néfastes ;

- saluant dans ce contexte toutes les mesures et initiatives déjà entreprises par les différents acteurs sur le terrain ;

- saluant dans ce contexte les travaux du groupe interministériel menés par le Ministère de la Sécurité intérieure et réunissant tous les acteurs, qui ont donné lieu à la note dressant l'état des lieux sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à élaborer des stratégies transversales en matière de prévention et de répression concernant la criminalité liée aux stupéfiants, tout en tenant compte du plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires ;

- à encourager les différents acteurs gouvernementaux concernés ainsi que les communes à poursuivre les travaux sur la base des constats dressés lors des commissions parlementaires jointes afin d'aborder la problématique dans sa globalité et en profondeur ;

- à mettre en œuvre d'ores et déjà certaines solutions identifiées et proposées dans la note interministérielle et lors des commissions parlementaires jointes, qui permettent de faciliter le travail des personnes sur le terrain et d'améliorer la sécurité, à savoir :

• une augmentation de l'offre en matière de traitements thérapeutiques et postthérapeutiques ;

• l'augmentation des capacités hospitalières pour des cures de désintoxication pour les personnes toxicodépendantes et le développement de traitements de la toxicomanie par substitution ;

• la décentralisation des structures et la séparation, le cas échéant, des différentes offres bas-seuil se trouvant dans une même structure en vue d'optimiser la prise en charge directe des bénéficiaires et d'améliorer les conditions de travail des équipes encadrantes ;

• la mise en place d'un lieu de consommation supervisée mobile ;

• le développement des offres de prévention existantes, notamment pour les populations jeunes, dans le sens d'une prévention holistique visant le bien-être et le développement des compétences socio-émotionnelles des jeunes ;

• le développement des programmes de prévention existants qui ciblent la population jeune, d'analyser l'opportunité de rendre obligatoire les concepts d'intervention de détection précoce au sein des lycées et d'adapter les stratégies de communication par le biais des nouvelles technologies de l'information ;

• étudier la mise en place d'un centre thérapeutique pour mineurs toxicomanes ;

• l'augmentation du nombre de streetworkers ayant entre autres des compétences interculturelles nécessaires pour intervenir efficacement ;

• le développement de l'offre pour femmes enceintes présentant des troubles addictifs, les jeunes mères toxicodépendantes et les nouveau-nés de mères toxicodépendantes ;

• l'augmentation de places disponibles pour femmes en matière d'offres contre l'exclusion sociale, y compris des logements ;

• le développement des offres « outreach », à l'instar du programme MOPUD/Xchange ;

• une meilleure prise en charge des « bodypackers » en augmentant les espaces dédiés à cet effet dans les hôpitaux et la mise en service de toilettes mobiles ;

• le renforcement des efforts entrepris en matière d'encadrement de la prostitution ;

• une analyse permettant à définir des solutions concrètes en matière de réinsertion socioprofessionnelle des populations en situation de précarité ;

• le développement de l'approche Housing First ;

• le développement des capacités spécialisées pour prendre en charge et pour encadrer les usagers de drogues vieillissants ;

- à augmenter les moyens humains et matériels en faveur d'un encadrement et d'une prise en charge adaptée aux profils des délinquants, notamment le développement des structures encadrées pour délinquants en situation irrégulière et le développement des structures encadrées pour les délinquants mineurs ;

- à poursuivre les efforts envers la mise en œuvre des actions gouvernementales, formulées dans le cadre de la motion du 11 mars 2021, adoptée lors de l'heure d'actualité au sujet de l'organisation de la sécurité publique du 11 mars 2021 ;

- à présenter régulièrement à la Chambre des Députés un bilan détaillant le stade de mise en œuvre des différentes solutions identifiées, ainsi que des mesures proposées dans cette motion et celle adoptée le 11 mars 2021.

(s.) Stéphanie Empain, Dan Biancalana, Carole Hartmann.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Wëssend, dass dës Motioun déi aner Motioun vum Mäerz dëst Joer zur Sécherheet am ëffentleche Raum completéiert, fuerdere mer hei ënner anerem, dass d'transversal Strategië souwuel um Niveau vun der Preventioun wéi och um Niveau vun der Repressioun ausgeschafft ginn, dass direkt soll dermat ugefaange ginn, déi Solutiounen ëmzesetzen, déi an der Note interministérielle identifizéiert gi sinn an déi en direkten Effekt op d'Aarbecht um Terrain respektiv op d'Sécherheet kënnen hunn.

Dozou gehéieren: d'Erhéije vun der therapeutescher Offer; d'Erhéije vun de Capacitéiten an de Spideeler fir d'Detoxikatiounen an och vu Substitutiounstraitementer; d'Dezentraliséierung vun de Strukturen an domadder och d'Trenne vun den Offres bas-seuil, fir d'Prise en charge ze verbesseren; d'Schafe vun engem mobille Konsumraum; d'Preventiounsaarbecht fir d'Jugend; d'Erhéije vun der Unzuel vu Streetworkers; d'Schafe vun enger Offer fir Fraen, notamment fir schwanger Fraen, déi an der Ofhängegkeet sinn, souwéi och fir hir Puppelcher; eng besser Prise en charge vun de Bodypackers duerch eng méi héich Offer an d'Entwécklung vun den „Housing First"-Angeboter; d'Erhéijung vun de Moyene fir d'Prise en charge vu verschiddenen Typpe vun Delinquanten, notamment jugendleche Stroftäter oder Stroftäter, déi sech irregulär am Land hei befannen, a schlussendlech - an ech mengen dat ass e wichtege Punkt, well mer jo wëllen, dass mer als Chamber och weiderhin am Loop bleiwen - d'Fuerderung, dass mer reegelméisseg an der Chamber informéiert gi via aktualiséiert Versioune vun der Nott respektiv Tabloen, wou een eng Checklist kann ofhaken, déi eis dann och iwwert d'Ëmsetzung vun de verschiddene Solutioune soll um Stand halen.

Dat hei ass also fir eis absolutt keng „Alibidiskussioun", wéi haut vum Här Gloden gesot ginn ass, well genausou wéi den Effort, deen hei gemaach ginn ass, fir an enger holistescher Approche un déi Saach erunzegoen a gemeinsam d'Responsabilitéit fir d'Problematik ze iwwerhuelen ..., och dat ass keen Alibiexercice.

D'Silosdenke vun eenzelne Ministèrë bréngt eis hei net weider. Nëmmen duerch eng staark interministeriell Zesummenaarbecht a gemeinsam Verantwortung ka sech eist Land dëser Verantwortung stellen.

Dës Nott ass vläicht net ganz komplett oder net ganz à jour. Mee, wéi gesot, ass et eis all en Uleies, dass se reegelméisseg en Update kritt a keen doudegt Dokument ass. Well mir kommen net derlaanscht, de Wee, dee mer elo ageschloen hunn, och zesumme weiderzegoen.

Fir eis Gréng ass dat en enorm wichtege Punkt, well eis natierlech vill dru geleeën ass, d'Aarbecht vun der Police esou effizient et geet ze gestalten, d'Police ze stäerken, mee anerersäits se awer och net fir alles verantwortlech ze maachen, wat net richteg leeft.

Dofir engagéiere mer eis och, dës Aarbechte weiderzeféieren an de Sujet net mam Debat vun haut am Tirang verschwannen ze loossen. Well: Jo, mir wëllen, Här Gloden, an zwee Joer nach hei iwwert dës Nott schwätzen! Dir hat zwar „gefaart", mir géifen an zwee Joer nach driwwer schwätzen. Ech weess elo net, firwat een Angscht soll dovir hunn. Dir gitt jo warscheinlech net dovunner aus, dass et e Bouton magique gëtt, dee mer elo drécken an dass mer dann innerhalb vun zwee Joer de ganze Problem geléist hunn.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Et komme keng Léisungen, just eng Etüd!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Natierlech mussen a wëlle mer heirunner weiderschaffen. An deem Sënn begréisse mer och, dass d'Regierung sech engagéiert huet, heifir déi néideg Moyenen zur Verfügung ze stellen. Et ass elo un eis all, iwwert déi verschidde Ressorten ewech, iwwer eng national awer och eng kommunal Responsabilitéit, fir Léisungen a Musek ëmzesetzen, an net an eng NIMBY-Reaktioun ze verfalen.

D'Zil ass kloer: Mir mussen eng besser Koordinatioun ustriewen an déi detektéiert Problemer effizient zesummen ugoen am Sënn vun enger zilorientéierter Politik, well nëmmen esou kënne mer d'Ursaachen un hirer Wuerzel bekämpfen, Mënschen an Nout rechtzäiteg opfänken, d'Kriminalitéit reduzéieren an eis all tatsächlech an enger méi sécherer Gesellschaft zesummeliewe loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An nächste Riedner, dee scho prett ass, ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech soen och, ech sinn nach ganz ënnert dem Androck vun de Wierder, déi meng Virriednerin gesot huet. Dat war alles elo esou fromm, datt een dat awer muss e bëssen hannerfroen.

Déi éischt Constatatioun, déi ech wëll maachen, dat ass, datt mer dës Regierung zënter 2013 hunn - mir sinn 2021! Dat sinn elo aacht Joer. An da kréie mer eng Nott vun der Regierung hei presentéiert, wou mer solle Froe beäntweren, déi wierklech vu enger formidabeler Naivitéit sinn.

Si mer fir d'Zesummenaarbecht vun allen Acteuren, Staat a Gemengen, fir géint d'Kriminalitéit virzegoen? Ma natierlech! Et ass jo keen hei, deen de Contraire mengt. Si mer fir Preventiounsaarbecht? Selbstverständlech! Si mer fir Sozialaarbecht? Selbstverständlech!

Wann een esou Froe gestallt kritt, da muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat net alles ass fir ze temporiséieren. Mir ginn hei beschäftegt als Chamber fir ze soen: „Majo, natierlech, dat sinn alles gutt Saachen. Maacht emol!" An ech mengen, dat, wat d'Madamm Empain eis proposéiert huet elo an där Motioun do, dat ass warscheinlech ... Et si esou Low-Level-Saachen, déi bestëmmt och e gudden Afloss hunn, awer nach wäit, wäit dervun ewech sinn, déi Problemer hei ze léisen.

Gradesou wéi déi Fro, ob mer besser Spidolsinfrastrukture fir Bodypacker an esou weider brauchen, fir Entzéiungskueren. Selbstverständlech! Et ass jo kee Mënsch hei, deen iergendwéi géif de Contraire behaapten. Mee firwat ass déi Fro elo eréischt um Dësch? Firwat hutt Der net déi aacht Joer, déi Der elo schonn an der Regierung sidd, benotzt, fir dat alles ze maachen?! Dir hätt eis emol net musse froen, mir hätten dat doten all begréisst.

Mee et feelt u ganz anere Saachen. Et feelt emol och bei där ganzer Sozialaarbecht ... An ech wëll emol der Police an all deene Sozialaarbechter en häerzleche Merci soen, déi sech Dag fir Dag hei engagéieren, sief et am Sécherheetsberäich oder am Preventiounsberäich oder och an der Justiz, fir déi Problemer hei unzepaken. Do ass eng formidabel Aarbecht, déi geleescht gëtt.

Mee déi Leit brauchen e Konzept! Si musse sech och gehale fille vun der Regierung. Si musse sech ënnerstëtzt fille bei der Aarbecht. Bei all deene Sozialaspekter do - Heescherei, Prostitutioun, Drogen, sozialpsychologesch Fragilitéit -: Mir brauchen eng Richtung, an déi mer schaffen, e kloert Zil! An dat feelt awer. Mir musse emol kucken: Wivill Initiative gëtt et? Wat kënne mer maachen, fir d'Kooperatioun an d'Komplementaritéit do ze stäerken?

An da frot Der eis: Sidd Der fir d'Dezentraliséierung vun den Drogestrukturen? Jo, dat kann een alles maachen. Mee och dat ass eigentlech net den Haaptproblem. Mir gesinn, datt mer hei am Land eng enorm Unzéiungskraaft hu vun Drogesüchtegen och aus anere Regiounen, aus der Groussregioun. An do gëtt et Modeller, fir deem entgéintzewierken, wéi den Zürecher Modell.

Mir mussen dach higoen an an Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschregiounen och déi encouragéiere fir ze soen: „Hei kuckt, datt Der bei Iech Strukture kritt!" Mir kënne jo hei net alles packen, wat u Problemer aus der Groussregioun op Lëtzebuerg kënnt. Mir wëlle weeder all déi Süchteg unzéien, deenen natierlech muss gehollef ginn, wa se an enger Noutsituatioun sinn, nach wëlle mer déi ganz Kriminalitéit do ronderëm.

Dat heescht, och do muss een de Courage hu fir ze soen, datt d'Dezentraliséierung en Deel vun der Léisung ass, awer nach guer net déi ganz Léisung.

Dir schwätzt vun der Prostitutioun. Natierlech si mer géint d'Beschafungsprostitutioun a mir mussen deenen hëllefen, déi wéinst hirer Drogesucht an der Prostitutioun sinn. Dat ass eng Selbstverständlechkeet. Mee dat muss een awer och maachen, andeem een déi Leit stabiliséiert, andeem een drun denkt, eng Krankeversécherung fir déi Leit ze kréien.

Dat ass alles wichteg, mee dat hätt scho laang kënne gemaach ginn. Et ass awer net gemaach ginn!

Den Housing First: Ech erënnere mech u meng alleréischt, mengen ech, Interpellatioun, déi ech an dëser Chamber gehalen hu virun enger Dose Joer. Dat war iwwert deen dote Problem vun de Sans-abri an den Housing First. An ech muss Iech soen - an dofir iergert mech eigentlech déi Diskussioun -: Ech kucken, wat mer déi ganz lescht Jore gemaach hunn. Dat war e formidabelen Effort.

Logistesch a personalméisseg a finanziell hu mer onheemlech vill Strukturen opgebaut, fir Migranten hei am Land opzehuelen. Dat war e groussen nationalen Effort. An haut ginn den Här Asselborn an anerer nach vu Gemeng zu Gemeng a soen: „Hei wëllt Der eppes bauen? Mir hëllefen Iech, mir finanzéieren an esou weider." Firwat hu mer dat net gemaach fir déi sozial Fragiliséiert, déi psychologesch Fragiliséiert hei am Land. Mir hätte scho laang kënnen en änlechen Effort maachen, fir Wunnengen ze bauen! Firwat hu mer et net gemaach?!

Et feelt um politesche Wëllen! Wann Der dee Wëllen hutt fir Migranten - dat kann een diskutéieren; mir hunn do eng aner Approche -, an Dir gesitt, datt mer d'Capacitéit hunn, firwat maacht Der et net fir déi Fragiliséiert an der Gesellschaft?

Dat ass einfach net ze akzeptéieren! An et ass eng Hypokrisie doranner, well et kann een net higoen an ëmmer nëmme soen: „Hei, sidd Der d'accord?" Jo, natierlech si mer d'accord. Mee maacht et! Dir sidd an der Regierung, Dir hutt déi Méiglechkeeten, da maacht et!

Kuckt och all déi Foyeren, déi mer hunn! Ech soen Iech och als Vertrieder vun der ADR hei: Mir hunn hei ganz vill Leit an deene Foyeren, déi keen internationale Schutz méi brauchen. Ma da schéckt se heem! Well dat ganzt Asylrecht besteet jo doranner, datt mer déi Leit schützen. An et ass och gutt esou, soulaang se de Schutz brauchen. Wa se kee méi brauchen, da brauche se och net méi hei ze sinn. Majo, dann hu mer och déi Plaz - Sozialwunnengen a Foyeren an esou weider -, fir sozial fragiliséiert Leit kënnen opzehuelen.

Dir schwätzt vun der Police. An do muss ech Iech och soen: Dat ass eng Diskussioun. Dir fänkt elo u mat rekrutéieren, 2021, no aacht Joer Gambia-Regierung. Natierlech si mer dermat d'accord, datt massiv rekrutéiert gëtt. Mee och dat geet net duer!

D'Police muss sech och ënnerstëtzt fille vun der Regierung. Aktivitéite mussen ausgelagert ginn, wéi de Gefaangenentransport. Mir kënnen e SAMU social maachen. Mir kënnen d'Réckféierungen international organiséieren, vill méi, wéi mer et elo maachen. Virun allem musse mer der Police méi Kompetenze ginn - vill méi Kompetenzen, net nëmmen de Platzverweis, mee och bei den Duerchsichungen zum Beispill. Bei den Identifizéierunge musse mer kënne vill méi wäit goen, fir der Police et ze erméiglechen, hir Aarbecht ze maachen. Et geet net duer ze rekrutéieren. Déi Leit mussen och kënnen ënner anstännege Konditioune schaffen!

Mir haten eng Diskussioun iwwert d'Kameraiwwerwaachung hei viru Kuerzem. Mir hunn lech erkläert, firwat dat Gesetz eis net duergeet. Mir géifen et nobesseren. Mir hunn iwwert d'Vermummungsverbuet eng ganz aner Approche wéi Gambia. Mir si géint d'Vermummung - Dir net.

Beim Strofrecht ... Och do muss ech aus aktuellem Grond soen, datt Är Positioun net kredibel ass. Mir haten dee Skandal, datt elo e Jonken, deen 18 Joer al ginn ass, aus der Unisec entlooss gouf an dunn net an de Prisong komm ass wéinst enger Lacune am Gesetz, huet d'Madamm Tanson erkläert. Dann hätt ee jo kënnen ... Dat wousst se jo scho virdrun! Si hätt jo scho kënne virdrun hei iwwer iergendeng legislativ Moossnam ganz séier déi Dispositioun schafen, datt dat net virkënnt. Dat ass net gemaach ginn! Da seet se: „Jo, mir maachen dat elo an engem anere legislative Kontext, wa mer dat alles gekuckt hunn", an esou weider. Irresponsabel!

An deen Artikel 142, iwwert deen hei geschwat gëtt, datt een eng Strof kritt, wann een eloignéiert ginn ass aus dem Land an et kënnt een awer zréck. Och dat geet net duer. Dee Séjour irrégulier um Territoire, déi illegal Presenz am Land, dat soll selwer en Delikt sinn! Dat muss en Delikt sinn!

Dann hu mer dat och am Grëff. Da kënne mer och déi Leit hei juristesch erfaassen, wa se hei illegal am Land sinn. Et huet keen eppes hei verluer, deen illegal hei ass. Firwat solle mer dat toleréieren? Dat soll en Delikt sinn. Da kënne mer och deene Leit hëllefen a se ënnerstëtzen. Och déi maache sech deen Ableck stroffälleg. Mir brauchen net drop ze waarden, datt Leit, déi an enger irregulärer Situatioun sinn, och nach géint de Code pénal verstoussen.

Den Här Asselborn ass a méi wéi enger Hisiicht hei direkt concernéiert. E war ni an iergendenger Debatt hei am Sall, wa mer driwwer geschwat hunn. Net, wa mer iwwert d'Asylrecht geschwat hunn, well et ass jo bekannt an der Tëschenzäit, datt e groussen Deel - natierlech se net all -, mee e groussen Deel vun deenen Drogenhändler, déi mer hei am Land hunn, nun emol en Asylstatut hunn, meeschtens a Frankräich a leschter Zäit, oder mat italieneschen oder spuenesche Pabeieren hei opdauchen. Alles dat ass bekannt, et ass vill diskutéiert ginn. Den Här Asselborn war ni do!

Bei der internationaler Zesummenaarbecht zum Beispill, fir Leit zréckzeféieren - och eppes, wou säi Ministère direkt concernéiert ass. Ech mengen, d'Madamm Empain hat souguer gesot: Déi Länner schaffen dacks net mat eis zesummen, wa mer se wëllen zréckféieren. Kompetenz: Här Asselborn. Den Här Asselborn ass ni do! Dat ass net normal! Et ass net un dem Policeminister eleng oder un der Justizministesch eleng, mee och den Här Asselborn ass concernéiert an ass absolutt net in-

teresséiert, soss wär e bei deenen Diskussiounen - och haut! - hei a géif mat doriwwer diskutéieren a géif Konklusioune fir seng eege Politik zéien. Mir wären op jidde Fall do vill méi streng.

Den Unisec-Ausbau ass an eisen Aen eng absolutt Noutwendegkeet. Natierlech musse mer déi Strukturen ausbaue, wéi de Centre de rétention, d'Unisec. Dat ass eng Saach, déi mer der Sécherheet vum Land schëllegen, eise Bierger!

An natierlech brauche mer e Jugendstrofrecht. Well wann een al genuch ass, fir een ëmzebréngen, dann ass een och al genuch, fir eng Strof ze kréien! Mir haten dach elo e Fall vu Bouneweg. Dat ass dach dramatesch! A mir mussen dach och iwwer Saache schwätze wéi Gewalt an de Schoulen an esou weider. Et geet net duer, datt mer elo hei soen: „Jo, déi jonk Leit solle sech gutt fillen." Natierlech ass dat en Idealzoustand. Jo, si solle sech gutt fillen, awer wa Gewalt a Schoulen ass, wéi mer et elo ëmmer méi hunn, wat och d'Leit zum Deel demoraliséiert, d'Léierpersonal ...

Mir haten nach eng Interpellatioun viru Kuerzem iwwer: Firwat hu mer net genuch Léierpersonal? Ma dat ass ee vun deene Grënn, firwat d'Leit keng Loscht méi hunn: Well se d'Situatioun an de Schoule fäerten an zum Deel net méi Meeschter ginn.

Mir wëllen déi Problemer uspriechen als ADR a mir wëlle se och léisen. Genausou wéi déi organiséiert Heescherei. Dat ass eppes, wat aner Länner scho laang geléist hunn. Firwat brénge mir et net fäerdeg, hei déi organiséiert Heescherei an de Grëff ze kréien? Aus Mangel u politeschem Wëllen! An dat ass alles.

An Dir kënnt sécher sinn: Et ass e groussen Ënnerscheed tëschent Gambia-Politik an ADR-Politik. Bei eis géif et dat net ginn!

(Interruptions)

Et géif et net ginn! Mir géifen där Saach en Enn maachen, well et eng Exploitatioun vu Leit ass duerch aner Leit. Et ass einfach net akzeptabel vun all deenen Nuisancen - fir déi Leit, déi do iwwert d'Stroosse musse goen, emol ganz ofgesinn.

(Interruption)

Ech wëll hei resuméieren vläicht an engem Gedanken ... Et gëtt einfach e ganz kloren Ënnerscheed tëschent Parteie wéi deenen, déi hei an der Regierung am Ableck sinn, an eis.

Une voix.- Jo!

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, well mir hunn dee klore konsequenten an onverhandelbare Wëllen, fir d'Sécherheet hei am Land ze stäerken an Dir hutt deen net!

Ech soen lech Merci.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mat Ärer rietser Politik, jo.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis.

(Interruption par M. Georges Engel)

Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et ass schwéier nom Här Kartheiser.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Ech hunn et hei schonn emol gesot: De Krich géint Droge kann een net gewannen. Den exzessiven Drogekonsum ass e Spigelbild vun eiser Gesellschaft. Mir liewen an enger Konsumgesellschaft, wou et generell e Problem vum exzessive Konsum gëtt, eng Gesellschaft, déi Exklusioun produzéiert, déi Ongläichheeten an Aarmut produzéiert, also Verléierer a Gewënner.

Den Drogeproblem musse mer als gesellschaftleche Problem gesinn, als Ausdrock vun enger kranker Gesellschaft, an net als Sécherheetsproblem. Vill vun den drogekranke Mënsche refletéieren den Echec vun eiser Gesellschaft, dëse Mënschen eng Plaz ze ginn.

Et wonnert wuel keen, dass een als Lénken hei manner op repressiv Äntwerte setzt wéi op Preventioun. Repressioun ass ni eng nohalteg Léisung, well se de Problem net un der Wuerzel hëlt, och wa mir eis natierlech net ganz der Repressioun verschléissen.

Par contre, d'Preventioun versicht, de Problem un der Wuerzel unzegoen. Deemno enttäuscht sinn ech, dass an der interministerieller Nott nëmmen op dräi Säiten iwwert d'Preventioun rieds geet an awer siwe Säiten der Repressioun zegutt kommen. Derbäi kënnt, dass déi Preventioun, vun där hei rieds geet, keng Preventioun ass.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wat ass dat fir e Verständnis vu Preventioun, wann een ënner Preventioun en Inventaire vun de Strukturen a Servicer mécht, déi am Beräich vun Drogekranken täteg sinn. Déi Mënsche si jo schonn drogekrank deen Ament. Natierlech ass déi Aarbecht enorm wichteg an eiser Meenung no misst déi nach ausgeweit ginn, mee dat ass awer ëmmer nach keng Preventioun.

Wierklech Preventioun wier, wa mir eis fir d'éischt emol géifen déi Froe stellen, firwat mer dann drogekrank Mënschen hunn a firwat - mir schwätze jo hei vun Drogekriminalitéit - Mënschen aktiv ginn an der Drogekriminalitéit. Op kenger Plaz gëtt dat erwäänt an der Nott. Firwat hu Mënschen de Besoin no Drogen, no exzessivem Drogekonsum? Wéi e Besoin ass hannendru verstoppt? Eng konkreet Pist wier vläicht, esou eng Etüd bei der Uni an Optrag ze ginn.

Eent vun den Elementer, dat och ugeschwat gëtt, ass also den Housing First. Dovunner ass jo scho vill hei rieds gaangen. Dat misst och ausgeweit ginn, esou d'Iwwerleeung an der Nott. Domadder si mir natierlech averstanen. Et ass evident, dass den Housing First eng wichteg Äntwert ass, well d'Wunnen ass en existenzielle Besoin. An natierlech misst dat uechtert d'Land passéieren.

D'Wunnen ass och en éischte Schratt a Richtung Resozialisatioun. Wann de Besoin no engem Daach iwwert dem Kapp, no Schutz an no Sécherheet an no enger gewëssener Würde erfëllt ass, da lindert een domadder och schonn aner Besoinen. An den Echangen, fir dës Debatt ze preparéieren, huet d'Familljeministesch dëst och explizitt ënnerstrach, wat mech erfreet huet. Et gouf awer och vum nationalen Drogebeoptraagte gesot, dass een - ech zitéieren hien - „keng Objete fënnt".

An deem Kontext kommen ech op eng Fuerderung zréck, déi och d'CSV an enger rezenter Aktualitéitsstonn iwwer eidelstoend Wunnengen uklénge gelooss hat: e Relevé vun de staatleche Wunnengen, déi fir residenziell Zwecker kënne benotzt ginn, ze kréien. De Minister hat an deem Kontext ze verstoe ginn, dass eng Rei Wunnenge musse renovéiert ginn. Dozou hat ech elo viru Kuerzem via parlamentaresch Fro nogefrot, wéi vill vun deene Wunnengen nëmme kleng Aarbechte brauchen an deemno schnell kënne mobiliséiert ginn. Dat wier dann och weider eng konkreet Pist, déi d'Regierung kéint kucken - eebe fir den Housing First.

A fir op eng Rei vun de Froen anzegoen, well ech hu mer eeben och déi Froe gutt ugekuckt: Jo, mir begréissen natierlech och eng holistesch Approche. Wéi kéint et och aneschters sinn, vu dass d'Drogeproblematik eng iwwergesellschaftlech Fro ass. A jo, déi verschidden Acteure solle mat agebonne sinn a bleiwen. Mir sinn natierlech fundamental der Meenung, dass ee soll solidaresch sinn an aner Gemenge solle méi aktiv ginn, wat d'Strukturen an d'Servicer ugeet. Mir mengen awer och, dass dës national Dezentraliséierung net heescht, dass et keng kommunal Dezentraliséierung um Terrain vun der Stad Lëtzebuerg soll ginn. Déi zwee gi mateneen, well et ass souwuel eng national Suerg wéi och eng, déi d'Haaptstad besonnesch betrëfft.

D'Konklusioune vun enger Evaluatioun, déi de Gesondheetsministère an Optrag ginn hat - Evaluatioun, vun där an der Nott rieds geet -, soe kloer, dass den Abrigado saturéiert ass an dass d'Offer sollt um Gemengenniveau dezentraliséiert ginn. Mir begréissen dëse Virschlag. Eng Dezentraliséierung a méi kleng Strukturen ass déi eenzeg richteg Approche, déi ka verhënneren, dass op enger Plaz e Ghetto entsteet.

Déi Konklusiounen awer sinn elo scho säit annerhallwem Joer bekannt. A wou si mer dann dru mat der Dezentraliséierung? Souwäit ech weess, geet rieds dovunner, dass eng aner Plaz fir den Abrigado soll gesicht ginn. Mee heescht dat dann, dass de Problem einfach verlagert gëtt?

Och geet rieds vun enger Struktur fir Fraen an der Stad Lëtzebuerg. Och dat ass ze begréissen, mee dat léist och net de Problem vun der Saturatioun an der Iwwerbelaaschtung vum Abrigado. D'Experte soen awer kloer, dass maximal 60 bis 70 Leit pro Struktur ideal sinn. Beim Abrigado sinn dat der awer ëm déi 200 den Dag. An dat ass net gutt fir déi betraffen drogekrank Leit an och net gutt fir d'Personal, wat do schafft.

Et ass des Weideren eng Noutwendegkeet - an domat ginn ech op eng weider Fro an -, dass mer méi Capacitéite kréien, fir Drogekranken d'Méiglechkeet ze ginn, eng Entgëftungskuer ze maachen. Et ass gewosst, dass mer net genuch Plazen hunn an dass et dofir Waardelëschte gëtt a Mënsche mussen an d'Ausland goen. Mee dat kann dach net sinn! Mir mussen eis selwer ëm dës Mënsche këmmeren.

Och Substitutiounsprogrammer si fir eis e Schratt an déi richteg Richtung. Et ass eng Illusioun ze mengen, déi Leit, déi sougenannt haart Droge consomméieren, vun hirer Ofhängegkeet kënnen ze heelen. Dofir geet et drëms, de Leit dat ze ginn, wat se brauchen, an hannendrun e psychosozialen an e medezinneschen Encadrement ze assuréieren.

Där Programmer gëtt et och schonn an dat ass gutt. An ech héieren, dass déi Programmer Erfolleg hunn. A wa mer éierlech sinn, ass dat e Schratt a Richtung Akzeptanz vun engem Problem, fir deen et keng Léisung gëtt. Dofir si mir derfir, dass esou Programmer och regional ausgebaut solle ginn.

A wann een dat mécht, kann ee sech jo och d'Fro iwwert d'Dekriminaliséierung vun den Droge stellen. Dat mécht een, wann ee wierklech eppes wëllt géint de Schwaarzmaart maachen. Mir wëssen, dass Portugal et gemaach huet, a mat groussem Erfolleg.

Här President, ech hat mech awer och bei den Echangen an der Kommissioun am Virfeld vun dëser Debatt schonn immens opgereegt. An dat war natierlech, wéi et ëm de repressive Volet gaangen ass. Do gëtt hantéiert mat onkloren Zuelen. Mir kruten zwar vun der Police deen Ament gesot, dass d'Affäre ronderëm d'Drogekriminalitéit ëm 60 % an d'Luucht gaange sinn an deene leschte véier Joer, mee gläichzäiteg ass d'Policepresenz um Terrain an d'Luucht gaangen.

Dat heescht konkreet, dass mer déi Zuelen, 60 %, net objektiv kënne benotzen. Mir kënne se net objektiv benotzen, well parallell Polizisten um Terrain méi aktiv waren, wéi d'Police selwer seet. Op meng Nofro hin, krut ech gesot, dass déi 60 % eng Aarbechtsstatistik sinn. Dat si keng objektiv Zuelen a si refletéieren esou net d'Realitéit um Terrain. Ech hunn dee Moment no relativen Zuele gefrot, also no Zuelen, déi proportionell wieren. Mee déi gëtt et net, krut ech gesot.

Ech hunn an deem Kontext och virun e puer Wochen eng Question parlementaire gestallt. Eisen Informatiounen no krut nämlech d'Police den Uerder, méi Drogenaffären ze kontrolléieren. Sollen domadder d'Zuelen nach weider an d'Luucht goen? Ass et gewollt, dass méi héich Zuelen um Pabeier stinn? Ech kann net prejugéieren, well ech krut nach keng Äntwert, mee déi Zuele vu virdrun deiten op eng geféierlech Debatt op engem glëtschegen Terrain hin. Eng geféierlech Debatt, well se schnell riskéiert, friemefeindlech a rassistesch Zich ze kréien a Mënsche mat bestëmmten Originnen an en Dëppe mat Kriminellen ze geheien. An e glëtschegen Terrain eebe grad, well déi Zuelen onkloer sinn.

Déi Debatt mécht mech immens rosen, well ech d'Gefill net lassginn, dass hei aus falsche Grënn op déi Thematik gespronge gëtt. Mir interesséieren eis net fir e Problem vun ëffentlecher Gesondheet, well et eis ëm d'Gesondheet vun deene Mënsche geet, mee et geet drëms déi „Incivilitéiten", wéi ech et hei an der Kommissioun héieren hat, net méi ze gesinn.

Ech ginn d'Gefill net lass, dass dës Debatt parallell mam Tram a mat der Gentrifizéierung vum Garer Quartier gewuess ass. Ech hu jorelaang am Garer Quartier geschafft an ech wunnen am Bouneweger Quartier. Vu Leit, déi bei der Police an am Drogesecteur schaffen, weess ech, dass et net méi schlëmm ginn ass. De Problem ass anescht visibel ginn duerch d'Chantieren an duerch d'Policepresenz. A wéi d'Police et selwer seet, féiert méi Iwwerwaachung derzou, dass de Problem sech verlagert an eeben aneschters visibel gëtt.

Ech ginn d'Gefill och net lass, dass no joerzéngtelaangem Desinteressi fir de Garer Quartier sech elo op eemol fir de Quartier interesséiert gëtt, säitdeem den Tram dohikënnt a säitdeem do een Haus nom anere frëschgemaach gëtt respektiv een Eck nom anere bebaut gëtt an eeben déi Plaze sollen deier verkaaft a verlount ginn.

Wat mech awer wierklech beim Echange an der Kommissioun a beim Liese vun der Nott traureg a rose gemaach huet - an ech hat et hei gesot -, ass d'Aart a Weis, wéi iwwert déi kleng kriminell Drogendealer geschwat gëtt. D'Police huet et selwer gesot: E ganz groussen Deel vun den Affäre si kleng Affären, sougenannt „kleng Fësch" also.

Ech hu mech immens dru gestéiert, wéi mer iwwert dës Mënsche geschwat hunn, wéi wann een d'Welt kéint a gutt an a schlecht andeelen. An eeben dës Nott mécht och implizitt den Amalgamm tëscht deenen Drogekriminellen, wéi gesot, dacks Klengkrimineller, a Mënschen, déi net d'Chance hunn, Pabeieren ze hunn, déi an der Rei sinn oder eeben déi richteg Pabeiere sinn.

Well menge mer dann, déi Mënschen - allez, déi Klengkriminell - hu sech d'Situatioun erausgesicht? Mengt Der, se géifen net léiwer op eng aner Aart a Weis u Sue kommen? Mengt Der, dass se dës Aarbecht maachen, well se soss vläicht keng aner Perspektiven hunn? Stellt iergendee sech d'Fro, firwat Mënschen zu klengkriminellen Drogendealer ginn? Dat wier vläicht och en Usaz fir eng weider Nott.

Fir kuerz bei de Mënschen an enger irregulärer Situatioun ze bleiwen: Ech war eng Zäitche Visiteur justement an deem Centre de rétention, vun deem an der Nott rieds geet. Ech kann lech just roden, dat eemol ze maachen. Dat ass eng eemoleg mënschlech Experienz. Mënschen, déi och Affer sinn, well se net d'Chance haten, op enger bestëmmter Plaz gebuer ze ginn, déi net déi richteg Pabeieren hunn an déi d'Gefill hunn, zu Onrecht agespaart ze sinn, een Deel vun hirem Liewen ewechgeholl ze kréien an déi Angscht hunn, an e Land zréckgeschéckt ze ginn, wat se verlooss hunn oder aus deem se hu musse flüchten.

An der Nott awer och an am Echange, dee mer haten, goung virun allem driwwer rieds, wéi mer dës Mënsche kënne lassginn a firwat et schwéier ass, se lasszeginn. Doriwwer gouf jo och scho virdru geschwat.

Kann dat d'Léisung sinn? Kann et d'Léisung sinn, déi „kleng Fësch", vun deene jo grad geschwat gouf, lasszeginn? Ass dat eng nohalteg Léisung fir d'Drogekriminalitéit? Mengt Der net, dass deen Nächsten an d'Lach sprëngt, eebe grad well et vill Mënsche gëtt, déi keng Perspektiven hunn? Fir mech sinn Drogekranker an zum Deel och déi Klengkriminell béid Affer. Déi kleng Fësch ze joen, ass, wéi Gras ze schneiden. Et wiisst ëmmer no, eebe grad well et vill Leit gëtt, déi keng aner Perspektiven hunn.

Mee da kommt, mir sinn emol éierlech a courageis a mir stellen eis déi déifgräifend richteg Froen: Firwat huet eis Gesellschaft esou vill drogekrank Mënschen? Firwat produzéiere mer esou vill Exklusioun? A parallell: Firwat gi se am klengen Drogebusiness täteg? A wie sinn déi Leit hannendrun?

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Oberweis. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. D'Theema haut ass jo erëm ganz interessant. Mee déi Diskussiounen, déi haut de Mëtten, oder besser haut den Owend, geféiert ginn, sinn u sech zum Deel eng Verlängerung vun der Aktualitéitsstonn, déi am Mäerz ugefrot gi war vun eis, just haut méi spezifesch op den Drogenhandel, mee awer nach ëmmer iwwert déi illegal Sécherheetsfirmen op der Stater Gare.

Jo, d'Situatioun op verschiddene Plazen hei am Land ass fir d'Leit eeben aktuell net agreabel. Trotzdeem, mir Piraten setzen awer, wéi esou oft, op eng mënschlech, sozial a fair Approche. Et dierf an eisen Aen net dorobber erauslafen, dass mer an dëse stännegen Diskussiounen Drogenofhängeger als béis ofstempelen.

Drogenofhängeger dierfen net wéinst hirem Krankheetsbild - an dat ass et nun emol - kriminaliséiert ginn. Well oft ass et esou, dass vill vun hinnen déi Schwächst an eiser Gesellschaft sinn. Et ass d'Gesellschaft, déi dës Leit un engem Matmaachen an eiser Ekonomie gehënnert huet. Dës Leit sinn an enger Situatioun gelant, wou se oft selwer emol guer net wëllen dra sinn. Dat verdéngt eist Matgefill an eis Solidaritéit, an net eisen Haass.

Aus deem Grond musse mir och ewechkommen, d'Drogenzeen als Ënnerwelt ze gesinn. Villméi ass dës „Ënnerwelt" en Deel vun eiser Gesellschaft. Se war et ëmmer a se wäert et ëmmer bleiwen. Droge sinn zënter Joerdausende schonn an eiser Kultur. Deemno sinn d'Mënschen an den Drogenzeene Bierger wéi mir alleguerten heibannen. Ech wäert mech awer och op déi verschidde Punkten aus dem Rapport beschränken an eis Positiounen zu de verschiddene Propose kloermaachen.

Fir unzefänken, d'Statistike vun 2000 bis 2020, déi de Policeminister eis zoukomme gelooss huet a wou en ze erkenne gëtt, dass d'Unzuel un Drogenaffären an de leschten 20 Joer konstant eropgaangen ass. Jo, et ass kloer: Wat méi Policekontrollen, wat d'Affäre méi eropginn. Also sinn och d'Zuelen en Unzeeche vun enger effektiver Policeaarbecht.

Zweetens, eis Bevëlkerung zu Lëtzebuerg ass zënter der Joerdausendwend immens gewuess, wou ee vläicht och nach duerch déi modern Technologië vill méi Droge vill méi einfach fënnt. Et wär dach interessant ze kucken, ob zënter de 60er-Joren an der Zäit, mir wëssen et alleguer, vun der Hippiebeweegung den Drogekonsum, prozentual gesinn, souguer ofgeholl huet oder vläicht stabill bliwwen ass. Den Drogeproblem war schonn ëmmer e Problem, well et ëmmer e gesellschaftlechen Tabu war, Drogen ze huelen oder ze verkafen.

Den Ënnerscheed tëscht erlaabten a verbuedenen Droge berout éischter op enger Traditioun wéi op medezinneschen a wëssenschaftlechen Tatsaachen. Dat läit awer och nëmmen dodrun, dass konservativ Politiker mat enger Politik vu Wonschdenken an Angschtmaacherei sech deemools duerchgesat hunn. Ma genee aus dësem Wonschdenke muss eis Gesellschaft elo erauskommen. Drogenofhängeger dierfen net méi wéinst hirem Krankheetsbild kriminaliséiert ginn. Suchtverhalen ass eng Krankheet, déi behandelt muss ginn, ouni dass d'Affer aus Angscht viru Strofen op eng Behandlung verzicht.

U sech musse mir an eiser Gesellschaft eis schummen, Mënschen, déi an eng Ofhängegkeet vun enger Substanz komm sinn, ze stigmatiséieren an ze verdäiwelen. Mir sollte mat dëse Leit matfillen, se verstoen; verstoen, dass se heiansdo awer selwer net ganz kloer mat sech sinn, dass et immens schwéier fir si ass, aus dëser Situatioun erëm erauszekommen.

Fir eis Approche vun der Behandlung an der Unerkennung vun Drogenofhängegen als Mënschen ass dat de richtege Wee. Dofir si mir och ganz averstanen, dass d'Strukture wéi den Abrigado fir d'Leit do sinn, awer dat net nëmmen an der Stad, mee se musse vill méi dezentral ugebuede ginn.

Une voix.- Très juste!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Mir mussen der Realitéit an d'Ae kucken. Mir brauchen dezentraliséiert Strukturen. Den Abrigado ka gären eng Empfangsstruktur si mat Servicer, vläicht och 24 op 7 fir d'Leit. Mee d'Behandlung vun den Ofhängege misst an eisen Ae vill méi dezentral stattfannen, fir dass dës Leit erauskommen aus der Drogenzeen, aus de sougenannten Hotspots, déi mer selwer kreéiert hunn. Mee och d'Dealere mussen eng Méiglechkeet gebuede kréien, fir erëm aus dëser Drogenzeen erauszeklammen. D'Deale mat Drogen gëtt een net duerch d'Gesetz lass. Et sicht och kee sech eraus, en Dealer ze ginn, mee oft ass et eng Verzweiflung, déi een dozou gezwongen huet.

Mir brauche keng repressiv Drogepolitik méi, wéi déi konservativ Parteien dat zënter de 60er diktéieren, an déi fir vill Leed an Zerstéierung suergt an Hierstellerlänner souwéi bei de Konsumenten.

Fir déi Kriminell Meeschter ze ginn, musse mir deene mat deenen décke Portmonnien un den Hals an net de klengen Dealeren op der Gare. Mir mussen déi Schwaach, déi vun de Groussen ausgenotzt ginn, schützen. All déi repressiv Mesuren an dem Code pénal, déi iwwert d'Deale mat Drogen handelen, mussen op de Leescht geholl ginn an eng tolerant Drogepolitik erëmspigelen. Liicht Droge musse legaliséiert ginn an haart Droge mussen endlech entkriminaliséiert ginn, op jidde Fall bei de klenge Quantitéiten, déi u sech jo net dem Dealer gehéieren, mee dem Chef ganz uewen. De Besëtz an den Handel mat Droge muss déi grouss Käpp treffen an net déi kleng.

Här President, oft kritt ee vun de rietspopulistesche Parteien ze héieren, de Problem wären eh d'Ausländer. Déi riets Parteien, fir Law and order, benotzen awer d'Auslänner just fir hire politesche Profitt, fir quasi en Dämon ze molen, deen awer net do ass. Well et sinn déi Law-and-order-Parteien, déi etabléiert Parteien, déi iwwerhaapt d'Flüchtlingen derzou zwéngen, an esou eng Situatioun ze kommen. Bal kee Flüchtling kënnt hei an Europa, fir kriminell ze ginn. Déi puer, déi et geplangt hunn, jo, déi ginn et och. Dat wëll ech net verheemlechen. Mee dat ass wéi an all Gesellschaftsschicht. Wivill kriminell Banker gëtt et? Wivill kriminell Millionären? A firwat net, wivill kriminell Politiker?

All Gesellschaftsschicht huet hir schwaarz Schof - jo, dat stëmmt. Et ass dofir awer net fair, all Mënsch ... A wa mir iwwer Auslänner oder Flüchtlinge schwätzen, sinn et nach ëmmer Mënschen ..., kee Géigestand, kee Mënsch, dee manner Wäert ass. Nee. All Mënsch - a mir sinn alleguerten d'selwecht - soll och gläich behandelt ginn. Et sinn awer déi begrenzt Méiglechkeeten, déi d'Flüchtlingen hunn, déi se zwéngen, via dubios Weeër u Geld ze kommen oder sech souguer op déi falsch Leit anzeloossen.

Mir brauche Gesetzer, déi de Flüchtlingen et méi einfach maachen, sech legal an d'Aarbechtswelt ze beweegen, fir sech eng Zukunft opzebauen. Mir dierfen et net de Schlepper oder soss Gangsteren iwwerloossen, fir hinne falsch Verspriechungen ze maachen. Nee, d'Leit, déi Schutz sichen, musse sech op de Staat, op eis Gesellschaft verloosse kënnen.

Zu den eenzelne Punkten, déi mir elo schonn héieren hunn, wëll ech nach e puer Bemierkunge lassginn, an dat un déi streng an etabléiert Parteien, grad eng DP an CSV, déi, kéint ee bal mengen, enger ADR-Wielerschaft nolafe wëlle mat hiren Aussoe ronderëm d'Stad Lëtzebuerg. Huet een aus dem Stater Schäfferot sech scho gefrot, wat fir e Bild ee vu sech gëtt, wann ee grouss via Press der Police an de Réck fält, andeems een eng, fir eis illegal, Sécherheetsfirma fir Aktivitéite bezilt, an dat aus dem Gemengebudget? Rifft dat net no nach méi Kriminalitéit, wann een de Gangstere grouss via Press erkläert, dass d'Police eh an der Stad op der Gare näischt mécht? Oder wann eng CSV grouss op Pressekonferenzen an d'Welt erausposaunt, wéi schlecht eis Police op der Gare ass, lackelt een do net fir politesche Profitt nach méi Krimineller un?

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- O nee!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Spillt een do net bewosst mat deem oft zitéierte Sécherheetsgefill vun den Awunner? Hei hunn ech d'Gefill, dass vill Diskussiounen, grad vun enger DP an CSV, dorops aus sinn, politesche Profitt ze maachen, awer net wierklech eng legal Léisung ze fannen. Dann huet awer de Schäfferot aus der Stad den Hëllefsveräiner, als Beispill huele mer d'Street Angels, keng Plaz méi zu Bouneweg ginn, fir de Leit ze hëllefen, ier se kriminell gi sinn.

Jo, dat gehéiert och gesot, dass een duerch esou eng Politik, dass een deenen d'Hëllef ewechhëlt, erëm déi Leit ouni Perspektiv zréckléisst. Mee mir dierfen net um Réck vu kommunale Muechtpositiounen, och net wann et eis Haaptstad ass, eis national Sécherheets- an Drogepolitik ausriichten. Eist Land ass méi wéi d'Stad Lëtzebuerg.

Här President, Preventioun ass eng gutt Saach, mee virdrunner brauche mer e Paradigmewiessel, deen Drogen endlech als Bestanddeel vun eiser Gesellschaft begräift. D'Politik muss déi sougenannten Ënnerwelt als Bestanddeel vun eiser Gesellschaft begräifen a se integréieren amplaz se ze ënnerdrécken, soss si mir an den nächsten 20 Joer genau do, wou mir virun 20 Joer stoungen.

Mir brauchen en Ëmdenken, wéi mir mat auslännesche Matbierger ëmginn, wéi mir hinnen d'Méiglechkeete ginn, sech an eisem Land erëmzefannen. Mir hunn eng richteg gutt Police hei am Land. All Polizistinnen a Poliziste schaffe ganz vill fir eis Sécherheet hei am Land. Si schaffen awer mat de Mëttelen, déi d'Politik hinne ginn huet. An do ass den Enkpass. Der Police e grousse Merci fir hiren Asaz.

Mir Piraten si bereet fir méi Courage a méi Mënschlechkeet an der Drogepolitik. Mir sti prett fir eng fair, modern an transparent Sécherheets- an Drogepolitik.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech sinn ee vun deenen, dee warscheinlech am Längste schonn an dësem Haus ass. Mee ech muss lech soen, wat ech elo de Mëtte respektiv hei den Owend materliewen, dat sprengt awer alles, wat ech bis elo gesinn hunn. Dir alleguer an ech, mir sëtze respektiv stinn elo hei säit zwou Auer. Et ass elo 20:40. Ech hu mat ganz vill Interessi, wéi Dir och, de ganze Mëtten d'Diskussioune gelauschtert, fir d'éischt iwwert de Rapport Waringo an elo iwwer e ganz passionante Sujet, d'Drogeproblematik an d'Drogekriminalitéit an eisem Land an och ganz besonnesch an eiser Haaptstad.

An ech hu mat ganz vill Interêt quasiment all d'Riedner héieren, déi gesot hunn, datt dat en transversalen Dossier wier, wou all Ministèrë missten zesummeschaffen. An déi Ministèrë sinn opgezielt ginn, ausser dem Här Kox, de Ministère vun der Justiz, de Ministère vun der Immigratioun, de Ministère vun der Santé, de Ministère vun der Famill, de Ministère vun der Éducation nationale, fir nëmmen déi wichtegst ze nennen.

Wie sëtzt hei, Dir Dammen an Dir Häre? Een eenzege Minister! Zwee Ministeren, déi warscheinlech mat déi wichtegst an där Debatt sinn, d'Gesondheetsministesch an den Immigratiounsminister, hunn ech an deene Kommissiounen nach ni héieren a gesinn, wou et ëm e fundamentale Problem geet. An ech muss lech soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt ech net kann akzeptéieren, datt eng Gesondheetsministesch hei d'Parlament verléisst bei esou enger Thematik, fir eng Pressekonferenz dobaussen ze ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech muss lech soen: Wou bleift do, Här Engel, de Respekt virum Parlament?

(Brouhaha)

Wou bleift do de Respekt virum Parlament, wann et hei ëm esou eng weesentlech Thematik geet - Drogen -, an do fënnt eng Gesondheetsministesch et net néideg, heihinner ze kommen. Dat selwecht zielt par ailleurs och fir den Immigratiounsminister. Mir haten zwou Sitzungen; den Immigratiounsminister huet et net fir néideg fonnt, dohinner ze kommen. En huet seng Beamten dohinner geschéckt. An ech muss lech soen, dat si Saachen, déi ech net akzeptéieren.

Mir alleguer, Dir an ech, mir ginn eis hei vill Méi. Mir komme mat Propositiounen. All d'Riedner hu sech extreem vill Méi ginn, fir hei konkreet Propositiounen ze maachen. Dat Mannst, wat een awerkéint erwaarden, an ech géif wierklech den Här Kox bieden, dat senge Kolleeginnen a Kolleege matzehuelen, dat wier de Respekt vun de Ministere fir nozelauschteren, wat déi verschidde Riedner hei ze soen hunn. Ech mengen, wa mer dat net méi fäerdegbréngen, da solle mer net méi vu Parlamentarismus schwätzen, Dir Dammen an Dir Hären. Ech géif dat wierklech der Regierung ..., an den Här Kox bieden, dat mat op de Wee ze huelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, et ass de Mëtte ganz vill gesot ginn. A wéi gesot, leider Gottes, ech muss e scho bal bedaueren, den Här Kox, dee muss op ganz vill Froen hei äntweren, déi eigentlech net a seng Kompetenz falen. An ech mengen, mir sinn alleguerten d'accord, den Här Kox eleng als Polizeiminister wäert déi komplex Problematik net eleng mat senge Moyenen, och net mat der Polizei, léisen. An duerfir wollt ech och elo mol nach eng Kéier do op eng Rei vu Punkten agoen.

Ech wollt fir d'éischt ufänke mat engem ganz wichtege Sujet, nämlech der Preventioun an där ganzer sozialer Thematik. An ech wollt do awer vläicht eng Kéier ufänken, fir ze soen, datt mir, an da schwätzen ech hei ënnert dem Contrôle och vun de Kolleegen aus dem Stater Schäfferot, net frou sinn, wéi déi Note interministérielle formuléiert ass par rapport zu deem, wat d'Stad Lëtzebuerg am soziale Beräich säit Joren, och ënner Schäfferéit, wou meng Partei net dra war ..., wat do alles realiséiert ginn ass.

A wann ech da liesen, datt dat zum Deel falsch oder onkomplett resuméiert gëtt, a mir froen, d'Madamm Buergermeeschter an ech selwer, datt dat soll redresséiert ginn, a mir diskutéieren dann haut erëm eng Kéier iwwer eng Note interministérielle, wou kee Komma dorunner geännert ginn ass, dann ass dat fir eis net akzeptabel. An et ass wichteg, datt dat endlech emol eng Kéier kloer gesot gëtt, well ech héieren hei ëmmer erëm an den Interventioune falsch Saachen, déi gesot ginn.

D'Madamm Empain huet et bestëmmt net schlecht gemengt, mee ech wéilt hir nach eng Kéier rappeléieren, datt den Abrigado e Projet vun der Santé ass. Et ass e Projet vun der Santé. Et ass kee Projet vun der Stad Lëtzebuerg. Dat Eenzegt, wat d'Stad Lëtzebuerg mécht, ass den Terrain zur Verfügung ze stellen an eng Rei vu Leit zur Verfügung ze stellen, déi sech ëm den Entretien do këmmeren. Mee et ass e Projet vun der Santé. Wann een also net d'accord ass mat der Ausriichtung vun deem Abrigado, da soll ee sech wannechgelift un de Ministère de la Santé an net un de Stater Schäfferot adresséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Da wollt ech och an deem ganze Kontext ..., ech wëll dat net nach eng Kéier alles widderhuelen, esou vill Zäit hunn ech net, ech wëll just soen, datt, wéi d'leschte Kéier déi verschidde Ministeren hei an der Kommissioun waren, eigentlech d'Stad Lëtzebuerg nëmme gelueft ginn ass vun der Madamm Cahen, vun deem Responsabele vum Ministère de la Santé, dee gesot huet, d'Stad Lëtzebuerg wier eigentlech beispillhaft, wat d'Preventioun betrëfft. Duerfir brauch ech do net méi drop anzegoen.

Ech wollt awer eppes zu deem Sujet nach soen, och e bësselchen à l'attention vun der Madamm Oberweis, där ech och ganz opmierksam nogelauschtert hunn. An ech wollt einfach do emol dat heite soen, an dat si ganz vill Etüden, déi dat d'ailleurs bestätegen: D'Onsécherheet an engem Land, an enger Stad, geet haaptsächlech op Käschte vun deene sozial Schwaachen - vun deene sozial Schwaachen!

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- An ech kann lech soen, an hei sinn, wéi gesot, nach verschidden aner Kolleege vum Schäfferot, déi dat kënne bestätegen: Wann ech esou gesinn, déi Leit, déi sech bei eis an d'Stad Lëtzebuerg bekloe komme wéinst der Onsécherheet, Madamme Oberweis, dat sinn net déi Räich. Déi kënne sech Alarmanlage leeschten. Dat si Leit, deenen et schlecht geet, déi a Quartiere wunnen, wou et sozial heiansdo e bësse méi schwiereg ass. A mir hunn eng verdammte Flicht, och deene sozial schwaache Leit ze hëllefen, an dat ass e wichtege Punkt. Duerfir kann ech dat net akzeptéieren, wann ëmmer hei gemaach gëtt, wann ee Kriminalitéit bekämpft, wéi wann dat eppes Antisoziales wier. Nee, et ass eppes Soziales, well et sinn haaptsächlech déi sozial Schwaach, déi ënnert der Onsécherheet leiden.

Zu den Zuelen, Här Minister Kox, an ech hunn lech dat schonn e puermol gesot an et ass och de Mëtten erëm hei ugeklongen: Déi Zuelen, déi kann ee jo op verschidden Aart a Weisen interpretéieren. Ech kann lech just soen, déi Zuele vun 2020, déi si par rapport zu 2019 relativ stabel, se sinn an d'Luucht gaangen. Et muss een allerdéngs wëssen, Här Minister, datt mer awer an engem spezielle Joer do waren. A wann ech da vergläichen, an dat kann ee vergläichen, déi doten Zuele mat den Zuele vun der Groussregioun, an ech hunn lech schonn eng Kéier déi Zuele genannt, Rheinland-Pfalz, Saarland, Grand Est, do sinn d'Zuelen massif …

(Interruption par M. Henri Kox)

Da loosst mech vläicht ... Dir kënnt jo herno äntweren, Här Kox. Do sinn d'Zuele massiv erofgaangen, bis zu 10 % manner Kriminalitéit zum Beispill am Saarland. Duerfir haalt wannechgelift op, esou ze maachen, wéi wann déi Zuele fantastesch wieren. Déi sinn net gutt. Déi sinn net gutt a mir solle kucken, wéi mer déi verbesseren.

Da wollt ech e puer Wierder soen zu där ganzer Thematik Immigratioun, well déi mech awer wierklech plot. Wann een dee Rapport do liest, do stinn zwou, dräi Säiten, an et ass virdru scho vu mengem Kolleeg Léon Gloden hei ugeklongen, dat ass en Hëllefruff net nëmme vun der Police, mee och en Hëllefruff vum Ministère de l'Immigration par rapport zu enger Thematik vu Kriminellen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn an déi eigentlech net hei dierfte sinn, a wou den Immigratiounsministère seet, e géif déi leider net erauskréien, well déi ganz Procédure d'éloignement net géif fonctionéieren.

Ech muss lech soen, ech hunn elo net Zäit, fir nach eng Kéier déi ganz Note interministérielle do ze resuméieren. Ech muss lech just soen, wat ech net verstinn. Wien ass duerfir zoustänneg? Et ass net den Här Kox. Et ass och net d'Madamm Tanson. Dat ass den Här Asselborn. Wann do um Niveau vun der Immigratioun verschidde Saachen net fonctionéieren, datt zum Beispill verschidde Länner refuséieren, hir Bierger zréckzehuelen, majo da musse mer do eppes ënnerhuelen.

Ech héieren elo säit fënnef, sechs Joer ëmmer erëm vum Här Asselborn, datt en net géif virukommen um Niveau vun der Benelux mat den Accords de réadmission. Ma nondikass, wann dat net um Niveau vun der Benelux an net um Niveau vun der Europäescher Unioun méiglech ass, da musse mer dat eebe bilateral organiséieren. Mir kënnen awer net einfach nëmmen de Constat maachen an da soen, dat ass esou, a mir ënnerhuelen näischt. Duerfir hunn ech och nach eng Kéier an enger Question élargie, déi den Owend leider net méi kann drukommen, mir wäerten dat dann eng Kéier am Oktober maachen ..., géif ech elo mol och eng Kéier gär hei Äntwerte vum Här Asselborn zu deenen dote Sujeten héieren. Well et ka jo net sinn, datt ëmmer nëmmen - an da muss ech en emol eng Kéier luewen - den Här Kox muss de Kapp duerhalen, an déi aner, déi stiechen de Kapp an de Sand an déi loossen den Här Kox gewäerden. Esou geet et och net. A fir den Här Kox dann emol eng Kéier ze luewen, wëll ech dat och emol eng Kéier kloer soen. An ech bedaueren lech heiansdo, Här Kox, datt Dir ganz eleng dostitt an Dir gitt vun deenen aneren alleguerten am Stach gelooss.

Här President, ech wollt dann awer nach zu engem Punkt kommen, deen eis an der Stad ganz besonnesch um Mo läit, dat wësst Der. Dat ass dee Problem vun der Videosurveillance. Dir wësst, ech wëll net nach eng Kéier op déi ganz Diskussioun agoen, déi Bouneweger Leit kréien elo säit 2018 eng Videosurveillance versprach. Dir hutt lech laang dohanner verstoppt, datt Der gesot hutt, mir misste fir d'éischt d'VisuPolsgesetz ofwaarden, ier mer dann elo kéinten déi Prozedur entaméieren. Mir hunn dat VisuPolsgesetz elo gestëmmt. Et ass eigentlech elo kee Grond méi do, datt net endlech déi Kameraen do kéinten installéiert ginn.

Ech wäert elo hei eng Motioun deposéieren, wou ech froen, datt Der mat der Prozedur ufänkt.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- sachant que le projet de loi n° 7498 portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale vient d'être adopté lors de la séance publique du 1er juillet 2021 ;

- sachant que ce texte a comme objet d'encadrer la vidéosurveillance mise en œuvre et exploitée par la Police grand-ducale ;

- considérant que la vidéosurveillance ne pourra concerner que des lieux présentant un risque de commission d'infractions et où tous les autres moyens préventifs se sont montrés inefficaces ;

- sachant que les caméras contribuent de manière significative au sentiment de sécurité ;

- constatant que le quartier de Bonnevoie est depuis des années lieu d'un grand nombre d'infractions ;

- constatant que dans un sondage réalisé récemment, 67 % des personnes interrogées se sont prononcées pour une extension de la vidéosurveillance sur le territoire de la Ville de Luxembourg,

invite le Gouvernement,

à entamer la procédure de mise en place de caméras de surveillance dans le quartier de Bonnevoie au plus tard pour le 15 septembre prochain.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Ech froen net, datt Der d'Kameraen direkt elo installéiert, mee datt Der wéinstens elo mol d'Prozedur enclenchéiert, an zwar bis de 15. September. Ech mengen, Dir musst jo do fir d'éischt mat der Stad Lëtzebuerg Kontakt ophuelen. An ech wier wierklech ganz frou, wann Der déi dote Motioun géift akzeptéieren, fir och ze weisen, datt déi Engagementer an déi Verspriechen, déi Är Virgänger geholl hunn, datt Der déi och ëmsetzt.

Da loosst mech vläicht nach e lescht Wuert soe generell zu de Motiounen. Et ass hei eng Motioun vun der Madamm Empain deponéiert ginn. Déi kënne mir mat ënnerstëtzen, Madamm Empain. Do sti ganz vill gutt Saachen dran, do hu mir och kee Problem. Zum Weesentlechen awer, wou mir elo scho säit Méint a Joren drop waarden, steet näischt an där Motioun. An dofir wëll ech nach eng Kéier op dee sougenannte Platzverweis leider agoen.

Här Kox, Dir hutt eis elo säit Méint hei versprach, Dir géift e Projet de loi deponéieren. Dir hutt eis dat nach eng Kéier d'leschte Kéier gesot. Mir wéissten elo wierklech gär, wéini datt dee Projet de loi kënnt. Wéini gëtt deen deposéiert? Mir erwaarde vun lech de Mëtteg eng Äntwert. Ech hat lech och schonn eng Kéier gefrot, ob dat richteg wier, datt de Staatsrot do e relativ negativen Avis zu deem Projet de loi gemaach huet. Da sot eis wéinstens, ob dat richteg ass a sot eis, wéi Der wëllt domadder virufueren. Och do musse mer endlech virukommen.

Duerfir, an dat ass och e bësselchen de Resümmee vun eiser Interventioun a vu menger Interventioun: Mir kënne stonnelaang diskutéieren, mir kënnen nach e puer Consultatiounsdebatte maachen, mee wa mer et net fäerdegbréngen, endlech Neel mat Käpp ze maachen an déi Engagementer, déi Är Virgänger an déi Dir geholl hutt, dann och ëmzesetzen, komme mer kee Millimeter virun an där Diskussioun!

Duerfir géif ech wierklech nach eng Kéier hei e waarmen Appell maachen, datt Der déi Mesuren, déi Der eis versprach hutt, endlech ëmsetzt. An ech soen och, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Mir hunn elo fënnef Motiounen deposéiert. Ech hoffen, datt déi fënnef Motiounen elo net einfach hei vun der Majoritéit ofgewiert ginn! Dat wier nämlech och e ganz schlecht Zeeche fir den Dialog ënnert de Fraktiounen, ënnert de Parteien. Duerfir wier ech wierklech frou, wann Der lech déi Motioune géift ganz genee ukucken a kucken, ob Der net déi eng oder aner direkt kënnt unhuele respektiv se zumindest an d'Kommissioun verweisen. Wat mir op jidde Fall net wäerten akzeptéieren, an da wäerte mer dorauser eis Lektiounen zéien, ass, wann déi elo alle fënnef global géifen ofgeleent ginn.

(Interruption)

Ech mengen, dat wier net gutt, dat wier net gutt.

(Interruption)

Dat wier net gutt! Duerfir géif ech wierklech drëm bieden, am Interêt vun enger produktiver Diskussioun, datt mer dat dote kucken. Dat gesot, nach eng Kéier, d'Sécherheet ass eent vun deene fundamentale Mënscherechter. Jiddwereen huet d'Recht op Sécherheet an d'Regierung ass an éischter Linn responsabel, fir déi Sécherheet vun alle Bierger ze garantéieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner …

Fir d'éischt nach d'Madamm Stéphanie Empain fir Fait personnel.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. Majo, vu dass den Här Mosar mech ugeschwat hat: Ech hunn dat elo net direkt verstan. Et geet ëm den Abrigado a wien dofir zoustänneg ass oder am Optrag vu wiem den Abrigado schafft. Ech hunn do net direkt verstan, et kënnt mer e bësselche vir, wéi wann Dir lech do mat Hänn a mat Féiss dergéint wiert, mam Abrigado associéiert ze ginn, obwuel dat jo eigentlech eng ganz gutt Struktur ass.

Ech wëll just soen, ech hunn dat ofgelies, wat op der Internetsäit vum Abrigado steet. An do steet, ech liese vir: „Die Mission des Abrigado richtet sich nach dessen Auftraggebern, dem Gesundheitsministerium und der Stadt Luxemburg." Voilà, falls dat falsch ass ..., ech wollt natierlech net der Stad Lëtzebuerg oder iergendengem op d'Féiss trëppelen, andeem ech e mam Abrigado a Verbindung bréngen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kox, et wier gutt, wann Der e bësse méi roueg wiert, datt mer d'Madamm Empain héieren.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, Här Kox.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Da géif ech der Madamm Empain äntwerten. Dir hutt mer jo eng Fro gestallt.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Gären.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wann Dir alles héieren hutt, dann dierft Der äntwerten.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Plus ou moins.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hunn nämlech net alles héieren, doduerch datt den Här Kox drageschwat huet.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ech kann et awer gär nach eng Kéier widderhuelen. Ech wollt just soen, ech wollt kengem op d'Féiss …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mosar huet et jo héieren, dann …

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Mee ech mengen, et ass awer wichteg, dass jiddereen et matkritt huet. Ech wollt natierlech elo kengem op d'Féiss trëppelen, andeem ech e mam Abrigado a Verbindung bréngen. Et war wierklech „no offense"! Mee erkläert!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Madamm Empain, wat mech an Ärer Interventioun e bësselchen interpeléiert huet, duerfir hunn ech et nach eng Kéier hei gesot: Ech hu gemengt, verstanen ze hunn, datt Dir do eng liicht Kritik um Abrigado artikuléiert hätt à l'attention vun der Stad Lëtzebuerg, datt een dat nach misst ausbauen, nach besser an nach méi Servicer do ubidden. Ech wollt lech just soen: Natierlech kann een dat envisagéieren! Just nach eng Kéier: De Projet Abrigado, an dat wollt ech domadder ënnersträichen, ass e Projet vum Ministère de la Santé an et ass deen, deen an éischter Linn duerfir responsabel ass, net d'Stad Lëtzebuerg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domadder ass dat kloergestallt. Da freet awer nach d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci villmools. Et deet mer leed, virdrun hat ech lech nëmmen esou hallef matkritt, Här Mosar. Ech war amgaang, mat menger Kolleegin iwwert d'Motiounen ze kucke parallell. Dofir, et deet mer leed, ech mengen, ech hunn awer matkritt, dass Dir gesot hutt, dass Dir eeben déi sozial Schwaach och wéilt beschützen, déi eeben och Ärer Analys no, deemno, wat Dir och héiert, Affer si vun Onsécherheeten. Ech héieren dat an ech weess dat och.

Ech soen net, dass et keng Onsécherheet gëtt. Ech soen dat net. Dat Eenzegt, wat ech sot, ass, dass et net onbedéngt méi schlëmm ginn ass. Ech soen, dass et méi visibel ginn ass, well et méi en Interessi gëtt fir e gewëssene Quartier. Dat heescht, et ass méi visibel ginn. Och duerch verschidde Chantieren huet de Problem sech verlagert. D'Police ass méi present ginn. De Problem ass aneschters visibel ginn. Ech soen net, dass en net do ass. A mir sinn och net géint eng Policepresenz. Am Géigendeel! Mir si géint eng méi staark Policepresenz. Mir si géint privat Sécherheetsentreprisen. Mee wat ech awer wëll soen: Mir sinn eeben net dergéint. Also, an deem Sënn sinn ech och Ärer Meenung, dass déi sozial Schwaach natierlech musse geschützt ginn. Mee wat ech eebe wollt soen ass, dass deen eenzege Volet, dee wierklech nohalteg ass, ëmmer d'Preventioun ass. Preventioun ass dat eenzegt Wuert, wat de Problem ka mat der Wuerzel huelen. Just eng Sécherheetsapproche ass net dat, wat eis op laang Frist iergendwou hibréngt. Dat ass dat Eenzegt, wat ech wollt soen. Dofir sinn ech do net mat lech averstanen.

Wat ech wollt soen: Dir schwätzt vun de sozial Schwaachen. Jo, mee et sinn net just si. Et sinn och déi Drogekrank selwer, déi e Sécherheetsproblem hunn! Mengt Der, si wieren net och an enger Onsécherheetslag? A souguer déi Klengkriminell, vun deenen ech virdru geschwat hunn, sinn zum Deel Affer. Dat muss een och kënne soen. Dat sinn zum Deel och Affer. Déi hu sech net gewënscht - oft, net ëmmer -, zu Klengkriminellen ze ginn.

(Brouhaha)

(Coups de cloche de la présidence)

Déi sinn och zum Deel Affer a musse vläicht och beschützt ginn. Dat heescht, vill Leit sinn an enger Sécherheetssituatioun, wou se e Problem hu mat der Sécherheet, ...

(Coups de cloche de la présidence)

… jo, ech halen elo op, net just eng gewësse Kategorie. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. An elo ass et un där leschter ageschriwwener Riednerin, un der honorabeler Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo just nach e puer Minutten Zäit an ech kéint déi elo drop verwenden, fir d'Regierung ze verteidege géint dat, wat den Här Mosar elo grad vu sech ginn huet. Mee ech si sécher, datt de Minister Kox, deen engem wierklech net muss leeddoen, dat ganz souverän wäert maachen.

Ech notze meng Zäit fir e bësse méi Sënnvolles. Ech konzentréiere mech nämlech gären op d'Suchtpreventioun fir déi Jonk, well dat a mengen Ae guer net uewe genuch ka stoen op eiser politescher Prioritéitelëscht, souwisou net.

D'Preventioun muss ganz uewe stoen, méi héich wéi all Repressiounsfro, wéi all Platzverweis, mee besonnesch elo, well d'Pandemie an hir sozial an ekonomesch Suitten d'Ufällegkeet nach vill méi grouss gemaach hunn, fir an e Suchtverhalen ze rëtschen, och a grad bei Jugendlechen.

Hire Bien-être, virun allem och de mentale Bien-être vun de Jonken, ass jo zu Recht an de leschte Méint an de Fokus vun eiser ëffentlecher Debatt geréckelt. A fir hiert Wuelbefannen ze stäerken, muss déi primaire a secondaire Suchtpreventioun am Zentrum vun all Strategie stoen; eng Strategie, wou Santé an Educatioun Hand an Hand schaffe mussen. An d'Regierung ass jo och amgaang, dat verstäerkt ze maachen, och en vue vun där geplangter Reglementéierung vum net medezinnesche Cannabis. D'Preventiounspolitik krut also eng nei Dynamik an eng zousätzlech Dimensioun.

A mir begréissen ausdrécklech, datt engersäits de CNAPA den Optrag krut, fir e globaalt nationaalt Konzept auszeschaffen an datt och anerersäits geziilt un enger Vernetzung geschafft gëtt vun allen Acteuren an hire jeeweilege Moossnamen. Et gëtt där nämlech vill, an et ass richteg, d'Zesummenaarbecht ze verbesseren, méi effikass ze maachen.

Mir brauche kloer Äntwerten op d'Froen, déi déi Jonk, déi Problemer mat Drogen hunn, sech stellen. U wien adresséieren ech mech? Wou kréien ech séier onbürokratesch Hëllef oder Rot? Wien ass eigentlech fir wat zoustänneg? An och, u wie kënnen d'Eltere sech adresséieren, wa se Droge bei hirem Kand fonnt hunn a weeder direkt d'Police nach d'Schoul wëllen informéieren? Wann ee mat Betraffene schwätzt, da mierkt ee ganz séier, datt dat leider net ëmmer ganz kloer ass, datt dee Parcours du combattant heiansdo ganz schwiereg a laang ka sinn.

Duerfir fannen ech et och ganz richteg, fir Onlineconsultatiounen unzebidde via Internet, Appen, E-Mailen an och iwwer Telefon. Et muss een déi Jonk do erreechen, wou se sinn, an dat ass nun emol ganz oft um Smartphone, fir sech online eng Informatioun, e Rot sichen ze goen. Dat ass vill méi einfach, wéi wann ee sech muss e Rendez-vous huelen an an eng klassesch Consultatioun deplacéieren.

Wa mer wëllen eng Chance hunn, fir u si erunzekommen a se eventuell virunzeleeden u Plazen, déi hinnen eng méi spezialiséiert Hëllef kënne bidden, da muss deen éischte Kontakt esou onkomplizéiert wéi nëmme méiglech sinn. Dat gëllt, wéi gesot, och fir hiren Entourage, fir Famill oder Frënn.

An datt och d'Schoulen eng ganz wichteg Roll an der Preventioun ze spillen hunn, dat läit jo op der Hand. D'Ekippe vun de SePASen am Secondaire maachen hiert Bescht, se maachen eng wichteg Aarbecht. Se bräichten nach méi Moyenen. Allerdéngs, d'Beréierungsängschte vun de Jonke mat de Psychologen am Lycée sinn deelweis ganz grouss.

An och dowéinst muss een hei nach op aner Weeër goen.

Och d'Enseignantë musse besser gestiwwelt sinn. Stéchwuert: Formatioun, Formation continue. Si brauchen eng gewësse Sensibilitéit, Wëssen an Aarbechtsmaterial, fir och ze erkennen, fir matzekréien, wa Jonker iwwerhaapt riskéieren ofzerutschen, fir se mat deem néidege Fangerspëtzegefill unzeschwätzen an déi richteg Schrëtt ze ënnerhuelen.

Duerfir goufe Konzepter entwéckelt fir d'Intervention de détection précoce. Dës Konzepter op Basis vum Evaluatiounsmaterial mat Grillë sinn an e puer Lycéeë schonn amgaang ëmgesat ze ginn a se sollen no enger Evaluatioun an alle Lycéesgebaier generaliséiert a systematesch applizéiert ginn.

Här President, nach e lescht Wuert zu engem Projet, deen ech hei onbedéngt wëll ernimmen. Dat ass de Projet vun engem nationalen Therapiezentrum fir Mannerjäreger. Dee Projet ass am nationalen Drogenaktiounsplang ageschriwwen an e muss a mengen Aen esou séier wéi méiglech realiséiert ginn.

Bis ewell gi mannerjäreg Drogesüchteger an d'Ausland orientéiert, fir do dacks iwwer laang Zäit eng Therapie ze maachen. Fir Munchereen ass dat gutt, fir eng gewëssen Distanz zum Milieu ze kréien, wou se mat den Drogen a Kontakt waren. Och d'Distanz zum Doheem kann heiansdo guttdoen. Mee fir aner Kanner a Jugendlecher gëllt dat awer guer net. Fir vill jonk Leit ass eng wochen- oder souguer méintelaang Therapie am Ausland ganz schwéier. Sproocheproblemer, d'Verlaangeren an och d'Fro vun der Scolarisatioun vun deem Jonken, all dat mécht d'Saach net méi einfach.

Duerfir, dee Projet vun engem eegenen nationalen Therapiezentrum fir Mineuren, esou wéi en den Ament virgesinn ass, gesäit eng komplett Offer fir mannerjäreg Drogenofhängeger vir, mat Therapie a medezinnescher Prise en charge, engem Encadrement 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7, an net zulescht och enger Posttherapie.

Dat bedeit natierlech e ganz grousse finanziellen a personellen Opwand. Mee wa mer eis net wëllen de Reproche gefale loossen, datt mer eis Problemer och an dësem Beräich léiwer an d'Ausland auslageren, wéi eis selwer drëms ze këmmeren, da musse mir zu deem Opwand stoen. A mir als LSAP stinn derzou.

Bref, an der Drogepolitik ass et net „entweeder oder", mee „souwuel wéi och" Preventioun a Repressioun, awer wannechgelift an där Reiefolleg.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Merci och alleguerten den Intervenanten hei zu spéider Stonn iwwer e wuel ganz wichtegt Theema. An ech kann nëmmen ënnersträichen, dass eng ganz Rei vu Virriedner et och mat der néideger Seriositéit an och Serenitéit, awer och mat der néideger Ausféierlechkeet hei erkläert hunn.

An ech erlabe mer, net op alles anzegoen, awer op déi grouss Linnen, an awer och ganz kloer zu deenen eenzelne Motiounen dann och Stellung ze huelen. Awer dat iwwerloossen ech lech, hei dann entspriechend ofzestëmmen. Mee ech mengen, ech kann lech awer déi eng oder aner Pist ginn. A wann ech dat schonn eng Kéier am Virfeld gesot hunn zu engem Punkt oder deem aneren, da kënnt Der mech mam Wuert huelen, dass ech dat och anhale wäert.

Vläicht ganz am Ufank wëll ech wierklech alleguerten de Servicer dobaussen, sief et d'Police, sief et d'Douane - an ech kommen och gläich op d'Douane ze schwätzen -, awer sief et och alleguerten déi, déi an deem Beräich ënnerwee sinn, déi sech mat där ganzer Drogeproblematik ausenanersetzen, Merci soe, well et ass e gesellschaftleche Phenomeen, deen net nei ass, dee ganz al ass. An et verkennt een dat liicht, soudass een esou aus dem Bauch eraus a vun haut op muer wëllt Léisunge fannen.

Ech jiddefalls, an ech mengen, och mäi Kolleeg François Bausch, an eisen Tiräng, déi ech elo mol opgemaach hunn iwwerall, hunn näischt direkt fonnt, fir an enger holistescher Approche un dat Theema erunzegoen.

Ech hunn och näischt direkt fonnt, wat d'Police méi gestäerkt hätt. Ech muss soen - an ech hunn dat elo ausféierlech gemaach dat Joer, wou ech Haaptresponsabele sinn am Secteur vun der Police -, dass ech mer ganz vill Gedanke gemaach hunn iwwert de Rekrutement: d'Leit, déi net do sinn, d'Leit, déi iwwerall erwaart ginn. An ech hunn och zréckgekuckt, säit wéini et dee Problem gëtt. Wann ech eng Question parlementaire soll gestallt hunn oder stelle gelooss hunn iwwert de Rekrutement, sou wëll ech net ze vill an d'Vergaangenheet goen, soss musse mer eis awer all virun Aen halen, dass mer et verpasst hunn, eis Police mat dem néidege Rekrutement auszestatten, mat dem néidege Personal, fir och déi Defien unzegoen, déi haut an eiser Gesellschaft verlaangt gi vun eiser Police. An ech mengen, mir hunn dat och ugedeit. Ech sinn et mat voller Energie ugaangen, fir dat wierklech ronn ze kréien. A mir hunn net fir näischt innerhalb vun engem Joer eng Schoul aus dem Buedem gehuewen, fir deem och kënne gerecht ze ginn. D'Zuele si ganz kloer, an et deet mer leed, dat hu mer an der Vergaangenheet awer verpasst.

D'Infrastrukturen: Ech war mer ganz vill Infrastrukturen ukucken. Ech war zu Esch. Dass e Kommissariat zu Esch haut esou ass, wéi et nach ëmmer ass, ass net vu gëschter a vu virgëschter. Dat ass eppes vu virun 20 Joer, wéi ech do war. Virun 20 Joer war d'Problematik schonn op der Police zu Esch.

Wann ech op Déifferdeng ginn, och do ass d'Infrastruktur net entspriechend an der Rei. A wann ech op Ettelbréck ginn, och do sinn d'Infrastrukturen net an deem Mooss ...

An dann d'Moyenen: Jo, ech ginn der Police déi Moyenen, déi gesellschaftlech gefrot sinn an déi am Konsens hei an der Chamber och gestëmmt kënne ginn. Déi Moyenen, do muss ech awer soen, wann ech VisuPol huelen: Den Här Mosar freet mech, innerhalb kierzester Frist elo alles an d'Weeër ze leeden. Ech muss soen, all déi Avisen, déi mir iwwer VisuPol gelies hunn, vun der CNPD an nach anerer, dass dat net an der Rei ass! Mir ginn interpelléiert iwwert d'Fichieren, dass d'Police schlampeg mat Fichieren ëmgeet. Mee och hei: Wa mer e Gesetz hunn! Scho säit zéng Joer, oder 2007, do gouf VisuPol ugefaangen, ass déi legal Basis awer net esou richteg do. An dat éischt, wat ech gemaach hunn, war, déi legal Basis awer op déi richteg Féiss ze stellen.

A mir ware jo am Konsens hei alleguerten. Ech kann lech Är Ried vun dem CSV-Vertrieder nach eng Kéier soen, deen dat mat ënnerstëtzt huet, wat do dra war. Och déi Kommissioun, wou mer do gesot hunn, dass mer eng holistesch Approche mussen hunn, well dat net eleng duerch eng Kamera ka geléist ginn. D'Kamera ass en Deel, e ganz klengen Deel vun der Léisung, a bei der Drogepolitik, bei der Drogebekämpfung a ganz klengem Mooss. Et gëtt vu 6, 7 % geschwat, an dann nach nëmmen in flagranti, an da mussen nach déi néideg Initiative vun der Police hannert dem Schierm an um Terrain iwwerenee spillen.

VisuPol ass ee Moyen, ee Moyen vu villen. Wat ass dat Éischt, wat mer gemaach hunn? D'Gesetz emol an dee richtegen Encadrement gesat. D'Prozedur anzeleedeen, dat ass net de Minister. Am Gesetz steet do de Policedirekter, an ech sinn am stännegen Austausch mat deem, fir dass déi Prozeduren ulafen. Dofir ass déi Motioun superfetatoire. An iwwregens wäert ech och elo den Depot vum Règlement grand-ducal maachen - ech hunn nämlech

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

d'Gesetz mussen ofwaarden, also wann d'Gesetz gestëmmt ass -, de Règlement grand-ducal vun der Kommissioun ass fäerdeg, geet elo an de Regierungsrot a gëtt gestëmmt.

Dat heescht, ech wëll nëmmen dorobber hiweisen, dass ech der Police déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, sief et d'Personal - an dat kënnt Der noliesen, d'Rekrutementsperiod -, déi logistesch an déi finanziell Moyenen. An insbesondere, wann Der wësst, dass d'Digitaliséierung ee vun de groussen Defien ass an der nächster Zukunft, wäerte mer am nächste Budget pluriannuel iwwer 50 Milliounen an d'Infrastrukture stiechen, wat déi ganz Digitaliséierung ubelaangt. Wat jo och hoffentlech, wann dat intelligent agesat gëtt, um Terrain eng Entlaaschtung ka si fir d'Leit.

Ech sinn och net zefridden, dass haut déi Preventioun, esou wéi se am Gesetz vun 2018 virgesi war - nämlech d'Preventioun an d'Interventioun um Terrain kënnen ze maachen, déi Preventioun, dat, wat de Bierger gären hätt, dass d'Police un d'Bierger erugeet, u jiddereen, a freet: „Wéi geet et der? Wéi geet et?" -, awer nach net geet. Et geet wierklech nach net! Well mer Lächer musse stoppen, well mer de Rekrutement iwwer Jore verpasst hunn ze maachen, richteg ze maachen, op deene richtege Plazen! An dofir hu mer elo Moyene fir d'Remise/Reprise, wou mer probéieren, duerch nei Systemer d'Méiglechkeet ze kréien, dass mer erëm méi séier um Terrain kënne sinn, awer och, fir déi Interventiounsaarbecht ganz gutt um Terrain kënnen ze verwierklechen.

A mir schaffen dodrun. Ech hu jo d'Ënnerstëtzung hei vun Iech, fir an deem Beräich kënnen eppes ze maachen. Dofir, mengen ech, dofir war déi Aarbecht hei, an dofir stinn ech och vläicht eleng hei, well mer virun engem Joer gesot hunn: Kommt, mir kucken dat holistesch! Kommt, mir kucken dat iwwert déi Beräicher eraus! Kommt, mir kucke se alleguerten! Well et wär jo och net geléist, wann elo nach e Minister hei gewiescht wär. Dat ass eréischt geléist, wa mer dat, wat elo an deenen zwou Motiounen ... Déi eng Motioun vum 11. Mäerz ...

An déi Debatt ass net, well deemools d'Piratepartei dat ugefrot huet. Déi war an der logescher Suite vun deem, wat mer virun engem Joer ugefaangen hunn. Well de François Bausch, de viregte Policeminister, gesot huet: „Mir maache fir d'éischt eng holistesch Approche, mir kucken dat, mir maachen eng Note interministerielle a mir schaffen dodrop." An haut ass d'Resultat dovunner, dat innerhalb vun engem Joer komm ass. Wéi gesot, ech hunn näischt am Tirang fonnt gehat.

An der Motioun vum 11. Mäerz stinn eng ganz Rei Saachen dran an dofir wäerte mer déi hei weiderféieren. Dann déi Motioun ...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Wie war da Minister, Här Minister?

(Brouhaha)

Wie war dann do Minister?

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- D'Tiräng bis 2000 war ech och kucken. Ech war nach méi déif an den Tirang kucken.

Mme Octavie Modert *(CSV)* - Ma déi Zäit ass e Rekrutementsplang opgestallt ginn! Dat wësst Der dach ganz gutt.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass lëschteg. An aacht Joer ass Gambia fir näischt responsabel, fir näischt.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Deen ass och ausgefouert ginn.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här Wiseler, Här Wiseler …

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat ass liicht nervend. Alles, alles wat net fonctionéiert, dat waren déi aner, well d'Tiräng waren eidel, wéi Dir komm sidd!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Minister Henri Kox huet d'Wuert a soss keen. Här Kox, fuert roueg weider.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här Wiseler, ech kucken dann net méi zréck. Ech kucken no vir.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et gëtt och Zäit, datt eppes kënnt no vir.

Plusieurs voix.- O!

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech mengen, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kox, fuert roueg weider a loosst lech net beieren.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech loosse mech gären dann un den Tate moossen. An dat kënne mer gäre maache mat all deenen Dossieren, déi ech de Moment dann niddergeluecht hunn.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- De Bilan vun engem Joer ass besser wéi vu Verschiddene vun zéng Joer.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, dass dëst nëmmen zesumme ka geléist ginn an dass ech natierlech mat ville Gemenge mëttlerweil geschwat hunn an och mat ville Buergermeeschteschen a Buergermeeschteren, fir de Problematiken um Terrain Här ze ginn. An dat léisst sech net eleng duerch d'Policeaarbecht léisen. An dat hunn ech schonn e puermol gesot. An dofir ass déi Nott och wichteg an ech verspriechen lech och, an dofir steet dat jo och an där zweeter Motioun, déi d'Majoritéit haut deposéiert huet, nämlech, dass mer e Bilan zéien, e reegelméissege Bilan.

Ech wäert mech och engagéieren, fir dee reegelméissege Bilan hei ze zéie mat lech zesummen, well ech hunn en ugefaangen an ech wäert en och zu Enn féieren. An Dir kënnt mech gär drun erënneren d'nächst Joer, wa mer hei eenzel Punkte wäerten uschwätzen.

Dofir, all déi Punkten, déi hei vu menge Virriedner alleguerte gesot gi sinn, kann ech nëmme mat ënnersträichen, zemools wa se d'Preventiouns- a Repressiounsaarbechten och effektiv um Terrain gemeinsam wëllen ugoen.

Da just nach zu deene Motiounen, déi och nach eng Kéier hei deposéiert gi sinn. D'Garantie d'accès, wat d'Entréesdieren ubelaangt, wou mäi Virgänger schonn deemools an der Debatt hei gesot huet: „Mir schaffen eppes aus." An et ass och eppes ausgeschafft ginn. An net méi spéit wéi muer, nee, de Freiden am Regierungsrot - an et deet mer leed, dass mer haut heizou nach net Stellung kënnen huelen, well de Premierminister, wéi Der wësst, leider an engem Regierungsrot gefeelt huet a mir dat an engem Konsens wëllen diskutéieren - wäerte mir och doriwwer diskutéieren, an da wäert Der zäitno dozou och meng Stellungnam kréien, soudass dat heiten och superfetatoire wär, fir dat unzegoen.

D'Bodycam: Ech mengen, dass och do d'juristesch Basis feelt. An ech hunn lech dat jo gesot, dass ech un där juristescher Basis wäert schaffen. An dat hunn ech an enger Question parlementaire an och nach an aneren Interventioune gesot. Ier mer dat zum Asaz bréngen, musse mer kucken, ob déi juristesch Basis och kënnt an ob och nach déi richteg Moossnamen do kënne geféiert ginn. Och dat ass a menger Aufgabestellung, fir dat ëmzesetzen. Iwwregens steet et och am Koalitiounsvertrag, dass mer dat uginn, an ech hale mech dodrun, fir dat och ëmzesetzen.

Dann de Bodypacker, deen hunn ech jo selwer mat opbruecht. Ech wär jo awer blöd, eppes opzewerfen, wat ech net selwer wëll ëmsetzen, wou ech Léisunge siche mat der Santé, fir op anere Plazen aner Méiglechkeeten ze kréien, fir dat kënnen ëmzesetzen.

Dann déi lescht Motioun: Bon, déi, mengen ech, ass an der Motioun vun der Majoritéit ganz gutt zréckgespigelt. Wann ech awer resuméiere kann, déi véier Motiounen, oder fënnef Motioune vun der CSV, esou schaffen ech dodrun, an déi si fir mech da superfetatoire.

Ech sinn awer frou, fir Är Beiträg alleguer, déi konstruktiv Beiträg, an ech wäert op dësem Dossier weiderschaffen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister Henri Kox. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Merci dem Här Minister fir seng Ausféierungen. Fir d'alleréischt, fir dat nach eng Kéier ze confirméieren, wat den Här Minister gesot huet vun den eidelen Tiräng. Wann ech dat richteg verstanen hunn, huet hie respektiv säi Virgänger eidel Tiräng virfonnt, wat de Rekrutement vun neie Poliziste betrëfft. Mir huelen Akt do dervun. Et ass ëmmer interessant, wann een dat vun engem Minister héiert.

Da wollt ech awer nach eng Kéier op déi Motioun zréckkommen, wat justement de VisuPol an d'Videosurveillance betrëfft. Also, Här Minister, ech wëll Iech soen, datt a sech jo scho Kameraen ubruecht gi sinn 2019, 2020, wéi et zu enger Extensioun komm ass. Dat heescht, dat fréiert VisuPolsgesetz huet dat jo net verbueden. Dat heescht, mir hätten och elo, oder Dir hätt och elo scho kënnen iergendwou aneschters, zu Bouneweg oder soss enzwousch, Kameraen ubréngen. Dofir ass dat net ganz richteg, wann Der sot, mir hätten elo missen ofwaarden, datt dat VisuPolsgesetz komm ass.

Wat richteg ass, an do sinn ech mat Iech eens, ass, datt dat VisuPolsgesetz eis méi eng kloer Base légale mat klore Reegele gëtt. An duerfir hu mir dat jo matgestëmmt, well mer dat a sech eng ganz gutt Saach fannen.

Dat, wat awer fir eis kloer ass, an dat wollt ech awer elo nach eng Kéier vun Iech wëssen, well mir et natierlech och dovun ofhängeg maachen, ob mer eis Motiounen, oder déi eng oder aner, bäibehalen oder net: Wat elo d'Installatioun vu Kameraen zu Bouneweg betrëfft, hunn ech et esou verstanen, wéi wann Dir elo géift déi Prozedur engagéieren. Nee, jo, ech weess, Här Minister, Dir sidd Polizeiminister. Also, Dir lieft jo awer elo net an engem fräie Raum. Ech menge schonn, datt Dir kënnt der Direktioun vun der Police soen, wou solle Kameraen installéiert ginn. Kommt, mir ginn awer elo net Saache siche wéi dat doten!

Dat heescht, Dir kënnt bien entendu der Police elo proposéieren, datt se soll déi Prozedur entaméieren, fir Kameraen op Plazen, déi mer natierlech zesumme mat der Stad sollen determinéieren, ze installéieren.

Dat, wat ech elo vun Iech wierklech wëll wëssen: Dir sidd also am Prinzip d'accord, fir op dee Wee ze goen. Dir wëllt just, an dat fannen ech och normal, datt mer d'Prozedur esou respektéieren, wéi se am VisuPolsgesetz steet. An natierlech soll dat zesumme mat der Stad Lëtzebuerg geschéien. Wann Der mer elo sot, datt Der dat esou gesitt, sinn ech bereet, déi Motioun en suspens ze halen, fir lech dann d'Chance ze ginn, dat bis an den Hierscht ze maachen. A sollt dat am Oktober net gemaach sinn, da loosse mir nach eng Kéier iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Wier dat esou fir lech an der Rei? Da géif ech nämlech dem Här President proposéieren, datt mer déi Motioun, wat d'Videosurveillance betrëfft, géifen en suspens loossen.

Voilà, dat wollt ech soen. An den Här Gloden hélt nach Positioun par rapport zu deenen anere Motiounen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. Wëllt den Här Minister nach eng Kéier dorobber reagéieren?

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Also, ech entaméieren d'Prozedur. Dat heescht jo net, ob nach eng Kamera dohinnerkënnt oder net. Mir lancéieren d'Prozedur an an där Prozedur ass selbstverständlech d'Kommunikatioun tëschent dem Ministère an der Policedirektioun. An natierlech gëtt et do eng Reunioun mat deenen zoustännege Gemengen, oder hei speziell der Gemeng Lëtzebuerg. An dat ass entaméiert.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

A wat d'Motioun awer ubelaangt, mengen ech, da misst se jo awer zeréckgezu ginn. Ech weess net, ob een eng en suspens kann halen.

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee, nee. Nee, Här Minister, ech muss awer do nach eng Kéier, Här President, d'Wuert huelen. Dat do ass elo erëm eng aner Äntwert wéi déi éischt. Ech mengen, den Här Minister weess jo pertinemment, datt d'Stad Lëtzebuerg Demandeur ass, fir datt déi Kameraen op Bouneweg kommen. Duerfir maacht elo net esou, wéi wann Der nach misst d'Autorisatioun vun der Stad Lëtzebuerg do froen.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech hunn haut e Bréif ënnerschriwwen. Ass dat ok?

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dat heescht, Dir engagéiert lech, déi Kameraen zu Bouneweg ze installéieren no der …?

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Nee!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- D'Prozedur anzeleeden! Et ass eréischt herno ...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, dat do ass keng Äntwert.

Une voix.- Dach!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Also, et ass en oppene Prozess. Wann een eng Prozedur aleet, fir Kameraen nom Gesetz vum VisuPol, wéi mer et hei gestëmmt hunn, dann ass et en oppene Prozess. Et kann eng Kamera dohinnerkommen, et kann awer och keng Kamera dohinnerkommen. Mir lancéieren d'Prozedur an d'Resultat ka sinn, dass Kameraen dohinnerkommen. Wa mer mat der Stad Lëtzebuerg, mat der Police a mat där zoustänneger Kommissioun d'Prozedur ofgelaf hunn an d'Konklusioun ass, dass et Jo ass, da kënnt eng Kamera dohinner. An esou ass et virgesinn. An déi hunn ech lancéiert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Minister.

Motions

Ech mengen, mir kommen elo einfach emol zur Diskussioun vun de Motiounen. Schéin eng no där anerer. An da gesi mer bei der Motioun 6, wat mer do maachen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Jo, bon, wéi gesot ... Kann ech vläicht eventuell zu sämtleche Motioune matenee Stellung huelen oder solle mer eng no där anerer dann duerchgoen?

Une voix.- Eng no där anerer.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Eng no där anerer!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Eng no där anerer.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ok. Bon, wéi gesot, den Här Minister hat schonn derzou Stellung geholl. Mee mir hunn effektiv elo schonn e puermol geschwat iwwert dee Projet fir den Accès zu den Entréesdieren. En plus hu mer dat schonn an enger Motioun akzeptéiert gehat. Dat hu mer gestëmmt. Dat war déi vum 11. Mäerz. Ech si mer elo net méi sécher, ob d'CSV déi matgedroen hat oder net. Ech menge souguer jo. Dat heescht, fir mech ass dat dote komplett iwwerflësseg. Mir hunn dat dote scho laang an enger Motioun ugeholl.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci Madamm Empain. Den Här Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Also, ech hunn dem Här Minister elo hei gutt nogelauschtert an och der Madamm Empain an ech muss soen: Et ass ëmmer déi Diskussioun „Mir maachen eppes, awer ...".

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- An dat nervt mech, besonnesch an där heiter Debatt! An ech trauen dem Minister net, datt en déi de Freideg deposéiert. Duerfir wëlle mer déi Motioun zur Ofstëmmung bréngen.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole

Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. D'Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Voilà, och hei, wéi scho gesot ginn ass: Éischtens, dat steet am Koalitiounsvertrag. Den Här Minister huet gesot ... en huet confirméiert, dass dru geschafft gëtt, an zwar elo net op laang Siicht, mee kuerzfristeg. Am Géigesaz zu anere vertraue mir eisem Minister, wann hie seet: „Et gëtt elo dru geschafft." Dann ass dat och esou. An dofir ass dat heiten och superfetatoire.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Empain. Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Also, ech si jo hei ganz neutral wéi d'Schwäiz. Ech wollt just da froen, mat wéi enger Deadline dass een do ongefeier kéint rechnen, wat den Zäitraum ass vun deene Bodycams. Well mir als Piraten géife se och gär gesinn: eng Kéier, fir natierlech d'Leit ze schützen, awer och fir de Poliziste selwer méi Sécherheet ze ginn. Ech wollt elo just wëssen, wa mer elo schonn de Vott hei maachen, wat dann déi Zäit ass, ob mer vun engem Joer schwätzen, zwee Joer oder zwee Méint.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kox.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Et ass am Koalitiounsvertrag virgesinn. A wann Der …

(Exclamations)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här Kox, Dir kënnt jo awer soe wéini ongefeier!

(Interruptions)

Ech war jo awer ganz fein, ech hu ganz normal gefrot.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Wann Der wësst, wéi d'Prozeduren daueren, wäert ech zäitno bei Iech kommen, fir dat doten ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Elo kéime mer zur Motioun Nummer 3. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Voilà, ech wollt just soen, dass mir dat doten och an eiser Motioun, déi jo wierklech ganz komplett ass, dran hunn. Fir eis mécht dat elo kee Sënn, déi doten elo separat ze droen. Mir hunn alles an eiser Motioun stoen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Léon Gloden, wannechgelift.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Also, dat do ass jo typesch, typesch Majoritéit!

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV).*- De Minister seet: „Well et an der Oppositiounsmotioun steet ass et superfetatoire a well et an der Motioun vun de Regierungsparteie steet, ass et net superfetatoire."

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dat weist, datt e Refus total vum Dialog hei ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, elo kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

(Brouhaha général)

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Wie wëllt dann nach dozou d'Wuert ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech ginn elo net ganz an den Detail, mee do sinn eng Partie Saachen an de Consideranten, déi eis wierklech elo net immens gutt erschéngen. Mee dovun ofgesinn, ass och de ganze Contenu an eiser Motioun dran an ass superfetatoire.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ech reege mech elo net nach eng Kéier op. Au vote!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da komme mer direkt zum Vott vun dëser Motioun.

(Interruption par Mme Nathalie Oberweis)

Nee, d'Madamm Nathalie Oberweis wëllt nach eppes soen.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, merci villmools. Ech géif gär wëssen, wat gemengt ass mat dem „tourisme social". Éischtens emol, wat mengt Der domadder a firwat steet dat do? Wat bréngt dat?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott kommen.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Kéint Der et vläicht just erklären? Wat mengt Der? Et steet ganz ënnen op der éischter Säit „attire un certain tourisme social". Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gloden reagéiert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Jo, well mir hei eng ganz Rei sozial Offeren hunn an den Här Mosar ass dorobber agaangen, datt eeben aus der Groussregioun eng Rei Leit heihinnerkommen, déi da soss net géifen heihinnerkommen, well eng ganz Rei Infrastrukturen hei sinn, déi net an der Groussregioun sinn.

Dofir huet den Här Mosar jo ganz kloer, wann Der gutt nogelauschtert hutt, an der Ried gesot, datt mer och sollen zesumme kucken, fir och an der Groussregioun - mir hu jo och eng Ministesch fir d'Groussregioun, déi sech derfir kann asetzen - eng Rei Institutiounen, sozial Institutiounen anzeféieren, zesumme mat den däitschen, franséischen, belsche Kolleegen. Dat ass richteg geliefte Groussregioun. An duerfir dee Considerant hei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gloden.

Ech hunn de Vott schonn opgemaach.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5. Dat ass déi, déi vun der Majoritéitsparteien deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Jo, Här President, e puer Bemierkungen. Éischtens stellen ech fest, datt d'Regierungsparteien hei d'Regierung opfuerderen: „Regierung maach endlech eppes!" Well an der Konklusioun vun der Note interministérielle, ech hunn dat virdrun a menger Ried gesot, do koum d'Regierung just zur Konklusioun, datt se elo emol e Groupe de travail op d'Bee setze fir e Livre blanc.

Hei soen d'Regierungsparteie selwer hirer eegener Regierung: „Maach eppes!" A se ginn eng ganz Rei konkreet Mesuren.

Mir kënnen als CSV mat deene Mesurë liewen, well mer d'ailleurs een Deel vun deene Mesurë selwer an eise Motiounen, souwuel iwwert d'Preventioun wéi och zum Beispill iwwert d'Bodypackeren, virgeschloen hunn. D'Regierungsparteien an de Minister hu gemengt, eis wiere superfetatoire. Mir si vill méi konstruktiv, mir stëmmen dës Motioun mat.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An der Hoffnung, datt d'Regierung eppes mécht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gloden. Dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech mengen, deen Text hei, deen d'Koalitioun eis hei presentéiert, ass wierklech interessant. Well si soen an der Introduktioun: „Mir brauchen eng Approche holistique, wou eigentlech jidderee matmécht." A wann een dann déi eenzel Dispositioune kuckt, da gesäit ee schonn, datt Verschiddener net matmaachen. An notamment d'Immigratioun mécht net mat.

An dat ass erëm e bëssen ... Dat rejoignéiert, wat verschidden Intervenanten, och d'ADR, virdru gesot hunn, datt d'Absence vum Här Asselborn ..., de Service de l'immigration, do geschitt guer näischt. An déi Motioun hei illustréiert dat, beweist dat op en Neits.

An dat stëmme mir net mat! Contrairement zu der Generositéit vun der CSV soe mir als ADR: „Et geet eis kloer net duer!" Dofir si mir net do hannendrun a mir wäerten dat hei och net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann ass et nach um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also, mir ass déi Motioun do ganz sympathesch. Do stinn och ganz vill Saachen dran, déi eis gutt gefalen. Ech hu just nach eng Fro un d'Auteuren: wéi vill dann dovunner am Koalitiounsaccord ze fannen ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Well ech hu jo elo grad geléiert: Alles, wat am Koalitiounsaccord ... oder wat ee wëlles huet, souwisou ze maachen, an elo an de Regierungsrot an den nächste Woche kënnt, gëtt jo hei net ofgestëmmt. Dat heescht, ech huele jo och elo un: Déi Passagen huelt Der elo nach eraus, ier Der zur Ofstëmmung kommt, well et schonn iergendwou steet.

Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Dann huet d'Madamme Stéphanie Empain d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Mir änneren d'Motioun natierlech net of, well mer eis alleguerten dorobber gëeenegt hunn.

Dovun ofgesinn, wollt ech awer op den Här Kartheiser reagéieren a just preziséieren, dass mer net d'Tendenz hunn, Saachen, déi mer schonn an enger Motioun ofgestëmmt hunn, nach eng Kéier explizitt an d'Motioun dranzeschreiwen. An dat ass de Grond, firwat zum Beispill dee ganze Volet vun der Immigratioun net hei explizitt drasteet. En ass opgefouert iwwert de Renvoi op d'Motioun vum 11. Mäerz. Ok?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser _ Motioun kommen.

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun bei 54 Jo-Stëmme géint 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 6

Da komme mer zur Motioun Nummer 6. Wëllt do nach een d'Wuert ergräifen? Den Auteur, den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, also, ech muss Iech soen: De Mëtten huet d'Majoritéit erëm eng Kéier hiert richtegt Gesiicht gewisen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Hei gëtt iwwerhaapt keng Zesummenaarbecht mat der Oppositioun gemaach. Mir, muss ech awer elo mol eng Kéier soen, d'CSV, stëmmen hei eng Motioun vun der Majoritéit mat, well mer gesinn, datt do eng Rei gutt Saachen drastinn. Mir hunn op där anerer Säit och eng Rei gutt Saachen, wou Der dermat d'accord

sidd, wou Der sot, Dir géift se maachen, mee Dir sidd awer net bereet, se matzestëmmen. Ech fannen dat traureg! Ech fannen dat äusserst traureg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- An haalt op, nach iergendwéi eng Kéier eppes ze ziele vun Zesummenaarbecht mat der Oppositioun! Dir hutt wierklech de Mëtten Äert richtegt Gesiicht gewisen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. Da kënne mer …

(Brouhaha général)

D'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Also, wann ech richteg verstanen hunn …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei wannechgelift, nach ee Moment e bësse méi roueg, dann hu mer et gläich gepackt. Madamm Polfer, wannechgelift.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Wann ech déi Diskussioun virdru richteg verstanen hat, déi, zu där den Här Minister jo och Stellung geholl huet an dee gesot huet, en hätt de Mëtten dee Bréif ënnerschriwwen, fir datt eeben déi Prozedur soll ufänken, quitte datt do verschidden Acteure mussen eebe gefrot ginn an datt duerno e Resultat derbäi erauskënnt ... Ech wëll vläicht just ënnersträichen: Et wier an dësem Fall an deem Sënn méi einfach sinn, well hei hutt Der bestëmmt keng eidel Tiräng fonnt, well de Minister Étienne Schneider hat deen heite Projet wierklech ganz fest ausgeschafft scho mat dem ganze Wee. Mee mir fänken dat nei un.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- An ech wëll dem Minister gleewen. Duerfir géif ech, esou wéi am Ufank den Här Mosar jo awer och bereet war ze soen, déi Motioun bis den Oktober elo emol net wierklech hei ofstëmmen. Esou huet den Här Mosar gesot: Hie géif se zréckzéie bis den Oktober. Well mir wëllen, an ech op alle Fall, ech wëll dem Minister gleewen. An ech gleewen och, datt e sech un dat hält, wat en elo de Mëtten hei gesot huet. Dofir wier et och gutt, wann den Här Mosar och géif bei deem bleiwen, wat hie gesot hat, dat heescht se bis den Oktober zréckzezéien.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass d'Chamber d'accord, fir dës Motioun bis den Oktober en suspens ze setzen? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Zréckzezéien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee, also …

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Zréckzezéien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Zréckzezéien.

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Psch!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee, ech wëll nach eng Kéier soen: Mir si bereet ... Ech si bereet, déi Motioun en suspens ze halen, awer ech hätt gär e kloert Engagement vum Här Kox, datt et zu der Installatioun vu Kameraen ...

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Zréckzéien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- ... zu Bouneweg kënnt, natierlech op deene Plazen, wou mer zesumme kucken. Mee ech hätt hei gären e formellen Engagement! Mir geet et net duer, datt einfach gesot gëtt: „Mir fänken elo emol mat der Prozedur un a « le résultat est ouvert »." Dat geet eis net duer!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, ech mengen, Här Mosar.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Et muss een dann awer déi Motioun zréckzéien. An dann hutt Der jo den Oktober eventuell d'Chance, fir se dann nach eng Kéier nei ze produzéieren.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee, Här ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Soss si mer jo a kenger Prozedur dran. Dir wësst dat jo besser wéi ech, well Der méi laang derbäi sidd.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, ech hätt awer gär fir d'éischt e formellen Engagement vum Här Kox, datt et a Richtung vun Installatioun vu Kameraе geet zu Bouneweg!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Den Här Kox huet dat elo grad gesot.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech hunn dat bis elo nach net kloer héieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ma ech kann elo net onbedéngt zu enger Léisung hei warscheinlech bäidroen. Ech wëll just soen: Souwäit ech weess, kann een eng Motioun net en suspens halen. Dat heescht, entweeder mir stëmme se of oder Dir zitt se zréck.

(Interruptions)

Falls mer se sollen ofstëmmen …

(Brouhaha)

Bon, et ass vläicht scho spéit, mee mir kënnen eis vläicht nach dräi Sekonne berouegen.

Falls Der se wëllt zur Ofstëmmung bréngen, da bleiwe mer derbäi, dass d'Prozedur esou net richteg ass. Mir hunn e Gesetz gestëmmt, wat definéiert, wéi d'Prozedur ass, an dat ass net doranner, dass de Minister déi Prozedur elo hei lancéiert. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Empain. Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Also, mir Piraten wäerten déi Motioun natierlech net matstëmmen, well d'Kameraen net wierklech zu enger Sécherheet wäerte bäidroen. Mee et wär éischter emol un der Zäit, dass een deene Leit, déi de Leit géifen zu Bouneweg hëllefen, huele mer d'Street Angels, do eng Plaz géif ginn, wou déi kéinte fest an all Dag de Leit hëllefen, anstatt dass de Schäfferot do leider en negativen Avis ofginn huet, soudass déi Leit elo net méi kënnen um Terrain hëllefen. Do bréngen dann och keng Kameraen eppes!

Merci.

Plusieurs voix.- Au vote!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da komme mer zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 6

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 6 est rejetée par 25 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um aacht Auer nees zesummen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 21.43 heures.)

Sommaire des séances publiques n^os^ 67 et 68

67e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 993
Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth ..... p. 993-994
Dépôt d'une motion par Mme Viviane Reding ..... p. 994
Heure de questions au Gouvernement ..... p. 994-998
- Question n° 233 du 8 juillet 2021 de M. Laurent Mosar relative à la constitutionnalité des taux d'intérêt négatifs, adressée à M. le Ministre des Finances ..... p. 994
- Question n° 234 du 5 juillet 2021 de M. André Bauler relative à l'octroi de primes pour l'achat d'un véhicule hybride suite aux retards de livraison accusés en raison de la pénurie de certains matériaux, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ..... p. 994
- Question n° 235 du 8 juillet 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à un bataillon belgo-luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense ..... p. 994-995
- Question n° 236 du 5 juillet 2021 de M. Georges Engel relative à l'évolution et aux conclusions de l'état des lieux des projets réalisés ou entamés dans le cadre de l'étude dite « Rifkin », adressée à M. le Ministre de l'Économie ..... p. 995
- Question n° 237 du 7 juillet 2021 de M. Sven Clement relative à la rupture de stock du cannabis médical, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale ..... p. 995-996
- Question n° 238 du 7 juillet 2021 de Mme Stéphanie Empain relative à la situation des entreprises de voyages dans le contexte de la pandémie, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes ..... p. 996
- Question n° 239 du 8 juillet 2021 de Mme Octavie Modert relative au site gallo-romain à Dalheim, adressée à Mme la Ministre de la Culture ..... p. 996
- Question n° 240 du 7 juillet 2021 de M. Gusty Graas relative à la proposition de la Commission européenne d'introduire une taxe sur le kérosène, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ..... p. 996-997
- Question écrite n° 4630 de M. Max Hahn concernant les passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Question n° 242 du 7 juillet 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux dangers des passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ..... p. 997
- Question n° 241 du 8 juillet 2021 de M. Jean-Paul Schaaf relative aux étudiants résidant au Luxembourg et vaccinés contre la Covid-19 à l'étranger, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 997-998
- Question n° 243 du 8 juillet 2021 de Mme Martine Hansen relative aux tests antigéniques rapides certifiés, adressée à Mme la Ministre de la Santé ..... p. 998
- Question n° 244 du 7 juillet 2021 de M. Charles Margue relative au remboursement de certains traitements pour les personnes transgenres, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale ..... p. 998
Question élargie n° 107 de Mme Josée Lorsché au sujet du centre de prise en charge postaiguë de l'accident cérébral vasculaire (Nachsorgezentrum) et de la prise en charge du Long Covid ..... p. 998-999
Question élargie n° 108 de M. Marc Hansen au sujet de la sécurité informatique des hôpitaux luxembourgeois ..... p. 999
Question élargie n° 109 de Mme Françoise Hetto-Gaasch au sujet de la situation des personnes souffrant de troubles psychiques ..... p. 999-1000
Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies ..... p. 1000
7631 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel ..... p. 1000-1007
Motion de Mme Viviane Reding relative à la possibilité des radios dites « communautaires » de pouvoir profiter du standard numérique DAB+ ..... p. 1007-1008
Résolution de M. Gilles Roth relative à la tenue des séances publiques sous le régime Covid-Check ..... p. 1008

68e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 1008
Communications ..... p. 1008
Ordre du jour ..... p. 1008
Déclaration du Gouvernement sur l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées, suivie d'un débat ..... p. 1009-1024
Dépôt d'une résolution par M. Mars Di Bartolomeo ..... p. 1024
Débat de consultation sur la note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg ..... p. 1024-1035

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
5088	Francine Closener	Redoublement de la 5e dans l'enseignement secondaire général
		Session ordinaire 2021-2022
5119	Georges Mischo	Vaccins à virus inactivé contre la Covid-19
5158	Sven Clement	Autorisation de sortie dans le cadre d'une quarantaine
5163	Chantal Gary	Extension de la gratuité du transport public aux P&R transfrontaliers
5193	Gilles Baum, André Bauler	Interventions chirurgicales reportées
5273	Sven Clement, Marc Goergen	Frais liés au traitement de la Covid-19
5291	Gusty Graas, Max Hahn	Imperméabilisation des sols
5334	Chantal Gary	Égalité femmes-hommes dans l'arbitrage sportif
5362	Max Hahn	Entretien des pistes cyclables
5368	Marc Goergen	Digitalisation des registres de la population des communes
5372	Marc Lies	Terrains potentiellement urbanisables
5373	Sven Clement	Syndrome de la Havane
5374	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Statistiques sur les appartements vendus en état futur d'achèvement
5376	Laurent Mosar	Agence eSanté
5377	Laurent Mosar, Léon Gloden	Zones où certaines activités sont interdites
5378	Marc Spautz	Anciens fours à chaux à Rumelange
5379	Georges Mischo	Comité consultatif du co-développement France-Luxembourg
5380	Fred Keup	Lettre ouverte du Musée national de la résistance et des droits humains
5381	André Bauler	Piscine du nouveau Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre
5382	Mars Di Bartolomeo	Directive réformant le régime européen des taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
5383	Fernand Kartheiser	Plan d'action contre la polarisation et la radicalisation
5384	Gusty Graas	Lutte contre l'industrie illégale de la drogue et la criminalité organisée
5386	Jeff Engelen	Lits d'hôpitaux
5387	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Réserves de pétrol
5388	Nathalie Oberweis	Activités des sociétés luxembourgeoises dans le domaine militaire
5389	Max Hahn, Claude Lamberty	Bâtiments publics vandalisés
5391	Marc Spautz	Réaction des syndicats concernant la tripartite du 13 décembre 2021
5392	André Bauler	Effectifs de la Police grand-ducale dans le nord du pays
5394	André Bauler	Château de Vianden
5395	Fred Keup	Impact du gel sur les éoliennes
5396	Marc Goergen	Discrimination par l'Église catholique
5397	Sven Clement	Évaluation de l'utilisation des tablettes en classe
5398	Martine Hansen, Serge Wilmes	Application Adapto
5399	Marc Spautz	Promotion des voitures « plug-in hybride »
5400	Myriam Cecchetti	Pollutions de l'Attert
5401	Nancy Arendt épouse Kemp	Jeux olympiques d'hiver 2022
5402	Martine Hansen	Apprentis non vaccinés
5404	Sven Clement	Mesures privatives de liberté
5405	Jeff Engelen	Règle 2G dans le secteur hospitalier et de la santé
5406	Myriam Cecchetti	Incendie dans une zone industrielle à Mertzig
5407	Nathalie Oberweis	Prise en charge des naissances prématurées
5408	Laurent Mosar, Diane Adehm	Composition de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD)
5410	Roy Reding	Jeux de hasard sur Internet
5414	Fernand Kartheiser	Manifestations contre les mesures sanitaires du 11 décembre 2021
5415	Sven Clement	Commission spéciale de réexamen de l'ADEM
5416	Laurent Mosar, Léon Gloden	Participants aux manifestations contre les mesures sanitaires appartenant à l'extrême droite
5418	Carole Hartmann, André Bauler	Travaux dans le parc d'Echternach
5419	Léon Gloden	Dispositions transitoires concernant la psychothérapie
5420	Sven Clement	Médicaments contre la Covid-19
5422	Fred Keup	Élèves de l'enseignement fondamental parlant le luxembourgeois à domicile
5423	Marc Spautz	Taxes communales
5426	Jeff Engelen	Application du régime 2G dans le sport
5428	Paul Galles, Marc Lies	Réserve de gaz
5430	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Effets secondaires des vaccins contre la Covid-19
5432	Fred Keup	Recensement national 2021
5433	Martine Hansen	Production de lait bio
5434	Jeff Engelen	Statistiques mettant en relation les tests Covid-19 et le statut vaccinal
5437	Fernand Kartheiser	Archivage des conférences de presse du Gouvernement
5438	Fred Keup, Jeff Engelen	Camion du type « éco combi »
5439	Diane Adehm	Pacte de stabilité et de croissance
5443	Marc Goergen	Indemnités des bénévoles du CGDIS
5444	Marc Goergen	Contrôle médical des agents du CGDIS
5446	Laurent Mosar	Uniformisation de l'outil informatique au sein des établissements hospitaliers
5447	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	Pilule anti-Covid
5449	Chantal Gary	Action « Go to Sports »
5450	André Bauler	Projets d'infrastructures réalisés sur le territoire de la « Nordstad »
5456	Fernand Kartheiser	Utilisation du logo officiel des ministères luxembourgeois
5472	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Pilule anti-Covid Paxlovid
6063 urgente	Laurent Mosar	Avenir du site sidérurgique de Dudelange

Question 5088 (11.10.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **redoublement de la 5e dans l'enseignement secondaire général :**

D'Promotiounscritèren am Enseignement secondaire général (ESG) erméiglechen et am Cycle inférieur, trotz Notten tëscht 20 an 29 a sämtlechen Disziplinnen, weider an dat nächst Joer ze kommen; souguer eng eenzel Nott ënner 20 bedeit net, dass een echouéiert an d'Joer widderhuele muss. Vu 5e op 4e ESG ginn d'Critèren fir eng Reussite weesentlech méi streng, et dierf ee maximal zwou ongenügend Notten hunn. Zousätzlech kommen hei, jee no Sektioun, weider Critèren derbäi. Sou brauch ee beispillsweis fir verschidde Sektiounen zumindest eng 40 an de Sproochen oder an der Mathematik.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler*Innen redoubléieren d'Klass vun der 5e ESG, well se echouéiert, sprëch weeder den Niveau „globalement avancé" nach den Niveau „globalement de base" gepackt hunn?

2. Wéi vill Schüler*Innen redoubléiere fräiwëlleg, well se déi gewënscht Sektioun mat hire Punkten net auswiele kënnen? Wéi gesäit hei d'Evolutioun iwwert déi lescht Joren, voire säit der Reform vun de Promotiounscritèren aus?

3. Wat bedeit de „fräiwëllege Redoublement" fir d'Organisatioun vun de verschiddene Lycéeën?

4. Am Laf vum Cycle inférieur ka just eemol e fräiwëllegen Redoublement ugefrot ginn - wéi dacks ass dat fir 7e, 6e a 5e de Fall? Wéi ass d'Evolutioun déi lescht fënnef Joer? Gëtt et Fäll, wou am Cycle inférieur zweemol e Redoublement ugefrot gëtt? Wa jo, wéi gëtt dëst gehandhaabt?

5. Wéi reagéiert de Minister op d'Kritik, dass d'Schüler*Innen op 7e a 6e a verschiddene Fächer manner Efforte weisen, well se duerch déi nei Promotiounscritèren en règle générale awer den nächsten Niveau erreechen?

Réponse (26.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Den Tableau 1 weist d'Evolutioun vum Taux de redoublement op den ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire général.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Déi dräi nächst Tableaue weisen, op wéi enger Klass d'Schülerinnen an d'Schüler vu 7e G (Tableau 2), 6e G (Tableau 3) a 5e G (Tableau 4) hire schoulesche Parcours poursuivéiert hunn.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. - 4. Et leie keng Zuelen iwwert de sougenannte fräiwëllege Redoublement vir; dëse gëtt am Fichier élèves net erfaasst.

All Redoublement huet en Impakt op d'Schoulorganisatioun; dësen Impakt gëtt awer limitéiert duerch de Fait, datt op der 7e an op der 6e manner Schülerinnen a Schüler hiert Joer redoubléieren. Ee fräiwëllege Redoublement ka laut Promotiounsreglement just eemol vun den Elteren ugefrot ginn; eng zweet Ufro kann am Prinzip net gemaach ginn.

ad 5. D'Diskussioun iwwert de Redoublement muss een a méi ee breede Kontext stellen. All national an international Etüde weisen drop hin, datt de Redoublement an der Reegel keng pedagogesch sënnvoll Moossnam duerstellt.

Et ass wuel richteg, datt den Taux de redoublement op 7e a 6e niddreg ass. Dëse Phenomeen ass duerch d'Aféierung vun de „cours de base" an de „cours avancés" ze erklären: e Schüler, dee punktuell Schwächten huet, muss net automatesch säi Joer redoubléieren, mee gëtt an engem oder méi Fächer op den „niveau de base" agestuuft; dëst ass de Sënn an den Zweck vun der Reform.

Wéi aus dem Tableau 1 ervirgeet, klëmmt den Taux de redoublement op der 5e. Et mussen hei an éischter Linn méi Efforte bei der Orientéierung vun de Schülerinnen a Schüler wärend deenen éischte Jore vum Enseignement secondaire général gemaach ginn, d. h. d'Schülerinnen a Schüler an hir Eltere musse vun Ufank un informéiert ginn iwwer

d'Ausbildungsméiglechkeeten, déi hinne jee no hire schoulesche Resultater opstinn. Ech hu meng Servicer domat chargéiert, eng informatesch Applikatioun ze entwéckelen, déi dëst soll liicht verständlech duerstellen.

Question 5119 (19.10.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **vaccins à virus inactivé contre la Covid-19 :**

Wann ee momentan hei am Land géint de Sars-CoV-2-Virus geimpft ass, huet een entweeder en mRNA-baséierte Vaccin oder awer e Vektorimpfstoff gesprëtzt kritt.

Et ass gewosst, datt et eng Rei Leit gëtt, déi net onbedéngt generell géint eng Impfung sinn, awer si hunn net onbedéngt grousst Vertrauen an mRNA- oder Vektorimpfstoffer. Dowéinst waarde wuel vill Leit op déi sougenannt „Totimpfstoffer", déi op Proteine baséieren an als „klassesche" Vaccin ugesi ginn. Bei dëse ginn doudeg Bestanddeeler vun den Erreeger (evtl. nach mat engem Wierkverstäerker) gesprëtzt, déi dann eng Immunreaktioun am Kierper ausléisen. Esou funktionéiere jo bekanntlech och d'Gripp-Vaccinen.

Bei dëse Vaccine sinn déi dräi Phase vun den Etuden ofgeschloss a se weisen eng Effizienz vu gutt 90 % géint eng symptomatesch Covidinfektioun. D'Niewewierkunge solle wuel och nach méi geréng si wéi bei den mRNA-Vaccinen.

Op EU-Niveau leeft d'Zouloossungsprozedur an d'EMA préift och schonn op d'mannst de Vaccin vun engem Hiersteller. Et ass also ze hoffen, datt et eng Zouloossung bis Enn des Joers oder Ufank 2022 ka ginn. D'EU-Kommissioun huet sech am Fall vun esou enger Zouloossung och schonn 200 Milliounen Dose geséchert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt dës Totimpfstoffer dozou kënne bäidroen, eis Impfquoten ze hiewen?

2. Wéi steet d'Regierung zu dëse Vaccinen?

3. Huet d'Regierung sech evtl. schonn Totimpfstoffer geséchert?

4. Wa jo, eleng oder iwwer d'EU-Kommissioun?

5. Wa jo, wéi vill Dose soll de Grand-Duché kréien?

Réponse (19.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Déi national Impfstrategie gesäit vir, eng Villfalt un zougeloossenen Impfstoffer géint de Covid-19 anzesetzen, fir soumat sou gutt wéi méiglech de Schutz vun der Bevëlkerung duerch d'Impfung an d'Luucht ze setzen. Déi sougenannt „Totimpfstoffer" sinn natierlech en Deel vun dëser nationaler Strategie.

ad 2. Aktuell si verschidden inaktivéiert Impfstoffer an der Entwécklungsphas, dovunner véier, déi d'Phas 3 vun de klineschen Tester mat positive Resultater, wat d'Efficacitéit an d'Sécherheet betrëfft, ofgeschloss hunn. Zwee vun dësen Impfstoffer gi vun engem chineesesche Produzent hiergestallt, ee vun engem indesche Produzent an ee vun deem europäesche Produzent Valneva.

An deem Kader huet d'Europäesch Kommissioun en Accord mat Valneva ofgeschloss, dee fir déi zwee nächst Joren den Akaf vu bis zu 60 Milliounen Dose vu sengem inaktivéierten Impfstoff géint Covid-19, dem VLA2001, virgesäit. Ronn 27 Milliounen Dose sollen am Joer 2022 fir d'EU geliwwert ginn.

ad 3. Den Advanced Purchase Agreement fir den Akaf vum Impfstoff vun der Firma Valneva ass amgaang, vun deene verschiddene Memberstaaten ënnerschriwwen ze ginn. Soumat stëllt d'EU sécher, datt wärend der ganzer Impfcampagne op dësen Impfstoff zeréckgegraff ka ginn.

ad 4. Den Akaf vum Impfstoff vu Valneva gëtt iwwert de Mechanismus vun der Europäescher Kommissioun gesteiert. Soumat ka garantéiert ginn, datt genuch Dose fir all Memberstaaten zur Verfügung gestallt kënne ginn.

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

ad 5. An enger éischter Phas, an am Hibléck op d'Gesamtunzuel un Impfstoffer, déi Lëtzebuerg an deenen nächste Woche wäert geliwwert kréien, huet Lëtzebuerg sech an enger éischter Phas 10.000 Dose vum Valneva-Impfstoff geséchert. Laut dem aktuellen Ofkommes, deen d'Kommissioun mat Valneva ofgeschloss huet, huet d'Europäesch Kommissioun d'Méiglechkeet, hir initial Commande vum VLA2001-Impfstoff am Laf vum Joer 2022 op en Total vu 60 Milliounen Dosen ze erhéijen, déi bis Enn 2023 geliwwert kënne ginn.

Ënner der Bedéngung, datt déi europäesch Medikamentenagence (EMA) den Impfstoff autoriséiert, géif, laut den leschten Informatioune vun Valneva, d'Liwwerung vum Impfstoff am Abrëll 2022 ufänken.

Question 5158 (28.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**autorisation de sortie dans le cadre d'une quarantaine :**

Am Fall, wou eng Persoun a Quarantän muss, gëllt dës Quarantän siwen Deeg, falls d'Testresultat vum sechsten Dag negativ war. Am Normalfall dierfen déi Betraffen hiert Doheem net verloossen. Am Fall, wou den Direkter vun der Santé awer eng Autorisation de sortie ausstellt, gëtt et Ausnamen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Bedéngunge vun enger Autorisatioun fir d'Sortie?

2. Muss all betraffe Persoun selwer eng Demande fir eng Autorisation de sortie areechen oder gëtt dës och d'office u verschidde Persounen ausgestallt?

3. Wéi ass dëst bei Enseignantë gehandhaabt? Wéi bei de Schüler?

Réponse commune (25.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Eng Autorisation de sortie an enger Quarantän kann een nëmme kréien, wann een eng Demande iwwert de recours-covid@ms.etat.lu mécht, an dëst och just fir eng Visite médicale. Falls e medezinneschen Noutfall virläit, brauch ee keng Autorisation de sortie. Fir Schüler gëtt et donieft nach spezifesch Dispositiounen, déi ënner der Fro 3 am Detail beschriwwe ginn.

ad 2. Jidderee muss selwer eng Demande fir d'Autorisation de sortie maachen. Fir Schüler gëtt et donieft nach spezifesch Dispositiounen, déi ënner der Fro 3 am Detail beschriwwe ginn.

ad 3. D'Enseignantë kréien eng Autorisation de sortie ënner deene selwechte Konditioune wéi all aner Bierger am Fall vun enger Visite médicale. Fir d'Enseignantë gëtt et doriwwer eraus kee spezielle Regime spezifesch fir d'Schoul. Och fir d'Schüler gëtt et d'Méiglechkeet vun enger Autorisation de sortie fir eng Visite médicale. Donieft kréie Schüler am Kader vun engem Zenario 1 oder engem Zenario 2 mat hirer Ordonnance de quarantaine eng „dérogation école", déi et hinnen erlaabt, um Presenzunterricht deelzehuelen an an d'Maison relais ze goen, dëst ënner der Bedéngung, datt si un engem sougenannten „testing renforcé" deelhuelen, d. h. all 48 Stonnen e Schnelltest an der Schoul duerchféieren an e PCR-Test nom sechsten Dag maachen. Et sief preziséiert, datt just net geimpfte Persounen a Quarantaine gesat ginn.

Question 5163 (29.10.2021) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant l'**extension de la gratuité du transport public aux P&R transfrontaliers :**

Les projets d'amélioration de la qualité et d'extension des capacités des transports publics luxembourgeois ne manquent pas, y compris ceux destinés à augmenter l'attractivité de l'offre transfrontalière, telle que la construction de parkings relais à des endroits stratégiques des deux côtés de nos frontières. Certains projets s'inscrivent d'ailleurs dans une démarche de cofinancement entre le Luxembourg et ses pays voisins, comme le P&R de Metzange (F) qui a bénéficié d'un financement luxembourgeois.

Ces P&R frontaliers visent à offrir des aires de stationnement situées plus proche du point de départ matinal des flux quotidiens et à absorber en amont des frontières une partie plus ou moins importante du trafic motorisé en proposant une connexion confortable au réseau ferré ou aux lignes de bus transfrontalières. Or, tandis que les utilisateurs potentiels des parkings relais situés du côté luxembourgeois peuvent profiter de la gratuité des transports publics, les frontaliers utilisant les parkings relais situés à peine quelques kilomètres plus loin, doivent se munir d'un titre de transport payant. Dans ce contexte, une extension de l'offre de transports publics gratuits vers ces parkings relais frontaliers, même limitée à quelques kilomètres ou aux seuls P&R cofinancés, voire à tous ceux desservis par les lignes de bus transfrontalières, pourraient rendre les parkings relais proches de nos frontières encore plus attractifs. Ceci profiterait à la fois aux navetteurs frontaliers, délesterait le réseau routier et réduirait les embouteillages, la consommation de carburant et les émissions polluantes.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de parkings relais et emplacements de parkings le réseau des P&R compte-t-il au Luxembourg ? Quelle est l'évolution de leur nombre respectif au cours des dix dernières années ?

2) Combien de parkings relais dans nos trois pays voisins sont actuellement desservis par une ligne de bus RGTR ? Combien de projets de construction de nouveaux parkings relais ou d'extension des emplacements existants sont actuellement en cours ?

3) Est-ce qu'une extension de la gratuité aux P&R étrangers desservis par le réseau RGTR est politiquement et financièrement envisageable ?

Réponse (24.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le réseau national des P&R au Luxembourg compte environ 14.500 emplacements de parking.

Historique des dix dernières années dans l'évolution des P&R :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ces deux P&R transfrontaliers sont desservis par le réseau RGTR.

ad 2) P&R transfrontaliers desservis actuellement par le réseau RGTR :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Une extension de la gratuité aux P&R étrangers situés dans une zone de 5 km autour des frontières est à l'étude avec un projet pilote à Roussy-Le-Village.

Question 5193 (08.11.2021) de **MM. Gilles Baum** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **interventions chirurgicales reportées :**

À en croire les dernières nouvelles, la quatrième vague d'infection par le virus du Covid-19 est en plein développement. Il en résulte que le nombre d'hospitalisations va croissant quoique ce nombre reste bien en dessous de celui enregistré l'an dernier à la même époque - en raison des vaccinations réalisées durant 2021.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Pour réagir au mieux à cette évolution inquiétante, les hôpitaux du pays ont-ils déjà décidé de reporter des interventions chirurgicales, voire d'autres opérations médicales nécessitant une hospitalisation plus ou moins longue ?

2) Quelles sont généralement ces interventions qui sont ou qui risquent d'être reportées ?

3) Est-il possible d'indiquer d'ores et déjà quels sont les hôpitaux les plus concernés par cette réalité ? Quelles sont les prévisions en la matière ?

Réponse (07.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) À l'heure actuelle, il n'y a pas de report systématique des interventions chirurgicales.

ad 2) Selon les critères retenus avec les représentants des établissements hospitaliers et mis en place lors des première et seconde vagues, les interventions reportées en premier lieu sont celles dont le report a le moins de conséquence sur l'espérance de vie et la santé des patients et qui ne remettent pas en cause le résultat d'un acte technique déjà réalisé (cas des chirurgies en plusieurs temps opératoires).

De plus, le conseil scientifique du domaine de la santé a émis des recommandations afin que les hôpitaux s'organisent pour étudier, au cas par cas, les gestes opératoires prévus et proposer une priorisation pour ne pas aboutir à une perte de chances pour les patients. Ces recommandations sont consultables sous le lien suivant : https://conseil-scientifique.public.lu/dam-assets/publications/covid 19/Priorisation-Covid-vdef.pdf

ad 3) Le nombre de lits occupés par des patients pour une prise en charge en raison de Covid-19 et le taux d'occupation des soins intensifs étant actuellement très fluctuants, il n'est pas possible d'indiquer les établissements plus concernés que d'autres ni d'indiquer les établissements touchés en premier.

Question 5273 (22.11.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **frais liés au traitement de la Covid-19 :**

D'Zeitung „Welt am Sonntag" huet Zuele vun däitsche Privatversécherunge publizéiert, laut deenen d'Behandlung vu Patiente mat schwéiere Covidkrankheetsverleef an der Moyenne 38.500 € kaschten. 10 % vun den ze beootmende Patiente géinge souguer iwwert 85.000 € kaschten. Eng stationär Behandlung an enger Klinik an Däitschland géing laut Bericht 10.700 € kaschten. D'Zuelen, wéi vill d'Patienten d'Versécherunge bei Long-Covid-Symptomer kaschten, ginn net genannt.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Sozialversécherung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministere chiffréieren, wéi vill eng komplett Impfung vun engem Bierger/enger Biergerin an der Moyenne kascht, op Basis vu follgende Käschtefaktoren:

1) Invitatioun,
2) Werbekampagnen,
3) Vaccin,
4) Honoraire vun den Dokteren,
5) Salaire vun de Persounen am Impfzentrum,
6) Loyeren, Energiekäschten etc.?

2. Kënnen d'Ministeren aschätzen, wéi vill eng stationär Behandlung vun engem Bierger/enger Biergerin wéinst enger Covid-19-Infektioun an enger Klinik kascht?

3. Kënnen d'Ministeren aschätzen, wéi vill an der Moyenne d'Behandlung vun engem Bierger kascht, dee wéinst enger Covid-19-Infektioun fir d'éischt stationär an dann intensiv an enger Klinik zu Lëtzebuerg behandelt muss ginn?

4. Kënnen d'Ministeren aschätzen, wéi vill an der Moyenne d'Behandlung vun engem Bierger kascht, dee wéinst enger Covid-19-Infektioun op der Intensivstatioun beotemt muss ginn?

5. Kënnen d'Ministere chiffréieren, wéi vill an der Moyenne d'Behandlung vun engem Bierger bis elo kascht huet, dee wéinst den Niewewierkunge vu Covid-19 behandelt gëtt?

6. Hunn d'Ministeren Zuelen zu de Käschte fir de Gesondheetssystem vu Patienten, déi ënnert Long-Covid leiden?

Réponse commune (25.01.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

An der Tabell hei drënner ass eng syntheetesch Duerstellung betreffend d'Froen 2, 3 a 4 vun der parlamentarescher Fro vun den honorabelen Deputéierte Sven Clement a Marc Goergen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Bevëlkerung, déi fir dës Berechnungen zeréckbehale gouf, sinn d'Lëtzebuerger Awunner, déi am Moment vun der Spidolsadmissioun eng valid Affiliatioun bei der Gesondheetskeess haten.

Fir dës Käschten ze berechnen, goufe just national Spidolsopenthalter agebonnen, déi am Joer 2020 ugefaangen hunn, well fir d'Joer 2021 nach net all Käschten disponibel sinn. D'Käschten, déi fir dës Berechnung integréiert goufen, sinn d'Käschte vum Spidolsopenthalt, all medezinesch Akte vun den Dokteren, déi dësem Openthalt kënnen zougedeelt ginn a bis haut vun der CNS rembourséiert goufen, esou wéi all aner Akten a Servicer, déi mat engem Openthalt kënne gelinkt ginn (Labosanalysen, Dispositifs médicaux, Medikamenter etc.). D'Käschten an den auslännesche Spideeler, déi ugefall sinn, well ee Patient an ee Spidol am Ausland verluecht ginn ass, sinn hei net mat abezunn.

Et ass awer wichteg dorop hinzeweisen, dass een dës Zuele virsiichteg behandele muss wann et dorëms geet se mat den Zuelen aus Däitschland ze vergläichen. Den Tarificatiounssystem vun de Spideeler an Däitschland baséiert op Forfaite fir verschidde Behandlungen, a fält an d'Kategorie Diagnostic related groups (DRG) System[1], wärend zu Lëtzebuerg d'Aktivitéit an de Spideeler iwwert eng „rémunération à l'activité"[2] bezuelt gëtt. Dësen Ënnerscheed am Fonktionement féiert dozou, dass an Däitschland den extreeme Wäerter net esou vill Rechnung gedroe gëtt, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass.

D'Käschten aus dem Spidol spigelen deemno net onbedéngt déi reell Ressourcen zeréck, déi fir d'Be-

[1] Paiement prospectif basé sur l'activité par patient, le patient étant classé en groupes en fonction des diagnostics et de l'utilisation des ressources.

[2] Paiement rétrospectif basé sur l'activité : facturation des services individuels et des contacts avec les patients.

handlung vum Traitement néideg waren, mee éischter eng Moyenne vu Ressourcëkäschten, déi ee Service am Spidol iwwert dat ganzt Joer bezuelt krut. Zousätzlech ass am Tarif vun der Gesondheetskeess just een Deel vun de Käschten als Amortissement vum Gebai a vun der Infrastruktur dran (20 %), an de Rescht ass schonns iwwert de Staatsbudget finanzéiert ginn[3].

ad 1. Par rapport wat bis Enn November dem Staat a Rechnung gestallt gouf all, huet eng administréiert Dosis de Staat, all d'Fraisen inclus, ëm déi 60 € kascht. Als Informatioun, een Dag op enger Intensivstatioun kascht ëm déi 1.600 € den Dag an dat fir een Net-Covidpatient. Bei de Covidpatiente leien dës Käschten nach bedeitend méi héich.

ad 2. Am Joer 2020 goufen et 1.990 stationär Behandlunge wéinst Covid-19 am Spidol, déi am Duerchschnëtt 17.110 € kascht hunn. Déi deierst 10 % vun dësen Openthalter hu méi wéi 36.779 € kascht. Vu dass de Medianwäert mat 8.085 € wäit ënnert dem Duerchschnëtt läit, ginn et eng Partie Openthalter, déi d'Verdeelung vun de Käschten no uewe verzerrt.

ad 3. Am Joer 2020 goufen et 286 intensiv Behandlunge[4] wéinst Covid-19 am Spidol, déi am Duerchschnëtt 56.919 € kascht hunn. Déi deierst 10 % vun dësen Openthalter hu méi wéi 126.692 € kascht. Vu dass de Medianwäert mat 36.553 € wäit ënnert dem Duerchschnëtt läit, ginn et eng Partie Openthalter, déi d'Verdeelung vun de Käschten no uewe verzerrt.

ad 4. Am Joer 2020 goufen et 173 intensiv Behandlunge mat kënschtlecher Beootmung wéinst Covid-19 an engem Spidol, déi am Duerchschnëtt 70.719 € kascht hunn. Déi deierst 10 % vun dësen Openthalter hu méi wéi 152.440 € kascht. Vu dass de Medianwäert mat 53.126 € wäit ënnert dem Duerchschnëtt läit, ginn et eng Partie Openthalter, déi d'Verdeelung vun de Käschten no uewe verzerrt.

ad 5. + 6. Wat déi materiell Ressourcen ugeet, déi fir de Long-Covid-Pilotprojet fir eng Dauer vu sechs Méint deblockéiert goufen, sinn nei technesch Plateaue fir d'Prise en charge vun de Patiente fir e Betrag vun 257.486 Euro geschafe ginn. Wat déi personell Ressourcen ugeet, leien d'Personalkäschte bei 12 ETP (équivalent temps plein) fir sechs Méint bei 757.093 Euro.

Déi medezinnesch Fraisen am Zesummenhang mat der Prise en charge vun de Long-Covid-Patiente gi vun der Gesondheetskeess iwwerholl.

Question 5291 (24.11.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant l'**imperméabilisation des sols :**

De Flächeverbrauch zu Lëtzebuerg ass an de leschte Joren am Kader ënnert anerem vun der wirtschaftlecher Aktivitéit, dem Ausbau vun den ëffentlechen Infrastrukturen an der Schafung vun neiem Wunnraum däitlech an d'Luucht gaangen.

Am Sënn vum Erhalt vun der Aartevillfalt, mee och dem preventive Schutz géint eventuellt Héichwaasser, ass et wichteg, d'Buedemversigelung, déi dës Aktivitéite mat sech zéien, sou gutt et geet ze minimiséieren. Sou kann een z. B. Parkinge waasserduerchlässeg amplaz ganz aus Makadamm bauen, soudass net just d'Waasser ofzéie kann, mee och Liewensraum fir Planzen an Insekten entsteet.

Vu dass de Staat och hei mam gudde Beispill virgoe sollt, wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Richtlinnen applizéiert de Staat beim Bau vun neie Strukturen, fir d'Buedemversigelung sou kleng wéi méiglech ze halen?

2. Ginn et vum Ministère Recommandatiounen un d'Gemengen, fir bei Gemengeprojeten d'Buedemversigelung ze reduzéieren? Falls net, ass virgesinn, Recommandatiounen an där Hisiicht auszeschaffen?

3. Wat wieren d'Grënn, dës eventuell Richtlinnen net ze respektéieren, wéi z. B. beim neie Park & Ride zu Schweebech-Bréck, dee komplett aus Makadamm gemaach gouf?

Réponse commune (25.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Allgemeng ass ze betounen, dass souwuel aus ekologeschen, wéi aus ekonomesche Grënn, d'Zuel vun de versigelte Flächen sou kleng wéi méiglech gehale gëtt. All neie Bauprojet gëtt no den aktuelle gültegen techneschen Norme geplangt an natierlech och sou ausgeschafft, dass all d'Konditiounen, fir déi néideg Geneemegunge vun ënner anerem der Naturverwaltung an der Waasserverwaltung ze kréien, erfëllt sinn an den Impakt op d'Natur sou kleng wéi méiglech ausfält.

Sou ginn déi baussecht Parkinge vun de Schoulen a Verwaltungsgebaier sou oft et geet als ekologesch Parkinge gebaut. Den ekologesche Parking vum neie Lycée agricole zu Gilsdref erfëllt zum Beispill gläichzäiteg méi Funktiounen: fir déi initial Biotopen ze kompenséieren, ass de Parking als permeabel Fläch ausgefouert ginn, soudass d'Waasser natierlech ofzéie kann, an déi nei geplanzte Beem an Hecken, déi d'Parkplazen optesch vuneneen trennen, garantéieren engersäits eng optimal Integratioun an d'Landschaft a schafen anerersäits ee Liewensraum fir Planzen an Insekten.

Souwäit de Bauprogramm an d'Bautereglement et erlaben, gëtt och versicht, d'Emprise um Buedem sou kleng wéi méiglech ze halen. D'École internationale zu Déifferdeng zum Beispill huet ee ganz kompakte Grondréss. Doduerch, dass d'Sportshal komplett an de Volume vum Bau integréiert ass, gëtt op dem Bauterrain vill manner Fläch versigelt.

Dozou kënnt, dass vill nei Konstruktioune komplett mat engem Gréngdaach bedeckt ginn. Sou kann de Reen op der bebauter Fläch als éischt emol um Daach zréckgehale ginn, iert d'Waasser zäitversat ofleeft. Och dat dréit indirekt zu enger reduzéierter Buedemversigelung bäi.

Fir Verkéiersflächen, wéi Staatsstroossen, déi duerch de Verkéier staark an Usproch geholl ginn, ginn et allerdéngs momentan keng Alternativen zu der bewäerter Bauweis.

ad 2. Nieft dëse Recommandatiounen, sollen d'Gemengen am Kader vun der Gestaltung vun de Siidlungsraim, dat heescht beim Ausschaffe vun de PAGen a PAPen, och eng méi nohalteg Gestioun vum Reewaasser virgesinn. An dësem Kontext huet d'Waasserverwaltung ee Leitfaden ausgeschafft, deen d'Gemengen heizou ënnerstëtzt („Leitfaden für den naturnahen Umgang mit Regenwasser in Siedlungsgebieten Luxemburgs" - https://eau.gouvernement.lu/dam-assets/publications/regenwasserleitfaden/Regenwasserleitfaden-2013-Broschure.pdf).

Dëse Leitfade beschreift d'Moossname fir ee méi natierleche Reewaassermanagement, zum Beispill fir den Offloss ze verzögeren duerch Infiltratiounssystemer, Reewaassernotzung oder d'Notzung vu Gréngdiecher. De Leitfade weist d'wirtschaftlech an ökologesch Virdeeler vun dësen alternative Prozesser a gëtt konkreet Rotschléi iwwer d'Planung an déi praktesch Ëmsetzung. Dëse Leitfaden gëtt aktuell vun der Waasserverwaltung aktualiséiert. D'Iwwerschaffe vum Leitfade gëtt an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, Gemengesyndikater, Bureaux d'études an Ëmweltorganisatiounen ausgeschafft.

Donieft ginn d'Gemengen och am Kader vum Klima an Naturpakt dozou motivéiert, fir Versigelung ze vermeiden an ze reduzéieren. Hei gesäit ënnert anerem d'Moossnam 2.13 aus dem Moossnamekatalog vum Naturpakt vir, datt d'Gemengen eng Decisioun am Gemengerot huelen, fir ee gewësse Prozentsaz un onversigelte Flächen an de Wunnberäicher virzeschreiwen. Wat dëse Prozentsaz méi héich ass, wat d'Gemeng méi Punkten accordéiert kritt.

De Klimapakt 2.0 gesäit an de Moossnamen 1.1.3 an 1.2.3 vir, datt d'Gemenge Konzepter, Strategien a Moossnamen ëmsetze fir d'Upassung un de Klimawandel. An dësem Kontext si gréng Infrastrukturen, dat heescht onversigelt Flächen, ee ganz wichtege Punkt.

Dëst gëtt och an der nationaler Strategie fir d'Upassung un de Klimawandel op verschiddene Plazen ënnerstrach. Esou gesinn zum Beispill d'Moossname BW01 (Upassung vun de Baunormen), I02 (de Klimawandel berécksiichtege bei der Gestaltung vun neien Infrastrukturen), LP01 (de Klimawandel berécksiichtege bei der Gestaltung vun nationalen a lokale Pläng) an d'Moossnam UR02 (Upassungspläng fir urban Infrastrukturen) allkéiers vir, datt een d'Buedemversigelung reduzéiert a vermeit.

ad 3. D'Versigelung vum Buedem ass net bei allem, wat gebaut gëtt, noutwendeg, wéi zum Beispill beim Park & Ride zu Schweebech-Bréck. Hei handelt et sech kengesfalls, wéi et an der parlamentarescher Fro steet, ëm ee Parking aus Makadamm. Ganz am Géigendeel, et ass, wéi och beim Lycée agricole zu Gilsdref, een ekologesche Parking ganz ouni Makadamm. Hei gouf zesumme mat allen Acteure vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung no enger Méiglechkeet gesicht, fir den Impakt op d'Ëmwelt sou wäit wéi méiglech ze reduzéieren.

D'Parkplaze bestinn aus „Cordolith-Schotterrasen", wat ee Gemësch aus Buedem a Steng ass, an deem Grassom integréiert ass. Dono, wann d'Gras bis gewuess ass, entsteet eng gréng Parkfläch, respektiv eng Wiss. Dee grousse Virdeel vum Schotterrasen ass, datt déi Parkplazen eng héich Waasserduerchlässegkeet an ee gudde Buedemloftaustausch hunn, wat eng gutt Alternativ zu versigelte Parkplazen duerstellt. D'Waasser, wat bei méi héijen Nidderschléi net am Buedem versickert, fléisst net an d'Kanalisatioun, mee gëtt iwwerflächlech duerch oppe Cunetten an ee Retentiounsbaseng gefouert.

Zousätzlech gouf d'Zirkulatiounsfläch um Parking aus versickerungsfäegem Pawee gebaut. Ausschliisslech an der Entrée vum Parking huet missen ee Schwaarzbelag agebaut ginn, well do de Bustrafick an de Verkéier fir an dat neit Lotissement driwwer leeft. Duerch eng méi grouss Belaaschtung wéi zum Beispill duerch Bussen, déi do d'Kéier maachen, oder allgemeng duerch Autoen, déi driwwer fueren an net just do stationéieren, hätt dat Ganzt mat engem aneren Ënnergrond net gehalen. Donieft goufen am Kader vun de Kompensatiounsmesuren um ganze Parking déi néideg Ökopunkten duerch d'Planze vun Hecken a Beem an duerch d'Uleeë vu Fiichtbiotopen, wéi och Blummen- a Kraiderwisen (magere Flachland-Mähwiesen) kompenséiert. All déi Ausgläichmesurë ginn der Vegetatioun op där Plaz ee faarwegen a villfältegen Aspekt, wat villäicht dem laanschtfuerenden Automobilist net direkt opfält.

Generell ass ze ënnersträichen, datt an Drénkwaasserschutzzonen d'Versickere vu potenziell verschmotztem Waasser d'Drénkwaasserqualitéit beaflosse kann. Aus dësem Grond gëllen an dëse Gebidder besonnesch Oploen a verschidde Verbueter, wat Infiltratiounen ubelaangt.

Zu gudder Lescht bleift nach ze soen, datt déi ganz Iddi, déi hannert dem Parking Schweebech-Bréck stécht, souwisou am Interessi vun der Ëmwelt ass. Domat soll nämlech de Covoiturage, respektiv d'Weiderfuere mam Bus a Richtung Stad, encouragéiert ginn.

Question 5334 (02.12.2021) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant **l'égalité femmes-hommes dans l'arbitrage sportif :**

Dans les sports d'équipe, les femmes actives au niveau de l'arbitrage ne représentent qu'une minorité des arbitres au niveau national. Ceci est particulièrement vrai pour les catégories d'âge et les ligues supérieures. Alors qu'il est normal que les arbitres masculins interviennent sur des parties opposant des équipes féminines, le contraire ne s'observe que très rarement dans la pratique.

Sachant que de manière générale, l'arbitrage sportif souffre de sous-effectifs, et que le recrutement davantage de femmes constitue une piste à suivre afin d'y remédier, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Combien de nouvelles licences d'arbitrage l'ENEPS émet-elle chaque année au niveau des sports d'équipe ? Quelle est l'évolution du pourcentage de femmes parmi les nouvelles licences sur les dix dernières années ?

2) Des efforts d'information et de recrutement de nouveaux arbitres féminins sont-ils entrepris ? Dans l'affirmative, lesquels ?

3) Afin d'accroître la visibilité et partant l'attractivité de la fonction de l'arbitre féminin dans le sport, ne faudrait-il pas veiller à les attribuer de manière plus systématique aux parties opposant des équipes masculines ?

Réponse commune (17.01.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1) Au cours des dix dernières années, l'ENEPS a émis en moyenne 40,5 brevets d'État d'arbitrage par année dans les sports d'équipe avec un pourcentage moyen de 18,8 % de femmes ce qui représente en moyenne six brevets d'État par année.

À noter que les pourcentages en brevets d'États pour arbitres féminins varient fortement d'année en année avec au cours des dix dernières années des extrêmes de 3 % en 2019 à 38 % en 2021.

Le tableau ci-joint montre l'évolution des pourcentages :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Le recrutement d'arbitres, voire d'arbitres féminins, relève évidemment de la responsabilité des différentes fédérations sportives. Il en était ainsi lors de la campagne #norefnogame lancée par plusieurs fédérations sportives en 2017, lors de laquelle la parité des sexes a été mise en avant dans les différents visuels. Plus récemment, la FLF, dans son plan stratégique 2022-2026, dans le contexte de la promotion de l'arbitrage en général, a retenu l'objectif d'inspirer et de recruter spécifiquement plus de femmes arbitres.

ad 3) Cette question relève essentiellement de la compétence des organes respectifs des fédérations sportives et ce notamment en vertu du principe de l'autonomie du sport ancrée dans la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport. D'ailleurs cette pratique est chose courante au sein de certaines fédérations sportives.

D'une manière générale, l'exemple relatif à l'arbitrage féminin dans le sport est représentatif pour les efforts à mener en matière de promotion de l'égalité des sexes dans le sport qui est justement repris dans le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes.

Le Ministère de l'Égalité entre femmes et hommes mise sur une approche multidimensionnelle :

- en promouvant la recherche dans le domaine des stéréotypes sexués et ses effets sur la société à travers une coopération avec l'Université du Luxembourg ;

- en mettant en œuvre une large campagne d'information et de sensibilisation contre le sexisme en se basant sur la campagne « Sexisme : Vois-le, dis-le, stoppons-le ! » du Conseil de l'Europe, qui inclut également le sexisme dans le sport ;

- en cherchant le dialogue avec les acteurs clés, dont - en ce qui concerne le sport - le Ministère des Sports, le Conseil supérieur des sports, les fédérations sportives, le COSL et la presse sportive.

Des discussions sont en cours pour mettre en place cette collaboration visant, à moyen terme, la mise en place d'un plan d'action d'égalité dans le sport.

Question 5362 (08.12.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**entretien des pistes cyclables :**

D'Förderung vun der doucer Mobilitéit ass eng vun de Prioritéite vun der Regierung, dat net just am Kampf géint de Klimawandel, mee och, fir e Mentalitéitswiessel hin zu enger méi multimodaler an nohalteger Approche an der Mobilitéit zu Lëtzebuerg ze encouragéieren. An deem Kader goufen z. B. net just speziell Primme fir de Kaf vun engem Vëlo oder Pedelec agefouert, et gouf a gëtt och den nationale Vëlospistereseau kontinuéierlech ausgebaut.

Allerdéngs ass et besonnesch an der naasser Joreszäit op ville Plaze sou, dass Blieder, Knascht a Bulli op de Vëlospiste leien, déi souwuel e Sécherheetsrisiko fir Cyclisten duerstellen, wéi och generell d'Leit net onbedéngt encouragéieren, de Vëlo ze huelen, sief et fir op d'Schaff oder soss Deplacementer.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ginn déi staatlech Vëlospiste reegelméisseg gebotzt respektiv ënnerhalen?

2. Wann net, ass virgesinn, dëst an Zukunft méi systematesch ze maachen, besonnesch wärend den Hierscht- a Wanterméint?

3. Weess den Här Minister vun Accidenter vu Cyclisten, déi op de schlechten Zoustand vun enger Vëlospist zréckzeféiere wieren?

4. Wéi vill Meldunge krut d'Administration des ponts et chaussées an de leschten dräi Joer iwwer den Zoustand vu Vëlospisten?

Réponse (26.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. Als éischt gëllt et ze betounen, dass een tëscht dem konstruktiven an dem lafenden Ënnerhalt vun de staatleche Vëlospiste muss ënnerscheeden.

Laut dem modifizéierte Gesetz vum 28. Abrëll 2015 iwwert den nationale Vëlosreseau, sinn d'Ponts et chaussées fir de konstruktiven Ënnerhalt vun den nationale Vëlospisten, déi ausseruerts an inneruerts op Staatsstroosse verlafen, zoustänneg. Zum konstruktiven Ënnerhalt zielt ënner anerem d'Flécke vu Rëss, d'Schléisse vu Fouen, Accotementer, respektiv d'Erneiere vum ganze Belag. D'Ausnam vun dëser Reegel sinn national Vëlospisten, déi op enger Gemengestrooss inneruerts verlafen, hei fält de konstruktiven Ënnerhalt an d'Kompetenze vun der Gemeng.

De konstruktiven Ënnerhalt gëtt, wann d'Wiederkonditiounen et zouloossen, vu de Ponts et chaussées iwwert dat ganzt Joer gemaach. Déi meeschten Aarbechte ginn allerdéngs am Fréijoer an am Summer gemaach.

De lafenden Ënnerhalt fält allgemeng ënnert den Zoustännegkeetsberäich vun de Gemengen. Ënnert dem lafenden Ënnerhalt versteet sech ënner anerem d'Botze vun der Strooss, de Kanalisatiounen, den Equipementer, d'Fortmaache vu Graffitien op den Ouvragen, d'Botze vun der Beliichtung (déi net zur der ëffentlecher Beliichtung vun der Strooss gehéiert), ewéi och d'Schneide vun de Beem an Äscht an de Wanterdéngscht.

Dobäi ass ze bemierken, dass follgend dem Artikel 6 quater, de lafenden Ënnerhalt vu Vëlosexpressweeër vun de Ponts et chaussées assuréiert gëtt.

---

[3] Art. 15 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

[4] Covid-19-Patienten, déi kënschtlech hu misse beotemt ginn, sinn hei mat dran.

ad 3. Mir läit keng Statistik iwwert Accidenter vu Cyclisten op den nationale Vëlospiste vir. Et ass dobäi awer ze erwänen, dass d'Vëlospisten am allgemengen an engem gudden Zoustand sinn.

ad 4. Säit 2017 kann all Reklamatioun oder Commentaire zum Zoustand vun de Vëlospisten op d'E-Mail-Adress pistescyclables@pch.etat.lu geschéckt ginn. Am Fall wou d'Ponts et chaussées net zoustänneg sinn, ginn dës Mailen un déi zoustänneg Gemenge weidergeschéckt.

Am Joer 2019 krut d'Ponts et chaussées 18 Meldungen, 2020 waren et der 14 an 2021 nach 7 iwwert den Zoustand vu Vëlospisten eran. Dobäi muss een awer nach soen, dass och Reklamatiounen iwwert net gebotzte Vëlosweeër bei d'Ponts et chaussées erakommen, wou awer déi jeeweileg Gemengen zoustänneg sinn.

Question 5368 (09.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **digitalisation des registres de la population des communes :**

D'Lëtzebuerger Kathoulesch Kierch stellt via de Site https://data.matricula-online.eu/de/LU/luxemburg/ Daten zu den Dafen, Bestietnisser a Stierffäll aus dem 18., dem 19. an dem 20. Joerhonnert zu Lëtzebuerg fräi zur Verfügung.

Iwwert dëse Wee kënnen all Biergerinnen a Bierger Recherchë maachen iwwert d'Famille vun „deemools" an et kënnen och ganz Duerfchroniken analyséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Ministesch dozou, och d'Populatiounsregëster vun de Gemengen online zur Verfügung ze stellen? Wann d'Ministesch dëser Propos favorabel géigeniwwer steet, wéi een Zäitraum vun Daten (Joergäng) kéinten de Bierger hei accessibel gemaach ginn?

2. Wéi steet d'Ministesch zu der Propos, fir al Populatiounsregëster och a Papeierform op de Gemengen de Biergerinnen a Bierger zur Verfügung ze stellen?

3. Ginn d'Donnéeën aus de Populatiounsregëster haut schonn all digital an enger Datebank gespäichert?

Réponse (22.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dozou ass fir d'éischt emol ze bemierken, dass d'Populatiounsregëstere just aktuell Donnéeën zu der administrativer Situatioun vun de Persounen ophuelen, déi ageschriwwe sinn, an dass keen Historique dovunner gemaach gëtt. De Populatiounsregëster kann een also guer net mat den Donnéeën aus den dräi leschte Joerhonnerte vergläichen, déi d'kathoulesch Kierch ëffentlech zur Verfügung stellt.

Ausserdeem imposéiert et sech, e gewëssene Grad u Vertraulechkeet ze garantéiere wéinst der Sensibilitéit vun den Donnéeën iwwert d'Persounen, déi am Populatiounsregëster agedroe sinn. Dofir gesäit dat ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifizéierung vun de physesche Persounen am Kapitel 3 speziell Dispositiounen zur Protektioun vun den Donnéeë vir. Ech zitéieren notamment den Artikel 41: « Les données ou listes de données figurant au registre national ou communal ne peuvent être communiquées à des tiers. Cette interdiction ne vise pas les autorités, administrations, services, institutions ou organismes habilités, par ou en vertu de la loi, à obtenir de telles données ou listes de données et ce pour les informations sur lesquelles porte cette habilitation. »

Question 5372 (09.12.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **terrains potentiellement urbanisables :**

Enn November hunn de Minister fir d'Landesplanung an de Logementsminister nei Zuelen iwwert Baulandreserven zu Lëtzebuerg presentéiert. Laut rezenten Etüden hätt Lëtzebuerg 5.000 Hektar u Baulandreserven, vun deenen eng 3.750 Hektar fir de Logement kéinte genotzt ginn. Laut Landesplanungsminister wiere fir méi wéi 300.000 Leit Flächen an de Bauperimeteren, dofir misste Bauperimeteren net vergréissert ginn an domadder misst net méi Natur futti gemaach ginn, fir de Wunnengsbauproblem zu Lëtzebuerg ze léisen. Fir d'Etüde gouf mat 89 Gemengen zesummegeschafft.

Wëssend, dass bis dato ëmmer vun 2.900 Hektar u Baulandreserve riets gaangen ass, wollt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Sinn déi zousätzlech 850 Hektar Flächen, déi bei der Reform vun de PAGen zousätzlech an de Gemengen ausgewisen an an de Bauperimeter erageholl gi sinn?

2. Kann den Här Landesplanungsminister eis eng genau Oplëschtung vun de Fläche pro Gemeng zoukomme loossen, esouwuel wat de Wunnengsbau an awer och d'Zone économique/industrielle ugeet?

3. Wéi vill Prozent vun deenen 3.750 Hektar pro Gemeng si Baulücken a wéi vill Prozent si Gréngflächen, wou nach kee PAP gemaach ginn ass?

4. Handelt et sech bei de Gréngflächen an der Reegel ëm Flächen, déi an enger Hand sinn oder muss bei dëse Flächen nach een opwendege Remembrement urbain gemaach ginn?

5. Wat ass d'Estimatioun vun der Regierung, wéi laang et am Schnëtt dauert, bis datt dës Gréngflächen duerch déi administrativ Prozedur sinn, bis déi Fläche lotisséiert sinn, a wéi laang et dauert, bis datt déi éischt Wunnengen op dëse Fläche gebaut kënne ginn?

Réponse commune (13.01.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1. Wann een d'Resultater vun de Flächereserve fir Wunnzwecker vun 2016 an 2020/2021 vergläicht, sinn et 2020/2021 effektiv zousätzlech 886 ha, déi fir Wunnzwecker zur Verfügung stinn. Dësen Ënnerscheed kënnt zu engem klengen Deel duerch Ännerunge vum Bauperimeter, mee et ginn awer och eng Rei aner Ursaachen:

- 2020/2021 sinn nëmme PAGe betruecht ginn, déi nom Gesetz vun 2004 respektiv 2011 opgestallt gi sinn an entweeder geneemegt waren oder an der Prozedur waren. 2016 haten déi meescht Gemengen nach ee PAG, dee laut dem Gesetz vun 1937 opgestallt ginn ass. Wann een d'Bauland fir Wunnzwecker vun 2020/2021 mat deem vun 2016 vergläicht an ëmgedréint, kënnt een zu follgende Resultater:

• 492 ha vum aktuelle Bauland fir Wunnzwecker wieren nom Stand vum PAG vun 2016 a kengem bestëmmte Zoning gewiescht an hätten a sougenannte „zones non affectées" geleeën. Heibäi handelt et sech an den ale PAGen ëm Zonen, op deenen ee PAP huet misse gemaach ginn, mee ouni datt déi spéider Notzung preziséiert war, soudatt een net wousst, ob dës Zone fir Wunnzwecker, Aktivitéitszonen oder aner Zwecker virgesi wieren. Dat selwecht gëllt fir d'ZAD-Zonen oder Zone à études etc., bei deenen d'Notzung net preziséiert war. An den neie PAGen ass déi zukünfteg Bestëmmung iwwerall uginn.

• Wann een déi aktuell Wunnreserve kuckt, da wieren 264 ha dovunner 2016 net am Bauperimeter gewiescht. Mee do donieft ass et awer och wichteg ze soen, datt de Bauperimeter zwar op där enger Säit méi grouss gëtt, mee datt et awer och Fäll ginn, wou e méi kleng gëtt. Wann ee lo d'Wunnreserve vun 2016 kuckt, da wieren 150 ha dovunner haut net méi am Bauperimeter. Alles an allem wieren dann ongeféier 113 ha duerch d'Erweiderung vum Bauperimeter derbäikomm.

• Zousätzlech sinn 109 ha Wunnbauland wéinst aneren Notzungsännerunge vum PAG dobäikomm.

- Doriwwer eraus ginn et och Ännerungen an der Methodologie vun der Erhiewung, déi un d'Raum+-Method ugepasst ginn ass. Dës Ënnerscheeder sinn op verschiddenen Niveauen:

• Duerch dat direkt Gespréich mat de Gemenge ginn et Ënnerscheeder, well verschidden Terrainen, déi um Loftbild als net bebaubar erschéngen, vun der Gemeng als bebaubar ugesi ginn, oder ëmgedréint.

• Bis 2016 si bebauten Terrainen ni als Bauland betruecht ginn. Lo ass et allerdéngs sou, datt an den Nouveau-quartier-Zonen (NQ), Gebaier wéi Scheieren, Ställ o. ä. als Bauland betruecht gi si, well d'Gemengen et deementspriechend ugesinn. Wa sech am Gespréich mat de Gemengen erausgestallt huet, datt och d'Wunnhaiser an den NQ-Zone solle mat a Betruecht geholl ginn, ass dat och gemaach ginn, anerwäerts sinn se erausgeschnidde ginn.

• D'Methodologie ass awer och bei de Parzelle mat Verdichtungspotenzial ugepasst ginn. Bis 2016 ass een Terrain, op deem ee Gebai stoung, als bebaut ugesi ginn, egal ob den Terrain an zwou verschiddenen Zonen innerhalb vum PAG louch oder net, oder ob en nach Verdichtungspotenzial huet. Bei der neier Method ass eng Parzell, déi an zwou verschiddenen Zone vum PAG läit, als zwee eegestänneg Terrainen ugesi ginn. Doriwwer eraus sinn awer och Terrainen déi scho bebaut sinn, mee wou nach een zousätzlechen Deel dovunner kéint verdicht ginn, och als zousätzlecht Bauland betruecht ginn.

- Zousätzlech ass d'Berechnungsmethod ugepasst ginn:

• Bis 2016 si 75 % vum Flächepotenzial vun der gemëschter Zon als Wunnbauland betruecht ginn (souwéi 100 % vum Flächepotenzial an de Wunnzonen). Bei der ugepasster Method sinn 100 % vun de gemëschten Zonen als Bauland erfaasst ginn. Déi nei PAGen erlaben et, fir kënnen unhand vun de Koeffizienter, déi digital am PAG definéiert sinn, d'Wunndicht pro Terrain ze berechnen. Fir dem Ënnerscheed tëschent de Wunnzonen an de gemëschten Zone gerecht ze ginn, ass keen Ënnerscheed um Niveau vun der Gesamtfläch gemaach ginn, mee d'Wunnkapazitéit (also d'Zuel vun de Wunnengen déi kënne gebaut ginn) ass ugepasst ginn. Wann ee lo géif kucken, wéi vill Flächen 2020/2021 géifen zur Verfügung stoen, wann ee genee wéi 2016 nëmme 75 % vun der Fläch vun de gemëschten Zone betruecht hätt, dann hätt een 3.602 ha amplaz vun 3.732 ha.

- Et dierf een awer och net vergiessen, datt et doriwwer eraus och nach aner Ännerunge ginn. Wann et nämlech keng Ännerungen am PAG gi wieren, an och wann d'Method genee déi selwecht gewiescht wier, ass den Ënnerscheed tëschent dem Stand vum Baupotenzial vun zwee verschiddene Joren net ausschliisslech duerch d'Consommatioun vu Bauland bedéngt:

• Et gi Gebaier ofgerappt, soudatt neit Bauland entsteet.

• D'Parzelle sinn net statesch, mee si änneren am Laf vun der Zäit, wat Auswierkungen op d'Bauland huet.

Dacks spillt awer net nëmmen eng Ursaach eng Roll, mee bei engem Terrain kann een een Zesummespill vu verschiddenen Ursaachen hunn.

ad 2. Am nofollgenden Tablo ginn d'Donnéeë pro Gemeng duergestallt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Am Ganze ginn et 3.732 Hektar Bauland fir Wunnzwecker. Vu deene sinn 618 Hektar Baulücken (16,6 %) an 141 Hektar sougenannte Baulücke „Minus" (3,8 %). D'Baulücke „Minus" änelen de Baulücken, mee den Ënnerscheed ass, datt se nach net komplett parzelléiert oder erschloss sinn oder aus rechtleche Grënn net direkt bebaubar sinn, wärend d'Baulücken direkt mat enger Baugeneemegung kënne bebaut ginn.

Déi aner Kategorie vu Bauland sinn d'Bannenentwécklungspotenzialer an d'Baussereserven. Als kleng Prezisioun bleift ze soen, datt d'Terrainen, déi net bebaut sinn, net automatesch Gréngfläche sinn, mee wéi virdrun erkläert, kënnen et och an den NQ-Zonen Terraine sinn, déi bebaut sinn an déi duerch ee PAP wäerten ëmstrukturéiert ginn.

Et ginn 1.120 ha Bannenentwécklungspotenzialer (30,0 % vu sämtleche Wunnreserven) an 1.853 ha Baussereserven (49,6 %). Innerhalb vun de Kategorië vun de Bannenentwécklungspotenzialer an de Bausserreserven zesummegeholl, ass op 337 ha ee PAP net geneemegt ginn (9,0 % vu sämtleche Wunnreserven) an op 2.635 ha ass e PAP geneemegt ginn (70,6 %).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. D'Bannenentwécklungspotenzialer, d'Baussereserven an och d'Baulücke „Minus" kënnen aus méi wéi enger Parzell bestoen, wärend d'Baulücke jeeweils aus enger eenzeger Parzell bestinn.

D'Bannenentwécklungspotenzialer an d'Baussereserven, déi all innerhalb vum Perimeter leien, zesummegeholl entspriechen 2.973 ha. Dës Terraine si meeschtens aus verschiddene Parzellen zesummegesat. Déi Terrainen, déi mindestens zwee verschidde Proprietären hunn, entspriechen 2.436 ha. Op 396 ha ginn et zwee verschidde Proprietären, op 304 ha ginn et dräi Proprietären. Bei 718 ha ginn et zéng oder méi Proprietären.

ad 5. Wärend dem Erhiewungsgespréich mat de Gemengen, hunn d'Gemengevertrieder fir all Terrain ofgeschat, wéi laang datt et dauert, bis ugefaange ka gi mat bauen. Heibäi hunn se geschat, wéi laang datt d'Prozeduren daueren, an awer och, wéi den Interessi vun de Proprietären ass. D'Resultat vun dëse Schätzunge fënnt sech och an de publizéierten Etüden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

No dëser Aschätzung kéinten an den nächste fënnef Joer ronn 37.800 Wunnenge gebaut gi fir ca. 87.000 Awunner.

Question 5373 (10.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **syndrome de la Havane :**

Tëscht 2016 an 2020 gouf bei amerikaneschen Diplomaten an anere Regierungsbeamten ee Krankheetsbild festgestallt, wat d'Dokteren net kloer anuerdne konnten. No engem Drockgefill am Kapp hunn d'Beamten ë. a. Schwindel, Iwwelkeet a Schied um Gehier erlieft. Den éischte bekannte Fall gouf 2016 zu Havanna festgestallt, mëttlerweil ginn d'Autoritéite vun 130 méigleche betraffenen amerikanesche Beamten a ville verschiddene Länner aus. Et ass net kloer, wien oder wat responsabel ass, fir dës „anomalous health incidents". Russland gëtt vun Amerika als méigleche Schëllege genannt. Amerikanesch Fuerscher solle laut „New York Times" amgaange sinn, un engem Apparat ze schaffen, deen den „Havanna Syndrom" kéint ausléisen. Den 8. Oktober huet de President Biden den Havana Act ënnerschriwwen, ee Gesetz wat d'amerikanesch Beamten am Fall vun neurologeschen Attacke soll besser finanziell ofsécheren. Am Havana Syndrome Attacks Response Act gi méiglech Sanktioune géint Persounen an och Länner festgehalen, wann eng Schold géing festgestallt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Ass dëse Sujet bei Gespréicher tëscht dem Minister a sengen Homologen opkomm?

2. Wéi positionéiert Lëtzebuerg sech par rapport zu dëse Virfäll?

3. Gesäit de Minister d'Gefor, dass sech „anomalous health incidents" och kéinten op héich Beamten an Diplomaten aus EU-Länner auswäiten?

4. Huet d'USA schonn seng NATO-Partnerlänner ëm Hëllef gefrot?

5. Wéi d'„New York Times" an engem Artikel vum 24. Mee 2021 schreift:

"U.S. national security agencies have a program under way to develop effective countermeasures. They are currently looking into what it might take to build a device that can cause brain injuries similar to those which have been observed in Havana syndrome patients. As part of that effort, scientists at a military laboratory are planning on exposing primates to pulsed microwave radiation and then studying their brains."

Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg par rapport zur Entwécklung vun enger Maschinn, déi soll kënne Schied um Gehier ervirruffen?

Réponse (11.01.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

De sougenannten „Havanna Syndrom" ass an eise Kontakter bis ewell net opkomm, a mir hu keng Informatiounen, déi iwwert déi erausginn, déi an der Press ze fanne sinn.

Question 5374 (10.12.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **statistiques sur les appartements vendus en état futur d'achèvement :**

Lors de la Commission parlementaire du Logement du 17 octobre 2019, les députés ont été informés qu'au niveau des prix des appartements en construction, respectivement de vente en état de futur achèvement (VFA) le Statec retrace l'évolution des appartements « pour propriétaires-occupants », soumis au taux de TVA super-réduit de 3 %, ainsi que l'évolution des appartements « pour investissement » soumis quant à eux au taux de TVA ordinaire de 17 %.[5]

De plus, lors de ladite réunion, nous avons été informés qu'une hausse considérable du nombre d'appartements « pour investissement » a été constatée à Cessange (Cloche d'Or) ; ainsi les ventes desdits appartements « pour investissement » dans ce quartier de la ville de Luxembourg sont passées de 16 en 2018 à 177 en 2019.

Or, les responsables du Statec et du LISER nous ont informé que ces données concernant les ventes en futur état d'achèvement ne sont pas systématiquement publiées.

Vu qu'il s'agit d'informations importantes et afin de bien pouvoir analyser le marché du logement, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent nous communiquer un tableau contenant le nombre total des ventes d'appartements, le nombre total des appartements vendus à construire, le nombre total des appartements vendus en état futur d'achèvement, le nombre total des « VFA pour propriétaires occupants » ainsi que le nombre total des « VFA pour investissement » pour les années 2019, 2020 et 2021 ?

2) Messieurs les Ministres voudraient-ils nous communiquer ces statistiques pour toutes les années pour lesquelles cette sous-série des VFA a été établie mais non publiée ?

3) Est-ce qu'une répartition territoriale pour les « VFA pour investissements » peut être établie pour les dix dernières années (de 2010 à 2020), afin d'avoir une vue géographique de ces investissements ?

4) Pour les années 2019, 2020 et 2021, est-ce que Messieurs les Ministres ont pu constater une hausse dans des quartiers spécifiques pour les « VFA pour investissement » ?

[5] Voir pour le détail : Commission du Logement, Procès-verbal de la réunion du 17 octobre 2019, p. 6 à 7.

Réponse commune (11.01.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Les statistiques ci-dessous s'appuient sur les données de la publicité foncière, système informatique qui relie les notaires à l'Administration de l'enregistrement et des domaines ainsi qu'à l'Administration du cadastre et de la topographie. Il s'agit donc de statistiques basées sur les actes notariés, qui permettent de distinguer clairement les ventes d'appartements existants et les ventes d'appartements en construction (VEFA - Ventes en état futur d'achèvement).

Depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1er janvier 2015, il est également possible de décomposer les ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué : en règle générale, les « propriétaires-occupants » sont soumis au taux de TVA super-réduit de 3 % (dans la limite d'une faveur fiscale totale de 50.000 €), alors que les « investisseurs » (ayant déjà une résidence principale et envisageant la mise en location du bien nouvellement acquis) sont quant à eux soumis au taux de TVA ordinaire de 17 %.

Le tableau 1 ci-dessous décompose le nombre total d'appartements vendus pour les années 2019, 2020 et 2021. Il faut toutefois souligner que les statistiques pour l'année 2021 sont incomplètes pour l'instant : elles ne tiennent compte que des trois premiers trimestres de l'année. Notons également que ces statistiques reflètent les volumes de transactions après sélection, traitements et rejets des extrêmes, tel qu'expliqué dans le document méthodologique conjoint du Statec et de l'Observatoire de l'habitat :

https://logement.public.lu/dam-assets/documents/observatoire-habitat/Methodologie-PrixVenteAppartements-2013-12.pdf

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Il est possible de décomposer les ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1er janvier 2015.

Le tableau 2 reporte donc ces statistiques sur la période 2015-2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Il est possible de réaliser une telle décomposition des ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1er janvier 2015.

Le tableau 3 reporte ces statistiques sur la période 2015-2021, en utilisant le découpage du territoire retenu par le Statec et l'Observatoire de l'habitat dans leur publication conjointe « Le logement en chiffres ». Il présente cinq zones géographiques correspondant à des cantons ou à des regroupements de cantons.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Au vu des statistiques présentées précédemment, des changements structurels sont difficilement perceptibles, d'autant plus que l'année 2021 est encore incomplète. Il est toutefois à noter que le nombre de transactions portant sur des appartements en construction (VEFA) aux trois premiers trimestres 2021 est en baisse par rapport aux niveaux d'activités relevés aux mêmes périodes en 2019 et 2020, alors que les niveaux d'activité se sont maintenus à des niveaux élevés pour le marché de la vente d'appartements existants sur la même période. Il est à ce stade difficile de conclure quant aux raisons de cette baisse du nombre de transactions pour les appartements en construction, qui pourrait être le signe d'une décélération des mises en chantier ou de la commercialisation de nouveaux logements, ou plus simplement un phénomène transitoire lié au report de nouveaux chantiers en fin d'année 2020. Les prochains mois fourniront ici des indications précieuses.

En revanche, il est intéressant de noter que la proportion relative des ventes d'appartements en construction entre propriétaires-occupants et investisseurs fluctue beaucoup au cours des années. En moyenne, les investisseurs ont acquis 40,4 % des appartements vendus en état futur d'achèvement entre 2015 et 2021. En 2019 et 2020, la part représentée par les investisseurs locatifs (42,1 % en 2019, puis 40,7 % en 2020) avait nettement augmenté pour retrouver des niveaux relevés avant 2017. En 2021, en revanche, cette proportion s'est nettement réduite : seules 36,6 % des transactions en VEFA avaient été réalisées par des investisseurs aux trois premiers trimestres de l'année 2021. Ceci suggère que la baisse de l'activité sur le marché des appartements en construction aux trois premiers trimestres 2021 pourrait provenir d'une baisse de la demande de la part des investisseurs locatifs, elle-même probablement liée en partie aux changements dans les contraintes d'emprunt et la fiscalité de l'investissement immobilier (réduction du taux et de la durée de l'amortissement accéléré), au 1er janvier 2021.

Le tableau 3 ci-dessus suggère également que c'est dans le canton de Luxembourg que la baisse de la demande émanant des investisseurs locatifs a été la plus marquée aux trois premiers trimestres 2021 : alors que le canton de Luxembourg représentait en moyenne 45,7 % des ventes d'appartements en construction réalisées par des investisseurs, cette part s'est réduite à 34,8 % aux trois premiers trimestres de l'année 2021. Une explication potentielle pourrait être la forte hausse des prix et la baisse subséquente des rendements locatifs bruts à Luxembourg-ville, qui expliqueraient un déplacement des ventes vers des zones où les rendements locatifs bruts sont supérieurs.

Si l'on regarde plus précisément au niveau des communes et/ou quartiers, deux observations peuvent être ajoutées. D'une part, l'augmentation de la part des appartements en construction acquis par des investisseurs qui étaient localisés dans le canton de Luxembourg sur les années 2019-2020 était probablement en relation avec la vente des appartements dans la Cloche d'Or. D'autre part, un phénomène particulier est notable dans la zone Est du pays, qui correspond aux cantons d'Echternach, de Grevenmacher et de Remich : une augmentation importante du nombre d'appartements en construction au deuxième semestre 2020 et en début d'année 2021, avec par exemple la construction d'un nouveau lotissement à Mondorf-les-Bains (incluant notamment 46 appartements vendus en état futur d'achèvement au dernier trimestre 2020).

Question 5376 (10.12.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**agence eSanté :**

Lescht Woch huet d'AMMD staark Virwërf un d'Adress vun der Agence eSanté formuléiert. Dobäi ass souguer och vun Dysfonctionnementer rieds gaangen.

An dësem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi héich ass de Budget, deen d'Agence eSanté vun hirer Grënnung un allouéiert kritt huet - am Total an opgeschlësselt no Joer?

2. Wéi eng extern Entreprisë kruten a kréien ëffentlech Suen - vun der Grënnung vun der Agence eSanté un a Stand haut?

3. Wéi héich ass de Betrag, deen am Ganze fir extern Entreprisen an deem Beräich ausgi gouf?

4. Wéi vill Soumissions publiques goufen erageréecht säit der Grënnung vun der Agence eSanté?

5. Wéi vill Sue goufen engagéiert, ouni dass eng Soumission publique opgemaach ginn ass?

6. Huet den Här Minister Kenntnis vun enger - privater oder professioneller - Relatioun vum Direkter vun der Agence eSanté mat enger Firma aus deem Beräich, éier hie seng Funktiounen opgeholl huet an dës Firma ugefaangen huet, fir d'Agence eSanté ze schaffen?

Réponse commune (11.01.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Finanzement vun der Agence eSanté ass am Artikel 60ter, 3. Alinea vum Code vun der sozialer Sécherheet definéiert:

« Le financement des missions de l'Agence définies à l'alinéa 1 est pris en charge à raison de deux tiers par la Caisse nationale de santé et d'un tiers par l'État. L'Agence peut acquérir des fonds d'autres sources. »

D'Missioune vun der Agence eSanté sinn am selwechten Artikel, 1. Alinea definéiert:

« Il est mis en place une Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé », désignée ci-après par l'"Agence" qui a pour missions :

1) la réalisation, le déploiement, l'exploitation et la gestion administrative et technique d'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé, ainsi que d'applications et de systèmes informatiques de santé à l'échelle nationale, comportant :

- le dossier de soins partagé dont question à l'article 60quater ;
- d'autres projets informatiques à envergure nationale visant à faciliter l'échange, le partage ou une meilleure utilisation des données de santé ;
- les systèmes électroniques de communication avec la plateforme et ses applications, les mécanismes de sécurité et les autres services de base y liés ;
- la communication de données avec des plateformes similaires dans d'autres États membres de l'Union européenne ;

2) la promotion de l'interopérabilité et de la sécurité dans la mise en place de systèmes d'information de santé, moyennant :

- la production et la promotion de référentiels contribuant à l'interopérabilité et à la sécurité des systèmes d'information de santé ;
- la mise en œuvre d'une convergence des systèmes d'information de santé grâce à l'implémentation des référentiels d'interopérabilité ;
- la veille des normes et standards pour les systèmes d'information en santé ;
- la collaboration avec les organisations internationales en charge de la standardisation dans le domaine des systèmes d'information de santé ;

3) l'établissement et la tenue à jour d'un schéma directeur des systèmes d'information de santé, déclinant une stratégie nationale, articulée avec les priorités sanitaires du pays d'une part et les besoins d'échange et de partage des acteurs du secteur d'autre part. Ce schéma directeur organise en outre les projets et activités directement ou indirectement gérés par l'Agence, ainsi que les autres projets stratégiques de systèmes d'information contribuant au partage et à l'échange de données de santé, gérés directement par les acteurs du secteur ;

4) le conseil des autorités de tutelle en matière des choix stratégiques des systèmes d'information de santé ;

5) l'information des patients et prestataires sur les modalités opérationnelles et les mesures de sécurité en rapport avec le dossier de soins partagé et la plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé. »

De follgenden Tableau retracéiert de Budget vun der Agence eSanté, deen an engem Contrat d'objectifs et de moyens (COM) definéiert ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Zousätzlech hat d'Agence eSanté fir d'Joer 2012 e Budget vun 3 Milliounen (1 Millioun € vum Staat an 2 Millioune € vun der Gesondheetskeess) kritt, fir kënnen dat néidegt Personal ze rekrutéieren a sech administrativ an technesch opzestellen, fir d'Missiounen, déi am Code virgesi sinn, och ëmzesetzen.

Den neie COM fir d'Joren 2022-2024 ass amgaangen, opgestallt ze ginn.

D'Konte vun der Agence eSanté ginn och all Joer vun engem agreéierte Réviseur d'entreprises kontrolléiert an an der Generalversammlung approuvéiert.

ad 2. Fir datt d'Agence eSanté hir Missiounen an Objektiver erfëllt, gräift d'Agence eSanté op verschidden extern Acteuren zeréck, déi a verschiddene Beräicher spezialiséiert sinn.

Esou goufen zënter 2013 eng Rei Firme bei verschiddenen Zorte vun ëffentlechen Ausschreiwungen ausgewielt, esou wéi déi legal Prozedur vun den ëffentlechen Ausschreiwungen et virgesäit. Dat waren haaptsächlech MIPIH, NexThink, POST Luxembourg, Orchester, BMS. Dozou koumen nach eng Rei méi kleng Betriber fir punktuell Aarbechten, grad ewéi eng Rei Lëtzebuerger Firmen, déi ënner deene selwechte Konditiounen ausgewielt goufen, fir d'Sécherheet vun der Lëtzebuerger eSanté-Plattform ze garantéieren an ze testen.

ad 3. Am follgenden Tableau stinn déi op- bzw. ofgeronnt Montante fir déi extern Prestatairen, opgelëscht no Beräich:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. + 5. Mat Ausnam vun der Covid-19-Pandemiephas, wärend där e puer Betriber iwwert d'Procédure d'urgence impérieuse hu missen ausgewielt ginn, hunn all déi envisagéiert Ausschreiwungen entweeder iwwer eng oppen oder negociéiert Prozedur mat Verëffentlechung vun enger Notifikatioun (procédure ouverte ou négociée avec publication d'avis) oder iwwer eng limitéiert oder negociéiert Prozedur ouni Verëffentlechung vun enger Notifikatioun (procédure restreinte ou négociée sans publication d'avis) stattfonnt a Funktioun vun de jeeweilege Seuilen, woubäi dann zwee bis fënnef Acteure consultéiert goufen, esou wéi et am gesetzleche Kader virgesinn ass an am Aklang mat den interne Reegele vun der Agence, déi am ROI definéiert sinn.

Déi verschidde Prestatairë goufen op Basis vun der negociéierter oder limitéierter Prozedur ausgewielt.

Zousätzlech goufen op europäeschen Niveau déi zwou follgend Ausschreiwunge mat Verëffentlechung vun enger Notifikatioun (offre avec publication d'avis) gemaach:

- Konsortium eSanté-Plattform;
- Grënnung vum Gesondheetsinfrastrukturreseau.

Ausserhalb vun deene Prozeduren, déi am legale Kader vun den ëffentlechen Ausschreiwunge virgesi sinn, a fir déi uewegenannte Firmen a Fäll, goufe keng finanziell Engagementer gemaach.

ad 6. Laut den Informatiounen, déi zur Verfügung stinn, huet de Generaldirekter vun der Agence eSanté weeder eng privat nach eng berufflech Relatioun mat engem Hiersteller oder engem Zouliwerer vun Applikatiounen aus dem Beräich eSanté. Dës gouf iwwregens wärend der Rekrutementsprozedur vum Generaldirekter analyséiert, y compris vum Conseil de gérance vun der Agence eSanté.

Dës Fro ass iwwregens schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 3840 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement beäntwert ginn.

Question 5377 (13.12.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **zones où certaines activités sont interdites :**

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités expose que les fonctions propres au pouvoir municipal sont [...] de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame le Ministre de la Justice :

- D'après le Gouvernement, cette disposition constitue-t-elle une base légale suffisante pour permettre aux responsables communaux de déclarer des parties du territoire communal comme zones où certaines activités sont interdites (même s'il s'agit d'activités qui ne sont pas répréhensibles pénalement) ?

- Quels sont les moyens à disposition des autorités communales pour faire respecter les règles applicables dans de telles zones ?

- Les responsables communaux pourraient-ils éventuellement requérir l'intervention de la police pour éloigner les personnes qui contreviendraient au régime communal en place ?

• Dans l'affirmative, dans quelles circonstances et à quelles conditions une telle intervention pourrait-elle avoir lieu ?
• Dans la négative, le Gouvernement ne considère-t-il pas qu'il faille légiférer en la matière ?

Réponse commune (13.01.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

La définition de l'objet de la police administrative communale résulte implicitement du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités et du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire qui constituent le fondement de la police administrative communale, et notamment de l'article 50 du décret de 1789 précité, qui dispose que : « Les fonctions propres au pouvoir municipal [...] sont [...] de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité [sic] dans les rues, lieux et édifices publics. ».

La prévention et le maintien de la sécurité publique sont dès lors des missions de police administrative communale, dont l'objectif est d'éviter la survenance d'événements susceptibles de causer des dommages aux personnes ou aux biens. La police administrative se définit comme l'ensemble des moyens juridiques et matériels en vue d'assurer, de maintenir ou de rétablir l'ordre public. Il en découle nécessairement une limitation des libertés des individus pour assurer l'ordre public. Les autorités communales ont notamment le droit de prendre, à l'égard de rassemblements en plein air, les mesures préventives nécessaires pour assurer le maintien de la sécurité publique, tout en apportant des limitations à l'utilisation collective des biens du domaine public en établissant des zones interdites à certains événements ou des zones réservées à ces événements.

Toutefois, l'adoption de mesures de police administrative communale est soumise à des conditions telles que le respect des libertés et des droits garantis par la Constitution, qui peuvent néanmoins être limités sous certaines conditions, le respect des lois et règlements grand-ducaux, l'existence de circonstances présentant un risque pour l'ordre public ou encore la proportionnalité de la gravité de la mesure à prendre par l'autorité publique et le risque pour l'ordre public.

Le respect des mesures adoptées par les autorités communales peut être assuré à l'aide de moyens matériels que la commune peut mettre en œuvre de

ses propres moyens, tels que l'installation de clôtures et de barrages ou encore la diffusion d'informations ou de signalisations destinées au public.

L'exécution des règlements de police des autorités communales revient à la Police grand-ducale en vertu de l'article 3 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la police grand-ducale[6].

Les bourgmestres et les échevins délégués par eux ont par ailleurs le droit de réquisitionner la Police grand-ducale pour assurer l'exécution des lois et règlements de police en vertu de l'article 68 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988[7], de l'article 30 de la loi précitée du 18 juillet 2018[8] et de l'article 13-1 du Code de procédure pénale[9]. Le cas échéant, la police se doit d'obtempérer aux réquisitions[10].

L'article 6 de loi précitée du 18 juillet 2018 énonce par ailleurs les conditions dans lesquelles le bourgmestre peut instituer un périmètre de sécurité et, le cas échéant, demander l'intervention de la police afin de faire éloigner des personnes d'une zone spécifique[11].

Question 5378 (10.12.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **anciens fours à chaux à Rumelange :**

Seit einigen Jahren sorgt der marode Zustand der ehemaligen Kalköfen nahe der „Cité Kiirchbierg" in Rümelingen nun für Unmut. Grund war, dass einer der beiden Übergänge, die zu den Kalköfen führten, einstürzte und ein Trümmerfeld aus Beton hinterließ. Seitdem sind immer mehr Risse auf den Außenmauern des Gebäudes erkennbar und das Dach sowie die beiden Kamine seien zudem instabil und schief und könnten bei einem möglichen Einsturz die angrenzende Straße treffen.

Neben der Verhinderung der Einsturzgefahr ist es wichtig den Erhalt des historischen Standortes zu garantieren.

Laut meinen Informationen befindet sich das „Projekt Kalköfen" aktuell in einer Analyse- und Studienphase, welche durch die Pandemie aber in Rückstand geraten sei. Konkrete Pläne zur Umwandlung des Gebäudes würden seitens der Gemeinde aktuell noch nicht existieren. Dies auch, weil ein entsprechendes Vorhaben ohne massive finanzielle Unterstützung seitens des Staates zurzeit nicht finanzierbar sei. Die Regierung hätte zudem den Vorschlag der Gemeinde, die beiden maroden Schornsteine abzureißen und in identischer Form neu zu errichten, abgelehnt.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Frau Kulturministerin sowie an den Herrn Minister für Mobilität und öffentliche Arbeiten stellen:

- Ist die Regierung auch der Meinung, dass es wichtig ist einen Einsturz der Kalköfen zu verhindern und deren Erhalt zu garantieren?

- Plant die Regierung, die Umwandelung des Gebäudes finanziell zu unterstützen?

- Aus welchem Grund hat die Regierung den Vorschlag der Gemeinde, die beiden maroden Schornsteine abzureißen und in identischer Form neu zu errichten, abgelehnt?

Réponse (22.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Die ehemaligen Kalköfen nahe der „Cité Kiirchbierg" in Rümelingen gehörten zu den Anlagen der „Usines et Minières Berens" (UMBR), welche nicht nur als Erzlieferant bekannt waren, sondern sich auch durch die Kalkproduktion einen Namen machten. Nach dem Zweiten Weltkrieg, mit dem Bau von moderneren und größeren Anlagen, steigerte das Unternehmen seine Kalkproduktion um ein Vielfaches und wurde so zu einem bedeutenden wirtschaftlichen Faktor der Stadt Rümelingen. Aufgrund dieser wirtschaftlichen Bedeutung für die Stadt Rümelingen, der Symbolik des wirtschaftlichen Aufschwungs Rümelingens und der Region, und als wichtiger Zeuge der Industrie- und Technikgeschichte, stehen die Überreste der ehemaligen Kalköfen seit 1988 unter Denkmalschutz. Der Erhalt der Kalköfen ist somit oberstes Gebot und ein Einsturz oder Abbruch muss, wenn möglich, verhindert werden.

Wegen des Schutzstatus als nationales Monument, kann eine finanzielle Unterstützung für Analysen und Dokumentationen sowie für sämtliche baulichen Maßnahmen, die den Erhalt der Bausubstanz garantieren, vom Kulturministerium gewährleistet werden.

Nach Begutachtung vor Ort wurde die Entscheidung getroffen, dass vor Abbruch historischer Bausubstanz, welche unter Denkmalschutz steht, unbedingt eine statische Analyse gemacht werden muss, die dem Denkmalamt und der Gemeinde einen objektiven Überblick über den Zustand der Bauteile liefern soll. Nach dieser Analyse, die momentan läuft, kann dann entschieden werden, ob ein Erhalt der originalen Bauteile möglich ist oder nicht. Im Rahmen dieser Analyse werden dann auch ein Konzept und eine Kostenschätzung aufgestellt, wie ein Erhalt und eine Instandsetzung der ehemaligen Kalköfen gewährleistet werden kann. Die beauftragten Ingenieurleistungen werden vom Kulturministerium finanziell unterstützt.

Question 5379 (13.12.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **Comité consultatif du co-développement France-Luxembourg :**

Les travaux de la dernière commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise du 19 octobre dernier ont pu mettre en évidence d'associer les élus quant à la préparation et aux réflexions sur l'avenir des relations franco-luxembourgeoises. Dans cet ordre d'idée, le Secrétaire d'État aux affaires européennes français installera un « comité consultatif du co-développement France-Luxembourg ». Ce comité regroupera e. a. des représentants de collectivités territoriales.

La Ville d'Esch-sur-Alzette est fortement impliquée au niveau de la politique transfrontalière et assume momentanément la présidence du GECT Alzette-Belval, et est impliquée dans un grand nombre de projets transfrontaliers (question de coopération sanitaire, mobilité, culture, ...).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame le Ministre à la Grande Région :

1) Est-il prévu d'instaurer un tel comité consultatif du côté luxembourgeois impliquant surtout les communes membres du GECT Alzette-Belval ?

2) Est-il prévu d'associer des fonctionnaires des communes impliquées dans les groupes de travail de la CIG ?

Réponse (13.01.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région :*

ad 1) Dans son programme gouvernemental de 2018-2023, le Gouvernement luxembourgeois a instauré un Comité de coordination interministérielle pour la coopération transfrontalière (CICT) qui assure la coordination des positions et projets soutenus par le Luxembourg dans les différentes enceintes ou réseaux de coopération. Les quatre ministères représentés au sein du GECT Alzette-Belval (le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le Ministère des Finances et le Ministère de l'Intérieur) participent aux travaux du CICT. Le CICT est par ailleurs toujours ouvert à dialoguer et collaborer avec d'autres acteurs de la coopération transfrontalière tels que le GECT Alzette-Belval, dont il serait envisageable d'inviter des représentants de manière ad hoc pour un échange de vues sur des questions d'intérêt mutuel.

ad 2) La Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG) et ses groupes de travail sont des enceintes de nature intergouvernementale. Selon les sujets abordés et les compétences respectives, rien n'exclut que les présidents des groupes de travail spécifiques décident, après consultation des autres délégués, d'inviter des fonctionnaires des communes concernées à participer de manière ad hoc à certains travaux.

Question 5380 (13.12.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **lettre ouverte du Musée national de la résistance et des droits humains :**

An engem „Oppene Bréif un d'Manifestante vum leschte Samschdeg", vum 7. Dezember 2021, deen den 10. Dezember 2021 an der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" publizéiert gouf, kritiséiert de Musée national de la Résistance et des Droits humains d'Demonstranten, déi de Samschdeg, 4. Dezember 2021, géint d'Coronamoossname vun der Regierung protestéiert hunn. An dësem Bréif gëtt net ënnerscheet tëscht der Majoritéit vu friddleche Manifestanten an deenen, déi hire Protest op eng net friddlech Manéier ausgedréckt hunn. Pauschal ginn d'Demonstrante mat deene Persoune verglach, déi uganks 2021 de Kapitol zu Washington gestiermt hunn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, ob dësen „Oppene Bréif" ofgeschwat gouf mam Kulturministère?

2. Wier et fir d'Madamm Minister akzeptabel, wann ee Musée sech géif mat den Demonstrante vum leschte Samschdeg solidariséieren an een oppene Bréif an deem Sënn géif veröffentlechen?

3. Geet d'Madamm Minister dervun aus, datt d'Muséeën hei am Land d'Recht an d'Aufgab hunn, sech an oppene Bréiwer oder op engem anere Wee zu gesellschaftspolitesche Sujeten ze äussere bzw., wat hei de Fall ass, d'Regierungspolitik ze validéieren? Ass dat net e Wee hin zu enger Politiséierung vun de Muséeën?

4. Am „Oppene Bréif" heescht et: „Et ass duerchaus warscheinlech, dass bei enger Volleksofstëmmung iwwert Covidreegelen eng Majoritéit vun de Lëtzebuerger Bierger de Kurs vun der Regierung géif ënnerstëtzen." Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt et engem Musée zousteet, sech iwwert den Ausgank vun hypotheetesche Volleksofstëmmungen zu Sujeten, déi net am Kompetenzfeld vum betreffende Musée leien, ze äusseren?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Den oppene Bréif vum 7. Dezember 2021, dee vum Musée national de la Résistance et des Droits humains veröffentlecht ginn ass, gouf net mam Kulturministère ofgeschwat. De Musée ënnersteet enger Fondatioun, déi d'Verantwortung vum Musée a sengen Aktivitéiten dréit.

ad 2. All Musée huet d'Recht eng Meenung ze veröffentlechen, soulaang dëst am Aklang mat de Wäerter a Rechter vun enger Demokratie ass an de Musée sech un d'Gesetzer a Reegele vum Lëtzebuerger Staat hält.

ad 3. All Musée huet d'Recht sech zu gesellschaftspolitesche Sujeten ze äusseren, an de Limitten, déi uewe genannt sinn. Muséeë sinn Institutioune wou Wëssen a Wäerter vermëttelt ginn. Dës Vermëttelung huet vun Natur aus eng politesch - mee net parteipolitesch - Dimensioun. Si erlaabt dem Publikum sech mat gesellschaftlechen Theeme kritesch auserneenzesetzen a sech eng eege Meenung ze bilden.

Doriwwer eraus gehéiert et zu de Missioune vum Musée national de la Résistance et des Droits humains sech fir d'politesch Bildung vun eise Bierger a Biergerinnen anzesetzen, d'Transmissioun vun der Memoire ze assuréieren a Brécken zu der haiteger Zäit ze schloen.

ad 4. De Saz, deen hei zitéiert gëtt, beinhalt eng Hypothees, an och hei steet et dem Musée fräi sech ze äusseren, soulaang dëst am Aklang mat den uewe genannte Wäerter geschitt.

Question 5381 (13.12.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **piscine du nouveau Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre :**

Récemment la Chambre des Députés a voté le projet de loi concernant la création du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre. Le nouvel établissement hébergera également une piscine pour les besoins de sa population scolaire. Hélas, les capacités permettant de prendre en charge des activités de natation sont actuellement insuffisantes dans le canton de Diekirch.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

1) La piscine du nouveau lycée serait-elle également à la disposition des habitants des communes de la Nordstad ? Des synergies dans ce sens pourraient-elles être imaginables, voire souhaitées ?

2) Dans l'affirmative, les communes concernées pourraient-elles participer aux travaux de planification de cette piscine afin que le Gouvernement puisse répondre au mieux aux besoins des citoyens de la région en les identifiant au préalable ?

3) Dans la négative, la piscine de Diekirch, acquise par l'État, une fois qu'elle sera rénovée et modernisée, pourrait-elle également servir de piscine publique, du moins durant certaines plages horaires ? Une coopération avec les cinq communes de la Nordstad serait-elle envisagée le cas échéant ?

Réponse commune (26.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le programme de construction du nouveau Nordstad-Lycée prévoit une piscine à six couloirs. À l'instar d'autres infrastructures de sport de lycées et afin de faire profiter les citoyens des infrastructures construites et de rentabiliser au mieux les équipements publics, il est envisagé de mettre celles du Nordstad-Lycée également à disposition du public, de clubs ou d'associations en dehors des plages horaires scolaires. L'organisation de cette mise à disposition revient à la direction du futur lycée. Les détails d'une telle utilisation seront réglés par une convention avec l'État.

La possibilité de synergies dépendra fortement des initiatives locales ainsi que des programmes scolaires en vigueur au moment de la mise en service du nouveau bâtiment.

ad 2) Les infrastructures de sport du lycée ont été planifiées afin de répondre en premier lieu au programme de construction élaboré par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et donc aux besoins de la communauté scolaire.

Par ailleurs, il convient de noter que la loi relative à la construction du Nordstad-Lycée a été votée en janvier 2021, s'appuyant sur les plans et le budget élaborés sur base des besoins établis par le MENJE, de sorte que des changements au niveau des infrastructures de sport ne sont en principe plus possibles.

ad 3) Nous nous permettons de renvoyer l'honorable Député au premier point de notre réponse commune.

Question 5382 (13.12.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **directive réformant le régime européen des taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) :**

Les Ministres des Finances de l'UE viennent de se mettre d'accord à l'unanimité sur une proposition de directive réformant le régime européen des taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Cette directive assurera plus de flexibilité pour choisir les produits ou services auxquels s'appliqueront des taux réduits.

En contrepartie, la directive vise la suppression progressive des taux réduits pour des biens ayant un impact négatif sur l'environnement et la santé.

À longue échéance, la directive veut limiter les taux réduits dans le domaine du logement ne relevant pas de la politique sociale.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quels seront les effets de cette directive sur notre système de TVA en général et les taux réduits en particulier.

- Quels sont les produits et services pour lesquels des demandes de réduction des taux ont été introduites et n'ont pu être accordées sous la législation actuelle de l'Union européenne ?

- Quels seront les produits et services qui risquent de perdre les taux de TVA réduits ?

Réponse (14.01.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Le texte de compromis adopté par les Ministres des Finances lors de l'Ecofin du 7 décembre 2021 relatif aux taux réduits de la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après TVA) poursuit plusieurs objectifs, à savoir plus de flexibilité et une application plus équitable des taux réduits en matière de TVA pour les États membres, une extension du champ d'application pour ces taux et la suppression progressive des taux réduits pour des biens ayant un impact négatif sur l'environnement.

Dès l'entrée en vigueur de cette nouvelle directive, le Luxembourg aura l'option, comme les autres États membres, d'appliquer un taux de TVA réduit aux 24

---

6 Art. 3. Dans l'exercice de ses missions de police administrative, la police veille au maintien de l'ordre public, à l'exécution et au respect des lois et des règlements de police généraux et communaux, à la prévention des infractions et à la protection des personnes et des biens.

À cet effet, elle assure une surveillance générale dans les lieux qui lui sont légalement accessibles, exécute des mesures de police administrative et prend les mesures matérielles de police administrative de sa compétence.

7 Art. 68. Dans les cas prévus à l'alinéa 1er de l'article 58, le bourgmestre ou celui qui le remplace pourra requérir directement l'intervention de la force publique, à charge d'en informer sans retard le ministre de l'Intérieur. La réquisition devra être faite par écrit. Les commandants sont tenus d'y obtempérer.

8 Art. 30. (1) Lorsque l'ordre public est menacé, la police se concerte avec l'autorité compétente en vue des dispositions à prendre et de la réparation des mesures d'exécution.

(2) L'autorité compétente ne peut faire intervenir la police au maintien et au rétablissement de l'ordre public qu'en vertu d'une réquisition dans les conditions prévues par la loi. L'autorité compétente adresse la réquisition au directeur de la région de police territorialement compétent.

Au cours de l'exécution d'une réquisition, le responsable de la police se maintient en liaison avec l'autorité requérante et l'informe, à moins d'impossibilité, des moyens d'action qu'il se propose de mettre en œuvre.

9 Art. 13-1. Les bourgmestres et les échevins délégués par eux sont chargés de l'exécution des lois et règlements de police, conformément à la loi communale. Ils ont le droit de requérir directement le concours de la force publique pour l'exécution de leur mission.

10 Art. 27. La police doit obtempérer aux réquisitions prises dans les cas et par les autorités prévues par la loi.

11 Art. 6. (1) Lorsqu'il existe un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique, le bourgmestre peut, tant que ce danger perdure, instituer, pour la période de temps qu'il détermine et qui ne peut excéder dix jours, renouvelables sur décision du bourgmestre, un périmètre de sécurité par lequel il limite ou interdit l'accès et le séjour sur la partie de la voie publique ou dans les lieux accessibles au public concernés par ce danger, qui sont déterminés par lui.

[....]

(3) Le périmètre est établi moyennant des installations matérielles ou des injonctions.

Toute personne non autorisée qui tente d'accéder, accède, ou qui se maintient dans le périmètre de sécurité peut être éloignée, au besoin par la force. [...]

catégories de biens et services repris à l'annexe III de la directive 2006/112/CE relative à la TVA.

En ce qui concerne le régime du taux réduit de TVA relatif au logement applicable au Luxembourg, les nouveaux articles 98 et 105 bis garantissent la pérennité de ce régime.

Dans le passé des demandes pour soutenir l'économie circulaire ont été formulées, notamment par l'application d'un taux réduit aux services de réparation. Actuellement, le Luxembourg applique déjà le taux réduit de 8 % aux services de réparation prévus par la directive actuelle. La nouvelle directive prévoit cependant un élargissement du champ d'application des taux réduits en relation avec les services de réparation.

Jusqu'en 2030, toute prestation de service et livraison de biens qui bénéficie actuellement d'un taux réduit au Luxembourg continuera à en bénéficier. À partir de 2030, les taux réduits de TVA appliqués aux combustibles fossiles, aux autres biens ayant une incidence similaire sur les émissions de gaz à effet de serre, tels que la tourbe, et au bois de chauffage doivent être abolis. Ensuite, les taux réduits applicables aux pesticides chimiques et aux engrais chimiques cessent d'être applicables au plus tard le 1er janvier 2032.

À partir du 1er janvier 2032, l'application du taux super-réduit sera également limitée. En amont de cette échéance, il faudra décider quelles prestations de services ou livraisons de biens ne pourront plus bénéficier du taux de 3 %.

Question 5383 (14.12.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Plan d'action contre la polarisation et la radicalisation :**

Am Kontext vun der Demonstratioun géint d'Coronamoossname vun der Regierung, déi de Samschdeg, 11. Dezember 2021, an der Stad Lëtzebuerg stattfonnt huet, huet den Här Staatsminister op senger Facebook-Säit geschriwwen:

„E grousse Merci u Police Luxembourg an hir Kolleegen aus der Belsch, déi gëschter verhënnert hunn, datt Haass a Gewalt sech ongestéiert zu Lëtzebuerg ausbreede kënnen.

D'Regierung hëlt de Phenomeen vun der Polariséierung an der Radikaliséierung vun engem Deel vun eiser Gesellschaft eescht. Dofir wäerte mir zesumme mat all den zivillen a politeschen interesséierten Acteuren - mat der Ënnerstëtzung vun Experten aus dem In- an Ausland - en Aktiounsplang ausschaffen, fir dëse Problem an de Grëff ze kréien."

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Staatsminister:

1. Kann den Här Staatsminister preziséieren, u wat fir „Experten aus dem In- an Ausland" hien dobäi denkt? Wéi ginn dës Experten ausgesicht?

2. Ass dru geduecht, fir dësen „Experten" eng institutionell Roll ze ginn? Wa jo: Wat fir eng Roll?

3. Gëtt et Beispiller aus dem Ausland, opgrond vun deenen d'Regierung d'Decisioun geholl huet, een „Aktiounsplang aus[ze]schaffen, fir dëse Problem an de Grëff ze kréien?

4. Kann den Här Staatsminister confirméieren, datt duerch dëse geplangten „Aktiounsplang" d'Recht op Meenungsfräiheet an d'Demonstratiounsrecht a kengster Weis tangéiert wäert ginn?

5. U wéi eng Moossnamen denkt den Här Staatsminister eventuell scho konkreet, a wéi eng rechtlech Form solle si kréien?

Réponse (05.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Um Dag vum 17. Dezember 2021 huet d'Regierung eng Consultatiounsdebatt zum Theema « Lutte contre la polarisation et la radicalisation d'une partie de la société luxembourgeoise » an der Chamber ugefrot. Parallell wäert d'Regierung concernéiert Acteuren an Experten zu dësem Sujet consultéieren. En interministeriellen Aarbechtsgrupp wäert an den nächste Wochen dës Consultatioun preparéieren. D'Regierung wëll der Consultatioun net virgräifen a wäert sech dofir net ofschléissend iwwert de méigleche Contenu vum Aktiounsplang äusseren.

Question 5384 (14.12.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **lutte contre l'industrie illégale de la drogue et la criminalité organisée :**

En date du 11 décembre dernier l'Assemblée interparlementaire Benelux a approuvé unanimement une recommandation sur l'industrie illégale de la drogue et la criminalité organisée. Plusieurs demandes ont été formulées à l'adresse des trois Gouvernements.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- De quelle manière la coopération entre les pays dans ce domaine peut-elle être organisée encore plus systématiquement ?

- Il est proposé de recourir au joint targetting tout en brossant un tableau commun et en menant des enquêtes communes. Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois partage cette recommandation ?

- Quelle est l'attitude du Gouvernement face à la demande d'explorer des possibilités de coopération avec des partenaires publics-privés et la société ?

- Est-ce que le Gouvernement est prêt à assister davantage le secteur logistique, vu que les entreprises concernées doivent consentir des frais élevés pour réduire les abus ?

- Comment l'approche de type « non conviction based » peut-elle être mise en œuvre ? Comment l'échange de données sur ce point peut-il être amélioré ?

Réponse commune (28.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Il existe de nombreux traités, conventions et initiatives au niveau bilatéral, multilatéral et européen qui ont comme objet de renforcer la coopération policière transfrontalière.

Au niveau des pays Benelux, le traité de police Benelux du 23 juillet 2018, dont l'entrée en vigueur aura lieu au cours de l'année 2022, consolidera davantage la coopération policière entre les pays Benelux et constituera un instrument important dans la lutte entre autres contre la criminalité organisée. Il s'agit d'un traité novateur, qui pourra servir d'inspiration à l'Union européenne en matière de coopération policière.

Afin de mieux organiser la collaboration opérationnelle entre les pays du Benelux dans le domaine de la lutte transfrontalière contre le trafic de stupéfiants, des discussions ont été organisées dès l'année 2020 dans le but de réorienter les actions communes en y associant également les autorités françaises.

Suite aux conclusions de la concertation stratégique « Hazeldonk » du 15 janvier 2021, un plan d'action opérationnel (ci-après dénommé « PAO ») visant la lutte contre les réseaux organisés de distribution de drogues entre les quatre pays et les organisations criminelles impliquées a été élaboré par la concertation opérationnelle « Hazeldonk ». Ce PAO, qui énumère toutes les actions opérationnelles qui seront mises en œuvre durant la période 2021-2024, est subdivisé en trois piliers :

- l'échange d'informations et d'expertise ;
- l'approche des réseaux de distribution de drogues ;
- les actions de contrôle.

Le PAO énumère, pour chaque pilier identifié, un ensemble d'activités (collecte, analyse et échange d'informations, identification et partage des bonnes pratiques, organisation d'une concertation judiciaire périodique, etc.) auxquelles sont liées des actions concrètes.

Par ailleurs, les pays Benelux entendent renforcer leur coopération en matière de lutte contre le trafic international organisé de drogues via les services postaux et de courrier. Aussi bien les services de police, les services de douane ainsi que les ministères publics des trois pays et de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (RNW) sont associés à cette coopération.

Enfin, un processus continu de partage d'informations est envisagé entre les pays Benelux. Cela inclut également le partage d'évaluations des modes opératoires criminels et l'élaboration d'analyses criminelles communes sur cette base. Ces analyses communes offrent de nouveaux points de départ pour l'approche transfrontalière de ce phénomène.

Parmi les actions concrètes prévues dans le chapitre « échange d'informations et d'expertise » du PAO 2021-2024 précité, il y a lieu de citer la collecte et l'analyse d'informations afin d'assurer que les autorités policières aient conclu des accords sur la manière de collecter des informations sur les réseaux de distribution de stupéfiants, et que sur la base des informations partagées, il existe une image commune de la composition et du modus operandi des principaux réseaux de distribution de stupéfiants opérant au niveau international (« joint targeting »).

En matière de stupéfiants et de blanchiment, la police n'a à l'heure actuelle pas recours à des partenariats publics-privés, mais les services postaux coopèrent régulièrement avec la police et la contactent directement en cas de colis suspects.

Le système général de confiscation en droit luxembourgeois est fondé sur la condamnation. Un régime plus étendu de confiscation s'applique cependant au blanchiment d'argent et à certaines autres infractions, auquel cas la confiscation du produit et des instruments de l'infraction principale peut également être ordonnée par le tribunal en cas d'acquittement, d'exemption de peine, d'extinction de peine ou si le délai de prescription a été atteint. Il s'agit d'une forme de confiscation spécifique, sans condamnation, dans certaines circonstances prévues par la loi.

Bien que le Luxembourg ne dispose pas d'un régime général en matière de confiscation sans condamnation, une décision britannique de la High Court de Londres a été rendue exécutoire en 2015 sur base de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime du Conseil de l'Europe de 1990.

Question 5386 (14.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **lits d'hôpitaux :**

Säit dem Ufank vun der Covidkris ass d'Zuel vun de verfügbare Spidols- an Intensivbetten zu Lëtzebuerg zum entscheedende Krittär fir politesch Agréffer an d'Ekonomie an d'Privatliewe vun de Leit an engem nach ni gekannten Ausmooss avancéiert. Gläichzäiteg hëlt d'Zuel vun den Awunner all Joers ëm circa 10.000 Leit zou, dobäi kommen all déi Leit, déi net hei wunne mee nei ufänke mat schaffen. Och si kréien eng lëtzebuergesch Matricule zougewisen a falen domat ënnert den nationale Gesondheetssystem.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi d'Zuel vun de Spidols- an Intensivbetter, der Bevëlkerung an de Leit mat enger lëtzebuergescher Matricule sech am Zäitraum vun 1990-2020 iwwert d'Joren entwéckelt huet a wéi vill Awunner a Leit mat enger lëtzebuergescher Matricule sech all Joers op ee Spidols- an een Intensivbett verdeelt hunn?

2. Kann d'Regierung déi aktuell Zuel vun de Spidols- an Intensivbetter hei am Land, déi duerchschnëttlech Betribskäschte vun esou engem Intensivbett souwéi d'Zesummesetzung vun deene Käschte matdeelen?

3. Kann d'Regierung déi duerchschnëttlech Akafskäschte vu engem Spidols- souwéi engem Intensivbett presentéieren? Wéi vill Spidols- an Intensivbetter si säit dem Ufank vun der Covidkris nei derbäikomm? Wéi eng Erweiderunge sinn aktuell geplangt?

4. Wier d'Regierung am Sënn vun der Fro virdru bereet, en automateschen Upassungsmechanismus vun der Zuel vun de Spidols- an Intensivbetter op Basis vun der Bevëlkerungszuel an der Zuel vun de Leit mat enger lëtzebuergescher Matricule op de Wee ze bréngen? Wann net, firwat net?

5. Verfügen d'Lëtzebuerger Spideeler iwwert déi néideg ekonomesch Fräiheet a Flexibilitéit, fir d'Zuel vun de Better am Fall vun Zousazbedarf kuerzfristeg upassen ze kënnen? Wann net, firwat net? Wéi gedenkt d'Regierung, deem Problem gegeebenefalls duerch administrativ Vereinfachungen entgéintzewierken?

6. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi déi an de Froen dräi a véier genannte Käschten, de finanzielle Follge vum Lockdown op de Staatsbudget, d'Bruttoinlandsprodukt souwéi deenen doduerch am Gesondheets- a Fleegeberäich nei entstane Käschten an der Analys vun der Regierung géinteneen ofgewie gi sinn?

Réponse commune (18.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Zuel vun de Spidolsbetter

- Entwécklung vun den autoriséierte Better vun 1993 bis 2018

De follgenden Tableau gëtt déi autoriséiert Zuel vu Better un, esou wéi se an deene verschiddene groussherzogleche Reglementer zum Spidolsplang iwwert déi lescht Jorzéngte festgeluecht gi sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Zu den Akutbetter gehéieren d'intensiv Spidolsbetter (soins intensifs), déi normal Spidolsbetter (soins normaux) an d'Better vun der akuter Psychiatrie (psychiatrie aiguë). Zu de Better mat enger duerchschnëttlecher Behandlungsdauer gehéieren d'Rééducation gériatrique an d'Rééducation fonctionnelle souwéi déi net akut Psychiatrie (psychiatrie non aiguë).

- Entwécklung vun de budgetiséierte Spidolsbetter vun 2005 bis 2020

Den nächsten Tableau gëtt d'Zuel vun de budgetiséierte Better an de Klinicken un. Dëst sinn d'Better, déi am Kader vun der Fixatioun vun der Enveloppe budgétaire globale vun de Spideeler vun der CNS zeréckbehale goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Entwécklung vun der versécherter Bevëlkerung vun 1995 bis 2020[12]

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Déi versécherter Bevëlkerung ass tëschent 1995 an 2020 ëm knapp 93 % geklommen oder ëm 2,8 % an der Moyenne pro Joer. D'Residents sinn zur selwechter Zäit ëm 49 % geklommen.

- Entwécklung vun der versécherter Bevëlkerung relativ zu de Better

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Wärend déi versécherter Bevëlkerung geklommen ass, ass d'Unzuel vun de Better virun 2005 zréckgaangen an ass säitdeem konstant bliwwen. D'Bettenzuel ass deemno relativ zur Bevëlkerung gefall.

ad 2. Aktuell gëtt et 2.669 budgetéiert Spidolsbetter hei am Land, dovunner sinn 145 Intensivbetter (Fro 1).

Déi reell Käschten, déi hei presentéiert ginn, bezéie sech op déi véier Centres hospitaliers CHdN, CHEM, CHL an HRS am Joer 2020. Variabel Käschte variéiere mat der Aktivitéit, fix Käschte variéieren net mat der Aktivitéit vun den Klinicken. Si setze sech zesummen aus der fixer Consommatioun (Energiekäschten), Personalkäschten, Amortissement, extern Chargen (Kontrakter) a Finanzkäschten (Zënsen) etc. a gi pro Mount vun der CNS un d'Klinicke bezuelt. Indirekt Käschte si Käschten, déi op ee Service Support (Apdikt, Informatique, Sterilisatioun, Administratioun etc.) comptabiliséiert ginn an dann op Basis vu Schlësselen, déi d'Klinicke mat der CNS festgeluecht hunn, op déi d'komplett Aktivitéit verdeelt ginn.

Reell Käschte vun engem Intensivbett am Joer 2020

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Déi reell Käschte vun engem Intensivbett belafe sech am Joer 2020 op 1.935 € pro Journée (pro Dag, wou d'Bett beluecht war). D'Personalkäschte maachen eleng méi wéi 50 % vun de Käschte vun engem Bett aus. Consommatioun a Fournituren, dat sinn am Fall vun engem Intensivbett virun allem Medikamenter a Bluttkonserven, awer och Gebrauchsmaterialien ewéi Händschen a Sprëtzen, maache bal 258 € oder 13 % vun de Käschte vun engem Intensivbett aus. An dëse Käschten ass den Amortissement[13] net matgerechent ginn.

ad 3. De Präis vun engem Bett fir Soins normaux kascht 6.000 Euro a fir Soins intensifs 19.000 Euro. Dozou kommen niewent den néidege Surfacen och Peripherieequipementer, déi 20.000 Euro respektiv 120.000 Euro zousätzlech zu dem Amenagement vun dem Reseau vu Gaz médicaux duerstellen. Am Spidolsgesetz ass duerch d'Gesetz vum 29. Oktober 2020 am Artikel 4 virgesinn, dass bei Bedarf Reservebetter kënnen ugefrot an autoriséiert ginn. Dat war bis elo net néideg.

ad 4. D'Upassung vun der Zuel vu Better gëtt decidéiert a Funktioun vun de sanitäre Besoinen, déi duerch den Observatoire de la santé festgestallt ginn.

ad 5. Wéi an der Äntwert 3 geschriwwen, gëtt et Dispositiounen am Spidolsgesetz, fir zousätzlech Better unzefroen.

ad 6. Wéi beschriwwe si keng Better ugefrot ginn.

Question 5387 (14.12.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant les **réserves de pétrole :**

Am Artikel „Europa droht diesen Winter eine Gaskrise", deen den 3. Dezember am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt Lëtzebuerg net iwwert eege Gasreserven um nationalen Territoire verfüügt, mee am Ganzen 135.000 Normkubikmeter an der Belsch, Däitschland, Frankräich an Holland stockéiert. Weider heescht et an deem besoten Artikel, datt dës Reserven dem Staat net direkt gehéieren, mee änlech wéi eis am Ausland

[12] Moyenne pro Joer vun der Situatioun um Enn vun all Mount.

[13] D'Investitioune ginn zum Deel vun der CNS finanzéiert a lafen zum Deel iwwert de Budget vum Staat. D'Konditiounen, ënner deenen de Staat sech an der Héicht vun 80 % un den Investitioune bedeelegt, sinn am Artikel 15 vum Gesetz vum 8. Mäerz iwwert d'Établissements hospitaliers an der Planification hospitalière preziséiert. An den Zuelen ass keen Amortissement berücksichtegt ginn.

gelagert Pëtrolsreserven, vun enger privatrechtlecher Firma geréiert ginn. De Gas gëtt iwwer verschidde Pipelinen op Lëtzebuerg geleet, allerdéngs gëtt am Artikel och preziséiert, datt de Koppelpunkt vun der Leitung Richtung Frankräich säit 2013 ofgespaart ass.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass den duerchschnëttleche Lëtzebuerger Gasverbrauch pro Dag ausgedréckt an Normkubikmeter? Wéi presentéieren dës Zuelen sech fir en duerchschnëttlechen Dag wärend de kale Wanterméint?

2. Firwat gouf de Kopplungspunkt zu der Pipeline mat Frankräich 2013 ofgespaart? Wéi ee vun deene bedeelegte Staaten huet dës Decisioun geholl? Falls et sech hei ëm eng Entscheedung vun der franséischer Republik handelt, op wéi eng Manéier waren d'Lëtzebuerger Autoritéiten hei abezunn? Wéi begrënnt d'Regierung de Fakt, datt dësen Zoustand säit 2013 unhält?

3. Wéi eng Indemnitéiten empfänken déi privat Firmaen, déi fir den Ënnerhalt an d'Gestioun vun eise Pëtrols- a Gasreserven am Ausland zoustänneg sinn? Wéi eng Modalitéite si fir de Fall virgesinn, datt dës Firmen am Fall vun héijerer Gewalt net op hir eege Ressourcen zougräife kënnen oder dës net wéi virgesinn op Lëtzebuerg brénge kënnen?

4. Wéi déi kuerzfristeg Aussetzung vum Schengen-Vertrag wärend der rezenter Covidpandemie gewisen huet, hunn déi national Interesse fir vill vun eise Partnerlänner a Krisesituatioune Prioritéit. Et ass awer dovun auszegoen, datt et zu Lëtzebuerg net zu engem Gas- oder Pëtrolsmangel géif kommen, ouni datt dat och an eise Partnerlänner de Fall wier. Wéi ass séchergestallt, datt mir och am Fall vun enger akuter Kris den Zougréff op eis Gas- a Pëtrolsreserven am Ausland behalen?

Wär et net méi sécher, déi Reserven um nationalen Territoire ze lageren?

Réponse (14.01.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Am Joer 2020 louch den duerchschnëttlechen Äerdgasverbrauch pro Dag fir ganz Lëtzebuerg laut dem Institut luxembourgeois de régulation (ILR) bei net grad zwou Milliounen Normkubikmeter (Nm^3). Dovun entfalen ongeféier 750.000 Nm^3 op Haushaltsclienten.

De Gasverbrauch wärend engem kale Wanterdag louch 2020 bei ongeféier 3,6 Milliounen Nm^3 fir ganz Lëtzebuerg. Den Dagesverbrauch wärend enger Kälteperiod vu 14 Deeg, déi statistesch mat enger Warscheinlechkeet vun eemol an 20 Joer virkënnt, läit bei 4,4 Milliounen Nm^3.

ad 2. Allgemeng ginn Netzkapazitéite vun de Gasnetzbedreiwer op de Grenzkoppelpunkten tëschent de verschiddene Memberstaaten, dem Maart, also de Fournisseuren, transparent an diskriminéierungsfräi op de Maartplattforme verkaf. Wa Gasfournisseuren déi noutwendeg Kapazitéiten op enger grenziwwerschreidender Ubannung méi bëlleg kréie wéi op enger anerer, da ginn d'Kapazitéiten op der méi deierer Entrée net verkaf. An der Suite dovunner, dass d'Kapazitéit um Grenzkoppelpunkt mat Frankräich net méi nogefrot ginn ass a well gréisser Investitiounen op der franséischer Säit noutwendeg waren, huet de franséischen Netzbedreiwer GRTgaz Creos Lëtzebuerg a SUDenergie 2013 informéiert, datt d'Leitung op Esch géif ausser Betrib geholl ginn. Doriwwer eraus ass déi franséisch-lëtzebuergesch Leitung eng relativ kleng Leitung, déi laut den europäesche Bestëmmungen net als eng grenziwwerschreidend Interconnexioun ugesi gëtt, well déi net an d'Transportnetz vun der Creos, mee an d'Verdeelernetz vun der SUDenergie aspeist. Well de maximalen Drock vun där Leitung méi niddreg ass wéi den Drock am Transportnetz, kann de Gas, deen iwwert dës Leitung kënnt, och net am Transportnetz benotzt ginn. Domat a wéinst der klenger Kapazitéit vu maximal 20.000 Nm^3/h bei 25 bar spillt dës Leitung keng Roll an der Versuergungssécherheet vu Lëtzebuerg.

Déi technesch Kapazitéite vun den dräi grenziwwerschreidenden Interconnexiounen, déi et zu Lëtzebuerg ginn, si follgend:

1) Pétange (aus der Belsch): 70.000 Nm^3/h bei 32 bar
2) Bras (aus der Belsch): 110.000 Nm^3/h bei 40 bar
3) Remich (aus Däitschland): 150.000 Nm^3/h bei 30 bar

D'Zomm vun dësen technesche Kapazitéite geet duer, fir wäit méi wéi déi bis ewell maximal Dageskapazitéit vu 4,4 Milliounen Nm^3 pro Dag, déi wärend enger Kälteperiod vu 14 Deeg mat enger statistescher Warscheinlechkeet vun eemol an 20 Joer virkënnt, ze decken.

ad 3. + 4. Et muss een ënnerscheeden tëschent dem Äerdgas- an dem Pëtrolsberäich.

Am Pëtrolsberäich gëtt et eng europäesch Direktiv, déi an déi national Gesetzgeebung duerch d'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwert d'Organisatioun vum Marché vun de Pëtrolsproduiten transposéiert ginn ass. No den Ufuerderunge vun där Direktiv gesäit d'Gesetz vir, dass all Importateur vu Pëtrolsproduiten eng Sécherheetsreserv vun 90 Deeg par rapport zu sengem Importvolume vum Joer virdru muss halen. D'Hale vun deene Reserven ass also eng Obligatioun, déi privatrechtlech vun de betraffenen Acteuren ëmgesat muss ginn. Fir d'Käschte fir d'Uleeën an d'Hale vun dëse Sécherheetsreserve mussen déi betraffen Importateure selwer opkommen a sinn Deel vun hirem Gesteeungspräis. D'Dispositiounen aus der europäescher Direktiv gesi vir, dass de Memberstaat, an deem een anere Memberstaat (respektiv seng Acteuren) seng strateegesch Reserven ugeluecht huet, muss dofir suergen, dass den Accès zu deene Stocken zu all Moment an ënner alle Bedéngunge geséchert ass.

Am Äerdgasberäich gëtt et keng änlech gelagert europäesch Virgaben. Dat heescht, dass de Fournisseur de fräie Choix huet, sech um Marché esou ze versuergen, dass d'Versuergungssécherheet vu senge Clientë garantéiert ass. Dee Choix beinhalt, vun deene Flexibilitéitsoffere vum Marché ze profitéieren, déi ënnert anerem och duerch den Zougang zu Stockagekapazitéiten duergestallt kënne ginn. Sollt ee Fournisseur de Choix gemaach hunn, fir op Stockagekapazitéiten zréckzegräifen, da geschitt dat op reng kommerziell vertraglecher Basis. D'Käschten, déi do entstinn, si vum Fournisseur ze droen a sinn Deel vu sengem Gesteeungspräis. Den Zougang zu deene Stocken ënnerläit da jeeweils der Legislatioun aus deem Land, an deem déi Stockagen sech befannen.

Question 5388 (14.12.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **activités des sociétés luxembourgeoises dans le domaine militaire :**

Dans une question parlementaire récente (n° 5272), j'ai interpellé Monsieur le Ministre au sujet de la collaboration d'une entreprise privée luxembourgeoise avec la Direction du renseignement militaire français (DRM) dans le cadre d'une opération militaire en Égypte (opération Sirli). Selon des documents fuités de la DRM, les vols de reconnaissance à laquelle cette entreprise luxembourgeoise a participé, auraient directement mené à des bombardements de nombreux civils par l'armée de l'air égyptienne, c'est-à-dire à des exécutions extrajudiciaires.

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre a affirmé que ni le Ministère des Affaires étrangères, ni un autre service luxembourgeois étaient au courant de l'opération Sirli et que le Luxembourg n'a pas pris connaissance du contrat entre la DRM et ladite société. Il a également affirmé que le Gouvernement ne considère pas que cette collaboration puisse tomber sous le champ d'application de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations.

Cette réponse laisse à penser qu'actuellement, la collaboration d'une société luxembourgeoise avec un service de renseignement étranger ou encore la participation d'une société luxembourgeoise à des opérations militaires à l'étranger ne sont que très peu réglementées. Pourtant, il s'agit d'un domaine hautement sensible qui touche aux fonctions régaliennes de l'État.

Rappelons dans ce contexte que le Document de Montreux[14], soutenu par le Luxembourg depuis 2013, recommande que « les États d'origine devraient évaluer si leur cadre juridique national - qu'il soit central ou fédéral - est suffisamment propice au respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme pertinents par les EMSP (entreprises militaires et de sécurité privées) et par les membres de leur personnel, ou si, étant donné la taille et la nature de l'industrie nationale des entreprises militaires et de sécurité privées, il serait souhaitable d'adopter des mesures additionnelles pour encourager ce respect et pour réglementer les activités des EMSP ». S'il ne s'agit pas d'un instrument juridiquement contraignant, le Document de Montreux énumère néanmoins une série de bonnes pratiques en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'une société privée luxembourgeoise peut entamer une collaboration avec un service de renseignement étranger sans être légalement obligée d'en informer les autorités luxembourgeoises, respectivement de demander une autorisation pour de telles pratiques aux autorités ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'une société privée luxembourgeoise peut effectuer des opérations militaires dans un pays tiers sans être obligée légalement d'en informer les autorités luxembourgeoises, respectivement de demander une autorisation pour de telles opérations aux autorités ?

3) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire de réglementer davantage les activités dans le domaine militaire des sociétés luxembourgeoises ou pour le moins d'évaluer le cadre juridique national en la matière ?

4) Dans l'affirmative de la question 3, pouvez-vous me détailler quelles démarches vous préconisez ?

Réponse (12.01.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Oui.

ad 2) Selon les informations disponibles dans les médias sur ce dossier, il ne s'agissait non pas d'opérations militaires, mais d'opérations de collecte d'informations dans un contexte de lutte contre le trafic de drogue. Il n'est pas nécessaire pour une entreprise luxembourgeoise d'informer les autorités luxembourgeoises ou de demander une autorisation avant d'entrer dans un tel contrat. Il est rappelé qu'il s'agissait, toujours selon les informations disponibles dans les médias, d'un contrat avec les autorités d'un pays allié, voisin du Luxembourg.

ad 3) + 4) Le Gouvernement attache la plus grande importance à tous les aspects liés à la sécurité et à la défense, et suit ces dossiers de près.

Question 5389 (14.12.2021) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **bâtiments publics vandalisés :**

D'Bereetschaft vun eenzele Persounen, Gebaier oder aner Saache muttwëlles ze beschiedegen, gëtt och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi offensichtlech. An och wa Vandalismus iwwer den Artikel 526 vum Strofgesetz verbueden an och strofbar ass, ginn ëmmer emol erëm och ëffentlech Bauten, Plazen oder Monumenter beschmiert, futti gemaach oder komplett zerstéiert. Dëst bréngt dann och grouss Käschte mat sech, déi op anerer Plaz méi sënnvoll kéinte genotzt ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wéi oft ass et iwwer déi lescht fënnef Joer pro Joer zu Lëtzebuerg zu Fäll vu Vandalismus un ëffentleche Gebaier an Installatioune komm?

2. Wat huet d'Reparatioun vun duerch Vandalismus zerstéiert Installatiounen de Staat iwwer déi lescht fënnef Joer pro Joer kascht?

3. Wéi vill Leit sinn iwwer déi lescht fënnef Joer wéinst Vandalismus zu Lëtzebuerg verbaliséiert ginn?

4. Gëtt et Pläng vum Ministère, dëser Evolutioun entgéintzewierken? Wa jo, kann den Här Minister Detailer dozou ginn?

5. Wat fir Plazen am Land si besonnesch concernéiert?

Réponse commune (31.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Et kann ee soen, dass am Duerchschnëtt iwwer déi lescht 5 Joer eng 15 bis 20 Fäll vu Vandalismus pro Joer un ëffentleche Gebaier an Installatiounen, déi am Patrimoine vum Staat sinn, un d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten erugedroe gi sinn. Hei handelt et sech haaptsächlech ëm Graffitien, Brandstëftung, Zerstéierung vu Luuchten a Fënsteren.

D'Zuelen iwwer déi lescht fënnef Joer, déi der Police grand-ducale virleien, an déi all ëffentlech Infrastrukturen, souwuel kommunal wéi staatlech Infrastrukturen, betreffen, also och d'Stroossen, sinn am follgenden Tablo opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. E genaue Käschtepunkt pro Joer ass schwiereg ze bestëmmen, well d'Reparaturen deelweis vum Service vun den Ateliere vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten direkt ausgefouert gi sinn. Anerer si vum Occupant selwer an d'Rei gesat ginn oder extern Firme si mat de Reparaturaarbechte beoptraagt ginn.

Am Allgemenge kann ee soen, dass de Käschtepunkt vun de Beschiedegunge meeschtens tëschent 1.000 Euro an 10.000 Euro louch.

ad 3. D'Zuelen iwwer déi lescht fënnef Joer sinn am follgenden Tablo opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. + 5. Et muss eng detailléiert Analys um lokalen/regionalen an nationale Plang gemaach ginn, wou wéi eng Faite genau geschitt sinn, fir der Evolutioun vum Vandalismus kënne sënnvoll entgéintzewierken. Aus de polizeileche Statistike geet z. B. ervir, datt ronn 71 % vun deene Faiten, déi an de leschte fënnef Joer geschitt sinn, op der ëffentlecher Strooss stattfonnt hunn a 6,2 % an oder ronderëm Schoulen.

Generell gëtt et ëmmer zwou Approchen, déi repressiv Schinn mat méi haarden a geziilte Strofen, an déi preventiv Schinn (Installatiounen, déi net kënne vandaliséiert oder zerstéiert ginn asw.).

D'Police kann hiren Deel dozou bäidroen, andeems se d'Auteure vun dëse Strofdoten ermëttelt an andeems se do Presenz weist, wou Vandalismus geschitt ass, respektiv probabel ass ze geschéien. Heifir fannen zum Deel am Kader vun de Comités de prévention Concertatiounen um lokalen Niveau statt. Déi Mesuren, déi do ugeduecht an en place gesat ginn, decken awer nëmmen e klenge Spektrum vu méigleche Léisungsusätz of, déi net nëmmen am Domaine vun der Police/Justiz ze siche sinn.

Question 5391 (15.12.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réaction des syndicats concernant la tripartite du 13 décembre 2021 :**

An engem gemeinsame Communiqué üben déi dräi national representativ Gewerkschafte CGFP, LCGB an OGB-L hefteg Kritik un der Regierung no der Tripartite vum 13. Dezember 2021.

Net nëmme war an ass den Datum vun där Reunioun de Gewerkschaften een Dar am A, mee och d'Aart a Weis vun der Regierung ass deenen dräi sauer eropgestouss. D'Incapacitéit, ee staarken nationale Sozialdialog opzebauen, der Press eppes virgegaukelt, en Event amplaz ee Prozess, sinn d'Virwërf un d'Adress vun der Regierung. Kee Versteesdemech weisen d'Gewerkschaftsvertrieder fir d'Aussoe vum Premier, dass d'Logements- an d'Klimakrise kee Sujet fir eng national Tripartite wieren.

Opgrond vun dësen harsche Kriticken, wéilt ech dem Premier- a Staatsminister follgend Froe stellen:

- Wéi bewäert den Här Minister dës Reprochë vusäite vun de Gewerkschaftsvertrieder?

- Gesäit den Här Minister kee Kafkraaftverloscht op Säite vun de schaffende Leit opgrond vun den enorm héije Logementspräisser, vum Unzéie vun den Energiepräisser etc.?

- Firwat ass den Här Minister net der Meenung, dass méiglech Léisungsusätz fir déi aktuell Logements- a Klimakrisen am Dialog mat de Sozialpartner sollten diskutéiert an decidéiert ginn?

- Beabsichtegt d'Regierung, d'Gewerkschaftsproposen an nächster Zäit mat de Gewerkschaftsvertrieder ze verdéiwen? Gëtt et schonn ee konkreeten Zäitplang fir dës Gespréicher?

Réponse (11.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung kann d'Reprochë vusäite vun de Gewerkschaftsvertrieder net novollzéien. De Sozialdialog huet wärend der ganzer Kris gutt funktionéiert. Et waren iwwert 100 Reuniounen am bilaterale Format oder zu dräi, a Presenz vun engem oder méi Ministeren, zum generelle Suivi vun den Auswierkunge vun der Kris op d'Wirtschaft an d'Gesellschaft, wéi och zu spezifesch a sektoriellen Thematiken.

D'Regierung ass duerchaus der Meenung, datt méiglech Léisungsusätz fir déi aktuell Logements- a Klimakris am Dialog mat de Sozialpartner kënnen diskutéiert ginn. Allerdéngs ass d'Tripartite net déi gëeegent Plaz fir esou Diskussiounen. Esou wéi et aus dem Gesetz vum 24. Dezember 1977 ervirgeet, ass et d'Aufgab vun der Tripartite, fir a wirtschaftlech konjunkturell oder strukturell schwieregen Zäite Mesuren ze diskutéieren an ze decidéieren, fir de Wuesstem ze förderen an den Aarbechtsmarché ze ënnerstëtzen.

An der Tripartite Sitzung vum 13. Dezember 2021 sinn an deem Sënn och eng Rëtsch Decisiounen zesummen decidéiert ginn, déi en direkte Lien hu mat Defien, déi sech aus der Covidkris an hire Konsequenzen erginn, esou z. B. d'Verlängerung vun den Hëllefe fir Betriber aus vulnerabele Secteuren oder vereenzelt Vereinfachungen um Aarbechtsmarché.

D'Sozialpartner hunn eng ganz Rei u Virschléi op den Dësch geluecht, déi net chiffréiert waren. D'Regierung huet sech engagéiert, dës Mesuren ze analyséieren an iwwert déi nächst Méint mat de Sozialpartner a bilaterale Reuniounen an den zoustännege Ministèren ze diskutéieren.

D'Regierung ass zu all Zäit disponibel, fir mat de Sozialpartner iwwert Theemen ze schwätzen, déi iwwert de gesetzleche Kader vun enger Tripartite erausginn. Dofir huet d'Regierung de Sozialpartner offréiert, déi kompetent Ministeren ze kontaktéieren, fir iwwert sektoriell Froen ze diskutéieren. Dat gëllt och fir déi wichteg Sujete vum Logement a vum Klima.

[14] Document de Montreux sur les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées pendant les conflits armés.

Do donieft ginn et institutionell Gremien, wéi z. B. de Comité économique et social oder de Comité permanent du travail et de l'emploi, wou d'Sozialpartner zesumme mat der Regierung Echangë kënnen hunn.

D'Kafkraaft war, ass a bleift e prioritäre Sujet fir d'Regierung. D'Regierung huet an de leschte Jore ganz vill Mesuren decidéiert, fir d'Kafkraaft vun de Bierger ze stäerken, esou wéi den deemolege Finanzminister et wärend der Reunioun de Sozialpartner och um konkreete Rechebeispill heidrënner gewisen huet. De Statec huet a sengem leschte Rapport travail et cohésion sociale erausfonnt, datt den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg trotz der Kris net an d'Luucht gaangen ass. Dëst ass e weidere Beweis dofir, datt d'Regierung déi richteg Mesurë geholl huet, fir d'Kafkraaft vun de Leit wärend der Pandemie ze erhalen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5392 (15.12.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **effectifs de la Police grand-ducale dans le nord du pays :**

Datt et der Police de Moment u Personal feelt, ass gewosst. Mee et schéngt awer, wéi wa virun allem am Bezierk Norden d'Personaldecken zimmlech dënn wier.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wéi hu sech d'Effectiver vun de Policebeamten am Bezierk Norden, virun allem och zu Dikrech, entwéckelt?

2. Wéi vill Beamten, déi am Norden affektéiert sinn, sinn op aner Plazen detachéiert ginn?

3. Wéi vill Beamte sinn de Moment am Laangzäitkrankeschäin?

4. Wéi vill Beamte maache keen Aussendéngscht méi? Wat sinn d'Ursaachen dofir?

5. Wéi vill Patrulle si pro Schicht op de jeeweilegen Déngschtstellen disponibel?

6. Wéi vill Beamte ginn an noer Zukunft am Bezierk Norden an d'Pensioun? Kënne si ersat ginn?

7. Wéi vill Beamte sollen am Bezierk Norden an den nächste Jore bäikommen?

Réponse (03.01.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Säit dem Akraafttriede vum Policegesetz vum 18. Juli 2018 bis zum 31. Dezember 2021 ass den Effectif aus der Regioun Norde vun 184 Polizisten an de Karriäre B1, C1 a C2 op 179 reduzéiert ginn. Den Effectif vum Kommissariat Dikrech ass an der selwechter Period vun 48 op 45 erofgaangen.

ad 2. Aktuell gëtt et an der Regioun Norden 179 Polizisten, dovunner sinn der zéng op aner Plazen detachéiert.

ad 3. De Moment sinn an der Regioun Norde véier Leit am Laangzäitkrankeschäin.

ad 4. Sechs Persounen dierfen den Ament keen Aussendéngscht maachen, dëst aus gesondheetleche Grënn.

ad 5. All Kommissariat mat zwee Roulemente muss souwuel op der Moies- wéi och op der Mëttesschicht eng Patrull stellen. D'Kommissariater, déi mat dräi Roulemente funktionéieren, mussen eng bis zwou Patrulle stellen, jee nom Gesamteffectif vun der jeeweileger Déngschtstell. Domat huet d'Regioun Norden an der Theorie am Dag zu all Moment e Minimum vun néng Patrullen a souwuel an der Nuecht wéi och weekends e Minimum vu fënnef Patrullen operationell. Duerch Spezialdéngschter kënnt et allerdéngs och vir, datt de Minimum net garantéiert ka ginn.

ad 6. Just eng Persoun huet bis elo fir d'éischt Semester 2022 hir Pensiounsdemande gestallt. Dës Persoun gëtt natierlech ersat.

ad 7. Op den 1. Januar 2022 kritt d'Kommissariat Ettelbréck ee Polizist bäi. Dono hänkt net nëmmen de Wuesstum vun der Regioun Norden, mee och dee vun deenen anere Regiounen an Unitéite vum Nettorekrutement vun der ganzer Police of.

Question 5394 (15.12.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **château de Vianden :**

Op der Nordbastioun vum Veianer Schlass si virun etleche Woche Steng erofgefall. Dës Mauer misst effektiv stabiliséiert gi fir ze vermeiden, datt sech eng Situatioun wéi zu Beefort ergëtt.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

1. Ass de Service des sites et monuments schonn iwwer dëse Problem informéiert ginn? Wa jo, zu wat fir enge Konklusioune sinn d'Spezialiste komm?

2. Gëtt den Zoustand vum Mauerwierk vum Schlass a besonnesch vun der Rankmauer reegelméisseg iwwerpréift? Wa jo, wat fir Feststellunge konnte rezent gemaach ginn? Gëtt et eventuell aner Stabilitéitsproblemer?

3. Sinn d'Aarbechte schonn ausgeschriwwe ginn?

Réponse (07.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Weeder de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) nach d'Vertrieder vum Veianer Schlass kënne bestätegen, dass viru Woche Steng aus der Mauer vum Nordbastioun vum Veianer Schlass gefall sinn.

Den Zoustand vum Mauerwierk vum Schlass gëtt reegelméisseg vum SSMN iwwerpréift a wann Aarbechten ustinn, da gi se ausgefouert. Am Hierscht 2021 goufen déi lescht Stabilisatiounsaarbechten um Mauerwierk vum Schlass realiséiert. Wéinst der Iwwerwaachung vun de Mauere gouf virun e puer Méint e Laserscan an eng Dronendokumentatioun vun engem Ingenieursbüro gemaach. Déi Donnéeë ginn an den nächste Wochen ausgewäert, fir d'Prioritéite kënne festzeleeën an eventuell Beräicher duerch punktuell Aarbechten ze sécheren.

Den Nordbastioun ass en Deel vun de Maueren, fir déi vun 2022 bis 2026 Aarbechte budgetiséiert a virgesi sinn.

Question 5395 (15.12.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact du gel sur les éoliennes :**

Industriell Wandanlage béisse bei Frascht bis zu 20 % vun hirer Leeschtungsfäegkeet an. Ausserdeem gëtt de Verschläiss staark erhéicht.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Leeschtungsverloschter a Schied opgrond vu Frascht huet d'Regierung wärend de Joren 2013 bis 2020 bei eisen industrielle Wandanlage jeeweils konnte feststellen?

2. Wéi eng cheemesch Mëttele sinn an där Zäitperiod agesat ginn, fir eis industriell Wandanlagen ze entäisen? Koumen hei och potenziell ëmweltschiedlech Substanzen zum Asaz?

3. Wéi héich sinn d'Käschten, déi dës Entäisunge mat sech bréngen?

4. Wéi beurteelt d'Regierung dës Aschränkung am Hibléck op déi allgemeng Volatilitéit vun den erneierbaren Energien, déi am Wanter souwisou héich ass a woubäi de Wanter och deen Zäitraum duerstellt, wou am meeschten Energie gebraucht gëtt?

Réponse commune (30.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Op Nofro hi beim gréisste Bedreiwer vu Wandmillen hei am Land si säit 2013 keng Schied opgrond vu Frascht festgestallt ginn. Wandmille vun der neister Generatioun gi mat engem sougenannte „Rotorblattheizungssystem" ausgerüst, wouduerch Produktiounsverloschter duerch Äisusaz däitlech kënne reduzéiert ginn. Wandmille mat deem System hu ronn 50 bis 60 % manner Verloschter am Fall vun Äisusaz wéi Wandkraaftanlagen ouni dee System. E Retrofitting vun ale Wandmillen ass awer net méiglech.

Dank dësem System kënnen déi järlech Produktiounsverloschter weesentlech reduzéiert ginn, op ongeféier 0,5-0,8 % pro Joer.

ad 2. Et gi keng cheemesch Mëttel oder aner potenziell ëmweltschiedlech Substanze benotzt, fir d'Rotorblieder vun de Wandmillen ze entäisen. Dëst gëllt fir Wandmille mat oder ouni Heizungssystem.

ad 3. Et entsti keng Käschte fir Wandmillen ouni Heizungssystem, et kënnt just zu enger Ausfallzäit, well eng Wandmille mat Äisusaz ofgeschalt gëtt. Bei Wandmille mat Heizungssystem entsti Käschte fir d'Hëtze vun de Rotorblieder, déi awer vernoléissegbar sinn am Verglach zu den anere Betribskäschten an och am Verglach zu der zousätzlech méiglecher Stroumproduktioun vun de Wandmillen.

ad 4. Doduerch, dass d'Produktiounsverloschter geréng sinn (an ënnert 1 % leien), kann een net vun enger Aschränkung schwätzen. Bei den erneierbaren Energië ginn et nach aner Energieträger (Bsp. Fotovoltaik, Waasserkraaft, Biomass a Biogas), déi alleguerten ënnerschiddlech Volllaaschtstonnen a Produktiounsprofiller hunn. Dofir si Flexibilitéit- a Späichertechnologien an och d'Sektorkopplung sou wichteg am Stroumnetz vun der Zukunft.

www.chd.lu

Question 5396 (15.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **discrimination par l'Église catholique :**

Nach ëmmer gi Mënsche weltwäit wéinst hirer sexueller Orientéierung diskriminéiert. An och wann de Code pénal esou eng Diskriminatioun ënner Strof stellt, gëtt et awer ëmmer nees Ausnamen. Eng konkreet Ausnam schénge verschidde Glawensgemeinschaften ze sinn.

Am US-Bundesstaat Michigan huet de Bistum ugewisen, dass keng Persounen, „déi ëffentlech an enger gläichgeschlechtlecher Bezéiung liewen", dierfe gedeeft, gefirmt oder eng lescht Salbung erhalen. Och transsexuell Mënsche mussen sech fir hir Identitéit entschëllegen, wann si erëm Deel vun där Kierch wëlle sinn. Kanner aus gläichgeschlechtleche Bezéiungen dierfen dann hei och net méi mat anere Kanner gedeeft ginn, mee just nach „privat".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Cultes dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass esou Decisioune kënnen een negativen Impakt op d'mental Gesondheet vun de Betraffenen hunn? Wéi positionéiert d'Regierung sech par rapport zur Annonce aus Michigan?

2. Kann d'Regierung ausschléissen, dass d'kathoulesch Kierch zu Lëtzebuerg op de selwechte Wee wäert goen, well eis Gesetzer esou eppes net erlabe géifen?

Réponse (12.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

ad 1. D'Lëtzebuerger Regierung kommentéiert keng Positioune vum „Bistum am US-Bundesstaat Michigan".

ad 2. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1270 vum 1. Oktober 2019 elaboréiert, muss een am Fall vun engem Konflikt tëscht verschiddene Grondrechter, an dësem spezifesche Fall, tëschent der Reliounsfräiheet an der Netdiskriminéierung opgrond vun der Sexualitéit, déi zwee Grondrechter matenee conciliéieren, fir zu engem Equiliber ze kommen, ouni ee vun deene Grondrechter komplett auszehielegen.

Et opläit des Weideren och net der Regierung, fir den Equiliber tëschent de Grondrechter ze determinéieren, mee de Justizautoritéiten.

Question 5397 (15.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**évaluation de l'utilisation des tablettes en classe :**

Um Ufank vun der Covidkris hat de Minister ugekënnegt, iPaden anzekafen, fir deene Kanner zur Verfügung ze stellen, déi bis dohin net déi technesch Méiglechkeeten doheem haten, fir online kënnen um Unterrecht deelzehuelen. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2992 hat den Educatiounsminister erkläert, dass am Dezember 2020 25.500 Tabletten an de Lycéeën am Asaz waren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi vill iPade goufen u Schüler aus de Lycéeën a Primärschoule wéinst der Covidkris verdeelt?

2. A wéi enge Schoule genau sinn dës iPaden zum Asaz komm?

3. Wéi vill vun deene geléinten iPade sinn um Enn vum Schouljoer 2020/2021 erëm ofgi ginn? Wéi vill Apparater hu wéinst Schied missen ersat ginn?

4. Wéi vill iPade si fir d'Schouljoer 2021/2022 un d'Schüler verdeelt ginn?

Réponse (18.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Prozedur, fir sougenannt „Covid-iPads" ze verschécken, ass am September 2020 vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) en place gesat ginn. Tëscht dem 28. September 2020 an dem 3. Februar 2021 goufe 66 iPads am Kontext vun der Pandemie verschéckt; dovu waren der 15 fir vulnerabel Kanner bestëmmt an 51 fir Kanner, déi a Quarantaine oder an Isolement waren.

Vun deene 66 Demandë koumen der 29 aus dem Enseignement fondamental a 37 aus dem Enseignement secondaire. Zanter dem Februar 2021 ass keng nei Demande méi gemaach ginn, weeder iwwert déi definéiert Prozedur (Scolaria a Fichier élèves) nach direkt iwwert den Helpdesk vum CGIE.

Et sief nach preziséiert, datt Lycéeën och zum Deel „pedagogesch" iPads u Schülerinnen a Schüler erausginn hunn; dozou leien awer keng Zuele vir.

ad 2. D'iPads, déi den CGIE verschéckt huet, ware fir den Distanzunterrecht bestëmmt a sinn deemno bei de Schülerinnen a Schüler doheem an den Asaz komm.

ad 3. Déi 15 iPads, déi u vulnerabel Schülerinnen a Schüler verschéckt goufen, sinn um Enn vum Schouljoer 2020/2021 net zeréckgefrot ginn, well déi Schülerinnen a Schüler um Ufank vum neie Schouljoer an der Reegel nach ëmmer vulnerabel waren an dowéinst weider en iPad gebraucht hunn.

Vun deenen 51 aneren iPads sinn der siwen net zréckkomm; just een zeréckgeschéckten iPad war esou beschiedegt, datt en huet missen ersat ginn.

ad 4. Wéi gesot koum zanter Februar 2021 keng nei Demande am Kontext vun der Pandemie eran; fir sougenannt „one2one"-Zwecker goufen eng 10.000 iPads un d'Lycéeë geliwwert.

Question 5398 (15.12.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**application Adapto :**

Eisen Informatiounen no gëtt d'Reservéierungsplattform vum Adapto-Service zanter dem 1. September 2021 net méi, wéi bis dohin, vun enger Lëtzebuerger Startup bedriwwen, mee vun enger hollännescher Entreprise mat US-amerikaneschen Originnen. Mam Wiessel vum Bedreiwer vun der Adapto-App wieren d'Kannerkränkte vum System zréckkomm, heescht et weider. Genau dës Problemer hätt déi Lëtzebuerger Startup, déi mat Subside vum Wirtschaftsministère ënnerstëtzt gouf, awer an der Tëschenzäit geléist gehat.

An der Praxis bedeit dat, dass d'Notzer vun der Adapto-App elo nees mat Problemer bei der Reservatioun vu Servicer konfrontéiert sinn.

Virum Hannergrond vun dësen Informatioune wéilte mir follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Kann den Här Mobilitéitsminister dëse Wiessel vum Bedreiwer vun der Adapto-Plattform confirméieren an eis, am positive Fall, d'Grënn nennen, firwat sech fir eng auslännesch Entreprise decidéiert gouf, obwuel virdru gutt Erfarunge mat enger Lëtzebuerger Startup gemaach goufen?

- Kann den Här Mobilitéitsminister confirméieren, dass et zanter dem Wiessel nees Problemer mat der Adapto-App gëtt, an eis, am positive Fall, eng detailléiert Oplëschtung vun de Schwieregkeeten erstellen, mat deenen d'Notzer an der Praxis konfrontéiert sinn?

- Wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Notzer en dehors vun der Adapto-App, fir am Fall vun engem Problem awer en Adapto-Bus onkomplizéiert kënnen unzefroen?

- Wéi ass de Kontakt tëscht dem Bedreiwer vun der Adapto-App, der Mobilitéitszentral an den Adapto-Bus-Operateuren um Terrain organiséiert?

- Wëssend, dass an der ëffentlecher Ausschreiwung vun der Reservéierungsplattform nieft dem Adapto-Service och de CAPABS-Transport (transport Complémentaire d'accessibilité pour personnes à besoins spécifiques) virgesi war, kann den Här Mobilitéitsminister confirméieren, dass déi entspriechend App nach ëmmer net operationell ass, an eis, am positive Fall, driwwer informéieren, wou d'Problemer leien a bis wéini déi solle behuewe sinn?

- Kann den Här Minister confirméieren, dass aner Fournisseuren, déi bei der ëffentlecher Soumissioun matgemaach hunn, méi eng präiswäert Offer wéi déi vun der auslännescher Entreprise agereecht haten?

- Wa jo, wat waren déi decisiv Facteuren, déi dozou gefouert hunn, dass déi auslännesch Entreprise den Zouschlag krut?

Réponse (18.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi éierewäert Deputéierten hunn nees zousätzlech Froen zum Adapto, no de Froe vum 29. Oktober a 16. November; si bezéie sech op de Wiessel vum Bedreiwer vun der Reservatiouns-App, mat deem „d'Kannerkränkte vum System" zréckkomm wieren, ouni awer ze preziséieren, wéi eng Kränkten dëst wieren.

Déi konkreet Froe kann de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgendermoosse beäntweren:

- De Kontrakt mam viregte Bedreiwer vun der Adapto-App war just op eng relativ kuerz Dauer gemaach ginn, am Kader vun der Reform vum Service vum 1. Mäerz 2020, a gouf als Pilotprojet gefouert. Dee Kontrakt ass zu Enn gaangen.

Fir no dëser Phas en definitive Kontrakt mat engem Fournisseur ofzeschléissen, huet missen eng ëffentlech Ausschreiwung gemaach ginn, esou wéi et laut Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwer Marchés publics virgesinn ass.

Den aktuelle Bedreiwer war deen eenzegen (vun dräi Soumissionnairen), dee konnt zréckbehale ginn a gouf deemno den Adjudicataire vum Marché.

De Virgänger, déi besote Lëtzebuerger Startup, déi zwar méi bëlleg war, konnt net zréckbehale ginn, well no enger grëndlecher Analys seng Offer laut Artikel 38 vum Gesetz vum 8 Abrëll 2018, an trotz Justification de prix, als anormal niddereg ugesi gouf, souwuel am Hibléck op iwwer 20 Developpementer, déi nach sollte gemaach ginn, fir d'Spezifikatiounen ze erfëllen, wéi och vum Volume vun de Gefierer, déi mat der App ofzedecke wieren.

De betraffene Fournisseur hat um Tribunal administratif Recours géint d'Entscheedung vun der Adjudicatioun ageluecht, e Referé.

D'Geriichtsurteel vum 11. Juni 2021 huet dësem Soumissionnaire net Recht ginn, mee confirméiert, dass d'Virgeeënsweis vum Pouvoir adjudicateur richteg war (« il appert que le pouvoir adjudicateur a bien respecté la procédure protectrice décrite ci-avant et qu'il a interpellé la société A, de même qu'il s'est vu remettre une prise de position afférente, mais que cette prise de position ne l'a pas convaincu de la viabilité économique de l'offre en question. »); dass d'Offer an déi gefroten Erklärungen net géifen duergoen (« En effet, la réponse adressée le 16 mars 2021 par la société A au pouvoir adjudicateur, ensemble les explications complémentaires formulées dans le cadre du recours ne parait pas de manière évidente à être de nature à établir la viabilité économique de l'offre rejetée, ces explications se bornant à expliquer que seuls 30 % des développements à faire seraient spécifiques pour les services Adapto et CAPABS et seraient facturés en conséquence, tandis que les 70 % des développements restants feraient partie "de notre planning interne concernant le développement de notre solution SaaS" et ne seraient donc pas facturés, sans justification documentée, comptable de ces chiffres. »); an och (« Il n'appert dès lors pas, à ce stade, dans quelles mesures les explications complémentaires formulées dans le cadre du présent recours contentieux, développées oralement à l'audience et appelées sans doute à être précisées par écrit devant les juges du fond, seront de nature à amener les juges du fond à annuler les décisions déférées. »).

De Fournisseur huet duerno och de Recours au fond zréckgezunn.

Fir op déi zwee lescht Punkte virzegräifen, déi éischter nach zu dësem Punkt passen, kann de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte confirméieren, dass och den drëtte Soumissionnaire zwar méi bëlleg war wéi deen, deen den Zouschlag krut, mee och deen huet missen ecartéiert ginn; dëse Soumissionnaire hat guer keng Developpementer virgesinn, fir déi Funktionalitéiten ze erfëllen, déi net a senger Basisplattform ugebuede waren; en huet och kee kompletten Dossier ofginn an huet doduerch dem Cahier des charges net entsprach.

- Wat d'Fro zu enger Lëscht vu Problemer ugeet, referéiert de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte sech op d'Froe 5168 a 5240 vun den éierewäerten Deputéierte Martine Hansen a Serge Wilmes, déi den 1. respektiv 13. Dezember beäntwert goufen.

- De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte referéiert sech hei och op déi viregt parlamentaresch Froen an d'Online-Informationen op adapto.lu. De Callcenter vun der Verwaltung ass telefonesch erreechbar, a bei dréngende Fäll ausserhalb vun de Besetzungsstonne vum Callcenter huet den Notzer d'Méiglechkeet, an der Leetstell mat engem Agent ze schwätzen, fir den Noutfall direkt ze léisen.

- De Kontakt mam Bedreiwer ass ganz reegelméisseg, iwwer Mail a Reunionen entweeder am Presentiel oder iwwer Videokonferenz. Et gëtt och reegelméissegen Austausch mat de Busbedreiwer, entweeder direkt mat, oder och ouni, de Bedreiwer vun der App.

- Effektiv war nieft Adapto och eng Plattform an App fir de CAPABS-Transport mat ausgeschriwwen, déi awer nach net operationell ass. D'Ursaachen, wisou déi nach net fonctionéiert, si follgend:

• Am Cahier des charges vun der Ausschreiwung waren zimmlech enk Friste virgesi fir d'Ëmsetzung vu béiden Appen. Dee virdru genannte Recours huet dës Friste leider no hanne gedréckt a verkierzt. Vu datt de Kontrakt mam deemolege Bedreiwer vun der Adapto-App awer op en Enn gaangen ass, gouf sech op déi nei Adapto-App konzentréiert, wëll ee weeder fir déi intern Gestioun, a scho guer net fir d'Notzer vum Adapto, konnt e Lach loossen. Fir d'CAPABS-App soll sech genuch Zäit gelooss ginn; 1. gouf et do näischt ze ersetzen an 2. soll vun den Erfarunge vun der Adapto-App profitéiert ginn.

• Duerch de genannte Recours an de Report vun all den Delaien huet den aktuelle Fournisseur natierlech seng intern Planifikatioune mat anere Projete missen upassen. Deemno gouf am September, och opgrond vun deene verschiddene Schwiergegkeeten am Adapto, en Einvernehmen fonnt, fir prioritär dës Schwieregkeeten ze léisen an duerno eréischt d'Developpementer fir de CAPABS unzegoen.

• D'Kontrakter mat den Exploitants vun de CAPABS-Transporter goufen ëm ee Schouljoer verlängert, bis Enn Juli 2022. Haut ass et esou, dass d'Exploitants vum CAPABS selwer d'Faarte plangen an den Dispatch dovunner maachen. Dat soll mam neien Transportkontrakt anescht sinn. Dëst passt also gutt bei d'Ëmsetzung vun der CAPABS-App, well dës zousätzlech Zäit elo sënnvoll ka genotzt ginn, fir zesummen all Funktionalitéiten ze validéieren, fir dass d'App spéitstens dann operationell ass, wann d'Transportkontrakter och op en Enn ginn. Och ass geplangt, dëst an Zesummenaarbecht mat enger representativer Delegation vun de Responsable vun de Centres de compétences ze maachen, wou d'Beneficiairen hintransportéiert ginn, well déi Centren och sollen Zougang zur App kréien, fir domat ze schaffen. Dës Virgeeënsweis gouf och schonns mat verschiddene Centres esou ofgeschwat.

Question 5399 (15.12.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **promotion des voitures « plug-in hybride » :**

An Däitschland huet den neie Wirtschaftsminister ugekënnegt, hire Färdersystem fir Plug-in-Hybriden, deen 2021 sollt auslafen, bis Enn 2022 weiderzeféieren. Zu Lëtzebuerg huet d'Regierung decidéiert, ab 2022 just nach de Kaf vu reng elektresche Gefierer ze färderen; fir de Kaf vu Plug-in-Hybridgefierer ass ab deem Moment kee Subsid méi virgesinn.

An dësem Kontext wéilt ech der Regierung gäre follgend Fro stellen:

- Aus wéi enge Grënn gi Plug-in-Hybridgefierer ab dem Joer 2022 zu Lëtzebuerg vu staatlecher Säit aus net méi gefërdert?

Réponse commune (18.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'Offer u Modeller vun rengen Elektroautoen huet iwwer déi lescht Jore staark evoluéiert: et gëtt an Tëschenzäit an alle Präiskategorien eng ganz Panoplie vun Autoen. Ausserdeem huet d'Autonomie an d'Plazkapazitéit an de Modeller zougeluecht.

D'Regierung wëll d'Elektromobilitéit als wichteg Komponent Richtung Klimaneutralitéit weiderhi konsequent ënnerstëtzen. D'Montante vun de Primmen (1.500 € max. fir Plug-in- an 8.000 € max. fir Elektroauto) hunn och ganz kloer gewisen, wou d'Preferenz vun der Regierung an dësem Beräich vun der Individualmobilitéit läit. Ab dem 1. Abrëll 2022 wäert et dowéinst weider Primme fir 100 % elektresch Gefierer ginn, woubäi déi genee Konditiounen dofir nach net am Detail festgeluecht sinn. Plug-in-Hybridgefierer wäerte jiddefalls net weider finanziell ënnerstëtzt ginn, well si manner energieeffizient sinn an awer deels nach op fossill Energie setzen.

Question 5400 (16.12.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **pollutions de l'Attert :**

Le cours d'eau de l'Attert a été récemment pollué à trois reprises par des déversements de digestat respectivement de lisier stocké par des entreprises agricoles situées dans son bassin. Une première pollution s'est produite le 2 mars 2021 suite au déversement de digestat dans un cours d'eau qui s'écoule en direction du Luxembourg par une unité de biométhanisation située sur le territoire belge.

Cette pollution a fait des dégâts importants au sein de l'écosystème aquatique des cours d'eau affectés et a entraîné des pertes substantielles au niveau de la population piscicole. De plus, le déversement du digestat a également impacté une zone Natura 2000 du côté luxembourgeois.

Deux autres pollutions se sont produites plus récemment en novembre 2021 suite au déversement de lisier dans deux affluents de l'Attert au niveau des sites agricoles à Hovelange ainsi qu'à Holtz.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Quelles circonstances ont-été à l'origine des trois incidents de pollution mentionnés ci-dessus ?

2) a) Quels dispositifs de sécurité sont prévus au niveau des unités de biométhanisation sur le territoire luxembourgeois ? b) Est-ce que le type d'incident en question aurait également pu se produire au niveau d'une unité de biométhanisation réglementée par la législation luxembourgeoise ?

3) Quels dispositifs de sécurité sont ensuite prévus au niveau des unités de stockage de lisier ?

4) À quels contrôles les unités de biométhanisation et de stockage de lisier sont-elles soumises ? Quelles autorités réalisent ces contrôles et à quel rythme sont-ils effectués ?

5) Madame la Ministre prévoit-elle des mesures de sécurité supplémentaires au niveau des unités prémentionnées ? Dans l'affirmative, quelles mesures envisage-t-elle ?

6) Quel est l'état écologique des ruisseaux et cours d'eau concernés par les pollutions ? Les deux incidents de pollution survenus en novembre ont-ils entraîné une dégradation supplémentaire des eaux ?

7) Quel est l'état écologique de la zone Natura 2000 impactée par les pollutions ?

8) Madame la Ministre peut-elle me fournir les résultats des analyses les plus récentes effectuées suite aux pollutions des eaux ainsi que de la flore et de la faune ?

9) Un repeuplement piscicole sera-t-il envisageable dans les cours d'eau pollués ? Dans l'affirmative, dans quels délais un repeuplement sera-t-il possible ?

10) Quelles mesures supplémentaires Madame la Ministre envisage-t-elle pour éviter de telles pollutions à l'avenir ?

Réponse (18.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Incident à Grendel (B) le 2 mars 2021 :

Suite à un incendie, une cuve de stockage de l'unité de biométhanisation a été endommagée, ce qui a provoqué une fuite importante de digestat. Lorsque l'incident s'est produit, des travaux d'agrandissement de l'unité de biométhanisation étaient en cours, ce qui a permis à une partie du digestat qui s'est déversée de s'écouler dans des tuyaux en attente de raccordement et d'aboutir dans le réseau d'égouttage interne de la société. Ce réseau d'égouttage passe sous un merlon en terre avant d'atteindre la station d'épuration de l'établissement. Cette dernière n'a pas été en mesure de retenir le digestat, qui s'est déversé par la suite vers le milieu ambiant.

Incident à Hovelange le 7 novembre 2021 :

Deux digesteurs de l'unité de biométhanisation ont débordé suite à une alimentation en continu de ces derniers. En absence d'une transmission des alarmes pour alerter un niveau trop haut des cuves, le digestat qui a débordé des cuves s'est déversé sur le site de la société et une partie de la biomasse s'est écoulée le long de la route en descendant la pente vers le cours d'eau « Millebach ».

Incident à Holtz le 30 novembre 2021 :

En raison d'un défaut technique au niveau d'un séparateur de lisier, une grande quantité de lisier a été pompée dans la cour du site agricole. Le lisier s'est ensuite écoulé directement vers la canalisation des eaux mixtes, puis vers la station d'épuration (mécanique) de Holtz. Cette dernière n'a pas été en mesure de traiter la charge accrue, ce qui signifie que les eaux fortement polluées par du lisier se sont déversées vers un affluent du cours d'eau « Noutemerbaach ».

ad 2) a) Au Luxembourg, en matière d'établissements classés, l'Administration de l'environnement prescrit conformément à la loi modifiée du 19 juin 1999 des conditions d'aménagements et d'exploitation afin de parer à tels déversements.

Les mesures de sécurité prescrites par l'Administration de la gestion de l'eau sur base de l'article 22 §1 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau stipulant qu'il est interdit d'altérer les conditions physiques, chimiques ou biologiques des eaux de surfaces et eaux souterraines, sont complémentaires aux prescriptions et exigences de la loi modifiée du 19 juin 1999 relative aux établissements classés.

En effet, l'Administration de la gestion de l'eau prescrit pour les stations de biométhanisation, tombant sous le champ d'application du régime d'autorisation de la loi relative à l'eau, entre autres les mesures de précaution et de sécurité suivantes :

- Toutes les eaux pluviales souillées par des matières organiques, les lixiviats issus des silos horizontaux, les eaux en provenance des aires de stockage de matières organiques, les eaux de lavage ainsi que tous les effluents agricoles utilisés sur les sites sont à traiter au sein du processus interne de la station de production de biogaz. Aucun rejet de ces eaux vers le milieu ambiant, vers un cours d'eau ou vers les eaux souterraines n'est autorisé.

- Les aires de vidange des lagunes et réservoirs de digestat/purin/lisier sont à construire de façon à empêcher le déversement de digestat/purin/lisier dans le milieu ambiant ou le réseau des eaux pluviales en cas d'incident ou de fuite.

- Les réservoirs de stockage de digestat, les lagunes de digestat ainsi que les fermenteurs doivent être équipés d'un système de contrôle d'étanchéité permettant la détection de fuites. Un rapport sur l'étanchéité des réservoirs, lagunes et des fermenteurs doit être établi par un organisme agrée et compétent dans le domaine avant la mise en service de l'infrastructure concernée.

- Un contrôle d'étanchéité selon les normes respectives DIN EN 1610, DIN EN 805 ou une norme équivalente des nouveaux réseaux de canalisation pour eaux usées doit être effectué avant la mise en service des stations de ceux-ci.

ad 2) b) Oui.

ad 3) L'Administration de la gestion des eaux prescrit les dispositifs de sécurité suivants au niveau des unités de stockage de lisier :

- Les réservoirs de stockage de lisier doivent être construits de manière à garantir une parfaite étanchéité et de résister aux actions physiques et chimiques du lisier.

- Les réservoirs de stockage de lisier doivent être équipés d'un système de contrôle d'étanchéité permettant la détection de fuites.

- Un rapport sur l'étanchéité des réservoirs de stockage de lisier doit être établi par un organisme agréé et compétent dans le domaine avant la mise en service de ceux-ci.

- Les aires de vidange des réservoirs de stockage de lisier sont à construire de façon à empêcher le déversement de lisier dans le milieu ambiant ou le réseau des eaux pluviales en cas d'incident ou de fuite.

ad 4) Les autorisations d'exploitation et les réglementations en matière d'établissements classés indiquent les contrôles à effectuer, le rythme de ces contrôles ainsi que les personnes habilitées à effectuer ces contrôles.

ad 5) Il va sans dire que ces unités doivent respecter les dispositions les concernant et que les systèmes de gestion, d'alimentation ou autres sont supposés être fonctionnels en permanence. Une analyse de l'opportunité de mesures supplémentaires est en cours.

ad 6) Tout d'abord il faut définir la notion d'« état écologique » des ruisseaux et des cours d'eau dans ce contexte afin d'assurer une base de connaissance commune.

En général l'état écologique d'un milieu, comme un ruisseau ou un cours d'eau, intègre le terme « écologie » qui est la science des interactions des organismes avec leur milieu pour former un écosystème en tenant compte des relations entre les êtres vivants et leur milieu. L'état écologique fait donc référence à l'ensemble des êtres vivants en interaction avec leur milieu environnemental, qui correspond dans ce cas au cours d'eau concerné.

En vertu de la directive-cadre européenne sur l'eau (DCE ; CE/60/2000), un système d'évaluation de l'état écologique a été mis en place dont des paramètres biologiques c.-à-d. une sélection d'organismes de la faune et la flore aquatiques sont les indicateurs principaux. L'état écologique en termes de l'évaluation en cinq classes de qualité (1 : très bon, 2 : bon, 3 : moyen, 4 : médiocre, 5 : mauvais) tel que publié dans le cadre du projet du 3e plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse des masses d'eau concernées pour le 3e cycle de gestion de 2021 à 2027 est repris dans le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En termes de l'évaluation suivant la DCE, l'état écologique des deux masses d'eau concernées par la pollution du 2 mars 2021 du cours d'eau « Attert » est qualifié par une classe de qualité moyenne. La masse d'eau de surface « Noutemerbaach » présente une classe de qualité écologique « moyenne » tandis que la masse d'eau de surface « Närdenerbaach » présente un état écologique de la classe de qualité « mauvaise ». Il faut noter que cette évaluation est basée sur les résultats du monitoring de surveillance réalisé pendant la période de 2015 à 2020, avant les épisodes de pollution en question.

Dans le cadre des mesures d'urgence, des monitorings biologiques sont ordonnés pour évaluer l'impact de la pollution sur l'état écologique du/des cours d'eau en question. La période de référence pour effectuer les monitorings biologiques assurant des résultats représentatifs se situe en période de végétation, soit entre avril/mai et septembre/octobre d'une année.

L'évaluation de l'état écologique suivant le paramètre « poissons » des résultats des pêches électriques sur le cours d'eau Attert en juin 2021, donc trois mois après l'incident du 2 mars 2021, présente un « bon » état écologique (classe de qualité 2 pour le paramètre « poissons »), indiquant que l'écosystème aquatique s'est remis de cet impact, sans repeuplement intermédiaire.

Comme les deux dernières pollutions, dont il est question à présent, se situaient en automne, voire hiver, l'impact écologique des pollutions n'est pas

mesurable du point de vue biologique, sauf si l'impact direct s'était manifesté par exemple sous forme d'un dépérissement de poissons. Or, pour les deux pollutions sur des affluents des cours d'eau « Närdenerbaach » et « Noutemerbaach », une telle observation manifeste immédiatement après l'incident n'a pas pu être faite, sauf que deux poissons morts ont été repérés dans le cours d'eau « Noutemerbaach ». Pour cette raison il faut attendre les évaluations des monitorings biologiques prévus pour la saison printanière 2022 afin de procéder à des conclusions par rapport à l'impact de ces pollutions sur l'état écologique des cours d'eau.

Il va de soi que tout déversement de substances polluantes contribue à une certaine dégradation du milieu aquatique immédiate ou retardée, passagère ou à long terme, en fonction de l'origine et envergure de la pollution, mais également en fonction d'autres facteurs, par exemple le débit au moment du déversement de substances polluantes dans le cours d'eau, quel que soit l'état initial de ce dernier.

ad 7) L'Administration de la nature et des forêts n'a pas encore évalué des éventuels impacts sur la zone Natura 2000.

ad 8) Veuillez trouver les résultats des analyses chimiques des échantillons prélevés lors des incidents de pollutions mentionnés dans la présente question parlementaire. Il convient toutefois de noter que dans le cadre de la pollution à Holtz les échantillons ont été prélevés par la Police grand-ducale. Le Parquet du Tribunal d'arrondissement de Diekirch nous a cependant autorisé à vous communiquer ces résultats.

En ce qui concerne les résultats des analyses biologiques, ces évaluations ne sont pas disponibles à ce stade, vu que les monitorings biologiques ordonnés dans le cadre des mesures d'urgence seront réalisés pour les raisons déjà mentionnées au printemps/été 2022 (cf. réponse de la question 6). Les résultats préliminaires de l'Attert ne sont pas encore complétés ni validés.

ad 9) Afin de connaître la nécessité ainsi que les modalités d'un éventuel repeuplement, il faut d'abord attendre les résultats de l'évaluation de l'impact potentiel sur l'écosystème aquatique, notamment sur la faune piscicole (cf. réponse de la question 6).

Pour la pollution du 2 mars sur l'« Attert », en ce qui concerne la perte des poissons de bonne prise dans le contexte de l'exercice de la pêche, l'établissement d'un plan de repeuplement adapté est en cours. Par ailleurs, les cours d'eau directement pollués lors des épisodes de pollution récents, sont de petits affluents des cours d'eau de surface « Noutemerbaach » et « Närdenerbaach », donc des ruisseaux qui hébergent plutôt les petites espèces piscicoles tolérantes, tels que loche franche, épinoche, vairon, etc. qui sont des espèces qui ne sont pas disponibles sur le marché, d'où l'impossibilité de repeupler ces espèces typiques.

Du point de vue qualité écologique, en cas d'un impact sur la faune piscicole constatée, les cours d'eau de surface récepteurs des deux affluents « Noutemerbaach » et « Närdenerbaach » potentiellement impactés ne présentent actuellement pas un état écologique en bonne classe de qualité, ce qui remet en question le sens scientifique/écologique d'un éventuel repeuplement d'espèces piscicoles dans un milieu non favorable au développement d'une communauté piscicole durable. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler l'instrument national de la mise en œuvre de la DCE, qui est le programme de mesures du plan de gestion pour les eaux de surface afin d'assurer l'atteinte du bon état écologique dans les masses d'eau au Luxembourg.

Néanmoins l'Administration de la gestion de l'eau envisage de lancer un projet qui consiste à installer des cages avec des œufs de truites de rivière issues de la pisciculture de l'État dans des zones favorables de cours d'eau impactés par des pollutions, sous condition que les qualités chimique et écologique permettent un développement de frai de truites de rivière afin d'enrichir la faune piscicole suite à des incidents de pollution.

ad 10) En plus des informations fournies à la question 5, des contrôles supplémentaires des installations concernées seraient une mesure possible pour réduire la probabilité de telles pollutions. Cependant, les services compétents manquent actuellement de personnel pour effectuer ces contrôles supplémentaires.

Question 5401 (16.12.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **Jeux olympiques d'hiver 2022 :**

An deene leschten Deeg hunn eng Rei westlech Natiounen, dorënner d'Vereente Staate vun Amerika, Australien oder Groussbritannien, annoncéiert, dass si déi olympesch Wanterspiller vum 4. bis den 20. Februar zu Peking géifen opgrond vun de Mënscherechtsverletzungen a China boykottéieren. Momentan lafen dozou och Diskussiounen innerhalb der EU; bis elo awer ouni Resultat, vu dass et verschidde Positioune ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat fir eng Positioun vertrëtt de Sportminister zu Bréissel? Wat sinn d'Grënn heifir?

Réponse (18.01.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre des Sports :*

Iwwer eng gemeinsam Positioun vun den EU-Länner iwwer een eventuelle Boykott vun de Wanterspiller zu Peking, gouf de 14. Dezember 2021 zu Bréissel um Conseil des affaires générales vun den europäeschen Ausseminister geschwat, wou Lëtzebuerg duerch säin Ausseminister vertruede war an net duerch säi Sportminister.

Déi europäesch Sportminister gesi sech eréischt am Abrëll dëst Joer zu Lëtzebuerg, dee Moment sinn déi olympesch Wanterspiller zu Peking eriwwer.

Well de Sportminister a Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft sech elo mol virop op seng nei Missioune konzentréiert, wäert hien net op déi olympesch Wanterspiller op Peking fueren.

Generell soll een och Sport a Politik trennen - déi néideg Froe musse sech am Virfeld gestallt ginn, ier een eng Decisioun hëlt, wou eng grouss Sportsmanifestatioun stattfanne soll.

Question 5402 (16.12.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **apprentis non vaccinés :**

An deene meeschte Beruffsausbildunge sinn d'Schüler zum Deel an der Schoul an zum Deel am Ausbildungsbetrib. De Wierder vum Educatiounsminister no huet all Schüler d'Recht op Bildung, och wann e sech net wëll impfe loossen.

En net geimpfte Schüler, deen amgaangen ass, e Beruff ze léieren, riskéiert awer, dëst Recht op Bildung ze verléieren, wann e sech déi zertifiéiert Schnelltester net ka leeschten. Mengen Informatiounen no gëtt et nämlech dann elo e Fall, wou esou e Schüler muss ophalen, well en déi zertifiéiert Tester net ka bezuelen an esou d'Konditioun net erfëllt, fir beim Patron ze schaffen.

Virum Hannergrond vun enger eventueller Benodeelegung vun dëse Schüler an der Beruffsausbildung par rapport zu hire Kolleegen, déi 100 Prozent vun hire Schoulstonnen an der Schoul verbréngen, wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Wéi positionéiert sech den Här Educatiounsminister par rapport zum beschriwwene Fall an der Tatsaach, dass Schüler an der Beruffsausbildung déi noutwenneg zertifiéiert Tester musse bezuelen?

- Wéi eng Mesurë plangt den Här Minister ze huelen, fir dass och net geimpfte Schüler aus der Beruffsausbildung hiert Recht op Bildung an der Praxis zu 100 Prozent kënne wouerhuelen?

- Ass den Här Minister gewëllt, de Schüler aus der Beruffsausbildung gratis zertifiéiert Tester zur Verfügung ze stellen?

• Wa jo, vu wéini un an iwwer wéi e Wee?
• Wann net, firwat net?
• Oder ass den Här Minister gewëllt, d'Schnelltester aus der Schoul fir d'Beruffsausbildung unerkennen ze loossen?

Réponse (18.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Gesetz vum 16. Dezember 2021 preziséiert, datt souwuel Stagiairë wéi och Léierjongen a Léiermeedercher sech mussen am Betrib un den 3G-Regime am Kader vum CovidCheck halen.

Den Apprenti an de Stagiaire sinn am Artikel 1 Punkt 31 vum modifiéierte Covidgesetz vum 17. Juli 2020 definéiert: „‚salariés' : les salariés tels que définis à l'article L. 121-1 du Code du travail, ainsi que les stagiaires, les apprentis et les élèves et étudiants occupés pendant les vacances scolaires". Deemno ënnersti si am Betrib dësem Gesetz, esou wéi si och all aner Sécherheetsreglementer musse respektéieren.

Gratistester fir d'Salariéë sinn net virgesinn, soudatt dat och fir d'Apprentië gëllt.

Question 5404 (17.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mesures privatives de liberté :**

Persounen, déi opgrond vun hirem mentalen oder physesche Gesondheetszoustand eng Gefor fir sech oder anerer duerstelle géifen, wann si sech fräi beweege kéinten, kënnen och géint hire Wëllen an hirer Beweegungsfräiheet ageschränkt ginn. Als fräiheetsentzéiend Moossname kënnen esou z. B. Gurten oder Barrièrë genotzt ginn, déi d'Beweegung aschränken, mee och Medikamenter, wéi bspw. Neuroleptika, déi de Patient roueg stellen. Am Ausland ginn d'Méiglechkeete fir den Asaz vun esou Mëttelen zum Deel duerch streng Gesetzer gereegelt. Zu Lëtzebuerg gëtt et esou e Gesetz (nach) net.

2010 gouf zu Lëtzebuerg eng Etüd mam Titel „Freiheitsentziehende Maßnahmen und Gewalt in der Altenpflege" vun der Fuerschungseenheet INSIDE an dem RBS-Center fir Altersfroen ASBL publizéiert, an där déi deemoleg Situatioun am Land analyséiert an evaluéiert gouf an deemools och schonn Diskussiounen ugestouss huet, ob Lëtzebuerg net e Gesetz bräicht, fir den Asaz vu fräiheetsentzéiende Moossnamen ze reguléieren.

Bis haut läit esou e Gesetzesprojet awer net fir an eng nei Etüd, an där déi aktuell Situatioun nach emol evaluéiert géif ginn, gouf bis elo och net gemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Bleift d'Regierung bei hirer Aschätzung, dass eng konkreet Gesetzgeebung betreffend fräiheetsentzéiend Moossnamen net néideg ass, an eng kontinuéierlech Formatioun a Sensibiliséierung vum Personal um Terrain hei duergeet?

2. U wéi eng Instanz kann sech eng Persoun oder hir Famill wenden, wann de Verdacht besteet, dass fräiheetsentzéiend Moossnamen zu Onrecht agesat goufen? Wéi gëtt ouni gesetzlech Basis evaluéiert, ob eng fräiheetsentzéiend Moossnam rechtméisseg war oder net?

3. Plangt d'Regierung - méi wéi zéng Joer no der Etüd „Freiheitsentziehende Maßnahmen und Gewalt in der Altenpflege" - eng nei Etüd duerchféieren ze loossen, fir ze analyséieren, wéi d'Situatioun evoluéiert huet?

Réponse (18.01.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Sensibilisatioun an d'Formation continue vum Personal sinn en zentraalt Element, fir ze garantéieren, dass et am Beräich vun der Betreiung vun den eelere Leit net zu Aschränkunge vun de Fräiheete vum eenzele Mënsch kënnt an dass all Mënsch respektvoll am Alter versuergt gëtt. Esou gëtt zënter 2016 eng Weiderbildung am Beräich vun der Psychogeriatrie ugebueden, déi finanziell vum Familljeministère ënnerstëtzt gëtt. Dës Weiderbildung kritt ee legale Kader am Gesetzesprojet iwwer d'Qualitéit an de Servicer fir déi eeler Leit (doc. parl. 7524). An Zukunft mussen da 40 % vum Betreiungspersonal vun de Gestionnairë vun de Servicer a Strukture fir eeler Leit dës Formatioun absolvéiert hunn.

Eng respektvoll Betreiung vun den eeleren a vulnerabele Leit ass och Bestanddeel vun der Politik an deem Beräich; esou steet am Regierungsprogramm 2018/2023: « Reconnaître et promouvoir la richesse de ce rôle se traduit par un accompagnement et une prise en charge digne et de qualité. Une politique basée sur une conception positive du 3e âge sera poursuivie, qui favorise le bien-être physique, mental et social, la participation à des activités dans les domaines social, économique, culturel et sportif ainsi que la protection des personnes âgées contre toute atteinte à leur dignité, autonomie et indépendance. »

Verschidde Gestionnairen an och d'COPAS, den Daachverband vun de Gestionnairen aus dem Beräich vun de Servicer a Strukture fir eeler Leit a fir Leit mat enger Behënnerung, hunn eegen eethesch Chartaen elaboréiert, wou si sech Reegelen zu enger respektvoller Prise en charge ginn.

Wann eng Persoun oder e Familljemember der Meenung ass, dass eng Mesure agesat gouf, déi der Persoun hir Fräiheet ageschränkt huet, da kann se sech un de Chargé de direction vun der concernéierter Struktur oder un de Familljeministère wenden.

An dësem Kontext sief drop higewisen, dass de Gesetzesprojet 7524 iwwert d'Qualitéit an de Servicer fir déi eeler Leit d'Konzept vun der „bientraitance" an d'Organisatioun vun enger „gestion des réclamations" am „projet d'établissement" vun alle Strukture fir eeler Leit virgesäit.

De Gesetzesprojet gesäit och vir, dass en Eethikcomité muss vun alle Gestionnairen en place gesat ginn, dëst eleng oder an Zesummenaarbecht mat aneren Institutiounen. All Eethikcomité setzt sech zesummen aus mindestens dräi Leit, woubäi fir d'Diversitéit vun de Profiller soll gesuergt sinn, eng Persoun muss Dokter sinn, eng zweet Persoun muss eng erweidert Formatioun an der Stierfbegleedung absolvéiert hunn. Dëse Comité beschäftegt sech mat eethesche Froen an dem Respekt vun de Grondrechter vum Mënsch.

Et gëtt och en nationalen Informatiouns- a Mediatiounsservice geschaaft, deen e weidert Element duerstellt, wann e Bewunner, e Familljemember oder ee Gestionnaire een Uleies huet an Ënnerstëtzung brauch.

Zu dësem Zäitpunkt ass keng nei Etüd zum Sujet „Freiheitsenziehende Massnahmen und Gewalt in der Altenpflege" geplangt.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Question 5405 (17.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **règle 2G dans le secteur hospitalier et de la santé :**

Säit dem Ufank vun der Covidsituatioun gëtt ëmmer rëm d'Fro vun der Iwwerlaaschtung vum Gesondheetswiesen diskutéiert, souwuel am Hibléck op déi materiell Ressourcen, zum Beispill d'Zuel vun den Intensivbetter, wéi och d'Aarbechtsbelaaschtung vum Personal. Des Weidere féiert d'Fro vun engem allgemenge CovidCheck op der Aarbechtsplaz, dee vum 15. Januar un obligatoresch gëtt, säit Wochen zu staarken, gesellschaftleche Kontroversen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Leien der Madamm Minister Zuele vir, wéi vill Leit, déi am Gesondheets- a Fleegeberäich schaffen, d'Konditioune vum 2G aktuell net erfëllen? Wa jo, kann d'Madamm Minister dës Zuele matdeelen an zugläich preziséieren, op wéi enger aarbechts- an dateschutzrechtlecher Grondlag an zu wéi engem Zweck se urspréinglech erhuewe goufen?

2. Geet d'Madamm Minister net dovun aus, datt d'Aféierung vun engem allgemenge CovidCheck op der Aarbechtsplaz déi zäitlech a psychesch Stressbelaaschtung vum Gesondheets- a Fleegepersonal zousätzlech erhéijen an am uewe genannte Sënn en Däiwelskrees bei der Iwwerlaaschtung vun de medezinnesche Versuergungsstrukturen erzeuge wäert? Wéi begrënnt si hir Positioun?

3. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi eng ënnerschiddlech Zenarien am Sënn vun der Fro virdru gepréift a wéi eng Konklusiounen zeréckbehale goufen?

Réponse (17.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Och wann een sech op pseudonymiséiert Donnéeë baséiert, ass et net méiglech, mat Sécherheet ze wëssen, wat fir eng Persoun a wat fir enger Institutioun (Spidol, Maison de soins, CIPA, Réseau d'aide et de soins etc.) intervenéiert, well an dësem Secteur och eng Rei Leit am Statut vum Independant schaffen, respektiv als Sous-traitant Prestatioune liwweren. En plus ass et e Secteur, wou traditionell vill Frontaliere schaffen, déi eventuell an hirem Land geimpft respektiv op Covid positiv getest goufen. Dës Informatioune sinn net systematesch bei eis disponibel, soudatt de Gesondheetsministère keng Chifferen doriwwer huet, wéi vill Leit, déi am Gesondheets- a Fleegeberäich schaffen, an d'Konditioune vum 2G aktuell net erfëllen.

ad 2. + 3. D'Aféierung vun engem allgemenge CovidCheck op der Aarbechtsplaz ass fir Gesondheets- a Fleegepersonal an deem Sënn net nei, vu datt si scho säit dem Covidgesetz vum 12. Juni 2021 der Konditioun, en Impfcertificat, Geneesungscertificat oder Testcertificat virzeweisen, fir schaffen ze kënnen, ënnerleien. Allerdéngs kënnen d'Spideeler an d'Fleegestrukturen, opgrond vum Artikel 3 vum Covidgesetz, hirem Gesondheets- a Fleegepersonal nach zousätzlech d'Méiglechkeet vun engem Schnelltest sur place ubidden. Dëst erlaabt et dem Personal, dat, wéi den honorabelen Deputéierten et mentionéiert, enger zäitlecher a psychescher Stressbelaaschtung ënnerläit, och, en absence vun engem zertifiéierten Test, op d'Méiglechkeet vun engem Schnelltest sur place zeréckzegräifen a soumat schnell seng Aarbecht untrieden ze kënnen. Doriwwer eraus handelt et sech jo hei ëm geschoulte Personal, wat de Schnelltest sur place duerchféiert, wat nach eemol eng zousätzlech Sécherheet gëtt, datt de Schnelltest korrekt duerchgefouert ass.

Question 5406 (17.12.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**incendie dans une zone industrielle à Mertzig :**

En date du 6 décembre 2021 un incendie dans une zone industrielle à Mertzig a ravagé une entreprise de traitement de métaux et une boulangerie industrielle.

Les informations sur l'incendie relayées par les médias indiquent qu'en ce qui concerne la boulangerie, une grande partie du site de production aurait été endommagée par l'incendie, ce qui aurait nécessité un arrêt total temporaire de la production. Dans un article paru le 16 décembre 2021 il est mentionné que la production aurait à nouveau re-

pris en partie, même si des travaux de réparation notamment au toit des halls de production seraient encore nécessaires.

De même, des agents de l'Administration de la gestion des eaux se seraient rendus sur place pour vérifier que le ruisseau de la Wark n'a pas été pollué suite au déversement des eaux d'extinction.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) La zone dans laquelle se trouvent les deux sites de production est-elle classée et autorisée en tant que zone industrielle conformément à la loi relative aux établissements classés ?

2) Comment la boulangerie est-elle classée par rapport à la réglementation portant nomenclature et classification des établissements classés ? La boulangerie disposait-elle d'une autorisation relative à la loi des établissements classés ?

3) Comment s'explique le débordement de l'incendie d'un site de production à l'autre ? Les mesures de protection en cas d'incendie ont-elles été respectées sur le site et ont-elles fait l'objet d'un contrôle par les administrations compétentes en amont de l'autorisation des sites de production en question ?

4) Quelles mesures de précaution Madame et Monsieur les Ministres ont-ils pris suite à l'incendie sur le site de production ? Des agents de l'ITM et de l'Administration de l'environnement ont-ils été envoyés sur place pour évaluer les risques ?

5) Des évaluations des risques notamment en ce qui concerne la stabilité des halls et la présence de polluants ont-elles été effectuées avant le début des travaux de réparation et de nettoyage ?

6) Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle me communiquer les résultats des analyses effectuées par l'AGE concernant une pollution potentielle de la Wark ?

7) Existe-t-il un bassin de rétention des eaux d'extinction sur le site de production en question pour éviter que des eaux polluées ne s'écoulent dans le ruisseau ? Dans l'affirmative, le bassin de rétention a-t-il fonctionné correctement respectivement ses dimensions sont-elles adaptées aux besoins du site de production en question ?

8) Une nouvelle demande d'autorisation a-t-elle été adressée aux administrations compétentes tout en sachant que l'autorisation initiale devient caduque suite à la destruction de l'établissement par un accident quelconque et que l'accident a nécessité un arrêt total de la production ?

9) Dans l'affirmative, cette demande a-t-elle eu une réponse favorable et, dans l'affirmative, est-ce que tous les risques pour la santé et la sécurité des salariés et des autres personnes présentes sur place ont pu être écartés ?

Réponse commune (18.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) La zone a été autorisée au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés par le ministre ayant dans ses attributions le Travail, par l'arrêté n° 1/2004/0077/22086/126 en date du 20 décembre 2005. Cette autorisation couvre la création, l'aménagement, les travaux d'infrastructure et l'exploitation d'une zone d'activité commerciale et économique.

La zone dispose d'une autorisation en matière d'établissements classés (1/04/0077 du 28 février 2019) délivrée par la ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

ad 2) À l'époque de l'aménagement de la boulangerie sur le site en question, les boulangeries et pâtisseries étaient soumises au régime de la classe 2 nécessitant une autorisation du bourgmestre.

Actuellement, selon le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés, l'exploitation de la boulangerie respectivement de la pâtisserie tombe sous la classe 3.

Aucune autorisation de la classe 3 n'a été délivrée par le ministre ayant dans ses attributions le Travail au titre de la loi relative aux établissements classés.

Cependant, lors du contrôle de l'Inspection du travail et des mines (ITM) le 13 décembre 2021, l'exploitant n'a pas présenté d'autorisation de la classe 2, ni de la classe 3 couvrant l'exploitation de ladite boulangerie.

Une boulangerie située dans une zone d'activités autorisée au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classé relève du point de nomenclature 030107 01 selon le règlement grand-ducal portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés.

Une demande d'autorisation a été introduite, une autorisation en matière d'établissements classés n'a pas encore été émise.

ad 3) En général, le débordement d'un incendie ne peut être exclu indépendamment des mesures de protection.

En général, un contrôle ne peut pas se faire en amont d'une autorisation d'exploitation.

En ce qui concerne les contrôles de l'ITM, il y a lieu de remarquer qu'actuellement, ceux-ci ne peuvent que se limiter à un échantillon de l'ensemble des établissements classés et/ou sur base de réclamations qui ont été portées à l'attention de l'ITM.

ad 4) Suite à l'incendie en question, des agents de l'ITM se sont rendus sur place le 13 décembre, afin de pouvoir fixer dans le cadre des compétences de l'ITM, respectivement du MTEESS, les mesures nécessaires à mettre en œuvre afin de garantir la sécurité et la santé des salariés.

Il a été constaté qu'aucun salarié ne travaille dans la zone de l'incendie qui a également été confinée.

Par ailleurs, aucune infraction considérée comme pouvant présenter un danger imminent pour les salariés occupés sur le site n'a été constatée.

Concernant la gestion des eaux d'extinction, des mesures ont été prises par le « Groupe d'intervention pollutions » de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) afin d'empêcher que les eaux polluées se déversent dans le cours d'eau « Wark ».

La majorité des eaux d'extinction s'est déversée dans la canalisation des eaux usées, une partie des eaux d'extinction s'est déversée dans un bassin de rétention des eaux pluviales de l'entreprise de traitement de métaux, et une dernière partie s'est écoulée via les canalisations d'eaux pluviales vers le cours d'eau « Wark », ceci avant la mise en place d'une mesure suite à l'intervention des agents de l'AGE. Cette mesure consistait à boucher le regard donnant vers les eaux pluviales permettant de retenir les eaux d'extinction dans la cour externe, respectivement de dévier l'écoulement vers la canalisation des eaux usées.

Le Syndicat des eaux résiduaires du Nord (SIDEN) a été prévenu et a fermé les vannes de la station d'épuration afin de contenir les eaux d'extinction s'étant écoulées dans la canalisation des eaux usées.

Une mesure d'urgence a été envoyée en date du 8 décembre 2021 à l'intention de l'entreprise de traitement de métaux ordonnant à l'entreprise de vidanger le bassin de rétention des eaux pluviales concerné, ainsi que les eaux retenues dans la cour. Cette action a été mise en œuvre par l'entreprise en question.

L'Administration de l'environnement n'a pas effectué un contrôle sur site en décembre 2021. Un contrôle des deux établissements ravagés par l'incendie du 6 décembre 2021 a eu lieu le 4 janvier 2022 : Une pollution apparente n'y a pas été constatée, toutes les eaux sont déversées dans la canalisation pour eaux usées. En particulier, les eaux en provenance de la toiture sont collectées dans un réservoir et déversées après traitement dans une unité de filtration dans la canalisation pour eaux usées.

ad 5) Lors du contrôle du 13 décembre 2021, les agents de l'ITM ont enjoint les exploitants d'établir une étude afin de confirmer que la stabilité est garantie et d'effectuer des mesures des valeurs d'exposition sur le lieu de travail afin de garantir que celles-ci soient en dessous des valeurs limites d'exposition professionnelle.

Les déchets résultant d'un incendie doivent être évacués selon les dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Lors de la visite des agents de l'Administration de l'environnement, il a été constaté que les deux établissements ont prévu de confier les déchets générés par l'incendie à des collecteurs agréés.

ad 6) Des échantillons d'eau ont été prélevés par les agents de l'AGE dans le cours d'eau « Wark ». Ceci au niveau de la sortie de canalisation des eaux pluviales vers le cours d'eau, ainsi qu'en amont et en aval de la sortie, afin de procéder à une analyse. Veuillez trouver les résultats de ces analyses dans le rapport ci-joint.

ad 7) Comme décrit dans la réponse à la question 4), il existe un bassin de rétention des eaux pluviales sur le site de l'entreprise de traitement des métaux, ce qui a permis de retenir une partie des eaux d'extinction. Il n'existe par contre pas de bassin de rétention pour les eaux d'extinction au niveau de la zone industrielle, les eaux pluviales provenant des toitures et surfaces scellées se déversent directement dans le cours d'eau « Wark », ou de bassin de rétention pour eaux d'extinction sur le site de production en question.

ad 8) Suite au contrôle effectué par les agents de l'ITM, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a, conformément à l'article 27 de loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements « Mesures et sanctions administratives », imparti à l'exploitant de la boulangerie un délai dans lequel celui-ci est tenu d'introduire une demande d'autorisation relative à son exploitation actuelle et future et ainsi de se conformer aux dispositions de la loi relative aux établissements classés. Par analogie, l'exploitant de la société de traitement de métaux a été informé qu'en cas de continuation de l'activité, respectivement l'exploitation d'installations soumises à autorisation au titre de la loi relative aux établissements classés dans la partie sinistrée, une demande est à introduire avant la mise en exploitation de celles-ci.

Une nouvelle demande d'autorisation en matière d'établissements classés n'a pas encore été introduite, ni pour l'atelier, ni pour la boulangerie.

Le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions a imparti aux deux exploitants un délai dans lequel ces derniers doivent se conformer aux dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Ces décisions ont été assorties de conditions d'exploitation.

ad 9) Au vu de la réponse donnée à la question 4), l'ITM a jugé que l'exploitation peut être continuée sans que celle-ci représente un danger imminent pour la sécurité et la santé des salariés et la sécurité des autres personnes présentes sur place. En fonction des informations fournies dans les demandes d'autorisation dont question au point 8), le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire jugera si des conditions supplémentaires seront exigées pour les exploitations concernées.

Question 5407 (17.12.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **prise en charge des naissances prématurées :**

La question des moyens à disposition dans les maternités luxembourgeoises pour prendre en charge les naissances prématurées, a été posée à plusieurs reprises au cours des dix dernières années par différents mandataires de la Chambre des Députés. À l'initiative d'un témoignage d'une patiente ayant fait part d'une expérience négative de prise en charge pour accouchement prématuré au Luxembourg, nous nous permettons de réitérer la question.

La possibilité d'une prise en charge digne des patientes concernées par un accouchement prématuré et celle des moyens disponibles pour soigner au mieux les enfants nés prématurément relève de la santé publique et de l'accès garanti à des soins fondamentaux. Or, force a été de constater qu'entre 2014, date de la réponse accordée à la question parlementaire n° 0310 de Monsieur le Député Marc Spautz, et 2019, date de la réponse accordée à la question parlementaire n° 1345 de Monsieur le Député Jeff Engelen, la situation a fortement évolué, si bien que l'infrastructure existante ne permettait plus de répondre aux besoins.

De même, en 2021, date de la réponse accordée à la question parlementaire n° 4526 de Monsieur le Député Sven Clement, la situation démographique a considérablement évolué avec plus de naissances et davantage de cas de naissances prématurées générant de nouvelles demandes de prise en charge des soins y afférés dans les maternités luxembourgeoises. Enfin, en suivant le fil des réponses aux questions parlementaires en question, j'ai constaté l'absence d'une augmentation considérable des moyens de prise en charge des accouchements et soins incombant aux naissances prématurées.

En effet, en 2014 on comptait :

- 14 places (couveuses et lits) de traitement en néonatologie intensive au CHL ;
- 7 places de traitement pour nouveau-nés et prématurés de plus de 32 semaines à la Clinique Bohler.

Le taux d'occupation du service national de néonatologie intensive du CHL variait autour de 85 % en 2014 et est resté stable les années précédentes. Il y était déjà question d'engorgement à des moments ponctuels.

Dans sa réponse à la question n° 0310 en 2014, l'ancienne Ministre de la Santé Lydia Mutsch répondait que l'infrastructure existante permettait de répondre aux besoins. Elle indiquait également la création d'un comité scientifique de néonatologie en février 2014, incluant une représentation de la Direction de la santé permettant de monitorer les flux des enfants nécessitant une prise en charge intensive à la naissance et d'en analyser les parcours.

Cinq années plus tard, dans sa réponse à la question n° 1345 de Monsieur le Député Jeff Engelen en 2019, l'ancien Ministre de la Santé Mars Di Bartolomeo expliquait que le nombre de lits disponibles en néonatalogie intensive au Luxembourg fut fixé par la loi hospitalière de 2018 et se situait entre un minimum de 14 lits et un maximum de 25 lits. Il indiquait aussi que le taux d'occupation de ces lits se situait au-dessus de 100 % entre les années 2016 et 2017. Pour ces raisons, des lits supplémentaires, 2 au total, ont été ajoutés en néonatologie intensive.

En 2019, on comptait :

- 16 lits en néonatologie intensive (CHL) ;
- 7 places de traitement pour nouveau-nés et prématurés de plus de 32 semaines à la Clinique Bohler.

Comme l'indiquait l'ancien Ministre de la Santé dans sa réponse à la question n° 1345, le rapport de 2017 du Conseil scientifique du service national de néonatologie estimait qu'un supplément de 6 lits s'avérerait nécessaire pour combler les besoins. En juin 2021, la Commission permanente du secteur hospitalier CPH - avait aussi comme projet l'introduction de 6 lits supplémentaires, comme l'indique la réponse de Madame la Ministre de la Santé à la question parlementaire n° 4526.

Or, en juin 2021 le nombre de lits disponibles en néonatologie intensive reste inchangé tout comme les places disponibles à la Clinique Bohler.

Devant ce fait, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel est le taux d'occupation de l'ensemble disponible des lits en néonatologie en moyenne par jour et quelle évolution a connu ce taux au cours des cinq dernières années ?

2) Quel est le nombre actuel de couveuses et lits disponibles en soins de néonatologie intensive au Luxembourg ?

3) Quand est-ce que la recommandation en question de la Commission permanente du secteur hospitalier sera-t-elle effectivement appliquée ? Quelles sont les prospections des besoins en néonatologie pour les années à venir ?

En 2014, les transferts in utero d'une maternité vers le service national de néonatologie intensive du CHL étaient rares, comme l'indique la réponse à la question parlementaire n° 0310 : « les demandes de transfert d'une maternité luxembourgeoise vers le CHL, qui ne peuvent être honorées faute de place au CHL, sont coordonnées par les médecins de service national de néonatologie intensive et restent exceptionnelles ». En revanche, en 2018, ces transferts ne sont plus évoqués comme exceptionnels. Le Ministre de la Santé de l'époque Mars Di Bartolomeo avait indiqué le nombre de transferts effectués en 2018 dans sa réponse à la question n° 1345. Il s'agissait alors de 35 transferts, le plus souvent vers l'étranger, moins souvent vers la Clinique Bohler. D'autres transferts à l'étranger dans le cadre d'un accouchement auraient également eu lieu depuis d'autres maternités ou cliniques ou cabinet gynécologiques - mais ces données ne seraient pas systématiquement enregistrées selon le ministre.

Face à ces informations, j'aimerais poser les questions suivantes respectivement à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé :

4) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer les informations dont dispose la CNS sur le nombre des affiliées ayant été transférées à l'étranger pour un accouchement et ce à partir de l'année 2014 ?

5) Les données concernant les transferts vers l'étranger pour des accouchements peuvent-elles à l'avenir être systématiquement enregistrées ?

Il est indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4526 datant de 2021 que les transferts in utero des patientes à l'étranger ont lieu si leur transfert en Maternal Intensive Care au CHL n'est pas possible faute de lits ou parce que l'unité de néonatologie du CHL est saturée faute de couveuses.

Ainsi, selon les données transmises dans la réponse susmentionnée, les transferts in utero à l'étranger depuis le CHL pour manque de place en unité de soins MIC se chiffrent comme tel :

- 13 en 2017 ;
- 35 en 2018 ;
- 32 en 2019.

Les transferts depuis les HRS s'élèvent à :

- 10 en 2019 ;
- 1 en 2020 ;
- 3 en 2021 (entre janvier et juin).

Face à ces constats, je prie Madame la Ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

6) Madame la Ministre est elle prête à remédier au manque de lits en MIC ? Est-ce que des démarches concrètes dans ce sens ont déjà été entamées ?

Dans la mesure où « les indications de transfert in utero ne se résument pas au seul critère de la disponibilité des lits », mais qu'elles sont également liées à des pathologies ne pouvant être traitées dans les unités de soins luxembourgeoises, comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4526, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

7) Quelles pathologies et quels diagnostics anténataux nécessitent un transfert dans un centre spécialisé à l'étranger ?

8) Pourquoi ces pathologies ne peuvent-elles pas être traitées au Luxembourg ?

Réponse commune (19.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le taux d'occupation varie entre 90 % et 100 % sur une grande partie de la période avec une tendance croissante et des dépassements ponctuels constatés qui nécessitent le cas échéant un transfert vers l'étranger.

ad 2) Le nombre actuel de couveuses en néonatologie intensive à la Clinique pédiatrique est de 16. L'autorisation de service accordée en 2019 a augmenté le nombre de couveuses autorisées à 22 en vue de permettre la planification d'une adaptation de l'unité stationnaire en vue de la création des places nécessaires.

Le nombre de places de traitement pour nouveaunés et prématurés de plus de 32 semaines à la Clinique Bohler est resté à 7 places.

ad 3) L'autorisation de service prévoit 22 places et la planification des 6 places complémentaires est en cours par le CHL. Le projet de planification soumis par le maître d'ouvrage sera avisé par la Commission permanente hospitalière en vue d'une autorisation ministérielle.

ad 4) Le tableau suivant reprend le nombre total d'autorisations délivrées dans le cadre d'une demande de transfert à l'étranger pour un accouchement à partir de l'année 2014 :

	Nombre total d'autorisations délivrées
2014	86
2015	122
2016	68
2017	62
2018	87
2019	60
2020	49
2021	59

ad 5) Il ressort de la réponse à la question précédente que les données concernant les transferts à l'étranger pour des accouchements font, à ce jour, déjà l'objet d'un enregistrement systématique.

ad 6) Dans le cadre des travaux de l'Observatoire de la santé, cette évolution sera prise en compte afin d'en tenir compte le cas échéant dans le cadre de la planification nationale en termes de lits à autoriser.

ad 7) Environ 95 % des transferts à l'étranger pour le CHL sont liés au manque de place, soit au service de grossesse à haut risque (Maternel Intensive Care), soit en néonatologie.

Les transferts pour des pathologies très spécialisées et rares qui ne savent pas être prises en charge au Luxembourg sont peu nombreux.

Voici les principales pathologies transférées in utero à l'étranger :

- transfusions in utero pour anémies ;
- bloc trachéal in utero traité par une pose fœtoscopie de ballonnet occlusif intra-trachéal (PLUG) ;
- traitement par laser du placenta chez les enfants atteints du syndrome transfuseur-transfusé, traitement du spina bifida, …).

Les quelques cas de chirurgie cardiaque sont par contre transférés en postnatal, la plupart du temps à l'Hôpital universitaire de Louvain, pour prise en charge.

ad 8) Ces transferts à l'étranger se limitent à des pathologies très spécialisées et trop peu nombreuses pour permettre une expertise au Luxembourg.

Question 5408 (17.12.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **composition de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) :**

Afin de garantir une meilleure protection des données de personnes physiques, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, dit règlement général sur la protection des données, est entré en vigueur en Union européenne le 25 mai 2018 (RGPD).

Le Chapitre VI du RGPD prévoit l'instauration d'une ou plusieurs autorités de contrôle nationales, rôle qui est assumé au Luxembourg par la CNPD. L'article 52 du RGPD exige au demeurant l'indépendance et la liberté de toute influence des autorités de contrôle nationales ainsi que de ses membres.

La semaine dernière, l'actualité politique belge a été marquée par la démission de la Présidente de l'Autorité de protection des données (APD), Alexandra Jaspar, déplorant une trop grande dépendance de son institution envers le Gouvernement. Plusieurs conseillers travailleraient ainsi pour le Gouvernement, voire auraient des contacts trop rapprochés avec des membres du Gouvernement, des ministres, des directeurs d'administration. L'APD serait fonctionnelle uniquement quand il s'agirait de contrôler les entreprises, mais pas les institutions publiques. La Commission européenne a d'ailleurs enjoint la Belgique de mettre fin aux irrégularités citées supra pour le 12 janvier 2022.

Au Luxembourg, la CNPD constitue un organe collégial composé de quatre membres, appelés Commissaires à la protection des données, auxquels s'ajoutent quatre membres suppléants appelés en cas d'absence ou d'empêchement des membres de siéger.

D'un point de vue formel, les garanties d'indépendance dont disposent les Commissaires de la CNPD sont les mêmes que celles applicables aux membres de l'APD. Ceci dit, certains des membres de la CNPD occupent actuellement encore des fonctions dirigeantes auprès diverses administrations voire services étatiques.

C'est ainsi que nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la composition actuelle de la CNPD, y compris de ses membres suppléants, n'est pas sujette à critiques ?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que l'exercice de fonctions dirigeantes auprès d'administrations ou services étatiques devrait faire obstacle à une nomination en tant que membre voire membre suppléant de la CNPD ?

Réponse (14.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

La situation concernant la composition de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) n'est pas comparable à celle ayant suscité la démission à la tête de son homologue belge, telle qu'évoquée par les honorables Députés.

En effet, le règlement (UE) 2016/679 (« RGPD »)[15] requiert que les autorités de contrôle pour la protection des données soient indépendantes, et c'est bien le cas pour les quatre Commissaires à la protection des données actuels, qui exercent leurs fonctions à temps plein. Or, il convient de noter que les critères de recrutement des membres effectifs et des membres suppléants de la CNPD sont identiques. En effet, la loi organique de la CNPD[16] énonce qu'ils doivent tous remplir les conditions d'admission pour l'examen-concours du groupe de traitement A1, être de nationalité luxembourgeoise et avoir des compétences et de l'expérience en matière de protection des données à caractère personnel.

Les membres suppléants doivent donc présenter un profil spécialisé tout en ne pouvant exercer la fonction de suppléant que de façon sporadique : cette fonction a donc en principe vocation à être occupée par une personne exerçant un autre emploi à titre principal. Il peut à ce sujet être rappelé qu'une large majorité des entités au Luxembourg, qu'elles relèvent des secteurs privé ou public, sont soumises au contrôle de la CNPD, dans le champ du RGPD. C'est pourquoi, lorsque l'intervention d'un membre suppléant est requise de manière exceptionnelle, il appartient à la CNPD de veiller, au cas par cas, à l'absence de toute influence directe ou indirecte dans l'affaire concernée, en vue de préserver son indépendance.

Par ailleurs, la CNPD, depuis sa création, est un organe collégial. Selon sa loi organique initiale[17], la CNPD se composait de trois membres effectifs et de trois membres suppléants. Elle ne pouvait ni siéger ni délibérer qu'à condition de réunir trois membres, ce qui renforçait la nécessité de pouvoir requérir à des suppléants. La nouvelle loi organique de 2018 a porté le nombre de membres effectifs à quatre, ainsi que le nombre de suppléants. Le collège de la CNPD ne peut ni siéger ni délibérer « qu'à condition de réunir trois membres du collège au moins ».

Ces changements ont diminué la nécessité du recours aux suppléants, et de fait, depuis l'entrée en vigueur du nouveau cadre, il y a plus de trois ans, le recours à ceux-ci a été ponctuel et rare. La CNPD nous a ainsi communiqué que le nombre de vacations horaires des suppléants ne s'est élevé qu'à 20,75 heures au total, et que, « jusqu'à présent, aucun suppléant n'a participé à la prise de décision par la formation restreinte »[18].

[15] Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

[16] Loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données.

[17] Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (abrogée).

Question 5410 (20.12.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **jeux de hasard sur Internet :**

La loi du 20 avril 1977 permet au Ministre de la Justice d'autoriser l'exploitation de paris relatifs à des épreuves sportives (article 4) respectivement de casinos (article 5).

Dans ce contexte j'aimerais savoir combien de demandes d'autorisation dans l'une et l'autre de ces catégories ont été déposées au cours des huit dernières années.

La loi se limite aux paris « relatifs à des épreuves sportives ». Peut-on en déduire qu'à contrario l'exploitation de paris autres que sur des épreuves sportives (p. ex. sur le résultat d'élections ou autres événements) est possible sans autorisation préalable du Ministre de la Justice ?

- Est-ce qu'il y a eu des demandes d'autorisation pour l'exploitation de sites de paris sportifs (ou autres) ou de jeux « en ligne » au Grand-Duché dans cette même période ?

- Est-il légal pour des résidents luxembourgeois de participer à des paris sportifs ou des jeux « en ligne » sur des sites Internet basés à l'étranger ?

- Est-il légal de faire de la publicité pour des sites Internet de paris sportifs (ou autres) ou des jeux « en ligne » au Grand-Duché ?

- Est-ce que la réponse à cette question dépend du pays dans lequel la société exploitant un tel site est basée, respectivement si elle est basée en Union européenne ou non ?

Réponse (18.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

L'article 4 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives prévoit que l'exploitation (sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg) de paris relatifs à des épreuves sportives est subordonnée à l'autorisation préalable du Ministre de la Justice tandis que l'autorisation visée aux articles 5 et 7 de la prédite loi du 20 avril 1977 et ayant trait aux autorisations d'ouvrir des casinos de jeux, c'est-à-dire l'autorisation d'ouvrir au public des locaux spéciaux, distincts et séparés, où sont pratiqués certains jeux de hasard, sont accordées sous certaines conditions par décision du Conseil de Gouvernement.

Aucune demande d'autorisation sur base des articles 5 et 7 de la prédite loi modifiée du 20 avril 1977 n'a été introduite au cours des huit dernières années, seule la durée de la concession du Casino 2000 à Mondorf a été prolongée en juillet 2019 pour une durée de 20 ans. En ce qui concerne les demandes d'autorisation préalables relatives à l'exploitation de paris relatifs à des épreuves sportives, le Ministère de la Justice s'est vu adresser deux demandes au cours des huit dernières années.

Il y a ensuite lieu de préciser que l'article 1er de la prédite loi modifiée du 20 avril 1977 pose le principe d'une interdiction générale de l'exploitation des jeux de hasard au Luxembourg, sous réserve des exceptions expressément prévues par la même loi. En vertu de la lettre b) de l'article 1er, sont exclus de cette interdiction les loteries et paris relatifs aux épreuves sportives organisées par la Loterie Nationale. Bien que la prédite loi modifiée du 20 avril 1977 prévoit en son article 4 que des paris relatifs à des épreuves sportives sont autorisables, cela ne veut pas dire - a contrario - que l'exploitation d'autres paris ayant les caractéristiques d'un jeu de hasard puisse être faite sans autorisation. Au contraire, ces jeux de hasard tombent sous le principe de l'interdiction de l'article 1er de la loi modifiée du 20 avril 1977.

Il convient encore d'opérer une distinction assez nette entre les jeux offerts sur Internet et ceux qui ont une assise locale physique fixe comme les bornes dans les débits de boissons.

En ce qui concerne plus précisément les jeux offerts sur Internet visés dans la question parlementaire, je renvoie son auteur à la réponse à la question parlementaire n° 0853 du 2 juillet 2019 de Monsieur le Député Marc Spautz. Ainsi, le caractère licite ou non de l'activité dépend de la législation en place dans le pays de résidence de l'opérateur. Même si la législation luxembourgeoise interdit l'établissement sur le territoire de sociétés offrant des jeux d'argent en ligne, exception faite pour la Loterie Nationale, d'autres pays de l'Union européenne disposent d'une législation permettant à des opérateurs d'exploiter des jeux de hasard en ligne à partir de leur territoire. Ainsi, les jeux offerts sur Internet à partir de pays où l'activité est légale ne peuvent être prohibés.

[18] La formation restreinte est celle qui est compétente pour décider sur l'issue d'une enquête. Cf. règlement d'ordre intérieur de la CNPD.

De manière générale, il y a lieu de préciser que les loteries et les jeux de hasard relèvent en principe du champ d'application du libre établissement et à la libre prestation des services à l'intérieur de l'UE, et en particulier des articles 49 et 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) qui prohibent, respectivement limitent les restrictions au libre établissement et à la libre prestation des services à l'intérieur de l'UE. L'applicabilité de la liberté de prestation de services est clairement admise au vu de l'ensemble de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne qui l'a ainsi considéré adaptée aux activités des jeux de hasard, en ce que de telles activités consistent à permettre aux utilisateurs de participer, contre rémunération, à un jeu d'argent qualifiable de service au sens du TFUE. L'article 56 du TFUE s'applique ainsi à un opérateur de jeux de hasard établi dans un État membre de l'Union européenne qui propose ses services dans un autre État membre, le cas échéant au moyen de l'internet.

Au vu de la jurisprudence de la Cour de justice, les éléments excluant le droit d'établissement sont de deux ordres. Le premier élément peut se rapporter à une constatation de fait selon laquelle l'opérateur exerce ses activités « exclusivement par l'internet », dans la mesure où de telles activités exercées exclusivement selon ce mode n'exigent pas un établissement ou même une présence stable sur place qui ferait d'office d'intermédiaire.

Le second élément tient à un constat opéré par les juridictions nationales, selon lequel le dossier de l'affaire ne fait pas apparaître que l'opérateur économique prestataire a l'intention de s'établir dans l'État membre où sont proposés les jeux de hasard. L'applicabilité de l'article 49 du TFUE s'impose au contraire dès lors que l'opérateur économique recourt, comme dans plusieurs affaires examinées par la Cour de justice sur renvoi préjudiciel, à des intermédiaires sur place susceptibles d'orienter les joueurs et de prendre des paris ou s'il indique clairement son souhait de s'établir sur le territoire de l'État membre où les jeux sont proposés. La référence à de tels critères de stabilité conduit alors à appliquer le droit d'établissement lorsque l'opérateur est établi dans l'État membre dans lequel il offre ses services. Il doit s'agir d'une offre de services de manière stable et continue, à partir d'un établissement dans l'État membre de destination des services de jeu.

Les considérations explicitées ci-avant ne sont valables que pour des sociétés établies dans un État membre de l'Union européenne.

Quant à la question de savoir s'il est légal de faire de la publicité pour des sites Internet de paris sportifs, ou des jeux en ligne au Grand-Duché de Luxembourg, force est de constater qu'en vertu des articles 15 et 16 de la loi modifiée du 20 avril 1977, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 251 à 15.000 euros tous ceux qui, par avis, annonces, affiches ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître un établissement de jeux non autorisé, respectivement est interdite en vertu de l'article 15 du règlement grand-ducal modifié du 7 septembre 1987 concernant les paris relatifs aux épreuves sportives, toute publicité par bulletins de paris, feuilles de réclame, annonces, affiches, radiodiffusion, télévision, tout moyen audiovisuel ou tout autre moyen affirmant ou laissant entendre contrairement à la réalité des faits que l'organisation des paris a lieu au profit de l'État, d'un établissement public ou d'utilité publique, d'une association philanthropique ou sportive, ou d'une œuvre de bienfaisance. De manière plus générale, il y a lieu de rappeler que la publicité est une forme de communication faite dans le cadre d'une activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale, dans le but de promouvoir la fourniture de biens ou de services. La question de la publicité des jeux de hasard est actuellement régie par la directive 2006/114/CEE en matière de publicité trompeuse et de publicité comparative et la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur, telles qu'elles ont été transposées au Code de la consommation.

Question 5414 (21.12.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **manifestations contre les mesures sanitaires du 11 décembre 2021 :**

Den 11. Dezember ass et an der Stad zum Asaz vu belscher Police komm, dëst am Kader vun enger Demonstratioun. Dëst ass eng ganz ongewéinlech Situatioun, an am Interessi vun der Police, Justiz an der breeder Ëffentlechkeet ass et wichteg, eng Rei vu rechtleche Froen an deem Kontext ze klären.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Justizminister an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass ee Waasserwerfer zu Lëtzebuerg als Waff ze consideréieren? Wann nee, firwat net? Wa jo, wéi eng legal Dispositioune reegele säin Asaz? Ass d'Police gehalen, Sommatiounen ze maachen, ier de Waasserwerfer agesat gëtt?

2. Versprëtzt ee Waasserwerfer normaalt Leitungswaasser oder sinn nach aner Substanze bäigemëscht?

3. Wien huet den Uerder fir den Asaz vum Waasserwerfer ginn? War dat eng Eegeninitiativ vun der belscher Police, een Uerder vun engem lëtzebuergeschen Offizéier oder een Uerder vun enger politescher Instanz, wéi zum Beispill dem Minister fir bannenzeg Sécherheet?

4. Wie kontrolléiert d'Konformitéit vum Asaz vun der belscher Police zu Lëtzebuerg mat der Lëtzebuerger, resp. belscher Legislatioun? Ass dat déi lëtzebuergesch Inspection générale de la police? War eng belsch Kontrollinstanz op der Plaz? Gëtt tëscht lëtzebuergeschen a belsche Kontrollinstanzen zesummegeschafft?

5. Op engem Video ass e Policehond ze gesinn, deen eng Passantin mat zwee klenge Kanner no bei der Kräizung Boulevard Prince Henri/Avenue de la Porte Neuve ouni Maulkuerf ubillt. Huet deen Hond zu enger belscher oder zu enger lëtzebuergescher Unitéit gehéiert? Hat d'Lëtzebuerger Regierung explizitt ee Waasserwerfer a Policehënn aus der Belsch zur Verstäerkung ugefrot? Wéi eng rechtlech Reegele gëlle beim Asaz vu Policehënn am Kader vun Demonstratiounen?

6. Wéi eng legal Dispositiounen hunn den Asaz vun der belscher Police zu Lëtzebuerg regéiert? Wéi eng Artikelen aus wéi enger Konventioun waren déi legal Basis fir déi Form vun internationaler polizeilecher Kooperatioun?

Réponse (21.01.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. E Waasserwerfer ass net als Waff ze consideréieren, mee als e Moyen de police an ënnerläit de legale Bestëmmungen iwwert den Usage de la force (Gesetz vum 28. Juli 1973 „réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité" an dem Policegesetz vum 18. Juli 2018).

D'Artikelen 1 an 2 vum Gesetz vum 28. Juli 1973 iwwert den Asaz vu Waffen an aner Moyens de contrainte gesäit vir, a wéi enge Fäll Poliziste Gebrauch vun hire Waffen an anere Moyens de contrainte maache kënnen. Dëst Gesetz gesäit a sengem Artikel 7 des Weidere vir, dass d'Bestëmmunge vun den Artikelen 1 bis 4 sech och op den Asaz vu Bewässerungsmaterial applizéieren.

D'legal Bestëmmungen zum „maintien de l'ordre public sur réquisition" stinn an den Artikelen 30-34 vum Policegesetz vun 2018. Dës Bestëmmunge gesinn och d'Prozedure fir d'Sommatioune vir, déi musse gemaach ginn, iert et zu engem Usage de la force kënnt. Virum Gebrauch vum Waasserwerfer den 11. Dezember 2021 sinn déi virgeschriwwe Sommatioune gemaach ginn.

ad 2. De Waasserwerfer huet normaalt Leitungswaasser versprëtzt.

ad 3. D'Police ass zoustänneg fir den Asaz ze leeden an dës Offizéier si speziell fir sou Asätz forméiert. De Poste de commandement opérationnel (PCO) vun der Police huet den Asaz vum Waasserwerfer fräiginn.

ad 4. Den Traité de police Benelux vum 8. Juni 2004 iwwer d'grenziwwerschreidend Policeinterventioune gesäit generell vir, dass bei engem Asaz d'Legislatioun vum État d'accueil, an dësem Fall déi Lëtzebuerger, ze berécksiichtegen ass. Et ass och virgesinn, dass déi auslännesch Policebeamten op Lëtzebuerger Territoire de lëtzebuergeschen Autoritéiten ënnerstinn. Dëst bedeit och, dass den Asaz vun auslännesche Policebeamten am Kader vun der Policekooperatioun de lëtzebuergesche Reegelen a Gesetzer ënnerläit a muss konform dozou sinn.

Als Auxiliär vun de Justizautoritéiten an als Acteur vum „contrôle de légalité" fält et an der IGP hir Kompetenz, den Asaz vun all de Policeunitéiten am Kader vun Demonstratiounen, déi hei zu Lëtzebuerg stattfannen, ze kontrolléieren. Fir all „opération d'envergure" am Beräich vum Maintien de l'ordre ass d'IGP, als Observateur, um Poste de commandement opérationnel (PCO) vun der Police vertrueden. Iwwer dee Wee kritt d'IGP e wichtegen Ableck op den Decisiounsmodus an op d'Ëmstänn, ënnert deenen dës Decisioune geholl ginn.

ad 5. D'Police grand-ducale setzt just hir eege Policehënn bei sou Asätz an. Den Asaz vu Policehënn fält och ënnert d'Dispositiounen iwwert den Usage de la force, dat heescht, et gëllen och déi virzitéiert Artikele vum Policegesetz vun 2018 resp. d'Bestëmmunge vum Gesetz vun 1973.

ad 6. Et gëtt op d'Äntwert zur Fro 4 verwisen.

Question 5415 (21.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **commission spéciale de réexamen de l'ADEM :**

« La Commission de réexamen ne siège pas dans les locaux de l'ADEM, mais se réunit une à deux fois par mois selon la disponibilité de ses membres. Vu le nombre toujours croissant des recours, les délais entre l'introduction d'une demande en réexamen et son traitement par les membres de la Commission lors de la prochaine session utile sont actuellement de deux à trois mois. »

Dëst ass d'Äntwert vun engem Demandeur d'emploi, deem säin Dossier bei der ADEM fir déi zweete Kéier bannent dräi Méint clôturéiert gouf. Bei der éischter Suspendéierung hat den Ageschriwwenen d'Recoursprozedur benotzt a Recht krut, well d'ADEM ni noweise konnt, dass si dem Demandeur d'emploi de Bréif och zougestallt huet (ergo de Bréif net per Recommandé zougestallt gouf).

Knapps nodeems d'Suspendéierung nom éischte Recours opgehuewe gouf, krut dës Persoun e puer Deeg dorobber schonn erëm ee Bréif, wou d'ADEM hiren Dossier op en Neits suspendéiert. D'Persoun, déi ouni dës Suspendéierunge schonn zënter Méint fir Beschäftegungsmoossnamen eligibel wier an deemno hir Astellungschancen erhéije kéint, hänkt deemno op enger Waardelëscht, well d'Kommissioun der d'Aarbechtslaascht net nokënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandeurs d'emploi kruten an de leschten zwee Joer, opgelëscht no Mount, hiren Dossier bei der ADEM suspendéiert?

2. Wéi vill Recourse goufen an der nämmlechter Zäit, erëm opgelëscht no Mount, bei der Commission spéciale de réexamen agereecht? Wéi vill Suspendéierunge goufen doropshin annuléiert?

3. Ass den Aarbechtsminister dorunner interesséiert, d'Beaarbechtungszäite vun de Recoursen, déi bei der Commission spéciale de réexamen aginn, an Zukunft ze verkierzen?

Falls jo,

- wäert de Minister dëst dann och zäitno maachen,
- wéi eng Mëttele wäerten agesat ginn,
- wéi ee maximalen Delai wëll deMinister imposéieren, fir eng Äntwert op ee Recours ze kréien,
- ab wéi engem Datum wëll de Minister dës Verbesserung realiséieren?

Réponse (21.01.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Wat d'Unzuel vun de Suspendéierunge vun den Dossieren ugeet, sou stellt sech d'Situatioun fir déi lescht zwee Joer follgendermoossen duer:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et goufen also 19 % respektiv 20 % vun de Sanktiounen annuléiert. Déi niddreg Zuele vu Mäerz, Abrëll a Mee 2020 si pandemiebedéngt, well wärend dem Lockdown och manner Rendez-vouse stattfonnt hunn.

ad 2. Wat d'Unzuel vun de Recoursen an den Annulatioune vun de Suspendéierungen ugeet, stellt sech d'Situatioun fir déi lescht zwee Joer follgendermoossen duer:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'ADEM huet also 36 % (am Joer 2020) respektiv 27 % (am Joer 2021) vun de Recourse redresséiert, an d'CSR huet 11 % (am Joer 2020) respektiv 6 % (am Joer 2021) vun de Recoursen annuléiert.

ad 3. D'CSR ass eng Tripartite-Commissioun, wou d'Gewerkschaften an d'Patronat vertruede sinn an déi vun engem Fonctionnaire vum Aarbechtsministère presidéiert gëtt. D'ADEM assuréiert d'Sekretariat vun der CSR.

An de Kompetenzberäich vun der CSR falen notamment:

- d'Decisioune betreffend dem Refus vum Chômage, de Retrait, de Maintien, d'Verlängerung, den Ufank vum Paiement vum Chômage, d'Clôture vum Dossier etc.;

- d'Decisioune betreffend déi verschidde finanziell Aiden, wéi zum Beispill der Aide temporaire au réemploi, d'Bonification d'impôt, d'Aide à l'embauche de chômeurs âgés, de Chômage-intempéries, de Chômage partiel, d'Prime après stage de professionnalisation etc.;

- d'Decisioune vun der Commission d'orientation et de reclassement (COR);

- d'Sanctions administratives, déi d'Demandeurs d'emploi non indemnisés betreffen (i. e. Suspendéierung vum Dossier fir zwee Méint);

- zënter dem 1. November 2020 sinn och nach d'Decisiounen, déi d'Indemnité compensatoire an d'Indemnité professionnelle d'attente concernéieren, derbäikomm, souwéi och d'Decisioune betreffend d'Bedeelegung beim Salaire bei de reklasséierte Salariéen.

Den Tableau ënnendrënner gëtt en Iwwerbléck vun de Recoursen, déi déi lescht sechs Joer bei der CSR agereecht gi sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Joer 2020 gouf et, wéinst der Pandemie an domadder och wéinst dem Zeréckgräifen op de Chômage partiel, eng nei Rekordzuel un Dossieren, déi d'CSR huet missen traitéieren. Och wann déi absolutt Zuele fir d'Joer 2021 nees zeréckgaange sinn, esou leien se wäit iwwert den Zuele vun de Joren 2016 bis 2019. D'Zuel vun den Dossieren, déi de Chômage betreffen (y inclus d'Sanctions administratives) huet 2021 esouguer en neien Héchststand erreecht.

D'Zuele vun der Recourse sinn ëmmer en relatioun mat der Unzuel vu Leit ze gesinn, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn.

Dës Zuelen erklären, firwat d'Beaarbechtungszäiten (d. h. vun deem Moment wou d'CSR saiséiert gëtt bis zur Notifikatioun vun der Decisioun) vun de Recoursen an d'Luucht gaange sinn. Dësen Delai läit am Moment bei ongeféier 6 bis 6,5 Méint. All Dossier gëtt individuell analyséiert, wat och e groussen Zäitopwand bedeit, virun allem bei Dossieren, déi ganz komplex sinn.

D'Delaie fir d'Beaarbechtegung vun de Sanctions administratives sinn allerdéngs weesentlech méi kuerz a leie bei 2 bis 2,5 Méint.

D'ADEM ass sech bewosst, dass d'Delaie momentan laang sinn.

Am Joer 2021 si Moossname geholl ginn, fir d'Delaien ze kierzen, ënner anerem ass d'Sekretariat vun der CSR personell opgestockt ginn.

D'ADEM ass och amgaang ze kucken, wou d'Beaarbechtungsprozedure weider kënne vereinfacht ginn an dreift donieft och d'Digitalisatioun vun der CSR virun, woubäi ee wësse muss, dass d'Analys vum Dossier selwer net kann digitaliséiert ginn.

Question 5416 (21.12.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **participants aux manifestations contre les mesures sanitaires appartenant à l'extrême droite :**

Am Kontext vun de Manifestatioune géint déi sanitär Moossname gëtt ëmmer nees drop verwisen, dass de Protest vu rietsextreeme Mouvementer ënnerwandert ass. Eng Persoun aus besotem Milieu gouf jo och schonn a mindestens enger Dageszeitung mam Numm genannt. Och bei engem Policeasaz leschte Samschden zu Gréiwemaacher, wärenddeems Sprengstoff a Waffe konnte geséchert ginn, gëtt dem Besëtzer ee rietsextreeme Profill nogesot.

Aus deem Grond wéilte mir follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister, d'Madamm Justizministesch an den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, dass sech ënnert de Manifestante Persoune befannen, déi sech rietsextreemen Tendenzen/Mouvementer zougehéiereg weisen?

2. Ëm wéi vill Persounen handelt et sech hei?

3. Ginn dës Persounen adequat surveilléiert? Awéifern ass de Sécherheetsautoritéiten erlaabt, Messengerdéngschter „matzeliesen"?

4. Bestinn eventuell Verbindungen tëscht dëse Persounen a Leit aus dem noen europäeschen Ausland? Kann d'Regierung bestätegen, dass d'Zesummenaarbecht an den Informatiounsaustausch mat de Sécherheetsautoritéiten aus deene Länner einwandfrei funktionéiert?

Réponse commune (17.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. D'Regierung kann, à ce stade, net confirméieren, datt sech ënnert de Manifestante Persoune befannen, déi sech rietsextreemen Tendenzen oder Mouvementer zougehéiereg weisen, woufir een net kann erkennen, datt de Protest „vu rietsextreeme Mouvementer ënnerwandert" wier.

D'Regierung kann awer net ausschléissen, datt Persounen aus dem rietsextreeme Milieu versichen, d'Manifestatioune géint Coronamesurë fir hiren Agenda ze instrumentaliséieren.

Wat d'Perquisitioun vum 18. Dezember 2021 zu Gréiwemaacher betrëfft, handelt et sech heibäi ëm eng Enquête judiciaire, zu där d'Regierung sech net ka prononcéieren.

ad 3. Am Kader vum gewaltbereeten Extremismus sinn d'Iwwerwaachungsméiglechkeeten duerch d'Sécherheetsautoritéiten, y inclus d'Interception à la source, am Code de procédure pénale, souwéi am Geheimdéngschtgesetz, virgesinn a gereegelt. D'Sécherheetsautoritéiten handelen an deem hinne gesate legale Kader.

ad 4. Iwwerpréiwungen iwwert eventuell Verbindunge sinn en cours. D'Sécherheetsautoritéiten tauschen sech reegelméisseg mat hiren auslänneschen Homologen heiriwwer aus. D'Zesummenaarbecht an den Informatiounsaustausch mat de Sécherheetsautoritéiten aus deene concernéierte Länner funktionéiert gutt.

Question 5418 (21.12.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **travaux dans le parc d'Echternach :**

Bei de schroen Iwwerschwemmungen am Mount Juli gouf den Iechternacher Park staark getraff. Fënnef Méint no der Héichwaasserkatastroph ass de Park nach ëmmer an engem ganz schlechten Zoustand. D'Reparaturaarbechte vun de Gemengenekippe goufen administrativ gestoppt a waarden elo säit dem 5. Oktober op d'Erlabnis vum Kulturministère a vum Service des sites et monuments, fir dierfe virunzefueren.

An deem Kader wollte mir der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

- Wisou, an op Basis vu wéi enge gesetzlechen Dispositiounen, goufen d'Aarbechten am Iechternacher Park vum Service des sites et monuments nationaux gestoppt? Wéi laang leien d'Aarbechten elo schonn op Äis?

- Mussen Opraumaarbechten a kleng Reparaturen am Fall vun enger Naturkatastroph am Virfeld autoriséiert ginn?

- Hunn déi zoustänneg Instanzen de Bréif vum 5. Oktober vun der Gemeng Iechternach receptionéiert? Wa jo, gouf d'Demande schonn traitéiert a fir wéini ass mat enger Äntwert ze rechnen?

- Wéini kënnen d'Aarbechte fir d'Instandsetzung vun de Weeër, der Beliichtung, den Tennisterrainen an dem Minigolf nees opgeholl ginn, a bis wéini sollen dës Reparaturen ofgeschloss sinn?

- A wat fir engem Mooss ass de Pavillon am Iechternacher Park duerch d'Héichwaasser beschiedegt ginn? Wéi eng Reparature mussen hei genee duerchgefouert ginn a wat wäert de Käschtepunkt vun dëse Reparature sinn?

Réponse (25.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

- Den Iechternacher Park ass als Monument national klasséiert an all Aarbechten, déi do solle stattfannen, mussen deemno, laut dem modifizéierte Gesetz vum 18. Juli 1983 iwwert den Denkmalschutz, am Virfeld vum Kulturminister autoriséiert ginn. D'Gemeng Iechternach huet am Virfeld vun den Aarbechten awer keen Dossier agereecht an et gouf deemno keng Autorisatioun.

Déi net autoriséiert Aarbechte vun der Gemeng sinn dunn opgrond vun de Rapporte vum Centre national de recherche archéologique a vum Service des sites et monuments nationaux gestoppt ginn. D'Gemeng gouf opgefuerdert, en Dossier anzereechen, deen de 7. Oktober am Kulturministère ukomm ass. Vu datt den Dossier net komplett war, hunn nach Elementer vun der Gemeng nogereecht misse ginn. Fir d'Weeër gouf eng Fiche technique vum Aggregat gefrot an och eng vum Zonk vum Minigolf. D'Fiche technique vum Aggregat ass de 14. Januar erageréecht ginn, also no der Autorisatioun. Fir den neien Zonk gouf nach keen Dokument erageréecht.

- Opraumaarbechten a kleng Reparature goufen hei keng gestoppt, et ware gréisser Aarbechten amgaangen. Déif Grief goufe gezunn, Elektresch gouf verluecht an eng nei Beliichtung an eng nei Beplanzung waren um Punkt, fir installéiert ze ginn. Nei Zementsockele fir d'Beliichtung ware schonn installéiert, dat nodeems déi al Sockelen aus Steen ewechgemaach goufen.

- En onkompletten Dossier war de 7. Oktober erakomm. Bis deen opgeschafft a mëndlech completéiert gi war an no Reuniounen op der Plaz, konnt ech den 20. Dezember 2021 eng Autorisatioun erstellen. Meng Servicer waren a reegelméissegem Echange mat der Gemeng.

- D'Aarbechten un de Weeër an un hirer Beliichtung däerfen elo geschéien. Fir d'Beliichtung vun der Vëlospist muss eng nei Autorisatioun ugefrot ginn, well do nach déi al Beliichtung besteet. Ëm de Minigolf kënnt en neien Zonk. Fir den Tennisterrain läit nach keng Demande vir.

De Service des sites et monuments nationaux huet eng historesch an architektonesch Etüd iwwert de Park beoptraagt. Dës Etüd wäert och d'Flora analyséieren an ee prezisen Diagnostik erstellen. Opgrond vu där Analys ginn déi konservatoresch a restoratoresch Moossname fir de ganze Park definéiert, souwéi d'Charte de Florence et virgesäit.

- De Pavillon ass net weider vum Héichwaasser beschiedegt ginn. D'Daachaarbechten, déi elo amgaange sinn, ware schonns virum Héichwaasser geplangt. Si hu misse gestoppt ginn, well d'Gemeng lechternach mat hiren onerlaabte Gruefaarbechte bis un de Pavillon erugefuer war. Esou stoung d'Stee net méi sécher.

Question 5419 (22.12.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **dispositions transitoires concernant la psychothérapie :**

Per Gesetz vum 14. Juli 2015 gouf zu Lëtzebuerg de Beruff vum Psychotherapeut offiziell unerkannt.

Den Artikel 20 vum virgenannte Gesetz huet fir den Zougang zu deem Beruff Iwwergangsbestëmmunge festgeluecht, déi wärend dräi Joer nom Akraafttriede vum Gesetz zum Droe kéimen.

Déi mental Gesondheet vun eiser Gesellschaft huet duerch d'Pandemie gelidden an et ginn ëmmer méi Leit, dorënner vill Jonker, déi eng therapeutesch Behandlung froen an och brauchen.

Aus dësem Grond wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Persoune sinn aktuell am Besëtz vun enger ministerieller Autorisatioun, fir de Beruff vum Psychotherapeut zu Lëtzebuerg auszeüben?

2. Wéi vill Psychotherapeute konnte bis dato vun den Iwwergangsbestëmmunge profitéieren?

3. Wéi vill Demanden, op Basis vum Artikel 20 vum Gesetz vum 14. Juli 2015, sinn aktuell nach unhängeg am Gesondheetsministère?

4. Wéi vill Demanden, op Basis vum Artikel 20 vum Gesetz vum 14. Juli 2015, goufe refuséiert?

- Wat war d'Begrënnung vun dëse Refusen?
- Wéi vill vun deene Refuse goufe viru Geriicht ugefecht an a wéi ville Fäll kruten déi betraffe Leit Recht viru Geriicht?

5. Wéi geet d'Madamm Ministesch mat Fäll ëm, déi vum Geriicht zréck u si verwise goufen (en prosécution de cause), wou et awer evident ass, dass d'Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn, och virum Hannergrond vun engem rezenten Urteel vun der Cour administrative (Nr. 45993C/46024C)?

- Sinn där Affären (en prosécution de cause) nach bei der Madamm Ministesch unhängeg?

• Wa jo, wéi vill Leit sinn dovu betraff?
• Firwat kréien déi betraffe Leit net déi hinnen zoustoend Autorisatioun?
• Riskéiert de Staat net, op kuerz oder laang, vun de Betraffenen op Schuedensersatz verklot ze ginn?
• Wéi verhält sech déi zréckhalend Positioun vun der Madamm Ministesch mat der Annonce vun der Regierung, der mentaler Gesondheet vun de Leit déi néideg Opmierksamkeet ze schenken?

Réponse (25.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. 576 Persoune sinn aktuell am Besëtz vun enger ministerieller Autorisatioun, fir de Beruff vum Psychotherapeut zu Lëtzebuerg auszeüben.

ad 2. 536 Psychotherapeute konnte bis dato vun den Iwwergangsbestëmmunge profitéieren.

ad 3. Aktuell ass keng Demande, op Basis vum Artikel 20 vum Gesetz vum 14. Juli 2015, am Gesondheetsministère unhängeg. All d'Demanden, déi nom Artikel 20 vum Gesetz vum 14. Juli 2015 ze behandele waren, sinn ofgeschloss. Déi nei Demandë sinn no de Bestëmmunge vum Artikel 2 ze traitéieren.

ad 4. 120 Demanden, op Basis vum Artikel 20 vum Gesetz vum 14. Juli 2015, goufe refuséiert.

- D'Begrënnung ass jee no Dossier eng aner. All Dossier ass vum Collège médical a vum Conseil scientifique de psychothérapie individuell analyséiert ginn. Nodeems déi jeeweileg Gremien hiren Avis ofginn hunn, ass eng final Decisioun zum Dossier geholl ginn op Basis vun dësen zwee Avisen. Et si Refusen ausgestallt ginn, well entweeder de Basisdiplom, oder déi praktesch Aarbecht an der Psychotherapie, oder well d'psychotherapeutesch Formatioun net unerkannt ginn ass oder awer well déi jeeweileg Persoun net konnt 450 Stonne „formation spécifique et continue" virweisen.

- Et si 15 Refuse viru Geriicht ugefecht ginn. Et sinn 8 Decisiounen annuléiert ginn. An engem Fall koum et zum Revirement vun der Decisioun. An 3 Fäll krut de Gesondheetsministère Recht an 3 Jugementer sinn nach net gesprach.

ad 5.

- Bei all Decisioun, déi annuléiert ginn ass, ass e Bréif un déi jeeweileg Persoune geschriwwen ginn, dass hir Demande nach eng Kéier géif analyséiert ginn.

- Jiddereen, deem eng Autorisatioun zousteet, kritt déi och, wann en d'Konditioune vum Gesetz erfëllt. An deenen aacht Fäll, wou et zur Annulatioun vun der Decisioun komm ass, war dëst wéinst engem Formfeeler. Déi Dossiere ginn also nei analyséiert. De Fall, wou et zum Revirement vun der Decisioun komm ass, do krut déi betraffe Persoun entretemps hir zoustoend Autorisatioun.

- Déi mental Gesondheet ass e wichtegt Theema, dat déi néideg Opmierksamkeet verdéngt, dëst ass an der Pandemie nach eng Kéier däitlech zum Virschäi komm. Et sollen awer och just qualifizéiert Leit, déi déi legal Konditiounen erfëllen, de geschützten Titel „Psychotherapeut" dierfen droen. Dëst ass virun allem wichteg fir Leit, déi op e Psychotherapeut zeréckgräifen, fir hinnen d'Sécherheet ze ginn, dass de Psychotherapeut, deen si consultéieren, déi néideg Qualifikatiounen huet.

Question 5420 (22.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **médicaments contre la Covid-19 :**

Am November huet d'EMA déi éischt Medikamenter géint de Covid-19 zougelooss. Ronapreve a Regkirona ginn iwwert eng Injektioun verofreecht a kënnen dofir nëmmen a Klinicken ugewannt ginn. Gläichzäiteg musse se am Ufank vun enger Infektioun genotzt ginn a wäerten dofir nëmme bei Persounen, déi e schwéiere Verlaf ze erwaarden hunn, genotzt ginn. Laut den Aussoe vum Dokter Reuter am RTL-Podcast „Wellebriecher" vum 13. Dezember hunn d'Klinicken nach keng Medikamenter kritt, mee de Ronapreve sollte se an deenen nächste Woche kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ronapreve huet Lëtzebuerg bestallt? Wéini wäerten déi éischt Dosisse geliwwert ginn?

2. Wéi vill Regkirona huet Lëtzebuerg bestallt? Wéini wäerten déi éischt Dosisse geliwwert ginn?

3. Wéi ginn dës Medikamenter op d'Klinicke verdeelt?

Réponse (07.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Aktuell goufen 200 Ronapreve-Traitementer iwwert de European Joint Procurement Agreement (JPA) bestallt an den 22. Dezember 2021 geliwwert.

ad 2. Lëtzebuerg bedeelegt sech als EU-Memberstaat och un engem gemeinsame Marché vu Regkirona a proposéiert, 20 Traitementer pro Mount anzekafen. Den Traitement ass allerdéngs am Moment net disponibel an et ass och nach kee Liwwerdatum gewosst.

Et ass wichteg ze notéieren, datt Behandlungen op Basis vu monoklonalen Antikierpere spezifesch op déi viral Variant axéiert sinn an et gëtt all Grond unzehuelen, dass hir Effikassitéit net déi selwecht ass bei der Bekämpfung vun der Omikron-Variant.

ad 3. Déi Ronapreve-Traitementer, déi am Dezember ukomm sinn, goufen an d'Spidolsapdikt vum Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) geliwwert, do, wou de Service national des maladies infectieuses och ënnerbruecht ass. De Santésdirekter huet via Circulaire d'Dokterschaft doriwwer informéiert, dass d'Medikament disponibel ass.

Question 5422 (22.12.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **élèves de l'enseignement fondamental parlant le luxembourgeois à domicile :**

Prozentual gesinn, schwätzen zu Lëtzebuerg ëmmer manner Awunner Lëtzebuergesch. Dëse Fakt léisst sech och gutt unhand vun de Statistiken aus der Grondschoul feststellen, wou d'Zuel vun de Lëtzebuerger Mammesproochler, respektiv vun deene Schüler, déi als éischt Sprooch doheem Lëtzebuergesch schwätzen, drastesch erofgeet. Louch hiren Undeel nach bei bal 60 % am Joer 2003, esou war en am Joer 2019 nëmmen nach bei 34 %.

An deem Kontext wollt ech eng Rei Froe stellen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister eis déi entspriechend Statistike vun alle Joren, och vu virun 2003, presentéieren, sou wäit zeréck, wéi et dës Statistike gëtt?

2. Wéi héich (respektiv wéi niddreg) ass den Undeel vu Grondschoulkanner, déi doheem als éischt Sprooch Lëtzebuergesch schwätzen, fir d'Schouljoren 2020/2021 an 2021/2022?

3. Ginn et och Statistiken zur éischter Sprooch, déi all d'Schüler am Grondschoulalter ëmfaassen, dat heescht och déi, déi net am reguläre Lëtzebuerger Schoulsystem sinn? Wéi vill Kanner, déi zu Lëtzebuerg wunnen an am Grondschoulalter sinn, sinn dëst Schouljoer net am reguläre Schoulsystem? Wéi héich ass hiren Undeel?

4. Wéi gesäit den Här Minister d'Entwécklung vum Undeel vu Kanner, déi doheem als éischt Sprooch Lëtzebuergesch schwätzen, an den nächste Joren evoluéieren?

5. Wann d'Zuelen esou weider erofginn, da schwätzen an e puer Joer nëmmen nach 15 % vun de Kanner doheem Lëtzebuergesch. Wéi kéint een dem Här Minister senger Meenung no dëse Réckgang vum Lëtzebuergeschen als doheem geschwater Sprooch ophalen?

Réponse (25.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Taux vun de Lëtzebuerger Mammesproochler hei am Land huet effektiv prozentual ofgeholl, well vill Leit vu baussen an d'Land koumen. An absoluten Zuelen ass et awer net richteg, datt zu Lëtzebuerg géifen ëmmer manner Awunner Lëtzebuergesch schwätzen. Et ass esouguer de Contraire; nach ni virdrun hunn esouvill Mënsche kënne Lëtzebuergesch schwätzen, wann och net als Mammesprooch, well zanter Jore vill Immigranten, eng 10.000 Leit all Joer, Lëtzebuergesch léieren.

Am Kontext vun der Mammesprooch ass ze soen, datt an de leschte Joren éischter d'Notioun vun Éischtsprooch benotzt gëtt, also déi Sprooch, déi doheem benotzt gëtt, wann d'ganz Famill zesummesetzt an déi méiglecherweis net d'Sprooch vun der Mamm ass. Donieft gëtt och no der Zweetsprooch an esouguer Drëttsprooch gefrot, well een sech nëmmen esou ee kloert Bild ka maachen. Dofir erfaasst den Educatiounsministère zanter der Aféierung vun de Chiffres clés de l'Éducation nationale niewent den Nationalitéiten och d'Éischtsprooch vun de Schülerinnen a Schüler an zanter enger Zäit och déi weider Sproochen.

ad 1. Den Educatiounsministère freet zanter dem Schouljoer 2003/2004 mam digitale Fichier no de Sproochen, déi d'Schülerinnen an d'Schüler doheem schwätzen. Virdru waren et Pabeiersformulairen, op deene just d'Nationalitéit gefrot gouf.

Am Schouljoer 2003/2004 hate knapps 60 % vun de Kanner am Prescolaire a Primaire, also dem haitegen Enseignement fondamental ouni de Precoce, Lëtzebuergesch als Éischtsprooch uginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Am Schouljoer 2020/2021 louch den Taux vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement fondamental (ouni de Precoce) mat Lëtzebuergesch als Éischtsprooch bei 33,1 %. Déi Zuele goufen ewéi üblech um Enn vum Schouljoer opgeholl.

Fir dat aktuellt Schouljoer 2021/2022 sinn d'Zuelen net déi vum Enn vum Schouljoer, mee déi vun der Rentrée. Hei louch den Taux vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement fondamental (ouni de Precoce) mat Lëtzebuergesch als Éischtsprooch och bei 33,1 %.

Et gëtt awer och no den Zweet- an Drëttsprooche gefrot. Wann een déi Kanner zesummenzielt, déi Lëtzebuergesch als Éischt-, Zwee- oder Drëttsprooch benotzen, kënnt een op ongeféier d'Hallschecht vun de Kanner, déi Lëtzebuergesch schwätzen.

ad 3. Et ginn aktuell keng Analysen iwwer d'Sprooche vun alle Kanner, déi zu Lëtzebuerg liewen. Op aktuell Resultater nom Recensement vun 2021 musse mir nach waarden.

Dem Statec seng Zuele weisen, datt eng 15 % vun de Kanner net an eisem Schoulsystem scolariséiert sinn, mee zum gréissten Deel an den net ëffentlechen internationale Schoulen an an der Europaschoul.

Nom viregte Recensement gouf 2012 eng Etüd publizéiert, an där d'Sprooche gekuckt goufen, déi d'Kanner schwätze kënnen, ouni datt doraus ervirgeet, wéi eng Sprooch fir si Éischtsprooch ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Den Taux vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement fondamental (ouni de Precoce) mat Lëtzebuergesch als Éischtsprooch ass no 2003/2004 erofgaangen, vu 60 % op nach 37 % am Schouljoer 2014/2015. An de Joren dono ass dee Réckgang méi gedam gewiescht. Den Taux schéint an de leschten dräi Jore relativ stabel bei 33 % ze bleiwen.

ad 5. Déi aktuell Entwécklung weist net, datt den Taux vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement fondamental (ouni de Precoce) mat Lëtzebuergesch als Éischtsprooch nach weesentlech géif falen.

De wichtegste Facteur ass natierlech d'Immigratioun. Déi absolutt Zuel vu Schülerinnen a Schüler, déi als Éischtsprooch Lëtzebuergesch hunn, wäert wuel stabel bleiwen. Mee prozentual hänkt et dovun of, wéi vill Leit an d'Land erakommen.

Lëtzebuergesch doheem kann een also domadder ënnerstëtzen, datt deen Elterendeel, dee Lëtzebuergesch schwätzt, encouragéiert gëtt, déi Sprooch och mat senge Kanner ze gebrauchen. Et hëlleft Kanner, wa si doheem mat méi Sproochen a Kontakt sinn. Esou ass jo och den Ëmgank mat de klenge Kanner an de Betreiungsstrukturen ze erklären, an deene si mat Lëtzebuergesch a mat Franséisch familiariséiert ginn. Wat déi staatlech international Schouloffer ugeet, ass ze preziséieren, datt déi concernéiert Schoulen zwou Stonne Lëtzebuergesch d'Woch an hire Programm mussen integréieren.

Question 5423 (23.12.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **taxes communales :**

Souwuel bei de Waasser- an Ofwaassertaxe wéi och bei den Offalltaxen op Gemengenniveau gëllt de Käschtendeckungsprinzip, dat heescht d'Gemengen si gehalen, de Stéit dat weider ze verrechnen, wat si un Ausgaben hunn. Hei spille sozial Krittäre keng Roll, soudass d'Rechnungen net un déi ekonomesch Situatioun vun de Stéit gekoppelt sinn. Och d'Kompositioun vun engem Stot gëtt net consideréiert. Laut mengen Informatiounen hu verschidde Gemengen et refuséiert kritt, eng Stafflung bei den Taxe fir d'Waasser an Ofwaasser anzeféieren, déi dëse Krittäre Rechnung géing droen.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kënnen d'Madamme Ministere meng Informatioune confirméieren? Wa jo, firwat gëtt esou eng Stafflung net erlaabt?

2. Sinn d'Madamme Ministeren net der Meenung, dass een d'Kompositioun vun de Stéit bei den Ofrechnunge misst consideréieren?

3. Gëtt op Säite vun de Ministeren doriwwer nogeduecht, fir eng sozial méi gerecht Reegelung vun de Waasser- an Ofwaassertaxe souwéi den Offalltaxen anzeféieren?

Réponse commune (25.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Am Beräich vun der Waassertarifikatioun goufen effektiv am Kontext vum Artikel 43 vum verännerte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 schonn negativ Avise vun der Waasserverwaltung formuléiert fir vereenzelt Gemengereglementer, bei deenen eng Form vu gestaffeltem Waasserpräis sollt agefouert ginn, mat follgende Begrënnungen:

- Eng gewësse Quantitéit vu Waasser gratis zur Verfügung ze stellen, och wa se de primäre Besoin garantéiert, gëtt dem Prinzip vun der Käschtendeckung an dem Verursaacherprinzip (Pollueurpayeur) net gerecht an ass och net ze vereenbare mat enger rationeller Notzung vun den Drénkwaasserressourcen. Béid Prinzippie si festgeluecht an der Waasser-Kader-Direktiv (directive 2000/60/CE), déi duerch dat modifizéiert Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 national ëmgesat gouf.

- D'Ëmsetze vun enger gestaffelter oder progressiver Waasserpräisgestaltung ass mat engem immensen administrativen Opwand fir d'Gemenge verbonnen, an et erschwéiert d'Ermëttele vun der Käschtendeckung vun alle Secteuren.

An dësem Kontext ass ze bemierken, datt de virdrun zitéierten Artikel vum Waassergesetz och virgesäit, datt d'Gemengen eng Allocation de vie chère am Beräich vum Drénkwaaasser kënnen aféieren.

Zu den Offalltaxe kann ee follgend Elementer festhalen: Den Artikel 17. (1) vum modifizéierten Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 iwwersetzt de Prinzip vum Pollueur-payeur an nationaalt Recht: « Sans préjudice des dispositions de l'article 19 de la présente loi et conformément au principe du pollueur-payeur, les coûts de la gestion des déchets sont supportés par le producteur de déchets initial ou par le détenteur actuel ou antérieur des déchets. » Den Artikel 17. (3) vum selwechten Offallgesetz gesäit dofir keng Méiglechkeet vir, fir d'Offalltaxen op sozial Kritären ze baséieren: « Les taxes communales relatives à la gestion des déchets doivent couvrir l'ensemble des frais encourus par les communes respectives en matière de gestion des déchets. Les taxes mises à charge des différents ménages et, le cas échéant, des établissements doivent tenir compte des quantités de déchets réellement produites. »

De Käschtendeckungsprinzip an de Verursaacherprinzip si fir d'éischt mam Offallgesetz vun 1994 agefouert ginn. Fir d'Modalitéite vun der Ëmsetzung vun dësem Prinzip festzeleeën, huet d'Ëmweltverwaltung an de Joren 1994 bis 1996 e grouss ugeluechte Pilotversuch an de SICA-Gemenge Koplescht a Käerch duerchgefouert. D'Taxemodalitéi-

ten, déi sech aus dem Versuch erginn hunn, si mam Inneministère ofgestëmmt ginn.

Vu datt déi Taxe sech zu engem groussen Deel um Gewiicht vum produzéierten Offall orientéieren, ass d'Fro vun der sozialer Verträglechkeet vun den Taxe gestallt ginn, besonnesch bei deene Leit, déi nach kleng Kanner am Wëndelalter hunn. Entspriechend de Virgabe vum Inneministère duerfen Taxe keng Quierverbindungen an deemno och keng sozial Komponent enthalen.

Fir trotzdeem där sozialer Komponent Rechnung ze droen, fuere Gemengen iwwer Subsiden. Esou ass an deene Gemengen eng „Wëndelprimm" fir Kanner ënner zwee Joer agefouert ginn.

ad 2. D'Kompositioun vun de Stéit mat ze considéréieren ass eebenfalls mat engem ganz héijen administrativen Opwand verbonnen. Ofgesinn dovunner, datt e prezise Recensement muss gemaach ginn, muss och all Changement an der Kompositioun vun engem Stot Rechnung gedroe ginn.

Dëst ass besonnesch am Kader vu Residenzen, vun deenen och nach vill mat just engem Compteur ausgestatt sinn a wou vill Mouvementer sinn, nach emol méi komplex.

Den Ament gi Stéit souwuel am Drénkwaasser wéi am Ofwaasser pauschal berechent an der Part fixe (op den Diameter vum Drénkwaasseruschloss, bezéiungsweis mat 2,5 gemëttelten Awunnergläichwäerter EHM fir d'Ofwaasser). Dëst ass schonn eng sozial Komponent, déi zum Beispill enger grousser Famill entgéintkënnt.

Et sief nach drun erënnert, datt d'Garantie fir den Accès op Waasser iwwert dat modifizéiert Gesetz vum 18. Dezember 2009 bezüglech d'Sozialhëllef festgehalen ass. Et gëtt eebenfalls d'Méiglechkeet vun der Allocation de vie chère iwwert den nationale Solidaritéitsfong.

ad 3. Duerch déi vun der Waasserverwaltung virgeschloen harmoniséiert Berechnung vum Waasser- an Ofwaasserpräis si verschidde sozial Komponente scho berécksiichtegt, wéi déi genannte Pauschaliséierung vun de Fixkäschten an d'Plafonéierung vum Präis.

Souwuel den Accès zu Drénkwaasser wéi och déi entspriechend Behandlung vum Ofwaasser sinn duerch d'Gesetz vun der Sozialhëllef virgesinn. Weiderhi gesäit d'Waassergesetz och vir, datt d'Gemenge kënnen eng Allocation de vie chère an de Beräicher vum Drénk- a vum Ofwaasser virgesinn.

Nieft der staatlecher Sozialhëllef erlaben dës Instrumenter de Gemengen eng cibléiert, sozial gerecht Reegelung anzeféieren, dëst am Aklang vum Käschtendeckungsprinzip, wéi en am Offall- an am Waassergesetz entspriechend den europäesche Virgaben ageschriwwen ass.

Question 5426 (23.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**application du régime 2G dans le sport :**

Säit dem 17. Dezember gëllt am Sport den 2G, dat souguer bei Eenzelsportaarten, wéi dem Fitness. De Sport spillt awer och eng wichteg Roll, fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen. Nieft der kierperlecher Aktivitéit hëlleft de Sport ville Leit, fir Stress ofzebauen a motivéiert, sech méi gesond ze ernieren an op de Konsum vu gesondheetsschiedleche Substanzen ze verzichten.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi goufen déi divers negativ Konsequenze vum 2G am Sport géint deen erhofften, positiven Impakt en vue vun der Covidsituatioun an der Analys vun der Regierung géinteneen ofgewien? Kann d'Madamm Minister an deem Sënn matdeelen, wéi vill Leit säit dem 1. Mäerz 2020 noweislech an Zesummenhang mam Sport positiv op de Covid-19 getest goufen?

2. Gesäit d'Madamm Gesondheetsminister de Risiko, datt den 2G am Sport am Zesummespill mam allgemenge Stress, deen d'Covidmoossname mat sech bréngen, zu engem erhéichten Drogekonsum a Gewaltbereetschaft, besonnesch, awer net nëmmen, bei jonke Leit wäert féieren? Wann net, wéi begrënnt d'Madamm Minister hir Positioun?

3. Gesäit d'Madamm Gesondheetsminister de Risiko, datt den 2G am Sport am Zesummespill mam allgemenge Stress, deen d'Covidmoossname mat sech bréngen, zu enger weiderer Iwwerlaaschtung vun de Psychiatrië wäerte féieren, well vill Leit hiren alldeegleche Stress net méi an deem néidege Mooss ofbaue kënnen? Wann net, wéi begrënnt d'Madamm Minister hir Positioun?

Réponse commune (25.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Georges Engel,** *Ministre des Sports :*

ad 1. D'Wichtegkeet vum Sport an der Beweegung fir déi kierperlech a mental Gesondheet vun de Leit, souwéi och déi grouss sozial Komponent vum Sport, goufen zu kengem Moment a Fro gestallt. Et sief drun erënnert, dass zu Lëtzebuerg, am Géigesaz zum Ausland, de Sport ni ganz verbuede war am Kontext vum Kampf géint d'Pandemie.

Wat elo déi aktuell sanitär Mesuren ubelaangt, esou gëtt sech och am Sport un déi generell Richtlinn 2G an der Fräizäit an 3G op der Aarbecht gehalen.

Säit dem 1. Mäerz 2020 sinn dem Contacttracing 568 Fäll vu Covid-19 bekannt, déi potenziell mam Sport a Relatioun stinn, d. h. déi Fäll hu wärend dem Interview mam Contacttracing uginn, Sport mat anere Leit gemaach ze hunn, ier se positiv getest gi sinn. Sécher sinn elo net all déi Fäll op de Sport zréckzeféieren, mee wat méi Fäll an zäitlech begrenzte Clusteren opgetruede sinn, wat d'Chance méi grouss ass, dat et an deem Kontext zu Infektiounskette komm ass.

Am Contacttracing si 56 Clustere mat op d'mannst 3 Fäll bei Sportsclibb oder Sportsevenementer festgestallt ginn, wou am Ganzen 366 Covid-19-Fäll betraff waren. Gréisser Clustere mat méi wéi 10 Fäll si bei vereenzelte Fitnesszenteren, Handball-, Basket- a Fussballclibb festgestallt ginn, esou wéi bei enger organiséierter Seegelvakanz a Kroatien, déi vun engem Lycée organiséiert gouf.

ad 2. Virop gëllt et nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt zu Lëtzebuerg, am Verglach mat anere Länner, de Sport quasi onënnerbrach fonctionéiert, souguer an der éischter Well vun der Pandemie, wann och natierlech ageschränkt. De Rescht vun der Zäit hunn effektiv ëmmer Mesurë gegollt, fir déi sportlech Aktivitéiten ze encadréieren, mee d'Aktivitéiten hunn awer duerchgoend konnte stattfannen. Doriwwer eraus gëllt laut dem aktuelle Covidgesetz fir de Jugendsport eng Ausnam, déi beseet, datt den 2G-Regimm just fir Jugendlecher ab 19 Joer applikabel ass. Fir Jonker vu manner wéi 19 Joer gëllt den 3G-Regimm, also d'Méiglechkeet, fir och en Testcertificat virzeweisen. Dës Dispositioun gouf eebe grad agefouert, fir Jugendlechen, déi net geimpft oder geneese wieren, trotzdeem ze erméiglechen, hire sportlechen Aktivitéiten nozegoen.

Dem Gesondheetsministère ass net bekannt, datt eng Hausse vum Drogekonsum op e Manktem u Sportméiglechkeeten zeréckzeféiere wier an aktuell gëtt et och keng wëssenschaftlech Etüd, déi géif e kausale Lien tëscht 2G Covid-19-Reegelen a sportlechen Aktivitéiten an en doduerch erhéichten Drogekonsum beleeën.

ad 3. Aktuell ass dem Gesondheetsministère net bekannt, datt den 2G-Regimm am Sport am Zesummespill mam allgemenge Stress vun de Covidmesuren zu enger weiderer Iwwerlaaschtung vun de Psychiatrië gefouert huet, well vill Leit hiren alldeegleche Stress net méi an deem néidege Mooss ofbaue kënnen.

Question 5428 (23.12.2021) de **MM. Paul Galles** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant la **réserve de gaz :**

An deene leschte Wochen a Méint koum et ëmmer rëm zu Problemer a Verzögerunge bei de Liwwerunge vu Gas aus Russland, och wa Gazprom hir aktuell Liwwerungsobligatiounen anhält. Esou goufen zum Beispill iwwert de Summer ons Gasreserven net esou opgefëllt wéi dat an deene leschte Joren de Fall war. Dëst huet souwuel technesch (zum Beispill Problemer a russeschen Äerdgasförderungsanlagen) wéi och wirtschaftlech awer virun allem geopolitesch (etwa den Ukrainekonflikt oder Nordstream 2) Ursaachen. Och wann et haut net dono ausgesäit, dass ons de Gas géif ausgoen, esou besteet awer eng gewëssen Onsécherheet, ob déi zukünfteg Gasliwwerunge wäerte kënnen agehale ginn, sollt et zum Beispill zu engem Zouspëtzen am Ukrainekonflikt kommen.

Fir eventuell Enkpäss an der Energieversuergung ze vermeiden hat sech Lëtzebuerg kierzlech op EU-Niveau, zesumme mat Frankräich a Spuenien, dofir agesat, dass d'EU-Länner kënnen zesumme Gas akafen a strateegesch Reserven uleeën, fir esou och de Präisschwankungen entgéintzewierken.

Wat d'Präisdeierecht bei der Energie ugeet, esou sinn dovunner och d'elektresch Borne betraff fir d'E-Autoen opzelueden. D'Fournisseure mussen hir Tariffer upassen, soudass de Stroum bei den Chargy-Bornen ab dem 1. Januar wäert tëschent 31-34 Cent/kwh kaschten. An Zukunft muss een domadder rechnen, dass déi Präisser och net méi wäerte falen, mee eventuell souguer nach weider klammen. Dës Hausse vun de Präisser bei den ëffentleche Bornen ass awer net förderlech fir den Ausbau vun der Elektromobilitéit.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi gesinn déi aktuell Äerdgasreserven aus? Koum et rezent schonn zu Aschränkunge bei de Liwwerungen? Wa jo, wéi oft an a wéi engem Ausmooss?

2. Wéi wëll sech d'Lëtzebuerger Regierung an Zukunft opstelle fir strateegesch Reserven un Äerdgas unzeleeën? Mat wéi enge Länner wëll Lëtzebuerg sech hei zesummendoen an zum Beispill Gas akafen?

3. Wéi reagéiert d'Regierung op déi méi héich Präisser bei den ëffentleche Bornen? Gesäit de Minister net d'Gefor, dass doduerch d'Strategie fir d'Ëmsetze vun der Elektromobilitéit zumindest kuerzfristeg a Gefor ass?

Réponse (25.01.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Laut „Gas Infrastructure Europe" (GIE), d'Associatioun déi d'Interesse vun den europäesche Gasinfrastrukturbedreiwer an Europa vertrëtt, leien aktuell (Mëtt Januar 2022) d'Äerdgasreserven an Europa bei knapp ënner 50 %, wat ongefëier 10 % méi en niddregen Niveau ass wéi typescherweis soss ëm dës Zäit. ENTSOG, den Daachverband vun den europäeschen Transportnetzbedreiwer am Gas, bestätegen dës Zuelen an hirem ugepassten Ausbléck op de Wanter 2021/2022. Dës méi déif Reserve ginn zum Deel duerch zousätzlech Liwwerunge vu Flësseggas mat Gastanker iwwert d'Mier op déi grouss Terminalen an Europa, wéi zum Beispill zu Zeebrugge an der Belsch, kompenséiert. Gasliwwerunge kënnen op dës Manéier an Europa assuréiert ginn, soudass et bis elo nach zu kengen Aschränkunge bei de Liwwerungen an de leschte Méint komm ass an et sinn och keng Enkpäss an den nächste Méint ze erwaarden. D'ENTSOG betount an hirer Analys och nach, dass de Gasmarché an Europa gutt fonctionéiert, och wann duerch déi méi héich Importer vu Flësseggas de Präis op den Handelspunkten aussergewéinlech héich ass.

ad 2. Esou wéi och schonn a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 5342 duergestallt, gëtt, fir Äerdgas a grousse Quantitéite späicheren ze kënnen, allgemeng op ënnerierdesch Reservoiren, déi duerch entspriechend geologesche Strukturen (Salzkavernen, gasdicht ofgeschlosse porös Sandschichten, ausgedéngten Äerdgasfelder asw.) duergestallt sinn, zréckgegraff. Well déi geologesch Viraussetzungen zu Lëtzebuerg net gi sinn, ass et net méiglech, um nationalen Territoire vun esou ënnerierdesche Reservoiren ze profitéieren an Äerdgas a gréissere Quantitéite lokal ze stockéieren.

Lëtzebuerg ass awer ganz gutt am europäeschen Äerdgasnetz integréiert an huet Verbindunge souwuel mat Däitschland wéi och mat der Belsch. Dem ILR sengem Rapport „Chiffres clés du marché du gaz naturel - partie I" vum Juli 2021 no, koumen 22 % vun den Äerdgasimporter am Joer 2020 aus Däitschland an 78 % aus der Belsch. Zënter dem 1. Oktober 2015 ass den integréierte BeLux-Maart tëscht Lëtzebuerg an der Belsch operationell, soudass d'Gastransportnetzbedreiwer Creos Luxembourg SA an déi belsch Fluxys Belgium SA hir zwee national Mäert integréiert hunn, fir eng gemeinsam Belux-Zon ze bilden. Op dës Manéier kënnen d'Fournisseuren, déi zu Lëtzebuerg aktiv sinn, sech direkt um gemeinsame virtuellen Handelspunkt (ZTP) versuergen. Dësen Äerdgasmaart ass ee vun de liquidesten a sécherste Mäert an Europa. Den Energieministère ass och amgaangen op europäeschem Plang mat eisen Nopeschlänner iwwert eng besser Reguléierung vun de Gasspäicheren ze schwätzen. Eng gemeinsam preventiv Approche an dësem Domaine wier am Interêt vu Lëtzebuerg a géing dozou bäidroen, de Marché ze berouegen.

ad 3. Bis Enn 2021 konnten all d'Käschte fir d'Opriichten an d'Exploitatioun vum Chargy-System duerch d'Netznotzungstariffer vun den Niddersponnungsnetzer ofgedeckt ginn, esou wéi dat am Artikel 27 Paragraf 13 vum ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert de Stroummarché virgesinn ass. Dës Käschte waren also net direkt am Präis, deen den Endverbraucher op enger Chargy-Born bezuelt huet, reflektéiert. Dëse Finanzéierungsmodell ass awer laut dem europäesche Reglement 2019/943 elo net méi méiglech. Dëst Reglement gesäit nämlech vir, dass d'Netznotzungstariffer nëmme Käschten enthalen däerfen, déi néideg si fir déi reng Gestioun vum Stroumnetz, wou d'Chargy-Borne laut Reglement net dozougehéieren. Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) berücksichtegt deemno d'Käschte vum Chargy-System ab 2022 net méi an der Berechnung vun den Netztariffer. Aus dësem Grond hunn d'Stroumnetzbedreiwer, déi och Bedreiwer vum Chargy-System sinn, d'Tariffer um Chargy-System, déi se u Fournisseurs de service de charge ab dem 1. Januar 2022 verrechnen, missen erhéijen.

Och mat den neie Präisser ass et awer esou, dass d'Käschte pro 100 km bei engem Elektroauto méi niddereg si wéi bei engem Bensinns- oder Dieselauto, an d'Elektromobilitéit doduerch och weiderhi fir den Endnotzer attraktiv bleift.[19]

Question 5430 (23.12.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **effets secondaires des vaccins contre la Covid-19 :**

Dem leschte Rapport vun der Pharmacovigilance no, sinn hei zu Lëtzebuerg, zënter dem Ufank vun der Covid-19-Impfcampagne, am Ganzen eelef Mënschen un de Suitte vun der Impfung gestuerwen. Weider sinn e puer honnert méi schwéier Fäll vun Niewewierkunge registréiert ginn. Dovunner iwwer honnert Hospitalisatiounen, woubäi an 18 Fäll Liewensgefor bestoung. Och Komplikatioune bei Fraen an aneren Ëmstänn goufe bekannt.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wat fir eng Konklusiounen zitt d'Santé aus dem leschte Pharmacovigilance-Rapport?

2. Och wann d'Zuel vun den Niewewierkunge statistesch gesinn niddreg ass, misst et dann net awer esou sinn, datt d'Leit, déi sech wëllen impfe loossen, virdrun iwwer méiglech Niewewierkungen opgekläert ginn? Wann een e Medikament keeft, läit en Ziedel dobäi, deen all méiglech Niewewierkungen oplëscht. Misste virun den Impfungen d'Leit net déi selwecht Informatiounen iwwer den Impfstoff kréien, deen si solle gesprëtzt kréien?

3. Wéi vergläicht sech d'Zuel vu méi schwéieren Niewewierkunge bei deene verschiddene Covidimpfunge mat deene rapportéierte schwéieren Niewewierkunge bei de Medikamenter? Mat wéi enge Medikamenter loossen sech dës Statistike vergläichen? Wéi gëtt bei Medikamenter verfuer, déi änlech statistesch Konsequenze kënnen hunn, wéi déi verschidde Covidimpfstoffer?

4. An e puer Fäll schéngt et zu schwéiere Komplikatioune bei Fraen an aneren Ëmstänn komm ze sinn. Wéi wäit ass bis well etabléiert, datt déi Komplikatiounen e kausalen Zesummenhank mat der Impfung haten? Wéi eng Konklusioune mussen am Hibléck op d'Impfunge vu Fraen an aneren Ëmstänn gezu ginn?

5. D'Politik vun der Regierung geet duerch en ëmmer méi groussen Drock op déi ongeimpfte Leit Schrëtt fir Schrëtt a Richtung Impfflicht. Misst de Staat dann net och eng kloer Haftung fir méiglech Impfschied iwwerhuelen?

Réponse (21.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dës parlamentaresch Fro erlaabt et nach emol, op de Fonctionnement vum de „systèmes de pharmacovigilance" anzegoen. De Prinzip heibäi ass, dass all méiglech Evenementer, déi zäitlech mat enger Impfung a Rapport stinn an déi eng gewësse Gravitéit hunn (also keng einfach Niewewierkunge wéi den Aarm wéi hunn oder sech e bësse midd fillen), gemellt ginn an dass fir dës Evenementer gekuckt gëtt, ob e kausalen Zesummenhang mat der Impfung méiglech oder warscheinlech ass. Dofir schafft Lëtzebuerg zesumme mam „Centre régional de pharmacovigilance" zu Nanzeg.

Heibäi gëtt - per internationaler Definitioun - all Niewewierkung als schwéier klasséiert, déi eng Aarbechtsonfäegkeet (sief et och nëmmen een eenzegen Dag) oder ee Spidolsopenthalt (egal wéi laang) no sech zitt.

Am Rapport vun der Gesondheetsdirektioun ginn all dës Situatiounen opgelëscht, egal ob ee kausalen Zesummenhang festgestallt gouf oder och net. D'Fro, déi dono muss gestallt ginn, ass ob esou Evenementer méi heefeg bei Leit optrieden, déi geimpft goufen, wéi bei Leit, déi net geimpft goufen. Zum Beispill kann een eng Thrombos no enger Impfung maachen, mee et sinn awer och ganz vill Leit, déi net geimpft ginn, déi all Dag Thrombose maachen. Dëst ass eng ganz heefeg Krankheet, déi meeschtens net duerch eng Impfung ausgeléist gëtt.

Aktuell stellt d'Gesondheetsdirektioun fest, dass d'Zuel vun den onerwënschten Evenementer relativ geréng ass, an dass fir déi allermeescht kee kausale Lien mat der Impfung festgestallt gouf oder och nëmme probabel ass. Dëst ass extreem berouegend.

D'Leit hunn effektiv e Recht, opgekläert ze ginn iwwert méiglech Niewewierkungen. D'Europäesch Medikamentenagence (EMA) stellt op hirem Site all d'Dokumenter iwwert d'Impfunge fräi zur Dispositioun. Dës Informatioune sinn och a vereinfachter Form an de „Beipackzettel". Ganz vill Informatioun ass och disponibel op Infovaxx an op covid19.lu.

Et kann een net direkt d'Evenementer aus der Pharmacovigilance vun den Impfstoffer mat deene vun anere Medikamenter vergläichen. Et kann een awer feststellen, dass d'Evenementer, déi kausal mam Impfstoff zesummenhänken, extreem seele sinn. Dëst ass och eng Konklusioun, déi vun der Pharmacovigilance an anere Länner gezu gouf, an dat bei weltwäit bal aacht Milliarden Impfdosen, déi schonns geimpft goufen.

Verschidde schwanger Fraen hate Komplikatiounen an der Schwangerschaft, och do ass kee kausale Lien bewisen, a Fraen, déi net geimpft sinn, hunn och reegelméisseg Schwangerschaftskomplikatiounen. Op där anerer Säit ass et ganz kloer, dass eng Covidinfektioun wärend der Schwangerschaft ganz uerg ka verlafen, esouwuel fir d'Kand wéi och fir d'Mamm. Et ass och entre-temps bewisen, dass d'Impfung wärend der Schwangerschaft d'Kand no der Gebuert wärend den éischte Liewenswoche viru schwéiere Fäll vu Covid-19 an Hospitalisatioune schützt.

[19] https://transports.public.lu/fr/mobilite/mobilite-electrique/comparateur-prix-carburants.html

Wéi schonns méi oft betount, läit d'Responsabilitéit vun der Impfung souwuel beim Produzent (hie muss en Impfstoff produzéieren, dee konform zu den autoriséierte Spezifikatiounen ass), wéi beim Dokter oder Gesondheetsberuffer, deen impft (hie muss de Vaccin korrekt benotzen an administréieren), wéi och beim Staat laut dem Gesetz vum 4. Juli 2000, wat d'Responsabilitéit vum Staat kläert (loi du 4 juillet 2000 relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccinations).

Question 5432 (23.12.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **recensement national 2021 :**

Enn 2021 gouf zu Lëtzebuerg eng Vollekszielung duerchgefouert, en Exercice, deen all zéng Joer duerchgefouert gëtt an deemno gutt virbereet hätt misse sinn.

Allerdéngs waren dës Kéier Froen deelweis schlecht formuléiert oder falsch iwwersat, an et schéngt, wéi wann et och Ënnerscheeder gouf tëscht der Onlineversioun an der Versioun op Pabeier. Verschidde Resultater wäerten doduerch onbrauchbar sinn.

An deem Kontext hätt ech eng Rei vu Froen un d'Regierung:

1. Bei der Pabeierversioun vun der Vollekszielung gouf d'Geschlecht vun de Persounen net gefrot. Bei der Onlineversioun gouf d'Geschlecht awer gefrot. Gëtt et heizou eventuell eng Erklärung?

2. Bei der Fro 10.c., déi follgendermoosse formuléiert ass, ass een Iwwersetzungsfeeler ënnerlaf:

„Combien d'années d'études avez-vous poursuivies au Luxembourg ?

(Tous niveaux d'études confondus)

Wie viele Jahre Ihres Studiums/Ihrer Berufsausbildung haben Sie in Luxemburg absolviert?

(Alle Ebenen der Studien zusammen)"

Wärend nämlech dat franséischt Wuert „études" sech op all d'Schouljore bezitt, also och z. B. op d'Joren am Lycée, esou bezitt sech dat däitscht Wuert „Studium" exklusiv op d'Joren op enger Héichschoul respektiv Universitéit.

(Duden.de: Studium: „das akademische Ausbildung an einer Hochschule")

(Larousse.fr: études: 1. „Travaux et exercices nécessaires à l'acquisition ou au développement de connaissances effectués dans le cadre d'une institution scolaire ou universitaire.")

Dëst féiert dozou, datt déi eng Awunner bei dëser Fro z. B. 15 Joer uginn hunn, well si d'Spillschoul, d'Primärschoul an de Lycée matgezielt hunn, wärend aner Awunner mat exakt deem selwechte schoulesche Wee null Joer uginn hunn, well si jo null Joer zu Lëtzebuerg op der Uni waren.

Wéi kann den Här Minister dëse Feeler erklären a wéi een Afloss wäert dëse Feeler hunn am Hibléck op d'Richtegkeet vun der Ëmfro?

3. Bei der Fro 10.a., déi follgendermoosse formuléiert ass:

„Quel est le CYCLE D'ÉTUDES LE PLUS ÉLEVÉ que vous avez terminé avec succès ?

Welches ist der HÖCHSTE BILDUNGSABSCHLUSS, den Sie erfolgreich abgeschlossen haben?", stoung bei Punkt g. als méiglech Äntwert: „BAC".

Vu datt awer de „BAC" d'Ofkierzung ass fir „baccalauréat", een Diplom, deen a franséische Schoule vergi gëtt, a vu datt dat Wuert „BAC" net am Lëtzebuerger Sproochgebrauch ze fannen ass, bezitt sech dës Äntwertméiglechkeet also exklusiv op Persounen, déi hiren Ofschloss an enger franséischer Schoul gemaach hunn? Kann de Minister erklären, firwat an deem Kontext keng Äntwertméiglechkeet virgesi war fir Persounen, déi ee Lëtzebuerger „Diplôme de fin d'études secondaires", eng „Première" oder een däitschen Abitur-Diplom hunn? (Umierkung: Dat Wuert BAC ass am Däitschen net ze fannen.)

Réponse (25.01.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Opgrond vun den Informatioune vum Statec ass et méiglech dem Här Deputéierte follgend Äntwerten op seng Froen am Kader vun der Vollekszielung 2021 ze ginn:

ad 1. Am Kader vun der Vollekszielung kënnt d'Informatioun, ob eng Persoun e Mann oder eng Fra ass, aus dem nationale Regëster vun de physesche Persounen. Dat groussherzoglecht Reglement iwwert d'Vollekszielung (règlement grand-ducal du 30 juillet 2021 prescrivant un recensement général de la population, des logements et des bâtiments du Grand-Duché de Luxembourg au 8 novembre 2021) gesäit dat explizitt esou vir. De Statec kritt dës Informatiounen also op déi Manéier fir déi ganz Bevëlkerung.

D'Fro zum Geschlecht ass am elektronesche Questionnaire aus praktesche Grënn am Ufank gestallt ginn, well sech duerno den Affichage vun dësem dynamesche Froebou un de Profil vun der Persoun upasst. Esou gouf zum Beispill nëmme bei de Fraen duerno och d'Fro iwwert d'Zuel vu lieweg gebuerene Kanner gestallt. Am Formulaire an der Pabeierversioun gëtt dofir och ausdrécklech dorobber higewisen, datt d'Fro iwwert d'Zuel vun de lieweg gebuerene Kanner nëmme sollt vu Frae beäntwert ginn.

ad 2. D'Iwwersetzung vum Froebou an déi verschidde Sproochen ass vun enger spezialiséierter Firma gemaach ginn. Bei der Fro, wéi eng Schoulen eng Persoun gemaach huet, ass de franséische Begréff „études" wuel mat „Studium" oder „Studien" iwwersat ginn, allerdéngs ass am Questionnaire preziséiert ginn, datt sech déi Fro op déi gesamt schoulesch Niveaue bezitt.

Leit, déi Froen zum Questionnaire haten, konnten de Statec iwwert Telefon oder Email kontaktéieren. De Statec hat e puer Ufroen am Zesummenhang mat der Fro iwwert d'Studie kritt, esou datt den Impakt - wann iwwerhaapt - op d'Korrektheet vun der Vollekszielung op deem bestëmmte Punkt däerft limitéiert sinn.

ad 3. D'Formuléierung vun dëser Fro gouf vum Statec an Ofsprooch mam Educatiounsministère gemaach. De Begréff „BAC" ass am Volleksmond geleefeg, esouwuel bei der Lëtzebuerger ewéi och bei der auslännescher Populatioun hei am Land.

Question 5433 (24.12.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **production de lait bio :**

Am Bioaktiounsplang vun der Lëtzebuerger Regierung solle bis 2050 sämtlech landwirtschaftlech Ubaufläche biologesch bewirtschaft ginn. Bis 2025 sinn 20 % vun der Fläch virgesinn. Dëst Joer louch den Taux bei grad emol 5,18 %.

Am „Lëtzebuerger Bauer" vum 17. Dezember 2021 gouf d'Situatioun vun engem Mëllechbauer beschriwwen, deen op Bio ëmgestallt hat, mëttlerweil awer nees op de konventionelle Betrib zréckkomm ass. Seng Entscheedung fousst, sengen Aussoen no, um Ëmstand, dass e kee fonnt huet, dee seng Biomëllech als solches ofgeholl huet an och bezuelt hätt (opgrond vu feelende Kapazitéite respektiv vum Nethierstelle vu Bioprodukter duerch den „Abnehmer").

Ech wéilt duerfir follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi huet d'Produktioun vu Mëllech, déi lescht fënnef Jor evoluéiert?

- Wéi vill Kilo Biomëllech goufen an deenen eenzele Jore produzéiert? Wéi vill Kilo konventionell Mëllech waren dat?
- A wéi engem Verhältnis steet deemno d'Produktioun vu Biomëllech par rapport zur Produktioun vu konventioneller Mëllech iwwer déi lescht Jore gekuckt?

2. Wéi huet de Präis vun der Biomëllech an dee vun der konventioneller Mëllech, déi leschte fënnef Joer evoluéiert?

Réponse (19.01.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'Mëllechproduktioun ass säit 2016 vun 376.216.551 kg op 447.339.468 kg am Joer 2020 eropgaangen an dierft fir d'Joer 2021 an enger änlecher Gréisstenuerdnung si wéi 2020.

D'Steigerung vun der Biomëllech war an dësem Zäitraum weesentlech méi staark wéi déi vun der konventioneller Mëllech. Esou sinn am Joer 2016 ronn 3.188.081 kg Biomëllech produzéiert ginn, wat zu deem Moment ronn 0,85 % vun der ganzer Mëllechproduktioun zu Lëtzebuerg waren. Bis 2020 ass d'Biomëllechproduktioun dunn op 5.655.332 kg eropgaangen, an dëst stellt 1,26 % vun der ganzer Mëllechproduktioun vun 2020 duer. Dat war eng Steigerung vun der Biomëllechproduktioun vun 177 % par rapport zu 2016 (2016 = 100 %). Fir d'Joer 2021 gëtt sech eng änlech Mëllechproduktioun erwaart wéi 2020, an dat esouwuel fir d'Biomëllech wéi och fir déi konventionell Mëllech.

ad 2. Bis 2020 goufe just Informatiounen zum Mëllechpräis gesammelt, woubäi keen Ënnerscheed gemaach gouf tëschent Biomëllech a konventioneller Mëllech. Eréischt säit dem 1. Januar 2021 ginn elo genuch Informatioune gesammelt, déi et erlaben, och de Präis fir Biomëllech ze schätzen.

Am follgende Grafik ass d'Präisentwécklung vum Mëllechpräis vun 2016 bis November 2021 duergestallt, wéi och d'Präisentwécklung bei der Biomëllech fir d'Joer 2021. Dëst ass den Duerchschnëttspräis ouni TVA an Euro pro 100 kg Mëllech, esou wéi en un déi Lëtzebuerger Baueren ausbezuelt ginn ass.

www.chd.lu

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5434 (24.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **statistiques mettant en relation les tests Covid-19 et le statut vaccinal :**

D'Regierung deelt reegelméisseg Zuelen a Statistiken zur Coronasituatioun zu Lëtzebuerg mat. Sou ginn de Leit ënner anerem an der Santé hirem Wocheréckbléck a Bezuch op Covid-19 spezifesch Informatioune vermëttelt. Et sinn awer ëmmer nees Detailfroen, déi sech stellen, an déi sech aus den opgefouerten Zuelen a Statistiken net beäntwerte loossen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Mëttlerweil sinn zu Lëtzebuerg méi wéi 97.000 positiv PCR-Tester gemaach ginn.

a) Wéi vill net geimpfte Persoune goufen op d'mannst eemol op en Neits positiv getest - woubäi dat positiivt Resultat vun de PCR-Tester zäitlech wäit genuch ausernee louch, datt ee vun enger neier Infektioun ausgoe kann, an net vun där selwechter?

Wéi vill vun dësen op en Neits positiv geteste Persounen, déi net geimpft sinn, hu missen hospitaliséiert ginn?

b) Wéi vill Persoune goufen als net geimpfte Persoun positiv getest an no enger Covidimpfung op en Neits positiv getest?

Wéi vill vun dësen op en Neits positiv geteste Persounen hu missen hospitaliséiert ginn?

2. De Leit gëtt matgedeelt, wéi vill Neiinfektioune festgehale gi sinn a wéi den Inzidenztaux sech hei weist. Dobäi gëtt dann och tëscht vollstänneg geimpfte Persounen an net geimpfte Persounen differenzéiert.

a) Ass d'Madamm Minister gewëllt, de Leit zousätzlech matzedeelen, wéi vill vollstänneg geimpfte Persounen a wéi vill net geimpfte Persoune jeeweils getest gi sinn, onofhängeg vum Resultat?

b) Wier et net sënnvoll, d'Inzidenz fir geimpften an net geimpfte Persoune separat ze kucken, also den Taux vu positiven Tester bei geimpfte Persounen an den Taux vu positiven Tester bei net geimpfte Persounen?

3. Am Reegelfall gëtt den Impfstatus vu Persounen, déi un oder mat Covid-19 gestuerwe sinn, net matgedeelt. Kann d'Madamm Minister soen, wéi vill Persoune bis haut un oder mat Covid-19 gestuerwe sinn, déi

- zum Deel geimpft waren;
- vollstänneg geimpft waren;
- scho mam Booster geimpft waren?

Réponse (25.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. a) Bis de 24. Januar 2021 goufe 6.624 Reinfektioune festgestallt, d. h. Leit, déi zwee positiv PCR-Tester opweisen, déi op d'mannst 90 Deeg ausernee leien. Dës Zuelen, déi däitlech méi héich si wéi nach virun e puer Wochen (cf. Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 5320), deiten dorop hin, datt d'Omikron-Variant sech méi schnell iwwerdréit, och bei Leit, déi schonn op eng viregt Variant positiv getest gi waren an als geheelt gëllen.

Déi national Krisecellule huet den 18. Januar festgehalen, datt an Zukunft och d'Zuele vun de Reinfektiounen iwwerwaacht solle ginn. De Service Monitoring vun der Gesondheetsdirektioun ass amgaangen ze kucken, wat fir eng Informatiounen am Respekt vum legale Kader vum Dateschutz am Zesummenhang mat de Reinfektiounen analyséiert kënne ginn (Impfstatus, Hospitalisatioun etc.) a wäert en deementspriechenden Outil en place setzen, soudatt dës Zuelen an Zukunft och mat an den deegleche Rapport afléisse kënnen.

b) cf. Äntwert op d'Fro 1a).

2. a) Am Moment ass net virgesinn, bei den Zuele vum Testing en Ënnerscheed ze maache bei de Leit, déi sech teste loossen, tëschent de Leit, déi vollstänneg geimpft sinn, an de Leit, déi net geimpft sinn. Et geet een allerdéngs dovunner aus, datt geimpfte Leit just nach e PCR-Test maachen, wann si Symptomer vun enger Covidinfektioun hunn oder en Test brauchen, fir ze verreesen. Bei den net geimpfte Leit ass en Deel vun Tester och op dat néidegt Testresultat am Kader vum 3G op der Aarbechtsplaz zeréckzeféieren, quitt datt de gréissten Undeel vun Tester, déi am Kader vum 3G néideg sinn, Schnelltester sinn.

b) D'Moyennen op siwen Deeg vun der Inzidenz ginn an de wéchentleche Rapport, deen op www.covid19.lu ze fannen ass, publizéiert. Um Site www.covid19.lu ass och e Grafik „Taux d'incidence des personnes testées positives selon le statut vaccinal" opruffbar.

ad 3. Zënter dem Ufank vun der Pandemie bis de 24. Januar 2022 sinn 945 Covid-19 Doudesfäll gemellt. D'Donnéeën iwwer den Imfpstatus vun de verstuerwene Leit ass aktuell net disponibel. Et sinn awer Iwwerleeungen amgaangen, fir dës zousätzlech Informatioun mat am deegleche Rapport ze publizéieren.

Question 5437 (27.12.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**archivage des conférences de presse du Gouvernement :**

Et fält op, datt verschidde Pressekonferenze vun der aktueller Regierung weeder op hirem offizielle Site, nach um Site vun deene jeeweilege Ministèren audiovisuell an ëffentlech zougänglech dokumentéiert sinn. Bei esou Evenementer handelt et sech awer souwuel ëm eng dacks wichteg Kommunikatioun vun de Representante vum Staat mat de Bierger, op déi d'Leit dann och sollten Zougréff hunn, wéi och ëm Dokumenter vun der Zäitgeschicht.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Staats- a Medieminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt de vollstännegen Enregistrement an déi ongeschnidden ëffentlech Dokumentatioun vu sämtleche Pressekonferenze vun enger Regierung an deenen eenzele Ministèren, vum Dag vun hirer Vereedegung bis zum Dag vun der Vereedegung vun enger nächster Regierung, séchergestallt? Kann den Här Minister déi rechtlech Basis vun dëse Prozeduren an déi aktuell Praxis duerstellen? Gëtt et ee Ministère oder eng Verwaltung, wéi z. B. de SIP, deen dofir zoustänneg ass? Falls heifir op d'Ënnerstëtzung vu private kommerziellen Acteuren zeréckgegraff gëtt, kann den Här Minister da matdeelen, a wéi engem Rechtsdokument dës Bezéiunge gereegelt sinn an opschlësselen, wéi eng Zomm d'Regierung säit hirer Vereedegung, de 5. Dezember 2018 all Joers fir dës Servicer bezuelt huet a preziséieren, ënnert wéi engem Budgetsartikel dës Sue gefloss sinn?

2. Kënnen d'Bierger d'Pressekonferenze vun der aktueller Regierung an enger zentraler, iwwersiichtlecher Mediathéik nosichen? Wann net, firwat net? Bis wéini wier an deem Fall de Start vun enger entspriechender Mediathéik virgesinn?

3. A wéi engem Delai muss den Nationalarchiv eng Kopie vun all dëse Videodokumenter erhalen? Gëtt den Transfert vun dësen Dokumenter protokolléiert a wa jo, ënnert wéi enger Form an no wéi enge Modalitéiten? Wéi eng Méiglechkeeten hunn interesséiert Bierger, fir dës Videodokumenter ëffentlech zougänglech ze consultéieren?

Réponse (11.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Wéi den Numm et seet, riichten d'Pressekonferenzen sech an éischter Linn un d'Vertrieder vun der Press.

Wann d'Aktualitéit, respektiv de Sujet, et verlaangen, ginn déi Pressekonferenze „live" iwwerdroen. Dëst erlaabt et de Vertrieder vun der Press, och à distance Pressekonferenzen ze suivéieren an hirer Aarbecht no kënnen ze kommen a fërdert esou den Accès zur Informatioun - virun allem an der aktueller sanitärer Situatioun. Gläichzäiteg erlaabt et och, dass d'Bierger schnellstméiglech d'Informatioune kréien, wann d'Situatioun et verlaangt.

Et ass all Ministère selwer, dee seng Pressekonferenzen organiséiert a soumat och d'Modalitéite festleet, inklusiv de Choix, ob eng Pressekonferenz soll live iwwerdroe ginn oder net. Wann dat de Fall ass, an de SIP gëtt mat der Organisatioun vun der Konferenz beoptraagt, da gëtt gläichzäiteg zur Iwwerdroung och en digitale Video erstallt.

Fir dës Pressekonferenzen, déi de SIP organiséiert, gëtt op een oder zwee vun am Ganze véier verschiddene privaten Entreprisen zeréckgegraff, fir den technesche Volet vun der Iwwerdroung ze garantéieren, grad wéi déi eventuell simultan Iwwersetzung. De SIP publizéiert de Video vun dëse Pressekonferenzen dann op dem offiziellen Internetsite vun der Regierung, www.gouvernement.lu, an och op dem YouTubekanal vun der Regierung. D'Videosignal kann och zäitweileg RTL Tëlee zur Verfügung gestallt ginn, wann déi dat wënscht. Des Weidere gëtt och nach eng Kopie dovu beim SIP ofgespäichert a spéiderhin, souwéi am „tableau de tri" vum SIP virgesinn, un de CNA iwwerdroen, fir laangzäitarchivéiert ze ginn.

Et gëtt keng spezifesch rechtlech Basis, dëst geschitt am Kader vun der Informatioun vun der Press an de Bierger, vun der Transparenz an der Sensibiliséierung.

Heidrënner d'Joresbudgete vun 2018 bis 2021 vun de Pressekonferenzen (verschiddener goufen „direkt" iwwerdroen a gläichzäiteg opgeholl, anerer net), déi vum SIP organiséiert goufen:

2018 (no dem 5.12.2018): 0 Euro
2019: 27.455,60 Euro
2020: 369.954,79 Euro
2021: 152.141,33 Euro

Dës Ausgabe lafen iwwert den Artikel 004.12340 „Journaux et périodiques ; frais d'impression et de

publication ; documentation ; promotion de l'image de marque du Grand-Duché de Luxembourg ; frais d'études et dépenses diverses".

ad 2. Déi Pressekonferenze vun der aktueller Regierung, déi vum SIP opgeholl goufen, sinn an der Rubrik „Noriichten" um Internetsite vun der Regierung www.gouvernement.lu an op hirem YouTubekanal ze fannen. Vu Mëtt Januar 2022 u ginn déi Videoen op enger eegener Säit um Site vun der Regierung opgelëscht.

ad 3. Den „tableau de tri" vum SIP gesäit vir, dass d'Videoen no engem Joer un de CNA geliwwert ginn. Den 22. November 2021 gouf eng éischt Liwwerung vun all de Videoe vun de Pressekonferenze vun 2014 bis 2020 gemaach. Um Site an um YouTubekanal vun der Regierung bleiwen d'Videoe vun 2018 u weiderhin zougänglech.

Question 5438 (27.12.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **camion du type « éco combi » :**

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro Nummer 5167 argumentéiert den Här Minister zu der testweiser Zouloossung vun Eco-Combien op ausgewielte Lëtzebuerger Strecken, ënner anerem, datt déi extern Käschte bei den aktuelle Rentabilitéitsberechnunge vun dëse Gefierer net genuch berücksichtegt goufen an den Transport op der Schinn pro Tonn/Kilometer sech souwuel méi käschtegënschteg op de Staatsbudget, wéi och op d'Ëmwelt géif auswierken. Op där Basis huet den Här Minister sech och weider géint all Form vun Zouloossung vun Eco-Combien op Lëtzebuerger Stroossen ausgeschwat.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Verkéiersminister gär dës Nofroe stellen:

1. Wéi vill huet eng Tonn/Kilometer Giddertransport iwwer d'Eisebunn de Staat an de Joren 2013 bis 2020 all Joers kascht? Wéi vill huet eng Tonn/Kilometer Giddertransport mat engem „klassesche" Camion de Staat an de Joren 2013 bis 2020 all Joers kascht? Wéi vill hätt eng Tonn/Kilometer Giddertransport mat engem Eco-Combi de Staat no Berechnung vum Minister wärend deene genannte Jore kascht? Kann den Här Minister d'Zesummesetzung vun deenen eenzele Käschte mat hiren ënnerschiddleche Komponenten um fiktive Beispill vun der Tonn/Kilometer opschlësselen?

2. Wéi eng Ëmweltkäschten huet eng Tonn/Kilometer Giddertransport iwwer d'Eisebunn an de Joren 2013 bis 2020 verursaacht? Wéi eng Ëmweltkäschten huet eng Tonn/Kilometer Giddertransport mat engem „klassesche" Camion an de Joren 2013 bis 2020 verursaacht? Wéi eng Ëmweltkäschten hätt eng Tonn/Kilometer Giddertransport mat engem Eco-Combi an de Joren 2013 bis 2020 verursaacht? Kann den Här Minister d'Modalitéite vun dëse Berechnunge presentéieren?

3. Kann den Här Minister garantéieren, datt ëffentlech a privat Eisebunnsbetriber kengerlee separat Subsiden empfänken, fir eng deloyal Konkurrenz mat dem Transport op der Strooss ze vermeiden?

Réponse (08.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An der Analys „Transportrechnung für Luxemburg und Methodik zu Kosten-Nutzen-Analyse für Verkehrsprojekte", déi 2018 vu BDO fir de Mobilitéitsministère duerchgefouert gouf, steet zur Thematik vun den externe Käschte vum Gidderverkéier:

„Die externen Umwelt- und Unfallkosten fallen bei der Allgemeinheit oder beim Staat an. Wie sich zeigt, sind die externen Umwelt- und Unfallkosten pro tkm bei den schweren Nutzfahrzeugen um ca. 50 % höher als im Schienenverkehr (0,034 versus 0,023 €/tkm)."

D'Gesamtkäschte vun Eco-Combie goufen deemools net analyséiert, dëst well, wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 5167 geschriwwen, déi extern Käschten ongeféier vergläichbar zu den normale Camione sinn. Zu den externe Käschte kommen dann awer nach zousätzlech Käschte fir d'Gesellschaft dobäi, well zum Beispill nach infrastrukturell Upassunge musse gemaach ginn, fir datt dës méi laang a schwéier Gefierer op den ëffentleche Stroosse kënne fueren.

D'Etüd gouf mat Donnéeën aus dem Joer 2016 gemaach. Et handelt sech heibäi ëm eng eemoleg Berechnung fir Lëtzebuerg, déi iwwerholl gouf, fir d'Gesamtkäschten an awer och déi extern Käschte vun den eenzelen Transportmëttel besser kënnen ofzeweien. Et ass momentan net geplangt, dës Etüd nach eemol nei ze maachen, virun allem, well den Ënnerscheed vun den externe Käschten tëschent den eenzelen Transportmëttel net groussaarteg ännere wäert. Den Ofschlossbericht vun der Etüd ass fräi zougänglech[20].

[20] https://transports.public.lu/fr/actualites/2018/07-juillet-05-cp-mddi-ecoplan-lieb-cost-benefit-analysis.html

Wat d'Hëllefen, déi vum Staat iwwerwise ginn, ugeet, ka bestätegt ginn, datt d'Eisebunnsentreprisen net betraff sinn an et deemno keng deloyal Konkurrenz vis-à-vis vum Stroossentransport gëtt.

Well awer d'Käschte fir den Transport op der Schinn méi héich si wéi op der Strooss, wat ënner anerem verursaacht gëtt duerch d'Trassegebühren, déi ze bezuele sinn an d'Käschte fir d'Rullmaterial, huet de Staat entscheet, Hëllefen (Gesetz vum 31. Juli 2020 iwwer eng Bäihëllefreegelung fir d'Färdere vum kombinéierten Transport) de Logistikfirmen ze accordéieren, déi op dës Léisung setzen. Duerch dës Mesurë soll den Transport vu Containeren iwwert d'Schinn gefërdert ginn, well dës Transportaart letztendlech méi ëmweltfrëndlech ass wéi déi iwwert d'Strooss.

Question 5439 (27.12.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **Pacte de stabilité et de croissance :**

Laut Maastricht-Kriterien darf der Schuldenstand eines Mitgliedstaates 60 Prozent des Bruttoinlandsprodukts nicht überschreiten und das gesamtstaatliche Defizit darf maximal 3 Prozent des Bruttoinlandsprodukts erreichen.

Die Auswirkungen der durch das Coronavirus ausgelösten Krise hat die öffentliche Verschuldung in vielen Ländern der EU weit über die im Stabilitäts- und Wachstumspakt vorgesehene Grenze von 60 Prozent des BIP getrieben. Die Regeln des Stabilitätspaktes sind aktuell für die Dauer der Pandemie aufgehoben, sollen aber 2023 wieder in Kraft treten.

Am 19. Oktober 2021 hat die EU-Kommission mit der Veröffentlichung eines Diskussionspapiers einen ersten Schritt hin zu einer möglichen Reform des Stabilitätspakts unternommen.

In der Debatte um die Reform bildet sich laut Presseinformationen ein Bündnis der Südstaaten wie Griechenland, Italien, Frankreich, Zypern, Spanien und Portugal. Sie treten für eine dauerhafte Lockerung der Defizit- und Schuldenvorgabe ein. Gemeinsamer Nenner dieser Länder ist nicht nur die geografische Lage im Süden, sondern es handelt sich auch um die Staaten mit den höchsten Schuldenquoten. Nordländer wie die Niederlande, Dänemark, Schweden und Finnland wollen zu den bisher geltenden Regeln zurückkehren und strenge Sanktionen für Verstöße einführen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Finanzminister und den Herrn Staatsminister stellen.

- Wie steht die Regierung zu einer möglichen Reform des europäischen Stabilitäts- und Wachstumspakts?

- Wie könnte für die Regierung eine solche Reform konkret aussehen?

- Ist die Regierung bereit, so wie von vielen Südstaaten gefordert, die aktuelle Defizit- und Schuldenvorgaben zu lockern?

Réponse commune (05.01.2022) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Die Regierung steht den Vorschlägen zur Reform des Stabilitäts- und Wachstumspakts aufgeschlossen gegenüber und beteiligt sich aktiv an den laufenden Gesprächen zur Überprüfung der wirtschaftspolitischen Steuerung in der Europäischen Union, die unter anderem darauf abzielt, die Haushaltsregeln einfacher, realistischer und transparenter zu gestalten.

Dabei darf man die zukünftigen Herausforderungen nicht aus den Augen verlieren und eine Reform des Stabilitätspakts sollte die Mitgliedstaaten bei ihren Bemühungen um ausgeglichene öffentliche Finanzen weiterhin unterstützen. Gleichzeitig ist es auch wichtig, die Fehler zu vermeiden, die nach der Finanzkrise in den 2010er Jahren begangen wurden, als viele Regierungen Investitionen zulasten des Wachstumspotenzials und der Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft kürzten, um Schulden und Defizite abzubauen.

In den Erklärungen gegenüber den Finanzministerkollegen in der Eurogruppe und im ECOFIN-Rat hat Luxemburg deshalb dafür plädiert, öffentliche Investitionen differenzierter anzusehen als laufende Ausgaben. Eine solche Vorgehensweise wäre zum Beispiel denkbar für Klima- oder Digitalisierungsinvestitionen, die konsensuell als solche anerkannt wären, und hätte den dreifachen Vorteil, dass sie erstens im Rahmen der derzeitigen Verträge durchführbar ist, zweitens öffentliche Investitionen zu einem Zeitpunkt erhalten bleiben, an dem der Aufschwung unterstützt werden muss, und drittens Investitionen bevorzugt werden, die notwendig sind, um die historische Herausforderung des Klimawandels und des digitalen Übergangs erfolgreich zu bewältigen.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Question 5443 (03.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **indemnités des bénévoles du CGDIS :**

A menge parlamentaresche Froen N° 0429, 0971, 1859 an 2723 hat ech mech, op Basis vun Informatiounen, déi vu Fräiwëllege beim CGDIS u mech erugedroe goufen, iwwert feelend Ausbezuelunge vun den Indemnitéite bei der Ministesch fir Interieur informéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Sinn alleguer d'Indemnitéite fir déi fräiwëlleg CGDIS-Membere fir d'Joer 2021 ausbezuelt ginn?

2. Kann d'Ministesch den Tablo an der Äntwert op d'Fro N° 2723 fir d'Joren 2020 an 2021 presentéieren?

Réponse (31.01.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. De Règlement d'indemnisation des pompiers volontaires vum CGDIS gesäit vir, datt d'Indemnitéite fir déi fräiwëlleg Pompjeeë semestriell ausbezuelt ginn. Sämtlech Indemnitéite fir dat éischt Semester 2021 sinn ausbezuelt ginn, déi fir dat zweet Semester 2021 wäerten och ganz geschwënn ausbezuelt kënne ginn.

ad 2. *(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Question 5444 (03.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **contrôle médical des agents du CGDIS :**

An der Äntwert op d'Fro N° 1505 hat d'Ministesch fir Interieur eis Informatiounen zum Contrôle médical beim CGDIS geliwwert. Der Äntwert vun der Ministesch no dierfte Persounen, déi d'medezinnesch Kontroll beim CGDIS net bestinn, zum Beispill net méi op Ambulanze fueren oder un Asätz mat Otemschutzmasken deelhuelen. An der Äntwert op d'Fro N° 4363 schreift d'Ministesch, dass de Règlement interne spezifesch bei de Krittäre vum Contrôle médical iwwerschafft wäert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass sech fir verschidden Zentre Problemer erginn, well net méi genuch Persoune vollstänneg asazfäeg sinn?

2. Ass et richteg, dass Leit, trotz engem ze héije BMI, falls si den Ausdauertest packen, nach ëmmer Otemschutzdréier kënne ginn? Falls jo, wäert dëst an der Refonte vum Règlement interne adaptéiert ginn?

3. Mussen d'Membere beim CGDIS aktuell e kompletten Impfzyklus gemaach hunn, fir hiren Déngscht kënnen unzetrieden? Ass geplangt, d'Aptitude beim Medico un d'Konditioun ze bannen, dass d'Membere vum CGDIS geimpft musse sinn?

Réponse (31.01.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'Asazbereetschaft vun de Centres d'incendie et de secours (CIS) gëtt permanent iwwert den Einsatzleitsystem (ELS) vum 112 iwwerwaacht, a sollt et emol zu Enkpäss kommen, duerch z. B. e krankheetsbedéngte kuerzfristegen Ausfall oder aner Grënn fir d'Absence vun engem fräiwëllege Pompjee, gëtt dat jee no Méiglechkeet direkt vum Nopeschzenter kompenséiert. Zënter der Grënnung vum CGDIS ass flächendeckend iwwert d'Land eng konsequent Verdeelung vun haaptamtleche Fraen a Männer Pompjeeën op deene sougenannte CISe vu gréissere Kategorië gemaach ginn, fir grad hei ze versichen, wann néideg auszehëllefen. Aktuell gëtt et kee CIS, dee wéinst dem Contrôle médical net asazbereet wier.

ad 2. Ob e Pompjee vum CGDIS schwéieren Otemschutz dierf droen oder net, decidéiert de jeeweilegen Dokter vum Service santé au travail des pompiers (STP), deen d'Ënnersichung duerchféiert. Dësen hëlt seng Entscheedung op Basis vun der gesamter Aptitude, d. h. dem ganze Gesondheetszoustand vum Pompjee, an net opgrond vun de Resultater vun eenzele Krittären.

Dëst sinn d'Standarde vun enger medezinnescher Decisioun, deemno ass eng Upassung vum Règlement intérieur vum CGDIS net néideg.

ad 3. Ech ginn dovun aus, datt den Deputéierte mat senger Fro d'Impfung géint de Covid-19-Virus viséiert. De CGDIS applizéiert säit November an all senge CISen den 3G. En net geimpfte Pompjee dierf also um Déngscht deelhuelen, wann hien, konform zu der 3G-Reegel, en negativen Test virweise kann.

Question 5446 (03.01.2022) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**uniformisation de l'outil informatique au sein des établissements hospitaliers :**

L'accord gouvernemental prévoit une uniformisation de l'outil informatique au sein des établissements hospitaliers (p. 96 : « Un système informatique national unique équipera tous les centres hospitaliers et centres hospitaliers spécialisés afin de faciliter l'échange d'informations entre eux et le DSP et d'éviter ainsi la multiplication des examens complémentaires. L'interopérabilité du système informatique du secteur hospitalier avec le secteur extrahospitalier (médecins, réseaux de soins, laboratoires, etc.) devra être assurée. »)

Deux des quatre hôpitaux nationaux, à savoir le CHEM et le CHL, ont récemment abandonné le projet informatique d'envergure avec la société Maincare. Ces coûts sont supportés directement et indirectement par la CNS et l'État.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelle est la valeur de l'ensemble des contrats conclus entre l'Agence eSanté et la société Maincare d'une part et entre les deux hôpitaux et Maincare d'autre part pour ce dossier en particulier ?

2) Quelles sont les entités étatiques qui ont participé au projet et quel est le montant total de frais internes (heures de travail) et externes (consultance) alloués au projet par ces entités ?

3) Qui est responsable de cet abandon ? Est-ce que des poursuites judiciaires sont envisagées ou en cours ?

4) Quel était le rôle de Luxith respectivement de l'Agence eSanté dans ce projet ?

5) Quelle est l'incidence de cet abandon sur la collaboration entre l'Agence eSanté et de Maincare au niveau des développements et la maintenance de l'application « Dossier de soins partagé » (application de la plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé visée à l'article 60ter du Code de la sécurité sociale ci-après « plateforme », permettant d'accéder, moyennant un compte personnel et dans les conditions du présent règlement grand-ducal, à un dossier de soins partagé) ?

6) Face aux constats ci-dessus, quelles sont vos conclusions au sujet de l'uniformisation ou de l'interopérabilité des systèmes informatiques hospitaliers ? Quelles solutions est-ce que vous en tirez ? Comment voyez-vous le lien entre l'interopérabilité des systèmes informatiques hospitaliers et le lien avec la plateforme du DSP et le lien avec le patient ?

Réponse commune (08.02.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La contractualisation pour la mise en œuvre d'un dossier patient informatisé commun a été réalisée directement par les centres hospitaliers CHL et CHEM avec l'éditeur Maincare. Pour ce dossier particulier, à savoir l'implémentation de la solution « DOP@MIN » (Dossier patient mutualisé informatisé) de la société « Maincare » des deux établissements hospitaliers cités ci-dessous, l'Agence eSanté n'a strictement aucun engagement financier avec ladite société.

Pour ce qui est des montants des contrats conclus entre l'Agence eSanté et le consortium de la plateforme eSanté, dont la société « Maincare » fait partie, il est renvoyé en l'espèce aux réponses fournies à la question parlementaire n° 5376 de l'honorable Député Laurent Mosar.

ad 2) L'Agence eSanté n'étant pas impliquée dans ce projet, elle ne dispose, de facto, d'aucune information y afférente.

La CNS a mis en place une enveloppe d'investissement spécifique sur base de l'article 74 du Code de la sécurité sociale qui établit le financement des établissements hospitaliers par l'assurance maladie, pour tous les hôpitaux qui pourraient solliciter ce soutien financier dans le cadre du projet d'acquisition et d'implémentation d'un dossier patient informatisé. Ce soutien financier est conditionné par la mise en œuvre du projet, l'évolution du projet de documentation hospitalière ainsi que le niveau de digitalisation atteint. Au titre des projets d'implémentation la CNS n'a accordé que des ressources physiques accompagnant le projet. Les autres investissements à faire par les hôpitaux sont à préfinancer en attendant une budgétisation du remboursement ultérieur.

La participation financière de la CNS aux coûts de développement, de migration des données, de maintenance et d'hébergement de la solution « DOP@MIN » était liée à une obligation de résultat, tant en

ce qui concerne le déploiement des différents modules de la solution qu'en termes d'objectifs d'usage de ces modules. Des critères d'interopérabilité avec le Dossier de soins partagé (DSP) avaient également été retenus.

Comme le projet a été abandonné, la CNS n'est pas intervenue dans le financement des coûts précités.

ad 3) En raison de la défaillance de l'éditeur à réaliser les développements informatiques établis sur base d'un cahier des charges contractuellement retenu les deux centres hospitaliers ont dû procéder à la résiliation de la relation contractuelle. Ils demandent des dommages et intérêts pour non-respect des engagements contractuels, à savoir la mise en œuvre du dossier patient informatisé, de la part de l'éditeur.

La gestion du projet est sous la responsabilité des directions des structures hospitalières qui participent au projet. Lorsque les hôpitaux sollicitent une partie du financement du projet, la CNS vérifie si les objectifs liés à l'obligation de résultat ont été atteints. La CNS ne dispose donc pas d'informations fiables pour identifier les raisons de l'abandon.

ad 4) L'Agence eSanté n'est pas intervenue dans ce projet qui a été géré directement par les hôpitaux eux-mêmes.

ad 5) À ce stade, il n'y a aucune incidence pour l'Agence eSanté et sa plateforme.

À cette date, la société « Maincare » confirme conformément à ses obligations contractuelles, notamment au regard des dispositions mentionnées au Plan qualité service (PQS) :

- le maintien et la délivrance des demandes d'évolutions liés au service DSP ;
- la garantie d'un processus de suivi rigoureux au niveau de la qualité pour ce qui est du fonctionnement du service du DSP.

ad 6) En pratique, l'acquisition d'une solution informatique est toujours liée à un risque sous-jacent tel que la faillite du fournisseur, son rachat potentiel par une autre entité (fusion, acquisition, etc.), ainsi que des éventuelles conséquences liées à l'arrêt de l'exploitation, pour quelque raison que ce soit, de sa solution applicative. Les HIS (Hospital Information System) sont des systèmes particulièrement complexes et nécessitent des moyens de développement très importants avec, comme conséquence, un nombre limité d'industriels qui proposent des solutions qui couvrent l'entièreté des besoins d'un hôpital. Il est d'ailleurs impossible de supprimer ce risque car tout environnement informatique se base sur des composants créés et maintenus par d'autres entités (fournisseurs ou communautés). Il est aujourd'hui impossible d'avoir une approche « 100 % fait maison » et ceci sans même tenir compte de l'impact économique direct et indirect d'une telle approche.

Ces points sont généralement pris en compte préalablement dans le cadre d'une analyse de risques à réaliser avant le lancement du projet et encadrés par la suite, au sein du contrat à passer avec le fournisseur, via notamment des clauses spécifiques (par exemple : la réversibilité des données, etc.). À ceci s'ajoute le fait que, lors du lancement du projet, sa gouvernance, en tant que maître d'ouvrage du projet, se doit d'intégrer ces risques, ainsi que les contremesures y afférentes, dans sa gestion journalière.

Les nouvelles technologies se développent et se propagent rapidement. Il importe d'adapter la gouvernance et la coordination de la digitalisation du système de santé afin de doter le Luxembourg d'un système de santé à la pointe du progrès, efficient et financièrement viable à long terme.

Question 5447 (03.01.2022) de **MM. Yves Cruchten** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **pilule anti-Covid :**

Selon des informations dans la presse internationale, l'Agence américaine des médicaments vient d'autoriser la pilule anti-Covid de la société Pfizer. L'Agence européenne EMA est en train d'évaluer ce médicament ainsi que des médicaments similaires d'autres fabricants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quand peut-on s'attendre à voir ces médicaments être autorisés pour le marché européen ?

2) Est-ce qu'à l'instar des commandes communes européennes pour le vaccin, l'Union européenne vise à négocier également l'acquisition collective de ces nouveaux médicaments ?

3) Est-ce que le Luxembourg a déjà négocié l'acquisition de ces médicaments pour le marché luxembourgeois ?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) L'Agence européenne des médicaments (EMA) est en train d'évaluer deux antiviraux, le molnupiravir (Lagevrio™) de la société Merck et le nirmatrelvir (Paxlovid™) de la société Pfizer. Un avis de l'EMA, permettant éventuellement une autorisation de mise sur le marché, est attendu pour fin du mois de janvier 2022.

ad 2) Il y a effectivement une volonté de faire un joint procurement agreement (JPA) pour l'acquisition des médicaments au niveau européen, ceci en complément d'accords bilatéraux déjà signés ou en voie de signature.

ad 3) Le Luxembourg a négocié l'achat de 5.760 traitements par Lagevrio et de 20.000 traitements par Paxlovid dans une première commande via des accords bilatéraux. Le Luxembourg a également exprimé son intérêt de participer dans de futurs JPA.

Question 5449 (03.01.2022) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant l'**action « Go to Sports » :**

Dans le cadre du plan de relance Sports 2.0, le Ministère des Sports a lancé l'action « Go to Sports », qui vise à encourager les familles à inscrire les jeunes dans un club de sport, en participant aux frais y relatifs, par l'allocation d'un montant de 50 € pour chaque nouvelle licence prise par un jeune en dessous de 16 ans.

Cette mesure est à la fois une mesure de relance pour le secteur du sport organisé, mais également une mesure sociale destinée à favoriser l'accès des enfants et jeunes à un environnement structurant et éducatif comme un club sportif peut en proposer.

La date limite de validité des bons ayant été le 31 décembre 2021, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Combien de nouvelles licences ont été sollicitées dans le cadre de l'action « Go to Sports » et pour quelles disciplines sportives ?

2) Quel est le bilan en matière d'égalité entre femmes et hommes de l'action ?

3) Est-ce que le Ministère des Sports a pu recueillir des réactions de la part des clubs et fédérations par rapport à l'action ? Quelles sont, le cas échéant, leurs observations ?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une deuxième édition de l'action « Go to Sports » est nécessaire ou souhaitable afin de motiver les jeunes à s'engager dans la pratique sportive ?

Réponse (04.02.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre des Sports :*

ad 1) Les périodes de confinement ayant rompu les habitudes de s'entraîner en club, les clubs sportifs se sont inquiétés du retour de leurs membres et notamment des plus jeunes. Pour contrecarrer cette tendance, le Ministère des Sports a souhaité encourager la prise d'une nouvelle licence dans un club de sport par l'allocation de 50 € pour chaque nouvelle licence prise par un jeune en dessous de 16 ans. Le nombre de demandes parvenues au Ministère des Sports témoigne du succès de cette action et de la volonté des jeunes de pratiquer un sport.

Il y a lieu de souligner que les demandes introduites par les clubs de sport ont été envoyées, à des fins de vérification, aux fédérations sportives respectives pour confirmer qu'il s'agit effectivement de nouvelles licences demandées par les clubs. Comme les réponses des différentes fédérations ne sont pas encore toutes parvenues au Ministère des Sports, seul le nombre de demandes introduites est actuellement connu.

Ainsi le Ministère des Sports a reçu en tout 5.604 demandes de nouvelles licences.

ad 2) Des 5.604 demandes introduites, 1.905 demandes parviennent de jeunes filles et 3.699 demandes concernent des garçons en dessous de 16 ans.

ad 3) La plupart des clubs de sport ont constaté avec satisfaction une nette augmentation des demandes de nouvelles licences suite à l'action « Go to Sports ». Il faudra par la suite intégrer au mieux ces jeunes sportifs et les encadrer pour leur permettre d'évoluer dans les clubs respectifs et de garder la motivation pour pratiquer durablement une activité sportive.

ad 4) Un point sur cette action ainsi que des autres mesures contenues dans le plan de relance 2.0 sera fait dès l'établissement du bilan définitif. De nouvelles mesures en la matière en faveur du sport ne sont pas exclues.

Question 5450 (03.01.2022) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **projets d'infrastructures réalisés sur le territoire de la « Nordstad » :**

Le Gouvernement a décidé de doter la « Nordstad » de nouvelles infrastructures, en particulier dans le domaine des transports et des bâtiments scolaires.

Comme il est parfois difficile d'avoir un aperçu complet et fiable des montants investis, il me semble opportun de présenter de manière succincte l'ensemble des projets qui ont été mis en œuvre sur le territoire des cinq communes de la « Nordstad » tout en indiquant ceux qui y seront réalisés à l'avenir.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il dresser un résumé comportant tous les projets d'infrastructures qui ont été réalisés sur le territoire de la « Nordstad » depuis 2010 en indiquant pour chaque projet le montant investi ?

2) Monsieur le Ministre peut-il indiquer l'ensemble des projets en cours ou en voie de préparation qui ont été décidés par le Gouvernement et/ou votés par la Chambre ?

3) Monsieur le Ministre peut-il dresser l'ensemble des projets en voie de planification et qui seront réalisés au bénéfice de la « Nordstad » au cours des années à venir ?

Réponse (18.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) - 3) En réponse aux questions posées par Monsieur le Député André Bauler, veuillez trouver ci-annexé le tableau reprenant l'ensemble des projets d'infrastructures réalisés sur le territoire de la Nordstad entre 2010 et 2021, les projets en cours ou en voie de préparation ainsi que les projets en planification.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5456 (04.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation du logo officiel des ministères luxembourgeois :**

A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5338 vum honorabelen Deputéierte Gusty Graas betreffend d'Benotzung vum offizielle Logo vun de Lëtzebuerger Ministèren zitéiert den Här Staatsminister den Artikel 232bis vum Code pénal:

« Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui auront fait usage à des fins non autorisées des armoiries de la Maison grand-ducale, de celles de l'État et des communes, du drapeau national, du pavillon de la batellerie et de l'aviation, ainsi que de tous écussons, emblèmes et symboles utilisés par les autorités et par les établissements publics. Il y a usage non autorisé des armoiries et symboles visés notamment lorsqu'il est fait : a) à des fins frauduleuses, b) à des fins commerciales, industrielles, professionnelles ou publicitaires, sauf dans les cas prévus par les lois et règlements, ou autorisés par le Gouvernement. »

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Staatsminister:

1. Huet d'Regierung schonns an deem Sënn Autorisatioune ginn? Wa jo: Fir ween, wéini an a wéi engem Zesummenhank?

2. Kann den Här Staatsminister preziséieren, ob d'Regierung dës Autorisatioun vu gewësse Critèren oder Bedingungen ofhängeg gemaach huet a mécht? An anere Wierder: Gëtt et vu Säite vun der Regierung eng kloer Linn, wat d'Erlabnes ugeet, den offizielle Logo vun de Ministèren ze benotzen?

Réponse (24.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Den offizielle Logo vun der Lëtzebuerger Regierung, esou wéi en an der „Charte graphique du logotype du Gouvernement luxembourgeois" definéiert ass, representéiert déi visuell a graphesch Identitéit vun der Lëtzebuerger Regierung. De Gebrauch heivunner ass domat ausschliisslech der Regierung, de Ministërë souwéi den Administratiounen a Servicer vum Staat reservéiert, esou dass och keng Autorisatioun vun dëser Regierung fir de Gebrauch vum offizielle Logo zu aneren Zwecker erdeelt ginn ass.

Question 5472 (06.01.2022) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **pilule anti-Covid Paxlovid :**

Paxlovid ass en neit Covidmedikament vun der Firma Pfizer aus den USA. Dat Medikament, vun deem sech ganz vill erwaart gëtt, soll am Kader vun enger Covidinfektioun e schwéiere Verlaf verhënneren. Déi däitsch Regierung huet elo viru Kuerzem eng Millioun Packunge Paxlovid kaf, och d'Lëtzebuerger Regierung huet ugekënnegt, fir 20.000 Packunge bestallt ze hunn.

An deem Kontext hu mir follgend Fro un d'Madamm Gesondheetsminister:

- Firwat huet d'Regierung nëmmen 20.000 Packunge Paxlovid bestallt, wat am Verhältnis zu der Bestellung vun der däitscher Regierung verhältnismëisseg wéineg ass?

Réponse (07.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Paxlovid ass en neit Medikament géint de Covid-19, dat deemnächst och an Europa an den Handel soll kommen.

Déi honorabel Deputéiert drécken hir d'Besuergnis doriwwer aus, dass d'Lëtzebuerger Regierung am Verhältnis zu der Bestellung vun der däitscher Regierung (eng Millioun Packunge Paxlovid) verhältnismëisseg wéineg vun dësem Medikament bestallt hätt, nämlech 20.000 Packungen.

Mir erlaben eis, drop hinzeweisen, dass d'Bevëlkerung vun Däitschland, laut Statistisches Bundesamt, 83,24 Millioune Leit zielt an zu Lëtzebuerg aktuell 0,63 Millioune Leit liewen (Données Statec). D'Bevëlkerung vun Däitschland ass also ronn 132-mol méi grouss wéi déi vun eisem Land. Op den Awunner bezunn huet Lëtzebuerg also 2,64-mol méi vun dësem Medikament kaaft wéi Däitschland.

Mir kënnen déi honorabel Deputéiert also berouegen, dass d'Lëtzebuerger Regierung do gutt mat der Firma Pfizer verhandelt huet an dass Lëtzebuerg op kee Fall ze kuerz kënnt am Verhältnis zu sengem däitschen Noper.

Question urgente 6063 (14.04.2022) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**avenir du site sidérurgique de Dudelange :**

Aujourd'hui, le tribunal de Liège a ordonné la mise en liquidation de Liberty Steel en Belgique, qui connaît depuis quelque temps de graves difficultés financières. Cette décision revêt également d'une grande importance pour le Luxembourg comme Liberty Steel exploite également un site sidérurgique à Dudelange, qui emploie environ 200 personnes. Quelques heures après l'annonce de la décision de mise en liquidation, Arcelor Mittal, qui était longtemps perçu comme acheteur potentiel, s'est déclaré réticent à reprendre le site de Dudelange.

C'est dans ce contexte que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Comment Monsieur le Ministre estime-t-il l'impact de la mise en liquidation de Liberty Steel en Belgique sur l'activité du site sidérurgique à Dudelange ?

- Qu'entend faire Monsieur le Ministre dans les semaines à venir pour assurer la survie du site sidérurgique à Dudelange ?

- Y a-t-il déjà des candidats potentiels pour la reprise du site sidérurgique à Dudelange et, le cas échéant, lesquels ?

- Au cas où le site sidérurgique de Dudelange n'est pas liquidé, qu'entendait faire Monsieur le Ministre pour garantir le paiement des salaires des employés ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la mise en liquidation du site sidérurgique de Dudelange ne serait pas une option envisageable ?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre compte-t-il encourager une telle procédure ?

- Quels sont les différents scénarios possibles quant à l'avenir du site sidérurgique de Dudelange et lequel est le plus vraisemblable selon Monsieur le Ministre ?

Réponse (22.04.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

En raison d'engagements non respectés dans le cadre de la procédure de réorganisation judiciaire concernant les entités de Liberty Steel en Belgique, le tribunal de l'entreprise de Liège a effectivement ordonné en date du 14 avril 2022 la dissolution des deux entités du groupe.

Le prononcé de mise en liquidation apporte une certaine clarté juridique quant à l'avenir des usines belges qui sont partenaires pour le fonctionnement de l'usine à Dudelange dont les activités sont quasi au point mort. Néanmoins, Liberty Steel a annoncé faire appel de la décision du tribunal de l'entreprise liégeois. Il n'est donc pas possible à l'heure actuelle de se prononcer définitivement sur les conséquences d'une éventuelle liquidation.

Dans tous les cas, la décision du tribunal de Liège semble indiquer que Liberty Steel n'est pas un partenaire fiable pour l'avenir de l'usine luxembourgeoise du groupe. En concertation étroite avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire ainsi qu'avec les syndicats, le Ministère de l'Économie continue d'étudier activement les différentes options permettant à un autre acteur industriel de reprendre le cas échéant le site luxembourgeois de Liberty Steel afin d'y maintenir des activités sidérurgiques et de préserver l'emploi. Pour des raisons de confidentialité et de négociations en cours il n'est actuellement pas possible de fournir des informations détaillées à ce sujet.

La priorité du Gouvernement dans le dossier Liberty Steel Dudelange reste de maintenir à moyen et long terme l'activité industrielle sur le site de Dudelange, et donc l'emploi des personnes concernées.

N°30
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

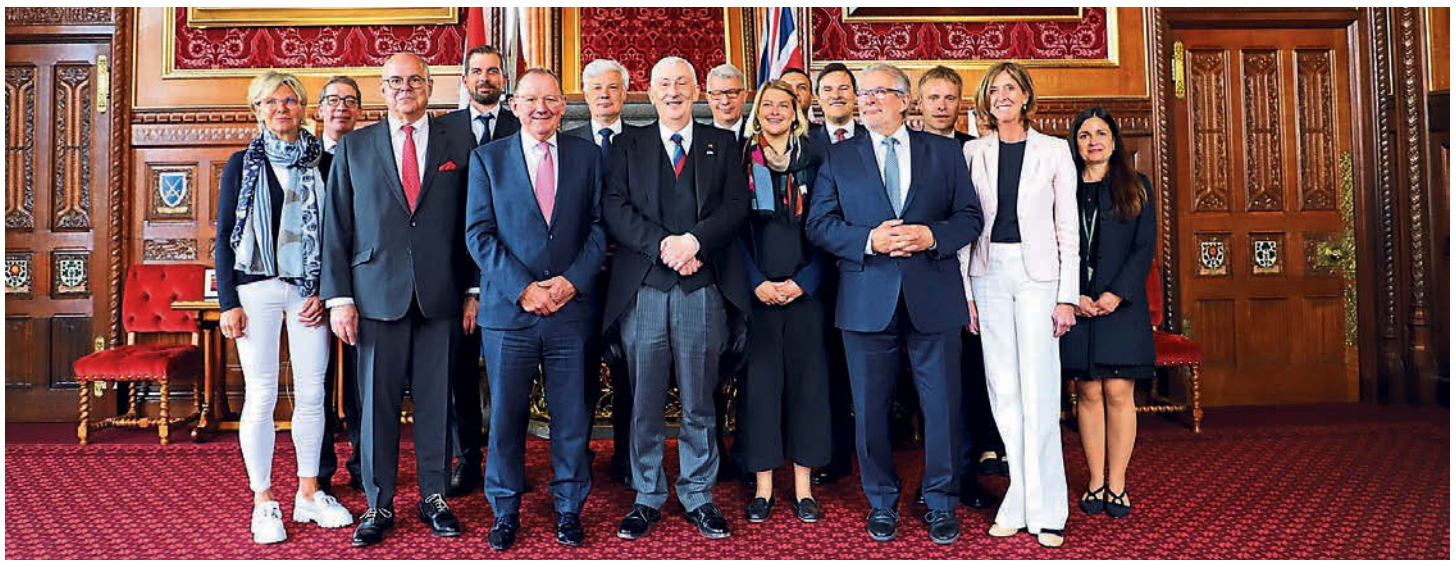
chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 30 | Session ordinaire 2020-2021

Rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)	p. 1037	Sommaire des séances publiques nos 69 et 70	p. 1078	69e séance	Mercredi 14 juillet 2021
Pacte Logement 2.0	p. 1050	Sommaire des questions parlementaires	p. Q737	70e séance	Mercredi 14 juillet 2021

Visite officielle du Président et du Bureau de la Chambre des Députés à Londres

Recréer un climat de confiance après le Brexit



Les députés luxembourgeois Mme Martine Hansen, M. Marc Spautz, M. Yves Cruchten, M. Claude Wiseler, M. Fernand Kartheiser, Mme Djuna Bernard, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Lydia Mutsch (1re, 3e, 4e, 6e, 8e, 9e, 12e et 14e à gauche) en présence de Sir Lindsay Hoyle, Speaker de la Chambre des Communes (au milieu), M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés (5e à gauche), M. Jean Olinger, ambassadeur du Luxembourg au Royaume-Uni (2e à gauche), M. Danial Shaikh, Deputy Head of Mission auprès de l'Ambassade du Royaume-Uni au Luxembourg (6e à droite), M. Jean-Marie Frentz, Deputy Head of Mission auprès de l'Ambassade du Luxembourg au Royaume-Uni (5e à droite), M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre (3e à droite) et Mme Tania Tennina, responsable du Service des relations internationales de la Chambre (1re à droite)

Le rétablissement du dialogue politique et la dynamisation des relations entre le Luxembourg et le Royaume-Uni après le Brexit étaient les sujets clés des différentes entrevues du Président et des membres du Bureau de la Chambre des Députés à Londres du 10 au 12 mai 2022.

« Nous souhaitons rétablir un climat de confiance et créer une relation solide entre nos deux pays », a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors des échanges de vues avec le Speaker de la Chambre des Communes, Sir Lindsay Hoyle, la Secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, Mme Liz Truss, le Président de la Commission des affaires étrangères, M. Tom Tugendhat, et des membres de la Commission des affaires européennes de la Chambre des Lords.

Redynamiser les relations bilatérales après le Brexit et la pandémie est également une volonté affichée par différents interlocuteurs britanniques. En témoigne le groupe d'amitié parlementaire entre le Royaume-Uni et le Grand-Duché dont l'inauguration a eu lieu à l'occasion de la visite officielle - la première depuis 1949.

Quelles perspectives pour les étudiants sur place ?

L'impact du Brexit et des sujets d'actualité comme les réactions concertées à la guerre en Ukraine ou encore l'avenir de l'accord du Vendredi saint concernant la paix en Irlande ont dominé les discussions entre les députés luxembourgeois et britanniques.

Plus spécifiquement, les députés luxembourgeois ont attiré l'attention de leurs interlocuteurs sur un impact spécifique de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne : la situation des étudiants européens, dont un millier de Luxembourgeois, au Royaume-Uni qui doivent payer des frais d'inscription plus élevés depuis le Brexit.

Les députés ont exprimé leur doléance lors d'un échange de vues avec le Speaker de la Chambre des Communes et celui-ci s'est engagé à la transmettre au Gouvernement britannique. Les députés ont également regretté la non-adhésion des Britanniques au programme européen d'échange entre étudiants « Erasmus+ ». Ces sujets étaient également au cœur des discussions lors des rencontres avec des étudiants luxembourgeois à Londres ainsi qu'avec des représentants de la London School of Economics and Political Science.



(de gauche à droite) Mme Liz Truss, Secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, M. Damian Moore, Président du groupe d'amitié parlementaire entre le Royaume-Uni et le Grand-Duché, et M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés

Visite égyptienne à la Chambre des Députés

Échange de vues entre parlementaires égyptiens et luxembourgeois

La question du respect des droits de l'homme en Égypte a été le point de discussion principal lors d'une rencontre à la Chambre des Députés entre des députés égyptiens et luxembourgeois le 11 mai 2022. M. Tarek Radwan, qui était à la tête de la délégation égyptienne, est le Président de la Commission en charge des droits de l'homme à la Chambre des Représentants d'Égypte.

Interrogé à ce sujet par plusieurs députés luxembourgeois, M. Radwan a affirmé que la situation des droits de l'homme en Égypte était perfectible, mais qu'un important travail avait été réalisé.



Échange de vues entre les délégations luxembourgeoise et égyptienne à la Chambre des Députés

Des développements concrets seraient ainsi en cours, notamment en ce qui concerne la libération de prisonniers politiques.

Celle-ci aurait été, toujours selon le parlementaire égyptien, facilitée par la mise en place d'un « comité de pardon présidentiel ».

Un autre membre de la délégation a ajouté que des progrès étaient également en vue en ce qui concerne les droits des journalistes et la liberté d'expression en général.

Une députée luxembourgeoise a souligné dans ce contexte qu'elle espérait que la stabilisation de la situation politique en Égypte permettrait dorénavant au pays de se concentrer davantage sur la question des droits de l'homme.

La discussion a porté sur un ensemble d'autres sujets, dont celui de la mort de la journaliste américano-palestinienne, Mme Shireen Abu Akle, tuée par balle lors d'affrontements en Cisjordanie, ou encore le différend qui oppose l'Égypte et le Soudan à l'Éthiopie autour de la construction par l'Éthiopie du « barrage de la renaissance » sur le Nil.

L'Égypte s'inquiète notamment dans ce dossier sur les conséquences pour les territoires situés en aval du barrage en cas de sècheresse.

Journée de l'Europe 2022

À la rencontre des citoyens lors des festivités à Esch-sur-Alzette

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, ainsi que quelques députés ont participé le 9 mai 2022 aux festivités organisées à Esch-sur-Alzette dans le cadre de la Journée de l'Europe. La Chambre des Députés y était présente parmi les quelque 60 stands d'informations.



(de gauche à droite) M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. Christophe Hansen, député européen, deuxième questeur du Parlement européen, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, S.A.R. le Grand-Duc, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, M. Nicolas Schmit, Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux

La participation citoyenne était au cœur du discours que le Président de la Chambre des Députés a tenu au cours de la cérémonie officielle : « À une époque où des mouvements anti-démocratiques remettent en cause les valeurs et les acquis de l'Union européenne, nous, démocrates et Européens convaincus, ne pouvons pas rester muets. »

M. Fernand Etgen a ajouté que « la construction de la maison européenne ne pourra se poursuivre sans une plus grande implication des citoyennes et des citoyens ». Ces derniers mois, la Chambre des Députés a montré l'exemple en consultant l'avis des citoyens concernant leurs idées sur l'avenir de l'Union européenne. Une série d'événements, tels qu'un tour en vélo, des « Bistrosgespréicher » ou des panels thématiques, ont été organisés par le Parlement luxembourgeois lors desquels les citoyens ont pu exprimer leurs idées.

La Chambre des Députés est dans son rôle de porte-parole des idées exprimées : „Die nationalen Parlamente sind das Sprachrohr unserer Bürgerinnen und Bürger!", a souligné le Président dans son discours, tenu dans les trois langues officielles du pays. „Mehr denn je geht es darum, den Bürgern zuzuhören, ihre legitimen Sorgen zu verstehen und ihr Unbehagen ernst zu nehmen. Wir dürfen die Bürger nicht in die Arme derer treiben, die sie mit simplen und gefährlichen Thesen locken. Setzen wir uns gegen die Aushöhlung der Rechtsstaatlichkeit und den Aufstieg der Populisten zur Wehr! Seien wir achtsam, dass die Verschärfung der wirtschaftlichen und sozialen Ungleichheiten den Populisten keine weitere Nahrung bieten!", a-t-il ajouté.

Les valeurs européennes dans un contexte de guerre

Les valeurs européennes de paix, d'unité, de solidarité, de démocratie et de liberté, telles qu'exprimées par M. Robert Schuman dans sa déclaration du 9 mai 1950, prennent d'autant plus d'importance cette année comme suite à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine.

Le Président de la Chambre des Députés a ainsi rappelé : „D'Grënner vun Europa hunn déi richteg Léieren aus der bluddeger Geschicht vun eisem Kontinent gezunn. Zentral Iddi vum Schumanplang war d'Schafe vu Prozeduren, fir déi onvermeidbar Meenungsverschiddenheeten ouni Gewalt kënnen ze léisen", a-t-il affirmé.

Et d'ajouter : „D'Recht huet d'Muecht an net d'Muecht huet Recht! Ouni rechtlech Grondlagen zielt nëmmen d'Recht vum Stäerksten, a friddlech Léisunge ginn net ugestrieft, esou wéi mer dat aktuell an der Ukrain erliewen."

Garantir un avenir serein aux jeunes

La Journée de l'Europe inaugure également l'Année européenne de la jeunesse. M. Fernand Etgen a adressé une pensée spécifique aux jeunes qui ont vécu deux années particulièrement éprouvantes au cours de la crise sanitaire, marquée par la fermeture des écoles et universités, et qui ont souffert de la distanciation sociale. « Il est de notre devoir de garantir un avenir serein dans un environnement sain et durable aux plus jeunes », a affirmé le Président de la Chambre. Par ailleurs, lors des festivités à Esch-sur-Alzette, une trentaine de stands étaient réservés aux jeunes.



La Chambre des Députés était présente parmi les quelque 60 stands d'informations.

Dispositions contre les contrefaçons

7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en oeuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation

Le projet de loi a pour objet de mettre en œuvre (i) le règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement CE n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et (ii) le règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euro impropres à la circulation.

Le projet de loi s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre de la décision BCE/2010/14 de la Banque centrale européenne (BCE) du 16 septembre 2010 relative à la vérification de l'authenticité et de la qualité des billets et la remise en circulation des billets en euros, telle que modifiée par la décision BCE/2012/19 de la BCE du 7 septembre 2012.

Adaptations du Code pénal et de quatre lois sectorielles

Le présent projet de loi prévoit un dispositif de sanctions pénales à l'encontre des établissements de crédit et autres établissements actifs professionnellement dans la manipulation des billets et pièces de monnaie qui contreviendraient aux dispositions du règlement (CE) n° 1338/2001 tel que modifié.

À cette fin, sont opérées des modifications dans les lois sectorielles suivantes : (i) la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives, (ii) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, (iii) la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance et (iv) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement. Il est également prévu une nouvelle infraction pénale dans le Code pénal afin de viser les commerçants participant au traitement et à la délivrance au public de billets et pièces de monnaie au moyen d'automates de délivrance de billets et pièces et qui ne seraient pas déjà couverts par les lois sectorielles susvisées.

Une amende de 1.250 euros à 125.000 euros est ainsi infligée aux acteurs concernés en cas de violation de leur obligation :

1. de s'assurer de l'authenticité des billets et pièces en euros qu'ils reçoivent et entendent remettre en circulation et de veiller à la détection des contrefaçons ;

2. de retirer de la circulation tous les billets et pièces en euros qu'ils ont reçus et dont ils savent ou au sujet desquels ils ont des raisons suffisantes de penser qu'ils sont faux ;

3. de remettre les signes monétaires sous forme de billets et pièces en euros visés au point 2 aux autorités compétentes.

Adaptations de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Par l'introduction de l'article 20-1 dans la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg (BCL), le présent projet de loi vise à assigner de nouveaux pouvoirs d'enquête, d'injonction et d'imposition d'astreintes financières à la BCL afin de pouvoir exécuter sa mission en tant qu'autorité compétente pour assurer le respect des dispositions du règlement 1338/2001 et du règlement 1210/2010 ainsi que des mesures prises pour leur exécution. Un recours en réformation devant le tribunal administratif est prévu pour les mesures d'injonction et d'astreinte pouvant être prises par la Banque centrale en vertu du paragraphe 1er, point (h), de l'article susmentionné.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

20.01.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
19.04.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
12.07.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 563, page 1

Pacte Logement 2.0

7648 - Projet de loi relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant

a) la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

b) la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

c) la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire,

d) la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Faisant suite au premier Pacte Logement introduit par la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes et venu à échéance fin 2020, l'objectif principal du Pacte Logement 2.0 est de soutenir les communes comme partenaire central du Gouvernement dans le développement de logements.

Le Pacte Logement 2.0 poursuit les trois objectifs suivants :

a) augmenter l'offre de logements abordables et durables ;

b) mobiliser le potentiel foncier et résidentiel existant ;

c) améliorer la qualité résidentielle.

Du premier au deuxième Pacte Logement

Le Pacte Logement 1.0 a permis de soutenir les communes avec +/- 40 millions d'euros par an pour réussir leur développement démographique par le financement des infrastructures publiques et seulement marginalement le développement du logement abordable. Seulement 2,2 % des dépenses ont soutenu directement la création de logements.

Éléments essentiels du Pacte Logement 2.0

Le Pacte Logement 2.0 opère un changement de paradigme sur le plan financier. L'enveloppe maximale des participations financières accordées aux communes est calculée en fonction du nombre de logements abordables créés sur le territoire de la commune et bénéficiant d'une participation financière de la part du Ministère du Logement, y compris les logements gérés à travers le régime de la gestion locative sociale, et non plus en fonction de la simple croissance démographique.

Toute commune souhaitant participer au Pacte Logement 2.0 doit conclure avec l'État une Convention initiale.

Le Conseiller logement

Le Conseiller logement joue un rôle important dans la mise en œuvre du Pacte Logement 2.0 au niveau communal. Sa fonction peut être assurée par un expert externe ou, au choix de la commune, par un ou plusieurs employés communaux. Par ailleurs, plusieurs communes peuvent se partager un Conseiller logement.

Modification de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain

Pour chaque nouveau plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », une partie définie (voir tableau ci-dessous) de la surface construite brute destinée au logement est réservée au logement abordable. Ce terrain est cédé à la commune ou à l'État. Un promoteur public autre que la commune peut se substituer au ministre ayant le Logement dans ses attributions en cas de renonciation par l'État. En contrepartie, le potentiel constructible réservé au logement au niveau dudit plan d'aménagement particulier est augmenté de 10 % par rapport au plan d'aménagement général.

Tableau : Part de la Surface construite brute (logement) à réserver au logement abordable

Taille du PAP « nouveau quartier »	Part de la surface construite brute (logement) à réserver au logement abordable
en zone déjà constructible	
10-25 logements	au moins 10 %
> 25 logements	au moins 15 %
en zone non déjà constructible dans le PAG en vigueur	
5 à 9 logements	au moins 10 %
10 à 25 logements	au moins 15 %
> 25 logements	au moins 20 %

Cette approche présente le grand avantage d'alléger la charge financière pesant sur la main publique en vue de l'acquisition des fonds réservés aux logements abordables tout en garantissant à l'initiateur d'un plan d'aménagement particulier que ses droits ayant trait à la propriété privée soient sauvegardés à l'occasion de la cession prévue par l'article 29bis.

Modification de la loi concernant l'aménagement du territoire

Pour assurer la cohérence de l'introduction d'un article 29bis dans la loi précitée sur l'aménagement communal avec le Plan directeur sectoriel « Logement », le projet de loi modifie également ponctuellement la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

En ce qui concerne le cas spécifique d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » se situant dans une « zone prioritaire d'habitation », 30 % de la surface construite brute destinée au logement sont réservés au logement abordable. En contrepartie, le potentiel constructible réservé au logement au niveau du plan d'aménagement particulier est augmenté de 10 % par rapport au plan d'aménagement général. Pour la part de la cession qui dépasse cette contrepartie, une contrepartie complémentaire est définie entre le cédant et le cessionnaire, par exemple une augmentation supplémentaire du potentiel constructible ou une indemnité financière.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 07.08.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement et de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Présidents : Mme Semiray Ahmedova et M. Dan Biancalana) :

29.03.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.04.2021	Continuation des travaux
02.04.2021	Adoption d'une série d'amendements
03.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen et rejet d'une 2e série de propositions d'amendements
08.07.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 624 (rectificatif : n° 631), page 1

Pacte Nature

7655 - Projet de loi portant création d'un pacte nature avec les communes et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

L'objet du projet de loi est de mettre en place un partenariat entre l'État et les communes dans le domaine de la protection de la nature. En fixant un cadre législatif, financier et technique pendant la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2030, le pacte nature vise à encourager les communes à participer davantage à la mise en œuvre du Plan national concernant la protection de la nature ainsi que du volet écologique du plan de gestion des districts hydrographiques et de la stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique, moyennant un système de certification et de subventionnement.

Le Pacte Nature vise à promouvoir l'engagement des communes dans les domaines suivants :

- la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- la lutte contre le déclin de la biodiversité ;
- la restauration des biotopes et habitats ;
- le rétablissement de la connectivité écologique ;
- la résilience des écosystèmes ;
- le rétablissement des services écosystémiques.

À côté des objectifs du Pacte Nature, le texte du projet de loi définit les différents niveaux de certification dans le cadre de la certification « Naturpakt Gemeng » ainsi que les critères et modes de calcul déterminant le montant des subventions auxquelles peuvent avoir accès les communes signataires.

Les communes s'engagent sur base volontaire, par la signature d'un contrat « Pacte Nature », à participer sur leur territoire et à mettre en œuvre sur leur territoire les plans et la stratégie précités en matière de protection de la nature.

Le niveau de performance des communes signataires est évalué par rapport aux mesures mises en œuvre du catalogue des mesures. Ce dernier comporte 77 mesures de protection dans un total de six domaines :

- établissement et mise en œuvre d'une stratégie générale ;
- milieu urbain ;
- milieu des paysages ouverts ;
- milieu forestier ;
- milieu aquatique ;
- communication et coopération.

Le projet de loi prévoit quatre grandes catégories susceptibles de bénéficier de points dans le cadre du Pacte Nature. Les deux premières prévoient des actions qui ouvrent le droit aux communes de recevoir un nombre absolu de points si l'action ou la mesure est effectivement décidée. Aucun point, un point ou trois points peuvent être attribués à la commune concernée.

Dans les deux autres catégories, le nombre de points attribués augmente de façon proportionnelle par rapport à l'effort mesuré en fonction de l'investissement, de la perte de revenu ou de la contribution aux objectifs visés par les plans et la stratégie précités. Les communes peuvent dans ces catégories recevoir jusqu'à trois, respectivement cinq points avec ou non des décimaux.

De manière générale, chaque commune signataire met en place une équipe pluridisciplinaire de responsables locaux voire régionaux. L'équipe Pacte Nature peut être constituée d'élus de la commune, de représentants de l'administration communale, de membres de commissions, d'experts, etc. Notons qu'un membre du conseil communal devra être mandaté du suivi de la mise en œuvre du Pacte Nature.

L'élaboration et la mise en œuvre du Pacte Nature sont accompagnées et animées par un conseiller Pacte Nature, qui est financé par l'État. Le conseiller, assisté par l'équipe pluridisciplinaire précitée, établit un état des lieux initial, sur base duquel un programme de travail est élaboré. La commune signataire s'engage à mettre en œuvre les mesures du programme de travail pour combler les faiblesses détectées de la politique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles au niveau communal.

Le progrès réalisé au cours de l'année écoulée fait l'objet d'un rapport annuel, transmis au Ministre ou à son délégué par la commune.

Un audit doit avoir lieu au cours de la 1re année qui suit la signature du contrat, et doit obligatoirement avoir lieu tous les trois ans à partir de l'octroi de la 1re certification. Un auditeur agréé constate si le niveau de performance de la commune correspond à une des quatre catégories de certification.

Lorsque la performance de la commune atteint un seuil minimal de 40 % (base), 50 % (bronze), 60 % (argent) ou 70 % (or) respectivement du score maximal réalisable sur base du catalogue de mesures du Pacte Nature, la commune se voit octroyer une des quatre catégories de certification « Naturpakt Gemeng » et devient donc éligible à obtenir la subvention étatique correspondante.

Au niveau du soutien financier, le Pacte Nature prévoit trois catégories de subvention :

- une subvention de participation de 10.000 euros pour frais de fonctionnement est allouée annuellement aux communes à partir de la date de signature ;
- une subvention pour les frais du conseiller Pacte Nature interne ou externe mis à disposition des communes, plafonnée à 250 heures par an et par commune ;
- une subvention de certification accordée annuellement aux communes ayant atteint un des quatre niveaux de certification. Elle comprend deux parties : une subvention forfaitaire dépendant de la catégorie de certification qui varie de 25.000 euros à 70.000 euros et une subvention variable liée à la surface du territoire communal et à l'année de signature qui varie de 5 à 40 euros par hectare et est plafonnée.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.08.2020
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

17.09.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
24.03.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
31.03.2021	Adoption d'une série d'amendements
07.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement parlementaire
06.07.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 595, page 1

Exercice de la profession d'avocat

7665 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

2° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

3° la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant :

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

En vertu du dispositif actuellement en vigueur, une personne ayant une nationalité d'un pays tiers à l'Union européenne ne peut s'inscrire au tableau des avocats qu'après avoir apporté la preuve qu'une personne ayant la nationalité luxembourgeoise pourrait également joindre le barreau dans son pays d'origine.

Cette disposition engendre une discrimination sur base de la nationalité lorsqu'une personne détentrice d'une nationalité d'un État membre de l'Union européenne et ayant poursuivi le même cursus universitaire se voit admettre sans autre preuve au tableau.

Le projet de loi propose de remédier à cette situation et d'abroger cette condition de réciprocité prévue à l'article 6, paragraphe 1er, lettre c) de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Ensuite, le projet de loi entend modifier l'article 1er, paragraphe 1er, alinéa 1er, et l'article 3, paragraphe 2, de la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise, mettant ainsi sur un pied d'égalité textuelle les ressortissants de la Suisse, de la Norvège, de l'Islande et du Liechtenstein avec les ressortissants de l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des études. Il est à noter que les dispositions en question sont déjà appliquées à l'heure actuelle à ces pays. Il s'agit donc d'adapter le texte de la loi à la réalité du terrain.

Finalement, le projet de loi modifie l'article 71 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat, afin de donner une base légale à la plateforme d'échange électronique développée dans le cadre de la digitalisation du notariat.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 11.09.2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

21.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
19.05.2021	Échange de vues avec la Chambre des Notaires
25.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.07.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 627, page 1

Surveillance des entreprises d'investissement

7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE)2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des pro-

duits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE)2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds

Le présent projet de loi a plusieurs objectifs.

Premièrement, il vise à transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/ UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE (ci-après : « la directive 2019/2034 ») et à opérationnaliser le règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 (ci-après : « le règlement 2019/2033 »).

L'objectif principal de ces textes est de créer un cadre pour la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement (EI) qui prend mieux en compte la nature des activités de ces entreprises et est plus adapté à leurs risques spécifiques. Un grand nombre d'EI est en effet aujourd'hui soumis à la réglementation bancaire (CRD IV et CRR[1]) dérivée de normes internationales fixées par le Comité de Bâle visant essentiellement de grands groupes bancaires et qui n'est donc pas toujours adaptée aux activités spécifiques des EI. Par conséquent, et sur base d'une initiative de la Commission européenne, la directive 2019/2034 et le règlement 2019/2033 ont été adoptés pour créer un cadre pour la surveillance prudentielle des EI en introduisant une nouvelle catégorisation.

Deuxièmement, la loi en projet a pour objet de procéder à la modernisation des statuts de certains professionnels du secteur financier plus particulièrement du statut des entreprises d'investissement.

Compte tenu de l'harmonisation croissante des règles applicables aux entreprises d'investissement, le projet de loi vise à abandonner les statuts purement luxembourgeois d'entreprises d'investissement et à s'orienter à l'avenir vers les activités et les services d'investissement tels qu'ils découlent de la directive 2014/65/UE précitée. Le présent projet de loi vise également à réserver l'accès à l'activité d'EI aux seules personnes morales comme cela est d'ailleurs le cas par défaut dans la directive 2014/65/UE, à des fins de protection des investisseurs.

En outre, ledit projet de loi opère également des modifications au niveau des statuts de certains PSF (professionnels du secteur financier) spécialisés et PSF de support. Le statut de PSF spécialisé « personnes effectuant des opérations de change-espèces » est supprimé par le projet de loi. Seuls les établissements de crédit seront désormais autorisés à effectuer des opérations d'achat et de vente de monnaies étrangères en espèces. Quant aux PSF de support, le projet de loi n° 7723 prévoit de fusionner le statut des opérateurs de systèmes informatiques primaires du secteur financier et le statut des opérateurs de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier en le statut des opérateurs de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier.

En troisième lieu, le projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois les articles 1er et 2 de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (dite « ESA Review »). Les modifications de la directive 2014/65/UE ont pour objet de transférer certains pouvoirs d'agrément et de surveillance relatifs aux prestataires de services de communication de données des autorités compétentes nationales à l'Autorité européenne des marchés financiers. Afin de refléter en droit national ce transfert de compétences, la loi en projet procède à une série d'ajustements dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Les modifications de la directive 2009/138/CE visent à favoriser les échanges d'informations et la coopération entre le Commissariat aux assurances, les autorités compétentes concernées des autres États membres et l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, notamment en ce qui concerne l'utilisation de modèles internes et les activités d'assurance transfrontalières.

La directive (UE) 2021/338 fait partie du « Capital Markets Recovery Package » qui a été adopté en réponse à la pandémie de la Covid-19 en vue de contribuer à la relance économique en apportant des modifications à certains cadres réglementaires clés gouvernant les marchés financiers. Il s'agit d'encourager les investissements dans l'économie réelle, de permettre une recapitalisation plus rapide des entreprises et de renforcer la capacité des banques à financer la reprise. La directive (UE) 2021/338 est plus spécifiquement consacrée aux mesures ayant trait à la directive 2014/65/UE (dite « MiFID II »), et vise à faciliter la fourniture de services d'investissement et à promouvoir l'investissement dans l'économie réelle de l'Union européenne en réduisant la charge administrative concernant notamment le niveau d'information à fournir aux investisseurs professionnels, sans pour autant compromettre la protection des investisseurs.

[1] Capital requirement directive/capital requirement regulation

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.11.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
23.04.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Présentation d'amendements gouvernementaux
29.06.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12.07.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 566, page 1

Organismes de placement collectif

7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif (directive 2019/1160). La transposition de ladite directive est opérée au moyen de modifications apportées à la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et à la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs.

Le but de la directive (UE) 2019/1160, complétée par le règlement (UE) 2019/1156 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 visant à faciliter la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif […], consiste à assurer une meilleure coordination des dispositions applicables aux gestionnaires d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et de fonds d'investissement alternatifs (FIA) actifs sur le marché de l'Union européenne, et à faciliter la distribution transfrontalière des OPCVM et FIA au sein du marché intérieur.

Les textes précités opèrent une refonte des règles actuellement applicables à la distribution transfrontalière des OPCVM et des FIA, dans le but de supprimer les barrières qui empêchent aujourd'hui les gestionnaires d'exploiter pleinement le passeport européen de commercialisation. La refonte vise un double objectif. D'une part, il s'agit d'assurer la protection des investisseurs et, d'autre part, de garantir des conditions de concurrence équitables pour la distribution des OPCVM et des FIA, en assurant notamment la cohérence entre les règles de commercialisation applicables aux FIA et celles applicables aux OPCVM.

Afin de clarifier et de moderniser le cadre juridique en la matière, la directive (UE) 2019/1160 introduit des règles uniformes pour les OPCVM et les gestionnaires de FIA qui commercialisent auprès d'investisseurs de détail. La directive reconnaît notamment que l'exigence d'une présence physique pour l'exécution de ces tâches s'est avérée particulièrement contraignante, d'autant plus que les services y associés sont, déjà à l'heure actuelle, généralement fournis par d'autres moyens.

De plus, la directive (UE) 2019/1160 introduit le concept de la précommercialisation applicable aux FIA, qui permet de déterminer les conditions qui encadrent l'exploration et l'évaluation de l'intérêt d'investisseurs professionnels potentiels pour une idée ou une stratégie d'investissement donnée.

En dernier lieu, à des fins de sécurité juridique, la directive (UE) 2019/1160 introduit des conditions uniformes et claires concernant l'abandon de la commercialisation des parts ou actions d'un OPCVM ou d'un FIA dans un État membre d'accueil.

Le projet de loi a été complété par un amendement gouvernemental visant à préciser les normes comptables que les FIA qui prennent la forme d'une société en commandite spéciale peuvent utiliser afin de satisfaire aux dispositions de la loi du 12 juillet 2013.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.12.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
11.01.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
05.07.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
09.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 561, page 1

Régime d'agrément des entités financières et d'assurance

7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

Le présent projet de loi a pour but de moderniser le régime d'agrément des entités du secteur financier et du secteur d'assurance en octroyant directement à la Commission de surveillance du secteur financier (la CSSF) et au Commissariat aux assurances (le CAA) le pouvoir d'agréer et de retirer l'agrément de ces entités. La CSSF et le CAA en tant qu'autorités compétentes nationales, exerceront chacun leur pouvoir d'agrément à l'égard des entités soumises à leur surveillance respective.

Ainsi, le présent projet de loi vise à modifier un certain nombre de lois nationales afin d'attribuer la compétence d'octroi et de retrait d'agrément (i) à la CSSF pour les professionnels du secteur financier, les représentants fiduciaires, les intermédiaires de crédit immobilier, les établissements de paiement, les établissments de monnaie électronique ainsi que les marchés réglementés, notamment et (ii) au CAA pour les entreprises d'assurances, de réassurance et les courtiers, notamment.

Le changement d'approche vise à tenir compte de l'évolution du droit de l'Union européenne préconisant de plus en plus l'attribution des pouvoirs d'agrément aux autorités compétentes chargées de la surveillance prudentielle des entités relevant du secteur financier. De plus, les modifications apportées par le présent projet de loi permettront de répondre aux attentes et bonnes pratiques établies par les institutions internationales telles que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et le Fonds monétaire international.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 02.02.2021
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
23.04.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
29.06.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
05.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 560, page 1

Modification de la loi concernant les sociétés commerciales

7791 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Le présent projet de loi vise à redresser une erreur matérielle qui s'était glissée dans la formulation de l'article 1500-7, point 2°, de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, ci-après « loi de 1915 », qui est survenue lors des travaux législatifs ayant abouti à l'adoption de la loi du 10 août 2016 portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil, ci-après « loi de 2016 » et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 16.03.2021
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
17.03.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
25.06.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 6 août 2021
Mémorial A : 2021, n° 607, page 1

Accord Luxembourg-Suisse-Pérou sur le transfert d'avoirs saisis

7814 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020

Le projet de loi n° 7814 a pour objet d'approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020 (ci-après l'« Accord »).

Il s'agit d'un accord trilatéral entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou portant sur la restitu-

tion intégrale d'avoirs confisqués au Luxembourg et en Suisse, notamment suite à un jugement du 9 juin 2016 du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg rendant exécutoire, au Luxembourg, une décision de confiscation péruvienne du 25 juin 2015.

L'Accord entend également régler de façon détaillée l'affectation des avoirs restitués. Ainsi, conformément à l'article 57 de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003, aux Principes relatifs à la disposition et au transfert des avoirs confisqués dans la lutte contre la corruption du Forum mondial sur le recouvrement d'avoirs, qui ne portent atteinte ni à la souveraineté nationale ni aux principes juridiques nationaux, ainsi qu'aux Objectifs 16.4, 16.5 et 16.6 de l'Agenda 2030 pour le développement durable, les avoirs saisis seront affectés à des projets qui profiteront à la population péruvienne en renforçant le secteur judiciaire et la lutte contre la corruption.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29.04.2021
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
30.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 23 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 597, page 1

Organisation des séances des conseils communaux

7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le projet de loi sous rubrique vise à prolonger jusqu'au 31 décembre 2021 inclus la durée d'application tant de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 que de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Il s'agit notamment de permettre au conseil communal d'organiser ses séances publiques et celles tenues à huis clos en recourant à la visioconférence, afin que les membres vulnérables ou empêchés de se déplacer puissent néanmoins y participer et afin que le quorum pour délibérer soit atteint dans les circonstances données. Tant les membres du conseil communal que du collège des bourgmestres et échevins peuvent recourir au vote par procuration.

Le projet de loi apporte également une clarification des règles relatives à la publicité des séances du conseil communal en cas de recours à la visioconférence.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 04.06.2021
Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
08.07.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 16 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 539, page 1

Contributions au Fonds de résolution unique

7838 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Le présent projet de loi vise à approuver les dernières modifications apportées à l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles le 21 mai 2014, par un Accord des parties contractantes signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021.

Au cours d'une période transitoire de huit ans, l'Accord qui a été signé en 2014 doit donner lieu à la mutualisation progressive des contributions faites au Fonds de résolution unique (FRU) instauré par le chapitre 2 du Règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le Règlement (UE) n° 1093/2010.

L'Accord à approuver par le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'Union bancaire par la réforme connexe du traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES). Il vise à consacrer l'élaboration des conditions indispensables et nécessaires pour une mise en place anticipée, c'est-à-dire avant la fin de la période transitoire, du nouveau filet de sécurité pour le FRU fourni par le MES.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.06.2021
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
02.07.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 564, page 1

Mécanisme européen de stabilité

7839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Le projet de loi a comme objet, d'une part, de ratifier l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES) signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021 et, d'autre part, de détailler les modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création. En application de l'article 136, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les États membres, dont la monnaie est l'euro, ont conclu le Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles, que l'Accord modifiant le traité MES complète afin d'opérer un renforcement du rôle et des missions du MES, institution financière internationale à caractère intergouvernemental dont le siège est à Luxembourg.

Le projet de loi a donc pour objet principal la réforme du MES, sur les quatre volets suivants : 1) le rôle du MES dans la gestion et la prévention de crises ; 2) le dispositif de soutien commun au Fonds de résolution unique ; 3) les instruments d'assistance financière à titre de précaution du MES ; 4) les clauses d'action collective standardisées à intégrer dans les titres d'émission de dette souveraine.

En octroyant un rôle accru au MES, la réforme ancre le MES davantage dans le système financier européen et renforce la résilience de la zone euro contre les crises économiques et financières. Finalement, le traité, qu'entend ratifier le présent projet de loi, représente une étape importante vers l'approfondissement de l'Union bancaire européenne.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.06.2021
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
02.07.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 565, page 1

Aides pour entreprises

7840 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Tout en tenant compte du déconfinement progressif, ce projet de loi vise à prolonger, pour une durée de quatre mois, la nouvelle aide de relance et l'aide aux coûts non couverts en faveur des entreprises du secteur de l'Horeca, du divertissement, du sport, de l'évènementiel et de la culture.

Les entreprises du secteur du commerce de détail en magasin ainsi que les entreprises proposant des formations professionnelles continues ne pourront plus profiter de ces deux aides.

La prolongation de ces deux régimes d'aides va de pair avec une réduction progressive des subventions exceptionnelles temporaires.

En ce qui concerne la nouvelle aide de relance, les montants versés sont réduits d'actuellement 1.250 euros à 1.000 euros par travailleur indépendant et par salarié en activité et ceci pour les mois de septembre et octobre 2021. La subvention par salarié au chômage partiel complet reste à 250 euros.

Concernant l'aide aux coûts non couverts, les montants maxima sont diminués pour les mois de juillet à octobre 2021. Ils ne pourront plus dépasser les montants absolus suivants par entreprise unique : 20.000 euros par mois pour une microentreprise (contre 30.000 euros précédemment) ; 100.000 euros par mois pour une petite entreprise (contre 150.000 euros précédemment) et 200.000 euros par mois pour une moyenne ou grande entreprise (contre 300.000 euros précédemment).

Les dépenses engendrées par cette future loi sont estimées à 40 millions d'euros.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 07.06.2021
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
29.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 16 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 540, page 1

Procédures judiciaires et administratives en temps de pandémie

7844 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Le présent projet de loi s'inscrit dans la continuation de la lutte contre le Covid-19 par rapport à la situation sanitaire qui perdure, son évolution volatile et aux mesures instaurées pour contrer et prévenir les risques y associés.

La lutte contre la pandémie du Covid-19 continue, et le présent projet de loi vise à poursuivre la limitation des interactions physiques afin de réduire le danger d'infection, tout en assurant le bon fonctionnement du service public de la justice.

Aux termes de l'exposé des motifs, alors que les mesures sanitaires tendent à se normaliser, elles continuent à avoir un impact non négligeable sur les rassemblements, particulièrement en lieux fermés, tels que les salles d'audiences des juridictions. Des mesures sanitaires plus strictes avaient été instaurées en fin d'année 2020 par la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale (ci-après « la loi du 19 décembre 2020 »). À ce jour, l'évolution de la pandémie demeure incertaine et le maintien temporaire de certaines mesures de la loi du 19 décembre 2020 au-delà du 15 septembre 2021 est jugé utile et nécessaire. À part la prolongation de certaines mesures de la loi du 19 décembre 2020, le texte sous projet vise également une modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (ci-après « la loi du 8 mars 2017 »).

Le présent projet de loi propose de maintenir, respectivement de modifier ponctuellement et d'introduire des adaptations temporaires en ce qui concerne :

- les règles procédurales devant les juridictions judiciaires et administratives dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

- le dépôt de la farde de procédure dans les procédures écrites devant les juridictions judiciaires lorsqu'un mandataire n'est plus entendu en ses plaidoiries ;

- le délai pour souscrire la déclaration de recouvrement auprès de l'officier de l'état civil.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15.06.2021
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
16.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
07.07.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
13.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 626, page 1

Le saviez-vous ?

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19**
   - Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana
   - Discussion générale : M. Emile Eicher - M. Claude Lamberty - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen - M. Gilles Roth
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. **7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)**
   - Rapport de la Commission des Pétitions : M. Paul Galles (intervention de M. André Bauler)
   - Débat : M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch
4. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président (intervention de M. André Bauler)
5. **7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) (suite)**
   - Débat (suite) : Mme Chantal Gary - M. Roy Reding - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique - M. Paul Galles - M. le Ministre Marc Hansen - M. Michel Wolter - M. le Ministre Marc Hansen
6. **Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à l'organisation d'une campagne d'information au sujet de la révision de la Constitution**
   - Exposé : M. Fernand Kartheiser
   - Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo - M. Charles Margue - M. Léon Gloden - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement - Mme Simone Beissel - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Georges Engel) - M. Mars Di Bartolomeo - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Georges Engel et M. Gilles Baum) - M. Mars Di Bartolomeo
   - Vote sur la résolution (rejetée)
7. **Résolution de M. Mars Di Bartolomeo relative au lancement d'initiatives d'information du grand public sur le devenir des modifications prévues à notre Constitution**
   - Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Charles Margue - M. Léon Gloden - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la résolution (adoptée)
8. **7844 - Projet de loi portant modification :**

   1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

   2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise
   - Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann
   - Discussion générale : M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi
9. **7814 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **7844 - Projet de loi portant modification :**

    1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

    2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite)
    - Dispense du second vote constitutionnel
11. **7791 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales**
    - Rapport de la Commission de la Justice : M. Guy Arendt
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. **7665 - Projet de loi modifiant :**

    1° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

    2° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

    3° la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant :

    1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

    2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés
    - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
13. **Ordre du jour (suite)**
    - M. Fernand Etgen, Président
14. **7464 - Projet de loi portant modification :**

    1° du Code pénal ;

    2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

    3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

    4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

    5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

    6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

    en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
15. **7761 - Projet de loi portant modification :**

    1° du Code de la consommation ;

    2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

    3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

    4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

    5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

    6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

    7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
16. **7723 - Projet de loi portant :**

    1° modification de :

    a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

    b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

    c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

    d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

    e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

    f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

    g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

    2° transposition :

    a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

    b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

    c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

    d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

    3° mise en œuvre :

    a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

    b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
17. **7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :**

    1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

    2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Deen éischte Punkt um Ordre du jour vun de Moien ass de Projet de loi 7835, eng temporär Ofännerung vum Gemengegesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert ginn un de Rapporter, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 7835 geet et ëm d'Verlängerung vun engem Gesetz bis den 31. Dezember 2021, dat mer de 24. Juni 2020 am Kader vun der Pandemie gestëmmt hunn a wat duerno schonn dräimol verlängert a modifizéiert gouf. An engem éischte Moment waren dat zwee separat Gesetzer, déi awer bei där éischter Verlängerung zesummegefaasst goufen.

Als Éischt betrëfft dat besteeënd Gesetz eng temporär Ofännerung vum Gemengegesetz vun 1988. Domat gouf d'Méiglechkeet geschaaft fir d'Membere vum Gemenge- respektiv vum Schäfferot, fir iwwer Visiokonferenz un de Reuniounen deelzehuelen a matofzestëmmen oder och eng Procuratioun ze gi fir ofzestëmmen.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

D'Modalitéite vun de Sëtzungen à huis clos goufe gereegelt, awer och d'Méiglechkeet fir de Public am Sall, fir d'Gemengerotssëtzungen ze suivéieren.

Wat elo dee leschte Punkt betrëfft, esou maache mer mat dësem Projet de loi eng kleng Modifikatioun, fir eng Feelinterpretatioun ze vermeiden. Déi redaktionell Adaptatioun stellt kloer, dass de Sall, an deem d'Gemengerotssëtzung stattfënnt, esou muss ekipéiert sinn, dass d'Leit am Sall och héieren, wat vun deene Membere gesot gëtt, déi iwwer Visiokonferenz bäigeschalt sinn, soudass si d'Diskussiounen an de Vott kënne suivéieren.

An der aktueller Faassung geet an engem Saz just vum Public rieds, soudass ee kéint mengen, dass d'Éffentlechkeet generell misst kënnen d'Gemengerotssëtzung suivéieren an net nëmmen déi, déi bei de Sitzunge present sinn. Dat war am Fong net d'Absicht.

D'Mesuren, déi mer hei verlängeren, betreffen net nëmmen de Gemengen- a Schäfferot, och d'Reunioune vum Verwaltungsrot vum CGDIS ginn esou gereegelt, dass d'Memberen iwwer Visiokonferenz kënnen dorun deelhuelen.

D'Gesetz vum Juni 2020 gesäit dann och eng temporär Ofännerung vum Artikel 12 vum Gesetz iwwert den Aménagement communal vir. Et geet hei drëm, dass déi ëffentlech Informatiounsversammlung, déi an der Prozedur vun der Adoptioun vun den Ännerunge vum PAG stattfënnt, och iwwer Visiokonferenz kann ofgehale ginn.

Ech géif dann hei nach eng Kéier kuerz op d'Aarbechten an der Kommissioun agoen. De Projet de loi gouf de 4. Juni 2021 deposéiert. De Syvicol huet den 9. Juni e positiven Avis ofginn. De 15. Juni an de 16. Juni (veuillez lire: an de 6. Juli) koumen den Avis respektiv den Avis complémentaire vum Staatsrot, no engem Amendement vun der Regierung de 25. Juni. An de Rapport gouf den 8. Juli an der Kommissioun ugeholl.

Här President, d'Pandemie ass nach laang net eriwwer. An d'Situatioun, déi mer haut hunn, ass zwar net méi déi selwecht wéi am Juni virun engem Joer. Trotzdeem besteet awer nach ëmmer d'Gefor, dass d'Leit sech ustiechen. A soulaang ass et och sënnvoll, dës Mesuren oprechtzeerhalen, fir dass d'Reunioune weiderhi kënnen ënner beschtméiglecher Konditioune stattfannen.

Vu dass et sech hei net ëm Moossnamen handelt, déi d'Grondfräiheeten aschränken a wou ee genau muss drop kucken, dass d'Verhältnismëissegkeet stëmmt, kënnen dës Mesuren och fir méi e längeren Zäitraum a Kraaft bleiwen.

Wann een awer bedenkt, dass haut ganz vill Leit geimpft sinn a mer mat de Schnelltester aner Moyenen zur Verfügung hu wéi nach virun engem Joer, kann an de Gemengeréit an och an anere Gremien erëm e Stéck Normalitéit zréckgewonne ginn. An der Kommissioun war d'Fro och opkomm, ob d'Gemengeréit kéinte laut dem Regimm vum CovidCheck, esou wéi mer et och säit gëschter hei an der Chamber maachen, fonctionéieren. An d'Inneministesch huet eis bestätegt, dass dëst méiglech ass. An ech mengen, dat ass och ganz gutt esou. An iwwert d'Verlängerung vun dësem besteeënde Gesetz assuréiere mer, dass eis Gemengegremien och weider kënne fonctionéieren.

An ech géif deemno vun dëser Plaz aus och den Accord vu menger Fraktioun ginn a Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter Dan Biancalana.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher agedroen.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV)*.- Jo. Ech soen dem Här Dan Biancalana e grousse Merci fir déi exhaustiv Virstellung vun dem Projet de loi. Mir hu ganz gutt Erfarunge gemaach an der Vergaangenheet an dofir si mer och fir dee Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Eicher. An da wär et um honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Merci, Här President. Vu menger Säit och e grousse Merci dem Rapporter, dem Dan Biancalana. Just ee Punkt: Ech mengen, dat ass wichteg, wat e ganz zum Schluss gesot huet: dass d'Inneministesch och eng Kéier confirméiert huet - well dat, mengen ech, ass eng Fro, déi awer ganz vill Gemengeréit betrëfft -, dass de CovidCheck och fir d'Gemengeréit zielt. Dat ass dann dat Eenzegt, soen ech emol, wat nei ass an dësem Gesetz par rapport zu deene virdrun.

Fir de Rescht, mengen ech, ass et de Fonctionnement vun eise Gemengen, deen duerch déi Verlängerung hei ka regulär stattfannen. Dat ass ganz wichteg fir dee ganze Gemengesecteur. Dat gesot, ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Lamberty. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Jo. Villmools merci, Här President. Ech géif och dem Rapporter Dan Biancalana Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och ech begréissen, dass mer, well mer nach ëmmer an der Pandemie sinn, eng gewësse Flexibilitéit bäibehalen iwwert den digitale Wee. An de Moyen, fir elo iwwert de CovidCheck d'Gemengeréit kënnen ofzehalen, ass natierlech och eng positiv Affär. Duerfir ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hansen. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dem Här Dan Biancalana en häerzleche Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech mengen, dat meescht ass gesot. Heimat gi mer de Gemengeréit nach zousätzlech e puer Méint d'Méiglechkeet, fir Gemengerotssitzungen iwwer Visiokonferenz ofzehalen, wa se dat wëllen. An ech ginn domat den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Eigentlech wollt ech et vu menger Plaz aus maachen. Mee ech hunn elo hei e puer Saachen héieren, déi ech awer da wollt e bësse méi richtegstellen. An zwar geet dat ëm de CovidCheck. Nee, Här Biancalana, guer keng Suerg, Äre Rapport ass super! Ech wollt lech dofir och Merci soen.

Et ass just esou, de CovidCheck gëtt jo net mat dësem Gesetz gereegelt. Ech hat dat jo opgeworf an der Kommissioun. An dat ass net dëst Gesetz. Et war nämlech de Problem, an dat wëll ech just richtegstellen, dass am Covidgesetz de Lapsus war, dass zum Beispill Chamber a Gemengerot net richteg definéiert waren. Dat war nämlech de Problem. An doropshin hat ech jo d'Inneministesch an der Kommissioun gefrot, well no eiser Interpretatioun wär de CovidCheck och scho virdru méiglech gewiescht.

Frëndlecherweis huet d'Ministesch dann dunn dee selwechten Dag, mengen ech, oder den Dag drop, déi Propos an de Regierungsrot matgeholl. An do gesäit een, dass et eppes bréngt, wat mer an der Chamber diskutéieren. An deementspriechend ass et am neie Gesetz op Interventioun vun der Inneministesch esou ugepasst ginn, dass d'Gemengeréit elo ganz ouni Problem an ouni Diskussioun kënnen dee CovidCheck maachen. Well wat wär dat fir en Zeechen, wa mir de Leit dobaussen de CovidCheck géifen empfeelen a selwer als Gemengeréit en net kéinte maachen? Dofir sinn ech frou, dass mer an der Kommissioun eng Kéier doriwwer diskutéiert haten an dat kloergestallt ginn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert.

Une voix.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- O! Den Här Roth!

(Brouhaha)

Här Roth, wannechgelift.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, dass Dir mech haut de Moien esou erstaunt oprufft. Dir hutt gemierkt, Här President, dass d'CSV, entgéint deem, wat mer soss ëmmer gemaach hunn, bei dësem Gesetzesprojet derfir stëmmt. Den Här Eicher huet den Accord ginn.

Aus engem Grond hu mer fréier dat hei net gestëmmt: Well mer eigentlech der Meenung waren, dass een an engem Gemengerot kéint per Visio deelhuelen, wann een e gesondheetleche Problem, an dësem Fall eng Covidinfektioun, hat - well fréier ass et dat jo och net ginn. Elo wësst Der, dass niewent den Impfungen, déi awer de Gros vun de Leit, mengen ech, déi an de Gemengeréit vertruede sinn, déi kéinten hunn (veuillez lire: Elo, dat wësst Der, kéint awer de Gros vun de Leit, mengen ech, déi an de Gemengeréit vertruede sinn, d'Impfungen hunn).

Deen zweete Punkt ass deen, dass mer et richteg fannen, dass no där Diskussioun, déi mer an der Interieurskommissioun d'lescht Woch haten, d'Ministesch confirméiert huet, dass mer de CovidCheck an de Gemengeréit eigentlech d'selwecht hunn, wéi mer dat hei hunn.

Wann dat Gesetz hei a Kraaft ass, wësst Der, dass een eigentlech aus der Vakanz mat sengem Tablet nach kann eng Gemengerotssitzung matsuivéieren. Wann d'Inneministesch, wou ech dervun ausginn, dëse Gesetzesprojet via Circulaire de Gemenge matdeelt, géif ech et ubruecht fannen, och aus Respekt virun dem Amt vum Gemengeconseil, aus Respekt virun deem ieweschten Decisiounsorgan vun enger Gemeng, dass déi Recommandatioun géif gemaach ginn, dass déi Méiglechkeet, déi hei duerch d'Gesetz nach bis Enn des Joers besteet, eigentlech net aus Bequeemlechkeet soll gemaach ginn, mee just, wann et en Empêchement dûment motivé wier. Ech mengen, dat kéint een als Recommandatioun ginn. Et ass awer e bësse lächerlech, wann ee vun der Plage aus iwwer e PAG oder e PAP iwwer Visio matstëmmt.

Dat gesot, gi mer selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

An da wier et elo un der Regierung, der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Da maachen ech hei elo och esou zügeg weider an deem Rhythmus. Virun allem e grousse Merci dem Rapporter fir dee Moment de Bericht vum Projet de loi, an och alleguerten den Intervenanten. An ech fannen et ganz positiv, dass mer eis dann haut hei eens sinn an dass d'Gesetz elo unanime gestëmmt gëtt. Dat war an der Vergaangenheet jo net ëmmer de Fall. An et ass virun allem jo awer e staarkt Zeeche fir de Gemengesecteur, dass d'Gemengeréit an d'Schäfferéit weiderhi kënne fonctionéieren ënnert deenen Dispositiounen. Dofir fannen ech et gutt, dass mer eis elo hei eens sinn.

An, Här Roth, selbstverständlech maache mer eng Circulaire, esou wéi mer dat ëmmer maachen, fir d'Gemengen ze informéieren. An ech mengen, mech nach richteg drun ze erënneren, dass dee Passus och nach am Exposé des motifs steet oder am Commentaire des articles, wéini dee Moment soll op d'Visio zréckgegraff ginn. Dat funktionéiert jo ganz gutt. Ech kréien do elo keng Reklamatiounen eran. Ech sinn och sécher, dass dat wäert weider esou fonctionéieren. Dofir gi mer jo an d'Verlängerung. A wie weess, vläicht hu mer jo geschwënn den Avis vun der Tutelle administrative, vum Staatsrot, da kënne mer och do kucken, inwiefern mer vläicht déi eng oder aner Dispositioun da laangfristeg wëllen en place setzen.

Op alle Fall nach eng Kéier e grousse Merci, dass mer haut da kënnen dat zesummen esou duerchhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7835.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7835 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7835 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher) et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Dan Biancalana), Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)

Mir hunn haut eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman iwwert d'Joer 2019. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un den Här Paul Galles als Rapporter vun der Petitiounskommissioun ginn, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Här Paul Galles, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Pétitions

M. Paul Galles *(CSV), rapporteur*.- Merci villmools. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren lech also haut elo mäi Rapport zum Bericht vum Ombudsman 2019, esou wéi e gëschter vun de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Petitiounskommissioun ugeholl ginn ass.

An dat ze maachen, ass mer eng Freed an eng Éier. Et ass mer eng Éier, well et sech ëm e ganz kruziale Rapport handelt, deen d'Verhältnis tëschent den Administratiounen an de Bierger erëmspigelt an deen och an dësem Fall an an där Form, wéi d'Madamm Ombudsman e presentéiert huet, e Virbild ass un Ausféierlechkeet an Transparenz. An dat spigelt och dat exzellent Verhältnis erëm tëschent der Chamber an dem Ombudsman selwer, an ech soen dofir an eiser aller Numm e grousse Merci!

Et ass e spannenden Exercice, well et - esou wéi de Rapporter vum leschte Joer, de Marc Goergen, eng Kéier an engem perséinleche Gespréich gesot huet -, eng Rees ass duerch d'Funktionéiere vum Staat a vun de Gemengen. Et léiert ee bei esou engem Rapport ganz vill bäi. An e puer Saache wëll ech lech herno och erzielen als Beispiller aus de Kommissiounen, wat alles diskutéiert ginn ass, wat funktionéiert oder wat vläicht och net funktionéiert.

Ausserdeem ass et awer eng Rees, déi ech aus engem ganz bestëmmte Grond ganz spannend fannen: De Souverän zu Lëtzebuerg ass d'Vollek, dat sinn d'Bierger, an d'Administratioune stinn am Déngscht vun engem gudden Zesummeliewen an de Rechter vun all de Leit, och vun deenen, déi komplizéiert sinn. An dat féiert natierlech och emol zu Situatiounen, wou ee gutt novollzéie kann, dass och emol Administratiounen un hir Grenze geroden. An Dir, Här Minister Marc Hansen, hat d'lescht Joer hei an der Chambersdebatt och richteg gesot, dass d'Missioun vum Beamten „de Bierger" ass an dat, wat de Bierger eigentlech brauch a wëllt.

An dofir ass et och wichteg ze soen, dass een, nieft den Administratioune fir hir gutt Aarbecht, och de Bierger muss Merci soen dofir, dass se sech fir hir Rechter asetzen, dass se hir Rechter akloen an dass se sech bemierkbar maachen, wann eppes net esou klappt, wéi si et brauchen.

Mee et ass och richteg ze widderhuelen, dass d'Administratioune censéiert sinn, de Leit ze äntwerten, dat an engem verständnegen Delai, verständlech an zougänglech. An dass d'Bierger an d'Biergerinnen och deen néidege Respekt vis-à-vis vun de Verwaltungen an hire Beamtinnen a Beamte brauchen, well op béide Säite Mënsche sëtzen.

Dofir ass et gutt an hëllefräich, dass et déi Institutioun gëtt, d'Institutioun vum Ombudsman, vum Mediateur.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV), rapporteur*.- An ech hunn am schrëftleche Rapport an der Konklusioun Nummer 2 drop higewisen, wéi wichteg et ass, d'Roll vun der Madamm Mediateur richteg ze verstoen: nämlech Vermëttlerin ze sinn tëschent zwou Säiten, wou si keen A priori huet, weeder fir déi eng nach fir déi aner. Mee si steet am Déngscht vum respektvollen a mënschlechen Ëmgang engersäits an natierlech am Respekt vun de Prozeduren, de Gesetzer an de Rechter anerersäits. A si ass kengem säi Feind, mee eng Bréckebauerin. An dofir gëtt et esou eppes wéi e Mediateur. Dat ass heiansdo ustrengend fir si selwer oder fir déi Betraffen, mee ech denken, dass mer eis alleguerten hei am héijen Haus eens sinn, dass d'Institutioun vum Ombudsman en onersetzlechen Deel vun enger moderner Demokratie ass.

Et ass mer aus all deene Grënn eng Éier, dëse Rapport dierfen ze maachen. Et ass mer och eng Freed, well et trotzdeem mol eng Kéier eppes Besonnesches ass, dierfe Rapporter ze sinn, an et kéint ee sech jo bal dru gewinnen. Dofir erlaabt mer, lech elo matzehuelen op eng kleng Rees duerch de Rapport 2019 vum Ombudsman.

En ass gekennzeechent duerch zwou Besonneschheeten. Déi éischt ass, dass de Rapport ënnert de Konditioune vun der Pandemie entstanen ass. An déi zweet ass, dass de Rapport 2019 doduerch natierlech Retard krut an zimmlech séier duerno schonn de Rapport 2020 presentéiert gouf. Et ass also e Rapport, deen inhaltlech nach näischt mat der Pandemie ze dinn huet, mee vum Entstoen hier

awer ferm drënner gelidden huet. A well de Rapport 2020 esou séier duerno koum, huet sech schonn eng Konklusioun erfëllt, déi mir als Propos wärend der Aarbecht um Rapport wichteg gi war, nämlech eng systematesch Oplëschtung vun all de Recommandatioune vum Ombudsman. Am Rapport 2020 steet se schonn dran, ouni dass dat iwwerhaapt op meng Initiativ zréckgeet. An ech fannen dat ganz hëllefräich, dass dat schonn esou ass.

A well déi zwee Rapporten 2019 an 2020 esou no beieneeleien, wäert et sécher fir d'Rapportrice oder de Rapporter an der Chamber vum nächste Joer, fir 2020, spannend sinn ze gesinn, wéi de Verglach mat der Situatioun virun der Kris ass: ob sech d'Responsabilitéit vun den Administratioune bewäert huet, ob sech duerch d'Kris vläicht souguer Saachen automatesch verbessert hunn oder ob nach aner Schwaachpunkten oppegeluecht goufen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat ass dann elo alles geschitt - éier mer dann elo haut hei an der Chamber de Rapport vum Ombudsman diskutéieren? Den 19. Abrëll 2021 huet d'Madamm Monti hire Rapport hei an der Chamber virgestallt. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, hir e ganz grousse Merci ze soen, och an eebe grad ënnert deene schwierege Bedéngungen, ënnert deenen dëse Rapport entstanen ass.

Duerno huet en Tour duerch déi verschidde Kommissiounen ugefaangen. An ech wëll de Presidentinnen a Presidente vun deenen eenzelne Kommissioune Merci soe fir hiren Accueil a fir d'Geleeënheet, déi entspriechend Deeler vum Rapport ze diskutéieren. An dozou elo gläich nach méi.

An ech wollt och ganz besonnesch dem Joé Spier e ganz grousse Merci soen, deen net nëmmen déi eenzel Rapporte gesammelt a mer beim Entstoe vun dësem Rapport, dem schréftleche Rapport, gehollef huet, mee och dofir, dass hie mat alle Presidentinnen a Presidente vun den eenzelne Kommissiounen ausgemaach hat, dass ech ëmmer géif automatesch matinvitéiert ginn, well soss d'Gefor grouss wär, mol eng Kéier en Termin ze verpassen.

Zéng Kommissiounen hunn e schréftlechen Avis formuléiert, fënnef aner Kommissiounen hu festgestallt, dass se am Rapport vun der Mediatrice net concernéiert sinn. Am schréftleche Rapport fannt Der néng vun deenen zéng schréftlechen Avisen. An dofir gëtt et e ganz gudde Grond: Deen zéngten ass nämlech dee vun der aussepolitescher Kommissioun, déi eréischt dëse Méindeg getaagt huet. An ech wëll dem Yves Cruchten och Merci soen, dass dat nach méiglech war esou kuerz virun der Debatt an der Chamber, well mer wéinst engem technesche Problem a Verzuch komm waren an immens gestruewelt hunn, fir iwwerhaapt nach en Termin ze fannen.

Ech hat mer awer och Zäit geholl, fir eng Kéier zesumme mat eisem Mataarbechter, dem Maxime Bernard, deem ech och villmools Merci soe wëll fir seng Hëllef, eng perséinlech Visitt beim Ombudsman ze maachen. An ech wëll och der Ekipp Merci soe fir dee waarmen Empfang deemools deen Dag, wou mer bei hinne waren. An iwwregens, dat just tëschent Klammeren, mir kruten och Kuch, an dat, well mer deen Termin gutt gewielt haten: Et war nämlech den Dag nom ronne Gebuertsdag vun der Madamm Ombudsman.

Plusieurs voix.- A!

M. Paul Galles *(CSV), rapporteur.*- Heiansdo muss ee seng Datumer gutt wielen!

M. André Bauler *(DP).*- Dat ass richteg.

M. Paul Galles *(CSV), rapporteur.*- Ech wëll och de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Petitiounskommissioun an hirer Presidentin, dem Nancy Kemp-Arendt, villmools Merci soen, dass si gëschter Moien de Rapport ugeholl hunn, esou wéi mir en haut hei kënnen diskutéieren.

Wat ass wichteg an dësem Rapport 2019 vum Ombudsman? Nieft der genauer Definitioun vun der Roll vum Ombudsman als Mediateur, deen ouni A priori vermëttelt - eng Definitioun, op déi ech elo am Ufank schonn agaange sinn -, stiechen d'Zuelen dëst Joer ganz besonnesch an d'A, wéi ech fannen a wéi ech se an de Konklusioune vum schréftleche Rapport probéiert hunn ze verschaffen.

2019 gouf et en Total vun 975 Reklamatiounen am Verglach zu 957 am Joer 2018 an 1.149 am Joer 2017. D'Petitiounskommissioun géif sech nach eng Kéier iwwer eng statistesch Oplëschtung vun deenen Donnéeën iwwert d'Joren an iwwert de Verlaf vun de Jore ganz vill freeën, fir och esou besser kënne Vergläicher ze zéien a vläicht och bei den Interpretatiounen eng Interpretatiounshëllef ze hunn.

Déi Ministèren, déi am meeschte betraff sinn, bleiwen déi selwecht. Et sinn déi, déi mat vitale Froe vun de Mënschen ze dinn hunn an déi dofir mat Froe befaasst ginn, bei deenen d'Leit e vitalen Interessi drun hunn, dass se hëllefräich Äntwerte kréien. Spëtzereider ass dëst Joer de Ministère de la Sécurité sociale mat 207 Fäll, dann de Ministère des Affaires étrangères mat 182 Reklamatiounen, do hannendrun de Ministère des Finances mat 105 Fäll an dann de Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région mat 85 Reklamatiounen.

Véier Ministèrë krute guer keng Reklamatiounen: de Ministère d'État, de Ministère de la Digitalisation, de Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes an de Ministère des Sports.

An da soll awer och gesot sinn, dass elo siwe Ministèren en Taux de correction vun 100 % hu géintiwwer zwee am Joer 2017 a véier am Joer 2018.

Wat bei den Zuelen awer am meeschten opfält, ass déi immens positiv Evolutioun vum Taux de correction. Am Generellen ass e geklomme vu 74,3 % am Joer 2018 op 87,3 % am Joer 2019. Dat ass dann am Spezielle wouer souwuel fir de Gemengeberäich wéi och fir de Beräich vum Staat. Bei de Gemengen ass den Taux vun 71,4 % op 91,7 % eropgaangen, beim Staat vu 74,8 % op 87,2 %. Also eng ganz positiv Entwécklung, déi souwuel dee gudden Asaz vum Ombudsman erëmspigelt wéi och déi vill gutt Aarbecht vun eisen Administratiounen, souwuel op Gemengenniveau wéi och op staatlechem Niveau.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll lech elo e puer Beispiller aus de Kommissioune ginn, well déi Diskussiounen an de Kommissioune waren insgesamt ganz interessant. Am schréftleche Rapport fannt Der dat, wat insgesamt do diskutéiert ginn ass. Hei am mëndleche wëll ech der just e puer erausgräifen, fir lech ze illustréieren, wat mer diskutéiert hunn oder wat mer esou gewuer gi sinn.

Der innepolitescher Kommissioun war et wichteg ze betounen, dass de Kontakt tëscht de Gemengen an dem Ombudsman zwar ganz gutt ass, mee dass een och e gewëssene Formalismus muss anhalen. Dat heescht, dass, wann et ëm déi grouss Verantwortung geet, och déi Leit direkt solle matenee schwätzen, déi déi grouss Verantwortung hunn.

Vun der aussepolitescher Kommissioun wëll ech hei virun allem mëndlech berichten, well se eeben am schréftleche Rapport net enthalen ass. An et gëtt awer säit gëschter och e Procès-verbal vun där Reunioun, deen ee kann akucken.

Mir goufe gewuer, wéi de Ministère mat deenen Dossiere vun Demandes de protection internationale ëmgeet, bei deenen een net genau weess, ob all d'Informatioune kohärent sinn oder ob sech net vläicht souguer d'Informatioune géigesäiteg widderspriechen. Hire Prinzip ass: Léiwer eng gutt Auditioun wéi en Dossier, an deem ee sech ganz vill Froe muss stelle wéinst den Dokumenter. Déi ginn zum Deel kontrolléiert vun der Police um Findel. De Ministère schafft och ganz vill mat internationale Rapporten, mat „guidance notes", wéi zum Beispill am Hierscht eng zum Afghanistan erauskënnt, wat jo ee Land ass, an deem ee gutt ënnerscheede muss no Géigenden an no Ëmstänn. Ausserdeem gëtt et eng Zesummenaarbecht mat den aneren État-membren. Wann et ëm den Detail geet, kënnt et dann zu enger Auditioun, an déi soll am beschte Fall natierlech ouni A priori stattfannen.

Et bleift awer drop hinzeweisen, dass grad eng Auditioun eng immens kriddeleg Situatioun ka sinn, wou et ganz wichteg ass, dass déi Leit, déi do involvéiert sinn, gutt forméiert sinn, fir deen doten Net-A-priori och anzehalen.

Mir kruten ausserdeem erkläert, dass et wichteg ass, d'Demandeurs de protection internationale drun ze erënneren, dass se eventuell Dokumenter fir de Wonsch vun engem Regroupement familial scho solle wärend der Prozedur ufänke virzebereeden. De Ministère ass, wann et ëm d'Delaie geet, mat enger gewëssener Souplesse prinzipiell averstanen, mee eng gewësse Preuve muss awer am Delai schonn ofgeliwwert ginn. Wéi gesot, den Detail heizou an och nach alles aneres ass am Procèsverbal vun der aussepolitescher Kommissioun vu virgëschter.

D'Ekonomieskommissioun stellt fest, dass - an do ass et ëm déi verschidden Affiliatiounen zu de Kummere gaangen - de Landwirtschaftsministère d'Gesetzestexter iwwerschafft, fir dass eng duebel Affiliatioun bei Kummeren net méi méiglech ass, wa si matbetraff sinn.

An der Educatiounskommissioun hu mer mat Satisfaktioun festgestallt, dass de Ministère op dem Ombudsman seng Interventioun hi seng Revokatioun annuléiert huet vu finanziellen Hëllefen, déi duerch en informatesche Bug fälschlecherweis ausbezuelt gi waren.

Den Ëmweltministère huet sech dem Kommentar vum Ombudsman ausgesat gesinn, dass en net ëmmer mat der „diligence voulue" géif äntwerten, an huet dorop domat geäntwert, dass en eng Referenzpersoun designéiert huet.

Aus der Familljekommissioun wëll ech dee Punkt erausgräifen, dass et a Bezuch op de Fonds national de solidarité an op d'Allocation de vie chère ubruecht ass, éischter mat Recommandé ze äntwerte wéi mat engem einfache Bréif.

An der Mobilitéitskommissioun hu mer d'Fro vun de Cartes de stationnement fir Leit mat Handicap diskutéiert. De legislative Prozess, fir en neie Modell an och nei Kaarten ze erschaffen, leeft an et gëtt op den Avis vum Staatsrot gewaart.

Aus dëser Sëtzung kann awer och zréckbehale ginn, dass am Kader vum Tramschantier 47 Demandes d'indemnisation erakoumen, dat op ronn 80 bis 90 betraffe Commercen. 21 waren der irrecevabel oder goufen ofgeleent, well se net um Tracé leien, 12 Dossiere kruten eng Indemnisatioun a 14 ginn der am Moment nach behandelt.

An der Finanzkommissioun hate mer am Fall vun enger „remise gracieuse partielle" no enger ganz strenger Ausleeung vun enger Situatioun e Beispill fir eng vun de Konklusiounen aus mengem schréftleche Rapport, nämlech, dass et wënschenswäert wär, dass d'Méiglechkeet vum Recours gracieux vill méi proaktiv géif bekannt gemaach ginn.

D'Logementskommissioun ass zum Beispill gewuer ginn, dass d'Subvention de loyer trotzdeem fléisse kann, wann déi zwou Persounen net mateneen ënnerschriwwen hunn, wann dës zwou Persounen dûment motivéiere kënnen, dass et hinnen onméiglech ass, zesummen ze ënnerschreiwen, oder wann zum Beispill eng Scheedungsprozedur entaméiert ass.

An der Aarbechtskommissioun ass beim Volet Sécurité sociale ënner anerem d'Suggestioun vum Mediateur diskutéiert ginn, dass d'CNS d'office den Assuréen eng Rei Informatioune schécke soll, fir se besser ze sensibiliséieren iwwert déi verschidden administrativ Demarchen, déi musse respektéiert ginn. An dës Suggestioun gëtt an engem internen Aarbechtsgrupp vun der CNS diskutéiert.

Eng änlech Demande ass och un d'CNAP, d'Pensiounskeess, geriicht ginn. An heiansdo, dat si mer och hei an der Kommissioun du gewuer ginn, gëtt et och Fäll, wou am Moment de Ministère net kann zréckgoen, zum Beispill an engem Fall vun de Babyjoren.

A beim Volet Travail et emploi hate mer ënner anerem d'Diskussioun iwwert déi Grënn, déi d'Beneficiairë vun enger Indemnité de chômage uginn, wa se sech als net disponibel fir den Aarbechtsmarché uginn. D'ADEM behandelt, esou krute mer versécher, esou Fäll mat „bon sens", souwäit dat jo och méiglech ass.

An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kommissioune vun der Santé a vum Sport, der Fonction publique, der Agrikultur, der Digitalisatioun an der bannenzeger Sécherheet hunn de Rapport vum Ombudsman op den Ordre du jour gesat a festgestallt, dass se net saiséiert si vun engem vun de genannten Dossieren.

Erlaabt mer dofir, ofschléissend zu mengem mëndleche Rapport nach kuerz op déi Konklusiounen anzegoen, déi ech nach net en cours de route elo genannt hunn. De Merci, d'Roll vum Ombudsman an d'Zuelen ënnert deene verschiddene Bléckwénkelen hunn ech elo scho genannt. Et bleiwen dofir nach follgend dräi Konklusiounen, déi ech kuerz erkläre wëll:

Déi éischt ass, dass d'Petitiounskommissioun feststellt, dass den Ombudsman op déi eventuell Iddi verzicht huet, fir déi Gemengen explizitt mat Numm ze nennen, mat deenen d'Institutioun vum Mediateur méi Schwieregkeeten huet.

Déi zweet verbleiwend Konklusioun bezitt sech op d'Recommandatioun 51 vum Ombudsman betreffend eng méiglech Zoustännegkeet och am Beräich vun de Privatträger mat enger ëffentlecher Missioun, wéi zum Beispill Alters- a Fleegeheimer, mee natierlech och nach ganz vill aner Strukturen.

An eiser Diskussioun vum leschte Joer hei an der Chamber hu mer alleguerten zesummen ënnerstëtzt, dass déi zoustänneg Chamberskommissioun dëst Theema op de Leescht soll huelen. An ech hu mer verséchere gelooss, dass d'Institutiounskommissioun sech dorëms këmmert. De Rapport ënnerstëtzt dofir all Beméiung an déi Richtung, well et ass gutt, dass mer do iergendwann eng Kéier zu Potte kommen.

An déi drëtt Konklusioun, déi nach bleift, bezitt sech op d'Nennung vun der Méiglechkeet vum Recours gracieux - an elo just hat ech e klengt Beispill scho ginn - beim Ombudsman, nieft alle juristesche Mëttelen, déi eng Biergerin oder e Bierger huet. Et gëtt Administratiounen, déi dat scho maachen, déi déi Méiglechkeet schonn explizitt nennen, an de schréftleche Rapport ënnerstëtzt och all Verstäerkung vun de Beméiungen an déi Richtung.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann Der erlaabt, da géif ech zum Schluss nach e puer Wuert am Numm vun eiser Fraktioun uschléissen, zemol ech jo souwisou, mengen ech, deen nächsten um Pult wär. Ech kann awer och eng Kéier kuerz erausgoe bei de Comptoir an erëm erakommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, fuert roueg weider, Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Et ass gutt. Ech hätt lech och e Kaffi matbruecht.

Ech wëll der Madamm Ombudsman an hirer Ekipp och am Numm vun eiser CSV-Fraktioun villmools Merci soen. Et gëtt sécherlech nach eng Rei aner Punkten, déi géifen hëllefen, d'Roll vum Ombudsman nach méi zilgeriicht ze definéieren, zum Beispill eng Vernetzung mat deene villen anere Mediateuren op deene villen anere verschiddenen Niveauen. A souguer gëschter an der Chamber hate mer nach eng Diskussioun iwwer eng nei Form vu Mediatioun/Mediateur. Besonnesch wëll ech awer och déi gutt Zesummenaarbecht betoune vum Ombudsman mam OKaJu.

Wat och nach kéint hëllefen, fir dem Ombudsman seng Missioun méi zilgeriicht ze realiséieren, ass, dass méi zalräich Invitatiounen an d'Chamberskommissiounen un den Ombudsman ausgeschwat ginn, wann et ëm Theeme geet, zu deenen den Ombudsman sech autosaiséiert huet, well déi Bäiträg heiansdo wierklech ganz, ganz wichteg an interessant sinn.

Aner Proposen, wéi zum Beispill déi Propos vun de Referenzpersounen an den Administratiounen, hate mer schonn hei bei der Presentatioun vum Rapport 2020 gemaach. An ech wëll mech haut de Moien einfach just op déi doten dräi kleng Punkten nach beschränken.

An deem Sënn wëll ech och am Numm vun eiser CSV-Fraktioun dem Ombudsman villmools Merci soen. An lech alleguerten e ganz häerzleche Merci fir d'Nolauschtere bei dësem Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Paul Galles.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. D'Geschicht vum Ombudsman ass eng ganz laang. Schonn 1809 gouf déi Institutioun a Schwede geschaaft. Hei zu Lëtzebuerg war 1976 déi éischt Initiativ, fir esou e Posten ze kreéieren, mee dat war awer deemools echouéiert.

Du koum d'Gesetz vun 2003. Ech ka mech awer nach gutt erënneren, wéi mer doriwwer diskutéiert hunn: Do war awer net op alle Bänken déi ganz grouss Euphorie! Ech ginn och ganz gären zou, datt och déi eng oder aner Stëmm a menger Partei e bësse méi retizent war. Besonnesch aus dem Staatsbeamtemilieu war och net onbedéngt ëmmer nëmme Positives ze héieren. Mee ech mengen, haut si mer eis alleguer eens: Déi Institutioun huet eng ganz wichteg Roll ze spillen an enger Demokratie a mir si frou, datt et déi haut gëtt! Well et däerf een net vergiessen, datt virun allem alles vill méi komplex ginn ass. Souguer mir als Politiker hunn heiansdo Schwieregkeeten, den Duerchbléck bei deene sëllege Gesetzer ze hunn. Wéi soll de Bierger dobausse mat all deene Verwaltungsreegelen an administrativen Aarbechten eens ginn? Dowéinst, wéi gesot, ass déi Fonctioun hei ouni Zweifel ze begréissen.

An datt mer elo eréischt iwwert de Rapport vun 2019 diskutéieren, huet seng Ursaachen an ech mengen, dat ass och nozevollzéien. 2019 waren et, wéi gesot, bal 1.000 Leit, déi sech un d'Madamm Monti gewannt hunn. Och dat erëm eng Kéier e gudde Beweis dofir, wéi wichteg u sech déi Institutioun hei ass.

Mee natierlech gëtt et och ëmmer, nieft deene ganz positiven Entwécklungen, awer och eng Rei e bësse méi negativ Entwécklungen. An ech wëll och hei d'Madamm Monti zitéieren aus hirem Rapport, wou se ënner anerem schreift: « Dans le même sens, je me vois encore trop souvent confrontée à des décisions administratives frôlant les limites de l'arbitraire prises en dehors ou au-delà de tout cadre légal, de même qu'au silence, au refus de répondre ou aux réponses lacunaires de certaines administrations, établissements publics ou communes. »

Dat sinn natierlech relativ kritesch Bemierkungen, déi mir als Politiker och musse ganz eescht huelen. An ech mengen, et muss ee ganz éierlech sinn: Och deen een oder deen anere vun eis huet scho vläicht emol déi eng oder déi aner Erfarung gemaach mat enger Verwaltung, déi net onbedéngt a senger Memoire am Gudden hafte bleift. Ech wëll awer direkt hei ënnersträichen: Mir sollen op kee Fall awer elo mengen, dat wär e bëssen esou eppes Generelles. Neen. Mir sollen houfreg sinn hei zu Lëtzebuerg, datt mer e gutt fonctionéierende Staat hunn, datt mer gutt Gemengen hunn. An datt et emol déi eng oder déi aner Saache gëtt, déi net esou richteg iwwert d'Bün ginn, ech mengen, dat ass net méi wéi normal. An et ass och gutt, datt aus deem Rapport hei erausgeet, datt d'Dialogbereetschaft steigt dobausse bei deenen direkt Concernéierten, an dat kann een och nëmmen ënnersträichen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll a menger Interventioun op e puer Remarken agoen. Ech mengen, et ass kee Wonner, an de Rapporter, de Paul Galles, deem ech villmools Merci soe fir säin ausféierlechen, gudde schréftlechen an och mëndleche Rapport, huet dat schonn ënnerstrach

hei, datt natierlech déi meescht Reklamatiounen sech ëmmer iergendwéi um sozialen Niveau erëmfannen. Dat gëtt och e bëssen e gutt Spigelbild vun eiser Gesellschaft erëm, wat och nozevollzéien ass, well et eeben och grad an deem Beräich ganz vill komplex Entwécklunge gëtt.

Ech wëll awer fir d'éischt kuerz op d'Gemengen agoen an do zréckkommen op dat, wat mäi Fraktiounskolleeg a Bartrenger Buergermeeschter, de Frank Colabianchi, a senger exzellenter Ried vum leschte Joer hei gesot huet, deen och schonn deemools bemängelt hat, datt et awer och nach ëmmer Gemenge gëtt, déi mengen, déi Institutioun do wär net esou ganz seriö ze huelen, an déi och mengen, si missten net ëmmer eng Äntwert op eng Ufro ginn. An d'lescht Joer hat de Frank Colabianchi gesot: „Wann eppes onkloer ass, da muss dat geklärt ginn. Wann eppes falsch ass, da muss dat revidéiert ginn." An en huet och mat Sécherheet haut nach Recht domat, wéi en och d'lescht Joer Recht hat.

D'Madamm Monti huet virun allem eng Reaktioun vun engem Buergermeeschter duergestallt. Ech hoffen, datt dat awer en Eenzelfall war, well déi, dat kann ee ganz riichteraus soen, war respektlos vis-à-vis vun der Madamm Ombudsman, oder dem Ombudsman. An dat kann net sinn! An ech mengen, och duerfir sollt den Appell hei och un d'Gemenge goen, datt d'Gemengen, wa se saiséiert gi vun där Institutioun, wannechgelift awer och deementspriechend anstänneg ze reagéieren hunn! Den Taux de correction, wéi gesot, läit bei de Gemenge bei 91,7 %.

Net verwonnerlech ass zum Beispill, datt och um Niveau vun de Gemenge Reklamatioune kommen, wat d'Rechnung vum Waasser ubelaangt. Ech wëll awer drop hiweisen, datt mer riskéieren, och elo nach méi Reklamatiounen ze kréien, zum Beispill um Niveau vum Offall. Ech erkläre mech: Ma et sinn eng Rei Gemengen, déi elo och derzou iwwergaange sinn, fir den Offall, an ech schwätze virun allem vum Sperrmüll, och ze weien. An déi Gemengen, déi dat vläicht rezent gemaach hunn - an ech kann och do aus Erfarung schwätzen -, déi wëssen, datt do direkt ganz vill Reklamatioune kommen. An do sëtzen d'Gemengen e bëssen zwëschen zwee Still, well ausser zwou, dräi gréissere Gemengen hunn déi meescht Gemenge jo e Prestataire de service vu baussen, an dann ass et schwiereg: Wien ass elo responsabel, wann eng Facture ugefecht gëtt? Ass et de Prestataire de service, dee falsch gewien huet, oder ass et d'Gemeng, déi u sech d'Facture ausgestallt huet? Soudatt ee sech do muss drop astellen, datt an Zukunft leider do nach eng Rei méi Problemer wäerte kommen.

D'Madamm Monti schwätzt dann awer och dervun, datt eenzel Gemengen e gewëssenen Dépassement du cadre légal maachen. Do kann ee sech natierlech och d'Fro stellen: Sinn d'Gemenge juristesch genuch outilléiert an encadréiert? Well si mussen och oft schnell Decisiounen huelen. An do bleiwen ech perséinlech der Meenung, datt mer eeschthaft mussen driwwer nodenken, ob net d'Karriär vum Sekretär muss eng Karriär A1 ginn, datt dat soll e Jurist an Zukunft sinn, wat a gréissere Gemengen eng Selbstverständlechkeet ass.

Ech wëll awer och soen, datt schonn eenzel Gemengen op de Wee gaange sinn, fir e Jurist anzestellen. Mee och dat ass net esou einfach. Mee et ass awer wichteg, datt d'Gemenge juristesch an Zukunft nach besser encadréiert wäerte ginn.

Datt elo keng Nimm vun de Gemengen hei opgezielt ginn, huet gréisstendeels Virdeeler. Ech verstinn dat awer, wann natierlech een elo hei géif un de Pilori gestallt ginn, oder un de Pranger géif gestallt ginn, datt dat net onbedéngt flott fir déi Gemeng wär.

Déi meeschte Fäll, wéi scho gesot, komme vun der Sécurité sociale. Och do, wéi iwwerall, geschéien natierlech Feeler. Wann eng Verwaltung e Feeler mécht, mengen ech, da soll se och derzou stoen. Ech wëll do nach eng Kéier kuerz op d'Gemengen zréckkommen, oder och insgesamt: Et kënnt jo reegelméisseg vir, datt leider Salairen zum Beispill falsch berechent ginn, datt iwwer Joren e falsche Salaire ausbezuelt gëtt, datt iwwer Joren eng Persoun vläicht ze vill en héije Montant kritt an dann op eemol fält dat op. An da kënnt déi ganz grouss Diskussioun: Huet een d'Recht, déi Differenz zréckzefroen oder net?

Et war jo och um Niveau vun der Educatioun zu Problemer komm, dat war bedéngt duerch e Computerfeeler, wou 151 Studenten ze vill vum CEDIES ausbezuelt kruten. Dat huet natierlech ganz seriö Problemer fir déi Leit mat sech bruecht, wat jo och verständlech ass. Ech mengen, déi hunn eng gewësse Planung gehat, an déi hunn déi Planung cibléiert op déi Montanten, déi se sech konnten erwaarden duerch d'Subventioun vum Staat. Do ass dann no engem gewëssenen Hin an Hier an och no engem Urteel an och no der Interventioun vun der Madamm Monti awer - wéi soll ech soen? - e salomonescht Urteel geholl ginn, an dat am Interêt vun de Betraffenen. An och hei, wéi gesot, muss awer eng gewësse Feinfülegkeet matspillen, an dat soll eng allgemeng Ausso sinn, woubäi natierlech d'Gesetzer ëmmer musse priméieren.

Ech mengen, wat de Paul Galles och schonn hei gesot huet, datt och um Niveau vum Ausseministère reegelméisseg natierlech Reklamatioune kommen, och dat ass eng normal Entwécklung. Mir sinn nach wie vor e Land, wou natierlech ganz vill Leit eng Demande maachen, fir sech kënnen hei nidderzeloossen. Am Juni hate mer net manner wéi 110 Leit, déi eng Demande op Asyl gemaach hunn. An hei geet et, wéi gesot, bei deene Reklamatiounen haaptsächlech ëm de Regroupement familial, d'Protection internationale an Autorisations de séjour.

Natierlech spille sech do heiansdo souguer ganz dramatesch Fäll of, mee am Endeffekt muss natierlech awer och d'Gesetz hei priméieren. A mir krute jo och do Explikatiounen de leschte Méindeg an der aussepolitescher Kommissioun vun deenen zoustännege Beamten, datt déi dat wierklech mat där richteger Astellung alles versichen ze reegelen. Natierlech entstinn och do gewëssen Interpretatiounsdivergenzen.

Net verwonnerlech ass, datt och um Niveau vun dem Ëmweltschutz eng gewësse steigend Tendenz ze erkennen ass, wat d'Reklamatiounen ubelaangt. Beim Ëmweltschutz, dee sech e bëssen esou an engem Spannungsfeld beweegt zwëschen engersäits de gesetzlechen Obligatiounen an anerersäits der realistescher Aschätzung, ass et dann natierlech net ëmmer esou evident, datt do mussen déi richteg Decisioune geholl ginn.

Opgefall ass mer zum Beispill eng Propos vum Fonds national de solidarité, dee gesot huet: „Majo kommt, mir maachen awer gewësse Courrieren iwwer Recommandé!" Ech fannen dat och richteg, wann et sech wierklech ëm e ganz weesentlechen Inhalt vun engem Bréif handelt. Dat soll net nëmme fir de Fonds national de solidarité gëllen, mee dat soll eng allgemeng Approche sinn, well mer wëssen, datt mer haut an enger schnellliewеger Zäit liewen, wou zwar alles iwwer Maile leeft an hei an do, mee am Endeffekt ass dat, wat nach vläicht méi e Beweis herno duerstellt, awer dat Schréftlecht. A wann, wéi gesot, et sech do awer ëm e gréissere wichtegen Inhalt handelt, da sinn ech der Meenung, da soll een och net zécken, fir dat an Zukunft och dee Moment iwwer Recommandé ze maachen.

Et sinn eng Rei Reklamatiounen och komm, wou natierlech ganz perséinlech Schicksaler dermat betraff sinn, sief dat zum Beispill, wat de Chômage ubelaangt, sief dat, datt een deen eeben net méi accordéiert kritt - well een eeben och do zwou verschidde Situatiounen erlieft huet. Dat ass natierlech net esou einfach. Dat selwecht gëllt fir de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, deen eng aner Positioun anhëlt wéi de Kontrolldokter. Ech weess, dat si sou Eenzelfäll. Mee déi Eenzelfäll mussen eis awer och selbstverständlech ganz staark interesséieren.

Ee Punkt, dat ass zwar och e bëssen en Detail, mee dat ass d'Cotisatioun vun de Beruffschamberen. Dorop hu mir als DP scho méi oft higewisen, datt een do, deemno wéi, muss zwou Cotisatioune bezuelen. An do ass jo och eng Ännerung an Aussiicht gestallt ginn, datt dat an Zukunft net méi wäert de Fall sinn.

Et sinn eng Rei Konklusiounen natierlech aus deem Rapport hei ze zéien, engersäits wat d'Kommunikatioun ubelaangt: Selbstverständlech, déi ass ëmmer nach ze verbesseren. Ech mengen, e Gespréich, eleng en einfacht Gespréich zwëschen enger Verwaltung an der Ombuds... - ech hunn ëmmer d'Tendenz, „Ombudsfra" ze soen, mee et muss ee jo „Ombudsman" soen - ka ganz villes bewierken.

À propos Kommunikatioun: Do ass jo schonn - an dat ass och keng nei Diskussioun - e puermol gefuerdert ginn, mir sollen d'Sprooch vereinfachen. Dat ass eng Fuerderung, déi mat Sécherheet nozevollzéien ass. Et däerf een net vergiessen, d'Sprooch ass extreem komplex ginn, si ass technesch ginn, soudatt mir schonn heiansdo Schwieregkeeten hunn duerchzeblécken, déi mer all Dag mat Gesetzer, mat Reglementer ze dinn hunn. Wou soll effektiv de Bierger heiansdo alles verstoen?

Ech wëll awer och soen, d'Sprooch vereinfachen heescht awer elo net, d'Sprooch esou schreiwen, wéi ee sech dat esou einfach virstellt. Ech mengen, d'Sprooch soll awer och nach ëmmer gefleegt ginn. Einfach Sprooch heescht mol virun allem, Terme gebrauchen, déi am Duerchschnëtt jiddweree ka verstoen. A wéi komplizéiert dat heiansdo ass, dat weist och e gutt Beispill, wat d'Madamm Monti hei opgezielt huet, dat ass d'Unerkenne vun den Diplomer. Si schreift, datt si souguer als Jurist Schwieregkeeten hätt, dee Jargon ze duerchkucken an ze verstoen. Dat seet jo awer genuch aus.

Mee à propos Äntwerten, nach eng Kéier, ech wëll hei ganz kloer ënnersträichen: Et ass inakzeptabel, wierklech inakzeptabel, an dat mécht ee rosen, wann et nach ëmmer Eenzelner gëtt, déi mengen, wann e Bierger sech d'Méi gëtt, e Bréif ze schreiwen, egal wéi schlecht de Bréif ass, déi dann der Meenung sinn: Mir brauchen net ze äntweren! Dat ass inakzeptabel! Dat soen ech ganz éierlech. An do musse warscheinlech och an Zukunft déi, déi sech dat doten erlaben, vill méi streng op d'Fangere geklappt kréien. Allerdéngs wëll ech och elo hei guer net falsch verstane ginn, op kee Fall pauschaliséieren. Dat do sinn Eenzelfäll. Mee et däerf keen Eenzelfall an deem Sënn ginn.

Dann ass nach déi Recommandatioun 51, déi mer och schonn hei diskutéiert hunn, wou et drëms geet, datt privat Etablissementer, déi awer eng Missioun hu vun ëffentlechem Charakter, och kënnen am Fong geholl ënnert d'Kompetenz vum Ombudsman falen. Jo, ech mengen, déi Diskussioun muss gefouert ginn. Aus wéi engem Grond? Ma aus deem ganz einfache Grond, well déi Leit touchéiere jo awer, déi Etablissementer touchéieren ëffentlech Subventiounen. A spéitstens wann de Staat Servicer ënnerstëtzt, dann, mengen ech, huet en och e gewëssenen Droit de regard. Da muss en och kënne matschwätzen.

Jiddefalls, wa mer insgesamt elo d'Entwécklung hei kucken, dann ass de Barometer, kann ee soen, deen d'Madamm Monti duerch hire Rapport opgestallt huet, ganz wichteg. An dee wäert och fir d'Zukunft eng gewëssen Tendenz erkenne loossen. Eng Tendenz: Wou leien d'Problemer an eiser Gesellschaft? Wou muss de Bierger gehollef kréien? An de Rapport vun 2020, wou ech awer der Meenung sinn, mir sollten dee ganz séier och hei diskutéieren, spéitstens am Hierscht, wann dat méiglech ass, well mer soss awer e bëssen e Retard kréien a fir dass mer och méi an der Aktualitéit sinn, dee wäert - ech sinn éierlech, ech hunn en elo nach net am Detail gekuckt -, mee dee wäert natierlech och de Volet Pandemie nach vill méi mat berücksichtegen. An doweinst ass et och gutt, wa mer deen, wéi gesot, schnellstméiglech och kënnen hei analyséieren.

Jiddefalls, ënnert dem Strëch wëll ech hei der Madamm Monti an hirer ganzer Ekipp e ganz, ganz grousse Merci ausspriechen. Ech mengen, d'Demokratesch Partei ass haut houfreg, datt et déi Institutioun gëtt. Mir erkennen, kann ee bal soen, vun Dag zu Dag ëmmer méi, datt et wichteg ass, déi Institutioun ze hunn. Si ass am Déngscht vum Bierger. A wat ass méi flott an enger Demokratie, wéi wann een zefridde Bierger huet a Bierger, déi d'Gefill hunn, se géife vun der Politik ënnerstëtzt ginn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer virun engem Joer iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman - an eisem Fall jo eng Ombudsfra - fir d'Joer 2018 geschwat hunn, dunn huet meng Kolleegin, d'Simone Asselborn-Bintz, en Akzent op eis Gemengen an ëffentlech Verwaltunge geluecht. Si ass an deem Kontext op en entspriechende Courrier vum Ombudsman agaangen, deen deemools zimmlech kritesch war. D'Situatioun war fir de Mediateur net zefriddestellend a si war et och net fir eis. Et goung rieds vu verspéite Reaktiounen, vun ze vill defensiven oder onkonstruktiven Äntwerten oder vum Ausbleiwe vun Äntwerten iwwerhaapt.

Dee berüümten Taux de correction, deen eis als Moossgrondlag déngt, louch bei de Gemengen deemools bei 71,4 %. En Taux, mat deem ee sech net zefridde konnt ginn! Dofir war et fir eis natierlech interessant, fir d'Fro an de Raum ze stellen, wéi sech déi Situatioun fir d'Joer 2019 presentéiert huet an ob sech eppes an där Hisiicht verbessert huet.

Dir wësst et scho vu menge Virriedner, op déi Fro kënne mir haut am Réckbléck op d'Joer 2019 mat engem groussen a klore „Jo!" äntweren. Eis Gemengen hunn eng exzellent Aarbecht geleescht a puncto Echange an Zesummenaarbecht mam Ombudsman a leien 2019 bei stolzen 91,7 %.

Wa mer dëse Prozentsaz mam Joer virdru vergläichen, dann hu mer an deem Secteur eng Steigerung vun 20,3 %. Dat ass e gewaltege Sprong an doriwwer freeë mir eis als LSAP. An dat ass och gutt esou!

An eisen Aen ass dëst och en Encouragement fir d'Bierger, fir all d'Bierger, déi net zefridde sinn oder déi a Richtung vun enger Reklamatioun wëlle goen. Et ass och en Zeechen dofir, dass d'Zesummenaarbecht mam Ombudsman ganz gutt fonctionéiert an dass grouss Efforten op alle Säite gemaach goufen, fir dem Bierger verstäerkt zur Säit ze stoen.

Mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gemenge stellen nëmmen een Deel, wann och e ganz zentralen Deel, vun den ëffentlechen Acteuren duer. Wat huet sech bei den Administratioune vum Staat an engem Joer gedoen?

„Ganz vill", kann een och fir dëse Secteur ganz houfreg äntweren. Mir hunn eng kloer Verbesserung beim Taux de correction, dee vu 74,8 % am Joer 2018 op respektabel 87,2 % eropgeet. Ënnert dem Strëch kann een deemno ënnersträichen, dass all ëffentlech Verwaltungen Efforte gemaach hunn, wat d'Zesummenaarbecht mam Ombudsman betrëfft.

Sou gutt Resultater sinn natierlech gläichermoossen e Beweis fir eng gutt fonctionéierend Mediatioun, och wa bei eise staatleche Verwaltungen duerchaus nach weider Verbesserunge méiglech sinn. Et bleift effektiv nach Spillraum, fir de Wee vun der Mediatioun als éischten Auswee aus enger Konfliktsituatioun systematesch virum Wee op d'Geriicht ze privilegiéieren. Bei allen Iwwerleeunge muss a mengen Aen ëmmer de Service um Bierger un éischter Plaz stoen, well dat ass eng vun de Kärmissioune vun allen ëffentleche Verwaltungen.

A wann een e Bléck op de Rapport 2020 wërft, dee mer jo virun e puer Wochen op dëser Plaz presentéiert kruten, da kritt een d'Confirmatioun, dass mir um richtege Wee sinn. D'Rapporte vun 2019 an och vun 2020 weisen doriwwer eraus, wéi wichteg a wéi noutwendeg och grad a schwieregen Zäiten eis Gemengen a staatlech Verwaltungen a Ministèrë sinn.

Och wärend der Pandemie, a si ass nach net eriwwer, waren eis staatlech Servicer, zum Deel ënner ganz schwieregen an exzeptionelle Konditiounen, ëmmer fir eis Bierger do. Hir Mataarbechter maachen a ginn hiert Bescht, fir de Bierger zur Säit ze stoen an och de Reklamatioune sou gutt wéi méiglech nozekommen.

Fir mech sinn eis Verwaltungen an hir Interaktioune mat de Bierger a mat enger Instanz wéi dem Ombudsman ee vun de Grondsteng fir e gutt fonctionéierende Staat an e Garant fir Demokratie a Rechtsstaatlechkeet. Wéi onerlässlech e biergerorientéierte Staatsapparat fir e Land a fir seng Bierger tatsächlech ass, dat gesäit een am beschten do, wou et en net gëtt a wou „déi do uewe" souwisou ëmmer Recht hunn.

Här President, ech wëll hei op dräi Beräicher agoen - se sinn zum Deel scho vu menge Virriedner ugeschwat ginn -, als Illustratioun fir déi wichteg Aarbecht vum Ombudsman.

Éischtens am Beräich vun der Aussepolitik: Hei fale ganz besonnesch déi ganz komplex Situatioune ronderëm d'DPlen an d'Regroupements familiaux an d'A. D'Demandes de protection internationale sinn extreem wichteg fir Mënschen, déi Hëllef brauchen an déi hoffen, bei eis am Land eng nei Zukunft ze fannen. Et geet ëm Mënschen, déi schutzbedierfteg sinn, déi sech en neit Liewen opbaue wëllen a mussen, Mënschen, déi oft vill duerchgemaach hunn an déi et sécher net einfach hunn.

Wat an esou Dossiere fundamental ass, dat ass déi vum Ombudsman zertifiéiert, ech zitéieren, „bonne réactivité et conduite" vun den Autoritéiten, och wann Incoherencen net ausbleiwen an d'Situatioun mat der Pandemie mat Sécherheet net méi einfach ginn ass. 2019 huet den Ausseministère gutt Aarbecht geleescht an de Mediateur hat net vill ze beanstanden.

Beim Regroupement familial huet den Ombudsman eng ganz Rëtsch vu Reklamatioune kritt. A verschiddenen Dossieren, wou e Reexamen gefrot gi war, koum et trotzdeem zu enger negativer Äntwert. Et geet hei zum Deel ëm ganz tragesch perséinlech Schicksaler an dofir wënscht sech de Mediteur heiansdo eng méi grouss administrativ an technesch Flexibilitéit, eebe grad fir mënschlech Tragedië beschtméiglech ze verhënneren.

Et gouf och ervirgestrach, dass d'Zesummenaarbecht mam Ombudsman ganz konstruktiv bliwwen ass an dass alles gemaach gouf, fir vusäite vum Ministère schnell Äntwerten op Ufroe kënnen ze ginn. A well et hei bal ouni Ausnam ëm Fäll vu grousser Komplexitéit an ëm Mënscheschicksaler geet, muss ee luewend ervirhiewen, mat wéi vill Mënschlechkeet an Engagement op béide Säiten Dossieren traitéiert ginn. Dëst verlaangt eng ganz minutiéis an oft delikat Aarbecht a vill Fangerspëtzegefill, fir all Dossier beschtméiglech ze completéieren.

An eisen Ae gëtt hei am Interêt vun de Leit zesummegeschafft. Och wann d'Natur vun der Saach et leider net hiergëtt, dass all Dossier en Happy End kann hunn.

Zweetens am Beräich vun der Ekonomie: Ech wéilt hei als Beispill, an och dat ass schonn ugeschwat ginn, eng Reklamatioun un d'Ombudsfra erausgräifen am Zesummenhang mat enger Societéit, déi duebel affiliéiert war. An dësem konkreete Fall souwuel bei der Chambre d'Agriculture wéi och bei der Chambre des Métiers. An deem Kontext gëtt et e speziellt Gesetz vun 2011, dat virgesäit, dass eng Entreprise, déi verschidden Aktivitéiten exercéiert a wou d'Niewenaktivitéite mat der Haaptaktivitéit liéiert sinn, exempt ass vun enger duebeler Affiliatioun. Dat gëllt awer net fir all Chambre professionnelle an notamment net fir d'Chambre d'Agriculture. Op deen Ëmstand huet d'Ombudsfra den zoustännege Ministère higewisen a recommandéiert, fir legislativ nozebesseren. An de Wirtschaftsministère huet zougesot, dass e wëll aktiv ginn, fir dass eng duebel Affiliatioun net méi méiglech ass.

Dëst ass e weidert Beispill fir eng gutt Zesummenaarbecht tëscht engem Ministère an dem Ombudsman. Schliisslech lieft eng gesond Ekonomie och vum Encouragement a vun der beschtméiglecher Ënnerstëtzung vun hiren Entreprisen. Dat ganz besonnesch am aktuelle Kontext vun der Pandemie, wou eis Entreprisë vill gelidden hunn a wou grad esou kleng legislativ Ännerunge mëttel- a laangfristeg vill bewierke kënnen. Dëst gëllt ëmsou méi fir déi kleng Entreprisen, déi esou eng duebel Affiliatioun mat Sécherheet spieren.

Dat drëtt Beispill betrëfft den Héichschoulministère. Hei wëll ech kuerz op d'Reklamatioune ronderëm de Remboursement vu CEDIES-Bourssen agoen, déi verschidde Studente kritt hunn, obwuel se déi legal Konditiounen net erfëllt hunn. De CEDIES huet de concernéierte Studente matgedeelt, dass se déi Suen, déi se indûment percevéiert hunn, rembourséiere missten. Vu staatlecher Säit goufen dës Revocatiounsfuerderungen domat begrënnt, dass déi Suen opgrond vun informatesche Feeler iwwerwise gi wieren. D'Studente wollten dat net akzeptéieren an e puer vun hinnen hunn e Recours gracieux agereecht. D'Ombudsfra ass beim Ministère intervenéiert an huet gefrot, fir d'Revocatiounsdecisiounen zréckzezéien.

No zimmlech vill juristeschem Hin an Hier huet de Minister decidéiert, de Studente kee Remboursement ze froen an d'Égalité de traitement ze respektéieren, andeems déi Studenten, déi schonn ugefaangen haten ze rembourséieren, hiert Geld nees zréckkritt hunn. D'Ombudsfra huet dës Decisioun als e wichtege Schratt a Richtung vun enger alternativer Konfliktléisung mat den Administratiounen interpretéiert. Deem stëmme mir als LSAP zou, dëst ëmsou méi, well et weeder juristesch nach mënschlech novollzéibar ass, dass Studenten, déi an dësem Fall net Demandeur waren, fir e Feeler vun enger Administratioun responsabel gemaach solle ginn. Dass se Satisfaktioun kritt hunn, hu si der behäerzter a fermer Interventioun vun eiser Ombudsfra ze verdanken.

Här President, ech wëll ofschléissend der Ombudsfra an hirer ganzer Ekipp fir hir exzellent Aarbecht felicitéieren. D'Madamm Monti ass eng ganz proaktiv, engagéiert an effikass Persoun, déi mat hirer Ekipp onofhängeg an onparteiesch schafft, am Aklang mat de Principes de Venise, an dobäi exzellent vernetzt ass, souwuel hei am Land wéi och iwwer eis Grenzen eraus. Déi annuell Rapporten a Recommandatiounen, déi si presentéiert, sinn immens wäertvoll a wichteg, well se net nëmmen op Problemer hiweisen, mee och Léisunge proposéieren, déi eis alleguerte weiderhëllefen an och als Gesellschaft weiderbréngen.

An den Ae vun der LSAP huet en Ombudsman d'Fonctioun vun engem Wiechter vun de fundamentale Rechter vun alle Bierger. Fir eis ass et dofir onerlässlech, dass bei allen administrativen Demarchen de mënschlechen Aspekt eng zentral Bedeitung muss hunn a behalen. An deem Zesummenhang huet e gewaltegt Ëmdenken an eise Verwaltunge stattfonnt. An dat begréisse mir ausdrécklech!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis als LSAP-Fraktioun ass d'Institutioun Ombudsman onerlässlech fir den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft an onverzichtbar als Garant fir d'Rechter vun eise Bierger. Dofir begréisse mir dësen Debat, soen ausdrécklech dem Paul Galles e Merci fir säi ganz gudden, ëmfaassende Rapport a wënschen eiser Ombudsfra weiderhin eng glécklech Hand bei hirer wichteger Missioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch.

4. Ordre du jour

Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, d'Chamber eppes ganz léif ze froen. Et gëtt nämlech proposéiert, d'Projets de loi 7844, 7814, 7791 a 7665, lauter Justizprojeten, de Moien nach ze evakuéieren. Duerfir wëll ech ...

M. André Bauler *(DP).*- Exzellent Iddi!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat si lauter Projeten, bei deenen an der Kommissioun decidéiert ginn ass, datt déi sollen nom Rapport vum Rapporter ouni Diskussioun evakuéiert ginn.

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

Ass d'Chamber domadder d'accord, datt mer déi de Moien no eelef Auer huelen?

Plusieurs voix.- Très bien!

(Assentiment)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass dat esou decidéiert. An ech soen lech Merci.

5. 7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) (suite)

Débat (suite)

Da géif ech d'Wuert weiderginn un déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister dobaussen, am Numm vun der grénger Fraktioun wéilt ech als Éischt dem Rapporter Paul Galles Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, mat all senge Prezisiounen. An natierlech och e grousse Merci un d'Madamm Monti an hir Verwaltung fir déi wäertvoll Aarbecht, déi si dagdeeglech leeschten, a fir de Rapport vun 2019, deen hir Aarbecht am Detail dokumentéiert an illustréiert, wat déi tatsächlech Problemer um Terrain sinn.

Ech schléisse mech a ville Punkte menge Virriedner un a probéieren dofir och, net ze vill ze widderhuelen, mee ech wäert mech op e puer wichteg Aspekter konzentréieren.

Et ass enorm wichteg, esou eng Ulafstell wéi den Ombudsman ze hunn. Eng Ulafstell fir all Bierger a Biergerin, eng Ulafstell, déi esou gewëssenhaft schafft, esou eng Ausdauer huet a sech virun allem net vu komplizéierten Dossieren ofschrecke léisst. Gutt funktionéierend a kompetent Verwaltunge sinn e wichtegen Acteur, fir de Bierger am Alldag entgéintzekommen, eng Hëllefstellung ze bidden, zu hirem Bien-être bäizedroen an hiert Vertrauen an de Staat an a seng Institutiounen ze stäerken.

Fir also keng Mëssverständnesser opkommen ze loossen, ass e gudden a verständlechen Dialog tëscht de Verwaltungen an de Bierger wichteg. A bei eventuelle Mëssverständnesser ass et de Rôle vum Ombudsman, deenen op de Fong ze goen, de Bierger iwwer seng Rechter opzeklären, awer och, déi respektiv Decisiounen ze explizéieren an och ze erklären, wann dës Decisiounen zu Recht geholl goufen.

Et geet drëms, wann de Bierger d'Impressioun huet, et wier em Onrecht geschitt, datt en d'Méiglechkeet kritt, eng weider Erklärung vum concernéierte Service oder och en anert Jugement op säin Uleies ze kréien, ouni direkt en Affekot engagéieren ze mussen oder iwwert d'Geriicht ze fueren. Den Ombudsman ass hei en onparteieschen Intermediaire an trëtt mat béide Parteien an den Dialog, mam Bierger also, mee och mat der respektiver Verwaltung.

Et geet drëms, Vertrauen tëscht dem Bierger an dem Staat ze schafen. An dat geet just, wann d'Verwaltungen och korrekt funktionéieren. D'Kommunikatioun sollt, wéi scho gesot, kloer, verständlech a beschtefalls perséinlech sinn. D'Decisioun sollt novollzéibar a virun allem justifiéiert sinn.

E grousse Problem, deen och heiansdo opkënnt, ass, wann e Bierger guer kee Retour, keng Äntwert op seng Demande respektiv seng Reklamatioun kritt.

An e weidere wichtege Punkt schéngt mir, datt et vum Point de vue vun der Verwaltung aus net drëms goe sollt, just ee Paragraf nom aneren ze applizéieren, mee datt tatsächlech all Fall a senger ganzer Komplexitéit analyséiert gëtt an de mënschlechen Aspect op kee Fall vergiess dierf ginn.

An hirer Intro stellt d'Madamm Monti mat Bedauere fest, datt dës Haltung nach laang net ëmmer ginn ass, datt a verschiddene Verwaltungen nach ëmmer munch Decisioune geholl ginn ouni dat néidegt soziaalt Feigefill. Hanner all Fall stécht nämlech e Mënsch mat senger Geschicht, e Schicksal, an net just eng Zuel. A genau deem hëlt sech den Ombudsman jo och mat groussem Verständnis a Responsabilitéit un.

Dat gesäit een zum Beispill beim Theema Regroupement familial, wou am Joer 2019 an e puer Fäll och iwwert de Wee vum Ombudsman leider keng Léisung konnt fonnt ginn. Am Rapport gi Situatioune geschildert, wou dëst Recht refuséiert gouf, well déi Concernéiert den Delai vun dräi Méint no der Unerkennung vun der Protection internationale ëm e puer Deeg iwwerschratt haten. Déi Persounen, déi op dës Manéier net aus Krichsgebidder konnten op Lëtzebuerg bei hir Familljemembere migréieren, waren zum Deel och Mineuren. An dësem Fall, sou der Madamm Monti hir Aschätzung am Rapport, misst d'Wuel vum Kand méi wéi déi rigouréis Applikatioun vun engem Delai weien. Hei also ee Beispill, wou et pertinent wier, de mënschlechen Aspekt a Verwaltungsdecisioune wierklech och mat ze consideréieren.

D'Aarbecht, déi den Ombudsman an hir Virgänger zanter dem Bestoe vun der Institutioun geleescht hunn, souwéi d'Recommandatiounen, déi se ausgeschafft hunn, hunn d'Kommunikatioun tëscht dem Bierger an de Verwaltunge schonns e gutt Stéck verbessert a verschäerfen d'Bewosstsi fir d'Wichtegkeet vun engem gudden Dialog säitens den Administratiounen. Sou ass dem Ombudsman seng Recommandatioun, fir „Lignes de bonne conduite administrative" an den Administratiounen anzeféieren, och ëmgesat ginn.

Da kéim ech nach kuerz op d'Zuele vun 2019. 975 Reklamatioune sinn aktiv traitéiert ginn, en änlechen Niveau u Reklamatioune wéi déi Jore virdrun. Bei 74 % konnt d'Affär komplett gereegelt ginn. Bei 14 % konnt se hallef gereegelt ginn. A bei 12 % ass näischt erreecht ginn. Den Taux de correction läit mat 87,3 % e bësse méi héich wéi déi Jore virdrun. Dësen héijen Taux de correction bestätegt eng weider Kéier, wéi wichteg a pertinent esou eng Institutioun fir de Bierger ass.

Den Taux de correction bei de Gemenge läit 2019 bei 91,7 %, wat relativ héich ass am Verglach zu de Jore virdrun. Zemools den Taux de correction totale, also fir déi Fäll, wou eng 100%eg Léisung konnt fonnt ginn, läit bei 70,8 %. Am Verglach: Déi Jore virdru louch dësen Taux just bei ongefeier 40 %.

Bei de Gemengen huet sech d'Situatioun deemno zanter 2017 kontinuéierlech verbessert. Dës Verbesserung léisst dorop schléissen, datt den Austausch tëscht dem Ombudsman an de Gemenge sech an deene leschte Joren däitlech verbessert huet an datt sech eng gutt Zesummenaarbecht entwéckelt huet, mam Resultat, datt an deene meeschte Fäll eng Léisung konnt fonnt ginn.

Um staatlechen Niveau sinn déi Ministèren, déi 2019 am meeschte vu Reklamatioune betraff waren, méi oder wéineger déi selwecht wéi déi Jore virdrun: Ministère de la Sécurité sociale, Ministère des Affaires étrangères, Ministère des Finances a Ministère de la Famille. Datt dës Ministèrë ganz vir am Ranking stinn, huet wuel domat ze dinn, datt vill Domänen an hire Kompetenze stinn, déi existenziell wichteg Froen traitéieren.

Bemierkenswäert ass awer och, dat ass och scho virdru gesot ginn, datt 2019 bei siwe Ministèren den Taux de correction souguer bei 100 % louch. 2018 waren et der just véier an 2017 souguer just zwee.

Wéi ech virdru scho gesot hunn: Hanner all Fall, hanner all Nummer stécht eng perséinlech Geschicht, e perséinlecht Schicksal. Dem Rapport no sollten d'Verwaltungen hei dacks méi eng oppen an entgéintkommend Approche hunn.

Ech géif och hei nach eemol kuerz widderhuelen, wat de Marc Hansen beim leschte Rapport scho gesot huet, an zwar, datt et sënnvoll wier, fir am Rapport vun de Statistiken och d'Zuele vun de Jore virdrun ze integréieren, se mateneen ze vergläichen an eventuell Konklusiounen ze zéien. Och wann dat elo net bei de Rapport vun 2019 passt, begréisse mer trotzdeem, datt dëst am Rapport vun 2020 ëmgesat ginn ass.

Eng Fuerderung, déi mir Gréng och scho laang ënnerstëtzen an hannert där mir stinn, ass déi laangjäreg Fuerderung vum Ombudsman, datt d'Kompetenze missten erweidert ginn, soudatt den Ombudsman och a weidere Beräicher seng Servicer ubidde kéint an aktiv kéint ginn, wou d'Missioun vun engem Service public erfëllt gëtt, wou d'Servicer mat ëffentleche Gelder ënnerstëtzt, awer privat geréiert ginn. Konkreet an typesch Beräicher wieren zum Beispill: Altersheemer, Maison-relaisen, den ëffentlechen Transport oder Privatschoulen. Hei besteet eng Ongerechtegkeet par rapport zu deene selwechte Servicer, déi vun der ëffentlecher Hand geréiert ginn a wou den Ombudsman d'Recht huet ze intervenéieren.

Mat all deene verschiddene Beispiller a Fäll, vun deene mer haut héieren hunn an déi am Rapport am Detail illustréiert gi sinn, kann ee sécherlech als Konklusioun festhalen, datt een nieft de geschriwwene Gesetzer op kee Fall déi mënschlech Komponent vergiessen dierf. An ech géif soen: Eng gutt a verständlech Kommunikatioun vun Ufank u kann definitiv derzou bäidroen, datt vill Problemer guer net eréischt opkommen a Situatioune gereegelt kënne gi respektiv Léisunge kënne fonnt ginn, ouni datt iwwerhaapt op den Ombudsman zréckgegraff muss ginn.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun der Säit vun der ADR e grousse Merci un den Ombudsman fir dee flotte Rapport. Et ass ëmmer erëm eng Freed, en ze liesen. Ech hunn haut ugefaange mam 2020er, dee mer jo dann och wäerten debattéieren. Et ass interessant ze gesinn, wat alles esou lass ass.

Den Ombudsman engagéiert sech, fir Leit, déi Problemer mat Verwaltungen hunn, zu hirem Recht ze verhëllefen oder dozou, awer och emol einfach nëmme Gehéier ze fannen. En ass awer net hiren Affekot. Dat ass eng schwiereg Gratwanderung, well den Ombudsman och ëmmer sollt de gesamtgesellschaftlechen Interessi am A behalen a keng eesäiteg oder parteilech Analys sollt maachen. E muss och verstoen, datt d'Verwaltunge sech mussen un d'Gesetzer halen an datt domat hir Flexibilitéit begrenzt ass an och muss sinn, well soss kënnt ee liicht, vill ze liicht an den Domän vum Arbiträren a verléisst dat séchert Feld vum Rechtsstaat.

D'Madamm Monti seet selwer an hirem Rapport, an deem se ee vun hire Virgänger zitéiert: « […] mon rôle n'est pas celui d'un avocat. […] il est aussi de mon devoir de défendre l'administration contre toute réclamation mal fondée. » Mir fannen, datt si sech dat net ëmmer genuch zu Häerz hëlt.

Déi Diskussioun, déi d'Bemierkunge vun dem Ombudsman am Beräich vun den Affaires étrangères, speziell vun der Immigratioun, betreffen, kënnen hei dës Schwieregkeet illustréieren. Den Ombudsman soll sech net a lafend Prozesser amëschen. Affären, déi virum Verwaltungsgeriicht unhängeg sinn, brauche kee weideren administrativen Austausch tëscht dem Bausseministère an dem Ombudsman.

Geneesou sollen och Urteeler respektéiert ginn. Och dat ass en Deel vum Rechtsstaat. An d'Bierger versti ganz bestëmmt net, datt et Bierger éischter Klass gëtt, deenen hir Urteeler kënne revidéiert gi via Ombudsman, an anerer zweeter Klass, déi musse mat hirem Urteel, wat se vläicht och ganz injuste fannen, liewen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Wann de Staat leschtinstanzlech vum Geriicht Recht krut, soll all weider Interventioun vum Ombudsman ënnerbleiwen. Dat ass onnéideg an dat ass schiedlech.

Besonnesch och am Beräich vun der Immigratioun däerf Flexibilitéit net zum Moossstaf erhuewe ginn. All Decisioun, déi Lëtzebuerg am Verglach zu anere Länner als méi flexibel dostoe léisst, zitt de sougenannten „asylum shopping" un. An dat kann net d'Zil vun eiser Politik sinn!

D'Madamm Ombudsman huet sech an der Vergaangenheet e puermol mat der Fro vun den Delaie beim Regroupement familial beschäftegt. Hei huet den Ausseministère, eiser Meenung no zu Recht, ënnerstrach, datt een déi néideg Dokumenter och scho wärend der Prozedur kann zesummestellen an datt domat dee prakteschen Delai vun dräi Méint net eréischt uleeft, wann eng favorabel Decisioun virläit, mee datt scho Méint virdrun d'Méiglechkeet besteet, seng Prozedur an d'Rei ze kréien.

D'ADR huet notéiert, datt d'Madamm Ombudsman Retizenzen ausgedréckt huet, wann et ëm den Ausbau vu Strukture wéi der Unisec zu Dräibuer geet. Domat ass d'ADR explizitt net averstanen. Eiser Meenung no mussen esou Strukturen ausgebaut ginn, fir datt, wa se gebraucht ginn, genuch Capacitéite kënnen offréiert ginn. An et geet och net, datt Leit, déi am Verdacht stinn, schwéier Verbrieche begaangen ze hunn, mat 18 Joer einfach fräigelooss ginn. Hei muss eist Strofrecht iwwerschafft ginn. Mir brauchen en neit Jugendstrofrecht!

Ech stelle mer d'Fro, ob den Ombudsman sech net sollt op säi Kärgeschäft konzentréieren an ob et net e Feeler war vun eiser Chamber, den Ombudsman ze belaaschte mat der zousätzlecher Aufgab, de Contrôle vun de Prisongen ze ënnerhuelen.

Ee Wuert zum CEDIES - „Reconnaissance de diplômes" -: Do kennen ech selwer e ganz praktesche Fall, well meng Duechter, nodeems se da fënnef Joer an der École hôtelière vu Lausanne war, d'Aidë refuséiert krut, fir de Grand Diplôme Cordon Bleu am Kachen ze maachen. Héichreputéiert Schoulen, déi en plus extreem héich Aschreiwungsgebüren hunn, ginn also ausgeschloss vum System vun den Aidë fir Héichschoulen. An da gëtt drop verwisen: „Jo, mee dat ass nëmmen eng professionell Ausbildung" - nëmmen! -, „a wann Der déi wëllt am Ausland maachen, da musst Der fir d'éischt emol d'Geneemegung kréie vum Bildungsministère, fir dat däerfen ze maachen." Dat ass a mengen Aen en Anachronismus, dee sollt ofgeschaaft ginn.

Ee Wuert nach just zu de Gemengen, an da kommen ech schonn zum Schluss. Et gëtt vill wonnerbar gefouert Gemengen an heiansdo awer och regrettabel Attitüde par rapport zum Bierger. Do ass déi Affär vu Morcellement, déi d'Madamm Monti en long et en large beschreift; an ech ginn hir do zu honnert Prozent Recht. En Terrain ass net gëfteg, soulaang wéi en nëmmen eng Nummer huet, an dann awer extreem gëfteg, wann en op eemol zwou, dräi oder véier Nummeren huet. Dat kann net sinn!

Ass et eng Iddi, déi Gemenge beim Numm ze nennen? Mir denken, datt „name and shame" keng gutt Iddi ass am offizielle Rapport vum Ombudsman. Mee mir fannen awer op där anerer Säit, datt mir als Deputéiert sollten informéiert ginn, ëm wat fir eng Gemengen et sech handelt. Ech mengen, mir hunn alleguerten och e bësse politeschen Afloss a kéinte vläicht derfir suergen, datt d'Attitüd vun dë-

sem oder deem Buergermeeschter sech géif änneren.

Ganz besonnesch hunn ech mech gefreet, datt et Léisunge gëtt vu Fäll, déi einfach zu enger Modification législative féieren. Hei war déi Affär vun der duebeler Affiliatioun. Ech fannen dat eng wonnerbar Iddi, datt, wann ee feststellt, datt iergendwou eng Kromm an der Heck ass, een dann d'Gesetz upasst, fir datt esou Situatiounen an Zukunft net méi virkommen. Och eng Auswierkung vun der Aarbecht vum Ombudsman, déi insgesamt nëtzlech, néideg, sozial wichteg ass an de Rechtsstaat stäerkt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol der Madamm Monti, der Ombudsman, e grousse Merci fir dëse Rapport an och dem Här Paul Galles fir säi Rapport.

Ech wéilt mech och bei der Madamm Monti entschëllegen, well ech d'Gefill hunn, dass ech net genuch Zäit hat, fir mech mat den néidege Ressourcen an dëse Rapport eranzeknéien. Dat ass, well eisen Ordre du jour därmoosse belaascht ass. An ech regrettéieren dat wierklech, dass ech zumindest net méi de Rapport konnt am Detail kucken. Ech hunn e kapitelweis gekuckt, mee leider net am Detail. An dat ass wierklech net aus mangelndem Interessi, mee well mer en därmoosse chargéierten Ordre du jour elo an der Lescht haten.

Dat ass dat Éischt, wat ech wollt soen.

Den Ombudsman-Rapport awer ass immens wichteg, well e gëtt eis e Bild dovun, wéi eis Verwaltunge mam eenzelne Mënsch ëmginn. Ech perséinlech interesséiere mech immens fir dës Fro. An ouni wëllen a kënnen ze generaliséieren, gëtt de Rapport eis awer en Abléck an d'Aart a Weis an och an d'Sprooch an an d'Muechtverhältnis tëscht Verwaltungen an eenzelnen, dacks vulnerabele Mënschen.

Ech mengen, et kann een allgemeng soen, dass déi Mënschen, déi un den Ombudsman eruntrieden, dacks vulnerabel Mënsche sinn. Wann dës Mënschen un den Ombudsman eruntrieden, dann ass et, well si sech oft eleng a verluer spieren an engem Labyrinth vu Reegelen, Prozeduren an Entscheedungen. Ech menge kënnen ze soen, dass si dacks d'Gefill hunn, vis-à-vis vun engem mächtegen administrativen Apparat ze stoen, deen iwwer hir Käpp ewech entscheet. Dat liest ee jo och plazeweis aus dem Rapport eraus.

Nach eemol: ouni kënnen ze generaliséieren an ouni och de Beamten hir Aarbecht ze jugéieren! An awer, wat eis interesséiert hei, ass dat Muechtverhältnis, wat existéiert, a virun allem de Modus operandi, dee besteet an engem zum Beispill groussen Apparat, an engem groussen administrativen Apparat, deen eeben net ëmmer den Eenzelnen an den Zentrum setzt. Dat heescht, wat ech eebe wëll soen, ass: Et ass net den eenzelne Beamten, ëm deen et hei geet, mee éischter eng Aarbechtskultur, e Modus operandi, dee besteet an enger Verwaltung.

Wann ee sech esou duerch de Rapport liest, da kënnt een heiansdo net laanscht d'Gefill, dass Reegelen, Krittären, Prozedure méi sech selwer dénge wéi dem Mënsch, ëm deen et eigentlech sollt goen. Ech weess net, ob schonn eng Kéier ee vun eis heibannen eng Plainte gemaach huet bei der Ombudsman; ech zumindest net. Et geet awer kloer aus dem Rapport eraus, dass et vill Mënsche sinn, déi éischter an enger prekärer ekonomesch-sozialer Situatioun sinn.

Déi mannst vun eis hei an der Chamber, mengen ech, kommen iwwerhaapt an esou Situatiounen, wou mer dee Besoin hätten, iwwerhaapt emol eng Plainte ze maachen. Dofir ass dee Rapport esou wichteg, well en eis en Abléck gëtt an den Alldag, an zwar an den Alldag vun, ech mengen, enger Rei Minoritéiten hei am Land. Dat si souwuel geflüchte Leit, mee och Leit, déi an enger sozial a gesellschaftlech marginaliséierter Situatioun sinn, déi ekonomesch a finanziell schwaach dostinn.

Ech wéilt meng Propose festmaachen un e puer Punkten.

D'Subvention de loyer zum Beispill ass e Pabeiertiger. Et muss een eng Onmass Dokumenter eraginn. An d'Krittären, fir se ze kréien, sinn deelweis wéineg zilféierend - zumindest wann d'Regierung als Zil huet, dass vill Leit se solle kréien. D'Chambre des Salariés kritiséiert d'Krittäre jo och ëmmer erëm an hiren Avisen.

Deementspriechend muss en Demandeur e ganze Parcours duerch d'Administratioun maachen, fir se iwwerhaapt ze kréien. Am Rapport stinn zwee Fäll: eemol eng Persoun, déi ee Joer Formulairen hin an hier huet misse schécken, fir dass d'Verwaltung op eemol gemengt huet, dass dat ze komplizéiert géif ginn. Doropshi krut d'Persoun och d'Subventioun.

Bei engem BPI, also engem Bénéficiaire de protection internationale, war de Problem aneschters. Hien ass bestuet, mee seng Fra war nach am Hierkonftsland. Seng Demande huet en dowéinst eleng ënnerschriwwen. Mee d'Fra hätt misse matënnerschreiwen. D'Fra konnt awer net kommen, well hien net beweise konnt, dass hie genuch Ressources personnelles fir seng Fra hätt. De Mann krut du keng Subventioun.

Dës Beispiller weisen en gros dat, wat och bei de Beispiller vun der CNS erauszeliesen ass. Vulnerabel Leit mat wéineg Revenu, Aarbechter aus dem Ausland, Refugiéen, Frae sinn Demandeure fir Hëllefen an treffen do deelweis op administrativ Hürden, déi se net verstinn an un deene se dacks scheiteren. Derbäi kënnt, dass d'Subvention de loyer en Echec ass, well ëmmer nach net de Budget ausgeschëpft ass, dee se dofir virgesinn hunn.

Da kommen ech zum nächste Beispill: d'Sécurité sociale. D'Sécurité sociale ass eng immens komplizéiert an technesch Matière. Derbäi kënnt, dass Lëtzebuerg an enger spezieller Situatioun ass, well mer vill Frontalieren an auslännesch Residenten hunn, also Leit, déi oft vun engem System an en anere wiesselen. Déi Leit, déi am Rapport optauchen, sinn oft Leit, déi vulnerabel sinn: Demandeurs de protection internationale, eeben Auslänner, déi nach net laang am Land sinn, schwanger Fraen a REVIS-Bezéier. Eise System ass esou opgebaut, dass ee sech muss seng Prestatioun vun der CNS duerch vill administrativ Chargen iwwerhaapt eréischt verdéngen. Oft gëtt et eng Onzuel vun Demarchen a Pabeieren, déi ee muss virleeën, fir iwwerhaapt Usproch op e Soin ze hunn.

Besonnesch fält op, dass d'Soinen am Ausland ganz komplizéiert sinn. An dat dierft eigentlech net an engem klenge Land, wat selwer net all Form vu Soine ka proposéieren, de Fall sinn. Leit also, déi am Ausland musse soignéiert ginn, kréien oft eng Rei Steng an de Wee geluecht.

Dann ass natierlech de Langage immens komplizéiert. Dat ass jo och hei scho vun de Virriedner ugeschwat ginn. Et gëtt dacks an engem Jargon kommunizéiert, dee kee méi versteet. Wéi solle Leit an enger schwaacher Positioun, zum Beispill Leit, déi eis Sprooch net verstinn, do nach eens ginn?

Beim Kapitel dann iwwert den Ausseministère bedauert d'Ombudsman dann och des Weideren eng administrativ Rigueur. Mäi Virriedner huet sech jo doriwwer gefreet. Ech, par contre, bedaueren dat. D'Ombudsman weist op Fäll hin, wou unerkannt Flüchtlingen d'Recht op de Regroupement familial refuséiert kruten, well si zum Beispill net am Delai woren.

Och hei kann ee sech froen: Wat steet dann elo am Zentrum vun der Demarche? Ass et de Service um Mënsch, also seng Rechter, oder d'administrativ Prozedur fir sech? Ech stelle mer déi Fro zumindest. An dat ass eng generell Fro, déi net just bei deem heite Fall gëllt, d'Fro: Fir wie sinn d'Prozeduren, d'Reegelen do? Fir de Mënsch oder fir d'Prozedure selwer?

Heiansdo kritt een d'Gefill, dass déi administrativ Apparater e Liewe fir sech hunn an am Eegelaf fonctionéieren an zum Deel de Mënsch aus dem Viséier verluer hunn, dass Reegelen a Krittäre restriktiv benotzt ginn, fir esou mann wéi méiglech Rechter zum Deel dem Demandeur ze ginn. Grad awer dës Mënschen, déi zum groussen Deel esou Traumatesches erlieft hunn, sief et am Hierkonftsland oder op der Flucht, sinn esou vulnerabel vis-à-vis vun enger Verwaltung, déi eng aner Sprooch schwätzt, eng aner Kultur huet a vun där se ofhängeg sinn.

Ech kann a wëll kee vulnerabele Mënsch géint en anere stellen. Ech mengen, dass mir eis hei zum Deel guer net wierklech kënne virstellen, wéi et dëse Mënschen, déi am Besoin sinn, geet, déi esou Demandë musse maachen, fir hir Rechter anzefuerderen. Ech hunn et och a menger Untrëttsried gesot: „Wann ech hei ronderëm mech kucken, mengen ech, dass mer all zimmlech privilegiéiert sinn. Mir si wéi déi mat den zwee Wierfelen", hat ech deemools gesot. Ech weess net, wéi gesot, ob een heibanne schonn eng Kéier eng Plainte bei der Ombudsman gemaach huet; ech net. An ech mengen och net, dass de Gros vun eis iwwerhaapt an esou eng Situatioun kënnt.

Ech mengen, dëse Rapport ass esou wichteg, well mir eebe wéineg Anung hunn, ausser aus der Distanz eventuell, wéi et dëse Mënsche wierklech an hirer Haut geet. An de Problem ass, dass eis Verwaltungen net ëmmer de Mënschen am Positiven déngen.

Fir mech stelle sech dann och eng Rei philosophesch Froen: Wat gehéiert eis? Wat ass eist Recht? Wat si meng Rechter? Gehéiert dëst Land eis? A méi prezis: Wiem déngen eis Verwaltungen? Wiem déngen d'Reegelen, d'Krittären an d'Prozeduren?

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, fir d'alleréischt wëll ech der Madamm Monti an hirer Ekipp Merci soen. Wéi ëmmer en immens interessante Rapport, dee vill perséinlech Schicksaler, mee och systeemesch Problemer opweist. Ech soen och dem Rapporteur Paul Galles Merci fir säi gudden an ausféierleche Rapport an déi vill Aarbecht, och dem Joé Spier, eisem Sekretär an der Petitiounskommissioun, deen um ganzen Dossier matgewierkt huet.

Här President, ier ech op d'Detailer aginn, wëll ech awer och soen, wéi wichteg et fir eis Piraten ass, dass mir am Land d'Méiglechkeet vun der Mediatioun hunn. Oft ass dee klenge Bierger, jo, erschloe vun de Moossnamen, vun den Entscheedunge vum Staat, deen net ëmmer fein ass an och emol mat der voller Häert vun der Muecht handelt. Dofir brauche mir dës Ulafstell, un déi d'Leit sech kënne wenden, ouni direkt bei den Affekot ze goen, fir dass dee klenge Bierger seng Rechter ka wouerhuele géintiwwer engem iwwermächtege Staat.

Mir Piraten sti kloer zur Formule vum Ombudsman, froe souguer nach méi Méiglechkeete souwéi och eng Opstockung vum Personal an och weider Büroe queesch duerch eist Land. Net alles soll just an der Stad sinn.

Här President, 2019 konnt d'Ekipp vum Ombudsman nach méi Verbesserungen erreeche wéi 2018; e positiven Trend, dee sech also elo virusetzt.

Huele mer e Punkt aus dem Rapport: Leider ass d'Ekipp och 2019 nach op Beamten a Gemenge getraff, déi sech onflexibel gewisen hunn, fir et fein auszedrécken, an deelweis, wéi ee liest, souguer ausserhalb vum legale Kader ënnerwee waren. Et ass bedenklech, wann een héiert, dass Privatpersounen einfach hiren Terrain ëmklasséiert kréien, fir se esou ze zwéngen, un d'Gemeng ze verkafen. Dëst ass an eisen Aen de facto eng Enteegnung, well déi Leit jo dann op hirem eegenen Terrain näischt méi dierfe bauen.

Dass de Schäfferot do och net bereet war, sech mat der Madamm Monti an hirer Ekipp zesummenzesetzen, ass gradesou bedenklech. Mir Piraten sinn ëmmer der Meenung, an engem konstruktive Gespréich hätt sech bestëmmt eng gutt Léisung fanne gelooss.

Här President, ganz schlëmm fanne mir Piraten och, dass vun de Leit, déi op Lëtzebuerg flüchten an hei Asyl ufroen, nach ëmmer erwaart gëtt, bei der éischter Kéier direkt alles richteg maachen ze mussen, well ee soss näischt méi gegleeft kritt. Dës Leit hu villes misse matmaache bis heihin, an et ass verständlech, dass si bei éischte Gespréicher mat den Autoritéite veronséchert sinn. Dass de Ministère dës Onsécherheet spéiderhin ausnotze kann, ass fir eis ganz bedenklech. Et kann net sinn, dass eng Persoun keen Asyl kritt, just well se an engem éischte Gespréich vergiess huet, Detailer zu engem Ugréff ze ginn. De Mann hat, laut Rapport, keng kontradiktoresch Aussoe gemaach. Et war deemno de Choix vum Ministère, fir seng Asyldemande net ze accordéieren. Dëst sinn onglécklech Fäll, déi ganz einfach verhënnert kéinte ginn.

Glécklecherweis koum et bei den DPIen an dem Regroupement familial jo zu enger Gesetzesännerung, soudass den Delai vun dräi op sechs Méint verduebelt gouf. D'Piraten fannen awer, dass d'DPIe misste kënnen zu all Moment eng vereinfacht Demande fir d'Familljenzesummeféierung stellen, och nach no sechs Méint. Mir wëllen op dëser Plaz nach eemol en Appell un den Ausseministère maachen, fir d'Dossieren ze akzeptéieren, wann Demanden am Delai gemaach goufen, och wann den Dossier net sollt komplett sinn. Dëst gouf scho vun der Mënscherechtskommissioun kritiséiert.

Am Gesetz steet ganz kloer, dass d'Demandë sollen an engem Delai vu sechs Méint gemaach ginn, net dass den Dossier schonn no sechs Méint analyséiert a komplett misst sinn. Mir géifen eis dofir wënschen, dass de Ministère hei méi Flexibilitéit weise géif. Dass soss kleng néngjäreg Kanner net dierfe bei d'Familljemembere wunne kommen, ass och fir eis mënschlech net ze verstoen!

E weidere Punkt: Mir fannen et och nach ëmmer schued, dass d'CNS sech bei der Iwwerhuelung vun Auslandsbehandlunge rigid weist an d'Leit deelweis op den héije Käschte sëtze bleiwen. Leit, déi sech am Ausland behandele loossen, maachen dat net ouni gudde Grond: entweeder well d'Delaien hei am Land vill ze laang sinn oder well am Ausland Doktere schaffen, déi nach méi op hire Problem spezialiséiert sinn. Och hei ass méi Flexibilitéit gefrot, grad bei der Demande préalable bei Noutfäll, wou de Betraffenen net vill Zäit bleift a wou séier muss gehandelt ginn.

Här President, ech hat op dëser Plaz d'lescht Joer schonn en Appell gemaach fir nach méi géigesäitege Respekt an ech wëll et dëst Joer nach eemol widderhuelen. Nach ëmmer si vill Konflikter op schlecht Kommunikatioun zréckzeféieren. De Kontakt ass heiansdo net verständlech a perséinlech genuch. Dat weist sech och erëm am Rapport vun 2020, deem ech awer elo net virgräife wëll.

Gläichzäiteg war der Madamm Monti och versprach ginn, fir iwwert d'Auswäitung vun hire Kompetenzen ze schwätzen. Esou stoung d'Iddi am Raum, dass den Ombudsman och misst bei den Établissements privés mat staatleche Missioune beoptraagt ginn, fir da kënnen ze intervenéieren. Dës Firme schaffe fir de Staat an de Staat ass responsabel fir d'Aart a Weis, wéi si hir Missiounen erfëllen. Dofir misst et och hei méiglech sinn, op den Ombudsman als Mediateur zréckzegräifen. Dës Ergänzung huet bis haut leider nach net stattfonnt.

Ech wëll op dëser Plaz och nach eng Kéier weider Recommandatioune vun der Ombudsman uschwätzen. D'Madamm Monti huet bei der Virstellung vun hirem Rapport erkläert, dass de Bierger oft nach net genuch iwwert de Recours informéiert gëtt. Mir Piraten denken dofir, dass et sënnvoll wier, d'Recoursméiglechkeete bei all Prozedur op guichet.lu kloer opzezielen an och an all Bréif nieft dem Recours en justice - wann da méiglech - och d'Méiglechkeet vum Recours gracieux a vum Ombudsman ze nennen.

Ech ginn elo emol einfach e konkreet Beispill: Wann eng Persoun eng Adapto-Kaart beim Transportministère ufreet an déi refuséiert kritt, huet se d'Méiglechkeet, e Recours en justice beim Verwaltungsgeriicht anzeleeden. Dëse Recours steet awer net um Guichet-Site. D'Persoun hätt eises Wëssens och d'Méiglechkeet vun engem Recours gracieux, deen awer weeder um Guichet-Site steet nach an de Bréiwer vum Transportministère.

Mir Piraten fannen, dass d'Bierger musse ganz kloer erkläert kréien, wat hinnen hir Méiglechkeete sinn, wann eng Administratioun eng Decisioun trëfft, dëst am Sënn vun der Transparenz an am Sënn vun der Gläichberechtegung. Mir ënnerstëtzen dofir d'Propositioun, déi d'Ombudsman un de Staatsministère ginn huet, fir d'Recoursméiglechkeete besser ze affichéieren.

Zum Schluss, Här President, wëll ech och nach eemol d'Chance notzen, fir der Madamm Monti an hirer Ekipp Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi se all Dag fir d'Bierger leeschten. Vill Bierger a Biergerinnen, virun allem aus sozial schwaache Milieuen, oder Persounen, déi eréischt viru Kuerzem op Lëtzebuerg komm sinn, hu Problemer, fir sech an eiser Bürokratie zurechtzefannen. Wéi d'Madamm Monti scho sot, gëtt et dofir, wann e Beamte sech Zäit hëlt, fir dem Bierger d'Situatioun ze erklären an op seng Froen ze äntwerten, meeschtens eng Äntwert, déi och positiv ka sinn. Mir Piraten soen dann och all de Beamten an de Gemenge Merci, déi sech Zäit geholl hunn, an hoffen op weider Fortschrëtter wéi déi, déi bis elo gemaach gi sinn.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister Marc Hansen, zoustänneg fir d'Relatioune mam Parlament an zoustänneg fir d'Fonction publique.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique.*- Här President, léif Deputéiert, ech géif natierlech och wëllen ufänken, fir dem Rapporteur, dem Paul Galles, Merci ze soe fir säin ausféierleche Rapport iwwert den Aktivitéitsbericht vun der Ombudsman. Ech mengen, en huet e puer Saachen erausgepickt, e puer Analyse gemaach. An dat ass jo och net onwichteg an esou enger schwiereger Zäit, dass een dat doten och nach eng Kéier an dësem Joer mécht. Natierlech wär et, mengen ech, zäitlech besser gewiescht, et hätt een d'Rapporten elo vläicht zesumme gemaach, wou deen nächste jo schonn erëm eng Kéier presentéiert ass. Mee dat ass awer nëmmen e klengen Detail.

Da géif ech awer och wëllen e grousse Merci soen un d'Madamm Ombudsman fir hir Aarbecht, fir déi Rapporten ze maachen, fir och a schwieregen Zäiten deen Exercice ganz seriö ze huelen. Dat ass och net ëmmer einfach - an de Rapporteur huet et ernimmt -, fir ënner erschwéierte Konditiounen och fir d'Bierger definitiv do ze sinn. Dat muss een och eng Kéier esou ervirsträichen. A mir wëssen alleguerten, wéi komplizéiert dat lescht Joer och an den Administratioune war, sief et an deene staatlechen, sief et an deene vun de Gemengen.

Et ass ganz vill iwwer Zuelen hei geschwat ginn. Ech wëll déi awer och nach eng Kéier hei ervirsträichen a vläicht och nach e bëssen anescht awer beliichten. An ech kommen och op dat zréck, wat ech schonn d'lescht Joer op där heiter Plaz gesot hunn, wat déi Zuelen ugeet.

Et gëtt iwwert déi Reklamatioune geschwat, déi agereecht goufen, 975 Stéck. Eppes, wat awer vläicht net gesot gëtt - an dat ass elo net, an dat hunn ech och schonn d'leschte Kéier gesot, fir dee Montant do ze verklengeren -, mee vun deenen 975 sinn der awer just 469 recevabel. Mir hunn also e

ganze Koup u Reklamatiounen, déi erakommen, mee déi net recevabel sinn, eeben aus deene Grënn, wéi se och am Gesetz vun dem Ombudsman virgesi sinn.

Dann, bei deenen, déi recevabel sinn, gëtt beluewegend hei iwwert de Fakt geschwat, dass bei verschiddenen en Taux de correction vun 100 % ass. Ech wëll do natierlech elo net d'Leeschtung vun den Administratiounen a vun de Ministere schmäleren, mee mat allem Respekt: Wann Der e Ministère hutt, wou een Dossier erakënnt, dat eent Joer sidd Der der Reklamatioun nogaangen an Dir krut déi Saach verbessert, an dat nächst Joer net, dann ass ee Joer den Taux de correction bei 0 % an dat Joer drop bei 100 %. Et ass natierlech och flott, wann een dann eng Kéier 100 % huet, mee dat weist awer och e bëssen eppes iwwert d'Relativitéit vun deene verschiddene Chifferen an iwwert dat, wat hei nawell ganz dacks ernimmt gëtt an deem dote Kontext.

Dann, an dat hunn ech d'lescht Joer scho gemaach an ech hat mer dat e bësse selwer als Aufgab mat op de Wee ginn, muss een dat jo awer och ëmmer a Relatioun setzen - an d'lescht Joer hat ech vun Honnertdausenden Demarchë geschwat, an datt ee vläicht eng Kéier misst kucken, wivill Demarchen et wären. Abee, et si Milliounen Demarchen! An dee Rapport ass natierlech, esou wéi den Deputéierte Graas et och hei gesot huet: „Esou schlecht si mer net." Wa mer ronn 470 recevabeler hunn, Gemengen a Staat zesummen, a mir hu Milliounen Demarchen, déi op där anerer Säit gemaach ginn, dann ass et awer e ganz klengen Deel vu Leit, déi vläicht hir Onzefriddenheet ausdrécken oder wierklech net weiderkommen - an dat heescht net, dass een déi net soll seriö huelen.

Wouru maachen ech déi Milliounenzuelen do fest? Ech ka just iwwert déi schwätzen, wat ee klengen Unhaltspunkt gëtt, déi vläicht online gemaach goufen am Laf vum Joer 2020, wat natierlech och e Pandemiesjoer war. Do hu mer iwwert de Guichet ronn 364 Demarchen, déi online sinn. An do sinn 2,2 Milliounen där Demarchë gemaach ginn. Déi 364, déi do online méiglech sinn, sinn natierlech nach laang net déi Dausenden, déi et gëtt. Mee dat weist awer, vu wivill Milliounen Demarchë mer scho bei esou engem klengen Deel awer och diskutéieren.

Ech géif dann elo e bëssen och d'Reklamatioun vun dem Paul Galles entgéinthuelen - obwuel et net u mir ass -, dee gesot huet, d'Zuele misste vläicht besser opgeschlësselt ginn an dem Rapport vun dem Ombudsman, an lech awer och direkt d'Äntwert vun der Madamm Gary hei soen: „An dem Rapport 2020 ass dat gemaach." An dat mécht d'Saache weesentlech méi einfach. Wann een nämlech dann de Verglach och ka maache par rapport zu deene leschte Joren, da gesäit een eeben och, dass déi Zuel … An dat ass mäin drëtte Punkt, wat d'Zuelen en tant que tel ugeet, an dat hunn ech d'lescht Joer och schonn hei ernimmt: Am Joer 2011 ware mer bei ronn 1.086 där Reklamatiounen. Déi leschte Joren, 2017: 1.149. A wann ech dann 2018 an 2019 kucken, si mer änlech, bei 957 oder '75. A wann ech awer dann dee vun 2020 eng Kéier kucken, deen hunn ech jo och gelies, si mer bei ronn 914, an dat bei méi Leit, méi Demarchen.

Dat weist awer, dass et elo net eng Explosioun gouf vu Reklamatiounen an deene leschte Joren, obwuel een dat jo hätt kënne mengen. Eleng, dass et op deem Niveau bleift, ass keen Zeechen derfir, dass näischt verbessert gouf. Mee vu dass et méi Demarchë vläicht gouf an och méi Leit, déi vläicht dorop eebe kënnen zréckgräifen, dat weist, dass mer awer do op engem korrekten Niveau sinn.

Ech hunn et d'lescht Joer gesot, ech soen et och dëst Joer nach eng Kéier: Ech huelen ëmmer déi Saachen, déi hei diskutéiert goufen, och mat an d'Regierung an ech maachen och de Kolleegen am Regierungsrot e Rapport. Ech gesinn dat jo als mäi Rôle.

Ech wëll awer e puer Diskussiounen nach eng Kéier hei ustoussen, déi d'lescht Joer hei ganz héich diskutéiert goufen, an och dës Kéier ass driwwer geschwat ginn: den „name and shame" vun de Gemengen. Also mat allem Respekt, d'lescht Joer hunn ech dat awer e bësse queesch duerch d'Bänken hei gespuert, dass dat de Wonsch wär, dass ee géif déi Gemengen ernimmen. Am Rapport 2020, dee jo dann eng Kéier méi spéit diskutéiert gëtt, ass et nach ëmmer nëmme „la commune", do ass nach ëmmer keen Numm vu Gemengen dran.

Elo seet den Här Galles, dass dat elo festgehale ginn ass an de Konklusiounen. Da wäerte mer dat fir d'éischte Kéier am Joer 2022 hei an der Chamber diskutéieren, wa mer eis also de Rapport vun 2021 virhuelen.

Ech verstinn net, firwat dass do esou eng grouss Angscht ass, fir dat ze maachen! Bei de Ministèrë geschitt dat jo genee d'selwecht! Ech héieren hei lauter Reklamatiounen, wou déi ernimmt ginn: „Ma et ass den Ausseminister", „Et ass de Minister vun dem Enseignement supérieur"; et ass deen oder dee Minister, dat ass näischt mat „name and shame", wat do gemaach gëtt! Dat ass kloer, wat Dir als Chamber hei lech erwaart: dass iwwert déi Ministèren a vläicht iwwert de Minister dann och nach diskutéiert gëtt. An dass dat bei de Gemengen net geschitt, ass fir mech e komplett onverständleche Phenomeen!

Wann ech iwwert d'Ministèrë schwätzen, weess ech jo och ganz kloer: Et ass och nach de Minister x. An nach am beschte Fall ass et dee vu virdrun, wou nach en Dossier geschleeft huet an eng nei Legislaturperiod eran. A bei de Gemengen, do doe mer eis hei immens schwéier, fir déi ze nennen! Et ass net eng Saach, fir een Eenzelnen ervirzesträichen, mee da soll een dat, mengen ech, ganz selbstverständlech soen. Well et ass jo awer och net interessant, dass elo déi eng Gemeng hei ernimmt gëtt, déi esou laang der Madamm Monti net geäntwert huet. An et steet zwar net dran, mee ënnert der Hand leeft jiddwereen awer ronderëm an e seet: „Wien ass dat, wien ass dat?" Ma da kommt, mir soen et! Et ass d'Gemeng tel et tel.

An dat bréngt mech dann zu deem nächste Punkt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Hansen, erlaabt Der, datt den Här Galles Iech eng Fro stellt?

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique.*- Elo oder duerno, wéi Dir wëllt, Här Galles, kee Problem. Ech hunn nach vill Zäit fir Iech.

M. Paul Galles *(CSV), rapporteur.*- Nee, et ass just fir kloerzestellen, Här Hansen, Här Minister: Mir hunn also an de Konklusioune vum Rapport einfach just festgestallt, dass et dëst Joer net gemaach ginn ass. Méi hu mer net gesot. Mir hunn et einfach just festgestallt, well et d'lescht Joer genannt gi war, dass et méiglech wär, dass et eng Kéier géif geschéien. Méi hu mer elo net gemaach. Ech hunn et guer net bewäert. Ech hunn et just festgestallt. An dat ass also, wéi gesot, ...

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique.*- Jo.

M. Paul Galles *(CSV), rapporteur.*- … just d'Erklärung dozou.

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique.*- Ech soen, et ass och, wann ech jo d'Gesetz liese vun dem Mediateur, et ass jo och u kengem, fir dem Mediateur iwwerhaapt eppes virzeschreiwen. Ech mengen, deen ass onofhängeg, deen huet jo vu kengem ... Mee wa mer awer iwwert d'Diskussioun schwätzen, dass déi ernimmt ginn, da gesinn ech do absolutt kee Problem, wann déi ernimmt ginn.

An da maachen ech een zweete Punkt ... Ech gesinn, den Här Wolter ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wolter ...

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique.*- Kee Problem. Ech maachen nach eng Ausféierung, well déi kënnt vläicht op dat, wat den Här Wolter dann och iwwert d'Gemenge wëllt soen.

Wat ech awer och vläicht als Constat wëll maachen: Wa mir hei iwwert de Rapport vun der Ombudsman schwätzen, an déi hunn dann och eeben 115 Reklamatiounen, dann diskutéiere mir jo och hei - de Rapport gëtt un d'Chamber gemaach.

D'Ministere kommen an d'Kommissioun, well se jo och eng politesch Responsabilitéit hunn. Mee dee Volet bei de Gemengen, dat ass natierlech e bëssen e komplizéierten! Am beschte Fall kucke mer dann eng Kéier alleguerten den Här President vum Syvicol - dee guer net derfir kann. Wann deen emol eng Kéier net méi Member vun der Chamber ass - elo net den Här Eicher perséinlech, mee well dat einfach institutionell dann een ass, deen net Deputéierten ass -, da gëtt iwwert dee Volet hei diskutéiert, et gëtt iwwert d'Gemenge geschwat. Dann ass nach vläicht d'Inneministesch, déi och nach present ass - déi awer och net derfir kann, wann ee Buergermeeschter net onbedéngt wëllt äntwerten. Mee dat, wat do politesch diskutéiert gëtt bei eis an de Chamberskommissiounen - de Minister kënnt an d'Chamberskommissioun, dee gëtt e puer Explikatiounen, déi kommen an de Rapport -, dee Volet, dee gëtt et jo am Fong net vis-à-vis vun de Gemengen.

Hei schwätze mir iwwert deen een oder anere Buergermeeschter. Mir hunn iwwerhaapt näischt iwwert déi ze mellen; d'Autonomie communale! An awer misst ee sech dann eng Kéier d'Fro stellen, wou vläicht de Gremium ass ... oder ob do net all Gemeng kéint och iwwert de Rapport Ombudsman diskutéieren, wa se concernéiert ass. Dat ass jo och eppes, well déi si jo responsabel virun hire Bierger. An dee Volet, dat ass natierlech schwéier, wa mer deen hei ofhandelen an ëmmer just op de President kucken, deen definitiv net derfir kann, wann een anere Buergermeeschter dat mécht.

Dat vläicht kuerz, fir eng Kéier dee Volet vun de Gemengen hei ze verdéiwen.

Ech ginn dovun aus ... Et ass net u mir, fir d'Wuert ze ginn, mee ech hat den Här Wolter gesinn, dee vläicht eng Fro wollt stellen. An ech sinn natierlech ganz …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wolter, wannechgelift!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, ech si ganz frou, dass Der deen zweeten Deel vun der Interventioun gemaach hutt. Well ech hu kee Problem dermat. Ech war och schonn derbäi. Elo net onbedéngt dëst Joer, mee ech war och schonn derbäi. An de Problem besteet jo doranner, dass net necessairement eng Unité de vue ass tëschent deem, wat d'Madamm Ombudsman schreift, an deem, wat d'Gemeng seet.

Dat heescht, wann een an enger Prozedur elo ufänkt, d'Gemenge mam Numm ze nennen, da muss een an där selwechter Prozedur der Gemeng awer och d'Méiglechkeet ginn ze äntwerten. An déi Prozedur ass net do! An ech mengen, dass dat den Haaptgrond ass, firwat bis elo eigentlech den Numm vun de Gemengen net gesot ginn ass: well si net an der Prozedur dra sinn. Dat heescht, wann Der dat eent wëllt maachen - dat ass jo eigentlech dat, wann ech dat elo verstinn, wat Der gären hätt -, da soen ech just: Vergiesst net, dat anert och ze maachen! Well soss gëtt et awer eng Diskussioun, déi net méi balancéiert ass.

Well all Mënsch ka seng Meenung jo awer hunn. A wann deen een eigentlech „un de Pranger gestallt" gëtt, fir et emol esou ze soen - et ass jo eng aner Geschicht, ob s de net äntwers oder ob s de, wéi aner Fäll sinn, inhaltlech net där selwechter Meenung bass -, da géif ech Iech bieden, Äert Gesetz esou ze adaptéieren an Är Prozedur esou ze adaptéieren, dass déi Leit dann och „voix au chapitre" hunn, fir dass se kënnen hir Meenung och an den Debat afléisse loossen.

Merci.

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique.*- Also genee dat, Här Wolter, war jo den zweeten Deel vun deem, wat ech gesot hunn! Ech mengen, d'politesch Responsabilitéit vun engem Buergermeeschter, déi läit jo elo net hei an der Chamber. An do kann ech jo elo net, wann et Är Gemeng ass oder eng aner, iwwert deen hei urteelen!

Mee dass déi solle genannt ginn, ass jo och elo net nëmmen eppes, wat ech oder wat d'Regierung elo iergendwou an engem Gesetz wëll maachen. Ech hunn d'lescht Joer, an - ech hunn d'Saachen och nach eng Kéier nogelies - souguer den Här Galles, dee jo Member vun Ärer Partei ass, huet och d'lescht Joer hei gesot: „Ultima ratio soll een och eng Kéier drun denken, fir se ze ernimmen." Dann ass dat jo elo net nëmmen eppes, wat ech elo a mengem Kapp hunn, mee dat ass eppes, wat ech awer hei queesch duerch d'Bänken ëmmer héieren.

An déi Diskussioun, wann ee se da féiert „hei", dann ass et natierlech praktesch och interessant, dass se hei opgefouert ginn. Mee Dir hutt komplett Recht, an dofir war et jo och deen zweete Volet vu menger Approche, dass déi politesch Responsabel och do da misste Moyenen hunn, fir dat ze diskutéieren. Mee well déi ëmmer erëm optaucht, wollt ech dat eng Kéier genee esou hei ernimmen.

Ee Wuert nach iwwert dat, wat ganz dacks hei thematiséiert gëtt: d'Mënschlechkeet, de gesonde Mënscheverstand, d'Fangerspëtzegefill. Jo, dat ass alles schéin a gutt, mee mir hunn awer alleguerte Gesetzer, un déi mer eis mussen halen. Elo gëtt et e puer där Zone-griseën, wou een dann op dat eent oder dat anert eng Kéier tendéiert. A jiddwereen, deen eng Kéier an enger Responsabilitéit souwuel an der Gemeng wéi awer och an der Regierung war, weess, dass et am Alldag x där dote Fäll gëtt.

A wann een do eng Kéier eng Decisioun hëlt nom „gesonde Mënscheverstand", jo, dann ass een natierlech iergendwou e bëssen amgaangen, de Rechtsstaat vläicht ze verloossen, oder et ass een an engem ganz schwierege Kontext. An déi Diskussioun ronderëm de Mënscheverstand, wann een dat dann dacks praktizéiert - maache mer eis och näischt vir! -, da steet een och vläicht eng Kéier virun der Chamber an da muss ee sech politesch erklären, firwat ee sech net un d'Gesetz gehalen huet.

An dee Balanceakt zwëschent deem, wat d'Texter sinn, an deene Zone-griseën, wou een heiansdo eng Interpretatiounsgeschicht huet - do muss een natierlech oppassen, dass een net an den Arbiträr rëtscht, dat ass souwisou ginn! -, do ass et awer op där anerer Säit esou, wann een dat dann e puermol mécht an dat gëtt e bësse méi grouss, ma dann ass et och vläicht e politesche Sujet, wou een dann awer och mat senger politescher Verantwortung hei ze stoen huet an och dofir riichtzestoen huet, wann een dann eventuell e bëssen eng ganz wäit Ausleeung vun engem Text mécht. Dat sief och eng Kéier op dëser Plaz vläicht ernimmt.

Dann ass e bësse geschwat ginn hei an der Debatt iwwert de „Muechtapparat", „Muechtverhältnis zwëschent Administratiounen". Ech hunn dat d'lescht Joer och hei ernimmt: Wann de Bierger mat senger Demarche kënnt, sëtzt en am meeschten a bal allkéiers um Dësch oder am Guichet bei engem Fonctionnaire. Do sëtzt en net mat deem, deen d'politesch Muecht huet meeschtens, mee do sëtzt e mat deenen Dausende Beamten aus dem Gemengesecteur an aus dem Staatssecteur.

An ech hunn dat d'lescht Joer gesot an ech wëll dat dann och als Fonction-publiques-Minister maachen: Do stellen ech mech awer och ganz kloer virun déi Leit. Déi sinn an hirem ganz grousse Bestanddeel do net déi, déi hir Muecht wëllen ausüben, mee déi hunn an hirem Serment iwwert d'„Intégrité", d'„Impartialité" an d'„Exactitude" en Eed ofgeluecht! Si sinn am Déngscht vum Bierger a se sinn net am Déngscht vum „Muechtapparat" - wa mer dat da vläicht eng Kéier esou duerstellen. Déi maachen hir Aarbecht! Déi probéieren, déi ëmmer ganz gutt ze maachen. Dat geléngt jo och; un der Zuel vun deene 400 Reklamatiounen, déi recevabel sinn, mierkt een dat jo och. An dat muss een awer och eng Kéier op dëser Plaz ernimmen.

An et ass awer ganz dacks, dass do direkt e Minister - dee jo dann deen ass, deen ëmmer als deen duergestallt gëtt, deen dann déi Muecht huet - meeschtens net an deenen eenzelnen Demarchë sëtzt, déi am Alldag geschéie mat de verschiddene Bierger oder Betriber, déi bei hie kommen.

Da géif ech vläicht nach eng lescht Remark maachen. An deene Rapporte liest ee jo e ganze Koup eraus, wat Der dann och ernimmt, sief et Recommandatiounen ... An et gëtt och deen een oder deen aneren Deputéierten, deen dann elo hei seet: „Jo, an dann huet dann och e Minister emol där Saach eng Kéier Rechnung gedroen an e Gesetz geännert."

Do wëll ech awer just soen: Éischtens ass den Ombudsman en Organ, dat un der Chamber hänkt. Dat heescht, dee kann ee jo esou gesinn, dass en lech jo och de Rapport mécht an lech conseilléiert. A wann do esou e Problem ass - Dir sidd den éischte Pouvoir! -, da steet jo och der Saach net iergendeppes am Wee, fir genee dat erauszepicken aus dem Rapport an do Proposition-de-loien eranzebréngen.

Wann ee seet: „Den Ombudsman ass deejéinegen, deen eis zouschafft an deen dote Rapport mécht an op Mëssstänn hiweist", dann ass natierlech d'Regierung op där enger Säit deen een Acteur, mee da kann och all Deputéierten an alleguerten deenen Texter oder Punkten, wou hei an deene schwierege Prozeduren eppes net gutt ass, wa säin eegent Organ em dat recommandéiert, natierlech och selwer aktiv ginn als Deputéierten an net ëmmer nëmme soen: „Ma d'Regierung hätt missen an hätt sollen!"! Da kann een och esou eppes op den Dësch leeën an da kucken, wat dat da vläicht fir eng politesch Debatt ustéisst, an da kucken, wou dat vläicht hiféiert, well et ass awer ganz dacks do, wou dann eeben d'Debaten och eréischt uginn.

Dat doten als klengen Tour vun deem, wat de Moien e bëssen thematiséiert ginn ass. Dass dat eppes ganz Wichteges ass als Rapport, dass jo d'Chamber sech och an esou enger Woch wéi där heiter déi heiten Zäit hëlt, dat ass, mengen ech, och e gutt Zeechen, och dass dat net einfach iergendwou no hanne gedréckt ginn ass.

Ech mengen, d'Mentalitéiten hu geännert an den Administratiounen, beim Staat a bei de Gemengen. Dat heiten ass e Partner, deen normalerweis optrëtt, och wann ee sech vläicht net ëmmer eens gëtt, mee et sinn awer déi Echangen, déi dann awer stattfannen. An dat, mengen ech, soll een awer och eng Kéier beluewegend fir dëst Land an och déi Leit, déi eng Kéier d'Gesetz gestëmmt hunn, hei ervirhiewen.

An et ass esou, wéi den Här Graas et gesot huet: Och wa viru Joren emol Retizenze waren, géif jo awer haut kee méi op d'Iddi kommen, fir dat Gesetz erëm ofzeschafen. Dat huet sech an eisem Alldag, och duerch déi verschidden Ombudsmänner respektiv -fraen, déi mer haten, déi an deene leschte Joren och dat Amt, déi Fonctioun, mat Liewe gefëllt hunn, bewäert. Dat ass wichteg fir en demokratesche Staat.

Haut gëtt dat net méi a Fro gestallt. Ech hunn heibanne keen héieren a senger Interventioun, deen heihinnerkomm wär an dat radikal a Fro gestallt hätt. Dat hätt ee jo och emol kënnen an enger politescher Debatt erwaarden iwwer all déi Joren, dat ass awer net geschitt. An ech mengen, dat weist jo awer och, dass mer an engem Land sinn, wou dat doten, och déi Kritik, déi awer do heiansdo ganz kollaborativ ausgedréckt gëtt, wichteg ass.

An deem Sënn soen ech Iech alleguerte Merci fir deen Apport, deen Der gemaach hutt. Ech freeë mech dann och schonn op de Rapport 2020. Ech mengen, et wär jo gutt, wann deen och deemnächst géif attackéiert ginn, fir dann doriwwer ze schwätzen. An ech huelen déi verschidde Remarken natierlech mat an d'Regierung, fir och do de Rapport ze maache vun där heiter Debatt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

6. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à l'organisation d'une campagne d'information au sujet de la révision de la Constitution

(Résolution déposée en séance publique n° 57 du 20 mai 2021 - à consulter au compte rendu n° 25/2020-2021 en page 843)

Mir kommen elo zur Resolutioun vum Här Fernand Kartheiser iwwer eng Informatiounscampagne am Kader vun der Revisioun vun der Verfassung. Här Fernand Kartheiser, als Auteur vun dëser Resolutioun hutt Dir d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, mir hunn e grousse Rendez-vous virun eis, an zwar soll d'Lëtzebuerger Verfassung „substanziell", esou heescht et an den Texter, reviséiert ginn. Et ass net méi eng global Revisioun, wéi dat nach virun e puer Méint envisagéiert gouf, mee et soll eng substanziell Revisioun ginn. A fir déi substanziell Revisioun si scho véier Gesetzestexter hei an der Chamber deponéiert ginn, vu véier Corapporteuren.

Elo ass et awer esou, datt mir als ADR déi Saach aktiv verfollegt hunn an awer eis och erënnert hunn un dat Verspriechen, wat véier Parteie gemaach hate virun deene leschte Walen 2018, mat deem Versprieche an d'Wale gaange sinn, hir Mandater och opgrond vun deem Versprieche kritt hunn. An dat seet ganz kloer: Deen zweete Vott hei an der Chamber fir déi Verfassungsrevisioun soll duerch e Referendum ersat ginn.

Mir sinn also mat enger Resolutioun hei an d'Plenière komm a mir hu gesot: „Mir hätte gär dee Referendum." An déi selwecht Parteien, déi dat versprach haten, hunn et hei refuséiert!

Mir fannen dat net richteg! Net richteg géintiwwer dem Wieler, an och der Wichtegkeet vun enger Verfassungsrevisioun net ugepasst. Mir hunn doropshin eng Proposition de loi gemaach, déi et de Leit soll erlaben, an enger Referendumsprozedur sech och elektronesch anzeschreiwen, änlech wéi bei de Petitiounen. D'Regierung huet och dozou leider eng negativ Stellung geholl. Mir hunn awer dat Gesetz hei nach net zur Ofstëmmung bruecht.

Awer mir hunn du geduecht als ADR: „Mir musse jo virumaachen! Mir mussen op jidde Fall sécherstellen, datt eng Informatiounscampagne, op d'mannst eng Informatiounscampagne kënnt." An net datt alles hei en vase clos an der Chamber geschitt, datt eng substanziell Verfassungsrevisioun gemaach gëtt an d'Leit dobausse mierken et eventuell emol net. Well dat huet jo enorm Konsequenzen op eist Land, op eis Rechter, op eis Politik.

Mir hunn dofir hei den 20. Mee eng Resolutioun deponéiert, déi ech haut presentéieren, mat dem Zil, esou eng Informatiounscampagne fir d'Verfassungsrevisioun ze lancéieren. Dat huet op jidde Fall och dozou geféiert - an den Här Mars Di Bartolomeo huet gëschter och en Text an där Richtung hei deponéiert -, datt mer op jidde Fall emol eng Informatiounscampagne kréien! Awer d'Orientatioun, déi geet nach wäit auserneen.

An ech wëll Iech just kuerz soen, wat mir an eiser Resolutioun proposéieren.

Eis Approche ass déi vun enger ganz oppener a kompletter, breeder Informatiounscampagne. Mir hunn zum Beispill an eisem Text gesot, mir hätte gär eng „Serie vun Informatiouns- an Diskussiounsowender". Also net een, mee eng ganz Serie iwwert d'Land, wou d'Leit kënne kommen a matdiskutéieren iwwert dat, wat soll hei geännert ginn, datt se e Wuert kënne matschwätzen. Dat ass jo och de Sënn vun deem Ganzen!

Mir hätte gär ëffentlech Debatten, wou mer interesséiert Organisatioune matinvitéieren, déi vläicht nach wëllen deelhuelen un deem Prozess - elo hu mer jo Texter, déi zimmlech wäit ofgeschloss sinn -, datt se nach kënnen hir Iddien erabréngen, datt dat nach eng Kéier ka gekuckt ginn. Si kënne Propositioune maachen an hir Positiounen do vertrieden.

Mir solle kucken, datt ëmmer kontrovers diskutéiert gëtt. A firwat insistéiere mer dorobber? Well mer nach ganz, ganz lieweg Erënnerungen hunn, an ech muss soen, wat eist Gefill ugeet, och schlecht Erënnerungen un déi Campagne, déi 2015 war, wou mer e Referendum haten, ënner anerem iwwert d'Ausländerwalrecht, mee och iwwer zwee aner Punkten, wou mer eng eesäiteg Propagandacampagne haten. An dat wëlle mer absolutt verhënneren!

De Respekt virum Bierger erlaabt eis net, eng eesäiteg Propagandacampagne ze maachen, mee mir sinn hei als Mandatairë vum Vollek a mir mussen dat ophuelen, wat d'Leit eis soen. Mir sinn net hei, fir hannert dem Réck vun de Leit eppes ze maachen. Mir sinn net do, fir iwwert de Kapp vun de Leit ewech esou schwéierwiegend Decisiounen ze huelen, mee mir mussen et mat hinnen zesumme maachen, komplett transparent an oppe fir Propositiounen. Och elo, wou mer déi nei Texter hunn.

Well mir haten eng kuerz Presentatioun „Är Virschléi" - den Här Mars Di Bartolomeo wäert herno nach eng Kéier drun erënneren -, dat wor awer fir déi global Revisioun 6030. Dat betrëfft also elo net déi véier Texter, déi mer am Ableck diskutéieren, op jidde Fall net ganz vill.

Dat ass also d'Zil: eng Informatiounscampagne, déi ka kontrovers geféiert ginn, wou alles virdrun ass, ier e Fait accompli geschafe gëtt.

Mir hunn Ënnerscheeder - an ech wëll dat direkt hei erausschaffen - zu deem Text, deen och elo vun deenen anere Parteien hei presentéiert gëtt: Mir wëllen also eng „Serie" vun Informatiounsversammlungen. An deem aneren Text, deen den Här Mars Di Bartolomeo herno proposéiert, geet rieds vun „enger" Réunion d'information. An déi ass och dem Bureau ... Am Bureau vun der Chamber, dat ass e Gremium, dat sech mat esou Saache befaasst, gëtt et och en Text, deen dat e bëssen erkläert. Deen ass awer och nach net adaptéiert, dat heescht, mir hunn nach Zäit, Ännerungen ze maachen.

An do steet dran: Et soll „eng" Pressekonferenz ginn, wou déi véier Corapporteuren an de President vun der Chamber dat presentéieren. Dat ass awer keng kontrovers Diskussioun, mee also eng relativ eesäiteg, wou keng Kritticken da kënnen do virbruecht ginn. Eng Réunion d'information soll sinn - eng! -, also net eng Serie iwwert d'ganzt Land, hei am Cercel, wou d'Leit sech sollen aschreiwen, ier se kommen. An da sinn nach esou Dispositiounen dran, wéi zum Beispill eng Iddi, déi u sech gutt ass, fir eng dräisproocheg Broschür ze verdeelen. Awer déi soll verdeelt ginn nom Vott, „après le vote des quatre propositions de révision". Dat heescht, wann alles ze spéit ass!

Et gëtt also hei e grondsätzlechen Ënnerscheed tëschent der Approche vun der ADR an där vun, wéi ech mengen, all deenen anere Parteien hei am Sall. Mir hätte gär virdrun eng oppen Diskussioun, wou d'Leit sech kënne bedeelegen, déi kontrovers geféiert gëtt, ier mer Decisiounen huelen. Also eng wierklech Biergerbedeelegung, komplett transparent, kontrovers geféiert Diskussiounen, wou mer weisen, datt mer d'Demokratie eescht huelen.

An net dat, wat am Ableck geplangt ass - esou op jidde Fall eis Interpretatioun -: eng Propagandacampagne bis, déi eis leider erënnert un dat, wat 2015 geschitt ass, wou eng massiv Propaganda war, et kann een et net anescht nennen, an déi schlussendlech och vum Vollek desavouéiert gouf. An ech mengen, et ass dat och d'Angscht vun deene Parteien, déi hiert Walversprieche briechen an et net anhalen, déi soen: „Hei, mir hunn dat versprach 2018", et ass d'Angscht virum Vollek an datt se nees desavouéiert ginn. Mee esou kann ee keng Politik maachen! Eng Verfassungsännerung muss eiser Meenung als Referendum virgeluecht ginn, wéi all déi Parteien et versprach haten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Fernand Kartheiser fir den Depot vu senger Resolutioun, déi eng Rei vu Punkten enthält, déi kéinte consensuel sinn. Mee, de Fernand Kartheiser huet dat och elo méi laang a breet erkläert, en huet eis eigentlech, ben, soll ech soen „ënnerstallt", dass mer eng net neutral Informatioun géife wëlle maachen an dass mer net déi eenzel Stëmme wéilten zur Geltung bréngen.

Et ass net dat, wat mer wëllen! Et ass net dat, wat mer wëllen. An den Auteur vun dëser Resolutioun mécht och Abstraktioun vun deenen Efforten, déi mer scho gemaach hunn, fir déi Aarbechten, déi elo schonn iwwer 15 Joer lafen a virun zwee Joer kuerz virum Hafe waren, un d'Leit erunzebréngen, fir d'Leit ze bedeelegen, mat de Leit ze diskutéieren iwwer Foren an iwwer „Är Virschléi". Dovu gëtt Abstraktioun gemaach! Wat awer u sech eng Initiativ war, déi op e ganz gudden Echo dobausse getraff ass, wou ganz konstruktiv Virschléi gemaach gi sinn an déi am Projet de réforme globale schonn iwwerholl gi waren an och elo an där neier Approche iwwerholl gi sinn.

Do si Virschléi aus der Société civile an déi nei Kapitelen eragefloss. An ech mengen, et ass wichteg, dass een awer no baussen och kloer de Message gëtt, dass mer schonn Efforte gemaach hunn, dass déi Efforten och ugeholl gi si vun de Leit dobaussen an dass mer an deem selwechte Geescht vun enger objektiver Informatioun wëlle weiderfueren.

A wann déi Informatioun, déi ganz vill Facetten huet, ënnert der Schiermherrschaft vun der Chamber leeft an net eleng vun individuelle Parteien, jo, dann ass déi Chamber hei dee beschte Garant, well hei all Sensibilitéite vertruede sinn, dass dat op eng kloer verständlech an och net partisan Aart a Weis gemaach gëtt. Mir wäerten eis extreem vill Méi gi fir ze erklären, ze informéieren.

An duerfir, Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, an och den Auteur vun der Resolutioun, och wann eng ganz Rei vu positiven Elementer dra sinn ... Den Här Kartheiser seet, dass mer an deene leschten zwee Joer och exzellent, oder gutt an effikass geschafft hunn, fir eng ganz Rei vu Revisiounen un der Verfassung kënnen ze maachen. Effektiv sinn déi verschidde Kapitelen an der Tëschenzäit alleguer deponéiert, zum gréissten Deel och aviséiert oder souguer schonn amendéiert, mat zweeten Avise vum Conseil d'État, déi do sinn.

An eigentlech - an dat ass, mengen ech, dat bescht Argument, dat vläicht dem Här Kartheiser seng Suerge kann entkräften -, eigentlech wäre mer prett gewiescht, fir elo haut oder muer dat éischt Kapitel schonn hei am Parlament fir deen éischte Vott virzeleeën. Wann eis Absicht gewiescht wär, fir dat an enger Nacht-und-Nebel-Aktioun ze maachen, dann hätte mer dat vläicht gemaach. Dat ass awer net eis Absicht, an duerfir hu mer decidéiert, dass mer eis Zäit ginn, fir déi noutwendeg Informatioun ze maachen, ier mer dann deen éischte Vott vum éischte Kapitel am Hierscht wäerte maachen. An dat ass d'Kapitel iwwert d'Justiz.

Duerfir, bei allem Versteesdemech fir eng ganz Rei vu Propositiounen, déi an der Resolutioun proposéiert gi vum Här Kartheiser, si mir der Meenung, dass déi Resolutioun, déi mir herno wäerte presentéieren a wou mer eis Méi ginn hunn, fir esou vill wéi méiglech Sensibilitéiten a Fraktiounen hannendrunzekréien, dass déi méi komplett ass. Soudass ech duerfir muss am Numm vu menger Fraktioun proposéieren, dass mer dem Här Kartheiser seng Resolutioun ofleenen, ouni awer de Principal ofzeleenen, dass mer wëllen d'Leit informéieren.

Mee, wéi gesot, eis Resolutioun ass méi komplett. An aus eiser geet och ervir, dass mer net bei null ufänken, mee dass mer an deene leschte Jore scho ganz vill geschafft hunn a Saachen Informatioun an dass eis Servicer exzellent Aarbecht gemaach hunn, fir Material kënnen ze notzen elo an deem Informatiounsbestriewen, wat direkt wäert ugoen.

Här President, léif Kolleegen, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Dann hat den Här Charles Margue sech gemellt. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, heiansdo ass et gutt, wann een e wéineg waart, ier een eng Resolutioun op den Ordre du jour hëlt, souwuel an der Plenière wéi och an der Kommissioun. Wéi de Fernand Kartheiser den 20. Mee déi Resolutioun deposéiert huet, ware mer nach net derduerch, wat de Planning vun der Verfassungsreform ugeet.

Jo, et gëtt en neie Moment zënter 2015. Et gëtt en neie Moment zënter dass déi véier Parteie sech eens gi sinn iwwer eng nei Demarche, déi ze maachen ass. Déi Demarche huet menger Meenung no dee grousse Virdeel, dass mer net pauschal den Domm erop- oder erofmaachen, mee dass mer kënne sachlech diskutéieren zu verschiddenen Theemen.

Dat ass och am Sënn, fir de Bierger méi anzebannen. De Bierger, dee gefrot ginn ass! D'Biergerbedeelegung gouf et virun 2015. Et sinn, wéi de President vun der Kommissioun et gesot huet, eng Rei Virschléi agefloss. An et war och esou, dass et 2015 e Referendum gouf iwwer Punkten, wou d'Parteie sech net eens waren - mat deem bekannte Resultat!

Elo si mer an engem neie Film, engem neien Debat. An e Kalenner steet, wéi mer kënne mat de Leit fir d'Leit diskutéieren iwwert dat, wat d'Chamber - an eiser Kommissioun haaptsächlech an an eisen Debaten hei an der Plenière - wäert maachen. D'Chamber iwwerhëlt hei Verantwortung an ass an hirem Rôle.

Domat soen ech och am Numm vun der grénger Fraktioun, dass mer dës Resolutioun elo net sollen unhuelen, obschonn d'Informatioun, déi gewënscht ass, wäert kommen. Mee déi aner Punkten an déi Saachen, déi zwëschent den Zeile stinn, féieren eis derzou, dës Resolutioun ofzeleenen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Déi nächst Wuertmeldung ass fir den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, den Här Kartheiser an ech, mir haten d'lescht Woch de Pleséier, um 100,7 eis iwwert dee Sujet en long et en large auszetauschen.

Ech stelle fest, datt d'ADR d'Chamber awer lueft, ...

(Brouhaha)

... fir d'éischt emol an hire Considerante betreffend d'Verfassungsaarbecht. An ech kann den Här Kartheiser an d'ADR och berouegen: Grad wéi si huet d'CSV och e schlechte Souvenir un 2015! Do war awer den Ënnerscheed: Déi Campagne ass vun der Regierung massiv dirigéiert ginn, wou eeben net all d'Parteie representéiert waren.

Mir hunn awer och e gudde Souvenir un dee Referendum, well et ass dat erauskomm, wat och d'Meenung vun der CSV war. An et ass genau dat, wat an der Verfassung och erëmgespigelt ass an eisen Aarbechten. Ech wëll dat awer och eng Kéier hei ganz kloer betounen, well dat vergiessen d'Kolleege vun der ADR awer an der Ëffentlechkeet ëmmer ze soen.

De President vun der Institutiounskommissioun huet et gesot: Et ass eng ganz Rei Viraarbecht scho geschitt, mat Informatiounscampagnen, mat Consultatiounscampagnen. Och mir als CSV hu vill mat de Leit a mat eise Membere geschwat. An opgrond vun deene selwechten Iwwerleeungen, déi de Mars Di Bartolomeo hei elo grad virbruecht huet, kënne mer déi Resolutioun vun der ADR net unhuelen. Herno komme mer jo nach zu där Resolutioun, déi vum Mars Di Bartolomeo presentéiert ginn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, merci fir d'Wuert. Also mir sinn natierlech fundamental der Meenung, dass een e breeden ëffentlechen Debat brauch bei der Verfassungsreform. Dat schéngt eis evident. Natierlech wënsche mer eis och e kontradiktoreschen Debat, well mir als - ech soen elo - „Minoritéitspartei an der Oppositioun" natierlech Interessi hunn un enger kontradiktorescher Debatt. An ech géif souguer méi wäit goen a mengen, dass dee Prozess vun Ufank un hätt misse participativ gestalt ginn an d'Bierger hätte missen an d'Ausschaffung vun der Verfassung u sech matagebonne ginn.

Mir hunn och eng eege Verfassungspropos, wéi Verschiddener vun Iech eventuell wëssen, scho säit enger Zäitchen deposéiert. An där steet, ënner anerem, d'Recht op Wunnen dran, d'Recht op Aarbecht, d'Recht op sozial Gerechtegkeet. Mir hunn och d'Ëmweltrechter festgeschriwwen an ënner anerem d'Reduktioun vun der Emprunte écologique als Staatszil festgehalen. Natierlech gesi mer och d'Awunnerwalrecht vir an d'Stäerkung vum Parlament. An do stinn natierlech nach ganz vill aner Saachen dran.

Dofir si mir natierlech derfir, dass mer eng ëffentlech, breet a kontradiktoresch Debatt kënne féieren - aus anere Grënn natierlech wéi d'ADR! Dat ass evident. Mee mir sinn natierlech do derfir. Mir géifen déi Resolutioun vun der ADR och matënnerstëtzen. Par contre, leider, bei där vun der Majoritéit musse mer eis enthalen, well déi eis als Oppositiounspartei net wäit genuch geet. Do kënne mir eis net genuch matabrénge mat eiser Propos.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. Dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maache kee Geheimnis draus: Mir hätten eis och gewënscht, datt mer virun engem Vott an der Chamber eng méi breet Biergerbedeelegung gehat hätten. Mir hätten eis gewënscht, datt een net nëmmen d'Plattform vun der Chamber genotzt hätt, datt ee consultativ Referenden iwwer méi Froe gemaach hätt. A leider huet d'Majoritéit sech no dem Echec vum leschte consultative Referendum dofir entscheet, fir eeben de Biergerinnen a Bierger keng weider Froen ze ënnerbreeden. Dat fannen ech schued.

Mir hätten, mengen ech, iwwer eng ganz Rëtsch Froen an där Verfassung punktuell misse mat de Biergerinnen a Bierger dobaussen diskutéieren, an zwar ganz breet. Dat hätt ouni viragenommen Äntwerte kënne geschéien. Dat hätt kënne wierklech an der Iddi vun enger Biergerbedeelegung funktionéieren. Dat ass net geschitt.

Elo hu mer et esou, datt et véier Ännerungspropositioune gëtt fir d'Verfassung, déi vun deene véier Rapporteren deposéiert goufen. An ech mengen, datt et ganz schwéier ass fir ze soen, et stëmmt een einfach nëmme mat Jo oder Nee iwwert dee ganze Block.

Ech bedaueren, datt mer elo an där Situatioun sinn. Mee dat féiert awer elo derzou, datt mer déi véier Bléck esou gutt et geet mussen dobaussen erklären an diskutéieren. Dofir ass et och wichteg, datt mer se diskutéieren an net nëmmen eng Propagandacampagne, wéi hei insinuéiert gouf, maachen, mee datt mer wierklech en Debat sichen. Datt mer verstinn, ob et wierklech Majoritéiten an der Populatioun gëtt, breet Majoritéite fir dat, wat déi véier Rapporteren hei deposéiert hunn.

Dofir mengen ech, datt d'Resolutioun, déi ech matënnerschriwwen hunn, déi bescht Pist ass, well en einfache Jo/Nee op esou eng komplex Fro wéi op déi vun deene véier Dossieren ass vläicht an enger Campagne ze verkierzt. Dofir wäerte mir eis bei der Resolutioun vun der ADR enthalen a fir d'Resolutioun, déi mer matënnerschriwwen hunn, stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ganz kuerz. Ech wollt fir d'éischt dem Här Kartheiser Merci soe fir seng Resolutioun, well mer de Mueren hei iwwert de Prinzip vun enger Informatiounscampagne kënnen diskutéieren. Mee, wéi gesot, ech si just iwwert de Prinzip mat him d'accord.

Dir wësst alleguerten, eis Verfassung ass am 153. Joer, si ass 27-mol reviséiert ginn. Mee wa mer dobausse bei de Leit sinn, da musse mer awer constatéieren oder mir spiere souguer heiansdo, dass awer eng ganz Serie vun eise Bierger net oder op d'mannst net richteg wëssen, wat dann an där Verfassung steet.

Et ass elo scho virdrun hei ugeklongen: Mir hunn elo e Paradigmewiessel gemaach. Mir hunn net eng ganz nei Verfassung op d'Bee gesat, well dat jo 2018 gestoppt ginn ass. Mir hunn eis al Verfassung vun 1868 enger substanzieller Revisioun ënnerzunn. Mir hu véier Bléck gemaach mat véier Corapporteuren, déi sech alleguerten op hir spezifesch Secteure fokusséiert hunn.

Dir musst awer wëssen an ech wëll dat nach eng Kéier hei ënnersträichen - an eise President Mars Di Bartolomeo huet et ganz kloer ervirgehuewen an och de Léon Gloden an de Charel Margue -, dass am Virfeld scho ganz vill mat eise Bierger diskutéiert ginn ass. Offiziell si mir säit 14, 15 Joer amgaang, mee en fin de compte si mer säit 1994 amgaang, d'Verfassung ze änneren. An et ass ëmmer erëm no baussen driwwer geschwat ginn.

Mir hate Biergerforumen, mir hate ganz Seminäre vun der Universitéit, ganz Weekender si vun der Universitéit gemaach ginn, fir d'Leit ze froen: „Wat wëllt Der? Wat sinn d'Prioritéiten?" Si hunn hinnen déi auslännesch Verfassungen erklärt. Si hu gefrot: „Ass dat eppes fir eist Land? Solle mer eis awer bei de Belsch inspiréieren? Bei de Fransousen?" Dann hunn déi Däitsch oder d'Schwäizer erëm eng Kéier gutt Propose gemaach. Mir hunn iwwerall gekuckt. Mir hunn alleguerten déi Bicher mat all den europäesche Verfassungen gekuckt, well mir eng Verfassung wollte maachen, déi modern ass, performant, transparent a fir all Bierger.

An ech wëll dem Här Kartheiser soen: Här Kartheiser, mir wëllen näischt verstoppen a mir hunn näischt ze verstoppen! A wéi Dir gesot hutt, mir hätten hei en catimini - laanscht d'Bierger, hanner verschlossenen Dieren - déi nei Verfassung hei oder déi ganz Kapitele reviséiert ... Et deet mer leed, domat kann ech net d'accord sinn, well et ass just de Contraire!

(Interruption)

Mir hunn a voller Transparenz geschafft an ech soen Iech just eppes: Dofir ass et wichteg, nach eng Kéier, nees eng Kéier eng Informatiounscampagne ze maachen, breet gefächert, mat all den Instrumenter, déi mer zur Verfügung hunn. Déi grouss Differenz mat 2015 ass: Hei huet d'Chamber de Lead! 2015 hat d'Regierung de Lead. Ech wëll keng Evaluatioun maache vun där Campagne. An do waren et reng politesch Froen.

Här Kartheiser a léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, hei geet et ëm d'Grondcharta vum Land. Dat ass keng politesch Propaganda! Mir mussen d'Land virbereeden op déi nächst Joren. Déi heiten, déi huet 153 Joer gehalen. Da musse mer och elo eng maachen, déi hält. An déi soll breet gefächert explizéiert sinn, dass d'Leit ganz genau wëssen, wat mer proposéieren, wat mir mengen, dass gutt wär fir si a fir d'ganzt Land. An dofir wëll ech Iech soen, dass ech menger Fraktioun proposéieren, fir Är Resolutioun net ze droen!

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur vun der Resolutioun, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Ech kucken, datt ech op e puer Elementer aginn, déi elo an der Diskussioun waren, an ech soen natierlech jidderengem Merci, dee seng Meenung hei an der Diskussioun bruecht huet.

Madamm Beissel, wann Der gär eng Verfassung hätt, déi hält - dat wëlle mer alleguer -, da leet se dem Vollek zum Refenderum vir, wéi Der et versprach hutt! Da weess ...

(Mme Simone Beissel fait des gestes de négation.)

A, do sidd Der dann net méi d'accord! Majo, da widderspriecht Der Iech selwer. Well et ass dach nëmme wann d'Vollek an enger Ofstëmmung gesot huet: ...

(Interruption)

... „Dat hätte mer gär", dann hält se. Hei ass ...

Une voix.- Gitt Iech dach!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Ma nee, ech gi mech net! Well dat heiten ass jo wierklech e Beweis vun deem, wat mir hei soen.

Zu deenen anere Kriticken, déi hei virkomm sinn, wëll ech Iech soen: Dir wëllt am Oktober ... An den Här Mars Di Bartolomeo huet gesot: „Wa mer dat elo hätte wëllen hannert dem Réck vun de Leit maachen, dann hätte mer den éischte Vott elo gemaach. Mir si scho mat engem Kapitel souwäit fäerdeg, mee mir maachen et elo awer am Oktober, well mer virdrun nach eng Informatiounscampagne maachen." Ech kucken op de Kalenner. Maache mer elo séier an der Vakanz, an der grousser Vakanz, eng Informatiounscampagne, fir dann am Oktober ze stëmmen, wou mer wëssen, datt eebe vill Leit an der grousser Vakanz fir d'Politik net esou op sinn, net do sinn an esou weider?

(Brouhaha)

An da sot Der: „Mir maachen eng Informatiounscampagne an der grousser Vakanz an am Oktober stëmme mer den Text." Ma nee! Also realistesch ass dat do awer net! An dee Kalenner, deen ass och net esou iwwerzeegend.

Den Här Gloden seet, d'CSV hätt nach eng Erënnerung un 2015. Ech hunn och eng. Wësst Der, wat Är Positioun war? „Gitt gutt informéiert an d'Walkabinn", dat waren Är Plakater. A fir dat ze verhënneren, huelt Der déi Kéier de Leit d'Walkabinn ewech, well Der elo op eemol eeben och géint de Referendum sidd. Elo ginn d'Leit iwwerhaapt net méi an d'Walkabinn! Dir braucht Är Plakater vun deemools emol net méi auszepaken, well Der de Leit déi Chance och nach geholl hutt als CSV!

Da wëll ech Iech awer och soen: D'Schiermherrschaft vun der Chamber ass u sech eng gutt Saach, wann d'Chamber dann higeet a wierklech jidderengem d'Wuert gëtt. Mee ech liesen an deem Dokument, dat hei an der Chamber am Bureau ass, datt zum Beispill déi Pressekonferenz vun der Chamber - ënnert der Schiermherrschaft vun der Chamber - vum President a vun deene véier Corapporteure vun deem Text gemaach soll ginn. Keng ofwäichend Stëmm!

An dat ass et, Här Margue, wat ech Iech wëll soen zum Ofschloss: Mir hunn eng aner Meenung. D'Parteie si sech net eens! Et gëtt kee Konsens, well d'ADR ass net d'accord mat enger ganzer Rei vun Dispositiounen an där neier Verfassung! An ech sinn iwwerzeegt, sou wéi ech hei stinn, mat beschtem Wëssen a Gewëssen: Wann d'Leit dobausse wéissten, wat an deene véier substanziellen neien Texter steet, kéint Der sécher sinn - ech si sécher -, datt Der an engem Referendum nach eng Kéier de Kuerf géift kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et geet Iech jo guer net ëm d'Verfassung!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Bei deem leschte Saz, deen den Auteur vun der Resolutioun gesot huet, gesäit een, wat eis trennt. Mir sinn no 15 Joer intensiver Aarbecht net der Meenung, dass mer hei Grujelegkeete maachen, mee dass mer eis Gesellschaft, déi sech op engem zolitte Grondgesetz opbaut, verbesseren.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dass mer se verbesseren! Dass mer Saachen, déi an eisem normale Liewe schonn eng Selbstverständlechkeet sinn, an eis Verfassung erabréngen a Saachen, déi et scho laang net méi gëtt, déi mer an där Form och net wëllen, aus der Verfassung eraushuelen, dass déi Gesellschaft sech an där Verfassung erëmfënnt. An dat ass jo de Sënn vun deem Grondgesetz, op deem déi aner Gesetzer opbauen, op deem d'Gesellschaft opbaut, op deem eis Staatsform baséiert, vun deem eis Fräiheete kommen, an deem d'Zesummewierke vun den Institutioune gereegelt ass.

Mir maachen also hei keng Grujelegkeeten, mee mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass gutt Leit an där Chamber hei wärend 20 Joer gutt geschafft hunn an dass et wierklech derwäert ass, dass mer déi Verfassung un d'Zil bréngen. Iwwregens, an och dat ass en Element, mir hunn an der Vergaangenheet - an et ass ni ze spéit - eng exzellent Zesummenaarbecht och mat der ADR an där Verfassungskommissioun gehat.

(Brouhaha et exclamations)

De Kolleeg ...

Une voix.- Et ass ni ze spéit!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- De Kolleeg Gibéryen huet hei och ganz konstruktiv matgeschafft. An ech wëll och soen, dass de Fernand Kartheiser an deene leschte Méint ganz konstruktiv matgeschafft huet an och eenzeler vu senge Virschléi an déi Verfassung erakomm sinn. Ech wëll dat just ënnersträichen, dass mer hei net ee géint deen aneren eng Verfassungsrevisioun maachen. D'Differenz ass jo och, ...

(Brouhaha)

... an da komme mer op de Kär: ...

(Interruptions)

... Mir hunn hei keng komplett nei Verfassung, mee mir hu véier Kapitelen, déi weiderhin op der bestoender Verfassung baséieren. A mir hunn eng ganz Rei vu Saachen aus der bestoender Verfassung och iwwerholl. Dat ass och eng vun den Erklärungen, firwat elo déi Parteien - oder zumindest véier Parteien - déi Resolutioun hei ënnerschriwwen hunn, fir net op de Referendum zréckgräifen.

An à propos Referendum wëll ech awer nach soen, dass, wa wierklech de Referendum vun de Leit dobausse gefuerdert géif ginn, mer jo dann eng bestoend Verfassung hunn, déi déi Méiglechkeet nach ëmmer gëtt. Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass zumindest emol all déi Leit, déi déi alternativ Resolutioun ënnerschriwwen hunn, net drun denken, fir hei e gefierfte Walkampf ze maachen iwwer eng Verfassung. Mat enger Verfassung mécht ee kee Walkampf. Eng Verfassung soll d'Leit zesummebréngen a se net trennen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo. An den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Jo, wéinst Fait personnel, Här President. Ech hunn näischt dergéint, an ech mengen, dat ass Demokratie, datt den Här Mars Di Bartolomeo an aner Kolleegen heibannen déi Positioune vertrieden, déi nun emol hir a warscheinlech och déi vun hire Parteie sinn. Dat ass iwwerhaapt kee Problem. Ech mengen, mir hunn einfach eng aner Meenung zu der Verfassung, zu deem, wat do soll drastoen, iwwert d'Aarbechtsmethoden an esou weider. Dat ass fair. All Partei huet do hir Positioun.

Wat ech awer net kann akzeptéieren, an dofir hunn ech de Fait personnel gefrot, dat ass emol, wéi den Här Gibéryen an ech selwer an eiser Mataarbecht hei beschriwwe ginn. Ech wëll just soen: Mir hate virun enger Woch den ADR-Kongress, dee sech just ëm d'Verfassungsreform gedréit huet. Mir hunn do eng Resolutioun presentéiert, déi mer och intern laang diskutéiert haten an déi eestëmmeg ugeholl ginn ass, an den Här Gibéryen war do an en huet se matgedroen. Ech wëll Iech dat just soen. Also déi Iddi, fir hei esou ze maachen, als hätte mer do verschidde Meenungen, ass einfach falsch. Mir hunn déi ADR-Positioun op engem Nationalkongress eestëmmeg ugeholl an den Här Gibéryen huet dat och matgestëmmt!

Wat meng eegen Aarbecht an der Verfassungskommissioun ugeet, kéint ech déi elo ganz laang beschreiwen. Mee ech wëll Iech awer soen zu däer Contributioun, déi ech do gemaach hunn - an ech hu géint déi véier Gesetzer, déi Propositiounen, déi elo do deponéiert gi sinn, och do gestëmmt -: Mee ech sinn dacks intervenéiert, fir nach dat Schlëmmst ze verhënneren!

(Hilarité et exclamations)

Dowéinst sinn ech intervenéiert.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- An et ass mer heiansdo gelongen, ...

(Interruptions)

... nach eng Formulatioun ofzeschwächen, awer ganz sielen. Meeschtens si meng Propositiounen ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir iwwerschätzt Iech, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... net ugeholl ginn. A wann et mer mol gelongen ass - ech ginn elo hei keng Beispiller, well doriwwer kéinte mer laang diskutéieren -, da sinn ech ganz frou, datt dat, wat dosteet, e bësse manner schlëmm ass, well d'ADR sech agesat huet, fir dat nach ze verhënneren.

(Exclamations)

Dat ass d'Aarbecht. An op déi sinn ech och houfreg.

M. Gilles Baum *(DP).*- Dir sidd eeben am 19. Joerhonnert stoe bliwwen!

M. Fred Keup *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Et ass souguer sou wäit gaangen, Här President, fir just ee Beispill ze nennen, datt ech selwer eng Propositioun gemaach hunn, fir eng Formuléierung vun enger Ännerung ofzeänneren, wou a mengen Aen dat besser war, wat virdrun do stoung, an ech hunn dunn awer dergéint gestëmmt, well ech der Iwwerzeegung war (...)

(Problème de sonorisation)

Wësst Der, dat ass dat, wat mir maachen. Mir probéieren, am Interessi vum Vollek dat Schlëmmst ze verhënneren, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- En huet géint sech selwer gestëmmt.

Une voix.- En huet géint sech selwer gestëmmt.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... wat mer och maache mat der Resolutioun, déi mer haut hei kucken.

M. Fred Keup *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Här Mars Di Bartolomeo wëllt nach kuerz reagéieren.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo. Just ee Saz.

(Brouhaha)

Just ee Saz, Här President. Just ee Saz.

(Interruptions)

Ech wëll just soen, dass bis elo keng vun deenen anere Parteien eng parteipolitesch Saach ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Genee.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- ... aus der Verfassung gemaach huet an dass dem Här Kartheiser seng Partei déi éischt war, déi doraus eng parteipolitesch Saach gemaach huet. Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo.

Ech mengen, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun vum Här Fernand Kartheiser.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun bei 6 Jo-Stëmmen an 2 Abstentioune mat 52 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

7. Résolution de M. Mars Di Bartolomeo relative au lancement d'initiatives d'information du grand public sur le devenir des modifications prévues à notre Constitution

(Résolution déposée en séance publique n° 68 du 13 juillet 2021 - à consulter au compte rendu n° 29/2020-2021 en page 1024)

Da kéime mer zur Resolutioun vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert de Lancement vun Informatiounsinitiativen am Kader vun der Revisioun vun der Verfassung. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Et ass eigentlech keng Resolutioun vu mir, mee et ass eng Resolutioun, déi d'Ënnerschréften dréit vun enger Rei vu Kolleegen aus de véier Fraktiounen an enger Sensibilitéit. Dat heescht, si ass ënnerschriwwe vu Kolleege vun der CSV, vun der DP, vun deene Gréngen, vun der LSAP a vun de Kolleege vun de Piraten. Woubäi ech awer wëll soen, dass d'Reaktioun vun de Kolleegen aus

deenen anere Sensibilitéiten elo keng ofleenend war, mee vu dass se selwer eng eege Resolutioun abruecht hunn, mer et net fäerdegbruecht hunn, fir eis op een Text ze eenegen.

Ech ka ganz kuerz sinn, well mer de Fong eigentlech jo schonn diskutéiert hunn.

Firwat hu mer déi Resolutioun hei ausgeschafft a firwat ass et esou wichteg, dass mer eng seriö Informatioun vun de Leit dobausse maachen? Mir hunn et elo schonn e puermol ënnerstrach, ënner anerem och d'Madamm Simone Beissel, dass mer hei konfrontéiert si mat fundamentale Revisioune vun deem wichtegste Gesetz, wat mer hunn, an dass déi verschidde Revisiounen eng ganz gutt Geleeënheet sinn, fir d'Grondgesetz de Leit erëm esou no wéi méiglech ze bréngen. Et ass wichteg, dass d'Leit dat Grondgesetz och kennen an och materliewen, wéi dat Grondgesetz sech entwéckelt.

Dofir hu mer dem Bureau, eisem Bureau vun der Chamber, eng Rei vu Propositioune gemaach, déi ausgeschafft gi sinn zesumme mat der Direktioun vun eisem Haus an och mat de Responsabele vun der Kommunikatioun vun dësem Haus. An déi sinn um Ordre du jour vun enger nächster Bureaussëtzung, wou mer Propositioune maachen, wéi mer déi Informatioun wëlle maachen a wat mer vu Moyenen dofir brauchen. An ech sinn iwwerzeegt, dass de Bureau eis d'Mëttele gëtt, fir dat ze maachen.

Mir wëllen also d'Leit un deene Verfassungsrevisiounen interesséieren. Mir hunn dat virdru schonn ënnerstrach: Mir hu ganz grouss Efforte gemaach, fir se ze bedeelegen un der Diskussioun. A mir hunn et och fäerdegbruecht, fir bei wäit fortgeschrattenen Aarbechte gutt Propositioune vun der Société civile afléissen ze loossen.

Wéi stelle mer eis deen Informatiounseffort vir? Bon, eis Chamber huet eng ganz Rei vun Instrumenter, déi se do kann asetzen. Zum Beispill hu mer eisen eegene Site. Mir si present op de soziale Medien. Mir hu Chamber TV an, an, an. A mir wëllen déi eenzel Kapitele virstellen an all Kommunikatiounsmëttelen asetzen.

Et kann een driwwer diskutéieren, ob een eng oder méi Informatiounsversammlunge mécht. Mir hu léiwer, dass mer eng grouss Informatiounsversammlung hunn, déi dann och bei de Leit doheem lant a wou all d'Sensibilitéiten zur Sprooch kommen. Mir wäerten derfir suergen, dass bei deenen Table-ronden all d'Sensibilitéite vertruede sinn. Mir wäerten derfir suergen, dass bei deenen Interviewsserien all d'Sensibilitéiten zur Geltung kommen. A mir wäerten derfir suergen, dass déi Informatioun esou objektiv wéi nëmme méiglech gemaach gëtt.

Mir hunn en Instrument zur Verfügung, dat an alle Boîtte lant. Dat ass de Compte rendu. Mee mir hunn och Medien, déi mer kënne mataschalten, wann et drëm geet, déi eenzel Kapitele virzestellen.

Eng Broschür virun oder no de Votten an der Chamber? Doriwwer kann een diskutéieren. Mee eng Broschür, déi en dauernde Wäert huet, e bleiwende Wäert huet, mengen ech, déi muss dat erëmginn, wat hannen erauskënnt, an eppes sinn, wou ee kann noschloen, wat dann an där revidéierter Verfassung wierklech drasteet. Soss, mengen ech, hätt deen doten Exercice net vill Wäert. Mee mir wäerte virun de Votten all Efforte maachen, fir d'Enjeue bei d'Leit eranzebréngen.

Wéi gesot, et kann ee selbstverständlech nach wie vor soen ... Déi eng soen: „Mir hätte léiwer e Referendum gehat." Déi Fro ass gekläert doduerch, dass mer keng Gesamtreform méi maachen, mee eng wäitgeeënd Deelreform, Deelrevisioun vun deenen eenzelne Kapitelen.

Voilà! Dat gesot, wäerte mer zesummen all Efforte maachen, fir déi wichteg Aarbechten un d'Leit erunzebréngen.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet hei profitéieren, fir den État d'esprit erauszesträichen, an deem déi Aarbechten an der Verfassungskommissioun an och tëschent deenen eenzelne politesche Famillje lafen. Et ass an engem ganz grousse géigesäitege Respekt, wou dat gemaach gëtt.

An der Institutiounskommissioun ass och eng ganz grouss Bereetschaft gewiescht, fir een op deen aneren zouzegoen. Et ass also net en Exercice de style, dee mer gemaach hunn zënter der Gesamtreform vun 2018, mee et ass effektiv eng Approche, déi sech geännert huet. An ech mengen och, dass mer hei alleguer, wa mer et fäerdegbréngen, déi Aarbechten, déi vill Kolleege virun eis gemaach hunn, an den Hafen eranzebréngen, dass mer dann hei alleguer gutt geschafft hunn.

An deem Sënn soen ech Iech Merci, Här President. An ech bieden d'Kolleegen, fir dës Resolutioun da matzeënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo.

Als éischte Riedner huet den Här Charles Margue sech zu Wuert gemellt.

Discussion générale

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech schléisse mech deem un, wat eise President vun der Institutiounskommissioun gesot huet. Ech soen och dem Simone Beissel Merci fir déi Wierder, déi et fäerdegbruecht hunn ze cadréieren, ëm wat et hei geet.

Ech wëll awer och soen, dass ech elo hei als Volleksvertrieder stinn. A mir sinn an enger parlamentarescher Demokratie. An esou wéi ech dat aus menger berufflecher Erfarung weess, sinn d'Leit an d'Land frou, wann déi, déi gewielt sinn, hir Verantwortung huelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Jiddweree mat sengen Iwwerzeegungen, fir déi e gewielt ginn ass!

Nun ass et nun emol esou, dass mer hei eng Majoritéit hunn, déi sech erëmfënnt an deene Projeten, deene véier, déi mer ausgeschafft hunn - zesummen an der Diskussioun, an engem breede Konsens, net eestëmmeg, dat ass kloer. Mir hunn als Chamber eis Aarbecht gemaach am Déngscht vum Vollek - woufir mer gewielt sinn!

Dat ass awer och eng Form vun Dialog. Mir sinn an d'Wale gaangen, mir hunn debattéiert mat de Leit, mir stinn a Kontakt mat eise Wieler.

(Interruption)

Leider net mat all de Leit hei am Land, well eise System dat net hiergëtt. Mee mir huelen elo - an ech widderhuele mech - als Parlamentarier eis Verantwortung, fir mat de Leit ze diskutéieren, se ze informéieren, kontrovers ze diskutéieren, awer net fir eng parlamentaresch Aarbecht elo erëm auserneeplécken ze loossen, déi zustane komm ass no méi wéi 15 Joer, no Debaten, no ... Ech hunn et jo matgemaach, déi Consultatioune vun der Uni! Mir si jo do, fir eis mam Gesetzestext erëm... „erëmzeploen" heiansdo; déi aner hunn do méi direkt Affinitéiten. An am Detail, am Komma, an de Wierder, an den Expressiounen, déi mer jo verbesseren, sinn déi eenzel Leit depasséiert. Dofir si se frou, wann hir Vertrieder d'Verantwortung huelen!

Mir diskutéieren - de Mars Di Bartolomeo huet gesot „informéieren". Wéi et ugeduecht ass, dat ass elo nach net a Stee gemeesselt. Mee et geet drëm, eng Dynamik ze provozéieren, wou d'Leit an déi traditionell Medien an d'Press de Ball wäerten unhuele vun deem, wat mer iwwert d'Chamberskanäl hei declenchéieren.

Da si mer an engem Debat. Da si mer an enger ëffentlecher Diskussioun. A vu dass mer da véier verschidde Bléck hunn, kënne mer, wéi ech et virdru gesot hunn, sachlech zur Justiz, zu eise Grondfräiheeten, zum Fonctionnement vum Staat, vun der Regierung, zum Fonctionnement vun dësem héijen Haus a vum Staatsrot getrennt diskutéieren an net permanent alles matenee vermëschen an net just een Domm erop- oder een Domm erofmaachen. Esou einfach ass et net!

An et ass keng parteipolitesch Geschicht hei. Et geet drëm, Land a Leit hei mat deenen Institutiounen, déi hei am Land sinn, ze familiariséieren, une fois pour toutes, well d'Leit si wäit ewech.

Mir wäerten elo zum Beispill nach eng neit Institutioun schafen: de Conseil national de la justice. Wéi füügt de sech an? Wat steet hei alles an deem klenge Gesetzestext, ...

(M. Charles Margue montre un document.)

... wat eis Verfassung, eist Grondrecht ass? Dat alles ass ville Leit net bekannt, jiddefalls net am Zesummespill. Mee kommt, mir profitéiere vun der Geleeënheet, fir de Leit no an no iwwert déi aacht Méint, wou mer dat wëlles hunn, déi eenzel Institutioune méi nozebréngen op eng pedagogesch Aart a Weis. Da stäerke mer, éischtens, d'Demokratie. Da stäerke mer d'Versteesdemech fir déi eenzel Institutiounen. A mir stäerke grondleeënd d'Adhesioun vu Land a Leit zu där neier Verfassung. Dann hu mer gutt geschafft an dann hu mer eis Aarbecht gemaach!

Ech soen Iech Merci am Numm vun der grénger Fraktioun.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Charles Margue. Dann huet den Här Léon Gloden d'Wuert gefrot.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Et ass alles gesot. D'CSV freet sech, fir mat de Leit iwwert déi véier Texter ze diskutéieren. Ech wëll awer och kuerz drop hiweisen, datt an engem vun deenen neien Texter d'Biergerbedeelegung grouss geschriwwe gëtt, well mer am Fong den europäesche System vum Droit d'initiative vun de Bierger a Biergerinnen, fir hei kënnen der Chamber eng Iddi virzeleeën, iwwert déi mer mussen diskutéieren, virgesinn. Dat ass ee ganz grousse Fortschrëtt an enger moderner Demokratie.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Dann huet den Här Fernand Kartheiser nach eemol d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech wëll dann och kuerz reagéieren op dat, wat d'Kolleege gesot hunn. Ech wëll fir d'éischt dem Här Mars Di Bartolomeo soen, datt - hie seet et selwer - eng Informatiounsveranstaltung an eisen Aen net duergeet. D'Medien aschalten, ass an eisen Aen net méiglech. D'Medie schalte sech selwer an, wa se wëllen. Mir hunn eng Fräiheet vun der Press!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Méi interessant awer - an dat elo net, fir géintiwwer lech net deen néidege Respekt ze weisen -, mee ech mengen, politesch méi wichteg woren déi Stellungname vum Här Margue a vum Här Gloden. Den Här Margue seet: „D'Leit hu gär, wann d'Politiker hir Verantwortung huelen." Dat hu mer jo gëschter gesinn an der Debatt ëm d'Madamm Cahen: Si hätt kënnen hir Verantwortung huelen, dat huet se awer net gemaach!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Am Prinzip si mer awer d'accord mat Iech. Mir haten där Debatten hei schonn e puer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Fernand Kartheiser, Dir sidd bei deem falsche Punkt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- O, ech mengen net, Här President. Mir schwätzen iwwert d'Verantwortung vun de Politiker.

Awer wësst Der, wat d'Leit och gär hunn? An elo kommen ech awer op e Punkt, do musst Der mer och Recht ginn, Här President: Dat ass, wann d'Politiker hir Verspriechen halen, mat deene se an d'Wale ginn. Erënnert Der Iech un de Walprogramm vun deene Gréngen, ...

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... wat do drasteet iwwer e Referendum, wat Der versprach hutt deene Leit, déi Iech gewielt hunn - Här Margue, Iech och ganz perséinlech -, wat an Ärem Walprogramm stoung? Wann Der gär hätt, datt d'Politiker hir Verantwortung huelen, da soe mir Iech emol als Éischt: Haalt emol Är Verspriechen a briecht se net! Dat hätten d'Leit nämlech och gär.

Dann: „Domm erop oder Domm erof", sot Dir. Majo lauschtert: Ech hunn dauernd den Androck, datt Der wierklech d'Leit - ech wëll elo net onhéiflech ginn, mee soe mer emol - fir net op der Héicht haalt, déi Dir fir würdeg haalt, fir iwwert d'Verfassung matzeschwätzen. Ech wëll et net anescht ausdrécken.

Dir sot: „Mir mussen de Leit dat pedagogesch nobréngen." Wësst Der, wat eis Approche ass als ADR? D'Leit sinn de Souverän! Déi soen eis, wat mir ze maachen hunn! Si wielen eis. Mir sinn do, fir de Leit ze déngen, fir dësem Vollek ze déngen, wat d'Leit wëllen! Mir sinn net do, fir iwwert deem ze stoen an deene pedagogesch ze erklären an dann ze soen: „Sidd Der kapabel - Daum erop, Daum erof - oder ass dat alles fir Iech ze komplizéiert?"

Mir sinn net do, fir iwwert de Leit ze stoen. Mir sinn do, fir fir d'Lëtzebuerger ze schaffen. Well si sinn déi, déi eis heihinnerschécken. Mir si just nëmmen hir Mandatairen. Net méi, net besser! A mir sinn do, fir Politik am Déngscht vun de Lëtzebuerger ze maachen an näischt anescht. Wësst Der, mir sinn net arrogant bei der ADR a mir denken net, datt mer besser si wéi déi Leit, déi eis gewielt hunn.

Den Här Gloden, fir domadder opzehalen ... Här Gloden, ech bewonneren Iech heiansdo. Dir sot: „Et ass en immense Progrès, datt mer an där neier Verfassung en Droit d'initiative populaire kréien, en Droit législatif an esou weider." Ma, mir kënnen de Leit dat elo ginn! Gitt hinnen de Referendum, deen Der versprach hutt! Dann hu se en Droit d'initiative, dann hu se en Decisiouns...! Mir brauchen net déi nei Verfassung, fir de Leit de Pouvoir ze ginn, Decisiounen ze huelen. Dat kënne mer direkt maachen! Gitt hinnen dat, wat Dir hinne versprach hutt a wat Der hinne virenthaalt!

Wësst Der, e gudde Rot - ech kucke jo d'CSV och mat Suergen déi lescht Zäit -: ...

(Brouhaha et exclamations)

... Mee wéi wëllt Dir dat Vertraue bei de Leit zréckkréien, wat Der verluer hutt, wann Der och nach Är Walversprieche briecht?!

(Brouhaha)

Dir hutt de Referendum versprach. Haalt en of, well soss ass dee leschte Rescht vu Vertrauen an Är Partei fort. An zu Recht!

(Brouhaha et interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Ech gesi keng weider Wuertmeldung méi. Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun vum Här Mars Di Bartolomeo kommen.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun mat 54 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Guy Arendt), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

8. 7844 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Esou wéi mer et de Moie festgehalen hunn, kéime mer elo zu de verschiddene Justizprojeten, wou ech nach eng Kéier Merci soe fir d'éischt emol der Madamm Ministesch fir hir Flexibilitéit, fir de Moien an d'Chamber ze kommen, datt mer déi Zäit vun de Moien, déi mer agespuert hunn, kënne sënnvoll recuperéieren. A mir géifen dann ufänke mam Projet de loi 7844, enger zäitweileger Upassung vu verschiddene Strofprozeduren. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7844 verlängert eng Rei zäitlech begrenzt Mesuren, déi am Kader vun der Pandemie am Juni 2020 per Gesetz agefouert a fir d'lescht am Dezember vum leschte Joer verlängert gi sinn. Et geet dobäi - an Här President, ech erlabe mer, lech do e bëssen ze korrigéieren - net ëm strofrechtlech Prozeduren, et geet ëm zivill, kommerziell an administrativ Litigen, mee et geet awer hei och an engem ganz klenge Punkt nach ëm d'Nationalitéitegesetz.

Mir verlängeren déi concernéiert Mesuren, well mer net wëssen, wéi d'Situatioun ëm d'Pandemie evoluéiert an all weider Verbreedung vun dem Virus wëllen andämmen. Dofir sollen och virun de Juridictiounen déi physesch Kontakter limitéiert an domat de Risiko, fir sech unzestiechen, esou geréng wéi méiglech gehale ginn.

Den Text ännert gréisstendeels net. Well et bei enger vun den temporairë Mesuren awer zu enger Applikatioun gefouert huet, déi net esou vun eis als Legislateur geduecht war, adaptéiere mer de concernéierten Artikel. Ech kommen dorobber nach zréck.

Konkreet geet et an dësem Projet de loi ëm d'Geriichtsaffären, déi duerch eng Procédure écrite ginn, dat heescht, wou d'Argumenter schréftlech ausgetosch ginn. Normalerweis kënnt et um Schluss vun där Prozedur zu enger Sitzung, déi en présentiel stattfënnt, wou d'Mandatairë vun de Parteien an hire Plaidoirien nach eemol d'Geleeënheet hunn, fir hir Argumenter virzebréngen.

Mat der Verlängerung vun haut bleift et dobäi, dass dës Affären och kënnen en délibéré geholl ginn, ouni dass d'Mandatairen nach eemol op d'Geriicht musse kommen. Wichteg heibäi bleift, dass d'Affekote vun de Parteie mussen domadder averstane sinn, dass et net méi zu enger Sitzung an hirer Presenz kënnt. A wann den Affekot freet, fir mëndlech ze plädéieren, muss en dat och maache kënnen.

Dës temporaire Derogatioun gëllt weiderhi souwuel fir Affäre virun eise Verwaltungsgeriichter, virum Verfassungsgeriicht, dem Kassatiounsgeriicht an och den zivillrechtleche Juridictiounen, déi en matière civile et commerciale siegéieren.

Wéi scho gesot, profitéiere mer awer och, fir eng temporaire Dispositioun ze modifiéieren, an dat, well et nach eng Kéier zu engem Urteel komm ass, dat eng Applikatioun vum Text gemaach huet, déi net esou geduecht war, dat heescht, net vun eis als Legislateur esou gewollt war.

Am viregten Text stoung, dass, wann net plädéiert gëtt, d'Farde de procédure bis spéitstens den Dag, wou u sech d'Plaidoirië fixéiert goufen, muss deposéiert ginn an dass consideréiert gëtt, dass d'Moyenen an där Sitzung widderholl goufen.

Am ugeschwaten Urteel ass dës Dispositioun esou interpretéiert ginn, dass, wann en Affekot seng Farde de procédure net ofgëtt, d'Moyenen aus de schréftleche Konklusiounen net reiteréiert goufen. Ausser dem Acte introductif d'instance sinn doduerch all d'Moyenen aus de Konklusiounen ecartéiert ginn.

Well et net eis Volontéit war, dës dach haart Sanktioun virzegesinn, adaptéiere mer den Text hei nach eemol. Fir dass et net méi zu där genannter Interpretatioun soll kommen, gouf am Projet de loi virgesinn, dass d'Farde de procédure net méi „au plus tard" den Dag vun de Plaidoirien, mee „dans les meilleurs délais" muss deposéiert ginn. Dat och fir ze ënnersträichen, dass de Fokus hei net op dem Depot vun der Farde de procédure läit. D'Geriichter hunn nämlech all déi echangéiert Konklusioune scho wärend der Prozedur eemol kritt.

Dës Propositioun, déi mer gemaach haten, huet awer virun allem bei den Autorités judiciaires, mee och beim Staatsrot eng Rei Kriticke bruecht, haaptsächlech well hinnen eisen Text net prezis genuch war. De Staatsrot huet eis eng Textpropos gemaach, nämlech déi, dass d'Farde de procédure „deux jours ouvrables" no dem Dag vun de Plaidoirië soll deposéiert ginn.

Mir hunn dës Textpropos als Justizkommissioun ugeholl an an eiser Diskussioun zu den Avisen, déi erakomm sinn, nach eemol ënnerstrach, dass et bei dëser temporairer Mesure net dorëms gaangen ass an och weiderhin net dorëms geet, fir Moyenen, déi schonn echangéiert goufen, ze ecartéieren. Dëst prejudiciéiert nämlech virun allem d'Parteie selwer. An dat war op kee Fall hei de But.

Och op d'Reserv vum Stater Barreau, dass d'Presenz um Geriicht an déi mëndlech Plaidoirien och am Sënn vun de fundamentale Rechter vun de Justiciabelen de Prinzip bleiwe mussen an dass déi temporaire Mesuren hei net solle perenniséiert ginn, och dorobber hu mer reagéiert. D'Verlängerung ass an dësem Projet de loi bis den 21. Dezember 2021 (veuillez lire: 31. Dezember 2021) virgesinn. Mir hunn awer gesot, dass, wann d'Situatioun et géif erlaben, mer och scho virdrun nees op déi normal Prozedur kéinten zréckkommen. Mir missten dann am Hierscht, le cas échéant, erëm eng Ofännerung vun dësem Gesetz virhuelen. Et ass op alle Fall net virgesinn, aus dësen temporairen Dispositiounen e sougenannten Droit commun ze maachen.

Niewent de Prozedure virun eise Geriichter hëlt dësen Text och eng kleng Ännerung am Gesetz vum 8. Mäerz 2017 zu der Lëtzebuerger Nationalitéit vir. Hei gëtt am Artikel 89 virgesinn, dass Persounen, déi Lëtzebuerger Virfaren hunn, eng Déclaration de recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit net nëmme bis den 31. Dezember 2021, mee bis den 31. Dezember 2022 maache kënnen. Dëst, well dës Persounen duerch déi aktuell Situatioun net onbedéngt d'Méiglechkeet hunn, dës Demarchen direkt kënnen ze maachen.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren an an engems schonn den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen der Madamm Rapportrice Carole Hartmann villmools Merci fir hire Rapport.

An der zoustänneger Kommissioun ware se sech eens, datt mer no der Presentatioun vum Rapport kéinten direkt iwwert de Projet de loi ofstëmmen, ouni Diskussioun, mee den Här Marc Goergen huet nach kuerz d'Wuert gefrot. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech komme kuerz erop, well mir zu deem Theema eng Proposition de loi eraginn haten. Ech wëll awer och der Madamm Carole Hartmann Merci soe fir hire gudde Rapport zu dësem Theema.

Wat d'Verfarensmodalitéiten ugeet, si mer der Meenung, dass een eng weider Verlängerung vun den aktuelle sanitäre Mesurë wéinst de momentanen Infektiounszuelen duerchaus akzeptéiere kann. Mir fannen awer, dass eng Verlängerung, déi direkt bis un d'Enn vum Joer datéiert ass, ze laang ass, wann een an der Logik vun der Regierung bleift, mat där mir oft geäntwert kruten, wa mir fir Planungssécherheet via Motioune gefrot hunn, fir d'Gesetzer bis Dezember ze stëmmen. Hei geet et ëm staark Mesuren, do awer gesäit d'Regierung da kee Problem, fir méi wäit am Viraus ze plangen.

Wat awer en aneren Deel vum Gesetz ugeet - dofir sinn ech och eropkomm -, den Deel, wou et ëm Persoune geet mat auslännesche Virfaren, deen et erlabe soll, hir Demande, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, nach bis 2022 ze finaliséieren, esou hu mir Piraten net schlecht gestaunt, wéi mer dëse Projet gesinn hunn. Mir hate schliisslech schonn éier d'Regierung dëse Projet agereecht huet eng Proposition de loi deposéiert, déi genee esou eng Verlängerung och virgesinn huet. D'Dauer vun de Verlängerunge war net déi selwecht, jo, mee amplaz en neie Projet anzereechen, hätt ee ganz einfach kënnen diskutéieren an e Kompromëss fannen.

Mir hunn an eiser Propositioun virgeschloen, auslännesche Biergerinnen a Bierger, déi lëtzebuergesch Virfaren hunn, nach bis 2028 d'Chance ze ginn, eng Demande fir d'Unhuele vun der Lëtzebuerger Nationalitéit anzereechen, a wollten hinne bis 2030 ginn, fir d'Prozedur ofzeschléissen.

Obwuel eis Propositioun virun där vun der Regierung deposéiert gouf, ass just de Regierungsprojet vum Staatsrot aviséiert ginn an duerno op den Ordre du jour komm. Dat ënnersträicht just emol, wivill Muecht a sech d'Regierung och um Niveau vun der Legislativ huet. Eng staark Demokratie dierf kee schwaacht Parlament hunn!

Mir wäerten dës minimal Verlängerung vun der Frist haut matstëmmen, ma eis eege Proposition de loi dofir awer net zréckzéien! Mir hunn en aneren Delai proposéiert a mir wëllen am Parlament héieren, ob eis Virstellunge gedeelt oder verworf ginn, a wisou.

Mir hoffen, dass mir net schonn 2022 de Leit d'Recht, d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen unzefroen, wäerten ewechhuelen an dofir gemeinsam nach eng Kéier fir eng weider Verlängerung hei am Haus stëmme wäerten. Bis et souwäit ass, dass eis Proposition de loi dann och endlech ka behandelt ginn, freeë mir eis natierlech och iwwer all kleng Verlängerung. Dofir wäerte mir dëse Projet och haut matstëmmen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

Da géif ech der Madamm Justizministesch Sam Tanson d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, ech muss jo awer och dozou elo eppes soen, Här President. Ech sinn e bëssen erstaunt iwwert dem Här Goergen seng Ausféierungen. Hei si mer ganz kloer an engem vun de sougenannte „Covidtexter", wou et ëm Prolongatioune geet vu Mesuren, déi en place sinn.

Vläicht zum juristeschen Deel. Ech hunn elo net verstanen, wéi eng déi ganz staark Mesurë sinn, vun deenen den Här Goergen geschwat huet. Dat, wat ass, dat ass, dass mer eng gewësse Planungssécherheet brauchen op de Geriichter, fir dass souwuel d'Practiciene wéi d'Riichter wëssen, wéi et ze fonctionéieren huet.

Dat si keng Mesuren, déi ee ka vu Woch zu Woch verlängeren. An ech sinn dat Éischt ... Wann déi Mesuren net méi néideg wären, da kënne mer ganz gären dat hei réckgängeg maachen, sachant awer, dass do eng ganz Rëtsch Vereinfachunge mat derbäi sinn. Dat heescht, dass ee kann op digitalem Wee Saache maachen, déi ee soss net op digitalem Wee konnt maachen. Dofir gesinn ech elo net richteg, wat de But dovunner wor.

Zu der Verlängerung vun där Méiglechkeet fir Persounen, déi vu Lëtzebuerger Virfaren ofstamen: Och dat ass eng Covidmesure! An och d'ailleurs: Déi Éischt, déi dat gemaach hunn, dat war an deem alleréischte Covidtext heizou; dat heescht, dat war och e Projet de loi vun der Regierung. Dir sidd herno komm mat enger Proposition de loi, déi sech am Fong grefféiert huet op dat, wat d'Regierung souwisou schonn dat lescht Joer gemaach hat, wéi mer deen Delai schonn eng Kéier verlängert haten.

Dofir ass dat doten awer e bësse speziell, dat elo hei esou duerzestellen. D'autant plus, wou Der genau wësst, dass ech net esou fonctionéieren, dass ech mat Proposition-de-loien e Problem hätt. Mir hunn hei einfach: Mir verlängeren e Gesetz a mir verlängeren Dispositiounen, déi mer scho bei anterieure Covidtexter verlängert haten.

Et mécht eng Vereinfachung fir déi Leit. An déi Konditiounen, déi si jo scho laang fixéiert, ënner wéi enge Konditiounen een déi Lëtzebuerger Nationalitéit an deem dote Fall nach ka confirméieren. Dat war eebe just eng éischt Verlängerung bei deem éischten Text. Elo si mer hei scho bei där drëtter Verlängerung an deem dote Cas de figure.

Dofir, natierlech kënne mer Är Propositioun dann och en temps utile diskutéieren. Mee hei si mer am renge Covidkader, well déi Leit sech den Ament net kënnen op Lëtzebuerg deplacéieren oder well et nach extreem komplizéiert ass, fir sech ze deplacéieren, respektiv se missten a Quarantän goen, wa se zréck an hiert Heemechtsland kommen. Dofir déi Vereinfachung fir d'Bierger, déi wëllen hir Lëtzebuerger Nationalitéit confirméieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7844. Den Text steet am Document parlementaire 7844[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7844

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7844 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

9. 7814 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass haut de Projet de loi 7814, en Accord tëschent Lëtzebuerg, der Schwäiz an dem Peru iwwert den Transfert vu confisquéiertem Verméigen. Mam Accord vun der zoustänneger Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An domadder géif ech d'Wuert un de Rapporter ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, ech presentéieren lech elo e Gesetzesprojet iwwer en internationalen Accord tëscht Lëtzebuerg an dem Peru, wou och d'Schwäiz matagebonnen ass.

De Projet 7814 gouf den 29. Abrëll dëst Joer vum Aussen- an Europaminister deposéiert. De Staatsrot huet den Avis ginn ouni weider Observatioun. Dat war den 1. Juni. D'Justizkommissioun huet sech den 30. Juni déi éischte Kéier mam Projet befaasst an de Rapporter bestëmmt. De 7. Juli hu mer de Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl.

Ëm wat geet et am 7814? Abee, et ass just een Artikel an dësem Gesetz. Et geet drëms, dass en internationalen Accord de partage ugeholl gëtt, dee Lëtzebuerg mat der Schwäiz an der Republik vum Peru ënnerschriwwen huet: de 25. November zejoert zu Lëtzebuerg, de 4. Dezember zu Bern an de 16. Dezember zu Lima.

Dësen trilateralen Accord ass néideg ginn, fir confisquéiert Avoiren un de Peru ze restituéieren. Avoiren, déi engersäits confisquéiert gi sinn zu Lëtzebuerg, anerersäits an der Schwäiz.

Et ass déi éischte Kéier, dass mer hei zu Lëtzebuerg esou eng Restitution intégrale vu saiséierte Gelder maachen, dëst op Basis vun der Konventioun vu Mérida, aktuell déi eenzeg Konventioun, bei där et virgesinn ass, dass Korruptiounssuen un de geschiedegte Staat zréckginn.

En Urteel vum 9. Juni 2016 vum Bezierksgeriicht aus der Stad huet d'Exekutioun gesprach vun der Confiscatiounsentscheedung aus dem Peru vum 25. Juni 2015. Dës éischt Decisioun am Peru ass also elo scho méi wéi sechs Joer hier.

Et ass e bëssen en ontypeschen Accord, well engersäits dräi Länner concernéiert sinn, wéi ech gesot hunn, a well anerersäits eng integral Restitutioun vun de Gelder un e Land gemaach gëtt. Integral, dat heescht och Zënsen, déi entre-temps ugefall sinn, si matabegraff.

Och ass am Accord festgehale ginn - an dat ass erëm interessant -, wéi déi restituéiert Gelder ze affektéiere sinn. Wat geschitt mat deenen? Fléissen déi an den allgemenge Budget oder net? Dës Affektatioun geschitt konform zum Artikel 57 vun der UNO-Konventioun géint d'Korruptioun aus dem Joer 2003. A si ass och agebett an den Objektiver vun der Agenda 2030 iwwert den Développement durable.

Déi Sue ginn also genotzt zugonschte vun der peruanescher Bevëlkerung, fir de Justizsystem ze stäerken, an am Kampf géint d'Korruptioun. Méi genee sinn d'Institutiounen, deenen d'Gelder zougesprach gi sinn: de Pouvoir judiciaire, de Parquet national vum Peru, de Justiz- a Mënscherechtsministère.

Da kann ech lech och nach soen, wéi eng Zommen am Spill sinn. Fir genee ze sinn: 9.720.000 Euro, déi an enger Bank zu Lëtzebuerg saiséiert goufen, a 16.380.000 Dollar, déi an dräi Banken an der Schwäiz saiséiert goufen.

Dëst si just e puer Detailer aus dem trilateralen Accord. Wann Der méi wëllt wëssen, da kënnt Der dat noliesen, awer net a mengem schréftleche Rapport, mee am Text vum Accord, deen dem Gesetzesprojet als Punkt 7 ugehaangen ass, zesumme mat de Resolutiounen, déi d'Affektatioun am Detail vun dëse Gelder reegelen.

Et wier dann awer ofschléissend nach ze bemierken, dass dëse Projet de loi keng Obligation juridique ass. Et ass engersäits e politesche Choix, fir d'Chamber matanzebannen, an et ass och par analogie zu der Schwäiz an dem Peru, déi dee selwechte Wee gewielt hunn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci.

A wéi virdrun ugekënnegt, kënne mer ouni Diskussioun direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7814 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7814[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7814 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7814 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

10. 7844 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ech hat virdru vergiess, beim Projet de loi 7844 d'Dispens vum zweete Vote ...

Une voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... constitutionnel ze froen. Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann ass et esou decidéiert.

11. 7791 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Mir kommen elo zum Projet de loi 7791 iwwert d'Sociétés commerciales. An och hei gëtt mam Accord vun der zoustänneger Kommissioun no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi, deen den 12. Mäerz vun dësem Joer deposéiert ginn ass, geet et eigentlech drëm, eng Erreur matérielle, déi sech an den Artikel 1500-7 Punkt 2° vum ofgeännerte Gesetz vun 1915, dem Gesellschaftsgesetz, Loi sur les sociétés commerciales, ageschlach huet, ze verbesseren.

Mir sinn hei u sech am Domän vun der sougenannter „assistance financière" bei de Gesellschaften, dat heescht, dem Zouloossen oder dem Verbuet fir eng Gesellschaft, Suen ze léien oder Garantien auszestellen, fir Drëttpersounen d'Méiglechkeet ze ginn, Aktien oder Parte vun hir ze kafen oder ze zeechnen, d'Souscriptioun, an hir eege Parten als Gage unzehuelen.

Esou e Verbuet huet scho virdru fir d'Société-anonymme bestanen.

An dem Projet de loi 5730, deen 2016 derzou gefouert huet, datt d'Gesellschaftsrecht moderniséiert ginn ass, war ufanks virgesinn, dëse Verbuet och op d'SARLen auszebreeden. Am Laf vun de Parlamentsaarbechten allerdéngs ass entscheet ginn an der Commission juridique, dee Punkt falen ze loossen, dat heescht, de Verbuet net fir d'SARLe virzegesinn.

Leider ass dunn awer eng Referenz op d'Parts sociales vun enger SARL am Artikel 1500-7 Punkt 2° stoe bliwwen, soudatt dat zu enger Insécurité juridique gefouert huet. Fir dës Onsécherheet aus dem Wee ze raumen, gëtt mat dësem Projet de loi decidéiert, fir d'Referenz op déi sougenannt Parts sociales ze sträichen an deem Artikel, eleng schonn nëmmen dowéinst, well penal Strofen op dem Verstouss géint dëse Verbuet stinn.

De Conseil d'État huet de 15. Juni 2021 säin Avis ofginn an hat u sech keng Observatioun zu dem Artikel selwer; den Text ass een eenzegen Artikel. Allerdéngs schléit e vir, fir eng Referenz op d'Sociétés anonymes ze sträichen, well déi a sengen Aen iwwerflëssteg ass aus deem Grond, datt eng Referenz op d'Artikelen am Text steet, déi am Kapitel vun den SAe stinn. An e mécht eng Observation légistique, där Rechnung gedroe ginn ass.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 18. Mäerz vun dësem Joer kee Commentaire zum Projet de loi gehat.

Mir hunn de Rapport ugeholl an der Kommissioun. An ech soen lech op alle Fall Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Am Numm vun eis all dem Här Rapporter Guy Arendt villmools merci.

An och hei kënne mer direkt zum Vott iwwert de Projet de loi 7791 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7791[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7791 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi 7791 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7665 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

2° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

3° la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant :

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Als Nächst hu mer de Projet de loi 7665 iwwert den Affekoteberuff. An ech géif hei direkt dem Rapporter vun dësem Projet de loi, dem honorabelen Här Charles Margue, d'Wuert ginn. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

(Interruption par M. Gusty Graas et hilarité)

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Voilà, esou ass et richteg bemierkt vum Här Graas.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, haut ass et awer fir d'lescht, dass ech elo un de Riednerdësch kommen, als Rapporter jiddefalls. Et geet, wéi gesot, ëm e Gesetzesprojet mat e puer Dispositiounen, déi d'Notariat an de Beruff vun den Affekote betreffen.

De Gesetzesprojet gouf den 11. September 2020 vun der Justizministesch deposéiert. De Staatsrot huet en aviséiert den 20. November an huet am Fong säin Accord derzou ginn. D'Justizkommissioun huet sech eng éischte Kéier den 21. Abrëll dëses Joers mam Projet befaasst, wou mer de Rapporter bestëmmt hunn an eng Rei Amendementer och ënnert d'Lupp geholl hunn.

De 16. Mee (veuillez lire: Den 19. Mee) huet d'Justizkommissioun e breeden Austausch - wierklech interessant - mat de Vertrieder vum Notariat gehat, wou mer en Abléck kruten an d'Digitalisatioun vun hirem Beruff, wouduerch och d'Relatioun beaflosst gëtt, déi d'Nottären hu mat den zoustännege staatlechen Institutiounen an de betraffene Bierger, wat mir jo all kënnen deen een Dag oder deen anere sinn.

Am Artikel 1 vum Projet de loi hu mer via Amendement eng Modifikatioun am modifizéierte Gesetz vum 9. Dezember 1976 iwwert d'Organisatioun vum Notariat ugeholl, fir d'Digitalisatioun vum Notariat, wéi gesot, méiglech ze maachen.

Ganz konkreet, wat ass sech dorënner virzestellen? Et geet ëm eng Plateforme d'échange fir d'Notariat, déi vum CTIE hebergéiert gëtt. D'Chambre des Notaires brauch nämlech eng gesetzlech Basis, well si selwer kee staatleche Service an och keng Verwaltung ass. Domadder leeë mir de Grondsteen, fir d'Digitalisatioun vum Notariat an d'Praxis ëmzesetzen.

De Staatsrot huet de 15. Juni 2021 säin Accord zu dësem Amendement ginn.

Am Artikel 2 vum Projet de loi ännere mir dat geännert Gesetz vun 1991 iwwert den Affekoteberuff. Hei suppriméiere mer am Artikel iwwert den Accès zum Affekoteberuff d'Clause de réciprocité, eng Dispositioun, déi beseet, dass e Ressortissant aus engem Drëttstaat, deen ewell um Lëtzebuerger Barreau ugeholl ginn ass (veuillez lire: dee wëllt um Lëtzebuerger Barreau ugeholl ginn), muss beweisen, dass e Lëtzebuerger a sengem Ursprongsland, sengem Pays d'origine, och kann als Affekot schaffen.

An der Praxis huet dës Dispositioun kaum nach eng Plus-value a stellt schlussendlech just nach eng Diskriminatioun um Niveau vun der Nationalitéit duer. Déi wëlle mer dann heimat endlech ofschafen. De Barreau huet eis matgedeelt, dass si pro Joer tëschent 10 a 15 Demanden erakréien, déi ënnert dëse Cas de figure fallen.

Selwer hat ech e kongoleesesche Student wärend e puer Joer bei mer wunnen, aus dem Kongo-Brazzaville, dee konnt hei net op de Barreau kommen, well keen Accord mam Barreau vu Brazzaville bestanen huet. Mëttlerweil ass dee jonke Mënsch Lëtzebuerger an déi Situatioun huet sech iwwert dee Wee gereegelt.

Sou, lo hunn ech natierlech ...

(Hilarité et interruptions diverses)

Nee, ech hunn ... Dir hutt verstanen.

Schlussendlech hu mer nach en drëtten Artikel vum Projet de loi, wou mer d'Gesetz vun 2002 modifizéieren, mat deem mer d'Direktiv 98/5/CE vum Europaparlament a vun der Kommissioun ëmsetzen (veuillez lire: vum Europaparlament a vum Conseil ëmgesat hunn). An dëser Direktiv geet et drëms, den Accès op den Affekoteberuff an der EU ze vereinfachen, wann een an engem anere Land studéiert huet wéi do, wou ee wëllt exercéieren.

Et geet hei ëm eng Prezisioun, nämlech déi, dass d'Ressortissanten aus de Länner vum Espace économique européen souwéi der Schwäiz d'selwecht behandelt gi wéi d'EU-Ressortissanten, wann et ëm d'Unerkennung vun de Studie geet. Wéi gesot ass déi Direktiv schonn zënter 2002 ëmgesat, mee d'Formulatioun vum Gesetzestext an dësem spezifesche Punkt ass suboptimal. Mat dëser neier Textpropos ass elo alles propper definéiert.

Souwäit de Rapport zu dësem Gesetzesprojet 7665. D'Detailer si wéi ëmmer am schréftleche Rapport nozeliesen. Ech soen lech Merci a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen am Numm vun eis all dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci.

A wéi ugekënnegt kënne mer och hei ouni Diskussioun zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7665[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7665 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass och de Projet de loi 7665 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. Ordre du jour (suite)

Domadder si mer ...

(Concertation interne)

Dann hu mer nach véier Finanzprojeten, d'Projet-de-loien 7464, 7761, 7723 a 7737. Ass d'Chamber d'accord, fir och dës Projet-de-loien de Moien ze presentéieren an d'Ofstëmmung vun deene Projet-de-loien awer de Mëtteg ze maachen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

14. 7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation

An da géif ech direkt d'Wuert un de Rapporter vum Projet de loi 7464 ginn, den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President.

(Brouhaha)

Une voix.- Sch!

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Léif alleguer, mam Projet de loi 7464 sollen engersäits zwee europäesch Reglementer iwwert d'Moossnam zur Bekämpfung vum Drécke vu Falschgeld an zum Schutz vum Euro operationaliséiert ginn. Anerersäits soll och eng Entscheedung vun der Europäescher Zentralbank an déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung agebett ginn.

Méi genee geet et do ëm d'Decisioun vum 16. September 2010 iwwert d'Iwwerpréiwung vun der Authentizitéit vu Geldschäiner, déi nach emol de 7. September 2012 ofgeännert gouf.

Fir déi genannten Texter an déi national Gesetzgeebung ze géissen, wäert et zu spezifeschen Upassunge vum Code pénal kommen a gläichzäiteg och zu véier sektorielle Gesetzer.

Konkreet kënnt et zur Ännerung vu follgende Gesetzer: d'Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'Exploitatioun vu Glécksspiller a Sportswetten, d'Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur, d'Gardiennage-Gesetz vum 12. November 2002 an d"Gesetz vum 10. November 2009 iwwert d'Paiementsservicer.

Doriwwer eraus soll, wéi gesot, d'Strofgesetz ofgeännert ginn, dëst, fir eng nei Infraktioun virzegesinn am Fall, wou d'Commerçanten, déi nieft hirer kommerzieller Aktivitéit Boergeld traitéieren an déi net scho vun deenen uewe genannte sektorielle Gesetzer couvréiert wieren, sech net un d'Gesetz halen.

Mat „Boergeld traitéieren" ass gemengt, datt déi betraffe Leit mëttels Bankomater Schäiner a Mënzen un de Public erausginn.

Wat sinn elo genee d'Verflichtunge vun de viséierten Acteuren?

Éischtens musse se sech vergewësseren, datt d'Eurogeldschäiner respektiv d'Euromënzen, déi si wëlles hunn unzehuelen oder déi se an den Ëmlaf brénge wëllen, authentesch sinn.

Zweetens hunn d'Acteuren d'Verflichtung, fir all Schäiner a Mënzen aus dem Ëmlaf ze huelen, falls et sech ëm falsch Euroschäiner oder Euromënzen handelt, respektiv falls et de Verdacht gëtt, datt et sech ëm Fälschungen handele kéint.

Drëttens hu se d'Verflichtung, fir dës Fälschunge respektiv de Verdacht op Fälschung der kompeten-

ter Autoritéit, nämlech der Lëtzebuerger Zentralbank, ze iwwermëttelen.

Am Fall vun engem Verstouss géint dës Obligatioune sinn an de genannte sektorielle Gesetzer an am Code pénal Geldstrofen tëscht 1.250 an 125.000 Euro virgesinn.

De Projet de loi gesäit och Upassungen am Gesetz vum 23. Dezember 1998 iwwert de Wärungsstatus an d'Lëtzebuerger Zentralbank vir. Dës Ännerunge sollen der Zentralbank als kompetenter Autoritéit fir d'Dispositioune vun dësem Gesetzesprojet weider Pouvoire gi betreffend den Ermëttlungen, den Injonctiounen an de Méiglechkeeten, fir Astreinten ze spriechen.

Léif alleguer, erlaabt mer, nach kuerz déi verschidden Avisen unzeschwätzen, déi Der am Detail a mengem schréftlechen Avis noliese kënnt. De Staatsrot weist a sengem éischten Avis vum 10. Mäerz drop hin, datt de Gesetzesprojet e Guichet automatique de banque souwéi en Distributeur automatique aféiert. De Staatsrot notéiert, datt dës als ënnerschiddlech Begréffer agefouert solle ginn, obwuel se an der europäescher Gesetzgeebung awer als Synonym benotzt ginn. De Staatsrot war dowéinst der Meenung, datt den initialen Text net am Aklang mam europäesche Reglement wier. Him no kéint et zu Konfusioun kommen, wat am Kader vun Definitioune vu Strofe géint den Artikel 14 vun der Verfassung verstousse géif. Déi héich Kierperschaft huet sech deementspriechend derzou beweegt gespuert, fir eng formell Oppositioun ze formuléieren.

Eng weider Opposition formelle betrëfft d'Absence vun engem Recours en réformation géint administrativ Moossname vun der Zentralbank. Si freet, datt esou e Recours agefouert gëtt.

All dësen Observatiounen an och anere Remarke vum Staatsrot, déi Dir a mengem schréftleche Rapport noliese kënnt, ass duerch Amendementer Rechnung gedroe ginn, wat och vum Conseil d'État a sengem Avis complémentaire notéiert gëtt. Esou konnten also d'Oppositions formelles aus dem éischten Avis opgehuewe ginn.

Des Weidere krute mir och Avise vun der Europäescher Zentralbank an der Chambre de Commerce eran, jeeweils en éischten an e complementairen, déi Der a mengem schréftleche Rapport noliese kënnt.

Léif alleguer, dëse Gesetzesprojet ass vu grousser Wichtegkeet, fir et Kriminelle méi schwéier ze maachen, fir Falschgeld an Ëmlaf ze bréngen.

Nieft de permanenten Ustrengungen, fir d'Geldschäiner méi komplex an domadder méi sécher ze gestalten, spillt d'Responsabilisiérung vun de Leit um Terrain, déi am professionelle Kader Boergeld manipuléieren, eng eminent wichteg Roll, fir deene Leit d'Handwierk ze leeën, déi net éierlech sinn a sech zum Kompliz oder Auteur vun der Falschgeldkriminalitéit maachen.

Dofir freeë mir eis als DP-Fraktioun iwwert dëse Projet de loi an ech ginn och am Numm vu menger Fraktioun den Accord dozou.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter André Bauler am Numm vun eis all villmools Merci.

15. 7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

An da kënne mer direkt zum Rapport vum Projet de loi 7761 iwwert d'Moderniséierung vum Agrementsregimm vu verschiddene Bedeelegunge vum Finanz- an Assurancësecteur kommen.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif alleguer, de Projet de loi 7761 huet als Zil, fir den Agrementsregimm vun den Entitéiten aus dem Finanz- an Aussurancësecteur, déi enger Surveillance prudentielle ënnerleien, ze moderniséieren.

Et wäert mat dësem Gesetzesprojet zu punktuellen Ännerunge vun aacht sektorielle Gesetzer kommen. Mam Text, dee mer haut virleien hunn, soll dëse Regimm un déi rezent Entwécklungen um europäeschen an awer och um internationale Plang ugepasst ginn.

D'Ausstellen oder de Retrait vun engem Agrement am Finanzberäich ënnerläit, bis op vereenzelt Ausnamen, den Ament der Kompetenz vum Finanzminister. Haut ass et esou, datt déi zwee Regulateuren, d'CSSF, also d'Commission de surveillance du secteur financier, an de CAA, Commissariat aux assurances, en Agrementsdossier instruéieren an dann en Avis erausginn. Wann dëse bei engem Agrement positiv ass, also wann all legal a reglementaresch Reegelen agehale goufen, da kënnt et zu enger definitiver formeller Ausstellung vum Agrement duerch de Finanzminister. Dat ass awer haut gréisstendeels e formellen Akt, dee muss vollzu ginn, fir datt d'Entitéit hiren Aktivitéite legal kann nogoen.

De Changement, dee vun dësem Gesetzesprojet viséiert ass, läit doranner, fir d'Kompetenz fir den Agrement oder de Retrait vun dësem Agrement, also wuelgemierkt de Pouvoir d'agrément, direkt un d'CSSF respektiv direkt un de CAA ze iwwerdroen, jee nodeem, wéi een Aktivitéitsberäich d'Entitéit, déi hir Demande mécht, huet.

Dat si fir d'CSSF d'PSFen, also verschidde Professioneller vum Finanzsecteur, d'Vertrieder vun de Fiduciairen, d'Intermediairë bei Immobiliekreditter, d'Établissements de paiements, d'Établissements de monnaie électronique an déi reglementéiert Finanzmäert. A fir de Commissariat aux assurances sinn dat zum Beispill d'Versécherungsbetriber, d'Reassurancen, also d'Réckversécherungsfirmen an d'Courtieren.

Wat sinn d'Beweeggrënn fir esou e Changement?

Et geet drëm, wéi scho virdru gesot, den Entwécklungen um europäeschen an um internationalen Niveau Rechnung ze droen, well esou e Modell ëmmer méi recommandéiert gëtt. An dat gëtt haut schonn um europäesche Plang bei der Europäescher Zentralbank oder der ESMA - dat ass déi europäesch Wäertpabeier- a Marchésopsiichtsautoritéit - ugewannt.

Dës Approche reflektéiert och déi Best Practices, wéi se vun den internationalen Institutioune recommandéiert ginn, wéi zum Beispill vum Baseler Kommitee fir d'Bankekontroll.

Weider ass dës Prozedur, déi heimat soll agefouert ginn, keen Novum méi. D'CSSF huet haut schonn direkt Agrementspouvoire vis-à-vis vu verschiddenen Entitéiten, wéi zum Beispill am Fongeberäich, an hire Gestionnairen, awer och fir den Agrement vun de Réviseurs d'entreprises.

E leschte Beweeggrond ass deen, datt dëse Changement zu enger méi kohärenter Approche bäidroen a soumat den administrative Prozess vereinfache wäert, also eng Simplification administrative erbäifeiert.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. Juni dëses Joers keng Remarken zur Attributioun vum Pouvoir d'agrément un d'CSSF respektiv un de CAA formuléiert. Anescht gesot, de Staatsrot huet de Prinzip vun der Attributioun vum Agrementspouvoir un déi national Autoritéiten net weider kommentéiert a keng Bedenke geäussert. Déi héich Kierperschaft beschränkt sech drop, verschidde Remarken a Virschléi ze formuléieren, wat d'Recoursméiglechkeet géint d'Entscheedunge vun den nationalen Autoritéiten ubelaangt.

Fir den Detail vun den Observatioune vum Staatsrot verweisen ech natierlech op mäi schréftleche Rapport.

Mir kruten och nach den Avis vun der Handelskummer eran. Dat war den 19. Mäerz. Si huet och keng weider Bedenken zu dësem Gesetzesprojet.

Zu gudder Lescht hu mir och nach den Avis vun der Europäescher Zentralbank vum 8. Abrëll 2021 virleien. Si huet entscheet, sech net zum Gesetzesprojet ze äusseren, well de Projet de loi nëmme ganz marginal an hire Kompetenzberäich fält.

Dat gesot, soen ech lech dann nach eng Kéier Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen am Numm vun eis all dem Här Rapporter André Bauler villmools Merci.

16. 7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds

An da kënne mer direkt zum Rapport iwwert de Projet de loi 7723 kommen, iwwert d'Surveillance vun Investitiounsentreprisen.

Här André Bauler, et ass nach eng Kéier un lech.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif alleguer, elo zu engem méi komplizéierte Projet.

Mam Gesetzesprojet 7723 ginn eng Rei méi déifgräifend an och eng Rëtsch punktuell Ännerunge bezüglech der Reglementatioun vum Finanzsecteur ënnerholl. Dee gréissten Deel vum Gesetzesprojet betrëfft de gesetzleche Kader, dee sech op d'Entreprises d'investissement, also Investmentfirmen, op Däitsch „Wertpapierfirmen", uwennt.

Als Éischt emol setzt de Projet de loi 7723 den IFD/IFR-Package ëm, deen aus der Direkiv 2019/2034 an dem Reglement 2019/2033 besteet. IFD an IFR sti fir: Investment Firm Directive an Investment Firm Regulation.

D'Haaptzil vun dësen Texter ass et, fir en Iwwerwaachungskader, dat heescht méi prezis am Fachjargon „Surveillance-prudentielle-Kader", fir Entreprises d'investissement, ofgekierzt EI, opzestellen, dee besser un hiren Typ vun Aktivitéiten an un hir spezifesch Risiken ugepasst ass.

Haut ënnerleie vill Investmentfirmen - Elen - der Bankereglementatioun, an zwar dem CRD IV- an dem CRR-Kader. Dës Texter sinn awer gréisstendeels op international Normen opgebaut, déi vum Baseler Kommitee fir grouss Bankegruppen ausgeschafft gi sinn an dowéinst net ëmmer gutt op Investmentfirmen unzewende sinn.

Mat der Direktiv 2019/2034 an dem Reglement 2019/2033 gëtt och eng nei Kategorisatioun vun den Investmentfirmen agefouert.

Nieft der Ëmsetzung vun der IFD an IFR ginn awer och nach aner Ännerunge virgeholl. Am Kader vun den ëmfangräichen Ännerungen, déi mat de genannten Texter op d'EI zoukommen, si sech och méi generell Froen iwwert d'Modernisatioun vun de Statute vun Investmentfirme gestallt ginn. Déi reng national Statute vun Investmentfirme gi moderniséiert, andeems se duerch d'Approche vun de MiFID-Servicer (ndlr: Markets in Financial Instruments Directive) ersat ginn. Et kënnt also zu enger verdéifter Harmoniséierung vu Reegelen, déi fir d'Investmentfirme gëllen. Ech verweise fir d'Detailer vun den Ännerungen op mäi schréftleche Rapport.

Mee nëmme fir lech e Beispill ze ginn: Dëse Gesetzesprojet gesäit vir, datt den Accès op d'MiFID-Aktivitéit vun den Investmentfirmen op moralesch Persoune begrenzt wäert ginn, an dat, fir den Investoreschutz ze stäerken.

Dës Ännerunge wäerten an der Praxis fir viséiert Entitéiten éischter kee Problem duerstellen, well déi unerkannten Entitéiten haut scho bei hirem Agrement stoen hunn, fir wéi eng MiFID-Servicer se schonn unerkannt sinn. D'Transitioun misst deemno relativ einfach sinn.

Des Weidere wäert de Projet de loi Ännerunge bei de Statute vu verschiddene PSF spécialisés a PSF de support ënnerhuelen.

Als Erënnerung: PSF de support si Prestataren, déi dem Finanzsecteur Servicer virschloen oder ubidden, awer selwer keng Finanzaktivitéiten hunn.

Ënner anerem wäerten duerch dëse Gesetzesprojet an Zukunft nëmmen nach Kredittgesellschafte Cash-Transaktioune mat auslännesche Wärunge maachen däerfen. An der Praxis ass dat schonn de Fall. Mir verankeren hei just eppes an den Texter, wat schonn, wéi gesot, de facto de Fall ass.

Bei de PSF de support wäerten notamment d'Statute vun den Opérateurs de système informatique primaire et secondaire du secteur financier fusionéiert ginn, well et ëmmer méi Iwwerschneidunge gëtt an den operationelle Risiko tëscht dësen zwee PSFe relativ änlech ass. Hei wäerten och Dispositions transitoires virgesi sinn, fir den Elen, also den Investmentfirmen, an de PSFen en onkomplizéierten Iwwergang ze erméiglechen.

E weidere Volet vun dësem Gesetzesprojet gesäit vir, fir d'Artikelen 1 an 2 vun der sougenannter „ESA Review Directive" ëmzesetzen. D'Ännerungen, déi duerch dës Artikele wäerte passéieren, betreffen d'MiFID II- an d'Solvency II-Direktiven.

Wat d'MiFID II ugeet, do ass den Transfert vu verschiddenen Agrements- a Surveillancepouvoiren, wat d'Prestataires de services de communication de données betrëfft, un d'ESMA virgesinn. D'ESMA ass, wéi gesot, déi europäesch Iwwerwaachungsinstanz fir Wäertpabeieren a fir d'Finanzmäert.

Wat d'Solvency II-Direktiv ugeet, sou gi punktuell Dispositiounsännerunge virgeholl, fir den Informatiounsaustausch tëscht dem CAA, also eisem Commissariat aux assurances, den nationalen Assurancëregulateuren an der Europäescher Autoritéit an deem Beräich ze verstäerken, wat d'Notze vun interne Modeller an transnationalen Aktivitéite betrëfft.

Déi Europäesch Autoritéit an deem Beräich heescht: EIOPA. Wat ass dat? Dat ass erëm esou e Kürzel. Ma dat ass d'Europäesch Surveillanceautoritéit fir d'Versécherungswiesen an déi betriblech Altersversuergung. Ech hunn elo mol versicht, et op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

Dann ass et wichteg ze bemierken, datt de Gesetzesprojet duerch eng ganz Partie vun Amendementer vum 2. Abrëll dëses Jors ofgeännert gouf. Wéi Der lech erënnere kënnt, hu mir de 27. Abrëll vun dësem Joer am Kader vum Gesetzesprojet 7638 iwwert d'Ëmsetzung vun der CRD V-Direktiv debattéiert an ofgestëmmt. De Projet de loi 7638 huet no verschiddene Remarke vum Staatsrot missen ugepasst ginn, Bemierkungen, déi och en Impakt op de Gesetzesprojet haten, iwwert dee mer haut hei diskutéieren.

Fir weider eng kohärent Approche ze garantéieren, wat d'Dispositiounen iwwert de Kontrollprozess vun Entitéiten ugeet, déi am Gesetz iwwert de Finanzsecteur vun 1993 viséiert sinn, sinn eeben duerch d'Amendementer eng Rëtsch Upassungen un dësem Projet de loi gemaach ginn. Fir méi genee ze sinn, ass et zu engem Ajustement komm, wat de Kontrollprozess vun den IFR-Investmentgesellschaften ugeet.

Dann nach e leschte Volet vun dësem Projet de loi. Am Laf vum legislative Prozess, deen dëse Projet duerchgelaf ass, sinn nach zwou Direktive publizéiert ginn, déi d'MiFID-Direktiv ëmänneren an déi ganz kuerz Transpositiounsfristen, also Ëmsetzungsfristen, an d'nationaalt Recht hunn. Et ass also vun der Geleeënheet profitéiert ginn, fir dës Direktiven duerch Amendementer an dëse Gesetzesprojet matafléissen ze loossen.

Et handelt sech heibäi ëm d'Direktiv 2020/1504, besser bekannt ënnert der Crowdfunding-Direktiv. Dës Direktiv bréngt eng ganz geziilten Ännerung mat sech, andeems Crowdfunding Service Providers vun der MiFID-Direktiv ausgeschloss sinn.

Déi zweet Direktiv, déi matagebaut gouf, ass d'Direktiv 2021/338. Dës Direktiv ass en Deel vum Capital Markets Recovery Package, déi als Äntwert op d'Pandemie ausgeschafft gouf an zur ekonomescher Relance bäidroe soll, an dat duerch cibléiert Ännerunge vun der Finanzmaartreglementatioun. Méi konkreet ass och hei d'MiFID II-Direktiv ëmgeännert ginn, fir d'Investissementer an d'Realwirtschaft ze förderen.

Dat zum Inhalt vun dësem dach komplizéierte Gesetzesprojet.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. Juni 2021 eng Rei vu Reformuléierungspropositiounen ënnerbreet. Ech verweise fir den Detail op mäi schréftleche Rapport.

Nieft dëse Propositioune gouf et zwou formell Oppositiounen, déi no Amendementer an Erklärunge bezüglech dem Artikel 37 vum Projet de loi am Avis complémentaire opgehuewe gi sinn, nodeem et och zu enger Textpropos vum Staatsrot komm war.

E leschte Punkt vun der héijer Kierperschaft betrëfft den Artikel 8 vum Gesetzesprojet, deen e generelle Gouvernancekader setzt. De Staatsrot huet sech hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel virbehalen an huet no zousätzlechen Erklärunge gefrot. Et gouf no méi Informatiounen zum Champ d'application vun de verschiddenen Alineae vun dem Paragraf gefrot a besonnesch, wat d'Klass 3 vun den Investmentfirmen ubelaangt. De Staatsrot huet sech am Avis complémentaire mat den Erklärungen zefridde gewisen.

Och d'Handelskummer huet den 9. Mäerz 2021 an den 22. Abrëll Avise formuléiert. Si heescht de Gesetzesprojet gutt.

Här President, dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. Ech entschëllege mech fir deen dach awer séier spezifeschen, komplizéierte Fachjargon an dësem Kontext a ginn natierlech och hei am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen och hei am Numm vun eis all dem Här Rapporter André Bauler villmools Merci.

17. 7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

An da kéime mer zum Rapport vun deem leschte Projet fir de Moien, dem Projet de loi 7737 iwwert d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv am Beräich vun de Kollektivplacementer.

An da géif ech dann eng leschte Kéier fir haut de Moien dem Här André Bauler d'Wuert ginn.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Nach emol merci, Här President. Léif alleguer, mat dësem Gesetzesprojet setze mer d'Direktiv zur grenziwwerschreidender Distributioun - d'Lëtzebuerger géife soe Verdeelung - vun OPCen ëm. Dëst geschitt duerch d'Ännerung vun zwee Gesetzestexter, an zwar éischtens dem modifizéierte Gesetz vum 17. Dezember 2010 iwwert d'Organismes de placement collectif - OPC -, an zweetens der Loi modifiée vum 12. Juni 2013 betreffend d'Gestionnairë vun alternativen Investmentfongen.

Wat ass elo d'Zil vun dëser Direktiv? Ëm wat geet et also hei? Mat dësem Text soll eng besser Koordinatioun vun de verschiddene gesetzlechen Dispositiounen an deenen eenzelne Memberstaaten erreecht ginn, wat d'Gestionnairë vun OPCVMen - VM steet fir Valeurs mobilières - an alternativen Investmentfonge betrëfft.

Op deem Wee soll d'Distributioun vun dëse Strukturen am europäesche Bannemaart vereinfacht ginn. Mir schwätzen also vu weidere Moossname fir eng méi déif Integratioun an Harmoniséierung vum Bannemaart an deem Beräich an der Eliminatioun vun ënnerschiddleche Barriären, déi et haut nach op deem Feld gëtt.

D'Direktiv, ëm déi et hei geet, ass effektiv en zentraalt Element vun der Kommissioun hirem Aktiounsplang zur Kapitalmaartunioun a gesäit an deem Sënn, wéi gesot, eng Refonte vun den aktuelle Reegelen zur grenziwwerschreidender Distributioun vun den OPCVMen an de FIAen, also de Fonds d'investissements alternatifs, vir, fir dass d'Gestionnairë vun dëse Strukturen den europäesche Pass fir d'Kommerzialiséierung och an deem Ausmooss exploitéiere kënnen, wéi dat u sech virgesinn ass.

Wéi bei villen aneren Direktiven aus dem Finanzberäich, déi mer schonn ëmgesat hunn, geet et och hei drëms, fir engersäits d'Investoren ze schützen an hinnen eng Sécherheet ze ginn, an anerersäits, fir gerecht Bedéngunge fir d'Konkurrenz ze schafen, andeems virun allem d'Kohärenz tëscht de Reegele fir déi alternativ Investmentfongen a fir d'OPCVMe garantéiert gëtt.

Op déi Manéier gëtt den aktuelle Kader moderniséiert a preziséiert. D'Direktiv féiert uniform Reegele fir d'OPCVMen an d'Gestionnairë vun alternativen Investmentfongen an, déi hir Produkter u kleng Investoren an anere Memberstaate kommerzialiséieren. Dës Reegele bezéie sech an éischter Linn op d'Ausféierung vun den Aufgaben, déi hinnen duerch d'Direktiv operluecht ginn.

Donieft féiert d'Direktiv och d'Konzept vun der Prekommerzialiséierung fir d'Fonds d'investissement alternatifs an. Dëst erlaabt et, d'Konditiounen ze bestëmmen, déi d'Exploratioun an d'Bewäertung vum Interêt vu potenzielle professionellen Investore fir eng bestëmmten Iddi oder Investmentstrategie encadréieren.

Zu gudder Lescht ginn duerch d'Direktiv och kloer an eenheetlech Bedéngunge festgeluecht, no deenen den Abandon vun der Kommerzialiséierung vun Undeeler, also Parten, oder Aktie vun engem OPCVM oder engem FIA an engem Memberstaat geschéie kann.

Dëse Gesetzesprojet ass en cours de route nach vun engem Regierungsamendement completéiert ginn, mat deem virop d'Normes comptables preziséiert gi sinn, déi d'FIAen, déi d'Form vun enger Spezialkommanditgesellschaft hunn, kënne benotzen, fir d'Dispositioune vum uewe genannte Gesetz vum 12. Juli 2013 ze erfëllen.

Léif alleguer, a sengem Avis vum 29. Juni huet de Staatsrot keng weider Bedenken an och keng Opposition formelle vis-à-vis vun dësem Gesetzesprojet an dem genannten Amendement geäussert. En huet deemno gréng Luucht fir dësen Text ginn.

Ausser dem Staatsrot hat nach d'Chambre de Commerce de 26. Februar en Avis eraginn, an deem d'Handelskummer de Projet och guttheescht.

Voilà. Erlaabt mer nach eng Kéier op dëser Plaz, fir all aner Detailer op mäi schréftleche Rapport ze verweisen.

Merci fir d'Nolauschteren. An da ginn ech och hei am Numm vun eiser Fraktioun, der DP-Fraktioun, den Accord zu dësem Projet. Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen am Numm vun eis all dem Här André Bauler nach eng Kéier villmools Merci.

Wéi virdrun ugekënnegt, komme mer de Mëtteg zum Vott vun dëse Projet-de-loien.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen. D'Sëtzung ass opgehuewen. Iech all e gudden Appetitt.

(La séance publique est levée à 11.44 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7648 - Projet de loi relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant**

   a) la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

   b) la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

   c) la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire,

   d) la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement
   - Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
   - Discussion générale : M. Marc Lies (interventions de M. le Ministre Henri Kox, M. Mars Di Bartolomeo, M. Michel Wolter, M. Sven Clement et M. Roy Reding) (dépôt des motions 1 à 6) - M. Max Hahn (interventions de M. Marc Lies) - M. Yves Cruchten - M. François Benoy (interventions de M. Marc Lies) (dépôt de la motion 7) - M. Roy Reding - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Dan Biancalana - M. Claude Haagen - M. Gilles Roth
   - Prises de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - Mme la Ministre Taina Bofferding - M. Laurent Mosar
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Roy Reding - M. Sven Clement - Mme Semiray Ahmedova - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Lies
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Lies - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Lies - Mme Nathalie Oberweis - Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Goergen
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : Mme Semiray Ahmedova
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Motion 5 : Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Lies - M. Marc Goergen - Mme Semiray Ahmedova
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
   - Motion 6 : Mme Semiray Ahmedova - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)
   - Motion 7 : M. Roy Reding - M. Marc Goergen - M. Marc Lies - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur la motion 7 (adoptée)
3. **7840 - Projet de loi portant modification de :**

   1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

   2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises
   - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz (dépôt de la motion 1) - Mme Tess Burton - Mme Stéphanie Empain - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Sven Clement (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Marc Spautz
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
4. **7655 - Projet de loi portant création d'un pacte nature avec les communes et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy
   - Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fred Keup (intervention de M. François Benoy) - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg (intervention de M. Paul Galles)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7464 - Projet de loi portant modification :**

   1° du Code pénal ;

   2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

   3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

   4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

   5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

   6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

   en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux-monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation (suite)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7761 - Projet de loi portant modification :**

   1° du Code de la consommation ;

   2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

   3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

   4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

   5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

   6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

   7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers (suite)

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds (suite)

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (suite)

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 7839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

7838 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

- Rapports de la Commission des Finances et du Budget sur les projets de loi 7839 et 7838 : M. André Bauler
- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- M. André Bauler
- Votes sur l'ensemble des projets de loi 7839 et 7838 et dispenses du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, Mme Carole Dieschbourg, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7648 - Projet de loi relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant

a) la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

b) la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

c) la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire,

d) la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Deen éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7648 iwwert de Pacte Logement mat de Gemengen. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här François Benoy, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Marc Goergen, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, den Här Dan Biancalana an den Här Claude Haagen.

An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen lech haut de Gesetzesprojet vir, deen e Paradigmewiessel an der Planung an an der Konzeptioun vun ëffentleche Wunnenge wäert bréngen.

Bei dësem Projet huet ee mussen e ganz laangen Otemzuch hunn, well d'Virbereedungsaarbechte scho viru sechs Joer ugefaangen hunn. Mee duerfir ass elo dat erwënschte Resultat och do. Ech selwer hat d'Chance, schonn 2016 am interministeriellen Aarbechtsgrupp derbäi ze sinn a schonn deemools mat um Projet kënnen ze schaffen.

Mat dësem Gesetzesprojet mat der Nummer 7648 gëtt e ganz neie Kader gesat a puncto Bau vun ëffentlechen, nohaltegen a qualitative Wunnengen. Mir ginn eis mat dësem Gesetzesprojet nei Instrumenter, fir endlech op déi aktuell Logementskris kënnen ze reagéieren.

Ech wäert elo net am Detail drop agoen, mee d'Situatioun ass eescht an ech mengen, et ass elo scho fënnef op zwielef. Jorelaang huet d'Wunnengspolitik haaptsächlech d'Demande ugeheizt, d'Präisser si geklommen an haut ass Wunne fir ëmmer méi Leit onbezuelbar.

Deen éischte Pacte Logement war schonn 2008 a Kraaft getrueden, mat enger Lafdauer bis Enn 2020. An d'Resultat haut ass leider alles, mee net siichtbar. Ënnert dem Stréch si vill Sue verdeelt ginn an awer kaum bezuelbare Wunnraum gebaut ginn. D'Zil war deemools, de Wunnengsbau ze promouvéieren, mee ouni direkt e Kader op de Wunnengsbau ze setzen. Duerfir war och scho fréizäiteg mat den Aarbechten hei ugefaange gi fir deen neien an zweete Pacte Logement. Et huet een natierlech aus deem éischte Pakt geléiert: Et huet ee gesinn, wou et gehappert huet, an awer trotzdeem och, wat gutt geklappt huet.

Mam neie Pacte Logement setze mir elo endlech déi richteg Weiche fir eng Wunnengsbauoffensiv. Ech selwer deelen hei wierklech e ganz groussen Enthusiasmus mat dësem neie Pakt. Net, well ech politesch engagéiert sinn, mee well ech als Architekt fannen, datt mer endlech déi richteg Jalone gesat hunn, fir d'Gemengen an och de Staat ze motivéieren, fir hei Terrainen a Wunnengen ze mobiliséieren.

D'Zil vum neie Pacte Logement ass einfach a ganz kloer: D'Offer un abordabelen an nohaltege Wunnengen erhéijen an iwwerhaapt erméiglechen. Zweetens: Eng Mobilisatioun vum Foncier - eidel stoend Terrainen, awer och scho bestoend Bienen. An deen drëtte Punkt, deen net manner wichteg ass, ass, d'Wunnqualitéit einfach emol ze verbesseren.

Fir dës Ziler ze erreechen, ännere mer och heimat ganzer véier Gesetzer. An erlaabt mer hei, lech déi mam richtegen Intitulé kënnen opzezielen. Dat éischt ass: La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Dat zweet ass : La Loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes. Dat drëtt ass: La loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire. An dat véiert ass: La loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement.

Wat d'Zäitschinn ugeet, soll dëse Pakt schnellstméiglech ëmgesat ginn, well deen éischten u sech den 31. Dezember d'lescht Joer schonn ofgelaf ass. Mee deen neie Pakt wäert natierlech och retroaktiv sinn op den 1. Januar 2021 an eng Lafdauer hu bis den 31. Dezember 2032. All Joer wäerte mer hei e Rapport dozou gemaach kréien an all véier Joer wäert e grousse Bilan intermédiaire gezu ginn.

Vum éischten op deen zweete Pakt: Deen éischte Pacte Logement hat als Zil eng Erhéijung vun der Offer u Wunnengen an den dozougehéierenden Infrastrukturen. Anescht ausgedréckt: Wat d'Gemenge méi gewuess sinn, wat se och méi Sue kruten - leider onofhängeg vu landesplanneresche Kritären, déi u sech sollen definéieren, wou et Sënn mécht a wou et manner Sënn mécht, datt d'Gemenge wuessen.

D'Gemenge krute 40 Milliounen Euro, fir den demografesche Wuesstum ze ënnerstëtzen an hir ëffentlech Infrastrukturen ze stäerken, wat si och gemaach hunn. Mee déi aner Säit vun der Medail ass déi, datt ënnert dem Stréch de bezuelbare Wunnraum op der Streck bliwwen ass.

Mir haten och à mi-parcours en éischte Constat gemaach: 2017 waren 380 Milliounen Euro am Kader vum Pacte Logement ausbezuelt ginn.

Ech nennen lech och e puer Zuelen, wou déi Suen dann eragefloss sinn: 37 % fir Schoulen, 22 % fir Maison-relaisen, 12 % fir sportlech a kulturell Infrastrukturen, 12 % fir Netzwierker fir Waasser a Stroum, wat natierlech néideg ass. Mee déi Zuel, déi eis u sech interesséiert, dat ass de Wunnengsbau. An do si leider just 2,2 % an den abordabele Wunnengsbau gefloss.

Ech erlabe mer, déi Konklusioun ze zéien, datt deen éischte Pacte Logement et deemno zum groussen Deel net fäerdegbruecht huet, säin Zil ze erreechen, bezuelbare Wunnraum ze bauen, a besonnesch Mietwunnenge fir déi ëffentlech Hand.

Mir sinn eis awer all haut eens, datt déi Situatioun ganz urgent ass. Mir musse bauen, bauen an nach eng Kéier bauen, fir ëffentlech an abordabel Wunnengen iwwerhaapt kënnen ze hunn.

Et gouf awer aus de Feeler geléiert. Fir d'Elaboratioun vum neie Pacte Logement sinn d'Gemengen an och schonn de Syvicol direkt matagebonne ginn. Et goufen och verschidden interministeriell Aarbechtsgruppen organiséiert.

Fir e gutt Beispill ze fannen, ass een e bëssi ronderëm kucke gaangen, wat sou klappt, wat gutt kann ëmgesat ginn, wat vläicht manner gutt klappt. An ech muss soen: Mir sinn e klengt Land, awer duerfir ganz dynamesch. Duerfir konnte mir eis hei och un engem Best-Practice-Beispill hei am Ländchen inspiréieren, nämlech dem Pacte Climat. Do huet ee gemierkt, datt de Pacte Climat immens gutt konnt ëmgesat ginn an datt d'Gemengen och matgemaach hunn. Ech mengen, et hu souguer alleguerten d'Gemengen hei am Land matgemaach.

D'Gemengen hu sech och eng Freed draus gemaach, déi Klimaziler ëmzesetzen. Ee Krittär, firwat de Klimapakt sou gutt fonctionéiert huet, ass, well si eng Fachberodung kruten, de sougenannte Klimaberoder, deen d'Gemengen zur Verfügung gestallt kruten.

Eng Fachpersoun soll och fir de Logement asprangen, dat ass ee Schlësselelement vum neie Pacte Logement. D'Gemenge wäerten och e sougenannte Logementsberoder kréien, an dat wäert en Architekt oder en Urbanist an der Landesplanung sinn.

Ech wëll op e puer wichteg Elementer agoen, déi awer och kënnen duerch de Pacte Logement finanzéiert ginn.

Mir hunn hei ganz vill vum Paradigmewiessel beim Pacte Logement 2 geschwat. Ech erklären lech awer och gären, firwat. De Finanzement gëtt ab elo op d'Schafung vun abordabele Wunnenge fokusséiert. Net vergiessen, bis elo ware mer bei 2,2 %! Am Kloertext: D'Gemenge kréien d'Sue just ënnert der Konditioun, datt konkreet op hirem Territoire abordabel Wunnengen entstinn. Mee déi finanziell Ënnerstëtzung deckt awer natierlech och weider Infrastrukturen an Etüden of, déi fir d'qualitativ Wunnen néideg sinn.

Niewent dem Zil, abordabel Wunnengen ze bauen, wëlle mir d'Qualitéit an de Mëttelpunkt stellen - d'Qualitéit am Wunnraum awer och ronderëm. Duerfir gehéieren och follgend Investissementer dobäi: Kaf vun Terrainen, Immeubelen, awer och Valorisatioun vun eisem Patrimoine architectural a culturel. Do kënnen d'Gemenge bis zu 50 % kréien. Ëffentlech a kollektiv Ekipementer am Kader vun der Educatioun, Jugend, Kanner a sozialer Kohäsioun, wéi zum Beispill d'Kreatioun an Ekipementer fir Service-de-proximitéen. Awer och Infrastrukturen an Ekipementer sportlecher a kultureller Natur. Hei hu mer e Maximum vu Subventiounen, déi kéinte bis 50 % eropgoen. D'Kategorie Ressources humaines, Communication an Dynamique sociale kënnen och mat 25 % subventionéiert ginn.

Wat ass elo konkreet nei un dësem Pacte Logement a wéi kënne mer hei matmaachen, also wéi kënnen d'Gemengen hei matmaachen?

D'Gemeng muss u sech just eng Konventioun mam Logementsministère ënnerschreiwen. Soubal d'Gemeng ënnerschriwwen huet, kritt si direkt e Logementsberoder zur Verfügung gestallt a scho mol eng éischt Dotatioun vu 25 Euro pro Awunner, mat engem Minimum vun 100.000 Euro an engem Maximum vu 500.000 Euro.

De Logementsberoder, wat och en neit Element ass an dësem Pacte Logement, huet dann och eng ganz wichteg Tâche, nämlech e Plan d'action local opzestellen.

Vläicht just zwee Wuert zu senger Formatioun - ech hat et scho virdru gesot -: De Logementsberoder muss op d'mannst dräi Joer Uni hunn am Beräich Architektur oder Landesplanung an Urbanismus.

De Plan d'action local, wat och en neit Element ass, ass e pluriannuelle Programm, deen den Inventaire vun de Wunnengen opstellt an d'Aktiounsfeld definéiert. Dëst ass wichteg, well all Gemeng huet u sech en eegent Potenzial a keng zwou Gemengen änele sech. Déi eng hu vläicht méi eidel stoend Wunnengen, déi si musse mobiliséieren, an déi aner hu vläicht méi Bauterrain, wourop kéint gebaut ginn.

D'Plus-value ass hei ganz einfach: Jiddereen huet eng individuell Moossnam, déi fir seng Gemeng op d'Mooss geschnidden ass. Hei gëtt dann och all Joer de Bilan gezunn, fir d'Evaluatioun vun de Projeten ze maachen an eventuell déi néideg Upassungen ze ënnerhuelen.

De Plan d'action local betruecht follgend Krittären: kommunal Reglementer, wéi zum Beispill e Bautereglement, awer och d'Strategie fir d'Schafe vu bezuelbaren an nohaltege Wunnengen, d'Mobilisatioun vun Terrainen a Wunnpotenzial, d'Verbesserung vun der Wunnqualitéit, awer och Kommunikatioun, Sensibilisatioun souwéi Biergerbedeelegung, déi am Kader vum Pacte Logement néideg wieren, fir d'Ziler kënnen ze erreechen.

Ech wëll awer kuerz och iwwert den Aménagement communal et le développement urbain schwätzen.

Wann ee wëll konkreet Wunnenge bauen, dann huet dat natierlech en Impakt op d'Landesplanung an den Aménagement communal. Duerfir gëtt hei och e ganz wichtegen Artikel, den Artikel 29bis agefouert. D'Regierung huet par amendement gouvernemental hei och e weidere Paradigmewiessel agelaut. A béide Versioune vum Projet de loi war vu Prozentsaz rieds. Mee hei gëtt elo en Automatismus agefouert, deen derzou féiert, datt an Zukunft bei all gréisserem Bauprojet och bezuelbar Wunnengen entstinn. Aleng duerch dësen Artikel wäerte mer kënnen den ëffentleche kommunalen a staatlechen Immobiliepark stäerken. Deen Artikel suergt fir de Bau vu méi abordabele Wunnengen a garantéiert och eng gewëss Mixitéit an de Quartieren.

Fir all neie Quartier - an dat ass och en neit Element am Pakt -, deen an Zukunft wäert gebaut ginn, dat heescht e PAP nouveau quartier, gëtt e gewëssene Prozentsaz vum Terrain der Gemeng oder dem Staat cedéiert. Dat heescht, si brauchen net derfir ze bezuelen. En contrepartie kann de Promoteur awer dofir 10 % méi bauen. Sou gesinn hu mir a béide Fäll eng Win-win-Situatioun.

Urbanistesch gesinn hu mer hei dräi Situatiounen: déi Terrainen, déi schonn am Bauperimeter dra sinn, déi, déi nach net am Bauperimeter dra sinn, an déi sougenannte Plans sectoriels « Logement », dat si jo déi 20 grouss Arealer, déi vun der Landesplanung exklusiv fir de Wunnengsbau ausgeschriwwe sinn, wéi zum Beispill Nei Schmelz, Ierpeldeng, Rout Lëns an d'Porte de Hollerich.

Beim éischte Cas de figure si mer am Bauperimeter dran, dat heescht, bei engem PAP nouveau quartier. Wann hei zwëschent 10 a 25 Logemente gebaut ginn, gi mindestens 10 % vun der Surface construite brute un d'Gemeng cedéiert. Wann de Quartier iwwer 25 Wunneenheeten huet, da gi 15 % vum Terrain un d'Gemeng respektiv un de Staat ofgetrueden. Natierlech muss de Promoteur awer och déi Cessioun kompenséiert kréien an dat soll op kee Fall op de Verkaf vum Rescht opgedeelt ginn.

Fir dëst konkreet kënnen ze maachen, kritt de Promoteur och 10 % méi Baupotenzial, wou en och ka fir sech méi bauen. Wou et sënnvoll ass, déi 10 % méi Baudicht opzedeelen,dat muss natierlech schonn am Viraus an der Planung gekuckt ginn.

Deen zweete Cas de figure, dat ass, wéi ech scho virdru gesot hunn, wann eng nei Zone d'habitation an de Bauperimeter kënnt oder eng aner Zon an eng Zone d'habitation ëmklasséiert gëtt. De Prinzip bleift hei d'selwecht: Wat méi Wunnenge gebaut ginn, wat och méi Surface constructible brute muss ofgetruede ginn: Bei zwësche fënnef an néng Wunneenheete muss ee mindestens 10 % ofginn; bei zwëschen 10 a 25 si mer scho bei 15 %, déi mer mussen ofginn; bei méi wéi 25 Wunneenheete si mer bei mindestens 20 %, déi mussen un d'Gemeng ofgetruede ginn.

Bei de Plans sectoriels « Logement » ass et e bëssi anescht. Mat der Aféierung vum Artikel 29bis musse mer weider kohärent bleiwe mam Aménagement-communales-Gesetz. Duerfir ass eng punktuell Ännerung am Landesplanungsgesetz vun 2018 agefouert ginn. Bei de sougenannte Zones prioritaires d'habitation oder, wéi ech scho virdru gesot hunn, vläicht besser bekannt ënner Plans sectoriels « Logement », si ganzer 30 % fir ëffentlech Bauten an abordabel Wunnenge virgesinn.

Vläicht eng kleng Prezisioun heizou: D'Hallschent vun deenen 30 %, déi fir de bezuelbare Raum virgesi ginn, gi jo cedéiert. An iwwert de Mechanismus vun deenen 10 % kann de Promoteur dann och seng Kompensatioun kréien. Déi aner Hallschent, dat heescht déi aner 15 %, musse mam Promoteur ausgehandelt ginn. Dat heescht: Entweeder kuckt d'Gemeng mam Promoteur an e ka weiderhin da méi dicht bauen oder e kritt einfach eng finanziell Kompensatioun derfir.

Allgemeng kann ee sech déi Fro stellen: Firwat huet ee sech fir dës Optioun vun der Cessioun entscheet? Dat wier eng legitimm Fro. Mee ech mengen, d'Äntwert läit och op der Hand: Op dës Manéier hält sech déi finanziell Belaaschtung fir d'Gemengen a Grenzen. Sou gesi brauche si jo fir den Terrain näischt auszeginn. Par contre, wa konkreet Wunnenge gebaut ginn, musse se natierlech bezuelen. Mee dann awer nach ëmmer zu engem Prix coûtant, dat heescht dat, wat et reell kascht, ouni Plus-value.

Mir si momentan an enger onsécherer Zäit an d'Gemenge wëssen och net, wéi et muer wäert ausgesinn. Duerfir, op dës Manéier hu mer dës Kéier d'Garantie, och ëffentlech Wunnengen kënnen ze férderen. Firwat hu mer eis déi 10 % geholl, net méi an net manner? Ech erkläre vläicht kuerz eng Kéier de Kontext: D'Baupotenzial vun 10 % deckt u sech déi Erhéijung vu bebaute Bruttoflächen of, déi fir de Logement virgesi sinn. Mee hei spillen och weider Koeffizienter eng ganz wichteg Roll, wéi zum Beispill de CUS an de COS. Doduerjer garantéiere mir eng harmonesch Opdeelung vun der supplementärer Baufläch. Fir déi 10 % ze definéieren, huet ee sech hei och op d'Donnéeë vum Observatoire de l'habitat baséiert.

Weider ass ausgerechent a betruecht ginn, datt all neie Quartier, sief et e groussen oder e klenge Quartier, dee richtegen Equiliber muss hunn zwëschent der Fläch, déi ofgetruede gëtt, an natierlech der Plus-value, déi de Promoteur misst kompenséiert kréien, fir datt och seng Präisser, déi e fir sech wäert verbauen, korrekt bleiwen.

Urbanistesch gesinn hunn 10 % méi Baudicht keen negativen Impakt op d'Nopeschquartieren, déi vläicht manner dicht bebaut sinn. A mir bleiwen hei an engem harmoneschen Amenagement vun den Dierfer an de Stied.

Dësen Dispositif stellt natierlech eng Modification ponctuelle am PAG duer, dat ass dee sougenannte Plan d'aménagement général vun de Gemengen. Dës Ännerung huet an der Kommissioun fir munch Diskussioun gesuergt. Verschidde Vertrieder hu gefaart, hei kéinten d'PAPe carrement blockéiert ginn, well se dann dee Moment net méi konform zum PAG wieren - e Punkt, deen och de Syvicol opgeworf hat. D'Vertrieder vum Inneministère konnten eis awer vesécheren, datt dës Gefor net bestéing. Schliisslech gesäit d'Gesetz Follgendes vir: « Par dérogation aux dispositions de droit commun, le PAG ne devra pas être modifié pour tenir compte de cette augmentation. » Dat heescht: Mir derogéieren hei punktuell an exzeptionell zum PAG ouni weider administrativen Opwand.

Och de Staatsrot huet heizou näischt ze bemierke gehat.

Et ass e relativ technesche Rapport, muss ech soen. Ech hoffen, et ass verständlech.

Ech wollt lech duerfir u sech och e konkreet Beispill opzielen, well ech mengen, dat ass méi einfach wéi zéng Säiten Text. Kommt, mir huelen en Terrain vun 2 Hektar! Mir sinn hei an enger Gemeng, déi direkt un d'Stad Lëtzebuerg grenzt. De Baukoeffizient ass 0,75, dat ass am Fong dat, wat ka verbaut ginn op enger Parzell. 0,75. Just ze verhalen, well dat ass e wichtegt Element fir duerno.

Mat all deenen zousätzleche Käschten - dat heescht, Kaf vum Terrain, Viabilisatioun, Infrastrukturen - hu mer eis op d'Präisser vum LISER baséiert a mir kommen insgesamt op e Verkafspräis vu 7.990 Euro de Quadratmeter. D'Marge bénéficiaire fir de Promoteur: 25 %. Dank dem Artikel 29bis kann ee fir déi heite Wunneng u sech en abordabele Präis froen, dee bei 6.400 Euro de Quadratmeter läit, wat 20 % ënnert dem normale Verkafspräis läit.

Ech mengen, mir sinn eis awer all eens, datt 6.400 Euro de Quadratmeter nach ëmmer keen abordabele Präis ass. Elo kënnt de wichtege Moment, an duerfir sot ech déi Zuel vu virdrun. Elo kënnt dee wichtege Moment! Duerch déi Erhéijung vum Baukoeffizient kann een awer méi bauen, dat heescht, 0,75 mat 10 % méi, do si mer dann op 0,83. Fazit: Mir kréien e Verkafspräis vun 3.970 Euro. Dëst ass de Präis, deen ee misst bezuelen, fir abordabel kënnen ze wunnen. An de Promoteur behält nach ëmmer seng Marge vu 25 %.

Eng Gemeng kann hei och duerchaus mat engem private Promoteur schaffen, fir hiren Deel bezuelbare Wunnraum bauen ze loossen. A wann d'Gemeng den Terrain net wëll, da spréngt de Staat mat sengen ëffentleche Promoteuren derfir an.

Kuerz zu den Aarbechte vun der Logementskommissioun.

Kann ech nach e bëssi schwätzen?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dir däerft nach.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice*.- Merci. Nee, well ech gesinn, dass ech keng Zäit méi hunn.

Also kuerz, ganz séier zu den Aarbechte vun der Logementskommissioun.

De Gesetzesprojet vum Pacte Logement gouf de 7. August 2020 deponéiert. De 17. September 2020 huet d'Conférence des Présidents de Projet och un d'Interieurskommissioun verwisen, well schlussendlech deele mir eis hei eng Kompetenz.

Ech gi vläicht direkt iwwer zu den Avisen, fir e bëssi Zäit ze spueren.

Den Avis vum Staatsrot: Also a sengem éischten Avis - well mir krute ganzer dräi Stéck -, a sengem éischten Avis vum 4. Mäerz 2021, hat de Staatsrot e puer Opposition-formellen. D'Terminologie, déi hei benotzt gouf, war subjektiv an onkloer. Weider sollten och d'Kompetenze vum Logementsberoder besser definéiert ginn. De Prinzip vum 29er Artikel ass och guer net a Fro gestallt ginn, et war just de Problem mat der Ulafzäit, déi net richteg definéiert war.

A sengem zweeten Avis hu si déi éischt Oppositioun opgehuewen a weiderhin nach e bëssi méi Kloerheet gefuerdert. Fir ee Beispill ze nennen: Logement sous-occupé, dat wëll alles an näischt heeschen.

A sengem drëtten Avis complémentaire vum 6. Juli konnte si och alleguerten d'Oppositiounen ophiewen.

D'Chambre des Salariés. Jo, ech sinn e bëssi ënner Zäitdrock, mee ech muss déi Saachen awer soen, et ass wichteg. A hirem éischten Avis vum 19. Oktober 2020 invoquéiert d'Chambre des Salariés de groussen Desequiliber zwësche private Promoteuren a Besëtzer an ëffentlechem Besëtz. D'Chamber fuerdert d'Regierung, awer och d'Gemengen op, sech ze mobiliséieren, fir de Locatiounspark ze stäerken. Fir d'Chamber sollen d'Gemengen e groussen Acteur ginn, fir justement a Konkurrenz mat private Promoteure kënnen ze stoen. Fir si soll och de Pacte Logement obligatoresch ginn.

D'Chambre des Métiers ass u sech ganz zefridde mam Pacte Logement a mam järleche Bilan. Si hunn awer just de Regret, datt u sech de Privatsecteur net direkt mat involvéiert gëtt, an hunn eis duerfir och e weidere Modell virgeschloen. D'Chamber begréisst och d'Vereinfachung vun de Prozeduren, d'Erhéijung vun der Baudicht an d'Obligatioun fir d'Verbauung vun den Terrainen iwwert de Baulandvertrag.

D'Chambre de Commerce seet an hirem Avis vum 26. Februar, datt et jo gutt wier, wann deen neie Pacte Logement sech och géif un d'landesplanaresch Krittären halen. A si soen och, datt de private Promoteur soll mat an d'Boot geholl ginn. Si froen och, si fuerderen u sech, datt de Logement abordable besser definéiert gëtt.

De Syvicol betount a sengem Avis vum 21. September, datt mer missten de Logementspakt e bësse méi séier ëmsetzen, fir eng Kontinuitéit ze hunn zwëschent deem éischten an deem zweeten. Si proposéieren, datt och net nëmmen déi nei Wunnflächen, déi gebaut ginn, solle betruecht ginn, mee och déi, déi mobiliséiert ginn. De Syvicol steet am Fong dem Automatismus vum Artikel 29bis e bësse kritesch géigeniwwer. Also si gesinn dat e bëssi kritesch, well si haten och verstanen, datt ee misst am Fong de PAG ännere, fir kënnen d'Baupotenzial an d'Luucht ze setze vis-à-vis vun de PAPen.

Den OAI, an dat ass och dee leschten Avis: A sengem Avis vum 8. Juni proposéiert den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, sech un dem éisträichesche Modell ze inspiréiere fir d'Schafung vun engem ëffentleche Buedemfong an engem intelligenten Opmaache vum Bauperimeter. Den OAI begréisst awer dëse Gesetzesprojet, well mir setzen hei, wéi gesot, nei Jalonen an, dat hu si gesot, nei Jalonen an der Logementspolitik op Gemengenniveau, zemools nom Flopp vum éischte Pacte Logement. Si begréissen, datt d'Gemengen ab elo e Logementsberoder wäerten hunn, a fuerderen awer och, datt de Privatsecteur soll besser involvéiert ginn.

Fir weider Detailer vun deenen Avise verweisen ech natierlech op mäi schréftleche Rapport, wou Der all déi Saachen natierlech explizitt drastoen hutt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat alles gesot, wëll ech op dëser Plaz all deene Leit Merci soen, déi un dësem Projet jorelaang matgewierkt hunn. An awer och natierlech e grousse Merci un d'Membere vu béide Kommissiounen - wuelwëssend, d'Logementskommissioun an d'Interieurskommissioun - fir déi konstruktiv awer och ganz intensiv Zesummenaarbecht.

Fir mech ass haut e grousse Moment an eng richteg Erfëllung, dëse Projet kënnen hei ze presentéieren awer och ofzeschléissen. Et ware vill Méint a Joren Aarbecht. An ech hoffen, datt d'Friichte wäerte ganz geschwë kënne gepléckt ginn, och wann een dat esou net richteg seet. Mee Dir wësst, wat ech mengen.

Une voix.- Jo.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice*.- Merci villmools fir d'Nolauschteren. A merci och nach eng Kéier fir déi Zäit, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wéilt ech der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, Merci soe fir säi Rapport iwwert de Pacte Logement 2.0. Dir kënnt lech virstellen, datt mir vläicht net gradesou enthusiastesch respektiv och esou optimistesch sinn, wéi d'Semiray dat elo just hei virgedroen huet. Ben, wéi gesot, ech kommen herno a mengen Ausféierungen awer nach am Detail dorop zréck.

Et hätt haut eigentlech e gudden Dag kënne gi fir den erschwéngleche Wunnengsbau hei am Land. Et sinn elo 13 Joer an 1 Mount hier, datt deen éischte Pacte Logement hei an der Chamber gestëmmt ginn ass. Den 10. Juni 2008 ass den éischte Pacte Logement gestëmmt ginn. Och do sinn eng ganz Rei Debatten am Viraus gefouert ginn. Och deemools gouf de Pacte Logement kontradiktoresch diskutéiert an och deemools hu sech effektiv eng Partie Fraktiounen net esou optimistesch gewisen, wat deen éischte Worf vum Pacte Logement virun 13 Joer betraff huet.

Och deemools wor e jonken Deputéierten, de Xavier Bettel, deen als Riedner net ageschriwwe wor, awer trotzdeem wärend de Riede vun deenen anere Fraktiounen 20 Zwëscheriff gemaach huet, wou en ëmmer nees de Riedner gestéiert huet. Zwou Käraussoen vum Här Bettel deemools woren: „Op eng Wunneng muss ee waarde wéi op waarm Bréidercher!" Déi aner: „Déi jonk Leit mussen hannert d'Grenz goen, fir eng Wunneng ze fannen!"

2014, wéi den Här Bettel dunn als Premierminister an d'Verantwortung komm ass mat senger deemoleger Wunnengsbauministesch, 2014, wéi dann effektiv reegelméisseg dekretéiert ginn ass, deemools de Plan de construction d'ensembles, wou 10.500 Wunnengen dropstoungen. Déi 10.000 Wunnengen, déi wäerte mer elo am Eilverfare bauen.

Ech héieren d'Madamm Nagel haut nach ëmmer soen: „De Bagger wäert elo deemnächst rullen. An e wäert richteg rullen, datt effektiv déi Wunnengen am Eilverfare gebaut ginn!"

Op d'Froen ëmmer nees vun de Journalisten: „Wéini sollen déi Wunnengen da gebaut ginn?", konnte leider den Här Bettel an awer och d'Madamm Nagel deemools net äntweren.

D'Madamm Nagel huet sech dann iergendwann eng Kéier awer virun engem Journalist zu enger Ausso hiräisse gelooss, wou se gesot huet: „Déi 10.500 Wunnenge wäerte bis spéitstens 2023 gebaut sinn. Wann dat awer net de Fall ass, dann ass et de Promoteurs publics hir Schold!"

Aacht Joer no Blo-rout-gréng an der Regierung sinn 2.000 Wunnenge vun deenen 10.500 Wunnenge gebaut. Duerfir nach eng Kéier, déi Wunnengsbauoffensiv vun deemools, déi dekretéiert ginn ass vum Premier Bettel an awer och vu senger deemoleger Ministesch Maggie Nagel …

Virun 13 Joer stoung och en aneren Här um Riednerpult …

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Den Henri Kox!

M. Marc Lies *(CSV)*.- … vun der Chamber, den Henri Kox, deemolege Spriecher vun der grénger Fraktioun. Och den Här Kox huet sech deemools zu enger Käraussо hiräisse gelooss: „De Pacte Logement hätt e gutt Gesetz kënne ginn, …

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Wann …

M. Marc Lies *(CSV)*.- … wann een d'Gemengen net mat an dëse Pacte erageholl hätt." Dat heescht, d'Gemenge komplett ewechgelooss hätt.

13 Joer duerno héiert dat sech awer definitiv e bëssen anescht un, well elo sinn et …

(Interruption)

… d'Gemengen eleng, déi solle kucken, fir dann effektiv déi Wunnengsbauoffensiv respektiv de Problem Wunnengsbau am Alleingang kënnen ze léisen.

Als CSV soe mir ganz kloer: De Pacte Logement 2.0 hätt e gutt Gesetz kënne ginn, wann d'Gemengen als vollwäertege Partner mat an dëst Boot geholl gi wären.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Ech komme spéider drop zréck.

De Schwéierpunkt vum éischte Pacte Logement war deemools:

De Gemengen ze hëllefen, bei engem Prozent Wuesstum, fir hinnen do beim Finanzement vun den ëffentlechen Infrastrukturen ze hëllefen.

D'Virkafsrecht fir d'Gemengen, och bei Perimetererweiderung, fir Baulandreserve kënnen ze schafen. Bon, gutt, d'Perimetererweiderung, dat schéngt haut net méi d'Demande ze sinn. Op d'mannst, wann een d'Vertrieder vun der grénger Fraktioun héiert, schéngt effektiv eng Perimetererweiderung in weiter Ferne ze sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- En anere Punkt war d'Stäerkung an d'Notze vum Bail emphytéotique.

En anere Punkt war d'Aféiere vu spezifeschen Taxen: der Reform vun der Grondsteier … Deemools war d'Reform vun der Grondsteier mat dem Aféiere vum B1 bis B6, mengen ech, awer e ganz prägnanten Aschnëtt, fir d'Grondsteier an Zukunft och kënnen op bebauten an onbebauten Terrainen ze applizéieren. Awer och aner Taxen hätten effektiv kënne vun de Gemengen erhuewe ginn.

D'Steierexemptioun beim Verkaf vun Terrainen un d'ëffentlech Hand war deemools och matagefouert ginn - ech mengen, datt iwwert déi lescht Jore wierklech vill dovu profitéiert ginn ass. Awéiwäit dat effektiv alles stattfonnt huet, ech mengen, dat misst och eng Kéier analyséiert ginn.

En anere Punkt war dee vun der sozialer Mixitéit, datt déi sollt assuréiert ginn, datt effektiv fir déi so-

zial Mixitéit gesuergt gëtt, wann eebe gebaut soll ginn. De Staatsrot, wann een effektiv eng Kéier d'Avise vun deemools liest, war par rapport zum éischte Pacte Logement extreem, extreem kritesch.

All dës Moossname waren 2008 deelweis schonn eng gewësse Revolutioun. Datt se awer net esou zur Entfalung komm sinn, wéi sech d'Auteuren dat deemools versprach haten, ben, ech mengen, dat kënne mer haut sécherlech constatéieren.

Ech hu virdru gesot: D'Virkafsrecht war deemools een Haaptoutil an ass och haut nach een Haaptoutil fir d'Gemengen, fir Baulandreserve kënnen ze schafen, net nëmme fir de Wunnengsbau, mee och, fir Schoule kënnen ze bauen, fir effektiv Halen ze bauen, wou d'Gemengen hir Servicer dran hunn: d'Services régie, d'Services entretien, etc., etc.

Well hautzudaags, wann een iergendwéi en Terrain misst am Bauperimeter kafen, deen ass net méi ze finanzéieren! An duerfir, dat Virkafsrecht - et ass en absolutte Must, datt eng Reform vun dësem Virkafsrecht kënnt, datt an Zukunft d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, nees d'Baulandreserven, ob dat innerorts oder ausserorts ass, kënnen ze assuréieren. Ma, ech mengen, opgrond vu verschiddene Geriichtsurteeler ass dat elo suppriméiert ginn. An do muss onbedéngt eng Reform kommen, fir datt dat an Zukunft nees verstäerkt kann agesat ginn.

Déi lescht Joren ass vill debattéiert ginn iwwer verschidden Upassungen, ob dat um steierleche Plang ass - Reform vun der Grondsteier -, ben, wou mer haut nach ëmmer net wëssen: Kënnt se nach an dëser Legislaturperiod oder kënnt se net? Och de leschte Samschdeg, Madamm Minister, am Background, konnt een net esou richteg erërteren, ob et an dëser Legislaturperiod nach kënnt oder net. Ech mengen, d'Kärausso ass déi, datt d'PAGe solle fäerdeggestallt ginn. Do sinn awer nach eng ganz Partie Gemengen, déi net emol mat der Prozedur ugefaangen hunn. Duerfir ... An zwee Joer si ganz, ganz séier ëm.

Ech soen awer: Upassunge vun de Prozeduren. Da geet et awer och ëm Prozeduren, fir méi séier kënnen ze bauen. Do ass awer besonnesch ee Gesetz, wat eis ëmmer nees drun hënnert - an dat soen net nëmmen d'Gemengen, dat soen d'Baupromoteuren alleguerten -: Dat ass leider d'Naturschutzgesetz.

D'Naturschutzgesetz, mengen ech, sollt de Sënn an den Zweck hunn, datt d'Natur sollt geschützt ginn. Natierlech op deene Plazen, wou et awer och Sënn mécht an Zweck huet.

Huele mer déi 2.846 Hektar, déi innerhalb vum Bauperimeter sinn, dovun 941 Hektar, déi relativ séier als Baulück kéinte bebaut ginn. Och hei gesi mer ëmmer nees: Wann ee gewëssene Biotop sech do effektiv entwéckelt huet, da mussen Ëmweltmesuren, da musse Kompensatioune gemaach ginn. An dat féiert natierlech derzou, datt et méi laang dauert, datt et och vill méi deier gëtt beim Bau, wann déi Moossnamen alleguerte mussen ergraff ginn: Et mussen Etüde gemaach ginn, et muss kompenséiert ginn, an dat verdeiert absolutt de Bau. Duerfir: Gréng an zemools ideologesch Politik gëtt richteg deier am Bau!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- D'CSV huet viru 14 Deeg d'Propos gemaach, fir innerorts der Natur eng Méiglechkeet op Zäit ze ginn, fir datt d'Natur sech kéint entwéckelen. An no enger gewëssener Zäitchen, wann effektiv awer do eng Demande d'autorisation gestallt gëtt, datt do schnellstméiglech an och direkt kéint gebaut ginn. Ech mengen, dat wier eng Moossnam, déi ee sech och eng Kéier sollt iwwerleeën. Et géif méi bëlleg ginn. Et géif méi séier goen, fir dann effektiv och déi Baugeneemegung kënnen ze exekutéieren.

Ëmwelt- a Klimaschutz - do brauch ech kengem heibannen ze soen, datt dat alles wichteg ass, datt et eis alleguerte wichteg ass, fir Ëmwelt- a Klimaschutz ze bedreiwen.

De lëtzebuergeschen Territoire huet am Ganzen 2.586 Quadratkilometer an ech mengen, heibanne sinn der net vill, déi wëssen, wéi vill vun deenen 2.586 Quadratkilometer verbaut sinn. Et sinn 10 %! 10 %! 5 %, dat sinn dann Infrastrukturen: Stroossen a Schinnennetz; 35 % Bëscher, Tendenz steigend, well effektiv ronderëm kompenséiert gëtt; 50 % Wisen a Felder.

Mir sollen eis gréng Long hei zu Lëtzebuerg behalen, dat steet absolutt ausser Fro! Mir sollen awer kucken, datt Naturschutz natierlech op deene Plaze bedriwwe gëtt, wou et och wichteg ass, en ze bedreiwen. A wann effektiv eng Perimetererweiderung soll oder muss gemaach ginn ... A se muss gemaach ginn an Zukunft, soss komme mer nämlech net virun, fir effektiv déi Ziler ze erreeche vun erschwénglechem Wunnengsbau. Awer op Plazen, wou et Sënn mécht: op zentraler Plaz, op Plazen, wou eng gutt Ubannung un den ëffentlechen Transport ass, wou Geschäfter sinn, wou effektiv Liewen ass. Ech mengen, dat däerf een net ausser Uecht loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Innerhalb vum Perimeter kann een och Ëmwelt- a Klimaschutz maachen an ech mengen, dat maachen d'Gemengen haut alleguerte schonn - kucke mer de Pacte Climat. Virdrun ass vun der Rapportrice gesot ginn: „De Pacte Climat, e Gesetz, wat vun engem CSV-Minister, dem Marco Schank, en place gesat ginn ass, wou all d'Gemenge participéieren" … A wa mer kucken, wéi vill d'Leit oder d'Gemenge sech dann effektiv doru bedeelegt hunn, wéi vill Goldgemengen et hei am Land gëtt ... An ech wëll just eppes behaapten: Vun deenen zéng Goldgemenge sinn der aacht, déi ënner Féierung vun CSV-Buergermeeschtere sinn.

Dat just zum Volet Klimaschutz, wou mer eis alleguerten derfir engagéieren, fir Klimaschutz ze bedreiwen an eise Gemengen. An dat gëtt och gemaach, mat nohaltegem Bauen an de Gemengen, enger besserer Gestioun vun de Ressourcen - absolutt! -, Müllvermeidung a besserem Recycling. Ech mengen, dat sinn alles Käraussoen a Kärsujeten, deene mer eis alleguerte mussen hierginn.

Fir zréckzekommen op de Wunnengsbau a wat en och verdeiert huet: d'TVA Logement. Wéi déi 2016 an d'Luucht gaangen ass, vun 3 % op 17 % bei Zweetwunnengen, ben, ech mengen, et steet ausser Fro, datt doduerch de Wunnengsbau méi deier ginn ass. Doduerch sinn och d'Präisser vun der Locatioun an d'Luucht gaangen. Op d'Präisser kommen ech elo geschwënn nach eng Kéier ze schwätzen, wat d'Entwécklung dovunner ugeet.

De Staat ass dee gréissten Nutzniesser vun dëser Hausse vun der TVA. Ech hunn eng Question parlementaire un de Finanzminister gestallt an ech si gespaant, wéi vill Méirecetten un TVA no de Joren 2013-2014, ab dem Joer 2015 iwwert déi lescht Jore generéiert gi sinn. De Staat huet effektiv massiv dorun, ech wëll net soe sech beräichert, mee matverdéngt.

An ech mengen, et wär och elo un der Zäit fir ze kucken - vu datt d'Präisser sech an deene leschten aacht Joer doubléiert hunn -, datt op déi eng oder aner Aart a Weis dann déi Leit, déi sech en Haus bauen, och sollten an Zukunft do weider ënnerstëtzt ginn, beispillsweis iwwer eng Erhéijung vum Fräibetrag op der TVA respektiv beim Eropsetze vum bëllegen Akt.

Ech mengen, eist Land ass dat dëser an där nächster Generatioun schëlleg. Alleguerten déi jonk Leit, déi haut nach probéieren, sech iergendwéi eng Wunneng wëllen unzeschafen: Wann de Premierminister virun 13 Joer gesot huet: „Se mussen hannert d'Grenz goen", da mussen haut nach verstäerkt duebel esou vill Leit hannert d'Grenz goen, well se sech definitiv hei zu Lëtzebuerg näischt méi kënne leeschten.

Ech komme lo zréck op dat, wat effektiv d'Präisser ugeet.

Mir mussen eis och iwwerleeën, wéi et mam Wuesstum virugeet. Wuesstum! Dës Majoritéit bedreift zanter Joren ëmmer nëmmen een Turbowuesstum. Turbowuesstum: Et muss effektiv alles dréien a kéieren! 4,5 % Wuesstum, fir de Sozialsystem kënnen ze finanzéieren. Dat geet iergendwann eng Kéier net méi eraus!

Ech kucken nach eng Kéier op de Minister Kox, dee fir de Budget 2016 Budgetsberichterstatter war, wéi de Minister Kox - deemools Deputéierten - da vun engem 1,2-Milliounen-Awunner-Staat geschwat huet. 1,2-Milliounen-Awunner-Staat, wat heescht dat? Do muss een Infrastrukturen hannendrubauen. Do muss een effektiv aktiv sinn, fir deem och entgéintzewierken.

Da geet et net, datt ee bei all klengem Bauprojet, deen ausserhalb vum Perimeter ass, do effektiv carrement e Spiessrutenlauf muss maache fir beispillsweis eng Vëlospist. Et gëtt vu jiddwerengem hei am Haus gefuerdert, besonnesch awer vun der grénger Fraktioun: méi Vëlospisten, och ausserorts. Wann een eppes wëllt maachen: D'Projete leien um Dësch, alleguerte fäerdeg - da kënnt den Ëmweltministère nees eng Kéier dohin: E muss do nach eng Etüd maache vun deem Beemchen, vun där Heck. Jo, bon!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Domat komme mer net virun, souwuel Stroossebau wéi Vëlospisten, wéi awer och de Wunnengsbau! A wa mer dat net opmaachen, dann deet et mer leed, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer an deenen nächste Joren definitiv net weider.

An et geet ëm d'Zukunftschancë vun dëser Generatioun a vun där nächster Generatioun!

(Brouhaha)

A sot deenen, wéi Der dat wëllt upaken, fir datt et an Zukunft soll besser goen! Mir mussen deenen Usässegen, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President?

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... deene Lëtzebuerger, deene Jonke vun dëser Generatioun an där nächster Generatioun dach Perspektive kënne ginn, datt se och nach hei am Land kënne bleiwen an datt se hei am Land och hiert Gléck fir d'Zukunft fannen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Ech hunn et gesot, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, erlaabt Der, datt ech dem Här Lies eng Fro stellen?

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Nee!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Nee. Ech ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Erlaabt Der, datt den Här Mars Di Bartolomeo eng Fro stellt?

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här Di Bartolomeo, zum Schluss. Ech sinn elo a mengem Exkurs an Dir kënnt déi ganz gär zum Schluss stellen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Nee. Ech wollt en och just froen, ob e vergiess huet: dee Premier, deen de Wunnengsbau zur Chefsaach deklaréiert huet, ...

(Brouhaha général)

... deen Terraine wollt op de Maart geheien, déi mer net haten? En huet also e ganz partiellt Gediechtnes!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Wéi eng Prozedur, Här President?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- En huet also e ganz partiellt Gediechtnes!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- De Vizepresident kennt de Règlement net!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Sou! Ech mengen, elo ass dat dote geléist ...

(Hilarité)

... an deem Sënn, datt den Här Marc Lies d'Wuert huet fir weiderzeschwätzen.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Den Här Di Bartolomeo kënnt ëmmer mat deene selwechte Plattitüden. Ech mengen, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat si keng Plattitüden!

M. Marc Lies *(CSV)*.-... et ass déi zweet oder déi drëtte Kéier, datt ech hei uewe stinn ...

Une voix.- Chefsaach ass keng Plattitüd!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Et ass déi zweet oder déi drëtte Kéier, datt ech hei uewe stinn an Dir, Här Di Bartolomeo, ëmmer derzwësche brëllt!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Behaapt Dir, dass de fréiere Premier Plattitüde gesot huet?!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Ech kéint iwwer Iech och esou munches soen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Behaapt Dir, dass de fréiere Premier Plattitüde gesot huet?!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Ech weess och Verschiddenes. Duerfir, Plattitüden ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass eng Frechheet vis-à-vis vum Jean-Claude Juncker!

(Hilarité)

M. Marc Lies *(CSV)*.- Jo ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Di Bartolomeo, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass eng Frechheet vis-à-vis vum Jean-Claude Juncker!

M. Fernand Etgen, *Président*.- E bësse méi lues. E bësse méi ziviliséiert.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Eieiei.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Kommt, mir sinn alleguer ganz fei mateneen!

(Hilarité)

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President, Dir hutt Recht.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Lies, jo.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Dir hutt absolutt Recht. Ech mengen, dee fréiere President vun der Chamber misst sech effektiv e gutt Beispill un Iech huelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo, mee dee seet awer wéinstens d'Wourecht! An duerfir gitt Dir ni President vun der Chamber.

Plusieurs voix.- O!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här Di Bartolomeo, ech striewen dat och guer net un.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo, et wär och bescheiden an där doter Fro, Här Wolter.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Lies, loosst Iech net vum Här Di Bartolomeo beandrocken!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Ech wär frou, wann den Här Di Bartolomeo sech elo géif berouegen.

Voilà! Also, duerfir ... D'Wunnengsbaupräisser hu sech an deene leschte Jore verduebelt. Ech ginn Iech hei e puer Beispiller: 1 Millioun Euro fir en Appartement vun 100 Meterkarree an der Stad, ronderëm d'Stad. Mäi Frënd, de Frank Colabianchi, sëtzt elo net op senger Plaz. 12.800 Euro de Meterkaree ginn elo zu Bartreng bezuelt.

(Brouhaha)

Dat ass eng ganz schéi Gemeng. Ech kann dat absolutt novollzéien, datt d'Leit gär wëllen dohinner goen. Mee 12.800 Euro ...

M. Roy Reding *(ADR)*.- Eng vun deene beschten!

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... de Meterkaree ass absolutt verréckt.

D'Loyeren fir 100 Meterkaree: zwëschen 2.000 an 2.500 Euro ze bezuelen.

Een Neibau vun engem Haus: 1,5 bis 2 Millioune fir en Neibau vun engem Haus. Arspräisser vun ëm déi 200.000 Euro.

An deene leschten Deeg sinn nees eng Kéier Zuelen erauskomm, wat d'Präisentwécklung ugeet. Zwëschent deem éischten Trimester 2020 an dem éischten Trimester 2021: eng Hausse vu 17 % am éischten Trimester!

Domat si mir d'Nummer 1 a ganz Europa. D'Nummer 1! Eng Moyenne an Europa: 6,1 %.

D'Präisser an deene leschte Joren, déi boomen a boomen. Eis Regierung, wat mécht se?

Plusieurs voix.- Näischt!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Sonndesrieden a Pragmatismus. Oder besser gesot: Sonndesrieden halen, awer kee Pragmatismus hannendrun. An dat ass dee Moment feel op der Plaz.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen awer elo zum Pacte Logement 2.0.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- A!

Plusieurs voix.- A!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Well zum Pacte Logement 2.0 gëtt et vill ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- A!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Ganz vill! Ech hunn dem Minister versprach, ech wäert elo net eng ganz Stonn ... oder ech probéieren, net eng ganz Stonn hei uewen ze stoen, well e muss op de Flughafen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dach!

(Hilarité)

Sot eis alles. Sot eis alles!

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Bis op d'Fouer.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Lies, verspriecht näischt, wat Der net kënnt halen ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... net kënnt halen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... a fuert weider!

(Hilarité)

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President, de Pacte Logement 2.0 hätt e gutt Gesetz kënne ginn, wann dës Majoritéit sech wierklech kohärent an ambitiéis Ziler gesat hätt. Et hätt e gutt Gesetz kënne ginn, wann d'Regierung d'Gemenge mat an d'Boot geholl hätt.

Ech kucken de President vum Syvicol do uewen. Wann een déi zwee Avise vum Syvicol kuckt, déi devastateur sinn, wat dëse Pacte Logement ugeet, mengen ech, da gesäit ee ganz kloer, datt et kee Pakt mat de Gemengen ass, mee datt et éischter en Diktat ass an datt d'Gemengen ze exekutéieren hunn.

(Brouhaha)

Ech hat virdru scho gesot, datt de Minister Kox d'Gemenge virun 13 Joer eigentlech guer net wollt mat an d'Boot huelen. An elo solle se dann déi gesamt Verantwortung kréien.

An dësem Pacte Logement gëtt et och gutt Usätz, dat wëll ech och ganz kloer betounen. An ee vun den Haaptusätz - an, ech mengen, dat ass och e Kärstéck dovun -, dat ass, datt an Zukunft alleguerten déi Wunnengen, déi ënner abordabele Konditioune sollen ëmgesat ginn - ob dat 10 % oder 15 % sinn - an der Hand vun der Ëffentlechkeet solle bleiwen. A mir ënnerstëtzen dat zu 100 %! Awer wierklech zu 100 %!

(Brouhaha)

Mee de Wee, fir dohinner ze kommen, dee stëmmt awer net. Dee stëmmt leider net. An ech kann Iech soen, datt dat, wat elo hei gesot gëtt, wat soll ëmgesat ginn - ech kennen eng Gemeng relativ gutt -: Mir praktizéieren dat zanter Joren!

Ob dat a PAPen ass ... E PAP, dee viru ronn zéng Joer en vigueur gaangen ass, vun 11 Hektar, wou d'office 10 % vun all Acteur ofkaaft gi sinn. En nächste PAP, deen elo virun enger Zäitchen och am Gemengerot gestëmmt ginn ass, vun am Ganze 15.500 Meterkarree Wunnfläch, wou d'Gemeng dohinner gaangen ass an 10 % u Wunnenge wäert of-

kafen, déi se och an hirem Stock wäert erhalen. En nächste PAP ass een, wou nach eng Kéier nees 11.700 Meterkarree wäerten ëmgesat ginn. An do gëtt 100 % un abordabelem Wunnraum ëmgesat.

Duerfir, mengen ech, ass et bei ville Gemenge schonn ukomm. Mee just d'Ëmsetzung vun deem, wat hei drasteet, déi ass net kohärent a konsequent a stellt eis effektiv viru grouss Suergen, wat d'Ëmsetzung heivunner ugeet.

Aus deem Grond huet och d'CSV, well mer eis wierklech mat dësem Pacte Logement ausernanergesat hunn ... Also, mir hunn eis an deene leschte Wochen a Méint vill dohinner gesat, diskutéiert an der Fraktioun, mat de Mataarbechter zesummen, wou am Ganzen aacht Amendementer zum Pacte Logement agereecht gi si fir ze kucken, fir an d'Diskussioun ze kommen an eventuell, vun eiser Siicht aus, verschidde Verbesserunge kënnen ze provozéieren.

Ech brauch lech net ze soen, wat mat dësen aacht Amendementer geschitt ass. Ech erspueren de léiwe Kolleege vun der Majoritéit dat, well et mécht elo wierklech kee Sënn, nach eng Kéier an déi Diskussioun ze verfalen. De Verdikt war ganz kloer deen: Et bréngt näischt, et daacht näischt! An d'Poubelle dermat!

Datt méi abordabele Wunnraum soll geschaaft ginn, doriwwer si mer eis alleguerten eens. An ech mengen, dat huet och d'CSV an deene leschten zwee Joer des Ëfteren dokumentéiert, mat Propositiounen. 2019: eng 23 pragmatesch Pisten; virun e puer Deeg nach eng Kéier 12 nei Pisten, wou awer och de privaten Acteur soll mat an d'Boot geholl ginn. An ech mengen, dat ass dee Wee, dee mer kéinten zesumme goen, deen awer leider net gewollt ass, fir en zesummen ze goen.

Wann een en neit Gesetz schreift, dann, mengen ech, sollt et eigentlech drëm goen, fir eng Simplification administrative ze bewierken. Dat gesi mir definitiv net an dësem Gesetz. Ech kucken nëmmen den Artikel 3 oder 4, wann et dann drëm geet, den Opwand, deen do ze bedreiwen ass, fir déi Konventiounen ze erstellen zwësche Gemengen a Staat.

Amplaz vun administrativer Simplificatioun gëtt dat e Méiopwand vun administrativer Aarbecht, déi hannendrun ass: eng Convention initiale, déi muss erstallt ginn; eng Convention de mise en œuvre; dann eng Convention, fir d'Hëllefen iwwert d'79er Gesetz ze kréien. Also, et ass eng Konventioun op déi aner, déi muss erstallt ginn.

Eng Konventioun bedeit fir mech ëmmer, datt een effektiv eppes muss kontrolléieren. Duerfir, traut dës Regierung de Gemengen net, datt se effektiv beim Ëmsetze vun erschwénglechem Wunnraum ...? Traut Dir hinnen net? Traut Dir de Gemengen net bei der Ëmsetzung, datt do eng Konventioun op déi aner muss erstallt ginn? Ech ginn, éierlech gesot, bei der Lektür vun deem Text dat Gefill absolutt net lass.

Deen interessanteste Volet fir d'Gemengen ass ganz kloer am Pacte Logement deen, datt een, wann een déi Convention initiale ënnerschreift, pro Awunner 25 Euro kritt. Natierlech ass dat e klenge Bonbon, fir d'Gemenge mat an d'Boot ze huelen. Déi 25 Euro limitéiere sech awer op 20.000 Awunner, vu datt eng Deckelung vu 500.000 Euro do ass. Mee et ass ganz kloer, datt dat e Köder ass, fir d'Gemenge mat an d'Boot hei ze huelen.

Awer och beim Erstelle vun der Konventioun, wann ech d'Lektür vum Text maachen, Här Minister, do schéngt mer eng kleng Lacune dran ze sinn.

(Brouhaha)

Well am Artikel 7 steet, d'Konventioun misst bis den 31. Dezember 2021 ënnerschriwwe sinn. Dat sinn elo manner wéi sechs Méint.

Am Artikel 5, do steet, datt eeben de Plan d'action local logement innerhalb vun engem Joer misst erstallt ginn. Ech mengen awer net, wann dat Gesetz elo haut a Kraaft trëtt, datt d'Gemenge dee Plan d'action local bis Enn des Joers wäerte stoen hunn. Duerfir schéngt et mer net méiglech ze sinn, bis den 31. Dezember 2021 dës Convention initiale ënnerschriwwen ze hunn, wéi et am Artikel 7 steet. Duerfir, Här Minister, dat misst Der vläicht eng Kéier nokucken. Do schéngt mer eng kleng Lacune ze sinn.

Bon, bis elo war et nach relativ einfach. Elo gëtt et awer ganz komplizéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no laanger Reflexioun och bei eis an der Fraktioun hu mer eis gefrot: Wat ass iwwerhaapt de Plan d'action local logement? Wat bewierkt deen? Wat fir Krittäre kommen do dran? Wat gëtt an dee Plan d'action local do geschriwwen, ausser engem administrativen Opwand, deen do muss bedriwwe ginn? Aus deem Grond, well mer dat net verstinn ... An och op Nofro an der Kommissioun krute mer keng Äntwert drop. Aus den Texter geet definitiv net ervir, wat dee Plan d'action local logement iwwerhaapt soll sinn.

Ben, ech mengen, als Gemeng ... Haut weess een net, ob ee muer oder iwwermuer en Terrain ze kafe kritt. Ech mengen, heibanne sëtze genuch Gemengevertrieder, déi ganz genau wëssen, wéi et leeft. Ech kann net soen, ob d'Bomi Ketty oder de Bopi Josy mir haut säin Terrain verkeeft, oder iergendeen anere Personnage, eng Personne physique.

Dat ka vläicht an zwee, dräi oder véier Joer de Fall sinn. Et ass awer net haut, wou ech oder wou d'Gemenge mussen dëse Plan d'action local erstellen, oder an deenen nächste Méint. E soll jo bis den 31. Dezember 2021 fäerdeg sinn. Ech weess net, wou ech un déi Terraine kommen, wann ech se net schonn hunn.

Wann ech se net hunn: Jo, sorry, wat soll ech dann draschreiwen an dee Plan d'action local logement?! Da kéint ech mer virstellen, datt et effektiv opgrond vun de PAGen, vun der Refonte vun de PAGen, datt ech dann effektiv PAP Nouveau quartier draschreiwe ginn, déi vu private Promoteuren ëmgesat solle ginn. Op Nofro an der Kommissioun huet de Minister awer geäntwert, datt deem awer net esou wär. Also verstinn ech net, wat soll dann iwwerhaapt an dee Plan d'action local dra stoe kommen? Et entzitt sech definitiv menger Kenntnis, wéi deen erstallt soll ginn.

Bon, ech soen, mir hunn et bei eis an der Gemeng elo esou gemaach: Ech sot zu eisen Techniker: „Sammelt alles zesummen, wat an eisem PAG, an der Refonte vun dem PAP Nouveau quartier erstallt ginn ass, wou zéng Wunnengen oder méi wéi zéng Wunnenge solle geschaf ginn, datt mer dat an dëse PAL dann dee Moment sollen draschreiwen!" Well eppes anescht kann ech mer net virstellen. Mee just, Här Minister, Dir hat mer an der Kommissioun de Contraire gesot.

De Wunnengsbauberoder - een anere Sujet. Mir begréissen natierlech, datt e Wunnengsbauberoder de Gemenge soll zur Hand goen. Wat en awer mécht innerhalb vun deenen Aarbechten … Fir just de Plan d'action local ze erstellen - wou mer net esou richteg wëssen, wat et iwwerhaapt soll sinn, dee Plan d'action local -, domat geet et net duer! Wann dee Plan d'action local bis um Blat ass, dann ass nach keng Wunneng gebaut duerno!

Et geet jo awer drëm, datt Wunnenge solle gebaut ginn, also brauch d'Gemeng déi Beroder, fir effektiv vill méi wäit ze goen! Opkaf vun Terrainen an dann d'Planifikatioun vun deem Ganzen, fir e PAP ze erstellen - dee ganzen administrativen Hürdelaf, bis e PAP steet - duerno d'Exekutioun vun den Travaux d'infrastructures. An da kënnt awer dat Allerwichtegst - an, ech mengen, et geet jo hei drëm, datt d'Gemengen déi Wunnenge sollen am Stock halen -: d'Gestioun vun de Wunnengen!

Wie mécht d'Gestioun vun de Wunnengen herno, fir effektiv den Entretien dervun ze maachen, fir de Contracting ze maachen, fir dat dann alles ze erstellen? Dozou ass eng Gemeng haut net habilitéiert; souwuel net vun de Ressourcë wéi och net finanziell.

Duerfir musse mer awer och gewuer ginn: Wéi sollen d'Gemengen dat maachen? Wie mécht dat? An dat geet heiraus net ervir! Dem Wunnengsbauberoder seng Missioun hält mat dem Plan d'action local op an dann ass et fäerdeg. Dat geet awer bei Wäitem net duer!

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV schwätzt schonn zanter Joren vun enger neier Gesellschaft, enger Wunnfërdergesellschaft „myLogement". D'Rapportrice huet et virdru gesot: „myenergy" war effektiv e super Succès, mat effektiv de Beroder hannendrun.

Firwat kënne mer net dohigoen an esou eng änlech Struktur schafen, wou dann dee Moment och Leit dohinner ginn an d'Gemenge berode bei der ganzer Ëmsetzung, déi herno awer och d'Gestioun vun de Wunnenge maachen? Well dat ass den Haaptfacteur bei deem Ganzen, well d'Gemengen einfach net habilitéiert sinn, fir deem nozegoen!

An och dës Struktur, „myLogement", déi kéint um lokale/regionale Plang Strukture schafen, wou beispillsweis alleguerten déi erschwénglech Wunnenge gebündelt ginn an engem Fichier, an engem Regëster. A wann d'Leit dann nofroen - ob dat iwwert d'Offices sociaux ass, ob dat iwwert d'Leit selwer ass -: „Wou kommen ech un eng erschwénglech Wunneng?" … Dat weess hautzudaags keen!

An duerfir, esou e Regëster muss kommen! An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister oder Madamm Minister, reechen ech eng éischt Motioun hei an, wou mer fuerderen oder verlaangen, wat scho proposéiert ginn ass: fir eng Wunnfërderstruktur/-gesellschaft „myLogement" ze schafen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les communes jouent un rôle important dans la création de logements abordables ;

- constatant que les communes sont dépourvues de personnel spécialisé pour devenir actives dans le domaine du logement ;

- constatant que les communes ne disposent très souvent pas des moyens nécessaires pour concrétiser et mener à bien des projets de logements abordables ;

- constatant que la création de logements entraîne une charge administrative importante ;

- estimant que les communes ont besoin d'une structure de conseil, de soutien et d'assistance dans la promotion immobilière sociale avec des compétences et connaissances multiples dans différents domaines tels que l'administratif, les finances, le juridique, les marchés publics, la technique etc. et qui ait les ressources humaines nécessaires pour les encadrer dans les différentes démarches et procédures ;

- estimant que cette structure devrait réunir au profit des communes :

• une cellule d'acquisition de foncier ;

• une cellule d'urbanisation et de réalisation de projets immobiliers ;

• une cellule administrative et de gestion des biens immobiliers,

invite le Gouvernement

- à renforcer le conseil et le soutien des communes par le biais d'une nouvelle structure „myLogement" à créer, dont le but est de soutenir les communes dans leur politique immobilière sur un plan technique, administratif et financier.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- De Finanzement, wat elo de Pacte Logement ugeet, ben, iwwert déi 25 Euro ass müüsseg ze diskutéieren - ob 25, ob 20, ob 30 oder ob 50, dat sief elo emol einfach dohigestallt.

Wann een eng Wunneng schaaft, eng nei erschwénglech Wunneng, datt een do e Subsid vun 19.000 Euro kritt, wéi gesot, doriwwer ass och müüsseg ze spekuléieren.

Da kënnt awer d'Gestion locative sociale vun 2.500 Euro. Wéi kënnt d'Gemeng dorun? Well normalerweis gëtt dat iwwer eng Agence immobilière sociale gemaach. Gëtt d'Agence immobilière sociale déi Wunneng, déi se schaaft, ënnert der Gestion locative sociale, un d'Gemenge weider, fir eng Konventioun kënnen ze erstellen?

Duerfir, dat sinn och Froen, déi sech stellen, déi aus dësem Dokument hei net ervirginn. Well d'Gestion locative sociale ass een exzellenten Outil, fir géint de Leerstand virzegoen, fir awer och méi erschwénglech Wunnengen op de Maart ze bréngen.

Duerfir, do och d'Fro Här Minister: Wéi soll dat goen, mat der Gestion locative sociale, wann effektiv Wunnengen do an enger Gemeng geschaaft ginn? Wéi kënnt d'Gemeng un déi Informatioun, fir diesbezüglech och eng Konventioun kënnen ze erstellen?

Wat d'Ausbezuele vun den Hëllefen ugeet, bon, ech mengen, dat ass nees eng Kéier eng aner Diskussioun, wou mer eis wierklech d'Fro stellen: Firwat muss dat esou iwwerreglementéiert sinn? Firwat kann dat net esou einfach geschéien, wéi dat och bei dësem Pacte Logement elo de Fall war, datt wann een effektiv eng Deklaratioun areecht, datt een dat dann och als Gemeng kann ausbezuelt kréien?

Ech huelen hei ee Beispill, well ech mengen, u Beispiller kann een ëmmer besser dokumentéieren, wéi dat ze verstoen ass. Eng Gemeng baut zum Beispill 50 Wunnengen an do kritt se dann 19.000 Euro pro Wunneng, wat dann am Ganzen 950.000 Euro ausmécht. Duerfir d'Fro: Dës Konventioun gëtt 2022 - als Beispill - erstallt. Mir ginn awer dervun aus … Ben, respektiv de PAP Nouveau quartier ass erstallt. D'Konventioun gëtt 2022 ënnerschriwwen; déi Wunnenge ginn awer eréischt ab 2022 oder 2023 gebaut! Duerfir, da sinn déi 2025 oder 2026 fäerdeg.

Kritt d'Gemeng awer, wa se d'Konventioun 2022 ënnerschreift, 2023 schonn hire Scheck mat de Suen? De Minister nickt. Da schéngt dat jo esou ze sinn, datt net gewaart gëtt, bis déi Wunnengen dann och definitiv fäerdeggestallt sinn. Duerfir, bei Ënnerschréft vun der Convention d'exécution oder de Mise en œuvre, datt dann och ausbezuelt gëtt!

Wat awer d'Ausbezuelen ugeet, do froe mer eis wierklech: Firwat dat Gedeessems mat där éischter Kategorie, zweeter Kategorie, drëtter Kategorie, an da 50 % a 75 % a 25 %, déi do ausbezuelt ginn? Mee firwat maacht Der de Gemengen d'Liewen esou schwéier? Wa se sech jo engagéieren, eppes ëmzesetzen, mee dat bezuelt déi Suen och aus! Amplaz datt se an dat mussen investéieren, an dat mussen investéieren, a just 50 % fir dat kënne kréien! Duerfir ... Also, mir ginn d'Dronkenellen aus, éierlech gesot. Duerfir, och hei nees eng Kéier: Ass et esou, datt de Staat de Gemengen net traut beim Ausbezuele vun deene Suen?

(Interruption et hilarité)

Här President, am Artikel 9 steet dran, datt de Staat no véier Joer wëllt ee Bilan intermédiaire maachen. Ma ech mengen, et wär awer wichteg ze wëssen, wann dëse Pacte Logement elo a Kraaft trëtt, datt no engem oder no zwee Joer schonn e Bilan géif gemaach ginn, wéi dëse Pacte Logement dann iwwerhaapt gewierkt huet - Hu Gemenge sech engagéiert, fir eppes ze maachen? Wat ass ëmgesat ginn? -, fir datt een dat dann och definitiv gesäit. An duerfir géife mer fuerderen, mat enger zweeter Motioun, datt eeben dëse Bilan, deen éischten, schonn Enn 2022 géif gemaach ginn, an duerno am Véier-Jores-Takt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant que l'enveloppe financière disponible pour les participations étatiques accordées aux communes dans le cadre du Pacte Logement 2.0 est calculée en fonction du nombre de logements abordables créés sur le territoire de la commune ;

- constatant que les communes ont droit à une participation étatique pour la réalisation de projets visant les objectifs du Pacte logement à partir du moment où elles ont signé une convention de mise en œuvre ;

- prenant acte que les projets que la commune entend réaliser dans le cadre du Pacte Logement 2.0 doivent se situer dans une des trois catégories suivantes :

• Catégorie 1 : Acquisition d'immeubles pour la réalisation d'équipements publics et collectifs ou pour la réalisation de logements subventionnés dans le cadre des aides à la pierre de l'État, ainsi que leur entretien ;

• Catégorie 2 : Cadre de vie et rénovation urbaine valorisant la qualité de vie des habitants de la commune ;

• Catégorie 3 : Ressources humaines, communication et dynamiques sociales nécessaires à l'administration communale par exemple pour des études à caractère stratégique, pour la communication avec les citoyens dans le cadre du Pacte Logement et pour le renforcement de la participation citoyenne ;

- constatant que la dotation budgétaire doit être répartie de façon équilibrée parmi des projets entrant dans les trois catégories susmentionnées,

invite le Gouvernement

- à prévoir dans les conventions à signer entre l'État et les communes dans le cadre du Pacte Logement 2.0 la réalisation toutes les quatre années d'un bilan intermédiaire qui fournisse le détail sur l'utilisation de la contribution financière accordée selon les trois catégories susmentionnées soit un premier rapport fin 2022, un deuxième pour la période allant de 2022 à 2026 et un troisième visant la période 2026 à 2030 et à dresser un bilan de clôture en 2032.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen awer elo zum Häerzstéck vun eiser Kritik. Bon, ech mengen, dat ass och dat, wou mer eis an deene leschten Deeg derzou artikuléiert hunn, och mat enger neier Propos, wat den Artikel 10, also den Artikel 29bis vum Aménagement communal ugeet, well déi Applikatioun eis awer wierklech massiv stéiert. An ech erklären och firwat.

Am éischte Jet vum Pacte Logement 2.0 konnte mer mam Artikel 10 nach zefridde sinn, well et effektiv eiser Meenung no zum groussen Deel an déi richteg Richtung gaangen ass. Do stoung nach an där éischter Lektür dran, datt 30 % ausserhalb vum Perimeter fir erschwéngleche Wunnraum sollte geschaf ginn. Bon! Amendement ministériel: 30 % fort - 20 % erof; bei Wunnengen: ënner 25 Wunnenge 15 %, amplaz vun 20 %. Duerfir, also dat versti mer definitiv net. Firwat gëtt net ...

Et sollt dach e Pacte sinn, fir erschwéngleche Wunnraum ze schafen?! Dann ass en Taux vun 30 % do ugesat an da gëtt deen op eemol reduzéiert op 20 % bei Erweiderung vum Perimeter?! Ech ka jo novollzéien, datt déi gréng effektiv soen: „Jo, mir wëlle keng Perimetererweiderung, duerfir setze mer et dann einfach erof op 20 %, well souwéisou, mir wëllen et net, also soll et och ewech! An esou mann wéi méiglech dohinner maachen!"

Gëschter koum eng Pressematdeelung vun 20 verschiddenen Associatiounen - Koalitioun „Wunnrecht". Si soen: „Politisches Einknicken vor den Profitinteressen." Bon. Eng zweet Ausso: d'Ambitiounen, fir méi bezuelbare Wunnraum ze schafen, wäre méi niddreg wéi am éischte Pacte Logement. Dat muss ee sech emol virstellen! Dat muss ee sech op der Zong zergoe loossen. An à la fin du compte hu se Recht! Et stoungen 30 % dran, an op eemol gëtt et op 20 % erofgesat.

Duerfir, ech froen och eis léif sozialistesch Kolleegen, déi dat Soziaalt jo awer och an hirem Numm stoen hunn: Firwat 20 % an net 30 %? Also, mir erschléisst sech dat effektiv net, och d'Erklärung vun der Madamm Inneminister respektiv dem Här Logementsminister haut de Mueren, mat Erklärungen, déi ech definitiv net ka verstoen, wann een d'Perimetererweiderung mécht.

Ech ginn Iech och do e Beispill. Do geet et jo drëm, fir Baulandreserven ze schafe fir d'Zukunft, fir datt een eppes huet, ob dat elo natierlech fir Wunnengsbau de Fall ass oder awer och, fir an Zukunft, ech hunn et virdru gesot, mol aner Infrastrukture vun de Gemenge kënnen ze kafen. Eeben duerfir soll och d'Virkafsrecht verstäerkt kënnen agesat ginn, wann ee beispillsweis 10 Hektar ausserhalb vum Perimeter direkt adjacent zum Perimeter ze kafe kritt. Wann een ausserhalb keeft, ass de Präis jo vill méi niddreg wéi deen innerhalb vum Perimeter. Hautzudaags ass eng Akerfläch, eng Wiss 500 bis 1.000 Euro den Ar. Wann diejéinegen déi 10 Hektar verkafe geet, da mécht dee jo direkt e Benefiss, wann en effektiv dat verkafe geet. An ier de Perimeter erweidert gëtt oder eng Modification ponctuelle vum PAG gemaach gëtt, gëtt ee sech eens iwwert de Präis. 10 Hektar … amplaz vun 1.000 Euro bezilt ee beispillsweis 10.000 Euro den Ar, da komme mer bei 10 Hektar op 10 Milliounen. An da sollen oder géifen 30 % un d'Allgemengheet virugoen, dat wär e Betrag vun 3 Milliounen. D'Gemenge kréien och nach e Subsid vu 50 %, wa se en Terrain kafen, fir eng Réserve foncière ze maachen, dat wären 1,5 Millioune fir 3 Hektar. An ech mengen, Madamm Minister, ech kann dat net novollzéien, datt dat ze deier géif gi fir d'Gemengen - 3 Hektar fir 1,5 Milliounen! Kommt, mer soen och nach, et wären 20.000 Euro den Ar, da wären et 3 Milliounen, déi d'Gemengen ze bezuelen hätten. Wa mer innerhalb vum Perimeter ginn, kann ech Iech soen: Mir hu virun enger Zäitche bei eis an der Gemeng 25 Ar innerhalb vum Perimeter opkaaft fir 4,7 Milliounen. 25 Ar! Wann ech dann effektiv 3 Hektar kéint kréie fir manner, fir méi een niddrege Betrag wéi dat doten …! Also duerfir, ech versti mam beschte Wëllen net, firwat déi Reduktioun vun 30 % op 20 %. Datt d'Gemengen dat net kéinte finanzéieren, kann ech mam beschte Wëllen net novollzéien.

Effektiv, fir mech schéngt et éischter, datt et eng Spuermoossnam ass, eng Spuermoossnam, fir erschwéngleche Wunnengsbau ze bauen, fir datt effektiv de Staat déi Ausgaben net brauch ze tätegen. Vun 30 % op 20 % erof, dat muss ee sech wierklech op der Zong zergoe loossen! Mee à la fin du compte, wann ee laang driwwer nodenkt, da kënnt een zu där Konklusioun. Ech hunn an dësem Gesetz wierklech, mengen ech, oder mir als CSV hu villes net verstan, wann et dann effektiv drëm geet, datt soll méi erschwéngleche Wunnraum geschaaft ginn, an da setze mer den Taux erof. Sorry, dat verstinn ech net!

An enger Wochenzeitung stoung virun e puer Deeg, datt d'CSV net dermat averstane wär, datt effektiv den ëffentleche Bauträger - ob dat d'Promoteurs publics oder d'Gemenge sinn - méi soll realiséieren un erschwénglechem Wunnengsbau. Dat ass net de Fall, an ech hunn Iech dat elo just erkläert.

An aus dësem Grond wäert ech elo eng nächst Motioun areechen, wou mer effektiv fuerderen, datt genau dat, déi 30 %, déi virdrun do waren, datt déi och nees eng Kéier zréckgefouert ginn an datt effektiv nach méi erschwéngleche Wunnengsbau soll geschaaft ginn. An datt dat natierlech beschtméiglech iwwert d'Promoteurs publics soll ëmgesat ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que le présent projet de loi 7648 prévoit d'introduire un nouvel article 29bis au niveau de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain arrêtant des quotes-parts de logements abordables destinés au logement social et qui doivent être construits dans les lotissements couverts par un PAP « nouveau quartier » ;

- constatant que l'article en question prévoit que, si le nombre total de logements dans un lotissement couvert par un PAP « nouveau quartier »

a) se situe entre 10 et 25 unités, au moins dix pour cent de la surface construite brute maximale à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements abordables ;

b) est supérieur à 25 unités, au moins 15 pour cent de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements abordables ;

- constatant que lorsque le plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » couvre des fonds reclassés d'une zone autre qu'une zone d'habitation ou zone mixte en une zone d'habitation ou une zone mixte par une modification du plan d'aménagement général, la part de la surface construite brute à réserver à la réalisation de logements abordables est portée

1. à 20 pour cent si le plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » prévoit un nombre de logements supérieur à 25 unités ;

2. à 15 pour cent si le plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » prévoit un nombre de logements entre 10 et 25 unités ;

3. à 10 pour cent si le plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » prévoit un nombre de logements entre 5 et 9 unités ;

- estimant que ces taux s'avèrent non adaptés pour affronter l'insuffisance persistante de logements abordables et pour parvenir à une réelle augmentation de l'offre,

invite le Gouvernement

- à adapter le nouvel article 29bis à insérer au niveau de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

a) en augmentant la quote-part des logements qui doivent être réservés à la réalisation de logements abordables à au moins 20 pour cent afin de réserver dans un PAP « nouveau quartier » une plus grande surface au logement social ;

b) à diminuer le seuil du nombre d'unités de logement minimal à partir duquel au moins 20 pour cent de la surface construite brute à dédier au logement devraient être réservés à la réalisation de logements abordables à dix unités ;

c) à prévoir que si le nombre total de logements dans un lotissement couvert par un PAP « nouveau quartier », suite à une modification ponctuelle du plan d'aménagement général à des fins de logement, est supérieur à dix unités, 30 pour cent de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à des logements abordables ;

- à élaborer une convention type à conclure entre la commune et l'initiateur du projet PAP « nouveau quartier » précisant entre autres les conditions de réalisation des logements abordables et le prix de vente respectivement de location de ces logements ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier le texte en question.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

M. Marc Lies *(CSV).*- Mat deenen Zuelen, déi mer lech elo hei matginn, géife mer praktesch eng Verduebelung vum erschwéngleche Wunnengsbau realiséieren. Ech mengen, dat misst jo d'Zil vun eis alleguerte sinn heibannen.

Wat den Artikel 10 awer elo ugeet, fir dorop zréckzekommen, ass eis Haaptkritik déi, datt mer bei der Lektür einfach gesinn, datt, wann déi 10 % méi Baudicht drop kommen, do eng Rechtsonsécherheet entsteet, déi effektiv net ze deklinéieren ass. Et kann net sinn, datt de Staat dohinner geet an de Gemenge seet: „Dir musst elo 10 % do an do, wann e PAP erstallt gëtt, méi bauen", wat awer contraire ass zu hirem PAG. Also, éierlech gesot, ech gesi mech net an e Gemengerot goen an dann do eng Konventioun oder e PAP ënnerschreiwe loossen, deen net konform ass zu mengem PAG. Da ginn ech dohin an ech maachen eng Modification ponctuelle vum PAG. Dat schéngt mer alles evident.

Wann een effektiv op där Schinn bleift, datt eng Modification ponctuelle vum PAG gemaach gëtt, dann entsprécht dat och deem, zu deem sech d'Leit dann eeben och expriméiere konnten, den Artikelen 12 bis 17 vum Gesetz vun der Participatioun vun de Bierger. Bei enger Refonte vun engem PAG respektiv enger Modification ponctuelle vum PAG ginn d'Bierger jo bedeelegt a kënne sech effektiv dozou expriméieren. An duerfir, mengen ech, sollt een de Leit och déi Méiglechkeet loossen. Mir schwätzen dach ëmmer vun Transparenz, also solle mer effektiv och Transparenz walte loossen! A mir sollen effektiv d'Bierger mat an d'Boot huelen.

Mir wëssen dach, wéi et geet an der Gemeng, zemools bei der Refonte vum PAG. Wat waren d'Haaptkritikpunkten? Dat ass, wann d'Baudicht nieft engem an d'Luucht gesat ginn ass. A lo soll dat dann einfach iwwer e Gesetz gemaach ginn! Dat, wéi gesot, entzitt sech eisen Iddien an eise Vuen, vu datt et sech do effektiv ganz kloer ëm eng Rechtsonsécherheet wäert handelen an d'Bierger net matimplizéiert ginn.

Dann awer och deen urbanistesche Volet, an ech mengen, dat muss een effektiv awer och emol eng Kéier consideréieren, wat de Parkraummanagement ugeet. Op enger Parzell huet een e Koeffizient vu Baudicht vun x, mat enger Densité de logement pro Hektar vun x. An dann huet ee jo och geplangt, wéi vill Stellplazen do iwwerhaapt kënnen ënnerbruecht ginn. A wann d'Baudicht an d'Luucht geet, muss ee jo och derfir suergen, datt méi Stellplazen dohinner kommen. Ech hu mat wivillen Urbanisten, Architekten an Ingenieure geschwat, déi soen zu mir: „Op Plaze geet dat." Jo, do, wou effektiv grouss Flächen erschloss ginn, ass dat méiglech. Mee an engem Duerfkär ass dat net méiglech, well effektiv éischtens emol d'Bierger reklaméiere kommen an zweetens d'Densité de logement an awer och de Parkraummanagement op deene Plazen einfach net funktionéieren.

An dofir, wat geschitt im Nachhinein? Mat all deem Erstelle vu Konventiounen, mat deenen Diskussiounen, déi ze féiere si mat de Promoteuren, wäerte mer gesinn, datt déi Prozedur PAP nouveau quartier verlangsaamt gëtt. Dat heescht, amplaz datt mer méi séier kënne baue goen, gëtt et effektiv nach eng Verlangsamung vun deem Ganzen. Duerfir, dee ganze Kuddelmuddel, wou effektiv momentan keen esou richteg weess, wou en drun ass, wäert derzou féieren, datt d'PAPe manner séier wäerten ëmgesat ginn, well mer eis iwwert d'Applikatioun vun deem Logement à coût modéré definitiv net wäerten eens sinn.

Nach eng Kéier: Dat heite gesäit fir eis aus wéi eng Spuermesure, vu datt effektiv déi Baudicht an d'Luucht gesat gëtt. An en plus ass de private Promoteur fir déi 10 % - een, deen de Baugrond schonn hat - de „lucky winner". 10 % in the pocket. Benefiss. 25 %, wéi d'Beispill, wat virdru vun der Rapportrice gesot gouf, ginn dann net méi duer. Déi 10 %, déi sinn d'office an der Täsch. An ënner wat fir enge Konditiounen? Fir datt effektiv herno genau déi 10 % oder 15 % dann iwwert d'Konventioun wäerten ëmgesat ginn. Ech fäerte ganz, datt effektiv op eemol dann de Bau amplaz vun engem Meterkareespräis vun x op eemol bei 3.000, 4.000 Euro wäert leien. An dann de Präis vum Foncier, dee soll jo neutraliséiert ginn, mee da gëtt dat op där anerer Plaz dann drop gerechent.

Firwat gi mer net hin a ginn effektiv kloer Reegelen, fir datt d'Gemenge wëssen, wéi se effektiv muer oder iwwermuer mat deem Ganze sollen ëmgoen? Mat deenen 10 %, dat gëtt wierklech komplizéiert an et gëtt eng Katastroph, wat d'Ëmsetzung um Terrain ugeet.

Wat de Coût modéré ugeet: Mir schwätzen ëmmer nëmme vum PAP nouveau quartier. Wéi ass et da mat de Quartiers existants? Mir hunn e Quartier existant, niewendru gëtt e PAP erstallt. Deen, deen de PAP mécht, jo, dee muss eppes hierginn, an deen, deen e PAP quartier existant niewendrun, och zéng Wunnunitéiten, erschléisst, brauch näischt ze maachen. Bon.

Also, mir si ganz kloer der Meenung, datt de Logement à coût modéré méi kloer muss definéiert ginn. Mir hunn do en Amendement agereecht. An ech mengen, dat wär déi richteg Pist, fir sech dat nach eng Kéier unzekucken a fir fir kloer Verhältnisser ze suergen. Also dëst wäert ganz kloer ganz, ganz schwiereg gi bei der Ëmsetzung, also wéi et soll ëmgesat ginn.

An am Paragraf 6, do steet, wann een d'Konventioun erstellt: « Les modalités et la valeur de la cession des logements abordables, prévues au paragraphe 4, avec leur quote-part de fonds correspondante sont fixées dans une convention à établir entre le propriétaire et la commune, le cas échéant dans une convention d'exécution. »

Elo gëtt et nach méi spannend! D'Convention d'exécution, wéini gëtt déi erstallt? Et gëtt e PAP votéiert fir d'Exekutioun dovun, well do geet et nämlech ëm d'Infrastrukturen. Fir déi all ze bauen, dat dauert eng Zäitchen, bis dann effektiv alles ermëttelt ass, wéi de Stroossebau mat de Reseauen, mat der Kanalisatioun etc., etc., dat dauert nach eng ganz Zäitchen hannendrun. Dat heescht, mir hunn dem Promoteur d'office 10 % méi Baurecht ginn, et ass awer net kloer definéiert, ënner wat fir enge Konditiounen datt en de Logement abordable oder à coût modéré dann effektiv soll cedéieren.

Da komme mer herno a Situatiounen, datt de Promoteur dann op eemol seet, am Kader vun der Convention d'exécution des travaux: „Jo, da rechne mer elo einfach vum Maartwäert" - beim Frank Colabianchi 12.800 Euro de Meterkaree median - „10 %, 20 % oder 30 % vun deem Präis of." Bon.

„Deen huet mech esou vill Geld kascht bei den Infrastrukturen." „Meng Honorairë waren exponentiell deier." „D'Baukäschte waren exponentiell deier." An den Terrainspräis, jo, deen huet e vläicht 100.000 oder 120.000 Euro den Ar kascht. Mee wann effektiv d'Baukäschten exponentiell an d'Luucht ginn herno, wat hu mer dann? Da si mer nees eng Kéier bei deem, wat virdrun d'Rapportrice gesot huet: Da si mer nees eng Kéier bei 6.000, 7.000 oder 8.000 oder wéi vill Dausend Euro de Meterkaree fir erschwéngleche Wunnengsbau. Wat hu mer da geschafft? Nada! Nix! Näischt!

(Interruption)

Wat geschitt hei? À la fin du compte maache mir de private Baupromoteur méi glécklech an nach méi räich mat deenen 10 %, déi uewendrop gesat ginn, well net definéiert ass,wéi effektiv dat Ganzt hannendru soll ëmgesat ginn.

Duerfir, bei engem PAP nouveau quartier soll eng Modification ponctuelle vum PAG gemaach ginn, fir datt effektiv kloer ass, wat d'Modalitéite sinn, a fir datt d'Leit och matagebonne gi bei dëser Modifikatioun vun dem PAG.

Als CSV hu mer, wéi virdru scho gesot, e kompletten Amendement vum Artikel 10 agereecht gehat. Gutt. Ech mengen, d'Diskussioune ware ganz séier ofgeschloss. Wat awer méi wichteg ass, dat woren zwee Avise vusäite vum Syvicol, wou de Syvicol schreift: « Le Syvicol s'oppose formellement à l'instauration d'une contrepartie à la cession des fonds réservés aux logements abordables, par une hausse du degré d'utilisation du sol prévue par le PAG de 10 % ». Wéi vill Gemengevertrieder sinn heibannen? Ben, ech weess et net, entweeder hunn déi den Avis vum Syvicol net gelies oder si sinn net domadder averstanen.

(Interruption)

Wéi och ëmmer. Mee op jdde Fall seet de Syndikat vun de Gemengen, datt dat doten an der Praxis net ka funktionéieren! Jo, mee bon, et ass jo awer eng Partnerschaft mat de Gemengen, wéi eis ëmmer gesot gëtt!

(Interruption)

Voilà! Duerfir, also, fir d'Kärstéck vun deem Pacte Logement ass dee Moment eis Kritik un dësem Artikel 10, deen definitiv net fir Kloerheet suergt. Duerfir fuerdere mer d'Regierung op, och ze definéieren, wat de Logement à coût modéré iwwerhaapt ass, a mir fuerderen och eng Convention type, ënner wat fir enge Modalitéiten déi Ëmsetzung an Zukunft soll gemaach ginn, well fir eis ass dat net kloer.

An duerfir, Här President, eng nächst Motioun.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- constatant qu'il existe plusieurs termes en matière de logement social, à savoir le logement social proprement dit, le logement subventionné destiné à la vente, le logement à coût modéré et le logement abordable ;

- constatant qu'il n'y a pas de définition claire ni de base légale pour ces termes ;

- constatant que les principaux acteurs actifs dans le domaine du logement social ont des interprétations divergentes de ces termes ce qui rend difficile la mise en place d'une politique coordonnée en matière de logement social ;

- rappelant que la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dispose que pour chaque plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » qui prévoit un nombre de logements supérieur à 25 unités, au moins dix pour cent de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements à coût modéré ;

- rappelant que le prix de vente de ces logements à coût modéré est arrêté dans la convention à conclure entre l'administration communale et l'initiateur du projet, mais que ladite loi ne précise pas le niveau du prix pouvant être considéré à « coût modéré » ;

- estimant que les communes et l'initiateur d'un projet de construction à coût modéré devraient jouir d'une certaine sécurité juridique concernant les modalités de la construction et les prix de vente d'un tel logement ;

- déplorant qu'une définition du terme « logement à coût modéré » fasse défaut dans le Pacte Logement 2.0,

invite le Gouvernement

- à clarifier les différents types de logements sociaux afin de s'assurer que les acteurs publics aient tous la même interprétation des différentes notions ;

- à donner une définition cohérente et normée du terme « logement à coût modéré » ;

- à élaborer une formule pour définir le prix de vente des logements à coût modéré qui sont réalisés dans le cadre d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » qui prévoit un nombre de logements supérieur à dix unités en distinguant clairement entre la valeur foncière et le coût de construction et à intégrer ces prix dans la convention à conclure entre l'administration communale et le promoteur ;

- à élaborer une convention type à conclure entre la commune et l'initiateur du projet PAP « nouveau quartier » précisant entre autres les conditions de réalisation des logements abordables et le prix de vente respectivement de location de ces logements.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo geschwënn zum Schluss, dann hutt Der et gepackt.

(Brouhaha)

Bei dëser Reform ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ma Här Lies, loosst Iech dach net duercherneebréngen. Fuert einfach weider.

(Hilarité et brouhaha)

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hätten eis erhofft, datt dës Reform vum Pacte Logement méi prezis an och méi konsequent bei der Ëmsetzung gewiescht wär, fir méi erschwéngleche Wunnengsbau ze schafen. An ech widderhuelen nach eng Kéier, datt mir alleguer-

ten, och d'CSV-Fraktioun, natierlech drop erpicht sinn, datt an Zukunft méi erschwéngleche Wunnraum soll geschaaft ginn, fir datt mer effektiv dëser Generatioun an där nächster Generatioun vu Kanner a vu Jugendlechen och nach Zukunftschancen hei zu Lëtzebuerg kënne ginn.

Et ass leider net vun anere Wunnformen am Pacte Logement rieds gaangen. D'CSV hat och virun zwee Joer eng Proposition de loi eragereecht. An ech wëll de Kolleege vun der Majoritéit dës Proposition de loi, vu datt se bis haut nach net hei an der Chamber diskutéiert ginn ass, nach eng Kéier rappelléieren. Do geet et ëm de Miet- oder den Optiounskaf, wat awer e ganz flotten Outil wär fir jonk Menagë respektiv Leit, déi net esou vill Akommes hunn.

Duerfir eng nächst Motioun iwwert den Optiounskaf.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- rappelant la proposition de loi 7485 qui a pour objet d'introduire, en droit luxembourgeois, la possibilité d'une « location avec option d'achat » ;

- rappelant qu'il s'agit d'une solution intermédiaire entre la location et la vente qui est destinée à faciliter l'accès à la première propriété des jeunes ménages dont les ressources ne permettent pas ou difficilement l'acquisition d'un logement sur le marché privé ;

- précisant que la location avec option d'achat concerne des logements neufs ou existants construits par des promoteurs publics ;

- rappelant que dans le cadre de ce dispositif, les personnes intéressées seront dans une première étape locataires d'un logement et, dans une deuxième phase, elles auront la possibilité d'acquérir ce logement sur la base d'un droit d'emphytéose ;

- précisant que durant la phase locative qui sera de cinq ans avec une prolongation supplémentaire de cinq ans, le ménage concerné devra verser un loyer au promoteur public, loyer qui sera composé d'une part locative couvrant entre autres les frais du logement et d'une épargne qui constituera « l'apport personnel » déduit du prix du logement au moment de la levée de l'option d'achat ;

- estimant que la « location avec option d'achat » est une réponse supplémentaire aux besoins des jeunes à revenus modestes et sans apport personnel pour accéder à un logement ;

- estimant que ce dispositif devrait compléter l'éventail des mesures existantes au niveau de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

invite le Gouvernement

- à poursuivre la piste de la location avec option d'achat et le cas échant modifier la législation actuellement en vigueur.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- De Promoteur public bréngt et aleng net fäerdeg, a mer gesinn och un den Zuele vun de Bilane vun de Promoteurs publics, datt d'Promoteurs publics, mat de Gemengen zesummen, am Joer vläicht 500 Wunnenge bauen - 6.000 ginn der gebraucht. Dat sinn net emol 10 % vun deem Ganzen, wat iwwert d'Joer u Wunnengen sollt oder misst geschafe ginn. De Fonds spécial huet am leschte Joer, 2020, 96 Milliounе consomméiert. Dat geet eis bei Wäitem net duer.

Mir brauchen duerfir aner Acteuren, déi och derbäi hëllefen, beim erschwéngleche Wunnraum méi Wunnengen ze schafen, déi ënner Applikatioun vun der Locatioun dann och ënner abordabele Konditioune kënnen op de Maart kommen, fir datt d'Investissementer an deenen nächste Joren amplaz vu 96 Milliounen dann 200 oder 300 Milliounе sinn, fir wierklech deem nozekommen, wat mer alleguerte gären hätten.

An duerfir, Här President, reechen ech eng lescht Motioun eran, fir och de privaten Investisseur mat an dat erschwénglecht Mietboot ze huelen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- constatant que la pénurie de logements abordables et de logements locatifs sociaux représente un des principaux défis auxquels est confronté le Luxembourg et qui touche de plus en plus de ménages ;

- estimant que la politique doit assumer ses responsabilités et prendre des mesures supplémentaires pour affronter l'insuffisance persistante de logements abordables ;

- constatant que la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit des subventionnements étatiques pouvant atteindre jusqu'à 75 pour cent du prix de construction ou d'acquisition de logements destinés à la location qui sont créés par des promoteurs publics ;

- estimant que les retards accumulés dans ce domaine ne peuvent être rattrapés sans une collaboration renforcée avec le secteur privé et qu'il est indispensable d'associer le secteur privé au développement de logements locatifs à loyer modéré ;

- rappelant que la Chambre des Métiers, la Chambre de Commerce et la Chambre Immobilière demandent depuis plusieurs années la mise sur un pied d'égalité des promoteurs publics et privés en matière d'aides étatiques pour la construction ou l'acquisition de logements destinés à la location ;

- estimant qu'il est dès lors primordial que les investisseurs/promoteurs privés qui font réaliser des projets subventionnés puissent également bénéficier des aides étatiques ;

- estimant cependant que l'octroi et l'importance des aides de l'État devraient être assortis d'une série de conditions et d'obligations qui reposent sur une convention à conclure avec le ministre ayant le logement dans ses attributions,

invite le Gouvernement

- à étendre le bénéfice des aides étatiques aux promoteurs privés qui investissent dans le logement locatif subventionné ;

- à élaborer un cahier de charges standardisé déterminant les critères applicables à la construction d'un logement locatif subventionné ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier les textes en question.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, fir zum Schluss ze kommen, eis Konklusiounen: De Pacte Logement 2.0 ass fir eis, ech hunn et erkläert, wat d'Applikatioun vum PAP nouveau quartier ugeet, éischter e Bauverhënnerungspak. Den Artikel 10 wäert eis ganz vill Misär an de Gemenge schafen.

De Pacte Logement 2.0 ass kee Pakt mat de Gemengen, an dat seet och ganz kloer den Avis vum Syvicol aus. Et ass éischter eng Bevormundung vum Lëtzebuerger Staat, an d'Gemenge si keng vollwäerteg Partner an dësem Pakt.

De Pacte Logement 2.0 wäert juristesch Problemer schafe bei der Ëmsetzung. Ech hunn et virdrun erkläert.

De Pacte Logement 2.0 ass e bürokrateschen an administrative Méiopwand fir d'Gemengen an awer och fir déi staatlech Instanzen. Simplification administrative gesi mer hei definitiv net dran.

De Pacte Logement 2.0 ass à la fin du compte mat enger Reduktioun vun 30 % op 20 % vun erschwénglechem Wunnengsbau bei Extension du périmètre e Spuerpak op Käschte vun de Gemengen.

De Pacte Logement 2.0 ass fir eis en „zahnlosen Tiger", deen effektiv an dëser Form de Problem um Wunnengsmaart net wäert léisen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir elo ofzeschléissen nach ee Wuert: Ech hu virdru gesot, datt d'CSV-Fraktioun sech an deene leschte Méint a Jore mat dësem Projet wierklech ausenanergesat huet. Mir hu probéiert, proaktiv a konstruktiv matzeschaffen. Bon als Oppositioun ass dat net ëmmer ganz evident. Ech mengen, dat erliewe mer praktesch all Dag hei an der Chamber. Wann een aacht Amendementer zu engem Gesetz mécht an do kritt een effektiv null positive Retour, ech mengen, da schwätzt dat definitiv Bänn. All d'Amendementer sinn net ugeholl ginn! Wéi gesot, e konstruktiivt Matschaffen ass guer net erwënscht an dëser Chamber. An de Verdikt wäert ëmmer dee sinn: 31, an de Rescht brauch ech lech net ze soen.

Aus all dëse Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, wäert d'CSV dësen Text net matstëmmen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Exzellent!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. De Pacte Logement 1.0, e Projet aus dem Joer 2008, hat zum Zil, de Gemenge finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen. Dëst Zil gouf net wierklech erreecht. Den Haaptconstat, deen een nämlech nom Pacte Logement 1.0 muss maachen, ass, dass d'Suen net fir den abordabele Wunnraum investéiert goufen, mee a Projeten, déi déi direkt Konsequenze vum Wuesstem an de Gemenge sinn.

Vun deenen 380 Milliounen, déi bis 2017 un d'Gemengen ausbezuelt goufen, si 37 % an de Bau vu Grondschoulen investéiert ginn, 22 % an de Bau vu Maison-relaisen, 12 % a Sports- a Kulturinfrastrukturen a ronn 10 % a Waasser- a Strouminfrastrukturen. Nëmmen, a lo kënnt et, 2,2 % vun dësen 380 Milliounе sinn der direkter Schafung vu bezuelbarem Wunnraum zeguttkomm.

Verstitt mech net falsch, dës Investitioune si wichteg a richteg. Méi Awunner bedeite fir d'Gemengen automatesch och méi e grousse Bedarf un Infrastrukturen an deemno méi Käschte fir eng Gemeng. Ech stellen duerfir net a Fro, dass de Staat de Gemenge bei dësen noutwendegen Investitiounen ënnert d'Äerm gräife soll, ech bezweifelen awer, dass de Pacte Logement dat richtegt Instrument heifir ass.

An duerfir hat d'Regierung schonn 2016 reagéiert an eng Reform vun de Gemengefinanzen ëmgesat, déi de Fokus eebe méi staark op d'Awunnerzuel an de Bevëlkerungswuesstum vun de Gemenge leet.

D'Gemengefinanze sinn e komplexe Sujet, besonnesch an Zäite vun enger Pandemie mat all hire Konsequenze fir d'Gemengen. Duerfir sollte mir an noer Zukunft och nach emol iwwer eventuell néideg Nobesserunge beim Gemengefinanzgesetz diskutéieren, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

D'Suen aus dem Pacte Logement solle primär fir d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum an de Gemenge genotzt ginn. Ech hoffen, dass mer eis op deem Punkt alleguerten eens sinn. A genau dat ass e wichtegt, dat wichtegst Uleies vum Pacte Logement 2.0, dee mir haut stëmme wäerten.

De Pacte Logement 2.0 ass e bedeitende Schratt an déi richteg Richtung, fir däitlech méi abordabele Wunnraum zu Lëtzebuerg ze schafen. Et ass e weidert Puzzlesteck, e grousst Puzzlesteck, fir der Wunndeierecht zu Lëtzebuerg entgéintzewierken.

Här President, ech wäert an deenen nächste Minutten net nach eng Kéier am Detail op déi verschidden Aspekter vun dësem Projet de loi agoen. Dës Aufgab huet d'Rapportrice op eng exzellent Aart a Weis gemaach, soudass mir just nach bleift, fir hir Merci ze soe fir hir zwee Rapporten, hire mëndlechen an och hire schréftlechen. Ech wäert villméi just op dräi Punkten agoen, déi eis als DP besonnesch wichteg sinn.

Éischtens, déi finanziell a logistesch Ënnerstëtzung vu Gemenge beim Schafe vu bezuelbarem Wunnraum, zweetens, dat massiivt Opstocke vum ëffentleche Parc immobilier an drëttens, d'noutwendeg Mesurë géint Spekulatioun mat Bauland an eidel stoende Wunnengen.

Éischte Punkt: D'Suen aus dem Pacte Logement 2.0 fléissen zu 100 % a Gemengeprojete fir méi bezuelbare Wunnraum. Nieft den ëffentlechen an och de private Bauträger sinn d'Gemengen deen drëtte wichtegen Acteur am Wunnengsbau. D'Gemenge spillen net nëmmen eng wichteg Roll an der Landesplanung, mee och an der Geneemegungsprozedur, mee kënnen, jo, mussen och selwer aktiv beim Schafe vu Wunnenge ginn.

Et däerf een op dëser Plaz awer net vergiessen, dass de Logement net zu deenen obligatoresche Missioune vun de Gemenge gehéiert an dass vill Gemengen, virun allem déi kleng a mëttelgrouss Gemengen, sech schwéierdinn, fir sech selwer am Wunnengsbau ze engagéieren. Ech wëll hei kloer betounen, dass ech de Gemenge kee schlechte Wëllen ënnerstellen! Besonnesch kleng a mëttelgrouss Gemenge sinn einfach net esou personell opgestallt, fir sech der Mammutaufgab Logement unzehuelen. Hiert Personal an hire Budget si limitéiert a si si frou, wa si hir legal Obligatiounen, wéi de Stroossebau, d'Waasserversuergung oder d'Kannerbetreiung, gestemmt kréien. Si maachen duerfir oft net vun hirem Virkafsrecht Gebrauch, fir Terrainen ze kafen a selwer Wunnunitéiten ze schafen.

An deem Kontext hu mir als DP iwwert déi lescht Joren des Ëfteren derfir plaidéiert, fir d'Gemengen zousätzlech ze encadréieren an hinnen déi néideg Hëllefstellung zur Verfügung ze stellen, fir selwer am Logement aktiv ze ginn. Ech hat och d'Chance, wéi d'Rapportrice et gesot huet - si selwer war och derbäi -, un de Workshoppen deelzehuelen, déi schonn 2016 ugefaang hunn. Dat war e ganz interessanten Exercice. An ee Constat, deen awer, mengen ech, ganz vill Gemengepolitiker gemaach hunn an, ech widderhuele mech nach eng Kéier, besonnesch déi vun deene klengen a mëttelgrousse Gemengen, war deen, dass een einfach och net den Knowhow an d'Manpower an der Gemeng huet, fir där Mammutaufgab gerecht ze ginn.

Duerfir, an dat ass e Punkt, dee mer ganz wichteg fannen a wou mer ganz frou sinn, dass deen an de Gesetzestext integréiert gouf, dat ass d'Schafe vun engem Logementsberoder fir d'Gemengen, e Fachmann also, dee sech an deem heite Gebitt auskennt. Änlech, wéi dat beim Klimapakt ass - an ech mengen, do gouf sech inspiréiert -, kréien d'Gemenge professionellen Appui, fir hinnen op där enger Säit ze hëllefen. Dat geet ëm d'Bauteréglementer, fir Partie-écriten ze iwwerschaffen, fir ze kucken: Sinn do vläicht nach Lacunnen dran? Et geet och drëms, fir fir déi Texter, déi mer haut hei stëmmen, ze kucken: Wéi setze mer déi dann ëm herno an der Konventioun? An an an. Wéi kucke mer, fir e Plang opzestellen? Wat sinn d'Perspektive vun eiser Gemeng? Jee, dat ass einfach eng Persoun, déi sech an deem heite Beräich ganz gutt auskennt. Ech hu mer soe gelooss, dass d'Formatiounen an deem heite Beräich schonn ugelaf wieren. An ech krut do op d'mannst schonn e ganz positive Feedback.

Wat och ganz flott ass, wann een esou e Logementsberoder huet, dat ass, dass dat änlech wäert funktionéiere wéi beim Klimaberoder, dass déi sech a reegelméissegen Ofstänn gesinn, dass ee sech kann austauschen, déi eenzel Logementsberoder ënnereneen, dass ee vun deem anere ka léieren, dass ee ka kucken: Wat ass an där enger Gemeng geschitt? Wat kann ee vläicht och an där anerer Gemeng dovun iwwerhuelen? A jo, et kann ee sech och matenee vergläichen. An do kritt ee jo dann och en Tool vum Ministère zur Verfügung gestallt, wou een dann deenen eenzelne Piste kann nogoen.

Dëse Beroder wäert awer weeder de Gemengentechniker nach de Gemengenurbanist, wou et deen da gëtt, oder den Architekt ersetzen. Ganz am Géigendeel. Dee wäert eng ergänzend Funktioun anhuelen, fir eppes wéi e „Prozessbegleiter" ze sinn.

Här President, ech kommen zu mengem zweete Punkt. Den ëffentleche Parc immobilier, a besonnesch dee vun de Gemengen, soll mam neie Pacte Logement massiv opgestockt ginn. Wann d'Gemenge méi Wunnenge baue sollen, brauche si Terrainen. Déi ëffentlech Hand wäert an Zukunft bei all PAP vun engem Terrain, deen ab 2022 an de Bauperimeter kënnt, bis zu 20 % vun dësen Terraine kréien, gratis kréien, fir abordabele Wunnraum ze schafen. Dat ass e reegelrechte Paradigmewiessel.

Ech erënnere mech nach drun, datt mer viru véier Joer hei an der Chamber eng grouss Debatt gefouert haten, fir parteiiwwergräifend no Léisungen ze sichen. An do hu mer, mengen ech, de Constat gemaach, dass déi aktuell Gesetzgeebung vum Pacte Logement net méi terrainstauglech wier. Dir wësst et, bei PAPen iwwer engem Hektar, respektiv 25 Wunnunitéiten, ass virgesi gewiescht, dass 10 % dovu sollen u Primmenempfänger goen, an dat zu ermässegte Konditiounen. Do war et dann nach un de Gemengen, fir Konventiounen auszehandelen, fir ze soen: Wat ass dat dann?

Do ass dann a verschiddene Gemenge gekuckt ginn: „Bon, wéi maache mer dat?" Do si Beispiller en place gesat ginn, dass gesot ginn ass: „Kommt, mir huelen de Prix moyen iwwert déi lescht dräi Joer, inspiréiere mer eis beim LISER" - déi Wäerter gëtt et - „an da gi mer do 20 % oder 30 % drënner." Wou war awer den Hoken? Dann huet een ëmmer festgestallt, an duerch d'ganzt Land - net nëmmen hei an der Stad Lëtzebuerg an an de Randgemenge ronderëm, mee iwwerall am Land -, dass et ëmmer méi schwéier ginn ass fir d'Primmenempfänger, also déi Leit, déi déi Konditiounen erfëllt hunn, fir dann tatsächlech awer trotzdeem nach e Prêt ze kréien - och wann dee Logement 20 % bis 30 % méi bëlleg war ,- fir sech dat kënnen ze leeschten.

Wat ass nach passéiert? Wann et dann fir e Primmenempfänger - aus wéi engen Ursaachen och ëmmer, vläicht, well en och vun doheem aus nach e bëssen Appui krut - eebe gaang ass, fir deen Invest opzebréngen, dann ass et och derzou komm, dass eng abordabel Wunneng - déi se da warscheinlech oder vläicht eng Kéier war -, aus dem ëffentleche Parc immobilier verschwonnen ass, soubal déi Persoun déi Wunneng verkaaft huet. Also e System, an dat hu mer relativ séier gesinn, deen net terrainstauglech war. An hei ass et drëms gaang, fir do unzesetzen.

Am urspréngleche Text, wéi mer dee viru ronn engem Joer presentéiert krute vun der Inneministesch a vum Logementsminister, do war nach eppes anescht virgesi wéi dat, wat mer haut stëmmen. Do war nach virgesinn, dass ee géif, jee no Gréisst vum PAP, ob dat dann ee wier vun iwwer zéng Unitéiten, iwwer 25 Unitéiten, ob et am Perimeter wier oder driwwer eraus - ech erspueren lech dat, d'Rapportrice huet et erzielt -, dass een da géif 10 %, 20 % respektiv 30 % vun de Wunnunitéiten zum Gesteeungspräis kréien, also d'ëffentlech Hand, dat heescht d'Gemengen, a wa si géife verzichten, da wier et den ëffentleche Bauträger, sprécht de Staat, deen déi kéint kréien, an da kéinten déi an den abordabele Wunnmarché fléissen.

Dunn ass et zu Amendementer komm, déi, mengen ech, awer wierklech eng Win-win-Situatioun sinn. Hei zu Lëtzebuerg, an dat däerf een net vergiessen, wat ass e Präisdreiwer um Logementsmarché? Dat ass den Terrain, den Terrainspräis. Ech hunn lech virdru gesot, mam urspréngleche Text, wou vun 10 %, 20 %, 30 % geschwat ginn ass vum Gesteeungspräis, dat beinhalt d'Infrastrukturkäschten, dat beinhalt Terrainskäschten an dat beinhalt natierlech och d'Präisser vun der Konstruktioun selwer.

Mat där neier Propos - a léif Frënn, dat kann een net oft genuch soen, well entweeder sot ech et da wierklech nach net oft genuch oder d'Leit wëllen et net verstoen oder se hunn et nach net verstan, an duerfir géif ech et dann awer probéieren, nach eng Kéier ze maachen -: Ausser, dass bei deenen zwee Modeller et sech jeeweils ëm Prozentsätz handelt, dat hu se gemeinsam, ass et dann awer och scho

fäerdeg. Et geet ëm zwou ganz verschidde Saachen.

Dat Eent hunn ech Iech probéiert ze erklären, den initiale Projet de loi, wou gesot ginn ass: zum Gesteeungspräis, also Terrainspräis, Infrastrukturkäschten an d'Käschte vun der Konstruktioun.

Mat deenen neien Amendementer, mam neien Text, wéi mer en hei stëmmen, soen ech: Et kënnt zu engem Paradigmewiessel. Firwat? Jo, et handelt sech nach ëmmer ëm Prozentsätz, mee et ass eppes ganz anescht! Dat si Prozenter, wou d'ëffentlech Hand, d'Gemengen oder d'ëffentlech Bauträger, den Terrain gratis zur Verfügung gestallt kréien, an ech hunn et virdru gesot, an ech mengen, do si mer eis jo awer alleguerten eens, dass et dat ass, wat hei zu Lëtzebuerg d'Präisser dreift. Wann een dee Facteur scho kuerzschléisst - an dat maache mer mat där heiter Ëmännerung, déi gemaach ginn ass an déi mir als DP op alle Fall guttheeschen -, ass dat eppes, wat sécherlech seng Friichte wäert droen.

An dat wäert derzou féieren, dass op där enger Säit méi bezuelbare Wunnraum geschaf gëtt, an duerch de Fakt, dass gesot gëtt, dass een en contrepartie däerf 10 % méi bauen, wäert d'office jo och méi bebaut ginn. Et ass jo dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg alleguerten ëmmer erëm widderhuelen, wat mer alleguerte soen, och op där heiter Tribün ëmmer ërem. An d'selwecht hunn ech, säit ech an der Chamber sinn - an och 2017 bei eisem groussen Debat, an awer och vu méi wéi vun engem an och vu méi wéi vun enger Partei, ech géif mengen, vun en alleguerten -, héieren, an dat war de Constat, dass mer musse méi dense bauen. A wa mer elo dervu schwätzen, dass mer 10 % méi Densitéit maachen, an da maache Leit, wéi wa mer elo um Duerf géifen iwwerall Appartementshaiser opriichten, da fannen ech dat politesch net ganz éierlech!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- An dat ass eng Verzerrung vun den Tatsaachen. An dat ass wierklech bedauerlech. well dat heiten ass tatsächlech e Projet, wou mer alleguerten dach awer sollten zesummeschaffen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Hahn, erlaabt Der, datt den Här Lies Iech ...

M. Max Hahn *(DP)*.- Duerno.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... eng Fro stellt?

M. Max Hahn *(DP)*.- Duerno. Duerno ganz gären.

Wann an Zukunft d'Gemengen hiren Terrain gratis kréien - si mussen tatsächlech, an dat kann een och net oft genuch widderhuelen, kee Cent fir dësen Terrain bezuelen, si komme just nach fir d'Baukäschten op -, wäert dat sécher derzou féieren, dass däitlech méi bëlleg Wunnengen offréiert kënne gi vun der ëffentlecher Hand, déi och wierklech abordabel an eligibel wäerte sinn.

Dass et un d'ëffentlech Hand geet - an ech mengen, dat war och e ganz wichtege Facteur -, wäert derfir suergen, dass de Parc immobilier vun der ëffentlecher Hand net méi kleng wäert ginn. Well kommt, mir sinn eis eens: Déi Appartementer oder Haiser, déi hei geschaf wäerte gi fir abordabel Konditiounen, déi sollen an der ëffentlecher Hand bleiwen! Déi däerfen net, wéi an der Vergaangenheet, aus der ëffentlecher Hand geholl ginn. Do si Leit, déi hu sech eng gëllen Nieschen dru verdéngt. Déi hu Subsiden, d'Efforte vum Staat, vun all de Regierungen, déi et scho virdru gi sinn, matgeholl. An do ka kee genuch schaffen, fir dat Geld, wat do a kierzter Zäit drop verdéngt ginn ass, wann een dat dann herno um fräie Marché verkaaft huet, erëm eranzekréien. Duerfir sinn ech och ganz frou, dass dat mat deem heite Gesetz wäert verschwannen, dass also keng Spekulatioun ka gemaach gi mat Wunnunitéiten, wou de Staat Efforte gemaach huet, wou de Staat Gelder investéiert huet.

Natierlech muss de Promoteur nach ëmmer eng Kompensatioun kréien, ech sot et, déi ongefeier dem Wäert vu sengem Terrain entsprécht. Dës Géigeleeschtung ass an dësem Fall eng méi héich Densitéit fir säi Projet. De Promoteur kann also bis zu 10 % méi dense bauen, wann hien Terraine gratis un déi ëffentlech Hand cedéiert.

Dës gesetzlech Dispositioun gëtt automatesch applizéiert an derogéiert an dëse spezifesche Fäll de PAG an der concernéierter Gemeng. Et ass also keng Modifikatioun vum PAG néideg. Dat zousätzlecht Baupotenzial huet een also direkt zegutt, wann en neie PAP realiséiert gëtt.

Ech wëll op dëser Plaz ganz kloer soen, dass dës Solutioun e Win-win fir jiddereen ass. D'Gemenge kréie gratis Terrainen, fir abordabel Wunnengen ze bauen, an de Promoteur ka méi dense bauen. Elo héieren ech da jo tatsächlech awer, an ech sot et schonn, d'Kriticke vun der Oppositioun, déi souguer mat dësem Win-win net zefridde sinn. Et kann een net méi wéi gewannen!

Jo, an Zukunft wäert op verschiddene Plaze méi dense kënne gebaut ginn, wéi dëst am PAG vun enger Gemeng virgesinn ass. Éischtens schwätze mer awer hei vu maximal 10 %, an, ech sot et schonn, et soll een ophalen, dervun ze schwätzen, wéi wann elo iwwerall an den Uertschafte géifen Héichhaiser nieft Eefamilljenhaiser gesat ginn duerch d'Akraafttriede vun dësem Gesetz! An zweetens bedeiten dës 10 % méi Densitéit zousätzlech Entlaaschtungen op engem ganz ugespaante Wunnengsmarché. Mir schwätzen ëmmer dervun, d'Offer ze stäerken, well d'Demande immens héich ass. Ma genau dat maache mer hei, souwuel op privater wéi och op ëffentlecher Säit.

Här President, dann hunn ech och Kriticken héieren, dass de maximale Prozentsaz vu reservéiertem abordabelem Wunnraum vun 30 % op 20 % erofgesat ginn ass par rapport zum urspréngleche Projet. Ech mengen, ech si laang genuch virdrun drop agaangen, dass mer hei vun zwee komplett verschiddene Modeller schwätzen, déi eppes eenzeg an eleng gemeinsam hunn, an dat ass, dass mer jeeweils vu Prozenter schwätzen. An ech mengen net, dass een hei vu feelendem politesche Courage schwätze kann!

Déi 20 % an de Plus un Densitéit wäerten eis däitlech méi hëllefen, fir abordabele Wunnraum ze schafen, wéi dëst mam Pacte Logement 1.0 oder mam urspréngleche Projet de loi méiglech gewiescht wier.

Här President, mäin drëtten a leschte Punkt ass d'Bekämpfe vun der Spekulatioun mat net bebauten Terrainen an eidel stoende Wunnengen. Jo, och d'Demokratesch Partei ass net frou, dass wäertvollt Bauland als Spekulatiounsobjet méssbraucht gëtt. An d'DP ass net gewëllt, der ongebremster Spekulatioun mat Bauland nozekucken. Mir hu schonn am leschte Budget reagéiert, andeems de Finanzminister d'FIS immobiliers ofgeschaaft huet an den Amortissement accéléré ofgeschwächt huet. Och de Baulandvertrag ass eng DP-Iddi. Mat dësem Instrument gëtt d'Spekulatioun mat zukünftegem Bauland onméiglech gemaach. Dat wäert derfir suergen, dass mer an Zukunft beim Ausweise vun neiem Bauland iwwerhaapt net méi wäerte vu Baulücke schwätzen. Firwat? Wann an Zukunft en Terrain an de Bauperimeter kënnt, kënnt deen och just nach eng gewëssen Zäit an de Bauperimeter. Wann an där gewëssener Zäit, déi an enger Konventioun festgehale wäert ginn, net heivu profitéiert gëtt, ma da gëtt aus deem, wat virdrun e Gromperesték an tëschenzäitlech e Bauterrain war, erëm e Gromperesték.

An, jo, och d'DP ass fir eng Besteierung vun net bebautem Terrain an eidel stoende Wunnengen. Net ëmsoss hu mir eis derfir agesat, dass de Koalitiounsaccord en antispekulative Charakter fir déi nei Grondsteier virgesäit, mat Exemptioune fir Leit, déi an hiren eegene Wunnenge liewen. Wa mer géint d'Spekulatioun wëlle virgoen, musse mer och wëssen, mat wiem mer et ze dinn hunn. Fir eis als DP ass kloer, dass mer virun allem Groussgrondbesëtzer a Spekulante viséieren, déi ganz bewosst Terraine broochleie loossen, fir all Joer eng Plusvalue matzehuelen. Et däerf net sinn, an dat wëll ech och kloer betounen, dass Elteren oder Grousselteren, déi en Terrain fir hir Kanner oder fir hir Enkelkanner halen, matbestrooft ginn. Et geet eis net drëm, de viséierte Proprietären hir Terrainen ofzeknäppen. Et geet villméi drëms, dass dës Leit, déi vun enger nationaler Logementskris profitéieren, mathëllefen, Léisungen ze finanzéieren, fir dës Kris endgülteg hanner eis ze loossen.

Här President, um Fong si mer eis also eens, elo geet et just nach ëm d'Form. Mir mengen, d'Grondsteier mat engem antispekulative Charakter wier dat richtegt Instrument. Mir verschléissen eis awer selbstverständlech kenger Diskussioun, déi hëlleft, eng antispekulativ Mesure séier, gerecht an onkomplizéiert en place ze setzen.

Do dernieft sollen och aner Modeller ausgeschafft ginn. D'DP-Iddi - mir haten déi als alleréischt Partei an eisem Walprogramm 2018 - war d'Zurverfügungstelle vu Bauland. Well, jo, et kënnen Ursaache ginn, firwat e Proprietär säi Bauland net direkt wëllt bebauen. An da solle mer kucken, an och dat gouf am Koalitiounsaccord zréckbehal, fir Modeller auszeschaffen, fir Bauland ze verlounen, wou een och nëmme Gewënner hätt. Dat heescht, op engem Zäitraum vu 5, 10, 15, 20 Joer vläicht, oder jo, doriwwer eraus, kann de Staat, d'Gemeng, eng Agence Immobilière Sociale - firwat net - en Terrain lounen, fir dann eng Konstruktioun dorop ze setzen, an da kann dee Bail ëmmer erëm verlängert ginn. Ech mengen, dass dat eng Mesure wär, där mer ganz am Detail an Zukunft nach sollten nogoen, fir eeben dat Baupotenzial, wat mer nach am Bauperimeter hunn, vläicht iwwert déi heite Mesuren ze mobiliséieren. A wa mer dervu schwätzen, dass mer e Manktem u Bauland hei zu Lëtzebuerg hunn, dann ass dat dote sécherlech eng Pist, wou et derwäert ass, där nozegoen.

Här President, et ass haut net déi éischte Kéier a sécher och net déi leschte Kéier, dass mer iwwert de Logement an der Chamber schwätzen. Ech sinn awer zouversiichtlech, dass mer mam Vott haut iwwert de Pacte Logement 2.0 e weidere wichtege Schratt an déi richteg Richtung geholl hunn op eisem Wee, fir bezuelbare Wunnraum fir jiddereen zu Lëtzebuerg ze schafen. Et ass e grousst Stéck vum Puzzle, dat mir haut asetze kënnen. De Pacte Logement 2.0 wäert sécherlech net all eis Problemer léisen. Mee de Paradigmewiessel, dee mir haut alauden, wäert sech an deenen nächste Jore bemierkbar maachen. D'Gemenge wäerte sech zu deem wichtegen Acteur am ëffentleche Wunnengsbau entwéckelen, dee mir esou dréngend brauchen. Déi ëffentlech Hand iwwerhëlt Verantwortung. Mir beweise Courage, andeems mir bis zu 30 % vu privaten Terrainen an déi ëffentlech Hand iwwerginn, a mir maachen dat op eng Aart a Weis, déi de Steierzueler entlaascht.

Här President, léif Kolleegen, de Pacte Logement 2.0 huet d'Potenzial, fir wierklech eppes ze bewierken. Loosst eis dëst Potenzial notzen. Mir als DP wäerten op alle Fall fir dëse Projet de loi stëmmen. An ech soen lech nach eng Kéier villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert weider ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... ech wollt dem Här Hahn eigentlech eng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- A jo, genau. Den Här Lies wollt dem Här Hahn nach eng Fro stellen. Här Lies, wannechgelift.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här Lies.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här Hahn. Ech sinn awer frou, dass ech effektiv déi Fro däerf stellen.

M. Max Hahn *(DP)*.- Selbstverständlech.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Dir hutt virdru gesot gehat, datt Dir vusäite vun der CSV do op Onverständnis géift falen, wat verschidde Froe respektiv wat verschidden Argumentatiounen ugeet. Ech stellen lech eng praktesch Fro, déi ech eigentlech virdrun och an engem Beispill wollt duerleeën, dat ech awer aus Zäitgrënn dann effektiv agespuert hunn.

E Promoteur kënnt bei d'Gemeng, fir e PAP nouveau quartier ze erstellen, an da kënnt déi Fro vun deenen 10 % op, déi 10 % déi dann op d'Baudicht gesat ginn, domat ass de Promoteur ganz sécherlech averstanen. Da kënnt awer d'Fro, bei de Cessiounen, ënner wat fir enge Konditiounen a Modalitéiten dat soll gemaach ginn. Kënnt Der mer do soen, ...

M. Max Hahn *(DP)*.- Dat gëtt à livre ouvert gemaach, Här Lies, dat ass och an der Kommissioun, ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... wou dat am Text steet, ...

M. Max Hahn *(DP)*.- ... dat ass an der Kommissioun och méifach ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... wou dat am Text steet, ...

M. Max Hahn *(DP)*.- ... erkläert ginn.

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... wou een dat zréckfënnt, wat een do effektiv dem Promoteur da mat op de Wee gëtt, wat en effektiv fir déi Wunnenge ka froen a wou een dat zréckfënnt.

M. Max Hahn *(DP)*.- Genau. Dat ass awer och an de Kommissioune méi wéi eng Kéier ernimmt ginn, ech mengen, vum, ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- Nee.

M. Max Hahn *(DP)*.- ... vum … Dach, ass et. Jo egal, op alle Fall war ech derbäi, wéi et ernimmt ginn ass. Dat wäert à livre ouvert geschéien. Dat heescht, do muss ee wierklech kucken, wann een d'Konstruktioun iwwerhëlt: Wat ass de Gesteeungspräis vun där Wunneng? Dat wäert esou fonctionéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Hahn. An da wier et elo definitiv um Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als alleréischt wéilt ech der Rapportrice a Presidentin vun eiser Logementskommissioun Merci soe fir hire ganz gudde Rapport. A well deen esou detailléiert war, kann ech mech haut och e gutt Stéck méi kuerz faassen - merci och dofir!

Wa mer haut deen neie Wunnengsbaupakt diskutéieren, da gëllt et, fir d'éischt e kuerze Bléck no hannen ze geheien op deen ale Wunnengsbaupakt. Ech géif mengen, dass mer eis alleguerte missten eens si fir festzestellen, dass dëse sengen eigentlech héijen Ziler vun deemools net gerecht gouf. Dat hu jo och schonn, mengen ech, all d'Riedner viru mir zréckbehal. En huet eis eigentlech vill kascht, am Rapport geet rieds vu 40 Milliounen Euro d'Joer iwwer zéng Joer, a vun dësen dann ongeféier 400 Milliounen Euro si just knapp 2,2 % direkt an neie Wunnengsbau gefloss.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

De Gros vun dëse Suen ass an déi kommunal Infrastrukture gefloss, wat selbstverständlech richteg a wichteg ass, mee wat eis awer an der Logementsproblematik net wierklech weiderbruecht huet.

Och sinn an der Vergaangenheet vill ze dacks subventionéiert Wunnenge weider um private Wunnengsmaart gelant, zu Präisser, déi alles anescht wéi abordabel waren.

D'Iddi, fir d'Gemenge mat an d'Boot ze huelen a se derzou ze kréien, an de bezuelbare Wunnraum ze investéieren, war awer deemools richteg an ass et och haut nach.

Wa mir awer haut en neie Wunnengsbaupakt stëmmen, da musse mer do korrigéieren, wou deen ale seng Schwächten hat. A genee dat, mengen ech, maache mer mat dësem Gesetz. Mir bannen déi staatlech Subventiounen u kloer Konditiounen. Virun allem dorun, dass d'Gemengen, déi matmaachen, an neien abordabele Wunnraum investéiere mussen. D'Gemenge kréien awer och déi néideg Hëllefstellung mat deem Conseiller logement. Dëst war eng berechtegt Fuerderung aus dem Gemengesecteur, a besonnesch déi méi kleng Gemengen - awer net nëmme si - kënnen dëse Conseiller an dës Berodung, dës Begleedung och gutt gebrauchen.

Eng aner Neierung am Pacte Logement 2 ass, dass mer endlech derfir suergen, dass d'Wunnengen, déi mat ëffentleche Gelder matfinanzéiert goufen, och an ëffentlecher Hand bleiwen.

Fir gréisser Diskussiounen huet jo bekanntlech den Artikel 10 respektiv den Artikel 29bis gesuergt. Dësen hält fest, dass bei gréissere Wunnengsbauprojeten 10 %, 15 % oder 20 % vum Wunnraum musse fir de bezuelbare Wunnengsbau reservéiert ginn.

Net nëmme gi mat dësem Gesetz déi Prozentsätz gehéicht, mee et kënnt nach derbäi, dass bei gréissere Projeten een Deel vum Terrain muss onentgeltlech, also op gutt Lëtzebuergesch gratis un d'Gemeng respektiv de Staat ofgetruede ginn. An ech fannen, dat ass awer eng wichteg Informatioun, déi allkéiers muss widderholl ginn, wa mer iwwert déi Prozenter schwätzen. Dat kann een net iergendwann anescht ënnerbréngen. Dat ass op där doter Plaz, wou een dat muss soen. Dat gehéiert awer do derzou.

An der Konterpartie kritt de Bauhär zougestan, 10 % méi Wunnengen op sengem Terrain ze bauen, wéi der am aktuelle PAG virgesi waren. D'Madamm Bofferding huet eis an der Kommissioun eng sëlleg verschidde Beispiller gewisen, wat dat an der Praxis géif bedeiten. An ech muss soen, dass et fir mech absolutt vertriedbar ass. Bei kengem vun de Beispiller hat ech d'Impressioun, dass ee kéint mengen, et géif elo agemauert ginn, au contraire. Dacks huet ee scho misse ganz genee kucken, fir iwwerhaapt den Ënnerscheed ze mierken.

Andeems d'Terrainen un de Staat oder d'Gemengen ofgetruede ginn, léise mer eigentlech ee vun deene gréisste Problemer, déi mer zu Lëtzebuerg an der Wunnengsbaupolitik hunn: Den Terrain läit quasi exklusiv a privater Hand, an déi diktéiert eis d'Präisser. Mat dëser Neierung wäerten de Staat an d'Gemengen endlech an de Besëtz vun Terraine kommen an esou derfir suergen, dass bezuelbare Wunnraum och wierklech bezuelbar ass a wierklech bezuelbar bleift.

Mir kucke jo alleguerten an Europa ganz neidesch op d'Stad Wien, déi hire Wunnengsmaart am Gréff huet. Abee, dat klappt zu Wien nëmmen, well d'Stad Wien zanter Joerzéngte bei Wunnengsbauprojeten en Deel vun den Terrainen ofgetruede kritt huet. D'Resultat haut ass, dass 40 % vun de Wunnengen zu Wien an ëffentlecher Hand sinn, an dass si domadder e staarken Afloss hunn op d'Präisser an op de Wunnengsmaart am Allgemengen.

Mat dësem Gesetz gi mer e Stéck an déi selwecht Richtung wéi d'Stad Wien.

Als LSAP begréisse mer dëse Projet de loi a mir felicitéieren der Regierung, dem Wunnengsbauminister an der Madamm Inneministesch. Besonnesch deen ëmstriddenen Artikel 29bis kritt eis Ënnerstëtzung. A mir luewen d'Madamm Bofferding fir hire Courage, hei nei Weeër anzeschloen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Am Rapport schreift d'Rapportrice vun engem Paradigmewiessel. A jo, si huet Recht! An et ass genee dat, wat mer haut brauchen an der Logementspolitik: nei, couragéiert Weeër, e Paradigme-, jo e Systemwiessel!

Dat Gesetz wäert net vun haut op muer all eis Problemer am Logement léisen, mee et ass e gutt Instrument fir de Staat, fir déi staatlech Wunnengsbaugesellschaften an och fir d'Gemengen! Et ass en Instrument, wat eis mat Sécherheet e gutt Stéck wäert virubréngen!

Ech verstinn, dass d'CSV eenzel Aspekter méi kritesch oder méi pessimistesch gesäit. Dat, fannen ech, ass och hir Roll hei an der Chamber als Oppositioun. Ech sinn awer enttäuscht, dass, obwuel dëse Pacte Logement eng kloer Verbesserung vis-à-vis vun deem alen ass, si sech net derzou duerch-

geronge krut, fir dësem Gesetz haut zouzestëmmen. Ech hoffen awer, dass mer bei der praktescher Ëmsetzung nawell op CSV-geféiert Gemengen ziele kënnen. Well bei allen Ënnerscheeder, bei alle verschiddene Vuen, déi mer kënnen hunn, eent musse mer all gemeinsam wëllen: Esou séier wéi méiglech an esou vill wéi méiglech bezuelbare Wunnraum schafen!

Well ech mech awer elo zimmlech kuerz gefaasst hunn, erlaabt mer eng zousätzlech Remark, déi net eleng mam Wunnengsbaupakt, mee mat der Logementspolitik am Allgemengen ze dinn huet. Mir schwätzen haut vill iwwer ee wichtegen Acteur am Wunnengsbau: d'Gemengen. An den Ae vun der LSAP ass et awer och wichteg, iwwer e weidere wichtegen Acteur ze schwätzen: de Privatsecteur. Fir am Wunnengsbau virunzekommen, brauche mer och de Privatsecteur.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Ech war virun zwou Woche schonns dorobber agaangen an de Marc Lies huet, mengen ech, d'lescht Woch eng Proposition de loi deposéiert, déi och ëm d'Mobiliséierung vum Privatsecteur dréit. Ech maachen duerfir hei d'Demande un d'Presidentin vun eiser Kommissioun, dass mer eis am Hierscht emol sollten eng ganz Sitzung laang Zäit huelen, fir doriwwer ze diskutéieren. Wou a wéi kann d'Privatinitiativ iwwerhaapt matagebonne gi beim Schafe vun neiem Wunnraum? Wéi kéint eng Zesummenaarbecht am Logement ausgesinn a wou si vläicht nach Hindernisser, déi mer mussen aus der Welt schafen?

Och wéilt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir en nationale Wunnengsbaudësch virzeschloen. E Wunnengsbaudësch, wou all d'Acteuren zesummekommen a wou mer zesumme sollten ausloten: Wou behënnere mer eis selwer am Wunnengsbau? Wou kënne mer Prozedure méi séier maachen? Wéi kënne mer méi effizient schaffen?

De Logementsproblem ass en nationale Problem an et brauch duerfir och eng national Ustrengung vun eis all, fir en ze iwwerwannen. An der Vergaangenheet hu mer bewisen, dass wa mer zu Lëtzebuerg zesummenhalen, wa mer all un engem Strang zéien, dass mer dann och déi Problemer léisen, déi eis uganks onléisbar geschéngt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als LSAP sti mir hannert dem Pacte Logement 2.0. Mir gesinn heiranner kloer Verbesserungen an en éischten Usaz vun engem batter néidege Systemwiessel an eiser Logementspolitik. Als President vun der LSAP wäert ech mech derfir asetzen, dass déi Gemengen, an deene meng Partei d'Verantwortung dréit, beim Pacte Logement 2 matmaachen.

Selbstverständlech geet dëse Pacte Logement nach net duer. An duerfir ass et ze begréissen, dass mer geschwënn och nach d'Gesetzer iwwert de Remembrement an och iwwert de Baulandvertrag hei wäerten an d'Plenière kréien!

Doriwwer eraus muss de Logement Anzuch an all d'Politikberäicher fannen. Dat klappt jo scho ganz gutt an der Zesummenaarbecht tëscht dem Logementsministère an dem Inneministère, mee och déi aner Ministèrë mussen, nieft hiren Aufgaben, och de Logement als eng vun hire Prioritéiten gesinn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Maurice Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- François!

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Maurice ass mäi Grousspapp.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo, et si laang Deeg.

Une voix.- Maurice.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo, dat ass mäi Grousspapp.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, wierklech villmools Merci soe fir de Rapport an ech wëll awer och dem Logementsminister villmools Merci soen, dass mer elo endlech e Pacte Logement kréien, deen deen Numm och wierklech verdéngt.

De Pacte Logement 2.0 gëtt ons en Instrument, fir massiv ëffentlechen, abordabelen an och nohaltege Wunnraum ze schafen. Mir kréien hei eng finanziell Participatioun vum Staat bei de Gemengen, déi kloer op de Logement fokusséiert ass. A bei all PAP gëtt ëffentleche Wunnraum geschaf an d'ëffentlech Hand bezilt just de Baupräis. Dat favoriséiert d'Mixité sociale, dat ass eng besser Notzung vun der Ressource Buedem an et schaaft lieweg Quartieren an eng besser Densitéit. An dat Ganzt passéiert mat professioneller Hëllef.

A mat där professioneller Hëllef ginn eeben déi kommunal Strategien an déi lokal Aktiounspläng Logement gemaach. An an deenen Aktiounspläng geet et eeben drëm, dass ee sech eng Richtung gëtt, dass ee sech e Konzept gëtt, fir eeben och ze garantéieren, dass mer mat deene lokalen Aktiounspläng och wierklech den ëffentleche Raum opwäerten, dass mer Liewensqualitéit schafen an dass mer d'Bierger och kënnen do abannen a kënne mathuelen.

An eebe grad och duerch déi Aktiounspläng an duerch déi Beroder kënne mer och alleguerten déi aner Instrumenter, déi mer zur Verfügung hunn, maximal an och optimal notzen, sief et d'Aide à la pierre, den Droit de préemption, d'Emphyteos, d'Instrumenter aus dem Plan sectoriel « Logement », dem Fonds spécial an och anerer.

Mee gläichzäiteg musse mer natierlech och nach nei Instrumenter schafen: de Baulandvertrag oder de Remembrement ministériel. A mir musse garantéieren, dass déi néideg finanziell Moyenen och do sinn a mer eeben déi nächst Instrumenter, zum Beispill d'Grondsteierreform, och séier schafen. An d'Sue ginn hei net iwwert de Populationswuesstum verdeelt, mee si gi geziilt do investéiert, wou och Wunnenge geschafe ginn. An déi Wunnenge bleiwen och an ëffentlecher Hand an dat och fir déi nächst Generatiounen.

An et ass och dat, wat aus deem Pakt hei wierklech en nohaltege Logementspakt mécht. A mir sinn och elo prett an et kann direkt lassgoe mat der Ëmsetzung.

An dat dote sinn éischt Argumenter, firwat dass deen heite Pakt e fundamental aneren ass wéi de Pacte Logement 1.0, deen d'lescht Joer ausgelaf ass. En ass besser an och méi effikass a mir si besser opgestallt, fir esou weiderzekommen am Logement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut iwwert de Pacte Logement 2.0 schwätzen, ass et awer och de Moment, fir e kuerze Bilan ze maache vun dem Pacte Logement 1.0. An hei gesi mer kloer, dass mer d'Ziler, déi mer eis eigentlech dee Moment gesat hunn - also net mir, mee d'Majoritéit vun deemools, ech war nämlech dunn net derbäi -, net erreecht hunn. Et goufe bal keng abordabel Wunnengen am Pacte Logement 1.0 geschafen, respektiv se sinn alleguerte verschwonnen oder am Marché opgesuckelt ginn. D'Käschte vun den Terrainspräisser an de Wunnenge si weider explodéiert. An dat war och ee Grond, firwat dass mir Gréng deemools dee Pakt net matgestëmmt hunn. A wann ech héieren hu vum Här Lies virdrun, dass de Premier eng Rei Zwëscheriff gemaach huet deemools, wéi dat hei debattéiert ginn ass, jo, da muss ech soen, mat deem wat en deemools gesot huet, dass en eigentlech mat senger Analys net falsch louch, well dat ass jo och eigentlech agetraff.

De leschte Monitoring vum Pacte Logement 1.0 huet gewisen, dass mer eng 400 Milliounen Euro ausginn hunn, dass d'Gemengen déi kruten, eng 40 Milliounen d'Joer. An et gouf elo scho vun enger Rei Virriedner gesot, wou déi Suen alleguerten higefloss sinn, an déi verschiddenst Infrastrukturen: Schoulen, Maison-relaisen, Crèchen, Sport, Kultur an esou weider. A ganz e bësse just, 2 %, sinn an de Logement gaangen. An domadder huet de Pacte Logement an onsen Aen op alle Fall säin Zil verfeelt, fir méi Logement ze schafen. Oder war dat vläicht och net d'Zil? Ass et wierklech vläicht och ëm d'Infrastrukture gaangen? Mee och wa mer dat géifen esou kucken, da misst een och eigentlech soen, dass mer net genau wëssen, wou se higaange sinn, an dass et keng wierklech richteg Kontroll gouf.

Well wéi vill Gemengen hu mat deene Suen aus dem Pacte Logement gëlle Klenschen an hire Gemengen installéiert, amplaz wierklech do ze liwweren, wou et néideg war? An en plus kann een och net soen, dass hei cibléiert virgaange ginn ass, well virun allem par rapport zum Wuesstum vun der Populatioun verdeelt ginn ass.

An net nëmmen, dass dat net effikass fir de Logement war, mee et huet eigentlech och weider d'Zersiidlung gefërdert, déi mer hei am Land hunn. Et war wéineg landesplanungskonform an et huet eigentlech d'Logementsproblemer an eisem Land weider verstäerkt. Eemol mat der Strenz iwwert d'Land a keng Prioritéit fir de Logement! Et war en Infrastrukturpakt a kee Logementspakt, an onsen Aen.

An dat ass eppes, wat mer mat deem heite Pakt elo änneren. Hei geet et drëms, fir wierklech prioritär an de Logement ze investéieren. Et ass eng Obligation de résultat, dass d'Suen an de Logement investéiert ginn. Et kritt een e forfaitairë Montant beim Start an duerno ginn d'Suen do investéiert, wou nom Gesetz vun 1979 och wierklech Wunnraum geschafe gëtt.

Beim Pacte Logement 1.0 gouf et déi 10 %-Reegel bei PAPe vun iwwer 25 Wunnengen. Hei goufen an där Zäit 7.000 Logementer geschaaft, dovunner 830 Logements à coûts modérés. Déi grouss Majoritéit vun deene goufen en pleine propriété duerno verkaf. An domadder hu mer eigentlech net deene gehollef, déi et am néidegste brauchen, nämlech déi Jonk an déi Leit mat dem mannsten Akommes. An och dat wäerte mer elo änneren.

Wa mer de Pacte Logement 2.0 vill méi fréi gehat hätten an déi Dispositiounen, déi am Artikel 29 sinn, dann hätte mer haut 1.000 Wunnenge méi an ëffentlecher Hand.

D'Virkafsrecht, eng aner Dispositioun aus dem Pacte Logement 1.0: och eng Dispositioun, déi net ouni Schwieregkeeten an der Ëmsetzung ass. Mir hate schonn e puermol Diskussiounen hei.

D'spezifesch Tax op eidel Wunnengen: Just siwe Gemengen hunn déi an deene leschte Joren agefouert, dorënner Biekerech, Esch oder och nach Dikrech, déi se applizéieren. Jo, an déi zögerlech Applikatioun weist eigentlech, dass och hei weider Schrëtt op nationalem Niveau néideg sinn, fir déi eidel Wunnengen an Zesummenaarbecht mat de Gemengen ze mobiliséieren.

Wann ech also schlussfollgeren, kann ee soen, dass mer am Pacte Logement 1.0 400 Milliounen ausginn hunn. Et war méi en Infrastrukturpakt wéi e Logementspakt, well just 2 % an de Logement investéiert gi sinn. Dee Logement abordable, dee kreéiert ginn ass, war e wierklech abordabel? Ech weess et net. Ech mengen éischter net. A mir hunn et net fäerdegbruecht, doduerch méi Wunnengen an d'ëffentlech Hand ze kréien. An et gouf och eigentlech verpasst, d'Gemenge wierklech esou opzestellen, dass se e richtegen Acteur si vum Logement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht op e puer Proposen agoen, déi d'CSV gemaach huet a leschter Zäit.

Fir unzefänken: De Fräibetrag bei der TVA Logement fir d'Eegenheem vu 50.000 op 100.000 Euro ze hiewen, respektiv de bëllegen Akt vun 20.000 op 50.000 ze erhéijen, eebe mam Argument, fir der Maartentwécklung Rechnung ze droen - dat kléngt vläicht och deen éischte Moment gutt, mee hei gëtt nees, an onsen Aen, d'Demande stimuléiert. Also en Zréck zu där Politik, déi eis eigentlech dohinner geféiert huet an déi Kris, déi mer haut hunn. Duerch déi Mesure gëtt an onsen Aen de Präis weider gedriwwen an amplaz, dass mer Kaddoe verdeelen, musse mer d'Sue geziilt do investéieren, wou mer se brauchen, an onsen Aen nämlech an erschwéngleche Wunnraum. A staatlech Hëllefe musse sech dorop konzentréieren, dass ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- De Mietzuschuss, ...

M. François Benoy *(déi gréng)*.- ... déi Stéit, ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... waren dat och Kaddoen?

M. François Benoy *(déi gréng)*.- D'staatlech Hëllefe musse sech dorop konzentréieren, dass déi Stéit, déi net mam Marché mathale kënnen, och gehollef kréien, well soss dreiwe mer d'Präisser nëmme weider an d'Luucht a mir schléissen eng ganz Partie Leit aus.

Et gouf och eng landeswäit Spekulatiounssteier an d'Spill bruecht, fir déi anzeféieren, awer net fir d'Nokommen an och net op landwirtschaftleche Flächen. Jo, wéi vill Baulücken, froen ech mech, bleiwen dann iwwerhaapt nach? Jiddereen huet iergendwéi Enkelen a Kanner. A firwat kann een net direkt investéieren, och wann ee Baulücken huet? D'Kanner kënne jo och duerno dervu profitéieren, wann een direkt Wunnraum schaaft. A wann d'Enkelen da wierklech hiren architektoneschen Dram iergendwann erfëlle mussen, da kann een déi Terraine jo entre-temps och zum Beispill mat enger qualitativ héichwäerteger modularer Struktur mobiliséieren. Mat Ausname komme mer hei net weider. Wa mer esou eppes wéi dat dote wëllen afeieren, wat mir eng gutt Iddi fannen, da soll een et richteg maachen.

A firwat net och iwwer eng Bauflicht am Perimeter nodenken? Woumat ech bei där nächster Iddi wär, wou et ëm d'Perimeterauswäitung geet, respektiv d'Kompensatiounsflicht, fir d'Terrainen am Perimeter opzehiewen. Alt erëm gëtt hei den Naturschutz géint de Logement ausgespillt, woubäi mer béides brauchen. Béides muss ons Prioritéit sinn: den Naturschutz, den Ëmweltschutz an de Logement.

A mir wëssen et: Den Observatoire de l'habitat huet gesot, dass mer eng 2.900 Hektar hunn, déi am Bauland disponibel sinn, ëmgerechent Wunnraum fir 300.000 Leit. A bei Kompensatioune gëtt d'Prozedur och net verlängert - op alle Fall net, wann een uerdentlech plangt -, vläicht zum Deel bei der Ëmsiidlung vun Aarten. Mee éierlech gesot: 80 % vun den Aarten hei am Land sinn a Gefor. Ass dat dann egal? Mir hunn europäesch Obligatiounen, dass mer eis dorëms musse këmmeren. Eis op alle Fall kann dat net egal sinn.

An d'Prioritéit musse mer dorop setzen, fir vu bannen no baussen ze verdichten an net nach méi Landschaftszersiidlung ze promouvéieren. D'Bauflächen um Rand vun de Gemenge sinn ausserdeem esou deier, dass mer domadder och kee Wunnraum schafe fir Leit mat moderatem Akommes. Et ass also en Trugschluss, wann een dovunner schwätzt, dass mer mat enger Perimetererweiderung abordabele Wunnraum géife schafen.

Déi Virschléi sinn eigentlech en institutionaliséierten NIMBY (ndlr: not in my backyard): Steieren op eidelen Terrainen, awer net, wann et fir d'Kanner oder d'Enkelen ass; méi bauen, awer 10 % méi Baudicht géif eis Dierfer verschampeléieren. Mir musse méi bauen, virun allem bezuelbare Wunnraum. An entweeder et deelt een dee Constat, an da muss een och bereet sinn, zesumme mat de Bierger, fir nei Bauprojeten ze streiden. Jo, oder et mécht een et einfach weider no der aktueller Situatioun an et probéiert een, dat mat de Mëttele vu gëschter ze léisen.

An ob eng Handvoll Bierger sech géint sechs zousätzlech Wunnengen an engem Duerf oder e lokalen Interesseveräin sech géint méistäckeg Haiser matzen an der Stad wieren - iwwerall wou gebaut gëtt, gëtt et e Widderstand. Mee dacks kënnt de Widderstand och dohier, dass déi Responsabel d'Bierger net uerdentlech matzäiten abannen. A genau dofir setzt de Pacte Logement hei och op eng staark Biergerbedeelegung, déi mat dem Pacte Logement 2.0 promouvéiert gëtt, fir eebe grad potenziell Konflikter direkt am Ufank aus dem Wee ze raumen an esou d'Logementsprojeten och méi séier weiderzebréngen an d'Qualitéit ze erhéijen.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir hu gesinn, dass de Pacte Logement 1.0 d'Problemer net geléist huet. Fir d'Logementsproblemer ze léisen, brauche mer eppes, an dat ass kloer e staarke Staat, deen de Logement zu enger Prioritéit mécht. An de Pacte Logement mécht hei grad aus de Gemengen Acteuren, déi Moyene kréien, a mat dësem Pacte Logement ginn automatesch Wunnengen an d'ëffentlech Hand gefouert.

Gläichzäiteg musse mer natierlech garantéieren, dass mer an den nächste Joren och déi néideg Budgete garantéieren, fir dass mer déi Instrumenter, déi mer hei schafen, och voll notze kënnen.

A scho mat deem heite Budget hu mer d'Depensë fir de Logement weider gehéicht. Et gouf jo de Spezialfong geschaf an dee gëtt dëst Joer mat 80 Milliounen Euro gespeist. Dee Montant soll an den nächste Jore weider an d'Luucht goen, fir dann an der Period tëscht 2020 an 2024 op e Gesamtmontant vun 900 Milliounen Euro ze kommen. An dat ass eeben, mengen ech, wierklech den Challenge an do musse mer kucken, dass mer an deenen nächste Joren déi Moyenen opgedriwwe kréien an och garantéiert kréien, fir dass mer de Finanzement fir de Pacte Logement a sengem komplette Potenzial grad wéi alleguerten déi grouss ëffentlech Wunnprojeten, déi ustinn - Elmen, Wunne mat der Wooltz, NeiSchmelz an och anerer -, finanzéiert kréien an och esou séier wéi méiglech virukommen.

En anere Punkt: d'Mobiliséierung vu bebaubarem Wunnraum - am Perimeter, wéi gesot, 2.900 Hektar Wunnraum, ëmgerechent fir 300.000 Leit. A mir wëssen, dass déi Besëtzverhältnisser ganz ongerecht verdeelt sinn, well 20 % vun dëse Proprietären d'Hallschent vun dem disponibele Bauland besëtzen.

An duerfir brauche mer Instrumenter wéi de Baulandvertrag och elo ganz séier, an dass d'Gemengen dann och dat uwenden op hiren Terrainen, déi elo schonn am Perimeter leien. Wann een e Baurecht net notzt, da brauch een et och net do leien ze loossen an da kann et och zréck an den Différé klasséiert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Här Benoy, erlaabt Der, dass den Här Lies lech eng Fro stellt?

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President. Awer ech soen och dem Här Benoy Merci, datt ech em eng kuerz Fro ka stellen. Den Här Benoy huet elo just vun Elmen geschwat. En huet awer virdru gesot, datt d'Perimetererweiderung net méi géif a Fro kommen. Et ass just verwonnerlech, datt Elmen ëmmer nees en évidence gesat gëtt, datt dat Projete sinn, déi federführend, déi effektiv wichteg sinn - do huet de Perimeter missen erweidert ginn. Géif dann déi gréng Fraktioun haut nach eng Kéier esou e Projet wéi Elmen autoriséieren? Respektiv: Déi gréng Fraktioun, wann et drëm geet an effektiv, Dir hutt en Terrain nieft lech an Dir géift derzou forcéiert ginn, deen ze verkafen, géift Der dee verkafen an net fir Är Kanner halen? Merci fir d'Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci. Den Här Benoy huet erëm d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Also d'Prioritéit muss ganz kloer doranner leien, dass mer kucken, dass mer déi Terrainen, déi am Perimeter sinn, mobiliséieren. Mee mir hu kloer Prozeduren, wann et drëms geet, dass mer Saachen an de Perimeter huelen. An an deem Sënn kann een dat och net d'office ëmmer ausschléissen. Mee dofir hu mer souwisou Prozeduren. Mee d'Prioritéit muss ganz kloer doranner leien, dass mer déi Terrainen am Perimeter mol prioritär mobiliséiert kréien.

An ech kann lech op déi aner Fro net äntwerten, well ech hunn nämlech keen aneren Terrain iergendwéi ronderëm. Mee ech ginn awer dovun aus, dass

ech scho mengen, dass et wichteg ass, dass een dee mobiliséiere géif. A wann d'Proprietäre se net mobiliséieren, mee da solle se derfir bezuelen. An da kënne mer domadder ëffentleche Wunnraum schafen. Et ass nämlech dorëms, wou et geet.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Sou, zréck zu menger Ried: Wa mer dann och wëssen, dass de Lëtzebuerger Staat just 10,9 % vun dem disponibele Bauland besëtzt, an dass de Gros dovunner och grouss Industriefrichë sinn, verdäitlecht dat nach eng Kéier, dass mer ons déi néideg Méiglechkeete musse ginn, fir d'Proprietären derzou ze bréngen, eebe méi Wunnraum ze schafen.

Mam Pacte Logement 2.0, dem Gesetzesprojet vun dem Baulandvertrag an dem Remembrement ministériel wäerte mer dat och maachen. Fir mech ass d'Grondsteierreform - an och fir meng Fraktioun - awer och en Instrument, wat wichteg ass, wat mer esou séier wéi méiglech musse ginn, eeben och fir dat als Instrument vun der Mobiliséierung ze notzen, nieft natierlech och Instrumenter, déi ons hëllefen, eidel stoend Wunnengen ze mobiliséieren. Well, wéi ech virdru gesot hunn, dat Instrument, wat de leschte Pacte Logement geschafen huet, ass do net zefriddestellend.

An ech rappeléiere wéi gesot nach eng Kéier: Mir kéinte mat deem Bauland, wat am Perimeter ass, fir 300.000 Leit Wunnenge schafen, an dës Proprietéite gehéieren zum ganz groussen Deel enger räicher Minoritéit.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, ...

Motion 7

Soutenir l'envol du Pacte Logement 2.0

La Chambre des Députés,

considérant

a) la situation tendue du marché de l'immobilier résidentiel, à savoir l'évolution des prix et la pénurie de logements à prix abordables et partant les difficultés croissantes pour un nombre important de personnes à se loger à des prix abordables ;

b) la perspective d'accroissement sensible de la population et partant l'accroissement de la demande en logements à prix et à loyers abordables ;

c) les objectifs du Pacte Logement 2.0 :

- d'augmenter l'offre de logements abordables et durables,

- de mobiliser le potentiel foncier et résidentiel existant,

- d'améliorer la qualité résidentielle ;

d) le rôle clef qui revient aux communes lors du développement de nouveaux quartiers résidentiels, de la densification des quartiers existants, de l'identification et de la mobilisation des logements inoccupés, de l'amélioration continue de la qualité résidentielle,

invite le Gouvernement

a) à prévoir les moyens budgétaires nécessaires à la réalisation des objectifs du pacte logement 2.0 ;

b) à renforcer le rôle des promoteurs publics nationaux, à savoir le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché afin qu'ils puissent répondre aux attentes des communes lors de la mise en œuvre des dispositions du nouvel article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal ;

c) à mettre à disposition des promoteurs publics les ressources nécessaires afin qu'ils puissent donner un appui concret aux communes pour le développement des logements prévus à l'article 29bis précité et pour la gestion locative de ces logements locatifs abordables ;

d) à mettre à disposition de la cellule d'évaluation du Ministère de l'Intérieur les ressources nécessaires afin qu'elle puisse donner un appui efficace aux communes tout au long de la procédure de mise en place d'un plan d'aménagement particulier ;

e) à assurer un accompagnement adéquat pour les communes lors de la phase d'élaboration et la mise en œuvre du « Programme d'action local pour le Logement » à travers les conseillers logement et les ressources propres des ministères concernés ;

f) à assurer la mise en place à cet d'effet d'un réseau « conseiller logement » pouvant accompagner, en étroite concertation avec les services du Ministère du Logement et du Ministère de l'Intérieur, les communes dans leurs efforts de réaliser les objectifs du Pacte Logement 2.0 ;

g) à finaliser et à promouvoir l'analyse du potentiel de développement et une gestion active et stratégique du foncier communal, notamment en suivant la méthodologie « Raum+ », en vue de l'élaboration du « Programme d'action local pour le Logement » ;

h) à renforcer le conseil aux communes pour le développement de plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » qui répondent tant à la nécessité de réalisation de logements abordables que de quartiers résilients au réchauffement climatique ;

i) à analyser le développement d'autres outils nécessaires à une mobilisation du potentiel foncier comme par exemple une imposition nationale des logements inoccupés ;

j) à présenter chaque année, dans le cadre du débat à mener en Commission du Logement et au sein de la Chambre des Députés au sujet du rapport sur le fonctionnement et les activités du Fonds spécial de soutien au développement du logement, un rapport de mise en œuvre du Pacte logement 2.0 et un rapport financier des projets réalisés ;

k) à procéder, sur la base de ces bilans annuels, à une évaluation intermédiaire de la mise en œuvre du Pacte logement 2.0 et de son impact financier, devant être présentée avant la fin de l'année 2025.

(s.) François Benoy, Semiray Ahmedova, Yves Cruchten, Marc Goergen, Max Hahn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, merci. Merci villmools.

M. François Benoy *(déi gréng).*- ... ech géif lech dann eng Motioun iwwerreechen, déi ënnerschriwwen ass vun de Gréngen, der LSAP, der DP a vun de Piraten, wou et eeben drëm geet, fir d'Ënnerstëtzung zum Pacte Logement ze ginn, a virun allem och fir ze pushen, dass mer hei nach besser virukommen, a verschidde Saachen ze garantéieren.

D'Motioun stellt fest, dass mer eng ugespaante Situatioun um Logementsmaart hunn, souwuel, wat déi héich Präisser, wéi och de Manktem u Logement ugeet. Mir halen et nach eng Kéier fest - d'Objektiver vum Pacte Logement 2.0 -, dass et drëms geet, d'Offer vun abordabele Logementer ze erhéijen, dass mer d'Mobiliséierung vun net bebautem Terrain an eidele Wunnengen domat wëllen erreechen, dass mer d'Wunnqualitéit wëlle verbesseren. An en ënnersträicht dee wichtege Rôle vun de Gemengen am Beräich vum Logement: sief et bei der Entwécklung vun neie Quartieren, bei der Verdichtung vu besteeënde Quartieren, bei der Identifizéierung an der Mobiliséierung vun eidele Wunnengen, a wann et drëms geet, dass mer d'Wunnqualitéit verbesseren.

D'Motioun invitéiert dann d'Regierung, dass déi néideg budgetär Moyene fir d'Ëmsetzung vum Pacte Logement zur Verfügung gestallt ginn; dass mer déi ëffentlech Promoteure stäerke bei der Ëmsetzung vun deem wichtegen, vun deem zentralen Artikel 29bis; dass d'Gemengen ënnerstëtzt gi bei der Entwécklung vun ëffentleche Wunnengen an deem Kader, bei der Gestioun vun de Locatiounswunnengen; dann, dass mer och d'Cellule d'évaluation vum Interieur ënnerstëtzen, dass si déi Ressourcë kréien, déi se brauchen, fir d'Gemengen nach méi effikass bei der Entwécklung vu PAPen ze ënnerstëtzen; dass mer garantéieren, dass d'Gemengen och déi néideg Ënnerstëtzung kréien am Kader vun der Elaboratioun vun hire lokalen Aktiounspläng fir de Logement, sief et iwwert de Logementsberoder oder iwwert déi zoustänneg Ministèren; dann, dass d'Analys iwwert d'Entwécklungspotenzial an eng aktiv a strateegesch Gestioun vun den Terraine finaliséiert gëtt, dass mer Mesuren entwéckele fir eidelt Bauland an och eng national Besteierung vun eidel stoende Wunnengen, an dass mer all Joer am Kader vum Debat iwwert de Fonds spécial och e Rapport iwwert d'Entwécklung vum Pacte Logement 2.0 virgeluecht kréien an, op Basis vun deene järleche Rapporten, eeben en Tëschebilan zur Halbzeit vum Pacte Logement 2.0 maachen, wou et och iwwert d'Ëmsetzung an anerersäits de finanziellen Impakt geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems de Pacte Logement 1.0 säin Zil net erfëllt huet, well e keng Wunnengen, mee Infrastrukturen ënnerstëtzt huet, kréie mer elo e Pacte Logement 2.0, dee wierklech Wunnenge schaaft. D'Gemenge ginn ënnerstëtzt a kréie Moyenen, fir déi Missiounen ze iwwerhuelen. D'Zäit vun de faulen Ausrieden ass eriwwer. An Zukunft entsteet bei all Bauprojet automatesch och ëffentlechen a bezuelbare Wunnraum. An deen nächste Chantier muss elo d'Mobiliséiere vun den Terraine sinn!

An deem Sënn soen ech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här François Benoy. An d'Wuert huet direkt den Här Roy Reding. Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Huet de Pacte Logement 1.0 säin Zil net erreecht? Dat géif ech verneinen. De Pacte Logement 1.0 war do, fir de Gemengen ze hëllefen, der demografescher Entwécklung nozekommen. D'Stad Lëtzebuerg ass vun 80.000 op 120.000 Awunner geklommen. Dat bedeit, datt och Infrastrukturen néideg sinn: Schoulen, Crèchen, Sportsterrainen, Sportshalen an esou weider. Dat war d'Zilsetzung vum Pacte Logement 1.0 an déi ass erreecht ginn. Well de Gemenge gouf gehollef, deem kräftege Wuesstum do mat Infrastrukturen nozekommen.

War et e Pacte Logement? Nee - richteg! Et sinn nëmmen 2,2 % a Logemente gefloss. De Pacte Logement 2.0 soll dat dann elo besser maachen an d'Zil ass dann d'Kreatioun vun abordabelem Wunnraum.

Do stelle sech elo vill Froen, ugefaangen domat: Wat ass abordabel? An ugefaange virun allem mat: Firwat si mer an dëser Situatioun? Mir sinn eis all eens, parteiiwwergräifend, total, datt mer eng Wunnengskris hunn, datt d'Präisser explodéiert sinn, datt vill normal Leit sech hei am Land keng Wunnecht méi kënne leeschten, an et ass eng Katastroph. Mee firwat ass dat esou? An do muss ech soen - ech si frustréiert -: On tourne en rond.

Kommt mir maachen dach emol eng Kéier de Constat, datt mer an dëser Situatioun sinn, well mer am Hamsterrad sinn, well mer an engem blanne Wuesstumsdenke sinn! Jo, jidderee vun eis ass frou iwwer Wuesstum an et geet eis gutt a mir sécheren eise Pensiounssystem of, mee mir dréien am Hamsterrad.

Wat den honorabelen Här Lies Turbowuesstum genannt huet, dat nenne mir blanne Wuesstum ouni iergendwellechen Horizont, wou mer soen: Do hält et elo op. Mir hunn eng Zouwanderung vun iwwer 10.000 Leit pro Joer – 2019: 10.000, 11.000. Wéi wëlle mer dat packen? Geet dat hei Instrument duer? Nee, et geet net duer. Et geet ganz bestëmmt net duer. Mir packen dat net!

An dann eise Pensiounssystem: Wa mer wëssen, datt mer 2,5 schaffend Leit brauchen, fir ee Pensionär, ech wëll elo net soen duerchzefidderen, mee deem seng Rechter ze garantéieren, ma da wësse mer, datt mer fir 400.000 Pensionéierter eng Milliount schaffend Leit hei am Land brauchen.

Sidd Iech dach einfach emol bewosst, datt mer hei an eng Mauer rennen! Dat do geet net esou virun! Mir hunn nimools Steiergelder genuch an nimools Instrumenter genuch, fir deem doten entgéintzewierken an dem Zoubauen, dem Zoubetonéiere vu Lëtzebuerg en Enn ze setzen.

Mir mussen iergendwann eng Kéier hei éierlech Faarf bekennen: Wat wëlle mer? Wëlle mer Monaco ginn? Wëlle mer Singapur ginn? Et gëtt Argumenter derfir. Mee da wëlle mer dat. Dann hu mer 15- oder 30-stäckeg Haiser a mir liewen an engem urbane Raum. Oder wëlle mer e Lëtzebuerg hunn, wou den normale Mënsch nach en normale Wunnraum huet? Wou en nach ee Gäertchen huet oder wéinstens e Balcon huet? Wa mer dat wëllen, ma da musse mer bremsen! Et geet net esou virun! An all déi Litaneien, déi ech dann hei héieren ... Et geet net esou virun, soss sti mer hei a fënnef Joer an an zéng Joer an a 15 Joer a mir soen: „Elo brauche mer de Pacte Logement 5.0." Et geet net. Mir sinn am Hamsterrad. Mir mussen eraus. Gitt Iech däers bewosst, léif Kolleegen!

An da musse mer bedenken: Wat sinn d'Follgekäschte vun deem Wuesstum?

Infrastrukturen: An der Stad Lëtzebuerg gëtt et emol keng Hal méi, wou ee ka Volleyball spillen. Et gëtt net méi genuch Futtballsterrainen. Wat musse mer alles maachen, fir deem Bevëlkerungswuesstum nozekommen? D'Leit wëlle jo net nëmme wunnen. Si wëllen och Schoule fir hir Kanner. Si wëlle Fräizäitinfrastrukturen. Wéi wëlle mer dat alles op eng Rei kréien? Ech denken net, datt dat esou méiglech ass, wa mer esou virufueren.

D'Definitioun vum Logement abordable: Et deet mer leed, fir mech ass et eng Heresie, wann e Logement abordable ass, wann de Staat oder d'Promoteurs publics „assurent l'attribution aux locataires ou aux acquéreurs". Nee! E Logement abordable ass, wann ech mer als Locataire kann eng Wunnecht leeschten, wa se 10, 12 oder mengetweegen och nach 14 Euro de Meterkaree kascht, mee net, well deen oder deen oder deen attribuéiert. An ech hunn et hei schonn x-mol gesot. Ech weess, ech maachen Iech midd, mee d'Privatpromoteure kënnen dat dote genau esou gutt erleedegen.

Wann de Staat och nëmmen eng Garantie, déi hien null Frang géif kaschten - null Frang! - géif gi fir Residencen an e géif de Promoteur privé zwéngen, fir 10, 15, 20 Joer laang déi Wunnechten no soziale Krittären ze verlounen, da géifen d'Privatpromoteuren dat maachen a mir bräichte keng Staatsbeamten an enger Société nationale des habitations à bon marché oder an engem Fonds du logement. Et géif méi séier a méi bëlleg gebaut ginn a mir hätte méi séier abordabele Wunnraum. Wat ausschlaggeebend ass, ass de Loyer, dee muss bezuelt ginn, a soss guer näischt!

Dann e Wuert zum Conseiller logement: Ass et e Conseiller oder ass et en Tuteur? Ginn d'Gemenge beroden oder gi se ënner Tutelle gesat? Eng Fro, déi ee sech ka stellen. De Conseiller logement: « [Sa] mission couvre: […] la coordination, l'encadrement, le suivi de la mise en œuvre […] du Programme d'action local logement [et] l'élaboration et la soumission des bilans annuels ». Dat kléngt fir mech einfach nëmmen no méi Bürokratie, no méi Käschten, no méi Steiergelder, déi investéiert ginn.

Brauch ech als Gemeng, ganz seriö, e Conseiller, dee mer seet, wou ech soll Terrainen opkafen, wou ech an engem PAP wëll participéieren, soe mer och nach ënnert de Krittäre vum Pacte Logement 2.0, wéi ech dat geréieren? Nee. Duerfir brauch ee kee Conseiller. Duerfir brauch ee Leit mat gesondem Mënscheverstand, déi dat maachen. Dat soll net op Staatsniveau organiséiert ginn. Dat kann um Niveau vun der Gemeng am Kader vun der Autonomie communale gemaach ginn.

Dann erlaben ech mer, an dësem Kontext un eng ural Fuerderung vun der ADR ze erënneren, dat ass den nationale Regëster fir Leit, déi sozial Wunnechten oder erschwéngleche Wunnraum sichen. Do kënne mer emol eppes maachen. Dat kascht net deier, et kascht warscheinlech guer näischt, a mir hunn en transparente Regëster vu Leit, déi op der Sich no Wunnechte sinn, an et gëtt net dräi oder véier Liste-d'attenten, et gëtt eng. An do brauche mer transparent Krittären.

Fundamental berout dëse Projet op enger falscher Iddi. Déi falsch Iddi ass ze soen: „Ma mir ginn dem Promoteur 10 % oder 15 % oder 20 %, wat och ëmmer, méi Surface constructible. Déi ginn an d'ëffentlech Hand, da kascht et d'ëffentlech Hand näischt an de Promoteur verléiert näischt." Dat ass ganz einfach falsch! Et ass net wouer.

Wa mer elo emol einfach d'Bauplazen huelen an engem Lotissement: en Hektar, sot de Gast Gibéryen, wéi mer driwwer diskutéiert hunn, ass en Hektar. A wann ech op deem Hektar kann esou vill Plaze maachen à sou vill Ar, oder ech kann 20 % méi Plaze maachen zu esou vill manner Ar, ma da sinn déi Bauplaze manner wäert! Déi Bauplazen, déi ech ofgi fir näischt un d'ëffentlech Hand, ass jo déi eng Saach. Mee déi, déi ech behalen, si manner wäert, wéi wann ech hätt kënne mäin urspréngleche Projet maachen.

Kommt mir soen einfach …, einfach iergendee Beispill: 20 Plazen à 7 Ar oder 26 Plazen à 5 Ar - da sinn déi 20 Plazen à 5 Ar, déi ech behalen, manner wäert wéi meng 20 Plazen à 7 Ar, déi ech urspréngelech hat.

Also, haalt op mam Märchen: „Dat kascht de Promoteur näischt." Et ass net wouer! Et kascht de Promoteur. Et ass eng Enteegnung.

A bei Appartementshaiser … Ok, do kann een nach soen: „Ass meng Unitéit elo manner wäert, well méi Unitéite gebaut ginn?" Vläicht net. Mee wat fir eng Krittäre ginn ugewannt? Wéi däerf d'Gemeng oder de Staat oder de Promoteur public wielen? Däerf en egal wat wielen? Däerf en dem Promoteur sämtlech Studioen ewechhuelen, déi sech am beschte verkafen? Oder hëlt en d'Penthaus ewech, dat am meeschte wäert ass? Ee Meterkaree ass net ee Meterkaree! Genausou wéi een Hektar een Hektar ass, ass ee Meterkaree an engem Appartementshaus net ee Meterkaree.

Elo kënnt dann nees déi grouss Geschicht vun der Besteierung vun eidele Wunnechten. An ech schumme mech scho bal - well mir hu virun zwou Wochen driwwer geschwat -, dat ze widderhuelen, wat ech deemools gesot hunn: Wéisou steet Wunnraum eidel? Wunnraum steet eidel aus verschiddenen Ursaachen.

Wunnraum steet eidel, well en an enger Succesioun läit, wou Associatioune geierft hunn. Déi mussen eng extreem komplizéiert Prozedur maachen, fir e kënnen an d'Vente ze bréngen. A wann den Agrement vum Leschte kënnt, ass den Agrement vum Éischten ofgelaf. Ech hunn et scho gesot: Schaaft dat of! Dat kascht kee Su Steieren. Kee Su! An et bréngt Wunnraum vill méi schnell op de Maart.

Wunnraum steet eidel, well ech e Projet hunn, e Projet vun engem PAP, a well ech mer soen: „Ma wann ech elo e Locataire drasetzen a mäi PAP gëtt geneemegt, da kréien ech deen net eraus." Erlaabt endlech, à durée déterminée ze verlounen. Et kascht de Staatsbudget kee Su an et mobiliséiert direkt eidel stoende Wunnraum.

Wunnraum steet eidel, well ech weess: An zwee oder dräi Joer ass meng Duechter fäerdeg mat de Studien an da brauch ech d'Appartement fir et. Erlaabt e Contrat à durée déterminée, deen duerchsetzbar ass um Geriicht, soudatt ech schnell eng Decisioun kréien, datt dee Locataire eraus muss. Dat kascht de Staatsbudget kee Su an dat mobiliséiert direkt eidel stoend Wunnechten.

Renovatioun: Ech hat elo nach perséinlech eng Affär vun engem Appartement, dat dréngend muss renovéiert ginn. Et ass marod. D'Leitunge si marod, d'Elektresch ass net méi an den Normen, d'Volete ginn net méi erop, et muss de fond en comble renovéiert ginn.

Da gëtt d'Requête ofgeleent, well ech jo net bewisen hunn, datt ech dat wierklech wëll maachen oder et wierklech néideg ass. Ma wéi géif een et da maachen? Et ass absurd! Esoulaang wéi e Proprietär säi Wunnraum net ka recuperéiere fir eng seriö Renovatioun, wat qualitativ héichwäertegen an energeetesch bessere Wunnraum géif schafen, esoulaang schwätze mer hei fir d'Kaz!

Alles dat si Mesuren, déi de Steierzueler kee Su kaschten, déi mer muer kéinten afféieren, ouni komplizéiert Gesetzer.

TVA Logement … De Kolleeg Lies huet et gesot: Et ass eng Katastroph! Mir sinn eis dach heibannen eens: Logement ass e Bien de première nécessité. Ech hunn d'lescht Woch plaidéiert, datt d'TVA op Bicher an op Zeitunge komplett soll ofgeschaaft ginn. Um Logement kéint se komplett ofgeschaaft ginn. An da soe mer nach: „Mir maache se op 3 %." An egal, ob ech et kafe fir mech, fir dran ze wunnen, oder ob ech et kafen, fir et ze verlounen - et ass dach finalement fir den Endkonsument e Bien de première nécessité. Eng Mesure, déi de Staatsbudget zwar eppes kascht, mee déi sënnvoll ass an déi d'Saach géif méi einfach maachen.

Dës Regierung ass e Präisdreiwer! Et ass dermat ugaang, datt op d'Mietwunnechten d'TVA vun 3 % op 17 % eropgaangen ass, an da wonnere mer eis, datt d'Loyeren eropginn. All Mesuren, an och dës - an och dës! -, dreiwen d'Präisser an d'Luucht. Well dee Promoteur, deen e Schued erleit doduerch, datt säi gesamt Lotissement manner wäert ass, ma dee schléit dat op d'Präisser drop. Maacht lech dach näischt vir! Dir dreift heimat alt nees eng Kéier d'Präisser!

Dann nach just e klengt Wuert zu de grénge Kolleegen.

Plusieurs voix.- A!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Dir schwätzt vu Spekulatiounssteier, vu Bauflicht. Gläichzäiteg sot Der „Kompensatioune fir den zougebautene Raum", „80 % vun den Aarte sinn a Gefor". Jo, 80 % vun den Aarte sinn a Gefor. A wéi schütze mer déi? Et kann een net kompenséieren! En zougebautenen Hektar ass en zougebautenen Hektar! Wa mer wëllen Aarteschutz bedreiwen, wa mer wëlle Biotopschutz bedreiwen, ma dann däerfe mer net d'Gréngflächen zoubauen, point à la ligne! An dat kritt een net kompenséiert, à moins, datt mer fusionéiere mat der Province de Luxembourg, wat vläicht eng ganz gutt Iddi wier. Mee et kritt een en zougebautenen Ar, en zougebautenen Hektar nimools kompenséiert.

Brauche mer en Nohaltegkeetsdësch? Dee brauche mer. Brauche mer e Rentendësch? Dee brauche mer. Mee de Pacte Logement 2.0, et deet mer leed, Kolleegen, dat ass net d'Léisung.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Excellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol merci der Rapportrice. Dem Semiray Ahmedova villmools merci fir de Rapport a fir dësen Debat, dee mer hei kënnen hu ronderëm de Pacte Logement 2.0.

D'Virriedner hunn et scho gesot, et muss een natierlech fir d'éischt e Wuert zum Pacte Logement 1.0 soen. Et ass evident. Bon, et gouf scho gesot, ech mengen et ass awer wichteg, nach eng Kéier ganz kloer ze soen, dass de Pacte Logement 1.0 en Echec war, wann een d'Zilsetzung kuckt vum Objectif, Logement ze kreéieren. Et ass och ganz kloer gesot ginn am Pacte Logement 2.0, dass den 1.0 « a [...] failli d'atteindre son objectif ». Dat muss ee kloer ënnersträichen, wann een och de Pacte Logement 2.0 wëll kucken, mat sengen Objektiver.

2,2 % vun de Fonge sinn an d'Kreatioun vu Wunnenge gaangen am Pacte Logement 1.0. Dat ass also en absolutten Echec.

Wa mer elo déi dräi Ziler kucken, déi de Pacte Logement 2.0 huet, betreffen zwee dovunner ganz kloer d'Kreatioun vu Wunnraum. Ech zitéiere se eng Kéier kuerz: „augmentation de l'offre de logements abordables" a „mobilisation du potentiel foncier et résidentiel". D'Ziler sinn also relativ ambitiéis, virun allem also en vue vum Echec vum Pacte Logement 1.0. Ech hoffen, mir sinn eis däers bewosst. De Pacte Logement 2.0 ass fir eis awer net de Paradigmewiessel, wéi et vum Minister ëmmer duergestallt gëtt!

Mir vergläiche gären d'Logementskris, an där mer sinn, mat enger Sintflut, wéi mer se e bësselchen haut hunn, a mir hu schonn ee Meter Waasser am Keller stoen. Da bréngt et näischt, Waasser mat engem Eemer erauszehuelen, well d'Waasser leeft méi séier eran, wéi een et erauskritt. Do muss een dann d'Pompjeeë ruffen, déi mat der ganzer Maschinerie kommen. De Pacte Logement 2.0 ass awer de Männche mam Eemer. D'Präisser an d'Knappheet vun abordabele Wunnenge wuesse méi séier wéi dat, wat d'Regierung mat hirer Logementspolitik där Kris entgéintsetzt. Den Ecart tëscht dem Besoin an der Offer un abordabelem Wunnraum gëtt ëmmer méi grouss. Mir hunn d'Waasser also bis zum Hals stoen. A wann näischt geschitt, dann ersaufe mer geschwënn!

E wierksame Pacte Logement misst awer an eisen Aen éischtens emol obligatoresch si fir all Gemeng, mat festgeschriwwenen Ziler fir den abordabele Wunnengsbau. De Fokus ganz kloer op Locatiounswunnenge leeën. Als Riichtwäert nennen ech hei d'Zuel 30.000. Ech hu se hei schonn e puermol genannt. Esou héich huet d'Caritas de Besoin un abordabele Locatiounswunnenge festgeluecht virun e puer Joer. Bis Oflaf vum Pacte Logement missten also - bis 2032 - 2.500 abordabel Locatiounswunnenge pro Joer gebaut ginn. Mat dësem Pakt a mat den ëffentleche Projete vum Fonds du logement a vun der SNHBM, komme mer knapps op een Drëttel dovunner.

E vill méi héijen Taux bei den abordabele Wunnenge bei PAPen ab zéng Unitéite miss festgeluecht ginn. Mir mengen do minimum 30 %.

Mir missten och Schluss maache mat dem Kusche virun de private Promoteuren a keng Erhéijung vun der Occupation du sol zouloossen, déi nach méi Wunnengen op den ausser Kontroll gerodene Privatmarché bréngt.

Mir bräichten och encadréiert steierlech Mesuren. Mir missten agräife bei der Taxatioun vun eidele Wunnengen a broochleienden Terrainen. Dat hu mer hei schonn e puermol gesot.

An d'Virkafsrecht misst esou séier wéi méiglech erëm applikabel ginn, fir dass et fir d'Gemengen, am Zesummespill mat steierleche Mesuren, wierklech e sënnvolle Bäitrag leeschte kann.

Alles dat ass awer net geschitt. Nee, et geet viru mat klenge Kurskorrekturen, déi kee Privileeg a Fro stellen. Dat ass immens problematesch, well et ëmmer méi esou ass, dass eng kleng Grupp Personnephysiquen a -moralle ganz vill Privileegien hunn, wärend ëmmer méi Leit iwwerhaapt keng hunn, mee just nach Misär. Wann de Minister gären d'Recht op Wunne realiséiere wëll, wéi et viru Kuerzem geheescht huet, da geléngt dat net esou. Hei gëtt éischter d'Recht weidergeschriwwen, dass einfach jidderee ka maachen, wat e wëll. Fir räich Investoren a Promoteuren ass dat ganz vill. Abee, fir all déi aner ganz wéineg!

De Pacte Logement selwer huet, nieft e puer Avancéeën, ze vill Lacunnen, déi an eisen Aen awer fundamental sinn. Éischtens emol ass de Pacte Logement, wéi scho gesot, fakultativ. Eng Gemeng muss also net matmaachen. Mir fäerten och, dass déi Gemengen, déi bis elo guer net aktiv waren, och elo net wäerte vill maachen. Bis elo gouf et jo och scho finanziell Incitatiffen, fir am abordabele Wunnraum täteg ze ginn. Wann et also ëm d'Sue geet, firwat hunn déi Gemenge bis ewell näischt gemaach?

Dat weist eis och, dass et net un de Sue läit, mee dass et aner Facteure gëtt, déi d'Gemengen decouragéieren, aktiv ze ginn am abordabele Wunnraum. Soulaang e fakultativ bleift, wäert de Pacte Logement 2.0 a ville Gemengen am ënneschten Tirang leien.

Mir hunn et scho laang ëmmer erëm gesot an et och mat Motioune gefuerdert: De Logement abordable muss eng Responsabilité communale ginn. Bedeelegung um Logementsbau dierf net fräiwëlleg sinn.

D'Gemenge kënne sech konventionéiere loossen an och pro Awunner an der Gemeng eng Dotation financière unique kréien, ouni onbedéngt maassgeeblech an de Logement ze investéieren. Dat ass jo dann hei virgesinn. Dës Lacune gouf als gréisste Schwächt am Pacte Logement 1.0 ausgemaach - zu Recht! De Wuesstum vun de Gemenge gouf finanzéiert, mee Logementer, wéi hei scho gesot gouf, goufe ganz wéineg gebaut. Dat neit Gesetz gesäit awer elo net vir, dass eng Gemeng Wunnenge schafe muss.

Esou ass et méiglech, dass eng Gemeng vu 16.000 Awunner zum Beispill 400.000 Euro kritt mat der Dotation unique am Ufank, déi awer alles a Kommunikatiounsmesuren an an d'Verbesserung vum Liewenskader an de Quartieren investéiert. Dat sinn natierlech och wichteg Beräicher. Jo. Mee et geet awer laanscht d'Zil vum Pacte Logement, also laanscht d'Zil vum Besoin a vun der Kreatioun u Wunnraum. An dat ass esou, well déi dräi Kategorien, déi am Gesetz sinn, menger Meenung no ganz komesch festgeluecht sinn. Ech gi kuerz dorobber an.

Déi éischt Kategorie, genannt „Acquisition d'immeubles", dat ass eigentlech déi interessantst Kategorie. Si gesäit kee minimale Pourcentage vir, mee e maximale Pourcentage vu 50 %. Déi zweet Kategorie, „Cadre de vie et rénovation urbaine", gesäit e maximalen Taux vir vu 50 %. An déi drëtt Kategorie, „Ressouces humaines et communication", huet e minimalen Taux vu 25 %. Mee et soll emol ee mir erklären, firwat et net e minimalen Taux bei där éischter Kategorie, also bei där interessanter Kategorie gëtt? Ausser ech hunn hei eppes falsch verstanen. Wann een dat mat der Reduzéierung vun de Pourcentagë fir de Logement abordable bei de PAPe kuckt, da wierkt et fërmlech, wéi wann hei eng Brems agebaut gi wier.

Mir hunn duerfir ëmmer gesot, dass all Gemeng misst am soziale Wunnengsbau engagéiert sinn an en Zilwäert vun zum Beispill 10 % soziale Wunnengsbau fir all Gemeng misst gëllen, mat sënnvolle Flexibilitéiten natierlech, jee no Gemeng. Dat schéngt eis eng Evidenz, well wunnen ass e Mënscherecht!

Am Pacte Logement awer ass keng Zilsetzung definéiert. A bei Strategien a Programmer, wou et keng Zilsetzunge gëtt, kann een och keen Zil erreechen.

Wann eng Gemeng awer elo aktiv matmécht a subventionéiert Wunnenge baut oder baue léisst, da gëtt et keen Ënnerscheed tëscht Vente a Locatioun. Eng Gemeng kritt 19.000 Euro pro Wunneng, egal, ob déi verlount gëtt oder mat enger Emphyteos um Terrain verkaf gëtt. Mir verstinn och dat net, well et jo awer ëmmer méi unerkannt ass, och vum Ministère, dass mer u sech lokativ abordabel Wunnenge brauchen.

De Fall gesat, eng Gemeng geet op de Wee, fir selwer Locatiounswunnengen ze bauen, da wier dat eng Gemeng, déi hir Responsabilitéit iwwerhëlt. Ob se se awer tatsächlech iwwerhuele kann, hänkt an eisen Aen och dovunner of, ob se d'Moyenen opbrénge kann, fir de sozialen Encadrement vun de Bewunner ze assuréieren. Och dat ass hei schonn ugeschwat ginn.

Net ëmmer gëtt dee gebraucht, mee oft awer schonn. Mir mengen, dass vill Gemengen och virun deem zréckschrecken. An de Conseiller logement, deen hei matfinanzéiert gëtt, ass jo net fir dee Volet zoustänneg. Duerfir menge mir och, an dat hunn ech och schonn hei ugeschwat, dass d'Gemengen definitiv méi Moyene musse kréie fir eebe justement déi Gestioun, de sozialen Encadrement vun de Bewunner.

Kuerz: Mir mengen, dass Geldtransferten un d'Gemengen eleng net duerginn. Eng Gemeng ka jo haut och scho 75 % Käschtebedeelegung vum Staat fir eng subventionéiert Wunneng kréien. Natierlech mussen d'Gemenge finanziell gehollef kréien, beim Logement sécherlech méi wéi soss enzwousch. Mee dëse Finanzement muss awer d'Géigeleeschtung si fir eng méi staark Responsabiliséierung vun de Gemengen am Wunnengsbau.

Eng vun den Neierungen hei, wann net déi Haaptneierung, ass jo déi automatesch Cessioun vum Terrain respektiv vun de Wunnengen un d'Gemengen, wat mir natierlech begréissen. Ma wann dës an der originaler Fassung nach interessant wor, esou ass se et no der Regierung hiren Amendementer net méi. D'Wunnenge musse jo elo vun der Gemeng oder vum Staat iwwerholl ginn, wat och richteg ass. Wann ee sech an Erënnerung rifft, dass déi Cessioun motivéiert ass duerch de Besoin un abordabelem Wunnraum, da freet ee sech, firwat déi Pourcentagen erofgesat goufen. De Pacte Logement ass duerch dës Ännerung e gutt Stéck manner ambitiéis ginn. Och dat ass hei schonn ugeschwat ginn.

Ee Beispill kuerz: E PAP mat engem reklasséierten Terrain vun 300 Logementer hat am urspréngleche Text 90 abordabel Wunnengen op de Marché bruecht. Mat den Ännerungen awer sinn dat der elo just nach 60. Dat ass awer e konsequenten Ecart, besonnesch wann ee weess, wéi vill Logementer gebraucht ginn, a wann ee weess, dass d'Regierung reng op de Volet nei abordabel Wunnengen iwwert de Bau an d'Acquisitioune setzt an d'Mobiliséierung vum Potentiel existant a Loyerspolitik ausblent. Mir hätte gär gewosst, wat dës Verwässerung motivéiert huet. Och dat ass eis nach ëmmer net ganz kloer.

Bei de PAP nouveaux quartiers, déi schonn am Bauperimeter dra sinn, war den Usproch vun Ufank u kleng. Do ass e bei 15 % festgeluecht. An deene meeschte Gemenge sinn d'PAGe schonn duerch. Dat heescht, déi meescht PAPe si schonn am Bauperimeter dran, wouduerch dovunner auszegoen ass, dass virun allem elo mol PAPen ëmgesat ginn, déi 15 % virgesi fir den abordabele Wunnengsbau. Dee méi héije Pourcentage, also vun 20 %, gräift deemnächst wuel éischter wéineg. Et ass fir eis eng Drëps op de waarme Steen, de Männche mam Eeemer am Keller also.

An d'Fiche financière, déi ass och relativ wéineg ambitiéis, wann ee sech de Besoin ukuckt, virun deem mer stinn. D'Enveloppe budgétaire fir de Pacte Logement 2.0 ass genee déi selwecht wéi déi beim Pacte Logement 1.0. Mir verkennen net, dass dës Kéier de Pakt méi staark op de Finanzement vu Wunnengen ausgeriicht ass. An trotzdeem, de Logement bleift eng ënnerguerdent Prioritéit an der Budgetspolitik vun der Regierung. A fir eis ass dat verantwortungslos, vu dass mer an enger Logementskris sinn.

An da kuerz nach eng Kéier zum Cessiounsmechanismus. Dat ass eigentlech dee gréisste Skandal fir eis. Mat den Amendementer ass nämlech Follgendes geschitt - an dat ass och schonn hei ugeschwat ginn -: D'Ambitioun bei der Zuel vun den abordabele Wunnengen ass jo erofgesat ginn a gläichzäiteg ass d'Baupotenzial fir de Promoteur am net abordabele Beräich eropgesat ginn duerch d'Erhéijung vun der Occupation du sol ëm 10 %. De Promoteur profitéiert also zweemol.

D'Erhéijung vun der Occupation du sol ëm 10 % ass jo awer net mat enger eemoleger Transaktioun ze vergläichen, net an engem Land, wou d'Präisser vun den Terrainen all Joer ëm en zweestellege Beräich eropginn a soumat zousätzleche Wunnraum op deenen Terraine fir de Promoteur nach zousätzlech Plus-value-Gewënner an der Zukunft bedeit. Et freet ee sech, ob et hei drëms gaangen ass, fir maximal abordabele Wunnraum ze schafen, oder éischter, fir d'Marge bénéficiare vum Promoteur ofzesécheren.

Wat mécht hie mat där Marge bénéficiaire? E geet weider investéieren op engem Marché, op engem iwwerhëtzte Marché, wou eigentlech just nach déi déck Investore wierklech matspille kënnen a wou en Normalstierflechen näischt méi kritt. Et gëtt eng Konzentratioun um Wunnengsmarché. A mir wëssen, dass esou Konzentratiounen d'Ongläichheete wuesse loossen, net nëmme beim Logement.

D'Fro, wéi d'Plus-value iwwerhaapt entsteet fir e Promoteur, ass och hei ausgeklamert ginn. Déi entsteet jo eréischt doduerch, dass ee Gemengerot en Terrain an de Bauperimeter ophëlt, a si gëtt duerch ëffentlech Infrastruktur an Opwäertung vun engem Quartier duerch ëffentlech Gelder nach méi grouss. Well d'Gemeng dat mécht a muss maachen, wann iwwerhaapt eppes soll kënne gebaut ginn, muss se elo mat dësem Gesetz net nëmmen d'Logementer au prix de réalisation ofkafen, mee och nach d'Kontroll iwwert dat ofginn, wat op engem Terrain geschitt.

Ënnert dem Stréch ass de Pacte Logement fir eis ze schwaach, well en net obligatoresch ass. De Pacte Logement hätt kënnen zu engem Paradigmewiessel féieren, wann en obligatoresch gewiescht wier. En ass awer keng Äntwert op d'Wunnengsnout, well den Taux un abordabele Wunnenge wäit hannert deem läit, wat mer bräichten. De Pacte Logement wäert den Ecart tëscht dem Besoin an der Offer net méi kleng maachen, well en einfach net ambitiéis genuch ass.

De Pacte Logement brécht och net mat der Konzentratioun am Foncier, am Géigendeel. E gëtt deenen décke Promoteuren, déi vill Foncier hunn, nach méi Méiglechkeeten, ze investéieren a sech also Foncier ënnert den Nol ze rappen. De Pacte Logement iwwerléisst also weider de privaten Acteuren d'Spekulatiounsspill mam Buedem. E brécht also net mat där Logik.

Vill vun de kreéierte Wunnenge riskéieren nees, an d'Vente ze goen, well de lokativen Deel méi en Opwand fir d'Gemenge bedeit an déi net déi néideg Ressourcen hunn. De Conseiller ass zwar gutt gemengt an och néideg, fir d'Aktiounspläng auszeschaffen, mee d'Gemenge bräichten en Team bestoend aus Architekten, Bauspezialisten, Ekonomisten a Sozialaarbechter, déi d'Projeten an d'Leit begleeden.

De Cessiounsmechanismus u sech ass interessant am Sënn, dass d'Wunnenge mussen an der ëffentlecher Hand bleiwen, mee à la base ass dat awer kee Paradigmewiessel, well dem Privatpromoteur Konzessioune gemaach goufen, déi heeschen, dass d'Marge bénéficiaire identesch bleiwe soll. Den Interessi vu privaten Investore gouf hei virun den Interessi vun der Allgemengheet gesat.

De budgetären Opwand bleift tëscht dem Pacte Logement 1.0 an dem 2.0 quasi onverännert. Dat kann een och verdeedegen, wann een dovunner ausgeet, dass de Pacte Logement just een Hiewel ass vu villen. Dat ass awer hei net de Fall.

Mir sinn also net esou optimistesch wéi d'Rapportrice. Mir mengen éischter, dass dat heiten net vill mat der Logik wäert briechen an och net eng Äntwert ass op déi Situatioun, an där mir sinn. A mir wäerten deemno och mat Nee stëmmen.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, haut komme mir erëm zum Theema Logement, a sech wéi eng Sendung an Dauerschläif, quasi wéi eng Show, wou een ëmmer erëm op en Neits e puer Kandidaten eraschéckt, fir e Präis ze gewannen, awer ni ee Kandidat emol bis op den Usaz vun enger Finall kënnt. Esou kéint een och d'Logementspolitik vun dëser Regierung erklären. Et schéckt een ëmmer erëm nei Tester, awer ouni e Wandel an der Strategie, ouni de Problem un der Wuerzel unzepaken.

Fir eis Piraten ass ee vun de Problemer de Promoteur, deen als eenzegt Zil huet, méiglechst vill Profitt ze maachen op der Wunnengsnout vun de Bierger am Land. A sech ass dat eethesch eng ganz interessant Fro an Diskussioun, well de Steiersystem souwéi och d'Gesetzer an eisen Aen éischter fir Immobilienhaie schaffe wéi fir d'Famill, déi onbedéngt eng Wunneng brauch. Duerfir ass et och kritesch ze gesinn, dass dës Koalitioun e Kaddo un d'Promoteure gemaach huet mat méi Baufläch, mat, einfach, riichteraus gesot, méi Profitt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Här President, e bëssen zréckgebléckt, am Dezember 2019 hate mir schonns an enger längerer Diskussioun iwwert d'Iddie vum Pacte Logement 2.0 geschwat. Zwee Joer duerno, also haut, ass et dann esou wäit, dass d'Regierung dëse Pakt wäert stëmme loossen. D'Inhalter vu menger Ried wäerte sech haut am Fong net vill vun deene vu virun zwee Joer ënnerscheeden. Ech wëll och schonn am Viraus soen, dass mir Piraten direkt derbäi si fir all Initiativ, an där de Staat sech méi an de Wunnengsmarché amëscht. Ze vill gëtt dëse Marché aktuell sech selwer iwwerlooss, ze vill Schued gëtt doduerch an eiser Gesellschaft ugeriicht.

D'Wunnengskris betrëfft virun allem déi ekonomesch schwaach opgestallten Haushalter, ma net nëmmen. Ëmmer méi Leit, jo, och mat gudde Paien, kréien et finanziell net méi hin, fir Wunnengsbesëtzer hei am Land ze ginn. Zënterdeems dës Dräier-Regierung am Amt ass, sinn d'Präisser hei am Land weider - oder vläicht eréischt esou richteg - explodéiert. Dat ass Wansinn! Laut Eurostat si mir mat 17 % Präissteigerung am éischten Trimester 2021 op Plaz eent an Europa.

De Pacte Logement 2.0 soll derfir suergen, dass méi erschwénglech Wunnengen hei am Land gebaut ginn, méi Terraine mobiliséiert ginn, d'Wunnqualitéit am Land verbessert gëtt. Et ass een Instrument, mat deem versicht gëtt, déi verschidden Interessen vun de Gemengen an deene verschiddene Ministèren op eng Schinn ze bréngen.

Wéi och schonns virun zwee Joer gesot: De Pacte Logement 2.0 ass an éischter Linn e Kompromëss tëscht de villen ëffentlechen Instanzen am Bausecteur: D'Gemengen, eng Hellewull u Ministèren an zwee ëffentlech Bauträger sollen op eng Schinn bruecht ginn, fir de soziale Wunnengsbau hei am Land ze organiséieren. D'Philosophie vum Pacte Logement 1.0 op den 2.0 ännert och net esou vill, wéi gesot. Dat hei ass kee Paradigmewiessel. De Logement bleift ëmmer nach an der Kompetenz vu ville staatlechen Acteuren - jo, ze villen, fir wierklech propper a schnell schaffen ze kënnen. Mir Piraten bleiwen eleng dowéinst scho skeptesch, ob d'Pläng vum Minister wäerte Realitéit ginn.

D'Landesplanung bleift weiderhin e Kuddelmuddel tëschent iwwer 100 verschiddene Gemengen an och tëscht ville verschiddene Ministèren, wou oft Dossiere leie bleiwen, wou scho viru Joren hätte kënne grouss Wunnquartieren entstoen. Do gëtt dann oft näischt anescht gemaach, wéi dass de Problem vun engem Ministère op deen aneren, dann erëm op d'Gemeng gedréckt gëtt. Mee schlussendlech dauert et oft nach vill ze laang, bis konkreet Bauprojete realiséiert ginn.

Dat weist alt erëm, dass mer virun allem d'Bauprozeduren, déi aktuell vill ze laangwiereg an onkloer sinn, méi schlank musse maachen. Dofir mussen d'Landesplanungsgesetz an d'Logementsgesetz an deenen nächste Joren onbedéngt nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Här President, d'Gemenge kréie jee nodeem, wéi vill erschwénglech Wunnraum op hirem Terrain gebaut gëtt, Geld vum Staat. Et gëtt festgehalen, dass bei Wunnquartieren 10 % bis 20 % vun den Neibaute fir erschwénglech Wunnraum mussen disponibel sinn. Jo, dës Moossnam gefält eis Piraten an déi kënne mer ënnerstëtzen.

Allerdéngs geet eis d'Moossnam awer net wäit genuch, éischtens, well den Taux vun ufanks 30 % op elo 20 % erofgesat gëtt, an dat fanne mir net richteg. Dat ass keng Sozialpolitik. Do froe mir eis, wéisou ee virun enger Lobbyaarbecht vun de Promoteuren ageknéckt ass, wéisou d'Regierung schwaach ginn ass. Oder anescht gefrot: Wiem seng Interesse vertrëtt dës Regierung nach? Well net nëmme manner bezuelbare Wunnraum, nee, als Kiischt um Kuch kritt de Promoteur och nach e Kaddo gemaach, andeems hien 10 % méi u Baufläch bebauen dierf. Dat ass schnell an oft e Gewënn vu Milliounen, wuel verstane renge Profitt, fir de Promoteur, deen elo um Plateau zerwéiert gëtt vun dëser Dräierkoalitioun, bekanntlech eng Koalitioun, déi nach an der Steierpolitik sou munch Lächer opléisst, dass een dann och nach just wéineg Steieren op esou Profitter bezilt.

An där grénger Welt bezilt also hei d'Famill, déi eppes keeft mat hirem Erspuertem, de Profitt vun den Immobilienhaie mat. Heimat gouf eng Entscheedung geholl, dass déi Leit belount ginn, déi souwisou scho vun der Präisexplosioun um Wunnmarché profitéieren. Ech erënneren da jiddereen heimat dorun: Mir sinn nach ëmmer an enger Logementskris, déi eng grouss Partie Mënschen hei am Land an d'Aarmut dréckt a virun allem de Jonke jeeglech Perspektiv hëlt, fir kënne Besëtzer vun enger Wunneng ze ginn.

Déi Lobbyaarbecht vun de Promoteuren, d'Nogi vun der Regierung ass ee Grond, wéisou mir Piraten haut net wäerten dëse Projet matstëmmen. Mir brauchen endlech eng richteg Sozialpolitik hei am Land. Dat hei ass e Gesetz mat Ännerungen, wou dat kloer net méi de Fall ass.

Iwwerhaapt feelt am Pacte Logement 2.0 all Spuer, fir och de private Promoteuren Drock ze maachen, fir hir Bauten zu méi bëllege Präisser unzebidden. Et schéngt, wéi wann dës Regierung Angscht hätt virun dëse Promoteuren. Wann ech an dësem Rapport liesen, dass bei engem Bauprojet, wou e Quartier fir 65 Milliounen Euro gebaut gëtt - an elo haalt lech fest! -, de Promoteur 16 Milliounen Euro Benefiss mécht, da kann engem nëmme schlecht ginn.

Mam Privatmaart eleng ass dëse Kampf an eisen Aen net ze gewannen. Elo hinzegoen an déi grouss Promoteuren nach ze belounen, dass se iwwerhaapt eppes maachen, ass an eisen Aen net fair. Dat ass dee komplett falsche Wee! Am Géigendeel: de Risiko besteet, dass de Promoteur dat bëssen, wat hien och muss ofginn, einfach op d'Präisser vun de Privatwunnenge kéint drécken - alt erëm d'Famillje bestrofen! -, dass hien also keng Verloschter mécht, mee on top nach 10 % méi derbäikritt, also zweemol gewonnen huet an esou seng Verloschter kompenséiert, wat dann déi aner Wunnengen, déi net dem Staat gehéieren, erëm méi deier mécht.

An der Kommissioun hat ech dofir och ee konkreet Beispill opgeworf. An zwar ass et an deem Beispill dorëms gaangen: De Baupromoteur baut iwwer seng eege Firma Wunnengen, also wou hie Parten huet, e Fall, deen oft hei am Land optrëtt. Elo seet dat neit Gesetz, dass hien dann der Gemeng säi Projet, déi Wunnengen zu den Entsteeungspräisser verkafen kann. Also huet de Promoteur via Duechterfirma och do nach eng Präiskontroll a ka Benefiss maachen, kritt awer on top nach eng Kéier 10 %, fir méi ze bauen. Do gëtt et keng Reegele fir de Präis, deen eng Gemeng herno gefrot kritt. Entsteeungskäschte sinn also ee Riselastik, wou ganz vill Profitt kann drop gemaach ginn - esou d'Äntwert an der Kommissioun op meng konkreet Froen a Beispiller. A sech just erëm e Beispill, wéi onsozial dëst Gesetz ass.

Et ass kloer: Soulaang de Privatmarché dierf um Wunnmarché maachen, wat e wëllt, esoulaang wäert dëst Land an enger Wunnengskris bleiwen. Egal wat fir een Testballon dës Dräier-Regierung elo lassschéckt, ännere wäert sech näischt. Duerfir muss an eisen Aen de Staat nach méi selwer bauen. Well wann de Staat selwer baut, da kënnen net nëmmen 20 % vun de Wunnengen zu engem faire Präis ugebuede ginn, mee da kéinten 100 % zu engem faire Präis ugebuede ginn. Hei muss een da kloer soen, dass d'Interesse vun den décke Promoteuren an dësem Gesetzesprojet héichgehale gi sinn. Do gëtt net dru gefréckelt!

Ma dat stännegt Op-de-Knéie-Rutsche virun de private Promoteuren ass fir eis Piraten inakzeptabel. Duerfir misst Dir an eisen Aen onbedéngt higoen als Staat an d'Margen am Bausecteur reglieren, esoudass de Promoteur seng Käschten deckt a just nach e moderate Benefiss dierft maachen, gradesou bei den Agencen, déi ëmmer nach vill ze vill verdéngen - 3 % Kommissioune beim Verkaf vu Wunnengen. En Heedegeld fléisst an d'Immoagencen, déi verdénge mat all Präissteigerung um Marché mat!

De gewielte System vun den dräi Regierungsparteien ass einfach onfair. Firwat gi mer net hin a mir deckelen dës Kommissiounen op ee fixe Montant vun 1.000 bis 5.000 Euro fir all Vente a fäerdeg?

Dann hu mir nach eng weider Kritik an déi betrëfft dann och d'Präisser vun erschwénglech Wunnengen. De Syvicol schreift a sengem Avis, dass mer schnell missten um Neiopbau vum Logementsgesetz schaffen, fir den erschwénglech Wunnraum besser anzerummen. Och mir Piraten gesinn dat esou: D'Definitioun vun erschwénglechem Wunnraum geet net wäit genuch. Fir eis ass kloer, dass „erschwénglech" och muss am Verhältnis stoen zum Salaire, deen eng Persoun verdéngt. Eng Persoun, déi e klenge Salaire kritt, dierf an eisen Aen ni méi wéi 10 Euro de Meterkaree ausginn. Ma vun esou Approchë feelt an dësem Gesetz, am Logementsgesetz, nach all Spuer.

Här President, d'Gambia-Koalitioun verkeeft eis dëst Gesetz haut als en Häerzsteck vun hirer Logementspolitik. Wann dat d'Politik ass, déi ee sech op de Fändel schreift, dann huet dës Regierung kloer gewisen, dass een éischter un de Profitt wéi un d'Familljen denkt.

Ma fir eis ass et evident, dass de Pacte Logement 2.0 erëm nëmmen eng Drëps op de waarme Steen ass. Nach ëmmer ass de Wunnengsmarché fir déi Schwaach hei am Land net gerecht. Si hu weider keng Chance op en eegene Wunnraum. A mir Piraten bleiwe skeptesch, dass sech d'Situatioun fir déi Mënschen an noer Zukunft wäert änneren. Mir Piraten bleiwe bei der Fuerderung, dass de Staat selwer muss massiv bauen a fir 10 Euro de Meterkaree verlounen.

De Projet zu Wolz, jo, muss den Ustouss ginn, fir dass de Staat selwer eng Logementsoffensiv ugeet. Et gëtt nach esou vill Terrainen hei am Land, wou de Staat flott an erschwénglech Projete kéint bauen. Mir bleiwen duerfir weiderhi bei eiser Iwwerzeegung: De Privatmarché wäert sech net selwer regulariséieren!

Mir mussen och endlech de Courage hunn an un de Secteur erugoen. Et kann net sinn, dass d'Promoteure mam Handel mam Terrain Milliounen an déi eegen Täsch maachen, an dat um Réck vum Rescht vun eiser Gesellschaft, déi schwéier fir hiert Geld schaffe muss!

Als Fazit soe mir Piraten, dass de Pacte Logement net genuch verännert, fir esou eng Wunnengskris zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien. Hei muss an deenen nächste Joren d'Schrauf nach méi fest gedréit ginn, well eis feelen aktuell Zéngdausende vun erschwénglech Wunnengen. An och brauche mir elo eng fundamental Ännerung an eisem Logementsgesetz, fir erschwéngleche Wunnraum wierklech erschwénglech ze maachen.

Mir sinn an der Logementskris. Mir mussen eppes ënnerhuelen! Mee et ass wuel wéi an der Klimakris: Ze soft ass dës Regierung. Mir Piraten sinn der Meenung, dass mer bei dësem Gesetz nach onbedéngt nobessere mussen, fir dass de Wunnengsbau méi fair a sozial gestalt gëtt.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Här President, d'Gemeng Suessem, déi ech besonnesch gutt kennen - ech mengen, et sinn der nach heibannen, déi dat maachen -, war viru gutt zéng Joer bei deenen éischten derbäi, déi de Pacte Logement mat ënnerschriwwen hunn. Mir hunn eis als Gemeng, als politesch Verantwortlech vun alle Parteien ëmmer agesat, fir eise Matbierger, virun allem deene Jonken, abordabele Wunnraum ze schafen. Mir hunn dat bis elo och schonns ënner anerem mat eisen nationale Wunnengsbaugesellschafte gemaach a sinn och selwer aktiv an eiser Gemeng.

Mir hunn och zum Beispill säit Enn 2018 en eegene Service Logement a sinn amgaangen, och ëmmer méi e grousse Parc immobilier opzebauen. Do wäerten de Pacte Logement 2.0 an déi Verbesserungen, déi hei elo virgesi sinn, eis zeguttkommen.

De leschte Freideg hunn ech am Gemengerot an der Gemeng Suessem matgedeelt, dass mer eng Déclaration d'intention fir de Pacte logement ënnerschreiwen an och d'Convention initiale mam Staat maache wäerten. Mir hu schonns intern och en Aarbechtsgrupp op d'Bee gesat, fir eis gutt opzestellen, fir dann och mat engem Conseiller logement, dee mer da wäerte kréien, an och zum Deel rembourséiert kréien, eis e PAL kënnen opzestellen, also e Plan d'action local.

Firwat zielen ech lech dat elo hei alles? Ma ech sinn iwwerzeegt, dass dëst Instrument eis als Gemengen hëllefe wäert, méi abordabele Wunnraum ze schafen. An ech wëll einfach deenen zwee Ministeren, och der Regierung, Merci soen, dass se dat an d'Weeër geleet hunn. Kommt, mir kucken all zesummen zouversiichtlech op dëse Pacte Logement 2.0 a mir stëmmen dëst Gesetz, fir méi Handlungsméiglechkeeten ze hunn!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Et ass och scho vu Virriednerinnen a Virriedner ugeklongen: De Projet de loi, dee mer haut hei stëmmen, dee wäert sécherlech de Logementsproblem hei zu Lëtzebuerg aleng net léisen. An déi Gemeng, déi mir méi nosteet, war vun Ufank un, wéi vill anerer, derbäi, fir deen éischte Pacte Logement ëmzesetzen, och wann deem säi Bilan, an do si mer eis och hei eens, éischter negativ ausfält, an awer och mat Nuancen.

Aus menger Erfarung als Buergermeeschter weess ech, dass d'Logementsprojeten, sief et där méi klenger, sief et awer och där méi grousser, déi realiséiert goufen, déi an der Maach sinn an déi nach komme wäerten, sécher net ëmmer einfach ze realiséiere sinn. An et huet ee sécher bei der Ausschaffung an och bei der Ëmsetzung vu PAPe ganz oft vill Diskussioune mat de Promoteuren, mat den Architekten, am Gemengerot tëschent deene verschiddene Parteien an och mat de Biergerinnen a Bierger, mol méi sereinement, mol awer och méi animéiert. An ech ka mer och gutt virstellen …, an eng Rei Kolleeginnen a Kolleegen aus anere Gemengen, aus méi klenge Gemengen, hunn dat och schonn u mech erugedroen an der Diskussioun, dass si mat hire Servicer sech halt méi schwéierdoen, fir méi aktiv un de Logement erunzetrieden.

An heifir grad ass de Conseiller logement als Beroder - an dat ass jo eng Demande, déi aus dem Gemengesecteur komm ass an där och de Logementsminister säin Ouer ginn huet - an dësem Projet de loi virgesinn. An dat ass och net onwichteg. Esou kënnen d'Gemenge besser ënnerstëtzt ginn a kënnen hei och méi kloer begleet ginn an der Ausschaffung vun hire Projeten. An ech mengen, dat ass ze begréissen!

Här President, e wichtegt Element vun dësem Gesetzestext ass awer a bleift och den Artikel 10 respektiv den Artikel 29bis aus der Fieder vun der Inneministesch. Grad déi Upassungen, déi gemaach ginn … Bei de PAP nouveau quartier, déi schonn am PAG sinn, mussen an Zukunft jo mindestens 10 % respektiv 15 %, jee nodeem, wéi vill Unitéiten et sinn, fir abordabele Wunnraum reservéiert ginn.

Mir hunn, an do si mer eis och alleguerten heibannen eens, vill ze mann Wunnraum an der ëffentlecher Hand, a bei den Terrainen, déi nei an de PAG kommen, sinn et jo dann 20 %. Abee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eng däitlech Verbesserung. Dat ass e Fortschrëtt, wann een dat vergläicht mat der aktueller Situatioun. Well vill Gemenge konnte sech bis dato net esou an de Wunnmarché investéiere respektiv sech konkreet abréngen, wéi se dat gäre gemaach hätten, entweeder, well hinne ganz einfach den Knowhow gefeelt huet oder vläicht och déi néideg finanziell Ressourcen.

An de Problem, dee mir och kennen, ass deen, dass vill Gemenge renoncéieren, wann et drëm geet, och Terrainen ze iwwerhuelen, an och, dass de Staat se net iwwerhëlt, soudass um Enn vun der Geschicht déi gutt Terrainen op de fräie Marché gelaangt sinn an och do zu Marchéspräisser verkaaft goufen, an d'selwecht och mat de Logementer.

Mat dësem Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, bleiwe se ganz kloer an ëffentlecher Hand - Gemeng oder Staat via Promoteur public. An duerch de Mechanismus vum Artikel 29 gëtt den ëffentleche Wunnengspark permanent erweidert. Ass dat net positiv? Ech menge ganz kloer: dach.

An och um Niveau vun de Gemengefinanzen ass net nëmmen eenzeg an eleng de Wuesstum, wéi dat an der Logik vum ale Pacte Logement war mam Wuesstum vun 1 %, ausschlaggeebend, mee d'Unzuel vu geschafe bezuelbare Wunnengen.

Wéi gesot, dëse Projet de loi wäert de Logementsproblem net aleng léisen, mee e wäert op alle Fall kloer derfir suergen, dass an deenen nächste Jore mat Sécherheet méi abordabele Wunnraum entsteet, deen och an ëffentlecher Hand bleift. A schonn aleng dofir ass et derwäert, haut mat Jo ze stëmmen!

An zu Diddeleng, déi Gemeng, déi mir méi nosteet, wäerte mer ganz kloer an déi dote Richtung schaffen, mam Programme d'action, mat deenen zwou Konventiounen, mat eisem Conseiller logement an och mat deem nei geschafene Service Logement, dee mer hunn. Där Responsabilitéit wäerte mer eis als LSAP doudsécher net entzéien. Déi politesch Volontéit steet, well de Pacte Logement, dee mer haut hei stëmmen , ass eng Verbesserung.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Biancalana. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer Remarken an Iwwerleeungen un Iech ze riichten, wat de Pacte Logement ugeet. Ech hu ganz interesséiert nogelauschtert. An ech gesi jo, datt mer a verschiddene Punkten Divergenzen hunn, an anere Punkten awer och déi selwecht Iwwerleeunge ginn.

Ech wëll just op eppes agoen: Ech mengen, et ass vum Här Lies ugeschwat ginn, d'Gemenge misst een dann och als vollwäertege Partner betruechten. Ech denken, datt den Interieur dat mécht, datt de Logement dat och mécht. Wann ech awer gesinn, datt eng gewëssen Unzuel vu Gemengen … Ech mengen, et ass elo deen drëtten Inneminister, an dësem Fall Inneministesch, deen amgaang ass, mat de Gemengen ze streiden, datt nach ëmmer net all Gemengen de PAP oder d'Prozedur entaméiert hunn. Da muss een och vollwäertege Partner wëlle sinn, soss kréie mer dat heiten ni an de Grëff, eleng scho vum Impôt foncier!

Dann ass och gesot ginn … Den Avis vum Syvicol, ech hunn dee gelies, ech hunn déi zwee gelies. Ech liese just, datt d'Relatioun Ministère de l'Intérieur, d'Gemengen a Logement, datt et do eng „démarche participative et collective" gëtt, datt et „à saluer comme étant exemplaire" ass. Dat muss een dann och soen. Ech denken, datt déi Reuniounen, déi do waren, och ganz fruchtbar waren, datt natierlech Divergenzen oder Interpretatiounsdivergenzen opgrond vum Artikel 10, wou den Artikel 29bis, fir nëmmen deen ze nennen, dran ass .. Ech géif och soen, datt d'Inneministesch dorobber ageet.

Eng Remark zum Wunnengsmaart: Also eppes huet déi ganz Diskussioun iwwert de Pacte Logement 1 an de Pacte Logement 2 mat sech bruecht, dat ass, datt ee ka soen, datt de Wunnengsmaart sech net um normalen, um fräie Marché reegelt. Dat huet d'Vergaangenheet beluecht an dat wäert och d'Zukunft beleeën, datt dat net machbar ass.

Et ass scho geschwat ginn iwwert d'Taxe spécifique vun eidele Wunnengen. Dikrech ass och eng Gemeng, déi op dee Wee gaangen ass, mat enger Décision unanime vum Conseil communal. Dat ass awer beileiwen net, fir eng Tax anzedreiwen. An et ass och beileiwen net, fir de Budget ze sanéieren. Dat géif nämlech guer net goen, well déi Montante relativ ridicule sinn, fir mol riichteraus ze sinn. Mee et geet drëms, fir d'Proprietären derzou ze beweegen, hir Wunnengen zur Verfügung ze stellen.

A wann hei geschwat gëtt, datt déi administrativ Hürden esou héich wieren, datt een dat net kéint maachen: Dir braucht ... Bon, ech wëll elo net soen, wéi eng Gemeng soll fonctionéieren, mee et kéint een awer an der Gemeng Publicitéit maachen, datt d'Gemeng déi Wunnenge lount mat engem Droit de sous-location an dann iwwert d'Krittäre vum Fonds de Logement, iwwert de soziale Wunnengsbau abordabele Wunnengsbau de Locatairen zur Verfügung stellt. An - den Här Reding ass leider net hei - dat ass an deem Domän e Contrat de bail à durée déterminée.

A wann Der dat opbaut, da kritt Der ee gewëssene Staff oder eng gewësse Quantitéit vu Wunnengen, wou Der ee Melange drakritt, wou Der eng Mixité sociale drakritt, wou Der kënnt op d'Demande vun de Leit reagéieren par rapport zur Composition de ménage, wou Der kënnt kucken, wou Kanner sinn. An do kënnt Der um Marché da loune goen.

An do si Wunnengen um Marché, déi eidel stinn, déi d'Gemenge kënne lounen. An dat geet ganz einfach iwwer eng Approbatioun vum Mietvertrag am Conseil communal, wat, denken ech, awer keng Héicht ass vun enger administrativer Hürd.

D'autant plus soen ech dat, well och wann de Pacte Logement 2.0 elo gestëmmt ass, da sinn d'Wunnenge jo nach net do. An do rejoignéieren ech awer d'Madamm Oberweis. Et muss jo och esou gemaach ginn, datt da Wunnengen op de Maart kommen. An dat hei ass ee Moyen dervun. E ganz einfache Moyen, deen administrativ einfach ass. Wa vun deenen 102 Gemengen, geschwënn 101 Gemengen - kommt, mir huelen der 100 - all Gemeng 20 Wunnengen d'Joer lount, an do si kleng Gemengen derbäi a grouss Gemengen, da kommen 2.000 Wunnenge pro Joer op de Maart an d'Locatioun. An d'Locatioun! An ech denken, datt dat awer machbar ass. Wa mer dat alleguerten zesumme probéieren - bei deenen enge fonctionéiert et besser, bei deenen anere manner gutt -, dann ass dat eng Méiglechkeet, fir dat direkt ze maachen, souguer ouni Pacte Logement 2.0. Dat kann een direkt maachen!

Privatpromoteuren: Ech denken, datt et wichteg ass, datt mer op jidde Fall doriwwer nodenken, fir déi mat an d'Boot ze huelen. A wat fir enger Form? À voir, à discuter. Ech wëll awer soen, datt mer haut och schonn - op jidde Fall maachen ech et, an ech denken net, datt ech als Buergermeeschter zu Dikrech an der Illegalitéit sinn - iwwer en Droit de superficie fueren an duerno e Contrat de bail avec option d'achat maachen.

Dat sinn alles Methoden, déi kënnt Der an Ärem Gemengerot ofstëmme loossen. Déi sinn administrativ e bësse schwiereg. Dat ass och gewöhnungsbedürfteg. Mee d'Privatpromoteuren ... Da kënnt Der nämlech d'Konditioune virschreiwen, wat do gebaut gëtt. Op jidde Fall gëtt et verschidde Gemengen, déi an déi Richtung ginn, fir dat esou ze determinéieren. Dat war, mengen ech, och eng Doleance vun der Chambre des Métiers, déi dat gesot huet, mee och dee Moyen ass haut ginn.

Da kommen ech, well oft Dikrech hei zitéiert ginn ass an ech net d'Habitude hunn, fir dann ze reagéieren, op de faméise B6. Wann Der Iech den Tablo ukuckt vun dem Impôt foncier vum B6, da gëtt et Gemengen, déi iwwerhaapt kee B6 hunn, an et gëtt Gemengen, déi en hunn. An et ass kee Problem vum Parcellement, well wann Der e B6 hutt, da gitt Der an d'Parcellement eran. Dikrech ass op de Wee gaange vu 15.000 % am B6, vu 750 op 15.000 %. Ech wëll awer soen hei: mat enger Décision unanime - unanime! - am Gemengerot.

A mir sinn elo an der kokasser Situatioun, an ech hunn dat schonn eng Kéier gesot, bei engem Discours vum Lycée Technique Agricole, datt d'Gemeng Dikrech ugesicht ass, wat d'Leit kënne maachen um Niveau vum Tribunal administratif. An esou wéi den Dossier wäert ausgesinn, geet dat jo op den Tribunal administratif an duerno op d'Cour administrative an da kënnt do e Resultat derbäi eraus. Ech hoffe just, datt dann awer och gekuckt gëtt, wat d'Volonté politique ass par rapport zu deene Leit, déi hir Terrainen net wëlle bebauen. Do si Leit derbäi, an deem heite Fall, vun 1976 un. Do ka mir kee méi soen „Et ass fir meng Kanner", well déi wunnen net méi do. An et kann och kee mer soen: „Mir maachen dat dann duerno fir d'Enkelkanner."

Dat Schlëmmst, wat deene Proprietäre ka geschéien, dat ass, datt do gebaut gëtt, an datt se dat, wa se soss kee fannen, der Gemeng verlounen an dann e Loyer kréien. Ech denken net, datt dat eng Strof ass. Well soss kréie mer innerhalb vun den Uertschaften de Problem ni geléist. An duerfir soen ech Iech a mengem Numm, datt hei d'Gemenge gefuerdert sinn, de Staat gefuerdert ass, d'Promoteuren, déi privat Promoteuren, gefuerdert sinn. A wa mer eng Kéier alleguerten zesumme géifen ufänken ze iwwerleeën, a wéi eng Richtung mer kéinte goen, da kéime mer hei och e grousse Schrëtt no vir. An duerfir wäert och d'Stad Dikrech esou eng Konventioun ënnerschreiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. An dann huet nach den honorabelen Här Gilles Roth d'Wuert gefrot. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech hat eigentlech net geduecht, ze intervenéieren de Mëtteg. Duerfir war ech och net ageschriwwen. Ech hunn awer d'Interventioun vum François Benoy am Numm vun deene Grénge gelauschtert. An ech mengen, dass et awer och ubruecht ass, dass ech do däerf e puer Wuert derzou soen.

Ech muss soen, ech fannen et richteg, dass de Vertrieder vun deene Grénge gesot huet, dass een de Wunnengsbauproblem zu Lëtzebuerg nëmme ka léisen, andeem ee méi Wunnraum schaaft, an dass dat nëmmen an enger Zesummenaarbecht zwëschent Staat a Gemenge geet.

Ech muss ganz éierlech soen: Ech si frou doriwwer, well ech an enger Gemeng, déi ech awer relativ gutt kennen, virun aacht Joer, an déi eng vun deenen Éischte war, déi hire PAG ëmgeännert huet, natierlech grad vun Ärer Partei, dat muss ech éierlech esou soen, ganz déck ënner Beschoss komm sinn, well déi Gemeng e Wuesstum vun de Wunnengen ugestrieft hat vun 3 %. Déi 3 % sinn iwwregens genau dat gewiescht, wat de Plan sectoriel « Logement » fir d'Centres de développement et d'attraction virgesäit. Ech mengen och net, dass eng Gemeng iwwerfriemt géif ginn, wa se 3 % Wuesstum pro Joer hätt.

Wéi dat politesch net gaangen ass ... Bon, do huet eebe misse mat, ech soen, e bëssen onzoulängleche Methode géint de Buergermeeschter gefletscht ginn. An dat hunn ech zur Kenntnis geholl. Dat ass dann esou ausgaang, wéi et ausgaangen ass. Ech sinn net nodroend, mee ech hunn awer e gudde Verhalt.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll soen, ass deen, dass ech mat dem Här Benoy eens sinn an dass ech appreciéieren, dass e gesot huet: „Ech huele Positioun par rapport zu eenzele Propositiounen." Stelle mer och fest, dass d'CSV Propositioune gemaach huet a puncto Logement. An ech hunn do matkritt, dass e gesot huet, si wieren net fir Perimeetererweiderung.

Da ginn ech also dervun aus, dass se éischter si fir eng Noverdichtung innerhalb vun den Uertschaften. Dat ass och richteg. Mee Noverdichtung eleng - an et si jo eng ganz Rei vu Lokalpolitiker hei, déi dat wëssen - kann een als Prinzip dekretéieren, mee fir et an der Praxis unzewenden, dat ass eng Saach, wou Der net eleng Meeschter sidd. Well wann e Proprietär vun engem Terrain, deen am Perimeeter erschloss ass, ob deen elo kleng oder grouss ass, decidéiert, net ze bauen, jo, da kënnt Der en net zwénge fir ze bauen. Dir kënnt en net dowéinst enteegnen. Dir kënnt en incitéieren oder derzou promouvéiere mat Sanktiounen, mee de facto, wann e seet: „Ech bauen net", da baut en net.

An dat ass eng vun den Ursaachen, firwat mir als CSV, an ech fannen dat ... Mir si jo hei, fir en demokrateschen Echange vun Iddien ze hunn, an ech fannen et duerfir luewenswäert, Här Benoy, dass Der Positioun geholl hutt par rapport zu onse Propositiounen, dass een zousätzlech zu der Noverdichtung innerorts … - déi jo och muss ënnerschiddlech sinn, ob Dir elo eng Uertschaft hutt mat sechs-, aacht- oder zéngdausend oder méi Awunner, oder ob Der eng Uertschaft hutt vun, ech weess net, 400, 500 Awunner, well och dat muss een ... modulaire muss ee kucken an et muss een et differenzéiert kucken.

Ech sinn awer nach wie vor der Iwwerzeegung, dass, wann ee verbëllegte Wunnraum schnell wëllt erschléissen … An d'Gemeng vun dem Félix Eischen, „Op Elmen" ass ee vun deene Beispiller. Dat ass just gaangen, well deemools d'SNHBM viru ville Joren op der grénger Wiss zu abordabele Präisser Bauland kaaft huet.

Den zweete Punkt ass deen, dass den Här Benoy gesot huet, si wiere fir eng Spekulatiounssteier wéi d'CSV, mee si géifen dat net an der Rei fannen, dass do Nofuere géifen erspuert bleiwen oder Grénglächen, Agrarflächen, déi de Bauere géife gehéieren innerhalb de PAGen. Jo, mir si fir eng Spekulatiounssteier als CSV. An ech erklären Iech och ganz einfach, firwat: Wann Der haut, loosse mer soen, 500.000 Euro op engem Spuerkont stoen hutt, Dir géift och nach 5 % - dat kritt awer keen - Zënse kréien, da bezuelt Der zënter 2005 vun deene 5 % Rendement, wat also da 25.000 Euro Zënse wieren, 10 % Retenues à la source un de Staat. Et si mëttlerweil souguer 20 %. Dat si 5.000 Euro.

Ech perséinlech, ouni dass ech mech wëll am Numm vu menger Fraktioun op iergendee Chiffer festleeën, muss soen, ech gesi kee groussen Ënnerscheed zwëschent deene 500.000 Euro, déi Der op engem Spuerkont stoen hutt, an deene 500.000 Euro, déi Der op enger Bauplaz hutt, woubäi Der sot: „Majo, déi läit jo gutt an déi bréngt 5 % a vill méi Rendement." A wann Der dann der Allgemengheet eppes musst derfir ofginn, dann empfannen ech dat eigentlech och als normal Besteierung vun enger Spekulatioun.

Duerfir soen ech nach eng Kéier: Mir stinn als CSV - ech soen dat am Numm vun der ganzer CSV, mir haten dat am Walprogramm stoen - zu enger Spekulatiounssteier op fräien Immobilien, souwuel fir Terraine wéi och fir Gebailechkeeten.

Do, wou mir méi nuancéiert sinn, ass, dass mer soen: Majo, wann ee wëllt een Terrain oder zwee Terrainen, déi een huet, fir seng Kanner halen, si mir der Meenung, dass een déi dann och iwwer eng begrenzt Zäitspan muss kënnen halen, fir dass déi Nokommen dorobber kënne bauen.

An do maachen ech eigentlech de Lien op den nächste Punkt, op deem ech net mat Iech d'accord sinn. Dir hutt eigentlech kritiséiert, dass d'CSV proposéiert huet, dass een de Kreditt fir de bëllegen Akt sollt vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht setzen. Wann Der déi ... Pardon, vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht setzen. Ben, déi 20.000 Euro vum bëllegen Akt, déi 2002 agefouert goufen, dat sinn de facto elo mat der Präisdeierecht schonn eleng 28.000 Euro.

Niewebäi kënnt nach derbäi, dass d'Immobiliepräisser, ob dat fir Haiser oder fir Terrainen ass, an der Zäitspan vun 2002 bis 2021 natierlech enorm an d'Luucht gaange sinn. Dat weess jiddwereen. A mir sinn der Meenung, dass et net um Staat ass, also un der Allgemengheet, fir Leit - dat si meeschtens jonk Leit -, wann déi wëllen en Terrain oder eng Immobilie kafen, do mat Enregistrementskäschten nach zousätzlech mam décken Hummer dropzeschloen.

An dat Argument, dat gesot gëtt: „Majo, wann de bëllegen Akt géif an d'Luucht gesat ginn, da géif de Promoteur dat herno dropschloen", ech mengen, dass dat wierklech nëmme bedéngt zielt, well déi meescht Leit si bei enger Millioun Euro, déi se musse bezuele fir en Appartement - an dat ass net an der Stad Lëtzebuerg, dat ass och emol net am direkte Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg -, souwisou um Enn.

An duerfir si mir der Meenung, dass de Staat, an dat ass jo d'Allgemengheet, och eng gewësse Retenue op deem Punkt muss hunn. An duerfir plädéiere mir derfir, de Montant vun dem sougenannte bëllegen Akt an d'Luucht ze setzen. Engersäits, fir der Präisdeierecht entgéintzewierken, an anererséits, well mer der Meenung sinn, dass de Staat virun allem jonk Leit souwisou net sollt belaaschte mat zousätzlechen Enregistrements- an Transkriptiounskäschten, déi jo proportional zum Acte de vente gerechent ginn.

Den drëtte Punkt ass deen, dass mer och gradesou kloer an däitlech soen, dass et e Feeler war, fir d'TVA op dem Logement vun 3 % op 17 % an d'Luucht ze setzen. Sécherlech ass dat eppes, wat d'Keese vum Staat séier fëllt. Well wou gëtt déi meeschten TVA agezunn? Majo engersäits op den Autoen. Alljoers gesinn déi Leit, déi an der Finanzkommissioun sinn, dass dat richteg Sue fir de Staat erabréngt. An natierlech op dem Logement. Firwat? Mee ganz einfach: Well do déi déckste Basisbeträg sinn. An ech ginn dem Finanzminister net Recht, wann en ëmmer seet: „Dat betrëfft net de Primoacquérant", dat heescht deen, dee fir déi éischte Kéier eng Wunneng keeft. Dach, och deen trëfft et! Well iert déi Erhéijung vun der TVA vu 15 % op 17 % komm ass, konnt Der nach op en Haus oder op en Appartement de verbëllegten TVA-Saz vun 3 % kréien, bis zu engem Montant vu 416.000 Euro. A lo zielt dat nëmme bis 357.000 Euro. Also och do ginn d'Leit erëm zousätzlech belaascht.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer nach eng weider Propos, déi mer och gemaach hunn. Dat ass déi, dass wann ech eng Immobilie hunn an ech verkafen déi elo bannent zwee Joer - oder méi wéi zwee Joer, wann ech se halen -, da ginn ech do besteiert op där Plus-value, also op dem Meerwäert, mat 20 %.

Mir sinn der Meenung, dass een, deen sech dat kann erlaben, fir en Appartement ze kafen, no zwee Jor erëm ze verkafen, dann erëm eppes aneres ze kafen an esou weider, dass déi Plus-value, dee Meerwäert, deen en do schaaft, eigentlech d'selwecht sollt besteiert ginn, wéi wann en déi Suen als Salaire oder soss e Revenu hätt. Well ech gesi keen Ënnerscheed. Wann ech eppes méi a menger Pai kréien, dass ech do an der Reegel 40 % Steiere muss drop bezuelen, an dann, wann ech déi Méiglechkeet hunn, fir all zweet Joer en Appartement ze kafen an dat erëm ze verkafen, dass ech op där erschafener Plus-value nëmmen zur Hallschent, nämlech mat 20 %, besteiert ginn … Fir déi Suen, déi ech do méi kréien, brauch ech eigentlech näischt ze schaffen.

Ofschléissend, Dir Dammen an Dir Hären: Jo, als CSV hu mer eng Rei vu kloere Propositioune gemaach. Den Här Benoy huet Positioun derzou geholl. Mir wiere frou, wann zumindest eng vun deenen emol ëmgesat géif. Duerfir, mir hunn net d'Majoritéit vun 31 Deputéierten, mee mir wäerten lech awer och kontrolléieren a mir wäerten net akzeptéieren, dass hei vun 2013 bis 2021 a vläicht nach an deene Joren a Méint duerno gesot gëtt: „Dat ass alles, well Boden, Schank an ech weess net, wien alles nach, virdru Spautz, well déi de Logementsproblem haut geschafen huet."

Wann ee seet, et wieren zwou Mandatsperiode fir e Minister, well duerno hätt e keng nei Iddie méi - well dat war jo d'Argument, firwat d'Ministeschmandater am Referendum 2015 op zéng Joer sollte limitéiert ginn, mee Dir sidd elo bei aacht Joer -, dann hätte mer eigentlech gären, dass Der elo an deenen ... Jo, Dir sidd der zwee, och Är Partei ass zënter aacht Joer an der Regierung, Här Kox. Mir moossen lech dann un deem, wat Der gesot hutt an och un Ären Doten. Mee wann et fir konstruktiv Zesummenaarbecht ass, da sti mir als CSV, an dat soen ech am Numm vun där ganzer Fraktioun, selbstverständlech zur Verfügung a mir hëllefen do mat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prises de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Merci, Här President. Direkt am Ufank wëll ech der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, e Luef ausschwätze fir säin ausféierleche mëndleche Rapport hei. An ech géif awer och ganz gären op de schréftleche Rapport verweisen. Awer och op déi weider Rapporten, déi mer an der Kommissiounssëtzung haten.

Erlaabt mer, dass ech am Ufank e puer Froen direkt probéieren ze beäntweren, well vill vun deem, wat hei opgeworf ginn ass, eng Rei vum Här Lies, awer och eng Rei vun aneren Deputéierten, hu mer awer ausféierlech an der Kommissioun beschwat. Mir hu breet an déif diskutéiert an ech mengen, et sollt ee sech awer d'Méi maachen, wann een dat wëll, dat nach eng Kéier nozeliesen.

Ech wëll am Ufank och soen, dass eng ganz Rei Saachen, déi hei gesot gi sinn - an dat mierkt een ëmmer, wa mer hei iwwert de Logement schwätzen -, och an anere Logementsgesetzer erëmzefanne sinn. Duerfir probéieren ech a menger Interventioun, an déi geet hoffentlech e bësse méi kuerz, well ech muss vläicht séier fort, ech wäert bei de Motiounen net méi derbäi sinn, ech hat mam Här Lies driwwer geschwat, well ech op de Flughafe muss, op den EU-Conseil ...

Duerfir erlaabt mer: Ech bleiwe just beim Pacte Logement. Awer net ouni drop hinzeweisen, dass mer jo scho Gesetzer gestëmmt hunn. De „Fonds spécial", dee ganz speziell ass an deen och déi Sue mobiliséiert. Den Här Lies sot: „Dat muss nach weider an d'Luucht goen." Dat wäert och an der Zukunft an d'Luucht goen, do sinn ech sécher. Och den Aides à la pierre, Dir wësst, dass dee reforméiert gëtt, Aides individuelles, do wou déi eenzel individuell Aiden dra sinn.

An den Aides à la pierre, do kënnt déi Lëscht, déi virdru genannt ginn ass. Den Här Reding huet vun där nationaler Lëscht geschwat, wou mer jo probéieren, eng Lëscht ze hu vun den Demandeuren, awer och dann erauszefannen: Wou si Wunnengen? Fir dass mer e Lien maache vum Bailleur social, dat kënnt an dem Gesetz Aides à la pierre. An do muss och gereegelt ginn ... Et gëtt hei gesot: „Mir brauchen de Privatsecteur mat am Boot." Mir hunn dee schonn am Boot!

Ech hunn dat hei scho gesot: Weeder de Fonds du Logement nach d'SNHBM nach de Ministère vum Logement nach den Interieur huet e Bagger fir ze bauen. Mir brauchen de Secteur. Déi baue jo och. An duerch dat Instrument vum Artikel 29, an do komme jo nach drop zréck, kritt jo och d'Bauindustrie elo genuch Opträg, fir och am Abordabelen ze schaffen.

Mir mussen oppassen - an dat ass eng ganz kritesch Ausenanersetzung, déi mer ëmmer mat Bréissel musse féieren -: d'Aide d'État. Soubal d'Aide d'État am Spill ass, musse mer oppassen, dass mer net nach e Fonds du Logement, nach eng SNHBM an deem Trubel fannen. Wa mer et opmaachen, dann ass et natierlech fir net profittorientéiert Privatwirtschaft. Dat wollt ech awer am Virspann maachen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass et e Vademecum gëtt zu dësem Projet. De Vademecum huet 80 oder 90 Säiten. Deen, dee schonn d'Geleeënheet hat, dat ze kucken … An duerfir ass jo dee Beroder do derbäi, deen de Gemengen hëlleft, de Vademecum ... éischtens, dee Gest ze maachen. Ech weess, et ass e bësse vill Dokumentatioun, mee ech mengen, se ass jo do, fir dass de Logements-

beroder wëllt no vir goen. Dat wollt ech am Virspann maachen.

An ech wollt duerfir déi méi wunnengspolitesch Ausriichtung vum Ministère nach eng Kéier erwänen a wat ech an deem Pacte Logement erëmfannen. Et ass éischter ... Ech wëll awer vun enger Visioun schwätzen. Dat Zweet ass: Wéi kënne mer déi Visioun ëmsetzen? Dat ass ëffentlech abordabel an nohalteg, dorop wollt ech agoen. Mat wiem? Jo, d'Partnerschaft mat de Gemengen. An ech kommen och dorop zréck, dass mer hei vläicht de Kader méi strikt gemaach hunn, mee déi Partnerschaft ass nach ëmmer gewollt an do. An de Pacte Logement ass de Startschoss fir dat anert. An - an dat ass vun all de Virriedner komm - d'Hausaufgabe musse gemaach ginn. D'Hausaufgaben: déi staatlech an och déi kommunal.

An da kommen ech kuerz op dem Här Roth seng Interventioun hei, déi ech och ganz interessant fannen. An ech hoffe jo, dass mer och déi finanztechnesch Ausenanersetzung nach hei kënne féieren, an ech hunn elo just gefrot beim Georges Engel, wéini dann déi Debatt soll sinn iwwert d'Steieren. Ech mengen, do hu mer jo d'Geleeënheet, breet doriwwer ze diskutéieren. An dofir ass dat och gutt.

An da wëll ech op den Här Mosar, vläicht déi Debatt vu gëschter agoen, wou gesot ginn ass: „Dir sidd eleng als Minister hei." Majo, haut si mer zu zwee hei. Haut si mer zu zwee, well mer dat Gesetz ganz enk zesummen ëmgesat hunn, an d'Madamm Bofferding wäert och zum Schluss heizou speziell, géif ech mengen, awer och zu deem wichtegen Instrument vum Artikel 29 schwätzen.

Loosst mech also op déi fënnef Punkten, déi ech erwäänt hunn, kuerz agoen. A fir dass ech och an der Zäit bleiwen an dann och kann op de Fliger weidergoen.

Déi Visioun, déi ech hunn, an déi mer all sollen deelen, dat ass déi: nohalteg zesumme wunnen an d'sozial Kohäsioun. Mir wëssen: D'Präisser lafen eis fort. An et ass awer eng grouss Kategorie vu Leit, déi sech leider do net méi zréckfannen. An et geet ëm déi Mënschen, déi do eppes sichen. Et geet ëm déi Mënschen, dass mer deenen abordabel Wunnengen zur Verfügung stellen. Dofir ass déi Dignitéit, déi mer deenen zréckginn, deene mer eng Wunneng zur Verfügung stellen, wou se de Loyer kënne bezuelen, deen hinnen och abordabel, zougänglech ass … An dofir ass dat Recht, ech soen elo: Recht op Wunnen, Recht op abordabel Wunneng. An dofir brauche mer dee Stack un abordabele Wunnengen. An ech mengen, dee Pacte Logement féiert derzou, dass mer déi Visioun, déi zilorientéiert Aufgab do wäerten ugoen.

Den zweete Punkt, dee mer ganz wichteg ass bei där Visioun, dass mer awer och - an dat gëtt ëmmer ugeschwat, déi gréng Ideologie do -, dass mer op eemol och d'Äerderwiermung an de Biodiversitéitsverloscht zum Theema maachen. Ma dat ass en Theema! Et ass eng Kris, déi do ass, an déi däerfe mer net vernoléissegen. A wa mer nämlech déi nächst 40 Joer esou bauen, wéi mer an deene leschte 40 Joer gebaut hunn ... Ech kann nëmmen drun erënneren ... Et ass vun de Käschte geschwat ginn, wa mer elo géifen no der Biodiversitéit kucken. Dir wësst, wéi mer de Projet de loi Wolz gestëmmt hunn, dunn hunn ech vu Käschte geschwat, déi mer haut mussen droen, well mer fréier d'Käschten net an den Aen haten; nämlech vun deene Sanéierungskäschten, déi mer haut mussen droen, well mer deemools net genuch op de Buedem opgepasst hunn a well mer do de Buedem verseucht hunn. Dofir solle mer haut drun denken, dass mer muer och vläicht Käschte kënnen aspueren. An dofir d'Integratioun vun deenen. Mir hunn och an der Vergaangenheet vill deier gebaut.

Mir hunn d'Mobilitéitsproblemer: Fir all Stéck Brout musse mer den Auto huelen a ganz ville Lotissementer. Also geet et drëms: déi sozial Kohäsioun, erëm dat Zesummeféieren. Mir musse méi gréng, also net gréng, da kommt mir soen nohalteg, och an eise Quartieren, bauen. Mir mussen d'Natur och innerhalb vun den Uertschafte schaffe loossen, anstatt Klimanalagen.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz richteg.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Et geet! Et gëtt eng ganz Rei vu Projeten, déi dat fäerdegbréngen.

Mir kënnen natierlech och an d'Héicht bauen. Héicht heescht awer och, mat de Leit diskutéieren. An dofir ass et wichteg, dass mer dat uginn! Kommt mir bauen nach ee Stack drop! Kommt mir baue méi effizient a mir loossen Einliegerwohnungen zou oder a mir bebauen d'Baulücken, fir dass mer déi Kohäsioun erëm zréckkréien. Dat ass keng gréng Ideologie. Dat ass en Zesummeliewen, wat mer onbedéngt brauchen.

De Wéi - de Wéi ass ganz kloer: ëffentlech, abordabel an nohalteg. Dat kann et nëmme sinn. A mir sinn do an der Schold. Mir sinn do effektiv an der Schold. Mir musse liwweren. Mir sinn an der verdammter Flicht - mir zesummen, de Staat an d'Gemengen - ze liwweren. An dofir hu mer jo eng cibléiert Approche hei gewielt, fir zilorientéiert dann hei virzegoen. Mir hunn eng Obligation de résultat dës Kéier. Jo, de Pacte Logement 1.0 war net op Wunnengsbau ausgeriicht. E war op de Wuesstum ausgeriicht. Dat kann ee kritiséieren. Dat hu mer och kritiséiert deemools. Mee haut musse mer déi zilorientéiert Politik maachen. An dofir hu mer dat ganz wichtegt Instrument zur Verfügung gestallt, dat ass de Fonds spécial. De Fonds spécial si Suen, Moyenen. De Staat hëlt Suen an de Grapp, fir abordabel Wunnengen ze schafen.

De Fonds du logement an d'SNHBM sinn opgestockt ginn. Et si mëttlerweil, an deene leschten dräi oder véier Joer si se jeeweils ..., ech mengen, allenzwee hunn ëm déi 130, 135 Mataarbechter, a si si weider gewëllt, nach ze investéieren. A si ginn op d'Demandë vun de Gemengen an, fir hinnen ze hëllefen, well net all Gemeng kann dee Wunnengsbau maachen. Mee an enger gesonder Partnerschaft - an déi geléngt, wann ee sech zesummesetzt - … An ech kucken op ee Buergermeeschter, wou mer eng Léisung fonnt hunn, fir och méi dense, manner Verkéier, manner Parkplazen. Awer dee Schlëssel musse mer zesummen dann diskutéieren.

Mir hunn do vill Geld an de Grapp geholl, fir Wolz. Mir hunn hei 300 Milliounen Euro gestëmmt. Mee de Fonds du logement baut dat. Do komme jo nach zousätzlech Suen derbäi. Do gi bal 500 Milliounen investéiert. Dat heescht, et ass net esou, dass mer keng Suen an de Grapp huelen, fir dat ze maachen. Dat heescht, de Pacte Logement bréngt dat mat.

An dann zu der grousser Partnerschaft vun de Gemengen. Am Fonds spécial steet jo schonn do: 75 % vun den abordabele Wunnenge gi vun den ëffentleche Promoteure gebaut. Mir ginn net d'Schold de Gemengen. Mir ginn hinnen net déi ganz Aarbecht, mir wëlle se zesumme mat hinne maachen. Dofir stelle mer hinnen d'Moyenen zur Verfügung. Dofir gi mer hinnen e Logementsberoder un d'Säit. An dat ass gefuerdert ginn, et ass all déi Jore gefuerdert ginn. Natierlech si mer méi contraignant ginn. Natierlech hu mer, well mer d'Obligation de résultat hunn, well mer mussen zilorientéiert virgoen, dee Kader méi enk misse maachen. Jo, mir hunn eng - an dat hunn ech virdru gesot - verdammte Flicht ze liwweren. An dofir ass dat méi no erakomm.

An dofir, déi Strategie, déi mer do erausschaffen, dee PAL, dat ass keng Laascht. Dat soll eng Erausfuerderung ginn. An dofir ass d'Hëllefstellung vum Beroder do, fir d'Gemeng un der Hand ze huelen: Wou ass e Potenzial? Wou ass de Leerstand? An den Dikrecher Buergermeeschter ass elo kuerz eraus, mee en huet et erkläert. Et si vill Moyenen do! Et muss ee sech domat ausenanersetzen! Net all Gemeng kann dat vläicht direkt, huet och net d'Instrumenter do, huet net d'Wëssen do. An dofir ass dee Logementsberoder esou wichteg, dass deen déi Best Practices aus enger anerer Gemeng mat an d'Gemeng bréngt, mat an de Schäfferot, zesummen diskutéiert. An e PAL, deen net haut opgeschriwwen ass an dann déi nächst zwielef Joer, soulaang de Pakt funktionéiert, a Stee gemeesselt ass. Nee, et ass e liewegt Dokument, dat ugepasst soll ginn. An dofir ass dat ganz wichteg.

Zwee Wierder zum Artikel 29 - an d'Madamm Bofferding wäert nach eng Kéier drop agoen -: Hei gi mer awer an eng Systematik eran, en Automatisme, deen an deenen 102 Gemengen d'selwecht ass. Virdrun hu Konventioune riets a lénks ... an d'Resultat - ech mengen, et ass virdru vum Max Hahn hei gesot ginn -: Si si verschwonnen. Déi Wunnenge si leider verschwonnen, déi si fort. Sinn net méi an der ëffentlecher Hand. A mir hunn hei eppes festgeschriwwen, dass déi an ëffentlecher Hand bleiwen. A mir brauchen och e Park an ëffentlecher Hand, niewent där privater. Well déi resilientst Wunnenge sinn an der ëffentlecher Hand. An dofir ass dat Konzept ganz gutt duerchduecht.

A wann dann elo gesot gëtt, mir géifen 10 % de Promoteuren zur Verfügung stellen, wa mer soen: „Dir kënnt 10 % méi bauen", da sinn déi 10 % nämlech erëm fir eis, fir d'ëffentlech Hand. Et ass en Nullzommespill fir de Promoteur, mee mir kréien 10 %. An dofir gi mer eng Verdichtung. A mir hunn zwou Saachen, dräi Saache mateneen, eng Win-win-Situatioun. Mir kréie Wunnengen, oder besser gesot den Terrain, fir näischt. An dat ass dee wichtege Punkt.

An dann, wann ech deen éischten Avis vum Syvicol gelies hunn, ginn ech gefrot an hirer Argumentatioun: Wéi wëllt Der dat bezuelen? Wéi gitt Der elo dohin? A mir hunn et fonnt, andeem mer dee Projet jo och schonn e puermol probéiert hunn. Zu Miersch ass dat probéiert ginn. Zu Miersch ass dat gelongen. Beim Agrarzenter, wou do nei gebaut gëtt, do ass dat Konzept agefouert ginn. Dat heescht: Dat Baurecht, déi 10 % Baurecht méi, dovun ass ee Resultat, dass mir 10 % kréien, a 15 % bis 20 %. An dat ass fir näischt! A wann de Privatsecteur ..., an et gëtt gefrot: „Wie baut dat?" Ma de Privatsecteur kann dat bauen. An, Här Lies, à livre ouvert, à livre ouvert gëtt dat da geliwwert.

Da kommen ech zum véierte Punkt, well de Pacte Logement de Startschoss ass. An ech si frou, dass den Här Haagen hei virdrun dee Plädoyer gemaach huet, wat d'Gemeng alles ka maachen, selwer Initiativen huelen. Déi GLS-Wunnengen: Dir hutt gesot, wann all Gemeng géif 20 Wunnenge pro Joer ulounen oder mobiliséieren, mol 100, dann hätte mer 200 Wunnengen - mee d'GLS mécht dat. Mir mussen d'Identifikatioun vum Leerstand an de Gemenge maachen. A wien ass do am noosten derbäi? Dat si mir net. Dat ass och net den Interieur. Dat sinn d'Gemengen. Dofir mussen d'Gemengen déi Identifikatioun vun dem Leerstand an hirer Gemeng maachen. A si hunn d'Méiglechkeet och schonn, fir Taxen drop ze maachen. Mee do hu mir och vläicht eng Hausaufgab, an déi wäerte mer och maachen, fir déi national Tax och kënnen do auszedokteren. Mee do brauche mer awer déi Hëllef vun der Gemeng. Mir mussen d'Identifikatioun vun de Wunnenge maachen. Mir mussen awer och wëssen: Wie wunnt wou? Well dat hu mir net. Déi Informatioun hu mer net. An do sollte mer eis och effektiv zesummesetzen, fir dat erauszefannen.

Ech sinn och frou, dass Der eppes iwwert de B6 gesot hutt, well de B6 ass en Instrument, wou mer scho kënnen deels mobiliséieren. An duerfir kritt Der jo och, d'Gemengen, an dësem Kader de „Raum+"-Programm zur Verfügung, deen a sech dat Instrument gëtt, fir dat vill méi séier a schnell ze identifizéieren. Dat ass zesumme mam Landesplanungsministère a mam Logementsministère entstanen.

An da kommen ech schonn zum Schluss, well soss d'Zäit fortleeft an d'Madamm Bofferding jo och nach e puer Sätz wëllt soen. Ech wëll ...

(Interruption)

E puer Sätz, oder wat hat ech gesot?

(Interruption)

E puer Sätz.

Ech kommen zum Schluss. Also mir sinn nach all gefuerdert, déi staatlech Hausaufgaben ze maachen. Mir hunn een Instrument hei, dat et fäerdegbréngt, no vir ze goen, zilorientéiert, eng Obligation de résultat ze kréien. Dat geet nëmmen zesummen. An duerfir fuerderen ech derzou op, dat och an Usproch ze huelen. Profitéiert dervun, e Logementsberoder, en externe Logementsberoder am Ufank ze huelen, fir déi Informatiounen, den Knowhow mat an d'Gemeng ze huelen. An da mengen ech, dass et eng Win-win-Situatioun gëtt, well mir hunn nëmmen eng Obligatioun: déi Obligatioun vis-à-vis vun deenen, déi et ganz schwéier hunn, eng Wunneng ze fannen. An déi musse mer opfänken. Wa mir et net sinn, wien ass et soss? Dat kann nëmmen eng staatlech Initiativ sinn. Dat ass déi staatlech, iwwer eis Promoteur-publicken, an dat sinn d'Gemengen alleguerten am Land, dat sinn der 102. A mir huele se haut mat deem Pacte Logement mat an d'Boot. An ech si frou, déi Zesummenaarbecht kënnen ze maachen. A mir wäerten eng Campagne am Hierscht zesumme mam Syvicol um Terrain maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Inneministesch, d'Taina Bofferding. Här Kox, Dir waart net esou léif mat der Madamm Bofferding. Ech sinn elo méi léif mat hir.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Ech hat elo scho bal geduecht, wann de Minister Kox de Fliger muss huelen, hätt ech e bësse méi Riedzäit, mee dat war elo net opgaangen. Soit. Dann e puer Sätz, ganz séier: haaptsächlech d'Reform vum Artikel 29bis iwwert d'Gesetz vum Aménagement communal.

D'Instrument, wat mer hei schafen, ass scho contraignant. Dat wëll ech awer nach eng Kéier ganz kloer soen. Et ass virun allem e wichtegt Instrument fir d'Gemengen. An et ass een Instrument, wéi mer och elo gemierkt hunn, wat schonn hefteg Diskussiounen ausléist.

Däers ware mer eis bewosst. Eebe grad wa mer an déi Richtung ginn, dass mer esou eppes Innovatives hei en place setzen. Mee bon, aussergewéinlech Erausfuerderungen, aussergewéinlech Problemer brauchen och aussergewéinlech Léisungen.

Ech géif just gären awer eng Kéier de Prinzip erklären, well hei an den Diskussiounen e puer Elementer zesummegehäit gi sinn, respektiv och Aussoe komm sinn, déi eigentlech awer net esou ganz elo dem Esprit vum Gesetz entspriechen.

Et ass esou: An Zukunft wäert an all Gemeng, an all Quartier eeben e gewëssene Prozentsaz un abordabele Wunnengen entstoen - dat ass d'Gesetz. Dat heescht, do kann net méi driwwer diskutéiert ginn. Dat ass net: Wëllt een dat? Dat ass esou virgesinn, eebe mat deem Instrument, wat mer hei kreéieren.

Dat geschitt unhand vu véier Punkten. Ab engem PAP vun zéng Wunnengen - respektiv fënnef Wunnengen, wann eppes nei an de Perimeter kënnt -, entsti maximum 20 % eeben un deenen abordabele Wunnengen, déi dann d'office un d'Gemeng, a wann d'Gemeng renoncéiert - dat Recht huet si jo -, dann un de Staat ginn. An dat Allerwichtegst ass: Dës Wunnenge bleiwen an der ëffentlecher Hand. Dat heescht, déi kënnen net méi um Privatmarché einfach esou verkaaft ginn, wéi mer et haut kennen. Dat heescht, mat dësem Instrument hei gräife mer weesentlech méi déif an den Immobiliemarché an, wéi mer dat jeemools hei am Land gemaach hunn.

Mir schafen, wéi gesot, hei en effikasst Instrument, fir dass d'Gemengen an Zukunft hire Wunnengspark esou systematesch kënnen ausbauen, a suergen och derfir, dass et realiséierbar gëtt a virun allem och finanzéierbar.

Well déi grouss Fro hannendrun ass jo, wann ee sech esou en Instrument gëtt: Wéi finanzéiert een dat? An de Minister Kox huet et grad schonn ugeschwat: Mat där Fro ware mer vun Ufank u konfrontéiert an deenen Echangen, déi mer mam Syvicol haten, awer och mat deenen eenzele Gemengen, wou mer a Kontakt waren, ass déi Fro ëmmer komm: Wéi solle mer dat dote finanzéieren?

A wann ee kuckt, wéi d'Präisser vun den Terraine sech am leschte Joer entwéckelt hunn - aleng déi sinn ëm 14 % an d'Luucht geklommen -, da mengen ech, ass déi Fro och méi wéi berechtegt: Wéi kréie mer dat doten eebe finanziell hin, fir dass och d'Gemengen dat Instrument herno notzen an dass se net herno musse renoncéieren, well se eeben déi finanziell Moyenen net hunn?

An do si mer eeben e bësse méi - wéi soll ech soen? - kreativ ginn. Déi Kritik, déi ech awer hei héieren hunn, dass mer elo géifen e Kaddo fir Promoteure maachen, oder dass de Minister Kox an ech elo d'Lobbyiste vun de Promoteure wären, ben, dat kann ech awer esou net stoe loossen. Well - an dat ass awer dee ganz entscheedende Moment bei deem Prinzip hei -: D'Gemenge mussen dee Moment fir déi Terraine keen een Euro méi bezuelen. Dat heescht, déi Terraine ginn automatesch un d'Gemeng respektiv herno un de Staat eriwwer, wann d'Gemeng renoncéiert. Dat heescht, déi Bauterraine mussen d'Gemenge mat kengem Euro finanzéieren. An als Konterpartie, dat ass dann eeben dat e bësse méi Kreatiivt hei, gëtt eebe mat 10 % méi Baupotenzial kompenséiert. Mir schafen hei am Land doduerch eebe konsequent Wunnengen, déi, wéi gesot, d'office an d'ëffentlech Hand eraginn, déi net méi einfach op eemol kënnen um Marché verschwannen, déi eemol abordabel waren an herno net méi. Dat evitéiere mer heimat. A mir suergen och derfir, dass et weiderhin eebe finanzéierbar ass. An duerfir kann een, mengen ech, och hei richteg vun engem Systemwiessel schwätzen, well et eeben eppes ganz Innovatives ass.

Erlaabt mer vläicht, nach kuerz op déi Verdeelung vun deenen 10 % anzegoen, well dat och elo vun e puer Spriecherinnen a Spriecher ugeschwat ginn ass.

Also, ech kann lech versécheren, dass déi 10 % méi Baupotenzial sech ganz gutt an d'PAPe wäerten integréieren. Dat wäert schonn harmonesch kënnen an d'PAPen agebaut ginn. Mir haten nämlech och duerfir, well ee sech dat jo dann esou ausdenkt, dat u konkreete Beispiller ausgerechent. Mir hu Simulatioune gemaach, selbstverständlech, éier mer och de Gemengen dat do proposéiert hunn, fir eeben ze wëssen: Wou komme mer herno dobäi eraus? Mir haten och där Beispiller hei de Kolleeginnen a Kolleegen an der Kommissioun gewisen, fir dass ee sech méi konkreet ka virstellen, wat dann herno déi 10 % méi Baupotenzial ausmaachen.

A mir gesinn eeben och grad elo an der Refonte vun de PAGen, dass nach ganz vill Sputt och an de PAPen ass. Do ass nach ganz vill Spillraum no uewen. Och dat kënnen d'Memberen aus der Commission d'aménagement bestätegen.

Wichteg heibäi, wëll ech awer och nach soen, fir déi Leit, déi elo an de Gemengen och Verantwortung hunn: Natierlech loosse mer hei d'Gemengen net aleng. Mir hunn do eis Plateforme de concertation, déi jo déi meescht vun lech dierfte kennen, déi wäerte mer och weider ausbauen. Déi wäert och an Zukunft nach méi eng wichteg Roll hei spillen, fir eeben de Gemengen esou berodend kënnen zur Säit ze stoen, fir och kënnen déi doten Dispositiounen ëmzesetzen. A selbstverständlech, ech mengen, dat war virdrun nach gefuerdert ginn, wäerte mer och esou eng Convention type ausschaffen an de Gemengen zur Verfügung stellen. Ech mengen, dat hat ech och schonn an der Kommissioun gesot oder fir d'Lescht eng Kéier um Buergermeeschterdag. Dat ass absolutt jo och eise Rôle, fir d'Gemengen hei kënnen ze ënnerstëtzen.

Ofschléissend wëll ech nach drop hiweisen, dass mer effektiv an der Kommissioun vill Diskussiounen haten. Mir hunn och emol kontrovers diskutéiert. Ech fannen dat awer an deem Sënn ganz positiv, well mer am Endeffekt ..., jo, well et eis ëm d'Saach geet a well mer eis och domadder inhaltlech auserneesetzen.

Ech muss awer soen, dass eng Rëtsch vun deene Proposen, Pisten, déi komm sinn, awer éischter an

där Logik vun deene leschte Joerzéngte bleiwen, déi, nogewisenerweis, jo eigentlech ..., jo, de Problem net esou geléist hunn, wéi ee sech dat geduecht huet, a virun allem, wou mer eis missten eens sinn, dass mer mussen eeben nei Schrëtt maachen, méi innovativ ginn a virun allem méi contraignant Instrumenter en place setzen. An duerfir ass dat heiten eeben de Startschoss, dee mer haut maachen, mat deem Systemwiessel, dee mer wëllen hikréien.

Den Artikel 29bis ass souzesoen e Baustee vun deem ganze Puzzle, fir méi bezuelbare Wunnraum ze schafen, mat deenen anere Bausteng - och déi si scho genannt ginn -: de Baulandvertrag, de Remembrement ministériel.

Iwwregens, Här Roth, dierften dat déi Instrumenter sinn, déi, bei deem Beispill, wat Dir virdru genannt hutt: Wann ee säin Terrain net méi wëllt developpéieren, net wëllt eppes mat sengem Terrain maachen, kënne genau dat doten zwee Instrumenter sinn, déi Iech herno kënnen hëllefen. Well och do ass et eis wichteg, dass mer de Gemengen eeben déi Moyene ginn, dass se och kënnen do aktiv sinn. An dass se och kënnen esou hir urbanistesch Entwécklung weider maachen.

Op alle Fall, dëst haut ass de Startschoss vun deem Systemwiessel. An duerfir fannen ech och, dass et haut eigentlech e gudden Dag ass, well mer eeben dee Wiessel haut domadder aleeden, mat all deenen aneren Instrumenter, déi nach wäerte kommen. An dës alleguerten ginn herno eeben dat komplett Puzzelstéck, wat mer brauchen, fir eeben hei mateneen am Logement kënne virunzekommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President. Och merci, deenen zwee Ministeren, deenen ech ganz opmierksam nogelauschtert hunn. Allerdéngs hunn ech eppes an deenen zwee Exposéen total vermësst: Nämlech, datt se eppes iwwert dat wichtegst Instrument, wat d'Gemengen hunn, fir u Bauland ze kommen, nämlech d'Virkafsrecht, gesot hätten. An ech muss Iech soen, datt d'Gemengen am Allgemengen am Moment extreem mat där Prozedur vum Virkafsrecht geplot sinn.

Ech wëll net nach eng Kéier op déi ganz onleideg Geschicht do agoe vun der Madamm Inneministesch hirem Circulaire, deen eis iwwer ee Joer zréckgehäit huet um Niveau vun de Gemengen, och ganz besonnesch vun der Stad Lëtzebuerg. Do hu mer elo en Arrêt. Allerdéngs léist deen Arrêt nach laang net all eis Problemer. An d'Madamm Ministesch weess dat, well mer och eng Kéier bei hir waren. Déi Promoteuren, déi loosse sech ëmmer méi allméiglech Artificen afalen, fir datt d'Gemenge quasiment an der Onméiglechkeet sinn, fir dat Virkafsrecht auszeüben. Do gëtt et notamment dee Punkt, datt an deene meeschte Compromisen ewell e substanziellen Akkont drasteet, wou d'Gemengen e Problem hunn, deen direkt kënnen ze bezuelen. Et kommen awer elo och nach eng ganz Rei méi speziell Artificen. An ech wëll net op déi agoen. Mee et kënnt haaptsächlech ee groussen neie Problem op d'Gemengen zou, well vill méi systematesch géint déi Decisioune vum Virkafsrecht vun de Gemenge Contestatioune kommen. Contestatiounen, fir d'éischt bei der Inneministesch, awer och doriwwer ewech bei de Geriichter.

Wat bedeit dat elo? An dat wollt ech Iech awer eng Kéier schilderen, fir Iech och wierklech fir déi Thematik do ze sensibiliséieren. Dat féiert derzou, datt do eventuell wärend zwee, dräi Joer guer näischt geschitt, well déi Terraine blockéiert sinn. D'Gemenge wëllen d'Virkafsrecht ausüben. Et ass awer een Acquereur, deen net domadder d'accord ass, deen also déi Decisioun contestéiert, dee geet herno virun den Tribunal administratif, e geet virun d'Cour administrative. Dat heescht, do riskéiere mer, zwee, dräi Joer an enger Prozedur ze verléieren. A wat nach vill méi dramatesch ass, Madamm Inneministesch, ass, datt deejéinegen, dee wëllt verkafen, seng Suen net kritt. Dat heescht, deen ass eventuell dräi Joer do blockéiert, kritt seng Suen net. An dat féiert deelweis zu enger katastrophaler Situatioun.

An ech wollt Iech de Mëtten awer nach eng Kéier - well den Här Kox ass jo elo leider fort - fir dee Sujet do sensibiliséieren, Iech froen: Sidd Der Iech där Thematik do bewosst? An haaptsächlech: Wat hutt Der do wëlles, fir de Gemengen ze hëllefen? Et ass jo dervu geschwat ginn, datt dat ganzt Virkafsrecht misst eng Kéier iwwerkuckt ginn, och nei reglementéiert ginn. Ech wëll elo mol konkreet wëssen: Wat hutt Der do vir? Well wa mir kee Virkafsrecht méi kënnen ausüben als Gemengen, gëtt et och vill, vill méi schwéier, fir iwwerhaapt nach u Bauland ze kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Jo, merci. Also, Här Mosar, Dir braucht eis elo net ze sensibiliséieren. Ech mengen, mir sinn eis där Problematik scho bewosst. Duerfir sidd Der jo och bei eis an den Interieur komm. A mir hate jo och do e ganz konstruktiven Austausch, muss ee jo soen, wou Der jo och nach e puer Punkten opgezielt hat a wou mer gesot hunn, dass mer déi mat an deen Aarbechtsgrupp huelen, wou jo och d'Stad Lëtzebuerg dra vertrueden ass. An deen Aarbechtsgrupp, dee jo u sech soll de Grondstee leeën, déi wichtegst Elementer, fir déi Reform vum Virkafsrecht kënnen ze maachen. An dat leeft elo. An ech weess, dass am Hierscht, mengen ech, deen nächste Grupp nach eng Kéier soll zesummekommen. An dat opgrond vun deene Reflektiounen, déi mir amgaange sinn, intern bei eis am Haus ze maachen, fir eeben där Problematik elo aus dem Wee ze goen.

An ech mengen, do si mer eis och eens, dass mer e staarkt Virkafsrecht brauchen, fir dass d'Gemengen och wierklech dovunner kënne Gebrauch maachen, an dass déi, jo, déi Urteeler, déi do komm sinn, d'Saach definitiv net vereinfachen. An dass mer eeben elo kucken, do och pragmatesch Léisungen ze fannen, fir eebe kënnen dee Moment de Gemengen, wéi gesot, e staarkt Virkafsrecht ze ginn, fir dass dat dann och dee Moment herno juristesch esou d'Strooss hält. Wéi gesot, do si mer drun. Do ass deen Aarbechtsgrupp an dat leeft weider. Dat ass alles nach an der Maach. An do wäerten dann och deemnächst konkreet Textproposen um Dësch leien.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Ech soen der Ministesch Merci fir déi Äntwert. Ech weess dat doten och alles. Ech hu just e gewëssene Problem mat dëser Regierung am Generellen: Wann et iergendwou Problemer gëtt, da gëtt en Aarbechtsgrupp agesat, an da gëtt emol den Dossier eng Zäitchen an den Tirang geluecht. Da brauche mer eis net méi domadder ze beschäftegen. Madamm Minister, dat gëllt net nëmme fir Iech, dat gëllt fir d'ganz Regierung. Mat Aarbechtsgruppe léise mir kee Problem. Mir brauche Bauland als Gemengen, wa mer déi ambitiéis Ziler, déi de Pacte Logement 2.0 wëllt erfëllen ..., wa mer dat wëlle maachen, brauche mer Bauland. An am Moment hu mir e Virkafsrecht, wat net fonctionéiert. An d'Aarbechtsgruppen, dat ass alles schéin a gutt, ma domadder komme mer kee Millimeter virun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7648. Den Text steet am Document parlementaire 7648[14].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7648 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer zu de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Ech erspueren eis elo ganz vill Zäit. Et gëtt sechs Motioune vun der CSV. Elo, wou d'Gesetz ugeholl ass, mir hätte géint déi eng oder déi aner gestëmmt, well mer géint de Prinzip vum Pacte Logement sinn, mee lo, wou et ugeholl ass, kënne mer déi sechs Motiounen ënnerstëtzen a stëmme mat Jo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Reding. Dann den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz zur Motioun 1: Mir fannen déi ganz sympathesch. Mir géifen déi och matstëmmen. Mir géifen eis just vläicht wënschen, datt, an der Logik vun all deenen anere „my"-Projeten am Staat, et vläicht „myHousing" an net „myLogement" géif heeschen, well dat awer e bëssen en Amalgamm zwëschent Franséisch an Englesch ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Dann huet d'Madamm Ahmedova d'Wuert gefrot.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice*.- Jo, merci villmools, Här President. U sech ass et esou: Jo, den Numm ass sympathesch, „myLogement". Mee de Problem ass, esou eng Struktur hu mer schonn an deem Beräich: Mir hunn de Fonds du logement, mir hunn d'SNHBM an déi erfëlle justement de Rôle, fir d'Gemenge weiderhi kënnen ze ënnerstëtzen. An duerfir, eng zweet Ulafstell als „myLogement" wéi „myenergy" brauche mer u sech net. An duerfir wier dës Motioun och superfetatoire, esou gesinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Ahmedova. An da geet d'Wuert weider un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, mir géifen dës Motioun mat ënnerstëtzen. Mir géifen eis just wënschen, dass déi nei Struktur dann awer och ëffentlech wier a géif bleiwen. Wann dat esou ass, dann ass dat fir eis an der Rei.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Fir d'éischt, ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President, Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Lies, freet nach d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech probéieren, et och ganz kuerz ze halen. Also iwwert d'Terminologie, mengen ech, brauche mer net laang ze streiden. Also dat ass just eng Iddi, eng Propos. An datt et effektiv een ëffentlechen Acteur soll bleiwen - absolutt richteg! Also déi Struktur hei soll iwwer een Établissement public ofgewéckelt ginn.

Ech wollt just awer der Madamm Ahmedova - ech mengen, déi ganz gutt Erfarunge gemaach huet bei „myenergy" - soen, datt genau esou eng Struktur wéi déi heiten, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, datt déi feelt. A bei „myenergy" huet dat exzellent funktionéiert am Kader vum Pacte Climat. An am Pacte Logement géif esou eng Struktur och exzellent funktionéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Lies. Da kënne mer elo awer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

(Brouhaha)

D'Madamm Ahmedova huet d'Wuert fir d'Motioun Nummer 2.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice*.- Jo, merci villmools. Also, wat ech hei wollt soen, ass, datt de Pacte Logement de finanzielle Volet ..., dee gëtt jo u sech iwwert de Fonds spécial ofgewéckelt. An an deem Sënn liesen ech Iech och den Artikel Nummer 9, also: « Le ministre dresse annuellement sur base du bilan annuel prévu à l'article 4, paragraphe 2 », an dat gëtt dee Moment vum Logementsberoder gemaach, e « rapport de mise en œuvre du Pacte logement et un rapport financier des projets réalisés dans le cadre de la présente loi. ».

Dat heescht, an deem Sënn hu mer schonn och virgesinn, datt de Fonds spécial och een annuelle Bilan mécht mat de Finanzementer, fir d'Weiderentwécklung a fir dee Moment och e Status quo ze kréien. An, jo, dat gesot, natierlech soen ech och heizou, datt et eng superfetatoire Motioun ass, a mir wäerte se och net matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Ahmedova. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Och hei ganz kuerz: Ech fannen et extreem schued …, an ech mengen, wann effektiv e Gesetz en place gesat gëtt, an zemools esou ee wichtegt wéi dat heiten, da soll een och schnellstméiglech eng Kéier e Bilan doriwwer maachen. Wann een do awer véier Joer waart, fannen ech dat e ganz, ganz laangen Dag. An, bon, gutt, dann ass d'Waljoer 2023 eriwwer.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Lies. An da geet d'Wuert un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo. Mir ënnerstëtzen dës Motioun mat. Wann ech mech net ieren, steet deen do Punkt jo och an der Motioun vun der Majoritéit, mee déi hei geet eigentlech méi wäit, well et ëm eng Ënnerkategorisiérung an déi dräi Kategorië geet. Also et schéngt mer, wéi wann Är Motioun, déi vun der CSV, méi wäit géif goen, wéi dee Punkt an der Motioun vun der Majoritéit. Duerfir schéngt et mer awer net, wéi wann dat och schonn esou am Pacte Logement géif drastoe mat deenen dräi Kategorien. Just fir d'Motioun nach eng Kéier ze verteidegen. Also ech fanne se wierklech gutt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Da kéime mer zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, merci fir d'Wuert nach eng Kéier. Also, wat een hei am Fong ka soen, ass, wéi den Här Hahn och scho virdru gesot huet: Mir hu wierklech en eleganten an intelligenten Equiliber zwëschent deem, wat mer oftrieden, zwëschent Baudicht an zwëschent abordabel Wunnenge schafen. An ech mengen, dat ass och eist Zil.

An ech mengen, mir stellen dat u sech an deem Sënn och guer net a Fro. An et ass och, wéi d'Madamm Taina Bofferding gesot huet virdrun, datt mer hei wierklech Rechnunge gemaach hunn. Mir hunn eis op den Observatoire de l'habitat baséiert, fir eeben den Equiliber, de richtegen Equiliber ze fannen, fir datt jiddereen eng Win-win-Situatioun dobäi huet. Dat ass fir deen éischte Punkt.

Da fir den zweete Punkt: Deen ass och an eisen Ae superfetatoire, well d'Gesetz gesäit dat och scho kloer vir. Ech mengen, am Gesetz kann een erëmfannen, datt d'Käschten, déi d'Gemenge musse bezuelen - och schonn de Coût de réalisation -, wäerten och esou iwwerholl ginn. An u sech brauche mer an deem Sënn keng weider Präisser festzeleeën.

An och, wann et bis gebaut gëtt, ech mengen, fir kënnen iwwerhaapt Subventiounen ze kréien, muss et och no engem Cahier des charges, deen och vum Ministère ausgeschafft gouf, gebaut ginn. An an deem Sënn hu mer och de legalen an de richtege Kader fir de Bau vun de Wunnengen.

Merci. A mir wäerten dës Motioun net matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Auteur, den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Ben, ech mengen, bei dëser drëtter Motioun geet et drëm, fir d'Baurecht an d'Luucht ze setzen. Gutt, ech mengen, et ass virdru méi laang diskutéiert ginn. Ech hu virdrun och a menger Usprooch oder a menger Ried gesot, datt d'CSV sech derfir engagéiert, fir méi erschwéngleche Wunnraum ze schafen. Ech fannen et just miraculéis, datt dës Majoritéit effektiv duerfir asteet, fir manner erschwéngleche Wunnraum ze realiséieren. An datt effektiv an de Prononcéë vun deenen 10 % méi Baurecht, datt e Promoteur do d'office 25 % Benefiss op seng Transaktioune soll maachen, dat fannen ech zwar effektiv extreem, extreem remarkabel.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. Da geet d'Wuert un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci och hei. Mir ënnerstëtzen d'Motioun, obwuel mir natierlech hätte wëlle méi wäit goen an u sech 30 % gewollt hätten, wéi ech et och virdru gesot hunn. Mee mir ënnerstëtze se awer mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert nach eng Kéier un d'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, merci nach eng Kéier. Also ech wëll hei eppes betounen, et steet och am Gesetz: mindestens 20 %. Duerfir, all Gemeng ka vu sech aus eng weider Negociatioun mam Promoteur maachen, fir op 30 %, 40 % voire 50 % abordabel Wunnengen eropzegoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. An dann huet nach den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Wéi virdrun och an der Ried erkläert, wäerte mir natierlech d'Augmentatioun op 30 % ënnerstëtzen.

Déi Konditioune fir d'Realisatioun, ech si virdrun drop agaange mam Beispill, wann de Promoteur da selwer eng Firma huet fir ze bauen, an deementspriechend do nach eng Kéier de Benefiss mécht. Et ass dach kloer, dass mer mussen déi Konditioune festleeën. Ech hunn et an der Interieurskommisisoun scho gesot, dass een do e ganz klore Katalog misst hunn. Well herno doriwwer nach eng Kéier Benefiss gemaach gëtt, plus déi 10 %. D'Madamm Inneministesch huet virdrun dat Märchen hei erzielt, dass déi 10 % net zu méi Benefiss féieren - wat awer net stëmmt! Mat deenen 10 % wäert herno méi Benefiss fir de Promoteur erausprange wéi virdrun! Do ka kee mir eppes aneres zielen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

Da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, merci nach eng Kéier, Här President. Et ass u sech esou, datt déi verschidden Typologië vun abordabele Wunnengen net am Pacte Logement wäerten definéiert ginn. Dat kann och net esou gemaach ginn. Mee par contre si mer amgaange mat enger Reform vum 1979er Gesetz, wou dat dee Moment och wäert konkreet nei definéiert ginn.

Dat gesot, soen ech och, datt mer dës Motioun wäerte rejettéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova.

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, merci, Här President. U sech an deem Sënn ass d'Konzept schonn a Kraaft, souzesoen. Et heescht vläicht anescht, mee u sech kënnen d'Leit elo schonn zu engem abordabele Präis lounen. An de Präis ass souwisou esou niddreg, datt déi Leit wierklech déi Méiglechkeet kréien, fir Sue kënnen op d'Säit ze leeën. An dann, wann et sou wäit ass, wa se e bësse Suen op d'Säit geluecht hunn a wa se bis déi Geleeënheet hunn, kënne se dann dee Moment eng Wunneng och mat Emphyteos bei der SNHBM oder beim Fonds du logement kafen. Dat heescht, an deem Sënn kënnt dat op dat selwecht eraus. An duerfir wäerte mer och dës Motioun net matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. An da geet d'Wuert un den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo, nach eng Kéier ganz kuerz - merci, Här President - och Stellungnam heizou. Esou gëtt et awer an der Praxis net applizéiert, datt ee mat Mietkauf ..., dat gëtt an der Praxis net applizéiert.

Mir hunn do eng Proposition de loi gemaach virun zwee Joer a mir hätten déi och gär hei an der Chamber diskutéiert. A wéi gesot, mir wäerten dorop bestoen, datt dat och wäert geschéien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. Da geet d'Wuert un den Här Marc Georgen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Also déi doten ass eis ganz sympathesch, well et eigentlech dee Mietkauf ass vun 10 Euro de Meterkaree, dee mir gär hätten. Dat huet näischt dermat ze dinn, Suen op d'Säit ze leeën oder soss iergendwou an et herno ze kafen. Et huet eppes dermat ze dinn, dass een einfach 10, 20 Joer beim Staat oder bei der Gemeng lount an herno gëtt dat, wat een als Loyer bezuelt huet, ugerechent, wann een dann déi Wunneng vum Staat oder vun der Gemeng iwwerhëlt. Dat ass de Mietkauf. Dat ass eppes, wat et am Moment esou nach net gëtt. An deementspriechend wäerte mir dës Motioun och matdroen. Well et ass net, dass mer ëmmer herno déi aarme Leit op d'Banke schécken, wou da souwisou kee Resultat erauskënnt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un d'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, vläicht just nach ee Wuert zur Ergänzung par rapport zu deem, wat elo grad gesot ginn ass. 10 %, dat kléngt wierklech no net vill. Mee wat ech hei wëll soen, ass, datt den abordabele Loyer par rapport zum Salaire ausgerechent gëtt, dat heescht, nach méi op d'Mooss geschnidde par rapport zu deem, wat ee verdéngt. A wann een net genuch verdéngt, da si souguer 10 Euro de Quadratmeter ze vill.

Mir schwätzen hei vun 10 % vum Akommes; respektiv 20 %, 30 % wier de Maximum, dee mer hätten. An dat wier fir eis wierklech déi richteg Léisung, fir fir jiddereen eng richteg sozial Léisung kënnen unzebidden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova.

Da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 5 kommen.

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice .*- Jo, merci, Här President. Eng leschte Kéier wëll ech och hei zu der Motioun Nummer 6 eppes soen. Et ass am Fong esou, datt dat Ganzt och amgaangen ass, ausgeschafft ze ginn, an dat am Kader vun der Reform Aides à la pierre. An et ass och esou virgesinn, datt verschidde Promoteuren, also privat Acteuren, déi mat engem Non-Profit schaffen, och schonn elo kënnen Hëllefe vum Staat kréien.

Et ass och esou mat der Timeline, well meeschtens gëtt ee jo da gefrot: „Ok, mee wéini kënnt eppes?" Mee den Här Minister huet eis an der Kommissioun och erkläert, datt mer fir den Hierscht eppes wäerte virleien hunn.

Wat ech och scho virdru gesot hunn: Et gëtt och e Cahier des charges, un deen ee sech kann halen, an dee fënnt ee schonn op www.logement.lu. An an deem Sënn ass dat och de Cahier des charges, deen ee brauch, fir och Subventioune kënnen ze kréien. An dat heescht, den Artikel 29bis, deen orientéiert sech och un dësem Cahier des charges.

Merci villmools, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also fir eis ass dat heiten e kloren Nee. Mir gesinn net, firwat ee soll de Benefiss vun den Aide-étatiquen ausweiden op d'Promoteur-privéen. Déi maache jo scho genuch Benefisser. Also do gesinn ech wierklech net de Sënn. An et ass och net hir Roll. Mir mengen, et sollen déi ëffentlech Promoteure sinn, déi déi dote Roll fir de locatif de logement abordable assuréieren. Et ass also net hir Roll a si hunn eng aner Logik. E Promoteur privé ass an der Logik, fir Benefisser ze maachen an net, fir dem Allgemeng gutt ze déngen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Also mir wäerten dës Motioun och net matstëmmen. Ech hu virdru laang erkläert, firwat et net un de Promoteurs privés ass, dass elo nach de Staat do soll Hëllefe ginn. Ech mengen, dat wär de System nach e bësse pervers opgestallt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

Da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 6 kommen.

Vote sur la motion 6

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 7

Da kéime mer zur Motioun Nummer 7. Dat ass déi, déi vum Här François Benoy deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Une voix.- Den Här Reding.

Une autre voix.- Den Här Reding.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Mir hunn déi Motioun net mat ënnerschriwwen a mir wäerte se och net matstëmmen. Zum engen ass se, wéi et ëmmer esou schéin heescht op där anerer Säit vum Sall, superfetatoire.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- „Prévoir les moyens budgétaires nécessaires", „mettre à disposition [...] les ressources nécessaires" - mais ça va sans dire! Wann een e Gesetz mécht, wat Saachen en place setzt, da muss ee selbstverständlech „les ressources nécessaires" virgesinn. Also: superfetatoire!

An da kënnt natierlech deen onsägleche Punkt i, ech hunn driwwer geschwat: „imposition nationale des logements innoccupés" ass ganz genau déi falsch Mesure, déi ee muss huelen. Mir hunn d'Pisten opgewisen, wéi een ouni Steiergelder ganz séier déi Logementer kéint mobiliséieren. D'Impositioun, d'Besteierung, ass dee falsche Wee, léif Kolleege vun der DP. Duerfir stëmme mir hei dergéint.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Reding. An dann ass et um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci. Also mir wäerte se matstëmmen. Mir hu se jo och mat ënnerschriwwen. Et sti ganz vill sënnvoll Saachen dran, wou mer och frou wären, wa se schnell esou géifen ëmgesat ginn.

Just ee Punkt, dat huet sech herno an de Rieden erausgestallt, iwwert d'Besteierung vun den eidele Logementer: Et ass gutt, dass hei „analyser" steet, well mir deelen d'Meenung net vun deene Gréngen, dass een och de Kanner oder Enkele misst do Steieren drop dinn. Mee mir sinn der Meenung: Esou vill Kanner, wéi een huet, esou vill Logementer dierf een deenen dann och halen. An dat misst da steierfräi sinn, wann een dat fir seng eege Famill hält.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Jo, Här President, merci, fir d'Wuert. Mir wäerten dës Motioun och net matstëmmen, well do eng ganz Partie Invites stinn, déi mer net ganz kënnen novollzéien. „Moyens budgétaires nécessaires" - wann een effektiv kuckt, datt manner erschwéngleche Wunnengsbau soll realiséiert ginn, iwwert dee Wee hätt ee sécherlech nach méi Moyene kënnen deblockéieren. Hei geet et éischter ëm ee Spuerpak, wann et ëm erschwénglech Wunnenge geet. De Fonds du logement, en fin de compte, opgrond vun där Gesetzgeebung, déi eebe virun e puer Joer verpasst ginn ass, misst onbedéngt eng Kéier analyséiert ginn an och ugepasst ginn, fir deem Promoteur public nees e bësse méi Flexibilitéit ze ginn. Momentan sinn déi an engem richtege Korsett gefaangen, soudatt do och de Problem ass, datt et net séier genuch virugeet.

De Conseiller logement geet eis net wäit genuch - dat hu mer scho gesot. Duerfir, iwwer eng aner Struktur hätt een dat kënne maachen. An et feelen eis nach eng Partie aner Saachen dran, wéi zum Beispill d'Iwwerschaffe vun der Gesetzgeebung vun den Offices sociaux, well dat ee ganz, ganz wichtegen Acteur ass - feelt och hei dran! Duerfir kënne mer deem doten net zoustëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Lies. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, mir hunn eis e wéineg iwwert dës Motioun gewonnert. Well do sti jo da Saachen dran, déi jo eigentlech och schonn am Gesetz stinn, wat mer grad gestëmmt hunn, wéi zum Beispill d'Moyen-budgétairen. Mir fannen dat eigentlech e bësse witzeg.

Do stinn dann och aner Saachen, déi hätt ee kënnen am Gesetz virgesinn, wéi zum Beispill de Réseau vun de Conseillers logement. Firwat steet dat dann net am Gesetz, wann d'Majoritéit dat proposéiert?

Dat heescht, déi ass eigentlech, sou wéi déi aner Kolleegen et oft soen, superfetatoire. Mee de Gros dovunner gefält eis awer. A vu dass mer mam Inhalt eigentlech averstane sinn, géif ech awer soen: Mir stëmme se mat, well mer den Inhalt gutt fannen, och wa se superfetatoire ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Oberweis.

Da komme mer zum Vott vun der Motioun Nummer 7.

Vote sur la motion 7

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 35 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

3. 7840 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Mir kommen elo zum Projet de loi 7840 iwwert d'Verlängerung vu Bäihëllefen zugonschte vu verschiddene Betriber. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert dann elo un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'sanitär Kris ass leider nach net ganz iwwerstan. Mir gesinn, dass d'Neiinfektiounen, dass d'Zuelen erëm lues klammen. Mee glécklecherweis ass awer d'Situatioun an de Spideeler relativ roueg, dem Vaccin sei Dank.

Mee d'Rees an d'Ongewëssheet geet nach e bësselche virun. An dat kréien och eis Betriber ze spieren. Et kann ee wierklech nach net soen, dass d'Situatioun erëm eng Kéier normal ass. Et sinn nämlech nach Limitatiounen, dat wësse mer alleguerten, am Horeca-Secteur. D'Leit musse sech erëm lues a lues un dat gewinnen, wat mer Normalitéit nennen. A mir gesinn awer och, dass nach verschidde Leit - a wierklech, et ass awer eng appreciabel Zuel -, och wann d'Restauranten elo bannen a baussen op sinn, awer nach net onbedéngt eraginn, well se dann awer nach ëmmer e bësse fäerten, quitte dass se geimpft sinn. Si fäerte manner, si géife sech ustiechen, mee si géifen eventuell aner Leit, déi net geimpft sinn, ustiechen.

Dat alles, dat bréngt mat sech, dass et extreem wichteg ass, dass verschidde Secteuren, notamment déi, déi ech elo genannt hunn, nach viru Staatshëllefe kréien, bis d'Ekonomie erëm eng Kéier normal leeft a si erëm eng Kéier kënne voll funktionéieren. Dat ass u sech den Objet vun dem Projet de loi vun haut.

Ëm wat geet et ganz genau? Dir wësst, mir haten den 19. Dezember zwee Gesetzer geholl, eent iwwert d'Aide de relance an dat anert iwwert d'Aide aux coûts non couverts. An et geet drëm, fir déi zwee Gesetzer haut ze verlängeren, an zwar ze adaptéieren, wéi gesot: relance an Aide aux coûts non couverts.

Dir erënnert Iech och, ech war schonn x-mol hei op der Tribün, dass ech Iech gesot hunn ..., a mir hate jo Diskussiounen, notamment de Marc Spautz ass oft domat komm, well en ëmmer gesot huet: „Mir mussen de Maximum hei ausschëpfen, wat mer dierfen", an e wollt direkt op zwielef Méint verlängeren. De Minister Lex Delles hat ëmmer an der virsiichteger Approche gesot: „Mir loossen eis d'Flexibilitéit. Soubal wéi d'Situatioun sech verännert, an haaptsächlech am Gudden, da wäerte mer eis Aidë systematesch a konsequent upassen." An dat wëlle mer elo maachen. Mir hunn der jo schonn eng ganz Serie geholl, mee dat wëlle mer elo maachen.

Fazit ass, ech hunn Iech elo just gesot: D'sanitär Situatioun, wann ee kuckt, déi lescht Méint an haaptsächlech déi lescht Wochen, ass awer amgaang, nettement besser ze ginn. Mir gesinn och, dass d'Ekonomie amgaang ass unzezéien. An duerch de Fait, dass wierklech eng Serie ëmmer méi grouss hei zu Lëtzebuerg ... - a mir sinn do an engem gudde Peloton de tête européesch -, dass ëmmer méi Leit komplett geimpft sinn, dat hëlleft doudsécher mat, dass et biergop geet, d'autant plus, wou - Dir braucht Iech nëmmen dobaussen op d'Strooss ze beweegen - de Gros vun de Leit erëm eng Kéier schafft an net méi am Teletravail ass; dat ass och eng Wohltat fir d'Ekonomie.

Wien ass betraff? Ech hunn dat scho gesot, ech wëll et awer nach eng Kéier extra ënnersträichen: Dat ass haaptsächlech de Secteur Horeca, dat ass awer och dee ganze Secteur vum Evenementiel. Mir gesinn alleguerten - Dir braucht nëmmen de Radio unzemaachen -, dass schonn erëm vill Concerte riets a lénks organiséiert ginn, et gi Fräizäitaktivitéiten organiséiert, a mat deem flotten Instrument vum CovidCheck sinn déi ganz Saachen dann elo erëm méiglech.

Et ass awer och esou, wéi ech Iech gesot hunn: D'Situatioun, déi ännert. An dat bréngt dee Moment mat sech, an d'Regierung huet dat jo och ugekënnegt an dat ass och absolutt verständlech: Wann d'Situatioun besser gëtt, da ginn d'Staatsaiden lues a lues erofgeschrauft. An dat nenne mer hei an dësem System de sougenannte „Phasingout", dat heescht, lues a lues progressiv aus den totalen Aiden erauszegoen.

Wat maache mer elo konkreet? Zwou Saachen: Éischtens ginn déi Aiden - fänke mer u mat dem Gesetz iwwert d'Relance - verlängert ëm véier Méint, dat heescht, vum Juli bis den Oktober. A wie kann dovunner beneficiéieren? Ech hunn et gesot: Horeca, Tourismus, Evenementiel, Divertissement.

Oppassen awer, zwou Kategorië vu Secteure sinn net méi an dësem Grupp vun de Beneficiairë vun dësen Aiden, dat sinn de Commerce de détail en magasin an d'Formation professionnelle continue. Do kann ee sech natierlech froen: Wat ass dann dat do? Firwat gëtt dat do gemaach? Et gëtt awer zwou ganz plausibel Ursaachen.

Éischtens si praktesch guer keng Restriktioune méi an deene ganze Secteuren. An zweetens huet de Ministère constatéiert, dass vun den Entreprisen aus deenen dote Secteure praktesch iwwerhaapt keng Demandë méi bei hinnen erakomm sinn an dass et also net onbedéngt méi Sënn mécht, do virunzefueren.

Konkreet ass et elo esou: Fir de Juli an August wäerten déi Betriber, déi ufroen - an do maache mer eng Differenz zwëschent de Salariéen an den Independanten, déi schaffen -, virun 1.250 Euro pro Salarié kréien. A fir déi Salariéen, déi am Chômage partiel sinn, ass virun de Montant vun 250 Euro virgesinn.

September an Oktober, do kënnt awer dee Moment een neie Moment, do geet de Montant fir d'Salariéen an d'Indépendanten, déi schaffen, erof vun 1.250 op 1.000, mee de Montant vun 250 fir déi Leit, déi am Chômage partiel sinn, dee bleift awer inchangé.

Den Délai de limite, fir d'Demande eranzeginn, ass den 1. Dezember, well och mat den europäesche Contrainten ass et eng Necessitéit fir de Minister a seng Leit, fir bis den 31. Dezember d'Aiden ausbezuelt ze hunn, well soss kréie mer erëm en anere Problem international.

Dat zweet Gesetz, dat kennt Der och alleguerten, dat ass d'Aide aux coûts non couverts, wat och e ganz wichtegt Gesetz ass, fir de Leit ze hëllefen, wat awer e bëssen eng aner Logik huet. Mee hei hu mer déi Similituden, dass dat och ëm véier Méint verlängert gëtt, dat heescht och vu Juli bis Oktober. Erëm: Déi zwee Secteure vum Commerce de détail en magasin an der Formation professionnelle continue sinn net méi vun dësen Aidë betraff.

Am Fong, wat wichteg ass bei dësem Gesetz: Mir ginn erëm eng Kéier op d'Situatioun vun November 2020 zréck. Mir haten do e bestëmmten Text, dunn ass dat nogebessert ginn, an d'Luucht gesat ginn. Elo gi mer erëm eng Kéier dohinner zréck.

An dann, wat och ganz wichteg ass: Mir hu momentan funktionéiert nom System vun der Sektioun 3.1. vun den europäeschen Texter an elo gi mer awer zréck op 3.12. Firwat? Mee den 3.12. ass vill méi flexibel, en erlaabt dem Ministère, e Maximum vun 1.800.000 Euro auszebezuelen. A fir d'Entreprises uniques ass dat elo erlaabt; dat war bis elo net erlaabt.

Dann ass och d'Iwwerleeung: Verschiddener vun den Entreprisen, déi bis dato elo vun deene Subventioune beneficiéiert hunn, si mat der Sektioun 3.1. scho praktesch un d'Limitte komm, wat se ausbezuelt kritt hunn, wat dem Lëtzebuerger Ministère dann duerch Europa erlaabt ass. A wa mer an där Logik, an deem Kader virugefuer wären, da wär de Risiko gewiescht, dass bestëmmte Restauranten oder Hotellen an deenen nächste Méint iwwerhaapt keng Aide méi hätte kënne kréien. Bien entendu war dat net gewollt, duerfir gëtt geswitcht an den 3.12.

Bon den 3.12., deen huet awer och verschidde Contrainten. Mir haten ëmmer d'Logik vun der Entreprise unique, elo gëtt awer erëm gekuckt no de Verloschter um Niveau vun de Gruppen. Dat ass dat Eent. Dat Zweet, dat ass, dass d'Charges d'exploitation elo nëmmen nach zu 75 % berécksiichtegt ginn amplaz vun 100 % virdrun.

Also, nach eng Kéier: Mir kommen erëm an d'Logik zréck vun dem Texte initial vun November 2020, mee ech hunn Iech gesot, mir sinn an engem System vu Phasingout. Dat mécht Sënn, well wat dat Schlëmmst gewiescht wär, dat wär, wa mer am Hauruckverfare vun 100 op 0 gefuer wären. Esou kënne se sech progressiv un déi nei Mesuren adaptéieren.

D'Hëllefe wäerte 70 % vun de Chargë fir mëttelgrouss a grouss Betriber ausmaachen, 90 % fir Mikrobetriber a kleng Betriber. Dat si jo awer appreciabel Montanten.

An och bei dem Montant maximal ass et esou, dass een erëm eng Kéier kann op den Niveau vun November 2020 zréckgoen, dat heescht: fir d'Mikroentreprisen 20.000 Euro, fir kleng Entreprisen 100.000 Euro a fir déi mëttelgrouss oder grouss Entreprisen ass de Maximum 200.000 Euro. Dat si jo awer nach appreciabel Montanten. Dir gesitt, dass de Wëllen do war vun der Lëtzebuerger Regierung, an haaptsächlech vum Mëttelstandsminister, fir virun de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen.

Et ass awer och esou: Déi jonk Entreprisen, déi funktionéieren an enger anerer Logik mat den Aiden. Déi kréien och virun Aiden, awer ënnert dem System vun den Aides de minimis. Dir wësst, dat ass och eppes, wat schonn eng Zäit fonctionéiert. D'Haaptsaach ass, si kréien Aiden.

Erëm eng Kéier d'selwecht Logik vun den Demanden: Si musse bis den 1. Dezember era sinn, well si solle bis den 31. Dezember ausbezuelt ginn, dass dat alles do matenee klappt.

De Staat, deen huet ausgerechent, dass elo de Cumul vun deenen zwou Aiden awer erëm eng Kéier e Montant vu 40 Milliounen ausmécht, déi iwwert deen do System un d'Entreprisen erausginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat Iech elo schonn e bëssen d'Substantifique moelle hei presentéiert. Kucke mer eis elo d'Avisen un. Mir kruten natierlech, wéi ëmmer, Avise vun de Beruffskummeren - d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés - an natierlech den Avis vum Staatsrot.

Duerch d'Bank kann ee gesinn, dass se alleguerten d'Verlängerung vun dësen Aidë begréissen.

D'Chambre de Commerce huet eng Logik, an där se zwar begréisst ..., mee wéi ëmmer, an dat ass jo hire Corebusiness, dass se do ass fir hir Memberen, si bedauert, dass September an Oktober d'Montanten erofgeschrauft gi bei deem enge Gesetz. Si bedauert och, dass d'Montant-maximallen, déi ech Iech elo gesot hunn, och erofgeschrauft ginn. Si hätt natierlech gär de Maximum fir hir Leit a bon, ech mengen, dofir hu mer awer Versteesdemech. Mee en gros dréit se awer d'Philosophie vun dem Projet mat.

Da seet se ëmmer - dat huet se och scho gesot -, dass et hir leetdeet, also d'Chambre de Commerce, dass mer awer net de Maximum vum Kader, dat heescht de Maximum och un Zäit, wat vu Bréissel kënnt - dat wär op d'mannst da bis Enn dëses Joers -, dass mer dat als Regierung net géifen alles ausnotzen, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech hunn Iech gesot, mir hunn eng aner Logik hei. D'Regierung huet déi ëmmer gemaach, progressiv. Hei si mer am Phasingout. A si huet awer och ge-

sot, d'Chambre de Commerce, déi Geschicht, fir alles auszereize bis de Maximum, bis den 31. Dezember, dat wär haaptsächlech fir d'Avances rembourseables. Dat géif dee Moment do Sënn maachen.

Da seet se erëm eng Kéier an dësem Avis, wat se ëmmer gesot hunn: D'Demandë misste séier traitéiert ginn. A si plädéiert wéi ëmmer fir Simplification administrative; sämtlech vun eise Chambere maachen dat.

D'Chambre des Métiers begréisst och dësen Text. Si ass u sech d'accord mat engem Phasingout. Si seet, dat géif Sënn maachen. Wéi gesot, hire Souci war, dass et net géif ze schnell vun 100 op 0 gesat ginn.

Dat sinn u sech déi zwou positiv Haaptattitüden oder Punkten vun der Chambre des Métiers.

D'Salariatskummer begréisst och dëst neit Gesetz. Si seet awer, wat se schonn ëfters gesot huet: Si stéiert sech drun, dass u sech keng Konditiounen an dem Gesetz sinn, dass een nëmme géif Aidë kréien, wann ee sech géif engagéieren, net oder wéineg ze licenciéieren. Dat ass an deem enge Gesetz an an deem anere Gesetz steet et net dran. An an deem anere Gesetz huet se ëmmer schonn ugeprangert, och an hiren Avise virdrun: Dee Montant oder dee Prozentsaz vu 25 %, bis deen e Patron ka goen, bis deen e ka Leit licenciéieren, dat schéngt hir ze vill. Dat huet se hei och erëm eng Kéier ugeprangert. Mee bon, dat ass awer elo esou an dem Gesetz an ech mengen, dat mécht awer och Sënn, well, wéi gesot, eis Entreprisen an eis Patronen, déi setze jo och net willkürlech d'Leit op d'Strooss, d'autant plus, wa se dann och nach Aidë kréien.

Dann huet se nach gesot, et misst nach méi eng Koordinatioun sinn zwëschent de Regierungsmesuren an dem generelle Sozialdialog, an dann ass ëmmer d'Iddi vun enger Tripartite, déi hannendruschwieft, déi jo vun Zäit zu Zäit zesummegeruff gëtt. Mee hei ass en anere System, fir de Leit ze hëllefen, duerfir ass hei net de System vun der Tripartite applizéiert ginn.

Dann huet se nach gesot, et wär och interessant gewiescht, wann een … Dir hutt héieren, dass e Plan de maintien dans l'emploi sectoriel, notamment am Secteur vun der Horesca …, well jo eeben de Chômage partiel structurel soll erofgeschrauft ginn, an op där anerer Säit kënnt e Plan de maintien dans l'emploi an do huet d'Chambre des Salariés, an et ass schonn interessant, opgeworf, firwat een dat net nach méi hätt kënne mat deenen heiten Aidë kombinéieren. Mee et ass u sech eng aner Logik.

Dann de Staatsrot: Dee war ganz fei mat dem Text, deen den Här Minister Delles presentéiert huet - keng Opposition formelle! Mir waren happy, well et ass jo ëmmer dat, wat ee fäert, dass ee muss nobesseren. De Staatsrot huet sech bornéiert, fir just legistesch Propositiounen ze maachen. En huet och op verschiddene Plaze proposéiert, fir verschidden Dispositiounen ze regruppéieren. Mir hunn den Text akribesch gepréift, zesumme mat dem Här Delles a senge Leit, mir hunn awer dunn den Urtext stoe gelooss, well mer fonnt hunn, dass d'Struktur vun deem Text gutt wär an dass d'Plusvalue vun deem, wat de Staatsrot proposéiert huet, eigentlech net onbedéngt gi wär. Duerfir hu mer, fir eng Kéier, de Staatsrot a senge Propositions légistiques net suivéiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech komme schonn zum Schluss. Mee ier ech ganz fäerdeg sinn, wëll ech awer erëm, ...

(Brouhaha)

... wéi ëmmer, deene ganzen Ekippen, déi hei geschafft hunn, all deenen, déi concernéiert sinn, villmools Merci soen, fir d'éischt dem Minister Delles mat senger ganzer Ekipp, et war e Genoss, erëm eng Kéier zesummenzeschaffen, mee och mat de Membere vun eiser Classes-moyennes-Kommissioun, ganz konstruktiv, dann natierlech den Hären Timon Oesch a Christian Lamesch, de Beruffskummeren an dem Staatsrot, fir dass mer hei derduerchkommen.

Mir waren e wéineg manner an Zäitdrock bei dësem Gesetz, well et jo …, Dir hutt héieren, et brauch een eréischt fir den 1. Dezember eng Demande eranzeginn. Nach ass dat Gesetz wichteg, well ech mengen, duerch alles dat, wat ech lech erklärt hunn, kënnt eraus, dass eis Entreprisen awer nach wierklech Liquiditéite brauchen. A mir maachen alles, et geet drëm, all eise Betriber erëm dozou ze verhëllefen, zu enger Vitesse de croisière zréckzefannen, an dass se net nëmme gutt duerch d'Kris kommen, mee dass se erëm kënnen opbauen a virun e gudden Niveau hunn an hir Entreprisen developpéieren.

Souwäit dofir dëse Projet, deen ech lech wierklech géif proposéieren ze stëmmen. A bien entendu bréngen ech heimat och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Rapportrice Simone Beissel villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zuele vun den Infektioune ginn erëm an d'Luucht. D'Zuele vun den Infektioune ginn erëm an d'Luucht, wat eis also beweist, dass d'Kris nach net eriwwer ass. An duerfir ass et och selbstverständlech an och gutt, dass d'Hëllefe fir d'Betriber weidergefouert ginn, well d'Betriber nach ëmmer net wëssen, wat geschitt.

D'Madamm Beissel huet an hirem exzellente mëndlechen a schréftleche Bericht op all déi Detailer higewisen, och op alles dat, wéi et elo geplangt ass, dass d'Aiden erofgesat ginn an ugepasst ginn, a si huet och driwwer geschwat, dass se just verlängert gi bis den Oktober.

Genau dat ass ee Punkt, dee mir e bëssen aneschters gesinn. An ech mengen - den Här Minister war och an der Kommissioun dobäi -, mir hätte léiwer gehat, dat wär bis Enn vun dësem Joer gaangen, well mer jo alleguerten nach net wëssen, wéi et weidergeet mam Covid. Et si verschidde Leit, déi schwätze scho vun der drëtter Impfung, dass déi eventuell fälleg gëtt. An domadder stelle vill Leit sech Froen. An duerfir hätte mir léiwer gehat, dass et weidergaange wier mat dësen Aidë bis den Dezember, fir dass d'Betriber sech domadder bewosst gewiescht wieren, dass se sech nach bis den Dezember op déi Hëllefe hätte kënne fokusséieren.

Et ass richteg, wéi d'Madamm Beissel gesot huet, dass et virun allem d'Restauratioun, den Tourismus an den Événementiel ass. Mee et sinn och, an do hate mer och eng Diskussioun an der Kommissioun, verschidde Coachingsbetriber. Do gëtt et en Ënnerscheed: Déi eng kënnen nach drënnerfalen, ënnert déi Hëllefen, an déi aner net. Do stellen déi Leit sech och Froen, well wann de Covid ofhëlt, da gëtt et méi Concerten, mee wann dann d'Zuel awer erëm an d'Luucht geet, da kënnt Der zwar e Concert organiséieren, mee wann en eidel ass, de Sall, da kommen och keng Recetten eran. An et ass duerfir, wou mir léiwer gehat hätten, dass dat alles weidergaange wier bis den 31. Dezember, well domadder och d'Méiglechkeet gi wier, dass d'Betriber wéissten, wou se dru sinn, an och well jo d'Europäesch Direktiv dat och ëmmer erlaabt huet. An d'Madamm Beissel huet et an hirem Rapport gesot: Mir hunn dat ëmmer verlaangt, dass een hätt missen bis un de Plaffong goen an dass een och hätt missen, zäitlech gesinn, de Maximum erausschloen.

Trotzdeem an trotz där Kritik wëll ech awer soen, dass d'CSV dat Gesetz wäert matstëmmen, well mer der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass déi Betriber déi Hëllefe kréien. Mee mir soen awer genau esou kloer …, an do géif ech den Här Minister bieden, eis dat ze soen: Déi 25 % bei den Entloossungen, déi stinn an den Aidë mat dran; den Här Minister Kersch huet zesumme mat der Horesca an de Gewerkschaften awer gläichzäiteg e Plan de maintien dans l'emploi ënnerschriwwen. Wat priméiert dann elo? De Plan de maintien dans l'emploi oder déi 25 %?

Dat ass souwuel onkloer bei de Leit, bei de Betribscheffe wéi bei de Salariéen, well dat ass plus ou moins dee selwechten Dag ënnerschriwwe ginn - elo net grad dee selwechten Dag, ech mengen, méindes huet den Här Kersch ënnerschriwwen an den Dag drop huet den Här Delles de Projet de loi hannerluecht -, wou sech der och Froe stellen: Wat ass dann elo ausschlaggeebend? De Plan de maintien dans l'emploi oder déi 25 %? An do wier et sécherlech net schlecht, wann den Här Delles eis dozou kéint soen, wéi do d'Siicht vun der Regierung ass.

Dat ass jo och ee vun de Punkten, an et ass hei gesot ginn, déi d'Chambre des Salariés opwerft, wou se seet, et wier besser gewiescht, déi zwee Ministèren hätten dat gemeinsam gemaach an et wier een do zu enger Léisung an enger Analys komm an deem Zesummenhang.

An an deem Zesummenhang gëtt och erëm eng Kéier geschwat, an Dir wësst et alleguer, vun der Tripartite. An duerfir géif ech mer erlaben, Här President, Iech eng Motioun ze ginn. Ech war schonn eng Kéier hei op dëser Tribün de 5. Mee 2021, wou ech gesot hunn, dass d'Gewerkschaften den 1. Mee d'Aberuffung vun enger Tripartite gefuerdert hätten. Do ass gemengt ginn heibannen, ech hätt dat vläicht ze schaarf interpretéiert. Mee ech wëll Iech soen: Hei am Avis vun der Beruffschamber steet et kloer an däitlech dran, an deen ass datéiert op de 17. Juni 2021.

An duerfir erlaben ech mer, Här President, Iech am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun ze ginn, dass mer gären hätten, dass de Comité de coordination tripartite schnellstméiglech zesummekënnt, fir iwwer all déi Punkten ze diskutéieren. An dës Kéier steet et jo schwaarz op wäiss do. A wann et d'leschte Kéier hei gescheitert ass mat där Motioun doduerch, dass dat nëmme mëndlech gesot gi war, Kolleeginnen a Kolleegen: An Ärer Dokumentatioun fannt Der et. Duerfir sinn ech dann och iwwerzeegt, dass et dës Kéier jo kee Problem ass, dass déi Motioun hei unanime gestëmmt ka ginn.

Villmools merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie de Covid-19 risque d'avoir de graves conséquences économiques et sociales pour notre pays ;

- considérant que la sortie de crise se rapproche considérablement avec les progrès de la campagne vaccinale et que l'impact de la crise de Covid-19 se précise au fur et à mesure ;

- constatant que de nombreux syndicats sont en faveur d'une réunion du Comité de coordination tripartite pour discuter de la sortie de crise et de la relance économique durable ;

- rappelant que les réunions « Tripartite » font partie du modèle économique et social du Luxembourg ;

- considérant que d'après les informations communiquées par le Gouvernement le 12 mai 2021 à la Chambre des Députés, des groupes de travail ont été lancés pour préparer la sortie de crise et la relance économique durable ;

- considérant que le Gouvernement s'était engagé à rencontrer les partenaires sociaux après que les travaux effectués par lesdits groupes de travail se soient achevés ;

- rappelant la motion du 5 mai 2021 qui demandait l'organisation d'une réunion du Comité de coordination tripartite,

invite le Gouvernement

- à convoquer dans les meilleurs délais une réunion du Comité de coordination tripartite pour discuter de la sortie de crise et de la relance économique durable ;

- à informer la Chambre des Députés des conclusions des groupes de travail ;

- à informer la Chambre des Députés du résultat des travaux effectués dans le contexte d'une réunion « Tripartite ».

(s.) Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Aly Kaes, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Covidpandemie huet eis Wirtschaft a besonnesch vill kleng- a mëttelstänneg Betriber staark getraff. Virun allem d'Betriber aus dem Horeca-Beräich an dem Evenementiel hu vill gelidden. Duerfir ass et gutt, dass si och weiderhi finanziell ënnerstëtzt ginn an dass si am Phasingout, an deem mer eis, hoffentlech, befannen, begleet ginn.

Mir verlängeren haut mat dësem Gesetz d'Aide de relance an d'Aide aux coûts non couverts. D'Rapportrice, d'Madamm Beissel, där ech heimat och wëll Merci soe fir hire Rapport, ass op all d'Detailer vum Projet de loi agaangen, duerfir wëll ech déi hei och net méi widderhuelen.

Här President, och wa mer alleguer vill ënnert der Pandemie gelidden hunn, huet dës Pandemie eis awer och eng Rei Denkustéiss mat op de Wee ginn, déi positiv fir eis Betriber an domadder eis Wirtschaft waren an och fir d'Zukunft wichteg sinn. Mir hunn eis an der Pandemie vill méi Gedanken iwwer eist Kafverhale gemaach. Vill Leit hu wärend der Pandemie nämlech méi bewosst akaaft a maache sech och nach haut méi Gedanken, wou a wat se kafen, wéi dat vläicht soss de Fall war. An dat ass gutt fir eis Betriber.

Well och wa mer haut vun Aidë schwätzen, déi de Mëttelstandsministère ausbezuelt, sou ka jiddereen eise Betriber hëllefen, déi duerch dës Pandemie a Schwieregkeete gerode sinn, andeems e bei dëse Betriber akeeft oder hir Servicer an Usproch hëlt.

Här President, ech wëll hei eng kierzlech veréffentlecht Etüd erwänen, déi de Landwirtschaftsminister Romain Schneider an Optrag ginn huet. Dës Etüd huet ënnersicht, wéi sech d'Kafverhale vun de Lëtzebuerger ënnert dem Aspekt vum Afloss vun der Pandemie op de Kaf vu Liewensmëttel verännert huet. D'Resultater si kloer an och erfreelech: Véier vun zéng Befrote ginn un, dass si hir Gewunnechten, wat d'Akafe vu Liewensmëttel ugeet, geännert hunn an elo méi lëtzebuergesch Produite favoriséieren a kafen; dräi vun zéng wëllen dat och nach no der Pandemie maachen.

Här President, an deem Kontext wär et och interessant, esou eng Etüd a méi engem groussen Ëmfang ze maachen, wéi d'Leit am Allgemengen hiert Kafverhale verännert hu säit der Pandemie, ob esou Tendenzen, méi lokal ze consommëieren, och an anere Beräicher festgestallt konnte ginn.

Ech hunn dem Minister Delles, zesumme mat mengem gudde Kolleeg, dem Mars Di Bartolomeo, eng schréftlech Fro zu deem Sujet gestallt. Et ass nach keng Äntwert do, mee vläicht kann de Minister eis awer och schonn haut do eng Rei Informatioune ginn.

Op jidde Fall ass et wichteg, dass jiddereen déi Betriber, déi et méi schwéier hate wärend der ganzer Pandemie an déi och op dës Aiden ugewise sinn, déi mer haut hei stëmme mat dësem Gesetz, am Alldag ënnerstëtzt. Well nieft den Hëllefen, déi mir hei verlängeren, kënnt et nämlech genau op dat lokaalt Consomméieren un. Eng méi héich national, regional a lokal Consommatioun ass nämlech de beschte Wee, fir de Phasingout gutt ze meeschteren.

Här President, d'Lëtzebuerger Wirtschaft, dat weisen d'Zuelen, ass gutt duerch dës Kris komm - op d'mannst emol am internationale Verglach. Dëst beweist, dass d'Regierung de richtege Wee tëscht sanitäre Moossnamen an Hëllefe fir eis Betriber fonnt huet. Dëse Wee gëllt et elo, zesumme bis zum Schluss ze goen. Mat dësen zwou Verlängerunge si mer um richtege Wee.

An domadder ginn ech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Burton. An da geet d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, merci villmools, Här President. Merci och der Rapportrice, déi hei e ganz ausféierleche Rapport gemaach huet, wat mir dann awer och elo erlaabt, mech relativ kuerz ze halen.

Ech wollt just och nach eng Kéier drop zréckkommen: Also d'Pandemie ass nach net eriwwer, mee mir gesinn awer sou lues d'Liicht um Enn vum Tunnel. Mir hoffen och, dass deen Tunnel net elo nach eng Kéier blockéiert gëtt, well et fënnt eng wirtschaftlech Reprise statt, mee jo, et gëtt nach Secteuren, deenen et nach net esou gutt geet, déi e bësse Méi hunn, fir op d'Spréng ze kommen.

Duerfir begréisse mer, dass mer hei e luese Phasingout maachen, fir eeben déi Secteuren, déi sech nach schwéierdinn, weider ze begleeden, dat heescht en Zréckfuere vun den Aiden, lues, virsiichteg - jo! Awer fir déi fragill Betriber elo net op der, hoffentlech leschter, Ligne droite falenzeloossen, ginn déi Betriber, déi Secteure weider ënnerstëtzt.

Voilà. Ech géif dann domadder och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn a vläicht och nach eng Kéier e klengen Appell maachen un eis alleguer, solidaresch ze si mat eise Betriber a se weiderhi gutt ze ënnerstëtzen, dass och si et elo op der leschter Ligne droite nach packen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Villmools merci, Här President, villmools merci der Rapportrice fir deen exzellente Rapport.

Laut engem Zeitungsartikel hu 650 Entreprisen am éischten Hallefjoer 2021 eng Faillite gemaach, dat ass e Plus vun 13,84 %: 68 aus der Baubranche, 134 aus dem Handel, awer och 66 Betriber aus dem Horeca-Secteur.

D'Kris huet hiren Tribut gefuerdert, wuelwëssend datt bestëmmt net all dës Faillitten op d'Pandemie zréckzeféiere sinn. Mir hunn eng ganz Rei vun Entreprisen, notamment am Secteur vum Evenementiel an och am Horeca, déi et bis elo gepackt hunn, déi awer nach ëmmer ënnert de Restriktioune leiden. A fir déi Betriber, déi op null gefuer sinn an elo erëm eng Relance hunn, ass de kruziale Moment elo komm, well oft hu se kee Polster méi.

Duerfir si mir och prinzipiell d'accord, datt d'Aiden nach bis Enn Oktober weidergefouert ginn, dat ëmsou méi, wéi d'Kris jo nach net ausgestanen ass a mer awer erëm Zuelen hunn, déi no uewe ginn.

Mir wäerten eis awer trotzdeem enthalen aus deene Grënn, déi mäi Virgänger, de Marc Baum, hei am Parlament des Ëfteren erklärt huet: Dës Gesetzer enthalen an eisen Aen net genuch Dispositiounen, fir de Maintien dans l'emploi ze garantéieren. An d'CSL huet dat an hirem Avis jo och nach eng Kéier ënnerstrach.

Ech wëll awer an deem heite Kontext nach eng Kéier eis Indignatioun zum Ausdrock bréngen, datt d'Regierung zwar immens kulant ass, wann et drëms geet, Hëllefe fir d'Entreprisen a Steiervirdeeler fir d'Proprietären ze verlängeren, gläichzäiteg awer sozial Mesurë virzäiteg auslafe léisst.

Wéi mir hei am Mäerz eng Motioun agereecht hunn, fir d'Verbuet vum Deguerpissement bis Enn dës Joers ze verlängeren, huet d'Majoritéit dat net matgestëmmt. D'Resultat hu mir awer elo kierzlech an der Äntwert op eng Question parlementaire vun eis gesinn: 220 Deguerpissementer innerhalb vun dräi Méint tëscht Abrëll a Juni, 220 Menagen, déi an der Reegel aus den ënneschte soziale Schichte kommen an déi elo musse wärend enger Pandemie op

engem komplett geckege Wunnengsmarché en neien Daach iwwert dem Kapp fannen! Mee wou? Dat ass dach hei d'Fro! Keng abordabel Wunnenge wäit a breet! Bei 30.000 abordabele Wunnengen, déi laut Caritas feelen an noutwendeg wieren, ass et jo bal onméiglech, iwwerhaapt eng Wunneng ze fannen.

D'selwecht war et och mam Gel vun de Loyeren, wou eng entspriechend Motioun vun eis hei vum Dësch gekiert gouf mam Argument, d'Kris wär elo eriwwer. Nee, ass se net, well soss bräichte mir jo och dës Mesure hei net ze verlängeren, sou wéi all aner Mesure, déi mer hei verlängert hunn an och nach muer wäerte verlängeren.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Ganz gutt!

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Wéi gesot, mir verlaangen net, datt dës Aidë fir d'Entreprisë solle gestrach ginn, bien au contraire! All sënnvoll Aide ass eng wichteg an eng richteg Aide. Mee mir verlaangen, datt d'Regierung och de Problemer vun de sozial méi schwaache Klassen an eiser Gesellschaft endlech Gehéier schenkt an deementspriechend agéiert. Et gëtt vill Leit hei am Land, déi ganz aner Problemer hu wéi Proprietären, déi engem Commerce hu missen de Loyer noloossen. Mee leider hunn déi Leit keng Lobby, keng Ecoute a kréien dowéinst och relativ wéineg Gehéier hei geschenkt.

Merci, fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Simone Beissel, wat hei en exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport mat ganz villen Zuelen an Detailer virgeluecht huet.

Da wäerte mer muer dann an der Zeitung vum „Lëtzebuerger Vollek" erëm liese kënnen, datt dësen Debat no hirem Redaktiounsschluss war. Et deet mer leed fir d'Kolleegen, déi dat dann do wëllen traitéieren, mee ech mengen, de Redaktiounsschluss, deen ass scho laang depasséiert.

Op alle Fall, ech begréissen hei d'Tatsaach, datt d'Hëllefsmoossname fir Firme bis Oktober verlängert ginn. Dat ass emol dat Positiivt, wat ech hei ka soen.

Wéi mer nämlech wëssen, sinn d'Horeca, den Event- a Kultursecteur schwéier vun der Pandemie affektéiert - an dat ass kee Geheimnis. Mee mat deenen neie Variante vum Virus ass et einfach schwéier ze soen, wéi et an der noer Zukunft wäert weidergoen. Ginn d'Mesuren erëm méi restriktiv? Kënnt eventuell nach e Lockdown am Hierscht op eis zou? A wéini fanne mer erëm wierklech zur Normalitéit zréck?

Wärend der gesamter Pandemie hunn d'Handwierker, d'Horeca, d'Independanten, all d'wirtschaftlech Acteuren der Regierung nogelauschtert, si hu kooperéiert a ware bereet, Kompromësser an Aschnëtter an hire Budgeten a Planungen ze maachen. Elo zitt d'Regierung sech lues a lues zréck. An eisen Ae schéngt dat net fair, minus 30 % op de Plaffonge bei der Aide pour coûts non couverts. Eiser Meenung no soll d'Regierung hei virsiichteg bleiwen an den Entreprisë kloer Hëllefsperspektiven an Aussiicht stellen. Jo, et si minus 30 %, well vun 30.000 op 20.000 Euro erof, vun 150.000 op 100.000 erof a vun 300.000 op 200.000 Euro erof ass allkéiers een Drëttel. Dir hutt Iech gefrot … Et si souguer 33 % manner. Et ass een Drëttel, also 33,33 %, a sou weider. Bon, bref.

An anere Wierder: Wann d'Infektiounszuelen erëm sollten eropgoen an erëm méi wirtschaftlech Restriktiounen opgestallt ginn, da sollt d'Regierung och de Plaffong fir d'finanziell Ënnerstëtzung fir d'Geschäfter erëm upassen. Mir verstinn, datt d'Entreprisen an d'Geschäfter net fir ëmmer ënnerstëtzt kënne ginn. Mee hinnen elo ze soen, datt se elo scho solle kucken, erëm selbstänneg ze ginn, wann d'Regierung selwer nach net weess, wéi d'Infektiounszuelen ëm den Hierscht ausgesinn, dat ass net gerecht!

Eis Firmen hu bis elo gutt kooperéiert a si hunn der Regierung vertraut. Wou ass dann elo hei d'Solidaritéit, vun där d'lescht Joer esou oft geschwat gouf? Wou ass hei déi berüümten Approche, déi d'Regierung ëmmer erëm preconiséiert huet, wa mir eng Verlängerung iwwert den Delai eraus vun den Aidë gefrot hunn, fir d'sanitär Moossnamen, jee no der Lag, ze adaptéieren?

Fir eis Piraten ass et kloer, datt d'Aiden esou laang mussen ugebuede ginn, wéi d'Onsécherheet doriwwer herrscht, wéini dës Pandemie eriwwer ass. An d'Virriednerinnen a Virriedner hunn et hei gesot: Dës Pandemie ass nach net eriwwer! Mir wëllen zwar alleguerten zréck an d'Normalitéit, mee d'Normalitéit ass nach net um Rendez-vous.

D'Firmen hei am Land brauchen also Perspektiven a Sécherheet. Si brauchen d'Garantie, datt de finanzielle Support do ass, wa se e sollte brauchen. Hei ze annoncéieren, d'Hëllefen am Oktober ze stoppen, ass fir eis farlässeg an aus der Hëft geschoss.

Dann hunn ech och nach eng Remark dozou, wéi hei an der Chamber mat den Avise vun de Beruffskummeren ëmgaange gëtt. Well all dës Kriticken, déi ech elo grad opgeworf hunn, goufen och schonns an den Avise vun de Beruffskummeren opgeworf. D'Rapportrice huet se selwer zum Deel zitéiert. Mee keen eenzege vun deene Virschléi huet an d'Projete fonnt. An et ass net fir d'éischte Kéier, datt d'Beruffskummeren déi nämmlecht Fuerderunge reiteréieren. D'Madamm Rapportrice huet et e bëssen esou genannt: „Jo, natierlech fuerdert d'Chambre de Commerce dat, wat dat Bescht ass fir hir Ressortissanten!" Ma natierlech sollte mir als Chamber och dat maachen, wat am beschten ass fir eis Ekonomie! An ech sinn der Meenung, datt mer hei ze kuerz gräifen. Ech sinn der Meenung, datt mer méi wäit hätte kënne goen, datt mer d'Aiden net hätte misse reduzéieren.

Ech stelle mer iwwregens och d'Fro iwwert d'Dauer, déi dës Dossieren am Moment an der Instruktioun brauchen. Well an engem Communiqué vum Ministère des Classes moyennes vum Januar, dee mëttlerweil mol net méi op hirem Site direkt ze fannen ass, just nach iwwert de Cache vu verschiddene Sichmaschinnen, gouf gesot, datt d'Demandë bannent dräi Woche géifen traitéiert ginn. Dat ass esou en Delai, dee mer ëmmer erëm héieren, mee a Wierklechkeet komme mer an der Lescht ëmmer méi heefeg erëm Fäll zu Oueren, déi méi laang brauchen, déi och emol gäre fënnef Woche brauchen an déi, wa se dann op der Helpline uruffen, gesot kréien: „Jo, dat ass normal, et geet net esou séier."

Ma ass et net méiglech, an dat ass eng konkreet Fro, déi Dossieren an engem Delai vun dräi Wochen ze verschaffen? Et ass jo net déi éischt Demande bei deene meeschten, soudatt d'Dossieren u sech virleien, an et misst éischter méi séier goe wéi méi lues. Oder, wann et tatsächlech méi laang dauert, misst een dat net oppe kommunizéieren, datt déi betraffe Betriber sech kënnen an hirer Tresorerie dorobber astellen?

Dëst gesot ass et evident, datt an dësem Gesetz nach Problemer an Onkloerheeten existéieren an datt d'Gesetz an deene genannten Aspekter net komplett ass. Trotz dëse Kriticke wäerte mir dëse Projet haut awer matstëmmen, well et fir vill Firmen hei am Land liewenswichteg ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert: den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Loosst mech fir unzefänken der Rapportrice villmools Merci soe fir hire ganz ausféierleche mëndlechen an awer och schréftleche Rapport.

Et muss een natierlech soen, dass déi eenzel Punkten ugepasst gi sinn. An et ass scho fir d'x-te Kéier, dass mer hei beieneekommen, fir iwwert d'Texter ze schwätzen, well och do, op där enger Säit, ëmmer erëm déi europäesch Texter ugepasst gi sinn, sief et den Artikel 3.1 oder den 3.12, oder mir als Lëtzebuerg selwer och ëmmer erëm jongléiert hu fir ze kucken, dass mer géifen op de Wee goen, fir den Entreprisë beschtméiglech ze hëllefen an och ëmmer erëm do Adaptatiounen ze maachen, wou et néideg ass.

Loosst mech net méi an den Detail vum Gesetz agoen - d'Madamm Rapportrice huet dat wéi ëmmer formidabel gemaach -, mee op déi puer Froen, déi opgeworf gi sinn, déi am Fong och déi nämmlecht ware souwuel vun der CSV wéi vun de Piraten, déi ëmmer erëmkomm sinn. Dat sinn déi Froen: „Mee mir mussen dat do elo bis Dezember duerchstëmmen!", dass een also vun elo un d'Aiden d'nämmlecht huet bis Dezember.

Dat huet den Här Clement, an ech erënnere mech, net d'leschte Kéier gesot, mee d'virleschte Kéier scho gesot; d'leschte Kéier, mengen ech, huet den Här Goergen zum Projet de loi geschwat.D'CSV ass dann domat och déi eenzeg Partei, déi dat riichtduerch ëmmer d'nämmlecht gesot huet, well se ëmmer erëm gefuerdert hunn: „Esou, elo déi heiten Aiden, déi mussen da bis Dezember gestëmmt ginn!"

Dat kléngt ganz gutt, wann Der dat hei sot. Mee wann Der éierlech sidd, da wësst Der selwer, dass dat net gutt gewiescht wier, wann dat gemaach gi wier. Elo stellt Iech vir … A mir hunn dach hei e konkreet Beispill: D'leschte Kéier, den Text, dee gestëmmt ginn ass, do hu mer gesot, mir wieren am Kapitel 3.1, wou mer dann déi 1,8 Milliounen Plaffong hätten.

Hätte mer dat do dann och deemools gemaach, hätte mer, sou wéi d'Piraten an d'CSV dat gefrot hunn, jo dann och dee Projet de loi bis Dezember gestëmmt, wou d'Leit sech dann drop hätte kënne verloossen, dass se bis Dezember ënner dem Kapitel 3.1 déi 1,8 Milliounen hätte kënne kréien, ma dann hätt Der hinnen och éierlechkeetshalber elo misse soen: „Majo ab Juli kréie verschidde Betriber vun Iech keng Aidë méi. Do ass et null, well se um Plaffong vun deenen 1,8 Milliounen, der Deckelung den europäeschen Texter no, ukomm sinn." Dat ass awer eng Realitéit!

Also, mengen ech, dass mer hei e Wee ginn, wou mer ëmmer erëm switchen tëschent dem 3.1 an dem 3.12, fir eebe laanscht déi Plaffongen ze kommen, fir dass déi Entreprisen awer nach déi Hëllefe kënne kréien. An duerfir kommen och déi verschidden Upassungen, wéi d'Madamm Beissel se erkläert huet, sief et déi 70 % an déi 90 %, sief et den Effet groupe oder déi aner Saachen, déi erausgeholl gi sinn.

An dat, mengen ech, ass och do, wou de Lëtzebuerger Modell esou staark ass, well, wat d'Restriktioune méi grouss gi sinn, wat dann och parallell d'Aidë méi héich gi sinn, wat d'Restriktioune méi kleng gi sinn, och da parallell d'Aiden erofgefuer gi sinn.

Mir sinn elo an enger Phas, an d'Madamm Rapportrice huet et gesot, vun engem Phasingout, wou mer also lues a lues d'Aiden eroffueren, well mer mierken, dass op där enger Säit Secteure keng Aidë méi ufroen, sief et an der Aide coûts non couverts, bei enger Perte vu 40 %, wou mer aus Secteure keng méi oder nach ganz wéineg Demandë fir Aiden erakréien, oder op där anerer Säit an der Aide relance, bei enger Perte vu 25 %, de Switch eriwwer hunn oder och do nëmmen nach een oder zwee Betriber aus engem Secteur eng Aide ufroen. Also: déi Upassungen hei, well mer do der Realitéit um Terrain entgéintkommen.

Just fir e puer Beispiller ze nennen: Wa mer e Secteur huelen, wou et am Ufank eng ronn 128 Demandë gouf am Mount Dezember, sou gouf et der zum Beispill am Mäerz fir dee ganze Secteur nach véier Stéck. Et gesäit een also, dass do verschidde Secteuren och wierklech erofginn, well se déi Perten net méi hunn.

Den Här Spautz hat d'Fro gestallt wéinst dem Entloossen, dat an der Aide relance ass, dass ee bis zu engem Maximum vu 25 % Entloossungen dierf hunn, fir eligibel ze si fir déi Aide, wéi dat spillt am Zesummespill mam Plan de maintien dans l'emploi, deen tëschent der Horesca, also der Federatioun, an alleguerten hire Memberen do verhandelt ginn ass am Numm vun de Membere vun der Horesca an deene verschiddene Gewerkschaften. Elo gëtt et awer och Betriber, déi eeben net Member si bei der Horesca, soudass also de Plan de maintien dans l'emploi, dee vun der Horesca ausgehandelt ginn ass, sech op déi bezitt, wou d'Horesca och selwer …, fir déi, wou si kënne mat verhandelen. Et sinn awer vill méi Betriber, déi vun den Aidë kënne profitéieren, wéi nëmmen d'Membere vun der Horesca. Duerfir mécht et trotzdeem nach Sënn, dat mat drastoen ze hunn.

An op där anerer Säit, bei der Aide coûts non couverts, dat sinn déi Betriber, déi wierklech Problemer hunn. Dat sinn déi Betriber, déi och wierklech vum Chômage partiel profitéieren. Déi, déi an der Aide relance sinn, e bësse manner respektiv kënne keng Aidë coûts non couverts méi ufroen (veuillez lire: jo, déi profitéieren dann och net méi).

Dann ass eng Fro gestallt ginn: „Jo, d'Geschäfter sollen Aidë kréien", war vum Här Clement annoncéiert ginn. Dir hat an engem Saz geschwat iwwert d'Geschäfter, déi dann och sollen Aidë kréien. Mir sinn eis jo eens, dass hei am Text de Commerce mat enger Surface de vente ausgeschloss gëtt fir elo déi nächst Méint, sou wéi dat dann och elo hei am Text - deen, iwwert dee mer ofstëmmen - dran ass.

(Interruption)

A ok, da si mer eis jo do eens.

Dann: „d'Aidë falegelooss am Oktober" - dat sot hei keen! Och dat kléngt ganz gutt, wann een elo seet: „Majo ab Oktober", kritt Der elo hei gesot, „d'Solidaritéit spillt ab Oktober net méi!" Ech weess net méi, wéi genau Der et an der Ried gesot hutt, mee och dat, wéi gesot, an Ärer Ried kléngt et gutt, mee et muss ee jo awer soen, dass all d'Gesetzer, déi bis elo hei gestëmmt gi sinn - an dovu sinn der awer och eng Partie à l'unanimité hei gestëmmt gi respektiv mat Abstentiounen -, do muss ee jo awer soen, dass ëmmer erëm gekuckt ginn ass, fir kënnen déi néideg Adaptatioune ze maache wéi en Fonctioun vun der Situation sanitaire an de Restriktiounen, déi do sinn.

An och dat soen ech Iech hei erëm: Wann ab Oktober d'Restriktiounen nach do sinn, ma da muss een natierlech kënnen iwwer Hëllefsprogrammer schwätzen, an ech mengen, och do si mer eis hei an der Chamber alleguerten eens, an dat ware mer scho bei deem leschten Text, bei deem virleschten Text, beim Text virdrun, bei deem Text do virdrun a bei all deenen Texter virdrun och. Also, mengen ech, muss dat eng Fuerderung sinn.

An ech mengen, dass d'Betriber dat och wëssen, dass déi Solidaritéit, Här Clement, wéi Der se genannt hutt, bei jiddwerengem steet. An ech mengen net, dass dat d'Erfindung elo ass, déi hei komm ass, wou dann elo d'Betriber mengen, ab Oktober wier guer näischt méi do. Mir mussen …, an dat soen ech och hei erëm: Mir sinn am Kader vun engem Phasingout, d'Aidë lafe lues a lues aus. Ech soen awer net, dass déi Aiden ab Oktober nach eng Kéier wäerten eropgefuer ginn.

Dann, et ass gesot ginn: „Et ass awer komesch, wéi hei mat de Beruffskummeren hiren Avisen ëmgaange gëtt." Ma ech fannen, dass an der Kommissioun ganz vill iwwert d'Avise vun de Beruffskummere geschwat ginn ass. Déi Proposen, déi do gemaach gi sinn, sinn diskutéiert ginn. Ech ka mech net erënneren, Här Clement, Dir sot et elo hei op der Tribün, ech ka mech awer net erënneren, dass eng Propositioun vun Iech an der Kommissioun komm ass, wou Der gesot hutt: „Majo, dat doten ass eng Saach, déi fuerdere mir als Piraten, fir déi elo an den Text ze schreiwen!" Dat ass awer och net gemaach ginn! Dat ass awer elo einfach, Iech elo hei als … dohinnerzestellen an ze soen: „Majo, ech sinn hei de Verteideger vun de Beruffskummeren!" Dat ass awer einfach, ...

(Interruption)

... dat ze soen. Ech soen net, dass ech … Also Här Clement, ech erënneren Iech just drun, ech huelen an enger Kommissioun guer näischt un. Ech sinn natierlech do fir ze erklären, ech sinn net do, fir an der Kommissioun en Amendement vun Iech ze refuséieren oder ze akzeptéieren.

Ech wëll just soen, dass iwwert déi Avise geschwat ginn ass an ech et net richteg fannen, dass elo hei gesot gëtt, wéi wann déi Avisen einfach esou vum Dësch gekiert gi wieren, mee Dir de Verteideger vun de Beruffskummere wiert. Neen! Dat ass ganz gutt an der Kommissioun diskutéiert ginn an ech si mer sécher, dass do all Deputéierte säin Avis och dozou konnt soen. Et ass och doriwwer geschwat ginn.

Et ass eeben esou, dass, wann déi zwou Chamberen an dësem konkreete Fall soen, si hätte gären d'Verlängerung vun den Aidë bis Dezember, den Avis, deen d'Kommissioun hat an deen diskutéiert ginn ass, vläicht en anere war. Dee gefält Iech vläicht net oder dat ass vläicht net dee vun den Chamberen, dat ka sinn, mee nach eng Kéier, zum Beispill dat Argument, fir et bis an den Dezember ze zéien, hätt déi Problemer mat sech bruecht, déi ech gesot hunn. An hei lafe mer elo, mat deenen Aiden, wa se esou géife gestëmmt ginn, da bis Oktober, an dann de Mount Oktober mat, wou dann nach ëmmer Zäit ass, fir sech Gedanken ze maachen. Well wann nei Aidë misste gestëmmt ginn, da wäre se eréischt de am Mount November eligibel, wou d'Demanden eréischt kéinten am Dezember gemaach ginn.

Iwwert den Delai ass nach geschwat ginn, den Delai, wou ech am Januar gesot hunn: „Mir si bei dräi Wochen." Jo, am Januar ware mer bei zwou, dräi Wochen, fir d'Aiden ze maachen. Ech hunn awer hei, an dat kënnt Der och ganz gären noliese goen, scho gesot, dass mer Retarden hunn. An dass mer elo bei véier Woche sinn, ass wouer. An ech hunn dat och schonn hei op dëser Plaz gesot, dass mer do verschidde Retarden hunn an dass mer den Delai vun zwou, dräi Wochen am Moment net kënnen anhalen, well mer besonnesch fir d'Méint Februar a Mäerz an Abrëll méi Demandë kritt hunn, wéi mer se direkt kënnen an enger Woch verschaffen. Dat heescht, mir sinn do am Wochepeegel eropgaangen.

Elo si mer awer säit zwou oder dräi Wochen amgaangen, d'Aiden erëm erofzeschaffen, soudass, wann d'Demande den 20., 21., 22. Juni gemaach ass, déi am Moment ausbezuelt gëtt. Jo, mir hunn do Retarden. Jo, mir halen net méi déi zwou, dräi Wochen, dat ass wouer, mir sinn elo bei véier Wochen. Mee mir maachen eist Bescht, fir esou séier wéi méiglech, mat allen Ekippen déi Aiden ze verschaffen, dass mer erëm op den Delai vun zwou bis dräi Woche kommen.

Zu de Froe vun der Madamm Burton, déi Question parlementaire mat deenen dräi Froen, déi gestallt ginn ass: Ech kann Iech d'Äntwerten nach net genau drop gi vu verschiddenen Donnéeën, déi Der besonnesch an Ärer éischter Fro frot, ob een dee Phenomeen, deen och bei den Nopeschlänner ass, ka feststellen zu der Augmentatioun vun de Supermarchéen. Jo, dat ass och hei zu Lëtzebuerg, dat kann een awer och nosiche goe bei Eurostat, do fënnt een och déi Zuelen. Ech hu se elo séier nach eng Kéier nogekuckt: + 9,2 % ongeféier, och zu Lëtzebuerg, beim Chiffre d'affaires, soudass een also do gesäit, dass dat esou ass. Wéi eng Produiten et sinn an d'Granularitéiten, do kann ech Iech elo nach net drop äntwerten. Mee dat just fir déi éischt an déi zweet Fro, déi do an Ärer Question parlementaire ass.

Fir de Rescht wëll ech nach eng Kéier der Kommissioun Merci soe fir déi flott Aarbecht, déi mer bei alleguerten den Texter haten. An natierlech merci alleguerten deenen, déi matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. An direkt Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Vu datt den Här Minister mech e puermol ugeschwat huet, wollt ech awer e puer Saache kloerstellen.

Ech weess, a mir hunn dat och an der Kommissioun breet diskutéiert, d'Ënnerscheeder zwëschent dem 3.1, dem 3.12. Et kann een trotzdeem eng gewësse Sécherheet schafen. An d'Wuert Phasingout ass elo e puermol komm a genau dat hunn ech jo kritiséiert, datt mer elo scho ganz konkreet e Phasingout maachen, e Drawdown vun de Montanten, datt mer schonn eeben, wéi ech virdru gesot hunn - ech hu salopp 30 % gesot, et ass een Drëttel -, ëm 33 % reduzéieren.

Wat elo d'Aarbecht vun den Amendementer oder konkreet Propositiounen an der Kommissioun ze maachen ubelaangt, ech mengen, mir wëssen alleguerten, zumindest déi, déi op der Oppositiounssäit sëtzen, datt dat heefeg e relativ futillen Exercice ass, wann d'Majoritéit schonn eng Meenung huet. An de Minister huet mer virdru gesot, mir géif vläicht den Avis vun der Kommissioun net gefalen. Majo, mir huet den Avis vun de Kummeren eebe besser gefall. Him huet dee manner gutt gefall, duerfir huet hie sech éischter dem Avis vun der Kommissioun ralliéiert. Ech verstinn dat, dat ass d'politescht Spill.

Et sollt een awer do elo net soen, mir hätten déi Avise vun de Kummeren ewechgewëscht. Dat hunn ech net behaapt. Ech hu gesot, mir hunn driwwer geschwat. D'Madamm Rapportrice huet se erwäänt an hirem Rapport. Si sinn dokumentéiert. Et ass och dokumentéiert ginn, datt et e politesche Choix war vun der Majoritéit, dat net ze suivéieren. Dat hunn ech kritiséiert, dee politesche Choix. Ech hunn net gesot, mir géifen net driwwer schwätzen. Ech hu gesot, mir géife se net suivéieren. Ech mengen, dat ass eng politesch Appreciatioun vu menger Säit an dat ass net d'Chamberaarbecht klenggeschwat.

Schlussendlech merci fir d'Äntwert op déi Fro mat den Delaien. Ech mengen, datt dat wichteg ass, dobaussen oppen nach eng Kéier ze kommunizéieren. Ech ka mech net drun erënneren, datt Der et eng Kéier gesot hätt heibannen - vläicht hat ech et net matkritt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Just eng Saach, fir kloerzestellen: Ech si mer sécher, dass den Här Clement et och esou gemengt huet, well et och genau esou am Text steet. Wann e seet: „D'Aidë ginn ëm 33 % erof, also ëm een Drëttel erof", dann ass dat net ganz richteg. Et ass eng Nuance, well de Montant maximal geet fir en eenzele Betrib vun 300.000 op 200.000 Euro mensuel erof, e geet vun 150.000 Euro op 100.000 Euro - nach ëmmer: e Plafond maximal mensuel - erof a vun 30 % op 20 %. Dat ass ëmmer de Plafond maximal! Et ass och net esou, dass elo 100 % vun den Entreprisen an de Plafond maximal falen - tout au contraire!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7840. Den Text steet am Document parlementaire 7840[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7840 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Dann hu mer nach déi Motioun, déi vum Här Spautz deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Minister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools. Natierlech, déi Motioun vum Här Spautz ass just net an der Logik vun der Iwwerleeung. Am Ufank seet en, an dat kann ee jo och nokucken, am Ufank vu senger Ried seet den Här Spautz: „Jo, d'Aidë musse weidergoe bis Dezember! Mir sinn nach an der Kris! Kuckt d'Zuelen! Et ass net esou gutt." An dann an der Motioun schreift en: „Mee an der Sortie de crise musse mer eng Tripartite maache fir ze kucken, fir aus der Kris erauszekommen, fir eeben iwwert d'Relance ze schwätzen."

Ech mengen, dass déi zwou Saache sech contrariéieren. Et ass jo schonn e puermol hei vun der Regierung gesot ginn, dass natierlech um Enn vun der Kris, wa mer ukomm sinn, muss eng Tripartite gemaach ginn. Do ass, mengen ech, jiddwereen heibannen och averstanen, dat ass jo schonn e puermol gesot ginn. Mee duerfir, dat mat deem Argument, et elo direkt ze maachen, gesinn ech definitiv net esou.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Delles. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt ergräifen zur Motioun? Den Auteur, den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, ech wollt elo awer just op dat reagéieren, wat den Här Minister gesot huet. Ech hu gesot, ech géif nach eng Kéier déi selwecht Motioun brénge wéi déi vum 5. Mee aus där Ursaach, dass Der de 5. Mee gesot hutt, also net Dir, mee d'Regierung, also net Dir elo perséinlech, mee dass d'Regierung gesot huet, si hätten déi Fuerderung net esou héieren. An ech beruffe mech just op deen Avis vun der Beruffschamber, wou ganz kloer drasteet, si hätte gären eng Convocatioun vun der Tripartite. An et ass duerfir, wou ech gesot hunn, et ass nach eng Kéier déi selwecht Motioun wéi déi vum 5. Mee.

An dës Kéier ass jo schwaarz op wäiss, dass jo awer ee gefuerdert huet, dass d'Tripartite zesummekënnt, an dass dat net iergendeppes ass, wat ee vun eis sech erausgeholl huet. An et ass duerfir, wou ech der Meenung war, Dir géift elo unanime zoustëmmen. An duerfir sinn ech elo e bëssen iwwerrascht, Här Minister, dass Der sot, Dir géift se net matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

4. 7655 - Projet de loi portant création d'un pacte nature avec les communes et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7655 iwwert d'Kreatioun vun engem Naturpakt mat de Gemengen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng intakt a villfälteg Natur ass d'Liewensgrondlag vun de Mënschen. Eng Natur, déi am Equiliber ass, liwwert ons Liewensmëttel, proppert Waasser a Loft, Erhuelung, schaaft Resilienz, och géint de Klimawandel.

Mee et geet onser Natur net gutt. Zwee Drëttel vun onsen Habitater sinn an engem schlechten Zoustand, virop d'Fiichtgebidder an d'Offeland. 80 % vun den Aarte sinn a Gefor. Dat huet dee leschte Reporting zu Bréissel festgehalen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Ökosystemleeschtunge vun onser Natur ginn dacks ënnerschat. D'OCDE rechent d'ekonomesch Valeur weltwäit vun den Ökosystemleeschtungen op 125.000 Milliarden Dollar respektiv 150 % vum weltwäite PIB.

Dat weist, wéi wichteg et ass, dass mir ons Natur an Ëmwelt konsequent schützen an eis och déi néideg Moyene ginn, fir d'Natur auszebauen, fir Renaturatiounen ze maache fir nei Habitater, fir méi Grénge a manner Steng a Bëton an de Stied, an den Uertschaften, fir d'Natur ze stäerken. Esou gi mir och méi resilient op d'Effekter vum Klimawandel an droen zum Wuelbefanne vun der Populatioun bäi.

A mam Naturpakt maache mir genau dat. Mir schafen e Partenariat tëscht dem Staat an de Gemengen, fir Naturschutz ze maachen, a ginn de Gemengen déi Moyenen, déi si dofir brauchen.

Zanter 2013 gëtt et de Klimapakt. An dee System vun Zertifikatioun a Subventionéierung maache mir elo och mam Naturschutz. Zum Schluss vun der éischter Phas vum Klimapakt hunn iwwregens all d'Gemenge matgemaach. A si hu sech an deenen aacht Joer am Schnëtt och konstant verbessert. Dat weist, dass dat heiten déi richteg Approche ass.

Am Naturschutz gëtt et am Moment awer nach grouss Ënnerscheeder tëscht de Gemengen. D'Gemenge si Proprietär vu knapp 35.000 Hektar, dat heescht 13 % vum Lëtzebuerger Territoire. Do, awer och op anere Parzellen an de Gemengen, kann ee wäertvoll Aktioune fir méi Biodiversitéit maachen an esou och d'Liewensqualitéit vun de Bierger verbesseren.

Duerch den Naturpakt ginn d'Gemengen ënnerstëtzt, fir Naturschutz ze maachen, a kréie finanziellen, techneschen, strateegesche Support, fir bei der Ëmsetzung vum Naturschutzplang, dem Waasserschutz an der Klimaadaptatioun ze hëllefen.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- De gesetzleche Kader gëllt hei vum 1. Januar 2021 bis den 31. Dezember 2030, also zéng Joer.

Am Naturpakt kréien d'Gemengen Ënnerstëtzung fir hiert Engagement am Natur- a Ressourcëschutz, am Kampf géint de Biodiversitéitsverloscht, beim Schafe vu Biotoper an den Habitater, bei der ökologescher Vernetzung, bei der Resilienz vun den Ökosystemer a bei dem Schafe vun den Ökosystemleeschtungen.

Den Naturpakt an de Klimapakt gräifen anenee respektiv ergänze sech. Beim Klimapakt geet et ëm de Klimaschutz, Energie a Kreeslafwirtschaft. Am Naturpakt stinn déi méi ökologesch Aspekter am Vierdergrond. Tëscht béide Pakte besteet eng Kohärenz. Ma et ass gutt, dass mir zwee Pakten hunn. Well souwuel den Natur- wéi och de Klimaschutz si mat déi gréissten Challengen, déi d'Mënschheet huet. An dofir musse se alle béid ons Prioritéit sinn.

Ech kommen dann zum Fonctionnement vum Naturpakt. D'Gemengen, déi wëlle matmaachen, ënnerschreiwen den Naturpakt mam Ministère. D'Performance vun der Gemeng gëtt opgrond vu 77 Moossnamen a sechs Beräicher berechent, engersäits, wat hir allgemeng Strategie ass, Moossnamen, déi se am urbane Raum, am Offeland, am Bësch an am Waasser maachen, an och, wéi se d'Kooperatioun an d'Kommunikatioun maachen.

D'Gemenge kréien da Punkte par rapport zu de Mesuren, déi se sech virhuelen. Fir d'Ëmsetzung vum Naturpakt an der Gemeng ass eng Ekipp zoustänneg, déi sech aus gewielte Responsabelen, Kommissiounsmemberen an Experte kann zesummesetzen, woubäi e Gemengerotsmember de Lead iwwerhëlt.

All Joer muss dann e Rapport gemaach ginn. Dat éischt Joer gëtt en Audit gemaach an dann erëm all dräi Joer. Déi Zertifikatioun, déi vun engem agreéierten Auditeur muss gemaach ginn, moosst d'Performance vun der Gemeng am Naturschutzberäich - 40 % erreecht, dann ass ee bei der Basisperformance, 50 % bei Bronze, 60 % bei Sëlwer, 70 % bei Gold.

An duerch d'Zertifikatioun gëtt dann d'Subventioun definéiert. All Gemeng, déi matmécht, kritt 10.000 Euro d'Joer fir d'Fonctionnementskäschten. Da kritt d'Gemeng 250 Stonnen d'Joer fir hir Naturschutzberodung. Par rapport zu hirer Performance kritt se dann eng forfaitaire Subventionéierung, déi tëscht 25.000 Euro d'Joer fir d'Basis- a 70.000 Euro fir d'Gold-Performance variéiert.

Derbäi kënnt dann awer nach jee no Zertifikatioun eng Hektarprimm derbäi, fir den ënnerschiddleche Gréisste vun de Gemenge Rechnung ze droen. Fir dass den Naturschutz sech bezuelt mécht, muss en op der Fläch nämlech ëmgesat ginn. An dës Hektarprimm ass gestaffelt par rapport zum Moment vun der Zertifikatioun, fir d'Gemengen ze motivéieren, esou séier wéi méiglech matzemaache respektiv am Naturschutz méi aktiv ze ginn.

D'Allocatioun vun der Hektarprimm ass och gekoppelt un eng kleng Mindestjoresprogressioun, déi tëscht 2 % fir déi niddregst Zertifikatioun an 0,5 % fir d'Sëlwerzertifikatioun läit, fir dass d'Gemenge sech all Joer e bësse verbesseren an esou dës Subventioun behalen.

Am Naturpakt gëtt et, wéi gesot, 77 Mesuren a sechs Beräicher an et kann een am Ganzen 233 Punkten erreechen. D'Zertifikatioun erreecht een da par rapport zum Prozentsaz vum maximale Score, dat an deene verschiddene Beräicher. Ugefaang mat der allgemenger Strategie: Wat fir eng kommunal Strategie gëtt d'Gemeng sech? Wéi stelle se sech op? Wat fir e Budget ass virgesinn? Wéi gesäit et aus mat der Zesummenaarbecht mat de biologesche Statiounen, den Naturparken oder den Natura-2000-Kommiteeën? An hei variéiert dat Ganzt natierlech ganz staark jee no Situatioun vun der Gemeng, jee no deem, wéi vill Zone-protégéeën ech um Territoire hunn, an esou weider.

Dann d'Moossnamen am urbane Raum: Wéi maachen ech den Entretien vu mengen ëffentleche Gréngflächen? Leeën ech Blummewisen un? Wéi gesäit et mat Strukturelementer aus? Wéi maachen ech d'Promotioun vun der extensiver Gestioun vun de Privatflächen, zum Beispill eppes géint déi stenge Virgäertercher? Wéi ginn ech mat menge Gemengegebaier ëm? Maachen ech gréng Diech do? Gréng Fassaden? Wat ënnerhuelen ech géint d'Liichtverschmotzung?

Da Moossnamen am Offeland, wou mer bekanntlech grouss Problemer hunn. Biotopen: Wat setzen ech do ëm, wat maachen ech derfir? Wéi maachen ech eng extensiv Gestioun op de Gemengeflächen, déi ech hei hu laanscht d'Weeër? Leeën ech Hecken un? Wat fir konkreet Mesurë maachen ech fir déi speziell geschützten Aarten? Wéi gesäit et mat Programmer aus, fir mat de Baueren ze schaffen oder mat Privatleit?

Dann d'Moossnamen am Bësch: Wat fir e Schutz setzen ech do op meng Biotopen a wat maachen ech do fir extra Aktiounen? Wéi gesäit et mat der Zertifizéierung vun FSC oder PEFC am Gemengebësch aus? Wéi ginn ech mat dem Doutholz ëm?

Dann zu de Moossnamen am Waasser: Maachen ech eng aktiv Participatioun an der Ëmsetzung vun der Waasserdirektiv, wat fir Mesurë ronderëm d'Schutzzonen, an den Iwwerschwemmungszonen? Quelleschutz? Auwald?

Dann am Beräich vun der Kommunikatioun an der Kooperatioun: Hunn ech e Kommunikatiounskonzept, fir d'Biergerinnen an d'Bierger ze informéiere respektiv anzebannen? Wéi gesäit et mat Sensibilisatioun an Informatiounsaktioune fir de Grand public aus respektiv fir d'Kanner? Maachen ech eng Promotioun fir Bioproduiten an de Kantinnen? An d'Manifestatiounen an de Gemengen, sinn dat zertifiéiert Green Events, also offallfräi Fester?

Dat, fir e puer vun de Mesuren, e puer Beispiller ze nennen.

Här President, Dir Dammen an Hären, den Naturpakt baut op den Erfarungen, déi mam Klimapakt gemaach goufen, op. Alleguerten d'Acteure goufen iwwer Workshops an d'Elaboratioun matagebonnen an et goufe Consultatioune mat de villen Naturschutzacteuren um Terrain, fir de Mesurëkatalog ze finaliséieren.

A fir ze kucken, dass de Pakt och an der Praxis wierklech fonctionéiert, gouf en Test mat zéng Gemenge gemaach, déi e representativen Echantillon vun de Gemengen am Land duerstellen - méi grous-

ser, méi klenger, méi urbaner, méi ländlecher, et gëtt vun allem.

An hei gouf eebe grad och gekuckt, dass den Naturpakt par rapport zu de verschiddene Spezifissitéite vun de Gemenge fonctionéiert, am méi stättesche Raum, am méi ländleche Raum, par rapport zu der Ausgangssituatioun a par rapport zu der Gréisst vun der Gemeng. An duerch d'Hëllefen op den Hektar gi méi grouss Gemenge mam Naturpakt jo och méi ënnerstëtzt. An ech mengen, dat freet den Aly Kaes hei ganz speziell.

Wat de Budget ugeet, si fir déi nächst zéng Joer iwwregens 30 Milliioune fir den Naturpakt virgesinn. An déi ginn zum Deel och iwwert den europäesche Relanceplang finanzéiert.

D'Ëmweltministesch huet de Gesetzesprojet 7655 de 25. August zejoert deposéiert. Dräi Wochen drop hu mer den Naturpakt eng éischte Kéier an der Ëmweltkommissioun duerchgeholl. Am Ganzen hu mer a fënnef Sitzungen um Projet geschafft.

Dem Staatsrot säin éischten Avis krute mer de 4. Mäerz an opgrond vun onsen Amendementer nach zwee Avis-complémentairen. Soss louchen och nach Avise vun de Kummere vun de Fonctionnairen, dem Handwierk, dem Handel, der Landwirtschaft wéi och dem Syvicol vir.

Fir den Detail verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Ech wëll do awer nach preziséieren, dass d'lescht Woch, also nom Vott vum Rapport, nach en Avis complémentaire vun der Handelskummer erakoum.

A sengem éischten Avis huet de Staatsrot rappeléiert, dass d'Subventioune vum Naturpakt eng Matière réservée à la loi sinn no den Artikelen 99 an 103 vun der Constitutioun an dass dofir déi essentiel Elementer Deel vum Gesetzestext musse sinn. An deem Sënn hu mer d'Haaptelementer vum Mesurëkatalog grad wéi d'Krittären an d'Rechnunge vun de Subventiounen an och d'Reegele vum Audit an d'Gesetz geschriwwen. Nom zweeten Avis complémentaire konnten all déi formell Oppositiounen opgehuewe ginn.

Nieft e puer Remarke begréisst d'Handelskummer de Gesetzesprojet. D'Staatsbeamtekummer huet sech gefrot, ob een net éischter en Hëllefsystem amplaz e fräiwëllege Pakt sollt en place setzen. D'Landwirtschaftskummer huet rappeléiert, dass een d'Baueren abanne muss, fir esou d'Akzeptanz ze erhéijen.

An de Syvicol ënnersträicht a sengem Avis, dass och d'Gemenge Missiounen am Naturschutz hunn, a freet eng richteg Kollaboratioun tëscht dem Staat an de Gemengen. Ma e fënnt den Naturpakt op e puer Punkten ze rigouréis. Si froe sech och, ob de Plaffong vun 10.000 Hektar héich genuch ass, grad bei Gemengen, déi fusionéieren.

A sengem Avis zum Naturpakt freet de Mouvement écologique dann eng zilorientéiert Partnerschaft tëscht dem Staat an de Gemengen, fir d'Biodiversitéitskris unzegoen. Hei wären de Staat an d'Gemenge gefuerdert.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Biodiversitéit an intakt Ökosystemer sinn déi wäertvollste Ressourcen, déi mer hunn, an ons Liewensgrondlag. Trotz de positive Mesuren a puncto Naturschutz gëtt den Zoustand vun der Natur ëmmer méi beonrouegend. An dofir brauche mer weider Instrumenter, fir d'Natur ze stäerken. An d'Gemenge sinn hei en zentrale Partner. Si kënnen Naturschutz um Terrain, lokal, zesumme mat den Acteuren an de Leit ëmsetzen, an dat an de verschiddenste Liewensraim, an den Uertschaften an an de Stied. D'Gemenge kënne sech géint Schottergäert a fir méi Grénge am urbane Raum staarkmaachen, Dréchemaueren uleeën, hir Bëscher stäerken, wäertvoll Biotope schützen, Flëss renaturéieren an dobäi och d'Awunner vun der Gemeng mat abannen.

Eng Partie Gemenge si scho ganz aktiv am Naturschutz an anerer manner. Mam Naturpakt ginn d'Gemenge verstäerkt fir méi Naturschutz um lokale Plang mobiliséiert a kréie vum Staat finanziell Ënnerstëtzung a Berodung zur Säit gestallt. Domat stäerke mir d'Natur, d'Gemengen, d'Liewensqualitéit vun de Biergerinnen a Bierger a mir gi méi resilient.

An an deem Sënn soen ech Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Benoy.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles. Här Galles.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech huelen un, dass kee mer béis ass, wann ech et no esou engem laangen Dag mat ville kruziale Projeten awer trotzdeem net ze laang maachen. Mir hunn e Modell 1 ugefrot. Ech weess net méi ganz genau, woufir, ...

(Interruption)

... fir dass een e bësse méi Sputt huet Op alle Fall soll de Modell 1 - och wa meng Zäit elo grad net leeft, mee ech mengen, ech kann déi souwisou net iwwerzéien -, héchstwarscheinlech eppes ënnersträichen, nämlech dass et tatsächlech e wichtege Gesetzesprojet ass. Ech probéiere mech also kuerzefaassen, einfach op dat Essentiellt vum Naturpakt anzegoen.

An trotzdeem, erlaabt mer ze soen, also et ass jo elo totalen Zoufall, dass dat Gesetz haut um Ordre du jour ass, awer wann ee gesäit, wat grad dobausse lass ass a wéi eist Land elo grad opgewullt ass a wéi héchstwarscheinlech och e puer vun eise Memberen hei aus der Chamber awer elo ganz aner Suergen hunn, well se als Buergermeeschter oder Membere vu Schäfferéit a Gemengeréit musse kucken, dass hir Gemengen elo grad eens gi mat deem ville Waasser, mat den Iwwerschwemmungen, déi erofkommen, ass et jo awer trotzdeem och en Zeechen, wat eis ëmmer erëm drun denke léisst, wéi wichteg et ass, dass mer grad an dësem Domän - Klimaschutz an Naturschutz - ganz konsequent handelen.

An ech weess, dass et net ëmmer esou evident ass, dann direkt eng Korrelatioun ze maachen. An ech wëll och net, dass den Här Keup herno erëm seet: „D'Sonn schéngt - dann ass et Klimawandel! Wann et reent, ass et Klimawandel!" Woubäi, dat sinn zwou verschidde Saachen, Wieder a Klima sinn zwou verschidde Saachen. Mee trotzdeem, wann esou eppes geschitt wéi dat heiten, an et ass net fir d'éischt dëst Joer, ech kommen net derlaanscht an deem Moment, mer awer Froen ze stellen, wéi no eis grad d'Konsequenze vum Klimawandel elo schonn op d'Haut réckelen a wéi urgent dat ass, wat mer grad hei och maachen an dësem Beräich.

Dëst Gesetz, den Naturpakt, ass e Gesetz, an de Rapporter François Benoy, deem ech villmools Merci soe fir dee schréftlechen an dee mëndleche Rapport, huet schonn drop higewisen, wat vun der Struktur hier natierlech ganz no ass um Klimapakt 2.0, dee mer virun e puer Wochen hei an der Chamber verhandelt hunn.

De Klimapakt an den Naturpakt probéieren, de Klimaschutz an den Naturschutz sou konkreet wéi méiglech ze maachen. A wa mer tatsächlech déi Fro vum Naturschutz seriö huelen ... A Klimaschutz an Naturschutz si jo awer trotzdeem och zwou verschidde Saachen an dofir ass et och gutt, dass et deen Naturpakt nieft dem Klimapakt och gëtt an dass se strukturell matenee verbonne sinn, wéi de Rapporter et och erkläert huet. Wa mer et seriö huelen, da gëtt et zu Lëtzebuerg, mengen ech, an dat gëllt héchstwarscheinlech an den anere Länner och, awer et ass zumindest eng Lektioun, déi ech aus deenen éischte politesche Jore vun Erfarung elo einfach hei sammelen, just ee Kinnekswee, nämlech iwwert d'Gemengen. Et muss iwwert d'Gemenge lafen, an zwar esou, dass d'Gemenge gären, fräiwëlleg, decidéiert a mat Elan matmaachen.

An dofir ass et gutt, dass den Naturpakt eigentlech déi selwecht Struktur huet wéi de Klimapakt an dass et déi Parallellen do gëtt. Well déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen, déi wäert derzou féieren, dass eis Biodiversitéit, eis Ökosystemer, eis Ressources naturelles an all déi aner Domänen, Beräicher, déi de Rapporter scho genannt huet an déi am Gesetz och stinn, dass déi geschützt bleiwen.

A wa mer da wëllen, dass den Naturschutz duerch den Naturpakt wierklech herno op der Basis ukënnt, da gëtt et dofir zwou Grondviraussetzungen. Déi eng ass: Et muss konkreet sinn. An dat Zweet ass: Et muss och realiséierbar a machbar sinn. An d'Method an dësem Naturpakt, änlech wéi am Klimapakt, ass déi vun engem System vun Zertifikatioun, déi gebonnen ass un e System vu Subventionéierung.

An de Rapporter ass och schonn drop agaangen, et gëtt e Katalog mat 77 Mesuren. Ech hunn en hei elo nach eng Kéier esou matbruecht, dass en op zwou Säiten, recto verso, passt. Dat ass jo impressionnant, 77 Mesuren a sechs Kategorien, déi dann zu sechs Domäne korrespondéieren, déi mer virdru genannt kritt hunn. An hannert deenen zwee nationale Pläng steet dann eng national Strategie. Déi zwee Pläng, dat sinn d'Protection de la nature an d'Gestion des districts hydrographiques. An dann d'Strategie ass déi vun der Adaptation aux effets du changement climatique.

Dat ass interessant, well dat, wat dësen Naturpakt auszeechent, eeben dat ass, dass en herno erofgebrach gëtt op ganz konkreet Mesuren. Dat ass dat, wat eigentlech och hëllefe kann. An trotzdeem wëll ech bei dësem Punkt e bësse méi laang och stoe bleiwen. Dat, wat mer mengen, wat am Naturpakt wierklech hëllefräich a gutt ass, an dësem Gesetz, dat ass éischtens, dass en op d'Gemengen opbaut, well mer mengen: Dat ass de Kinnekswee. Zweetens, dass en op Fräiwëllegkeet opbaut; déi grouss Pedagogie vum Klimapakt, déi sech bewäert huet an déi mer och als CSV-Fraktioun onbedéngt ënnerstëtze wëllen, och grad am Beräich vum Naturpakt, och wann et aner Stëmme gouf, déi méi e legislativen Agréff verlaangt hunn. Mir mengen, dass d'Fräiwëllegkeet dee richtege Wee ass.

Dat Drëtt, wat gutt ass an dësem Gesetz vum Naturpakt, ass d'Systematik. Dat heescht, dass et eng Berechebarkeet gëtt. Et kann een opgrond vum System vun de Punkten ..., an et däerf ee jo wierklech net soen, dass dee System net ausgeklügelt wär, well et gëtt dann och nach verschidde Kategorië vu Punkten an da gëtt et och nach verschidde Kategorien, wéi een déi Punkte matenee ka verrechnen, bis een dann op engem gewëssenen Niveau ukomm ass, dass déi Systematik dozou féiert, dass ee ka berechnen, wou een eigentlech steet, sech also selwer evaluéiere kann an dann awer och kucke kann, wéi een op dee Punkt kënnt, wou een eigentlech als Gemeng och wëllt hikommen, an et domat och eng Aschätzbarkeet gëtt, wéi een an deenen nächste Jore wëllt säi Wee als Gemeng a sech gestalten.

Eppes Véiertes, wat an dësem Gesetz ganz sécherlech gutt ass, ass och, dass Brécke gebaut ginn, richteg real Brécken tëschent dem Staat an de Gemengen. An ech nennen hei eebe just de System vun de Beroder.

An dat Fënneft, wat ech mengen, wat och an dësem Gesetz ganz richteg a gutt ass, ass dee reegelméissegen Audit, dee gemaach muss ginn, wou een da sech selwer an och anere Rechenschaft iwwert dat ofleet, wat een eigentlech geleescht huet. Well hannen um Enn ass dat, mengen ech, och den A an O vun engem Gesetzesprojet, dass ee mat engem Audit ëmmer erëm kann noweisen, dass ee sech och wierklech drun hält.

An trotzdeem mengen ech a fäerten ech, dass et opgrond vun deem Mesurëkatalog, well en esou ausgeklügelt ass an esou iteréiert ass, och e puer Schwieregkeete kéint ginn. An ech wëll der do nëmmen dräi nennen, déi matenee verzaant sinn.

Déi éischt Schwieregkeet ass: De Mesurëkatalog ass hannen um Enn, trotz allem, ganz komplex an e verléiert sech deelweis relativ vill am Detail. Ech versti gutt, dass een an den Detail geet, mee deen Detail gëtt dann herno erëm zu esou ville gemeinsamen Detailer, dass et hannen um Enn awer wierklech och e Bësch ka ginn - an dat passt jo hei bei d'Theema -, e Bësch vu ganz ville Beem, wou een hannen um Enn de Bësch net méi gesäit vun deene ganz ville Beem. E geet esou vill an den Detail, dass ee sech hannen um Enn dora verléiere kann.

An et däerf jo och net sinn, dass et en Ongläichgewiicht gëtt, dass ee sech an deem engen Domän immens vill engagéiert, dass ee super Kommunikatiounsstrategien opgebaut huet a mat de Bierger ganz vill geschwat huet, an ee sech an aneren Domäner hannen um Enn guer net engagéiert.

An ech wëll och do nach eng Kéier d'Madamm Ministesch froen, wéi een dat da vermeide wëllt, dass eng Gemeng, déi et vläicht net gradesou seriö wëllt mengen oder einfach nëmmen esou wëllt derduerchkommen, sech hannen um Enn op e puer Saache konzentréiert, déi vläicht net gradesou vill fuerderen, wéi aner Saachen dat fuerderen.

Dat Zweet, wat bei dësem Mesurëkatalog awer trotzdeem opfält: E setzt scho vu virera villes viraus. An et muss ee bedenken - an do si mer erëm eng Kéier beim Aly Kaes sengem éiwegen Theema, nämlech bei deene klenge Gemengen -, dass déi kleng Gemengen, awer och déi grouss, ganz vill administrativen Opwand leeschte mussen.

De Syvicol huet et a sengem Avis, besonnesch am zweeten, am zousätzlechen Avis, nach eng Kéier ganz kloer ënnerstrach: Et muss ee bedenken, dass vill Gemenge hei wäerten e groussen Opwand leeschte mussen, dee se vläicht, opgrond vun der Gréisst vun der Gemeng an deenen entspriechenden Administratiounen, net onbedéngt leeschte kënnen. Ech weess och net, ob dee System vum Beroder, deen hannendrugeschalt gëtt, ob deen dat dote kann opfänken, wat eigentlech dann an de Gemengen herno als Aarbecht misst nach zousätzlech geleescht ginn.

Dat heescht: Kleng Gemenge kéinten trotz allem hei nach eng Kéier besonnesch vill Krämpes kréien, an dës Kéier eeben net wéinst dem Subventionéierungssystem, wat mer ëmmer kritiséiert hunn am Klimapakt, well hei jo awer elo an dësem Fall eng Hektarprimm tatsächlech mat ageschalt ass, mee opgrond vum Ustrengungsniveau, deen ee leeschte muss, fir bis op gewësse Punkten ze kommen, wéinst deem villen Opwand, dee vun enger Gemeng verlaangt gëtt.

An dann dat Drëtt, wat een, mengen ech, mat dem Mesurëkatalog trotzdeem awer och nach muss soen, ass: D'Lat läit héich! Si läit wierklech héich, fir op een Niveau ze kommen, wou een da wierklech eng Kéier bis am Roulement ass. Et muss ee 40 % erfëllen, fir bis op den Niveau de base ze kommen.

An de Syvicol huet zu Recht och a sengem Avis complémentaire betount, dass déi Mesurë jo en cours de route och nach iwwerschafft gi sinn. A wéi se iwwerschafft gi sinn, si 15 Mesurë méi streng gemaach ginn, wéi se virdru waren, an nëmmen dräi sinn der méi soupel ginn. Ech froe mech awer, ob dat déi richteg Approche ass, dass ee jo domat d'Gesamtbild oder de Gesamtandrock erweckt, dass een eigentlech streng mat de Gemengen ass an net am Sënn, wéi et och an anere Stëmmen ze héiere war, éischter dat wëllt ënnerstëtzen, wat souwisou schonn do ass, an dat och wëllt mat engem Niveau certifiéieren an och no vir dreiwen an dann eeben natierlech an deem Moment, wou et bis leeft, dann och déi Saachen ënnerstëtze wëllt - also eng aner Approche, ech géif mengen, eng aner pedagogesch Approche.

Dann ass hannen um Enn och d'Fro vun der Realiséierbarkeet vun all dëse Mesuren, déi elo an dësem Mesurëkatalog drastinn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech just nach zwou Froe bezéiungsweis dräi Froen un d'Madamm Ministesch lassginn.

Déi éischt ass d'Evaluatioun vum Gesetz. Well grad, well et e Gesetz ass, wat e ganz staarken Opwand verlaangt, wëll ech awer nofroen, wéi déi Evaluatioun vum Gesetz soll ausgesinn, déi mir selwer als Chamber wäerte maachen oder déi mer mat lech zesumme kënne maachen, dat heescht, net déi Evaluatioun, déi d'Gemenge fir sech maachen, wou mer kucken, ob déi Realiséierbarkeet an den administrativen Opwand och wierklech gemaach sinn. Wéi soll déi Evaluatioun vum Gesetz ausgesinn? An och, ob de Montant vun de Subventiounen och eigentlech gräift.

Déi zweet Fro, déi ech wëll stellen, ass eng Fro, déi de Syvicol och opgeworf hat. Dir gesitt, dass ech den Avis ganz besonnesch interesséiert nogelies hunn, wat se alles och am Detail erausgelies haten. Si soen nämlech, e puer Mesurë géife vun der „intégration d'au moins un plan d'action prioritaire" schwätzen, a froe sech, ob domat déi dräi Pläng gemengt sinn, déi ech am Ufank genannt hat, oder ob do nach aner Pläng dermat kéinte gemengt sinn. A wann nach aner Pläng dermat gemengt sinn, da misst een déi och ganz kloer hei nennen.

An déi drëtt Fro, déi ech Iech, Madamm Minister, nach wëll mat op de Wee ginn: Wat mer interessant fonnt hunn, och an der Kommissioun schonn, dat war jo, dass mat zéng Gemenge souzesoen e Versuchslaf gemaach gouf. An ech si mer net méi ganz sécher, ob dee schonn ofgeschloss war dee Moment, wéi mer an der Kommissioun diskutéiert haten. Dat weess ech elo net méi ganz genau. Mee ech géif Iech do nach eng Kéier ganz gäre froen, wéi laang dee Versuchslaf schonn ofgeschloss ass, an och, wat d'Evaluatioun vun deem Versuchslaf war, wat fir eng Gemengen dat waren, an och, wéi déi Gemengen an deem Versuchslaf do reagéiert hunn a wéi wäit se komm sinn.

An deem Sënn fannt Der vun der CSV-Fraktioun op alle Fall all Ënnerstëtzung. Déi aner Saachen, mengen ech, hunn ech misse soen, well mer mengen, dass mer pedagogesch héchstwarscheinlech e bëssen anescht virgaange wären. Mee op alle Fall ginn ech och den Accord vun eiser CSV-Fraktioun fir den Naturpakt.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och, Här Galles. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Jo, wann een nom Här Galles schwätzt, da muss een ëmmer, oder ech op d'mannst, de Mikro e bëssen erofsetzen.

Här President, och deem Allerleschte misst entretemps kloer sinn, dass mat enger ongebremster Ärderwiermung fatzeg Problemer op eis duerkommen, wa mer net an deenen nächste Joren alles drusetzen, fir eis Emissiounen drastesch ze reduzéieren. Parallell dozou stellt eis d'Destabiliséierung vun eisen Ekosystemer an de Biodiversitéitsverloscht awer op d'mannst viru geneesou grouss Erausfuerderungen, just, dass dës Problematik wäit manner thematiséiert gëtt.

Dowéinst si mir als DP frou, dass mer haut mat dësem Gesetzesprojet d'Geleeënheet hunn, dëse wichtege Sujet ze abordéieren an an engems mam Naturpakt och direkt e wichtegt Instrument schafen, fir deem entgéintzewierken.

D'Fro, wéi mir eis Ëmwelt am beschte schützen an erhale kënnen, ass, wéi gesot, eng vun deene gréissten Erausfuerderungen, mat där mir net just zu Lëtzebuerg, mee iwwerall op der Welt konfrontéiert sinn, grad och am Kader vum Klimawandel, deen eis Planzen- an Déierewelt zousätzlech ënner Drock setzt.

Dee fënnefte Global Biodiversity Outlook vun der Konventioun zur Biodiversitéit vun der UN, deen d'lescht Joer erauskomm ass, ënnersträicht nach emol an aller Däitlechkeet, dass mer als Weltgemeinschaft op enger Kräizung stinn, wou mer de Choix hunn: Entweeder mir decidéieren eis, ambi-

tionéiert Mesurë fir de Schutz vun eiser Ëmwelt ze ergräifen, oder mir mussen e Biodiversitéitsverloscht an d'Zesummebrieche vun Ekosystemer a Kaf huelen, wéi mer se nach net erlieft hunn.

Eng Klamer op: Woumat mer an deem Fall verstäerkt rechne kënnen, dat weisen eis Zoonose wéi de Covid-19, wou jo och d'WHO e klore Lien konnt noweisen. Et besteet also Handlungsbedarf! An ech mengen, ville Leit ass den Erhalt vun eiser Ëmwelt e wichtegt Uleies. D'Bewosstsinn, dass méi muss geschéien, ass bei ville Leit do. Dat weisen eis ëmmer erëm d'Ëmfroen.

Den Zoustand vun eisen Ekosystemer betrëfft eis alleguerten, mee et ass och besonnesch eng Verantwortung vis-à-vis vun deenen nächste Generatiounen. Grad wéi beim Klimaschutz ass och hei jidder Eenzele gefrot, sief et op individuellem Niveau, um Niveau vun der nationaler Politik, mee eeben och um Niveau vun de Gemengen.

Virun engem Mount hu mer op dëser Plaz de Klimapakt 2.0 gestëmmt. Haut geet et da souzesoen ëm den Zwilling vun deem Projet, et geet ëm den Naturpakt mat de Gemengen.

Wéi ech scho virun engem Mount a menger Ried zum Klimapakt 2.0 sot: D'Gemenge spillen eng wichteg Roll a ganz ville Beräicher. Si sinn en zentralen Acteur, fir d'Politik konkreet um Terrain ëmzesetzen. An hir Aufgabe sinn net manner ginn iwwert d'Joren - sief et de Logement, sief et de Klima oder wéi an dësem Fall den Naturschutz an d'Erhale vun der Biodiversitéit.

An dat si jo alles keng kleng Aufgaben. Et sinn Aufgaben, wou mer ëmmer méi Expertewësse brauchen. Dowéinst ass et wichteg, dass déi national Politik d'Gemenge beschtméiglech begleet an énnerstëtzt, fir dass se hir Aufgaben esou gutt wéi méiglech kënnen erfëllen. Grad a méi klenge Gemengen ass eeben net ëmmer den néidegen Knowhow do. An dofir ass et wichteg, dass de Staat hinnen ënnert d'Äerm gräift, hinnen déi néideg Kompetenzen a Fachwëssen zur Säit stellt an och finanziell Ureizer schaaft.

An enger ganzer Partie Gemengen ass iwwert déi lescht Jore scho ganz vill gemaach gi fir den Naturschutz an d'Erhale vun der Biodiversitéit: d'Renaturéierung vu Baachen a Fiichtgebidder, d'Mise en place vu Fauchage-tardif-Zonen, d'Installatioun vun Insektenhoteller. Dës si just e puer Beispiller.

Dës Gemengen erreeche mam Naturpakt direkt e méi héije Score a kréien deementspriechend Subventiounen. An dat ass och richteg esou. Mir begréissen dat, dass dës Gemengen net bei null ufänken, mee dass Efforten aus der Vergaangenheet och consideréiert ginn. Dat heescht awer natierlech net, dass se net nach méi kënne maachen, am Géigendeel. Et ass elo de Moment, weider Efforten ze maachen, fir de Schutz vun den Ekosystemer, den Erhalt vun de Liewensraim fir Planzen an Déiere virunzedreiwen.

Aner Gemengen, an deene bis elo vläicht manner gemaach gouf, aus wéi engem Grond och ëmmer, déi kréie mat dësem Projet zousätzlech Ureizer, fir méi ze maachen, well se e Conseiller eeben zur Säit gestallt kréien a well se och finanziell Ënnerstëtzunge kréien. Esou oder esou, d'Gemenge gi mat dësem Projet encouragéiert, hir Engagementer fir den Naturschutz weiderzefëiere respektiv ze verdéiwen. An do kënne mir als Demokratesch Partei natierlech nëmmen hoffen, dass den Naturpakt déi erwënschte Friichten droe wäert.

Ech hunn et scho kuerz ugeschnidden, mee d'Situatioun ass eescht. Eis Ekosystemer stinn ënner engem ëmmer méi groussen Drock, an dat iwwerall op der Welt. De Klimawandel a seng Konsequenzen, déi mer och zu Lëtzebuerg ëmmer méi staark ze spiere kréien, droen hiert dozou bäi, dat delikat Gläichgewiicht an der Natur op d'Kopp ze geheien.

Laut engem Rapport vun 2019 vum Weltbiodiversitéitsrot sinn 1 Millioun Aarte vum Ausstierwe bedrot a vill dovunner schonn an deenen nächsten zéng Joer. De Klimawandel dréit, wéi gesot, zu engem groussen Deel dozou bäi. Déi méi laang Drécheperioden, déi héich Temperaturen an déi staark Donnerwiederen, déi ëmmer méi dacks optrieden a mat deenen den Héichwaasserrisiko verstäerkt gëtt, veränneren d'Konditioune vun den Ekosystemer esou därmoossen, dass e grousst Ausstierwe vun Insekten ze bemierken ass.

Dës kleng, ënnerschaten Déiercher sinn awer esou wichteg fir eis Ëmwelt an och fir eis. Dat bescht Beispill heifir ass d'Beiestierwen. D'Beie sinn extreem wichteg fir eis, net nëmme wéinst dem Hunneg, mee och well si fir d'Bestäubung vu 85 % vun de Planzenaarte verantwortlech sinn. Dorënner falen Äppel, Muerten, Zucchinien an och weider Geméis- an Uebstzorten.

Mir gesinn, dass d'Beien also eng wichteg Aufgab erfëllen, fir eis Mënschen an awer och d'Déierewelt um Liewen ze halen. De Problem ass awer, dass si a vill aner Insekte lues a lues verschwannen; verschwannen duerch eis Mënschen. Intakt Ekosystemer sinn awer eng Liewensgrondlag, eis Liewensgrondlag, ouni déi schlussendlech och mir net kënnen iwwerliewen. Wa mir keng Insekten, keng Déieren an och keng Planze méi hunn, dann hu mir e grousse Problem. Si erlaben eis nämlech, op déi Aart a Weis ze liewen, wéi mir et am Moment gewinnt sinn. Verännere sech awer elo d'Liewensbedéngungen, da verschwanne si an domadder och eis Ernärungsgrondlag.

Am Moment si mir amgaangen, dës Grondlag futti ze maachen. Dat muss a wäert och geännert ginn. Den neien Naturpakt ass e wichtegt Puzzlesteck, fir de Biodiversitéitsverloscht direkt um Terrain ze bremsen. Dat eleng geet natierlech net duer. Mir mussen d'Problematik op allen Niveauen upaken, duerch en ambitiéise Klimaschutz, duerch méi en nohaltege Wuesstum, duerch eng Entwécklung vun eisen Dierfer a Stied - notamment, wat de Logement betrëfft -, déi net am Géigesaz steet zur Aartevillfalt an dem Erhalt vun eiser aller Liewensraum.

Dowéinst wëll ech zum Schluss nach eng Kéier betounen, dass mir als DP-Fraktioun voll a ganz hannert dem Naturpakt stinn. Mir sinn der Meenung, dass et e wichtegt Instrument ass, fir e konkreete Bäitrag zum Erhalt vun eiser Biodiversitéit ze leeschten.

Dës gesot bleift mer zum Schluss just nach, dem Rapporter villmools Merci ze soe fir seng gutt Féierung an der Kommissioun an och fir seng zwee Rapporten, souwuel säi schréftleche wéi säi mëndlechen. An lech, léif Kolleegen, soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- A merci lech och. Den nächste Riedner ass de Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen et direkt: D'LSAP begréisst d'Schafung vun dësem Naturschutzpakt tëschent de Gemengen an dem Staat. D'Gemenge sinn zanter Joren op hirem Territoire am Naturschutz aktiv. Iwwert den Artikel 69 vum Naturschutzgesetz hu si och eng obligatoresch Missioun an dësem Beräich. Allerdéngs sinn d'Moossname bei de Gemengen net koordinéiert an deenen eenzelne Gemengen. Den Engagement, den Knowhow an d'Moyene fir d'Gemenge sinn net ëmmer déi selwecht. A virun allem ass d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an dem Staat, fir déi national Zilsetzung ze erreechen, verbesserungsfäeg. An dat maache mer hei mat dësem Gesetz.

Den Naturschutzpakt bitt dofir eng Rei vu Virdeeler: De Mesurëkatalog - de Paul Galles huet et virdru gesot, et si 77 Mesuren, déi an deem Katalog stinn - ass fir all d'Gemengen dee selwechten. An all déi Mesuren hunn en direkte Bezuch zu der nationaler Strategie an de Beräicher Naturschutz, Waasserschutz a Klimaschutz. D'Auswiel u Mesuren ass dobäi grouss. Si ass op alle Fall grouss genuch, dass all d'Gemengen hir Initiativ kënnen eraussichen, déi hire lokale Gegeebenheeten am beschten entsprécht.

Ee ganz wichtege Punkt ass natierlech wéi ëmmer déi finanziell Ënnerstëtzung fir d'Berodung, woubäi d'Gemengen, déi an hire Servicer schonn eng Persoun hunn, déi dës Aarbecht mécht, eng intern Léisung kënne bäibehalen, wärend anerer och kënnen en externe Beroder bezuelen.

Den Naturschutzpakt, dee fonctionéiert ganz änlech wéi de Klimapakt, dee mer jo rezent hei an enger iwwerschaffter Versioun erneiert hunn. Mam Klimapakt gouf erreecht, dass all d'Gemenge sech un dem kollektiven Effort bedeelegen. A mir hoffen och, dass deen heite Pakt dat selwecht Resultat kann erreechen.

Zwee Punkte si mer immens wichteg. Deen éischten ass, dass Naturschutz keng sympathesch Niewebeschäftegung vun de Gemengen ass, wann alleguer déi aner Aufgabe bis erfëllt sinn. Beim Naturschutz geet et ëm net manner wéi den Erhalt vun eiser Existenzgrondlag. A wann ee sech d'Verloschter vun der Biodiversitéit an den Zoustand vun eise Gewässer an eisem Grondwaasser virun Ae féiert, da muss ee sech bewosst sinn, dass et hei eng gewëssen Urgence gëtt. Wéi beim Klimaschutz mussen alleguer d'Acteuren hei un engem Strang zéien, wa mer déi negativ Tendenze wëllen ëmkéieren. A gemeinsam mussen d'Gemengen an de Staat sech ustrengen, méiglechst vill privat Acteuren och hei mat an d'Boot ze kréien. Mir begréissen duerfir ausdrécklech, dass et e Volet fir Kommunikatiouns- a Sensibilisatiounsaarbecht am Mesurëkatalog gëtt.

A jo, haut reent et vill. De Paul Galles huet et gesot, vläicht ass et Zoufall. A warscheinlech ass et souguer Zoufall. An hei zu Lëtzebuerg si ganz vill Gemenge geplot am Moment. Ech weess, datt d'Gemengen en SMS kritt hunn, fir op d'Héichwaassergefor opmierksam ze maachen.

An dat bréngt mech op eppes, wat mech schonn zu menger Zäit als Buergermeeschter gestéiert huet a wou mer och probéiert hunn, deem entgéintzewierken, nämlech déi vill Stengwüüsten, déi ee ronderëm de Leit hir Haiser gesäit an déi se dann och do installéiert hunn. A wann een déi gesäit, da weess een, datt nach vill Loft no uewen ass. Well et feelt ganz oft um Verständnis, dass den Amenagement vun engem Gaart a vun engem Virgäertchen net nëmmen eng estheetesch Fro ass. Et ass net nëmmen eng Fro: Gesäit dat gutt aus? Well iwwer les goûts et les couleurs kann ee sech jo streiden an et ass och net, op alle Fall sollt et net eng Fro si vu Kamoudheet.

Well déi Flächen, wéi een déi behandelt an ob een déi versigelt, dat huet e ganz, ganz weesentlechen Afloss drop, wéi bei engem Staarkreen, wéi mer haut een hunn, d'Waasser offléisst, wéi bei engem Summer, wann deen da mol endlech eng Kéier kënnt hei, d'Hëtzt an dem urbane Raum gespäichert gëtt, an zulescht dorobber, ob d'Planzen an d'Déieren nach an eisem urbane Raum iergendwou eng Nisch fannen, fir kënnen ze iwwerliewen.

Dofir, dat klengt simpelt Beispill vun engem Virgäertchen, dat huet ganz vill Implikatiounen. An do ka jiddwereen, do ka wierklech jiddereen eng Hand mat upaken, fir do eng Verbesserung erbäizefëieren.

Une voix.- D'Gemenge sollten dat an hirem Bauteregelment festhalen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Richteg! An d'Gemenge kënnen dat an hirem Bauteregelment festhalen.

(Interruption)

An et ginn ëmmer méi Gemengen, déi dat maachen. Dat ass och gutt esou. An hei an deem Mesurëkatalog ass dat och eppes, wat een da sollt mat a Consideratioun zéien.

Eng aner Form vun Zesummenaarbecht soll et besonnesch an deene méi ländleche Gemenge mat de Bauere ginn. Hei geet et virun allem ëm e reegelméissegen Echange, fir dass Ëmweltmoossnamen, déi d'Bauere scho maachen, an nei Mesurë vun de Gemenge méiglechst complementaire kënnen ausgeriicht ginn.

D'Landwirtschaftskummer hat jo an deem Sënn gefrot, dass d'Bauere matagebonne ginn, an hir Expertis ugebueden an dësem Prozess, wat och ganz positiv ass, fir datt mer hei konzertéiert a koordinéiert virukommen.

Wat d'Form ugeet, sou kann den Naturschutzpakt an engem gewëssene Mooss vun den Erfarunge profitéieren, déi mam Klimaschutzpakt gemaach goufen. Eng Kritik um éischte Klimapakt war jo schonn déi, datt d'Resultater dovunner net wierklech moossbar a vergläichbar wieren. Mam Klimapakt 2.0 gouf dat jo dunn och nogebessert. A beim Naturschutzpakt gouf vun Ufank u méi kloer definéiert, fir wat fir eng Moossname wéi vill Punkte kënnen erreecht ginn. An awer wäerte mer eréischt bei der konkreeter Ëmsetzung gesinn, ob dat alles esou fonctionéiert, wéi mir eis dat och virgestallt hunn.

Et ass nämlech zimmlech einfach, bei verschiddene Mesuren, fir Energie ze spueren, herno d'Resultat ze moossen an ze vergläichen. D'Mesuren aus dem Naturschutzpakt sinn awer vill méi heterogeen, an net zulescht, well se verschidden Zilsetzunge verfollegen. Et ass deemno och weesentlech méi schwéier, den Impakt dovunner direkt ze moossen an ze vergläichen. An duerfir brauche mer e gudde Monitoring.

De Syvicol hat a sengem Avis Bedenken, well een dee Kader als ze rigid an ze ambitiéis empfënnt. Effektiv hu mir an der Kommissioun den Text iwwer Amendementen duerno preziséiert, well de Staatsrot dat och esou verlaangt huet. Dat schaaft wuel manner Flexibilitéit, mee suergt awer och fir méi Kloerheet. Par contre menge mir net, datt den Naturschutzpakt ze ambitiéis ass an dat dozou féiere kéint, datt d'Gemengen net dorunner wéilten deelhuelen.

D'Gemenge maachen haut scho ganz vill am Ëmweltberäich, soudass d'Lat an eisen Aen net ze héich hänkt. Mee natierlech wäerten déi Gemengen, déi matmaachen, sech mussen ustrengen, fir e gutt Resultat ze erzilen. Den Naturschutzpakt, dee verlaangt vun de Gemengen en echt a kontinuéierlecht Engagement.

Et musse reegelméisseg Fortschrëtter gemaach ginn. Gemengen, déi fréi mat op de Wee ginn, kréie méi Ënnerstëtzung wéi déi, déi eréischt an e puer Joer bäikommen. Dat ass kohärent. Well mir wëlle jo esou séier wéi méiglech Verbesserunge maachen. A mir wëllen net stoe bleiwen, wann e Mindestsockel erreecht ginn ass.

Ech kommen zum Schluss. Eng reegelméisseg Evaluatioun vum Naturschutzpakt ass noutwendeg fir sécherzestellen, dass déi Ziler kënnen erreecht ginn. An duerfir ass d'LSAP op alle Fall der Meenung, dass dëst Gesetz e wichtege Baustee liwwert, fir am Beräich vum Naturschutz besser, méi effizient a méi koordinéiert kënnen ze schaffen an déi néideg Fortschrëtter dann och ze erreechen.

Ech ginn domadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun, soen lech Merci fir d'Nolauschteren a soe virun allem och nach dem Rapporter Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- A merci och lech. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup, deen och schonn hei ass. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. An ech wëll och ufänke mat engem Merci un de Rapporter, deen déi Saach hei, dee ganze Projet ganz gutt erkläert huet.

Effektiv, de ville Reen, ech hu grad gekuckt, ganz problematesch ass d'Situatioun am Moment am Raum Péiteng bei der Kuer. Do schéngt esou e Joerzéngthéichwaasser ze sinn. D'Mamer an d'Uelzecht sinn och hefteg betraff. Dat huet och effektiv net onbedéngt eppes mat Klima an esou ze dinn. Dat si Wiederphenomeener, wéi se virkommen. Problematesch ass et ëmmer erëm dann, wann ee grad op deene Plazen ënnen am Dall, wou d'Waasser sech eebe sammelt, baut. Da kréie mer Schwieregkeeten. An duerfir huet mer dat och esou gutt gefall, wat den Här Engel gesot huet, well ech fannen och, dass ee sollt virgoe géint déi grauevoll Stenggäert, déi iwwerall ronderëm Appartementshaiser a soss Haiser entstinn.

Soss Fauna a Flora schützen: Mir hunn zu Lëtzebuerg eng grouss Planzewelt, Déierewelt an déi gëllt et, absolutt ze erhalen. Duerfir ass fir eis och Naturschutz eppes immens Wichteges. An ech géif et och net onbedéngt ..., mir haten hei e puer Virriedner, déi hunn déi ganzen Zäit iwwer Klimaschutz geschwat. Ech mengen, dass een déi zwee awer kann trennen, well Naturschutz ass vill méi konkreet. An et huet och net direkt eppes dermat ze dinn, wéi d'Klima ass, gëschter oder muer.

Hei an dësem Gesetz si 77 Punkten, Moossnamen opgezielt. Déi sinn och, fannen ech, gréisstendeels ganz ubruecht a ganz flott. Et sinn der vläicht e puer dobäi, bon, do kann ee sech alt Froe stellen. Mee, ech mengen, grondsätzlech ass et eng gutt Saach, wann d'Gemenge méi Naturschutz maachen.

Interessant ass awer Follgendes: Mir haten elo virun zwou Stonnen hei eng Debatt iwwert de Wunnengsbau. An do ass geschwat gi vun der Wunnengsbaukris. An elo hei ass geschwat gi vun der Biodiversitéitskris. An eigentlech geet alles zréck op eng Wuesstumskris. Dat ass dat, wat de Mëtten och hei schonn de Kolleeg Roy Reding ugeschwat huet. All déi Saache kommen duerch de Wuesstum. A mir bekämpfen am Fong hei d'Symptomer vun engem vill méi déiwe Problem.

An ech weess och, dass et ganz schwéier ass, wann een dann zu deenen zwee Projete muss schwätzen, mee ech wëll et awer hei soen, den Här Benoy huet de Mëtte geschwat beim Logement vu bauen, bauen, bauen, bauen. „Mir mussen nach méi bauen. Mir hu Plaz, fir Wunnengen ze baue fir 300.000 Leit", hutt Der gesot. Ech weess net, wou déi sollen hierkommen. Ech weess net, wou déi sollen hikommen. Mee dat ass natierlech eng ganz grouss Erausfuerderung fir eis Natur a fir eis Biodiversitéit. An ech fannen et dann awer heiansdo e bësse komesch, wann een och elo eng Gemeng hei vläicht ënnerstëtzt, well se sech un déi Punkten hei hält an deem Naturpakt, op där anerer Säit déi Gemeng awer higeet an Hektaren an Hektaren zersidelt, zoubetonéiert mat neien Infrastrukturen, mat neie Wunnengsbauten, quitte dass dat jo och néideg ass fir déi Leit, déi hei am Land sinn an e Problem hunn, eng Wunneng ze fannen.

Mee dat ass eng Erausfuerderung an dat ass en Dilemma. An dat ass eeben och ganz kloer gi bei där Ried. An ech mengen, dass mer eis eeben alleguerte sollte bewosst ginn, wéi de Roy Reding et och gesot huet, dass de Wuesstum an déi Spiral, wou mer dra sinn, de Grond ass vun deene Problemer an déi grouss Erausfuerderung.

Ech mengen, ech kéint och hei elo opzielen, ech hu mer e puer Statistiken hei erausgesicht: Zwee Hektar den Dag, déi verbaut gi sinn an deene leschten 30 Joer. 1990 ware 4,3 % vun eisem Land verbaut. 2015, dat war 25 Joer duerno, waren et 10 %, also méi wéi duebel esou vill. Fiichtgebidder verschwannen, d'Baache si verknascht. Alles dat ass natierlech mat deem Wuesstum verbonnen. A wa mer wëlle wierklech d'Natur schützen, musse mer de Wuesstum bremsen, amplaz dass mer just d'Symptomer bekämpfen.

Da wëll ech nach op zwou Saachen agoen, déi effektiv och bei deene verschiddenen Avisen do ernimmt gi sinn. An dat huet mech och iwwerhaapt an deem Joer, wou ech hei elo an der Chamber sinn, wou mer eng ganz Partie esou Projeten duerchgeholl hunn, dach awer e bëssen irritéiert. An dat ass op där enger Säit ëmmer erëm déi Neischafung vu Gremien, vu Plazen, vun Acteuren. Hei geet elo rieds vun Delegéierten engersäits, Conseilleren anerersäits, ëmmer méi esou Acteuren. An iergendwéi verléiert een awer bei deem Ganzen den

Iwwerbléck. An ech froe mech och an de Gemengen, wéi se do nach den Iwwerbléck hunn. An ech froe mech och, ob dat net och e bëssen duerno op d'Käschte geet vun enger gewëssener Autonomie, ob déi Leit, déi an de Gemenge sinn, nach kapabel sinn oder d'Capacitéit hunn, dat richteg anzeschätzen, oder einfach just déi Saachen do unhuelen, déi se da gesot kréie vun deene jeeweilegen - wéi se och ëmmer heeschen - Delegéierten oder Conseilleren.

Firwat, dat huet och d'Staatsbeamtekummer gesot, geréiert hei net de Staat en Deel dovun? Mir hu jo awer och eng Naturverwaltung. Ech weess et net. A sollt een net trotzdeem einfach allgemeng d'Prozedure vereinfachen?

Dann op där anerer Säit huet dat heiten och en Afloss op d'Landwirtschaft. An d'Bauere si schonn an enger schwiereger Situatioun. An dat hei kéint fir vill Baueren nach méi schwiereg ginn. Et ass kloer, wa mer schwätze vun extensiver Landwirtschaft, dat ass schéin, dat ass gutt fir d'Natur, mee d'Produktivitéit an d'Fräiheet vun de Baueren dierf een och net aus den Ae verléieren, déi ass och schéin a wichteg.

An hei, dat huet d'Kummer gesot, gëtt d'Gemeng am Fong belount fir eppes, wat de Bauer mécht a wou hien eventuell d'Käschte muss droen. Duerfir ass ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Erlaabt Der, Här Keup, eng Fro ...

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- ... vum Här Benoy? Oder herno?

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Herno?

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, duerno.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Okay, herno.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- An der Rei.

M. Fred Keup *(ADR).*- Mir hu vill Baueren, déi verléieren Terrainen. Mir haten nach deslescht eng Stee an der Gemeng Kielen, wou vill Hektare versteet gi sinn, wou d'Baueren och praktesch näischt kruten, well mer da Promoteuren hunn. Bon, déi kënnen dat da weiderverpachten an esou weider. Mee d'Baueren, déi hunn am Moment dee Problem. A si brauchen awer déi Terrainen. Si brauchen déi Terrainen och, well se eng gewëssen Unzuel un Hektare brauchen, fir kënnen hir Béischten ze halen. Dat muss jo proportional sinn. Dat heescht, déi sinn an enger schwiereger Situatioun. Ech weess, et gëtt der net méi vill, mee mir sollten déi Leit net aus den Ae verléieren.

Am grousse Ganze géif ech also soen: D'Iddi ass ganz gutt. Villes ass ganz gutt. Et gëtt awer och e puer Bemollen an deem Ganzen. Duerfir wäerte mir eis als ADR hei bei dësem Projet enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, Här Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, Här President, ech wollt u sech dem Här Keup keng Fro stellen, mee well den Här Keup eng Ried vu mir virdrun opgegraff huet, wollt ech just dozou ganz kuerz Stellung huelen, wann dat geet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dir sidd Rapporter.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Jo. Et geet drëm, virdrun hu mer jo kuerz driwwer geschwat, wéi ech an der Debatt vun de Mëtte gesot hunn, dass de LISER gesot huet, dass mer 2.900 Hektar hunn, déi am Bauperimeter zur Verfügung stinn, wat dann dozou féiert, dass mer fir 300.000 Leit kéinte Wunnraum schafen, wéi gesot, am Perimeter, wat eebe grad d'Iddi ass, dass mer doduerjer eng rational Notzung maache vun onsem Terrain an eebe grad och dann eis Natur schützen op deene Plazen, wou et am wichtegsten ass, sprëch am Offeland, an ausserhalb vum Perimeter. Wéi kënnt dat zustanen, wéi kommen ech op dee Chiffer? Ma wann ech 2.900 Hektar multiplizéiere mat 50 Wunnenge pro Hektar an ech soen dann, dass an all Wunneng zwee, dräi Leit wunnen, da kommen ech op dee Montant.

Just, fir awer dann eng Kéier de Lien ze maachen zu deem heite Projet, well ech mengen, dass et awer wichteg ass, dat ze verstoen. Grad beim Pacte Logement soe mer jo, dass mer d'Qualité résidentielle wëlle verbesseren. An esou probéiere mer jo och mat deem aneren Instrument vum Pacte Logement, eeben och d'Qualitéit an den Uertschaften ze verbesseren, Wunnen a Liewensqualitéit ze verbannen, eebe grad dat ze maachen.

Vläicht nach eng Ergänzung zum Pacte Logement, ...

(Interruption)

... wat, mengen ech, wichteg ass ze verstoen: Mir ginn der Gemeng jo hei grad d'Méiglechkeet, fir souwuel am urbane Raum wéi och an deenen aneren Habitater an an deenen anere Liewensraim, déi et gëtt an de Gemengen, nämlech net just am urbane Raum, och Naturschutz ze maachen. Also hei geet et ëm dee ganzen Territoire vun der Gemeng.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, Dir hutt jo gesot, 300.000 Leit kéinten derbäikommen. Da wiere mer op enger Millioun Awunner. Mee et ass awer kloer, ech mengen, déi Saachen, déi am Perimeter leien, dat si jo och Biotopen. A wann Der e Biotop futti maacht, da kënnt Der dat iergendwou vläicht probéieren ze kompenséieren, mee dann ass en net méi do. An dat ass de Problem.

Gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dann hu mer eis nächst Riednerin, dat ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Villmools merci, Här President.

Här President, erlaabt mer ganz kuerz, ier ech op meng eigentlech Ried aginn, eppes Klenges hei ze soen: datt ech immens frou sinn, datt mer eis hei alleguer eens sinn, datt den Naturschutz immens wichteg ass. A mir waren eis och eens beim Klimaschutz.

Mee leider Gottes musse mer awer och léieren, méi vernetzt ze denken, méi global a vernetzt ze denken, a bei all deenen eenzelne Projeten, déi mer hei an der Chamber diskutéieren, och ëmmer erëm eisen Naturschutz an eise Klimaschutz an d'Fënster ze stellen. Dozou gehéieren och fir mech de Wirtschaftswuesstum, d'Landesplanung, d'Stroossebaupolitik, alles dat, mat deenen domat verbonnene Buedemversigelungen, spillt eng Roll. A mir mussen einfach léieren, vill méi transversal ze denken.

Ech wëll am Virfeld dem Rapporteur hei Merci soe fir säi mëndlechen a fir säi schréftleche Rapport. Ech si ganz frou, datt mir dat hei maachen.

Dëse Summer ass anscheinend dann dee vun de Pakten. Nom Klimapakt virun e puer Wochen ass et haut um Wunnengspakt gewiescht an elo geet et ëm den Naturpakt. Voilà. Den Naturpakt stëmme mir natierlech als déi Lénk mat, wéi och schonn de Klimapakt, obwuel mir awer allgemeng Bedenke bei dësem Instrument hunn, well et eeben op fräiwëlleger Basis berout.

Bei esou urgente Froe wéi dem Natur- a Klimaschutz oder dem Kampf och géint d'Wunnengsnout misst een an eisen Aen de Wee vill méi kloer virginn, vill méi strukturéiert op nationalem Niveau wéi awer och op lokalem Niveau.

Vun enger Gemeng kann ee méi erwaarden, mee natierlech net ouni Géigepartie vu staatlecher Säit, wat de Finanzement ugeet, mee och, wat d'Expertis an d'Personal ugeet a wat de rechtleche Kader an déi juristesch Sécherheet betrëfft, besonnesch dann, wann et dorëms geet, d'Notzung vu Privatflächen ze reglementéieren.

Här President, beim Klimapakt hat ech schonn op déi Problematik vun der Kontabilitéit vun deenen ekologesche Mesuren higewisen. Déi begéine mir bei dësem Gesetz erëm. An et kann een et follgendermoossen eigentlech zesummefaassen: Mir hunn en Ëmweltproblem, en akuten Aarteverloscht wéi beispillsweis d'Verschwanne vun enger Partie vu Villercher, besonnesch op offene Flächen.

Eng vun de Mesuren, fir dësem Aarteverloscht entgéintzewierken, ass da lo den Naturpakt. Dëse séchert der Gemeng finanziell Mëttelen zou, wa se eng Zertifizéierung erreecht, an dësem Fall also d'Erreeche vun enger Punktzuel. Déi Punktzuel errechent sech duerch d'Additioun vun de Punkten, déi eng Gemeng kritt fir d'Ëmsetzung vu Mesuren, déi dem Naturschutz dénglech solle sinn. D'Punktzuel, déi eng Gemeng fir all Mesure kréie kann, ass wuel no enger gewëssener Systematik festgeluecht, mee mécht awer aus ekologeschem Point de vue kee Sënn, well d'Natur ass net zielbar, d'Ekosystemer sinn net quantifizéierbar.

Här President, dofir muss ee sech d'Fro stellen, déi vläicht d'Madamm Minister ka beäntweren, wéi de Lien tëschent engersäits de Punkten an deem domadder verbonnene Finanzement an anerersäits dem Impakt op d'Natur besteet. Fir eis ass dat op alle Fall net esou kloer an hänkt, wéi och beim Klimapakt, un de feelenden Zilsetzungen. Engersäits ass et onkloer, wéi e Betrag d'Gemengen am nationalen Naturschutz liwwere sollen - beim Klimapakt ass dat jo ganz änlech -, anerersäits huet Lëtzebuerg zwar national Ziler bei der Aartevillfalt, beim Klima oder bei der Waasserwirtschaft, mee weeder op nationalem nach op kommunalem Niveau ass gekläert, wat d'Effekter vun deene verschiddene Mesurë solle sinn, zumindest indikativ.

Dat mécht och e Bilan vun deene Pakten immens schwéier. Well wann een net weess, wou een higeet, kann een och net soen, ob een eng Kéier do ukomm ass oder wéi wäit et nach ass, fir unzekommen. Doduerch wierkt den Dispositiv Naturpakt éischter schwaach, e Constat, deen och mam klenge Budget vun dräi bis véier Milliounen Euro pro Joer zesummenhänkt. Natierlech ass den Naturpakt ee vu méi Instrumenter am Beräich vum Naturschutz, mee grad dowéinst wier et sënnvoll, d'Aufgaben an d'Zilsetzungen nach méi däitlech ze nennen.

Här President, a verschiddenen Avisen ass jo och zu Recht drop higewise ginn, datt et vill verschidden Instrumenter gëtt am Beräich Naturschutz am Kader vun deenen och Geld, deelweis och vill méi Geld wéi hei, fléisst. Zum Beispill kann een do d'ländlech Entwécklung nennen, wou Naturschutzmoossnamen am landwirtschaftleche Beräich finanzéiert ginn. D'Gemenge sinn och meeschtendeels an Naturschutzsyndikater zesummegeschloss, déi deelweis scho Missiounen iwwerhuelen, déi jo och elo am Mesurëkatalog vum Naturpakt opgeschlësselt sinn.

Den Naturpakt wier an deem Sënn jo e komplementaart Instrument, mee dat geet net ganz kloer aus deem Gesetzestext ervir, well d'Zilsetzunge ganz allgemeng definéiert sinn. Hëllefräich wier ënnert dëse Gesiichtspunkte sécherlech och eng Koordinatioun vun all dësen Initiativen op verschiddenen institutionellen Niveauen, och fir e méiglechst effikassen Asaz vun deem dach beschränkte Budget kënnen ze assuréieren an d'Zesummespill och mat deenen aneren Instrumenter an Initiativen ofzestëmmen.

Här President, dass Lëtzebuerg bei der Aartevillfalt schlecht dosteet ass evident. Déi rezent Etüd, déi den Observatoire de l'environnement naturel an Optrag ginn huet, ënnersträicht dat nach eemol. 68 % vun den natierlechen Habitater sinn an engem schlechten Zoustand. Mee et kënnt nach besser: 83 % vun de wëll liewenden Déieren a Planze sinn an engem schlechten Zoustand. 50 % vun de Grondwaasserkierper sinn a kengem gudde cheemeschen Zoustand. Dofir gëtt et vill Grënn. Erlaabt mer hei op een ze kommen: d'Zersidelung, déi och heiansdo duerch onnéideg Contournementen erbäigefouert gëtt.

Mee ganz zentral ass fir eis am Naturschutz, méi wéi beim Klimapakt an änlech wéi beim Wunnengspakt, d'Besëtzfro vum Terrain. Mir wësse jo, wéi séier zu Lëtzebuerg Affäre viru Geriicht landen, well e Grondbesëtzer seng Rechter ageschränkt gesäit, wann eng gewëssen Notzung vun engem Terrain ageschränkt oder virgeschriwwe gëtt. Besonnesch bei dësem Gesetz hei weist sech dat ganz däitlech. De Mesurëkatalog riicht sech jo an éischter Linn u Flächen, déi a kommunalem Besëtz sinn, wat laut Exposé des motifs just 13 % ausmécht.

Et kéint ee jo elo soen: „Majo dat ass jo alles besser wéi näischt!" Jo, dat kann een alt emol soen. Mee dee ganz groussen Deel vum Terrain ass Privatbesëtz. A wat op deenen Terraine geschitt, huet engersäits e groussen Afloss op d'Aartevillfalt oder d'Waasserqualitéit, mee gëtt awer anerersäits ganz wéineg reglementéierbar en vue vun Ziler vun allgemengem Interessi.

Här President, d'Versigelung vu Flächen an eng ökologesch wéineg sënnvoll Gestaltung vu Virgäert - et ass hei scho méi oft genannt ginn, Stéchwuert „Schottergäert" - kënnen als Beispiller ugefouert ginn. Dëse Phenomeen kann ee mëttlerweil an deene meeschten Dierfer gesinn. D'Virgäert verschwannen a maache Plaz fir Parkplaze fir deen zweeten, drëtten, véierten Auto. Gréngfläche changéieren d'Faarf a gi gro - Steng mat vläicht emol engem exotesche klenge Beemche prägen d'Stroossebild. Am Mesurëkatalog steet eng Mesure dran, déi dës Entwécklung cibléiert. Mee wéi eng Gemeng ännert dowéinst hiert Bautereglement ëm? Et gëtt der! Et gëtt der!

Une voix.- Et gëtt der! Jo.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Ech sinn hei, ech hunn dat och hei stoen: Et gëtt der. Mee awer handelt et sech hei jo ëm eng Aschränkung, wat déi fräi Notzung vum Eegentum ugeet. An do stellt sech jo awer déi berechtegt Fro, wat fir eng Méiglechkeet eng Gemeng iwwerhaapt huet, fir dat ze maachen, ouni eng juristesch Klo um Bockel ze hunn. Dowéinst freet de Syvicol jo och eng besser rechtlech Ofsécherung fir kommunal Politiker. Virun dësem Hannergrond muss een och d'Fro opwerfen, ob de Finanzéierungsmodus, deen un déi Gesamtfläch vun der Gemeng gebonnen ass, immens sënnvoll ass. De Mesurëkatalog betrëfft quasi ausschliisslech kommunal Flächen. Wier et dann net vläicht méi sënnvoll gewiescht, de Finanzement méi staark un d'Flächen am Gemengebesëtz ze koppelen? Déi Fro kann eis d'Madamm Minister vläicht beäntwerten.

Well et ass jo duerchaus méiglech, dass grouss Landgemengen zwar vill Fläch hunn, wärend méi urban a flächeméisseg méi kleng Gemengen awer ëmsou méi Fläch a Gemengebesëtz hunn, op deene se och tatsächlech kënnen Naturschutz maachen, mat zousätzlechem Ureiz, fir eventuell méi Flächen an de kommunale Besëtz ze kréien. Op deem Wee hätt een dës Form vu Flächefinanzement erauskritt, deen dach awer ganz staark un d'europäesch Agrarpolitik erënnert.

Här President, ofschléissend wollt ech nach soen, datt mir positiv erstaunt waren, wéi mir gesinn hunn, datt d'Gemeng all Joer eng Progressioun muss erreechen. Esou eng Obligatioun wéilte mir och ganz gäre beim Klimapakt an natierlech och beim Wunnengspakt gesinn. Well manner Urgence op deenen zwee Gebidder besteet sécherlech net.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also, wa mer vum Waasser a vum Reen schwätzen, a grad zu Péiteng war de 4. Juni ganz vill Héichwaasser an ech hat es an der Garage, et ass mer bis zum Hënneschte gaangen, also, ech kann lech soen: D'Klimakris ass do. A mir Piraten si bestëmmt net déi, déi dat wäerten unzweifelen, au contraire. Den Här Engel huet et virdru gesot, Verschiddenen ass dat heiten elo ze ambitiéis. Eis ass et net ambitiéis genuch. Ech ginn nach eng Kéier méi am Detail drop an.

Bei dësem Gesetzesprojet haut geet et u sech ëm eng Verlängerung quasi vum Klimapakt, dee viru knapp engem Mount hei an der Chamber och vun eis matgestëmmt gouf. Et ass deemno keng Iwwerraschung, dass och mir Piraten dëse Projet haut wäerte matstëmmen, well en ass an eiser mofer Iddi fir den Ëmweltschutz genau dee richtege Wee, och wann en net ambitiéis genuch ass.

D'Zil vum Naturpakt ass et, d'Gemengen ze iwwerzeegen, méi Biodiversitéit op hirem Terrain ze énnerhalen. Dat ass ganz gutt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wéi aus den Informatioune vun der Ministesch ervirgeet, besëtzen d'Gemengen hei am Land ronn 34.000 Hektar Land, wat ronn 13 % ausmécht. Dat ass ëmmerhin e gudden Deel.

D'éffentlech Acteure si beim Klimawandel a beim Biodiversitéitsverloscht déi, déi mam gudde Beispill musse virgoen, ier de Privatsecteur nozitt. Well mir dierfen net vergiessen: Ëmmerhin ass Lëtzebuerg - nach! - e schlechte Schüler, wann et ëm d'Ëmweltbilanz geet. Op der Lëscht vun de schlechteste Länner weltwäit vum Overshoot Day direkt op Plaz 2 hannert dem Leader, dem Katar - do brauch ee sech net ze bretzen, an dat och net no aacht Joer déi gréng an der Regierung!

Mee do versteet een, wéisou déi Jonk freides streike ginn, fir géint dat Versoe vun der Regierungspolitik - jo, grad och dat Versoe vun där grénger Partei - ze demonstréieren. Youth for Climate huet erkannt, wéi schlecht d'Ëmweltpolitik - jo, och vun där grénger Partei - hei am Land ass, an dat zu Recht!

Och de Mouvéco widderhëlt dat a sengem Avis, wou en och, zu Recht, de Rapport vum Observatoire de l'environnement naturel zitéiert, wou dat kloer erauskënnt. Vill Planzen- an Déierenaarten hei am Land si vum Ausstierwe bedrot, ze vill schützenswäert Fläche falen dem Bagger zum Affer.

Et muss een awer och realistesch sinn: Den Naturpakt wäert och net un de Kär vun dësem Problem goen. Soulaang mir zu Lëtzebuerg weider wirtschaftlech wuessen a soulaang nach zéngdausende vu Wunnengen hei am Land solle gebaut ginn, soulaang wäerten eis Baggeren och virum Biodiversitéitsverloscht keen Halt maachen. Déi zwou Saache sinn nëmme ganz schwéier ënner een Hutt ze brëngen, dat muss ech zouginn.

Wéi ech a menge parlamentaresche Froe schonn drop opmierksam gemaach hat, wier et virun allem wichteg, beim Bauen esou nohalteg wéi méiglech ze agéieren. Et ass fir eis kloer, dass als Éischt emol muss op dem Bauland gebaut ginn, dat ausgewisen ass, ier een ufänkt, de Bauperimeter opzemaache fir weider Projeten, a soumat weider Natur verschwannen deet. An och beim Theema Ressourcë missten am Bau vill méi strikt Qualitéitskrittären hier, fir Baumaterialie wéi Bëton ëmweltechnesch op de Leescht ze huelen. Et misst ee méi den Aspekt vun der Ëmwelt bei de Gesetzer respektéieren, jo, souguer verflichtend den Ëmweltimpakt festhale bei all Gesetz. Bekanntlech hunn d'Majoritéitsparteien, also och déi gréng, awer géint eis Motioun gestëmmt, wou genau dat gefuerdert gouf: den Ëmweltimpakt bei all Gesetz ze moossen - also och hei, wuel nach ee Grond, wéisou déi Jonk freides och géint déi gréng streike ginn.

Mir Piraten soen hei ganz kloer: Et brauch ee vill méi Transparenz am Bausecteur, wat den Ëmweltaspekt ugeet. Dëse Gesetzesprojet gräift dës Problematik nëmme ganz limitéiert op, well et hei an éischter Linn ëm Gemengeprojete geet. Mir dierfen net vergiessen, dass verschidde Gemengen och selwer u Bauprojete bedeelegt sinn. An deemno misst och hei gekuckt ginn, dass mer net mat Bëtonsbauten eis Natur zousetzen.

Eng weider Kritik, déi bei dësem Gesetz sécherlech ubruecht ass, ass den Impakt, deen et wäert hunn. Jo, d'Gemenge kréien op där enger Säit Suen, wa se e gewëssene Score vun hire Krittären erreechen. Allerdéngs muss ee soen, dass dës Plaffongen, wéi scho beim Klimapakt, zimmlech mickreg sinn am Vergläich zu deem, wat verschidde Gemenge mat ëmweltschiedegende Moossnamen u Steiergelder erakréien - denkt een do un d'Schwéierindustrie oder un den Tanktourismus -, well da wäerte verschidde Gemenge sech eventuell domadder zefridde ginn, e klenge Plaffong ze erreechen, awer mat hiren ëmweltschiedegende Moossname weidermaachen. Wat eis och skeptesch mécht, sinn déi niddreg Matmaachzuelen, vun deenen de Ministère am Joer ausgeet.

Wat eis da bei all dëse Pakten nach stéiert, ass, dass en immense Waasserkapp tëscht dem Staat an de Gemenge geschaaft gëtt. Mir hunn e Pacte Logement, e Klimapakt an elo och nach e Naturpakt, ëmmer erëm mat verschiddene Berodungsstellen a mat verschiddenen Oplagen. Iergendwou froe mer awer och, wéi virun allem déi méi kleng Gemengen dee ganzen administrativen Opwand nach manage sollen. Op där enger Säit schwätzt d'Regierung ëmmer vun der Simplification administrative, op där anerer Säit kommen awer ëmmer méi administrativ Moossname fir d'Gemengen derbäi. Ma d'Ennzil muss et awer sinn, d'Klima an d'Ëmwelt ze schützen. Dat ass eis mof Ëmweltpolitik.

Dir gesitt, Här President, dëse Projet ass nach laang net fäerdeg ausgeduecht. Als Fazit: Mir fannen d'Initiativ vum Gesetz net ganz schlecht a stëmme se duerfir mat, och wa se net wäit genuch geet an enger optimaler Ëmweltpolitik. Dëst Gesetz ass e soften Ufank, mee méi wéi soft oder eidel Verspriechen erwaarde mir Piraten eis och net méi vun den Ambitioune vun dëser Regierung, wat d'Klimakris ubelaangt.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, als Éischt erlaabt mer, dem François Benoy e ganz grousse Merci fir säin exzellente Rapport ze soen. Dat verkierzt meng Riedezäit ganz eenorm.

Ech mengen, dass mer mat dësem Gesetzesprojet - deen, mengen ech, hei eng breet Majoritéit fënnt - eng nei Dynamik op kommunalem Niveau fir méi Naturschutz, fir méi Gewässerschutz, fir méi Bësch, Schutz vun eise Bëscher wäerten hikréien a méi Leit wäerte mathuelen. Well am Endeffekt, an do wëll ech awer eng Kéier ganz kloer soen, do ginn ech op d'Madamm Cecchetti an: Mir däerfen hei net verschidde Saache vermëschen! Dat hei ass net d'Naturschutzgesetz, wou mer e klore Kader schafen, an et ass och net d'Bëschgesetz an et ass och net …, mee hei ass e Pakt, eng Zesummenaarbecht mat de Gemengen, déi ganz no bei hire Bierger sinn an duerfir d'Méiglechkeet hunn, um lokale Plang Naturschutz an all senge Facettë virunzedreiwen, an dofir belount ginn.

Mir hunn eng Abberzuel Gemengen, déi hunn an deene leschte Joren zesumme mat hire biologesche Statiounen, zesumme mat hiren Naturparken eng Abberzuel u flotte Saache gemaach, hunn haut schonn Natura 2000 an déi ginn elo fir dat Engagement och iwwer Punkte belount. An dat ass e Belounungssystem, dat ass eng Incitatioun. An ech mengen, dass sech déi Incitatioun och wäert herno fir d'Gemenge bezuelt maachen.

Hei gëtt zesumme mam Staat an enger participativer Aart a Weis Naturschutz virugedriwwen. An dat Flottst ass jo och, dass dann all Gemeng, jee no hirem Wonsch, kann hiert Naturpaktteam zesummestellen, d'Acteuren derbäi hunn, sief et aus enger Bëschverwaltung, sief et awer, wou si et utile fannen, vläicht och Acteuren aus der Landwirtschaft, fir eebe gemeinsam déi grouss Defien unzegoen um lokale Plang, wou ee jo ganz no bei de Leit ass.

An dofir ass et och ganz sécher esou - an, Här Galles, elo äntwerten ech op Är Fro -, ech mengen, dass mer et wäerte fäerdegbréngen, well eebe genau sechs Beräicher Punkten erginn, an engem gudde Mix. Wann eng Gemeng nëmme géif Kommunikatioun maachen, da géif se nëmmen aacht Prozent vun de Punkten iwwerhaapt kréien. Dat geet also net duer. Dat heescht, d'Gemenge mussen an all Beräich hir Leeschtunge bréngen, sief et um strateegesche Plang, dass se sech eng lokal Naturschutzstrategie ginn, déi natierlech soll en relation si mat eisen nationale Strategien, der Ëmsetzung vum Naturschutzplang, der Ëmsetzung awer och vum Bewirtschaftungsplang, wou mer jo grad en neien amgaange sinn ze maachen, Mesuren am Waasserberäich oder och der nationaler Politik am Beräich vun de Bëscher.

Dat heescht, do hu mer d'Méiglechkeet, um lokale Plang d'national Strategië mat ëmzesetzen. An dofir ginn d'Gemenge belount. An ech mengen, grad well mer souwuel de strateegeschen Aspect hunn, wou ee kuckt, ob mer a Coherence sinn, well mer an deenen Naturpaktteamer och kucken, wéi eisen urbane Raum ausgesäit, a well mer d'Gemenge beloune mat Punkten, wa se dat an hir eege Reglementer, hir Bautereglementer eranhuelen, wa se déi Incitatioun matginn, wa se d'Privatleit mat op de Wee huele fir méi Naturschutz an hire Virgäert, majo, well mer se derfir belounen, ass et och esou, dass mer net nëmmen e puer Gemenge wäerten hunn, déi sech do aktiv op de Wee wäerte beginn, mee dass mer hinnen hëllefen, och doduerch, dass ee se Best Practices léiert, dass mer hëllefen, dee Wee ze beschreiden.

Mir gesi jo am Kader vum Klimapakt, dee jo de Virleefer ass, wou mer dat dote jo och scho gemaach hunn, dass, wann een eemol am Joer de Bilan mécht …, an, Här Galles, ech komme ganz gären och an d'Chamber, well et gëtt am Klimapakt jo esou ee Klimapaktsdag, ech stelle mer vir, dass mer och zukünfteg wäerten en Naturpaktsdag hunn, wou mer de Bilan maachen: Wie kritt seng Zertifizéierung? Da kann een och dee Bilan eng Kéier hei maachen. Do kommen ech ganz gären an d'Kommissioun, fir lech do eng Kéier de Bilan virzestellen, well ech zécken net ze denken, dass vill Gemengen … An ech kann lech soen, wann ee freet: „Hutt Der Interessi dorun?", dann hunn awer scho vill Gemengen eis gefrot iwwert déi Acteuren, déi haut schonn an de biologesche Statioune sinn: „Wéini kënne mer ufänken?", „wéini sidd Der esou wäit?", also, do si scho vill Nofroe komm.

D'Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft am Oppeland …, an dofir brauche mer eeben net nëmme just de Gemengenterrain. D'Gemengen hunn, jo, a si kréien och Punkten derfir, eng Responsabilitéit op hiren eegenen Terrainen. Do kënne si jo och wéi de Staat op de Wee goen, dass mer soen: „Hei, verzicht do op Pestiziden!" Mee si hunn awer och d'Méiglechkeet, mat der Landwirtschaft iwwert de Vertragsnaturschutz - natierlech sinn dat Aiden aus der Landwirtschaft! - d'Saach virunzedreiwen an all d'Acteure mat an d'Boot ze kréien. Ech fannen dee participativen Aspekt do immens, immens wichteg.

Dat gëllt d'ailleurs och am Waasserberäich, wou et jo ganz oft net d'Volonté politique u sech ass, déi feelt. Mir hunn Instrumenter en place gesat, fir Renaturéierungen ze maachen. Mee oft ass et esou, dass dann deen een oder deen aneren Terrain net do ass. An d'Gemenge sinn no bei de Leit a kënnen da vläicht deen een oder deen anere Volet deblockéieren. A besonnesch op engem Dag wéi haut, wou wierklech a ganz, ganz ville Gemengen - an ech war dofir déi ganzen Zäit op deem Liveticker vum Héichwaasser, deen d'Verwaltung schéckt - ganz vill Leit gechallenged sinn, gëtt eis och bewosst, dass mer och am Beräich Renaturéierungen dem Waasser Plaz gi mussen, dass mer einfach nach ganz vill Hausaufgaben ze maachen hunn.

Ech mengen, dass do einfach dee Pakt hei och kann hëllefen, d'Acteuren erëm och zesummen nach eng Kéier um lokale Plang un den Dësch ze brénge fir eeben och d'Ëmsetze vum Bewirtschaftungsplang.

An dann net zulescht hu souwuel de Staat wéi d'Gemengen - an, ech mengen, d'Gemenge wëssen dat ganz genee - och hir eege Bëscher a kënnen och do eng Dynamik fir méi klimafit, fir méi Ekosystem-Leeschtungen an de Bëscher erbäibréngen. An dat ass, mengen ech, e ganz wichtege Projet.

Dofir, ech hu keen Doute drun, dass all d'Acteuren an deenen eenzelne Beräicher hir Efforten och wäerten oplëschten, dass se kënne strateegesch an all Beräich kucken. Well am Klimapakt passt dat och. A firwat soll dat am Naturpakt aneschters sinn, wann een en Naturpaktteam zesummesetzt u Leit, déi sech ëm hir eegen Uertschaft an dat ronderëm, ëm hir eege Liewensqualitéit Suerge maachen, méi schéi Stroosseränner, méi schéi Weeränner wëllen hunn, firwat solle mer dat do dann net packen?

An am Naturschutz ass do, mengen ech, méi d'Gefor, dass mer net mierken, wivill Diversitéit verschwënnt. Beim Klimawandel, do gi mer permanent drun erënnert, well och haut schonn déi Effekter däitlech ze spiere sinn. Beim Verlosch un Aarten ass dat leider Gottes net ëmmer de Fall.

Dann ass et och esou, dass mer de Moossnamekatalog all dräi Joer wëllen iwwerpréiwen. Firwat all dräi Joer? Mee well ee verschidden Zykle brauch, fir och kënnen nozeajustéieren. An do wëll ech och ganz kloer soen: Ech mengen, mir hunn hei wierklech e prezise Mesurëkatalog gemaach mat lineairen Ziler, mat och Pourcentagen. A mir hunn eng Mëschung gemaach, well mer op den Hektar ginn, well dat awer och wichteg ass am Naturschutz, well et och dorobber ukënnt. A mir hu ganz genee, an dat ass jo och elo am Nachhinein an d'Gesetz komm, definéiert, firwat déi eenzel Gemengen ënnerstëtzt ginn a firwat verschidde Geldbeträg dann och herno ausbezuelt ginn. Dofir mengen ech duerchaus, mir sinn hei prezis.

An ech wëll lech och soen: Do hutt Der lech, Madamm Cecchetti, mengen ech, ganz vill selwer widderschwat an Ärer Ried, well Dir hutt selwer d'Zuelen aus dem Beräich Gewässer an Naturschutz genannt. Natierlech wësse mer, wéi et ëm eis Biodiversitéit steet! A mir wëssen och, dass do, wou d'Gemengepappen a -mamme sech mam Staat engagéiert hunn, zum Beispill an Natura-2000-Gebidder, do, wou haut scho Comité-de-pilotagë schaffen, dass mer do kënne vereenzelt och total Erfollegsstorië soen, well erëm Aarte sech usidelen, well mer erëm en Erhuele fannen.

Mee dat ass awer eeben nach net iwwerall de Fall. An dofir brauche mer déi nei Dynamik, well d'Tendenzen u sech insgesamt bei der Biodiversitéit eeben nach erofginn. An dat Erofgoe vun deenen, dat Fortfale vun den Aarten, souwuel an der Mass, well et gëtt ëmmer manner Insekten an der Mass, wéi awer och vun de verschiddene Aarten, déi eeben no an no verschwannen, ganz ouni dass mir et onbedéngt mierken, do musse mer eis dergéint asetzen. An dat geléngt awer just zesummen, zesumme mat de Gemengen.

Wann Der erlaabt, nach e puer Wierder, wéi et weidergeet, well et si jo och vill Pappen a Mammen aus Gemengen hei am Raum. Da géif ech lech soen: Mir sinn amgaangen, eng Circulaire auszeschaffen. An no deem wichtegen Datum vun haut wäerte mer dann och kënnen déi Circulaire un d'Gemengen nach dëse Summer schécken, wou et dann a Richtung geet vun enger Déclaration d'intention. Well esou gouf dat jo och am Klimapakt 1 deemools gemaach, wéi dee lancéiert gouf, esou gëtt dat jo och beim Pacte Logement gemaach, fir dass mer emol wëssen: Wéi eng Gemenge wëllen elo direkt mat asteigen?

Verschiddener hunn dat scho mëndlech gesot. Mee ech mengen awer, mir baue jo net op näischt, wann d'biologesch Statiounen an der Regioun, wann d'Naturparke wëlle wëssen: Wat heescht dat fir déi nächst Joren? Wéi vill Gemengen a mengem Raum maache mat? Da brauch een esou eng symbolesch Aktioun, dass een deklaréiert, dass ee sech wëllt engagéieren. An dat huet e ganz wichtege planereschen Aspekt, dass mer e bësse wëssen: Wou lande mer fir ze starten?

Da wäert och spéitstens ab nächste Méindeg, spéitstens also ab dem 19. Juli, den Internetsite online goen, www.pactenature.lu. A mir wäerten natierlech och am Hierscht - mir wollten dat elo net an der Summerpaus maachen, déi jo gläich kënnt - nach eng Kéier bei d'Gemenge goen. Mir wollten och op sechs Plaze goen. An dee Moment kéint ee mat deene Gemengen, déi sech bis dohinner schonn deklaréiert hunn, deene Gemengen, déi da scho prett sinn, och schonn déi éischt Signaturë maachen. Well mir krute jo och schonn en Avis vum Staatsrot fir dat entspriechend Reglement, fir de Mesurëkatalog, soudass mer u sech geschwë prett sinn. Da kéinte mer schonn alleguerten zesummen am Hierscht e schnelle Start hileeën, well dat ass et, wat mer brauche bei der Biodiversitéitskris: Mir brauche schnell Aktiounen, schnell Aktioune virun allem um Terrain. An dat verspriechen ech mir hei vun dësem Pakt.

An dofir: merci fir déi breet Zoustëmmung hei an dësem héijen Haus! Merci och zum Schluss nach eng Kéier fir déi flott Diskussiounen, déi mir an deene Sëtzungen haten an der Chamberskommissioun, well do war wierklech vun Ufank u Wuelwëllen, et waren interessant Diskussiounen - wat bréngt wat? A mir hunn, mengen ech, och gewisen an deene Pilotprojeten - mir haten dat am Mäerz virgestallt, déi si jo ofgeschloss -, do waren op Anhieb véier vun zéng Gemengen direkt zertifizéiert, eng iwwer 60, eng iwwer 50 an déi aner, éischter zwou, an déi 40. Dat heescht: Et ass net onméiglech! Mee d'Lat ass relativ héich. Dat heescht, d'Gemenge wäerte sech ustrenge mussen. Mee dat ass de Sënn vum Pakt, dass et méiglech ass an dass mer awer trotzdeem d'Leit mathuelen.

An dofir: merci och nach eng Kéier lech alleguerte fir déi flott Diskussiounen, merci menge Mataarbechter, déi ganz vill Energie an Zäit a Workshoppen, an Diskussiounsronnen an an dëse Projet gestach hunn. An domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg. D'Madamm Myriam Cecchetti huet d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, just ganz kuerz. Ech wollt eppes kloerstellen. Also, ech mengen, ech sinn e bësse falsch verstane ginn. Ech wollt kee Mischmasch maachen, mee ech wollt einfach erklären, wat et alles gëtt an datt dat e Ganzt ass, wou et wierklech immens wichteg ass, dat Ganzt am A ze halen. An dofir och déi Zuelen, wéi schlecht mer dostinn, wat iwwerhaapt kee Mënsch dobausse mierkt.

An ech verfollege jo och all Är Initiativen, Madamm Minister, an ech fanne ganz gutt, wat Der maacht. An ech verfollegen och Äre Moratoire, deen Der gemaach hutt zum Beispill bei de Bëscher, bei de Bëschweeër. An ech si gespaant, ob Der e Moratoire och op eise geschützte Bësch am Süde setzt oder ob do d'Ponts et chaussées dee méi staarke Goliath ass an den David dann eeben awer muss wäichen. Well dat ass och e ganz wichtegt Noerhuelungsgebitt an do liewen och ganz vill Déieren a Planzen. An dat ass mer ganz wichteg, dat hei op dëser Plaz ze soen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Parole après ministre och fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Jo, ganz kuerz just. Ech soen der Madamm Minister och Merci fir d'Erklärungen. Ech wollt just nach eng Kéier nofroen: An deene Mesuren, Madamm Minister, wou drasteet vun der Integration vun engem Plan prioritaire, bezitt sech dat op déi dräi, déi och am Gesetz genannt sinn? A wat fir Pläng sinn alles do méiglech? Dat ass meng Fro gewiescht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Ech hunn elo den Här Galles net total verstanen. Ech kann em seng Fro awer gläich beäntwerten. Mir kënnen dat dobaussen nach eng Kéier kucken.

(Brouhaha)

Ech hunn lech net verstanen akustesch! Kënnt Der et nach eng Kéier widderhuelen?

M. Paul Galles *(CSV).*- Majo. Jo, jo, ech maachen dat ganz gären. Ech mengen, et ass besser, wann ech sëtze bleiwen, da sinn ech net esou wäit ewech vum Mikro. Ech mengen, elo geet et.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Jo.

M. Paul Galles *(CSV).*- Et gëtt eng Rei Mesuren, Madamm Minister, wou drasteet, dass et drëms geet, eng Integratioun vun engem vun de prioritäre Pläng ze maachen. Dat sinn zwar ëmmer nëmme Mesurë vun engem Punkt, mee trotzdeem, ech wollt do nach eng Kéier nofroen, op wat fir eng Pläng sech dat bezitt, ob dat déi dräi sinn, déi ech virdrun och a menger Ried genannt hat, oder ob dat nach anerer sinn. Well wann et nach anerer sinn, da misst een dat, mengen ech, explizéieren.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Nee, dat sinn d'Aarteschutzpläng, wéi Der se och fannt, dat sinn u sech déi Pläng, déi Der elo gesot hutt, Aarteschutzpläng.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7655. Den Text steet am Document parlementaire 7655[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7655 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Jeff Engelen), Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux-monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation (suite)

Da kéime mer bei déi véier Projet-de-loien, wou mer de Moie schonn de Rapport aus dem Mond vum Rapporteur André Bauler héieren hunn. Mir wëllen dem Här André Bauler nach eng Kéier villmools Merci soe fir déi véier Rapporten. Wéi de Moien ugekënnegt, komme mir ouni Diskussioun elo direkt zur Ofstëmmung iwwert déi véier Projet-de-loien. Ech géif awer allkéiers nach den Här Finanzminister froen, ob hien nach wëllt zu deene Projete Stellung huelen.

Fir d'éischt de Projet de loi 7464 iwwert de Schutz vun der Eurowärung an der Bekämpfung vun de Geldfälschungen. Här Minister Pierre Gramegna!

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu dëser spéider Stonn wéilt ech mech ganz kuerz faassen.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech sinn och frou, dass Der dat de Moien decidéiert hutt, esou séier ze maachen.

Just dann zwee Wuert zu dësem Projet de loi, deen drëms geet, fir d'Bekämpfung vum Falschgeld an Europa an zu Lëtzebuerg ze stäerken. Et ass e Problem, deen an Europa an zu Lëtzebuerg relativ kleng ass, wat dach dann e Kompliment ass un d'Europäesch Zentralbank, well d'Imitatioun ganz schwiereg ass an et och natierlech eng vun deene modernste Wärungen op der Welt ass. Mir hunn dat heiten ausgeschafft mat der Lëtzebuerger Banque centrale, déi och hei doduerch méi Pouvoire kritt, fir dat ze maachen. Mir hunn de Cadre légal ugepasst. An dat Ganzt hei bréngt natierlech méi Vertrauen an eis gemeinsam Wärung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7464. Den Text steet am Document parlementaire 7464[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7464 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers (suite)

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7761 iwwert d'Moderniséierung vum Agrementsregimm vu verschiddene Bedeelegunge vum Finanz- an Assurancësecteur. An och hei wéilt ech dann d'Wuert ginn un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President, och hei fir déi séier Prozedur. Dem Deputéierten André Bauler soen ech als Rapporteur Merci, och fir dee Projet virdrun.

Dat heiten ass een, dee kann à première vue schéngen als en technesche Projet de loi, mee en ass awer en fait ganz wichteg. Et ass esou, dass mir zu Lëtzebuerg säit ganz laanger Zäit, säit Decennieën, d'Agrementen un d'Acteure vun der Place financière ëmmer als Ministère ginn hunn. En fait ass et de Minister, deen dat ënnerschreift, op Recommandatioun, op Analys vun der CSSF. Dat war virun 20, 30 Joer eng Pratique, déi et och vill op anere Plaze ginn ass. Mee d'Reegele vun der Gouvernance hunn iwwert d'Zäit evoluéiert. An dat do ass net méi zäitgeméiss. Wann ech also d'Evolutioun vum europäesche Recht kucken, do gëtt recommandéiert, dass déi Autoritéit, déi derfir zoustänneg ass, fir déi Acteuren ze kontrolléieren, och déi soll sinn, déi den Agrement gëtt an den Agrement ewechhëlt.

Dës Bonne pratique recommandéiere och de Comité de Bâle an de Fonds monétaire international. An do gesäit een, dass mer doduerch vill méi eng kohärent Approche hu bei den Agrementen. A mir hu jo ganz vill Acteuren hei, dofir ass dat eng wichteg Saach. An ech si frou, dass dat vill Zoustëmmung krut.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7761. Den Text steet am Document parlementaire 7761[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7761 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass och dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds (suite)

Da kéime mer zum Projet de loi 7723 iwwert d'Surveillance vun Investitiounsentreprisen. An ech ginn direkt d'Wuert un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Och hei dem Rapporteur e grousse Merci.

Hei geet et drëms, véier europäesch Direktiven ëmzesetzen, déi en fait de Fonctionnement an d'Surveillance vun Investitiounsfonge vill méi preziséieren an och verschidden Zorte vun Investitiounsfonge maachen. An d'Surveillance an d'Konditioune gi proportionell par rapport zu der Gréisst vun de verschiddene Fongen. An dat ass dat, wat hei introduzéiert gëtt. Mir kréien also véier nei Kategorië vun Entreprises d'investissement.

Domat moderniséiere mer op europäescher Eebene an dann och zu Lëtzebuerg an der Transpositioun déi ganz Organisatioun vun den Investitiounsfongen. Domat maache mer eis Finanzplaz méi attraktiv a mir reduzéiere fir déi Fongen, déi méi kleng sinn, déi Kontrollen an d'Charges administratives. Et ass also och dann eng Simplificatioun. Ech mengen, dat hei kënnt eiser Finanzplaz zegutt, an dofir sinn ech och frou, dass dat heiten esou vill Zoustëmmung krut.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7723. Den Text steet am Document parlementaire 7723[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7723 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7723 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain,

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (suite)

Als Nächst hu mer de Projet de loi 7737 iwwert d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv am Beräich vun de Kollektivplacementer. An ech ginn d'Wuert un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Nach eng Kéier merci och un de Rapporteur André Bauler.

Ech mengen, ech brauch hei net laang drop anzegoen, wéi wichteg d'Fonds-d'investissementen zu Lëtzebuerg sinn. Mir hunn elo méi wéi 5.000 Milliarde Fongen, déi hei geréiert sinn. Dat sinn hir Avoiren. Domadder si mir d'Nummer zwee op der Welt an en fait am internationale Verkaf vu Fongen d'Nummer eent an der Welt.

Eis Fonge ginn a 70 Länner verdeelt an der Welt. A fir déi Fongen, déi méi wéi an zwee Länner vermaart ginn, do hu mir en Undeel - Lëtzebuerg - vu 60 %! Bal also zwee Drëttel vun alle Fongen, déi a méi wéi zwee Länner verkaaft ginn, sinn hei zu Lëtzebuerg beheimat.

Dofir ass et natierlech wichteg, dass mer déi heiten Direktiv transposéieren. Mir transposéiere se natierlech, well dat elo nei europäesch Reegele sinn, mee mir transposéieren et awer och desto léiwer, well et eng Modernisatioun vun der Vermaartung hei mat sech bréngt. An déi Modernisatioun besteet doranner, dass ee vill méi kann digitaliséieren an dass een d'elektronesch Moyene ka besser gebrauchen, dass een och elektronesch de Premarketing ka maachen. Alles dat wäert natierlech zu der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg bäidroen.

Et kënnt och eng méi grouss Protektioun vum Investisseur hei zustanen, wat natierlech eng ganz wichteg Saach ass. Mir hu jo och gesinn, dass an der Finanz-, oder plutôt an der ekonomescher Kris, déi vun der Pandemie provozéiert ginn ass, mat Ausnam vun zwou Wochen am Mäerz, en fait d'Investitiounsfongen immens gutt resistéiert hunn. Si si plutôt en Element vun der finanzieller Stabilitéit wéi de Contraire. An doriwwer kënne mer eis freeën.

Dat heescht, déi heiten Direktiv stäerkt och d'Union des marchés des capitaux. An dat ass eng gutt Saach. Mir hunn och eng Flexibilitéit erabruecht, dass ee kéint déi Fongen a verschiddene Kontabilitéitsreegele maachen, net nëmmen dann an europäescher - och de LUX GAAP ass méiglech -, mee awer och d'amerikanesch Kontabilitéit ka gebraucht ginn. Dat gëtt eng zousätzlech Flexibilitéit, déi vun den Acteure ganz héich geschätzt gëtt.

Ech soen Iech och hei Merci fir d'Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7737[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7737 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7737 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

7838 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Als nächst hu mer de Projet de loi 7839, en Accord iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass deemno net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi 7839

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'éischt dem Gilles Roth Merci soe fir seng gutt gemengten Iddi de Moien, fir déi véier Projeten, déi den Här Finanzminister elo just kommentéiert huet, virzezéien. Merci och Iech, Här Minister, datt Der eis och net béis sidd, datt mer dat esou gemaach hunn, datt mer eis do e bësse verselbstännegt haten.

Dëse Projet de loi schreift sech an eng wichteg Reform an, déi zanter Joren um europäesche Plang verhandelt gouf an déi d'Europäesch Wärungs- a Wirtschaftsunioun stäerke soll.

Dat hei ass den Aboutissement vu jorelaangen Iwwerleeungen iwwert d'Reform vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dem European Stability Mechanism, eng tëschestaatlech Organisatioun, déi hei zu Lëtzebuerg hire Sëtz huet.

2015 gouf mam sougenannte „Rapport vun de fënnef Presidenten" eng Rëtsch Iddien ausgeschafft, fir d'Eurozon méi resilient, also méi widderstandsfäeg ze maachen. 2017 ass eng Feuille de route vun der Europäescher Kommissioun virgestallt ginn, déi ënner anerem d'Iddi ënnerstëtzt huet, fir en Europäesche Wärungsfong ze schafen. Déi Reform ass zanter 2017 am Eurogroup ausgehandelt ginn. An esou ass, mat enger liichter Verspéidung wéinst der Pandemie, Ufank dëses Joers en Accord fonnt ginn.

De Gesetzesprojet, dee mer elo hei diskutéieren, huet als Objet an éischter Linn, dësen Accord ze ratifizéieren. Wat ass an dësem Accord virgesinn? Dësen Accord ännert den Traité iwwert den ESM vun 2012 op e puer Punkten of. Dovunner sinn der véier weesentlech: éischtens d'Roll vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus. Bei der initialer Konzeptioun vum ESM huet seng Haaptroll doranner bestanen, fir op de Finanzmäert Suen am Numm vun de Memberstaate léinen ze goen an dann deene Memberstaaten dës Sue weiderzeléinen, déi ee Programme d'assistance financière ugefrot haten, an dëst natierlech ënner strikte Bedéngungen.

Dee ganzen operationelle Volet am Sënn vun der Negociatioun vun de Konditiounen, dem Suivi vun der Ekonomie an enger ganzer Rëtsch aneren Elementer ass vun der Europäescher Kommissioun an der Europäescher Zentralbank an der Zesummenaarbecht mam Internationale Wärungsfong organiséiert ginn.

Vu datt den Europäesche Stabilitéitsmechanismus d'Organisatioun ass, déi de Memberstaaten d'Sue léint, ass sech d'Fro gestallt ginn, ob dësen net beim Aushandelen an dem Suivi vun de Konditionalitéiten dobäi misst sinn.

Dat soll dann elo schlussendlech mat der Reform vum ESM ëmgesat ginn. Den ESM soll an Zukunft Matnegociateur a Matsignataire vun de Memorandums of Understanding an dësem Kontext sinn, wat säi Rôle am Kader vun den Hëllefsprogrammer stäerke wäert.

Deen zweeten Haaptvolet vun der Reform ass d'Mise en place vum „common backstop", vum Fonds de résolution unique. Heirop wäert ech beim mëndleche Rapport iwwert de Projet de loi 7838 méi am Detail agoen.

Loosst mech awer schonn hei soen, datt de Fonds de résolution unique 2014 am Kader vun der Bankenunioun geschaaft gouf. De Fong gëtt vum Bankesecteur selwer gefiddert. Dëse Fong soll dann asprangen, wann eng Bank misst ofgewéckelt ginn.

D'Iddi derhannert ass déi, fir Situatioune wéi an der Finanzkris ze vermeiden, wou de Steierzueler fir d'Bankerettung huet missen opkommen. Mam sougenannte Bail-in sollen, zanter dem Schafe vun der Bankenunioun, an éischter Linn d'Investisseuren, oder besser gesot d'Acteuren op der Passivsäit vum Bilan vun enger Bank, bref, déi sollen derfir selwer riichtstoe mussen, dann eréischt, le cas échéant, de Fong, dee vum Bankesecteur selwer gefiddert gëtt.

Vun Ufank u war kloer, datt de Montant vum Fong net kéint duergoen, fir senger Roll gerecht ze ginn, an datt e gemeinsame Filet de sécurité misst geschafe gi fir de Fall, datt de Fong an enger Krisesituatioun méi Mëttele bräicht, wat dann elo mat dësem Gesetzesprojet 7838 geschéie soll, also mat deem geschéie soll, dee mer herno nach traitéieren.

Déi drëtt wichteg Innovatioun betrëfft d'Facilité de prêt à titre de précaution. Den ESM ka soumat de Staate Kredittlinnen zur Verfügung stellen, falls dës a Schwieregkeete geroden. Dat ass en Instrument, dat dacks vum Internationale Wärungsfong benotzt gëtt. Dëst Instrument huet sech beim IMF, also dem Internationale Wärungsfong, als ganz wierksam erwisen, fir d'Vertraue vun den Investisseuren ze stäerken, falls et zu enger finanzieller Schiflag komme sollt. Beim ESM sinn dës Precautiounsinstrumenter schonn 2012 an 2013 geschaaft ginn, awer ni an Usproch geholl ginn. Duerch dës Reform ginn d'Krittäre preziséiert, fir d'Hürd, déi verschidde Memberstaate gesinn hunn, fir dat unzefroen, aus dem Wee ze raumen.

Dee véierte Volet berout och op den Erfarungen, déi an der leschter Scholdekris gemaach goufen. Iwwert d'Reform vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dem ESM, ginn d'Memberstaaten dozou opgeruff, bei hire Staatsobligatiounen d'Modalités de vote bei der Restrukturéierung vun der Schold ze vereinfachen. Méi genee soll am Fall vun enger Restrukturéierung an Zukunft vermidde ginn, datt e puer Creancieren e ganze Restrukturéierungsplang blockéiere kënnen.

Dat zu de véier Haaptelementer, déi iwwert déi lescht Jore fir dës Reform verhandelt goufen an déi duerch den Accord vun de Memberstaaten ofgeseent gi sinn. Ze notéieren ass, datt dës eréischt dann ëmgesat kënne ginn, wann d'Parlamenter aus den 19 Eurozon-Memberstaaten dësen Accord eebe ratifizéiert hunn.

En zweet Element aus dësem Gesetzesprojet ass och eng Innovatioun, déi mer begleede wëllen. Den ESM emettéiert zanter dem Brexit seng Obligatiounen no Lëtzebuerger Recht. An der Vergaangenheet goufen dës Emissiounen éischter no engleschem Recht gemaach. Vill international Organisatioune sinn, wéi gesot, wéinst dem Brexit op de Wee gaangen, fir d'Lëtzebuerger Recht ze notzen. Dozou gehéieren den ESM, awer och déi Europäesch Kommissioun, déi rezenterweis hir Obligatioun fir den NextGenerationEU ënner Lëtzebuerger Recht emettéiert huet.

Interessant ass, datt den Europäesche Stabilitéitsmechanismus am Fall vum Hëllefsplang fir Spuenien eng Operatioun gemaach huet, déi eis national Gesetzgeebung net ganz kloer virgesäit. An dësem Fall hat den ESM Obligatiounen erausginn, ouni se direkt op d'Finanzmäert ze setzen, mee se direkt de Banken iwwerginn, fir d'Banken ze rekapitaliséieren; e klengen Zongebriecher. Dat ass ënner engleschem Recht méiglech. Dat ass eng ganz effikass Prozedur, déi et erméiglecht, ganz séier ze handelen. Bei Bankekrisen ass dat vu grousser Wichtegkeet, wéi Der wësst, vu datt do an enger Nuecht oder iwwer e Weekend eng Bank muss gerett ginn a keng Zäit do ass, fir op de Finanzmäert Sue léinen ze goen an dës Suen un d'Bank weiderzeginn.

Eis Gesetzgeebung ass den Ament, wéi gesot, net ganz kloer, ob se esou Obligatiounen zouléisst oder net. Mam Artikel 2 vum Gesetzesprojet gëtt kloergestallt, datt Obligatioune vum ESM emettéiert kënne ginn, déi net direkt un en Investisseur ginn. Et gëtt och festgehalen, datt dës Titren existéieren an och cotéiert kéinte ginn.

Léif alleguer, Här President, de Staatsrot huet säin Avis den 29. Juni 2021 formuléiert. Et ass zu kenger formeller Oppositioun komm. Déi héich Kierperschaft notéiert awer, datt den Artikel 2 vum Gesetzesprojet muss ëmformuléiert ginn, fir ze evitéieren, datt den Androck entstoe kéint, datt de Gesetzesprojet d'Pouvoire vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus bestëmme géif. Dëser Propositioun ass d'Finanz- a Budgetskommissioun nokomm.

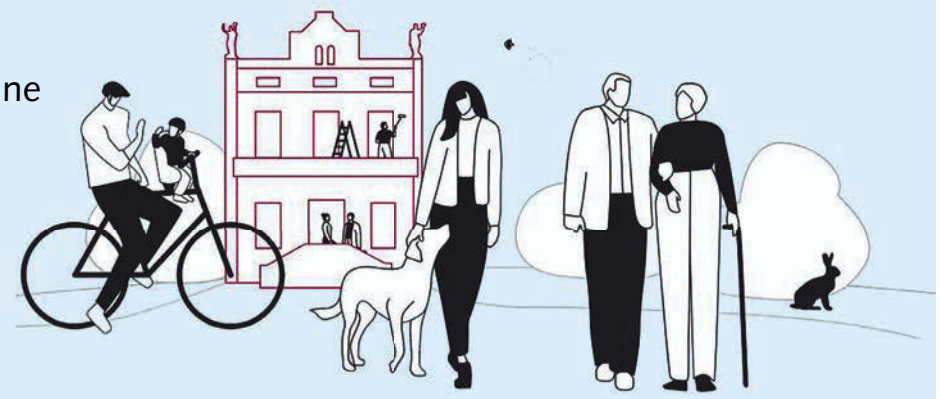
D'Handelskummer huet hiren Avis och den 29. Juni erausginn. Si begréisst de Gesetzesprojet ausdrécklech, deen d'Roll vum ESM am Europäesche Finanzsystem stäerkt an d'Eurozon méi resilient maache wäert.

Här President, et handelt sech, wéi gesot, ëm en extreem wichtege Gesetzesprojet fir Europa an och fir Lëtzebuerg, fir deen ech selbstverständlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord ginn.

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Wann Der dann erlaabt, Här President, da géif ech deen anere Projet och virstellen, well mer dat jo am Set, am Package wollte maachen. Ech gesinn en hannert mer wénken. Dann däerf ech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bauler, Dir däerft.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi 7838

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Ma da sinn ech berouegt. Merci, Här President.

Léif alleguer, och bei dësem Gesetzesprojet geet et drëm, fir en tëschestaatlecht Ofkommes guttzeheeschen, an dat och am Kader vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus. Et handelt sech ëm den Accord modificateur vum Accord vun 2014 iwwert den Transfert an d'Mutualisatioun vun de Bäiträg zum Ofwécklungsfong. Ier ech op d'Changementer selwer aginn, erlaabt mer, e puer Wierder iwwert de Kontext ze soen.

En eenheetlechen Ofwécklungsfong, „fonds de résolution unique" op Franséisch oder „Single Resolution Fund" op Englesch - ech hunn dann emol versicht, dat an der Kommissioun och op Lëtzebuergesch ze formuléieren -, ass deemools am Kader vun der Bankenunioun geschaaft ginn, fir sécherzestellen, datt systeemrelevant Banken am Fall vun enger Defaillance ouni respektiv mat ganz minime Käschte fir de Steierzueler a fir d'Realwirtschaft kënnen ofgewéckelt ginn.

Dëse Fong besteet aus de Bäiträg, déi vun de Banken iwwer en Zäitraum vun aacht Joer, zanter 2016 an nach bis Dezember 2023, bei hiren nationalen Autoritéiten hannerluecht musse ginn, bei eis zu Lëtzebuerg, also bei der CSSF, der Commission de surveillance du secteur financier. De Montant, dee bis Enn 2023 zesummekomme soll, ass op 1 % vun de gedeckten Depote fixéiert ginn. Dat entsprécht, no den aktuellen Erwaardungen, ongefeier 70 bis 75 Milliarden Euro an der Bankenunioun.

A méi wéi d'Hallschent dovunner ass och schonn zanter 2016 agespeist ginn. Aktuell si mer effektiv bei zirka 52 Milliarden Euro. Dës 52 Milliarden Euro sinn awer nach net integral mutualiséiert, mee gi bis 2023 graduell aus den nationale Kompartimenter an e gemeinsaamt europäescht Kompartiment iwwerdroen.

De Vertrag, deen heimat ofgeännert gëtt, leet also fest, ënner wéi enge Modalitéiten dës Transferte wärend der Transitiounsphas stattfanne sollen. E bestëmmt och d'Reiefolleg, geméiss där déi disponibel Ressourcë mobiliséiert ginn am Fall, wou d'Käschte vun enger Bankenofwécklung gedeckt misste ginn. Dës Modalitéite gi mat dësem Accord liicht ugepasst, fir déi am viregte Gesetzesprojet ernimmten nei Kredittlinn, de Backstop, och scho wärend deenen zwee verbleiwende Jore vun der Transitiounsphas ze operationaliséieren a soumat déi fréizäiteg Aféierung ze erméiglechen.

D'Wichtegkeet vum Backstop besteet doranner, datt mat deem Filet de sécurité vermidde ka ginn, datt am Fall, wou eng gréisser Bankenofwécklung stattfënnt, bei där de Fong asprange muss a soumat de Fong eidel oder bal eidel kéint ginn, keng Mëttel méi do wieren, fir bei enger weiderer Ofwécklung anzesprangen. Well kommt, mir huelen emol de Fall, datt no enger Ofwécklung scho kuerz duerno eng zweet oder souguer eng drëtt Bank a Schwieregkeete geréit an ofgewéckelt misst ginn: Och wann an dësem Fall virgesinn ass, datt d'Banke gezwonge kënne ginn, fir aussergewéinlech Contributiounen ze maachen, kann et an der Praxis passéieren, datt dës Contributiounen net matzäit verfügbar sinn, da kann de Fong deen Ament d'Garantie vum betraffene Memberstaat an Usproch huelen. Vu datt dës Garantie elo europäesch gëtt, mussen och déi aussergewéinlech Contributioune mutualiséiert ginn.

D'Moossnamen am Vertrag sinn also extreem cibléiert an dorop begrenzt, fir d'Mutualisatioun vun de Konditiounen esou unzepassen, datt de Fong den ESM via d'Contributioune vun de Banken aus der ganzer Bankenunioun zréckbezuele kann. De Risiko, datt d'Faillite, d'Ofwéckele vun enger Bank déi budgetär Situatioun vum betraffene Memberstaat impaktéiere kann, gëtt also heimat staark, ganz staark limitéiert.

Konkreet heescht dat, datt dem Fong op eng budgetär neutral Manéier iwwer 100 Milliarden Euro zur Verfügung stoe wäerten. Dat ass e Montant, dee kaum e Staat aleng ouni europäesch Léisung fir Ofwécklungszwecker opbrénge kéint. Et ass also e weidere wichtege Schrëtt fir d'Stabilitéit vun der Bankenunioun an och vun eiser Finanzplaz.

Här President, léif alleguer, de Staatsrot huet säin Avis den 29. Juni 2021 ofginn. Hien huet keng Observatioun ze maache gehat an huet och domat den Accord zu dësem Projet ginn.

D'Handelskummer begréisst ausdrécklech déi virgezunne Mise en place vum Backstop, deen et erlabe wäert, fir d'Kredibilitéit an déi finanziell Soliditéit vum Fonds de résolution unique, dem eenheetlechen Ofwécklungsfong also, ze stäerken.

Dat gesot, bleift mer nach just, fir Iech Merci ze soen, fir mir bei dësem Marathon haut vu sechs Gesetzesprojeten nogelauschtert ze hunn. An ech ginn natierlech och hei am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojet.

Ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir all deenen, déi bei der Ausschaffung vun dësen Texter eng Hand mat ugepaakt hunn op déi eng oder aner Manéier, Merci ze soen. Um Enn vun deene Rieden alleguer soen ech de Membere vun der Cofibu Merci fir hir Opmierksamkeet bezéiungsweis hiert allzäit freedegt an äerdegt Matschaffen an der Kommissioun an all deene leschte Wochen a Méint, wou mer méi wéi ee Mount haten, deen een als Heemount bezeechne kann. Merci awer och a grad de Beamten aus dem Finanzministère, aus der Chambersverwaltung an aus menger Fraktioun, déi un all dësen Aarbechte bedeelegt waren. Hinne gëllt eis Unerkennung fir hire Fläiss an hir Kompetenz an dësen dach ganz dacks, géif ech soen, séier komplizéierte Projeten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter André Bauler Merci fir déi zwee Rapporten a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, an ech géif mat engem ganz grousse Merci ufänken un eise Rapporter André Bauler. Ech zéie wierklech haut den Hutt virun enger bal, kann ee soen, exzeptioneller Leeschtung; sechs Rapporten, an net déi einfachst, ganz komplizéierter, och ganz wichteger. En huet dat hei mat där vun him bekannter Akribie gemaach. En huet dat op eng ganz, ganz kompetent Manéier gemaach. An ech mengen, mir sinn him haut wierklech e ganz extrae Merci schëlleg fir déi Leeschtung, déi en hei bruecht huet.

Här President, iwwert de Stabilitéitsmechanismus ganz besonnesch, mee och iwwert de Fonds de résolution, wär sécherlech ganz vill ze soen. Ech maachen dat den Owend awer net, éischtens, well de Rapporter eigentlech am Detail de Fonctionnement dovunner erkläert huet, an zweetens och aus Respekt virun Iech alleguerten. Et war e laangen Dag gëschter, et ass e laangen Dag haut. An ech mengen, et mécht elo wierklech net all Sënn, nach eng Kéier an den Detail ze goen. Dat wäerte mer sécherlech och bei enger nächster Geleeënheet eng Kéier kënne maachen.

Ech wollt awer just zwee ganz kuerz Punkten hei eraussträichen. Deen éischten ass: Ech wär nawell frou, vum Här Finanzminister den Etat vun där Ratifikatiounsprozedur ze héieren, well contrairement zu Lëtzebuerg, wou dat dote keng grouss Diskussioun wäert sinn - ech mengen, dat wäerte mer herno mat där néideger Majoritéit stëmmen -, ass dat net esou an anere Länner. Notamment an eisem Nopeschland Däitschland ass dat vill méi schwiereg, well do zum Deel Verfassungsbeschwerden unhängeg sinn. Ech mengen, och an anere Länner ass dat weesentlech méi schwiereg. An duerfir wär ech vläicht frou, wann de Finanzminister eis kéint soen: Wou si mer am Moment drun? Wat fir Länner hu ratifizéiert, wat fir eng net? Wann en eis elo direkt d'Froen net ka beäntwerten, kann en dat och gär nach eng Kéier nohuelen.

An deen zweete Punkt, dat wär éischter eng Suggestioun un eise President vun der Cofibu an un all d'Membere vun der Cofibu. Ech géif eigentlech proposéieren, datt mer eng Kéier géifen d'ESM besiche goen. Dat ass eng vun deenen allerwichtegsten Institutiounen. Ech weess, wéi ech selwer Chamberspresident war, ware mer ganz am Ufank eng Kéier déi Institutioun besichen, an ech fannen et eigentlech schued, datt mer dat elo an deene leschte Méint a Joren net méi gemaach hunn. Duerfir vläicht den Appell, well et wär och emol eng Kéier interessant, mat deene Leit do ze schwätzen. An ech weess, datt ganz vill auslännesch Parlamenter heihinnerkommen, fir Visitten ze maachen a fir sech do och de Fonctionnement vum ESM erklären ze loossen. Duerfir vläicht déi Propositioun, Här President, no der Vakanz wär dat vläicht ganz flott, eis dat eng Kéier ukucken ze goen.

Dat gesot bréngen ech heimat den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir vläicht zwou Iwwerleeunge mat op de Wee ze ginn an och zwou Froen un de Finanzminister ze stellen. Éischtens denken ech, ass et vläicht haut un der Zäit, fir laangfristeg och dem ESM eng méi sozial Reformorientatioun ze ginn. An ech froe ganz einfach, ob schonn Iwwerleeungen do sinn, fir d'Succesioun oder de Successeur vun der Reform vum europäesche Programm SURE an Zukunft iwwert d'ESM ze organiséieren, ob dat schonn ugeschwat ginn ass, ob do Iwwerleeungen do sinn.

An eng lescht Iwwerleeung a Fro: Wat eis e bësse Suerge mécht, dat ass, datt, loosse mer soen, ronderëm déi traditionell Bankaktivitéiten Aktivitéite sinn, déi net méi ënner Basel III an déi Reegele falen. Ech schwätze vun der Intermédiation bancaire, zum Beispill iwwert d'„shadow banks". Wéi gesitt Der do d'Evolutioun, wat dat Ganzt ubelaangt? Ech denken, mir sollten dat e bëssen am A behalen.

Zum Schluss wëll ech den Accord vun der LSAP zu deenen zwee Projet-de-loie ginn, well se natierlech d'Eurozon méi resilient maachen an och d'europäesch Integratioun, wouzou och déi zwee Projet-de-loie bäidroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. An da wär et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché, ...

(Interruption)

... pardon, un deem honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Jo, villmools merci, Här President. Engersäits stäerke mer mat deenen heite Projeten d'Europäesch Bankenunioun, awer och de Stabilitéitsmechanismus, fir dass, wéi et och gesot ginn ass, bei enger nächster Kris net méi d'Steierzueler, mee d'Banke selwer hei fir d'Rechnung mussen opkommen. Anerersäits stelle mer den europäesche Stabilisatiounsmechanismus besser op, wat d'Gestioun an och d'Preventioun vu Krisen ugeet.

Bon, generell menge mir, dass trotzdeem nach e wäite Wee ze goen ass fir eng méi staark ekonomesch an och monetär Unioun. A mir hu jo och gemierkt, dass et immens wichteg ass, dass mer eis do besser opstellen, och grad an der Preventioun vun nächste Krisen, fir do méi resilient ze ginn.

Do vläicht just zwou Remarke vun eiser Säit. Engersäits kéinten d'Decisiounsprozesser méi demokratesch opgestallt ginn. D'Fro ass hei, wéi een d'Europäescht Parlament méi staark abanne kann. An dann d'Fro natierlech vun der Konditionalitéit bei Aiden. Et däerf natierlech net sinn, dass Hëllef gekoppelt ass un Austeritéitspolitik. Dat gouf et, et gi Beispiller aus der Vergaangenheet, déi et esou gouf. Mee dat war op jidde Fall net gutt esou. A mir hunn an der Covidkris jo gemierkt, dass mer eebe grad e staarke Sozialstaat brauchen, fir derduerchzekommen.

Mee fir awer mat enger positiver Nott eeben opzehalen: Eigentlech huet een an där heiter Kris jo gemierkt, dass mer eng positiv Dynamik haten, wat eng weider europäesch Integratioun ugeet, och grad op dem Niveau vun der Wirtschaftsunioun oder respektiv och bei dem Relanceplang, wou jo gemeinsam Scholde gemaach gi sinn, eebe fir eng gewësse Solidaritéit ze hu bei alleguerten de Memberstaaten.

An an deem Sënn géif ech fir déi zwee Projeten hei den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här François Benoy. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools merci. Et gëtt op d'mannst zwee Grënn, firwat mer eigentlech dës Accorde sollte stëmmen. Dat Éischt ass, dass de Stabilitéitsmechanismus hei zu Lëtzebuerg ass. An deen zweeten ass déi exzellent Ried vum André Bauler, deen och hei nei Lëtzebuerger Wierder geschaf huet, wat den Ofwécklungsfong ugeet, an et kann een en dofir wierklech nëmme luewen.

Et gëtt awer och eng Rei Bedenken an ech wëll déi awer och hei soen. An aus deene Grënn, aus deene Bedenken, déi ech hei wëll kuerz uschwätzen, wäerte mir déi zwee Projeten awer net matstëmmen als ADR.

Deen éischte Grond ass, datt et eng Konstruktioun ass, déi ëmmer manner lisibel ass, institutionell net duerchsiichteg, an zwar tëschent dem Stabilitéitsmechanismus, der Eurozon an der EU. Do gëtt et ewell esou vill komplex Brécken an Iwwerschneidungen, datt et net méi ganz kloer ass, wou wéi eng Kompetenze leien. Déi Ried, déi elo vun deene grénge Kolleege gehale gouf, weist dat. Et gëtt keng europaparlamentaresch Kompetenz fir de Stabilitéitsmechanismus, deen eng intergouvernemental Institutioun ass, et gëtt keen Eurozoneparlament. Am Kader vun der EU gëtt et natierlech en Europäescht Parlament mat gewësse Kompetenzen. Awer et muss een eeben oppassen! Wou leien d'Kompetenzen? Bei wéi enger Institutioun? A beim ESM ass et natierlech esou, datt déi nationalstaatlech Parlamenter do hire Rôle ze spillen hunn.

Eng zweet Iwwerleeung, niewent där vun där mangelnder Lisibilitéit, géif ech soen, ass awer de Souveränitéitsverloscht, och bei enger intergouvernementaler Institutioun, wéi den ESM eng ass, well zum Beispill bei den Noutdispositiounen eng 85 %-Reegel agefouert gëtt. Mir als ADR denken, datt an enger Noutsituatioun ee sech och soll kënnen op d'Staaten an hir Solidaritéit verloossen. Dat ass ëmmer en Zeeche vu Mësstrauen tëschent Staaten, wat vläicht ka begrënnt sinn, awer et ass net gutt fir eng Institutioun, wann dat scho vu vireran ageplangt gëtt. Mir brauchen e Vertrauensklima an Europa. An dofir steet de Prinzip vun der Eestëmmegkeet fir eis eigentlech ni zur Dispositioun.

Eng drëtt Iwwerleeung ass awer och déi, wat den Effekt ass, wann een en Ofwécklungsfong huet oder, wéi elo, en ekonomeschen Neistartfong no der Covidkris, wou eng gemeinsam Verschëldung opgebaut gëtt. Et muss een ëmmer wëssen, wat een do mécht. U sech hëlt een d'Verantwortung vun deenen ewech, déi schlecht geréieren, ob dat elo eng Bank ass, wou eng Vergesellschaftung vum Risiko geschitt, eng Vergesellschaftung net nëmmen am soziale Sënn, mee och nach op aner Länner an op aner Finanzplazen. Dat muss ee wëssen. An dat ass eppes, wat mir am Prinzip net gutt fannen. Ech menge schonn, datt och e Banquier muss d'Responsabilitéit vu senger Gestioun kënnen droen.

Mee do komme mer an déi Problematik e bëssen era vum „too big to fail". An dat ass eng, déi eis e politeschen Dilemma causéiert. Awer prinzipiell soe mir: „Wien den ekonomesche Benefiss kann hunn, muss och den ekonomesche Risiko kënnen droen!" Awer et gëtt eng Rei Problemer, déi och zu dësen Entwécklungen, wéi engem Ofwécklungsfong, dann zum Beispill gefouert hunn.

Mee deen Ofwécklungsfong liest een dann zesumme mat deem Fonds de relance, vum ekonomeschen Neistart. An och do ass eigentlech de Ratio derhannert, datt et einfach Staaten an Europa gëtt, déi manner gutt kënne mat de Suen ëmgoe wéi anerer. Dat ass einfach esou.

A warscheinlech ass ee vun deenen Haaptproblemer, déi mer an der Eurozon an der EU ëmmer erëm wäerten an deenen nächste Jore begéinen, a warscheinlech ëmmer méi schlëmm, deen, datt mer en Nord-Süd-Clivage kréien an datt mer doduerch dauernd Tensiounen opbauen.

Dat, wat elo ausgesäit wéi eng gutt Iddi, fir eng Relance, eng Solidaritéit an Europa ze kreéieren, eng gemeinsam Verschëldung, ass warscheinlech eng vun deenen Ursaachen, firwat d'Europäesch Unioun an deenen nächste Joren ëmmer méi wäert a gravéierend Krisen erageroden. Mir sollte kucken, datt mer do erauskommen, datt mer d'Weiche stelle fir eng Eegeverantwortung vun de Staaten a vun deene groussen Entreprisë fir hir Gestioun, amplaz eis op eng Manéier ze verstrécken, déi eis mat kann an e Strudel erofrappen, wou mer net higehéieren an dee mer och net wëllen, och aus Verantwortung, déi mir eeben als nationalstaatlecht Parlament géintiwwer eise Bierger wouerzehuelen hunn.

Dat just als e puer Wierder. Den Här Mosar huet scho mat Recht gesot: „Et ass spéit. Mir kënnen net op alles agoen." Et wär awer derwäert, déi eenzel Aspekter méi ze beliichten. Dat maache mer haut net. Mir kréie bestëmmt nach aner Geleeënheeten. Mee Dir verstitt, datt mir aus all deenen Iwwerleeungen éischter retizent sinn an dës zwee Gesetzer net wäerte matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech profitéieren dann och direkt dervunner, dem Rapporter Merci ze soe fir déi sechs Rapporten, déi en haut hei presentéiert huet, sechs ausgezeechent schréftlech, awer och mëndlech Rapporten.

Ech schwätzen och direkt zu deenen zwee Projeten, dann erspuere mer eis, datt ech nach eng Kéier muss à charge kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësen zwee Gesetzesprojete soll d'Parlament eng Ofännerung engersäits vum Fonds de résolution, dem FRU, a vum Mécanisme européen de stabilité, oder kuerz ESM, unhuelen.

Dësen ESM ass jo zanter 2012 a Kraaft a gouf schonn am Kader vun der Eurokris agesat. Notamment Griicheland, Spuenien, Irland a Portugal hu scho vun dësem Mechanismus „profitéiert". Firwat soen ech dat esou? Ma well déi Länner, déi deemools Geld aus dem Stabilitéitsmechanismus kruten, alles anescht wéi „profitéiert" hu vun dëser Situatioun. Länner wéi Griicheland hu bekannterweis misse ganz grav Aschnëtter an hire soziale Systemer virhuelen, fir déi sougenannten „Hëllefen" ze kréien. D'Austeritéitspolitik, déi dës Länner vun aneren EU-Memberen opgezwonge krut, huet an dëse Länner vill Schued ugeriicht. D'TVA gouf a Griicheland op 23 % erhéicht, de Pensiounsalter gouf gehéicht an et gouf en neie Plaffong fir d'Pensionéiert agefouert. Maximal 2.300 Euro Pensioun huet de griichesche Bierger nach zegutt.

Wann ee bedenkt, wéi héich de Chômage virun allem bei deene Jonke war an dass d'Famill d'Pensioune vun den Eltere respektiv de Grousseltere gebraucht huet, fir iwwerhaapt nach duerch de Mount ze kommen, da war dëst eng Sozialkris, déi d'EU an den FMI ze verantworten haten. De Chef vun der BCE sot deemools, datt d'Länner an der Eurozon, déi sech net un d'Stabilitéitskrittären halen an déi dowéinst eng Kéier missten op Geld aus dem ESM zréckgräifen, missten ënner eng Tutelle financière gestallt ginn. Eng änlech Sprooch huet een och haut hei héieren. Ech wëll net weider drop agoen. Ech fannen dat ganz, ganz schrecklech, well esou Aussoe schockéieren, well se en immensen Agréff an d'Souveränitéit vun engem Land duerstellen! Mir Piraten fannen, datt d'Budgetspolitik eng reng Kompetenz vun den nationale Parlamenter ass an och bleiwe soll.

En anere Punkt, op deem een den ESM muss kritiséieren, ass, dass dësen nëmmen indirekt un d'EU gebonnen ass. Et handelt sech weeder ëm eng europäesch Institutioun nach ëm eng europäesch Agence. D'Europaparlament huet also zum Beispill guer keen Afloss op d'Entscheedunge vum ESM, an dat, obwuel d'EU-Deputéiert déi eenzeg op deem Niveau direkt vum Vollek gewielte Vertrieder sinn.

Duerch d'Ännerungen, déi dëst Joer beschloss goufen, soll den ESM da méi Muecht kréien. E soll net nëmme méi einfach Gelder zur Verfügung stellen, mee e soll mat der EU-Kommissioun eng Evaluatioun maachen, wéi eng effikass a stabill Gouvernance auszegesinn huet. Den ESM a säi Conseil de directeurs kontrolléieren dann och de Respekt vun de Mesuren, déi engem Memberstaat géifen operluecht ginn.

Wärend dëser sanitärer Kris huet de Stabilitéitsmechanismus de Memberlänner Prêten ugebueden. Bis elo huet awer kee Land vun dëser Méiglechkeet profitéiert, dëst, obwuel de Prêt dës Kéier u keng Konditioune gebonne war. Firwat? Well Länner wéi Italie ganz schlecht Erfarunge mam ESM gemaach hunn an derfir gekämpft hunn, fir eebe grad keng Prêten, mee richteg Hëllefe vun der EU ze kréien. D'Memberlänner hunn eebe kee Vertraue méi an dësen Outil. Dat soll eis all ze denke ginn. An et weist, datt den ESM misst grondleeënd reforméiert ginn. E misst eng EU-Institutioun ginn a vum Parlament kënne kontrolléiert ginn.

Här President, d'Piraten hoffen, datt kee Land méi muss op Geld aus dem ESM zréckgräifen. A falls et awer an Zukunft zu weidere Krise sollt kommen an d'Memberlänner op Hëllef ugewise sinn, dierfe mer net d'Feeler aus der Eurokris nach eng Kéier widderhuelen.

Austeritéitspolitik a Krisenzäiten ass dee falsche Wee. Austeritéitspolitik a Krisenzäite kann e groussen Deel vun der Gesellschaft an Aarmut stierzen. Mir Piraten sti fir e méi transparent an demokratescht Europa. An den ESM a senger jëtzeger Form gehéiert fir eis do net derzou. An dofir wäerte mir eis och haut beim Volet ESM enthalen.

Elo dann also och nach zur Ofännerung, zum Accord vum Fonds de résolution. No der Kris vun 2008 gouf jo dësen Outil geschaf, fir ze verhënneren, datt et zu weidere Faillitte vu sougenannte „systemrelevante" Finanzinstituter ka kommen. Dës sougenannten „too big to fail"-Banke si virun allem dem ze labbere legale Kader geschëlt gewiescht, dee virun der Kris a verschiddenen Deeler, awer och nach no der Kris an deenen Deeler bestanen huet. D'Banke sinn haut relativ gutt encadréiert an hunn an deene leschte Jore ganz vill an d'Compliance mussen investéieren. Aner, manner duerchsiichteg Finanzinstituter erfëllen dës Standarden nach net.

Mir Piraten haten no der Kris eng onofhängeg Iwwerpréiwung vun de Rettungsmoossname fir Finanzinstituter gefrot, well eiser Meenung no hätten d'Banken, déi gerett hu musse ginn, nach méi staark an d'Verantwortung misse gezu ginn. Et ass ze ontransparent mat dëse Gelder ëmgaange ginn, déi jo awer finalement dem Steierzueler gehéiert hunn.

Mat dëser Ännerung soll jo awer an d'Zukunft gekuckt ginn an dofir wëll ech dann elo kuerz op d'Änderungen ze schwätze kommen. Elo soll jo zum Beispill e Common-Backstop-System agefouert ginn. Doduerch kënne gemeinsam Kreditter mat Garantie vum ESM duerch den FRU, also de Fonds de résolution unique, un d'Länner an hir Banke gi ginn.

Duerch d'Covidkris soll de Backstop elo schonn ufanks 2022 a Kraaft trieden. 55 Milliarden Euro sinn dofir scho gesammelt ginn. Duerch dëst neit Sécherheetsnetz sollen d'Banken am Noutfall kënnen opgefaange ginn. Dës Milliarde kommen da jo och net méi aus der Täsch vum Steierzueler, mee goufen elo scho säit Jore vun de Banke selwer abezuelt. Am Fall, wou eng Bank, och ënnert der Tutelle vum FRU, seng Finanzen net méi ka kitten a virun der Faillite steet, muss innerhalb vun engem Dag eng Entscheedung getraff ginn, wéi d'Bank soll gerett ginn.

Här President, doduerch, datt den FRU mat Gelder vun de Banke selwer opgestallt gouf, an doduerch, datt mer 2008 bei de Lehman Brothers gesinn hunn, datt mer verschidde Banken a Krisenzäiten einfach net méi kënne sech selwer iwwerloossen, kënne mir Piraten mat dësem Projet hei averstane sinn.

De beschte Wee, fir ze verhënneren, datt awer dës Suen eng Kéier mussen zum Asaz kommen, ass definitiv, fir weider op kloer Gesetzer a Compliance ze setzen. Fäll wéi dee vu Wirecard an Däitschland, awer och rezent CYBERservices zu Lëtzebuerg weisen nämlech, datt et och nach ëmmer Lächer an de Sécherheetsnetzer gëtt an datt um Terrain nach laang net alles esou fonctionéiert, wéi et sollt.

Blannt Vertrauen a Wirtschaftspréiwer féiert heiansdo derzou, datt ee verlooss ass, datt d'Suen awer vläicht futsch sinn, datt iergendeen awer mat de Suen duerch d'Bascht ass. A genau da brauche mer eng Méiglechkeet, fir eebe Banken ze retten, fir datt d'Clienten net herno am Ree stoe gelooss ginn. Ech mengen, vum Reen hu mer haut jo méi wéi genuch matkritt.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng Kéier: Zum ESM wäerte mir eis enthalen an zum FRU kënne mer eisen Accord ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, merci och zu dëser spéider Stonn fir all déi Kommentaren, déi ganz interessant sinn. Ech wäert e bëssen drop agoen, mee wann ech misst méi am Detail drop agoen, da wäre mer nach laang amgaangen.

Merci un den Här Bauler fir déi Marathon-Sessioun vun haut. Awer ech muss och soen, dass d'Verhandlung fir den ESM och eng Marathon-Sessioun war, well mir hu véier, fënnef Joer drop geschafft.

Fir d'éischt emol, mengen ech, ass et wichteg, e bëssen an d'Zäit zréckzekucken, wat alles geschitt ass. 2010 ass den EFSF geschaf ginn. Dat war en fait eng Ligne de crédit, Suen, déi zur Verfügung gestallt gi sinn, an 2012 ass den ESM geschafe ginn.

Et ass keng richteg Institutioun vum europäesche Kader, et ass eppes Intergouvernementales. An et muss ee vläicht dat ëmmer nach am Kapp behalen, firwat dass et esou ass. Herno kommen ech nach méi drop ze schwätzen.

Mee et ass jo gutt, dass ee wëllt solidaresch sinn. Verschiddener hei hu jo gesot, dass dat an der Kris vun 2008 an 2009 an de Konsequenzen, bis d'Kris vum Euro 2015 mat Griichenland, hätt misse mat engem méi grousse Solidaritéitsgeescht sinn. Mee et däerf een awer och net vergiessen, dass vläicht verschidde Länner jo net wëlle fir d'Iertemer vun anere bezuelen. Ech mengen, dat hunn ech haut nach net hei héieren, mee dat erkläert villes. Ech kommen nach drop zréck.

An den ESM hat eng Panoplie vu Moyenen, déi dann och agesat gi sinn. Den ESM huet e Kapital vu 700 Milliarden Euro, wouvun nëmmen en Deel liberéiert ass. Dat mécht fir Lëtzebuerg 0,25 % aus, dat wären 1,7 Milliarden. Mee nëmmen 200 Milliounen sinn abezuelt, esou wéi déi aner Länner och nëmmen en Deel abezuelt hunn.

Dat ass natierlech e Firepower, wéi een dat op Englesch nennt, deen awer relativ grouss ass an dee vill kann hëllefen. Den ESM huet an deene Programmer mat Spuenien, Zypern, Portugal, Irland a Griichenland bal 300 Milliarde mobiliséiert.

An der Kris, déi mer elo d'lescht Joer haten - dat war eng Wirtschaftskris an do ware jo och Besoinen do -, hu mer an der Nuecht vum 9. Abrëll als Finanzministeren dräi Mesurë geholl. Eng vun deene war mam ESM verbonnen. Ech kommen dorop ze schwätzen. Déi aner zwou waren eemol de SURE-Programm an deen aneren, dat waren 200 Milliarden, déi d'BEI mobiliséiert huet, fir Cautionnementer bei PMEen ze maachen. An deen drëtte Volet war: Den ESM huet 240 Milliarde bereetgestallt, fir dass ouni Konditiounen déi Länner, déi et géife brauchen, déi kéinten ophuelen.

Et ass richtegerweis gesot ginn: „Dat Geld ass net gebraucht ginn!" Mee dat Geld ass net gebraucht ginn, net well dat keng gutt Iddi war, dat Geld ass net gebraucht ginn, well d'Europäesch Zentralbank esou eng liberal an esou niddreg Zënspolitik gemaach huet, dass et fir d'Länner alleguerte méiglech war, sech op de Marchéen ze finanzéieren.

Mee de Fait, dass den ESM 240 Milliarde bereetgestallt huet ouni Konditiounen, huet d'Confiance op de Marchéen immens gestäerkt. Ech mengen, dat däerf een net vergiessen.

Ech ginn elo net ze vill an den Detail an, well de mëndleche Bericht vum Deputéierten André Bauler huet wierklech dat Essenziellt gesot. Awer nach just an e puer Sätz: Et geet en fait drëms, d'Arsenal vun de Moyene vum ESM ze stäerken. En ass, wann dat heite bis gestëmmt ass hei an och an deenen anere Länner, eng Institutioun, déi da vill méi kann agräifen, net nëmmen, andeem se op d'Marchéë geet a Sue léint an de Staate gëtt, mee et gëtt eng Institutioun, déi och an der Analyse économique zesumme mat der Kommissioun d'Staate begleede kann, fir och Krisen ze verhënneren. Dat ass d'Précautioun.

An dann natierlech, an dat ass déi gréissten Erneierung, an ech mengen, et ass och dat, wou d'Medie sech am meeschten derfir interesséiert hunn, dat ass de Rôle vum Sécherheetsnetz, op Englesch „common backstop".

An ech mengen, et ass gutt erklärt ginn, dass also déi Suen, déi mer mobiliséiert hunn am European Stability Mechanism, nach en additionnelle Rôle spille par rapport zum Fonds de résolution unique, dem Ofwécklungsfong, deen an deem zweete Projet de loi dran ass.

An dofir, mengen ech, ass et awer wichteg, dass ech dat nach eng Kéier erklären, wéi dat fonctionéiert. Den Här Bauler huet et ganz gutt gemaach. Et ass also elo esou, dass säit 2016 d'Banke selwer all Joer an der ganzer Bankenunioun Suen an de Fonds de résolution unique abezuelen, an zwar bis 2024, dann ass e voll. Bis dohinner wäerte 70 Milliarden dra sinn. Haut sinn der ëm déi 50 Milliarden dran. Dat si Suen, déi d'Banke selwer an dee Fong eraspeisen, fir dass, wann eng Bankekris ass, net de Steierzueler muss blechen oder de Staat an dann herno de Steierzueler, mee d'Banke selwer. Doduerch wäerte si jo hoffentlech méi virsiichteg ginn.

An hei kënnt dann dee Filet de sécurité derbäi, wa mer da bis 2024 sinn, dass et net nëmmen ëm déi 70 Milliarde geet, mee dee ganze Firepower vum Mécanisme européen de stabilité, deen hannendrun als zweet Garantie ass, fir erëm eng Kéier ze verhënneren, dass de Steierzueler herno muss asprangen. Ech mengen, dass dat natierlech, an déi Verhandlung huet véier, fënnef Joer gedauert, dass dat wierklech e grousse qualitative Sprong ass, dass mer dat elo hunn.

An dat, wat ee vläicht och muss gutt verstoen, dat ass, dass doduerch, dass dann elo dee Fonds de résolution unique mat dem ESM hannendrun asazfäeg ass, natierlech an all Land aus der EU den Drock erofgeet. Wann also eng Bankekris kënnt oder wa verschidde Banke Problemer kréien, hu mer eng Rëtsch Stufen, déi fir d'éischt spillen, bis et iwwerhaapt erof op d'États membres kënnt. A mir zu Lëtzebuerg hu jo 2008 an 2009 dat un eisem eegene Leif erlieft, wou et dat nach net gouf. Mir hu jo, an déi Regierungen, déi do am Asaz waren, hunn dat super gutt gemaach, d'BGL gerett an d'BIL gerett. Wa muer eng Kris géif kommen, da kéint dat hoffentlech, nee net hoffentlech, da kéint dat gemaach ginn a misst dat gemaach ginn, wann déi Banke kéinte gerett ginn iwwert deen heite Wee. Dat ass awer e grousse Progrès.

An dat ass dat, wat d'Union bancaire ass. An ech kann Iech soen: Mäin éischten Eurogroup, deen ech gemaach hunn, dat war am Dezember 2013, dat ass deen Dag, wou d'Union bancaire en fait als Accord zustane komm ass. An dat setze mer säit Joren elo Schratt fir Schratt ëm. An deen Dag, wou dat decidéiert ginn ass am Dezember 2013, deen Dag duerno war ech iwwerzeegt, dass an den Zeitunge géif stoen: „Et ass jo super, Europa ass sech eens ginn iwwert d'Bankenunioun!" Mee dat waren net d'Titelen. D'Titele waren: „Si si sech elo eens op dem Text an op d'Prinzippie vun der Bankenunioun, mee si wäerten et ni fäerdegbréngen, dat ëmzesetzen!"

Eh bien, haut ass erëm eng Kéier en Dag, net nëmmen zu Lëtzebuerg, och a villen anere Länner, wou mer amgaange sinn, déi Bankenunioun ze maachen. An dat ass typesch fir Europa: Mir bréngen et net gutt fäerdeg, d'Succèse vun Europa de Leit ze erklären, nozebréngen. Hei ass de Message ganz einfach, extreem einfach. Wa muer eng Bank zu Lëtzebuerg riskéiert, an d'Faillite ze falen, a si misst gerett ginn, da géif dat net mat de Gelder vum Lëtzebuerger Steierzueler gemaach ginn, net mat de Gelder vum Lëtzebuerger Staat, et géif mat dem Fonds de résolution unique gemaach ginn. A wann dee keng Sue méi huet, da gëtt et gemaach mat der Garantie vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus.

Voilà. Dat ass dat, ëm wat et geet. Ech reagéieren elo just gären op e puer Froen, déi ech gestallt krut. Ech ka se warscheinlech net all direkt beäntwerten.

Mee vläicht nach just e Wuert zum ESM a Lëtzebuerg. Ech fannen dat eng super Iddi vum Deputéierte Mosar, dee proposéiert, fir den ESM besichen ze goen. Dat ass extreem interessant. En huet säi Sëtz zu Lëtzebuerg. E gebraucht elo de Lëtzebuerger Droit, de lëtzebuergesche juristesche Kader, fir d'Emprunten alleguerten, dat eréischt säit 2019. D'Konsequenz vum Brexit: Et gëtt net méi d'angelsächsecht Recht gebraucht, mee dat lëtzebuergescht. A mir sinn elo, Dir sidd haut dat fënneft Land, wann Der dat heite stëmmt, wat dësen Text hei ratifizéiert.

Ech si relativ optimistesch, dass d'Länner alleguerten et wäerte maachen, Här Mosar, Dir hutt mer d'Fro gestallt. Ech kann natierlech net an d'Glaskugel kucken, mee dat gesäit awer uerdentlech aus.

An dann, mengen ech, ass een Theema bei villen Deputéierten erëmkomm: dass den ESM associéiert ass zur Austeritéitspolitik. Den ESM, wéi ech virdrun och gesot hunn, kritt jo och hei méi Pouvoiren, dee war en fait bei där Politik do ganz wéineg implizéiert. Déi, déi wierklech dat ausgeschafft hunn, waren d'Staaten an d'Kommissioun mam FMI zesummen.

Haut si mer alleguerte méi schlau. Mir hunn an der Kris vun 2020 gesinn, dass déi meeschte Staaten eppes ganz aneres gemaach hu wéi dat, wat se deemools gepriedegt haten. Si hunn nämlech net gesot: „Mir maachen Austeritéitspolitik!" Si hu gesot: „Nee, mir mussen d'Ekonomie ënnerstëtzen a mir mussen d'Aarbechtsplaze retten." Bon. Dat ass eng Erkenntnis, déi ech begréissen. An dofir hu mer jo och 2020 an 2021 déi Kris vill besser iwwerstanen, net nëmme mir zu Lëtzebuerg, mee déi meeschte Länner an Europa. An den Invest ass d'Äntwert op esou eng Kris. Et däerf een op kee Fall den Invest erofschrauwen an enger Kris, well soss huet ee jo kee Moyen méi, fir sech opzefänken a sech en fait ze erneieren.

An ech fannen, et soll een da wierklech elo net de Stigma op d'ESM, op den europäesche Stabilitéitsmechanismus, setzen, well dat ass ongerecht par rapport zu deem, wat e geleescht huet. Mir solle frou sinn, dass mer déi Institutioun hunn.

Zu Europa, mengen ech, ass och wichteg ze soen, dass dat alles Schratt fir Schratt geschitt. Ech mengen, den Deputéierte Kartheiser huet insistéiert, dass et nach net vollent ass, wat mer hunn. Mee mir wëssen, wéi et mat Europa ass: Lues a lues gi Progrèse gemaach, an dat ass gutt esou!

D'Perte de souveraineté ass och ëmmer e Sujet. Ech mengen, dass Lëtzebuerg hei, wéi och all aner Länner, e Gewënner ass mat dësem Accord. Well och wa mer hei vläicht kéinte soen: „Et ass eng Perte de souveraineté do" - jo, mee mir kréien eng super Garantie amplaz! An déi super Garantie ass, dass dee Fong do ass, fir d'Schwieregkeete vun de Banken opzefänken op europäeschem Niveau, wa mir e Problem och zu Lëtzebuerg hätten. Also ech fannen, dat ass: « Le jeu en vaut la chandelle. »

Zum Ofschloss wéilt ech nach eng Kéier soen, dass ech awer frou sinn iwwert déi grouss Zoustëmmung, déi dëse Projet hei kritt, a particulièrement frou, dass mir eent vun deenen éischte Länner sinn, déi dat heite ratifizéieren, well dës Institutioun ass zu Lëtzebuerg um Kierchbierg. An ech sinn dofir frou fir déi grouss Ënnerstëtzung.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Une voix.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7839.

Fir d'éischt wëllt den Här André Bauler awer nach eppes soen.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Jo. Merci, Här President. Ech wollt dem Laurent Mosar Merci soe fir déi Suggestioun, dass mer eng Kéier den ESM effektiv op de Kierchbierg, dat ass jo quasi den Noper, besiche ginn. Mir sollte jo och eng Kéier d'Europäesch Zentralbank op Frankfurt besiche goen. Déi Visitt ass awer der Pandemie zum Affer gefall. Mir waren awer eng Kéier d'CSSF besichen, mat där mer jo och wierklech vill ze dinn hunn.

An ech fannen et perséinlech ganz wichteg, datt mer net ëmmer heibannen abstrakt, ben, semi-abstrakt heiansdo, schwätzen iwwer Saachen, déi mer awer nëmmen aus der Distanz kennen. Dofir fannen ech et gutt, datt mer de temps à autre och déi Partner begéinen, mat deene mer ze dinn hunn. Ech wollt lech soen: D'Demande un déi, déi d'Demande wäerten un de President stellen, ass elo schonn erausgaangen. Dann ass dat alles schonn erledegt.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bauler.

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung. Den Text steet am Document parlementaire 7839[3]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7839 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 45 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mme Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7838. Den Text steet am Document parlementaire 7838[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7838 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um aacht Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 21.30 heures.)

Sommaire des séances publiques n^os^ 69 et 70

69e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 1036

7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ... p. 1036-1037

7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) ..... p. 1037-1040

Ordre du jour ..... p. 1040

7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) (suite) ... p. 1040-1042

Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à l'organisation d'une campagne d'information au sujet de la révision de la Constitution ..... p. 1042-1044

Résolution de M. Mars Di Bartolomeo relative au lancement d'initiatives d'information du grand public sur le devenir des modifications prévues à notre Constitution ..... p. 1044-1045

7844 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise ..... p. 1045-1046

7814 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020 ..... p. 1046

7844 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;
2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite) ..... p. 1047

7791 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ..... p. 1047

7665 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

2° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

3° la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant :

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés ..... p. 1047

Ordre du jour (suite) ..... p. 1047

7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation ..... p. 1047-1048

7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ..... p. 1048

7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds ..... p. 1048-1049

7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière

des organismes de placement collectif et portant modification de :
1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de
2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ..... p. 1049

70e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 1050

7648 - Projet de loi relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant
a) la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,
b) la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,
c) la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire,
d) la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ..... p. 1050-1065

7840 - Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;
2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ..... p. 1065-1068

7655 - Projet de loi portant création d'un pacte nature avec les communes et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement ..... p. 1068-1073

7464 - Projet de loi portant modification :
1° du Code pénal ;
2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;
3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;
5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;
6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;
en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux-monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation (suite) ..... p. 1073

7761 - Projet de loi portant modification :
1° du Code de la consommation ;
2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;
5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;
6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et
7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers (suite) ..... p. 1073

7723 - Projet de loi portant :
1° modification de :
a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de
g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers
2° transposition :
a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;
b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;
c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et
d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et
3° mise en œuvre :
a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;
b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds (suite) ..... p. 1073-1074

7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :
1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de
2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (suite) ..... p. 1074

7839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

7838 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021 ..... p. 1074-1077

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2021-2022
5445	Marc Lies	Travaux de construction de la nouvelle N3 et l'extension du tram vers la Cloche d'Or
5448	Marc Goergen	Situation de la circulation routière au Kirchberg
5459	André Bauler, Gusty Graas	Magasins à la ferme
5460	Max Hahn	Nouvelle application « Mäin Offall - Meng Ressourcen »
5461	Octavie Modert	Ouverture de comptes en banque
5462	Gusty Graas, André Bauler	Digue de retenue de la Clerve en amont du Lycée Edward Steichen à Clervaux
5463	Laurent Mosar	Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)
5466	Marc Goergen	Peste porcine
5467	Gusty Graas, André Bauler	Radars sonores
5468	Marc Goergen	Améliorations dans le cadre de la gestion des risques d'inondations
5469	Fred Keup	Projet « Housing First » pour femmes
5470	François Benoy	TVA réduite pour les biens et services favorables à la transition écologique
5475	Max Hahn, André Bauler	Logements du type « Einlieger » dans les maisons dites unifamiliales
5476	Marc Goergen	Campagne « Lët'z fight Omicron »
5477	Fernand Kartheiser	Policiers et soldats non vaccinés
5478	Marc Goergen	Slots de décollage dans les aéroports
5479	Fred Keup	Conservation de la maison de naissance d'Aloyse Kayser
5480	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Vaccination obligatoire auprès de l'armée
5481	Dan Biancalana	Fourrière dans le sud du pays
5482	Gusty Graas, André Bauler	Production de viande porcine
5483	Martine Hansen	Mesures anti-Covid dans les écoles
5488	Martine Hansen	Vaccination « booster » pour les jeunes à partir de douze ans
5489	Jeff Engelen	Démissions pendant la crise sanitaire
5491	Carole Hartmann, André Bauler	Indemnité accordée aux médecins en voie de spécialisation
5493	Fred Keup	Détention d'armes à titre privé
5494	Dan Biancalana	Nombre croissant d'agences immobilières
5495	Marc Goergen	Feux rouges
5497	Fernand Kartheiser	Manque de terrains pour les entreprises artisanales
5498	Sven Clement	Vaccination dans les pharmacies
5501	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	Contrats d'embauche dans le cadre du contact tracing
5503	Myriam Cecchetti	Wanteraktioun
5504	Gusty Graas	Port de masques du type FFP2
5510	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	Installation de points de charge pour des véhicules électriques
5512	Fernand Kartheiser	Manifestations contre les mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19 du 15 janvier 2022
5514	Dan Biancalana	Suppression de données conservées par Europol
5516	Max Hahn	Allocation communale de solidarité
5518	Dan Biancalana	Lutte contre les abus sexuels de mineurs
5523	Nancy Arendt épouse Kemp	Avis de disparition
5524	Diane Adehm	Menaces contre le personnel enseignant par des opposants à la vaccination
5527	Fred Keup, Jeff Engelen	Problèmes de parking du personnel des soins de santé
5528	Laurent Mosar, Paul Galles	Nouveaux systèmes de charge d'un véhicule électrique
5531	Myriam Cecchetti	Personnel et gestion de l'ITM
5532	Laurent Mosar, Léon Gloden	Infractions au Code de la route
5534	Martine Hansen	Formations dans le secteur de la construction
5535	Djuna Bernard	Ateliers protégés
5536	Marc Goergen	Enquête de l'Inspection générale de la police concernant le recrutement
5539	Claude Lamberty, Max Hahn	Groupe de support psychologique (GSP)
5540	Sven Clement	Fiabilité des tests antigéniques
5542	Max Hahn	Consultation publique sur le projet de règlement grand-ducal concernant certains types de constructions en zone verte
5554	Fernand Kartheiser	Collaboration du Luxembourg avec les institutions de l'Union européenne
5555	Martine Hansen, Gilles Roth	Digitalisation du service public
5557	Sven Clement	Contre-indications à la vaccination
5559	André Bauler, Carole Hartmann	Prise en charge médicale des enfants
5560	Gusty Graas	Syndicats de pêche
5563	André Bauler	Tours de la Brasserie de Diekirch
5564	Jean-Paul Schaaf	Plantes dans les lieux publics
5567	Fernand Kartheiser	Vérification d'identité par la Police grand-ducale
5569	Marc Lies	Évolution des prix des maisons unifamiliales
5570	André Bauler, Gusty Graas	Transport d'animaux
5571	Gusty Graas	Patiente Vertriedung ASBL
5580	Marc Goergen	Frais de traitement dans le cadre du dédouanement de colis
5581	Georges Mischo, Max Hengel	Étude CLEAR du CHL

Question 5445 (03.01.2022) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **travaux de construction de la nouvelle N3 et l'extension du tram vers la Cloche d'Or :**

De Bau vun der neier N3 mam nërdlechen an dem zentrale Module geet gutt weider. Den zentrale Module um Houwald am Rangwee an an der Rue des Scillas mécht de Planer awer esou munch Kappzerbrieches. Déi kruzial Phas vun de Planungs- an Ëmsetzungsaarbechte fänkt an de kommende Méint un. D'Ëmsetzungsaarbechte wäerten eng Rei vu Spärunge mat sech bréngen, déi ganz kloer eng negativ Inzidenz op d'Gewunnechte vun den Urainer aus de Quartiere ronderëm an och op d'Beruffswelt wäerten hunn.

Well dëse Planning an dës Ëmsetzung ganz komplex sinn, wollt ech an deem Kontext e puer Froen un déi Häre Ministere fir ëffentlech Aarbechte respektiv fir Landesplanung stellen:

1. Den aktuelle Phasage vun den Aarbechte gesäit zurzäit e puer Vollspärunge vu verschiddene Stroosse vir. En plus sinn dës Vollspärungen zäitlech versat an an de Summerméint schéngt de Chantier komplett op Äis geluecht ze ginn. An dësem Kontext wollt ech de Minister froen, ob et net ubruecht wier, fir op dëser zentraler Verkéiersplaz - wou ënnert anerem och de CNIS, den Zentrum vum nationale Rettungswiesen, ugesidelt ass - eng Derogatioun bei der ITM unzefroen, fir iwwert d'Summerméint kënnen ze schaffen? Et schéngt mir onverständlech, datt wärend der verkéierstechnesch rouegster Zäit vum Joer op dëser vitaler Plaz net däerf am Summercongé geschafft ginn.

2. Ginn d'Awunner aus de Gemenge Lëtzebuerg an Hesper a reegelméissegen Ofstänn iwwer Pressecommuniqué oder iwwer eng aner Informatiounsquell vu Säite vum zoustännege Ministère informéiert, wéi den Oflaf vun dësem Chantier wäert sinn?

3. Gëtt d'Rue des Scillas um Houwald elo am Kader vun de Bauaarbechten esou ëm- an ausgebaut, wéi et urspréinglech och geplangt wor?

4. Ass aus landesplanerescher Siicht een alternative Site fonnt ginn, op deem eng op Bëtonsproduktion spezialiséiert Entreprise an Zukunft mëttel- oder laangfristeg d'Hierstellung vu recycléierbarem Bëton, mat engem neien nohaltege Konzept, ka viruféieren?

5. Bis wéini sollen d'Aarbechten hannert den Haiser an der Rue Auguste Scholer ofgeschloss sinn?

6. Ass een adequate Schallschutz fir d'Awunner vun dëser Strooss virgesinn?

7. Wéini genau soll e PMR-gerechte Passage tëscht der Allée Drosbach/Rue Auguste Scholer an der Rue des Scillas nees hiergestallt sinn?

8. Den Tennis Houwald verléiert am Kader vun den Ëmbauaarbechten an der Rue des Scillas eng sëlleche Parkplaze ronderëm d'Enceinte vum Club. Wéi wäit ass den zoustännege Ministère mat der Planung an der Ëmsetzung vun alternative Parkplazen, déi de Membere vum Veräin sollen zougänglech gemaach ginn?

9. Wéini ass domat ze rechnen, datt dës Alternativ funktionell wäert sinn?

10. Ass de Staat gewëllt, aus engem Provisorium och ee funktionellen dauerhaften Zoustand ze maachen, wëssend, datt d'Existenz vun engem Veräin hei um Spill steet a wëssend, datt de Staat opgrond vu staatlechen Infrastrukturprojeten verantwortlech ass fir d'Ewechfale vu sëlleche Parkplaze ronderëm d'Areal vun dësem Veräin?

Réponse commune (10.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

ad 1. Wéi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro betount, wier et op dëser Plaz wichteg, am Kollektivcongé kënnen ze schaffen. Wéi richteg bemierkt, ass bekannterweis am Summer de Verkéier am schwächsten, wat de Virdeel hätt, dass de Stroossereseau gréisstendeels vun Iwwerlaaschtunge verschount bleiwe géif. Bekanntlech mussen awer Aarbechten, déi wärend dem Kollektivcongé duerchgefouert ginn, duerch eng Derogatioun ugefrot ginn. Fir dem honorabelen Deputéierten dann op seng Fro ze äntweren, kann ech matdeelen, dass et virgesinn ass, esou eng Derogatioun unzefroen. Den Entrepreneur muss déi Demande awer selwer stellen an dat zu deem Moment, wou dëst fir de kommende Summer ugefrot ka ginn.

ad 2. Et gouf eng éischt Presentatioun fir d'Awunner vun der Rue Auguste Scholer den 9. Februar 2018 zu Hesper op der Gemeng. Duerno war den 28. Januar 2021 eng ëffentlech Presentatioun, organiséiert an digitaler Form per Streaming, fir den Ufank vun den Aarbechten an der Rue des Scillas ze annoncéieren. Ausserdeem war elo nach am Januar eng ëffentlech Presentatioun geplangt, déi awer Corona-bedéngt op Enn Februar verréckelt ginn ass. D'Awunner ginn also a reegelméissegen Ofstänn iwwert den Oflaf vu dësem Chantier informéiert.

ad 3. D'Empriseverhältnisser sinn am Moment nach net komplett gekläert, dofir ass och nach net genau festgeluecht, a wéi enger Phase d'Rue des Scillas elo ëm- an ausgebaut gëtt.

ad 4. An der neier reamenagéierter Rue des Scillas an direkter Proximitéit zum Pôle d'échange vun der Gare Howald, si weeder um Niveau vun der Landesplanung, nach um Niveau vun der kommunaler Pla-

nung, industriell Aktivitéite vun dëser Aart virgesinn. D'Proprietäre vun allen Terrainen envisagéieren aner zukünfteg Notzungen, dëst iwweregens och am Aklang mat dem kierzlech approuvéierte PAG vun der Gemeng. Et versteet sech awer vum selwen, dass déi Betriber zu dësem Zäitpunkt natierlech ee Bestandsschutz genéissen a weeder duerch den Ëmbau vun der Rue du Scillas an der Plattform fir den Tram, nach duerch d'Ëmwidmung am PAG gezwonge sinn, hir Aktivitéiten zu engem bestëmmten Zäitpunkt anzestellen.

D'Regierung ënnerstëtzt awer d'Ëmsetzung vun engem wirtschaftleche Cluster zum Theema „nohalteg Bauen" am Südweste vun der Stad. An deem Cluster géifen och Konzepter vun enger „économie circulaire" zum Theema Bëtonsproduktioun gehéieren. Dëst natierlech ënnert Anhalen an nom Duerchlafe vun allen néidege Prozeduren.

ad 5. D'Phas 5.1 vum Chantier, déi de gréissten Deel vum Génie civil ausmécht, wäert bis zum Kollektivcongé 2023 ofgeschloss sinn. D'Ausbaggere vun der Drosbech bis Hierscht 2022 an d'Verfëlle vum „Ouvrage d'art Drosbech" bis Ufanks 2023. Ofschléissend kënnt nach d'Bëtonéiere vun der Mauer an d'Installatioun vum Schallschutz.

ad 6. Et ass ee Schallschutz vun ongefeier 250 Meter Längt a 4 Meter Héicht virgesinn. Dës Schutzwand gouf och schonn an den eenzele Presentatioune virgestallt.

ad 7. Dës Verbindung tëscht der Allée Drosbach/Rue Auguste Scholer an der Rue des Scillas wäert bis Fréijoer 2022 nees PMR-gerecht hiergestallt ginn. Allerdéngs muss dësen neie Wee nees fir eng Phas vum Chantier zougemaach ginn. Dësen Zäitpunkt ass awer nach net definéiert. Et wäert awer zu all Zäit een oder zwee Weeër opbleiwen.

ad 8. + 9. Wéi well ënnert der Fro 3 vermierkt, ass nach net genau festgeluecht, wéi d'Rue des Scillas elo ëm- an ausgebaut gëtt. Allerdéngs ass domat ze rechnen, datt déi ëffentlech Parkplazen, (ëm déi 15 Parkplazen, déi awer net reservéiert sinn) laanscht d'Rue des Scillas wäerten ewechfalen. D'Gemeng Hesper huet ugekënnegt, eng Etude an Optrag ginn ze hunn, fir Alternative fir den Tennisclub ze sichen.

ad 10. Den Hesper Gemengerot huet a senger Sitzung vum 31. Mäerz 2021 de Kafvertrag mam Staat vum 8. Mäerz 2021 eestëmmeg ugeholl, wouduerch d'Gemeng insgesamt 7,40 Ar Terrain laanscht d'Tennisinfrastrukturen un de Staat cedéiert. Dobäi ass awer ze ënnersträichen, datt den Ëmbau vun der Rue des Scillas d'Tennisterraine selwer net touchéiert.

Et sief och drun erënnert, datt am selwechte Kafvertrag de Staat der Gemeng verséchert, d'Käschte fir d'Amenagement vun engem neie Parking mat 16 Stellplazen ze iwwerhuelen, am Fall wou d'Gemeng déi néideg Flächen zur Verfügung stellt.

Question 5448 (03.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **situation de la circulation routière au Kirchberg :**

Zënter e puer Joer ass den Tram an der Stad elo schonns a Betrib a verbënnt mëttlerweil de Kierchbierg mat der Stater Gare. Den Impakt vum Tram sollt jo sinn, fir d'Verkéiersgeschéien an der Stad ze berouegen, also d'Zuel vun den Autoen a Busser an der Stad ze reduzéieren. Dernieft gouf och de Busreseau (RGTR) komplett reorganiséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi een Impakt hat d'Inbetribnam vum Tram bis haut op d'Verkéiersgeschéien an der Stad an um Kierchbierg? Aneschters ausgedréckt: fueren haut manner Autoen a Linnebusser an d'Stad an um Kierchbierg ewéi virun der Inauguratioun vum Tram?

2. Wéi vill Linnebusser zirkuléieren aktuell am Duerchschnëtt nach um Kierchbierg, opgelëscht nom

- Boulevard J-F Kennedy?
- Boulevard Konrad Adenauer?
- Circuit de la Foire?

Wéi vill Passagéier ginn op deenen eenzele Busstrecke pro Joer transportéiert?

3. D'Regierung hat 2021, entgéint vun deem, wat nach am Koalitiounsaccord ugekënnegt gouf, decidéiert, dass d'Luxexpo schlussendlech awer op hirem aktuelle Site wäert bestoe bleiwen. Ass virgesinn, dass um Site vun der Luxexpo méi Busparkplaze sollen entstoen, fir dass all d'Buslinnen, déi um Kierchbierg hiren Terminus hunn, och do kënne parken?

Réponse (24.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Stroossebauverwaltung bedreift keng Verkéierszielstellen am Kär vu der Stad an och net um Kierchbierg, esou datt et net méiglech ass, eng fondéiert Äntwert op dës Fro ze ginn.

ad 2. Et sief bemierkt, datt just déi Busser kënnen opgelëscht ginn, déi nom Fuerplang op de genannte Strecke fueren. Wann ee Bus virun oder no enger Schicht iwwert de Kierchbierg fiert, ginn déi Faarten net enregistréiert.

- Boulevard J-F Kennedy

Fir d'Joer 2021 waren et 7 Linnebusser, déi iwwert de Boulevard JF Kennedy gefuer sinn, dovunner 3 Schülerlinnen. Op d'Joer gekuckt, waren dat 77.680 Faarten. 213 Faarte sinn an der Moyenne pro Dag gezielt ginn.

- Boulevard Adenauer

Fir d'Joer 2021 waren et 19 Linnebusser, déi iwwert de Boulevard Adenauer gefuer sinn, dovunner 6 Schülerlinnen. Op d'Joer gekuckt, waren dat 175.569 Faarten. 481 Faarte sinn an der Moyenne pro Dag gezielt ginn.

- Circuit de la Foire

Fir d'Joer 2021 waren et 17 Linnebusser, déi iwwert de Circuit de la Foire gefuer sinn, dovunner 5 Schülerlinnen. Op d'Joer gekuckt, waren dat 143.992 Faarten. 395 Faarte sinn an der Moyenne pro Dag gezielt ginn.

Déi genee Unzuel vun den transportéierte Passagéier, déi op den eenzele Linne vum Kierchbierg fueren, kann de Moment net genee ermëttelt ginn, well net all Bus mat engem AFZ (automatische Fahrgastzählung) equipéiert ass. D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport deelt follgend Zuele fir d'Joren 2020 an 2021 vun de gezielte Passagéier pro Linn, souwéi de Prozentsaz vun den equipéierte Busse mat AFZ, déi op de Buslinnen, déi iwwert déi gefrote Strecke fueren, mat:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Bei de Parkplaze fir d'Bussen, muss tëschent engem Tëschestopp vum Bus (Paus, „Escale") an engem Ofstelle vum Bus no der Schicht ënnerscheet ginn.

Wat d'Plaze fir een Tëschestopp ubelaangt, si meng Servicer amgaangen, gëeegent Terrainen ze sichen, fir déi kënnen de Busentreprisen zur Verfügung ze stellen. Dobäi gëtt de Site vu der Luxexpo awer net a Betruecht gezunn.

D'Ofstelle vun de Busser no hirer respektiver Schicht fält an de Kompetenzberäich vun de Busentreprisen.

Question 5459 (05.01.2022) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **magasins à la ferme :**

Duerch d'Pandemie hu vill Leit d'Virdeeler vu regionale Produkter erëm schätze geléiert. Besonnesch d'Kafe vu Fleeschproduiten, Geméis an Uebst, Eeër an och Mëllech direkt um Bauerenhaff schéngt déi lescht Méint zougeholl ze hunn. Sief et um Haffbuttek, mat engem Automat, engem Eeër- oder Mëllechfrigo oder enger Mëllechtankstell, d'Kreativitéit vun eise Baueren ass ganz grouss. Meeschtens fonctionéieren dës Verkafsstellen ouni Personal, esou datt de Client d'Suen an eng Këscht geheit oder souguer per Digicash bezilt.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Bauerebetriber féieren ewell en Haffbuttek oder änlech Strukturen nom Prinzip vum Selfservice (Frigo, Automat etc.)?

2. Wat fir Produkter ginn am heefegsten ugebueden? Verkafen dës Betriber just Produkter vum eegenen Haff oder och nach aner Produkter?

3. Wéi huet sech d'Unzuel u Betriber, déi an der Direktvermaartung aktiv sinn, an de leschte Joren entwéckelt?

Réponse (18.01.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De Service d'économie rurale huet am Kader vun der Strukturerhiewung 2021 d'landwirtschaftlech Betriber zu hirer Direktvermaartung um Betrib befrot. Dësen Onlinequestionnaire gouf vun 1.719 Betriber beäntwert. Dëst entsprécht 92 % vun de Betriber am Erhiewungskrees. Dovun hunn 323 Betriber (18,4 %) uginn, Direktvermaartung op hirem Betrib ze bedreiwen. Déi follgend Verdeelung weist sech bei de Verkafsweeër. Dëst stellt d'Unzuel u Betriber duer, déi méi Weeër gläichzäiteg konnten uginn:

Privatverkauf: 212
Hofladen: 97
sonstiger Verkaufsweg (online, Lieferung …): 81
Verkaufsstand: 39
Markt: 16
Automat: 12

Deemno stellt de private Verkaf dee wichtegste Verkafswee duer. Dobäi sief awer ze soen, datt dëst och d'Wënzer mat aschléisst, déi hir Produiten ouni Zwëschenhändler verkafen.

Wat d'Schluechte vun Déieren aus der eegener Produktioun, Verschneide vu Karkasse respektiv Produktioun vu Fleeschprodukter um Haff betrëfft, sinn dës Aktivitéite vum Règlement grand-ducal du 25 novembre 2011 concernant l'abattage à la ferme des ongulés domestiques provenant de cette exploitation, la fabrication de produits à base de viande et la mise sur le marché de ces viandes et de ces produits ofgedeckt. De Bauer däerf dës Fleesch a Fleeschprodukter just un den Endkonsument zu Lëtzebuerg verkafen.

Momentan si bei der Veterinärsverwaltung 28 landwirtschaftlech Betriber als Selbstvermarkter an dësem Beräich autoriséiert. Dovu sinn der awer 9 Stéck net méi aktiv. Op 9 vun de Betriber ginn nach Déieren um Haff selwer geschluecht, wouvun 2 Betriber Gefligel an déi aner Schwäi respektiv Kaalwer schluechten. Déi aner Betriber loossen hir Déieren an engem Schluechthaus schluechten a maachen um Haff just eng Decoupe vun de Karkasse respektiv produzéiere Fleeschprodukter.

Mëllechtankstelle sinn der bei der Veterinärsverwaltung aacht enregistréiert.

ad 2. Déi follgend Tabell weist d'Unzuel u Betriber, déi déi eenzel Produite verkafen. Hei konnten d'Betriber méi Produite gläichzäiteg uginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et gëtt hei souwuel Betriber, déi nëmmen hir eege Saachen ubidden, wéi och där, déi Produkter vun anere Produzentekolleegen oder och Liewensmëttel vun Handelspartner weiderverkafen. A verschiddene Fäll hu sech kleng Haffbutteker esou zu klengen Duerfepicerien entwéckelt.

ad 3. Besonnesch zënter dem Ufank vun der Covid-19-Kris huet sech den direkte Verkaf vum Produzent un de Konsument weiderentwéckelt. Esou hu verschidde Betriber dës Vermaartungsméiglechkeeten nei ugefaangen, mee a ville Fäll hunn dës scho bestanen a sinn awer elo ausgebaut ginn.

Question 5460 (05.01.2022) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **nouvelle application « Mäin Offall - Meng Ressourcen » :**

De 27. September 2021 huet den Ëmweltministère d'App „Mäin Offall - Meng Ressourcen" presentéiert, déi de Bierger d'korrekt Entsuerge vun hirem Offall méi einfach maache soll.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill huet d'Entwécklung vun dëser App kascht?

2. Wéi dacks ass d'App entre-temps erofgeluede ginn?

3. Huet de Ministère eng Kommunikatiounscampagne virgesinn, fir Reklamm fir dës App ze maachen?

4. Wat ass generell bis elo de Feedback vun den Utilisateuren a puncto Performance a Userfrëndlechkeet?

5. Wat sinn d'Grënn, firwat net all d'Gemengen (syndikater) am Land bei der App matmaachen? Ginn et eventuell Beméiungen, fir mëttelfristeg all d'Gemengen (syndikater) an d'App ze integréieren?

6. Wou sinn d'Aarbechten un der Versioun 2.0 drun? Wéi eng Neierunge si fir d'Versioun 2.0 virgesinn?

Réponse (21.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Präis vun der App war 48.581 € HTVA.

ad 2. Zanter der „mise en production" ass d'App 9.739 Mol erofgeluede ginn.

ad 3. D'Ëmweltverwaltung huet de 27. September 2021 eng Kommunikatiounscampagne iwwer dräi Méint organiséiert. Dës bestoung an der Haaptsaach aus digitalen Annoncen op verschiddenen Internetsitte vu grousse Medien (z. B. Eldoradio an RTL) an op de soziale Medien (Instagram a Facebook).

Donieft gouf Kommunikatiounsmaterial an Text- a Bildform a véier Sproochen ausgeschafft an un d'Partnergemengen, un d'Syndikater an un d'Acteure verdeelt, déi de Message an där ganzer Period vu September bis Dezember 2021 iwwer hir Kanäl (Gemengebuet, Newsletteren, Internetsitten asw.) un hir Bierger erugedroen hunn.

Bis ewell ass de Feedback duerchaus positiv. D'Ëmweltverwaltung steet a reegelméissegem Kontakt mat de Partnergemengen. Kriticken an Ureegunge ginn - souwäit et méiglech ass - an déi nächst Entwécklungsschrëtt mat opgeholl. Duerch den Helpdesk kënnen d'Bierger hir Uleies direkt un d'Ëmweltverwaltung erundroen, déi da schnellstméiglech vun de Responsabelen opgeschafft ginn. Virun allem kleng Gemenge si frou, hire Bierger kënnen esou en digitale Service unzebidden.

Bierger aus Gemengen, déi bis ewell nach net beim Projet matschaffen, froen aktiv no, wéini de Service bei hinnen disponibel wier.

D'Participatioun um Projet „Offallapp" berout vun ufanks un op fräiwëlleger Basis. Beim Lancement vun der App am September 2021, hu 86 Gemengen aktiv um Projet matgeschafft. Donieft hunn d'Offallsyndikater SIGRE a SIDEC an d'Acteure Valorlux a SuperDrecksKëscht d'Gemengen aktiv bei der Ëmsetzung ënnerstëtzt.

Säit dem Lancement goufe Konventioune mat weidere véier Gemengen ënnerschriwwen, esou dass de Service an deenen nächste Méint an 90 Gemengen disponibel wäert sinn. Een Offallsyndikat - de SICA - ass bis ewell net um Projet bedeelegt, dat well de SICA schonns eng eegen App huet, déi bei de Bierger an hirer Gemeng bekannt ass an och gutt funktionéiert.

Et ass awer gutt méiglech, datt an Zukunft zousätzlech Gemengen d'App „Mäin Offall - Meng Ressourcen" wäerte benotzen.

ad 6. D'Virbereedungsaarbechte fir déi Versioun 2.0 sinn amgaangen. Am Moment gëtt de Backoffice-Deel weiderentwéckelt. Dës Etapp ass wichteg, iert zousätzlech Ännerungen un de Funktionalitéite vun der App gemaach kënne ginn. All Daten, déi an der App gewise ginn, existéieren nëmmen am Backoffice. D'Aufgab vum Backoffice begrenzt sech awer net nëmmen op d'Androe vun den Daten. De Backoffice ass och responsabel, fir Daten an d'App ze iwwerdroen. Speziell dës Aspekter musse komplett definéiert sinn, ier déi nei Funktionalitéite vun der App entwéckelt kënne ginn.

Dës Ännerunge wäerte beispillsweis follgend Verbesserungen an der Versioun 2.0 mat sech bréngen:

- Den Import vun Donnéeë wäert méi einfach a benotzerfrëndlech gemaach ginn, fir dass mir hei e bessere Service fir d'Gemengen ubidde kënnen.

- Eng aner technesch Ännerung ass eng Verbesserung vun de Schreifrechter. Gemenge kënnen hirem Syndikat eng Derogatioun ginn, fir d'Kollekten an hirem Numm anzedroen. Fir all Doublonen ze evitéieren an ze verhënneren, dass eventuell zweemol déi selwecht Kollekt an der App ugewise gëtt, gëtt aktuell hei nogebessert.

- De Kärpunkt vun der Versioun 2.0 ass, fir d'„collecte sur demande" an d'App ze bréngen, wat fir de Benotzer e praktesche Service wäert duerstellen.

Question 5461 (05.01.2022) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**ouverture de comptes en banque :**

Récemment, il fut fait état des soucis rencontrés par de nouveaux immigrés originaires de pays tiers, y compris les réfugiés, pour lancer leur entreprise au Luxembourg, respectivement pour exercer une profession sous le statut de l'indépendant, au niveau de l'ouverture d'un compte bancaire. Sont relatés des refus systématiques et souvent sans aucune explication, qui sont opposés aux personnes précitées pour l'ouverture de comptes en banque pour les besoins de l'exercice de leur profession.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ? Est-il d'accord pour conclure que la question va au-delà de difficultés dans des cas isolés ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les motivations à la base des fins de non-recevoir opposées aux personnes immigrées originaires de pays tiers ?

- En quoi la loi permet-elle un traitement différencié des immigrés de pays tiers ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de réclamations dont la CSSF a été saisie dans le contexte susmentionné ?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille faciliter non seulement l'accès à un compte en banque, qui peut être qualifié de droit essentiel, mais également éliminer les entraves superflues à la création d'une entreprise ou d'une petite exploitation, qu'elle soit unipersonnelle ou non, conformément à la stratégie « Trau Dech » ? Est-ce qu'il estime que les entraves opposées par des établissements bancaires soient conformes et compatibles avec ces objectifs ?

Réponse (04.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

La décision de chaque établissement de crédit d'ouvrir ou de ne pas ouvrir un compte à un client à des fins professionnelles relève de la liberté contractuelle et dépend de la stratégie commerciale définie. La stratégie commerciale de l'établissement de crédit doit se reposer notamment sur son appétit pour le risque ainsi que sur l'application de l'approche fondée sur les risques en matière de lutte contre le

blanchiment et contre le financement du terrorisme (LBC/FT).

Il n'appartient pas à la Ministre des Finances de s'immiscer dans les politiques d'acceptation des clients et de gestion de risques appliqués par les banques de la place.

La législation luxembourgeoise en la matière reprend fidèlement le droit européen et les principes généraux du droit.

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a été saisie entre 2017 à 2021 de deux réclamations qui cadrent avec le contexte visé par la question parlementaire.

À noter que chaque consommateur résidant légalement dans l'UE peut obtenir un compte assorti de prestations de base conformément à l'article 23 de la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement pour autant que la banque soit en mesure de se conformer aux obligations professionnelles en matière de LBC/FT.

Question 5462 (05.01.2022) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **digue de retenue de la Clerve en amont du Lycée Edward Steichen à Clervaux :**

Il y a plusieurs années, des plans pour une digue de retenue de la Clerve en amont du Lycée Edward Steichen à Clervaux ont été élaborés et présentés afin de réduire le risque d'inondations à Clervaux. Cependant, depuis lors, le dossier ne semble pas avoir progressé, tandis que les événements météorologiques extrêmes sont susceptibles de se multiplier dans le cadre du changement climatique.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Les plans pour la construction d'une digue à l'entrée de Clervaux sont-ils toujours d'actualité ?

- Dans l'affirmative, quel est l'état d'avancement du dossier ?

- Dans la négative, est-ce que des concepts alternatifs ont été élaborés ? En quoi consistent, le cas échéant, ces concepts alternatifs ? Quand les travaux y relatifs pourraient-ils débuter ?

Réponse commune (09.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- Les plans sont toujours d'actualité et les travaux de construction d'une digue en cet endroit ont d'ailleurs été intégrés dans le projet de la construction de la transversale de Clervaux et font partie des coûts de la loi de financement pour le projet afférent. Il est à souligner que la digue en question est à considérer comme une mesure compensatoire suite à la construction dans une zone inondable du cours d'eau « Woltz/Clerve » et non une mesure de réduction supplémentaire par rapport à la situation initiale en vue de réduire les risques d'inondations dans le cadre de la construction du lycée.

De plus, les conditions hydrauliques du cours d'eau ont été modifiées d'une manière défavorable pour les riverains en aval suite au remplacement du pont ferroviaire. La construction de cette digue en vue de la création d'un volume de compensation de 20.000 m^3 telle qu'exigée dans l'autorisation émise dans le cadre de la construction du lycée conformément à l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 reste donc d'actualité.

- Le dossier d'autorisation conformément à loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés est en cours de traitement. Les études demandées dans le cadre de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ont pu être finalisées en janvier 2021. Le dossier respecte les exigences en matière de l'hydrologie, des inondations ainsi que de l'écologie aquatique. En plus de recréer les conditions de départ face aux inondations, le projet garantit la libre circulation des organismes aquatiques et une renaturation du cours d'eau de la « Woltz/Clerve » est envisagée en amont du barrage projeté.

Dans l'optique de pouvoir commencer avec les travaux dans les meilleurs délais, les matériaux de construction pour la réalisation de la digue, provenant du chantier de construction de la transversale de Clervaux, sont déjà stockés à proximité du futur chantier.

- n/a.

Question 5463 (06.01.2022) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) :**

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a clôturé l'année 2020 avec un déficit de 12,5 millions d'euros qui s'explique avant tout par une hausse considérable des coûts de personnel et par conséquent, l'équilibre financier de la CSSF n'est plus garanti à long terme. En outre, suite à une décision du Ministère des Finances, les tarifs de la CSSF ont augmenté de 12 % en moyenne, dont les conséquences sur l'attractivité du secteur financier du Luxembourg font l'objet de nombreux débats.

Dans ce contexte, je voudrais poser à Madame la Ministre des Finances les questions suivantes :

- Comment évaluez-vous l'impact de cette hausse sur l'attractivité du secteur financier ?

- Avant d'avoir pris la décision en question, le Ministère des Finances n'a-t-il pas examiné d'autres mesures qui auraient permis de maintenir les anciens tarifs ?

- Dans l'affirmative, lesquelles ont été considérées et examinées par le Ministère des Finances ?

- Est-ce qu'une étude comparative a été faite par le Ministère des Finances entre les principales places financières d'Europe mettant l'accent sur les coûts de surveillance financière et leurs conséquences sur l'attractivité du secteur financier ?

- Afin d'éviter encore d'autres augmentations des tarifs de la CSSF dans l'avenir et de prévenir davantage de répercussions sur l'attractivité de la place financière luxembourgeoise, le Gouvernement ne considère-t-il pas à contribuer aux frais de fonctionnement de la CSSF au cas où ceci s'avérerait nécessaire ?

Réponse (04.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Une surveillance financière de qualité fait partie intégrante des atouts de la place financière du Luxembourg. Ainsi, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) se doit de se doter des moyens nécessaires pour accomplir avec efficacité ses missions de surveillance de plus en plus nombreuses et complexes.

L'évolution du coût de la surveillance implique des adaptations périodiques des taxes prélevées par la CSSF auprès des entités surveillées pour couvrir ses coûts de fonctionnement et assurer un équilibre budgétaire. L'honorable Député fait référence au premier ajustement à la hausse des tarifs de la CSSF depuis l'exercice 2018. Alors que les taxes ont été généralement adaptées selon un rythme triennal pour tenir compte de l'évolution des coûts d'exploitation de la CSSF, l'adaptation prévue pour l'exercice 2021 a été reportée en raison de la pandémie de la Covid-19.

La revue de la grille tarifaire en 2021 a fait l'objet d'échanges détaillés entre les différentes parties prenantes, y compris les représentants du secteur financier, et au sein du Conseil de la CSSF. Dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle grille tarifaire, il a également été tenu compte des modèles de financement des frais de fonctionnement des pairs de la CSSF dans l'Union européenne et des tarifs appliqués dans les pays concernés.

Une réflexion sur l'opportunité de revoir certains aspects du système de financement existant (dont notamment la clé de répartition des coûts d'exploitation), tout en veillant au maintien du principe de l'indépendance de la CSSF dans ses missions de surveillance, est en cours.

Question 5466 (06.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **peste porcine :**

Am Mee 2019 huet d'Arméi een zéng Kilometer laangen Zonk no un der belscher Grenz gebaut, fir ze verhënneren, dass Wëllschwäin, déi sech méiglecherweis mat der Schwéngspescht ugestach hunn, an d'Land kommen. Stand 31. August 2021 goufe 24 Schwäin hei am Land getest a keen Test ass positiv ausgefall. Den 1,4 Meter héijen Zonk hält awer natierlech net nëmme Wëllschwäin op, mee och aner Déieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung a fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Auswierkunge vum Zonk op aner Déierenaarten (Verhalen, Beweegungen, Verletzungen, ...) konnte bis elo festgestallt ginn?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 0882 huet de Minister erkläert, dass Gatterfalen an der Zone blanche zum Asaz komme kënnen.

- Wéi vill dëser Fale goufe säitdeem an der Zone blanche genotzt?

- Si mat dëse Falen och aner Déieren, wéi nëmme Wëllschwäin, gefaange ginn?

- Wa jo, konnten dës onverletzt erëm ausgesat ginn?

Réponse commune (08.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Bis elo konnte wéineg Auswierkungen op d'Déiere festgestallt ginn, ausser datt d'Wëllschwäin hir normal Wiessele verluecht hunn (wat jo och Sënn an Zweck vum Zonk war). Et konnt een och manner Réi innerhalb vun der Zone blanche observéieren, an der Zäit, wou den Drot zou war. An Tëschenzäit ass dëst rëm normal. Et ass just eng eenzeg Verletzung bekannt, wou e Réi am Zonk hänke bliwwe war.

ad 2. - Zwou. D'Fale si säit Mëtt 2021 ofgebaut.

- Jo, ee Réi gouf gefaangen.

- Nee, dat Réi ass duerch Beamte vun der Naturverwaltung erléist ginn.

Question 5467 (06.01.2022) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **radars sonores :**

En France, un premier radar sonore vient d'être installé dans les Yvelines, d'autres étant prévus de suivre. Ce nouveau radar mesure le bruit des moteurs et des scooters afin de lutter contre la pollution sonore de ceux-ci.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant des faits relatés ci-dessus ?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'autres pays dans lesquels des radars sonores ont été installés ou sont prévus d'être installés ?

- Est-il prévu de suivre l'exemple français et d'installer des radars sonores au Luxembourg ?

- Dans l'affirmative, quels endroits seraient les plus appropriés pour l'installation de tels radars ?

- Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

- Serait-il concevable de déployer des radars sonores mobiles dans les régions accueillant beaucoup de tourisme sur deux roues pendant les mois de printemps et d'été afin de lutter contre la pollution sonore ?

Réponse (08.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Actuellement, ces radars sonores déployés par les autorités se trouvent encore dans une phase expérimentale et ils n'ont pas encore été homologués. D'après le Ministère français de la transition écologique « cette expérimentation envisagée tend donc à accompagner le développement et l'homologation de dispositifs automatisés de mesure du niveau sonore de véhicules en circulation, à des fins de constatation d'infraction et de verbalisation automatisée du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule. Il s'agit d'aider les industriels souhaitant proposer des solutions de contrôle à construire un dossier en vue de l'homologation de leurs dispositifs. »

La durée prévue de cette expérimentation est de deux ans. Étant donné que l'utilisation de tels appareils n'est possible qu'avec une homologation, une installation de tels radars au Grand-Duché n'est pour l'instant pas prévue.

En ce qui concerne les contrôles mobiles, ou la possibilité d'utiliser des radars sonores mobiles, il y a lieu de constater que le principe de fonctionnement de ces radars sera identique à celui des radars fixes actuellement en phase expérimentale en France. Ainsi, les mêmes restrictions s'appliqueraient à ces radars.

En outre, il y a lieu de préciser qu'en fonction des différentes catégories de véhicules, de l'année de construction et de la première mise en circulation de ces véhicules, différents seuils d'émissions sonores sont applicables. Ceci rend un contrôle automatisé hautement complexe, comme ceci nécessiterait d'office une vérification automatisée des seuils de références dans la base de données des véhicules immatriculés, afin de pouvoir détecter le non-respect quant aux émissions sonores. De plus, l'ensemble des seuils susmentionnés sont des limites fixées dans le cadre de la procédure d'homologation où les conditions d'essai sont bien définies. Ainsi, étant donné que sur le réseau routier les conditions limites prédéfinies de la réception par type, comme par exemple la température de l'air, ne sont pas nécessairement données, le dépassement des seuils sonores lors d'un contrôle est en soi difficilement à verbaliser.

Question 5468 (06.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **améliorations dans le cadre de la gestion des risques d'inondations :**

Vum 3. op de 4. Januar war Lëtzebuerg erëm mat Iwwerschwemmungen duerch Starkreen geplot. Plazeweis waren iwwer 50 l/m^2 gefall an et hunn erëm Stroossen a Parkinge musse gespaart ginn. Wéinst den Iwwerschwemmunge vum leschte Juli, si plazeweis d'Leit elo méi nervös, wa grouss Quantitéiten u Nidderschlag gemellt sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Sinn zënter Juli 2021 Verännerungen a punkto Wiederwarnungen gemaach ginn?

2. Ass d'GovAlert App schonn iwwerschafft ginn?

3. Preparéiert de CGDIS sech haut anescht op gemellte Starkreen ewéi nach viru siwe Méint?

4. Goufen an deene leschte Méint Commandë fir zousätzlecht Material (Sandsäck, mobill Barrikaden etc.) gemaach, fir d'Waasser am Fall vun Iwwerschwemmunge besser zeréckdrängen ze kënnen?

5. An der Äntwert op d'Fro Nr. 4672 ass erkläert ginn, dass Lëtzebuerg an Zukunft kéint op de Wee vun Alerten iwwert SMS-Systemer oder de Cell Broadcast goen. Wou sinn dës Projeten am Moment drun?

Réponse commune (08.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation :*

ad 1. Opgrond vun den Erfarunge vum Héichwaasser am Juli 2021, bei deem d'Waasser immens séier geklommen ass, gouf festgehalen, datt vun der Warnstuf „Orange" an net eréischt der Warnstuf „Rout" un d'Cellule d'évaluation sech mat enger Rei Acteuren aus der Krisenzell concertéiert, fir d'Situatioun ze analyséieren an éischt néideg Moossnamen anzeleeden. Heidrënner fält och d'Method, wéi de Public soll zousätzlech zu den normale Wiederwarnungen, déi standardméisseg vu Meteolux diffuséiert ginn, gewarnt ginn. Doduerch garantéiert een eng besser Reaktivitéit a Kenntnis säitens der Cellule de crise, am Fall wou déi misst zu engem spéideren Zäitpunkt zesummekommen. No dësem Scheema gouf sech z. B. och bei den zwou leschte Wiederwarnungen (de 4. an 9. Januar 2022) jeeweils wärend enger Videokonferenz beroden. De CGDIS huet seng intern Prozeduren, déi den Zäitpunkt an d'Moyenen definéieren, fir d'Asazzenteren an d'Gemengen ze informéieren, och adaptéiert.

ad 2. No éischte méi klengen Adaptatiounen am September 2021 gouf d'Applikatioun GouvAlert an de leschte Méint iwwerschafft, soudatt geschwënn eng nei Versioun wäert disponibel sinn.

ad 3. D'Prozedur vum CGDIS am Fall vun enger Onwiedersituatioun, déi sech säit Jore bewäert huet, gesäit eng national Coordinatioun vun der Gesamtsituatioun iwwert d'ganzt Land vir, dëst zesumme mat enger jeeweils lokaler Coordinatioun vun den Asätz um Terrain. Dëse Modell gëtt awer och, jee no Besoin an op Basis vun Erfarungen, permanent adaptéiert. Eng gutt an enk Zesummenaarbecht mat de lokalen Acteuren, virop de Gemengen, ass hei immens wichteg. Heizou zielen och d'Organiséiere vu regelméissegen Exercicer, wärend deenen divers Onwiederszenarie geübt ginn, souwéi nei Ausbildungen, déi vun dësem Joer u fir d'Féierungskräft vum CGDIS am Kader vun hirer Formation continue zousätzlech wäerten organiséiert ginn.

ad 4. De CGDIS huet seng national Stocken u Sandsäck nees opgefëllt a verschiddent Asazmaterial um Terrain nei opgedeelt, fir datt et an Zukunft méi effikass kann agesat ginn. Dëst Material ersetzt allerdéngs kengesweegs de baulechen Iwwerschwemmungsschutz, dee preventiv bei den Infrastrukture mat ageplangt muss ginn, fir och e méiglechst grousse Schutz kënnen ze bidden.

ad 5. Iwwert déi lescht Méint gouf intensiv an interministeriell un engem neie Konzept vum integrale Warnsystem geschafft, soudass zäitno iwwer e konkreeten Zäitplang an d'Bestanddeeler vum Projet wäert kënne kommunizéiert ginn.

Question 5469 (06.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **projet « Housing First » pour femmes :**

An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5284 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen schreift d'Madamm Familljeminister: „De Familljeministère wëllt och weiderhin d'Housing-First-Strukturen ausbauen, fir obdachlos Mënschen ouni Ëmweeër vun der Strooss an eng fest Wunneng ze kréien, fir dann uschléissend hir Situatioun ze stabiliséieren. Esou ass fir 2022 ugeduecht, en Housing-First-Projet fir Fraen ze developpéieren."

An der selwechter Äntwert schreift d'Madamm Minister: „Dëst Joer [2021] am Mee gouf an der Stad

d'Chamber online op www.chd.lu

eng Halte de nuit opgemaach, déi sech spezifesch u Fraen adresséiert. Dëst ass ee Projet vun der Caritas, dee vum Familljeministère finanziell ënnerstëtzt gëtt."

An dësem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Minister:

- Aus wéi enge Grënn ass decidéiert ginn, dee fir 2022 ugeduechten Housing-First-Projet just fir Fraen ze realiséieren? Si weider Strukture virgesinn, wou och Männer kënnen opgeholl ginn?

Réponse (03.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Generell fërdert de Familljeministère den Accès zu senge konventionéierte Servicer esouwuel fir Fraen ewéi och fir Männer. Fraen, déi op der Strooss liewen, sinn awer besonnesch vulnerabel, souwuel kierperlech ewéi och psychesch. Opgrond vun hiren Erfarungen op der Strooss meiden dës Fraen och dacks gemëschte Strukturen, wou de Männerundeel dominéiert.

- Aus dësen Ursaachen a fir de betraffene Fraen eng adaptéiert Prise en charge ze bidden, gi Strukturen developpéiert, déi sech exklusiv u Fraen adresséieren an hir spezifesch Besoinen a Consideratioun huelen.

De Familljeministère wäert awer och weiderhin a Projeten investéieren, déi souwuel fir Fraen ewéi fir Männer accessibel sinn.

Aktuell ënnerstëtzt de Familljeministère finanziell eng Rei un Urgencestrukturen am Obdachloseberäich, déi souwuel fir Fraen ewéi och fir Männer zougänglech sinn, ewéi zum Beispill d'Halte de nuit „L'Espoir" vun der Caritas, d'Halte de nuit „Nightshelter" vun der Croix-Rouge, de Centre Ulysse vun der Caritas, de Foyer Abrisud vun der Stad Esch oder nach d'Wanteraktioun, déi vun der Dräieck ASBL geréiert gëtt.

Wat d'Housing-First-Projeten ugeet, sinn all d'Strukturen, déi aktuell nom Housing-First-Prinzip funktionéieren, esouwuel fir Männer ewéi fir Fraen accessibel. Dozou gehéiert zum Beispill een Housing-First-Projet vum Comité national de défense sociale (CNDS) mat 27 Wunnengen. 2021 konnte mat deem Projet 31 Persoune logéiert ginn, dorënner 20 Männer an 11 Fraen.

Den Housing-First-Projet, dee sech spezifesch u Frae riicht, ass vun der Caritas initiéiert ginn aus dem Constat eraus, datt esou eng Struktur aktuell zu Lëtzebuerg nach feelt, fir de Besoine vun de concernéierte Mënsche gerecht ze ginn. Aus deem Grond a fir d'Offer kontinuéierlech auszebauen, huet de Familljeministère decidéiert, dëse Projet finanziell ze ënnerstëtzen. Dës nei Struktur soll nach dëst Joer seng Dieren opmaachen.

Och eng sëllege Wunnstrukture fir Eenzelpersounen a Familljen a prekäre Situatioune gi vum Familljeministère konventionéiert. 2021 konnten esou 4.545 Persoune logéiert ginn, dovunner waren 48,5 % Männer an 51,5 % Fraen.

Question 5470 (06.01.2022) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **TVA réduite pour les biens et services favorables à la transition écologique :**

En 2018, la Commission européenne avait proposé une révision de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée qui définit notamment les biens et les services auxquels les États membres peuvent appliquer des taux réduits en matière de TVA.

Le 7 décembre 2021, le Conseil de l'UE a trouvé un accord sur ce texte qui se trouve désormais en procédure de consultation avec le Parlement européen. À la fin de cette procédure, le texte sera définitivement adopté.

Le texte adopté par le Conseil propose entre autres d'additionner à la liste de produits et services pouvant faire l'objet de taux réduits en matière de TVA certains biens et services favorables à la transition vers une économie décarbonée. Il s'agit notamment de la vente et de l'installation de panneaux solaires sur des immeubles privés ou publics et de la vente, de la location et de la réparation de bicyclettes conventionnelles ou électriques.

Par ailleurs, dans son accord de coalition, le Gouvernement s'est mis d'accord qu'« un taux de TVA super-réduit pour la réparation d'objets d'usage courant sera notamment prévu ».

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3712 du 25 février 2021, l'ancien Ministre des Finances m'avait assuré que « comme prévu dans le programme de coalition, l'analyse de l'utilisation du taux super-réduit de TVA à cette fin, notamment en l'appliquant aux travaux de réparation éligibles en vertu du droit européen, est en cours ».

Notons dans ce contexte que la révision de directive précitée admet outre la réparation de bicyclettes aussi l'application de taux réduits sur la réparation d'appareils électroménagers, de chaussures, de vêtements et de produits en cuir.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre des Finances :

1) Afin de soutenir la transition vers une économie décarbonée, le Gouvernement envisage-t-il, dès lors que la nouvelle directive aura été définitivement adoptée, d'élargir l'application de taux réduits en matière de TVA à l'installation de panneaux solaires ainsi qu'à la vente, à la location et à la réparation de bicyclettes conventionnelles ou électriques ?

2) Tenant en compte les nouvelles possibilités qu'offrira l'adaptation susmentionnée de la directive européenne relative à la TVA, quel est l'état d'avancement de la mise en place d'un taux de TVA super-réduit de 3 % pour la réparation d'objets d'usage courant, comme le prévoit l'accord de coalition ? Quels sont les travaux de réparation auxquels le Gouvernement envisage d'appliquer le taux super-réduit ?

Réponse (04.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Le Gouvernement est en train d'examiner l'opportunité de prévoir un subside additionnel en faveur des installations de panneaux solaires et des achats de bicyclettes conventionnelles ou électriques à travers l'introduction d'un taux de TVA réduit.

En effet, pour ces livraisons il existe déjà à l'heure actuelle des aides directes. Ainsi, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable accorde une prime aux particuliers résidents pour l'achat d'un vélo ou d'un pedelec d'un montant de 50 % du coût hors TVA du véhicule, sans toutefois dépasser 600 euros pour l'achat. Pour ce qui est des installations photovoltaïques, il existe actuellement plusieurs types d'aides, à savoir notamment :

- l'aide financière à l'investissement sous forme de subvention en capital dont le montant s'élève à 20 % des coûts effectifs pour les installations ayant une puissance inférieure ou égale à 30 kWcrête ;

- les aides opérationnelles, notamment sous forme de tarifs d'injection pour l'électricité injectée dans le réseau électrique ;

- en matière d'impôts sur le revenu, l'exploitant est dispensé aussi bien de la déclaration que de la justification des revenus et des dépenses se rapportant à l'exploitation d'une installation photovoltaïque avec une puissance inférieure ou égale à 10 kWcrête.

En ce qui concerne l'application du taux de TVA super-réduit de 3 % aux petits travaux de réparation, le texte adopté par l'Ecofin en décembre 2021 ne permet pas d'appliquer un taux super-réduit à ces prestations de service. Seul l'application du taux réduit de 8 % ou bien du taux intermédiaire de 14 % est prévue par la nouvelle directive. Actuellement, le Luxembourg soumet les services de réparation de bicyclettes, de chaussures et d'articles de cuir ainsi que les retouches de vêtements et de linge de maison au taux réduit de TVA de 8 %.

Question 5475 (07.01.2022) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **logements du type « Einlieger » dans les maisons dites unifamiliales :**

Lors d'une conférence de presse Monsieur le Ministre du Logement a récemment annoncé vouloir soutenir davantage les logements du type « Einlieger » dans les maisons dites unifamiliales.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre pourrait-il informer, le cas échéant, sur le parc immobilier actuel comprenant des « Einliegerwohnungen » ? Une étude à ce sujet aurait-elle été effectuée ces derniers temps ?

- Est-il prévu de sensibiliser les communes à recommander aux promoteurs les plus divers à planifier, si faire se peut, des maisons unifamiliales de ce type ?

- Est-il prévu de sensibiliser les communes à adapter leur règlement des bâtisses afin de permettre la construction de maisons unifamiliales de ce type ? Monsieur le Ministre entend-il faire élaborer un règlement type relatif aux « Einliegerwohnungen » pour les communes dans ce contexte ? Est-ce que le conseiller logement ne pourrait pas sensibiliser les communes à cet égard ?

- Pourquoi Monsieur le Ministre ne prévoit-il pas des primes spécifiques pour encourager la construction de maisons bifamiliales ?

Réponse (13.01.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Le logement intégré auquel il est fait référence dans le projet de loi relative aux aides individuelles est défini par le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du Plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du Plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ». Il s'agit d'un logement « faisant partie d'une maison de type unifamilial et appartenant au propriétaire du logement principal. Le logement ne peut être destiné qu'à la location et doit être subordonné en surface au logement principal ».

L'introduction d'une « prime de création d'un logement intégré » de 10.000 € par logement intégré créé est essentiellement motivée par la présence importante de maisons unifamiliales dans le parc de logements au Luxembourg et ceci notamment au regard de l'évolution en baisse de la taille moyenne des ménages résidents. Ainsi, le ministère est particulièrement confiant que cette prime incitera des futurs acquéreurs et propriétaires anciens de maisons unifamiliales, qui prévoient des rénovations relativement importantes de leur maison, de considérer à côté d'une rénovation énergétique également la création d'un logement intégré. Un tel logement peut être occupé par des membres de la famille, les parents des propriétaires ou leurs enfants - jeunes adultes, mais peut également être mis en location à des tiers.

En effet, le logement intégré se caractérise par le fait qu'il s'agit bien d'un logement pouvant exister pour lui tout seul, c'est-à-dire répondant aux critères d'habitabilité et de salubrité et comprenant au moins une pièce de séjour - le cas échéant, avec une ou plusieurs chambres à coucher séparées - une niche de cuisine et une salle d'eau avec WC. La création d'un logement intégré permettra notamment aux primo-acquéreurs non seulement de contribuer au financement de leur bien, mais contribue également à la densification de lotissements faiblement habités et à la création de logements. Il est important de considérer à cet égard que le logement intégré n'est pas à confondre avec une unité de logement dans une maison bifamiliale. En effet, un logement intégré ne peut pas avoir de lot cadastral spécifique et doit dès lors appartenir au propriétaire du logement principal et ce propriétaire doit également résider dans l'immeuble.

Il est évidemment prévu de sensibiliser les communes à l'avantage de la création de ce type de logements, notamment à travers les conseillers logement prévu par le Pacte logement 2.0, et il sera possible de mettre à disposition des communes des règlements types si le besoin se faisait sentir.

La création de logements au sein de maisons bifamiliales est également promue par la « prime d'accession à la propriété » qui remplace utilement les anciennes primes d'acquisition et de construction. Par ailleurs, il est utile de soulever dans ce contexte que la prime d'accession à la propriété est augmentée de 40 pour cent s'il s'agit d'un logement en copropriété (tel un appartement dans un bifamilial) ou d'une maison en rangée et de 15 pour cent s'il s'agit d'une maison unifamiliale jumelée.

Question 5476 (07.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **campagne « Lët'z fight Omicron » :**

Et gesäit een se an den Zeitungen, als Reklamm um Internet an op Affichë bei de Busarrêten. Rieds ass vun der Affiche „Lët'z fight Omicron".

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi eng Agence gouf mam Ausschaffe vun der Affiche „Lët'z fight Omicron" beoptraagt?

2. Wéi vill huet d'Ausschaffe vun dëser Affiche kascht?

3. Wéi ee Montant ass fir d'Publicitéit virgesinn?

4. Gouf dës Campagne ausgeschriwwen?

Réponse (17.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Fir d'Ausschaffe vun der Affiche „Lët'z fight Omicron" gouf d'Agence Comed SA beoptraagt. Dës Affiche ass am Kader vun engem Marché public (Marché public de fournitures et services pour l'administration du projet de communication de l'État luxembourgeois dans le cadre de la pandémie Covid-19 Luxembourg) realiséiert ginn.

ad 2. Et ass net méiglech genau ze soen, wat ënnert d'Ausschaffe vun dëser Affiche fält, well et e Gesamtkonzept iwwert verschidde Medien ass.

Dozou gehéieren intern Prestatioune vun der Agence, d'Kreatioun an och d'Realisatioun vun der Affiche, den Drock, den Affichage um Reseau JCDecaux esouwéi d'Internetbanneren.

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

ad 3. D'Valeur totale vum Marché public ass mat 1.169.078 € HTVA fir den Zäitraum vun November 2021 bis Mäerz 2022 beziffert.

D'Valeur vun der ganzer Campagne „Omicron" kann een op ongefeier 144.000 € HTVA bezifferen.

ad 4. Jo, dës Campagne gouf ausgeschriwwen. D'Äntwert op d'Fro Nr. 1 gëtt méi Detailer dozou.

Question 5477 (07.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **policiers et soldats non vaccinés :**

D'Force publique lieft säit e puer Méint ënner dem Regimm vum CovidCheck. Déi zukünfteg Polizisten an Zaldote kënnen doduerch u fir si obligatoresche Coursen an Aktivitéite just deelhuelen, wa si geimpft, geheelt oder negativ getest sinn. Dat huet bis elo souwuel fir déi theoreetesch wéi och fir déi praktesch Coursë gegollt. Dat neit Covidgesetz huet d'Covidreegelen awer weider verschäerft. Ënner anerem leet et fest, datt ee geimpft oder geheelt muss sinn, fir u sportlechen Aktivitéite kënnen deelzehuelen. Doduerch huet dëst Gesetz och eventuell Implikatiounen op d'Ausbildung vun net geimpften zukünftege Polizisten an Zaldoten, besonnesch am Hibléck op hir Participatioun u Coursen an Aktivitéiten, déi kierperlechen Asaz verlaangen (z. B. Self-Defense, Close Combat, Menottage, Policetaktik asw.)

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an un den Här Arméiminister:

1. Kann d'Regierung preziséieren, ob et an der Force publique bei Aktivitéiten a Formatiounen, déi kierperlechen Asaz implizéieren, zu engem Shifting vum 3G zum 2G komme wäert? Wann dat de Fall sollt sinn: Wat fir Konsequenze wäert déi Ännerung fir net geimpften Zaldoten a Polizisten an der Ausbildung hunn?

2. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt déi genannt Aktivitéiten a Coursen zum Aarbechtsalldag vun den zukünftegen Zaldoten a Poliziste gehéieren an doduerch och weiderhin ënnert dem Regimm vum 3G misste stattfannen, wéi dat vum neie Covidgesetz virgesinn ass?

3. Wéi schätzt d'Regierung d'Gefor an, datt et duerch een eventuellen Ausschloss vun net geimpften Zaldoten a Polizisten an der Ausbildung zu Problemer beim Rekrutement an zu Demissioune komme wäert, déi sech am Zesummenhank mat deem an de leschte Joren oft beklote Personalmangel bei der Force publique negativ op de Fonctionnement vun dësem Secteur auswierke kéinten?

Réponse commune (08.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Et wäert net zu engem Shifting vum 3G hin zum 2G kommen.

ad 2. Wat d'Police betrëfft, sief ze bemierken, dass den Art. 4bis (13) vum Covidgesetz sech just op d'Activités physiques et sportives vun der Formation professionnelle de base an der Formation continue vun der Policeschoul bezitt. Déi genannten Aktivitéite sollen och weiderhin ënnert dem 3G lafe kënnen; dofir ass am neien Text den Art. 4bis (13) gestrach ginn. Dësen Text ass säit dem 12. Januar a Kraaft.

Wat d'Zaldote betrëfft, sief op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5411 verwisen.

ad 3. Um Niveau vun der Police kënnt et net zu engem Ausschloss vun net geimpfte Polizisten.

Um Niveau vun der Arméi ass den estimiérten Impakt op de Rekrutement negligeabel, sou dass keen negativen Impakt op de Fonctionnement ze erwaarden ass.

Question 5478 (07.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **slots de décollage dans les aéroports :**

D'RTBF huet an der Belsch doriwwer bericht, dass verschidde gréisser Airlinen massiv eidel Fligere fléie loossen, just nëmme fir dierfen d'Slots op de Fluchhäfen ze behalen.

« Le groupe Lufthansa Groep, dont fait partie Brussels Airlines, va annuler d'ici fin mars 33.000 vols prévus, en raison d'une chute des réservations causée par le variant Omicron du Covid-19. Ces annulations auraient pu être plus conséquentes encore, mais pour conserver les droits de décollage et d'atterrissage, pas moins de 18.000 vols non nécessaires devront bien être assurés cet hiver, dont 3.000 par Brussels Airlines. Avant la pandémie de coronavirus, la règle était que les compagnies aériennes assurent au moins 80 % de leurs créneaux, sans quoi elles risquaient de perdre ces "slots". Désormais la proportion a déjà été revue à la baisse, à 50 %, mais cela reste trop haut par rapport au volume de réservations. »

D'Mobilitéitsministesch vun der federaler Regierung an der Belsch huet doropshin ee Bréif un d'EU-Kommissioun geschriwwen, fir d'Problematik vun dëser Ressourceverschwendung ze thematiséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wäert de Mobilitéitsminister de belsche Virstouss ënnerstëtzen?

2. Wéi vill Passagéierflich verkéieren all Joer (opgelëscht no Joer; zënter 2018) um Findel mat enger Auslaaschtung vu manner wéi 25 % a wéi vill si ganz ouni Passagéier geflunn?

Réponse (08.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Wéinst der Pandemie ass de Prinzip vun der Slots-Reglementatioun „use it or lose it" fir d'éischt ganz opgehuewen an duerno duerch exzeptionell Mesurë gereegelt ginn. Dës sollen awer no der Wantersaison 2022/2023 auslafen. Dofir huet de Mobilitéitsminister schonn am Juni 2021 eng Interventioun am Transportconseil zu dësem Theema gemaach an am Juli 2021 zousätzlech e Bréif un d'EU-Kommissioun geschriwwen, fir déi Problematik ze thematiséieren.

Am Januar 2022 huet de Ministère och en Opruff vun ënnert anerem Holland an Däitschland ënnerstëtzt, fir d'EU-Kommissioun opzefuerderen, fir nei Ausnamen iwwer 2022 eraus auszeschaffen. D'Verbreede vun de Covidvarianten huet gewisen, datt de Secteur generell méi eng flexibel Reegelung brauch, fir sech kuerzfristeg der Situatioun (Ofso vun de Flich, Grenzspären, ...) kënnen unzepassen. Et ass effektiv och vun engem Ëmweltstandpunkt absolutt inakzeptabel, datt d'Fluchgesellschaften eidel Flich operéieren, fir déi Slots kënnen ze behalen.

ad 2. Et sief bemierkt, datt de Lëtzebuerger Fluchhafen net ënnert de Prinzip vun der „Slot coordinatioun" fält, well genuch Kapazitéit do ass an deemno d'Fluchgesellschafte keng fest Slotte mussen ufroen, fir hei ze landen oder ze starten.

Wéi vun der ANA matgedeelt, louch den Undeel vu Passagéierflich um Findel mat enger Auslaaschtung vu manner wéi 25 % an de Jore virun der Coronakris jeeweils bei ëm déi 5-6 %. Am Joer 2020 ass dësen Undeel op 15,82 % eropgaang, bedéngt duerch e séiere Réckgang vun der Nofro am Ufank vun der Coronakris an de Restriktiounen, wéi d'Flich nees opgeholl gi sinn. 2021 ass dësen Undeel nees op e Wäert vu 7,33 % gefall.

D'Passagéierflich mat enger Auslaaschtung vun 0 %, hunn an de Joren 2018 bis 2020 ëm 2 % vun alle Passagéierflich ausgemaach. Dëse Wäert ass am Joer 2021 nach liicht erofgaang.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et muss een dozou soen, datt d'Ursaachen, firwat de Fliger wéineg besat oder eidel flitt, ënnerschiddlech sinn an d'Prozentsätz, déi de „Load Factor" betreffen, näischt driwwer aussoen, ob de Fliger gewollt eidel flitt oder net.

E puer Beispiller:

- Vakanzeflich (den Aller ass voll belueden, de Retour ass eidel),

- „Ferry Flights" fir technesch Maintenance vun de Fligeren,

- Vun de Passagéier, déi gebucht hunn, taucht en Deel net op. De Fliger flitt awer etc.

Question 5479 (07.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **conservation de la maison de naissance d'Aloyse Kayser :**

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 5293 weisen d'Madamm Kulturminister an den Här Minister fir ëffentlech Bauten drop hin, datt dem Aloyse Kayser säi Gebuertshaus als Lieu de mémoire national schützenswäert ass. Trotzdeem géifen et sécherheetstechnesch Grënn fir d'Ofrappe vun deem Haus ginn: „Tatsächlech plangt d'CFL, als Gestionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur am Accord mat der Gemengeverwaltung vu Miersch, d'Ofrappe vun dësem fréiere Barrièreshaus, well dëst Gebai ze no bei den Eisebunnsschinnen ass. D'Haus läit och bannent dem elektresche Gabarit vun de liewegen Eisebunnsinstallatiounen, soudatt all Interventioun un dësem Gebai eng Ënnerbriechung vum Schinneverkéier erfuerdert. Fir d'Entwécklung vun der Eisebunn an d'Sécherheet vum Schinneverkéier, wéi och déi vun Drëttbewunner nieft der Eisebunnsstreck ze garantéieren, kann dëst Gebai net erhale bleiwen."

Och déi eelste Gare vum Land, d'Gare vun Ettelbréck, wäert ofgerappt ginn, obschonns d'Commission des sites et monuments drop higewisen huet, datt dëst Gebai schützenswäert ass.

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Minister fir ëffentlech Bauten:

1. Geet d'Regierung dervun aus, datt et méiglech wier, d'Barrièreshaische vu Miersch wéi och d'Gare vun Ettelbréck Stee fir Steen ofzebauen an op anerer Plaz, evtl. am Fond-de-Gras, naturgetrei erëm opzeriichten? Wann dat net de Fall ass: Wéi eng konkreet Grënn schwätze géint dës Alternativ?

2. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt et fir Lëtzebuerg, opgrond vu senger historescher Roll an der Eisebunnsgeschicht, sënnvoll wier, een Eisebunnsmusée ze kréien? Géif esou een Eisebunnsmusée net den ideale Kader souwuel fir d'Barrièreshaische vu Miersch wéi och fir d'Gare vun Ettelbréck bidden?

Réponse commune (10.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Historesch Gebaier Stee fir Steen ofzebauen an op enger anerer Plaz erëm opzeriichten, ass prinzipiell méiglech, awer mat gréissere Käschte verbonnen a brauch och am Virfeld opwenneg Etuden. Eng Dislozierung soll awer just am Kader vun enger spéiderer musealer an didaktescher Opwäertung vum Gebai geschéien, well et ass net am Sënn vum Denkmalschutz an der Charta vu Venedeg, historesch Gebaier aus hirem historeschen a lokale Kontext ze rappen. D'Geschicht vum Gebai muss herno op der neier Platz kënnen uerdentlech erkläert an novollzu ginn.

De Fond-de-Gras bitt awer och net de richtege Kader fir esou eng Méiglechkeet. De schmuelen Dall, wou schonn eng Rei Gebaier bäikomm sinn, bitt keng Plaz méi u fir weider Baute laanscht d'Schinnen. Et muss een den natierlechen an historesche Kader vun dësem Site respektéieren. D'Exploitation ferroviaire am Fond-de-Gras gouf vun der Prince Henri Gesellschaft gemaach, woubäi déi zwee Gebaier vun Ettelbréck a Miersch vun der Wëllem Bunn sinn. Eng Vermëschung wier hei sécher net ubruecht.

ad 2. D'Lëtzebuerger Eisebunn ass e wichtege Pilier an Zeie vun der Entwécklung vun eiser Eisen- a Stolindustrie, an huet doduerch och säin Deel zum Räichtum vun eisem Land bäigedroen. De Service des sites et monuments nationaux huet sech zënter den 1980er-Jore beméit, zesumme mat de verschiddenen Associatiounen, méiglechst vill historesch Eisebunnsgefierer an aner Objeten ze konservéieren. Eng gréisser Sammlung vun historeschem Eisebunnsmaterial ass esou zesummekomm, dat zum Deel och restauréiert a fuertauglech ass.

Dës eemoleg Kollektioun, zesumme mat Dokumentatioune bestoend aus Pläng, Fotoen, Schëlder an technesche Installatioune vum Lëtzebuerger Zuchnetz, wier an engem Centre du patrimoine ferroviaire sécher gutt opgehuewen a kéint och en valeur gesat ginn. Fir esou en didaktesch adequaten Eisebunnsmusée muss awer e Gesamtkonzept ausgeschafft ginn, an et muss och e groussen Terrain mat Gleisuschlooss zur Verfügung stoen.

Am Moment ass awer keng detailléiert Planung ugesot, wou a wéi esou en Zenter kéint entstoen. Aner Prioritéiten, déi den Erhalt an d'Opwäertung vum industriellen Ierwe vu eisem Land garantéieren, ginn elo ëmgesat.

Question 5480 (07.01.2022) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination obligatoire auprès de l'armée :**

A senger Äntwert op déi dréngend parlamentaresch Fro N° 5411 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen schreift den Här Arméiminister: „Ech confirméieren, dass d'Kandidaten, fir Zaldot oder Militaire de carrière ze ginn, ab dem 1. Januar 2022 nëmmen ugeholl ginn, wa se e vollstännegen Impfzyklus géint Covid-19 virweise kënnen. [...] D'Loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ass d'legal Basis fir dës Entscheedung." Doduerch ass d'Arméi deen éischten ëffentleche Beruffssecteur hei am Land, wou eng Impfflicht agefouert gëtt, an dat, obschonns et nach guer kee Gesetz iwwert d'Impfflicht gëtt.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Arméiminister:

1. D'Sécherheetsdéngschter hei am Land (CGDIS, Police, Armée asw.) sinn all vun der aktueller Pandemiesituatioun betraff. Ass et dowéinst an den Ae vun der Regierung justifiéiert, fir elo d'Impfflicht nëmmen an engem vun deenen Déngschter anzeféieren, vu datt de Critère vun der Operationalitéit jo déi Verwaltungen alleguer betrëfft?

2. Bei der Reform vum Policegesetz gouf, eises Wëssens, d'Impfflicht fir d'Membere vun der Police ofgeschaaft. Missten d'Membere vun der Force publique an där Hisiicht net all d'selwecht behandelt ginn?

3. Iwwerhëlt de Staat d'Haftung fir déi medezinnesch Niewewierkungen, déi duerch d'Flichtimpfung bei verschiddene Membere vun der Arméi optriede kéinten?

4. An der „Version consolidée au 18 décembre 2020" vum „Règlement grand-ducal du 18 octobre 2001 déterminant la liste des vaccinations recommandées" gëtt och d'Impfung géint Sars-CoV-2 ernimmt. Steet dëse „caractère recommandé" vun der Covid-19-Impfung net a Widdersproch zur agefouerter Impfflicht fir Membere vun der Arméi? Misst dës Impfflicht net un e konkreet Gesetz gebonne sinn, wat et am Ablack nach net gëtt? Wéi eng medezinnesch Sécherheetsbestëmmungen a -kontrollen a wéi eng legal Prozedure besti fir d'Membere vun der Arméi, fir datt déi Dispositioun vum Art. 3 aus dem Gesetz vum 16. Abrëll 1979 net kann iwwerinterpretéiert a beispillsweis op Substanzen applizéiert ginn, déi nach keng definitiv Zouloossung vun de kompetenten europäeschen Instanzen hunn?

5. An der Annex A (Liste des vaccinations pour le service militaire) vum „Règlement de l'Armée n° 450-40" vum 25. Oktober 2021 steet, datt d'Impfung géint Covid-19 just obligatoresch ass „pour tout militaire déployable ou personnel civil déployable". Steet dës Bestëmmung net am Widdersproch zur Ausso vum Här Minister, datt all Member vun der Arméi vum 1. Januar 2022 un e vollstännegen Impfzyklus géint Covid-19 virweise muss? Hätt een also net fir d'éischt missen d'Arméisreglement modifizéieren, ier een d'Impfflicht fir all Member vun der Arméi agefouert huet?

Réponse commune (19.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. + 2. Wéi déi honorabel Här Deputéierte bestëmmt wëssen, huet d'Regierung eng breet Consultatioun vun der Politik an der Zivilgesellschaft iwwert d'Fro vun enger eventueller Aféierung vun enger Impfflicht lancéiert, dëst nodeems en Ad-hoc-Grupp vun onofhängegen Expertë chargéiert gouf, dës Fro vun engem wëssenschaftleche Standpunkt ze klären. D'Regierung wäert dës Consultatioun ofwaarden, ier si eng Decisioun iwwert d'Aféiere vun enger Impfflicht hëlt.

ad 3. D'Gesetz vum 4. Juli 2000 iwwert d'Responsabilitéit vum Staat am Zesummenhang mat den Impfungen ass applikabel am Fall, wou schwéierwiegend Niewewierkungen no enger Impfung optrieden (loi du 4 juillet 2000 relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccinations). Et mussen allerdéngs dräi Konditiounen erfëllt sinn, fir datt de Staat eng Entschiedegung iwwerhuele kann:

- bei der Impfung muss et sech ëm eng vum Staat virgeschriwwen oder recommandéiert Impfung handelen;

- den Doud oder eng permanent physesch Inkapazitéit vun enger Persoun ass op d'Impfung zeréckzeféieren;

- de Schued kann net duerch d'Sécurité sociale en charge geholl ginn.

ad 4. D'Loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ass d'legal Basis fir déi agefouerten Impfflicht. Dohier steet de „caractère recommandé" vun den Impfungen am modifizéierte Règlement grand-ducal du 18 octobre 2001 déterminant la liste des vaccinations recommandées net am Widdersproch domadder, dass d'Militärpersonal eng Impfung ka virgeschriwwe kréien.

Am Fall vun der Impfung géint de Covid gouf vum legale Standpunkt net anescht gehandelt wéi an der Vergaangenheet bei anere recommandéierten Impfungen, an dëst ënner Consideratioun vun den allgemenge wëssenschaftlechen Donnéeën, op déi dës Recommandatioune sech stëtzen.

Impfunge ginn deemno generell och als Hygiène-, Schutz- a Preventiounsmoossnam fir d'Militärpersonal, dat breet asazfäeg muss sinn, agefouert. Des Weidere kënnen Impfungen aus preventive Grënn fir d'Militärpersonal virgeschriwwe ginn, och wa se zu Lëtzebuerg just recommandéiert sinn. Nieft Covid si Beispiller dofir d'Impfung géint Tollwut oder géint d'Zeckenenzephalitis, déi deelweis obligatoresch fir d'Auslandsmissiounen an d'Exercicë sinn.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 5411 erkläert, wier d'Asazfäegkeet vun der Arméi op nationalem an internationalem Niveau ouni déi agefouerten Impfflicht zu engem groussen Deel a Fro gestallt.

Hei sief ënnerstrach, dass natierlech och d'Situatioun vun engem Impfempfänger gekuckt muss ginn an hei ënner anerem och all eventuell medezinnesch Contre-indicatioun berécksiichtegt gëtt.

ad 5. Den Här Verteidegungsminister verweist op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 5411, dass „d'Impfung géint Covid-19 de 25. Oktober 2021 zu den Opnamebedéngunge fir an de Fräiwëllegendéngscht an an d'militäresch Carrièrë vun der Arméi bäigefüügt" gouf an dass „d'Impfflicht […] fir d'Personal vun de militäresche Carrièren, dat en operationelle Poste besetzt, a fir d'fräiwëlleg Zaldoten, déi Member vun enger ‚Unité de disponibilité opérationnelle' sinn, agefouert" gouf, esou wéi et an dem zitéierten Dokument (RA 450-40) steet. Eng allgemeng Impfflicht fir d'Membere vun der Arméi gëtt et net.

Question 5481 (07.01.2022) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **fourrière dans le sud du pays :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 5329, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure explique que la fourrière planifiée dans le sud du pays ne sera pas aménagée sur le territoire de la commune de Pétange (à Lamadelaine).

Lors de la réunion du 29 novembre 2021 du comité de concertation régional « Région Sud-Ouest » de la Direction centrale police administrative, qui s'est tenue en présence des bourgmestres de ladite région, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a fourni l'information que, suite à de nouvelles recherches de sites, ladite fourrière serait vraisemblablement mise en place sur le site national Eurohub Sud géré par le Ministère de l'Économie. Ce site se trouve sur le territoire de la ville de Dudelange et de la commune de Bettembourg.

- Dès lors, j'aimerais savoir de la part de Messieurs les Ministres si la future implantation de ladite fourrière se fera effectivement sur le site de l'Eurohub Sud.

- À quelle échéance est prévue la mise en service de celle-ci et pour quelle durée ? Quel en sera l'emplacement précis sur le site-même ?

- L'exploitation se fera-t-elle conjointement entre le Ministère de la Sécurité intérieure et de l'Économie, et sous quelles conditions ?

Réponse commune (15.02.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Il est nécessaire de préciser que lors de la réunion du 29 novembre 2021, le Ministre de la Sécurité intérieure avait indiqué qu'il espérait qu'une solution avait été trouvée pour implanter temporairement la fourrière sur le site dit « Eurohub Sud ».

La possibilité d'installation d'une fourrière sur le site dit « Eurohub Sud » à Bettembourg/Dudelange a effectivement été prise en considération, et un nombre limité de véhicules a été, par précaution, temporairement déposé sur ledit site. Les contraintes légales et réglementaires arrêtées à l'article 13 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie, ainsi qu'à l'article 15 du règlement grand-ducal concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune, interdisent cependant une installation définitive d'une fourrière sur ledit site.

Il reste encore à noter que le Ministre de la Sécurité intérieure est en échange constant avec les administrations et services responsables de la mise à disposition des infrastructures de l'État.

Question 5482 (10.01.2022) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **production de viande porcine :**

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro vum 18. November 2021 huet de Landwirtschaftsminister confirméiert, datt ënner den aktuelle Konditiounen eng käschtendeckend Produktioun am Schwéngssecteur zu Lëtzebuerg net méiglech ass, et sief dann, d'Reserven aus de konjunkturell staarke Jore géifen esou eng laang Iwwerbréckung erlaben. Hien huet och preziséiert, datt, enger Ëmfro no, ganz vill Betribsleeder am Schwéngssecteur drun denken opzehalen. Vun den 33 befrote Betriber géifen der zwielef (36 %) d'Schwéngsproduktioun an den nächste Joren net weiderféieren.

Fir aner Betriber gëtt et keen anere Choix wéi weiderzefueren, well hir Investitioune mussen ofgeschriwwe ginn. Leider huet d'Situatioun am Schwéngssecteur sech nach ëmmer net gebessert an d'Bäihëllefe fir d'Existenzsécherung vun Enn 2020/Ufank 2021 si schonn erëm verbraucht.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

- Kéint de Minister sech weider Krisenhëllefe fir déi Betriber virstellen, déi keng Alternativ hu wéi mat der Schwéngsproduktioun weiderzefueren? Wa jo, wéi kéinten dës Hëllefen ausgesinn?

- Fir wat fir eng Zwecker dierf e Schwéngsziichter, deen aus ekonomesche Grënn muss ophalen, seng Gebaier, déi an enger Grénzon leien, an Zukunft nach benotzen? Dierf een zum Beispill e Schwéngsstall an e Päerdsstall ëmfonctionéieren?

- Kéint d'Madamm Ministesch sech an deem Kader eng allegéiert Prozedur fir eng Ëmnotzung vun de

Schwéngsbetriber, déi an enger Gréngzon leien, virstellen?

Réponse commune (10.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

D'Servicer vum Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung wäerte fir Enn Februar eng genee Analys iwwert déi aktuell Situatioun am Schwéngssecteur erstellen. Dës Analys soll notamment d'Basis sinn, fir iwwert eventuell weider Hëllefen ze decidéieren.

Fir de Rescht gëllt d'Naturschutzgesetz.

Question 5483 (10.01.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **mesures anti-Covid dans les écoles :**

D'Omikron-Variant vum Covid-19-Virus verbreet sech weider rasant, och an de Schoulen. Fir deem entgéintzewierken, huet den Här Educatiounsminister d'Decisioun geholl, dass am Klassesall nees de Masque muss ugehale ginn an dass och reegelméisseg muss gelëft ginn.

Den Asaz vu mobille Loftfilteranlagen ass fir den Här Educatiounsminister weiderhi keng Optioun, wéi d'Enseignantsgewerkschaft an engem rezente Communiqué schreift: „Eiser erneiter Fuerderung no Loftfilteranlagen an de Klassesäll huet de Minister allerdéngs eng kloer Ofso erdeelt, well dës Geräter sengem Kenntnisstand no keen zousätzleche Schutz zum reegelméissege Lëften duerstellen." Mobill Loftfilteranlage kéinten awer grad an de kale Méint vum Joer eng punktuell Alternativ zum reegelméissege Lëfte sinn, an zwar ëmmer dann, wa wärend oder direkt nom Lëfte Schüler am Klassesall sinn. An der Educatiounskommissioun sot den Här Minister op Nofro zu de Loftfilteren, dass hien sech hei no de Recommandatioune vun der Santé riicht.

Virun dësem Hannergrond an opgrond vun der Tatsaach, dass sech Enseignanten a Schüler an deels äiskale Klassesäll mussen ophalen, wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Educatiounsminister riichten:

1. Wat sinn déi rezent Recommandatioune vun der Madamm Gesondheetsministesch un den Här Educatiounsminister zu den aktuellen Anti-Covid-Mesuren an de Schoulen am Allgemengen an zu de mobille Loftfilteranlagen am Besonneschen?

2. Op wéi enge wëssenschaftlechen Erkenntnisser baséiert d'Decisioun, fir keng Loftfilteranlagen an de Schoulen anzesetzen?

3. Hunn d'Madamm an den Här Minister sech och mat de wëssenschaftlechen Expertisen zu de Virdeeler vu mobille Loftfilteranlage befaasst?

4. Wa jo, wéi eng wëssenschaftlech Expertisë sinn dat?

5. Wann net, firwat gouf sech net mat dëser Léisung auserneegesat?

Réponse commune (11.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Gesondheetsdirektioun huet sech am Hierscht 2020 mat den aktuellen Erkenntnisser am Zesummenhang mat de Loftfilteranlagen auserneegesat an ass zum Schluss komm, datt dës Equipementer potenziell interessant kéinte sinn. Zu deem Zäitpunkt loungen awer net genuch Beweiser vir wat hir Efficacitéit am Schoulwiese betrëfft. Op Gronn vu villen oppene Froe gouf zeréckbehalen, dës Solutioun net fir Klassesäll ze recommandéieren. Dës Conclusioune goufe mam Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend gedeelt.

ad 2. Zanter November 2020, sinn ënner anerem och nach Publikatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO), dem European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) oder dem Umweltbundesamt consultéiert ginn[1]. D'Auteure vun dësen Dokumenter hunn déi accessibel Donnéeë berücksichtegt an doropshi Recommandatioune formuléiert. Mee och bei dëse Recommandatioune persistéiere vill oppe Froen, soudatt et net méiglech ass, eng eenheetlech Recommandatioun fir Loftfilteranlagen ze maachen.

ad 3. D'reegelméissegt Lëfte vun engem Raum, dee vu ville Leit gläichzäiteg an op länger Dauer benotzt gëtt, ass allgemeng eng vun de wichtegste Mooss-name fir de Risiko vun der Verbreedung vum Sars-CoV-2-Virus ze reduzéieren. Loftfilteranlage kënnen dozou bäidroen, mee ersetze sécherlech net e reegelméissegt Lëften.

An neie Gebaier suergt eng automatesch Belëftung konstant fir d'Lofterneierung. Am Aklang mat de Publikatioune vun der WHO an dem ECDC, recommandéiert d'Gesondheetsdirektioun zanter 2020 ee System, deen 100 % frësch Loft zur Verfügung stellt an en Taux vu Lofterneierung vu 36 m^3/h/Persoun (10 l/s/Persoun), fir esou den Iwwerdroungsrisiko ze reduzéieren. An esou engem Fall géifen d'Loftrengeger keng Verbesserung bréngen.

D'natierlech Belëftung, d. h. d'Opmaache vun de Fënsteren an engem Klassesall, ass och efficace fir d'Loft ze erneieren. D'Umweltbundesamt recommandéiert, fir d'Fënsteren ongeféier all 20 Minutte ganz opzemaachen a kuerz opzeloossen, dat sougenannte Stousslëften. Et ass net recommandéiert, d'Fënsteren permanent opzeloossen.

Kuelendioxiddetektore goufen an de Klassesäll installéiert fir drun ze erënneren, reegelméisseg ze lëften. Den CO_2-Taux ass nëmmen approximativ par rapport zu enger méiglecher Konzentratioun vu Viruspartikelen (a Form vun Aerosolen) an der Loft, mee een nidderegen CO_2-Wäert (ënnert 1.000 ppm) garantéiert net, datt keng Viruspartikelen an der Loft sinn. Duerch eng automatesch Belëftung kënnen CO_2-Spëtzten, Duerchzuch, desagreabel wanterlech Temperaturen, Kaméidi a Verschmotzunge vu bausse verhënnert ginn.

Fir de Limitte vun der natierlecher Belëftung entgéintzewierken, gëtt d'Benotzung vu Loftfilteranalagen dacks diskutéiert. Loftfilteranlage kënnen hëllefen, d'Konzentratioun vu virale Partikelen an engem gewëssene Mooss ze reduzéieren, am Fall wou eng efficace Belëftung net méiglech wier (z. B. a Säll wou d'Fënsteren net ganz opgemaach kënne ginn) (cf. Veréffentlechung vum Umweltbundesamt iwwert Belëftungskonzepter an de Schoulen, wéi och vun der WHO an dem ECDC). Trotzdeem muss prezisiéiert ginn, datt d'Loftrengeger den CO_2 an de Klassesäll net reduzéieren an dofir nëmmen als Hëllefsapparat nieft anere Ventilatiounsmëttele benotzt kënne ginn. Effizient Loftfilteranlagen, mat enger héijer Lofterneierungsquot, déi mat HEPA-Filtere funktionéiren, si relativ deier, kënne Kaméidi verursaachen an den Entretien muss reegelméisseg vu geschoultem an kompetentem Personal gemaach ginn.

Déi nohaltegst a laangfristegst Léisung wier, a Klassesäll vun ale Gebaier, déi keng mechanesch Belëftung hunn, dezentraliséiert Belëftungssystemer mat enger Hetztréckgewannungsanlag ze installéieren. Dës effizient Systemer ouni Hannergrondgeräischer, mat reduzéiertem Energieverbrauch, si relativ einfach ze installéieren an erméiglechen, d'Loft e puer Mol pro Stonn ze erneieren an domat d'Viralpartikelen ze verdënnen, déi an der Loft sinn, esou wéi eng zentraliséiert mechanesch Belëftung bei enger Flowrate vu 36 m^3/h/Persoun.

Am Géigesaz zu de Loftrengeger maachen dezentraliséiert Belëftungssystemer et méiglech, all Parametere vun der Loftqualitéit am Sall nohalteg ze verbesseren, sief et um Niveau vum CO_2, d'Presenz vun Allergenen an aner chemesch Substanze wéi och d'Presenz vun aneren ustiechende Partikelen. Fir d'Wuelbefannen, d'Gesondheet an déi bescht Léierkonditioune fir Schülerinnen a Schüler ze garantéieren, gi laangfristeg Léisungen a Konzepter ausgeschafft, déi et och erméiglechen, séier op zukënfteg Gesondheetsrisiken ze reagéieren.

ad 4. Mir verweisen op d'Äntwerten op d'Froen 2 an 3.

ad 5. Mir verweisen op d'Äntwert op déi éischt Fro.

Question 5488 (10.01.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **vaccination « booster » pour les jeunes à partir de douze ans :**

De 7. Januar 2022 ass vum Regierungsrot zeréckbehale ginn, d'Boosterimpfung och fir déi Jonk ab zwielef Joer opzemaachen. Déi concernéiert Persoune géifen eng Invitatioun per Post geschéckt kréien.

An dësem Kontext wéilt ech gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Wéini an a wéi enger Reiefolleg ginn d'Invitatioune fir déi Jonk ab zwielef Joer eraus?

Réponse (17.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Prozedur fir den Envoi vun den Invitatioune fir d'Boosterimpfung fir déi Jugendlech tëschent 12 an 18 Joer ass e Méindeg, den 10. Januar, ugelaf an ass déi selwecht wéi déi fir d'Boosterimpfunge fir d'Leit iwwer 18 Joer: wann den Delai fir eng Boosterimpfung kënnen ze kréien ofgelaf ass (säit dem 10. Januar ass dësen Delai jo op dräi Méint verkierzt ginn), kréien d'Leit an der Woch drop hir Invitatioun fir d'Boosterimpfung zougestallt.

Question 5489 (11.01.2022) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **démissions pendant la crise sanitaire :**

D'Coronakris bedeit fir vill Beschäftegter eng grouss Belaaschtung. Am Géigesaz zu enger „normaler" Wirtschaftskris, wou d'Salariéen haaptsächlech ënner der Angscht leiden, hir Aarbechtsplaz ze verléieren, huet d'Coronakris dozou gefouert, datt vill Beschäftegter fräiwëlleg gekënnegt hunn. Dobäi handelt et sech ganz oft ëm Beschäftegter aus Secteuren, déi besonnesch staark vun der Kris betraff sinn, wéi de Gesondheetssecteur, d'Logistik, d'Finanzbranche an d'Gastronomie. An den USA huet dësen Trend schonns een neie Begréff enstane gelooss: „The Great Resignation". Tëscht Juli an Oktober 2021 hunn an den USA ronn 17 Millioune Mënsche gekënnegt. (Quell: Leitartikel „Ein großer Umbruch" vum Nadia Di Pillo am Luxemburger Wort vum 10. Januar 2022)

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

- Verfüügt den Här Minister iwwer Zuelen, déi beleeën, wéi vill Leit säit Ufank vun der Pandemie fräiwëlleg gekënnegt hunn, an zwar wéinst der Kris? Fir de Fall, wou et dozou keng Statistike gëtt: Ginn et Schätzungen, wat d'Zuel vu fräiwëllegen Demissioune wéinst Corona ugeet? Wa jo: Wéi eng Secteure waren dovu betraff?

Réponse (08.02.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Et sief fir d'éischt dorop higewisen, dass déi wirtschaftlech Situatioun an den USA net ze vergläichen ass mat der Situatioun an aanere Länner.

Den honorablen Deputéierte freet wéivill Leit zu Lëtzebuerg säit Ufank vun der Pandemie fräiwëlleg gekënnegt hunn an zwar wéinst der Kris.

Leider ginn et keng Donnéën déi eng Äntwert op dës Fro liwwere kéinten. Et ass och schwiereg eng Schätzung ze maachen wat d'Unzuel vu fräiwëllegen Demissiounen ugeet.

Et wier zwar méiglech d'Unzuel vun de Kontrakter, déi an de leschten zwee Joer op en Enn komm sinn, erauszefannen, allerdéngs geet aus dësen Donnéeën net ervir aus wéi enge Grënn déi Kontrakter op en Enn komm sinn (ob d'Leit démissionéiert hunn, ob se gekënnegt kruten etc.).

Question 5491 (12.01.2022) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**indemnité accordée aux médecins en voie de spécialisation :**

Afin d'augmenter l'attractivité des études spécialisées en médecine, la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg a, entre autres, adapté les indemnités mensuelles des médecins en voie de spécialisation (MEVS) et des maîtres de stage.

En effet, conformément à l'article 14 de la loi précitée, le médecin en voie de formation, inscrit de plein droit aux études spécialisées en médecine, touche une indemnité de stage mensuelle qui augmente progressivement au fil des années et dont la répartition de la participation à l'indemnité de stage se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

L'article 14 de la loi précitée précise encore que l'indemnité est versée au médecin en voie de formation respectivement par le Ministre ayant la Santé dans ses attributions et par son maître de stage ou l'établissement hospitalier dans lequel il suit l'enseignement clinique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre de la Santé peut-elle confirmer que les médecins en voie de spécialisation bénéficient d'ores et déjà de l'adaptation de l'indemnité de stage, telle que prévue par la loi précitée du 31 juillet 2020 ? Est-ce que la répartition de la participation à l'indemnité de stage entre le Ministre ayant la Santé dans ses attributions et le maître de stage ou l'établissement hospitalier est respectée ?

- Dans l'affirmative, à partir de quelle date les MEVS ont bénéficié de l'adaptation de l'indemnité ?

- Dans la négative, pour quelles raisons le montant de l'indemnité n'a pas été adapté jusqu'à présent ? Les médecins concernés auront-ils, le cas échéant, droit à un remboursement rétroactif du différentiel ?

Réponse (15.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg a introduit les études spécialisées en médecine dans les disciplines de la médecine générale, de la neurologie et de l'oncologie médicale. Ces études spécialisées en médecine aboutissent à un diplôme d'études spécialisées (DES) et ont débuté en octobre 2021. Les médecins en voie de formation ayant commencé leur formation au 1er octobre 2021 bénéficient depuis cette date des indemnités indiquées dans la loi précitée.

En ce qui concerne la participation à l'indemnité de stage, la répartition entre le Ministre ayant la Santé dans ses attributions et le maître de stage ou l'établissement hospitalier est clairement définie par la loi susmentionnée et le Ministère de la Santé n'a pas connaissance d'un non-respect de ces dispositions.

Question 5493 (12.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **détention d'armes à titre privé :**

An der allgemenger Diskussioun ronderëm de private Besëtz a Gebrauch vu Waffe gëtt och ëmmer erëm déi potenziell Gefor opgeworf, datt dës Waffe fir kriminell Dote kéinte mëssbraucht ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill kriminell Doten, bei deenen et zu enger Verurteelung duerch d'Justizautoritéite koum, goufen tëschent 2013 an 2020 mat legale Waffe verüübt? Wéi vill kriminell Dote goufen an deem nämmlechten Zäitraum mat Waffe verüübt, deenen hire Besëtz scho virdrun illegal war?

2. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng Zort vu krimineller Handlung mat wéi enger legaler Waff, opgedeelt no Kategorie (Schosswaffen, Messeren asw.) ausgeüübt gouf a wéi dës Zuelen sech am Beräich vun den illegale Waffe presentéieren, béides jeeweils fir deen an der Fro virdru genannten Zäitraum?

Réponse commune (31.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Am Kader vun de penale Poursuitte vun Infraktiounen, fir déi de Gebrauch vun enger Waff als Élément constitutif oder Circonstance aggravante consideréiert gëtt, gesinn d'Artikelen 135 a 482 vun dem Code pénal vir, wat ënnert dem Begréff „Waffen" ze verstoen ass. Am Bezuch op Dispositiounen („kriminell Doten") aus dem Code pénal gëtt bei strofrechtleche Verurteelungen deemno net den Ënnerscheed tëschent legale Waffen an illegale Waffe gemaach.

Den Ënnerscheed tëschent legale Waffen an illegale Waffe kann am Bezuch op d'Waffegesetz vum 15. Mäerz 1983 gemaach ginn. Eng legal Waff ass deemno eng Waff, déi éischtens, net ënnert d'Kategorie vun de verbuedene Waffe fält, zweetens, autorisatiounsflichteg ass, an drëttens och beim Waffeservice vum Justizministère ugemellt ass. Eng illegal Waff ass a contrario eng Waff, déi entweeder verbueden ass oder autorisatiounsflichteg ass an net am Waffeservice vum Justizministère ugemellt ass.

Der Police hir Datebanke sinn net drop ausgeluecht, fir déi gefrot Zuele respektiv Recherchen automatiséiert duerchzeféieren. Deemno ass et leider net méiglech, déi gefrot Tabell ze presentéieren. Aus de Statistiken, déi zur Verfügung stinn, ginn déi follgend Zuelen ervir, an dat op Bezuch op déi verschiddenst Infraktiounen aus dem aktuelle Waffegesetz vum 15. Mäerz 1983. Sou kéint zum Beispill och potenziell an der Statistik erfaasst sinn, wann eng Persoun eng Activité de courtier d'armes um Territoire vu Lëtzebuerg géif maachen (déi verbueden ass duerch den Artikel 27-1 vum aktuelle Waffegesetz) mat Waffen aus der Kategorie 1, dat heescht aus der Kategorie vun de verbuedene Waffen, oder sech eng Persoun um Territoire vu Lëtzebuerg der Fabrication illicite oder dem Trafic illicite vu Schosswaffen a Munitioun schëlleg mécht. Zum Beispill kéint awer och potenziell an der Statistik erfaasst sinn, wann e Policebericht geschriwwe ginn ass am Bezuch op de Besëtz vun enger autorisatiounsflichteger Waff, déi awer zum Zäitpunkt vun der Kontroll net formell um Justizministère ugemellt war.

Nostoend opgelëscht sinn déi nei Affären/Dossieren am Bezuch op Infraktiounen aus dem aktuelle Waffegesetz vum 15. Mäerz 1983, op d'Referenzjoren 2013-2020:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nostoend opgelëscht sinn d'Condamnatiounen am Bezuch op Infraktiounen aus dem aktuelle Waffege-

[1] Roadmap to improve and ensure good indoor ventilation in the context of Covid-19.

Geneva: World Health Organization; 2021

https://www.who.int/publications/i/item/9789240021280

European Centre for Disease Prevention and Control. Heating, ventilation and air-conditioning systems in the context of Covid-19. 10 November 2020. Stockholm: ECDC; 2020.

www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/heating-ventilation-air-conditioning-systems-covid-19

Birmili, W., Selinka, H. C., Moriske, H. J., Daniels, A., & Straff, W. (2021). Lüftungskonzepte in Schulen zur Prävention einer Übertragung hochinfektiöser Viren (Sars-CoV-2) über Aerosole in der Raumluft [Ventilation concepts in schools for the prevention of transmission of highly infectious viruses (Sars-CoV-2) by aerosols in indoor air]. Bundesgesundheitsblatt, Gesundheitsforschung, Gesundheitsschutz, 64(12), 1570–1580. https://doi.org/10.1007/s00103-021-03452-4

setz vum 15. Mäerz 1983, op d'Referenzjoren 2013-2020:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 5494 (13.01.2022) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **nombre croissant d'agences immobilières :**

D'après un récent article intitulé « Gewinner sind die Immoblienagenturen » paru dans le « Luxemburger Wort » le 8 janvier 2022, le nombre croissant d'agences immobilières se trouve en relation avec l'explosion des prix immobiliers. Sachant que la loi du 17 mai 2004 a implicitement abrogé le barème de la commission d'intermédiaire de 3% fixé par le règlement grand-ducal du 22 janvier 1972, l'article indique que les agences profitent donc de la hausse des prix.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Existe-t-il actuellement une procédure régissant les commissions des agences immobilières ?

- Est-il prévu de fixer la commission d'intermédiaire indépendamment du prix de l'immobilier, voire d'introduire un plafond ?

- Madame la Ministre des Finances peut-elle retracer l'évolution des recettes reçues par la TVA perçue auprès des agences immobilières ?

Réponse commune (18.02.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Tel qu'il a été précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 5022 du 29 septembre 2021, le règlement grand-ducal du 20 janvier 1972 qui fixait le barème des commissions maximales pouvant être facturées par les agents immobiliers à 3 % n'est plus en vigueur. En effet, l'entrée en vigueur de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence, qui dans son article 32 avait abrogé la loi du 7 juillet 1983 modifiant la loi du 30 juin 1961, avait privé le règlement grand-ducal de 1972 de sa base légale.

Partant, les commissions des agences immobilières peuvent depuis 2004 être librement négociées entre les parties, même si les commissions à hauteur de 3 % du prix de vente restent usuelles et s'appliquent toujours d'une manière généralisée comme le montrent les informations disponibles sur les sites Internet de nombreuses agences immobilières.

La loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence dispose qu'en principe les prix des biens et services résultent du libre jeu de la concurrence sur le marché. Toutefois, le Gouvernement peut intervenir pour des raisons de concurrence dans le cadre de l'article 2 de la loi du 23 octobre 2011, lorsque la concurrence par les prix est insuffisante dans des secteurs déterminés en raison, soit de la structure du marché, soit d'une impossibilité pour la clientèle de bénéficier des avantages du marché, soit de dispositions législatives. Des règlements grand-ducaux peuvent alors fixer les prix ou les marges applicables aux biens, produits ou services concernés.

Dans le cas d'un dysfonctionnement conjoncturel du marché dans un ou plusieurs secteurs d'activités déterminés consécutif à une situation de crise, à des circonstances exceptionnelles ou à une situation manifestement anormale du marché, des règlements grand-ducaux peuvent arrêter, pour une durée limitée, des mesures temporaires.

Par ailleurs, une intervention du législateur est possible pour des raisons de politique sectorielle d'après le principe qu'une loi spéciale peut déroger à une loi générale. C'est le cas notamment pour le prix des médicaments ou pour les courses de taxi. La même approche peut en principe être appliquée au secteur de l'immobilier.

Le Ministère de l'Économie étudie actuellement la faisabilité juridique de l'une ou de l'autre intervention, c.-à-d. par voie législative ou par voie règlementaire, pour freiner le cas échéant les commissions facturées par les agents et intermédiaires, l'application d'un taux forfaitaire sur le prix de vente d'un bien étant, de par son caractère incitatif, l'un des facteurs qui contribuent à la hausse des prix de l'immobilier.

Pour ce qui est de l'évolution des recettes nettes de TVA (donc après déduction de la TVA qui a été facturée aux agences immobilières par leurs propres fournisseurs), voici un tableau qui reprend le détail par année :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il convient de préciser que, pour l'année 2021, les déclarations n'ont pas encore été déposées intégralement. Il s'agit notamment des déclarations concernant les assujettis soumis au seul dépôt de déclarations annuelles, dont le délai légal de dépôt expire le 28 février 2022.

Question 5495 (13.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **feux rouges :**

Verschidde Stied an Uertschaften an Däitschland (mee och op anere Plazen op der Welt) hu bei Foussgängeriwwergäng, déi mat roude Luuchte gereegelt ginn, hirer Kreativitéit fräie Laf gelooss. Aplaz vun engem rouden oder grénge Männchen, deen dem Foussgänger seet, wéini en dierf iwwert d'Strooss goen a wéini net, ass zu Hannover an Däitschland zum Beispill ee Réi als Symbol fir d'Foussgängeriwwergäng gewielt ginn. Zu Emden gi souguer Ottifanten als Symbolbiller benotzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

- Ass et och zu Lëtzebuerg méiglech, d'Symbolbiller an de roude Luuchte fir Foussgängeriwwergäng ze änneren?

• Falls jo, dierf eng Gemeng dëst decidéieren?
• Falls nee, wäert de Minister esou eng Ännerung an Zukunft an d'Weeër leeden? Falls net, bewäert de Minister d'Approche, wéi se a verschiddenen däitsche Géigenden ze gesinn ass, als falsch oder onsécher un?

Réponse (10.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den Artikel 109 aus dem Code de la route gesäit an dësem Zesummenhang vir, datt „Les signaux colorés lumineux dont il est fait usage pour régler la circulation, se présentent sous forme de figures géométriques, de flèches, de symboles ou d'inscriptions."

Wat elo d'Luuchten ugeet, déi sech spezifesch un d'Foussgänger riichten, esou sinn dës explizitt an den Dispositioune vun der Wiener Konventioun iwwert d'Signalisation routière vum 8. November 1968, déi och Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet, gereegelt. Dës gesäit vir, datt Foussgängerluuchten d'Symbol vun engem Foussgänger droe mussen an esou musse konzipéiert sinn, datt si, am Sënn vun der allgemenger Verkéierssécherheet, net verkéiert interpretéiert kënne ginn.

Laut de Bestëmmunge vun eeben dëser Konventioun ass et deementspriechend net zoulässeg fir op de roude Luuchte Symboler ze benotzen, déi net deen oder déi Verkéiersteilnehmer viséieren, déi dës Luucht respektéiere mussen, och wann de Code de la route dës net all limitativ opzielt.

De Foussgänger gëtt eenheetlech duergestallt, ënner anerem beim Schëld vun der Foussgängerzon, vun der Zone de rencontre, dem Accès interdit fir Foussgänger etc. Besonnesch beim Foussgängeriwwergang, deen an dëser Fro vum honorabelen Deputéierte viséiert gëtt, muss d'Schëld E,11a opgestallt ginn, wou d'Illustratioun vun dem Foussgänger drop ass. Dës selwecht Illustratioun gëtt och beim Gebrauch op roude Luuchte gebraucht.

D'Zil vun de Verkéierssignaler a Luuchten ass et fir de Verkéier ze reegelen. Am Sënn vun der Verkéierssécherheet ass et dofir wichteg, datt all Signal a Verkéierszeechen esou konzipéiert ass, datt all Usager genee erkennt wie gemengt ass, wat d'Reegel ass, déi hannert dësem Signal steet, an datt déi selwecht Signaler och ëmmer dat selwecht heeschen. Dofir sinn se dann och esou ze konzipéieren, datt se engem eenheetlechen an onmëssverständleche Scheema entspriechen.

Question 5497 (13.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **manque de terrains pour les entreprises artisanales :**

Am Artikel „Les entreprises se sentent à l'étroit", deen den 29. Oktober am „Quotidien" publizéiert gouf, heescht et, datt d'Handwierksbetriber zu Lëtzebuerg akut Probleemer hunn, fir Terrainen ze fannen. Nieft der allgemenger Knappheet vun den Terrainen hei am Land droe laut Ausso vum Direkter vun der Handwierkerkummer och eng Rei reglementaresch Probleemer zu dëser schwiereger Situatioun bäi. Sou gëtt et laut dem zitéierten Artikel zum Beispill e Verbuet fir Bauentreprisen, fir hir Maschinnen dobaussen ze stockéieren, an e Showroom fir eng Autosgarage ass d'office op 2.000 Meterkaree limitéiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Minister fir Ekonomie gär dës Froe stellen:

- Wéi reagéiert den Här Minister op dës Ausso? Si kuerzfristeg reglementaresch Upassungen ugeduecht, fir de Problem op d'mannst um administrativen Niveau opzefänken?

- Wéi reagéiert den Här Minister op d'Fuerderung vun der Handwierkerkummer, fir an der Grouss-regioun grenziwwerschreidend ekonomesch Aktivitéitszonen (ZAE) ze schafen?

Réponse commune (15.02.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Terrainen, déi an nationalen oder regionalen ekonomeschen Aktivitéitszone leien, ginn am Kader vun der Landesplanung definéiert, an déi, déi a kommunalen Zone leien, ënnert Oploen, am Kader vun deene jeeweilege kommunale Bebauungspläng.

An den ekonomeschen Aktivitéitszone kënne just déi Aktivitéiten autoriséiert ginn, déi am groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 betreffend de Contenu vun engem allgemenge Bebauungsplang vun enger Gemeng definéiert sinn, respektiv am allgemenge Bebauungsplang vun enger Gemeng.

Wat déi erlaabten Aktivitéiten ugeet, ass et ganz kuerzfristeg net geduecht, dee betreffende groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 ze änneren. Am Kader vun der Adoptioun vum Gesetzesprojet iwwert den Developpement vun den ekonomeschen Aktivitéitszone wäert de Sujet vun den Aktivitéiten, déi an deenen Zonen zoulässeg sinn, awer sécherlech thematiséiert ginn.

Grenziwwerschreidend Aktivitéitszone sinn e Modell, deen nëmme limitéiert ëmsetzbar ass a komplex ass, well dee Moment an enger Aktivitéitszon d'Recht vu verschiddene Länner sech applizéiert. Souwuel um Niveau vun der Landesplanung, de Bebauungspläng wéi och den Autorisatiounen an dem Aarbechtsrecht ginn et Ënnerscheeder. D'Betriber entscheeden sech meeschtens bewosst fir den Territoire vun deem engen oder anere Land.

Question 5498 (13.01.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination dans les pharmacies :**

Säit Dezember dierfe laut Covidgesetz och ApdikterInne Clienten an hiren Apdikte géint de Covid-19 impfen. Fir dat ze maachen, brauche si awer als éischt eng Autorisatioun vun der Santé, déi si eréischt no enger ofgeschlossener Formatioun kréien. Um Site vun der Regierung (covid19.public.lu) fënnt ee beim Volet „Impfung" aktuell keng Informatiounen zu enger Impfung an den Apdikten. An och um Site vum Syndicat des pharmacies luxembourgeois (pharmacie.lu), wou een d'Nimm vun allen Apdikte fënnt, déi zertifiéiert Schnelltester ubidden, fënnt ee keng Lëscht fir d'Impfung.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Apdikter hunn sech fir eng Formatioun ageschriwwen?

2. Wéi vill Apdikter hunn dës Formatioun schonn ofgeschloss?

3. Kann d'Ministesch eng Lëscht virleeë mat all den Apdikten, wou ee momentan eng Impfung géint de Covid-19 ka kréien?

4. Wéi vill Dosen Impfstoff goufe bis ewell vun Apdikter gebraucht?

5. Falls sech bis ewell kaum Apdikter fir dës Formatioun gemellt hunn, wäert de Ministère zousätzlech Ustrengungen ënnerhuelen, fir d'Apdikter op dës Méiglechkeet opmierksam ze maachen?

6. Wou kann een d'Nimm vun den Apdikten noliesen, déi d'Méiglechkeet vun enger Impfung aktuell ubidden? Falls et Apdikte ginn, déi d'Impfung schonn haut kënnen ubidden, wäert d'Regierung dës op hirem Site covid19.public.lu schnellstméiglech oplëschten?

7. Wäert d'Santé sech och mat der Gewerkschaft vun den Apdikter a Kontakt setzen, fir dass och si eng Lëscht op hirem Site (pharmacie.lu) veröffentlechen?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. 152 Apdikter hunn sech an d'Formatiounen ageschriwwen, déi am Januar a Februar gehale goufen. Am Mäerz wäert nach eng weider Sessioun organiséiert ginn, fir déi d'Aschreiwungen am Moment nach op sinn.

ad 2. Aktuell hunn 146 Apdikter d'Formatioun ofgeschloss.

ad 3. D'Lëscht vun de Apdikten, wou een sech wäert kënnen impfe loossen, wäert een op www.covid19.lu an op www.impfen.lu. fanne kënnen, soubal déi éischt Impfungen an den Apdikte méiglech sinn.

ad 4. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 3.

ad 5. Et sinn aktuell genuch Apdikter, déi sech fir dës Formatioun gemellt hunn, soudatt eng gutt geographesch Verdeelung vun den Apdikten, déi eng Impfung ubidden, besteet.

(Carte à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 3.

ad 7. D'Impfen an den Apdikte gouf an Zesummenaarbecht mat der Gewerkschaft vun den Apdikter opgestallt. Fir d'Publikatioun vun dëser Lëscht um Site www.pharmacie.lu ass d'Gewerkschaft vun den Apdikter zoustänneg.

Question 5501 (14.01.2022) de **Mmes Myriam Cecchetti** et **Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **contrats d'embauche dans le cadre du contact tracing :**

L'extrême rapidité avec laquelle se propage le variant Omicron a provoqué une hausse d'infections à la Covid-19 sans précédent. Cette nouvelle vague d'infections submerge également les équipes du contact tracing qui, faute de personnel, ne peuvent guère exécuter leur travail en bonne et due forme. Pourtant, ce n'est pas la première fois dans le contexte de la pandémie que les capacités du contact tracing se heurtent à leurs limites. L'augmentation des capacités du contact tracing au fil du temps de la pandémie ne semble pas suffisamment avoir été considérée par les responsables du Gouvernement. D'une autre manière, l'on pourrait conclure également que les capacités du contact tracing n'auraient pas su être pérennisées dans un contexte de crise sanitaire durable bien que marquée par des mouvements d'infections aléatoires. La fin de la pandémie n'est ainsi pas encore en vue et avec les expériences faites par le passé, il faudrait que le Gouvernement puisse donner au contact tracing les moyens en personnel nécessaires pour pouvoir efficacement affronter une soudaine surcharge de travail due à une nouvelle vague d'infections. À cet égard, les conditions et contrats d'embauche nous semblent jouer un rôle important. Cependant, nous avons reçu l'information qu'il existe différentes formes de contrats au sein des équipes du CT et qu'il s'agirait pour la majorité de contrats à durée déterminée (CDD) ne pouvant a priori légalement être prolongés au-delà d'une durée de 24 mois. D'autres contrats qui y seraient de rigueur seraient des contrats volontaires encore davantage précaires que les CDD.

Devant ces affirmations, nous prions Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1) Combien de personnes travaillent actuellement au sein du contact tracing ?

2) Madame et Monsieur les Ministres pourraient-ils nous indiquer comment leur nombre a évolué depuis l'instauration du CT en livrant des chiffres précis ?

3) Combien de personnes ont démissionné au sein du contact tracing ? Pourriez-vous nous renseigner sur l'évolution des démissions en nous indiquant dans quels intervalles elles ont eu lieu ?

4) Quelles sont les formes de contrats d'embauche en vigueur au sein du CT ? Pourriez-vous nous dresser une liste des contrats utilisés en indiquant pour chaque forme de contrat la quantité afférente ?

5) Est-il fait usage de contrats à durée indéterminée au sein du CT ? Dans l'affirmative, de combien de contrats de ce type s'agit-il ? À quel poste ou fonction s'attachent-ils ? Dans la négative, veuillez nous expliquer pourquoi.

6) Le recrutement de nouveaux effectifs pour le CT s'est-il avéré plus difficile par moments ? Si oui, dans quelle mesure et en fonction de quels critères ? Dans la négative, comment expliquez-vous le manque d'effectifs actuel ?

7) Parmi les personnes travaillant au sein du CT, combien y ont été engagées à plusieurs reprises depuis sa mise en place ? Veuillez nous indiquer le cas échéant de combien de reprises il s'agit pour la personne concernée.

8) Quelle est la durée moyenne des contrats signés dans le cadre du CT ? Des personnes ont-elles obtenu une prolongation de leur CDD jusqu'au maximum de 24 mois ?

9) Madame et Monsieur les Ministres ne jugent-ils pas pertinent de mettre en place une cellule pérenne au sein du CT dont les salarié.e.s disposeraient de CDI ?

10) De même pour les salarié.e.s ayant accumulé le maximum d'années autorisé dans le cadre de leur CDD, Monsieur le Ministre envisage-t-il la possibilité d'une prolongation de contrat ?

11) Combien de salarié.e.s du CT arrivent actuellement à terme de leur CDD ?

12) Monsieur le Ministre envisage-t-il une possibilité pour ces salarié.e.s d'être réembauché.e.s sous d'autres conditions, ou bien devront-ils nécessairement être remplacé.e.s par de nouvelles recrues ?

13) Dans la négative à la question précédente, Monsieur et Madame les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une non-reconduction des contrats en question risquerait de faire perdre des expériences

et savoir-faire importants apportés jusqu'à présent par ces salarié.e.s au bénéfice du service du CT ?

Réponse commune (17.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) En date du 11 février 2022, 400 personnes travaillaient au sein du contact tracing. Cela correspond à 303 ETP.

ad 2) *(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Le nombre de personnes indiqué d'avril 2020 à mars 2022 repose sur le nombre de contrats existants ; le nombre d'ETP indiqué d'avril 2020 à février 2022 correspond à la réalité des heures prestées ; pour mars 2022, le nombre d'ETP indiqué correspond à l'estimation maximale ; en fonction du nombre d'heures que les volontaires seront appelés à prester en mars 2022, il pourrait y avoir jusqu'à 18 ETP de moins.

ad 3) Au total, 12 personnes ont démissionné depuis le début de la mise en œuvre du contact tracing. Trois personnes ont été engagées en CDI à la Direction de la santé, 2 personnes ont trouvé un autre emploi, 2 personnes ont signalé partir suite à l'instauration du régime CovidCheck sur le lieu de travail (démission au 1er novembre 2021), 2 personnes sont parties et revenues après quelques mois, 3 personnes n'ont pas donné de motif à leur départ (en mai, juin et août 2021 respectivement).

ad 4) Le relevé ci-dessous concerne la situation actuelle.

1. CDD réserve sanitaire (professionnels de santé et médecins cf. loi Covid) : 154 personnes (perte 6 en mars 2022)

2. Prêt de main-d'œuvre Luxair : 12 personnes (perte 4 en mars 2022)

3. CDD marché public PwC : 27 personnes (jusqu'au 30/06/2022)

4. Contrats OTI ADEM : 20 personnes

5. Convention de volontariat : 42 personnes

6. Bénévoles : 3 personnes

7. Bénévoles de L'Atelier : 5 personnes

8. Convention LIH pour aide en personnel : un ETP épidémiologiste, un ETP data manager et du support IT management et développement sont fournis depuis le début de la crise dans le cadre d'une convention entre la Direction de la santé et le LIH.

9. Personnel douane (15/11/2021 au 11/02/2022) : 32 personnes

10. Personnel du Ministère de la Santé (15/11/2021 au 14/02/2022) : 5 personnes

11. Personnes de la Direction de la santé (en plus du personnel de la Division de l'inspection sanitaire affecté au CT) : 45 personnes du 15/11/2021 au 28/02/2022 et 18 personnes du 17/01/2022 au 11/02/2022.

12. Personnel de l'inspection sanitaire affecté à plus de 80% au CT : 13 personnes

13. Personnel de la WSA : 8 personnes

14. Personnel de la fonction publique (divers ministères) : 20 personnes (16 jusqu'au 28/02/2022)

ad 5) Le personnel de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé (17 personnes) est mobilisé en priorité pour l'activité du contact tracing depuis le début de la crise et assure la gestion et la coordination générale du contact tracing. Deux personnes issues d'autres administrations ont été reclassées au sein du contact tracing. Suite à la décision du Conseil de Gouvernement, 10 personnes disposant d'un CDD de la réserve sanitaire seront engagées sous CDI au contact tracing. 8 personnes ont un contrat Luxair avec prêt de main-d'œuvre pour 1 an renouvelable jusqu'au 31/12/2023 ou 5 ans, ces dernières étant employées à des fonctions administratives.

En dehors des pics pandémiques ou épidémiques, le contact tracing ne nécessite pas forcément d'un grand nombre de ressources devant être mobilisées en permanence. C'est pour cette raison que la proportion de contrats à durée indéterminée est relativement faible.

ad 6) Le recrutement au contact tracing s'avère de plus en plus difficile avec le temps. Au début de la pandémie, la réserve sanitaire a pu recruter de nombreux professionnels de santé dont l'activité avait été réduite ou interrompue à cause de la crise (kinésithérapeutes par exemple). Avec le retour à la normale dans presque tous les secteurs, les professionnels de santé sont moins disponibles pour contribuer à la réserve sanitaire. En outre, ces professionnels sont en priorité mis à la disposition des centres de vaccination.

ad 7) 109 personnes sont actuellement sous contrat de la réserve sanitaire. 49 personnes ont eu une 1re prolongation et 70 une 2e prolongation de leur contrat.

Parmi les 94 personnes qui ont conclu une convention de volontariat, 47 personnes ont eu une 2e convention et 30 personnes une 3e convention.

ad 8) + 11) La durée moyenne des CDD de la réserve sanitaire est actuellement de 11 mois. 9 personnes sont venues à échéance de leur CDD après un maximum de 24 mois au 31/12/2021.

En 2022, 70 personnes sur les 154 contrats de la réserve sanitaire arriveront à leur maximum de 24 mois : 1 au 31/05, 1 au 15/06, 9 au 15/07, 1 au 31/07, 12 au 31/08, 2 au 15/09, 5 au 30/09, 13 au 15/09, 11 au 31/10, 6 au 15/11, 5 au 30/11, 4 au 15/12. 9 personnes seront engagées au contact tracing dans le cadre des CDI prévus par le Conseil de Gouvernement.

ad 9) L'activité de réponse épidémique et certainement de réponse pandémique n'est pas une activité continue ni de très longue durée. Cela a été bien mis en évidence avec la Covid-19 : les pandémies présentent des pics saisonniers d'activité. Par ailleurs, l'on ne part actuellement pas du principe que l'activité de tracing liée à pandémie dépasse plusieurs années, un maximum de 3 à 5 ans semblant une prévision raisonnable pour de telles situations.

Un cadre fixe de personnel capable d'améliorer la conceptualisation, l'organisation et la mise en place de la préparation pandémique est indispensable. En ce sens, les CDI déjà accordés par le Conseil de Gouvernement permettront de répondre en partie à cet objectif. Pour l'activité de traçage intense durant des pics épidémiques, il semble préférable de prévoir une réserve sanitaire structurelle, activable en cas de crise (pandémie ou autre catastrophe nécessitant une mobilisation de ressources humaines en nombre important), au-delà des capacités mobilisables au sein de la Direction de la santé et du Ministère de la Santé.

ad 10), 12) + 13) Le Ministre du Travail prépare actuellement un projet de loi portant dérogation temporaire aux articles L.122-4 paragraphe 1 et L.122-5 paragraphe 1 du Code du travail qui permettrait de prolonger les CDD conclus dans le cadre de la loi Covid jusqu'à 60 mois. Cette solution est intéressante pour le contact tracing car elle permettrait de conserver sous CDD les personnes qui ont déjà acquis une certaine expérience au sein du contact tracing.

Question 5503 (14.01.2022) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant la **« Wanteraktiun » :**

La Wanteraktiun a débuté plus tôt que d'ordinaire, dû notamment aux températures très basses enregistrées dès le mois de novembre 2021. Actuellement les températures se situent en dessous de zéro degrés la nuit et pourraient rester à ce niveau pour les jours, voire semaines à venir. Le danger pour les personnes vivant dans la rue est évident et il s'agit de les protéger en leur garantissant une place à l'abri et au chaud.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les capacités d'accueil de la Wanteraktiun en détaillant le nombre de structures d'accueil existantes et les lits/places disponibles ?

2) De même, Madame la Ministre peut-elle m'indiquer le taux d'occupation des structures en question en moyenne pour la période courante de la Wanteraktiun ?

3) Combien de personnes sont actuellement logées à la Wanteraktiun ?

4) D'après Madame la Ministre, les capacités d'accueil de la Wanteraktiun sont-elles suffisantes ?

Réponse (14.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) La structure d'urgence multifonctionnelle au Findel se compose de deux bâtiments :

- Le bâtiment A, construit pour les besoins de l'Action Hiver annuelle, dispose sur ses deux étages de plusieurs dortoirs hommes et femmes ainsi que de plusieurs chambres familiales. Il peut accueillir en tout 250 personnes par nuit. Le bâtiment intègre également des sanitaires accessibles ainsi qu'un grand réfectoire. Depuis le début de l'Action Hiver 2019-2020, les personnes sans-abris sont accueillies dans ces nouveaux locaux.

Le tableau ci-après renseigne sur la composition des dortoirs :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le bâtiment B a été planifié pour répondre à des scénarios d'urgences nécessitant le relogement de groupes de vie d'organisations conventionnées dans le cadre de la loi ASFT. Chacun des deux étages se compose de 9 chambres doubles, d'une grande cuisine, d'un séjour et de sanitaires. En tout, 36 personnes peuvent ainsi y être accueillies.

Actuellement, le bâtiment B sert de centre d'isolement Covid-19 pour personnes sans-abri testées positives.

ad 2) + 3) Étant donné que l'Action Hiver a été lancée prématurément le 23 novembre dernier en raison des conditions météorologiques, deux périodes ont été retenues pour répondre à la question de Madame la Députée.

Au cours du premier mois d'ouverture de l'Action Hiver de l'édition 2021-2022, c'est-à-dire du 23 novembre au 23 décembre 2021, le taux d'occupation pour l'hébergement de nuit du bâtiment A était de 40,14 % par rapport aux 250 places disponibles.

Pour la période du 23 décembre 2021 au 23 janvier 2022, le taux d'occupation pour l'hébergement de nuit du bâtiment A était de 50,53 % par rapport aux 250 places disponibles.

Sur l'ensemble de cette période, l'Action Hiver compte une moyenne de 113 personnes logées par nuit.

ad 4) Au vu des éléments précités, les capacités d'accueil s'avèrent largement suffisantes. Jusqu'à ce jour la capacité d'accueil maximale n'a jamais été atteinte.

Question 5504 (14.01.2022) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **port de masques du type FFP2 :**

En date du 6 janvier 2022, le Gouvernement autrichien a décidé de nouvelles mesures sanitaires afin de limiter la propagation du variant Omicron. Dorénavant, le port de masques du type FFP2 est obligatoire non seulement dans des espaces fermés ou dans les transports publics, mais également à l'extérieur si une distance de deux mètres ne peut être respectée.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis de beaucoup d'experts que le masque FFP2 garantit une plus grande protection contre le virus Sars-CoV-2 ?

- Madame la Ministre, est-elle d'avis que le port de masques FFP2 devrait être rendu partiellement obligatoire au Luxembourg ?

- Dans la négative, pour quelles raisons le port de masques FFP2 ne serait-il pas, dans le contexte de la situation sanitaire actuelle, rendu obligatoire dans notre pays ?

- Est-ce qu'il ne faudrait pas au moins promouvoir davantage le port du masque FFP2 ?

Réponse (15.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- Le port de masques offre une protection modérée contre la Covid-19 dans la communauté tant pour la personne qui le porte que pour les autres si une personne est infectée.[2]

Le Sars-CoV-2 se transmet principalement via de grosses et moyennes gouttelettes, mais aussi par de petites gouttelettes qui forment des aérosols qui peuvent rester en suspension dans l'air surtout si la ventilation est insuffisante. Les masques filtrants de type FFP2 ont une plus grande capacité de filtration (minimum 94 % des particules aérosolisées), alors que les masques de type chirurgical sont une barrière pour les plus grosses gouttelettes contenant du virus[3]. Dans un contexte expérimental, les masques FFP2 sont plus efficaces que les masques chirurgicaux tant pour réduire l'expulsion de particules virales par des personnes infectées que pour protéger les personnes qui les portent le virus dans l'air ou d'aérosols émis par des personnes infectées[3].

Dans la population générale, il y a peu ou pas de preuve scientifique que les masques FFP2 soient plus efficaces que les masques chirurgicaux pour contrôler la transmission de la Covid-19. Les masques, tant FFP2 que chirurgicaux doivent être bien portés (couvrant le menton et bien moulés sur l'arête du nez) et être ajustés au visage pour garantir une étanchéité. Le port correct sur des longues durées s'avère parfois difficile et chez les soignants, un inconfort plus marqué est rapporté avec les masques FFP2[3].

- Le port du masque FFP2 est recommandé pour protéger les personnes vulnérables, que ce soit par les soignants ou les personnes en contact avec des proches vulnérables.

Il est également recommandé pour les personnes qui constituent des contacts étroits d'une personne positive et qui ont un risque d'infection durant les sept jours qui suivent le dernier contact à haut risque. Le masque FFP2 est aussi recommandé pour les soignants qui soignent des personnes positives à la Covid-19.

Le masque FFP2 est néanmoins difficile, voire impossible, à porter pour certaines de personnes comme notamment les enfants, les personnes âgées, avec une insuffisance respiratoire, les personnes avec un déficit cognitif. Le port de barbe compromet aussi le port du masque FFP2 et diminue largement son efficacité par manque d'étanchéité[4].

- Outre les arguments énumérés ci-dessus, il faut également noter le coût des masques FFP2 nettement supérieur à celui des masques chirurgicaux.

- Le masque FFP2 est effectivement recommandé par la Direction de la santé dans les circonstances où le bénéfice de le porter est important et démontré. Dans ce contexte, le document de la Direction de la santé « Le port du masque comme geste barrière »[5], mis à jour en date du 24 décembre 2021, souligne l'utilité des masques FFP2 dans le contexte du variant Omicron qui se transmet beaucoup plus rapidement par l'intermédiaire d'aérosols. Cependant, la condition d'une efficacité supérieure des masques FFP2 est forcément liée à l'utilisation correcte de ce masque.

Pour l'ensemble de la population, c'est avant tout le port correct du masque qui doit être mis en avant et les arguments pour généraliser le port du masque FFP2 sont insuffisants dans la balance entre ses inconvénients et le bénéfice par rapport au masque chirurgical.

Question 5510 (17.01.2022) de **Mmes Myriam Cecchetti** et **Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**installation de points de charge pour des véhicules électriques :**

À l'heure actuelle l'installation de points de charge pour véhicules électriques dans des copropriétés peut être décidée à la majorité des membres du syndicat de la copropriété représentant au moins les trois quarts des voix. Le projet de loi n° 7763 vise à adapter cette disposition afin de permettre au syndicat de la copropriété de réaliser les travaux d'infrastructures dans les parties communes en préparation pour l'installation de gaines techniques suite à une décision par la majorité de tous les copropriétaires.

Suivant le texte de loi en vigueur l'installation d'un point de charge peut en principe être effectuée par un.e seul.e copropriétaire à ses propres frais et avec l'accord d'une majorité des voix du syndicat des copropriétaires. Un.e locataire dans une copropriété devrait donc en principe avoir l'accord du/de la propriétaire du logement qui devrait faire les démarches nécessaires pour obtenir l'accord pour effectuer les travaux par le syndicat.

En Allemagne la législation en vigueur est plus avantageuse pour le/la propriétaire ainsi que pour le/la locataire dans une copropriété en ce qui concerne l'installation de points de charge pour voitures électriques. Le/la locataire dans une copropriété en Allemagne a le droit d'obtenir l'accord du/de la propriétaire pour la réalisation de travaux en vue d'installer un point de charge pour une voiture électrique. Le/la propriétaire doit impérativement présenter la demande du/de la locataire au syndicat qui ne peut la rejeter que si elle pourrait nuire aux intérêts des autres copropriétaires ou locataires dans l'immeuble ou si des obligations en matière de protection du patrimoine s'y opposent.

Au vu de la législation actuellement en vigueur au Luxembourg il serait compliqué pour un ménage individuel résidant dans une copropriété d'avoir l'accord pour effectuer les travaux en vue d'une installation d'un point de charge pour voiture électrique. Cette situation se complique encore davantage pour un ménage-locataire qui doit également obtenir l'accord du/de la propriétaire de son logement pour ce type de travaux. Ce dernier devrait ensuite - pour ce qui concerne les copropriétés - obtenir l'accord de la majorité au sein du syndicat de la copropriété.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Un.e locataire est-il/elle en droit de demander et d'obtenir une autorisation pour l'installation d'un point de charge pour voiture électrique ? Dans l'affirmative, quelle partie devrait dans ces cas prendre en charge les coûts des travaux ?

2) Dans la négative, ne jugez-vous pas que cette situation limite l'accès d'un.e locataire aux seules voitures à moteur à combustion ?

---

[2] European Centre for Disease Prevention and Control. Using face masks in the community: first update - Effectiveness in reducing transmission of Covid-19. 15 February 2021. Stockholm: ECDC; 2021. Available from:https://www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/using-face-masks-community-reducing-covid-19-transmission

[3] European Centre for Disease Prevention and Control. Considerations for the use of face masks in the community in the context of the Sars-CoV-2 Omicron variant of concern. 7 February 2022. ECDC: Stockholm; 202

[4] Regli A, Sommerfield A, von Ungern-Sternberg BS. The role of fit testing N95/FFP2/FFP3 masks: a narrative review. Anaesthesia. 2021 Jan;76(1):91-10

[5] https://sante.public.lu/fr/actualites/2020/04/covid-19-port-du-masque-geste-barriere/masque-brochure.pdf

3) Envisagez-vous des adaptations législatives pour simplifier l'accès à l'électromobilité des ménages-locataires ? Si oui, lesquelles ?

4) Prévoyez-vous des adaptations afin de permettre à une partie au sein d'une copropriété d'effectuer les travaux mentionnés ci-dessus en l'absence d'un accord du syndicat sans devoir passer par un juge (tel qu'il est proposé dans le projet de loi n° 7763) ?

5) Monsieur le Ministre de l'Énergie, n'estime-t-il pas que les locataires et les copropriétaires sont en grande partie exclus du système des primes étatiques pour l'acquisition de voitures électriques et pour l'installation de points de charge et que cette situation n'est pas seulement injuste mais pourrait également retarder la mise en place de l'infrastructure nécessaire au développement de l'électromobilité ?

6) Les locataires et propriétaires de logements subventionnés qui appartiennent à un promoteur public et qui ne sont pas encore équipés de points de charge, sont-ils/elles en droit de demander et d'obtenir une autorisation pour l'installation d'un point de charge pour voiture électrique ? Dans l'affirmative, le promoteur public prend-il en charge les coûts liés aux travaux ?

7) Quelle est la part des immeubles multirésidentiels du Fonds du logement et de la SNHBM qui sont à l'heure actuelle déjà équipés de points de charge pour voitures électriques ?

Réponse commune (15.02.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Un locataire est en droit de demander une autorisation pour l'installation d'un point de charge pour voiture électrique à son propriétaire. L'installation effective dépend cependant de l'accord du propriétaire.

Pour ce qui est de la prise en charge des frais, l'article 5, paragraphe 3, alinéas 2 et 3 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation dispose que :

« (3) Le bailleur ne peut mettre à charge du locataire que les montants qu'il justifie avoir déboursés lui-même pour le compte du locataire.

Ne peuvent être mis à charge du locataire que les frais exposés pour la consommation d'énergie, pour l'entretien courant du logement et des parties communes, pour les menues réparations ainsi que les taxes liées à l'usage du logement. »

Le régime d'aide pour les bornes de charge est cependant accessible aussi bien aux propriétaires et copropriétaires qu'aux locataires d'un logement, afin de rendre éligible les aides aussi à des locataires qui sont prêts à prendre à leur charge les frais des travaux et se sont mis d'accord avec le propriétaire dans ce sens.

ad 2) Certes, le locataire dépend de l'accord du propriétaire pour l'installation d'une borne de charge.

Il faut cependant souligner qu'il est dans l'intérêt du propriétaire de valoriser et consolider son bien immobilier par l'installation de bornes de charge. Par ailleurs, les régimes d'aides visant à réduire l'effort financier dans le cadre de la transition vers l'électromobilité (et la mobilité douce) sont déjà existants, à savoir le règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2019 portant introduction d'une aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO_2 qui facilite l'accès à l'électromobilité et la mobilité douce, ainsi que le règlement grand-ducal du 19 août 2020 portant introduction d'une aide financière pour l'installation de bornes de charge privées pour véhicules électriques qui vise précisément à encourager les propriétaires, copropriétaires et, le cas échéant, les locataires à faire les travaux visés, notamment aussi dans le cas de logements qui sont mis en location.

ad 3) L'introduction d'un fonds de travaux dans les copropriétés (projet de loi n° 7763) poursuit justement ce but. Les coûts pour les travaux d'installation des bornes électriques seront éligibles au fonds de travaux.

ad 4) Il n'est actuellement pas prévu d'apporter des modifications ponctuelles aux principes gouvernant la copropriété, autres que celles prévues dans le projet de loi mentionné. Ainsi, et afin d'encourager la réalisation de ces travaux de rénovation énergétique et la production d'énergie à partir de sources d'énergie renouvelables, le projet de loi précise expressément que ces travaux sont décidés à la majorité simple des voix de tous les copropriétaires.

Par le biais de l'introduction de cette majorité simple des voix de tous les propriétaires, il est fait droit à un autre point identifié dans le cadre de la stratégie nationale de rénovation comme un obstacle majeur à la réalisation de travaux énergétiques dans les copropriétés.

ad 5) Le régime d'aides pour l'installation de bornes privées prévoit un certain nombre de dispositions visant spécifiquement à faciliter l'accès à ces aides pour les locataires. En effet, l'aide peut être ou bien demandée par le locataire ou par le propriétaire, ce qui permet, selon le cas, toujours à la personne qui finance l'installation de demander l'aide directement. De plus, il est prévu que le syndic puisse demander l'aide au nom et pour le compte des propriétaires ou locataires, ceci dans un souci de simplification administrative pour des projets communs au sein d'une résidence.

Afin de tenir compte des coûts plus élevés de l'installation de bornes dans une résidence, un plafond spécifique de 1.650 € est appliqué aux bornes installées en résidence en combinaison avec un système collectif de gestion intelligente de charge.

Ce régime d'aide tient bien compte des spécificités dans les copropriétés et des locataires, et constitue un élément de la politique du Gouvernement visant à réduire les inégalités lors de l'accès à la borne. En ce qui concerne le régime de primes étatiques pour l'acquisition de véhicules électriques, celui-ci est naturellement ouvert à toute personne indépendamment de sa situation d'habitation. Conscient que l'aspect de l'accès à la borne est un élément qui peut être dissuasif pour les personnes habitant dans une copropriété ou en location et pour les personnes ne disposant pas d'emplacement pouvant être équipé d'une borne, le Gouvernement a toujours soutenu le déploiement d'une infrastructure de charge accessible au public en parallèle au déploiement de véhicules électriques. Le système « Chargy » mis en place par les gestionnaires de réseau de distribution d'électricité depuis 2017, assure une couverture nationale de bornes de charge, autant pour la charge dite « normale » d'une puissance de jusqu'à 22 kW que pour la charge rapide avec les bornes « Super-Chargy » en cours de déploiement et prévues sur tous les axes routiers majeurs du pays.

Afin d'assurer que ce réseau limité à 800 bornes soit complémenté par une offre suffisante de bornes de charge accessibles au public, et notamment aux personnes ne disposant pas de la possibilité de charger chez eux, le Gouvernement a récemment déposé le projet de loi n° 7925 relatif au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques.

ad 6) Les propriétaires de logements destinés à la vente abordable sont bien évidemment libres d'installer des points de charge et peuvent bénéficier à cet effet des aides.

Dans les faits, la SNHBM constate une forte croissance de la demande qui lui provient de copropriétaires dans les copropriétés qu'elle gère en tant que syndic. La situation se présente de façon similaire concernant les logements vendus par le Fonds du logement.

Contrairement et jusqu'à cette date, la question de la mise en place d'un point de charge par un locataire n'a jamais été posée à la SNHBM.

Le Fonds du logement analyse toute demande d'installation de point de charge pour voiture électrique selon les possibilités techniques et de faisabilité dans la résidence. Dans l'affirmative, le Fonds du logement étudie l'installation de bornes mutualisées avec des systèmes de paiement.

ad 7) Les constructions réalisées par les promoteurs publics sont conçues de façon à répondre au cahier des charges pour le développement de logements abordables, conformément à la réglementation en vigueur. Ainsi, les réalisations antérieures au règlement grand-ducal du 7 mars 2019 ne sont pas encore équipées de points de charges pour voitures électriques, mais, tel que précisé à la question précédente, toute demande d'installation de point de charge pour voiture électrique est analysée selon les possibilités techniques et de faisabilité dans la résidence.

Par contre, tous les ensembles résidentiels en cours ou à venir respectent ledit cahier des charges avec la mise à disposition d'emplacements équipés pour accueillir ultérieurement un dispositif de charge pour véhicules électriques ou véhicules hybrides rechargeables.

À titre d'exemple, les parkings centraux développés sur le site de Elmen prévoient la possibilité d'installer jusqu'à 100 bornes électriques par parking, en fonction de la demande de la part des résidents de la cité.

Question 5512 (17.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **manifestations contre les mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19 du 15 janvier 2022 :**

E Samschdeg Nomëtteg huet an der Stad eng Demonstratioun stattfonnt, där hir legal Basis aktuell nach net ganz kloer ass. De Verlaf vun der Demonstratioun op der Gare gëtt op der Spaweckssäit vun der Police esou beschriwwen:

« À partir de 14.00 heures, un deuxième rassemblement non autorisé s'est formé à la place de la Gare à Luxembourg-ville. Ce rassemblement comptait quelque 350 manifestants. Vers 14.30 heures, ce rassemblement a pris le départ de la place de la Gare vers l'avenue de la Liberté, mais a été stoppé puis confiné peu après par la police à hauteur de la place de Paris.

Sur base de l'article 5 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, toutes les personnes ayant fait partie de ce rassemblement ont été soumises à un contrôle d'identité.

Vers 19.10 heures, le confinement de la manifestation à l'avenue de la Liberté a été levé.

Au total, une trentaine de personnes ont été interpellées dans le cadre de la manifestation, dont 14 au niveau administratif en relation avec les articles 5 (4) et 14 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. Dans 16 cas, des procédures judiciaires ont été entamées, entre autres pour les faits suivants : rébellions ou lancement d'engins pyrotechniques en direction des agents de police. Notons encore que d'autres faits peuvent s'ajouter suite aux analyses et exploitations en cours. »

Op de soziale Medien zirkuléieren awer vill Filmer, déi op schwéier Feeler vum Policeminister hindeiten an zum anere Gewalt géint d'Beamten op der Plaz weisen, an déi politesch entspriechend kontrovers diskutéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Op wéi enger legaler Basis war dësen Asaz vun der Police opgebaut? Kann den Här Policeminister der Chamber an deem Zesummenhang seng Asazuerderen iwwermëttelen?

2. Wéi eng gesetzlech Basis gëllt fir de „confinement" vun engem „rassemblement"? Wéi eng Dauer ass do maximal virgesinn a wéi eng Reegele mussen dobäi agehale ginn? Op wéi enge Plazen, ausser op der Gare, gouf dës Taktik nach benotzt?

3. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 5412 vum 20. Dezember 2021 sot den Här Minister Kox: „D'Aktioun vun der Police ass ëmmer a Proportioun zu den Handlunge vun de Manifestanten." Ass dës Proportionalitéit, an den Ae vum Här Minister, de leschte Samschdeg agehale ginn?

4. Wéi eng Forme vu Pyrotechnik goufe vusäite vun eenzele Manifestanten agesat? Goufe Beamte verletzt? Wa jo, wéi vill an ëm wéi eng Verletzungen handelt et sech?

5. Et gëtt gesot, datt och Leit an esou „Confinementer" eragerode sinn, déi iwwerhaapt näischt mat enger Demonstratioun ze dinn haten (Awunner, Cliente vu Geschäfter, Passanten an esou wieder). Och si konnten déi Confinementszonen net einfach verloossen. Kann d'Regierung dat confirméieren? Wéi eng legal Basis gëtt et, fir d'Beweegungsfräiheet vun deene Leit anzeschränken?

6. Wéi laang hunn déi Confinementer op deene verschiddene Plaze gedauert? D'Leit hate weeder Toiletten nach aner Commoditéiten zur Verfügung, wéi z. B. Iessen a Gedrénks. Ass et an den Ae vun der Regierung normal, datt Leit, dorënner och eeler Leit, ënnert deene Konditioune musse stonnelaang bei niddregen Temperaturen op de Stroosse stoen? Wéi gesäit d'Regierung bei dëser Aktioun déi mënschlech Dignitéit vun den Demonstranten assuréiert?

7. An deene Confinementszone waren och Kanner an eeler Leit. Ass et erméiglecht ginn, datt Leit mat Kanner, Fraen an aneren Ëmstänn an eeler Leit déi betraffen Zone konnte séier a prioritär verloossen?

8. Zil vun deenen Operatioune war anscheinend och eng Identitéitskontroll. Firwat huet et esou laang gedauert, fir d'Identitéit vun nëmmen e puer honnert Leit ze kontrolléieren? Ware fir deen Deel vun der Operatioun genuch Personal a Kontrollpunkte virgesinn?

9. Wéi eng Resultater hunn déi Identitéitskontrolle bruecht? War et méiglech, z. B. Casseuren oder Leit vun auslänneschen, anarchistesche Gruppéierungen ze identifizéieren? Wéi ginn dës Donnéeën allgemeng traitéiert a wéi laang ginn se gespäichert?

10. Verschidde Leit hu bericht, datt si och hir Telefonsnummer hu missen hannerleeën. Kann den Här Policeminister dës Informatioune confirméieren? Wa jo, op wéi enger gesetzlecher Basis an zu wéi engen Zwecker goufen dës Donnéeën (Identitéit + Telefonsnummer) erhuewen? Wéi ginn se traitéiert a wéi laang ginn se gespäichert?

11. Wéi dacks, géint wien an aus wéi enge Grënn ass et zu engem Asaz vu Gewalt komm?

12. Op de soziale Medie gëtt gesot, datt et Verletzter gouf, déi zum Deel och hu missen hospitaliséiert ginn. Kann d'Regierung dat confirméieren? Wa jo, wéi ass et zu deene Verletzunge komm? Wéi vill Poliziste goufe verletzt a wéi vill Demonstranten?

13. Weider gëtt behaapt, datt zu engem bestëmmten Ableck eng Ambulanz geruff gi wär, respektiv den 112 vun enger Damm mat enger Panikattack ugeruff gi wär. D'Ambulanz wär awer net an d'Confinementszon eragelooss ginn, respektiv et wär einfach agehaange ginn. Déi verschidden Duerstellunge vun esou Tëschefäll sinn net ëmmer konkordant. Gëtt et iwwer esou e méiglechen Tëschefall oder esou méiglech Tëschefäll am Zesummenhang mat Rettungswiesen iergendwellech offiziell Erkenntnesser oder Informatiounen? Wéi war déi allgemeng Gesondheetsversuergung vun de Leit op der Plaz assuréiert?

14. Verschidden Interventioune sinn - wéinstens op de Filmer - a priori schwéier nozevollzéien, z. B. d'Festhuele vun engem Mann, deen op enger klenger Tromm gespillt huet. Kann den Här Minister erklären, firwat esou Interventiounen a sengen Aen néideg waren?

15. Waren niewent der Lëtzebuerger Police och auslännesch Unitéiten am Asaz?

16. Geet den Här Minister dovun aus, datt dësen Asaz sech negativ op d'Moral vun den deelhuelende Beamte kéint auswierken? Wéi gëtt hinnen erkläert, datt sou Moossname géint gréisstendeels friddlech Demonstrante benotzt ginn? Wéi ass d'Reaktioun vun deene betreffende Beamten?

17. Geet den Här Minister dovun aus, datt seng Uerderen zu enger negativer Perceptioun vun der Police an/oder zu engem Vertrauensverloscht an d'Police kënne bäidroen?

18. An de soziale Medie gouf behaapt, datt dës Manifestatioun contrairement zu änleche Veranstaltungen an de leschte Wochen, ugemellt war. Steet d'Regierung am Austausch mat de Verantwortleche vun der Stad Lëtzebuerg, fir déi Ausso ze klären, datt hinnen e Bréif mat der Umeldung zougestallt, mee net beäntwert gouf, fir datt dëse wichtegen Aspekt bei der Bewäertung vum Asaz entspriechend ka berécksiichtegt ginn?

Réponse commune (08.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Manifestatioun vum Samschdeg 15. Januar 2022 war net am Viraus ugemellt an doduerch och net vun den Autoritéite geneemegt. Een Deel vun de Manifestanten ass ganz aggressiv géint d'Policemesurë virgaang an huet bewosst d'ëffentlech Uerdnung wëlle stéieren.

Den Asaz vun der Police berout op den Artikelen 2, 30 a follgende vum modifizéierte Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale. Gemäss dem Artikel 2 huet d'Police d'Missioun, dofir ze suergen, datt d'ëffentlech Uerdnung erhale bleift an datt d'Gesetzer an d'Règlements de police généraux et communaux respektéiert ginn. D'Artikelen 30 a follgend enthalen d'Dispositioune fir d'Oprechterhale vun der ëffentlecher Uerdnung op Requisitioun. D'Police stellt am Virfeld vun der Manifestatioun en Dispositif op, fir den Oflaf vun der Manifestatioun ze garantéieren an decidéiert dann a Funktioun vun der Situatioun op der Plaz, wéi eng konkreet Mesuren néideg sinn, si handelt dobäi net op Uerder vum Minister, well et net dem Minister seng Missioun ass, fir sech a lafend Operatiounen um Terrain anzemëschen. Dës Decisioune gi vu Responsabele vun der Police geholl, déi och eng spezifesch Ausbildung dofir kritt hunn. Unhand vun alle Mesuren, déi der Police am Kader vum Maintien de l'ordre zur Verfügung stinn, gëtt bei all konkreeter Situatioun jugéiert, wat ze maachen ass. De Confinement vun engem Rassemblement ass eng Virgoensweis vun der Police. Déi gesetzlech Basis fir dës Virgoensweis sinn och d'Artikelen 30 a follgend vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale, esouwéi de Règlement général de police vun der Stad Lëtzebuerg, an d'Requisitioun vun der Madamm Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg. De Confinement ka soulaang daueren, wéi d'Manifestatioun dauert. Op deem Dag ass dës Virgoensweis soss néierens ugewant ginn.

Eng net gemellte Manifestatioun, fir déi et keen Uspriechpartner gëtt a fir déi keen Trajet kann ofgeschwat ginn, stéiert d'ëffentlech Uerdnung massiv a stellt ee grousse Sécherheetsproblem duer. Wann onkoordinéiert Stroosse blockéiert ginn, da riskéiert net nëmmen den Trafick perturbéiert ze ginn, mee et kann och zu Accidenter kommen. Eng net gemellte Manifestatioun gefäerdet dofir souwuel déi normal Verkéiersteilnehmer wéi och d'Manifestante selwer. Och den Asaz vu pyrotechneschem Material bréngt Gefore mat sech. Deemno war d'Aktioun vun der Police och bei dëser Manifestatioun proportionéiert.

Et ass onverantwortlech a verbueden, all Zorte vu Pyrotechnik an engem Rassemblement anzesetzen. Déi Explosioune si schiedlech fir all déi Policebeamten a Bierger, déi ronderëm sinn. Bei engem vun de Beamte sinn déi doduerch bedéngte Problemer vum Gehéier net méi vum selwen ewechgaangen, an en huet sech misse medezinnesch ënnersiche loossen. Dank dem Policeequipement an engem Deel Chance ass et glécklecherweis net zu méi Verletzunge bei Mënsche komm. Och e Policehond huet leider misse bei de Veterinär gefouert ginn, wéinst Problemer mam Gehéier.

D'Behaaptung ënnert der Fro 5 kann d'Regierung net confirméieren. D'Police huet d'Beweegungsfräiheet vun deene Leit net ageschränkt. D'Police huet déi onbedeelegt Leit, déi d'Zon wollte verloossen, no enger Identitéitskontroll och erausgelooss, an huet aktiv

dru geschafft, nodeems se Kenntnis dovu krut, fir déi Leit an de Geschäfter an aller Sécherheet erauszehuelen. De Fait, datt Leit aus Angscht virun de Manifestanten d'Geschäfter net wollte verloossen, deit éischter dorop hin, datt d'Manifestanten d'Fräiheet vun deenen anere Leit ageschränkt hunn.

D'Police huet déi illegal Manifestatioun confinéiert, soulaang, wéi se gedauert huet, awer net d'Persounen. Jiddereen dee wollt, konnt d'Manifestatioun no enger Identitéitskontroll verloossen. Allerdéngs wollten an deenen éischten 2-3 Stonne just 20-25 Leit d'Manifestatioun verloossen, wat hinnen och no der Identitéitskontroll erlaabt ginn ass. Géint 17.15 Auer wollten dunn op eemol all d'Leit zesummen d'Manifestatioun verloossen. D'Identitéitskontroll ass awer weider oprechterhale ginn, well jidder Eenzele vun de Participanten eng Infraktioun géint d'Gemengereglement vun der Stad Lëtzebuerg begaangen huet. D'Identitéitskontroll vun e puer honnert Leit huet natierlech eng gewëssen Zäit gedauert, well jo muss bei all Persoun d'Carte d'identité iwwerpréift ginn, ob si zu der Persoun passt, an ob déi Persoun och net polizeilech gesicht gëtt. Zudeem hunn eenzel Manifestanten sech net wollten ausweisen, wat de ganze Prozess weider onnéideg verzögert huet. D'Police huet awer reagéiert a progressiv méi Beamten agesat, fir d'Kontroll ze acceleréieren.

Wärend den Identitéitskontrolle war et der Police nach méiglech, vereenzelt Leit erauszehuelen, déi sech wärend der Manifestatioun enger Strofdot schëlleg gemaach hunn. D'Donnéeë vun enger Identitéitskontroll kënne laut dem Artikel 5 vum Policegesetz bis maximal sechs Méint gehale ginn, wann näischt géint déi concernéiert Persoun virläit. Generell ginn Telefonsnummere vun de Leit net opgeschriwwen. Falls dat bei vereenzelte Leit eventuell de Fall war, kënnen déi sech selbstverständlech bei der Police mellen, fir dass dat individuell kann iwwerpréift ginn.

D'Police selwer huet keng Gewaltinitiativ géint d'Manifestatioun agesat. D'Police huet cibléiert eenzel Persounen, déi Strofdote begaangen hunn, respektiv probéiert hunn, d'Manifestatioun géint d'Police opzeheizen, missen aus der Manifestatioun eraushuelen. Dobäi ass och just déi proportionéiert Gewalt agesat ginn, déi néideg war, fir den Asaz ze schützen.

Wéi schonn erwäänt, ass ee Policebeamte blesséiert ginn. D'Secouriste vum CGDIS hunn dräi Persounen am Ëmfeld vun der Manifestatioun versuergt an an d'Spidol gefouert. Ob dës dräi Persounen un der Manifestatioun deelgeholl hunn, ass allerdéngs net bekannt.

An der Reegel bedeelegt de CGDIS sech bei gréissere Manifestatiounen (d. h. och de 15. Januar) mat engem Officier de liaison am Poste de commandement vun der Police, fir d'Relatioun tëscht der Police (113) an de Rettungsdéngschter (112) mat ze koordinéieren. Duerch dës Moossnam gëtt séchergestallt, datt an engem Noutfall och am Ëmfeld vun der Manifestatioun séier a koordinéiert gehollef ka ginn.

Bei der Manifestatioun vum 15. Januar 2022 huet dës Zesummenaarbecht gutt funktionéiert, an et gouf och ëmmer Hëllef geschéckt, wa Persounen an Nout waren. D'Noutfallversuergung war permanent assuréiert. Den 112 krut deen Dag e puer Appeller, a wéi bei der Äntwert op d'Fro 12 preziséiert, goufe Leit versuergt an an d'Spidol gefouert. Persounen, déi innerhalb dem Perimeter Hëllef gebraucht hunn, konnte sech och bei der Police mellen, fir esou ausserhalb dem Perimeter vum CGDIS en charge geholl ze ginn. Et war zu kengem Moment néideg, fir an de Perimeter eranzegoen, well keng Persoun huet missen evakuéiert ginn.

Eng zousätzlech Ambulanz, déi awer net an den Asaz koum, stoung op der Stater Gare am Standby.

Den 112 huet iwwerdeems e puer Appeller vu Persounen enregistréiert, déi de Perimeter wollte verloossen. Well et sech hei net ëm liewensbedrolech Noutfäll gehandelt huet, goufen dës Persounen un d'Police verwisen.

Sou wéi de Prozess vun der „standardisierte Notrufabfrage (DIAS)" et verlaangt, gëtt all Appell vun den Operateure vum 112 traitéiert. Bei Bedarf gëtt och déi adequat Hëllef op d'Plaz geschéckt.

Wéi scho beschriwwen, huet d'Police cibléiert eenzel Persounen, déi Strofdote begaangen hunn, respektiv probéiert hunn, d'Manifestatioun géint d'Police opzeheizen, missen aus der Manifestatioun eraushuelen. Dat geschitt net ëmmer direkt de Moment selwer, mee zu engem Moment, wou de Risiko fir d'Polizisten an/oder Drëttpersoune geréng ass. Dofir ass et heiansdo schwéier, d'Aktioun vun der Police op eenzelen, deelweis geschniddene Biller, nozevollzéien. All Interpellatioun zitt awer eng Procédure judiciaire an/oder administrative mat sech a gëttdofir vun deene respektiven Autoritéiten iwwerpréift.

De Samsdeg, 15. Januar 2022, ware keng ausländnesch Unitéiten am Asaz.

Wéi schonn erwäänt, ka bei der Manifestatioun vum Samschdeg, 15. Januar 2022, net méi vun enger friddlecher Manifestatioun geschwat ginn. Vu datt et sech ëm eng net gemellte Manifestatioun gehandelt huet, hunn all déi Leit, déi dorun deelgeholl hunn, an der Illegalitéit gehandelt. D'Moral vun den deelhuelende Policebeamte gëtt haaptsächlech negativ beaflosst duerch Persounen, déi déi illegal Manifestatioun an déi deelweis grav Gewalt géint d'Police beschéinegen a parallell versichen, d'Policeaktioun an e schlecht Liicht ze réckelen.

Wéi och déi Weekender virdrun huet d'Police eng gutt Aarbecht geleescht, fir d'ëffentlech Uerdnung oprechtzeerhalen. Trotz der opgeheizter Situatioun an den deels aggressive Manifestanten ass et gelongen, Drëtter ze schützen a Schlëmmeres ze verhënneren.

Déi Ausso aus de soziale Medien, datt dës Manifestatioun ugemellt war, ass net korrekt. Sou wéi den Artikel 2 vum Gemengereglement et virgesäit, muss all Manifestatioun aacht Deeg am Viraus vum Organisateur ugemellt ginn.

Question 5514 (18.01.2022) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **suppression de données conservées par Europol :**

D'après un récent article intitulé « EU-Kommission stellt sich schützend vor Europol » paru dans la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » le 12 janvier 2022, le Contrôleur européen de la protection des données ordonne à Europol d'effacer de grandes quantités de données. Il s'agit de données qui ne sont pas liées à des délits concrets. Jusqu'à présent, aucun délai n'a été fixé pour l'effacement de ces données. Le Contrôleur européen de la protection des données le fixe à six mois. Étant donné qu'Europol n'a pas de compétence en matière d'enquête, ces données sont mises à disposition par les États membres. Europol critique la décision d'effacer les données en arguant du fait que l'effacement nécessite souvent plus de temps que six mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Le Luxembourg partage-t-il la position du Contrôleur européen ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

2) Le Grand-Duché de Luxembourg a-t-il transmis de telles données à Europol ?

3) Quelle est la position du Gouvernement face à la critique d'Europol ?

Réponse (18.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) À l'instar des autres membres d'Europol, le Luxembourg a pris acte de la décision du Contrôleur européen de la protection des données (CEPD).

ad 2) Les données transmises par la Police grand-ducale à Europol sont conformes au référentiel légal prévu par l'actuel mandat d'Europol. Il en va de même pour les échanges de l'Administration des douanes et accises ainsi que de la Cellule de renseignement financier avec ladite agence.

ad 3) Il est à noter tout d'abord qu'Europol est un outil primordial pour le travail policier et un soutien important dans le cadre de certaines enquêtes. Ceci est notamment le cas pour un petit pays comme le Luxembourg qui ne dispose pas de suffisamment de ressources ne serait-ce que pour l'analyse de toutes les données à sa disposition dans ce contexte. Le Luxembourg prône depuis toujours dans les différents fora y dédiés qu'il est fondamental de trouver le bon équilibre entre les impératifs opérationnels et les droits fondamentaux ainsi que la protection des données à caractère personnel.

Question 5516 (18.01.2022) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**allocation communale de solidarité :**

Les bénéficiaires de l'allocation de vie chère accordée par le Fonds national de solidarité peuvent, dans certains cas, prétendre à une majoration versée par leur commune de résidence et communément appelée « allocation communale de solidarité ». Les modalités de calcul, ainsi que les conditions d'éligibilité de cette aide, sont librement fixées par les autorités communales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Combien de communes proposent aujourd'hui une telle allocation aux ménages à faible revenu ?

- Madame la Ministre peut-elle informer sur les différents règles et systèmes appliqués par les communes en matière de procédures de demande, de conditions d'éligibilité et de modalités de calcul de l'allocation de solidarité ?

- Madame la Ministre peut-elle retracer l'évolution du nombre de ménages qui ont bénéficié de l'allocation communale de solidarité, en distinguant selon leur taille et leur commune de résidence ? Qu'en est-il des montants déboursés par les différentes communes ?

Réponse (11.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Je confirme que certaines communes attribuent une allocation de vie chère à leurs résidents en fonction des critères et modalités adoptées par le conseil communal. Toutefois, les délibérations afférentes ne sont pas soumises à un procédé de surveillance administrative obligatoire et ne sont que rarement transmises de manière spontanée à mon ministère. Par ailleurs, les communes ne comptabilisent pas toutes les dépenses relatives aux allocations de vie chère sur un code comptable à part. Dès lors, je ne dispose pas d'une vue d'ensemble sur les régimes mis en œuvre par les communes.

Cependant, la recherche dans les comptes de l'exercice 2020 (montants en euro), communiqués par les 102 communes, a permis de constater que 11 communes utilisaient un code comptable spécifique pour les allocations de vie chère.

Commune	Compte 2020
Beckerich	58.408,51
Dippach	59.868,83
Frisange	59.550,00
Garnich	10.752,88
Grevenmacher	51.628,93
Lenningen	16.799,72
Mamer	12.799,97
Redange/Attert	89.565,80
Remich	193.199,42
Schuttrange	71.845,92
Stadtbredimus	26.137,06

Question 5518 (19.01.2022) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **lutte contre les abus sexuels de mineurs :**

Un article récent paru dans la presse allemande énonce que la Commission européenne, et plus précisément la Commissaire européenne Madame Ylva Johansson, vise à améliorer, voire renforcer la protection des mineurs contre la maltraitance et les abus sexuels en ligne. Ceci pour donner suite à une augmentation effrayante de la demande de ce contenu illicite.

Concrètement, la commissaire a l'intention de proposer des dispositions législatives visant à imposer aux plateformes en ligne de détecter et de rendre compte de ce contenu. Pour le moment, la législation prévoit que les plateformes peuvent souverainement choisir si elles veulent agir et de quelle manière elles réagissent. La nouvelle législation concernerait surtout les grandes plateformes en ligne comme Meta (Facebook).

Dans le contexte de la lutte contre les abus sexuels de mineurs, Madame Johansson voit un grand besoin de coordination de ce combat à l'échelle mondiale et européenne. À ces fins, elle estime nécessaire de créer un centre européen pour prévenir et combattre les abus sexuels concernant des enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Pendant la pandémie, la consommation du contenu mentionné a apparemment augmenté de plus de 25 % dans quelques États membres européens. Est-ce qu'une telle augmentation a pu être constatée au Luxembourg par la police judiciaire et la justice ?

2) Le Gouvernement est-il en faveur d'un renforcement législatif en la matière ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il que le Luxembourg se porte candidat pour accueillir ce nouveau centre européen à créer ?

Réponse commune (15.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Concernant la consommation de contenu pédopornographique, la Police grand-ducale ne dispose pas d'éléments qui lui permettraient de se prononcer de manière concluante sur une diminution ou augmentation du contenu mentionné. Il n'est pas possible de mesurer la consommation du contenu en ligne, les autorités de poursuite constatant les infractions commises.

Pour l'année 2020, les autorités judiciaires ont pu constater une nette augmentation du nombre d'infractions commises en ligne et hors ligne, aux dispositions relatives aux outrages publics aux bonnes mœurs et aux dispositions visant à protéger la jeunesse.

Ainsi, au début de la pandémie, le nombre de dossiers est passé de 68 pour l'année 2019 à 127 pour l'année 2020. En 2021, toutefois, une forte chute par rapport à l'année précédente a été observée, le nombre d'infractions étant revenu au niveau d'avant la pandémie, à savoir 63 dossiers. Il est à préciser que des mineurs n'ont pas été impliqués dans tous les dossiers.

ad 2) Le Gouvernement est en faveur d'un renforcement législatif en matière de lutte contre les abus sexuels commis en ligne, étant néanmoins souligné qu'une lutte efficace contre ces abus présuppose une coordination avec les autres États au niveau européen et international, notamment par une législation de l'Union européenne.

Le projet de loi n° 7949 renforçant les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs, déposé récemment, prévoit un renforcement du cadre législatif concernant les infractions de viol et d'attentat à la pudeur (qui sera dénommé « atteinte à l'intégrité sexuelle » à l'avenir), dont les champs d'application respectifs sont formulés de manière à viser les violences sexuelles commises tant hors ligne qu'en ligne. Ainsi, les viols et attentats à la pudeur commis « en ligne » ou « à distance » sont également punissables.

Il convient également de préciser que la responsabilité pénale des entreprises est déjà inscrite dans notre Code pénal, laquelle peut être engagée lorsqu'une infraction a été commise dans l'intérêt de l'entreprise, ou que celle-ci a été rendue possible par un défaut de surveillance ou de contrôle de la part d'un des dirigeants de l'entreprise.

De plus, le Luxembourg participe actuellement aux négociations en cours relatives au paquet numérique visant à réguler certains services et prestataires en ligne, et en particulier le Digital Services Act. Cette proposition de règlement, une fois adoptée, remplacera et précisera les articles de la directive e-commerce sur le retrait de contenus illégaux en ligne, définira les critères et modalités de la responsabilité des intermédiaires, introduira de nouvelles obligations spécifiques pour les très grandes plateformes et définira sa mise en œuvre via un système de coopération très structuré entre les autorités nationales, avec un rôle central pour la Commission européenne en tant qu'arbitre.

ad 3) La question de l'implantation du nouveau centre n'a pas encore été à l'ordre du jour des discussions.

Question 5523 (20.01.2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **avis de disparition :**

Ëmmer erëm héiert een an den Noriichten oder via Meldunge vun der Police vu vermësste Kanner a Jugendlechen, och hei zu Lëtzebuerg.

Virun dësem Hannergrond wëll ech follgend Froen un den Här Policeminister stellen:

1. Wéi vill Mannerjäreger goufe pro Joer als vermësst gemellt tëschent 2018 an 2021?

2. Gesäit d'Police eng Hausse vu Vermësstemeldunge par rapport zu de Jore virdrun?

3. Innerhalb vu wéi engem Zäitraum goufen déi Betraffen erëmfonnt? Wat ass den Taux de réussite?

4. Ass eppes iwwert d'Grënn vun hirem Verschwanne gewosst?

Réponse (15.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. D'Zuelen am follgenden Tablo stellen den „nombre d'affaires" duer, net eenzel Persounen. Wann zum Beispill aus engem Foyer e puer Mannerjäreger beieneen als vermësst gemellt goufen, gëtt dëst als eng Affär an den Datebanke vun der Police grand-ducale saiséiert. Ënner dës Zuele falen och Jugendlecher, déi vun doheem oder aus engem Foyer fortlafen.

Affäre vermësst gemellter Mannerjäreger	
2018	347
2019	391
2020	444
2021	512

Wéi aus deem Tablo ersiichtlech, huet d'Police tëschent 2018 an 2021 eng Hausse vun nobäi 48 % vun den Affäre bei Vermësstemeldunge vu Mannerjäregen enregistréiert.

ad 3. D'Datebanken erméiglechen et net, e statistesch direkte Lien hierzestellen, tëschent de Vermësstemeldungen an den Affären, wou als vermësst gemellte Mannerjäreger erëmfonnt gi sinn.

ad 4. D'Police féiert keng offiziell Statistiken iwwert d'Grënn vum Verschwanne vu Mannerjäreger.

Question 5524 (20.01.2022) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **menaces contre le personnel enseignant par des opposants à la vaccination :**

An Däitschland huet d'Regierung elo rezent bekannt ginn, datt sougenannt „Querdenker" am Kontext vun der Covid-19-Pandemie säit leschtem Joer Dreebréiwer u Schoulen, Léierpersonal a Crèchë verschéckt hunn. D'Léierpersonal an d'Verwaltung kréien dës Messagë souwuel via E-Mail oder Chats, a cibléieren d'Infektiounsschutzmossnamen, déi an de Schoulen en place gesat goufen.

Des Weidere gouf et och Temoignagë vun Demonstratiounen am Ëmkrees vu Schoulgebaier, an awer och Elterenowenter, wou Drounge géigeniwwer vum Schoulpersonal geäussert goufen, déi och a verschiddene Fäll zu Plaintë gefouert hunn.

Virun dësem Hannergrond wëll ech follgend Froen un de Minister fir d'Educatioun stellen:

- Huet de Minister Kenntnis vun esou Virfäll a Schoulen, Lycéeën an/oder Crèchen hei zu Lëtzebuerg?

- Wa jo, ëm wéi eng Virfäll handelt et sech do genau? Wéi eng Mesureë respektiv Konsequenze goufe gezu vis-à-vis vun de Leit, déi esou Drounge geäussert hunn, a wat gouf en place gesat, fir d'Personal ze schützen?

Réponse (01.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Souwuel d'Direktioune vun de Lycéeë wéi och d'Regionaldirektioune vum Enseignement fondamental kréie reegelméisseg Bréiwer an E-Maile vu Persounen, déi de sanitären Dispositif, deen am Enseignement applizéiert gëtt, contestéieren. Bei deene Messagë gëtt sech och alt emol am Toun vergraff. Déi betraffen Direktiounen an och eenzel concernéiert Enseignantë probéieren, dës Situatioune professionell, duerch roueg a sachlech Gespréicher ze berouegen, wat bis elo an der Reegel och gelongen ass. Hei gëtt vun de Leit, déi dem Educatiounsministère ënnerstallt sinn, eng remarkabel Opklärungsaarbecht geleescht.

Just iwwer zwee méi schwiereg Fäll, mat deene Mataarbechter konfrontéiert waren, goufen dem Parquet Informatioune weidergeleet, ouni datt awer eng Plainte vusäite vu mengem Departement gemaach gi wier.

Wat esou Virfäll an de Crèchen ubelaangt, esou ass dem Educatiounsministère - no Concertatioun mam Secteur - keng Situatioun bekannt, wou Dreebréiwer respektiv Messagë verschéckt goufen, déi de sanitären Dispositif betreffen, deen an de Crèchen applizéiert gëtt.

Question 5527 (20.01.2022) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **problèmes de parking du personnel des soins de santé :**

D'Betreiung vu Mënschen, déi doheem op eng medezinnesch Versuergung ugewise sinn, gëtt de Fleegedéngschter wéi „Hëllef Doheem" duerch de Manktem u fräie Parkplaze besonnesch a gréisseren Uertschafte mat vill Verkéier erschwéiert. Doduerch kommen d'Fleegedéngschter manner séier zu hire Patienten. Op déi Aart a Weis gëtt hir Aarbecht onnéideg beaträchtegt a vill wäertvoll Zäit geet verluer. Déi pünktlech Versuergung vu kranke Mënsche mat oft liewenswichtege Medikamenter gëtt doduerch a Gefor bruecht.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

- Kann d'Regierung preziséieren, ob et an deene leschte Jore Reklamatioune vu Patiente gouf, déi net pünktlech mat fir si liewenswichtege Medikamenter versuergt konnte ginn, well d'Fleegepersonal ze spéit beim Patient ukomm ass? Goufen et Fäll, déi fir de Patient fatal waren?

- Goufen op kommunalem an nationalem Plang Mesurë geholl, fir dëse Problem ze verréngeren? Wa jo: Mat wéi engem Erfolleg goufen déi Mesuren ëmgesat? Wann nee: Ass dru geduecht, wéi dat a verschiddenen auslännesche Stied schonn de Fall ass, fir de Fleegedéngschter speziell Autorisatiounen ze ginn, fir op bestëmmte Plazen ze parken (Behënnerteparkplazen net abegraff), déi fir aner Automobilisten net virgesi sinn?

Réponse (14.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Servicer vum Familljeministère stinn a reegelméissegem Austausch mat de Gestionnairë vun de 16 Hëllefs- a Fleegedéngschter, déi en Agrement vum Familljeministère hunn. Hei sinn ënner anerem och de Verkéier a Parkplazen, zemools an de grousse Stied uechter d'Land, allgemeng Sujete vun den Diskussiounen.

De Servicer vum Familljeministère ass keng Situatioun bekannt, an och keng Reklamatioun vun engem Client, wou et zu fatale Konsequenze fir de Client komm wier, doduerch dass e Fleegedéngscht net mat Zäit op der Platz war.

Question 5528 (20.01.2022) de **MM. Laurent Mosar** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant les **nouveaux systèmes de charge d'un véhicule électrique :**

Fir en E-Auto opzelueden, muss een haut normalerweis d'Gefier mat engem Luedekabel un d'Stroumnetz uschléissen. Et goufen an der rezenter Vergaangenheet awer eng Rei Konzepter entwéckelt, fir de Luedevirgang ze vereinfachen. Engersäits gëtt um induktive Luede gefuerscht, wou änlech wéi beim Handy, Stroum da fléisst, wann den E-Auto op enger entspriechender Oberfläch steet (oder souguer fiert). Anerersäits gëtt et ee Konzept, wou um Ënnerbuedem eng Virriichtung verbaut ass, wouraus en Zylinder erausfiert a mat Hëllef vu enger magnéitescher Funktioun um Lued-Pad, deen sech um Buedem befënnt, undockt. Niewent der Vereinfachung ass et virun allem och eng Méiglechkeet, fir d'Stroumnetz ze stabiliséieren an dann automatesch Stroum kënnen ze lueden, wann d'Stroumproduktioun de Verbrauch iwwersteigt. Duerch sou Lued-Pads kann den Akku och da geluede ginn, wann den Auto eigentlech net per Luedekabel ugeschloss ass a kann esou ggf. Netzkapazitéiten ausgläichen. All dëst wär beim klassesche Luede mat engem Luedekabel net méiglech.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un de Minister fir Energie, de Minister fir Wirtschaft an d'Ëmweltministesch stellen:

1. Gedenkt d'Regierung, dës Technologie besonnesch ze förderen (z. B. mëttels Subventionéierung, Pilotprojeten etc.)?

2. Ginn et Konzepter vun der Regierung, fir zousätzlech an esou Startuppe vun der Elektromobilitéit ze investéieren, déi dës Technologie förderen?

Réponse commune (24.02.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. Intelligent a nohalteg Mobilitéit ass eng vun de prioritären Achse vun der wirtschaftlecher Diversifizéierung vun der Lëtzebuerger Ekonomie. Déi ganz Palette vu Bäihëllefe fir Fuerschung an Entwécklung oder Innovatioun vum Wirtschaftsministère kënnen sech also selbstverständlech fir esou Projeten, déi nach an der Entwécklungs- a Fuerschungsphas sinn, applizéieren, dëst op Basis vum Fuerschungs-, Entwécklungs- an Innovatiounsgesetz vum 17. Mee 2017.

Zousätzlech ass de Subventiounsregimm fir Entreprisen, deen am Projet de loi N° 7925 „relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques" virgesinn ass, grondsätzlech technologieoppen, soudass ënnert anerem och déi genannt Technologie wäert eligibel sinn. De Schwéierpunkt läit hei natierlech awer op Luetméiglechkeeten, déi engersäits am meeschte verbreet sinn oder an der Europäescher Unioun als Standard festgeluecht sinn, oder dëst zäitno wäerte ginn. Bei liichte Gefierer ass dëst zum Beispill den Typ 2 Stecker beim Wiesselstroum an de CCS Stecker beim Gläichstroum. Fir elektresch Busser gesäit de Règlement délégué (UE) 2021/1444 vum 17. Juni 2021 och eng Rei Norme fir d'Luede vun dëse Gefierer vir. Et ass och geplangt, dass fir dat induktiivt Lueden och esou een europäesche Standard festgeluecht gëtt, et kann een awer dovunner ausgoen, dass dëst nach eng Rei Joren dauert. Dowéinst ass et am Moment och net geplangt, dës Technologien duerch spezifesch Subside besonnesch ze förderen.

Startuppen, déi innovativ Léisungen zur Dekarboniséierung vum Transport, wéi déi genannten Technologie, proposéieren, sinn och Deel vun der Prospektiounsstrategie vum Wirtschaftsministère, fir nei Entreprisen op Lëtzebuerg unzezéien. Parallell ginn natierlech och Acteuren aus dem nationalen Ekosystem an hir Recherche- an Entwécklungsaktivitéiten ënnerstëtzt.

Och innovativ Startuppen aus all anere Secteure gi souwuel op Basis vun de Bäihëllefe vum genannte Gesetz, wéi zum Beispill iwwert d'Bäihëllef fir jonk innovativ Betriber, souwéi mat aneren Initiativen ënnerstëtzt.

Nieft de Subventiounen, déi am Kader vum europäesche Staathëllefsrecht kënnen ugebuede ginn, ginn och Ufroe fir Pilotprojete reegelméisseg an Zesummenaarbecht mat de relevante Clustere begleet, a potenziell Partneren ënnertenee vernetzt.

Question 5531 (20.01.2022) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant le **personnel et la gestion de l'ITM :**

Suite à votre réponse du 10 janvier 2022 à ma question parlementaire n° 5308 posée en date du 30 novembre 2021 je voudrais vous poser quelques questions supplémentaires concernant l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Des rapports annuels de l'ITM il ressort qu'entre 2016 et 2020 34 employés ou fonctionnaires de l'ITM ont soit demandé un changement d'administration, soit démissionné, soit pris du congé de longue durée ou sont en congé sans traitement. Sur un effectif total évoluant entre 133 (2016) et 206 (2020), ce nombre de départs hors retraites ou décès représente une proportion plutôt élevée de l'effectif total de l'ITM :

1) Comment ce nombre élevé de départs non prévus s'explique-t-il ?

2) Quelle est la part d'inspecteurs du travail parmi les personnes ayant soit changé d'administration, soit démissionné, soit pris du congé longue durée/ sans traitement, ou ayant subi un placement dans la cellule de l'aide à la réaffectation depuis 2016 ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si des efforts sont entrepris notamment par la direction de l'ITM pour réduire ce nombre de départs surtout au vu des problèmes de recrutement et de formation des inspecteurs du travail mentionnés dans le rapport de 2020 ?

4) Est-il prévu de développer davantage les capacités de formation pour inspecteurs de travail afin de répondre aux problèmes d'effectif diagnostiqués dans le rapport le plus récent de l'ITM ?

5) Est-ce que l'ITM dispose d'une représentation du personnel conformément au règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'État ?

Réponse (16.02.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) + 2) Les arrivées et les départs de personnel suivants ont été recensés entre 2016 et 2020 auprès de l'ITM :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les départs de personnel concernent les catégories d'agents suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De 2016 à 2020, les agents de l'ITM ont quitté l'ITM pour les raisons suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Parmi les agents de l'ITM qui ont quitté l'ITM, les départs d'inspecteurs du travail ont été recensés pour les raisons suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) 12 inspecteurs du travail ont volontairement quitté l'ITM entre 2016 et 2020 ; 11 d'entre eux pour mobilité interne et 1 démission.

À noter également que la Fonction publique attache une grande importance à la mobilité interne et qu'elle permet aux fonctionnaires comme aux employés de l'État de développer leur carrière en profitant des opportunités de mobilité verticale - par le biais de la carrière ouverte - ou de mobilité horizontale - par un changement d'administration.

Depuis l'année 2015, la direction de l'ITM s'efforce d'être à l'écoute des agents de l'ITM, de répondre à leurs attentes, de leur proposer des formations en matière de conditions de travail, de sécurité et de santé au travail ainsi qu'en matière d'établissements classés pour que ces derniers puissent œuvrer au mieux dans le cadre de leur activité professionnelle et de communiquer sur l'évolution interne de l'administration, aux fins de fidéliser les membres de l'inspectorat du travail.

ad 4) Depuis l'année 2015, la direction de l'ITM attache une grande importance à la formation des inspecteurs du travail aux fins que ces derniers puissent œuvrer au mieux dans le cadre de leur activité professionnelle. L'ITM entend continuer à développer encore davantage les capacités de formation aux inspecteurs du travail.

Le nombre d'heures de formation suivantes ont été prestées en faveur des agents de l'ITM :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5) Actuellement, l'ITM ne dispose pas d'une représentation du personnel.

L'article 1er du règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'État, dispose que : « la représentation du personnel est exercée par le conseil d'administration, le comité de l'organe dirigeant de l'association professionnelle agréée en vertu de l'article 36 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et au cas où plusieurs associations représentatives pour les différents sous-groupes de traitement existent au sein d'une même administration, la représentation du personnel est constituée par les comités de ces différentes associations. »

D'après les enregistrements du Registre de commerce et des sociétés, les deux associations professionnelles suivantes de l'ITM ont été radiées d'office en date du 28 mai 2020 :

- Les inspecteurs du travail de l'ITM ASBL (numéro RCS : F4061)

- Association des ingénieurs techniciens de l'Inspection du travail et des mines ASBL (numéro RCS : F6125)

Comme indiqué au sein de la réponse du 28 février 2017 à la question parlementaire n° 2708 concernant les associations professionnelles de l'ITM, la direction de l'ITM ne s'est à aucun moment opposée à ce qu'un membre de son personnel puisse adhérer à une association professionnelle et aucun membre du personnel de l'ITM n'a été restreint dans sa liberté en vue de pouvoir exercer sa mission au sein de la représentation du personnel.

Au contraire, la direction de l'ITM a toujours été favorable à ce que l'ensemble du personnel puisse être représenté au sein de la représentation du personnel.

Or, les fonctionnaires et autres agents de l'État jouissent d'une liberté d'association qui ne saurait être contrôlée voire dirigée par une autorité supérieure.

En effet, il appartient au personnel de prendre l'initiative de créer une association professionnelle ayant pour but de défendre les intérêts professionnels de ses membres.

Par conséquent, si les membres du personnel de l'ITM ne souhaitent pas ou n'estiment pas devoir constituer une association professionnelle et partant ne pas faire partie de la représentation du personnel, aucune autorité supérieure ne peut lui imposer une telle création.

Question 5532 (20.01.2022) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **infractions au Code de la route :**

Et gëtt eis zougedroen, dass eng Rëtsch Procès-verballe vun der Police am Kontext vu Verstéiss géint de Code de la route net déi néideg Suitten um Niveau vum Parquet kréien. An deem selwechte Kontext géifen d'Leit, déi vun der Police convoquéiert, systematesch net opdauchen.

Aus deem Grond wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an den Här Policeminister stellen:

1. Kënnen d'Ministere confirméieren, dass tendenziell gekuckt ëmmer manner Leit op d'Convocatioune vun der Police reagéieren?

2. Wéi vill Procès-verballe wéinst Verstéiss géint d'Stroosseverkéiersuerdnung sinn an de leschte fënnef Joer vu Policesäit un de Parquet geschéckt ginn (pro Joer)?

3. Wéi vill Procès-verballe sinn an deem Kontext vusäite vun der Justiz weiderverfollegt ginn?

- Wéi vill goufen der klasséiert? Aus wéi enge Grënn (Verjärung z. B.)?
- Wéi vill goufen der per Ordonnance pénale evakuéiert?
- Wéi vill koumen der an eng Sitzung?
- Wéi vill sinn der aktuell nach unhängeg?

4. Wéi vill Avertissements taxés (AT) wéinst Verstéiss géint d'Stroosseverkéiersuerdnung goufen déi lescht Joren ausgestallt?

- Fir wéi ee Gesamtmontant?
- Wéi vill vun dësen AT goufen effektiv och agedriwwen?

5. Wéi bewäerten d'Ministeren dës Donnéeën?

Réponse commune (16.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Et ass e Fakt, datt ëmmer méi oft Affären, déi, obwuel se net konnte komplett vun der Police ofgeschloss ginn, musse wéinst de legalen Delaien un d'Justizautoritéite virugeschéckt ginn. De Grond heifir ass meeschtens, well convoquéiert Persounen, aus wéi enge Grënn och ëmmer, net bei der Police virstelleg ginn. Hei mussen d'Justizautoritéiten dann iwwert de Suivi vun der Affär decidéieren.

ad 2. De follgenden Tablo erfaasst d'Zuel vu Procès-verballe wéinst Verstéiss géint d'Stroossever-

kéiersuerdnung, déi an deene leschte fënnef Joer vun der Police un de Parquet geschéckt goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et sief vermierkt, dat am Stroosseverkéier primär op Avertissements taxés zeréckgegraff gëtt. Wann den Avertissement taxé bezuelt gëtt, kënnt et deemno iwwerhaapt net zu engem Procès-verbal.

Déi relativ héich Zuel vu Procès-verballen aus dem Joer 2017 erkläert sech duerch d'Aféierung vun den automatiséierte Radaren, déi mat sech bruecht huet, datt d'Constatatioune vun Infraktioune wéinst Vitessdepassementer enorm an d'Luucht gaange sinn, an doduerch och d'Zuel vun den net bezuelten Avertissements taxés, déi dann e Procès-verbal generéiert hunn.

Duerch d'Gesetz vum 10. Abrëll 2018 gouf dunn déi vereinfacht Prozedur vun der Amende forfaitaire agefouert, déi et erlaabt, fir bei all net bezueltem Avertissement taxé vun 49 € direkt eng Amende forfaitaire auszestellen an deemno net méi iwwert de Wee vun engem Procès-verbal mussen ze fueren. Dat huet dozou bäigedroen, dass d'Zuel vu Procès-verballe wéinst Verstéiss géint d'Stroosseverkéiersuerdnung déi Joren drop substanziell erofgaangen ass, well déi Amende-forfaitairen direkt iwwert de Parquet lafen.

ad 3. Tablo 1: Unzuel vu Stroosseverkéiersdossieren, opgeschlësselt no Joer an no Juridiktioun, déi bei de Justizautoritéiten opgemaach goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Tablo 1: Unzuel vu Stroosseverkéiersdossieren, opgeschlësselt no Joer an no Juridiktioun, déi ouni Suite klasséiert gi sinn oder déi ausgesat gi sinn, well den Auteur onbekannt ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Grënn vun engem Classement sans suites si ganz verschidden:

• „Poursuites inopportunes", dat heescht, d'Poursuitte vun der Strofdot sinn net ubruecht, z. B. wann d'Affär besser um Civil weidergefouert géif ginn;

• „Auteur inconnu";

• „Avertissement payé", wann de Prevenu den Avertissement taxé nom Delai awer virun der Sëtzung bezilt;

• „Infraction insuffisamment caractérisée", wann net genuch Beweiser am Dossier sinn, fir dass eng Verurteelung kéint gesprach ginn;

• „Trouble minime à l'ordre public";

• „Affaire civile" oder „intérêts civils réglés en voie de règlement", z. B. bei liichten Accidenter ouni charakteriséiertem Feelverhalen;

• „Prescription";

• „Pas d'infraction";

• „Avertissement", de Prevenu kritt e Rappel à l'ordre a gëtt informéiert, dass am Fall vun enger Recidive ka fir déi al an déi nei Affär poursuivéiert ginn;

• „Dépassement du délai raisonnable";

• „Stage", wann de Prevenu averstanen ass, e Stage iwwer d'Sensibiliséierung zur Stroossesécherheet ze suivéieren;

• „Action publique éteinte", z. B. wann de Prevenu net méi lieft.

- Tablo 2: Unzuel vun den Ordonnance-pénallen, opgeschlësselt no Joer a Juridiktioun.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Tablo 3: Unzuel vun de Verurteelungen, pro Joer a pro Juridiktioun.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Tablo 4: Unzuel vun den Affären, opgeschlësselt no Joer a Juridiktioun, déi aktuell nach opstinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Hei gëtt op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 0614 vum 9. Abrëll 2019 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen verwisen. De follgenden Tablo gouf der Vollstännegkeet hallwer duerch d'Joren 2019, 2020 an 2021 komplettéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. Et sief bemierkt, dass d'Qualifikatioun vun de Faiten duerch d'Police net onbedéngt déi ass, déi och herno vum Parquet zeréckbehale gëtt, wat zum Beispill erkläert, dass verschidden Affären, déi bei de Parqueten erakommen, klasséiert ginn, well méi spéit festgestallt gëtt, dass keng Strofdot virläit oder d'Affär méi eng zivill wéi eng strofrechtlech Komponent huet.

Aus den uewe genannten Zuele geet ervir, dass all Affär am Kader vum Verstouss géint de Code de la route um Niveau vun de Parquete Lëtzebuerg an Dikrech traitéiert gëtt, an datt proportional gesi wéineg Affären nach unhängeg sinn.

De Fait, dass eng Affär klasséiert gëtt, heescht och net onbedéngt, dass dem Prevenu seng Strofdot keng Konsequenzen huet, mee kann duerch e positiivt Behuele vum Prevenu kommen (Sensibiliséierungsstage, d'Bezuele vum Avertissement taxé oder vum Schued, oder och nach d'Regulariséierung vun der Situatioun virun der Sëtzung). Verschidden Affäre mussen aus juristesche Grënn klasséiert ginn, zum Beispill wann d'Action publique, dat heescht den Delai, an deem d'Strofdot muss poursuivéiert ginn, verjäert ass oder de Prevenu net méi lieft.

Question 5534 (20.01.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **formations dans le secteur de la construction :**

Fir ze bauen, brauchen eis Entrepreneure gutt ausgebilt a virun allem genuch Personal. Et schaffen zwar vill Leit aus der Groussregioun am Bausecteur, trotzdeem gëtt et aktuell eng Penurie un Aarbechter. Dowéinst spillt d'Ausbildung vu jonke Leit am Baufach hei am Land eng wichteg Roll.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass trotz héijem Bedarf am Secteur d'Zuel vun de Bautechnikerschüler am éischten Ausbildungsjoer am Lycée Josy Barthel zu Mamer am Verglach zu 2011/2012 ëm 50 Prozent erofgaangen ass?

2. Wa jo, wat sinn d'Ursaachen a wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir deem entgéintzewierken?

3. Kann den Här Minister confirméieren, dass aus Plazgrënn vun dësem Schouljoer u keng BTS-Klasse méi kënnen am Lycée Josy Barthel zu Mamer ënnerriicht ginn an dass dës Klassen op de Geesseknäppchen transferéiert gi sinn?

4. Wa jo, wéi staark sinn d'Ausbildungsplazen an de Baufächer am Mamer Lycée am grousse Ganze limitéiert?

5. De Lycée zu Clierf sollt am Ufank och Schüler an de Baufächer ausbilden, dat gouf awer dunn op eng spéider Phas reportéiert: Vu wéini u soll et déi entspriechend Ausbildungen zu Clierf ginn?

6. Wäerten d'Ausbildungen zu Clierf sech, wéi zu Mamer, op den Héichbau konzentréieren?

7. Wéi eng Bauberuffer sollen allgemeng am Clierfer Lycée ausgebilt ginn?

8. Wäert mam Ausbau vum Clierfer Lycée och Plaz entstoen, fir d'Ausbildung am Déifbau unzebidden, déi et sou nach net zu Lëtzebuerg gëtt?

9. Wann net, firwat net?

10. Wa jo, ass geplangt, och de Lycée zu Mamer an deem Sënn weiderzeentwéckelen an auszebauen?

Réponse (24.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Et ass richteg, datt am Lycée Josy Barthel (LJBM) d'Zuel vun de Bautechnikerschüler (technicien en génie civil) am éischten Ausbildungsjoer ëm ongefeier 50 % erofgaangen ass.

ad 2. Et muss ee leider feststellen, datt d'Attraktivitéit vun den technesche Beruffer am Allgemengen zeréckgaangen ass: Ee vun de groussen Defien an den nächste Joren zu Lëtzebuerg, grad wéi och an eisen Nopeschlänner, ass d'Penurie vu qualifizéierter Main-d'œuvre.

Dofir huet de Service de la formation professionnelle (SFP) an Zesummenaarbecht mam Héichschoulministère an dem Aarbechtsministère am Kader vum sougenannte Skillsdësch eng grouss Etüd iwwert eng National Skills Strategy lancéiert. Hei ass nieft ville bilateralen Entretienen en éischte Workshop mat alle Vertrieder aus der Ekonomie am leschten Oktober organiséiert ginn. No engem zweete Workshop am Abrëll 2022 wäert d'OECD Enn des Joers ee Rapport ofliwwere mat Propositioune fir eng kohärent an effikass Strategie, fir datt eist Land an den nächste Joren d'Leit mat deene Kompetenze kann ausbilden, déi gebraucht ginn.

Eng weider Etüd, déi vun der Europäescher Kommissioun finanzéiert gëtt, kënnt och deemnächst mat hire Recommandatiounen eraus, wéi déi initial Beruffsausbildung ka méi attraktiv gemaach ginn. Och dës Etüd baséiert op dem Dialog mat den Acteure vum Terrain.

Wat d'Formatioun vum Génie civil betrëfft, sou musse sécher de Contenu an d'Methode reforméiert ginn. All Beruffsprofiller an Ausbildungsprofiller vun der Formation professionnelle ginn an Zesummenaarbecht mat dem Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) an de Chambres professionnelles iwwerpréift, sou och d'Bauberuffer, notamment den Technicien en génie civil.

Donieft ginn och grouss Efforten an der Orientatioun ënnerholl. Esou organiséiert d'Chambre des métiers zesumme mam SCRIPT Ateliere schonns am Enseignement fondamental, fir d'Schülerinnen an d'Schüler fir manuell Beruffer ze interesséieren.

Vum 2. bis de 4. Mee 2022 gëtt an den Hale vun der Luxexpo eng grouss Schoulfoire organiséiert, dëst an Zesummenaarbecht tëscht SFP, SCRIPT a Worldskills Lëtzebuerg. Hei ginn de Schüler aus dem Enseignement fondamental an dem ënneschten Zyklus vum Enseignement secondaire déi verschidde Beruffer virgestallt; all d'Lycéeën hunn och en eegene Stand, fir sech mat hire Formatioune virzestellen an déi Jonk an hir Elteren ze interesséieren.

ad 3. + 4. Et ass richteg, datt aus Plazgrënn d'BTS-Klasse vum Lycée Josy Barthel dëst Joer am Gebai vun der Blumm um Geesseknäppchen organiséiert ginn. Am Beräich vun der Formation professionnelle gëtt et allerdéngs kee Plazmangel am LJBM, sou datt d'Zuel vun den Ausbildungsplazen net limitéiert ass.

ad 5. - 9. Déi entspriechend Beruffsausbildunge solle viraussiichtlech 2028 am Lycée Edward Steichen (LESC) ugebuede ginn, also wann d'Extensioun fäerdeg ass.

Am LESC solle souwuel Héichbau, wéi och Tiefbau ënnerriicht ginn. Wat den Tiefbau ugeet, ass dëst eng ganz kloer Demande vum Patronat aus dem Clierfer Kanton. Et wäert ee versichen, där Demande nozekommen.

Follgend Ausbildunge sollen am LESC ugebuede ginn, an zwar an der Formation professionelle de base an am Apprentissage pour adultes:

DT: génie civil
DAP: dessinateur en bâtiment
DAP: maçonnerie
CCP: maçonnerie

ad 10. Mäi Service vun de schouleschen Infrastrukturen an d'éffentlech Bauverwaltung schaffen aktuell enk mat der Direktioun vum Lycée Josy Barthel zesummen, fir no Méiglechkeeten ze sichen, de bestoende Schoulraum auszebauen.

Question 5535 (21.01.2022) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **ateliers protégés :**

Les ateliers protégés sont des lieux de travail dont la structure et le fonctionnement sont adaptés aux besoins spécifiques et aux facultés individuelles de personnes bénéficiant du statut de salarié handicapé. Le travail régulier permet d'une part de développer ou de maintenir les capacités professionnelles. D'autre part, il permet de mener une vie plus autonome et de développer de nombreuses compétences et savoirs.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Quelle est actuellement la capacité d'accueil au sein des ateliers protégés ?

Comment cette capacité a-t-elle évolué dans les cinq dernières années ?

2) L'offre de places est-elle suffisante par rapport à la demande existante ? Dans la négative, quels sont actuellement les besoins en termes de capacité ?

3) Quels sont les besoins actuels en personnel dans les ateliers protégés ? Combien de nouveaux postes ont été créés dans les différents ateliers au cours des cinq dernières années ?

Réponse commune (16.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) La capacité d'accueil agréée des ateliers protégés est actuellement de 1.569 places.

Cette capacité a augmenté de 980 à 1.569 places les cinq dernières années, ce qui équivaut à une augmentation de l'ordre de 60 %.

ad 2) À la date du 31 décembre 2021, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) a recensé 292 demandeurs d'emploi inscrits, disposant de la reconnaissance de la qualité de salarié handicapé par la Commission médicale de l'ADEM selon les dispositions de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, et ayant été orientés vers les ateliers protégés par la Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COR).

Au cours des cinq dernières années, au total 671 personnes ont obtenu une orientation COR vers le marché du travail protégé, l'année 2021 ayant vu le rattrapage d'un retard survenu en 2020 notamment en raison de la crise du Covid-19 :

- 2017 : 122
- 2018 : 109
- 2019 : 132
- 2020 : 106
- 2021 : 202.

Pour l'année 2022, les conventions conclues entre l'État et onze organismes gestionnaires d'ateliers protégés portent sur un nombre maximal de 1.283,53 SH (ETP) à encadrer, tandis que le nombre de SH effectivement occupés était de 1.215,57 ETP au mois de novembre 2021.

Les organismes gestionnaires ont renseigné 39 personnes inscrites sur leurs listes d'attente fin 2021.

ad 3) Le subventionnement étatique des ateliers protégés au titre des frais de fonctionnement repose sur un système forfaitisé qui tient compte 1. des frais d'encadrement direct et 2. d'une partie des frais de direction et d'administration (« overhead »).

L'État ne conventionne donc pas un nombre de postes précis, mais accorde un montant forfaitaire aux organismes gestionnaires conventionnés, qui se calcule notamment en fonction du nombre de salarié(e)s handicapé(e)s (SH) employé(e)s dans chaque atelier. La clé d'encadrement prévoit en principe un maximum d'un(e) encadrant(e) sur 4,5 salarié(e)s handicapé(e)s (exprimés en équivalents temps plein), ainsi qu'un ratio de management maximal de 4,5/100 ETP pour le personnel de direction et d'administration par rapport au nombre total du personnel conventionné de l'organisme gestionnaire (SH et personnel encadrant confondu).

Les organismes gestionnaires des ateliers d'inclusion professionnelle disposent donc d'une enveloppe budgétaire annuelle forfaitisée qui leur permet d'engager le personnel nécessaire à l'encadrement psycho-socio-professionnel des salariés handicapés ainsi que le personnel administratif en fonction des besoins propres à chaque organisme.

D'un point de vue budgétaire, la participation étatique au titre des frais de fonctionnement des ateliers protégés a connu une croissance significative au cours des cinq dernières années, passant de 14,58 mio EUR en 2017 (compte général) à 25,62 mio EUR en 2022 (budget voté), ce qui représente une augmentation de plus de 75 % à prix courants.

Question 5536 (21.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**enquête de l'Inspection générale de la police concernant le recrutement :**

A menge parlamentaresche Froen N° 3754 an N° 3444 vum leschte Joer hat de Minister mir Detailer zu der Rekrutementsprozedur bei der Police geliwwert.

A senger Antwert op d'Fro N° 3444 hat de Minister bestätegt, dass eng Rei Kandidaten eng Reklamatioun bei der Generalinspektioun vun der Police (IGP) agereecht hunn, well si Problemer bei der Rekrutementsprozedur festgestallt hunn. Mir ass zu Ouere komm, dass d'IGP an deem Zesummenhang eng Enquête administrative ofgeschloss huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dës Enquête, an anonymiséierter Form, verëffentlechen? Falls nee, firwat net?

2. Kann de Minister der zoustänneger Chamberskommissioun Ableck an dës Enquête ginn? (am Aklang mam Arrêt „Clement" vun der Cour administrative vum 26. Januar 2021)

3. Wéi steet de Minister generell zu enger anonymiséierter Verëffentlechung vun esou Decisioune vun der IGP, esou wéi et och bei den Urteeler vun der Justiz gemaach gëtt?

Réponse (11.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. De Rapport d'enquête, deen an dësem Dossier geschriwwe gouf, berifft sech op eng Onmass vun internen Dokumenter, déi d'Police der IGP am Kader vun der Enquête zur Verfügung gestallt huet, 19 Leit goufen an deem Kader gehéiert. De Rapport huet 89 Säiten an e puer honnert Säiten Annexen.

Eng anonymiséiert Versioun vum Rapport d'enquête wier kaum lieserlech an eng net anonymiséiert Versioun géif net am Aklang zum Dateschutz stoen.

Et sief ze vermierken, datt d'IGP am Kader vun den administrativen Enquêtë weeder dem Polizist nach dem Reklamant eng Kopie vum Rapport gëtt. Hinne gëtt eng kuerzgefaassten Äntwert zougestallt, esou wéi et am Artikel 5 vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'IGP virgesinn ass.

Opgrond vum Gesetz vum 14. September 2018 iwwert eng „administration transparente et ouverte", sinn d'Dokumenter vun der IGP ausgeschloss vum „droit d'accès", deen all physesch oder moralesch Persoun huet op d'Dokumenter vun de Staatsverwaltungen oder Staatsservicer. Dat gouf de 16. August 2019 vun der Commission d'accès aux documents (CAD) an hirem Avis N° 7/2019 esou festgehal.

A sengem Avis N° 7/2019 schreift d'CAD Folgendes:

« Par ailleurs, le point 7 de l'article 1er (2) de la loi exclut du droit d'accès les documents relatifs aux missions de contrôle, d'inspection et de régulation des organismes visés par la loi.

Le cas d'exclusion du point 7 vise des cas où l'administration exerce une mission de contrôle, d'inspection et de régulation confiée par la loi vers l'extérieur, c.-à-d. portant sur d'autres entités.

Tel est le cas en l'espèce alors que l'IGP est l'instance de contrôle indépendante de la Police grand-ducale.

Les enquêtes administratives de l'IGP sont dès lors exclues du droit d'accès en application de l'article 1er (2), points 3 et 7, de la loi modifiée du 14 septembre 2018. »

ad 3. Eng Anonymisatioun vun engem Geriichtsurteel, dat eng Synthèse an eng juristesch Analys vun den Argumenter vun 2 Parteien an engem Prozess duerstellt, ass net ze vergläiche mat der Anonymisatioun vun engem Rapport d'enquête, deen sech, wéi an dësem Fall, op eng komplex Analys iwwert 89 Säite vun enger Onmass vun Informatioune bezitt, déi sech aus Dokumenter oder Auditiounen erginn.

Am Kader vum Intérêt public an der Transparenz wäerten d'Konklusioune vum Rapport um Site vun der IGP publizéiert ginn.

Question 5539 (21.01.2022) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **groupe de support psychologique (GSP) :**

D'Unité de support psychologique ass am Joer 1997 als Pilotprojet gestart. 2004 krut si eng legal Basis, an de Groupe de support psychologique („GSP") ass ënnert der Administration des services de secours gegrënnt ginn. Nieft der Betreiung vu Rettungsdéngschter, Affer oder Zeie vun Accidenter, de betraffene Familljen oder concernéierte Persounen, kënnt dës Ekipp och bei grousse Katastrophen an aneren Tëschefäll an den Asaz. Esou zum Beispill 1997 beim Zuchongléck zu Hollerech oder am Joer 2000 bei der Geiselnam an engem Foyer du jour zu Waasserbëlleg. All Persounen, déi vun esou Virfäll betraff sinn, gi vum Groupe de support psychologique ënnerstëtzt.

An deem Kader wëlle mir der Madamm Innenministesch follgend Froe stellen:

- Wéi vill Fräiwëlleger sinn den Ament beim Groupe de support psychologique engagéiert?

- Wéi vill Asätz hat de GSP iwwert déi lescht fënnef Joer?

- Sinn d'Ekippe vum GSP och bei de groussen Iwwerschwemmunge vun 2021 zum Asaz komm?

- Gi Membere vum GSP agesat, fir d'Police an hirer Aarbecht bei de Covidmanifestatiounen ze ënnerstëtzen?

- Huet d'Covidkris d'Demande, fir Hëllef duerch de GSP ze kréien, verstäerkt?

- Gëtt de GSP och vu Privatleit kontaktéiert, oder gëtt de Grupp prinzipiell iwwer d'Servicer vum CGDIS organiséiert?

Réponse (11.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Fir d'Äntwerten an de richtege Kontext ze setzen, ass et wichteg, fir déi genee Missioune vum „Groupe de support psychologique (GSP)" aus dem Règlement opérationnel vum CGDIS ze rappeléieren: « Le groupe de support psychologique (GSP) a pour mission d'intervenir lors d'accidents, d'incidents ou de catastrophes ou en toute autre situation nécessitant une prise en charge psychologique du personnel d'intervention ou des personnes directement ou indirectement touchées par ces événements. »

De GSP ass e Spezialgrupp vum CGDIS, deen déi éischt an urgent psychologesch Prise en charge vu Leit an Nout, souwéi MataarbechterInne vum CGDIS selwer sécherstellt. Seng Aufgab ass et, de Betraffenen am direkten Zesummenhang mat belaaschtende Situatiounen zur Säit ze stoen an, wann néideg, dono un aner professionell Servicer fir de weidere Suivi ze verweisen. De GSP ass keen Ersatz fir aner Servicer, déi déi laangfristeg professionell Betreiung oder Therapie vu Betraffenen assuréieren oder d'Prise en charge vu Betraffenen a spezielle Situatiounen iwwerhuele kënnen. Déi fräiwëlleg Membere vum GSP sinn deemno och nëmmen an der psychologescher Noutbetreiung ausgebilt an net an der therapeutescher oder diagnostescher Prise en charge vu Patienten.

De GSP zielt op den 1. Januar dëst Joer 87 fräiwëlleg Memberen. Aktuell leeft beim CGDIS och de Rekrutement fir en haaptberuffleche Psycholog, deen och de GSP bei senge Missiounen ënnerstëtze soll, fir dëse wichtege Beräich nohalteg am CGDIS ze stäerken an deene fräiwëllege Membere vum GSP bei hirer Aarbecht zukünfteg ënnert d'Äerm ze gräifen.

An de leschte fënnef Joer war de GSP 1.153 Mol am Asaz. An der Moyenne dauert en Asaz vum GSP ronn véier Stonnen. De GSP war och bei den Iwwerschwemmungen am Juli 2021 am Asaz.

De GSP gëtt a priori net agesat, fir d'Police an hirer Aarbecht bei de Covidmanifestatiounen ze ënnerstëtzen, well dëst keng Missioun vum GSP ass. Doriwwer eraus gouf et bis elo och nach keng Demande vun der Police. D'Covidkris huet d'Demande fir Hëllef duerch de GSP net verstäerkt, och wann dësen am Ufank vun der Pandemie op der staatlecher Hotline ausgehollef huet.

De GSP ass en Noutservice, dee just vum 112 alertéiert gëtt. Privatleit kënnen op déi jeeweileg ëffentlech Servicer oder d'Urgence psychiatrique zréckgräifen, déi fir d'Prise en charge vu Betraffene mat psychologeschen/psychesche Krankheeten do sinn. An esou akute Fäll gëtt de Betraffenen an der Reegel och éischter vun enger Ambulanz an d'Spidol transportéiert an net vum GSP betreit.

Question 5540 (21.01.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **fiabilité des tests antigéniques :**

Den 12. Januar huet dat däitscht Paul Ehrlich Institut eng Lëscht erausbruecht, an där d'Effektivitéit vun de Schnelltester evaluéiert ginn ass. Jee no Hiersteller ginn et grouss Ënnerscheeder, wat d'Sensibilitéit vun den Tester ugeet, also ab wéi enger Quantitéit u Virus si dësen erkennen an uweisen. Tester, déi hei zu Lëtzebuerg vum Staat un d'Schoulen a Betriber (virun allem aus dem Horecasecteur) verdeelt goufen, schneiden hei deelweis ee gutt Stéck méi schlecht of, wéi aner Schnelltester fir den Eegegebrauch (Wondfo 30 %, Lepu 46 %, Siemens 76 % Gesamtsensibilitéit).

Mat de leschten Ännerunge vum Covidgesetz gëtt elo erëm massiv op Autotester gesat, well geimpfte Persounen 3 Deeg éischter aus der Isolatioun dierfen, wann 2 Autotester um 5. a 6. Dag negativ sinn. An deem Kontext ass d'Sensitivitéit vun de Schnelltester also ëmsou méi wichteg, fir ze verhënneren, dass Persounen d'Isolatioun ze fréi verloossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi schneiden déi Tester, déi fir déi zertifiéiert Schnelltester vun de Laboen a bei den Testzentere vun der Arméi benotzt ginn, an dem Ranking vum Institut of?

2. D'Lëscht vun der Santé vun den offiziell recommandéierte Schnelltester ass op covid19.lu ze fannen. Dës Lëscht datéiert allerdéngs vum 15. Juni 2021. Ass dës Lëscht nach ëmmer richteg a falls net, wäert d'Ministesch dës Lëscht aktualiséiere loossen? Falls d'Lëscht aktualiséiert gëtt, wäerten d'Resultater vum Paul Ehrich Institut afléissen?

3. Firwat huet de Lëtzebuerger Staat sech entscheet, grad dës Marken un Tester (Siemens, Lepu, Wondfo, ...) ze kafen, wëssend dass et méi performant Modeller ginn?

4. Denkt d'Ministesch, dass et sënnvoll wier, méi breet iwwert d'Performance vun de Schnelltester ze kommunizéieren, fir dass d'Bevëlkerung ee méi informéierte Choix bei der Auswiel vun de Schnelltester kann treffen?

5. Wéi schätzen d'Ministesch an hir Experten de Risiko an, dass Persoune wéinst falsch negativen Testresultater den Isolement ze fréi verloossen?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. All Labo an all Gesondheetsberuffler, deen een zertifiéierte Schnelltest duerchféiert, kann dat mat engem Schnelltest maachen, deen an der EU als Test zougelooss ass. D'Arméi benotzt Schnelltester vun der Mark Anhui Deepblue Medical Technology Co., Ltd., déi am Test vum Paul Ehrlich Institut ganz gutt ofgeschnidden hunn, well déi am Verglach mat de PCR-Tester 100 % vun den Infektioune fonnt hu mat engem CT (Cycle Threshold)-Wäert, deen ënner 25 läit. Bei de CT-Wäerter tëscht 25 an 30 fënnt dësen Test an dësem Verglach nach eng 39,1 % vun den Infektiounen.

ad 2. D'Gesondheetsdirektioun huet keng Lëscht vu recommandéierte Schnelltester opgestallt. Déi Lëscht, op déi den honorabelen Deputéierten sech referéiert, ass opgestallt ginn, wou nach keng Schnelltester als „Autotest" zougelooss waren. Fir awer méi schnell a méi flächendeckend esou Tester anzesetzen, huet de Gesondheetsministère enger Rei vun Tester eng extra Autorisatioun ginn, fir datt déi och als Autotest kënne benotzt ginn. Dat sinn déi Tester, déi op dëser Lëscht figuréieren. Nom 15. Juni 2021 waren awer eng Rei Tester um Marché disponibel, déi eng speziell „Autotest"-Autorisatioun haten, soudass keng zousätzlech Autorisatioun méi vum Gesondheetsministère fir dës Tester néideg war. Dës Tester erkennt een un engem Code mat véier Zifferen. D'Lëscht vun der Santé behält awer nach hir Gültegkeet an ass bis op den 31. Mäerz 2022 verlängert ginn, fir all Prestataire a Persoun d'Chance ze ginn, fir déi lescht Tester aus esou engem Batch (mat extra Autorisatioun) nach kënnen ze benotzen. Dës Lëscht ass um Site www.covid19.lu opruffbar.

ad 3. Als éischt muss ee mol genau definéieren, wat performant heescht. De Minimum Requirement ass vun der Weltgesondheetsorganisatioun virginn a läit bei ≥ 80 % Sensibilitéit an ≥ 97 % Spezifizitéit. Dës Seuile gi vu ganz villen Tester erfëllt. Donieft ginn et verschidde Studien, déi Tester verglach hunn an zur Feststellung komm sinn, datt et Ënnerscheeder bei den Tester gëtt, jee nodeem wéi infektiéis eng Persoun ass. D'Tester sinn am Allgemenge ganz gutt, wann d'Persoun héich infektiéis ass, also de CT-Wäert ënnert 25 läit. Tester sinn am Allgemengen net méi sou performant, wa CT-Wäerter méi héich sinn, a wann d'Persoun manner Virus produzéiert, well da manner Protein an der Nues ze fannen ass. Soumat erfëllen d'Tester awer hiren Zweck, fir komplementar zu de PCR-Tester ze sinn, doduerch, datt si performant sinn, fir héich infektiéis Persounen ze detektéieren.

D'Tester sinn all entweeder iwwert een EU Procurement oder ee Marché public kaaft ginn. Viraussetzung fir de Choix vun den Tester war, dass d'Tester de Minimum erfëllen, dee vun der Weltgesondheetsorganisatioun virginn ass (≥ 80 % Sensibilitéit an ≥ 97 % Spezifizitéit). Ënnert de Firmen, déi an dëse Marchéë matgemaach hunn, ass dunn de Choix geholl ginn, woubäi och nach eng Kéier nogekuckt ginn ass, wéi gutt déi Tester dann aktuell ofschneiden. D'Gesondheetsdirektioun huet sech un de Marché public gehalen, a konnt och nëmmen Tester eraussiche vu Firmen, déi sech op de Marché gemellt hunn.

ad 4. D'Asetze vu Schnelltester ass begrenzt, well d'Verfaren eeben op d'Moosse vu virale Proteinne baséiert. Eng PCR huet eng weesentlech méi héich Sensibilitéit a bleift deemno de „Gold Standard". Mee wéi bei all biologeschem Test gëtt et keng 100 % Sécherheet. Leider gëtt et och net een oder zwee Tester, déi sech ënner deenen aneren Tester ervirhiewen, soudatt ee just nach déi géing benotzen. An der Teststrategie spillen d'Schnelltester eng wichteg Roll, well se einfach duerchzeféiere sinn, net deier kaschten an oft kënne widderholl ginn. Et kann een déi Tester also gutt fir eng flächendeckend Iwwerwaachung benotzen. De Gesondheetsministère huet och schonn e puer Campagnë gemaach, fir de Leit déi Tester méi nozebréngen, ënnert anerem wärend der nationaler Testwoch viru Chrëschtdag 2021, wou d'Bierger opgeruff waren, sech bannent enger Woch zweemol selwer ze testen.

ad 5. Et ass wéi bei alle Mesuren en Ofweie vu Risiken. Natierlech ginn et falsch negativ Testresultater. Et kann deemno virkommen, datt ee moies nach negativ a mëttes scho positiv ass oder datt een infizéiert ass an net vill Virus produzéiert, soudatt een ënner Ëmstänn negativ am Schnelltest bleift. Doduerch, dass ee méi Tester iwwer e puer Deeg verdeelt mécht, minimiséiert een de Risiko natierlech. Dat ass de Grond, firwat een de 5. a 6. Dag een Test soll maachen. Mat dëser Approche verhënnert een, dass héich infektiéis Persounen de Virus nach weiderginn, wa si erëm Kontakt mat anere Leit hunn.

Question 5542 (21.01.2022) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **consultation publique sur le projet de règlement grand-ducal concernant certains types de constructions en zone verte :**

Vum 13. Dezember 2021 bis den 21. Januar 2022 huet den Ëmweltministère eng ëffentlech Consultatioun organiséiert iwwer de Projet de règlement grand-ducal, deen d'Konditiounen an d'Krittäre fixéiert, fir nei Konstruktiounen an der Gréngzon ze autoriséieren.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

- Wéi vill Remarken an Observatioune si beim Ëmweltministère erakomm?

- Wat sinn déi Haaptkritikpunkten, déi formuléiert goufen?

- Wéi eng Suitte gedenkt d'Madamm Ministesch de verschiddene Kritikpunkten ze ginn?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Am Ganze si véier Observatiounen erakomm.

1. Déi éischt Observatioun fuerdert, dass keng Installatiounen an der Gréngzon sollten autoriséiert ginn, déi den Niveau vum Kaméidi géifen erhéijen.

2. Déi zweet Observatioun freet, dass den Artikel 74 iwwert d'Ruchë geännert gëtt. De Verbuet vun engem Bezuch aus PVC wier net breet genuch gefaasst, well am Commerce géif een haaptsächlech Bezich aus PEHD a Styropor ze kafe kréien.

3. Eng drëtt Observatioun dréit sech och ëm d'Ruchen. Beiekëschte géifen zu 40 % vum Staat subventionéiert ginn, mat der Oplag, dass se zéng Joer mussen halen. Fräi opgestallte Beiekëschten, also déi net an engem Beienhaus stinn, hätten eng Liewensdauer ënner zéng Joer, wann ee misst ekologesch Lasurë benotzen. An dëser Observatioun goung et och ëm Restriktiounen, wat den Hangar ugeet, fir d'Verschaffe vum Hunneg.

4. Déi véiert a lescht Observatioun dréit sech ëm d'Konstruktioune fir Päerd. Hei gëtt ervirgestrach, dass d'Emprise au sol fir d'Päerdsboxen ze kleng wier. Och ginn aner Restriktiounen ugeschwat, wéi z. B. d'Manègen oder sanitär Installatiounen.

Aktuell ginn déi Observatiounen nach analyséiert fir ggf. Elementer ze integréieren, déi pertinent sinn.

Question 5554 (24.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **collaboration du Luxembourg avec les institutions de l'Union européenne :**

An engem rezenten Artikel vu „Luxembourg Times" („Detection of EU fraud in Luxembourg ‚very weak' says EPPO"; 20.1.2022) liest een, datt d'EPPO (European Public Prosecuter's Office) der Lëtzebuerger Regierung reprochéiert, net enk genuch mat dëser wichteger EU-Institutioun zesummenzeschaffen. De Gabriel Seixas, Europäesche Procureur a Vertrieder vu Lëtzebuerg bei dëser Institutioun, seet: "The law to adapt the penal procedure specifically for EPPO has still not been voted on. That leaves us in a rather complicated situation in Luxembourg." Hie bezitt sech domat op de Projet de loi N° 7759, deen déi Lëtzebuerger Strofprozessuerdnung un d'EU-Reglement iwwer d'EPPO upasse soll.

Dëse Projet de loi ass effektiv, ee Joer, nodeems en an der Chamber deponéiert gouf, nach ëmmer net gestëmmt. De Gabriel Seixas mengt an dësem Kontext: „I think that if we had the procedure in place, we would be able to detect a lot more fraud."

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zu de Virwërf vun der EPPO? Ass d'Lëtzebuerger Regierung un d'EPPO erugetrueden, fir dës Virwërf ze entkräften?

2. Geet d'Madamm Minister dervun aus, datt d'EPPO, een halleft Joer, nodeems si hir Aarbecht opgeholl huet, voll operabel ass, fir Fraudë géint d'EU-Interessen hei am Land ze bekämpfen? Wann net, aus wéi enge Grënn ass dat elo net méiglech?

3. Wéi gesäit d'Madamm Minister generell d'Zesummenaarbecht tëscht der EPPO an der Lëtzebuerger Regierung?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Zënter dem Akraafttriede vum Reglement iwwert den Europäesche Parquet („EPPO") den 20. November 2017, huet d'Regierung sech ëmmer dofir agesat, fir dass dës nei onofhängeg Ariichtung vun der Europäescher Union an de beschtméigleche Konditiounen hei zu Lëtzebuerg konnt operationell ginn. Et muss ee wëssen, dass den EPPO nieft dem zentralen Niveau, dat heescht dem Siège hei um Kierchbierg, vu wou aus d'Cheffin vum EPPO, déi 22 europäesch Procureuren an dat administratiivt Personal schaffen, et en dezentralen Niveau gëtt, vu wou aus déi sougenannt „Procureurs européens délégués" an hire jeeweilege Länner schaffen. Op Entscheedung vun der Europäescher Kommissioun, souwéi et am Reglement vun 2017 virgesinn ass, huet den EPPO den 1. Juni 2021 mat sengen Ermëttlungs- a Poursuitemissiounen ugefaangen. Den operationelle Kader hei zu Lëtzebuerg fir eis zwee „Procureurs européens délégués" ass schonn duerch e Gesetz vum 31. Mäerz 2021 gesat ginn, wat op dem Gesetzesprojet N° 7760 baséiert. Domat ass och déi néideg Onofhängegkeet garantéiert gi par rapport zu den nationale Justizautoritéiten. Et stëmmt, dass de Gesetzesprojet N° 7759 de Moment nach an der legislativer Prozedur ass, a wou sech den Avis vum Staatsrot zu enger éischter Serie Amendementer, aktuell erwaart gëtt. Lëtzebuerg schafft an deem Zesummenhang mat der Europäescher Kommis-

sioun zesummen, an et fënnt e reegelméissegen Austausch betreffend dem nationale Gesetzesprojet statt. Et ass net ugeduecht, dass d'Regierung un den EPPO eruntrëtt, dëst ëmsou méi, well déi national legislativ Prozedur de Moment nach amgaangen ass.

ad 2. Den 1. Juni 2021 huet den EPPO mat sengen Ermëttlungs- a Poursuitemissiounen ugefaangen. An deene verschiddene Memberlänner vum EPPO sinn zënterhier eng Rei Dossieren opgemaach ginn, an et steet der Regierung net zou, d'Aarbecht vun dëser onofhängeger Ariichtung ze kommentéieren.

ad 3. Souwéi aus den Äntwerten op déi 1. an 2. Fro ervirgeet, huet Lëtzebuerg dem EPPO ëmmer all Ënnerstëtzung ginn, fir dass den EPPO den néidege Kader huet, fir als onofhängeg Ariichtung hei zu Lëtzebuerg kënnen operationell ze sinn. D'Zesummenaarbecht bei der Mise en place ass exzellent verlaf. Den EPPO huet d'Vertraue vun der Regierung, wat d'Ausübe vu senge Missiounen ubelaangt, an d'Zesummenaarbecht am Respekt vun der Gewaltentrennung ass och weiderhin zougeséchert.

Question 5555 (24.01.2022) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **digitalisation du service public :**

La révolution numérique a bouleversé le quotidien des citoyens qui attendent aujourd'hui également des services publics numériques, simplifiés, fiables, efficaces et adaptés à leurs besoins en constante évolution.

Dans ce contexte, l'Administration des contributions directes (ACD) a réalisé en 2021 un audit externe sur son fonctionnement interne et de ses moyens informatiques, en vue de dégager des pistes pour encore mieux s'adapter aux défis de systèmes légaux et règlementaires toujours plus complexes, ainsi que des attentes des contribuables dans le contexte de la digitalisation.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Finances.

- Madame le Ministre peut-elle informer sur les recommandations formulées dans l'audit qui ont trait à la simplification et modernisation des échanges entre l'Administration des contributions directes et les citoyens ?

- Combien de ces recommandations sont déjà mises en œuvre ?

- Madame le Ministre envisage-t-elle de publier toutes les recommandations émises dans l'audit respectivement l'audit dans son intégralité ?

- Dans la négative pour quelles raisons ?

Réponse (25.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Tel que déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4611 du 6 juillet 2021 des honorables Députés Claude Haagen et Francine Closener, « l'Administration des contributions directes (ACD), de concert avec le Ministère des Finances, mène actuellement une analyse poussée de son fonctionnement interne et de ses moyens informatiques, en vue de dégager des pistes pour encore mieux s'adapter aux défis de systèmes légaux et règlementaires toujours plus complexes, ainsi que des attentes des contribuables dans le contexte de la digitalisation ».

Les travaux se poursuivent en vue d'établir une feuille de route de transformation globale, avec un accent particulier sur le volet informatique, qui sera le moment venu présentée à la Chambre des Députés, ensemble avec un projet loi de financement correspondant, et un projet de loi de « modernisation » visant à la simplification de certaines procédures applicables à l'encontre des contribuables.

Ces mesures significatives et conséquentes devraient permettre à l'ACD de se transformer en acteur moderne capable d'implémenter et de gérer encore mieux les très nombreux défis tant nationaux qu'internationaux qui l'attendent.

Parallèlement, des améliorations ciblées au service des citoyens ont d'ores et déjà été réalisées, comme le nouvel assistant MyGuichet pour la déclaration en ligne pour les personnes physiques permettant aux contribuables éligibles de déposer leur déclaration d'impôt pour l'année 2021 de bout en bout digitale ainsi que les fiches de retenue d'impôt sur traitements et salaires électroniques pluriannuelles.

De même, dans la poursuite de la politique de renforcement des dernières années et conformément à l'accord gouvernemental, le Gouvernement prévoit la création de 500 postes supplémentaires pour les besoins de l'ACD pour les années 2022 à 2026.

Finalement, afin de permettre à l'ACD d'améliorer son efficience et de mieux répondre aux attentes des contribuables, une « Cité des contributions » regroupant les services des différents bâtiments actuellement dispersés sur le territoire de la Ville de Luxembourg est en cours de planification sur un site unique localisé au Kirchberg.

Question 5557 (24.01.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contre-indications à la vaccination :**

Persounen, déi sech net géint de Covid-19 kënnen impfe loossen opgrond vun enger medezinnescher Contre-indication, kënnen e Certificat ausgestallt kréien, deen dëst beleet. Mat dësem Certificat hu si mat engem Schnelltest sur place Accès op Plazen, déi ënnert dem CovidCheck-Regimm ofgehale ginn.

Net all Patient, deen eng Attestation médicale iwwert eng Contre-indication vu sengem Hausdokter un den Direkter vun der Santé schéckt, kritt awer och esou e Certificat ausgestallt. Fir ze verhënneren, dass Abuse gemaach ginn, baséiert d'Santé sech op eng limitéiert Lëscht mat Contre-indicatiounen, déi ugeholl ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi geet d'Santé vir a Fäll, wou en Dokter engem Patient eng Attestatioun ausgestallt huet, dass eng Contre-indication géif virleien, d'Direktioun vun der Santé dës Aschätzung awer net deelt?

Gëtt mat de betraffene Patiente geschwat, fir hinnen ze erklären, firwat hir Demande net ugeholl gouf?

Gëtt mam Dokter geschwat, fir ze ermëttelen, firwat hei d'Aschätzunge vun der Direktioun vun der Santé an dem Dokter auserneeginn, fir gemeinsam erauszefannen, wat hei dat Bescht fir de Patient ass?

2. Baséiert d'Direktioun vun der Santé hir Entscheedung, e Certificat auszestellen, eleng op déi vum Hausdokter ugefouert Krankheet/Symptomatik oder ginn och Certificate vu verschiddenen Dokteren d'office net méi ugeholl, well dës Dokteren ze vill Attestatiounen ausgestallt haten an domat opgefall sinn?

3. Gëtt d'Lëscht mat de Contre-indicatioune vun der Santé reegelméisseg ugepasst?

Wéi eng Contre-indicatioune sinn aktuell op dëser Lëscht ze fannen?

Op Basis vu wéi enge Krittäre gëtt decidéiert, wat eng Contre-indicatioun ka sinn a wat net?

4. Wa Persoune bis vun hirem Hausdokter, deem se vertrauen, ofgerode kritt hunn, sech ze impfen, ass et onwarscheinlech, dass dës Persoune sech nach impfe wäerte loossen, och wann d'Direktioun vun der Santé d'Ausstellung vun engem Certificat ofleent. Esou en Zenario ass fir déi Betraffe mat villen Onsécherheeten an zum Deel och mat engem Vertrauensverloscht vis-à-vis vun der Santé verbonnen.

Wat mécht d'Regierung, fir esou Fäll mat divergéierenden Aschätzunge vun den Hausdokteren an der Direktioun vun der Santé ze vermeiden?

Réponse (25.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Fall, wou e medezinneschen Zertifikat vun engem Dokter virläit fir eng Contre-Indikatioun, an d'Direktioun vun der Santé dëst a Fro stellt, gëtt et zwou Méiglechkeeten, fir d'Situatioun kloerzestellen. Éischtens handelt et sech bei esou Contre-Indikatiounen am Prinzip ëmmer ëm schwéier Virerkrankungen oder Reaktiounen op eng éischt Impfung. Dëst ass dann einfach nozeweisen, well de Patient jo an esou Fäll normalerweis e reegelméissege Suivi médical huet bei engem Dokter, meeschtens engem Spezialist, an dann och Rapporten an Analyse virleeë kann, déi dës Virerkrankung dokumentéieren; respektiv, wann et sech ëm eng schwéier Reaktioun op een éischte Vaccin handelt, ass de Patient jo medezinnesch betreit ginn an dann ass dat dokumentéiert (z. B. eng Admissioun an engem Service d'urgence). Oft geet et dann duer, dës Dokumenter beim Patient oder sengem Dokter nozefroen, falls si net spontan agereecht goufen. D'Direktioun vun der Santé huet do reegelméisseg Kontakter mat de Persounen an hiren Dokteren.

Falls dann nach ëmmer Zweifel bestinn, gesäit d'Gesetz jo vir, dass de Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) en Avis kann ofginn. De CMSS kann dann de Patient convoquéieren, fir mat him iwwert d'Contre-Indikatioun ze schwätzen, respektiv de Patient ze ënnersichen.

D'Direktioun vun der Santé stellt effektiv fest, dass eng kleng Zuel vun Dokteren eng relativ grouss Zuel vun Demanden eragëtt. D'Direktioun vun der Santé traitéiert all d'Dossiere mat der gläicher Objektivitéit a mécht keng Selektioun op Basis vun opfälligen Dokteren.

D'Lëscht vun de Contre-Indikatioune baséiert haaptsächlech op der Lëscht, déi a Frankräich zréckbehale gouf a vum Directeur général de la santé de 24. September 2021 publizéiert ginn ass (via d'Dokument DGS-URGENT 2021-101). Si baséiert op enger Viraarbecht vun der Direction générale de la santé, zesumme mat der Agence nationale de sécurité des médicaments et produits de santé (ANSM), an déi vun der Haute autorité de santé (HAS) validéiert gouf an am Décret 2021-159 publizéiert gouf.

D'Santé huet dës Lëscht duerno och mat der Lëscht vun de Contre-Indikatiounen an der Schwäiz an an Éisträich verglach, woubäi ee soe muss, dass notamment d'Lëscht an Éisträich vill méi restriktiv ass.

D'Lëscht mat de Contre-Indikatiounen ass ëffentlech an um Site www.covid19.lu an der Sektioun Vaccination ze fannen. Falls nei medezinnesch Informatiounen disponibel ginn (z. B. vun der Europäescher Medikamentenagence EMA), gëtt dës Lëscht natierlech ugepasst. Dat selwecht ass de Fall, wann nei Vaccinen disponibel ginn, wéi elo den Nuvaxovid (Novavax), déi eventuell aner Contre-Indikatioune kënnen hunn.

Et ass effektiv esou, dass et ëmmer schwiereg ass, wann eng Divergenz besteet tëschent dem Avis vun engem Dokter an enger Decisioun vun der Santé. D'Direktioun vun der Santé probéiert awer, esou wäit méiglech, esou Situatiounen am Dialog an am Konsens ze léisen. Et ass natierlech esou, dass d'Dokteren och objektiv Argumenter am Sënn vun enger „evidence-based" Santé publique mussen akzeptéieren.

Question 5559 (24.01.2022) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **prise en charge médicale des enfants :**

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, les hôpitaux du pays ont été autorisés à exploiter un service de pédiatrie de proximité, avec l'objectif d'assurer une meilleure prise en charge médicale des enfants et de désengorger le service des urgences de la clinique pédiatrique de la capitale.

Ainsi, les Hôpitaux Robert Schuman disposent d'un service d'urgences pédiatriques et d'une policlinique pédiatrique à la Clinique Bohler. Une autre structure de prise en charge pédiatrique ambulatoire se trouve au Centre Hospitalier du Nord.

Cependant, il nous revient que quelques problèmes subsistent, dont, entre autres, de longs délais d'attente et de longs trajets pour les citoyens vivant dans le nord et dans l'est du pays.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle informer sur l'évolution des effectifs de personnel et du nombre de patients dans la clinique pédiatrique en précisant tout particulièrement le nombre de patients issus des cantons de la circonscription Nord et des cantons de Mersch et d'Echternach ?

- Quels sont les services de la « Kannerklinik » les plus sollicités couramment ces dernières années ?

- Comment la prise en charge pédiatrique est-elle actuellement organisée au niveau du Centre Hospitalier du Nord ?

- Ne serait-il pas opportun de créer une sorte de maison médicale réservée aux jeunes patients, voire un service d'urgence spécifique afin de délester la « Kannerklinik » et de réduire les trajets des citoyens habitant le nord et certaines contrées de l'est du pays ?

- Pour quelles raisons la prise en charge pédiatrique n'a-t-elle pu être améliorée ces dernières années pour les habitants du nord et de certaines localités de l'est durant les weekends et pendant respectivement la soirée et la nuit ?

Réponse (25.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En ce qui concerne les effectifs en personnel, les effectifs médicaux ont évolué progressivement entre 2018 et 2021 en allant de 28,3 ETP à 34,6 ETP alors que les effectifs en professionnels soignants ont évolué de 137,6 à 154,8 ETP.

L'origine des patients admis à la Kannerklinik en fonction de leur canton de résidence a évolué comme suit :

Nombre de patients stationnaires et ambulatoires admis à la Kannerklinik :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Il faut distinguer entre les activités programmées et non programmées au sein de la Kannerklinik. Comme prévu par la loi hospitalière du 8 mars 2018 et suivant les autorisations de service émises en 2019, la Kannerklinik regroupe les activités de pédiatrie spécialisée. D'autres services nationaux dédiés à l'enfant et à l'adolescent y sont également localisés en raison de leur caractère national. Le contexte de relative pénurie de médecins spécialistes en pédiatrie au niveau européen et également national impose une centralisation des activités spécialisées.

En complément des activités spécialisées, la Kannerklinik assure le service national d'urgence pédiatrique.

Enfin, la Kannerklinik héberge depuis le 24 juillet 2015 la maison médicale pédiatrique pour les consultations de pédiatrie en dehors des heures d'ouverture des cabinets pédiatriques.

L'activité non programmée des urgences pédiatriques représente deux tiers de l'activité en termes de nombre de patients. La radiologie pédiatrique est fortement dépendante de cette activité non programmée.

L'activité programmée, quant à elle, se répartit principalement entre les services nationaux de pédiatrie spécialisée et de chirurgie pédiatrique.

- Une prise en charge non programmée est assurée au niveau du service d'urgence du CHdN pour les enfants et jeunes patients nécessitant une prise en charge urgente. En fonction de l'anamnèse et sur avis de l'urgentiste un renvoi vers un service spécialisé de la Kannerklinik peut s'imposer.

En complément à l'activité en semaine des cabinets médicaux pédiatriques, une plage horaire de 10.00-12.00 heures est assurée les weekends et jours fériés pour les consultations urgentes non programmées.

Trois lits d'hospitalisation sont réservés pour accueillir des enfants pour de la chirurgie programmée.

- Au vu du manque de pédiatres disponibles, il n'est actuellement pas possible d'organiser de telles activités reposant sur des compétences pédiatriques dans une maison médicale régionale dédiée.

- Le temps d'accès n'est qu'un des facteurs qui impacte la qualité de la prise en charge médico-soignante ; afin de privilégier d'autres facteurs tels que la compétence pédiatrique, la sécurité, et l'efficience de la prise en charge des jeunes patients, les ressources disponibles sont organisées de manière centralisée.

Comme indiqué dans la réponse à la question 3, une prise en charge complémentaire pour les consultations urgentes est assurée le weekend au CHdN. Cette disponibilité est assurée par les médecins spécialistes en pédiatrie en complément à leur activité dans leurs cabinets. Il n'est de ce fait pas possible d'assurer une disponibilité pédiatrique complémentaire décentralisée.

Question 5560 (24.01.2022) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **syndicats de pêche :**

Le 31 mars 2019 la période des baux de pêche précédente a pris fin, de sorte que les syndicats de pêche ont dû procéder au renouvellement du collège des syndics et se prononcer sur le principe de l'adjudication.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de syndicats de pêche existe-t-il dans notre pays ?

2) Quel est le nombre des lots de pêche au Luxembourg ? Quelle est la longueur moyenne des différents lots ?

3) Combien de lots se trouvent actuellement sous amodiation ?

4) Combien de lots ont été retirés de l'amodiation pendant les cinq dernières années ? Quelles en ont été les raisons ? Sous quels critères les lots de pêche concernés pourront-ils être soumis à nouveau à l'amodiation ?

5) Madame la Ministre juge-t-elle opportun de publier la liste des syndicats de pêche avec des détails de contact, tel qu'il est le cas pour les syndicats de chasse ?

6) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que plusieurs lots de l'Alzette en aval de Luxembourg-ville ont été retirés de l'amodiation pour cause de renaturation de la rivière en question ?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Actuellement il existe 86 syndicats de pêche. Dans ce contexte, on peut constater que les propriétaires riverains sont de moins en moins intéressés et plusieurs syndicats ont des difficultés à constituer un collège des syndics par manque d'intérêt, engagement, disponibilité, ou autre(s) raison(s).

ad 2) Initialement 299 lots de pêche ont été arrêtés. En général un lot de pêche mesure entre 1.000 et 3.000 m de longueur.

En effet, en vertu de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, les lots de la Sûre, de l'Alzette et de l'Attert ont au moins une longueur d'un kilomètre, ceux

de toutes les autres rivières une longueur d'au moins 1.500 m, sur chacune des deux rives. Exception est faite pour les rivières n'atteignant pas cette longueur.

ad 3) Actuellement 201 lots sont amodiés.

ad 4) 56 lots de pêche ont été exclus de l'amodiation pendant les cinq dernières années.

Outre les pollutions, c'est surtout le manque d'eau de certains cours d'eau pendant une bonne partie de l'année, qui sont à l'origine d'une exception de l'amodiation conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures. En raison du faible débit d'étiage, suite au changement climatique, du captage de sources et du prélèvement d'eaux de surface, beaucoup de lots de pêche ne trouvent plus d'offrants lors des adjudications.

En principe les exclusions sont définitives et la législation actuellement en vigueur ne prévoit pas de les resoumettre à une amodiation. Il n'empêche que le syndicat de pêche (les propriétaires riverains devront se constituer en syndicat au cas où l'ancien syndicat n'existerait plus) pourra demander l'annulation de l'exclusion de l'amodiation d'un cours d'eau.

ad 5) Il serait opportun de publier la liste des syndicats de pêche, par analogie à la chasse, ce qui n'est pas encore le cas à l'heure actuelle. Pour des fins de publication de données privées, une analyse approfondie préliminaire de la compatibilité des différentes lois concernées (loi relative à la protection des données et loi relative à la pêche) sera nécessaire.

ad 6) Le syndicat de pêche de Lintgen-Lorentzweiler-Steinsel a demandé l'exclusion de l'amodiation des lots de pêche n^{os} 14, 15, 16 & 17 du cours d'eau Alzette dont le motif principal n'était pas la renaturation, mais plutôt le manque de locataires intéressés ou potentiels et que le prix de l'amodiation ne couvre pas les frais connexes.

En ce qui concerne les effets d'une renaturation sur la pêche, il y a lieu de noter qu'une renaturation d'un cours d'eau augmente considérablement son attractivité en termes de pêche, surtout par la restauration d'habitats aquatiques engendrant une recolonisation d'espèces piscicoles plus diversifiée, par rapport à une situation avant sa renaturation.

En ce qui concerne les effets de la phase de chantier de la renaturation de l'Alzette, il y a lieu de noter que l'article 43 de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures prévoit l'attribution d'une indemnisation, proportionnelle à la période de chantier pendant laquelle l'activité de pêche sera impactée, au locataire concerné.

Question 5563 (24.01.2022) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **tours de la Brasserie de Diekirch :**

Virun e puer Woche stoung an der geschriwwener Press ze liesen, datt och den Tuerm vun deene méi rezente Gebaier (1930er Joren, Bauhausstil mat authenteschem Interieur) vun der aler Dikrecher Brauerei deem geplangten Immobiliëprojet soll Plaz maachen. Dëst soll op eng Expertis hin, déi d'Baufällegkeet vun dësem Tuerm beleeë soll, zeréckgefouert ginn.

Rezent gouf Kritik zu dësen Iwwerleeunge säitens der Zivillgesellschaft geäussert. Virun allem, well opgrond vun der Lëscht vun de klasséierte Gebaier vum Service des sites et monuments nationaux sämtlech Gebaier vun der Parzell, op där och dëst Gebai steet, um sougenannten „inventaire supplémentaire" agedroe sinn („Les immeubles sis 1, rue de la Brasserie, inscrits au cadastre de la Ville de Diekirch, section A de Diekirch, sous le numéro 1305/8198. - Arrêté ministériel du 17 octobre 2011"). D'Gebaier mam Tuerm stinn also net nëmmen ënner Denkmalschutz, mee erfëllen och eng etlech Krittären, déi fir eng Protektioun schwätzen.

An dësem Kontext wollt ech follgend Froe stellen:

1. Firwat däerfen dës Gebaier elo awer ofgerappt ginn? A wat fir engem Mooss si se baufälleg? Wéi ass dës Entscheedung am Detail begrënnt ginn?

2. Nom Brand an der fréierer Zockerfabrick am Abrëll 2021 ass um betraffene Site anscheinend nach näischt geschitt. Konnt d'Brandursaach mëttlerweil gekläert ginn? Wat soll elo mat dësem geschützte Gebai geschéien? Goufen an Tëschenzäit Sécherheetsmoossname beschloss, fir d'Bausubstanz virum schlechte Wieder ze schützen (z. B. d'Mauerkroune mat Baatschen ofdecken)?

Réponse (04.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Nodeems d'Vertrieder vum aktuelle Proprietär Etüden zum Zoustand vum Terrain an och vum Bau selwer presentéiert haten, gouf vum Service des sites et monuments nationaux eng Géigenetüd an Optrag ginn, fir d'Pollutioun vum Baugrond ze analyséieren. Esou sollt en neutrale Büro eng kritesch Duerchliichtung vun de Miesswäerter an der Verknaschtung opstellen. Dëst Dokument vun engem onofhängegen Expert huet d'Etüd, déi vum Proprietär virgestallt gouf, konfirméiert an doriwwer eraus den Zoustand vum Terrain, op deem d'Gebaier stinn, nach méi dramatesch erëmgeholl.

Et huet sech deemno erausgestallt, datt d'Pollutioun um Terrain, wou dat méi jonkt Gebai an deemno och den Tuerm vun 1930 steet, extreem héich ass. Eng groussfläcHEG an déif Depollutioun ass onëmgänglech. Déi opwänneg Sanéierungen an déi komplex Agréff an de Buedem maachen en Erhalt vun de Gebaier praktesch onméiglech.

ad 2. Nom Feier si bei der Zockerfabrick Stabilisatiounsaarbechten amgaangen. Op de Baussefassade sinn déi grouss stole Stäipe scho gesat. Och sinn d'Mauerkëppe protegéiert ginn. Am Februar 2021, op enger Visitt op der Platz, sinn déi lafend Aarbechten heizou scho virgestallt a validéiert ginn.

Wann d'Gebai bis bausse komplett konsolidéiert ass, gi bannen d'Aarbechten an Ugréff geholl. Hei muss mat vill Fangerspëtzegefill all dat verbrannt Material an dee ville Knascht, deen domadder zesummegeet, erausgeholl ginn. Da gëtt d'Gebai weider stabiliséiert an dat misst bis Enn Mäerz 2022 geschitt sinn.

Wéi eng konkreet Funktiounen an déi al Zockerfabrick sollen erakommen, ass nach net gewosst. Geschäfter, Büroen a Wunnenge sinn an der Diskussioun. Eréischt wann d'Gebai bis stabiliséiert a propper ass, kann en neien Amenagement definitiv geplangt ginn.

Question 5564 (25.01.2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant les **plantes dans les lieux publics :**

Laut Artikel 671 a 672 vum Code civil musse Beem an aner Planzen, déi manner ewéi zwee Meter Ofstand zum Terrain vum Noper hunn, och maximal zwee Meter héich sinn. Ass dëst net de Fall, kann de Proprietär vum ugrenzenden Terrain d'Zréckschneide vun dëse Planze verlaangen. Well den ëffentleche Stroosseraum, Trottoiren a Parksträifen ëmmer un e friemen, privaten oder ëffentlechen Terrain grenzen, stellt sech d'Fro no der Reegel, déi fir d'Stroossebeem an aner Beplanzunge vu Staat a Gemenge gëllt.

Well et fir d'Loftqualitéit, d'Biodiversitéit, de Schiet an de Raumklima vum stättesche Raum wichteg ass, méiglechst vill Plantatiounen ze hunn, stellen ech gäre follgend Froen an dësem Zesummenhang un d'Madamm Inneministesch:

1. Gëllt déi Reegel vun der obligatorescher Distanz vun zwee Meter zum ugrenzende privaten Terrain och fir den ëffentleche Raum inklusiv de Stroosseraum, den Trottoiren an de Parksträifen?

2. Wann e Plan d'aménagement particulier vun engem neie Quartier Grénganlage mat Beem mat manner ewéi zwee Meter Distanz zu privaten Terraine virgesäit an accordéiert ginn ass, priméieren dann déi genannten Artikelen aus dem Code civil iwwert den accordéierte PAP?

3. Dierf e Bam iwwert déi legal Héicht vun zwee Meter eraus wuessen, wann de Proprietär vum Nopeschterrain domadder averstanen ass? Wa jo, wéi muss deen Accord festgehale ginn?

4. Vill Gemenge wëlle Beem an de Parksträife planzen, wat awer dann duerch déi uewegenannten Artikelen a Fro gestallt ass, wann z. B. den Trottoir keng zwee Meter breet ass. Wéi, mengt d'Madamm Ministesch, sollen d'Gemenge virgoen, fir hiren ëffentleche Raum méi gréng ze gestalten?

5. Ass d'Madamm Ministesch net der Meenung, dass déi uewegenannten Artikelen an deem Sënn ëmgeännert solle ginn, soudass déi Distanz vun zwee Meter net fir ëffentlech Stroosseninfrastrukture gëllt, an op eng praxisbezunnen a machbar Distanz geännert gëtt - besonnesch, wann den Nopeschterrain net bis un d'Grenz bebaut ass?

Réponse commune (25.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Aus de parlamentareschen Aarbechte vun der „Loi du 29 juillet 1993 portant modification des articles 671 et 672 du code civil et introduction d'un article 672-1 au même code" geet ervir, dass de Gesetzgeeber net d'Intentioun hat, d'Artikele 671 a 672 vum Code civil op den ëffentleche Raum ze applizéieren.

De Rapport complémentaire vun der Justizkommissioun vum 17. Juni 1993 preziséiert, dass d'Artikele 671 a 672 vum Code civil sech op d'Noperschaftsverhältnisser tëscht Privatproprietéite bezéien a keng Restriktioune fir den ëffentleche Raum kreéieren[6].

Beplanzunge vu Staat a Gemengen am ëffentleche Raum falen net ënnert d'Reegel vun den Artikele 671 a 672 vum Code civil, mee ënnerleien de Reegele vum ëffentleche Raum.

D'Fro, déi sech fir de Staat a fir d'Gemenge stellt, ass déi, ob d'Stroossen, d'Trottoiren an de Parksträifen an den ëffentleche Raum falen.

Betreffend déi staatlech Stroosse liwwert den Artikel 2 vun der „Loi modifiée du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie et modifiant la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communications et d'un fonds des routes" eng detailléiert Definitioun, wat zum Stroosseraum gehéiert a wou de Stroosseraum ophält[7]. De Stroosseraum hält un der Baussegrenz vum Trottoir op. Zum Trottoir ginn och d'Vëlospisten a gemeinsam Fouss- a Vëlosweeër gezielt. Falls et keen Trottoir gëtt, dann hält de Stroosseraum un der Baussegrenz vun der ugrenzender Sträif zur Fuerspuer op. Dës Sträif begräift Gréngsträifen, Ramplien, Grief an eventuell Zoufaartsstroossen.

Gemengestroosse si gereegelt duerch d'„Loi modifiée du 12 juillet 1844 sur les chemins vicinaux". Dëst Gesetz enthält awer keng Definitioun, wat zum kommunale Stroosseraum gehéiert a wat net. Dowéinst muss ee sënngeméiss zum staatleche Stroossennetz räsonéieren.

Beplanzungen, déi tëscht der Fuerspuer an der Baussegrenz vum Trottoir oder der Baussegrenz vun der ugrenzender Sträif zur Fuerspuer vum Staat oder de Gemenge realiséiert gi sinn an déi méi wéi zwee Meter héich sinn, mussen d'Distanz vun zwee Meter zum ugrenzende privaten Terrain net respektéieren.

ad 2. D'Plans d'aménagement général (PAG) an d'Plans d'aménagement particulier (PAP) sinn, juristesch gesinn, Gemengereglementer, stinn an der Hierarchie vun den Normen op der ënneschter Plaz a musse konform zu allen aneren Norme sinn, déi driwwerstinn. Dee Prinzip ass explizitt am Gemengegesetz festgehalen[8].

ad 3. Soulaang den Noper sech net dorunner stéiert, dass de Bam, dee manner wéi zwee Meter vu sengem Grondstéck fort steet, méi grouss wéi zwee Meter ass, kann de Bam weiderwuessen. Fir dass de Bam, dee manner wéi zwee Meter vum Terrain vum Noper fort steet a méi grouss wéi zwee Meter ass, geschnidden oder fortgeholl muss ginn, muss den Noper dëst aktiv op Basis vum Artikel 672 vum Code civil fuerderen a gegeebenefalls viru Gericht akloen.

Laut dem Artikel 672 vum Code civil gëtt et awer dräi Fäll, wou den Noper dat net ka maachen:

1. Wann et e Jugement, e Notairesakt oder e privat Schréftstéck vum Noper gëtt, dee seet, dass de Bam net geschnidde respektiv fortgeholl muss ginn;

2. Wann d'Terraine virdrun zesummen een eenzegt Grondstéck waren an de Bam schonns virun der Opdeelung vum Grondstéck do stoung;

3. Wann zéng Joer vergaange sinn, zënter dass de Bam d'Héicht vun zwee Meter erreecht huet.

Den Noper ka just op säi Recht, viru Geriicht ze kloen, verzichten, nodeems de Bam d'Héicht vun zwee Meter erreecht huet. Den Noper kann also net schonns am Virfeld oder bei der Planzung vum Bam op dat Recht verzichten.

Soubal de Bam d'Héicht vun zwee Meter erreecht huet, kann den Noper unilateral op dat Recht verzichten. Den Noper kann dëst an engem private Schréftstéck festhalen oder beim Notaire säi Verzicht festhale loossen.

ad 4. D'Naturverwaltung an d'Stroossebauverwaltung hunn ewell 2013 een ausféierleche Leitfade presentéiert mat ville Beispiller, wéi ee kann eng Begréngung am urbane Raum gestalten. Dëst Dokument kann een online op www.emwelt.lu[9] consultéieren.

[6] Rapport complémentaire de la Commission juridique du 17 juin 1993 : « Il faut admettre que les règles des articles 671 et 672 du code civil ne concernent que les rapports de voisinage entre propriétés privées et qu'ils n'imposent pas de restrictions au domaine public. »

[7] Loi modifiée du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie et modifiant la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communications et d'un fonds des routes. Article 2 : « Alignement d'une voie publique : La ligne correspondant soit à la limite extérieure du trottoir, soit à défaut de trottoir, à la limite extérieure de l'accotement de la route. Au sens de la présente définition, les pistes cyclables et les chemins pour piétons et cyclistes sont assimilés au trottoir. [...] Accotement de la route : La bande adjacente aux voies de circulation comprenant la bande dérasée, les talus, les fossés et les éventuelles voies de service. »

[8] Art. 29. Le conseil fait les règlements communaux. Ces règlements ne peuvent être contraires aux lois ni aux règlements d'administration générale.

[9] https://environnement.public.lu/fr/publications/conserv_nature/nature_et_construction.html

ad 5. Et ass am Moment net virgesinn, fir d'Legislatioun iwwert d'Beplanzungen ze änneren.

Question 5567 (25.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **vérification d'identité par la Police grand-ducale :**

E Méindeg, de 24. Januar 2022, huet déi groussherzoglech Police owes zu Gréiwemaacher d'Carte d'identité vu Passante kontrolléiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Fro stellen:

- Huet den Här Minister dës Kontrollen op Basis vum Artikel 5 vum Policegesetz ugeuerdent? Falls jo, mat wéi enger Begrënnung? Op wéi een Zäitraum huet dësen Asazuerder sech bezunn? Huet den Här Minister sech bei dëser Decisioun mat de Responsabele vun der Gemeng Gréiwemaacher koordinéiert?

Réponse (11.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Béi der Kontroll, déi de 24. Januar zu Gréiwemaacher duerchgefouert gouf, handelt et sech net ëm eng Kontroll op Basis vum Artikel 5 vum Policegesetz.

An dësem spezifesche Fall huet et sech ëm eng Usammlung vun 30-35 Leit gehandelt, déi engem änlechen Opruff op de soziale Medien nokomm sinn, wéi et der schonn e puer an noer Vergaangenheet goufen. Well et bei esou Opriff schonn zur Ausféierung vun Infraktioune komm ass, hunn d'Beamte vun der Police am legale Kader vum Artikel 45 vum Code de procédure pénale gehandelt.

Ofschléissend sief nach erwäänt, dass opgrond vum Artikel 15 Paragraph 1 vum Gesetz vum 19. Juni 2013 (loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques) d'Carte d'identité op all Demande vun der Police muss virgewise kënne ginn.

Question 5569 (25.01.2022) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**évolution des prix des maisons unifamiliales :**

Déi lescht Jore sinn d'Präisser um Wunnengsmaart carrement explodéiert. D'Covid-19-Pandemie huet dësen Trend net gebremst, am Géigendeel. Bis September 2021 sinn d'Präisser nees eng Kéier ëm 13,4 % an d'Luucht gaangen a vill Leit schéngen an dësen Zäiten op d'Sich no engem Eefamilljenhaus gaangen ze sinn. Zanter 2010 sinn d'Präisser vun den Eefamilljenhaiser laut Eurostat zu Lëtzebuerg ëm 117 % an d'Luucht gaangen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

1. Kann eis de Minister soen, wat d'Präisentwécklung bei den Eefamilljenhaiser iwwert déi lescht 12 Méint respektiv iwwert déi lescht 18 Méint war?

2. Wéi héich ass déi kumulativ Hausse vun de Wunnengspräisser zënter dem Joer 2018 fir Appartementer an Eefamilljenhaiser?

Réponse (25.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1. Den hedoneschen Index vun de Verkafspräisser vun de bestoenden Eefamilljenhaiser, déi vum Statec zur Verfügung gestallt ginn, ass an de leschten 12 Méint (dat heescht tëscht dem 3. Trimester 2020 an dem 3. Trimester 2021), ëm 15,3% eropgaangen.

Déi kumulativ Erhéijung iwwer déi lescht 18 Méint, also tëscht dem 1. Trimester 2020 an dem 3. Trimester vun 2021, beleeft sech op + 28,7 % (d. h. am Duerchschnëtt ëm + 18,3 % pro Joer).

Dës Statistike sinn aus Daten aus den Notairesakten (Publicité foncière) zesummegesat ginn. Heibäi ass eng hedonesch Method ugewannt ginn, déi et erméiglecht, d'Effekter vun der Zesummesetzung ze neutraliséieren (d. h. Ännerunge vum Typ a vum Standuert vun de Wunnengen, déi vun engem Trimester op dat anert verkaaft ginn). D'Zil ass also, d'Veränneerungen am Wäert vun deem selwechte Kuerf vun de verkaaften Immobilien am Laf vun der Zäit ze verfollegen.

Et sollt och bemierkt ginn, datt dës Statistiken op de Verkaf vu bestoenden Eefamilljenhaiser limitéiert sinn. Fir de Moment gëtt et keng offiziell Statistiken iwwer d'Segment vun den nei gebauten Haiser, sou wéi dat de Fall bei den Appartementer ass, déi op Plang verkaf ginn (Vente en état futur d'achèvement - VEFA). Et ass bei eng grousser Zuel vun nei gebauten Haiser (zum Beispill an engem Lotissement) sou, datt fir d'éischt den Terrain verkaf gëtt, an duerno gëtt et eréischt e Baukontrakt, deen ausserhalb vum Beräich vun der Publicité foncière läit.

D'Grafik 1 hei ënnendrënner weist d'Verännerunge vun de verschiddenen Indexe vun den Immobilieverkafspräisser, déi zënter 2010 vum Statec zur Verfügung gestallt ginn (respektiv zënter dem 4. Trimester vun 2012, fir d'Segment vun de bestoenden Haiser). Et gesäit een, datt d'Wunnengspräisser an deene verschiddene Segmenter op eng änlech Aart a Weis geklomme sinn, besonnesch wann een déi bestoend Appartementer a bestoend Eefamilljenhaiser vergläicht.

D'Grafik 2 weist de järleche Wuesstem vum Index vun de bestoenden Haiser. Si weist, doriwwer eraus, kuerzfristeg Schwankungen. Dëst ass en Trend vu enger beschleunegter Präiserhéijung vun Ufank 2018 bis Ufank 2021.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Déi kumulativ Erhéijung vun de Wunnengspräisindexen tëscht den 43 Méint vum 1. Trimester 2018 bis zum 3. Trimester 2021 beleeft sech op:

- + 48,5 % am Duerchschnëtt fir den agreéierten Index, deen d'Wunnengen, déi bestinn, an déi nei Wunnenge kombinéiert;
- + 53,6 % fir d'Haiser, déi bestinn;
- + 56,0 % fir d'Appartementer, déi bestinn;
- + 36,9% fir d'Appartementer am Bau (VEFA).

Question 5570 (25.01.2022) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **transport d'animaux :**

De 5. Juli 2021 gouf et an der Chamber en Debat iwwert d'Petitioun Nummer 1843, déi vun de Lëtzebuerger Jongbaueren agereecht gouf. Si hunn ënner anerem gefuerdert, datt lëtzebuergesch Béischten net méi duerch d'ganz Welt transportéiert ginn, fir dann an Drëttlänner ënner Konditioune geschluecht ze ginn, déi d'Déierewuel net respektéieren. D'lescht Woch huet och d'Europäescht Parlament Recommandatioune guttgeheescht, fir d'Déierewuel beim Déierentransport ze verbesseren.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi steet et ëm de Suivi vum Debat mat de Jongbaueren an der Chamber? Wat fir Konklusioune vun dësem Debat wäerte kuerzfristeg ëmgesat ginn? Wéi steet et ëm d'Aféiere vun engem nationale Pass fir d'Béischten?

2. Zu wat fir enge Schrëtt wäerten d'Diskussiounen op europäeschem Plang féieren? Wéi wäerten déi nei EU-Recommandatiounen zu Lëtzebuerg konkreet ëmgesat ginn?

3. Iwwer wat fir eng Moossnamen op nationalem Plang wäert de Minister mat den nationalen Acteuren an nächster Zäit beroden? Wäert et zu engem weideren Debat iwwert den Déierentransport zu Lëtzebuerg kommen?

Réponse (09.02.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. An de Konklusioune vum Debat sti Mesuren, déi engersäits op nationalem an anerersäits op europäeschem Niveau ëmgesat musse ginn.

Op europäeschem Niveau steet d'Theema „Bien-être au transport" ëmmer erëm op der Agenda vum Agrarconseil, an hei ass et un de Landwirtschaftsministeren, fir op d'Kommissioun Drock ze maachen, dass d'Konditioune beim Déierentransport verbessert ginn, respektiv Déierentransporter a verschidde Länner, wou d'Konditiounen net respektéiert ginn, net méi erlaabt ginn. De Lëtzebuerger Landwirtschaftsminister huet dat bei all Geleeënheet gemaach an huet sech u verschiddenen Initiative mat eenzele Länner bedeelegt.

Op nationalem Niveau gouf proposéiert, méi verstäerkt d'Kaalwermascht hei am Land ze promouvéieren, fir net all déi männlech Kaalwer an auslännesch Kaalwermäschtereien exportéieren ze mussen.

Dat ass awer eng Mesure, déi net kuerzfristeg ëmzesetzen ass, well hei eng ganz Rei Froen ze kläre sinn, wéi z. B. Infrastrukture fir d'Kaalwermascht, d'Vermaartung vum Kalleffleesch (notamment och d'Valoriséieren am Kader vun engem Label), d'Geneetik (Rass vum Zuuchtstéier, Produktioun vu Kräizungsbéischten). Grondviraussetzung ass natierlech, dass Baueren interesséiert sinn, an esou eng Produktioun ze investéieren.

Wat de Pass fir d'Randbéischte betrëfft, existéiert dëse schonn. All Kallef kritt bei der Gebuert e Pass vun der Divisioun „Sanitel" vun der Veterinärsverwaltung ausgestallt, wou verschidden Donnéeën (Rannerhalter, Sanitelsnummer, sanitär Donnéeën) dropstinn. Dëse Pass begleet d'Béischt bei all Beweegung vun engem Betrib op deen aneren a bis an d'Schluechthaus, respektiv bei d'Firma, déi de Kadaver entsuergt.

Prinzipiell kéint een schonn haut op de Pass dropschreiwen, dass dat Béischt net däerf an Drëttlänner exportéiert ginn. Aktuell ass d'Situatioun awer déi, datt, wann d'Béischt aus Lëtzebuerg an en anert EU-Land transportéiert gëtt, do en neie Pass ausgestallt gëtt, op deem de Vermierk da verschwënnt. Dofir ass dee Volet just op europäeschem Niveau ze léisen, woubäi ee sech muss bewosst sinn, datt, wann d'Déier d'EU verléisst, dee Pass keng bindend Validitéit fir Drëttlänner huet.

ad 2. Den Ënnersuchungsausschoss vum Europaparlament, dee sech iwwert dat lescht Joer mam Theema „Déierentransport" auserneegesat huet, huet e Rapport erstallt, deen am Januar dëst Joer vum Europaparlament approuvéiert gouf.

Dëse Rapport adresséiert verschidde Recommandatiounen un d'Kommissioun, déi iwwert eng Reform vun der europäescher Legislatioun ëmgesat solle ginn. Déi Recommandatioune betreffen d'Transportdauer, d'Transportkonditioune grad ewéi och de Mindestalter, mat deem Déieren transportéiert däerfe ginn.

D'Kommissioun wäert Enn 2023 legislativ Propositioune virschloen, déi d'Déierewuel net nëmme beim Transport, mee och an de Betriber verbessere sollen. Lëtzebuerg, wéi och all déi aner EU-Länner, ass da verflicht, déi nei Dispositiounen op nationalem Niveau ëmzesetzen.

ad 3. An de Gespréicher mat den nationalen Acteuren, déi ech wäert iwwert déi nächst Méint féieren, wäert de „Bien-être animal" och en Theema sinn. Sou sinn am neien nationale Strategieplang betreffend déi zukünfteg Agrarpolitik eng Rei Mesurë virgesinn, fir d'Déierewuel nach weider ze verbesseren. Als Beispill kënnen d'Erweiderung vun der Weideprimm an déi nei geplangten Norme beim Stallbau erwäänt ginn. Doriwwer eraus wäert et spéitstens zu weideren Debate kommen, wann nei europäesch legislativ Propositiounen um Dësch leien.

Question 5571 (25.01.2022) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **« Patiente Vertriedung ASBL » :**

La « Patiente Vertriedung ASBL » (ci-après : « la PV ») s'articule régulièrement sur des sujets de santé et de sécurité sociale. L'association, qui est représentée dans divers organismes nationaux, revendique une représentation nationale et bénéficie de subventions de l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Sur base de quels critères reconnaît le Ministère de la Santé la représentativité de la PV sur le plan national comme organisation la plus représentative des patients ?

- Quelles sont les conditions d'adhésion à l'association ?

- Madame la Ministre, peut-elle m'indiquer le montant exact de la subvention touchée par la Patiente Vertriedung ASBL en 2019, 2020 et 2021, tout comme les critères servant à la base de calcul pour le montant de ces subventions ?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- La Patiente Vertriedung ASBL est une ASBL reconnue d'utilité publique et est conventionnée avec le Ministère de la Santé depuis décembre 1998.

La Patiente Vertriedung ASBL a des liens avec le Ministère de la Santé pour les questions en relation avec la prise en charge des patients, mais ce privilège n'est pas à confondre avec une représentativité sur le plan national comme organisation la plus représentative des patients.

- Le Ministère de la Santé n'est pas impliqué dans l'élaboration des conditions d'adhésion établies par les associations elles-mêmes vis-à-vis de leurs membres.

- Les frais de personnel et de fonctionnement utilisés dans le cadre de la convention en 2019 s'élevaient à 437.536,83 euros.

Les frais de personnel et de fonctionnement utilisés dans le cadre de la convention en 2020 s'élevaient à 497.574,79 euros.

Pour l'année 2021, le décompte n'a pas encore été finalisé.

Question 5573 (25.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **limite d'âge pour la détention et l'utilisation d'armes à feu :**

Mam Gesetz vum 20. Januar 2022 gouf, wat d'Konditiounen ugeet, wat de Besëtz an d'Notzung vu Waffe betrëfft, nogebessert. Verschidde Proposen aus dem Originaltext goufen allerdéngs net an dat schlussendlecht Gesetz iwwerholl. Esou zum Beispill eng Erhéijung vum Mindestalter fir d'Notzung vu Waffen. Kanner ab 11 Joer kënne mam neie Gesetz elo Sportswaffen notzen. E Waffeschäi kann ab 16 Joer ugefrot ginn.

Op där anerer Säit gëtt et verschidde Videospiller, oft First-Person-Shooter, wou de Spiller ka mat Waffen op Saachen, Mënschen oder Déiere schéissen. Dës Spiller sinn oft eréischt ab 16 respektiv ab 18 Joer zougelooss.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Ministesch d'Proportionalitéit tëscht dem digitalen Asaz vu Waffen an dem realen? Misste fir den Asaz vu Waffen net mindestens gradesou streng Reegele gëlle wéi fir d'Notzung vu verschiddene sougenannte First-Person-Shooter-Videospiller?

2. Wäert d'Waffegesetz en Impakt op d'Alterslimitt vun de Videospiller hunn?

Réponse (02.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Ech wëll virop ënnersträichen, dass een den Asaz vun digitale Waffe bei sougenannte First-Person-Shooter-Videospiller net mam reellen Asaz vu Waffen, a méi genau vu Waffen am Kader vum Sportschéissen, an een direkte Verglach ka setzen. Sou ass et zum Beispill bei digitale Spiller am Allgemengen nëmme ganz schwéier, wann iwwerhaapt, ze kontrolléieren, wien, wou, wéi a wéini genau esou e Spill benotzt. Doriwwer eraus ass et esou, dass fir dës Zort vu Videospiller, ausser engem virgeschriwwene Mindestalter, keng weider Reegele virgesi sinn, wat d'Benotze betrëfft.

Dofir sinn ech der Meenung, dass an der Realitéit grad duerch Dispositiounen, déi am neie Waffegesetz stinn, dat den 20. Januar 2022 an der Chamber gestëmmt ginn ass, an déi kloer definéieren, wéi, wou, a wéi engem Kader, an ënner wat fir enge Konditioune Mannerjäreger dierfen eng Sportschéissaktivitéit duerchféieren, eebe genau méi streng Reegele virgesi sinn, wéi dat de Fall ass bei digitale Videospiller.

Wat elo d'Erofsetze vum Mindestalter fir d'Sportschéissen am Verglach zum initiale Projet de loi vu 14 op 11 Joer fir d'Ausstelle vun engem Sportswaffeschäi fir Netfeierwaffen (z. B. Loftpistoul, Loftgewier) un ee Mannerjärege vun 11 Joer betrëfft, esou sinn déi Konditioune genau am Artikel 25 (5) vum neie Waffegesetz gereegelt. Esou muss de schréftlechen Accord virleie vun der Persoun, déi d'Autorité parentale iwwert dëse Mannerjäregen huet. Et dierf och just mat de virgenannten Netfeierwaffe geschoss ginn, wann entweeder d'Persoun, déi d'Autorité parentale iwwert dëse Mannerjäregen huet, derbäi ass, oder eng Persoun, déi op d'mannst säit zwee Joer Titulaire vun enger Autorisation de port d'armes ass, an et muss och eng explizitt Recommandatioun an deem Sënn vun enger agreéierter Sportfederatioun vum Sportsministère virleien. Dës Änderung ass op eng Propositioun vun der Sportsschéissfederatioun (FLTAS) zeréckzeféieren.

Wéi een och aus dem Commentaire zum amendéierten Artikel 25 (initialen Artikel 23) vum Projet de loi N° 7425[10] kann noliesen, huet dësen Alter zum Zweck, dem Alter, deen an aneren europäesche Länner gëllt, méi nozekommen, a soumat dës Lëtzebuerger Kompetitiounssportaart méi performant ze maachen, andeems ee potenziellen Talenter erméiglecht, fréi een héije Kompetitiounsniveau ze erreechen an domat erfollegräich un europäesche respektiv internationale Kompetitioune kënnen deelzehuelen. Heimat soll och kee generellt Ausstelle vu Sportswaffeschäiner vun Netfeierwaffen u Mannerjäreger vun eelef Joer un entstoen, mee et geet just drëm, fir eebe genau deenen Talenter, déi sech fréi bemierkbar maachen an dëser Disziplinn, d'Chance ze ginn, och schnell een héije Kompetitiounsniveau kënnen ze erreechen.

ad 2. Nee.

Question 5580 (26.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **frais de traitement dans le cadre du dédouanement de colis :**

Am Fall vum Antreffe vu Päck aus Net-EU-Staate kritt den Empfänger ee Bréif, fir „Frais de dédouanement" ze bezuelen. An der Fro N° 5300 hunn ech schonn no Detailer zu der Bezuelmethod gefrot. De Minister Gramegna huet mir erkläert: „dës TVA gëtt net vun der Lëtzebuerger Douane opgehuewen, mee vun der Courrier express Firma, respektiv der Post, déi de Pak bei de Keefer liwwert." An dësem Fall kënnen also Privatfirme „Frais de traitement" grad ewéi d'TVA fir d'Douane afuerderen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen eng Rei zousätzlech Froe stellen:

- Opgrond vu wéi enger Base légale, kann eng Firma d'Frais de traitement fir d'Post respektiv d'Douane afuerderen?

- Kënnt et vir, dass keng TVA muss nobezuelt ginn, de Client awer nodréiglech Frais de traitement verrechent kritt? Wa jo, firwat falen dës Fraisen un?

- Muss de Client beim Dédouanement iwwert d'Liwwerfirma fueren, oder kann een d'TVA och direkt bei der Douane bezuelen? Wa jo, falen an dësem Fall och Frais de traitement un? Wann nee, firwat gëtt dem Client hei net kommunizéiert, dass dës Fraisen, déi jo dann net un de Lëtzebuerger Staat ginn, mee un eng privat Firma, net obligatoresch sinn?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Mam Akraafttriede vun der EU-Direktiv 2017/2455, muss op all Wuer, déi zanter dem 1. Juli 2021 importéiert gëtt, TVA bezuelt ginn, an dëst onofhängeg vun hirer Valeur. TVA gëtt op d'Valeur vun der Wuer gerechent. Duerch dës Ännerung an der TVA-Legislatioun mussen esou och zanter dem 1. Juli 2021 bei all Import, bei der Douane Importformalitéiten ausgefëllt ginn, notamment fir d'Valeur vun der Wuer festzeleeën. Ouni dës Formalitéite gëtt d'Wuer net vun der Douane fräiginn, fir un de Client geliwwert ze ginn.

Entweeder huet de Vendeur aus dem Drëttland dës Formalitéiten erleedegt an d'TVA, déi ufält, bezuelt oder, wann dat net de Fall ass, da kann d'Firma, déi de Pak un de Client liwwert, dës Formalitéiten an de Paiement vun der TVA bei der Douane iwwerhuelen. D'Liwwerfirma, déi d'Douanesformalitéite fir de Client erleedegt an d'TVA bezuelt huet, ka sech dann nieft der TVA och d'Frais de traitement beim Client zeréckfroen.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 4358 ënnerstrach gouf, hunn dës Frais de traitement näischt mat der Douane ze dinn. Si gi vun der Firma fir hir erbruechten Déngschtleeschtung gefrot.

De Client kann theoreetesch och seng Douanesformalitéite fir den Import vu senger Wuer selwer erleedegen. TVA muss awer op alle Fall bezuelt ginn, an deem Fall dann direkt vum Client un d'Douane. D'Douane selwer berechent keng Frais de traitement.

Question 5581 (26.01.2022) de **MM. Georges Mischo** et **Max Hengel** *(CSV)* concernant l'**étude CLEAR du CHL :**

D'Etüd CLEAR vum CHL ass vu Pediateren aus der Kannerklinik an Zesummenaarbecht mat der Inspection sanitaire an dem Laboratoire national de santé gemaach ginn. Vu Mäerz bis Dezember 2020 goufe klinesch a virologesch Donnéeë vu Kanner analyséiert, déi eng Covidinfektioun haten. Zil war et, méi iwwer d'Suitte vun enger Covid-19-Infektioun bei de Kanner erauszefannen an och de Long-Covid bei de Kanner ze analyséieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi vill Kanner/Elteren hu bei dëser Etüd matgemaach?

- Wat sinn d'Konklusioune vun der Etüd?

- Ass dës Etüd ëffentlech, resp. gëtt dru geduecht, se ze publizéieren?

- D'Madamm Gesondheetsminister huet kierzlech erkläert, datt de Pilotprojet zum Réseau de prise en charge long-Covid géif weidergefouert an eventuell ausgebaut ginn. Ass virgesinn, Kanner an Zukunft an dësem Projet ze integréieren?

Réponse (02.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et handelt sech bei der Etüd CLEAR ëm eng retrospektiv Analys vu Covid-19-Erkrankunge bei Kanner, fir erauszefannen, wat den Hospitalisatiounstaux an d'Heefegkeet vu Komplikatiounen a Korrelatioun mat der Virusvariant ass. D'Etüd gouf vum Comité national d'éthique de recherche (CNER) approuvéiert an ongeféier 2.000 Famillje goufen ugeschriwwe fir matzemaachen. Dovun hunn d'Eltere vu 435 Kanner mat enger Covidinfektioun hiren Accord ginn, datt hiert Kand bei der Etüd matmaache kann.

Als virleefeg Konklusiounen aus der Etüd kann een zréckbehalen, dass déi grouss Majoritéit vun de Kanner keng akut Komplikatioune kruten an och keng Hospitalisatioun gebraucht hunn. Et gouf och just zwee Fäll vu PIMS (Paediatric Inflammatory Multisystem Syndrom) bei dëse Kanner.

Puncto virologescher Analys, a besonnesch wat de Séquençage vum Virus ubelaangt (Bestëmmung vum Virusvariant), sinn d'Resultater nach dobäi, verschafft ze ginn. Et war awer och do net ëmmer einfach, nach nodréiglech Prouwematerial sécherzestellen, fir Analysen ze maachen.

Et ass elo virgesinn, nach weider klinesch Informatiounen ze sammelen an am Besonneschen och ze kucken, wéi d'Laangzäitauswirkunge vun der Covidinfektioun waren (Long-Covid). Dëst verlaangt awer, dass den Accord vum CNER deementspriechend adaptéiert gëtt.

D'Resultater wäerten dono sécher public gemaach ginn, respektiv wa méiglech och an enger wëssenschaftlecher Zäitschrëft publizéiert ginn. Et ass am Moment net virgesinn, weider Kanner an d'Etüd opzehuelen, well déi aktuell Cohorte vu méi wéi 400 Kanner sécher schonns grouss genuch ass, fir Konklusiounen ze zéien.

[10] Projet de loi 7425, doc. parl. 7425[07]

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

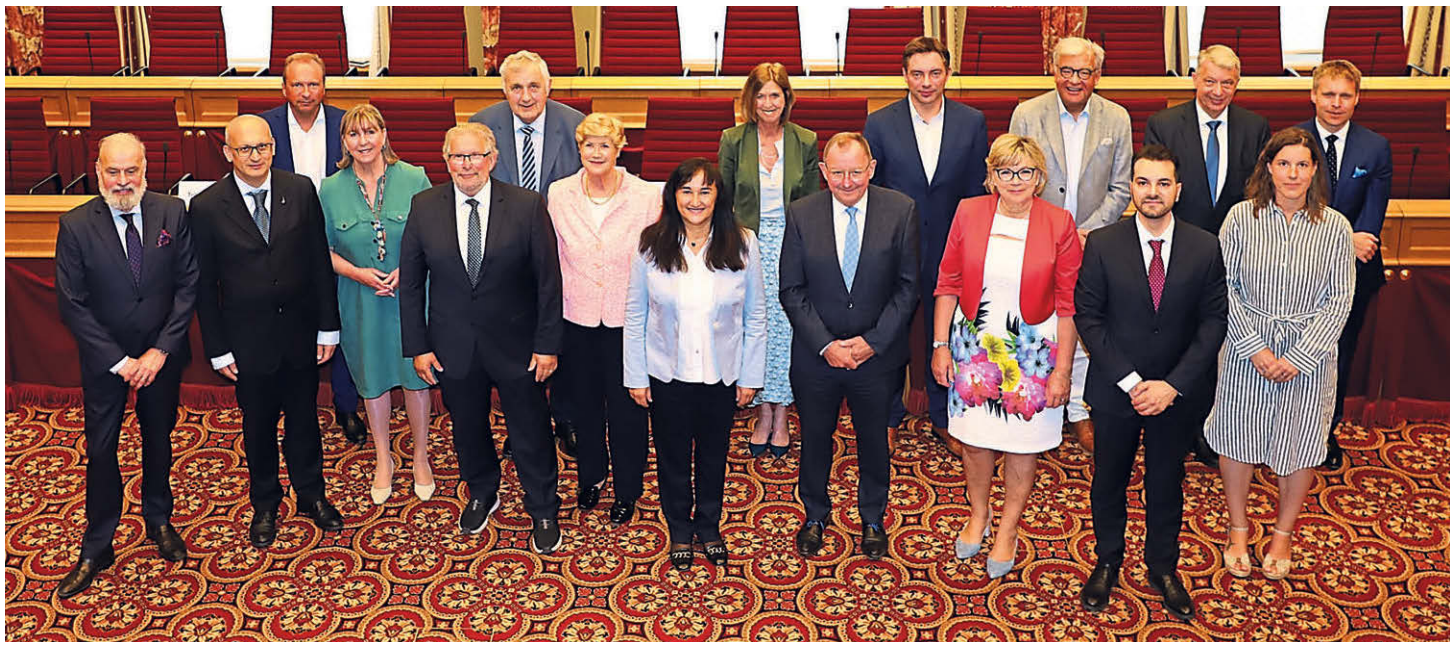
N°31
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 31 | Session ordinaire 2020-2021

Mesures de lutte contre la pandémie	p. 1088	Sommaire des séances publiques nos 71 à 73	p. 1114	71e séance	Jeudi 15 juillet 2021
École internationale Mersch Anne Beffort	p. 1091	Table analytique 2020-2021	p. 1115	72e séance	Jeudi 15 juillet 2021
Prolongation des mesures de lutte contre	p. 1101	Sommaire des questions parlementaires	p. Q753	73e séance	Mardi 14 septembre 2021

Renforcer le dialogue italo-luxembourgeois



La Sénatrice Mme Laura Garavini (au milieu), Présidente du groupe d'amitié parlementaire Italie-Benelux, et le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen (8e à droite), entourés des députés italiens et luxembourgeois.

Renforcer le dialogue italo-luxembourgeois et faire avancer ensemble l'intégration européenne, telle était la volonté commune affichée au cours des discussions entre députés luxembourgeois et italiens le 19 mai 2022 à la Chambre des Députés.

Les membres du Bureau de la Chambre, de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et de la délégation de l'Assemblée interparlementaire Benelux se sont échangés avec les membres du groupe d'amitié parlementaire Italie-Benelux sous la conduite de la Sénatrice Laura Garavini et réunissant plusieurs députés de la majorité gouvernementale italienne.

Les parlementaires des deux pays ont partagé leurs points de vue sur des sujets d'actualité comme la transition énergétique dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'implication des citoyens pour façonner l'avenir de l'Europe ou encore la stabilité monétaire et l'endettement des pays membres de l'Union européenne.

Les députés luxembourgeois ont également attiré l'attention sur l'importance de la communauté italienne au Luxembourg qui compte quelque 23.500 ressortissants sans oublier les nombreux Italo-Luxembourgeois.

Première conférence internationale organisée par la Chambre et l'Université du Luxembourg

« L'interface Science - Politique dans les Parlements »



M. Jean-Paul Bertemes du Fonds national de la recherche

« Rapprocher science et politique : ni trop près, ni trop loin ? » - tel était le thème de la conférence « L'interface Science - Politique dans les Parlements » qui a eu lieu les 5 et 6 mai 2022.

Cette conférence internationale, la première en son genre, a eu lieu sous l'égide de la Cellule scientifique de la Chambre des Députés du Luxembourg et la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg et avec le support de différents services de l'Administration parlementaire. Dans le cadre unique de l'Abbaye de Neumünster, des experts nationaux et internationaux ont présenté des approches pluridisciplinaires pour rapprocher les scientifiques et les responsables politiques.

La conférence a incité les responsables politiques, des scientifiques d'horizons divers, des étudiants tout comme le grand public d'échanger sur l'importance et les défis de la considération de la science et des technologies dans le cycle de vie législatif et de décision politique moderne. Parmi les orateurs figurait notamment le journaliste scientifique de renommée internationale, Dr h. c. Ranga Yogeshwar. D'origine luxembourgeoise, Dr Yogeshwar a consacré son discours liminaire aux originalités et biais de la communication scientifique et politique. Une table-ronde thématique s'est intéressée à l'apport de l'expertise scientifique dans la prise de décision politique en temps de crise, comme par exemple pendant la pandémie Covid-19.

Cette table ronde a donné lieu à un débat animé et stimulant, enrichi par l'expérience des participants : un membre de la Taskforce Covid-19 (Prof. Paul Wilmes), un membre de la Commission nationale d'éthique (Dr Fernand Pauly), un député européen (M. Charles Goerens, groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe) et Dr Ranga Yogeshwar.

Œuvrant à l'interface entre le monde politique et le monde de la recherche, les orateurs de services de recherche parlementaires nationaux et européens (e. a. Prof. Maarja Kruusmaa, membre du groupe des conseillers scientifiques en chef de la Commission européenne), les experts en communication scientifique (e. a. MM. Marc Schiltz et Jean-Paul Bertemes du Fonds national de la recherche) et les scientifiques (e. a. Prof. Christophe Ley de l'Université du Luxembourg) ont présenté approches, outils et données permettant aux députés de disposer d'une expertise adéquate pour guider, fonder et éclairer leurs choix politiques.

Les plus de 160 participants en présentiel ou en ligne, parmi eux un grand nombre de députés, ainsi que les retours encourageants et positifs témoignent de l'intérêt et de la pertinence des sujets abordés dans un monde aux multiples défis sociétaux, économiques, sanitaires et humanitaires.

Ce fut la première, mais certainement pas la dernière conférence organisée par la Cellule scientifique de la Chambre des Députés !



(de gauche à droite) Prof. Paul Wilmes, Dr Fernand Pauly, M. Yann Flammang du Service des relations publiques, Dr Ranga Yogeshwar et M. Charles Goerens ont participé à la table ronde.

« Dag vun der politescher Bildung »



La Chambre des Députés a participé le 18 mai 2022 au « Dag vun der politescher Bildung », journée thématique et de formations organisée par le « Zentrum fir politesch Bildung » (ZpB) au Centre Prince Henri à Walferdange.

La Cellule scientifique et le Service des relations publiques étaient présents avec un stand d'information lors du buffet de networking, permettant des échanges notamment avec l'IFEN, le SCRIPT, le Syvicol, le MUAR (Musée vun der Aarbecht) et diverses autres organisations.

Le but principal était d'augmenter la visibilité de la Chambre des Députés et de montrer les différentes actions en termes de communication vers le grand public, dont l'organisation de conférences.

Des vidéos et du matériel pédagogique, préparés en collaboration avec le ZpB autour de la démocratie, du travail parlementaire ou encore des élections, ont également été présentés aux quelque 150 participants.

Interaktiv Expo „Den DemokratieLabo“



Demokratie an Zesummeliewen zu Lëtzebuerg: Iwwer dës Sujete gëtt an der interaktiver Expo „Den DemokratieLabo“ vum Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) diskutéiert. D'Membere vun der Familljen- an Integratiounskommissioun aus der Chamber waren um Forum Geesseknäppchen op Visitt, fir d'Expo ze erliewen an ze experimentéieren. D'Chamber schafft am Beräich vun der politescher Bildung enk mam ZpB zesummen.

Visite du directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

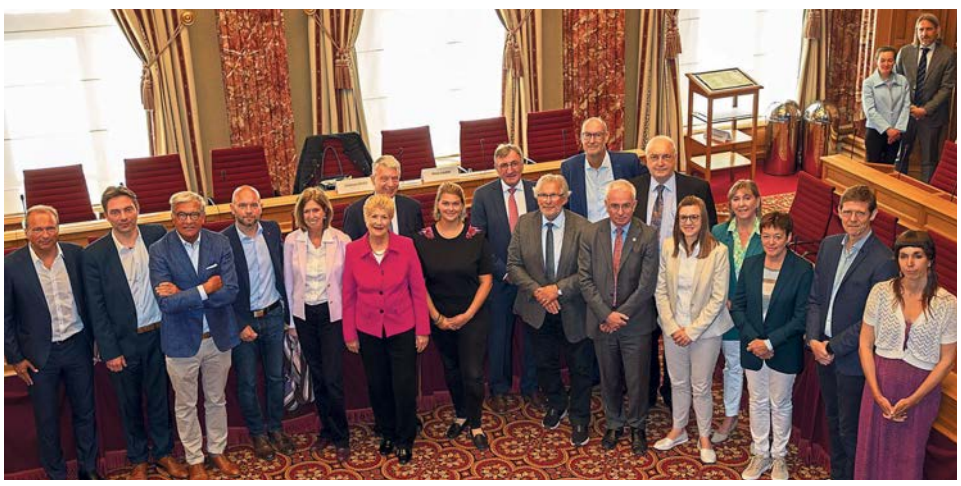
Le directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, M. Peter Sands, était en visite au Luxembourg le 31 mai 2022 et a rencontré à cette occasion les députés membres de la Commission de la Santé et des Sports et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Lors des échanges, M. Sands a souligné qu'en douze mois de pandémie, les progrès effectués dans la lutte contre le paludisme ont effectué un pas en arrière d'environ huit ans. Les programmes de prévention contre le virus du sida ont eu du mal à atteindre les personnes visées, notamment les femmes et jeunes filles, vu que les enceintes scolaires se sont retrouvées fermées pendant la crise sanitaire.

Selon le directeur exécutif du Fonds mondial, cette année serait une année cruciale en ce qui concerne la lutte contre les trois maladies susmentionnées. Au-delà de l'aide octroyée aux pays tiers dans leur lutte contre la Covid-19, il est important, d'après M. Sands, de reconquérir les terrains et de mettre en place des stratégies de sensibilisation au sein des communautés. La vitesse et la flexibilité dont ont fait preuve beaucoup de pays dans la lutte contre la Covid-19 devraient être maintenues dans le combat contre d'autres maladies.

D'autres aspects ont été abordés lors de la réunion avec les députés tels qu'une plus grande prise de conscience sur ce qu'est une pandémie, la nécessité quant au secteur privé de s'impliquer davantage dans la lutte contre les maladies infectieuses et le fait de devoir surmonter les inégalités.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a été créé en 2002. Depuis lors, plus de 44 millions de personnes ont pu être sauvées grâce aux programmes et aux stratégies mis en place par le Fonds mondial. Sous réserve de disposer de moyens financiers suffisants, le nombre actuel de décès pourrait passer de 2,5 millions à 1 million en 2026, a expliqué M. Sands aux députés.



Échange de vues entre M. Peter Sands, directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (7e à droite), et les députés membres de la Commission de la Santé et des Sports et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Organisation de l'École de Commerce et de Gestion

7565 - Projet de loi portant sur :

1° l'organisation et le fonctionnement de l'« École de Commerce et de Gestion - School of Business and Management » ;

2° l'intégration de l'offre scolaire de l'École Privée Grandjean et la reprise de son personnel

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'organisation de l'« École de Commerce et de Gestion - School of Business and Management » (ci-après « l'École ») en y intégrant les formations offertes par l'École Privée Grandjean et la reprise du personnel de celle-ci par l'État.

Il est proposé de compléter l'offre scolaire de l'École aux niveaux :

- de l'enseignement secondaire général (ESG) par une nouvelle section « finances » ;

- de l'enseignement secondaire classique (ESC) par une section « entrepreneuriat et administration » ;

- de l'enseignement supérieur par la création de deux nouveaux BTS (Brevet de technicien supérieur) à accréditer dans les deux années à venir, à savoir un « BTS assistant juridique » et un « BTS gestionnaire financier ».

Il s'agit encore d'intégrer à l'École des formations actuellement dispensées par l'École Privée Grandjean, à savoir les programmes d'enseignement français pour préparer au brevet d'études professionnelles (BEP) de la section des métiers des services administratifs et au diplôme du baccalauréat technologique, série sciences et technologies du management et de la gestion (STMG).

Cette intégration des formations offertes par l'École Privée Grandjean suivant les programmes d'enseignement français est rendue nécessaire, étant donné que cet établissement n'est plus en mesure de continuer ses activités dans ses locaux actuels et qu'il est dans l'impossibilité d'en acquérir ou d'en louer de nouveaux.

Finalement, le projet de loi sous rubrique règle aussi la question de la reprise du personnel de l'École Privée Grandjean et précise le cadre du personnel nécessaire à l'accomplissement des missions de l'École.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.04.2020

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Président : M. Gilles Baum) :

29.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
05.05.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.06.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.07.2021

Loi du 6 août 2021

Mémorial A : 2021, n° 609, page 1

CGIE, SCRIPT, IFEN : organisation, missions et fonctions

7658 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de gestion informatique de l'éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

4° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

Le présent projet de loi a pour objet de :

1° mettre à jour les missions du Centre de gestion informatique de l'éducation (ci-après « CGIE ») : Au vu de l'évolution qu'ont connue les technologies de l'information et de la communication au cours des dernières années, force est de constater que les missions du CGIE ne se limitent plus au simple conseil technique initialement prévu par la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de gestion informatique de l'éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique. Le CGIE peut désormais intervenir activement dans l'acquisition, l'installation, la maintenance et l'assistance technique concernant le matériel relatif aux technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires étatiques. Tandis que l'assistance technique du CGIE est limitée aux seules technologies que ce dernier a installées lui-même, son conseil pourra être demandé par l'ensemble de l'administration de l'Éducation nationale.

La loi en projet vise par ailleurs à introduire la fonction du directeur adjoint du CGIE, qui a comme mission d'assister le directeur du CGIE dans ses fonctions. Cette démarche s'inscrit dans une optique de renforcement du personnel et d'optimisation du management.

2° créer la fonction de l'instituteur spécialisé en compétences numériques (ci-après « I-CN ») : Le développement des compétences digitales et la sensibilisation des jeunes aux technologies de l'information et de la communication jouent un rôle de plus en plus important dans l'enseignement fondamental. Suite à l'introduction du « coding » et à l'utilisation accrue de médias numériques au sein de l'école fondamentale, les enseignants se voient confrontés à de nouveaux défis.

Le présent projet de loi crée donc la fonction de l'instituteur spécialisé en compétences numériques, ayant pour mission de soutenir, de conseiller et d'assister le personnel scolaire dans le cadre de l'éducation aux médias. Les I-CN sont affectés au SCRIPT et répartis sur les quinze régions de l'enseignement fondamental ;

3° régler l'accès aux fonctions dirigeantes du CGIE, du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (ci-après « SCRIPT ») ainsi que de l'Institut de formation de l'éducation nationale (ci-après « IFEN ») : Actuellement, le poste de directeur du CGIE ainsi que les fonctions de directeur et de directeur adjoint du SCRIPT et de l'IFEN sont réservés aux fonctionnaires ayant appartenu au moins cinq années au personnel de la carrière supérieure du service de l'État. Cependant, il devient de plus en plus difficile de trouver des candidats hautement qualifiés qui conviennent à ces postes dirigeants. Par conséquence, le présent projet de loi propose d'étendre l'accès aux fonctions dirigeantes auprès de l'IFEN, du SCRIPT et du CGIE à tous les agents de l'État de la catégorie de traitement ou d'indemnité A, détenteurs d'un diplôme de master en relation avec la fonction briguée et appartenant ou ayant appartenu pendant cinq ans au moins au personnel de la catégorie A (rubriques « Enseignement » ou « Administration générale »). À l'avenir, ces fonc-

tions seront donc également ouvertes aux employés de l'État qui remplissent les conditions susvisées. Cette modification de la loi actuellement en vigueur permettra d'augmenter le nombre de candidats hautement qualifiés pour potentiellement assurer les fonctions dirigeantes visées.

Finalement, la loi en projet ajoute la coordination des travaux d'élaboration et d'évaluation du Plan de développement scolaire (PDS) aux attributions du président du comité d'école de l'enseignement fondamental.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 31.08.2020

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

30.10.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement parlementaire
24.06.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07.07.2021	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
12.07.2021	Examen d'une proposition d'amendement
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.07.2021

Loi du 6 août 2021

Mémorial A : 2021, n° 615, page 1

École internationale Mersch Anne Beffort

7800 - Projet de loi du * portant création d'un lycée à Mersch et modification :**

1° de la loi modifiée du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster ;

2° de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux ;

3° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;

4° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

5° de la loi du 13 juillet 2018 portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains ;

6° de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

Le présent projet de loi porte création d'un nouveau lycée dans la commune de Mersch. Ce lycée fait partie des établissements d'enseignement public luxembourgeois et tombe sous le champ d'application de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées. Afin de satisfaire au mieux les besoins des élèves et de leurs parents, le nouveau lycée sera doté d'un internat.

Il est proposé d'intégrer une école européenne publique dans le futur lycée de Mersch. Cette école fera partie de la même entité administrative que le lycée traditionnel et sera placée sous la direction de ce dernier. Elle portera le nom « École internationale Mersch Anne Beffort ». Elle complétera le réseau des écoles internationales publiques qui existent d'ores et déjà à Differdange et Esch/Alzette, Junglinster, Clervaux et Mondorf-les-Bains.

La commune de Mersch a été retenue comme lieu d'implantation de cette nouvelle école grâce à sa position géographique attractive et ses caractéristiques socio-culturelles. En effet, près de 40 pour cent des habitants de Mersch ne possèdent pas la nationalité luxembourgeoise, ce qui laisse présager une forte demande pour les programmes d'enseignement européen. La commune de Mersch est par ailleurs facilement accessible pour des élèves venant de différentes régions du Luxembourg, comme elle se situe au centre du pays et dispose de bonnes infrastructures de transport.

L'école internationale Mersch Anne Beffort (ci-après « EIMAB ») fonctionne selon les principes d'une école européenne agréée. Liée au système des écoles européennes par une convention d'agrément, elle offre un enseignement qui correspond aux exigences pédagogiques fixées pour les écoles européennes, mais dans le cadre des réseaux scolaires nationaux.

L'offre scolaire de l'EIMAB ne s'adresse non seulement aux élèves résidents qui désirent bénéficier d'un enseignement varié sur le plan linguistique et culturel, mais également aux jeunes qui ne résident que temporairement au Grand-Duché. La nouvelle école est ouverte à tous les élèves et ne donne aucune priorité aux enfants de parents qui travaillent dans une institution européenne.

L'École internationale Mersch Anne Beffort offre trois ordres d'enseignement : une école européenne primaire, une école européenne secondaire et une voie préparatoire à l'école européenne. Elle propose trois sections linguistiques : francophone, anglophone et germanophone.

Il est prévu que l'EIMAB démarre ses cours à la rentrée scolaire 2021-2022.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 02.04.2021

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

21.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
22.06.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07.07.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.07.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.07.2021

Loi du 6 août 2021

Mémorial A : 2021, n° 608, page 1

Aide financière de l'État pour études supérieures

7833 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le présent projet de loi vise à contrebalancer les effets négatifs de la crise sanitaire sur le parcours académique des étudiants en modifiant la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures (ci-après « loi modifiée du 24 juillet 2014 »).

La loi du 17 juillet 2020 portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures avait déjà introduit des modifications temporaires aux conditions d'attribution de l'aide financière de l'État pour études supérieures, afin d'éviter que les étudiants inscrits au semestre d'été 2019-2020 soient défavorisés par les suites de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Pour rappel, la loi précitée du 17 juillet 2020 prévoyait, d'un côté, de reporter d'une année le contrôle de la progression des étudiants inscrits au premier cycle d'études supérieures, et d'autre côté, de prolonger d'un semestre la durée maximale pendant laquelle les étudiants peuvent bénéficier, dans un cycle d'études, de bourses et de prêts accordés par l'État.

Force est de constater que les restrictions sanitaires liées à la pandémie de Covid-19 ont continué de bouleverser l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement supérieur au cours de l'année académique 2020-2021. Il en résulte que de nombreux étudiants ont été perturbés dans leur parcours académique à cause des décisions prises par les établissements d'enseignement supérieur et les autorités compétentes des différents pays, telles que l'annulation des cours en présentiel et la fermeture des bibliothèques, des archives et des laboratoires.

Lesdites restrictions risquent d'entraver la progression des étudiants inscrits aux semestres d'hiver et d'été de l'année académique 2020-2021. Les frais supplémentaires liés à une éventuelle prolongation de la durée des études risquent surtout de poser problème aux familles à revenu modeste.

Au vu de ce qui précède, il s'avère utile d'étendre à l'année académique 2020-2021, pour des bénéficiaires bien déterminés, les dérogations introduites par la loi précitée du 17 juillet 2020. Le présent projet de loi propose ainsi d'inclure au cercle des bénéficiaires les étudiants ayant commencé leurs études supérieures pendant l'année académique 2020-2021 et ceux n'ayant pas bénéficié des mesures introduites pour le semestre d'été 2019-2020.

Concrètement, ces étudiants pourront profiter :

- de l'ajout d'un semestre à la durée maximale pendant laquelle ils peuvent solliciter une aide financière de l'État pour études supérieures, en vertu de l'article 7, paragraphes 4 à 7, de la loi modifiée du 24 juillet 2014 précitée ;

- du report d'une année du contrôle de la progression de leur suivi d'études en premier cycle, tel que prévu à l'article 7, paragraphes 10 et 11, alinéa 2, de la loi modifiée du 24 juillet 2014 précitée.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 03.06.2021

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

16.06.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
30.06.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement parlementaire
12.07.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.07.2021

Loi du 21 juillet 2021

Mémorial A : 2021, n° 559, page 1

Documents pour l'admission au stage d'instituteur

7834 - Projet de loi du * portant dérogation à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental**

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19, le Gouvernement s'était vu contraint, durant l'année scolaire 2019-2020, de suspendre des cours à l'école et de fermer plusieurs établissements accueillant du public, de sorte que certains candidats admis au concours stage préparant à la fonction d'instituteur ne pouvaient pas se prévaloir des pièces requises à l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental avant le début de leur période de stage au 1er septembre 2020.

Ledit article 6 prévoit que les candidats au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur doivent présenter, avant le début de leur stage, une attestation de formation de base en matière de secourisme, un brevet élémentaire de sauvetage aquatique et une attestation d'activités d'encadrement d'enfants ou d'adolescents.

Pour ne pas compromettre le parcours desdits candidats, le législateur avait introduit une dérogation temporaire à l'article susmentionné, prévoyant l'octroi d'une année supplémentaire, à partir de la date d'admission au stage, pour la présentation des documents en question.

Au vu de la persistance de la pandémie de Covid-19, les restrictions sanitaires ont continué de bouleverser l'organisation et le fonctionnement du milieu scolaire durant l'année 2020-2021. En outre, la plupart des cours de formation de base en matière de secourisme et de sauvetage aquatique, nécessitant une participation en présentiel, ont dû être annulés. C'est ainsi que certains candidats devant être admis au stage préparant à la fonction d'instituteur au 1er septembre 2021 ne sont pas en mesure de fournir leur attestation de formation de base en maîtrise de secourisme ainsi que leur brevet élémentaire de sauvetage aquatique avant le début de leur stage. Il s'avère donc nécessaire de prolonger également pour les candidats de la promotion 2021-2022 la période de présentation des deux documents en question. Par dérogation à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 précitée, les candidats disposent au plus tard jusqu'à la fin de leur stage pour fournir les deux pièces susmentionnées.

À l'inverse des dérogations introduites en 2020, cette prolongation ne s'applique plus à l'attestation d'activités d'encadrement d'enfants ou d'adolescents. En effet, comme la plupart des activités scolaires et périscolaires ont été maintenues pendant l'année scolaire 2020-2021, les candidats sont supposés avoir pu prester au moins quatre-vingt heures d'activités d'encadrement avant le début de leur stage et pouvoir présenter une attestation qui en fait preuve.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.06.2021

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

16.06.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
24.06.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.06.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.07.2021

Loi du 6 août 2021

Mémorial A : 2021, n° 614, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7857 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L.234-51, L.234-52 et L.234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L.234-51, L.234-52 et L.234-53 du Code du travail

Le présent projet de loi propose d'adapter la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 à la lumière de l'évolution des principaux indicateurs et de la situation épidémiologique telle qu'elle se présente actuellement.

En attendant qu'un taux de vaccination suffisamment élevé soit atteint et tant que les variants plus transmissibles Delta et Gamma continuent leur trajectoire ascendante, il est indiqué de faire preuve de vigilance et de limiter le nombre d'ajustements aux restrictions en place. La nouvelle version de la loi précitée du 17 juillet 2020, applicable jusqu'au 14 septembre 2021 inclus, prévoit dès lors les modifications suivantes :

Concernant les restrictions et mesures sanitaires :

- Le régime CovidCheck est adapté. Dorénavant, pour les établissements, rassemblements, manifestations ou événements qui accueillent du public après minuit et qui souhaitent bénéficier du régime CovidCheck, les tests antigéniques rapides Sars-CoV-2 non certifiés par les personnes habilitées à cet effet ne sont plus valables ni admis entre minuit et 6.00 heures du matin. En outre, les personnes privées peuvent dorénavant opter pour le régime CovidCheck.

- Les rassemblements à domicile sont soumis aux mêmes règles que les rassemblements ayant lieu en dehors du domicile.

- Pour les rassemblements entre onze et trois cents personnes, l'obligation de distanciation physique ne s'applique plus aux groupes de personnes ne dépassant pas quatre personnes.

- Afin de remédier à une incohérence entre les dispositions générales relatives aux rassemblements et les dispositions de l'article 4bis relatif aux activités sportives et de culture physique et de l'article 4quater relatif aux activités musicales, il est précisé que l'obligation de distanciation physique et de port du masque ne s'applique pas aux danseurs et aux musiciens lors de l'exercice de leur activité dans le cadre professionnel.

- Il est précisé que certaines restrictions applicables dans le cas d'activités sportives ne s'appliquent pas aux sportifs licenciés pratiquant un sport de compétition par équipe. Partant, les sportifs des équipes ne faisant pas partie des divisions les plus élevées des disciplines sportives respectives au niveau senior peuvent à nouveau organiser ou participer à des compétitions.

- Les règles sanitaires applicables aux activités scolaires ainsi que péri- et parascolaires sont adaptées et alignées sur les règles sanitaires générales et celles applicables aux activités sportives.

- Sanctions :

Les infractions aux obligations de notification et de contrôle découlant du régime CovidCheck sont dorénavant punies d'une amende administrative d'un montant maximum de 6.000 euros dans le chef du gérant ou de la personne responsable de l'établissement ayant opté pour le régime CovidCheck ou de l'organisateur de la manifestation,

de l'événement ou du rassemblement se déroulant sous ledit régime. Les personnes physiques peuvent aussi être sanctionnées en cas de non-respect des obligations découlant du régime CovidCheck. Les montants des peines et avertissements taxés restent inchangés. Concernant les modalités de délivrance des certificats de vaccination, de rétablissement et de test Covid-19 :

Étant donné que le règlement (UE) 2021/953 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats Covid-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat Covid numérique de l'UE) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de Covid-19 est entré en vigueur le 1er juillet 2021 et que ledit règlement est d'application immédiate, certaines dispositions sont devenues superfétatoires et ont dès lors été supprimées. En revanche, d'autres précisions ont été apportées à la loi en tenant compte des options que le règlement (UE) 2021/953 précité laisse aux États membres, notamment en ce qui concerne la question de l'équivalence des certificats étrangers ou encore de leur conversion.

Autres dispositions :

- le dépôt de médicaments est dorénavant possible dans les maisons médicales ;

- le congé pour raisons familiales Covid-19 est étendu jusqu'au 14 septembre 2021 inclus ;

- la liste des professions de santé habilitées à certifier un test antigénique rapide est élargie aux professions d'assistant technique médical, d'infirmier gradué et d'assistant d'hygiène sociale.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 08.07.2021
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
09.07.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
13.07.2021 Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
Examen de l'avis du Conseil d'État
14.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.07.2021
Loi du 15 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 536, page 1

Remplacement d'enseignants en temps de pandémie

7859 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

2° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

3° de la loi du 29 octobre 2020 portant 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

Le projet de loi sous rubrique vise à prolonger, jusqu'au 31 décembre 2021, les dérogations introduites par la loi du 29 octobre portant 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées.

Face à la persistance de la pandémie de Covid-19, et à l'instar des dérogations prévues par la loi du 29 octobre 2020 précitée, il convient de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2021, la suspension temporaire de la condition d'être détenteur d'une attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental délivrée par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Un recrutement renforcé hors contingent d'un pool de remplaçants pour l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2021-2022 est nécessaire afin d'assurer la continuation des mesures de différenciation dans les écoles pendant le premier trimestre de l'année scolaire 2021-2022. Les agents recrutés travailleront en étroite collaboration avec les membres de l'équipe pédagogique.

Il est également proposé de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2021, le dispositif mis en place au cours de l'année scolaire 2020-2021 qui vise à détacher temporairement aux lycées des fonctionnaires ou employés de l'État d'autres administrations et services, pour y assumer une tâche de surveillance des élèves dont les titulaires de classe sont absents en raison de mesures de mise en quarantaine ou de mise en isolation liées au virus Covid-19.

De même, il est proposé de prolonger le dispositif permettant le recrutement à durée déterminée d'agents engagés sous le régime de l'employé de l'État dans les conditions de l'article 45, paragraphe 1er, lettre e), de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État. Lesdits agents assument une tâche de surveillance dans les lycées pendant la durée de l'enseignement à distance auquel sont autorisés les enseignants recensés comme vulnérables face au Covid-19.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 09.07.2021
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
07.07.2021 Présentation d'un avant-projet de loi
Désignation d'un rapporteur
14.07.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15.07.2021
Loi du 15 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 537, page 1

Aide financière dans le domaine de la formation professionnelle

7865 - Projet de loi portant attribution d'une aide financière exceptionnelle aux organismes de formation engageant des apprentis dans le domaine de la formation professionnelle

Le présent projet de loi introduit une aide financière exceptionnelle et limitée dans le temps pour les organismes de formation qui offrent un poste d'apprentissage, disposent du droit de former et ont pris la décision d'embaucher de nouveaux apprentis malgré le contexte économique lié à la pandémie de Covid-19.

Il convient de préciser que ladite aide financière se distingue sur plusieurs points de la prime unique instituée par la loi 15 décembre 2020 portant introduction d'une prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle, dont l'objectif consistait également à encourager les organismes de formation d'engager de nouveaux apprentis.

Tout d'abord, les organismes de formation ne pourront plus prétendre à une aide financière pour les contrats d'apprentissage pendant les années scolaires précédentes. Seuls les contrats nouvellement conclus pour la rentrée scolaire 2021-2022 sont pris en compte pour l'allocation de l'aide financière, tout en distinguant entre le recrutement d'un apprenti qui débute son parcours de formation, et la reprise d'un apprenti dont le contrat d'apprentissage a été précédemment résilié.

Deuxièmement, les montants alloués aux organismes de formation requérants ne sont plus exactement les mêmes que dans le texte voté en décembre 2020. En effet, le montant de la nouvelle aide financière est constitué de :

- 1.500 euros pour chaque nouveau contrat d'apprentissage conclu à partir du 16 juillet 2021 ;

- 5.000 euros pour chaque contrat d'apprentissage résilié depuis le 16 avril 2021 et repris par l'organisme de formation, sous réserve que le contrat n'a pas fait l'objet de plus de deux reprises.

Troisièmement, les organismes de formation n'ont plus besoin de fournir les documents relatifs au relevé des apprentis, tels qu'exigés sous l'égide de l'ancienne loi.

Il s'ensuit que la présente mesure s'oriente davantage vers le futur et s'inscrit dans une logique de simplification administrative. Elle vise aussi bien la formation professionnelle initiale que l'apprentissage pour adultes. L'aide financière est accessible à toutes les personnes physiques ou morales offrant des postes d'apprentissage qui disposent d'ores et déjà du droit de former, ainsi qu'à toutes celles qui ont décidé d'en faire autant afin de pouvoir prétendre à la subvention. Même les entreprises qui, jusqu'à présent, n'ont pas formé des apprentis, peuvent s'adresser aux chambres professionnelles compétentes afin d'obtenir le droit de former dans les meilleurs délais.

Tous les organismes qui ont formulé une demande dans le cadre de la loi précitée du 15 décembre 2020, peuvent formuler une nouvelle demande en vertu du présent texte, sous réserve de respecter les nouvelles conditions mises en place.

Les demandes peuvent être soumises au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse jusqu'au 15 octobre 2022 inclus. L'aide financière est exempte d'impôts.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 27.07.2021
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
12.07.2021 Présentation d'un avant-projet de loi
09.09.2021 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
10.09.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.09.2021
Loi du 15 octobre 2021
Mémorial A : 2021, n° 730, page 1

Délai de conclusion des contrats d'apprentissage

7871 - Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de définir une mesure temporaire dérogatoire à la législation concernant le domaine de la formation professionnelle actuellement en vigueur, plus particulièrement à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail relatif à la date limite de conclusion du contrat d'apprentissage, fixée au 1er novembre de l'année en cours.

Ladite mesure s'inscrit dans le contexte de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. En raison de l'impact de ladite crise sur le monde économique et des incertitudes qui s'ensuivent, il s'avère que les apprentis peuvent se trouver dans une situation précaire pour trouver un nouveau patron formateur jusqu'au 1er novembre. La dérogation prévue par le projet de loi sous rubrique consiste à rallonger d'un mois la période pendant laquelle un contrat d'apprentissage peut être conclu, moyennant un report du délai final d'un mois, à savoir du 1er novembre au 30 novembre 2021. La présente dérogation correspond en partie au dispositif mis en place pour l'année scolaire 2019-2020, par le biais de la loi du 20 juin 2020 relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 17.08.2021
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
09.09.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
10.09.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.09.2021
Loi du 15 octobre 2021
Mémorial A : 2021, n° 731, page 1

Prolongation des mesures de lutte contre la pandémie

7875 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Au vu de l'évolution de la situation épidémiologique, qui se caractérise par une augmentation lente mais progressive du virus Sars-CoV-2, le projet de loi sous rubrique se propose de prolonger la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 jusqu'au 18 octobre 2021, tout en y apportant quelques adaptations ponctuelles.

Concrètement, il est proposé :

1. d'étendre les conditions d'accès aux établissements hospitaliers à tous les visiteurs susceptibles d'avoir un contact étroit avec les patients, y compris ceux qui se rendent dans un établissement hospitalier pour une consultation, des soins, des traitements ou des examens médicaux, ainsi qu'aux accompagnateurs. Actuellement, et à l'exception des prestataires de services, seuls les visiteurs des patients sont soumis à l'obligation de se faire tester à l'entrée, sauf s'ils sont détenteurs d'un certificat qui prouve qu'ils sont vaccinés ou rétablis, ou s'ils disposent d'un certificat datant de moins de quarante-huit heures pour un test antigénique rapide Sars-CoV-2 (test TAR) ou de soixante-douze heures pour un test d'amplification des acides nucléiques moléculaires (test TAAN) prouvant qu'ils ont été testés négativement à la Covid-19. L'idée est de parfaire le cordon sanitaire autour des établissements hospitaliers en raison de la particulière vulnérabilité des patients de ces établissements et du va-et-vient incessant caractérisant ces derniers. Il s'agit de réduire le plus possible les occasions lors desquelles le virus risque d'être transmis ;

2. d'inscrire dans la loi que lors de chaque détection d'un ou de plusieurs cas positifs au sein d'une classe ou d'un auditoire, le port du masque est obligatoire pour les personnes faisant partie de la classe ou de l'auditoire concerné pendant une durée de sept jours après le dernier jour de présence de la personne infectée, pour les activités scolaires, y inclus péri- et parascolaires, se déroulant à l'intérieur ;

3. de prolonger les dispositions relatives au dispositif dérogatoire en matière de congé pour raisons familiales, en vigueur depuis le 21 janvier 2021, jusqu'au 18 octobre 2021 inclus, afin de maintenir la possibilité de réagir rapidement aux conséquences que la situation actuelle peut avoir pour les parents d'enfants vulnérables et par rapport aux problèmes de garde qui peuvent se poser en cas de fermeture des écoles ou des structures d'accueil pour les parents d'enfants de moins de treize ans ;

4. d'adapter la référence de l'article 2 de la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments en y incluant l'article 5bis de la loi du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments. Cette modification permettra de stocker également les médicaments autorisés par le ministre ayant la Santé dans ses attributions en cas de menace transfrontière grave sur la santé au sens de l'article 3 de la décision n° 1082/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative aux menaces transfrontières graves sur la santé, ou en cas d'urgence de santé publique de portée internationale au sens de l'article 1er, paragraphe 1er, du Règlement sanitaire international de 2005.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 02.09.2021
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
02.09.2021 Présentation du projet de loi
08.09.2021 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation des amendements gouvernementaux
10.09.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.09.2021
Loi du 14 septembre 2021
Mémorial A : 2021, n° 669, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Discours de M. le Président**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **7857 - Projet de loi portant modification :**

   1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

   2° de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

   3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert)
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert) (dépôt de la motion 1) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler et Mme la Ministre Paulette Lenert) - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen (dépôt de la résolution 1) - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen et M. Michel Wolter) - M. Sven Clement (parole après ministre) - M. Marc Goergen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Michel Wolter (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Claude Wiseler
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Claude Wiseler - M. Sven Clement - Mme Nathalie Oberweis - M. Jeff Engelen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Claude Wiseler - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 1 modifiée (rejetée)
   - Résolution 1 : Mme Martine Hansen - M. Georges Engel - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Georges Engel)
   - Vote sur la résolution 1 (rejetée)
4. **7859 - Projet de loi portant modification :**

   1° de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

   2° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

   3° de la loi du 29 octobre 2020 portant 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Sven Clement (parole après ministre)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
6. **7565 - Projet de loi portant sur :**

   1° l'organisation et le fonctionnement de l'« École de Commerce et de Gestion - School of Business and Management » ;

   2° l'intégration de l'offre scolaire de l'École Privée Grandjean et la reprise de son personnel
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup (interventions de Mme Francine Closener pour fait personnel, M. Claude Lamberty, M. Georges Engel et M. Sven Clement) - Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Georges Engel) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **7834 - Projet de loi du *** portant dérogation à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental**
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. **7800 - Projet de loi du *** portant création d'un lycée à Mersch et modification :**

   1° de la loi modifiée du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster ;

   2° de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux ;

   3° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;

   4° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

   5° de la loi du 13 juillet 2018 portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains ;

   6° de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty
   - Discussion générale : Mme Diane Adehm - Mme Francine Closener - Mme Josée Lorsché - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.06 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.-* Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Discours de M. le Président

Ech wëll op dëser Plaz alle Bierger, déi uerg vum Héichwaasser betraff sinn, eist opriichtegt Matgefill ausdrécken an hinnen an och alle Leit, déi elo um Terrain am Asaz sinn, vill Courage wënschen. Mir wëllen och déi Kolleeginnen a Kolleegen entschëllegen, déi elo nach net hei sinn, well ganz vill sinn duerch déi meteorologesch Bedingungen nach zréckgehalen.

3. 7857 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Mir fänken d'Sitzung vun de Moien u mam Projet de loi 7857, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo, wéi gewinnt, den Här Rapporter Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.-* Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, de President huet déi richteg Wierder fonnt. Et ass nun emol esou, dass eng Plo selten aleng kënnt. A wéi wann déi Virusplo net genuch gewiescht wär, hu mer et dann och elo nach mat enger Waasserplo ze dinn, wou dat Waasser, op dat mer d'lescht Joer gewaart hunn, dëst Joer mateneen erofkomm ass.

Mee bon, och dat wäerte mer zesumme packen. Op jiddefalls Merci, President, fir déi empathesch Wierder fir déi Leit, déi et am häertste getraff huet.

Här President, virun engem Mount hu mer hei am Haus ganz substanziell Erliichterungen a Saache Covidbekämpfung decidéiert, déi vun enger grousser Majoritéit vun Deputéierte gedroe sinn. Virun engem Mount stounge quasi all Indicateuren op gréng an et hätt ee kënnen unhuelen, dass mer kuerz virum Zil wären. Mee dee Virus schléit ëmmer dann erëm zou, wann, am falsche Glawen, dass mer e lass wären, déi elementar Virsiichtsmoossname méi oder manner vernoléissegt ginn an op enger Rei vu Plaze gefeiert gëtt, wéi wann näischt wär. D'Suitte kenne mer, an dat, obwuel déi grouss Majoritéit vun eise Leit sech un alles halen.

Déi Haaptindicateuren hu sech net weider verbessert. Nee, am Géigendeel, si weisen erëm no uewen, och wann et elo net eng spektakulär Entwécklung ass, mee si sinn net méi esou erofgaangen, wéi mer eis dat erhofft hunn. Dofir si keng spektakulär Lackerunge méiglech, och wann am Privatberäich an am Sport elo mat dësem Gesetz punktuell Erliichterungen ab muer wäerte kommen.

Wéi gesäit d'Situatioun um Terrain aus? D'Infektiounszuele si geklommen, mee zënter e puer Deeg plus/minus stabill. D'Presenz vum Virus an de Kläranlagen ass erëm weesentlech méi héich. D'Hospitalisatioune sinn nees liicht eropgaangen. Mir bleiwen op engem Niveau, dee fir d'Spideeler gerabel bleift. An dat ass ee vun deene Facteuren, deen an der Bewäertung vun der Situatioun besonnesch wichteg ass. Soulaang wéi mer déi Situatioun ënner Kontroll hunn, ass et liicht orange, mee jiddefalls net méi am Moment.

Glécklecherweis hu mer kaum Stierffäll am Moment, mee all eenzelnen Doudesfall ass een ze vill. Op där anerer Säit geet d'Impfcampagne gutt virun. Den Impfstoff kënnt lues a sécher eran an d'Zuel vun de geimpfte Persoune geet an engem ganz gudde Rhythmus weider erop.

Dofir proposéiere mer, déi bestoend Moossname wäitgeeënd oprechtzeerhale mat awer klengen Änerungen. De CovidCheck-Regimm gëtt adaptéiert an ab eng Auer nuets a bis sechs Auer moies ginn d'Konditiounen ugepasst un d'Situatioun an un dat, wat mer konnte beobachten. No eng Auer brauch een obligatoresch entweeder e Certificat, dass ee geimpft oder erëm gesond ass, en negative PCR-Test, dee manner wéi 72 Stonnen al ass, oder en negative Schnelltest, deen zertifizéiert ass vun engem Professionnel de santé.

An anere Wierder: D'Auto- oder d'Selbstschnelltester, déi vun engem Fonctionnaire oder Employé public zertifizéiert sinn, sinn ab deem Moment, sprëch ab eng Auer moies, net méi gëlteg a valabel, a fortiori déi net, déi een esou à la va-vite selwer mécht. D'Erklärung heifir ass, dass dës Tester besonnesch ëm déi Zäite par rapport zu deenen aneren, déi mannste grouss Sécherheet bidden, well se net vun oder ënnert der Opsiicht vun engem Gesondheetsberuffler oder soss engem Assermentéierte gemaach goufen.

D'Lëscht vun deene Gesondheetsberuffer, déi dat negatiivt Resultat vun engem Antigèntest kënnen zertifizéieren, gouf erweidert: Den Assistant technique médical, den Infirmier gradué, den Assistant d'hygiène sociale sinn derbäikomm.

Am grousse Ganzen a bis op e puer Ausnamen huet de CovidCheck-Regimm gutt fonctionéiert. E gouf op deenen allermeeschte Plaze seriö ëmgesat a respektéiert. An et ass hei den Opruff, dass mir all Interêt hunn, eis gewëssenhaft un dës Reegelen ze halen, wa mer weider wëllen déi Fräiheete genéissen, déi mer eis mëttlerweil zréckgeholl hunn. Een, dee fuddelt, fuddelt a seng eegen Täsch an op Käschte vun deenen aneren. Also wannechgelift, dat ass kee Péngegen, mee et ass einfach e räsonabelt, e verantwortlecht Verhale vis-à-vis vu sech selwer a vis-à-vis vun deenen aneren.

Dat gëllt och fir de private Beräich an doheem, wou een an Zukunft kann Evenementer, Fester, Iessen - mat Mooss, wannechgelift! - organiséieren ënnert dem CovidCheck-Regimm. Dëst muss dann och un d'Direktioun vun der Santé notifizéiert ginn, also och do keng Gängelei. Just doheem brauch een de CovidCheck net extra ze affichéieren.

Fir Rassemblementer gëllen also iwwerall déi selwecht Reegelen, am privaten an am ëffentleche Beräich.

Am Sport dierfen elo nees all Ekippen ouni Aschränkungen zesummen trainéieren. Och Kompetitiounen a Matcher si fir si erëm méiglech mat der Obligatioun vun engem negative Schnelltest oder awer dem Beweis, dass ee geimpft, erëm gesond oder negativ getest ass.

De Projet de loi redresséiert eng Rei vun Inkohärenzen am Gesetz a preziséiert, dass sech Museker an Dänzer am Kader vun hirer professioneller Aktivitéit net mussen un d'Oploe vun Distanz- a Maskeflicht halen.

Ännerunge gëtt et och bei de Schoulen an am peria parascolairë Beräich. Bei dësen Aktivitéite bausse gëlle keng Maskeflicht a keng Distanzreegelen. Bei Schoulaktivitéite banne gëllt keng Maskeflicht an Distanzreegel, wann d'Kanner op hire Plaze sëtzen. Vun deene Restriktiounen ausgeholl sinn och peri- a parascolaire Aktivitéite bannen, wa manner wéi zéng Persoune gläichzäiteg un dëser Aktivitéit deelhuelen oder awer si ënnert dem Regimm vum CovidCheck organiséiert sinn.

D'Sanktioune goufen adaptéiert a preziséiert. Am Kader vum CovidCheck ass de Commerçant, Gerant oder Organisateur - och privaten Organisateur - responsabel fir d'Notifikatioun an och d'Kontroll vum CovidCheck beim Accès. Mécht en dat net, da mécht e sech strofbar, mee en ass awer net fir d'Feelverhale vu senge Gäscht responsabel. Do ass jiddweree fir sech responsabel. Hält e sech net un d'Konditiounen, da mécht e sech strofbar, besonnesch dann an där Period och, déi no eng Auer kënnt.

Zanter dem 1. Juli 2021 sinn och déi nei europäesch Bestëmmungen iwwert d'Unerkennung vun de verschiddene Covidzertifikater gëlteg. Nei sinn dann och eng Rei vu weidere Reegele fir d'Unerkennung vun den Zertifikater.

Zousätzlech ass virgesinn, dass den Direkter vun der Santé ënner verschiddene Konditioune kann Impfzertifikater ausstelle fir Leit, déi hei wunnen an awer aus bestëmmte Grënn am Ausland geimpft goufen oder als gesond gëllen - wa se geimpft goufen, da selbstverständlech mat deenen unerkannten Impfstoffer an net mat aneren Impfstoffer.

Eng weider Ännerung, déi ënner anerem positiv vum Collège médical ervirgestrach gouf, ass, dass elo Medikamentendepoten an de Maisons médicales legal méiglech sinn.

A schliisslech gëtt de Congé pour raisons familiales am Rame vun der Covidkris verlängert, bis elo emol de 14. September inclus.

Dëst Gesetz, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi déi meescht aner, och wa se an enger gewëssener Zäitnout gestréckt an analyséiert goufen, gouf seriö analyséiert a geet net aus der Chamber eraus, wéi et erakomm ass. D'Chamberskommissioun huet hei ganz seriö dru geschafft. An ech soen et erëm eng Kéier: Déi ganz Chamberskommissioun, zesumme mat der Regierung, huet hei ganz gutt dru geschafft.

Par rapport zum initialen Text zum Beispill, esou wéi en deposéiert gouf, sinn, opgrond och vun den Observatiounen an den Iwwerleeungen an der Kommissioun, eng Rei vun Ännerunge komm. Mir hunn zum Beispill déi Auerzäit, wou de Selbstschnelltest net méi gëllt, vu Mëtternuecht op eng Auer eropgesat, soudass mer dee Couperet fale loosse mat der normaler Schléissstonn, déi bei eng Auer läit.

Déi Mëtternuechtsreegelung, also déi zwou Auerzäiten - zwielef Auer an eng Auer -, wär net einfach gewiescht ze applizéieren. Dofir hu mer déi heite Solutioun geholl, mat awer engem klore Message derbäi: Dass mer déi Upassung do gemaach hunn, ass kee Fräibréif, fir Halligalli ze maachen! De Message bleift dee selwechten: Wat d'Nuecht méi spéit oder de Moie méi fréi gëtt, wat een net onbedéngt besser gëtt! An dat soll een am Hannerkapp hunn a probéieren, dass dat eeben net de Fall ass an dass een d'Garde net erofléisst.

Verschidde Membere vun der Kommissioun hätten et virgezunn, eng Suppressioun vun de fräien Nuechten ze maachen. Bon, dat ass am Aufgabegebitt vun de Gemengen. Mee wann een hei e gesetzleche Schrëtt gemaach hätt, dann hätt een et wärend där Zäit aus der Responsabilitéit vun de Gemengen erausgeholl. Et wär keng fräi Nuechte ginn.

Dat ass eng ganz pertinent Iwwerleeung gewiescht an, ech mengen, eng - eng! - vun den Ursaachen, firwat dass et net verdéift ginn ass, ass, dass mer eist Gesetz och mussen haut ofliwweren, fir dass et natlos iwwergeet. Mee dat soll een am Hannerkapp behalen, ouni awer ze vergiessen, dass wann een dat eenheetlech mécht, ee vläicht déi strooft, déi sech un alles halen. Also, et gëtt ëmmer zwou Säite vun de Medailen. Mir hunn eis fonnt an der Kommissioun op där Reegelung: zwielef Auer op eng Auer. An, ech mengen, de Secteur, deen huet sech och doriwwer gefreet.

Mir soen och der Madamm Minister e grousse Merci, dass se déi doten Iwwerleeunge matgedroen huet.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Mir haten et och proposéiert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Voilà, an Dir hat och proposéiert, den Avis vum Conseil d'État ze suivéieren. Mir hunn eis also erëm eng Kéier fonnt an där Kommissioun. An dat ass och gutt esou.

Mir mussen déi dote Reegelung am A behalen - selbstverständlech. A vu dass mer eng Lafdauer vun zwee Méint hunn, ass et kloer fir eis an der Chamber, dass mer och eis Disponibilitéit am A musse behalen.

Här President, zur Prozedur: De Projet de loi ass den 8. Juli 2021, viru genee enger Woch, deponéiert ginn. Den 12. Juli koumen Amendemente vun der Regierung, den 13. Juli den Avis vum Conseil d'État. Weider Avise koumen eran an ech verweisen do op de schréftleche Rapport. Gëschter ass de Rapport bei zwou Enthalungen ugeholl ginn.

Voilà, Här President, dat sinn d'Haaptelementer vum neie Covidgesetz, dat also eng Lafdauer huet vun zwee Méint.

Fir dass dee Choix, dee mer geholl hunn, de Gros vun den Erliichterungen oprechtzëerhalen, dee richtegen ass a bleift, ass jiddweree vun eis gefuerdert, fir virsiichteg ze bleiwen - hei an an der Vakanz! Eis Gesetzer reagéiere jeeweils op d'Situatioun um Terrain, schafen eng Rumm, mee Gesetzer kënnen nëmmen een Deel vun der Strategie géint de Virus a fir d'Normalitéit sinn, déi mer eis wënschen. Dat effikasst Géigemëttel géint de Virus hu mir selwer an der Hand mat deenen normale Reaktiounen: impfen an oppassen!

Domat sinn ech um Enn vu mengen Ausféierungen, Här President, a soen lech Merci an hunn dës Kéier eng Punktlandung fäerdegbruecht. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Rapporter fir d'Punktlandung. Merci awer och fir de Rapport.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Och ech schléisse mech Äre Wierder vun de Moien un, fir all deene Merci ze soen, déi vill am Asaz waren dës Nuecht, vill geschafft an och de Leit geholl hunn, an deenen, déi Problemer a Misär hunn, Courage ze wënschen an deenen nächste Stonnen. Dat ass net esou einfach, dat Ganzt. Also ech schléisse mech wierklech Äre Wierder un.

Säit véier Wochen, säit dem leschte Gesetz, hunn d'Leit e bësse méi Fräiheet zréckkritt. Dat ass gutt esou. D'Politiker hunn d'ailleurs och e bësse méi Fräiheet zréckkritt, well et gëtt eis d'Geleeënheet erëm, fir méi an de Kontakt mat Leit ze goen an effektiv nozelauschteren, wat dann esou geschwat a geduecht gëtt. An déi Reaktiounen dobaussen, déi si ganz divers an och villschichteg, wann ee mat de Leit schwätzt. Dat Éischt, wat emol erauskënnt, dat ass also wierklech déi richteg Freed, erëm erauszekommen, Leit ze begéinen. De leschte Weekend war och nach schéi Sonn, an dat ware flott Momenter, fir sech esou erëmzegesinn.

Et mierkt een awer och, datt se nach net ëmmer wëssen, wéi se sech solle behuelen, wa se bei ee kommen. Et géif een engem gär an d'Äerm falen, et geet awer net oder d'Leit wëllen net, an da wësse se net. Et ass heiansdo komesch a lëschteg a schwiereg zur selwechter Zäit. An et mierkt een awer och nach heiansdo en Onverständnis par rapport zu deenen engen a par rapport zu deenen aneren, déi sech wëllen impfe loossen, déi sech net wëllen impfe loossen, an eng gewëssen Tensioun dotëschent. Dat hunn ech zwar och relativ kloer an deenen Diskussioune verspiert, déi mer haten.

Et spiert een och grouss Froen, Ängschten iwwert d'Zukunft: Wat geschitt am September? Si mer elo iwwert de Bierg oder musse mer dat Ganzt erëm eng Kéier ufänken, wann elo d'Rentrée ass? Wéi ass et mat deene verschiddene Varianten? Och als Politiker kann een evidenterweis keng Äntwerte ginn. Et kann een dat soen, wat ee mengt, mee eppes Definitives net.

An et ass mer souguer virkomm, Madamm Minister, datt ech mer hu missen d'Panz rappe loosse wéinst der Regierung, wou d'Leit gesot hunn, d'Politiker, déi däerften awer elo net erëm zoumaachen. Ech hunn du probéiert ze erklären, dat wär net meng Decisioun, well ech an der Oppositioun wär. D'Madamm huet mer dat net ganz richteg gegleeft, well dat wäre jo Politiker, déi dat decidéieren, an huet mer du gesot, wann dat dann esou wär, da soll ech lech de Message mathuelen - wat ech domadder gemaach hunn. Ech weess awer, datt et schwéier ass, déi Decisiounen och ëmmer ze erklären. Mee et ass heiansdo komesch, déi Diskussiounen, a lëschteg, déi Diskussiounen ...

Une voix.- Mir stëmmen d'Gesetzer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Nee ...

(Hilarité)

Dat ass richteg. Mee d'Oppositioun kritt och net ëmmer dat an d'Gesetz, wat se wëllt.

Une voix.- Voilà!

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, et ass gutt.

Dovunner ofgesinn, hunn ech déi Diskussiounen awer ganz lëschteg fonnt. Ech hunn d'ailleurs och, an dat ass mer da selte virkomm, d'Regierung och e wéineg verteidege missen an där Diskussioun.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Voilà! Mee d'Leit stelle sech awer och grouss Froen iwwert déi ekonomesch Zukunft, iwwert d'Dependenz vun Europa, iwwert d'Plaz vu Lëtzebuerg - wéi geet dat alles weider? -, och iwwert de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft. Wat hunn all déi ganz Saachen hei elo u Changementer mat sech bruecht? Wat ass definitiv? Wéi schaffe mer an Zukunft? Wéi ass et mam Teletravail?

Wat ech wëll soen, op méi enger seriöer Nott, dat ass ... Ech si jo elo laang an der Politik derbäi, mee hei ass esou e Moment, wou ee spiert, datt bei de Leit an der Gesellschaft e gewëssene Flottement ass. E Flottement bei de Leit, wou se am Fong eng Bereetschaft hunn, fir Changementer ze akzeptéieren, well se wëssen, datt et warscheinlech net méi esou virugeet, wéi et virdru war, an och e Sichen no Äntwerten.

Am Fong sinn ech dovunner iwwerzeegt, datt et ee vun deene rare Momenter an der Politik ass, wou ee grouss Gestaltungsfräiheeten huet, well d'Leit einfach an dësem Moment bereet sinn, Changementer ze akzeptéieren, wann de Leadership vun der Politik hinne Changementer proposéiert. Ech mengen op jidde Fall.

An ech wëll am Fong just soen, datt et fir eis alleguer - an ech maachen d'Oppositioun do mat dran - vläicht e Moment ass, vun deem mer solle profitéieren, fir eng Rei Saachen an aner Richtungen ... oder liicht Kurben dranzehuelen. An ech hoffen, datt mer mat deenen Debatten, déi mer am September, Oktober wäerten hunn iwwert de Restart vun der Gesellschaft, net nëmmen ekonomesch, mee och gesellschaftlech dann, do eng Rei Weiche kënne stellen.

Op jidde Fall si mir bereet, an där Diskussioun konstruktiv matzeschaffen. An ech hoffen, datt d'Majoritéit och bereet ass, esou Diskussioune matunzegoen.

Mee komme mer zréck zu dem Text an zu der Situatioun vun haut. Dat dominant Gefill no baussen, dat ass, datt d'Leit frou sinn, datt erëm eng gewëssen Normalitéit zréckkënnt, datt se ... wéi se dat da soen: „Ech si frou, datt ech mäi Liewen zréckkréien." A vill jonk Leit soen, datt vill verlueren Zäit fir si do war, haaptsächlech wa se tëschent 15 a 25 sinn, an datt se déi wëllen awer op hir Aart a Weis da rattrapéieren. Da fannen ech dat verständlech.

Mee et huet een heiansdo d'Impressioun, datt op där anerer Säit déi Angscht an déi Roserei an déi Onzefriddenheet, déi vläicht an deene leschte Wochen a Méint war, vergiess ass par rapport zur Freed, déi elo déi Reouverture bedeit.

De leschte Gesetzestext huet, wéi gesot, gréisser Ëffnunge gemaach. Mir hunn dat virun engem Mount begréisst als CSV a mir hu se och matgedroen. Mir stinn och haut nach ëmmer hannert där Decisioun an empfannen deen Text, dee mer sengerzäit gestëmmt hunn, als nach ëmmer richteg.

Mir hate virun engem Mount just een Awand ze maachen. Dat war dat grousst Bedenken, dat mer ausgedréckt hu par rapport zu de fräien Nuechten an haaptsächlech par rapport zu der grousser Ouverture, déi um Nationalfeierdag geschitt ass. Mir hunn déizäit kloer gesot, datt mir déi Ouverturen net géife maachen.

Dofir soen ech awer, datt hei eng Responsabilitéitsverschibung op d'Gemenge geschitt ass, déi menger Meenung no net hätt sollen, net hätt däerfe geschéien. A wann ech der Madamm Minister an dem Dokter Schmit nolauschteren, da sinn et och déi Exzesser vum Nationalfeierdag respektiv Clusteren a verschiddenen Nuetslokaler, déi erëm déi ganz Infektiounswelle gestart hunn. Do läit dann trotzdeem och eng Responsabilitéit vun der Regierung dran.

Dat gesot, wou si mer haut dru mat den Zuelen? Mir hunn héich Infektiounen. Eis Infektioune si manner héich wéi an England oder a Portugal. Mir leien, wann ee se op eng Millioun héichrechent, fir se kënnen ze vergläichen, bei 188 Infektiounen den Dag. Aner Länner wéi d'Belsch si bei 106, Frankräich bei 57, Däitschland bei 9. Do ass awer e groussen Ënnerscheed. An do gesäit een, wat e puer Deeg kënnen als laangfristeg Effekten op Infektiounen hunn.

Et ass e Risenënnerscheed, deen eebe mat deem Startmoment do komm ass. Dat kann och Konsequenzen hunn. An eisen Ae wär et vermeidbar gewiescht oder zumindest zum Deel vermeidbar gewiescht.

Ech muss awer och dann hannendru soen: Gott sei Dank huet dat net déi selwecht Suitte wéi soss. Hätte mer nämlech virun engem oder zwee Méint esou e Start gehat mat all deene Leit, déi nach net geimpft waren, da wären natierlech d'Resultater, déi mer hunn, weesentlech méi héich.

Wann een haut kuckt: Eis Hospitalisatioune sinn och am Verglach mam Ausland extreem déif. Dat heescht, d'Zuel vun de Leit, déi bei eis an de Spideeler sinn, ass méi niddreg wéi am Ausland. An och d'Zuel vun deene Leit, déi bei eis stierwen, ass net esou héich wéi oft am Ausland. Wann ee se kuckt: Portugal an England hu vill méi héich Stierfraten, warscheinlech do och, well d'Delta-Variant bei hinnen 80 % erreecht huet, wat, mengen ech, bei eis nach net de Fall ass.

Mee ech wëll awer hannendru soen: Dat ass awer fir eis net d'Méiglechkeet, fir sech auszerouen - au contraire. Mir riskéiere jo och, déi Delta-Variant nach eng Kéier méi grouss, méi staark heihinnerzekréie wéi soss, soudatt een do muss oppassen, wat ee mécht.

Den Ënnerscheed ass d'Delta-Variant. Den Ënnerscheed ass warscheinlech och, an dat muss ech wierklech soen, e gutt fonctionéierende Spidolssystem, an och de Fait, datt mer mat de Vaccinatioune gutt virukomm sinn. Gutt, mee awer an der Moyenne vun aneren europäesche Länner och. Mir si besser wéi Portugal a Frankräich. Mir si manner gutt wéi d'Belsch zum Beispill an de Vaccinatiounen. Mir hu vill Leit, déi voll vaccinéiert sinn. Dat ass jo och positiv. Mee och do leie mer a priori an der europäescher Moyenne. Mee ech wollt dat just soen, fir et proportionell auszeleeën.

Ech géif soen, mir leie liicht iwwert der Moyenne bei den zweete Vaccinatiounen a liicht ënnendrënner bei den éischte Vaccinatiounen. Dat hänkt natierlech vum Choix of, deen d'Madamm Ministesch erkläert huet, fir all zweet Vaccinatioun esou schnell wéi méiglech ze maachen. Dat fannen ech par ailleurs och de richtege Choix.

Ech wëll och hei soen, datt ech fannen, datt d'Organisatioun vun de Vaccine momentan gutt fonctionéiert. Ech hat d'lescht Woch d'Geleeënheet, Impfzentre besichen ze goen a mat de Leit ze schwätzen, mat deenen, déi geimpft gi sinn, awer och mat deenen, déi d'Leit geimpft hunn. Ech hu fonnt, datt dat reibungslos, schnell an effikass leeft an datt dat och bei extrae Problemer - zum Beispill Studenten oder Leit, déi am Ausland wunnen, déi eng éischte Kéier eng Vaccinatioun am Ausland kruten an déi eng zweete Kéier eng mussen hei kréien, wat dann administrativ relativ komplizéiert ass - op eng einfach Aart a Weis geléist gëtt.

Dofir wëll ech dat och soen. Ech hunn déi Leit hëllefräich, kompetent, gentil a gutt organiséiert fonnt. Ech wëll hinne Merci soen. An ech fannen dat positiv gemaach. Dat kann een och hei soen!

Dat selwecht soen ech fir d'Mise en place vum CovidCheck-System. Ech hunn näischt do anzewenden. Dee CovidCheck-System, wéi d'Leit bis geimpft waren, louch schnell an de Boîten. Déi informatesch Solutiounen, déi komm sinn, hunn ech gutt fonnt, bis dann op dee klenge Punkt, mee do huet den Här Clement eis jo gehollef, andeem en eis e Mail geschéckt huet, wéi een dat op säin Tëlefon, op säin Wallet ka kréien. Den Här Clement an d'Majoritéit zesummen, déi hunn dat da gutt gemaach.

Mee ech wëll - Witz beisäit - soen, déi Saachen, déi gutt gemaach sinn, dat kann een och als Oppositioun soen: Dat war gutt gemaach. Dat huet gutt geklappt an ech mengen, datt d'Leit domadder zefridde sinn.

D'Regierung weist elo mat Stolz op de Ranking, deen am „Spiegel" erauskomm ass. Ech muss och soen: Mir sinn och frou driwwer, datt Lëtzebuerg an internationale Rankingen eng gutt Plaz kritt, well all dat hëlleft eis natierlech weider, fir eist Bild vun eisem Land dobausse positiv ze gestalten.

Ech soen awer hannendrun: Dat däerf awer net eng Excuse sinn, fir net déi detailléiert Analys ze maachen. Well de Ranking vum „Spiegel" huet op véier Krittäre berout: Dat ass dee vun der Iwwerstierflechkeet, der Entwécklung vum PIB, de Progrès vum Impfen an d'Fräiheetsrestriktiounen - dat heescht, haaptsächlech zwee ekonomesche Krittären, an als sanitär Krittäre just d'Iwwerstierflechkeet an de Progrès vum Impfen drabruecht.

Wann ech aner Krittären derbäihuelen, notamment déi vun den allgemengen Infektiounszuelen, da gesäit d'Bild a sécherlech och de Ranking vu Lëtzebuerg ganz anescht aus. Wann ech och déi cumuléiert Infektiounszuele kucken, da si mir an Europa extreem, extreem héich - bal déi éischt notamment vun den Nopeschlänner. Bei der Zuel vun deene Leit, déi verscheet sinn, do hu mer der zwar manner wéi Frankräich, Portugal am d'Belsch, mee sinn awer e gutt Stéck méi héich wéi Däitschland oder zum Beispill Irland.

A wann ech et op der Zäitschinn kucken, da gëtt et fir eis dräi Etappen: den Ufank, wéi mer gutt gehandelt hunn, wéi mer schnell waren, an dat ass fir eis och ok; an no der grousser Vakanz dann eng Regierung, déi iwwerfuerdert war mat där zweeter Well, déi komm ass; an zwëschent November an Dezember, wéi mer quasiment europawäit déi schlechsten Zuelen haten, souwuel wat d'Infektiounen ugeet wéi d'Zuel vun deene Leit, déi verscheet sinn. Et ass kloer an däitlech, datt mer do Problemer an där Etapp haten.

D'ailleurs, de Rapport Waringo, dee mer ufangs der Woch kruten, seet a sech genau dat selwecht. De Rapport Waringo hëlt e Verglach vun de Länner hei an der Regioun a kuckt, wéi deenen eenzelne Länner hir Courbë waren. E stellt do fest, datt an der zweeter Well déi Courbe, déi mir haten, parallell zur Belsch a Frankräich an d'Luucht gaangen ass.

E stellt awer dann och fest, datt déi politesch Reaktiounen, déi vun deene Länner komm sinn, extreem rapid waren. E stellt fest, datt dann och déi Courben an der Belsch an a Frankräich weesentlech méi schnell erofgi wéi zu Lëtzebuerg a concluéiert doraus, datt d'Lëtzebuerger Politik am September, Oktober vill ze vill lues reagéiert huet an domat och déi Infektiounscourbe wärend Woche méi héich war wéi an eisen Nopeschlänner, wat net hätt misse sinn. Et sinn also net ech, deen dat seet, net mir, déi dat als CSV soen, mee dat ass eis ufangs der Woch nach eng Kéier am Rapport vum Jeannot Waringo confirméiert ginn.

Mee haut si mer an enger anerer Situatioun. En résumé: Mir hunn erëm relativ héich Infektiounstauxen. Normalerweis hätt dat eng gréisser Alerte an eng gréisser Reaktioun hei am Parlament a warscheinlech och bei der Regierung declenchéiert. Dat ass haut net de Fall, well mer mierken, datt parallell keng grouss Influenz op d'Bettenzuelen ass, keng grouss Influenz op d'Doudesfäll - an dësem Moment! - ass.

Mir sinn awer elo vun dem 23. Juni méi wéi zéng Deeg ewech, soudatt een awer kann dervun ausgoen, datt déi grouss Well an den Hospitalisatiounen an an den Doudesfäll net esou wäert kommen, wéi dat virdrun de Fall war. Ech sinn och nach extreem, extreem virsiichteg, mee ech hat d'Impressioun, datt d'Reaktioun am September, Oktober soss vill, vill méi schnell war, soudatt ech hoffen, datt dat och elo esou bleift.

Den Infektiounsalter ass och relativ déif. 86 % vun deene Leit, déi sech infizéieren, sinn ënner 40 Joer. An den Hospitalisatiounsalter ass och erofgaang op 45 Joer.

Dofir si mer haut der Meenung vun der Regierung, déi doranner besteet - an ech resuméiere se elo, an ech hoffen, datt ech se richteg resuméieren -: Et muss net méi zougemaach ginn op där enger Säit, zweetens, et kann awer och net méi opgemaach ginn, an drëttens, eng Rei Adaptatiounen op Basis vun deem, wat geschitt ass, musse gemaach ginn.

Dat sinn déi dräi Punkten, déi d'Regierung sech als Zil gesat huet. Dat sinn och déi dräi Punkten, an ech soen dat kloer, mat deene mer kënnen averstane sinn, hannert deene mer och stinn.

Et muss net méi zougemaach ginn. Wann dat richteg ass, wat d'Regierung seet, datt mer e Starter op Nationalfeierdag a bei Clusteren an Nuetslokaler haten, dann hätt dat vläicht kënnen evitéiert ginn. Mee et huet awer an dësem Moment keng laang-

fristeg Konsequenzen, soudatt net muss méi zougemaach ginn. Mir sinn also domat d'accord. Et kann awer och net méi opgemaach ginn - dat schéngt eis och logesch ze sinn -, well nach ëmmer eng Gefor do ass, well mer eng Rei Detailer net am Grëff hunn an net wëssen, wéi et weidergeet.

Ech wëll just soen, datt ech, wéi ech d'Futtballeuropameeschterschaft gekuckt hunn, awer relativ schockéiert war, wat ech a verschiddene Stadione gesinn hunn, wou d'Virsiichtsmoossname quasiment total ausser Kraaft gesat gi sinn a wou esou gehandelt ginn ass, wéi wann näischt wär an am Fong och de Leit de Message eriwwerbruecht ginn ass: „Et ass alles an der Rei. Dir kënnt erëm lassfuere wéi virdrun." Ech hunn dat total e falsche Message fonnt. Ech wollt dat och hei soen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech wëll och hannendru soen, well mer eeben zoufällegerweis dann och d'lescht Woch den neie Futtballstadion besiche konnte goen. D'Madamm Beissel laacht schonn, well si stolz op de Futtballstadion ass. An ech muss och soen: En ass och extreem schéin.

Mee dat, wat ech hei wollt soen, dat ass: Wann een elo déi Ouverturesmatcher huet - ech mengen, den 1. September ass deen éischten -, datt een net soll dee selwechte Feeler maachen an datt een net soll hei e Konzept ausschaffen, wou een dee Stadion rammelvoll mécht. Well ech mengen, dat wär nu wierklech e falsche Message. Mee et muss een nach uerdentlech Securitéitsmoossnamen huele bei esou Evenementer an och bei aneren Evenementer, well mir hunn et nach net ganz hannert eis.

Wat elo déi spezifesch Moossnamen ugeet, do huet de Mars Di Bartolomeo, eise Rapporter, deem ech wéi ëmmer villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, well et ass wierklech net ëmmer einfach, mee deen huet scho gesot, wéi et mat deenen eenzelne Moossnamen ass.

Dat, wat am éischte Gesetz stoung, wou d'Regierung wollt déi Schnelltester, déi Autotester a sech just bis zwielef Auer gülteg maachen - mir hunn d'Iddi verstanen, mir hunn awer och ganz kloer gemengt, datt déi Approche do net appropriéiert wär, well se net cibléiert wär op déi Nuetslokaler, déi Problemer gestallt hunn, a well et och fir d'Leit onverständlech ass, datt wann ech bei engem doheem sinn, wou mäin Zertifikat gutt ass vun aacht bis zwielef an en dann no zwielef Auer op eemol net méi gutt ass, obwuel déi selwecht Leit dobanne sëtzen, datt dat net sënnvoll war.

Dofir si mer frou, datt mer dat konnten, och op Basis vun den Avise vum Conseil d'État a vum Collège médical, ëmänneren an eng aner Solutioun do fannen. Déi Solutioun, déi elo am Text steet, dat soen ech och ganz kloer, fannen ech einfach besser wéi déi virdrun. Mir mengen net, datt se sanitär extreem effikass ass. Mir menge par contre, datt se awer emol applikabel ass an datt d'Leit se och an d'Realitéit kënnen ëmsetzen. A schonn eleng dat ass en Avantage!

An och - de Mars Di Bartolomeo huet et schonn ugedeit -, mir hätten als CSV aner Léisunge léiwer gehat. Ech wëll dat och ganz kloer hei zu Protokoll ginn. Mir hu proposéiert, datt mer a sech effektiv géifen hei am Gesetz aschreiwen, datt fräi Nuechten net sollen an deenen nächsten zwee Méint stattfannen, well et eis einfach vum sanitäre Standpunkt hier déi richteg Solutioun geschéngt hätt.

Ech weess, datt mer dann eng Rei Leit net frou gemaach hätten, mee ech mengen, datt wann dat richteg ass, wat den Dokter Schmit an d'Madamm Minister soen, datt am Nuetsliewen awer d'Hemmschwellen erofginn, da wär dat eng richteg Moossnam an eisen Ae gewiescht. Et deet mer leed, datt mer déi net konnten huelen. Ech hätt se besser fonnt wéi dat, wat mer elo gemaach hunn.

Ech hätt d'ailleurs och déi zweet Solutioun besser fonnt, déi vum Collège médical proposéiert ginn ass, datt mer einfach d'Autotester - wann dat dann dat schwaacht Glidd ass vun dem Testsystem, dat heescht, déi Tester, déi net zertifizéiert sinn, déi s de der also selwer méchs a quasiment selwer drop kucks an ermëttels - dann net akzeptéiert hätten. Am CovidCheck-System hätt dat, mengen ech, och zwar vill Onrou bruecht, mee et wär och vum sanitäre Standpunkt hier a mengen Aen, an eisen Ae sécherlech déi besser Solutioun gewiescht.

Zweete Punkt: de CovidCheck. Och am private Beräich hu mer deen an deene leschte Méint selwer gefrot. Bei deem leschte Gesetz hätte mer och gär déi Moossnam gehat. Déizäit krute mer gesot: „Dat geet net, well mer net kënne kontrolléieren doheem a mer dofir déi Moossnam och net wëllen aféieren."

Mir hunn déi Explikatioun sengerzäit akzeptéiert. Mir hu se och verstanen - dofir hu mer se akzeptéiert. Mee elo gëtt dat awer e Mount duerno agefouert. Ech hunn d'Fro gestallt: „Majo, wie kontrolléiert et dann elo?" Du krut ech d'Äntwert am Fong, datt dat nach wie vor selbstverständlech nach net kéint kontrolléiert ginn, mee datt mer elo, sot d'Ministesch, méi bäigeléiert hätten a se elo kéinten aféieren.

Ech muss soen: Et war net dee richtegen Zäitpunkt, wéi mer se gefrot hunn - elo ass et de richtegen Zäitpunkt, well d'Regierung se mécht. Ech fannen dat awer e bësse komesch. Elo kann ee verstoen: D'Regierung huet elo bäigeléiert. Mee de richtegen Zäitpunkt ass, wann d'Regierung bäigeléiert huet. A wann d'Oppositioun et e Mount virdru virschléit, dann ass et net de richtegen Zäitpunkt, well d'Regierung nach net bäigeléiert huet.

(Interruption)

Also, do muss ech éierlech soen: Ech kann dat net richteg verstoen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Mir huele Stellung dozou.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo. Dovunner ofgesinn, fannen ech déi Moossnam awer richteg. Mee ech fannen, datt mer se och schonn hätte kënne virun engem Mount aféieren.

Mir hunn also mat den Intentioune vun der Regierung kee Problem. Mir hu par contre Problemer mat der Ëmsetzung an de prakteschen Detailer, déi eis net ëmmer sënnvoll schéngen.

Ech kommen zu de Konklusiounen.

Dat Éischt ass, datt ech hoffen, datt d'Regierung de Bilan an d'Evaluatioun mécht vun allem deem, wat an deene leschte Méint geschitt ass, well mir wëssen net, wat am September geschitt. Wann dësen Text ofleeft a wann d'Vakanz erëm ass, dann huet momentan keen Anung, viru wat fir enger Situatioun mer déizäit stinn. Dofir hoffen ech, datt mer déi Moossnamen analyséiert kréien, datt mer wëssen, wa mer se nach eng Kéier missten uwenden, wat fir eng da sënnvoll sinn a wat fir eng net sënnvoll sinn.

Ech hoffen och, datt déi Aarbechte weiderlafen, déi fir d'Organisatioun vun de Spideeler, d'Continuatioun vun dem Gesondheetssystem, wann nach eng Kéier esou eng grouss Kris erëm géif kommen, respektiv d'Preparatiounen op eng Loi pandémie och elo an der Virbereedung ass. Well do wäre mer gutt drun, se esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen, wa mer dann e wéineg Otem kréien.

Ech ginn och an deem Sënn eng Motioun hei of, Här President, wou déi Fuerderungen nach eng Kéier drastinn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie Covid-19 constitue toujours un défi énorme pour notre vie quotidienne et pour notre système de santé ;

- constatant que presque tous les services médicaux de base ont dû être suspendus pendant le pic de la première phase de la pandémie ;

- connaissant le risque de la propagation de nouvelles variantes et d'une autre vague d'infections Covid-19 en automne avec le retour des vacances et notamment la rentrée scolaire,

invite le Gouvernement

- à mettre en place à court terme toutes les mesures nécessaires afin de préparer notre système de santé pour garantir que tous les soins et services médicaux de base puissent être assurés aussi bien dans les cabinets médicaux que dans les structures hospitalières lors d'une éventuelle prochaine vague de la pandémie en automne ;

- à élaborer un concept et un plan de crise pour toutes les structures et réseaux pour personnes âgées ;

- à préparer d'ores et déjà un projet de loi « Pandémie » afin de mettre en place des procédures permettant au Gouvernement et à la Chambre des Députés de réagir plus rapidement et plus efficacement à l'avenir à une éventuelle nouvelle crise sanitaire ;

- à préparer, pour le cas où cela s'avérerait nécessaire en septembre, l'extension du champ d'application du régime CovidCheck aux structures scolaires.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Déi zweet Konklusioun, déi ech wëll maachen, dat geet dann dësen Text un, dat ass: Mir fannen, datt et net d'Zäit ass, fir méi opzemaachen, datt et och net d'Zäit ass, fir méi zouzemaachen. Mir hätte ganz kloer verschidde Korrekturen, déi am Text sinn - an ech hunn dat detailléiert hei gesot -, anescht gemaach. Mee mir soen awer och: Dat geet eis net duer, fir elo géint den Text ze sinn. Dofir wäerte mer dësen Text matstëmmen.

Ech huele mer, well ech nach e puer Minutten hunn a well dat mer och perséinlech um Häerz läit, awer elo nach dräi, véier Minutten, fir zréckzekommen op dat, wat virun zwee Deeg hei an der Chamber geschitt ass am Kader vum Waringo-Rapport. Ech wollt net an déi Diskussioun agräifen, well d'Kolleegen aus menger Fraktioun, aus anere Fraktiounen dat gutt gemaach hunn. Mee ech wëll soen, datt ech awer schockéiert war iwwert dat, wat passéiert ass.

Mir haten hei eng Diskussioun iwwert de Waringo-Rapport. Doraus sinn der Regierung eng Rei zolidd Reprochë gemaach ginn. D'Kolleegen hu se hei widderholl. D'Regierung, an d'Familljeministesch haaptsächlech, krut eng Rei Froe gestallt. An ech soen, Froe gestallt, esou wéi dat an enger parlamentarescher Demokratie a mengen Aen normal ass.

Wann Der esou e Rapport hutt, da komme Froen doraus an da kënnen och Konsequenze gefrot ginn. Ech fannen déi Prozedur also absolutt normal an enger parlamentarescher Demokratie. An dann hu mer op där anerer Säit eng Ministesch, déi op déi Froen, déi gestallt ginn, op déi Reprochen, déi gemaach ginn, op déi Ausenanersetzungen, déi hei kommen, kee Wuert äntwert!

Op all déi Froen, op all déi Reprochen, kee Wuert äntwert, dann erausgeet an dann awer eng Minutt duerno virun d'Press leeft, fir sech iwwert d'Chamber an iwwer eenzel Deputéierten heibannen opzereegen! Da muss ech awer soen: Dat hunn ech nach net erlieft, esou eng Prozedur: erauszelafen an da sech iwwert d'Chamber an iwwert d'Verhale vun Oppositiounsparteien an iwwert d'Deputéiert einfach opreegen ze goen!

Ech soen Iech: E Regierungsmember huet hei op dësem Pult Ried an Äntwert ze stoen! Deen huet hei op déi Froen ze äntweren, déi e gestallt kritt, an op déi Reprochen, déi e gemaach kritt, ze reagéieren! Reprochen, déi e gemaach kritt net nëmme vun enger Oppositiounspartei, mee vun alle véier Oppositiounsparteien! An net nëmme vun den Oppositiounsparteien, mee déi en och am Rapport Waringo als Froe gestallt kritt!

A wann ee sech schlecht vun der Chamber behandelt spiert - an dat ka jo och virkommen -, dann ass et hei um Riednerpult, wou ee sech sollt wieren. Ech consideréieren, datt dat en absolutte Refus vun der parlamentarescher Diskussioun ass, dann einfach erauszelafen, bei d'Press ze goen a sech do emol iwwert d'Oppositioun ze beschwéieren!

Et ass natierlech méi einfach, bei d'Press ze goen a sech iwwert d'Oppositioun ze beschwéieren an iwwer se hierzefalen, mee ech soen: Hei ass d'Plaz! Mee hei kritt een natierlech Oppositioun gemaach. Hei kritt een natierlech Kontradiktioun gemaach zu deem, wat ee seet. Dofir ass et vill méi einfach bei d'Press ze goen a sech emol do opzereegen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wann ee Minister ass, muss een och Kontradiktioun kënne verdroen. Et muss ee se och kënne verdroen an et muss een och hei Ried an Äntwert stoe bei de Leit. Alles anescht ass fir mech inakzeptabel.

Ech mengen, ech soen Iech dat éierlech, wann ech dat doten als Minister gemaach hätt an där Regierung, an där ech war, de Refus, an der Chamber Ried an Äntwert ze stoen, hei näischt ze soen an dann erauszelafen, fir mech iwwert d'Chamber opzereegen, fir mech iwwer eenzel Deputéierter opzereegen, also, ech sinn iwwerzeegt, datt den Här Juncker mech héichkanteg aus der Regierung erausgehäit hätt. A mat Recht!

Une voix.- Richteg!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An ech soen Iech, datt déi Froen, déi mer hei gestallt hunn, den nationale Plang fir Altersheimer ... Ech soen Iech, datt den Här Juncker op d'parlamentaresch Demokratie, op de Parlamentarismus, Ried an Äntwert ze stoen, am Parlament seng Responsabilitéit ze huelen als Minister, extreem pingeleg war. A mat Recht extreem pingeleg war, well et ass seng Roll, et ze sinn.

An ech soen Iech, datt déi Froen, déi mer hei gestallt hunn - „Wéi ass et mam nationale Plang fir Altersheimer?", „Gëtt et eng déifgräifend Analys vun de Clusteren?", „Wéi si mer op déi aner Covidvariante virbereet, notamment an den Altersstrukturen?", „Wéi gi mer mam Fait ëm, datt 20 bis 30 Leit an den Altersstrukture keng Anticorpsen hunn an also am Prinzip nach ongeschützt sinn?" -, datt dat Froe sinn, déi net nëmmen hei an der Chamber d'Deputéiert gestallt hunn, mee déi deelweis och am Rapport Waringo gestallt ginn.

An déi Froe sinn net, wéi d'Madamm Cahen et seet, „Politique politicienne"! Dat dote si Froen, déi d'Leit uginn an hirem dagdeegleche Liewen an déi Äntwerte brauchen!

Et ass och net Deel vun engem preetabléierte Verdikt, mee et ass Deel vu politescher Responsabilitéit, déi eng Regierung, e Minister an och eng Chamber muss droen. Dofir musse mer heibannen driwwer diskutéieren an dofir geet et net fir fortzelafen. Déi Froe bleiwe grouss a se hunn nach ëmmer keng Äntwert vun der Ministesch kritt.

Zum Schluss soen ech och nach, well ech dat extreem penibel fannen, datt ech am Fong just déi Ausso, déi d'Madamm Minister dann dobausse mécht: „Wann ee mäi Kapp freet, da freet een de Kapp vun alle Beamte vum Ministère a vun all deene Leit, déi am Alterssecteur schaffen." ... Also, ech muss Iech éierlech soen: Dir hutt héieren, wat all déi Leit heibanne vun den Oppositiounsparteien, och déi vun de Majoritéitsparteien, iwwert déi Leit, déi am Secteur schaffen, gesot hunn. Mir hu se am héchsten Toun gelueft a mir stinn do hannendrun a mir fannen dat och esou. Fir dann esou eng Behaaptung ze maachen, empfannen ech just als äusserst peinlech - als äusserst peinlech! Ech kann net méi doriwwer soen.

Als Politiker muss ee sech senger Verantwortung stellen. Et geet net, fir se weiderzeschiben. Et geet och net, fir se ze verbesseren a fir esou vill Leit wéi méiglech do mat eranzehuelen. Ech hunn et, wéi gesot, just peinlech fonnt. A fir mech war deen doten Exkurs a mengen Ae just am Nachhinein de Beweis, datt déi Demissiounsdemande, déi mer gestallt hu vun der Oppositioun, absolutt justifizéiert war.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Erlaabt mer fir d'alleréischt alleguerten deene Merci ze soen, déi dobaussen onermiddlech am Asaz waren an am Asaz si géint d'Héichwaasser. Hinnen e ganz grousse Merci am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. An och all deene Leit, déi de Pech hunn, hir Haiser mussen ze verloossen: Ganz vill Courage fir déi kommend Zäiten. An op dëser Plaz och merci de Gemengen, déi agespronge sinn, fir direkt ze probéieren, déi Leit, déi ganz vill Pech hunn, ze relogéieren. E ganz grousse Merci un alleguerten déi Leit, déi dobaussen am Asaz sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wann ech mech net verzielt hunn, Här President, da stëmme mer haut dat 21. Gesetz säit dem Ufank vun der Pandemie. Virun dräi Wochen hate mer nach gehofft, dass mer fir de Summer e Gesetz stëmme kéinten, wou weider Ouverturen erlaabt wären, mee déi rezent Hausse vun den Neiinfektiounen huet eis alt nees e Stréch duerch d'Rechnung gemaach.

Déi Woch no Nationalfeierdag hunn d'Neiinfektioune sech net nëmme multiplizéiert, net verduebelt, net verdräifacht, mee versechsfacht! Dat ass eppes, mengen ech, wat absolutt kee vun eis heibannen an deem dote Mooss erwaart huet.

Déi gutt Noriicht ass, dass mer d'Situatioun an de Spideeler am Grëff hunn. Déi gutt Noriicht ass, dass weiderhi ganz, ganz vill getest gëtt. An ech muss Iech soen: Ech war ee Moment erféiert. Et war eng Kéier een Dag, do war den R-Wäert iwwer zwee geklommen. Den R-Wäert ass elo erëm ënner eent. An ech mengen, dat sinn awer trotzdeem Zeechen, déi an déi richteg Richtung ginn.

Eng gutt Nouvelle ass awer och, dass mer kee Schratt zréck musse maachen. Mat Hëllef vun den Impfungen an och mat Hëllef vum CovidCheck-System wäert de Summer, op d'mannst hei am Land, net ze vill restriktiv sinn.

Dëse Projet de loi féiert minimal Ännerungen an. Ech wäert dofir och net op all déi Ännerungen agoen, déi den Här Rapporter, den Här Mars Di Bartolomeo, hei scho virgestallt huet. Dofir him och nach eng Kéier e ganz, ganz grousse Merci fir seng exzellent, akribesch Aarbecht, déi en elo schonn déi ganzen Zäit als President vun der Santéskommissioun gemaach huet.

Et gëtt keng nei Ouverturen, well déi nei Delta-Variant vum Coronavirus zanter Enn Juni nees méi Leit infizéiert. Obwuel d'Hospitalisatiounen net an d'Luucht gaange sinn, wär et awer och zu dësem Moment irresponsabel, fir d'Covidreegelen iwwert de Summer nach weider ze lackeren. Mir däerfe kee weidere Lockdown am Hierscht muttwëlleg provozéieren.

Nieft der Erhéijung vun de Sanktioune bei Verstéiss géint sanitär Reegele kënnt et virun allem zu Upassungen, wat de CovidCheck ugeet. Tëschent eng Auer a sechs Auer moies wäerten d'Schnelltester, déi op der Plaz gemaach ginn, fir zum Beispill an eng Disko ze goen, net méi unerkannt sinn. Wärend dëse Stonne muss een dann entweeder komplett geimpft sinn, muss een e PCR-Test hunn oder en zertifizéierte Schnelltest.

Firwat ass dat esou decidéiert ginn? Tëschent eng Auer nuets a sechs Auer moies geet een normalerweis eraus fir ze feieren, fir ze danzen - anescht wéi wann een iesse geet, wann een um Dësch sëtzt -, et zirkuléiert ee vill méi. Et passt ee manner op d'Distanzen op a verschidden Hemmunge falen och. Dat erhéicht natierlech de Risiko vun Infektiounen. An dowéinst gouf dës Precautioun geholl, fir dass d'Leit an enger gréisstméiglecher Sécherheet erausgoe kënnen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Infektioune klammen nees. Dat ass wouer, mee se klammen am Moment

relativ moderat. Se si scho souguer erëm amgaangen ze stagnéieren, trotz Nationalfeierdag, Public-Viewing-Evenementer an der EM. Dat weist och ganz däitlech, dass d'Impfunge wierken. Am meeschte betraff vun den Neiinfektioune sinn nämlech déi Alterskategorien, déi nach net komplett geimpft sinn. An ech betounen d'Wuert „komplett", well rezent Etüde kloer beleeën, dass een eréischt no der zweeter Impfung wierklech géint de Virus an och géint d'Delta-Variant geschützt ass.

Ech hunn an engem Artikel, eng Metapher vum Dokter Christoph Rothe vun der Uni Mannheim zum Impfe fonnt, déi d'Plusvalue vun der Impfung fir mech op de Punkt bréngt: Eng Impfung kann ee vergläiche mat engem Sécherheetsgurt. De Sécherheetsgurt ass eng Erfindung, déi d'Accidenter mat Doudesfolleg am Auto ëm 50 % erofgesat huet an d'Blessuren ëm 70 % reduzéiert huet. Mee och wann een ugestréckt ass, garantéiert de Sécherheetsgurt nawell keng 100%eg Sécherheet. Et kann ee sech awer blesséieren. Et kann een trotzdeem leiebleiwe bei engem Autosaccident.

Mam Gurt kann ee sech blesséiere virun allem am Beräich vum Uewerkierper, zum Beispill e Schlëssselbeebroch. Trotzdeem ass et mëttlerweil fir déi aller-allermeeschte Leit absolutt verständlech - dat ass och richteg -, sech beim Fueren unzestrécken, well d'Virdeeler d'Nodeeler däitlech iwwerweien.

De Prinzip bei der Impfung ass ganz änlech, eng 100%eg Sécherheet gëtt et och hei net. Mee mat enger kompletter Impfung läit de Schutz géint eng Infektioun, jee no Vaccin, deen ee kritt huet, tëschent 60 an 88 %. Géint e schwéieren oder déidleche Krankheetsverlaf ass ee bis zu 94 % geschützt.

Ech maachen duerfir nach eng Kéier vun dëser Plaz aus en Appell u jiddereen, deen d'Méiglechkeet huet, och déi Jonk an och déi Leit, déi mengen, si wäre ganz gesond, sech impfen ze loossen. Jiddereen huet d'Méiglechkeet, sech ze informéieren. Jiddereen huet d'Méiglechkeet, sech op de Lëschten anzeschreiwen.

D'Impfen ass eng Fro vun Eegeverantwortung a bleift fräiwëlleg. Ma d'Vaccine bleiwen de sécherste Wee aus der Kris an déi bescht Virbereedung op den Hierscht. Och Jonker a Leit ouni Virerkrankunge kënne krank ginn. Si leide vläicht manner staark um Covid-19, mee och de Long-Covid, iwwert dee mer ëmmer méi gewuer ginn, wäert eise Gesondheetssystem an den nächste Joren op d'Prouf stellen an ass eng reell Gefor. An dofir wäert jo och ab dem 1. August e Pilotprojet fir d'Behandlung vum Long-Covid am Rehazenter an och am Thermalbad zu Munneref ulafen.

Iwwer Méint kënne Leit nämlech ënner Symptomer leiden, déi si an hirem Alldag, op der Aarbecht oder beim Sport staark beanträchtegen: Middegkeet, Kuerzootmegkeet, Houscht, Kapp- a Muskelwéi bis hin zu Depressiounen. De Covid ass eng Multiorgankrankheet, dat heescht, si ka kardiovaskulär, pulmonär an och neuropsychologesch Problemer verursaachen. Dës Krankheet dierf vu kengem ënnerschat ginn!

Lëtzebuerg huet ëmmer probéiert, den Equiliber ze fannen tëschent Fräiheet a Sécherheet. An ech mengen, dass dat eis och gréisstendeels gutt gelongen ass. Eist Land huet am Verglach mam Ausland méi Fräiheete kënne genéissen an huet och op e permanenten Op an Zou wéi an anere Länner - an dat huet ganz vill Leit frustréiert - verzicht. Mir hunn dat net gemaach, mir hunn dat evitéiert.

An där rezenter Etüd am „Spiegel", déi den Här Wiseler ugeschwat huet, wou de Coronamanagement vun 154 Länner ënnersicht gouf, läit Lëtzebuerg op der zweeter Plaz. Natierlech kann een, natierlech soll een esou eng Etüd hannerfroen. Wéi eng Krittäre sinn do mat eragefloss? Ob déi wirtschaftlech, demografesch oder geografesch Ënnerscheeder genuch a Betruecht gezu gi sinn.

Ech muss Iech soen: Ech hunn awer léiwer, dass mer an där Etüd op der zweeter Plaz leien, wéi wa mer an där Etüd am Mëttelfeld oder hanne géife leien, well ech ka mer virstellen, wat dann awer hei op der Chamberstribün lass wär.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- A wa mer ofgeschnidden hunn an där Etüd, wéi mer ofgeschnidden hunn, dann ass dat zum ganz, ganz groussen Deel de Verdéngscht vun alleguerten de Bierger dobaussen, déi sech iwwer Méint un all sanitär Mesurë gehalen hunn, e grousst Upassungsverméige gewisen hunn. An dat huet sech ausbezuelt. Déi zweet Plaz an deem Ranking, déi kënnt de Bierger dobaussen zegutt an dat ass hire Verdéngscht.

Zënter dass d'Liwwerung vun den Impfstoffer Enn d'lescht Joer ugekënnegt ginn ass, ass oft de Saz gefall, dass mer e Liicht vum Enn vum Tunnel géife gesinn. Och ech hunn dee Saz hei gesot an ech hat gehofft, dass mer méi séier géifen aus dëser Kris erauskommen. Mee mir hunn alleguerte missen erkennen, dass de Virus eis et net einfach mécht.

Nei Variante sinn opgetaucht. Am Fréijoer hate mer nach eng Kéier eng staark Hausse vun den Infektiounen, well do och net genuch Impfstoff do war. Den Tunnel war laang an awer gëtt et ëmmer méi hell. Wann eng Majoritéit vun de Leit sech impfe léisst a mir elo weider openeen oppassen, da kënne mer, mengen ech, geschwë soen, mir kéinten de Virus hannert eis loossen. Dovunner sinn ech iwwerzeegt.

Ech ginn och domadder den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci un de Mars Di Bartolomeo, wéi allkéiers vun dëser Plaz, fir säin 21. Rapport am Kader vun dëser Covidkris an och e Gedanken an e Merci un alleguer déi, déi an der ganzer Nuecht an och elo nach dobausse fir d'Wuel vun eise Bierger schaffen, déi vun deene ganz schwéieren Iwwerschwemmunge betraff sinn. Als e gebranntent Kand, als Buergermeeschter, deen och mat esou Saachen ze dinn huet, weess ech, wéi schwéier et ass. An nach viru Joren hunn ech matgehollef, Sandsäck ze schëppen. Dat war net einfach an et ass eng ganz schwéier Situatioun fir déi Leit, déi dovunner betraff sinn. Duerfir e grousse Merci u jiddwereen, deen haut am Asaz ass.

Den Hannergrond, virun deem mer elo virum Ufank vun der Summervakanz en neit Covidgesetz diskutéieren an dann och stëmmen, dat da bis d'Rentrée gëllt, deen ass zimmlech duerchwuess. D'Augmentatioun vun den Neiinfektiounen no Nationalfeierdag huet bei eis op alle Fall emol, géif ech mengen, bei deene meeschten op alle Fall e mulmegt Gefill provozéiert. Mir si vun enger Inzidenz vun 30 Neiinfektiounen op 100.000 Awunner op siwen Deeg virun engem Mount elo nees op 130 geklommen. Dat erféiert an dat mécht och zum Deel Suergen. A grad an enger Phas, wou mer eis scho bal un déi niddreg Zuele gewinnt haten an eis och zimmlech a Sécherheet gewien hunn, dass mer e groussen Deel vun der Kris hei op alle Fall emol gepackt hätten.

Wann een e Rappel à l'ordre gebraucht hätt an e Rappel à l'ordre gebraucht sollt hunn: Dës Zuelen hei, déi grad wéi an den Nopeschlänner an a ganz Europa an d'Luucht ginn, weisen, dass d'Pandemie nach net eriwwer ass, esou wéi mir dat och an de leschten Interventiounen ëmmer gesot hunn. Et ass nach net Zäit fir ze soen: „Bon, alles ass fäerdeg a mir kënnen erëm ganz an d'Normalitéit zréckgoen." Leider si mer nach net op deem Punkt. A mir maache grad d'Experienz dovunner, an net nëmme mir, mee och eis Nopeschlänner.

An duerfir ass et och ganz kloer net de Moment, fir nach méi opzemaachen. Ëmmerhin hu mer am Laf vun deene leschte Méint ganz vill Fräiheeten zréckgewonnen. D'Zuel vun de Restriktiounen ass staark erofgaangen. Et bleiwen der just nach e puer, déi mer dann awer och weiderféiere mussen, fir eng gréisstméiglech Sécherheet ze hunn. An duerfir ass et och gutt a richteg, dass mer eis Mesuren haut dann och mat e puer Upassunge weiderféieren. Am Allgemenge loossen déi Mesurë ganz vill Normalitéit an och ganz vill Fräiheeten zou. Mir brauchen nach just eng Rei vun Oploen.

An an deem Kontext begréisse mir als LSAP och ausdrécklech d'Méiglechkeet fir Privatpersounen, fir Evenementer och doheem ënnert dem Regimm vum CovidCheck kënnen ze organiséieren. Jo, elo ass de Moment, fir dat ze decidéieren. Fir eis ass dat och eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet. Net jideree ka sech et leeschten, e Fest oder eng Feier an engem Restaurant mat engem Traiteur ze organiséieren. Leit, déi et hunn, déi kënnen natierlech an e Restaurant goen, fir 150 Leit ze invitéieren. Mee deen, deen et net hat, dee konnt doheem keng 20 Leit invitéieren, fir och e Familljefest ze feieren, wann en d'Suen net huet, fir an de Restaurant ze goen.

Elo kann een dat och doheem maachen, an dat ënner gudden a séchere Konditiounen. Dat ass eng Fräiheet, déi mat enger grousser Responsabilitéit verbonnen ass. Jo, bei dem private wéi och bei dem net privaten Organisateur. Deen dréit do eng grouss Responsabilitéit fir seng Invitéen, fir seng Clienten. Mee deen, dee Leit bei sech doheem invitéiert, deen invitéiert en général Frënn, Leit, déi e gären huet. A wann ee Leit gären huet, da suergt een och derfir, dass se kënnen a gudde Konditiounen zesumme feieren, dass ee sech herno net muss de Virworf gefale loossen, dass ee sech och op senger Feier eng Krankheet zougezunn huet.

An duerfir ginn ech och dovun aus, dass déi Leit, déi esou e Fest wëllen organiséieren, dat bei der Santé mussen umellen, dass déi dat och ganz responsabel maachen, dass se dat mat enger grousser Serenitéit a mat engem grousse Responsabilitéitsgefill wäerten organiséieren an och derfir wäerte suergen, dass déi Leit alleguer gecovidcheckt ginn.

Et ass un eis all: U jiddwereen den Opruff, dat dann och wierklech seriö a gewëssenhaft ze maachen, fir dass mer déi Fräiheeten, déi mer elo hunn, net nees a Fro musse stellen. Et bleift ofzewaarden, wéi sech déi méi héich Infektiounszuele weiderentwéckelen a wéi se sech um Enn an op laang Siicht dann och an de Spideeler wäerten auswierken.

Op alle Fall ass et richteg, an dat gesinn ëmmer méi Leit an, och den RKI, dass mer eis net aleng op d'Inzidenz vun den Infektiounszuele baséieren, well déi net alles aussoen. Ëmsou méi bleift haut ze kucken, wéi d'Hospitalisatioune sech entwéckelen, an dat zudeem och, well d'Infektioune jo am Moment virun allem Jonker betreffen an e groussen Deel an der Populatioun, virun allem déi Eeler an déi Vulnerabel, geimpft ass an d'Impfcampagne och gutt virugeet.

An ech wëll hei och op dat zréckkommen, wat de Gilles Baum gesot huet an dat och net verharmlosen. De Long-Covid ass net ze ënnerschätzen. Ech sinn och frou, dass do Etüde gemaach ginn an dass sech domadder beschäftegt gëtt an och gekuckt gëtt, wou ee kann an Zukunft nach besser intervenéieren, fir dem Long-Covid esou gutt wéi méiglech entgéintzewierken. Dat ass net näischt. Ech mengen och, dass dat eis an der Zukunft nach gutt wäert beschäftegen.

An och wéi gutt, dass mer duerch déi ganz gutt Impfcampagne, déi am Moment jo ganz gutt leeft, geschützt sinn, och do musse mer d'A drop halen an och do musse mer kucken, wéi wäit dass dee Schutz dann och haut oder muer nach ass. A wa mer do musse weider Mesuren huelen, da musse mer déi och huelen.

An dann iwwregens: Et ass jo och bal traureg, et ze soen, well ech hätt definitiv léiwer, wann d'Evolutioun vun den Neiinfektiounen eis hei keng Argumenter geliwwert hätt, mee et gëtt awer zum Deel wéinstens Argumenter, dass dee Couvre-feu, dee mer haten, net ëmsoss war. Jo, net jiddwereen, deen zur spéider Stonn ënnerwee war, an op Nationalfeierdag och net, geheit all Reegelen total iwwer Bord. An awer hu mer elo gesinn, dass eeben zu spéider Stonn an enger dekontraktéierter Ambiance mat e bësse Gefeiers an Alkohol d'Reegele riskéieren, net méi esou genee geholl ze ginn.

De Couvre-feu huet awer Privatpartyen op d'mannst deelweis verhënnert respektiv se erschwéiert. An zu deem Moment, wou de Couvre-feu aktiv war, bleiwen ech der Meenung, dass dat eng gutt Decisioun war. Haut brauche mer en net méi. An de Fait, dass d'CSV sech elo kritesch vis-à-vis vun de fräien Nuechten hei äussert, dat weist awer zum Deel och, dass se déi Mesure vum Couvre-feu awer net esou domm fonnt hunn, well et an déi selwecht Richtung geet, fir dann och net méi esou laang mateneen ze feieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen dat ass zwar eppes aneres.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Nee, ech wëll net soen, dass Der …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech streiden elo net mat Iech, mee ech mengen, et ass awer eppes aneres als Moossnam.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, et ass eppes aneres. Ech ginn Iech Recht. Ech hu jo och „zum Deel" gesot an ech wëll hei och net eppes soen, wat Der net gesot hutt. An awer weist Der an déi selwecht Richtung.

Glécklecherweis hu mer haut déi epidemiologesch Situatioun, déi mer hunn an déi eis et erlaabt, éischtens kee Couvre-feu méi ze hunn an zweetens d'Situatioun an de Spideeler am Gréff ze halen. An dat bréngt mech op de Punkt vun de Choixen, déi ee muss huelen. Jo, et kéint een hei natierlech ëmmer hikommen a soen: „Mir haten dat awer scho viru 14 Deeg oder virun engem Mount gefuerdert." Mee do war net den Zäitpunkt, fir dat ëmzesetzen. Haut ass den Zäitpunkt en aneren, well d'Evolutioun vun där ganzer Epidemie, vun der ganzer Pandemie en aneren ass. Duerfir …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir musst mer just soe firwat.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, an do muss een d'Situatioun jo och an der Zäit kucken. Et muss een och kucken, wéi d'Evolutioun ass, wéi déi eenzel Mesuren, déi ee geholl huet, sech auswierken. An da kann een och erëm aner Mesuren huelen. Et kann een ëmmer soen, et hätt een alles anescht gemaach.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Engel, erlaabt Der, datt den Här Wiseler Iech eng Fro stellt?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Här Engel, ech wëll Iech just soen: Wann Der sot „Dir musst dat an der Evolutioun vun der Zäit kucken", da stellen ech fest, datt virun engem Mount eis Zuele weesentlech besser waren, wéi se elo sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da sot mir elo just, firwat Der et elo aféiert a virun engem Mount net, wann d'Zuelen elo méi schlecht sinn?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Do ware manner Leit geimpft.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, et ass genau dat, wat d'Madamm Ministesch gesot huet. D'Evolutioun ass jo net nëmmen an den Infektiounszuelen, wéi ech elo virdru gesot hunn, déi net onbedéngt deen eenzege Krittär sinn, an och an de Spideeler, obwuel mer do liicht an d'Luucht ginn, dat ass richteg, mee do ware manner Leit geimpft. Mir hunn an deem Mount awer erëm ganz vill Leit geimpft, woubäi d'Situatioun awer vill besser ass an de Krankheetsverlaf …, an dat ka jo awer kee bestreiden, dass dat de Fall ass. Dass an deene Länner, wou vill geimpft gëtt, d'Evolutioun vun de Krankheetsbiller, déi mer an de Spideeler hunn, eng ganz aner ass an dass d'Evolutioun vun deene Krankheetsbiller vill besser ass fir déi Leit, déi geimpft sinn.

Duerfir, et ass …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Well do och aner Varianten an deene Länner sinn. Dofir.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et kann een natierlech ëmmer soen, et hätt ee Saachen anescht gemaach. Dat heescht awer net onbedéngt, dass een d'Saache besser gemaach hätt.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Duerfir: De Covid-Check gëtt eng relativ Sécherheet, wa mer en dann och alleguer seriö applizéieren a respektéieren. An do dernieft gëlle weider déi normal Reegele vun Hygiène, Distanz, Mask op deene Plazen, wou et muss sinn, fir eis selwer, fir eis Familljen, fir eis Frënn, fir déi Vulnerabel, mee virun allem déi, déi mer dann och gären hunn, fir déi ze schützen.

Duerfir wäerte mir den Accord ginn zu dësem Gesetz an ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och wann d'Meteo net grad drop schléisse léisst, sou deet dëse Projet de loi awer d'Hoffnung op en zimmlech normale Summer wuessen. En zimmlech normale Summer am Sënn vu bal onageschränktem Zesummesinn, natierlech ënner gewëssene Reegelen. En zimmlech normale Summer, wou ee vun där enger oder anerer Rees ka profitéieren, där enger oder anerer Feier, dem Besuch vu Concerten, Kultur- a Sportsevenementer, Kolonië fir Kanner a Jonker a villen aneren Aktivitéiten, déi fir Grouss a Kleng zu engem erfëllte Liewe gehéieren a wärend laanger Zäit net méiglech waren. Vill Leit soen engem: „Mir haten eis scho bal dru gewinnt."

Datt mir eis dëse Retour an d'Normalitéit leeschte kënnen, ass fir d'éischt emol op déi berouegend Situatioun an de Spideeler zréckzeféieren. An ech woen ze behaapten, datt dat an Zukunft nach ëmmer de wichtegste Parameter muss sinn, wa mer wëlle léieren, mam Virus ze liewen. Och wann d'Zuelen elo eropginn, muss de Bléck op d'Spideeler geriicht ginn.

Wieren d'Spideeler iwwerlaascht, wiere mir haut an engem ganz anere Film. D'Berouegung an de Spideeler kënnt dohier, datt d'Impfcampagne ëmmer méi Friichten dréit, …

Une voix.- Genau!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … och wann et weiderhin net ausgeschloss ass, datt geimpft oder hallef geimpft Persounen de Virus erwëschen. Keen anere wéi de Premier huet eis et virgemaach.

An deem Fall ass hire Krankheetsverlaf allerdéngs manner dramatesch. Och dann, wann e mat enger Hospitalisatioun verbonnen ass. Mir sinn iwwerzeegt, datt op alle Fall déi ganz dramatesch Fäll net wäerten entstoen, wa Mënsche geimpft sinn, quitte datt et ëmmer erëm Ausname gëtt.

Datt d'Impfung de Schutz virum Virus exponentiell verbessert an de Risiko eebe grad vu schwéiere Krankheetsverleef mat laangen Hospitalisatioune vu Wochen a Long-Covid-Symptomer extreem reduzéiert, kann een net oft genuch widderhuelen. An dat ass och e gudde Grond, fir e weideren Appell un d'Impfskeptiker ze maachen: Sprangt iwwer Äre Schiet a loosst Iech impfen! Et déngt net nëmmen Ärem eegene Schutz an dem Schutz vun Äre Matmënschen, et ass och eng sanitär, gesellschaftlech an ekonomesch Necessitéit. An et ass déi éischt Viraussetzung, fir datt mir spéitstens vun der nächster Summervakanz un net méi am selwechten Zenario si wéi haut a kee Covidgesetz méi brauchen.

Mee nach ass et net esou wäit. Nach ëmmer brauche mir e Gesetz a verlängere mat eenzelen Upassunge ganz genee déi Moossnamen, déi mir virun engem Mount agefouert hunn. De Rapporter Mars Di Bartolomeo ass virdrun am Detail op d'Moossnamen agaangen, op d'Adaptatiounen. An duerfir wéilt ech him dann och e grousse Merci soen.

Virun engem Mount hunn dës Moossnamen zu enger gewësser Skepsis bei der Press gefouert an zu

der Angscht, de Virus géif zréckschloen. Souguer de Premier huet vun engem Experiment geschwat an d'Madamm Santésminister vun enger brutaler Erausfuerderung.

Haut stelle mer fest, Dir Dammen an Dir Hären, datt dat Experiment sech gelount huet an datt mir déi brutal Erausfuerderung méi oder wéineger gemeeschtert hunn. D'Instrument vum CovidCheck huet sech nämlech als effikass erwisen an et ass och zimmlech einfach ëmsetzbar. Et huet villes méiglech gemaach, wat laang net denkbar war, och dank der europäescher Politik, déi sech no laange Verhandlungen op dat gemeinsaamt Instrument konnt eenegen an d'Mobilitéit och queesch duerch Europa erliichtert huet.

D'Gesetz, dat mir virun engem Mount gestëmmt hunn an dat mir haut verlängeren, huet awer och der Gesellschaft méi eng grouss Verantwortung operluecht wéi jee virdrun an der Pandemie. Erfreelech ass, datt d'Gesellschaft hir Verantwortung iwwerholl huet an d'Reegelen dach awer grosso modo respektéiert huet. A wéi seet een esou schéin: „Ausname bestätegen d'Reegel."

Mat dësem Projet de loi iwwerdroe mer der Gesellschaft nach méi Verantwortung wéi virun engem Mount. Dëse Méi u Verantwortung, oder besser gesot Eegeverantwortung, entsteet virun allem doduerch, datt keen Ënnerscheed méi gemaach gëtt tëscht de Rassemblementer am Privatberäich an deenen am ëffentleche Beräich.

Wann ee weess, datt déi meescht Infektiounen am - muss ee soen - pseudogeschützte Privatberäich, wou ee sech souwisou ëmmer méi sécher fillt, stattfannen, da weess een och, datt all Famill an all Frëndeskrees gefuerdert ass, wann et drëms geet, eng Feier ze organiséieren, wuel wëssend, datt d'Police zu Recht kee Recht huet, d'Feieren ze kontrolléieren, déi a private Raimlechkeete stattfannen.

Trotz engem gewëssene Risiko, dee sech dohannert verstoppt, ënnerstëtze mir dëse Schrëtt als Gréng, ganz einfach, well e Kloerheet schaaft a vill organisatoresch Froen an Tricksereien iwwerflëssseg mécht. Ech mengen, wa Leit wëlle feieren, fanne se e Wee. An dann ass et besser, et huet ee kloer Reegelen, déi dann och am Privatberäich gëllen an iwwerall d'selwecht applizéiert musse ginn.

Mir ënnerstëtzen dëse Schrëtt awer virun allem aus der Perspektiv vun de Grondrechter a Grondfräiheeten eraus, well keng Ongläichbehandlung vun de Biergerinnen a Bierger méi besteet tëscht de Fräiheeten, déi eebe grad am Privatberäich gëllen, an deenen, déi am ëffentleche Raum gëllen.

Hannendru stellt sech dann déi sozial Fro, déi och de Georges Engel virdrun ernimmt huet, nämlech déi, wie sech d'Locatioun vun engem Restaurant oder anere Lokalitéite mat ville Leit iwwerhaapt ka leeschten. Dat ass och net déi grouss Mass.

Beim Vott vum leschte Gesetz hat ech op déi Ongläichbehandlung higewisen, grad wéi de Staatsrot, deen dat och ernimmt hat, an awer och op d'Fro, ob déi grouss Amëschung vum Staat an de Privatberäich iwwerhaapt nach ze rechtfertegen ass. Mat dësem Projet de loi gëtt dës Fro mat Nee beäntwert.

Fir eis ass dat absolutt begréissenswäert, well eng mündeg Gesellschaft keng Bevormundung am Privatberäich verdéngt, wann dës Bevormundung am ëffentleche Beräich net gëllt.

Als Géigeleeschtung muss all Eenzelen awer nach beweisen, datt en effektiv mündeg ass an déi grouss Chance net wäert verspillen, gläich nees fräi ze liewen. D'Regierung aleng kann dat net riichten, d'Gesellschaft muss matschaffen. Natierlech an der Hoffnung, datt de Virus net mat weideren Iwwerraschunge getréppelt kënnt. Dat ass nach ëmmer eng Suerg, déi mer alleguer deelen.

Ofschléissend wënschen ech Iech natierlech alleguer e covidfräie Summer, soen dem Rapporter Mars Di Bartolomeo net nëmme Merci fir säi Rapport, mee och fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun. Ech wéilt awer och d'Chamberpersonal net vergiessen, dat am Hannergrond schafft an eng ganz kompetent Aarbecht leescht an an der Lescht op d'mannst esou vill Energie gebraucht huet wéi mir alleguer.

Domat ginn ech den 21. Accord vun der grénger Fraktioun zu engem weidere Covidgesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir unzefänken, als ADR all de Leit eist déifste Matgefill auszedrécken, déi duerch d'Héichwaasser hënt oder gëschter Owend betraff goufen. Ech mengen, et ass keng einfach Zäit, déi mer elo duerchlafen, a mir mussen eist Bescht draus maachen. Ech wënschen alle Leit, déi do betraff sinn, bon Courage.

Bon, fir unzefänken, wëll ech dem Här Mars Di Bartolomeo en häerzleche Merci soe fir säi Rapport. A mir hoffen all zesummen, datt et säi leschte Rapport soll sinn. Mee ech mengen, esou wéi et ausgesäit, Här Mars Di Bartolomeo, dierft dat leider net antreffen. Et wär awer ze wënschen.

Mir kommen elo an eng nei Phas vun der Kris eran. Trotz neien Infektiounen ass d'Gesamtbild encourageant an et kommen net vill nei schwéier Fäll an eis Spideeler. D'Impfunge maachen och Progrèsen. An och wann d'Statistik vun den Neiinfektiounen nees liicht geklommen ass, sou gëtt et bei der Majoritéit vun de positiv geteste Leit zum Gléck nëmmen e liichte Verlaf vun der Krankheet.

Mir mussen awer virun oppassen an déi sanitär Situatioun am A behalen, ouni liichtsënneg ze ginn. Awer do, wou mer eist Liewen schonn ënner gudde Sécherheetskonditiounen normaliséiere kënnen, solle mer dat och maachen.

Mir mussen natierlech och eis Betriber weider ënnerstëtzen an d'Konditioune fir eng wirtschaftlech Relance mat schafen. Mir mussen awer och politesch Konklusiounen aus der Kris zéien.

D'ADR hat dat hei rezent gemaach a Bezuch op d'Fuerschungs- an Industriepolitik an Europa an zu Lëtzebuerg. No der Vakanz wäerte mer domadder konsequent weidermaachen. Ech froen och, datt eis Proposition de loi iwwert d'Ännerung vum Spidolsgesetz geschwë kann an der Gesondheetskommissioun diskutéiert ginn. Mir brauche méi Capacitéiten an de Spideeler.

Mir mussen och politesch déi lescht Méint kritesch analyséieren. Déi Diskussioun, déi dës Woch ëm de Rapport Waringo war, war schonn e wichtegt Element an deem Prozess. All Dag kommen nei interessant Informatiounen derbäi, déi mer sollten analyséieren, sou zum Beispill gëschter de Rapport vun Omega 90 iwwert dee ganz wichtegen Theemeberäich vum Stierwen a Pandemiezäiten.

Mir mussen eis och Gedanke maachen, ech hat et schonn hei gesot, iwwer en allgemengt Pandemiegesetz.

Här President, ech si ganz houfreg, datt d'ADR während der ganzer Krisenzäit ëmmer an och konsequent fir déi perséinlech Fräiheeten agetratt ass, speziell déi, déi an eiser Verfassung verankert sinn. Dat maache mir och nees bei dësem Gesetz. Mir kënnen net akzeptéieren, datt de Staat net domadder ophält, de Leit wëlle virzeschreiwen, wat si bei sech doheem däerfe maachen a wat net.

Wann een doheem méi Leit empfänkt, da gëllt dat als Rassemblement ënnert dem Regimm CovidCheck an et misst een dat souguer notifiéieren. Realistesch ass dat alles net. Et ass d'Leit an onsen Aen onnéideg gedierängelt. Mir als ADR soen, datt an engem fräie Land d'Leit an hirer Privatsphär an Eegeverantwortung agéieren. De Prinzip ass eis esou wichteg, datt mer duerfir dëst Gesetz net wäerte matstëmmen.

Et kommen nei a wichteg Defien op eis duer, déi mer mussen ugoen. Ech wëll der hei e puer opzielen: Wéi eng Konsequenzen op Lëtzebuerg huet d'Decisioun vum President Macron aus Frankräich, fir verschidde Kategorië vu Leit enger Impfflicht ze ënnerwerfen? Wat heescht dat fir déi franséisch Frontalieren, déi bei eis hei am Gesondheetssecteur schaffen?

Vill Leit wëllen an d'Vakanz fléien. Um Flughafen ass awer nach laang net alles kloer? Gëllt den 3G fir all Fluggesellschaft? Mussen d'Leit déi deier PCR-Tester um Flughafe maachen? D'Regierung misst hei onbedéngt klären an zouverlässeg standardiséieren.

Eenzel europäesch Länner gi ganz wäit mat der Relaxatioun vun de Schutzmoossnamen, zum Beispill dat Vereenegt Kinnekräich. Wat heescht dat fir Lëtzebuerg? Wéi eng Konsequenzen huet dat op de Reesverkéier mat deem Land? Dir gesitt, et gëtt nach ganz vill konkreet Froen, déi an den nächste Woche musse gekläert ginn.

Wéi ass et zum Beispill an de Schoulen? Wéi eng Reegele gëlle vum September un, zum Beispill a Bezuch op d'Masken? Als ADR denke mer, datt do, wou genuch aner Sécherheetskonditiounen erfëllt kënne ginn, d'Maskeflicht sollt ewechfalen. Mir sollten do dem Léierpersonal méi Ermiessensspillraum ginn. An däerfen d'Schüler fräiwëlleg e Joer nohuelen, wa si mengen, si hätte wéinst Corona ze vill Retard an hirem schoulesche Wëssensstand?

Här President, mir bedaueren, datt alt nees den Horeca-Secteur d'Haaptzilscheif an der urspréngleche Proposition de loi vun der Regierung war, an zwar déi 24.00-Auer-Reegel fir déi mat engem Schnelltest. Et ass nëmmen duerch de Staatsrot gelongen, den Zäitpunkt vu 24.00 op 1.00 Auer ze verréckelen, wat mer ganz speziell begréissen.

Allgemeng mengt d'ADR, d'Regierung géif gutt drun doen, dem Bierger méi ze vertrauen. Schliisslech ass hei zu Lëtzebuerg, änlech wéi a Groussbritannien, den Undeel vun deene Leit, déi sech géint de Covid impfe gelooss hunn, relativ héich. Iwwert d'Hallschent vun der Populatioun heiheem ass schonn zweemol geimpft.

D'Regierung soll eiser Meenung no op de Wee goen, fir d'Maskeflicht esou lues progressiv opzeginn. Sech doriwwer Gedanken ze maachen, dat begrënnt zum Beispill op eis Nopeschregioune Rheinland-Pfalz a Saarland. Do ass ewell e Schlussstréch gemaach ginn ënnert d'Maskendroen.

Mir hätten do gären e kloert Konzept, ënner wéi enge Konditiounen an no wéi enge Krittären d'Regierung d'Maskeflicht am ëffentlechen Transport an an de Geschäfter ophiewe wëllt. Et wär gutt, do e konkreeten Zäitplang ze hunn, selbstverständlech ënnert där Konditioun, datt déi sanitär Situatioun sech net stënterlech verschlëmmert. Dat ass net fir haut a fir muer.

Här President, d'ADR respektéiert selbstverständlech déi Gesetzer, déi an dësem Haus gestëmmt goufen. Mir bleiwen awer kritesch, wat d'Kontroll vun de Schnelltester oder dem CovidCheck ugeet. Mir fannen et net normal, datt Privatleit anere Privatleit hir Gesondheetsdaten a perséinlech Date kontrolléieren, a mir wëllen eis och net dodru gewinnen. Soubal wéi méiglech soll dëse System ofgeschaaft ginn. Wann e vereedegte Beamten dat mécht, schéngt eis dat méi akzeptabel ze sinn. Dee mécht dat jo streng no Reegelen an no klore Konditiounen. Awer datt e Privaten engem anere Private säi Kontroller soll sinn, ass an eisen Ae vum Konzept hier falsch. Si gi praktesch vum Staat gezwongen, fir Kontrollflichte géintiwwer anere Leit ze iwwerhuelen. Dat gëtt eis kee gutt Gefill.

De CovidCheck-Zertifikat huet ouni Zweifel Virdeeler, awer mir gesinn och seng Geforen. Hei kéint e Fundament fir e Kontroll- an Iwwerwaachungsstaat geluecht ginn. Mir wëllen net, datt ee virun all Buttek, all Café an all Restaurant fir d'éischt de CovidCheck-Zertifikat gefrot kritt, ier een däerf duerch d'Agangsdier goen.

Wéi eng Konsequenzen huet dat zum Beispill op déi Leit, déi aus medezinnesche Grënn net kënne geimpft ginn? A géif dat och geschwë fir aner Krankheete gëllen? Als ADR wäerte mir déi Entwécklung am A behalen.

Duerch d'Afëierung vum CovidCheck geet natierlech och den Impfdrock an d'Luucht. An an deem Kontext erënnere mir un eis konsequent Fuerderung, datt d'Impfe géint de Corona absolutt fräiwëlleg muss sinn an och bleiwe muss!

Mir mussen dobäi natierlech och iwwert de Schutz vu vulnerabele Persounen nodenken an diskutéieren, wéi deen néidege Konzept vun engem Cordon sanitaire ka mat aarbechtsrechtlechen Iwwerleeungen an Aklang bruecht ginn. Loosst mech dat hei ganz kloer soen: De Schutz vun deene Schwaachen huet Prioritéit an d'Leit, déi an deem Secteur schaffen, mussen dat och unerkennen!

Fir eis gëllt: Deene Leit, déi sech net wëllen impfe loossen oder souguer aus medezinneschen Ursaachen net kënnen impfe loossen, däerfe keng Nodeeler entstoen. Nëmme wou et wierklech net anescht méiglech ass, sinn Ausname méiglech!

Här President, ech halen op mat enger Resolutioun, déi ech wëll presentéieren, mat där mir proposéieren, datt d'Chamber vum Oktober un nees soll um Krautmaart siegéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Wannechgelift, Här President.

Résolution 1

D'Chamber

ass sech bewosst,

- datt déi provisoresch Léisung, fir d'Chamberssëtzungen am Stater Cercle ofzehalen, mat villen Nodeeler verbonnen ass, ë. a. enger méi schlechter Akustik, déi et fir d'Deputéiert méi schwéier mécht, déi eenzel Chamberinterventiounen ze suivéieren;

- datt den offizielle Sëtz vun der Chamber um Krautmaart insgesamt besser Viraussetzunge bitt fir d'Organisatioun an d'Gestioun vun de Plenarsëtzungen;

- datt de Cercle muss esou séier wéi méiglech nees kënne fir aner Evenementer genotzt ginn,

decidéiert,

- datt, wann et bis dohin net zu enger substanzieller Verschlechterung vun der Covidsituatioun kënnt, d'Chamber hir Plenarsëtzunge vum 12. Oktober un nees um Krautmaart ofhält.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass eigentlech eng komesch Situatioun, well mir stëmmen haut en neit Covidgesetz, obwuel d'Situatioun eigentlech relativ kontrastéiert ass an och schwéier anzeschätzen ass, also zumindest fir mech.

Mir stëmme souwuel eng Restriktioun wéi och Lackerungen, an dat, obwuel d'Situatioun schwéier anzeschätzen ass. Generell stellt sech hei bei de Restriktiounen a bei de Lackerungen, déi mer hei entscheeden, d'Fro vun de sanitären Objektiven a wëssenschaftleche Begrënnungen à la base vun de Changementer hei am Gesetz.

Jo, d'Gesondheetsministesch huet et scho beim leschte Covidgesetz gesot: Déi eenzeg Onsécherheet, déi bleift, dat ass déi vun de Varianten. Dat confirméiert sech natierlech elo mat den Zuelen, déi jo eropginn. A mir soen et och scho laang: Déi eenzeg nohalteg Léisung ass en universellen Zougang zum Impfstoff! Dëse muss en Allgemenggutt ginn. Ech widderhuelen, wat ech a menger leschter Ried scho gesot hunn: „Ech weess, dass Lëtzebuerg zwou Milliounen an de COVAX-Programm gespent huet, an dat ass och ganz léif, mee mir brauchen awer strukturell Léisungen a keng Almosen, an dat ass d'Ophiewe vun de Breveten op den Impfstoffer."

Ech wëll op den Avis vun der Mënscherechtskommissioun agoen. Och si plädéieren um nationale Plang, dass jiddereen en equitabelen Accès kritt zu der Vaccinatioun. Dësen Accès soll jidderengem zeguttkommen. D'CCDH freet sech, dass elo Persounen a sougenannten irreguläre Situatiounen an och Leit ouni Doheem och consideréiert gi bei der Impfcampagne. Dat kënnt awer net ze fréi, muss ee soen!

Mir sinn elo am Juli a bei deene Jonken ukomm an der Impfcampagne, an dat ass och gutt esou. Mee d'Mënscherechtskommissioun erënnert eis drun, dass Persounen ouni déi richteg Pabeieren a Leit ouni Daach iwwert dem Kapp bis elo ausgeschloss ware vum Large-Scale-Testing a vun der Impfcampagne.

Ma grad dës Leit sinn dach immens vulnerabel, bedéngt duerch hir schwéier Liewenskonditiounen. E Mënsch ass e Mënsch, egal wéi eng Pabeieren en huet, an och, wann en da keng huet.

An d'CCDH stellt weider d'Fro vum Accès vu prekariséierte Mënschen zu Etablissementer, Servicer an Aktivitéiten, déi ënnert dem CovidCheck-Regimm fonctionéieren. Si freet sech, ob dës Mënschen, « au vu du maintien du régime CovidCheck, qui accorde des prérogatives aux personnes vaccinées », dee selwechten Accès wäerte genéissen.

Generell freet d'CCDH, ob de CovidCheck-Regimm en Impakt op d'Mënscherechter wäert hunn a bedauert, dass hir Froen an Zweifel keng Äntwert vu Regierungssäit kruten. Och dës Froen hat d'CCDH schonn an hirem Avis vun dem leschte Covidgesetz erwäänt. An ech widderhuelen och hei meng Wierder vun der leschter Ried: „An hirem Avis warnt si", also d'Mënscherechtskommissioun, „virdrun, dass Ongläichheete sech nach weider verschäerfe mat dem CovidCheck-Regimm. Se befierchten, dass weider Hürde Mënschen, déi schonn um Rand vun der Gesellschaft liewen, weider marginaliséieren." D'Mënscherechtskommissioun erënnert d'Regierung drun, dass dës och responsabel ass fir dës prekariséiert Mënschen a si fuerdert d'Regierung op, d'Risiken an den Impakt vun dem CovidCheck-Regimm ze analyséieren. Souwäit ech weess, ass dat awer net geschitt.

Da wëll ech op déi grouss Neierung hei am Gesetz agoen. Schnelltester sollen also elo mat der Neierung ab eng Auer moies net méi gëllen, an dat bis sechs Auer moies. Firwat d'Schnelltester? A firwat eng Auer moies? Wat ass déi sanitär wëssenschaftlech Begrënnung heifir?

Mir kruten an der Gesondheetskommissioun gesot, dass de Schnelltest de Maillon faible ass an dofir gëtt en aus dem Circuit erausgeholl. An zwielef Auer respektiv eng Auer elo, dat wier, well, Zitat, „da géif et méi eng grouss Proximitéit ginn tëscht de Leit".

Ech verstinn dat, ech hunn awer meng Doutten, wat déi wëssenschaftlech Basis dovunner ugeet. Et ass e bësselchen alles esou op ongefëier, well wann an der éischter Fassung vum Gesetz d'Begrënnung déi war, dass mer eis ab zwielef Auer méi no kommen, dann ass et elo op eemol eng Auer moies. Dat heescht, elo komme mer eis ab eng Auer méi no.

Bref, wéi gesot, ech verstinn de Gedanken, mee et ass awer e wéineg Gebastels. Och d'CCDH bedauert, dass net genuch Donnéeën ugi ginn, fir dëse Choix ze ënnermaueren, a freet sech, ob dës nei Restriktiounen aus objektiven a verifizéierten Donnéeën decouléieren.

Des Weidere begréisse mir och d'Harmoniséierung beim CovidCheck-Regimm. Och Privatpersoune kënnen also elo dee Regimm ufroen. Dat ass och richteg, och wann déi uewe genannte Froen vun der Mënscherechtskommissioun awer trotzdeem bestoe bleiwe wäerten.

Beim leschte Gesetz hat ech gefrot, firwat da keng Privatpersounen de CovidCheck-Regimm ufroen dierfen. Ech krut deemools gesot, et géif ëm d'Responsabilitéit goen. Ass dat dann elo aneschters?

Da gëtt et awer och déi eng oder aner ganz begréissenswäert Ännerung. Dat ass ganz kloer fir eis

d'Ofschafung vun der Privilegéierung vun de Staatsbeamten am Ausland, déi hir Impfung vun der Santésdirektioun zertifizéiert kruten. Fir eis ass esou eng Privilegéierung Deel vum Problem a mir si frou, dass dës aus dem Text eraus ass.

Des Weidere si mir och frou, dass elo virgesinn ass, dass och bei de Kanner an der Schoul an am Perian am Paraschoulesche Lackerunge solle kommen. D'Kanner ware jo bei der leschter Fassung vum Gesetz vergiess ginn.

Ech hat deemools d'Fro gestallt a krut gesot, d'Kanner wiere jo nach net geimpft. Bon. Ass dat elo aneschters? Ech mengen net. Mee do gesäit een och, dass net ëmmer alles ganz kohärent ass. Ech versti wuel, dass et en Ofweien tëscht ville Facteuren ass, an dat gëtt jo ëmmer erëm gesot. Ech verstinn och, dass et net einfach ass. Ech soen och net onbedéngt, dass mir et besser gemaach hätten, dat muss ee ganz éierlech soen. Mee wat mech stéiert, ass dat Selbstverständnis, mat deem do gebastelt gëtt. Mir maachen eppes op eng bestëmmten Aart a Weis a soen no baussen, dass et esou ass, wéi et muss sinn. A wa mer bei där nächster Kéier dat änneren, da gëtt dat mat enger Selbstverständlechkeet duergestallt.

Bon, d'Kanner an de Schoule wäerten elo net vun de Lackerunge profitéieren, mee déi Kanner, déi an de para- a perischouleschen Aktivitéite wäerten am Summer deelhuelen, awer schonn.

An deem Sënn wäerte mir eis bei dësem Gesetz enthalen, well, wéi gesot, fir eis ze vill Onkloerheeten dra sinn, wat den eventuellen Impakt op d'Mënscherechter an d'Diskriminatiounen ugeet. An dofir soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol och vu menger Säit e grousse Courage fir all déi, déi gëschter Owend, an der Nuecht an och haut nach vum Ree betraff waren, an e ganz, ganz grousse Merci un déi, déi hëllefen, do wou se kënnen.

D'Rapporten aus de leschte Woche weisen, datt d'Infektiounszuelen nees an d'Luucht ginn. An de Virus ass och an de Kläranlagen nees present. Trotzdeem si glécklecherweis nach ëmmer wéineg Leit am Spidol an op den Intensivstatiounen, sou datt eng Iwwerlaaschtung vum Gesondheetssystem sech aktuell net unzekënnege schéngt. Et sinn am Moment éischter déi Jonk, déi sech mam Virus ugestach hunn, a si si jo an der Reegel manner vulnerabel.

Mir freeën eis duerfir, haut en Text virleien ze hunn, deen déi aktuell Fräiheete bäibehale wëllt an de Leit, wat Privatevenementer ugeet, souguer nach méi Spillraum wäert ginn. Mir hoffen alleguer, datt mer dëse Summer mat all de Fräiheeten, déi dëse Projet virgesäit, genéisse wäerte kënnen an eis eréischt am September nees hei wäerten erëmgesi mat engem neie Covidtext.

Mee och wa mir haut en Text stëmmen, dee bis Mëtt September gëlle soll, musse mer virsiichteg bleiwen. Jo, aktuell gesäit d'Situatioun an de Spideeler gutt aus. Mee dat kéint sech ëmmer nach änneren. Am Moment zirkuléiert de Virus virun allem ënnert deene méi jonke Generatiounen, a mir hoffen alleguerten, datt d'Impfung déi eeler a vulnerabel Populatioun viru schlëmmen Infektioune schütze wäert. Mee et gëtt keng 100%eg Sécherheet.

Den Impakt vun der Delta-Variant an den Taux vun net geimpfte Persounen, deen, wéi mer jo am Waringo-Rapport nach eng Kéier liese konnten, a verschiddene Secteure méi héich ass wéi geduecht, bleiwe Variabelen, déi mer net aus den Ae verléieren däerfen.

Duerfir ass et wichteg, datt mer och iwwert de Summer virsiichteg bleiwen an och d'Chamber drop virbereet bleift, am Noutfall séier reagéieren ze kënnen an dëst Gesetz nach viru senger Echeance ze adaptéieren.

Gläichzäiteg bleift et essenziell, datt mer mat der Impfcampagne virukommen. An do muss ech soen, datt ech et bedaueren, datt d'Majoritéit tatsächlech dës Woch dergéint gestëmmt huet, dem Personal aus dem Fleege- a Gesondheetssecteur nach emol e Bréif mat enger Invitatioun zoukommen ze loossen. Ech sinn der Meenung, datt ee bei dësem wichtege Sujet nach emol all d'Kommunikatiounsweeër hätt notze sollen. Mee dat war jo anscheinend net gewënscht. Et war mol eng Kéier, wou et net als superfetatoire klasséiert gouf, mee einfach als net gewënscht.

Duerfir hoffen ech awer, datt déi aner Elementer aus der Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne vun der Regierung nach hir Wierkung wäerten hunn an trotzdeem nach méi Leit sech wäerte fir eng Impfung entscheeden. An deem Zesummenhang freeë mir eis och iwwert déi gutt Zesummenaarbecht an der Santéskommissioun wärend den Aarbechten un de Passagen iwwert den Impfzertifikat an de CovidCheck.

Hei si ganz fréi Umierkunge vu menger Säit zu eventuell néidegen Adaptatioune fir eng Unerkennung vun de Kräizimpfungen diskutéiert an dunn och ëmgesat ginn. Wéi ëmmer hu mer parteiiwwergräifend an der Kommissioun un dësem Text geschafft, an dat ass sécherlech ganz positiv. Mee ech muss dës Kéier awer och soen, datt mer nach e wéineg méi séier hätte kënne sinn, wann direkt op all d'Bedenken agaange gi wär.

Ech hat eng ganz Rei vu klenge Punkten, klenge Sazännerungen ugeschwat, déi a mengen Ae Klarifikatiounen néideg gemaach hunn. Mee eréischt, wéi och de Conseil d'État seng Problemer mam Text hat an déi nämmlecht Textpropose gemaach huet, goufe se geännert. Hätte mer direkt Amendementer gemaach, hätte mer schonn de leschte Freiden en Text virleie gehat, dee vläicht manner Observatioune vum Staatsrot gehat hätt. Mee och, wann dëst alt nees en Text ass, deen um leschte Stëppel fäerdeg ginn ass, denken ech, datt hei awer e gudde Wee fonnt ginn ass, fir esou de Leit am Privaten nach méi Fräiheeten ze ginn an am Nuetsliewe gläichzäiteg virsiichteg ze bleiwen.

Mir hate mam leschte Covidtext däitlech gefuerdert, datt de CovidCheck och fir méi grouss Privatfeiere soll erlaabt sinn, fir Persounen, déi sech et net leeschte konnten, mat hirer Famill an engem Restaurant ze feieren, net ze benodeelegen. Datt dës Dispositioun elo an den Text opgeholl gouf, ass fir eis duerfir e ganz grousse Plus an dësem Projet. Et ass jo ni ze spéit, seng sozial Oder erëmzëentdecken.

A wann d'ADR hei behaapt, se wéilten de Leit doheem net draschwätzen, da sinn ech dach e bëssen erstaunt, well genau déi nämmlecht Partei schwätzt de Leit net nëmmen doheem dran, mee wëllt och nach jonken a manner jonke Frae soen, wat se mat hirem Kierper maachen dierfen oder net maachen dierfen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat ass einfach nëmmen Hypokrisie!

E méi onklore Punkt vum Projet war am Ufank dee vun den Autotester, déi ëm Mëtternuecht hir Gëltegkeet verléiere sollten. Hei war de Problem deen, wéi de Gerant soll kontrolléieren, ob och wierklech jiddereen, dee just en Autotest hat, d'Lokal zur richteger Zäit verlooss huet. Schliisslech hätt hien héich Strofe riskéiert.

Hei freeë mer eis, datt mer eis hei eens konnte ginn, datt d'Responsabilitéit bei de Clientë leie muss an de Besëtzer vun engem Etablissement net dierf bestrooft ginn, wann ee vu senge Clientë sech net un d'Gesetz gehalen huet. D'Clientë verwandele sech jo schliisslech net mam Glackeschlag an e Kürbis zréck, dat gëtt et just an de Märecher. A mir wëlle jo och net, datt d'Clienten an der Entrée e Bracelet kréien oder anescht markéiert ginn, jee nodeems, ob se eng Impfung, e PCR-Test, en zertifiéierten Test oder eeben en Autotest hunn. Dat si jo awer perséinlech medezinnesch Informatiounen, déi net no bausse solle gedroe ginn.

Wat also d'Wierksamkeet vun dëser Mesure ugeet, muss ech zouginn, datt ech mer net sécher sinn, ob et epidemiologesch wierklech e groussen Effekt wäert hunn, wann en Deel vun de Clienten ëm eng bestëmmten Auerzäit en Etablissement verléisst, nodeems se all awer schonn e puer Stonnen zesumme verbruecht hunn. Ech mengen awer, datt dës Mesure eeben net just derzou féiere wäert, datt eng Rei Leit d'Etablissement um eng Auer an der Nuecht verloosse wäerten, mee och derzou, datt d'Leit verstinn, datt d'Autotester manner sécher sinn an duerfir direkt zu aneren Tester, sief et den zertifiéierte Schnelltest oder de PCR-Test gräifen. Hei muss elo déi nächst Woche gekuckt ginn, ob dësen Effekt tatsächlech antrëtt an eventuell, falls et net de Fall sollt sinn, nach nogebessert muss ginn, an dat op alle Fall och schonns viru September. Ech sinn awer liicht optimistesch, datt de gewënschten Effekt antriede kéint.

Eng aner Ännerung, déi dëse Projet mat sech bréngt, ass déi, datt net méi just de Profisportler dierf un Turnéieren deelhuelen, mee elo och endlech nees all aner Sportlerin a Sportler, déi eng Lizenz fir Kompetitiounssport hunn.

Mir hu viru Kuerzem eréischt iwwert d'Virdeeler vum Sport heibanne geschwat. A jiddereen huet betount, wéi wichteg de Sport ass fir d'kierperlech an d'mental Gesondheet, awer och fir d'Inklusioun. Do ass et elo natierlech eng grouss Freed, dës Lackerung hei matzestëmmen, well ech mengen, datt dat hei eng Ännerung ass, op déi sécherlech vill Leit gewaart hunn.

Wat d'Adaptatioune vun der Lëscht u Persounen ugeet, déi elo Schnelltester dierfen zertifiéieren, si mer och derfir, esou vill wéi méiglech Gesondheetsberuffer an dëser Lëscht opzehuelen, fir d'Accessibilitéit vun esou Tester ze vereinfachen.

Mir ënnerstëtzen och d'Iddi, datt d'Maisons médicales sollen e Medikamentendepot dierfen hunn. An zu gudder Lescht freeë mer eis och, datt de Congé pour raisons familiales soll verlängert ginn.

Ech sot et am Ufank vu menger Ried: Et sinn aktuell virun allem déi Jonk, déi betraff sinn. An déi hunn och vläicht nach méi jonk Geschwëster doheem, déi deemno wéi mat krank ginn oder a Quarantän mussen. Dann ass et wichteg, datt mer den Elteren d'Méiglechkeet ginn, bei hire Kanner kënnen ze bleiwen. An duerfir brauche mer och weiderhin nach de Congé pour raisons familiales. Mee dat soen ech awer net, ouni net och un d'Betriber ze denken, fir déi dës nei Form vu Congé eng grouss Belaaschtung ka sinn, wann d'Employéë vun haut op muer op eemol ausfalen an awer weider bezuelt musse ginn. Dat ka fir Betriber, déi duerch d'Kris an d'Strauchele komm sinn, ganz schwéier sinn. An duerfir ass et wichteg, datt d'Covidaidë weiderlafen an, wann néideg, no uewen ugepasst ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mer nach d'Geleeënheet, fir dem Ausdauersportler, éischter Rapporter, Mars Di Bartolomeo fir säi gewinnt komplette mëndlechen a schréftleche Rapport Merci ze soen. Ech ginn heimadder also den Accord vun de Piraten zu dësem Projet an dat mat der grousser Hoffnung, datt mer gutt duerch de Summer komme wäerten, mee awer net ouni ze warnen, datt mer weiderhi virsiichteg bleiwe sollten an d'sanitär Situatioun kontinuéierlech weider am A behale mussen.

An da kommen ech awer net derlaanscht, fir meng lescht Minutt fir en änleche Sujet ze notze wéi virdrun de Claude Wiseler. Ech fannen et feig, wierklech feig vun enger Ministesch, fir heibannen, nodeem hir konkreet Froe gestallt goufen - op Basis vun engem schréftleche Rapport, dee vun der Chamber, zesumme mat der Regierung, mandatéiert gouf -, net wëllen op déi Froen ze äntwerten. Dat ass e Refus vun hirer Missioun, dem Parlament Rechenschaft ofzeleeën! Ech fannen dat dramatesch. An dat weist op en Neits, wéi wéineg Respekt verschidden, an ech soen et ganz bewosst, verschidde Regierungsmembere virum Parlament hunn.

Et gëtt der, an do kann ech d'Madamm Lenert zitéieren, déi ëmmer do war, wa se geruff ginn ass, an eng ganz Rëtsch vun hire Kolleeginnen a Kolleegen och, déi allkéiers komm sinn, egal wéi chargéiert den Agenda war, fir virum Parlament Ried an Äntwert ze stoen, déi d'Parlament proaktiv informéiert hunn.

An hei gouf et virgëschter e Refus: e Refus, fir virum Parlament Rechenschaft ofzeleeën. Awer direkt gekoppelt domadder, virun hirem eegene Forum d'Parlament ze beschëllegen, well, jo ... Woufir iwwerhaapt? Well d'Parlament seng Aarbecht gemaach huet! Well d'Parlament kritesch Froe gestallt huet. Well d'Parlament Opklärung verlaangt huet. Well mir als Parlament, als Chamber, mussen de Staffelstaf ophuelen, deen de Rapport Waringo eis dohinner ginn huet. De Staffelstaf ophuelen, fir eng méi detailléiert Analys iwwert d'Haiser ze maachen, wéi et am Rapport méiglech war, eng detailléiert Analys, déi eebe genau weist, wéi eng Mesurë gegraff hunn a wéi eng Mesuren eeben net gegraff hunn.

Et geet net duer ze soen: „Am Lauterbann, do sinn eebe 60 Zëmmer ouni Toilette an duerfir war do e Cluster." Et gëtt véier aner Haiser, léif Kolleeginnen a Kolleegen - véier aner Haiser! -, déi véier oder méi Clusteren haten. An ech ka mer net virstellen, datt se alleguerte 60 Zëmmer ouni Toilette hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat heescht, mir musse wëssen: Wat huet geklappt, wéini huet et geklappt a wat huet net geklappt, wa mer et wëlle besser maachen. A wa sech eng véiert Well am Moment ukënnegt, da geet et net duer, dat eréischt am Hierscht ze maachen. Da musse mer dat elo maachen, well soss huet och dës Chamber herno nach Blutt un den Hänn.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Virop och vu menger Säit vill Courage fir déi sëllege Leit, déi am Moment nach mam Héichwaasser kämpfen. Dat ass keng gutt Iwwerraschung, déi mer do kritt hunn iwwer Nuecht.

Loosst mech vläicht ufänken, well et ass gesot ginn, d'Regierung géif mat ganz vill Stolz de „Spiegel"-Artikel zitéieren: Ech wëll betounen, dass ech dësen Artikel nach viru kengem Mikro zitéiert hunn! E beschäftegt ganz vill Leit. Ech hu ganz vill driwwer gelies an héieren. Mee vu mir hutt Der dee „Spiegel"-Artikel nach net héieren. Dat ass net meng Aart a Weis. Ech hunn héieren, dass e vill beschäftegt. E schéngt och ze derangéieren zum Deel. Mee ech muss mech dervun distanzéieren, dass dat vun der Regierung mat Stolz zitéiert géif ginn. Ech hunn et net zitéiert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir kéint awer, well en ass jo gutt.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn en awer net zitéiert an och net mat Stolz, wéi Der et sot, also weeder d'Adjektiv nach de Fakt sëtzen. Ech wëll dat just kloerstellen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn och net vun lech geschwat. Ech hu vun der Regierung geschwat.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat ass esou an de Raum gesat ginn.

Voilà! Fir de Rescht, fir op d'Gesetz vun haut ze kommen, wat de Sujet vun haut eigentlech ass, ech wollt mech u sech op dat beschränken. Et ass gesot ginn - och e grousse Merci fir den 21. Rapport zu dësem Gesetz -, et ass u sech eng Verlängerung mat klengen Adaptatiounen. Mir si ganz frou driwwer, dass dee CovidCheck-Regimm, wat e ganz ambitiéise Regimm war, wéi mer e proposéiert hu virun engem Mount, dach geklappt huet. Och wann e gewëssene Schiet komm ass duerch den Nationalfeierdag, wou mer gesinn hunn, dass mer nach ëmmer an enger Situatioun sinn, wou e gewëssene Risk ass, wou et vun haut op muer kann eropgoe mat den Neiinfektiounen, sou si mer dach zu Konklusioune komm, nodeem mer dat ganz detailléiert analyséiert hunn.

Sécherlech, wéi Der sot, si mer doduerch erëm eng Kéier spéit un, wéi ëmmer. Mir schlampen a wurschtele weider, dat hunn ech verstanen. Ech géif awer gären d'Erklärung ginn. Mir hu missen eng Analys maachen a Konklusiounen zéien aus deem, wat eebe geschitt ass iwwer Nationalfeierdag. An dat ass eréischt ganz kuerzfristeg, wou mer dat kënne maachen, well ee jo awer muss eng Rei Deeg ofwaarden, fir ze gesinn, wat dat fir Repercussiounen huet op d'Spideeler, op d'Admissiounen. Dat ass kuerzfristeg gewiescht an dat hu mer ofgewaart. Dat war extreem sportlech, fir do - a sécher ass een ni! - iergendwéi eng gewëssen Assurance ze hunn, dass een net eppes liichtfankeg hei proposéiert, wat Schwaachstellen huet. Dat ass d'Erklärung, firwat mer och dës Kéier nees spéit u waren. Mir kréien dat einfach net anescht a besser hinn!

Fir de Rescht ass dat, wat weesentlech ass, et ass vill gesot ginn, den Zäitpunkt, dass mer net mam Zäitpunkt iwwerenee stëmmen. Den Zäitpunkt ass effektiv eppes ganz, ganz Wichteges, wann ee wéi am Moment Schrëtt mécht a Richtung Lockerungen. De Facteur, deen de gréissten Impakt op d'Geschéien huet, ass d'Impfung. Ech mengen, dat ka vu kengem méi haut a Fro gestallt ginn. Wa mer d'Diagramme kucken, d'Kurve kucken, da gesi mer ganz, ganz kloer, dass d'Impfung grad do, wou se duebel gemaach ass, wierklech dat ass, wat déi Saach andämmt.

An dat ass de weesentlechen Ënnerscheed. Den Zäitpunkt ass e ganz aneren, wann eréischt 40 % eng éischt Impfung hunn, wéi wa mer iwwer 60 % leien. Dat mécht e weesentlechen Ënnerscheed. Dat heescht, d'Ausgangsbasis variéiert mat all Woch, mat all Woch, déi kënnt. An dofir, effektiv, wéi mer de CovidCheck proposéiert hunn, an ech hat et deemools gesot, war et eng riskéiert Decisioun - an eisen Aen -, déi mer geholl hunn. Déi hu mer just geholl, well mer mat den Impfungen do stoungen, wou mer eeben dee Moment stoungen.

Ech weess, Dir hätt déi Mesurë gären éischter gehat. Dir hutt dat och ënnerstrach d'leschte Kéier, dass Dir dat scho längst gär gehat hätt a vill méi fréi scho gär gehat hätt. Mir waren net där Meenung. Mir waren der Meenung, dass een huet missen ofwaarden, bis een eng gewëssen Assurance hat, dass wierklech genuch Leit geimpft sinn, dass mer d'Assurance haten, dass déi Impfstoffer, déi am Ufank net komm sinn, wéi mer se erwaart haten, dach endlech ugefaangen hunn ze kommen.

An elo si mer an där glécklecher Situatioun, dass mer effektiv eeben déi Quantitéiten, déi mer erwaart hunn, wierklech kritt hunn an dass mer ganz zügeg virukomm si mat der Impfcampagne. Dat mécht den Ënnerscheed op der Zäitschinn. Dat méch, firwat mer effektiv déi leschte Kéier bereet waren, deen dote Regimm ze huelen an net scho Wochen éischter, wéi Dir et gefrot hutt. Well Wochen éischter wär dat eis vill ze vill riskéiert gewiescht, op esou e Wee ze goen, well nach vill ze wéineg Leit geimpft waren a well mer och net déi néideg Assurance haten.

Haut kënne mer soen, opgrond och vun deene villen Eventer, déi waren - et sinn effektiv vill CovidCheck-Eventer gewiescht -, dass Nationalfeierdag hoffentlech eng Ausnam war. Mir hunn d'Hoffnung, dass d'Leit och verstanen hunn. Ech mengen, jiddwereen war e bëssen erschreckt, hoffen ech jiddefalls, wéi e gesinn huet, wat esou eppes awer nach ka lassléisen. Vläicht war ze vill en Optimismus opkomm, dass ee geduecht huet: Et ass eriwwer! Et ass net

eriwwer, a mir wäerten och kee covidfräie Summer hunn. Mir wäerten iwwert de Summer hoffentlech gutt mat dem Covid liewen, mat deene Mesuren, déi mer en place hunn, mee en ass nach ëmmer do.

Mir hunn och sécher keng wëssenschaftlech Basis, fir ze soen, ab wéini ee sech méi no kënnt, ob dat um eelef, um zwielef, um eng ass. Do gëtt et och, mengen ech, keng wëssenschaftlech Basis, fir dat ze maachen. Ech ginn awer dervun aus, dass jiddweree mat sengem gesonde Mënscheverstand a mat e bësse Liewenserfarung einfach weess, dass et esou ass! Ech ginn dervun aus, dass déi meescht vun eis och heiansdo ënnerwee sinn. A wann een éierlech mat sech selwer ass, da weess een einfach, wéi een och selwer ass a wéi et ronderëm een ass. Dat ass eeben esou.

A mir wëssen och duerch eis Statistiken, déi mer hunn, duerch dat, wat international festgestallt gëtt, dass et nun eeben emol am Frëndeskrees an am Familljekrees am Geféierlechsten ass. Och wann d'Leit do an der Reegel - et gëtt Ausnamen! - frou matenee sinn an hir Léifst sinn een deem aneren, wësse mer trotzdeem, dass d'Realitéit wärend der Pandemie eng aner ass. Dat ass ganz laang an nach ëmmer, an net just hei zu Lëtzebuerg, déi éischt Cause, wou d'Leit sech ustiechen.

An duerfir hu mer och ganz bewosst mat deem relativ oséierte CovidCheck-Regimm en éischte Schrëtt geholl fir ze soen: Mir maachen et do, wou et vläicht méi einfach contrôlabel ass! Mir kucken, op dee Regimm wierkt. Mir huelen Erfarungen entgéint. A wann déi gutt sinn, da maache mer déi Ausdeenung op de private Beräich, wou mer wëssen, dass mer engersäits manner kënne kontrolléieren a wou mer wëssen, dass d'Leit och vläicht e bësse manner disziplinéiert sinn. Et war eis wichteg, eng éischt Erfarung ze kréien an engem Kontext, wou een dat och méi kloer konnt kontrolléieren.

Vläicht nach eng Kéier zréck op d'Situatioun vun haut. Effektiv hu mer nach ëmmer en Ustig gehat vun Neiinfektiounen, awer just 5 %. Dat ass effektiv weesentlech manner wéi dunn, wéi mer de Schock kritt hunn no Nationalfeierdag. Doraus hoffe mer wierklech, dass et verstane ginn ass, dass d'Leit wierklech eng Kéier gerëselt gi sinn a verstanen hunn, dass mer déi Mesuren nach ëmmer musse ganz seriö huelen an dass et just esou ass, wéi mer déi Fräiheeten, déi mer eis an engem gesécherte Raum hei ginn, kënnen oprechterhalen.

Et ass a bleift eng Situatioun, wou et net null Risiko gëtt. D'Bild vum Sécherheetsgurt ass geholl ginn. An eisem CovidCheck-Regimm hu mer verschidde Moyenen, déi zum Asaz kommen an et ass ganz kloer, dass een, deen duebel geimpft ass, e bessere Schutz huet par rapport zu engem, dee just eemol geimpft ass. Mir gesinn, dass d'Unzuel vu Leit, déi sech nach infizéieren no enger Impfung, méi grouss ass wéi bei deenen, déi zweemol geimpft sinn.

Mir wëssen och, dass e PCR-Test besser ass wéi e Schnelltest. A mir wëssen duerfir och, dass ee Schnelltester méiglechst soll zäitno maachen, och wann et e politesche Kompromëss ass, en europäesche Kompromëss, fir se 48 Stonne gëllen ze loossen. Ech kann nëmmen ënnersträichen: Maacht, wann et nëmmen iergendwéi geet, e PCR-Test, wann Der enzwousch higitt. Dir kënnt dat gratis maachen. Et ass eng Offer, déi do ass. Dat ass wichteg, et ass och wichteg fir den Depistage bei de Leit, déi net geimpft sinn. A wann Der e Schnelltest maacht, da kuckt, en esou zäitno ze maache wéi méiglech.

Et ass a jiddwerengem sengem Interêt. An den Autotest, maacht en de grâce seriö. Et ass wierklech net do, wou et cool ass ze fuddelen. Et ass fir jiddwereen. Et ass fir Är eege Gesondheet, et ass fir d'Gesondheet vun deenen aneren. Dat kann een nëmmen ëmmer erëm widderhuelen.

Mir sinn och gefuerdert, fir an der Campagne derhannert ze bleiwen. D'Impfen ass wierklech dat, wou mer musse weider virukommen. An ech kann lech och assuréieren, dass eis Impfcampagne - Dir wësst et, et ass schonn oft gesot ginn -, evoluéiert vu Woch zu Woch. Dat ass elo accessibel fir jiddwereen, a mir wäerten och elo ëmmer erëm geziilt op déi duergoen an déi nächst Woche ganz beméit sinn, eeben déi Leit ze iwwerzeegen, déi vläicht gezéckt hunn am Ufank.

Ech géif och gären nach eng Kéier dorop agoen. Mir wäerten net just e Bréif schécken. Mir wäerten eng richteg Campagne maachen a Richtung och vum Gesondheets- a Fleegesecteur. Dat war am Fong d'Ausso, déi mer gemaach hunn. Dat wäert net just e Bréif sinn, dat wäert vill méi si wéi dat, eng ganz geziilt an eng intensiv Campagne eeben, fir do nozerüsten, wou eventuell nach Nachholbedarf ass. Alles dat leeft iwwert de Summer.

Ech géif also jiddweree bieden, déi Mesuren eescht ze huelen. Ech soe Merci fir d'Zoustëmmung, déi se fonnt hunn. Corona ass net klengzerieden, och wann de Risiko fir jonk Leit méi niddreg ass wéi fir eeler Leit am Ufank, mee en ass net null. Mir hunn an de Spideeler relativ jonk Leit, d'Moyenne d'âge ass zimmlech niddreg am Moment, se ass bei 45 Joer, fir genau ze sinn. Och wann et net vill Leit sinn, et däerf een net dervun ausgoen, dass et net fir een ass.

Et ka jiddwereen treffen an eeben och méi jonk Leit. An dann och net ze vergiessen, et ass scho puermol erwäänt ginn, de Long-Covid. De Long-Covid huet dat Tückescht u sech, dass en och Leit trefft, déi vläicht souguer asymptomatesch waren, déi de Covid haten, déi net schrecklech krank direkt duerch de Covid waren, mee déi nawell vum Long-Covid betraff sinn. An dat kann och jonk Leit betreffen.

Duerfir bieden ech wierklech jiddwereen, dat heiten eescht ze huelen am Interessi vun eis all, mee och vun lech selwer, vu jiddwer Eenzelnen, egal wéi d'Alterskategorie ass.

Da kommen ech awer och net ëmhin - et ass ganz vill zréck, et war haut net op dem Ordre du jour -, fir nach eng Kéier op de Waringo-Rapport zréckzekommen. Dir hutt vum Contradictoire geschwat. Ech hu perséinlech och misste schlécken zum Theema Contradictoire. Et war fir mech, muss ech soen, e ganz onwuelt Gefill, héieren ze hunn, dass d'Konklusioune vun der ganzer Oppositioun schonn den Dag virdru gezu waren, éier d'Regierung hei fir d'éischt eng Kéier konnt Stellung huelen zu deem Rapport, dee vill Froen opgeworf huet, an dat och nach am selwechten Otemzuch, wou gesot ginn ass, wéi laang dee Rapport wär an dass verschidde Leit Schwieregkeeten haten, e ganz gelies ze kréien.

Ech kann lech soen, ech hunn en zweemol gelies, eng Kéier diagonal direkt mëttes, an owes bis ganz laang an d'Nuecht eran, fir mech ze preparéieren, fir Äntwerten hei ze liwweren. An ech muss soen, Här Wiseler, Dir hutt vum Här Juncker geschwat ... Den Zoufall wëllt, dass ech och un den Här Juncker geduecht hunn, wéi ech hei souz. Ech hunn un hie geduecht an ech hu mer déi selwecht Fro gestallt - et ass e Mann, deen ech ëmmer ganz vill respektéiert hunn an nach haut respektéieren -, ech hu mer d'Fro gestallt, ob hien dat gutt fonnt hätt, dass do schonn effektiv eng Konklusioun gezu war den Dag virdrun, …

(Interruption)

… éier d'Regierung geschwat huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Lenert, erlaabt Der, …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn de Rapport gelies.

M. Fernand Etgen, *Président.*- … datt d'Madamm Hansen lech eng Fro stellt?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dir kënnt selbstverständlech eng Fro stellen. Dir gitt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech kann déi Ënnerstellung, an dat do ass eng Ënnerstellung, net akzeptéieren.

(Interruption)

Mir hunn dee Rapport gelies, mir hu gëschter Moien nach, oder wéini war et, en Dënschdeg, Fraktiounssitzung gehat, wou mer driwwer diskutéiert hunn. An dann ënnerstellt Dir eis hei, mir hätten d'Decisioun, fir eng Aktioun ze maachen, schonn den Dag virdru geholl.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech zitéiere just den Här Wolter.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat do ass eng Ënnerstellung, déi mir net akzeptéieren.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat ass keng Ënnerstellung. Ech hunn lech vläicht falsch verstan.

(Brouhaha)

(Coups de cloche de la présidence)

Da wäert ech et nach eng Kéier nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Gutt. Ech bezéie mech just …

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Lenert huet d'Wuert elo a soss keen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech äntwerten elo op déi Fro, déi d'Madamm Hansen mer gestallt huet. Ech hu just ledeglech Referenz op eng Ausso gemaacht. Wann ech déi sollt falsch verstanen hunn, da lauschteren ech se no. Dat ass jo alles online. Da lauschteren ech dat nach eng Kéier no.

Ech hunn lech esou verstanen, Här Wolter, dass d'Fraktiounen zesumme waren, dass Dir selwer net dobäi waart an dass do d'Konklusioun war, dass Der den Optrag kritt hätt, déi Motioun ze preparéieren. Esou hunn ech lech verstanen. Ech hunn lech awer vläicht falsch verstanen.

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Do war nach keng Decisioun geholl.

(Interruption par M. Michel Wolter et coups de cloche de la présidence)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech lauschteren et och nach eng Kéier ganz gutt no.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wolter, ech hat lech net d'Wuert ginn.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat ka jo souwisou jiddwer anere Mënsch och maachen. Ech hunn et op alle Fall esou verstanen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert huet d'Madamm Lenert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Entschëllegt, Här President.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn lech esou verstan, dass Der gesot hutt, Dir wäert net derbäi gewiescht, mee jiddweree wär sech eens gewiescht an Dir hätt deen Optrag kritt. Esou hunn ech dat verstanen. Ech lauschteren awer nach gär no, vläicht hunn ech e Wuert falsch verstan. An dat huet mer am Hals geleeën, wou ech et effektiv esou héieren hunn a verstanen hunn. Ech kucken et awer gären no. Ech mengen, et ass jo ëffentlech, dat ass jo elo näischt, wou ee kann anescht rieden, wéi et gesot ginn ass. Et kann een dat gären noliesen.

Ech wollt just effektiv vermierken, dass ech och un den Här Juncker geduecht hunn, genau wéi Dir, a mir och du Froe gestallt hunn, firwat mer effektiv déi Erklärunge ginn, wa scho virdru kloer war - esou hat ech dat verstan -, wat d'Konklusioun wär. An ech hu kengem aneren ...

Ech mengen, et war den Här Wolter, dee gesot huet, de Rapport wär laang gewiescht, en hätt en net bis zum Schluss gelies kritt. Ech hunn lech dat net ënnerstallt. Ech ginn dervun aus, dass all déi aner Leit dat dann awer wuel gelies hunn, wa se Konklusioune gezunn hunn dorauser.

Ech soen lech Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lenert. Da Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wollt just soen, datt zumindest fir d'Piraten mer d'Konklusioun gezunn hunn, fir déi Motioun schlussendlech deposéieren ze loosse vum Här Wolter, nodeems mer d'Erklärunge vun der Familljeministesch héieren haten. An ech hat moies nach um Radio gesot, wat ech mer géif erwaarden. Ech hunn dat deen Dag net héieren. An duerfir war et konsequent vun eis, déi Fuerderung, déi mer schonn eng Kéier hei an der Chamber gemaach haten, oprechtzeerhalen.

Ech maachen der Madamm Gesondheetsministesch hei guer kee Virworf, wann am Eifer des Gefechts Saachen heiansdo falsch verstane gi respektiv och net kloer ëmmer kënnen duergeluecht ginn an deene Riedezäiten, déi mer hunn.

Mee ech ka just fir eis schwätzen. Déi Motioun ass deposéiert ginn, nodeem d'Ministeschen - déi zwou - konnten hei Stellung huelen. An ech ka fir mech schwätzen: Ech hunn dee Rapport tatsächlech och eemol kräiz gelies an dunn nach eng Kéier owes ganz am Detail. A well ech och moies um Radio war, hunn ech mech misste preparéieren. An ech kann lech soen, et war e staarke Brocken an et war e Rapport, deen net ëmmer einfach ze liese war! Mee et war derwäert, en am Detail ze liesen, well doraus ergi sech a mengen Aen nach ganz vill Froen, op déi mer och keng Äntwert kruten am Debat. An dat ass dat, wat ech haut hei kritiséiert hunn, datt d'Madamm Familljeministesch eebe grad op déi konkreet Froen, déi mer hei opgeworf hunn, keng Äntwerte ginn huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An da vläicht direkt och Parole après ministre fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech ginn op eppes an, wat d'Gesondheetsministesch ganz am Ufank gesot hat iwwert de „Spiegel",deen do zitéiert ginn ass. Fir d'éischt emol wëll ech der Gesondheetsministesch soen, wéi vill ech se schätzen an ech wär frou, wann all Regierungsmember esou dialogbereet wär wéi d'Gesondheetsministesch an och déi Kompetenz géif matbréngen.

Mee ech kann lech awer och soen, et deet mer leed, dat ass elo net géint lech, mee sante.lu huet genau dat getwittert vum „Spiegel". Dir hat et am Ufank souguer mat engem falsche Fändel getwittert, mam hollänneschen anstatt mam lëtzebuergeschen, du hutt Der et verbessert. Elo ass et nach eng Kéier erauskomm. Dat heescht, ech huele jo awer un, dass Social Media och ënner Ärer Verantwortung matleeft. Et ass nämlech dofir, wou ech och d'Wuert ergraff hunn. Et ass nämlech ee vun den Theemen, dee mir wierklech um Häerz läit.

D'Regierung benotzt hire Social Media fir esou eppes, fir wa se op Plaz 2 ass. Plaz 2, wa mer an der Ëmwelt sinn, d'Madamm Dieschbourg, ech hunn awer nach ni gesinn, wa mir fir den Overshoot-Day op Plaz 2 weltwäit sinn, dass dat géif getwittert ginn. Oder beim Logement, wann d'Präisser 17 % eropginn, dat twittert d'Regierung nämlech net!

Dat war nämlech dat, dass Der op Social Media zimmlech eesäiteg sidd. Dofir, ech weess, Dir hutt et vläicht net selwer getwittert, mee et ass awer ënner Ärer Responsabilitéit erausgaangen, dass d'Santé sech e bësse gebretzt huet mat där Statistik.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. An ech ginn elo d'Wuert zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, da sinn ech frou, dass ech elo gesot hunn: „Um Mikro hutt Der et net aus mengem Mond héieren." Dat ass jo dann nach ëmmer korrekt. Mee ech maachen effektiv de Social Media och net selwer. Dat deet mer leed.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. An elo Parole après ministre fir d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Also, ech muss dem Sven Clement hei Recht gi mat deem, wat e seet. Also, wéi ech déi Pressekonferenz héieren hunn, war ech relativ rosen, well dat war eng Risefrechheet an d'Gesiicht vun der Oppositioun. Mir souze méindes moies hei dräi Stonnen a mir hu ganz gutt nogelauschtert, wat an deem Rapport geschriwwe stoung.

Mir sinn nëmmen zu zwee hei an dëser Chamber. Mir hate vill Aarbecht déi dräi Deeg. Mir hunn elo nach vill Aarbecht gehat, fir de Mëtteg ze preparéieren. Mir hunn eis awer dohigesat a mir hunn dee ganze Rapport duerchgeknat. Mir hunn eis concertéiert. Mir hu souguer d'Chamber nogekuckt vum 1. Abrëll, alles nach eng Kéier nogelauschtert, wat deemools geschwat ginn ass. Mir hunn eis Oppositiounsaarbecht korrekt gemaacht. A mengt net, datt mir mat Freed d'Demissioun hei vun engem Minister froen! Dat ass kee schéine Moment, fir keen, an do huet een d'Häerz schwéier.

Mee deen Non-respect vis-à-vis vun deem, wat mir gesot hunn, wat mir geschafft hunn, dat kann ech net stoe loossen. An ech fannen et ganz, ganz schlëmm, datt d'Familljeministesch hei net opgestanen ass no där Debatt, déi mir alleguer hei virbereet hunn a wou mer eis d'Nuecht ëm d'Ouere geschloen hunn. An datt d'Madamm Gesondheetsministesch muss d'Kuelen aus dem Feier huele fir eng aner Ministesch, dat fannen ech ganz, ganz, ganz schlëmm.

An da geet een hei no der Sitzung an d'Press an da léisst ee bal Tréinercher lafen, wa mir hei als Parlamentarier keng Stellung méi kënnen huelen, eis net méi kënne verteidegen. Dat ass eng Frechheet!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Dat ass dat absolutt Frechst, wat ech bis elo héieren hunn. An dat kënne mir hei net esou stoe loossen.

An et wier jo nach méi schlëmm gewiescht, wann d'Madamm Santésminister net eng Santéskommissioun um eng Auer gehat hätt. Da wier souguer déi Pressekonferenz virdru gewiescht! An dat wier nach vill méi schlëmm gewiescht. Well dann hätte mir hei an dësem Haus iwwerhaapt net méi brauchen ze diskutéieren! Esou kann ee keng parlamentaresch Aarbecht maachen. Wann ee Feeler mécht, muss ee sech se agestoen. Et soll ee se besser maachen. Et soll een an d'Zukunft kucken. Et soll ee Saachen änneren.

Mee dat do kann et net sinn, einfach ze soen: „Ech fueren elo zwee Joer laang virun a fäerdeg ass et! Mir maachen en décke Strëch drënner!" A wa gefrot gëtt: Wat wëllt Der weider maachen? „Mir musse kucken ..., mir kucken, mir kucken, mir kucken." Mir hu gesinn, wéi gekuckt gëtt, wann d'Oppositioun hei net hir Aarbecht mécht! Wann d'Oppositioun hei näischt fuerdert an dohannert bleift, da geschitt guer näischt!

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn dozou näischt bäizefügen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ok. Da Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selten huet d'Madamm Cecchetti mer esou aus dem Häerz geschwat wéi elo déi lescht dräi Minutten, soudass ech en Deel vu menger Ried …

(Interruption)

Jo, jo, et ass net ëmmer esou. Dofir kann een dat soen. Dofir wëll ech ausdrécklech soen, dass ech

op deen Deel, deen och en Deel vu menger Interventioun gewiescht wär, net méi brauch zréckzegoen.

Ech fannen et extreemst bedenklech, traureg, dass d'Santésministesch um Enn vun dëser Debatt alt nees net äntwert op d'Propositiounen, déi vun der Oppositioun hei an der Chamber gemaach ginn. Vun der Familljeministesch iwwerhaapt net ze schwätzen, well déi mécht weider dat, wat se am allerbeschte kann, nämlech se trëtt iwwerhaapt net emol un ...

(Interruptions)

… a kënnt dann heihinner a seet, et wär jo kloer gewiescht, souwisou wären d'Konklusioune virdru gezu gewiescht. Wat en totale Widdersproch ass zu deem, wat en fin de compte hei gesot ginn ass an der Chamber. Ech géif d'Ministesch bieden, dat nozeliesen, wat hei gesot ginn ass, an eventuell dann après réécoute hir Positioun och wannechgelift ze revidéieren.

Mee firwat ech d'Wuert gefrot hunn, dat ass, well mer elo innerhalb vun zwee Deeg fir d'zweet vun där selwechter Regierung keng Äntwert kréien op fundamental Froen, déi mir eis stellen doriwwer, wéi et soll weidergoen. De Rapport Waringo huet zwou Saache gemaach: En huet eng Bestandsopnam gemaach. Iwwert déi ass diskutéiert ginn. Et sinn eng Rei Propositioune gemaach ginn, wéi et soll weidergoen. Et sinn och vun der Oppositioun eng Rei complementaire Fuerderunge gestallt ginn, an et ass d'Fro gestallt ginn, wéi et soll weidergoen.

Wat vu virgëschter bis haut aneschters ass, dat ass, dass den Här Waringo haut an engem Artikel, dee bei „Reporter.lu" de Moie publizéiert ginn ass, gesot huet, hien hätt iwwerhaapt net wëllen an d'Déift goen, well hien an de Gespréicher gespiert hätt, dass d'Leit sech attackéiert gefillt hätten. An dofir hätt hien dat net gemaach. Dat mag sinn, dass hien dat net wollt. Mee wann hien dat net wollt, dann huet en den Optrag a mengen Aen net erfëllt vun deem, wat en eigentlech hätt misse maachen.

Firwat maache mer e Rapport fir ze kucken, wat wärend annerhallwem Joer an den Altersheimer geschitt ass, wa mer en fin de compte d'Analys, déi muss gemaach ginn, net maachen? Wa mer nämlech d'Analys net maachen, déi muss gemaach ginn, da si mer jo an enger Situatioun, dass mer keng Konklusioune kënnen zéie fir d'Zukunft.

An ech hunn et a menger Ried virgëschter scho gesot: Deen éischten Deel vun der Etüd, den epidemiologeschen Deel vun der Etüd, deen ass net gemaach ginn. En ass op jidde Fall net satisfaisant gemaach ginn. En ass souguer am Fall vum Lauterbann ... wat d'ailleurs och net gutt ass, dass am Rapport Waringo just iwwert de Lauterbann geschwat ginn ass, well et eigentlech nach eng Kéier d'Fanger an eng Wonn geluecht huet, déi jo net déi Wonn war, mee just en Ausléiser vun der Diskussioun, well d'Regierung eigentlech wärend Méint dem Lëtzebuerger Land d'Wourecht verschwigen huet, nämlech déi, dass mer ganz grav Clusteren haten.

An och dat ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, mir sinn am Kader vum Gesetz vum Projet de loi 7857.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, genau do si mer. Majo genau do si mer!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Alles dat, wat Dir sot, huet elo näischt mat deem Projet de loi, …

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, jo, jo, jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- … dee mer de Moment amgaang sinn ze diskutéieren, ze dinn. Ech wëll Iech just dorobber opmierksam maachen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen dem President Merci, dass et mat System ëmmer esou ass, dass d'Oppositiounspolitiker esou - wéi soll ech soen? -, Remarke mussen iwwer sech ergoe loossen.

Ech hu virgëschter festgestallt, dass eng Familljeministesch a kengem Moment an där enger Ried, déi se gehalen huet, op de Rapport Waringo agaangen ass, mee eigentlech just nach eng Kéier plus ou moins dat virgelies huet, wat se schonn eng Kéier den 1. Abrëll gesot huet. Duerno huet se dräi Propositioune gemaach, andeems se gesot huet, dass d'Chamber sech elo eigentlech soll ëm d'Amendemente vum ASFT-Gesetz këmmeren, an do huet se dräi Declinaisoune gemaach. Mat zwou dovunner ware mir d'accord. Dat hu mer gesot.

Ech hätt gären, Madamm Minister, wann den Här President gären hätt, dass mer op dee Punkt kommen - a mech wonnert et eigentlech, dass de President net deen ass, deen am Numm vun der Chamber seet, dass et inakzeptabel ass, dass eng Ministesch hei an der Chamber net äntwert an da bei d'Press geet an dann ufänkt, d'Parlament, d'Oppositioun a verschidden Deputéiert perséinlech unzegräifen; Här President, dat wär Äre Rôle, wann Der en onofhängege President hei wäert! -, da kommen ech elo dorobber.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Den Här Waringo seet: „Ech sinn net an d'Déift gaangen. Ech wollt net an d'Déift goen, well ech - héchstwarscheinlech - Iech net wollt blesséieren." Mir soen: Domadder ass d'Aarbecht net gemaach! Mir soen dat net fir wéizedoen, mee mir soen dat, fir ze probéieren, Solutiounen an Äntwerten ze kréien op dat, wat geschitt ass, fir dass et sech an engem nächste Fall net nach eng Kéier ka widderhuelen. Dofir hu mir en Dënschde gefrot, a mir hu keng Äntwert kritt, ob d'Regierung bereet wär, deen epidemiologeschen Deel vun der Etüd onofhängeg an am Detail maachen ze loossen.

De Professer Muller huet gëschter an engem Artikel am „Tageblatt" gesot, et wär méiglech, et wär och haut nach méiglech. Et ass vläicht net méi alles méiglech, mee et wär awer nach méiglech, fir deen Deel ze maachen.

Mir froen d'Madamm Ministesch also haut nach eng Kéier, ob se bereet ass, fir deen Deel vum Rapport Waringo, dee manifestement net à satisfaction - net emol vun deene Leit, déi eppes dervu kennen -, gemaach ginn ass, ob se bereet ass, dat ze maachen.

A mir froe se eppes Zweetes, well dat ass nämlech complementaire. Den Här Clement huet dat elo just nach eng Kéier virun zéng Minutte gefrot. Mir froen, dass complementaire dozou eng Analys gemaach gëtt fir ze kucken, wéi d'Best-Practicen, déi an deenen eenzelnen Haiser gemaach gi sinn, sech eigentlech op de Verlaf vun deene Clusteren, déi an deenen eenzelnen Haiser waren, repercutéiert hunn an ob a wat fir eng Konklusiounen dass een doraus kann zéien.

Dat ass fir eis extreemst wichteg, fir aus der Vergaangenheet ze léieren, fir kënnen d'Zukunft ze bestëmmen. Dat ass ouni Scholdzouweisung, dat muss an eisen Aen och net ëffentlech ausgedroe ginn, mee dat muss propper gemaach ginn, an zwar Haus fir Haus, inklusiv an deenen Haiser a besonnesch an deenen Haiser, wou schonn am Oktober, am November, Clustere waren, déi jo manifestement net opgeschafft gi sinn.

Mir froen d'Madamm Ministesch, ob d'Regierung elo bereet ass, nom Rapport Waringo, deen dat gefrot huet, en nationale Plang fir d'Altersheimer auszeschaffen, en nationale Plang, deen dann deklinéiert gëtt op déi verschidden Haiser. Et war ni d'Fuerderung vun der Oppositioun fir ze soen, et misst ee „one fits all" applizéieren - wéi d'Madamm Ministesch vun der Famille gesot huet -, mee et misst een an eisen Aen en nationale Plang maachen, deen d'Rumm setzt, a mat deenen eenzelnen Haiser am Detail hir Situatioun kucken.

Ech hunn en Dënschdeg gesot, dass et fir eis net duergeet - an ech si genau am Gesetz, iwwert dat mer haut hei diskutéieren! - fir ze soen: „Et ass en Haus mat villen ale Leit, et ass en aalt Haus, si ware polymorbid a mir konnten eigentlech näischt maachen." Nee, et ass de Contraire, dee mer eigentlech fir d'Zukunft musse maachen!

Mir musse kucken, opgrond vun der Méiglechkeet, dass eis dat doten duerch Variantenännerungen nach eng Kéier ka geschéien, dass duerch Variantenännerungen an duerch de Fait, dass 30 % vun den eelere Leit, déi an den Altersheimer sinn, manifestement net geschützt sinn, dass mer léieren aus deem, wat geschitt ass, fir notamment am Lauterbann vläicht duerch eng Reduktioun vun deene Leit, déi do sinn - déi jo einfach kënnt duerch den natierleche Wee oder duerch eng aner Opdeelung vum Haus oder, oder, oder -, an eng Situatioun ze kommen, dass esou Fäll net méi geschéien.

An ech muss leider nees de Lauterbann nennen, well déi véier oder fënnef aner Clusteren, déi méi grouss sinn, vun deene kenne mer jo näischt. Do wësse mer jo net, wat eigentlech geschitt ass, an dat géife mer net onbedéngt an engem ëffentlechen Debat hei wëllen zerräissen. Mee mir brauchen et awer. Eng normal Politik braucht dat, fir kënne Konklusiounen ze zéien!

Dat ass, wéi wann ech en Accident hunn. Dat ass, wéi wann ech en nationale Katastropheplang hunn. Dat ass, wéi wa mer deemools, wéi de Luxair-Fliger erofgefall ass, gesot hätten: „Bon, elo läit se um Buedem!" Nee, duerno ass opgeschafft ginn. Duerno ass probéiert ginn, Solutiounen ze fannen. Duerno ass probéiert ginn, d'national Sécherheetspläng, d'Katastrophepläng ze adaptéieren.

Ech froen Iech nach eng Kéier, Madamm Ministesch: Sidd Der bereet, eng Diskussioun driwwer ze féieren, fir d'Test- an d'Impfflicht ze maachen? Dir schreift, Dir sot op Pressekonferenzen, Dir hutt et och hei an der Chamber gesot, dass Dir éischter retizent wäert. Dat geet eis net duer. Dat geet eis ganz éierlech net duer, dass Dir där Meenung sidd!

Mir hätte gären an den nächsten zwee Méint eng objektiv Debatt, an zwar mat alle Partner. Ech hätt och gären, dass d'Arbeitnehmervertrieder sech do kënnen aschalten, dass driwwer diskutéiert gëtt, wat fir eng aarbechtsrechtlech Konsequenzen dat effektiv kann hunn.

Ech hätt gären, dass eng Diskussioun géif geféiert ginn iwwert den Dateschutz. Kann den Dateschutz esou wäit goen - ech hunn et virgëschter gesot -, dass den Dateschutz eigentlech d'Rechter vun deene Leit, déi an den Haiser sinn, kann ewechhuelen?

Dat huet wuel mat dësem Projet de loi ze dinn, well wa mer nämlech zu de Konklusioune kommen, dass dat soll geschéien, da muss dat jo an eng nächst Versioun vun engem nächste Gesetz iwwert de Covid ageschriwwe ginn. A fir dass et an eng nächst Versioun vum Covidgesetz kann ageschriwwe ginn, muss virdrun eng breet Debatt gefouert ginn.

Ech si wierklech der Meenung, dass iwwert d'Impfflicht oder d'Net-Impfflicht, iwwert d'Testflicht oder d'Net-Testflicht - an a wat fir engem Mooss! - eng breet gesellschaftlech Debatt muss gefouert ginn. An et kann net nëmmen eng Debatt gefouert ginn tëschent enger hallwer Dose Leit an engem Conseil de Gouvernement, déi dann iergendwann eng Kéier kommen a soen: „Elo, nodeem mer elo nach net woussten, wéi et war, elo wësse mer op eemol, wéi et war. An doduerch, dass mir elo wëssen, wéi et war, maache mir dat dann elo." An da kënnt dat hei an d'Chamber an da sinn 31 Leit, déi stëmmen dat mat!

Ech hätt gär, dass déi 31 Leit an alleguerten déi aner Leit, och d'ANIL, och alleguerten déi Associatiounen, déi et do gëtt, dass déi sech un engem Debat bedeelegen, deen awer nëmme kann ënner Ärer Féierung gemaach ginn, well Dir sidd den zoustännege Minister, an dass dat gemaach gëtt fir ze kucken: Wat ass de Lëtzebuerger Wee? Wat ass dann, Här Baum - a, en ass elo net méi do, den Här Baum, dee jo vum Lëtzebuerger Wee geschwat huet -, wat ass de Lëtzebuerger Wee an der Fro vun der Impfflicht? Ech géif dat gäre wëssen. An dat huet wierklech eppes domadder ze dinn. Ech si selwer retizent. Ech hunn dat jo op verschiddene Plaze gesot. Gëtt dat gemaach oder gëtt dat net gemaach? Dat sinn déi Punkten, déi ech hunn.

An ech hunn nach ee leschte Punkt. Dat ass deen: Mir hunn an engem Projet de loi d'Testflicht jo agefouert. Mir sinn net bis zur Impfflicht gaangen. Dat fonctionéiert elo säit engem Mount. Maacht Dir e Monitoring doriwwer? Gëtt dat kontrolléiert? Dat ass eng Fro, déi ech Iech stellen. Gëtt dat gekuckt an deene 64 Haiser, déi Obligation légale, déi do geschafe ginn ass, déi geschafe ginn ass am Interêt vun deenen Dausende vu Leit, déi an den Altersheimer sinn an déi mer solle schützen, fir dass mer net méi brauchen am Hierscht nei Mesuren ze huelen, fir d'Leit anzespären? Gëtt dat kontrolléiert? Gëtt dat kontrolléiert? An ech froen de President vun der Kommissioun och op deem dote Punkt: Kënne mer net no enger gewëssener Zäit - dat muss elo net deen nächste Mount sinn, mee et kéint awer am September sinn - e Rapport vun der Regierung froen iwwert d'Anhalen, iwwert d'Verifikatioun vun där dote Mesure? Well och dee Bericht, och dee Bericht soll afléissen an eng breet Diskussioun fir ze kucken, op wat fir e Wee dass mer an der Bekämpfung vum Covid-19 an Zukunft ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. Ech froen d'Ministesch, ob se wëllt äntwerten.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Bon, Här President, ech sinn e bësse perplex, wat d'Prozedur ass. Ech hunn eigentlech net wëlles gehat, zum Waringo-Rapport ze schwätzen. Dat war haut net den Ordre du jour. Ech si just op eppes zréckkomm, wat den Här Wiseler gesot huet, eng Reflexioun, déi en hat a wou ech einfach meng eege Reflexioun och entgéintgestallt hunn.

Ech sinn der Meenung, dass en Deel vun den Äntwerte schonn, wéi Der selwer sot, vu mir ginn ass. Ech hunn eppes dozou gesot, wéi dat um Ordre du jour war. Dat dote sinn Diskussiounen, déi fir mech an d'Santéskommissioun gehéieren, gegeebenefalls. D'Suitte vum Rapport Waringo evaluéiere mer natierlech intern, dat hunn ech Iech och annoncéiert. Et war awer elo haut net preparéiert, dat hei bei der Diskussioun iwwert d'Covidgesetz unzeschwätzen. Ech sinn awer elo vläicht ganz am falsche Film a verwiessele verschidde Saachen, mee fir mech hu mer hei Stellung geholl zum Covidgesetz. An dat hei ass eng Suite, en Debat, dee soll weidergeféiert gi ronderëm de Waringo-Rapport, wat mech wierklech elo erstaunt prozedural.

A verschlosse ware mer guer net, au contraire. Ech mengen, ech hu selwer gesot gehat, an ech kucken dee Wording dann och nach eng Kéier no, mee et ass mer, wéi wann ech selwer gesot hätt, dass selbstverständlech deen Debat misst geféiert ginn, dass e villschichteg ass an esou weider. Also, fir de Rescht …

Une voix.- Genau dat hutt Der gesot!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- … mengen ech net, dass hei de Kontext ass, fir elo do an den Detail ze goen, wat d'Suitte vum Waringo-Rapport sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ministesch. Ech denken zwar och, datt mer am Kader vun der Diskussioun vum Projet de loi 7857 sinn. Ech wëll dat eng Kéier widderhuelen. Den Här Wiseler freet nach d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, wa mer am Kontext vun deem Debat sinn iwwert de Gesetzestext, da wëll ech Iech just soen, datt mer eng Motioun deposéiert hunn an datt an där Motioun eng ganz Rei vun deenen Demandë gestallt sinn, déi den Här Wolter elo opgezielt huet oder wou e Froen driwwer gestallt huet. Mir froen zum Beispill, datt do e Konzept iwwert d'Prise en charge respektiv e Krisekonzept iwwert d'Strukturen an d'Reseaue fir Personnes âgées soll ausgeschafft ginn. Dat verlaangt natierlech, wann een dat uerdentlech a sënnvoll wëllt maachen, datt déi Etüden, déi den Här Wolter elo ugeschwat huet, och musse realiséiert ginn. Insofern passt et selbstverständlech an déi Diskussioun, déi mer elo hei hunn, well et ëm eng Motioun geet, déi mer deposéiert hunn am Kader vun dësem Gesetzestext. An dofir verlaange mer och Äntwerten dodrop, ob dat da gemaach gëtt oder net.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler. Ech gesinn, datt d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 7857 eriwwer ass.

Mir kënnen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7857 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7857[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7857 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi mat 54 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Guy Arendt), Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Pim Knaff), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 1, déi vum Här Claude Wiseler deposéiert ginn ass. Da ginn ech direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech hat am Fong net wëlles, nach eng Kéier erop ze kommen, well ech kuerz schonn ugeschwat hat wärend menger Ried, wat an der Motioun steet. Mee wann ech dat elo alles héieren hunn, dann ass et awer derwäert, nach eng Kéier ganz kloer ze erklären, wat mer am Fong hei gefrot hunn a firwat dat eppes mam Gesetzestext ze dinn huet. Dat huet an deem Sënn eppes mam Gesetzestext evidenterweis ze dinn, well mer de 15. September erëm hei wäerte stoen an den nächsten Text stëmmen. An dofir hätte mer gären, datt elo schonn eng Rei Saachen en place gesat ginn an datt elo schonn eng Rei Virbereedungsaarbechte gemaach ginn, well wann déi net elo entaméiert gi wärend der Vakanz, da si mer erëm no der Vakanz an deem État d'impréparation, wéi mer et waren de leschte Summer. An dat wëlle mer ganz einfach evitéieren.

An dofir hu mer eng Rei Saache gefrot, an dofir hätte mer et och gär, datt de Summer benotzt gëtt, fir déi Etüden ze maachen.

Mir hunn éischtens gefrot, datt mer e ganz genaue Plang kréien, datt, wann erëm eng Kéier d'Pandemie géif lassgoen, eise Système hospitalier net iwerfuerdert wär an net erëm déi normal Operatiounen, déi normal Gesten, missten no hanne getesselt ginn, datt mer genau wéissten, wéi mer dat am Système hospitalier géife geréieren an datt dat géif opgestallt ginn. Ech si sécher, datt déi Aarbechte schonn deelweis gemaach gi sinn. Mir géifen dann awer och nach gär wëssen, wéi dat mat deenen neie Varianten, mat deenen neie Gegeebenheeten, ugepasst ass. A mir hätte gär, datt déi Virbereedungsaarbechte gemaach ginn.

Zweetens, an dat ass dat, wat den Här Wolter elo ugeschwat huet, wär et fir eis absolutt evident, datt mer e Plan de crise fir d'Structures et réseaux pour personnes âgées géife maachen. Dat ass dat, wat mer am Rapport Waringo gefrot hunn. Éier een dat awer kann uerdentlech maachen, muss ee ganz genau déi Etüden hu fir ze wëssen, wat dann epidemiologesch geschitt ass an deenen eenzelnen Haiser. An dofir ass et net onsënneg, datt mer déi Etüden elo froen an datt d'Regierung eis och elo seet, datt den Detail dovunner géif ausgeschafft ginn, datt mer wëssen, wéi mer esou e Plang kënnen elaboréieren, datt mer eis genau eens sinn, wat dann an esou e Kriseplang fir déi Haiser an déi Strukture soll geschriwwe ginn. Ouni dat mécht et jo kee Sënn, fir esou e Plang opzestellen. Dofir fuerdere mir dat ganz kloer an däitlech nach eng Kéier hei.

D'selwecht soe mer, datt et elo Zäit ass, fir un enger Loi pandémie ze schaffen. Mir wëssen, datt déi Aart a Weis, wéi mer un déi Texter hei eruginn, zwar vum Parlament gewollt ass an och gutt esou exekutéiert ass am Kader vum gesetzlechen a konstitutionelle Kader, dee mer hei hunn, mee datt deen net ideal ass an datt mer iergendzwousch mussen och e gemeinsamen anere Kader hunn.

Mir fannen, datt et elo Zäit ass, fir déi Diskussioune ronderëm e Pandemiegesetz unzegoen an datt mer eis och d'Méiglechkeet ginn, fir esou schnell wéi méiglech an en anere Kontext eranzekommen.

An da schlussendlech, an dat schéngt eis och evident a sënnvoll ze sinn: Mir hunn eng Covid-Check-Léisung fonnt, déi dann elo och am private Beräich exercéiert gëtt, an hei ass eis Demande, déi Virbereedung ze treffen, wann dann nach de 15. September déi Moossname géife gebraucht ginn a wa mer do nach déi selwecht respektiv méi Virsiicht misste walte loossen, wéi dat haut de Fall ass, datt mer dann och an der Schoul prett sinn, fir eventuell e Covidsystem anzeféieren, deen natierlech evidenterweis do Sënn mécht.

Mir krute vun der Éducation nationale gesot, datt dat net géif gemaach ginn, well wa Leit sech net wéilten drun halen, se awer missten an der Schoul opgeholl ginn, well eng Obligation scolaire besteet. Mir hunn d'Äntwert ginn, datt genau dat evidenterweis richteg ass, mee datt een dofir eebe misst, wann een esou e System wéilt aféieren, Moossnamen huelen, fir deene Leit oder Kanner, déi sech deem dann net wéilten pliéieren, d'Méiglechkeet ze ginn, eventuell a separate Raim anescht hire Schoulunterrecht ze kréien. Mee et sinn awer, an do sinn ech sécher, déi absolutt grouss Majoritéit vu Kanner, déi dat wäerte mat Pleséier begleeden, well et hinne Contrainten ewechhëllt. Mer sollten do déi praktesch Virbereedunge maachen, fir de 15. September prett ze sinn, wann et dann nach géif gebraucht ginn, fir dat och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Dat sinn awer seriö Froen, déi mer hei stellen, dat si seriö Propositiounen, déi mer maachen, an dofir hätte mer och gär eng Äntwert vun der Regierung op déi eenzel Punkten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Déi Motioun vun der CSV ass eis an dräi Punkten, nämlech an deenen dräi éischten, ganz sympathesch. Mir fannen et ganz gutt, datt mer eis solle preparéieren. Ech hunn dat virdrun a menger Ried gesot. Ech sinn och der Meenung, datt mer sollen ufänken, e Pandemiegesetz, wat jo virun der Pandemie u sech an de Startlächer stoung an dunn eeben duerch d'Pandemie net wierklech aboutéiert huet bis elo, ze maachen. A virun allem wat d'Alters- an d'Fleegeheemer ugeet, ass et immens wichteg, datt mer Äntwerten op déi Froe kréien, déi ech virdrun hei opgeworf hunn.

Ech widderhuele se net nach eng Kéier, fir net iwwert d'Zäit ze kommen. Ech hunn awer e Problem mam Punkt 4. An ech erklären dat. Et gëtt eng Schoulflicht, dat huet den Här Wiseler hei gesot. An en huet du gesot: „Maja, da musse mer Léisunge fannen." Ech fäerte ganz, datt grad d'Kanner vun deenen Elteren - well et si jo seelen d'Kanner, déi den Test refuséieren oder déi eng Impfung wäerte refuséieren, et sinn hir Elteren, déi dat maachen -, datt ee grad déi Kanner net däerf eleng loossen. Grad déi Kanner musse vun enger ëffentlecher Schoul profitéiere kënnen, a grad déi Kanner däerfen net scho fréi an hirem Liewen d'Confirmatioun kréien, datt se fir en Akt vun hiren Elteren ecartéiert ginn, datt se vläicht an eng aner Klass kommen, an en anere Klasseverband, datt si mussen d'Masken unhalen, wärend hir Klassekomerodinnen a -komerode se net mussen unhalen. Well genau dat riskéiert e Cercle vicieux ze ginn, wou déi Kanner sech da confirméiert fillen an deem, wat hir Elteren hinne gesot hunn. A mir ziichte genau duerch esou Aktiounen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a mengen Aen déi nächst Generatioun vun Impfgéigner, vu Skeptiker, vu Verschwörungstheoreetiker erun!

A genau duerfir sinn ech der Meenung, datt mer grad an der Schoul kee CovidCheck brauchen. Mir mussen all d'sanitär Moossnamen huelen, déi sech imposéieren, alleguerten. An ech sinn der Meenung, datt dat net ëmmer zur Genüge gemaach gouf. Dat hunn ech awer och scho gesot, wéi mer iwwert de Waringo-Rapport geschwat hunn, datt ech der Meenung sinn, datt d'Educatioun jiddefalls gemierkt huet, datt se muss agéieren a se huet dunn och agéiert, net ëmmer esou, wéi ech et gemaach hätt, mee dat si Choixen. An déi Choixen, déi huet den Här Meisch geholl, an en huet se geholl! E CovidCheck an der Schoul, mengen ech, wär dee falsche Choix an et géif virun allem déi Leit bestätegen, déi elo mengen, datt mer eng Impfflicht duerch d'Hannerdier wëllen aféieren an et géif virun allem d'Kanner vun engem ëffentleche Schoulsystem ecartéieren, déi et am dréngendste brauchen.

Duerfir, falls dee Punkt dra bleift, wäerte mir eis enthale bei där heiter Motioun. Falls dee Punkt awer sollt gestrach ginn, da wäerte mir fir dës Motioun stëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, merci. Ech kéint e Copier/Coller maache vun deem, wat de Sven Clement grad gesot huet. Mir ralliéieren eis absolutt deenen Termen. Déi éischt dräi Punkte kënne mir matstëmmen. De véierte Punkt kënnt fir eis eigentlech net a Fro, well mer, genee wéi de Sven Clement et grad gesot huet, zu Lëtzebuerg keng Impfflicht hunn, a scho guer net fir Kanner. An de CovidCheck gëtt awer deene geimpfte Leit trotzdeem gewësse Prerogativen. A mir mengen effektiv, dass dat dote wierklech kéint falsch opgeholl gi vun deene Leit, déi schonn impfskeptesch sinn an déi effektiv dann nach méi impfskeptesch ginn a si an hirem Choix confirméieren.

Et ass also fir eis op verschiddene Pläng keng Optioun. Wann dee Punkt géif erausgeholl ginn, kéinte mer et ganz, ganz kloer matstëmmen. Ech mengen, et si jo och verschidden Iddien, vläicht kéint een dat dann op deem Wee maachen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wéilt just soen zu dëser Motioun, datt mir eis wéilten enthalen, well mir am Fong geholl Schwieregkeeten hu mam leschte Punkt, wou de CovidCheck gefrot ass. A mir hunn do Schwieregkeeten, wa Privatleit Privatleit kontrolléieren. Dat gesi mir net ganz gären. An duerfir wäerte mir ons bei dëser Motioun enthalen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och just d'Wuert ergräifen zu deem véierte Punkt, dee proposéiert ass. Jo, mir si ganz skeptesch, wat de CovidCheck fir d'Schoulen ubelaangt aus deem Grond, deen de Claude Wiseler, mengen ech, och gutt versteet an hei jo och nach eng Kéier dokumentéiert huet.

Et gëtt eng Obligation scolaire. Mir kënne soen, datt een, dee positiv getest ass, net däerf an d'Schoul goen, datt en un aneren Aktivitéite gesellschaftlecher Natur och net däerf deelhuelen, dat ass kloer. Mee datt awer een zum Beispill, dee sech net teste léisst, net däerf an d'Schoul goen, do sinn awer dann zwee Prinzippien, déi sech widderspriechen, an do musse mer kucken, wéi ee mer méi staark gewiichten.

Et gëtt de Prinzip vun der Obligation scolaire, an natierlech musse mer och kucken, datt mer aner Leit protegéieren. Mee an dësem Fall géif ech awer soen, gëllt d'Obligation scolaire, an déi muss priméieren. Datt mir eis musse Gedanke maachen, wéi déi nächst Rentrée ausgesäit, dat ass evident. Mir hunn déi Diskussiounen ugefaangen, zesumme mat den Instanze vum Gesondheetsministère, datt mer och musse kucken, awéiwäit natierlech sech d'Pandemie weiderentwéckelt huet, awéiwäit se present ass bei deene Jonken, awéiwäit d'Impfparticipatioun da bei deenen 12- bis 18-Järegen ass a wat se bruecht huet, och vun Neiinfektiounen an deem Fall, awéiwäit bei deenen Neiinfektiounen an där Alterskategorie och wierklech et zu méi schwierege Verleef kënnt, an och, wéi wäit mer ewech si vun engem Impfstoff fir Kanner ënner zwielef Joer. Dat sinn alles oppe Froen, déi nach net gekläert sinn.

An duerfir sinn ech absolutt bereet, mat Iech och iwwert d'Rentrée, an der Chamberskommissioun zum Beispill, matzäiten ze schwätzen, fir ze kucken, wéi mer e sanitäert Konzept hikréien an der neier Situatioun. Well datt et zum Deel eng nei Situatioun ass, ass jo och nëmmen doduerjer ze erklären, datt mer eng Impfung vun den 12- bis 18-Järegen hunn a sécherlech fir de Lycée an engem aneren Zenario wäerte sinn. Mee och doduerjer gi mer dervunner aus, datt dat e positiven Effet wäert hunn op d'Kanner ënner 12 Joer.

Dat musse mer diskutéieren an do wäerte mer och matzäite sanitär Konzepter virleeën. Mir wäerten dee Stufemodell, dee mer a Kraaft triede gelooss hu bei der leschter Rentrée, deen eis vill gehollef huet, ëmmer nees adaptéiert kënnen ze reagéieren op eenzel Situatiounen, mussen der neier Situatioun upassen.

Mir wëlle bei engem Stufemodell bleiwen, fir och do ëmmer punktuell oder adaptéiert un eng generell Situatioun kënnen ze reagéieren. Ech wëll Iech awer ganz éierlech soen, datt ech haut, zwee Méint virun der Rentrée, mer net zoutrauen, datt ech do alles weess an alles hei kann annoncéieren, well mer einfach nach net wëssen, a wat fir enger Situatioun datt mer sinn, an datt mer eis awer déi Zäit iwwert de Summer sollte ginn. Mee meng Propos steet, fir dat iwwert de Summer ze diskutéieren.

Mee meng Haltung par rapport zum CovidCheck fir d'Schoulen ass awer grad esou kloer, a se ass negativ.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, merci. Zu deenen dräi anere Punkten, vläicht de Plang vun de Spideeler, wéi e steet. De Stufeplang, deen, deen am Moment applizéiert gëtt, huet sech bewäert. Deen ass jo au fur et à mesure adaptéiert ginn, och mat enger Rei Investissementer. En ass gekoppelt un Dotatiounen.

Ech hu vum Terrain keng Stëmmen héieren an eisen Aarbechtsgruppen - déi kommen all Woch zesummen -, dass do am Moment e Besoin wär, fir dee komplett ze iwwerdenken. Dee fonctionéiert u sech gutt. An et ass op deem, wou mer och wëlle weiderschaffe fir den Hierscht. D'selwecht bei der Prise en charge médecine primaire, do hu mer eis Sentinellen, d'Indicateuren, d'Alarmklacken, wann Der esou wëllt, fir d'Centre-de-consultationen ze aktivéieren oder ze desaktivéieren. Och dat huet sech bewäert. Mir haten en anere Modell am Ufank vun der Pandemie. Dee leschten, dee mer hate mat de Centre-de-consultationen, huet ganz gutt fonctionéiert. Mir sinn u sech mat deem Plang, dee mer hunn, relativ zefridden. Ech hunn och do vum Terrain kee Besoin signaléiert kritt, fir deen elo grondleeënd a Fro ze stellen.

Ech souz net méi spéit wéi gëschter nach mat de Spideeler zesummen. Mir schaffe gemäss deem Plang, deen Der alleguerte kennt. Ech mengen, deen hu mer a kënne mir awer och ganz gär an der Santéskommissioun nach eng Kéier rappeléieren. Ech hu verstanen, dass ee wärend der Pandemie Besteeëndes och ëmmer erëm soll rappeléieren. Dat kënne mer gäre maachen. Mir sinn do à disposition. Mee u sech, wat d'Prise en charge ugeet, hu mer déi eenzel Elementer lafen, déi fonctionéieren an eisen Ae gutt. Et ass e ganz gutt Zesummespill tëscht de Spideeler, och mam CGDIS, fir déi eenzel Stufen do wierklech esou ze respektéieren, wéi se ugeduecht sinn an deem Plang.

Fir d'Strukture vun den eelere Leit, och do si mer mat eiser Strategie, déi Der kennt, eiser LST-Strategie, ech mengen, déi hu mer virgestallt ..., do ass e ganz grousse Baustee mat spezifesche Mesuren eebe fir deen dote Secteur. Dat ass um Lafen, mat reegelméissegen Interventioune souwuel am Large-Scale-Testing wéi och, fir d'Serologie ze suivéieren. Dat leeft weider. Dat ass en Deel vun eiser Strategie, dee spezifesch op deen dote Secteur ofgestëmmt ass.

Och déi Flexibilitéit, déi mer eis ginn hu mat den Équipe-mobillen, wou mer säit Méint, soubal e Cluster ass, extreem reaktiv op der Plaz sinn, fir da gesamt duerchzetesten, alles dat leeft a wäert och weiderlafen. Dat ass d'lafend Strategie, déi mer do hunn.

Wat d'Teste betrëfft, wësst Der, dass mer en neie Regimm elo en place hu mat den obligatoreschen Tester. An deen anere Bausteen, deen een huet, dat ass de Plang, deen d'Madamm Cahen gëschter presentéiert huet, dat ass de Stufeplang fir d'Visitten. Och deen ass am Moment um Lafen, e gëtt respektéiert, en ass mam Secteur ausgeschafft ginn. An déi Schrauf, déi derbäikënnt, ass déi vum Impfen. An dat ass déi Debatt, déi usteet. An ech mengen, ech sinn do ganz mat Iech eens, mäi Wording war dee selwechten, wéi Dir en hutt.

Dat ass eng Debatt, déi muss geféiert ginn, ob een e Schratt méi wäit geet. En attendant, deen anere strateegesche Bausteen ass natierlech dee vun der Campagne de vaccination, wou mer geziilt och elo an deen dote Secteur era wäerte goen, dat grad elo, wou den Impfstoff fir jiddwereen disponibel ass, wou ee fräi säi Rendez-vous kann huelen an en Impfstoff wielen. Do hu mer Saache geplangt. Dat wäert dann a 14 Deeg stattfannen, wou mer wierklech ganz geziilt och an der Impfcampagne, an eiser Impfstrategie, do wäerten eragoen. Dat heescht, mir hunn u sech keen transversale Plang, wann Der esou wëllt. Mee mir hunn an eisen eenzelne Strategië vum Testen a vum Impfe mat der Kommunikatiounscampagne jeeweils spezifesch Bausteng, déi op deen dote Secteur ofgefierft sinn.

Mee ech kommen awer och ganz gären nach eng Kéier an d'Santéskommissioun, och fir dat nach eng Kéier ze rappeléieren. Ech hunn effektiv d'Gefill, dass immens vill Informatiounen am Raum stinn, et gi vläicht Detailer och vergiess dovunner. Mir kënnen dat ganz gären och nach eng Kéier am Detail virstellen. Dat war souwisou eng Konklusioun, déi mer och mat der Madamm Cahen zesummen haten, dass dat vläicht gutt wär. Ech mengen, et ass gesot ginn, dat Wuert „Piqûre de rappel" ass gefall vis-à-vis vum Grand public. Mir sinn och ganz gären à disposition vun der Santéskommissioun, fir déi ganz Elementer vun eiser Strategie nach eng Kéier do duerzeleeën.

Da wat d'Pandemiegesetz ugeet, do si mir u sech op deem Punkt, wou mer eigentlech ganz gäre wollten eis eege Gesetzgeebung extern evaluéiere loossen. Mir sinn amgaangen, do ze kucken, wien ee kéint aschalten, fir do wierklech e Bléck vu baussen drop ze kréien, wéi eis Gesetzgeebung am Moment ass. Do gëtt et jo och ganz ënnerschiddlech Texter, op deenen an de Länner geschafft ginn ass. Eis wär et wichteg, do Input ze kréien, éier mer lassleeën, dass mer eis géife berode loossen an och extern beliichte loossen, wéi eis Gesetzgeebung gegraff huet an där Pandemie hei an dass een da kéint op gutt Erfarungswäerter zréckgräifen, fir vun do aus e Pandemiegesetz an Ugréff ze huelen. Dat sinn déi Iwwerleeungen, déi mir dozou geféiert hunn. Mir haten effektiv elo net geduecht, fir direkt unzefänke mat schaffen, mee fir d'éischt et beliichten ze loossen, an idealerweis extern.

Wéi gesot, mir sinn do amgaangen ze sichen, vu wéi enger Säit dat kéint gemaach ginn. Do ginn et och international Instanzen, déi Peerreviewe maachen. Dat huet eis emol à ce stade sënnvoll geschéngt, do eng Kéier Rot vu baussen och bäizehuelen, fir de Kapp aus dem Guidon ze kréien, éier mer wierklech an e legislative Prozess eraginn.

An dee véierte Punkt, ech mengen, do huet de Claude Meisch Stellung geholl, dat concernéiert mech elo net esou direkt. Ech mengen, soss wär näischt méi, wat ech wéilt soen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun der Motioun kommen. Den Här Claude Wiseler nach eng Kéier.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, ech wollt just kuerz soen, ech hunn elo déi Explikatioune gutt nogelauschtert. Also, déi dräi éischt Punkte wëlle mir evidenterweis ganz, ganz kloer bäibehalen, well mer awer mengen, datt am Système hospitalier - deemno wéi d'Situatioun kënnt, wa se nach eng Kéier esou hefteg kënnt, wéi mer a priori se haten an den Oktober-November-Méint wärend der zweeter Well - mer awer eng ganz Rei Schwieregkeeten haten. An dat ass kee Reproche u keen. Déi Leit hunn alleguer hire Maximum gemaach, méi wéi hire Maximum souguer. Mee doriwwer hätte mer gär zumindest eng Diskussioun fir ze kucken, ob all déi Moossnamen en place sinn, déi en place musse sinn, fir haaptsächlech dann déi Medezinn, déi näischt mat Covid ze dinn huet, och nach kënne weiderlafen ze loossen.

Mir wëssen, wéi vill Operatioune reportéiert gi sinn, mir wëssen, wéi vill Saachen annuléiert gi sinn, an dat ass natierlech äusserst problematesch an där Zäit gewiescht.

Déi aner zwee Punkte si fir eis och weesentlech. Ech brauch net nach eng Kéier op d'Konzept fir d'Structures et réseaux pour personnes âgées anzegoen. Do wësse mer, wat fir eng Etüde mer virdru brauchen. A mir insistéieren nach eng Kéier, datt déi elo gemaach ginn, notamment well den Här Waringo se gefrot huet, an ouni déi een net kann en definitiivt Konzept an e Plan de crise fir dës Strukturen opsetzen. Dofir hale mer wierklech drop. An d'Loi pandémie, ech mengen, do kann ee sech selbstverständlech vu bausse Rotschléi huele goen an e Bléck siche goen. Mee ech mengen awer, datt et elo Zäit ass, datt mer mat deenen Aarbechten ufänken.

Wat de véierte Punkt ugeet, si mir nach ëmmer der Meenung, datt evidenterweis dee CovidCheck-System sënnvoll wär. Ech wëll deenen eenzelne Leit, déi gesot hunn „Dat ass eng Impfflicht", soen, datt de CovidCheck-System net strikt eng Impfflicht ass, mee et kann ee grad esou gutt iwwer Tester säi Soll do erfëllen. An den Testsystem, dee momentan

an de Schoule besteet, wou d'Kanner zwee- bis dräimol d'Woch getest ginn, dee fonctionéiert jo relativ gutt, soudatt ech net agesinn, wat do a sech de Problem wär, fir hinne méi Fräiheeten kënnen ze ginn.

Mee ech hunn awer dem Här Meisch och gutt nogelauschtert an ech hunn och gutt deenen aneren Oppositiounsparteien nogelauschtert, déi domat e Problem hunn. Ech géif proposéieren, datt mer dee véierten Tiret einfach aus dëser Motioun eraushuelen. Dat erlaabt et, eis zumindest d'Ënnerstëtzung zu deenen dräi aneren ze ginn. An ech hunn och beim Minister Meisch eng Bereetschaft héieren, fir an d'Diskussioun ze goe wärend der Vakanzzäit elo, datt mer gemeinsam prett si fir déi Rentrée, déi kënnt. An ech appreciéieren dat. Dofir proposéiere mer, dee Punkt erauszehuelen an iwwert déi dräi aner ofzestëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da freet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, merci. De Vott war schonn op. Ech hat och schonn ofgestëmmt. Mee elo hu mer jo en neit Element. Dofir géif ech Iech bieden, de Vott nach eng Kéier nei unzefänken, well da géife mir och déi Motioun ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dat ass schonn amgaangen, Här Kartheiser, datt een neie Vott uleeft. Dat heescht, mir kënnen zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 1 modifiée

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Guy Arendt), Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Pim Knaff), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Résolution 1

Da kéime mer zur Resolutioun, déi vun der ADR deposéiert ass ginn. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? D'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Majo, merci, Här President. An och merci der ADR fir dës Resolutioun. Mir wäerten déi natierlech ënnerstëtzen, well mir sinn och der Meenung, datt, soubal wéi et fonctionéiert, a wann dat den 12. Oktober erëm ka goen, da solle mer erëm zréck op de Krautmaart goen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Vläicht wousst den Här Engelen et net, mee den 19. Mäerz 2021, et ass nach net esou laang hier, mee et sinn awer schonn e puer Méint hier, do hate mer um Ordre du jour vun der Bureaussitzung de Punkt, dass mer, soubal et méiglech wär, géife vun hei erëm zréck op de Krautmaart goen. Dat ass approuvéiert ginn. Déi Decisioun ass vum ganze Bureau approuvéiert ginn, soudass déi Resolutioun hei nu wierklech awer net méi néideg ass. Duerfir géif ech se net stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci fir d'Wuert. Mir géifen déi hei warscheinlech net matdroen, well mer net mengen, dass de Moment elo do ass. Souguer wann et net zu enger substanzieller Verschlechterung kënnt, wéi et hei steet, heescht dat net, dass et gutt ass, fir zréck an d'Chamber ze goen. Well esou, wéi et de Moment ass, ass et jo awer nach relativ onsécher. Mir sinn an enger Incertitude. D'Situatioun ass kontrastéiert. Ech mengen net, dass et de Moment ass, souguer wann et net méi schlëmm gëtt, fir zréckzegoen.

Also, mir géife mengen, et soll een nach virsiichteg bleiwen a léiwer nach d'Situatioun esou loossen, wéi se ass. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Au contraire zu der ADR hu mir kee Vertrieder am Bureau sëtzen. D'ADR hätt dat heite kéinte wëssen. Ech gesinn elo kee Problem dran ze reaffirméieren, wat de Bureau entscheet huet.

Ganz éierlech, et ass esou: „Wann et zu kenger substanzieller Verschlechterung kënnt", do stellen ech mer e bëssen d'Fro, wat déi substanziell Verschlechterung wär. Ech denken, datt Stand haut mer net kënnen op där enger Säit soen, Evenementer wären ënnert dem Regimm CovidCheck erlaabt, mee d'Chamber wär sech selwer net sécher genuch, mir alleguerten hätten Angscht, datt de CovidCheck net gutt genuch wär. Dat géif e bëssen de Vott, dee mer viru 15, 20 Minutte gemaach hunn, ad absurdum féieren. An deementspriechend wäerte mir déi Resolutioun hei matstëmmen, well et ass nëmme logesch, datt, wa mer no bausse soen, d'Leit kéinten ënnert dem Regimm CovidCheck gréisser Veranstaltunge maachen, wou keng Distanzreegele gëllen, d'Chamber sech deenen nämmlechte Reegele beugt.

Esou hu mer argumentéiert, wéi mer de CovidCheck hei agefouert hunn. Esou argumentéiere mir och, fir, esou bal et da geet, an ech mengen, do gëtt et eng Decisioun vum Bureau, an d'Verwaltung schafft drun, zréck op de Krautmaart ze goen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools merci, Här President. Ech denken och, an ech mengen, mir sinn zu vill heibannen, déi awer denken, datt mir net fir eis als Deputéiert méi héich Sécherheetsmoossname sollten hei an Usproch huelen, wéi mer se de Leit dobaussen zoumudden.

Ech hunn och déi Observatioun vum Här Engel héieren. Et ass fir eis en Ënnerscheed, ob mer soen „esou séier wéi méiglech" oder ob mer hei e konkreeten Datum nennen. An ech wëll och dem Här Clement soen, datt dat och en Ënnerscheed ass. Ech wëll en awer net a sengem jugendlechen Elan, fir aner Leit ze beléieren, onbedéngt bremsen, ech mengen, dat kënnt mam Laf vun der Zäit souwisou.

Mee ech mengen, et ass awer elo esou, datt mer hei e konkreeten Datum soen, wat et och eise Servicer erlaabt ze plangen. A just dann - mir komme jo de 15. September nach eng Kéier zesummen, fir dat neit Covidgesetz ze stëmmen -, wa mer gesinn, datt et méi schlëmm gëtt, da géife mer jo natierlech net zréckgoen, well da musse mer natierlech och derfir suergen, datt d'Chamber ka weider fonctionéieren.

Mee wa mer awer gesinn, datt d'Situatioun stabel bleift oder sech weider normaliséiert, gesinn ech absolutt kee Grond fir ze soen, datt d'Deputéiert solle fir sech extra Rechter an Usproch huelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- D'Decision ass geholl.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Dann hat nach d'Madamm Martine Hansen d'Wuert gefrot, oder net méi? Nee. Da kënne mer zum Vott vun der Resolutioun kommen.

Vote sur la résolution 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la résolution est rejetée par 26 voix pour et 33 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Guy Arendt), Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Pim Knaff), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

4. 7859 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

2° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

3° de la loi du 29 octobre 2020 portant 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7869, eng Rei temporär Ofännerunge vum Gesetz iwwert d'Léierpersonal. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif dann direkt d'Wuert un de Rapporter vum Projet de loi ginn, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Dëst Gesetz dréit sech ëm de Pool des remplaçants an ass eng zweet Verlängerung vun engem Gesetz, wat mer schonn d'lescht Joer am Fréijoer an och am Hierscht gestëmmt haten.

E klenge Réckbléck: Am Kader vun der Pandemie si Leit, déi vulnerabel waren, am Enseignement net méi an d'Klasse gaangen. Do hu mer natierlech méi Personal gebraucht, an och well mer en alternance geschafft hunn, hu mer méi Leit gebraucht, an duerfir ass de Pool des remplaçans verstäerkt ginn.

Am Oktober krute mer vum Conseil supérieur des maladies infectueuses matgedeelt, dass och Dammen, déi schwanger wären, als vulnerabel ze betruechte sinn, an déi sinn dunn och net méi an d'Schoule gaangen, wat eleng am Fondamental vun engem Dag op deen aneren 200 Poste waren.

Fir elo am Hierscht preparéiert ze sinn, proposéiere mer, fir den Dispositiv, deen en place ass, ze verlängere bis den 31. Dezember. Ech wëll drop ze schwätze kommen, wourëm et konkreet geet. Et geet ëm eng Dispens, eng Dispens zu engem Artikel, deen am Schoulgesetz vun 2009 virgesinn ass, dass déi Leit, déi ersetze ginn, mussen e Stage maache vu véier Wochen am Fondamental, e Stage, dee se da certifiéiert kréie vun der Direction régionale. Hei geet et also drëms, dës Dispens ze accordéiere vun de véier Wochen. Et muss een natierlech eng Première hunn, fir iwwerhaapt kënnen an d'Klassen eranzegoen.

Wat fir eng Leit kommen a Fro, fir am Pool des remplaçants matzeschaffen an deen ze verstäerken? Fir d'éischt emol déi Leit, déi e Bachelor hunn en sciences pédagogiques, dann déi Leit, déi virum Gesetz vun 2009 als Chargé agestallt waren an natierlech Leit, déi eng Première hunn. Dat sinn déi Leit, déi am Fondamental dann elo de Pool des remplaçants verstäerken.

Dat Gesetz hei bezitt sech awer net nëmmen op de Fondamental, mee och op de Lycée. Do ass et awer e bëssen anescht. Do kann all Agent vum Staat froen, fir detachéiert ze ginn, fir an engem Lycée kënnen ze hëllefen. Do ass et esou, dass déi Leit, déi vulnerabel sinn oder déi grad schwanger sinn, de Cours assuréiere vun doheem aus, dat heescht online, an déi Leit, déi rekrutéiert ginn, déi Agente vum Staat, déi kënne froen, fir detachéiert ze ginn, dann déi Zäit Surveillance an de Klasse maachen.

Voilà, dat wär et scho vun dësem Gesetz. Et ass e Gesetz, wat Der kennt. Dir kennt d'Gesetz vum Fréijoer, dir kennt d'Gesetz vum Hierscht. An hei gëtt elo gefrot, fir déi Méiglechkeet do nach eng Kéier ze verlängere bis den 31. Dezember.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Also, mir verstinn net ganz richteg, firwat datt d'Urgence hei elo awer huet missen e bëssen duerhalen, fir dëst Gesetz ze preparéieren. Wann et e bëssen éischter preparéiert gi wär, hätte mer verschidde Saachen hei kënnen evitéieren.

Ech weess awer, datt mer zousätzlecht Personal brauchen, fir datt d'Schoul um Lafe bleift a virun allem, datt déi Kanner gehollef kréien, déi Problemer hunn. An duerfir ginn ech och den Accord hei zu dësem Gesetz.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. An dann huet d'Wuert déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Ech maachen et nach vill méi kuerz. Mir ginn den Accord als LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard, net ouni der Madamm Closener Merci ze soen.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Och e Merci un de Rapporter. Mir schléissen eis dem Accord vu menger Virriednerin un a si frou, dass mer esou den Terrain kënne weider ënnerstëtzen do, wou et gebraucht gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter. Mir sinn natierlech och heimadder averstanen a mir wäerten dat och stëmmen, well mir brauche Leit, wann der net genuch do sinn. Ech wëll awer trotzdeem op eppes opmierksam maachen, an dat ass, dass mer awer elo an de leschten Deeg relativ oft och kontaktéiert gi si vu Leit, déi sech beschwéiert hunn, dass awer verschidde Leit, déi am Enseignement Schoul halen, Feeler maachen. An ech schwätzen net dervunner, dass ee mol kann e Feeler maachen, wann ee Schoul hält, dat ass alles an der Rei, mee déi wierklech massiv Feeler maachen a wou reklaméiert gëtt bei der Generaldirektioun a wou da gesot gëtt: „Jo, dat ass eeben esou. Et si keng aner do. Mir mussen domadder liewen." Dat heescht, déi Decisioun, déi mer hei huelen, ass richteg, mee dat Ganzt ass awer och op där anerer Säit problematesch.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Keup. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert elo déi grouss Harmonie heibannen e bëssen zerstéieren, well esou wéi d'lescht Joer scho wäerte mir och haut dergéint stëmmen.

Mir soten et schonn d'lescht Joer: De Stage vu véier Wochen, deen een huet misse packen, fir dierfen an enger Schoul ersetzen ze goen, war nach ni eng detailléiert Formatioun, mee et war ëmmerhin eppes. Wärend dësem Schouljoer, wat jo haut fir vill glécklech Schülerinnen a Schüler an Enseignanten zu Enn gaangen ass - wat fir Verschiddener wiederbedéngt jo leider och schonns gëschter op en Enn gaangen ass - an hinnen et elo erlaabt, hir verdéngte Vakanz genéissen ze kënnen, wärend dësem Schouljoer konnte Remplaçantë ganz ouni Ausbildung direkt a Schoule schaffe goen. Als Grond fir dës speziell Ausnam hat de Minister deemools gesot, datt Personal géif gebraucht gi wéinst der Covidkris.

Elo si mer e Joer méi spéit. E Joer hat de Minister Zäit, eng Léisung ze fannen. An trotzdeem sti mer anscheinend nees oder nach ëmmer virum selwechte Problem. Mir brauche Personal a mir kënnen net waarden, datt se nach e Stage vu véier Woche maachen. Wéi kann dat sinn, e Joer méi spéit? Wéi kann et sinn, datt de Minister elo wierklech nach eng Verlängerung vun den Ausnamereegele brauch, obwuel wéinstens zanter Oktober 2020 an eigentlech jo och schonns virdru kloer war, datt mer Remplaçantë géife brauchen?

Wat schwätzt dergéint, an der aktueller sanitärer Situatioun nees Stagen ze maachen? Restaurante sinn op, Partye si méiglech an och grouss Evenementer wéi Concerte ginn nees ugebueden. Mee eng Formatioun, wou ee Stagiaire zousätzlech an enger Klass soll intervenéieren, soll weider net stattfanne kënnen! Dat kënne mer net novollzéien.

Mir ware schonn am Oktober 2020 géint dëse Projet a mir si selbstverständlech och elo géint dës Verlängerung. Persounen a Schoule remplacéieren ze loossen, ouni datt hir Aptitude fir de Beruff an iergendenger Form iwwerpréift gëtt, ass fir eis inakzeptabel. Ganz egal wéi dréngend Personal gebraucht gëtt, näischt hätt dergéint geschwat, wéinstens e puer Formatiounsstonnen iwwert de Summer virzegesinn. An och e klenge Stage an den éischte Woche vun der Rentrée misst dra sinn.

Wann ech den Exposé des motifs hei nämlech richteg liesen, da geet et jo net drëms, datt déi nei Remplaçantë solle ganz Klassen iwwerhuelen, mee dorëms, datt se zum Beispill sollen ënnerstëtzend an de Klassen agéieren, fir bei der Differenciatioun ze hëllefen.

Wär et da wierklech esou inakzeptabel, esou onméiglech, wann d'Enseignanten déi éischt zwou Wochen nach eleng an hire Klasse misste schaffen, wa se dofir ab der drëtter Woch dann awer eng Hëllefskraaft géife kréien, déi e Minimum u Formatiounen an e kuerze Stage vun zwou Woche gepackt hätt?

Oder geet et hei awer drëms, datt dës Remplaçantë sollen eleng viru Klasse stoen, wat just am Exposé des motifs iwwersi gëtt, net betount gëtt? E verkierzte Stage wär den absolutte Minimum u Formatioun a Kontroll, deen ee misst verlaangen, wa Persounen a Bildungsariichtunge mat Kanner schaffe wëllen.

Leider huet de Minister sech awer derfir entscheet, dee liichte Wee ze goen a weiderhi jiddereen, deen eng Première huet a wëllt ersetze goen, einfach vun all Aart vu Formatioun a Stage ze dispenséieren. Dat ass jo och fir jidderee manner Aarbecht!

Mee dat war fir eis d'lescht Joer net akzeptabel an dat ass et och duerfir haut nach ëmmer net. Mir Piraten wäerten dëse Projet duerfir haut net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech bieden eigentlech den Här Clement, nach eng Kéier seng Positioun ze iwwerdenken, well ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, ëm wat et eis eigentlech geet.

Mir haten elo ganz vill Leit, déi eis iwwert dat lescht Schouljoer gehollef hunn, jo, och emol Remplacementer ze maachen, jo, och emol als zweeten Intervenant ze kucken, datt an enger Klass méi staark kann differenzéiert ginn, datt mer déi sougenannte Covidretarde konnten ophuelen. Mir haten och en Deel vun deene Leit, déi mer, wéi mer eng Trennung zum Beispill mëttes an de Maison-relaise vun den eenzelne Gruppen hu misse maachen, och dohinner konnte ginn. An dat war jo d'Motivatioun, firwat mer se agestallt hunn.

D'Fro, déi sech fir eis elo stellt, ass, ob mer déi Leit wëlle behalen. An ech soen: Jo, déi Leit, déi sech bewäert hunn, déi Leit, déi do eng gutt Aufgab gemaach hunn, déi Leit, wou mer net Reklamatioune kritt hu bei der Direktioun a wou d'Direktere soen: „Jo, déi doten, déi kënne mer eigentlech weiderhin dat dote maache loossen", deene wëlle mer d'Chance ginn, op där enger Säit da bis de leschten Dezember déi Aufgab do kënne weiderzemaachen, a mir wëllen eis d'Chance ginn, se kënnen ze behalen.

Ech hu virdru gesot: Mir wëssen net genee, a wat fir enger Situatioun datt mer sinn. Mir wëssen net genee, wéi et weidergeet mat Quarantänen. Mir wëssen net genee, wéi et weidergeet mat der Vulnerabilitéit vu schwangeren Enseignanteën zum Beispill. Mir wëssen nach villes net.

Mir wëssen awer, datt et e gewëssene Besoin gëtt, fir och nach weiderhi Covidretarde kënnen opzeschaffen, an duerfir wëlle mer deene Leit, déi schonn en place waren, déi eng Experienz gesammelt hunn, déi iwwert déi véier Woche Stage erausgeet, d'Chance ginn, dee Kontrakt kënnen ze verlängeren. An nach eng Kéier, nëmmen deenen, an ech wäert d'Direktioune wierklech bieden, nëmmen deenen elo eng Verlängerung ze proposéieren, déi sech dann och wierklech bewäert hunn.

Wann een dat consideréiert, mengen ech, kéint den Här Clement eigentlech och seng Bedenken iwwerwannen an dann och hei dësem Projet de loi zoustëmmen. All deenen anere wëll ech awer Merci soe fir d'Verständnis, datt se eis déi Méiglechkeeten do ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci Här President. Den Här Meisch huet Recht. Ech kann dat net anescht soen. En huet Recht, datt déi Leit, déi sech bewäert hunn, méi wéi véier Woche Stage gemaach hunn. Datt déi Leit, déi sech bewäert hunn, solle verlängert ginn, contestéieren ech net.

Wat ech awer contestéieren ass, datt dat Gesetz, dat mer elo verlängeren, eeben och eng Dier opmécht, fir Leit nei ze rekrutéieren, Leit, déi sech net bewäert hunn. A genau déi hätt ee kënnen an e klenge Stage schécken. An all déi, déi elo schonn do waren, deenen hätt een dat kënnen unerkennen. Ech mengen, dat hätt ee kënnen am Text esou virgesinn.

Mir hunn hei de Wee vun der Verlängerung gewielt, a vu datt et fir eis eng Verlängerung ass, déi fir eis eng Dier opmécht, déi mer net matgedroen hunn, wéi mer se agefouert hunn, kënne mer natierlech och konsequenterweis eng Verlängerung net matdroen. Ech mengen, dat ass dat, wat een dann ënnert der Cohérence politique heiansdo versteet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Vott vum de Projet de loi 7859. Den Text steet am Document parlementaire 7859[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7859 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Merci. Dann ass de Kont gutt an dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Guy Arendt), Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Pim Knaff), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

5. Ordre du jour

Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt gefrot, datt mer géife mam Programm weiderfuere vun de Mëtteg. Ass d'Chamber domadder averstanen, fir bis plus/minus zwielef Auer weiderzefueren?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 7565 - Projet de loi portant sur :

1° l'organisation et le fonctionnement de l'« École de Commerce et de Gestion - School of Business and Management » ;

2° l'intégration de l'offre scolaire de l'École Privée Grandjean et la reprise de son personnel

Da komme mer elo zum Projet de loi 7565 iwwert d'Organisatioun vun der École de Commerce et de Gestion - School of Business and Managment. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, a Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Claude Lamberty. An dee kritt direkt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Villmools merci, Här President. An och merci, dass Der all d'accord sidd, dass mer elo weiderfuere mam Programm. Dat spuert eis, mengen ech, de Mëtten eng gewëssen Zäit.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net alldeeglech, dass een hei steet an dass een iwwer e Gesetzesprojet schwätzt, wou et drëms geet, dass een eng Schoul, hei d'École Privée Grandjean, quasi an eng aner Schoul, hei an dësem Fall den ECG, integréiert an d'Offer vu Schoulformatiounen an engem Lycée esou och ausgeweit gëtt.

Dat ass u sech e ganz spannenden an och interessante Projet an iwwert dee wäert ech lech elo hei e klengen Iwwerbléck ginn, wisou dat esou ass a wat dat bedeit, wann dann elo ab der Rentrée am Hierscht déi zwou Schoulen zesumme fonctionéieren.

Kucke mer awer kuerz no hannen. Besonnesch mat der Entwécklung vun der Lëtzebuerger Finanzplaz an de 70er-Joren ass ënner anerem de Besoin u Gestionnairen, u Banquieren, un Ekonomisten, u Kontabelen an natierlech nach anere Beruffer rapid an d'Luucht gaangen. Vu dass mir zu Lëtzebuerg also relativ séier relativ vill Aarbechtsplazen am Commerce, am Finanz- an am Bankesecteur, fir nëmmen déi ze nennen, geschaf hunn a mir deemools vill Knowhow gebraucht hunn, ass gekuckt ginn, fir déi Aarbechtskräften ze fannen, natierlech hei am Land, mee natierlech och am Ausland.

Gläichzäiteg huet awer och de Lëtzebuerger Schoulsystem missen ugepasst ginn, fir dem wirtschaftleche Wandel kënne gerecht ze ginn an de Schüler hei am Land och besser Startchancen ze erméiglechen. Am Joer 1968 gouf et zwar schonn eng éischt Optioun an de Sciences économiques et sociales vun der haiteger D-Sectioun am Enseignement secondaire, mee dës Formatioun huet haaptsächlech drop geziilt, fir d'Schüler op en Héichschoulstudium am Beräich vun den ekonomeschen a soziale Wëssenschaften ze preparéieren.

Well den Inhalt vun dëser Formatioun also éischter theoreetesch war, konnten d'Schüler net déi néideg praktesch Erfarunge sammelen, déi u sech gesicht an awer och gebraucht goufen. Fir den Ufuerderunge vum Aarbechtsmarché gerecht ze ginn, gouf dunn eng nei Sektioun op den ieweschte Klasse vum Enseignement secondaire agefouert, nämlech d'Section administrative et commerciale.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Hei dernieft gouf am Joer 1974 en neie Lycée geschaaft, dee sech reng op d'Formatiounen am administrativen an ekonomesche Beräich an natierlech op d'Besoinen am Commerce konzentréiert, d'École de Commerce et de Gestion. Mat dëser Kreatioun vum ECG konnt deemools eng grouss Nisch am Lëtzebuerger Schoulsystem gefëllt ginn, wou sech nach haut wierklech kann drun orientéiert ginn a wou nach haut dervu ka profitéiert ginn.

Den ECG bitt hautdesdaags am Enseignement secondaire général Formatiounen un, déi op Gestioun, Kommunikatioun an Organisatioun ausgeluecht sinn a bilt domat e ganz wichtege Pilier an eiser Schoullandschaft, dat souwuel fir d'Schüler an d'Schülerinne wéi och fir d'Entreprisen dobaussen.

Doriwwer eraus ginn och BTS-Formatiounen ugebueden, dat am Assistant de direction, Gestionnaire comptable et fiscal an och am Gestionnaire en commerce et marketing. Den Ament ginn ausserdeem zwou Integratiounsklassen an och Owescoursen an der Formation des adultes am ECG organiséiert.

D'Schoul huet fir d'Zukunft am Beräich Finanzformatioun, Entreprenariat an Administratioun een Zil virun An, nämlech den ECG als Referenzschoul fir ekonomesch, administrativ a kommerziell Formatiounen ze positionéieren.

Fir dat Zil ze erreechen, gëtt an engem éischte Punkt an dësem Text haut hei proposéiert, fir d'Offer vum Lycée weider auszebauen. Am Secondaire général soll d'Sektioun „Finances" bäigesat ginn an am Secondaire classique d'Sektioun „Entrepreneuriat et administration". An Zukunft sollen och nach zwee BTSen derbäikommen, den Assistant juridique an de Gestionnaire financier.

Och wat d'Erwuessenebildung betrëfft, sollen zousätzlech Coursen ugebuede ginn.

Dir gesitt also, léif Kolleegen a Kolleeginnen: De Besoine vun haut a vu muer gëtt mat dëser Offer Rechnung gedroen an d'Schüler kréie mat dëse Méiglechkeeten nach besser Chancen, fir den Erausfuerderunge vu muer, déi an dësem Secteur um Aarbechtsmarché gefrot ginn, gerecht kënnen ze ginn.

Beim zweete Punkt vun dësem Projet de loi geet et ëm d'Integratioun, wéi ech et virdru gesot hunn, vun enger Schoul, der École Privée Grandjean, an d'École de Commerce um Geesseknäppchen.

D'École Privée Grandjean forméiert all Joer zirka 150 Schüler an de Beräicher vum Marketing, der Informatik an der Gestioun. D'Schoul kritt staatlech Subventiounen a gëtt iwwer eng ASBL dirigéiert. D'Raimlechkeeten an der Rue Adolphe Fischer sinn haut allerdéngs - an dat net just eréischt säit haut, mee schonn eng ganz Zäitchen - ze enk, ze kleng, fir d'Schüler mat deem néidege Confort kënnen ze empfänken. Eng Vergréisserung vun der Schoul war an ass net méiglech. An en neie Standuert fir d'Schoul, dës Privatschoul, war keng Optioun.

Et ass also drëm gaange fir ze kucken, wat ee mat enger gutt fonctionéierender Schoul - an dat muss ee betounen - hei am Land, déi riskéiert ganz ze verschwannen, ka maachen a besonnesch fir déi 150 Schüler, déi eng gutt Formatioun genéissen, net virun zouenen Diere stoen ze hunn. An natierlech zielt dat och fir déi knapp zéng Leit u Personal.

Et konnt dunn eng Léisung fonnt ginn, déi fir jidderee vu Virdeel dierft sinn. Unhand vun dësem Gesetzesprojet sollen d'Schüler an d'Ausbildung ab der nächster Rentrée nämlech an den ECG integréiert ginn. An Zukunft wäert den ECG also och Klassen ubidden, déi nom franséische System fonctionéieren. D'STMG-Formatioun, also d'Sciences et technologies du management et de la gestion, wäert vum ECG iwwerholl ginn. Well de Programm vun der STMG-Formatioun sech op Beräicher vum Management a vun der Gestioun konzentréiert, passt se perfekt bei d'Schouloffer a bei d'Philosophie, déi am ECG virherrscht.

Wéi Der gesitt, ass et also net en Zoufall, dass de Ministère sech fir den ECG fir d'Reprise vun dëser Sektioun ausgeschwat huet. Souwuel d'Schüler wéi och d'Personal vun der École Privée Grandjean wäerten also schonn an dësem September op de Campus Geesseknäppche plënneren.

E Wuert zum Personal: Net nëmmen d'Schüler, wéi ech gesot hunn, mee och d'Personal vun der Privatschoul wäerten am Hierscht am ECG hir Coursen ubidden. Mir schwätzen hei net emol vun zéng Leit, an awer, mengen ech, ass et richteg, fir souwuel de Schüler wéi den Enseignanten, déi bis elo do geschafft hunn, eng Perspektiv kënnen ze bidden, fir dass déi Formatiounen och weiderhi kënnen ugebuede gi fir dës Schüler.

Mir haten an der Kommissioun eng Rei gutt produktiv, heiansdo och liicht streidereg Diskussiounen. Am Ufank war et och net ganz kloer, wéi genee déi Reprise elo sollt organiséiert sinn, fir net eng Inegalitéit tëscht Enseignanten oder Chargéen aus dem Lëtzebuerger Schoulsystem par rapport zu den Enseignanten, déi elo iwwerholl ginn, ze schafen.

Déi Diskussioune waren awer produktiv a se hu sech am Endeffekt och haaptsächlech ronderëm d'Sproochenufuerderunge gedréit.

Nodeems verschidde Pisten diskutéiert goufen an nodeems och souwuel d'Chambres professionnelles wéi och de Staatsrot dëse Punkt opgeworf hunn, mat der Meenung, déi geplangten Derogatioune kéinten zu Ongerechtegkeeten tëscht den Enseignanten aus dem Grandjean an deenen aus den éffentleche Schoule féieren an nodeem de Staatsrot och am Ganzen zwou Oppositions formelles ausgeschwat hat mat der Begrënnung, dass zum Beispill den Artikel 4 vum Projet de loi géint de Prinzip vun der Égalité devant la loi géif verstoussen an esou eng Insécurité juridique géif entstoen, gouf am Endeffekt, an dat ass dat Wichtegt, eng Léisung fonnt, déi, mengen ech, sécherstellt, dass all Mënsch kann zefridde sinn.

Fir all Form vun Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Mee et kann een awer soen, an dat gouf virgëscht och nach eemol an der Educatiounskommissioun preziséiert: D'Enseignantë vum aktuelle Grandjean ginn iwwerholl, mee wäerten nëmmen - an dat ass wichteg: nëmmen! - op Klasse vum franséische Schoulsystem dierfen enseignéieren.

Här President, d'Integratioun vun der École Privée Grandjean an d'École de Commerce et de Gestion schaaft souwuel fir d'Schüler wéi och fir d'Personal vun der Privatschoul Perspektiven. Engersäits bitt den ECG de Schüler vum Grandjean nei Opportunitéiten, fir sech ze developpéieren an nach méi interessant um Aarbechtsmarché ze ginn, anerersäits ginn déi berufflech Perspektive vun den Enseignanten aus der Privatschoul geséchert.

Dat Wichtegst ass allerdéngs, dass mir de Lëtzebuerger Schoulsystem unhand vun dësem Projet nach eemol stäerken an diversifizéieren.

Dat gesot, wollt ech der ganzer Kommissioun Merci soe fir déi ganz gutt Diskussiounen an och produktiv Diskussiounen a ginn heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och.

An d'Wuert huet direkt déi éischt Riednerin, d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech fänke fir d'éischt u mam Merci un de Rapporter fir säin ausféierleche Rapport.

Ech fänken da beim leschte Punkt un, deen de Rapporter ugeschwat huet. Dat ass nämlech d'Personal, wat iwwerholl gëtt aus dem Grandjean an den ECG. Dat schéngt eis normal ze sinn. Wann een op deene Klasse weiderschafft, wou een och virdru geschafft huet, da brauch ee keng zousätzlech Konditiounen ze erfëllen. Wann een awer elo op Klasse

schafft, déi am ECG sinn, da misst een an eisen Aen déi selwecht Konditiounen erfëlle wéi och déi aner Chargéen, déi mir hei zu Lëtzebuerg astelle fir d'Schoulen.

Do waren hin an hier Diskussiounen. Mir haten dat e puermol gefrot. An dat weist mer e bëssen, datt awer e gewëssent „Gewurschtels", soen ech elo emol einfach, do ass, well ech krut ënnerschiddlech Äntwerten. Fir d'éischt krut ech gesot, et wären déi selwecht Konditiounen. Du krut ech erëm gesot, et wären net déi selwecht Konditiounen. Et hätt een e bëssen ze frél geschoss, wéi een d'Äntwert ginn hätt. An du krut ech e Mail mat iergendenger Ausso, déi emol net alles ausgesot huet. An där leschter Sitzung ass erëm eng Kéier confirméiert ginn, datt et awer net déi selwecht Konditioune sinn.

Ech fannen dat definitiv net gutt. Mir missten iwwerall jiddwereen d'selwecht behandelen. Ben, et geet hei nëmmen ëm aacht Enseignanten, dofir ass et elo net problematesch. Ech hoffen awer, datt fir d'Zukunft an esou Gesetzer opgepasst gëtt.

Deen zweete Punkt, deen ech gäre wëll ervirsträichen, dat ass, datt et fir eis ganz normal a logesch ass an och gutt ass, datt d'Schoul vum Grandjean am ECG opgeholl gëtt. Et geet ëm de Commerce, et geet ëm de Management. Dat ass also déi eenzeg Léisung, déi mer hu fir dës Schüler, well se hu kee Gebai méi. Also ass dat eng gutt Léisung, déi mer begréissen.

An dee leschte Punkt, op deen ech wëll agoen, och just ganz kuerz: Den ECG wäert seng Ausbildungsoffer ausweiden. Den ECG ass eng Schoul mat enger ganz gudder Renommée. Dofir begréisse mer och, datt déi Ausbildungsoffer ausgeweit gëtt.

Domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci villmools. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den ECG entwéckelt sech mat dësem Projet de loi konsequent weider, an zwar an déi Richtung, déi mir als LSAP absolutt begréissen, well hei déi ëffentlech Schoul ausgebaut a gestäerkt gëtt.

Mat dësem Projet gëtt, wéi de Rapporter et jo schonn ausféierlech beschriwwen huet - a merci dofir -, een Deel vun der Formatiounsoffer aus enger École privée, aus der École Privée Grandjean, an den ECG transferéiert an d'Reprise vum Personal, sprëch virun allem vun den Enseignanten, gëtt gereegelt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et geet, wéi gesot, ëm déi sougenannten STMG-Formatioun, déi net méi kann assuréiert gi vun der Grandjean an dofir elo an den ECG kënnt. Déi Formatioun entsprécht sonner Zweifel de konkreete Besoine vun eiser Ekonomie. An dofir louch et jo och op der Hand, derfir ze suergen, datt se weider ugebuede gëtt, an dat elo am Kader vun enger École publique, wat mer als LSAP bekanntlech vehement vertrieden.

Duerch dësen Transfert gëtt also eng weider Formatioun fir all Mënsch disponibel, an zwar gratis. An der Privatschoul huet een dofir mussen 3.500 Euro d'Joer bezuelen. Elo fält dëse Montant fort. Dat krute mer an der Kommissioun esou confirméiert. D'Schüler kréie gratis Zougang zu der Ausbildung an enger ëffentlecher Schoul. Esou soll dat sinn!

An dëst ënnerscheet dann och d'Ausbildung am ECG zu aneren internationalen Offeren. Hei gëtt en Diplom, dee vun engem anere Land ausgestallt gëtt, an engem Lëtzebuerger Schouletablissement proposéiert.

Net ze vergiessen awer och, datt duerch dee Projet och d'Reprise vum Personal, vun den Enseignanten notamment, garantéiert gëtt.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch hu mer jo hei an der Chamber iwwert d'Penurie diskutéiert vun Enseignanten. An deem Kontext wier et jo scho komplett kontraproduktiv, wann net verréckt gewiescht, dës gutt ausgebilten Enseignantë mat deelweis ganz vill Erfarung net an déi ëffentlech Schoul respektiv och just fir dës Formatiounen da mat ze integréieren. Mir sollen hei wierklech nu kengem e Steen an de Wee leeën, mee no där beschtméiglecher Léisung sichen! Esou ass dat jo och da vusäite vum Ministère gemaach ginn.

Här President, et ass eng ganz gutt Saach, datt den ECG och seng eegen Offer ausbaut. Zwou nei Sektioune gi mat „Finances" an „Entrepreneuriat et administration" ugebueden: déi eng am Général, déi aner am Classique. Dat ass am Fong e logesche Schrëtt, well den ECG jo zanter e puer Joer zu den Entrepreneurial Schools gehéiert a sech als Zil gesat huet, Referenzschoul ze ginn am Beräich Entreprenariat. Dat ass gutt. Dat ass néideg.

Et ass néideg, datt jonk Leit sech selbstänneg maachen. Mir zéie jo bekanntlech als Land extreem vill Entreprisen an och Startuppen aus der ganzer Welt un, well eis Kaderbedéngungen einfach héich interessant sinn. An et wier wënschenswäert, wann och déi jonk Residenten nach méi op de Wee vun der Selbstännegkeet géife goen.

A finalement komme jo dann och nach déi zwee nei BTSen derbäi: een Assistant juridique, ee Gestionnaire financier. Mat dësem Projet kënnt et also zu enger méi staarker diversifiéierter ëffentlecher Schouloffer.

Dat ass ganz am Sënn vun der LSAP. Dofir ginn ech och an hirem Numm hei den Accord zu dësem Projet de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen et all: Finanzen, Entrepreneuriat an Administratioun, BTS, Gestionnaire financier an Assistant juridique, dat si schoulesch Parcoursen, déi vun der Privatschoul Grandjean an den ECG transferéiert ginn an déi ganz wichteg Formatiounen duerstellen. Se sinn zukunftsgeriicht. Se gi benéidegt a si ganz sécher fir eisen ekonomesche Setting am Land héchst relevant.

D'École Grandjean existéiert säit iwwer 50 Joer an huet sech de Sujete vun den STMG, de Sciences et technologies du management et de la gestion, am franséische Schoulsystem ugeholl a bilt doran aus. Leider ginn hir raimlech Méiglechkeeten hinne Limitte vir, soudass déi besote Curriculume vum ECG iwwerholl ginn.

En änlechen, wann och méi vaste Curriculum couvréiert den ECG säit ville Joren, a mat vill Succès. Oft ass en d'Referenz, wat Ausbildunge mat Fokus op Finanzen, Gestioun an Administratioun ugeet, an domat natierlech beschtens outilléiert, fir déi besote Parcoursen unzebidden an ze begleeden.

Den Här Rapporter, deem ech villmools Merci wëll soen, huet schonn am Detail erkläert, dass d'Personal, dat déi Filièren an der Privatschoul enseignéiert huet, vum ECG iwwerholl gëtt an am franséische Regimm am Lycée enseignéiere wäert.

Mir wëssen all heibannen a mir hunn et och eréischt d'lescht Woch hei debattéiert, dass mer et mat enger Penurie u Léier- a Betreiungspersonal ze dinn hunn. An deem Geescht ass d'Iwwerhuele vun den Enseignanten eng gutt Saach a richteg esou.

Här President, ech ginn heimadder ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Bernard. Da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Jo, ech muss ufänken ... Den ECG ass sécherlech eng Schoul, déi bekannt fir e gudden Niveau ass. An ech mengen, et si jo och eng ganz Partie Leit heibannen, déi am ECG waren. Elo iwwerhëlt den ECG eng frankofon Privatschoul, wou d'Schüler en auslänneschen Diplom kréien a wou ech direkt emol kann einfach d'Fro stellen: Ass dat d'Aufgab vun enger ëffentlecher lëtzebuergescher Schoul?

Ech wëll dann op dat agoen, wat elo grad gesot ginn ass vun der Madamm Closener. Dat huet mech immens gewonnert, well et am Fong den absolutte Contraire ass, wat eng sozialistesch Partei wärend Joerzéngte fir de Schoulsystem gefuerdert huet: eng staark ëffentlech Schoul, dat heescht, e gemeinsame Schoulsystem, wou d'Kanner draginn. An dat heescht net dat heiten! Nämlech dat, wat hei geschitt, dat ass dat, wat d'Gewerkschaften, den SEW och, richteg genannt hunn: dat ass „d'Privatiséierung vun der Schoul zu Lëtzebuerg", dass mer eng auslännesch Schoul, déi auslännesch Diplomer gëtt, eng Privatschoul, eranhuele mat hiren eegene Proffen, wou d'Kanner, d'Schüler dann net méi an den normale System ginn. Si hunn et esou genannt.

Et stelle sech och nach eng Partie aner Problemer. Et ass gesot ginn „gutt ausgebilten Enseignanten". Bon, ech sinn d'accord: Et sinn der just aacht. Mir ginn deene Leit eng Perspektiv, mee wat heescht „gutt ausgebilt"? Ech soen ëmmer: Wann en Enseignant manner Sproochekenntnisser huet wéi e Kand, wat op enger Sixième am lëtzebuergesche Schoulsystem ass, dann ass en net gutt ausgebilt hei zu Lëtzebuerg. Mir sollen derfir suergen, dass déi Leit, déi zu Lëtzebuerg Schoul halen, alleguer d'Amtssproochen op engem ganz héijen Niveau maîtriséieren. An dat ass hei net de Fall.

Elo kann een nach soen: „Ok, et ass jo sporadesch, mir mussen déi elo ophuelen, mir mussen eng Perspektiv bidden, soss sinn déi verluer." Mee hei gëtt natierlech elo erëm eng weider Filière gebilt, och nach frankofon, dat heescht, wou d'Schüler manner Sproochen hunn. Et ass erëm eng Zersplitterung vun eisem Schoulsystem. An dat ass eppes, wat eiser Gesellschaft net zeguttkënnt a wat och de Kanner spéiderhin net zeguttkënnt.

An dann nach eng Ongerechtegkeet, déi besteet, well de System hei dach awer par rapport zum traditionelle lëtzebuergesche System ongerecht ass, well e méi einfach ass: Déi Schüler hei maachen e Joer manner. Si musse manner Punkten hunn, fir do eropzekommen. Do gëtt et jo Ufuerderungen, déi ee muss dann hunn op Cinquième, fir op eng Quatrième ze kommen an deem dote System. Déi si manner héich. A si musse manner gutt an de Sprooche sinn.

Dat ass eng Ongerechtegkeet. An dorops komme mer de Mëtten nach zréck, wa mer iwwert déi international Schoule schwätzen. Et ass den Nivellement vers le bas. An hei geet den Niveau och erëm eng Kéier erof.

Dofir stëmme mir natierlech hei dergéint.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Keup. Da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

(Interruption par Mme Francine Closener)

Fir d'éischt wëllt d'Madamm Closener Iech awer nach eng Fro stellen.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Jo, wéinst Fait personnel. Här Keup, ech wollt lech just soen, datt d'LSAP nach ëmmer fir d'ëffentlech Schoul agetrueden ass an och weiderhi fir d'ëffentlech Schoul antrëtt an datt hei jo just de Contraire geschitt. Hei geschitt jo grad keng Privatiséierung, well déi Kanner, déi bis elo am Grandjean 3.500 Euro hu musse bezuelen, dat elo net méi musse maachen an et en plus accessibel ass fir jiddereen.

Dofir, ech mengen, mir hunn e bëssen eng aner Vue vun deem Projet de loi.

(Interruptions diverses)

M. Fred Keup *(ADR).*- Nee, nee. Ech mengen, dass Är Kolleege vum SEW do ganz Recht hunn. D'Fro ass jo déi heiten: Firwat ginn déi Kanner, déi am Grandjean sinn, dann net an déi normal ëffentlech Schoul wéi déi aner och?! Dat ass d'Fro, déi ee muss stellen.

An ech mengen, dass, wann een als LSAP systematesch wärend Joerzéngte géint d'Privatschoule war an hei ... Ok, hei gëtt keng Privatschoul ofgeschaaft. Si gëtt einfach institutionaliséiert! Se gëtt eriwwergeholl.

(Interruption)

Et muss een näischt méi bezuelen, mee et ass awer e Système à part! Et ass Zersplitterung!

Une voix.- Verstaatlecht gëtt se!

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Se gëtt verstaatlecht. Et ass just deen anere Wee, Här Keup. Just deen anere Wee!

M. Fred Keup *(ADR).*- Nee, et ass d'Privatiséierung, déi erakënnt an de Lëtzebuerger Schoulsystem!

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Wat hätt Dir da mat de Kanner ...

Une voix.- Verstaatlechung ass et!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, et gëtt Zäit, datt et elo un der Madamm Myriam Cecchetti ass.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass, wann een de Projet de loi net versteet.

M. Sven Clement *(Piraten).*- E war halt op Franséisch.

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Très bien! Et ass net ze gleewen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Cecchetti, et ass un lech.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Et muss een nach desinfizéieren.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Marc, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Hien (ndlr: Den Här Keup) war nach eng Kéier zréckkomm.

(Désinfection du pupitre)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Wann déi aner Leit et musse maachen, da musse mir eis och drun halen. Entschëllegt, mee da musse mer eis drun halen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Selbstverständlech. Do, wou Der Recht hutt, hutt Der Recht.

Une voix.- Jo, jo.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, haut stëmme mir iwwer e Schoulprojet of, deen alt nees eis Lëtzebuerger Schoullandschaft e bësselchen zerstéckelt. Nees erfanne mir hei Hyperspezialisatioune, déi geziilt just op ee Marché, nämlech dee vun der Finanzplaz, deem mir, dat ass jo kee Geheimnis, ganz kritesch géigeniwwerstinn, zilen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics schreift dëst iwwregens och an hirem Avis. Derbäi kënnt dann och nach d'Opdeelung vun dësen neie Sektiounen an zwee verschidde Parcoursen. D'Sektioun „Finances" gëtt et nëmmen am Kader vum Enseignement secondaire général an d'Sektioun „Entrepreneuriat et administration" gëtt just am Classique ugebueden.

Mir froen eis, wat do den Ënnerscheed ass, ob dat eent zu méi féiert wéi dat anert, a firwat dann net envisagéiert ginn ass, Passerellen ze erméiglechen. Déi Fragmentatioun vun der schoulescher Offer ass an eisen Aen zimmlech problematesch, well se vun Ufank un Inegalitéite schaaft, déi sech dann och an der Aarbechtswelt erëmspigelen. Mee wie wonnert et?

Hei gëtt d'Schoul genee deene Reegelen ënnerstallt, déi och um Marché gëllen: Konkurrenz, Kompetitivitéit a Segmentéierung. Mir hätte léiwer, déi schoulesch Orientéierung géif méi spéit an déi professionell a spezifesch Parcoursen iwwergoen, nämlech dann, wann d'Schüler vun allem e bësse matkritt hunn a sech kéinte fräi no hire Krittären dohinner orientéieren, wou si wéilten.

Den Tronc commun vum Fondamental bis an déi éischt Jore vu Secondaire géif dat alles besser erméiglechen, an dat, ouni datt deen ee Parcours iwwert deem anere géif stoen an dowéinst dann net déi selwecht Chancen op eng gutt Ausbildung an Aarbecht kënne gebuede ginn.

Här President, nieft dësem Punkt gëllt et dann awer och, den organisatoresche Volet ze analyséieren. Hei schafe mir an engem Schoulgebai eng Hellewull Sektiounen, Ordre-scolairen an divers Karriären, wat d'Enseignanten ugeet. Nees brauche mir ganz spezifesch ausgebiltent Personal, wou mir jo schonn eng Penurie hunn an net wëssen, wou mer se hierkréie solle respektiv si sech emol net kënnen adequat weiderformëieren, well d'Zäit immens knapp ass.

Bei all deem, soll dann och nach d'Privatschoul Grandjean integréiert ginn, wat mir allerdéngs begréissen. Dës Enseignanten hunn e ganz anere Statut a sollen awer elo, wat mir och ganz staark begréissen, deenen nämmlechte Konditiounen ënnerstoe wéi hir Aarbechtskolleeg/innen.

Dowéinst hunn awer missen Derogatioune geschafe ginn, well hir Sproochekenntnisser net deenen entspriechen, déi an enger ëffentlecher lëtzebuergescher Schoul gëllen. Si kommen nämlech aus engem Enseignement francophone, wou d'Diplomer och ganz kloer deem franséische Modell ënnerstinn.

Här President, fir eis sinn dëst zwee Voleten, déi solle votéiert ginn, déi u sech net vill mateneen ze dinn hunn:

Dat eent ass d'Integratioun vum Personal vun der École Grandjean an de Lëtzebuerger Regimm vun der Fonction publique an d'Integratioun vun der École Grandjean mat hirem Programm an hire Schüler a Gebailechkeete vum ECG. Also de Privé gëtt an de Public integréiert, wat ze begréissen ass. Mir hu mat deene Konditioune vum Gesetz iwwerhaapt kee Problem.

Dat anert awer concernéiert d'Diversifizéierung vun der Schouloffer, nom Prinzip vun der Autonomie vun de Lycéeën. An hei si mir skeptesch a virsiichteg. Well net all x-belibeg Sektioun mécht Sënn, am Hibléck op déi zukünfteg gesellschaftlech Erausfuerderungen. Déi vill Spezialisatiounen, de Saucissonnage vum Schoulwiesen entsprécht net enger Visioun vun engem moderne Bildungssystem, wou e méi transversaalt, vernetztend Denke soll geléiert ginn, wou de Fuerschergeescht soll gefërdert ginn, wou d'Hypotheesenopstelle soll geléiert ginn, wou Problemléise soll am Mëttelpunkt stoen, wou eng gewësse Kreativitéit gefrot a gefuerdert ass.

Gläichzäiteg muss een awer och bemierken, datt Schüler mat ganz spezifeschen Ausbildungen oft manner Chance op eng Aarbechtsplaz hu wéi e sougenannten „Allrounder". Dofir wollte mir eis bei dësem Projet enthalen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och mir Piraten wäerten dëse Projet, deen d'Integratioun vun neie Sektiounen am ECG virgesäit, matstëmmen.

Ech hat am Ufank vun der Legislatur net geduecht, datt ech eemol erliewen dierft, datt grad e liberalen Educationsminister eppes verstaatleche géif. Ze grouss war dach d'Kritik an der Vergaangenheet ëmmer, e géif alles privatiséieren! An elo stinn ech hei an ech kann de Feu vert ginn, fir eng Schoul ze verstaatlechen. Heiansdo spillt d'Liewen dann awer komesch Spillercher mat eis. Dat erkläert dann och vläicht, firwat mindestens ee Kolleeg heibannen den Ënnerscheed zwëschent der Verstaatlechung an der Privatiséierung net verstanen huet.

Et ass wichteg, de Schülerinnen a Schüler aus dem Lycée Grandjean eng Méiglechkeet ze ginn, hire

schoulesche Parcours fäerdeg ze maachen. A mir freeën eis och, datt d'Personal aus dem ale Lycée am ECG wäert iwwerholl ginn. Den ECG bitt elo schonns ganz villfälteg Formatiounen un an elo wäerten eeben nach e puer nei Sektiounen an Diplomer derbäikommen. Dorënner och eng Formatioun, déi zu engem auslänneschen Diplom féiert.

Generell ass et ze begréissen, wa Schülerinnen a Schüler verschiddenst Formatiounen ugebuede kréien, fir jidderengem eng Ausbildung ubidden ze kënnen, déi bei seng Interessen a bei seng Kompetenze passt. Trotzdeem muss d'Politik awer och oppassen, de Jonken net duerch eng fréizäiteg Spezialiséierung schonn ze fréi d'Méiglechkeeten ze huelen, wat eng eventuell Ëmorientéierung als jonken Erwuessenen nach eng Kéier ugeet.

Lëtzebuerg bitt schonn um Niveau vum Secondaire ganz vill Spezialiséierungen un, wat am Ausland esou net ëmmer de Fall ass. Dat kann nämlech dann derzou féieren, datt eis Schülerinnen a Schüler, wa se an deem Beräich, an deem se sech spezialiséiert hunn, e Studium uginn, am éischte Joer séier mierken, datt si a puncto Grondwësse par rapport zu hire Matschülerinnen a -schüler aus anere Länner oder vun anere Sektiounen eng exzellent Basis hunn.

Ech selwer erënnere mech drun, wéi meng däitsch Kolleeginnen a Kolleegen op der Uni an der Mathe für BWLer geschweesst hunn, well se grondleeënd Konzepter nach net gesinn haten, déi hei zu Lëtzebuerg awer op enger ganzer Rëtsch Sektiounen am Lycée enseignéiert goufen. Do war de Problem dann éischter deen, fir vum franséischen Term op déi däitsch Terminologie ze kommen. Ech erënnere mech nach ëmmer, wéi ech déi éischt Stonn do souz an de Proff vun „Ableitunge" geschwat huet an ech hunn nëmme Bahnhof oder Gare verstanen, well mir dat nun emol als „Dérivée" an net als „Ableitung" kannt hunn. Dat sinn déi Problemer, do kënnt ee séier driwwer ewech, an dann huet een eng exzellent Basis.

Ze mengen also, datt de lëtzebuergesche Schoulsystem net exzellent preparéiere kann, dat gräift ze kuerz. Se mussen awer natierlech heiansdo - an dat grad, wa se sech ze fréi spezialiséiert hunn - an engem neie Fach vill opschaffen, soudatt se déi Spezialiséierung heiansdo och erëm verléieren. Se mussen eppes opschaffen, well hinne Grondwëssen an anere Beräicher feelt.

Dofir ass et wichteg, datt mer déi Jonk vun Ufank un iwwer hir Optiounen, awer och d'Konsequenze vun hire Choixen informéieren, fir esou sécherzestellen, datt wierklech just déi Jugendlech sech fréi spezialiséieren, déi och fréi erkannt hunn, wat hir Passioun ass. Fir déi aner musse mer och weiderhin nach méi allgemeng Sektiounen ubidden, déi et erlaben, sech eréischt nom Secondaire wierklech ze spezialiséieren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten a wënschen de Schülerinnen a Schüler aus dem ECG an dem ale Lycée Grandjean elo emol eng schéi Vakanz an dann eng erfollegräich Rentrée 2021/2022 an engem neie Kader. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll virun allem dem Rapporter Merci soen, dem Claude Lamberty, awer och all deenen aneren, déi hei intervenéiert sinn.

Mat dësem Gesetzesprojet wäert d'Bandbreet vun de Formatiounen, déi den ECG ubitt, nach eng Kéier verbreedert ginn, eng Schoul, déi jo traditiounsgeméiss ganz staark ausbilt fir den ekonomesche Secteur, awer och fir Administratiounen - muss ee wëssen -, fir eis Finanzplaz, an dat op ganz ënnerschiddlechen Niveauen, wéi d'Première aus dem Enseignement secondaire général, an Zukunft och aus dem Enseignement secondaire classique, an och BTSe si wuel bekannt. An elo kënnt dann och nach e franséischen Diplom derbäi: den STMG.

Gläichzäiteg ass et awer hei esou, datt mer déi Integratioun vun der École Privée Grandjean virhuelen, wat sécherlech nach eng Kéier eng Stäerkung vun der ëffentlecher Schoul ass - eng ëffentlech Schoul, déi breet opgestallt ass, déi vill ënnerschiddlech Formatioune bitt, déi eigentlech Formatioune bitt fir jiddereen hei am Land, datt een eng fair Chance huet, och e gudden Diplom kënnen ze maachen. Dat ass den Optrag vun der ëffentlecher Schoul. Mat dësem Gesetzesprojet hëlt se deen och nach eng Kéier méi staark wouer.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7565. Den Text steet am Document parlementaire 7565[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7565 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 54 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Pim Knaff), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7834 - Projet de loi du *** portant dérogation à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7834 iwwert d'Léierpersonal am Enseignement fondamental. Mam Accord vun der zoustänneger Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. De Rapporter vun dësem Projet de loi, den Här Gilles Baum, steet scho prett, fir säi Rapport ze maachen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass och e Projet, dee mer d'lescht Joer schonn haten. Et geet drëm, dass déi nei Schoulmeeschteren an déi nei Léierinnen, déi nom Examen-concours, dee se musse maachen, a sech och do klasséieren, an e Stage zougelooss ginn am Fondamental.

Fir an dee Stage zougelooss ze ginn, muss een dräi Certificate weisen. Dat Éischt ass, dass een en Éischt-Hëllef-Cours gemaach huet. Dat Zweet ass, dass een de Schwammbrevet gemaach huet. An deen drëtte Certificat ass, dass een 80 Stonnen ausserhalb vun der Formatioun vum Schoulmeeschter mat Kanner geschafft huet.

Duerch d'Pandemie waren eis Schwämme laang zou an och d'Formatiounszentere waren zou, soudass et schwéier war fir déi jonk Dammen an déi nei Schoulmeeschteren, effektiv dann de Rettungsschwëmmer- an den Éischt-Hëllef-Cours ze maachen. Dofir gëtt proposéiert, dass se dat kéinte maache bis un d'Enn vun hirem Stage.

Dat heescht, dat éischt Joer, wou se an der Schoul sinn, hu se d'Geleeënheet, fir den Éischt-Hëllef-Cours an och de Brevet fir de Schwëmmer ze maachen. Dat war d'lescht Joer och schonn esou an et gëtt och dëst Joer an dësem Projet proposéiert, fir dat weiderzeféieren. Et versteet sech vum selwen, dass se natierlech dann, wa se de Schwammbrevet net hunn, och net kënne mat hirer Klass schwamme goen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7834. Den Text steet am Document parlementaire 7834[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7834 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Pim Knaff), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7800 - Projet de loi du *** portant création d'un lycée à Mersch et modification :

1° de la loi modifiée du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster ;

2° de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux ;

3° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;

4° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

5° de la loi du 13 juillet 2018 portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains ;

6° de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

Mir kommen elo zum Projet de loi 7800 iwwert d'Kreatioun vun engem neie Lycée an der Mierscher Gemeng. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ënnert dem Slogan „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler" huet den Educatiounsministère an deene leschte Jore grouss Efforte gemaach, fir d'Offer vum Lëtzebuerger Schoulsystem breetgefächert ze diversifiéieren.

Fir eise Kanner a Jugendlechen déi beschtméiglech Zukunftschancen ze bidden, musse mir eise Schoulsystem och ëmmer erëm ganz geziilt un d'Besoinen upassen. Mir brauchen dofir eng breet gefächert Offer u Schoulprogrammer, wou all eenzelne Schüler seng Plaz fënnt, seng Talenter kann ënner Beweis stellen an natierlech och déi Talenter kann ausbauen.

Haut läit den Accent jo op der Kreatioun vun enger ëffentlecher Europaschoul am Raum ... oder, fir ganz konkreet ze sinn, zu Miersch. Wou kënnt déi Demande hier?

Säit dem Ufank vum neie Joerdausend ass d'Unzuel vun auslännesche Residenten zu Lëtzebuerg exponentiell an d'Luucht gaangen. Dës Entwécklung ass virun allem op d'Néierloossung vu groussen auslännesche Firmen, Banken, Investmentfirmen, internationalen Institutiounen an esou weider zréckzeféieren. An deem Kontext huet sech natierlech och d'Schoulpopulatioun zu Lëtzebuerg verännert an ass mat neien Erausfuerderungen, déi dës Internationaliséierung mat sech bréngt, konfrontéiert.

Deelweis gëtt dës schoulesch Erausfuerderung fir d'Kanner geléist duerch d'Aschoulung an eng international Schoul. „Firwat?", kann een elo froen. Den Ënnerscheed tëscht der Mammesprooch vun de Schüler an der Sprooch, déi am Unterrecht benotzt gëtt, ass nämlech eng vun den Haaptursaachen, firwat d'Kanner vill oder eeben och manner Léierschwieregkeeten hunn, respektiv wéi liicht si sech dinn an hirem ganze Schoulparcours.

Et geet also drëm, d'Startchancen an d'Zukunftsperspektive vun de Kanner als Grondlag vun den Iwwerleeungen ze gesinn. Mir profitéieren als Land enorm vum Knowhow vun de Leit, déi quasi vun de fënnef Kontinenter op Lëtzebuerg schaffe kommen, an dat a ganz ënnerschiddleche Beräicher.

Mir wëssen awer och, dass mir besonnesch um Sproochenniveau déi Kanner viru grouss Erausfuerderunge stellen a mussen duerfir Léisunge sichen, fir dass déi Kanner net dru scheiteren, dass si sech an där enger oder anerer Sprooch schwéier, jo ganz schwéier dinn an duerfir manner gutt Zukunftschancen hunn.

Et ass duerfir och net erstaunlech, dass d'Demande vun Elteren no Plaze fir hir Kanner an enger internationaler Schoul ëmmer méi grouss gëtt. Bis viru Kuerzem goufen déi international Schoulprogrammer allerdéngs just a private Lycéeën ugebueden, déi sech an éischter Linn u Kanner riichten, déi nëmme fir eng ganz kuerz Zäit zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn.

Opgrond vun Aschreiwungskäschten an och de Selektiounskrittäre sinn dës Privatschoulen net fir all Mënsch accessibel. Fir de Besoine vun eiser ëmmer méi heterogeener Schoulpopulatioun gerecht ze ginn, huet den Educatiounsministère am Joer 2016 dunn déi éischt ëffentlech Europaschoul - an dat zu Déifferdeng - gegrënnt. An dat, dat kann een haut soen, mat groussem Erfolleg a mat nach méi grousser Nofro.

2018 hunn du schonn dräi weider ëffentlech international Schoulen hir Dieren opgemaach: Dat war d'École internationale zu Klierf, d'École internationale zu Munneref an de Lënster Lycée International School, eeben halt zu Jonglënster.

D'Zil vun den internationale Lycéeën ass et also, eng weider Offer fir d'Schüler am Land unzebidden, fir hinnen esou besser Chancen op e gudde Schoulofschloss ze erméiglechen a soumat hir berufflech Zukunft och kënnen ze sécheren.

Här President, dëse Projet de loi proposéiert, eng fënneft ëffentlech Europaschoul zu Lëtzebuerg ze implementéieren. An deem Kader soll en neie Lycée zu Miersch gebaut ginn, deen nom Modell vun enger Ganzdagsschoul fonctionéiert an deen den Numm „École internationale Mersch Anne Beffort" wäert droen. Dëse Lycée wäert, genee wéi all aner ëffentlech Schoul, vun der Éducation nationale ënnert dem Regimm vum modifizéierte Gesetz vum 25. Juni 2004 falen.

Dat Speziellt un dësem Lycée ass allerdéngs, dass nieft den traditionelle Schoulprogrammer och Sektioune vum internationalen Enseignement wäerten ugebuede ginn. Dëse Projet de loi gesäit nämlech vir, eng ëffentlech Europaschoul an d'Gebai vum neie Lycée ze integréieren.

Wéinst senger zentraler Lag a sengen demographesche Charakteristike gouf d'Gemeng Miersch als ideale Standuert fir déi nei Schoul zréckbehalen.

D'École internationale Mersch Anne Beffort wäert nom System vun den agreéierten Europaschoule fonctionéieren. Konkreet heescht dat, dass d'Schoul souwuel déi national wéi och déi europäesch Virschrëfte respektéiere muss.

Wärend d'Administratioun, d'Finanzéierung an d'Personal ënnert d'Responsabilitéit vum Educatiounsministère falen, ginn d'Programmer, d'Horairen an d'Diplomer vun der europäescher Konventioun iwwert d'Europaschoule regléiert. Et ass allerdéngs wichteg ze erwänen, dass d'Schoul gewësse Fräiheeten huet, fir den Inhalt vun hire Programmer kënnen ze gestalten. E besonnesche Fokus soll och op d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch geluecht ginn.

Aus dësem Projet de loi geet ervir, dass d'Schüler vun der Grondschoul a vum Secondaire obligatoresch lëtzebuergesch Coursen ugebuede kréien. Hei dernieft sollen och Léierunitéiten iwwert d'Lëtzebuerger Geschicht, Geografie, Kultur a Literatur ugebuede ginn, fir d'Integratioun vun den auslännesche Schüler an d'Lëtzebuerger Gesellschaft ze förderen an ze vereinfachen.

D'Offer vun der neier Europaschoul riicht sech allerdéngs net just un auslännesch Schüler, mee och u jonk Lëtzebuerger, déi un enger internationaler Ausbildung interesséiert sinn. D'Schoul ass op fir jiddereen a bitt dräi verschidde Sproochesektiounen un. An enger éischter Phas wäerte fir d'Rentrée 2021/2022 zwou franséisch Klassen, zwou däitsch Klassen an eng englesch Klass am Secondaire, fënnef Preparatiounsklassen an eng Classe d'accueil ugebuede ginn. Ab der Rentrée 2022/2023 sollen dann och nach Klassen am Fondamental derbäikommen.

Wéi ech virdru scho kuerz erwäänt hat, wäert de Mierscher Lycée eng Aart Ganzdaagsschoul sinn. Zu deem Zweck sollen eng Partie flott Aktivitéiten ugebuede ginn, wéi zum Beispill am Sport oder an der Musek. D'Schoul huet och Hausaufgabenhëllef a Cours-d'appuien am Angebot a vu moies siwe bis owes siwen ass eng Prise en charge fir d'Schüler assuréiert. D'Participatioun bei dësen ausserschouleschen Aktivitéiten ass allerdéngs op fräiwëlleger Basis. Och en Internat ass am Gesetzestext virgesinn.

Fir ze garantéieren, dass een an Zukunft genuch Enseignantë fënnt, déi déi néideg Sproochekompetenze matbréngen, soll d'Europaschoul op sougenannten „native speakers" kënnen zréckgräifen.

An deem Kader hat dëse Projet de loi a senger éischter Versioun eng speziell Dispositioun virgesinn, déi beim Staatsrot allerdéngs fir hefteg Kritik gesuergt hat: D'Formuléierung vun dëser Dispositioun géif zu Ongerechtegkeete féieren a géint de Prinzip vun der Égalité devant la loi verstoussen, sou de Staatsrot an engem éischten Avis. Nodeems déi betraffen Artikelen amendéiert goufen, konnt de Staatsrot awer säin Ok ginn.

Och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hat sech mat den Native speakers auserneegesat a wollt net, dass et zu Ongerechtegkeete géif kommen. Insgesamt ass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics awer favorabel fir dës nei Europaschoul, déi geografesch zu Miersch richteg gutt hei am Land läit, a se begréisst et och ausdrécklech, dass Lëtzebuergesch Coursen obligatoresch ugebuede ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, am Numm vun der Demokratescher Partei begréissen ech d'Kreatioun vum neien internationale Lycée zu Miersch. Dëse Projet erlaabt eis, d'Offer vum Lëtzebuerger Schoulsystem weider ze diversifiéieren a soumat dem Besoin vun eiser heterogeener Schoulpopulatioun gerecht ze ginn. De Succès vun den éffentlechen Europaschoulen hei am Land ass 2016 ugaangen. Haut, gutt fënnef Joer méi spéit, si mer bei der fënnefter Schoul ukomm an ech mengen, dass den Erfolleg an d'Demande fir sech schwätzen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun a soen lech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Claude Lamberty villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als CSV begréisse mir, dass Miersch en eegestännege Lycée kritt. Miersch ass eng Uertschaft - mëttlerweil 10.000 Awunner -, déi am Zentrum vun eisem Land läit an déi exzellent verkéierstechnesch ugebonnen ass. Mir hunn eng Gare do. Si läit, wéi gesot, an der Mëtt vum Mierscher Kanton, an der Mëtt vum Land. Et sinn zéng Gemengen. Duerfir begréisse mir, dass Miersch, wéi gesot, de Lycée kritt.

Une voix.- Très bien!

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Mir hunn awer och gekuckt - dëse Lycée ass jo net nëmmen en normale Lycée, mee do soll och eng international Schoul mat drakommen -, mir hunn du mol gekuckt, wéi vill Kanner aktuell an der Europaschoul ageschriwwe sinn, déi am Mierscher Kanton wunnen. Dunn hu mer als Äntwert op eng Question parlementaire, déi d'Madamm Hansen an ech selwer gestallt hunn, d'Äntwert kritt, dass am Ganzen 69 Kanner, déi de Moment am Mierscher Kanton wunnen, an internationale Schoulen ageschriwwe sinn. Déi meescht dovunner natierlech zu Jonglënster am Lycée, well deen eeben och immens no läit, et sinn awer och verschiddener, déi souguer den Zuch huelen, fir bis op Klierf ze fueren an do am internationale Lycée ageschriwwe sinn.

Wa mer awer dann emol e bësse méi wäit kucken, wéi déi Nationalitéiten an den internationale Schoulen, déi mer hei am Land hunn, sech zesummesetzen, da stelle mer fest, dass de Moment an deene véier Schoule ronn 2.500 Schüler ageschriwwe sinn, dovunner si 700 Lëtzebuerger Kanner, 450 Kanner mat enger franséischer Nationalitéit, 350 Kanner mat enger portugisescher Nationalitéit, an da sinn déi aner Nationalitéiten och gutt vertrueden, mee net méi esou signifikativ wéi déi éischt dräi Nationalitéiten, déi ech elo grad genannt hunn.

Do stelle mir eis als Partei natierlech d'Fro, wa mer kucken: 700 Kanner mat Lëtzebuerger Nationalitéit an internationale Schoulen, ob een net eng Kéier misst eng Evaluatioun souwuel vun den internationale Schoule wéi vun engem Lëtzebuerger Schoulsystem maachen. Well mir fannen et awer komesch, dass esou vill Lëtzebuerger Kanner de Wee sichen, fir an eng Europaschoul ze goe respektiv an aner international Schoulen, déi mer hei am Land hunn. Well mir hunn nämlech einfach d'Gefill, dass vill Lëtzebuerger Kanner sech am Lëtzebuerger Schoulsystem ofgehaange fillen an dass se duerfir einfach an aner Schoule ginn, well se sech do méi wuel fille mam System, deen do ugebuede gëtt.

Här Minister, mir hunn haut wëssentlech keng Motioun matbruecht, fir eng Evaluatioun souwuel vun den Europaschoule wéi vum Lëtzebuerger System ze froen, well mer souwisou d'Resultat vum Vott kennen. An ech mengen, mir kënnen eis alleguerten déi Zäit spueren. Mee mir wieren awer frou, wann Der dat géift fräiwëlleg maachen. Ech mengen, Dir hutt elo ee Joer Zäit, fir dat doten unzegoen, oder méi laang, ier déi nächst Europaschoul kéim - well et gëtt scho gemunkelt, dass eng nei an der Ausaarbechtung wier. Duerfir wiere mer frou, wa mer déi géife kréien, dass da gläichzäiteg och eng Evaluatioun, déi vum jëtzege Schoulsystem par rapport zu den Europaschoulen, géif virleien. Voilà!

Ofschléissend ginn ech heimadder den Accord vun der CSV. Ech soen dem Rapporter Claude Lamberty villmools Merci fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport an ech wënschen dann ofschléissend de Schüler, den Enseignanten an der Direktioun vum neie Mierscher Lycée bonne Chance an hirem neie Gebai a virdrun awer hoffentlech nach eng schéi Vakanz, an där se sech e bëssen erhuele kënnen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Diane Adehm. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Educatiounspolitik, den Challenge, fir d'Bildungsschéier nees méi zesummen ze kréien, den Defi, duerch d'Schoul d'Kanner wierklech op d'Zukunft virzebereeden, den Dram, datt d'Schoul nees déi Plaz vun den Opstigméiglechkeeten ass, nees de soziale Lift fir jidderee gëtt - all dat huet mech derzou beweegt, mech iwwerhaapt an der Politik an eebe grad an der LSAP ze engagéieren. An an der LSAP-Fraktioun hu mer iwwert déi lescht Méint ganz vill Acteure gesinn. Mir hunn den Terrain consultéiert an och an engem Aarbechtsgrupp Positiounen zur Educatioun diskutéiert an ausgeschafft.

A wärend ech all déi Iddien, Proposen, Iwwerzeegunge sortéiert hunn, hunn ech emol probéiert, déi ideal Schoul op en eidelt Blat ze zeechnen, an zwar a Form vun enger Leeder. Ganz uewen op der Leeder steet als grousst Zil d'Chancëgerechtegkeet an der Schoul an duerch d'Schoul. D'Schoul muss erëm déi Plaz ginn, wou all Kanner, onofhängeg vun hiren Originnen, déi selwecht Chance op e gudden Ofschloss kréien, en Ofschloss, dee se fir unzefänken emol zefridde mécht an op d'Liewe virbereet, sief et e Classique-, Général- oder en Handwierksdiplom.

D'Fro ass déi, mat wéi enge Mëttelen een dann elo déi Leeder do eropkënnt. Déi richteg Sprëss gi gebraucht. Déi ënnescht a wichtegst Sprass ass dobäi eng ëffentlech, gratis, Schoul fir alleguerten d'Kanner, egal aus wéi engem Elterenhaus se kommen oder wéi e Background se hunn. Eng aner ganz wichteg Sprass, déi een hei zu Lëtzebuerg muss packen, ass natierlech déi vun de Sproochen. D'Sprooch dierf keen Ausschlosskrittär méi sinn, mee muss Chancen an Dieren opmaachen.

An enger ëmmer méi heterogeener Gesellschaft, déi Lëtzebuerg esou eenzegaarteg mécht, muss d'Schoul, a virun allem de Sproochenunterrecht, ganz kloer op d'Schüler agoen. Et muss den Ënnerscheed gemaach ginn tëscht Mammesprooch a Friemsprooch. E Kand, wat doheem nëmme Franséisch schwätzt, fir net méi wäit sichen ze goen, kann natierlech net mat deem selwechte Rucksak an den Däitschunterrecht goe wéi beispillsweis e Lëtzebuerger oder eeben en däitscht Kand. Zwee Drëttel vun de Kanner, déi haut ageschoult ginn, schwätzen doheem kee Lëtzebuergesch méi. Dat muss een ëmmer erëm widderhuelen; dat kann een net dacks genuch betounen.

Ënnerschiddlech Usätz fir ënnerschiddlech Schüler a Sproochenhannergrënn sinn hei absolutt néideg, an net ze vergiessen, mat dem Lëtzebuergeschen als soziale Kitt.

Als nächst Sprass gëllt et dann, déi richteg Mixité sociale zesummenzestellen. Ass et wierklech richteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kanner am Alter vun zwielef Joer schonn ze siften? Kolleege vu mir plënneren elo an Dänemark. Do bleiwen d'Kanner alleguerten zesumme bis d'néngt Klass, also bis bei eis d'Cinquième. Den Tronc commun gëtt et a ville Länner an e geet bei ville Länner och méi wäit wéi bei eis.

D'Kanner si mat zwielef Joer oft nach net ganz zeideg. An dee positiven Afloss vun ënnerschiddleche Kulturen ass jo wierklech näischt Neits, dat wësse mer scho laang. Eis Idealvirstellung ass eng Schoul, wou eebe Kanner aus alle Milieue mat allméiglechen Hannergrënn zesummekommen, zesumme léieren, zesumme grouss ginn. Dee sougenannten Tronc commun, deen eebe bei eis just bis d'sechst Schouljoer, dat aalt sechst Schouljoer, de 4.2 geet, dee gesinn ech als eppes, wat ee kéint ausbauen.

Eng weider Sprass fir d'Entwécklung vun de Kanner a fir d'Erreeche vu sozialem Zesummenhalt, Chancëgerechtegkeet nieft der Schoul u sech ass déi vu Kultur a Sport an der Schoul, awer dernieft och an de Veräiner.

Mir hu viru Kuerzem hei vum Sport als Inklusiounsfacteur geschwat. Dat musse mer weider förderen an och hëllefen, datt d'Kanner zum Beispill vun de Maisons relais an déi verschidde Veräiner kënne bruecht ginn.

Eng lescht a ganz wichteg Sprass - an Dir kennt mech -, dat ass déi vun der qualifizéierter Nohëllef, déi een am Kader vun der Schoul gratis kritt. Kanner a Jugendlecher, déi Problemer hunn, musse professionell ënnerstëtzt ginn, gehollef kréien, fir déi Leeder ze packen. D'Zil vun der Schoul dierf et net sinn, déi Schwächst vun der Bildungsleeder erofzegeheien, se duerchfalen ze loossen an eng Orientation par l'échec ze maachen, mee hinnen déi Outilen an d'Hand ze ginn, datt se d'Leeder och bis uewenhi packe bis zu hirem Diplom vun engem Handwierk, engem Beruff, engem Premières- voire herno engem Unisdiplom.

Här President, déi vill Sprëss, déi ech elo hei opgezielt hunn, déi fanne mer alleguerten am Projet vun der École internationale zu Miersch zréck. D'Iddi vun engem Ganzdaagscampus, fréier Ganzdaagsschoul genannt, kann ee genee esou hei erëmfannen: Op engem Site ass alles present, vun der Grondschoul iwwert de Lycée bis zu de Classes d'accueil et d'initiation, grad wéi eng Voie de préparation internationale. De Fonctionnement, dat pädagogescht Konzept an d'Philosophie vun dëser neier Schoul kommen eiser Virstellung vun enger idealer Schoul ganz no.

Mee dës international Schoulen dierfen net zu neien Ongerechtegkeete féieren. Et dierf net esou sinn, datt et dovunner ofhänkt, wou een dann elo wunnt, ob een an eng international Schoul ka goen oder net. D'Opnamkrittären erschénge mer an dësem Kontext nach net esou ganz kloer.

D'Demande ass, an dat hu mer héieren, ganz grouss: Ronn 2.500 Kanner waren dëst Schouljoer an deene verschiddenen internationale Schoulen zu Déifferdeng, Esch, Munneref, Lënster a Klierf ageschriwwen, dorënner iwwer 700 Lëtzebuerger an donieft 90 aner Nationalitéiten.

Zu Miersch sinn eng 40 % vun der Populatioun Netlëtzebuerger, duerfir kënnt dës nei Schoul eeben op Miersch. Esou gëtt dëse Standuert op d'mannst emol argumentéiert. Wann ech mech net ieren, kommen déi meescht Gemengen hei am Land jo awer an Tëschenzäit op deen Auslännerundeel.

Et ass wichteg, datt déi international Schoulen zu enger besserer Integratioun féieren an net zu enger Segregatioun. Mee et stëmmt: D'Lëtzebuerger Kanner kënnen och vun deem System profitéieren, och a grad, wat d'Sproochen ugeet; och eis Kanner di sech schwéier mat verschiddene Sproochen, scheiteren heiansdo un där enger oder anerer Karriärsméiglechkeet, eebe well et an där enger Sprooch net grad duergeet. Een adaptéierte System kann hei weiderhëllefen. De Wäert, deen der Lëtzebuerger Sprooch hei zoukomme gelooss gëtt an den internationale Schoulen, ass vu ganz grousser Bedeitung a fënnt och eis komplett Ënnerstëtzung.

Une voix.- Très bien!

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, et géif nach ganz vill ze soen ginn. An ech géif och, an do rejoignéieren ech d'Madamm Adehm, hei ganz gären eng Kéier méi laang iwwert e Konzept schwätzen, iwwert d'Écoles internationales, och iwwer Passerellen zu de besteeënde Lycéeën, vläicht och à long terme, wat den Accès vun dëse Schüler zu eiser Fonction publique ugeet. Do ginn et eng ganz Rei vu Froen, mee dat sprengt sécherlech de Kader vun haut.

Här President, eist Land ass divers, an dat ass gutt esou. Eis Kanner sinn divers, an dat ass ganz gutt esou. Un der Schoul ass et, op déi Diversitéit anzegoen, déi massiv zu eisem materiellen an intellektuelle Räichtum bäigedroen huet an nach ëmmer bäidréit. Dat geschitt mat dëser Schoul, an duerfir stëmme mir natierlech mat grousser Freed dëse Projet de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Closener. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, a fréiere Chamberdebatten, wou et ëm d'Kreatioun vun deenen éischte véier internationale Schoule gaangen ass, hu mir eis als Gréng ëmmer ganz positiv dozou ausgedréckt. Dat maachen ech och haut am Numm vun der grénger Fraktioun, well mer der Meenung sinn, datt an engem historeschen Immigratiounsland mat 170 verschiddenen Nationalitéiten, engem Land mat wichtegen europäeschen Institutiounen an domat och engem Land mat enger ganz heterogeener Schoulpopulatioun, déi international Schoulen eng ganz sécher Plus-value duerstellen. Si sinn eng wäertvoll Ergänzung vum klassesche Schoulsystem a verhënnere gläichzäiteg och Bildungsongerechtegkeeten, allerdéngs ënner gewëssene Viraussetzungen, op déi ech kuerz wéilt agoen, well se eis ganz wichteg sinn.

Eng wichteg Viraussetzung, déi wichtegst, ass fir eis, datt dës Schoulen net zu privilegéierte Bildungsanstalte fir Bessergestallter ginn. Dowéinst ass et onëmgänglech, datt déi Schoulen ëffentlech, gratis a fir Kanner aus alle Schichten zougänglech sinn an datt d'Opnamekrittären dann och deementspriechend definéiert ginn, fir eng gutt sozial Mixitéit ze garantéieren.

Wat d'Grondschoul dann ugeet, sou si mer och der Meenung, datt d'Proximitéit zum Schoulgebai eng grouss Roll muss spillen. Et ass nämlech net am Sënn vun de Grondschoulkanner, wa se Dag fir Dag duerch d'halleft Land kutschéiert musse ginn, fir an d'Schoul ze kommen, an dat ass och net am Sënn vum Ëmweltschutz. Aus deem Grond begréisse mir, wann déi zukünfteg Grondschoul, déi ab der Rentrée 2022/2023 wäert ulafen, prioritär deene Kanner géif virbehale ginn, déi zu Miersch oder an der Regioun liewen a wunnen. Dat erlaabt net nëmmen, datt déi Jéngst vu kuerze Schoulweeër kënne profitéieren, et erlaabt och, datt se Frëndschaften am jonken Alter an hirem direkte sozialen Ëmfeld kënnen opbauen.

Wat déi sozial Mixitéit ugeet, sou handelt et sech zu Miersch ëm eng ganz divers Schoulpopulatioun mat engem Auslännerundeel vu 40 %, wat och an der Educatiounskommissioun ervirgestrach ginn ass. Zu Miersch ass et also net anescht wéi an anere Gemengen a generell am Land: Ongefëier 70 % vun de Schoulkanner schwätzen doheem eng aner Sprooch wéi Lëtzebuergesch. Vill Kanner schwätze Franséisch, Portugisesch oder Italienesch, anerer schwätzen Däitsch oder Englesch, an nach anerer eng Sprooch aus dem asiateschen oder baltesche Sproochraum. An et ass och bekannt, datt doheem oft zwou Sprooche gläichzäiteg geschwat ginn.

„déi gréng gesinn dës Sproochevillfalt als Chance fir eist Land [...]. Mir gesinn awer och, datt se vill praktesch Erausfuerderungen am Schoulalldag mat sech bréngt", sot de fréiere gréngen Deputéierte Claude Adam am Joer 2016 an enger Orientéierungsdebatt (veuillez lire: an enger Interpellatioun) iwwert d'Sproochevillfalt an eise Schoulen. An déi Ausso ass nach haut esou richteg wéi deemools.

D'Erausfuerderung besteet am Schoulalldag doran, datt et dëse Kanner méiglech muss sinn, vun Ufank un an eisem Schoulsystem Fouss ze faassen.

Une voix.- Psst!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech stéieren déi Häre vläicht.

D'Klufft tëscht de Sproochen, déi doheem geschwat ginn an deenen, déi an der Schoul geschwat ginn, ass nämlech oft d'Quell vu grousse Startschwieregkeeten, déi sech negativ op de ganze Schoulparcours auswierken an de Schoulparcours souzesoe vun Ufank u penaliséieren. Ginn dës Kanner awer an enger Sprooch scolariséiert, déi en enke Lien zu hirer Mammesprooch huet oder carrement hir Mammesprooch ass, sou stellt dee Problem sech net.

Fir deem Phenomeen dann entgéintzewierken, hu mir an de leschte Jore jo scho véier agreéiert international Schoule geschafen - si si virdrun opgezielt ginn - a mat der Kreatioun vum Lycée Anne Beffort maache mer dat dann haut eng fënnefte Kéier. Dës Schoul ass deemno keen Experiment, mee e Projet, dee sech an d'Kontinuitéit aschreift a vill Succès kennt. Ëm d'Kontinuitéit geet et dann awer och bei deem ganz innovativen, inklusiven a ganzheetleche Konzept, wat an dëser Schoul zum Droe wäert kommen. Et ass e Konzept, wat sech schonn an anere Schoule bewäert huet an och eis vollsten Ënnerstëtzung fënnt. Am Zentrum steet eng dräifach Verantwortung: d'Verantwortung fir sech selwer, d'Verantwortung fir d'Matmënschen an d'Verantwortung fir de Planéit, also genee dat, wat mir als Gréng nach ëmmer an eise Walprogrammer haten - dat muss ech einfach emol soen -, wat ënnert den nohaltege Bildungsziler ze verstoen ass a wat sech an den Unesco-Programm fir d'Bildung zur Nohaltegkeet aschreift.

Déi pedagogesch Approche berout op dräi elementare Grondprinzippien, déi an der Educatiounskommissioun treffend duergestallt gi sinn. Deen éischten nennt sech „le moi et le moi". Hei geet et drëms, déi individuell Entwécklungsméiglechkeete vun alle Schülerinnen a Schüler geziilt auszeschëpfen, op hir individuell Ënnerstëtzung ze setzen an hire Bien-être ze stäerken, dëst opgrond vun der Tatsaach, datt dat kierperlecht a mentaalt Wuelbefannen e groussen Impakt op d'Uneegnung vu Wëssen, op d'Entwécklung vu Kompetenzen, mee och op d'Motivatioun vun deene Jonken huet. An zu deem Wuelbefanne gehéiert dann och de sozialen Aspekt, dee sech ënner anerem doran zréckspigelt, datt d'Wunnméiglechkeete fir Jonker um Site geschafe ginn, wou se zousätzlech ënnerstëtzt an encadréiert kënne ginn.

Deen zweete Grondprinzip nennt sech „le moi et les autres“. Bei dësem Prinzip stinn déi demokratesch Wäerter am Mëttelpunkt, e setzt op Solidaritéit a Participatioun. Ganz begréissenswäert ass an deem Kontext, datt dës Wäerter net just an der Schoul, mee och am Ëmfeld vun der Schoul, am konkreeten Alldag erlieft a gefestegt solle ginn, zum Beispill doduerch, datt intergenerationell Projete mam noen Altersheem vu Miersch geplangt ginn an datt enk mat de Veräiner an aneren Associatiounen zesummegeschafft gëtt.

Den drëtte Grondprinzip, deen ech nach wéilt kuerz erklären, deen nennt sech einfach „nous“. Gemengt ass eng Bildung, déi d'Schülerinnen an d'Schüler zu zukunftsfäegem Denken an Handele befäegt. Dëse Volet soll derzou féieren, datt d'Kanner an déi Jonk d'Auswierkunge vun hirem eegenen Handelen op de Planéit verstinn a léieren, Verantwortung fir d'Ëmwelt ze iwwerhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, all dës positiv Elementer hunn an der Educatiounskommissioun zu der Fro gefouert, firwat mir eise klassesche Schoulmodell net einfach ofschafen an en duerch innovativ Konzepter wéi dëst ersetzen. Mir sinn eis eens: Et ass ganz sécher utopesch, eise ganze Schoulsystem vun haut op muer komplett ëmzekrempelen, an dat ass och net eist Zil.

Mir fannen et awer net falsch, sech un alternativen an innovative Modeller wéi dësem ze inspiréieren. An et gehéiert jo och effektiv zum Wiese vun der Schoul, datt se sech stänneg verännert. Dowéinst solle mer eis net virun neien Entwécklunge verschléissen, och am Hibléck op den Opbau vu Ganzdaagsschoule wéi dëser, wou déi formal an déi nonformal Bildung fléissend aneneen iwwerginn.

Datt dës nei Schoul den Numm vun der éischter Lëtzebuergerin wäert droen, der Anne Beffort, déi en Doktorat gemaach huet, déi Matgrënnerin vum éischte Lycée fir jonk Fraen a gläichzäiteg Schréftstellerin war an déi doriwwer eraus de Musée Victor Hugo zu Veiane gegrënnt huet, setzt e wichtegt Zeechen an ass e schéint Symbol.

Als Gréng wënsche mir dësem Projet jiddefalls eng glécklech Hand an eng gutt Zukunft. An domat ginn ech och ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun, natierlech och mat engem Merci un de Claude Lamberty fir säi gudde Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Rapporter fir säin detailléierte Rapport, deen en hei virgestallt huet. Ech wëll direkt soen, Lycée zu Miersch: jo, absolutt. Miersch ass eng grouss Gemeng. Do gouf et bis elo an der Ëmgéigend kee Lycée, ausser vläicht eng Succursale vun Dikrech. Dat ass verdéngt.

Mee europäesch, international Schoul, do soe mer Nee, well mer prinzipiell dergéint sinn, wéi och d'Gewerkschaften hei am Land, well déi international Schoulen, déi sti fir Segregatioun, a mir sti fir Integratioun.

(Interruptions)

An de leschten 100 Joer huet d'Integratioun hei am Land spéitstens an der zweeter Generatioun gutt fonctionéiert. Déi éischt Generatioun, do fonctionéiert dat generell net esou gutt, well déi Leit kommen erwuessen hei an d'Land an et ass schwiereg fir si. Mee déi zweet Generatioun, déi huet et gepackt an dat dank der Lëtzebuerger ëffentlecher Schoul, wou si zesumme sech vermëscht hu mat deenen aneren, wou se Lëtzebuergesch geléiert hunn, wou se déi aner Sprooche geléiert hunn a wou se e gudden Diplom konnte kréien.

An de leschten 30 Joer ass vill probéiert ginn an der Schoul, villes war net gutt, mee déi wichtegst a couragéiertst Iddi, déi do war, dat war d'Aféierung vum Precoce fir Kanner vun dräi Joer un, eebe grad, fir dass d'Kanner scho Lëtzebuergesch léieren an dass se gutt preparéiert an d'Primärschoul komm sinn, wou se dann och duerch hir Lëtzebuergeschkenntnisser konnte schonn Däitsch léieren. An dat huet och fonctionéiert.

Déi schlechtsten Iddi, déi war, dat waren déi Schoulen, déi Diversifizéierung, wéi Dir et nennt, d'Zersplitterung vum Schoulsystem, wou mer ëmmer méi Schoule schafen, wou d'Kanner net méi Lëtzebuergesch léieren, net méi gutt, an och net méi eeben déi dräi Amtssproochen.

An dësen internationale Schoulen hu mer da Segregatioun a mir hunn net méi Integratioun, d'Kanner sinn net méi zesummen. Wa Schoulen opgeriicht ginn, wou Kanner aus Lëtzebuerg net méi mussen oder kënnen eis Landessprooch an Amtssprooch Lëtzebuergesch an déi zwou Amtssproochen anstänneg léieren - Stéchwuert -, da geet den Niveau erof, da brécht eis Gesellschaft genee do auserneen. Op eemol gëtt eisen typeschen dräisproochege Schoulsystem ofgeschaaft, fir et de Kanner méi einfach ze maachen.

Mee ass dat dann dee richtege Wee? Mir mengen net.

D'Integratioun muss d'Prioritéit sinn an net, iergendeen Diplom ze kréien. A wann ech hei héieren, dass en Deputéierte seet, d'Sproochkenntnisser oder d'Sproochen dierfte kee Krittär méi sinn, fir weiderzekommen an der Schoul, mee dat heescht jo am Fong, dass mer guer näischt méi froen an de Schoulen a jiddwereen duerchkomme loossen. Dann hu mer duerno lauter Leit, déi d'Sproochen net méi kënnen op deem Niveau, wou mer dat fréier konnten.

Dat ass fir eis als ADR de falschen Usaz. An dat ass awer d'Politik, déi een och erkennt un de Slogane vum Schoulministère, déi soen et jo och schonn: „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler“. Genee dat ass jo d'Individualiséierung. Wou ass do d'Solidaritéit? Wou ass do d'Schoul, déi vereent, déi zesummebréngt?

Dat ass d'Politik, déi Individualismus mat sech bréngt. A mir brauchen am Fong Gemeinsamkeeten an eiser Gesellschaft.

De Schoulsystem ass schwiereg fir Kanner mat Migratiounshannergrond, déi op Lëtzebuerg kommen, d'accord! Mee de Schoulsystem war och déi lescht Joerzéngte ganz schwiereg fir d'Lëtzebuerger! An e war schwiereg fir déi meescht vun eis. A wa gesot gëtt hei: „Jo, mir mussen iergendwéi awer d'Kanner an där Sprooch ophuelen, wou se doheem hierkommen.“ Jo, ok. Mee mir hunn och alleguerten, an d'Lëtzebuerger hunn och alleguerte missen eng Sprooch léieren, op d'mannst eng, déi se net vun doheem aus konnten, nämlech Franséisch, an dat huet awer ni ee gestéiert. An ech fannen dat also ongerecht, wa mer elo higinn a mir verlaangen dat selwecht net vun deenen aneren! Och si kënnen a wëllen - an et kënnt hinnen och zegutt - déi Sproochen hei aus dem Land léieren.

Ech hunn och an der Lescht mat enger Partie Proffe geschwat, déi a Lycéeë sinn, wou et esou international Schoulen ... oder wéi am Kolléisch, wou de Bachelor (veuillez lire: wou den International Baccalaureate) do ugebuede gëtt. An déi soe mer am Fong, déi bestätege mer dat, wat ech grad soen! Am Kolléisch zum Beispill, do hutt Der eng total Trennung zwëschent deenen, déi op der englescher Sektioun sinn, an deenen, déi op der typesch lëtzebuergescher Sektioun sinn. Déi hunn näischt méi mateneen ze dinn! An déi kënnen och kee Lëtzebuergesch, déi eng, déi op der englescher Sektioun sinn, ausser vläicht déi puer Lëtzebuerger, déi drop sinn. Déi feieren hir Fester net méi zesummen, déi hunn näischt méi mateneen ze dinn.

An ech hunn och mat deene geschwat zum Beispill, déi zu Déifferdeng sinn, zu där Saach. Déi léieren do Lëtzebuergesch, jo, déi hunn do e puer Stonne Lëtzebuergesch. Mee wann Der bedenkt, dass mir vun eise Schüler, vun deene mer jo wëllen, dass se Franséisch léieren, an déi léieren da vum 3. Schouljoer un all Woch x Stonne Franséisch, an da komme se op Septième, Sixième, an da kënnen der ganz vill nach ëmmer keent schwätzen. Jo, wéi soll dat da goe mat enger Stonn Lëtzebuergesch d'Woch oder mat zwou Stonne Lëtzebuergesch d'Woch fir e frankofoont Kand, zemools dann, wann Der an engem Ëmfeld mëttlerweil lieft, an Ärer Noperschaft, an de Veräiner, wou och kee Lëtzebuergesch méi geschwat gëtt? Et ass komplett illusoresch!

An enger Table ronde um 100,7 mat de Spezialisten, déi och do Schoul halen, déi hu gesot: „Dat kann net fonctionéieren! Déi Kanner wäerte kee Lëtzebuergesch léieren!“ An dat wäert hinnen nach zum Verhängnis gi respektiv eis alleguerten, well mir brauchen déi Gemeinsamkeeten a mir brauchen déi gemeinsam Sproochen. Et ass also net esou einfach, wéi dat alles hei argumentéiert gëtt.

Déi Kanner wäerten an enger Parallelgesellschaft opwuessen, am Géigesaz zu deene Schüler, déi am ëffentleche Lëtzebuerger Schoulsystem sinn. Si wäerte vu vireran eng ageschränkte Beruffswiel hunn, ouni Accès op vill Plazen an der Fonction publique, zum Beispill Léierin oder Polizist, well een do déi dräi administrativ Sprooche brauch! An déi wäerte si net op deem Niveau kënnen, deen do verlaangt gëtt, ausser Dir wëllt dat an 10, 20 Joer ofschafen, dass ee muss déi dräi Amtssprooche kënnen. Dat ka jo och sinn!

Et ass e System vun Exklusioun, deen hei gemaach gëtt, a mëttelfristeg féiert deen zu enger Zwouklassegesellschaft, zu enger Parallelgesellschaft. An dat Ganzt gëtt eeben institutionaliséiert duerch d'Schoul. Mir si fir Inklusioun, Integratioun a Chancëgerechtegkeet. Duerfir soe mer: De Lëtzebuerger Schoulsystem muss als beschten Integratiounswee systematesch promouvéiert ginn. Den auslännesche Matbierger solle mer éierlech soen, dass hir Kanner nëmmen a lëtzebuergesche Schoulen am beschten integréiert ginn. A Lëtzebuergesch an Däitsch sinn net manner wäert wéi Franséisch oder Englesch a musse genausou wéi Franséisch an alle staatlech ënnerstëtzte Schoulen zu Lëtzebuerg anstänneg geléiert ginn!

(Interruption par la présidence)

Ech kommen zum Schluss.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir musst esou lues zum Schluss kommen, Här Keup!

M. Fred Keup *(ADR).*- O jo!

Eis ëffentlech Schoule ware bis elo eng Plaz vun der Inklusioun an der Integratioun. Hei koume Kanner mat ënnerschiddleche Mammesproochen aus alle Gesellschaftsschichten zesummen an hunn zesumme geléiert a vunenee geléiert. Virun allem duerch d'Grënnung vun englesch-, franséisch-an däitschsproochege Grondschoulen a Lycéeë geet eng vun de wichtegsten Aufgabe vun der ëffentlecher Schoul verluer: d'Integratioun.

An ech froen Iech: Wéi kann en Zesummenhalt an der Gesellschaft entstoen, wann et kee gemeinsamen ëffentleche Raum méi gëtt, wou sech déi verschidde Leit aus dëser Gesellschaft begéinen? Mir soen als ADR: fir Integratioun a sozialen Zesummenhalt eng staark ëffentlech Schoul fir all Kanner aus eisem Land.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, à la base sinn déi International Schools entstanen, fir de Kanner aus der Expat Community eng schoulesch Offer ze bidden. Déi Leit hu Kanner an déi mussen an d'Schoul! Dobäi hunn dës Kanner awer spezifesch Besoinen. Si kënne sech dem Sproochekader, deen zu Lëtzebuerg gëllt, net vu vireran upassen. Doduerch, datt si schonn op anere Plaze scolariséiert waren, wou aner Schoulsystemer a -programmer an Evaluatiounsmethode gëllen, vu datt si just zäitweileg hei am Land sinn, gi si also hei an der Schoul do opgefaangen, wou se stinn. Si gi weidergebilt, fir datt se näischt ënnerwee verléieren a prett si fir déi nächst Schouletapp an engem ganz anere Land, mat ganz anere Methoden eventuell.

International Schools heeschen net fir näischt esou. Weltwäit bilden dës Schoulen ee Reseau, grad wéi d'Communautéiten, zu deenen dës Schüler gehéieren. Si fueren no hirem eegene Modell a System, dee sech deene spezifesche Besoine vun hirer Schülerlandschaft upasst. Si sinn och éischter privat Institutiounen an hu mam ëffentleche Schoulsystem an deene jeeweilege Länner, wou si implantéiert sinn, relativ wéineg ze dinn.

Här President, mir als déi Lénk hunn ëmmer drop gehalen, datt International Schools sech just sollen op auslännesch Schüler limitéieren, deenen hir Elteren aus beruffleche Grënn just temporär zu Lëtzebuerg liewen, an och op déi Schüler sollen zougeschnidde sinn, déi als Primo-arrivants déi lëtzebuergesch Sprooch nach net beherrschen.

Mee mir si géint e parallelle Schoulsystem am nationalen ëffentleche Bildungskader, well alles, wat hei vun der Madamm Lorsché gesot ginn ass, kéint jo och do an deem integréiert ginn. International Schools maachen awer ëmmer méi genee dat aus: en alternative Bildungssystem, deen a Konkurrenz steet mat deem eigentleche System, wou ee sech muss derduerchschloen. Wa mir déi Logik bis zum Schluss denken, da kritt hei am Land all Communautéit hir eege Schoul an dann hu mir net nëmmen eng komplett zerstéckelt Schoullandschaft, mee och eng zerstéckelt Gesellschaft.

Et soll d'Schoul sinn, déi op d'Kanner ageet, an et soll net sinn, datt fir all Kand eng Schoul do ass! Da schwätze mir net méi vun Integratioun.

Derbäi kënnt, datt déi ëffentlech Hand mat den ëffentlechen International Schools e lukrative Marché schaaft fir grouss Entreprisen, déi Schoulmaterial an Evaluatiounstester ausschaffen, déi géint Bezuelung vun hirem Personal verbessert ginn. An der International School Michel-Lucius zum Beispill verkeeft déi weltwäit gréisste Bildungsfirma aus Groussbritannien dem Bildungsministère dës Servicer. Déi ëffentlech Hand subventionéiert also déi privat Interessien. Dat wonnert bal kee méi. Dës Tendenz besteet an alle weesentleche Beräicher, wou de Staat muss verantwortlech sinn: Santé, Logement, Bildung an Altefleeg. Eeben eng neoliberal Politik!

A Krisenzäiten erlieft een dann d'Problematik ëmmer méi vun dëser Politik, wéi mir dat jo och e Méindeg mam Waringo-Rapport héiere konnten.

Här President, mat deenen ëffentlechen International Schools schaaft de Bildungsministère eng Konkurrenz, wéi mir virdru jo scho beschriwwen hunn, ënnerhalb vum ëffentleche Bildungssystem a verschäerft an eisen Ae weiderhin déi schoulesch Inegalitéiten. An dofir wäerte mir eis leider musse bei dësen Projet enthalen. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu Miersch sollen also en neie Lycée an eng nei Primärschoul opgemaach ginn an och nach en europäesche Lycée an och en Internat an eng nei Maison relais. Dat ass scho relativ vill, wat do op ee Coup zesummekënnt.

Am neien internationale Lycée soll sech dann och all Kand aschreiwe kënnen an dat ouni iergendwellech Frais d'inscription ze bezuelen. Dat ass, mengen ech, ze begréissen.

Mir begréissen dëse Projet insgesamt, och dee vun engem internationale Lycée, a wäerten den Text duerfir och haut matstëmmen. Allerdéngs geet dëse Projet eis net wäit genuch.

Eis Piraten feelt et, wat d'Konstruktioun vu Schoulen a Lycéeën ugeet, nämlech ëmmer nach un enger globaler Visioun. Schonn haut platze vill Schoulen a Maison-relaisen aus allen Néit. Schoule gi gebaut a si bei der Finaliséierung vum Bauprojet heefeg schonn ze kleng. Ee konkreet Beispill: de Réidener Lycée. 2003 gouf d'Gesetz fir de Projet vum Lycée gestëmmt. E gouf 2008 fäerdeggestallt. Et war e flotte Projet, an och d'Musekssschoul hat am neie Gebai Plaz fonnt.

Mee et huet net laang gedauert, dunn huet d'Musekssschoul, déi grad eréischt erageplënnert war, schonn erëm erausplënnere missen, well déi Klassesäll nees anerwäerteg fir de Schoulbetrib gebraucht goufen. Dat versteet een. Esou huet no knapps aacht Joer scho missen eng Annex gebaut ginn, well schonn nees Klassesäll gefeelt hunn. An dës Annex konnt d'Musekssschoul dunn nees eraplënneren. Mol kucken, wéi laang se dës Kéier kënne bleiwen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Beispill ass bäi Wäitem keng Ausnam. Ganz am Contraire! Et gi Gebaier, déi packen et emol keng aacht Joer, de Besoine vun der Gemeng gerecht ze ginn, well d'Populatioun ze séier an d'Luucht geet an d'Bauprojeten esou laang daueren.

Och bei eisem esou beléifte Projet „Elmen“ hu mer elo misse gewuer ginn, datt d'Schoul warscheinlech méi spéit fäerdeg gëtt wéi de Quartier, soudatt u sech déi éischt Leit eraplënneren, an d'Schoul, déi sollt fäerdeg gi fir dee Moment, wou d'Leit eraplënneren, nach net fäerdeg wär.

D'Infrastrukture missten dach méi séier wuesse wéi d'Populatioun, fir datt mer Enkpäss kéinte verhënneren! Vun dësem Punkt si mer awer momentan nach wäit ewech. Mee dat misst eist Zil bleiwen. Et kann net sinn, datt mer bei esou ville Saachen dem Problem hannendrulafen amplaz ze anticipéieren. Dat gëllt fir de Manktem u Schoulmeeschteren a Jofferen. Dat gëllt fir Polizistinnen a Polizisten. Dat gëllt fir abordabele Wunnraum. An dat gëllt eeben och fir Bildungsariichtungen, déi grouss genuch sinn, fir de Besoine gerecht ze ginn.

Mir Piraten wäerten dëse Projet duerfir haut matstëmmen, well et wichteg ass, datt mer déi Infrastrukture schafen. An ech gi bewosst net op déi Kritikpunkten an, déi virdru schonn ubruecht goufen iwwer: Mécht et Sënn, international Lycéeën ze hunn? Mécht et kee Sënn? Wat sinn d'Konditiounen? Ech sinn der Meenung, datt all Infrastruktur, déi mer bauen, fir Kanner a Jugendlechen eng adequat Bildung ze erméiglechen, wichteg ass, well och do si mer hannendran.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir Piraten wäerten dëse Projet also matstëmmen a maachen den Appell, fir esou séier wéi méiglech weider Projete fir Schoulen a Maison-relaisen auszeschaffen an do, wou et néideg ass, dem Parlament zum Vott ze bréngen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och hei e ganz grousse Merci un de Claude Lamberty fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, deen, mengen ech, ganz am Detail op d'Konzeptioun vun deem neie Lycée agaangen ass.

Wa mer scho bei de Mercie sinn, an ech wëll domadder ufänken: e Merci awer och un déi ganz Ekipp aus dem Lycée classique vun Dikrech, déi elo schonn zanter enger gudder Zäit dat Konzept ausgeschafft huet, duerchdiskutéiert huet, mat der Schoulcommunautéit vu Miersch a vun Dikrech duerchdiskutéiert huet. Mir wëssen, datt dat Gebai, wat jo scho bestanen huet zu Miersch, wat elo renovéiert ginn ass, wat vergréissert ginn ass an wat eis d'Méiglechkeet dann och ginn huet, zousätzlech eng Offre scolaire do ze schafen, datt dat laang Zäit vum Lycée classique vun Dikrech geréiert gouf. An e grousse Merci fir déi doten Zäit a fir deen Engagement a virun allem awer och elo an där heiter Phas, fir eeben en neit Konzept mat enger neier Offer och opzestellen.

An deen, deen dat heibannen eigentlech am beschte kéint erklären, wat zu Miersch vum Lycée classique vun Dikrech geleescht ginn ass, dat ass de Frank Colabianchi, dee laang Zäit och do geschafft huet.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, mat der Schafung vun der École internationale Anne Beffort zu Miersch ass et esou, datt mer d'Diversifizéierung vun der schoulescher Landschaft nach eng Kéier weiderféieren, datt mer och am Zentrum vun eisem Land eng ëffentlech international Schoul hunn. An ech hoffen, datt et net déi lescht bleift, well mir wëssen, datt grad och am Zentrum vum Land, grad och ronderëm d'Stad Lëtzebuerg an d'Gemenge ronderëm sécherlech e ganz grousse Besoin un där doter Schouloffer besteet.

Ech sinn och absolutt d'accord domadder, datt mer mussen dee Prozess, dee mer viru fënnef Joer ugefaangen hunn an zanterdeem awer och ganz konsequent weidergedriwwen hunn, datt mer dee sollten evaluéieren. Allerdéngs musse mer och gutt kucken, wéi mer en evaluéieren. Eisen Evaluatiounsmodell beim LUCET wäert sécherlech duerfir net adequat sinn, well deen eebe grad op d'Contenuen an d'Programmer vun eisem traditionelle System ausgeschafft ass. An duerfir si mer amgaangen ze kucken, wéi mer en hei kéinten evaluéieren.

Mir musse sécherlech awer och kucken: Wat ass de sozioekonomeschen Hannergrond vun de Schülerinnen an de Schüler, déi do an d'Schoul ginn? An dann och deementspriechend d'Evaluatioun richteg ponderéieren. Wann dat gutt gemaach ass, kann dat eis eng richteg Orientatioun fir d'Zukunft ginn.

Wichteg ass, an duerfir hu mer déi Politik viru fënnef Joer ugefaangen an duerfir wëlle mer se och weiderdreiwen, datt all Kand hei am Land, datt all d'Elteren hei am Land d'Chance hunn, och eeben an den Europaschoulmodell ze goen, eng aner international Schouloffer vläicht kënne wouerzehuelen, ouni mussen deiert Geld derfir ze bezuelen! An dat ass dee grousse Schratt a Richtung vu Gerechtegkeet.

Déi Elteren, déi sech dat bis elo finanziell net konnte leeschten, déi sinn dann zum Deel an d'Ausland ausgewach, hunn d'Kanner moies an den Zuch an an de Bus gesat, da si se Richtung Belsch a Frankräich gefuer. An déi Elteren, déi sech et net konnte leeschten an déi dat doten och net wollte maachen, datt d'Kanner an d'Ausland an d'Schoul sollten ageschriwwe ginn, déi hu sech dann ze dacks mat engem Échec scolaire missen zefridde ginn. Dat ass d'Situatioun, wéi mer se haten. An duerfir si mer higaangen a mir hu gesot: Mir brauchen eng schoulesch Offer, déi den Talenter an awer och den Ambitioune vun alle Kanner hei am Land gerecht gëtt. An dat muss d'ëffentlech Schoul maachen. Dat kann net nëmmen e Privatsecteur maache vu Privatschoulen, déi payant sinn a wou eeben net jiddwereen Accès dozou huet.

An duerfir sinn ech frou, datt mëttlerweil eng breet Majoritéit hei am Haus dat esou gesäit an déi Politik do ënnerstëtzt an och wëllt weiderdreiwen.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Firwat ass de Modell vun den Europaschoulen iwwerhaapt esou interessant fir eis als Land? Et gëtt jo aner international Modeller, op déi mer eis och méi staark kéinte baséieren.

Mir hunn eis an de leschte Jore ganz geziilt op de Modell vun den Europaschoule baséiert. Ma ech mengen, et läit op der Hand! Wou d'Europaschoule gegrënnt goufen - a Lëtzebuerg hat och dee Moment schonn eppes domadder ze dinn -, du war et d'Ambitioun, fir Kanner mat ganz ënnerschiddleche Mammesproochen, Kanner wuelverstane vun den ënnerschiddlechen EU-Fonctionnairen aus den ënnerschiddleche Länner, Kanner vun ënnerschiddleche Mammesproochen an enger Schoul kënnen ze integréieren.

A wa mer éierlech sinn, dann ass dat déi Situatioun, déi mer haut eigentlech bal an all Schoul hunn hei zu Lëtzebuerg. An duerfir passt den EU-Modell vun den Europaschoulen esou gutt op eis Situatioun. An duerfir hu se sech gutt entwéckelt, an duerfir hu mer vill méi Demande momentan nach ëmmer, wéi mer Plazen hunn. An duerfir musse mer déi Politik och do weider kënnen developpéieren.

Dat heescht awer net, datt mer dee Modell zu 100 % mussen an allem iwwerhuelen! An ech si frou, datt bei all Projet och ëmmer erëm Variatioun drakomm ass, datt mer bei all Projet och innovéiert hu par rapport zu deem, wat déi traditionell Europaschoule maachen, datt mer eise Modell vu Ganzdaagsschoul an der Reegel do mat erabruecht hunn, datt mer och aner pedagogesch Approchen do emol konnte mat erabréngen an datt mer och doduerjer, mengen ech vläicht souguer à moyen terme, den Europaschoulmodell als Ganze kënne weiderdreiwen a weiderdeveloppéieren a méi staark innovativ nach ausriichten. An dat ass och wichteg.

A wichteg ass hei sécherlech och nach eng Kéier, datt mer eng éischte Kéier eng international Schoul, eng ëffentlech international Schoul zu Lëtzebuerg hunn, déi och en Internat derbäi huet, fir datt och Schüler, déi op en Internat ugewise sinn, vun esou enger Offer wéi där dote kënne profitéieren.

Nun, déi Debatte si jo net ëmmer vu grousser Kohärenz gepräägt. An duerfir wëll ech awer nach ee Wuert soen zu deem, wat d'Spriecherin vun deene Lénken elo hei an zwou Interventiounen hannerenee gesot huet. Fir d'éischt e Plädoyer ze hale fir den Tronc commun, ze soen, datt mer ze fréi d'Kanner auserneenhuelen nom sechste Schouljoer, nom Cycle 4.2, an datt se méi laang misste beieneebleiwen, an dann zréckzekommen an ze soen, datt een dee Projet hei net géif matstëmmen, dat ass a mengen Aen awer e Mangel u Kohärenz! Well wat maache mer hei?

(Interruptions)

Wat maache mer hei? Den Europaschoulmodell ass en Tronc commun! Den Zougang dohinner ass op fir Kanner, déi an de Classique orientéiert goufen, ass op fir Kanner, déi an de Général orientéiert goufen, an et wäert och eng Voie de préparation derbäi sinn, déi alles wäert maachen, fir d'Kanner an den europäesche Modell eriwwerzekréien. Dat ass eigentlech genau dat, wat och d'Politiker vun deene Lénken a vun anere politesche Kräften an dësem Land zanter Joren a Joerzéngte gefuerdert hunn.

An ech mengen, op d'mannst wär et en Zeeche vun intellektueller Éierlechkeet, wann een dat awer positiv an dësem Projet an an deem Schoulmodell do géif ervirsträichen, amplaz aner Saachen an d'Welt ze setze wéi ronderëm de Michel-Lucius, déi x-mol widderluecht goufen, déi einfach net stëmmen a wou et einfach nëmmen drëms geet, seng eegen ideologesch Virstellungen hei kënnen an d'Diskussioun ze bréngen!

Mee, Dir Dammen an Dir Hären, dovunner wäerte mer eis net ofhale loossen. Et ass schonn ugeklongen, datt mer de Modell vun den agreéierten Europaschoule wëlle weider méi breet present maachen an eisem Land, fir datt mer der grousser Demande kënne Rechnung droen, fir datt mer all Schülerinnen a Schüler, déi dovunner iwwerzeegt sinn, datt dat fir si e bessere Modell ass, kënnen Accès dozou ginn.

Ech si fest dovun iwwerzeegt, datt d'Europaschoulen, déi agreéiert Europaschoulen, net besser si wéi eis traditionell Schoulen, mee se si mat Sécherheet besser fir eenzel Schüler! An deene Schüler, deenen deen dote Schoulmodell eng besser Perspektiv bitt, deene musse mer och esou e Modell dohinnersetzen. An duerfir schaffe mer intensiv dorunner, fir och um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, an dat steet schonn am Regierungsplang ugekënnegt, esou eng Schouloffer kënnen ze schafen. A mir sinn och an Diskussiounen op anere Plazen am Land, fir déi Politik do weiderzedreiwen au profit vun all eise Kanner.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Educatiounsminister. An direkt Parole après ministre fir d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Also ech mengen, entweeder schwätzen ech net däitlech genuch oder et ass mer net nogelauschtert ginn, well ech hunn net de Contraire gesot, wann ech soen, den Tronc commun ass dat, wou et soll higoen. An ech hunn och net gesot, datt de Michel-Lucius an d'International Schools schlecht wieren!

Dir hutt net nogelauschtert, Här Minister! Ech hu gesot, dee System vun den International Schools misst dann an eis ëffentlech Schoulen integréiert ginn, wann deen esou gutt ass. Wann et besser ass fir eenzel Schüler, an eng International School ze goen, firwat maache mer dann net an eisen normale Schoulen de Programm esou oder mir maachen d'Offer esou an eiser Schoul, datt deen eenzelne Schüler kann an eng normal Schoul goen, wou e wunnt?

Dir hutt virdru selwer gesot, d'Sproochevillfalt, déi mer hunn hei am Land, ass an alle Schoulen déi. Majo, dann ass et jo awer bal eng Frechheet, datt all déi aner Schoule quasi lénks leie gelooss ginn, a mir këmmeren eis just ëm d'International School a mir kucke just do …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- … fir datt all d'Schüler eens ginn.

Wann ech mech net ieren, hat Dir och an enger anerer Interpellatioun gesot, wann ech dat ganz gutt verstanen hunn, ech wéilt dat nofroen, datt mer eng Penurie un Enseignanten hunn, well zwee Drëttel vun eise Schüler hei am Land keng lëtzebuergesch ofstameg Schüler méi sinn an datt mer dofir op manner Enseignantë kënnen zréckgräifen, déi dann de ganze Parcours packen. Wann dat esou ass, wann ech dat esou verstanen hunn, oder wann Dir dat esou gesot hutt, ass dat fir mech eng Faillite-Erklärung vun eisem Bildungssystem!

Dat ka jo awer net sinn! Mir musse jo awer deene Kanner, déi iergendwou am Land an eng normal Fondamentalsschoul oder an en normale Lycée ginn, déi nämmlecht Chancë kënne bidde wéi deenen, déi kënnen an eng International School goen. Dat kann och net jiddweree maachen. An dat ass dat, wat ech wollt soen. An dat ass guer näischt, datt dat eent aneschters ass wéi dat anert. Dat wëllt net soen, datt ech op där enger Säit en Tronc commun schéirieden an op där anerer Säit et verurteelen. Absolutt net!

Firwat kann net deen dote System dann - wa mer dee bis analyséiert hunn, dat gëtt jo dann anscheinend gemaach -, kënne mer net kucken, fir deen an eis normal Fondamentalsschoulen oder eis normal Lycéeën ze integréieren? An dann hu mer ee System fir se alleguer! An dann ass den International-School-System, wéi ech en eebe beschriwwen hunn am Ufank fir d'Expat Community, wéi dat och ëmmer war, wat e Reseau ass och vu Schoulen och an anere Länner. Dat ass d'Ried!

An Dir verdréit engem hei wierklech d'Wierder am Mond!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Falls ech lech d'Wierder am Mond sollt verdréit hunn, da wëll ech mech duerfir wierklech an aller Form entschëllegen. Ech hunn elo nach besser nogelauschtert wéi virdrun an ech stelle fest, datt Der dee Modell, dee mer do maachen, deen nach op Plaze limitéiert ass, datt Der do eng grouss Adhesioun weist, soudatt d'Zoustëmmung zu deem Modell an zu där Politik, déi mer maachen, nach emol méi grouss ginn ass hei am Haus.

A vläicht packe mer et dann och nach eng Kéier, datt d'ADR wäert zoustëmmen, mee dat gesi mer da vläicht beim nächste Projet.

(Interruptions et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7800. Den Text steet am Document parlementaire 7800[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7800 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi bei 54 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Pim Knaff), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. De Mëtteg kënnt d'Chamber nach zesumme fir déi zwee Projeten, déi um Ordre du jour bleiwen. A mir gesinn eis dann erëm um 14.00 Auer. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer, esou wéi dat virgesi war …

(Brouhaha général et protestations)

Ech gesinn, datt u sech am Fong ee Konsens do ass, datt d'Chamber um 14.30 Auer zesummekënnt.

Plusieurs voix.- Aa! Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech widderhuelen: D'Chamber kënnt de Mëtteg um 14.30 Auer nees zesummen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da wënschen ech lech e gudden Appetitt.

Plusieurs voix.- Merci gläichfalls!

(La séance publique est levée à 12.36 heures.)

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar**
   - Exposé : M. Laurent Mosar (interventions de M. Pim Knaff et Mme Octavie Modert)
3. **7833 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures**
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. **7658 - Projet de loi portant modification**
   1° de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ;
   2° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;
   3° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
   4° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **Discours de M. le Président**
   - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Claude Meisch, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Nee, Här President.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géif ech fir d'éischt dem Här Laurent Mosar d'Wuert gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'Wuert. Ech wollt de Mëtten am Numm vum Kolleeg Gilles Roth an a mengem eegenen Numm eng Proposition de loi deponéieren. Ech wollt dat maachen, well et déi lescht Sitzung virun der Vakanz ass.

A sech geet et hei ëm eng Situatioun, vun där Der sécherlech héieren hutt, nämlech si mer gewuer ginn, datt virun enger Rei Deeg ee vun deenen zwee mannerjäregen Täter aus där Messerpickerei zu Bouneweg fräigelooss ginn ass, well e groussjäreg ginn ass.

Mir haten doropshin och eng ganz interessant Entrevue mat der Justizministesch an der zoustänneger Justizkommissioun. A mir waren eis, mengen ech, duerch all d'Reien hei am Parlament eens, datt dëst eng komplett onzefriddestellend an inakzeptabel Situatioun wier an datt mer missten esou schnell wéi méiglech kucken, déi Situatioun esou ze revidéieren, datt an Zukunft mannerjäreg Täter oder potenziell Täter, déi groussjäreg ginn, och weider kënnen an der Unisec zu Dräibuer festgehale ginn.

Et ass awer esou, datt et, wéi gesot, do eng Lacune am Gesetz gëtt, a mir haten a sech och do d'Justizministesch opgefuerdert, esou schnell wéi méiglech e Projet de loi op den Instanzewee ze bréngen. D'Justizministesch wollt dat awer net, well se gesot huet, si géif dat léiwer am Kader vun enger genereller neier Jugendschutz- respektiv Jugendstrofrechtsgesetzgeebung maachen. Dat ass awer fir eis keng akzeptabel Léisung, well mir der Meenung sinn, datt et hei eng absolutt Urgence gëtt fir ze legiferéieren, well et ka jo net sinn, datt mannerjäreg Täter, eleng duerch de Fait, datt se groussjäreg gi sinn, einfach fräigelooss ginn!

An duerfir proposéieren den Här Roth an ech an där Proposition de loi, datt mer a sech den Artikel 33 Alinea 3 ëmänneren an do d'Méiglechkeet virgesinn, datt och e Mineur, dee Majeur gëtt an deen zu Dräibuer ass, duerch eng Decisioun vum Jugendriichter weider kann an der Unisec zu Dräibuer festgehale ginn.

***7860** - Proposition de loi portant modification de l'article 33 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse*

Ech mengen, de Staat a mir alleguerten, d'Politik huet hei eng Responsabilitéit vis-à-vis vun der Gesellschaft, vun der ganzer Gesellschaft, vis-à-vis vun den Affer vun deenen Täter, mee och vis-à-vis vum Täter selwer. An duerfir deposéiere mir déi Proposition de loi, well mir zumindest als CSV eis Verantwortung wëllen huelen.

Ech soen lech Merci.

M. Pim Knaff *(DP).*- Hätt Der se virdru geholl!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

M. Pim Knaff *(DP).*- Dat Gesetz ass jo awer vun lech, dat vun 1992!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- 7 Joer Zäit hat Der!

3. 7833 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den éischte Punkt vun de Mëtten ass de Projet de loi 7833 iwwert d'Studiebäihëllefen.

Mam Accord vun der zoustänneger Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An ech ginn elo direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif alleguer, mam Gesetzesprojet, dee mer haut diskutéieren, dem 7833, sollen déi negativ Auswierkunge vun der Covidpandemie op den universitäre Parcours vun de Studente begrenzt ginn; Studenten, déi déi lescht Méint ënner méi schwéiere Bedéngungen hu missen hirem Studium nogoen.

Zu deem Zweck ginn an d'Gesetz vun 2014 iwwert d'Studiebäihëllefe verschidden temporär Änneronge bäigesat. Och dat lescht Joer ass schonn, ëm dës Zäit - Dir erënnert lech sécher -, en änleche Gesetzesprojet hei an der Chamber gestëmmt gi fir ze vermeiden, dass d'Studenten duerch d'Pandemie ze vill géife benodeelegt ginn.

Sou ass mam deemolege Gesetz engersäits d'Kontroll vum Fortschrëtt vun de Studenten, déi 2019/2020 am éischten Héichschoulzyklus ageschriwwe waren - dat heescht d'Kontroll vun hire Resultater ënnert der Form vun ECTS-Kreditter - ëm ee Joer verréckelt ginn. Anerersäits ass d'Dauer, wéi laang e Student, deen am Summersemester 2019/2020 ageschriwwe war, an de Genoss vun enger Bourse oder engem Studenteprêt ka kommen, ëm ee Semester verlängert ginn.

Dat akadeemescht Joer 2020/2021 stoung natierlech gradesou wéi d'Summersemester virdru komplett ënnert dem Zeeche vum Covid-19 an den normale Betrib an enger ganzer Rëtsch vun Universitéiten an Héichschoule war och wärend dësen zwee Semester zum Deel staark gestéiert. Op verschiddene Plaze konnten zum Beispill d'Examen a verschiddene Fächer net geschriwwe ginn. D'Bibliothéiken, d'Archiven an d'Laboratoirë waren zum Deel zou a generell konnten d'Coursen en présentiel net esou ofgehale ginn, wéi dat am Normalfall de Fall gewiescht wier.

Donieft muss een natierlech och berücksichtegen, datt dës Pandemie och fir déi jonk Leit keng einfach Zäit war, dass d'Motivatioun an d'Leeschtung ënner Ëmstänn gelidden hunn an dass dowéinst vläicht deen een oder anere manner gutt ofgeschnidden huet, wéi dat eeben ënner normalen, traditionellen Ëmstänn de Fall gewiescht wier.

D'Studente konnten op alle Fall hiren universitairë Parcours net esou zréckleeën, wéi geplangt. An aus de genannte Grënn besteet de Risiko, dass vill vun hinnen net an där Zäit fäerdeg wäerte ginn, wéi ugeholl.

En zousätzlecht Semester oder Joer riskéiert dobäi, besonnesch déi schwéier ze treffen, déi finanziell manner gutt opgestallt sinn, déi vun doheem aus op wéineg oder guer keng Ënnerstëtzung ziele kënnen. Dowéinst ginn d'Moossname vum Gesetz vum Juli d'lescht Joer - 2020 - nach eemol ënner bestëmmte Konditiounen ausgeweit. Viséiert si virop déi Studenten, déi Studie wärend dësem akadeemesche Joer, also 2020/2021, ugefaang hunn, respektiv déi, déi nach net vun de Moossname fir d'Summersemester 2019/2020 profitéiert hunn. Konkreet gëtt fir si, éischtens, d'Maximaldauer, fir déi een eng Studiebäihëllef ufroe kann, ëm ee Semester verlängert an, zweetens, d'Fortschrëttskontroll vun de Studien am éischten Zyklus ëm ee Joer no hanne verréckelt.

Här President, de Conseil d'État hat a sengem éischten Avis vum 22. Juni eng Rei Froen opgeworf, an zwar notamment wat d'Gläichbehandlung vu verschiddene Studente betrëfft. Nodeems de betraffene Passage vum Gesetzesprojet duerch Amendementer preziséiert ginn ass, duerch déi och dem Staatsrot seng Froe konnte beäntwert ginn, huet dësen dunn a sengem Avis complémentaire vum 9. Juli gréng Luucht kënne gi fir dësen Text.

Ausser dem Staatsrot huet nach d'Handelskummer en Avis ofginn, dat war de 15. Juni, mat deem si de Projet de loi och guttgeheescht huet.

Här President, ech erlabe mer dann op dëser Plaz, fir weider Detailer op mäi schréftleche Rapport ze verweisen. Dëst gesot, bleift mir nach just, lech alleguer Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech och heimadder den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter André Bauler am Numm vun eis alleguer villmools Merci.

Wéi virdrun ugekënnegt, komme mir ouni Diskussiounen elo direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7833. Den Text steet am Document parlementaire 7833[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7833 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Aly Kaes), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Guy Arendt), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7658 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

4° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

Leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7658 iwwert de Centre de gestion informatique de l'éducation. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An d'Wuert huet elo deen, dee prett steet, an dat ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Villmools merci, Här President. Mam Projet de loi 7658 komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour a soumat och zum sechsten a leschten Educatiounsprojet vun haut; e Projet de loi, deen iwwert déi lescht Méint vill diskutéiert an och vill ugepasst gouf. Um initialen Text, deen am August d'lescht Joer deposéiert gouf, sinn divers Changementer virgeholl ginn.

An deem Kontext ass ze erwänen, dass den Educatiounsminister Claude Meisch an d'CGFP den 2. Februar dëst Joer en Accord iwwert d'Rekrutéierungspolitik fir Direktiounsposten an der Éducation nationale ënnerschriwwen hunn; en Accord, dee festgehale gouf, nodeems et an dëser ganzer Thematik ganz vill Diskussioune gouf, nodeems vill ofgekläert a schlussendlech och verbessert, nogebessert ginn ass; en Accord, deen - an, ech mengen, dat kann een esou soen - och mat un der Basis war, fir dass et haut méiglech ass, fir gréng Luucht fir dëse Projet de loi kënnen ze ginn.

Ëm wat geet et elo genau bei dësem Gesetzesprojet? Éischtens, den Zougang op d'Fonctions dirigeantes vum Centre de gestion informatique de l'éducation, genannt CGIE, vum Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, dem SCRIPT, an och vum Institut de formation de l'éducation nationale, dem IFEN, ze reegelen; zweetens, d'Missioune vum Centre de gestion informatique de l'éducation à jour ze setzen; an drëttens, spezialiséiert Enseignantë fir d'Compétences numériques anzeféieren.

An deem Sënn ginn ech kuerz a knapp op dës Punkte vum Projet an. Éischte Punkt: Den Zougang op d'Fonctions dirigeantes vum CGIE, vum SCRIPT a vum IFEN ze reegelen. Eng interessant Diskussioun, déi mir an der Kommissioun gefouert hunn an och wäit iwwert d'Kommissioun eraus an déi, soen ech elo mol, den Erausfuerderungen, déi do bestinn, och Rechnung droen.

Här President, et ass ze betounen, dass de Moment engersäits d'Poste vum Direkter vum CGIE an anersäits d'Poste vum Direkter a Sous-Direkter vum SCRIPT an IFEN just fir Staatsbeamten, déi op d'mannst fënnef Joer an der Carrière supérieure an der Fonction publique geschafft hunn, reservéiert sinn.

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

Fakt ass och, dat muss ee soen, dass et an der Vergaangenheet Problemer gouf, fir genügend Kandidaten ze fannen, fir dës responsabel Direktiounsposten ze besetzen. Schliisslech geet et jo drëm, héich qualifizéiert Kandidaten, och mat den néidege Qualifikatiounen a Kompetenzen, fir dës ganz wichteg a responsabel Féierungspositioune kënnen ze besetzen, ze fannen.

An deem Sënn goufe sech divers Gedanke gemaach, fir eng beschtméiglech Léisung am Sënn vun der Saach ze fannen; eng Léisung, déi no villen Diskussiounen, Dialogen a Gespréicher, wéi ech et gesot hunn, an no engem Accord vum 2. Februar tëscht Staat a CGFP am Sënn vun der Saach konnt fonnt ginn.

Deementspriechend gëtt an dësem Gesetzesentworf proposéiert, den Zougang zu den Direktiounsposte beim IFEN, SCRIPT a CGIE fir all d'Staatsbeamten opzemaachen, déi engersäits e fir den ugestriefte Poste relevante Masterofschloss hunn an anerersäits der Karriär A Enseignement oder Administration générale ugehéieren oder wéinstens fënnef Joer ugehéiert hunn.

An Zukunft sinn dës Posten also och fir A1-Employéen accessibel, déi déi genannte Konditiounen erfëllen. D'Zil vun dëser Ännerung am aktuelle Gesetz ass ganz kloer, d'Unzuel un héich qualifizéierte Kandidate fir dës wichteg a relevant Féierungspositiounen ze erhéijen.

Här President, ech kommen zum zweete Punkt vun dësem Gesetzesprojet: d'Mise à jour vun de Missioune vum Centre de gestion informatique de l'éducation.

Wéinst der Entwécklung vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien an de leschte Joren ass et kloer, datt d'Aufgabe vum CGIE sech net méi just op déi technesch Berodung limitéieren, déi ursprénglech am geännerte Gesetz vum 7. Oktober 1993 festgehale gouf. Deemools, viru 27 Joer, goufen divers Ziler am grad genannte Gesetz festgehalen: engersäits d'Kreatioun vun engem Koordinatiounsservice fir educativ an technologesch Fuerschung an Innovatioun, anerersäits d'Kreatioun vum Centre de gestion informatique de l'éducation, an hei dernieft och d'Grënnung vum Conseil scientifique.

Mam Projet de loi, dee mir haut stëmmen, kann de CGIE elo eng, komm mir soen, méi aktiv Roll bei der Aquisitioun, der Installatioun, der Maintenance an och der technescher Ënnerstëtzung betreffend dem Informatikmaterial vun den ëffentleche staatleche Schoulgebaier anhuelen.

Wat d'Uleies vu verschiddenen Acteuren ugeet - ech nennen do elo mol just zum Beispill de Syvicol -, dass de Staat d'Finanzement vum informatesche Material am Enseignement fondamental soll iwwerhuelen, muss ee kloer festhalen, dass dës Fuerderung net am Kader vun dësem Projet de loi ka gekläert ginn. Iwwert dës Thematik kann een zu gegeebener Zäit awer ganz gäre separat diskutéieren, dat dann an engem gréissere Kader, wann een d'Aufgabenopdeelung tëschent Gemengen a Staat nei diskutéiert respektiv wann een iwwert d'Finanzéierung diskutéiert. Dat gouf och esou an der Kommissioun undiskutéiert, nodeems d'Madamm Hansen déi Fro och nach eng Kéier an der leschter Reunioun vun der Kommissioun opgeworf hat.

Wärend dem CGIE seng technesch Ënnerstëtzung limitéiert ass op Technologien, déi hie selwer installéiert huet, kënne seng Rotschléi awer vun der ganzer Administratioun vun der Éducation nationale an Ursproch geholl ginn.

Här President, e weidere wichtegen Aspekt vun dësem Gesetzesprojet ass d'Aféierung vum spezialiséierten Enseignant fir d'Compétences numériques. D'Entwécklung vun digitale Fäegkeeten an d'Sensibiliséierung vun deene Jonke fir Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië spillen eng ëmmer méi wichteg Roll, och am Fondamental.

D'Aféierung vum Coding an de verstäerkte Gebrauch vun digitale Medien an de Grondschoulen hunn d'Enseignantë virun nei Erausfuerderunge gestallt. Den aktuelle Gesetzesentworf féiert duerfir de spezialiséierten Enseignant fir d'Compétences numériques an, deem seng Aufgab et ass, d'Schoulpersonal an der Informatiouns- a Kommunikatiounsbildung ze ënnerstëtzen, ze beroden an och - ganz wichteg! - ze begleeden.

Anescht gesot, et gëtt spezialiséiert Personal fir de Beräich vun den neie Medien an der Grondschoul gesicht. Si sollen de Schoulen dobäi hëllefen, Strategië fir den Asaz vun den neien Technologien am Unterrecht ze entwéckelen.

Den Instituteur spécialisé en compétences numériques, wéi dëse Posten offiziell heescht, gëtt dem SCRIPT zougewisen an ënnert de 15 Regioune vum Enseignement fondamental uechtert d'Land verdeelt.

Last but not least gëtt mat dësem Projet de loi d'Koordinatioun vun der Virbereedung an der Evaluatioun vum PDS - dat ass de Plan de développement de l'établissement scolaire - zu den Attributioune vum President vum Schoulkommitee am Enseignement fondamental bäigesat.

Här President, dëst war e ganz kuerzen Iwwerbléck iwwert de Projet de loi. Ech hu probéiert ze erklären, dass dëse Projet de loi e puermol nogebessert gouf, dat och no den Avise vum Syvicol, vum Staatsrot, vun de Chambres professionnelles. Et ass esou, dass do flott Diskussioune waren, a fir den Detail verweisen ech och do ganz gär op mäi schréftleche Rapport.

Ech si frou, dass mir dëse wichtegen Text no laangem Hin an Hier endlech kënnen zum Vott bréngen. Dëse Projet erlaabt eis net nëmmen, eng zefriddestellend Léisung fir de Rekrutementsproblem betreffend d'Féierungspositioune beim IFEN, SCRIPT an CGIE ze fannen, mee ausserdeem den Digitaliséierungsprozess vun den ëffentleche Schoule virunzedreiwen. Déi nei spezialiséiert Enseignantë spillen eng Schlësselroll bei der Gestaltung vun engem modernen an zukunftsorientéierte Schoulsystem.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, ginn den Accord vun der DP-Fraktioun a war frou, dee leschte Gesetzesentworf vun dëser Sessioun kënnen ze presentéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Claude Lamberty Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President, an och e grousse Merci un de Rapporter. Ech gi just op dräi Punkten an. Ech brauch se net méi alleguer ze erzielen, den Här Rapporter huet dat ganz am Detail gemaach.

Den éischte Punkt, dat sinn d'Direktiounen. A mir begréissen hei ausdrécklech, datt den Här Minister zréckgeruddert ass um Wee vun der Privatiséierung. Dat kënnt net esou dacks vir! Mir begréissen dat also ausdrécklech, och no den Diskussiounen, esou wéi den Här Rapporter dat gesot huet, mat der CGFP.

Als CSV hate mer hei déi ganzen Zäit eng kloer Positioun: Keng Braderie vum Staatsdéngscht! Dat geet net mat eis! An ech wëll och duerfir hei nach eng Kéier betounen: Dat, wat geplangt war - an ech weess net, wéi wäit et nach geplangt ass -, fir et bei dräi, véier eenzelne Schoulen ze maachen, déi eiser Meenung no emol no subjektive Krittären erausgesicht gi sinn, fir och do dat selwecht ze proposéieren, nämlech och eng Aart Privatiséierung vun dëse Posten, mir wäerte weiderhi géint dës Positioun sinn. A wann dee Projet de loi nach eng Kéier op den Dësch kënnt - deen ass jo elo mol zréckgezu ginn -, da wäerte mer do sécherlech net kënnen domadder averstane sinn. Et gëtt keng Schoulen zweeter Klass. D'Schoule sollen alleguer d'selwecht behandelt ginn. An e Schouldirekter, dee muss och eppes vun der Schoul kennen, soss ass et relativ schwiereg, eng Schoul ze leeden.

Deen zweete Punkt, dat ass de CGIE. De CGIE krut nei Aufgaben, ënner anerem fir u sech d'Material, d'informatescht Material fir d'Lycéeën ze kafen, zur Verfügung ze stellen.

Déi digital Kompetenze sinn net nëmmen an de Lycéeë wichteg, mee se ginn och an de Grondschoulen extreem wichteg. An och do gesäit de Léierplang am Prinzip den Asaz vun dëse Materialie vir. An duerfir fanne mer, datt all Gemeng u sech misst dat selwecht Material zur Verfügung gestallt kréien. Mir wëssen awer och, dass net all Gemeng déi selwecht Moyenen huet. Duerfir hu mer gefuerdert - a mir hunn et u sech net nëmmen diskutéiert, mee mir haten en Amendement erabruecht -, datt de CGIE nieft der Acquisitioun vun informateschem Material fir d'Lycéeën och sollt fir d'Acquisitioun vum informatesche Material fir d'Grondschoulen zoustänneg sinn.

Mir sinn nach wie vor dovunner iwwerzeegt, well mer brauchen déi selwecht Chancë fir all Kand iwwerall am Land, egal wou et wunnt, egal wéi vill Moyenen déi jeeweileg Gemeng huet.

Duerfir si mer awer enttäuscht, datt dësen Amendement net konnt ugeholl ginn. Ben, déi éischt Erklärung war, et wär d'Autonomie vun de Gemengen. Ech mengen, do wäre mer mat de Gemengen eens ginn, well wann ech den Avis vum Syvicol gelies hunn, dann hu si dat doten explizitt gefrot. A mir wäerten definitiv un dëser Fuerderung festhalen. Mir hätten och eng Léisung kënne fannen, wa mer vläicht nach eng hallef Stonn diskutéiert hätten an d'Gesetz net onbedéngt haut hätte misse stëmmen. Well ech mengen, dat do Gesetz leeft net fort. Mir wäerte probéieren, deemnächst eng Léisung virzeschloen.

Da kommen ech bei deen drëtte Punkt: dat sinn d'Instituteur-spécialiséen. Ech verstinn, datt net all Léierpersonal an allem ka perfekt sinn. Dat hunn ech déi leschte Kéier schonn hei gesot gehat. Mee mir hunn awer och e Problem domadder, u sech ëmmer méi Instituteur-spécialiséen ze kreéiere mam Risiko, datt mer ëmmer méi Léierpersonal vum Terrain fortzéien, a mir brauchen ..., mir wëssen, datt mir do net genuch qualifizéiert Léierpersonal hunn. Also misst fir eis déi éischt Prioritéit sinn, genuch qualfizéiert Léierpersonal um Terrain an de Schoulen ze hunn, ier mer dës Instituteur-spécialiséen u sech kreéieren.

A wéinst dësen dräi Punkten a virun allem well eist Amendement refuséiert ginn ass mat enger Erklärung, déi ech esou net onbedéngt kann novollzéien, wäerte mer eis hei enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporter huet och dëse Projet de loi a seng Zilsetzunge ganz gutt beschriwwen. Merci do derfir. Et ass e Gesetz, wat eis Schoul fir hire Fonctionnement am 21. Joerhonnert ganz einfach brauch. An erlaabt och mir, just op e puer Punkten anzegoen, déi eis besonnesch wichteg sinn.

Éischtens, wat den Accès ugeet zu den Direktiounen, Direktiounsposten am SCRIPT, dem IFEN an dem CGIE. Och mir begréissen ausdrécklech, datt de Minister an d'CGFP dee schonn zitéierten Accord fonnt hunn, fir déi ëffentlech Schoul ze stäerken, an datt an der Suite dovunner de Projet du vun der Regierung amendéiert gouf.

Dann zu den Instituteurs spécialisés en compétences numériques. Onofhängeg vun der Pandemie a scho virdru war jo kloer, datt och am Enseignement fondamental déi digital Kompetenze vun de Kanner musse gefërdert ginn an d'Enseignanten - an dat huet den Homeschooling awer och erëm gewisen - dobäi natierlech awer och mussen ënnerstëtzt a berode ginn. Et geet net just ëm de Coding, et geet och ëm d'Medienerzéiung, et geet ëm d'Plusvalue vun der Digitaliséierung am Unterrecht a vum Unterrecht. An et ass also normal, datt d'Schoulen am Fondamental do Hëllef kréie vun de Spezialisten.

Wichteg ass eis, datt déi Instituteuren effektiv dann och an de Schoule sinn an, esou wéi mer dat och an der Educatiounskommissioun erkläert kruten, datt se héchstens zwee Deeg am Mount um SCRIPT sinn a fir de Rescht vun der Zäit an de Schoulen.

D'Gewerkschafte monéieren, an d'Madamm Hansen huet dat och elo hei widderholl, datt d'Enseignanten dann awer net zur Verfügung stinn als Titulairë vun enger Klass. Ech verstinn dat, an duerfir géif ech och den Här Minister froen, ob et virgesinn ass, fir vläicht no e puer Joer eng Evaluatioun ze maache vun deenen Instituteurs spécialisés.

Ech mengen, et besteet jo guer keen Zweifel, dass d'Kanner déi ugeschwate Kompetenze brauchen. Mir wëlle just séchergoen, datt déi doten Aart a Weis, fir déi Kompetenzen ze férderen, ze entwéckelen, wierklech déi Bescht ass, oder ob een net besser hätt, an der Formatioun an an der Weiderbildung vun den Enseignantë méi Wäert op dës Aspekter ze leeën, respektiv ob et net sënnvoll wier ze kucken, wéi ee kéint derfir suergen, datt all eenzel Schoul d'office esou e Spezialist hätt - wann ee se da fënnt -, amplaz datt mer der elo 15 hu fir d'ganzt Land.

Dat sprengt awer elo natierlech de Kader vun dëser Diskussioun. Mee ech mengen, datt awer déi Fro vun der Evaluatioun interessant ass am Interêt vun de Kanner, awer och am Interêt vun der Attraktivitéit vum Enseignantsberuff.

An dann nach dee leschte Punkt: Dat ass och bei mir dee vum CGIE a senge Missiounen. Ech mengen, et kann ee wierklech doriwwer diskutéieren, wéi wäit een de CGIE fir de Fondamental soll unzapen. D'Chancëgerechtegkeet fir all Kand ass natierlech en Argument derfir, well och a mengen Ae muss all Schoul op d'mannst e Minimum un techneschen Outile fir d'Kanner zur Verfügung stellen.

Op där anerer Säit si mer hei awer direkt bei der Fro vun der Gemengenautonomie an ech weess, datt eng ganz Rei vu Buergermeeschteren iwwerhaapt guer net Demandeur sinn, datt de CGIE sech elo op eemol ëm sämtlecht Material do am Beräich vun der Digitaliséierung géif këmmeren. Vill gutt Initiativen, och a grad am Beräich vun der Schoul, komme jo och vum Terrain, also Bottom-up amplaz Top-down - dat huet sech scho ganz dacks bewäert. Op alle Fall denken ech, datt eng gréisser Diskussioun néideg ass doriwwer, datt ee mat alle méiglechen Acteure misst schwätzen, och mat de Gemengeresponsabelen, awer virun allem och mat der Inneministesch, wéi si dat gesäit.

An, by the way, wënschen ech der Inneministesch vill Courage an ech wëll hir eis voll Ënnerstëtzung zousoe bei der Krisegestioun vun dësem Joerhonnerthéichwaasser, wat se voll an Usproch hélt.

Dëse Projet de loi op alle Fall, dee fënnt eis Ënnerstëtzung an ech ginn duerfir natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Här President, ech wëll ausdrécklech dem Rapporter Claude Lamberty e grousse Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mee och Iech, Här Baum, als President vun der Kommissioun, e grousse Merci fir d'Disziplinn an de Suivi vun deene ville Gesetzer, op deene mer an deene leschte Woche geschafft hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, mam Vott zu dësem Gesetz gi mer e wichtege gesetzleche Kader fir verschidde wichteg Entwécklungen am educative Secteur. A mir maachen dat alleguer am Wëssen, dass et dorëms geet, d'Enseignanten um Terrain besser ze begleeden, mat Kompetenzen ze outilléieren a mat Wëssen ze begleeden.

Ech wëll mam CGIE, dem Centre de gestion informatique de l'éducation, ufänken. Dëse wichtege Ressourcenzentrum fir eis Schoule profitéiert op zwou Plaze vun dëser Gesetzesännerung: Zum enge kritt d'Verwaltung en Directeur-adjoints-Posten erméiglecht an zum anere ginn d'Missioune vun dësem Service erweidert.

An Zäite vun iPad-Klassen, digitale Whiteboards, Teams a weideren digitale Léierformen ass et evident, dass et e Service muss ginn, deen d'Enseignantë mat Knowhow a mat informatescher Expertis kann ënnerstëtzen an an der Transitioun op déi nei informatesch Méiglechkeete ka begleeden. Hei fanne mir et wichteg, dass deen néidegen Encadrement ginn ass, virun allem wann et vum Terrain gebraucht ass, fir d'Leit do ze entlaaschten an hinnen och nei Méiglechkeeten opzeweisen.

D'Pandemie huet eis do - an et gouf scho vu ville Virriedner gesot - nei Méiglechkeete gewisen, mee och d'Limitten dovunner ze spiere ginn: Et geet awer näischt iwwer e perséinlecht Gespréich an den direkten Austausch par rapport zur Kommunikatioun hannert dem Tablet oder dem Bildschierm. An et geet drëms, an dëser Hisiicht dee richtegen Equiliber ze fannen.

An do wiere mer beim nächste Punkt, deen dëst Gesetz beaflosst, an zwar de Compétences numériques, ganz sécher eng wichteg Kompetenz vum 21. Joerhonnert, déi muss transversal an eise Schoulen hir Plaz fannen.

Wéi mer a Prepandemieszäiten am SCRIPT waren, krute mer flott an innovativ digital Programmer gewisen, fir spilleresch mathematesch Kompetenzen ze léieren oder eng Sprooch ze verdéiwen. Am Lycée Aline Mayrisch programméieren d'Schüler am Kader vum digitalLAM hir eegen App a léieren nieft der Programmatioun Kreativitéit, Projetsmanagement a Schaffen an der Ekipp.

Queer duerch d'Fächer, am Secondaire wéi am Fondamental, kann een de Lien zur Digitaliséierung an den dozougehéierege Kompetenzen erëmfannen a verdéiwen. A genau an där Optik ginn d'Instituteurs spécialisés en compétences numériques geschaaft a beim SCRIPT affektéiert, fir vun do aus eebe besonnesch eise Fondamental mat Projeten, Formatiounen an Outilen ze ënnerstëtzen.

Zu gudder Lescht wäre mer da beim leschte Punkt vun dësem Gesetz - a mir hunn et vun de Virriedner jo schonn en long et en large undiskutéiert kritt -: Et geet ëm d'Direktiounsposte vum SCRIPT, vum IFEN a vum CGIE, dräi Entitéiten, déi den Enseignement ënnerstëtzen, forméieren a begleeden, déi Outilen ausschaffen, Formatiounen ubidden an d'pedagogesch Weiderentwécklung férderen a weiderreechen. Se sinn allen dräi enorm wichteg fir sécherzestellen, dass eise Bildungssystem net stagnéiert, mee innovéiert a sech weiderentwéckelt.

Eist Léierpersonal ass mat ëmmer méi komplexe pedagogesche wéi inhaltlechen Erausfuerderunge konfrontéiert a kann déi nëmme meeschteren, wann et outilléiert ass a mat dësen Erausfuerderungen net eleng gelooss gëtt. A genee dowéinst sinn dës Organismen esou kruzial fir eng qualitativ Bildungsoffer an eisem Land.

An eng gutt fonctionéierend ... A, elo hunn ech d'Zeil verluer.

(Hilarité)

A gutt fonctionéierend Organisme brauchen eng gutt Leedung, déi d'Persoune managt, dat Bescht aus hinnen eraushëlt an nei Schwéierpunkte setzt, déi Besoinen erkennt a Léisunge proposéiert. Eleng am SCRIPT, hunn ech mer soe gelooss, schaffen Ufank 2020 120 Leit. Dës Zuel schwätzt fir sech, datt et do eng gutt fonctionéierend Direktioun brauch.

Mat dësem Gesetz maache mer d'Méiglechkeet op, fir um Niveau vun der Kategorie A mat mindestens fënnef Joer Beruffserfarung, souwéi bei den Em-

ployés de l'État mat deene selwechte Krittären - e Masterdiplom a fënnef Joer Beruffserfarung am Enseignement oder an der Administration générale - ze rekrutéieren. Doduerch maache mer d'Méiglechkeet op, fir méi Leit an de potenzielle Pool vu Kandidaten eranzehuelen an esou méi Chancen ze hunn,fir déi beschtméiglech Persoun fir esou e Posten ze fannen.

Mir wëssen all, dass et eng grouss Diskussioun ronderëm d'Direktiounsposte gouf a si frou, dass mer en Accord fonnt hunn, mat deem all d'Acteure liewe kënnen.

Här President, d'Kompetenzvermëttlung, inhaltlecher wéi pedagogescher Natur, an d'Ënnerstëtzung vum Terrain ass enorm wichteg, fir dass eis Léierpersounen hir verantwortungsvoll a wichteg Aufgab kënne wouerhuelen. Dat verstäerke mer mat dësem Gesetz.

An deem Sënn ginn ech och ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Bernard. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och dem Rapporter Merci fir de Rapport. Dat heiten ass e Gesetz, wat besonnesch ass am Fong, well verschidde Punkten dra sinn, déi awer ganz ënnerschiddlech sinn een zu deem aneren.

Ech kommen dann och zu deem éischte Punkt, dat ass dee vun den Direktiounen. Dat ass deemools als Projet an d'Kommissioun erakomm, gemeinsam mat deem anere Projet fir d'Direkteren an deene verschiddene Lycéeën, wou also sollte Leit aus dem Privatsecteur kënnen agestallt ginn. Ech hu mech dee Moment, oder mir als Partei, vehement dergéint gewiert, och well an dësem Fall hei virgesi war, dass d'Sproochekompetenzen net hätte missen erfëllt ginn. An Dir kënnt Iech do erënneren, an der Kommissioun, dass mer dat guer net gefall huet. Bon, mee eleng kann een net vill maache respektiv, soen ech elo emol, duerno ass dat Ganzt méi vun de Gewerkschaften opgegraff ginn.

An ech mengen och, …de Rapporter huet vu flotten Diskussioune geschwat, ech géif éischter soen, dass et eng massiv Oppositioun ginn ass vum Terrain, vun de Gewerkschaften, wat schliisslech zu de Verhandlunge mat der CGFP gefouert huet, mat deem Resultat, wat dobäi erauskomm ass, wat fir eis dann och begréissenswäert ass.

Den zweete Punkt ass, bon, dat Ganzt mat der Digitaliséierung. Ech mengen, ze vill Bildschiermer, wësst Der, dat ass net dat, wat eis gefält. Natierlech musse mer och am 21. Joerhonnert ukommen a mir mussen och an der Schoul léieren, déi néideg informatesch Moyenen ze benotzen. Mee gréisstendeels soll d'Schoul, eiser Meenung no op jidde Fall, awer nach ëmmer ouni Bildschierm oflafen. An dat sollt och nach ëmmer an de Vierdergrond gestallt ginn an op kee Fall negativ behaft ginn.

An dann nach en drëtte Punkt, dat ass d'Léierpersonal, wat elo geholl gëtt als Experte fir d'Informatik. Dat ass natierlech e Problem, wou erëm Leit vum Terrain ofgezu ginn, fir bei de SCRIPT ze goen. Bon, ech huelen un, dass beim SCRIPT ganz vill Leit sinn, déi och eng nëtzlech Aarbecht maachen. Mee trotzdeem ass dat erëm eng Kéier e schlecht Zeechen, well d'Leit, déi qualifizéiert sinn, gehéieren am Fong op den Terrain. An ëmmer erëm Plazen ze schafen, soen ech elo emol, déi och ganz vill Bürokratie verursaachen a vläicht duerno net dee wierklechen Input liwweren, dat bréngt eis näischt.

Mee, wéi gesot, well den éischte Punkt duerno esou riichtgebéit ginn ass, dass en eis elo gutt gefält, wäerte mer dëst Gesetz matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. An dësem Gesetz geet et, wéi scho virdru gesot, Här President, e bëssen ëm alles. Et geet drëms, Direktiounen ze schafe fir verschidde Servicer an Instituter vum Educatiounsministère; et geet awer och drëms, nei spezialiséiert Enseignanten anzestellen, déi sech besonnesch am Coding auskennen. Ech weisen hei einfach och op d'Penurie vun eisen Enseignanten hin. Dës Instituteurs spécialisés en compétences numériques kommen zum Asaz, fir déi digital Kompetenze vun de Schüler ze förderen, wat natierlech och wichteg ass.

Gläichzäiteg ass an dësem Gesetz och rieds vum Plan de développement de l'établissement scolaire an dovunner, datt d'Evaluatioun vum PDS elo soll beim President vum Schoulkommitee leien. Aus all deem léisst sech awer erausliesen, datt et eigentlech ëm d'Digitaliséierung geet: Digitaliséierung souwuel vun de Schoulinfrastrukture wéi och als Schoulprogramm; Digitaliséierung och als Kompetenz, déi d'Schüler sollen entwéckelen; Digitaliséierung als Formatiounsprogramm fir Enseignanten; Coding als spezifescht Fach mam néidege Personal, fir dës digital Kompetenzen ze enseignéieren; an natierlech digital Projeten am Kader vum PDS.

Ech menge schonn, dass dat den Hannergedanke vun dësem Projet de loi ass: d'Digitaliséierung an der ëffentlecher Schoul weiderbréngen ze kënnen. Den Digitaliséierungsprozess ass amgaangen, och an der Schoul. Hei gëtt och keen Enseignant oder Schüler/in gefrot, ob en dat wëllt oder net. Dat muss elo gemaach ginn, mee wéi? Dat ass nach onkloer!

Eng konkreet Strategie fir dësen Apprentissage numérique gëtt et nach net. Dee Prozess am Bildungsberäich ass jo awer vu grousser Envergure a meritéiert op d'mannst déi eng oder aner ëffentlech Debatt, déi eng oder aner Consultatioun vun de Leit um Terrain an eng grondleeënd Iwwerleeung iwwert d'Formatioun, déi d'Enseignante mussen hunn, fir déi digital Kompetenze kënnen ze vermëttelen. Verschiddener musse sech déi fir d'éischt emol nach selwer uneegnen.

Här President, jiddweree schwätzt hei vun der digitaler Revolutioun, mee keen huet se nach esou wierklech gesinn. An dat ass an der Schoul och net ganz anescht: Et muss ee scho siche goen, fir Informatiounen iwwert déi digital pedagogesch Programmer ze kréien, déi an der Maach sinn, oder besser gesot, nofroen.

Mir hunn e puermol dozou eng Question parlementaire un de Bildungsministère gestallt. Mir wollte wëssen, no wéi enge Krittären dës Programmer an digital Projeten evaluéiert ginn a wat d'Objektiver sinn, déi sollen domadder erreecht ginn. Geet et drëms, d'Léierfäegkeet ze verbesseren? A wann, wéi ass et objektiv ze evaluéieren, ob d'Digitaliséierung och wierklech eppes zu dëse Léierfäegkeete bäidréit? Mir wollten och wëssen, ob de Centre de gestion informatique de l'éducation och selwer seng digital Kompetenzen notzt, fir Open-Source-Material am Optrag vum Ministère auszeschaffen: Applikatiounen, Software, déi net vu Microsoft oder Apple opkaf ginn.

D'Äntwert op eis Question parlementaire war, datt si dat och maachen, mee datt et awer ze vill Opwand wier an duerfir géife si op Lizenze vu Microsoft a Co zréckgräifen. Microsoft Teams wier och eng super Applikatioun, déi vum gesamten Enseignementspersonal géif genotzt ginn, an ouni déi ee wärend der Pandemie net hätt kënne schaffen - wat jo och wierklech richteg ass.

Just niewebäi bemierkt, eng ganz jonk gewëtzte Persoun, déi viru Kuerzem bei eis - déi Lénk - hire Stage gemaach huet, sot voller Entrüstung op d'Äntwert vun eiser Question parlementaire: „Mee ech hunn e Kolleeg, dee schafft eng Plattform wéi Teams innerhalb vun engem Dag aus!" Duerfir denken ech, datt een och déi Kompetenzen an déi Iddie vun deene jonke Leit muss huelen an hinnen och vermëttelen, datt si duerno fräi domadder schaffe kënnen, ouni kommerziell Hannergedanken.

Op jidde Fall muss kloer sinn, wat fir digital Kompetenzen d'Schüler sech sollen uneegne kënnen a wien herno dovu profitéiere soll: entweeder déi fräi Maartwirtschaft oder villäicht och de Kollektiv? Bilde mer Travailleurs du clic aus fir grouss digital Branchen, oder Leit mat Iddien, wéi een duerch digital Mëttele Léisunge ka fanne fir d'Erausfuerderunge vun haut, an der Ekologie, am Wunnengsbau, am Sozialen?

Mir wiere frou, wann d'Digitaliséierung am Enseignement eng Kéier als eenheetlecht Konzept géif um Dësch leien, amplaz stéckelchersweis a verschiddene Gesetzestexter verspreet ze ginn.

Mir begréissen awer un dësem Projet, datt de Minister sech derzou entscheet huet, déi Direktiounsposten, déi de CGIE, de SCRIPT an den IFEN betreffen, net fir Kandidaten aus der privater Wirtschaft zougänglech ze maachen. Ech mengen, d'Reaktioun op de Projet de loi 7662 - Kandidaten aus der Privatwirtschaft op d'Direktiounsposte vu verschiddene Lycéeë setzen - huet de Minister genuch ënner Drock gesat, fir dass en dës Kéier net dee selwechte Feeler mécht. A mir mengen am Géigendeel zum Här Lamberty, datt een der genuch fënnt, wann ee wëllt.

Mir enthalen eis bei dësem Projet mat der Remark, datt mir eis wënschen, de Minister géif dat net kommerziellt Potenzial vun der Digitaliséierung méi eescht huelen a sech net just mam Material vun Apple a Co andecken.

Donieft bedauere mir, esou wéi d'Madamm Hansen et och scho virdru gesot huet, datt d'Amendementer vun der CSV, fir de Gemenge mam Finanzéiere vun der digitaler Hard- a Software ënnert d'Äerm ze gräifen, net zréckbehale goufen, well net all Gemeng huet déi finanziell Moyenen, fir hir Schoulen esou opzerüsten. An da kënne mir leider net méi vu Chancëgläichheet schwätzen, dann hu mer erëm Zwouklassegesellschaften.

Da loosse mer alt hoffen, datt dëst dann zu gegeebener Zäit an engem anere Gesetz opgegraff gëtt an dann - esou wéi de Rapporteur vun dësem Gesetz dat dann och gesot huet - ka weidergefouert a gekläert ginn.

Voilà! Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Cecchetti. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, also de Stagiaire vun déi Lénk, dee géif ech direkt astellen, wann en dat fäerdegbréngt.

(Hilarité)

Une voix.- Mir och!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Well ech verweise just eng Kéier drop, datt déi Firma, déi en änleche Produit wéi Teams offréiert - dat ass Slack -, eng amerikanesch Startup gewiescht ass. Mëttlerweil kann ee se net méi Startup nennen. Se huet ëmmerhin eng IPO (ndlr: Initial Public Offering) gemaach; déi ass - Cours gëschter Owend op der New Yorker Bourse - 25,82 Milliarden Dollar wäert, an dat ass just de Volet vum Chatten, vun der Kommunikatioun. Da schwätze mer nach net vun der Dokumentebeaarbechtung a vum Echange vun deenen Donnéeën.

Deementspriechend huet e vläicht besser, e mécht nach deen een oder deen anere Stage méi laang fir ze gesinn, datt de „minimum viable product" vläicht net ëmmer de finale Produit ass, deen ee ka benotzen.

Une voix.- Oder nach e Stage anzwousch anescht.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dat gesot ... Vläicht och nach e Stage anzwousch anescht, vläicht bei esou enger Firma, déi dat offréiert.

Ech muss einfach soen, et ass natierlech einfach gesot: „Et gëtt keng Alternativ." Dat ass eppes, wat ech och schonn e puermol kritiséiert hunn. An ech wäert och nach kuerz op Open Source ze schwätze kommen, wat awer e Sujet ass, dee mer ganz um Häerz läit.

Mee ganz kuerz eng Kéier zur Digitaliséierung an der Schoul: Se mécht net Halt virun der Schoul an d'Digitaliséierung ass aus eisem Liewen net méi ewechzedenken. A grad duerch eng Pandemie hu mer gemierkt, wéi wichteg et ass, séier kënnen dohinner ze basculéieren.

Zur Digitaliséierung gehéieren awer och Mediendidaktik a Medienerzéiung, a genau dës ginn ëmmer méi wichteg. Säit Kuerzem gouf jo och - an dat gouf schonn ugeschwat - de Coding als transversaalt Schoulfach opgeholl. Dat konfrontéiert d'Léierpersonal mat neien Inhalter an Erausfuerderungen.

Mir ënnerstëtzen duerfir dëse Projet mam Zil, dem Enseignant gutt forméiert Uspriechpartner an och Aarbechtskolleegen zur Säit ze stellen, absolutt, well ouni dat geet et net! Mir freeën eis och, datt am Secondaire elo digital Outilen, zum Beispill Computeren, Laptoppen oder Tablets, iwwert de CGIE finanzéiert an och ënnerhale solle ginn, bedaueren awer, datt esou eng Léisung net och fir de Fondamental konnt fonnt ginn.

Wat nämlech d'technologescht Material an de Primärschoulen ugeet, gëtt et nach ëmmer ganz grouss Ënnerscheeder tëscht de Gemengen - Autonomie communale oblige -, déi aktuell ëmmer nach eleng zoustänneg sinn: Wärend déi eng Schoule schonn an all Sall Laptoppen hunn, eng digital Tafel stoen oder hänken hunn, hunn aner Gebaier ëmmer nach nëmmen e Computersall, deen all d'Klasse sech deele mussen.

Esou gesäit Chancëgläichheet net aus, léif Kolleeginnen a Kolleegen. An Zäiten, an deenen digital Outile lues a lues zum feste Bestanddeel vum Schoulalldag ginn an de Ministère och ganz konkreet Applikatiounen a Programmer op de Schoulprogramm setze kann, si mer der Meenung, datt de Ministère och hei misst fir eng Chancëgläichheet suergen.

Aktuell besteet fir d'Gemengen nämlech och ëmmer de Risiko, datt si hir Schoulen, wa se dann d'Suen dofir hunn an an d'Hand huelen, mat bestëmmte Geräter ekipéieren an dann awer mierken, datt de Ministère de Programm geännert huet an hir Apparater net méi passen, esou zum Beispill, well Android-baséiert Applikatioune sollen zum Asaz kommen, obwuel d'Schoul elo grad eréischt Apple-Produite kaf huet oder well ëmgedréint mat enger Software am Enseignement geschafft soll ginn, déi just op Mac leeft, wärend d'Schoul awer just Windows-PCen huet. A schwätze mer elo net dovunner, datt iergendeng Gemeng géif op d'Iddi kommen, Linux an Open Source zum Asaz ze bréngen, well da ka se net emol domadder op de MyGuichet goen!

Fir esou Problemer ze vermeiden an eng Gläichheet tëscht de Gemengen ze erreechen, wär et gutt gewiescht, d'Aufgabefeld vum CGIE och op d'Primärschoulen auszeweiden, oder, falls dat aus verschiddene Grënn onméiglech ass, eng eege responsabel Ariichtung fir de Fondamental anzesetzen. Dat muss net esou wäit goen, datt de Staat et och bezilt, mee zumindest eng zentral Beschafung, déi kohärent mam Schoulprogramm ass an déi eng gewësse Garantie géif ginn, hätt eis hei awer wënschenswäert erschéngt.

Idealerweis - an do kommen ech op den Open Source -, géife mir Piraten eis awer och wënschen, datt um Ministère technologieagnostesch Programmer an Applikatiounen an eebe grad och Open-Source-Léisunge géife favoriséiert ginn, fir esou Kompatibilitéitsproblemer vu vireran auszeschléissen a Jonken d'Méiglechkeet ze ginn, d'Software, mat deene se schaffen, ganz verstoen ze kënnen, wa se dat wëllen, well och dat ka Jonker fir d'Programméiere begeeschteren. Et ass eebe méi interessant, wann ee Createur an net nëmme Konsument ass! An den Avantage ass, datt déi meescht Open-Source-Software och d'ailleurs selwer kann hebergéiert ginn an domadder méi dateschutzkonform kann agesat ginn.

Ech ginn elo net op déi jett Question-parlementairen an, déi ech scho gestallt hunn zum Theema dateschutzkonformen Asaz vun Office 365 an där ganzer Cloud-Emgéigend am Enseignement. Dat géif de Kader vun dëser Diskussioun sprengen. An ech begréissen et duerfir an deem Kader dann ausdrécklech, datt de CGIE, nieft der Microsoft-Cloud, mëttlerweil och eng nächst Cloud-Instanz fir den Echange vun Dokumenter zur Verfügung stellt: Eppes, wat Open Source ass a wat vum CGIE selwer hebergéiert gëtt, also méi dateschutzkonform kann ëmgesat gi wéi d'Cloud vu Microsoft.

Dat gesot, sinn ech mer bewosst, datt een dat eeben net an engem Dag ëmsetzt, datt een net e Knäppchen ëmleet an direkt eng nei Cloud-Plattform zu Lëtzebuerg lafen huet. Dat ass e Prozess, dee braucht Zäit, dee braucht politesche Wëllen an dee braucht virun allem dann och déi Leit, déi et exekutéieren. A fir datt mer déi iwwerhaapt iergendwann eng Kéier hei zu Lëtzebuerg hunn, musse mer d'Digitaliséierung an de Schoulen no vir dreiwen, an dat geet nun emol net komplett ouni Ecran. Duerfir gi mir eisen Accord zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci nach emol un de Claude Lamberty, deen eis an d'Komplexitéite vun deene ganz ënnerschiddlechen Aspekter vun dësem Projet de loi agefouert huet. Mee et war awer och noutwendeg, op eenzel Aspekter eebe Kloerstellungen ze kréien.

Ech mengen, ee vun de ganz wichtegen Aspekter, dat ass d'Schafung vun den Instituteurs spécialisés en compétences numériques, well mer eis doranner eens sinn, datt mer déi numeeresch Kompetenze bei de Kanner developpéiere mussen, datt mer dat relativ fréi musse maachen an datt dat natierlech eppes ass, wat de Gros vun den Enseignanten an hirem Grondstudium esou net gesinn hunn, well et et zum Deel nach net gouf, well mer do och amgaange sinn, innovativ Methoden ze entwéckelen an deen definitive Wee dann och eigentlech eréischt an der Applikatioun sichen.

Duerfir ass et wichteg, datt mer Fachleit op der Plaz hunn - Fachleit vum Enseignéieren, Fachleit awer och vum digitalen Enseignéieren. Duerfir hu mer déi Fonctioun geschafe vum Instituteur spécialisé en compétences numériques.

Dat si jo 15 Posten, déi do virgesi sinn: Fir all Regioun vum Enseignement fondamental een. Ech denken, datt dat och net iwwerdriwwen ass a sécherlech net de Corps enseignant wäert ausbludde loossen, wa mer all Enseignant erëm op deem dote Wee eng zousätzlech Hëllef, en Encadrement, kënnen zur Verfügung stellen, e Coaching kënne bidden, wierklech an der Schoul weisen, wéi een et op eng digital Manéier dann och ka maachen, wéi een digital Outile gewënnbréngend a säin Unterrecht kann abauen. Do hu mer eebe Multiplicateuren an all Regioun, déi déi digital Methodologien och an den Unterrecht erabréngen.

Mir wëssen, datt et hei net nëmmen drëms geet, elo de Coding ze vermëttelen. Et geet och drëms, heiansdo aneschters ze enseignéieren, den Unterrecht ze iwwerdenken. Mir wëssen, datt den differenzéierten Unterrecht mat digitalen Outilen e gutt Stéck méi einfach vun Hand geet. Wann een ënnerschiddlech Schüler an der Klass huet an et wëllt een déi och alleguerten op hirem Niveau ofhuelen a

weiderbréngen, da geet dat sécherlech och mat digitalen Outilen e Stéckwäit besser wéi ouni digital Outilen. An et gëtt eng ganz Rei vu flotte Beispiller, vu flotten Applikatiounen, mat deenen ee säin Unterrecht ka verbesseren.

An deem Sënn, mengen ech, ginn d'I-CNen, wéi se ofgekierzt genannt ginn - well mer musse jo alles ofkierzen an der Educatioun, also och d'Instituteurs spécialisés en compétences numériques ginn ofgekierzt als I-CN -, sécherlech och hirer Aufgab gerecht, andeems se probéieren, deenen aneren Enseignanten hir Methoden och weiderzeentwéckele fir ze enseignéieren.

Ech wëll drun erënneren - et ass hei e puermol vun deem Sujet geschwat ginn, dee mer d'lescht Woch thematiséiert hunn, nämlech d'Penurie vun den Enseignanten -: Dir hutt vläicht matkritt, datt ech dës Woch d'Freed an d'Éier hat, zimmlech genau 400 nei Enseignantë fir de Fondamental an de Secondaire ze vereedegen. Ech mengen och, datt déi Mesuren, déi mer geholl hunn, awer och do gräifen an datt mer net ëmmer nëmme sollen hei Schwaarzmolerei bedreiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Et ass eng Erausfuerderung, fir gutt qualifizéiert Enseignanten ze rekrutéieren - dat bleift och eng -, mee trotzdeem komme mer awer och do weider an trotzdeem kann dat op jidde Fall kee Grond sinn, datt mer aner Entwécklungen einfach leie loossen, nämlech d'Aféierung vun digitalen Outilen an eisem Unterrecht.

Ech si frou, datt mer hei e Konfliktpunkt, deen zu menger Iwwerraschung eigentlech zu engem esou groussen Theema am Land ginn ass, nämlech dee vun den Direktioune vum CGIE, vum SCRIPT, vum IFEN an awer och vun deene véier spezialiséierte Lycéeën, datt mer dat konnte bäileeën duerch eng Diskussioun, déi mer mat der CGFP haten.

Ech si frou, datt an deem Accord mat der CGPF awer och konnte Méiglechkeete fonnt ginn, datt all Agent vun der Fonction publique, all Agent vum Staat, sech do eigentlech och kann als Kandidat presentéieren. Dat mécht de Krees vun deenen Anwärter op esou Direktiounsposten dach awer scho méi grouss a kann derzou bäidroen, datt mer aner Kompetenzen nach eng Kéier an den Direktioune present hunn, kann derzou bäidroen, datt mer och do finalement e gudde Choix kënnen treffen - dat eeben och fir déi Direktiounen, déi hei elo betraff sinn.

Deen Accord gëllt eeben och an deem selwechte Mooss fir déi aner véier spezialiséiert Lycéeën. Wa mer dee Besoin do nach eng Kéier gesinn, da wäerte mer och deementspriechend, getrei dem Accord mat der CGFP, e Projet de loi op den Instanzewee bréngen.

Déi Fro, déi hei och ugeschnidde ginn ass an, ech mengen, déi jo och an der Kommissioun diskutéiert gouf, wou gesot ginn ass: „Wann een eng hallef Stonn Zäit gehat hätt, dann hätt een eng Léisung fonnt", ech sinn do manner optimistesch. Well déi, ëm déi et awer do geet an déi een um Dësch brauch, fir do eng Léisung ze fannen, wann et drëms geet: „Wie finanzéiert an Zukunft den Équipement informatique an de Grondschoulen?", déi souzen, souwäit ech weess, an där doter Kommissiounssëtzung net mat um Dësch.

An dat ass awer och d'Inneministesch an dat ass och de Finanzminister, well hei geet et finalement manner ëm eng Bildungsfro; et geet finalement ëm eng Fro vu Gemengefinanzen. Wann de Staat do Aufgabe soll iwwerhuelen, déi eigentlech haut net seng Aufgabe sinn, traditiounsgeméiss och ni seng Aufgabe waren, datt den Ekipement vun de Grondschoule vum Staat soll iwwerholl ginn, da bedeit dat sécherlech méi eng breet Diskussioun.

Ech si mer emol - well ech eng Gemeng dach awer nach gutt kennen, dat ass zwar elo schonn eng Rei vu Joren hier - déi al Budgete vun der Stad Déifferdeng eraussiche gaangen. An do hu mer gekuckt, wat mer do all Joer an den Ekipement vun der Informatik fir d'Schoulen investéiert hunn, wat de Budget dann do war.

Ech hunn dat och einfach mat der Règle de tri héichgerechent op déi gesamt Populatioun, an da kommen ech awer schnell op 50 Milliounen, ëm déi et hei geet. Dat ass also dat, wat am Raum steet. Ech denken net, datt een einfach an enger hallwer Stonn emol eng Kéier ka soen: „Hoppla, elo gi mer dat doten emol als Aufgab bei de Staat." Virun allem net, well déi zoustänneg Ministeren - an dat ass d'Inneministesch an dat ass de Finanzminister! - do net agebonne sinn.

Mir wäerten eis als Regierung sécherlech net der Diskussioun verwieren, fir och do ze kucken, ob déi Trennung, wéi se haut ass, tëscht de Kompetenzen am Enseignement fondamental, tëschent de Gemengen op där enger Säit an de staatlechen Instanzen op där anerer Säit, wou et jo net nëmmen drëms geet: „Wie bezilt wat?", mee wou et och drëms geet: „Wien decidéiert wat?" ... Do kann ee sécherlech driwwer schwätzen. Mee ech mengen, datt een dann awer och méi breet muss driwwer schwätzen. A wann et ëm d'Bezuele geet, da mussen och déi mat um Dësch sinn, déi et dann och finalement musse bezuelen.

Ech fannen et awer ganz richteg, wat de Sven Clement och gesot huet, datt ee muss kucken, datt mer dat richtegt Ekipement an de Klassen hunn an datt et egal ass oder nach zweetrangeg ass, wien et bezilt, mee datt mer da kucken, datt et fonctionéiert, datt déi Software och drop leeft an datt mer net falsch investéieren - egal wien investéiert.

Duerfir huet de CGIE och scho virun engem Joer dorëmmer Guidelines ausgeschafft, déi mer de Gemengenadministratiounen zur Verfügung gestallt hunn, fir eebe grad och net dat falscht Ekipement ze kafen a fir datt, wa se investéieren, wann d'Gemenge Budgeten zur Verfügung stellen, dann och dat richtegt Ekipement do da kann ugeschaaft ginn, wou dann och déi allermeeschten Applikatiounen herno wärend enger Zäit drop lafen. Mee mir wëssen, datt esou en Ekipement och ganz schnell erëm eng Kéier aus der Moud komm ass an dann nei Softwaren drop solle lafen, déi dann awer méi schwéierfälleg drop lafen. Also, och do muss et ëmmer nees adaptéiert ginn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt ech och mat ganz ville Gemengepäpp a -mammen geschwat hunn iwwert deen heite Sujet. An déi sinn eigentlech ganz frou. Déi stelle sech eigentlech ganz gär mat breeder Broscht dohinner a soen den Elteren a soen den Enseignanten a soen de Schülerinnen an de Schüler: „Jo, mir investéiere gären an informatescht Material. Mir hätte gär modern Schoulen a mir hätte gären, datt eis Schoulen net nëmmen e flott Gebai hunn, mee och gutt bannendran ekipéiert sinn. An dozou gehéiert eeben och dat informatescht Material."

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech wëllen deem uschléissen, wat den Här Clement gesot huet, wann et ëm d'Digitaliséierung vun der Schoul geet, an zwar d'Digitaliséierung net am Sënn vun der Aart a Weis, wéi ech just e Computer behandelen, mee och d'Fro: Wat ass de Choix vun didakteschem Material, wat noutwendeg ass, fir Schoul ze halen?

Et gëtt gesot, an ech schléissen dat net aus, dass eng Rei vu Buergermeeschteren der Meenung sinn, dass dat fir si ganz flott ass, wa si kënnen dat Material eraussichen, wat an der Schoul da gebraucht gëtt, fir enseignéiert ze ginn. Ech verheemlechen awer net, dass et eng ganz Rei Buergermeeschtere gëtt, déi der Meenung sinn, dass si bei där Aufgab entre-temps total iwwerfuerdert sinn.

De Verweis op d'Autonomie communale, wat bréngt dee mir, wann ech net ka garantéieren, datt tëschent Rëmeleng an der Wemperhaart d'Schüler alleguerten am Land eigentlech mat engem Material, wat deem entsprécht, wat an der Schoul gebraucht gëtt, enseignéiert ginn? Wat bréngt d'Autonomie communale mer, wann deen ee Buergermeeschter dat eent keeft an en anere Buergermeeschter eppes aneres, deen ee ganz vill an deen anere ganz wéineg?

Geet et also ëm d'Fro vun der Autonomie communale? Oder geet et ëm d'Fro, mat wat fir enge Moyene mer eis Kanner enseignéieren a wat fir eng Moyene mer hinnen zur Verfügung stellen?

Ech sinn e Buergermeeschter, deen der Meenung ass, dass ech total iwwerfuerdert sinn. Ech hu weeder e Service informatique, deen do kompetent ass, nach déi néideg Moyenen. Ech stellen d'ailleurs och fest, am Gespréich mam Léierpersonal, dass et beim Léierpersonal bal esou vill Meenunge gëtt, wat een da soll do zur Verfügung stellen, wéi Materialien, déi et gëtt.

Duerfir hunn ech als Buergermeeschter virun e puer Joer ugefaangen, mam Educatiounsminister a Kontakt wëllen ze trieden, fir ze kucken, do eng Solutioun ze fannen.

Ech wëll ausdrécklech soen, dass déi Gemeng, wou ech Buergermeeschter sinn, net der Meenung ass, dass si net necessairement soll matfinanzéieren. Et kann ee souguer driwwer diskutéieren, dass mer et ganz finanzéieren. Et kann een awer och driwwer diskutéieren, dass de Staat, dee jo en fin de compte d'Schoulen, d'Primärschoulen alleguerten, iwwerholl huet, och en Deel do soll matfinanzéieren. Mee dorëm geet et mer eigentlech net.

Et geet mer haaptsächlech ëm d'Fro, ob mer et net musse fäerdegbréngen an dësem Land iwwerall, an all de Gemengen, an deenen 102 Gemengen, eigentlech de Schüler dat selwecht Material zur Verfügung ze stellen, an dass dat Material eigentlech erausgesicht gëtt vun deenen, déi d'Schoul och dirigéieren.

An do sinn den CGIE, den CTIE eigentlech fir mech déi Outilen, déi dofir do sinn. Ech gesinn elo, dass hei den Artikel 11 an dësem Projet de loi soll geännert ginn, deen dem Centre, dann dem CGIE, eng Rei vu Moyene soll ginn.

Wat ech awer och feststellen, dat ass, dass d'Artikelen 10 an 13 aus deem Gesetz net geännert ginn.

Den Artikel 10 vun deem Gesetz, dee kloer an däitlech seet, dass de Kader vun de Missioune vum CGIE sech op den « ensemble des administrations, services, écoles ou institutions qui sont placés sous l'autorité du ministre » bezitt. „École sous l'autorité du ministre", dat ass d'Primärschoul ganz sécher, d'Spillschoul ganz sécher. D'Cyclen 1 bis 4 sinn haut ënnert der Autoritéit vum Minister. Dat Eenzegt, wat d'Gemengen nach ze maachen hunn, dat ass d'Zurverfügungstellung vum Gebai an eigentlech den Uschloss un de Reseau. Dat seet den Artikel 10. Dee gëtt net geännert.

Den Artikel 13 ass nach vill méi prezis. Den Artikel 13 seet nämlech a sengem zweeten Tiret: « La division ‚Informatique distribuée et support' assure en collaboration étroite avec le Centre des Technologies de l'Information de l'État : 1) l'acquisition, » aquérir, kafen, « la gestion et l'inventaire d'équipements informatiques et bureautiques ».

Dat heescht, fir mech kënnt et ganz kloer aus der kombinéierter Lektür vun den Artikelen 10 an 13 vum Gesetz vun 2013 - 13. Juni, mengen ech, 2013 -, d'Modificatif zu och deem Gesetz vun 1993 - et gëtt et säit aacht Joer -, eng Kompetenz, net nëmmen eng Kompetenz um Niveau vum Eraussichen, mee och eng Kompetenz um Niveau vum Bezuele vum informatesche Material, och an de Primärschoulen.

De Minister huet dat bis haut refuséiert. An et ass dat, wat mech derzou bruecht huet, fir eigentlech heihinnerzekommen, wann e seet, all Partner misst mat op de Wee goen.

Den Här Minister weess, dass d'Gemeng Käerjeng e Prozess géint e lafen huet, well mir exactement gären hätten, dass d'Artikelen 10 an 13 vum Gesetz esou applizéiert ginn, wéi de Legislateur se 2013 eigentlech gestëmmt huet. Dee Prozess wäert an deenen nächste Méint toiséiert ginn. An doraus ergëtt sech dann en fin de compte d'Äntwert op d'Fro, ob et net awer un enger zentraler Stell beim Staat ass, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, fir zoustänneg ze sinn - souwuel fir d'Eraussiche vu Material, wat fir e Material zur Verfügung gestallt gëtt a wien et bezilt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, aus den Ausféierunge vum Michel Wolter geet ervir, datt mer do eng ënnerschiddlech Interpretatioun vun deenen Artikelen hunn. Déi huet derzou gefouert, datt mer eeben dat doten um Geriicht mussen tranchéiere loossen. Mir sinn dann natierlech och gespaant op d'Interpretatioun vum Geriicht, an da wäerte mer eis natierlech och dorunner halen.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen, datt et laut eiser Interpretatioun net d'Intentioun vum Legislateur war, fir déi doten Aufgab bei d'Gemengenautoritéiten ze drécken, datt et laut eiser Interpretatioun sécherlech war, datt mer genau dat maachen, wat och hei Virriedner gesot hunn, nämlech datt mer eng gemeinsam Consultance hunn, datt mer kucken, wat fir en Ekipement do kaaft gëtt, datt et dat Ekipement ass, mat deem d'Enseignanten dann och schaffen, wou mer och déi digital Programmer hunn, datt et wierklech zur Notzung an zu enger Plus-value kënnt an d'Fro herno eeben net just beim Finanzement wäert landen.

Duerfir hu mir och elo hei keng aner Haltung, wéi mer se an deene leschte Joren ageholl hunn. An ech denken, datt dëse Projet de loi déi dote Fro awer och nach eng Kéier zousätzlech gekläert huet.

Ech erënneren awer nach eng Kéier drun: Wann ee wëllt, och als Gemengen - an dat ass eng Invitatioun un de Syvicol -, mat der Regierung doriwwer schwätzen, dann ass dat sécherlech net nëmmen eng Diskussioun, déi mam Bildungsminister ze féieren ass, dann ass et hei eng essenziell Fro vu Gemengekompetenzen, vun Zoustännegkeeten, déi beim Staat oder bei de Gemenge leien. Et ass och eng essenziell Fro vu Gemengefinanzen. An da mussen déi Acteuren och mat un den Dësch kommen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7658. Den Text steet am Document parlementaire 7658[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7658 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 37 Jo-Stëmme géint 23 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Guy Arendt), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Aly Kaes), Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Discours de M. le Président

Domat si mer um Enn vun eiser ëffentlecher Sitzung ukomm. Mir hu laang an aarbechtsräich Wochen a Méint hanner eis. An dës lescht Deeg waren erëm besonnesch intensiv. D'Sessioun 2020-2021 ass awer nach net eriwwer. Et sinn an deenen nächste Wochen nach eng Partie Kommissiounssitzungen an international Reunioune geplangt.

A genee wéi zejoert wësse mer net, wéi eng Iwwerraschungen d'Pandemie ronderëm de Covid-19-Virus eis nach bréngt. Mee mir wëssen, datt d'Chamber zu all Moment kann am Asaz sinn. Spéitstens am September gesi mer eis all erëm fir d'Adaptatioune vun de Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie.

Ech hoffen, datt jiddereen an nächster Zäit awer och e bëssen zur Rou ka kommen. Ech wëll Iech alleguer an all deenen, déi zur grousser Famill vun der Chamber gehéieren, aus der Administratioun, awer och aus de Fraktiounen a vun de Sensibilitéiten, e grousse Merci soen, datt Dir all esou gutt a mat esou vill Asaz an Engagement zum gudde Fonctionnement vun der éischter Institutioun vum Land bäidrot.

Passt op Iech op! Haalt Iech un d'Reegelen! Loosst Iech impfen, souwäit dat nach net geschitt ass! A bleift virun allem gesond!

Ech soen op dëser Plaz nach jidderengem am Numm vun der ganzer Chamber en häerzleche Merci fir den onermiddlechen Asaz géint d'Héichwaasser, de Rettungsekippen, mee och all de Fräiwëllegen, Noperen, Famill a Frënn, déi hëllefen. Et huet eist Land, mee och eis Nopeschlänner plazeweis ganz uerg getraff.

De Biergerinnen a Bierger, déi vun de schlëmmen Iwwerschwemmunge betraff sinn, wëll ech eist déifst Matgefill ausdrécken. Hinnen alleguer wënschen ech vill Kraaft a Courage an dëse schwéiere Stonnen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Applaudissements)

(La séance publique est levée à 15.37 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Martine Hansen**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
5. **Discours de M. le Président**
   - M. Fernand Etgen, Président
6. **7875 - Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° de la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;
   3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt des motions 1 à 3) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Roy Reding et M. Fernand Kartheiser) - M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 4) - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement (dépôt de la motion 5)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motions 2 et 5 : M. Georges Engel (intervention de M. Claude Wiseler) - M. Sven Clement (intervention de M. Georges Engel)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Georges Engel
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : M. Sven Clement - M. Georges Engel - M. Claude Wiseler - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel)
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
7. **7865 - Projet de loi portant attribution d'une aide financière exceptionnelle aux organismes de formation engageant des apprentis dans le domaine de la formation professionnelle**
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - Mme Myriam Cecchetti - M. Fred Keup - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. **7871 - Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail**
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : Mme Carole Hartmann
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi
9. **7824 - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés**
   - Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding
   - Discussion générale : M. Léon Gloden - M. André Bauler - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Sven Clement - Mme Myriam Cecchetti
   - Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
10. **Discours de Mme Lydie Polfer**
    - Mme Lydie Polfer

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Meisch et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projets a vum Projet de règlement grand-ducal, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 14 septembre 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7861** - Projet de loi portant modification de la loi du 17 avril 2018 relative aux indices de référence*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.07.2021

***7862** - Projet de loi portant modification des articles L. 414-3 et L. 414-9 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.07.2021

***7863** - Projet de loi sur les référendaires de justice et portant modification de :*

1. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

3. la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;

4. la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

5. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 23.07.2021

***7864** - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral au travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.07.2021

***7865** - Projet de loi portant attribution d'une aide financière exceptionnelle aux organismes de formation engageant des apprentis dans le domaine de la formation professionnelle*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 27.07.2021

***7866** - Projet de loi portant création d'un établissement public nommé Kultur | lx - Arts Council Luxembourg et portant modification :*

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi modifiée du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster ;

3° de la loi du 26 mai 2004 portant création d'un établissement public nommé Centre de musiques amplifiées ;

4° de la loi du 16 décembre 2011 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte » et de la Fondation Henri Pensis

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 27.07.2021

***7867** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007, ainsi que l'Avenant, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28.07.2021

***7868** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 04.08.2021

***7869** - Projet de loi portant modification :*

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

3° de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé « centre hospitalier neuropsychiatrique » ;

4° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire ;

5° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

6° de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 11.08.2021

***7870** - Projet de loi portant*

1° organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

2° modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 17.08.2021

***7871** - Projet de loi portant dérogation exceptionnelle au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 17.08.2021

***7872** - Projet de loi portant modification de*

1° la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

- la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;

2° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur la perception du droit de succession ;

3° la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.08.2021

***7874** - Projet de loi concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier et facilitant l'échange transfrontière d'informations relatives au défaut de paiement des redevances routières dans l'Union européenne*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux, le 25.08.2021

***7875** - Projet de loi portant modification :*

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 02.09.2021

***7876** - Projet de loi modifiant*

1° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;

2° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02.09.2021

***7877** - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 02.09.2021

***7880** - Projet de loi sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant :*

1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ;

2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ;

3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités et de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et service de l'État ;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et portant abrogation de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 07.09.2021

***7881** - Projet de loi sur les échanges d'informations relatives aux ressortissants de pays tiers à l'Union européenne ainsi que le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS) portant :*

1° transposition de la directive (UE) 2019/884 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 modifiant la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil en ce qui concerne les échanges d'informations relatives aux ressortissants de pays tiers ainsi que le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), et remplaçant la décision 2009/316/JAI du Conseil ;

2° mise en œuvre du règlement (UE) 2019/816 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 portant création d'un système centralisé permettant d'identifier les États membres détenant des informations relatives aux condamnations concernant des ressortissants de pays tiers et des apatrides, qui vise à compléter le système européen d'information sur les casiers judiciaires, et modifiant le règlement (UE) 2018/1726 ;

3° modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 10.09.2021

***7882** - Projet de loi portant*

1° introduction de dispositions spécifiques pour le traitement de données personnelles dans l'application « JUCHA » ; et

2° modification du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 10.09.2021

3) Le projet de règlement grand-ducal suivant a été déposé à l'Administration parlementaire :

***7873** - Projet de règlement grand-ducal modifiant*

1. le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité ;

2. le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz ;

3. le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 19.08.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1939** - Demande de pétition publique : Circulation fluide*

Dépôt : Daniel Theis, le 12.07.2021

***1940** - Demande de pétition publique : Obligation pour les commerces/magasins/épiceries de disposer de WCs accessibles à leurs clients*

Dépôt : Nádia Filipa Oliveira Fernandes, le 12.07.2021

***1941** - Demande de pétition publique : Recht auf Teilzeit ausbauen*

Dépôt : Liesa Opitz, le 13.07.2021

***1942** - Demande de pétition publique : Vaccin Covid-19*

Dépôt : Christelle Pizzirulli, le 13.07.2021

***1943** - Demande de pétition publique : Pas de vaccination obligatoire pour les personnes atteintes de la sclérose en plaques ou d'autres maladies auto-immunes travaillant dans le milieu de soins ou autres!*

Dépôt : Laurence Cheli, le 14.07.2021

***1944** - Demande de pétition publique : Réduction des factures des crèches lors d'une longue absence*

Dépôt : Angelissa Anelli, le 15.07.2021

***1945** - Demande de pétition publique : Gefahrenzulage für Rentner*

Dépôt : Pierre Karges, le 15.07.2021

***1946** - Demande de pétition publique : Considérer un test de langue française ou allemande au même niveau que le test de langue luxembourgeoise comme critère d'obtention de la nationalité luxembourgeoise*

Dépôt : Ahmed Anis Bensadi, le 16.07.2021

***1947** - Demande de pétition publique : Autorisation des traitements alternatifs à la Covid*

Dépôt : Anne-Marie Yim, le 16.07.2021

***1948** - Demande de pétition publique : Gebühren für Immobilienagenturen zu Lasten des Auftraggebers bei Vermietungen von privatem Wohnraum*

Dépôt : Carsten Drue, le 20.07.2021

***1949** - Demande de pétition publique : Inondations, sécheresses, tempêtes, notre monde est en ébullition et le Luxembourg est déjà fortement touché. Déclarons la lutte contre le réchauffement climatique et la perte de biodiversité comme priorité nationale. Sauvons notre planète et l'avenir de nos enfants.*

Dépôt : Pierre-Edouard Burg, le 20.07.2021

***1950** - Demande de pétition publique : Vaccination Covid non obligatoire*

Dépôt : Christelle Pizzirulli, le 20.07.2021

***1951** - Demande de pétition ordinaire : Pour éliminer la discrimination entre femmes et hommes avec enfants sur les panneaux de parking*

Dépôt : Robert Pierre Krecké, le 09.07.2021

***1952** - Demande de pétition ordinaire : Pension müsste erhöht werden für Kleine Leute, die nicht mehr als 1.700 Euro haben*

Dépôt : Charles, le 20.07.2021

***1953** - Demande de pétition ordinaire : Leit, déi den BE-Fürerschäi méi wéi dräi Joer hunn, sollten den C1 kréien*

Dépôt : Patrick Blum, le 20.07.2021

***1954** - Demande de pétition ordinaire : Arrestation et incarcération du député et avocat Amadeu Oliveira en 2021*

Dépôt : Rolando de Jesus Melo, le 25.07.2021

***1955** - Demande de pétition publique : Subvention pour ménage à faible revenu aussi pour les apprentissages-adultes*

Dépôt : Patricia Chaves, le 26.07.2021

***1956** - Demande de pétition publique : Aufbau einer öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalt nationalen Zuschnitts*

Dépôt : Marc Kintgen, le 26.07.2021

***1957** - Demande de pétition publique : Fir an der Fonction publique kënnen ze schaffen, fir déi verschidde Karriäre wéi A1, A2, B1, C1, D1, D2, D3, musse sech verschidde Punkten am Wuel vum Arbeitsucher fir d'Fonction publique änneren, soudass d'Kandidate vun de verschiddene Karriären och d'Chance kréien, fir de Staat Lëtzebuerg kënnen ze schaffen.*

Dépôt : Stéphanie Volz, le 27.07.2021

***1958** - Demande de pétition publique : Immatrikulatiounsplacke fir Vëloen & Elektroroller / Plaquettes d'immatriculation pour vélos & scooters électriques*

Dépôt : Georges Leuck, le 28.07.2021

***1959** - Demande de pétition publique : Corona / d'Resultater & d'Etüde vun de Follge vun der Impfung veröffentlechen / Corona / publier les résultats & études des suites dues à la vaccination*

Dépôt : Georges Leuck, le 28.07.2021

***1960** - Demande de pétition publique : Erlaubnis, ein Wohnmobil zwischen 3,5 und 7,5 Tonnen mit einem B-Klasse-Führerschein zu fahren*

Dépôt : Patrick Bredimus, le 30.07.2021

***1961** - Demande de pétition publique : Öffentlich-rechtlicher Fernsehsender in Luxemburg*

Dépôt : Benedikt Thoma, le 30.07.2021

***1962** - Demande de pétition publique : Glasfasernetz zu Diddeleng ausbauen*

Dépôt : Bruno Sampaio dos Santos, le 30.07.2021

***1963** - Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité routière*

Dépôt : Adil Drag, le 31.07.2021

***1964** - Demande de pétition publique : Sot NEE zu der Petitioun Nummero 1946*

Dépôt : Ahmetson Kasemi, le 01.08.2021

***1965** - Demande de pétition publique : Taser / zum Schutz fir d'Police / Elektroschockpistole / zum Schutz der Polizei*

Dépôt : Georges Leuck, le 01.08.2021

***1966** - Demande de pétition publique : Police*

Dépôt : Mandy Hahn, le 02.08.2021

***1967** - Demande de pétition publique : Interdire que la CNS prenne en charge tout type de PMA à 100 %*

Dépôt : Nora Mallim, le 03.08.2021

***1968** - Demande de pétition publique : Taser (pistolets à impulsions électriques) pour la police*

Dépôt : Julien Passinhas, le 03.08.2021

***1969** - Demande de pétition publique : Nationalité luxembourgeoise en parlant français / Propriétaire de trois logements. Contribuable trimestriel*

Dépôt : Jorge Eduardo Gil, le 03.08.2021

***1970** - Demande de pétition publique : Firwat mir stinn, Chambre des Députés / Déi ëffentlech Petitioun muss eethesch Prinzippie respektéieren. Den Inhalt däerf net Gewalt, Rassismus, Xenophobie, Homophobie, etc. promouvéieren. Si däerf net vulgär sinn a beleidegen etc.*

Dépôt : Sabrina Incardona, le 04.08.2021

***1971** - Demande de pétition publique : 13e mois pour le secteur privé / 13. Monatsgehalt für Beschäftigte im Privatsektor*

Dépôt : Guy Klein, le 04.08.2021

***1972** - Demande de pétition publique : Ne pas appliquer le pass sanitaire aux enfants âgés de moins de douze ans*

Dépôt : Méline Damolini, le 05.08.2021

***1973** - Demande de pétition publique : Keng Prise en charge vun de Spidolskäschten, wann ee sech als Erwuessenen net géint de Covid-19 wëllt impfe loossen / Pas de prise en charge des frais médicaux pour les personnes majeures non vaccinées contre le Covid-19*

Dépôt : Max Weber, le 06.08.2021

***1974** - Demande de pétition publique : Géint d'Petitioun N° 1946*

Dépôt : Yanis Turcarelli, le 06.08.2021

***1975** - Demande de pétition publique : Maintenir la langue luxembourgeoise comme seule langue à tester afin d'acquérir la nationalité luxembourgeoise et élever le niveau minimum requis à B1*

Dépôt : Abner Andrey Martinez Zamudio, le 06.08.2021

***1976** - Demande de pétition publique : All Persoun, déi déi lëtzebuergesch Nationalitéit wëllt kréien, soll och eis lëtzebuergesch Sprooch kennen!!*

Dépôt : Sven Lutgen, le 09.08.2021

***1977** - Demande de pétition publique : Pour que l'endométriose soit reconnue comme une maladie handicapante et une affection à longue durée*

Dépôt : Liliana Rodrigues, le 12.08.2021

***1978** - Demande de pétition publique : Suppression de la taxe douanière pour les envois de l'étranger*

Dépôt : Alexandre Cabral da Silva, le 13.08.2021

***1979** - Demande de pétition publique : Obtention de la nationalité luxembourgeoise, avoir le choix entre le français, l'allemand et le luxembourgeois*

Dépôt : Diederick Zambon, le 14.08.2021

***1980** - Demande de pétition publique : Fräiheet fir d'Covid-19-Geimpfter an dovu geheelte Leit*

Dépôt : Sonja Kohl, le 16.08.2021

***1981** - Demande de pétition publique : Keng Theoriescoursen a keen Theoriesexame méi, wann ee schonn ee Führerschäin huet, wou een den Theoriesexame maachen an packe misst! / Plus de cours théoriques et plus d'examens théoriques si on a déjà un permis de conduire où on a passé et réussi l'examen théorique !*

Dépôt : Nadine Jakoby, le 16.08.2021

***1982** - Demande de pétition publique : Ee Recht fir Kanner op eng Plaz am Foyer scolaire / Maison relais*

Dépôt : Steve Hoffmann, le 17.08.2021

***1983** - Demande de pétition publique : Revalorisation du taux horaire au travail dès dix ans d'ancienneté / (pour le salaire minimum non qualifié sans diplôme reconnu) / Tous métiers confondus au Luxembourg*

Dépôt : Nathalie Munier, le 18.08.2021

***1984** - Demande de pétition publique : Diminuer le nombre d'années pour obtenir la nationalité luxembourgeoise automatiquement, au lieu de 20 ans juste 10 ans pour les résidents, accompagnée d'une participation de formation de la langue luxembourgeoise*

Dépôt : Riadh Souissi, le 22.08.2021

***1985** - Demande de pétition publique : Nationalité luxembourgeoise*

Dépôt : Zenaide Pereira Andrade dos Santos Danelli, le 24.08.2021

***1986** - Demande de pétition publique : J'aimerais avoir la nationalité luxembourgeoise, je suis portugaise, mariée avec un luxembourgeois, mais la langue luxembourgeoise m'empêche d'avoir la nationalité, car je ne parle pas et je n'écris pas le luxembourgeois*

Dépôt : Maria Evangelista De Oliveira Binz, le 26.08.2021

***1987** - Demande de pétition publique : Transport Adapto et mention accompagnateur obligatoire*

Dépôt : Samia Messaï, le 27.08.2021

***1988** - Demande de pétition publique : Droit à l'adoption en tant que célibataire*

Dépôt : Lyubomira Trendafilova, le 28.08.2021

***1989** - Demande de pétition publique : De Sproochentest nëmmen op „Lëtzebuergesch" ubidden, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit bzw. Staatsbürgerschaft ze kréien / (Eng Kontra-Petitioun vun der Petitioun N° 1946)*

Dépôt : Haris Aganovic, le 02.08.2021

***1990** - Demande de pétition publique : Contre la marginalisation par la discrimination - Gegen Ausgrenzung durch Digitalisierung*

Dépôt : Daniel Grommes, le 01.09.2021

***1991** - Demande de pétition publique : Pour une interdiction de l'utilisation d'eau potable coulant continuellement pour refroidir les centres informatiques (datacenter) / Für ein Verbot der Nutzung von fließendem Trinkwasser zur Kühlung von Datenzentren*

Dépôt : Daniel Grommes, le 01.09.2021

***1992** - Demande de pétition publique : Sortons les poules des cages !!! Interdiction de la vente des œufs de categorie 2 et de categorie 3 / Ban the sale of eggs category 2 and category 3 - eggs from caged chickens*

Dépôt : Alicja Skiba, le 02.09.2021

***1993** - Demande de pétition publique : Inscrire Résolution 2361 (2021) du Conseil de l'Europe - Vaccins contre la Covid-19 : considérations éthiques, juridiques et pratiques, dans la Constitution du Grand-Duché du Luxembourg*

Dépôt : Gérard Philipp, le 03.09.2021

***1994** - Demande de pétition publique : Contre l'obligation de porter un gilet de sécurité réglementaire pour tout piéton en dehors des agglomérations pendant la nuit ou en cas de mauvaise visibilité / Abolition de l'infraction 170-07 du Code de la route (modification par les règlements grand-ducaux nos 33 et 34 du 27 mars 2008) / Gegen die Warnwestenpflicht für alle Fußgänger außerhalb der Ortschaften nachts und bei schlechter Sicht*

Dépôt : Daniel Grommes, le 04.09.2021

***1995** - Demande de pétition publique : Large Scale Testing*

Dépôt : Sabrina Marta Tavares, le 08.09.2021

***1996** - Demande de pétition ordinaire : Chômage*

Dépôt : Florence Lampert, le 30.07.2021

***1997** - Demande de pétition publique : Accroître le taux d'attraction des talents non francophones et l'intégration mondiale : faire de l'anglais une langue officielle du Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt : Tolga Saglik, le 10.09.2021

***1998** - Demande de pétition publique : Adjudication immobilière - priorité aux primo-acquéreurs et limitation d'accès aux sociétés et multipropriétaires*

Dépôt : Matilde Fernandes, le 11.09.2021

***1999** - Demande de pétition publique : Nos salaires devraient évoluer dans le temps à la hausse*

Dépôt : Nathalie Munier, le 12.09.2021

***2000** - Demande de pétition publique : Pétition contre la crise du logement*

Dépôt : Bruno Gomes, le 12.09.2021

***2001** - Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire concernant les agences immobilières pour un meilleur professionnalisme et une commission plus juste en vue de la situation actuelle du marché*

Dépôt : Bruno Gomes, le 12.09.2021

***2002** - Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire pour l'indépendance du CAF (Comité des arbitres fédéraux du football) et pour la protection des arbitres*

Dépôt : Bruno Gomes, le 12.09.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

De 16. Juli 2021 huet de President vum Staatsrot matgedeelt, datt de Poste vum Staatsconseiller vum Här Georges Wivenes vakant ginn ass. Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an an den Artikelen 116 bis 127 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, ee Kandidat fir de Poste vum Staatsconseiller ze bezeechnen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens de 5. Oktober 2021. Den Datum vum Poststempel ass maassgeebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn, dat heescht:

1) d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn;

2) am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter sinn;

3) am Grand-Duché residéieren, an

4) den Alter vun 30 Joer erreecht hunn.

Esou wéi den Artikel 6 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot et virgesäit, huet eis de Staatsrot follgend zwee Profiller matgedeelt, déi d'Chamber an hirem Choix leede sollen:

1) eng Persoun, déi en Ofschlossdiplom am Droit huet an eng Beruffserfarung an de Beräicher vum administrativen an Transportrecht, oder

2) eng Persoun, déi en Ofschlossdiplom vun engem kompletten Zyklus am Droit huet mat enger Beruffserfarung am Privatrecht oder am Schutz vun de Biergerrechter.

Et ass ze bemierken, datt den Artikel 7 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an den Artikel 122 vum Chambersreglement virgesinn, datt beim Choix vum Kandidat an der ëffentlecher Sitzung d'Chamber soll dorobber oppassen, datt d'Zesummesetzung vum Staatsrot déi vun de Parteien an der Chamber soll widderspigelen, ënnert der Konditioun, datt déi jeeweileg Parteie bei deenen zwou leschte Legislativwalen op d'mannst dräi Sëtz kritt hunn.

Ech erënneren lech drun, datt all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun där festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Et gëtt proposéiert, den éischte Punkt iwwert den Octroi vun engem Éierentitel u Fonctionnairë vun der parlamentarescher Administratioun op den Hierscht ze verleeën, fir datt mir se all zesumme kënnen op der Tribün empfänken.

Ass d'Chamber mat der Ännerung vun dem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Martine Hansen

Da géif ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Merci, Här President. Als CSV setze mer eis fir d'Chancë-

gläichheet an. A mir hätte gär, datt all Kand, egal, wou et wunnt, egal, wou hei am Land, déi selwecht Chancen huet. Dofir ass och dës Proposition de loi.

Covid huet eis gewisen, wéi wichteg dat informatescht Material ass, wat d'Schoulen zur Verfügung hunn. De Ministère seet am Prinzip och, wat d'Schoule musse maachen, mee en hélt awer net d'Verantwortung, fir derfir ze suergen, datt d'Schoulen alleguer - d'Grondschoulen - dat selwecht Material hunn, fir de Kanner zur Verfügung ze stellen. Dat ass awer extreem wichteg. Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt d'Gemengen net alleguer iwwert déi selwecht finanziell Moyene verfügen.

A genau dofir wëll ech dës Proposition de loi hei deposéieren. Mir hätte gäre Chancëgerechtegkeet. Mir wëllen et gäre kloermaachen, datt de Staat och responsabel muss si fir d'informatescht Material an de Grondschoulen. An dofir dës Proposition de loi mat just zwee Artikelen.

Deen éischten Artikel ass u sech eng Upassung vum CTE-Gesetz, wou mer draschreiwen, datt deen net nëmmen zoustänneg ass fir d'Zurverfügungstelle vum informatesche Material fir d'Lycéeën, mee och fir d'Grondschoulen.

An deen zweeten Artikel ass d'Fondamentalsgesetz vun 2009, wou mer een Artikel derbäisetzen, wou mer kloermaachen, datt d'Zurverfügungstellen, d'Installatioun an d'Gestioun vum informatesche Material iwwert de Centre informatique de l'État à charge vum Budget vum Staat ass.

Wannechgelift!

7883 *- Proposition de loi portant modification*

1) de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de technologie de l'éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ;

2) de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

5. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass et viraussiichtlech fir d'lescht, datt d'Chamber sech hei am Cercle fir eng Plenarsitzung trëfft. De 17. Abrëll 2020, matzen am État de crise, hate mer de Krautmaart verlooss. Matzen am Lockdown hate mer ufangs nach e puer Plenarsitzungen ofgehalen, wou d'Deputéiert iwwer e puer Säll verdeelt waren an hu missen esou deliberéieren an ofstëmmen. Déi Biller wäerte mer ni vergiessen.

Fir d'drëtt an hirer Geschicht war d'Chamber net um Krautmaart. Déi éischte Kéier war wärend dem zweete Weltkrich, wéi d'Chamber opgeléist war. Déi zweete Kéier war 1997, wéi d'Gebailechkeete komplett renovéiert goufen. Och deemools war d'Stad Lëtzebuerg esou léif, fir eis entgéintzekommen, andeems mir um Knuedler op der Gemeng eis parlamentaresch Aarbecht weiderféiere konnten.

D'Chamber ass 1999 nees zréckgeplënnert, wéi d'Aarbechte ganz ofgeschloss waren. D'Pandemie ass am Géigesaz zu deemools awer nach net eriwwer. Mir ginn dowéinst ouni grousse Pomp zréck op de Krautmaart. De Virus ass nach laang net besiigt, just de Regimm vum CovidCheck an d'Impfcampagne erlaben eis et, datt mer nees Plaz an engem frësch renovéierte Plenarsall kënnen huelen. Do wäerte mir eise Kampf géint de Covid-19 kënne weiderféieren.

Mäi grousse Merci geet haut un d'Stater Buergermeeschtesch d'Madamm Lydie Polfer, well et hir Iddi war, fir heihinnerzekommen, grad ewéi un de ganze Stater Schäfferot. Merci och un d'ALAC, un all déi Leit, déi hei am Cercle schaffen an eis annerhalleft Joer gehollef hunn.

Duerch de Cercle konnt d'Chamber voll a ganz hir demokratesch Objektiver erfëllen. Duerch de Cercle war d'Chamber zu all Moment handlungsfäeg. Duerch de Cercle konnte mer d'Gesondheet vun den Deputéierten, de Regierungsmemberen an eise Mataarbechter beschtméiglechst schützen. Duerch de Cercle konnten hei net nëmme Gesetzer gestëmmt ginn. Besonnesch wann een duerch eng Kris muss goen, ass et indispensabel, datt och en oppenen, kriteschen Debat ka stattfannen. Och dat huet de Cercle eis erlaabt.

Ech freeë mech, nees zréck op de Krautmaart ze goen. Ech muss awer och soen, datt trotz der Tragik vun der Pandemie, déi iwwer eis hiergefall ass, de Cercle méi wéi just en einfachen Ënnerdaach duergestallt huet. Dëst Gebai wäert fir ëmmer d'Resilienz vun eiser Demokratie duerstellen.

No haut gesi mer eis den 12. Oktober fir déi nächst Plenarsitzung dann nees um Krautmaart zréck.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

6. 7875 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

An ech ginn elo d'Wuert un de Rapporter vun deem nächste Covidgesetz, dat ass de Rapporter vum Projet de loi 7875. A wie kéint dat anescht si wéi den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo? D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Sven Clement. Här Di Bartolomeo, Dir hutt elo d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, dass Der alleguer e puer erhuelsam Wochen hat a wärend der Vakanz gesond bliwwe sidd.

Wa mir haut ee Mount virun der parlamentarescher Rentrée hei am Parlament zesummekommen, fir dat 22. Covidgesetz ze diskutéieren an ze verabschiden, dann ass dat en Zeechen, dass de Virus, deen eis elo schonn annerhalleft Joer plot, krank mécht a fir iwwer 800 Stierfäll verantwortlech ass, keng Vakanz mécht. En ass nach wie vor do, och wann déi aktuell Situatioun sech net a Schwaarz-, a Wäiss-, mee a Grotéin presentéiert.

Wéi gesäit d'Situatioun aktuell um Terrain aus? D'Infektiounszuele sinn zënter eisem leschte Gesetz geklommen, mee hu sech an deene leschten Deeg plus/minus stabiliséiert. Et gëllt awer, d'Entwécklung weider am A ze behalen, well elo e puer Facteure beieneekommen, déi zu enger méi staarker Verbreedung vum Virus kënne féieren, an zwar d'Retouren aus der Vakanz, d'Reprise vun der Aarbecht mat vläicht manner Teletravail an de Schoulufank ab muer. Duerch all dës Fakte kënnen d'Zuelen an deenen nächsten Deeg weider klammen.

Derbäi kënnt, dass déi Deltavariant méi ustiechend ass. Op där anerer Säit awer sinn d'Impfungen, déi d'Progressioun vum Virus agrenzen, gutt virukomm, och wann et do besonnesch an eenzelen Alterskategorien nach Loft - vill Loft - no uewe gëtt.

D'Hospitalisatioune sinn an deene leschte Wochen och eropgaangen. Mee och hei schéngt et aktuell zu enger gewëssener Stabilisatioun komm ze sinn. D'Situatioun an eise Spideeler ass am Moment ënner Kontroll. Mee opgrond vun der ongewësser Entwécklung gëllt et, besonnesch dës Zuelen am A ze behalen. D'Zuel vun de Stierffäll ass schonns méi laang erofgaangen, mee et stierwe leider nach ëmmer Leit a jiddwer Mënsch, deen duerch de Covid stierft, ass definitiv, an dat kann een net genuch ënnersträichen, een ze vill. An dat, genee dat, soll eis dovun ofhalen, de Virus ze verharmlosen a géint Covidmoossnamen op d'Strooss ze goen, amplaz géint de Virus ze kämpfen a solidaresch ze sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- E Grond fir dës relativ niddreg Stierffäll ass warscheinlech de ganz gudden Impftaux vun iwwer 80 % bei de Leit, déi méi wéi 50 Joer al sinn. Par contre muss ee bei deene méi Jonken nach Efforte maachen. Aktuell läit den Taux fir déi vu manner wéi 18 Joer, déi sech och eréischt relativ rezent kënnen impfe loossen, bei knapp 15 %. Ze denke muss eis ginn, dass den Impftaux bei de Leit tëschent 25 an 49 Joer nëmme bei 65,7 % läit. Do ass also nach en Nohuelbedarf an et ass gutt, dass d'Impfangebot sech elo demokratiséiert a méi no bei d'Leit kënnt, do, wou d'Leit sech ophalen. Dat ass definitiv ze begréissen!

Fir d'Wierksamkeet vum Vaccin schwätzt, dass den absolutte Gros vun de Covidpatienten an de Spideeler net geimpft war a souguer 100 % vun de Patienten op den Intensivstatiounen net geimpft waren.

D'Analysen aus de Kläranlage weisen hirersäits, fir op e weideren Thermometer anzegoen, dass de Virus nach ëmmer relativ staark present ass.

Wat steet elo an eisem Projet de loi? Aus dëse Premissen ergëtt sech, dass et elo net ubruecht ass, Ouverturen ze maachen. Duerfir gëtt de Regimm vum CovidCheck, deen eis dëse Summer begleet huet, weider bäibehalen. Dëse System huet sech bewäert an erlaabt eng gewëssen Normalitéit a reduzéiert gläichzäiteg de Risiko, dass de Virus sech weider verbreet.

An der Kommissioun ass d'Fro opkomm, wéi d'Betriber koordinéiert mat dem Regimm vum CovidCheck kënnen ëmgoen. Op Nofro huet den Aarbechtsminister bestätegt, dass hie Gespréicher mat der UEL wäert féieren, fir, wann néideg, dozou ze legiferéieren, ze reglementéieren, fir d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz fir jiddwereen esou gutt ewéi méiglech ze maachen.

De CovidCheck eleng geet awer net duer. D'Gestes barrières musse weider agehale ginn. A virun allem muss déi vulnerabel Populatioun weider konsequent geschützt ginn. Duerfir gëtt de sougenannte Cordon sanitaire, d'Schutzmoossname ronderëm d'Patienten, déi an de Spideeler sinn, méi enk gezunn. Elo muss niewent dem Personal och jidder Externen, deen an e Spidol era wëllt goen, geimpft, geheelt oder getest sinn oder ginn. Bis elo hat dat bei den Externe just explizitt fir d'Visiteure vu Patiente gegollt. Dat gëtt also ausgedeent op all d'Visiteuren, déi zum Beispill fir Consultatiounen oder Ënnersichungen an eng Dokteschpraxis am Spidol kommen, gradewéi fir d'Begleetpersounen, fir jiddwereen also, dee riskéiert, enke Kontakt mat de Patienten ze hunn. Op déi Formuléierung kommen ech méi spéit nach eng Kéier zréck.

Eng zweet Neierung betrëfft d'Masken an de Schoulen. Mam Covidgesetz vum 17. Juli ass d'Maskeflicht an de Klassesäll opgehuewe ginn, wann d'Schüler op hirer Plaz sëtzen. Dat bleift och esou. Nei ass awer, dass, wann ee positive Fall an enger Klass oder an engem Grupp vu Schüler aus verschiddene Klassen, Auditoires detektéiert gëtt, dann erëm eng temporär Maskeflicht fir dës Klass respektiv fir dee Grupp an hir Enseignantë gëllt, dat fir eng Dauer vu siwen Deeg nom leschten Dag, wou de kranke Schüler an der Klass oder am Grupp war.

Vu d'Schwieregkeet, d'Evolutioun vun der sanitärer Situatioun genau virauszegesinn, ass an der Gesetzesvirlag och virgesinn, de spezielle Congé pour raisons familiales ze verlängeren, dëst engersäits, fir den Eltere vu Kanner, déi als vulnerabel gëllen, et ze erméiglechen, sech doheem ëm hir Kanner ze këmmeren, an anerersäits och, well een net ausschléisse kann, dass et Klassen, vläicht souguer Schoule kéint ginn, déi wärend enger gewëssener Zäit missten hir Aktivitéit reduzéieren.

Schliisslech gëtt d'Gesetz vun 1995 iwwert d'Distributioun en gros vu Medikamenter ofgeännert, soudass och Medikamenter kënne stockéiert ginn, déi am Kontext vun enger „menace transfrontalière grave" fir d'Gesondheet eng speziell Autorisatioun vum Minister kréien.

An zu gudder Lescht gesäit de Projet de loi och eng automatesch Equivalenz vun Impfzertifikater - wat eigentlech eng Evidenz ass - aus Drëttstaate vir, wann d'EU dat geneemegt huet. An ech kommen herno nach dorop zréck, well den urspréngleche Text eng Reegelung sollt virgesinn, no där den Direkter vun der Santé och bilateral esou Geneemegungen hätt kënne ginn.

Den Text huet och dës Kéier d'Kommissioun aneschters verlooss, wéi en erakomm ass, a wéi gewinnt insistéieren ech op déi exzellent Zesummenaarbecht an dëser Kommissioun, an där konkreet, konstruktiv Virschléi komm sinn an d'Regierung och positiv dorop reagéiert huet.

No éischten Diskussiounen an der Kommissioun koume Regierungsamendemente mat Textännerungen a -verbesserunge vun der Regierung selwer, déi kloer och vun der Kommissioun beaflosst waren. Och opgrond vun den Observatioune vum Staatsrot sinn déi an den definitiven Text agefloss.

De Staatsrot, wéi an deem leschten annerhallwe Joer ëmmer, huet schnell, grëndlech, konstruktiv geschafft a gréisstendeels Textvirschléi gemaach, déi der Kommissioun d'Aarbecht erliichtert hunn, och der Regierung d'Aarbecht erliichtert hunn. Et ass ëmmer méi einfach, wa bei Kriticken och déi Virschléi kommen, fir déi Kriticken ze iwwerbrécken.

D'3G-Flicht - geimpft, erëm gesond, getest oder op der Plaz getest - fir Leit, déi an d'Spidol ginn, huet fir Diskussioune gesuergt. Laut dem initialen Text sollt dës 3G-Flicht fir Leit virgesi ginn, déi méiglecherweis - „susceptible" huet et am Text geheescht - en enke Kontakt mat Patienten am Spidol kéinten hunn.

De Staatsrot huet bemierkt, dass d'Formulatioun „susceptible d'avoir un contact étroit" net deem géif entspriechen, wat am Commentaire des articles stoung, nämlech, fir den 3G am Spidol besser ze cibléieren. En huet gesot: „Op där enger Säit maacht Der et grouss op, op där anerer Säit sot Der, Dir wéilt cibléieren." Manifestement ass dat awer e Mëssverständnis gewiescht vun deem, wat mer eigentlech alleguer wollten, well et drëms geet, dass och wierklech jiddwereen, dee potenziell mat Patiente vun engem Spidol a Kontakt kéint kommen, den 3G misst respektéieren, fir d'Gesondheet vun de Patienten net a Fro ze stellen.

No deem Echange, dee mer haten, hu mer eis drop gëeenegt, fir déi Formulatioun vum urspréngleche Text zréckzebehalen. Mir hunn also hei de Conseil d'État net suivéiert a mir hunn och preziséiert, dass déi Leit, déi just virun der Dier eppes ofginn, Blummen, e Pak, Medikamenter oder ech weess net wat, an net an d'Spidol eraginn, selbstverständlech där doter Testflicht oder deenen dote Konditiounen net entspriechen, mee dass awer jiddwereen, deen am Spidol zirkuléiert, déi Konditioune muss erfëllen.

Wat d'Ausnamen zu dëser 3G-Flicht ugeet, sou hate mer am urspréngleche Text festgehalen, dass net betraff si vun där 3G-Reegelung: d'Urgence vitale an d'Urgence pédiatrique. Opgrond vum Avis vum Conseil d'État hu mer d'Urgencen alleguer ageschloss an et ass un deenen, déi den Tri maachen, fir ze decidéieren: Ass et eng wierklech Urgence oder kann een deem Patient zoumudden, dass en déi 3G-Konditiounen erfëllt an, wann et noutwendeg ass, sech teste léisst? Hei hat de Conseil d'État eng Opposition formelle drop gesat, mee mir konnten déi awer ëmschëffen.

Déi zwou Oppositions formelles, déi de Conseil d'État ausgeschwat hat … Nee, et deet mer leed, hei war keng Opposition formelle drop. De Conseil d'État huet zwou formell Oppositioune formuléiert.

Déi éischt huet d'Maskeflicht an de Schoule betraff. De Staatsrot huet kritiséiert, dass d'Dispositioune betreffend d'Maskeflicht net kloer genuch formuléiert wären. An den Diskussiounen an der Kommissioun mat der Regierung hu mer dat zesumme preziséiert. An an der Kommissioun ass drop insistéiert ginn, dass déi Konditiounen, wéi se an de Schoule gëllen, och sollen harmoniséiert gi mat de Konditiounen an de Betreiungsstrukturen. An do huet d'Regierung eis och zougeséchert, dass se doru wäert schaffen, dass d'Konditiounen an der Schoul, an de Betreiungsstrukturen, wou gréisstendeels déi selwecht jonk Leit zesummekommen, ... dass dat géif geschéien.

Déi zweet Opposition formelle huet ronderëm d'Unerkennung vun den Zertifikater, 3G-Zertifikater, Impfzertifikater aus Drëttlänner, gedréit. Wéi ech virdru gesot hunn, war do am Gesetzestext virgesinn, dass déi, déi net um europäesche Plang unerkannt sinn, kéinten unerkannt ginn iwwert eng Decisioun vum Direkter vun der Santé. De Conseil d'État huet do verfassungsrechtlech Awänn dergéint erhuewen a mir hunn dat och gestrach.

Dat heescht, et ginn elo déi Zertifikater unerkannt, déi europäesch unerkannt sinn. An d'Regierung wäert reglementaresch a gesetzlech de Kader schafen, fir och aus eventuellen Drëttlänner bilateral esou Zertifikater unzeerkennen.

D'Gesetz soll muer a Kraaft trieden, haut Mëtternuecht an eng Sekonn. Mir hunn eng kuerz Lafzäit vu bal genee engem Mount gewielt, well mer opgrond vun deene Facteuren, déi am Moment op eis zoukommen, dat wëllen zäitno analyséieren an, wann et noutwendeg ass, dann nobesseren.

De Projet de loi ass den 2. September deponéiert ginn. Dee selwechten Dag ass den Text der Kommissioun virgestallt ginn. Den 3. September sinn eng Rei Amendemente vun der Regierung deposéiert ginn. De 7. September huet de Staatsrot säin Avis ofginn, deen d'Kommissioun den 8. September gekuckt huet. Den 10. September huet d'Gesondheetskommissioun de Rapport mat grousser Majoritéit bei enger Géigestëmm ugeholl. Fir de Resümmee vun den Avise verweisen ech op de schréftleche Rapport.

An Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zur Konklusioun: Wéi Der gesitt, bréngt dëse Projet nëmmen eng Rei vun Adaptatiounen, punktuellen Adaptatiounen, déi awer net onwichteg sinn, mee déi eis Haaptmoossname géint de Virus net a Fro stellen.

Schlëssel bleift, an dat hu mer dëser Deeg an Dänemark erlieft, dass esou vill Leit wéi méiglech sech impfe loossen a virsiichteg bleiwen. D'Impfung ass definitiv net eise Géigner, mee de Géigner ass a bleift de Virus. Elo, wou mer genuch Impfstoff hunn, wou et genuch Plazen an Angeboter gëtt, wou mer eis kënnen impfe loossen, wou mer genuch Personal hunn an och e wäitgeeënde Choix vum Impfstoff hunn, gëtt et kaum nach evidenzbaséiert Argumenter géint eng Impfung. Déi Impfung soll eis net ausernanerdividéieren, mee eis eis Fräiheeten, eist Zesummesinn erëm erméiglechen.

Dat gesot, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, bieden ech Iech, dësem Gesetz Ären Accord ze ginn, net ouni all deene Merci gesot ze hunn, déi eis bei eisen Aarbechte begleet hunn.

An Iech soen ech alleguer Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, villmools Merci …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- … a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den hono-

rabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Et war gutt, emol erëm e Summer an enger hallwer Normalitéit kënnen ze erliewen, sech erëmzegesinn, sech erëm uneneen ze gewinnen, ze laachen, Zäit mateneen ze verbréngen. An déi éischt Léier, déi ech am Fong aus dëser Covidkris zéien, ass eng ganz perséinlech - oder och vläicht net -, dat ass am Fong déi, wéi dependant mer vu mënschleche Bezéiunge sinn, wéi eis Frënn, Familljen, Kanner, Enkelkanner am Fong kënne feelen, wa mer se net kënne gesinn, a wéi schéin et ass, mat hinnen duerno erëm zesummenzekommen.

Dat ass déi éischt Léier an ech fannen déi wichteg. Op jidde Fall huet d'Covidzäit eis déi mënschlech Relatiounen an déi Wichtegkeet kloer an däitlech gewisen. A well ech déi Relatiounen och net méi wëll a Fro stellen, well mer de Covid awer nach net ganz lass sinn, ass et eeben esou wichteg, datt mer esou Texter wéi deen haut maachen, déi eis garantéieren, datt zumindest déi hallef Normalitéit ka weider bestoen, an déi eis hoffentlech och erlaben, lues a lues erëm an eng ganz Normalitéit zréckzekommen.

An ech mengen, datt dat dofir am Fong dat Wichtegst ass, de Grondprinzip ass vun deem, wat mer hei maachen: Wéi kënne mer déi hallef Normalitéit bäibehalen? Wéi kënne mer weider Schrëtt an d'Normalitéit zréck maachen? Et ass och mat deenen Zilsetzungen, wou mer, mengen ech, d'Analys vun dësem Text musse maachen. Bréngt en eis méi wäit? A wéi wäit kënne mer an deenen nächste Méint mat dësem Text kommen?

Ech wëll och den Text kuerz op Basis vun deenen Zilsetzungen analyséieren an dann awer och nach e puer Reflexioune maachen, déi mer, mengen ech, als politesch Responsabel och musse beäntweren iwwert: Wat sinn déi nächst Etappen an deene Wochen, déi duerno kommen, respektiv wéi solle mer eis a gewëssene Beräicher iwwert d'Gesetz eraus organiséieren, well sech do eng Rei Froe stellen?

Éier ech dat awer maachen, wëll ech och nach eng Kéier wéi üblech dem Här Di Bartolomeo respektiv dem Sekretariat aus der Chamber hei Merci soe fir déi Aarbecht, déi schnell Aarbecht an déi konsensuell Aarbecht, déi mer hei konnte leeschten. Dir hutt et selwer gesot, dat hei ass eng Aarbecht, déi mer zesumme gemaach hunn. An ech sinn och frou, datt mer an där Atmosphär konnte schaffen.

Wou si mer haut drun? Ech huelen déi Zuele fir meng Analys ëmmer och aus dem „Our World in Data", Johns-Hopkins-Universitéit, well se do a sech vergläichbar si respektiv op eng Basis gesat sinn a vergläichbar si mat anere Länner.

Wann een do kuckt, wat déi nei Fäll sinn, déi sech an anere Länner respektiv zu Lëtzebuerg hei weisen, da stelle mer fest, datt mer am Fong par rapport zu anere Länner momentan bei den Neiinfektioune relativ gutt do stinn. Mir hu manner Infektioune wéi d'UK, wéi Frankräich, d'Belsch, Portugal, och esouguer Däitschland - fir d'éischt d'ailleurs -, e wéineg méi wéi Dänemark. Mee Dänemark ass hei, mengen ech, wat d'Vaccinatioun ugeet - ech kommen nach duerno dorobber zréck -, en extrae Fall. Mir stinn also vergläichbar déif do oder vergläichbar gutt do, deemno wéi een et ausdréckt, awer nach vill ze vill héich, fir kënnen den nächste Schrëtt ze maachen.

Wann ee weess, datt haaptsächlech vun den Infizéierten, déi jo zu 75 % aus dem Korpus vun deene kommen, déi net geimpft sinn ..., da gesäit een awer, wéi grouss d'Infektiounsgefor ass bei deene Leit, déi nach net geimpft sinn, an do am Fong, wann een d'Rat just op déi géif ëmrechnen, en fin de compte eng immens héich Rat wär. Dat seet eis: Mir mussen nach virsiichteg sinn.

Ech fannen et och richteg, datt d'Regierung déi Virsiicht elo bréngt, well de Retour vun de Vakanzen, d'Schoul, déi muer ufänkt, d'professionell Aktivitéiten, déi ufänken, do wësse mer net, wat op eis zoukënnt, well actuellement hu mer nach eng Reproduktiounsrat vun 1,09, wat trotzdeem nach héich ass.

Wann een elo seet: „Déi nächst Schrëtt, opgrond wouvu wëll ech se jugéieren, wourop wëll ech se baséieren?", fanne mer och richteg, datt d'Regierung gesot huet, datt se zu engem Deel wéilt lasskomme vun de puren Infektiounskrittären, déi eis jo duerch de Rescht vun dem Covid begleet hunn, wat déizäit och richteg war. Haut hu mer awer en Taux vun Impfungen, deen eis net méi erlaabt, doraus richteg Konklusiounen ze zéien, deen eis par ailleurs och net erlaabt, déi Zuelen, déi mer haut hunn, mat deenen Zuelen, déi mer virun dräi, véier Méint haten, richteg ze vergläichen, well d'Impfung an den Zuelen alles changéiert huet. Ech fannen et also richteg, mir fannen et also richteg, datt haut Decisioune geholl ginn opgrond vum Etat vum Gesondheetssystem, der Admissioun an d'Spideeler, der d'Beleeung vun de Better, déi fir Soins intensifs sinn.

An do gesi mer, datt mer zwar nach eng Rei Leit am Système hospitalier hunn, ronn 40, respektiv datt mer bis zum Maximum an deene leschte Wochen zéng Persounen an de Soins intensifs haten, wat der nach vill ze vill sinn, mee wat eis awer e Sputt an eisem Gesondheetssystem gëtt, deen eis erlaabt, net erëm misse brutal méi unzezéien an dësem Moment.

Et ass also richteg, menge mer, d'Gestioun vum Secteur de la santé elo als Basis ze gesinn, fir eis Decisiounen ze huelen, wéi mer an der Covidbekämpfung weiderfueren.

Wa mer dës Zuele kucken, komme mer a sech als CSV zu de selwechte Konklusioune wéi d'Regierung. Éischtens: S'Situatioun ass momentan net dramatesch. Zweetens: Mir sinn de Virus awer net lass. D'Gefor vun enger véierter Well ass do. Mir sinn an enger ganz anerer Situatioun wéi d'lescht Joer, wou déi zweet Well lassgaangen ass, well op där enger Säit den Impftaux vill méi héich ass, mee mer op där anerer Säit awer och eng Deltavariant hunn, bei där mer net genau wëssen, wéi et weidergeet. An den drëtte Punkt, dat ass, datt mer musse vigilent bleiwen an eis Impfefforte weiderféieren.

Dofir fanne mer d'Approche vun dësem Projet richteg. An eisen Ae war déi CovidCheck-Moossnam, déi mer agefouert hunn an déi eis elo de ganze Summer begleet huet, a sech eng positiv Moossnam. An eisen Aen huet se e groussen Effet gehat. Mir hunn se och als CSV fréi gefrot. Mir hu se ënnert dem Numm „Green Certificate" sengerzäit gefrot. Do ass se mam Numm „CovidCheck" agefouert ginn. Mir stinn do hannendrun, well mer se effikass a richteg fannen an haaptsächlech awer och, well se vun de Leit akzeptéiert ass.

Ech hunn zu Lëtzebuerg relativ wéineg Kriticken iwwert déi CovidCheck-Moossnam héieren - eng grouss Akzeptanz. An ech erlabe mer, dräi Remarken dozou ze maachen. Dat Éischt ass: Wann ee kuckt, wéi dat an Däitschland a wéi dat a Frankräich momentan ass, wou Protester, Manifestatioune géint d'Mise en place vun änleche Systemer sinn, wou sech souguer brutal dergéint gewiert gëtt, da soen ech, muss een all deene Leit zu Lëtzebuerg Merci soen, déi a sech bereet waren, ouni Problem op e Wee ze goen, deen eis alleguer weiderhëlleft. An ech fannen dat extreem positiv, dofir wollt ech et hei eng Kéier kloer soen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Déi zweet Remark, déi ech wëll maachen, dat ass, datt vill Leit sech ganz strikt un déi Moossnamen halen. Dat fannen ech och positiv.

Mee et ginn awer och ..., an ech soen dat och aus eegener Erfarung, well ech an deen een oder anere Restaurant gaange sinn, wou kee CovidCheck gemaach ginn ass a wou och net kontrolléiert ginn ass, zu wivill Leit se um Dësch souzen a wéi dat ass. Ech sinn dann net bliwwen an deene Restauranten. Ech hunn et och de Leit, de Proprietären oder deenen, déi do waren, de Geranten, ëmmer gesot. Mee ech hunn dat wierklech richteg problematesch fonnt.

A mir gëtt dann och rapportéiert, datt bei verschiddene Fester zwar och Certificate gecheckt gi sinn, mee well keng Carte d'identité verifiéiert ka ginn, gëtt gesot, datt d'Impressioun wär, datt verschidde Certificate vill kopéiert gi wären an d'Leit mat anere Certificaten era géife goe wéi mat deem Numm, deen op hirer Carte d'identité steet. Ech kann dat net verifizéieren, ech kréien dat erzielt.

Mee ech wëll awer d'Fro un d'Regierung stellen: Wéi ass et mat deene Kontrollen, déi gemaach ginn? Wéi vill Kontrolle gi gemaach? A wéi ass et mat de Strofen, déi ausgeschwat ginn? Hutt Der do Zuelen, ob vill kontrolléiert gëtt respektiv op d'Strofen do ausgeschwat ginn? Déi hu mer jo am Gesetz stoen. Mir hunn d'ailleurs och zolidd Strofen am Gesetz stoen. Ech wëll just wëssen: Ginn se applizéiert? Well ech fannen, wann ee strikt Moossnamen hëlt, an déi meescht Leit hale sech u strikt Moossnamen, da muss een och kucken, datt jiddweree sech drun hält, well d'Reegele gëlle fir jiddwereen.

Mäin drëtte Punkt, deen ech wëll soen, dat ass, datt een iwwert d'Detailer vum System kann diskutéieren. Mir hunn Zuelen drageschriwwen, 300 oder 2.000, wat esou Seuile sinn, déi mer drageschriwwen hunn. Ech wollt do am Fong d'Regierung froen: Wat ass d'Experienz mat deene Seuilen? Erweisen déi sech an Ären Aen als richteg oder sinn do eventuell Kriticke komm? Ech hu mech nämlech selwer gefrot bei der Zuel vun 2.000 ..., well et awer en Ënnerscheed ass. Ob ech e Concert an enger Hal organiséieren, wou d'Leit all zesumme sinn, respektiv ob ech dobaussen op engem Futtballsterrain am neie Stadion 2.000 Leit hunn, ass en Ënnerscheed an et kann een et vläicht anescht organiséieren. Ass et do net méiglech, e wéineg méi Flexibilitéit eranzebréngen, ouni awer dann eng supplementar Gefor eranzebréngen? Dat ass eng Fro, déi mer scho wollte stellen a wou mer der Meenung sinn, datt ee vläicht net alles iwwert dee selwechte Leescht kann zéien.

Wann dat net méiglech ass, ouni d'Sécherheet a Gefor ze ze bréngen, da soll een et och net maachen. Wann et méiglech ass, kann een et vläicht mat engem Concept sanitaire, deen uerdentlech entwéckelt ass, kucken. Mee mir sinn awer selbstverständlech och d'accord - an ech wëll dat explicitement hei soen - mat der Verschäerfung vun de Moossnamen do, wou se sech als noutwendeg erweist. A manifestement huet se sech an de Spideeler jo als noutwendeg erwisen.

Dofir gi mer och eisen Accord zu deene Verschäerfungen do. Et ass eppes, wat mer scho méi laang gefrot haten. Et ass awer och eppes, wat, ech mengen, och d'Spideeler zu engem groussen Deel souwisou schonn duerchgefouert hunn.

Ech war an der leschter Zäit déi eng oder aner Kéier eng Visitt an e Spidol maachen. A virum Gesetz, dat jo haut eréischt oder muer eréischt a Kraaft trëtt, hunn ech awer gesinn, datt déi Kontrollen an déi Checke mat Sasse virdru souwisou scho gemaach ginn, wat ech eng positiv preventiv Moossnam vun de Spideeler fannen. Et ass awer gutt, wa mer se elo an d'Gesetz hei schreiwen.

Wa mer eis par contre eng Rei Suerge maachen, dann ass dat bei deene Moossnamen, déi an der Schoul agefouert ginn. Mir versti kloer - ech wollt dem Här Meisch dat soen -, datt d'Maskeflicht am Klassesall opgehuewe gëtt. Mir fannen et richteg, well et pedagogesch schwiereg ass, d'ganz Kommunikatioun haaptsächlech bei klenge Kanner weiderzekréien, wou villes iwwert d'Communication non verbale leeft, a mat Masken ass dat extreem schwiereg. Dofir fanne mer déi Moossnam positiv, datt een d'Maske kann ausdoen, wann een do sëtzt, wann een also an der Léiersituatioun ass, an ee se erëm muss undoen, wann een aus dem Klassesall erausgeet respektiv an de Gäng circuléiert.

Mee mir wëssen awer och, datt d'Schoulen notamment an der zweeter Well virun engem Joer an eisen Aen e grousse Vecteur vun der zweeter Well waren. An dofir hätte mer eis gewënscht, datt trotzdeem op anere Punkte méi virsiichteg an der Schoul gehandelt gi wär. Mee ech erënneren un eis Revendicatiounen, déi nach ëmmer bestinn, iwwert de CovidCheck-Regimm an der Schoul. Jo, et kann een och driwwer schwätzen, andeem een en adaptéiert, zum Beispill datt déi Kanner, déi geimpft sinn, sech net onbedéngt all Dag mussen dem CovidCheck weisen. Dat schéngt mer duerchaus kënnen an engem adaptéierte System machbar ze sinn.

Mee fir eis ass et awer kloer, datt mer gär en Test all 48 Stonne gehat hätte fir déi Kanner, déi net geimpft sinn. Dat hätt eis logesch a sënnvoll geschéngt. An déi Propositioun, déi haut den Educatiounsminister gemaach huet, fir am Fondamental just zweemol d'Woch en Test ze maache respektiv am Secondaire een an der Schoul an een doheem, geet eis am Prinzip net duer. Mir fannen, datt méi Tester, esou wéi se am klassesche CovidCheck-Regimm virgesi ginn, och hätte sollen, hätte missen aus Virsiichtsgrënn an der Schoul gemaach ginn.

Mee et wonnert eis, datt de Minister ëmmer seet, datt de CovidCheck-System an der Schoul net géif goen, haaptsächlech nom Fait, datt am Fong an deem System, dee mer haut am Gesetz aféieren, e jo deelweis awer vun Iech ageféiert gëtt. Am Fall, wou e positive Fall an der Klass ass, gëtt et eng Dispens vun der Quarantän fir all déi, déi geimpft ginn, oder fir all déi, déi all 48 Stonne getest sinn, schreift Der an d'Gesetz. Dat ass also quasiment de CovidCheck, deen Der an den Text elo schreift. Fir déi do Fäll, do klappt et. Dofir gesi mir net, firwat et an deenen anere Fäll net sollt klappen.

Ech ginn Iech, Här President, nach eng Motioun of, an där mer froen, datt mer gär dräi Tests rapides certifiés hätte fir d'Kanner ënner zwielef Joer, well déi momentan nach net geimpft gi sinn. Mir hätten, an dat steet elo net an der Motioun, well et komplizéiert wär, fir et am Detail elo ze schreiwen, natierlech och gär dräi Tester fir déi Jugendlech iwwer zwielef Joer, déi nach net geimpft sinn. Do hu mer och dat anert drageschriwwen. Ech ginn Iech déi of, Här President.

Une voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie de Covid-19 est toujours présente dans notre vie quotidienne ;

- constatant que la gratuité des tests PCR sera abandonnée à partir du 15 septembre 2021 ;

- considérant qu'il n'est actuellement pas conseillé de vacciner les jeunes en dessous de 12 ans ;

- constatant que le système du Covid Check s'est avéré efficace,

invite le Gouvernement

- à réaliser 3 tests rapides certifiés par semaine pour tous les enfants en dessous de 12 ans présents dans les infrastructures scolaires et d'accueil sur le territoire du Grand-Duché afin de garantir la meilleure protection possible.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soen hei ganz kloer: Op deem Punkt vun der Educatioun hätte mer eng ganz Rei aner Moossname geholl fir méi Sécherheet vu Kanner an Enseignanten, fir awer och domat méi Sécherheet vun de Familljen.

Den Text ass an eisen Aen och op deem Punkt net ganz kloer. Zum Beispill seet een Artikel vum Gesetz: « En cas de détection d'un ou de plusieurs cas positifs au sein d'une classe ou d'un auditoire [...] ». Op Nofro d'ailleurs vun der Madamm Lorsché, wéi et da wär mat deene Kanner, déi an de Crèchë respektiv an de Foyere wären, ob déi net ënnert dësen Text géife falen, ass da gesot ginn: „Mee dach, déi falen och ënnert dësen Text. Dir musst den Term ‚auditoire' consideréieren, wéi wann en a sech Foyere géif concernéieren."

Gutt! Also ech ka jo och liesen. Normalerweis heescht deen Term net onbedéngt dat. Ech sinn awer frou, wann en hei zu Lëtzebuerg elo dat heescht, well et ass evident, datt mer dat musse maachen. Ech soe just, datt ech am Fong dem President vun der Chamberskommissioun dankbar sinn, deen a sech déi semantesch Explikatioun an de Rapport vun der Kommissioun geschriwwen huet, fir datt och guer keen Doute kéint sinn. Dofir kënne mer och domat liewen, dofir si mer och domat d'accord.

Mee ech soen hannendrun: Ech sinn ëmmer onfrou iwwert d'Texter, bei deenen ee muss den Appareil explicatif hannendru liesen, well ee se net selwer ka verstoen, wann een net d'Explikatiounen dovunner liest. Also ech fannen et elo esou, wéi et geduecht ass a wéi et explizéiert ass, richteg. Ech hätt mer gewënscht, datt keng Onkloerheeten am Text sinn, well déi meescht Leit, déi dobausse mam Text mussen ëmgoen, wäerten net den Appareil explicatif hunn, fir hannendrun ze liesen.

Also dofir hei nach eng Kéier ganz kloer d'Ausso: D'Foyeren niewent der Schoul falen ënnert déi selwecht Reegelen. Dat ass fir eis evident. Dat kann och net anescht sinn.

Mir hätten och zum Beispill, an dat hu mer och scho méi wéi eng Kéier gefrot, déi Belëftungsapparaten an deene Klassen ageriicht, wou se hätte misse sinn. Alles dat ass eppes, wat eis an dëser Politik feelt.

Fir eis ass de Punkt vun der Éducation nationale alt erëm de Schwaachpunkt vun dësem Text, esou wéi en a sech och scho virun engem Joer, an dat hu mer jo déizäit relativ kloer zum Ausdrock bruecht, de Schwaachpunkt vun der ganzer Covidpolitik war, déi an deene Méint virdru gemaach ginn ass.

Et bleiwen awer nach aner Sujeten, ëm déi mer eis als Politiker musse bekëmmeren. An dat wär déi éischt Fro: Wéi a wéini gi mer dat Ganzt lass a kënne mer erëm ganz zréck zur Normalitéit goen? Dat geet, den Här Di Bartolomeo huet et kloer gesot, nëmmen iwwert d'Impfen. Wa mer awer elo kucken, wou mer als Lëtzebuerg an der Impfsituatioun dru sinn, dann ... D'Regierung huet virun der Vakanz gesot, et wier alles am Gréngen, mir wären iwwert der europäescher Moyenne. Ech hunn dat sengerzäit net nokontrolléiert. Par contre, wann ech d'Zuelen elo kucken, dann ass dat net méi esou. Dann ass dat net méi esou!

Ech hunn déi selwecht Zuele vun „Our World in Data" nach eng Kéier an deene leschten Deeg gekuckt. Do gesi mer, datt bei der éischter Dos e Land wéi Portugal bei 86 % ass, Dänemark bei 77 %, Irland bei 74 %, Däitschland bei 65 %, d'EU als Moyenne 65 %. A mir si mat 64 % do uginn. Do muss ee wëssen, datt déi europäesch Moyenne och Länner mat aberechent wéi Rumänien a Bulgarien, wou den Impftaux bei 28 % respektiv bei 16 % läit. Dat ass fir déi éischt Dosis.

Fir déi zweet Dosis ass et änlech: Portugal bei 80 %, Dänemark bei 75 %, d'Belsch bei 70 %, Irland bei 70 %, Frankräich bei 62 %, d'EU-Moyenne bei 59 % a mir, dat soen op jidde Fall déi international Daten, bei 57 %. Déi Daten, déi d'Regierung ugëtt, sinn ëmmer méi héich, mee ech huelen un, datt déi haaptsächlech gerechent sinn op Basis vun deene Leit, déi kënne geimpft ginn, wärend déi hei vergläichbar dat op där ganzer Populatioun rechnen. Ech soen net, Är Date wäre falsch, net, datt ech elo hei falsch verstane ginn, mee se sinn op enger anerer Basis gerechent. Déi hei sinn elo vergläichbar ënnerenee gemaach ginn.

Wann déi Date stëmmen, an ech ginn dovunner aus, datt se stëmmen, dann ass dat Resultat, an ech soen dat och onpoleemesch, wierklech onpoleemesch, nach net do, wou mer am Fong sollte sinn. Mir si momentan liicht ënnert der EU-Moyenne, an dat, muss ech soen, obwuel eis Impfcampagne am Fong gutt organiséiert war. Obwuel d'Angebot am Fong relativ schnell do war, d'Impfstroossen zur Verfügung stoungen, si mer op engem Resultat, wat net dat ass, wou mer am Fong misste sinn, an dat, obwuel eng ganz Rei Efforte lafe momentan.

Wat mech am Fong e wéineg inquietéiert, dat ass, wann ech elo d'Zuele kucken, wéi momentan d'Impfungen amgaang sinn ze lafen. Mir hate virun der Vakanz Wochen, an deene mer quasiment 50.000 Impfungen d'Woch gemaach hunn. Mir sinn elo bei ronn 7.500 Dosen d'Woch, wat jo vill méi déif ass. Dat explizéiert sech deelweis duerch d'Vakanz, mee ech si mer net sécher, ob dat sech nëmmen duerch d'Vakanz explizéiert. Ech si wierklech der Meenung, datt momentan d'Impfen amgaang ass, esou lues ze stagnéieren, net méi esou weiderzegoen, wéi mer et gär hätten. An dat mécht mer Suergen, well mer nach net do sinn, wou mer sollte sinn, fir am Fong deen nächste Schrëtt ze maachen.

Wann ech kucken, wat aner Länner amgaang sinn ze maachen - Dänemark, dat no bei 80 % ass an dat elo decidéiert huet, datt et de Risiko mat deem Taux kéint agoen, fir en nächste Schrëtt ze maachen, oder Länner wéi Portugal, déi och relativ vir si bei den Impfungen an déi och elo d'nächst Woch héchstwarscheinlech wäerten eng Rei Schrëtt decidéieren -: Mir sinn nach net do. Da muss ee sech d'Fro stellen: Firwat si mer nach net do? A wat musse mer maachen, fir dohinner ze kommen? Well datt mer mussen dohinner kommen, schéngt mer eng absolutt Evidenz ze sinn.

Dofir ass et och vläicht wichteg, datt een eng Kéier genau detailléiert déi Zuelen analyséiert vun deem, wie sech impfe gelooss huet, wat fir eng Gruppe sech impfe gelooss hu respektiv wat fir eng Gruppe sech net impfe gelooss hunn. An ech froen am Fong d'Madamm Ministesch, ob se eis nach eng Kéier kéint déi aktualiséiert Zuelen an de Spideeler, an den Institutioune fir eeler Leit, bei de Reseaue respektiv an de Schoulen, an de Crèchë ginn, wou ëmmer gesot gëtt, Här Meisch, datt 90 % vun den Enseignantë sech impfe gelooss hätten. Ech fannen dat en immens positiv héijen Taux. Sinn dat Schoulmeeschteren? Oder ass dat d'Gesamtpersonal? Dir kënnt vläicht nach e puer Wuert doriwwer soen, well et awer wichteg ass ze wëssen, a wat fir enge Gruppen an enger nächster Etapp mussen Efforte gemaach ginn, fir d'Impfung weiderzedreiwen.

A meng aner Fro ass, ob an der Étude épidémiologique, déi mer virun der Vakanz gefrot haten, weider Schrëtt gemaach gi sinn. Well ech fannen et och wichteg, datt mer genau wëssen, wat d'Situatioun an den Altersstrukturen ass, wat d'Leit ugeet, wat d'Personal ugeet, wellech Risike wien dréit a wellech Preventiounsmoossname mer do mussen an deenen nächste Méint huelen. No all deem, wat war an deenen Altersstrukturen, mengen ech, ass et wichteg, datt mer déi Efforte maachen.

Ech kréien dann och an der Lescht eng ganz Rei aggressiv Messagen. Ech weess net, wéi et bei lech ass, mee op mengem Mail-Account, Facebook oder wat och ëmmer kréien ech eng Rei Messagë vu Leit, déi sech net wëllen impfe loossen an déi sech iwwert mech iergeren, datt ech soen: „Mir mussen eis impfe loossen!"

An ech soen hinnen ëmmer ganz kloer ... Déi Leit beruffe sech ëmmer op hir Fräiheet a meng Äntwert ass ëmmer déi, datt mer an enger Gesellschaft liewen, an där mer zesumme sinn. Mir kënne fräi sinn, well eis Gesellschaft oppen ass a well eis Gesellschaft eis déi Fräiheete gëtt. Eis Fräiheet kann nëmmen innerhalb vun eiser Gesellschaft exerzéiert ginn. An dofir ass, fir datt mer kënne fräi sinn, och eng gewësse Solidaritéit an där Fräiheet noutwendeg. An dofir ass et och noutwendeg, datt een an deem Solidarakt vun der Impfung matmécht a sech net kann eraushuelen a sech einfach op seng perséinlech a privat Fräiheet bezéien a soen: „Déi aner impfe sech jo fir mech mat."

Dat geet am Fong net! Dat geet am Fong net, wann ee wëllt eng Solidargemeinschaft sinn, déi zesummenhält an déi eng Epreuve wéi de Covid, an där mer dra sinn, och gemeinsam wëllt bestoen. Dat ass e Message vu Santé publique, dee mer mussen eriwwerbréngen.

An dann hunn ech op där anerer Säit, an dat occupéiert mech gradesou vill, och eng ganz Rei Messagë vu Leit, déi geimpft sinn an déi lues a lues ongedëlleg gi vun där ganzer Situatioun, wou si eppes op sech geholl hunn, well se et als Virsiichtsmoossnam fir déi aner geholl hunn, an elo nach net kënnen do sinn, wou se am Fong méi Fräiheeten hunn, well eng ganz Rei Leit net matmaachen, fir sech impfen ze loossen. Och do ginn et ganz aggressiv Messagen, déi ech a mengem Mail hunn. An ech hunn elo och eng Etüd gesi vun der UCL aus der Belsch respektiv der Universitéit vu Léck, déi am Fong seet, datt d'Toleranz ëmmer an ëmmer méi kleng géif ginn. Dat ass awer gesellschaftspolitesch e grousse Problem, op dee mer mussen oppassen hei zu Lëtzebuerg, datt et net do zu enger Spaltung an zu Rosereien an zu Sträit an eiser Gesellschaft kënnt.

Mir begréissen op jidde Fall, ech soen dat och ganz kloer, datt d'Regierung d'Gratuitéit vun den Tester elo ofgeschaaft hutt. Dat ass logesch, dee Schrëtt elo ze maachen. Dat Eenzegt, wat mer froen a gär hätten, dat ass, datt bei de Schüler, bei Ordonnance-médicallen oder bei Leit, déi obligéiert sinn, sech testen ze loossen aus medezinnesche Grënn, mer nach d'Gratuitéit weiderféieren, falls dat net souwisou scho virgesinn ass.

Ech ginn emol eng Motioun dofir of. Wann Der mer elo sot, déi Motioun géif souwisou gemaach ginn, da kënnt Der se entweeder stëmmen oder Dir sot wéi esou oft: „Et ass superfetatoire", mee Haaptsaach, et gëtt gemaach!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- notant que l'accès libre au dépistage par PCR a été introduit le 20 juin 2021 afin de permettre à l'ensemble de la population de respecter les critères du « CovidCheck » ;

- considérant que la campagne de testing à grande échelle (LST) prend fin le 15 septembre 2021 ;

- sachant ainsi que les citoyens n'auront plus la possibilité d'effectuer un test PCR gratuit ;

- considérant que des personnes souhaitent se faire vacciner, mais ne le peuvent actuellement pas pour des raisons médicales ;

- notant également que les jeunes de moins de douze ans n'ont toujours pas eu accès aux vaccins ;

- considérant qu'en Allemagne, les tests PCR gratuits resteront en vigueur pour les personnes ne pouvant pas se faire vacciner pour des raisons médicales, pour les femmes enceintes ou les jeunes pour lesquels il n'y a pas encore de vaccin adapté ;

- constatant que le fait de rendre les tests PCR payants pour les personnes ne pouvant pas se faire vacciner pour raisons médicales ainsi que pour les jeunes de moins de douze ans actuellement exclus de la campagne de vaccination constituerait une injustice en raison de l'obligation de couvrir les coûts associés aux tests PCR par ces groupes de personnes afin de ne pas se voir exclus de la vie publique réglée par le système du « CovidCheck »,

invite le Gouvernement

- à donner la possibilité d'effectuer des tests PCR gratuits pour les personnes de moins de douze ans ainsi que pour les personnes qui ne peuvent pas être vaccinées pour des raisons médicales, y compris les femmes enceintes.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir plädéieren och an dësem Moment net fir eng Impfflicht. Mee mir froen d'Regierung, datt se eng Campagne fir d'Impfung weiderféiert mat alle Moyenen, déi zur Dispositioun stinn, an datt se och geziilt op déi Gruppen ageet, wou d'Resistenz zum Impfen am gréissten ass oder wou de Refus, sech impfen ze loossen, am gréissten ass. Dofir brauche mer déi Zuelen an dofir musse mer prezis och un déi Gruppen erugoen.

Op där anerer Säit ass et och kloer, datt mer der Meenung sinn, datt d'Regierung soll deene Leit, déi geimpft sinn, esou wäit wéi méiglech all d'Méiglechkeete bidden, fir erëm fräi ze zirkuléieren a fir sech an der Normalitéit ze beweegen. Ech ginn lech och, Här President, eng Motioun of, wou mer froen, déi geziilten Impfcampagnen ze acceleréieren. Wannechgelift!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que les taux de vaccination diffèrent selon les différentes catégories d'âge ;

- notant dans ce contexte que la population plus jeune est encore plus réticente pour se faire vacciner ;

- constatant qu'à l'heure actuelle 55 % des jeunes entre 12 et 18 ans sont vaccinés, soit un adolescent sur deux ;

- sachant que même si les jeunes connaissent généralement une évolution moins sévère de la maladie, une diminution de la moyenne d'âge des personnes hospitalisées est à noter au cours des dernières semaines ;

- constatant aussi que face aux nouveaux variants qui se propagent plus rapidement, les jeunes semblent également moins résistants à l'infection,

invite le Gouvernement

- à lancer une campagne de vaccination via les équipes mobiles en bus itinérants « Impfbus on tour » dès la rentrée et ceci directement auprès des établissements scolaires, offrant ainsi aux jeunes dès douze ans et avec une autorisation parentale la possibilité de s'informer et de se faire vacciner.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir stellen haut och fest, an dat ass mäi leschte grousse Punkt, datt déi aktuell Reegelen oder hir Applikatioun an der Realitéit eng ganz Rei Problemer stellen, notamment an der Aarbechtswelt, notamment an de Moyenen, déi en Arbeitgeeber muss hunn, fir d'Sécherheet vu sengen eegenen Employéen ze garantéieren, wat eng legal Obligatioun ass.

Do ginn et eng Rei Beispiller, extreem vill Beispiller. Ech kréien där och eng ganz Rei zougemailt respektiv erzielt. An ech wëll lech der véier opzielen, well ech einfach mengen, datt mer eis als Politik vläicht méi prezis och mussen dorëmmer bekëmmeren.

Dat éischt, dat ass dat vun enger eelerer Damm, déi nach eleng doheem ass an déi eng Persoun doheem huet, déi sech ëm si bekëmmert, déi awer net vun engem Reseau ass, mee déi si einfach säit laange Joren agestallt huet. Si huet déi Persoun gefrot, ob se geimpft wär. Si krut e Refus fir d'Äntwert. D'Äntwert war: „Ech brauch lech dat net ze soen." Do huet se gefrot: „Mee kënnt Der lech dann teste loossen?" Do krut se als Äntwert: „Ech brauch dat net, dat geet lech och näischt un." Sou. Resultat: Wat geschitt elo do? Entweeder déi Persoun, déi vulnerabel ass, léisst déi aner einfach kommen, ouni ze wëssen, wat den Zoustand ass, an exposéiert sech awer engem a mengen Ae ganz grousse Risk. Oder se seet dann: „Ech bezuelen lech weider, mee bleift doheem!"

Dat ass awer, muss ech éierlech soen, a mengen Aen eng Situatioun, déi esou schwiereg ass ze akzeptéieren an ech weess net, wéi mer se solle léisen. An eisen Text gesäit a sech doranner näischt vir. An dat ass e richtege Problem beim Schutz vu vulnerabele Leit.

Eng zweet Fro, oder en zweet Beispill, dat ass eng kleng Entreprise vu 15 Leit, e Startup, deen an engem Groussraumbüro - well e sech net vill ka leeschten, ass et e klenge Groussraumbüro - 15 Leit zesummesëtzen huet. Dovunner sinn 13 Leit geimpft, soen dat och riichteraus. An een, deen huet e Refus, fir sech ze impfen an ze testen, an deen anere refuséiert, fir iwwerhaapt ze soen, ob e geimpft ass, a wëllt sech och net teste loossen.

Resultat vun där ganzer Geschicht: De Patron, wat dann ee vun 30 Joer ass, deen dann och net richteg weess, wéi en dat da genau soll upaken, ass an enger ganz schlechter Situatioun, well en am Fong keng aner Méiglechkeet huet, fir d'Leit ze isoléieren, a well da seng 13 aner Leit, déi geimpft sinn, op eemol ufänken ze protestéieren an ze soen: „Nee, mir wëllen och net méi kommen, wa mer hei e Risiko hunn, a Gefor bruecht ze ginn!"

Och do hu mer am Aarbechtsrecht, mengen ech, awer elo net d'Méiglechkeet, fir de Problem ze léisen. An dee Mann stellt sech d'Fro: „Wat ass dann elo meng Obligatioun als Patron, déi am Gesetz festgehalen ass, wou ech legal muss déi Leit schützen? Ech hunn als Patron d'Obligatioun, fir alles ze maachen, fir d'Gesondheet vu mengen Employéen ze schützen, an ech sinn an enger Situatioun, wou ech Schwieregkeeten hunn, där Obligatioun nozekommen." Ech weess, datt een net direkt eng Äntwert huet. Mee ech fannen, datt mer als Politik awer missten esou schnell wéi méiglech deen do Sujet ugoen, fir Äntwerten ze ginn.

En drëtt Beispill, dat hu mer an der Zeitung gelies, dat si grouss Betriber mat ganz ville Groussraumbüroen, déi wëllen erëm lues a lues vum Teletravail zréckkommen an eng presentiel Aktivitéit, wat ech vum Fundament jo och richteg fannen, déi sech elo da soen, fir den 3G oder den 2G anzeféieren, fir d'Sécherheet vun hirem Personal kënnen ze garantéieren, wou sech awer eng ganz Rei Froen a Problemer elo um juristesche Plang stellen. Och déi Problemer, mengen ech, misste mer mat aller Kloerheet léisen.

E véiert Beispill, dat hu mer an der Zeitung gelies, dat ass dann u sech d'Beispill vun engem grousse Spidol hei zu Lëtzebuerg, wou den Direkter bei Neiastellunge freet an nëmme Leit astellt, déi geimpft sinn. Ech fannen dat och justifizéiert a richteg. Meng Fro ass: Wéi ass d'legal Basis, fir dat do kënnen ze maachen, wat ech vun engem sanitäre Standpunkt als absolutt normal empfannen?

Déi Fro, déi sech also hei stellt, ass: Wéi kann ech engem Employeur et erméiglechen, déi legal Obligatioun, déi en huet, d'Gesondheet vu sengem eegene Personal ze schützen, ouni ze vill invasiv ze sinn op personell Donnéeë vun den Employéen, mee fir trotzdeem hir Gesondheet ze schützen, fir ëm do d'Moyenen ze ginn, fir kënnen där Obligatioun nozekommen? An datt d'Leit wëllen, datt hir Gesondheet geschützt gëtt, do zweifelen ech kee Moment drun. Bei deene Beispiller, déi ech erzielt krut, ass et éischter eng Demande vun den Employéë gewiescht, fir wëlle geschützt ze ginn a fir dem Patron ze soen: „Maacht wannechgelift eppes!"

Ech fannen, dat ass eng wichteg Fro, elo, wou lues a lues d'Ekonomie erëm an d'Normalitéit zréckkënnt an déi normal Aarbechtsprozesser erëm fonctionéieren, eng Fro, déi d'ailleurs an den Nopeschlänner ganz haart an och heiansdo kontrovers diskutéiert gëtt. An ech soen hei kloer: Et kann ee se net léisen, andeem een d'Hoffnung aussprécht, datt se sech iergendwéi selwer léist, an et kann ee se och net léisen, andeem een d'Responsabilitéit einfach op d'Entreprisen oder op d'Employéen eriwwerdréckt, well da riskéiert een an den Entreprisen, an der Aarbechtswelt onnéideg Sträit ze declenchéieren. Et ass eng Responsabilitéit vun der Politik, esou Froen unzegoen.

Dofir froe mer d'Regierung fir ze préiwen, awéiwäit en adaptéierte CovidCheck-System - dee kann een och wäit adaptéieren, mee trotzdeem - bei Betriber oder vu Betriber ka benotzt ginn an deem Fall, wou et zur Sécherheet vum Personal bäidréit.

D'ailleurs wëll ech soen, datt mir als Chamber dat jo och gemaach hunn. Wéi ech erakomm sinn, hunn ech misse mäi CovidCheck weisen, wat ech absolutt normal a sënnvoll fannen. Mir sëtzen hei an engem Sall, deen zwar grouss ass, mee dee fir déi 60 bis 70 Leit, déi elo heibanne sinn, net onbedéngt esou grouss ass, datt guer keng Gefor do wär. Ech hunn et absolutt normal fonnt. Ech hu mech besser gefillt, ech hu mech sécher gefillt. An ech soen dem President och Merci, datt en d'accord war, datt mer dee CovidCheck do ageféiert hunn.

Mir maachen dat also selwer hei an der Chamber fir eis. An ech fannen et also logesch, datt mer déi Fro och fir d'Betriber dobausse kënne stellen. Op jidde Fall kann ech elo net soen, ob eist Gesetz, wou et am Fong nëmmen ëm „établissements accueillant un public, rassemblements, manifestations ou évènements" geet, sech kloer kann op d'Betriber applizéieren oder ob et esou ass, datt am Fong den Artikel 312 (1) aus dem Code du travail mat der Obligatioun, Sécherheet a Gesondheet ze schützen, duergeet, fir eng Applikatioun ze maachen. Op jidde Fall hätte mer gär Rechtssécherheet do. An et ass dat, wat mer d'Regierung froen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wiseler, sidd Der d'accord, datt den Här Di Bartolomeo …

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech wollt soen, ech si mer elo e wéineg wéi an der Schoul virkomm, well den Här Di Bartolomeo d'Hand ausstreckt. Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci villmools. Et ass ganz pertinent, wat den Här Wiseler seet. Mir haten dee Problem nëmmen ugetaascht an der Santéskommissioun an opgrond dovun hat ech beim Aarbechtsminister nogefrot an ech hunn dat och a mengem mëndleche Rapport gesot gehat, net am schréftlechen, an den Aarbechtsminister hëlt direkt och Kontakt mat der UEL op, fir ze préiwen, iwwer wat fir e Wee een dat genee ka maachen, wat den Här Wiseler suggeréiert huet, wat och absolutt pertinent ass, och an der Rumm vun engem gudde Gesondheetsschutz vu senge Mataarbechter an deem Mataarbechter selwer.

Merci awer, dass Der dorop agaange sidd. Merci, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech soen och Merci fir d'Reaktioun direkt. Ech fannen et wichteg, datt mer och d'Chambertribün benotzen, fir Iddien ze entwéckelen a fir dann hannendrun och ze kucken, wat dat an der Realitéit heescht a wéi et kann an d'Realitéit ëmgesat ginn.

D'ailleurs, déi selwecht Fro, Här Di Bartolomeo, stellt sech fir déi ganz Diskussioun iwwert d'Informatiounsflicht. Mäin éischt Beispill vun der eelerer Damm, déi net gewuer gëtt, wat d'Situatioun vun där Persoun ass, déi se engagéiert huet, do stelle sech awer och Froen, wou ech mengen, datt ee misst am Fong genau dat selwecht préiwen: Wéi wäit gëtt d'Gesetz vun dem Code du travail schonn en Deel Informatiounsflicht hier, fir Leit, déi sech selwer wëlle schützen, oder aner Leit, déi am Haus wëlle schaffen, ze schützen, fir datt se einfach kënne wëssen, wat se solle mat wiem maachen? Well et gëtt jo heiansdo och a Betriber Léisungen, déi duerchaus maachbar sinn. Mee et muss ee just wëssen, wat d'Realitéit a wat d'Situatioun ass, soss kann ee se net ëmsetzen. Ech weess, datt dat vill Diskussioune kënne ginn. Ech weess och net, wellech juristesch Basis, d'aktuellt Gesetz oder de Code du travail.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat ass am Fong och egal, wat fir eng Basis et ass. Ech wëll just, datt et rechtlech gepréift gëtt, datt mer eng korrekt an eng kloer Basis dohinnersetzen an datt mer d'Realitéit esou maachen, datt d'Leit net Sträit ënnerenee kréien an datt mer d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Leit schützen. Dat ass déi eenzeg Zilsetzung, déi ech mat dësen Aussoen hunn.

Sou, dat waren déi zwou wichteg Froen, déi mer awer um Häerz geleeën hunn, e wéineg iwwert d'Gesetz eraus. Ech kommen da fir d'Konklusioune kuerz zum Gesetzestext zréck. Déi grouss Richtung vun dësem Text stëmmt an eisen Aen. Et geet drëm, fir virsiichteg ze sinn. Et geet drëm, opzemaache Schrëtt fir Schrëtt. Et geet awer och drëm, do nozebesseren, wou Schwaachstelle sinn, zum Beispill an de Spideeler.

Mir hu mat eenzelne Punkte vun der Applikatioun vum Text eis Problemer. Ech hunn iwwert d'Schoul

kuerz geschwat gehat. Mir fannen, datt eng Rei Froe misste méi kloer ugeschwat a gereegelt ginn. Déi vun der Aarbechtswelt, dat ass jo dann amgaang ze geschéien.

Mee fir d'Konklusioun ze soen: Mir wäerten dësen Text matstëmmen, well mer mat der grousser Richtung vun dësem Text d'accord sinn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, lech alleguerten erëmzegesi bei gudder Gesondheet a mat frëschem Elan, frëscher Energie, fir zesummen déi Aarbecht unzegoen, déi Aarbecht, déi virun eis alleguerte läit.

Gëschter ass et ganz genau 18 Méint hier, dass de Premierminister Xavier Bettel den État de crise huet missen ausruffen, well en neie Virus, de Sars-CoV-2, an Europa an och zu Lëtzebuerg ukomm war. Mir woussten näischt zu deem Moment iwwert dëse Virus. A kee konnt sech zu deem Moment ausmolen, wat géif op eis duerkommen.

Een an en halleft Joer duerno bestëmmt de Virus nach ëmmer e groussen Deel a ville Beräicher vun eisem Liewen. Zum Gléck goufen esou séier, ech mengen, esou séier wéi nach ni an der Geschicht vun der Mënschheet, net nëmmen een, mee e puer Vaccinen entwéckelt, déi eng gutt Effikassitéit géint de Virus hunn an eis domadder lues awer sécher erëm méi Fräiheeten a méi Normalitéit zréckginn.

D'Impfungen an och den 3G-Modell hunn eis relativ gutt duerch de Summer bruecht, mat Concerten, mat Fun um Glacis, mat Auslandsreesen. Mir sollen awer d'Aen net virdrunner verschléissen, dass am Moment d'Infektiounszuelen nees an d'Luucht ginn, an et leien och erëm méi Leit am Spidol.

Fir d'Period vum 10. August bis déi éischt Woch am September leie mer bei den Neiinfektiounen duebel esou héich, wéi dat d'lescht Joer fir dee selwechten Zäitraum de Fall war. Dat läit warscheinlech zum gréissten Deel un der Delta-Variant, déi hei am Land quasi 100 % vun den Infektioune mëttlerweil ausmécht a vill méi ustiechend ass wéi d'Alpha-Variant, déi d'lescht Joer am Ëmlaf war.

D'Hospitalisatioune ginn am Moment net staark an d'Luucht. Se sinn op engem stabelen Niveau. Trotzdeem musse mer alles drusetzen, dass mer net nees an eng Situatioun geroden, wéi mer se de leschten Hierscht kannt hunn. A well et net oft genuch ka gesot ginn, soen ech op dëser Plaz nach eng Kéier kloer an däitlech, an ech betounen et: Loosst lech impfen, wann Der dat nach net gemaach hutt! Domadder gitt Der net nëmmen lech an eis alleguerte méi Fräiheeten, mee ganz besonnesch och eise Kanner.

Vaccine sinn nach ëmmer dee beschte Wee, fir Iwwerhand iwwert de Covid-19 ze huelen an ze behalen. Alleguer d'Leit, déi den Ament op den Intensivstatioune leien, sinn net geimpft. An dobäi war et nach ni esou einfach, fir sech impfen ze loossen. Et sinn nach ëmmer zwee Impfzenteren op, een an der Stad an een zu Esch. An der Victor-Hugo-Hal brauch een emol kee Rendez-vous ze huelen, et kann een dohinnergoe mat senger Carte d'identité a mat senger CNS-Kaart. Och den Impfbus ass op gréissere Manifestatiounen ënnerwee. Och do kann ee spontan laanschtgoen an dat hu schonn iwwer 1.300 Persoune gemaach. Ausserdeem bidde vill Hausdokteren d'Impfung bei sech am Cabinet un. D'Méiglechkeete sinn also do. An net ze vergiessen: De Vaccin ass gratis.

A genee well dat esou ass, huet d'Regierung och d'Entscheedung geholl, dass d'PCR-Tester net méi fir jiddweree solle gratis sinn. Kee gëtt gezwongen, sech impfen ze loossen. Dat huet d'Regierung ëmmer ausgeschloss. Wéi de Premierminister dat awer richteg sot, bedeit dat net, dass d'Allgemengheet weiderhi finanziell soll duerfir opkommen, wa sech eng Minoritéit vun de Leit net wëllt impfe loossen.

Ausname wäert et gi fir Kanner ënner zwielef Joer a fir Persounen, déi sech aus gesondheetleche Grënn net kënnen impfe loossen. All déi aner mussen de Choix huelen, ob se léiwer eng gratis Impfung hunn oder fir d'Tester bezuele wëllen. Dat ass vun elo u jiddwerengem fräi iwwerlooss.

Här President, wéi scho gesot, klammen d'Infektiounszuelen nees an den Hierscht steet virun der Dier, eng Zäit, wou den Infektiounsrisiko méi grouss ass, well d'Leit sech méi dobannen ophalen, méi op enkem Raum ophalen, wou d'Ventilatioun manner gutt ass wéi am Fräien. Nieft der Impfung bleift et also och weiderhi wichteg, déi allgemeng sanitär Mesuren anzehalen.

D'Covidgesetz, dat mer haut stëmmen, gëtt och just minimal ugepasst. Fir d'Schoulen ass virgesinn, dass d'Masken net méi an der Klass musse gedroe ginn. Wärend den Deplacementer am Schoulgebai oder am Schoulsall an och am Schoultransport gi se awer bäibehalen, well et do zu enger gréisserer Duerchmëschung kënnt.

Natierlech kann een a Fro stellen, ob et net besser wär, nach ofzewaarden an d'Mask iwwerall bäizebehalen. Mee alt nees eng Kéier goung et hei drëm, den Equiliber ze halen tëschent Sécherheet an engem Stéck Normalitéit, dat virun allem fir eis Kanner, déi vill an der Pandemie geleescht hunn.

E Wuert zum CovidCheck an de Schoulen, well dat virdru vu menge Virriedner ugeklongen ass: Ech wëll an Erënnerung ruffen, dass d'Kanner an der Grondschoul am Moment nach net kënne getest ginn, dat heescht, si missten am Fong dann theoreetesch all zweeten Dag e PCR- oder e Selbsttest maachen.

Une voix.- Geimpft.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Pardon, entschëllegt, d'Kanner kënnen natierlech nach net geimpft ginn, mee si missten all zweeten Dag dann e PCR-Test maachen. Dat wär e risegen Opwand, dee vläicht onverhältnisméisseg wär. A wann déi ongeimpfte Kanner sech net wéilten teste loossen, da misst een déi jo normalerweis heemschécken, wat awer ganz wéineg kompatibel ass oder guer net kompatibel ass mat der Obligation scolaire.

Den Här Meisch huet et de Moien nach eng Kéier am Interview gesot: De CovidCheck, deen ass agefouert gi fir Manifestiounen, wou ee fräiwëlleg higeet. Et kann ee fräiwëlleg op e Concert goen, et kann ee fräiwëlleg an e Musée goen, et kann ee fräiwëlleg op e Fussballsmatch goen. De CovidCheck ass am Fong en Entréesticket fir eng temporär Aktivitéit.

An der Schoul ass awer Schoulflicht an all Kand muss an d'Schoul goen. Et ass eng Obligatioun, déi net un d'Erfëlle vun enger Konditioun wéi de CovidCheck däerf gebonne sinn. Wéi gesot, déi Kanner, wou d'Eltere géifen decidéieren, dass se sech net däerfen dem CovidCheck ënnerzéien, missten aus der Schoul ausgeschloss ginn. Dat kann natierlech net am Interêt si vun eis alleguerten a scho guer net vun der Obligation scolaire.

Insgesamt soll méi oft getest ginn, fir d'Sécherheet vun de Schüler a vum Personal ze garantéieren a gläichzäiteg déi gréisstméiglech Normalitéit ze erlaben. Bis elo hunn 90 % vun de Schüler un de reegelméissege Selbsttester deelgeholl. Et wäert awer keng Testflicht an och kee generelle CovidCheck ginn, well d'Schoulflicht iwwerweit an d'Recht op Bildung vun all Kand muss respektéiert ginn.

Bis zur Schoulrentrée gëtt geschat, dass gutt 90 % vun den Enseignanten, awer och schonn eng ganz Rei vu Schüler tëschent 12 an 18 Joer geimpft sinn. Dat ass eng gutt Viraussetzung. Mee am beschten ass de Kanner gehollef, wa sech d'Elteren alleguerten impfe loossen. Dat ass net nëmme meng Meenung, mee d'Meenung vu ville Leit heibannen, an déi Meenung vertrëtt och den Dokter Schockmel an och d'Pediaterin, d'Madamm Dokter De La Fuente.

D'Kanner hunn an deene leschten 18 Méint eng ganz grouss Solidaritéit gewisen, andeems se sech fir d'Wuel vun den eelere Leit a vun de vulnerabele Leit agesat hunn an all déi sanitär Mesuren agehalen hunn. Et ass elo un eis Erwuessenen, eise Kanner vis-à-vis och Solidaritéit ze weisen an hinne mat der Impfung de Wee an en normaalt Liewen nees ze erméiglechen.

Hei wëll ech eng kleng Klammer opmaachen, well och Leit u mech erugetruede sinn an de leschten Deeg, déi Kanner hunn, déi ënner zwielef Joer sinn, déi gesot hunn, si wären am Ausland gewiescht a mir hätten awer wierklech méi strikt Mesurë fir Kanner vun zwielef Joer ofwäerts, wat zum Beispill an Holland oder an Italien net de Fall wär. Duerfir vläicht d'Fro un d'Regierung, ob ugeduecht ass, fir an engem vun den nächsten Texter fir d'Alterskategorie vu sechs bis zwielef Joer gewësse Lockerunge virzegesinn, well mir awer hei, wéi aner Länner zwar och, an der Alterskategorie sechs bis zwielef Joer zimmlech strikt sinn.

Här President, mat dësem Gesetz behiewe mer och eng Lacune, déi bis elo am Spidolsberäich bestanen huet. Den Accès zu de Spideeler gëtt mat dësem Gesetz d'selwecht gereegelt wéi den Accès zu den Alters- a Fleegeheimer. D'3G-Reegel gëllt och hei, onofhängeg dovunner, ob ee fir eng Visitt kënnt oder just fir e Rendez-vous.

Grad an de Spideeler hale sech vill vulnerabel Leit op. Dofir ass et wichteg, dass hei déi gréisstméiglech Sécherheet virum Virus assuréiert ass. Natierlech muss den Accès fir jiddwereen, dee medezinnesch Soine brauch, weiderhi séchergestallt sinn. Dowéinst gi bei den Entréeë gratis Tester ugebueden an et gëlle selbstverständlech Ausname fir Persounen, déi fir eng Urgence an d'Klinick kommen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot ännert mat dësem Gesetz net ganz vill. Ofgesi vun e puer Prezisioune gi mer hei am Land net méi streng. Mee mir ginn awer och net manner streng. Dänemark geet elo zum Beispill scho säin eegene Wee, Schweeden och. Fir si ass d'Pandemie zanter der leschter Woch eriwwer. Se hunn all hir Mesuren opgehuewen a sinn zréck an eng Normalitéit, wéi si se virun 18 Méint kannt hunn.

Ech wëll awer och drop insistéieren, dass d'Impfquot an Dänemark bei 73 % läit. Eisen Impftaux ass leider nach net héich genuch, fir komplett suergefräi kënnen an d'Zukunft ze kucken.

An der Schwäiz zum Beispill si just 52 % vun de Leit geimpft. Schonn elo si 87 % vun hiren Intensivbetter beluecht. Interventioune ginn nees ofgesot, Accidentéierter kënnen deelweis net méi an dat noost Spidol bruecht ginn, wouduerch wäertvoll Minutte fir hiert Liewe kënne verluer goen.

90 % vun de Coronapatienten an der Schwäiz, déi an de Spideeler leien, sinn net geimpft. Déi Informatiounen hunn ech aus der „Frankfurter Allgemeine" vum leschten Donneschdeg. D'Impfung mécht also e ganz kloren Ënnerscheed.

Mee mir si leider nach net iwwert de Bierg. Duerfir begréisst d'DP, dass mer kleng Schrëtt maachen an eis Mesurë verlängeren a just eenzel, awer wichteg Verbesserunge virhuelen.

Ech ginn domat den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetz, awer net, ouni dem Président-rapporteur fir seng exzellent Aarbecht Merci gesot ze hunn. An ech soen lech och alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Gilles Baum villmools Merci a ginn d'Wuert un deen nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Direkt och e grousse Merci un de Président-rapporteur fir seng 22. Interventioun hei am Kader vum Covid. En huet dat wéi ëmmer exzellent gemaach, net nëmmen hei, mee och, wann en d'Kommissioun leet, déi jo och eng grouss Viraarbecht ëmmer bei deenen Texter hei mécht.

E grousse Merci wéilt ech natierlech dem Gilles Baum soen, mee och dem Claude Wiseler fir seng inhaltlech ganz korrekt a sachlech an am Toun och ganz agreabel Stellungnam. Dat kléngt jo da gutt, wann dat esou weidergeet an nächster Zäit hei an der Chamber.

Et ass scho gesot ginn, d'Infektiounszuelen an d'Inzidenz an de leschte Woche waren zimmlech héich. Den Zouwuess huet sech glécklecherweis an der Lescht stabiliséiert. Och an de Spideeler an op den Intensivstatioune sinn nees méi Covidpatienten. Mee och do ass den Zouwuess glécklecherweis dann ofgebremst ginn. An dobäi fält op, dass dräi Véierel vun den hospitaliséierte Covidpatienten net oder net komplett geimpft sinn. Op den Intensivstatioune sinn et 100 %, déi net geimpft sinn. Dat weist nach emol, dass d'Impfungen och weiderhin - et ass e puermol scho gesot ginn - an och bei der Delta-Variant e gudde Schutz géint schwéier Verleef sinn.

An dës Zuelen, grad wéi d'Biller aus Dänemark, dat jo opgrond vu senger ganz gudder, héijer Impfzuel all Restriktioune konnt fale loossen, wéi de Gilles Baum et virdru gesot huet, déi misste jo am Fong geholl Argument genuch si fir déi, déi bis elo nach net de Schratt gemaach hunn, fir sech impfen ze loossen. Well an deem Beräich, do gëtt et effektiv nach Sputt no uewen.

An duerfir direkt meng Fro un d'Ministesch, wéi si d'Situatioun an Dänemark elo aschätzt an ob dat och eng Projektioun hei op Lëtzebuerg kéint sinn. Dat géif mech schonn interesséieren, wéi do d'Meenung vun der Ministesch a vun der Regierung ass.

Mir haten e gudden, mee, wéinst Liwwerschwieregkeeten an Engpäss, e bëssen e verzögerte Start a Verlaf vun der Impfcampagne. Um Enn vum Fréijoer hu mer opgeotemt, well déi vulnerabel Persoune geschützt waren. An och an de mëttleren Alterskategorien ass et gutt virugaangen.

Dës gutt Impfzuele gradewéi déi relativ niddreg Inzidenz an déi entspaante Situatioun an de Spideeler hunn eis et erlaabt, virum Summer dunn eng Rei vu Restriktiounen opzehiewen an nees zimmlech no un dat normaalt Liewen zréckzefannen.

Ech war dunn zimmlech optimistesch, awer bei der Preparatioun fir meng Interventioun vun haut krut mäin Optimismus e liichte Knacks.

(Brouhaha)

Jo, mir hate gutt ugefaange mat den Impfungen a jo, dat ass wichteg, bei den iwwer 50-Järegen ass den Impftaux bei 80 %. Dat ass e Stéck manner wéi an Dänemark, do si mer bei 90 %, mee trotzdeem en Taux, deen eng gewësse Sécherheet gëtt.

Awer wat d'Alterskategorie ënnendrënner betrëfft, do sti mer laang net esou gutt do an do ass nach vill Sputt no uewen. An dat ass net gutt esou! An ech deelen duerfir och d'Suerg vum Claude Wiseler, dass mer trotz enger gudder Impfcampagne, trotz ville Moossnamen, déi geholl goufen, trotz der wierklech ganz gudder Reklamm, déi gemaach gouf, fir sech impfen ze loossen, mat all deene ganz gudden Angeboter, déi do gemaach goufen, awer am Moment an enger Situatioun sinn, wou et net richteg oder net genuch virugeet, och par rapport zu eisen Nopeschlänner oder anere Länner an Europa.

Däitschland, déi starten elo eng grouss Impfoffensiv. A mir mussen eis och iwwerleeën, wéi mer, nieft deene gudde Moyenen, déi mer elo schonn hunn, déi gutt Usätz, déi schonn do sinn, nach méi Leit an d'Boot kréien, wéi mer déi, déi nach zweifelen, a vläicht och esouguer berechtegt zweifelen, nach kënne besser erreechen, wéi mer déi kënne besser informéieren a se da schlussendlech och iwwerzeegt kréien.

Well nieft deene berechtegte Froe ginn et eng ganz Rei vu gudden Argumenter fir eng Impfung. Mir brauchen nëmmen de Bléck op Dänemark ze werfen. Mir mussen de Pourcentage kucke vun deenen Netgeimpften op der Intensivstatioun oder am Spidol am Allgemengen. Ëmmer méi e groussen Deel vun den ënner 50-Järege gëtt hospitaliséiert, och op der Intensivstatioun, ënner anerem och duerch déi Delta-Variant, déi méi en héije Risiko fir Leit ënner 50 mat sech bréngt. Alles dat sinn Argumenter, gradesou wéi d'Solidaritéit vis-à-vis vun der Gesellschaft. Well nëmme mat engem Impftaux vun, allez, soe mer tëschent 70 an 80 global gëtt eng Herdenimmunitéit erreecht, déi et dann erlaabt, der Pandemie an de Varianten de Wand aus de Seegelen ze huelen.

An och d'Risiken, dat muss een nach eng Kéier kloer soen, d'Risike vun den Niewewierkunge bei der Impfung, déi si weesentlech manner grouss wéi d'Risike vun enger Coviderkrankung an och nach eng Kéier hire Laangzäitfollgen.

Duerfir deelen ech absolutt d'Meenung an och d'Iwwerleeungen hei, déi scho virdru gemaach goufen, iwwert d'Fräiheet an iwwert d'Solidaritéit an eiser Gesellschaft.

Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, datt et am Ufank vun de 60er-Joren ugaangen ass mat der Schluckimpfung fir d'Poliomyelite, fir d'Kinderlämung. Eis Elteren, déi woussten och net, wat an deem Impfstoff do dra wier, si woussten och net, wéi dee richteg géif fonctionéieren, a si woussten och net, wien dee produzéiert hat. An awer hu se duerfir gesuergt, andeems se eis geimpft hunn, dass d'Zuelen extreem erofgaange sinn.

An Däitschland hate mer 1961 nach bal 4.700 Kanner, déi u Polio erkrankt sinn. 1965 waren et der manner wéi 50. A säit 1990 gëtt et keng Erkrankung méi an Däitschland mat der Kinderlämung, d'selwecht mat der Haemophilus-Influenza Typ B, dem Hib-Vaccin. An der DDR - déi Zuelen, déi hunn ech elo fonnt - waren et 1990 ronn 120 Fäll. Kuerz nodeem se ugefaangen hu mat der Impfung, waren et nach manner wéi 10 Fäll.

An et gëtt keng Impfung, Dir Dammen an Dir Hären, déi zu 100 % schützt, mee si kënnen d'Erkrankungswarscheinlechkeet an och d'Risike bei der Erkrankung däitlech erofsetzen. E Beispill: Bei enger Riselenepidemie an enger Schoul, wou d'Hallschent geimpft ass an déi aner net, do gi statistesch gesinn 97-98 % vun den Netgeimpfte krank an 2-3 % vun deene Geimpfte gi krank.

Bei der Grippenimpfung ass den Taux de couverture och manner gutt. Jee no Alter an no Wierkung schützt se 40-75 % vun de Geimpften. An och hei, wéi bei deene villen aneren Impfungen, brauch ee Rappeller, well dat eeben e Prozess ass, well dat eeben de Prinzip vun esou enger Impfung ass. Coqueluche, Keuchhusten, deen huet och e Wierkungsgrad vu 85 %. Den Tetanus huet och keng 100 %, mee nëmmen 98 %.

Mee et goufe sech eeben hei keng oder net esou vill Froe gestallt bei deenen Impfungen. Si sinn einfach gemaach ginn a si hu gehollef, dass mer vill manner schwéier Fäll bei dëse Krankheeten haten, gradesou beim BCG, bei der Impfung géint Tuberkulos, déi och reegelméisseg hei am Land gemaach ginn ass. Déi schützt och besonnesch virun engem schwéiere Verlaf vun der Tuberkulos a gëtt och keen absolutte Schutz. Mee si schützt virun deene schlëmme Komplikatiounen a virun engem Befall vum ganze Kierper. Tuberkulos kritt een net nëmmen an de Longen, mee et kritt een et och nach a villen aneren Organer, am Gehier an an den Nieren an esou weider.

Op alle Fall: Eis Zuelen, vun den Infektiounen an den Impfungen, déi weisen, dass mer nach net d'Hänn an de Schouss leeë kënnen an dass mer fir de Moment keng nei Erliichterunge kënnen erlaben. Duerfir ginn an der Haaptsaach d'Mesuren, déi iwwert de Summer en place waren, och mat dësem Projet de loi virugefouert, mat enger Rei vu liichten Ännerungen nach op anere Plazen derbäi. Den Här Rapporter huet dat ganz gutt erkläert.

Am Verglach mam Ausland: A Frankräich ass bekanntlech de sougenannte „Pass sanitaire" agefouert ginn. En ass mat eisem CovidCheck-Regimm vergläichbar, jo, mee e gëllt awer och op Plazen, wou bei eis de CovidCheck net gebraucht gëtt, esou zum Beispill op den Terrassë vun engem Café oder vun engem Restaurant, do muss een och säi sani-

täre Pass weisen. Eng Léisung fir d'Restauranten, déi de CovidCheck net wëllen, zum Beispill fir e séiere Service an der Mëttegstonn ze garantéieren, wou da just kënne véier Leit un engem Dësch erlaabt sinn, déi gëtt et a Frankräich net, déi gëtt et awer hei zu Lëtzebuerg.

Dann ass de Pass sanitaire och fir a verschiddenen Transportmëttelen do, an och a verschiddenen Akafszenteren. Bis den 8. September huet do och de Pass sanitaire gegollt. Elo gëllt e just bei Akafszenteren iwwer 20.000 Meterkaree an déi an enger Regioun sinn, wou e gewëssenen Inzidenztaux ass. Des Weidere gëllt de Pass sanitaire och fir Kulturariichtungen an och fir sportlech Manifestatiounen, woubäi ee muss bäifügen, dass bei eis de CovidCheck och d'Méiglechkeet virgesäit, déi Schnelltester op der Plaz ze maachen, wat awer e weesentlechen Ënnerscheed zu Frankräich ass.

D'Situatioun a Frankräich ass deemno zum Deel méi streng, well de Pass sanitaire op méi Plaze gefuerdert gëtt wéi bei eis de CovidCheck. Wou Frankräich vill méi streng ass, dat ass bei der Impfflicht. D'Leit aus dem Santésmilieu, déi, déi dora schaffen, déi hunn nach bis muer Zäit, fir sech impfen ze loossen. Dorënner falen iwwregens net just d'Spidolspersonal, mee zum Beispill och d'Beruffspompjeeën oder d'Medezinnstudenten. Déi betraffe Professionell, déi der Impfung net nokommen, déi kënne vun hirem Déngscht suspendéiert ginn an hir Pai gëtt wärend där Zäit gestrach.

Jo, esou schlëmm ass et a Frankräich. Dee Wee vun enger Impfflicht wëlle mir hei net goen, mee mir setze weiderhin op Opklärung. Mir setze weiderhin op Argumentatioun, fir d'Leit ze iwwerzeegen, sech impfen ze loossen, well ee gesäit, datt et grad a Frankräich jo och ganz vill Géigereaktioun provozéiert huet, wann een d'Leit forcéiert, fir sech impfen ze loossen. Duerfir gëllt jo bei eis eng obligatoresch Testflicht dräimol d'Woch fir déi Leit, déi an de Spideeler oder Altersheimer schaffen an déi net geimpft sinn.

Iwwregens mengen ech, datt ee mat enger gudder Opklärung a mat gudder Argumentatioun méi erreecht wéi onbedéngt mat Flichten. Wann ee kuckt, wéi vill datt d'Leit sech bei eis géint Diphtherie, Tetanus, Polio an alleguer déi Kannerkrankheeten, déi net nëmme Kannerkrankheete sinn, impfe loossen, da gesäit een: An Ungarn, do ass eng Impfflicht, do si mer bei 99 %, hei zu Lëtzebuerg si mer och bei 99 %, ouni Impfflicht!

Änlech wéi a Frankräich gëllt och an Däitschland eng allgemeng 3G-Reegel. Si ka just ausgesat ginn, wann d'Siwen-Deeg-Inzidenz stabill ënnert der Valeur vu 35 läit. Soss gëllt se fir eng ganz Rei vu Beräicher, déi dobannen da stattfannen. Elo kann dës 3G-Reegel awer ënnerschiddlech vun de Bundeslänner ëmgesat ginn.

Interessant ass duerfir de Bléck bei eis direkt Noperen an d'Rheinland-Pfalz. Do ass d'Landesregierung méi wäit gaangen an huet eng sougenannten 2G+-Reegel agefouert. Am Prinzip heescht dat, dass bei Manifestatiounen d'Unzuel vu Leit, déi just getest sinn, op e Maximum limitéiert ass, fir kënne vu gewëssene Fräiheeten ze profitéieren. An der éischter Warnstuf läit dës Limitt bei 25 Leit. Ginn déi verschidden Indicateuren an d'Luucht, wéi zum Beispill d'Inzidenzzuelen oder d'Hospitalisatiounen, da geet d'Zuel vun deene geteste Leit automatesch erof an esou weider.

Also kuerz, an deem Sënn ass Rheinland-Pfalz och méi streng wéi mir, wéi zum Deel dann och Frankräich. Mee ech fannen, am Allgemenge hu se awer och méi komplizéiert Reegele fir ze verstoen.

Ech erënneren dann och nach eng Kéier just drun, dass bei eis net nëmmen den 3G, mee de 4G gëllt, well mir och nach ëmmer bis zu enger gewëssener Auerzäit de Selbsttest am CovidCheck-Regimm akzeptéiere fir déi, déi sech nach net impfe loosse konnten. Fir déi ënner zwielef Joer ass dat och eng ganz gutt Saach.

Interessant ass dann och nach de Bléck an d'Belsch. Do sinn d'Reegele manner streng. Do gëllt anescht wéi bei eis kee systematesche CovidCheck-System. D'Belsch hu wuel e CovidSafe, dee mat eisem CovidCheck vergläichbar ass, allerdéngs gëtt dee just bei gréissere Manifestatioune wéi elo bei de „20 km de Bruxelles" agesat. An der Gastronomie ass en net obligatoresch.

Bref, unhand vun dësen dräi Beispiller aus eiser direkter Noperschaft gesitt Dir, dass et net eng richteg Aart a Weis gëtt, fir mam Virus ëmzegoen. Déi eng si méi streng, déi aner sinn et manner. Et muss ee sech och ëmmer den Ëmstänn vun der Situatioun upassen. An duerfir gëllt weiderhin dat, wat mer bis elo zu Lëtzebuerg gemaach hunn, dass Lëtzebuerg säin eegene Wee geet an dass mer déi Mesuren och ëmmer mussen upassen, wann d'Situatioun sech entwéckelt. An duerfir maache mer dëst Gesetz jo elo nach eng Kéier bis Mëtt Oktober an da muss ee gesinn, wéi dat sech an der Aarbechtswelt entwéckelt.

Den Här Wiseler huet ganz pertinent Froen opgeworf. An ech weess nach aus engem Gespréich vun haut de Mëtteg mam Aarbechtsminister, datt hien a stännegem Kontakt ass oder op alle Fall gewëllt ass, an de Kontakt ze triede mat de Betriber, fir iwwert déi dote Problemer ze schwätzen. E weess, dat huet e mer gesot, datt eng ganz Rei Betriber de CovidCheck ugefrot hunn. An d'Fro ass, ob een net muss einfach den Droit commun vun der Santé au travail spille loossen, fir ze kucken, datt d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz och do garantéiert ass fir jiddwereen, deen dann an engem Betrib schafft.

Wat d'Fro vun deene gratis PCR-Tester ubelaangt, do geet Frankräich en änleche Wee wéi Lëtzebuerg. Bis elo konnt ee sech a Frankräich seng PCR-Tester rembourséiere loossen. Déi franséisch Regierung huet awer entscheet, dass dës Méiglechkeet de 15. Oktober ausleeft. Dat gëllt iwwregens och fir Däitschland. Hei huet de Bund decidéiert, dass et ab dem 11. Oktober keng allgemeng gratis PCR-Tester méi wäert ginn, ausser fir déi, déi nach net d'Méiglechkeet haten, sech impfen ze loossen, wat haaptsächlech Kanner a Jugendlecher sinn.

Dir gesitt: Oh wann den Datum net dee selwechten ass wéi bei eis, ass d'Tendenz am grousse Ganzen a Frankräich an an Däitschland, bei eisen Noperen, an déi selwecht Richtung, wat d'Ofschafung vun de gratis PCR-Tester ugeet.

An och wann d'Tendenz dacks an déi selwecht Richtung geet, soen ech nach eng Kéier, wéi ech et virdrun opgezeechent hunn, si ganz vill Ënnerscheeder an der Approche. Mir si sécher net déi, déi eisen Nopeschlänner alles blann nomaachen, soss géif et keng esou gravéierend Ënnerscheeder ginn. Mir stinn als Lëtzebuerg, wat d'Mesuren ugeet, zimmlech gutt do. Dat mierkt ee besonnesch, wann ee mat de Leit iwwert der Grenz schwätzt, a besonnesch, wann een iwwert d'Schoul schwätzt. Ech kommen nach zum Schluss dorobber zréck. Ech sinn awer och gläich fäerdeg hei.

Lëtzebuerg war vun Ufank vun der Pandemie un dat Land, dat am meeschte getest huet. An dat war och gutt an dat war och richteg esou. Duerno koum de Large-Scale-Testing derbäi, deen e gudde Bléck op d'Entwécklung vun der Situatioun an e gutt Stéck méi Sécherheet erlaabt huet. Mir haten ëmmer en immens einfachen, onkomplizéierten an zum gréissten Deel och gratis Zougang zu de PCR-Tester, souguer fir Situatiounen, wou ee kann driwwer diskutéieren, ob een dat huet misse gratis ubidden.

Elo, wou praktesch jiddwereen d'Méiglechkeet hat an huet, sech impfen ze loossen, ass dat net méi, oder net méi an deem selwechten Ausmooss, néideg. Wichteg ass awer ze betounen, dass weider PCR-Tester gemaach ginn, déi dann och solle gratis sinn, bei deenen a ronderëm déi vulnerabel Persounen, och bei deenen, déi e Verdacht op Covid hunn oder och um Enn vun enger Quarantän sinn. Dofir musse mir onbedéngt och derfir suergen, datt genuch Capacitéit do ass, fir einfach relativ séier kënnen ze testen do, wou et néideg ass.

Ech hu gesot, ech géif nach eng Kéier op d'Schoul zréckkommen. Ech ginn net ze vill drop an, well de Gilles Baum huet dat in extenso gemaach. Mee schwätzt emol eng Kéier mat eisen Noperen, do, wou d'Schoule bis zu sechs Méint laang zou waren, do, wou d'Kanner méintelaang hir Kolleegen net gesinn hunn, do, wou se duerch feelend technesch Infrastrukturen dem Homeschooling net oder nëmme ganz schwéier konnten nokommen! Déi hu quasi nëmme Luef fir de Lëtzebuerger Modell, wou am leschte Schouljoer d'Schoul mat enger Ausnam vu just zwou Wochen - vu just zwou Wochen! - riichtduerch op war. Dat ass e ganz grousse Meritt, dee Lëtzebuerg huet! Dofir, wa mer eis vergläichen, leie mer guer net esou schlecht do.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mir sinn nach net duerch de Bësch! D'Impfen ass a bleift de Schlëssel, fir duerch dës Pandemie nach gutt virunzekommen. Ech sinn duerfir iwwerzeegt, dass mer nach e puer Leit mussen derzou kréien, fir sech impfen ze loossen. Dofir: Iwwerzeegt Är Famill, iwwerzeegt Är Noperen, iwwerzeegt Är Bekannten an Är Frënn, an da packe mer dat! An dofir bleiwen ech optimistesch.

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och mat enger positiver Nout ufänken, an zwar mat där, datt d'Moossnamen, déi mer haut verlängeren, mëttlerweil bal zwee Méint a Kraaft sinn an hir Feierprouf bestanen hunn.

Zil war et jo, virun der Vakanz am Summer, eng gewësse Fräiheet an eng gewëssen Normalitéit hinzekréien, ouni de Risiko ze lafen, datt d'Infektiounen nees géife massiv an d'Luucht goen an de Spidolssecteur géifen iwwerlaaschten. Dat ass eis effektiv am Summer gelongen. An dat ass zum Deel doduerch ze erklären, datt d'Gestes barrières a ville Beräicher zur Gewunnecht gi sinn - wou een och deene Leit muss Merci soen derfir, datt d'Gestes barrières an der Gesellschaft respektéiert ginn -, mee och, datt de CovidCheck-Regimm sech bewäert huet als effikasst Instrument.

Virun allem kënnt déi berouegend Situatioun an de Spideeler awer dohier, datt d'Impfcampagne ufänkt ze wierken. Dat heescht net, datt een deen awer dach bescheidenen Taux vun 72 % soll schéirieden an datt kee Sputt no uewe bleift. Et heescht awer zumindest, datt 72 % vun der Populatioun virun engem schlëmme Krankheetsverlaf geschützt sinn an och virun der méi geféierlecher Delta-Variant.

Jo, eng Persoun, déi ouni Impfung op der Intensivstatioun géif landen, kritt als geimpft Persoun vläicht just e puer Deeg Féiwer. Eng Persoun, déi ongeimpft géif stierwen, kënnt geimpft vläicht just fir e puer Deeg an d'Spidol an huet wäit manner mat Organschiedegungen a Longcovidsymptomer ze kämpfen! Och dat ass scho gesot ginn.

Dës Beschreiwung ass also net aus der Loft gegraff. Datt se der Realitéit entsprécht, ass mëttlerweil mat Zuelen an Etüde beluecht. An eng ganz relevant Zuel ass déi zum Beispill, datt d'Zuel vun de Geimpften, déi op der Intensivstatioun leien, bei null läit. Et läit keen op der Intensivstatioun, dee geimpft ass. An dofir kann ech och am Numm vun deene Gréngen net oft genuch op d'Wichtegkeet vun der Impfung hiweisen!

De Vaccin schützt awer net nëmmen deen Eenzelnen a säi Vis-à-vis. E schützt och d'Gesellschaft an d'Ekonomie. E schützt d'Schoulen an d'Kultur an de Sport virun engem Lockdown. An e verkierzt de Wee an d'Fräiheet!

Datt d'Regierung der Impfung also an Zukunft méi Gewiicht wëllt bäimoosse wéi den Tester, déi jo just nach op Ordonnance médicale oder an de Schoule gratis bleiwen, ënnerstëtze mir och als Gréng ausdrécklech. A mir sinn och der Meenung, datt et net um Steierzueler ass, fir Tester fir Randgruppe vun Impfverweigerer ze finanzéieren, déi sech laanscht hir Verantwortung drécken, wuelwëssend, datt d'Impfung jo jiddwerengem ab zwielef Joer gratis zur Verfügung steet.

Sollt sech dann erausstellen, datt gewësse finanziell Nodeeler oder Aschränkungen op Impfverweigerer zoukommen - ech erënneren un den 2G an der Gastronomie zu Hamburg oder den 2G+, deen de Georges Engel elo ernimmt huet a Rheinland-Pfalz -, da kann een deene Leit eigentlech nëmmen eppes roden, an zwar, datt se sech mat der eegener Nues huelen a sech net just mat deene bescheidenen Niewewierkungen oder Reaktiounen op d'Impfung auserneesetzen, mee och mat der Verantwortung, déi een där Gesellschaft schëlleg ass, an där ee lieft.

Jiddefalls ass et scho bal karikatural, wa Politiker aus Donschtkreesser vun der AfD - ech nennen d'Spëtzekandidatin Alice Weidel, déi virgëschter am „Lëtzebuerger Wort" zu Éiere koum -, mee och verschidden aner gesellschaftlech Stréimunge behaapten, et wier eng geféierlech Entwécklung, ongeimpfte Mënsche Rechter ewechzehuelen, déi hinne verfassungsméisseg zoustinn. Wéi wann d'Verfassung net och eppes mam Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet ze dinn hätt!

Wann déi selwecht dann och nach betounen, si géifen am Kampf géint d'Pandemie op Eegeverantwortung amplaz op Moossname setzen, dann ass d'Karikatur perfekt. Well wat ass Eegeverantwortung an Zäite vu Pandemie anescht, wéi sech impfen ze loossen, Dir Dammen an Dir Hären? An et gouf och nach keng eenzeg Pandemie, déi ouni Impfung ausgerott konnt ginn.

D'Zil vun dëser Koalitioun ass et dofir, a mat Recht, den Impftaux weiderhin ze erhéijen an den Drock op d'Spideeler domat ze verhënneren. A fir d'Spideeler eebe grad ze entlaaschten, ass et och scho fir Jonker wichteg, sech beim éischte Kontakt mam Virus fir d'Impfung ze entscheeden an net ze mengen, eng gewësse Fitness an eng gesond Ernärung kéinten d'Impfung ersetzen an e schlëmme Krankheetsverlaf verhënneren. Dat ass ganz einfach eng Illusioun!

An dowéinst ass et dach awer bedenklech, datt d'Impfbereetschaft an der Alterskategorie vun den 20- bis 45-järege Leit hei zu Lëtzebuerg laut Presseberichter momentan am niddregsten ass, obwuel et grad an dëser Alterskategorie ass, wou schonn zanter Méint déi meeschten Infektiounen optrieden.

Hei kann ee just soen, datt e jonken Erwuessenen, dee sech net wëllt impfe loossen, sech kloer fir d'Krankheet entscheet an domat och fir de Risiko vu weidere Fräiheetsaschränkungen. An en entscheet sech och kloer fir d'Ustiechung vu senge Kanner, grad …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Lorsché, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wann ech fäerdeg sinn. Dir kënnt Äre Kommentar herno maachen. Ech schwätzen elo.

(Interruptions)

Mir sinn am Haus vun der Demokratie, Här Reding. Ech mengen, dat misst Der och scho geléiert hunn. An do däerf een eng Meenung vertrieden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Bleift bei de Fakten!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- „E léiert et ni", seet den Här Graas. En huet och net Onrecht.

An en entscheet sech och kloer fir d'Ustiechung vu senge Kanner an et sinn awer grad d'Kanner, déi scho vill Affer hu missen an der Pandemie bréngen, an et sinn och grad si, déi solidaresch waren.

Wat den Impftaux dann ugeet vun de Senioren, esou stëmmt deen eis net manner nodenklech. Laut de Statistike vun Enn August klëmmt d'Impfbereetschaft eigentlech eréischt nom Alter vu 70 Joer a läit bei den iwwer 70-Järege bei 84 %. Dat ass e gudden Taux.

Bei de 60- bis 69-Järegen erreecht d'Impfung awer net emol 75 %, laut deene Statistiken, déi ech gelies hunn. Dat bedeit, datt nach ëmmer iwwer 25 % - also méi wéi ee Véierel vun de Mënschen tëscht 60 a 70 Joer - net duerch eng Impfung geschützt sinn. An da stellt sech natierlech noutgedrongen d'Fro, wéi een dës Alterskategorie nach méi geziilt kann erreechen, wuelwëssend, datt net all Hausdokter bereet ass, seng Patienten a Patientinnen ze impfen oder fir d'Impfung ze motivéieren.

Et bleift dann nach den Impfbus, deen natierlech eng gutt Saach ass, well e bei Concerten, Manifestatiounen oder Akafszenteren Halt mécht an d'Impfung souzesoen dohibréngt, wou d'Mënschen ënnerwee sinn. Ob a wéi vill vulnerabel Mënschen awer mam Impfbus erreecht ginn, ass trotzdeem eng Analys wäert, falls et se net scho gëtt. An et ass eiser Meenung no och wichteg, no weidere Méiglechkeeten ze sichen, fir déi vulnerabel Mënschen an awer och all déi aner Alterskategorien, déi manner vulnerabel sinn, nach besser kënnen ze erreechen.

E weideren Aspekt, Dir Dammen an Dir Hären, deen am Hibléck op déi nächst Méint net vergiess däerf ginn, ass deen, datt d'Meteo eis net méi laang an d'Kaarte wäert spillen, well de Virus sech bei killem Wieder vill méi séier verbreet. D'Experte schwätze vu Saisonalitéit.

Derbäi kënnt, datt mir spéitstens am Wanter op en Neits mat der traditioneller Influenza-Gripp an anere Vire konfrontéiert wäerte ginn. An alle wëssenschaftleche Viraussoen no wäert déi nächst Grippewell ëmsou méi dramatesch Konsequenzen hunn, wat manner Leit géint de Covid geimpft sinn, ganz einfach, well dee Moment zwou grouss Geforen openeentreffen an d'Dokteschpraxissen iwwerlaf wäerte ginn.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Och dat ass ee Grond méi, fir kreativ ze ginn an den Impftaux, wa méiglech, nach virum Wanter mat alle méigleche Mëttel ze beschleunegen.

Här President, an deem Sënn si mer haut an enger anerer Situatioun wéi virun engem Joer, wéi d'Impfung nach wäit ewech war. An dat muss sech och an de Moossnamen zréckspigelen. An enger Zäit wéi haut, wou d'Impfung mëttlerweil gratis zur Verfügung steet, musse mir nämlech endgülteg léieren, wat et heescht, mam Virus ze liewen. An e wäert eis och nach laang begleeden.

Als Gréng si mir jiddwerfalls der Meenung, datt et trotz staarker Verbreedung vun der Delta-Variant net méi zu engem generaliséierte Lockdown däerf kommen, mee zu engem maximalen Impftaux. Et däerf keng Ausgangsspär méi ginn, keng generell Schoulschléissungen a keen Zoumaache vu Sport a Kultur, well dës Moossnamen eiser Demokratie op Dauer net wierdeg sinn. Dat bedeit allerdéngs, datt de Krankheetsrisiko fir Netgeimpfter oder Netimpfberechtegter net ze ënnerschätzen ass, och net elo am Hierscht.

A grad dowéinst musse mer weiderhi mat Schutzmoossname liewe wéi zum Beispill dem effikassen Instrument vum CovidCheck, dee mat dësem Projet de loi jo en place bleift, mee och mat anere Moossnamen, déi de Virus ewechhalen, ouni d'Grondfräiheeten ze beschneiden. Ech denken un d'Maskeflicht an de Geschäfter, am ëffentlechen Transport an op anere Plazen, wou vill Mënschen ouni CovidCheck op enkem Raum zesummekommen.

Här President, grad wéi seng Virgänger geet dëse Projet de loi genee an déi dote Richtung an dowéinst sti mir voll a ganz derhannert. Mir sinn och frou, datt d'Maskeflicht an de Schoule mat dësem Projet de loi opgehuewe gëtt, zumindest am Fall, wou d'Kanner an hirem Klassesall sëtzen. Dës Modifikatioun kënnt net nëmmen der Kommunikatioun an de Schoulen zegutt - déi ass ganz wichteg -, mee och speziell dem Sproochenunterrecht, deen an eise Schoulen eng wichteg Roll spillt, vu Klengem un.

Wat d'Fuerderung ugeet - ech kommen och dorop ze schwätzen, et ass e puermol schonn heiriwwer diskutéiert ginn -, de CovidCheck am Enseignement secondaire zumindest anzeféieren, esou ass et richteg, datt dëse Regimm de Schoulalldag am Oflaf géif erliichteren, schonn eleng doduerch, datt komplett op Maske verzicht kéint ginn an datt och soss keng Aschränkung bei der Zesummesetzung vun de Gruppen a bei der Organisatioun vu schoulinternen Aktivitéite méi néideg wier.

Allerdéngs stellt sech déi berechtegt Fro, ob de CovidCheck juristesch kompatibel mat der Schoulflicht ass. Mir haten et an der Kommissioun ugeschnidden. Den Här Minister Meisch ass der Meenung, datt dat net de Fall ass, an déi Positioun ass och duerchaus nozevollzéien. Wann een nämlech weess, datt 10 % vun de Schülerinnen a Schüler refuséieren, sech testen ze loossen oder sech selwer ze testen, respektiv Elteren hunn, déi net mam Test averstane sinn, an datt momentan just 52 % vun de Schülerinnen a Schüler am Secondaire geimpft sinn, da muss ee sech natierlech froen, op wéi eng Manéier d'Schoulflicht vun deene Jonken ausgeüübt ka ginn, déi sech weeder impfen nach teste loossen.

Fir eis ass et jiddwerfalls keng Optioun, dee ganze System nees ëmzekrämpelen an déi betraffe Schüler a Schülerinnen nees an den Homeschooling ze schécken. Dës Approche géif nämlech nees zu anere bekannte Problemer féieren a si géif d'Organisatioun vum Unterrecht ganz sécher net vereinfachen.

Dës Bedenken, Här Minister, sollen allerdéngs net verhënneren, datt d'Iddi vum CovidCheck nach eemol juristesch gepréift gëtt. Sollt sech dann erausstellen, datt dee Regimm trotz allem verfassungskonform ass, wann en adaptéiert gëtt - vläicht ass et méiglech -, da gesi mer net direkt e Grond, fir dann dee Moment dorop ze verzichten. Mee, wéi gesot, dat bleift ze klären.

E géif de Schoulalldag jiddefalls vereinfachen a warscheinlech géif en och eng Rei Jonker dozou motivéieren, fir sech impfen ze loossen. An et ass schlussendlech dorop, wou et ukënnt.

Datt de CovidCheck da mat dësem Projet de loi fir de Spidolssecteur agefouert gëtt, do brauch een net vill derzou ze soen. Dat ass eng gutt Saach a mir sinn och frou, datt dee Regimm dann net am Spidolssecteur op juristesch Bedenke stéisst. An eisen Aen ass et e wichtege Schrëtt, fir d'Sécherheet an de Spideeler ze erhéijen, ouni de Biergerinnen a Bierger hiert Recht op eng Prise en charge oder op e Besuch am Spidol anzeschränken. Wëlle se vun deem Recht Gebrauch maachen, esou steet hirer Impfung oder engem Test jo näischt am Wee.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss a soen natierlech dem Rapporter Mars Di Bartolomeo wéi ëmmer villmools Merci. Mëttlerweil si mer bei der 22. Editioun vum Covidgesetz ukomm an ech fäerte ganz, de Marathon ass nach net eriwwer. Et wier allerdéngs derwäert, vläicht eemol iwwer méi eng laang Mise en vigueur nozedenken an den nächste Méint, fir eis awer e bëssen Otem ze spueren.

Ech wéilt zum Schluss dann awer nach eng zweet Remark lassginn. Et ass déi, datt mir et als Gréng ausdrécklech begréissen, datt net nëmmen déi traditionell Gremie wéi de Staatsrot, d'Chambre des Salariés, de Collège médical a vill anerer en Avis zu dësem Projet de loi ofginn hunn.

Nei ass dës Kéier, datt och den OKaJu, den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, sech mat engem ganz nuancéierten Avis zu Wuert gemellt huet, esou wéi d'Gesetz iwwert den OKaJu dat neierdéngs virgesäit, wann d'Rechter vu Kanner a Jonke vun engem Projet de loi betraff sinn. Och wann d'Kanner selwer net vill krank ginn, esou sinn et awer si, déi zu de gréisste Verléierer vun der Pandemie gehéieren, virun allem um Niveau vun der mentaler Gesondheet.

Och wann et elo ze wäit féiert, op deen Avis am Detail anzegoen an en en ënnert d'Lupp ze huelen, esou hoffe mir als Gréng awer, datt d'Avise vum OKaJu an Zukunft derzou bäidroen, datt d'Kannerrechter an eiser legislativer Aarbecht nach méi Gewiicht kréien, och um Niveau vun den Debatten an der Chamber.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Lorsché. Dann hat den Här Reding sech virdru gemellt, fir eng Fro ze stellen - wann ech dat richteg héieren hunn?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hat mech gemellt, Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- A Pardon! Den Här Kartheiser, jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech wollt lech da Merci soen, Madamm President, datt Der mer d'Wuert gitt. An ech wollt der Madamm Lorsché zwou Froe stellen. Ech muss soen, ech war awer iwwerrascht iwwert déi, wat ech fannen, dach relativ haart Manéier, wéi si sech ausgedréckt huet, wéi si iwwert déi Leit geschwat huet, déi sech elo net wëllen impfe loossen. Ech hunn eigentlech do zwou Froen.

Déi éischt ass: D'Madamm Lorsché huet an hirem Discours uklénge gelooss, als wären déi Leit, déi geimpft sinn, net kapabel, e Virus virunzeginn. Dat ass, mengen ech, net um Fong vun der Wëssenschaft ze begrënnen. Och wann ee geimpft ass, kann een e Virus viruginn. Do ginn d'Meenungen auserneen, ob dat méi liicht ass oder net, mee et ass awer méiglech.

Ech mengen, an der Madamm Lorsché hirem Discours war do eng aner Theorie. An ech wollt si bieden, nach eng Kéier kloerzestellen, dass een och, wann ee geimpft ass, de Virus nun eemol ka viruginn.

Dat Zweet ass iwwert d'Fräiwëllegkeet vum Impfen. Ech mengen, dat ass eng ganz fundamental Saach. Ech wollt d'Madamm Lorsché froen, ob déi gréng sech weider zum Prinzip vun der Fräiwëllegkeet vum Impfe bekennen. Well si huet do awer relativ haart Wierder gebraucht fir déi Leit, déi sech net impfe loossen. Si huet och gesot, datt déi Leit da musse Konsequenzen droen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat dote sinn einfach Froen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt se just hiweisen op den Avis vun der Mënscherechtskommissioun an dëser Debatt, déi awer och do verschidde Limitte gesat huet, an einfach froen, an enger Partei, déi wéi déi gréng ëmmer gesot huet: „Mäi Kierper gehéiert mir", an engem anere Kontext, ob dat dann och nach wouer ass.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Also haalt Dir do eng Ried oder stellt Der mer eng Fro?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ass dat dann och nach wouer, Madamm Lorsché, bei den Impfungen? Sinn déi gréng nach ëmmer der Meenung, datt d'Impfunge musse fräiwëlleg bleiwen, oder net?

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Här Kartheiser, kommt wannechgelift op de Punkt! Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Also, sidd Der elo op de Punkt komm?

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Är éischt Fro war déi, ob ech der Meenung sinn, dass Geimpfter de Virus net kënne weiderginn. Ganz kloer kënnen déi Leit de Virus weiderginn. A wann Der an der Santéskommissioun ëmmer dobäi wäert, da géift Der do héieren, wéi eng Erklärunge mer vun de Fachleit kréien. Déi Leit, déi geimpft sinn, hunn eng Charge virale, déi vill manner héich ass, an déi kënne wuel ustiechen, mee se gi manner weider. An déi Leit, déi ugestach ginn, sinn och vill manner gefäerdet, wéi Leit, déi vun net geimpfte Persounen ugestach ginn.

Natierlech dréit de Virus sech weider. Dat hunn ech ni a Fro gestallt. Mee et ass eng ganz aner Viruslaascht am Kierper, vill méi eng niddreg, wann ee geimpft ass. An et gëtt een, an dat ass den Haaptpunkt, net esou krank, dass een op der Intensivstatioun muss leien a riskéiert ze stierwen. Dat ass mëttlerweil bewisen, och wann et nach ëmmer Politiker gëtt, déi vu Fakten näischt wëlle wëssen.

Wat war elo Är zweet Fro scho méi? Dir hutt esou laang geschwat, dass ech d'Fro net héieren hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt lech just soen, ech sinn net Member an der Gesondheetskommissioun. Dat ass den Här Engelen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- A, d'fräiwëlleg Impfung! Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An dat Zweet ass de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet vun den Impfungen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Also, mir als Gréng …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mäin Androck war, datt Der dee géift a Fro stellen, Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … stinn hannert der Fräiwëllegkeet, esou wéi d'Regierung och. Mir zielen nämlech op d'Intelligenz vun de Leit. A mir sinn iwwerzeegt, datt mer nach vill Leit iwwerzeegt kréien, sech impfen ze loossen. D'Fräiwëllegkeet ass nach ëmmer de Wee. Mee mir hoffen, datt mer nach vill méi Leit iwwerzeegt kréien, a vläicht kréie mer lech och eng Kéier iwwerzeegt.

Merci.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Lorsché. Den nächsten agedroene ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fait personnel, Madamm President! Madamm President, Fait personnel! Ech kann dat do net akzeptéieren!

(Exclamations)

Éischtens sinn ech selwer geimpft. Also wat d'Madamm Lorsché hei insinuéiert, ass absolutt inakzeptabel! Ech selwer si geimpft a fir Impfungen! An datt dat hei eigentlech esou duergestallt gëtt, wéi d'Madamm Lorsché et gemaach huet - „mir zielen op d'Intelligenz vun de Leit", wann aner Leit sech net wëllen impfe loossen -, dat ass fir mech inakzeptabel.

Une voix.- Loosst emol den Här Engelen vun der ADR schwätzen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et kann een och intelligent sinn an zu enger anerer Konklusioun kommen.

(Interruptions diverses)

Déi Beleidegunge vun de Leit, dat ass net akzeptabel! Wéi gesot, ech selwer si geimpft, ech si fir Impfungen, mee wann en anere fir sech eng aner Decisioun hëlt, ass et net hei un der Chamber fir ze soen: „Déi eng sinn intelligent an déi aner sinn et net"! Dat geet wierklech net, wat d'Madamm Lorsché hei gesot huet!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et freet eis, datt och den Här Mars Di Bartolomeo sech an der Vakanzenzäit esou wäit konnt gutt erhuelen, datt hien eis haut konnt e gudde Rapport iwwert dat neit Covidgesetz presentéieren. Duerfir en häerzleche Merci.

Villes huet sech an de leschte Méint geännert. Déi éischt Staaten an der Unioun loossen all Restriktioune falen, wéi Dänemark, an anere ginn d'Moossnamen nach weider zréckgeschrauft, wéi an Holland oder a Finnland. Zu Lëtzebuerg hate mir den 2. September schonn en Impftaux vun iwwer 71 % bei den erwuessene Leit. Natierlech stelle mer eis dowéinst d'Fro: Wéi laang sollen d'Coronamoossnamen nach hei zu Lëtzebuerg gëllen an a wéi enger Form?

Duerfir hu mir am Ufank vun der Kris gesot, datt, wa mer en Impftaux hätte vu 70 %, mer dann eng sougenannten „Herdenimmunitéit" hätten an domadder zréck an d'Normalitéit kéinte goen.

Mir wëssen all, datt dëse Coronavirus eis net méi verléisst, datt mer elo mat deene bekannte Varianten a sécher och nach an Zukunft mat neie Variante musse liewen. Mir brauchen dowéinster e gutt fonctionéierende Gesondheetssecteur. Do gëtt et leider och vill Problemer. A mir brauchen och weider Moossname géint de Covid.

An deem Kontext ass et wichteg, datt dobäi besonnesch weider un effikasse Medikamenter gefuerscht gëtt an datt d'Medikamenter, déi vun der WHO an der EMA akzeptéiert ginn, och kënne séier an den Asaz kommen. An natierlech musse mer déi Covidkrank versuergen, deene Gesonden hëllefen, sech ze schützen, besonnesch duerch fräiwëlleg Impfungen, an déi Leit, déi u Long Covid leiden, esou gutt, wéi et geet, ënnerstëtzen.

Wat mer als ADR awer net wëllen, ass e politesche Long Covid! Här President, oder Madamm Presidentin, pardon: D'ADR akzeptéiert keng Aschränkung vun de Grondrechter wéinst där Krankheet. Mir bleiwen eiser Linn trei. Vun Ufank un hu mer dowéinst géint d'Covidgesetzer gestëmmt. Mir stäipen eis och elo do dergéint, datt eis verfassungsméisseg garantéiert Fräiheeten a Grondrechter weider ageschränkt bleiwen. Och dëst Gesetz verletzt déi Fräiheeten. Dowéinst soe mer Nee.

D'ADR wëllt och kee CovidCheck, bei deem Privatleit anere Privatleit hire Gesondheetszoustand mussen iwwerpréiwen. Mir hunn elo iwwer 70 % Geimpfter an dat heescht, datt mer eng Herdenimmunitéit erreecht hunn. An dowéinst musse mer elo drugoen, fir d'Restriktiounen no an no ofzeschafen. Mir fuerderen, datt d'Regierung e Post-Covid-Plang virleet. D'Coronamesurë ware souzesoen eng Noutléisung, mat där mer nëmmen zum Deel d'accord waren. Awer elo wëlle mer wëssen, wéi d'Regierung sech de Wee an d'Normalitéit zréck virstellt. Mir wëlle wëssen, wéini datt d'Maskeflicht fält, zum Beispill an de Geschäfter, a wéini kee CovidCheck méi ofgehale gëtt. Mir hätte gär e geneeën Zäitplang mat geneeën, prezise Krittäre vun der Regierung. An deem Sënn proposéieren ech lech, Madamm Presidentin, eng Motioun.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten

- constatéiert, datt elo schonn iwwer 72 Prozent vun der Populatioun zu Lëtzebuerg eng zweet Impfung géint de Coronavirus (Covid-19) kruten an esouguer 82,7 Prozent eng éischt Dosis;

- erënnert drun, datt déi kollektiv Immunitéit (Herdenimmunitéit) vun der Madamm Gesondheetsminister an hirer Ried vum Dezember 2020 op „enger Impfung vu 65 % bis 70 % vun der Populatioun" definéiert gouf, esou wéi si dëst och an hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3977 vum 30. Mäerz 2021 vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen preziséiert huet, an ass dowéinst der Opfaassung, datt déi kollektiv Immunitéit (Herdenimmunitéit) zu Lëtzebuerg aktuell erreecht ass;

- stellt fest, datt aner europäesch Staaten, an deenen och scho vergläichsweis héich Impftauxen erreecht goufen, wéi z. B. Dänemark, hir Covid-Moossname ganz oder deelweis ofschafen oder zréckschrauwen;

- ënnersträicht, datt vill Covid-Moossnamen Aschnëtter an déi perséinlech Fräiheet duerstellen an domat, wann iwwerhaapt, nëmmen ënner aussergewéinlechen Ëmstänn a fir eng limitéiert Zäit an engem strikte rechtleche Kader kënne gëllen;

- ass der Iwwerzeegung, datt Moossname wéi d'Aschränkunge vun der Privatsphär duerch d'Covid-Gesetzer, de CovidCheck, d'Maskeflicht an aneres méi kee permanente Charakter däerfe kréien an, esoubal d'Ëmstänn et erlaben, esou séier wéi méiglech nees integral mussen ofgeschaaft ginn,

fuerdert d'Regierung op

- kloer Krittären ze definéieren an, esou wäit wéi méiglech, en Zäitplang festzeleeën, fir d'Covid-Moossnamen a -Restriktiounen nees integral ofzeschafen.

(s.) Jeff Engelen.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- D'ADR wëllt elo keng Impfflicht a keen Drock op d'Leit ausübe fir déi, déi, aus wéi enge Grënn och ëmmer, fir sech decidéieren, net wëlle geimpft ze ginn. Dat ass hiert Recht a mir respektéieren dat.

Mir refuséieren dowéinst och déi Iddi, Tester, déi de Staat de Leit jo opzwéngt, net méi iwwer Steieren ze finanzéieren. Fräiwëlleg heescht eeben, datt keen Drock soll op d'Leit ausgeübt ginn, och kee moraleschen.

D'ADR ass och fir Impfungen, awer eeben ouni Drock. Et ass an eisen Aen net onmoralesch, sech net impfen ze loossen. Loosst eis net vergiessen, datt all déi Impfstoffer, déi bis elo benotzt ginn, wuel ganz gutt Déngschter leeschten, awer och bis elo nëmmen eng provisoresch Zouloossung hunn, datt et och kann zu méi oder wéineger schwéiere Niewewierkunge kommen, déi am schlëmmste Fall, wann och an der Ausnam, an der ganz seelener Ausnam, kënnen zum Doud féieren, dat beleeën d'statistesch Zuelen am Ausland.

Geimpfte Leit hu mat grousser Warscheinlechkeet wuel en däitlech manner schlëmme Krankheetsverlaf, wa si de Covid kréien, si sinn awer net ëmmer zu 100 % immun an och si kënnen de Virus virundroen. All dës Grënn an Tatsaache féieren eis dozou, fir Toleranz ze plädéieren. An eiser Gesellschaft sollen d'Leit prinzipiell kënne fräi decidéieren, ob si sech impfe loossen oder net.

Madamm Presidentin, d'ADR bekennt sech onageschränkt zu der Solidaritéit am Beräich vun der Krankeversécherung. Den Här Premierminister, den Här Xavier Bettel, huet Erklärunge gemaach, déi an eisen Aen net akzeptabel sinn, well se dee Prinzip, dee bis elo e gesellschaftleche Konsens war, duerchbriechen. Hie sot den 1. November, fir ze justifiéieren, datt et keng gratis PCR-Tester méi solle ginn: „Et ass net méi ze vertrieden, dass d'Allgemengheet bezilt, well sech eng Minoritéit net wëllt impfe loossen a weiderhin e Risiko duerstellt."

(Interruption)

Dat ass Är Saach!

Dat heescht fir d'ADR, datt den Här Bettel ganz bewosst eis Gesellschaft wëllt splécken. An dat geet fir eis net!

Une voix.- O!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Nom Prinzip vun der Solidaritéit am Krankheetswiesen ass d'Allgemengheet ..., dat wëllt soen, jiddwereen am Land bezilt bei Longekrankheeten duerch d'Fëmmen. Wëllt Dir dat dann och ophiewen oder änneren? Jiddweree bezilt hei am Land bei Accidenter a bei Fräizäitaktivitéiten am Sport a souguer am Extreemsport. Wëllt Dir dat dann och änneren? Jiddweree bezilt fir Konsequenzen duerch Autos- a Vëlosaccidenter. Wëllt Dir dat dann och änneren?

Déi Froe muss ee sech dann am Kontext vun der Solidaritéit a vun der Gerechtegkeet awer och stellen! An duerfir muss ee sech d'Fro stellen: De Solidaritéitsprinzip, wëllt d'DP deen dann nach bäibehalen am Gesondheetswiesen oder ofschafen? Da sot eis dat kloer an däitlech, deen Aspekt, deen ech elo hei virgedroen hunn!

An hirem Avis zum neie Covidgesetz mécht sech och déi consultativ Mënscherechtskommissioun zolidd Suergen iwwert den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. Leit, déi sech net wëllen impfe loossen, riskéieren, duerch hir gesondheetlech oder hir finanziell Situatioun diskriminéiert ze ginn. Duerfir solle Leit, déi sech bis elo net impfe gelooss hunn, hirer an och eiser Meenung no weider Zougang zu de gratis Tester hunn. Dat nämmlecht muss och fir

Persoune gëllen, déi en Test brauchen, fir an e medezinnescht Etablissement eranzegoen.

D'ADR fuerdert kloer an däitlech, datt de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet an der Impfung net däerf a Fro gestallt ginn.

An Iech, Madamm Gesondheetsminister, erënnere mer un Äert Verspriechen, dat Dir bei enger Pressekonferenz am Dezember 2020 gemaach hutt. Deemools hat Dir gesot, wa 65 % bis 70 % vun der Lëtzebuerger Populatioun géint de Covid geimpft sinn, datt dann déi Herdenimmunitéit erreecht ass. Ma genee do si mer elo, Madamm Lenert. Op wat waarde mer dann elo nach? Firwat kritt de Bierger dann déi Fräiheeten net an Etappen zréck? An eenzel Restriktioune missten awer fale gelooss ginn.

Mir als ADR wëllen net, datt eis Gesellschaft sech dru gewinnt, datt d'Leit mussen e Gesondheetstest weisen, wa se an e Restaurant oder an e Kino wëlle goen. Mir wëllen, datt dat verschwënnt. Wa mer net dergéint kämpfen, komme geschwënn ëmmer méi Restriktiounen a Fuerderungen derbäi. Déi Aschnëtter géint eis Fräiheet si fir eis Gesellschaft bal esou gefëierlech wéi de Risiko duerch de Coronavirus.

Madamm Presidentin, et ass onëierlech, d'Konditioune fir eng Normaliséierung ëmmer weider wëllen an d'Luucht ze schrauwen. Mir akzeptéieren net, datt eng Herdenimmunitéit am Mäerz mat 70 % definéiert gëtt an am September mat 85 %. Wou bleift do d'Glafwierdegkeet?

Mir akzeptéieren net, datt d'Leit vum gesellschaftleche Liewe sollen ausgeschloss ginn, well si sech net wëllen impfe loossen. Esou Iddie gëtt et ewell an Däitschland oder an Éisträich. D'ADR seet ganz kloer Nee dozou.

Eis Warnungen, déi mir als Partei vun Ufank u virbruecht hunn, datt et hei net nëmmen ëm de Schutz virun enger Krankheet geet, mee virun allem och ëm de Schutz vun de Grondrechter, kéinten net méi kloer a méi drastesch bewise ginn.

Madamm Presidentin, d'ADR begréisst an dësem Gesetz, datt an de Schoulklassen am Land keng generell Maskeflicht méi gëllt. Mir däerfen net vergiessen, datt et d'Kanner waren, déi aus enger ganzer Rei vun Ursaachen am meeschten dorënner gelidden hunn. Duerfir hate mir als ADR och verlaangt, datt d'Maskeflicht als Éischt misst bei de Kanner opgehuewe ginn.

Madamm Presidentin, loosst eis weider géint de Covid kämpfen, awer virun allem och nees eis Gesellschaft zréck an d'Normalitéit féieren an d'Fräiheet vun de Leit esou séier wéi méiglech integral retabléieren!

Madamm Presidentin, ech soen Iech an häerzleche Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Här Engelen. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, och bei dëser Rentrée si mer de Covidvirus also nach ëmmer net lass. Nees eemol debattéiere mer iwwer en neit Covidgesetz.

Mee och dëst Gesetz werft fir eis op jidde Fall eng Rei Froen op. Obwuel et grosso modo de Status quo viruféiert, ass de Kontext, an deen et sech abett, ganz problematesch. Ech gi weider dorop an.

Fir d'éischt zum Gesetz: Dass elo d'Maskeflicht an de Klassesäll opgehuewe gëtt, kënnt fir eis net ze fréi! Scho beim virleschte Gesetz hat ech hei bedauert, dass d'Kanner vergiess gi waren. Deemools konnte mir erëm all Dag doheem zéng nei Leit empfänken, an dat Ganzt ouni Mask an ouni Test, an d'Kanner hu misse weiderhi mat Mask an de Klassesäll sëtzen, an dat, obwuel se mat deene selwechte Kanner do sëtzen an en plus zweemol d'Woch getest gi sinn.

(Interruption)

Do war jo am leschte Gesetz schonn d'Ännerung komm, mee du war jo grouss Vakanz.

Dës Ännerung ass also e Schratt an déi richteg Richtung. Um Dag virun der Rentrée kënnen d'Kanner sech iwwert dëst zréckgewonnent Basisrecht freeën.

Wat awer fir eis problematesch ass, dat sinn déi an deenen Zenarioe festgehalen Ënnerscheeder tëscht geimpften an net geimpfte Schüler. Geimpfte Schüler mussen net an d'Quarantän, woubäi net geimpfte Schüler an d'Quarantän mussen. Bei ee bis zwee Fäll pro Klass kënnen déi Lescht, wa se sech teste loossen, aus der Quarantän eraus, fir d'schoulesch Aktivitéiten ze suivéieren. Ab dräi Fäll pro Klass gëtt et awer méi problematesch. Net geimpfte Schüler mussen an d'Quarantän an et gëtt keng Méiglechkeet do eraus.

Do stellt sech definitiv d'Fro vun der Stigmatiséierung vun dëse Schüler. De Risiko vu Stigmatiséierung erhieft och d'Mënscherechtskommissioun an hirem ganz nuancéierten Avis.

Mir hunn och virun e puer Deeg eng Question parlementaire gestallt, wou ech nach eemol nogefrot hunn, wat dann elo dës zweegleiseg Behandlung wëssenschaftlech gesi rechtfertegt. Si mir eis bewosst, dass mir domadder de Risiko vu Stigmatiséierung an domadder och Ausgrenzung kreéieren, an dat an de Schoulen a bei de Schüler, bei enger Populatioun vu jonken, oft vulnerabele Leit? Wéi e Message gi mir domadder eraus? Stigmatiséierung an Ausgrenzung sinn ok, a verschiddene Fäll? Ech wëll drop hiweisen, dass dat fir eis op jidde Fall eng ganz geféierlech Entwécklung ka sinn.

Dass elo de CovidCheck-Regimm dann och ganz op d'Spideeler ausgeweit gëtt, ass eng weider Neierung. Jiddereen, deen an e Spidol erageet, soll also en negativen Test hunn, geimpft sinn oder geneese sinn. Dat kléngt logesch, vu dass an de Spideeler vill vulnerabel Leit zirkuléieren. D'Fro, déi och d'Mënscherechtskommissioun opwerft, ass, ob dann elo Mënschen, déi an e Spidol bei en Dokter wëlle goen, selwer fir den Test mussen opkommen. An déi Fro ass eiser Meenung no och ganz gerechtfertegt. Nom 15. September gëtt et jo dann och keng Méiglechkeet méi, sech gratis ze testen. Dëse Punkt ass wichteg, well en natierlech de Prinzip vun der Netdiskriminéierung virum Accès aux soins betrëfft.

Ech hat d'Geleeënheet, an der Gesondheetskommissioun dës Fro ze stellen, a krut als Äntwert, dass weiderhi gratis Tester sollen an den Entréeë vun de Spideeler leien.

D'Mënscherechtskommissioun freet dann och an hirem Avis, dass een dës gratis Mise à disposition vun den Tester sollt schrëftlech festhalen. Am anere Fall kéint dëst en Impakt hunn op den Accès aux soins. Verschidde Mënsche kéinten duerch dës Hürd oder well se mengen, dass eventuell esou eng Hürd weiderhi besteet, finanziell fir en Test opzekommen, fir bei hiren Dokter ze goen, zréckschrecken, an e Spidol ze goen.

Jo, an dann huet d'Regierung jo ugekënnegt, dass de Large-Scale-Testing ab dem 15. September fäerdeg wier. Et géif keng Méiglechkeet méi ginn, sech gratis testen ze loossen. Och bei dësem Punkt hunn ech an enger Question parlementaire nogehaakt, wat dann dës Entscheedung, wëssenschaftlech gesinn, motivéiert. Mir kruten an der Gesondheetskommissioun gesot, dass - Zitat - do, wou mer elo dru wieren, dat géif Sënn maachen.

Mee, wou si mer dann elo drun? An där selwechter Kommissioun hunn ech héieren, dass mer eis mussen op eng véiert Well astellen. Et dominéiert eng Variant, d'Deltavariant, vun där nach villes onkloer ass, déi méi ustiechend ass, an aner Variante kommen eventuell nach. Grad de 15. September, wann d'Rentrée ass, wa mer aus de Vakanzen erëmkommen, erëm schaffe ginn, soll de Large-Scale-Testing ofgeschaaft ginn.

A menger Question parlementaire hunn ech dann och nogefrot, firwat de Large-Scale-Testing dann do war. War et net grad en Outil, deen eis sollt erlaben, dës Pandemie ze monitoren, en Iwwerbléck ze hunn, fir ze gesinn, wou mer dru sinn?

Ech héieren also Kontradiktoresches. Op där enger Säit ass d'Zäit räif, fir den LST ofzeschafen, an op där anerer Säit si mer weiderhin an enger grousser Onsécherheet. D'Pandemie an d'Kris sinn net eriwwer. D'Kommunikatioun no baussen ass zumindest verwirrend.

Och den Avis vun der Mënscherechtskommissioun geet laang a breet op d'Enn vun de gratis PCR-Tester an. Dem Premierminister no wier et net méi un der Allgemengheet, fir eng Minoritéit opzekommen. Déi Situatioun hu mer elo oft héieren. Dës Ausso ass awer immens problematesch, soulaang mer an enger Demokratie liewen.

Erënnere mer drun, dass eng Demokratie dru gemooss gëtt, wéi se mat hire Minoritéiten ëmgeet. Jo, et ass ëmmer nach eng Fro vu Gläichbehandlung a vu Mënscherechter! Ech zitéieren aus dem Avis vun der CCDH: « Cette stratégie du gouvernement soulève des questions juridiques, sociétales et épidémiologiques qui méritent d'être analysées plus en détail. »

D'Mënscherechtskommissioun fäert, dass dës Entscheedung Diskriminatioune kéint mat sech bréngen. Ech zitéieren: « La CCDH craint que la non-gratuité des tests PCR puisse discriminer des personnes en fonction de leur état de santé, de leur situation financière ou de leur conviction et risque donc de scinder la société et de renforcer les inégalités. » D'CCDH erënnert dann och drun, dass Diskriminatioun awer verbueden ass.

Jo, d'Fro stellt sech fir eis Gesellschaft, wéi mir mat Minoritéiten ëmginn. Ech denken elo geziilt u Mënschen, déi eng aner Meenung hunn, déi Angscht hunn, déi zécken oder Virurteeler hunn, wat d'Impfung ugeet. Sollen déi Leit elo bestrooft ginn, déi sech net wëllen impfe loossen? Ass dat d'Zil?

Hei stelle sech vill Froen, wat eist Zesummeliewen ugeet. Och d'Mënscherechtskommissioun mécht sech Suergen ëm d'Zesummeliewen. Si mer eis bewosst, wéi e Message mer hei no bausse ginn? Mir hunn zwar keng Impfflicht, mee dës Entscheedung geet awer an déi Richtung! Et ass eng verstoppte coercitif Moossnam. Dës Moossnam dréckt déi Leit nach méi an en Eck, déi schonn zécken, déi vläicht Virurteeler hunn oder just Ängschten hunn. A si riskéiert, dës Mënschen an hirer Haltung ze bestäerken.

De Message, dee vill Leit ënnert dëser Moossnam, also dem Ofschafe vun de gratis PCR-Tester, verstinn, ass, dass si bestrooft solle ginn, dass si vergiess ginn, dass et domm gaangen ass fir si, dass si an den Eck gedréckt ginn. Esou gëtt et vu ville Leit wouergeholl, ob mir dat wëllen oder net. An dat ass dat, wat ukënnt. Ech héieren elo scho Leit mer soen: „Ma si solle sech dach einfach impfe loossen!", dass et déi Netgeimpfte sinn, déi net solidaresch sinn.

Jo, et stëmmt, dass Impfen en Akt vu Solidaritéit ass. Ech soen net de Géigendeel. Mee et ass net esou einfach. Mir kënnen d'Welt net a Schwaarz a Wäiss andeelen! Mir ticken nun emol alleguerten aneschters. Déi eng si méi besuergt oder méi skeptesch wéi déi aner. Esou hëlt een d'Leit also net mat an d'Boot. Oder ass eis dat an Tëschenzäit egal? An esou geet een och net mat de Leit ëm.

Ech wëll hei net den Affekot vun den netgeimpfte Leit sinn. Dorëms geet et net. Et geet ëm den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft, en Zesummenhalt, dee souwisou schonn a Gefor ass duerch eis sozial-ekonomesch Inegalitéiten, déi nach weider mam Corona auserneegaange sinn. Mir sëtzen hei net als Vertrieder vun de Geimpften, mee vu jiddwerengem.

Ech zitéieren nach eemol aus dem Avis vun der Mënscherechtskommissioun: « La CCDH se demande dans ce contexte aussi si une approche contraignante ne risque pas d'augmenter la fracture sociale, voire la radicalisation chez certains, au lieu de renforcer l'adhésion à la vaccination. »

Ech héieren elo schonn an de Gespréicher lénks a riets, wéi mer vun „eis" a vun „hinne" schwätzen, „mir" a „si", déi Geimpft an déi Netgeimpft. Mat esou Moossname wéi där heiter, déi en Deel vun der Gesellschaft nach méi ausschléissen, droe mer dozou bäi, dass eis Gesellschaft nach méi gespléckt gëtt. Eis Roll hei ass et awer, den Zesummenhalt an der Gesellschaft esou gutt wéi méiglech ze erhalen. Eis Roll ass et net, déi eng ze beloune fir dat, wat si gemaach hunn, an déi aner ze bestrofe fir dat, wat si eventuell net gemaach hunn.

De Sondage vum European Council on Foreign Affairs, dee viru Kuerzem erauskoum, seet kloer, dass d'Pandemie nei Divisioune schaaft an aler bekräftegt. An elo féiert eis Regierung dëse geféierleche „Mir géint si"-Discours, déi Gutt géint déi Béis. Esou schafe mer Divisiounen an eiser Gesellschaft. Esou stëppelt een och déi eng géint déi aner op. An esou rëselt een um Fundament vun enger Gesellschaft, déi op Solidaritéit opbaut.

Dat, léif Kolleegen a Kolleeginnen, dat ass och onsolidaresch. Mir hätte besser, mir géifen eis emol fir d'Grënn, d'Zweifel a fir d'Ängschten interesséieren, déi d'Mënschen an eiser Gesellschaft hunn. Vun do aus kéint een dann och aneschters handelen. Mir kéinte vläicht wierklech an en Dialog triede mat deene Leit. An esou géife mer vläicht och méi Leit wierklech erreechen.

Et geet mir nämlech hei net just ëm d'Impfen oder d'Netimpfen. Mee et geet drëm, wéi mer mat anere Leit schwätzen oder och net mat hinne schwätzen a wéi mer eppes eriwwerbréngen. An et steet menger Meenung no ganz vill um Spill. Et geet ëm den Zesummenhalt an ëm d'Zesummeliewen an d'Vertrauen an d'Politik an an d'Demokratie.

Mir wäerten eis dann och bei dësem Gesetz enthalen. Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Oberweis. Als nächsten agedroene Riedner ass et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech freeë mech, no der Summerpaus elo nees hei mat lech stoen ze kënnen. An ech hoffen natierlech, datt mer eng produktiv Chambersessioun 2021/2022 virun eis hunn, déi vläicht e bësse manner vu Corona gepräägt wäert sinn, wéi dat fir déi lescht de Fall war.

Selbstverständlech hätt ech mer och erhofft, datt et net alt nees eng Kéier d'Covid-19-Pandemie misst sinn, déi eis hei zesummebréngt. Mee do féiert wuel esou séier nach kee Wee derlaanscht. D'Pandemie ass net eriwwer, just well mir alleguerten esou lues d'Flemm hunn.

De Virus ass weiderhi present an dofir ass et och esou wichteg, datt eist Pandemiegesetz hei verlängert gëtt. Mir hunn déi grouss Chance, haut mat Impfungen a Selbsttester dës Rentrée anescht kënnen unzegoe wéi déi vum leschte Joer. Mee trotzdeem musse mer nach virsiichteg bleiwen.

Aus dem vergaangene Joer wësse mer, datt mat de Retouren aus de Vakanzen d'Infektiounszuele steigen an den Hierscht mat sengem naasskale Wieder och säin Deel wäert dozou bäidroen, datt de Virus sech nees wäert e bësse besser verbreede kënnen.

Mir Piraten begréissen duerfir ausdrécklech d'Upassungen, déi mam virleiende Projet de loi gemaach ginn am Beräich vun de Spideeler. Et ass wichteg, kloer ze reegelen, fir wéi eng Persoune wéi eng Reegele gëllen, sief et fir stationär Patienten a Patientinne souwéi hir Visiteuren, mee eeben och fir Patient/innen, déi fir en eenzele Rendez-vous an d'Spidol gi mat eventuellen Accompagnateuren.

Jiddereen, deen d'urgence medezinnesch Hëllef brauch, muss kënne medezinnesch Hëllef kréien, an dat och, wann en an deem Moment covidpositiv ass. Dat ass eng Selbstverständlechkeet. An ech si frou, datt mer hei Ännerunge konnte virhuelen.

Mee Visiteuren an Accompagnatricen, déi selwer kee medezinneschen Noutfall hunn, däerfen am Fall, wou hire Schnelltest virun der Dier positiv wär oder si kee Certificat virleeë kéinten, net an e Spidol eragoen. Dat wär einfach ze geféierlech.

Mir freeën eis duerfir, datt mer gemeinsam an der Kommissioun eng Formuléierung konnte fannen, déi et op Basis vun enger ganzer Rei Ureegungen och elo alle Persounen, déi Hëllef brauchen, erméiglecht, Hëllef ze kréien, an trotzdeem d'Iddi vum Cordon sanitaire respektéiert. Ech stelle mer just d'Fro, well ech haut och doweinst kontaktéiert gouf, wéi et da wär mat enger Persoun, déi dréngend psychiatresch Hëllef bräicht an déi sech duerch den Test un der Entrée dach immens enervéiert géif weisen; eng Persoun, déi also Hëllef brauch, déi Hëllef soll kréien an déi am aktuellen Text vläicht esou just nach duerch d'Rille rutscht. Vläicht fanne mer do eng ganz pragmatesch Léisung, datt mer wierklech jiddwerengem hëllefe kënnen, datt mer net Leit hunn, déi psychesch nach zousätzlech drënner leiden.

Et muss awer um Terrain och séchergestallt ginn, wat de Rapporter virdrun - deem ech ausdrécklech Merci soe fir säi Rapport - gesot huet, datt Leit, déi eppes wëllen ofginn, dat och kënne maachen un den Entréeë vun de Spideeler. Well et ginn, an dat hunn ech selwer erlieft, awer Plazen, wou un der Dier keen do ass, deen eppes wëllt entgéinthuelen, fir et dann un e Patient oder eng Patientin weiderzeginn. Dat heescht, mir musse sécherstellen, datt dat net nëmmen hypotheetesch ass, mee datt et och an der Praxis realiséiert ka ginn. Och wann d'Spideeler scho virun dëser gesetzlecher Grondlag Hygiènesmesuren en place haten, sou ass et dach awer wichteg, hei elo eng eenheetlech Base légale ze schafen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Iwwert dëse konkreete Punkt eraus wäert de virleiende Projet keng signifikant Verschäerfungen oder Lockerunge mat sech bréngen. Et geet also gréisstendeels ëm eng Verlängerung. An dat ass an der aktueller Situatioun a mengen Aen an deene meeschte Politikfelder och net falsch.

Mir gesinn an de Spideeler mat de Resultater vum Large-Scale-Testing, datt d'Impfunge wierken, musse gläichzäiteg awer och feststellen, datt sech ëmmer nach vill Persoune mam Virus ustiechen an d'Zuele souguer nees an d'Luucht ginn. Weider d'Impfung ze promouvéieren an déi existéierend Mesuren en place ze halen, ass duerfir ganz wichteg. D'Impfung schützt an de Risk, vu schwéieren Niewewierkunge betraff ze sinn, ass vill méi geréng wéi deen, e schwéiere Covidverlaf ze hunn.

Ech hunn d'Risiken an d'Protektioun vun der Impfung viru Kuerzem eréischt ganz am Detail duerchgerechent op Basis vun den ëffentlechen Donnéeën a kann nëmme jiddereen, dee sech nach net sécher ass, wat e vun der Impfung soll halen, invitéieren, e Bléck dorop ze werfen an do op Basis vun den Zuele vum ECDC respektiv vun der Regierung selwer seng eege Rechnungen ze maachen, sech selwer ze informéieren, well et soll ee schliisslech och net ëmmer alles gleewen, wat um Internet steet, och net, wann ech et geschriwwen hunn.

„Loosst Iech impfen!" Dat ass e kloren Appell. Mee mir brauchen nach méi nidderschwelleg Offeren. Et dierf net sinn, datt eng ongesond Entscheedung, wéi zum Beispill e Big Mac z'iessen, méi einfach ëmgesat ka gi wéi eng gesond, wéi sech impfen ze loossen. D'Dokteren, bei deenen ee sech haut kann impfe loossen, soen heiansdo zu Patientinnen a Patienten: „Et deet mer leed, ech muss waarden, bis ech fënnef Leit zesummenhunn, éier ech eng Dosis BioNTech opmaache kann." Dat ass net nidderschwelleg. Mir hu geduecht, wann ee bei den Hausdokter kéint goen, dat wär nidderschwelleg. Mee scheinbar schéngt dat zu weidere Komplikatiounen ze féieren.

Mir däerfen awer och net vergiessen, datt net all Persoun, déi um aktuellen Dag nach net geimpft ass, dat fräiwëlleg ass. An u jiddereen, deen hei op der Tribün Impfappeller lancéiert huet, esou wéi ech och: Setzt Iech och bei Äre Fraktiounsmembe-

ren derfir an, datt se sech impfe loossen. Ech soen dat hei als een, deem seng Sensibilitéit zu 100 % geimpft ass. Dat ass bei zwee natierlech méi einfach wéi bei méi.

Vill Mënsche kënnen oder däerfe sech net impfe loossen, well se entweeder nach ze jonk sinn an et duerfir keng Impfstoffer fir se gëtt oder well hinnen opgrond vun Allergien oder aneren Erkrankungen dovunner ofgerode gëtt. Fir si oder am Fall vu Kanner fir hir Eltere kann de Fait, datt d'PCR-Tester deemnächst net méi wäerte gratis sinn, zu enger finanzieller Belaaschtung féieren. Duerfir wëll ech eng änlech Motioun wéi d'CSV hei deposéieren, an där ech d'Regierung bieden, jidderengem, dee sech net impfe loosse kann, weiderhin d'Optioun vu käschtefräie PCR-Tester opstoen ze loossen. Ech kommen herno nach op den Ënnerscheed ze schwätzen.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- dass de staatlech organiséierte Covid-19-Large-Scale-Testing de 15. September 2021 ausleeft;

- dass et Persoune gëtt, déi ze jonk sinn, fir vun enger Impfung géint de Covid-19 profitéieren ze kënnen;

- dass et Persoune gëtt, fir déi eng Impfung géint de Covid-19 aus medezinnesche Grënn contre-indiquéiert ass;

- dass Persounen, déi ze jonk sinn, fir sech impfen ze loossen, oder opgrond vu Contre-Indicatiounen net geimpft kënne ginn, drop ugewise sinn, Covidtester ze maachen, wa si esou um gesellschaftleche Liewen deelhuele wëlle wéi Persounen, déi geimpft kënne ginn;

- dass d'Bezuele vun dësen Tester fir déi Betraffen - oder am Fall vu Kanner, fir hir Elteren - eng finanziell Belaaschtung ka sinn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. sécherzestellen, dass Persounen, déi aus medezinnesche Grënn net géint de Covid-19 geimpft kënne ginn oder en Alter hunn, fir deen aktuell nach kee Covid-19-Vaccin zougelooss ass, och weiderhin d'Méiglechkeet kréien, vu gratis PCR-Tester ze profitéieren oder d'Fraise vun zertifizéierte Schnelltester oder PCR-Tester remboursëiert ze kréien.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- A wa mer dovu schwätzen, datt jonk Kanner nach net kënne geimpft ginn, dann däerfe mer dat och net vergiessen, wann et drëms geet, datt d'Schoul jo muer erëm ugeet. Dann däerfe mer net vergiessen, datt mer an der Primärschoul vu Kanner schwätzen, vun deenen déi ganz grouss Majoritéit net geimpft ass. An do si mer dann awer an engem Feld, an deem ech mer muss d'Fro stellen, ob et hei wierklech richteg ass, einfach just esou weiderzemaache wéi bis elo, d'Maskeflicht ofzeschafen an ze hoffen, datt zwee Schnelltester pro Kand duerginn, fir d'Epidemie a Schach ze halen.

Éierlech gesot sinn ech mer net sécher, ob de Bildungsminister sech hei wierklech am Kloren ass, wat e mécht. Ech hu gëschter nämlech en Interview am „Tageblatt" gelies, wou de Bildungsminister gefrot ginn ass, ob et, wann 10 % vun de Schülerinnen a Schüler keng Schnelltester géife maachen, net e Risiko géif ginn, datt esou ondetektéiert Fäll an d'Schoul kéinte kommen, déi sech dann ausbreede kéinten.

Dem Minister seng Äntwert war, ech zitéieren: „Wann een 90 % vun den Infektiounen an enger Epidemie detektéiert, dann huet ee se am Gréff." Ob een eng Pandemie elo wierklech ëmmer am Gréff huet, wann nach 10 % vun de Fäll ondetektéiert ronderëmlafen an anerer infizéieren, loossen ech elo mol onkommentéiert stoen. Mir si keng Epidemiologen.

De grousse Problem bei dëser Ausso ass nämlech nach e ganz aneren, an zwar deen, datt de Minister hei aus der Tatsaach, datt 90 % vun de Schülerinnen a Schüler un de fräiwëllege Selbsttester deelhuelen, einfach ofleet, datt hien duerfir och 90 % vun den Infektioune fënnt.

(Interruption)

Jo, wat soll een do soen? Eng Datz an der Mathé?

Ech weess guer net, wou ech ufänke soll. Et ass jo net esou, wéi wann net säit Wochen a Méint schonn doriwwer geschwat géif ginn, datt Selbsttester net ëmmer e richtegt Resultat uweisen, ganz ze schweigen dovunner, datt de Minister mat nëmmen zwee Selbsttester siwe Wochendeeg wëllt ofdecken a bekannt ass, datt all Test nëmmen eng Momentopnam ka sinn a souguer en zertifiéierte Schnelltest just 48 Stonne gëlteg ass, wat och scho schwéier ze rechtfertegen ass, wat mer heibannen och schonn e puermol diskutéiert hunn.

Mat zwee Selbsttester, déi net vu medezinneschem Personal gemaach ginn, also net zertifiéiert sinn an domat deemno wéi och nach manner sécher, wat d'richtegt Resultat ugeet, wëllt de Minister also trotzdeem all eenzeg Infektioun bei all Kand, wat sech teste léisst, fannen? Positiv ausgedréckt nennt een dat wuel „zilstreebeg" oder „héich motivéiert". Mee wat wär dann, wann an enger Schoul just zwee Kanner krank ginn an dës zwee Kanner zu deene gehéieren, déi net getest ginn? Da wäre jo eigentlech summa summarum no Adam Riese, esou, wéi een et seet, eigentlech 100 % vun den Infektiounen net entdeckt ginn, mee et géifen och nach ëmmer 90 % vun de Kanner getest ginn. Géif de Minister sech da wuel ëmmer nach arieden, hie géif 90 % vun den Infektioune fanne mat senger super Method?

Ech weess, datt mer d'Schoulen net komplett virum Virus ofschotte kënnen. Mir mussen de Kanner an och den Enseignanten d'Méiglechkeet ginn, e Schoulalldag zréckzefannen, deen net just vun dëser Kris, mee och nees vun engem gemeinsamen Alldag, dee Spaass mécht, geprägt ass. Mee e Schrëtt zu méi Normalitéit wär och vläicht méiglech gewiescht mat engem besser duerchduechten Hygièneskonzept: dräi Selbsttester, déi obligatoresch misste méindes, mëttwochs a freides moies an der Klass gemaach ginn ënnert der Surveillance vum Léierpersonal. Dat wär de Minimum gewiescht.

Doriwwer eraus misste mer Schrëtt fir Schrëtt a Lëftungsanlagen investéieren, déi jo net nëmmen an der Pandemie Sënn maachen, mee och an deenen nächste Grippewellen. An d'Entscheedung, ob e Mask soll an der Klass gedroe ginn oder net, soulaang nach kee positive Fall opgetaucht ass, dierf net einfach op den Terrain erofgedréckt ginn. Domat setze mer just d'Kanner an d'Enseignanten ënner Drock, déi sech dann, wa se hir Mask net unhaten an een ugestach hunn, just onnéideg Virwërf maachen, ob se hir Mask net awer besser hätte sollen undoen, wat jo hire Choix war.

Wat geschitt, wann e Minister keng kloer Virgabe mécht a seet, datt et jidderengem fräisteet, ze maachen, wéi e wëllt, dat hu mer gesinn, wéi d'Kanner nom Schwamme mat naassen Hoer matten am Wanter a Klassesäll souzen, an deenen all d'Fënsteren op waren, just well een et ze gutt gemengt hat a gelëft huet, nodeems een de Kanner verbueden huet, sech ze fönen, fir datt se sech heibäi net ze no géife kommen. Dat hate mer leschte Wanter. An ech hoffen dach wierklech, datt mer dat dëst Joer net nach eng Kéier widderhuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt, ech befanne mech hei an enger Aart Zwéckmillchen. Generell ënnerstëtzen d'Piraten d'Verlängerung vun dësem Projet an ënnerstëtzen à part vun den Dispositiounen iwwert d'Schoulen och d'Ännerungen, déi mat dësem Text solle kommen an un deene mir och aktiv an de Chamberskommissioune matgeschafft hunn. Mee et feelt eis an deenen Abschnitter, déi sech mat der Schoul befaassen, an ech mengen hei virun allem de Fondamental, fir dee jo nach keng Impfoffer besteet, un duerchduechte Mesuren.

Mir si wierklech der Meenung, datt um Niveau vun de Primärschoulen en onnéidege Risiko agaange gëtt duerch feelend Mesuren, an dat grad wärend enger Joreszäit, wou d'Infektiounen um Virmarsch kënne sinn. Ech wëll ganz sécher net soen, datt déi hei virgesinne Mesuren direkt an onausweichlech an enger katastrophaler Infektiounswell wäerten endegen. Ech denken awer, datt een hei muss zouginn, datt et méi virsiichteg gewiescht wier, an enger éischter Phas e méi elaboréiert Hygièneskonzept fir d'Rentrée ze presentéieren an den Impakt vun de Vakanzeretouren a vum Hierscht ofzewaarden an ze evaluéieren, éier een dann an enger zweeter Phas mat neie Lackerungen hätt kënne kommen. Mee dës Pist gouf net gewielt.

An elo kënne mer d'Situatioun an de Schoulen an de kommende Wochen nëmmen nach esou gutt wéi méiglech am A behalen, fir dann esou séier wéi méiglech aschreiden ze kënnen, falls mer gesinn, datt d'Zuelen an d'Luucht ginn.

Wann d'Piraten also haut hiren Accord zu dësem Projet ginn, da maache mer dat nëmme mat engem ganz däitlechen Appell, d'Situatioun net ze ënnerschätzen a sech nach eemol bewosst ze maachen, datt 90 % Participatioun beim Testen net gläichzesetzen ass mat 90 % entdeckten Infektiounen. Et ass net esou einfach. An duerfir mussen d'Entwécklungen um Terrain och ganz genee suivéiert ginn an deene kommende Wochen a Méint.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech Merci. An ech wëll fir d'éischt och dem Rapporter Merci soe fir säin 22. schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll Iech och Merci soen, Här President, well mir sinn am September an ech weess net, wéini mer fir d'lescht och eng Chamberssitzung haten, déi am September zesummekomm ass. An dat war jo och ee vun den Engagementer vun dëser Institutioun, dass se et egal wéi och géif fäerdegbréngen, dass se kéint fonctionéieren, dass mer och den normale Wee kéinten huelen an net an enger Situation de crise géife weider hei zu Lëtzebuerg geréieren an där doter Pandemiessituatioun. An ech sinn och ganz frou, dass dat fonctionéiert huet.

An erlaabt mer och nach eng Kéier hei, dem Conseil d'État Merci ze soen, well wann déi net géife matmaachen, da géif dat Ganzt och net opgoen.

Et sinn e puer Saachen, Här President. Déi éischt Saach ass: Ech mengen, mir hunn zesummen net alles falsch gemaach. De leschten Eurobarometer hu mer elo kritt. Op EU-Niveau gesäit een, dass 40 % vun der Populatioun, vun der europäescher Populatioun, der Meenung sinn, dass d'Situatioun gutt geréiert ginn ass. An 58 % sinn der Meenung, dass se schlecht geréiert ginn ass op EU-Niveau - op EU-Niveau, dat heescht, déi 27 Länner.

Laut der Zuel am Eurobarometer, déi och fir Lëtzebuerg do ass, sinn 8 % der Meenung, dass déi Situatioun schlecht geréiert ginn ass. An 89 % sinn der Meenung, dass se positiv geréiert ginn ass, dat heescht, gutt geréiert ginn ass. An hei ka keen Eenzelne sech dat op d'Broscht schreiwen, mee wann déi Zuelen haut déi sinn, déi se sinn, an d'Akzeptanz och do ass, ass dat och, well d'Populatioun dès le départ matgemaach huet. An dat musse mer eis all bewosst sinn!

Mir hunn haut en Text, dee mer am Fong verlängeren, erlaabt mer, mat verschiddenen Adaptatiounen, mat verschiddene méi strenge Reegelen och a verschiddenen Infrastrukturen, mee mir hunn haut net méi streng Reegele musse proposéieren, well mer certes en héijen Niveau, an dat solle mer eis net schéimolen, vun Infektiounen hunn, mee awer och eng Zuel vu Vaccinatiounen, déi et erméiglecht, dass och bei enger héijer Zuel vun Infektiounen den Impakt an de Spideeler net méi dee selwechten ass wéi dat, wat mer déi lescht Méint awer kannt hunn.

Mir hunn en Taux vu Vaccinatiounen, ech ginn elo net op dat, wat an enger Motioun steet vun der ADR, an, well déi lescht Zuelen, déi mer kritt hunn, och wa se schonn optimistesch sinn am Moment, si 75,4 % vun de Leit, déi eng éischt Impfung och kritt hunn, a mir hunn 71,8 % vun de Leit, déi eng Vaccination complète och hunn.

Mir sinn, Här President, an duerfir erlaabt mer och, dem Här Di Bartolomeo fir 22 …, an engem Marathon. Mir sinn an engem Marathon, et ass kee Sprint. Dee Marathon ass laang amgaang. Ech kann lech just soen, mir kënnen elo, fir sportlech ze schwätzen, Gas ginn a probéieren, wierklech och an der Impfquot weider eropzekommen an dee Marathon ze wanne géint de Virus, mee mir kënnen och soen: On a donné, et ass keng Kraaft méi do, mir ginn alles op, mam Risk, dass mer am Fong net de Match géint de Virus wannen an net déi erhoffte Fräiheete méi séier kënnen zréckkréien. Jo, et ass elo am Moment, wou et drëms geet.

Mir sinn der Meenung, an d'Regierung hofft och, dem Parlament dat kënnen ze proposéieren, dass, wa mer iwwer 80 % geimpfte Leit kommen, no bei 85 % kommen, een dann awer nees ka Lockerungen huelen, fir nees méi Normalitéit ze fannen, obwuel hei d'Restriktiounen am Verglach zu anere Länner méi kleng sinn. Mee mir mussen iwwer 80 % oder no bei 85 % kommen, tëschent 80 % a 85 % kommen, fir kënnen dëser Chamber raisonnablement ze soen: „Hei, mir kënnen Erliichterunge virgesinn." Virdru wier et net räsonabel!

Mir wëssen, dass hei zu Lëtzebuerg kleng Zuelen awer e groussen Impakt kënnen hunn. An an de Spideeler gesi mer haut d'Situatioun. Mir hunn elo déi lescht Deeg tëschent aacht an zéng Leit op den Intensivstatiounen, déi do sinn. A mir gesinn et och bei de Leit, déi op den normale Statioune sinn. Mee bei den Intensivstatioune gesi mer, dass mer am Moment 100 % vun de Leit hunn, déi op den Intensivstatioune leien, déi net geimpft sinn - 100 %, Här President! Et ass kee Vollgeimpften op enger Intensivstatioun, keen, an dat iwwer ee Mount!

Dowéinster, mir sinn net fir eng Impfflicht, mee jidderee soll sech bewosst sinn, wann e sech wëllt selwer protegéieren, déi Leit, déi e gären huet, och wëll protegéieren, fir de Virus wa méiglech net weiderzeginn, dann ass d'Impfung déi eenzeg Léisung. A mir gesinn et weltwäit - et ass jo net nëmmen e Lëtzebuerger Phenomeen -, dass awer de Gros vun de Leit, déi krank ginn, iwwer 70 %, net geimpft sinn an déi Leit, déi am Moment op de Soins-intensiffe leien, dat heescht, déi meeschtens och nach Konsequenze wäerten hunn, och net geimpft sinn!

Ech war virun zwou Wochen, Här President, mat der Madamm Gesondheetsministesch an de Rehazenter, wou mer d'Leit besicht hunn, déi Long-Covid hunn. Do si Leit, déi keng Virerkrankung haten. Do sinn net nëmme Leit iwwer 75 oder 80 Joer, déi gesondheetlech Problemer haten, do sinn eng Rëtsch vu Leit, déi onsen Alter hunn - a mir hunn hei eng breet Marge, also jiddwereen heibanne kéint concernéiert sinn, jiddwereen! -, déi haut mat enger Oxygeensfläsch ronderëmlafen, well d'Longen net méi fonctionéieren.

Déi Leit waren net krank, mee déi Leit hunn de Covid erwëscht a louche laang an der Rea an op der Intensivstatioun a leiden haut nach ënnert dem Long-Covid, dat hu mer erlieft, jonk Leit, sportlech Leit, jonk Fraen, jonk Männer, manner Jonker, mee: de tout. An et soll kee mengen … A viru Kuerzem hate mer nach de Fall vun enger Doktesch, déi eis erkläert huet: „Ech hat elo e Patient, e jonke Patient am Spidol. Dunn hunn ech e gefrot: ‚Firwat sidd Der net geimpft ginn?' Well e geduecht huet: ‚Ech hat gemengt, ech géif dee Virus net kréien. '" Et ass kee virun deem Virus geschützt! An dee beschte Schutz géint de Virus ass d'Impfung. A mir sollen eis bewosst sinn, dass hei au niveau scientifique eng fantastesch Aarbecht gemaach ginn ass.

Ech weess, Här President, an et soll een och éierlech sinn, et sinn och Leit, déi geimpft gi sinn, déi awer nees krank ginn. Dat ass eng Realitéit. Mee kee schlëmme Verlaf, kee schlëmme Verlaf gesi mer am Moment an den Zuelen, déi mer hunn. Mee fir ze behaapten, dass eng Impfung eng 100%eg Garantie gëtt: Dat gëtt et net, a bei kenger Impfung. Hei ass och keng Ausnam.

Mir sollen eis awer och bewosst sinn, dass elo e puer nei Situatioune kommen. Ech mengen, d'Gesondheetsministesch wäert iwwert déi drëtt Impfung diskutéieren. Mee am Moment si mir awer …, a mir soe 75 %, dat wëll heeschen, dass awer ee vu véier hei zu Lëtzebuerg nach net geimpft ass. Ee vu véier ass net geimpft! Ee vu véier huet de Risk, méi schlëmm krank ze ginn! Ee vu véier huet de Risk, am Spidol ze landen! Ee vu véier huet de Risk, dann och e Long-Covid ze hunn! Ee vu véier huet, wann d'Krankheet sech schlëmm entwéckelt, och mat Konsequenzen, déi à moyen oder long terme sinn, ze kämpfen.

A wat hu mir fir eng Responsabilitéit als Regierung, Här President? Mir hunn eng Responsabilitéit, d'Allgemengheet och ze protegéieren. Mir hunn eng Responsabilitéit ze verhënneren, dass d'Spideeler voll sinn. Mir hunn eng Responsabilitéit ze verhënneren, dass een op eng Kéier net méi am Spidol ka soignéiert ginn, well d'Intensivstatiounen an d'Better voll sinn. Mir hunn eng Responsabilitéit, et ze verhënneren. Mir hunn eng Responsabilitéit, et ze maachen, fir dass eng Schoul ka fonctionéieren, dass eng Wirtschaft ka fonctionéieren, dass d'Leit nees Fräiheete kréien. An dowéinster, wann ech hei de Reproche gemaach kréien, dass eng Minoritéit vu Leit …, ech géif hei vu „Minoritéit" schwätzen. Mee duerch de Fait, dass mer nach net bei 85 % oder iwwer 80 % sinn, hu mer nach Restriktiounen.

Hautdesdaags hu mer op den Aarbechtsplaze Leit, déi aacht Stonnen den Dag mat der Mask do sëtzen. An dowéinster sinn déi Diskussiounen. An d'Gesondheetsministesch huet net méi spéit wéi de Mëtten och nach Diskussioune gehat mat Responsabele vun de Sozialpartner fir ze kucken, wéi een, a mir hoffen, och an deem nächsten Text, Mesurë ka fannen, fir dass och legal séchergestallt ass, dass e CovidCheck-Regimm och op der Aarbechtsplaz ka fonctionéieren. Dat ass wichteg, dass mer nees an d'Normalitéit kommen an den Teletravail net op eng Kéier d'Normalitéit gëtt.

Mir mussen dee Wee do zesumme goen. An et kann net sinn, dass déi 85 % weider Restriktioune mussen hunn, net dierfen dat viregt Liewe fannen, well 15 % net wëlle geimpft ginn!

Hei gëtt gesot, et misst eng Minoritéit protegéiert ginn. Ech sinn och der Meenung, dass hei muss eng Majoritéit protegéiert ginn! An ech kann net eng Majoritéit privéiere vun hire Rechter, well eng Minoritéit et einfach net wëllt agesinn, dass et am Interêt ass vum Zesummeliewen, dass mer en Effort collectif maachen hei géint dee Virus!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir mussen dowéinster wierklech keng Impfflicht aféieren. A mir wäerten ni eng Impfflicht aféieren hei zu Lëtzebuerg generell fir ze soen: „Jiddweree muss geimpft ginn!" Dat ass net de Wee, deen dës Regierung wëllt aschloen. Mee mir mussen et awer fäerdegbréngen, wann d'Zuele weider géifen eropgoe vun de kranke Leit, dass mer mam CovidCheck …

An ech schléissen et net aus, a mir hu scho Mesurë geholl elo beim PCR-Test, dass et beim CovidCheck méiglech ass, dass am Moment am Restaurant ab véier Leit just de CovidCheck ass. Et ass méiglech, dass déi Limitt verschwënnt, dass ee seet, wann ee wëllt an de Restaurant goen, well do dinn ech meng Mask aus, dass een dann am Wanter, wa jiddereen zesummesëtzt, well op der Terrass war et jo och manner schlëmm, mee dann dobanne sëtzt, dass do d'Méiglechkeet besteet, dass an deem neien Text, wann d'Zuele géifen an d'Luucht goen, da steet: „De CovidCheck gëtt méi breet gemaach!" Op der Aarbechtsplaz …, et ginn eng Rëtsch vu

Méiglechkeeten, wou een dann de CovidCheck och ka generaliséieren.

De PCR-Test ass eng Alternativ. Et ass een net obligéiert, fir geimpft ze ginn. Mee mir sinn eis bewosst, dass all Mesure, déi mer huelen, net liichtfankeg ka geholl ginn, dass et Mesurë sinn, déi Konsequenzen hunn, déi eisen Alldag och impregnéieren.

Ech muss lech soen, dass dès le départ hei vun deenen éischte Mesuren, déi mer geholl hunn, an net well ech e Liberale sinn, mee awer déi Restriktioune vun de Fräiheeten der sinn, déi engem wéidinn, dass et net einfach ass, de Leit ze soen, an ech wëll elo net nach op d'Debaten agoen, dass ee Chrëschtdag net dierf feieren, wéi ee wëllt, dass ee Leit net ka gesinn, déi ee wëllt. An de Claude Wiseler huet dat och ..., an ech wël och dem Här Wiseler Merci soen hei, well, ech mengen, et ass wichteg, dass een hei gesäit, dass een och konstruktiv zesummeschafft, zesummen no Léisunge sicht an och Suggestioune komme vun der Oppositioun, wou ech och ganz kohärent fannen, dass een doriwwer sollt diskutéieren. An, ech mengen, d'Ministesch wäert och op deen een oder deen anere Punkt agoen, well déi jo scho virgesi sinn.

Mee dat Mënschlecht - wat hu mer gelidden! An erënnert lech, wéi ech eng Kéier hei op där Tribün stoung, wéi ech gesot hunn: „Mir kënnen eis net erlaben, dass mer op eng Kéier méi Leit hunn an de Soins-psychiatriquë wéi an de Soins-intensiffen!" Mir waren zu engem Moment an där Situatioun, datt méi Leit psychologesch Betreiung gebraucht hunn wéi datt Leit Soine gebraucht hunn. An dowéinster, deen Equiliber ass och ganz, ganz wichteg an deen hu mer bis elo, mengen ech, hei zu Lëtzebuerg fonnt.

Den Här Wiseler huet och eng prezis Fro gestallt: Jo, mir mussen och Kontrolle maachen. Wa mer Gesetzer maachen, da mussen och Kontrolle sinn. A vun der Police krut ech elo just bestätegt, dass eng iwwer 1.200 Kontrollen organiséiert gi sinn an iwwer 22 ATen a Convocatiounen a 24 Rapporten och gemaach gi sinn, wou eeben och d'Covidgesetz net respektéiert gouf vis-à-vis vum CovidCheck.

Mir hunn zwou Optiounen, Här President. Mir kënne weider mam CovidCheck ..., an ech hunn lech virdru gesot, wann et net mat den Impfunge weidergeet, dass mer de Risiko hunn, dass awer d'Situatioun an de Spideeler sech verschlechtert, well am Wanter, an dat hu mer duerch déi Erfarung, déi mer hunn, awer scho gesinn, d'Diffusioun vum Virus méi grouss ass wéi am Summer, well d'Leit méi dobanne sinn.

Da gëtt et déi eng Optioun, andeem een da seet: Et muss méi streng ginn. Ech wënsche mer et net. Ech wënsche mer et net! An ech hoffen, dass heibannen och kee sech wënscht, dass mer am Fong méi streng Mesuren hunn. An dat, wat ech virdru gesot hu vun engem CovidCheck généralisé, vun engem CovidCheck, dee méi streng ass, vun engem CovidCheck hei an engem CovidCheck do: Ech wëll net, dass de CovidCheck am Fong d'Zukunft vun onsem Liewensalldag reegelt!

Déi aner Optioun ass, dass mer et fäerdegbréngen, iwwer 80 %, no bei 85 %, Impfungen ze kommen. Et ass dat, wat ech mer och wënschen. Et ass dat, wou ech der Meenung sinn, dass mer eis alleguerten derfir och mussen engagéieren, fir ons Fräiheeten erëmzefannen. Et läit an onsen Hänn! Jiddwereen ass en Deel vun der Léisung. Kommt, mir kucken, dee Marathon géint de Virus ze gewannen! Mir sinn an de leschten 100 Meter. Mir dierfen elo net opginn! All déi Efforten, déi mer gemaach hunn, sollen net ëmsoss sinn. An et geet net nëmmen ëm ee selwer, et geet och ëm eng Solidaritéit an dass mer nees e méi normaalt Liewe fannen. Ech wënschen eis et alleguer.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. An ech ginn d'Wuert direkt weider un d'Madamm Gesondheetsministesch. Madamm Paulette Lenert, wannechgelift.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Gudde Mëtteg alleguerten zu dësem 22. Covid-Rendez-vous. Dat ass e Marathon, net nëmmen am Kampf géint de Virus, mee och e reegelrechte parlamentaresche Marathon. E grousse Merci un eise Rapporteur, deen dat alt erëm eng Kéier ganz detailléiert resuméiert huet. Ech muss soen, wat ee méi rëm ënnert d'Leit kënnt, international, dat ass eppes, wat d'Leit engem net richteg gleewen, wann een et seet. Ech mengen, wa mer iergendwou wäerten eemoleg sinn an dëser Geschicht, dann ass et sécherlech op onsem parlamentaresche Wee.

Mir hunn och gemierkt iwwer all déi Joren an och elo erëm fir d'Rentrée, dass dee Virus eis ëmmer erëm iwwerrascht, dass d'Projektiounen, déi ee mécht, net méi déi selwecht sinn e puer Méint drop, well nei Donnéeë kommen. Et ass sécherlech de Wonsch an och mënschlech, wëlle Previsibilitéit ze hunn. Mee et ass awer leider Gottes och an der Natur vun engem Virus, ze mutéieren. Deen ännert sech au fur et à mesure an domadder hu mer mat eisem Choix, mengen ech, fir flexibel ze sinn, de richtege Wee geholl. Vill Länner, déi op Previsibilitéit gesat hunn, déi Pläng erstallt hunn, hu se misse reviséieren. Do sinn d'Leit enttäuscht domadder, well ee se am Fong geholl au départ e bësse getäuscht huet duerch eng scheinbar Previsibilitéit. An déi läit net an der Natur vun esou engem Virus. Deen ännert esou séier, wéi ee kucke kann. An et ass un eis, eis dann erëm eng Kéier unzepassen.

Am Moment hu mer hei am Land quasi zu 100 % Delta. An da géif ech och vläicht direkt op d'Zuelen an enger vun de Motiounen agoen, déi hei gesot gi sinn. Jo, et ass richteg, dass dat, wat mer am Dezember 2020 ugeholl hunn, wat misst gëlle fir eng Herdenimmunitéit, einfach haut net méi wouer ass, well mer et mat engem anere Virus ze dinn hunn. Dat ass net, well d'Regierung d'Meenung changéiert huet, mee dat ass, well de Virus sech geännert huet. En ass einfach vill méi schnell a vill méi ustiechend ginn an da brauch een en anere Prozentsaz u geimpften oder immune Leit, fir hei iwwert de Bierg ze kommen. Genau dat illustréiert dat, wat ech virdrun ugeschwat hunn, eeben déi Netprevisibilitéit vun dësem Virus, déi mécht, dass mer hei mussen ëmmer erëm schnell kënnen adaptéieren an eeben oppassen, dass mer eis net festleeën op Saachen, wou mer herno erëm d'Leit esou séier, wéi mer eppes festgesat hunn, mussen enttäuschen, well et dann awer anescht komm ass.

Vun Ufank un ass awer eppes konstant gewiescht, dat ass de Wee, wéi een eraus aus enger Pandemie kënnt. Am Ufank hu mer gesot: „Wat mer brauchen, dat ass Impfstoff." Mir hate keen. Also hu mer misse Mesuren huelen. Impfstoff oder e Medikament oder eeben en attendant Mesuren. Do ass definitiv näischt Neies.

Haut ass en neie Moment, andeems mer eeben net méi d'Course fir den Impfstoff musse lafen. Däers hu mer mëttlerweil. Elo geet et drëm, esou vill wéi méiglech Leit ze impfen. E Medikament hu mer nach ëmmer net. An en attendant, dass mer wierklech deen Impfschutz hunn, déi Immunitéit an eiser Bevëlkerung hunn, déi mer brauchen, musse mer eng Rei Mesuren einfach oprechterhalen.

Do gëtt et leider net vill aner Alternativen. Ech verstinn de Missmut bei verschiddene Leit. Ech verstinn d'Ongedold. Allerdéngs sinn d'Alternativen net um Dësch. Ech héiere keng Alternativen, wéi een et anescht kéint maachen. Dass et eis net gefält, dat versti mer alleguerten. Ech mengen, jiddweree wëllt hei eraus. Et ass keen, dee sech wuel spiert an där Situatioun. Mee nieft deene Moyenen, déi mer hei hunn a mat deene mer hei spillen, gëtt et net vill aner Méiglechkeete fir virzegoen.

Et ass och ganz kloer, dass de Risiko ënnerschiddlech ass, jee nodeem, wéi enger Bevëlkerungsgrupp een ugehéiert. Déi eeler Leit sinn nach wie vor méi à risque wéi anerer, och déi Leit, déi Virerkrankungen hunn. Dat huet sech net geännert an ass och am Moment nach ëmmer eng Konstant. Dat heescht, et weess een, wou ee muss drop oppassen. Et weess een, wat een als Schrauwen huet, wou ee kann drun dréie goen. An et gëllt elo ze kucken, dass mer, en attendant, dass mer eeben déi wichteg Schrauf vun der Impfung dohi gedréint kréien, wou mer se brauchen, fir erauszekommen, déi richteg Mesuren nach en place halen, fir net erëm eng Kéier iwwerrascht ze ginn, dass mer also dee Virus agedämmt halen an en net ze vill um Dréien hunn.

Den Taux de vaccination eropkréien, do ass de Choix, dat mat Iwwerzeegung ze maachen. Mir sinn iwwerzeegt, dass et net mam Briecheisen ass, wéi een hei virukënnt. Et ass eng Situatioun, déi jiddwereen iwwerrascht huet. Mir hu ganz schnell Impfstoffer kritt. Et zirkuléieren déi onméiglechste Geschichten am Internet. D'Leit hunn Ängschten. Mënsche sinn ënnerschiddlech. Et ass net ee wéi deen aneren. D'Leit hunn och ënnerschiddlech Ängschten. Si stelle sech vill Froen. Si si vill duerjernee gemaach duerch dat, wat zirkuléiert. An do bleiwe mer der Meenung, dass et och grad fir d'Rentrée wierklech drop ukënnt, de Leit hir Ängschten ze verstoen, se do ofzehuelen, wou se sinn, an och weider op Iwwerzeegung ze setzen.

Mam Briecheisen, dat ass net de Wee. Ech mengen, da maache mer deene Leit, déi Angscht hunn, nach méi Angscht. Déi, déi radikal sinn, ginn nach méi radikal. Et ass einfach net eis Iwwerzeegung, dass dat de Wee ass. Et gëtt aner Weeër. A mir sinn iwwerzeegt, dass een déi ka goen.

Mir si mat der Impfung net do, wou mer wëlle sinn. Ech wëll dat absolutt direkt kloerstellen. Mir waren nach d'lescht Woch liicht iwwert der Moyenne an der Europäescher Unioun. Am Moment si mer e bësselchen zréckgefall. D'lescht Woch ware mer nach op néngter Plaz mat Duebelgeimpften, wat a sech guer net esou schlecht ass. Et muss een natierlech wëssen, dass déi Tauxen och relativ no beieneeleien. D'Rentréeë sinn anescht. Et ass am Summer ofgeflaut bei eis, ganz kloer. A mir sinn elo an der Rentrée. Ech muss awer soen, ech bleiwe bei der Zouversiicht, dass mer och en Uptake hei zu Lëtzebuerg kréien.

Firwat deen Optimismus? Ma mir hu gesinn, wa mer mat eise Busse bei d'Leit ginn, och wa vill Leit am Ausland waren, dass dat awer Succès hat. Dat heescht, do ass eng Demande, do ass en Interessi, an deen huet net ofgeholl iwwert déi lescht Wochen. Mir hu mat onsem Impfbus, deen iwwer 60-mol am Asaz war, gesinn, dass do, wou mer sinn, Leit kommen. Déi sti Schlaang vun der éischter Minutt bis déi lescht. Dat heescht, et ass nach ëmmer en Interessi do. Dat ass net amgaangen erofzegoen. A mir setze wierklech drop, elo mat der Rentrée, wou d'Leit lues a lues zréckkommen, dass déi Offeren, déi en place sinn, déi méi no bei d'Leit ginn, och weiderhi wäerte Succès hunn an dass mer dohinner kommen, wou mer hiwëllen.

D'Dokteschpraxisse sinn amgaangen ze impfen. Och dat ass en place. Dat brauch seng Zäit. Och do huet d'Vakanz mat eragespillt. Mir hu mëttlerweil 244 Dokteren, déi impfen. Och do fänken d'Rendezvousen u geholl ze ginn. Dat ass och lues ugelaf. Et huet sech missen organiséieren, en place kommen. Mee do hu mer mëttlerweil iwwer 3.000 Rendezvousen, déi awer elo geholl ginn. Do kann een optimistesch sinn, dass dat elo an deenen nächste Woche wierklech zu engem Uptake och hei zu Lëtzebuerg wäert kommen.

D'Betriber, do si mer am Gespréich mat hinnen, fir a grouss Betriber sur place impfen ze goen. A mir wäerten och mat eisem Impfbus niewent den Eventer, wou mer elo am Summer iwwer waren, och geziilt dohinner goen, wou d'Leit sinn, dat heescht an Akafszenteren, an de Kino. Mir wäerten an de Schoule méi present sinn. De Claude Meisch wäert nach dorobber agoen. D'Intentioun ass wierklech, ze kucken: Wou sinn d'Leit, wou kann ee se erreechen? An einfach massiv dorobber ze setzen, dass mer esou nach wäerte weiderkommen.

Mir hate mat deenen 63 Asätz vun eisen zwee Impfbussen elo iwwert de Summer iwwer 2.000 Impfungen, déi mer konnte maachen. Et war wéi gesot ausgebucht. Et hat ganz vill Succès. D'Leit stounge schonn, ier et opgaangen ass, Schlaang, an dat bis zum Schluss riichtduerch. Dat soll eis also e gewëssenen Optimismus loossen. Mir wäerten och weider ënnerwee sinn iwwert déi nächst Wochen. Dat fënnt een alles um Internet. An duerno wäert et iwwert den Hierscht eeben der Saison entspriechend weidergoen, méi ënnerdaach vläicht, wéi dat bis elo de Fall ass.

En attendant, dass mer mat eisem Impftaux dohinner kommen, wou mer wëlle sinn, ass nach ëmmer e Risiko do. An dee Risiko ass besonnesch ausgeprägt natierlech bei den Netgeimpften, ech ginn elo net méi drop an. Wa mer kucken, wéi eng Leit an de Spideeler leien, wéi eng Leit op Intensiv sinn, da schwätzt dat eigentlech fir sech. Dat sinn déi Leit, déi net geimpft sinn, oder déi Leit, déi eebe Virerkrankungen hunn, no deene mer ganz besonnesch musse kucken. Dofir brauche mer och eise CovidCheck-Regimm zu dësem Zäitpunkt nach. Deen ass extreem wichteg, grad do, wou eebe vulnerabel Leit sinn, an de Spideeler, an den Altersa Fleegeheemer, wou mer wëllen esou e Cordon ronderëmsetzen, dass déi Leit, déi eraginn, wierklech gepréift sinn an näischt mat do eranhuelen.

Dat selwecht gëllt eeben op den Eventer, wou mer och mam CovidCheck ganz gutt Erfarungen hunn. Mir haten e puer dausend Eventer, déi esou gelaf sinn, an zum Gléck keng schlecht Iwwerraschungen iwwert de Summer. Dat soll eis dach alles optimistesch halen.

Et ass ugeschwat ginn: firwat 2.000? Mir hunn eng relativ virsiichteg Attitüd do gehat, well e Reschtrisiko ass. Beim Covidregimm ass net null Risiko, et ass e Reschtrisiko. Et konnt een dat net ofschätzen. An an där Phas, wou mer elo sinn, mat enger kuerzer Lafzäit, si mer der Meenung, dass mer déi Virsiicht sollen halen. Dat huet net ganz vill ... Bon, Verschiddener hätte gären effektiv e bësse méi grouss opgezunn. Mir waren der Meenung, mir sollten do e bësse virsiichteg nach bleiwen, dat alles an der Hoffnung, dass mer an engem Mount anzwousch anescht stéinge mat engem Impftaux wéi do, wou mer haut stinn, an da vläicht kéinten e ganz grousse Schrëtt maachen.

Just mat den Zuelen: Zuele suergen ëmmer fir ganz vill Duerjerneen. Deemno wéi ee kuckt, ass d'Referenz eng aner mam Impftaux. Ech hu gesinn, an der Motioun ass et och eng Kéier falsch zitéiert. Mir sinn effektiv net bei 72,1 % vun der Gesamtpopulatioun, wéi et an der Motioun vun der ADR steet. Dee Prozentsaz bezitt sech op déi erwuesse Leit. Dat sinn déi iwwer 18-Järeg. Do leie mer effektiv bei 72,1 % elo. An domadder leie mer leider Gottes och net do, wou Dänemark ass. Dir sot: „Mir sinn änlech wéi Dänermark. Firwat maache mer et net d'selwecht?" Leider si mer net do. Schéi wär et. Si sinn awer gutt 14 % méi héich. Bei hinnen ass de Prozentsaz, fir lech deen als Beispill ze ginn, bei 86,9 % am Moment vun den Erwuessenen, also den iwwer 18-Järegen. Do ass nach e Wee ze maachen.

Firwat dat bei eis net ass, frot mech et net. Mir maachen eist Bescht fir weiderzekommen. Ech hunn d'Hoffnung, dass mer et fäerdegbréngen, elo vläicht e ganz schnelle Sprong ze maachen. D'lescht Woch, wéi gesot, ware mer nach op néngter Plaz an der EU, elo si mer zréckgefall. Mee eis Rentrée ass och e bësselche méi spéit wéi an deenen anere Länner. Dat misst sech iwwert déi nächst Wochen hoffentlech elo weisen.

Den dänesche Wee, majo selbstverständlech géife mer dee gäre goen. Ech hu ganz vill Vertrauen an den dänesche Gesondheetssystem. Ech war och selwer sur place, wou ech länger Echangen dozou hat. Ech mengen, si hunn dat duerchgerechent. Wann een en Taux huet, deen esou héich ass, wéi si en hunn, dann ass dat e Risiko, deen tragbar ass.

Mir hunn och elo de Virdeel, dass dann - alles huet jo seng Vir- a seng Nodeeler -, doduerjer, dass si ons eng Nues viraus sinn, mer an engem Mount och genau wäerte wëssen, ob dat geklappt huet oder net. D'Regierung ass sécherlech bereet, wann dat dote klappt. Also, mir wëllen net méi restriktiv si wéi déi aner. Wann dat doten déi Indikatioun ass, déi mécht, dass et klappt, da wäerte mer sécherlech och op dee Wee goen. Et ass dat, wat mer eis wënschen, dass mer effektiv e Sprong maache mat eise Vaccinatiounen, dass mer nach déi Lescht iwwerzeegt kréien, fir dat dach awer ze maachen. Well hannendru wénkt am Fong geholl d'Normalitéit. Wat mer méi héich sinn, wat ee méi schnell kann a Richtung Normalitéit goen an net nach onnéideg kleng Tëscheschrëtt huelen, déi vläicht guer net néideg sinn.

Dat geet awer nëmmen zesummen. Et brauch Solidaritéit. An Dänemark war déi. Mir brauchen déi och hei bei eis. Et ass do, wou mer gefuerdert sinn. Et ass och ugeschwat ginn, wéi et ass mat de Jonken an de Kanner. Do si mer mat eisem Covid-Check nach relativ strikt. Bon, et muss ee wëssen, dass d'Kanner ënner sechs Joer e gewëssene Schutz hunn. Déi hunn nach Rezeptoren - dat muss ee sech virstelle wéi d'Entréesdier, wou de Virus erakënnt -, déi bei deene ganz Klengen nach net esou developpéiert sinn. Ab sechs Joer ass dat awer developpéiert. Dofir hu mer effektiv och hei e bësselche méi e virsiichtege Wee gesicht, dass mer déi Testflicht schonn ab sechs Joer hunn, well dat einfach eng aner Donnée ass.

Mee och do, wéi gesot: Wat mer méi schnell derduerch sinn, wat et besser ass. Och Kanner kënne krank ginn, mir hunn et héieren, dat ass e gewëssene Prozentsaz, deen ass geréng, mee och Kanner kënne krank ginn. Mir hunn alleguer den Interêt, dass se sech net ustiechen, dass mer e gudde Monitoring an de Schoulen hunn. An ech mengen, do hu mer elo e gudde System en place. Well och wann de Prozentsaz geréng ass, wann d'Zuel eropgeet - dat weess jiddwereen, dee rechne kann -, da sinn dat awer méi Leit, déi concernéiert sinn. An dat wëlle mer och do evitéieren. Dofir och do eng gewësse Virsiicht am Sënn vun de Kanner selwer an och am Sënn vun eis alleguerten. Si kënnen de Virus weiderdroen, mee se kënnen och zu engem gewëssene Grad selwer krank ginn. Mir wäerten dat also wierklech am An hunn a si bewosst vläicht e bësselche méi virsiichteg wéi verschidden aner Länner, mee dat am Sënn vun der Allgemengheet a vun eise Kanner.

Wat mer brauchen, sinn Erfarungswäerter, Erfarungswäerter bei eis, mee och bei deenen anere Länner. Mir kucken also elo mat ganz, ganz groussem Interessi op déi Länner, déi eis e bësselche viraus sinn, wou elo alles opgehuewe ginn ass. Wann dat klappt, tant mieux. Dat ass eppes ganz Wäertvolles zu dësem Zäitpunkt. Do kuckt jiddweree ganz opmierksam hin. Mir sinn net méi wéi frou, wa mer dat kënnen nomaachen. Mee de Reschtrisiko ass am Moment nach do.

D'Zil gesi mer virun Aen. Dat ka ganz no sinn. A wa mer dee Sprong do fäerdegbrénge bannent kierzester Zäit, da kënne mer mat e bësselche Chance an engem Mount e grousse Sprong maachen. Wann dat net sollt de Fall sinn, ben, da musse mer op der virsiichteger Schinn bleiwen.

Et ass gesot ginn: D'Saison, d'Wantersaison steet un! An et ass och net auszeschléissen, wa mer net wierklech e richtege Sprong no vir maache mam Taux de vaccinatioun, dass een einfach beim Covid-Check nach e bësse muss noschäerfen, well eng aner Alternativ ass nach net an Aussiicht. D'Wonnermëttel, d'Pëllche géint de Covid, ass nach net erfonnt, soudass mer net vill aner Alternativen hunn.

Mir hunn also eng Zilsetzung, wat eng optimistesch ass, dass mer gutt solle virukommen an deem Land hei mam Impfen. Wann déi net erreecht ass, hu mer och net vill Optiounen. Da gesi mer keng aner, wéi effektiv d'Schrauf zouzezéien um Niveau vum CovidCheck an deen nach méi generaliséiert am Wanter an den Asaz ze bréngen, fir ze evitéieren, dass dat Ganzt eis dann awer nach eng Kéier géif aus dem Rudder lafen.

Mir wëssen och, dass den Impfschutz net éiweg unhält. En ass gutt - dat ass eng Erkenntnis, déi do ass mëttlerweil -, wann een duebel geimpft ass, an

dat ass extreem wichteg. Dofir regrettéieren ech och zu kengem Moment, dass mer virsiichteg waren a wierklech derfir gesuergt hunn, dass d'Leit hir duebel Impfung hei am Land kritt hunn. Dofir ware mer am Ufank wuel e bësselche méi lues. Mee et huet sech awer erausgestallt, dass dat trotz allem dee richtege Wee war.

Eng Impfung gëtt net deen néidege Schutz. Déi duebel Impfung ass gutt. Si schützt géint e schwéiere Verlaf. Mee bei eelere Leit oder Leit, déi immunodepriméiert sinn, hëlt dat séier of. Dofir hu mer scho säit enger Zäit jo déi drëtt Impfung en place fir Leit, déi immunodepriméiert sinn. A mir wäerten och ab elo - dat ass eng nei Decisioun vum Conseil supérieur des maladies infectieuses, op déi mer elo gewaart hunn, déi ass elo do - all Demarchë maachen, fir Leit iwwer 75 Joer generell eng drëtt Impfung unzebidde mat engem mRNA-Impfstoff a generell deene Leit, déi an den Alters- a Fleegeheimer sinn, onofhängeg vun hirem Alter eng drëtt Impfung unzebidden. D'Preparative sinn esou wäit gemaach. Dat wäert ulafen. Mir wäerten dat bannent zwou Woche kënnen iwwert den Impfbus realiséieren an den Alters- a Fleegeheemer.

Déi aner Leit, déi iwwer 75-Järeg, wäerten eng Invitatioun kréien. Dës Invitatioune ginn och an den nächsten Deeg eraus. Do sinn dräi Datumen, déi am Raum stinn. Dat ass eng Kéier de 17. an de 24. September an dann nach eng Kéier den 1. Oktober. An da missten och all déi Leit iwwer 75 Joer eng Invitatioun kritt hu fir eng drëtt Impfung. An déi aner, wéi gesot, an de Strukturen, do wäert dat mat eisem Impfbus gemaach ginn.

Wie kritt eng drëtt Impfung? Oder wéi gëtt dat gerechent? Wa mer d'Invitatiounen erausginn, kënne mer dat jo genau dank deenen zentralen Daten, déi mer hunn, feststellen. Wann een en Impfstoff hat, deen eng duebel Impfung virausgesat hat, wéi de Pfizer, Moderna oder AstraZeneca, ass et sechs Méint no der zweeter Impfung. Fir den Johnson & Johnson, wou et just eng Impfung war, ass et zwee Méint no der leschter Impfung, wou déi drëtt ka gemaach ginn. An deemno wäert dat elo ulafen.

Mir wäerten doriwwer eraus, well mir wëssen, dass déi eeler Leit generell méi engem grousse Risiko ausgesat sinn, nach eng Kéier e Bréif erausginn u jiddwereen, deen iwwer 60 ass, e personaliséierte Bréif, fir nach eng Kéier en Opruff ze maache fir déi, déi nach net geimpft sinn. Mir hunn do e relativ héijen Taux an där Alterskategorie. Mee trotzdeem, wat et der méi sinn, déi geimpft sinn, wat besser. Do wäert also nach eng Kéier eppes erausgoen, fir do nach en Opruff ze maachen.

An da bleift eis eigentlech just, all zesummen optimistesch ze bleiwen. Ech mengen, dass mer scho villes hikritt hunn an deem leschte Joer, deene leschten annerhallef Joer. An dat heite wäerte mer mat e bësse Chance iwwert d'Rentrée och elo nach hikréien. Jiddwereen ass zréck. D'Leit kucke jo awer, wat geschitt riets a lénks. An ech denken, dass mat all Woch, déi ëmgeet, déi Angscht virun der Impfung vläicht e bësse verschwënnt. Ech mengen, et sinn och Leit, déi vläicht einfach méi zögerlech sinn, déi e bësse wëllen ofwaarden. Et gesäit een: Den Drock geet an d'Luucht. Ech si fir mäin Deel op alle Fall optimistesch.

Ech soen och nach eng Kéier Merci fir d'Vertrauen, wat mer kritt hunn, wat nach eng Kéier bestätegt ginn ass, an déi Mesuren, déi do sinn. Et ass elo, wou et gëllt. Wa mer Dänemark wëlle suivéieren, ben, dann ass et elo, fir riets a lénks jiddwereen ze iwwerzeegen, sech impfen ze loossen. Ech mengen, do ka jiddweree säint bäidroen. Mir sinn alleguerte vill ënnerwee. Et ass vill Normalitéit, mir sinn all ënnert de Leit. An als Politiker, mengen ech, hu mer do och eng Roll ze spillen, fir deen Appel à solidarité nach eng Kéier an eisem Land ze maachen. Wann dat géif klappen, da kéinte mer ganz zefridden an engem Mount hei stoen a vläicht gréisser Ouverturen annoncéieren. Mech géif dat op alle Fall immens freeën.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fäerten, d'Regierung huet net méi ganz vill Riednerzäit. An Dir ënnerbriecht mech dann och, wa mer ze vill géifen abuséieren. Dann halen ech natierlech och direkt op. Mee et waren e puer Froe gestallt ginn an ech wollt dorop awer nach eng Kéier äntwerten.

Jo, de Claude Wiseler huet Recht, mir wëllen, a jiddereen ass sech do eens, datt déi Reegel, déi mer hu fir d'Schoul, datt bei engem éischte Fall vu Kontakt mat engem positive Kand oder Enseignant dann de Mask ugedoe gëtt, datt dat natierlech och gëllt fir d'Maison relais. Wann de positive Fall do gëllt, da gëllt et fir dee Krees do ronderëm. Wann de positive Fall just an der Schoul war, da kann et awer sinn, datt déi Kanner, déi do betraff si vun där Maskeflicht, och mëttes an d'Maison relais ginn. Da gëllt dat natierlech och fir déi, an ëmgedréint natierlech och.

D'Situatioun ass heiansdo e Stéck méi komplizéiert, och wann de Prinzip dee selwechten ass, an der Maison relais, well een do net onbedéngt de feste Grupp huet, wéi een déi fest Klass huet moies an der Schoul. An duerfir wäert et och emol dacks esou sinn, datt den Direkter vun der Santé bei enger Ordonnance - well do gëtt jo awer eng Quarantän ausgeschwat, mat Dispensen, mat Konditiounen, wéi een déi Dispens dann och ka profitéieren - dann do d'Maskeflicht nach eng Kéier dra verankert.

Mir sinn awer gären diskussiounsbereet, sollte mer an engem Mount nach ëmmer an enger Situatioun sinn, wou mer dat dote wëlle weiderschreiwen, vläicht en aneren Text ze fannen, wou mer iwwert de Vocabulaire vläicht och nach éischter kënnen eens ginn.

Dann d'Fro nach eng Kéier iwwert de CovidCheck an de Schoulen: Ech hunn hei an der Debatt nach eng Kéier gemierkt, datt et ganz komplizéiert ass, de CovidCheck an den Entreprisen ze maachen, an enger Rei vun anere Secteuren anzeféieren. Elo gëtt awer gemengt, datt et ganz einfach wär, en an de Schoulen anzeféieren. Ënner anerem ass et op d'mannst emol identesch, well d'Schoule sinn och e Lieu de travail fir ganz vill Enseignanten, fir Educateuren an aner Professioneller. Do misste mer also op d'mannst emol all déi Problemer, déi sech an der Aarbechtswelt stellen, och all déi Problemer, déi sech do allgemeng an der Fonction publique stellen, op d'mannst emol fir déi Beschäftegt an der Schoul gekläert hunn.

An da kënnt awer nach eng Kéier dee Punkt derbäi, wou ech, mengen ech, scho virum Summer op déi dote Remark eng Kéier awer reagéiert hunn, fir ze soen: Mir riskéieren herno mat deem dote Prinzip, esou wéi een, deen net geimpft an net getest ass, beim Fun um Glacis ëmgedréint gëtt, esou wéi een, wann e samschdes owes an d'Disko wëllt goen, ëmgedréint gëtt, esou wéi een, wann en an de Musée, an de Kino, an den Theater wëllt goen, ëmgedréint gëtt, dann och wierklech moies Schülerinnen a Schüler an der Schoul ëmzedréinen. An dat wëlle mer evitéieren.

Mir hunn eis awer och Gedanke gemaach. Mir hunn déi Remarken do eescht geholl. An ech mengen, Dir hutt matkritt an Dir hutt et selwer hei nach eng Kéier confirméiert, datt mer jo eng Dosis CovidCheck awer agesat hunn, nämlech dann, wa reell eng Presenz vum Virus do war. An ech denken, datt et awer e gutt Ofweien ass, fir ze evitéieren, datt mer déi Schülerinnen a Schüler, déi sech net wëllen oder net kënnen impfe loossen, déi sech net wëllen teste loossen, wou vläicht och hir Elteren decidéieren, dass se sech net teste loossen - et ass jo heiansdo keng Decisioun, déi de Schüler hëlt, mee hir Elteren huele se an de Schüler kann net onbedéngt fir seng Elteren, ech denken, dat misste mer och heibannen agesinn -, datt mer déi alleguerte moies dobausse loossen.

Mir sollten dat just maache fir déi, déi an der Woch virdrun an enkem Kontakt ware mat engem positiv geteste Schüler oder Enseignant. Domadder reduzéiere mer d'Envergure dovunner an d'Zuel vun deenen, déi mer missten dann an der Entréesdier vun der Schoul, fir dat emol bildlech nach eng Kéier auszedrécken, ëmdréien, awer ganz, ganz dramatesch.

Ech mengen, datt an deem Fall, wou eng reell Presenz vum Virus nogewisen ass, wou e Kontakt do war, datt dat sech da ka justifizéieren, mee awer allgemeng, ouni datt iwwerhaapt emol e Virus present war, a mengen Aen dat dann awer net méi justifizéiert wär.

Duerfir, mengen ech, solle mer hei ganz genau ofweien, wou een zu esou engem Prinzip vun der Obligation scolaire dann och emol eng Kéier ka vläicht punktuell, well aner gutt Grënn existéieren, déi dominéieren, derogéieren, mee et net allgemeng muss maachen. Duerfir fannen ech, datt dee Wee, dee mer do gaange sinn, eigentlech ganz intelligent ass. An ech hoffen, datt mer och d'Diskussioun domadder e Stéck wäit kënne versachlechen.

Eng Saach ass gesot ginn, Här President, och vum Claude Wiseler: D'Schoulen hätten nach eng Kéier déi zweet Well hei gedriwwen a mir wären den Driver an de Schoule gewiescht vun der Pandemie. Ech kennen d'Chifferen hei aus dem Land, déi ech permanent analyséiert hunn, och réckbléckend analyséieren, ech kennen d'Etüden aus anere Länner. Ech fannen dat doten net. An ech wär frou, wann een eng sachlech Diskussioun doriwwer kéint féieren, wou een dann dat doten erausliest, amplaz et einfach esou ze behaapten.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen, ech hunn et op ville Plazen och déi lescht Deeg gesot: De Virus wäert sech an deene Populatioune besonnesch breetmaachen an den nächste Wochen a Méint, déi net geimpft sinn. A Kanner a Jonker kënnen net geimpft ginn zum Deel respektiv sinn nach net esou vill geimpft. Dat heescht, an der Schoulpopulatioun wäert de Virus méi schnell ronderëmgoen. Domadder musse mer rechnen. Dat ass e Phenomeen, deem musse mer an d'Ae kucken déi nächst Wochen a Méint, an och, wéi staark datt e wäert sinn. Well et gëtt der jo och, déi an d'géigegesate Richtung ginn. Wann 90 % vun den Enseignantë geimpft sinn, bremst dat och erëm eng Kéier. Wann d'Eltere geimpft sinn, bremst dat och erëm eng Kéier. Wann déi grouss Geschwëster geimpft sinn, da bremst dat och erëm eng Kéier. Dann dréit de Virus net esou schnell tëschent Schoul a Famillen hin an hier.

Eng Fro, déi fir mech ganz interessant gëtt an den nächste Wochen, dat ass: Wa mer positiv Fäll an de Schoule fanne bei de Schülerinnen a Schüler, da géif et mech schonn interesséieren ze wëssen - an ech weess net, ob mer et erausfannen, ob dat iwwerhaapt méiglech ass -, ob hir Eltere geimpft waren oder net oder ob se an deem Mooss geimpft ware wéi an der gesamter Populatioun. Dat kéint och nach eng Kéier en Indicateur sinn, ob et dann net awer vläicht éischter vun där Säit komm ass, wéi dass et vun der Schoul ausgaangen ass.

Ech wëll net weider hei elo op mäin Zuelespill agoen, Här Clement - 90 %, déi sech teste loossen, da fanne mer och 90 % vun den Infektiounen. Dir hat e ganz flott Beispill do. Ech mengen, fir datt Äert Beispill sech géif realiséieren, wär d'Warscheinlechkeet och statistesch gesi ganz, ganz kleng.

Ech mengen, mam Gesetz vun de groussen Zuelen, déi mer awer hei hunn, wou mer iwwer 100.000 Schülerinnen a Schüler testen, dorop baséierend, der op d'mannst also dann 90.000 reell zweemol d'Woch testen, datt mer awer warscheinlech de Gros dovunner géifen erwëschen an da bei 90 % ongeféier géifen erauskommen, et sief dann - et sief dann! -, déi 90 %, déi sech teste loossen, wäre vläicht an engem anere Mooss positiv wéi déi, déi sech net teste loossen. Dat kéint sinn an da wäre mer vläicht do net méi grad richteg. Dat kënne mir zwee da ganz gären nach eng Kéier an Zukunft ausdiskutéieren. Mee ech fannen, datt Äert Beispill awer och net grad representativ gewielt war.

Dann e Wuert nach zur Motioun, datt mer dräi Tester an der Schoul sollte maachen: Mir maachen der zwee an der Grondschoul a mir ginn ee mat heem. Mir hu virum Summer een an der Grondschoul gemaach a mir hunn ee mat heem ginn. Dat heescht, d'Zuel vun deenen Tester, Selbsttester, déi mer an der Schoul proposéieren, déi hu mer verduebelt. Ech denken, datt dat awer nach eng Kéier e grousse Schratt ass, wou mer dann och sécher sinn, datt mer Resultater hunn, wou mer gesinn, datt, wann de Consentement vun den Elteren do ass, déi Tester da gemaach ginn, mer da fir eng breet Majoritéit vun de Schülerinnen a Schüler wierklech permanent de Screening kënne maachen zweemol an der Woch.

Ech wëll awer och soen, ech si jo am permanenten Austausch an ech wëll just drun erënneren, datt dat hei am Haus ëmmer erëm gewënscht ginn ass, datt ech deen Austausch siche mat de Vertrieder vun den Enseignanten. An do mierken ech awer och, datt gesot gëtt: „Mir sinn eigentlech do, fir Schoul ze halen!" An ech deelen och déi Approche. An ech muss soen, datt et en enormen Engagement ass vun den Enseignanten a vun all deem anere Personal, dat sécherstellt, datt déi Tester do seriö gemaach ginn, datt och d'Resultater agesammelt ginn, datt se encodéiert ginn.

Mir sollen dat wannechgelift awer och net iwwerdreiwen. Well d'Schoul ass net eng Institutioun, déi just au service vun aneren do ass, zum Beispill, datt een dann de Weekend kann an de Kino, an de Restaurant oder soss anzwousch goen an datt da freides mëttes och nach den Test gemaach ginn ass. Mir musse scho kucken, datt mer eng primär Aufgab hun, dat ass Schoulhalen! Dat anert maache mer ganz gär, mee mir stoussen awer do och eventuell u Limitten.

Ech géif einfach proposéieren, datt mer déi Saach do suivéieren an datt mer kucken, ob e weideren Test iwwerhaapt hëllefräich wär. Ech wëll just nach eng Kéier soen: Mir sinn amgaangen, d'Tester fir déi erwuesse Populatioun ofzebauen. Muer ass de leschten Dag Large-Scale-Testing. Mir si weider amgaangen, d'Tester fir déi Jonk eropzesetzen. Wat d'Resultat wäert sinn, dat wësse mer: Dat ass, datt mer herno natierlech méi positiv Fäll bei deene Jonke wäerte fannen, op d'mannst prozentual gesinn. Ech si ganz domadder d'accord, well dat hëlleft, datt mer Infektiounskette kënnen ënnerbriechen. Mir däerfen awer och duerno net a Panik geroden, wa mer op eemol mierken, datt vun deene positiven Zuelen, déi all Dag gemellt ginn, op eemol eng Majoritéit dovunner bei Jonken ass, bei der Schoulpopulatioun, well mer do natierlech vill méi intensiv, vill méi enkmascheg teste wéi bei enger anerer Populatioun.

Da wëll ech nach just eng Kéier ofschléissend, Här President, dorunner erënneren, wéi de sanitäre Setting virun engem Joer war bei der leschter Rentrée. Et kann ee soen: „Mir haten do d'Delta-Variant nach net." Dat stëmmt! Mee mir haten awer nach kee geimpft, vun de Schüler net a vun den Enseignanten net. Mir hate keng Selbsttester an der Schoul. A wa mer dat elo geziilt asetzen, dann denken ech, da kënne mer eis awer och aner Saachen domadder leeschten, ënner anerem eeben och, an dat wär eng Prioritéit vun all den Acteuren, mat deenen ech iwwert de Summer geschwat hunn, datt mer d'Masken éischter sollten op der Säit loossen, wann et da geet.

Nach e Wuert zu de Bussen, den Impfbusse fir d'Schoulen. Ech mengen, do ass och eng Motioun deposéiert ginn. Mir wëllen, a mir sinn an Diskussiounen do mat der Gesondheetsministesch an hire Servicer, datt mer et einfach maachen, datt och am Lycée - de Rescht brauche mer momentan nach net ze diskutéieren - ka geimpft ginn. An do muss de Bus net an den Haff kommen. Ech mengen, eis Schoule si grouss genuch, do kréie mer dat mat enger Chaîne, oder e puer parallell, och an eisen Infrastrukturen dann arrangéiert.

Wat wichteg ass fir mech, dat ass, datt mer virdrun informéiert hunn, datt mer sensibiliséiert hunn, datt et sécher ass, datt den Accord vun den Eltere fir mannerjäreg Schülerinnen a Schüler do läit. An da kann och geimpft ginn. Dat géif et méi einfach maachen.

Ech mengen, datt dat e gudde Wee ass, fir d'Impfquot bei deenen 12- bis 18-Järegen nach eng Kéier eropzedreiwen. Mee et soll och keen d'Impressioun kréien, datt op eemol d'Schoul géif ufänken ze impfen. Do sinn et d'Gesondheetsinstanzen. Et soll keen d'Impressioun kréien, datt een do net informéiert an net decidéiert geimpft gëtt. Dat wier éischter kontraproduktiv.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Educatiounsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7875. Den Här Wiseler freet nach d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et wär nach, wann Der erlaabt, fir eng Fro un d'Gesondheetsministesch ze stellen, well si huet dat elo erkläert mat der drëtter Impfung. Ech soen do och Merci fir déi Erklärung. Ech fannen dat och positiv, datt elo déi Campagne fir déi drëtt Impfung iwwer 75 Joer lassgeet. Et sinn am Ausland - dat ass meng Fro, déi ech stellen - eng Rei Diskussiounen och gewiescht, fir och eng drëtt Impfung bei verschiddene Beruffskategorien, notamment Leit am Gesondheetsberäich, ze maachen, fir déi zousätzlech ze schützen. Éischtens: Wat haalt Dir dovunner? Ass dat sënnvoll? An zweetens: Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung dozou?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Bei där ganzer drëtter Impfung ass d'wëssenschaftlech Basis nach relativ wackeleg. Mir hunn elo deen doten Avis kritt. Et war awer ganz kloer och vum CSMI zum Ausdrock bruecht ginn, dass dat nach net genuch stabiliséiert ass, fir nächste Kategorië wierklech dat doten ze recommandéieren. Mee si suivéieren natierlech déi ganz Etüde ronderëm déi drëtt Impfung zäitno a wäerte sech bei eis mellen, wann do nei Momenter sinn.

Dat hei ass elo dee rezentsten Avis, eebe mat speziellem Fokus do, wou ee wierklech kann dovunner ausgoen, dass d'Immunitéit ofhëlt mat der Zäit: bei den Eeleren an den héich Vulnerabelen. Mee iwwert déi sozioprofessionell Kategorien ass nach keng Äusserung komm. Ech erlabe mir perséinlech keng medezinnesch Meenung dozou ze hunn. Do hunn ech vollt Vertrauen an déi Gremien, déi mer och iwwert d'Gesetz dofir virgesinn hunn. An ech mengen, si sinn d'Experte vun de Maladies infectieuses an ech vertrauen drop, dass se dat seriö suivéieren an eis och wierklech en Avis ginn, wann do eppes soll geschéien an déi Richtung.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir wäerten dann elo zur Ofstëmmung kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7875[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7875 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Plusieurs voix.- Et geet net.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et geet net.

(Brouhaha)

D'Ofstëmme fänkt un. A, elo geet et. Merci villmools. Merci!

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par

procuration ofginn. Déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn, sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 54 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer elo zur Diskussioun respektiv zur Ofstëmmung vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Dat ass déi-Motioun, wou gefrot gëtt, fir dräi Schnelltester d'Woch ze organiséieren. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

(Négation)

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen an 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motions 2 et 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Dat ass déi Motioun, wou et ëm d'Méiglechkeet geet fir gratis PCR-Tester fir déi Kanner no zwielef Joer an déi, déi e Certificat médical hunn. Den Här Georges Engel freet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. D'Motioun 2 an d'Motioun 5 hunn en änleche Wuertlaut, fuerderen also och eppes Änleches. D'Regierung huet dat an hirer Pressekonferenz vun ech weess net méi wéini, mee virun net allze laanger Zäit ugekënnegt, dass dat heiten och soll de Fall sinn. Ech fannen dat och richteg, dass déi, déi sech net kënnen impfe loossen aus medezinnesche Grënn, och weider sollen déi Geleeënheet hei behalen. An duerfir ass dat heiten, wéi den Här Wiseler et scho gesot huet beim Depot vun der Motioun, superfetatoire, well et ugekënnegt war. An duerfir brauche mer déi Motioun hei och net ze stëmmen, gradesou wéi d'Motioun Nummer 5, déi bal dee selwechte Wuertlaut huet.

Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dofir kéint Der se awer matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. Dann huet nach den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech ginn elo guer net op déi onsäglech Diskussioun vum „superfetatoire" an, well ech mengen net, dass et esou kloer gesot gouf, soss hätten net zwou Parteien et fir néideg fonnt, Motiounen zu deem Theema ze deposéieren, ausser Dir insinuiéiert, datt elo 23 Deputéierten der Pressekonferenz net gutt nogelauschtert hätten, Här Engel. Dat hutt Der awer, mengen ech, net gemaach.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat hunn ech net gesot, gellt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Deementspriechend ass et ganz kloer, datt dat esou net an där Pressekonferenz gesot gouf, soss hätte mer déi Motiounen hei net geschriwwen. Also dat zum Theema „superfetatoire".

Dat Zweet: Ech wollt a sech d'Wuert ergräifen, fir den Ënnerscheed tëschent deenen zwou Motioune kloer ze maachen a firwat et eis och wichteg war, eis ze deposéieren, obwuel d'CSV eng änlech deposéiert huet. An dat ass nämlech déi Fro vun „y compris les femmes enceintes". D'CSV berifft sech do op Däitschland, wou schwanger Fraen aktuell net zu den Impfkategorië gehéieren. Dat ass zu Lëtzebuerg awer anescht. A se si souguer hei zu Lëtzebuerg als vulnerabel Persoune prioritär, also goufe se an där Zäit prioritär geimpft. Fir eis ass et also deen Ënnerscheed, deen et gemaach huet, datt mir eng eege Motioun deposéiert hunn.

Ech wëll och do eng Kéier am perséinlechen Numm e ganz waarmen Appell maachen u Fraen, déi schwanger sinn, sech impfen ze loossen. Souwuel de Marc wéi ech si rezent Papp ginn an eis zwou Partnerinnen hu jeeweils entscheet, dat ze maachen. Et gi Studien, déi beleeën, datt dat och e Schutz fir déi jonk Kanner mat sech bréngt, well et do eeben zu engem Transfert vun den Antikierper kënnt. Ech wollt vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir wierklech deen Appell ze maachen. Et ass kee méi e grousse Risiko do an d'Doktesch De La Fuente huet souguer an hirem Interview gesot, datt schwanger Fraen en enorme Risk hunn, fir e schwéiere Covidverlaf ze maachen. Duerfir, erlaabt mer, datt ech an dëser Motioun awer dat nach eng Kéier wollt zu Wuert bréngen: Och wann Der schwanger sidd oder grad, wann Der schwanger sidd, loosst Iech impfen! Et ass gutt fir Iech a fir Äre Puppelchen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Da kënne mer elo zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Da si mer elo bei 27 Jo-Stëmmen, 32 Nee-Stëmmen an enger Abstentioun. Domadder ass dës Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 27 voix pour et 33 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Da kéime mer bei d'Motioun Nummer 3. Wëllt nach een zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Motioun Nummer 3, dat ass déi Motioun, fir eng Campagne de vaccination iwwert déi mobill Ekippen ze organiséieren.

Da kënne mer ofstëmmen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- De Minister huet sech erkläert, voilà.

Vote sur la motion 3

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech dann den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Dann ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen, 32 Nee-Stëmmen an enger Abstentioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 27 voix pour et 33 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 4

Da kënne mer elo zur Motioun Nummer 4 kommen. Dat ass déi Motioun, déi vun der ADR deposéiert ginn ass, fir kloer Krittären ze definéieren, wéini déi Restriktioune kënnen integral ofgeschaaft ginn. An d'Wuert freet den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech wäert déi Motioun do net matstëmmen, souguer ofleenen, aus deem ganz einfache Grond: Mir hunn an der Vergaangenheet e puermol Plan-de-sortië gefuerdert an allkéiers goufe mer erëm vun der Pandemie iwwerrascht a mir krute gewisen, datt et net esou einfach war, wéi een dat gemengt hätt.–Et muss een och heiansdo kënnen am Réckbléck zouginn, wann ee wollt virun de Won sprangen, an dat hu mer deemools gemaach an dat kann ech hei och zouginn.

En zweete Problem, firwat mer wäerte géint déi Motioun stëmmen, ass: D'ADR zeechent hei e ganz positiivt Bild vun der Impfcampagne hei zu Lëtzebuerg - ech mengen, en ze positiivt Bild. Well mir sinn net esou gutt, wéi do behaapt gëtt. Mir sinn zwar gutt am europäesche Schnëtt, mee do däerf een awer net vergiessen, datt et e puer Memberlänner gëtt an der EU, déi ganz schlecht dostinn an de Schnëtt erofdrécken.

Wa mer eis mat eisen Nopere vergläichen, da sti mer éischter schwaach do. Wa mer eis mat Südwesteuropa vergläichen, sti mer ganz schlecht do. Ech mengen, Portugal a Spuenie sinn am Moment e bëssen déi, déi weisen, wéi et ka goen, wann d'Bevëlkerung sech impfe léisst. Mir si wäit vun deenen Zuelen ewech. An duerfir ass et vläicht och verfréit, fir elo schonn e Plan de sortie ze maachen, wa mer nach net wëssen, ob mer déi Zuelen iwwerhaapt jee eng Kéier erreeche kënnen.

Duerfir wäerte mir Nee stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech maachen et och ganz séier, Här President. Éischtens: D'Zuelen, déi an dëser Motioun drastinn, déi sinn net ganz richteg. An zweetens huet d'Ministesch drop geäntwert, wann ee virun engem Joer eppes gesot huet an een elo domadder u sech festgeneelt gëtt, obwuel een awer weess, datt aner Varianten do sinn, déi d'Liewe mam Virus vill méi schwéier gemaach hunn, dann ass dat, mengen ech, net ganz richteg. An esou kann een dat an dëser Motioun dann och net stoe loossen.

Anescht sinn ech frou, datt de Sven Clement hei och gesot huet, dass een emol seng Meenung kann upassen, wann ee gemierkt huet, dass een do am Ufank vläicht net esou richteg louch. Duerfir, ech géif hei proposéieren, dës Motioun absolutt net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech muss soen, mir hu jo och ëfters fir Stufepläng plädéiert.

Une voix.- A jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fannen dat zu där Zäit nach ëmmer richteg. Ech wëll elo just hei soen, datt dat hei awer eppes anescht ass, well en fin de compte déi Krittären, déi mer festsetzen, an haaptsächlech deen Zäitplang, dee mer festsetzen, momentan absolutt net virauszegesi sinn, an datt ech déi Positioun am Fong räsonabel fannen, déi d'Regierung geholl huet, fir ze soen: Mee et sinn elo verschidde Länner, déi scho méi wäit si wéi mir, notamment Dänemark, déi méi wäit sinn am Impfen. Déi hunn elo eng Rei Decisioune geholl. Mir sinn net sécher, ob déi Decisiounen, déi Dänemark geholl huet, dann och mat deem Impftaux, dee se hunn, richteg sinn. Dat gesi mer elo an deenen nächste 14 Deeg, 3 Méint. An da kann een esou Konklusioune vläicht zéien. An dësem Moment fannen ech dat a sech verfréit an duerfir stëmme mer géint déi hei Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, merci fir d'Wuert a merci och de Kolleegen, déi Stellung geholl hunn. Ech wëll vläicht a véier Punkten awer e bëssen de Räsonement vun der Regierung hannerfroen.

Den éischte Punkt ass dee vun der Belaaschtung vun de Spideeler. Dat ass natierlech eppes, wat eis alleguer Suerge mécht. Awer ech wëll soen, dat fält jo och net vum Himmel! Et däerf een an dëser Debatt net vergiessen, datt d'Zuel vun de Spidolsbetter eng politesch Decisioun ass an datt mir als ADR ëmmer fuerderen, datt mer déi falsch Politik an deem Beräich musse korrigéieren an déi Reduzéierung vun de Spidolsbetter réckgängeg maachen.

Dat Zweet ass déi Diskussioun ëm d'Herdenimmunitéit, ëm déi kollektiv Immunitéit. Do huet effektiv d'Madamm Minister gesot: „Mir hunn et elo mat engem neie Virus ze dinn; en ass vläicht virulent." Jo, dat ass en Deel vum Aspekt. Op där anerer Säit hu mer och ëmmer gesot kritt, datt déi Impfstoffer, déi do sinn, effikass si géint déi nei Varianten. Dat heescht, et ass schonn eng méi komplex Diskussioun. An et kann een net elo higoen a soen: „Den Impfstoff ass effikass, mee mir hunn aner Varianten." Mir kréien ëmmer aner Variante bei dëser Krankheet, bei anere Krankheeten a mir musse kucken, datt mir elo net egal wéi een Argument huelen. Mir mussen eis op eppes festleeën an dann och probéieren, eis dorunner ze halen.

Dat Drëtt, wat ech wëll soen, dat ass d'Verlagerung vun der Verantwortung: Mir kënnen net higoen, esou laang vun enger fräiwëlleger Impfung schwätzen, an et ass jo dat, wat hei d'Doktrinn ass, mengen ech, vläicht vun alle Parteien, ech weess elo net, ob der …, mee op jidde Fall vun der ADR, an ech mengen, och nach ëmmer vun der Regierung, datt mer soen: „D'Impfung ass fräiwëlleg", da kënne mer net higoen an Drock maachen a soen: „D'Agréff an d'Privatsphär, d'Verletzung vun de Grondrechter, dat ass d'Schold vun deenen, déi sech net impfe loossen!" Well et ass jo dat, de Räsonement vun der Regierung.

Nee, d'Regierung ass verantwortlech dofir, fir d'Grondrechter ze schützen, déi an der Verfassung sinn. Dat ass d'Verantwortung vun der Regierung! Oder gitt ewech an da sidd Der éierlech an da sot Der: „Mir si géint eng fräiwëlleg Impfung." Mee dat ass dann eng aner Diskussioun. Mee wa se fräiwëlleg ass, da kënnt Der net soen: „Déi, déi sech net impfe loossen, si verantwortlech fir d'Aschränkung vun de Grondrechter." Dat ass einfach eng Verdréiung vun de Verantwortungen an do si mir net op Ärer Säit!

Dann, Dir sot: „d'Majoritéit schützen", Här Staatsminister, „d'Majoritéit schützen". D'Majoritéit ass jo an eiser Logik an an Ärer Logik …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hu just eng Fro: A wéi engem …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma Här Staatsminister, …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wou si mer drun? Fänke mer den Debat nees un? Da sot eis just Bescheed.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet nach 30 Sekunden …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... ech hunn, mengen ech, nach ëmmer d'Wuert. An et fält een engem anere jo net an d'Wuert, gediert!

Ech mengen, et ass nach ëmmer esou, ...

Une voix.- Schwätzt zur Motioun!

(Interruptions et brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … datt, wann Dir d'Majoritéit … D'Majoritéit, an dat ass eis Doktrinn an dat ass Är, déi ass duerch d'Impfung geschützt. An duerfir ass d'Verletzung vum Solidaritéitsprinzip, wéi Dir se proposéiert, fir eis och net akzeptabel.

Mir froen an dëser Motioun näischt anescht wéi kloer, objektiv, transparent Krittären. An dat ass eppes, wouzou mir eis bekennen. A mir hoffen duerfir, datt dës Motioun ugeholl gëtt, well et ass dat, e klore Wee, deen all Mënsch kann novollzéien.

(Interruption par la présidence)

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

Une voix.- Au vote! Nee!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 4

De Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Gutt ..., Här Kartheiser!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmme géint 55 Nee-Stëmmen an enger Abstentioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 4 voix pour et 56 voix contre.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. 7865 - Projet de loi portant attribution d'une aide financière exceptionnelle aux organismes de formation engageant des apprentis dans le domaine de la formation professionnelle

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7865, eng temporär Bäihëllef fir Betriber, déi Léierplazen ubidden. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

Ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nieft de Schüler aus de Grondschoulen a Lycéeë fänkt dann och fir d'Léierbouwen an d'Léiermeederecher d'Schoul elo nees un. Fir déi meescht Kanner a Jugendlech ass d'Rentrée ëmmer e ganz besonneschen, e ganz speziellen an och e ganz spannende Moment. Engersäits, well no där laanger oder no där grousser Vakanz endlech nees d'Frënn kënnen erëmgesi ginn, an anerersäits awer och, well d'Erwaardungen un dat neit Schouljoer sech konkretiséieren.

Fir d'Schüler vun der Beruffsausbildung kënnt allerdéngs ganz oft nach eng gewëssen, komm mer soen, Nervositéit, eng gewëssen Opreegung derbäi. Firwat? Ma well niewent den theoreetesche Coursen an de Schoulen och nach dee praktesche Volet vun der Ausbildung an engem Betrib derbäikënnt. Si maachen also definitiv Schrëtt an d'Beruffswelt an do kënnt dann ëmmer nach eng gewëssen Nervositéit - eng positiv, ganz oft - derbäi.

Spéitstens bis den 1. November musse Léierplaze fonnt ginn. Wärend déi eng Schüler a jonk Leit relativ séier e Patron fannen, gëtt et awer och ëmmer erëm Kandidaten, déi sech bei hirer Sich e bësse méi schwéierdoen.

D'lescht Joer war et natierlech allgemeng nach méi schwiereg fir d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher, fir eng Plaz ze fannen, well am Kader vun der Coronakris vill Betriber dann awer gezéckt hunn, hir Aktivitéiten am Apprentissage weiderzeféieren oder souguer auszebauen.

Fir d'Kontinuitéit an de Fonctionnement vun der Beruffsausbildung awer och wärend der Kris ze garantéieren, hat d'Regierung d'lescht Joer eng Partie Mesuren ausgeschafft, déi engersäits d'Zukunftsperspektive vun deene Jonke garantéiere sollten an anerersäits déi negativ Follge vun der Pandemie op d'Entreprisë reduzéiere sollten.

Eng vun dëse Mesurë war d'Aféierung vun enger Prime unique duerch d'Gesetz vum 15. Dezember 2020. D'Zil vun dëser Subventioun war et, d'Entreprisen dozou ze motivéieren, sech weiderhin am Apprentissage ze engagéieren, wat ganz, ganz wichteg ass. Schliisslech wär et katastrophal gewiescht, wann d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher hir Léier wéinst der Kris net hätte kënne weiderféieren oder net hätte kënnen ofschléissen.

D'Aféierung vun dëser Prime unique war e grousse Succès: Op den Dag vum 1. Juni goufen et ronn 460 Demanden, déi beim Educatiounsmistère traitéiert goufen.

Obschonns mir haut am Verglach zum leschte Joer eng méi stabill Wirtschaftslag zu Lëtzebuerg virfannen, sou ginn et dann awer eng ganz Rei Secteuren an och Entreprisen, déi sech nach net ganz erholl hu respektiv nach ëmmer mat de Suitte vun der Coronakris ze kämpfen hunn.

Och dëst Joer besteet also ganz konkreet de Risk, dass manner Léierplazen um Marché ze fanne sinn, wéi mer der eigentlech bräichte fir eis jonk Leit a fir eis zukünfteg Leit, déi an deene Beräicher schaffen. Duerfir kënnt eng weider Ënnerstëtzung.

Vu dass d'Gesetz vum 15. Dezember 2020 ausleeft, huet d'Regierung decidéiert, eng nei finanziell Ënnerstëtzung fir d'Acteure vun der Formation professionnelle en place ze setzen. Bei dësem Projet de loi geet et net drëms, fir deen ale Regimm vun der Prime unique ze verlängeren, mee en duerch en neien Hëllefspak ze ersetzen. Souwuel d'Montante wéi och d'Konditiounen, fir vun dëser Finanzsprëtz ze profitéieren, goufen adaptéiert.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Anescht wéi beim alen Text riicht sech déi nei Hëllef eleng u Betriber, déi fir d'Rentrée 21/22 nei Kontrakter mat engem Léierbouf oder engem Léiermeedchen ofschléissen. Dat kënne souwuel Kontrakter mat Apprentië sinn, déi hir Léier eréischt dëst Joer ufänken, mee awer och Apprentien, déi en neie Patron brauchen, well hire leschte Kontrakt am Kader vun der Coronakris gekënnegt gouf. Dat ass besonnesch wichteg fir all déi Jonk, déi schonn am Prozess vun der Ausbildung dra sinn.

Fir all neie Kontrakt gëtt et dëst Joer 1.500 Euro, fir all Reprise 5.000 Euro. Genee wéi d'lescht Joer spillt bei der Reprise allerdéngs d'Konditioun, datt den ale Kontrakt zënter dem 16. Abrëll net méi wéi zweemol gekënnegt gouf.

Déi nei Aide viséiert souwuel d'Formation professionnelle initiale wéi och den Apprentissage fir déi Erwuessen.

Wichteg ze wëssen ass, dass déi Entreprisen, déi d'lescht Joer vun der Prime unique profitéiert hunn, och vun der neier Aide kënne profitéieren. D'Demandë fir déi nei Bäihëllef kënne bis de 15. Oktober 2022 erageschéckt ginn.

Souwuel d'Chambre des Métiers wéi d'Chambre des Salariés begréissen et prinzipiell, dass d'Acteure vun der Formation professionnelle och dëst Joer ënnerstëtzt ginn. Nieft e puer Remarken, wat d'Montanten an och d'Konditioune vum neie Regimm ugeet, hu si weider keng Oppositioun an hiren Avise formuléiert. Och de Staatsrot hat keng gréisser Bemierkungen zu dësem Projet de loi geäussert.

Fir weider Detailer a Prezisioune verweisen ech ganz gären op de schréftleche Rapport an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz, *Président de séance.*- Merci dem Här Lamberty.

Déi éischt agedroe Riednerin ass déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Och e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Lamberty. Mäi Kolleeg, den Aly Kaes, en ass elo just kuerz eraus, mee hie seet ëmmer: „Et ginn Theoretiker an et gi Praktiker." An ech mengen, en ass mat mer eens, datt dee Beschten am Prinzip deen ass, dee béides ass: E weess d'Theorie, e kann déi definitiv an der Praxis uwenden. Et ass dat, wat mer brauchen, an et ass dat, wat mer an der Beruffsausbildung brauchen. A genau duerfir brauche mer d'Betriber.

Ech hunn et schonn eng Kéier op dëser Plaz gesot: An der Beruffsausbildung léiere mer d'Theorie an der Schoul, mir léieren och d'Praxis an der Schoul, mee en Atelier, dee beschten Atelier kann net e Betrib ersetzen, well an engem Betrib …, dat alldeeglecht Liewe kann een net an der Schoul simuléieren. Also ass et extreem wichteg, datt mer Betriber an der Beruffsausbildung hunn, déi de Léiermeedercher an de Léierjongen eng Plaz ginn.

An duerfir begréisse mer natierlech, datt eng Bäihëllef ausbezuelt gëtt. Mir wëssen, datt vill Betriber et wärend der Coronazäit schwéier haten an duerfir begréisse mer dës Ënnerstëtzung vun de Betriber an ech ginn och domadder den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Marc Spautz, *Président de séance.*- Merci der Madamm Hansen. Den nächsten agedroene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir deen exzellente Rapport, deen en am Detail presentéiert huet, vum Projet de loi, deen d'LSAP selbstverständlech och ënnerstëtzt. „Trau Dech", Dir kennt déi Campagne. Deen Appell un déi jonk Leit, fir de Schratt an d'Selbststännegkeet ze maachen, war an ass nach ëmmer richteg. Et ass net evident an dat verdéngt och absolutt eise Respekt. A wann de Betrib da bis leeft, da kënnt jo deen nächste Schratt, fir Mataarbechter ze rekrutéieren. An natierlech ass et interessant, fir Leit ze rekrutéieren, déi scho vill Experienz hunn, mee et ass awer dréngend néideg, datt de Betrib sech hei nach eng Kéier traut, fir eeben och Ausbildungsbetrib ze ginn, an eeben deene jonke Leit och eppes zoutraut.

Natierlech leeft dat net ëmmer reibungslos. An natierlech ass heiansdo och en zweeten Ulaf néideg. A grad a Krisenzäiten di sech d'Betriber jo och haut nach schwéier a mussen Efforte maachen, fir effektiv an d'Ausbildung ze investéieren. Duerfir ass et richteg, datt d'Politik hei hir Responsabilitéit iwwerhélt an Ureizer schaaft. Déi Prime unique vum leschten Dezember gëtt et jo schonn, de Rapporter ass drop agaang, elo kënnt dëse Projet de loi. Mir stäerken also d'Auslbildungsbetriber, fir datt si hëllefen, déi jonk Leit staark ze maachen. An dat ass jo am eegenen Interêt vun zum Beispill den Handwierksbetriber selwer, déi jo selwer esou händeringend no Repreneure sichen.

Duerfir: Ech denken, déi Enveloppe, déi elo hei virgesinn ass, domadder kann ee bis zu 2.000 jonke Leit hëllefen, hire Wee an d'Beruffswelt ze maachen. Dat ass e ganz gudden Invest. Mir wëlle keng verluere Coronageneratioun, dat hu mer oft gesot. Abee, dat geet eeben net vum selwen. De Maart reegelt d'Saach eeben net aleng. Mir brauchen e staarke Staat, deen an d'Handwierk investéiert, deen an déi jonk Leit investéiert an domadder an d'Zukunft vun eis all.

Domadder ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz, *Président de séance.*- Merci, Madamm Closener. Den nächsten agedroene Riedner ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen hei iwwert eis Jonk, jonk Mënschen, déi natierlech ganz wichteg Etüden an der Schoul maachen. Mee nach méi wichteg sinn d'Erfarungen um Terrain an dat gëllt ganz besonnesch an der Beruffsausbildung. Dat heiten ass ganz sécher e richtegen Incentive, fir d'Betriber mat an d'Boot ze kréien, fir d'Betriber ze encouragéieren, fir grad an dëse schwéieren Zäiten déi Jonk net ze vergiessen an och hir Verantwortung wouerzehuelen. Meng Virriedner/inne si scho ganz am Detail drop agaangen, an notamment den Här Rapporter. E grousse Merci un hien.

A mir ënnerstëtzen dëse Projet de loi a ginn heimadder den Accord fir déi gréng Fraktioun.

M. Marc Spautz, *Président de séance.*- Merci, Madamm Bernard. Den nächste Riedner ass d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, merci fir d'Wuert. Also mir begréissen natierlech och, datt dës Aidë weidergefouert ginn. A mir begréissen och, datt d'Delaien am nächste Projet de loi verlängert ginn. An eis Virriedner/inne sinn eigentlech schonn op alles agaangen, duerfir wëll ech dat net widderhuelen. An ech wëll och dem Rapporter e grousse Merci soen.

Dat Eenzegt, wat ee muss bedenken, ass, datt mer hoffentlech déi Lacunnen, déi eeben duerch d'Coronakris entstane sinn, duerch de Lockdown awer och adequat opgeholl kréien, fir datt eis Apprentien net déi vun der Coronakris sinn an datt se dann hir Ausbildung zolidd kënnen ofschléissen an datt se herno och kënnen an hirem Beruff eng gutt Aarbecht maachen, well mir brauchen onbedéngt gutt Handwierker, gutt Aarbechter.

A mir soen dann och vun dëser Säit aus eise Patronen, déi sech déi Méi do opbürden, fir der auszebilden, e grousse Merci. A mir ënnerstëtzen dat do och.

Merci.

M. Marc Spautz, *Président de séance.*- Merci, Madamm Cecchetti. Da wier den nächsten agedroene Riedner den Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Elo war ech bal vergiess ginn. Et ass awer net schlëmm, ech wollt och net vill soen. Ech wollt dem Här Lamberty awer Merci soe fir den detailléierte Rapport, dee ganz gutt ass, och all menge Virriedner, déi d'Saach am Fong op de Punkt bruecht hunn.

An ech ginn heimadder dann den Accord vun eisem Grupp. Merci.

M. Marc Spautz, *Président de séance.*- Merci dem Här Keup. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabele Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter Claude Lamberty fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mat dësem Gesetzesprojet wëlle mer jo d'Chancë fir déi jonk a manner jonk Apprentien erhéijen, fir trotz Covid eng Léierplaz ze fannen. Vill Firmen hu jo nach ëmmer Mataarbechter am Homeoffice, verschiddener hunn ëmmer nach manner Opträg an eng Rei kënne wéinst engem Manktem u Material net esou vill Clienten unhuelen, wéi se u sech wéilten.

All dëst si Grënn, déi et den Apprentien och 2021/2022 nach méi schwéier maachen, eng Ausbildungsplaz ze fannen. Duerfir ënnerstëtze mir Piraten dëst Gesetz, dat déi Betriber belount, déi säit dësem Fréijoer Apprentien agestallt hunn a gläichzäiteg duerch d'Konditioun vun den iwwer-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

stanenen dräi Méint Proufzäit derfir gesuergt hunn, datt keen Apprenti soll eng Plaz versprach kréien, just fir ee Mount duerno, wann d'Aidë vum Staat um Kont sinn, erëm entlooss ze ginn.

Ech wëll op dëser Plaz dann nach en Appell un d'Patrone maachen, déi e Meeschterbréif hunn, fir vun dësen Aiden ze profitéieren an de Léierbouwen a -meedercher eng Chance ze ginn. Well nëmme wa se kënnen hir Ausbildung an Ärem Betrib ofschléissen, hu se och eng Chance, herno gutt qualifizéiert um Aarbechtsmaart ze sinn. An och dës Kris wäert laanschtgoen an no der Kris, wann d'Optraagsbicher erëm gefëllt sinn a wann d'Material erëm do ass, da ginn dës Leit, gutt qualifizéiert, dréngend gebraucht. Mee duerfir muss een elo dervu profitéieren, fir se auszebilden.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Spautz, *Président de séance.*- Merci dem Här Clement.

Dann ass kee vun de Kolleege méi do an dann ass et un der Regierung. Här Meisch, et ass un lech.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dem Claude Lamberty Merci soen, deen alles am Detail erkläert huet.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech wëll och Merci soe fir déi breet Zoustëmmung hei an dee Konsens, deen hei am Haus besteet, datt mer solle kucken, datt mer d'Apprentien ënnerstëtzen, andeems mer och d'Entreprisen ënnerstëtzen, déi sech an dëser Situatioun, an dëser net einfacher Situatioun fir d'Apprentien a fir d'Entreprisen, engagéieren, datt mer genuch Léierplazen hunn respektiv datt mer och déi Apprentien, déi aus iergendengem Grond hir Plaz, hire Kontrakt net konnte weiderféieren, nees ënnerdaach kréien, fir eng Kontinuitéit vun der Formatioun ze garantéieren.

Et war d'lescht Joer eng richteg Decisioun, dat ze maachen. Dat huet mat derzou bäigedroen, datt mer awer kee groussen Abroch an der Zuel vun de Léierplazen haten an datt och de Matching duerch déi, déi eng Léier wollte maachen, an déi, déi Apprentië wollten an hir Entreprise eranhuelen, relativ gutt geklappt huet fir déi dach schwiereg Situatioun. Mir sinn nach net aus der Pandemie eraus an duerfir, mengen ech, imposéiert et sech, datt mer och dëst Joer nach eng Kéier zwar eng adaptéiert Hëllef, mee awer eng Hëllef accordéieren an der Hoffnung, datt mer och dës Kéier dee Matching do wäerten hikréien.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7865. Den Text steet am Document parlementaire 7865[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7865 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7871 - Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7871, eng temporaire Derogatioun vum Aarbechtsrecht. Mam Accord vun der zoustänneger Kommissioun gëtt no der Presentatioun vun der Rapportrice ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt.

An ech géif direkt der Madamm Rapportrice, der Madamm Carole Hartmann, d'Wuert ginn.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech bleiwen, wéi de Claude Lamberty viru mer, bei der Beruffsausbildung a presentéieren lech de Projet de loi 7871, deen eng temporaire Derogatioun vum Delai fir d'Konklusioun vum Contrat d'apprentissage virgesäit. Wärend den theoreteschen Deel vun de Beruffsausbildungen an der Schoul enseignéiert gëtt, verleeft de prakteschen Deel vum Apprentissage an enger Entreprise.

D'Léierbouwen an d'Léiermeedercher mussen deemno e Patron fannen, dee bereet ass, hir Ausbildung ze iwwerhuelen an hinnen déi néideg Kompetenzen ze vermëttelen. Den Artikel L. 111-3, Paragraf 4 vum Code du travail gesäit vir, datt d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher normalerweis bis den 1. November e Contrat d'apprentissage mussen ënnerschreiwen. Falls si bis dohi kee Patron fonnt hunn, kënne si hir Ausbildung eréischt am nächste Schouljoer ufänken.

Datt d'Sich no enger Ausbildungsplaz net ëmmer einfach ass, dat ass gewosst. Net all Firma huet d'Moyenen, d'Zäit oder och d'Personal, fir sech an der Beruffsausbildung ze engagéieren.

Wärend der Coronakris haten déi Jonk et en plus besonnesch schwéier, e Patron fir hir praktesch Ausbildung ze fannen, vu datt vill Betriber aner Suergen hate wéi eventuell nei Léierkandidaten ze forméieren.

Fir de Fonctionnement vun der Beruffsausbildung weiderhin ze garantéieren, hat den Educatiounsministère duerfir d'lescht Joer eng temporaire Derogatioun zum Code du travail agefouert mam Zil, deene Jonke méi laang Zäit ze gi bei der Sich no enger Ausbildungsplaz. Mam Gesetz vum 20. Juni 2020 gouf dunn hei an der Chamber d'Deadline fir d'Konklusioun vun engem Contrat d'apprentissage temporaire vum 1. November op den 31. Dezember verréckelt.

Och wa sech de Gros vun eiser Wirtschaft mëttlerweil nees erkritt huet, sou gëtt et nach ëmmer eng Partie Secteuren, déi mat de Follge vun der Coronakris ze kämpfen hunn. Besonnesch d'Entreprisen aus dem Horeca-, Tourismus- an Eventsecteur hunn nach mat de Suitte vun der Pandemie ze kämpfen. Hei riskéiert déi generell Onsécherheet, wat d'Entwécklung vun der Pandemie ugeet, sech weiderhin och negativ op de Fonctionnement vun der Formation professionnelle auszewierken an d'Sich no enger Ausbildungsplaz méi schwéier ze maachen.

Aus dësem Grond proposéiert den Educatiounsministère och dëst Joer nees eng Derogatioun zum Artikel L. 111-3, Paragraf 4 vun dem Code du travail. D'Léierbouwen an d'Léiermeedercher solle bis den 30. November Zäit kréien, fir e Contrat d'apprentissage ze ënnerschreiwen, also véier Woche méi wéi den Delai, deen normalerweis am Code du travail virgesinn ass.

Am Géigesaz zum leschte Joer gëtt den Delai deemno elo net méi ëm aacht, mee dëst Joer ëm véier Woche verlängert. D'Regierung begrënnt hire Choix domadder, datt sech déi ekonomesch Situatioun zu Lëtzebuerg par rapport zum leschte Joer verbessert huet. Déi supplementär véier Woche missten also duergoen, fir de Kandidate vun dësem Schouljoer den néidege Sputt bei der Sich no enger Ausbildungsplaz ze ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach e kuerze Bléck op d'Aarbecht, déi mer an der Kommissioun haten. Mir kruten am Ganzen dräi Avisen eran. De Staatsrot hat keng Remarken um Fong ze formuléieren an d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Métiers waren alle béid averstane mat der Derogatioun, déi mat dësem Projet de loi agefouert gëtt.

D'Verlängerung vum Delai fir d'Konklusioun vun engem Contrat d'apprentissage ass eng vun de Mesuren - ech mengen, an deem Projet virdru war eng aner genannt ginn -, déi d'Regierung en place gesat huet, fir d'Acteure vun der Formation professionnelle wärend dëse schwieregen Zäiten ze ënnerstëtzen.

Am Numm vun der DP begréissen ech dat natierlech a ginn den Accord och zu dësem Projet. An esou, wéi Dir et gesot hutt, Här President, hate mer eis an der Kommissioun drop gëeenegt, dass mer elo keen Debat méi féieren. An duerfir géif ech de Kolleege vun den anere Fraktiounen a Sensibilitéiten och scho Merci soen, dass si dann och den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice Carole Hartmann.

Wéi gesot kënne mer dann elo direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7871 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7871

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

(Une demande de dispense du second vote constitutionnel a été introduite.)

9. 7824 - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés

Mir kommen elo zum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 7824 iwwert d'Déclaration d'intérêts financiers. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An ech géif direkt d'Wuert un den honorabelen Här Reding ginn als Rapporter vun dëser Proposition de modification. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Roy Reding *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, et ass hei eng Ëmännerung vun eisem Reglement an notamment dem Artikel 4 iwwert d'Déclaration d'intérêts financiers des députés. Déi Ännerung maache mer op Basis vun de Recommandatioune vum GRECO, vun hirem leschte Rapport vum 29. Oktober 2020, notamment de Recommandatiounen 1, 2, 4 a 5.

Wat ännert sech konkreet? Et sinn u sech nëmme fënnef Saachen. Dat Éischt ass: Mir maachen eng méi kloer Distinctioun vun alle Mandater an esou weider, déi en Deputéierten hat viru senger Nominatioun als Deputéierten, an deenen, déi en am Laf vu sengem Mandat kritt huet.

Dat Zweet ass: Bis elo huet een nëmme missen Administrateursposten oder Bedeelegungen a kommerzielle Gesellschaften uginn. Dat erweidere mer elo op Société-civillen, op Associatiounen an op Syndicats de commune, wat eng Logik ass, well et mécht jo absolutt kee Sënn …, et ass jo keen Ënnerscheed, ob ech en Immeuble iwwer eng Société anonyme oder iwwer eng Société civile immobilière halen, zum Beispill.

Da maache mer och eng Scissioun tëschent deene Participatiounen, direkt oder indirekt, an enger Entreprise, déi eng Repercussioun kënnen hunn op d'Politik, an deenen, déi dat net maachen, mee wou den Deputéierten awer eng Influence significative huet op eng Gesellschaft. Dat eent an dat anert si jo zwou verschidde Saachen. Ech kann eng Influence significative op eng Gesellschaft hunn, ouni datt dat awer eng Repercussioun huet op d'Politique publique.

Drëttens setze mer elo och d'Pension vieillesse an de Congé politique derbäi an dee Formulaire, deen Der alleguerte kennt. De But vun der Déclaration des intérêts financiers ass jo eigentlech, op potenziell Conflit-d'intérêten hinzeweisen. Dat ass awer eiser Meenung no weeder bei der Pensioun nach beim Congé politique ginn, well déi si jo legalement fixéiert. Duerfir limitéiere mer eis och drop, datt mer ukräizen an der Deklaratioun, datt mer eng Pension vieillesse oder e Congé politique bezéien.

Dann hu mer eng nei Kategorie bei de Revenuen agefouert. Bis elo gouf et net d'Méiglechkeet ze soen: null. Ganz oft huet een awer e Mandat, dee gratis ass. Deem hu mer Rechnung gedroen an an Zukunft kann een och an där Kategorie ukräizen: „mandat gratuit".

Wat mer weider da gemaach hunn: Mir hunn d'Revenuen, déi een zitt aus esou Aktivitéiten, do war bis elo d'Kategorie „iwwer 100.000". Dat spezifizéiere mer elo a mir maachen eng weider Kategorie tëschent 100.000 an 200.000 an dann eeben eng weider Kategorie iwwer 200.000 Euro.

Déi lescht kleng Ännerung ass, datt d'Activités extérieures occasionnelles, déi ee kann hunn, bis elo nëmmen hu missen deklaréiert ginn, wa se méi wéi 5.000 Euro d'Joer ausgemaach hunn. Dat ännere mer elo, andeem mer och eng Kategorie aféiere vun 1 Euro bis 5.000 Euro. Wat sinn déi Activités occasionnelles? Dat ka sinn, datt ech als Orateur agestallt ginn, datt ech en Artikel remuneréiert kréien oder datt ech zum Beispill e Buch verleeën.

Voilà, dat waren déi Ännerungen, iwwert déi mer haut sollen ofstëmmen. D'Propositioun ass deposéiert ginn de 14. Mee 2021. De Renvoi an eis Reglementskommissioun war den 3. Juni 2021. A well mer esou schnell schaffen, konnte mer schonn de 15. Juni 2021, wéi ech Rapporteur genannt gi sinn, dëse Projet unanimement unhuelen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporter Roy Reding.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säin detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass alles gesot. An et ass mer jo gesot ginn, datt d'Chambersverwaltung dann un eis alleguerten nach e Bréif schreift, fir datt mer dann net vergiessen, déi nei Deklaratioun auszefëllen.

Domadder ginn ech den Accord. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Dann huet den Här André Bauler d'Wuert gefrot.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Och vu menger Säit merci un de Rapporteur fir säi komplette Rapport. Mir komme mat dësen Ännerungen de Recommandatioune vum Groupe d'États contre la corruption, also dem GRECO, entgéint. Mat dësem Text gëtt erméiglecht, datt mir Deputéiert also méi genee Informatioune liwweren zu eiser finanzieller Situatioun an zu eisen eventuelle Bedeelegungen a Veräiner, Gesellschaften oder aneren Organer. Dat ass aus eiser Siicht - ech mengen, och aus Ärer - e Plus un Transparenz, Transparenz vis-à-

vis vun der Ëffentlechkeet, Transparenz vis-à-vis vum Souverän, dem Wieler.

Dat gesot wëll ech och nach eng Kéier soen, datt dës Transparenz och garantéiert gëtt vun der Regierung, där hir Membere jo eng änlech Deklaratioun ofginn. Mir als Parlamentarier suivéieren dat Beispill jo scho méi laang, woubäi mer hei an dësem Fall awer och dann nach méi prezis ginn. Iwwreg bleiwen also elo nach just d'Gemengen.

Dat gesot soen ech Iech Merci a ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci dem Deputéierte Roy Reding a Rapporter vun dësem Gesetz. Dat war ganz komplett, duerfir ass näischt bäizefügen. An heimat ginn ech den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engel. D'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Och mir Gréng begréissen, dass mer mat dëser Modifikatioun en Deel vun eisen Hausaufgabe maachen um Niveau vun de Fuerderunge vum GRECO. Hei schafe mer jo méi Transparenz, haaptsächlech, wat den Afloss vun enger Participatioun op déi ëffentlech Politik respektiv op d'Affäre vun enger Firma, engem Betrib ugeet.

Op där anerer Säit si mer awer och ganz frou, dass mer dës Kéier eng Kategorie „null" afëiere fir kloerzemaachen, dass och Deputéierter sech benevoll engagéieren, soudass se net ëmmer nëmmen duergestallt gi wéi déi, déi da just op d'Jetons de présence aus sinn. Ech mengen, vill Deputéierter heibanne si benevoll ënnerwee, an och dat soll eng Kéier ënnerstrach sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. D'Diskussioun ass ofgeschloss ... O, nach den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech mengen, d'Madamm Cecchetti hutt Der och nach iwwersinn. Mee ganz kuerz: merci un de Rapporter fir de Rapport, och fir déi konstruktiv Aarbecht an der Kommissioun, déi zu deem heiten Text gefouert huet.

Ech mengen, wichteg ass et, datt dat heiten elo eng Virleeschtung och vun der Chamber ass. D'Chamber geet e Schrëtt méi wäit an déi aner institutionell Acteuren hei zu Lëtzebuerg kënnen dann deem Schrëtt suivéieren. Well ech mengen, et ass kee Geheimnis, an den Här Bauler huet et ganz kuerz ugeschwat: Wéi ass et mat de Gemengeréit, mat de Schäfferéit? Do ass et anscheinend: Nach ëmmer gëtt dru geschafft, mee et ass nach ëmmer keen Text do. Ech waarde wierklech ongedëlleg esou lues op eng Léisung fir d'Gemengen- a Schäfferéit.

Ech denken och un e Conseil d'État, deen däitlech manner transparent fonctionéiert wéi d'Chamber an awer en immensen Afloss op d'Gesetzer huet, denkt ee just drun, datt en Opposition-formelle kann op Texter leeën, déi d'Chamber proposéiert. An dann denken ech natierlech och un d'Regierungsmemberen, déi änlech transparent kéinte gi wéi d'Chamber.

Mir maachen hei e weidere Schrëtt an ech waarden elo drop, datt déi aner institutionell Acteuren dee Schrëtt dann och maachen. Domadder ginn ech eisen Accord. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Jo, emol als Alleréischt merci dem Rapporteur. Ech mengen, do ass alles gesot ginn. Déi méi Prezisiounen, dat ass eng ganz gutt Saach an datt déi Deklaratioun vun den Intérêts financiers méi breet gefächert ass an och, datt et méi transparent ass an datt et och iwwert déi reng finanziell Interessien eeben erausgeet, andeems déi Kategorie vun den net remuneréierte Mandater och agefouert ginn ass. Dat begréisse mir natierlech an dofir stëmme mir deem zou.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cecchetti. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 7824. Den Text steet am Document parlementaire 7824[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7824

D'Ofstëmmung fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass den Ännerungsvirschlag 7824 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, kann ech kuerz d'Wuert kréien?

10. Discours de Mme Lydie Polfer

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Lydie Polfer freet nach d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, wa mech jo also dann net alles täuscht, ass dat hei déi lescht ëffentlech Sitzung, déi mer hei am Sall haten. An ech soen Iech och Merci fir déi léif Wierder, déi Der am Ufank vun der Sitzung u mech, awer ech soen, un ons, un d'Stad Lëtzebuerg, u meng Kolleegen, hei geriicht hutt.

Dëse Sall huet scho villes gesinn: schéin Evenementer, ganz traureger och - wärend dem Krich, nom Krich waren hei eng ganz Rei vun deenen, déi net méi lieweg heemkomm sinn, opgeboort.

Déi lescht 18 Méint ware mer hei zesummen. An ech kann Iech soen: Déi 18 Méint wäerten an d'Geschicht vun dësem Haus a vun dëser Stad agoen! An Dir waart hei ganz, ganz häerzlech wëllkomm Gäscht. Dofir, ech freeë mech zwar, muss ech och soen, fir ons engersäits nees an eisem Haus, am Parlament um Krautmaart, erëmzeginn. A jo, ech freeë mech och e bëssen, mir alleguer freeën ons och e bëssen, datt mer hei an dësem Sall elo och nees kënnen esou e bësse feieren, wa mer eis dann nach gutt schécke mat deem, wat mer ons jo elo just virgeholl hunn, datt mer da geschwënn ëm déi Feierdeeg och hei nees kënne feieren.

Also: merci! A wéi gesot, et waren 18 net einfach Méint, mee si haten awer och hir schéi Säiten. An Iech hei ze hunn, huet dozougehéiert, an Dir gitt domat an d'Geschicht an.

Merci.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Polfer. Besonnesch och merci fir Är Hospitalitéit! Dëst Gebai wäert fir ëmmer d'Resilienz vun eiser Demokratie duerstellen. Merci villmools.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 12., 13. a 14. Oktober virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.58 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 71, 72 et 73

71e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 1079
Discours de M. le Président ..... p. 1079
7857 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;
3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ..... p. 1079-1088
7859 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;
2° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;
3° de la loi du 29 octobre 2020 portant 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ..... p. 1088-1089
Ordre du jour ..... p. 1089
7565 - Projet de loi portant sur :
1° l'organisation et le fonctionnement de l'« École de Commerce et de Gestion - School of Business and Management » ;
2° l'intégration de l'offre scolaire de l'École Privée Grandjean et la reprise de son personnel ..... p. 1089-1091
7834 - Projet de loi du *** portant dérogation à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ..... p. 1091
7800 - Projet de loi du *** portant création d'un lycée à Mersch et modification :
1° de la loi modifiée du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster ;
2° de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux ;
3° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;
4° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;
5° de la loi du 13 juillet 2018 portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains ;
6° de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 ..... p. 1091-1094

72e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 1095
Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar ..... p. 1095
7833 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures ..... p. 1095
7658 - Projet de loi portant modification
1° de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ;
2° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;
3° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
4° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale ..... p. 1095-1098
Discours de M. le Président ..... p. 1098

73e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 1099
Communications ..... p. 1099-1100
Ordre du jour ..... p. 1100
Dépôt d'une proposition de loi par Mme Martine Hansen ..... p. 1100-1101
Discours de M. le Président ..... p. 1101
7875 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° de la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;
3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ..... p. 1101-1112
7865 - Projet de loi portant attribution d'une aide financière exceptionnelle aux organismes de formation engageant des apprentis dans le domaine de la formation professionnelle ..... p. 1112-1113
7871 - Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail ..... p. 1113
7824 - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés ..... p. 1113-1114
Discours de Mme Lydie Polfer ..... p. 1114

Compte rendu n° 1

1re séance

Ouverture de la séance publique **p. 1**

Clôture de la session ordinaire 2019-2020 et ouverture de la session ordinaire 2020-2021 **p. 1**

Discours de M. le Président à l'occasion des 20 ans de règne de S.A.R. le Grand-Duc **p. 1**

Composition des organes de la Chambre des Députés **p. 1**

Communications **p. 1**

Ordre du jour **p. 1**

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État **p. 1-6**

Hommage à M. Claude Frieseisen **p. 6-7**

Hommage à M. Marco Schank **p. 7**

Hommage à M. Gast Gibéryen **p. 7-8**

2e séance

Ouverture de la séance publique **p. 8**

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés **p. 8**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 8-9**

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales **p. 9**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation **p. 9-12**

Ordre du jour **p. 12**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) **p. 12-27**

Compte rendu n° 2

3e séance

Ouverture de la séance publique **p. 28**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) **p. 28-42**

Dépôt de trois motions par M. Claude Wiseler **p. 42-43**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) **p. 43-46**

4e séance

Ouverture de la séance publique **p. 46**

Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet de la politique européenne et étrangère **p. 46-50**

Motion de M. Claude Wiseler relative à la situation au Bélarus **p. 50-51**

Motion de M. Claude Wiseler relative aux activités de forage illégales de la Turquie en Méditerranée orientale **p. 51-52**

Motion de M. Claude Wiseler relative à la situation dans la région du Haut-Karabakh **p. 52-53**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouveau pacte sur la migration et l'asile **p. 53-56**

7476 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord relatif au transport aérien entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso, fait à Luxembourg, le 4 mai 2018 ;

2° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République orientale de l'Uruguay, fait à New York, le 24 septembre 2018 ;

3° de l'"Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka on air services", fait à New York, le 25 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative du Brésil relatif à des services aériens, fait à Brasilia, le 22 novembre 2018 **p. 56-57**

Compte rendu n° 3

5e séance

Ouverture de la séance publique **p. 58**

Communications **p. 58**

Ordre du jour **p. 58**

Question élargie n° 51 de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur industriel luxembourgeois durant la crise sanitaire et de ses perspectives **p. 58-59**

Question élargie n° 52 de M. Jeff Engelen relative à l'élaboration d'un nouveau plan de crise en cas de pandémie **p. 59-60**

Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat **p. 60-75**

6e séance

Ouverture de la séance publique **p. 76**

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés **p. 76**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 76**

Heure de questions au Gouvernement **p. 76-79**

- Question n° 137 du 21 octobre 2020 de M. Laurent Mosar relative au bilan judiciaire en matière de blanchiment en vue du « peer review » par le GAFI en 2021, adressée à Mme la Ministre de la Justice **p. 76**

- Question n° 138 du 19 octobre 2020 de M. Max Hahn relative à l'installation de feux rouges sur certaines bretelles d'accès sur l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 76**

- Question n° 137 du 21 octobre 2020 de M. Laurent Mosar relative au bilan judiciaire en matière de blanchiment en vue du « peer review » par le GAFI en 2021, adressée à Mme la Ministre de la Justice (suite) **p. 76-77**

- Question n° 139 du 20 octobre 2020 de M. Fernand Kartheiser relative aux décharges pour déchets inertes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 77**

- Question n° 140 du 21 octobre 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à la coopération avec le nouveau Gouvernement belge en matière d'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Énergie **p. 77**

- Question n° 141 du 21 octobre 2020 de M. Léon Gloden relative au recensement de la population au cours de l'année 2021, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur **p. 77-78**

- Question n° 142 du 19 octobre 2020 de M. Claude Lamberty relative à l'évolution des autorisations d'établissement, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes **p. 78**

- Question n° 143 du 21 octobre 2020 de M. Gilles Roth relative au fichier central de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure **p. 78**

- Question n° 144 du 21 octobre 2020 de M. Claude Lamberty relative aux dispositions sanitaires à respecter dans le cadre des cours de natation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 78-79**

Question urgente n° 3014 de M. Marc Goergen concernant le télétravail dans la Fonction publique **p. 79**

Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner **p. 79**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Jeff Engelen **p. 79**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser **p. 79**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden **p. 79**

7613 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen **p. 79-83**

Question élargie n° 50 de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur financier luxembourgeois durant la crise sanitaire **p. 83-84**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du régime du chômage partiel ainsi que des différentes aides aux entreprises **p. 84-88**

Question élargie n° 49 de M. André Bauler au sujet de la protection des paysages luxembourgeois **p. 88-89**

Changements de composition des commissions parlementaires (suite) **p. 89**

7e séance

Ouverture de la séance publique **p. 89**

Discours de M. le Président **p. 89**

Communications **p. 89**

Ordre du jour **p. 90-91**

7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

7685 - Proposition de loi du 21 octobre 2020 modifiant la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et supprimant la limite du nombre maximal de lits pouvant être autorisés au niveau national

7686 - Gesetzesvirschlag Ännerung vum Art. 271 vum Code de la sécurité sociale

7687 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État (Déclarations de recevabilité) **p. 91**

Octroi d'un titre honorifique à M. Gast Gibéryen et à M. Marco Schank **p. 91**

7689 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 211-12 du Code du travail **p. 91-93**

7688 - Projet de loi du *** portant

1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées **p. 93-97**

Ordre du jour (suite) **p. 97**

Compte rendu n° 4

8e séance

Ouverture de la séance publique **p. 99**

Discours de M. le Président **p. 99**

7683 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

3° la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales **p. 99-109**

9e séance

Ouverture de la séance publique **p. 109**

Communications **p. 109-110**

Ordre du jour **p. 110**

Discours de M. le Président **p. 110**

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère **p. 110-115**

Compte rendu n° 5

10e séance

Ouverture de la séance publique **p. 116**

Débat sur la politique européenne et étrangère **p. 116-132**

7529 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo, le 17 juillet 2018 **p. 132-134**

7502 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Malte relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à New York, le 26 septembre 2019

et

7602 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Serbie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 4 février 2020 **p. 134-135**

11e séance

Ouverture de la séance publique **p. 135**

Communications **p. 135-136**

Ordre du jour **p. 136**

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Mars Di Bartolomeo **p. 136**

Dépôt d'une motion par M. Fred Keup **p. 136**

Heure de questions au Gouvernement **p. 136-139**

- Question n° 145 du 17 novembre 2020 de M. Marc Spautz relative à la réunion de la tripartite sidérurgie du 12 novembre 2020, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 136**

- Question n° 146 du 13 novembre 2020 de M. André Bauler relative à l'état d'avancement des travaux de modernisation de la gare d'Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 136-137**

- Question n° 147 du 17 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la mise en œuvre des recommandations du GRECO, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 137**

- Question n° 148 du 16 novembre 2020 de M. Yves Cruchten relative à la suspension éventuelle des déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation, adressée à M. le Ministre du Logement **p. 137**

- Question n° 149 du 17 novembre 2020 de M. Georges Mischo relative à l'application pratique de la mise en isolement dans le cadre du Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 137**

- Question n° 150 du 16 novembre 2020 de M. Charles Margue relative à l'étude « Environmental credit risks for EU-27 sovereigns: Vulnerability and mitigation profiles determine exposure », adressée à M. le Ministre des Finances **p. 137-138**

- Question n° 151 du 17 novembre 2020 de M. Léon Gloden relative au rachat respectivement la prise de participation par le groupe Enovos dans des entreprises actives dans le domaine des équipements techniques des bâtiments, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 138**

- Question n° 152 du 17 novembre 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la réorganisation du Service d'aide médicale urgente (SAMU), adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur **p. 138**

- Question n° 153 du 17 novembre 2020 de Mme Martine Hansen relative à la publication du poste de directeur au Lycée technique pour professions éducatives et sociales, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 138-139**

Question élargie n° 57 de M. Laurent Mosar relative aux équivalences dans le secteur financier dans le cadre du Brexit **p. 139-140**

Dépôt de trois motions par M. Marc Baum **p. 140**

Heure d'actualité du groupe politique CSV sur les mesures et recommandations sanitaires prévues par le Ministère de la Santé au niveau des établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap, ainsi que sur la stratégie de testing ciblée aux résidents et au personnel dans les structures **p. 140-144**

Motion de M. Fred Keup relative à l'arrêt de toute privatisation de l'école publique **p. 144-145**

Motion de M. Marc Baum relative à la mise à disposition de gel désinfectant dans les transports en commun et dans l'espace public, ainsi qu'une nouvelle distribution gratuite de masques ;

Motion de M. Marc Baum relative à la suspension des déguerpissements ordonnés et des coupures d'approvisionnement en eau, gaz, électricité et télécommunications

et

Motion de M. Marc Baum relative à la prolongation de douze mois de la période pendant laquelle les indemnités de chômage peuvent être perçues pour tout demandeur d'emploi indemnisé **p. 145**

12e séance

Ouverture de la séance publique **p. 145**

Dépôt d'une motion par M. David Wagner **p. 145**

Question élargie n° 53 de M. Fernand Kartheiser relative aux accords Artemis **p. 145-146**

Question élargie n° 54 de M. Laurent Mosar relative à l'initiative « Space Resources » **p. 146-147**

7663 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État **p. 147-155**

7506 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement **p. 155-157**

Motion de M. David Wagner relative au programme de formation, aux critères d'éligibilité et aux compétences requis pour les postes de directeur de l'enseignement **p. 157**

Compte rendu n° 6

13e séance

Ouverture de la séance publique **p. 158**

Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement **p. 158**

Dépôt d'une motion par M. Marc Baum **p. 158**

Heure d'actualité de la sensibilité Piraten sur le projet de résolution du Conseil européen « Sécurité grâce au chiffrement, la sécurité malgré le chiffrement » et sur la position du Gouvernement quant au droit au chiffrement **p. 158-162**

Question élargie n° 55 de Monsieur Marc Spautz relative à la promotion de la presse écrite **p. 162-163**

Question élargie n° 56 de M. Dan Biancalana relative à la justice dite « restaurative » **p. 163-164**

7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre **p. 164-172**

Dépôt d'une résolution par M. Léon Gloden **p. 172**

7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre (suite) **p. 172-174**

Question urgente n° 3169 de Mme Diane Adehm concernant le blocage par POST Luxembourg de SMS envoyés par un laboratoire dans le cadre du large scale testing **p. 174-175**

7698 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 175-176**

Résolution de M. Sven Clement relative à la mise à l'ordre du jour simultanée des projets de loi n° 7694 et n° 7703 **p. 176**

Motion de M. Marc Baum relative à la présentation de la stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre la Covid-19 **p. 176**

Résolution de M. Léon Gloden relative à la décision de rendre les réunions des commissions publiques **p. 176-177**

Compte rendu n° 7

14e séance

Ouverture de la séance publique **p. 178**

Communications **p. 178-179**

Ordre du jour **p. 179**

7700 - Proposition de révision des Chapitres Ier, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution (Déclaration de recevabilité) **p. 179**

7692 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil **p. 179**

7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux **p. 179-194**

Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen **p. 194**

7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite) **p. 194-196**

Résolution de Mme Martine Hansen relative à un débat-audition sur l'avenir du personnel infirmier et soignant **p. 196**

7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite) **p. 196**

15e séance

Ouverture de la séance publique **p. 197**

Communications **p. 197**

Ordre du jour **p. 197**

Heure de questions au Gouvernement **p. 197-202**

- Question n° 154 du 1er décembre 2020 de M. Claude Wiseler relative aux mesures au niveau des cantines d'entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 197-198**

- Question n° 155 du 1er décembre 2020 de M. Gusty Graas relative au dépistage précoce du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 198**

- Question n° 156 du 1er décembre 2020 de M. Jeff Engelen relative aux différents vaccins contre la Covid-19 disponibles en décembre, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 198-199**

- Question n° 157 du 1er décembre 2020 de Mme Francine Closener relative à la stratégie de la reprise scolaire en janvier 2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 199**

- Question n° 158 du 1er décembre 2020 de M. Marc Baum relative au respect des mesures sanitaires dans les grandes surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 199**

- Question n° 159 du 1er décembre 2020 de Mme Djuna Bernard relative à la mise à disposition de produits hygiéniques féminins dans les établissements scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 199-200**

- Question n° 160 du 1er décembre 2020 de M. Léon Gloden relative à la recommandation du Gouvernement de port du masque dans des zones extérieures à forte densité de personnes, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 200**

- Question n° 161 du 30 novembre 2020 de M. André Bauler relative au programme « Fit 4 Resilience », adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 200**

- Question n° 162 du 30 novembre 2020 de M. Marc Goergen relative aux services proposés aux restaurants par „LetzShop", adressée à M. le Ministre des Classes moyennes **p. 200-201**

- Question n° 163 du 1er décembre 2020 de M. Dan Biancalana relative au nombre préoccupant de mineurs radicalisés en fin de cycle de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 201**

- Question n° 164 du 1er décembre 2020 de M. Marc Spautz relative à une possible analyse de la situation des résidents dans les maisons de soins et de retraite pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 201**

- Question n° 165 du 30 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la réserve sanitaire, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 201-202**

Question urgente n° 3212 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler concernant les mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020 **p. 202**

Question urgente n° 3214 de M. Fernand Kartheiser et de M. Jeff Engelen concernant les tests PCR **p. 202-204**

Question élargie n° 58 de Mme Chantal Gary relative à l'élevage d'animaux de fourrure **p. 204**

7678 - Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 **p. 204-206**

7442 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat aux fins de transposition de :

1° la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ;

2° certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil **p. 206-208**

7614 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2° du Code de procédure pénale **p. 208-209**

Compte rendu n° 8

16e séance

Ouverture de la séance publique **p. 210**

Discours de M. le Président **p. 210**

Question élargie n° 60 de M. Gusty Graas relative à la récente dissonance franco-allemande quant au sujet de l'autonomie stratégique de l'Europe en matière de sécurité et de défense et la création d'une armée européenne **p. 210-211**

7517 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 122 de l'Organisation internationale du travail sur la politique de l'emploi, signée à Genève, le 9 juillet 1964

7518 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 144 de l'Organisation internationale du travail sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, signée à Genève, le 21 juin 1976

7519 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, signée à Genève, le 15 juin 2006

7521 - Projet de loi portant approbation du Protocole P029 - Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, fait à Genève, le 11 juin 2014 **p. 211-214**

Interpellation de M. Marc Baum au sujet des politiques d'investissement du FDC et du FSIL **p. 214-224**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Baum **p. 215**

Question élargie n° 59 de M. Laurent Mosar relative à la politique de recouvrement des créances fiscales **p. 224-225**

7611 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :

1° transposer l'article 2 de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens ;

2° compléter la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres ;

3° transposer la directive (UE) 2019/1995 du Conseil du 21 novembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens ;

4° transposer la directive (UE) 2019/2235 du Conseil du 16 décembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union **p. 225-226**

17e séance

Ouverture de la séance publique **p. 227**

Communications **p. 227**

Ordre du jour **p. 227**

Heure d'actualité sur la stratégie de vaccination Covid-19 au Luxembourg **p. 227-231**

7508 - Projet de loi relative au climat et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement **p. 231-239**

7679 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à l'application des articles 12 et 18 de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 **p. 239-240**

7661 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle **p. 240-242**

7509 - Proposition de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

2° la loi électorale modifiée du 18 février 2003 **p. 242-244**

18e séance

Ouverture de la séance publique **p. 244**

Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen **p. 244-245**

Désignation d'un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher **p. 245**

7516 - Projet de loi portant modification :

1° du Code du travail en vue de transposer la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

- la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale **p. 245-248**

7719 - Projet de loi modifiant l'article L 222-9 du Code du travail **p. 248-251**

7722 - Projet de loi portant sur la modification de :

1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale **p. 251-253**

7714 - Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles **p. 253**

Ordre du jour **p. 253**

Compte rendu n° 9

19e séance

Ouverture de la séance publique **p. 254**

Ordre du jour **p. 254**

Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de purificateurs d'air dans les écoles et les communes pour limiter la propagation de la Covid-19

Motion de Mme Martine Hansen relative au personnel enseignant détaché

Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition des écoles et des communes de détecteurs de CO_2

et

Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place de mesures cohérentes dans l'éducation formelle et non formelle pour éviter la propagation du coronavirus **p. 254-256**

Question urgente n° 3262 de M. Laurent Mosar et de M. Serge Wilmes concernant le sondage sur le sentiment de sécurité **p. 256-257**

Ordre du jour (suite) **p. 257**

Question élargie n° 61 de M. Léon Gloden relative aux conclusions des dernières réunions du Conseil Justice et affaires intérieures (JAI) relatives à la lutte contre la menace terroriste **p. 257**

Question élargie n° 62 de M. Laurent Mosar relative à la situation sécuritaire, en particulier dans le quartier de la Gare de la ville de Luxembourg **p. 257-258**

Question élargie n° 63 de M. Gilles Roth relative à la rétention de données **p. 259**

7270 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, faite à New York, le 12 novembre 1974

et

7317 - Projet de loi portant sur les activités spatiales et modifiant :

1° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances dite « Versicherungssteuergesetz » ;

2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu **p. 259-262**

7695 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg **p. 262-263**

20e séance

Ouverture de la séance publique **p. 264**

Communications **p. 264**

7729 - Déclaration de recevabilité de la proposition de loi relative à une politique d'investissement socialement et écologiquement responsable du Fonds de compensation commun au régime général de pension (Déclaration de recevabilité) **p. 264**

Ordre du jour **p. 264**

7733 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique **p. 264-277**

21e séance

Ouverture de la séance publique **p. 278**

7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;

2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;

5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;

6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;

7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;

12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat

et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. François Benoy **p. 278-282**

22e séance

Ouverture de la séance publique **p. 282**

Question urgente n° 3308 de M. Marc Spautz concernant les nouvelles mesures sanitaires au sein de certaines maisons de retraite et de soins **p. 282-283**

7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances **p. 283-285**

- Discussion générale **p. 285-295**

Compte rendu n° 10

23e séance

Ouverture de la séance publique **p. 296**

7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

- Discussion générale (suite) **p. 296-311**

- Prises de position du Gouvernement **p. 311-316**

- Discussion générale (suite) **p. 316**

Ordre du jour **p. 316**

24e séance

Ouverture de la séance publique **p. 317**

7676 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019 **p. 317-318**

7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel **p. 318**

- Motions **p. 318-326**

7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière **p. 326-327**

7727 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2019 **p. 327-328**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 de la Cour des comptes **p. 328-329**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Médiateur **p. 329**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Centre pour l'égalité de traitement **p. 329**

25e séance

Ouverture de la séance publique **p. 330**

7526 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005

- relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle **p. 330-331**

7629 - Projet de loi portant approbation

1° du Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017 ;

2° du « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017 **p. 331-333**

7630 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017 **p. 333-334**

7703 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

et

7704 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :

1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin **p. 334-341**

7718 - Projet de loi relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19 **p. 341-343**

7690 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 **p. 343-346**

7709 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail **p. 346**

7726 - Projet de loi

portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail **p. 346-347**

Compte rendu n° 11

26e séance

Ouverture de la séance publique **p. 349**

Ordre du jour **p. 349**

Question urgente n° 3346 de Mme Martine Hansen concernant le « lockdown » **p. 349-350**

Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen **p. 350**

6568B - Projet de loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise **p. 350-352**

Motion de Mme Martine Hansen relative à l'interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique jusqu'au 15 janvier 2021 inclus **p. 352-353**

7720 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale **p. 353-354**

7721 - Projet de loi portant

1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et

2° modification de la loi du 25 novembre 2020 portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil **p. 354-355**

7732 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 355**

Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler **p. 355-356**

7717 - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration **p. 356**

7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil **p. 356-358**

7713 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil **p. 358-359**

7705 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;

2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;

3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

et

7707 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ;

2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement ;

4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises **p. 359-362**

27e séance

Ouverture de la séance publique **p. 362**

Communications **p. 362-363**

Ordre du jour **p. 363**

7739 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail **p. 363-364**

7738 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises **p. 364-374**

Motion de M. Claude Wiseler au sujet de la situation dans le Haut-Karabakh **p. 374-375**

Discours de M. le Président **p. 375**

Compte rendu n° 12

28e séance

Ouverture de la séance publique **p. 376**

Discours de M. le Président **p. 376**

Communications **p. 376**

Ordre du jour **p. 376**

7743 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 376-385**

Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet des vaccins **p. 385-392**

29e séance

Ouverture de la séance publique **p. 393**

Communications **p. 393**

Ordre du jour **p. 393**

Heure de questions au Gouvernement **p. 393-398**

Question n° 168 du 19 janvier 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à la liberté de voyage en Europe dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 393-394**

Question n° 166 du 19 janvier 2021 de Mme Octavie Modert relative aux conséquences du Brexit sur la mobilité en matière d'enseignement supérieur, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche **p. 394-395**

Question n° 167 du 18 janvier 2021 de M. André Bauler relative à la carte d'identité pour médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 395**

Question n° 169 du 19 janvier 2021 de M. Georges Engel relative aux aides financières de l'État pour le secteur Horeca, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

Question n° 170 du 19 janvier 2021 de M. Sven Clement relative aux demandes d'aides du secteur Horeca dans le cadre du fonds de relance et de solidarité pour entreprises, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

Question n° 171 du 19 janvier 2021 de M. Marc Spautz relative aux aides financières attribuées au secteur Horeca et aux indépendants, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

et

Question n° 172 du 19 janvier 2021 de M. Jeff Engelen relative aux aides pour les indépendants dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes **p. 395-396**

Question n° 173 du 19 janvier 2021 de M. David Wagner relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

Question n° 174 du 19 janvier 2021 de Mme Diane Adehm relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

etQuestion n° 175 du 19 janvier 2021 de M. Gusty Graas relative au dialogue social entre le Gouvernement et la CGFP, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique **p. 396-397**

Question n° 176 du 18 janvier 2021 de M. Marc Hansen relative à la suspension temporaire des activités médico-dentaires scolaires, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 397-398**

Question n° 177 du 19 janvier 2021 de Mme Martine Hansen relative aux revendications d'un syndicat d'enseignants au niveau de la gestion de la lutte contre la Covid-19 dans le milieu scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 398**

Question n° 178 du 18 janvier 2021 de M. Gusty Graas relative au retrait de la Russie du traité « Ciel ouvert », adressée à M. le Ministre de la Défense **p. 398**

Question élargie n° 64 de M. Sven Clement relative à la prise en charge des patients dans la Grande Région **p. 398-399**

Question élargie n° 67 de M. André Bauler relative à la situation des étudiants durant la pandémie à l'Université du Luxembourg et à l'étranger **p. 399-400**

Motion de Mme Martine Hansen relative à l'élaboration d'un plan d'action national permettant de protéger les personnes vulnérables **p. 400-402**

7507 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État dans le fonctionnement et dans l'extension de l'infrastructure de l'Agence de gestion de dépôts S.à r.l. (Warehouses Service Agency - WSA) **p. 402-405**

7490 - Projet de loi sur les transports publics et modifiant :

1° les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation ;

2° la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques, de la natation, des droits des passagers et du permis d'exploitation des bateaux à passagers ;

3° la loi du 10 septembre 2012 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires ;

4° la loi du 27 avril 2015 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n° 181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004, et modifiant 1) les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation, 2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics **p. 405-407**

7493 - Projet de loi relatif à l'interopérabilité ferroviaire, à la sécurité ferroviaire et à la certification des conducteurs de train **p. 407-408**

7657 - Projet de loi relatif à la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre **p. 409-411**

Compte rendu n° 13

30e séance

Ouverture de la séance publique **p. 412**

Question élargie n° 65 de M. Georges Mischo relative aux aides financières pour les clubs de sport **p. 412-413**

Question élargie n° 68 de M. André Bauler relative à la mise en œuvre du processus Rifkin, en particulier pendant la pandémie Covid-19 **p. 413-414**

7266 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité **p. 414-420**

7640 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire **p. 420-421**

31e séance

Ouverture de la séance publique **p. 422**

Ordre du jour **p. 422**

Interpellation de M. Gilles Baum au sujet du suicide au Luxembourg **p. 422-432**

Question élargie n° 66 de M. Laurent Mosar relative au développement des monnaies virtuelles **p. 432-433**

7637 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° de la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés **p. 433-435**

7735 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer la directive (UE) 2020/2020 du Conseil du 7 décembre 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne des mesures temporaires relatives à la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux livraisons de vaccins contre la Covid-19 et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de cette maladie, en réaction à la pandémie de Covid-19 **p. 435-437**

7747 - Projet de loi portant :

1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;

2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail **p. 437-438**

32e séance

Ouverture de la séance publique **p. 439**

Communications **p. 439**

Ordre du jour **p. 439**

Changements de composition d'une sous-commission **p. 439**

Question élargie n° 70 de M. Paul Galles relative à la mobilité hydrogène **p. 439-440**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz **p. 440**

7621 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales **p. 440-450**

7745 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un nouveau régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19 **p. 450-458**

Compte rendu n° 14

33e séance

Ouverture de la séance publique **p. 459**

Dépôt d'une motion par M. Pim Knaff **p. 459**

Interpellation de M. Paul Galles au sujet de la politique d'intégration au Grand-Duché du Luxembourg

et

Débat de consultation sur l'intégration **p. 459-475**

Dépôt d'une motion par M. Sven Clement **p. 475-476**

7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu **p. 476-477**

Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 **p. 477-478**

7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite) **p. 478**

Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 (suite) **p. 478-480**

Ordre du jour **p. 480**

Motion de M. Roy Reding relative à la mise à disposition de la Chambre des Députés de toute la convention entre l'État, RTL Group, CLT-UFA et Bertelsmann AG **p. 480-481**

34e séance

Ouverture de la séance publique **p. 481**

Question élargie n° 69 de M. François Benoy relative aux offres à bas seuil à destination des toxicomanes **p. 481-482**

Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz **p. 482**

7752 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises **p. 482-495**

Motion de M. Sven Clement relative à l'éducation **p. 495**

Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite **p. 495**

Compte rendu n° 15

35e séance

Ouverture de la séance publique **p. 496**

Communications **p. 496-497**

7754 - Proposition de loi portant modification de

1. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et

2. la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique (Déclaration de recevabilité) **p. 497**

Ordre du jour **p. 497**

Déclaration du Gouvernement relative à OpenLux (suivie d'un débat) **p. 497-501**

Heure de questions au Gouvernement **p. 501-505**

Question n° 179 du 9 février 2021 de M. Marc Spautz relative à la propagation du coronavirus dans les maisons de retraite et de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 501-502**

Question n° 180 du 8 février 2021 de M. Gusty Graas relative à la résolution du syndicat communal PRO-SUD relative à la fermeture de la fourrière à Esch-sur-Alzette, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure **p. 502**

Question n° 181 du 9 février 2021 de M. Fred Keup relative à la reconnaissance du luxembourgeois comme langue officielle de l'UE, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes **p. 502**

Question n° 182 du 5 février 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'utilisation de tests rapides antigéniques Covid-19 dans le domaine sportif, adressée à M. le Ministre des Sports

Question n° 183 du 5 février 2021 de M. Claude Lamberty relative aux réactions des différentes fédérations sportives suite à la présentation de la stratégie de tests antigéniques rapides dans le milieu du sport de compétition luxembourgeois, adressée à M. le Ministre des Sports

et

Question n° 184 du 5 février 2021 de M. Georges Mischo relative aux tests antigéniques rapides dans le milieu du sport de compétition luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 502-504**

Question n° 185 du 9 février 2021 de M. Marc Baum relative à la non-conformité de certains produits de désinfection des mains et des surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs et à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 504**

Question n° 186 du 9 février 2021 de Mme Chantal Gary relative à la sécurisation du croisement entre route et piste cyclable à « Hëttermillen », adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 504**

Question n° 187 du 9 février 2021 de M. Laurent Mosar relative à la transposition de la directive (UE) 2019/790 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 504**

Question n° 188 du 8 février 2021 de M. André Bauler relative aux nuisances potentielles des éoliennes, adressée à Mme le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 504-505**

Question n° 189 du 9 février 2021 de M. Sven Clement relative aux vaccinations dans les maisons de retraite et de soins, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 505**

Question n° 190 du 9 février 2021 de Mme Cécile Hemmen relative au « Frigo solidaire » récemment inauguré à Bonnevoie, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire **p. 505**

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser **p. 505-506**

Question élargie n° 71 de Mme Chantal Gary relative à l'éducation physique dans l'enseignement fondamental et secondaire **p. 506-507**

7725 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Moscou, le 6 novembre 2020, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Fédération de Russie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juin 1993 **p. 507-508**

7736 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

5° la loi du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts **p. 508-510**

7746 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise **p. 510-511**

Motion de M. Gilles Roth relative à la fixation du taux de l'intérêt de retard à 0,3 % par mois **p. 511-512**

Ordre du jour (suite) **p. 512**

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'adaptation des prix unitaires et à l'examen des besoins réels des différents secteurs

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'exemption d'impôts des aides aux investissements

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'adaptation de la liste des machines éligibles aux aides publiques

Motion de Mme Octavie Modert relative à une procédure de sélection accélérée et simplifiée pour les investissements

Motion de Mme Octavie Modert relative à des aides non remboursables et non imposables

Motion de Mme Octavie Modert invitant le Gouvernement à faire bénéficier les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture des aides de compensation

Motion de Mme Octavie Modert relative à l'introduction d'une aide financière forfaitaire pour locaux et salles de dégustation pour vins et crémants à l'instar de celle qui fut allouée à la mi-2020

Motion de Mme Octavie Modert relative au renforcement des mesures de promotion décidées dans le cadre du « plan de relance pour l'agriculture » en juin 2020 **p. 512-514**

Ordre du jour (suite) **p. 514**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au dépôt à la Chambre des Députés d'un projet de loi permettant aux parents de figurer en tant que « mère » et « père » sur tous les documents officiels **p. 514-515**

36e séance

Ouverture de la séance publique **p. 516**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz **p. 516**

Question élargie n° 73 de M. Georges Engel relative aux aides financières en faveur des associations culturelles dans le contexte de la crise sanitaire **p. 516**

Question élargie n° 74 de M. Laurent Mosar relative à l'arrêt de la Cour administrative n° 44997C du 26 janvier 2021 **p. 516-517**

7651 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques **p. 517-521**

7537 - Projet de loi relative à certaines modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne **p. 521-523**

Question élargie n° 77 de Mme Stéphanie Empain relative à la distribution équitable des vaccins Covid-19 **p. 523-524**

Motion de M. Marc Spautz relative à la réinstauration du régime de chômage partiel pour cas de force majeure Covid-19 **p. 524-525**

Compte rendu n° 16

37e séance

Ouverture de la séance publique **p. 526**

Ordre du jour **p. 526**

Question urgente n° 3603 de Mme Francine Closener relative aux loyers du secteur Horeca **p. 526**

Dépôt d'une motion par M. Sven Clement **p. 526-527**

Question élargie n° 72 de M. Marc Hansen relative à l'offre privée croissante pour consultations médicales en ligne **p. 527-528**

7332 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la santé et modification

1° de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

2° de la loi modifiée du 25 novembre 1982 relative aux organes destinés à la transplantation ;

3° de la loi modifiée du 7 août 2012 portant création de l'établissement public « Laboratoire national de santé » **p. 528-533**

7480 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient **p. 533-536**

Dépôt d'une résolution par M. Marc Spautz **p. 536**

7652 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques **p. 536-540**

7693 - Projet de loi relative à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange **p. 540-542**

Résolution de M. Marc Spautz relative à la révision de la proposition de loi n° 7754 **p. 542**

38e séance

Ouverture de la séance publique **p. 542**

Communications **p. 542-543**

Ordre du jour **p. 543**

Hommage à la mémoire de M. Carlo Wagner, Député honoraire **p. 543**

7768 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 543-555**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser **p. 555**

Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser **p. 555**

7664 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire **p. 555-557**

7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen **p. 557-558**

Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle **p. 558**

7675 - Projet de loi autorisant la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA), ainsi qu'à l'infrastructure « Outside Cabling Plant 2 » (OCP2), à Capellen (suite) **p. 558**

Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à un large débat et à une consultation publique sur la révision constitutionnelle (suite) **p. 558-559**

Discours de M. le Président **p. 559**

Compte rendu n° 17

39e séance

Ouverture de la séance publique **p. 560**

Communications **p. 560-561**

7766 - Proposition de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire de revenu de remplacement en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19

et

7771 - Proposition de loi relative à la procédure de collecte des signatures en vue d'un référendum prévu à l'article 114 de la Constitution et portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national (Déclaration de recevabilité) **p. 561**

Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Marc Spautz **p. 561**

Ordre du jour **p. 561**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 561**

Heure de questions au Gouvernement **p. 561-566**

- Question n° 195 du 5 mars 2021 de M. Gusty Graas relative à la récente pollution de l'Attert, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 561**

- Question n° 194 du 9 mars 2021 de Mme Viviane Reding relative à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 561-562**

- Question n° 197 du 8 mars 2021 de M. Dan Biancalana relative aux soins gériatriques dans les établissements pénitentiaires, adressée à Mme la Ministre de la Justice **p. 562**

- Question n° 196 du 9 mars 2021 de M. Roy Reding relative aux critiques sur le film « An Zéro », adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État, et à M. le Ministre des Communications et des Médias **p. 562-563**

- Question n° 198 du 9 mars 2021 de M. Marc Baum relative aux répercussions pour une usine sidérurgique à Dudelange suite aux difficultés financières du groupe d'entreprises propriétaire, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 563**

- Question n° 199 du 8 mars 2021 de Mme Chantal Gary relative au congé de paternité, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 563**

- Question n° 200 du 9 mars 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la campagne de vaccination dans les structures de logements encadrés pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 563-564**

- Question n°201 du 8 mars 2021 de M. André Bauler relative au nombre de logements inoccupés appartenant au parc immobilier du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement **p. 564**

- Question n° 202 du 9 mars 2021 de M. Sven Clement relative au surendettement, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 564**

- Question n° 203 du 9 mars 2021 de Mme Carole Hartmann relative aux modalités de convocation et de la prise de rendez-vous des personnes vulnérables au contrôle médical de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 564-565**

- Question n° 204 du 9 mars 2021 de Mme Martine Hansen relative au tests rapides Covid-19 dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 565**

- Question n° 205 du 9 mars 2021 de M. Fernand Kartheiser relative au transport de détenus, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure **p. 565-566**

Question élargie n° 78 de M. Dan Biancalana relative à la réforme de la législation en matière de protection des majeurs incapables **p. 566**

7407 - Proposition de loi modifiant le Code pénal aux fins de sanctionner le comportement voyeuriste **p. 566-568**

Question élargie n° 76 de M. Léon Gloden relative à la délinquance juvénile **p. 568-569**

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du manque de logements d'urgence **p. 569-573**

40e séance

Ouverture de la séance publique **p. 574**

Question élargie n° 80 de M. Gusty Graas relative aux boues d'épuration **p. 574-575**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des mesures non conventionnelles de la protection du climat dans le contexte de l'actuelle crise du climat **p. 575-579**

7488 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, faite à Martelange, le 9 avril 2019 **p. 579-580**

7481 - Projet de loi portant introduction d'un article 42bis dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne **p. 580-581**

Question élargie n° 75 de M. Marc Spautz relative au bien-être au travail **p. 581-582**

Question élargie n° 79 de Mme Djuna Bernard relative à l'éducation aux médias **p. 582-583**

Question élargie n° 81 de M. Claude Lamberty relative aux troubles du comportement chez les jeunes liés aux effets de la crise sanitaire de la Covid-19 **p. 583-584**

41e séance

Ouverture de la séance publique **p. 584**

Institution d'une sous-commission **p. 584**

Dépôt de deux propositions de loi par M. Marc Spautz **p. 584-585**

7757 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la troisième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19 **p. 585-591**

Ordre du jour **p. 591**

Dépôt d'une résolution par M. Marc Baum **p. 591**

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de l'organisation de la sécurité publique **p. 591-592**

Question urgente n° 3830 de Mme Martine Hansen concernant le retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination **p. 592**

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de l'organisation de la sécurité publique (suite) **p. 592-601**

7639 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement **p. 601-602**

7647 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 1977 concernant l'heure légale **p. 602**

Question urgente n° 3818 de M. Marc Spautz concernant l'avenir du site sidérurgique de Dudelange **p. 602-603**

Compte rendu n° 18

42e séance

Ouverture de la séance publique **p. 604**

Communications **p. 604**

Ordre du jour **p. 604**

7788 - Proposition de loi portant modification du livre IV du Code de la sécurité sociale en vue d'augmenter le montant de l'allocation familiale et d'introduire une allocation complémentaire pour familles nombreuses

et

7789 - Proposition de loi portant modification :

1° du Code du travail ;

2° du Code de la sécurité sociale ;

3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux *(Déclarations de recevabilité)* **p. 604**

7784 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 604-616**

Question urgente n° 3850 de M. Sven Clement concernant la vaccination des personnes vulnérables **p. 616**

43e séance

Ouverture de la séance publique **p. 616**

Communications **p. 616-617**

Institution d'une sous-commission **p. 617**

Ordre du jour **p. 617**

Dépôt d'une motion par M. David Wagner **p. 617**

Question élargie n° 82 de M. André Bauler relative à la responsabilisation des acteurs intervenant dans les chaînes de production les plus diverses **p. 617-618**

Question élargie n° 83 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'économie créative **p. 618**

Question élargie n° 84 de Mme Francine Closener au sujet de l'avenir du secteur touristique **p. 618-620**

7776 - Projet de loi portant modification de l'article L. 631-2 du Code du travail **p. 620-621**

7756 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation d'un membre de la commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision **p. 621-622**

Motion de M. David Wagner relative à la création d'un cadre légal spécifique pour les médias citoyens **p. 622**

44e séance

Ouverture de la séance publique **p. 622**

Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter **p. 622-623**

7770 - Projet de loi portant approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom **p. 623-628**

7760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire en vue de l'organisation de l'Office des procureurs européens délégués **p. 628-629**

7769 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

3. la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises **p. 629-636**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement **p. 636**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la mise en place des différentes étapes pour la sortie des mesures de restriction **p. 636-641**

Motion de M. Sven Clement relative à la fiscalité du télétravail

Motion de M. Sven Clement relative à la déduction fiscale dans le cadre du télétravail **p. 642-643**

Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « Um Lauterbann » à Niederkorn **p. 643-644**

7793 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise *(Déclaration de recevabilité)* **p. 644**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la création de structures d'hébergement pour hommes et garçons victimes de violence domestique **p. 644-646**

Compte rendu n° 19

45e séance

Ouverture de la séance publique **p. 647**

Communications **p. 647**

Ordre du jour **p. 647**

Dépôt d'une motion par M. Mars Di Bartolomeo **p. 647-648**

Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz **p. 648**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement **p. 648**

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten **p. 648**

Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter **p. 648-649**

7795 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 649-658**

7794 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 janvier 2021 portant :

1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;

2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail **p. 658**

Motion de M. Marc Spautz concernant l'invitation du Gouvernement à faire bénéficier les entreprises des secteurs vulnérables de l'Horeca, du tourisme ainsi que du secteur évènementiel des modalités d'application pour le chômage partiel actuellement en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 **p. 659**

7797 - Proposition de loi portant

modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 (Déclaration de recevabilité) **p. 659**

Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « Um Lauterbann » à Niederkorn

Motion de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées

et

Motion de M. Mars Di Bartolomeo concernant l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées **p. 659-664**

Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter **p. 664**

Résolution de M. Marc Baum relative à l'embauche directe d'agent.e.s de nettoyage **p. 664-665**

Résolution de M. Yves Cruchten relative à la poursuite des efforts en matière de défense des droits de l'homme y compris dans le cadre des relations entre le Luxembourg et la Chine **p. 665-666**

Motion de M. Michel Wolter relative à la démission de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 666-670**

Compte rendu n° 20

46e séance

Ouverture de la séance publique **p. 671**

Communications **p. 671**

Ordre du jour **p. 671**

Hommage à la mémoire de M. Paul Helminger, Député honoraire **p. 671-672**

Dépôt d'une motion par M. David Wagner **p. 672**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter **p. 672-673**

7802 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments **p. 673-681**

7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins **p. 681**

7802 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 janvier 2021 portant :

1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ;

2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail (suite) **p. 681-684**

Motion de M. David Wagner relative au soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle **p. 684**

47e séance

Ouverture de la séance publique **p. 685**

Communications **p. 685**

Ordre du jour **p. 685**

Heure de questions au Gouvernement **p. 685-689**

- Question n° 206 du 27 avril 2021 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge de coûts supplémentaires liés à la rénovation de bâtiments publics, respectivement scolaires en cours de classification comme patrimoine national, adressée à Mme la Ministre de la Culture et à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 685**

- Question n° 207 du 26 avril 2021 de M. André Bauler relative à l'intervention de kinésithérapeutes et d'infirmières et d'infirmiers retraités dans la campagne de vaccination, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 685**

- Question n° 208 du 27 avril 2021 de M. Sven Clement relative à la participation des jeunes au système démocratique, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 685-686**

- Question n° 209 du 26 avril 2021 de M. Dan Biancalana relative à l'avenir de l'usine LIBERTY Steel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 686**

- Question n° 210 du 27 avril 2021 de M. Léon Gloden relative à l'irresponsabilité pénale d'une personne atteinte d'un trouble psychique ou neuropsychique, adressée à Mme la Ministre de la Justice **p. 686-687**

- Question n° 211 du 27 avril 2021 de Mme Stéphanie Empain relative au bilan du Plan d'action national 2017-2020 pour la gestion des risques à long terme dus à l'exposition au radon, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 687**

- Question n° 212 du 27 avril 2021 de Mme Octavie Modert relative au projets de trains de nuit en Europe, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 687**

- Question n° 213 du 26 avril 2021 de M. Gusty Graas relative à la destruction chimique des chenilles processionnaires du chêne, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 687-688**

- Question n° 214 du 27 avril 2021 de M. Serge Wilmes relative à l'effet de la gratuité des transports publics sur le nombre d'utilisateurs depuis son introduction, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 688**

- Question n° 215 du 27 avril 2021 de M. Claude Lamberty relative au bilan des aides à la digitalisation « Fit 4 Digital Packages », adressée à M. le Ministre des Classes moyennes **p. 688-689**

Désignation d'un membre de la commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision **p. 689**

Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC), du programme national de réforme (PNR) et du plan pour la reprise et la résilience (PRR) **p. 689-692**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 692**

Changement de composition du Bureau **p. 692**

7638 - Projet de loi portant :

1. transposition :

a) de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ; et

b) de la directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE ;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication, et le règlement (UE) n° 648/2012 ; et

3. modification :

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;

c) de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ;

d) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

e) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

f) de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres ; et

g) de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances **p. 692-696**

Changement de la composition du Bureau (suite) **p. 696**

48e séance

Ouverture de la séance publique **p. 697**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du Plan national d'organisation des secours (PNOS) **p. 697-701**

Question élargie n° 89 de M. François Benoy au sujet de la stratégie de réponse à un accident nucléaire majeur dans le voisinage du Luxembourg **p. 701**

Question élargie n° 85 de Mme Carole Hartmann au sujet de l'organisation des compétitions sportives dans le contexte actuel de la crise sanitaire **p. 701-702**

Question élargie n° 91 de M. Charles Margue au sujet de l'économie des plateformes collaboratives **p. 702-703**

7344 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne **p. 703-704**

7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010

7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963

et

7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970 **p. 704**

Compte rendu n° 21

49e séance

Ouverture de la séance publique **p. 706**

7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010

7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963

et

7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970 (suite) **p. 706**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter **p. 706**

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la gouvernance des établissements hospitaliers **p. 706-710**

7569 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970 **p. 710-712**

7724 - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant :

1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés **p. 712-713**

7649 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;

2° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel **p. 714-717**

7681 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire **p. 717-719**

7682 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration **p. 719-721**

50e séance

Ouverture de la séance publique **p. 721**

Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC), le programme national de réforme (PNR) et le plan pour la reprise et la résilience (PRR) **p. 721-736**

Ordre du jour **p. 736**

Compte rendu n° 22

51e séance

Ouverture de la séance publique **p. 737**

7813 - Proposition de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours **p. 737**

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par Mme Simone Beissel **p. 737**

Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes **p. 737**

Dépôt d'une motion par M. Jean-Paul Schaaf **p. 737-738**

Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes (suite) **p. 738**

Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique **p. 738-739**

Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen **p. 739**

Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique (suite) **p. 739**

Question élargie n° 88 de M. Pim Knaff au sujet de la digitalisation et numérisation de la procédure et des dossiers judiciaires **p. 739-740**

7449 - Débat d'orientation sur le plan de développement culturel « KEP 1.0 » **p. 740-755**

Motion de M. Jean-Paul Schaaf relative à la langue des signes **p. 755**

Motion de Mme Martine Hansen relative à la neutralité climatique **p. 755**

Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten **p. 755-756**

7755 - Proposition de révision du chapitre II de la Constitution (Déclaration de recevabilité) **p. 756**

52e séance

Ouverture de la séance publique **p. 756**

Communications **p. 756-757**

Ordre du jour **p. 757**

Question élargie n° 95 de M. Fernand Kartheiser relative au devoir de vigilance des entreprises **p. 757**

Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz **p. 757-758**

Question élargie n° 94 de M. David Wagner relative aux salles de classe numériques **p. 758-759**

Question élargie n° 92 de M. André Bauler au sujet de la croissance démographique au Luxembourg, de ses déterminants majeurs et des effets de la pandémie en la matière **p. 759-760**

Question élargie n° 96 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir du site sidérurgique de Dudelange **p. 760-761**

Motion de M. Yves Cruchten concernant la garantie d'un accès équitable aux vaccins

et

Motion de M. David Wagner concernant le soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle **p. 761-763**

Ordre du jour (suite) **p. 763**

Dépôt d'une motion par M. Serge Wilmes **p. 763**

7803 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 763-764**

7325 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;

2° de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

3° de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires **p. 764-771**

Motion de M. Serge Wilmes relative à la notification au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne de la révocation de la femme d'affaires luxembourgeoise de son mandat d'administrateur **p. 771-773**

Dépôt d'une demande de convocation de la Commission des Finances et du Budget par M. Laurent Mosar **p. 773**

Compte rendu n° 23

53e séance

Ouverture de la séance publique **p. 774**

Communications **p. 774**

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales **p. 774**

Ordre du jour **p. 774**

Dépôt d'une motion par M. Fred Keup **p. 774**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des perspectives de la situation socio-économique du pays, sur la base des nouvelles données issues du « Panorama social 2021 » de la Chambre des Salariés **p. 774-779**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement **p. 779**

Question élargie n° 99 de M. Aly Kaes au sujet des syndicats des communes **p. 779**

Débat de consultation au sujet de la refonte de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 **p. 779-788**

Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite **p. 788-790**

7823 - Proposition de loi

portant modification de

1. la loi électorale modifiée du 18 février 2003

2. la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de

1) l'article 104 du Code civil ;

2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales ;

3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003

et abrogeant

1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et

2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire **p. 790**

Ordre du jour (suite) **p. 790**

54e séance

Ouverture de la séance publique **p. 790**

Déclaration de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé **p. 790**

7820 -Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises **p. 790-805**

Compte rendu n° 24

55e séance

Ouverture de la séance publique **p. 806**

Communications **p. 806**

Ordre du jour **p. 806**

Heure de questions au Gouvernement **p. 806-809**

- Question n° 216 du 18 mai 2021 de M. Laurent Mosar relative aux arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne dans les affaires Amazon et ENGIE contre la Commission européenne, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 806**

- Question n° 217 du 18 mai 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution et la formation des prix sur le marché immobilier, adressée à M. le Ministre du Logement **p. 806-807**

- Question n° 218 du 18 mai 2021 de M. Jeff Engelen relative au monument Patton à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 807**

- Question n° 219 du 18 mai 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à un éventuel projet de réduire la durée des études menant au « Diplôme d'État d'éducateur » de trois ans à seulement une année, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;

- Question n° 220 du 18 mai 2021 de M. Sven Clement relative à l'introduction d'une passerelle 1GSO vers le diplôme d'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

et

- Question n° 221 du 18 mai 2021 de Mme Martine Hansen relative à la décision de permettre aux élèves détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires générales de la section « Sciences sociales » de se voir décerner le diplôme d'éducateur endéans une seule année scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 807-808**

- Question n° 223 du 18 mai 2021 de M. François Benoy relative à l'imposition des entreprises au niveau européen et international, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 808**

- Question n° 222 du 18 mai 2021 de Mme Octavie Modert relative à une troisième dose de vaccin à ARN messager pour les personnes immunodéprimées, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 808-809**

Question élargie n° 97 de M. Laurent Mosar au sujet des opportunités de la technologie de la blockchain pour le secteur financier **p. 809-810**

Ordre du jour **p. 810**

Question écrite n° 4090 de M. Michel Wolter concernant les victimes de la Covid-19 vivant dans des structures pour personnes âgées **p. 810**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'élaboration d'une réglementation introduisant la surveillance des vestiaires, lors des cours de gymnastique et de piscine **p. 810**

Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 **p. 811-819**

Hommages à M. Marc Baum et à M. David Wagner **p. 819**

56e séance

Ouverture de la séance publique **p. 819**

Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés **p. 819-820**

Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés **p. 820**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 820**

Composition d'une sous-commission **p. 820**

Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales **p. 820**

Changement de composition du Comité de discipline **p. 820**

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la situation des travailleurs handicapés **p. 820-823**

Interpellation de Mme Cécile Hemmen au sujet de la sécurité routière **p. 823-832**

Question élargie n° 93 de M. Fred Keup au sujet de la sécurité d'approvisionnement en électricité **p. 832-833**

Compte rendu n° 25

57e séance

Ouverture de la séance publique **p. 834**

Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la légalisation du cannabis récréatif au Luxembourg **p. 834-843**

Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser **p. 843**

7742 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de l'achèvement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) par dépassement du montant fixé par la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) **p. 843-846**

7646 - Projet de loi sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire **p. 846-847**

7786 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi **p. 847-848**

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar **p. 848**

7804 - Projet de loi portant modification :

1. de la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

3. de la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 ;

4. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier **p. 848-851**

Motion de M. Laurent Mosar relative à l'étude de la mise en place d'incitatifs fiscaux au profit d'investisseurs privés souhaitant entrer dans le capital d'entreprises **p. 851**

58e séance

Ouverture de la séance publique **p. 851**

Communications **p. 851**

Ordre du jour **p. 852**

Changement de composition d'une sous-commission parlementaire **p. 852**

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale **p. 852**

Heure de questions au Gouvernement **p. 852-855**

- Question n° 224 du 8 juin 2021 de Mme Martine Hansen relative à la construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et l'état d'avancement des travaux de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 852-853**

- Question n° 225 du 7 juin 2021 de M. Gusty Graas relative à l'Ecobox, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 853**

- Question n° 226 du 8 juin 2021 de M. Fred Keup relative à l'impact de la digitalisation sur l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 853**

- Question n° 227 du 7 juin 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à une pénurie d'éducateurs diplômés, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 853-854**

- Question n° 228 du 7 juin 2021 de M. Sven Clement relative aux auxiliaires de vie, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 854**

- Question n° 229 du 8 juin 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution du nombre d'insectes dans nos contrées, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 854**

- Question n° 230 du 8 juin 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à l'unité de sécurité de Dreiborn (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice

et

- Question n° 231 du 7 juin 2021 de M. Dan Biancalana relative à la prise en charge par l'Unité de sécurité pour mineurs (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice **p. 854-855**

- Question n° 232 du 8 juin 2021 de M. Jeff Engelen relative à l'installation d'IRM dans des cabinets médicaux privés, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 855**

Question élargie n° 98 de M. Roy Reding relative à la pension de survie **p. 856**

Motion de Mme Martine Hansen relative à l'adaptation de la réglementation afin que les investissements dans les installations de biométhanisation éligibles à la prime de lisier puissent profiter des régimes d'aide au niveau des aides à l'investissement en biens immeubles prévues par la loi en voie d'adaptation **p. 856-857**

Question élargie n° 90 de Mme Stéphanie Empain relative à la stratégie politique en matière d'énergie nucléaire **p. 857-858**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la flambée du prix des produits pétroliers **p. 858-862**

7307 - Projet de loi portant modification :

1° du Nouveau Code de procédure civile ;

2° du Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation ;

4° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; et ayant pour objet le renforcement de l'efficacité de la justice civile et commerciale **p. 862-867**

Compte rendu n° 26

59e séance

Ouverture de la séance publique **p. 868**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter **p. 868**

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la rentrée scolaire 2021-2022 **p. 868-872**

7815 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle **p. 872-873**

7816 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail **p. 873-874**

7801 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 **p. 874-875**

Changement de composition du Comité de discipline **p. 875**

7653 - Projet de loi portant création d'un pacte climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat **p. 875-879**

60e séance

Ouverture de la séance publique **p. 879**

Question élargie n° 101 de M. Serge Wilmes relative aux nouvelles formes de mobilité **p. 879-880**

Question élargie n° 102 de Mme Nathalie Oberweis relative à une éventuelle mission militaire au Mozambique **p. 880-881**

7601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest **p. 881-882**

7740 - Projet de loi portant approbation :

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Chili relatif à des services aériens, fait à New York, le 26 septembre 2019 ;

2° de l'» Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda on air services », fait à Luxembourg, le 26 novembre 2019 **p. 882-884**

Question élargie n° 100 de M. Laurent Mosar relative à la Société LuxTrust **p. 884-885**

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la Coopération luxembourgeoise **p. 885-889**

Changement de composition d'une commission **p. 889**

Débat de consultation au sujet du Rapport sur le Fonds spécial de soutien au développement du logement **p. 889-898**

61e séance

Ouverture de la séance publique **p. 898**

7836 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

et

7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins **p. 898-911**

Compte rendu n° 27

62e séance

Ouverture de la séance publique **p. 912**

Communications **p. 912**

Ordre du jour **p. 912**

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Charles Margue **p. 912-913**

Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement **p. 913**

Institution d'une délégation parlementaire luxembourgeoise **p. 913**

Question élargie n° 104 de M. Laurent Mosar relative à l'avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange **p. 913-914**

7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 914**

7826 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;

2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale **p. 914-915**

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la mobilisation de logements inoccupés et de terrains viabilisés et mobilisables à court terme **p. 915-920**

7798 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz »

et

7799 - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Wooltz » **p. 920-925**

7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail **p. 925**

7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail **p. 925-926**

7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal **p. 926-927**

Résolution de M. Sven Clement concernant la déclaration du Luxembourg en zone de liberté LGBTIQ+ **p. 927-928**

63e séance

Ouverture de la séance publique **p. 928**

Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes **p. 928-930**

Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt épouse Kemp **p. 930**

Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes (suite) **p. 930-939**

Question élargie n° 103 de M. Laurent Mosar relative à la publication des données fiscales par les grandes multinationales **p. 939**

7812 - Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement **p. 939-941**

7677 - Projet de loi portant organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg et mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005 **p. 941-942**

7734 - Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification

1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;

3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie **p. 942-944**

7831 - Projet de de loi modifiant la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles **p. 944-945**

Compte rendu n° 28

64e séance

Ouverture de la séance publique **p. 946**

7498 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale **p. 946-952**

Question élargie n° 105 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative aux centres de compétences **p. 953-954**

Question élargie n° 106 de Mme Diane Adehm relative aux modalités de calcul du contingent de leçons au niveau de l'enseignement fondamental **p. 954**

7778 - Projet de loi relative à la construction du contournement de Hosingen (E421/N7),

7779 - Projet de loi relative à la mise à 2x2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et Ettelbruck

et

7780 - Projet de loi relative à la sécurisation de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach **p. 954-961**

65e séance

Ouverture de la séance publique **p. 961**

Communications **p. 961**

Ordre du jour **p. 961-962**

Dépôt d'une motion par M. Fred Keup **p. 962**

Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet du déclin de l'attractivité du métier d'enseignant **p. 962-971**

Motion de M. Fred Keup relative au respect du principe que l'État n'a pas à réguler la langue en fonction de principes politiques et/ou idéologiques **p. 971-972**

Motion de M. Jeff Engelen au sujet du soutien d'une politique industrielle et de recherche, qui permettrait une autonomie au niveau de la médecine au Luxembourg et dans l'Union européenne **p. 972**

Ordre du jour (suite) **p. 972**

Motion de M. Jeff Engelen au sujet du soutien d'une politique industrielle et de recherche, qui permettrait une autonomie au niveau de la médecine au Luxembourg et dans l'Union européenne (suite) **p. 972-974**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse des prix et de la pénurie des matériaux de construction **p. 974-978**

66e séance

Ouverture de la séance publique **p. 979**

Débat d'orientation sur le sport comme facteur d'inclusion **p. 979-986**

7781 - Projet de loi relative au réaménagement de l'échangeur de Pontpierre situé sur l'autoroute A4 **p. 986-989**

7715 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation **p. 989-991**

7845 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale **p. 991**

7510 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Strasbourg, le 8 novembre 2001 **p. 991-992**

Compte rendu n° 29

67e séance

Ouverture de la séance publique **p. 993**

Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth **p. 993-994**

Dépôt d'une motion par Mme Viviane Reding **p. 994**

Heure de questions au Gouvernement **p. 994-998**

- Question n° 233 du 8 juillet 2021 de M. Laurent Mosar relative à la constitutionnalité des taux d'intérêt négatifs, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 994**

- Question n° 234 du 5 juillet 2021 de M. André Bauler relative à l'octroi de primes pour l'achat d'un véhicule hybride suite aux retards de livraison accusés en raison de la pénurie de certains matériaux, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 994**

- Question n° 235 du 8 juillet 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à un bataillon belgo-luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense **p. 994-995**

- Question n° 236 du 5 juillet 2021 de M. Georges Engel relative à l'évolution et aux conclusions de l'état des lieux des projets réalisés ou entamés dans le cadre de l'étude dite « Rifkin », adressée M. le Ministre de l'Économie **p. 995**

- Question n °237 du 7 juillet 2021 de M. Sven Clement relative à la rupture de stock du cannabis médical, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 995-996**

- Question n° 238 du 7 juillet 2021 de Mme Stéphanie Empain relative à la situation des entreprises de voyages dans le contexte de la pandémie, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes **p. 996**

- Question n° 239 du 8 juillet 2021 de Mme Octavie Modert relative au site gallo-romain à Dalheim, adressée à Mme la Ministre de la Culture **p. 996**

- Question n° 240 du 7 juillet 2021 de M. Gusty Graas relative à la proposition de la Commission européenne d'introduire une taxe sur le kérosène, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 996-997**

- Question écrite n° 4630 de M. Max Hahn concernant les passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

et

Question n° 242 du 7 juillet 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux dangers des passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 997**

- Question n° 241 du 8 juillet 2021 de M. Jean-Paul Schaaf relative aux étudiants résidant au Luxembourg et vaccinés contre la Covid-19 à l'étranger, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 997-998**

- Question n° 243 du 8 juillet 2021 de Mme Martine Hansen relative aux tests antigéniques rapides certifiés, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 998**

- Question n° 244 du 7 juillet 2021 de M. Charles Margue relative au remboursement de certains traitements pour les personnes transgenres, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 998**

Question élargie n° 107 de Mme Josée Lorsché au sujet du centre de prise en charge postaiguë de l'accident cérébral vasculaire (Nachsorgezentrum) et de la prise en charge du Long Covid **p. 998-999**

Question élargie n°108 de M. Marc Hansen au sujet de la sécurité informatique des hôpitaux luxembourgeois **p. 999**

Question élargie n° 109 de Mme Françoise Hetto-Gaasch au sujet de la situation des personnes souffrant de troubles psychiques **p. 999-1000**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies **p. 1000**

7631 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel **p. 1000-1007**

Motion de Mme Viviane Reding relative à la possibilité des radios dites « communautaires » de pouvoir profiter du standard numérique DAB+ **p. 1007-1008**

Résolution de M. Gilles Roth relative à la tenue des séances publiques sous le régime Covid-Check **p. 1008**

68e séance

Ouverture de la séance publique **p. 1008**

Communications **p. 1008**

Ordre du jour **p. 1008**

Déclaration du Gouvernement sur l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées, suivie d'un débat **p. 1009-1024**

Dépôt d'une résolution par M. Mars Di Bartolomeo **p. 1024**

Débat de consultation sur la note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg **p. 1024-1035**

Compte rendu n° 30

69e séance

Ouverture de la séance publique **p. 1036**

7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 **p. 1036-1037**

7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) **p. 1037-1040**

Ordre du jour **p. 1040**

7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) (suite) **p. 1040-1042**

Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à l'organisation d'une campagne d'information au sujet de la révision de la Constitution **p. 1042-1044**

Résolution de M. Mars Di Bartolomeo relative au lancement d'initiatives d'information du grand public sur le devenir des modifications prévues à notre Constitution **p. 1044-1045**

7844 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise **p. 1045-1046**

7814 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020 **p. 1046**

7844 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite) **p. 1047**

7791 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales **p. 1047**

7665 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

2° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

3° la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant :

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés **p. 1047**

Ordre du jour (suite) **p. 1047**

7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation **p. 1047-1048**

7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers **p. 1048**

7723 - Projet de loi portant :

1°modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la

directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds **p. 1048-1049**

7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs **p. 1049**

70e séance

Ouverture de la séance publique **p. 1050**

7648 - Projet de loi relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant

a) la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

b) la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

c) la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire,

d) la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement **p. 1050-1065**

7840 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises **p. 1065-1068**

7655 - Projet de loi portant création d'un pacte nature avec les communes et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement **p. 1068-1073**

7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux-monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation (suite) **p. 1073**

7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers (suite) **p. 1073**

7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds (suite) **p. 1073-1074**

7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (suite) **p. 1074**

7839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

7838 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021 **p. 1074-1077**

Compte rendu n° 31

71e séance

Ouverture de la séance publique **p. 1079**

Discours de M. le Président **p. 1079**

7857 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail **p. 1079-1088**

7859 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

2° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

3° de la loi du 29 octobre 2020 portant 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées **p. 1088-1089**

Ordre du jour **p. 1089**

7565 - Projet de loi portant sur :

1° l'organisation et le fonctionnement de l'« École de Commerce et de Gestion - School of Business and Management » ;

2° l'intégration de l'offre scolaire de l'École Privée Grandjean et la reprise de son personnel **p. 1089-1091**

7834 - Projet de loi du *** portant dérogation à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental **p. 1091**

7800 - Projet de loi du *** portant création d'un lycée à Mersch et modification :

1° de la loi modifiée du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster ;

2° de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux ;

3° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;

4° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

5° de la loi du 13 juillet 2018 portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains ;

6° de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 **p. 1091-1094**

72e séance

Ouverture de la séance publique **p. 1095**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar **p. 1095**

7833 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures **p. 1095**

7658 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

4° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale **p. 1095-1098**

Discours de M. le Président **p. 1098**

73e séance

Ouverture de la séance publique **p. 1099**

Communications **p. 1099-1100**

Ordre du jour **p. 1100**

Dépôt d'une proposition de loi par Mme Martine Hansen **p. 1100-1101**

Discours de M. le Président **p. 1101**

7875 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail **p. 1101-1112**

7865 - Projet de loi portant attribution d'une aide financière exceptionnelle aux organismes de formation engageant des apprentis dans le domaine de la formation professionnelle **p. 1112-1113**

7871 - Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail **p. 1113**

7824 - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés **p. 1113-1114**

Discours de Mme Lydie Polfer **p. 1114**

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2021-2022
5256	Martine Hansen	Extension du parking du Lycée technique agricole Gilsdorf
5390	Carole Hartmann	Parkings relais dans le canton de Remich
5403	Marc Goergen	Conduite autonome
5424	Jeff Engelen	Augmentation des trajets domicile-travail inférieurs à 1 km effectués à pied
5455	Fred Keup	Sportifs professionnels au Luxembourg
5465	Marc Hansen	Reconnaissance d'une infection au Sars-CoV-2 comme équivalent à une dose vaccinale
5473	Chantal Gary, François Benoy	Offre en liaisons de trains de nuit
5485	Gusty Graas	Élaboration du projet du troisième plan de gestion prévu par la directive-cadre sur l'eau
5486	Octavie Modert, Léon Gloden	Violences au centre de l'Unité de sécurité (Unisec) à Dreiborn
5487	Fred Keup	Formation continue des bénévoles du CGDIS
5496	Fred Keup, Jeff Engelen	Chaudières à granulés de bois
5499	Marc Goergen	Présence d'un loup dans la région de Wincrange
5505	Marc Goergen	Équipement dans le cadre du télétravail
5506	Dan Biancalana	Durée de validité de la carte d'identité
5507	André Bauler	Faillites dans le secteur de la construction
5511	Sven Clement	Mise en place du régime 3G dans l'enseignement fondamental
5517	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Stockage aérien de gaz
5520	Fred Keup	Frais liés à la pollution des cours d'eau suite aux inondations de l'été 2021
5521	Gusty Graas	Prolongation de l'autorisation de l'herbicide glyphosate
5522	Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen	Tests Covid-19 dans les écoles
5529	Martine Hansen	Règles de la quarantaine dans l'enseignement fondamental
5530	Mars Di Bartolomeo	Interdiction d'utilisation de certains pigments colorés dans l'encre du tatouage
5541	Marc Spautz	Besoin en personnel qualifié pour la transition énergétique
5543	Djuna Bernard	Année européenne de la jeunesse 2022
5544	Fred Keup	Imports d'électricité
5572	Marc Goergen	Décès liés aux armes à feu
5573	Marc Goergen	Limite d'âge pour la détention et l'utilisation d'armes à feu
5576	Fred Keup	Prêts pour la rénovation énergétique
5585	Georges Mischo	Répartition des centres de vaccination « Pop-up »
5586	Marc Goergen	Impact d'une obligation vaccinale sur la liberté des cultes
5588	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Coup d'État au Burkina Faso
5589	Mars Di Bartolomeo	Chèques-repas
5590	Myriam Cecchetti	Adoption de la nouvelle stratégie d'investissement du FDC
5598	Sven Clement	Maltraitance envers des personnes âgées dans les maisons de retraite
5602	Nathalie Oberweis	Traitement Covid-19
5608	Jeff Engelen	Missions de l'ADEM
5609	Paul Galles	Congé linguistique
5611	Sven Clement	Consultation du Registre national des personnes physiques par la Caisse pour l'avenir
5614	Fred Keup	Qualifications requises pour le personnel des CIPA
5617	Roy Reding	Convention entre le Gouvernement et radio ARA
5618	Roy Reding	Vaccins Covid-19 Novavax
5621	Jeff Engelen	Tests positifs Covid-19 dans le sport
5623	André Bauler	Zones de protection d'eau potable
5628	Max Hahn, Carole Hartmann, Claude Lamberty	Dépistage gratuit des troubles du langage « Bilan 30 »
5641	Gusty Graas, Carole Hartmann	Formulaire relatif aux effets indésirables en relation avec les vaccinations contre la Covid-19 proposé par la « Patientevertriedung »
5647	Jeff Engelen	Impact de la pandémie sur la chasse
5658	Semiray Ahmedova	Croissance des prix dans le secteur de construction
5659	Jean-Paul Schaaf	Information du propriétaire d'un immeuble des personnes inscrites à cette adresse
5665	Jeff Engelen	Mesures sanitaires dans les transports publics
5666	Gusty Graas	Attaques contre l'État de droit en Pologne
5667	Nathalie Oberweis	Tarification des transports pour traitements médicaux
5668	Marc Hansen	Interdiction des nitrites dans la charcuterie
5671	François Benoy	Découverte d'un phénomène de corrosion sur plusieurs réacteurs nucléaires français
5683	André Bauler	Fouilles archéologiques réalisées au lieu-dit Schinker dans la commune de Parc Hosingen
5687	Martine Hansen	Augmentation du prix des engrais
5690	Fernand Kartheiser	Congé syndical
5773	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Augmentations substantielles des primes d'assurances

Question 5256 (18.11.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**extension du parking du Lycée technique agricole Gilsdorf :**

De Lycée agricole zu Gilsdref ass déi eenzeg Schoul fir „landwirtschaftlech" Beruffer am Land. D'Schoulpopulatioun setzt sech aus jonke Fraen a Männer aus alle Regioune vum Grand-Duché zesummen. Vill vun hinnen huelen all Dag e laangen Hin- a Réckwee a Kaf, fir sech am Lycée agricole zu Gilsdref ausbilden ze loossen. Dacks ass fir si den Auto dat séierst an domat dat ideaalt Verkéiersmëttel, fir aus den Extremitéite vum Land op Gilsdref ze kommen, well de Wee mat Bus an Zuch ongeféier duebel sou laang dauert.

Déi ëffentlech Mobilitéits-App gëtt zum Beispill un, dass ee moies op der Gare Belval (Université) um 5.58 Auer an den Zuch klamme muss, fir am Idealfall um 7.52 Auer beim Lycée zu Gilsdref unzekommen - nodeems een eemol an en aneren Zuch an dann nach eng Kéier an e Bus ëmgeklommen ass. De Problem vun der Ubannung vum Lycée agricole zu Gilsdref un den ëffentleche Verkéiersreseau limitéiert sech awer net just op de Süde vum Land, vun Déierbech aus brauch een am beschte Fall gutt annerhallef Stonn, fir um 7.52 Auer do ze sinn.

Et verwonnert deemno net, dass ëmmer méi Schüler mam Auto fueren an a Kaf huelen, „wëll" laanscht d'Strooss ze parken a vun do aus zu Fouss iwwert d'Strooss a Richtung Lycée ze goen, well de Parking beim Lycée den Enseignanten, dem administrativen an technesche Personal an de Visiteure virbehalen ass.

Am Lycée agricole ginn des Weideren och vill Weiderbildungen ofgehal. Och dës Participantë komme mam Auto. Och fir si misste Parkplaze virgesi sinn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute stellen:

1. Ass den Här Minister gewëllt, no Léisungen ze sichen an zum Beispill de bestoende Parking vum Lycée op 2 Niveauen auszebauen? Wa jo, a wéi engem Zäitraum soll dat geschéien? Wann net, firwat net?

2. Wéi positionéiert den Här Minister sech par rapport zur Iddi, am Kader vum Neibau fir d'ASTA (Administration des services techniques de l'agriculture) um selwechte Site e Parkhaus opzeriichten an dat och fir d'Communautéit vum Lycée souwéi och fir d'Participantë vun de Weiderbildungen opzemaachen?

3. Ass den Här Minister gewëllt, bei der Äerenzdallgemeng ze intervenéieren, fir de Parking beim Lieudit „Bloen Eck" géint eng finanziell Bedeelegung vum Staat fir d'Schoulcommunautéit vum Lycée agricole zur Verfügung gestallt ze kréien an an deem Fall eng Navette anzeriichten? Wa jo, a wéi engem Zäitraum? Wann net, firwat net?

Réponse (07.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Et ass net virgesinn de bestoende Parking vum Lycée technique agricole (LTA) op 2 Niveauen auszebauen. D'Unzuel vun de Parkplaze gouf 2008 vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend festgehalen, op Basis vun den Informatioune vun der Direktioun vum LTA. Déi 100 Plaze stinn dem Léieran techneschem Personal, der Direktioun souwéi de Visiteuren an de Fournisseure vun der Schoul zur Verfügung. Fir d'Gefierer vum Lycée si Plaze bannen an och niewent de Gebaier virgesinn.

Sou wéi bei anere Schoulgebaier ass och de Parking vum LTA net fir d'Schüler geduecht. Ee Busquai um Site an ee Foussgängerwee aus der Rue Merten erméiglechen de Schüler de Site vum LTA och ouni Auto ze erreechen.

Ausserdeem sinn am modifizéierten allgemenge Bebauungsplang (PAG) vun der Gemeng Bettenduerf zwou sougenannte „servitudes d'urbanisation" fir d'Zone vum Parking definéiert. Als Kompensatiounsmoossnam fir déi initial Biotope muss deemno de Parking als permeabel Fläch ausgefouert ginn an zousätzlech mat Beem an Hecke beplanzt ginn, fir eng optimal Integratioun an d'Landschaft ze garantéieren.

Ee Parking op zwee Niveauen ass deementspriechend net konform mam PAG.

ad 2. De Bauprogramm vum Gebai vun der ASTA gesäit ee Parking vu ronn 64 Emplacementer vir. Et ass virgesinn eng Partie baussen an eng Partie ënnerierdesch am Gebai ze amenagéieren, fir d'Limitte vun der bestoender Zon fir ëffentlech Gebaier an Equipementer (Zone BEP) vum PAG vun der Gemeng Bettenduerf ze respektéieren.

D'Baufënster vum Gebai fir d'ASTA, déi 2014 duerch d'Modifikatioun vum PAG definéiert gouf, ass net grouss genuch, fir nach eng zousätzlech Konstruktioun wéi beispillsweis ee Parkhaus ze bauen.

ad 3. Nee, wéi aus der éischter Äntwert ervirgeet, gi fir den LTA déi selwecht Krittären ugewant wéi bei anere Schoulgebaier am Land an et gi keng Parkplaze fir Schüler virgesinn.

Question 5390 (15.12.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **parkings relais dans le canton de Remich :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3530 du 28 janvier 2021, Monsieur le Ministre énumère tous les projets de parkings relais qui ont été achevés récemment, respectivement qui se trouvent en phase de réalisation ou en planification. Il se trouve qu'aucun projet de P&R n'est prévu dans le canton de Remich.

Toutefois, de nombreux frontaliers y passent nos frontières avec l'Allemagne et la France, que ce soit à Remich, à Schengen ou encore à Mondorf. Le trafic frontalier à Remich ne cesse d'ailleurs de croître et, tel qu'annoncé, un nouveau couloir de bus sur la N2 à Remich est en planification.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les capacités actuelles en matière de parkings relais dans le canton de Remich ?

- Est-ce qu'un nouveau parking relais dans la région est prévu ? Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

- Existe-t-il des discussions avec les autorités allemandes et/ou françaises sur la création d'un parking du côté allemand et/ou du côté français ?

Réponse (07.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Pour ce qui est de l'Allemagne, les deux principaux axes routiers qui concernent le canton de Remich (A13, E29) offrent chacun un P&R du côté allemand du pont frontalier respectif. En effet, sur le couloir de l'A13, sur initiative de la commune de Perl, un P&R avec une centaine d'emplacements a été aménagé près du lycée. Ce P&R est connecté directement par une ligne de bus à la gare centrale (cadence en heure de pointe : 30 minutes). Sur l'E29, le P&R de Nennig Zoll avec 150 places près du poste frontalier est connecté par 2 lignes de bus au Kirchberg. D'autres P&R ne sont actuellement

pas prévus sur ces deux axes vu qu'actuellement les besoins sont couverts par ces installations.

En ce qui concerne la France et notamment l'axe de la N3, le P&R de Frisange, fortement sollicité, verra sa capacité passer de 260 emplacements à 750 emplacements. S'y ajoutent les 250 emplacements du nouveau P&R de Roussy-le-Village.

Question 5403 (17.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **conduite autonome :**

D'Regierung huet am Koalitiounsaccord ugekënnegt d'Innovatioun an der Automobilitéit ze ënnerstëtzen andeems d'Technologien, déi fir d'Realisatioun vum autonome Fuere gebraucht ginn, reglementéiert solle ginn.

A menge Froen N° 0508 an N° 5093 hat ech gefrot, ob déi lëtzebuergesch Stroosse fir d'autonoomt Fueren op zweeter Stuf ugepasst sinn. Aus den Äntwerte vum Minister ass ze interpretéieren, dass virun allem d'Autobunnen, wéinst dem héije Standard an der Stroossebeschëlderung an de Fuerbunnmarkéierungen, am fuertüchtegtste fir autonom Autoe sinn.

Am Automobillsecteur ginn et schonn Autoen ze kafen, déi d'autonoomt Fueren op drëtter Stuf erméiglechen. Bei eisem däitschen Noper krut elo Mercedes-Benz als éischten Autoshiersteller d'Fueren op der Stuf 3 vum Kraftfahrtbundesamt accordéiert.

D'Süddeutsche Zeitung schreift dozou:

„Als erster Hersteller darf Mercedes-Benz Autos verkaufen, bei denen der Fahrer in bestimmten Situationen die Hände vom Steuer nehmen und sich anderen Aufgaben widmen kann. Die Genehmigung dafür hat das Kraftfahrtbundesamt erteilt. […] Damit können Fahrer auf Autobahnen in Deutschland bis 60 Kilometer pro Stunde im wahrsten Sinne des Wortes das Lenkrad aus der Hand geben. Das System zeigt an, wann es verfügbar ist. Ist es aktiv, darf der Fahrer Mails schreiben, Filme schauen oder Spiele spielen. Falls das Auto in dieser Zeit einen Unfall verursacht, haftet nicht mehr der Mensch, sondern der Hersteller. Die Assistenzsysteme aller anderen Autobauer sind dagegen noch so ausgelegt, dass der Mensch immer in voller Verantwortung bleibt."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a fir Mobilitéit dës Fro stellen:

- An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5093 hat de Minister geschriwwen:

„Wat Verkéierskontrollen ubelaangt, si Gefierer, déi eng Deelautomatiséierung besëtzen, net anescht ze behandele wéi normal Gefierer, an dëst op mannst esou laang, wéi d'national Gesetzgeebung net d'Responsabilitéit vum Fuerer op den Auto verlagert, wat eréischt dann de Fall ka sinn, wann d'Gefier tatsächlech ka voll autonom fueren (Niveau 5), woubäi hei awer nach ze kläre bleift, wie responsabel ass, wann et zu engem Verstouss géif kommen."

• Wäert d'Regierung nach an dëser Legislaturperiod dofir suergen, dass d'autonoomt Fueren zu Lëtzebuerg op drëtter Stuf hei am Land erlaabt gëtt? Falls nee, a wéi engem Zäitraum kéint d'autonoomt Fueren hei am Land eng Realitéit ginn?

• Géing d'Regierung och de Wee aschloen, wéi an Däitschland, an d'Responsabilitéit beim autonome Fuere vum Fuerer op den Hiersteller transferéieren?

Réponse (07.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wéi den honorabelen Deputéierte festgestallt huet, gouf an Däitschland en éischten Automodell fir den ALKS (automated lane keeping systems - automatescht Hale vun der Spuer) no der UN-R157-Reegelung vun de Vereenten Natiounen zougelooss, dëst mat den implizitten Oploen, dass dës Technologie nëmmen op Autobunnen a bis 60 km/h a stau- oder stauähnleche Situatiounen agesat ka ginn.

Laut der UN-R157-Reegelung ass den ALKS follgendermoossen definéiert:

"'Automated Lane Keeping System (ALKS)' for low speed application is a system which is activated by the driver and which keeps the vehicle within its lane for travelling speed of 60 km/h or less by controlling the lateral and longitudinal movements of the vehicle for extended periods without the need for further driver input."

Aus dëser Definitioun gëtt kloer, datt dat Gefier, op dat den honorabelen Deputéierte verweist, grondsätzlech konform zu den Homologationsbestëmmunge receptionéiert gouf, woubäi d'Fuerfunktion, déi vum Auto kann iwwerholl ginn, op den ALKS limitéiert ass.

D'automatiséiert Gefierer vum Niveau 3 ginn nach e bëssen iwwert den ALKS eraus a fonctionéieren nom Prinzip, dass de Chauffer seng Opmierksamkeet net dauerhaft op de Stroosseverkéier riichte muss an dofir aneren Aktivitéiten nogoe kann, dëst awer nëmme bis zu deem Moment, wou d'Gefier verlaangt, dass de Fuerer d'Kontroll nees iwwerhuele soll.

D'Regierung ass bestrieft, d'autonoomt Fuere séier a korrekt ëmzesetzen. Lëtzebuerg setzt sech bei reglementareschen an techneschen Aarbechtsgruppe bei der UNECE op internationalem Niveau dofir an, d'autonoomt Fueren ze erméiglechen a grenziwwerschreidend ze harmoniséieren. 2020 huet Lëtzebuerg zesumme mat de belschen, de russeschen, de franséischen, de portugiseschen, de schweedeschen an de schwäizer Regierungen eng Propositioun agereecht, fir d'Wiener Konventioun iwwert de Stroosseverkéier an deem Sënn ofzeänneren, dass d'Fueren ouni Chauffer laut internationale Bestëmmunge méiglech ass.

Dës Propositioune goufen ugeholl a kënnen ab dem 14. Juli 2022 an déi jeeweileg national Gesetzgeebungen iwwerdroe ginn.

Wat d'Responsabilitéit beim autonome Fueren ugeet, gesäit d'UN-R157-Reegelung vir, dass den Hiersteller d'Haftung fir Infraktiounen iwwerhuele muss, soulaang de System eleng aktiv ass. Dëst bedeit deemno och, dass de Chauffer zu all Moment d'Kontroll iwwer säi Gefier iwwerhuele muss, soubal den automatiséierte System dat verlaangt. Dëst kann zu jidder Zäit virkomme wou de System an eng Geforesituatioun kënnt, mat där en net eens gëtt, oder wou et eng Decisioun ze huele gëtt, déi vum automatiséierte Gefier net ka geholl ginn.

Beim autonome Fueren um Niveau 3 läit d'Responsabilitéit deementspriechend bis zu engem gewëssene Grad beim Hiersteller, zu engem groussen Deel awer beim Chauffer, wann hie selwer fiert oder vum System dozou opgefuerdert gëtt.

Question 5424 (23.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**augmentation des trajets domicile-travail inférieurs à 1 km effectués à pied :**

2018 huet de Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur d'Broschür „Modu 2.0 - Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit" publizéiert an där eng Rei gréisser verkéierspolitesch Ëmgestaltungen ugekënnegt goufen, déi bis 2025 stufeweis sollen ëmgesat ginn. Op Säit 14 vun der Broschür gouf festgehalen, datt den Taux vu Leit, déi zu Fouss schaffe ginn, bei Trajete vu manner wéi engem Kilometer vu 56 op 95 Prozent soll gesteigert ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Transportminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit sinn hei insgesamt betraff? Wéi huet dës Zuel sech vun 2017 bis 2021 entwéckelt? Wéi een Undeel entfält op d'Personal vun de Gemengen?

2. Wéi huet sech den Undeel vu Leit, déi am uewe beschriwwene Sënn effektiv zu Fouss ginn, vun 2017 bis 2021 entwéckelt, ausgedréckt souwuel an absolutten Zuele wéi a Prozent?

3. Ass bekannt, wéi d'Zuelen tëschent deenen eenzele Joreszäite variéieren a wéi een Impakt d'Wiederkonditiounen hunn?

Réponse (08.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. 2017 goufen et pro Schaffdag ronn 50.000 Aarbechtstrajete vu manner wéi engem Kilometer. Dovu goufen der 28.000 zu Fouss zeréckgeluecht. En Aarbechtstrajet ass definéiert als Wee vun doheem, oder enger anerer Aktivitéit, op d'Aarbecht. Mat enger pronostikéierter Croissance vun 20 % wier 2025 mat 60.000 Trajeten ze rechnen. Vun dëse sollten der 57.000 zu Fouss zréckgeluecht ginn. Déi reschtlech 3.000 entfalen op schaffend Persounen, deenen et net méiglech ass, souguer kuerz Distanze vu ronn zéng Minutten zu Fouss zeréckzeleeën. Am Sondage 2017 goufen d'Leit net no hirem Employeur gefrot, dofir kann iwwer Gemengebeamte keng spezifesch Ausso gemaach ginn.

ad 2. Fir dës Evolutioun festzestellen, misst erëm eng Enquête wéi Luxmobil 2017 gemaach ginn. Deen Opwand ass ze grouss, fir an esou kuerzen Zäitofstänn widderholl ze ginn.

ad 3. Luxmobil gouf am Fréijoer 2017 duerchgefouert. Zu Lëtzebuerg gouf bis elo keng spezifesch Etude zur Wiederofhängegkeet vum Choix vum Verkéiersmëttel duerchgefouert.

Question 5455 (04.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **sportifs professionnels au Luxembourg :**

Zu Lëtzebuerg ginn et ëmmer méi professionell Sportler. Besonnesch an den Equippesportaarten huet d'Zuel an de leschte Jore staark zougeholl, an eng Rei Fussballveräiner hu komplett professionell Equippen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Sport- an Aarbechtsminister:

1. Wéi vill professionell Sportler schaffen aktuell zu Lëtzebuerg?

2. Wéi si si opgedeelt op déi verschidde Sportaarten?

3. Wéi ass d'Opdeelung no Geschlecht?

4. Wéi vill vun dëse professionelle Sportler si Lëtzebuerger, respektiv wéi ass d'Opdeelung no Nationalitéit?

5. Am Kader vun der Covidpandemie, a besonnesch wärend dem Lockdown, konnte professionell Sportler vum System vun der Kuerzaarbecht a vun der Ausgläichsentschiedegung profitéieren. Wéi vill professionell Sportler hunn dovu profitéiert?

Réponse commune (08.02.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Laut de statisteschen Zuele vun der Generalinspektioun fir d'sozial Sécherheet (IGSS) waren um 31. Mäerz 2021 no der Nomenklatur vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten „NACE" („93120 Activités de clubs de sports") 116 Persounen zu Lëtzebuerg ënnert dem Code profession „3421 Athlètes et sportifs de compétition" sozialversécher.

ad 2. Heizou ginn aus de Statistike keng Zuelen eraus ervir.

ad 3. De follgenden Tableau retracéiert d'Opdeelung vun de professionelle Sportler no Geschlecht:

Fraen	17
Männer	99
Total	116

ad 4. De follgenden Tableau retracéiert d'Opdeelung vun de professionelle Sportler no der Nationalitéit:

Lëtzebuerger	23
Amerikaner (USA)	31
Fransousen	26
Däitscher	8
Belscher	5
Aner Nationalitéiten	23
Total	116

ad 5. Am Joer 2020 hunn 110 vun den 116 Sportler als professionell Sportler geschafft. 99 vun hinnen hunn op d'mannst an engem Mount wärend der Period vu Mäerz 2020 bis Dezember 2020 de partielle Chômage ausbezuelt kritt.

Question 5465 (06.01.2022) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **reconnaissance d'une infection au Sars-CoV-2 comme équivalent à une dose vaccinale :**

L'Europe est actuellement aux prises de la vague au variant omicron et les campagnes de vaccination pour administrer la troisième dose vaccinale « booster » n'ont, pour la plupart des pays, pas réussi à accompagner voire devancer le rythme des nouvelles infections.

Alors que nombre de personnes sont infectées avant d'avoir pu se faire administrer leur dose « booster », certains pays dont l'Allemagne reconnaissent désormais une infection intervenue après un schéma vaccinal de base complet comme équivalent à une dose vaccinale, permettant ainsi aux personnes concernées d'avoir accès à leur certificat vaccinal « booster ».

Les Pays-Bas quant à eux reconnaissent une infection comme équivalente à une dose vaccinale si celle-ci intervient avant le début de l'immunisation par voie vaccinale.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre compte-t-elle rendre possible la reconnaissance d'une infection au Sars-CoV-2 comme équivalente à une dose vaccinale « booster » si elle survient dans un délai défini ?

2) Dans l'affirmative, combien de doses de vaccin pourraient être économisées ?

3) Les personnes concernées pourraient-elles bénéficier du certificat CovidCheck selon les mêmes modalités que les personnes ayant reçu leur dose « booster », c'est-à-dire pour une durée illimitée, conformément aux consignes européennes actuellement en vigueur ?

4) De manière générale, ne serait-il pas souhaitable de généraliser la reconnaissance d'une infection comme équivalente à une dose de vaccin et ce indépendamment du fait que cette infection se substituerait à la 1re, 2e ou 3e dose ?

Le graphique des taux d'incidence des personnes testées positives que le Gouvernement publie quotidiennement sur son site Internet covid19.public.lu, permet d'illustrer la variation de l'incidence selon le statut vaccinal des personnes testées positives.

5) Afin de mieux visualiser l'efficacité vaccinale, ne serait-il pas judicieux de ventiler dans ce graphique les courbes des personnes à schéma vaccinal de base complet et des personnes ayant reçu un « booster » ?

Réponse (07.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La question que l'honorable Député pose est complexe car elle comporte une partie médicale et de santé publique, et une partie administrative qui implique aussi, du moins idéalement, une concertation européenne et une gestion administrative cohérente des certificats numériques européens Covid.

Sur le plan médical, les données sont contradictoires et fortement débattues par les experts en virologie et en santé publique. En effet, une revue de la littérature scientifique récente permet de trouver aisément des articles scientifiques qui argumentent en faveur d'une bonne immunité induite par l'infection, que des articles qui suggèrent une réponse immunitaire très modeste induite par l'infection, notamment par le variant omicron. Cette incertitude a d'ailleurs conduit à des décisions contradictoires des différents pays. Comme exemple, la Suisse a étendu la validité du certificat de rétablissement après infection à 12 mois, alors que l'Allemagne l'a réduit à 3 mois et la France vient de le réduire à 4 mois avec l'argument que l'immunité acquise après infection diminue rapidement dans le temps.

Au Luxembourg, nous voyons actuellement aussi un nombre très élevé de réinfections chez des personnes qui avaient déjà eu une infection antérieurement ce qui fait craindre que l'immunité acquise de cette façon n'est pas vraiment protectrice par rapport à l'infection omicron. Un petit nombre de personnes sont maintenant à leur troisième, voire quatrième infection à Sars-CoV-2. À nouveau, les premières études scientifiques qui sortent sont contradictoires sur la protection conférée par l'infection omicron.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Par ailleurs, certains pays réfléchissent sur l'acceptation de l'infection comme un équivalent à une dose vaccinale, alors que d'autres insistent lourdement sur le fait qu'il faut compléter absolument le schéma de vaccination, même après une infection (p. ex. les « Centers of Disease Control and Prevention », CDC, aux États-Unis).

ad 1) Le Ministère de la Santé est d'avis qu'il faut rechercher un consensus européen en la matière et éviter qu'un pays implémente unilatéralement des décisions qui risqueraient de ne pas être reconnues par les autres pays européens et donc porter préjudice aux ressortissants luxembourgeois, notamment lors de déplacements à l'étranger. Il est vrai que certains pays considèrent maintenant cette option, et il est à prévoir que la discussion sera menée au niveau de comités européens concernés, notamment le Health Security Committee.

ad 2) Actuellement, environ 100.000 personnes sont en possession d'un certificat de rétablissement en cours de validité. Dans l'hypothèse évoquée par l'honorable Député, une partie de ces personnes n'auraient pas besoin de recevoir un vaccin supplémentaire. Il est cependant difficile de faire une estimation correcte du nombre précis, car la situation vaccinale de ces personnes est fortement variable : une partie n'est pas encore vaccinée du tout, une partie est vaccinée partiellement, une partie est déjà complètement vaccinée et certains refuseront de toute façon toute vaccination ou rappel.

ad 3) Selon le règlement européen 2021/953, une infection peut donner lieu à un certificat de rétablissement, mais pas à un certificat de vaccination. Les règles de codage des certificats, retenues dans un acte délégué, permettent de tenir compte d'une infection initiale afin de réduire par la suite à une injection seule le schéma vaccinal de base initial de deux injections, mais ne prévoit pas d'autres exceptions à l'heure actuelle.

ad 4) Il est renvoyé à la réponse sous le point 1, tout en précisant que ceci nécessiterait probablement l'établissement d'un certificat numérique européen Covid qui reprendra tout l'historique des vaccinations et/ou infections de la personne et qui ne se limite pas uniquement, comme c'est le cas actuel, à documenter la dernière vaccination (avec numéro de séquence) ou infection seulement. L'établissement d'un tel certificat complet a déjà fait l'objet de discussions au Health Security Committee.

ad 5) Le rapport hebdomadaire sur la Covid-19 au Luxembourg, qui est publié chaque mercredi, com-

porte le graphique demandé par l'honorable Député.

Question 5473 (06.01.2022) de **Mme Chantal Gary** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**offre en liaisons de trains de nuit :**

Selon des déclarations du ministre français délégué chargé des Transports, le Gouvernement français souhaite lancer, entre 2026 et 2030, plusieurs trains de nuit avec l'ambition de multiplier les liaisons nocturnes entre capitales européennes. Mais outre des lignes de train de nuit au départ de Paris vers des capitales européennes, le ministre français a également évoqué une liaison au départ de l'est de la France vers l'Espagne, qui relierait Strasbourg et Luxembourg à Barcelone, en passant par Metz, Nancy, Montpellier et Perpignan. Également intéressant pour les utilisateurs luxembourgeois, le ministre a par ailleurs cité une liaison nocturne entre Metz et Genève comme projet envisageable.

Cette annonce, à la fin de l'année européenne du rail 2021, est intervenue presque exactement 12 mois après l'annonce des quatre compagnies ferroviaires Deutsche Bahn, SNCF, CFF/SBB et ÖBB de créer six nouvelles liaisons de trains de nuit d'ici 2024. Il s'agit donc d'une véritable renaissance des trains de nuit en Europe et d'un changement de cap important.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir davantage d'informations sur la réalisation de la ligne de train de nuit entre Luxembourg et Barcelone ?

2) Est-ce que le Luxembourg et la société CFL sont associés au développement de cette ligne ?

3) Est-ce que d'autres liaisons ferroviaires internationales avec Luxembourg-ville comme arrêt - de nuit ou de jour - sont actuellement à l'étude ?

4) Quel bilan Monsieur le Ministre tire-t-il de l'année européenne du rail 2021 ? L'année 2021 était-elle une année favorable pour le développement des transports ferroviaires en général ?

5) Quels sont les autres initiatives ou engagements du Gouvernement en faveur du rail au niveau européen ?

Réponse (07.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Il s'agit pour l'instant de l'annonce d'une volonté politique. À ce stade, les CFL, qui devront mettre en place un modèle commercial avec les autres entreprises ferroviaires, n'ont pas encore connaissance d'un projet spécifique ou de démarches concrètes en ce sens dans les pays voisins concernés.

ad 2) Mon Ministère reste en contact avec les gouvernements voisins et les instances européennes pour donner l'impulsion nécessaire.

Les CFL sont en contact régulier avec la SNCF. Lors de ces échanges, l'intérêt des CFL et du Luxembourg a été exprimé pour être associés aux réflexions le moment où un tel projet, ou des projets similaires, se concrétiseront.

Les CFL estiment en effet que ce projet, de par ses caractéristiques (distance, absence de concurrence directe par une ligne TGV, destination avec un certain potentiel), peut être un projet réalisable et intéressant pour la clientèle du Luxembourg.

ad 3) Le principal autre axe qui se prête au développement d'une telle liaison de nuit serait l'axe Bruxelles–Luxembourg–Suisse–Italie. De même, une liaison de jour rapide (via la LGV Est) vers la Suisse serait intéressante. Cependant, il n'existe à l'heure actuelle pas de projets concrets au niveau des entreprises ferroviaires européennes.

ad 4) À l'initiative de la Commission, l'année européenne du rail a eu pour principal symbole le train « Connecting Europe Express ». Essentiellement consacré au trafic voyageurs, ce train a fait une halte au Luxembourg le 5 octobre 2021, avec un évènement dédié au fret. Cet évènement a permis de mettre en avant les investissements du Luxembourg dans les infrastructures ferroviaires et les activités fret autour du terminal intermodal de Bettembourg–Dudelange. Le train « Connecting Europe Express » a toutefois été surtout suivi par le secteur ferroviaire et les représentants politiques nationaux et européens en charge de la question des transports, et n'a eu que très peu de répercussions auprès du grand public ou des secteurs économiques et industriels. La circulation de train à travers l'Europe a également permis de mettre en évidence les lacunes au niveau du réseau européen en matière d'interopérabilité et du manque d'investissement de certains pays.

Nous pouvons néanmoins retenir que l'année du rail a permis d'alimenter une dynamique au niveau européen qui doit perdurer dans les prochaines années, à savoir mettre les transports et notamment le transport ferroviaire au cœur des politiques de lutte contre le réchauffement climatique et en le définissant comme « colonne vertébrale » de la mobilité.

De manière plus générale, l'année 2021 confirme une tendance de fond, à savoir la volonté des entreprises et industries de mettre en œuvre des politiques de responsabilité sociale (en matière environnementale, sociale/sociétale et de gouvernance), qui se traduit notamment par un intérêt croissant pour le transport de marchandises par rail.

ad 5) Sur initiative de l'Allemagne, j'ai cosigné en 2021 une lettre d'intention avec d'autres États européens concernant la mise en place de nouvelles lignes transfrontalières (Trans-Europ-Express 2.0) et plus particulièrement des trains de nuit. Parallèlement, le Luxembourg a soutenu la France et la Belgique afin que ces pays obtiennent des subventions européennes afin qu'ils puissent avancer et finaliser les travaux de modernisation de la ligne Luxembourg–Bruxelles, respectivement du sillon lorrain Luxembourg–Metz.

Afin d'uniformiser le réseau européen, les représentants et les experts de mon Ministère travaillent avec la Commission européenne et les autres pays membres pour la rédaction d'une mise à jour du règlement TEN-T (réseau transeuropéen de transport) qui définira un cadre commun à atteindre aux horizons 2030, 2040 et 2050 pour tous les moyens de transport et plus particulièrement le rail (longueur des trains de marchandises, système de sécurité, gabarit, etc.).

Le Gouvernement supporte également les projets de digitalisation liés au rail, à savoir le développement du réseau 5G le long du chemin de fer et particulièrement sur les lignes transfrontalières en collaboration avec nos pays voisins. Cette technologie permettra entre autres la mise en place de la conduite semi-automatisée des trains, ce qui permettra d'augmenter encore la sécurité, la cadence des trains et garantir une circulation des trains plus résiliente puisque les accélérations et freinages seront optimisés (économie d'énergie). Dans le domaine des trains de marchandises, le Luxembourg soutient le développement des DAC (couplage automatique digital) qui permettra d'optimiser le temps nécessaire pour la composition des trains de marchandises.

Question 5485 (10.01.2022) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**élaboration du projet du troisième plan de gestion prévu par la directive-cadre sur l'eau :**

Dans le cadre de l'élaboration du projet du troisième plan de gestion, tel que prévu par la directive-cadre sur l'eau, une consultation du public a été lancée le 17 avril 2021. Ainsi les citoyens avaient la possibilité de soumettre leurs observations et remarques jusqu'au 17 octobre ; le délai pour les communes pour soumettre leur avis était fixé au 17 novembre. Pendant ce temps un certain nombre de séances d'information ont également été organisées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de remarques de la part de citoyens ont été soumises ?

2) Combien de communes ont soumis un avis relatif au projet du troisième plan de gestion ?

3) Combien de personnes ont participé aux différentes séances d'information qui ont été organisées ?

4) Quelles suites Madame la Ministre entend-elle donner aux remarques et avis soumis ?

5) Quand une version définitive du projet du plan de gestion pourra-t-elle être présentée ?

Réponse (07.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Au total, 92 observations ont été transmises par des ministères, des administrations étatiques, des communes, des associations, des partenariats de cours d'eau ainsi que des citoyens jusqu'au 31 janvier 2022 au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. Il y a lieu de souligner qu'afin de tenir compte du fait que beaucoup de communes ont été affectées par les inondations du 14/15 juillet 2021, des observations qui ont été envoyées au-delà des délais fixés ont également été pris en compte, sous condition que ces observations aient été envoyées avant le 31 janvier 2022.

4 citoyens ont adressé des observations à l'égard du projet du troisième plan de gestion au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

ad 2) Au total, 71 communes ont soumis, jusqu'au 31 janvier 2022, un avis relatif au projet du troisième plan de gestion des parties luxembourgeoises des districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse. Il s'agit des administrations communales suivantes : Bech, Beckerich, Berdorf, Bertrange, Bettembourg, Bettendorf, Betzdorf, Bissen, Boulaide, Bourscheid, Bous, Clervaux, Consdorf, Contern, Diekirch, Differdange, Dippach, Ell, Esch-sur-Alzette, Esch-sur-Sûre, Feulen, Flaxweiler, Garnich, Grosbous, Grevenmacher, Habscht, Hesperange, Junglinster, Käerjeng, Kayl, Kehlen, Kopstal, Lac de la Haute-Sûre, Larochette, Lenningen, Leudelange, Lintgen, Lorentzweiler, Mamer, Manternach, Mersch, Mertert, Mertzig, Mondercange, Mondorf-les-Bains, Niederanven, Nommern, Parc Hosingen, Pétange, Rambruch, Reckange-sur-Mess, Reisdorf, Roeser, Rosport-Mompach, Saeul, Sandweiler, Schieren, Schifflange, Stadtbredimus, Steinfort, Steinsel, Strassen, Useldange, Vichten, Ville de Luxembourg, Wahl, Walferdange, Weiswampach, Wiltz, Wincrange et Winseler.

ad 3) En date du 4 mai 2021, une réunion plénière a été organisée avec la participation de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, une représentante de la Commission européenne et l'Administration de la gestion de l'eau. 139 personnes ont participé à cette réunion qui a eu lieu par vidéoconférence. L'enregistrement de cette conférence peut être visualisé sur le site Internet de l'Administration de la gestion de l'eau[1] 117 personnes ont visualisé la réunion après le 4 mai 2021.

Par ailleurs, 3 tables rondes ont été organisées sur 3 thématiques importantes liées à la protection des ressources en eau. Lors de chacune de ces tables rondes 5 acteurs travaillant dans des domaines différents, mais ayant tous un lien avec le volet de l'eau, ont présenté leurs vues et solutions concernant la thématique traitée. Ces tables rondes peuvent également être visionnées sur le site Internet de l'Administration de la gestion de l'eau. Le nombre de personnes ayant regardé l'enregistrement des tables rondes sur Internet n'est pas connu.

Table ronde du 24 juin 2021 - Liewe mam Waasser

La table ronde portait sur la thématique « Vivre avec l'eau - Pollutions ponctuelles et diffuses par les nutriments et autres polluants : des solutions pour une meilleure qualité de l'eau ».

Autour de la table ont discuté des représentants de l'Administration de la gestion de l'eau, de la fondation « Hëllef fir d'Natur » de « natur&ëmwelt », de l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils (OAI), de l'association Aluseau ainsi que de l'association « Jongbaueren a Jongwënzer ».

Au total, 115 personnes ont assisté en direct à cette réunion.

Table ronde du 30 juin 2021 - Liewen um Waasser

La table ronde portait sur la thématique « Rendre de l'espace aux cours d'eau : Solutions pour des milieux aquatiques dynamiques » et a regroupé des représentants de l'Administration de la gestion de l'eau, de la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs, du partenariat de cours d'eau Haute-Sûre, de la Chambre d'Agriculture ainsi que de la Direction des énergies renouvelables du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

Au total, 68 personnes ont assisté en direct à cette réunion.

Table ronde du 7 juillet 2021 - Liewe vum Waasser

Cette table ronde portait sur la thématique « Assez d'eau pour tous : Solutions pour une utilisation durable de l'eau ». Les participants étaient des représentants de l'Administration de la gestion de l'eau, de l'association Aluseau, du « Lëtzebuerger Landesuebstbauveräin », du Mouvement écologique ainsi que de la Fédération des industriels luxembourgeois (Fedil).

Au total, 50 personnes ont assisté en direct à cette réunion.

En outre, une journée de travail a été organisée en date du 9 juin 2021 avec des acteurs clefs travaillant dans le domaine de la mise en œuvre de mesures visant la protection de l'eau (partenariats de cours d'eau, animateurs Natura 2000, animateurs ressources en eau potable, représentants d'administrations étatiques).

Au total, 130 personnes ont participé à cette journée de travail.

ad 4) L'ensemble des avis et des remarques soumis a été évalué par l'Administration de la gestion de l'eau et par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. En fonction de la nature des observations (par exemple suggestion d'intégrer respectivement d'adapter des mesures du projet du programme de mesures, manque de clarté dans les textes), des adaptations au projet du plan de gestion ou au projet du programme de mesures qui fait partie intégrante du plan ont été apportées. Plusieurs remarques concernaient également les suggestions de la part des acteurs d'identifier la localisation exacte de certaines mesures. À cette fin des efforts seront menés pour ajouter la majorité des mesures hydromorphologiques également sur le géoportail. En effet les mesures d'assainissement prévues y sont déjà répertoriées. En tenant compte de certaines observations soumises dans le cadre de la consultation du public et des conclusions tirées lors des tables rondes voire de la journée de travail, Madame la Ministre souhaite améliorer davantage dans les mois et années à venir la communication ainsi que la participation active notamment des acteurs travaillant sur le terrain dans la mise en œuvre des mesures prévues dans le programme de mesures.

ad 5) Il est prévu que la version définitive du troisième plan de gestion des parties luxembourgeoises des districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse sera présentée le 22 mars 2022, lors de la journée mondiale de l'eau.

[1] Consultation du public en vue de l'élaboration du 3e plan de gestion - Séances plénières et d'information - Administration de la gestion de l'eau // Le Gouvernement luxembourgeois.

Question 5486 (10.01.2022) de **Mme Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **violences au centre de l'Unité de sécurité (Unisec) à Dreiborn :**

An engem Communiqué vum 9. Januar schreift d'Police, dass sech an der „Unité de sécurité - Unisec" am CSEE zu Dräibuer ee Grupp vu Jugendleche geweigert hunn, an hir Zellen ze goen. Nodeems d'Policebeamten op der Plaz versicht hunn ze vermëttele fir déi Jugendlech dozou ze bréngen, an hir Zëmmeren ze goen, hunn dës an der Folleg Géigestänn op d'Beamte geworf a se sinn och handgräiflech ginn. Dobäi goufen 3 Policebeamte verletzt.

Zwee vun deene 6 Jugendleche goufen op Uerder vum Parquet op Schraasseg an de Prisong bruecht. 4 Mataarbechter vun der Unisec an 3 Jugendlecher hu misse fir eng Kontroll an d'Klinik. Och koum et zu erhieflechem materielle Schued.

Opgrond vun dësem Virfall wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Policeminister stellen:

1. Sinn et speziell Grënn ginn, firwat sech déi 6 Jugendlech dogéint gewiert hunn, fir an hir Zell zréckzegoen? Huet sech de Konflikt tëscht dëse Jugendlechen an dem Personal vun der Unisec an iergendenger Manéier am Virfeld schonn ugekënnegt gehat?

2. Koum et zu änleche Virfäll an der rezenter Vergaangenheet, wou d'Mataarbechter vun der Unisec um Punkt waren d'Police ze ruffen, et awer net gemaach oder gebraucht hunn?

3. Wéi eng Faite ginn deenen 2 Jugendlechen, déi an de Prisong op Schraasseg verluecht goufen, à la base reprochéiert?

Den Transfert vu Jugendlechen op Schraasseg werft op en Neits déi leideg Fro op, ob Jugendlecher op Schraasseg gehéieren. An d'Äntwert ass do kloer, obschonn d'Gesetz esou Transferten erméiglecht.

4. Ass d'Madamm Ministesch sech der Urgence nom Bau vun zousätzleche Strukture respektiv dem Ëmbau vu bestoenden Immobilie fir Jugendlech, deene méi schwéier Vergoen zu Laascht geluecht ginn, bewosst?

5. Wou ass d'Planung no dëse Strukturen oder d'Sich no Gebailechkeeten drun, wëssend, dass esou Projeten net vun haut op muer kënne realiséiert ginn?

D'Madamm Ministesch huet sech fir 2021 d'Fäerdegstelle vun de Gesetzesprojeten iwwert de Jugendschutz an d'Jugendstrofrecht virgeholl gehat.

6. Wéini beabsichtegt d'Madamm Ministesch, d'Chamber mat engem oder zwee Gesetzesprojet(en) iwwert de Jugendschutz respektiv d'Jugendstrofrecht ze saiséieren?

Réponse commune (23.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Et gi keng eendeiteg identifiabel Grënn firwat sech déi Jugendlech gewiert hunn, op hir Kummeren zréckzegoen. De Konflikt ass éischter op eng negativ Gruppendynamik zréckzeféieren, och well verschidde Jonker, déi zu deem Zäitpunkt an der Unisec waren, sech scho länger kannt hunn. Eng änlech Situatioun gouf et schonn um Virowend vum 8. Januar 2022, déi awer konnt am Dialog geléist ginn.

ad 2. Virum Weekend vum 8. Januar 2022 gouf et keng Situatiounen, an deenen d'Police an der Unisec huet missen intervenéieren.

ad 3. Et handelt sech ëm eng lafend Enquête wourop d'Ministeren, opgrond vun der Gewaltentrennung, keng Positioun bezeie kënnen.

ad 4. + 5. Fir d'éischt sief bemierkt, datt den neien Avant-projet de loi virgesäit, datt kee Mannerjärege méi dierf an en Erwuesseneprisong placéiert ginn. Dëst bréngt effektiv mat sech, datt d'Strukture mussen adaptéiert ginn. An deem Kontext ass d'Planung vun enger Struktur fir Mannerjäreger amgaangen. Esoubal dës Planung ofgeschloss ass, gëtt d'Resultat dovunner der Chamber virgestallt.

ad 6. D'Gesetzesprojeten iwwert d'Jugendstrof- an d'Jugendschutzrecht ginn nach virun Ouschteren 2022 an de Regierungsrot, fir duerno an der Chamber deposéiert ze ginn.

Question 5487 (10.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **formation continue des bénévoles du CGDIS :**

Virun der Reform vum Rettungsdéngscht war et esou, datt Leit, déi am ëffentlechen Déngscht geschafft hunn a Coursë bei der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter gemaach hunn, dës Coursë ganz einfach als Weiderbildung ugerechent kruten.

Elo soll et esou sinn, datt dëst net méi méiglech ass an datt Leit, déi ee Cours beim INFS (Institut national de formation des secours) absolvéieren, sech selwer beméie mussen, fir dës Weiderbildung eventuell beim INAP (Institut national de l'administration publique) unerkannt ze kréien.

Anerersäits mussen déi Leit, déi haaptberufflech beim CGDIS schaffen, dës Démarchë beim INAP net ënnerhuelen. Si kréien hir Coursen, déi si beim INFS beleeën, automatesch vum ëffentlechen Déngscht unerkannt.

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un d'Madamm Banneminister an un de Minister fir d'Fonction publique:

- Firwat gëtt et elo, wéi et schéngt, dësen Automatismus net méi? Firwat gëtt eng Weiderbildung vun engem Fräiwëllege vum CGDIS beim INFS net méi automatesch vum INAP unerkannt?

Réponse commune (07.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Fir als Staats- oder Gemengebeamten eng Formatioun op sengem Formatiounskont unerkannt ze kréien, ginn et um Niveau vun der Prozedur dräi Optiounen:

1. Den Agent mécht eng Formatioun aus dem Katalog vum Institut national d'administration publique (INAP)

An dësem Fall brauch den Agent keng Schrëtt ze ënnerhuele fir d'Formatioun op sengem Formatiounskont unerkannt ze kréien. Dëst geschitt „automatesch" duerch d'Gestioun vun der Formatioun duerch d'Personal vum INAP.

2. Den Agent mécht eng Formatioun, déi seng Verwaltung am Kontext vun hirem Formatiounsplang organiséiert huet

D'Verwaltung schéckt dem INAP eng Formatiounsdemande. No der Validatioun vun dëser Demande hëlt den INAP déi néideg Donnéeë vun der Formatioun an dem Agent op, an no der Formatioun erkennt den INAP d'Formatioun vum Agent op sengem Formatiounskont un. Dëst geschitt „automatesch" duerch d'Gestioun vun der Formatioun duerch d'Personal vum INAP.

3. Den Agent mécht eng Formatioun ausserhalb vum Formatiounskatalog vum INAP an ausserhalb vum Formatiounsplang vu senger Verwaltung

All Formatioun, déi net am direkte Kader vum INAP respektiv dem Agent senger Verwaltung gemaach gëtt, muss „assimiléiert" ginn. Dës Demarche vun der „Assimilatioun" muss vum Agent selwer initiéiert ginn, andeems d'Agente vum Staat dem Minister fir d'Fonction publique, respektiv d'Agente vun de Gemengen dem Inneminister hir Demande, iwwert d'Voie hiérarchique, zoukomme loossen. No der Validatioun vun der Demande, gëtt dem Agent d'Decisioun matgedeelt esou wéi och den aktualiséierte Formatiounskont geschéckt.

En haaptamtleche Pompjee vum CGDIS zum Beispill, deen eng Formatioun beim Institut national de formation des secours (INFS) absolvéiert huet, kritt seng Stonne souwuel op säin INFS-Kont gebucht wéi och op säi Kont beim INAP, nodeems déi Stonnen iwwert de CGDIS beim INAP ugefrot gi sinn. Et ass och esou, dass déi haaptamtlech Pompjeeën hir Formatioun exklusiv beim INFS maachen an net um INAP.

E fräiwëllege Pompjee, deen also beim ëffentlechen Déngscht schafft an eng Formatioun beim INFS mécht, kritt seng Stonnen automatesch op säin INFS-Kont gebucht, souwéi och op säin INAP-Kont, nodeems en se iwwert seng Verwaltung beim INAP ugefrot huet. E fräiwëllege Pompjee, deen awer bei engem private Patron schafft a keen INAP-Kont huet, kritt seng Formatiounsstonne just op säin INFS-Kont gebucht.

Deemno gëtt et an deenen zwee éischte Fäll e gewëssenen Automatismus bei der Unerkennung vu Formatiounen um Formatiounskont vum Agent, deen et awer net gëtt - an och nach ni ginn ass - wann en Agent ausserhalb vum Formatiounskader vum INAP, respektiv dem Formatiounsplang vu senger Verwaltung, eng Formatioun wëll unerkannt kréien.

En Automatismus huet et virun der Kreatioun vum CGDIS net ginn, ausser an deene Fäll wou e Fräiwëllegen, deen am ëffentlechen Déngscht ugestallt war, eventuell eng Formatioun beim INAP selwer gemaach huet. Dass d'INFS-Formatioune vun deenen Agentinnen an Agenten, déi beim CGDIS ugestallt sinn, automatesch vum INAP unerkannt ginn, mécht iwwerdeems Sënn, well der vill vun hinnen exklusiv beim INFS forméiert ginn. Doriwwer eraus halen och eng Rei INFS-Formateure Formatioune beim INAP.

Question 5496 (13.01.2022) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **chaudières à granulés de bois :**

Am Artikel „Wood burners cause nearly half of urban air pollution cancer risk-study", deen den 3. Januar um Site vun der englescher Zeitung „The Guardian" publizéiert gouf, heescht et, datt d'Verbrennung vun Holz déi wichtegst Quell fir Feinstëbspartikelen an de Stied duerstellt. Den Undeel, deen hei entsteet, läit dem genannten Artikel no wäit iwwert dem Undeel vum Stroosseverkéier, d'Gefierer mat Dieselmotor abegraff. Ausser de Kamäiner, déi a vereenzelte Privathaiser an éischter Linn aus atmosphäresche Grënn genotzt gi fir ze hëtzen, gëtt Holz zu Lëtzebuerg a privaten an ëffentleche Gebaier virun allem a Pelletheizunge verbrannt. An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro Nummer 5306 no Pelletheizungen am lëtzebuergeschen Energiemix huet d'Regierung ënner anerem dat hei geschriwwen: „Zurzäit sinn, an ëffentleche Gebaier vum Staat, konkreet siwe weider Pelletheizunge geplangt."

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung nach gär dës Nofroe stellen:

1. Sinn der Regierung dës schiedlech Niewewierkunge vu Pelletheizunge bekannt? Wa jo, wéi reagéiert si dorop?

2. Op wéi eng Manéier gouf dësen Niewewierkunge vu Pelletheizunge bei vergaangenen Installatiounen an ëffentleche Gebaier Rechnung gedroen?

3. Op wéi eng Manéier gëtt dësen Niewewierkunge vu Pelletheizunge bei den aktuellen Installatiounen an ëffentleche Gebaier Rechnung gedroen?

4. Wéi eng Quantitéit un Äschen entsteet zu Lëtzebuerg alljoers duerch den Asaz vu Pelletheizungen an ëffentleche Gebaier? Op wéi eng Manéier gi se ëmweltgerecht entsuergt?

Réponse commune (23.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. An dem zitéierten Artikel vun der englescher Zeitung „The Guardian" geet allgemeng rieds vun Holziewen. Bekanntlecherweis hunn awer Pelletheizungen wesentlech méi niddereg Stëbsemissiounen ewéi besipillsweis Holziewen, déi mat Stéckholz bedriwwe ginn oder Holzhackschnitzelanlagen.

D'geännert groussherzoglecht Reglement vum 7. Oktober 2014 iwwert Feierungsanlagen, déi mat flëssegen oder feste Brennstoffer bedriwwe ginn an eng Leeschtung tëschent 7 kW an 1 MW hunn, mécht Virschréften, wat d'Stëbsemissioune vun Holzheizungen ugeet. Holzheizungen, déi nom 1. Januar 2016 a Betrib geholl ginn, däerfen net méi ewéi 30 mg/m³ Stëbs ausstoussen. D'Iwwerpréiwunge vun den Emissioune vun den Holzheizungen weisen, datt d'Pelletheizungen generell vill méi niddreg Emissiounen opweisen ewéi Heizungen, déi mat Holzhackschnitzel oder Stéckholz bedriwwe ginn.

Dat groussherzoglecht Reglement vum 24. Abrëll 2018 iwwert d'Emissioune vu mëttelgrousse Feierungsanlagen (Anlage mat enger Leeschtung tëschent 1 MW a 50 MW) schreift fir de Stëbs och Grenzwäerter vir fir Anlagen, déi mat Holz bedriwwe ginn. Bei allen Anlagen, déi bis den 20. Dezember 2018 a Betrib geholl goufen, sinn dat 30 mg/m³. Bei Anlagen, déi nom 20. Dezember 2018 a Betrib geholl goufen, sinn dat 30 mg/m³ fir Anlage mat enger Leeschtung tëschent 1 MW an 20 MW, an 20 mg/m³ fir Anlage mat enger Leeschtung tëschent 20 MW a 50 MW.

Pellets vis-à-vis vun Holzhackschnitzel oder Stéckholz verbrenne méi kontrolléiert a propper. An deem Kontext gëtt am Kader vun de staatleche Subventiounen (PRIMe House) vun 2022 un zousätzlech e Filter fir nei Pelletheizunge virgeschriwwen, an d'Norüste vu Filtere bei bestoenden Anlage gëtt och subsidéiert.

ad 2. D'Pelletheizungen, déi d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten an de leschte Joren installéiert huet, halen déi jeeweils gülteg gesetzlech Grenzwäerter an, déi fir esou Heizunge gëllen, wou néideg mëttels Ofgasfilteranlagen.

ad 3. Déi aktuell an och déi zukünfteg Pelletheizungen, déi an de Projete vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute virgesi sinn, wäerten deenen deen Ament gültege Grenzwäerter Rechnung droen an déi dofir néideg Filtertechnik opweisen.

ad 4. D'Entsuergung vun den Äschen aus de Pelletheizungen ënnerläit dem Occupant vum jeeweilege Gebai a gëtt am Prinzip vu spezialiséierten Entreprisen assuréiert.

Question 5499 (14.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **présence d'un loup dans la région de Wincrange :**

Zënter e puer Jore ginn zu Lëtzebuerg an an der Ëmgéigend ëmmer méi Wëllef an der fräier Natur gesiicht. Dës Woch gouf bei Wëntger nach een Deier gesinn an och fotograféiert, wéi an engem Artikel op rtl.lu vum 13. Januar ze liesen ass. Et ass eng erfreelech Nouvelle, dass an eiser heemescher Fauna erëm wëll Déieren optauchen, déi opgrond vum Mënsch virun honnert Joer bal komplett ausgerott goufen. Et gëllt elo ze kucken, dass dës Déieren sech och hei am Land usidele kënnen. Dofir gouf 2017 een Aktiouns- a Managementplang op d'Bee gesat, fir de korrekten Ëmgang mat de Wëllef, wann se erëm optauchen, ze reegelen.

De Wollef ass eng Déierenaart, déi ënnert der CITES-Konventioun an deemno op europäeschem Niveau geschützt ass. Hei zu Lëtzebuerg ass d'Déier duerch verschidde Gesetzer a groussherzoglech Reglementer geschützt, soudass enger potenzieller Usiidlung vum Déier bei eis näischt am Wee stoen dierft.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet d'Naturverwaltung Kenntnis vu weidere Wëllef, déi hei am Land ënnerwee sinn? Falls jo, wéi vill Wëllef zirkuléieren aktuell zu Lëtzebuerg?

2. Wéi eng Sanktiounen erwaarden eng Persoun, déi bei enger Juegd ee Wollef erschéisst?

3. Wéi eng Sanktiounen erwaarden eng Persoun, déi ee Wollef verletzen oder doutmaachen?

4. Ass de Ministère mat der Jeeërfederatioun souwéi de Bauerenassociatiounen a Kontakt, fir d'Jeeër iwwert d'Presenz vum Wollef an den Aktiounsplang opzeklären? Sinn an deem Beräich speziell Formatioune fir d'Jeeër a Bauere virgesinn?

5. Wéi am Gestiounsplang vum Ministère ze liesen ass (Säit 31), wieren Accidenter mat Autoen eng vun de gréisste Gefore fir d'Wëllef. Lëtzebuerg huet ee vun den dichteste Stroossennetzer op der ganzer Welt, wat net förderlech ass fir d'Iwwerliewe vum Wollef. Am Fall, wou ee Wollef ugestouss gëtt, wéi sollen d'Leit reagéieren? Wien hëlt an esou Fäll d'Decisioun, ob ee verletzten Déier gerett oder doutgemaach gëtt?

6. Ginn d'Doudesfäll vu geschützten Déierenaarten (Wollef, Fuuss etc.) vum Ministère an engem Rapport festgehalen?

Réponse (23.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Nee, d'Naturverwaltung huet keng Kenntnis vu weidere Wëllef. D'Philosophie vun dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Naturverwaltung an deem Dossier ass total Transparenz. Wann ee Wollef detektéiert gëtt, gëtt dat via d'Press matgedeelt.

ad 2. + 3. De Wollef ass eng integral geschützten Aart. Wann ee Mënsch ee Wollef géif blesséieren oder doutmaachen, géif ee Procès-verbal un de Parquet geschéckt ginn wéinst enger Infraktioun zum Naturschutzgesetz. Wéi do d'Sanctioun géif ausgesinn, géif dann ee Riichter decidéieren. Am Naturschutzgesetz si Strofe vun 251 € bis 750.000 € an/oder 8 Deeg bis 6 Méint Prisong fir Infraktioune virgesinn. Am Fall wou bei enger Juegd ee Jeeër géif ee Wollef erschéissen, wier zousätzlech eng administrativ Strof (Retrait vum Juegdschäin) iwwert d'Juegdgesetz virgesinn.

ad 4. Entre-temps dierft bal jidderengem bekannt sinn, dass den Aktiouns- a Managementplang mat allen Acteuren zesummen ausgeschafft ginn ass, also vun insgesamt 18 Auteuren, wou och d'Chambre d'Agriculture an déi zwou Jeeërvereenegungen derbäi waren. Jiddereen, dee sech fir dee Plang interesséiert, kann deen och um Internet op www.emwelt.lu op Däitsch an op Franséisch liesen. All Bauer, all Juegdpiechter an all Schofsziichter krut esou ee Plang geschéckt. De Groupe de pilotage, deen de Plang ausgeschafft huet, gesäit sech eemol d'Joer fir de Joeresbilan.

Et sinn och säit 2015 ronn 20 ëffentlech Presentatiounen ofgehale ginn, wou iwwert de méigleche Retour respektiv iwwert de Retour vum Wollef geschwat gouf, déi vun iwwer 4.200 Leit besicht goufen, dorënner ganz vill Baueren a Jeeër. Den 3. Mäerz 2022 um 19.30 ass am Kader vum World Wildlife Day 2022 nees esou eng Presentatioun, organiséiert vun der Naturverwaltung, dem Naturmusée an der Gemeng Wëntger. Den éierewäerten Deputéierten ass häerzlechst invitéiert déi nozelauschteren. Aschreiwe kann ee sech ënnert dësem Link: https://gd.lu/4rBwbw.

ad 5. Wéi bei all blesséierten Déiere sollten d'Leit der Police oder dem Fierschter Bescheed soen. Am Gestiounsplang ass och ze liesen (Säit 46), dass bei liicht blesséierte Wëllef keen Handlungsbedarf besteet; schwéier blesséiert Wëllef sollen no Méiglechkeet behandelt ginn an, wann eng Behandlung net méiglech ass, wéi all schwéiert blesséiert Déier erléist ginn (Betäubung an Aschléiferen duerch d'Administration des services vétérinaires).

ad 6. Nee, ee Rapport zu den Doudesfäll vu geschützten Déierenaarte gëtt net festgehalen. Awer, d'modifizéiert Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 gesäit Follgendes vir: « Art. 21 (3) Les captures et mises à mort accidentelles des espèces animales intégralement protégées doivent être signalées au ministre. Sur la base des informations recueillies, le ministre prend les mesures de conservation nécessaires pour que les captures ou mises à mort accidentelles n'aient pas une incidence négative sur l'état de conservation des espèces en question. » Deemno wäert am Fall vu geheeften Doudesfäll vun integral geschützten Déierenaarten, wéi dem Wollef, och Moossnamen ergraff ginn.

De Fuuss ass keng integral geschützten Déierenaart, mee eng normal Wëldaart ouni Juegdzäit, an domat am Schutzstatus „partiellement protégé".

Question 5505 (14.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**équipement dans le cadre du télétravail :**

Mat der Konventioun vum 20. Oktober 2020 an dem groussherzogleche Reglement vum 22. Januar 2021 goufen d'Rechter vun de Salariéen am Teletravail festgehalen. Am Fall, wou een Employé méi wéi 10 % vu senger Aarbechtszäit doheem schafft, muss de Patron dem Salarié all néidegt Equipement fir d'Aarbecht doheem zur Verfügung stelle respektiv bezuelen.

Dësen Accord gëllt net e. a. fir Salariéë mat engem « statut de droit public ou assimilé. »

Duerch d'Pandemie huet den Teletravail ganz nei Ausmoossen ugeholl. Esou hunn och d'Enseignantë méi op dësen Outil missen zréckgräifen, virun allem a Wochen, wou Homeschooling muss gemaach ginn, wéi am Februar d'lescht Joer.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Gouf dem Léierpersonal, am Kader vum Homeschooling 2020 an 2021, dat néidegt Material zur Verfügung gestallt?

2. Kann d'Léierpersonal zu all Moment op dëst Material zréckgräifen, falls den Homeschooling an enger Klass erëm sollt agefouert ginn?

3. Am Fall, wou d'Léierpersonal selwer misst fir d'Material opkommen, wieren dës Käschten da steierlech ofsetzbar? Falls jo, ënnert wéi enger Kategorie?

Réponse commune (22.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Hei muss een als éischt ënnerscheeden tëscht dem Enseignement fondamental an dem Enseignement secondaire. Opgrond vun de legalen Dispositiounen an dësem Kontext, fält fir d'Grondschoulen d'Bereetstelle vum informatesche Material an de Kompetenzberäich vun de Gemengen; fir d'Lycéeën ass de Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) zoustänneg.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5137 erkläert, ass et den Enseignanten, déi an den ëffentleche Grondschoulen intervenéieren, méiglech, bei der Realisatioun souwuel vun de schouleschen Aktivitéite wéi och vum „enseignement à distance", op dat informatescht Material zeréckzegräifen, dat hinnen an de Schoulen zur Verfügung steet. Dëst gëllt och fir den Enseignement secondaire: D'Lycéeën hu genuch Material, dat si den Enseignanten zur Verfügung stelle kënnen. Ausserdeem gëtt et am Enseignement secondaire de Programm „IT for Teachers" (IT4T), deen eng Mise à disposition vun iPads oder Laptoppe fir d'Enseignantë virgesäit.

Et sief an dësem Kontext och drop higewisen, datt d'Schoule wärend de Periode vum Distanzunterrecht fir d'Enseignanten accessibel waren, an deemno den Zougréff op d'informatescht Material zu all Moment gi war.

Den Educatiounsministère stellt den Enseignanten donieft ënnerschiddlech Typpe vu Software zur Verfügung a passt bei der Entwécklung respektiv der Bereetstellung heivunner dorop op, datt se op allen informatesche Supporte kënnen agesat ginn, fir dem Schoulpersonal déi gréisstméiglech Flexibilitéit ze ginn.

Prinzipiell kënnen d'Enseignanten also op den Equipement zeréckgräifen, deen hinnen an der Schoul zur Verfügung steet; donieft steet et hinne fräi - zum Beispill ausserhalb vun de reguläre Schoulzäiten - hiert privat Material ze benotzen.

Och wann dëst ee perséinleche Choix vum Agent ass, esou huet hien a puncto steierlecher Vergënschtegung déi nämmlecht Méiglechkeeten, wéi all anere Contribuabel. Fir d'Käschte vu Material, wéi zum Beispill engem Computer, als sougenannte Frais d'obtention steierlech kënnen ofzesetzen, mussen d'Konditiounen erfëllt ginn, déi an der Circulaire du directeur des contributions LIR n° 105/2 vum 4. Juni 2021 preziséiert ginn. Am Bezuch op de Computer gëtt an dëser Circulaire Follgendes ervirgehuewen:

« En général, l'ordinateur qui est utilisé à titre professionnel se prête également à divers autres emplois privés. Si l'ordinateur est régulièrement utilisé à titre professionnel et à titre privé, la déduction en tant que frais d'obtention n'est généralement pas possible puisqu'une séparation aisée et claire selon des critères objectifs ne peut normalement pas être faite.

Dès lors, l'ordinateur n'est à considérer comme instrument de travail que s'il est presque exclusivement utilisé dans l'intérêt professionnel du contribuable (à raison de 90 % ou plus). Cette question est à trancher dans chaque cas isolé suivant la fonction effective de l'ordinateur. Le contribuable doit par conséquent exposer en détail qu'il utilise l'ordinateur presque exclusivement à titre professionnel. Si le contribuable ne peut pas l'exposer, les dépenses relatives à l'ordinateur ne sont pas déductibles. Les bureaux d'imposition garderont à l'esprit que, de nos jours, l'utilisation de l'ordinateur personnel est largement répandue parmi les ménages privés et qu'en l'absence de justifications pertinentes quant à l'utilisation professionnelle exclusive ou quasi-exclusive, une utilisation privée supérieure à 10 % est à présumer. (...) »

De Contribuabel gegeebenefalls och den Enseignant, muss kënnen eng ausschliisslech oder quasi ausschliisslech professionell Notzung vum Computer beweisen, fir datt d'Uschafungskäschte vum Computer kënne steierlech geltend gemaach ginn.

Question 5506 (17.01.2022) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **durée de validité de la carte d'identité :**

Le 21 juillet 2021, une circulaire relative aux modifications de la carte d'identité a été diffusée aux communes, ceci pour donner suite à la loi du 16 juillet 2021 modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, qui se base sur le règlement n° 1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019, visant un renforcement du dispositif des empreintes digitales. Force est de constater que les personnes à mobilité réduite à long terme, voire permanente, risquent de devoir renouveler leur carte d'identité chaque année, un processus qui engendre des frais non négligeables. Cependant, le paragraphe 2c) de l'article 4 dudit règlement prévoit la possibilité d'une durée de validité supérieure à 10 ans pour les personnes âgées de 70 ans et plus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Est-il prévu d'exempter les personnes de l'obligation de présenter une carte d'identité, qui sont hébergées de façon permanente dans un hôpital, une maison de soins ou un établissement similaire ?

- Est-il prévu d'exempter les personnes de l'obligation de présenter une carte d'identité, qui ne peuvent pas se déplacer seules en public en raison d'un handicap ?

- Madame la Ministre envisage-t-elle une prolongation de la durée de validité de la carte d'identité pour les personnes âgées de 70 ans et plus, qui est supérieure à la durée de validité normale de 10 ans ?

Réponse commune (22.02.2022) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'article 3, paragraphe 7, du règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation, cité par l'honorable Député, prévoit explicitement que les personnes « dont il est physiquement impossible de relever les empreintes digitales sont exemptées de l'obligation de les donner ». Pour le cas d'une telle impossibilité permanente, la personne peut se voir délivrer une carte d'identité valable dix ans, sans l'obligation de donner ses empreintes digitales.

Le même règlement européen offre la possibilité aux États membres de délivrer une carte d'identité d'une durée de validité égale ou inférieure à douze mois lorsqu'aucun des doigts du demandeur ne peut temporairement faire physiquement l'objet d'un relevé d'empreintes digitales. La loi du 16 juillet 2021 modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques fixe cette durée de validité au maximum, soit 12 mois.

Toutefois, le règlement européen précité ne prévoit pas de possibilité d'exempter des personnes d'une obligation de présenter une carte d'identité.

Finalement, la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques fixe la durée de validité des cartes d'identité délivrées aux personnes âgées de quinze ans ou plus, donc également aux personnes âgées de 70 ans ou plus, à dix ans. Le Gouvernement ne prévoit actuellement pas d'adaptation de la loi précitée.

Question 5507 (17.01.2022) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **faillites dans le secteur de la construction :**

Genee wéi 2020 ass d'Zuel vun de Faillitten och am Joer 2021 relativ stabel bliwwen. Déi gefaarte Well un Insolvenzen ass also och am zweete Joer vun der Pandemie ausbliwwen. Intressant ass et awer, datt am Bausecteur d'Faillitte geklomme sinn, an dat trotz exzellenter Konjunktur.

An deem Kader wollt ech dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Minister fir Mëttelstand an der Madamm Justizministesch follgend Froe stellen:

1. Wat sinn d'Ursaache vun den Insolvenzen am Bausecteur?

2. A wéi engem Mooss huet d'Pénurie u Baumaterial, bedéngt duerch d'Coronapandemie, eventuell zu dëser Hausse bäigedroen?

3. Wéi entwéckelt sech de Bausecteur de Moment: kënnt et do éischter zu enger Konzentratioun vu wirtschaftlecher Muecht an den Hänn vun e puer grousse Betriber, oder bleift de Secteur weiderhi staark konkurrenziell?

Réponse commune (22.02.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Am Joer 2021 goufen et bedeitend méi Betriber am Bausecteur wéi déi Jore virdrun an d'Gesamtzuel vun den Insolvenzen ass deementspriechend och geklommen. Wann een d'Zuel vun dëse sektoriellen Insolvenze mat der Unzuel vu Betriber aus dem Secteur vergläicht, da stellt ee fest, dass den Undeel vu Faillitten am Secteur stabel bliwwen ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Obwuel de Bausecteur ufangs 2020 fir fënnef Wochen duerch de Lockdown impaktéiert war, huet sech d'Handwierk wärend der gesamter Pandemiekris als relativ resilient erwisen. Just vereenzelt Betriber si pandemiebedéngt an d'Labränte geroden; dëst war awer haaptsächlech duerch Ausfäll beim Personal bedéngt a manner duerch e Manktem un Aarbecht. D'Pandemie hat deemno kee substanziellen Impakt op d'Unzuel vun de Faillitten am Bausecteur. D'Grënn vun de Faillitte sinn dofir och gréisstendeels déi selwecht wéi dat scho virun der Covidkris de Fall war an den Haaptgrond vun den Insolvenze bleift dee vun enger schlechter Gestioun.

Zousätzlech kann een erwänen, dass d'Faillitte vum Geriicht prononcéiert ginn, wann déi follgend Konditiounen erfëllt sinn: d'Cessation des paiements an den Ébranlement du crédit. Et gëtt also keen Ënnerscheed an och keng Statistike gemaach tëschent den Ursaachen, déi dozou gefouert hunn, datt dës Konditiounen erfëllt sinn.

ad 2. Et ass richteg, dass d'Pandemie zu eenzele Penurien u Baumaterial gefouert an d'Präisentwécklung och zum Deel impaktéiert huet. Dës punktuell Penurien hunn awer héchstens zu engem marginalen Deel zu den Insolvenze bäigesteiert.

ad 3. Wéi de Conseil de la concurrence et op Nofro hi bestätegt, léisst d'Entwécklung vun der Gesamtzuel un Entreprisen am Bausecteur net erkennen, datt d'Konkurrenzsituatioun sech verschlechtert hätt.

Et ass och keng aussergewéinlech Hausse u Faillitten am Secteur ze erkennen, déi kéint op spezifesch Konkurrenzproblemer hiweisen.

Konzentratiounen tëscht Entreprisen, dëst a Form vu Fusiounen an Acquisitiounen, kënnen och d'Verschwanne vu verschiddene Betriber erklären. Hei gi Firmen zesummen, déi virdrun onofhängeg vun eneen operéiert hunn, méiglecherweis souguer Konkurrente waren. An dësem Fall ass de méiglechen Impakt op d'Konkurrenzsituatioun méi direkt ewéi bei Faillitten.

De Wirtschaftsministère evalueiert de Moment an enker Zesummenaarbecht mam Conseil de la concurrence d'Méiglechkeet, fir e Mechanismus vun der Kontroll vun de Konzentratioune bei de Betriber am nationale Recht anzeféieren. An deem Kontext gouf den 20. Januar 2022 eng ëffentlech Consultatioun lancéiert zu der Méiglechkeet an de Modalitéite fir eng Kontroll vun de Konzentratiounen: (https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2022/01- janvier/20-consultation-publique.html).

Dës Consultatioun leeft nach bis Enn Mäerz an erméiglecht, allen intresséierte Partien hiren Avis zu esou engem Kontrollmechanismus ofzeginn. Esou eng Kontroll vun de Konzentratioune géif et an Zukunft erlaben, d'Unzuel an d'Ausmooss vun de Fusiounen an de verschiddene Secteure méi no ze suivéieren, och wat hiren Impakt op de Marché ugeet.

Question 5511 (17.01.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **mise en place du régime 3G dans l'enseignement fondamental :**

De 15. Januar ass den 3G landeswäit op der Aarbechtsplaz agefouert ginn. Domat muss elo och d'Schoulpersonal, dat säin Impf- respektiv Geneesenenzertifiakt net fräiwëlleg virgeluecht huet, all Dag säin Zertifikat oder een Zertifikat vun engem negativen Test virweisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Ginn an de Schoule Lëschte gefouert, op deenen déi Leit stinn, déi keen Zertifikat virweise wollten oder konnten, respektiv wou dës Leit speziell markéiert sinn?

2. Ob wéi enger legaler Basis géifen dës Date weiderginn an traitéiert ginn?

3. Gëtt d'Kontroll vum 3G an de Schoulen ausschliisslech vum Personal aus der jeeweileger Schoul duerchgefouert?

Réponse (22.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Am Kontext vun der Aféierung vum sougenannten „3G-Regime" op der Aarbechtsplaz kann ech dem honorabelen Deputéierte versécheren, datt d'Lycéeën an d'Regionaldirektiounen ugewise gi sinn, keng Lëschten ze féieren, op deenen déi Leit stinn, déi kee Certificat kënnen oder wëlle virleeën, datt se geimpft oder nees gesond sinn.

Sollt den honorabelen Deputéierte Kenntnis vun esou Fäll hunn, bieden ech hien, mir dëst matzedeelen, soudatt meng Servicer deene Fäll kënnen nogoen.

D'Kontroll vum „3G-Regime" gëtt ausschliisslech vum Personal aus dem jeeweilege Lycée oder der zoustänneger Regionaldirektioun respektiv de Schoulen duerchgefouert.

Question 5517 (19.01.2022) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant le **stockage aérien de gaz :**

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro Nummer 5342 vum 3. Dezember 2021 iwwert d'Lagerung vun Äerdgasreserven op nationalem Terrain schreift den Här Energieminister, datt mir eis Reserven am Ausland musse lageren, well mir zu Lëtzebuerg net iwwert adequat „geologesch Strukturen" fir ënnerierdesch Reservoire verfügen. Aus dem Ausland wësse mir awer, datt et och méiglech ass, Äerdgas a begrenzte Quantitéiten iwwerierdesch ze lageren, ënner anerem fir kuerzfristeg Schwankungen auszegläichen.

An deem Sënn géife mir dem Här Energieminister nach gär dës Nofroe stellen:

- Gouf dës Méiglechkeet och fir Lëtzebuerg gepréift? Ëm wéi eng Lokalitéiten handelt et sech hei a wéi eng Conclusioune goufen zeréckbehalen?

Réponse (22.02.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Nieft der Méiglechkeet, den Äerdgas a groussen ënnerierdesche Späicheren ze stockéieren, déi entspriechend geologesch Formatiounen als Viraussetzung mussen hunn, gëtt et d'Méiglechkeet den Äerdgas och iwwerierdesch ze stockéieren. Hei kann ee grondsätzlech tëschent dräi Zorten ënnerscheeden:

1. D'Späicherung vun Äerdgas a flësseger Form (Liquified Natural Gas - LNG), déi quasi ausschliisslech a Flësseggas-Landungsterminalen an Hafenanlagen, wéi déi zu Zeebrugge an der Belsch bedriwwe ginn.

2. Nidder- bis Mëtteldrock-Gasspäicher a Form vun iwwerierdeschen zylinderförmege Reservoiren - ëmgangssproochlech Gasometer genannt. Dës Gasspäicher hu ganz kleng Späichervolumen a kënnen héchstens an stätteschen Nidderdrock-Reseauen agesat ginn. Hir Wirtschaftlechkeet ass haut net méi duerstellbar an dofir ginn se och net méi benotzt.

3. Kugelspäicher oder Röhrenspäicher, déi bei Dréck tëscht 20 an 100 bar bis zu 600.000 m^3 Äerdgas kënne späicheren. Och dës Volumme gi just duer fir Dagesverbrauchs-Spëtze kënnen ze briechen. D'Wirtschaftlechkeet vun dëser Form vu Späicher ass duerch déi technesch Contrainten och net einfach duerzestellen. An den 2000er Joren ass et ee Projet ginn, fir ee Röhrenspäicher zu Lëtzebuerg ze realiséieren, deen awer wéinst der feelender Wirtschaftlechkeet net ëmgesat ginn ass.

Als Konklusioun ka gesot ginn, dass déi bekannten iwwerierdesch Äerdgasspäicher-Konzepter keng Alternativ zu groussen ënnerierdeschen saisonalen Äerdgasspäicher duerstellen.

Duerfir huet d'Regierung och Interêt, datt d'Gestioun vun de Gasspäicher op EU-Niveau, bzw. an/oder an eisen direkten Nopeschlänner besser reguléiert ginn. Ech hunn als aktuelle President vum pentalaterale Forum fir Energiekooperatioun (Däitschland, Frankräich, Benelux-Länner, Eisterräich a Schwäiz) rezent eng Initiativ geholl, fir d'Reegele bei de Gasspäicher a Westeuropa ze koordinéiren.

Question 5520 (19.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **frais liés à la pollution des cours d'eau suite aux inondations de l'été 2021 :**

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 5280 vum 23. November 2021 vun den éirewäerten Deputéierten André Bauler a Gusty Graas äntwert d'Madamm Ëmweltminister am Bezuch op d'Verschmotzung vun eise Gewässer duerch d'Héichwaasser am Summer, datt d'Proprietäre vum Knascht, deen deemools an eis Flëss gelaangt ass, fir d'Entsuergungskäschten zoustänneg sinn. D'Madamm Minister féiert weider aus, datt hei keng Differenz gemaach gëtt, ob bewosst Knascht an de Floss gehäit gouf, fir d'Käschte vun deene virgeschriwwenen Entsuergungen ze spueren an engem „cas de force majeure", wéi d'Héichwaasser en duerstellt. D'Madamm Minister betount dobäi och, datt d'Ëmsetzung vun dëser Prozedur deelweis ganz komplizéiert ass, well zum Beispill d'Proprietäre vu weggeschwemmte Roulotten am Ausland liewen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun motivéiert, fir net tëschent dem Prinzip vum Pollueur-payeur an engem „cas de force majeure" ze ënnerscheeden? Ass un eng zäitno Gesetzesännerung geduecht?

2. Geet d'Madamm Minister dovun aus, datt eng Prioritiséierung vun der Entsuergung vum Knascht, onofhängeg vun der Fro vum Proprietär, eng administrativ Vereinfachung géif duerstellen, déi et bei zukünftegen Héichwaasser géif erlaben, eis Flëss méi séier ze botzen, wéi dat aktuell de Fall war?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi héich d'Käschte waren, fir déi eenzel Proprietären ze identifizéieren an ze kontaktéieren, a wéi vill Entsuergungskäschten op där anerer Säit agespuert goufen?

4. Musse Leit, déi hire Knascht noweislech express an ëffentlech Gewässer geheien, nieft den Entsuergungskäschte mat weidere strofrechtleche Sanktioune rechnen? Wa jo, wéi eng sinn dat? Wann net, firwat net?

Réponse (23.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. + 2. D'Decisioun, d'Flëss an d'Baachen esou séier wéi méiglech propper ze kréien no dem Héichwaasser vum Juli 2021, ass wichteg fir bei engem weidere Wiederphenomeen déi néideg Duerchgängegkeet ze garantéieren. Oft handelt et sech dobäi ëm Stécker, déi net méi kënne spezifesch zougeuerdnet ginn. D'Käschten, déi dobäi entstinn, ginn dann un de respektive Proprietaire weider verrechent, falls et méiglech ass, deen ze identifizéieren.

ad 3. Nee. Bis elo goufen och nach keng Käschte weider verrechent.

ad 4. Den Artikel 42 vum Offallgesetz (loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets) verbitt dat express Geheie vu Knascht an ëffentlech Gewässer (Littering). Dëst ka mat enger Geldstrof vu bis zu 1.000 Euro bestrooft ginn. Ausserdeem gesäit de Règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé prévu par la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets an esou Situatiounen een Avertissement taxé vu bis zu 250 Euro vir. Et ass och dorop hinzeweisen, dass de Projet de loi n° 7659 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets eng Erhéijung vun de strofrechtleche Sanktioune virgesäit.

Question 5521 (19.01.2022) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **prolongation de l'autorisation de l'herbicide glyphosate :**

Dans leur prérapport sur la réévaluation et l'éventuelle prolongation de l'autorisation du très contesté herbicide glyphosate en l'Union européenne, dont sera décidé en décembre 2022, les quatre États rapporteurs concluent que le glyphosate ne remplirait aucun critère d'interdiction.

Cependant, des institutions, comme la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement (CNDASPE) de France, ont remis en cause l'expertise de ce prérapport.

La CNDASPE demande notamment que d'un côté l'indépendance des experts impliqués dans la rédaction du prérapport soit analysée, et que de l'autre côté des experts indépendants procèdent à une évaluation critique des données scientifiques retenues dans l'élaboration du prérapport.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Au vu des conclusions du prérapport, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin d'éviter une prolongation de l'autorisation du glyphosate en UE ?

2) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis qu'il y a lieu de remettre en cause l'expertise, voire l'indépendance, des agences réglementaires des quatre États rapporteurs chargées de la rédaction du prérapport ?

3) Est-ce que le Gouvernement partage la critique de la CNDASPE que la méthodologie du prérapport serait tendancieuse, excluant notamment de nombreuses études scientifiques internationales et retenant essentiellement des études fournies par l'industrie ?

4) Le glyphosate étant interdit au Luxembourg depuis janvier 2021, quel est le bilan jusqu'à présent de cette décision ? Est-ce qu'un effet sur l'environnement naturel et la biodiversité est d'ores et déjà discernable ?

5) Quelles sont les alternatives au glyphosate les plus utilisées par les agriculteurs ?

Réponse commune (23.02.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Au niveau national les autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques contenant du glyphosate ont été retirées. Le Gouvernement luxembourgeois entend donc ne pas voter en faveur du renouvellement de l'approbation de la substance active glyphosate au niveau communautaire.

ad 2) Il ne revient pas au Gouvernement d'un État membre de remettre en cause l'expertise, voire l'indépendance des agences réglementaires d'un autre État membre.

ad 3) Il ne revient pas au Gouvernement d'un État membre de remettre en cause l'expertise, voire l'indépendance des agences réglementaires d'un autre État membre.

ad 4) Le Gouvernement ne dispose pas encore de données statistiques en relation avec l'interdiction du glyphosate. Il est donc trop tôt pour établir un premier bilan.

ad 5) Il n'existe pas de statistiques relatives à l'utilisation d'alternatives au glyphosate. Cependant, selon les informations reçues par des agriculteurs particuliers, l'utilisation du glyphosate est substituée soit par des moyens de lutte mécanique, soit par l'utilisation d'autres substances actives.

Question 5522 (20.01.2022) de **Mmes Nancy Arendt épouse Kemp** et **Martine Hansen** concernant les **tests Covid-19 dans les écoles :**

Eisen Informatiounen no ware rezent e puer Famille mat hire Kanner wéinst enger Covid-19-Infektioun wärend enger ganzer Woch per Ordonnance vun der Santé isoléiert ginn. Wärend dëser Woch kruten dës Famillen awer dräimol e Message, dass hir Kanner am Kader vum Testing negativ an der Schoul getest gi wieren.

Doriwwer eraus hu mir och Kenntnis vun engem Fall, wou Elteren en negatiivt Testresultat aus dem Lycée geschéckt kruten, obschonn hiert Meedchen deen Dag net an der Schoul op de Virus getest gouf.

Virum Hannergrond vun dëse Virfäll wéilte mir folgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen :

- Huet den Här Educatiounsminister Kenntnis vun dësen respektiv änlech gelagerte Fäll a kann hie se confirméieren?

- Wéi erkläert sech den Här Minister des Iertemer?

- Wéi eng Mesuren sinn aktuell en place, fir déi korrekt a gewëssenhaft Duerchféierung vun de Schnelltester am Enseignement ze garantéieren?

- Wéi eng zousätzlech Moossnamen huet den Här Minister wëlles anzeféieren, fir op déi beschriwwen Iertemer ze reagéieren?

Réponse (22.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Mäi Ministère huet beim Aféiere vun de Schnelltester eng Applikatioun entwéckelt, déi et erlaabt, d'Resultater vun den Tester ze erfaassen, an den Elteren e Certificat zoukommen ze loossen, mat der Informatioun, ob den Test vun hirem Kand positiv oder negativ ausgefall ass.

Ech rappeléieren, datt d'Schoul dee Milieu ass, an deem am meeschte getest gëtt: Esou goufen 230.866 Tester eleng an der Woch vum 24. op den 28. Januar gemaach. Dobäi kann ee vereenzelt Iertemer bei der Saisie vun de Resultater net ausschléissen. Et kann emol e Resultat falsch saiséiert ginn, oder et kann e Resultat saiséiert gi fir e Schüler, deen um Dag vum Testing gefeelt huet. Ech wëll awer betounen, datt et sech hei ëm Ausnamen handelt. Virun allem awer sief de groussen Engagement ervirgestrach, deen d'Schoulpersonal bei der Duerchféierung vum Testing weist an esou zu der Sécherheet vum Schoulmilieu bäidréit, dëst am Interessi vun alle Bedeelegten.

Zousätzlech Moossnamen oder Consignë fir d'Duerchféieung vum Testing sinn deemno net néideg.

Question 5529 (20.01.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **règles de la quarantaine dans l'enseignement fondamental :**

An engem Communiqué vum 19. Januar 2022 kritiséieren den SNE an d'CGFP, dass d'Quarantänereegelen am Cycle 1 am Enseignement fondamental un déi vun deenen aneren Cyclen ugepasst ginn, wat mat sech bréngt, dass eng Spillschoulsklass réischt ab sechs positive Fäll an Isolatioun muss goen. Derbäi kënnt nach, dass d'Schnelltester am Cycle 1, net ewéi an den anere Cyclen, an der Klass gemaach ginn, mee doheem an déi konform Duerchféierung vum Schnelltest duerch eng „déclaration sur l'honneur" garantéiert gëtt, déi am Virfeld vun den Elteren ënnerschriwwe muss ginn.

Doriwwer eraus ass eng vun den Haaptsuerge vum SNE an der CGFP, dass et wéinst deene méi laxe Quarantänereegelen zu enger Durchseuchung vun der Schoulpopulatioun am Cycle 1 kënnt a mir dann och eventuell an Zukunft mat méi Long-Covid-Fäll bei klenge Kanner ze di kréien.

An dësem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wat waren d'Beweeggrënn vum Här Minister fir d'Quarantänereegelen am Cycle 1 opzelackeren?

2. Op wat fir enger eventueller wëssenschaftlecher Basis huet den Här Minister dës Decisioun geholl?

3. Well am Cycle 1 keng Maskeflicht gëllt, wéi erkläert den Här Minister d'Koherenz vun dëser Mesure?

4. Geet den Här Minister vun enger Hausse vun de Covidfäll am Cycle 1 aus nom Akraafttriede vun den néie Quarantänereegelen?

5. Wéi reagéiert den Här Minister op d'Haaptsuerge vum SNE an der CGFP vun enger méiglecher Durchseuchung vun de Schüler am Cycle 1?

6. Bezüglech der „déclaration sur l'honneur", déi d'Elteren ënnerschreiwe mussen, wat geschitt, wann d'Eltere refuséieren dës ze ënnerschreiwen?

7. Wéi schätzt de Minister de Risque vu méiglechen Abusen vun der „déclaration d'honneur" an? Ginn et dozou schonn Erfarungen aus der Vergaangenheet?

Réponse (22.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Zanter dem Ufank vun der Pandemie stoungen d'Recht op Bildung an de Schutz vun der Schoulcommunotéit ëmmer am Mëttelpunkt. De Stufeplang ass ëmmer dann adaptéiert ginn, wann déi sanitär Situatioun en Upasse verlaangt oder erméiglecht huet. D'Upassung vum Stufeplang a vum Testdispositif am C1 erlaabt et de Schülerinnen a Schüler, déi um verstäerkten Testdispositif deelhuelen an an dësem Kontext moies doheem, deemno éier se an d'Schoul ginn, negativ getest goufen, ënnert den néidege Precautiounen och nach dann vun engem Presenzunterrecht ze profitéieren, wann am Klassegrupp méi wéi zwee Schüler positiv op Covid-19 getest gi sinn.

ad 2. + 3. Hei verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5549 vum 24. Januar 2022.

ad 4. + 5. Wéi schonns am Rapport d'analyse sur la situation de la Covid-19 dans les établissements scolaires am Bezuch op dat lescht Schouljoer gewisen, ass de Virus an der Schoul ëmmer do present, wou en och an der Gesamtpopulatioun present ass: « Les rapports précédents avaient constaté que l'évolution du nombre de cas positifs parmi la population des élèves et des enseignants était parallèle à l'évolution générale dans la société ; cette constatation reste vraie à la lumière des chiffres couvrant les mois d'avril à juillet de l'année 2021, avec toutefois des incidences plus élevées parmi les élèves que parmi la population générale. »

D'Schoul ass allerdéngs dee Beräich, an deem d'Enseignanten an d'Kanner sech reegelméisseg testen an den Testing och nach renforcéiert gëtt, wa bis e positive Fall an enger Klass war. D'Adaptatioun vum Testdispositif am C1 erlaabt et, wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5549 vum 24. Januar 2022 beschriwwen, dovun auszegoen, datt duerch den deeglechen Testing am Kader vun engem Kontakt mat engem positiv Getesten, just déi Kanner an d'Schoul kommen, deenen hiert Testresultat moies negativ ass. Nieft dem Schutz vun de Kanner erlaabt den Testdispositif e kontinuéierlecht Léieren an der Schoul fir déi Schüler, déi un dësem Testdispositif deelhuelen.

ad 6. Wann Eltere keng Déclaration sur l'honneur ënnerschreiwen an esou refuséieren um Testing deelzehuelen, kréien si keng Tester vun der Schoul ausgedeelt, an déi concernéiert Kanner maachen deemno weeder beim normalen Testing dräimol d'Woch doheem nach, am Fall vun engem positive Fall an der Klass, beim Testing renforcé mat.

ad 7. Och hei verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5549 vum 24. Januar 2022.

Question 5530 (20.01.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**interdiction d'utilisation de certains pigments colorés dans l'encre du tatouage :**

Depuis le 4 janvier 2022, la réglementation « Reach » interdit l'utilisation de certains pigments colorés dans l'encre du tatouage. Cette réglementation est applicable sans délais dans les pays de l'UE et ainsi 25 pigments ne peuvent plus être utilisés. Ceci vaut notamment pour différentes teintes de rouge, d'orange et de jaune. Plus de 4.000 substances sont également ramenées à de faibles seuils dans ces encres.

Cette mesure vise à protéger la santé des clients des studios de tatouage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, respectivement à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Comment le secteur et ses clients ont-ils été informés de ces restrictions ?

2) Est-ce que des contrôles sont prévus pour assurer le respect de cette nouvelle réglementation ?

Réponse commune (22.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs :*

Entré en vigueur en 2006, le règlement de l'Union européenne REACH (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals) porte sur l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions y applicables. Il vise à mieux protéger la santé humaine et l'environnement contre les risques liés aux substances chimiques, tout en favorisant la compétitivité de l'industrie chimique de l'UE. Afin d'atteindre de tels objectifs ambitieux, le règlement a mis en place quelques procédures dont les restrictions.

Les restrictions sont un instrument permettant de protéger la santé humaine et l'environnement contre les risques inacceptables présentés par des substances chimiques. Les restrictions, qui figurent à l'annexe XVII de la règlementation 1907/2006 (REACH), servent généralement à limiter ou à interdire la fabrication, la mise sur le marché (y compris l'importation) ou l'utilisation d'une substance, mais elles peuvent aussi imposer des conditions pertinentes, comme des mesures techniques ou des étiquetages spécifiques.

La nouvelle restriction n° 75 vise à limiter la présence de produits chimiques dangereux dans les encres de tatouage et de maquillage permanent qui causent des problèmes de santé. L'UE n'interdit pas le tatouage, les encres de tatouage ou de maquillage permanent, mais les rend plus sûrs.

Cette restriction devrait notamment permettre de diminuer les réactions allergiques chroniques et autres réactions inflammatoires de la peau. Des effets plus graves, tels que le cancer, l'altération de notre ADN ou de notre système reproductif par les substances chimiques utilisées dans les encres, ne peuvent être exclus et pourraient également diminuer.

Un grand nombre de ces produits chimiques sont déjà interdits dans les produits cosmétiques depuis un certain temps et ont également fait l'objet de restrictions en vertu de la législation nationale de plusieurs États membres de l'UE.

Par ailleurs, la restriction faisant l'objet de cette question parlementaire a pour objectif d'harmoniser la législation parmi les États membres de l'UE. Elle garantira une situation équitable de protection des citoyens, indépendamment du pays où ils se font tatouer ou du fait que l'encre soit fabriquée dans l'UE ou non.

ad 1) De par la nature de la procédure de restriction REACH, plusieurs occasions se présentent aux acteurs concernés et aux organisations d'influencer et de participer au processus menant aux restrictions, notamment en fournissant des informations et des preuves scientifiques.

Tout d'abord, lorsque l'ECHA et les États membres préparaient la proposition de restriction, un appel à contribution a été lancé (31 août - 30 novembre 2016) afin de recueillir des informations commerciales et scientifiques pertinentes pour la proposition.

Une fois la proposition prête et jugée conforme aux exigences de REACH, une large consultation des parties prenantes sur le rapport de restriction a été lancée. Cette consultation a duré six mois, du 20 décembre 2017 au 20 juin 2018. Pendant cette période, toute personne intéressée pouvait soumettre des commentaires scientifiques et techniques sur le rapport de restriction et les documents annexes.

Ensuite, une autre large consultation des parties prenantes a été organisée lors de la publication du projet d'avis du Comité d'analyse socio-économique (CASE). Le CASE traite des impacts sociaux et économiques d'une restriction potentielle. Là encore, toute personne intéressée pouvait soumettre des commentaires sur ce projet d'avis dans un délai de 60 jours, du 12 décembre 2018 au 11 février 2019.

Pendant toutes ces consultations, toute personne intéressée, comme les citoyens, les organisations, les entreprises ainsi que les autorités, peuvent fournir des commentaires et des informations - ils peuvent provenir de l'UE ou d'ailleurs.

Lors de chaque lancement de consultation, le personnel de l'ECHA a envoyé des courriels aux contacts connus de l'industrie du tatouage et de l'ESTP (European Society of Tattoo and Pigment Research), les invitant à répondre. Les consultations ont également été communiquées sur le site web de l'ECHA, dans son bulletin hebdomadaire et sur les canaux de médias sociaux de l'ECHA.

Au cours de la préparation du processus, l'Agence européenne des produits chimiques ECHA a participé au 3e Congrès européen sur la recherche sur les tatouages et les pigments, du 28 au 30 mars 2017, à Regensburg, en Allemagne, afin de nouer le dialogue avec les parties prenantes et de présenter les travaux de préparation des restrictions en cours.

En outre, un membre du personnel de l'ECHA a eu des entretiens personnels avec des représentants de l'industrie, de la communauté médicale/de la recherche et avec des tatoueurs.

Au cours de ces années du processus de restriction, nombreuses communications ont été publiées sur les divers canaux et plateformes d'informations de l'ECHA.

En considérant tous ces efforts, l'ECHA est d'avis que les fabricants d'encre et les grands tatoueurs sont bien conscients de la restriction. Les ta-

toueurs locaux qui ne font partie d'aucune organisation peuvent ne pas être au courant.

Au Luxembourg, le Heldpesk REACH & CLP a également informé par le biais de son site Internet et de newsletters régulières sur l'avancement de la restriction sur les encres de tatouages. Plusieurs communications dédiées aux encres de tatouages ont été publiées depuis début 2020.

Le 16 novembre 2021, l'Administration de l'environnement a fait un communiqué de presse à ce sujet qui a aussi été publié sur le site Internet www.emwelt.lu.

Après concertation avec la Fédération des artisans (FDA) et la Confédération Hair and Beauty Tattoo Guild (HBTG), le helpdesk REACH & CLP a organisé une session d'information par webinaire pour les acteurs concernés le 6 décembre 2021.

Parallèlement, dans le cadre des formations en matière de tatouage prévues par la loi modifiée du 24 mai 2018 sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting ainsi que du bronzage UV et organisées par la Chambre des Métiers, le Ministère de la Santé a rappelé à cette dernière, l'importance de la mise en conformité avec le règlement REACH et lui a demandé de porter une attention particulière à la sensibilisation des participants aux nouvelles normes.

ad 2) L'Administration de l'environnement est responsable de la mise en œuvre et des contrôles du règlement REACH au Luxembourg. Vu que la restriction sur les encres de tatouage s'inscrit dans le cadre de ce règlement, l'Administration de l'environnement est dans l'obligation de contrôler celle-ci.

L'Administration de l'environnement comprend la situation difficile actuelle du secteur. Comme par le passé, les restrictions nouvelles ne sont pas contrôlées le lendemain de leur entrée en vigueur. Cependant, il s'agit d'une obligation légale existante qui oblige les autorités de mise en œuvre du Luxembourg et des autres États membres à procéder à des contrôles afin d'assurer une situation équitable à travers l'Union européenne. Il serait donc important que chacun se mette en règle le plus vite possible.

Question 5541 (21.01.2022) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **besoin en personnel qualifié pour la transition énergétique :**

Aus der „Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung" vum 16. Januar 2022 geet ervir, datt ee Probleem beim Realiséiere vun de Klimaziler an Däitschland d'Iwwerlaaschtung vum Bausecteur wier.

Wéi vum Här Minister fir Energie annoncéiert, ass d'Regierungszil, innerhalb vun den nächsten aacht Joer e grousse Schrëtt a Richtung Elektrifizéierung an Dekarboniséierung ze maachen. Am Kloertext: Et gëtt vill ze dinn fir eise Bausecteur, an spezifesch fir eis qualifizéiert Aarbechtskraaft (e. a. Techniker, Ingenieuren, Handwierker).

Fir esou eng „rénovation énergétique" ëmzesetzen, a fir dass Lëtzebuerg och weiderhin a Saachen Energieeffizienz un der Spëtzt bléift, brauch ee genuch ausgebilten Aarbechtskraaft, sou heescht et och aus engem Artikel am „Luxemburger Wort" vum 26. Mee 2021.

Ewéi et och an engem Artikel am „d'Lëtzebuerger Land" vum 30. Juli 2021 heescht: « il faudra rénover une bonne partie du parc immobilier existant pour atteindre les 64 pour cent [de réduction d'émissions CO_2] visés d'ici 2030. »

An dësem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung mir matdeelen, ob Lëtzebuerg un ausreechender qualifizéierter Aarbechtskraaft disposéiert, fir den Energiewandel, sief et beim Ausbau vun de Photovoltaikanlagen oder bei der energeetescher Renovatioun/Sanéierung vu Gebaier, an den nächste Joren ëmzesetzen?

- Falls net, huet d'Regierung schonn e Plang, wéi se dësem Manktem un ausgebilten Handwierker entgéintsteiert?

Réponse commune (22.02.2022) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Generell kann ee soen, datt duerch d'energeetesch Transitioun vill nei Arbechtsprofiller an Arbechtsplazen zu Lëtzebuerg entstinn: Laut der Note de conjoncture 2/2021 vum Statec, schaffen alleng am Energiesecteur am Moment ronn 1.800 Salariés, zanter 2015 ass d'Zuel ëm ronn e Véirel geklommen. De Secteur hätt och laut Statec an der Kris gutt resistéiert an de Wuesstum betrefft virun allem d'Beräicher „Produktioun an Distributioun vu Stroum a Wäermt" an net de Gassecteur, wat géif weisen, datt d'energeetesch Transitioun amgaang ass.

Mat sengen iwwer 8.000 Betriber ass a bleift d'Handwierk een dynamesche Secteur mat nohaltegen Aarbechtsplazen, deen an der energeetescher Transitioun eng wichteg Roll spillt. Allerdéngs ass d'Problematik vun engem Manktem u qualifizéierte Mataarbechter ee Phenomeen mat deem d'Handwierk schonn zanter längerem confrontéiert ass. Dëst geet och kloer aus verschiddenen Enquêten ervir, beispillsweis aus der Enquête „Besoin en main d'œuvre dans l'artisanat" vun der Chambre des Métiers vun November 2019.

E weidert Beispill heivir sinn déi siwen „études sectorielles" vun der ADEM (cf. https://adem.lu/etudes-sectorielles). Dorënner ass eng Etude iwwert de Bausecteur, déi an Zesummenaarbecht mat der Fédération des artisans, dem Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB) an dem Centre de compétencecs génie technique / parachèvement (GTB/PAR) ausgeschafft gouf.

Aus der Etude geet ervir, dass d'Upassung un déi nei Normen am Domaine vun der Energieeffizienz an den erneierbaren Energien eng Chance an effektiv och eng Erausfuerderung ass, an dass een an dësem Zesummenhang och Personal brauch, mat ganz diverse Qualifikatiounen.

Et ass awer net méiglech, dëse Besoin an Zuelen auszedrécken an ze soen, ob genuch Leit zur Verfügung stinn. De Bausecteur huet am Moment awer relativ vill Schwieregkeeten, fir Personal ze rekrutéieren an de Mangel un Aabrechtskräften ass ee gréissere Problem fir d'Betriber aus dem Secteur. D'Salariéen am Secteur si relativ al, am Verglach zu aneren Secteuren, an et ass wichteg schwéier fir déi méi jonk Generatiounen, sech fir dës Aarbechten ze begeeschteren. D'Ufuerderungen un d'Leit ginn an Richtung vu méi Polyvalenz an och méi Qualifikatiounen, well d'Aarbechte méi komplizéiert ginn. De Bausecteur ass och an der Konkurrenz mam ëffentlechen Secteur, wann et ëm qualifizéiert Aarbechtskräfte geet. De Secteur hänkt ganz staark vu Grenzgänger a vun auslännesche Residenten of.

Déi initial Beruffsausbildung, d'Weiderbildung hunn hei ganz sécher eng wichteg Roll ze spillen. D'Rekonversioun an d'Aktivéierung vu Chômeure kann dem Bausecteur zeguttkommen an hëllefen, fir qualifizéiert Personal ze fannen. D'ADEM bitt an deem Sënn Ausbildungen un, an Zesummenaarbecht mam IFSB, dem GTB/PAR mee awer och dem Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC).

An de leschten dräi Joer (2019-2021) hunn 257 Chômeuren un dëse Formatioune vun der ADEM deelgeholl. Dës Formatioune betreffen eng ganz Rëtsch vu Beruffer a Profiller, déi am Bausecteur gebraucht ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En änlecht Bild ergëtt sech, wann een d'Beruffsausbildung („apprentissage") kuckt. Zanter Jore muss d'Beruffsberodung vun der ADEM feststellen, dass konsequent eng gewëssen Zuel vun Ausbildungsplazen, déi vun de Betriber aus dem Bausecteur deklaréiert ginn, net kënne besat ginn (cf. Tabell ënnen drënner).

Dës Tatsaach ass doduerch ze erklären, dass déi jonk an och déi erwuesse Kandidaten, déi eng Léierplaz sichen, d'Ausbildungsberuffer wéi de Carreleur, Charpentier, Couvreur, Ferblantier-zingueur, Maçon, Parqueteur et Plafonneur-façadier an hirer Perceptioun als net attraktiv genuch astufen an déi sozial Unerkennung vun dëse Beruffer an eiser Gesellschaft vermëssen.

Dobäi kënnt nach zousätzlech eng Zort Informatiounsmangel bei munche Jonken an Erwuessenen, deen dofir verantwortlech ass, dass se net déi néideg Kenntnisser iwwert d'Inhalter vun eenzelnen Ausbildungsberuffer hunn. Déi spezifesch berufflech Tätegkeeten, d'Ufuerderungen an och déi verlaangte Schlësselkompetenzen an deene verschiddene Beruffer sinn den Zilgruppe net bekannt, soudass verschidde Beruffer an hirem Orientatiouns- oder an hirem Beruffsentscheedungsprozess guer net a Consideratioun gezu ginn, well entweeder déi Jonk an och déi Erwuessen se guer net kennegeléiert hunn oder ganz einfach falsch Virstellunge vun engem Beruff hunn oder entwéckelt hunn.

Genau hei intervenéiert iwwert all déi lescht Joren d'Beruffsberodung vun der ADEM andeems d'Beruffsberoder hir Clienten an de Berodungsgespréicher oder via Kollektivveranstaltungen dorobber opmierksam maachen, wéi eng Beruffer et am Konstruktiounswiese gëtt, wéi villfälteg déi berufflech Tätegkeeten am eenzelne Beruff sinn a wou d'Zuel vun de Konkurrenten éischter iwwerschaubar ass, respektiv deelweis inexistent ass, vu dass keen Interessent, fir verschidden Ausbildungsberuffer ze begeeschteren ass.

Question 5543 (21.01.2022) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant l'**Année européenne de la jeunesse 2022 :**

Le 15 septembre 2021, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a annoncé dans son discours sur l'état de l'Union son intention de déclarer 2022 comme Année européenne de la jeunesse. L'objectif en est de mettre en lumière l'importance de la jeunesse européenne pour construire un avenir plus écologique, plus inclusif et plus numérique. Plus concrètement, en collaboration avec les pays et les communes des États membres de l'UE, la Commission européenne souhaite entre autres lutter contre le chômage des jeunes et associer les jeunes davantage aux processus de consultation et de décision.

Les années européennes sont proclamées par l'Union européenne depuis 1983. Elles abordent toujours des thèmes spécifiques en vue de susciter le débat et le dialogue dans et entre les pays. Pendant les années européennes, un financement supplémentaire est souvent fourni à des projets locaux, nationaux et transfrontaliers qui portent sur le sujet.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles sont les mesures et événements par lesquels Monsieur le Ministre entend contribuer à la mise en œuvre de l'Année européenne de la jeunesse déclarée par la Commission européenne ?

2) Selon les dernières informations, quels sont les autres événements et initiatives prévus au Luxembourg dans le cadre de l'Année européenne de la jeunesse ?

3) Monsieur le Ministre compte-t-il soutenir financièrement de tels événements ou initiatives ?

4) Les organisateurs de tels événements ou initiatives sont-ils éligibles pour un financement européen ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il esquisser les démarches nécessaires ?

Réponse (23.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) salue et soutient l'initiative de l'Année européenne de la jeunesse annoncée le 15 septembre 2021 par Madame la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen devant le Parlement européen à Strasbourg.

En 2022, l'Année européenne de la jeunesse sera organisée par la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg et le Bureau de liaison du Parlement européen au Luxembourg. Dans ce cadre, le MENJE est nommé partenaire pour l'édition 2022 de la Fête de l'Europe, qui se tiendra le 9 mai 2022 à Esch-sur-Alzette, Capitale européenne de la culture 2022.

En outre, les événements suivants, qui ont en commun de valoriser l'engagement des jeunes, seront placés sous le signe de l'Année européenne de la jeunesse :

- On Stéitsch : le festival « On Stéitsch » offre une plateforme de promotion des cultures de jeunes et permet de mettre en évidence les projets réalisés par les jeunes ;

- Soirée de l'engagement : lors de cette soirée sont honorés les jeunes volontaires qui se sont engagés dans le cadre d'un projet d'intérêt général ;

- Remise des brevets d'animateur : lors de cette soirée sont honorés les jeunes qui ont conclu leur formation d'animateur de jeunesse et qui s'engagent dans une organisation de jeunesse ou un service pour jeunes.

Le site Internet echwellechkann.lu (jeveuxjepeux) a été mis en place en 2021 pour permettre aux jeunes de découvrir des activités nouvelles, des projets dans lesquels ils peuvent s'engager ainsi que les moyens de soutien dont peuvent bénéficier ces projets. Le site sera davantage développé et promu au cours de cette année afin d'encourager les jeunes à participer et à s'engager au sein de la société dans une perspective postpandémique.

L'Année européenne de la jeunesse sera également traitée dans l'édition automne 2022 du Youthmag.

ad 2) L'implication et la contribution des organisations de jeunesse et des autres acteurs travaillant avec ou pour les jeunes seront primordiaux pour que cette année soit un succès. Il est donc prévu d'organiser des réunions de concertation et de coordination avec ces structures pour être à l'écoute de leurs propositions et de planifier des activités communes.

Un autre acteur important est Anefore, l'agence nationale pour le programme Erasmus+ et le Corps européen de solidarité, qui prévoit également d'inclure l'Année européenne de la jeunesse dans son plan de travail annuel et dans un grand nombre de festivités prévues tout au long de l'année.

ad 3) Vu la date de cette annonce, il n'a malheureusement plus été possible de prévoir un budget spécifique pour l'exercice 2022. Mais le MENJE a d'ores et déjà prévu d'utiliser les moyens existants afin de soutenir d'éventuelles initiatives dans le cadre de l'Année européenne de la jeunesse et d'y greffer des activités déjà prévues.

Ainsi, un soutien financier sera réservé pour des demandes de projets dans le cadre de différentes activités d'organisations de jeunesse, promouvant et s'inscrivant dans le projet de l'Année européenne de la jeunesse. Un appel à projets sera lancé à cet effet par le Service national de la jeunesse.

ad 4) À ce stade, il n'y a pas de financements européens spécifiques prévus pour des événements ou initiatives au niveau national, à part un budget limité pour la coordination nationale. Un financement plus conséquent a été accordé pour le European Youth Forum, l'organisation faîtière européenne, regroupant plus de 100 organisations de jeunesse.

Question 5544 (21.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **imports d'électricité :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4789 schreift den Här Energieminister, datt eis Stroumimporter 2020 zu 69,9 Prozent aus Däitschland an zu 22,5 Prozent aus Frankräich koumen. Den Här Minister weist an deem Zesummenhang och op d'Differenz tëschent dem Importland an dem urspréngleche Produktiounsstanduert hin.

Frankräich kënnt wéinst der staarker nuklearer Komponent a senger Stroumproduktioun op en duerchschnëttleche Wäert vu 45 Gramm CO_2/KW, wärend dës Zuel fir Däitschland bei 199 Gramm CO_2/KW läit. An där am Abschnitt virdrun zitéierter parlamentaresch Fro huet den Här Energieminister an deem Sënn ausgefouert, datt d'Käschte vun den CO_2-Zertifikater eng vun den Ursaache waren, firwat de Stroumpräis fir d'Lëtzebuerger Stéit 2020 duerchschnëttlech ëm 10 Prozent geklommen ass.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, aus wéi enge Länner Lëtzebuerg säi Stroum wärend de Joren 2019 an 2020 importéiert huet, awer och, wou an aus wéi enger Energiequell dësen ursprénglech gewonne gouf?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, no wéi enge Modalitéiten den CO_2-Ausstouss/KW bei der Stroumproduktioun ermëttelt an de Präis vun den CO_2-Zertifikater berechent gëtt? Kann den Här Minister an deem Sënn matdeelen, wéi eng Moossnamen hien ergraff huet, fir d'Käschte vun den CO_2-Zertifikater méiglechst niddreg ze halen, fir datt de Faktor Energie d'Stroumpräisser fir d'Lëtzebuerger Clienten net onnéideg an d'Luucht dreift?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi d'Zuele vum CO_2-Ausstouss/KW fir eis national Stroumproduktioun souwéi fir eis eenzel Importlänner regruppéiert?

Réponse (22.02.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Wéi aus dem ILR sengen alljärleche Rapporten iwwert de Stroummarché ervirgeet, importéiert Lëtzebuerg am meeschten aus Däitschland, esou wéi follgend Tabell fir d'Joren 2019 an 2020 ausweist:

[GWh]	2019	2020
Däitschland	4.029	3.584
Frankräich	1.338	1.155
Belsch	240	390

Dobäi sief bemierkt, dass d'Importer aus Frankräich an zum gréissten Deel aus der Belsch an dat industriellt Netz vun der SOTEL, déi d'Fabricke vun der ArcelorMittal mat Stroum versuergt, fléissen.

Esou wéi och schonn a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro N °4789 erkläert, soen dës physesch Importwäerter net zwéngend aus, wou a wéi de Stroum och urspréinglech produzéiert gouf. Fir de Mix vum physesche Stroum, deen am europäesche Verbundnetz fléisst, gëtt den europäesche Mix fir ganz kontinental Europa ugeholl, esou wéi en vun Eurostat ausgewise gëtt a wéi en a follgender Tabell fir d'Joren 2019 an 2020 ze gesinn ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De Stroummix (Etiquette) vum Stroum, dee vun de Fournisseure bei all de Clienten zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt, muss dem ILR vun de Fournisseure matgedeelt ginn, deen dann all Joer doraus den nationale Mix ausrechent. A follgender Tabell sinn dës Wäerter fir d'Joren 2019 an 2020 ze gesinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

CO_2-Emissiounen, déi bei der Stroumproduktioun entstinn, hänken dovun of, ob de Stroum mat fossille Quellen (z. B. Kuel oder Gas) oder mat erneierbare Quelle generéiert gouf oder awer ob et sech z. B. ëm Atomstroum handelt. Den ILR huet fir all Technologie en entspriechende Wäert festgeluecht, deen en notzt, fir den Impakt vum Stroummix op d'Ëmwelt ze ermëttelen.

Deemno verursaacht Stroum, dee mat Kuel hiergestallt gëtt, zwëscht 1.080 an 1.430 gCO_2/kWh, Stroum aus Gaskraft 436 gCO_2/kWh[2]. Atomstroum verursaacht zwar manner CO_2-Emissiounen, mee dofir awer radioaktiven Offall, deen eise Planéit onendlech laang belaascht. De Stroum aus erneierbare Quelle setzt praktesch keen CO_2 fräi.

Den ILR rechent op Basis vum nationale Stroummix all Joer den Impakt op d'Ëmwelt aus, am Sënn vun CO_2-Emissiounen an och vu radioaktivem Offall pro kWh-Stroum, deen zu Lëtzebuerg verbraucht ginn ass, esou wéi a follgender Tabell ze gesinn ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

CO_2-Zertifikater ginn am Rahmen vum sougenannten europäeschen „Emission Trading Scheme" (EU-ETS) gehandelt. De Präis gëtt duerch de Marché ermëttelt an ergëtt sech aus der Offer an aus der Demande vun esou Emissiounsrechter a loung laang Zäit däitlech ënner 20 Euro pro Tonn, op engem extreem niddregen Niveau. An de leschte Joren ass den CO_2-Präis awer staark geklommen a läit de Moment bei iwwer 90 Euro pro Tonn CO_2. Dëse Präis gëtt just duerch den europäeschen Emissiounshandel konditionéiert a ka vum Staat also net beaflosst ginn. Alleguer déi europäesch Acteure sinn deem Präis an deem selwechte Mooss ausgesat.

Question 5572 (25.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **décès liés aux armes à feu :**

D'Chamber huet am Januar e verschäerft Waffegesetz gestëmmt. An de Statistike vum Statec kann ee liesen, dass 2019 véier Persounen u selwer ugedoene Verletzungen duerch Schosswaffe gestuerwe sinn. Wéi vill Persounen duerch Schossverletzunge vun Drëtte gestuerwe sinn, ass net vermierkt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune sinn an deene leschten zéng Joer duerch den Asaz vu Schosswaffen duerch Drëtter ëm d'Liewe komm?

2. Wéi vill Mannerjäreger sinn an deene leschten zéng Joer duerch Schosswaffen ëm d'Liewe komm (Drëtter grad ewéi Suicide)?

3. Wéi vill Persounen hu sech an deenen leschten zéng Joer mat Schosswaffen d'Liewe geholl?

4. An den USA kënnt et leider vill ze oft zu Tragedien, wou Mannerjäreger duerch en Accident Erwuessener mat enger Waff erschéissen. Gouf et och schonn zu Lëtzebuerg esou Fäll an deene leschten zéng Joer?

Réponse commune (23.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wann et sech bei de Statistiken aus der parlamentarescher Ufro ëm nostoend Sourcen handelt: https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13020&IF_Language=fra&MainTheme=3&FldrName=3&RFPath=118, dann sinn déi Chifferen aus der nostoender Tabell vum sougenannte „Service épidémiologie et statistique", deen d'Donnéeën aus dem Regëster vun den Doudesursaachen (Registre des causes de décès) exploitéiert a sammelt.

De Code ICD10[3] ass exploitéiert gi fir d'Joren 2010 bis 2020, fir op déi verschidde Froen aus der parlamentarescher Ufro ze äntwerten.

Et sief och nach ugemierkt, dass déi verschidden Erklärungen zu de Coden aus der Tabell op Franséisch erkläert sinn, fir e bessert Verständnis vun den Notiounen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 1. Ënnert der Bedéngung, datt een den Asaz vu Schosswaffen duerch Drëtter wéi en Homicide a Funktioun vun de Coden zielt, (codes ICD10: X93, X94 et X95), sinn an den zéng leschte Joer fënnef Persounen ëm d'Liewe komm. (La codification ICD10 permet d'identifier l'usage volontaire par un tiers d'une arme à feu provoquant la mort d'une personne : homicide → codes ICD10 : X93, X94 et X95. La codification ICD10 ne permet pas d'identifier si une personne tierce a été impliquée en utilisant une arme à feu provoquant involontairement la mort d'une personne → W32, W33 et W34.)

Generell sief bemierkt, wéi och aus dem Tableau ervirgeet, dass bei sechs Leit d'Intentioun net konnt determinéiert ginn.

ad 2. Bei deenen 81 Persounen, déi tëschent 2010 an 2020 duerch Schosswaffen ëm d'Liewe komm sinn, waren d'Persounen all volljäreg.

ad 3. Vun dësen 81 Persounen, déi tëschent 2010 an 2020 duerch Schosswaffen ëm d'Liewe komm sinn, hu sech 68 d'Liewe geholl.

ad 4. Am Fall vun enger „exposition accidentelle à une arme à feu" féiert de Regëster keng Donnéeën doriwwer, ob eng Drëttpersoun agebonne war.

Question 5573 (25.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **limite d'âge pour la détention et l'utilisation d'armes à feu :**

Mam Gesetz vum 20. Januar 2022 gouf, wat d'Konditiounen ugeet, wat de Besëtz an d'Notzung vu Waffe betrëfft, nogebessert. Verschidde Proposen aus dem Originaltext goufen allerdéngs net an dat schlussendlecht Gesetz iwwerholl. Esou zum Beispill eng Erhéijung vum Mindestalter fir d'Notzung vu Waffen. Kanner ab 11 Joer kënne mam neie Gesetz elo Sportswaffen notzen. E Waffeschäi kann ab 16 Joer ugefrot ginn.

Op där anerer Säit gëtt et verschidde Videospiller, oft First-Person-Shooter, wou de Spiller ka mat Waffen op Saachen, Mënschen oder Déiere schéissen. Dës Spiller sinn oft eréischt ab 16 respektiv ab 18 Joer zougelooss.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Ministesch d'Proportionalitéit tëscht dem digitalen Asaz vu Waffen an dem realen? Misste fir den Asaz vu Waffen net mindestens gradesou streng Reegele gëlle wéi fir d'Notzung vu verschiddene sougenannte First-Person-Shooter-Videospiller?

2. Wäert d'Waffegesetz en Impakt op d'Alterslimitt vun de Videospiller hunn?

Réponse (02.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Ech wëll virop ënnersträichen, dass een den Asaz vun digitale Waffe bei sougenannte First-Person-Shooter-Videospiller net mam reellen Asaz vu Waffen, a méi genau vu Waffen am Kader vum Sportschéissen, an een direkte Verglach ka setzen. Sou ass et zum Beispill bei digitale Spiller am Allgemengen nëmme ganz schwéier, wann iwwerhaapt, ze kontrolléieren, wien, wou, wéi a wéini genau esou e Spill benotzt. Doriwwer eraus ass et esou, dass fir dës Zort vu Videospiller, ausser engem virgeschriwwene Mindestalter, keng weider Reegele virgesi sinn, wat d'Benotze betrëfft.

Dofir sinn ech der Meenung, dass an der Realitéit grad duerch Dispositiounen, déi am neie Waffegesetz stinn, dat den 20. Januar 2022 an der Chamber gestëmmt ginn ass, an déi kloer definéieren, wéi, wou, a wéi engem Kader, an ënner wat fir enge Konditioune Mannerjäreger dierfen eng Sportschéissaktivitéit duerchféieren, eebe genau méi streng Reegele virgesi sinn, wéi dat de Fall ass bei digitale Videospiller.

Wat elo d'Erofsetze vum Mindestalter fir d'Sportschéissen am Verglach zum initiale Projet de loi vu 14 op 11 Joer fir d'Ausstelle vun engem Sportswaffeschäi fir Netfeierwaffen (z. B. Loftpistoul, Loftgewier) un ee Mannerjärege vun 11 Joer betrëfft, esou sinn déi Konditioune genau am Artikel 25 (5) vum neie Waffegesetz gereegelt. Esou muss de schréftlechen Accord virleie vun der Persoun, déi d'Autorité parentale iwwert dëse Mannerjäregen huet. Et dierf och just mat de virgenannten Netfeierwaffe geschoss ginn, wann entweeder d'Persoun, déi d'Autorité parentale iwwert dëse Mannerjäregen huet, derbäi ass, oder eng Persoun, déi op d'mannst säit zwee Joer Titulaire vun enger Autorisation de port d'armes ass, an et muss och eng explizitt Recommandatioun an deem Sënn vun enger agreéierter Sportfederatioun vum Sportsministère virleien. Dës Ännerung ass op eng Propositioun vun der Sportsschéissfederatioun (FLTAS) zeréckzeféieren.

Wéi een och aus dem Commentaire zum amendéierten Artikel 25 (initialen Artikel 23) vum Projet de loi N° 7425[4] kann noliesen, huet dësen Alter zum Zweck, dem Alter, deen an aneren europäesche Länner gëllt, méi nozekommen, a soumat dës Lëtzebuerger Kompetitiounssportaart méi performant ze maachen, andeems ee potenziellen Talenter erméiglecht, fréi een héije Kompetitiounsniveau ze erreechen an domat erfollegräich un europäesche respektiv internationale Kompetitioune kënnen deelzehuelen. Heimat soll och kee generellt Ausstelle vu Sportswaffeschäiner vun Netfeierwaffen u Mannerjäreger vun eelef Joer un entstoen, mee et geet just drëm, fir eebe genau deenen Talenter, déi sech fréi bemierkbar maachen an dëser Disziplinn, d'Chance ze ginn, och schnell een héije Kompetitiounsniveau kënnen ze erreechen.

ad 2. Nee.

Question 5576 (25.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **prêts pour la rénovation énergétique :**

Am Artikel „Zu wenig sozial, zu wenig grün", deen den 22. Januar an der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" publizéiert gouf, heescht et, datt am Kader vun der Méiglechkeet, en zënslose Prêt bis 50.000 Euro fir d'energeetesch Sanéierung vum eegenen Haus/der eegener Wunneng unzefroen eng eenzeg Demande accordéiert gi wier. Bei der Optioun, fir e verzënste Prêt vun 100.000, wou d'Zënsen awer bis 1,5 Prozent vum Staat gedroe ginn, unzefroen, goufen insgesamt 26 Demanden accordéiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demande goufen an der jeeweileger Kategorie wärend de Joren 2016 bis 2021 gestallt? Kann den Här Minister elaboréieren, wat déi heefegst Ursaache waren, fir dës Demanden ofzeleenen?

2. Déi genannten Zomme bedeite besonnesch fir Leit, déi net vill verdéngen, och ouni Zënsen e finanziellen Engagement, deen sech iwwer eng laang Zäit erstreckt. Goufen déi Leit, déi sou e Prêt ugefrot haten oder accordéiert kruten, beroden, vu wéi engem ongeféieren Zäitpunkt un dës Investitioune fir si duerch agespuerten Energiekäschte rentabel géife ginn?

Réponse (22.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Déi gefrot Zuelen zu den Demanden an de jeeweilege Kategorien iwwert déi fënnef lescht Jore gesi follgendermoossen aus:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dës Zuele weisen, datt de Klimaprêt net den erhoffte an néidegen Erfolleg kennt, wéi et néideg wier, fir engersäits déi energeetesch Renovatioune vun eelerer Bausubstanz virun ze dreiwen an anerersäits grad deene Stéit mat méi niddregen Akommes ze hëllefen.

Aus deem Grond huet de Logementsminister zwou Reformen op den Instanzewee bruecht.

De Projet de loi 7821 proposéiert eng Vereinfachung vum Regime vun der Zënssubventioun fir e Bankkreditt, dee gefrot gëtt am Fall vun enger energeetescher Renovatioun.

Zousätzlech gesäit d'Reform iwwert d'Aides individuelles am Wunnengsberäich (PL7938) eng wichteg Verbesserung vun den Hëllefe vir am Beräich vun der energeetescher Sanéierung. Duerch déi sougenannten „Top-up-PRIMe-House" kréie Stéit aus den ënneschte véier Akommes-Decille bis zu 40 % vun dem Subside PRIMe-House, deen den Ëmweltministère ausbezilt, och nach eng Kéier zousätzlech vum Logementsministère.

Och dëse Regime ass méiglechst onbürokratesch opgebaut ginn, esou datt d'Leit, déi vun dësem Top-up wëlle profitéieren, an hirer Demande op den Dossier PRIMe-House vum Ëmweltministère verweisen, op déi de Logementsministère sech da bezitt, fir d'Hëllef auszebezuelen.

ad 2. Zesumme mat der PRIMe House[5] ass de Klimaprêt[6] e wichtegt Instrument, fir d'Energieeffizienz vun eise Gebaier ze verbesseren a fir dës Gebaier ze decarbonéieren, dat heescht, dass dës manner op fossill Energieträger zeréckgräifen. Béid Instrumenter sollen d'Bierger bei dëser Transitioun finanziell ënnerstëtzen.

D'Klimaprêten, op déi d'Fro sech bezitt, kënnen entweeder agesat ginn, fir eng Wunneng nohalteg ze sanéieren (fir manner Energie ze verbrauchen) oder fir bestëmmt nohalteg technesch Installatiounen (z. B. verschidden Typpe vun Heizungen oder eng Photovoltaikanlag) ze finanzéieren. Bei de méiglechen Investissementer fir déi e Klimaprêt a Fro kënnt, ginn et ganz ënnerschiddlech Fäll, déi ee muss nuancéiert betruechten. Eng reng Bewäertung iwwert déi agespuerten Energiekäschte gräift dobäi meeschtens ze kuerz. Eleng déi rezent Entwécklung vun den Energiepräisser weist wéi séier Viraussoen zu den agespuerten Energiekäschten op 10 bis 15 Joer kënnen donieft leien. Nieft der finanzieller Rentabilitéit ginn et bei Investissementer mat Klimaprêt meeschtens och nach aner Motiver, fir ze renovéieren oder technesch Installatiounen ze erneieren.

Sou steigert eng Renovatioun vun der „thermescher Enveloppe" vum Gebai (Fassad, Fënsteren, baussecht Dieren, Daach asw.) net nëmmen de Wäert vum Gebai, mee se dréit och nach zur Liewensqualitéit vun de Bewunner bäi. Wärend een en neien Ustrach an nei Fënsteren direkt gesäit, spiert een den Impakt vun enger besserer Isolatioun virun allem indirekt iwwert d'Reduktioun vun den Heizkäschten. Nieft anere Mesuren, wéi zum Beispill de Subside vun der PRIMe House, soll de Klimaprêt et erméiglechen, bei enger Renovatioun den Energieverbrauch ze reduzéieren an d'Nohaltegkeet vum Gebai ze verbesseren. Fir dass dat gelénգt, ass bei dëse Renovatiounen eng Energieberodung[7] virgesinn. Dës Berodung mat Projetsbegleedung duerch een agreéierten[8] Energieberoder ass déi selwecht, wéi se och am Kader vum Programme PRIMe House virgesinn ass, esou dass si kann d'Basis sinn, fir parallell vu PRIMe-House-Subsiden a vun engem Klimaprêt ze profitéieren. Dës Energieberodung kann Aussoen iwwert déi viraussiichtlech Energieaspuerunge beinhalten. Dëst ass awer net gesetzlech virgeschriwwen.

Am Kader vun engem Klimaprêt fir technesch Installatiounen ass d'Energieberodung net obligatoresch. Bei techneschen Anlage soll de Klimaprêt dobäi ënnerstëtzen, fir an nohalteg Alternativen ze investéieren, wann zum Beispill eng al, net esou ëmweltfrëndlech Heizung ersat muss ginn. Wéi bei der Renovatioun ass heibäi och eng Kombinatioun mam PRIMe-House-Programm méiglech.

An dësem Kontext erënnere mer drun, dass eng Rentabilitéitsbetruechtung, wéi se an der Fro ugeschwat gëtt, am Kader vum Energiepass gesetzlech virgesinn ass. Fir bestoend Wunngebaier sinn um Energiepass Mesuren unzeginn, mat deenen d'Energieeffizienz vum Gebai a vu sengen techne-

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

---

[2] Règlement E11/14/ILR du 29 mars 2011 portant fixation des valeurs par défaut de l'impact environnemental et abrogeant le règlement E10/24/ILR du 19 octobre 2010 portant fixation des valeurs par défaut de l'impact environnemental

[3] https://icd.who.int/browse10/2019/en#/

[4] Projet de loi 7425, doc. parl. 7425[07]

[5] Dëse Subsideprogramm baséiert op der Loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement an dem Règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 fixant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

[6] De Klimaprêt ass definéiert duerch d'Loi du 23 décembre 2016 relative à un régime d'aides à des prêts climatiques an de Règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 fixant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016 relative à un régime d'aides à des prêts climatiques.

[7] Dës Energieberodung (conseil en énergie) ass definéiert am Artikel 6 vun der Loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

[8] D'Energieberodung dierf gemaach gi vu Beroder, déi agreéiert sinn no der Loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales, privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement.

schen Installatioune ka verbessert ginn.[9] Fir all dës Mesuren ass dann och ze präziséieren, wéi vill Energiekäschten domat kënnen iwwer eng Periode vun 20 Joer agespuert ginn. Wann also vum Klimaprêt profitéiert gëtt, fir Mesurë genee esou ëmzesetzen, wéi se um Energiepass proposéiert sinn, da läit déi ugeschwate Rentabilitéitsbetruechtung vir.

Question 5585 (26.01.2022) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **répartition des centres de vaccination « Pop-up » :**

Sougenannte Pop-up-Impfstatioune sinn elo opgemaach ginn, wou d'Leit sech kënnen op verschiddenen Deeg op verschiddene Plazen am Land impfe loossen, ouni virdru mussen e RDV ze huelen. D'Datumer a wou déi eenzel Pop-up-Statiounen sech tëschent dem 21. Januar an dem 2. Februar 2022 befannen, si publizéiert ginn. Opfälleg ass, dass dës Pop-up-Statioune relativ am Zentrum zentraliséiert sinn.

An dësem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, aus wéi engem Grond déi Pop-up-Statioune sou am Zentrum zentraliséiert sinn?

2. Genee wéi d'Stad Lëtzebuerg huet och Esch, déi zweetgréisste Stad am Land mat 37.000 Awunner, een Impfzenter a grouss Centre-commerciallen, mee kritt awer kee Pop-up. Firwat ass dat esou?

3. Am Norden a Weste vum Land ginn et och grouss Akafszenteren. Firwat ginn do keng Pop-up-Statiounen organiséiert?

4. Wéi gesäit an deem Sënn d'Impfstrategie vum Gesondheetsministère aus?

Réponse commune (24.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. D'Pop-up-Statiounen, déi uechtert d'Land verdeelt sinn, probéieren, ee Gläichgewiicht tëscht verschiddene Krittären ze fannen:

- den Zonen, wou daagsiwwer, a besonnesch tëscht 10.00 a 16.00 Auer, vill Zoulaf ass,

- den Zonen, déi einfach zougänglech sinn an eng Parkingsméiglechkeet hunn,

- den Akafszenteren, wou een eidele Local de commerce disponibel ass oder awer eng grouss Plaz an der Verkafsgalerie oder um Parking zur Verfügung gestallt konnt ginn.

Déi Pop-up-Statiounen, déi tëscht Dezember 2021 an Februar 2022 ausserhalb vun der Impfwoch aktiv waren, hunn all dës Krittären erfëllt. Bei dëse Pop-up-Statioune gouf et souwuel Akafszenteren, déi no beim Zentrum, bei Aarbechtsplazen oder gutt frequentéierte Plaze waren.

ad 2. Säit dem Ufank vun der nationaler Impfcampagne, gouf op dem Gebitt vun der Escher Gemeng, méi genee zu Esch-Belval, en Impfzenter opgeriicht, dee bis haut nach aktiv ass. Des Weideren huet d'Gemeng Esch, am Kader vun der Impfcampagne an de Gemengen, eng Infrastruktur zur Verfügung gestallt, an där ee klengen Impfzenter ageriicht gouf. Schliisslech war den Impfbus och eng sëllege Kéieren an der Gemeng Esch ënnerwee an huet bei der Universitéit an op der Gemengeplaz Halt gemaach.

ad 3. Wärend der „Impfwoch" am Dezember, waren d'Akafszenteren am Norden an am Westen vum Land Deel vun der Initiativ „Pop-up". Aus organisatoresche Grënn (keng permanent Plaz an den Akafszenteren, disponibel Surface etc.), wouduerch d'Visibilitéit net garantéiert war, konnte verschidde Plazen no der Impfwoch net weider benotzt ginn.

All Bedreiwer vun engem interesséierten Akafszenter kann zu all Moment d'Organisateure vun der Impfcampagne kontaktéieren, wann eng Surface, déi de Krittären entsprécht, disponibel ass. An deem Sënn waren och Gespréicher mat enger Rei Bedreiwer vun Akafszenteren. Wann de reibungslosen Oflaf vun der Impfung op engem Site ka garantéiert ginn, gëtt de concernéierte Site an de Programm mat opgeholl. Esou konnt z. B. am Januar ee Site am Oste vum Land mat an de Roulement vun de Pop-up-Statiounen erageholl ginn.

ad 4. D'Impfstrategie besteet doranner, dem Bierger eng variéiert Offer vu Méiglechkeeten unzebidden, fir sech nieft den Impfzenteren och a lokale Pop-up-Statiounen, an Dokteschpraxissen oder Apdikten impfen ze loossen. Am Laf vum Mount Abrëll, wann d'Wieder nees besser gëtt, wäerten d'Pop-up-Statiounen duerch Impfbussen ersat ginn. Dës Bussen erlaben eis um geographesche Plang méi eng grouss Flexibilitéit.

Question 5586 (26.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**impact d'une obligation vaccinale sur la liberté des cultes :**

An der Vergaangenheet hunn ech ewell Froen un de Minister gestallt, fir verschidden Disparitéiten tëscht der Reliounsfräiheet an anere Rechter unzeschwätzen.

Am Fall vum Aféiere vun enger Impfflicht kéint et sinn, dass verschidde Reliounsgemeinschaften oder Sekten eng Impfflicht opgrond vu reliéise Grënn refuséieren. Eng Entscheedung, déi net wéi zum Beispill am Fall vun enger Bluttspend, nëmmen d'Persoune selwer betrëfft. Géifen Ausnamen aus reliéise Grënn akzeptéiert ginn, wier den Impffschutz vun der gesamter Bevëlkerung méi kleng.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Cultes dës Froe stellen:

1. Am Artikel 19 vun der Verfassung heescht et:

« La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés. »

Dëst Recht ass awer net absolutt, esou huet d'Cour constitutionnelle zum Beispill am Kader vun der Schoulflicht decidéiert, dass

« l'étendue de la liberté des cultes ne saurait être telle que son exercice provoque des difficultés susceptibles de perturber [...] le système éducatif ».

Gesäit de Ministère d'Liberté des cultes als absolutt Recht un, oder huet dëst Recht net och Limitten, wann et ëm d'Égalité de traitement geet?

2. Wéi wäert am Fall vun enger Impfflicht mat engem Refus aus reliéise Grënn ëmgaange ginn?

Réponse (27.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

D'Chamber huet den 19. Januar 2022 eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'Aféierung vun enger Impfflicht ofgehalen. Op Basis vun där Debatt an den Avise vu concernéierten Acteuren ass d'Regierung amgaangen, d'Modalitéite fir esou eng Aféierung auszeschaffen. Déi verschidde Grondrechter, déi heivunner betraff sinn, ginn an deem Kontext ofgewien. Wann déi Aarbecht ofgeschloss ass, wäert d'Regierung d'Chamber mat deenen entspriechende Propose saiséieren.

Question 5588 (26.01.2022) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant le **coup d'État au Burkina Faso :**

Selon les informations dans la presse internationale, un coup d'État s'est déroulé les 23 et 24 janvier au Burkina Faso. Le Président Roch Marc Kaboré a été arrêté, l'Assemblée nationale et du Gouvernement a été dissoute et la Constitution a été suspendue. La capitale Ouagadougou semble s'enfoncer dans le chaos avec des mutineries et attaques djihadistes. Selon des articles de presse, la France appelle ses ressortissant-e-s présent-e-s sur place à « éviter tout déplacement ».

Étant donné que le Burkina Faso est un des pays partenaires de la coopération luxembourgeoise au développement, nous aimerions avoir les renseignements suivants :

1) Quel est l'impact immédiat de la situation sécuritaire précaire au Burkina Faso sur le travail de terrain dans le cadre des missions luxembourgeoises de coopération ?

2) Le Ministère a-t-il émis des recommandations à nos collaborateurs et collaboratrices sur place en ce qui concerne leur sécurité ?

3) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une modification du plan d'action en cas d'une détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso s'avère nécessaire, ceci dans le but de mieux protéger les personnes sur le terrain et d'assurer la continuité des efforts d'aide à la coopération, même en situation de conflit ?

Réponse commune (01.02.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Pour ce qui est de l'impact des évènements visés sur les activités de la coopération luxembourgeoise sur le terrain au Burkina Faso, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire suit la situation de très près, ensemble avec les autres services compétents du Ministère des Affaires étrangères et européennes et l'ambassade sur place. Les activités seront adaptées en fonction de l'évolution de la situation dont il convient à ce stade encore d'évaluer les conséquences. L'impact direct principal de la situation est que la signature du nouveau programme indicatif de coopération, prévue pour le 8 février 2022, n'aura pas lieu à cette date.

ad 2) L'ambassade à Ouagadougou a immédiatement averti les collaborateurs et collaboratrices sur place lorsque les premiers tirs se sont faits entendre le 23 janvier 2022. La consigne était d'éviter tout déplacement jusqu'à ce que la situation se stabilise.

L'ambassade est en contact permanent avec le Ministère à Luxembourg, et notamment la cellule de sécurité, pour revoir et agréer les mesures à prendre.

ad 3) Le Burkina Faso est un pays partenaire de la coopération bilatérale du Grand-Duché de Luxembourg depuis 1996. La détérioration de la situation sécuritaire dans le pays a commencé en 2015. Depuis, les procédures de sécurité et la manière de travailler sur place sont en permanence analysées et retravaillées au besoin. Ceci afin de justement protéger les personnes sur le terrain tout en assurant la continuité de notre coopération au développement.

Question 5589 (26.01.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **chèques-repas :**

Les chèques-repas se sont largement établis dans notre pays et représentent une réelle plus-value pour les ayants droit, ceci d'autant plus qu'ils sont exonérés de cotisations sociales et de l'impôt des personnes physiques, sous des conditions bien définies.

Tout en notant que ces chèques sont valables et acceptés non seulement dans les restaurants mais aussi dans les commerces vendant des produits alimentaires au sens large, ces chèques sont aussi utilisés pour faire le plein en carburants et pour l'achat de produits du tabac.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre si cette pratique correspond aux objectifs des chèques-repas.

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait informer tous les détenteurs de chèques de cette largesse d'interprétation de la notion de repas ?

- Sinon quels sont les produits que les chèques-repas ne couvrent pas ?

Réponse (22.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Le régime fiscal applicable aux chèques-repas a été introduit par la loi du 19 décembre 1986 portant réforme de certaines dispositions en matière d'impôts directs et indirects et encadré sous forme d'un règlement grand-ducal du 29 décembre 1986 portant exécution de l'article 115, numéro 21 de la loi concernant l'impôt sur le revenu. Ce règlement grand-ducal prévoit des conditions spécifiques sur l'utilisation des chèques-repas en spécifiant par exemple que le chèque-repas est un titre non négociable d'une valeur déterminée, émis par un employeur à l'usage strictement personnel de son salarié permettant au salarié de prendre au cours d'une journée de travail tout ou partie d'un repas principal auprès d'un restaurateur.

L'honorable Député met en évidence qu'il existe dans la pratique une largesse d'interprétation de la notion de repas, et que des commerces acceptent les chèques-repas pour le paiement de biens non alimentaires.

Il apparaît que les règles existantes ne sont plus adaptées à la réalité. Ce besoin d'adaptation législative et réglementaire a été retenu dans l'accord de coalition de 2018-2023 qui prévoit que le régime des chèques-repas sera modernisé. Des analyses sont actuellement en cours et des échanges réguliers ont eu lieu avec les prestataires de services sur la mise en place d'un format digital des chèques-repas. Il est également prévu d'amender la réglementation de 1986 afin de tenir compte des nouvelles réalités qui se présentent au niveau de la définition de la journée de travail, du plafond maximal d'utilisation de chèques-repas par jour ou du réseau des restaurants ainsi que des commerçants qui offrent des repas.

Question 5590 (26.01.2022) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**adoption de la nouvelle stratégie d'investissement du FDC :**

En 2022, une analyse approfondie de la stratégie d'investissement du FDC (Fonds de compensation commun au régime général de pension) aura lieu qui devrait déboucher sur la mise en place d'une nouvelle stratégie d'investissement pour la période quinquennale débutant en 2023. Cela avait été confirmé dans la réponse de l'ancien Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 4676.

Étant donné que la stratégie d'investissement fait régulièrement l'objet de critiques, notamment quant à sa politique d'investisseur responsable, et que la période quinquennale en question pourrait s'avérer cruciale pour l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris sur le climat, cette nouvelle stratégie revêt un caractère particulièrement important. Rappelons dans ce contexte que la politique d'investissement du FDC fait l'objet d'une motion votée par la Chambre des Députés le 3 décembre 2020, ainsi que de la proposition de loi n° 7729 du député Marc Baum.

Rappelons également que selon l'article 251 du Code de la sécurité sociale, la nouvelle stratégie devra être soumise à l'approbation du Ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Pouvez-vous m'informer en détail sur l'état actuel des travaux et sur la feuille de route qui devra mener à l'adoption de la nouvelle stratégie d'investissement du FDC pour la période quinquennale 2023-2028 ?

2) Est-ce qu'il est prévu d'associer la Chambre des Députés aux travaux d'analyse et au processus décisionnel menant à l'adoption de la nouvelle stratégie d'investissement ?

3) Est-ce qu'il est prévu de consulter en amont de l'adoption de la nouvelle stratégie toutes les différentes parties prenantes concernées, y compris les organisations non gouvernementales dans le domaine de l'environnement, des droits humains et de la coopération au développement ?

4) Jugez-vous souhaitable que l'élaboration de la nouvelle stratégie d'investissement du FDC se fasse de manière inclusive et transparente ?

Réponse (23.02.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Les travaux au sujet de la révision de la stratégie d'investissement du Fonds de compensation (FDC) commenceront dans les mois à venir. Il est prévu que les réflexions concernant cette stratégie aboutissent début automne de sorte qu'elle puisse être adoptée par le conseil d'administration du FDC et ancrée dans sa directive, à soumettre pour approbation au Ministre de la Sécurité sociale, au cours du 4e trimestre 2022. Sa date d'entrée sera fixée au 1er janvier 2023, la stratégie d'investissement actuelle étant encore d'application jusqu'au 31 décembre 2022.

ad 2) + 3) Selon l'article 261 du Code de la sécurité sociale, le conseil d'administration du FDC, composé de manière tripartite et représentant ainsi les parties prenantes du régime général de l'assurance pension, ainsi que le Ministre de la Sécurité sociale auquel est soumise la directive de gestion du patrimoine du FDC pour approbation, représente et gère cette institution de sécurité sociale dans toutes les affaires qui n'ont pas été expressément attribuées par la loi et les règlements à d'autres organes. Il lui appartient notamment de définir les principes et règles du patrimoine, dont fait également partie la stratégie d'investissement. Il n'y a donc pas de disposition légale permettant au conseil d'administration du FDC d'associer formellement des institutions ou organes externes auxdits travaux d'analyse et audit processus décisionnel.

Néanmoins, le FDC a entamé depuis des années une démarche profonde visant à mieux intégrer dans sa stratégie d'investissement sa responsabilité écologique, sociale et de bonne gouvernance en tant qu'investisseur institutionnel.

Dans ce contexte, le FDC est constamment en échange avec des spécialistes et fournisseurs externes, que ce soit sur le volet financier ou extrafinancier, et mène ainsi aussi régulièrement des entretiens avec des ONG comme Votum Klima - qui regroupe plus de 20 organisations non gouvernementales - ou encore Greenpeace. De tels échanges et les discussions sous-jacentes contribuent à améliorer de manière continue le profil d'investisseur financier et responsable du FDC.

Ainsi, déjà actuellement, la plupart des mandats actifs accordés par le FDC ont une approche durable, en sus des mandats spécifiques comme les obligations vertes ou les investissements en actions à impact positif créés en 2019 sous la stratégie actuelle.

Un nouvel appel d'offres en cours porte entre autres sur un mandat actions monde géré de manière indexée et qui devra s'aligner aux deux degrés définis dans l'accord de Paris de 2015.

En effet, les accords signés et ratifiés par le Luxembourg ainsi que les conclusions tirées des rapports réalisés, notamment le rapport de l'investisseur responsable du FDC, ou encore des contributions reçues par divers organes, seront évidemment intégrés dans les travaux d'élaboration de la nouvelle stratégie qui doit répondre aux diverses obligations légales auxquelles le FDC doit se soumettre.

[9] De Contenu vun de Mesuren, déi Deel vum Energiepass vun engem bestoende Wunngebai sinn, ass am Kapitel 4.1.7 vun der Annexe I vum Règlement grand-ducal du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments definéiert.

ad 4) Le FDC a toujours fait preuve dans le passé d'une grande transparence par sa volonté de communiquer, par le biais de son site Internet, vers l'extérieur, que ce soit au niveau de sa politique d'investissement, son allocation stratégique et tactique, son approche d'investisseur responsable, ses règles de gouvernance, ses résultats financiers ou encore ses rapports annuels. C'est d'ailleurs cette démarche de transparence qui permet à toute entité externe de réaliser des analyses détaillées sur les investissements du FDC.

Fin 2020, le FDC a dressé son premier rapport d'investisseur responsable, un rapport qui a été présenté à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés et à la presse le 10 décembre 2020 :

https://mss.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2020%2B12-decembre%2B10-fonds-compensation.html

Au futur, le FDC va régulièrement publier un tel rapport ainsi que des mises à jour des données d'empreinte de carbone et de l'alignement de ses investissements avec l'accord de Paris.

La stratégie d'investissement du FDC est notamment ancrée dans la directive du conseil d'administration qui est également publiée sur le site Internet du FDC.

Question 5598 (27.01.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **maltraitance envers des personnes âgées dans les maisons de retraite :**

De franséische Journalist Victor Castanet huet rezent e Buch publizéiert, an deem Temoignagen a Preuven iwwer schlëmm Mëtshandlungen aus den Altersheemer vun enger internationaler Firma ze fanne sinn. Bericht gëtt ënner anerem, dass um Personal, un den lesswueren an un Hygiènesproduiten an engem Ausmooss gespuert gouf, dass et de Fleeger net méi méiglech war, alle Residente gerecht ze ginn. D'Kierperhygiène an och d'Ernierung an d'Hydratatioun vun de Bewunner sollen net zu all Zäitpunkt gewärleescht konnte ginn.

Och déi franséisch Regierung beschäftegt sech aktuell mam Dossier an d'Madamm Brigitte Bourguignon (Ministre déléguée auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé, chargée de l'Autonomie) huet ugekënnegt, an de kommenden Deeg en Austausch mat der Direktioun vun deem concernéierte Grupp an aneren Involvéierten ze hunn, fir ze enquêtéieren, ob d'Uschëllegungen zoutreffen, a falls jo, erauszefannen, wéi et zu dëse Mëssstänn konnt kommen.

Och zu Lëtzebuerg wëll d'Firma an noer Zukunft en Haus zu Märel opmaachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung d'Uschëllegunge vis-à-vis vun der ugeschwater Firma bekannt?

2. Wéi eng Konsequenze wäert d'Lëtzebuerger Regierung aus den opgedeckte Mëssstänn zéien, sollte sech d'Uschëllegungen aus Frankräich bestätegen?

Kéint de Staat den Agrement fir dat geplangt Haus zu Märel nees entzéien? Falls net, wéi kéint d'gesetzlech Basis der Ministesch no hei verbessert ginn?

3. Wie kontrolléiert zu Lëtzebuerg, dass Alters- a Fleegeheemer Hygiènesartikelen, lesswueren a Gedrénks net rationaliséiere kënnen, fir de Profitt vun engem Haus op Käschte vun den Awunner ze maximiséieren? Wéi gëtt hei virgaangen?

Réponse (04.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Uschëllegunge géint de franséische Grupp Orpea sinn der Regierung aus der Press bekannt.

De Grupp Orpea huet den 18. Januar 2022 eng Demande fir en Agrement fir eng Wunnstruktur fir eeler Leit beim Familljen- an Integratiounsministère agereecht.

Dës Demande wäert opgrond vum Art. 2 vum ASFT-Gesetz (Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique) analyséiert ginn. Dësen Artikel preziséiert d'Konditiounen, déi mussen erfëllt sinn, fir datt den Agrement kann accordéiert ginn. Déi Konditioune ginn och nach duerch de Règlement grand-ducal modifié vum 8. Dezember 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées preziséiert. Den Artikel 4 vum ASFT-Gesetz gesäit sengersäits vir, datt den Agrement ka refuséiert oder entzu ginn, dëst, wann déi legal oder reglementaire Konditiounen net méi erfëllt sinn.

Wann en Agrement sollt accordéiert ginn, da gëtt vu Beamten aus dem Familljen- an Integratiounsministère déi weider bestoend Konformitéit zum Agrement och reegelméisseg duerch Visitten op der Plaz kontrolléiert.

Wat d'Kontroll vun der Versuergung vun de Bewunner ugeet, sou geschitt déi am Kader vun der Fleegeversécherung duerch d'Equippe vum Service Qualité vun der AEC, déi um Terrain an unhand vu fënnef Qualitéitsindicateuren, déi am Règlement grand-ducal vum 13. Dezember 2017 definéiert sinn, administrativ Stéchprouwe mécht, betreffend d'Qualitéit vun der Versuergung vun de Bewunner vun Alters- a Fleegeheemer. Hei ass de Body-Mass-Index a seng Variatioun an der Zäit ee Facteur, deen an dëse Kontrolle berécksiichtegt gëtt.

Et ass awer och déi moralesch Verflichtung vum Gestionnaire, dem Direkter an dem Gesondheets- a Fleegepersonal op eventuell Mëssstänn hinzeweisen an d'Gesondheet vun der Persoun, déi se betreien, ze schützen.

Question 5602 (27.01.2022) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant le **traitement Covid-19 :**

Madame la Ministre de la Santé,

Le Luxembourg a commandé 20.000 traitements par Paxlovid.

Dans ce contexte je me permets de vous poser quelques questions.

Plus généralement :

- Quelles sont les recommandations officielles aux médecins généralistes pour le traitement d'un patient Covid-19 aujourd'hui ?

- Est ce que ces recommandations ont changé au fur et à mesure de la pandémie ?

Concernant les traitements par Paxlovid :
- Quand la commande des traitements par Paxlovid arrivera-t-elle au Luxembourg ?

- Quelles sont les recommandations pour l'utilisation de Paxlovid ? Les pilules seront prescrites par qui, quand et selon quelles conditions médicales ?

- Est ce qu'une communication a été envoyée aux médecins ?

Réponse (31.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le traitement de la Covid-19 reste, dans ses formes paucisymptomatiques et béniques, surtout un traitement symptomatique (antipyrétiques, antidouleurs, antitussifs, ...) comme pour la grande majorité des infections respiratoires aiguës de cause virale.

Pendant le décours de la pandémie, d'autres options thérapeutiques se sont cependant rajoutées pour les patients les plus vulnérables qui risquent de développer des complications. Il s'agit des anticorps monoclonaux et des antiviraux directs. Les médecins ont été informés de la mise à disposition de ces médicaments par lettre circulaire.

Le premier médicament antiviral direct était le remdésivir (Veklury), son usage est réservé au milieu hospitalier.

Pour les anticorps monoclonaux, deux préparations pharmaceutiques existent, à savoir le Ronapreve (association casirivimab/imdevimab) et le Regkirona (regdanvimab). D'autres produits sont en développement et vont arriver sur le marché prochainement, notamment le sotrovimab (Xevudy). Le Luxembourg participe aux Joint Procurement Agreements (JPA) de l'Union européenne afin d'acquérir les médicaments anti-Covid-19.

Les anticorps monoclonaux sont administrés en perfusion intraveineuse et le patient doit donc se rendre pour l'administration de son traitement au Service national des maladies infectieuses localisé au Centre Hospitalier de Luxembourg qui centralise ces traitements.

Le Ronapreve est disponible au Luxembourg depuis décembre 2021. Malheureusement, il perd son activité sur le variant Omicron et ne peut donc actuellement pas être utilisé dès que l'infection s'avère être causée par ce variant.

Le Regkirona qui n'est actuellement pas disponible au Luxembourg, n'a pas d'activité non plus sur le variant Omicron.

En ce qui concerne le Paxlovid, la première commande devrait arriver au Luxembourg dans les semaines à venir, en même temps que pour les autres pays européens. Actuellement, le producteur ne peut cependant pas encore confirmer une date de livraison définitive.

Comme pour le Lagevrio, un autre antiviral déjà disponible au Luxembourg, les recommandations pour l'utilisation du Paxlovid sont élaborées par le Conseil scientifique du domaine de la santé, puis les conditions d'utilisation sont arrêtées par la commission d'experts prévue à cet effet auprès de la Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé. En résumé, le traitement pourra être prescrit par tout médecin traitant. La délivrance du médicament se fera, pour des raisons logistiques, dans une première phase par les pharmacies d'hôpitaux. Le traitement est destiné prioritairement aux patients à risque de développer une complication (personnes vulnérables) qui ont une infection Covid-19 documentée par un test de laboratoire et qui ont des symptômes depuis moins de cinq jours. En effet, le médicament devra être administré de façon précoce au cours de l'infection pour être efficace.

Dès que le médicament sera effectivement disponible au Luxembourg, une communication sera faite à tous les médecins. Comme pour le lancement du Lagevrio, un webinaire de formation sera aussi proposé aux médecins intéressés.

Question 5608 (28.01.2022) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **missions de l'ADEM :**

An engem rezenten Interview (« Tout le monde recherche les mêmes profils », Paperjam 26.01.2022) erkläert d'Directrice vun der ADEM, datt et vun deene villen Demandeurs d'emploi am Botzsecteur verschiddener gëtt, déi kee Fürerschäin hunn. Op d'Fro, wat d'ADEM fir dës Mënsche maache kann, äntwert d'Directrice : « […] on va intervenir pour payer le permis de conduire ».

Am selwechten Interview erkläert d'Directrice vun der ADEM, datt eng Rei vun Demandeurs d'emploi weeder Lëtzebuergesch nach Franséisch, an och keen Däitsch an Englesch schwätzen, a vereenzelter kënne guer net schreiwen: « Des contacts sont également en cours avec le Service de la formation des adultes pour des cours d'alphabétisation. »

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Geet den Här Minister dervun aus, datt et zu den Aufgabe vun der ADEM gehéiert, fir de Fürerschäi vun den Demandeurs d'emploi ze bezuelen?

2. Kann den Här Minister preziséieren, wéi vill Demandeurs d'emploi keng vun deene véier genannte Sprooche schwätze kënnen? Wéi vill kënnen net emol schreiwen?

Réponse (16.02.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Der ADEM hir Aufgabe sinn am Art. L. 621-1 vum Code du travail definéiert.

Zu deenen Aufgabe gehéieren ënner anerem:

« 1) d'accompagner, de conseiller, d'orienter et d'aider les personnes à la recherche d'un emploi ;

[...]

3) de coordonner et d'organiser la formation des demandeurs d'emploi en vue d'augmenter leurs compétences professionnelles

[...]

7) d'intervenir en matière de reconversion et de réemploi de la main-d'œuvre ; ».

D'Mobilitéit spillt eng ganz wichteg Roll an der Aarbechtswelt. Et gëtt eng Rëtsch Aarbechtsplazen, déi net mam ëffentlechen Transport ze erreeche sinn. Dat kann duerch d'geografesch Lag vun der Aarbechtsplaz bedéngt sinn, mee awer och duerch d'Aarbechtszäiten. Et gëtt och Patronen, déi vun hire Mataarbechter ee Fürerschäi verlaangen, well si am Kader vun hirer Aarbecht musse mat engem Betribsauto bei Clienten oder op Chantiere fueren. Doriwwer eraus gëtt et eng grouss Nofro no Beruffschaufferen, a ganz besonnesch Camions- a Buschaufferen.

Virun deem Hannergrond ass et wichteg a richteg, dass d'ADEM Fürerschäiner matfinanzéiert. Do gëtt et zwou Méiglechkeeten.

1. Am Kader vun der „Aide à la formation professionnelle" kann all Demandeur d'emploi, deen op der ADEM ageschriwwen ass, eng Demande maachen, fir eng professionell Aus- oder Weiderbildung matfinanzéiert ze kréien. Dofir muss eng Ufro gemaach ginn, déi motivéiert ass, a vum Referenzberoder vun der ADEM a vum Aarbechtsminister geneemegt ginn. Wann dat de Fall ass, kann den Demandeur d'emploi, nodeems hien d'Formatioun ofgeschloss a bezuelt huet, 75 % vun den Onkäschten, an net méi wéi de Betrag vum onqualifizéierte Mindestloun, zréckfroen. Vun 2017 bis 2021 sinn an dësem Kader 8 Autos-, 177 Camions- an 186 Busfürerschäiner kofinanzéiert ginn. Dobäi kommen nach 99 Dossieren, wou d'Ausbildung am Centre de formation pour conducteurs („Code 95") kofinanzéiert gouf.

2. D'ADEM kann och selwer Ausbildunge fir Beruffschaufferen organiséieren. Dat geschitt an Zesummenaarbecht mat Patronen a Vertrieder aus den eenzele Secteuren. Esou Formatioune ginn nëmmen organiséiert, wann et reell Astellungsperspektive vun de Säite vun de Patronen oder Secteure gëtt. Vun 2017 bis 2021 sinn an dësem Kader 398 Beruffschaufferen (Camion a Bus) ausgebilt ginn.

ad. 2. Den 3. Februar 2022 ware 682 Leit op der ADEM ageschriwwen, déi weeder Lëtzebuergesch, nach Däitsch, nach Franséisch, nach Englesch kënnen.

Question 5609 (28.01.2022) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **congé linguistique :**

Le rapport de l'OCDE sur le fonctionnement du système d'intégration et ses acteurs au Grand-Duché de Luxembourg insiste e. a. sur la nécessité de renforcer les efforts en matière d'apprentissage des langues.

Le congé linguistique introduit par la loi du 17 février 2009 propose un crédit de 200 heures pendant le temps du travail.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le nombre de bénéficiaires depuis la mise en route de la législation afférente, leurs nationalités et pays de résidence et leurs secteurs d'activité ?

2) Monsieur le Ministre constate-t-il, de manière générale, une augmentation du recours au congé linguistique ? Dans l'affirmative, les cours en ligne/à distance ont-ils éventuellement eu pour effet de donner un coup de pouce à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise ?

3) Une augmentation du nombre d'heures de cours est-elle envisagée ?

4) À défaut, Monsieur le Ministre est-il en train d'étudier d'autres formules s'inspirant des exemples cités par l'OCDE, telles les formations linguistiques en lien avec le travail ? Est-il envisagé de davantage promouvoir l'apprentissage en ligne/à distance ?

Réponse (25.02.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) À ce jour, 3.705 personnes ont introduit au moins une demande d'octroi d'un congé linguistique. 3.605 personnes ont le statut de salarié et 100 personnes ont le statut d'indépendant.

En ce qui concerne les pays de résidence des bénéficiaires du congé linguistique, la situation se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Toutefois, il n'existe pas de statistiques concernant la nationalité des bénéficiaires du congé linguistique.

En ce qui concerne les secteurs d'activité dans lesquels les bénéficiaires du congé linguistique sont occupés, la situation se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Il y a eu une légère baisse du recours au congé linguistique compte tenu de la situation sanitaire liée au Covid-19.

Il faut préciser qu'il n'est pas toujours indiqué sur l'attestation d'inscription s'il s'agit des cours en présentiel ou des cours en ligne/à distance.

ad 3) Il faut noter qu'une modification de la législation relative au congé linguistique n'est pas prévue dans l'accord de coalition 2018-2023.

ad 4) Une étude n'est actuellement pas en cours. Toutefois, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est prêt à discuter ce sujet avec les partenaires sociaux, le cas échéant, au sein du Comité permanent du travail et de l'emploi.

Question 5611 (28.01.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **consultation du Registre national des personnes physiques par la Caisse pour l'avenir :**

Iwwert de Registre national des personnes physiques kënne verschidden Autoritéiten, wéi zum Beispill d'CNS, d'CCSS an och d'Caisse pour l'avenir des enfants, un Donnéeë vu Bierger kommen. D'Bierger kënnen iwwert MyGuichet novollzéien, wien hir Donnéeë gekuckt huet.

Mir ass opgefall, dass d'Caisse pour l'avenir des enfants am Géigesaz zu den anere genannte Beispiller dës Donnéeën iwwert zwou verschidden Identifikatiounen ufreet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Fro stellen:

- Firwat huet d'Caisse pour l'avenir de l'enfant zwou Identifikatiounen?

Réponse (14.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De „MyGuichet"-Log gëtt aus zwou Quelle gespeist, nämlech aus den Donnéeë vun der CAE an dem CTIE (RNPP). De CTIE huet eng lokal Lëscht mat Code fir déi eenzel Organismen an den dozou passende Libellé. Do steet d'Zukunftskeess nach ëmmer als „CNPF" (si huet jo virun August 2016 Caisse nationale des prestations familiales geheescht).

Beim Switch vum Code CNPF op CAE an den informatesche Systemer ass also e bëssen Duercherneen entstanen am „MyGuichet"-Log, mee déi zoustänneg Equippe vun der CAE an dem CTIE wäerten dofir suergen, dass an de Loggen de Libellé vereenheetlecht gëtt.

Ënnert dem Strëch handelt et sech awer ëmmer ëm déi selwecht Institutioun.

Question 5614 (28.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **qualifications requises pour le personnel des CIPA :**

An zwee Méint mécht zu Lëtzebuerg déi éischt Residenz vum Grupp Orpea hir Dieren op, an dat, obschonns a Frankräich en Enthüllungsbuch („Les Fossoyeurs") iwwer Mëssstänn a verschiddene Residenze vun dësem Grupp opmierksam mécht: „Abandonnées dans leurs excréments", „laissées sans soin pendant plusieurs jours" (zitéiert aus: „Le Quotidien" vum 27. Januar 2022, Säit 3).

D'Madamm Ministesch huet an engem Interview mam Quotidien erkläert, datt sech och eng Orpea-Residenz un d'Gesetz vum 8. September 1998 „réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique" hale muss. D'Madamm Minister weist awer och drop hin: « Cette loi ne prend pas le volet humain en considération. Il n'y a rien sur la qualification du personnel ou les langues parlées par exemple. »

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Wéi eng Méiglechkeeten hunn hei am Land d'Bewunner vun Altersheemer, fir sech géint eventuell Mëssstänn ze wieren, wéi se am Ablack Orpea reprochéiert ginn? Ass dru geduecht, fir an Zukunft en Ombudsman fir Senioren an d'Liewen ze ruffen?

2. Geet d'Madamm Minister dervun aus, datt och d'Qualifikatioun vum Personal, dat an engem CIPA schafft, misst gesetzlech gereegelt ginn, fir Mëssstänn, wéi se am genannte Buch beschriwwe ginn, sou gutt et geet ze verhënneren? Wa jo: Wéi eng Qualifikatioun misst dat Personal der Madamm Ministesch no opweisen?

3. Wéi steet d'Madamm Ministesch zur Iwwerleeung, datt et gesetzlech misst virgeschriwwe sinn, datt d'Personal vun engem CIPA Lëtzebuergesch schwätze kann?

Réponse (03.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Ech verweisen hei op meng Äntwert vum 18 Januar 2022 op d'parlamentaresch Fro Nr. 5404 vum Här Deputéierte Sven Clement.

Ech erënneren och drun, dass de Projet de loi Nr. 7524 iwwert d'Qualitéit an de Servicer fir déi eeler Leit d'Konzept vun der „bientraitance" an d'Organisatioun vun enger „gestion des réclamations" am „projet d'établissement" vun alle Strukture fir eeler Leit virgesäit. Duerch de Gesetzesprojet gëtt och en nationalen Informatiouns- a Mediatiounsservice geschafen, deen e weidert Element duerstellt, wann e Bewunner, e Familljemember oder e Gestionnaire en Uleies huet an Ënnerstëtzung brauch.

ad 2. D'Qualifikatioun vum Personal, wat an Alters- a Fleegeheemer schafft, ass gesetzlech gereegelt.

D'Kapitel 4 „Personnel" (Artikelen 8 bis 16) vum Règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées definéieren de minimale Personalschlëssel, d'Qualifikatiounen an d'Weiderbildunge vum Personal aus den Alters- a Fleegeheemer.

De Projet de loi Nr. 7524 iwwert d'Qualitéit an de Servicer fir eeler Leit geet e Stéck méi wäit; esou ass zum Beispill virgesinn, dass mindestens eng Fleegepersoun mat enger Qualifikatioun als Infirmier plus eng weider Betreiungspersoun musse 24/7 am Haus disponibel sinn. Et ass och virgesinn, dass 40 % vum Personnel d'encadrement mussen eng Weiderbildung vu 40 Stonnen am Beräich Psychogeriatrie gemaach hunn. Doriwwer eraus muss een Agent forméiert sinn als Referent zu Froen am Beräich Hygiène an Infektiounspreventioun.

ad 2. Et ass och haut scho gesetzlech virgeschriwwen, datt d'Personal an engem Alters- a Fleegeheem muss Lëtzebuergesch schwätze kënnen.

D'Artikelen 10 an 13 vum Règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées soen, dass souwuel de Chargé de direction eléi och d'Membere vum Betreiungspersonal musse beleeën, dass si zwou vun de geleefege Sprooche vun eisem Land musse kënne verstoen an och schwätzen, dorënner Lëtzebuergesch. Ass dëst net de Fall, gëtt am Agrement festgehalen, dass dës Leit sech mussen engagéieren, sech beruffsbegleedend weiderzebilden.

De Projet de loi Nr. 7524 iwwert d'Qualitéit an de Strukture fir eeler Leit confirméiert dës Ufuerderungen, dëst beim Chargé de direction wéi och beim Personal, wat d'Bewunner encadréiert. Hei ass en Delai vun zwee Joer virgesinn, fir d'Sproochekenntnisser op en Niveau B2 fir de Chargé respektiv den Niveau B1 fir d'Personal ze bréngen.

Question 5617 (28.01.2022) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **convention entre le Gouvernement et radio ARA :**

An der Konventioun tëschent dem Staat a Radio ARA vum 19. Mee 2021 ass am Artikel 1 nozeliesen, datt Radio ARA a senger Programmaarbecht am Bezuch op d'Aktualitéit eng Rei sozial, kulturell a kënschtleresch Krittäre muss anhalen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Staats- a Medieminister gär dës Froe stellen:

1. Gesäit den Här Minister et als opportun, engem onofhängege Biergerradio sou wäitreechend staatlech Normen opzeerleeën? Gesäit den Här Minister an esou engem Virgang net eng Gefor fir d'Onofhängegkeet vun der Press an hirer schrëttweiser Verstaatlechung?

2. Wéi steet den Här Minister am Sënn vun der Fro virdrun zu der Méiglechkeet, fir souwuel déi offiziell Pressebäihëllef a Form vun direkte Subside wéi och déi divers Bäihëllefen, déi am Kader vu bilaterale Konventioune fléissen, zum gesetzlech nächstméiglechen Zäitpunkt auslafen ze loossen an duerch eng Steierreform fir d'Mediebetriber ze substituéieren, soudatt dës och hir finanziell Onofhängegkeet zukünfteg méi liicht aus eegene Mëttele séchere kënnen?

Réponse (24.02.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. D'Konventioun mam Radio ARA gesäit an aller Transparenz en appropriéierte Finanzement fir déi soziokulturell Missiounen, déi e Biergerradio wéi de Radio ARA erfëllt, vir. Konform mam konstitutionelle Prinzip vun der Onofhängegkeet vun der Press preziséiert den Artikel 9 vun der Konventioun ausserdeem, datt dës a kengster Weis déi redaktionell Onofhängegkeet vum Radio aschränkt.

ad 2. Och d'Pressehëllef an der Form vum Gesetz vum 30 Juli 2021 fir de professionelle Journalismus, déi zousätzlech zu den eegene Mëttelen e Forfait an e Subsid pro Journalist virgesäit, ass eng objektiv, transparent, net diskriminéierend an appropriéiert Mesure, déi d'Onofhängegkeet vun de Medie stäerkt. Am Géigesaz zu engem Regimm, deen op fiskale Mesurë berout, erlaabt den aktuelle Regimm jidderengem, och de Betriber mat manner Revenuen, vum nämmlechte Montant ze beneficiéieren, wat bei steierleche Mesuren net de Fall wier.

Deemno wäert d'Regierung och un dësem Modell festhalen a gesäit keen Interêt, dësen duerch eng Steierreform ze substituéieren.

Question 5618 (28.01.2022) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **vaccins Covid-19 Novavax :**

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 5417 vun den éierewäerten Deputéierte Martine Hansen a Georges Mischo iwwer d'Zouloossung vum neie Covidimpfstoff „Novavax" schreift d'Madamm Minister, datt Lëtzebuerg an enger éischter Phas 30.000 Dose bestallt hätt a géif probéieren, sech an enger zweeter Instanz weider 69.000 Dosen ze sécheren. En Datum, vu wéini un den Impfstoff fir d'Bierger verfügbar ass, gëtt net genannt. Déi däitsch Bundesregierung huet awer schonn ugekënnegt, datt den Impfstoff an eisem Nopeschland ab dem 21. Februar gesprëtzt gëtt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Fro stellen:

www.chd.lu

- Huet d'Regierung sech mat deenen aneren EU-Memberlänner koordinéiert, fir Covidimpfzertifikater, déi op Basis vum Novavax ausgestallt ginn, unzeerkennen, och wann dësen zu Lëtzebuerg nach net zougänglech ass?

Réponse (03.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Vu datt et sech bei der Acquisitioun vum Novavax-Impfstoff ëm en Akaf handelt, deen iwwert en European Joint Procurement Agreement leeft, wäerten déi éischt Novavax-Impfstoffdosen zum selwechte Moment an deene vereenzelten EU-Länner disponibel sinn.

Well et sech bei den Impfzertifikater ëm ee sougenannten „EU Digital Covid Certificate" handelt, deen op dem EU-Reglement 2021/953 baséiert, ass den Impfzertifikat a ganz Europa valabel.

Doriwwer eraus ass den Novavax awer en Impfstoff mat engem Schéma vaccinal vun zwou Dosen. Dofir certifiéiert den Impfzertifikat vun der éischter Dosis keng komplett Impfung an eréischt den Impfzertifikat vun der zweeter Dosis ass valabel fir de CovidCheck zu Lëtzebuerg oder equivalenten Applikatiounen an den aneren EU-Länner.

Question 5621 (31.01.2022) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests positifs Covid-19 dans le sport :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5426 schreift d'Regierung, datt säit dem 1. Mäerz 2020 568 Covidinfektioune bekannt goufen, „déi potenziell a Relatioun mam Sport" stoungen. De Sport war an de leschten zwee Joer ganz strenge Moossnamen ënnerworf, déi méi wéi dacks changéiert hunn. Fir datt esou Moossname vun de Leit eegeverantwortlech respektéiert kënne ginn, ass et immanent, datt dës kloer strukturéiert an net mëssverständlech sinn a proportional zu der Situatioun stinn.

An deem Sënn géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Grafik presentéieren, déi den zäitlechen Oflaf vun dëse 568 Infektioune säit dem 1. Mäerz 2020 bis zum 31. Dezember 2021 ofbilt? Kann d'Regierung unhand vun dëser Grafik elaboréieren, wéi dës Infektiounszuelen am Zesummenhang mat der Upassung vun de Covidmesuren am Sport stoungen, déi am Kader vum Gesetz vum 17. Juli 2020 souwéi senge 24 Modifikatioune bis zum virdru genannte Stéchdatum, erlooss goufen?

2. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill vun dëse 568 positiv geteste Leit keng Symptomer haten a wéi vill liicht Symptomer gewisen hunn? Wéi vill vun dëse 568 Leit hu missen hospitaliséiert ginn a wéi vill vun hinnen hu missen op der Intensivstatioun behandelt ginn? Kann d'Regierung den zäitlechen Oflaf vun dësen ënnerschiddleche Verleef unhand vun enger Grafik visualiséieren? Kann d'Regierung op där Basis preziséieren, ob de Verlaf vun der Covidsituatioun am Sport en vue vum zäitlechen Oflaf souwéi vum symptomateschen Impakt vun de Krankheetsbiller hier, hei ausgedréckt a Prozent, ëmmer proportional zu der Situatioun am Rescht vun der Gesellschaft stoung? Falls net, wéini hu gréisser Ofwäichunge stattfonnt a wéi goufen dës an der Ursaachenanalys vun der Regierung bewäert? Wéi si se am Sënn vun der Fro virdrun an déi eenzel Gesetzestexter mat agefloss?

3. Säit dem 17. Dezember 2021 gëllt am Sport fir all Bierger vun op d'mannst 19 Joer den 2G-Regimm. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Leit, déi säit dem 1. Januar 2021 „potenziell a Relatioun mam Sport" positiv op Covid-19 getest goufen, zum Zäitpunkt vum positive PCR-Test eng éischt Impfdosis, eng zweet Impfdosis oder eng Booster-impfung (inklusiv deene Leit, déi eng Dosis vum Johnson & Johnson-Vaccin gesprëtzt kruten a jee no Definitioun net als geboostert gëllen) empfaangen haten? Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Leit, déi am Zäitraum vum 1. November bis zum 16. Dezember „potenziell a Relatioun mam Sport" positiv op Covid-19 getest goufen, zum Zäitpunkt vum positive PCR-Test nach keng éischt Impfdosis haten a wéi eng Krankheetsbiller sech fir déi jeeweileg Gruppe gewisen hunn? Kann d'Regierung matdeelen, wéi dës Zuelen a Relatioun zu der Decisioun stoungen, fir d'Aféierung vum 3G an eenzele Fräizäitsportaarten (wéi zum Beispill dem Fitness) mam Covidgesetz vum 17. Dezember ze iwwersprangen a gläich op den 2G-Regimm ze goen? Kann d'Regierung fir de Fall, datt d'Aféierung vum flächendeckenden 2G am Fräizäitsport net a Relatioun mat dësen Zuele stoung, elaboréieren, wéi dës Decisioun anerwäerts motivéiert war?

Réponse commune (25.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Georges Engel,** *Ministre des Sports :*

Den zäitleche Verlaf vun deene Covid-19-Fäll, déi potenziell a Relatioun mam Sport stinn, war änlech, wéi dat an der genereller Bevëlkerung de Fall war, mat Héichpunkten am Hierscht 2020 an am Hierscht 2021.

Vu datt et sech hei ëm eng relativ geréng Zuel vu Fäll handelt, an datt de Sport an dëse Fäll just als potenziell Infektiounsquell ka betruecht ginn, ouni datt et dofir eng eendeiteg Confirmatioun gëtt, ass et net méiglech, eng méi detailléiert epidemiologesch Analys ze maachen. Et leien dem Contacttracing weider keng Detailer vir, ob et bei dëse Fäll eventuell méi schwéier Verleef gouf mat gegeebenefalls Hospitalisatiounen. Et kann een awer dovunner ausgoen, datt et sech bei dëse Fäll virun allem ëm jonk Sportler a Sportlerinnen handelt, bei deenen de Risiko vun engem schwéiere Verlaf souwisou méi geréng ass.

Question 5623 (31.01.2022) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **zones de protection d'eau potable :**

L'eau potable constitue une des ressources les plus précieuses, qu'il convient de valoriser et de protéger au mieux, notamment au vu des pressions démographiques et économiques croissantes y relatives. Au cours des dernières années de nombreuses zones de protection d'eau potable ont été définies.

Toutefois, en 2018, des captages du réseau public, dont le débit était équivalent à 12 % du volume annuel exploité pour l'approvisionnement en eau potable par des sources et forages, étaient hors service, en raison d'une concentration trop élevée de nitrates et de métabolites de produits phytopharmaceutiques.

En outre, Madame la Ministre avait indiqué dans sa réponse à la question parlementaire n° 0933 du 22 juillet 2019 que des études étaient prévues pour identifier la faisabilité de l'exploitation de nouvelles ressources d'eau souterraine par moyen de forages en vue de contribuer à terme à la sécurisation de l'alimentation en eau potable au niveau national.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de nouvelles zones de protection de sources ont été définies depuis 2014 ?

2) Combien de zones se trouvent actuellement en phase de définition ou de consultation publique ?

3) Un impact positif de la création de nouvelles zones de protection des sources sur la qualité des eaux souterraines peut-il d'ores et déjà être constaté ? Est-ce que des captages autrefois hors service ont pu être remis en service entre-temps ?

4) Madame la Ministre peut-elle informer sur les conclusions des études susmentionnées ?

Réponse (04.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Depuis 2014, 45 règlements-grand-ducaux portant création de zones de protection autour de captages d'eau potable ont été publiés au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg. 44 règlements grand-ducaux concernent des captages d'eau souterraine et un règlement grand-ducal s'applique pour les eaux de surface du Lac de la Haute Sûre.

ad 2) 8 projets de règlements grand-ducaux se trouvent actuellement en phase de finalisation (en procédure publique en cours respectivement adaptations suite à la procédure publique). 3 nouveaux avant-projets de règlements grand-ducaux sont en cours de rédaction. Finalement, pour environ les 10 % des captages d'eau souterraine restants les études pour la délimitation de zones de protection sont en phase de réalisation.

ad 3) Les temps de séjour et d'épuration de polluants dans les eaux souterraines varient en moyenne entre 10 et 20 ans et peut dans certaines zones, en fonction du contexte géologique et de certains autres paramètres, dépasser plusieurs dizaines d'années. Au niveau de certains captages d'eau potable, présentaient un tel niveau avant la mise en place des mesures dans les zones de protection, qu'il faut patienter au-delà de 20 ans avant de voir retomber les concentrations en-dessous du seuil de potabilité.

Ceci est particulièrement vrai pour les métabolites, produits de dégradation de produits phytopharmaceutiques, comme le métolachlore-ESA ou le métazachlore-ESA, dont les substances mères étaient utilisées comme herbicides pour les cultures de maïs respectivement de colza jusqu'à leur interdiction en 2015. C'est la raison pour laquelle aucun captage hors service n'a été remis en service depuis la création des nouvelles zones de protection. Néanmoins, depuis 2015, date d'interdiction des 2 substances mères prémentionnées, une tendance à la baisse des concentrations des métabolites précités a été observée dans bon nombre de captages,

témoignant ainsi d'une amélioration de la qualité de l'eau souterraine.

Afin d'obtenir des informations plus précises, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et l'Administration de la gestion de l'eau sont en train de mettre en place, en collaboration étroite avec les fournisseurs d'eau potable, des indicateurs en vue d'anticiper les possibles évolutions de la qualité des eaux souterraines. Ces indicateurs feront partie intégrante des programmes de mesures à réaliser dans les zones de protection, conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Pour réaliser des évaluations adéquates, il est indispensable d'obtenir des données précises et locales, notamment en ce qui concerne les pratiques agricoles (quantités de fertilisants et de produits phytopharmaceutiques utilisés par zone de protection). Ces données seront utilisées afin de réaliser des bilans quantitatifs de flux de contaminants (nitrates, produits phytopharmaceutiques, etc.) entre leur application dans une zone et les concentrations mesurées dans les captages d'eau potable. Pour atteindre ce but, une collaboration transparente des agriculteurs et des fournisseurs d'eau potable est indispensable.

ad 4) À l'heure actuelle, aucune conclusion ne peut être tirée sur la faisabilité d'exploitation de nouvelles ressources en eau souterraine. Certes, il ne peut être exclu que des réserves supplémentaires d'eau potable se trouvent au niveau de certains aquifères. Des études sont prévues dans les prochaines années pour estimer plus précisément les quantités exploitables dans certaines régions mais beaucoup de facteurs devront être pris en compte. En effet, la qualité et la quantité d'eau souterraine de ces aquifères sont à déterminer, notamment avec la réalisation de plusieurs forages profonds, le suivi de l'évolution des niveaux des eaux souterraines, des analyses de la qualité naturelle des eaux souterraines et enfin une modélisation hydrogéologique. Par ailleurs, l'impact de prélèvements supplémentaires des eaux souterraines sur les eaux de surface est également à étudier. Étant donné la complexité des études, des conclusions ne sont pas à attendre avant 2024. Il est à souligner que le Gouvernement ne mise pas uniquement sur l'exploitation de nouvelles ressources afin de sécuriser l'alimentation en eau potable, mais mise également sur la réalisation d'économies en eau. Ainsi des études et des projets pilotes sont en cours ou sont prévus d'être lancés pour évaluer le potentiel d'économies en eau, notamment dans le secteur horticole et pour la construction de nouveau bâtiments.

Question 5628 (31.01.2022) de **M. Max Hahn**, **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **dépistage gratuit des troubles du langage « Bilan 30 » :**

Le « Bilan 30 », un dépistage gratuit des troubles du langage, est organisé par le Service audiophonologique pour les enfants de 30 mois. Il est composé d'épreuves permettant d'analyser l'évolution du langage et d'un test auditif.

Ce dépistage précoce des troubles du langage est essentiel, afin d'organiser, si nécessaire, le plus tôt possible une prise en charge adaptée.

Les parents peuvent inscrire leur enfant après avoir reçu l'invitation qui leur est envoyée automatiquement. Or, il nous revient maintenant qu'il existe des problèmes en ce qui concerne la prise de rendez-vous.

À ce sujet, nous aimerions donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Au cours des dix dernières années, combien d'enfants ont bénéficié du dépistage gratuit ? Quel est le taux de participation par rapport aux invitations envoyées pendant la même période ?

- Par quel moyen, hormis les invitations automatiques, les parents sont-ils informés du Bilan 30 ? Les pédiatres sont-ils encouragés d'informer les parents de cette offre ?

- Quelles mesures peuvent être mises en place afin d'augmenter le taux de participation ? Madame la Ministre est-elle d'avis qu'une campagne de sensibilisation ou d'autres incitations pourraient y contribuer ?

- Madame la Ministre, peut-elle confirmer qu'il existe des problèmes dans la prise de rendez-vous, car une grande partie du personnel a été rappelée pour le contact tracing ?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre, de quelle manière compte-t-elle assurer l'offre du Bilan 30 ?

- Quelle est actuellement la durée d'attente moyenne pour l'obtention d'un rendez-vous ?

Réponse (04.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- De 2012 à 2021, 32.614 enfants ont bénéficié du dépistage orthophonique dans le cadre du programme Bilan 30, correspondant à un taux moyen de participation de 48,1 %. Ce taux de participation est historiquement constant.

- Au cours des quatre premières années de vie, le langage se développe très rapidement. De ce fait, un bilan du langage développé pour l'âge de 30 mois doit être fait à ce moment précis. Pour cette raison, la voie officielle d'information concernant le Bilan 30 est limitée à l'invitation automatique sur base du registre national des personnes physiques.

Les pédiatres ne sont pas systématiquement informés de l'offre du Bilan 30 et il est vrai qu'un rappel régulier de la part du Service audiophonologique devrait être envisagé. Dans ce sens, le programme de travail de la Direction de la santé prévoit l'établissement d'une cartographie de l'ensemble des services de dépistage et de prise en charge des troubles de la petite enfance. Celle-ci sera régulièrement tenue à jour et soumise au corps médical et aux autres professionnels de la petite enfance.

- La participation au Bilan 30 étant une démarche personnelle des parents, tous informés de l'existence du programme via l'invitation personnelle, il est difficile d'envisager des mesures qui pourraient avoir une influence directe et notable sur le taux de participation.

Le Service audiophonologique développe régulièrement des campagnes de sensibilisation en lien avec le développement du langage, mais les retours du public cible et des professionnels de la petite enfance sont généralement très discrets et leur influence sur le taux de participation au Bilan 30 n'est pas retraçable.

Des projets de sensibilisation directe et ciblée des parents et des professionnels de la petite enfance sont actuellement élaborés par le Service audiophonologique. Les orthophonistes de ce service ont développé un module de formation concernant l'évolution normale et pathologique du langage et sa stimulation. Ce module sera proposé aux jeunes parents (sur invitation) et au milieu de l'éducation non formelle (personnel des crèches et des maisons relais) au cours de l'année 2022. On peut s'attendre à une influence positive de ces sensibilisations directes sur le taux de participation des parents au Bilan 30, mais ceci reste incertain et devra être mesuré par la suite.

Une mesure qui aurait certainement une influence directe et nette sur le taux de participation au Bilan 30 serait l'incitation financière découlant d'une inclusion du Bilan 30 à la liste des examens obligatoires pour l'obtention de la prime postnatale. Cette mesure aurait cependant de nombreuses conséquences et doit être argumentée et planifiée méticuleusement en amont.

- Au vu du manque de personnel dans le contexte de la vague épidémique liée au variant Omicron, la Direction de la santé a en effet estimé nécessaire de délocaliser l'ensemble de l'équipe des orthophonistes du Service audiophonologique au contact tracing pour la période du 17 janvier au 11 février. Par conséquent, le Service audiophonologique a dû annuler 945 rendez-vous au Bilan 30 et 408 rendez-vous de traitement orthophonique à cet effet. Les rendez-vous au Bilan 30 seront cependant reconvoqués par ordre chronologique, dès le 14 février.

- Le Service audiophonologique continuera à inviter tous les enfants inscrits au Bilan 30 selon l'ordre de priorité habituellement prévu. Le retard accumulé à cause de l'indisponibilité temporaire de l'équipe thérapeutique devrait pouvoir être absorbé progressivement au courant de la deuxième moitié de l'année, grâce au recrutement à temps-plein d'un orthophoniste supplémentaire au mois de juin 2022.

- Suite à l'annulation des rendez-vous susmentionnés, la durée d'attente moyenne pour l'obtention d'un rendez-vous sera d'environ trois mois. Les cas urgents, tels que des rendez-vous de suivi pour cause de retard de langage ou des demandes de diagnostic orthophonique émanant d'un médecin ou d'un service spécialisé, ne seront pas concernés par ce retard et continueront à être convoqués en priorité.

Question 5641 (01.02.2022) de **M. Gusty Graas** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **formulaire relatif aux effets indésirables en relation avec les vaccinations contre la Covid-19 proposé par la « Patientevertriedung » :**

Il nous revient que la Patiente Vertriedung ASBL propose depuis le 26 janvier 2022 un formulaire permettant de signaler tout effet indésirable en relation avec les vaccinations contre la Covid-19.

Selon la Patiente Vertriedung ASBL, les informations recueillies par le biais de ce formulaire seront communiquées au Ministère de la Santé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Qui est à l'initiative de la mise en ligne de ce formulaire et du transfert de données médicales au ministère de la Santé ? Est-ce une initiative individuelle de l'association ou est-ce que le formulaire a été mis en ligne sur demande du ministère de la Santé ?

- Compte tenu du caractère sensible de ces données, comment Madame la Ministre évalue-t-elle cette démarche par la Patiente Vertriedung ASBL ?

- Est-ce que la démarche proposée par la Patiente Vertriedung ASBL se substitue au signalement d'effets indésirables auprès de la Division de la pharmacie et des médicaments ?

- Le Ministère de la Santé a-t-il déjà reçu des données de la part de la Patiente Vertriedung ASBL dans ce contexte ? Dans l'affirmative, de combien de questionnaires s'agit-il ?

- Madame la Ministre estime-t-elle que cette initiative de la Patiente Vertriedung ASBL puisse présenter un risque de distorsion des statistiques nationales ? Madame la Ministre reconnaît-elle que le questionnaire mis en circulation par la Patiente Vertriedung ASBL peut être source de confusion pour les personnes souhaitant déclarer des effets indésirables ?

- Le système de pharmacovigilance ne relève-t-il pas de la compétence exclusive de l'État ? Dans l'affirmative, quelles suites Madame la Ministre entend-elle réserver à la démarche mise en place par la Patiente Vertriedung ASBL ?

Réponse (08.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Ministère de la Santé a pris connaissance de la démarche de la Patiente Vertriedung ASBL de mettre en ligne un formulaire permettant de signaler tout effet indésirable en relation avec les vaccinations contre la Covid-19.

Il s'agit là d'une démarche unilatérale de la Patiente Vertriedung ASBL qui n'a pas été concertée avec le Ministère de la Santé.

Le Ministère de la Santé est d'avis que le recensement des effets indésirables est la prérogative de la Direction de la santé, Division de la pharmacie et des médicaments (DPM), tel que ceci est d'ailleurs fixé par la loi (Règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments, Chapitre 5-1. Pharmacovigilance, Art. 45-1 à 45-9). Il estime également qu'il n'existe pas de base légale pour le traitement de ce type de données sensibles (données de santé) par la Patiente Vertriedung. L'existence d'un système de pharmacovigilance parallèle au système officiel présente en plus un risque de distorsion des statistiques nationales, p. ex. par des déclarations en double.

À la demande de la Ministre de la Santé, le Directeur de la santé, la cheffe de la DPM et la responsable de la pharmacovigilance à la DPM ont eu, en date du 2 février 2022, un échange en vidéoconférence avec les responsables de la Patiente Vertriedung ASBL. Lors de cet échange, il a été rappelé qu'un système national de pharmacovigilance organisé par la DPM existe et qu'il a une mission légale précise et une obligation de transmettre les données sur les effets indésirables vers le système européen EudraVigilance de l'Agence européenne des médicaments (EMA). Le rôle d'une Patiente Vertriedung ASBL devrait se limiter à faciliter les déclarations d'effets indésirables en informant les patients et en les accompagnant au besoin dans cette démarche de déclaration dans le système national. Il a été convenu que la DPM travaillerait ensemble avec la Patiente Vertriedung ASBL afin d'optimiser la communication vers le grand public sur le système de pharmacovigilance et de faciliter la déclaration, notamment en mettant à disposition des formulaires multilingues.

Il est donc attendu que la Patiente Vertriedung ASBL retire son formulaire de déclaration en ligne et oriente les personnes vers le système national.

Aucune donnée n'a été à ce jour transférée de la Patiente Vertriedung ASBL vers le Ministère de la Santé.

Question 5647 (01.02.2022) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**impact de la pandémie sur la chasse :**

Säit dem Hierscht d'lescht Joer gouf den Horeca-Secteur ëmmer méi strenge Covidmoossnamen ausgesat, wat zu engem staarke Réckgang vun de Clienten an och der Ofso vu villen Evenementer, zum Beispill Familljen- a Betribsfeieren, gefouert huet. Dës Ëmstellunge sinn zäitlech enk mat der Juegdsaison zesumme gefall. Traditionell gëtt dat Wëld, dat wärend dem Hierscht an dem Wanter zu Lëtzebuerg geschoss gëtt, och vill an der Horeca verschafft.

An deem Sënn géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, ob d'Juegdquote fir d'Saison 2021/2022 bis ewell konnten erfëllt ginn?

2. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi fir den Zäitraum vun de Joren 2013 bis 2021 regruppéiert, wéi vill iessbar Wëld all Joers ausgedréckt a Kilogramm insgesamt geschoss gouf, op wéi eng Kategorië vun Déieren et sech verdeelt huet a wéi vill dovun un d'Horeca an un aner Betriber aus dem Liewensmëttelberäich (Catering, Supermarchéen asw.) weider verkaf gouf a wéi een Undeel all Joers huet missen zerstéiert ginn, well e mangels Nofro net konnt um Maart ofgesat ginn?

3. Kann d'Regierung matdeelen, ob iessbar Wëld, dat zu Lëtzebuerg geschoss gouf, wärend de Joren 2013 bis 2021 och exportéiert gouf? Falls jo, kann d'Regierung déi genee Quantitéite verdeelt no Joren an op déi eenzel Déierenzorte matdeelen? Kann d'Regierung gegeebenefalls matdeelen, ob a wéi d'Covidmoossnamen am Horeca-Secteur sech op dës Zuelen ausgewierkt hunn?

Réponse commune (04.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Mat Juegdquote mengt den éierewäerten Deputéierte sécherlech den Ofschossplang. D'Ofschossplänge ginn allerdéngs fir eng Juegdperiod (3 Joer) opgestallt, spréch an dësem Fall vum 1. Abrëll 2021 bis den 31. Mäerz 2024. Well mol nach net dat éischt Juegdjoer vun dëser Juegdperiod erfëllt ass, kann dës Fro net beäntwert ginn.

ad 2. D'ANF huet keng Informatiounen iwwert d'Gewiicht u geschossenem Wëld, respektiv wéi vill dovunner hei am Land un d'Horeca oder aner Betriber geet.

D'Ofschosszuele selwer, also dat wat u Wëld pro Juegdjoer am ganze Land geschoss gëtt, kënne gären am Bulletin technique de l'Administration de la nature et des forêts en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse nogekuckt ginn. Déi Bulletine fënnt een op www.emwelt.lu.

ad 3. D'ANF huet keng Informatiounen iwwert den Export vu Wëldfleesch an d'Ausland. Dat selwecht gëllt och fir Import vu Wëldfleesch, dat hei am Land verkaf gëtt.

Question 5658 (02.02.2022) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant la **croissance des prix dans le secteur de construction :**

Suite aux pénuries de matériaux dues au choc induit par la pandémie, l'on a pu constater au cours des derniers mois une augmentation considérable des prix de matières premières dans le secteur de la construction. Selon le Statec, les prix dans la construction résidentielle ont augmenté de 9,4 % en un an, le taux de variation annuelle atteignant ainsi son plus haut niveau depuis octobre 1980. Cette augmentation devrait en principe s'avérer temporaire puisqu'elle est la conséquence de perturbations dans les chaînes de valeur causées par la pandémie et de la forte demande suite à la reprise économique au niveau mondial.

En même temps, l'on observe que, malgré les pénuries de matériaux, les matières nécessaires à la construction qui sont produites localement voire régionalement sont souvent exportées, notamment en Chine. C'est le cas par exemple du bois de construction, dont l'augmentation des prix a été considérable au cours des derniers mois suite à une pénurie mondiale.

Afin de favoriser une économie aux circuits circulaires et régionaux, le Gouvernement a notamment prévu de mettre en place le projet « e-Holzhaff » qui vise à fournir aux producteurs de bois une plateforme en ligne afin de commercialiser leur produit au niveau régional. Cependant, la mise en place de ce projet, annoncée pour fin 2021, a été repoussée.

En ce qui concerne le bois de construction, il convient aussi de noter que face à des étés de plus en plus chauds, nos forêts souffrent aussi de plus en plus d'attaques de scolytes (« Borkenkäfer »). Ce bois étant de qualité réduite, il peut, sous certaines conditions, encore être utilisé pour la construction.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Les ministres sont-ils d'avis que l'augmentation des prix dans le secteur de la construction est en effet un phénomène temporaire ?

2) Les ministres peuvent-ils fournir des chiffres sur les quantités de bois de construction annuellement produites au Luxembourg et qui sont exportées ? Peuvent-ils fournir les chiffres par pays d'exportation et pour les cinq dernières années ?

3) Dans quelle mesure le bois affecté par les scolytes est-il utilisé dans la construction au Luxembourg ? Les ministres peuvent-ils fournir des chiffres afférents pour les cinq dernières années ?

4) Les ministres peuvent-ils fournir des chiffres sur les quantités de bois qui sont annuellement affectées par les scolytes au Luxembourg et ceci pour les cinq dernières années ? Peuvent-ils aussi fournir des chiffres pour les cinq dernières années concernant les quantités de bois affectées par les scolytes qui sont exportées annuellement et ceci par pays d'exportation ?

5) Quelles sont les raisons pour le retard de la mise en place de la plateforme « e-Holzhaff » ? Endéans quel délai la plateforme deviendra-t-elle opérationnelle ?

6) De manière générale, comment les ministres envisagent-ils favoriser à l'avenir un approvisionnement plus local voire régional en matériaux de construction ?

Réponse commune (04.03.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les prix de la construction sont sous pression au Luxembourg et continuent de croître à un rythme soutenu. L'indice des prix de la construction (IPCr) du Statec a augmenté de +9,4 % entre octobre 2020 et octobre 2021. Ce dynamisme exceptionnel peut être expliqué par le renchérissement de nombreux matériaux de construction au niveau international. On assiste à un double phénomène : d'une part, à un phénomène temporaire de rattrapage dû à la vigueur de la reprise de l'activité mondiale combinée à une demande élevée ; d'autre part, à des sévères difficultés d'approvisionnement liées à des goulets d'étranglement dans les chaînes de production et de la logistique.

Le rebond de l'activité économique au niveau international en 2021, accompagné par des restrictions sanitaires dans le cadre de la pandémie Covid-19 pesant sur les activités, s'est ainsi accompagné de fortes tensions sur l'appareil productif. L'offre peine à suivre la demande, un phénomène renforcé par des difficultés d'approvisionnement et goulets d'étranglement dans les chaînes de production. Ces difficultés tiennent aux pénuries de matériaux et de produits intermédiaires mais aussi à des phénomènes de saturation dans la chaîne logistique. Par exemple, le fret maritime mondial fait face à de fortes tensions et le coût du transport de containers a flambé. S'y ajoute encore un niveau élevé des coûts de l'énergie. Ces facteurs limitent donc la production dans l'industrie et la construction : elles renchérissent le prix des intrants avec des impacts à la hausse sur les prix à la production, pouvant par la suite se transmettre sur les prix à la consommation et causer l'inflation.

À titre d'exemple, en février 2022, la Commission européenne a revu à la hausse ses prévisions d'inflation pour rendre compte des effets du niveau élevé des prix de l'énergie, mais aussi de la propagation des tensions inflationnistes à d'autres catégories de biens depuis l'automne. Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Commission estimait que la zone euro atteindrait un pic au premier trimestre 2022. À mesure que s'atténueraient les pressions exercées par les problèmes d'approvisionnement et par le niveau élevé des prix de l'énergie, l'inflation devait reculer à environ +2 % au quatrième trimestre 2022, puis rester en 2023 en dessous de l'objectif de +2 % de la Banque centrale européenne (BCE). Globalement, l'inflation annuelle dans la zone euro devait passer à +3,5 % en 2022, puis redescendre à +1,7 % en 2023. Néanmoins, pour la Commission européenne, les incertitudes restent élevées et les risques entourant les perspectives d'inflation sont nettement aggravés par les tensions géopolitiques en Europe de l'Est qui se sont entre-temps aggravées. Pour la BCE aussi, l'inflation devrait rester élevée plus longuement qu'anticipé précédemment mais devrait ralentir dans le courant de l'année. Ces estimations sont susceptibles d'être revues dans les semaines à venir en fonction de l'évolution de la crise actuelle.

Dans ses prévisions d'inflation pour le Luxembourg, le Statec a aussi révisé à la hausse ses prévisions pour 2022 à cause de l'accentuation récente des pressions inflationnistes. L'inflation ralentirait à l'horizon 2023 notamment suite à l'essoufflement de l'impact haussier de l'énergie. Le Statec prévoit ainsi que l'inflation au Luxembourg, mesurée par l'Indice des prix à la consommation national (IPCN), se situera à +4,4 % en 2022 et +1,3 % en 2023 (scénario central).

Le dynamise exceptionnel des prix ne devrait donc rester que passager et temporaire, la question est de savoir jusqu'à quand et de savoir quel sera l'impact de l'environnement international. La pandémie actuelle est une situation unique, avec des différences considérables par rapport à l'évolution de l'inflation en temps « normal », et nécessite un suivi étroit et ajoute surtout à l'incertitude entourant les perspectives d'inflation. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les tensions géopolitiques jouent aussi un rôle considérable. Pour les problèmes d'approvisionnement, les analystes internationaux s'attendant à l'heure actuelle à une détente plus tard dans l'année, sachant que cela dépendra largement de l'évolution de la pandémie. Selon les hypothèses actuellement prises en compte, le desserrement progressif de ces goulots d'étranglement et l'essoufflement de l'impact haussier de l'énergie devraient réduire les pressions inflationnistes à partir du deuxième semestre de 2022.

ad 2) Le Statec met à disposition sur son site Internet[10] des données annuelles sur la production, l'importation et l'exportation de bois brut (en 1.000 m³) au Luxembourg. Au cours des cinq dernières années (2016-2020), le volume de la production de bois brut au Luxembourg est passé d'environ 306.000 m³ à 341.000 m³ selon les derniers chiffres disponibles. Sur la même période, il ressort que le Luxembourg a importé plus de bois brut qu'il n'en a exporté.

Des données plus détaillées concernant les volumes par pays d'exportation ne sont pas disponibles auprès du Statec.

Figure 1 : Production, importation et exportation de bois brut (en 1.000 m³) de 2016-2020

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Le bois scolyté peut être utilisé pour la construction seulement si les arbres ont été récoltés en forêt et sciés avant que ne débute leur dégradation par transformation chimique des composés principaux du bois, la cellulose et la lignine, car cette transformation chimique altère ses propriétés physiques. La dégradation chimique débute en général après une saison de végétation pour les arbres et bois d'épicéa qui sont restés en forêt ou stockés à l'extérieur.

Il n'y a pas de chiffres concernant l'utilisation de bois scolyté dans la construction au Luxembourg, car les bois utilisés ne sont pas répertoriés séparément dans les processus d'usinage en raison de leurs caractéristiques semblables.

ad 4) Les informations concernant les quantités de bois affectés par les scolytes peuvent être déduites des données de récolte et de vente de bois. Ces données n'existent que pour les forêts publiques. En ce qui concerne la récolte de bois scolytés dans les forêts publiques, on constate une forte augmentation des volumes récoltés depuis 2018 pour atteindre 60 % du volume total des épicéas coupés (voir tableau 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il faut cependant noter que tous les bois scolytés en forêts publiques ne sont pas exploités et vendus, notamment les bois fortement détériorés. Les arbres scolytés isolés, en petits groupes ou se situant dans des zones topographiques, pédologiques et écologiques sensibles, sont laissés sur pied dans un but de biodiversité pour augmenter le stock de bois morts, un habitat naturel de prédilection pour de nombreuses espèces inféodées, souvent rares.

Les quantités de bois d'épicéas provenant des forêts publiques achetées directement par des négociants ou des industries ayant leur siège social à l'étranger sont très faibles (voir tableau 2), de l'ordre de quelques % seulement. Il n'y a pas d'informations concernant la forêt privée. Il est cependant courant qu'une part indéterminée du volume acheté par des négociants ayant leur siège social au Luxembourg soit ensuite exportée à l'étranger. Une distinction selon la qualité des bois n'est pas disponible.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) En tant que coordinateur du projet « e-Holzhaff », Luxinnovation avait initialement estimé que le lancement de cette plateforme pourrait se faire fin 2021, sur base d'un prototype développé en collaboration avec les acteurs privés et publics du secteur du bois au courant de l'année 2021. Il s'avère cependant que les efforts pour structurer la plateforme selon un modèle de partenariat public-privé nécessitent plus de temps.

Afin de ne pas retarder davantage la mise en opération de la plateforme, il est actuellement envisagé que Luxinnovation gère elle-même la plateforme dans une première phase, tout en continuant à explorer des opportunités pour impliquer des acteurs privés intéressés à s'investir directement dans le projet dans une phase ultérieure. La mise en opération de la plateforme sous cette forme devrait ainsi pouvoir se faire au plus tard au 3e trimestre 2022.

ad 6) En dehors de la mise en opération de la plateforme « e-Holzhaff » qui viendra compléter l'offre de bois brut ou recyclé sur le marché par le recours à du bois local ou régional, d'autres projets pour favoriser un approvisionnement plus local, régional et aussi circulaire dans le domaine de la construction au Luxembourg sont envisagés.

Ainsi, une étude commanditée par Luxinnovation a été menée conjointement par l'Université et le LIST au sujet de la pénurie dans le domaine de la construction et les chaînes d'approvisionnement. Cette étude, réalisée après consultation des acteurs de la construction au Luxembourg, s'est focalisée sur les impacts de cette pénurie ainsi que sur les tendances à long terme. Elle a mis en évidence que les matériaux les plus impactés sont l'acier et différents types de métaux, le bois et les dérivés du pétrole, mais qu'indépendamment de la pénurie le secteur souffre d'un manque d'emploi qualifié.

Bien que l'étude ait confirmé que l'approvisionnement du secteur est largement dépendant de facteurs mondiaux sur lesquels le pays a peu d'influence, elle a souligné qu'il importe que le secteur de la construction et de la logistique tire efficacement parti des technologies existantes telles que les outils d'acquisition, de suivi et d'usage des données, les processus d'automatisation ainsi que les nouvelles méthodes de préfabrication, de construction modulaire et de design circulaire. Elle a aussi avancé quelques pistes à explorer au niveau national et régional pour diversifier les matériaux et favoriser le recours à des matériaux recyclés.

En ligne avec certains enseignements tirés de l'étude de l'Université et du LIST, Luxinnovation a initié différents projets :

- pour réduire la dépendance de importations de bois par le développement de la filière bois au Luxembourg et dans la région,
- pour sécuriser davantage la production de béton au Luxembourg moyennant le recyclage, et
- pour explorer des possibilités de réemploi de matériaux de déconstruction.

Ainsi, un projet de développement d'une plateforme de déconstruction est à l'étude. Il s'agira d'apporter une solution pour rassembler et rendre disponible sur le marché des produits et matériaux issus de la déconstruction sélective d'immeubles. Des acteurs du secteur privé et de la recherche sont impliqués dans l'étude et l'élaboration du concept.

Un autre projet adresse la problématique du recyclage du ciment. Une étude sur les volumes disponibles sur le territoire luxembourgeois, des solutions techniques pour le recyclage de ce type de ciment, la viabilité économique et l'impact sur les émissions CO_2 est en cours.

Finalement, un projet de réemploi des fenêtres de bâtiments est en préparation. En collaboration avec plusieurs acteurs du secteur privé un concept circulaire de réutilisation de fenêtres d'anciens immeubles est à l'étude.

À souligner également que les récentes initiatives de la Commission européenne dans le cadre de sa stratégie industrielle constituent un des moyens pour mieux pouvoir remédier dans le futur à une pénurie des matériaux de production. À la lumière des leçons tirées de la pandémie, le principal défi est de renforcer les capacités de production au sein de l'Union européenne en vue de renforcer son autonomie et sa résilience. Le tissu industriel de l'UE est varié, mais il existe des liens étroits entre les différents écosystèmes et chaînes de valeur car tout est interconnecté. Le secteur industriel européen, et donc aussi luxembourgeois, peut uniquement fonctionner dans un véritable marché intérieur des biens et des services, dans lequel il n'existe pas de frontières et pour lequel le Ministère de l'Économie plaide au niveau des instances européennes.

Dans le cadre du projet de loi sur les forêts (PL7255), le Gouvernement entend mettre en application un nouveau règlement grand-ducal sur la vente des bois provenant des forêts publiques en prévoyant la possibilité de vendre des bois de qualité par contrats d'approvisionnement aux industries de la transformation de la Grande Région si celles-ci s'engagent à approvisionner à leur tour le marché local en produits de bois finis destinés à la construction.

Question 5659 (02.02.2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**information du propriétaire d'un immeuble des personnes inscrites à cette adresse :**

Laut mengen Informatiounen ass et engem Proprietär vun engem Immeuble net erlaabt, fir gewuer ze ginn, wien op der Adress vu sengem Immeuble ugemellt ass. Et ass ëmmer esou, dass eng Gemeng d'Déclaration de domicile entgéinthëlt an d'Persoun am Registre national des personnes physiques andréit. De Proprietär huet aus dateschutzrechtleche Grënn keen Accès op dës Informatiounen. Och wann dëst aus deene genannte Grënn novollzéibar ka sinn, ass et an der Praxis awer esou, dass et zu Schwieregkeete komme ka fir de Proprietär, deen zum Beispill eng maximal Zuel vu Bewunner am Loyerskontrakt stoen huet, Courrier a Rechnunge vun onbekannte Leit kritt oder Leit misst kënnegen, déi hie guer net am Kontrakt stoen hat.

An dësem Kontext, wéilt ech gär follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch mir confirméieren, dass et der Gemeng verbueden ass, engem Proprietär Informatiounen ze ginn iwwert d'Persounen, déi a senger Wunneng ugemellt sinn?

- A wa jo, ass si och der Meenung, dass dëst ee mat praktesche Problemer verbonnenen Zoustand ass?

- Gedenkt d'Ministesch, dëse Problem ze reegelen an, wann néideg, Gesetzestexter deementspriechend unzepassen?

Réponse (25.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De Gemengeregëster vun de physesche Persounen erfëllt eng prezis Finalitéit, déi vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun de physesche Persoune fixéiert ginn ass. De Gemengeregëster besteet aus enger Kollekt vun Donnéeë vun de physesche Persounen, déi op dem Territoire vun der Gemeng residéieren, a vun anere Persounen, déi vum Gesetz viséiert sinn. Déi Donnéeë gi gebraucht fir d'Exekutioun vum Walgesetz, fir d'Unzuel vun de Gemengeconseillere pro Gemeng a fir d'Awunnerzuel vun de Gemengen ze bestëmmen a schlussendlech fir d'Gemengeservicer ze organiséieren.

De Buergermeeschter muss garantéieren, dass déi Donnéeën exklusiv fir déi uewegenannte Finalitéite kollektionéiert ginn, an den Accès zum Regëster ass streng limitéiert. Engersäits hunn déi Persounen, deenen hir Donnéeën am Regëster ageschriwwe sinn, d'Recht, fir just hir eegen Donnéeën ze konsultéieren a Kommunikatioun dovunner ze kréien. D'Form an d'Prozedur fir d'Consultatioun an d'Kommunikatioun si prezis vum Gesetz gereegelt, an all Demande, déi vun enger Persoun presentéiert gëtt, déi déi legal Konditiounen net erfëllt, muss refuséiert ginn. Anerersäits kënnen och nach Autoritéiten, Administratiounen, Servicer, Institutiounen oder Organismen Accès op Donnéeë kréien, sou wäit wéi si vum Gesetz dozou autoriséiert sinn. All weider Drëttpersoune kënne keng Kommunikatioun vun Donnéeën aus dem Gemengeregëster kréien.

De restriktiven Accès op Donnéeën aus dem Gemengeregëster justifizéiert sech duerch den Dateschutz, an et ass net virgesinn, fir eppes dodrun ze änneren.

Question 5665 (02.02.2022) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **mesures sanitaires dans les transports publics :**

Wéi d'Regierung an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5426 geschriwwen huet, war et op Basis vum Contacttracing méiglech, bei der Gestioun vun der Covidkris verschiddenen Infektiounen engem potenziellen Ursprongsberäich vu gesellschaftlechen Aktivitéiten, an deem Fall dem Sport, zouzeuerdnen. An de leschten zwee Joer wor den ëffentlechen Transport ee vun deene Beräicher, wou am gesellschaftleche Vergläich éischter iwwerflächlech Virsiichtsmoossnamen agefouert goufen, déi doriwwer raus och kaum gewiesselt hunn.

Grad am ëffentlechen Transport ass awer dovun auszegoen, datt de Geste-barrière vun der physescher Distanz vun zwee Meter zu de Stousszäiten an och an anere Situatiounen, wéi zum Beispill wa vill Leit matenee erausklammen, well den Zuch Endstatioun op der Stater Gare huet, net kann agehale ginn. Fir datt esou Moossname wéi mir se wärend deene leschten zwee Joer an der Covidkris erlieft hunn, vun de Leit iwwerall eegeverantwortlech respektéiert kënne ginn, ass et immanent, datt dës Moossnamen souwuel tëschent deenen eenzele gesellschaftleche Beräicher proportional zueneen, wéi och proportional zu der Gesamtsituatioun stinn.

An deem Sënn géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill zousätzlech Zich a Busse säit dem 1. Mäerz 2020 agesat gi sinn, fir déi physesch Distanz vun zwee Meter am ëffentlechen Transport sou gutt wéi méiglech ze garantéieren?

2. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Infektioune mam Covid-19 säit dem 1. Mäerz 2020 potenziell

[10] Pour plus de détails : https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableViewHTML.aspx?sCS_ChosenLang=fr&ReportId=13390#WDS_ro w_summary_0_2

an/oder tatsächlech a Relatioun mam ëffentlechen Transport festgestallt gi sinn? Kann d'Regierung eng Grafik presentéieren, déi den zäitlechen Oflaf vun dësen Infektioune säit dem 1. Mäerz 2020 bis zum 31. Dezember 2021 ofbilt?

3. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill vun deene Leit, déi säit dem 1. Mäerz 2020 potenziell an/oder tatsächlech a Relatioun mam ëffentlechen Transport positiv op de Covid-19 getest goufen, keng Symptomer haten a wéi vill liicht Symptomer gewisen hunn? Wéi vill vun dëse Leit hu missen hospitaliséiert ginn a wéi vill vun hinnen hu missen op der Intensivstatioun behandelt ginn? Kann d'Regierung den zäitlechen Oflaf vun dësen ënnerschiddleche Verleef unhand vun enger Grafik visualiséieren?

4. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Leit déi säit dem 1. Januar 2021 potenziell an/oder tatsächlech a Relatioun mam ëffentlechen Transport positiv op de Covid-19 getest goufen, zum Zäitpunkt vum positiven PCR-Test eng éischt Impfdosis, eng zweet Impfdosis oder eng Boosterimpfung (inklusiv deene Leit, déi eng Dosis vum Johnson & Johnson Vaccin gesprëtzt kruten a jee no Definitioun net als geboostert gëllen) empfaang haten? Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Leit, déi wärend deem genannten Zäitraum potenziell an/oder tatsächlech a Relatioun mam ëffentlechen Transport positiv op de Covid-19 getest goufen, zum Zäitpunkt vum positive PCR-Test nach keng éischt Impfdosis haten a wéi eng Krankheetsbiller sech fir déi jeeweileg Gruppe gewisen hunn? Kann d'Regierung op Basis vun deenen eenzele Grafiken elaboréieren, wéi et méiglech war, wärend der gesamter Covidkris speziell am Beräich vum ëffentlechen Transport sou eng grouss Kontinuitéit ze erméiglechen?

Réponse commune (21.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'CFL huet keng zousätzlech Zich an den RGTR keng zousätzlech Bussen agesat, well de Fuerpark esou dimensionéiert war an ass, fir den normalen Horaire domadder ofzedecken.

Am Kader vum Contacttracing si bis elo keng Clustere festgestallt ginn, déi an engem kloren Zesummenhang mam ëffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg stinn. Et gouf eng kleng Zuel vu Clusteren am Zesummenhang mat Busreesen am Ausland, mee dat ware privat organiséiert Reesen, déi sech iwwer Deeg gezunn hunn, wou d'Leit Kontakt ënnereneen haten och ausserhalb vum Transport.

Vu 74.523 traitéierten Dossieren, wou eng potenziell Source d'infection identifizéiert gouf, waren a 46 Fäll eng potenziell Source „transport public" uginn, wat 0,06 % vun alle Fäll mat potenzielle Sourcen ausmécht. Et handelt sech hei zum groussen Deel ëm Leit, déi am Interview gesot hunn, datt si menge géifen, sech am Transport public ugestach ze hunn, ouni méi konkreet Elementer dofir ze hunn. Bei deenen anere Sourcen (Famill, Schoul, Aarbecht, Sport) besteet an deenen allermeeschte Fäll ee längeren an direkte Kontakt (ouni Mask an ouni Distanz) mat enger positiver Persoun. Bei dëse 46 Leit ass dat kloer net de Fall. Et gouf kee Kontakt mat enger bekannter positiver Persoun am ëffentlechen Transport, esou datt d'Source „transport public" bei dësem Fall net als fiabel kann agestuuft ginn. Anerersäits kënnen et och Fäll ginn, déi sech effektiv am ëffentlechen Transport ugestach hunn, mee déi dës Informatioun net am Interview weiderginn hunn.

Verschidden Etuden am Ausland hunn d'Roll vum ëffentlechen Transport beliicht. Eng Etude aus China am Ufank vun der Pandemie (Dezember 2019 bis Mäerz 2020) huet gewisen, datt de Risiko fir sech unzestiechen virun allem fir déi direkt Nopere vu positive Fäll am Zuch am héchsten ass[11]. Eng méi rezent Etude vum Institut Pasteur a Frankräich (Mee bis August 2021) huet gewisen, datt Leit, déi regelméisseg den ëffentlechen Transport (Bus, Zuch, Tram) notzen, ee méi klenge Risiko hu fir sech unzestiechen, wéi déi, déi dat net maachen, an datt Alternative wei de Covoiturage, Taxi etc. méi een héijen Ustiechungsrisiko duerstellen.[12] D'Ausnam ass fir déi Leit, déi de Metro benotzt hunn, wou effektiv de Risiko méi héich war.

Zesumme gekuckt weisen dës zwou Etuden an d'Donnéeën aus dem Contacttracing, datt de potenziellen Ustiechungsrisiko, deen am ëffentlechen Transport bestan huet, duerch Mesuren, dorënner d'Maskepflicht, staark reduzéiert gouf.

Question 5666 (02.02.2022) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **attaques contre l'État de droit en Pologne :**

Le Parlement polonais a adopté le 13 janvier 2022 une loi visant à étendre le contrôle du Gouvernement sur l'éducation nationale. Cette loi restreint l'accès aux écoles à des ONG dont les messages sont conformes à l'idéologie nationale conservatrice du parti PiS, en sorte de permettre au Gouvernement d'écarter les associations promouvant les droits des personnes LGBTIQ ainsi que toute autre forme d'éducation à la sexualité. Ces restrictions constituent une attaque sur les valeurs de l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les actions récentes du Gouvernement polonais constituent de fait une atteinte aux valeurs de l'Union européenne telles qu'énoncées à l'article 2 du traité de Lisbonne et dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ?

- Est-ce que le Ministère des Affaires étrangères et européennes a pris des mesures afin de s'opposer aux violences du Gouvernement polonais contre l'État de droit et les valeurs européennes ? Dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il ?

- Monsieur le Ministre considère-t-il dans ce contexte qu'un recours des États membres de l'Union européenne aux mécanismes européens de protection de l'État de droit s'impose ?

Réponse (25.02.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le 13 janvier 2022, le Parlement polonais a adopté un projet de loi qui vise à renforcer le contrôle des cours dispensés à l'école. Le projet de loi a été adopté avec 227 voix pour et 214 contre, et va désormais être soumis au Sénat. Cette loi pourrait restreindre l'accès aux écoles à des ONG indépendantes, dont les associations promouvant les droits des personnes LGBTIQ. Vu les modifications législatives des dernières années et leurs effets cumulés sur l'indépendance judiciaire et l'État de droit en général, la Pologne a fait jusqu'à présent l'objet de cinq auditions au Conseil sur base de l'article 7.1 du Traité sur l'Union européenne (TUE), à savoir le 26 juin 2018, le 18 septembre 2018, le 11 décembre 2018, le 22 juin 2021, et tout récemment le 22 février 2022. Lors de ces auditions, mais également dans le cadre du dialogue annuel sur l'État de droit, la délégation luxembourgeoise a soutenu - à titre national ou dans le cadre d'interventions conjointes avec ses partenaires du Benelux - la Commission dans son rôle de gardienne des traités, et demandé des précisions à la délégation polonaise au sujet de son intention de respecter les principes énoncés à l'article 2 TUE.

Le Luxembourg continuera de plaider en faveur de l'utilisation de tous les mécanismes à disposition de l'Union, y inclus le cas échéant le lancement de procédures d'infraction par la Commission européenne, pour faire respecter les valeurs de l'UE.

Le Luxembourg est aussi intervenu en soutien du Conseil et du Parlement dans l'affaire C-157/21 devant la Cour de justice de l'UE, portant sur le Règlement (UE, Euratom) 2020/2092 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union. La Cour vient de confirmer dans son arrêt du 16 février 2022 que ce mécanisme a été adopté sur une base juridique adéquate, est compatible avec la procédure prévue à l'article 7 TUE et respecte en particulier les limites des compétences attribuées à l'Union ainsi que le principe de sécurité juridique. Suite à l'arrêt de la Cour, le Luxembourg - ensemble avec ses partenaires du Benelux - a demandé à la Commission européenne de faire usage de ce mécanisme dès que possible et pour tous les cas relevant de son champ d'application.

Question 5667 (02.02.2022) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **tarification des transports pour traitements médicaux :**

Selon les informations dont dispose la Patiente Vertriedung les tarifs de base des transports de patient.e.s pour traitements médicaux se situeraient actuellement entre 110 et 140 euros pour des trajets effectués dans un périmètre ne dépassant jamais 30 km. Ces trajets se limitent le plus souvent à la distance entre le lieu de résidence et l'hôpital ou la clinique la plus proche et ne concerneraient vraisemblablement que de trajets courts. Le forfait remboursé par la CNS pour ces coûts de transports équivaut à 1,25 euros par km pour toute distance ne dépassant pas 30 km. Le taux de remboursement par la CNS est de 70 %.

Force est de constater que les tarifs des prestataires privés de transport pour traitement médical atteignent parfois des niveaux si élevés que les patient.e.s finissent par payer de leur poche un montant à bien des égards exorbitant. De plus, en dehors des frais pouvant être pris en charge par la CNS, des suppléments peuvent être facturés par les entreprises. Dans certains cas les patient.e.s n'auraient pas de possibilité de se renseigner d'avance quelle entreprise effectuera leur transport et ne pourraient donc difficilement connaître leurs tarifs d'avance.

Il semble également que la CNS et la CMSS n'imposent pas de limitations et/ou d'obligations en matière de tarification à ces prestataires privés dans l'agrément qui lie actuellement les sociétés taxis, ambulances, véhicule sanitaire léger, etc. à la CNS. Les critères de qualité et d'hygiène y semblent également faire défaut. Par ailleurs, Monsieur le Ministre devrait être informé du fait qu'un groupe de travail avait été mis en place par le Ministère de la Santé pour mettre au point une réglementation des tarifs des prestataires privés de transport pour traitements médicaux par le biais d'un projet de loi qui aurait dû être finalisé en avril 2021.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire si les prestataires privés de transport pour traitement médical n'ont effectivement pas d'obligations à suivre de la part des organismes de la sécurité sociale en matière de tarification, d'hygiène et de qualité notamment en ce qui concerne la formation de leur personnel ?

2) Quand est-ce que le projet de loi dont je fais mention plus haut sera-t-il finalisé ?

3) Le projet de loi en question comprend-il également des dispositions réglementant l'hygiène et la qualité à respecter par les services de transports prestés par des prestataires privés ainsi que des critères précis concernant la formation du personnel travaillant pour ces prestataires ?

4) Dans la négative, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il ce choix ?

5) Monsieur le Ministre est-il sinon prêt à mettre en place des mesures permettant une transparence des tarifs facturés par les prestataires privés de transport pour traitement médical ? Si oui, de quelles mesures s'agirait-il précisément ?

Réponse commune (14.02.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Comme déjà répondu aux questions parlementaires récentes n° 5215, n° 5219 et n° 5355, les services d'ambulance pour les transports non urgents sont organisés par des particuliers qui le font à titre professionnel, par des entreprises, des établissements d'utilité publique ou des associations sans but lucratif. L'accès à la profession est réglementé par la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales qui ne relève pas toutefois de la compétence du Ministère de la Santé ou du Ministère de la Sécurité sociale.

Les ministères concernés sont conscients de la situation actuelle et les normes de qualité pour les transports ne sont en effet pas encore légalement établies. Pour cette raison, le Ministère de la Santé, en collaboration avec d'autres ministères, est en train de finaliser un avant-projet de loi sur les normes d'ambulance, qui couvrira également le volet des normes de qualité et de l'hygiène ainsi qu'une formation du personnel.

Il est également prévu que les tarifs dans ce domaine soient ajustés dès l'entrée en vigueur de la nouvelle législation. Cependant, la Caisse nationale de santé (CNS) ne peut entamer des négociations qu'une fois le cadre légal fixé.

À l'heure actuelle, la CNS ne peut se fonder que sur les lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux statuts de la CNS mais qui ne peuvent pas aller au-delà du cadre existant.

Les statuts actuels de la CNS prévoient que le patient est remboursé à 70 % du montant prévu pour le transport.

L'article 136, troisième alinéa, alinéa 3, des statuts de la CNS dispose :

« Les transports sanitaires simples visés à l'article 132, alinéa 4, alinéas b) et c) sont assujettis à une tarification d'environ 16 centimes (70 %) de factures établies sur la base d'un minimum de 38 euros par trajet, que ce soit sur la base d'un montant de 1,25 euros le kilomètre, à l'exclusion de tous autres éléments pouvant être légalement pris en compte par le transporteur, à moins que la prise en charge de ces éléments n'entraîne pas de dispositions légales expresses. »

Le forfait de 38 euros est considéré comme un forfait minimum pour les déplacements de courte distance. La finalité du forfait est de garantir aux patients dans cette situation un transport en ambulance.

La CNS n'a cependant aucun contrôle sur les montants qui peuvent être facturés par les sociétés de transport. Partant, une augmentation du remboursement de la CNS ne signifie pas que les frais du patient s'en trouveront pour autant réduits. Cela pourra toutefois changer une fois le nouvel cadre juridique avec les normes créées.

Question 5668 (02.02.2022) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**interdiction des nitrites dans la charcuterie :**

En 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé la charcuterie comme « cancérigène avéré pour l'homme » (groupe 1) en s'appuyant sur des preuves suffisantes concernant le cancer colorectal. La cancérogénicité est notamment attribuée aux nitrites et nitrates ajoutés dans la charcuterie afin d'allonger leur durée de conservation et éviter l'oxydation.

Un rapport parlementaire de l'Assemblée nationale du 13 janvier 2021 plaide pour un bannissement progressif d'ici à 2025 des sels nitrités dans la charcuterie. Les parlementaires mettent en avant la dimension sociale de cette problématique : « Les catégories socioprofessionnelles les plus précaires sont les plus consommatrices de charcuterie, mais aussi les plus exposées au risque de cancer colorectal. L'enjeu de la protection de la santé des plus humbles - et de celle de leurs enfants - est donc intimement lié à la question d'une éventuelle interdiction des additifs nitrés dans la charcuterie. »[13]

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé :

1) Existe-t-il des réflexions au Luxembourg quant à l'interdiction progressive des sels nitrités ? Dans la négative, quelles sont les raisons qui justifieraient le maintien de l'usage des substances susmentionnées dans la charcuterie ?

2) Comment la politique pourrait-elle le cas échéant accompagner, voire soutenir les producteurs nationaux dans le processus d'interdiction progressive des sels nitrités ?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La réflexion sur la règlementation des nitrites et nitrates dans les produits de la charcuterie s'effectue dans des groupes d'experts concernant les additifs alimentaires au niveau communautaire pour garantir une harmonisation du marché. Le Luxembourg est systématiquement représenté dans ces groupes.

Le travail de ces groupes d'experts se basent sur les conclusions émises par l'EFSA, autorité de la sécurité des aliments au niveau européen qui a confirmé en 2017 que les niveaux de nitrites et nitrates intentionnellement ajoutés dans la viande et d'autres denrées alimentaires présentent une protection suffisante pour les consommateurs. L'EFSA a rétabli la dose journalière admissible (DJA) à 0,07 mg/kg de poids corporel par jour pour les nitrites. Cette dose présente la quantité d'une substance qu'une personne peut ingérer chaque jour sans risque pour la santé.

Néanmoins, les enfants sont souvent plus exposés aux substances en raison de leur consommation alimentaire plus élevée par rapport à leur poids corporel et l'EFSA a estimé que l'exposition au nitrites utilisés comme additif alimentaire, se situait dans les limites de sécurité pour tous les groupes de la population, à l'exception des enfants fortement exposés, qui pourraient dépasser légèrement la DJA. L'exposition provenant de toutes les sources alimentaires peut dépasser la DJA pour les nourrissons, les jeunes enfants et les enfants moyennement exposés, ainsi que pour les individus fortement exposés de tous les groupes d'âge[14] [15] [16].

Dès lors, les États membres ont décidé de diminuer les limites maximales dans certaines denrées alimentaires d'origine animale notamment ceux de la charcuterie via le règlement (CE) n° 1333/2008 du 18 décembre 2008 sur les additifs alimentaires. Ce projet concernant la diminution des limites maximales en nitrates et nitrites sera probablement voté en 2022.

ad 2) La politique de soutien au profit des producteurs nationaux dans le processus d'interdiction progressive des sels nitrités ne relève pas de la compétence du Ministère de la Santé.

Question 5671 (02.02.2022) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **découverte d'un phénomène de corrosion sur plusieurs réacteurs nucléaires français :**

Actuellement, 10 des 56 réacteurs du parc nucléaire français seraient à l'arrêt, dont 5 pour cause

[11] https://academic.oup.com/cid/article/72/4/604/5877944?login=true

[12] https://academic.oup.com/cid/article/72/4/604/5877944?login=true

[13] https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-eco/l15b3731_rapport-information#

[14] EFSA (2017): Re-evaluation of potassium nitrite (E249) and sodium nitrite (E250) as food additives; https://doi.org/10.2903/j.efsa.2017.4786

[15] EFSA (2017): Re-evaluation of potassium nitrite (E249) and sodium nitrite (E250) as food additives; https://doi.org/10.2903/j.efsa.2017.4786 2 https://www.efsa.europa.eu/en/press/news/170615

[16] EFSA (2017): Re-evaluation of potassium nitrate (E251) and sodium nitrate (E252) as food additives; https://doi.org/10.2903/j.efsa.2017.4787

de problèmes de corrosion sur un circuit de sécurité. Selon des articles de presse français, le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a déclaré que ces problèmes de corrosion sur des systèmes de sécurité des réacteurs représentent un « événement sérieux » car ils concernent un circuit connecté directement au circuit primaire et possèdent en outre un caractère potentiellement générique, c'est-à-dire qu'ils peuvent concerner des familles entières de réacteurs.

À ce stade des analyses, les réacteurs concernés sont les réacteurs des centrales nucléaires de Chooz - proche du Luxembourg - et de Civaux ainsi qu'un des réacteurs de la centrale de Penly. Ces réacteurs sont actuellement à l'arrêt et font l'objet de contrôles et d'analyses. Le redémarrage du réacteur Chooz 1 a déjà été repoussé au 27 juillet et celui de Chooz 2 à fin décembre 2022, selon des données publiées par EDF.

Les 5 réacteurs à l'arrêt représenteraient environ 12 % de la capacité nucléaire française et EDF a déjà dû baisser de 10 % ses prévisions de production pour 2022. S'y ajoutent des investigations plus larges afin de déterminer si d'autres réacteurs sont concernés. En effet, ce phénomène de corrosion sur un système de sécurité - plus précisément une fissuration résultant d'un phénomène inattendu de corrosion sous contrainte en face interne des tuyauteries d'injection de sécurité du circuit primaire principal - ne concernait à l'origine que la famille des réacteurs les plus récents et puissants (1.450 MW), mais depuis lors le même défaut a également été découvert dans un réacteur de la génération précédente (1.300 MW) à Penly. Or, il existe 12 autres réacteurs de cette même génération (palier P'4), dont notamment les quatre réacteurs de Cattenom.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Le Gouvernement est-il au courant de ces problèmes de corrosion sur un système de sécurité d'au moins 5 réacteurs nucléaires de deux générations différentes ?

2) Est-ce que le Gouvernement est en contact avec les autorités françaises et suit de près les investigations menées par EDF et l'ASN ?

3) Entend-il intervenir auprès des autorités compétentes afin de vérifier si la centrale nucléaire de Cattenom est également touchée par ce phénomène de corrosion ?

Réponse commune (10.02.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Suite à la publication d'une note d'information publiée sur le site de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur la découverte de phénomènes de corrosion apparus sur les systèmes de sécurité de plusieurs réacteurs nucléaires d'un type similaire de ceux de la centrale de Cattenom, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Carole Dieschbourg, et le Ministre de l'Énergie, Claude Turmes, ont adressé un courrier à l'ASN le 19 janvier 2022, dans lequel ils demandent des explications plus détaillées sur ce phénomène et ses répercussions sur la centrale de Cattenom.

Afin de pouvoir cerner l'impact de ces anomalies sur les réacteurs proches du Grand-Duché de Luxembourg, les ministres ont adressé les questions suivantes au directeur général de l'ASN :

- Quel impact les arrêts non prévus ont-ils sur la sécurité d'approvisionnement et sur la sûreté nucléaire en général ?

- Est-ce que les réacteurs de la centrale de Cattenom sont affectés par cette anomalie ?

- Est-ce que des travaux de recherche auprès des réacteurs de Cattenom sont entrepris et, le cas échéant, quels travaux de réparation seront programmés ?

- Est-ce que le Grand-Duché sera tenu au courant des travaux de recherche et de réparation entrepris ?

- Quels sont les délais prévus pour contrôler les réacteurs de 1.300 MW et notamment ceux de Cattenom ?

Notons en parallèle, que selon la loi du 28 mai 2019 relative à la radioprotection, la division de la radioprotection (DRP) de la Direction de la santé en tant qu'autorité luxembourgeoise de sûreté nucléaire est notamment chargée des missions suivantes :

- assurer une veille permanente en matière de sûreté nucléaire, prenant en compte les évolutions au niveau international ;

- s'engager dans des activités de coopération sur la sûreté nucléaire des installations nucléaires avec les autorités de réglementation compétentes des pays voisins exploitant une installation nucléaire en proximité du territoire du Grand-Duché de Luxembourg et établir pour ces installations des échanges directs avec les opérateurs ;

- élaborer des avis motivés sur la sûreté des installations nucléaires.

Dans ce contexte, la DRP a également fait une analyse de la situation et a conclu qu'il s'agit d'un problème sérieux nécessitant des analyses approfondies pour comprendre l'origine et pour évaluer si d'autres réacteurs pourraient également être concernés.

Par un courrier en date du 28 janvier 2022, le directeur général de l'ASN a donné la réponse suivante à la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Carole Dieschbourg, et au Ministre de l'Énergie, Claude Turmes :

« EDF transmettra prochainement à l'ASN un programme priorisant les réacteurs à contrôler au regard des résultats de ces investigations. Ce n'est qu'alors que sera identifié la nécessité ou non de contrôler un ou plusieurs réacteurs de la centrale nucléaire de Cattenom. L'ASN se prononcera ensuite sur ce programme. »

Le directeur général a également soulevé le lien direct avec les défis en matière de sécurité d'approvisionnement en France : « La réalisation de ces contrôles complémentaires nécessite d'arrêter les réacteurs concernés. Ces arrêts, auxquels s'appliqueront les référentiels de sûreté habituels, répondent donc à un objectif de sûreté nucléaire. Leurs conséquences en matière de sécurité d'approvisionnement électrique, pour lequel l'ASN n'est pas compétente, dépendront des périodes auxquelles les réacteurs seront à l'arrêt. »

Entre-temps, EDF a annoncé le 8 février 2022 l'arrêt de trois réacteurs supplémentaires pour effectuer des contrôles, dont Cattenom 3, suite aux problèmes de corrosion constatés et a donc réagi aux interrogations du Gouvernement luxembourgeois. Ces arrêts sont programmés à partir du 19 février, 26 mars et 9 avril. EDF a également annoncé la révision à la baisse de sa production nucléaire pour 2022 de 300-330 TWh à 295-315 TWh, un niveau plus vu depuis les années 1990.

Le Gouvernement reste préoccupé face à ce potentiel de nouveau risque d'exploitation et va suivre ce dossier de près et intervenir auprès des autorités françaises afin que des contrôles sur tous les réacteurs de la centrale de Cattenom soient effectués et ceci au plus vite. Le Gouvernement mettra le sujet également à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire.

Question 5683 (03.02.2022) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **fouilles archéologiques réalisées au lieu-dit Schinker dans la commune de Parc Hosingen :**

Je constate que, depuis quelques mois déjà, des fouilles archéologiques sont réalisées au lieu-dit Schinker dans la commune de Parc Hosingen.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) De quel type de fouilles s'agit-il ?

2) Par quels moyens ou pour quelle raison le site archéologique en question a-t-il été détecté ?

3) Par quel dispositif ce site très visible est-il actuellement protégé afin d'éviter des fouilles sauvages ?

Réponse (22.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1) Le site est connu depuis longtemps par le Centre national de recherche archéologique (CNRA), mais ce n'est que maintenant que l'attention s'est portée sur lui en raison de l'extension accrue de l'infrastructure routière, de l'installation d'un mât d'émission 5G et de l'extension du parking à proximité immédiate. Afin de déterminer la nature exacte du site et d'envisager d'éventuelles opérations futures, s'il s'agit d'un burgus isolé ou si, comme à Dalheim, il se trouve au milieu d'un vicus (agglomération), il a été décidé de procéder à des recherches archéologiques sur un quart de la structure visible sur les photos aériennes. Cette « fouille test » permet de mieux évaluer l'ampleur des fouilles nécessaires lors de l'aménagement ultérieur du terrain. La fouille n'a pas lieu juste avant un projet de construction concret, mais elle a pourtant un caractère préventif.

ad 2) Le site archéologique a été mentionné dès 1977 par Gérard Thill dans un article de la « Hémecht » et est donc connu depuis longtemps du CNRA. Le site se distingue par une élévation et sa position marquée dans le paysage. Sur les photos aériennes récentes, trois fossés étaient aussi visibles, ce qui a conduit des prospecteurs à examiner le champ après les labours, avec l'autorisation du CNRA et du propriétaire du terrain. La céramique, le verre et les briques trouvés indiquent une occupation des 2e-3e siècles jusqu'à la fin de l'Antiquité. Il s'en est suivi une étude géomagnétique de la zone, puis la « fouille test » déjà mentionnée pour déterminer l'état de conservation et identifier plus précisément les vestiges.

ad 3) Le site est sécurisé comme toutes les fouilles menées par le CNRA. Les règles de l'Inspection du travail et des mines sont appliquées. Dans ce cas précis, la fouille est sécurisée par une barrière de chantier.

Question 5687 (04.02.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**augmentation du prix des engrais :**

Wéi a villen anere wirtschaftleche Secteuren, huet déi aktuell Präisdeierecht, gedriwwen duerch déi héich Energiepräisser, och een direkten Impakt op d'Landwirtschaft. An der spezifescher nationaler Fachpress war zu dësem Sujet rezent een Artikel iwwert d'Evolutioun vum Produktiounskäschtenindex vun der Agrarwirtschaft a Schweden ze liesen. Tëschent November 2020 an November 2021 ass dësen Index ëm 19,6 % gestigen. Ee vun de gréisste Präisdreiwer waren a Schweden Düngemëttel, déi an deem Joer ëm 157,5 % geklomme sinn. Donieft sinn och d'Energiekäschten a Käschte fir Fuddermëttel staark an d'Luucht gaangen.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Landwirtschaftsminister gäre follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister soen, wéi dës Entwécklung zu Lëtzebuerg ausgesäit?

2. Wéi huet de Präis vu mineraleschem Dünger sech an de leschten zwielef Méint entwéckelt?

3. Wéi huet de Präis vun de Fuddermëttel sech an de leschten zwielef Méint entwéckelt?

4. Wéi wäerten déi steigend Energiepräisser sech allgemeng op d'Produktiounskäschte vun de Liewensmëttel auswierken?

Réponse commune (03.03.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Zu Lëtzebuerg hu mir eng ganz änlech Entwécklung wéi a Schwede gesinn, si war allerdéngs däitlech manner staark ausgeprägt. De Produktiounsmëttelindex ass bei eis an der Moyenne ëm 12,5 % am Laf vum Joer 2021 geklommen. Vun Dezember 2020 op Dezember 2021 ass et allerdéngs eng Steigerung vun 22.8 %. Wann een d'Investitiounsgidder mat derbäi rechent, ass zu Lëtzebuerg eng Hausse vu 16,3 % op den Dezember 2021 am Verglach zum Virjoresmount ze verzeechnen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

ad 2. De Präis vun den Dünger- a Buedemverbesserungsmëttel ass an der Moyenne mat 48,9 Indexpunkten am Verglach zu 2020 ganz staark ëm ronn 65 % am Laf vum Joer 2021 geklommen. Kuckt een dat Ganzt awer op Monatsbasis, dann ass et nach vill méi dramatesch. Vu Januar bis Mee war dës Hausse mat 32,3 % nach vergläichsweis moderat. Du koum eng liicht Entspanung bis den August, gefollegt vun enger extreemer Steigerung vun 119 % bis November. De leschte Joresmount war dunn awer nees stabill op deem ganz héijen Niveau. D'Düngerpräisser waren domat den Dezember 2021 ronn 195 % méi héich wéi den Dezember 2020.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

ad 3. De Präis vun de Fuddermëttel ass am Laf vun den zwielef Méint 2021 mat 12,6 Indexpunkte manner staark wéi dee vun den Düngemëttel am Verglach zu 2020 geklommen. Dës Hausse war kontinuéierlech steigend vu Januar bis Juni, du koum eng liicht Entspanung bis den August. Déi lescht véier Méint sinn d'Präisser dunn nees weider geklommen. D'Fuddermëttelpräisser waren domat den Dezember 2021 ronn 14 % méi héich wéi den Dezember 2020.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

ad 4. Den Uelegpräis huet sech am Joer 2021 staark verdeiert a louch Ufank Februar 2022 fir d'éischte Kéier zënter Hierscht 2014 iwwer 90 USD/Baril. Dës Erhéijunge beaflosse relativ séier d'Produktiounskäschte vu Liewensmëttelprodukter iwwer d'Erhéijung vun de Käschte vum Brennstoff an Heizueleg. D'Explosioun vum Spot-Präis vum Gas zënter dem Summer 2021 (de Präis huet sech a sechs Méint bal verdräifacht) an doduerch och vum Stroum (deen sech verduebelt huet) sollen hirersäits mat engem gewësse Retard an der Liewensmëttelproduktioun weidergeleet an amortiséiert ginn, och ofhängeg vun de Versuergungskontrakter vun de Produzenten.

D'Erhéijung vun den Energiepräisser beaflosst och indirekt d'Präisser vun aneren Inputten, déi fir d'Liewensmëttelproduktioun néideg sinn, iwwer d'Erhéijung vun den Transportkäschten, awer och de Produktiounskäschten (de Präis vum Gas huet zum Beispill e groussen Impakt op d'Käschte vun der Produktioun vun Dünger).

D'Präisser an d'Meenungen, déi an der Liewensmëttelindustrie zu Lëtzebuerg opgeholl ginn (kuckt d'Grafik), weisen op eng Erhéijung vum Drock op d'Präisser uechter d'Joer 2021. Et ass net méiglech, an dëser Erhéijung den Impakt vun de verschiddene Produktiounskäschten ze dissociéieren.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Question 5690 (04.02.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **congé syndical :**

D'Daachorganisatioun vun der Policegewerkschaft SNPGL an der Arméisgewerkschaft SPAL, also de Syndicat professionnel de la force publique (SPFP), hat den 3. Februar 2022 seng Assemblée générale vum Conseil des délégués. Am Géigesaz zu de Jore virdrun haten d'Polizisten an d'Zaldoten, déi eng „obligation syndicale" hunn, dës Kéier keng „dispense de service" vun hirem jeeweilege Minister krut, fir un dëser wichteger Versammlung deelzehuelen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Bannenzeg Sécherheet an un den Här Arméiminister:

1. Aus wéi enge Grënn ass dës „dispense de service" dëst Joer net accordéiert ginn? Ass dës Entscheedung mat de Verantwortleche vu Police an Arméi ofgeschwat ginn?

2. Denkt d'Regierung drun, fir dës Dispens d'nächst Joer erëm ze accordéieren?

Réponse commune (03.03.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Den Syndicat professionnel de la force publique (SPFP) huet de 4. Februar 2022 um 17.00 Auer seng Assemblée générale organiséiert. An deem Kontext huet den SPFP eng Autorisatioun ugefrot, fir eng Dispense de service fir seng Memberen ze kréien, fir datt si kéinten un dëser Assemblée générale deelhuelen.

De Refus vun der Demande fir d'Dispense de service ass op Basis vun enger Non-application vum Artikel 5 vum Règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'État motivéiert, dee virgesait, datt « 1. La représentation du personnel se compose au minimum de trois et au maximum de onze membres. Elle est autorisée à se réunir douze fois par an, sur convocation de son président, pour délibérer des affaires pendantes. Pour ces réunions, la direction met un local approprié à sa disposition. La durée de ces réunions ne peut dépasser quatre heures. Les membres bénéficient d'une dispense de service pour ces réunions. En outre, ils bénéficient d'une dispense de service pour tous les déplacements liés à la participation à des entrevues avec les responsables politiques ou administratifs.

Question 5773 (16.02.2022) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **augmentations substantielles des primes d'assurances :**

Les compagnies d'assurances opérant au Luxembourg viennent de décider des augmentations substantielles de leurs primes. Ces augmentations sont argumentées par l'évolution du coût des réparations des dommages qu'ils assurent.

- Nous aimerions savoir de Madame la Ministre des Finances, par le biais du Commissariat aux assurances, comment se sont développés les résultats du secteur des assurances dans les différents risques au courant des années 2019, 2020 et 2021.

- Madame la Ministre estime-t-elle que les augmentations sont justifiées ?

- Quelle est l'attitude du Commissariat aux assurances face à ces augmentations ?

Réponse (22.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

En ce qui concerne les données sur les activités des compagnies d'assurances luxembourgeoises, le Gouvernement se permet de renvoyer les honorables Députés aux rapports annuels publiés par le Commissariat aux assurances qui font état des informations demandées.

Suite à l'introduction des directives européennes dites de la « troisième génération » vers le milieu des années 1990, les entreprises d'assurances opérant dans l'Union européenne et au Luxembourg jouissent de la liberté tarifaire. Par conséquent, ni le Gouvernement, ni le Commissariat aux assurances ne peuvent se prononcer sur l'évolution des primes d'assurances.